P.F.E.T.H.V.G.

961.187/103
4 Bd 20 — H. 8.
1019
I.
K 283

2668/4
fol

160:. 4 Tome

RECUEIL
DES
TRAITEZ DE PAIX.

(BERNARD, JACQUES)

RECUEIL
DES
TRAITEZ
DE PAIX, DE TRÊVE, DE NEUTRALITÉ, DE SUSPENSION D'ARMES, DE CONFÉDÉRATION, D'ALLIANCE, DE COMMERCE, DE GARANTIE,
ET D'AUTRES
ACTES PUBLICS,
COMME
CONTRACTS DE MARIAGE, TESTAMENTS, MANIFESTES, DECLARATIONS DE GUERRE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Républiques, Princes, & autres Puiſſances de l'Europe, & des autres Parties du Monde.

Depuis la Naiſſance de JESUS-CHRIST *juſqu'à préſent.*

SERVANT A ÉTABLIR
LES DROITS DES PRINCES
ET DE
FONDEMENT A L'HISTOIRE.

Raſſemblez avec ſoin d'un grand nombre d'Ouvrages imprimez, où ils étoient diſperſez, & de divers Recueils publiez ci-devant, auſquels on a ajouté pluſieurs Piéces, qui n'avoient jamais été imprimées.

Le tout redigé par ordre Chronologique, & accompagné de NOTES, *de* TABLES CHRONOLOGIQUES *&* ALPHABETIQUES, *& des Noms des* AUTEURS *dont on s'eſt ſervi.*

TOME PREMIER.

Contenant les Préfaces & les Traitez depuis DXXXVI. juſqu'en MDI.

Friderici Comitis

A AMSTERDAM,
Chez HENRY ET LA VEUVE DE T. BOOM.
A LA HAYE,
Chez { ADRIAN MOETJENS, HENRY VAN BULDEREN.

MDCC.

PRÉFACE.

PREMIÉRE PARTIE.

De l'Utilité de ce Recueil.

ON ſe propoſe deux choſes dans cette Préface ; l'une de faire voir l'utilité du Livre, qu'on donne ici au Public ; & l'autre d'expliquer la Méthode qu'on y a ſuivie.

I. ON ne peut diſconvenir, que cèt Ouvrage ne ſoit très-utile à tous ceux qui ont le manîment des affaires publiques, ou quelque part dans le Gouvernement. J'avoüe qu'il n'y a point d'Etat, qui n'aît ſes Archives, auſquelles ceux dont je parle peuvent avoir recours dans les occaſions. Je conviens même qu'il n'y en a point, quelque petit qu'il ſoit, dans les Archives duquel on ne trouve de certaines lumiéres, qu'on chercheroit inutilement dans ce Livre ; parce qu'il y a toujours beaucoup de piéces, qu'on ne rend point publiques, & dont il n'y a que les Souverains ou leurs Miniſtres, qui ayent connoiſſance.

Mais outre, qu'on n'eſt pas toujours à portée de conſulter ces Archives, & qu'un Ambaſſadeur, par exemple, ſeroit bien embarraſſé, ſi toutes les fois qu'il a beſoin de certaines piéces, il étoit obligé d'écrire à ſes Souverains, pour faire fouiller dans leurs Archives : quelle peine ne ſeroit-ce point de travailler à tout moment à déterrer au millieu d'un nombre infini de volumes, quelquefois aſſez mal rangez, une piéce dont on auroit beſoin, ſurtout, ſi c'étoit dans une affaire preſſante ?

Ajoutez à cela, qu'il arrive ſouvent, lors qu'on y penſe le moins, qu'un Politique a beſoin de certaines piéces, qui ne ſe trouvent point dans les Archives qu'il peut conſulter, parce qu'on n'y garde preſque ordinairement, que celles où le Souverain eſt intéreſſé, ou dans leſquelles il eſt intervenu, du moins en quelque ſorte, & qu'il ſe peut faire, que la piéce qu'on cherche n'eſt point de cette nature. Un exemple éclaircira notre penſée.

Un Ambaſſadeur d'Angleterre ſera chargé de conclure un Traité avec le Roi de Maroc. Il voudra ſavoir de quelle maniére la France traite avec ce Prince ; afin de ne point traiter à des conditions plus deſavantageuſes, & de procurer à ſon Maître tous les mêmes honneurs, que ce Monarque Afriquain rend au Roi de France. Il faut pour cela, qu'il aît recours aux Traitez faits entre ces deux Puiſſances : mais c'eſt un hazard s'il les trouve dans les Archives des Rois d'Angleterre, où il y a apparence qu'on ne garde que ce qui a un raport immédiat aux affaires de ce Royaume.

J'ai eu lieu de me confirmer dans cette penſée durant le cours de l'impreſ-

sion de cèt Ouvrage: car j'ai eu en main des Recueïls Manuscrits, ou des Tables de Recueïls, faits à l'usage de quelques Ambassadeurs, dans lesquels j'en ai trouvé beaucoup plus de ceux où leurs Maîtres n'étoient aucunement intéressez, que de ceux ausquels ils avoient quelque part: tant il est vraique ces habiles Ministres étoient persuadez de la nécessité où ils se trouvoient d'avoir en main ces sortes de Traitez.

On ne sauroit donc douter, qu'un Recueïl semblable à celui-ci, dans lequel on a ramassé tout ce qu'on a pû trouver d'Actes publics faits entre les diverses Puissances de l'Europe & des autres parties du Monde, ne soit d'une très-grande utilité à tous les Politiques, & à tous ceux qui ont quelque part dans le Gouvernement de quelque Etat. Il est vrai qu'il semble d'abord, que pour s'instruire sur tout cela, il n'est pas nécessaire de remonter aussi haut que nous avons fait; puis que les derniers Traitez abolissant tous les précédens, dans tout ce en quoi ils peuvent leur être contraires, on peut se contenter d'avoir recours à ces derniers Traitez sans se mettre en peine des précédens. Mais une telle objection ne peut tomber, que dans l'esprit des personnes peu instruites dans ces sortes de matiéres. Et premiérement, il n'est point de Traité qui ne rapelle le précédent, & qui ne le confirme en plusieurs points. Celui qui a été fait à Ryswick, par exemple, entre la France & l'Espagne, en 1697. rapelle les Traitez de Nimégue, d'Aix-la-Chapelle, & de Munster, ceux-ci ont rapellé les précédens, & ainsi par une suite nécessaire, pour bien connoître les droits de ces deux Couronnes, & les prétensions légitimes qu'elles peuvent avoir l'une sur l'autre, il faut voir & examiner avec soin tous les Traitez qui ont été faits entr'elles, les comparer ensemble, voir en quoi les derniers dérogent aux premiers, & en quoi ils les confirment.

En second lieu, cette Objection suppose, que les Souverains ayent toujours si fermement résolu de s'en tenir au dernier Traité, qu'ils ne veuillent jamais recourir au précédent, dans les Articles même ausquels il a été dérogé par le dernier: mais il n'y a rien de si incertain que cette supposition. A le bien prendre, quand un Souverain traite avec un autre Souverain à certaines conditions, cela ne signifie d'ordinaire autre chose, si ce n'est que l'état présent de ses affaires ne lui permet pas d'en exiger d'autres de celui avec qui il traite; mais que dès qu'elles prendront une autre face, il demandera d'autres conditions, & fera valoir des droits, ausquels il a bien voulu imposer silence quelque tems, parce que ses affaires le vouloient ainsi.

Veut-on un exemple de fraîche datte, qu'un Souverain ne s'arrête pas toujours au dernier Traité qu'il a fait; mais qu'il veut souvent remonter plus haut, lors qu'il y trouve son compte, & qu'il croit l'occasion favorable? On a vu dans les Négociations de Ryswick les Ministres Espagnols peu contens du Traité de Nimégue, demander que les choses fussent rétablies sur le pié du Traité des Pyrenées, sautant galamment par dessus celui d'Aix-la-Chapelle, qui avoit été fait depuis; mais qui ne les accommodoit pas si bien. Et, en effet, il n'y a rien en cela qui doive nous surprendre. On sait bien que les Traitez de Nimégue & d'Aix-la-Chapelle avoient été signez par l'Espagne, en quelque sorte malgré elle, qu'elle en avoit passé par là, voyant qu'elle ne pouvoit mieux faire, & craignant qu'il ne lui arrivât pis: pourquoi ne penseroit-elle pas à se faire relever de deux Contracts si desavantageux, quand elle croit en avoir une occasion favorable? Peut-être, y auroit-il quelque chose à redire, si en pleine paix, elle avoit voulu abolir le Traité de Nimégue, pour rétablir celui des Pyrenées; mais la guerre casse en quelque sorte tous Traitez entre Souverains. Si lassez de se battre, ils parlent d'accommodement, châcun est en droit de faire son marché le mieux qu'il peut, l'un de demander le Traité des Pyrenées, & l'autre de ne vouloir donner que celui de Nimégue.

A parler proprement, dans ces occasions, les Traitez précédens ne sont proposez, que comme des formules toutes dressées, pour abréger le tems, & pour éviter les disputes, qui pourroient survenir, si l'on entreprenoit de dresser tout de nouveau les mêmes Articles.

Enfin ce qui prouve qu'un Politique ne doit jamais s'arrêter tellement aux derniers Traitez, qu'il ne recoure à ceux qui précédent; c'est qu'il peut arriver que les précédens contiennent de certaines clauses, ou générales ou particuliéres, qui rendent nuls tout ceux qui peuvent être faits après. J'avoüe, qu'il est infiniment plus ordinaire de voir les derniers Traitez déroger aux précédens, que de voir les précédens infirmer ceux qui suivent. Il y en a pourtant des exemples, & l'on en trouvera un entr'autres fort remarquable dans ce * Recueïl. C'est celui que fit *Philippe* de Valois avec *Alphonse* Roi de Castille, en 1345. Il y est stipulé expressément, qu'un des deux Rois ne pourra faire la paix avec aucun autre Prince, que son Allié n'y soit compris, sous quelque prétexte que ce soit; clause, qui rendoit nuls tous les Traitez, que l'un ou l'autre auroit pû faire, sans y comprendre son Allié.

* Voyez Tom. I. pag. 253. Col. b.

Ce que je viens de dire des Formules il n'y a qu'un moment, me fait souvenir, que rien n'est si utile aux Politiques, & à tous ceux qui ont à dresser des Actes ou des Traitez, qu'un livre où l'on trouvera un nombre infini de formules différentes toutes dressées, & où l'on pourra choisir celles qu'on aimera le mieux, ou celles qui s'accommoderont le mieux à la conjoncture des affaires. Ceux qui ont été obligez d'en dresser pour des cas extraordinaires, sans avoir de modéle devant leurs yeux, savent combien il leur en coute. Il n'y a point de mot, point de particule, point de syllabe, s'il faut ainsi dire, que deux Contractans n'examinent à la derniére rigueur, & ne pésent à la balance de la Raison d'Etat, qui est leur seule & unique regle. Mais quand une fois ces Formules ont été dressées, qu'on a vû que les Souverains en sont convenus dans d'autres occasions, c'est autant de tems gagné, & le tems est infiniment précieux à des gens qui examinent tout avec la derniére précision. Nous avons dans les Négociations de Ryswick un exemple tout propre à confirmer ce que je dis. (*a*) Lors qu'il falut échanger les Ratifications du Traité entre la France & l'Angleterre, les Ministres de cette premiére Couronne firent quelques difficultez sur le Préambule de la Ratification d'Angleterre, au sujet des titres, que le Roi de la Grand' Bretagne s'y donnoit, & en particulier au sujet de celui de (*b*) *Roi de France*. Comment se tira-t-on de cette difficulté? C'est par la Déclaration, que firent les Ambassadeurs du Roi de la „ Grand' Bretagne, que cela s'étoit communément ainsi pratiqué dans les „ Traitez de Paix entre les deux Couronnes, & particuliérement dans celui „ de Breda; & qu'en cas que cela ne se trouvât pas ainsi, ils promettoient de „ fournir un autre pouvoir, & un autre Acte de Ratification réformé en ce „ point & conforme audit Traité de paix. Je m'imagine facilement, que les Ambassadeurs de France savoient très-bien ce qui en étoit, avant ce que leur en dirent les Ministres d'Angleterre, car qu'y a-t-il de plus commun que ce Traité de Breda? Mais ils vouloient tenter l'habileté de ceux d'Angleterre, & observer ce proverbe trivial, qu'*il ne faut jamais rien perdre, faute de le demander*. Seulement doit-on remarquer sur cèt Article, que quand on veut contester entre Ministres, on n'en croit que les originaux des Traitez; autrement il étoit facile de s'éclaicir sur le champ de ce qui s'étoit passé à Breda.

(*a*) Voyez les Mémoires & Négociations de la Paix de Ryswick. Tom. III. p. 373.

(*b*) Rex Franciæ.

Mais ce n'est pas les seuls Politiques de Profession, qui peuvent faire usage de ce Recueïl, il peut-être utile généralement à tous ceux, qui veulent se mêler d'entendre quelque chose dans les intérêts des Princes; & qui est-ce aujourd'hui, qui ne s'en mêle pas? C'est la science à la mode; tout le monde en parle; mais il y a peu de gens qui sachent ce qu'ils disent, faute de lumiére, & il est

preſque impoſſible de le ſavoir ſi l'on n'a recours aux divers Actes & Traitez que ces Princes peuvent avoir faits. Il n'y a perſonne de bon goût, qui n'aît infiniment eſtimé les *Intérêts & maximes des Princes* de M. le Duc de *Rohan*, & quoi que depuis plus de ſoixante ans, qu'il y a qu'ils ſont écrits, les Intérêts des Princes, & par conſéquent leurs maximes ayent beaucoup changé, cèt Ouvrage eſt infiniment préférable, encore aujourd'hui, à tout ce qu'en ont écrit depuis certains Auteurs, qui ont plus bâti ſur leur imagination, que ſur les fondemens ſolides ſur leſquels avoit bâti le Duc de Rohan. Ces fondemens ne ſont autres que les Actes publics, qui ſont la matiére de ce Recueïl, les Traitez de paix, les Alliances par mariages, les Teſtamens &c. Tant qu'on ne ſera point inſtruit de tout cela, on raiſonnera en l'air, & l'on ſe fera ſiffler par les connoiſſeurs.

De plus, les Actes que contient cèt Ouvrage ſont les monumens les plus certains de l'Hiſtoire, & tout ce qu'on écrit d'ailleurs, n'eſt ordinairement que l'imagination des flateurs, la réverie de quelque rafineur en Politique, ou la production de la mauvaiſe humeur de quelque eſprit Satyrique. Que n'ont pas dit les François, par exemple, de l'Empereur *Charles Quint*, & des Rois d'Eſpagne ſes Succeſſeurs, apuyez ſur de ſimples bruits ſans fondement? Que n'ont pas publié, à leur tour, les Eſpagnols, de la foibleſſe du Roi de France *Loüis XIII.* & de la malignité des Cardinaux de *Richelieu* & *Mazarin*? On n'auroit rien écrit de tel de part, ni d'autre, ſi l'on s'en fut tenu aux Actes publics. Ces Actes peuvent dont ſervir ou pour dreſſer l'Hiſtoire, ou pour la rectifier. Ce n'eſt pas, par exemple, ce que les Partis oppoſez publient durant la guerre, qui doit nous faire juger de la perte ou du gain qu'on y a fait; mais les Traitez de Paix, qui s'en enſuivent, où l'on connoît par ce que châcun céde ou retient, ce que l'on a perdu ou gagné. La paix de Vervins nous aprit, que les guerres précédentes, quels qu'en euſſent été les événemens, avoient mis l'Europe dans ce juſte équilibre, qui faiſoit la ſureté de tous les Etats particuliers, qui la compoſent. Mais celles des Pyrenées & de Weſtphalie firent connoître, que la France prenoit le deſſus, & ſe rendoit ſupérieure à ſes voiſins. Si l'on jugeoit de ce que les divers Souverains engagez dans la derniére guerre ont gagné par les Relations des diverſes Campagnes qu'on a faites, on ne pourroit s'empêcher de conclurre, que la France ne fit jamais de guerre, qui lui fût plus avantageuſe. Elle ravage des Provinces entiéres en Allemagne & en ruine de fond en comble toutes les Villes; Elle prend un grand nombre de Places dans les Pays-bas & en Catalogne; Elle gagne des victoires ſur mer & ſur terre; ſes Armées vivent preſque toujours aux dépens de ſes Ennemis. Que ne doit-on pas conclurre de tous ces avantages, ſur tout ſi l'on en lit la Relation dans les Ecrits des Auteurs François, qui ont l'art d'exagerer merveilleuſement leurs avantages, & de leur donner du relief par leur éloquence? Mais ſans ſe laiſſer ébloüir par un exterieur ſi capable d'en impoſer à un eſprit ſuperficiel, qui ſe hâte de conclurre ſans refléchir murement; qu'on attende pour juger, de voir les Traitez de paix, qui ont terminé une guerre où la France a paru ſi ſupérieure; on la verra dans les Traitez reconnoître pour légitime Roi d'Angleterre, un Prince, qu'elle n'avoit point reconnu juſques-là; on verra la Lorraine, poſſedée ſans interruption par la France depuis plus de trente ans, renduë à ſon légitime Souverain, Pignerol remis au Duc de Savoye après 66. ans de poſſeſſion, Caſal démoli, & par là cette Couronne renvoyée au delà des Alpes. On verra toutes les Places qu'elle a conquiſes durant la guerre & quelques autres renduës à l'Eſpagne, & les Provinces-Unies obtenir des conditions de commerce plus avantageuſes, que celles dont Elles joüiſſoient avant le commencement de la guerre.

Je

Je conviens, qu'il eſt aſſez fâcheux d'aller chercher la vérité de l'Hiſtoire dans une lecture auſſi ennuyante que l'eſt, par elle-même, celle des Actes publics. Le ſtile en eſt ordinairement très-dégoutant, les faits y ſont en quelque ſorte étoufez, ſous les épines d'un nombre infini de formalitez & de repetitions. Peut-être, eſt-ce pour éviter cèt ennui aux lecteurs, que dans quelques Recueils, dont on s'eſt ſervi pour celui-ci, on a ſuprimé toutes les formules, & tous les préambules des Traitez, comme inutiles: mais c'eſt une très-grande faute, qu'on a eu ſoin d'éviter dans ce Recueil, perſuadé que ces formules & ces préambules ſont d'un uſage perpétuel pour les Politiques, ainſi qu'on a pu le conclurre de ce qu'on a dit ci-deſſus. On trouvera donc ici tous les Actes, autant qu'il a été poſſible, munis de toutes leurs préfaces, ſans qu'on en aît retranché un ſeul mot, quelque ennuyante qu'en ſoit la lecture. Mais ne vaut-il pas mieux digérer cèt ennui, & trouver la vérité, que de s'expoſer à donner dans la fable, en liſant des Hiſtoires écrites d'une maniére agréable, & dégagées de toutes ces formalitez, telles que ſont, par exemple, celles de *Varillas*, & de quelques autres? Je confeſſe, que ſi la ſincérité étoit une vertu inſéparable de tout Hiſtorien, il n'y auroit plus que ceux qui ſe mêleroient d'écrire l'Hiſtoire, qui fuſſent obligez de foüiller dans les Actes publics; mais comme l'intérêt particulier, la flaterie, l'eſprit ſatyrique, la crainte, & diverſes autres paſſions ſont des défauts dont les Hiſtoriens ne ſont pas plus exemts que le reſte des hommes, quiconque ne veut pas être trompé, ne doit point tellement s'en fier à ce qu'ils en diſent, qu'il n'aît recours dans l'occaſion à des ſources plus ſûres, & où il puiſſe plus infailliblement s'inſtruire de la vérité.

On peut néanmoins s'épargner une partie de l'ennui que l'on contracte, dans la lecture des Actes, ſi l'on n'y cherche que l'Hiſtoire. Il eſt facile de paſſer ſur tous les préambules, pour ne lire que les Articles des Traitez; & d'ailleurs la Table Alphabétique qu'on a miſe à la fin peut être d'un très-grand uſage à ces ſortes de Lecteurs: je ſerai obligé d'en parler plus amplement dans la ſuite; je me contenterai, pour faire entendre ma penſée, de dire que par le moyen de cette Table, on peut d'un clin d'œil ſavoir tous les endroits du Livre où il eſt parlé d'une certaine choſe, & les trouver préciſément & ſans peine. Si l'on veut ſavoir, par exemple, toutes les lumiéres, qu'on peut trouver dans ce Recueïl au ſujet de la ville d'Arras, on n'a qu'à chercher ce mot dans la table; on trouvera non ſeulement tous les Traitez, qui ont été faits dans cette ville, mais auſſi tout ce qui a été ſtipulé à ſon égard durant tout le tems, que comprend ce Recueïl, & toutes les mains par leſquelles elle a paſſé.

J'oublioïs preſque un uſage particulier par raport à l'Hiſtoire, qu'on peut tirer de cèt Ouvrage, & qui me paroit de la derniére importance. C'eſt que par ſon moyen on peut preſque toujours éviter les fautes, qui ſont ſi communes dans les Hiſtoriens, par raport aux dattes des événemens dont ils parlent. On ne ſauroit croire, combien il ſe trouve de fauſſes dattes dans les Ouvrages de ceux qui paroiſſent même les plus exacts, ſoit qu'ils n'ayent pas eu les lumiéres ſuffiſantes pour ne jamais broncher, ſoit que la longueur de leur travail, & la peine qu'il y a très-ſouvent à débroüiller ce qui concerne la Chronologie, ne leur ayent pas permis d'être toujours ſur leurs gardes, & qu'ils ſe ſoient laiſſé aller quelquefois inſenſiblement au ſommeil. Or comme il y a peu de Traitez, qui ne ſoient dattez, & où la datte même ne ſoit écrite tout au long, & non en chifre, ce qui eſt fort ſujet à erreur; on peut redreſſer à coup ſûr par leur moyen, les fautes que les Hiſtoriens ont commiſes dans leurs Ouvrages, & éviter de tomber dans de ſemblables.

On verra auſſi dans les Piéces de ce Recueïl, la maniére différente de divers

Peu-

Peuples de compter les tems ; ce qui peut beaucoup servir pour l'explication de plusieurs difficultez de Chronologie. Comme c'est la coutume des Rois de France & de la plûpart des autres Princes, de datter leurs Actes non seulement de l'année de Jesus-Christ, mais aussi de celle de leur Régne ; que les Papes dattent les leurs de celles de leur Pontificat, & qu'il y a quelques Etats où la coutume étoit de faire aussi mention dans les Actes publics, & de l'Indiction, & de l'année courante du Pontificat du Pape régnant ; on ne sauroit disconvenir que tout cela ne puisse contribuer infiniment à éclaircir un grand nombre de questions Chronologiques, des difficultez desquelles on ne sortiroit peut-être jamais sans ce secours.

Les Géographes même pourront tirer diverses lumiéres de ce Recueïl. Ils pourront voir les noms différens, qui ont été donnez dans la suite des tems aux mêmes Pays, & aux mêmes Villes ; & les changemens arrivez à ces noms, soit en tout, soit en partie, leur pourront fournir des lumiéres, qui ne sont pas à mépriser. Ils y trouveront aussi les (*a*) conventions sur l'endroit où l'on devoit placer le premier Méridien : (*b*) l'Accord passé entre les Rois de Castille & de Portugal au sujet des Canaries : (*c*) la Donation du nouveau Monde faite aux Espagnols, par le Pape *Alexandre VI* (*d*) Ce qui est dit de la Guinée & du Fleuve Niger dans la Donation, qui en fut faite aux Portugais ; où l'on remarque qu'on croyoit dès lors, que le Niger n'est qu'une branche du Nil, sur quoi l'on peut consulter l'Histoire d'Ethiopie de M. *Ludolf*, & le Commentaire, qu'il a fait sur cette Histoire.

(*a*) Tom. I. pag. 864. b.
(*b*) Tom. I. pag. 689. col. b.
(*c*) Tom. I. pag. 864. b.
(*d*) Tom. I. pag. 530. b.

Les Généalogistes & ceux qui aiment le Blazon, y pourront aussi trouver diverses lumiéres, & de quoi corriger des erreurs considérables. *Machiavel*, par exemple, qui nous a donné la vie du fameux *Castruccio Castracani*, nous dit, que c'étoit un enfant exposé, duquel on ignoroit la naissance, & qui fut trouvé dans une vigne par une Dame. Mais on verra par ce (*e*) Recueïl, que Castruccio étoit d'une noble Famille de Lucques, nommée (*f*) *Antelminelli* : Peut-être que Machiavel savoit bien la vérité, & qu'il n'a parlé de cette maniére de la naissance de Castruccio, que pour rendre son Histoire plus merveilleuse, & imiter le *Cyrus* de *Xenophon*. Je ne parle point des autres usages de ces Traitez, comme pour connoître le changement qui s'est fait dans les langues, & la monnoye des tems ausquels ils ont été dressez.

(*e*) Tom. I. pag. 195. b.
(*f*) Ou, *Antermi-nelli*.

Mais je ne saurois m'empêcher de faire ici une reflexion qui m'est venuë cent fois dans l'esprit durant l'impression de cèt Ouvrage. C'est qu'il est étonnant, après avoir lû toutes les précautions, qu'on prend pour prévenir les infractions des Traitez, & tous les sermens qu'on y ajoute ; qu'il y aît eu des Princes qui se soient fait si peu de scrupule de violer les Traitez les plus solennels ; & qui pis est, de former le dessein de ne les point tenir, dans le tems même qu'ils les juroient.

Comme l'accusation est grave, j'en alléguerai ici trois exemples, qui mettront cette vérité au dessus de toute exception. Si je n'en allégue que trois, c'est pour ne pas faire un livre au lieu d'une préface ; car, du reste, je puis assurer, que jamais matiére ne fut plus abondante. *Ferdinand V.* Roi de Castille bien loin de couvrir de quelque prétexte spécieux le peu de bonne foi des Traitez qu'il faisoit, & le peu d'envie qu'il avoit de les exécuter, s'en glorifioit hautement. * Un jour que *Quintana* lui raportoit, que le Roi de France *Louis XII.* se plaignoit, que lui Roi de Castille l'avoit déja trompé deux fois ; il répondit par cette louable exclamation, *deux fois ! par Dieu, il a bien menti l'ivrogne, je l'ai trompé plus de dix.* Cependant c'est ce même *Ferdinand*, qui prit le glorieux nom de *Catholique* ; tant il est vrai, que dans l'idée de bien des gens, la probité, la bonne foi, & les autres vertus, n'entrent

* Amelote de la Houssaye. Observations &c.

pour

pour rien dans la compoſition du Chrétien, & qu'il ſuffit d'avoir un zéle exterminant & aveugle, pour mériter un ſi beau nom.

François I. Roi de France Succeſſeur de Loüis XII. rendit la pareille à *Charles Quint* Succeſſeur de Ferdinand ; & c'eſt là mon ſecond exemple. Il eſt vrai, que ce fut dans une occaſion, où il ſemble qu'un peu de mauvaiſe foi étoit pardonnable, ſi l'on pouvoit la pardonner dans quelque occaſion que ce ſoit. François étoit priſonnier en Eſpagne, & pour obtenir ſa liberté, il fut contraint de jurer ſolennellement le Traité de Madrid, qui contenoit pluſieurs conditions très-deſavantageuſes pour lui ; mais parce qu'il étoit fermement réſolu de ne les point obſerver, il fit en priſon une proteſtation contre tout ce qu'il alloit ſigner & jurer, ſous prétexte qu'il n'étoit pas libre, & que c'étoit par force qu'il ſe déterminoit à cette démarche. Mais il ne faut pas être fort habile Caſuiſte, pour décider qu'il n'eſt jamais permis de jurer ſolennellement d'exécuter un Traité, qu'on n'a aucune envie d'exécuter ; ſous prétexte qu'on a proteſté auparavant & à l'inſçu de la perſonne avec qui l'on contracte, qu'on n'a point deſſein d'obſerver le Traité, qu'on va ſigner & jurer.

Loüis XI. Roi de France me fournira mon troiſiême exemple. Ce Prince demanda ſon avis à *François Sforce*, ſur la Ligue, que pluſieurs Princes avoient faite contre lui, & qu'ils nommérent la *Ligue du bien Public* ; cèt habile Politique lui répondit, que, pour la rompre, il ne faloit rien refuſer, l'aſſurant que quand il leur auroit donné à châcun en particulier tout ce qu'ils demandoient, il ne lui ſeroit pas difficile dans la ſuite de le leur ôter quand il voudroit : ceux qui connoiſſent l'humeur de Loüis XI. n'auront garde de demander, s'il profita de cet avis.

Les Politiques ſont ſi perſuadez que l'intention des Princes dans les Traitez qu'ils font, n'eſt de les obſerver, qu'autant que leur intérêt le permettra ; qu'il y en a, qui ont paſſé d'ailleurs pour de fort honnêtes gens, qui ont poſé pour maxime, qu'il faloit que la choſe allât ainſi. Le Secretaire d'Etat *Villeroi* diſoit ouvertement, que *l'intention des Princes & de leurs premiers Miniſtres n'eſt pas, ni ne* DOIT PAS ETRE *aſſervie à leur ſignature ; mais plutôt leur ſignature à leur intention.* Qu'on juge après cela, ſi l'on a eu grand tort de dire, que la Politique pouvoit auſſi bien être definie *l'Art de tromper les hommes, que l'art de les gouverner.*

Je finirai ce que j'avois réſolu de dire de l'uſage de ce Recueïl, en remarquant qu'on y peut aprendre un grand nombre de coutumes & de loix obſervées en divers tems, & en divers lieux ; & pluſieurs faits curieux & ſinguliers. On y verra, par exemple, qu'autrefois le Pape & l'Empereur étoient les deux Chefs de la République Chrétienne. M. * *Leibnitz* avoüe que cette Autorité de l'Evêque de Rome a ſouvent prévenu de grands maux, ayant reprimé l'ambition des Princes, qui ne pouvoient en éviter les cenſures : mais, „ ajoute cèt Auteur judicieux, la trop grande ambition du Clergé lui a fait „ perdre ce qui lui apartenoit juſtement, & qu'il auroit été à propos, pour „ le bien de la Chrétienté, qu'il eût retenu. *His Cleri attentatis factum eſt*, dit-il, *ut poſtremò, qui nimia affectabant, etiam juſta amitterent, quæ retinere ipſos è re Chriſtiana fuiſſet.*

* Dans la Préface de ſon *Codex diplomaticus.*

Les droits de l'Empereur & de l'Empire, peuvent auſſi recevoir de grands éclairciſſemens des Actes de ce Recueïl. On y voit, par exemple, diverſes piéces concernant la fameuſe diſpute entre l'Empereur & le Pape au ſujet des Inveſtitures, & les Concordats paſſez à ce ſujet. On y lit comment les Empereurs ont prétendu être indépendans, & ne relever que de Dieu ſeul, contre les prétenſions des Papes, qui les regardoient en quelque ſorte, comme leurs Feudataires. Il y a des Actes, où ils exercent cette Souveraineté indépendante, même dans des cas que la Cour de Rome prétend être de ſa com-

pétence, à l'exclusion de tout Souverain, qui fait profession de la Religion Chrétienne. Tel est le cas de la dissolution des mariages. On verra, par exemple, dans le Tome * premier, que l'Empereur *Loüis* de Baviére accorde des Lettres de Divorce à *Marguerite* Duchesse de Carinthie, d'avec *Jean* Fils du Roi de Bohême, pour cause d'impuissance. Cette piéce est considérable pour cette raison, & pour la maniére dont cette pauvre Princesse explique qu'elle en a usé envers son Epoux, pour lui faciliter les moyens de lui rendre les devoirs d'un bon Mari. En voici les propres termes. *Eadem Margaretha in ætate sufficienti similiter constituta, & se ipsam, ut conveniens fuerat, præbente & exhibente ad præfatam copulam carnalem explendam, non potuit dictus Johannes, neque valuit, sicuti neque valet aut potest, nec unquam posse creditur in futurum, eandem carnaliter cognoscere sibi conjugem Margarethæ: quemadmodum multis & quasi omnibus possibilibus modis hoc tentans, eundem Johannem impotentem & omnino inhabilem ad opus præfatum se dicit expertam: ac adversus eundem Johannem, sibique præfatum defectum inexistere, coram nobis in judicio se reddidit per experimenta sufficientia & testimonia quælibet ad hæc necessaria probaturam.*

* Pag. 233. Col. b.

Peu de tems après le même Empereur, en vertu de cette suprême autorité, qu'il prétendoit avoir indépendamment du Pape & de tout autre Prince de la terre, accorda une dispense à *Louis* Marquis de Brandebourg, d'épouser la même Marguerite Duchesse de Carinthie, en vertu des Lettres de Divorce, qu'il avoit accordées à cette Princesse, malgré le degré de parenté qui étoit entre les Deux Contractans. On trouvera cette dispense à la page 234. du premier Tome de ce Recueïl.

On verra par divers Traitez, que les Barons & les autres Grands Seigneurs d'un Etat se rendoient autrefois garands des Traitez de leurs Souverains, en sorte que si ces Souverains venoient à les rompre sans raison; les grands Seigneurs pouvoient avec leurs Vassaux combattre pour le parti opposé, afin de maintenir les Traitez. On en trouve un exemple remarquable dans le * Traité de Paix fait en 1200. entre *Philippe II.* Roi de France, & *Jean* surnommé *sans terre* Roi d'Angleterre. En voici les termes. *Nos verò* (Johannes scilicet Rex Angliæ) *dedimus Domino Regi Franciæ securitates de hominibus subscriptis, scilicet, Bald. Comitis Albæ Marlæ, &c. qui juraverunt hoc modo, quod ipsi, cum omnibus Feodis suis, circa mare ad Dominum Regem Franciæ irent, si hanc pacem ei non teneremus, sicut est divisa. Dominus quoque Rex Franciæ similiter dedit nobis securitates de hominibus suis subscriptis, scilicet Comitis Roberti Drocar. &c. qui similiter hoc modo juraverunt, quod cum omnibus Feodis suis ad nos venirent, si Dominus Rex Franciæ, hanc pacem non teneret, sicut est divisa.*

* Voyez le Tom. I. de ce Recueïl pag. 39. col. b.

On pourroit alleguer une infinité d'autres coutumes, dont on trouvera des exemples dans ce Recueïl. Il seroit aussi facile de faire voir plusieurs autres usages qu'on en peut tirer, mais on craint d'être trop long; & il est tems de passer à ce qu'on a promis de faire en second lieu dans cette Préface, qui est d'expliquer la Méthode, qu'on a suivie dans ce Recueïl; & pour ne laisser rien à désirer au Lecteur sur ce sujet, nous reprendrons la chose d'un peu haut.

SECONDE PARTIE.

Explication de la Méthode qu'on a suivie.

IL Y A déja quelques années, que les Libraires dont les noms paroissent au titre de cèt Ouvrage, considérant avec quel empressement on recherchoit les Recueïls particuliers de Traitez & d'autres Actes publics imprimez en divers tems & en diverses formes, résolurent de les ramasser tous, pour en faire

un

un seul corps, & d'y joindre, pour le rendre plus complet, toutes les piéces répanduës dans plusieurs Livres, toutes celles qui n'avoient encore paru qu'en feuilles volantes, & celles que les particuliers de leur connoissance pourroient leur fournir.

A peine avoient-ils formé ce dessein, qu'ils aprirent, que le Sieur Fréderic Leonard faisoit imprimer un Recueïl de Traitez à Paris. Ils crurent, qu'ils devoient l'attendre, pour en profiter, & insérer dans le leur, les piéces qui pourroient leur avoir échapé. On parleroit ici des principales sources dans lesquelles ils avoient dessein de puiser, si cela ne paroissoit assez dans la Table des Auteurs dont on s'est servi, que l'on trouvera après cette Préface.

Le Recueïl du Sr. Leonard parut en 1693. en six Volumes in 4. Mais on vit que le dessein qu'il s'étoit proposé, & sa maniére de l'exécuter, étoient bien différens du plan, que s'étoient formé les Libraires dont je viens de parler. Quant au dessein, si l'on en excepte un très-petit nombre de piéces, il n'y en a point dans ces six Volumes, dans lesquelles la France n'intervienne ou comme Partie contractante, ou comme Médiatrice, au lieu que le dessein, qu'on avoit en Hollande, étoit de faire imprimer un Recueïl général de tous les Traitez & autres Actes Publics concernant toutes les Puissances du Monde. De plus le Sieur Leonard n'est pas remonté plus haut, que le fameux Traité d'Aras fait en 1435.; au lieu qu'on s'étoit proposé en Hollande de ramasser généralement toutes les Piéces qu'on pourroit trouver depuis la Naissance de Jesus-Christ jusques à nos jours. Il est vrai qu'on n'est pas remonté plus haut, que l'an DXXXVI. de Jesus-Christ, parce qu'on n'a rien pû découvrir de plus ancien qui fût digne d'être publié. Mais voila cependant près de neuf cens ans de différence, & cela est très-considérable.

Pour ce qui est de la maniére de l'exécution; on ne sauroit disconvenir, qu'il n'y aît dans le Recueïl du Sieur Leonard des défauts qui rendent son Ouvrage imparfait. Les Traitez n'y sont point rangez exactement selon l'ordre Chronologique, mais dans un ordre mixte, s'il est permis de parler ainsi; c'est-à-dire en partie selon les années & en partie selon les différentes Puissances avec qui la France a contracté. C'est ce qui donne une peine infinie à ceux qui veulent se servir de ce Recueïl; sans que les Tables, qu'on a mises au devant, puissent être fort utiles, tant parce que ces Tables elles-mêmes n'observent pas exactement l'ordre des tems, mais celui des différentes Puissances; que parce que dans la plupart des Volumes, les pages ne sont pas marquées tout de suite; mais que le chifre recommence au commencement de chaque Traité. Ainsi, quoi qu'on aît trouvé dans la Table, le Traité dont on a besoin, on n'en est guéres plus avancé; puis qu'il faut encore feuilleter bien du tems, avant que de le trouver dans le Corps de l'Ouvrage.

Il ne faut qu'avoir des yeux, pour convenir de cette vérité, ce qui n'empêche pas, que ce Recueïl n'aît son prix. On avoüe même, qu'il a été d'un grand secours pour celui-ci; tant parce qu'il a fourni plusieurs Piéces importantes, qu'on n'avoit point, que parce qu'à l'égard méme de celles qu'on avoit, on a été bien aise de pouvoir les confronter, pour corriger les fautes, qui pourroient s'y être glissées, & pour se servir des copies les plus exactes & les plus complettes; aussi a-t-on fait honneur au Sieur Leonard dans toutes les occasions, de ce qu'on empruntoit de lui, le citant toujours exactement. On ajoutera ici, pour n'y pas revenir, qu'on a hésité fort long-tems si l'on insére-roit dans cèt Ouvrage les Arrêts de la Chambre établie à Metz, pour la réunion des dépendances des trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, & autres endroits à l'obéïssance du Roi de France, &c. On les trouve à la fin du sixiême Tome du Recueïl du Sieur Leonard, dont ils font une bonne partie. J'avoüe, que si j'en avois été tout-à-fait crû, on ne les auroit pas obmis; tant

***

parce

parce qu'ils ont fait beaucoup de bruit dans le monde, que parce qu'ils ont assez de raport aux affaires générales: mais d'autres personnes très éclairées qu'on a consulté, n'ont pas été de cet avis; parce que tous ces Arrêts n'entrent point dans le plan général de cèt Ouvrage, & qu'en les inférant, il auroit fallu y mettre un grand nombre d'autres Piéces, qui auroient trop grossi ce Recueïl. Cependant, si l'on reconnoit dans la suite que la pluralité des suffrages, soit pour l'insertion de ces Arrêts; on pourra les mettre dans un suplément, qu'on prévoit bien qu'il faudra faire dans quelque tems. Car on n'a garde de croire, qu'on n'ait rien oublié: bien loin de là on prie tous ceux, qui pourront avoir quelques Piéces, qui ayent échapé à nos recherches, de vouloir bien les adresser aux Libraires, qui ont imprimé ce Recueïl; qui promettent de les imprimer, & d'en faire honneur à ceux qui les leur communiqueront.

Ayant ramassé les Livres & les autres secours dont on avoit dessein de se servir, on se disposa à exécuter le projet qu'on avoit formé. Mais comme le bruit s'en répandit; on fut averti, que Messire * *Libert François Christin* Vicomte de Vueren & de Duysbourg, Seigneur de Bautersheim, Loevene, Nederheim, &c. d'un mérite distingué, & également curieux & savant, avoit travaillé depuis long-tems à recueïllir tous les Traitez de paix tant anciens que modernes. L'inclination naturelle qu'il a à faire plaisir, & surtout en ce qui peut procurer l'utilité publique, ne nous permettoit pas de douter, qu'il ne voulût bien communiquer ses Mémoires & les fruits de ses travaux, ce qu'il fit aussi fort généreusement; & nous fûmes agréablement surpris de trouver dans ses Mémoires diverses piéces, qui nous auroient échapé sans ce secours.

* Il est Conseiller du Roi Catholique en son Conseil de Brabant, & ci-devant du Conseil suprême de l'Amirauté dans les Pays-bas. Il est également savant en toutes sortes de sciences & de langues, de même que dans l'Histoire & dans l'Antiquité. Il a honoré le Public de divers Ouvrages fort recherchez, ce qu'il semble avoir hérité de son Illustre Famille, dont le Frére Aîné Messire Jean Baptiste Christyn Baron de Merbeke, après avoir été Conseiller du Roi Catholique en son Grand Conseil & Privé, fut mis dans le Conseil suprême de Flandres en Espagne, & nommé Ambassadeur Plénipotentiaire à la Paix de Nimégue; il est mort Chancelier & Garde des Seaux de Brabant. Plusieurs autres de ses plus proches parents ont été revétus des plus grandes Dignitez de la Robe; comme de celle de Chef & Président du Conseil d'Etat & Privé, aux Pays-bas Catholiques. Pour ne rien dire de tant d'autres de ses Parens, qui ont eu l'honneur d'avoir été Conseillers au Grand Conseil, en ceux de Brabant, de Gueldres, & autres. Enfin, c'est à la Famille des Christins que le Public a l'obligation de plusieurs excellens Ouvrages, comme de celui des Observations sur les Loix abregées de Philibert Bugnion, & sur l'Antitribonien de Hotman en deux Tomes *in* 4. De la *Jurisprudentia Heroica sive Heraldica in fol.* Des *Observationes Eugenialogica & Heroica in* 4. Des Coutumes générales de Brabant en 2. Tomes *in fol.* De l'augmentation de deux Tomes de tous les Placards de Brabant *in fol.* Des Commentaires sur les Parœmies d'Antonius Matthæus in 4. Des Commentaires sur les Coutumes de la Ville de Bruxelles *in fol.* & de plusieurs autres Ouvrages tant Généalogiques & Héraldiques qu'autres.

Le savant M. *Leibnitz*, dont le mérite est connu de toute l'Europe, avoit publié en 1693. l'excellent Recueïl auquel il donne le nom de *Codex Gentium Diplomaticus, &c.* que M. Christin n'a pas oublié dans ses recherches, & dont on a inséré presque toutes les Piéces dans cèt Ouvrage. Il marquoit dans ce Livre, qu'il avoit des matériaux prêts pour d'autres Volumes, qu'il se disposoit aussi de publier. On lui écrivit, pour savoir s'il ne voudroit point les communiquer pour un Recueïl d'un plan beaucoup plus universel, que celui qu'il s'étoit proposé; mais comme il a jugé plus à propos de les retenir par devers soi, pour les Volumes suivans de son Ouvrage, & que chacun est maître de son bien, on ne peut lui en savoir mauvais gré. On lui a fait honneur partout des Piéces, qu'on a tirées de son Livre; même lors qu'on avoit ces Piéces d'ailleurs.

Tous ces Matériaux étant prêts, on n'eut pas de peine à se déterminer sur l'ordre qu'on devoit suivre, & sur la Langue qu'on devoit employer. Pour le premier, il n'y en avoit pas d'autre, ce semble, que l'ordre Chronologique; on trouvera toujours facilement par ce moyen, les Piéces dont on aura besoin, quand on en saura la datte; sans avoir même recours aux Tables Chronologiques, qu'on a mises à la tête de châque Volume; ni à l'Alphabétique, qui est à la fin de tout l'Ouvrage.

Il

Il faut seulement remarquer à l'égard de ces dattes, premiérement qu'on s'est ordinairement servi du nouveau stile, comme du plus généralement reçu, & du plus exact, lors qu'on n'a rien spécifié; & que dans les endroits, où l'on a suivi l'ancien, on a eu soin de marquer aussi ordinairement le nouveau. Il se peut faire néanmoins, qu'on n'ait pas toujours été tout-à-fait exact sur ce sujet, parce qu'on n'a pas toujours sû de quel style s'étoient servis ceux qui avoient dressé les Traitez. Il est vrai, qu'il est à présumer, que quand deux Princes dans les Etats duquel on suit le nouveau stile, par exemple, traitent ensemble, c'est de ce stile dont ils se servent: mais il n'en est pas de même dans les Traitez où l'un des Contractans suit le nouveau stile & l'autre l'ancien. Quand cela n'est pas expliqué dans la datte, il est bien difficile de déterminer duquel on s'est servi, si l'on n'a pas des lumiéres d'ailleurs. On en peut avoir quelquefois en considérant le lieu où le Traité s'est fait, & voyant quel stile on y suit: mais cette régle n'est pas toujours certaine. Si donc il y a quelque défaut à cèt égard, ce dont on n'oseroit disconvenir, le Lecteur est prié de vouloir bien l'excuser; puis que l'erreur dans le fonds n'est pas considérable.

Il faut remarquer en second lieu, à l'égard des dattes, qu'en Angleterre l'année ne commence que vers Pâques, & qu'on y suit l'ancien stile. La coutume de ne commencer l'année qu'à Pâques fut aussi en usage en France, jusques sous le régne de *Charles IX.* Il ne faut pas donc s'étonner, si dans les Traitez où l'Angleterre a eu part, & dans ceux qu'a faits la France jusques à Charles IX. on trouve les mois de Novembre & de Décembre de 1478., par exemple, avant les mois de Janvier, de Février, & de Mars de la même année; puis qu'effectivement ceux-là précédoient ceux-ci. Je ne voudrois pas garantir pourtant, qu'à cèt égard il ne se soit point glissé de faute dans ce Recueil; car quoi qu'on aît pris soin d'y être le plus exact, qu'il étoit possible, on n'a pas toujours pû savoir lors que l'Angleterre ou la France traitoient avec d'autres Puissances, quelle maniére de compter l'on observoit dans les Traitez. Le Lecteur est donc prié de pardonner ces petits défauts, s'il s'en trouve quelques-uns, & de ne s'attacher pas partout scrupuleusement à l'ordre des mois; puis que quelquefois il a été absolument impossible de mieux faire. On se persuade néanmoins, qu'il n'y aura que très-peu d'endroits, où il trouvera de semblables fautes.

Pour ce qui regarde la Langue en laquelle on devoit publier ces Traitez, on se détermina facilement à la Langue Françoise, comme à celle qui est le plus généralement en usage à présent en Europe. On ne crut pas néanmoins, qu'on dût traduire en François les Piéces écrites originellement en Latin; tant parce qu'étant nécessaire de mettre l'original, l'Ouvrage auroit grossi de plus du tiers, si l'on y eut ajouté partout une Traduction Françoise; que parce que la Langue Latine n'est pas entenduë de moins de gens, que la Françoise, pour ne rien dire de plus. Pour toutes les autres Langues, telles que sont l'Espagnole, l'Italienne, l'Angloise, l'Allemande, & la Flamande, on a donné partout des Traductions des piéces écrites en ces Langues, parce qu'elles ne sont pas d'un usage si universel, que la Latine & la Françoise. Quand les Piéces, que nous avons eües, ont été en une Langue, que nous avons cru n'être pas l'Original, si ce n'a été ni du Latin, ni du François; nous nous sommes contentez d'en mettre une Traduction Françoise; puis qu'il eut été ridicule, de mettre deux Traductions en deux Langues différentes d'une même piéce: nous en avons ordinairement averti par une petite note; ou par la simple citation du Livre dont la Piéce a été tirée; comme par exemple, *Traduit du Mercure de Vittorio Siri &c.* Nous ne voudrions pas néanmoins assurer, qu'il ne nous soit jamais arrivé de mettre au lieu de l'Original, que nous n'avions pas, deux traductions d'une même piéce. Cela a pû se faire quelque-

fois par mégarde, & quelquefois aussi parce qu'on n'a pas bien sû quelle étoit la Langue originale du Traité. J'avoue, qu'il eut été à souhaiter, qu'on eût toujours pû avoir l'Original; mais on a crû que, quand cela étoit impossible, il valoit encore mieux donner une traduction d'une piéce d'ailleurs importante, que de la suprimer entiérement.

Il a été infiniment plus difficile de se déterminer sur la qualité des piéces dont on formeroit ce Recueïl, que sur l'ordre qu'on y devoit suivre, & sur la Langue dont il faloit se servir. Après avoir consulté assez long-tems, & demandé l'avis de diverses personnes habiles, qui ne s'est rien moins trouvé qu'uniforme; on s'est enfin déterminé aux Piéces spécifiées dans le titre général de cèt Ouvrage. Mais il est arrivé, sans doute, en cette occasion, ce qui arrive toujours infailliblement à tout Auteur de Dictionnaire, c'est que n'ayant pas des vuës d'une étenduë infinie, il oublie toujours nécessairement quelques-uns des mots, qui entrent dans le plan, qu'il s'est formé, & qu'en recompense il en met d'autres qui ne sont pas de son plan. Le dernier de ces défauts n'est pas considérable; puis qu'il vaut beaucoup mieux trouver dans un Dictionaire cent mots qu'on ne croyoit pas devoir y trouver; que de n'y pas trouver un mot particulier, qui devroit nécessairement y être. Le premier défaut est plus important; mais tout homme raisonnable le pardonnera facilement à l'infirmité de la nature humaine. Nous croyons de même, qu'on pourra chercher dans ce Recueïl certaines Piéces, qui y devroient être, & qui n'y sont pas, soit pour ne les avoir pû recouvrer, soit pour n'en avoir pas eu connoissance; & peut-être qu'au contraire, on y en trouvera, qu'on croira hors du plan qu'on s'est proposé. Quelquefois on les y a mises, parce qu'elles contenoient quelque chose de curieux, & dont il n'étoit pas inutile que le Public fût instruit: quelquefois on n'a pû refuser à de certaines personnes, qui ont souhaité, que telles piéces y fussent. On espére, que le Lecteur ne le trouvera pas mauvais, surtout quand on l'assurera que d'ailleurs on a fidélement inséré toutes celles qu'on a cru, qui y devoient être, & qu'on a pû avoir, sans être retenu par aucune considération particuliére.

On avoit commencé l'impression des trois premiers volumes de ce Recueïl, quand un illustre Magistrat nous aprit, que feu Monsieur *Jerome Beverning* Conseiller & Bourgemaître de la Ville de Goude, Curateur de l'Université à Leide &c., illustre par tant d'Ambassades dont il a été chargé, & par tant de services, qu'il a rendus à sa Patrie, avoit dressé un ample indice de Traitez faits entre toutes les Puissances du Monde: il nous aprit en même tems, que ce riche trésor étoit entre les mains de M. *Bruno van der Dussen* Conseiller & Pensionaire de la même Ville de Goude, digne neveu de M. de Beverning, & qui par sa profonde intelligence dans les affaires, par la solidité d'un jugement exquis, & par son assiduité au travail, rend tous les jours des services trés-importans à sa Patrie. Persuadez de son penchant naturel à obliger, par une infinité d'expériences particuliéres que nous en avons faites, nous nous adressames à lui, & il voulut bien nous communiquer non seulement la Table de M. de Beverning, augmentée considerablement par lui-même; mais aussi un grand nombre de Traitez, qui nous manquoient, manuscrits & imprimez qu'il avoit dans sa Bibliothéque. Ainsi, bien souvent lors qu'on voit le mot de *manuscrit*, ou de *feuille volante imprimée* à la fin du titre d'un Traité; on doit s'assurer que c'est à M. van der Dussen, que nous sommes redevables de cette piéce; outre un grand nombre d'autres tirées d'Auteurs imprimez, & qui nous ont été indiquées par sa Table. On remarquera, que j'ai dit *bien souvent lors qu'on trouvera le mot de manuscrit*; & non pas toûjours, parce qu'il est vrai qu'il y a plusieurs Ministres publics qui ont été assez obligeans, pour communiquer ce qu'ils avoient de particulier, & qu'on n'a pas trouvé à propos de nommer.

Le

Le Lecteur remarquera auſſi, s'il lui plait, que j'ai dit, qu'on avoit déja commencé l'impreſſion de cèt Ouvrage, quand on eut communication de la Table de M. van der Duſſen. C'eſt en partie ce qui nous a obligez de mettre des ſupplémens à la fin de châque Tome; mais qui ne doivent faire aucune peine au Lecteur, parce que les Tables Chronoliques miſes au devant de châque Volume, & où les piéces des ſupplémens ſont placées en leur rang, ſupléent facilement à ce petit déſordre, qui eſt preſques inévitable dans ces ſortes d'Ouvrages.

Nous eſpérons, que le Lecteur nous ſaura gré d'avoir marqué exactement dans châque Traité l'endroit dont nous l'avons tiré, à la reſerve des Piéces Manuſcrites dont nous venons d'indiquer une des principales ſources. Quoi que tout Auteur doive ſe piquer de bonne foi, il doit néanmoins ſe deſabuſer, le Public ne l'en croira point ſur ſa parole, pour les choſes dont il n'a pas été témoin oculaire. Quand il ne citera point, il ne doit pas ſe plaindre, qu'on le ſoupçonne, ou de débiter des fables, ou de ſe vouloir faire honneur du travail d'autrui, en cachant les ſources où il a puiſé. Quelques perſonnes croyoient, que nous nous devions contenter de donner une Liſte des Auteurs dont nous nous ſommes ſervis, ſans repeter auſſi ſouvent, que nous l'avons fait; les noms de *Fréderic Leonard*, par exemple, d'*Aitzema*, de *Guichenon*, & les autres. Elles nous alleguoient un grand nombre d'Hiſtoriens, qui en ont uſé ainſi; mais nous nous ſavons bon gré de n'avoir pas ſuccombé à une tentation, qui nous auroit évité bien de la peine; mais qui aſſurément n'auroit pas dû ſatisfaire bien des Lecteurs. En effet, ces citations générales, & rien, c'eſt à peu près la même choſe. Quand nous aurions été tentez de falſifier quelque Piéce, comment auroit-on découvert la fraude? Le moyen de diſcerner dans ce grand nombre de Livres dont nous nous ſommes ſervis, & qui compoſent une juſte Bibliothéque, celui où eſt le Traité, qu'on auroit falſifié. Nous nous félicitons d'avoir été en ce point préciſément de l'opinion d'un Auteur judicieux, dans un * Livre qui ne fait que de paroître ſous le nom de *Parrhaſiana* ou *Penſées diverſes ſur des Matières de Critique &c.* Comme il dit à peu près ce que nous avions penſé ſur le ſujet des Citations, ſi ce n'eſt qu'il le dit d'une maniére plus nette, & plus exacte, que nous n'aurions pû faire; nous ne ferons pas difficulté de le copier ici; d'autant plus que ce Livre eſt encore ſi peu connu, que cette citation aura toute la grace de la nouveauté. * On demande, dit-il, ſi ceux qui écrivent l'Hiſtoire Ancienne, ou au moins une Hiſtoire, dont il n'y aît plus de témoins vivans, doivent citer les Auteurs, dont ils ſe ſervent, à châque page, ou à châque article. Les ſentimens ſont partagez là-deſſus. Les uns croyent, qu'il n'eſt nullement néceſſaire de citer; & que le Lecteur ſe doit fier au choix & à la ſincérité de l'Hiſtorien; ſans lui demander de qui il a pris les faits qu'il raporte. Ils ſe fondent ſur l'uſage des anciens Hiſtoriens Grecs & Latins, qui ne citent, que très-rarement les Auteurs dont ils ſe ſont ſervis; comme lors qu'il y a entr'eux quelque diverſité de ſentimens. Puis que l'on ſe fie au raport de ces Hiſtoriens, ils ſoutiennent, que l'on doit auſſi croire les Modernes, qui en uſent de même. Si l'Hiſtorien le trouve à propos, il peut mettre, diſent-ils, une liſte des Hiſtoriens, qu'il a conſultez, au commencement, ou à la fin de ſon Hiſtoire, afin que l'on voye de quoi il s'eſt ſervi; mais il n'eſt pas obligé de marquer ceux qu'il a lûs, ſur châque fait en particulier.

* Dans le commencement de Juin, 1699.

* Pag. 144.

„ Les autres ſoûtiennent qu'il faut, en cette occaſion, citer partout, & prétendent, que les Anciens ont eu tort de ne le pas faire, & qu'on ne leur doit pas tant ajoûter de foi, à cauſe de cela. En effet, ſi la choſe eſt mauvaiſe en ſoi, l'exemple des Anciens ne la rend pas meilleure, & rien ne nous doit empêcher de faire mieux qu'eux. La République des Lettres eſt

***

„ enfin

„ enfin devenuë un Pays de raiſon & de lumiére, & non d'autorité & de foi „ aveugle, comme elle ne l'a été que trop long-tems. La multitude n'y „ prouve plus rien, & les cabales n'y ont plus de lieu. Il n'y a aucune Loi „ divine, ni humaine, qui nous défende de perfectionner l'Art d'écrire „ l'Hiſtoire; comme on a tâché de perfectionner les autres Arts & les autres „ Sciences. Comme un Philoſophe ne peut pas s'excuſer aujourdhui, s'il „ parle obſcurément, ou s'il ſuppoſe des choſes incertaines, comme aſſurées; „ par l'exemple d'*Ariſtote* & des autres Philoſophes anciens, qui ont commis „ les mêmes fautes: l'exemple d'*Herodote* ou de *Tite-Live* ne peut pas mettre à „ couvert ceux qui imitent leurs défauts. Si on les loüe, il faut toujours ſe „ ſouvenir, que les loüanges ne ſe raportent, qu'à ce qu'ils ont de bon, com- „ me ſont la pureté & l'élegance de leur ſtile; & nullement à ce qu'on y peut „ trouver de blâmable. Il faut penſer encore qu'on ne les eſtime en partie, „ que parce qu'il ne nous reſte point d'autres monumens que les leurs; & „ qu'on ne leur ajoute foi, que lors qu'on n'a aucune raiſon de les contredire; „ ou à cauſe de la vraiſemblance de leurs narrations, ou à cauſe qu'on n'a au- „ cun témoin plus exact & plus ancien qu'eux, pour les redreſſer. On croit „ le gros de l'Hiſtoire; mais on demeure en ſuſpens ſur les circonſtances.

„ Cela étant ainſi, s'il y a de grands inconveniens à ne citer point: les „ exemples des Anciens, ni de leurs Imitateurs ne ſuffiſent nullement, pour „ ſauver de la cenſure ceux qui ne le font pas. On ſoûtient donc, que l'on „ n'évite de citer, qu'afin que perſonne ne puiſſe examiner l'Hiſtoire, que „ l'on raconte, en comparant la narration avec celle des Hiſtoriens, qui ont „ écrit auparavant. Car le moyen d'examiner ce que l'on avance, ſans citer „ perſonne en particulier; à moins que d'avoir tous les Hiſtoriens dont on „ s'eſt ſervi, & de les avoir bien lûs & bien mis dans ſa mémoire? Peu de gens „ en ſont capables, & peu de gens ont tous les Livres qu'il faudroit avoir. „ Sans cela, on peut toujours craindre de ſe tromper, parce qu'il ſe peut fai- „ re que l'Auteur que l'on lit aît ſuivi quelque Hiſtorien, que ceux qui ont in- „ terêt à examiner l'Hiſtoire n'ont pas, ou qu'ils n'ont point lû, ou dont ils „ ne ſe ſouviennent pas. Mais ſi l'on n'oſe pas s'inſcrire en faux contre un „ Hiſtorien, qui n'a pas cité, on n'oſe pas auſſi s'y fier. Comme on peut ſou- „ vent faire des Romans impunément, en ſuivant cette méthode, & donner „ tel tour que l'on veut à l'Hiſtoire: le Lecteur ſoupçonneux n'oſe preſque „ rien croire, & abandonne bientôt une lecture dont il ſe défie. On aſſure „ qu'un Hiſtorien moderne &c.

„ Outre cela, *c'eſt toujours le même Auteur qui parle*, on ſoûtient, que la pré- „ caution que quelques-uns ont eu de mettre à la tête de leurs Hiſtoires les „ Auteurs, qu'ils avoient ſuivis, ſans les citer ailleurs plus en particulier eſt „ tout-à-fait inutile; parce qu'elle eſt ſujette à preſque tous les inconvéniens, „ qui ſe trouvent dans la méthode de ceux qui ne citent point du tout. En ef- „ fet, il eſt très-difficile de ſavoir quel Hiſtorien un Auteur peut avoir ſuivi, „ dans chaque fait, quand même on les auroit tous. Mais on dit de plus, „ que l'on ne met ſouvent une grande liſte d'Auteurs, que par pure oſtenta- „ tion; & qu'il y en a pluſieurs, dont on n'a peut-être jamais vû la couvertu- „ re. Il eſt vrai, qu'il n'y a rien de ſi facile, que de compoſer un grand „ Catalogue d'Hiſtoriens, qu'on n'a jamais vûs, & de le mettre hardiment à „ la tête d'une Hiſtoire; & ſi l'on en uſe ainſi de bonne foi, il dépend néan- „ moins du Lecteur de le croire ou non. Il n'y a qu'une ſeule choſe, qui „ puiſſe faire pardonner cela à un Hiſtorien; c'eſt ſi l'on eſt aſſuré d'ailleurs „ de ſa ſincérité. C'eſt auſſi ce qui a fait que l'on n'a pas cenſuré *Jaques Auguſte* „ *de Thou*, pour en avoir uſé de la ſorte. Les marques claires de ſincérité & „ de modération, qu'il donne par tout, lui ont fait pardonner cette faute,

„ qu'on

„ qu'on ne pardonne point à des gens comme *Varillas*, dont la paſſion & l'eſ-
„ prit Romaneſque éclatent de toutes parts.

J'eſtime, que tout homme judicieux conviendra de la ſolidité de ces remarques, & conclurra de là, qu'un Collecteur d'Actes publics, eſt dans une obligation encore plus étroite, qu'un Hiſtorien, de marquer partout exactement les ſources où il a puiſé, parce que les Actes qu'il raporte ſont d'une toute autre conſéquence qu'une ſimple Hiſtoire. En vain m'allégueroit-on, que les Auteurs, que je cite, ne ſont pas plus dignes de foi que moi, & que leur autorité ne ſert de rien pour aſſurer la vérité de ces Traitez. Car outre que pluſieurs de ces Auteurs ont puiſé, ou pû puiſer dans les Originaux, comme cela paroit aſſez par leurs livres, & que dès là leur autorité eſt d'un plus grand poids, que la mienne; quand cela ne ſeroit pas, comme peut être, il n'eſt pas à l'égard de tous, je me décharge par là de tous les ſoupçons, qu'on pourroit avoir contre moi, qui retombent uniquement ſur les Auteurs, que je cite.

J'ai donc été exact à citer toujours les Auteurs ou les autres ſources où j'ai puiſé les piéces que l'on trouvera dans ce Recueïl. J'avoüe même qu'à l'égard des Manuſcrits, ſi j'euſſe toujours pû ou oſé marquer par quelles mains ils avoient paſſé, avant que de parvenir juſqu'à moi, je l'aurois fait tout de même. Mais le Lecteur eſt prié de ſe contenter à cèt égard des éclairciſſemens, que je lui ai donnez ſur ce ſujet dans cette Préface.

J'ai été ſi exact dans mes citations, que lors que les Piéces que je raporte ſe trouvoient dans différens Auteurs, je les ai ordinairement tous alleguez, lors que j'ai vû qu'il y en avoit quelque petite néceſſité; & je ne m'en ſuis preſques diſpenſé, que lors qu'on a vû clairement, qu'un Auteur avoit puiſé dans l'autre, ſans autres lumiéres; car il eſt clair alors, que deux autoritez n'en valent pas plus d'une. Même comme il s'eſt fait, ou qu'il ſe peut faire à l'avenir diverſes Editions des Livres que je cite; afin que le Lecteur ne s'y trompe point, je marque exactement dans la liſte que je donne ci-après, l'Edition dont je me ſuis ſervi. Je ne ſai ſi je me trompe, mais je crois, que cette exactitude à citer les Auteurs, eſt ce dont le Lecteur me doit ſavoir le plus de gré dans cèt Ouvrage. Ce que j'ai dit ci-deſſus du Recueïl du Sr. Leonard fait voir que je n'ai pas pû toujours marquer la page de ce Recueïl, & qu'il a falu ſe contenter ordinairement d'indiquer le Volume.

La même exactitude nous a obligé à laiſſer tous les Traitez dans leur langue naturelle, ſans y rien changer, non plus qu'à l'orthographe. Et ſur cèt Article je ne ſaurois m'empêcher de me plaindre de la delicateſſe de ceux qui ont eu ſoin du Recueïl du Sieur Leonard. J'ai remarqué en confrontant quelques Traitez, avec d'autres Exemplaires, que j'en avois, qu'on s'eſt aviſé de les mettre en beau langage, & d'en changer ce qu'il y avoit de vieux dans les mots, dans les phraſes, & dans l'orthograghe. J'aimerois autant qu'on entreprit de nous donner *Ronſard* ou *Marot* en beau langage; ou pour dire quelque choſe de plus exact, c'eſt tout de même, que ſi l'on faiſoit parler ces deux Anciens Poëtes comme on parle aujourdhui, & qu'on nous dit en même tems qu'on nous les donne, pour nous aprendre comment on parloit François lors qu'ils écrivoient. Un des uſages de ces Traitez eſt d'y aprendre les changemens qui ont été faits & dans la langue & dans le ſtile des Contracts, uſage qu'on n'en peut plus tirer, dès que le langage en eſt changé; joignez à cela, que ces Actes publics tirent leur principale force des termes auſquels ils ſont énoncez; & que dès qu'on en change le langage on ne peut plus s'aſſurer de leur véritable ſens. On a pris donc un très-grand ſoin, autant qu'on l'a pû, de donner tous les Traitez dans les propres termes, & dans la même orthographe, qu'on les a trouvé couchez: ſi on ne l'a pas toujours fait, la faute en doit être unique-

ment imputée à la fauſſe délicateſſe de ceux qui les ont défigurez, en voulant les habiller à la moderne. On a été ſi ſcrupuleux ſur ce ſujet, qu'on a mieux aimé laiſſer de certains endroits, où il y avoit aſſez viſiblement quelque faute d'impreſſion ou de copiſte, que d'exercer ſur ces endroits une Critique trop hardie. Ainſi on ne doit pas imputer à la négligence des Correcteurs tous les endroits, où il paroîtra y avoir faute; puis que quelquefois ce ſont des fautes qu'on a bien vuës, & qu'on n'a oſé ôter; quoi qu'on avoüe d'ailleurs, que ce Recueïl n'eſt pas exempt de véritables fautes d'impreſſion.

On ne doit pas oublier d'avertir, qu'on n'a obſervé aucun rang dans la nomination des Princes & des Souverains, dont il eſt parlé dans les argumens des Traitez. On a quelquefois mis le premier celui qui eſt venu le premier dans la penſée, quelquefois celui dont la premiére lettre du nom étoit la premiére dans les lettres de l'alphabet; mais le plus ſouvent celui qui étoit nommé le premier dans le Traité. Sur quoi il eſt bon de remarquer, qu'ordinairement dans l'échange des Traitez, châque Ambaſſadeur en livre une copie où ſon Maître eſt nommé le premier. Selon cela il eſt arrivé que quand on a tiré un Traité des Anglois, par exemple, le Roi d'Angleterre s'y trouve nommé le premier; comme au contraire c'eſt le Roi de France, qui eſt nommé le premier dans les Traitez qui nous viennent des François.

J'aurois bien voulu effacer des ſignatures ces ſortes de marques *L. S.* c'eſt-à-dire *Place de Seau*; parce que cela ne ſignifie rien, ſurtout dans un imprimé, où la forme de la page n'a pas permis de placer toujours les noms de ceux qui ont ſigné les Traitez, ſelon l'ordre qu'ils ont été placez dans les Originaux; mais en ceci, comme par tout ailleurs, j'ai eu un certain ſcrupule, auquel, peut-être, on donnera avec juſtice le tître de fauſſe délicateſſe. On verra auſſi quelquefois à la fin des Traitez ces lettres *Vt.* qui ſignifient *vidit*; & qui marquent, que la copie du Traité a été collationnée.

Les étoiles * qui ſe trouvent en quelques endroits, & ſurtout dans les Traitez, qui ont été tirez du *Codex Diplomaticus* de M. Leibnitz, marquent qu'il y a quelque lacune, ou du moins, que ce ſont des endroits, que l'on n'entend point.

Pour ce qui regarde les Notes, qu'on a ajoutées à la marge, quoi qu'il y en aît un aſſez bon nombre, ſur tout au commencement des trois premiers Tomes, on avoüe qu'on en auroit pû faire beaucoup davantage, s'il n'avoit pas falu fournir de l'ouvrage à trois preſſes à la fois, & ſi la peine ne s'étoit augmentée du triple, de ce qu'elle étoit au commencement, avant qu'on eut eu autant de matiére, qu'on en a eu dans la ſuite. On doit un petit nombre de ces Notes à M. Leibnitz, à *Goldaſt*, & à celui, qui a eu ſoin de l'Edition du Recueïl de Leonard; mais le plus grand nombre a été ajouté, & ne paroit point dans les Ouvrages de ces trois Auteurs.

Quant à la diviſion de ce Recueïl, on n'a eu d'autre égard, qu'à tâcher de rendre les Volumes égaux en groſſeur; en quoi on n'a pas tout-à-fait réüſſi, parce qu'on les a imprimez tout à la fois. C'eſt pour les rendre plus égaux, qu'on a renvoyé au Tome ſecond les Obſervations de M. *Amelote de la Houſſaye*, qui étoient au devant du Recueïl du Sieur Leonard; & l'on s'eſt d'autant plus aiſément déterminé à prendre ce parti, que la plûpart de ces Obſervations regardent, non les Traitez du Tome premier; mais ceux du Tome ſecond & des ſuivans. Quoi qu'on ne voulût pas ſe rendre garand de tout ce que M. Amelote de la Houſſaye avance, on n'a pas cru néanmoins devoir ſuprimer ſes Obſervations; parce qu'elles contiennent des remarques curieuſes & importantes. On en a retranché quelques termes injurieux, qu'on peut pardonner à un Auteur qui écrivoit en France, dans un tems où cette Couronne étoit en guerre avec les Alliez. On eſt perſuadé, que ſi l'Auteur eut écrit durant la

paix

paix dont nous joüiſſons préſentement, il auroit ſuprimé lui-même ces endroits, ou que, pour mieux dire, ils ne lui ſeroient point venus dans l'eſprit.

On a été tenté de faire quelques réflexions ſur ces Obſervations, & de confronter les Articles de certains Traitez citez par l'Auteur avec ces mêmes Articles tels qu'on les a mis dans ce Recueïl; mais outre qu'on a naturellement de l'éloignement pour tout ce qui ſent tant ſoit peu la diſpute, on n'a pas préſentement tout le loiſir, qu'exigeroit un pareil travail.

Il reſte à parler des Tables qu'on a ajoutées à cet Ouvrage. On en a mis d'abord une au devant de ce premier Tome, qui contient le nom des Auteurs & des Livres dont on s'eſt ſervi, avec quelques remarques ſur ces Livres, dont on n'a pas cru devoir charger cette Préface. Chaque Volume a ſa Table Chronologique des Traitez, qui y ſont contenus; & l'on a eu ſoin de mettre les noms des Contractans en lettres capitales, & la datte à la marge en gros caractéres, afin qu'on puiſſe trouver d'un premier coup la piéce que l'on cherche.

Peut-être auroit-on encore ſouhaité une Table des Traitez ſelon les Puiſſances; par exemple, une Table de tous les Traitez qu'a fait la France, une autre de tous ceux qu'a faits l'Angleterre, & ainſi des autres Puiſſances: mais on a cru, que ce ſeroit groſſir inutilement les Volumes, les Tables Chronologiques étant plus que ſuffiſantes, pour trouver facilement, ce qu'on cherche dans ce Recueïl.

Que ſi l'on veut abſolument ſavoir tous les Traitez qu'un tel Souverain a faits, on pourra s'en inſtruire dans la Table Alphabétique & générale, miſe à la fin du dernier Volume, & qui comprend toutes les matiéres principales de tout l'Ouvrage. Cette Table eſt compoſée d'une telle maniére, qu'elle peut être d'un très-grand uſage à toute perſonne, qui s'en ſaura bien ſervir.

Et premiérement, on pourra par ſon moyen s'inſtruire dans un moment de tous les Traitez faits par un Souverain, & qui ſe trouvent dans cèt Ouvrage. Par exemple ſous le nom de *Loüis XIV.* on trouvera tous les Traitez, que ce Prince a faits durant tout ſon régne, & qui ſont contenus dans ce Recueïl; ſous le nom de *Provinces-Unies*, on trouvera tous ceux que cette République a faits depuis ſon établiſſement, juſques à préſent; ſous celui d'*Alger*, on verra tous ceux où les Algeriens ſont intervenus, & ainſi des autres Etats; avec cette différence, que pour les Monarchiques, il ne faut pas ſe contenter de chercher le nom de la Monarchie; mais auſſi celui de tous les Princes particuliers, qui l'ont gouvernée. Pour ſavoir, par exemple, tous les Traitez que l'Angleterre a faits, il ne ſufit pas de chercher le mot d'*Angleterre*, ſous lequel on en trouvera pluſieurs; parce que ce Royaume a été gouverné en République, & qu'il y a auſſi de certains Traitez, qui ſont plutôt entre Royaume & Royaume, qu'entre Souverain & Souverain; il faut encore chercher *Edoüard*, *Jaques*, *Charles*, & les autres noms des Rois, qui ont régné en Angleterre. Il n'en eſt pas de même des Républiques, il ſuffira pour ſavoir les Traitez, qu'elles ont faits, de chercher le nom qu'on leur donne le plus ordinairement.

En ſecond lieu on pourra ſavoir par cette Table, en cherchant les noms de Villes, non ſeulement les divers Traitez, qui s'y ſont faits; mais auſſi dans quels Traitez il en eſt parlé & à quels Souverains elles ont ſucceſſivement apartenu; c'eſt-à-dire, qu'on en verra, en quelque ſorte, l'hiſtoire en abrégé. Il en eſt de même des Provinces, des Seigneuries, des Comtez, &c.

En troiſiéme lieu, il n'y a rien de remarquable dans ce Recueïl, à l'égard

des Princes, des Etats, des Républiques, des mœurs, des coutumes, &c. qu'on ne trouve dans cette Table Alphabétique, pourvû qu'on ſache chercher, ce qu'on veut trouver, ſous le tître qui lui eſt propre. Par exemple, il ſeroit inutile de chercher le Traité d'Aras, ſous le mot de *Traité*; parce que la plûpart des piéces de ce Volume portant le nom général de *Traité*, il ſeroit ridicule d'avoir mis ſous ce tître le Traité d'Aras; mais on le trouvera au mot d'*Aras* où il doit être naturellement. Il en eſt de même des autres.

Mais comme il y a de certaines choſes, qui ſemblent ſe raporter également à divers mots différens; on n'a pas fait difficulté de mettre alors la même choſe ſous ces divers mots, afin que ceux qui les pourront chercher, ſous l'un ou ſous l'autre, ne cherchent point inutilement. Enfin on croit l'utilité de cette Table ſi grande à toute perſonne, qui s'en ſaura bien ſervir, qu'on ne craint pas le reproche, de l'avoir faite trop longue. On pourroit, peut-être, ſe plaindre avec plus de juſtice, qu'elle ne l'eſt pas aſſez.

EXPLICATION
DE
L'ESTAMPE
Qui eſt au Frontiſpice de ce Recueil: où il eſt parlé des anciens Temples de Janus & de la Paix.

C'Eſt ici la repréſentation de l'ancien Temple conſacré à Rome au Dieu *Janus*, par l'Empereur *Auguſte*, & tiré d'une des Medailles de ce Prince. On voit au haut le Buſte de Janus à quatre viſages, regardant les quatre principales parties du Monde, pour marquer par là la vaſte étendue de l'Empire Romain, ou, ſelon d'autres, les quatre Saiſons de l'année. Au deſſous ſont les quatre Portes paralléles à ces quatre viſages. Nous devons cette antiquité aux ſoins de *Guillaume du Choul*, qui l'a miſe dans ſon Livre de la *Religion des Anciens Romains*, & qui nous dit avoir reçu la Medaille d'Auguſte ſur laquelle ce Temple étoit gravé de *Jacomo Strada* Antiquaire Mantoüan. C'eſt de ce Temple que parle Thomas Dempſter dans ſes * Antiquitez Romaines. *Alterum Templum*, dit-il, *Jani Quadrifrontis ampliſſimum, quatuor Portarum in Foro Romano fuit ab Auguſto dedicatum, Janus ipſe, qui in eo colebatur, Quadrifrons ex Faliſcis Thuſciæ Civitate captis in forum tranſitorium Romam tranſlatus, poſt Servium in Lib. I. Æneid. & hujus Templi icon*, dit-il, *videre eſt in veteri lapide, ubi adhuc videtur talis.* * *Liv. II. Chap. 2.*

Le même * *Servius* nous aprend pourquoi Janus étoit repréſenté avec quatre viſages, *quod captis Faleris Civitate Thuſciæ inventum ſit Simulachrum Jani cum frontibus quatuor, propter quod in foro tranſitorio conſtitutum eſt Sacrarium aliud, quod novimus hodie quatuor habere portas. Servius* vivoit ſous l'Empereur *Theodoſe*, environ 380. ans après la naiſſance de N. Seigneur; & pouvoit avoir encore vû ce Temple. Il paroît par *Tite-Live*, & par * *Macrobe* que ce Simulacre dont parle *Servius* fut trouvé environ l'an 357. de la fondation de Rome, c'eſt-à-dire, environ 360. ans avant J. C. Cela peut être confirmé par ces paroles * d'*Alexander ab Alexandro. Ipſum deinde ad forum tranſitorium tranſlatum memorant, captiſque Faleriis, quatuor portarum fuiſſe exſtructum, quòd Jani Simulachrum cum frontibus quatuor multo ævo vetuſtum ibi erutum fuiſſe dicerent. Et ibid. Tiraquell Dictum fuit forum*, dit-il, *tranſitorium ex quo ad Forum Romanum primò, deinde & ad Forum Cæſaris & Auguſti tranſitus pateret, habuit autem cum tempore pro Tranſitorio, Fori Nervæ apellationem.* * Lipſe parle ainſi de ce *Forum Tranſitorium. Quartum jam eſt Nervæ, quod Domitianus inchoavit, Nerva perfecit & agnominavit Suetonius in Domitiano. Novam Aedem in Capitolio excitavit Jano cuſtodi, & Forum quod nunc Nervæ vocatur; unde ſic Lampadius in Alexandro. Statuas coloſſas, vel pedeſtres vel equeſtres Divis Imperatoribus in Foro Divi Nervæ, quod tranſitorium dicitur, locavit.* Et Lipſe, dans le même Livre qu'on vient de citer: *Dictum autem fuit tranſitorium forum, quod ſitum fuerit inter Capitolium & Quirinalem collem, dictumque ideo tranſitorium, quòd per id in alia opportunè tranſitus eſſet.* On voit encore aujourdhui à Rome ce *Forum tranſitorium*, qu'on nomme *Foro di Nerva*. On en trouve la répréſentation dans les Antiquitez d'*Eſtienne Perac*, & dans le Livre, qui a pour titre *Veſtigi della Antiquita de Roma*, par *Egid. Sadeler* pag. 5. comme on le voit ici. On y trouve auſſi les ruines du Temple de Janus Quadrifrons, comme elles ſe voyent encore à préſent; mais qui eſt entiérement différent du Temple, que nous a laiſſé Du Choul: ce qui nous perſuade, que depuis la mort d'Auguſte, il a été entiérement changé. Nous avons une medaille de cuivre de l'Empereur *Hadrien*; où ſon effigie eſt d'un côté & au revers l'image de Janus à quatre viſages, ou *quadrifrons*. On la trouve dans Du Choul pag. 20. telle qu'on la donne ici.

* *In Lib. VII. Aeneid. Virg.*

* *Saturnal. Lib. I. cap. 9.*

* Genial. Dier. Lib. I. cap. 14.

* De Magnitud. Rom. cap. 7.

Il ne faut pas croire, au reſte, que le Temple de *Janus* dont nous parlons, ſoit le plus ancien, qui aît été conſtruit à l'honneur de ce Dieu: puis qu'au contraire on voit par les Hiſtoires Romaines, qu'il y a eu des Temples dédiez au Dieu Janus, même du tems de *Romulus* avec deux portes, qu'on devoit ouvrir durant la guerre & fermer durant la paix. on pourroit même conclure qu'il y en avoit un du tems du Roi *Latinus*, de ces vers de * l'Eneïde.

* *Liv. VII. verſ. 607.*

Sunt geminæ Belli portæ, ſic nomine dicunt,
Religione ſacræ & ſævi formidine Martis.
Centum ænei claudunt vectes, alternaque ferri
Robora, nec cuſtos abſiſtit limine Janus,
Has ubi certa ſedet Patribus ſententia pugnæ,
Ipſe Quirinali trabeâ cinctuque Gabino
Inſignis referat ſtridentia limina Conſul,
Ipſe vocat pugnas; ſequitur tum cætera pubes
Aereaque aſſenſu conſpirant cornua rauco.

Et puis parlant du Roi *Latinus*, qui ne vouloit point de guerre avec Aenée, & ne vouloit point ouvrir les portes du Temple de Janus, il s'exprime en ces termes.

Hoc & tum Aeneadis indicere bella Latinus
More jubebatur, triſtiſque recludere portas.
Abſtinuit tactu Pater, averſuſque refugit
Fœda miniſteria, & cæcis ſe condidit umbris.
Tum Regina Deûm cælo delapſa, morantes
Impulit ipſa manu portas, & cardine verſo
Belli ferratos rupit Saturnia poſtes.

Mais il n'y a nul fonds à faire ſur le témoignage de *Virgile*, puis qu'on ſait aſſez combien il eſt ordinaire aux Poëtes de parler des choſes par anticipation. *Virgile*, en particulier, a parlé dans ſon Poëme de quantité de choſes, qui étoient de ſon tems à Rome, & qui n'y étoient point du tems de *Latinus*, ni même du tems des Rois & des premiers Conſuls: & il en uſe ſouvent ainſi uniquement pour faire ſa cour à Auguſte.

Le Temple de *Janus*, qui n'avoit alors que deux viſages, & qu'on apeloit *Bifrons*, a été bâti ou par *Romulus* ou par *Numa*. *Varron* dans S. *Auguſtin*, *Ovide*, & *Servius* le donnent à *Romulus*, & c'eſt, peut-être, pour cela qu'on l'a appellé *Janum Quirini*, qui eſt le nom de ce Fondateur de Rome après ſa conſécration. *Tite-Live*, *Florus*, *Servius* dans un autre endroit, Plutarque, & Pline le donnent à *Numa*. Peut-être qu'on pourroit concilier les deux opinions en atribuant à *Romulus* la ſtructure du Temple de Janus ouvert des deux côtez; & les portes à *Numa*. *Aurelius Victor* en parle ainſi *Portas Jano Gemino ædificavit*; à moins qu'on ne veuille dire, que *Victor* parle du temple tout entier.

* Hiſt. Rom. Liv. I.

Voici ce que dit * *Tite-Live* ſur ce ſujet. *Numa regno potitus, Urbem novam conditam vi & armis, jure eam legibuſque ac moribus de integro condere parat, quibus cùm inter bella aſſueſcere videret non poſſe, quippe efferatis militiâ animis, mitigandum ferocem populum armorum deſuetudine ratus, Janum ad infimum argiletum, indicemque pacis bellique fecit, apertus, ut in armis eſſe civitatem; clauſus pacatos circa omnes populos ſignificaret.* Ce paſſage nous aprend, que le lieu où ce Temple fut bâti fut au bas *Argiletum*, & l'on peut ajouter, que ce fut près du Théatre de *Marcellus*; comme nous l'aprennent (*a*) Servius, (*b*) Gruter, Victor dans la neuviéme Region; & entre deux (*c*) Places publiques. C'eſt dans cette Place où étoient les boutiques des Marchands, & c'eſt d'elle dont Martial fait mention dans ſes Epigrammes. Liv. I. Epig. 4.

(*a*) Sur le 7. de l'Eneid. verſ. 609.
(*b*) Inſcription. pag. 134.
(*c*) Ovid. Faſtor. I. verſ. 257. & Sextus Rufus in Regione IX.

---- *Argiletanus maris habitare Tabernas.*

Liv. I. 118.

Argi nempe ſoles ſubire letum.

Et Liv. II. Epig. 17.

Argique Letum multus obſidet ſutor.

Cette

Cette Place reçut ce nom de ce qu'*Argus* Capitaine des Argives ayant été voir *Evandre*, y fut tué par les Arcadiens à l'insçu du même *Evandre*, qui lui dressa un tombeau avec ce nom d'*Argiletum*. Virgile dans le 8. de l'Eneïde.

Nec non & sacri monstrat nemus Argileti
Testaturque locum, & lethum monstrat hospitis Argi.

Varron de Ling. Lat. Lib IV. Argiletum, dit-il, *sunt qui scripserunt ab Argo, seu quod is huc venit ibique sepultus sit, alii ab argilla, quòd ibi hoc genus terræ reperiatur, & ideo ibi positum Jani signum & jus institutum à Numa Pompilio, ut scribit in Annal. Piso, ut sit clausa semper porta*, (qu'il appelle *Janualis*) *nisi cùm bellum sit, nunquam traditum est memoriæ Pompilio Rege fuisse apertam. Ovide* nous donne la raison, pourquoi on l'ouvroit durant la guerre, dans le I. Livre de ses *Fastes*.

At cur pace lates? motisque recluderis armis?
Nec mora, quæsiti reddita causa mihi est.
Ut populo reditus pateant ad bella profecto,
Tota patet, demta, Janua nostra, sera.

Comme ce Temple avoit deux portes directement opposées l'une à l'autre, il servoit de passage pour aller d'un marché à l'autre: d'où vient que Martial parle ainsi au Dieu *Janus* Liv. X. Epig. 28.

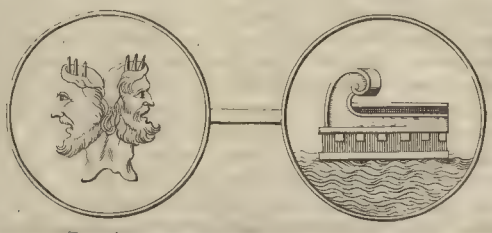
Pervius exiguos habitabas Jane Penates
Plurima, qua medium, Roma tenebat iter.

Ainsi on peut dire qu'il avoit deux visages pour avoir la vuë sur ces deux marchez. Mais *Servius* en donne une autre raison sur le Liv. XII. de l'Eneïde. Vers. 198. *Postquam*, dit-il, *Romulus & Titus Tatius in fœdera convenerunt, Jani simulacrum duplicis frontis effectum est, quasi ad imaginem duorum populorum.*

S. Augustin parle aussi de cette image de *Janus* au Chap. 4. du Liv. VII. de la *Cité de Dieu. Sed isti*, dit-il, *in cultu Deorum omnis dedecoris appetitiores, cujus vitam minus turpem invenerunt, cum simulacri monstruosa deformitate turpaverunt nunc enim bifrontem, nunc etiam quadrifrontem, tanquam geminum facientes, cùm verò eum faciunt quadrifrontem & Janum geminum appellant, ad quatuor mundi plagas hoc interpretantur.*

Florus Liv. I. chap 2. & *Aurelius Victor* chap. 3. prennent *Janum geminum* pour *Janum bifrontem* ou à deux visages, parce qu'il n'étoit pas autre du tems de *Numa*.

Mais, pour bien entendre *Florus*, & les autres Auteurs, qui parlent de *Janus Geminus*, il faut remarquer, que le *Janus* à deux têtes s'apelle *Geminus*, parce qu'il étoit comme deux, & que celui à quatre visages peut porter le même nom, à cause que la statuë sous laquelle *Janus* étoit représenté toujours, étoit doublée, pour parler ainsi, & c'est de là que S. *Augustin* dit: *quum verò eum faciunt quadrifrontem & Janum Geminum apellant*: quoi que *Janus* à deux têtes, soit apellé aussi avec autant de droit *Janus Geminus*. Voici une ancienne medaille, où paroit la tête de ce Dieu.



Cette Medaille de *Janus bifrons* ou à deux visages, & dont le revers représente une espéce de Navire ou de Barque à l'antique est très-ancienne. Il y en a qui croyent, que ce Janus est le même que Saturne, qui pour se sauver des impietez & des cruautez de son Fils s'enfuit d'Arcadie & aborda avec ce bâtiment dans le Pays, qu'on a nommé depuis l'Italie. Ce fut en mémoire de cèt événement qu'on frapa la monnoye ou medaille avec la figure d'un navire. C'est ce que témoigne Ovide dans ses Fastes.

At bona Posteritas puppim formavit in ære
Hospitis adventum testificata Dei.

Et dans un autre endroit.

Causa Ratis superest, Thuscum devenit ad amnem
Ante pererrato, Falcifer, Orbe, Deus.

Ce

Ce fut lui, qui civilisa les Habitans d'Italie, & qui en changea les mœurs & les coutumes. Il y établit de bonnes Loix, & les conduisit avec tant de prudence & de vertu, qu'ils le choisirent pour leur Roi Et en mémoire du bien qu'il avoit reçu dans un lieu, où il avoit été long tems caché, il lui donna le nom de *Latium*, du mot *Latere*, qui signifie être caché. C'est ce que confirment ces vers du 8. de l'Eneïde.

Is genus indocile & dispersum montibus altis
Composuit, legesque dedit, Latiumque vocari
Maluit, his quoniam tutus latuisset in oris.

C'est ce qui est confirmé par *Lactance* au Livre I. de *la fausse Religion*, Chap. 12.

Après sa mort, ses Peuples l'adorérent comme une Divinité, & le représentérent avec deux visages, parce que, selon Plutarque, il avoit donné une autre face à son Royaume, en introduisant parmi des peuples barbares, une maniére de vivre civilisée.

Ceux qui cherchent à déterrer la vérité de l'Histoire dans les fictions de la Fable, disent que Janus est le Patriarche Noë, & qu'il fut ainsi nommé du mot Ebreu יין *jain*, qui signifie du vin, parce qu'il avoit le premier planté la Vigne: qu'il a été représenté avéc deux visages, parce qu'il avoit vû l'ancien Monde avant le Déluge, & le Nouveau après que les eaux se furent retirées: qu'on lui donnoit un navire, à cause de l'Arche dans laquelle il s'étoit sauvé; ou parce que fuyant les mauvais traitemens & les impietez de son fils *Cham*, il se retira dans un Vaisseau en Italie, où il bâtit une Ville, qu'il nomma en Hébreu כתים, *Chittim*, comme qui diroit cachée: car le mot Arabe כתם, signifie cacher, en Latin *Latere* d'où vient *Latium*; & tout cela convient fort bien à ce que les Latins disent de leur *Latium*. En effet, tous les Auteurs tant sacrez, que Prophanes entendent l'Italie par le mot de Chittim. Voyez *S. Jerôme* & les autres Interprêtes sur le XXIV. des Nombres vers. 24. Comme aussi *Cornelius à Lapide*, *Sa*, *Polus* dans sa *Synopsis Criticorum*. Consultez encore Nicol. Louwius dans son Dictionaire Géographique au mot *Cethim*, *Moreri* dans son Dictionaire Historique au mot *Janus*. C'est encore ce qui est raporté par le P. Athanase *Kircher* dans son Arca Noë, *in cap. Erotem.* où il parle en ces termes. *Noë, relictâ Armeniâ, vel Edenia Regione, assumtis secum Japhet Filiis Gomero, & Nepotibus Archenez, Rephat, Tagormas, & reliquis Javani Filiis, primùm in Græciam, quæ ab eo Jonia postea dicta fuit, movit: Deinde ulteriùs in terram Kittim: quam omnes; tum sacri, tum prophani Geographi Italiam dicunt; ubi tantùm apud Posteros nomen meruit, ut eum Saturnum & Janum vocaverint, & quod duplicem Mundum antè & post Diluvium viderit, & duplici facie illi statuas erexerint.*

Il s'en explique encore plus amplement dans son *Latium* Liv. I. chap. 2. & suiv. *Noëmum*, dit-il, *humani Generis Restauratorem primarum in Italia Coloniarum Auctorem fuisse tradunt, atque illum variis passim nominibus fuisse descriptum: Alii eum Janum; vel ob vini usum repertum ab Hebraica voce Jajn, vel Chaldaico Jaino, quod vinum notat sic appellant; Græci verò* οἰνότριον, *sive Oinotrium vocitant, quod cum Jano prorsus quoad significationem coïncidit, quasi vini expressorem; post Apologeticum Justini Martyris, Tertull. de Pallio, Augustin. de Civit. Dei; Clemens Alexandrin. in Protrept. subscribunt hisce*, dit le même *Kircher* dans le même endroit, *Rabbinorum Arabumque Traditiones, &c. Edmond Dickinson* dit la même chose, dans sa Dissertation *De Noë in Italiam Adventu. Hoc expressè habetur*, dit-il, *in Etruscarum Antiquitatum Fragmentis ab Ingramio repertis: Magnus Pater Vandimon, qui à Latinus Janus, à Syris Noa vocatur advenit in hanc Regionem.* Il parle de cette Partie de l'Italie, qu'on nommoit anciennement l'Etrurie, & qui est la Toscane d'àpresent.) *Cum secundo Filio Japheto & illius Filiis, & cùm venisset super hunc montem, sibi commodum, Posteris jucundum putavit, quare in superiori parte, quæ salubrior esset Civitatem ædificavit & Cethim apellavit. Verùm anno 220. à Cethim ædificatione Cethim Filius Javanis & Pronepos magni Vadimontis assumtis secum duabus Coloniis mare ingressus, cùm diu navigasset, pervenerit tandem in terram, quam suo & Patriæ nomine Cethim appellavit. Illa autem Civitas primò Etruriæ Caput & Metropolis, tandem Italiæ toti nomen impertivit.* On peut encore consulter sur ce sujet *Lactance*, *Beyrlink* dans son *Theatrum Vitæ Humanæ*; *Albert Leander*, dans la Description de l'Italie, *Lazius in Migrat. Gent. &c.*

Il y avoit encore dans des lieux anciens de Rome plusieurs statues de ce *Janus*, comme remarque *Acron* sur le second Livre d'*Horace*, Satyre 3. *Jani statuæ*, dit-il, *tres erant: ad unam illarum solebant convenire Creditores & fœnatores, alii ad reddendum, alii ad locandum fœnus.* Et *Lib. I. Epist. 1. Duo Jani ante Basilicam Pauli steterunt, ubi locus erat fœneratorum, James dicebatur locus in quo solebant convenire fœneratores.* Le mot *Janus* signifie sa statuë & une arcade sous laquelle on passe. C'étoit proche d'une telle Arcade, ou sous une telle Arcade, que les Usuriers s'assembloient, comme remarque *Acron* sur
* XLI. 27. Horace. Liv. I. Epit. 1. & * *Tite-Live* en parle ainsi *forum porticibus tabernisque claudendum, & Janos tres faciendos; qui tres arcus vel ἀψῖδες erant in foro Romano, & distinguebantur per primum, medium, & imum. Inde Ammian. Marcell. per Janos & fora clami-*

clamitant ; & Spart. in Severo teſtatur, eum Janos feciſſe in tranſtiberana regione. Eóque Ovidius reſpicit Faſt. I. cùm tot ſint Jani. Peut-être que dans ces bâtimens ou au deſſus, il y avoit la ſtatuë ou la tête d'un Janus bifrons ; & que c'eſt de là qu'*Acron* remarque ſur *Horace Jani ſtatuas tres fuiſſe.*

Pour revenir au temple de Janus, c'étoit une grande gloire aux Empereurs Romains d'avoir pû le fermer durant leur régne ; parce que c'étoit une marque qu'ils avoient procuré la paix générale à l'Empire, & par conſéquent le repos à tous leurs ſujets.

Suetone raporte dans la * vie d'*Auguſte* que cèt Empereur ferma ce Temple par trois fois. *Janum Quirinum ſemel atque iterum à condita Urbe memoriam ante ſuam clauſum : in multo breviore temporis ſpatio terrâ marique pace parta, ter cluſit ;* ce que confirme *Oroſe* Lib. VI. chap. 21. & 22. *primum*, dit-il, *anno V. C. 725. Victo M. Antonio, iterum anno V. C. 729. bello Cantabrico confecto ; tum denique circa tempus nativitatis Chriſti.* On trouve encore un témoignage autentique de cèt événement en Eſpagne, dans la Ville de *Merida*, que les Latins apellent *Emerita* ; où l'on voit cette Inſcription Latine, ſelon Gruter. pag. 149. * Chap. XXII.

Imp. Cæſ. Divi F. Auguſtus Pont. Max.
Coſ. XII. Tribunic. poteſt. X. Imp. VIII.
Orbe, Mari & Terrâ pacato
TEMPLO JANI CLUSO
Et Rep. P. R. optimis Legibus X ſanctiſſimis
inſtitutis reformato
Viam ſuperiorum coſſ. tempore inchoatam
pro dignitate Imperii latiorem longioremque
Gades uſque perduxit.

Il eſt vrai que les Critiques ne conviennent pas que l'Empereur Auguſte aît fermé trois le Temple de Janus ; & qu'il y en a qui ſoutiennent qu'il faut lire dans le paſſage de Suetone *tertiò clauſit* & non pas *ter*, pour dire qu'il l'avoit fermé la *troiſiéme fois*, & non *trois fois* ; conformément à ce que dit *Tite-Live* Liv. I. *Bis deinde poſt Numæ tempora clauſus fuit Janus, ſemel à Tito Manlio coſ. poſt punicum primum perfectum bellum, iterumque (quod noſtræ ætati Dii dederunt ut videremus) poſt bellum Actiacum ab Imp. Auguſto pace terra marique parta :* mais nous laiſſons ces diſputes aux Critiques, comme à Glareamus, à Langius, à Juſte Lipſe Elect. Lib. III. cap. 20. & à *Caſaubon, ad Suet. Aug. cap.* 22. qui en traite le plus nettement.

Mais il ne ſera pas hors de propos, de raporter ce qu'en dit Plutarque dans le Livre de *Fortun. Romanorum ; igitur*, dit-il, *illa tempetaſte Jani Portæ, quas belli fortunam vocant, ut portæ quæ belli tempore reſerabantur, pacis verò occludebantur. At verò mortuo Numâ, aperta fuerunt, Albano commiſſo bello, rurſumque aliis ſexcentis ſuper alia bellis continenter excipientibus, per annos quadringentos & octoginta, pace clauſæ ſunt, poſt Carthaginenſe bellum compoſitum C. Attilio Titioque Conſulibus, à quo iterum anno reſeratæ ſunt continentibus ad Actiacum uſque Cæſaris victoriam bellis, tum demum Romana arma haud ita multo tempore ceſſavere ; etenim Cantabrorum Galatarumque tumultus in Germanos graſſantium pacem illam diſturbarunt.*

Il en parle de même dans la Vie de *Numa Pompilius. Janus*, dit-il, *apud vetuſtiſſimos illos, ſive Genius, ſive Rex fuerit, dicitur ferum & ſilveſtrem cultum in urbanum civilemque mutaſſe, proindeque ipſum bifrontem fingunt, tanquam alteram ex altera formam diſpoſitionemque reddiderit, eſt & ejus Templum Romæ, duabus portis, quas Belli Januas vocant : legibus enim cautum eſt ipſum aperiri, cum bellum eſt, in pace autem claudi, quod certè rarò & difficulter factum, cùm aliquo bello ſemper Imperium ſuſpenſum teneatur ; nam cùm propter ejus magnitudinem Barbaris Nationibus undequaque circumfuſum ac ſeptum ſit, his repugnare cogebatur ; verùm tamen Auguſto Cæſare Imperante poſt Antonii profligationem clauſum eſt, & ante M. Attilio & T. Manlio coſſ. haud multum temporis, deinde continuo irrumpente bello apertum eſt : at Numa Rege neque ullum diem apertum viſum, ſed tres & quadraginta annos continuos clauſum manſit uſque adeo res bellicas undique prorſus abſtulit & eliminavit.*

L'Empereur Auguſte eût une joye extrême d'avoir fermé ce Temple de ſon tems, comme le témoigne *Dion Caſſius*, Liv. LI. chap. 309. *Sed ex omnibus decretis*, dit-il, *nullum ei majori voluptati fuit, quàm quòd Portæ Jani ab ipſo clauſæ fuerint, quaſi omnibus bellis confectis.* De là vient qu'Horace ne manque pas de lui donner cèt éloge dans la derniére Ode du Liv. IV.

----- *Vacuum duellis*
Janum Quirini clauſit ---

Auſſi ce Prince a-t-il fait fraper pluſieurs Medailles ſur ce ſujet qu'on ne ſera pas fâché de trouver ici.

(a) Oisel. Tab. 71. Nu. 10. (a) La premiere représente la tête d'une Fille Romaine bien coifée avec une Corne d'abondance derriére & un rameau d'Olivier par devant, pour représenter l'abondance & la paix.

(b) Oisel. Tab. 71. Nu. 12. (b) Une seconde représente un Temple avec l'Autel de la Paix & cette Inscription, *Paci perp.*

(c) Oisel. Tab. 72. Nu. 5. (c) Une troisiéme représente deux Envoyez avec des rameaux d'Olive demandant la paix à l'Empereur Auguste, qui est assis dans sa chaise: avec ces lettres *Imp. X.*

(d) Oisel. Tab. 107. Nu. 11. (d) Une quatriéme représente le Temple avec la porte fermée & cette Inscription. *Imp. Cæsar. Jan clu.* qui veut dix *Janum clusit.*

(e) Du Choul pag. 15. (e) Une cinquiéme représentant la tête couronnée d'Auguste avec la foudre, & au revers *Janus bifrons* assis sur une chaise.

(f) Oisel. Tab. 73. Nu. 3. (f) Enfin une sixiéme, où l'on voit deux mains jointes avec un Caducée & deux Cornes d'abondance.

L'Empereur *Claude* pour faire voir la haine qu'il avoit pour la guerre & son amour pour la paix, fit fraper la Medaille ci-jointe où l'on voit une Vierge avec ses ailes, qui représente la paix, qui presse doucement un serpent, comme un bon genie, & tient de la droite un caducée. *Oisel* Tab. 71. nu. 8.

L'Empereur *Neron* mit dans sa Medaille une forme d'Autel avec ces mots *Ara Pacis. Oisel.* Tab. 72. nu. 1.

Le même Empereur fit graver sur une autre Medaille le Temple de Janus, avec cette Inscription, *Pace P. R. terrâ marique parta Janum clusit. Oisel.* Tab. 107. Nu. 12. De même l'Empereur *Othon*, fit graver sur sa Medaille la figure de la Paix tenant un rameau d'Olivier de sa droite, & un caducée de la gauche avec ces mots. *Pax Orbis Terrarum. Oisel.* Tab. 72. nu. 3.

Après

Après avoir parlé de Janus & de son Temple, il ne sera pas hors de propos de dire quelque chose de la Paix, & du culte que les Payens lui ont rendu.

Cette Déesse eut autrefois ses Autels à Athénes, comme nous l'aprend *Cornelius Nepos cap. 2. Timothei. Quæ Victoria*, dit-il, *tantæ fuit Atticis lætitiæ, ut tum primùm Aræ Paci publicæ sint factæ, eique Deæ pulvinar sit institutum.* Il parle de la victoire remportée par les Athéniens sur ceux de Lacédémone. Mais *Plutarque* nous aprend dans la vie de *Cimon*, qu'on bâtit un Autel près de la riviére *Eurymedon*, après la défaite des Perses. *Aram pacis quoque hac de causa Athenienses perhibent erexisse.*

On ne trouve pas que la Paix ait été adorée à Rome comme une Déesse durant le tems de la République; & le nom s'en trouve pour la premiére fois sur une * Medaille de *Marc Antoine.* On y voit une figure ailée tenant de la droite une Couronne de Laurier & de la gauche une branche de Palmier, & le mot PAX. Il est probable qu'elle fut frapée après la paix faite entre *Octavianus Cæsar*, ou *Auguste*, *M. Antoine*, & *Cn. Pompée.* * Mezz. P. 17.

On la trouve depuis fort souvent sur les Medailles d'Auguste, comme on a vû ci-dessus, & cet Empereur victorieux lui a rendu un culte public, après la défaite de ses Ennemis, & après l'établissement de la tranquilité dans tout l'Empire Romain. * Ovide nous aprend, que ce Prince consacra un Autel à la Paix: * Fastor. I. vers. 709.

Ipsum nos carmen deduxit Pacis ad aram.

D'où il paroit que cela se fit après la Victoire Actiaque remportée par Auguste l'an 724. * *Dion* parle encore sur l'an 743. d'une statuë érigée à la Paix par cèt Empereur, *cùm iterum pecuniam, &c.* & l'on trouve sur une medaille frapée l'an de son huitiéme Consulat & le 728. de Rome une Paix tenant un Caducée proche d'un Autel, d'où sort un serpent: on voit fort souvent dans d'autres Medailles de ce Prince ce même Autel ou la statuë de la Paix avec la legende, ARA PAC. PACI AUGUSTI, ou PAX AUG. Mais je ne sai où M. du Choul a pris que *Marc Agrippa* augmenta l'autel, qu'Auguste avoit érigé à la Paix; car je ne trouve nulle part cette particularité. * Liv. LIV.

Je ne sai pas, de plus, si l'on ne pourroit point soûtenir qu'Auguste bâtit aussi un Temple à la Paix; car on voit sur une de ses Medailles un Temple, avec un autel au milieu & *Paci perp.* J'avoüe que les Auteurs n'en parlent pas, & Auguste peut avoir mis cèt Autel dans le Temple d'une autre Divinité; mais, du moins, les Medailles nous donnent lieu d'en douter; à quoi l'on peut ajouter une autre preuve tirée de l'*Epitome* de Victor: *hic* (Vespas.) *Romam deformem incendiis, veteribus ac ruinis, permissâ, si Domini deessent, volentibus ædificandi copiâ, Capitolium*, AEDEM PACIS, *Claudii monumenta* REPARAVIT, MULTAQUE NOVA INSTITUIT. Car si *Vespasien* a rétabli le Temple de la Paix, il s'ensuit nécessairement qu'il avoit été bâti avant lui; mais l'autre *Victor* nous dit que *Vespasien* en fut l'Auteur; *namque Romæ Capitolium &c.*

Ceux qui ont écrit que le Temple de la Paix tomba en ruine *nato D. N. J. C.* comme *Martinus Polonus* & d'autres, ont été, sans doute, du premier sentiment.

Mais sans vouloir se déterminer sur cette question, il est sûr que ce fut Vespasien qui bâtit un Temple magnifique à la Paix, après la prise de Jerusalem. On voit ce superbe bâtiment sur ses Medailles publiées par *Erizzo*, *du Choul*, *Tristan*, *Vaillant* & autres; quoi que l'on pût douter de quelques unes, qui semblent plutôt représenter le Temple de Jupiter Capitolin. On voit aussi sur une Medaille de Vespasien un Autel, avec la légende, *Ar. Pac.* parmi celles du Duc d'*Arscot.*

Vespasien fit mettre dans ce Temple de la Paix tous les vases & toutes les autres riches dépouilles qu'il avoit tirées du Temple de Jérusalem. Voici ce qu'en dit * Joseph, selon
„ la Traduction d'*Arnauld d'Andilly.* Ensuite de ce triomphe, Vespasien voyant l'état
„ de l'Empire aussi affermi qu'il le pouvoit souhaiter, résolut de bâtir le Temple de la Paix,
„ & il l'exécuta plus promtement que l'on ne l'auroit pû croire; parce que se trouvant si ri-
„ che, il n'y épargna point la dépense. Après que ce superbe édifice fut achevé, il l'orna
„ de tant d'excellentes peintures & autres admirables ouvrages rassemblez de tous les en-
„ droits du Monde, que ceux qui avoient de la passion pour de semblables choses n'avoient
„ plus besoin de sortir de Rome pour satisfaire leur curiosité. Il y mit aussi la Table, le
„ Chandelier d'or, & autres riches dépouilles du Temple de Jerusalem, comme un Tro-
„ phée, qui lui étoit si glorieux. Mais quant à la Loi des Juifs & aux voiles du Sanctuai-
„ re, qui étoient de pourpre, il les fit garder soigneusement dans son Palais. Voici ce qu'en dit * Pline, *atque ex omnibus, quæ retuli, clarissima quæque jam sunt dicata Vespasiano Principe in Templo Pacis, aliisque ejus operibus, violentia Neronis in Urbem convecta, & in sellariis domus aureæ dispositа.* * Liv. de la guerre des Juifs. Chap. 19. * Liv. XXXIV. chap. 24.

Barthius sur * *Stace* remarque que ce fut *Domitien*, qui bâtit le Temple de la Paix; mais ces vers ne nous disent pas cela: * Ad Stat. 4. Syl. I. 12.

Ipse etiam immensi reparator maximus ævi,
Attollit vultus, & utroque à limine grates

Janus agit ; quem tu vicina pace Legatum
Omnia jussisti componere bella, novique
In leges jurare fori.

Tout ce que l'on peut inférer de là, c'eſt que le Temple de la Paix étoit près du Temple de Janus : les vers du 3. *Carmen* du même Livre ne ſignifient pas non plus cela :

Qui reddit Capitolio Tonantem
Et Pacem propria Domo reponit.

Puis qu'on peut les expliquer, en diſant que Domitien mit une ſtatuë de la Paix dans le Temple bâti par ſon Pére ; ou dire que c'eſt une expreſſion métaphorique, pour dire que Domitien avoit rendu la Paix à l'Empire ; ou, enfin, que *Stace* attribuë à Domitien, ce que le Pére de ce Prince avoit fait, & à quoi il peut avoir eu part, ou, peut être, qu'il embellit ce Temple, lors qu'il fut Empereur.

On voit ce ſuperbe Edifice, dont parlent ſi avantageuſement Pline, *Joſeph*, & autres, non ſeulement ſur les Medailles de Veſpaſien & de ſes Fils, mais auſſi ſur celles de Commode ; & l'illuſtre M. *Ezechiel Spanheim* remarque très-ſavamment, que les derniéres furent frapées avant l'embraſement, qui arriva ſous le même Empereur, & dont parle amplement *Herodien* au Liv. I. *Galenus* parle auſſi de cèt embraſement dans ſon premier Livre d'Antidotes ; & il dit qu'alors le lieu, où il conſervoit ſes plus précieux médicamens fut conſumé par le feu. Il a écrit ce Livre ſous *Sévére* ; d'où il ſuit, que ce Temple n'étoit pas encore brûlé, quand il écrivoit dans ſon Livre *de Pulſibus* ; que les Medecins avoient beaucoup de Diſputes entr'eux dans le Temple de la Paix, où ils ſe promenoient ; ou dans la Bibliothéque, qui y étoit jointe, comme nous aprenons d'*Aule-Gelle*.

On voit auſſi la Déeſſe de la Paix debout dans un Portique du Temple, ou dans le Temple même, avec le mot PACI, ſur une Medaille du Jeune *Tetricus*, dans * Triſtan ; mais je ne crois pas que ce bâtiment aît été à Rome ; il étoit quelque part dans les Gaules, où les *Tetrici* faiſoient leur ſéjour.

* Tom. III. pag. 234.

Les Hiſtoriens nous diſent que ce fut par la foudre, que le Temple de la Paix, qui étoit à Rome, fut reduit en cendres, ſous l'Empereur *Commode*. Voici ce qu'en dit * *Herodien* ; *Nam cùm neque imbres ulli, neque nubes, tantùmque exiguus terræ motus anteceſſit, ſeu nocturni caſu fulminis, ſive igne aliquo in ipſo terrarum motu velut extrito, totum de improviſo Pacis Templum conſumtum incendio eſt ; quod unum opus cunctorum tota Urbe maximum fuit atque pulcherrimum, idem templorum omnium opulentiſſimum egregiéque munitum, multoque ornatum auro & argento, quippe univerſi ferme ſuas illic divitias, quaſi in Theſaurum, congerebant : ideóque per noctem debacchatus ignis multos ex opulentis egenos reddidit, qua propter communem quidem jacturam publicè omnes, ſuam autem quiſque privatim deplorabant, ſed ubi Templum omne conſumtum ignibus eſt, plurima quæque & pulcherrima Urbis ædificia conflagrarunt.* La Bibliothéque dont nous avons parlé, * qu'Aule-Gelle apelle, *Bibliothecam Pacis*, fut auſſi conſumée dans le même tems.

* Liv. I. chap. IV. nu. 4.

* Noct. Attic. Lib. XVII. Cap. 8.

Ce Temple fut rebâti dans la ſuite, s'il en faut croire * Nardin. Il le prouve par un paſſage † d'Ammian Marcellin. Mais l'Edition de M. *de Valois* refute cela, & l'on y lit qu'*Hormiſdas* admiroit les magnifiques & ſomptueux bâtimens de la Ville de Rome & entr'autres, *Urbis Templum, forumque Pacis, & Pompeii Theatrum, & Odeum, & Stadium* ; & je ne trouve nulle part que ce ſuperbe Temple aît été rebâti.

* III. 12. de la Deſcription de Rome.

† XVI. 8.

Procope Liv. IV. de ſon *Hiſtoire des Goths* en parle comme d'un bâtiment brûlé. *Aiebat is*, c'eſt la Verſion de *Grotius*, *quo tempore Italiam tenebat Atalarichus Theuderici Filiâ genitus, gregem boum, flexo in veſperam die veniſſe in forum Pacis, quod dicitur, juxta* PACIS TEMPLUM, *quod fulmine jam olim ictum quoque conſpicitur.* Ces paroles nous marquent, ce me ſemble, que les maſures de ce Temple y reſtoient encore alors ; quoi que d'ailleurs il paroiſſe bien ſingulier & même étonnant, que les Empereurs, qui ont régné après *Commode*, ayent pû ſoufrir qu'un ſi bel édifice ne fût pas rebâti, & cela d'autant plus que ces ruines défiguroient une Place publique, dont *Ammian Marcellin* parle ſi magnifiquement. *Henri de Valois* en conclut que ce *Forum Pacis* étoit dans le lieu même où avoit été auparavant le Temple de la Paix.

Quoi qu'il en ſoit les maſures de ce Temple ont ſubſiſté long tems à Rome, & s'il en faut croire Mr. † *Varillas*, on fut obligé à * l'entrée de *Charles Quint* dans cette Ville, d'abattre tout ce qui en reſtoit pour élargir le chemin. Il me ſemble pourtant, qu'il ne fut pas entiérement ruiné ; puis que *Donat* dans ſa Deſcription de Rome dit expreſſément, *cujus inſignes exſtant Reliquiæ.*

† Dans la Vie de François I. Tom. II. pag. 504.

* en 1536.

On dit qu'on voit encore aujourdhui les veſtiges de ce Temple près de Sainte *Marie Neuve*, ſur le chemin qu'on appelle *via ſacra* ; & ceux qui en ont écrit diſent qu'il eſt au même lieu, où étoit auparavant le Palais de *Romulus* & d'*Hoſtilia*, & depuis la Maiſon de *Mexius*, la Baſilique de *Portia*, la Maiſon de *Jules Céſar*, & le Portique bâti par *Auguſte*, après avoir fait démolir la magnifique Maiſon de ſon Prédéceſſeur, qui lui paroiſ-

ſoit

soit un Edifice trop grand & trop superbe. Ce Temple est curieusement décrit, hors ses ruines, par *André Palladio* * dans son Architecture; où il dit qu'il est impossible qu'il ait été embrasé, puis qu'il n'y avoit aucune piéce de charpente; mais qu'il est plus apparent, selon lui, qu'il ait été ruiné par un tremblement de terre ou par quelque autre pareil accident, & ensuite rétabli lorsque l'Architecture n'étoit plus si florissante, que sous Vespasien; „ je le conjecture, dit-il, à voir que les ornemens sont d'une maniére plus foible, que ceux „ de l'Arc de *Titus* & des autres Edifices bâtis durant les bons siécles. * Liv. IV. Chap. 6.

Le même Temple ou ses ruines sont encore décrites plus nettement par *Antoine des Godetz* en ses Edifices antiques de Rome, Chap. IV. Tit. du Temple de la Paix.

Pour revenir à Vespasien, non content d'avoir bâti un Temple à la Paix, il fit fraper des Medailles, qui en ont été des monumens pour la postérité. Il y fit représenter la Paix sous la figure d'une Vierge avec des ailes ayant un serpent sous les piés, à qui elle présente son Caducée de la droite, pendant qu'elle tient un voile de la gauche; avec cette Inscription * PACI AUGUSTI.

Il y en a une autre, qui répréſente un Autel avec ces mots. * AR. PAC. * Oisel. Tab. 71. nu. 9.

Une troisiéme, représentant la Paix debout devant un Autel allumé, tenant un flambeau dans sa droite, & une branche d'Olivier en sa gauche, avec ces mots * PAX AUG. ayant derriére un colonne avec quelque Génie au dessus. * Oisel. Tab. 72. nu. 2. * Oisel. Tab. 72. nu. 6.

Je remarquerai ici que depuis l'Empereur *Vespasien*, les Histoires Romaines disent rarement que le Temple de Janus ait été fermé; quoi qu'on lise que cette coutume a toujours continué, comme il se voit dans *Capitolin. in Gordia.* 3. *Cap.* 26. *Gordianus aperto Jano Gemino, quod signum erat indicti belli, profectus est contra Persas cum exercitu ingenti.* * *Eutrope* dit la même chose; & *Aurelius Victor* en parle en ces termes, *in Persas profectus est, cum prius Jani Aedes, quas Marcus clauserat, patentes, more veterum, fecisset. Et* * *Ammian Marcellin*, parlant de l'Empereur Constance, qui, après avoir vaincu ses Ennemis, souhaita de revoir Rome, s'exprime en ces termes, *tanquam* RECLUSO JANI TEMPLO, *stratisque hostibus Romam visere gestiebat.* * Liv. IX. ch. 2. *Liv. XVI. ch. 10.

Mais quoi qu'il en soit de la cérémonie d'ouvrir ou de fermer le Temple de Janus; tous les Empereurs, même les plus belliqueux, & les Tyrans, ont estimé la paix un si grand bien, que ces mots de PAX, PAX AUGUSTI, PAX AUGUSTA, se trouvent depuis *Auguste* sur les Medailles de *Caius Caligula*, de *Claude*, de *Neron*, de *Galba*, de *Vitellius*, de *Domitien*, de *Nerva*, de *Trajan*, d'*Adrien*, d'*Antonin le Pieux*, de *M. Aurele*, de *Commode*, d'*Albin*, de *Caracalla*, d'*Eliogabale*, d'*Al. Severe*, de *Maximin*, de *Gordien*, de *Trebonien*, d'*Emilien*, de *Galien*, de *Posthume*, de *Quintille*, de *Tacite*, de *Probus*, de *Valerien*, de *Carause*, de *Tetricus*, d'*Allectus*, de *Gal. Maximin*, de *Constantin*, & d'autres.

Et il faut remarquer que ce n'est pas sans raison, qu'on y lit PAX AUGUSTA, car on estimoit que les Empereurs donnoient la paix, comme les Dieux, à qui, sans cela, on attribuoit cèt honneur, & le plus souvent à *Jupiter*, comme au plus grand de tous les Dieux. D'où vient qu'on le fait parler ainsi dans *Stace* au Livre III. de la *Thébaïde*.

> ------ *rape cunctantes & fœdera turba*
> *Quæ dedimus: tibi fas ipso incendere bello*
> *Cœlicolas*; PACEMQUE MEAM

Et il l'apelle pour cela PACEM JOVIS à la fin du Livre X.

On ne parloit pas autrement des Empereurs Romains, qui, selon Dion, étoient les *Maîtres de la Guerre & de la Paix.* πολέμου καὶ εἰρήνης κύριοι. *Auguste* est apellé *Auctor Pacis* par * *Ovide* & *Minister Pacis*, dans le premier des * Fastes. *Neron* parle ainsi dans le premier Livre *de la Clémence*, par *Sénéque*. *Tot millia gladiorum* PAX MEA *comprimit.* C'est pour la même raison, que la Paix a été apellée *Augusta*, par *Patercule*, II. 126. & par *Ovide.* 3. *ex Pont.* V. 17. * I. ex Pon. II. 32. * Vers. 287.

> *Vix hæc invenias totum, mihi crede, per Orbem*
> *Quæ minus* AUGUSTA PACE *fruatur humus.*

Sep. Severe, *Caracalla*, *Valerien*, *Posthume*, *Aurelien*, *Florien* sont appellez sur les Medailles PACIFICATORES ORBIS, & le même *Sévére* avec *Constantin*, FUNDATOR PACIS, & on lit sur celle des *Galiens*, PAX FUNDATA. Mais quoi que les Romains fissent ainsi leur cour sur les Medailles à leurs Souverains, les Dieux n'y étoient pas pourtant tout-à-fait oubliez. Ils y en reconnoissoient de *Pacifiques*, c'est-à-dire, qui étoient Auteurs de la Paix, & ils donnoient même ce tître au plus belliqueux. Car JUPITER PACIFER se trouve sur les Medailles de Galien: MARS PACATOR & PACIFER sur celles de *Sept. Sévére*, d'*Al. Sévére*, de *Gordien*, de *Philippe*, de *Trebonien*, de *Carinus*: PAX PUBLICA sur celle de *Balbin*, de *Galien*, de *Tacite*, & ce qui est bien remarquable, sur une Medaille d'*Heleine*, Mére de *Constantin*, ou Femme de *Julien l'Apostat*; ou de toutes deux. *Pax Equitum* sur une de *Posthume*, & *Pax Exercitus* sur une de *Claude* & de *Carus*. *Paci Orbis Terr. Aug.* & *Pacis Eventum*, sur celles de *Vespasien*, & dans la derniére, on voit un figure d'homme nuë qui tient de la droite une coupe, & de la gauche des épis, & du pavot; pour marquer, à ce que j'en puis juger, que l'abondance de toutes choses est un fruit de la paix, qui lui est dû. Enfin UBIQUE PAX se lit sur la Medaille de *Galien*, dont la Legende du revers est remarquable; *Gallienæ Augustæ*; ce que je crois être une Satire des Romains, qui ont voulu reprocher par là à cèt Empereur efféminé sa molesse & ses débauches.

Mais il sera bon avant que de finir, de raporter quelques exemples de ces Medailles frapées par les Empereurs, & où il est fait mention de la Paix.

L'Empereur Tite a mis dans sa Medaille, la Paix devant un Autel avec une coupe dans sa droite, & dans la gauche un Caducée & une branche d'olivier avec ces mots. * PAX AUG.

Il y en a une autre du même Prince representant la Paix s'appuyant sur une colonne avec un rameau d'olivier en sa gauche & un caducée à la droite avec ces mots, * *Paci perpet.*

* Oisel. Tab. 71. nu. 11. Une troisiéme représentant la Paix dans une chaise ayant en sa droite un rameau d'olivier, & en sa gauche une pique avec cette inscription, * *Pax August.*

Et une quatriéme, où la paix est assise, ayant dans sa droite un Caducée, & en sa gauche une corne d'abondance, avec ces mots * PAX AUG.

* Oisel. Tab. 72. nu. 10.
* Oisel. Tab. 72. nu. 11.
* Oisel. Tab. 72. nu. 12.

L'Empereur *Trajan* fit fraper une Medaille où la Paix tient de la droite un flambeau dont elle brûle un tas d'armes, & en sa gauche une corne d'Abondance avec ces mots. *COS. V. PP. S. P. Q R. optimo Princ.* & au dessous, (*a*) PAX.

L'Empereur *Antonin* en fit de même avec ces mots (*b*) COS. IIII. *& pax Aug.*

L'Empereur *Sevére* en fit fraper une, où la Paix tient de la droite une branche d'olivier, & la gauche une pique avec ces mots (*c*) PAX ÆTERNA AUG.

(*a*) Oisel. Tab. 71. nu. 7. L'Empereur *Gallien* fit mettre sur sa Medaille la Paix marchant avec hâte portant à la droite une branche d'Olivier, & une pique à la gauche avec ces mots (*d*) PAX ÆTERNA.

(*b*) Oisel. Tab. 71. nu. 8. L'Empereur M. *Aurele* mit dans sa Medaille l'image de la Paix avec une corne d'Abondance & un flambeau brûlant un tas d'armes avec cette Inscription (*e*) IMP. VIII. COS. III. PP. PAX ÆTERNA.

(*c*) Oisel. Tab. 73. nu. 2. L'Empereur *Septim. Sévére* s'est fait mettre dans sa Medaille dans sa robe, la tête voilée, ayant en sa droite un rameau d'olivier, avec ces paroles. (*f*) FUNDATOR PACIS.

(*d*) Oisel. Tab. 73. nu. 2.
(*e*) Oisel. Tab. 71. nu. 9.
(*f*) Oisel. Tab. 72. nu. 4.

Mais il eſt tems de revenir à l'explication du Temple qui eſt repréſenté au frontiſpice de cèt Ouvrage. On voit ces mots au premier degré.

Claudantur Belli portæ.

Une Vierge repréſentant la Paix tient cette Porte fermée de la gauche, & de la droite *Mars* le Dieu de la guerre enchaîné avec ces mots.

Et Martem Pax alma ligat.

C'eſt la Paix ſeule, qui fait ceſſer la Guerre, c'eſt à elle à fermer ces Portes fatales à tant de Peuples. D'où vient que Lucain parle en ces termes dans le premier Livre de la Pharſale.

------ *Pax miſſa per Orbem*
Ferrea belligeri compeſcat Limina Jani.

Et *Manile Aſtronomic. Lib. I.*

Sed ſatis hoc fuerit Fatis, jam bella quieſcant;
Atque adamanteis Diſcordia victa catenis
Aeternos habeat concluſa in carcere frænos.

De l'autre côté de ce Temple, on voit la Fureur liée & garrotée de chaînes aſſiſe ſur un monceau d'armes, au deſeſpoir de voir le Temple fermé, avec cet hémiſtiche.

------ *Fremit horridus ore cruento.*

Ce qui eſt tiré du premier Livre de l'Eneïde, où la Fureur eſt décrite en ces termes.

------ *Furor impius intus*
Sæva ſedens ſuper arma, & centum vinctus ahenis
Poſt tergum nodis, fremit horridus ore cruento.

On a repréſenté auſſi de côté & d'autre des Harpies ennemies de la Paix & nourrices de la guerre, qui s'envolent précipitamment, voyant le Temple fermé, la fureur enchainée, & le Dieu *Mars* hors d'état d'agir.

Elles ont la tête d'une Fille & le reſte du corps d'un Vautour ; parce que c'eſt ainſi que les décrit Héſiode dans ſa *Théogonie*. Voici ce qu'en dit Vergile dans le troiſiéme de l'Eneïde.

Virginei Volucrum vultus, & fœdiſſima ventris
Proluvies, uncœque manus, & pallida ſemper
Ora fame.

Apollon. Lib. 2. Argonaut.

At procul ex altis delapſæ nubibus ipſis
E manibus rapiuntque dapes ex faucibus, uncis
Unguibus Harpyæ.

Rutil. Numantin. in Itinerar.

Harpyæ quarum diſcerpitur unguibus Orbis
Quæ pede glutineo, quæ tetigere, trahunt.

Ovide dans ſes Métamorphoſes les apelle *Virgineas Volucres*, *Claudien*, *Rapaces*, les autres *Stymphalegades* & *Jovis canes*.

Les Poëtes & les autres Anciens les font Filles du Roi *Thaumus* & d'*Electre* fille de l'Ocean & ſœurs d'*Iris*. Soſibe écrit qu'elles étoient Filles de Phinée Roi d'Arcadie, les autres diſent de Thrace, étant certain qu'elles y faiſoient leur demeure, ſelon le témoignage de ces mêmes Poëtes ; d'*Apollonius* dans ſes *Argonaut.* & après lui de *Noël le Comte* dans ſa * Mythologie, & de *Baudoüin* au même lieu.

* Lib. 7. Cap. 7.

DISSERTATION
SUR LES DIVERSES
CÉRÉMONIES
Qu'ont employé les différentes Nations dans les Traitez de Paix, d'Alliance, &c.

COmme toutes les Nations ont employé quelques Cérémonies différentes lors qu'elles ont traité des Alliances, ou fait la paix entr'elles, pour les rendre plus fermes & plus constantes, il ne sera pas hors de propos d'en raporter ici quelques unes; quand ce ne seroit que pour faire voir la différence qu'il y a entre ces coutumes anciennes & celles qui se pratiquent aujourdhui, & qui paroîtront dans les différens Traitez de ce Recueïl.

Nous trouvons dans le Chapitre XXXI. de la Genése celles qu'observérent *Jacob* & *Laban* lors qu'ils traitérent ensemble. Voici comment leur Alliance y est exprimée.

TRAITÉ DE JACOB AVEC LABAN.

„ Venez donc, *dit Laban à Jacob*, & faisons une Alliance qui serve de témoignage entre vous & moi. Alors Jacob prit une pierre, & en ayant dressé un monument, il dit à „ ses Fréres: aportez des pierres: & les ayant ramassées ensemble, ils en firent un monceau & mangerent dessus. Laban apella ce monceau de pierres le monceau du témoignage, chacun selon la proprieté de sa langue, & Laban dit: ce Monceau sera témoin aujourdhui entre vous & moi. C'est pourquoi il apella ce lieu Galaad, c'est-à-dire, le „ Monceau du Témoin. Et il ajouta que le Seigneur nous regarde & nous juge, lors que „ nous nous serons retirez l'un de l'autre. Si vous maltraitez mes Filles, & si vous prenez „ encore d'autres femmes qu'elles, nul n'entend nos paroles que Dieu qui en est témoin, „ qui est préſent à tout ce qui nous regarde. Il dit encore à Jacob, ce Monceau & ces pierres que j'ai dressées entre vous & moi nous serviront de témoin. Ce Monceau, dis-je, & „ ces pierres porteront témoignage, si je passe au delà pour aller à vous, ou si vous y passez, pour me venir faire quelque mal. Le Dieu d'Abraham, le Dieu de Nachor & le „ Dieu de leurs Péres soit notre Juge. Jacob donc jura par le Dieu, qui étoit la frayeur d'Isaac; & ayant immolé des victimes sur la montagne, il invita ses parens pour manger „ ensemble: & ayant mangé, ils demeurérent là pour y coucher: mais Laban se levant „ avant qu'il fît jour embrassa ses Fils & ses Filles, les benit, & s'en retourna chez lui en „ son Pays.

TRAITÉ D'ISAAC AVEC ABIMELEC.

Isaac fit une Alliance avec *Abimelech* Roi des Philistins, & en commença la cérémo„ nie par un festin. Genes. XXVI. Isaac, nous dit *Moyse*, leur fit Festin; & aprés qu'ils „ eurent bû & mangé avec lui, ils se levérent le matin, & l'alliance fut jurée de part & d'au„ tre.

TRAITÉ DE MOYSE AVEC JETHRO.

Dans le Livre de (*a*) l'Exode il nous est parlé du Traité de *Moyse* avec *Jethro* dont il épousoit la Fille, lequel fut confirmé par serment.

TRAITÉ DES ISRAÉLITES AVEC LES GABAONITES.

(*b*) *Josué* nous parle dans son Livre de l'Alliance qu'il fit avec les Gabaonites en ces termes. *Et Josué ayant pour eux des pensées de paix, fit Alliance avec eux; & leur promit qu'on leur sauveroit la vie, ce que les Princes du Peuple jurérent aussi.* (*c*) *Joséphe* nous parlant de cette même Alliance nous dit, qu'*Eleazar Souverain Sacrificateur & le Sénat leur promirent avec serment de les traiter comme Amis & Confédérez; que le Peuple ratifia cette Alliance.*

Je ne trouve point dans les Auteurs Prophanes de Traité plus ancien que celui des Troyens avec les Grecs. Homére fait une Description exacte de toutes les Formalitez, qui s'observérent dans cette occasion; & quoi que sa qualité de Poëte nous empêche de croire, que ces formalitez ayent été exactement observées dans ce Traité; du moins aprenons-nous par là, quelles étoient celles qui étoient en usage du tems de cèt ancien Poëte. Voici ce qui nous en est dit dans le troisiéme de l'Iliade.

„ Agamem-

(*a*) Chap. II. 20. (*b*) Chap. IX. 15. (*c*) Histoire des Juifs Liv. V. Chap. I.

TRAITE' DES GRECS AVEC LES TROYENS.

„ Agamemnon s'avança en même tems avec le prudent Ulyſſe; les Herauts revétus de
„ leurs armes y amenérent les victimes, verſérent du vin dans les coupes, & donnérent à
„ laver aux deux Rois.

„ Le Grand Agamemnon tirant un poignard, qu'il avoit coutume de porter, attaché
„ avec le fourreau de ſon épée, coupa de la laine du front des victimes, & les Herauts des
„ Grecs & des Troyens en firent part aux principaux Capitaines des deux Armées. Enſui-
„ te le Grand Atrides élevant les mains & la voix adreſſa cette priére à Jupiter.

„ Puiſſant Jupiter, Pére des Dieux & des Hommes, glorieux protecteur d'*Ida*, vous
„ qui étes le plus grand, & le plus redoutable de tous les Dieux; & Toi, Divin Soleil,
„ à qui rien ne peut être caché, qui perces par ta lumiére les plus profondes ténébres, qui
„ vois tout, qui entens tout; & vous Fleuves, Terre, Enfers, qui puniſſez les parju-
„ res, ſoyez témoins de la Paix inviolable que nous jurons. Si *Pâris* tuë *Menelas*, nous
„ voulons bien qu'il retienne *Héléne*, & qu'il ſoit maître de toutes les richeſſe qu'elle poſ-
„ séde. Nous repaſſerons la Mer auſſi-tôt pour retourner en nos maiſons. Mais ſi Menelas
„ tuë Pâris, nous prétendons que les Troyens nous rendent Héléne avec tout ce qui lui
„ apartient, & qu'ils nous payent un Tribut tous les ans, dont on conviendra, qui ſera
„ pour toûjours un témoignage de ce qui s'eſt paſſé dans cette guerre. Si Priam ou ſes Fils
„ refuſoient de payer le Tribut, en cas que Menelas ſoit victorieux, je déclare, que je ne
„ penſerai plus à faire paſſer la Mer aux Grecs, qu'après que j'aurai eu une heureuſe fin de
„ toute cette guerre.

„ Il égorgea auſſi-tôt les tendres Agneaux, qui arroſérent l'Autel de leur ſang. Enſuite il
„ répandoit ſur les victimes des coupes de vin, & vous euſſiez entendu les Grecs & les
„ Troyens faire mille imprécations contre ceux qui violeroient une ſi ſainte Alliance.

„ Glorieux Jupiter, diſoient-ils, tout grand, tout puiſſant, tout juſte, & vous qui
„ habitez avec lui ſur le haut Olympe; que les premiers, qui manqueront à obſerver tou-
„ tes les conditions de la paix, que nous jurons en votre préſence, répandent tout leur ſang
„ ſur la terre, comme nous y répandons maintenant ce vin; & qu'ils périſſent avec toute
„ leur race; & que leurs femmes apartiennent à d'autres hommes.

* Liv. XII. de l'Eneide.

* Virgile nous raporte auſſi les Cérémonies qui furent obſervées lorſque les Latins & les Troyens traitérent enſemble: voici ce qu'il en dit.

TRAITE' DES TROYENS AVEC LES LATINS.

Campum ad certamen magnæ ſub Mœnibus Urbis
Diverſi, Rutulique viri, Teucrique parabant,
In medióque focos, & Diis communibus Aras
Gramineas, Alii fontemque ignémque ferebant
Velati lino, & verbenâ tempora vincti.

Et un peu plus bas.

Procedunt caſtris, puraque in veſte ſacerdos
Sætigeri fœtum Suis, intonſamque bidentem
Attulit, admovitque pecus flagrantibus aris.
Illi ad ſurgentem converſi ad lumina ſolem
Dant fruges manibus ſalſas, & tempora ferro
Summa notant pecudum, paterique altaria libant.
Tum pius Aeneas ſtricto ſic enſe precatur.
Eſto nunc Sol teſtis & hæc mihi Terra vocanti,
Quam propter tantos potui perferre labores,
Et Pater omnipotens, & tu Saturnia Juno;
Jam melior, jam Diva, precor: tuque inclute Mavors
Cuncta tuo qui bella, Pater, ſub numine torques:
Fonteſque, Fluvioſque voco, quæque ætheris alti
Relligio, & quæ cæruleo ſunt numina Ponto:
Ceſſerit Auſonio ſi fors victoria Turno;
Convenit Evandri victos diſcedere ad urbem.
Cedet Julus agris: nec poſt arma ulla rebelles
Aeneadæ referent, ferrove hæc regna laceſſent.
Sin noſtrum annuerit nobis victoria Martem,
(Ut potiùs reor, & potiùs Di numine firment)
Non ego nec Teucris Italos parere jubebo
Nec mihi regna peto, paribus ſe legibus ambæ
Invictæ gentes æterna in fœdera mittant.
Sacra Deoſque dabo: ſocer arma Latinus habeto;
Imperium ſolemne ſocer: mihi mœnia Teucri
Conſtituent: urbique dabit Lavinia nomen.

Ce fut là le vœu & le ſerment d'*Enée*, & voici celui du Roi *Latinus*.

Hæc eadem, Aenea, Terram, Mare, Sydera, juro
Latonæque genus duplex, Janumque bifrontem,
Vimque Deûm infernam, & duri ſacraria Ditis:
Audiat hæc Genitor, qui fœdera fulmine ſancit;
Tango aras, medios ignes & Numina teſtor;
Nulla dies pacem hanc Italis nec fœdera rumpet,
Quo res cumque cadent; nec me vis ulla volentem
Avertet; nec ſi tellurem effundat in undas
Diluvio miſcens, cœlumque in Tartara ſolvat &c.

Après quoi le Poëte ajoute:

Talibus inter ſe firmabant fœdera dictis
Conſpectu in medio Procerum. Tum ritè ſacratas
In flammam jugulant pecudes, & viſcera vivis
Eripiunt, cumulantque oneratis lancibus aras.

Les Romains Deſcendans d'Enée & des Troyens ont auſſi obſervé quelques Cérémonies particuliéres dans leurs Traitez de Paix. Ils faiſoient d'ordinaire un ſacrifice ſolemnel d'une Truye. C'eſt ce qu'on voit dans la vie de Tibére par * *Suétone*; *cum Regibus fœdus in foro icit*, dit cèt Hiſtorien, *Porcâ cæsâ, ac vetere Fecialium Præfatione adhibita.* *Chap. 25.

Les *Feciales* étoient comme les Hérauts, & la *Préface* dont parle *Suétone*, nous eſt raportée par * *Tite Live*, au ſujet du Traité d'alliance entre *Tullus Hoſtilius* Roi de Rome & ceux d'*Albe*. *Fecialis*, dit-il, *Regem Tullum ita rogavit, jubeſne me Rex cum Patre Patrato Populi Albani Fœdus ferire? Jubente Rege, Sagmina inquit te Rex poſco. Rex ait, puram tollito. Fecialis ex Arce graminis herbam puram attulit, poſtea Regem ita rogavit; Rex faciſne me tu regium Nuntium Populi Romani Quiritium? vaſa comiteſque meos? Rex reſpondit, quod ſine fraude mea Populique Romani Quiritium fiat, facio. Fecialis erat M. Valerius. Is Patrem patratum Sp. Fuſium fecit; verbenâ caput capilloſque tangens (Pater patratus ad jusjurandum patrandum, id eſt, ſanciendum, fit) fœdus, multiſque id verbis, quæ longo effata carmine non opus eſt referre, peragit. Legibus deinde recitatis. Audi, inquit, Jupiter, audi Pater patrate Populi Romani, audi tu Populus Albanus, ut illa palam prima poſtrema ex illis tabulis cerave recitata ſunt ſine dolo malo: utique ea hic hodie rectiſſimè intellecta ſunt. Illis legibus Populus Romanus prior non deficiet. Si prior defexit publico conſilio, dolo malo: tu illo die Jupiter Populum Romanum ſic ferito, ut ego hunc porcum hodie feriam: tantoque magis ferito, quanto magis potes, polleſque Id ubi dixit porcum ſaxo ſilice percuſſit. Sua item carmina Albani ſuumque jusjurandum per ſuum Dictatorem ſuoſque ſacerdotes peregerunt.* *Lib. I. cap. 24.

Cette cérémonie eſt encore raportée par le même Auteur, au Liv. IX. au Liv. XXX. & en pluſieurs autres endroits.

Polybe raporte une autre maniére de traiter alliance au Liv. III. de ſon Hiſtoire, Chap. 25. *Primo fœdere*, dit-il, *Carthaginenſes per Deos patrios jurarunt, Romani verò Jovem Lapidem ex veteri quodam ritu, deinde Martem & Graduum Patrem. Mos autem jurandi Jovem Lapidem eſt hic; Fecialis, qui jurejurando fœdus firmat poſtquam fide publica juravit, Lapidem in manus ſumit, atque hæc dicit. Si fidem ſervaſſe tum me Dii adjuvent, ſin ſciens fefellero, tum ego, ſalvis cæteris omnibus in ſuis Patriis, ſuis legibus, ſuis penatibus, ſacris ſepulchris, ſolus exterminer, ut hic nunc Lapis, & ſimul Lapidem manu ejecit.*

Les autres Peuples ont auſſi eu leurs Cérémonies particuliéres dans leurs Traitez, de même que les Romains. Quelques uns, après avoir ſacrifié un pourceau, un belier, ou un taureau, coupoient un pain par le milieu, & les deux Parties contractantes s'en donnoient l'une à l'autre à goûter, pour un gage aſſuré de leur amitié. C'étoit en particulier la coutume des Macedoniens, ſi nous en croyons * Quinte Curce; *Et Rex medio cupiditatis ardore*, dit-il, *juſſit afferri patrio more panem, hoc erat apud Macedones coëuntium pignus, quem diviſum gladio uterque libabat.* *Liv. VIII.

D'autres ſe ſervoient de deux agneaux, l'un blanc & l'autre noir. Ils coupoient quelques poils de leur tête, & les ayant diſtribué l'un à l'autre, ils répandoient de l'eau ſur leurs mains, & du vin dans une coupe, comme nous l'aprend Homére dans l'endroit que nous avons déja cité.

Plutarque raporte * qu'*Ariſtide*, pour confirmer le Traité qu'il venoit de faire avec toute la Gréce, jetta un fer rouge dans la mer, diſant que celui qui contreviendroit à cette alliance pût être de même englouti avec toute ſa race. * Dans la vie d'Ariſtide.

D'autres ſe perçoient le bras de leur épée, & en faiſant ſortir du ſang, le ſuçoient l'un à l'autre. C'étoit ſelon *Hérodote* dans le premier Livre de ſon Hiſtoire la coutume des Médes & des Lydiens.

Les Caramaniens faisoient quelque chose de semblable. Dans un festin préparé exprès, ils s'ouvroient une veine du front, en faisoient couler le sang dans des tasses, le mêloient avec du vin, & les Contractans se le donnoient à boire l'un à l'autre; ce * qu'Athenée raporte aussi des anciens Allemands.

* Liv. II. Chap. 2.

Les Nasamones, anciens Peuples d'Afrique, confirmoient leurs Traitez par un festin où les Parties bûvoient ensemble. C'est ce qu'on aprend du Livre quatriême d'*Herodote*.

Les Indiens avoient en grande vénération la fontaine de *Tantale*, où ils alloient boire de l'eau ensemble, lorsqu'ils traitoient quelque alliance; si, du moins, nous en croyons Philostrate dans la vie d'*Apollonius de Thyane*, Liv. III. chap. 10.

Les Arabes faisoient sortir du sang du bout de leurs doigts, avec un caillou tranchant, ils en ensanglantoient leurs habits & les pierres où ils étoient; & faisoient un imprécation terrible contre ceux qui viendroient à rompre leur alliance, ainsi que nous le lisons dans le troisiême Livre d'*Hérodote*.

Les Scythes prenoient une coupe pleine de vin mêlé avec leur sang, dont ils bûvoient après y avoir trempé leurs flêches & leurs épées; ainsi que nous l'aprenons d'*Hérodote* Liv. IV. & de Solin chap. 25. C'est aussi ce qui fut pratiqué par *Catilina*, au raport de *Salustе* Liv. I. Chap. 22. *Fuere qui dicerent Catilinam humani corporis sanguinem vino permistum in pateris circumtulisse. Inde cùm post execrationem omnes degustassent, sicuti in solemnibus sacris fieri consuevit, aperuisse consilium suum.*

Les Anciens Gaulois & Anglois s'assembloient tous en un même lieu, & après y avoir aporté tous leurs étendarts, leurs drapeaux & leurs armes, ils y faisoient leur ferment réciproque; comme on peut le voir dans le Livre VII. de la *Guere des Gaules* de *Jules César*.

Les Perses faisoient leurs Traitez dans des festins, où ils amenoient leurs femmes, leurs enfans, & tout ce qu'ils avoient de plus cher au monde, considérant tout cela comme le gage & l'assûrance de leurs Traitez. Les Anciens Allemands en usoient de même au raport de *Tacite* dans son Traité des *Mœurs des Germains*.

D'autres faisoient la paix par l'échange de leurs piques & de leurs javelots. *Xenophon* nous aprend dans sa Cyropedie, que *Clearque* faisant la Trêve avec les Barbares, immola à Jupiter un Taureau, un Loup, un Sanglier, & un Belier, dans le sang desquels les Grecs trempérent leurs épées, & les Barbares leurs piques & leurs javelots.

Les Egyptiens offroient aux Dieux du vin & des cornes de bœuf, quand ils faisoient quelques Traitez avec leurs Ennemis.

Les Armeniens, au raport de *Tacite*, dans le douziême Livre de ses *Annales*, se touchoient dans la main, & lioient leurs pouces ensemble, puis se piquoient le bout du doigt, & en faisoient sortir du sang, qu'ils succoient réciproquement. *Mos est Regibus*, dit cèt Historien, *quoties societatem coëunt implicare dextras, pollicésque inter se vincire nodoque perstringere, mox ut sanguis in artus extremos se effuderit, levi ictu cruorem eliciunt atque invicem lambunt, id fœdus arcanum habetur, quasi mutuo cruore sacratum.*

Les Etoliens & les Parthes s'embrassoient les uns les autres, & sacrifiant aux Dieux, se juroient une amitié éternelle. Les Médes, les Hicaniens, & les anciens Latins en usoient de même.

------ *Coëant in fœdera dextræ,*

Dit Virgile dans le Livre onziême de l'Eneïde, en parlant de ces derniers.

Les Pannoniens faisoient la paix en tirant leurs Epées, qu'ils cherissoient comme leurs Dieux, sur lesquelles ils faisoient leurs sermens: surquoi l'on peut voir *Aventin Annal. Boior.* Les Lombards avant que de traiter quelque Alliance se coupoient la barbe, qu'ils donnoient à ceux avec qui ils traitoient, comme le Symbole d'une Alliance ferme & perpétuelle.

L'Empereur *Henri IV.* & le Pape Paschase, confirmérent la paix qu'ils firent entr'eux par la communion à l'Eucharistie.

Les Espagnols sous la conduite de *Ferdinand Magellan*, ayant passé le Détroit qui porte le nom de ce célébre Avanturier, & étant arrivez aux Isles Moluques y firent alliance avec le Roi *Calamar*; & observérent les cérémonies du lieu, frapant leur bras gauche dont ils firent sortir du sang, & s'en frotérent la bouche & la langue. Petr. Cieza. Tom. II. Histor. chap. 94.

La Paix entre *Uladislas* Roi de Pologne & Amurat Empereur des Turcs fut confirmée par un ferment, que le premier fit sur les Evangiles, & l'autre sur l'Alcoran.

Nicetas nous raporte dans le Livre second de son Histoire de l'Empereur *Isac* l'Ange, que les Chrétiens d'Occident accusoient ce Prince d'avoir traité alliance avec les Sarazins, & qu'en contractant il avoit observé l'impie cérémonie, qui étoit en usage parmi eux, que les Parties contractantes se piquent une veine de l'estomac & se donnent l'une à l'autre de leur sang à boire.

Les Tartares faisant la paix avec *Albert* Roi de Pologne, jettérent de l'eau sur leurs dards & sur leurs javelots, qu'ils humérent après, maudissant les premiers, qui entreprendroient de rompre la paix.

Il semble qu'en voila assez sur les différentes coutumes observées par les divers Peuples dans leurs Alliances & dans leurs autres Traitez. On a crû cependant, qu'on ne trouveroit pas mauvais, si l'on faisoit précéder en forme de Préliminaires le grand nombre de Traitez faits depuis Jesus-Christ, dont ce Recueïl est composé, de quelques uns de ceux qui ont été faits avant sa naissance, tels qu'on les trouve dans divers Hstoriens. Cela servira à faire voir la différence que le tems a aporté à la maniére de traiter les uns avec les autres Et puis que Dieu lui-même, qui avoit droit de donner des Loix aux hommes purement & simplement, a bien voulu avoir la condescendance de se lier à eux par des promesses réciproques, nous commencerons par l'Alliance que Dieu fit avec *Noé* & avec sa Postérité après le Déluge.

Alliance de Dieu avec Noë et avec sa Postérité. *Gen. IX. 9. &c.*

„ Je vas faire Alliance avec vous, *leur dit-il*, & avec votre race après vous, & „ avec tous les animaux vivans, qui sont avec vous; les oiseaux, les animaux ou domes- „ tiques, ou de la campagne, qui sont sortis de l'Arche, & avec toutes les bêtes de la ter- „ re. Je ferai Alliance avec vous; & toute chair qui a vie ne périra plus désormais par les „ eaux du Déluge Dieu dit encore; voici le signe de l'Alliance, que j'établirai avec vous, „ qui durera dans la suite de tous les âges. Je mettrai mon Arc dans les nuées, afin qu'il „ soit signe de l'Alliance que j'ai faite avec la Terre; & lorsque j'aurai couvert le Ciel de „ nuages, mon Arc paroîtra dans les nuées, je me souviendrai de l'Alliance que j'ai faite „ avec vous & avec toute ame qui vit & anime la chair; & il n'y aura plus à l'avenir de Dé- „ luge qui fasse périr dans les eaux toute chair qui a vie. Car mon Arc sera dans les nuées, „ & le voyant je me ressouviendrai de l'Alliance éternelle, que j'ai faite avec toutes les „ ames vivantes, qui anime toute chair, qui est sur la terre.

Quatre cens vint six ans après le Déluge Dieu ayant choisi *Abraham* pour être la tige & le pére de tous les Croyans, l'apella dans la terre de Chanaan, & traita avec lui l'Alliance suivante.

Alliance de Dieu avec Abraham. *Gen. XVII. 2. &c.*

„ Dieu dit *à Abraham*, c'est moi qui vous parle: je ferai Alliance avec vous & vous „ serez le Pére de plusieurs Nations. Vous ne vous appellerez plus *Abram*, mais vous „ vous appellerez *Avraham*, parce que je vous ai établi pour être le Pére d'une multitude „ de Nations. Je ferai croître votre race à l'infini; je vous rendrai le chef des Nations; & „ des Rois sortiront de vous. J'affermirai mon Alliance avec vous, & après vous avec vo- „ tre race dans la suite de leurs générations par un pact éternel: afin que je sois votre Dieu, „ & après vous le Dieu de votre postérité. Je vous donnerai à vous & à votre race après „ vous, la terre où vous demeurez maintenant comme étranger; toute la terre de Cha- „ naan, afin que vos Descendans la possédent pour jamais: & je ferai leur Dieu. . . . „ Vous garderez mon Alliance, & votre postérité la gardera après vous de race en race. „ Voici le pact que je ferai avec vous, que vous observerez, & votre postérité après vous. „ Tous les mâles d'entre vous seront circoncis. Vous circoncirez votre chair, afin que cet- „ te Circonsion soit la marque de l'Alliance que je fais avec vous. L'Enfant de huit jours „ sera circoncis parmi vous; & dans la suite de toutes les Générations, tous les enfans mâ- „ les, tant les Esclaves, qui seront nez en votre maison, que tous ceux que vous aurez „ achetez, & qui seront nez en des Nations étrangéres. Ce Pact que je fais avec vous sera „ marqué dans votre chair, comme le signe de l'alliance éternelle que je fais avec vous. „ Tout mâle dont la chair n'aura point été circoncise, sera exterminé du milieu de son „ peuple, parce qu'il aura violé mon Alliance. . . . . Vous n'appellerez plus votre fem- „ me *Sarai* mais *Sara*. Je la benirai, & je vous donnerai un Fils né d'elle, que je benirai „ aussi. Il sera le Chef des Nations, & des Rois de divers Peuples sortiront de lui.

On voit dans l'Ecriture d'autres Traitez de Dieu avec les Hommes, comme dans la *Genése*, chap. XV. vers. 18. Au Livre d'Esdras chap. IX. & X. & ailleurs; mais les deux que nous venons d'alleguer suffisent pour servir d'exemple.

Nous passons donc au Traité que firent les Isréalites avec les Philistins du tems du Roi *Saül*: tel qu'il nous est raporté dans le premier Livre de Samuel chap. XVII. Saül faisant la guerre aux Philistins, & les Armées étant campées assez près l'une de l'autre; *Goliath* Philistin d'une grandeur monstrueuse, mais d'une fierté encore plus grande vint insulter les Israélites; leur disant qu'il étoit inutile d'exposer la vie de tant de gens; qu'il faloit terminer leurs différens par un combat singulier; que le plus hardi des Israëlites n'avoit qu'à se présenter pour combattre contre lui, & le peuple de celui qui seroit vaincu seroit esclave de la Nation du victorieux. Voici les termes de cette espéce de Traité. Pourquoi, „ *dit Goliath*, vous empressez-vous tant pour donner bataille? Ne suis je pas Philistin & „ vous Serviteurs de Saül? Choisissez un homme d'entre vous, & qu'il vienne se battre „ seul à seul. S'il peut me résister & m'ôter la vie, nous serons vos Serviteurs; mais si j'ai „ l'avantage sur lui & que je le tuë, vous serez nos Serviteurs, & vous nous serez assujet- „ tis. Chacun sait comment David accepta ce défi, combattit contre ce Philistin & le vainquit, & termina par ce moyen une longue & sanglante guerre.

Traité des Troyens avec les Grecs.

Nous avons déja parlé des Cérémonies qui s'observérent dans le traité que firent autrefois les Grecs & les Troyens, lors que ces premiers assiégeoient la Ville de Troye; mais nous n'avons pas allegué les conditions de ce Traité. Voici ce qu'en dit *Homére* sur la

„ fin du troisiéme de l'*Iliade*. Alexandre & Menelas combattoient pour une femme, à cet-
„ te condition que le Victorieux posséderoit la Femme & ses richesses; que les deux Peu-
„ ples feroient Alliance entr'eux; que les uns posséderoient la fertile Troye; & que les
„ autres retourneroient en Gréce où il y avoit de belles femmes.

TRAITE' D'ENÉE AVEC TURNUS.

Virgile n'a pas oublié de nous parler d'un combat singulier d'*Enée* contre *Turnus*, & voici les conditions, telles que le premier les propose.

Virgil. Æneid. Liv. XI. & XII.

Si bellum finire manu, si pellere Teucros
Adparat; his mecum decuit concurrere telis
Vexet, cui vitam Deus aut sua dextra dedisset.
Nulla mora in Turno: nihil est quod dicta retractent
Ignavi Aeneadæ; nec, quæ pepigere, recusent:
Congredior. Fer sacra, Pater, & concipe fœdus.
Aut hâc Dardanium dextrâ sub Tartara mittam
Desertorem Asiæ, sedeant spectentque Latini,
Et solus ferro crimen commune refellam:
Aut habeat victos; cedat Lavinia conjunx.

TRAITE' DES ABORIGINES AVEC LES TROYENS.

Denis d'Halicarnasse nous parle d'une autre Traité entre les mêmes dans le Chap. LIX. du premier Liv. de ses Antiquitez Romaines. Enée, dit il, aprouvant la pensée du Roi, „ ils firent alliance entr'eux à ces conditions; que les *Aborigines* donneroient aux Troyens „ autant de terrain qu'ils en demanderoient, s'étendant environ quarante stades du côté „ des deux collines; & que les Troyens se joindroient aux Aborigines dans la guerre pré- „ sente, & combattroient sous leurs enseignes partout où il seroit nécessaire, qu'ils se se- „ courroient mutuellement de tout leur pouvoir, tant par leurs conseils que par leurs ar- „ mes; & qu'ayant donné de part & d'autre des ôtages, ils feront conjointement une ex- „ pédition contre les Rutules.

TRAITE' ENTRE LES ROMAINS ET LES LATINS.

Le même * *Denis d'Halicarnasse* parle aussi d'un Traité de Paix entre les Romains & les Latins. „ Dans le même tems, dit-il, on renouvella l'Alliance & l'amitié avec tous les „ Latins. Voici les articles du Traité. Il y aura une paix mutuelle entre les Romins & les „ Latins, pendant que le Ciel & la Terre demeureront à leur place, un Parti ne fera point „ la guerre à l'autre; n'incitera point les Ennemis à la lui faire; ou ne leur donnera point „ passage, s'ils la font; mais secourra de toutes ses forces celui qui sera attaqué. Ils par- „ tageront également dans la guerre le butin & les dépouilles des Ennemis; les disputes „ qui surviendront entre les particuliers sur quelque contract, seront terminées par les Ju- „ ges, dix jours après, devant le Tribunal du Peuple où le Contract aura été fait. On ne „ pourra rien ajouter aux Articles de ce Traité, ni en rien retrancher si ce n'est du consen- „ tement des Romains & des Latins. Ce sont là les conditions de l'Alliance, qu'ils firent „ & qu'ils jurérent entr'eux par tout ce qu'il y a de plus saint; après quoi ils rendirent gra- „ ces aux Dieux de la paix qui venoit d'être faite entre les deux Peuples.

* *Liv. VI. chap.* 86.

TRAITE' ENTRE LES ROMAINS ET LES SABINS.

„ *Denis d'Halicarnasse* parle d'un Traité fait entre les Romains & les Sabins. Ensuite, „ dit-il, les Rois ayant conféré ensemble, ils firent une Alliance qu'ils confirmérent par ser- „ ment, & dont les conditions étoient; que *Romulus* & *Tatius* régneroient à Rome „ avec le même pouvoir & les mêmes honneurs; que la Ville conserveroit le nom qu'elle „ avoit reçu de son premier Fondateur, que châque Citoyen en particulier porteroit le „ nom de Romain, comme auparavant; mais que tous en corps porteroient le nom de „ *Quirites*, du nom de la Patrie de *Tatius*; que tous les Sabins qui le désireroient, au- „ roient le droit de Bourgeoisie à Rome, & qu'ils seroient reçus dans les Tribus & dans les „ *Curies* avec leurs Sacrifices. Ces conditions ayant été confirmées par serment, *ajoûte* „ *l'Historien*, & ayant bâti des Autels pour cèt effet au milieu de la * Ruë sainte, ils se „ saluërent, se mêlant les uns avec les autres.

* *Via sacra.*

Le même Historien nous parle encore de diverses autres Alliances, comme de celle de *Tarquin* l'Ancien avec les *Etrusces*, du Roi *Porsenna* avec les Romains, des Horaces avec les Curiaces, & de divers autres, dont parle aussi *Tite Live* dans son Histoire Romaine.

TRAITE' ENTRE LES ROMAINS ET LES CARTHAGINOIS.

Les Romains & les Carthaginois se disputant l'Empire du Monde eurent plusieurs guer- res entr'eux, qui donnérent lieu à divers Traitez de Paix & d'Alliance. Polybe fait men- tion de la premiére de ces Alliances au Liv. III. Chap. 22. de son Histoire. Voici une Traduction Latine de ce qu'il en dit. *Primum igitur Fœdus inter Romanos & Carthagi- nienses ictum est Consulatu Junii Bruti & Marci Horatii, primorum post Reges exactos Consulum; à quibus etiam Jovis Capitolini Aedes fuit consecrata, annis priusquam Xerxes in Græciam trajiceret duo de triginta, fœderis istius verba quanta maxima poteramus fide interpretati infra subjecimus, veteris sanè etiam Linguæ Latinæ tanta diversitas est ab illa, quâ hodie utuntur, ut vel peritissimi nonnulla ægre, ubi animum attenderunt, explanare queant. Fœdus igitur ita habet. Amicitia Romanis & Romanorum Sociis cum Carthagi- niensibus & Carthaginiensium Sociis his legibus & conditionibus esto. Ne naviganto Romani*

mani Romanorumve socii ultra pulchrum Promontorium: extra quàm si tempestatis aut hostium vi fuerint compulsi. Si quis vi delatus fuerit, emendi aut accipiendi quicquam præter necessaria, reficiendis navibus & sacris faciendis, jus ei ne esto. Intra diem quintum, qui navem applicuerint abeunto; qui ad mercaturam venerint, ii vectigal nullum pendunto, extra quàm ad Præconis aut scribæ mercedem. Quicquid hisce præsentibus fuerit venditum, publica fide venditori debetor, quod quidem in Africa aut Sardinia fuerit venditum. Si quis Romanorum in eam Siciliæ partem venerit, quæ Imperio Carthaginiensium paret, jus æquum in omnibus Romani obtinento. Carthaginienses, ne quid noceant populo Ardeati, Antiati, Laurentino, Cirœiensi, Tarracinensi, qui sub ditione erunt. Etiam eorum urbibus, qui sub ditione Romanorum non erunt, abstinento. Si quam illarum acceperint, Romanis sine ulla noxa tradunto. Castellum ullum in Latino agro ne ædificanto: si cum armis infesti pedem in Regione posuerint, in ea ne pernoctanto.

Alliance des Romains avec les Carthaginois et leurs Alliez.

Le même *Polibe* nous aprend au même Liv. III. chap. 24. que les Romains & les Carthaginois firent une autre Alliance peu de tems après. Voici les termes dont se sert son Traducteur Latin.

Amicitia Romanis & Romanorum sociis cum Populo Carthaginiensi, Tyriis, & Uticensibus eorùmque sociis his legibus esto. Romani ultra pulchrum Promontorium, Marsiam & Tarseium prædas ne faciunto, ad mercaturam ne eunto: urbem nullam condunto. Si in Latio Urbem aliquam Carthaginienses ceperint, quæ sub ditione Romanorum non erit, pecuniam & captivos ipsi habento; Urbem reddunto. Si qui Carthaginiensium aliquos ceperint, queis cum fœdere scripto juncti sint Romani, qui tamen sub Romanorum Imperio non erunt, hos in populi Romani portus ne deducunto: si quis erit deductus, & manus Romanis injecerit, liber esto. Eodem jure & Romani tenentor. Si Romanus ex aliqua regione, quæ sub Imperio Carthaginiensium erit aquam commeatusque sumserit: cum his commeatibus, ne cui eorum noceto: quibuscum pax & amicitia est Carthaginiensibus . . . . . facito, si qua injuria alicui facta erit privato nomine ejus persecutione cuiquam esto: sed ubi tale quid admiserit aliquis publicum id crimen esto: in Sardinia & Africa neque negotiator quisquam Romanorum neque urbem condito: neque eò appellito nisi commeatus accipiendi gratiâ vel naves reficiendi si tempestas detulerit intra dies quinque excedito in Sicilia, ubi Carthaginienses imperaverint; item Carthagine omnia Romanus facito; vendito quæ civi licebit; idem Romæ Charthaginiensi jus esto.

Autre Traité entre les mêmes.

Dans le Traité que les Romains firent avec les Carthaginois touchant le passage du Roi *Pyrrhus* en Italie; on convint des conditions suivantes, au raport du même *Polybe*, au Liv. III. Chap. 25.

Si societatem cum Pyrrho Populus Romanus aut Carthaginiensis inierit, fœderis legibus uterque, ut si alterutrius ditionem hostis invaserit invicem sibi ferre opem liceat utriutri opus auxilio habuerint. Naves à Carthaginiensibus præbentor, & ad iter & ad prælium stipendia suis utrique danto. Carthaginienses etiam mari, si opus fuerit auxiliantor, socios navales nemo invitos navibus exire cogito.

Autre Paix entre les mêmes.

Après avoir terminé la guerre de Sicile, les Romains firent encore la paix avec les Carthaginois, aux conditions suivantes raportées par *Polybe*, au chapitre 27. du troisiéme Livre de son Histoire.

Carthaginienses Sicilia & omnibus Insulis, quæ inter Italiam & Siciliam sunt, decedunto, utrius Populi Socii ab utroque Populo tuti sunto, neuter in alterum populi ditione quidquam imperato, neve publicè ædificato aut militem conducito; alterius Populi Socios neutri in amicitiam recipiunto. Carthaginienses ut intra decem annos duo millia & ducenta talenta conferrent, mille sine mora darent. Captivos sine pretio omnes Romanis Carthaginienses redderent. On ajouta depuis à ces conditions que, *decederent Carthaginienses è Sardinia, & mille alia ac ducenta talenta conferrent.*

Autre Traité entre les mêmes.

Nous lisons au Liv. 30. de *Tite-Live*, chap. 16. que *Scipion* voyant que les Carthaginois lui demandoient la paix, leur répondit en ces termes. *Se venisse ea spe in Africam & spem suam prospero belli eventu auctam victoriam se non pacem domum reportaturum esse. Tamen cùm victoriam prope in manibus habeat, pacem non abnuere: ut omnes Gentes sciant, Populum Romanum & suscipere juste bella & finire. Leges Pacis se has dicere. Captivos & Perfugas & Fugitivos restituant. Exercitus ex Italia & Gallia deducant. Hispania abstineant. Insulis omnibus, quæ inter Italiam & Africam sunt, decedant. Naves longas, præter viginti, omnes tradant. Tritici quingenta, hordei trecenta millia modiûm. . . . . His conditionibus; inquit, placéatne pax, triduum ad consultandum dabitur, si placuerit, mecum inducias facite, Romam ad Senatum mittite Legatos.*

Les Carthaginois ayant ensuite envoyé des Ambassadeurs, on leur proposa les conditions de paix suivantes, raportées par *Tite-Live* au 37. Chapitre du même Livre. *Ut liberi legibus suis viverent, quas urbes quotque agros quibusque finibus ante bellum tenuissent tenerent: populandique finem eo die Romani facerent, perfugas, fugitivosque & captivos omnes & naves rostratas, præter decem triremes traderent; elephantosque, quos haberent domitos, neque domarent alios: Bellum neque in Africa, neque extra Africam, injuste*

Populi Romani gererent. Massiniſſæ res redderent, fœduſque cum eo facerent: frumentum ſtipendiumque auxiliis donec ab Româ Legati rediiſſent, præſtarent: decem millia talentûm argenti deſcripta penſionibus æquis, in annos quinquaginta ſolverent: Obſides centum Scipionis arbitratu darent, nec minores quatuordecim annis neve triginta majores; inducias ita ſe daturum, ſi per priores Inducias naves onerariæ quæque fuiſſent in navibus reſtituerentur: aliter nec inducias nec ſpem pacis ullam eſſe.

Voici ce qu'*Appian* Alexandrin fait dire à Scipion au ſujet des conditions qu'il propoſa aux Carthaginois. C'eſt dans le Chap. 30. des *Guerres Puniques*, & nous nous contentons d'en raporter la Traduction Latine.

Vos quidem nulla venia digni eſtis, toties violatis fœderibus, & poſtremò Legatis quoque: quod nefarium facinus tam manifeſtum eſt, ut extrema quæque pati ſitis meriti, veſtrâ etiam confeſſione: quid autem faſſos accuſare opus eſt? Ad ſupplicationes confugitis, qui ne nomen quidem Romanum relictum eratis incolume, ſi vobis contigiſſet vincere; nos tamen nunquam vobiſcum injuriis certavimus: namque Legatos veſtros, etiam tum in urbe morantes, quum vos & noſtros Legatos violaſtis & fœdera, populus dimiſit: ego quoque delatos in caſtra mea vobis jam hoſpitibus intactos remiſi. Debetis igitur in rebus deſperatis lucrum exiſtimare, quicquid acceperit, ego dicam ſententiam meam: Senatus noſter approbabit quæ placuerint. Damus nunc quoque pacem vobis, Carthaginienſes, ſi naves longas Populo Romano tradideritis, decem tantum exceptis. Item Elephantos quotquot habetis, quæque nuper cepiſtis, aut eorum quæ perierunt pretium me judice, ſiquid controverſum fuerit: item captivos transfugas, & milites Annibalem ex Italia ſecutos reddideritis: idque intra diem trigeſimum ex quo pax declarata fuerit: inter ſexageſimum verò oportet Magonem revocetis è Liguriâ, & præſidia deducatis è civitatibus ſitis extra foſſas Punicas, & reddatis eis quotquot habetis obſides. In Urbem quoque ſingulis annis afferetis CCL. Talenta Euboïca per annos L. nec licebit vobis poſthac vel è Galliâ Liguriâque mercenarium militem conducere, nec contra Maſſiniſſam alioſque Populi Romani amicos bellum gerere: vel Carthaginienſem quemquam contra eos militare conſenſu publico. Urbem verò habebitis & agrum intra foſſas Punicas, his terminis quibus habuiſtis me navigante in Africam: coletiſque Populi Romani amicitiam, & ei terrâ marique ſubmittetis auxilia, ſi hæc eadem Senatui noſtro placuerint, quæ ubi rata fuerint, Romanus Exercitus decedet ex Africa intra diem centeſimum quinquageſimum: & ſi volueritis ad Legationem mittendam, inducias, ſtatim dabitis Obſides CL. Pueros, quos ipſe legero: addetis mille talenta ad alendum Exercitum, & commeatus inſuper. Ubi pax decreta fuerit recipietis Obſides.

Traité de Paix entre les Romains et Antiochus. * Liv. XXXVIII. ch. 38.

Nous liſons dans * *Tite Live* les conditions ſuivantes du Traité de Paix fait entre les Romains & le Roi *Antiochus*. *Amicitia Regi Antiocho cum Populo Romano his Legibus eſto. Ne quem Exercitum, qui cum Populo Romano Sociiſque bellum geſturus erit, Rex per fines Regni ſui eorumve, qui ſub ditione ejus erunt, tranſire ſinito: neu commeatu, neu quâ aliâ ope juvato. Idem Romani ſociique Antiocho & iis qui ſub Imperio ejus erunt præſtent: Belli gerendi Jus Antiocho ne eſto cum iis qui Inſulas colunt, neve in Europam tranſeundi: excedito urbibus, agris, vicis, caſtellis cis Taurum montem uſque ad Tanaim amnem, & à valle Tauri uſque ad juga, quâ in Laconiam vergit: ne quâ arma efferto ex iis Oppidis, agris, Caſtelliſque, quibus excedat; ſi qua extulit, quæ quoque oportebit, rectè reſtituito. Ne militem, neu quem alium ex Regno Eumenis recipito. Si qui earum Urbium Cives quæ Regno abſcedunt, cum Rege Antiocho intràque fines ejus Regni ſunt; Apameam omnes ante diem certam redeant. Qui ex Regno Antiochi apud Romanos ſocioſque ſunt, iis jus abeundi manendique eſto: ſervos ſeu fugitivos ſeu bello captos, ſeu qui liber captus aut transfuga erit, reddito Romanis Sociiſque. Elephantos tradito omnes, neque alios parato; tradito & naves longas armamentaque earum: neve plures quàm decem naves actuarias (nulla quarum pluſquàm triginta remis agatur) habeto: néve monerem ex belli cauſa, quod ipſe illaturus erit: néve navigato citra Calycandrum, néve Sarpedonium promontoria; extra quam, ſi qua navis pecuniam, ſtipendium aut Legatos, aut obſides portabit. Milites mercede conducendi ex iis gentibus, quæ ſub ditione populi Romani ſunt, Antiocho Regi jus ne eſto: ne voluntarios quidem recipiendi. Rhodiorum ſotiorumve quæ ædes ædificiaque intra fines Regni Antiochi ſunt, quo jure ante bellum fuerunt, eo Rhodiorum ſociorumve ſunto. Si quæ pecuniæ debentur, earum exactio eſto. Si quid ablatum eſt, id conquirendi, cognoſcendi, repetendique jus item eſto. Si quas urbes, quas tradi oportet, ii tenent quibus Antiochus dedit, ex iis præſidia deducto: utique rectè tradantur, curato. Argenti probi XII. Millia Attica talenta dato intra duodecim annos penſionibus æquis. Talentum ne minus pondo LXXX. Romanis ponderibus pendat: tritici DXL. millia modiûm. Eumeni Regi talenta CCCL intra quinquennium dato: & pro frumento quod æſtimatione fiat, talenta CXXVII. Obſides Romanis XX. dato, & triennio mutato, ne minores octonûm denûm annorum, neu majores quinûm quadragenûm. Si qui ſociorum populi Romani ultro bellum inferant Antiocho, vim vi arcendi jus eſto: dum ne quam urbem aut belli jure teneat, aut in amicitiam accipiat. Controverſias inter ſe jure ac judicio diſceptent: aut ſi utriſque placebit, bello.*

On trouve ce même Traité dans *Appian Alexandrin* Chap. 112. *de Bello Syr.*

Dans

Traité des Romains avec Philippe Roi de Macedoine.

Dans le Chap. 33. du Liv. 32. de *Tite-Live* on voit le Traité des Romains avec *Philippe* Roi de Macedoine. En voici les conditions.

Deducenda ex omnibus Græciæ Civitatibus Regi præsidia esse. Captivos & Transfugas sociis populi Romani reddendos, restituenda Romanis ex Illyrico loca, quæ post pacem in Epiro factam, occupasset; Ptolomeo Regi Egypti reddendas urbes, quas post Philopatoris Ptolomei mortem occupasset, suas Populique Romani conditiones has esse, cæterum & sociorum audiri postulata verum esse.

* Liv. XXXIII. chap. 30.

On lit dans le même * Auteur, que *T. Quintus Flaminius*, qui avoit fait le premier Traité, accorda les conditions de paix suivantes au même Philippe Roi de Macedoine, en conformité du réglement fait par les douze Ambassadeurs nommez pour cèt effet. *Omnes Græciæ Civitates, quæ in Europa, quæque in Asia essent libertatem ac suas leges haberent. Quæ earum sub ditione Philippi fuissent; præsidia ex his Philippus deduceret his quæ in Asiâ essent. Euromo, Padasisque & Bargiliis, & Jasso, & Myrina, & Abydo, & Thasso, & Perintho: eas quoque enim placere liberas esse. De Cianorum libertate Quintus Prusiæ Bithynorum Regi scriberet, quid Senatui & decem Legatis placuisset: Captivos transfugasque reddere Philippum Romanis & naves omnes tectas tradere. Quin & Regiam unam inhabilis prope magnitudinis quam sexdecim versus Remorum agebant, ne plus quingentis armatorum haberet: neve Elephantum ullum; bellum extra Macedoniæ fines ne injussu Senatus gereret; mille talentum daret populo Romano: dimidium pensionibus decem annorum.*

Autre Traité entre les mêmes.

Traité des Romains avec les Lacédémoniens.

Le même *Quintius* faisant la Paix avec Nabis Tiran des Lacédémoniens lui proposa les conditions suivantes. *Sex mensium induciæ ut esset Nabidi Romanisque & Eumeni Regi, & Rhodiis. Legatos ex templo mitterent Romam T. Quintius & Nabis, ut pax ex auctoritate Senatus confirmaretur. Ex qua die scriptæ conditiones pacis editæ Nabidi forent; ea dies ut induciarum principium esset: & ut ex ea die intra decimum diem ab Argis cæterisque oppidis, quæ in Argivorum agris essent præsidia omnia deducerentur: vacuaque & libera traderentur Romanis: & ne quod inde Mancipium Regium publicumve aut privatum educeretur: & si qua ante educta forent, Dominis rectè restituerentur. Naves, quas civitatibus maritimis ademisset, redderet: néve ipse navem ullam, præter duos lembos, qui non plus quàm sexdecim remis agerentur, haberet. Perfugas & captivos omnibus Sociis populi Romani civitatibus redderet: & Messeniis omnia quæ comparavent, quæque Domini cognoscerent. Exulibus quoque Lacedemoniis liberos, & conjuges restitueret: quæ earum viros sequi voluissent. Mercenariorum militum Nabidis, qui aut in civitates suas aut ad Romanos transissent, iis res suæ omnes rectè redderentur. In Creta insula ne quam urbem haberet: quas habuisset, redderet Romanis. Ne quam civitatem cum ullo Cretensium, aut quoquam alio institueret, neu bellum gereret. Civitatibus omnibus, quas ipse restituisset, quæque se suaque in fidem ac ditionem populi Romani tradidissent, omnia præsidia deduceret: seque ipse suosque ab his abstineret. Ne quod oppidum, ne quod castellum in suo alienove agro conderet. Obsides ea ita futura, daret quinque, quos Imperatori Romano placuisset: Filium in his suum: & talenta centum argenti in præsenti, & quinquaginta talenta in singulos annos per annos octo.*

Traité des Romains avec les Etoliens.

Dans le Chapitre 11. du XXXVIII. Livre de Tite Live, on trouve les conditions, que les Romains proposérent aux Etoliens pour faire la paix avec eux. En voici les termes.

Imperium majestatemque Populi Romani gens Aetolorum conservato sine dolo malo. Ne quem exercitum, qui adversus socios amicosque eorum ducetur, per fines suos transire sinito: néve ulla ope juvato. Hostes eosdem habeto, quos populus Romanus, armâque in eos ferto, bellumque pariter gerito. Perfugas, fugitivos captivosque reddito Romanis sociisque: præterquam si capti, cum domos redissent, iterum capti sunt: aut si qui eo tempore ex iis capti sunt, qui tum hostes erunt Romanis, cùm inter præsidia Romana Aetoli essent. Aliorum qui comparebunt intra dies centum Corcyræorum Magistratibus sine dolo malo tradantur. Qui non comparebunt, quando quisque eorum primum inventus fuerit, reddatur. Obsides XL. arbitratu Cos. Ro. *dato: ne minores duodecim annorum, neu majores XL. Obses ne esto prætor, præfectus equitum, scriba publicus: neu quis, qui ante obses fuerit apud Ro. Cephalenia extra pacis leges esto. De pecuniæ summa, quam penderent, pensionibusque ejus, nihil ex eo, quod cum* Cos. *convenerat mutatum. Pro argento, si aurum dare mallent, darent convenit: dum pro argenteis decem aureus unus valeret. Quæ urbes, qui agri, qui homines Aetolorum juris aliquando fuerunt: qui eorum T. Quintio, Cn. Domitio* Coss. *postve eos* Coss. *aut armis subacti, aut voluntate in ditionem Populi Romani venerunt, ne quem eorum Aetoli recepisse velint. Aeniadæ cum urbe agrisque Acarnanum sunto. His legibus, fœdus ictum cum Aetolis est.*

Traité entre Archelaus et Mithridate fait par l'Em-

Appian Alexandrin nous raporte dans la Guerre de Mithridate, nom. 207. Les conditions que Sylla proposa à Archelaus au nom de Mithridate, & que ce Prince accepta. *Si classem quam habes Archelae nobis omnem Mithridates tradiderit, tum Duces Legatos captivos, transfugas, fugitivos & Chios, cæterosque in civitatibus suis in Pontum abstractos dimiserit, præsidia locis omnibus deduxerit, nisi in quibus ante violatam pacem*

TREMISE DES ROMAINS.

ea habuit, impensa quoque in hoc bellum, cujus ipse causa fuit reddiderit, & paterno Regno contentus sit, spero me effecturum ut præteritarum injuriarum Populus Romanus obliviscatur.

Nous venons d'alleguer un Traité des Romains avec les Etoliens, *Tite-Live* nous parle encore d'un autre, qui doit avoir été plus ancien. C'est dans le Chap. 24. du Liv. XXVI. dont voici les termes. *Ut si placeret vellentque Elei Lacedemoniique, & Attalus, & Pleuratus, & Scerdiletus essent: Asiæ Attalus, hi Illyriorum Reges. Bellum ut extemplo Aetoli cum Philippo terrâ gererent. Navibus ne minus XX. quinque remibus adjuvaret Romanus. Urbium Corcyra tenus ab Aetolia incipienti solum tectaque, & muri cum agris Aetolorum, alia omnis præda Populi Romani esset. Darentque operam Romani, ut Acarnaniam Aetoli haberent. Si Aetoli pacem cum Philippo facerent, fœderi adscriberent: ita ratam eorum pacem, si Philippus arma ab Romanis sociisque, quique eorum ditionis essent, abstinuisset. Item si Populus Romanus fœdere jungeretur Regi, ut caveret ne jus ei belli inferendi Aetolis sociisque eorum esset.*

TRAITE' D'ANNIBAL AVEC LES PEUPLES DE LA CAMPANIE.

Le même Historien nous parle dans le Chap. 7. du Liv. XXIII. du Traité que fit *Annibal* avec les Peuples de la *Campanie*. En voici les conditions.

Ne quis Imperator, Magistratusve Pœnorum jus ullum in civem Campanum haberet, neve Civis Campanus invitus militaret munusve faceret, ut suæ leges, sui Magistratus Capuæ essent, ut trecentos ex Romanis captivis Pœnus daret Campanis, quos ipsi elegissent, cum quibus Equitum Campanorum, qui in Sicilià stipendia facerent permutatio fieret.

TRAITE' D'ANNIBAL AVEC PHILIPPE ROI DE MACEDOINE.

On trouve aussi dans le Chapitre 23. du Livre XXIII. de *Tite-Live* un Traité du même Annibal, avec Philippe Roi de Macedoine conçu en ces termes.

Ut Rex Philippus quam maxima Classe (ducentas autem naves videbatur effecturus) in Italiam trajiceret & vastaret maritimam oram: bellum pro parte sua terrâ marique gereret. Ubi debellatum esset, Italia omnis cum ipsa Urbe Roma Carthaginiensium atque Annibalis esset: prædaque omnis Annibali cederet: perdomitâ Italiâ navigarent in Græciam, bellumque cum quibus placeret gererent: quæ Civitates Continentis, quæ Insulæ ad Macedoniam vergunt, eæ Philippi Regnique ejus essent.

TRAITE' DE PAIX ENTRE ANTOINE, CÉSAR, ET POMPÉE.

Nous finirons par le Traité de Paix fait entre *Antoine*, *César*, & *Pompée*, dont nous trouvons les conditions au Chap. 13. du Liv. V. de la *Guerre Civile* par *Appian*.

Tandem instigantibus Murcia matre Juliaque uxore rursum hi tres convenerunt in veterem quendam aggerem mari cinctum, undique collocatis circa eum in statione navibus cum satellitio; ubi his conditionibus transactum est Ut pace Terrâ Marique reddita, negotiationes nusquam impedirentur. Pompeius ex omnibus Italiæ locis præsidia deduceret, nec amplius fugitivos reciperet, neve naves suas in littoribus Italiæ stare permitteret: imperaret Sardiniæ, Siciliæ, Corsicæque & cæteris, quas tunc habebat Insulis, tot annis in quot Antonio, Cæsarique prorogatum fuerit Imperium: mitteretque Romano Populo frumentum jam dudum debitum, quin & Peloponnesum, ultra dictas Insulas acciperet: absens Consulatum per quemlibet amicorum gereret, & ascriberetur in Pontificum Collegium. His Pompeio concessis, reditus pateret Nobilibus Exulibus, exceptis conjuratis, damnatis judicio publico, profugis bona erecta ad assem restituerentur, exceptis mobilibus. Proscriptis verò quarta pars. Utque iis, qui sub Pompeio militarunt, servis quidem libertas esset præmium; Ingenuis verò, post peracta stipendia persolverentur eadem præmia, quæ Veteranis Cæsaris & Antonii. Hæ tum Pacis leges, quas conscriptas obsignatasque in Urbem miserunt adservandas Vestalibus.

TABLE ALPHABÉTIQUE

Des Livres & des autres ſources d'où l'on a tiré les Piéces qui compoſent les quatre Volumes de ce Recueïl:

Accompagnée de quelques Remarques.

A.

CTES ET ME'MOIRES *des Négociations de la Paix de Nimégue. Seconde Edition en quatre Volumes in* 12. 1680. A Amſterdam chez Abraham Wolfgang, & à la Haye, chez Adrian Moetjens.

Il s'eſt fait trois Editions de ce Livre. La derniére eſt de 1697. Nous nous ſommes ſervis de la ſeconde, qui eſt de 1680.

AITZEMA (Leon van) Le principal Ouvrage de cèt Auteur, dont nous nous ſommes ſervis dans ce Recueïl, eſt ſon *Hiſtoire des Affaires d'Etat & de Guerre*, écrite en Flamand, & dont voici le tître en la même langue. *Hiſtorie of verhael van ſaken van Staet en Oorlogh, in ende omtrent de Vereenigde Nederlanden, &c. Door den Heer Lieuwe van Aitzema. In 'sGravenhague, in* 4. C'eſt-à-dire, *Hiſtoire ou Relation des Affaires d'Etat & de Guerre, dans & autour des Provinces-Unies. Par Mr. Leon van Aitzema. A la Haye, in* 4. Cèt Auteur étoit un Gentilhomme de Friſe né à Doccum l'an 1600. Il fut Conſeiller des Villes Anſéatiques & Réſident à la Haye. Comme il lui paſſoit diverſes Piéces par les mains, qu'il envoyoit à ſes Maîtres; cela lui fournit l'occaſion de compoſer la Compilation, dont on vient de lire le Tître, qui contient en même tems l'Hiſtoire des Provinces-Unies, qui eſt d'un grand uſage à ceux qui ſont employez dans les Affaires publiques, & qui a un grand débit; parce qu'on n'a rien de meilleur en ce genre. On y trouve les Traitez de Paix, les Inſtructions, & les Mémoires des Ambaſſadeurs, les Lettres & les Réponſes des Souverains, les Capitulations des Villes, & autres Actes Publics. Quelquefois ces Piéces y ſont dans la langue qu'elles ont été écrites, avec une Traduction Flamande; quelquefois ſans Traduction; quelquefois on n'y trouve que la Traduction Flamande; quelquefois on les y trouve en une autre Langue, ſans qu'on ſache ſi c'eſt une Traduction, ou l'Original, car ſouvent l'Auteur ne prend pas la peine d'en avertir.

* Traité de l'Ambaſſadeur. Tom. I. pag. 172.

M. * *Wicquefort* juge competant en ces ſortes de matiéres a porté un jugement d'Aitzema, qui, quoi qu'il paroiſſe bien ſec & bien deſavantageux au ſavant M. Bayle, ſera pourtant aprouvé de toute perſonne, qui entendra le Flamand, & qui voudra ſe ſervir de cèt Ouvrage. *L'Hiſtoire*, dit-il, *ou le recit des Affaires d'Etat & de Guerre*, qui a été écrite en Hollande en quatorze ou quinze Volumes contient pluſieurs Traitez, Réſolutions, & autres Piéces authentiques, de ſorte qu'elle peut ſervir comme d'Inventaire à ceux qui n'ont point d'accès aux Archives de l'Etat; mais ce que l'Auteur y a ajouté du ſien ne vaut pas la Gazéte, de quelque façon, qu'on le puiſſe prendre. Il n'a point de ſtile, ſon langage eſt tout-à-fait barbare, & ce n'eſt qu'un chaos, que tout le compoſé de ſon Ouvrage. Je laiſſe le ſtile à part; mais il eſt ſûr que pour l'ordre, il ſeroit inutile d'en chercher dans l'Ouvrage d'Aitzema. La plûpart des piéces ne ſont point à leur place; comme on pourra le voir facilement par les citations que nous en avons faites. Il paroit que cèt Auteur mettoit les piéces dans ſon Livre à meſure qu'elles lui tomboient entre les mains, ſans ſe mettre en peine de la datte, ou ſi elles ſe raportoient à l'année à laquelle il en étoit. Ce Livre ſera néanmoins toujours très-utile & par conſéquent très-recherché, juſques à ce que quelcun ſe ſoit aviſé de mieux faire.

On en a fait deux Editions. La premiére comprend quinze Volumes in 4. & c'eſt celle dont nous nous ſommes ſervis, par la ſeule raiſon, que c'eſt celle qu'on nous a miſe en main, quoi qu'elle ne ſoit pas la plus correcte. Ces Volumes ont été imprimez l'un après l'autre, le premier en 1657. & le dernier en 1671. Le premier commence à la ceſſation de la Trêve, qui avoit été concluë par les ſoins de *Henri IV.* Roi de France entre l'Eſpagne & les Provinces-Unies, & s'étend depuis l'année 1621. juſques à l'année 1625. Le dernier comprend l'Hiſtoire de 1668.

La ſeconde Edition eſt en ſept Volumes *in folio*, qui ont été imprimez en 1669. & 1671. Le dernier de ces Volumes contient une Table générale des ſix autres, avec la Relation de la Paix de Munſter, & un Traité, qui a pour tître *le Lyon rétabli.* C'eſt un recit des choſes, qui ſe paſſérent dans les Provinces-Unies en 1650. & en 1651. par raport à quelques Charges importantes, dont la vacance fut remplie. Ce Traité avoit déja paru in 4. en 1652.

La *Relation de la Paix de Munſter* avoit été imprimée en Latin en 1654. C'eſt cèt Ouvrage, que nous citons ſous ce Tître *Hiſtoire de la Paix*, ou *Hiſtoria*

storia Pacis. Voici le Titre tout entier dans l'Edition dont nous nous sommes servis. *Leonis ab Aitzema Historia Pacis, à Fœderatis Belgis ab anno 1621. ad hoc usque tempus tractatæ. Lugduni Batavorum, ex Officina Joannis & Danielis Elzevier. 1654. in 4.*

Je ne dois pas oublier, qu'on a imprimé divers Volumes *in folio*, qui servent de continuation à l'Histoire d'Aitzema, & qui la conduisent jusques à l'année 1697. mais comme nous ne nous sommes pas servis de ces Livres, ayant trouvé ailleurs les Traitez que nous avons employez, & qui se lisent aussi dans ces Volumes, il n'est pas nécessaire, que nous nous y arrêtions davantage.

AMELOT DE LA HOUSSAYE. Cèt Auteur est assez connu, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en parler; outre qu'étant encore vivant, cela nous empêche de lui donner les loüanges qu'il mérite. Outre quelques Notes qu'on trouve à la marge du Recueïl des Traitez du Sieur Leonard, & dont nous avons profité, ainsi qu'il a été dit dans la Préface; nous avons mis à la tête du second Volume de cèt Ouvrage, ses *Préliminaires des Traitez faits entre les Rois de France & tous les Princes de l'Europe depuis le Régne de Charles VII.*

Il s'est fait trois Editions de cèt Ouvrage, la premiére à Paris, chez Leonard, une seconde contrefaite en 1692. & une troisiéme, qui a été mise au devant du Recueïl dudit Leonard en six Tomes. C'est de cette derniére Edition, comme de la plus ample, dont nous nous sommes servis.

ARTUS (Thomas) Voyez *Chalcondyle.*

B.

BARONIUS (Cesar, Cardinal) Cèt Auteur est trop connu de même que ses *Annales*, pour qu'il soit nécessaire d'en parler: ajoutez à cela, que nous ne l'avons cité qu'une fois dans le Tom. I. pag. 35. pour la *Bulle d'Or, pour l'accommodement entre Henri VI. Empereur, & Richard I. Roi d'Angleterre son prisonnier. Faite le 17. Février*, 1193.

B. C'est-à-dire, BENOIT. *Histoire de l'Edit de Nantes: contenant les choses les plus remarquables, qui se sont passées en France avant & après sa publication, à l'occasion de la diversité des Religions: & principalement les contraventions, inexécutions, chicanes, artifices, violences, & autres injustices, que les Réformez se plaignent d'y avoir souffertes, jusqu'à l'Edit de Revocation, en Octobre, 1685. avec ce qui a suivi ce nouvel Edit, jusques à présent. En trois Tomes, in 4. dont le premier & le second ont été publiez en 1693. & le troisiéme en 1695. A Delft, chez Adrien Beman.*

L'Auteur de ce Livre est M. *Benoit* ci-devant Ministre de l'Eglise Réformée d'Alençon en Normandie, & présentement Ministre de l'Eglise Wallonne de Delft. Il a mis à la fin de chaque Volume de son Histoire, les Piéces justificatives, & c'est de là dont nous en avons tiré quelques-unes, qui faisoient à notre dessein, & qu'on peut voir dans les trois derniers Volumes de ce Recueïl. Nous l'avons cité en le marquant par la seule lettre B. parce qu'il ne se nomme pas autrement dans le titre de son Ouvrage. Mais comme il n'y a personne qui ne sache ce que ce B. signifie; ce Livre ne sauroit être mis au rang des Anonymes; & nous n'avons pas crû mal faire de mettre le nom de l'Auteur tout au long dans cette Table.

BOR (Pierre) *Oorspronk, Begin, en Vervolg des Nederlandsche Oorlogen, Beroerten, en Borgerlijke Oneenigheden; beginnende met d'opdracht der selve Landen, gedaen by Keyser Karel de Vijfden, aen sijnen soon Konink Philippus van Spanjen, en eindigende met het eynde van't jaer MDC. Waerachtelijk en onpartydelijk beschreven door Pieter Bor Christianez, in XXXVI. Boeken, en IV. Stukken verdeelt. Verciert met verscheyde Afbeeldingen van de vermaerde Mannen & Princen des voornaemste Geschiedenissen: voorts met en byvoeghsel van Authentyke Stukken, en nieuwe Registers vermeerdert. t'Amsterdam. By de Weduwe van Joannes van Someren, Abraham Wolfgangh, Henarick en Dirck Boom. 1699. Fol.* C'est-à-dire, *L'Origine, le Commencement, & la suite des Guerres, des Troubles, & des divisions Domestiques des Pays-bas; commençant à la cession que l'Empereur Charles Quint fit de ces Pays à son Fils Philippe Roi d'Espagne, & finissant à la fin de l'année MDC. écrite sincérement & d'une manière impartiale par Pierre Bor fils de Chrétien, divisée en 36. Livres, partagez en quatre Volumes. Ornée de divers Portraits des Personnes célébres, & d'Estampes des événemens considérables: avec une addition des Actes autentiques, & de nouveaux Indices. A Amsterdam, chez la Veuve de Jan van Someren, Abraham Wolfgang, Henri & Dirck Boom. 1679. Fol.*

Cette Edition est la derniére qui se soit faite de cèt Ouvrage, c'est aussi la meilleure & celle dont nous nous sommes servis. On la trouvera citée assez souvent sur la fin du second Volume de ce Recueïl.

BREWER (Henri) L'Ouvrage que nous citons sous le nom de Brewer, & quelquefois aussi sous le nom de *Thuldenus* & de *Brachelius*, est un *in octavo*, imprimé à Cologne, en divers tems. Il contient un grand nombre de piéces; mais c'est un pur Chaos, auquel il est bien difficile de comprendre quelque chose, sans ordre, sans suite, & sans dessein. Ceux qui ont travaillé à cèt Ouvrage, semblent n'avoir eu d'autre but que de mettre les choses à mesure qu'elles leur tomboient en main. Les pages y sont recommencées dix ou douze fois dans un seul Volume; ensorte que les Tables deviennent par là entiérement inutiles. Quoi qu'il en soit, voici le tître de cèt Ouvrage.

Historia Universalis Rerum Notabilium, ubique penè Terrarum gestarum, per Adolphum Brachelium, I. II. Partibus ab anno 1618. usque ad annum 1651. comprehensa; inde verò usque in Annum 1660. per Christianum Adolphum Thuldenum III. IV. V. VI. Partibus continuata. Accessit nunc denique ad Annum 1671. Per Henricum Brewer Descripta Pars septima.

On a joint à cette Histoire divers Volumes de Piéces qui servent à en établir les faits. C'est de ces Volumes, que nous avons tiré celles qui nous étoient nécessaires: & ce sont ceux-là qui sont dans la derniére confusion.

BUTKENS (F. Christophe) *Trophées tant sacrez que Prophanes de la Duché de Brabant. Contenant l'Origine, Succession, & Descendance des Ducs & Princes de cette Maison, avec leurs actions plus signalées. Ensemble les Généalogies de plusieurs Ducs, Princes, Comtes, Barons, Seigneurs, & Nobles, leurs Vassals & subjects. Avec les preuves servantes à entiére justification. Par F. Christophe Butkens Prieur de S. Sauveur Ordre de Cisteaux en Anvers. L'an 1652. Aux dépens de l'Auteur, in fol.*

Cèt Auteur a été estimé dans le dix-septiéme siécle; moins par la Noblesse de sa Famille une des plus illustres des Pays-bas, que par sa vertu & par son savoir. Outre le Livre dont nous venons de donner le tître, il a fait les *Annales Généalogiques de la Famille de Linden en XV. Livres, &c.*

C.

CALCHONDYLE (Laonic) *Histoire Générale des Turcs, contenant l'Histoire de Calchondyle, traduite par Blaise de Vigenaire, avec les Illustrations du même Auteur. Et continuée jusques*

en l'an 1612. par Thomas Artus; & en cette Edition par le Sieur Mezeray, jusques en l'année 1661. De plus l'Histoire du Serail par le Sieur Baudier. Les Figures & Descriptions des Principaux Officiers & autres personnes de l'Empire Turc par Nicolai. Les Tableaux Prophétiques sur la ruine du même Empire. Et la Traduction des Annales des Turcs, piéce très-nécessaire pour l'intelligence de tout le Corps de cette Histoire, mise du Latin en François par ledit Sieur de Mezerai. A Paris, chez Augustin Courbé. 1662. Folio.

Nous n'avons rien à dire sur ce Livre, ni sur ces Auteurs. Nous en avons tiré un assez petit nombre de piéces.

CHAPUYS (Gabriel) *Histoire Générale de la Guerre de Flandre. Divisée en deux Parties. Contenant toutes les choses mémorables advenuës en icelle depuis l'an MDLIX. jusques à présent. Par Gabriel Chapuys, Secretaire & Interprete du Roi. Edition nouvelle augmentée des Siéges memorables de Breda, Gros, Boisleduc, Venlo, Ruremonde, Maëstrich, Limbourg, Surprises de Wesel, d'Orsoy, & autres Places. Avec une briéve Description des Provinces du Pays-bas, & enrichissement de figures. A Paris, chez Robert Foüet. 1633. in fol.*

Cèt Auteur étoit natif d'Amboise & vivoit en 1584.

CHRONOLOGIE NOVENAIRE, *Contenant l'Histoire de la Guerre, sous le Régne du très-Chrétien Roi de France & de Navarre, Henri IV. & les choses plus mémorables advenuës par tout le monde, depuis le commencement de son Régne, l'an 1589. jusques à la Paix faite à Vervins en Juin 1598. entre sa Majesté très-Chrétienne, & le Roi Catholique des Espagnes, Philippes II. Par Messire Pierre Victor Cayet, Docteur en la Sacrée Faculté de Théologie, & Chronologue de France. A Paris. Par Jean Richer, 1608.*

Ce Livre & la Chronologie Septenaire, sont pour ainsi dire les Avancoureurs de l'Ancien *Mercure François*; en sorte qu'il faut joindre tous ces Ouvrages ensemble, pour avoir un corps complet de l'Histoire des tems dont il y est parlé. C'est un bon Recueïl, & il est assez rare de le trouver tout entier.

COLVENER (George) Cèt Auteur a fait des Notes sur la Chronique d'Arras & de Cambrai de Balderic Evêque de Tournai. Nous ne le citons, que parce qu'Aubert le Mire nous aprend que c'est de lui qu'il a pris la *Donation du Comté de Cambrai faite à Erluin Evêque de Tournai*, laquelle se trouve dans le Tom. I. de ce Recueïl. pag. 14.

COMINES (Philippe de) On a joint aux Mémoires de Philippe de Comines, un Volume sous ce Titre. *Divers Traitez, Contracts, Testamens, & autres Actes & Observations, servans de Preuves & Illustration aux Mémoires de Philippe de Comines. A la Haye, chez Arnout Leers. 1682. in 12.* C'est de ce Volume & de l'Edition que nous venons de marquer, que nous nous sommes servis.

D.

DYNTER ( ) *Chronique du Duché de Brabant.* Cèt Auteur est Manuscrit. M. *Chrisyn*, dont il a été parlé dans la Préface, nous en a communiqué quelques Piéces, dont nous nous sommes servis dans le premier Tome de ce Recueïl.

F.

FAUCHET (Claude) *Les Antiquitez & Histoires Gauloises & Françoises. Contenant l'Origine des choses advenues en Gaule & es Annales de France, depuis l'an du Monde MMMCCCL. jusques à l'an IX. C. LXXXVII. de Jesus-Christ. Tant pour le fait Ecclesiastiq que Politicq. Recueillies par M. le Président Fauchet. Edition dernière, reveuë, corrigée & augmentée en plusieurs endroits. Avec deux Traitez des Origines & Dignitez des Magistrats de France, Chevaliers, Armoiries, & Heraux. Ensemble de l'Ordonnance, Armes, & Instrumens desquels les François ont anciennement usé en leurs guerres. Par Paul Marceau. Pour la Societé Caldorienne. 1611. in 4.*

Cèt Auteur a vécu dans le XVI. siécle. Il étoit Parisien. Tous ses Ouvrages furent imprimez à Paris l'an 1610. Jamais homme, au raport de Scévole de *Sainte Marthe* n'a eu tant de soin d'honorer son Pays, & n'a jamais tant travaillé pour cela. Son mérite fut cause qu'on l'employa dans de grandes affaires. Durant le siége de Sienne en 1655. le Cardinal de Tournon l'envoya au Roi de France, pour prendre ses ordres, sur le sujet d'une guerre si importante. Ce fut ce qui lui ouvrit la porte aux Honneurs, & qui le fit enfin parvenir à la charge de premier Préfident à la Cour des Monnoyes.

FEUILLE VOLANTE IMPRIME'E. Nous comprenons sous ce nom général toutes les Piéces, qui ont été imprimées à part, d'ordinaire dans le tems que les Traitez ont été conclus, ou du moins peu de tems après. Il y en a un assez bon nombre dans ce Recueïl.

G.

GAILLARD (Noël) *Remontrances de la Noblesse de Provence au Roi pour la Révocation des Arrêts de son Conseil portans réunion à son Domaine des Terres aliénées & infeodées par les Comtes de Provence. Avec les preuves tirées de leurs Testamens & Actes Autentiques. Par le Sieur Noël Gaillard. Advocat au Parlement & Syndic de la même Noblesse. A Aix, chez Jean Baptiste & Estienne Roize, Imprimeurs du Roi & de l'Université. MDCLXIX.*

C'est un petit *in folio*, qui est assez rare, & qui a été fait en faveur de la Noblesse de Provence, pour prouver que les Comtes & autres Souverains de Provence ont toûjours eu droit d'aliéner & de vendre leurs Domaines, & par conséquent, que la Réunion que le Roi de France en vouloit faire, fondé sur ce que toute aliénation ou infeodation de ces Domaines est nulle, ne devoit pas avoir lieu.

GOLDAST (Melchior) Cèt Auteur a fait divers Ouvrages; mais nous nous sommes servis d'un seul composé de trois Tomes *in folio*, dont voici le titre tout au long. *DD. NN. Imperatorum Augustorum, Cæsarum, ac Regum S. Imperii Romano-Theutonici Recessus, Constitutiones, Ordinationes, & Rescripta, in publicis Comitiis promulgata, aut aliàs edita; inde ab instauratione Monarchiæ Germanicæ, usque ad D. N. Imp. Cæs. Rudolphum II. P. F. Aug. PP. inclusivè. In quibus quidquid de Jurisdictione Imperii & Ecclesiæ, Potestate Imperatoris & Papæ, Auctoritate & libertate Regum, Principum, & cæterorum Imperii Occidentalis Ordinum, per Theutoniam, quæ & magna Francia dicta, ideſt, per Germaniam, Galliam, Italiam, Angliam, Hungariam, Poloniam, Bohemiam, Daniam, &c. de Juribus civilibus & feudalibus, Pace religiosa & profana, aliisque rebus omnibus ad Ecclesiam & Politiam spectantibus, ab Anno salutis Christianæ CCCC. usque ad annum MDC. constitutum est, ferè comprehenditur. Hisce turbulentis rebus, & præsentibus controversiis decidendis apprimè commodus: collectus ac digestus à Melchiore Goldasto Haiminsfeldio, Consiliario Saxon. Vinariens, & Holsato Schaumburgico. Cum Repertorio Juris constituti Locupletissimo juxta ordinem materiarum digesto. Editio hæc postrema omni studio & labore ab omnibus vitiis Typographicis repurgata. Francofurti ad Mœnum, sumptibus Johannis Davidis Zunneri. Anno 1673.*

GUICHENON (Samuel) *Hiſtoire Généalogique de la Royale Maiſon de Savoye, juſtifiée par titres, fondations de Monaſtéres, Manuſcripts, Anciens Monumens, Hiſtoires & autres Preuves autentiques. Enrichie de pluſieurs Portraits, Seaux, Monnoyes, Sépultures, & Armoiries. Par Samuel Guichenon, Seigneur de Painesſuyt, Conſeiller & Hiſtoriographe du Roi, & de S. A. R. de Savoye, Comte Palatin, Chevalier de l'Empire, & de la Sacrée Religion des Saints Maurice & Lazare. A Lyon, chez Guillaume Barbier*, 1660.

Cèt Ouvrage eſt compoſé de deux Volumes *in fol.* dont l'un contient l'Hiſtoire ; & l'autre les Actes & autres Piéces juſtificatives. C'eſt de ce ſecond Volume dont nous avons tiré un grand nombre de Piéces, & que nous avons marqué par le mot de *Preuves*. S. Guichenon marque par tout les ſources, où il a puiſé. Les Archives de Turin ſont la principale.

H.

HAILLAN (Bernard de Girard, Seigneur du) *Hiſtoire Générale des Rois de France. Contenant les choſes mémorables advenuës tant au Royaume de France, qu'és Provinces Etrangeres ſous la Domination des François, durant douze cens ans. Eſcrite par Bernard de Girard Seigneur du Haillan, Conſeiller du Roi, Secretaire de ſes Finances, & Hiſtoriographe de France, juſques à Loüis Unzieſme. Et depuis continuée des Eſcripts de pluſieurs Autheurs, tant de Paul Emyle, Philippes de Commines, Arnaud le Ferron, le Sieur du Bellay qu'autres, juſques à préſent. A Paris, chez Jean Petit Pas*, 1627. *in fol. deux Volumes.*

HARE'E (François) connu ſous le nom Latin de *Franciſcus Hereus*. Il a compoſé entr'autres Ouvrages une Chronologie, que nous avons citée ſur l'an 1122. pour les Conventions entre l'Empereur Henri V. & le Pape Calliſte II. Elles ſe trouvent encore dans *Goldaſt*, & dans le *Codex Diplomaticus* de M. *Leibnitz*. Nous ne nous ſouvenons pas de l'avoir cité que cette ſeule fois. Harée étoit d'Utrecht, & mourut Chanoine de Louvain en 1632.

HEISS. *Hiſtoire de l'Empire, contenant ſon Origine ; ſon Progrès ; ſes Révolutions ; la forme de ſon Gouvernement ; ſa Politique ; ſes Alliances ; ſes Négociations ; & les nouveaux Réglemens qui ont été faits par les Traitez de Weſtphalie. Par le Sieur Heiſſ. Troiſiéme Edition augmentée de pluſieurs Remarques. A la Haye, chez Henri van Bulderen & Adrian Moetjens*, 1694. *in* 12. La premiére Edition de cette Hiſtoire fut faite à Paris in 4. On a en a fait deux en Hollande en trois Volumes in 12. Nous nous ſommes ſervis de la troiſiéme Edition. C'eſt dans le dernier Volume, que ſe trouvent les Piéces, que nous avons employées dans ce Recueïl. M. Heiſſ. étoit Allemand, & s'étoit établi en France depuis longtems.

HISTOIRE ABRE'GE'E DE L'EUROPE, *où l'on voit tout ce qui ſe paſſe de conſidérable dans les Etats, dans les Armes, dans la Nature, & dans les ſciences. A Leyde, chez Claude Jordan. in* 12.

Ce Livre ſe publioit tous les mois ; il commença en Juillet 1686. & finit en Décembre 1688.

HISTOIRE DE L'EDIT DE NANTES, Voyez, B.

HISTOIRE DE LA PAIX *Concluë ſur les frontiéres de France & d'Eſpagne entre les deux Couronnes l'an* 1659. *où l'on voit les Conférences entre les deux premiers Miniſtres, & les intérêts de tous les Princes, avec un Journal de ce qui s'y eſt paſſé de plus remarquable : auſſi tous les noms des perſonnes principales qui y ont aſſiſté de l'une & de l'autre part. Avec un Recueïl de diverſes matiéres concernantes le Sieur Duc de Lorraine. Augmentée & enrichie du Plan de l'Iſle de la Conférence. A Cologne, chez Pierre de la Place*, 1664. *in* 12.

HISTOIRE DE LA VALTELINE ET DES GRISONS. Voici le tître de ce Livre. *La Valteline ou Mémoires, Diſcours, Traitez, & Actes des Négociations ſur le ſujet des Troubles & Guerres ſurvenuës en la Valteline, & au Pays des Griſons, depuis l'Invaſion & uſurpation de ladite Valteline, en l'an* 1620. *juques en l'an* 1629. *que les Principaux paſſages & lieux de tous les Pays des Griſons ont été dereſchef pris par les Troupes de l'Empereur. Recueïl très-utile & néceſſaire en ce tems à tous bons Patriotes.* 1631. *in* 12. Sans nom d'Imprimeur.

HORTLEDER (Frederic) *De Cauſis Belli Germanici, in Folio.* Nous n'avons tiré que deux Traitez de cèt Auteur, qui ſe trouvent dans le quatriéme Tome de ce * Recueïl. Il eſt fort connu en Allemagne ; mais nous avons eu de la peine de le trouver dans ces Provinces, & nous n'avons pû le voir que peu de tems. * pag. 661. & 665.

HOUSSAYE, Cherchez *Amelot de la Houſſaye.*

I.

JEANNIN (Préſident) *Les Négociations de M. le Préſident Jeannin. A Amſterdam, chez André de Hogenhuyſen*, 1695. *in* 12. 4. *Volumes.* Il s'eſt fait d'autres Editions de ces *Négociations* ; mais nous nous ſommes ſervis de cette derniére.

L.

LEIBNITZ (G. G.) *Codex Juris Gentium Diplomaticus in quo Tabulæ Authenticæ Actorum Publicorum, Tractatuum, Aliarumque rerum majoris momenti per Europam geſtarum, pleræque inedita vel ſelecta, ipſo verborum tenore expreſſæ ac temporum ſerie digeſtæ, continentur ; à fine ſeculi undecimi ad noſtra uſque tempora aliquot Tomis comprehenſus. Quem ex Manuſcriptis præſertim Bibliothecæ Auguſtæ Guelfebytanæ Codicibus, & Monumentis Regiorum aliorumque Archivorum, ac propriis denique Collectaneis edidit G. G. L. Hannoveræ. Literis & Impenſis Samuelis Ammonii.* 1693. *in folio.*

Nous avons parlé de M. Leibnitz & de ſon Ouvrage dans la Préface. Nous l'avons preſque tout inſéré dans ce Recueïl, & aurions bien ſouhaité, qu'il eût publié les autres Volumes, ainſi qu'il le promet dans ſon tître ; pour en pouvoir profiter.

LEONARD (Frederic) Frederic Leonard Libraire à Paris a fait imprimer deux Recueïls dont nous nous ſommes ſervis dans cèt Ouvrage. Le premier eſt un Volume *in* 4. imprimé en 1683. ſous ce tître.

Recueïl de tous les Traitez Modernes conclus entre les Potentats de l'Europe : de tous les Mémoires, qui ont ſervi à faire la Paix de Nimégue : & de tous les Arrêts de la Chambre Royale de Mets, relatifs aux Traitez de Nimégue & de Munſter. A Paris, chez Fréderic Leonard, 1683.

Le ſecond qui eſt le plus important eſt auſſi *in* 4. mais en ſix Volumes, & a pour tître.

Recueïl des Traitez de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Confédération, d'Alliance & de Commerce, faits par les Rois de France, avec tous les Princes, & Potentats de l'Europe, & autres, depuis près de trois ſiécles. En ſix Tomes. Aſſemblé, mis en ordre, & imprimé par Fréderic Leonard, Premier Imprimeur du Roi, & de Monſeigneur le Dauphin. A Paris, 1693.

Il a été ſuffiſamment parlé de ce Recueïl dans la Préface.

LET-

LETTRES HISTORIQUES. *Contenant ce qui se passe de plus important en Europe; & les Réflexions nécessaires sur ce sujet. A la Haye, chez Adrian Moetjens.*

Ce Livre se publie tous les mois. Il a commencé au mois de Janvier 1692.

LIONNE (Hugues de) Marquis de Berny, Ministre d'Etat. Nous n'avons cité qu'une fois ses *Mémoires*; savoir à la pag. 191. du quatriême Tome de ce Recueïl au sujet du Traité de Ligue Offensive entre le Roi de France *Louis XIV.* & *Alfonse VI.* Roi de Portugal, fait à Lisbonne le dernier Mars 1667. Mais comme ce même Traité se trouve dans deux autres Livres, que nous avons aussi citez, il n'est pas nécessaire de parler plus au long de ces Mémoires.

LONDORPIUS (Michel Gaspard) *Mich. Casp. Londorpii Opera. Seu Actorum Publicorum augmentatorum, cum eorundem continuatione. Tomi Octo. Ab anno* 1608. *ad annum* 1664. *Francofurti. Apud Joannem Baptistam Schönwetterum.* 1668. *in fol.*

LUNIG (Jean Chrétien) *Publicorum Negotiorum ab Augustissimo Romanorum Imperatore, Universis Europæ Regibus, S. R. I. Electoribus, Principibus & Statibus, intra vicennium Latinâ quidem Linguâ tractatorum, Sylloge, continens Litteras cujuscunque fere generis, varia item Decreta, salvos conductus, Plenipotentias, Memorialia, Propositiones, Resolutiones, Observationes, Declarationes, Protestationes, Reservationes, Vota, Pacta, Fœdera, Instrumenta Pacis, Armistitia, atque Manifesta, &c. Juxta seriem annorum dispositâ, Rubricisque ac indice locupletissimo instructa, & in lucem edita à Joanne Christiano Lunig, cum privilegio Sereniss. Elec. Sax. Francofurti & Lipsiæ, sumptibus Joh. Theodor. Boetii.* 1694. *in* 4.

M.

MANUSCRIT. Il y a dans ce Recueïl un assez grand nombre de Piéces citées sous le nom seul de *Manuscrit*. Nous avons indiqué dans la Préface quelques unes des sources dont nous les avons puisées. Il y en a d'autres qui nous ont été communiquez par des personnes, qui n'ont pas voulu être nommées.

MARCA (Pierre de) *Histoire de Bearn in fol.* publiée en 1639. Cèt Auteur est si connu par divers Ouvrages qu'il a donnez au Public, & surtout par celui de *Concordia sacerdotii & Imperii*, qu'il seroit inutile d'en rien dire.

MARCHE (Olivier de la) *Les Mémoires de Messire Olivier de la Marche, Premier Maître d'Hôtel de l'Archeduc Philippe d'Austriche, Comte de Flandres, nouvellement mis en lumiere, par Denis Sauvage de Fontenailles en Brie, Historiographe du Tres-Chrétien Roi Henri, second de ce nom. A Lyon, par Guillaume Rouille. M D L X I I. in Fol.*

Cèt Auteur étoit né dans le Comté de Bourgogne. Il fut Gentilhomme de *Philippe le Bon* & de *Charles le Hardi*, Ducs de Bourgogne, & puis Grand Maître d'Hôtel de *Philippe I.* dit *le Bel*, Roi de Castille. Outre ses Mémoires, il a composé quelques autres Ouvrages, comme *le Parement & triomphe des Dames d'Honneur, &c.*

MATTHIEU (Pierre) *Histoire de Henri IV. Roi de France & de Navarre. Et des choses plus mémorables advenuës aux autres Etats pendant son régne. Par feu M. Pierre Matthieu Historiographe du Roi. A Paris, chez la Veufve Nicolas Buon.* 1631. *in fol.*

MERCURE FRANCOIS. *Le Mercure François, ou la suite de l'Histoire de la Paix, commençant l'an* 1605. *pour suite du septenaire du D. Cayer, & finissant au sacre du très-Chrétien Roi de France & de Navarre Louis XIII. A Paris, chez Jean Richer* 1619. *& années suivantes. in* 8.

Il est assez difficile de trouver cèt Ouvrage complet. Nous avons eu ce bonheur, & il nous a beaucoup servi dans ce Recueïl. C'est un très-bon repertoire, & où il y a un grand nombre de piéces qu'on trouveroit difficilement ailleurs.

MERCURE HISTORIQUE ET POLITIQUE, *Contenant l'état présent de l'Europe, ce qui se passe dans toutes les Cours, l'intérêt des Princes, leurs brigues, & généralement tout ce qu'il y a de curieux. Le tout accompagné de Réflexions Politiques sur chaque Etat. A la Haye, chez Henri van Bulderen.*

Cèt Ouvrage que l'on continuë à publier tous les mois, a commencé au mois de Novembre, 1686.

MERCURE HOLLANDOIS, *Contenant les choses les plus remarquables de toute la Terre, &c. A Amsterdam, chez Henri & Theodore Boom.*

Ce Livre s'imprime originairement en Flamand. On en a traduit divers Volumes en François, avant qu'on se fût avisé de faire des Journaux en la même langue en Hollande. Mais depuis ce tems, il ne paroit plus qu'en Flamand, nous nous sommes servis de la Traduction Françoise, tant que nous avons pû, & quand elle nous a manqué; nous avons eu recours à l'Original.

METEREN (Emanuel) *L'Histoire des Pays-bas d'Emanuel Meteren. Ou Recueïl des Guerres, & choses mémorables advenuës tant esdits Pays, qu'és Pays voisins, depuis l'an* 1315. *jusques à l'an* 1612. *Corrigé & augmenté par l'Auteur même, & enrichi; outre la Carte des Pays-bas, de près de cent Portraits des principaulx Seigneurs desquels il est fait mention en cette Histoire. Traduit du Flamand en François par J. D. L. Haye. Avec la Vie de l'Auteur. A Amsterdam, chez Jean de Ravesteyn.* 1670.

Cèt Auteur, qui passe pour un des meilleurs Historiens des Pays-bas, a écrit originairement en Flamand. Une partie de son Histoire a été traduite en Latin. Elle l'a été entiérement en François; mais c'est un terrible jargon que celui de ce Traducteur.

MIRE, ou MIRE', ou MIRÆUS (Aubert) Cèt Auteur a fait divers Ouvrages: il y en a quatre dont nous nous sommes servis. En voici les titres, selon leur datte.

1. *Codex Donationum Piarum, in quo Testamenta, Codicilli, Litteræ Fundationum, Donationum, Immunitatum, Privilegiorum, & alia piæ liberalitatis Monumenta, à Pontificibus, Imperatoribus, Regibus, Ducibus ac Comitibus, in Favorem Ecclesiarum, præsertim Belgicarum, edita continentur. Aubertus Miræus Bruxellensis eruebat, & Notis illustrabat. Bruxellis, apud Joannem Merbecium.* 1624. *in* 4.

2. *Donationum Belgicarum Libri II. In quibus Ecclesiarum & Principatuum Belgii origines, incrementa, mutationes, & alia cùm sacra tum politica antiquitatis monumenta, ex ipsis Tabularum publicarum fontibus hausta, proponuntur, notisque illustrantur; studio Auberti Miræi Bruxellensis, S. Th. Licentiati, & Decani Antuerp. Antuerpiæ, apud Joannem Cnobbarum.* 1629. *in* 4.

3. *Diplomatum Belgicorum Libri duo, in quibus Litteræ fundationum & donationum piarum Testamenta, Codicilli, Contractus antenuptiales, fœdera Principum; & alia cùm sacra tum politica antiquitatis monumenta, ad Germaniam inferiorem, vicinasque Provincias spectantia, continentur. Aubertus Miræus Bruxellensis, Decanus Antuerpiensis, eruebat, & Notis illustrabat. Bruxellis, apud Joannem Pepermanum.* 1628. *in* 4.

4. *No-*

4. *Notitia Ecclesiarum Belgii. In qua, tabulis Donationum Piarum longa annorum serie digestis, sacra & Politica Germaniæ Inferioris vicinarumque Provinciarum Historia, explosis fabulis, recensetur, & illustratur. Studio Auberti Miræi Bruxellensis, S. T. L. & Decani Antuerpiensis. Antuerpiæ, apud Joannem Cnobbarum.* 1630. *in* 4.

MOLINET (Jean) Nous citons sous ce nom dans ce Recueïl, une Histoire Manuscrite, qui nous est tombée entre les mains; mais qui, par malheur, est fort imparfaite. Voici ce qu'on lit au commencement d'un de ces Volumes.

*Dans ce Premier Volume sont redigées par écrit les Chroniques de feu Maître Jean Molinet Judiciaire & Historiographe des très-illustres Maisons d'Austriche & de Bourgogne; lesquelles commencent dès l'an 1474. Lorsque le très-redouté & très-puissant Duc Charles de Bourgogne assiégea la très-forte Ville de * Nuysse, & continuent jusques au trépas lamentable de Don Philippe Roi de Castille, qui fut en l'an 1506. qui sont pour le terme de 34. ans; recueillies, écrites, & mises au net par Augustin Molinet, fils dudit feu Maître Jean, & ce par ordre exprès & commandement de Maximilian, par la grace de Dieu Empereur des Allemagnes, toujours Auguste.*

* Nuys.

N.

NEVERS (Le Duc de) *Les Mémoires de Mr. le Duc de Nevers Prince de Mantoue, Pair de France, Gouverneur & Lieutenant Général pour les Rois Charles IX. Henri III. & Henri IV. en diverses Provinces de ce Royaume. Enrichis de plusieurs Piéces du Tems. A Paris, chez Loüis Billaine.* 1665. *in Fol. En deux Tomes.*

NOSTRADAMUS (Cæsar) *L'Histoire & Chronique de Provence de Cæsar Nostradamus. Gentilhomme Provençal. Où passent de tems en tems & en bel ordre les anciens Poëtes, Personnages, & Familles illustres qui ont fleuri depuis V. C. ans. Oultre plusieurs Races de France, d'Italie, Hespagne, Languedoc, Daulfiné, & Piémont y rencontrées avec celles qui depuis se sont diversement annoblies, comme aussi les plus signalez combats & remarquables faits d'armes, qui s'y sont passez de temps en temps, jusques à la Paix de Vervins. Imprimé à Lyon, chez Simon Rigand, pour la Societé Caldorienne.* 1624. *in folio.*

O.

OUDEGHEERST (Pierre d') *Les Chroniques & Annales de Flandres: contenantes les Héroïques & très-victorieux exploits des Forestiers, & Comtes de Flandres, & les singularitez & choses mémorables, depuis l'an de Nostre Seigneur Jesus-Christ DCXX. jusques à l'an MCDLXXVI. Nouvellement composées & mises en lumiére par Pierre d'Oudegheerst Docteur és Loix, natif de la Ville de Lille. A Anvers chez Christophle Plantin.* 1571.

L'exemplaire dont nous nous sommes d'abord servis, étoit défectueux à la fin & au commencement, & quelcun avoit écrit au titre *Oudergheest* au lieu d'*Oudegheerst*; ce qui fait que nous avons d'abord cité cèt Auteur de la premiére maniére; mais ayant ensuite recouvré un Exemplaire complet, nous avons vû, que son véritable nom étoit *Oudegheerst.*

P.

PERARD (Etienne) *Recueïl de plusieurs Piéces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, choisi parmi les titres plus anciens de la Chambre des Comptes de Dijon, des Abbayes & autres Eglises considérables, & des Archives des Villes & Communautez de la Province. Pour justifier l'origine des Familles les plus illustres, & pour instruire des anciennes Loix, Coustumes & Priviléges des Villes de la Bourgogne. Par feu Messire Estienne Perard, Conseiller du Roi en ses Conseils, & Doyen de sa Chambre des Comptes à Dijon. A Paris, chez Claude Cramoisy.* 1664. *in folio.*

PISE (Joseph de la) *Tableau de l'Histoire des Princes & Principauté d'Orange. Divisé en quatre Parties, selon les quatre Races, qui y ont régné. Commençant à Guillaume au Cornet Premier Prince d'Orange. Jusques à Frederic Henri de Nassau à présent régnant. Illustré de ses Généalogies, & enrichi de plusieurs belles Antiquitez, avec leurs Tailles douces. A la Haye de l'Imprimerie de Theodore Maire.* 1639. *in folio.*

PLACARTS DE BRABANT. Voici le titre Flamand de ce Livre. *Placcaeten, Ordonnantien, Landt-Chartres, Blyde-Inkomste, Privilegien, ende Instructien by de Princen van dese Nederlanden, aen de Inghesetenen van Brabandt, Vlaenderen ende andere Provincien, t'sedert 't Jaer 1220. Uytghegeven, geaccordeert, ende verleent, vande welcke in de voor twee Placcaet-Boecken geen mentie gemaeckt en wordt. Item Interpretatien, Declaratien, ende Verklaringe gevolcht op eenige van deselve Placcaeten, mitsgaders diversche Tractaten, Confœderatien, Verbintenisse, Alliantien, Accoorden, Pacificatien, ende Concordaten, die tusschen deselve Princen ende desse Landen, item die de Staten, Steden, ende Provincien onder den anderen, ende wederom met de Bisschoppen ende Geestelijckheydt hebben aengegaen, over de Geestelijcke ende Wereldtlijcke Jurisdictie, Staet, ende Regeringe. Die oock al in de voorgaende twee Placcaet-Boecken niet bekent en sijn, ende nochtans in Brabandt, Vlaenderen, ende andere Provincien aenveert; gepubliceert en in gebruyk gekomen sijn. Item den stijl ende manieren van procederen in de vier Souveraine Raden, als van Brabandt, Mechelen, Henegouwe, ende Gelderlandt. Vergadert ende onder bequaem Titulen in ordre gestelt door Antonium Anselmos voor desen Advocaet tot Antwerpen, ende tegenwoordelijcken Schepen aldaer. T'Antwerpen, by Hendrick Aertssens.* 1648. *in fol.* C'est-à-dire, *Placards, Ordonnances, Chartres, Revenus, Priviléges, & Instructions, publiez, donnez, & accordez par les Princes de ces Pays-bas, aux Habitans de Brabant, de Flandres, & des autres Provinces, depuis l'année 1220. & dont il n'est point fait mention dans les deux précédens Volumes des Placards. Item Interprétations, Déclarations, & Explications, données dans la suite sur quelques-uns desdits Placards, avec divers Traitez, Confédérations, Unions, Alliances, Accords, Pacifications, & Concordats, faits entre lesdits Princes & ces Pays, & les Etats, les Villes, & les Provinces les unes avec les autres, comme aussi avec les Evêques & le Clergé, sur les Jurisdictions Ecclésiastique & séculiére, l'Etat & le Gouvernement; qu'on ne trouve point non plus dans les deux premiers Volumes des Placards, & qui néanmoins ont été publiez & en usage en Brabant, en Flandre, & dans les autres Provinces. Item le stile & la maniére de proceder des quatre Conseils Souverains de Brabant, de Malines, du Hainault, & de Gueldre. Ramassez & mis en ordre sous des Titres convenables par Antoine Anselmer ci-devant Avocat à Anvers, & présentement Echevin de la même Ville. A Anvers, chez Henri Aertssens,* 1648. *in fol.* Cèt Ouvrage est composé de quatre Volumes. Les Piéces y sont ordinairement dans la langue originale, sans Traduction.

PONTANUS (Isacius) *Joh. Isacii Pontani Historiæ Gelriæ Libri XIV. Deducta omnia ad ea usque tempora nostra, quibus firmata sub Ordinibus Respu-*

Respublica. Præcedit, qui est Liber Primus, Ducatus Gelriæ & Comitatus Zutphaniæ Chorographica Descriptio. Hardervici Gelrorum. Sumptibus Johannis Jansonii. 1639. *in Folio.*

R.

REBUFFE (Pierre) Nous avons pris de cèt Auteur le *Concordat* entre le Pape *Leon X.* & le Roi de France *François I.* Voici le tître du Livre de cèt Auteur, où nous avons trouvé cette Piéce.

Praxis Beneficiorum D. Petri Rebuffi Montipessulani, Jurium Doct. ac Comitis, Jurisque Pontificii Ordinarii Profess. Paris. & ibidem in supremo Senatu causarum Patroni. Cui apposuimus Bullam Cœnæ Domini, Bullam item jejuniorum, ac supplicationum S. D. N. P. Pauli III. Additiones præterea ad Regulas Cancellariæ, curâ Audomari Rebuffi Montispessulani Jurium Doct. Auctoris Nepotis, diligentissimè excultus; necnon Practicam Cancellariæ Apostolicæ D. Hieronymi Pauli Barchin, cum elucidationibus P. Rebuffi. Concordatorum Tractatum inter S. D. N. Papam Leonem X. ac sedem Apostolicam, & Franciscum Christianissimum Francorum Regem, ac Regnum editum, cum Glossis ejusdem Petri Rebuffi, recens in majorem Lectoris commoditatem, calci horum adjecimus. Editio ultima, multò quam antea auctior & emendatior. Cum Indice tam Praxis Beneficiariæ, ac Practicæ Cancellariæ, quam Concordatorum locupletissimo. Lugduni apud Hæredes Gulielmi Rouillii. 1609. *in folio.*

RECUEIL DES EDITS *& Articles accordez par le Roi Henri IV. pour la réunion de ses sujets.*

Ce Recuëil se trouve à la fin d'un Volume *in* 8. qui a pour tître. *Histoire des derniers Troubles de France. Soubs les Regnes des Rois tres-Chrestiens Henry III. Roi de France & de Pologne, Henry IV. Roi de France & de Navarre. Divisée en plusieurs Livres. Contenant tout ce qui s'est passé durant les derniers Troubles, jusques à la Paix faicte entre les Rois de France & d'Espagne. Avec un Recueil des Edicts, & Articles accordez par le Roy Henry IV. pour la réunion de ses sujets. Dernière Edition, Revuë & augmentée de l'Histoire des Guerres entre les Maisons de France, d'Espagne, & de Savoye. Imprimé l'An de grace* 1604. *sans nom d'Imprimeur, ni du lieu où il est imprimé.*

RECUEIL DES PLACARDS. Ce Livre que nous citons sous le tître de Grand Recuëil des Placards, a ce Tître en Flamand. *Groot Placaet-Boeck inhoudende de Placaten ende Ordonnantien vande Hoog Mog: Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, ende vande Ed. Groot Mog: Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt. Mitsgaders vande Ed: Mog: Heeren Staten van Zeelandt. In 'sGravenhage, in Folio.* C'est-à-dire, *Grand Livre des Placards ou Ordonnances, contenant les Placards & les Ordonnances de leurs H. Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies, & des Etats de Hollande & de West-Frise, avec ceux des Etats de Zélande. A la Haye.* Il y a trois Volumes de ce Recuëil imprimez en divers tems.

RECUEIL DES TRAITEZ ENTRE LES ETATS DES PROVINCES-UNIES &c.

C'est un Volume *in* 4. que l'Imprimeur des Etats Généraux des Provinces-Unies a ramassé, de divers Traitez, qu'il a imprimez en divers tems; auquel il en peut ajouter de nouveaux tous les jours, à mesure qu'il les imprime, & au devant duquel il a mis ce tître général.

Recueil van de Tractaten gemaeckt ende gesloten tusschen de Hoog Mog: Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter eenre; ende verscheyde Koningen, Princen, ende Potentaten, ter andere syde. In 'sGravenhage. By Jacobus Scheltus. C'est-à-dire. *Recueil des Traitez faits & conclus entre leurs Hautes Puissances Mess. les Etats Généraux des Provinces-Unies d'une part & divers Rois, Princes, & Puissances, d'autre. A la Haye, chez Jaques Scheltus.*

RECUEIL DES TRAITEZ *de Confédération & d'Alliance, entre la Couronne de France, & les Etats & Princes Etrangers, depuis l'An* 1621. *jusques à présent. Avec quelques autres Piéces apartenantes à l'Histoire. A Amsterdam, chez Pierre van Dyck.* 1672.

Il y a deux Editions de ce Recuëil. Celle de 1672. qui est celle dont nous nous sommes servis, est la derniére & la plus ample.

RECUEIL DES TRAITEZ *de Paix, Trêves, & Neutralité entre les Couronnes d'Espagne & de France. Seconde Edition. A Anvers. De l'Imprimerie Plantinienne.* 1645. *in* 12.

Nous avons inséré tout ce petit Livre dans cèt Ouvrage, en mettant à sa place châque Traité dont il est composé. Il est vrai que la plûpart de ces Piéces se trouvent aussi ailleurs: mais alors nous les avons confrontées avec celles de cette Edition, & avons marqué les principales différences à la marge.

RICAUT (Le Sieur) *Histoire des trois derniers Empereurs des Turcs depuis* 1623. *jusqu'à* 1677. *Traduite de l'Anglois du Sieur Ricaut. Suivant la copie imprimée à Paris, chez la Veuve Louis Billaine.* 1683. *in* 12.

S.

SAUVAGE (Denis) *Chronique de Flandres Sanciennement composée par Auteur incertain, & nouvellement mise en lumiére par Denis Sauvage de Fontenailles en Brie, Historiographe du très-Chrétien Roi Henri II. de ce nom. A Lyon, par Guillaume Rouille. MDLXII. in folio.*

Cette Chronique est dans un même Volume, que les Mémoires d'*Olivier de la Marche*, dont nous avons parlé ci-dessus.

SIRI (Vittorio) *Il Mercurio o vero Historia de correnti tempi. Di D. Vittorio Siri, Consigliere, Elemosinario, & Historiographo della Maesta Christianissima. All' Altezza Reale del Serenissimo Principe Gastone di Borbone Duca d'Orliens &c. Zio del Rè, Generalissimo dell' armi, è Capo de' Consigli.*

Cèt Auteur a fait un autre Ouvrage sous le nom de *Memorie Recondite.* Mais nous ne nous sommes servis que de son *Mercure.* Le premier Volume de l'Exemplaire que nous avons eu, a été imprimé à Casal, en 1636. Le second à Geneve en 1637. Le troisiéme à Lyon en 1652. Le quatriéme & le cinquiéme à Casal en 1655. Les quatre suivans au même lieu en 1667. Le onziéme, à Paris en 1670. Le 12. en la même Ville en 1672. Le 13. aussi en la même Ville en 1674. Le 14. & le 15. à Florence en 1682. &c.

SLICHTENHORST (Arent) *XIV. Boeken van de Gelderschе Geschiedenissen. Van't begin af vervolgt tot aen de afzweering des Koninckx van Spanien; waer van't eerste Deel verhandelt de Land-beschryving. Getrocken meerendeels uyt de Latynsche Werken van den Heer Joh. Isacus Pontanus; doch doorgaens verandert, verbeterd, ende met meer dan drie hondert nieuwe Hooft-stucken, en andere noodelijke byvoegsels, allesints vergroot. Door Arend van Slichtenhorst, Regt-geleerden. 't Amsterdam, by Jacob van Biesen.* 1654. *In folio.* C'est-à-dire, *Quatorze Livres de l'Histoire de Gueldre, depuis le commencement, jusques à ce que ce Pays secoüa le joug du Roi d'Espagne; dont la premiére Partie contient une Description du Pays. Tiré pour la plûpart des Ou-*

vrages Latins d'Isac Pontanus ; mais changé & corrigé partout, & augmenté de plus de trois cens Piéces nouvelles, & d'autres Additions considérables. Par Arent Slichtenhorst, Docteur en droit. A Arnhem, chez Jacob Biesen. 1654. in folio.

T.

THEATRUM PACIS, *hoc est : Tractatuum atque Instrumentorum præcipuorum, ab anno inde MDCXLVII. ad MDCLX. usque, in Europa initorum & conclusorum Collectio. Accessit Index utilissimus. Norimbergæ. 1684. in 4.*

C'est là le Titre du premier Tome de ce Livre ; voici le titre du second.

Theatri Pacis Pars Altera, hoc est Tractatuum atque Instrumentorum Pacis Præcipuorum, ab anno inde MDCLX. ad annum MDCLXXXV. inter Europæos, atque aliis cum Nationibus, initorum & conclusorum Collectio secunda. Cum Indicibus. Norimbergæ. in 4.

Nous nous sommes beaucoup servis de cèt Ouvrage. Les Traitez y sont d'ordinaire en Latin, ou dans la langue en laquelle ils ont été faits & en Allemand. Il y en a beaucoup qui ont été tirez d'*Aitzema* & des *Actes & Négociations de Nimégue.*

THULDENUS Voyez *Brewer.*

V.

VARILLAS. Cèt Auteur est fort connu par les divers Ouvrages qu'il a faits : nous n'en avons tiré que l'*Appointement fait avec les Suisses, quand ils étoient devant Dijon, l'an 1513. le 13. de Septembre.* Cette Piéce se trouve à la fin du dernier Volume de l'Histoire de *Loüis XII.* imprimée à la Haye, chez *Adrian Moetjens. 1688. in 12.*

LA VERITE' DEFENDUE *des Sofismes de la France, & Réponse à l'Auteur des Prétensions du Roy très-Chrestien sur les Etats du Roy Catholique. Traduit de l'Italien. 1668. in 12.* Sans nom d'Imprimeur, ni du lieu où le Livre a été imprimé.

Nous avons tiré de ce petit Ouvrage l'*Acte de Rénonciation, fait le second de Juin de l'an 1660. par Madame Marie Thérése Infante d'Espagne, promise au Roi très-Chrétien, tant de ce qui lui pourroit toucher de sa légitime, comme de toute l'Hoirie du Roi Catholique son Pére.* Cette Piéce se trouve dans le troisiéme Volume de ce Recueïl. pag. 819.

VIGENAIRE, Voyez *Calchondyle.*

TABLE CHRONOLOGIQUE
DE TOUTES
LES PIECES
Contenuës dans ce
TOME I.

Le Chifre marque la page, la lettre *a*, la premiére colonne, & la lettre *b*, la seconde.

ANS de J. C.

PREFACE. pag. I.
EXPLICATION de l'Estampe, qui est au Frontispice de ce Recueil: où il est parlé des anciens Temples de Janus & de la Paix. XIX.
DISSERTATION sur les diverses Cérémonies, qu'ont employé les différentes Nations dans les Traitez de Paix, d'Alliance, &c. XXXI.

536. *Traité entre* THEODAT *Roi des Goths en Italie, & l'Empereur* JUSTINIEN, *par lequel Theodat céde la Couronne à Justinien, pourvû qu'on lui donne une pension.* 1. a.

591. *Traité de Paix entre les Rois* GONTRAN & CHILDEBERT, *& la Reine* BRUNEHAUT, *fait à Andelo, par lequel ils réglent ce que châcun doit posseder, & ce qui apartient en particulier à la Reine Brunehaut.* 1. b.

803. *Rescrit de l'Empereur* CHARLEMAGNE, *à* NICEPHORE *Empereur de Constantinople, touchant la Paix entre les deux Empires.* 2. b.

806. *Disposition de l'Empereur* CHARLEMAGNE, *pour établir & conserver la paix entre ses Enfans, & leur diviser ses Etats. Fait aux Etats tenus à Thionville.* 3. b.

811. *Testament de de l'Empereur* CHARLEMAGNE, *par lequel il disposé de son Trésor, de son argent, de ses vêtemens, & de ses meubles.* 5. a.

837. *Disposition de l'Empereur* LOUIS I. *dit le* Débonnaire, *pour conserver la paix entre ses Enfans, & leur diviser ses Etats, faite dans l'Assemblée des Etats tenuë à Quierzy.* 6. a.

842. *Traité de Confédération entre* LOUIS II. & CHARLES II. *pour défendre la liberté des Royaumes de Germanie & de France, contre l'opression de l'Empereur Lothaire, fait dans l'Assemblée tenuë à Strasbourg.* 7. a.

847. Février. *Traité de paix & de convention entre* LOTHAIRE *Empereur,* LOUIS *Roi de Germanie, &* CHARLES *Roi de France, fait à Merfen près de Mastricht, au mois de Février de* 847. 7. b.

860. *Formulaire dressé par les Evêques à l'Assemblée de Coblentz en l'année* 860. *pour l'observation de la paix entre les Rois de France* LOUIS II. *Roi de Germanie & d'Eselavonie,* CHARLES II. *Roi des Gaules,* LOUIS *Empereur des Romains & Roi de Lombardie,* LOTHAIRE *Roi de Lorraine, &* CHARLES *Roi de Bourgogne & de Provence.* 8. b.

870. 6. Mars. *Traité de Paix entre* CHARLES *le Chauve Roi de France, &* LOUIS *Roi de Germanie son Frére, fait à Aix la Chapelle, le* 6. *Mars,* 870. 10. b.

870. 8. Août. *Transaction faite le* 8. *d'Août de l'Année* 870. *entre* CHARLES *le Chauve &* LOUIS *le Germanique, pour le partage du Royaume de Lorraine, que Charles avoit enlevé à l'Empereur Loüis, pendant que cet Empereur étoit occupé contre les Sarasins.* 11. a.

879. 1. Novembre. *Traité de paix & partage entre* LOUIS II. *dit* le Bégue, *Roi de France, &* LOUIS *Roi de Germanie, par lequel ils partagent la Lorraine entr'eux, comme elle l'avoit été entre leurs Péres, & en récompense Loüis le Bégue promet de donner à Loüis Roi de Germanie, une portion en Italie, &c. le* 1. *de Novembre,* 879. 12. a.

921. *Traité de paix entre* CHARLES *le Simple Roi de France, &* HENRI *Roi de Germanie, fait à Bonne en* 921. 12. b.

963. *Echange fait entre le Comte* SIGIFRID & WIKER *Abbé de S. Maximin de Trêves, du Château de Luxembourg, dans les Ardennes, contre un Domaine nommé Vitulne dans les mêmes Ardennes, par lequel échange Sigifrid aquit le nom de premier Comte de Luxembourg. Fait en* 963. 13. a.

1007. *Donation du Comté de Cambrai, faite à* ERLUIN *Evêque du même lieu, par l'Empereur* HENRI II. *en* 1007. 14. a.

1059. 24. Février. *Partage des biens de l'Eglise de* NIVELLE *en trois portions, fait par l'Empereur* HENRI IV. *La premiére est donnée à l'Hôpital, la seconde à l'Abesse, & la troisiéme aux Chanoines & Chanoinesses. Fait le* 24. *Février,* 1059. 14. a.

1071. *Traité d'Alliance entre* OTHENIN *de Bourgogne, Sire de Salins, &* RENAUD *de Bourgogne frères d'une part; &* THOMAS *de Savoye Comte de Piémont, &* AME' *de Savoye frères d'autre. Fait à Paris en l'an* 1071. 825. a.

1083. 24. Juin. *Traité de Paix entre* RODOLPHE *Roi des Romains, &* PHILIPPE *Comte de Savoye. Fait le* 24. *Juin,* 1083. 825. b.

1096. 14. Juin. *Traité par lequel* BAUDOUIN *surnommé* de Jérusalem, *Comte de Hainaut Second du nom allant à la Terre sainte, vend à* OBERT *Evêque de Liége le Château de Couvin, situé entre*

TABLE CHRONOLOGIQUE.

tre Sambre & Meuse. Fait à Liége, le 14. Juin, 1096. 14. b.

1099. Janvier. *Traité de Paix entre* PHILIPPE I. *Roi de France, &* BAUDOUIN *Comte de Flandres. A Peronne, au mois de Janvier, 1099.* 15. a.

1105. 31. Janvier. *Testament de* RAYMOND *Comte de Tholoze & de S. Gilles. Fait le 31. Janvier, 1105.* 826. a.

1110. *Traité de Paix entre l'Empereur* HENRI V. *& le Pape* PASCHAL II. *par lequel ils règlent les Droits de l'Empire & de l'Eglise. Fait sur la fin de l'année 1110.* 15. b.

1110. *Transaction entre l'Empereur* HENRI V. *&* PASCHAL II. *par laquelle le Pape accorde à l'Empereur les Investitures; & l'Empereur promet de mettre en liberté le Pape & tous ses Adhérans, qu'il avoit fait prisonniers. Fait l'an 1110.* 16. a.

1111. *Conventions entre l'Empereur* HENRI V. *& le Pape* PASCHAL II. *pour la paix publique & les Investitures, faites en l'année 1111.* 16. b.

1111. *Bref du Pape* PASCHAL II. *qui accorde les Investitures à l'Empereur* HENRI V. *donné en 1111.* 17. b.

1111. *Edit de l'Empereur* HENRI V. *en conséquence de son accord fait avec le Pape* PASCHAL II. *en 1111.* 18. a.

1122. 23. Septembre. *Conventions entre l'Empereur* HENRI V. *& le Pape* CALLISTE II. *touchant les Investitures des Evêques & des Abbez, par lesquelles l'Empereur renonce au droit d'investir avec la Crosse & l'Anneau. Faites & publiées à la Diéte de Wormes, le 23. Septembre, 1122.* 19. a.

1125. 16. Septembre. *Acte de partage entre* ILDEFONS *Comte de Toulouse, &* RAYMOND *Comte de Barcelonne, maris de Dulcie & de Faydeste, sœurs; par lequel ils promettent de ne point aliéner le Comté de Provence au préjudice de leurs enfans, & & qu'ils ne pourront l'engager ni hypothéquer qu'en présence de quatre parens, & se transportent les foy & homage de leurs Sujets. Fait le 16. de Septembre, 1125.* 20. a.

1136. *Confirmation de l'Empereur* LOTHAIRE II. *du partage des biens de l'Eglise de* NIVELLE *en trois portions, la première à l'Hôpital, la seconde à l'Abbesse, & la troisiéme aux Chanoines & aux Chanoinesses. Fait à Aix la Chapelle en 1136.* 21. a.

1143. *Rescrit de l'Empereur d'Occident* CONRAD III. *à l'Empereur d'Orient* EMANUEL COMNENE, *touchant la paix entre les deux Empires.* 21. b.

1146. *Hommage prêté par* HUGUES *Duc de Bourgogne à* HENRI *Empereur, pour le Comté d'Albon l'an 1146.* 22. b.

1150. *Traité de Paix entre* BERENGER II. *dit* le Jeune *Comte de Provence, &* ESTEPHANETTE *ou* ETIENNETTE *Baronne de Baux en 1150.* 826. b.

1159. *Conditions auxquelles* FREDERIC I. *Empereur reçoit ceux de* MILAN, *qu'il prétendoit s'être revoltez de son obéïssance, accordées en 1159.* 22. b.

1167. *Traité de Paix entre* PHILIPPE *Comte de Flandre, &* FLORENS *Comte de Hollande, fait après que Philippe eut fait Florens prisonnier, & durant sa prison en 1167.* 23. b.

1167. *Traité entre* FREDERIC I. *Empereur & le Peuple de Rome l'an 1167.* 24. a.

1171. *Engagement du Château de* HEYSTAL *fait à* RADULPHE *Evêque de Liége par* GODEFROY *Duc de Lorraine, & confirmé par l'Empereur* FREDERIC I. *en l'année 1171.* 24. a.

1174. *Traité de Paix entre* HUGUES III. *Duc de Bourgogne, &* GUI *Comte de Nevers, fait à Beaune en 1174.* 24. b.

1176. 1177. *Actes & Traitez de Paix entre* FREDERIC I. *Empereur, le Pape* ALEXANDRE III. GUILLAUME *Roi de Sicile & les Villes d'Italie, qui s'étoient liguées pour leur propre défense contre les Armes de l'Empereur; commencée à Agnani, continuée à Venise, & à Chozza; & publiée enfin à Venise sur la fin de 1176. & au commencement de 1177.* 25. b.

1178. *Articles & Conventions entre* ALPHONSE I. *Comte de Provence &* HUGUES *Baron de Baulx, faites en 1178.* 827. a.

1179. *Convention passée entre* GODEFROI *Duc de Brabant, &* PHILIPPE *Comte de Flandre, au sujet du mariage de Henri fils de Godefroi, avec Mathilde Niéce de Philippe; passée l'an 1179.* 31. a.

1182. *Accord entre* HUGUES III. *Duc de Bourgogne & l'*ABBE' *&* COUVENT DE CHATILLON *sur Seine, touchant les droits de Seigneurie & Justice dudit Duc sur eux & leurs hommes & sujets, fait l'an 1182.* 31. b.

1186. 3. Juin. *Accord entre* HENRI *Roi des Romains, & depuis Empereur VI. du nom, &* HUGUES III. *Duc de Dijon, fait le 3. de Juin, de l'an 1186.* 32. a.

1190. *Testament & Disposition de* PHILIPPE II. *surnommé le* Conquérant *ou* Auguste, *pour le Gouvernement de ses Etats, pendant son voyage de la Terre Sainte. Fait à Paris, l'an 1190.* 32. b.

1192. Janvier. *Convention passée entre* JEAN *Comte de Moret, frére de Richard Roi d'Angleterre, & depuis Roi, surnommé* Jean sans Terre, *avec* PHILIPPE II. *dit* Auguste *Roi de France, contenant le partage de plusieurs Pays considérables. Fait à Paris, au mois de Janvier, 1192.* 33. b.

1193. *Traité entre* BRUNON *Archevêque de Cologne & ses Sujets, &* HENRI *Duc de Lorraine, fait en l'année 1193. & confirmé par* ADOLPHE *Archevêque de Cologne, en 1203.* 34. b.

1193. 17. Février. *Bulle d'Or, pour l'accommodement entre* HENRI VI. *Empereur, &* RICHARD I. *Roi d'Angleterre, son prisonnier, qui lui donne pour sa rançon cent mille marcs d'argent. Fait à la Diéte d'Haguenau, le 17. Février, 1193.* 35. a.

1193. *Traité de Paix & de Confédération entre* BRUNON *Archevêque de Cologne, &* HENRI I. *Duc de Brabant; fait l'an 1193.* 35. b.

1193. *Traité de Paix entre* BAUDOUIN, *Comte de Flandre, &* PIERRE *Comte de Nevers, fait par l'entremise de Philippe II. Roi de France, en 1193.* 36. a.

1196. 6. Mars. *Traité par lequel l'Empereur* HENRI VI. *confirme* BAUDOUIN *Evêque d'Utrecht dans la possession du Comté de Velau, & Baudouin le céde à* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant. Fait le 6. de Mars, 1196.* 36. b.

1197. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine &* LOUIS *Comte de Looz au sujet de la Terre de Mussal. Fait en l'année 1197.* 37. a.

Sans datte. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine & le Duc de* GUELDRE. 37. a.

Sans datte. *Traité de Paix entre le Duc de* LORRAINE *& le Comte de* GUELDRE. 38. a.

1198. 29. Juin. *Traité de Confédération entre* PHILIPPE *de Suabe Roi des Romains, &* PHILIPPE II. *dit* Auguste *Roi de France, par lequel le Roi des Romains promet à Philippe II. de le secourir, contre Richard Roi d'Angleterre, le Comte Othon, son Neveu, & Baudouin Comte de Flandres, fait à Wormes le 29. Juin, 1198.* 38. b.

1198. *Donation de la garde de l'Abbaye de Flavigny, faite par* PHILIPPE II. *dit* Auguste *Roi de France, à* EUDES *Duc de Bourgogne, en l'année 1198.* 39. a.

1199. *Traité de Paix entre* PHILIPPE II. *dit* AUGUSTE *Roi de France, &* BAUDOUIN *Comte de Flandres, fait à leur entrevuë de Peronne aux fêtes de Noël de l'année 1199.* 39. a.

1200. Mai. *Traité de Paix entre* PHILIPPE II. *dit* AUGUSTE, *Roi de France, &* JEAN *surnommé* SANS TERRE, *Roi d'Angleterre, fait par l'entremise du Cardinal Pierre de Capoüe, envoyé par Innocent III. Fait au mois de Mai, 1200.* 39. b.

1201. *Don de la Mouvance de* MONTBAR *Duc de* BOURGOGNE, *par le Comte de* BAR *sur Seine. Fait l'an 1201.* 40. b.

1202. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* OTHON *Duc de Gueldre, fait à Utrecht, en 1202.* 40. b.

Sans datte. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* OTHON *Comte de Gueldre.* 41. a.

1203. Juin & Août. *Lettres des Ducs & Comtes de* BOURGOGNE, *de* NEVERS *&* SOISSONS, *par lesquelles*

TABLE CHRONOLOGIQUE.

lesquelles ils exhortent PHILIPPE II. *Roi de France à ne se pas laisser contraindre par le Pape ou par les Cardinaux à faire la paix ou une trêve avec Jean sans terre Roi d'Angleterre, & lui promettent du secours; des mois de Juin & d'Août, 1203.* 41. b.

1203. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* OTHON *Comte de Gueldre, fait à Louvain l'an 1203.* 42. a.

1203. *Traité de Paix & Alliance entre* ADOLPHE *Archevêque de Cologne, &* HENRI *Duc de Brabant, fait en l'année 1203.* 42. b.

1203. 3. Novembre. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine &* THEODORIC *Comte de Hollande, fait le 3. de Novembre, 1203.* 43. a.

Sans datte, vers l'an 1204. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine & le Comte de* GUELDRE, *contenant le Mariage de* GERARD *fils du Comte, avec Marguerite fille du Duc.* 44. a.

1204. 12. Novembre. *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, par lequel Philippe donne à Henri l'Abbaye de Nivelle, &c. à condition que Henri aidera Philippe de tout son pouvoir, &c. Fait à Coblentz, le 12. de Novembre, 1204.* 44. a.

Sans datte. *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains, &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, concernant la ville de Dusbourg & autres.* 44. b.

1204. Février. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* RAINAULD *Comte de Boulogne, par lequel Henri cède à Raynauld tout le Comté de Boulogne, moyenant une pension de six cens livres, & ils promettent de se secourir mutuellement, pour recouvrer ce qui appartient à leurs Femmes en Angleterre. Fait à Verneuil au mois de Février, 1204.* 45. a.

Sans datte. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Brabant, & le Comte de* LOS, *par lequel ledit Comte, devient Vassal dudit Duc.* 45. b.

1206. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine &* LOUIS *Comte de Los, par lequel le Comte cède au Duc le Château de Chaumont, &c. Fait l'an 1206.* 46. a.

Sans datte. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, &* LOUIS *Comte de Los.* 46. a.

1206. *Convention passée entre* EUDES *Duc de Bourgogne, & l'Evêque de* LANGRES, *pour leurs droits de Seigneurie dans la Ville de Châtillon sur Seine, & pour la justice entre leurs Sujets. Fait en l'année 1206.* 46. b.

1206. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* OTHON *Comte de Gueldre, contenant le mariage de* GERARD *fils du Comte, avec* MARGUERITE *fille du Duc. Fait à Louvain en 1206.* 48. a.

1207. Février. *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains, &* HENRI *Duc de Brabant, contenant le mariage de* HENRI *fils du Duc avec* MARIE *seconde fille du Roi des Romains. Fait à Gueylenbuisen, le 9. Février, 1207.* 48. a.

1207. *Concession de* PHILIPPE II. *Roi des Romains à* THOMAS *de Savoye, Comte de Maurienne faite en 1207.* 827. b.

1208. *Renouvellement d'Alliance entre* THEODORIC *Archevêque de Cologne, &* HENRI *Duc de Brabant fait en l'année 1208.* 48. b.

1208. *Renouvellement d'Alliance entre* THEODORIC *Archevêque de Cologne & le Duc de* BRABANT. *Fait en 1208.* 49. a.

1209. *Hommage prêté par* PHILIPPE *Marquis de Namur à* HENRI I. *Duc de Brabant pour la terre d'Aloft, à Louvain, l'an 1209.* 49. a.

1209. Octobre. *Traité entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, & l'Eglise de* S. WALTRUDE *de Mons, touchant la ville d'Herentals, près d'Anvers. Fait au mois d'Octobre de l'an 1209.* 49. b.

1210. *Accord entre* HERVE *Comte de Nevers, &* EUDE *Duc de Bourgogne, contenant l'échange de quelques terres & Seigneuries. Fait à Vezelay, l'an 1210.* 50. a.

1210. *Accord entre* PIERRE *Seigneur de Raviers, &* HERVE *Comte de Nevers, par lequel Hervé donne à Pierre, la terre de Raviers en fief &c. Fait en 1210.* 50. b.

1210. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne & l'Abbé de S. Martin d'*AUTUN, *pour leurs hommes du Bourg de S. Martin d'Avalon. Fait en 1210.* 50. b.

1211. *Extrait du Traité fait entre* LOUIS, *fils de Philippe II. dit Auguste, Roi de France, &* FERRANT *Comte de Flandre, par lequel Ferrant quitte à Louis S. Omer & Aire. Fait entre Lens & le Pont à Vendin, en 1211.* 51. a.

1212. Février. *Traité entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GODEFROY *Seigneur de Bredo & de Bergues, pour le péage, qui se doit payer à Stryne en Zélande. Fait le 24. Février, 1212.* 51. a.

1213. Août. *Traité par lequel* PIERRE *Seigneur de Bioul, cède à* PIERRE *Comte d'Auxerre & Marquis de Namur, & à* JOLANDE *sa femme, tout le droit qu'il a sur la Forêt de Marlaigne. Fait au mois d'Août, l'an 1213.* 52. a.

1214. Mai. *Contract de Mariage entre* WALERAN *fils de Henri Duc de Limbourg, &* ERMENSON *Comtesse de Luxembourg. Fait au mois de Mai, 1214.* 52. b.

1214. Septembre. *Traité de Trêve pour cinq ans entre* PHILIPPE II. *dit Auguste Roi de France, &* JEAN *sans terre, Roi d'Angleterre, y compris, s'ils le désirent, l'Empereur Othon, & Frederic Roi des Romains son Competiteur. Fait à Chinon, au mois de Septembre, 1214.* 53. a.

1214. Septembre. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne & le Chapitre de la Sainte Chapelle de* DIJON, *pour les Prébendes & pour le Doyenné. Fait au mois de Septembre, 1214.* 53. b.

1214. 5. Novembre. *Traité de Mariage entre* FLORENT *Fils de Guillaume Comte de Hollande, &* MATHILDE *fille de Henri Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Anvers le 5. de Novembre, 1214.* 54. a.

1214. Février. *Traité & Accord entre* GUILLAUME *Seigneur de Paigny & l'Abbé de* CISTEAUX, *au mois de Février, l'an 1214.* 54. b.

1214. Mars. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne, &* GUILLAUME *Comte de Mascon & de Vienne, fait au mois de Mars, 1214.* 55. a.

1216. *Cession faite par* JOLANDE *Marquise & Comtesse de Namur dudit Comté à* PHILIPPE *son Fils, lorsqu'elle fut appellée avec Pierre son Mari à aller prendre possession de la Couronne Impériale de Constantinople.* 55. a.

1217. 5. Juillet. *Renouvellement d'Alliance entre* HENRI I. *Duc de Brabant &* ENGELBERT *Archevêque de Cologne, par lequel ils se promettent de se défendre réciproquement. Fait à Cologne, le 5. de Juillet, 1217.* 55. b.

1218. 30. Janvier. *Traité entre* THOMAS *Comte de Savoye & de Maurienne, &* ALBERT *Seigneur de la Tour du Pin. Fait au Château de S. Simphorien ou Saint Saphorin, le 30. Janvier, 1218.* 828. a.

1218. 1. Juin. *Contract de Mariage entre* MARGUERITE *de Savoye, &* HERMAN *Comte de Kibourg. Fait le 1. Juin, 1218.* 828. a.

1219. 22. Septembre. *Acte par lequel* REGINALD *Roi de l'Isle de Man se rend Vassal du* S. SIEGE, *& fait de son Isle un Fief de l'Eglise. Fait à Londres le 22. de Septembre, 1219.* 55. b.

1221. *Convention entre* MATHILDE *Dame de Dermonde, &* JEANNE *Comtesse de Flandres, touchant la terre d'Aloft & de Dermonde & leurs sujets. Fait à Courtrai, l'an 1221.* 56. a.

1222. 5. Août. *Transport fait par* CONRAD *Duc de Masovie & de Cujavie, de quelques unes de ses Terres avec tout le droit Ducal à* CHRETIEN *premier Evêque de Prusse. Fait le 5. d'Août 1222.* 56. a.

1222. Mars. *Traité de Paix entre* JEANNE *Comtesse de Flandre & de Hainaut, &* VALERAN *Duc de Limbourg, fait au mois de Mars, 1222.* 57. a.

1225. Avril. *Projet d'un Traité de Paix entre* LOUIS IX. *Roi de France, surnommé* S. Loüis *&* JEANNE *Comtesse de Flandre, pour l'élargissement de Ferrant son Mari, prisonnier à la Tour du Louvre à Paris. Dressé à Melun, au mois d'Avril de l'an 1225.* 57. a.

1226. 14. Novembre. *Traité entre* THOMAS *Comte de Savoye, & la ville de* MARSEILLE. *Fait le 14. Novembre, 1226.* 828. b.

Traité de Paix entre LOUIS IX. *surnommé* S. Louis,

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1226. Janvier. S. Loüis, & FERNAND & JEANNE *Comte & Comtesse de Flandre. Fait à Lisle, au mois de Janvier*, 1226. 57. b.

1227. *Traité de Paix entre* FERNAND *Comte de Flandre & de Hainaut, &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, &* HENRI *fils du Duc. Fait l'an* 1227. 58. a.

1230. Juin. *Donation faite par* CONRAD *Duc de Massovie & de Cujavie, de la terre de Culme à l'Hôpital de S. Marie apartenant à l'*ORDRE TEUTONIQUE; *fait au mois de Juin*, 1230. 58. b.

1230. *Transport fait par* CHRETIEN *premier Evêque de Prusse de toutes les donations, qui lui ont été faites par* CONRAD *Duc de Massovie, aux Chevaliers de l'*ORDRE TEUTONIQUE. *Fait l'an* 1230. 59. b.

1230. *Traité de Paix entre* FREDERIC II. *Empereur & Roi de Sicile, &* ABBUISSAC *Prince des Sarasins d'Afrique, touchant la sureté du Commerce & la Jurisdiction de l'Empereur sur les Sarasins de l'Isle de Corse, sans y comprendre les villes de Gênes, de Pise, de Marseille & de Venise, qui avoient fait un Traité séparé avec le Calife: conclu par Guibauld Ambassadeur & Otage de l'Empereur, l'an* 628. *de l'Hegire, qui est l'an de Jesus-Christ*, 1230. 59. b.

1231. Juillet. *Contract de Mariage d'*HENRI I. *dit* le Blond *ou* Blondel, *Comte de Luxembourg, &* de MARGUERITE *de Bar, fille Ainée de Henri Comte de Bar; par lequel mariage, la Ville de Ligny en Barois entre dans la Famille de Luxembourg. Fait au mois de Juillet*, 1231. 60. b.

1232. Mai. *Traité d'Alliance entre* FREDERIC II. *Empereur, & Roi de Jérusalem & de Sicile, &* LOUIS IX. *dit* S. Loüis *Roi de France, par lequel l'Empereur s'engage entr'autres à ne faire point d'alliance avec le Roi d'Angleterre sans le consentement de Loüis. Fait à Portenau, au mois de Mai* 1232. 61. a.

1232. Décembre. *Accord entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GILLES *Seigneur de Breda, fait au mois de Décembre*, 1232. 62. a.

1233. Décembre. *Accord entre le Duc de* BOURGOGNE, *& le Comte de* NEVERS, *pour la mouvance de Larey. Fait au mois de Décembre*, 1233. 62. a.

1233. 19. Mars. *Traité de Mariage entre* THEODORIC *fils de Theodoric Comte de Clèves, &* ELIZABETH, *fille de Henri Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Louvain, le* 19. *Mars*, 1233. 62. b.

1235. 9. Décembre. *Contract de Mariage entre* BONIFACE *Marquis de Montferrat &* MARGUERITE *de Savoye, fait le* 9. *Décembre*, 1235. 829. b.

1236. *Traité de Mariage entre* GUILLAUME *Comte de Juliers, &* MARGUERITE *Niéce du Duc de Brabant, & Sœur d'Othon Comte de Gueldre. Fait à Louvain, l'an* 1236. 62. b.

1237. Juin. *Confirmation de* S. LOUIS *Roi de France de la cession faite par* LOUIS VIII. *son Pére, du Comté d'Artois en faveur de* ROBERT *frére dudit S. Loüis. Faite à Compiégne, au mois de Juin*, 1237. 63. a.

1238. *Traité de Paix & de Convention entre* HENRI II. *Duc de Brabant, &* GAULTIER BERTHOUT *Seigneur de Malines, avec promesse de donner en mariage à* GAULTIER *fils Aîné de Gaultier Berthout,* MARIE *fille Ainée de la Comtesse d'Auvergne, Sœur de Henri II. Fait à Louvain, l'an* 1238. 63. b.

1239. *Remise de la ville de S. Maurice en Chablais à* MARGUERITE DE SAVOYE *Comtesse de Kibourg, par* AME *Comte de Savoye. Fait audit S. Maurice, l'an* 1239. 830. a.

1239. *Donation du Château de Monteys à* MARGUERITE DE SAVOYE *Comtesse de Kibourg, par* AME *Comte de Savoye son frére. Fait l'an* 1239. 830. b.

1241. *Traité entre* HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran. Fait en* 1241. 64. b.

1242. Mai. *Interprétation du précédent Traité entre* HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran, fait au mois de Mai*, 1242. 65. a.

1242. Juin. *Cession faite par* EUDES DE MONTAGU, *de toutes les prétensions, qu'il pouvoit avoir contre* HUGUES IV. *Duc de Bourgogne. Fait à Monbar, au mois de Juin*, 1242. 65. b.

1242. 28. Octobre. *Donation du Château de* BARD *en la Val d'Aouste à* THOMAS DE SAVOYE *Comte de Flandre, par* AME IV. *Comte de Savoye. Fait à Aouste le* 28. *Octobre*, 1242. 830. b.

1243. *Traité entre* HENRI II. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* THEODORIC *de Hostaden, par lequel Theodoric céde à Henri la Forteresse de Dalhem, moyenant une certaine somme d'argent. Fait à Ruremonde, l'an* 1243. 65. b.

1244. Juillet. *Traité de Trêve entre* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Juliers & ses Adhérans. Fait près de Venlo, au mois de Juillet de l'an* 1244. 67. a.

1244. Décembre. *Testament de* JEANNE *Comtesse de Flandre & de Hainaut, fait au mois de Décembre* 1244. 67. b.

1244. 18. Décembre. *Contract de Mariage entre* AME IV. *Comte de Savoye, &* CECILE DE BAUX, *fait le* 18. *Décembre*, 1244. 831. a.

1245. *Deux Traitez & Compromis entre* JEAN d'AVESNES & BAUDOUIN *son frére, fils de* MARGUERITE *Comtesse de Flandre & de Hainaut, & de* BUCHARD d'AVESNES *d'une part; &* GUILLAUME, GUIDON, JEAN, & JEANNE DE DAMPIERRE, *aussi Enfans de ladite Marguerite & de* GUILLAUME DE DAMPIERRE *d'autre part, sur leurs prétensions aux Comtez de* FLANDRE & de HAINAUT, *fait par l'arbitrage de S. Loüis Roi de France, en* 1245. 68. b.

1247. 21. Avril. *Contract de Mariage de* MAINFROY, *fils de l'Empereur Frederic, & de* BEATRIX DE SAVOYE. *Fait à Chambery, le* 21. *Avril*, 1247. 831. b.

1248. Juin. *Testament de* THOMAS DE SAVOYE *Comte de Maurienne, fait au mois de Juin*, 1248. 832. b.

1250. *Testament de l'Empereur* FREDERIC II. *Fait en* 1250. 69. b.

1251. 20. Août. *Donation faite à* PIERRE *de Savoye & à* AGNES *de Faucigny sa femme, par* AYMON *Seigneur de Faucigny. Faite le* 20. *Août*, 1251. 833. a.

1251. 13. Décembre. *Traité d'Accord & d'Alliance entre* HENRI *Duc de Brabant & la Ville & les Habitans de* COLOGNE, *fait à Louvain, le* 13. *Décembre*, 1251. 70. a.

1252. 22. Mai. *Donation faite par* GUILLAUME *Roi des Romains à* THOMAS *de Savoye Comte de Maurienne, des Villes & Châteaux de Turin, de Montcalier, de Rivoles, de Colegno, Cavours, Yvrée, du Pays de Canavais, & autres lieux. Faite le* 22. *Mai*, 1252. 833. b.

1252. 19. Septembre. *Testament d'*AME IV. *Comte de Savoye, fait le* 19. *Septembre*, 1252. 834. b.

1255. Mai. *Traité de Confédération entre* HENRI III. *Duc de Lorraine & de Brabant, & les Habitans de la ville de* S. TRON *dans le Pays de Liége, fait au mois de Mai de l'an* 1255. 70. b.

1256. *Traité de Paix entre* MARGUERITE *Comtesse de Flandre & de Hainaut, &* FLORENT *Gardien de Hollande, fait à Bruxelles par l'entremise de S. Loüis Roi de France en l'an* 1256. 70. b.

1258. Mars. *Lettres par lesquelles* ALPHONSE *élû Roi des Romains & Roi actuellement de Castille, investit* FREDERIC *Duc de Lorraine, du Comté de Miremont, & lui attribuë en même tems divers autres droits annexez à ce Duché, comme sont la garde des Eglises, le droit de sauf conduit &c. après que ledit Duc a prêté hommage audit Roi des Romains. Fait à Tolède, au mois de Mars*, 1258. 71. a.

1259. 12. Mai. *Testament d'*EUBAL *de Genéve, Fils d'Humbert Comte de Genéve. Fait à Londres, le* 12. *Mai*, 1259. 835. b.

1259. Octobre. *Traité entre S.* LOUIS *Roi de France &* HENRI III. *Roi d'Angleterre, au sujet des*

des terres, que ce dernier tenoit ou prétendoit en France. Fait à Londres, au mois d'Octobre, 1259. 72. a.

Sans Année. — Lettre du Pape URBAIN IV. à RICHARD élû Roi des Romains, touchant la dispute pour l'élection entre ledit Richard, & ALPHONSE, avec les raisons de part & d'autre. Ecrite le dernier d'Août. 73. b.

31. Août.

1261. — Traité & Alliance entre la ville d'ANVERS & les Habitans de TURNHAUT, fait à Louvain, en l'an 1261. 77. a.

1262. — Traité de Paix entre CHARLES I. Comte de Provence, & la ville de MARSEILLE, fait en 1262. 835. b.

1262. — Testament d'AGNES Dame de Fouvigny, Comtesse de Savoye, fait le 17. Octobre, 1262. 836. a.

17. Octobre.

1263. — Testament de BEATRIX de Savoye, Comtesse de Provence, fait au mois de Mars 1263. 837. a.

Mars.

1263. — Donation à PIERRE Comte de Savoye, par RICHARD Empereur, des biens d'HERMAN le Jeune, Comte de Kibourg. Fait le 17. Octobre, 1263. 837. b.

17. Octobre.

1265. — Don du Royaume de THESSALONIQUE, fait à HUGUES Duc de Bourgogne, par BAUDOUIN Empereur de Constantinople. Fait à Paris, au mois de Janvier, 1265. 78. a.

Janvier.

1266. — Accord entre HUGUES Duc de Bourgogne, & GUI Evêque de Chalons, pour la ville de SAINT LOUP. Fait au mois de Mai 1266. 78. a.

Mai.

1266. — Titres du Mariage de BEATRIX de Bourgogne, avec HUGUES Comte de la Marche. Fait en 1266. 78. b.

1266. — Transaction & Echange entre HUGUES Duc de Bourgogne & HUGUES Comte de Vienne. Fait au mois de Novembre, 1266. 79. a.

Novembre.

1267. — Acte par lequel HENRI fils Aîné de Henri III. Duc de Brabant, étant mal propre au Gouvernement céde à JEAN son frere Puîné tout le droit, qu'il a sur le Duché de Brabant. Fait à Cambrai, l'an 1267. 80. a.

1267. — Traité de Mariage de PHILIPPE de Savoye, & d'ALIX Comtesse Palatine de Bourgogne. Fait le 11. de Juin, 1267. 838. a.

11. Juin.

1268. — Convention entre S. LOUIS Roi de France & la République de VENISE, pour l'envoi d'une Armée de la part du Roi dans la Terre Sainte. Fait en 1268. 81. b.

1268. — Testament de PIERRE Comte de Savoye. Fait au mois de Juin 1268. 838. b.

Juin.

1268. — Traité entre PHILIPPE Comte de Savoye & de Bourgogne, & la Ville de BERNE. Fait audit Berne, au mois de Septembre 1268. 840. a.

Septembre.

1269. — Transaction passée entre HUGUES Duc de Bourgogne, & PHILIPPE Comte de Savoye & de Bourgogne, faite par l'entremise de Hugues Comte de Vienne, & de Henri Seigneur de Sainte Croix son Frére, en 1269. 83. a.

1270. — Traité entre PHILIPPE Comte de Savoye & de Bourgogne, ALIX Comtesse de Bourgogne sa Femme, & HUGUES Duc de Bourgogne, fait vers les Fêtes de Pâques de l'année 1270. 840. b.

1270. — Accord & Convention passée entre les CHANOINES & les ECHEVINS de NAMUR, touchant leur Jurisdiction, par l'entremise de Gui Comte de Flandre & Marquis de Namur, fait à Namur l'an 1270. 83. b.

1270. — Transaction pour une partie de la Comté de Bourgogne entre HUGUES Duc de BOURGOGNE & PHILIPPE Comte de Savoye & de Bourgogne, & ALIX Comtesse de Bourgogne & de Savoye, fait par l'entremise de Hugues Comte de Vienne & Henri Seigneur de Sainte Croix. Fait au mois d'Avril, 1270. 83. b.

1272. — Emancipation de ROBERT Duc de Bourgogne, faite par HUGUES son pére en 1272. 84. a.

1272. — Donation du Duché de BOURGOGNE faite entre vifs à ROBERT, par HUGUES Duc de Bourgogne son Pére. Faite au mois d'Octobre, 1272. 84. b.

Octobre.

1272. — Lettre de HUGUES Duc de Bourgogne, à PHILIPPE III. Roi de France, surnommé le Hardi, touchant la Donation du Duché de Bourgogne, faite par ledit Hugues à ROBERT son fils, datée de l'année 1272. 84. b.

1273. — Contract de Mariage de GASTON Vicomte de Bearn, & de BEATRIX DE SAVOYE Dame de Fouvigny. Fait le jour des Rameaux de l'année 1273. 841. a.

Le jour des Rameaux.

1275. — Accord entre ROBERT Duc de Bourgogne, & la SAINTE CHAPELLE DE DIJON, pour le recouvrement de la Croix d'or d'Hugues Duc de Bourgogne. Fait au mois d'Octobre, 1275. 85. a.

Octobre.

1277. — Accord & réglement entre ROBERT II. Duc de Bourgogne, & l'ABBE DE S. PIERRE DE CHALON, pour leur Seigneurie & jurisdiction. Fait à Paris au mois de Février, 1277. 85. a.

Février.

1277. — Accord entre PHILIPPE de VIENNE, & l'ABBE de CISTEAUX. Fait au mois de Septembre, 1277. 86. a.

Septembre.

1277. — Transaction entre ALIX Comtesse de Vienne & ses ENFANS, pour son Douaire. Faite au mois d'Octobre, 1277. 86. b.

Octobre.

1277. — Cession faite par JEAN de CHALON Sire de Rochefort, Comte d'Auxerre, & ALIX sa Femme, de tous les droits, que ladite Alix pouvoit prétendre sur le Duché de Bourgogne; & ce en faveur de ROBERT Duc de Bourgogne, Oncle de ladite Alix. Faite au mois d'Octobre, 1277. 87. b.

Octobre.

1277. — Transaction passée par la médiation de Philippe III. Roi de France, entre ROBERT Duc de BOURGOGNE d'une part, & ROBERT Comte & YOLANDE Comtesse de NEVERS, pour les prétensions desdits Comte & Comtesse sur le Duché de Bourgogne. Faite à Paris au mois de Février, 1277. 88. a.

Février.

1277. — Transaction entre ROBERT Duc de BOURGOGNE d'une part, & ROBERT de France Seigneur de BOURBON & BEATRIX sa femme d'autre; touchant le droit desdits Robert de France & Beatrix sur le Duché de Bourgogne. Faite au mois d'Avril 1277. 89. a.

Avril.

1278. — Accord entre ROBERT Duc de BOURGOGNE, & PHILIPPE DE VIENNE, Seigneur de SEURRE, qu'on nomme à présent Bellegarde; pour la franchise de ladite Ville de SEURRE. Fait au mois de Septembre, 1278. 89. b.

Septembre.

1278. — Accord entre ROBERT Duc de BOURGOGNE, & GUI Seigneur de TRICHASTEL. Fait au mois d'Octobre, 1278. 89. b.

Octobre.

1278. — Testament d'ALIX Comtesse de SAVOYE & de Bourgogne. Fait au mois de Novembre, 1278. 90. a.

Novembre.

1279. — Transaction entre ROBERT Duc de BOURGOGNE, d'une part, & ROBERT Comte & BEATRIX Comtesse de CLERMONT d'autre; au sujet des prétensions desdits Robert & Beatrix, sur le Duché de Bourgogne &c. ladite Beatrix étant petite fille de Hugues Duc de Bourgogne. Faite à Paris, au mois d'Août, 1279. 90. b.

Août.

1280. — Traité entre JEAN I. Duc de Lorraine & de Brabant, & la ville d'AIX LA CHAPELLE, qui se met sous sa protection. Fait en 1280. 91. b.

1280. — Décret de l'Empereur RODOLPHE, qui assigne à CHARLES Roi de Sicile, les Comtez de Provence & de Forcalquier. Donné à Vienne en Autriche, le 28. Mars, 1280. 92. a.

28. Mars.

1280. — Transaction passée entre ROBERT Duc de Bourgogne & ROBERT Comte de Nevers. A Paris, l'an 1280. 92. b.

1281. — Traité de Ligue entre LOUIS DE SAVOYE, & AYMAR DE POITIERS Comte de Valentinois. Fait à Paris, le 11. de Juillet, 1281. 93. a.

11. Juillet.

1282. — Traité d'Alliance & d'Association entre PHILIPPE Comte de Savoye, & JEAN DE LA BAULME Abbé d'Ambronai. Fait au mois d'Avril, 1282. 93. a.

Avril.

1282. — Hommage prêté à ROBERT Duc de Bourgogne, par CHARLES Roi de Jerusalem & de Sicile à cause du Comté de Nevers. Le 18. d'Avril, 1282. 94. a.

18. Avril.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1282. 14. Mai. *Testament de* THOMAS *de* SAVOYE, *Comte de Piémont. Fait le* 14. *Mai*, 1282. 94. b.

1282. *Cession du Duché de* LIMBOURG *faite à* JEAN I. *Duc de Brabant, par Adolphe Comte de Mons, l'an* 1282. 95. b.

1283. Mars. *Hommage de* JEANNE *héritière de Navarre & de Champagne, &c. à* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait à Paris au mois de Mars*, 1283. 96. a.

1283. *Traité entre* JEAN I. *Duc de Brabant, & son Frère Godefroi Seigneur d'Arschot & de Virson, &* JEAN *Seigneur de Rivière, touchant le partage de la Terre d'Arschot. Fait en* 1283. 96. a.

1283. Décembre. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne & les Habitans de la ville de* BEAUNE, *sur leurs Privilèges & droits de Commune, que ledit Duc leur confirme. Fait au mois de Décembre*, 1283. 97. a.

1284. Février. *Investiture du Dauphiné, faite par* RODOLPHE *Empereur dit le* Clement *en faveur de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Le* 4. *de Février*, 1284. 99. a.

1285. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne, &* HUMBERT DE LA TOUR *Dauphin de Vienne touchant le Dauphiné. Fait à Paris, l'an* 1285. 99. b.

1285. *Donation de l'Hommage & la Mouvance de* TREFFORT, *de* MARLOUX, *& du Pays de* REVERMONT, *faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* OTHES *Comte de Bourgogne. L'an* 1285. 99. b.

1285. *Donation faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne par* PHILIPPE III. *Roi de France surnommé le* Hardi, *de tout ce qu'il a en la ville de Cochos, des Fiefs des Châteaux de Maulain, de Courtenais, &c. Fait à Narbonne, l'an* 1285. 100. a.

1285. Novembre. *Traité d'Association entre* AME V. *Comte de Savoye, &* JEAN *de la* BAULME *Abbé d'Ambronai, par lequel le Comte prend l'Abbé & son Monastère sous sa protection, moyennant quelque part, que ce Prélat lui donne aux revenus de son Abbaye. Fait au mois de Novembre*, 1285. 100. b.

1285. Décembre. *Interprétation de la Transaction passée entre* ROBERT *Duc de Bourgogne d'une part, &* ROBERT *Comte &* JOLANDE *Comtesse de Nevers d'autre, pour les prétensions desdits Comte & Comtesse sur le Duché de Bourgogne, pour les différens survenus après la mort de ladite Yolande. Faite à Paris au mois de Décembre*, 1285. 102. a.

1285. *Cession faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* MARGUERITE *sa Nièce Reine de Sicile, de la portion, qui apartenoit à ladite Marguerite par droit de succession au Duché de Bourgogne. Faite l'an* 1285. 102. b.

1285. *Titre pour le Traité de Mariage entre* JEAN *fils aîné de* ROBERT *Duc de Bourgogne, &* ALIX *fille d'*OTHES *Comte de Bourgogne. Fait l'an* 1285. 103. a.

1286. *Précis d'un Traité entre* JEAN *Duc de Lorraine & de Brabant, & la ville de* LIEGE. *Fait en* 1286. 103. a.

1286. 22. Mai. *Donation du Pays de* BEARN, *par Gaston Vicomte de Bearn à Dame* MARGUERITE *Comtesse de Foix sa Fille émancipée. Faite à Morlas le* 11. *de Mai*, 1286. 847. a.

1287. *Traité d'Alliance entre* JEAN *Duc de Brabant, &* THIERRI *Comte de Clèves. Fait l'an* 1287 103. b.

1289. Octobre. *Traité de Paix entre* JEAN *Duc de Brabant, &* REINAULD *Comte de Gueldre, par lequel Reinauld, qui avoit été fait prisonnier par Jean est mis en liberté, & on lui rend les deux Isles de Bommel & de Til; & Reinauld renonce à tous les droits, qu'il pouvoit avoir sur le Duché de Limbourg, &c. Fait à Paris, au mois d'Octobre, 1289.* 103. b.

1290. 26. Septembre. *Constitution de* RODOLPHE I. *Empereur, qui établit le droit d'Electorat des* ROIS DE BOHEME. *Donnée à Erford, le* 26. *de Septembre*, 1290. 106. a.

1291. *Ligue entre* AME V. *Comte de Savoye, &* ARCHEMAN *&* RODOLPHE *Comtes d'Hasburg, B. d'Hasburg, Evêque de Constance promettant pour Archeman, dont il étoit Tuteur & Oncle; par laquelle Ligue Archemans s'engage à assister Amé de tout son pouvoir; pour recouvrer les Châteaux de Loyes & de Coudamine au Pays de Vaud, le tenir pour son père, défendre sa Personne & ses Terres, & particulièrement la ville & les habitans de Berne. Fait à Chierces, le Lundi après la fête de l'Exaltation de la Sainte Croix*, 1291. 106. a.

1292. *Traité & Confédération entre* JEAN *Duc de Brabant,* GODEFROI *Comte de Vianden, &* GERARD *d'*AA *Seigneur de Grimbergues. Fait en l'année* 1292. 107. a.

1293. *Contract de Mariage entre* GUILLAUME *Seigneur de Gex, &* JEANNE DE SAVOYE. *Conclu l'an* 1293. 108. a.

1293. Février. *Traité de Paix entre* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre. Fait à Paris, au mois de Février*, 1293. 109. b.

1294. *Promesse de* PHILIPPE DE SAVOYE, *Comte de Piémont, à* AME' LE GRAND *aussi Comte de Piémont. Faite à Chamberi l'an* 1294. 112. a.

1294. *Donation faite par* BEATRIX *de Savoye Dame de Faucigny à* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, de tout ce que ladite Dame possedoit depuis le Lac de Genève & Seissel, jusques à Fribourg, &c. Faite en l'année*, 1294. 112. b.

1294. *Testament de* SIBILLE DE BAUGE' *Comtesse de Savoye. Fait l'an* 1294. 113. a.

1294. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE DE VIENNE *Sire de Paigny; par lequel ledit Philippe entre en l'hommage du Duc, pour plusieurs terres de franc-aleu. Fait l'an* 1294. 115. b.

1295. Mars. *Contract de Mariage entre l'un des Fils de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* JEANNE *fille d'*OTHON IV. *Comte de Bourgogne. Fait au mois de Mars* 1295. 116. b.

1295. Décembre. *Traité de Ligue Offensive & Defensive entre* PHILIPPE LE BEL *Roi de France &* FLORENT V. *Comte de Hollande. Fait au mois de Décembre, l'an* 1295. 119. a.

1296. Janvier. *Titres accordez par* PHILIPPE LE BEL *Roi de France pour les droits de* ROBERT *Duc de Bourgogne sur la Franche Comté. A Paris, au mois de Janvier*, 1296. 120. a.

1296. *Traité d'Alliance entre* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, &* GUY *Comte de Flandre, contre la France. Fait l'an* 1296. 120. b.

1297. 31. Août. *Conventions de Mariage de* GUILLAUE *fils d'*AME' *Comte de Genève, avec* AGNÈS *fille d'*AME' *Comte de Savoye. Passée le dernier d'Août de l'année* 1297. 122. a.

1298. 27. Juin. *Sentence Arbitrale prononcée par le Pape* BONIFACE VIII. *touchant la paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, prononcée le* 27. *Juin*, 1298. 122. b.

1299. Aout. *Promesse d'*ALBERT I. *Empereur, par laquelle, en vuë du Mariage de* RODOLPHE *Duc d'Autriche son fils Aîné, avec* BLANCHE *Sœur de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, il donne à Rodolphe les Duchez d'Autriche & de Stirie, & à Blanche en Douaire, le Comté d'Alsace & la terre de Fribourg. Fait au mois d'Août*, 1299. 124. a.

1299. 5. Septembre. *Alliance faite entre* ALBERT I. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, pour la défense de leurs Etats, de leurs Droits, de leurs Libertez, & de leurs Privilèges, en vuë de s'opposer aux entrepvises du Pape Boniface VIII. Faite à Strasbourg, le* 5. *de Septembre*, 1299. 124. b.

1299. 8. Décembre. *Confirmation du Précédent Traité, donnée par l'Empereur* ALBERT, *à Quatre-Vaux, le* 8. *Décembre*, 1299. 125. a.

1299. 8. Décembre. *Promesse de l'Empereur* ALBERT *touchant l'Alliance faite avec* PHILIPPE LE BEL, *donnée à Quatre-Vaux, le* 8. *Décembre*, 1299. 125. a.

1299. 8. Décembre. *Traité entre* ALBERT I. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, pour le Mariage d'un des Fils de Philippe, avec l'une des Fille d'Albert, au choix des Parties de part & d'autre. Fait à Quatre-Vaux, le* 8. *Décembre*, 1299. 126. a.

Contract

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1299. Février. *Contract de Mariage entre* LOUIS *fils de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* MARGUERITE *fille de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois de Février,* 1299. 126. a.

1300. 5. Mai. *Ligue entre* AME' *Comte de Savoye, &* BERTRAND *de Baux Prince d'Orange, contre le Dauphin. Faite à Orange le* 5. *de Mai,* 1300. 127. a.

3100. *Traité entre* HUGON *Evêque de Liége &* JEAN I. *Duc de Brabant, par lequel Hugon céde au Duc plusieurs droits sur la ville de Malines, pour les posseder jusqu'à la troisiéme Génération; à condition, que ledit Duc les revendique de Jean Berthoult, qui s'en étoit emparé par la force. Fait l'an* 1300. 127. b.

1301. Janvier. *Contract de Mariage de* PHILIPPE *de Savoye Comte de Piémont, &* d'ISABELLE *Princesse d'Achaïe. Passé au mois de Janvier,* 1301. 128. a.

1303. 20. Mai. *Ligue défensive entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel, *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, excepte contre l'Eglise & contre Aubert Roi d'Allemagne & le Comte de Hainaut. Fait à Paris le* 20. *de Mai,* 1303. 128. b.

1303. 4. Décembre. *Donation faite à* MARGUERITE DE SAVOYE, *des Châteaux de Cariteyne & de Bosselet, par* PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince, &* ISABEAU *Princesse d'Achaïe. Fait à Beauvoir, le* 4. *de Décembre de l'année* 1303. 129. b.

1304. *Traité de Paix entre* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, & les Villes de* FLANDRE. *Fait l'an* 1304. 129. b.

1305. Juin. *Traité de Paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandres. Fait au mois de Juin,* 1305. 130. a.

1306. 14. Février. *Union des Comtez de* PIEMONT, *de* PROVENCE *& de* FORCALQUIER, *faite par* CHARLES II. *Roi de Jerusalem & de Sicile, à Naples, le* 14. *de Février de l'an* 1306. 130. b.

1306. 25. Avril. *Ratification faite par* ROBERT *Duc de Calabre, Fils aîné du Roi de Sicile, du Traité fait entre* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaïe, &* RAIMOND DELECT *Senéchal de Piémont, pour l'aquisition de la ville d'Asi, &c. Faite à Aix, le* 25. *d'Avril,* 1306. 130. b.

1306. 25. Juillet. *Traité de Mariage entre* JEAN, *fils de Jean II. Duc de Brabant, &* CATHERINE *fille de l'Empereur* ALBERT I. *Fait à Francfort, le* 25. *Juillet,* 1306. 841. a.

1307. Mars. *Contract de Mariage entre* JEAN JAQUES *Marquis de Montferrat, &* JEANNE DE SAVOYE, *Fille d'*AME' *Comte de Savoye. Fait au mois de Mars, de l'an* 1307. 131. a.

1307. 10. Avril. *Traité de Paix entre* JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Hollande. Fait à Mons le* 10. *d'Avril,* 1307. 132. b.

1307. Octobre. *Contract de Mariage entre* EDOUARD *Fils d'*AME' *Comte de Savoye, &* BLANCHE *Sœur de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois d'Octobre,* 1307. 132. b.

1307. Novembre. *Traité & Accord passé entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel, *& l'Archevêque & la ville de* LYON. *Fait au mois de Novembre de l'an* 1307. 133. b.

1308. 31. Janvier. *Erection du Comté d'*ALBE *en l'Abrusse en Principauté, par* CHARLES II. *Roi de Sicile, en faveur de* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaïe. Faite le* 31. *de Janvier, de l'an* 1308. 136. a.

1308. *Traité entre les Ambassadeurs d'*OTHON *&* WOLDEMAR *Marquis de Brandebourg, de* RODOLPHE *Duc de Saxe, & de* RODOLPHE *&* LOUIS *Comtes Palatins, touchant l'élection de l'Empereur. Fait à Boppart, l'an* 1308. 137. a.

1308. 16. Mars. *Testament de* CHARLES II. *Roi de Sicile, dans lequel les Mâles d'un degré plus éloigné sont préferez aux femmes dans un degré plus proche, pour ce qui concerne les Comtez de Provence & de Forcalquier, comme aussi le Comté de Piémont. Fait à Marseille, le* 16. *de Mars,* 1308. 137. b.

1308. *Traité & Confédération entre* THEOBALD *Evêque de Liége, &* GILLES BERTHAUT *Seigneur de Malines, touchant leurs droits sur cette ville. Fait l'an* 1308. 141. b.

1309. Mai. *Traité de Paix entre* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandre par lequel quelques Articles du Traité de* 1305. *sont moderez. Fait à Paris, du mois de Mai,* 1309. 143. b.

1309. 21. Juin. *Traité de Mariage de* SIMON DE SARBRUG *Seigneur de Commerci, &* de MARGUERITE *de Savoye. Fait le* 21. *Juin,* 1309. 143. b.

1309. 9. Septembre. *Traité de Mariage entre* HUGUES DAUPHIN, *Seigneur de Toucigny, &* MARIE DE SAVOYE. *Fait le* 9. *Septembre,* 1309. 144. a.

1310. 20. Avril. *Traité de Mariage entre* LUDOLP *Duc d'Autriche, &* CATHERINE DE SAVOYE. *Fait le* 20. *d'Avril,* 1310. 145. b.

1310. *Traité entre* HENRI VII. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, par lequel il est dit, que le Fils de Philippe reconnoitra le Comté de Bourgogne comme Fief de l'Empire, & que les autres Disputes entre l'Empire & la France seront terminées par un Compromis. Fait à Paris le Vendredi après la fête de S. Jean Baptiste, de l'année* 1310. 146. b.

1310. 25. Juin. *Traité & Confédération entre* HENRI VII. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, Fait à Paris le* 25. *Juin* 1310. *& confirmé par l'Empereur le* 23. *de Septembre* 1311. 148. b.

1310. *Traité de Paix entre* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandre, &* GUILLAUME d'AVESNES *Comte de Hainaut & de Hollande. Fait en l'année* 1312. 150. a.

1311. 10. Février. *Traité de Ligue entre* PHILIPPE *de Savoye Prince d'Achaïe, &* GUI *Dauphin de Viennois &* JEAN *son frére. Fait le* 10. *de Février,* 1311. 150. b.

1313. 11. Juin. *Investiture faite à* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, du Comté de Savoye, des Duchez de Chablais & d'Aoufte, du Marquisat d'Italie, & des Seigneuries de Baugé & de Coligny, par l'Empereur* HENRI VII. *Fait à Pise, le* 11. *de Juin,* 1313. 151. b.

1314. 11. Juin. *Traité de Paix entre* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, &* JEAN *Dauphin de Viennois, par lequel leurs prétensions réciproques sur plusieurs Places, Villes, & Châteaux sont réglées. Fait à Villars-Benit, le* 11. *Juin,* 1314. 152. b.

1314. Août. *Traité entre* AME' LE GRAND *Comte de Savoye &* le PRIEUR *de la ville de* PAYERNE, *touchant l'Avoüerie & la garde du Monastère de ladite ville. Fait au mois d'Août,* 1314. 156. a.

1314. 17. Octobre. *Ligue entre* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, &* JEAN *Dauphin de Viennois, pour la défense du Royaume d'Arles. Le* 17. *Octobre,* 1314. 157. b.

1315. Juin. *Arrêt donné par le Roi* LOUIS X. *surnommé* Hutin *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandre, pour les choses faites par ledit Robert contre le Roi & sa Justice. Au mois de Juin,* 1315. 158. a.

1315. 14. Juillet. *Second Arrêt de* LOUIS X. *surnommé* Hutin, *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandre & les* FLAMANDS. *Donné le* 14. *Juillet,* 1315. 161. b.

1315. Juillet. *Lettre de* ROBERT *fils du Comte de Flandre à* LOUIS X. *surnommé* Hutin *Roi de France, par laquelle il déclare être obligé d'assister le Comte son Pére contre le Roi, qui est son Seigneur, auquel il renvoye l'hommage & la féaulté, qu'il lui devoit. Datée du mois de Juillet, de l'année* 1315. 163. a.

1315. *Traité entre* LOUIS X. *surnommé* Hutin, *& la Noblesse d'*ARTOIS. *Fait l'an* 1315. 164. b.

1315. Décembre. *Traité de Paix entre* MAHAUD *Comtesse d'Artois, & la* NOBLESSE *dudit Pays, fait par l'entremise de Loüis X. Roi de France. Au mois de Décembre* 1315. 164. b.

1315. *Alliance des trois Pays de* URY, *de* SWITZ, *&* d'UNDERWALDEN. *Fait l'an* 1315. 166. a.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1316. 17. Juin. — *Traité entre* PHILIPPE *Régent des Royaumes de France & de Navarre, &* EUDES IV. *Duc de Bourgogne, qui consent, que ledit Philippe tienne le Gouvernement des Royaumes de France & de Navarre. Fait au Bois de Vincenne, le 17. Juin, 1316.* 167. a.

1316. 1. Septembre. — *Traité entre* PHILIPPE *Comte de Poitiers, Régent du Royaume de France, &* ROBERT *Comte de Flandre. Fait à Paris, le 1. Septembre, 1316.* 168. a.

1317. 22. Février. — *Donation du Comté d'Aſt faite à* AME' *le Grand Comte de Savoye par l'Empereur* HENRI VII. *Le 22. Février, 1317.* 171. a.

1317. 9. Avril. — *Ajournement fait par* PHILIPPE V. *Roi de France ſurnommé le Long à* ROBERT *Comte de Flandres, à comparoir en ſa Cour, touchant l'infraction des choſes contenuës au Traité de Paix précédent. Donné le 9. Avril, 1317.* 172. b.

1317. 9. Avril. — *Commiſſion de* PHILIPPE *le Long Roi de France, pour ajourner* MAHAULT *Comteſſe d'Artois à comparoitre pour le jugement de Robert Comte de Flandre. A Paris le 9. Avril, 1317.* 173. b.

1317. 9. Avril. — *Citation faite de la part de* PHILIPPE *le Long Roi de France à l'Evêque de* LOUDUN, *à aſſiſter au jugement des Pairs de France contre le Comte de Flandre, Faite à Paris le 9. Avril, 1317.* 174. a.

1317. 10. Juillet. — *Acte par lequel* PHILIPPE *le Long Roi de France accepte la proteſtation faite par* MATHILDE *Comteſſe d'Artois, qu'elle ne prétend point préjudicier à ſes droits en comparoiſſant devant la Juſtice dudit Roi, pour les accuſations intentées contr'elle. Fait à Paris le 10. Juillet, 1317.* 174. a.

1317. 13. Septembre. — *Traité de Giſors, par lequel* PHILIPPE *le Long, Roi de France, admet les excuſes de* LOUIS *fils Aîné du Comte de Flandre, de Nevers, & de Retheil, Baron de Donzy, accepte la ſaiſie des Forteresſes remiſes à ſa Majeſté par le dit Louis, en lui baillant un gand; & le reçoit à l'hommage; ſans préjudice des droits aquis à ſa Majeſté ſur leſdites Comtez, en baillant par lui ſureté à Girard de Châtillon & Guillaume Daulizy Chevaliers, & quarante ou cinquante autres, & demeurant à l'arbitrage du Connétable de Châtillon, & du Sieur de Suilly. Fait le 13. de Septembre, 1317.* 175. a.

1317. Novembre. — *Traité entre les Députez de* PHILIPPE *le Long Roi de France, &* ROBERT *Comte de Flandre, & les Villes dudit Pays par leurs Députez. Fait à Paris, au mois de Novembre, 1317.* 176. b.

1318. — *Traité & Concordat entre* JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *de Flandre Seigneur de Tenremonde, touchant leurs droits ſur Tenremonde, Merchten, & la Capelle. Fait à Bruxelles, l'an 1218.* 177. b.

1318. 19. Août. — *Traité de Paix entre* PHILIPPE *de Savoye Prince d'Achaïe, le Marquis de* SALUCES, *&* MATTHIEU *Seigneur de Milan. Fait à Lombriaſque, le 19. Août, 1318.* 178. b.

1319. 7. Janvier. — *Déclaration des principaux* SEIGNEURS DE FRANCE, *qu'ils n'aſſiſteront point* PHILIPPE *le Long, contre le Comte de* FLANDRE, *ſi le Roi viole la Paix; avec le ſentiment du Pape* JEAN XXII. *ſur ladite Paix. Fait le 7. de Janvier, 1319.* 179. b.

1319. — *Traité de Paix & Confédération entre* JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Hollande, au ſujet de la Seigneurie de Heuſden. Fait à Nidegguen, l'an 1319.* 180. b.

1320. 5. Mai. — *Traité entre* PHILIPPE *le Long Roi de France, &* ROBERT *Comte de Flandre, par lequel ce qu'il y avoit de trop rude contre les Flamands dans les Traitez précédens eſt modéré. Fait à Paris, le 5. de Mai, 1320.* 182. a.

1321. — *Traité entre* AGNES DE FRANCE *Ducheſſe de Bourgogne,* AME' *Comte de Savoye, &* JEAN *Comte d'Auxerre, ſur le Mariage de* ROBERT DE BOURGOGNE *avec Jeanne de Chalon. Fait à Chalon l'an 1321.* 182. a.

1322. 21. Janvier. — *Arrêt du Parlement, qui adjuge à* LOUIS *Comte de Nevers, fils de Loüis fils Aîné de Robert Comte de Flandre, ledit Comté de Flandre, contre* ROBERT *fils Puiſné dudit Robert, &* MATHILDE *ſa ſœur, du 21. Janvier, 1322.* 183. a.

1322. — *Traité de Paix entre* LOUIS *dit de* Creſſy, *Comte de Flandre, &* GUILLAUME *Comte de Hainaut, Hollande, & Zélande, par la médiation de Charles IV. Roi de France. Fait l'an 1322.* 184. a.

1323. — *Traité entre* JEAN III. *Duc de Brabant &* OTHON *Seigneur de Cuyck, par lequel ledit Othon reçoit la ville de Grave en fief dudit Jean Duc de Brabant. Fait à Bruxelles, l'an 1323.* 841. b.

1324. 29. Mai. — *Inveſtiture de la ville & du Pays de* LUCQUES *donnée par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE, *à* CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai, 1324.* 184. b.

1324. 29. Mai. — *Pardon accordé par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE, *à la ville de* LUCQUES, *qui s'étoit revoltée contre l'Empereur Henri VII. Fait à Francfort, le 29. Mai, 1324.* 184. b.

1324. 29. Mai. — *Inveſtiture de la Ville & du Pays de* PISTOYE *donnée par l'Empereur* LOUIS *de Baviére à* CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai, 1324.* 185. a.

1325. 26. Mai. — *Prolongation de la Trêve entre* CHARLES IV. *dit* le Bel, *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre, pour un mois après la fête de S. Jean Baptiſte. Fait à Fontainebleau, le 26. Mai, 1325.* 185. b.

1325. 31. Mai. — *Traité de Paix entre* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre. Fait à Paris, le dernier de Mai, 1325.* 186. a.

1326. 31. Mars. — *Traité de Paix entre* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre. Fait à Paris le dernier jour de Mars, 1326.* 188. b.

1326. Avril. — *Traité d'Alliance entre* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* ROBERT *Roi d'Ecoſſe. Fait au mois d'Avril, 1326.* 189. b.

1326. — *Conditions ſous leſquelles ceux de* BRUGES, d'YPRES, *& autres leurs Adhérans ſont reçus en grace par* LOUIS *Duc de Brabant leur Souverain contre lequel ils s'étoient révoltez. Fait à Arkes près de S. Omer, l'an 1326.* 190. b.

1326. 1. Décembre. — *Déclaration de* JAQUES II. *Roi d'Arragon ſur la reſtitution d'un Navire & de quelques Marchandiſes, que ſon Amiral avoit enlevées aux Sujets de* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France. Faite le 1. de Décembre, 1326.* 191. a.

1327. 16. Mai. — *Promeſſe des Procureurs d'*EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre inſerée après le Traité de Paris du dernier Mars 1326. par laquelle ils obligent leur Roi à cinquante mille marcs ſterling contenus audit Traité, envers* CHARLES IV. *Roi de France. Le 16. Mai, 1327.* 192. b.

1327. 1. Octobre. — *Accord entre* JAQUES II. *Roi d'Arragon, &* JAQUES *Roi de Majorque. Fait à Barcelonne, le 1. Octobre, 1327.* 193. a.

1328. 15. Février. — *Acte par lequel l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE *érige en Duché le Pays de Lucques, & en établit premier Duc* CASTRUCCIO CASTRACANI. *A Rome le 15. Février, 1328.* 195. b.

1328. 14. Mars. — *Acte par lequel* LOUIS DE BAVIERE *Empereur fait* CASTRUCCIO CASTRACANI *Duc de Lucques, Comte du Palais de Latran, & lui accorde d'aſſiſter au Couronnement de l'Empereur & d'y exercer certaines fonctions. Donné à Rome, le 14. Mars, 1328.* 197. a.

1329. 14. Mars. — *Contract de Mariage entre* JEAN DE SAVOYE, *fils de Loüis de Savoye, &* MARGUERITE DE CHALON, *fille du Comte d'Auxerre. Fait au Château de Treſfort, le 14. Mars, 1329.* 197. b.

1329. 6 Juin. — *Homage prêté par* EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE VI. *Roi de France, pour le Duché de Guyenne, & la Pairie de France. Fait à Amiens, le 6. Juin, 1329.* 198. b.

1329. 1. Septembre. — *Aſſemblée des* PRELATS *& des* BARONS *du Royaume de France, en préſence du Roi Philippe*

TABLE CHRONOLOGIQUE.

Ippe VI. touchant la juriſdiction temporelle des Eccléſiaſtiques. Faite le 1. *de Septembre*, 1329. 199. a.

1330. 1. Mai. *Contract de Mariage d'*AYMON *Comte de Savoye, &* d'YOLANDE DE MONFERRAT. *Fait le* 1. *Mai*, 1330. 201. b.

1330. 9. Juin. *Teſtament de* PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince d'Achaye. Fait à Pignerol le* 9. *Juin*, 1330. 203. a.

1332. 20. Juin. *Compromis de* RAOUL *Comte d'Eu &* Connétable de France, *pour ſoi & au nom de l'*Archevêque de COLOGNE, *de l'*Evêque de LIEGE, *des Comtes de* LUXEMBOURG, *de* GUELDRES, *de* JUILLIERS & *de* NAMUR *d'une part; &* de JEAN *Duc de Brabant d'autre, en la perſonne du Roi de France* PHILIPPE DE VALOIS, *de tous les différens, qu'ils avoient enſemble. Le* 20. *Juin*, 1332. 204. a.

1332. 20. Juin. *Lettre par laquelle* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France accepte le Compromis d'entre l'*Evêque de COLOGNE, *de* LIEGE, *& autres, & le Duc de* BRABANT. *Fait le* 20. *Juin*, 1332. 204. b.

1332. *Alliance des quatre Cantons* LUCERNE, URI, SCHWITZ, & UNDERWALDEN. *A Lucerne le Samedi avant la S. Martin*, 1332. 205. b.

1333. *Traité de Paix entre* LOUIS *Comte de Flandre, &* GUILLAUME *Comte de Hainault. Fait à Cambrai, l'an* 1333. 206. b.

1333. *Traité de Paix entre* JEAN *Duc de Brabant, &* JEAN *Comte de Namur. Fait à Namur, l'an* 1333. 206. b.

1333. 2. Octobre. *Vente de la ville de* MALINES, *faite à* LOUIS *Comte de Flandre, par* ADOLPHE *Evêque de Liége. Fait dans le Chapitre dudit Liége, le* 2. *Octobre*, 1333. 207. a.

1333. 15. Décembre. *Traité de Mariage entre* GERARD *fils de Guillaume Comte de Juilliers &* MARGUERITE *fille de René Comte de Gueldre; dans lequel il eſt dit, que Loüis Comte de Flandre a aquis l'Avoüerie de Malines &c. de ladite Marguerite. Fait à Oſcheu dans le Condros, le* 15. *de Décembre*, 1333. 207. b.

1333. *Déclaration de* LOUIS *Comte de Flandre, qu'il reparera à toutes les pertes, que pourvoient faire* RENAUD *Comte de Gueldre &* GUILLAUME *Comte de Juilliers, dans le ſecours, qu'ils promettent de lui fournir contre la ville de* MALINES. *Fait à Valenciennes, l'an* 1333. 208. a.

1334. 27. Août. *Traité de Paix, fait par l'entremiſe de Philippe de Valois Roi de France entre* JEAN *Roi de Bohême,* WALERAN *Archevêque de Cologne,* ADOLPHE *Evêque de Liége,* LOUIS *Comte de Flandre,* GUILLAUME *Comte de Hainault,* RENAUT *Comte de Gueldre,* GUILLAUME *Comte de Juilliers,* JEAN DE HAINAULT *Comte de Soiſſons,* LOUIS *Comte de Los,* GUILLAUME DE HAINAULT *Comte de Zélande,* JEAN *Comte de Namur,* GUI DE NAMUR *frére dudit Comte & leurs Adhérans d'une part; &* JEAN *Duc de Brabant d'autre. Fait à Amiens, le* 27. *d'Août*, 1334. 209. b.

1334. *Traité & Accord entre* GUILLAUME *Comte de Hainaut &* JEAN *Duc de Brabant. Fait l'an* 1334. 214. a.

1334. Octobre. *Lettres de* JEAN *Roi de Bohême & de Pologne, Comte de Luxembourg, par leſquelles, tant en ſon nom, que comme Adminiſtrateur de ſon Fils* CHARLES *Marquis de Moravie, il fait ceſſion & tranſport à* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France & à ſes Hoirs & Succeſſeurs, de la Seigneurie de la Ville & du Comté de* LUQUES. *Fait au Bois de Vincennes, au mois d'Octobre*, 1334. 214. b.

1336. 31. Mars. *Traité entre* LOUIS *Comte de Flandre, &* JEAN *Duc de Brabant ſur la poſſeſſion de la Ville de Malines. Fait à Tenremonde, le* 31. *Mars*, 1336. 215. b.

1337. 1. Février. *Traité d'Alliance entre* LOUIS DE BAVIERE *Empereur, &* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France. Fait à Louvres près Paris le* 23. *Décembre*, 1336. *& confirmé par l'Empereur à Nuremberg, le* 1. *Février*, 1337. 216. a.

Traité entre AYMON *Comte de Savoye, &* EDOUARD *Seigneur de Beaujeu, par lequel Aymon quitte à Edoüard les Villes, Châteaux & Seigneuries de Toyſſey, Lent, Buene, & Coligny, à la charge de l'hommage; & Edoüard de ſon côté ſe départ du droit qu'il avoit ſur les Châteaux du Bourg S. Chriſtophle, & de Beauregard ſur Saone, & ſur le Fief de Villars. Fait le* 5. *Juillet*, 1337. 216. b. 1337. 5. Juillet.

Conſtitution de l'Empereur LOUIS DE BAVIERE *& des Etats de l'*EMPIRE, *par laquelle il déclare, que l'Empire ne reléve, que de Dieu ſeul, & qu'il ne dépend point du Pape. Fait à Francfort, le* 8. *d'Août*, 1338. 220. b. 1338. 8. Août.

Lettre des ELECTEURS DE L'EMPIRE *au Pape* BENOIT XII. *touchant* LOUIS *de Baviére Empereur, par laquelle ils l'informent de ce qu'ils ont réſolu à la Diéte, touchant les droits de l'Empire, qu'ils lui déclarent vouloir maintenir. Sans datte.* 221. a. Sans date.

Lettres par leſquelles l'Empereur LOUIS IV. DE BAVIERE *crée Duc* RAINAULD *Comte de Gueldre. Fait à Francfort, le* 19. *Mars*, 1339. 222. a. 1339. 19. Mars.

Traité & Alliance entre JEAN III. *Duc de Brabant, &* LOUIS DE NEVERS *Comte de Flandre. Fait au mois de Décembre*, 1339. 222. a. 1339. Décembre.

Teſtament de LOUIS DE SAVOYE *Seigneur de Vaud, de Bugey, & de Valromei, par lequel il établit ſon héritier le Comte de Savoye, en cas que* CATHERINE DE SAVOYE *ſa fille meure ſans enfans. Fait le* 29. *Mars*, 1340. 230. a. 1340. 29. Mars.

Traité & Convention entre les Villes de LOUVAIN *& de* BRUXELLES *touchant l'ordre qu'elles doivent garder lorſqu'elles envoyent leurs gens avec le Duc de Brabant, fait par l'autorité de Jean Duc de Brabant. Fait à Leimigie, le* 4. *d'Août*, 1340. 232. a. 1340. 4. Mai.

Traité de Trêve pour un an entre EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre &* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France. Faite le* 20. *Septembre*, 1340. 842. a. 1340. 20. Septembre.

Promeſſe de l'Empereur LOUIS DE BAVIERE, *faite à* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, de le tenir pour ſon Allié, de procurer ſon avantage & de ne lui nuire en aucune maniére. Fait à Wilshofen dans la Baviére, le* 24. *Janvier*, 1341. 233. a. 1341. 24. Janvier.

Lettres de Divorce accordées à MARGUERITE *Ducheſſe de Carinthie, d'avec* JEAN *fils du Roi de Bohême, pour fait d'impuiſſance; par l'Empereur Loüis de Baviére. Sans date.* 233. b. Sans date.

Diſpenſe accordée par l'Empereur LOUIS *de Baviére, à* LOUIS *Marquis de Brandebourg & à* MARGUERITE *Ducheſſe de Carinthie, pour leur Mariage, nonobſtant qu'ils ſoient parens, & pour la légitimation de leurs enfans. Sans Date.* 234. b. Sans date.

*Teſtament d'*YOLANDE DE MONFERRAT, *Comteſſe de Savoye, fait le* 14. *de Décembre* 1342. 235. b. 1342. 14. Décembre.

Teſtament de ROBERT *dit* le Sage *&* le Bon *Roi de Naples, de Jeruſalem, & de Sicile, Comte de Provence &c. par lequel il conſtitue héritiéres* JEANNE *&* MARIE *ſes petites Filles, & ordonne que, vû leur minorité, elles ne pourront contracter, donner, ni alliéner, & juſqu'à ce qu'elles ayent accompli l'age de* 25. *ans, ſans le conſentement de la Reine Sance ſa femme, & des trois Régens, qu'il leur donne: veut auſſi, que le Comté de Provence ſoit uni avec le Royaume de Sicile, afin que ſes Etats ſe puiſſent plus fortement maintenir; ſans déclarer ni le Royaume, ni le Comté inaliénables. Fait le* 16. *Janvier*, 1343. 237. a. 1343. 16. Janvier.

*Teſtament d'*AYMON *Comte de Savoye, par lequel il établit ſon héritier* AMEDE'E *ſon fils Aîné. Fait le* 11. *Juin*, 1343. 240. b. 1343. 11. Juin.

Donation du DAUPHINE' *faite par* HUMBERT *Dauphin de Viennois, à* PHILIPPE, *fils de Philippe de Valois Roi de France & à ſes Deſcendans. A Vienne en Dauphiné, le* 31. *Juillet*, 1343. 245. a. 1343. 31. Juiller.

Lettres Patentes accordées à BEATRIX DE VIENNE *Dame de Harlay, par* JEAN *fils de Philippe de Valois & depuis Roi de France,* 1344. Juin.

par lesquelles ledit Jean accorde à ladite Dame trois mille livres de rente en Dauphiné, pour la consoler de ce qu'Humbert Dauphin de Viennois, avoit donné ses Etats au Roi de France, au préjudice de ladite Beatrix, sa plus proche parente & héritiére naturelle. Données au mois de Juin, 1344. 252. b.

1345. 1. Juillet. *Traité entre* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, &* ALPHONSE *Roi de Castille & de Leon, par lequel les anciens Traitez, portant qu'ils se secourront l'un l'autre, sont renouvellez, les Donations faites aux Enfans du Roi de Castille, & à leur Mére Eleonor sont confirmées, & il est fait mention du Mariage de* PIERRE *Prince de Castille, avec* BLANCHE DE NAVARRE. *Fait dans la ville de Leon, le 1. Juillet, 1345. Juré à Madrid, le 23. Décembre de ladite année, & ratifié par le Roi de Castille, le 2. Janvier suivant 1345.* 253. a.

1345. 1. Juillet. *Articles secrets du Traité de Leon, portant que les deux* ROIS *se secourront mutuellement contre le Roi d'Angleterre, & le Roi de Bellemarin. Fait le 1. Juillet, 1345.* 256. a.

1346. 18. Mars. *Lettre & Promesse de* LOUIS *Roi de Sicile à* JAQUES DE SAVOYE *Prince de la Morée, de lui rendre la Principauté d'Achaïe. Datée d'Immyssegrad, le 18. de Mars, 1346.* 257. a.

1346. 4. Août. *Mariage de* PHILIPPE DE SAVOYE, *Fils de Jaques de Savoye & Prince d'Achaïe, &* de MARIE, *Fille d'Amedée Comte de Genevois. Fait à Pignerol le 4. d'Août, 1346.* 257. a.

1347. 7. Mai. *Traité d'Amitié & de secours mutuel entre* CHARLES IV. *Empereur, &* JEAN *Duc de Normandie, & depuis Roi de France & ses Freres. Fait à Trente, le 7. Mai, 1347.* 259. a.

1347. Juin. *Convention passée entre* JEAN III. *Duc de Brabant, &* LOUIS DE NEVERS *Comte de Flandre; par laquelle Loüis transporte à* HENRI *Fils de Jean, tout le droit, qu'il peut avoir en la ville de Malines, fait par l'entremise de Philippe de Valois Roi de France. A S. Quentin en Vermandois, au mois de Juin 1347.* 259. a.

1347. Juin. *Traité & Confédération entre* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, &* JEAN III. *Duc de Brabant. Fait à S. Quentin, au mois de Juin, 1347.* 260. a.

1347. 6. Juin. *Mariage d'*AME' VI. *du nom Comte de Savoye, &* de JEANNE DE BOURGOGNE. *Fait à Châlon sur Saone, le 6. Juin, 1347.* 260. a.

1348. Mai. *Traité de Paix entre* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre &* LOUIS *Comte de Flandres. Fait à Bruges, au mois de Mai, 1348.* 843. a.

1349. 10. Juillet. *Traité entre* JEAN DE FRANCE, *fils de Philippe de Valois, &* JEAN DE CHALON *fils de Beatrix, qui régle toutes les prétensions, que ledit Jean de Chalon pouvoit avoir en Dauphiné. Fait à Lyon, le 10. de Juillet, 1349.* 261. b.

1350. 10. Septembre. *Mariage de* GALEAS *Vicomte Seigneur de Milan, &* de BLANCHE DE SAVOYE. *Fait au Château du Bourget, le 10. de Septembre, 1350.* 263. a.

1351. 1. Mai. *Alliance & Confédération perpétuelle de* ZURICH *avec les quatre Cantons de* LUCERNE, *d'*URY, SCHUITZ, *&* UNDERWALDEN, *dits les quatre Villes des Bois. A Zurich, le 1. Mai, 1351.* 264. a.

1351. 23. Mai. *Alliance entre le Duc* GUILLAUME V. DE BAVIERE *Comte de Hollande & les* CABELIAUX, *qui étoient de son parti, contre les* HOECKSCHE, *qui lui étoient opposez. Fait le 23. Mai, 1351.* 265. a.

1351. 27. Octobre. *Traité entre* JEAN *Roi de France, au nom du* DAUPHIN *son Fils, &* AME' VI. *du nom Comte de Savoye surnommé le* Verd, *par lequel le Traité entre Aymon Comte de Savoye & Humbert Dauphin, est confirmé; & il est porté, que le Roi de France ni le Dauphin, ni leurs Successeurs ne pourront acquerir aucunes terres en Savoye, ni le Comte en Dauphiné. Fait à Ville-Neuve d'Avignon, le 27. d'Octobre, 1351.* 267. a.

1351. *Alliance entre les Villes de* DORDRECHT, DELFT, HARLEM, LEYDEN, ST. GERTRUYDENBERG, AMSTERDAM, ALCMAER, OUDEWATER, SCHIEDAM, ROTTERDAM, MEDENBLIJCK, & VLAERDINGEN, *en l'année 1351.* 269. a.

1351. 26. Novembre. *Récript de l'Empereur* CHARLES IV. *pour terminer les différens survenus entre* JEAN *Duc de Brabant, & le Chapitre de l'Eglise de* NIVELLES, *en date du 26. de Novembre, 1351.* 270. a.

1352. 6. Octobre. *Traité de Paix entre* AMEDE'E VI. *Comte de Savoye dit* le Comte Verd, & LE DAUPHIN DE VIENNOIS. *Fait à Voiron, le 6. d'Octobre, 1352.* 271. a.

1353. 6. Mai. *Alliance & Amitié perpétuelle de la Ville & Canton de* BERNE *avec les trois Cantons d'*URI, SCHWIZ & UNDERWALDEN. *A Lucerne, du 6. Mai, 1353.* 272. a.

1354. 7. Décembre. *Traité de Paix entre* GUILLAUME *Duc de Baviére, Comte de Hollande, & sa Mére* MARGUERITE *Comtesse de Hainaut, de Hollande, &c. Fait le 7. Décembre, 1354.* 274. a.

1355. 5. Janvier. *Traitez & Echanges faits entre* JEAN *Roi de France,* CHARLES *son Fils Aîné Dauphin de Viennois, &* AME' VI. *Comte de Savoye, dit* le Comte Verd. *Par lequel, entr'autres, le Roi Jean donne au Comte l'Hôtel de Bohême situé à Paris, moyenant certaine somme; & le Comte promet au Roi de lui remettre Jeanne fille de Philippe Duc de Bourgogne, libre de Vœu, de mariage & de religion, pour être mariée, pourvû que ce ne soit point au Dauphin, &c. Fait à Paris, le 5. Janvier, 1355.* 275. a.

1356. *Traité & Alliance entre* CHARLES IV. *Empereur, &* WENCELIN *ou* WENCESLAS *Duc de Brabant. Fait à Bruxelles, en* 1356. 843. a.

1356. 20. Février. *Contract passé par* JEANNE *Duchesse de Luxembourg, Brabant, &c. en faveur de* WENCELIN *Duc de Brabant, son Mari, & au préjudice de ses autres Héritiers. Le 20. Février, 1356.* 280. a.

1356. *Décret de l'Empereur* CHARLES IV. *pour le droit d'Electorat de la Maison* PALATINE. *Donné à Nuremberg, l'an 1356.* 281. a.

1356. 10. Janvier. & 25. Décembre. *Constitution de l'Empereur* CHARLES IV. *dite la* BULLE d'OR *touchant la forme & Cérémonie de l'Election des Empereurs, le nombre des Electeurs, leurs fonctions, leurs droits, leurs privilèges, & tout ce qui peut concerner le Gouvernement de l'Empire. Donnée en partie à Nuremberg, le 10. de Janvier, & en partie à Mets, le 25. de Décembre suivant, 1356.* 281. b.

1356. *Decret de* RUPERT I. *Comte Palatin du Rhin, touchant le droit d'Electorat, qui apartient au Roi de* BOHEME. *Fait l'an 1356.* 293. b.

1357. *Traité de Paix entre* WENCESLAS DE BOHEME *Duc, &* JEANNE *Duchesse de Luxembourg, Lorraine, & Brabant d'une part, &* LOUIS *Comte de Flandre d'autre. Fait l'an 1357.* 294. a.

1357. 5. Janvier. *Déclaration de l'Empereur* CHARLES IV. *pour régler le différent survenu entre* RODOLPHE *Duc de Saxe, & Wenceslas Duc de Luxembourg, Lorraine, &c. Marquis du Saint Empire Romain, pour le droit de porter l'épée devant l'Empereur. Donné à Mets, le 5. Janvier, 1357.* 295. a.

1357. 6. Février. *Traité entre* WENCESLAS *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Namur, au sujet de diverses prétensions réciproques. Fait à Maestriche le 6. de Février, 1357.* 295. b.

1357. 20. Mars. *Traité & Accord entre* WENCESLAS *&* JEANNE *Duc & Duchesse de Brabant, &* LOUIS *Comte de Flandre touchant Anvers & ses dépendances. Fait à Malines, le 20. Mars, 1357.* 296. a.

1357. 3. Juillet. *Sentence Arbitrale sur les différens entre* WENCELIN *Duc de Brabant &* LOUIS *Comte de Flandre, prononcée par le Comte de Hainault, le 3. Juillet, 1357.* 843. b.

1358. 21. Juin. *Vente d'*AVIGNON *& de ses dépendances faite par* JEANNE *Reine de Sicile au Pape* CLEMENT

TABLE CHRONOLOGIQUE.

MENT VI. *A Avignon, le* 12. *Juin*, 1358. 301. a.

1358. 6. Mars. *Traité par lequel* ALBERT *Comte Palatin du Rhin, est fait Grand Bailliſ des Comtez de Hainault, Hollande, Zélande, &c. durant la maladie du Duc* GUILLAUME *ſon frére. Fait à Roterdam, le* 6. *Mars*, 1358. 304. a.

1358. 24. Juin. *Acte par lequel* LOUIS *Marcgrave de Brandebourg céde à* ALBERT *Comte Palatin du Rhin, ſes droits ſur les Comtez de Hainault, Hollande, Zélande, &c. Moyenant quelques reſerves. Fait à Boterſem près de Malines, le* 24. *Juin*, 1358. 306. a.

Sans date. *Lettres de l'Empereur* CHARLES IV. *qui érige le Comté de Luxembourg en Duché en faveur de* WENCESLAS *ſon frére. Sans date.* 307. a.

1360. 8. Mai.. *Traité de Paix entre* EDOUARD *Prince de Gales, d'une part, &* CHARLES, *Dauphin de France, & Duc de Normandie d'autre part, pour la delivrance de* JEAN *Roi de France, Priſonnier en Angleterre. Fait à Bretigny, le* 8. *Mai*, 1360. 308. b.

1360. 24. Octobre. *Correction du Traité précédent, faite à Calais le* 24. *Octobre*, 1360. 313. a.

1360. 16. Mai. *Teſtament de* JAQUES DE SAVOYE *Prince d'Achaïe, en date du* 16. *Mai*, 1360. 314. a.

1362. 16. Juillet. *Contract de Mariage de* JAQUES DE SAVOYE, *Prince d'Achaïe, &* MARGUERITE DE BEAUJEU. *Fait le* 16. *de Juillet*, 1362. 316. a.

1362. 26. Décembre. *Traité de Ligue entre* AME' VI. *Comte de Savoye, ſurnommé* le Comte Verd, & GALEAS *Vicomte de Milan, contre le Marquis de Monferrat. Fait à Milan, le* 26. *Décembre*, 1362. 317. b.

1363. 6. Décembre. *Donation du Duché de Bourgogne, faite par* JEAN *Roi de France, à* PHILIPPE *ſon quatriéme fils, qu'il crée Pair de France, faite le* 6. *Décembre*, 1363. *& confirmée par Charles V. Roi de France, Frére de Philippe, au Louvre le* 2. *Juin*, 1364. 319. a.

1368. 20. Novembre. *Compromis d'*HENRI *Roi de Caſtille & de Leon, qui remet à* CHARLES *Roi de France la déciſion de tous les différens, qu'il a avec le Roi d'*ARRAGON, *donnée le* 20. *Novembre*, 1368. 321. a.

1369. 12. Avril. *Contract de Mariage de* PHILIPPE *Duc de Bourgogne, dit* le Hardi *avec* MARGUERITE *fille unique de Loüis III. Comte de Flandre, & Veuve de Philippe dit* de Rouvre *Duc de Bourgogne. Fait à Gand, le* 12. *Avril*, 1369. 321. b.

1369. 12. Avril. Autre *Contract de Mariage*, qui pour le fonds, peut n'être pas différent du précédent *entre* PHILIPPE DE FRANCE *Duc de Bourgogne, &* MARGUERITE *fille de Loüis Comte de Flandre. Fait le* 12. *Avril*, 1369. 843. a.

1370. 7. Mai. *Déclaration de* CHARLES V. *Roi de France, qui confiſque ſur* EDOUARD III. *ou* IV. *Roi d'Angleterre, & ſur* EDOUARD *Prince de Gales ſon fils, le Duché de Guyenne. Donnée à Vincennes, le* 7. *Mai* 1370. 324. a.

1372. 7. Mai. *Mariage d'*AME', *depuis Comte de Savoye,* VIII. *du nom, fils d'Amé VI. Comte de Savoye, avec* BONNE DE BERRI, *fille de Jean. de France Duc de Berri. Fait le* 7. *Mai*, 1372. 326. a.

1374. Août. *Edit de* CHARLES V. *Roi de France, qui déclare que les Rois de France ſeront majeurs à quatorze ans. Fait au Bois de Vincennes, au mois d'Août*, 1374. 327. b.

1374. 19. Août. *Traité de Paix & d'Alliance entre* WENCESLAS DE BOHEME *Duc de Brabant, &* ALBERT *Duc de Baviére Comte de Hollande &c. Fait à Gertrudemberg, le* 19. *Août*, 1374. 329. a.

1376. 10. Juin. *Bulle de l'Empereur* CHARLES IV. *pour le droit & la ſucceſſion des Electeurs de* SAXE. *Donnée à Francfort, le* 10. *de Juin*, 1376. 844. a.

1378. 7. Avril. *Conſtitution de l'Empereur* CHARLES IV. *pour le droit de l'Electorat, appartenant aux Rois de* BOHEME, *donnée à Prague, le* 7. *Avril*, 1378. 846. a.

1378. 29. Août. *Traité de Paix entre* AME' VI. *Comte de Savoye, &* JEAN GALEAS *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan &c. Fait le* 29. *Août*, 1378. 332. a.

1378. 21. Novembre. *Traité de Ligue entre* AME' VI. *Comte de Savoye, &* JEAN GALEAS *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan, &c. Fait le* 21. *Novembre*, 1378. 332. b.

1379. 20. Février. *Traité de Mariage de* ROBERT, *fils de Robert Duc de Baviére & Comte Palatin, avec Catherine Fille de* CHARLES V. *Roi de France. A Francfort, le* 20. *Février*, 1379. 333. b.

1380. 29. Juin. *Adoption de* LOUIS *Duc d'Anjou, par* JEANNE I. *Reine de Sicile. Faite au Château de l'Oeuf près de Naples, le* 29. *Juin* 1380. 334. a.

1380. 22. Juillet. *Confirmation de l'Adoption précédente faite par le Pape* CLEMENT VII. *comme Seigneur Souverain au ſujet du Royaume de Naples; & comme prétendant tenir la place de l'Empereur, l'Empire vacant, au ſujet des Comtez de Provence, Forcalquier, &c. qui en ſont des fiefs. Fait à Avignon, le* 22. *Juillet*, 1380. 335. a.

1382. 17. Avril. *Bulle par laquelle le Pape* CLEMENT VII. *établit & érige une partie des Terres de l'Egliſe en Italie en Royaume, qu'il nomme le Royaume d'Adria, & en fait Roi,* LOUIS *Duc d'Anjou. Donné à Spelunca, le* 17. *d'Avril*, 1382. 335. b.

1383. 27. Février. *Teſtament d'*AME' VI. *Comte de Savoye, fait au Château S. Etienne, le* 27. *Février*, 1383. 341. a.

1385. 18. Décembre. *Traité de Paix entre* PHILIPPE DE FRANCE, *Duc de Bourgogne, de Flandre, d'Artois &c. & la ville & les Bourgeois de* GAND. *Fait à Tournay, le* 18. *de Décembre* 1385. 344. a.

1386. 14. Juillet. *Accord paſſé par Arrêt du Parlement de Paris ſur les différens, qui étoient entre* PHILIPPE I. *dit* le Hardi *Duc de Bourgogne, & les Habitans de la Ville de* DIJON. *Fait le* 14. *de Juillet*, 1386. 346. a.

1386. 11. Novembre. *Mariage d'*AME', *depuis premier Duc de Savoye, &* VIII. *Comte du nom d'Amé, & de* MARIE DE BOURGOGNE *fille de Philippe le Hardi. Fait à l'Ecluſe en Flandres, le* 11. *Novembre*, 1386. 349. a.

1388. 28. Septembre. *Conventions entre* AME' VII. *ſurnommé* le Rouge *ou* le Roux *Comte de Savoye, & ceux du Comté de* NICE, *par leſquelles ils ſe donnent à lui. Fait le* 28. *Septembre*, 1388. 350. b.

1391. 1. Novembre. *Teſtament d'*AME' VII. *ſurnommé* le Rouge, *Comte de Savoye. Fait à Ripaille, le* 1. *de Novembre*, 1391. 355. b.

1393. *Traité & partage des Biens de* PHILIPPE *Duc de Bourgogne &* MARGUERITE DE FLANDRE *entre leurs Enfans. Fait en* 1393. 848. a.

1393. 10. Juillet. *Articles faits entre des neuf Cantons de* ZURICH, LUCERNE, BERNE, & SOLEURRE, ZUG, URY, SCHWITZ & UNDERWALDEN & GLARIS; *après le combat donné devant Sempach contre les Seigneurs d'Autriche; touchant l'ordre, qui ſe doit tenir aux guerres, où leſdits Cantons iront avec leurs Bannières déployées; du* 10. *Juillet*, 1397. 357. b.

1395. 11. Mai. *Erection de la Seigneurie de* MILAN *en Duché par l'Empereur Wenceſlas en faveur de* JEAN GALEAS *premier Duc de Milan. Fait à Prague, le* 11. *Mai*, 1395. 358. b.

1395. 31. Août. *Traité d'Alliance & Confédération entre* CHARLES VI. *Roi de France, &* JEAN GALEAS *Comte de Vertus & Seigneur de Milan. Fait à Paris le dernier d'Août*, 1395. 359. b.

1396. 1. Mai. *Accord entre les Princes du ſang Royal d'*ANGLETERRE, *& ceux du ſang de* FRANCE, *touchant le Mariage de* RICHARD II. *Roi d'Angleterre, avec* ISABELLE *fille de Charles VI. Roi de France. Fait à Windſor, le* 1. *Mai*, 1396. 360. a.

1401. 5. Aout. *Vente du* COMTE' DE GENEVE *faite à* AME' VIII. *Comte de Savoye par* ODO DE VILLARS *Seigneur de Baux & Comte d'Avelin. Faite à Paris en l'Hôtel de Neſle, le* 5. *Août*, 1401. 360. b.

1403. *Conſtitution de l'Empereur* SIGISMOND, *par laquelle, en qualité de Roi de* HONGRIE, *il*

TABLE CHRONOLOGIQUE.

accorde la Paix aux Infidéles & aux Rebelles de ce Royaume. Fait à Bude, l'an 1403. 362. b.

1403. 7. Janvier. Hommage prêté par JEAN Duc de Bretagne à CHARLES VI. Roi de France, le 7. Janvier, 1403. 363. b.

1403. 8. Janvier. Acte par lequel la FRANCE, qui s'étoit soustraite de l'obéissance du Pape BENOIT XIII. rentre sous cette obéissance. Fait à Tarascon, le 8. Janvier, 1403. 365. a.

1403. 27. Novembre. Traité de Partage fait par PHILIPPE DE FRANCE, II. du nom Duc de Bourgogne, & MARGUERITE sa femme, de leurs biens à leurs Enfans mâles, JEAN, Duc de Bourgogne, ANTOINE, Duc de Brabant & de Limbourg, & PHILIPPE DE BOURGOGNE. A Arras, le 27. Novembre, 1403. 848. a.

1404. Traité entre CHARLES VI. Roi de France, & GABRIEL MARIE frére du Duc de Milan & Seigneur de Pise. Fait en 1404. 366. b.

1406. 8. Janvier. Bulle par laquelle le Pape BENOIT XIII. convient de la cession du Papat, pour la Paix de l'Eglise. Donnée à Tarascon près d'Avignon, le 8. Janvier 1406. 368. b.

1406. 8. Janvier. Bulle de BENOIT XIII. pour la Convocation d'un Concile. Donnée à Tarascon, le 8. Janvier, 1406. 369. a.

1406. 6. Juin. Traité de Paix & de Confédération entre ANTOINE Duc de Brabant & les Magistrats, Echevins & Consuls de la Ville d'AIX LA CHAPELLE. Fait le 6. Juin, 1406. 849. a.

1406. 11. Septembre. Arrêt du Parlement de Paris, au nom de CHARLES VI. Roi de France, contre l'abus des ANNATES, & contre les autres usurpations de BENOIT XIII. Donné à Paris, le 11. Septembre, 1406. 363. b.

1407. Avril. Union au Domaine de France, des Places Limitrophes du Royaume, en indemnisant ceux qui les possédent. Faite par CHARLES VI. Roi de France, à Paris, au mois d'Avril, 1407. 372. b.

1408. 14. Décembre. Traité d'Alliance entre RENAUD IV. Duc de Gueldre & ANTOINE DE BOURGOGNE Duc de Brabant. Fait à Bolduc le 14. Décembre, 1408. 849. a.

1409. 27. Avril. Traité de Mariage entre ANTOINE Duc de Brabant, & ELIZABETH fille de Jean Duc de Gorlitz. Fait à Prague, le 27. Avril, 1409. 373. a.

1410. 2. Novembre. Traité de Paix, fait entre les ORLEANOIS & les BOURGUIGNONS, au Château de Wicestre près de Paris, le 2. Novembre 1410. 374. a.

1411. 18. Juillet. Défi des Enfans de la Famille d'ORLEANS à JEAN Duc de Bourgogne. Fait le 18. Juillet, 1411. 374. b.

1411. 13. Août. Réponse de JEAN Duc de Bourgogne au Défi des Enfans de la Famille d'ORLEANS. Fait à Douay, le 13. Août, 1411. 375. a.

1411. Traité de Paix & d'Alliance entre JEAN II. Roi de Castille & JEAN Roi de Portugal. Fait l'an 1411. 375. a.

1411. 3. Août. Traité & Alliance entre WENCESLAS Roi des Romains & de Bohême, & ANTOINE Duc de Brabant, par lequel ledit Roi céde audit Duc le droit qu'il pourroit avoir sur le Duché de Brabant. Fait à Prague, le 3. Août, 1411. 383. a.

1412. 15. Juillet. Traité de Paix fait à Bourges entre la Famille d'ORLEANS & celle de BOURGOGNE, le 15. Juillet, 1412. 383. b.

1413. Traité fait à Pontoise entre la Famille d'ORLEANS & celle de BOURGOGNE, l'an 1413. 384. a.

1414. Traité de Paix fait à Arras entre CHARLES VI. Roi de France & le DAUPHIN son fils d'une part, & JEAN Duc de Bourgogne d'autre, en 1414. 384. b.

1414. 25. Juin. Traité de Paix & Alliance entre SIGISMOND Empereur, & CHARLES VI. Roi de France. Fait à Trente, le 25. Juin, 1414. 385. a.

1415. 24. Février. Confirmation de la Paix d'Arras entre CHARLES VI. Roi de France & le DAUPHIN son fils d'une part, & JEAN Duc de Bourgogne d'autre, publiée à Paris le 24. Février, 1415. 386. a.

1415. 6. Août. Contract de Mariage entre JEAN DE FRANCE, & Madame JAQUELINE DE BAVIERE. Fait à la Haye, le 6. Août, 1415. 387. a.

1415. 4. Novembre. Union & Confédération entre les trois Etats de BRABANT & le Pays d'OUTREMEUSE, le 4. Novembre, 1415. 389. a.

1416. 19. Février. Erection du Comté de SAVOYE en Duché, faite par l'Empereur SIGISMOND. A Chambery, le 10. Février, 1416. 392. a.

1416. 20. Février. Investiture du Duché de SAVOYE & autres Etats, donnée à AME' VIII. premier Duc de Savoye, par l'Empereur Sigismond. A Chamberi, le 20. Février, 1416. 392. a.

1416. 15. Août. Acte de Promesse des Nobles & Villes de HOLLANDE & de ZELANDE pour recevoir après la mort du Duc GUILLAUME DE BAVIERE, Madame JAQUELINE sa Fille pour Souveraine des Pays, en date du 15. Août, 1416. 394. a.

1417. 13. Novembre. Contract de Mariage entre LOUIS Duc de Baviére & MAHAUD DE SAVOYE. Fait le 13. Novembre, 1417. 395. a.

1417. Instruction donnée par CHARLES VI. à AUBERT DE CANY, Seigneur de Varennes, son Ambassadeur près de JEAN Seigneur de Bourgogne, l'an 1417. 396. a.

1418. Articles convenus & accordez dans l'Assemblée de l'ANSE TEUTONIQUE, tenuë à Lubec, en 1418. 398. b.

1418. 13. Février. Reconciliation entre JEAN Duc de Brabant & JAQUELINE sa Femme d'une part, & JEAN Duc de Baviére leur Oncle d'autre part. Faite le 13. Février, 1418. 400. a.

1418. 20. Mars. Articles accordez pour le Mariage de RENE' d'ANJOU Comte de Guise avec ISABELLE DE LORRAINE, Fille de Charles I. Duc de Lorraine. Faits à Fou, le 20. Mars, 1418. 406. a.

1418. 3. Mai. Concordat fait au Concile de Constance entre le Pape MARTIN V. & la Nation GERMANIQUE, touchant l'Administration de l'Eglise Universelle. Fait à Constance, le 3. Mai, 1418. 851. a.

1418. 5. Octobre. Traité de Paix entre LOUIS Roi de Jérusalem & de Sicile, & AME' VIII. Duc de Savoye. Fait à Chamberi, le 5. d'Octobre, 1418. 403. a.

1419. 11. Juillet. Traité de Paix, fait à Ponceau près Poilly le Fort, entre CHARLES Dauphin & JEAN Duc de Bourgogne, signé par leurs principaux Adhérans, le 11. Juillet, 1419. 411. b.

1419. 19. Juillet. Paix ordonnée & publiée en France par les ordres du Roi CHARLES VI. ensuite de la convention entre le DAUPHIN DE FRANCE, & JEAN Duc de Bourgogne. Donné à Troyes, le 19. Juillet, 1419. 413. a.

1419. 11. Septembre. Lettre de CHARLES Duc de Berri Dauphin de France, pour se justifier de la mort de JEAN, Duc de Bourgogne, tué à la Conférence de Montereau-Faut-Yonne, en date du 11. de Septembre, 1419. 414. b.

1420. 21. Mai. Traité entre CHARLES VI. Roi de France, & HENRI V. Roi d'Angleterre, contenant le Mariage dudit HENRI avec CATHERINE DE FRANCE fille dudit Charles, & la translation du Royaume de France aux Anglois, à l'exclusion de CHARLES Duc de Berri Dauphin de France. Fait à Troyes en Champagne, le 21. Mai 1420. 415. a.

1420. 21. Mai. Confirmation du Traité précédent, faite par HENRI V. Roi d'Angleterre. A Troyes en Champagne, le 21. Mai, 1420. 418. b.

1423. 7. Avril. Traité de Ligue entre JEAN Duc de Betfort Régent du Royaume de France, PHILIPPES LE BON Duc de Bourgogne, & JEAN Duc de Bretagne, le 7. Avril, 1423. 421. b.

1424. 17. Février. Traité d'Alliance entre CHARLES VII. Roi de France, & PHILIPPE MARIE Duc de Milan. Fait le 17. Février, 1424. 422. a.

1425. 1. Juin. Traité & Confédération entre JEAN de Brabant & JAQUELINE Duchesse de Baviére. Fait à Douay, le 1. Juin, 1425. 424. b.

1426. Vers l'Annonciation, qui est la fin de Mars. Traité de Paix & de Reconciliation entre ARNOLD Duc de Gueldre, & JEAN DE HENSBERG Evêque de Liége & Comte de Loon, conjointement avec plusieurs autres de ses Parens; fait peu de jours après la fête de l'Annonciation, de l'Année, 1426. 854. a.

Traité

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1426. 11. Juillet. *Traité d'Alliance entre* AME' VIII. *Duc de Savoye & les Républiques de* VENISE *&* FLORENCE, *contre le Duc de* MILAN. *Fait à Venise le 11. Juillet, 1426.* 425. a.

1427. 22. Août. *Déclaration de guerre faite à* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, par* AME' VIII. *Duc de Savoye, le 22. Août, 1427.* 427. b.

1427. 4. Septembre. *Réponse de* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, à la Déclaration de guerre d'*AME' VIII. *Duc de Savoye, à Milan, le 4. Septembre, 1427.* 427. b.

1427. 2. Décembre. *Traité de paix entre* AME' VIII. *Duc de Savoye &* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan. Fait à Turin, le 2. Décembre, 1427.* 428. a.

1427. 2. Décembre. *Donation de la Seigneurie de* VERCEIL *faite à* AME' VIII. *Duc de Savoye, par* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, le 2. Décembre, 1427.* 430. a.

1427. 2. Décembre. *Contract de Mariage entre* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, &* MARIE DE SAVOYE. *Fait le 2. Décembre, 1427.* 432. b.

1428. 3. Juillet. *Réconciliation entre* PHILIPPE *Duc de Bourgogne & Comte de Flandres, &* Dame JAQUELINE *de Bavière, Comtesse de Hainault. Faite à Delft le 3. de Juillet, 1428.* 434. a.

1428. 30. Octobre. *Traité entre* CHARLES VII. *Roi de France, &* JAQUES I. *Roi d'Ecosse, pour le Mariage de* MARGUERITE *fille de Jaques, avec* LOUIS *Dauphin de France. Fait à Chinon, le 30. Octobre, 1428. Lequel Mariage fut consommé à Tours le 25. Juin, 1436. le Dauphin n'ayant pas 14. ans, en vertu de la Dispense donnée par l'Archevêque de Tours comme Diocesain.* 441. a.

—— *Commission de* CHARLES VII. *Roi de France au Chancelier & autres, pour comparoir devant l'Evêque Diocesain, & sur le défaut d'âge de Monseigneur le* DAUPHIN, *obtenir dispense, requerir, & poursuivre le Mariage dudit Dauphin avec* MARGUERITE *d'Ecosse, bien qu'il soit Mineur de quatorze ans. Donnée à Bourges le 3. Juin 1436.* 443. a.

—— *Commission de* CHARLES VII. *Roi de France à son fils* LOUIS *Dauphin de France, pour comparoir devant l'Archevêque de Tours, & contracter Mariage avec* MARGUERITE, *fille aînée du Roi d'Ecosse. Donnée à Bourges, le 3. Juin 1436.* 443. b.

—— *Dispense d'age octroyée par l'Archevêque de Tours, comme Diocesain, sur le Mariage de* LOUIS *Dauphin, fils du Roi Charles VII. & de* MARGUERITE *d'Ecosse, à cause que lui n'avoit encore atteint l'age de quatorze ans, & qu'elle n'en avoit que douze. Concedée à Tours le 13. Juin, 1436.* 444. a.

1429. 28. Juillet. *Traité de Paix entre* ARNOLD *Duc de Gueldre, &* DIEPHOLD *Evêque d'Utrecht, fait le 28. Juillet, 1429.* 855. a.

1429. 19. Octobre. *Testament de* BONNE DE SAVOYE *Princesse d'Achaïe. Fait le 19. Octobre, 1429.* 444. b.

1430. 22. Juillet. *Traité de Mariage entre* SIGISMOND *d'Autriche fils de Frederic Duc d'Autriche, &* RADEGONDE *fille aînée de Charles VII. Roi de France. Fait à Inspruck, le 22. Juillet, 1430.* 445. b.

1430. 15. Septembre. *Alliance entre* CHARLES VIII. *Roi de France &* FREDERIC *Duc d'Autriche, qui promet de déclarer la guerre par un Herault, à Henri Roi d'Angleterre & à Philippe Duc de Bourgogne, Ennemis de Charles son Beaupére. Fait à Sens, le 15. de Septembre, 1430.* 446. a.

1431. 18. Décembre. *Traité entre* AME' VIII. *Duc de Savoye &* PHILIPPE-MARIE *Duc de Milan. Fait le 18. de Décembre, 1431.* 448. a.

1432. 1. Janvier. *Contract de Mariage entre* LOUIS *fils aîné d'Amé VIII. Duc de Savoye, &* ANNE *fille de Janus Roi de Jerusalem, de Cypre, & d'Armenie. Fait à Nicosie le 1. Janvier, 1432.* 450. a.

1432. 31. Août. *Contract de Mariage entre* LOUIS *Roi de Sicile & de Jerusalem, &* MARGUERITE DE SAVOYE. *Fait au Château de Thonon, le 31. Août, 1432.* 451. a.

1434. 29. Janvier. *Traité d'Alliance entre* CHARLES VII. *Roi de France &* JEAN II. *Roi de Castille, par lequel on confirme les anciens Traitez entre Charles V. Ayeul de Charles VII. & Jean I. & Henri II. Rois de Castille &c. & dans lequel est inseré le Traité de Vailladolid du 7. Décembre, 1407. entre Charles VI. & Catherine Mere de Jean II. & Ferdinand son Oncle, Tuteurs dudit Jean. Fait à Madrid le 29. Janvier, 1434.* 452. a.

1434. 12. Février. *Traité de Ligue & de Confédération entre* PHILIPPE *Duc de Bourgogne, &* AME' VIII. *Duc de Savoye contre le Duc de Bourbon. Fait à Chamberi, le 12. Février, 1434.* 456. b.

1434. dernier Février. *Traité fait entre* PHILIPPE *Duc de Bourgogne, Comte de Hollande &c. &* RODOLPHE DE DIEPHOUT *Evêque d'Utrecht, en date du dernier Février, 1434.* 457. a.

1434. 14. Octobre. *Traité de Ligue & de Confédération entre* AME' VIII. *Duc de Savoye, &* PHILIPPE-MARIE, *Duc de Milan, le 14. Octobre, 1434.* 461. a.

1435. 17. Février. *Promesse & Déclaration de* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, pour l'observation du Traité fait avec* AME' VIII. *Duc de Savoye, & le Marquis de* MONFERRAT. *Fait à Milan le 17. Février, 1435.* 464. a.

1435. 21. Septembre. *Traité de Paix entre* CHARLES VII. *Roi de France, &* PHILIPPE LE BON *Duc de Bourgogne; par lequel Charles VII. desavoüe le meurtre de Jean Duc de Bourgogne, Pére de Philippe, promet d'en faire punir les Auteurs, lui donne une somme considérable, & lui céde Mâcon, S. Jeugon, Bar-sur-Seine, &c. Fait à Arras, dans l'Abbaye de S. Vaast, le 21. Septembre, 1435.* 465. b.

—— *Protestation & Déclaration faite par* PHILIPPE *Duc de Bourgogne, en présence des Ambassadeurs du Roi* CHARLES VII. *qu'il n'entendoit avoir compris dans le Traité de Paix fait à Arras René Duc d'Anjou & de Bar son prisonnier. A Arras le 21. Septembre, 1435.* 472. a.

—— *Confirmation du Traité d'Arras donnée par le Concile de Bâle, du 5. Novembre, 1435.* 473. a.

1436. 16. Août. *Contract de Mariage entre Madame* YOLANDE DE FRANCE, *fille de Charles VII. Roi de France, avec le Prince* AME' DE SAVOYE, *qui fut depuis Duc, dit* Amé IX. *A Tours, le 16. Août, 1436.* 474. b.

1437. 24. Septembre. *Traité & Accord entre l'*ABBE' *& le* SEIGNEUR TEMPOREL *de la Ville d'*EGMOND, *conclu par Philippe le Bon Duc de Bourgogne, selon la Commission, qu'il en avoit reçue du Pape Eugene IV. Fait le 24. Septembre, 1437.* 477. a.

1438. 5. Juillet. *Pragmatique Sanction établie par l'ordre de* CHARLES VII. *Roi de France, pour s'opposer aux entreprises de la Cour de Rome, le 5. Juillet, 1438.* 858. a.

1438. 13. Octobre. *Contract de Mariage entre* CHARLES *Comte de Charolois, fils de Philippe le Bon, Duc de Bourgogne, &* Madame CATHERINE DE FRANCE, *fille de Charles VII. Roi de France & de Marie d'Anjou. Fait à Blois le 30. Septembre & ratifié à Tours, le 13. Octobre, 1438.* 478. a.

1438. 20. Décembre. *Traité de Harcourt fait entre les* FRANCOIS *& les* ANGLOIS *par les Députez de Charles d'Anjou, Comte du Maine, pour le Duc Jean d'Alençon & pour lui d'une part; & les Députez du Comte de Dorset, Gouverneur pour le Roi d'Angleterre és Pays d'Anjou & du Maine, de l'autre. Conclu le 20. Décembre 1438. & ratifié le 2. de Janvier ensuivant.* 480. b.

1439. 6. Décembre. *Testament d'*AME' VIII. *du nom, premier Duc de Savoye. Fait au Monastére de Ripaille, le 6. de Décembre, 1439.* 482. a.

1440. 24. Mars. *Sentence Arbitrale, touchant le différent, pour la succession du Duché de Lorraine entre* ISABELLE DE LORRAINE *Reine de Sicile, fille de Charles I. Duc de Lorraine, & son Cousin Germain* ANTOINE DE LORRAINE *Comte de Vaudemont; par laquelle il est ordonné, que ledit Comte de Vaudemont renoncera à tout droit de proprieté & Seigneurie au Duché de Lorraine; & ce droit lui est réservé, si ladite Isabelle, & ses hoirs mâles & femelles vont de vie à trepas, sans hoirs issus de leur corps. Fait à Reims, le 24. Mars, 1440.* 489. b.

1441. *Trêve entre les Pays de* HOLLANDE, ZELAN-

TABLE CHRONOLOGIQUE.

ZELANDE, & FRISE, *& les six Villes des Vandales, savoir* LUBEC, HAMBOURG, ROSTOCK, STRAELSOND, WISMAR, & LUNEBOURG, *concluë à Copenhague, l'an* 1441. 492. a.

1441. *Traité de Paix entre la* HOLLANDE, *la* ZELANDE, *& la* FRISE, *d'une part, & les Villes Hanſéatiques, de* LUBEC, HAMBOURG, ROSTOC, STRAELSOND, *&c. d'autre. Fait à Copenhague, l'an* 1441. 495. a.

1441. *Traité de Trêve & de Réconciliation entre le Duc de* HOLSTEIN, *d'une part, & les Pays de* HOLLANDE, ZELANDE, & FRISE, *d'autre. Fait à Copenhague, l'an* 1441. 498. a.

1441. 6. Septembre. *Traité de Paix entre les Pays de* HOLLANDE, ZELANDE, & FRISE, *d'une part; & les Pays de Pruſſe &* LYFLAND *ou* LIVONIE, *d'autre. Fait à Copenhague le* 6. *Septembre*, 1441. 499. a.

1443. 11. Mars. *Contract de Mariage entre* FREDERIC *Duc de Saxe, &* CHARLOTE DE SAVOYE. *Fait à Lauſanne le* 11. *Mars*, 1443. 502. a.

1444. 23. Février. *Traité d'Alliance entre* CHARLES VII. *Roi de France, d'une part, &* FREDERIC DE SAXE *Electeur, &* GUILLAUME *Duc de Saxe d'autre. Fait à Nanci, le* 23. *Février*, 1444. 504. a.

1444. 1. Mars. *Accord entre ceux de* LOUVAIN, BRUXELLES, *&* ANVERS, *d'une part, & la ville de* MALINES, *d'autre. Fait le* 1. *Mars*, 1444. 505. a.

1444. Juillet. *Lettres d'abolition générale ottroyées par* CHARLES VII. *Roi de France à ceux de* GENNES, *ſe remettant ſous ſon obéiſſance. Données à Tours, en Juillet*, 1444. 859. b.

1444. 12. Octobre. *Contract de Mariage entre* LOUIS *Duc de Bavière, &* MARGUERITE DE SAVOYE. *Fait le* 22. *Octobre*, 1444. 508. a.

1444. 28. Octobre. *Traité fait entre* LOUIS *Dauphin de Vienne, depuis Roi de France XI. du nom, & quelques Cantons* SUISSES, *ſavoir Baſle, Berne, Lucerne, Soleurre, Ury, Schuitz, Undervald, Sug, & Glaris. A Enſisheim, le* 24. *d'Octobre*, 1444. 510. b.

1445. 3. Mars. *Traité entre* LOUIS *Dauphin, depuis Roi de France XI. du nom, &* LOUIS *Duc de Savoye; touchant les Comtez de Valentinois & de Diois, & l'Hommage de Fouciguy. A Bayonne, le* 3. *de Mars*, 1445. 511. b.

1446. 5. Février. *Conceſſion du Pape* EUGENE IV. *accordée à la requête de l'Empereur* FREDERIC III. *pour faire exécuter en Allemagne les Décrets du Concile de Baſle acceptez par le Roi Albert, juſques à ce qu'ils ſoient moderez. A Rome, le* 5. *de Février*, 1446. 513. b.

1446. 7. Février. *Déclaration du Pape* EUGENE IV. *ſur divers Indults, Diſpenſes, & Conceſſions accordées à l'Empereur* FREDERIC III. *& aux* PRINCES *d'Allemagne, qui s'étoient ſoumis à lui. Faite à Rome, le* 7. *Février*, 1446. 514. a.

1446. 15. Décembre. *Traité fait entre* CHARLES VII. *Roi de France &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre, touchant leurs prétenſions ſur pluſieurs Terres. Fait au Prieuré de Juliers, entre Mente & Meulan, le* 15. *Décembre*, 1446. *ratifié par le Roi d'Angleterre le* 23. *Décembre ſuivant, à Roüen.* 516. a.

1448. 28. Janvier. *Lettres de* CHARLES VII. *Roi de France, par leſquelles il accorde à* PHILIPPE LE BON, *Duc de Bourgogne, la permiſſion de prendre le titre de* par la grace de Dieu, *ſans que pour cela il puiſſe prétendre plus de droit qu'il n'en avoit ſur les terres tenues en Souveraineté du Royaume, ſuivant la Déclaration, que ce Duc en avoit donnée à Heſdin, le* 26. *Novembre*, 1448. *A Tours, le* 28. *Janvier*, 1448. 521. b.

1448. 17. Février. *Concordat & modification des Décrets du Concile de Bâle, fait entre la* NATION GERMANIQUE, *& Jean Cardinal de S. Ange Legat à Latere, par lequel les Concordats précédens & les Conceſſions, principalement ceux des Conciles de Conſtance & de Bâle ſont confirmez. Fait le* 17. *Février*, 1448. *& ratifié par le Pape* NICOLAS V. *par ſa Bulle, du* 1. *Avril* 1448. 517. b.

Concordat entre FREDERIC III. *Empereur, & les* PRINCES *d'Allemagne d'une part, & le* SIEGE APOSTOLIQUE *d'autre. Fait à Rome le* 19. *Mars*, 1448. 519. b. — 1448. 19. Mars.

Traité de Confédération entre CHARLES VII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE, *contre les Anglois. Du* 17. *Juin*, 1449. 522. a. — 1449. 17. Juin.

Traité de Ligue & de Confédération entre ALPHONSE *Roi d'Arragon & de Sicile, &* LOUIS *Duc de Savoye. Fait à Naples, le* 27. *Juin*, 1449. 522. b. — 1449. 27. Juin.

Lettres de Confirmation de CHARLES VII. *Roi de France, données au Duc de* BRETAGNE, *touchant la proviſion des Offices de Normandie, du* 30. *Juin*, 1450. 524. a. — 1450. 30. Juin.

Conceſſion de l'Iſle du Château Rouge voiſine de l'Iſle de Rhode, faite par le Pape NICOLAS V. *à* ALPHONSE *Roi d'Arragon & de Sicile. A Aſſiſe, le* 6. *Octobre*, 1450. 860. b. — 1450. 6. Octobre.

Contract de Mariage de LOUIS *Dauphin, depuis Roi de France XI. du nom; avec* CHARLOTE DE SAVOYE. *Fait à Genève le* 14. *de Février*, 1451. 525. a. — 1451. 14. Février.

Donation faite par RENE' *Roi de Sicile à* FREDERIC *Duc de Lorraine, du Péage de Gontard & de quelques autres droits en Provence. Fait à Anjou, le* 1. *Janvier*, 1452. 527. b. — 1452. 1. Janvier.

Don du Duché de Lorraine à JEAN *Duc de Calabre, par ſon Pére* RENE' *Roi de Jeruſalem & de Sicile. A Angers, le* 26. *Mars*, 1452. 529. a. — 1452. 26. Mars.

Première Alliance des Cantons SUISSES, *avec* CHARLES VII. *Roi de France. Du* 8. *de Novembre*, 1452. 529. a. — 1452. 8. Novembre.

Lettres de CHARLES VII. *Roi de France, pour la première Alliance des* SUISSES, *avec les François. Données la quatrième Férie après la Fête de Pâques.* 1453. 529. b. — 1452. Peu après Pâques.

Bulle du Pape NICOLAS V. *qui donne à* ALFONSE *Roi de Portugal, l'Empire de Guinée, & défend à tous autres d'y aller, ſans la permiſſion des Portugais. A Rome, le* 8. *Janvier*, 1454. 530. b. — 1454. 8. Janvier.

Diſpenſe donnée par le Pape NICOLAS V. *pour le Mariage entre* CHARLES *Comte de Charolois, &* ISABELLE DE BOURBON. *A Rome, le* 28. *Juin*, 1454. 530. a. — 1454. 28. Juin.

Contract de Mariage de JEAN *Marquis de Montferrat, avec* MARGUERITE DE SAVOYE, *fille de Loüis de Savoye. Fait à Chamberi, le* 20. *Juillet*, 1454. 532. b. — 1454. 2. Juillet.

Contract de Mariage de PHILIPPE MARIE *Fils de François Sforce Duc de Milan, & de* MARIE DE SAVOYE. *Fait à Milan, le* 13. *Septembre*, 1454. 534. a. — 1454. 13. Septembre.

Traité de Réconciliation entre PHILIPPE LE BON *Duc de Bourgogne, & la Ville de* GAND, *l'an* 1454. 535. a. — 1454.

Traité entre RENE' *Roi de Jeruſalem & de Sicile, Duc d'Anjou & de Bar, Comte de Provence & de Forcalquier; &* MARGUERITE DE SAVOYE *Comteſſe de Wirtemberg. Fait au Château d'Anjou, le* 27. *Mars*, 1456. 535. b. — 1456. 27. Mars.

Traité de Confédération & d'Alliance entre CHARLES VII. *Roi de France &* CHRISTIERNE I. *Roi de Danemarc. A Cologne, le* 27. *Mai*, 1456. 536. b. — 1456. 27. Mai.

Traité fait par le Duc de Bourgogne avec CHARLES VII. *Roi de France, pour Monſieur le* DAUPHIN, *depuis Roi Loüis XI. qui s'étoit retiré ſur ſes terres. Fait au mois de Juillet*, 1456. 537, b. — 1456. Juillet.

Lettres de Confirmation par LOUIS *Dauphin de Viennois, depuis Roi Loüis XI. fils aîné de* CHARLES VII. *Roi de France, du Traité de Paix, qui avoit été conclu à Arras le* 21. *Septembre*, 1435. *entre le Roi ſon Pére, & Philippe le Bon Duc de Bourgogne. Donné à Bruxelles, où le Dauphin s'étoit retiré du vivant du Roi ſon Pére, le* 28. *Janvier*, 1456. 539. a. — 1456. 28. Janvier.

Déclaration du Pape CALIXTE III. *que le Royaume de* NAPLES *eſt dévolu au Saint Siége, après la mort d'Alfonſe d'Arragon Roi de Naples, offrant néanmoins de rendre juſtice, à quiconque prétendroit avoir droit ſur ce Royaume. Fait à Rome, le* 12. *Juillet*, 1458. 540. b. — 1458. 12. Juillet.

Contract

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1458. 10. Octobre. *Contract de Mariage entre* LOUIS DE SAVOYE *Comte de Genéve, &* CHARLOTE DE CHIPRE *Princesse d'Antioche. Fait à Iurin, le 10. Octobre, 1458.* 541. a.

1462. 3. Mai. *Traité de Paix & d'Alliance entre* LOUIS XI. *Roi de France &* JEAN *Roi d'Arragon. Fait à Sauveterre, le 3. Mai, 1462.* 542. a.

1462. 18. Juin. *Transaction passée entre* CHARLOTE *Reine de Chypre, &* LOUIS *Duc de Savoye, sur certains différens survenus entr'eux. Fait le 18. Juin, 1462.* 543. a.

1462. Décembre. *Abrégé d'un Traité de Confédération de quelques* PRINCES, SEIGNEURS, & VILLES, *contre les Juges de* WESTPHALIE. *Fait au commencement de Décembre, 1462.* 544. b.

1463. *Traité d'Alliance entre* FREDERIC III. *Empereur, &* MATTHIAS *Roi de Hongrie, par lequel il est dit, que si ledit Matthias meurt sans enfans, ledit Frédéric ou un de ses Fils lui succédera. Fait en 1463.* 545. a.

1463. 12. Septembre. *Traité d'Alliance entre* MATTHIAS *Roi de Hongrie, & le* DOGE *& la Seigneurie de* VENISE. *Fait le 12. de Septembre, 1463.* 547. a.

1463. 27. Novembre. *Ratification du Traité d'Alliance fait par* CHARLES VII. *Roi de France avec les* SUISSES, *ladite Ratification faite par Loüis XI. Fait à Abbeville le 27. Novembre, 1463.* 547. b.

1465. 2. Mars. *Contract de Mariage de* JANUS DE SAVOYE *Comte de Genéve, avec* HELEINE DE LUXEMBOURG. *Fait au Château de Beaurevoir Diocése de Cambrai, le 2. Mars, 1465.* 548. a.

1465. *Propositions présentées au Roi de* CHYPRE, *pour le recouvrement de son Royaume, par* ROBERT DE S. SEVERIN, *Comte de Cayazze & Capitaine de Gendarmes, en l'an 1465.* 549. b.

1465. Juiller. *Ratification par* LOUIS XI. *Roi de France du Traité d'Alliance & de Ligue, fait avec ceux du Pays de* LIEGE, BOUILLON, *&c. pour faire la guerre aux Ducs de Bourgogne & de Bourbon, & au Comte de Charolois. A Paris, au mois de Juillet, 1465.* 550. a.

1465. 5. Octobre. *Traité de Paix entre* LOUIS XI. *Roi de France, d'une part, &* CHARLES *Comte de Charolois, & les Princes Liguez sous le nom de* Bien public, *d'autre. Fait à Conflans près Paris, le 5. Octobre, 1465.* 552. a.

1465. 19. Octobre. *Traité de Paix, fait à Saint Maur des Fossez près Paris, entre* LOUIS XI. *Roi de France d'une part, & les Ducs de* NORMANDIE, *de* BRETAGNE, *de* CALABRE, *de* LORRAINE, *de* BOURBONNOIS, *d'*AUVERGNE, *& de* NEMOURS, *les Comtes de* CHAROLOIS, *d'*ARMAGNAC, *de* S. PAUL, *& autres Princes de France, soulevez sous le nom de* Bien public *d'autre, du 29. Octobre, 1465.* 554. a.

1465. Octobre. *Protestation de* LOUIS XI. *Roi de France, en sa Cour de Parlement de Paris, contre les Traitez de Conflans & de S. Maur près Paris, faite en Octobre 1465.* 557. a.

1465. 23. Décembre. *Alliance faite entre* LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Caen, le 23. Décembre, 1465.* 557. a.

1466. 14. Août. *Don du Comté d'*EU *par* LOUIS XI. *Roi de France, à* MARIE DE SAVOYE, *Comtesse de S. Paul. Fait à Montargis, le 14. Août, 1466.* 557. b.

1467. 16. Février. *Traité de Mariage de* CHARLES *Duc de Bourgogne avec* MARGUERITE, *Fille d'Edoüard IV. Roi d'Angleterre. A Bruxelles, le 16. Février, 1467.* 558. a.

1467. 4. Avril. *Traité d'Alliance entre* AME' IX. *dit* le Bienheureux, *Duc de Savoye, &* PHILIPPE *Duc de Bourgogne. Fait à Bruges, le 4. Avril, 1467.* 561. a.

1467. 29. Mai. *Traité d'Alliance entre* JEAN *Duc de Calabre, &* AME' IX. *Duc de Savoye. Fait devant Gironne, le 29. Mai, 1467.* 562. a.

1467. 15. Juin. *Traité de Confédération entre* CHARLES DE FRANCE *Duc de Normandie, &* YOLANDE DE FRANCE *sa Sœur Duchesse de Savoye. Fait à Gaure le 15. Juin, 1467.* 562. a.

1467. 20. Juillet. *Traité d'Alliance & de Ligue entre* CHARLES *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé & Seigneur de Bresse. Fait à Bruxelles, le 20. Juillet, 1467.* 562. b.

1468. 9. Mai. *Contract de Mariage entre* GALEAS MARIE VICOMTE, *Duc de Milan, &* BONNE DE SAVOYE. *Fait le 9. Mai, 1468.* 563. a.

1468. 17. Septembre. *Ratification du Duc de* BRETAGNE *de la Paix d'Ancenis, faite avec* LOUIS XI. *Roi de France. A Nantes, le 17. Septembre, 1468.* 564. b.

1468. 18. Septembre. *Ratification faite par* LOUIS XI. *Roi de France, du Traité de Paix d'Ancenis avec le Duc de* BRETAGNE. *A Compiegne, le 18. Septembre, 1468.* 566. b.

1468. 14. Octobre. *Traité de Paix entre* LOUIS XI. *Roi de France &* CHARLES *dernier Duc de Bourgogne. Fait à Peronne, le 14. Octobre, 1468. & ratifié par le Roi à Amboise, le 24. Mai ensuivant.* 567. b.

1469. 11. Mars. *Promesse de* LOUIS XI. *Roi de France à* YOLANDE DE FRANCE *Duchesse de Savoye sa Sœur, de ne point faire de dégat sur ses terres, &c. Donnée à Amboise, le 11. Mars, 1469.* 576. b.

1469. 28. Mai. *Traité d'Alliance entre le Pape* PAUL II. *& la République de* VENISE. *Fait à Rome, le 28. Mai, 1469.* 576. b.

1470. 20. Septembre. *Traité & Confédération entre* LOUIS XI. *Roi de France & les Cantons* SUISSES. *Fait à Tours, le 20. Septembre, 1470.* 577. b.

1470. 3. Décembre. *Déclaration de* LOUIS XI. *Roi de France contre* CHARLES, *dernier Duc de Bourgogne, sur l'avis des Princes de son Sang, & autres Notables assemblez à Tours, par laquelle il est déclaré, que lesdits Notables auroient été d'avis, que, à cause des Conspirations dudit Duc de Bourgogne, contre ledit Loüis XI. il étoit quitte & déchargé des promesses, qu'il lui auroit faites par le Traité de Peronne & autrement; & que ses Terres & Seigneuries lui doivent être confisquées. Et par même moyen, les Princes furent déclarez quittes & déchargez des scellez & promesses, que, du fit dudit Roi Loüis, ils lui auroient faites. A Amboise, le 3. Décembre, 1470.* 579. a.

1470. 22. Décembre. *Traité d'Alliance & de Paix générale entre les principaux Princes d'*ITALIE, *faite par l'entremise du Pape* PAUL II. *le 22. Décembre, 1470.* 580. a.

1471. 6. Janvier. *Contract de Mariage de* PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé, Seigneur de Bresse, & de* MARGUERITE DE BOURBON. *Fait à Tours, le 6. Janvier, 1471.* 580. b.

1471. Février. *Donation du Comté de Lauraguais & de la Seigneurie de Ville-longue, à* PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé, Seigneur de Bresse, par* LOUIS XI. *Roi de France. Faite à Amboise, au mois de Février, 1471.* 583. b.

1471. 28. Juin. *Pouvoir donné par* CHARLES *Duc de Bourgogne, à Claude de Dinteville, pour avec les Commissaires de* LOUIS XI. *Roi de France, aviser à l'exécution de la Trêve ci-devant faite entr'eux. A Abbeville, le 28. Juin, 1471.* 584. b.

1471. 13. Juiller. *Traité d'Alliance & de Confédération entre* AME' IX. *Duc de Savoye, &* GALEAS-MARIE, *Duc de Milan. Fait à Mirebel, le 13. Juillet, 1471.* 585. b.

1471. 8. Août. *Traité de Paix fait entre* YOLAND DE FRANCE, *Duchesse, Régente de Savoye à cause des infirmitez de son Epoux, l'Evêque de* GENEVE, *& les Comtes de* BRESSE *&* de ROMONT. *Fait à Montmellian, le 8. d'Août, 1471.* 587. a.

1471. 10. Août. *Lettres de* JEAN *Roi d'Arragon & de Sicile, par lesquelles il déclare de consentir & vouloir bien être compris avec son Fils Ferdinand Roi de Sicile, dans la Trêve faite par* CHARLES *dernier Duc de Bourgogne leur Allié, avec* LOUIS XI. *Roi de France. A Saragosse, le 10. Août, 1471.* 387. b.

1471. 5. Septembre. *Traité de Paix entre* YOLAND DE FRANCE, *Duchesse Régente de Savoye, l'Evêque de* GENEVE, *& les Comtes de* BRESSE

TABLE CHRONOLOGIQUE.

SE & de ROMONT ſes Beaufréres. Fait à Chamberi, le 5. Septembre, 1471. 588. b.

1471. 3. Octobre. *Traité entre* LOUIS XI. *Roi de France &* CHARLES *Duc de Bourgogne, par lequel ils confirment les Traitez d'Arras, de Conflans, & de Peronne, &c. Fait au Château de Crotoy, le 3. Octobre, 1471.* 590. a.

1471. *Articles de ce qui a été promis par les Etats de* l'EMPIRE *à* FERDINAND III. *Empereur, à la Diéte de Ratisbonne, en 1471.* 592. b.

1473. 1. Mars. *Ratification faite par* LOUIS XI. *Roi de France, de la prolongation de la Tréve, qui avoit été concluë en ſon nom par ſes Commiſſaires, avec ceux de* CHARLES *Duc de Bourgogne. Donnée à Senlis, le 1. Mars, 1473.* 592. b.

1473. 10. Avril. *Contract de Mariage entre* CHARLES DE SAVOYE, *depuis Duc de ce Pays premier du nom, &* LOUISE DE SAVOYE *ſa Couſine. Fait à Annecy, le 10. Avril, 1473.* 594. b.

1473. 28. Octobre. *Contract de Mariage de* LOUIS *Duc d'Orleans, depuis Roi de France XII. du nom, avec Madame* JEANNE DE FRANCE, *fille du Roi Loüis XI. A Jargeau, le 28. Octobre, 1473.* 596. a.

1473. 3. Novembre. *Contract de Mariage d'*ANNE DE FRANCE, *Fille du Roi Loüis XI. avec* PIERRE DE BOURBON, *Sieur de Baugé, depuis ſecond du nom Duc de Bourbon. Fait à Jargeau, le 3. de Novembre, 1473.* 598. a.

1474. 10. Janvier. *Traité d'Alliance entre* LOUIS XI. *Roi de France, & les Cantons des* SUISSES, *du 10. Janvier, 1474.* 599. a.

1474. Dernier Février. *Traité de Paix entre* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, & les* VILLES HANSEATIQUES. *Fait à Utrecht, le dernier de Février, 1474.* 600. a.

1474. 20. Juin. *Teſtament de* RENE' *Roi de Sicile, & Comte de Provence. Fait le 22. Juin, 1474.* 606. b.

1475. 30. Janvier. *Traité de Ligue entre* CHARLES *dernier Duc de Bourgogne, &* GALEAS SFORCE *Duc de Milan, par l'entremiſe d'Yolande de France Ducheſſe de Savoye. Fait à Moncalier, le 30. Janvier, 1475.* 611. a.

1475. 29. Août. *Traité en forme de Compromis entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'Arbitres. Fait au Camp près d'Amiens, le 29. Août, 1475.* 612. b.

1475. 29. Août. *Compromis entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'Arbitres pour terminer leurs différens. A Amiens, le 29. Août, 1475.* 613. a.

1475. 29. Août. *Tréve pour ſept Ans, concluë à Amiens entre* LOUIS XI. *Roi de France &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, le 29. Août, 1475.* 613. b.

1475. 29. Août. *Promeſſe de* LOUIS XI. *Roi de France à* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre de faire épouſer au Dauphin ſon Fils la Princeſſe Elizabeth, fille Ainée d'Edoüard, ou la Princeſſe Marie ſon autre fille, au cas qu'Elizabeth vienne à mourir avant le Mariage accompli. A Amiens, le 29. Août, 1475.* 615. a.

1475. 13. Septembre. *Traité ou Trêves marchandes faites pour neuf ans, entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* CHARLES *dernier Duc de Bourgogne. A Soleurre, le 13. Septembre, 1475.* 616. b.

1475. 13. Septembre. *Copie des Lettres de* LOUIS XI. *Roi de France, par leſquelles il explique un Article du Traité de Tréve faite pour neuf ans entre lui & le Duc de* BOURGOGNE, *lequel article concerne la Sardaigne, le Rouſſillon, & Comté de Ferrette. A Soiſſons, le 13. Septembre, 1475.* 620. b.

1475. 23. Septembre. *Confirmation & Renouvellement des Traitez entre la* FRANCE *&* le Royaume de CASTILLE. *A Paris, le 23. Septembre, 1475.* 621. a.

1475. 9. Octobre. *Traité de Paix fait entre* LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Notre Dame de la Victoire, près Senlis, le 9. Octobre, 1475.* 632. a.

1475. 26. Octobre. *Traité d'Alliance des* SUISSES *avec* LOUIS XI. *Roi de France, qui leur promet 2000. livres de penſion, réglant la ſolde des Suiſſes qui ſervirout la France. Du 26. Octobre, 1475.* 634. b.

1475. 31. Décembre. *Confédération entre* FREDERIC III. *Empereur, &* LOUIS XI. *Roi de France, confirmant tous les Traitez faits entre l'Empire & la France, depuis le tems de S. Charles Empereur, du dernier Décembre, 1475. Ratifiée à Paris le 17. Avril ſuivant.* 635. a.

1475. 31. Décembre. *Traité d'Andernach, ſur l'alliance faite entre l'Empereur* FREDERIC III. *&* les ELECTEURS *d'une part, &* LOUIS XI. *Roi de France d'autre, contre* CHARLES *Duc de Bourgogne. Du dernier Décembre, 1475.* 636. a.

1475. 8. Janvier. *Traité fait entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, pendant la Tréve, touchant le commerce, & la liberté des Marchands allans & venans d'un Royaume à l'autre. Au Pleſſis lez Tours, le 8. Janvier, 1475.* 637. b.

1475. 7. Mars. *Don fait à* LOUIS XI. *Roi de France, par* MARGUERITE *Reine d'Angleterre, des droits, qui lui appartiennent és Duchez d'Anjou, de Lorraine, & de Bar, & au Comté de Provence, du 7. Mars, 1475.* 640. b.

1475. 25. Mars. *Alliance faite entre l'Empereur* FREDERIC III. *les* ELECTEURS DE L'EMPIRE, *&* LOUIS XI. *Roi de France, contre le Duc de* BOURGOGNE. *A Cologne le 25. Mars 1475.* 642. b.

Sans date. *Projet de Mariage entre* CHARLES *Dauphin, depuis Roi de France VIII. du nom, fils du Roi* LOUIS XI. *&* MARIE, *Héritiére des Pays-bas. Sans date.* 643. b.

1476. 18. Février. *Acte par lequel les Etats du Comté de* BOURGOGNE *remettent ce Pays à* LOUIS XI. *Roi de France, pour le garder pour* MARIE *héritiére de Bourgogne. Fait à Dole, le 18. Février, 1476.* 644. a.

1476. 17. Avril. *Alliance entre l'Empereur* FREDERIC III. *&* LOUIS XI. *Roi de France, contre le Comte Palatin. A Paris, le 17. d'Avril, 1476.* 644. b.

1476. 9. Mars. *Traité de Paix & de Ligue, entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* GALEAS, *Duc de Milan, du 9. Août 1476.* 645. b.

1476. 23. Août. *Ratification du Duc & des Etats de* BRETAGNE, *Aſſemblez à Redon le 23. Août, 1476. du Traité de Paix fait à Senlis, entre* LOUIS XI. *Roi de France, & François Duc de Bretagne.* 649. a.

1476. 20. Décembre. *Confirmation du Traité de Paix entre* LOUIS XI. *& le Duc de* BRETAGNE, *fait à Senlis le 9. Octobre 1475. avec les éclairciſſemens, modifications, & déclarations contenuës en cét Acte. Fait au Pleſſis-Lez-Tours, le 20. Décembre, 1476.* 650. b.

1477. 27. Juillet. *Acte du Traité de Paix, fait entre* LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Arras le 27. Juillet, 1477.* 652. b.

1477. 18. Août. *Articles du Traité de Mariage entre* MAXIMILIEN D'AUTRICHE, *&* MARIE DE BOURGOGNE, *paſſé à Gand, le 18. Août, 1477.* 654. a.

1477. 18. Septembre. *Trêves accordées entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche. A Lens en Artois, le 18. Septembre, 1477.* 654. b.

1477. 9. Janvier. *Traité de Paix & Alliance perpétuelle entre* LOUIS XI. *Roi de France, & la Seigneurie de* VENISE, *du neuviéme Janvier, 1477. auquel eſt auſſi compriſe la Seigneurie & Communauté de Florence.* 655. b.

1478. 11. Juiller. *Traité de Tréve pour un an entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche. Fait au Camp lez le Vieux Voendin, le 11. Juillet, 1478.* 665. b.

1478. 14. Août. *Traité d'Alliance & de Ligue entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* PHILIPPE DE SAVOYE, *Comte de Baugé & de Breſſe. A Bourg, le 14. Août, 1478. & ſigné par le Roi, le 13. Septembre, audit an.* 656. b.

1478. 1. Septembre. *Contract de Mariage de* FREDERIC *d'*ARRAGON *Prince de Tarente, &* d'ANNE DE SAVOYE. *Fait le 1. Septembre, 1478.* 658. a.

1478. 20. Octobre. *Teſtament de* CATHERINE *Reine de Boſnie, en faveur du* S.^T SIEGE. *Fait à Rome le 20. Octobre, 1478.* 668. a.

1478. 13. Février. *Traité de Trêves entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre,*

TABLE CHRONOLOGIQUE.

gleterre, durant leur vie, & cent ans après la mort de l'un ou de l'autre. A Londres, le 13. Février, 1478. 661. a.

1479. 10. Janvier. *Deux Traitez faits à S. Jean de Luz, le 9. Octobre,* 1478. *entre* LOUIS XI. *Roi de France,* & FERDINAND & ISABELLE *Roi & Reine de Castille; l'un principalement pour la révocation de l'Alliance dudit Roi de Castille avec* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche & sa Femme; & l'autre pour le renouvellement & confirmation de quatre anciens Traitez, qui y sont inférez; l'un de Valladolid, du 7. Décembre* 1408. *L'autre de Madrid, du 29. Janvier* 1435. *Le troisiéme de Cordoüe, du 10. Juillet,* 1455. *& le quatriéme encore de Cordoüe, du 19. Juin,* 1479. *Le tout ratifié par lesdits Ferdinand & Isabelle, au Monastére de Gaudalupe, le 10. Janvier,* 1479. *Sous la formalité de la clausé de la Foi, Hommage, & Serment de les garder, & observer. Regîtré au Parlement, le* 14. *Décembre,* 1480. 668. b.

1479. 8. Juillet. *Lettres de Ratification de l'Accord fait par le Sieur de Chaumont, Comte de Brienne, Gouverneur de Bourgogne, & Champagne, pour & au nom de* LOUIS XI. *Roi de France, avec la Ville de* BEZANCON, *suivant lequel le Roi entre en partage avec ladite Ville des droits de justice & de la gabelle pour en joüir, ainsi qu'avoient fait les Ducs Philippe & Charles de Bourgogne. Donné à Nemours, le* 8. *Juillet,* 1479. 684. b.

1480. 9. Juillet. *Commission pour faire le procès à Maitre* CHARLES DE MARTIGNY *Evêque d'Elne, pour avoir outrepassé son pouvoir dans le Traité fait à Londres le* 13. *Juin,* 1478. *Ladite Commission du 9. Juillet,* 1480. 685. b.

1480. 19. Octobre. *Seconde Cession & Transport fait à* LOUIS XI. *Roi de France, à ses Hoirs & ayant cause, par* MARGUERITE *Reine d'Angleterre, Veuve du Roi Henri VI. & seconde Fille de René Roi de Sicile, & d'Isabelle Duchesse de Lorraine, des droits, qui lui pouvoient lors appartenir, ou lui appartiendroient au futur, és Duchez de Bar & de Lorraine, au Marquisat du Pont-à-Mousson, & és Comtez de Provence, de Forcalquier, & du Piemont, & ce en considération de ce qu'elle étoit Cousine Germaine dudit Roi Loüis, & des grands bienfaits & entretenemens, qu'elle avoit reçus de lui. A Angers, le* 19. *Octobre,* 1480. 686. a.

1481. *Taxes des* PRINCES CHRE'TIENS, *pour ce qu'ils doivent fournir pour la guerre contre le* TURC, *& autres Accords à ce sujet faits par la médiation du Pape Sixte IV. l'an* 1481. 687. b.

1481. 21. Juin. *Traité & Confédération entre les Rois de* CASTILLE *&* de PORTUGAL *au sujet des Isles Canaries, confirmé par le Pape Sixte IV. A Rome le* 21. *de Juin* 1481. 689. b.

1481. 10. Décembre. *Testament de* CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence, par lequel il légue le Vicomté du Martigues à François de Luxembourg son Cousin; fait plusieurs autres legs à ses Serviteurs & Domestiques; institué héritier Loüis XI. Roi de France, & après lui le Dauphin, & autres Successeurs des Rois de France, à l'exclusion de sa propre Sœur mariée dans la Maison d'Armagnac. Fait à Marseille, le* 10. *Décembre,* 1481. 690. a.

1481. 11. Décembre. *Premier Codicille de* CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence. Fait à Marseille, le* 11. *Décembre,* 1481. 696. b.

1481. 11. Décembre. *Second Codicille de* CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence. Fait à Marseille, le* 11. *Décembre,* 1481. 700. b.

1481. *Accord fait entre les huit Cantons des Ligues, qui sont* ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SCHWITS, UNDERWALD, *dessus & dessous les* BOIS, ZUG, & GLARIS. *Fait le premier Samedi après la Fête de Saint Thomas Apôtre,* 1481. 703. a.

1482. 23. Décembre. *Traité de Paix entre* LOUIS XI. *Roi de France d'une part, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche, & ses Enfans d'autre. A Arras, autrement, Franchise, le* 23. *Décembre,* 1482. 704. b.

1483. 12. Janvier. *Concordat entre la Justice spirituelle de* CAMBRAI *& la temporelle de* HAINAULT. *Fait à Mons, le* 12. *Janvier,* 1483. 713. b.

1483. 3. Décembre. *Privilége accordé par* LOUIS XI. *Roi de France aux Villes* ANSE'ATIQUES *A Amboise, au mois de Septembre,* 1483. *& enregîtré au Parlement le* 3. *Décembre de la même année.* 861. a.

1484. 4. Avril. *Traité entre* CHARLES VIII. *Roi de France, & les* VILLES ANSE'ATIQUES. *Fait le* 4. *Avril,* 1484. 716. b.

1484. 4. Août. *Traité de Confédération entre* CHARLES VIII. *Roi de France, & les* SUISSES. *Du* 4. *Août,* 1484. 717. b.

1484. 1. Octobre. *Commission donnée par* CHARLES VIII. *Roi de France, au Cardinal de Foix, & à l'Evêque d'Alby, d'aller en Foix, pour accommoder le différent sur la prétension de* JEAN DE FOIX, *Vicomte de Narbonne, à la Comté de Foix, Bigorre, &c. contre* CATERINE *Reine de Navarre, Sa Niéce. A Montargis, le* 1. *jour d'Octobre,* 1484. 718. b.

1484. *Articles de* FRANCOIS *Duc de Bretagne, apportez à* CHARLES VIII. *Roi de France par Monsieur de Vienne, par lesquels il offre au Roi, de renouveller les Traitez faits avec lui, s'il le juge nécessaire pour son service. L'an* 1484. 720. a.

1484. 22. Octobre. *Traité entre* CHARLES VIII. *Roi de France & les Seigneurs & Etats de* BRETAGNE, *pour la confirmation de leurs Priviléges. A Montargis, le* 22. *Octobre,* 1484. 720. a.

1484. 25. Octobre. *Lettres d'Amitié, Confédération, & Alliance entre* PIERRE, *Seigneur de Beaujeu, & sa Femme* ANNE DE FRANCE, *& ceux des trois Membres de* FLANDRES. *A Montargis, le* 25. *Octobre,* 1484. 721. b.

1484. 28. Octobre. *Promesse de divers Seigneurs de* BRETAGNE, *faite à* CHARLES VIII. *Roi de France, de le reconnoître pour Souverain, après le décès du Duc François, à condition d'être maintenus en tous leurs droits, libertez, & franchises. A Nantes, le* 28. *Octobre,* 1484. 721. a.

1484. 27. Décembre. *Lettre de* CHARLES VIII. *Roi de France à* MAXIMILIEN, *Duc d'Autriche, par laquelle il lui déclare, que sur l'avis qu'il a eu, qu'il tâchoit de s'emparer du Pays & des Villes appartenans à* PHILIPPE *Comte de Flandres, pour avoir la garde noble de Prince, il s'est uni d'amitié & confédération avec lui, contre tous ceux qui voudront entreprendre sur sa personne, & ses Pays, & en même tems le somme de remettre les choses en l'état qu'elles étoient, avant la surprise faite de la Ville de Tenremonde. A Montargis le* 27. *Décembre,* 1484. 722. b.

1484. 28. Janvier. *Lettres de* CHARLES VIII. *Roi de France, par lesquelles il veut, que* JAQUES DE SAVOYE, *Sieur de Romont,* MARIE DE LUXEMBOURG *sa Femme, & Françoise de Luxembourg Sœur de Marie, soient compris au Traité d'Arras. A Melun, le* 28. *Janvier,* 1484. 723. b.

1484. 5. Février. *Lettres de* CHARLES VIII. *Roi de France, par lesquelles il reçoit, comme Souverain Seigneur, les Flamands en son amitié, & promet les aider & assister envers & contre tous. A Paris, le* 5. *Février,* 1484. 725. a.

1484. 26. Février. *Traité entre* CHARLES VIII. *Roi de France,* & PHILIPPE D'AUTRICHE, *Duc de Bourgogne, Comte de Flandres, &c. A Gand, le* 26. *Février,* 1484. 726. a.

1485. 1. Avril. *Contract de Mariage entre* CHARLES I. *Duc de Savoye &* BLANCHE DE MONTFERRAT. *Fait à Casal, le* 1. *Avril,* 1485. 727. b.

1485. 26. Juin. *Traité de Réconciliation entre* MAXIMILIEN *Archiduc d'Autriche, & les trois Membres du Pays de* FLANDRES. *Fait le* 28. *Juin,* 1485. 729. a.

1485. 2. Novembre. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *Fait à Bourges, & ratifié par le Duc à Nantes, le* 9. *Août; & par le Roi à Bourges, le* 2. *Novembre,* 1485. 729. a.

1485. 17. Décembre. *Placard portant que la Trêve qui a été accordée entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &*

TABLE CHRONOLOGIQUE.

HENRI VII. *Roi d'Angleterre, à commence le* 17. *Décembre*, 1485. *Du* 1. *Décembre*, 1485. 731. a.

1485. 7. Janvier. *Traité d'Alliance entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &* JEAN II. *Roi de Portugal. Fait à Monte-Major le* 7. *Janvier*, 1485. 731. a.

1485. 25. Février. *Donation & Cession du Royaume de Chypre, faite par* CHARLOTE *Reine de Chypre à* CHARLES I. *Duc de Savoye. Faite le* 25. *Février*, 1485. 731. b.

1487. 16. Février. *Contract de Mariage de* CHARLES D'ORLEANS *Comte d'Angoulême, Pére de François I. Roi de France, & de Dame* LOUISE *sa Femme, Fille de Philippe de Savoye, & de feüe Dame Marguerite de Bourbon. A Paris le* 16. *Février*, 1487. 733. a.

1488. 1. Mai. *Traité d'Alliance, d'Union, &c. entre les trois Etats du Duché de* BRABANT, *& les Etats de* MIDDELBOURG, LIMBOURG, LUXEMBOURG, *Flandres, &c. Fait à Gand, le* 1. *Mai*, 1488. 735. a.

1488. 16. Mai. *Traité de Paix entre* MAXIMILIEN *Roi des Romains, & les Etats & trois Membres de* FLANDRES. *Fait à Bruges, le* 16. *de Mai*, 1488. 737. b.

1488. 20. Août. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Sablé, le* 20. *Août*, 1488. 740. b.

1488. 14. Février. *Traité de Confédération & d'Alliance entre* MAXIMILIEN *Roi des Romains, l'Archiduc son Fils, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. Fait à Dordrechs, le* 14. *de Février*, 1488. 742. b.

1489. 22. Juillet. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Roi des Romains. A Francfort, le* 22. *Juillet*, 1489. 443. a.

1489. 12. Août. *Privilége accordé par* CHARLES VIII. *Roi de France aux Villes* ANSE'ATIQUES. *Donné à Amboise, le* 12. *d'Août*, 1489. 863. a.

1489. 1. Octobre. *Traité de Paix entre* MAXIMILIEN *Roi des Romains, &* l'*Archiduc* PHILIPPE *son Fils, d'une part, & ceux du Pays de* FLANDRES, *d'autre. Au Montils-lés-Tours, le premier Octobre*, 1489. 745. a.

1489. 20. Mars. *Procuration de* MAXIMILIEN *Roi des Romains, pour traiter du Mariage d'entre lui &* ANNE *Duchesse de Bretagne. Donné à Inspruch, le* 20. *Mars*, 1489. 747. b.

1490. 11. Septembre. *Traité de Ligue entre* HENRI VIII. *Roi d'Angleterre,* MAXIMILIEN *Roi des Romains, &* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche son fils, contre* CHARLES VIII. *Roi de France. A Oking, le* 11. *Septembre*, 1490. 748. a.

1490. 6. Décembre. *Traité de* MAXIMILIEN *Roi des Romains, & de* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, avec la Ville de* BRUGES *à qui ces Princes pardonnent. Fait à Bruges, le* 6. *Décembre*, 1490. 749. b.

1491. 15. Novembre. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, & la Duchesse* ANNE DE BRETAGNE. *Fait au Fauxbourg de Rennes, le* 15. *Novembre*, 1491. 750. a.

1491. 13. Décembre. *Traité de Mariage entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &* ANNE *Duchesse de Bretagne. A Langeais, le* 13. *Décembre*, 1491. 752. a.

1492. 26. Juin. *Testament de* PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé & Seigneur de Bresse. Fait au Château du Pont d'Ains, le* 26. *Juin*, 1492. 754. a.

1492. 5. Juillet. *Ligue d'*ANNE *Reine de France, de Loüis Duc d'Orleans, de* PIERRE *&* d'ANNE *Duc & Duchesse de Bourbon, pour le service de* CHARLES VIII. *Roi de France. A Paris, le* 5. *Juillet*, 1492. 755. b.

1492. 12. Octobre. *Traité entre le Duc de Saxe, Lieutenant Général des Troupes de* MAXIMILIEN *Roi des Romains & de Philippe Archiduc d'Autriche son Fils, & le Sieur de Baresteyn, Seigneur de* TECLUSE, *pour la redditien de ladite Place & de ses dépendances. Fait le* 12. *Octobre*, 1492. 756. a.

1492. 3. Novembre. *Traité de Paix entre* CAARLES VIII. *Roi de France, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. Fait à Etaples, le* 3. *Novembre*, 1492. 758. a.

1493. 4. Mai. *Bulle du Pape* ALEXANDRE VI. *qui accorde à* FERDINAND *&* ISABELLE *Roi & Reine de Castille & d'Arragon, le droit sur le Nouveau Monde découvert par Christophe Colomb. Donnée le* 4. *Mai*, 1493. 864. b.

1493. 23. Mai. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, d'une part, &* MAXIMILIEN I. *Roi des Romains, & son fils* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche d'autre. A Senlis, le* 23. *Mai*, 1493. 763. a.

1493. 20. Août. *Promesse de* PHILIPPE *de Bourgogne Seigneur de Beures, d'entretenir la Paix de Senlis, & d'assister le Roi de France, en cas qu'il y soit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc son Fils. A Malines, le* 20. *Août* 1493. 769. b.

1493. 25. Août. *Promesse de la Ville d'*IPRES, *d'entretenir la Paix de Senlis, & d'assister le Roi de France, en cas qu'il y soit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc son fils. Le* 25. *Août*, 1493. 770. a.

1493. 19. Janvier. *Traité entre* CHARLES VIII. *Roi de France, d'une part, &* FERDINAND *&* ISABELLE *Rois de Castille & d'Arragon, d'autre. Fait à Barcelonne, le* 19. *Janvier*, 1493. 771. a.

1493. 4. Juin. *Lettre des Consuls de* PERPIGNAN *à Madame de Bourbon, qui lui mandent qu'ils veulent demeurer sujets du Roi de France Charles VIII. & ne se point rendre au Roi d'Espagne. Du* 4. *Juin*, 1493. C'est une suite du Traité précédent. 776. a.

1493. 4. Juin. *Lettre du Vicomte de* RODES *à Madame de Bourbon, par laquelle il lui mande, que ceux de la Ville de Perpignan veulent demeurer sujets du Roi de France Charles VIII. & qu'ils ne se rendront au Roi d'Espagne, que par force. Du* 4. *Juin*, 1493. C'est encore une suite du même Traité. 776. b.

1493. 7. Juillet. *Ordre du Roi de France* CHARLES VIII. *à M. le Duc de Bourbon, de remettre la Ville de Perpignan au Roi de Castille, & décharge de ladite Place. Le* 7. *Juillet*, 1493. C'est aussi une suite du même Traité. 776. b.

1493. 12. Juin. *Acte de Délivrance de* MARGUERITE D'AUTRICHE *entre les mains des Ambassadeurs du Roi des Romains & de l'Archiduc, & la renonciation de cette Princesse au Mariage d'entre elle & Charles VIII. Roi de France. A Vandeüille, Diocése de Cambrai, le* 12. *Juin*, 1493. 777. a.

1494. Janvier. *Traité entre* CHARLES VIII. *Roi de France, & le Pape* ALEXANDRE VI. *A Rome, au mois de Janvier* 1494. 778. b.

1494. *Instructions données par le Pape* ALEXANDRE VI. *au Nonce par lui envoyé à Sultan Bajazet Empereur des Turcs, avec les Lettres dudit audit Alexandre, en l'année*, 1494. 779. a.

1495. 24. Février. *Traité de Paix & de Commerce entre* HENRI VII. *Roi d'Angleterre &* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, &c. Fait à Londres, le* 24. *Février*, 1495. 782. a.

1495. 10. Octobre. *Traité de Paix, Union, & bonne Amitié entre* CHARLES VIII. *Roi de France, de Sicile, & de Jerusalem, &* LOUIS MARIE SFORCE, *Duc de Milan, du* 10. *Octobre*, 1495. 789. b.

1495. 18. Octobre. *Lettre du Duc de* BOURBON *au sujet du Traité de Paix précédent avec le Duc de Milan. A Moulins, le* 18. *Octobre*, 1495. 791. b.

1495. 25. Novembre. *Investiture du Duché de Milan en faveur de* LOUIS SFORCE, *faite par l'Empereur* MAXIMILIEN I. *à Anvers, le* 25. *Novembre*, 1495. 791. b.

1497. 24. Mai. *Traité de Paix & de Commerce entre* CHARLES VIII. *Roi de France, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. A Bologne, le* 24. *Mai*, 1497. 795. b.

1497. Juin. *Traité d'Alliance & de Confédération perpétuelle entre les sept Cantons de* ZURICH, LUCERNE, URY, SCHWITZ, UNDERWALDEN, ZUG, *&* GLARIS *d'une part, & les* GRISONS, *d'autre. Fait le Mécredi avant la S. Jean, l'an* 1497. 798. a.

Traité

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1498. 8. Juillet. *Traité de Paix & d'Alliance entre le Roi de France*, LOUIS XII. *&* JEAN *Roi de Danemarc & de Suéde, par la médiation de Jaques Roi d'Ecosse. Fait le 8. Juillet,* 1498. 799. a.

1498. 2. Août. *Traité entre* LOUIS XII. *Roi de France, &* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, pour les foi & hommage dûs au Roi pour les Comtez de Flandres & d'Artois. A Paris, le 2. Août,* 1498. 802. a.

1498. 5. Août. *Traité de Paix & de Confédération & Alliance, entre* LOUIS XII. *Roi de France, d'une part; &* FERDINAND *&* ELIZABETH, *Roi & Reine de Castille & d'Arragon, d'autre. Au Monastére des Celestins proche de Marcoussis, le 5. Août,* 1498. 803. b.

1498. 12. Décembre. *Sentence de dissolution du Mariage de* LOUIS XII. *Roi de France, avec Madame* JEANNE DE FRANCE, *Fille du Roi Louis XI. Du 12. Décembre,* 1498. 807. a.

1498. 7. Janvier. *Contract de Mariage de* LOUIS XII. *Roi de France, avec Madame* ANNE DE BRETAGNE, *Veuve du Roi Charles VIII. A Nantes, le 7. Janvier,* 1498. 807. b.

Sans date. *Mémoire touchant les Traitez d'Arras de* 1482. *de Francfort de* 1489. *& de Senlis de* 1493. *inserez dans ce Volume, & qui servent beaucoup d'éclaircissement à l'Histoire, au sujet principalement du Mariage de* CHARLES *Dauphin, avec* MARGUERITE D'AUTRICHE; *de* MAXIMILIEN *Roi des Romains, avec* ANNE *Duchesse de Bretagne; & de ladite* ANNE *avec* CHARLES VIII. *& depuis avec* LOUIS XII. *Rois de France. Par* Amelot de la Houssaye. 808. b.

Traité de Confédération entre LOUIS XII. *Roi de France, & les* SUISSES. *Fait à Lucerne, le 16. Mars,* 1499. 809. a. — 1499. 16. Mars.

Traité de Paix & Alliance entre LOUIS XII. *Roi de France, & les* VENITIENS. *Fait à Blois, le 15. Avril,* 1499. 810. a. — 1499. 15. Avril.

Traité entre LOUIS XII. *Roi de France, &* PHILIBERT *Duc de Savoye. A Genéve, le 13. Mai,* 1499. 811. b. — 1499. 13. Mai.

Procès Verbal de l'Hommage fait par PHILIPPE, *Archiduc d'Autriche, à* LOUIS XII. *Roi de France, pour les Comtez de* FLANDRES, ARTOIS, *&* CHAROLOIS. *A Arras, le 5. Juillet,* 1499. 812. b. — 1499. 5. Juillet.

Acte fait par les MILANOIS *devant le Cardinal d'Amboise, le 17. Avril* 1500. *sur le pardon par eux requis à cause de leur rebellion contre* LOUIS XII. *Roi de France, Duc de Milan, &c.* 815. a. — 1500. 17. Avril.

Traité d'alliance contre le Turc, entre LOUIS XII. *Roi de France,* WLADISLAS *Roi de Hongrie, & de Bohême, &* JEAN ALBERT *Roi de Pologne. A Bude, le 14. Juillet,* 1500. 817. b. — 1500. 14. Juillet.

Traité de Paix, de Confédération, & d'Alliance entre LOUIS XII. *Roi de France, &* FERDINAND *&* ISABELLE, *Roi & Reine de Castille & d'Arragon, ratifié par les dits Roi & Reine, à Grenade, le* 11. *Novembre,* 1500. 821. a. — 1500. 11. Novembre.

Fin de la Table Chronologique du TOME I.

RECUEIL DES TRAITEZ DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ, DE CONFEDERATION, D'ALLIANCE, DE COMMERCE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, & d'ailleurs, depuis la Naissance de JESUS-CHRIST, jusqu'à present.

I.

ANS de J. C. 536. L'ITALIE ET L'EMPIRE.

Traité entre (a) THEODAT *Roi des Goths en Italie, & l'Empereur* JUSTINIEN, *par lequel Theodat céde la Couronne à Justinien, pourvû qu'on lui donne une pension.* Goldast. Tom. I. pag. 7.

(a) Theodat voulut se dédire dans la suite: mais cette démarche ayant fait connoître son peu de courage, il fut abandonné & tué par ceux de son parti.

(b) NON equidem ipse ad id regium culmen, ut adventitius & peregrinus perveni, quippe qui ex avunculo rege sim genus sortitus, & pro ejus nutritus hic dignitate, bellorum verò ac bellicæ turbulentiæ sum equidem non omnino peritus. Cum enim in audiendis literarum optimis disciplinis exercitus sim, & in eas studium meum omne contulerim, contigit sane, ut à bellicis hisce perturbationibus quam longe semotus, ad id demum venerim ut haud quaquam decere me ducam, pro terrestris Imperii & bonorum præsentium cupiditate, vitam ut in discrimine agam, sed ab his potius ut procul absim: nimirum cui neutrum sit voluptati, tum quia alterum satietate metimur, nam & suavitudinum omnium satietas est: tum quia insolentia ipsa desuetudoque in anxietates plerumque & turbas inducunt. Ipse igitur, si modo mihi prædia sint, quæ aureos ducentos & mille qutoannis ferant, parvi equidem sum regnum facturus, tibique statim Gothorum & Italorum permissurus Imperium, ut qui longe malim terræ cultor sine negotio esse, quam in imperatoriis curis vitam hanc ducere, vicissim in pericula transmittentibus. Remittes ergo quam celerrime hunc ad nos virum, cui cum Italiam ipsam, tum & res cæteras tuo sim nomine traditurus.

(b) C'est la Lettre que Theodat envoya à Justinien.

JUSTINIANUS IMPERATOR THEODAHATO Regi. Sapientem te esse ante hac audiitu & fama perceperam, nunc verò experientia doctus intelligo, quandoquidem animo destinaveris tuo, belli eventum non opperiri: quod utique plerique perpessi, elusi demum in rebus maximis sunt, & te quidem haud quaquam de cætero pœnitebit, ex hostibus nos tibi amicos feciſſe: à nobis verò quæ postulas, impetrabis, & ad hæc quidem accedet, quod honoris causa, Romanorum omnium primus describi imposterum poteris. Nunc itaque Athanasium Petrumque mittimus, ut confessione inter utrosque nostrum res confirmentur. Venturus & statim est ad te Belisarius, omnibus inter nos rebus conventis finem interpositurus.

ANS de J. C. 536.

II.

ANS de J. C. 591. FRANCE.

(c) *Traité de Paix entre les Rois* GONTRAN, & CHILDEBERT, *& la Reine* BRUNEHAUT, *fait à* (d) *Andelo, par lequel ils réglent ce que chacun doit posseder, & ce qui apartient en particulier à la Reine Brunehaut.* Goldast. Tom. I. pag. 13. & en François dans Fauchet. feuill. 134. mais beaucoup abrégé.

(c) Ce Traité est important. Fauchet dit que c'est le seul de ces temslà, qui nous reste en son entier. Il est considérable pour plusieurs raisons, & principalement parce qu'on y aprend, quel étoit le partage des Rois de France dans ce temslà, & le Doüaire des Reines. Mezerai en parle sur l'année 587. Mais les deux Auteurs que nous citons, le mettent en l'année 591.

CUM in Christi nomine præcellentissimi Domini GUNTHERAMNUS, & CHILDEBERTUS Reges, & gloriosissima Domna BRUNICHILDIS Regina, Andelaum charitatis studio convenissent, ut omnia, quæ undecunque inter ipsos scandalum poterant generare, pleniori consilio definirent: id inter eos mediantibus Sacerdotibus atque Proceribus, Deo medio, charitatis studio sedit, complacuit, atque convenit, ut quamdiu eos Deus omnipotens in præsenti seculo superesse voluerit, fidem & charitatem puram, & simplicem, sibi debeant conservare.

2. Similiter quia Dominus GUNTHERAMNUS juxta pactionem, quam cum bonæ memoriæ Domno Sygiberto inierat, integram portionem, quæ est de regno Chariberti, illis fuerat consecutus, sibi

(d) *Andelo*, ou *Andlaw*, est une Ville d'Alsace, autrefois Impériale, & qui a apartenu ensuite aux Ducs des Deux-Ponts.

ANS de J. C. 591.

sibi diceret in integrum redhiberi, & pars Domni Childeberti, ea quæ pater suus possederat, ad se vellet ex omnibus revocare, id inter ipsos constat fixa deliberatione finitum, ut in illam tertiam portionem de Parisiensi civitate cum terminis & populo suo, quæ ad Domnum Sygibertum de regno Chariberti conscripta Pactione pervenerat, cum castellis Duno & Vindocino, & quicquid de pago Stampensi, vel Carnoteno in pervio illo ante fatus Rex cum terminis & populo suo perceperat, in jure & dominatione Domni GUNTHERAMNI, cum eo quod superstite Domno Sygiberto de regno Chariberti antea tenuit, debeant perpetualiter permanere: pari conditione civitates Meldonenses, & duas portiones de Silvanectis, Turonos, Pictavos, Abrincatas, vicum Julienſem cum Sorannis, Lapurdo & Albige, Domnus Childebertus Rex cum terminis à præsenti die suæ vindicet potestati. Ea igitur conditione servata, ut quem Deus de ipsis Regibus superstitem esse præceperit, regnum illius, qui absque filiis de præsentis seculi luce migraverit, ad se integritatem jure perpetuo debeat revocare, & posteris suis, Domino auxiliante, relinquere.

3. Illud specialiter placuit per omnia inviolabiliter conservari, ut quicquid Domnus Guntheramnus Rex filiæ suæ Chlothieldi contulit, aut adhuc Deo propitiante contulerit, in omnibus rebus atque corporibus, tam in civitatibus, quàm agris vel reditibus, in jure & dominatione ipsius debeant permanere: & si quid de agris fiscalibus, vel Speciebus atque præsidio pro arbitrii sui voluntate facere, aut quicquam conferre voluerit, in perpetuo auxiliante Domino conservetur, neque à quocumque ullo unquam tempore convellatur, & sub tuitione ac defensione Domni Childeberti, cum his omnibus, quæ ipsam transitus genitoris sui invenerit possidentem, sub omni honore & dignitate secura debeat possidere.

4. Pari conditione repromittit Domnus Guntheramnus Rex, ut si, ut habet humana fragilitas, quod divina pietas non permittat, nec ille videre desiderat, si contigerit Domnum Childebertum, eo superstite, de hac luce migrare, filios suos THEODOBERTUM & THEODORICUM Regem, vel si adhuc alios ipsi Deus dare voluerit, ut pius pater sub sua tuitione & defensione recipiat, ita ut regnum patris eorum sub omni soliditate possideant: & genitricem Domni Childeberti, Domnam BRUNECHILDEM Reginam, vel filiam ejus Chlodosuindam, germanam Domni Childeberti Regis, quandiu intra regionem Francorum fuerit, vel ejus Reginam Faileubam, tanquam sororem bonam, & filias, in sua tuitione & defensione, spiritali dilectione recipiat, & sub omni honore & dignitate cum omnibus rebus earum, cum civitatibus, agris, reditibus, vel cunctis titulis, & omni corpore facultatis, tam quod præsenti videntur tempore possidere, quam quod adhuc Christo præsule juste potuerint augmentare, sub omni securitate & quiete possideant: ut si quid de agris fiscalibus vel speciebus atque præsidio pro arbitrii sui voluntate facere, aut cuiquam conferre voluerint, fixa stabilitate in perpetuo conservetur, nec à quibuscunque voluntas illarum ullo tempore convellatur.

5. De Civitatibus verò, hoc est, Burdegala, Lemonica, Cadurco, Benarno, & Begorra, quas Gailesuindam germanam Domnæ Brunichildis, tam in dote, quàm in morganegiba, hoc est, matutinali dono, in Franciam venientem certum est adquisisse: quas etiam per judicium glorioſissimi Domni Guntheramni Regis, vel Francorum superstitibus Chilperico & Sygiberto Regibus, Domna Brunichildis noscitur adquisisse: ita convenit, ut Cadurcum civitatem cum terminis & cuncto populo suo, Domna Brunichildis de præsenti in sua proprietate percipiat: reliquas verò civitates ex hac conditione superius nominatas Domnus Guntheramnus, dum advivit, possideat, ita ut quandoque post ejus transitum, in dominationem Domnæ Brunichildis hæredumque suorum cum omni soliditate Deo propitio revertantur. Nec superstite Domno Guntheramno, neque à Domna Brunichilde, neque à filio suo Childeberto Rege, filiisque suis, quolibet ingenio, vel tempore repetantur. ANS de J. C. 591.

6. Simili modo convenit, ut Silvanectum Domnus Childebertus in integritate teneat, & quantum tertia Domni Guntheramni exinde debita competit, de tertia Domni Childeberti, quæ est in Rossuensi, Domni Guntheramni partibus compensetur.

7. Simili modo convenit, ut secundum pactiones inter Domnum Guntheramnum & bonæ memoriæ Domnum Sygibertum initas, leudes illi, qui Domno Guntheramno post transitum Domni Chlotharii sacramenta primitus præbuerunt, & si postea convincentur se in parte alia tradidisse, de locis, ubi commanere videntur, convenit ut debeant removeri. Similiter & qui post transitum Domni Chlotharii convincuntur Domno Sygiberto sacramenta primitus præbuisse, & se in aliam partem transtulerunt, modo simili removeantur.

8. Similiter quicquid antefati Reges ecclesiis aut fidelibus suis contulerint, aut adhuc conferre cum justitia, Deo propitiante, voluerint, stabiliter conservetur, & quicquid unicuique fidelium in utriusque regno per legem & justitiam redhibetur, nullum ei præjudicium patiatur, sed liceat res debitas possidere, atque recipere. Et si aliquid cuicunque per interregna, sine culpa sublatum est, audientia habita restauretur. Et de eo, quod per munificentias præcedentium Regum unusquisque usque ad transitum gloriosæ memoriæ Domni Chlotharii Regis possedit, cum securitate possideat. Et quod exinde fidelibus personis ablatum est, de præsenti recipiat.

9. Et quia inter præfatos Reges pura & simplex est in Dei nomine concordia inligata, convenit ut in utroque regno utriusque fidelibus, tam pro causis publicis quàm privatis, quicunque voluerit ambulare, pervium nullis temporibus denegetur.

10. Similiter convenit, ut nullus alterius leudes nec sollicitet, nec venientes excipiat. Quod si forsitan pro aliqua amissione partem alteram crediderit expetendam, juxta qualitatem culpæ excusati reddantur.

11. Hoc etiam huic addi placuit Pactioni, ut si qua pars præsentia statuta sub quacunque calliditate, tempore quocunque transcenderit, omnia beneficia, tam repromissa, quàm in præsenti conlata, amittat, & illi proficiat, qui inviolabiliter omnia supra scripta servaverit: & sit de sacramentorum obligatione in omnibus absoluta.

12. His itaque omnibus definitis, jurant partes per Dei omnipotentis nomen, & inseparabilem Trinitatem, vel Divina omnia, ac tremendum diem judicii, se omnia, quæ superius scripta sunt, absque ullo dolo malo, vel fraudis ingenio inviolabiliter servaturos.

13. Facta Pactio sub die quarto Kalendis Decembris, anno vicesimo sexto regni Domni GUNTHERAMNI Regis, Domni CHILDEBERTI verò duodecimo anno.

III.

Rescrit de l'Empereur CHARLEMAGNE, *à* NICEPHORE *Empereur de Constantinople, touchant la paix entre les deux Empires.* Goldast. Tom. I. pag. 144. ANS de J. C. 803. EMPIRES D'ORIENT ET D'OCCIDENT.

CUM in omni humanæ actionis initio Domini sit auxilium invocandum, maximè in hoc, quod

ANS de J. C. 803. quod modò inter nos Deo mediante agitur, negotio, Domini & Salvatoris nostri Jesu Christi omni modo sunt imploranda suffragia, ut qui nomine illius signati sumus, & in dispensatione passionis ejus ab æterno mortis periculo nos redemptos esse confidimus, ea quæ ipso inspirante inchoamus, ad honestum & utilem perfectionis terminum perducere mereamur, in cujus nomine atque honore Legatum fraternitatis tuæ, quem ad bonæ recordationis filium nostrum PIPINUM Regem misistis, Arsatium scilicet gloriosum Spatarium ad nos cum verbis & literis ..... tuæ, benignè atque honorificè suscepimus, Et quamvis ad nos missus non fuisset, veluti ad nos missum, adhibita diligenti cura, & audivimus, & cum eo de his, quæ detulit, quia prudentem animadvertimus, colloquutionem habuimus. Nec immeritò; cum tanta esset non solum in literis, quas attulit, sed etiam in verbis, quæ ex ore illius nostris auribus insonuerunt, optatæ ac semper optandæ pacis copia, ut valde nobis, & quibuscunque Deum amantibus hujuscemodi Legatio placere potuisset; quæ utique tanto fuit charitatis ac pacis favo respersa, ut in palato cordis cujusque fidelis veram possent sapere dulcedinem, posletque judicari penitùs insipiens, cui talia videntur insipida.

2. Propter quod postquam illum in fines Regni nostri perveniss comperimus, veluti præscii optimæ ac Deo complacitæ Legatis ejus temperare nequivimus, oportunè eum ad nostram præsentiam venire fecimus; maximè tamen, quod is, ad quem illum missum constabat, dilectus filius noster PIPINUS Rex, divino judicio jam rebus humanis excesserat, neque nos illum cum infecto negotio tanto, ad quod perficiendum directus erat, vacuum reverti, pati potuimus.

3. Et non solum propter hoc, sed etiam quod ex tempore, quo primo Imperii tui anno, Michaëlem Metropolitanum, & Populum, Assiduum Abbatem, Callistumque gloriosum Candidatum, ad constituendam nobiscum pacem, & fœderanda atque adunanda hæc, duo in Christi charitate Imperia, longæva tua misit dilectio.

4. Veluti in specula positi, longa fuimus expectatione suspensi, præstolantes sive per Legatum, sive per epistolam, quando meritorum scriptis nostris, amabilia fraternitatis tuæ responsa susciperem. Jamque, ut se habet humanæ mentis infirmitas, prope desperatio cordi nostro incipiebat oboriri; sed fidentes, sperabamus in eo, qui nunquam deserit sperantes in se, quod secundum Apostolum (a) labor noster in ipso vacuus & inanis esse non deberet; ac desiderium nostrum, quod, ut confidimus, ipsius inspiratione concipimus, secundum divitias misericordiæ suæ, complere, & quandocunque ad effectum perducere deberet. Idcircò audito adventu memorati Legati dilectionis tuæ, Arsatii gloriosi Spatarii, magnopere gavisi sumus, confidentes, nos de rebus incertis ad optatam certitudinem perventuros, & de his, quæ prædictis Missis tuis ad te perferenda dedimus, responsum esse recepturos. Et reverà ita factum est. Sensimus enim ex parte mea, quod desiderabamus, ad completionem votorum nostrorum, divini favorem auxilii, & in verbis ac literis, quæ per Legationem memorati Legati perlata sunt, quamvis ad filium nostrum scripta & directa essent, non minimam nos desideratæ responsionis accepisse portionem.

5. Proinde omnipotenti Deo, non quales debuimus, sed quales potuimus, gratias agimus, quod cordi dilectionis tuæ, quam quæsivimus, ac desiderabilem pacis voluntatem inspirare dignatus est, orantes (b) secundum Apostolum, ut Deus, qui vobis in hac pace velle tribuit, ipse perficere tribuisset. Propter quod nihil morantes, sed omni cunctatione ac dubitatione penitus abjecta (c) Legatos nostros præparavimus ad tuam amabilem fraternitatem dirigendos.

(a) 1. Thessal. 3.

(b) Philip. 2.

(c) Savoir Hatton Abbé de Minderaw, (Augia minor) & Evêque de Basle, & les Comtes Hugon & Hajon.

IV.

Disposition de l'Empereur CHARLEMAGNE, *pour établir & conserver la paix entre ses Enfans, & leur diviser ses Etats. Faite aux Etats tenus à Thionville.* Goldast. Tom. I. pag. 145. & Fauchet Feuil. 262.

ANS de J. C. 806. CHARLEMAGNE ET SES FILS.

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti.

IMperator Cæsar Carolus, Rex Francorum invictissimus, & Romani Rector Imperii, Pius, Felix, Victor ac Triumphator, semper Augustus, omnibus fidelibus sanctæ Dei Ecclesiæ, & cuncto populo Catholico, præsenti & futuro, gentium ac nationum, quæ sub * nostro imperio ac regimine constitutæ sunt.

* al. ejus.

1. Sicut omnibus vobis notum esse, & neminem vestrûm latere credimus, quomodo nos divina clementia, cujus nutu ad occasum tendentia sæcula per successiones (a) generationum reparantur, tres nobis dando filios, magno nos miserationis ac benedictionis suæ ditavit munere, quia per eos secundum vota nostra & spem nostram de Regno confirmavit, & curam oblivioni obnoxiæ posteritatis leviorem fecit. Ita & hoc vobis notum fieri volumus, quod eosdem per Dei gratiam filios nostros Regni à Deo nobis (b) concessi, donec in corpore sumus, & post nostrum ab hac mortalitate discessum hujus à Deo conservandi Regni vel Imperii nostri hæredes relinquere, si sic divina Majestas annuerit, optamus. Non ut confusè atque inordinatè, aut sub totius Regni dominatione jurgii controversiam eis relinquamus; sed trina partitione totum Regni corpus dividentes, quam quisquis illorum tueri vel regere debeat, portione (c) distribuere & designare voluimus, eo videlicet modo, ut sua quisque portione contentus juxta ordinationem nostram & fines Regni sui, qui ad alienigenas extenduntur, cum Dei adjutorio nitatur defendere, & pacem atque caritatem cum fratre custodire.

(a) al. generationum reparationes generantur.

(b) al. conservati.

(c) al. describere.

2. Divisiones verò à Deo conservati & conservandi Imperii vel Regni nostri tales facere placuit, ut Aquitaniam totam (d) & Vuasconiam (excepto pago Turonico) & quicquid inde ad Occidentem atque Hispaniam respicit, & de civitate Nivernis, quæ sita est super fluvium Ligerim cum ipso pago Nivernense, pagum (e) Avalensem, atque Alsensem, Cabillionensem, Matisconensem, Lugdunensem, (f) Gabojam, Moriennam, Tarentasiam, Montem Cinisium, Vallem Gegusianam usque ad Clusas, (g) & inde per terminos Italicorum montium usque ad mare, vel usque ad Hispanias continetur, hoc est, illam portionem Burgundiæ, & Provinciam ac Septimaniam, vel Gothiam, Ludovico dilecto filio nostro consignavimus.

(d) al. usque Vasc.

(e) al. Anenen.

(f) Saubaudia.

(g) al. & inter term.

3. Italiam verò, quæ & Longobardia dicitur, & (h) Bojoariam, sicut Tassilo tenuit, exceptis duabus villis, quarum nomina sunt Ingoldestat, & Lutrahahof, (i) quas nos quondam Tassiloni beneficiavimus, & pertinent ad pagum, qui dicitur Nortgouve, & de Alemannia partem, quæ in Australi ripa Danubii fluminis est, & de ipso fonte Danubii, currente limite, usque ad Rhenum fluvium in confinio pagorum Cletgouve & Hegouve in locum qui dicitur Auge: & inde per Rhenum fluvium sursum versus usque ad Alpes, quicquid intra hos terminos fuerit, & ad Meridiem vel Orientem respicit, unà cum Ducatu Curiensi & pago Burgouve, (k) Pipino dilecto filio nostro ordinamus.

(h) al. Baioar.

(i) al. quas quondam Tassilo beneficio nostro tenuit.

(k) Pepin mourut avant son Pere en 810. n'ayant laissé qu'un fils naturel, nommé Bernard qui lui succeda au Royaume d'Italie.

ANS de J. C. 806.

4. Quicquid autem de Regno noſtro extra hos terminos fuerit, id eſt, Franciam & Burgundiam, excepta illa parte, quam Ludovico dedimus, atque Alemanniam, excepta portione quam Pipino (*l*) adſcripſimus, Auſtriam, Neuſtriam, Thuringiam, Saxoniam, Friſiam, & partem Bajoariæ, quæ dicitur Northgouve, dilecto filio noſtro (*m*) Carolo conceſſimus, ita ut Carolus & Ludovicus viam habere poſſint in Italiam ad auxilium (*n*) faciendum fratri ſuo, ſi ita neceſſitas extiterit, Carolus per vallem Auguſtanam, quæ ad Regnum ejus pertinet, & Ludovicus per vallem Seguſianam. Pipinus verò & exitum & ingreſſum per Alpes Noricas atque Curiam.

(*l*) al. dedimus.

(*m*) Charles mourut avant ſon Pere en 811. ſans avoir laiſſé d'enfans.

(*n*) al. ferendum.

5. Hæc autem tali ordine diſpoſuimus, ut ſi Carolus, qui major eſt natu, priuſquam ceteri fratres diem obierit, pars Regni quam habebat, dividatur inter Pipinum & Ludovicum, ſicut quondam diviſum eſt regnum inter nos & fratrem noſtrum Carolomannum, eo modo ut Pipinus illam portionem habeat, quam frater noſter Carolomannus habuit, Ludovicus verò illam partem, quam nos in illa partitione ſuſcepimus. Si verò Carolo & Ludovico viventibus, Pipinus debitum humanæ (*o*) naturæ compleverit, Carolus & Ludovicus dividant inter ſe Regnum, quod ille habuit. Et hæc diviſio tali modo fiat, ut ab ingreſſu Italiæ per Auguſtam civitatem accipiat Carolus Eboreiam, Vercellas, Papiam, & inde per Padum fluvium termino currente uſque ad fines Regienſium & ipſum Regium, & Civitatem Novam, atque Mutinam uſque ad terminos ſancti Petri. Has civitates cum ſuburbanis & territoriis ſuis, atque Comitatibus, quæ ad ipſas pertinent, & quicquid inde Romam (*p*) pergenti ad lævam reſpicit de regno quod Pipinus habuit, unà cum Ducatu Spoletano, hanc portionem, ſicut prædiximus, accipiat Carolus.

(*o*) al. fortis.

(*p*) al. per Genuam.

6. Quicquid autem à prædictis civitatibus vel Comitatibus Romam eunti ad dexteram jacet de prædicto regno, id eſt portionem quæ remanſit de (*q*) regione Tranſpadana, una cum Ducatu Tuſcano uſque ad mare Auſtrale, & uſque ad Provinciam (*r*) Ludovicus ad augmentum ſui regni ſortiatur. Quod ſi ceteris ſuperſtitibus Ludovicus fuerit defunctus, eam partem Burgundiæ, quam regno ejus adjunximus, cum Provincia & Septimania ſive Gothia uſque ad Hiſpaniam Pipinus accipiat, Carolus verò Aquitaniam atque Vuaſconiam.

(*q*) al. regno Tranſpadano.

(*r*) al. Ludovico cedat.

7. Quod ſi talis filius cujuslibet iſtorum trium fratrum natus fuerit, quem populus eligere velit, ut patri ſuo ſuccedat in regni hæreditate, volumus ut in hoc conſentiant patrui ipſius pueri, & regnare permittant filium fratris ſui in portione regni, quam pater ejus eorum frater habuit.

8. Poſt hanc noſtræ auctoritatis diſpoſitionem placuit inter prædictos filios noſtros ſtatuere atque præcipere propter pacem, quam inter eos perpetuo manere deſideramus, ut nullus eorum fratris ſui terminos vel regni limites invadere præſumat, neque fraudulenter ingredi ad conturbandum regnum ejus, vel marcas minuendas, ſed adjuvet unuſquisque illorum fratrem ſuum, & auxilium ei ferat contra inimicos ejus juxta rationem & poſſibilitatem, ſive intra patriam, ſive contra exteras nationes.

9. Neque aliquis illorum hominem fratris ſui pro quibuslibet cauſis, ſive culpis ad ſe confugientem ſuſcipiat ad interceſſionem pro eo faciendam: quia volumus, ut quilibet homo peccans & interceſſione indigens intra regnum Domini ſui vel ad loca ſancta, vel ad honoratos homines confugiat, & inde juſtam interceſſionem mereatur.

10. Similiter præcipimus, ut quemlibet liberum hominem; qui Dominum ſuum contra ejus voluntatem dimiſerit, & de uno regno in aliud profectus fuerit, neque ipſe Rex ſuſcipiat, neque hominibus ſuis conſentiat, ut talem hominem recipiant, vel juſte retinere præſumant: hoc non ſolùm de liberis, ſed etiam de ſervis fugitivis ſtatuimus ordinandum, ut nulla diſcordiis relinquatur occaſio. ANS de J. C. 806.

11. Quapropter præcipiendum nobis videtur, ut poſt noſtrum ab hac mortalitate diſceſſum, homines uniuſcujuſque eorum accipiant beneficia unuſquiſque in regno Domini ſui & non in altero, ne forte per hoc, ſi aliter fecerit, ſcandalum aliquod accidere poſſit. Hæreditatem autem ſuam habeat unuſquiſque illorum hominum abſque contradictione in unoquoque regno, quam eum legitimè habere contigerit.

12. Ut unuſquiſque liber homo poſt mortem Domini ſui licentiam habeat ſe commendandi inter hæc tria regna ad quodcumque voluerit: ſimiliter & ille, qui nondum alicui eſt commendatus.

13. De traditionibus autem & venditionibus, quæ inter partes fieri ſolent, præcipimus ut nullus ex his tribus fratribus ſuſcipiat de regno alterius à quolibet homine traditionem, vel venditionem à quolibet homine, hoc eſt, terrarum, vinearum, ſylvarum, atque libertatum, ſervorumque qui jam caſati ſunt, ſive cæterorum, quæ hæreditatis nomine cenſentur, auro, argento, & gemmis, armis, ac veſtibus, nec non & mancipiis non caſatis, & his ſpeciebus, quæ propriè ad negotiatores pertinere noſcuntur: cæteris verò liberis hominibus hoc minimè interdicendum putamus.

14. Si quæ autem feminæ, ſicut fieri ſolet, inter partes & regna fuerint ad conjugia poſtulatæ, ne denegentur juſtè poſcentibus, ſed liceat eis viciſſim dare & accipere, & affinitatibus populos inter ſe ſociari. Ipſæ verò feminæ poteſtatem habeant rerum ſuarum in regno, unde exierant, quando in alio propter mariti ſocietatam habitant.

15. De obſidibus autem, qui propter credentias dati ſunt, & à nobis per diverſa loca ad cuſtodiendum deſtinati ſunt, volumus ut ille Rex, in cujus regno ſunt, abſque voluntate fratris ſui, de cujus regno ſublati ſunt, in patriam eos redire non permittat, ſed potius in futurum in ſuſcipiendis obſidibus alter alteri mutuum ferat auxilium, ſi frater fratrem hoc facere rationabiliter poſtulaverit. Idem jubemus de his, qui pro ſuis facinoribus in exilium miſſi vel mittendi ſunt.

16. Si cauſa vel intentio controverſiæ talis inter partes propter terminos & confinia regnorum ortæ fuerint, quæ hominum teſtimonio declarari vel definiri non poſſint: tunc volumus ut ad declarationem rei dubiæ, judicio crucis, Dei voluntas & rerum veritas (*s*) exquiratur, nec umquam pro tali cauſa cujuslibet generis pugna vel campus ad examinationem (*t*) judicetur. Si verò quilibet homo de uno regno hominem de altero regno de infidelitate contra (*u*) Dominum ſuum accuſaverit, mittat eum Dominus ſuus ad fratrem ſuum, ut ibi comprobet, quod de homine illius dixit.

(*s*) al. inquiratur.

(*t*) al. indicatur.

(*u*) al. framiai ſui.

17. Super omnia autem jubemus, ut ipſi tres fratres curam & defenſionem Eccleſiæ ſancti Petri ſimul ſuſcipiant, ſicut quondam ab avo noſtro Carolo & beatæ memoriæ genitore Pipino Rege, & à nobis poſteà ſuſcepta eſt, ut eam cum Dei adjutorio ab hoſtibus defendere nitantur, & juſtitiam ſuam quantum ad ipſos pertinet & ratio poſtulat, habere faciant. Similiter & de ceteris Eccleſiis, quæ ſub illorum fuerint poteſtate, præcipimus, ut juſtitiam ſuam & honorem habeant, & paſtores & rectores venerabilium locorum habeant poteſtatem rerum, quæ ad ipſa pia loca pertinent, in quocumque de his tribus regnis illarum Eccleſiarum poſſeſſiones fuerint.

18. Quod ſi de his ſtatutis atque convenientiis aliquid caſu quolibet vel ignorantia (quod non optamus) fuerit irruptum, præcipimus ut quàm citiſſimè ſecundum juſtitiam emendare ſtudeant, ne forte propter dilationem majus damnum poſſit accidere.

18. De

ANS de J. C. 806.

18. De filiabus autem noſtris, ſororibus ſcilicet prædictorum filiorum noſtrorum, jubemus ut poſt noſtrum ab hoc corpore diſceſſum, licentiam habeat unaquæque eligendi, ſub cujus fratris tutela & defenſione ſe conferre velit. Et qualiscumque ex illis monaſticam vitam elegerit, liceat ei honorificè vivere ſub defenſione fratris ſui, in cujus regno degere voluerit. Quæ autem juſtè & rationabiliter à condigno viro ad conjugium quæſita fuerit, & ei conjugalis vita placuerit, non ei denegetur à fratribus ſuis, ſi & viri poſtulantis & fœminæ conſentientis honeſta & rationabilis fuerit voluntas.

19. De nepotibus verò noſtris, ſcilicet filiis prædictorum filiorum, qui eis vel jàm nati ſunt, vel adhuc naſcituri ſunt, placuit nobis præcipere, ut nullus eorum per quaſlibet occaſiones quemlibet ex illis apud ſe accuſatum ſine juſta diſcuſſione atque examinatione aut membris mancare, aut excæcare, aut invitum tondere faciat; ſed volumus ut honorati ſint apud patres vel patruos ſuos, & obedientes ſint cum omni ſubjectione, quam decet in tali conſanguinitate eſſe.

20. Hoc poſtremo ſtatuendum nobis videtur, ut quicquid adhuc de rebus & conſtitutionibus, quæ ad profectum & utilitatem eorum pertinent, his noſtris decretis atque præceptis addere voluerimus, ſic à prædictis dilectis filiis noſtris obſervetur atque cuſtodiatur, ſicut ea quæ de his jam ſtatuta & deſcripta ſunt, cuſtodire & obſervare præcipimus.

21. Hæc autem omnia ita diſpoſuimus, atque ex ordine firmare decrevimus, ut quam diu divinæ Majeſtati placuerit nos hanc corporalem agere vitam, proteſtas noſtra ſit ſuper à Deo conſervatum regnum atque Imperium iſtud, ſicut hactenus fuit in regimine atque ordinatione, & omni dominatu Regali atque Imperiali, ut obedientes habeamus prædictos filios noſtros, atque Deo amabilem populum noſtrum cum omni ſubjectione, quæ patri à filiis, & Imperatori ac Regi à ſuis populis exhibetur. AMEN.

V.

ANS de J. C. 811. CHARLEMAGNE ET SES ENFANS.

(a) *Teſtament de l'Empereur* CHARLEMAGNE, *par lequel il diſpoſe de ſon Treſor, de ſon Argent, de ſes Vétemens & de ſes Meubles.* Fauchet. Feuill. 279.

AU nom du Pere, & du Fils, & du S. Eſprit: Enſuit la Diſtinction ou diviſion faicte par le glorieux & devot Seigneur, Monſieur Charles Empereur Auguſte: l'an de l'Incarnation de noſtre Seigneur Jeſus Chriſt, huict cens unze, le quarante troiſieſme de ſon régne en France, en Italie le trente ſix^e, de l'Empire le unze, Indiction quatrieſme: laquelle pour aucunes bonnes & ſainctes raiſons, il a déliberé faire & parfaire moyennant la volonté de Dieu: & ce, de ſes Tréſors & deniers, qui pour cette heure ſe ſont trouvez en ſa chambre. Par laquelle diviſion il a principalement voulu pourveoir qu'aumoſne fut faite de ſes deniers, comme l'on a accouſtumé des poſſeſſions & terres; qui ſont données par les autres Chreſtiens: mais auſſi affin que toutes doutes oſtées, ſes heritiers cognoiſſent clairement ce qui leur appartiendra; & puiſſent entr'eux ſans querelle & proces faire leur partage & diviſion, ſous telle intention & déliberation.

Il veut donc eſtre fait trois parts de tous ſes meubles & biens, tant or, argent, pierres precieuſes, qu'autres ornemens royaux, leſques (ainſi que dit eſt) ſe trouveront lors en ſa chambre. Et puis, que ſubdiviſant deux d'icelles, il en ſoit fait vingt & une: reſervant la troiſieſme deſdites trois premieres. Item, que de ces deux tiers partis en vingt & une la diviſion ſera telle. Pour ce qu'en ſon Royaume il y a vingt & une Egliſe Metropolitaine, il veut que par les mains de ſes heritiers & amis, à chacune deſdites Metropolitaines ſoit baillée une vingt & unieſme partie. Et que l'Archeveſque qui lors ſe trouvera, ayant receu ſa part, la repartiſſe avec ſes ſuffragans: en telle maniere, que le tiers appartienne à ſon Egliſe, & les deux autres à ſeſdits ſuffragans.

ANS de J. C. 811.

Item que le partage de ces deux tiers montant à vingt & une partie, autant qu'il y a de Metropolitaines, ayant eſté ſeparé, l'autre ſera remiſe dans une quaiſſe à part: avec l'Etiquette.

Que ces Villes Metropolitaines, auſquelles il veut eſtre faite ladite donation, ſont Rome, Ravenne, Millan, Fnoul, Grade, Colongne, Mayence, (b) Vivian, Roüen, Trevis, Bezançon, Lion, Reims, Arles, Vienne, Tarentaiſe, Ambrun, Bordeaux, Tours, & Bourges.

(b) Autrefois *Viviana*, & maintenant *Saltzbourg*.

Quant à l'autre partie, qu'il a voulu laiſſer entiere, il en ſera ordonné, ainſi qu'il s'enſuit. Les deux autres tiers ainſi diviſez que dit eſt, & enfermez ſous des ſeaux: cette troiſieſme ſera doreſnavant employée pour l'uſage ordinaire, comme non alienée de ſa poſſeſſion: & ce, tant & ſi longuement qu'il vivra, ou en voudra uſer.

Mais apres ſa mort, ou que volontairement il ſera retiré des affaires de ce monde: Cette meſme part ſera diviſée en quatre: dont l'une ſera adjouſtée aux vingt & une ſuſdites, l'autre ſera eſgalement diviſée entre ſes fils & filles, petits fils & petites filles. La tierce, ſuyvant la couſtume des Chreſtiens, ſera employée en aumoſnes. La quarte ſera ſemblablement aumoſnée & diſtribuée entre ſes ſerviteurs & ſervantes du Palais.

A ceſte troiſieſme partie du total, qui ſemblablement conſiſte en or & argent comme les autres, ſera adjouſté tout ce qui ſe trouvera de cuivre, fer, ou autres metaux: ſoit en vaſes & autres uſtencilles, avec les armes & veſtemens, & autres choſes precieuſes & viles; meubles de divers uſages: comme courtines ou couvertures, cuivres, chalits, tentes & pavillons: materas & contrepointes, & tout ce qu'aujourd'huy a été trouvé en la chambre & garderobe: & ce pour augmenter ladite partie, & avoir moyen d'aumoſner à plus de perſonnes.

Quant à ſa Chappelle, c'eſt-à-dire à ce qui ſert au miniſtere de l'Egliſe, il veut que tout, tant ce qu'il a fait faire que ce qui luy eſt eſcheu de ſucceſſion paternelle, demeure entier, ſans eſtre diviſé: & s'il ſe trouvoit des vaiſſeaux, ou livres, ou autres ornemens, leſquels il apparut clairement n'avoir eſté par luy donnez à ladite Chappelle, il permet à chacun de les acheter, en baillant la juſte valeur d'iceux.

Autant en veut-il eſtre fait, des livres de ſa Bibliotheque: par luy aſſemblez en grand nombre & quantité, qu'il permet à chacun d'acheter à juſte prix, ce qui ſera diſtribué aux pauvres.

Entre ſes treſors il y a trois tables d'argent, & une d'or bien grande & peſante: deſquelles il ordonne eſtre fait ce qui s'enſuit, à ſçavoir, que celle qui eſt quarrée, & contient la figure de Conſtantinople, ſoit portée à Rome, avec les autres choſes deſtinées à ladite ville; pour eſtre preſentées en l'Egliſe de Sainct Pierre Apoſtre. L'autre qui eſt ronde, & contient la deſcription de Rome, ſoit donnée à l'Eveſque de Ravenne. La troiſieſme qui eſt plus belle & plus peſante que les autres, & laquelle jointe en trois ronds contient la deſcription du monde en bien petites figures, & ſemblablement celle d'or, qui eſt la quatrieſme, ſervira d'augmentation à la troiſieſme part de ſes heritiers, & diſtribution d'aumoſnes.

(c) Il y en a qui tiennent ce Teſtament pour ſuſpect, parce qu'il n'y eſt point parlé des Archevêchés

(c) Ce Teſtament & ordonnance à eſté fait en preſence

ques d'Aix, Narbonne, Auchs, & Sens, quoi que fort anciens. Mais Fauchet témoigne qu'il l'avoit en manuſcrit ſur du Parchemin, en des caractéres, qui paſſoient ſix cens ans d'antiquité. D'ailleurs la diſtribution que Louis fit des Meubles de Charles ſon Pere, conformément à ce Teſtament, en prouve la verité. Mais les Copiſtes peuvent y avoir fait quelques fautes, & oublié quelques Villes.

ANS de J. C. 831.

sence des Evesques, Abbez, & Comtes qui lors se trouverent presens: & desquels les noms sont cy-dessous escrits. Les Evesques furent Hildebeld, Riolf, Arn Welfaire, Bernon, Landrad, Jean, Theodulf, Jessé, Hern, Valgaud: les Abbez Fridergise, Adalering, Angilbert, Juum: les Comtes Valach, Meguibart, Otulf, Estienne, Varoch, Bouchart, Meguihart, Adon, Ricon, Edd, Arechangaire, Gerold, Bero, Hildegaire, Roculf, tesmoings dudit Testament.

V I.

ANS de J. C. 837. TESTAMENT DE LOUIS I.

Disposition de l'Empereur LOUIS I. *dit le Débonnaire, pour conserver la Paix entre ses Enfans, & leur diviser ses Etats, faite dans l'Assemblée des Etats tenuë à Quierzy.* Goldast. Tom. II. pag. 19.

In nomine Domini Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi.

(a) Il avoit déja associé son Fils Lothaire à l'Empire, donné l'Aquitaine à Pepin, & la Baviere à Loüis, à l'Assemblée renuë à Aix la Chapelle en 817.

(a) LUDOWICUS divina ordinante providentia Imperator Augustus, omnibus fidelibus sanctæ DEI Ecclesiæ, & cuncto Catholico populo, præsenti scilicet & futuro, gentium ac nationi, quæ sub Imperio ac regimine nostro constitutæ sunt.

1. Notum fieri volumus omnium vestrûm solertiæ, quod inter dilectos filios nostros, Pipinum, Ludowicum, Karolum, Regni nobis à Deo commissi talem divisionem facere decrevimus, ut post nostrum ab hac mortalitate decessum unusquisque illorum scire valeat, si eos divina pietas nobis superstites esse voluerit, quæ portio sibi ad tenendum atque gubernandum à nobis adsignata sit. Quam divisionem eo modo describere ac designare volumus, ut singuli juxta ordinationem nostram & fines Regni sui, qui in alienigenas extenduntur, cum DEI adjutorio defendere studeant, & pacem ac fraternam caritatem inter secustodire valeant. Cujus divisionis modum atque ordinationem talem nobis facere placuit.

2. .... *L'Article, qui concerne la division des Etats manque.*

3. Hæc autem tali ordine disposuimus, ut si post nostrum de hac luce discessum aliquis eorum, prius quam fratres sui, diem obierit, & talem filium reliquerit, (b) quem populus ipsius eligere velit, ut patri suo succedat in Regni hæreditate, volumus ut hoc consentiant patrui ipsius pueri, & regnare permittant filium fratris sui in eo regno, quod pater ejus, frater eorum, habuit. Quod si talem filium non habuerit, tunc volumus, ut illa pars regni, quam idem habebat, dividatur æqualiter inter illos fratres, qui superstites remanserunt.

(b) Le Fils que le Peuple aura élû, succédera au Royaume de son Pere.

4. Placuit etiam inter prædictos filios statuere atque præcipere propter pacem & concordiam, quam inter eos perpetuò permanere desideramus, ut nullus eorum fratris sui terminos vel Regni limites invadere præsumat, neq; fraudulenter ingredi ad conturbandum Regnum ejus vel marcas minuendas, sed potius adjuvet unusquisque illorum fratrem suum, prout temporis opportunitas permiserit, & auxilium ei ferat contra inimicos eius juxta rationem & possibilitatem.

5. Nec aliquis ullum hominum fratris sui pro quibuslibet causis vel culpis ad se confugientem susçipiat ad intercessionem pro eo faciendam: quia volumus ut quilibet homo peccans, & intercessione indigens intra Regnum Domini sui, vel ad loca sancta, vel ad honoratos homines confugiat, & inde justam intercessionem mereatur.

6. Similiter præcipimus, ut quemlibet illum, qui Dominum suum contra voluntatem ejus dimiserit, & de uno Regno in aliud profectus fuerit, neque ipse Rex susçipiat, neque hominibus suis consentiat, ut talem hominem recipiant, vel injustè retinere præsumant. nec solùm de illis, sed etiam de servis fugitivis statuimus observandum, ut nulla discordiæ relinquatur occasio. Sed & hoc præcipimus, ut nullus ex his tribus fratribus nobis in corpore consistentibus, vel nostrum vel cujuslibet alterius hominem Sacramentum fidelitatis sibi promittere faciat, & per hoc eum vel à nobis vel ab altero Domino suo per hujusmodi sacramentum avertat, & ad se trahat.

ANS de J. C. 837.

7. Quin etiam præcipiendum nobis videtur, ut post nostrum ex hac mortalitate discessuri, homines uniuscujusque eorum accipiant beneficia unusquisque in Regno Domini sui, & non alterius, ne quando per hoc, si aliter fuerit, scandalum aliquod possit accidere. Hæreditatem autem suam habeat unusquisque hominum illorum absque contradictione in quocumque Regno hoc cum legitimè habere cognoverit.

8. Et unusquisque liber homo post mortem Domini sui licentiam habeat se commendandi inter hæc tria Regna ad quemcumque voluerit; similiter & ille, qui nondum alicui commendatus est.

9. De traditionibus autem atque venditionibus, quæ inter partes fieri solent, præcipimus ut nullus ex his tribus fratribus susçipiat de Regno alterius à quolibet homine traditionem vel venditionem rei immobilis, hoc est terrarum, vinearum, atque sylvarum, servorumque, qui jam casati sunt: sive cæterarum rerum, quæ hæreditatis nomine censentur, excepto auro, argento, & gemmis, armis ac vestibus, nec non & mancipiis non casatis, & iis speciebus, quæ propriè ad negotiatores pertinere noscuntur. Cæteris verò illius hominibus hoc minimè interdicendum judicamus.

10. Si autem fœminæ, sicut fieri solet, inter partes & regna legitimè fuerint ad conjugium postulatæ, non denegentur justè poscentibus, sed liceat eas vicissim dare & accipere, & adfinitatibus populos inter se sociare: ipsæ verò fœminæ postatem habeant rerum suarum in regno, unde exierint, quanquam in alio propter mariti societatem habitare debeant.

11. De obsidibus autem, qui propter credentias dati sunt, & à nobis per diversa loca ad custodiendum destinati sunt, volumus ut ille Rex, in cujus Regno sunt, absque voluntate fratris sui, de cujus Regno sublati sunt, ad patriam eos redire permittat: sed potiùs in futuro in susçipendis obsidibus alteri mutuum ferat auxilium, si frater fratrem hoc facere rationabiliter postulaverit. Idem jubemus & de iis, qui ob sua facinora in exilium missi vel mittendi sunt.

12. Si causa vel intentio & controversia talis inter partes propter terminos aut confinia regnorum orta fuerit, quæ hominum testimonio declarari vel definiri non possit, tunc volumes ut ad declarationem rei dubiæ vexillo Crucis Dei voluntas & rerum veritas inquiratur, ne umquam pro tali causa cujuslibet generis pugna vel campus ad exterminationem judicetur. Si verò quislibet homo de uno Regno hominem de altero Regno de infidelitate contra fratrem Domini sui apud Dominum suum accusaverit, mittat eum Dominus ejus ad fratrem suum, ut ibi comprobet, quod de homine illius dixit.

13. Super omnia autem jubemus atque præcipimus, ut ipsi tres fratres curam & defensionem (c) Ecclesiæ sancti Petri simul susçipiant, sicut quondam à proavo nostro Karolo, & avo nostro Pipino, & beatæ memoriæ genitore nostro Karolo Imperatore, & à nobis postea susçepta est, ut etiam cum Dei adjutorio ab hostibus defendere nitantur, & justitiam suam, quantum ad ipsos pertinet, & ratio postula-

(c) Baronius Annal. Tom 9. Ann 858. §. 2. cite cét Article tout entier contre sa coûtume; au lieu qu'il l'avoit corrompu dans la Constitut. de Charlem. §. 16. en place de ces mots. *Ecclesiæ S. Petri*, il avoit mis ceux-ci, *defensionem S. Papæ simul, &c.* contre la foi des Manuscripts, de celui de P. Pithou, dont il l'avoit tiré, & des Editions de Mutius.

ANS de J. C. 837.

postulaverit, habere faciant. Similiter de cœteris Ecclesiis, quæ sub illorum fuerint potestate, præcipimus, ut justitiam suam & honorem habeant: & Pastores atque Rectores venerabilium locorum habeant potestatem rerum, quæ ad ipsa pia loca pertinent, in quocunque de his tribus fratribus illarum Ecclesiarum possessiones fuerint.

14. Quod si de his statutis atque consentiis aliquid casu quolibet vel ignorantia (quod non optamus) inruptum fuerit, præcipimus ut quàm citissimè secundum justitiam emendare studeant: ne quando propter dilationem majus damnum possit adcrescere.

15. Hæc autem omnia ita disposuimus, atque eo ordine adfirmare decrevimus, ut quamdiu divinæ Majestati placuerit hanc corporalem nos agere vitam, potestas nostra sit super à Deo conservatum Regnum atque Imperium istud, sicut hactenus fuit, in regimine atque ordinatione, & omni dominatione Regali atque Imperiali; & ut obedientes habeamus prædictos filios nostros, atque Deo amabilem populum nostrum cum omni subjectione quæ patri à filiis, & imperatori ac Regi à suis populis exhibetur. Et si aliquis ex his tribus filiis nostris per majorem obedientiam ac bonam voluntatem in primis Deo omnipotenti, ac postea nobis placere cupiens, morum probitate promeruerit, ut ei majorem honorem ac potestatem conferre delectet, & hoc volumus, ut illi de portione fratris sui, qui non placere curaverit, & Regnum & honorem ac potestatem augeamus, & illum talem efficiamus, qualiter ille propriis meritis dignus ostenderit.

16. Hoc postremò statuendum nobis videtur, ut quicquid adhuc de rebus & conventionibus, quæ ad profectum & utilitatem eorum pertineant, his nostris decretis atque præceptis addiderimus, volumus sic à prædictis filiis nostris observetur atque custodiatur, sicut ea, quæ in his jam statuta & descripta sunt, custodire & conservare præcipimus.

VII.

ANS de J. C. 842. GERMANIE ET FRANCE.

Traité de Confédération entre LOUIS II. *&* CHARLES II. *pour deffendre la liberté des Royaumes de Germanie & de France, contre l'oppression de l'Empereur* LOTHAIRE, *fait dans l'Assemblée tenuë à Strasbourg.* Goldast. Tom. I. pag. 190.

ERGO XVI. KAL. Martii HLODWICUS & KAROLUS in civitate, quæ olim Argentaria vocabatur, nunc autem Strazburg vulgò dicitur, convenerunt, & sacramento, quæ subternotata sunt, HLODWICUS Romana, KAROLUS verò Teudisca lingua juraverunt. Ac sic ante sacramenta circumfusam plebem alter Teudisca, alter Romana allocuti sunt.

2. HLODWICUS autem, quia major natu, prior exorsus sic cœpit: Quotiens (*a*) LODHARIUS me & hunc fratrem meum post obitum patris nostri infestando usque ad internecionem delere conatus sit, nostis. Cum autem nec fraternitas, nec Christianitas, nec quodlibet ingenium, salva justitia, ut pax inter nos esset, adjuvare posset, tandem coacti rem (*b*) ad judicium omnipotentis Dei detulimus, ut suo nutu, quid cuique deberetur, contenti essemus. In quo nos, sicut nostis, per misericordiam Dei victores extitimus. Is autem victus unà cum suis, quò valuit, fecessit. Hinc verò fraterno amore correpti, necnon & super populum Christianum compassi, persequi atque delere illos noluimus, sed hactenus, sicut & antea, ut saltem deinde cuique sua justicia cederetur, mandavimus. At ille posthac non contentus judicio divino, sed hostili manu iterum & me & hunc fratrem meum persequi non cessat. Insuper & populum nostrum incendiis, rapinis, cædibusque devastat. Quamobrem nunc necessitate coacti convenimus. Et quoniam vos de nostra stabili fide ac firma fraternitate dubitare credimus, hoc sacramentum inter nos in conspectu vestro jurare decrevimus. Non qualibet iniqua cupiditate illecti hoc agimus, sed ut certiores, si Deus nobis vestro adjutorio quietem dederit, de communi profectu simus. Si autem, quod absit, sacramentum, quod fratri meo juravero, violare præsumpsero (*c*), ab subditione mea, necnon & à juramento, quod mihi jurastis, unumquemque vestrûm absolvo.

ANS de J. C. 842.

(*a*) qui prétendoit que son droit d'aînesse & sa qualité d'Empereur le devoient rendre Souverain sur ses puînez.

(*b*) c'est-à-dire au hazard d'un combat qui se donna en 841. près du Bourg de Fontenay, dans lequel il périt cent mille hommes, & les deux jeunes Frères eurent la victoire.

(*c*) c'étoit à proprement parler, dit Mezerai, leur donner ouverture de changer de Souverain, quand il leur plairoit.

3. Cumque KAROLUS hæc eadem verba Romanâ linguâ peroraſſet, LODHWICUS, quoniam major natu erat, prior hæc deinde se servaturum testatus est: *Pro deu amur, & pro Xristian poblo, & nostro commun salvament, dist di en avant, in quant Deus savir & potir me dunat, si salvarai eo ceste meon fradre* KARLO, *& in adjudha & in cadhuna cosa, si cum hom per dreit son fradra salvar dist, ino quid il imi altre si faret, & ab* LUDHER *nul plaid nunquam prindrai, qui meon vol cist meon fradre* KARLE *in damno sit.*

4. Quod cùm LUDHWICUS expleſſet, KAROLUS Teudisca lingua sic hæc eadem verba testatus est: *In Godes minna, ind durh tes Xristianes folches, ind unser bedhero gehaltnissi, fon thesemo dage frammordes, so fram so mir Got gewizzei indi mahd furgibit so haldih tesan minan bruodher ..... soso man mit rehtu sinan bruoder scal, inthiu thaz er mig soso maduo, indi mit* LUTHEREM *inno theinui thing ne gegango, zhe mannan willon imo ce scadhen werhen.*

5. Sacramentum autem, quod utrorumque populus quique propria lingua testatus est, Romanâ linguâ sic se habet: *Si* LODHUWIGS *sacrament, que sou fradre* KARLO *jurat, conservat, &* KARLUS *meo sendra de suo part non los tanit, si io retar nar non lint pois, ne io, ne neuls cui eo returnar nit pois, in nulla adjudha contra* LODHUWIG *nun li sver.*

6. Teudisca autem lingua: *Oba* KARL *then eid, then er sinemo bruodher* LUDHUWIGE *gesuor, geleistit, inde* LUDHUWIG *min herro, then er imo gesuor, forbrihchit, ob ih ina nes arwenden nemag, noh ih, noh thero thein hes iruenden mag, imò ce folluosti widhar* KARLE *ne wirdhit.*

VIII.

ANS de J. C. 847. EMPIRE GERMANIE ET FRANCE.

Traité de paix & de convention entre LOTHAIRE *Empereur*, LOUIS *Roi de Germanie*, *&* CHARLES *Roi de France, fait à Mersen près de Maſtricht, au mois de Février de* 847. Aubert le Mire, Codicis Donationum Piarum, Cap. XV. pag. 59.

HÆC quæ sequuntur Capitula sunt, quando tres Reges fratres HLOTHARIUS scilicet, HLUDOVICUS & KAROLUS, simul convenerunt secus municipium *Traiectum*, in loco qui dicitur *Marsua*, anno Incarnationis Dominicæ octogesimo quadragesimo septimo, per mensem Februarium, quæ etiam Capitula singulorum adnuntiationes sequuntur.

1. De pace & concordiâ atque unanimitate trium fratrum & Regum inter se, & quod verissimo & non ficto caritatis vinculo sint uniti, & ut nullus deinceps scandalorum intet eos occasiones serere possit.

2. Ut ipsi mutuò sibi auxilientur, & contra Dei sanctæque Ecclesiæ ac suos inimicos secundum opportunitatem temporis invicem adjuvent.

3. Ut nemo per quamlibet cupiditatem leges pacis in cujuslibet eorum regno convellere præsumat, quod

ANS de J. C. 847.

quod si facere præsumpserit, communem ab eis ultionem incurrat.

4. Ut Ecclesiæ Christi per omne eorum regnum pristinam dignitatem honoremque retineant: & quidquid superstite domno HLUDOVICO Imperatore jure legitimo possederunt absque ulla diminutione recipiant.

5. Ut singulis eorum fidelibus talis lex conservetur, qualem temporibus priorum Regum & præcipuè avi patrisque eorum habuisse noscuntur: si tamen & ipsi pristinam fidem erga ipsos conservent.

6. Ut rapinæ & deprædationes quæ quasi jure legitimo hactenus factæ sunt, penitus interdicantur, & nemo se impunè post hæc eas præsumere posse confidat.

7. Ut in singulis partibus regni Missi idonei constituantur, qui querelas pauperum & oppressiones, sive quorumcumque causas examinare & secundum legis æquitatem valeant definire. Et si ab uno in aliud regnum hujusmodi præsumptores confugerint, ibi similiter opprimantur.

8. Ut nullus in omni eorum regno deinceps raptum facere præsumat, aut si fecerit legaliter puniatur.

9. Ut Regum filii legitimam hereditatem regni secundum definitas præsenti tempore portiones post eos retineant, & hoc quicunque ex fratribus superstes fratribus fuerit, consentiat, si tamen ipsi nepotes patruis obedientes esse consenserint.

10. Ut legati ad (a) DUCEM BRITTONUM mittantur, qui de communi erga eos observatione pacis eum commoneant.

11. Ut similiter ad (b) REGEM NORTMANNORUM legati mittantur, qui eum contestentur, quod aut pacem servare studebit, aut communiter eos infensos habebit.

(a) Nomenoius ou Numeneus, Duc de la petite Bretagne ou Armorique du tems de Loüis *le Débonnaire*, après la mort duquel, ayant suivi pendant deux ans le parti de Charles *le Chauve*, il abandonna le parti des François à la sollicitation du Comte Lambert, qui en avoit fait autant, & prit le titre de Roi.

(b) Godfrid, qui gouvernoit alors les Normans ou Danois, & à qui Charles le Chauve donna ensuite un Pays pour habiter. Voyez *Annal. Pith. ann.* 850.

Adnuntiatio Domni HLotharii.

NOBIS & fratribus nostris visum fuit, ut ad Dei voluntatem quærendam qualiter sancta Ecclesia recuperata esse possit & pacem, & nos ac vos & iste populus Christianus habere possimus. Nos simul conjungeremus, sicut nunc fecimus & sic simus inter nos sicut fratres per rectum esse debent: & pro certo illud sciatis, quia grati Deo sic simus, & sic permanere adjuvante Deo in ante volumus, & in consilio & in auxilio unusquisque erga alterum parati simus adjutorium ferre, sicut fratres in Dei voluntate & communi profectu facere debent in quibuscunque potuerimus.

Adnuntiatio Domni HLudovici.

SCIATIS, quia fratres nostri & nos nostros Missos ad (c) communem nepotem nostrum in *Aquitaniam*, mittimus & ei tales Comitatus designatos mandamus, in quibus ipse cum suis interim sufficienter esse possit & fideles dilecti fratres nostri CAROLI de illo regno pacem habere possint, usque dum idem nepos noster ad commune placitum nostrum veniat ad quod cum tali securitate à nobis accepta eum venire mandamus, ut sanus venire, & sanus stare, & sanus reverti, quantum illum Deus salvare voluerit, possit, & si tunc nostrum consilium audire voluerit, volumus cum Dei adjutorio & vestro consilio considerare, quomodo melius secundum communem profectum & utilitatem in ante esse possit. Et si nostrum consilium audire non voluerit, tunc sicut melius cum Dei adjutorio & vestro consilio invenire potuerimus, exinde agere volumus.

2. SCIATIS etiam quia similiter Missos nostros ad BRITTONES mittimus & illos ad communem profectum & pacem hortamur. Qui si audierint, aut non audierint, cum Dei adjutorio & vestro consilio exinde etiam facere volumus.

(c) Savoir Pepin, fils du Roi Pepin, qui régnoit en Aquitaine, mais que ses Oncles ne veulent pas reconnoître pour Roi, prétendant que l'Aquitaine apartenoit à Charles le Chauve.

ANS de J. C. 847.

3. SCIATIS quia communiter Missos nostros ad Nordmannos pro pace accipienda mittimus.

4. SCIATIS etiam quia dilectus frater noster HLOTHARIUS Missos suos ad vos homines transmittit, qui usque modo in contrarietatem dilecti fratris nostri Karoli fuerunt & illis mandat, ut per nullum ingenium in ante, sicut de Dei & sua gratia gaudere volunt, in illius & fidelium ejus contrarietatem aliquid faciant.

5. Et sciatis, quia volumus ut res Ecclesiarum in cujuscunque regno caput fuerit, tam de Episcopatibus quàm de Abbatiis, sine ulla contradictione rectores ipsarum ecclesiarum, sicut tempore domni ac genitoris nostri fecerunt, illas possideant.

6. SIMILITER & de Episcopatibus & monasteriis ubicunque in nostro communi regno aliter est modò quam debeat, volumus unà cum Dei adjutorio illud emendare, ut Ecclesia Dei suum honorem debitum habere possit & populus suam legem.

Adnuntiatio Karoli.

1. SCIATIS quia dilecti fratres nostri, & nos communiter nostrum placitum ad Missam S. Joannis apud *Parisium* condictum habemus, ubi de istis quæ illi modo dixerunt & cæteris quæ ad Dei voluntatem & nostrum ac vestrum communem profectum invenire potuerimus, consideremus, & unà cum Dei adjutorio ad effectum perducamus, & volumus ut ab hinc in ante, ubicumque unusquisque fuerit cum pace consistat, & ad illud placitum cum pace unusquisque veniat, quia in istis miseriis & rapinis usque modo multum Deum offendimus. Unde nobis Dei misericordiam deprecari satis necessarium esse cognoscimus.

2. Volumus etiam ut unusquisque liber homo in nostro regno seniorem qualem voluerit in nobis & in nostris fidelibus accipiat.

3. MANDAMUS etiam ut nullus homo seniorem suum sine justa ratione dimittat, nec aliquis eum recipiat, nisi sicut tempore antecessorum nostrorum consuetudo fuit.

4. Et volumus ut sciatis quia nos fidelibus nostris rectè consentire volumus, & contra rationem eis facere non volumus. Et similiter vos ac ceteros fideles nostros admonemus, ut vos vestris hominibus rectum consentiatis & contra rationem illis non faciatis.

5. Et volumus ut cujuscumque nostrûm homó, in cujuscumque regno sit, cum seniore suo in hostem, vel aliis suis utilitatibus pergat: nisi talis regni invasio quam Lantweri dicunt, quod absit, acciderit, ut omnis populus illius regni ad eam repellendam communiter pergat.

IX.

ANS de J. C. 860.

Formulaire dressé par les (a) *Evêques à l'Assemblée de Coblents en l'année* 860. *pour l'Observation de la Paix entre les Roix de France* LOUIS II. *Roi de Germanie & d'Esclavonie*, CHARLES II. *Roi des Gaules*, LOUIS *Empereur des Romains & Roi de Lombardie*, LOTHAIRE *Roi de Lorraine*, & CHARLES *Roi de Bourgogne & de Provence.* Goldast. Tom. I. pag. 192.

(a) Il ne faut pas s'étonner de voir que les Evêques fussent les Médiateurs de cette paix. Mezerai remarque Tom. I. sur l'année 860. qu'ils étoient alors les Maîtres du gouvernement par la foiblesse des Princes, & par le peu de crédit des Grands qui n'avoient de vigueur, que pour s'entrebattre, & pour manger le peuple.

HÆc sunt nomina Episcoporum, qui Anno Incarnationis Dominicæ octingentesimo sexagesimo, Nonis Junii, in Secretario basilicæ S. Ca-

ANS de J. C. 860. Castoris consideraverunt cum Nobilibus Laicis firmitatem, quam gloriosissimi Reges nostri Ludovicus, Carolus, atque Lotharius inter se fecerunt octavo Idus Junii in eodem Monasterio, & qui hæc capitula ab omnibus observanda acceptarunt.

Hincmarus,	Theudericus,
Juntherius,	Leutbertus,
Alefridus,	Gedebartus,
Salomon,	Christianus,
Adventius,	Vulfadus Abbas,
Atto,	Witgarius Abbas.

Hæc nomina Laicorum :

(*a*) Archangarius. Conradus,	(*a*) Exstangarius,	Luitharius,
Everhardus,	Arnulphus,	Luthardus,
Vicarenarius,	Berengarius,	Hunfriardus,
Leuthulphus,	Rithuenus,	Adalbertus,
Hernodulphus,	Bernoldus,	Sigeri,
Adalardus,	Burchardus,	Harmainus,
Luitfridus,	Hessi,	Wigricus,
Gislebertus,	Arnustus,	Atto,
Huto,	Hynodulphus,	Christianus,
Matfridus,	Ratbotus,	Herimannus,
Boso,	item Chuanradus,	Sigardus.

(*b*) Il paroit par les plaintes que Loüis de Germanie, & Lothaire firent au Pape l'année suivante, que Charles ne demeura pas longtems sans chercher les moyens de violer les conditions de ce Traité.

1. (*b*) Ludovicus & Rex Carolus frater ejus, neposque eorum Lotharius cum primatibus suis in Confluenta castello convenientes, pacem inter se & fidelitatem mutuam singuli juramento confirmarunt, cujus sacramenti series hujusmodi fuit: A modo & quamdiu vixero, istum fratrem meum Carolum, & nepotes meos Ludovicum & Lotharium atque Carolum, ad Dei voluntatem & sanctæ Ecclesiæ statum & honorem atque defensionem, & ad nostram communem salutem & honorem, & ad populi Christiani nobis commissi salvamentum & pacem, & ad legis & justitiæ & rectæ rationis conservationem (quantum mihi Dominus scire & posse donaverit, & ipsi me obaudierint) vero consilio, & secundum quod mihi rationabiliter & salubriter possibile fuerit, recipiens, sincero auxilio adjutor ero ad regnum illorum continendum, & nec in vita, nec in membris, neque in regno illorum eos forsconsiliabo in hoc, ut ipsi erga me similem promissionem faciant, & conservent; sic me Deus adjuvet & istæ sanctæ reliquiæ.

2. Ut omnium præteritorum malorum, & contrarietatum, & supplantationum, atque malarum machinationum, atque molitionum, seu nocumentorum invicem actorum abolitio, ita inter nos & apud nos fiat, & à nostris cordibus penitus avellatur communi malitia & rancore, & nec in memoriam ad retribuendum duntaxat mali, vel contrarietatis, atque exprobrationis, seu improperii de cetero exinde quidquam veniat.

3. Ut tanta inter nos, Domino cooperante, veræ charitatis benignitas abhinc inante semper manet de corde puro, conscientia bona, & fide non ficta, sine dolo & simulatione, ut nemo suo fratri suum regnum, aut suos fideles, & quod ad salutem sive prosperitatem ac honorem Regum pertinet, discupiat, aut forconsiliet, aut per occultos susurrones libenter composita mendacia seu detractiones acceptet.

4. Ut unusquisque fideliter suum fratrem, ubicunque necessitas illi fuerit, & ipse potuerit, aut per se, aut per filium, aut per fideles suos & consilio & auxilio adjuvet, ut regnum fidele, prosperitatem, atque honorem regium debite valeat obtinere; & veraciter unusquisque erga alterum certatim demonstret, quia in fratris sui adversitate, si sic venerit, frazerno modo contristetur, & in prosperitate illius lætetur; & talem fidem sicut inter nos modo abhinc inante conservaturos confirmatum habemus, sic unusquisque infantibus fratris sui, si obierit, qui superfuerit, conservabit.

5. Et quia pervagos & tyrannica consuetudine irruentes homines pax & tranquillitas regni perturbari solet: volumus, ut si ad quemcumque nostrum talis venerit, ut in his quæ egit, rationem ac justitiam subtersugere non possit, nemo ex nobis illum ad aliud recipiat & retineat, nisi ut ad rectam rationem & debitam emendationem perducatur. Et si rationem rectam subtersugerit, omnes in commune, in cujus regnum venit, illum persequantur, donec ad rationem perducatur, aut de regno deleatur. Similiter de eo agendum est, qui pro aliquo capitulo & publico crimine à quolibet Episcopo corripitur & excommunicatur, aut de excommunicatione crimen faciens, regnum & Regis regimen mutat, ne debitam pœnitentiam suscipiat, ut susceptam legitimè peragat; interdum etiam incestam propinquam suam, aut sanctimonialem, & raptam, sive adulteram, quam illic ei non licebat habere, fugiens secum duxit: hic talis cùm Episcopus, ad cujus curam pertinebit, nobis notum fecerit, diligenter perquiratur, ne morandi & latitandi locum in regno alicujus nostrûm inveniat, & Dei ac nostros fideles suo morbo inficiat, sed à nobis & ministris Reipub. constringatur, ut & simul cum diabolica præda, quam secum duxit, ad Episcopum suum redeat, & de quocumque crimine publico pœnitentiam, ut susceptam legitimè peragat, compellatur. ANS de J. C. 860.

6. Ut nemo Episcoporum hominem peccantem ab Ecclesia Christiana alienet, donec illum secundum Evangelicum præceptum, ut ad emendationem & pœnitentiam redeat, commonitum habeat. Qui peccans si commonitus inobediens & incorrigibilis permanserit, & ad emendationem redire noluerit, Regiam & Reip. potestatem per se ipsos & per ministros suos adeant, ut constringatur, & ad emendationem & pœnitentiam peccator redeat. Qui etiam si ita ad correctionem perduci nequiverit, tunc secundum leges Ecclesiasticas medicinali separatione communionis Ecclesiasticæ segregetur.

7. Ut illis hominibus, qui in talibus perturbationibus (sicut in his præteritis annis accidit) in Deum & in sanctam Ecclesiam atque in eos peccaverunt, si ex veritate recognoscentes veniam petierint, & deinceps nobis veraciter fideles esse voluerint, & in regnis nostris pacifici & quieti, & legibus ac justitiæ obedientes extiterint, rationabilis misericordia impendatur, non solùm in indulgentia commissorum & in concessione proprietatum, verum etiam & in largitione honorum secundum nostram rationabilem possibilitatem.

8. Ut de rapinis ac deprædationibus, & de conspirationibus, ac seditionibus, & de raptis fœminarum, sicut Ecclesiasticæ & Christianæ leges atque progenitorum Capitula continent, ita in omnibus & ab omnibus conserventur.

9. Ut alia etiam Capitula eorundem progenitorum nostrorum de sanctæ Ecclesiæ honore & immunitate ac conservatione, & de Regis etiam honore, & populi nobis commissi lege & justitia in omnibus & ab omnibus conserventur.

10. Ut nostri fideles unusquisque in suo ordine & statu veraciter sint de nobis securi, quia nullum abhinc inante contra legem, justitiam, & auctoritatem, ac justam rationem aut damnabimus, aut dehonorabimus, aut opprimemus, & indebitis machinationibus affligemus, sed illorum scilicet veraciter nobis fidelium communi consilio, secundum Dei voluntatem & commune salvamentum, ad restitutionem sanctæ Dei Ecclesiæ, & ad statum regni, & ad honorem Regium, atque pacem populi commissi pertinenti assensum præbebimus in hoc, ut non illi solùm non sint nobis contradicentes & resistentes ad ista consequenda verùm etiam sic sint nobis fideles & obedientes, ac veri adjutores atque cooperatores vero consilio atque sincero auxilio ad ista peragenda quæ

ANS de J. C. 860. præmiſimus, ſicut per rectum in ſuo ordine ac ſtatu ſuo Principi & Seniori eſſe debent.

11. Ut ſic ſimul & conjuncti & nos fratres & nepos noſter ad invicem, & nos cum fidelibus noſtris, & fideles noſtri nobiſcum, & omnes ſimul cum Deo nos conjungamus, & ut nobis ſit propitius, illi pro devoto munere offeramus, & unuſquiſque omnium noſtrûm abſque ſua propria excuſatione & juſtificatione recognoſcamus, in quibus aut ſigillatim, aut communiter, aut contra illius mandata, & decreta ſuorum Sanctorum fecimus, aut conſenſimus in ordine Eccleſiaſtico & ſtatu regni, & per ſingula in medium illa producamus; & nemo noſtrûm ſuo aut amico aut propinquo & confœderato, imò nec ſibiipſi ſæculariter parcat, ut ſpiritualiter & ſalubriter parcere poſſit; quoniam, ſicut præmiſimus in præcedenti capitulo, vero conſilio & ſincero auxilio illa in commune certatim emendari totis viribus procuremus, quantocius rationabiliter poterimus.

12. Et ſi aliquis de ſubditis in quocumque ordine & ſtatu de hac convenientia exierit, aut ſe retraxerit, & huic communi decreto contradixerit; Seniores cum veraciter fidelibus ſuis hanc ſecundum Dei voluntatem & legem & juſtam rationem, velit nolit ille, qui divino conſilio & decreto, & huic convenientiæ reſiſtens & contradicens fuerit, exequantur. Et ſi aliquis de Senioribus de hac convenientia exierit, aut ſe retraxerit, & huic communi decreto (quod abſit) contradixerit; complurium Seniorum noſtrorum concilio, & Epiſcoporum judicio, ac communi conſenſu, qualiter de eo, qui debitè admonitus incorrigibilis perſeveravit, agendum ſit, favente Domino decernatur, & ut obnoxius ſuprascripta Capitula à nobis, auxiliante Domino inviolabiliter obſerventur, & nos illa obſervaturos ut certiùs credatur, manibus propriis ſubterfirmavimus.

Annuntiationes Domni Ludovici Regis apud Conſluentem, lingua Theotiſca.

13. Vos ſcitis, quid in iſto Regno evenit. Et ideò huc convenimus, ut de Dei voluntate, & ſanctæ ejus Eccleſiæ ſtatu & noſtra ac veſtra communi ſalute & honore, & de pace populi Chriſtiani cum Dei adjutorio & fidelium noſtrorum conſilio tractaremus. Et miſimus hoc ſuper Epiſcopos & cæteros fideles noſtros, ut illi hoc invenirent, qualiter nos ad hæc quæ diximus exequenda adunaremus. Et volumus ut ſciatis, quia ſicut illi invenerunt, & ſcripto nobis nunciaverunt, ad invicem adunati ſumus, ſicut fratres per rectum eſſe debent, & vos ſimul cum iſto nepote noſtro, & ille nobiſcum, & etiam ſuos fratres & nepotes noſtros in hac adunationis firmitate nobiſcum recepimus, ita tamen ut ſi ipſi hanc firmitatem erga nos fecerint & obſervaverint.

14. Et ſciatis, quia non volumus, ut ullus inter nos abhinc inante alia verba porter niſi talia, quæ Deo ſint placita, & ad noſtram communem ſalutem & ad noſtrum honorem pertineant; ut ſic ſimus ſicut fratres invicem, & patrui cum nepotibus, & nepotes cum patruis eſſe debent. Et ſi aliquis fuerit, qui hoc facere tentaverit, perducatur in medium ad rationem, & taliter inde caſtigetur, ut nemo alius ſimiliter agere tentet.

15. Volumus ut Eccleſiæ & Caſæ Dei, & Epiſcopi, & Dei homines, Clerici & Monachi & Nonnæ, talem mundeburdem & honorem habeant, ſicut tempore noſtrorum anteceſſorum habuerunt.

16. Et volumus, ut vos & cæteri homines fideles noſtri talem legem & rectitudinem, & tale ſalvamentum in regnis noſtris habeatis, ſicut anteceſſores veſtri tempore anteceſſorum noſtrorum habuerunt: & juſtitia & lex omnibus conſervetur; & pauperes homines talem defenſionem habeant, ſicut tempore anteceſſorum noſtrorum lex & conſuetudo fuit, & ſicut fideles noſtri communiter conſenſerunt, & ſcripto nobis demonſtraverunt, & nos cum illorum conſilio conſentimus, & communiter volumus. Et ſi aliquis hoc perturbare voluerit, à nullo noſtrûm recipiatur, niſi ad rectam rationem aut rationabilem indulgentiæ conceſſionem deducatur. ANS de J. C. 860.

17. Sed de iſtis rapinis & deprædationibus, quas jam quaſi pro lege multi per conſuetudinem tenent, ab hoc die & deinceps de Dei banno & noſtro bannimus, ut nemo hoc amplius præſumat, ſed unuſquiſque intra patriam cum pace & ſine oppreſſione pauperum & circummanentium conſiſtat, & in hoſtem, & ad placitum, ſeu ad curtem veniens de ſuo ſicuvarintaes, & de domo ſua moveat, ut cum pace venire & nobiſcum ſtare, & ad domum ſuam redire poſſit. Et qui hoc tranſgreſſus fuerit, ſicut tempore anteceſſorum noſtrorum fuit, & in illorum Capitulis continetur, volumus ut hoc in illis tranſgreſſionibus emendetur.

18. Similiter & de conſpirationibus, & de raptis fœminarum tam viduarum quàm puellarum atque nonnarum, bannimus ex Dei & noſtro verbo, ut nullus hoc in noſtris regnis agere præſumat. Et ſi quis hoc præſumpſerit, ſecundum legem & ſicut in Capitularibus progenitorum noſtrorum continetur, ſic hoc emendare cogatur.

19. Hæc eadem CAROLUS Romana lingua pronuntiavit, & maxima parte lingua Theotiſca recapitulavit.

20. Poſthæc Domnus Ludovicus ad Domnum Carolum fratrem ſuum lingua Romana dixit: Hoc ſi vobis placet, veſtrum verbum habere volo de illis hominibus, qui ad meam fidem venerunt. Et Domnus Carolus excelſiore voce lingua Romana dixit: Illis hominibus, qui contra me fecerunt, &, ſicut ſcitis, ad meum fratrem venerunt, propter Deum & propter illius amorem, & pro illius gratia totum perdono quod contra me nimis fecerunt; alodes de hæreditate & de conquiſima, & quod de donatione noſtri Senioris habuerunt; excepto illo, quod de mea donatione venit, illis concedo, ſi mihi firmitatem fecerint, quod in regno meo pacifici ſint, & ſic vivant ſicut Chriſtiani in Chriſtiano Regno vivere debent: in hoc ſi frater meus meis fidelibus, qui contra illum nihilo minus fecerunt, & me, quando opus fuit, adjuverint, ſimiliter illorum alodes, quos in Regno illius habent, conceſſerit. Sed & de illis alodibus, quos de mea donatione habuerunt, & etiam de honoribus, ſicut cum illo melius conſiderabo, illis, qui ad me retornabunt, voluntariè faciam.

21. Et Domnus LOTHARIUS lingua Theotiſca in ſupra annunciatis Capitulis ſe conſentire dixit, & ſe obſervaturum illa promiſit. Et tunc Domnus Carolus iterum lingua Romana de pace commonuit, ut cum Dei gratia ſani & ſalvi irent, & ut eos ſanos revideret oravit, & annuntiationi finem impoſuit.

X.

Traité de Paix entre CHARLES *le Chauve Roi de France, &* LOUIS *Roi de Germanie ſon frére, fait à Aix la Chapelle, le 6. de Mars* 870. Aubert le Mire, dans ſon Codex Donationum Piarum, Chap. XIX. pag. 76. ANS de J. C. 870. CHARLES ROI DE FRANCE, ET LOUIS ROI DE GERMANIE.

ANno Incarnationis Domini noſtri Jeſu Chriſti DCCCLXX. Indictione tertia, pridie Nonas Martii, anno (a) XXXII. KAROLI glorioſi Regis, Aquiſgrani palatio, hæ pactiones inter ipſum & HLUDOVICUM Regem, fratrem ipſius, factæ ſunt.

(a) le Mire croit qu'il faut lire 30.

INGEL-

ANS de J. C. 870.

INGELRAMNUS Comes ex parte Karoli Regis.

(a) Sic promitto ex parte Senioris mei: quòd senior meus KAROLUS Rex fratri suo HLUDOVICO Regi talem portionem de regno HLOTHARII Regis consentit habere, qualem aut ipsi justiorem, & plùs æqualiorem, aut communes fideles eorum inter se invenerint. Nec eum in ipsa portione, vel in regno, quod antea tenuit, per aliquam fraudem vel surreptionem, decipiet, aut forconsiliabit, si frater suus *Hludovicus* eamdem firmitatem & fidelitatem, quam ex parte senioris mei illi habeo promissam, iste frater suus *Hludovicus* seniori meò ex parte sua, quamdiu vixerit, inviolabiliter servaverit.

(a) Cette convention donna lieu au Traité suivant.

Item LEUTFRIDUS Comes ex parte HLUDOVICI Regis.

Sic promitto ego ex parte senioris mei, quod senior meus HLUDOVICUS Rex fratri suo KAROLO Regi talem portionem de regno HLOTHARII Regis consentit habere, qualem aut ipsi justiorem, aut plus æqualiorem, aut communes fideles eorum inter se invenerint. Nec eum in ipsa portione, vel in regno, quod antea tenuit, per aliquam fraudem vel surreptionem decipiet aut forconsiliabit: si frater suus KAROLUS eandem firmitatem, & fidelitatem, quam ex parte senioris mei habeo promissam, iste frater suus *Karolus* seniori meo ex sua parte, quamdiu vixerit inviolabiliter servaverit.

Hæc eadem tertius *Theodoricus* Comes, ex parte glorioſi Regis *Karoli*, & quartus *Radulfus* Comes ex parte HLUDOVICI prosecuti sunt.

Isti præsentes fuerunt.

LEUTBERTUS Archiepiscopus.
AFRIDUS Episcopus.
ODO Episcopus.
ADALELMUS Comes.
INGELRAMNUS Comes.
LUITFRIDUS Comes.
THEODORICUS Comes.
Item ADELELMUS Comes.

XI.

ANS de J. C. 870. CHARLES LE CHAUVE, ET LOUIS LE GERMANIQUE.

Transaction faite le 8. d'Août de l'Année 870. *entre* CHARLES *le Chauve, &* LOUIS *le Germanique, pour le partage du Royaume de Lorraine, que Charles avoit enlevé à l'Empereur* LOUIS, *pendant que cet Empereur étoit occupé contre les Sarasins.* Goldast. Tom. III. pag. 288. Aubert le Mire, dans son Codex Donationum Piarum, Chap. 20. pag. 20.

(a) al. v. Kal. Aug.

Anno Incarnationis Dominicæ DCCCLXX. Regni Karoli XXXIII. Indict. III. (a) VI. Id. Aug. fuit hæc divisio Regni facta (b) in Procaspide super fluvium Mosam inter glorioſos Reges Karolum & Hludowicum.

(b) On ne sçait pas trop bien quel est ce lieu. Mezerai ne le nomme point. Le Mire soupçonne qu'il faudroit lire *Procuspide* & le prend pour une langue de terre, qui avançoit dans la Meuse. Ce Traité selon lui se fit dans le Diocése de Liége entre Herstal & un autre lieu qu'il nomme Mailna. Au reste le Mire, qui a ce même Traité, n'a pas marqué les hiatus qui y sont, ni les diverses leçons, comme Goldast, au lieu de cela il a expliqué dans le texte la plûpart des lieux dont il est parlé dans le Traité. Il a été impossible de suivre l'un & l'autre. On s'est attaché à celui qui a paru le plus original.

Et hæc est portio, quam sibi HLUDOVICUS accepit.

COloniam. Treveris. Utrech. Stratsburg. (c) Basulam. Abbatiam (d) Suestre. Berch. Niu Monasterium. Castellum. Indam. Sancti Maximini. Ephtersiacum. Horream. Sancti Gangulfi. Faverniacum. Polemniacum. Luxovium. (e) Luteram. Balmam. Offonis villam. (f) Megeni. Monasterium Sancti Deodati. Bosonis monasterium. (g) Stivarium. Romerici montem. Morbarch.

(c) al. Basileam.
(d) al. Silvestre.
(e) al. Laureram.
(f) al. Mejeni.
(g) al. Stivagium.

Il y avoit un espace laissé en blanc dans le Manuscrit aprés le mot, Morbarch: & on lisoit dans la page suivante ce qui suit.

ANS de J. C. 870.

SAncti Gregorii. Mauri monasterium. Eboresheim. Homowa. Masonis monasterium. Hombirch. Sancti (i) Stephani Straſtburch. Erenstein. Sancti Ursi in Salodoro. Grandivallem. Altam petram. Justinam. Vallem Clusæ. Castellum Carnones. Heribodesheim. Abbatiam de Aquis. Hoenchirche. Augustchirche. Comitatum (k) Trestebant. Batua. Hattuaris. Masau subterior de ista parte. Item Masau superior, quod de ista parte est. Liugas quod de ista parte est. Districtum Aquense. Districtum (l) Testis. In Ripuarias Comitatus V. Megenensium. Bedagowa. Nitchowa. Sarajichovaia subterior. Blesitchowa. Seline. Albechowa. (m) Suetisium. Calmontis. Sarachawa superior. Odormense quod Bernhardus habuit. Solocense. Basiniacum. Elischowe. Warasch. Scudingum. Emaus. Basalchowa. In Elisatio Comitatus II. De Frisia duas partes. De regno quod Hlotharius habuit, super istam divisionem propter pacis & caritatis custodiam superaddidimus istam adjectionem. Civitatem Mettis cum Abbatia S. Petri, & S. Martini, & Comitatu (n) Moslensi, cum omnibus villis in eo consistentibus, tam dominicatis quàm & vasallorum. De Arduenna sicut flumen (o) Urta surgit inter Bislanc & Tumbas, ac decurrit in Mosam, & sicut recta via pergit in Bedensi, secundum quod communes fideles nostri rectius invenerunt, excepto quod de (p) Conduſtro est ad partem Orientis trans Urtam, & Abbatias Prumiam & (q) Stabolata, cum omnibus villis dominicatis & vasallorum.

(i) al. Stagni.
(k) al. Testebrant. Baviam. Hattuarias.
(l) al. Trectis.
(m) Suentensium.
(n) al. Mossensi. al. Mosiensi.
(o) al. Urca.
(p) al. condruſto.
(q) al. Stabolas.

Et hæc est portio, quàm Karolus de eodem Regno sibi accepit.

LUgdunum. Vesontium. Viennam Tungris. Tullum. Viridunum. Cameracum. Vivarias. (r) Ucetia Montem Falconis. Sancti Michaelis. (s) Culdini monasterium. Sancta Maria in Bisinciono. Sancti Martini in eodem loco. Sancti Augentii. Sancti Marcelli. Sancti Laurentii. Leudensi. Sennonem. Abbatiam Mellam. Molbarium. Laubias. Sancti (t) Gaugerici. Sancti Salvii. Crisipinno. Fossas Marilias. (u) Hunulcurt. Sancti (x) Gervasii. Maalinas. Ledi. (y) Sumniacum. Antonium. Condatum. Merrebecchi. Ticlivinni. Luitosa. Calmontis. Sancta Maria in Deonant. Echa. Andana. (z) Waslo. Altum montem. Comitatum Texandrum. In Brachanto Comitatus IIII. Cameracensium. Hanioum. (a) Lomensem. In Hasbanio Comitatus IIII. Masau superior quod de ista parte est. Liugas quod de ista parte Mosæ est, & pertinet ad (b) Velsatum Scarponinse Viriduninse. Dulminse. Arlon. Waurense Comitatus duos. Mosminse. Castricium, Condruſt. De Arduenna sicut flumen Urta surgit inter Bislanc & Tumbas ac decurrit ex hac parte in Mosam, & sicut recta via ex hac parte Occidentis pergit in Budensi, secundum quod missi nostri rectius invenerint. Tullense. aliud Odornense, quod Tetmarus habuit. Barrense. Portense. Salmoringum. Lugdunense. Viennense. Vivarias. Ucetium. De Frisia tertiam partem.

(r) al. Uzotiast
(s) al. Suldum: al Gildini.
(t) al. Gauderici. al. Lauderici.
(u) al. Humulphiurt.
(x) al. Servatii.
(y) al. Suniva-cum.
(z) al. Waslaos:
(a) al. Lonicensem.
(b) al. Versatum.

Le reste du Traité manque.

ANS de J. C. 879.

XII.

Loüis II. Roi de France et Loüis de Germain.

Traité de Paix & Partage entre LOUIS II. *dit le Bégue, Roi de France, &* LOUIS *Roi de Germanie, par lequel ils partagent la Lorraine entr'eux, comme elle l'avoit été entre leurs Péres, & en récompense Loüis le Bégue promet de donner à Loüis Roi de Germanie, une portion en Italie: dressé premiérement à Marsene sur la Meuse; & achevé & publié à Friconi, le 1. de Novembre,* 879. Goldast. Tom. III. pag. 293. & en François presque mot pour mot dans Fauchet. feuill. 387.

(a) Second du nom, surnommé le Chauve.

CONVENTIO, *que inter glorioſos Reges Ludovicum filium* (a) *Caroli Imperatoris, itemque Ludovicum filium Ludovici Regis, in loco qui vocatur Furonis Kal. Novembr. ipſis & communibus fidelium ipſorum ſaventibus & conſentientibus facta eſt.*

1. Anno DCCCLXXIX. Indictione duodecima. Sicut inter patrem meum Carolum & patrem veſtrum Ludovicum regnum Lotharii diviſum fuit, volumus ut ita conſiſtat. Et ſi aliquis noſtrorum fidelium de regno, patris ſui purpriſum habet, juſſu noſtro illud dimittatur. De regno vero quod Ludovicus Imperator in Italia habuit, quia nondum ex illo aliqua diviſio facta eſt, quicunque modo illud tenet, ita teneat, donec (Domino volente) ſimul venientes cum communibus fidelibus noſtris inveniamus & definiamus, quod ex hoc melius & juſtius viſum fuerit. De regno Italiæ, quia modo nulla ratio eſſe poteſt, omnes ſciant, quia partem noſtram de illo regno & requiſivimus & requirimus, & Domino auxiliante requiremus.

Iſta die ſequenti ſtatuta ſunt.

(b) al. & quia

2. (a) Quod, quia firmitas amicitiæ & conjunctionis noſtræ modo quibusdam præpedientibus cauſis eſſe non potuit, uſque ad illud Placitum, quo ſimul ut conveniamus ſtatutum habemus, talis amicitia inter nos maneat, Domino auxiliante de corde puro & conſcientia bona & fide non ficta, ut nemo ſuo pari vitam, regnum aut fideles ſuos, vel aliquid quod ad ſalutem ſive proſperitatem ac honorem regni pertinet, diſcupiat aut forsconſiliet.

3. Ut ſi in alterutrius noſtrum regnum; Pagani ſeu Pſeudochriſtiani inſurrexerint, uterque veraciter ſuum parem, ubicunque neceſſitas fuerit, ſi ipſe rationabiliter potuerit, aut per ſemetipſum aut per ſuos fideles & conſilio & auxilio, ut optime poſſit, adjuvet.

4. Quod ſi ego vobis ſuperſtes fuero, filium veſtrum Ludovicum adhuc parvulum & alios filios veſtros, quos Dominus vobis donaverit, ut regnum paternum hæreditario jure quiete tenere poſſint, & conſilio & auxilio, prout melius potuero, adjuvabo: ſi autem vos mihi ſuperſtites fueritis, filios meos Ludovicum & Carlomannum & alios, quos mihi divina pietas donare voluerit, ut regnum paternum quiete tenere poſſint, ſimiliter & conſilio & auxilio, quam optime potueritis, adjuvabitis.

5. Ut ſi aliqui ſuſurrones, detractores & qui paci noſtræ invident, & quietum regnum eſſe non permittunt, inter nos lites & contentiones & diſcordias ſeminare voluerint, neuter noſtrum recipiat aut libenter (b) receptet: niſi forte hoc ad rationem coram nobis utriſque & fidelibus noſtris perducere voluerit. Si vero hoc noluerit, cum neutro noſtrum aliquam ſocietatem habeat, ſed uterque illum, ſicut mendacem & falſarium, & inter fratres volentem ſeminare diſcordias, communiter à nobis abjiciamus, ne de cætero quiſque talia mendacia auribus noſtris inſerere audeat.

(c) accepret.

ANS de J. C. 879.

6. Ut communiter, quo citius potuerimus, Legatos noſtros ad Carlomannum & Carolum glorioſos Reges dirigamus, qui eos ad Placitum, quod VIII. Idus Februar. ſtatutum habemus, invitent, &, ut nullatenus venire differant, obſecrent. Et ſi, ſecundum quod optamus, venire voluerint, communiter nos ad Dei voluntatem & ſanctæ Eccleſiæ ſalvationem ac communem honorem noſtrum, & profectum ac ſalvamentum totius populi Chriſtiani nobis commiſſi, Domino cooperante, ita conjungamus, ut de cætero in eo, qui unus eſt, unum ſimus, & unum velimus, & idipſum dicamus, ſecundum Apoſtolum, & faciamus omnes, & non ſint in nobis ulla ſchiſmata.

7. Si autem illi obſecratione noſtra vocitati & invitati, aut Legati eorum ad præfatum Placitum venire diſtulerint, nos, ſecundum quod ſtatutum habemus; illic omnino venire, & nos ſecundum Dei voluntatem conjungere omnimodo non omittemus, niſi forte inevitabilis neceſſitas evenerit, pro qua id fieri nullatenus poſſit. Et ſi hoc acciderit, ad tempus uterque pari ſuo hoc reſcire faciat: & propterea amicitia noſtra nec minuatur, nec immutetur, donec (Domino volente) congruo tempore perfecte confirmetur.

8. Ut res Eccleſiarum, in cujuſcunque regno caput fuerit tam de Epiſcopatibus quam de Abbatiis, ſine ulla contradictione Rectores ipſarum eccleſiarum illas poſſideant: & ſi aliquid ibi injuſtum factum à quoquam eſt, in cujuſcunque regno illæ res conſiſtunt, legaliter exinde ſecundum juſtitiam reddere faciant.

9. Et quia per vagos & in tyrannica conſuetudine irreverentes homines, pax & quies regni perturbari ſolent, volumus ut ad quemcunque noſtrum talis venerit, ut de his, quæ egit, rationem & juſtitiam ſubterfugere non poſſit, neuter noſtrum illum ad aliud recipiat vel retineat, quam ut ad rectam rationem & debitam emendationem perducat: & ſi rationem rectam ſubterfugerit (c) omnes in commune, in cujus regnum venerit, illum perſequamur, donec aut ad rationem perducatur, aut de regno expellatur vel deleatur.

(d) al. uterque.

10. Volumus ut ii, qui merito proprietatem ſuam in regno noſtro perdiderint, ita judicentur, ſicuti temporibus anteceſſorum noſtrorum inventum fuit. Qui vero dicunt ſe injuſte proprietatem ſuam perdidiſſe, veniant in noſtram præſentiam: &, ſicut juſtum eſt, ita illis judicemus, & ſua recipiant.

XIII.

Traité de Paix entre CHARLES *le ſimple Roi de France, &* HENRI *Roi de Germanie. Fait à Bonne en* 921. Aubert le Mire, dans ſon Codex Donationum Piarum. Chap. XXVII. pag. 115.

ANS de J. C. 921. France et Germanie.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis divina propitiante clementia anno Dominicæ incarnationis DCCCCXXVI. anno verò regni Domini & glorioſiſſimi Regis Francorum occidentalium CAROLI XXIX. redintegrante XXIV. largiore verò hereditate indepta X. Indictione IX. anno quoque regni Domini & magnificentiſſimi Regis Francorum Orientalium HEINRICI tertio, inter ipſos præfatos principes unanimitatis pactum, ac ſocietatis amicitia quæſita repertaque exordia ſumpſit prout viſa ſunt competentia.

Convenerunt enim ambo illuſtres Reges, ſicut inter

ANS de J. C. 921.

ter se discurrentibus Legatis convenerant II. Nonas Novembris feria prima: domus enim CAROLUS super Rhenum flumen ad Bonnam castrum, & strenuus HEINRICUS ex altera parte Rheni. Et ea tantùm die mutuis se visibus intuentes super ripas ejusdem fluminis huc & ultra, ut sui fierent fideles innoxii sacramento, quo hanc eorum conventionem fuerant polliciti.

Verum feria quarta VII. Idus Novembris in medio Rheni fluminis sæpiùs dicti principes, in navibus quisque suis, in tertiam ascenderunt, quæ ancorata in fluminis medio gratia eorum colloquii fixa erat: ibique in primo hanc sibi vicissim convenientiam ob statum pacis, juramento sanxerunt ita.

Ego CAROLUS divina propitiante clementia Rex Francorum Occidentalium, amodò ero huic amico meo Regi Orientali HEINRICO amicus, sicut amicus per rectum debet esse suo amico secundùm meum scire ac posse: ea verò ratione si ipse mihi, juraverit ipsum eumdemque sacramentum, & attenderit quæ promiserit. Sic me Deus adjuvet & istæ sanctæ reliquiæ.

E contra Rex Heinricus eamdem promissionem sacramento eisdem profecutus est verbis subsequenter, ut hujus amicitiæ firmitas inviolabiliter observaretur.

Hæc sunt nomina Episcoporum qui cum nobilibus ac fidelibus laicis firmitatem, quam præmemorati Reges inter se fecerunt, collaudando acceptaverunt, & manibus suis sacramentum firmaverunt, numquam à se destruendam.

Episcopi ex parte Domini Regis Caroli.

HERIMANNUS Archiepiscopus Agrippinæ, quæ modo est Colonia vocitata.

RODGERUS Archiepiscopus Treverorum.

STEPHANUS Præsul Cameracorum.

BOVO Episcopus Catalaunensium.

BALDRICUS Trajectensium Episcopus.

Hæc nomina Comitum.

MATFREDUS, Erkengerus, Hagano, Boso, Waltkerus, Isaac, Ragenberus, Theodricus, Adalardus, Adelelmus.

Episcopi ex parte Regis inclyti Heinrici.

HERIGERUS Archiepiscopus Moguntiacorum.

NITHARDUS Episcopus Mimmogerneferdæ.

DODO Episcopus Osnobroggæ.

RICAWDO Episcopus Vangionum, quæ nunc dicitur Wormatia.

HONVARDUS Episcopus Paderbornensis.

NOTINGUS Episcopus Constantiæ Alemannicæ.

Hæc sunt nomina Comitum.

EVRARDUS, Chonradus, Herimannus, Hato, Godefredus, Otto Hérimannus, Cobbo, Magenhardus, Fridericus, Foldac.

XIV.

ANS de J. C. 963. COMTE DE LUXEMBOURG ET ABBÉ DE S. MAXIMIN DE TREVES.

(a) *Echange fait entre le Comte* SIGIFRID *&* WIKER *Abbé de St. Maximin de Trêves, du* CHATEAU DE LUXEMBOURG, *dans les Ardennes, contre un Domaine nommé* VIULNE *dans les mêmes Ardennes, par lequel Echange Sigifrid aquit le nom de* PREMIER COMTE DE LUXEMBOURG. *Fait en* 963. Aubert le Mire dans son Diplomatum Belgicorum Lib. I. Cap. XIX. pag. 39. & Notitiæ Ecclesiarum Belgic. Cap. LXI. pag. 109.

(a) Le Mire dit qu'il a tiré cette pièce d'un Manuscrit de l'Abbaye de S. Maximin de Trêves.

IN nomine unigeniti Filii Dei. Notum sit omnibus populis, in Christum credentibus, tam præsentibus quàm venturis, clericis atque laicis, quod (b) SIGIFRIDUS Comes, de nobili genere natus, castellum quod dicitur LUZILINBURCH in proprietatem desiderans adipisci, perrexit ad D. (c) Brunonem Archiepiscopum, fratrem videlicet Imperatoris Ottonis, qui tunc principatum totius regni post ipsum tenebat, eique suum desiderium manifestavit.

(b) On ne sait ni de qui il étoit fils, ni qui fut son successeur.

(c) Archevêque de Cologne, & Archiduc de Lorraine comme le nomme Sigebert Abbé de Gemblours dans sa Chronique. Il étoit frére de l'Empereur Othon I.

Cujus scilicet Archiepiscopi accepto consilio, & impetrata licentia ab eo, venit ad Abbatem Wikerum & ad reliquos S. Maximini monachos, in quorum prædio idem castellum fuerat positum, petens ut ei liceret cum suo allodio illud commutare. Quod Abbas libenter, unà cum fratribus, consentiens, placuit atque convenit inter eos, ut res per ambarum partium oportunitatem commutarentur.

Dedit itaque præfatus Comes ad S. Maximinum de rebus suæ proprietatis, legali traditione, in Comitatu Gisilberti Comitis, in pago Arduennæ, villam quæ dicitur Viulna, cum servis, censualibus, & omni ipsius villæ integritate.

Accepit autem à prædicto Abbate, consentiente monachorum congregatione, supranominatum castellum cum exitibus & reditibus, & omnibus terris, ab alveo fluminis Alsuntiæ, usque ad illos veteres truncos, qui stant ante munitionem ejusdem castelli, secundum quod protenditur in longum & latum.

Igitur posita est hæc eadem munitio in pago *Metingow*, in Comitatu Godefridi Comitis, super ripam Alsuntiæ fluminis.

Factum est itaque concambium istud ea constitutione, ut utraque persona, Abbatis videlicet & Comitis, ex eo quod accepit, habeat in perpetuum liberam & aptam potestatem tenendi, tradendi, vendendi, vel quidquid voluerit ex inde facere, absque ullius hominis contradictione.

Acta est namque hæc traditio, sive etiam mutatio, publicè in civitate Trevirensium, in monasterio memorati patroni S. Maximini, in die Palmarum, XV. Kal. Maij, adstante Abbate Wikero, simulque Hilderado ejusdem cœnobii Advocato, & aliis quam plurimis testibus, monachis, Canonicis, atque laicis.

Signum Domini BRUNONIS Archiepiscopi, qui hoc concambium legaliter fieri juffit.

Signum Henrici Trevirorum Archimandritæ, qui consilio istius rei per omnia interfuit.

S. Asolfi Præpositi.
S. Rainvoldi Decani.
S. Sandradi Cellerarii.
S. Adalungi monachi.
S. Christiani monachi.
S. Gerberni monachi.
S. Hirimberti monachi.
S. Willeri monachi.
S. Volmari monachi.
S. Hildradi monachi.
S. Warneri Monachi.

Item nomina laicorum.

Signum (d) FRIDERICI Ducis Lotharingiæ, cujus consensu & collaudatione opus illud peractum est.

(d) Premier Duc de la Haute Lorraine ou de la Moselle établi par Brunon en 958. selon Eloüard dans sa Chronique.

Signum Liuthardi.	S. Nortperti.
S. Sarachonis.	S. Adalberti.
S. Geisonis.	S. Tancradi.
S. Anselmi.	S. Walteri.
S. Harperni.	S. Ruotperti.
S. Thietperti.	S. Thietfridi.

Facta est igitur hujus chartæ conscripto, anno Dominicæ incarnationis DCCCC. LXIII. Indictione VI. regni Ottonis III. & patris sui Cæsaris principatum tenentis II.

* * * *

ANS de J. C. 1007.

XV.

Comte' de Cambrai.

Donation du COMTE' DE CAMBRAI, *faite à* ERLUIN *Evêque du même lieu par l'Empereur* HENRI II. *en* 1007. George Colvener dans ſes Notes ſur la Chronique des Evêques d'Arras & de Cambrai, de Balderic Evêque de Tournai; & Aubert le Mire Diplomatum Belgicorum Tom. I. Cap. XXVII. pag. 55.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis. HEINRICUS divina clementia favente Rex. Omnibus ſanctæ Dei Eccleſiæ fidelibus, præſentibus ſcilicet & futuris, notum fieri volumus, qualiter nos, tam animæ noſtræ conſultu, quàm venerabilis Heriberti Archiepiſcopi Colonienſis interventu, Chameracenſi eccleſiæ, in honore S. Mariæ conſtructæ, Comitatum Chameracenſem, hac noſtræ auctoritatis præceptali pagina, prout firmiſſimè potuimus, in proprium donavimus.

(a) Autrement *Erluinus* ou *Herluinus* Evêque de Cambrai & d'Arras, qui mourut en 1012.

Præcipientes igitur, ut prælibatæ ſedis venerabilis (a) ERALWINUS Epiſcopus, ſuique ſucceſſores, liberam dehinc habeant poteſtatem, eumdem Comitatum in uſum eccleſiæ ſupra dictæ tenendi (b), Comitem eligendi, bannos habendi, ſeu quidquid ſibi libeat, modis omnibus inde faciendi.

(b) Le Mire remarque qu'autrefois les Evêques de la haute & de la baſſe Lorraine, & ceux des Pays-bas avoient droit d'élire & d'établir dans leurs Villes des Comtes, qui adminiſtroient la Juſtice. D'où vient qu'il eſt ſouvent parlé dans les Auteurs du moyen âge, des Comtes de Cambrai, d'Arras, de Trêves, &c. Ces Comtes abuſant de leur pouvoir dans la ſuite, les Evêques garderent cette dignité pour eux. D'où vient que pluſieurs Evêques ſont auſſi Comtes.

Et ut hæc noſtræ traditionis auctoritas ſtabilis & inconvulſa permaneat, hanc chartam inde conſcriptam manu propria roborantes, ſigilli noſtri impreſſione inſigniri juſſimus.

Signum domni HEINRICI Regis invictiſſimi.

Eberhardus Cancellarius, vice Willegiſi Archicapellani, recognovit.

Data XI. Kalendas Novembris, Indictione V. anno Dominicæ Incarnationis M. VII. an. domni Heinrici ſecundi regni VI. Actum Aquiſgranenſi palatio feliciter, amen.

XVI.

ANS de J. C. 1059.

Nivelle.

Partage des biens de l'Egliſe de NIVELLE *en trois Portions, fait par l'Empereur* HENRI IV. *La premiere eſt donnée à l'Hôpital, la ſeconde à l'Abeſſe, & la troiſiéme aux Chanoines & Chanoineſſes. Fait le* 24. *Fevrier* 1059. Aub. le Mire. Notitiæ Eccleſiar. Belgii. Cap. LXXXIX. pag. 170.

(a) Lothaire confirma ce Partage en 1136. comme on le verra ci-aprés dans ſon rang.

(a) HEnricus divina favente clementia Rex. NIVIALENSIS eccleſia, Francorum regno finitima, permaximas ſæpè calamitates ſuſtinuit. Quod pater meus Henricus III. Imp. animo indoluit; adeò ut in conſecratione, quam ad adventum ſuum reſervari juſſerat, præſentem ſe exhibens, pignora ſacratiſſimæ virginis GERTRUDIS propriis humeris ſanctuario importaret, locumque donis Imperialibus exornans, de rebus ejuſdem eccleſiæ præceptum faceret; quodque ſpecialis dilectionis indicium eſt, non communi illud ſigillo, ſed ſecreto ſuo ſignaret. Cùm ergò me divina gratia paterni regni fecerit ſucceſſorem, volo erga eumdem locum me præſtare paternæ pietatis heredem, & de rebus ejuſdem eccleſiæ noſtræ quoque auctoritatis præceptum innovare.

Res ipſæ in tres portiones diviſæ exiſtunt, in Xenodochium, in beneficium Abbatiſſæ, in præbendas fratrum ſeu ſanctimonialium LXXII. Quæ partes ut à ſe poſſint certiſſimè diſtingui, placuit hæc nomina villarum, ad unamquamque pertinentium, diſtinctè ſubnotari. Ad CONGREGATIONEM pertinent, burgus ipſe Nivialenſis, cum omnibus reditibus ſuis & cum ipſa eccleſia, Lennecha cum eccleſia, Wambecca cum eccleſia, Tubecca cum eccleſia, Goiaca, Rosbecca, Heinuires, Iturna cum eccleſia, Baſſeis cum eccleſia, Bulceis cum eccleſia, Brole cum omni vineto, Ara cum vineis quæ ſunt in Leia, & quæ ſunt in Clotina, Forſt cum eccleſia, Duffla, Foillidhes, Migeivilla, Vileirs, & omnis Præpoſitura illa quæ conſtat ex eleemoſynis. Ad beneficium ABBATISSÆ, altare S. Gertrudis cum omni familia, Sprendelenges cum vineis quæ ſunt in Binga, Udechoves, Benerfeti cum eccleſia, Nieſs, Meerbecca cum eccleſia, Ruoz, Gotirez cum eccleſia, Rosbecca & de Henvires, cum ceteris beneficiis quæ tenent milites ad commune ſervitium Abbatiſſæ & Congregationis. Ad XENODOCHIUM Moſterols cum eccleſia, & omnes dominicales decimæ tam prædiorum noſtrorum quàm beneficiorum Comitis. Jubeo ergò & ratum eſſe volo, ut diviſiones iſtæ, ſicut antiquitus ſunt conſtitutæ, ita diſtinctæ permaneant.

Signum Henrici IV. Regis.

Hebeſardus Cancellarius, vice Luitpoldi Archicapellani, recognovit. Datum eſt VI. Kal. Martii, anno Dominicæ incarnationis M. LIX. Indictione XII. anno autem ordinationis Henrici IV. Regis V. regni verò III. Actum Aquiſgrani.

ANS de J. C. 1059.

XVII.

ANS de J. C. 1096.

Traité par lequel (a) BAUDOUIN *ſurnommé de Jeruſalem, Comte de Hainaut ſecond du nom, allant à la guerre ſainte, vent à* OBERT *Evêque de Liege le Château de* (b) *Couvin, ſitué entre Sambre & Meuſe. Fait à Liege le* 14. *de Juin* 1096. Aubert le Mire, Donationum Belgicarum Lib. I. Cap. XXXI. pag. 72.

(a) Second du nom, qui fut tué en 1098.

(b) *Covinum Caſtellum* ou ſelon d'autres *Tuvinum.*

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis. Omnibus tam futuris quàm præſentibus notum fieri volumus, quòd ego Obertus, gratia Dei Leodienſis Epiſcopus, honori eccleſiæ conſulens & utilitati, emi à Comite BALDUINO DE MONT caſtellum de COVINO, cum appenditiis ejus, conſilio & ſuaſu fidelium tam clericorum quàm laicorum, propter pacem & tranquillitatem perpetuò habendam; quia malefactores ibidem commorantes, rapinis & prædis, aliiſque moleſtiis miſerabiliter vexabant Epiſcopatum.

Itaque afflictione pauperum commotus, & conſultu ſapientium perſuaſus, conveni cum prædicto Comite, quatenus illud caſtrum traderet S. Mariæ, ſanctoque Lamberto, tali conditione, ut duas præbendas darem duobus filiis ſuis in eccleſia S. Lamberti, & majori eorum darem alias præbendas in omnibus aliis monaſteriis, inſuper & Cuſtodiam, poſt deceſſum domini Wazonis Cuſtodis; tali videlicet tenore, quòd ſi ipſe major frater moriatur, alter honorem ipſum & præbendas repoſcat & obtineat. Præterea ipſi Comiti dedi in proprios uſus *pondo auri, marcas quinquaginta.*

Quod pactum ideò libentiùs & benigniùs eccleſiæ Dei, propter ſalutem animæ ſuæ, conceſſit, quia gratia divina inſpirante animo conceperat cum aliis devotis Chriſtianis Hieroſolymam proficiſci.

Tradidit igitur, coram idoneis teſtibus, ad altare S. Mariæ, ſanctique Lamberti, per manus *Rainerii* Advocati, præſente & annuente uxore ipſius IDA, cum

ANS de J. C. 1096. cum filiis suis, *Balduino*, *Arnulpho*, *Lodowico*, *Henrico*, castellum supradictum, cum omnibus ad illud pertinentibus in ecclesiis, mancipiis, villis, campis, silvis, pratis, pascuis, aquis, aquarumve decursibus, cultis & incultis, viis & inviis, exitibus ac reditibus, & omnibus quæcumque justè possunt & debent nominari, ad honorem illum respicientibus à fluvio Mosa usque ad Cinacum, & usque Leisiam, & Belmont, & Ruminiacum, & cætera loca, quousque termini ipsius loci longè lateque extenduntur.

Hujus rei testes adfuerunt Clerici isti:

Fredericus Præpositus de S. Lamberto,
Balduinus Archidiaconus, Andreas Archidiaconus,
Godescalcus, Renizo, Wazo, Elbertus,
Adelardus, Aper, Stepelinus, Hezelinus,
Godescalcus, Hillinus, Steppo, Lambertus, Stephanus,
Otto, Bruno Præpositus de S. Joanne.

Item Decani de aliis monasteriis.

Oddo, Balduinus, Lambertus, Franco.

Laici nobiles isti.

Reinerus Advocatus, qui recepit ipsius allodii traditionem,
Comes Warnerus de Greis, Wedericus de Walecort,
Wigerus de Tudin, Joannes Lovierval,
Godefridus de Ham, Walterus de Bacunwetz, & filius ejus Mainerus,
Walterus de Trueneis, Reinbaldus filius Reinbaldi de Gesselin,
Lambertus de Calmont, Arnulfus de Rone,

De familia ecclesiæ.

Lambertus de Hoyo, Theodoricus de Ponte,
Warnerus Pincerna, & frater ejus Obertus,
Lambertus Dapifer, Adelardus, & Fredericus frater ejus,
Albertus de Offei, Bovo de Bavechen,
Joannes Dapifer, cum aliis quampluribus viris egregiis & honestis.

Actum est publicè Leodii XVIII. Kalend. Julii, anno ab Incarnatione Domini millesimo nonagesimo sexto, Indictione tertia, imperante nobilissimo Henrico tertio Romanorum Augusto, & præsidente Leodiensi cathedræ domino & venerabili Oberto, anno ordinationis suæ in Episcopatu quinto.

XVIII.

ANS de J. C. 1099. LA FRANCE ET LA FLANDRE.

Traité de Paix entre PHILIPPE I. *Roi de France, &* (a) BAUDOUIN *Comte de Flandres. A Perone, au mois de Janvier*, 1099. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici pag. 1.

EGO Balduinus Comes Flandriæ & Hannoniæ omnibus notum fieri volo, quod hæc est forma pacis inter Dominum meum Philippum Regem Franciæ & me, hoc modo. Quod ipse dimittit mihi Sanctum Audomarum cum pertinentiis suis, & feodum de Larda, & feodum Comitis Guynarum, & feodum de Libera, & Richebore, & Gorgan, & aliam terram, quam Advocatus Bethunæ tenet ultra fossatum versus Flandriam; Omnia verò alia, de quibus contentio erat inter Dominum Regem & me, scilicet feoda & Dominia remanent in manu Domini Regis & Filii sui, Nepotis mei Ludovici & heredis sui, & omnia alia, quæcumque tenebat Dominus Rex ante guerram (exceptis supra dictis) remanent mihi.

(a) Je ne sai qui peut être ce Baudoüin Comte de Flandres. Ceci meritoit bien une petite note du savant Auteur duquel nous tirons ce Traité.

ANS de J. C. 1099.

§. 2. Et si contingeret, quod Dominus Ludovicus filius Domini Regis moreretur absque herede ex carne suâ, tota terra quæ est de Flandriâ, & de Atrebatesio, quæ non movet de Viromandia, redibit ad me absque rachato, & ad heredem meum, salvo Rachato Domini Regis. Si vero contingeret M. quæ fuit Uxor Comitis Philippi, mori, Dominus Rex vult quod tota terra de dotalitio reveniat ad me, & ipse quittat mihi rachatum terræ.

§. 3. Si etiam contingeret, quod Comitissa superviveret mihi, tota terra prædicta reveniet ad heredem meum, salvo rachato Domini Regis. De Mauritania sic erit, quod, si quid Dominus Rex habebit in ea, quittat mihi salvo Jure Episcopi Tornacensis. Nec non Dominus etiam Rex faciet Dominum Ludovicum filium suum hanc pacem concedere; Et si forte hoc nollet facere, quando habebit ætatem, Dominus Rex neque de terrâ illâ, neque de aliâ partem faceret ei donec id concessisset. Hanc pacem concessi tenendam bonâ fide & sine malo ingenio; & partem meorum hominum feci jurare, & partem jurare faciam, pacem tenendam Domino Regi, bonâ fide & sine malo ingenio, quod ut firmum sit & stabile, sigillo meo confirmo. Actum Peronæ, Anno Domini 1099. Mense Januario.

XIX.

ANS de J. C. 1110. L'EMPIRE ET L'EGLISE.

Traité de Paix entre l'Empereur HENRI V. *& le Pape* PASCHAL II. *par lequel ils réglent les droits de l'Empire & de l'Eglise. Fait sur la fin de l'année* 1110. Goldast. Tom. I. pag. 252.

INter Nuncios Imperatoris, & Petrum Leonis & cæteros Nuncios Pontificis, in Porticu sancti Petri convenit, ut Imperator die Coronationis suæ omne malè usurpatum Ecclesiasticum jus in manibus Pontificis, astante Clero & populo, per scriptum deponeret, cum ipsum Papa de negociis regalibus faceret, idque sacramento firmaret, dimitteret Ecclesias liberas cum oblationibus & possessionibus suis, quæ ad Regnum non pertinent, absolveret Papa ab juramentis populos, quæ contra Episcopos facere compulsi sunt; patrimonia possessionesque beati Petri restitueret, sicut à Carolo, Ludovico, Henrico, aliisque Imperatoribus concessa sunt libera, servaretque ea beato Petro pro juribus; nihil faceret aut diceret ut Papa Pontificatum amittat, nihilque ipse patiatur in vita vel in membris, vel capiatur mala captione, aut per se, aut per suspectam personam, nec ipse, nec fideles ejus, qui pro ipso fidem ei dederint, id est, Petrum Leonis cum filiis suis, quorum bona nullum patiantur detrimentum, & si quis malum fecerit, Rex fideliter ipsos adjuvaret. Pro hujusmodi observandis Pontifici prædes dabit

Fridericum sororis suæ filium,
Engilbertum & Theobaldum Marchiones,
Hermannum & Gotfridum Comites,
Fridericum Palatinum Comitem Saxonum,
Berengarium de Bajoaria,
Fridericum Saxonem,
Albertum Cancellarium,
Cononem Berengarii fratrem,
Siceboth Bajoarium,
Henricum Carinthiæ Ducem,
Bertulfum Bertulfi Ducis filium,

(a) Le Pape ne fit ce Traité que pour amuser l'Empereur qui étoit entré en Italie avec une Armée de 80000. pour le reduire à la raison; & qui étoit déja fort près de Rome. Il fut conclu environ les fêtes de Noël, que l'Empereur passa à Florence.

Qui

ANS de J. C. 1110.

Qui jurabit Papæ securitatem de vita, de membris, de Papatu, de captione. Quæ nisi Imperator servaret, ad Romanam Ecclesiam cum suis honoribus teneretur. Obsides pro securitate Pontificis Rex dare pollicitus est proxima V. feria, eosque securè ad insulam mittere in potestatem Papæ.

Fridericum Ducem nepotem suum,
Brunonem Episcopum Spirensem,
Conradum nepotem Comitis Herimanni, & filium ejus,
Et Henricum Friderici Comitis fratrem.

Obsides si recepisset, eos redderet in die Coronationis suæ, ponte transmisso: & si fortè coronatus non fuisset, aut non transisset, similiter redderet apud Castellum Sancti Angeli. Legatos, quos ad eum Papa dirigeret, dum irent & rederent, securos à se suisque redderet, & si eis scienter aliquid injuriæ illatum esset, emendaturum fideliter.

2. Quæ postquam omnia impleverit Rex, Papa juberet Episcopis adstantibus in die Coronationis ejus, ut regalia Imperatori dimitterent, quæ à temporibus Caroli, Ludovici, Henrici, aliorumque prædecessorum ad Regnum pertinebant; scripto firmaret sub anathematis pœna, auctoritate sua, ne quis eorum vel præsentium vel absentium, vel successores eorum Regni se intromitterent juribus, neque invaderent civitates, Ducatus, Comitatus, monetas, vectigalia, mercata. Advocationes Imperii, Centurionum jura, curtesque essent Imperii cum pertinentiis suis, & militaria Imperii castra. Nec ipse Imperatorem, nec Romanum Imperium, super his ulterius inquietaret, & privilegio sub anathemate ista confirmaret, ne posteri sui ultra inquietare præsumerent. Imperatorem benignè & cum honore susciperet, & more prædecessorum ipsius Catholicorum Imperatorum, scienter & non (a) sub tecto coronaret, & ad tenendum Imperium officii sui juvaret auxilio. Hoc si Papa non impleret, Petrus Leonis cum suis omnibus se ad Imperatorem teneret. Obsides, nisi effugerent, altero post Coronationem die restitueret: si ex ipsius Papæ parte remanserit, ut non coronetur, similiter redderet. Hæc ita constituta jurejurando firmavit Imperator,

(a) al. subtracto.

Albertus Cancellarius,
Herimannus, Fridericus & Gothfridus Comites,
Fridericus Savo,
Cono Berengarii frater,
Siceboth de Bavaria,
Henricus Carinthiæ Dux,
Bertulfus Bertulfi Ducis filius.

Hi omnes post Imperatorem eo ordine jurarunt, ut si Imperator hæc implere nollet, ipsi cum omnibus suis cum Romana Ecclesia tenerent.

XX.

ANS de J. C. 1110.

L'Empire et l'Eglise.

Transaction entre l'Empereur HENRI V. *&* PASCHAL II. *par lequel le Pape accorde à l'Empereur les Investitures, & l'Empereur promet de mettre en liberté le Pape & tous ses Adhérans, qu'il avoit fait prisonniers. Fait l'an* (a) 1110. Goldast. Tom. I. pag. 253.

(a) Paschal II. obligea sous main les Evêques d'Italie à s'opposer au Traité précédent; ce qui fut cause de sa prison, & donna lieu ensuite à ce second Traité.

EX verbo Pontificis juratum est in agro juxta Pontem Mammeum, qui Romanos Teutonesque dirimebat, hoc videlicet modo: Quod ulterius non inquietaret Imperatorem ejusque Imperium de præsumpto detemerato Ecclesiarum jure, & de injuria sibi suisque irrogata in persona Imperatoris, ac bonis malum aliquod sibi vel alicui personæ non redderet, neque pro hac causa Imperatorem unquam anathemati subderet, eidemque Imperatori privilegio sub anathemate confirmaret, ut Episcopos, & Abbates liberè electos absque Symonia, idem Imperator annulo & virga investiat, Episcopusque sic investitus liberè consecrationem ab Archiepiscopo, ad quem pertinuerit, sumat. Si quis vero à populo & Clero eligatur, & non ab Imperatore investiatur, à nemine consecretur, & Archiepiscopi & Episcopi libertatem habentem ficurandi ita amissos ab Imperatore, Regnumque & Imperium ac Principatum officii sui auxilio illi conservabit.

ANS de J. C. 1110.

2. Et cum hæc sacramento firmasset, Imperator demum, quod eundem Pontificem cum Episcopis & Cardinalibus, & omnes, qui cum eo vel pro eo capti essent, obsidesque & securos perduceret intra portas Transtyberinæ Civitatis, neque ulteriùs aut caperet aut capi permitteret, juravit his, qui in fide sedis Apostolicæ manerent; & populo Romano tam per se, quam per suos, pacem servaret, eundem Papam fideliter juvaret, ut Papatum securè & quietè teneret, patrimonia & possessiones Ecclesiæ Romanæ restitueret, cætera, quæ de jure habere debet, more antecessorum recuperare ac tenere adjuvaret bona fide, & eidem Pontifici fideliter obediret, salvo honore Imperii & Regni, sicuti Catholici Imperatores Catholicis Romanis Pontificibus solent. Posthæc

Fridericus Colonienſis Archiepiſcopus,
Gebehardus Tridentinenſis, } Epiſcopi,
Burcardus Monaſterienſis, }
Bruno Spirenſis, }
Albertus Cancellarius,
Fridericus, }
Herimannus, }
Albertus, }
Fridericus, } Comites,
Berengarius, }
Fridericus, }
Gothfridus, }
& Guarnerius }
ac Bonifacius Marchio,
in hunc modum juraverunt,

XXI.

ANS de J. C. 1111.

L'Empire et l'Eglise.

Conventions entre l'Empereur HENRI V. *& le Pape* PASCHAL II. *pour la Paix publique & les Investitures, faites en l'Année* 1111. Goldast. Tom. I pag. 254.

Serment de l'Empereur.

EGO HENRICUS Imperator liberos dimittam quarta vel quinta feria proxima Domnum Papam Paschalem, & Episcopos, & Cardinales, & omnes captivos & obsides, qui pro eo & cum eo capti sunt, & liberos securè produci faciam intra portam Transtyberinæ civitatis: nec ulterius capiam, aut capi faciam vel permittam eos, qui in fidelitate Domini Papæ Paschalis permanent: & populo Romano, & Transtiberinæ Insulæ civitati pacem & securitatem servabo tam per me quàm per meos, & in personis & in rebus, qui pacem mihi servaverint.

2. Patrimonia & possessiones sanctæ Romanæ Ecclesiæ, quæ abstuli, restituam; & cuncta, quæ habere debet, more antecessorum meorum recuperare & tenere adjuvabo bona fide. Et Domno Papæ Paschali obediam, (salvo tamen honore Regni & Imperii) sicut Catholici Imperatores Catholicis Pontificibus Romanis. Hæc omnia observabo bona fide, sine fraude & malo ingenio.

Et isti sunt juratores ex parte Imperatoris HENRICI.

Frede-

ANS de J. C. 1111.

Fredericus Colonienſis Archiepiſcopus,
Gebehardus Tridentinenſis Epiſcopus,
Bruno Spirenſis Epiſcopus,
Bruchardus Monaſterienſis Epiſcopus,
Albertus Cancellarius,
Herimannus (a) Comes,
Berengarius Comes Sultzbachenſis,
Fredericus Comes Palatinus,
Item Fredericus Comes,
Boniſacius Marchio Tuſciæ,
Albertus Comes de Blandriaco,
Godefridus Comes Palatinus Rheni,
Warnerius Marchio.

(a) al. Dux.

Inveſtitures accordées par le Pape.

DOMNUS Papa PASCHALIS concedit Domno Imperatori HENRICO, & Regno ejus, privilegio ſuo ſub anathemate, & confirmabit, & corroborabit, Epiſcopo vel Abbate liberè electo ſine ſymonia aſſenſu Imperatoris, quòd Domnus Imperator cum annulo & virga inveſtiat. Epiſcopus autem vel Abbas ab Imperatore inveſtitus liberè accipiat conſecrationem ab Epiſcopo, ad quem pertinuerit. Si quis verò à Clero & à populo eligatur, niſi ab Imperatore inveſtiatur, & à nemine conſecretur, & Archiepiſcopi & Epiſcopi libertatem habeant conſecrandi ab Imperatore inveſtitos. Super his etiam Domnus Papa Paſchalis non inquietabit Imperatorem HENRICUM, nec ejus Regnum & Imperium.

Serment du Pape.

DOMNUS Papa PASCHALIS non inquietabit Domnum Imperatorem HENRICUM, nec ejus Regnum, de inveſtitura Epiſcopatuum & Abbatiarum, neque de injuria ſibi illata & ſuis in perſonis & bonis, neque aliquod malum reddet ſibi vel alicui perſonæ pro hac cauſa; & penitus in perſonam Imperatoris HENRICI nunquam (b) anathema ponet, nec remanebit in Domno Papa, quin coronet eum, ſicut in (c) Ordine continetur, & Regnum & Imperium officii ſui auxilio eum tenere adjuvabit pro poſſe ſuo. Et hæc adimplebit Domnus Papa ſine fraude & malo ingenio.

(b) Malgré ce ſerment le Concile de Latran ouvert le 18. Mai 1112. après que l'Empereur fut retourné en Allemagne, fit bruler la Bulle accordée pour les inveſtitures, & excommunia l'Empereur: ce qui fut encore confirmé dans un autre Concile. Henri V. eut beau ſe plaindre, que le Pape violoit ſon ſerment; Paſchal répondoit qu'il avoit bien promis de ne le point excommunier; mais qu'il ne lui avoit point promis de ne le point faire excommunier par d'autres. Voyez *Heis Hiſtoire de l'Empire. Tom. I. Liv. II. Chap. X.*

Hæc ſunt nomina illorum Epiſcoporum & Cardinalium, qui præcepto Domini Papæ PASCHALIS privilegium & amicitiam ſacramento confirmaverunt Domno Imperatori HENRICO:

Petrus Portuenſis Epiſcopus,
Centius Sabinienſis Epiſcopus,
Robertus Cardinalis Sancti Euſebii,
Boniſacius Cardinalis Sancti Martini,
Anaſtaſius Cardinalis Sancti Clementis.
Gregorius Cardinalis Apoſtolorum Petri & Pauli.
Item Gregorius Cardinalis Sancti Chryſogoni.
Joannes Cardinalis Sanctæ Potentianæ.
Riſus Cardinalis Sancti Laurentii.
Rainerus Cardinalis Sanctorum Marcellini & Petri.
Vitalis Cardinalis Sanctæ Balbinæ.
(d) Dinzo Cardinalis Sancti Marci.
Theobaldus Cardinalis Joannis & Pauli.
Joannes Diaconus Sanctæ Mariæ in Schola Græca.
Leo (e) Diaconus Sancti Vitalis Martyris.
Abbo (f) Diaconus Sanctorum Sergii & Bachi.

(c) C'eſt ce qu'on nomme aujourdhui le *Cérémoniel Romain.*
(d) al. Cuzo. for. Cunzo. (e) al. Decanus. (f) al. Decanus.

XXII.

ANS de J. C. 1111.

Bref du Pape PASCHAL II. *qui accorde les Inveſtitures à l'Empereur* HENRI V. *donné en* 1111. Goldaſt. Tom. I. pag 255.

PASCHALIS Epiſcopus, ſervus ſervorum Dei, cariſſimo in Chriſto filio, HENRICO Teutonicorum Regi, & per Dei omnipotentis gratiam Romanorum Imperatori Auguſto, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem.

1. Regnum veſtrum ſanctæ Romanæ Eccleſiæ ſingulariter cohærere diſpoſitio divina conſtituit. Prædeceſſores ſiquidem veſtri probitatis & prudentiæ amplioris gratia Romanæ Urbis coronam & imperium conſecuti ſunt. Ad cujus videlicet coronæ & Imperii dignitatem, tuam quoque perſonam, Fili cariſſime HENRICE, per noſtri ſacerdotii miniſterium Majeſtas divina provexit. Illam igitur dignitatis prærogativam, quam prædeceſſores noſtri veſtris prædeceſſoribus Catholicis Imperatoribus conceſſerunt, & privilegiorum paginis confirmaverunt, nos quoque tuæ Dilectioni concedimus, & præſentis privilegii pagina confirmamus, ut Regni tui Epiſcopis & Abbatibus liberè præter violentiam & ſymoniam electis, inveſtituram virgæ & annuli conferas; poſt inveſtionem verò canonicè conſecrationem acciant ab Epiſcopo, ad quem pertinuerit. (a) al. Clero & Populo.

2. Si qui autem à Clero, vel à populo præter aſſenſum tuum electus fuerit, niſi à te inveſtiatur, à nemine conſecretur: [exceptis nimirum illis, qui vel in Archiepiſcoporum, vel in Romani Pontificis ſolent diſpoſitione conſiſtere.] Ce qui eſt enfermé d'une parenthéſe manque dans l'Edition de *Juret*, au raport de Goldaſt.

3. Sanè Archiepiſcopi & Epiſcopi libertatem habeant à te inveſtitos Epiſcopos & Abbates canonicè conſecrandi.

4. Prædeceſſores enim veſtri Eccleſias Regni ſui tantis regalium ſuorum beneficiis ampliarunt, ut Regnum ipſum Epiſcoporum maximè & Abbatum præſidiis oporteat communiri, & populares diſſenſiones, quæ in electionibus ſæpè contingunt, regali oporteat Majeſtate compeſci. Quamobrem prudentiæ veſtræ & poteſtati cura debet ſollicitiùs imminere, ut & Romanæ Eccleſiæ magnitudo, & cætera ſalus, tuis (præſtante Domino) beneficiis & ſervitiis conſervetur.

5. Si qua igitur Eccleſiaſtica vel Secularis potentia aut perſona hanc noſtræ conceſſionis paginam ſciens contra eam temerario auſu venire tentaverit, anathematis vinculo, niſi reſipuerit, innodetur, honoriſque ac dignitatis ſuæ periculum patiatur. Obſervantes autem hoc miſericordia divina cuſtodiat, & perſonam ac majeſtatem poteſtatemque tuam ad honorem ſuum & gloriam fœliciter imperare concedat.

CONFIRMATIO.

HÆc ſunt verba, quæ dixit Domnus Apoſtolicus Domno Imperatori HENRICO in communione corporis & ſanguinis Chriſti, die Coronationis ſuæ: Domne Imperator HENRICE, corpus Domini natum ex Maria Virgine, paſſum in cruce pro nobis, ſicut ſancta Catholica tenet Eccleſia, damus tibi in confirmationem veræ pacis & concordiæ inter me & te, Amen. Anno Verbi incarnati MCXI. hoc confirmatum eſt in baſilica Sancti Petri, XVI. Cal. Martii, regnante in cœlis Domino noſtro Jeſu Chriſto cum Patre æterno & Spiritu ſancto, Amen.

ANS de J. C. 1111.

XXIII.

L'EMPIRE ET L'EGLISE.

Edit de l'Empereur HENRI V. *en consequence de son Accord fait avec le Pape* PASCHAL II. *en* 1111. Goldast. Tom. I. pag. 255.

HENRICUS Dei gratiâ Romanorum Imperator Augustus, omnibus Christi fidelibus in Ecclesia.

1. Notum esse volumus dilectioni & discretioni vestræ ea, quæ inter nos & Dominum illum Paschalem erant, quomodo incepta tractata sint: scilicet de conventione inter me & ipsum, de traditione Romanorum in me & meos, ut audita intelligatis, intellecta examinetis, examinata dijudicetis.

2. Igitur dum in eo totus essem, ut me ad Ecclesiæ utilitatem & ipsius votum, si justum esset, componerem, cœpit exaltationem & dilatationem regni super omnes antecessores meos promittere. Studebat tamen subdolè, quomodo Regnum & Ecclesiam à statu suo discinderet, tractare. Quod sic facere aggressus est. Regno quidem jam à Carolo quadringentis & amplius annis, & sub sexaginta tribus Apostolicis investituras Episcopatuum, eorundem authoritate & privilegiorum firmitate tenenti, absque omni audientia auferre volebat.

3. Et quum per Nuncios nostros ab eo quæreremus, quid de Nobis fieret, in quo Regnum nostrum constat, quomodo ferè omnia antecessores nostri Ecclesiis concesserunt & tradiderunt, subjunxit: *Fratres, Ecclesiæ decimis & oblationibus suis contentæ sint: Rex verò prædia & regalia, quæ à Carolo & Ludovico, Ottone & Henrico Ecclesiis collata sunt, sibi & successoribus suis recipiat & detineat.* Ad hoc quum nostri responderent, Nos quidem nolle violentiam Ecclesiis inferre, nec ista subtrahendo tot sacrilegia incurrere, fiducialiter promisit, & sacramento pro eo firmavit Dominica *Esto mihi*, se omnia hæc cum justitia & authoritate Ecclesiis auferre, Nobisque & Regno cum justitia & authoritate reddere. Nostris itidem firmantibus, si hoc, ut præmissum est, ita complesset, quod tamen nullo modo fieri posse sciebat: me quoque, uti quærebat, investituras Ecclesiarum resignaturum: sicut in Charta conventionis plenius poteritis videre.

HÆC EST CHARTA CONVENTIONIS EIUS AD ME.

DOminus *Papa præcipiet Episcopis præsentibus in die coronationis Regis, ut dimittant regalia Regno, quæ ad Regnum pertinebant tempore Caroli, Henrici, & aliorum prædecessorum ejus; & scripto firmabit sub anathemate, ne quis eorum vel præsentium, vel absentium, vel successorum eorum, intromittant se ullo modo, vel invadant eadem regalia, id est, civitates, Ducatus, Marchias, Comitatus, monetas, teloneum, mercatum, Advocatias, omnia jura Centurionum, id est Villicorum, turres & Villas, quæ Regni erant, cum omnibus pertinentiis suis, militiam & castra. Nec ipse Regem & Regnum super his ulteriùs inquietabit, sed privilegio suo sub anathemate confirmabit, ne posteri sui inquietare præsumant: Regem benignè & honorificè suscipiet, & more prædecessorum suorum Catholicorum scienter non subtracto coronabit, & ad tenendum Regnum cum his omnibus officii sui auxilio adjuvabit.*

Si Dominus Papa hæc Regi non adimpleverit; ego Petrus Leonis juro, quòd tota potentia mea tenebo ad Dominum Regem. Obsides autem, nisi effugerint, reddemus altero die post coronationem Regis. Si per Papam remanserit, ut non coronetur, similiter reddemus Dominico die quum Rex ad processionem venerit. Obsides dabo Gratianum filium meum, & filium Vizonis filii, & filium sororis meæ, si eum habere potero. ANS de J. C. 1111.

HÆC SUNT SACRAMENTA EX PARTE DOMINI PAPÆ.

EGO *Petrus Leonis juro vobis, quia Dominus Papa proximo die Dominico adimplebit Regi, quod in Charta conventionis scriptum est.*

HÆC SUNT SACRAMENTA EX PARTE REGIS:

Ego Comes Hermannus:
Ego Comes Gotfridus:
Ego Volmarus:
Ego Adelbertus,

Juro vobis, quia Dominus Rex proxima quarta vel quinta feria ita Principes jurare faciet, & obsides dabit, sicut in Charta conventionis scriptum est. Et sic observabunt Domino Papæ, eo tenore, si Dominus Papa proximo die Dominico sic adimpleverit Regi per omnia, sicut in Charta conventionis scriptum est.

4. Ego verò, ut ostenderem, nullam Ecclesiarum Dei disturbationem ex velle nostro procedere, in cunctorum oculis astantium & auribus hoc Decretum promulgavi:

Ego Henricus Dei gratia Romanorum Imperator Augustus, affirmando & beato Petro, omnibus Episcopis & Abbatibus; & omnibus Ecclesiis omnia, quæ antecessores mei Reges vel etiam Imperatores eis concesserunt vel tradiderunt, & quæ illi pro spe æternæ retributionis obtulerunt, &c. Ego peccator pro timore terribilis judicii nullo modo subtrahere renuo.

5. Hoc Decreto à me lecto & subscripto, petii ab eo, ut, sicut in Charta conventionis ejus scriptum est, mihi adimpleret. Quum ergo supradictæ postulationi insisterem, scilicet ut cum justitia & authoritate, promissa mihi conventione, firmiter universis in faciem ejus resistentibus, & Decreto suo palàm hæresim inesse clamantibus, scilicet Episcopis, Abbatibus, tam suis quam nostris, & omnibus Ecclesiæ filiis: hoc, si salva pace Ecclesiæ dici potest, privilegium proferre voluit.

PASCHALIS PAPÆ DECRETUM.

PASCHALIS *Episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio* HENRICO *Regi, & ejus successoribus Imperatoribus*, &c.

Divinæ legis institutionibus sancitum est, & sacris canonibus interdictum, ne Sacerdotes curis secularibus occupentur, neve ad Comitatum, nisi pro damnatis emendis, atque pro aliis, quis injuriam patiuntur, accedant. Unde & Apost. Paulus inquit: Judicia si habueritis, contemptibiles qui sunt in Ecclesia, illos constituite ad judicandum. In vestri autem Regni partibus Episcopi vel Abbates adeò curis secularibus occupantur, ut Comitatum assiduè frequentare, & militiam exercere cogantur: quæ nimirum aut vix aut nullo modo sine rapinis, sacrilegiis, incendiis, aut homicidiis exhibetur. Ministri verò altaris, ministri curiæ facti sunt: quia civitates, Ducatus, Marchionatus, monetas, turres, & cætera ad Regni servitium pertinentia à Regibus acceperunt. Unde etiam mos Ecclesiæ intolerabilis inolevit, ut electi Episcopi nullo modo consecrationem acciperent, nisi prius per manum Regiam investirentur. Aliquando etiam vivis Episcopis investiti sunt. 1. Corinth. 6.

Hiis & aliis plurimis malis, quæ per investituram plerumque contigerant, prædecessores nostri Gregorius Octavus & Urbanus Secundus, felicis memoriæ Pontifices, excitati, collectis frequenter Episcopalibus Conciliis, investituras illas manus Laicæ damnaverunt:

ANS de J. C. 1111.

runt: & si qui Clericorum per eam tenuissent Ecclesias, deponendos; datores quoque communione privandos percensuerunt, juxta illud Apostolicorum Canonum capitulum, quod se ita habet: Si quis Episcopus secularibus potestatibus usus Ecclesiam per ipsos obtineat, deponatur, & segregetur, omnesque qui illi communicant. Quorum vestigia subsequentes & nos eorum sententiam Episcopali Concilio confirmamus.

Tibi itaque, fili charissime Henrice Rex, & nunc per officium nostrum Dei gratia Romanorum Imperatori, & regno regalia illa dimittenda præcepimus, quæ ad Regnum manifestè pertinebant tempore Caroli, Ludovici, Ottonis, & cæterorum prædecessorum tuorum. Interdicimus etiam & sub anathematis districtione prohibemus, ne quis Episcoporum seu Abbatum, præsentium vel futurorum, eadem regalia invadant, id est civitates, Ducatus, Marchias, Comitatus, monetas, teloneum, mercatum, Advocatias, jura Centurionum, & turres, quæ Regni erant, cum pertinentiis suis, militiam & castra: & ne se deinceps, nisi per gratiam Regis, de ipsis regalibus intromittant. Sed nec posteris nostris liceat, qui post nos in Apostolica Sede successuri erunt, aut Te aut Regnum super hoc inquietare negocio.

Porrò Ecclesias cum oblationibus & hæreditariis possessionibus, quæ ad Regnum manifestè pertinebant, liberas manere decrevimus, sicut in die coronationis tuæ Omnipotenti Domino in conspectu totius Ecclesiæ promisisti. Oportet enim Episcopos curis secularibus expeditos, curam suorum agere populorum, nec Ecclesiis suis abesse diutiùs. Ipsi enim, juxta Paulum Apostolum, pervigilant, tanquam rationem pro animabus eorum reddituri.

6. De traditione verò in nos vel in nostros, sic se res habet. Vix portas civitatis ingressi sumus, cum nostris infra muri mœnia securè vagantibus, quidam vulnerati, alteri interfecti, omnes vero spoliati aut capti sunt. Ego tamen quasi pro levi causa non motus, bona & tranquilla mente usque ad Ecclesiæ beati Petri januas cum processione perveni. Quod sic gestum fuisse, rei veritas multorum astipulata testimoniis, qui interfuere, protestatur.

XXIV.

ANS de J. C. 1122.

L'EMPIRE ET L'EGLISE.

(a) *Conventions entre l'Empereur* HENRI V. *& le Pape* CALLISTE II. *touchant les Investitures des Evêques & des Abbez, par lesquelles l'Empereur renonce au droit d'investir avec la Crosse & l'Anneau. Faites & publiées à la Diéte de Wormes, le 23. Septembre* 1122. Goldast. Tom. I. pag. 258. François Harée dans sa Chronologie sur l'année 1122. G. G. Leibnitz, Codex Diplomaticus, pag. 2.

(a) Mr. Leibnitz dit qu'on peut conclurre de ce Traité, que l'Empereur a plus de droit dans les Elections, qu'on ne se l'imagine ordinairement. On ne doit pas au reste oublier d'avertir, que ce Traité n'est pas tout-à-fait le même dans Goldast & dans Leibnitz; il manque dans la copie de ce dernier non seulement divers mots en divers endroits, mais aussi les noms de ceux, en présence desquels ce Traité se fit. C'est ce qui nous a obligé à suivre entiérement Goldast.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis. Ego HEINRICUS Dei gratia Romanorum Imperator Augustus, pro amore Dei, & sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & Domini Papæ Callixti, & pro remedio animæ meæ, dimitto Deo & Sanctis ejus Apostolis Petro & Paulo, sanctæque Catholicæ Ecclesiæ, omnem investituram per annulum & bacculum, & concedo in omnibus ecclesiis, quæ in Regno vel Imperio meo sunt, canonicam fieri electionem & liberam consecrationem.

2. Possessiones & regalia beati Petri, quæ à principio hujus discordiæ usque ad hodiernam diem, sive tempore patris mei, sive etiam meo, ablata sunt, quæ habeo, eidem sanctæ Romanæ Ecclesiæ restituo; quæ autem non habeo, ut restituantur, fideliter curabo.

ANS de J. C. 1122.

3. Possessiones etiam omnium aliarum Ecclesiarum, & Principum, & omnium aliorum tam Clericorum quàm Laicorum, quæ in guerra ista amissæ sunt, consilio Principum & justitia, quas habeo, reddam; quas non habeo, ut reddantur, fideliter juvabo.

4. Et do veram pacem Domno Papæ Callixto, sanctæque Romanæ Ecclesiæ, & omnibus, qui in partibus ejus sunt, vel fuerunt: & in quibus sanct Romana Ecclesia auxilium postulaverit à me, fideliter juvabo, & de quibus fecerit mihi querimoniam, debitam sibi faciam justitiam.

Hæc omnia acta sunt consensu & consilio Principum, quorum nomina subscripta sunt:

Adelbertus Archiepiscopus Moguntinus.
Fridericus Archiepiscopus Colonienſis.
H. . . . . Ratisponenſis Episcopus.
Otto Babenbergenſis Episcopus.
Bruno Spirenſis Episcopus.
H. . . . . Augustenſis Episcopus.
Godebaldus Trajectenſis Episcopus.
Uldaricus Constantienſis Episcopus.
H. . . . . Fuldenſis Abbas.
(a) Henricus Dux Bavariæ.
Fridericus Dux Sueviæ.
Bruno Dux Saxoniæ.
Dietboldus Marchio Cambienſis à Vochburg.
Bonifacius Marchio Tuſciæ.
Theobaldus Marchio.
(b) Gotfridus Palatinus Comes Rheni.
(c) Otho Palatinus Comes à Wietelsbach.
Engelbertus Marchio Iſtriæ.
(d) Beringarius Comes Habspurgi.
Theodoricus Comes Montisbellicardi, & alii complures.

(a) al. Hermannus Dux, ſine adjectione loci.
(b) al. Ernulfus Comes Palatinus, ſine adjectione loci.
(c) al. Othbertus Comes Palatinus, ſine adjectione loci.
(d) Sultzbachenſis.

PROFESSIO PAPÆ.

EGO CALLIXTUS ſervus ſervorum Dei, tibi dilecto filio HEINRICO Dei gratia Romanorum Imperatori Auguſto. Concedo electiones Epiſcoporum & Abbatum Teutonici Regni, qui ad Regnum pertinent, in præſentia tua fieri abſque ſimonia & aliqua violentia, ut, ſi qua inter diſcordia emerſerit, Metropolitani & Provincialium conſilio vel judicio, ſaniori parti aſſenſum & auxilium præbeas. Electus autem regalia per ſceptrum à te recipiat, & quæ ex his jure tibi debet, faciat. Ex aliis verò partibus Imperii, conſecratus infra ſex menſes regalia à te per ſceptrum recipiat, & quæ ex his jure tibi debet, faciat: exceptis omnibus, quæ ad Romanam Eccleſiam pertinere noſcuntur. De quibus verò mihi querimoniam feceris, & auxilium poſtulaveris, ſecundum officii mei debitum, auxilium meum præſtabo. Do tibi veram pacem, & omnibus, qui in parte tua ſunt vel fuerunt tempore hujus diſcordiæ. Data Anno MCXXII. nono Calendas Octobris.

ANS de J. C. 1125.

XXV.

TOULOUSE ET BARCELONE.

Acte de Partage entre ILDEFONS *Comte de Toulouſe, &* RAYMOND *Comte de Barcelonne, maris de* DULCIE *&de* FAYDETTE, *ſœurs; par lequel ils promettent de ne point aliéner le Comté de Provence au préjudice de leurs enfans, & qu'ils ne pourront l'engager ni hypothéquer qu'en préſence de quatre parens; & ſe tranſportent les foy & hommage de leurs ſujets. Fait le 16. de Septembre* 1125. Noël Gaillard, dans les *Remontrances de la Nobleſſe de Provence au Roi*, pag. 47.

Teñor Inſtrumenti Pacis & Concordiæ habitæ cum Comite Tholoſano, ad cauſam limitum Provinciæ.

(a) Il paroit par cet Acte, qu'il n'y avoit point de Loi d'Etat qui empêchât l'aliénation du Comté de Provence.

(a) IN NOMINE DOMINI. Sit notum cunctis præſentibus atque futuris, quòd hæc eſt Pax atque Concordia inter Idelphonſum Tholoſanum Comitem, & Sancti Ægidii, & Raymundum Barchinonenſem Comitem, & uxorem ejus Dulciam Comitiſſam, ac filios eorum & filias, de ipſis querimoniis quas inter ſe habebant de ipſo Caſtro de Belcaire, & de Argentia, & de toto territorio Argentiæ, & de toto Comitatu totius Provinciæ: diffinimus namque & evacuamus Nos prædicti Raymundus Barchinonenſis Comes, & uxor mea Dulcia Comitiſſa, & filii noſtri ac filiæ, prædicto Idelphonſo Comiti prædictum Caſtrum de Belcaire, & prædictam Terram de Argentia, cum omnibus ſibi pertinentibus, & totam Terram de Provincia, ſicut habetur & continetur, ab ipſo flumine Durentiæ uſque ad flumen de Yſera, cum ipſo Caſtro de Volebrega, quantum infra prædictos terminos habemus vel habere debemus Nos vel homines per nos aliqua ratione vel authoritate, excepta medietate Civitatis de Avenione, & de Caſtro, & de fortitudinibus quæ ibi ſunt vel erunt, & de Territoriis, & de hominibus omnibus, & de univerſis his quæ ad prædictam Civitatem, quoquomodo pertinent, & excepta medietate de ipſo Caſtro de Ponte de Sorgia, & de ipſa Villa, & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad prædictam Villam vel Caſtrum de Ponte de Sorgia quoquomodo pertinere videntur, & excepta medietate de ipſo Caſtro de Caumont, & de ipſa Villa & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad ipſam Villam vel Caſtrum de Caumont, quoquomodo pertinere videntur, & excepta medietate de ipſo Caſtro de Tor, & de ipſis Villis, & de eorum territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictum Caſtrum de Tor, vel ad ipſas Villas pertinere videntur, ſicut ſupra ſcriptum eſt. Nos prædicti Raymundus Barchinonenſis Comes & uxor mea Dulcia Comitiſſa, & filii noſtri, ac filiæ, ſic diffinimus, & evacuamus, laxamus atque donamus tibi prædicto Ildephonſo Comiti per fidem ſive engan, ſicut tu vel aliquis per te ad utilitatem tuam meliùs intelligere poteſt, cum Comitatibus & Caſtellis & Epiſcopatibus omnibus univerſis in ſe exiſtentibus, & ad ſe qualicunque modo pertinentibus, excepta medietate ipſius Civitatis de Avinione & de ipſius Caſtro & fortitudinibus ac territoriis; & ſimiliter de ipſo Caſtro de Ponte & de ipſa Villa & de ipſo de Caumont & de Tor; quæ omnia ſicut ſuperiùs dictum eſt nobis fideliter reſervamus: in prædicta autem Civitate de Avinione, vel in prædictis Caſtris de Ponte ſcilicet de Caumont & de Tor, ſi quis prædictorum Comitum, Ildefonſi ſcilicet atque Raymundi, per ſe, aut per ſuos aliqua occaſione aliquid honoris acquiſierint, alter ſine alterius conſilio communiter habeant, ſine miſſione pecuniæ vel honoris, quam ibi non faciat ipſe ſine cujus conſilio facta fuerit acquiſitio illa. Et ego Ildephonſus prædictus Comes Tholoſanus & conjux mea Faidida diffinimus, evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchinonenſi Comiti, & Provinciæ Marchioni, & uxori tuæ Dulciæ Comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris, medietatem ipſius Civitatis de Avinione, & de ipſo Caſtro, & de fortitudinibus quæ ibi ſunt vel erunt, & de hominibus omnibus & territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictam Civitatem pertinent, & ſimiliter medietatem de ipſo Caſtro de Ponte de Sorgia, & de ipſa Villa & territoriis, & de hominibus omnibus quæ ad prædictum Caſtrum de Ponte de Sorgia pertinere videntur, & medietatem de ipſo Caſtro de Caumont, & de ipſa Villa & territoriis, & omnibus hominibus, & de his omnibus quæ ad prædictum Caſtrum pertinere videntur, & medietatem de ipſo Caſtro de Tor, & de ipſis villis & de territoriis & hominibus omnibus quæ ad prædictum Caſtrum pertinere videntur, totam terram Provinciæ cum ipſo Caſtro de Moſoaga, ſicut in monte jam fluminis Durentiæ naſcitur, & vadit uſque ad ipſum flumen Rhodani, & ipſe Rhodanus vadit inter inſulam de Lupariis & Argenciam, & tranſit per Furcas, & vadit ante Villam Sancti Egidii uſque ad ipſum mare, ſicut ſuperiùs dictum eſt. Ego Ildephonſus & uxor mea Faidida ſic diffinimus & evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchinonenſi Comiti & Provinciæ Marchioni, & uxori tuæ Dulciæ Comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris prædictam Terram totam, ſicut ſuperiùs ſcriptum eſt, & Durentia in monte jam naſcitur, & ipſe mons per fines Italiæ deſcendit ad ipſam Terram Turbiæ, & uſque in medium Maris, & ipſa Durentia vadit in Rodanum, & ipſe Rodanus, ſicut dictum eſt, deſcendit in Mare, & uſque in medium Maris eſt, cum Civitatibus & Caſtellis omnibus & fortitudinibus vniverſis, Archiepiſcopatibus & Villis & territoriis omnibus quantum dici vel numerari poteſt infra prædictos terminos, & Nos habemus vel aliqua ratione vel authoritate habere debemus, cum univerſis in ſe exiſtentibus, & ad ſe qualicumque modo pertinentibus, ſicut Vos vel aliqui per Vos ad utilitatem veſtram meliùs intelligere poteſtis, per fidem ſive engan: de prædictis autem honoribus quos inter Nos dividimus, Ego Ildephonſus non dabo nec impignorabo, nec poſt mortem meam alicui laxabo niſi tantùm infantibus meis quos de propria uxore habuerim: & ſi pignorationem facere voluero, ſuſcipiam à Vobis quatuor propinquos quos alia perſona mihi fidelitatem præſtare voluerint; & de hoc ſpectabo Vos ſine veſtro engan per menſes ſex; militibus autem & hominibus cæteris qui in honore illo ſunt, quæ Vobis diffinivi, laxavi atque donavi, omni occaſione poſtpoſita, mando ut Vobis præſcripto Raymundo, ſcilicet Barchinonenſi Comiti, & uxori veſtræ Dulciæ Comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris, fidelitatem faciant; & ab illa quam mihi fecerunt fidelitate ab indicante ſcriptura de homitio & ſacramento abſolvo: & ſi obiero ſine infante de propria uxore, totum quod ſuperiùs dictum eſt Vobis præſcriptis ſine omni dubitatione dimitto, laxo atque concedo; & Aymericus habeat in Belcaire & in Argentia per vos illum fenum quem per me debet habere, & Bernardus de Anduſia habeat illum fenum per Aymericum: de prædictis autem honoribus quos inter Nos dividimus, Ego Raymundus prædictus Comes Barchinonenſis, & Dulcia Comitiſſa, non dabimus nec impignoramus, nec poſt mortem noſtram alicui laxabimus niſi tantum infantibus noſtris: & ſi impignorationem facere voluerimus, ſuſcipiamus à Vobis quatuor propinquos quos alia perſona fidelitatem Nobis præſtare voluerit; & de hoc expectabimus

ANS de J. C. 1125.

Vos

ANS de J. C. 1125. Vos sine Vestro engano per menses sex: militibus autem & hominibus cæteris qui in honore illo sunt, quem Vobis diffinivimus, laxavimus atque donávimus, omni occasione postposita, mandamus ut Tibi præscripto Ildefonso Comiti fidelitatem faciant, & ab illa quam Nobis fecerunt fidelitate hac indicante scriptura de hominio & sacramento absolvimus; & si objecerimus sine infante, Totum quod superiùs dictum est Tibi præscripto sine omni dilatione dimittimus, laxamus, concedimus: si quis autem hanc concordationis, diffinitionis, evacuationis sive donationis scripturam dirumpere tentaverit, non valeat; sed prædicta omnia in duplum componat, & præsens scriptura prætermittere inviolabiliter maneat, quæ acta est decimo sexto Calendas Octobris Dominicæ Incarnationis, anno centesimo vicesimo quinto post millesimum.

Extrait du Registre Pargamenorum, fol. 19. vers. *conservé aux Archifs du Roi en Provence. Collationné par moi son Conseiller Auditeur Secretaire & Archivaire audit Pays, soussigné.*

BONAUD.

XXVI.

ANS de J. C. 1136. Nivelle. *Confirmation de l'Empereur* LOTHAIRE II. *du partage des biens de l'Eglise de* NIVELLE *en trois Portions: la premiére à l'Hôpital, la seconde à l'Abbesse, & la troisiéme aux Chanoines & aux Chanoinesses. Fait à Aix la Chapelle en* 1136. Albert le Mire Donationum Belgicarum Lib. I. Cap. LVII. pag. 116.

(a) Voyez ci-dessus sur l'année 1059. le premier partage fait par l'Empereur Henri IV.

(a) IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis. Ego LOTHARIUS Dei misericordia Romanorum Imperator Augustus, satisfaciens petitioni ODÆ Abbatissæ, insuper omnixo rogatui HERMANNI Præpositi, Capellani nostri, precibusque tam clericorum quàm sanctimonialium S. GERTRUDIS Nivellensis Ecclesiæ, ejusdemque Ecclesiæ necessitati misericorditer condescendens, quæ in confinio & in ingressu regni mei sita, crebra tyrannorum grassatione quassata, utpote Francorum regno finitima, omnia à prædecessoribus nostris, *Henrico III.* Imperatore, ejusdemque filio *Henrico* Rege, eidem Ecclesiæ concessa & confirmata regia auctoritate & sigilli mei impressione corroboro.

Præcipio insuper, ut divisiones possessionum ejusdem Ecclesiæ, sicut antiquitùs constitutæ sunt à prædictis Regibus, ita distinctæ & inconvulsæ permaneant, ne pars violentior in res partis infirmioris transiliat, sed unaquæque pars jus sibi determinatum irrefragabiliter obtineat. Res autem ejusdem Ecclesiæ in tres portiones sunt divisæ, in Xenodochium, in beneficium Abbatissæ, in præbendas fratrum & sanctimonialium LXXII. Quæ partes ut à se possint certissimè distingui, placuit hîc nomina villarum ad unamquamque pertinentium distinctè subnotari.

Ad congregationem pertinet burgus ipse Nivellensis, cum omnibus reditibus suis, & cum ipsa ecclesia & appendiciis suis; extra burgum *Lennecha* cum ecclesia, *Wambecka* cum ecclesia, *Tubeca* cum ipsa ecclesia, *Gojaca*, *Rosbecca*, *Heinennires*, *Iterna* cum ecclesia, *Basleurs* cum ecclesia, *Bulzeis* cum ecclesia, *Bruole* cum omni vineto, *Ara* cum vineis quæ sunt in Leia & quæ sunt in Clotina, *Foreſt* cum ecclesia, *Dusia*, *Genappia*, *Basiers*: quas villas IDA Bolonienſis venerabilis Comitissa, assensu filii sui GODEFRIDI gloriosissimi Ducis, qui postèa divina clementia in Regem Ierosolymitanum est electus, sicut obtinebat, cum omnibus appendiciis, & cum omni familia, ecclesiæ S. Gertrudis, præ cæteris sibi dilectæ, ob remissionem peccatorum suorum tradidit in perpetuum; *Foillidhes*, *Attigeivilla*, *Viten*, & omnis Præpositura illa quæ constat ex eleemosynis. ANS de J. C. 1136.

Ad beneficium Abbatissæ, intra urbem altare S. Gertrudis cum omni familia, extra urbem *Sprendelenges* cum vineis quæ sunt in *Binga*, *Udechoves*, *Beverfelt* cum Ecclesia, *Niel*, *Merbecca* cum ecclesia, *Ruor*, *Corieres*, ecclesia de *Rosbecca* & de *Hemvieres* cum ceteris beneficiis quæ tenent milites ad commune servitium congregationis & Abbatissæ.

Ad Xenodochium *Monstrouls* cum ecclesia, & omnes dominicales decimæ tam prædiorum nostrorum, quàm beneficiorum Comitis.

Nil agat Congregatio de rebus Abbatissæ, nisi jussa, nil assumat sibi Abbatissa de rebus & jure Congregationis, nisi à Congregatione invitata. Xenodochium quoque non alienis commodis, se provida dispensatione unius aut quàm plurium personarum, ad honorem Dei & ecclesiæ, communi ecclesiæ deliberatione electarum, peregrinorum, infirmorum & pauperum famuletur refrigeriis.

Quòd si quis hujus decreti contemptor constitutionem meam violare præsumpserit, sentiat Majestatis Regiæ vindictam, cujus non timuit irritare potentiam, & pro tanti commissi temeritate decem libras auri persolvat, quas & me exacturum denuntio, & successoribus meis in perpetuum exigendas constituo. Et ut noverint omnes, præceptum hoc nostra auctoritate firmatum, jussimus imprimi nostræ Majestatis signum; ne excusari possit quisquis recognita imagine, contra quam hîc scriptum est, facere præsumpserit.

Signum Domini Lotharii III. Romanorum Imperatoris invictissimi.
Ego Bethaldus, vice Ebkicardi Cancellarii, recognovi. Testes,
Bruno Archiepiscopus Colonienſis,
Albero electus Leodienſis,
Andreas Episcopus Trajectenſis,
Albero Metenſis Episcopus,
Otto Comes Palatinus, Albertus Marchio.

Datum anno Incarnationis Dominicæ M.C.XXXVI. Indictione XIV. anno verò regni Regis Lotharii decimo, Imperii tertio. Actum Aquisgrani in Christi nomine feliciter, amen. 1136.

XXVII.

ANS de J. C. 1143. EMPIRE D'OCCIDENT ET D'ORIENT. *Rescript de l'Empereur d'Occident* CONRAD III. *à l'Empereur d'Orient* EMANUEL COMNENE, *touchant la paix entre les deux Empires.* Goldast. Tom. III. pag. 328.

CONRADUS Dei gratia Romanorum Imperator Augustus, Charissimo fratri suo Manueli Porphyrogenito Comneno, Illustri & Glorioso Regi Græcorum.

2. Nobilitatis tuæ litteras, ut à tanto & tam charo amico nostro, Serenitati nostræ transmissas, gratanter excepimus, & viso eorum tenore de incolumitate & sublimitate tua admodum gavisi sumus. Sed auditis à Nicephoro, tuæ dilectionis prudenti Apocrisiario, præter illa, quæ in litteris continebantur, quibusdam (a) verbis duris, & (ut verum fateamur) ab omni retro tempore inauditis, & nostræ Majestatis ultra quam lingua explere valeat, perturbata est mansuetudo, & est admirata universi Imperii nostri latitudo.

2. Unde vel à quo hoc tam amarum verbum processerit, miramur, præsertim cum inter cætera hu-

(a) Il avoit nommé l'Empereur Conrad Roi de l'Empire de son Maître, pour dire qu'il étoit son Vassal.

ANS de J. C. 1143. jus mundi Regna, Græcorum Regnum omni sapientia & discretione hactenus floruerit. Si enim idem Nuntius tuus Nicephorus unicum filium nostrum Henricum in præsentia nostra morti dedisset, ad majorem iram Majestatis nostræ animum provocare non poterat. Cumque jam per triduum in hoc acerbo dolore laborasset, & rigorem nostri animi nullo ingenio (b) nullaque sapientia ad suam voluntatem inflectere potuisset, vix tandem quarto die aliis verbis mitioribus Excellentiam nostram exhilaravit, nostræque furore indignationis mitigato, Nobilitatis tuæ voluntatem nobis aperuit. Et quoniam ita nunc est & esse debet, quod tu, amicorum amicissimé, uxorem accipias dilectissimam filiam nostram, sororem videlicet dilectissimæ conthoralis nostræ, volumus ut insit æternum fœdus perennis amicitiæ, quam videlicet amicitiam præsenti Apocrisiario tuo ore & manuscripto firmari jussimus, ita videlicet, ut & amici amicorum & inimici simus inimicorum tuorum. Proinde certa sit prudentia tua, quod si tuæ Nobilitati undecumque aliqua molestia vel injuria fuerit illata, non hanc tibi tantum sed etiam nobis factam jure dilectionis reputamus, quoniam virtutis tuæ Nobilitas, & maxime generosi sanguinis, quo in pignus perpetuæ dilectionis confœderati sumus, propinquitas non invitat, ut te tanquam filium charissimum totis ulnis charitatis amplectamur, & cuncta, quæ tibi placita sunt, libenti animo faciamus. In qua re justum arbitramur, ut eandem amicitiam nobis & Imperio nostro firmari facias, ut completis omnibus honorifice utrique Imperio debitus honor exinde deferatur, & pax & nomen Christi per universum mundum inde glorificetur.

(b) al. multaque.

3. Porro de quingentis militibus, quos Nobilitas tua petit, hoc tibi respondemus, quod non solum quingentos, sed etiam duo vel tria millia, si necesse habueris, tibi mittemus, & quod majus est, antequam detrimentum aliquod honoris tui pati videremus, elaborata totius Imperii nostri fortitudine, in propria persona tibi, sicut præcordiali filio & fratri charissimo, deficere & deesse non possemus.

4. Præterea scripsit nobis tua Nobilitas, quod magnos & charos Nuntios Sinceritati tuæ mitteremus; in quo voluntati tuæ acquievimus, quoniam quos chariores habuimus, Excellentiæ tuæ transmisimus: scilicet charissimum præcordialem nostrum Embriconem, venerabilem Wirzburgensem Episcopum, Illustrem & magnum Imperii Principem, qui est cor nostrum & anima nostra; necnon dilectissimum nostrum Robertum, Illustrem & Nobilem Principem Capuanum. Misimus etiam quasi utrasque manus nostras, germanos duos fratres, scilicet fratrem (c) Bernonem virum capientem & religiosum, & fratrem ipsius Riwinum, qui nobis valde charus est & familiaris & Nobilis; & honorandum Principem Imperii nostri Rogerium, Illustrem Comitem de Adriano, cujus fidem & constantiam sæpius experti sumus, & Gualterum fidelem nostrum. Itaque ea, quæ in litteris non continentur, industriæ tuæ referenda commisimus, quorum verbis fidem adhibeas, & quæ tibi dixerint, tanquam à nobis dicta credas.

(c) Abbé de Reichenaw.

5. De Ruthenis vero pro quibus patri tuo vivæ recordationis, Joanni Imperatori per fidelissimum Capellanum nostrum Adalbertum & per Comitem Alexandrum de Gravina scripsimus.

6. De loco, in quo nostris Teutonicis ad honorem Dei Ecclesiam ædificari volumus: & de Nobilibus Baronibus Apuliæ, Alexandro videlicet Clarimontis, Philippo de Surre, Henrico Comite & Senne Pustel, ille noster præcordialis Wirzburgensis Episcopus & cæteri familiares nostri voluntatem nostram tibi referent, quibus tanquam nobis credas.

7. Super his omnibus fidelem Apocrisiarium tuum Nicephorum, licet in principio Legationis suæ nos conturbaverit, tibi attentius commendamus, & quia constanter perduravit: ut eum remunerés, rogamus. Vale.

ANS de J. C. 1146.

XXVIII.

EMPIRE ET BOURGOGNE.

Hommage prêté par HUGUES *Duc de Bourgogne à* HENRI *Empereur, pour le Comté d'Albon, l'an* (a) 1146. Etienne Perard, dans son Recueil de Piéces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 233.

(a) Il faut qu'il y ait faute dans la datte. Il n'y avoit point d'Empereur nommé Henri en 1146. C'étoit Conrad III.

HENRICUS Dei gratiâ Romanorum Rex, & semper Augustus, dilecto & fideli suo *Hugoni* Duci Divionensi, gratiam suam, & omne bonum. Discretioni tuæ significamus, & firmiter constare volumus, quod nos, pacem quæ inter nostram sublimitatem & tuam dilectionem ordinata est, secundùm eam formam & inviolatam conservare decrevimus. In primis itaque, sicut in tuis litteris continetur, hominium nobis facies & legiitatem de tota terra Comitatus *Albonii*, qui infra districtum Imperii continetur, quem modò possides, & in posterum possessurus es. Bona quaque fide & sano intellectu, secundùm usum & consuetudinem Burgundiæ atque Provinciæ recipies, & à nobis recognosces allodium *Urrici de Baugejo*, & alia etiam allodia, quæ supra terminos Imperii sunt constituta. In hoc etiam voluntati tuæ consentimus, quòd filius tuus ille, qui Dux futurus est Divionensis, salva fidelitate Regis Franciæ, nobis hominium faciet de allodio memorati Urrici de Baugejo, & similiter de allodiis quæ habet, & quod habebit infra Imperium. Hoc quoque ratum similiter & firmum volumus observare, quòd si fortè Rex Franciæ insultum fecerit Imperio, tu in propria tua persona auxilium nobis præbebis de omni casamento quod à nobis habes. Et si nos Regi Franciæ & ejus regno insultum fecerimus, tu similiter ipsi in propria tua persona præstabis auxilium de omni casamento quod de eo habes. Contra omnem hominem, præter Regem Franciæ, pacem & vueram facies, ad mandatum nostrum, de universo Comitatu *Albonii*, salvo jure Ecclesiarum Imperii. Compositionem quoque facies cum fidelibus nostris Archiepiscopo Viennensi, & cum Episcopo Grationopolitano, & Episcopo Valentino, supra querimoniis suis, si quem adversùm te proponant, vel in præsentia nostra, vel fidelis nostri *Urrici de Godemburc*, vel alterius certi nuncii nostri ad hoc destinati. Si quæ etiam aliæ Ecclesiasticæ personæ aliquam controversiam contra te habuerint, ipsis vel secundùm justiciam, vel secundùm amicabilem compositionem satisfactionem exhibebis; ad hoc enim in gratiæ nostræ plenitudinem te recepimus. Datum in Campo Urbaneri, anno dominicæ Incarnationis M. C. XLVI. indictione quartâ, tertio nonas Julii. Et sigillatum.

XXIX.

ANS de J. C. 1159.

Conditions auſquelles FRIDERIC I. *Empereur reçoit ceux de* MILAN, *qu'il prétendoit s'être revoltez de ſon obéiſſance, accordées en* 1159. Goldast. Tom. I. pag. 269.

L'EMPIRE ET MILAN.

IN nomine Domini nostri JESU CHRISTI. Hæc est conventio, per quam Mediolanenses in gratiam Imperatoris redituri sunt & permansuri.

1. Cumas & Laudam civitates ad honorem Imperii relevari non prohibebunt, & amodò non impugnabunt, nec destruent; & à fodro, & viatico, & ab omnimoda exactione se ibidem per omnem eorum ditionem continebunt, & ultra se non intromittent, ut sint

ANS de J. C. 1159.

sint liberæ illæ civitates, sicut Mediolanenses ab ipsis sunt liberi: excepto respectu juris Ecclesiastici, quod habent ad Archiepiscopum & Ecclesiam Mediolanensem.

2. Omnes Mediolanenses communiter à minoribus usque ad majores, ab annis (a) XIV. & suprà usque ad annos LXX. fidelitatem Domino Imperatori jurabunt, & sine malo ingenio, & observabunt.

(a) Lis. XVIII. Cujac ad lib. Feudor.

3. Palatium Imperiale ad honorem Domini Imperatoris arbitratu bonorum elevabunt, & cum debito honore bona fide observabunt.

4. Pecuniam pro emendatione injuriarum Domino Imperatori vel Dominæ Imperatrici, sive Curiæ promissam, statutis temporibus persolvent, hoc est tertiam partem infra XXX. dies, ex quo hæc pactio confirmata fuerit: aliam verò tertiam partem infra octavam beati Martini: tertiam autem residuam partem infra octavas Epiphaniæ. Hisque sic persolutis, nullis privatis teneantur promissionibus. Pecuniæ promissæ summa hæc est: novem millia marcarum argenti sive auri vel monetæ ejusdem æstimationis & pretii.

5. Pro his tantùm prætaxatis capitulis bona fide complendis & conservandis, CCC. obsides dabunt Capitancos, valvassores, populares, quales approbati fuerint à Domino Archiepiscopo Mediolanensi, & Comite Blandratensi, & Marchione Guilhelmo Montisferrati, & tribus Consulibus, si hæc Domino Imperatori placuerint, juramento astrictis ad hanc electionem fideliter faciendam. Obsides verò in partibus Italiæ omnes ferventur, præter L. vel pauciores, per interventum Regis Bohemorum Ladeslai & aliorum Principum, ultra montes, si Domino Imperatori placuerit, deferendos. Quibus autem commissi fuerint obsides in Italia, juvent in præsentia Mediolanensium ad hæc prædestinatorum, quod præfixo tempore transacto infra octo dies, ex quo requisiti fuerint à Mediolanensibus, eos eis liberè reddant, ut illi securè eos habeant, si prætaxata capitula ab eis observata fuerint. Tres verò Principes Alemaniæ dextras dabunt, quòd obsides illi, qui ultra montes deferentur, si qui erunt, eodem pacto fideliter reddentur.

6. Consules verò, qui nunc sunt, ex auctoritate & concessione Domini Imperatoris usque ad Kal. Februarii proximè venturas perseverent, & pro Consulatu suo Domino Imperatori jurent. Venturi verò Consules à populo eligantur, & ab ipso Imperatore confirmentur quorum medietas ad ipsum veniat, dum in Longobardia fuerit: alibi autem eo existente, duo ad eum ex Consulibus veniant & juramento facto officium Consulatus sui à Domino Imperatore recipiant pro se & sociis suis facturis idem juramentum Domino Imperatori coram communi suæ civitatis. Si autem Legatus à Domino Imperatore destinatus fuerit in Italiam, eadem coram ipso & per ipsum fiant.

7. Legati verò Domini Imperatoris in Italiam directi, si civitatem adierint, in Palatio sedeant, & placita ad eos delata ad honorem Imperii diffiniant.

8. Antequam castra ab obsidione moveantur, captivi omnes reddantur in potestatem Regis Boemorum, qui & securitatem per se & honestos Principes eis faciat, quòd captivos illos Domino Imperatori reddat, si eis Dominus Imperator pacem fecerit cum Cremonensibus, Papiensibus, Novariensibus, Cumanis, Laudensibus, Vercellensibus; non solùm autem Mediolanensibus, verùm etiam confœderatis eorum, Terdonensibus, Cremensibus, & Insulanis: salvo honore Domini Imperatoris, & illibatis amicitiis Mediolanensium, & in suo statu permanentibus. Si verò pax ei cum prædictis civitatibus facta non fuerit, captivi veteres eis reddantur, nec ob id gratia Domini Imperatoris ipsi & amici eorum priventur.

9. Regalia, veluti monetam, telonium, pedaticum, portus, comitatus, & alia similia, si qua sunt, commune Mediolanensium dimittet, & ultrà se non intromittet: & si quis per violentiam hæc obtinere voluerit, & justitiam inde coram Domino Imperatore vel Nuncio ejus facere noluerit, Mediolanenses vindictam de eo pro sua possibilitate sument in persona & possessione, & regalia Domino Imperatori restituent sine fraude & malo ingenio.

ANS de J. C. 1159.

10. Hoc pacto & ordine Dominus Imperator Mediolanenses & Cremenses cum CXX. marcarum emendatione in gratiam suam recipiet, & eos & amicos eorum in plena curia publicè à banno absolvet, & captivos eorum omnes, veteres & novos, eis reddet statim postquam obsides Imperatori dederint, & captivos tam veteres quàm novos in manum Regis Boemorum reddiderint.

11. Datis autem obsidibus & captivis, altera die vel tertia exercitus ab obsidione recedet, & Dominus Imperator Mediolanenses & eorum res clementer tractabit.

12. Commune Mediolani præfatas conditiones servabit plenariè, bona fide, sine fraude & malo ingenio, quantum non permanserit per justum impedimentum, & per parabolam Friderici Romanorum Imperatoris, vel Nuncii ejus, aut ejus successoris.

13. Collectam prædictæ pecuniæ licèat modò facere Mediolanensibus ab his, quos in sua societate habere consueverant, præter Cumanos, Laudenses, & eos qui de Comitatu Sefrensi fidelitatem Domino Imperatori nuper juraverunt.

XXX.

Traité de Paix entre PHILIPPE *Comte de Flandre &* FLORENS *Comte de Hollande, fait après que Philippe eut fait Florens prisonnier, & durant sa prison, en* 1167. Pierre d'Oudergeest dans ses Chroniques & Annales de Flandres. Chap. LXXVII. fol. 134.

ANS de J. C. 1167.

FLANDRE ET HOLLANDE.

PRemiers, que les hostagiers, que le Comte avoit prins pour les ysles de Zelande, entre l'Escaut & hedinzee, demoureroyent a Bruges, & ne seroyent rendus au Comte d'Hollande, par fide-jussion ny autrement ne fust le consentement & vouloir du Conte de Flandre. Que nul camp de bataille se feroit entre les hostagiers desdictes ysles, ailleurs qu'en la ville de Bruges. Que tout le prouffit que viendrà desdictes ysles, sera party entre les deux Contes. Que toutes confiscations advenuës esdictes ysles seront communes a eux deux. Sy aucun de Flandre est spolié & desrobé en la terre d'Hollande, les inhabitants du lieu ou le cas serà advenu, en seront la restitution & deschargeront le desrobbeur, & s'ils ne le vuellent faire, le Conte d'Hollande le sera luy mesme a l'arbitrage de six hommes. Que les Gheleedes que tient le Conte de Hollande sur les marches de Flandre, seront abolyes, & ne souffrirà le Conte qu'elles soyent plus levés. Comme aussy seront revocqués & abolis tous autres impostz, comment on les puisse ou veuille nommer, & sy aucuns tels impostz se payoyent ou exigeoyent par ignorance, le Conte d'Hollande seroit tenu a la restitution. Que nuls desdicts deux Contes pourront faire forteresses esdictes ysles, que si aucun marchant de Flandre passant par Hollande fut arresté pour debtes, iceluy marchant s'en pourra purger par serment, affin que son voyage ne luy soit retardé, & sy l'arrestant ne s'en veut contenter, que faudra qu'il poursuyve ledict marchant, devant son juge ordinaire, & sy pardessus ledict serment faict, le marchant est detenu ou empesché, le Conte d'Hollande luy payerà tous ses despens, dommages, & interests. Lequel contre venant a ceste paix fourferà toute la terre, qu'il tient en

fief

ANS de J. C. 1167. fief de la Conté de Flandre, ſans autre ſolennité de loy, & n'en jouirà juſques a ce qu'il auroit le tout reparé. Ce fut faict a Bruges, en la Prevoſté de Saint Donas *feria* III. *poſt Reminiſcere*, en l'an mil cent ſoixante ſept.

XXXI.

ANS de J. C. 1167. L'EMPIRE ET ROME.

Traité entre FRIDERIC I. *Empereur, & le Peuple de* ROME, *l'an* 1167. Goldaſt Tom. I. pag. 283.

JUraverunt præſentes, & jurabunt futuri SENATORES & totus POPULUS ROMANUS Domino Friderico Imperatori fidelitatem, & quòd juvabunt eum coronam Imperii Romani retinere, & defendere eum contra omnes homines: & juſtitias ſuas tam intra Urbem, quàm extra Urbem juvabunt eum retinere, & quod numquam erunt tam in conſilio quàm in facto, ubi Dominus Imperator malà captione capiatur, vel membrum perdat, vel aliquod detrimentum in perſona patiatur: & quod Senatum non niſi per eum vel per Nuncium ſuum ordinabunt, ſine fraude & malo ingenio.

2. Dominus Imperator confirmabit Senatum perpetuo in eo vigore, in quo nunc eſt, & augebit eum tali tenore, ut Senatus per eum ordinetur, & ei ſubjectus fiat, & faciet inde privilegium cum ſigillo auri, in quo contineantur hæc, videlicet confirmatio Senatus, & quod faciet ſalva omnia juſta teſtamenta Populi Romani, quantum ad Imperatorem pertinet, quod ea illis non aufferet, & bonos uſus Urbis, & locationis libellos tertii & quarti generis conſervabit, & præcipiet in eodem privilegio non aufferri Romanis in toto Imperio ſuo plateaticum, portaticum, aut ripaticum: & (*a*) ſi aufferre præſumpſerit, incidat in pœnam centum librarum auri.

(*a*) Il faut peut-être lire *qui*.

3. Hæc omnia cum ſubſcriptione Principum Curiæ fient.

XXXII.

ANS de J. C. 1171. LORRAINE ET LIEGE.

Engagement du Château de HEYSTAL *fait à* RADULPHE *Evêque de Liége par* GODEFROI *Duc de Lorraine, & confirmé par l'Empereur* FREDERIC I. *en l'année* 1171. Aubert le Mire. Dans ſes *Diplomat. Belgica. Liv. I. Chap. LXIV. pag.* 138.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis. FREDERICUS divina favente Clementia Romanorum Imperator Auguſtus.

Quæcunque inſtituta, vel conventiones inter diverſas perſonas ſolemniter contrahuntur, dignum reputamus, ut ſcripto diligenter annotentur, ne per ſucceſſiones temporum tranſeant in oblivionem mentium, & à memoria hominum deleantur.

(*a*) C'eſt un Château à une petite lieüe de Liége, bâti par Pepin Pere de Charles Martel, qui à cauſe de cela fut ſurnommé *de Herſtal*, ou *de Heriſtel*.

Notum igitur facimus tam futurorum quàm præſentium induſtriæ, quòd GODEFRIDUS Dux Lotharingiæ beneficium Ducatus ſui, quod quod ſitetum eſt in villa (*a*) HARSTALII, dilecto noſtro RADULPHO Leodicenſi Epiſcopo, Aquiſgrani, in præſentia Principum & totius Curiæ, per manum noſtram, pro trecentis marchis oppignoravit, & idem Epiſcopus, nullo reclamante, illud in poteſtatem ſuam contraxit & quietè poſſedit.

Poſtmodum verò placuit eidem Epiſcopo, ut jam dictum vadium, qro remedio animæ ſuæ, eccleſiæ S. Mariæ, ſanctique Lamberti in Leodico conferret, & ad ſtipendia fratrum Deo in eccleſia eadem militantium deſtinaret.

Ut autem ampliorem roboris perfectionem traditio iſta, imperialis nominis auctoritate contraheret, memoratus Epiſcopus oppignoratum ſibi beneficium, in celebri totius Curiæ præſentia, in manum noſtram reportavit, noſque illud, petitione & aſſenſu ejus, de manu propria in manum Henrici ejuſdem eccleſiæ Præpoſiti, & Ægidii Comitis de Durachio, qui traditionis hujus Advocatus & mandiburnus inſtitutus eſt, Othonis de Malbere, Alexandri de Noviomago, ad uſus ſtipendiarios præbendæ fratrum, ut jam dictum eſt, liberè & abſolutè tradimus. ANS de J. C. 1171.

Si verò prænominatus Dux idem vadium, datis trecentis marchis, redemerit, pecunia illa in cuſtodia Leodicenſis eccleſiæ tam diu teneatur, donec alodium ex conſilio Epiſcopi & fratrum inde comparetur, unde ſtipendia fratribus perſolvantur, & anniverſarius dies ipſius Epiſcopi annuatim in eccleſia peragatur.

Statuimus itaque, & Imperiali auctoritate firmiter & diſtrictè præcipimus, ut nulla perſona, magna ſeu parva, ſæcularis vel eccleſiaſtica, hujus inſtitutionis ..... aliquatenus improbare, aut irritum revocare præſumat. Quod qui fecerit, quinquaginta libras auri puri pro pœna perſolvat, dimidium Cameræ noſtræ, & reliquum prædictæ eccleſiæ.

Ut autem hæc omnia inviolabiliter obſerventur, & rata permaneant, præſentem inde paginam conſcribi, & ſigilli noſtri impreſſione juſſimus communiri. Hujus rei teſtes ſunt,

Chriſtianus Moguntinus Archiepiſcopus.
Arnoldus Treverenſis Archiepiſcopus.
Godefridus Trajectenſis Epiſcopus.
Theodericus Comes de Cleve.
Adelbertus Comes de Molbach.
Henricus de Cuke.
Conradus de Bochesberch.
Robertus de Durne.
Wernerus de Boulant.
Henricus Leodicenſis eccleſiæ major Præpoſitus.
Simon Decanus.
Amalricus, Balduinus, Rodulphus, Archidiaconi.
Robertus Cantor.
Ægidius Comes de Durachio.
Otto de Malberg.
Alexander de Numage.
Euſtathius, frater Advocati Hasbaniæ.
Turricus de Prato.
Faſtradus de Dummertin.
Thomas de Helmericurt.
Godinus de Hoſemont.
Bodo frater ejus, & alii quàm plures.

Ego Henricus Cancellarius, vice Chriſtiani Moguntini Archiepiſcopi & Archicancellarii, recognovi.

Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis milleſimo centeſimo ſeptuageſimo primo, Indictione quarta, regnante Frederico Romanorum Imperatore, anno regni ejus viceſimo, Imperii verò decimo octavo.

Datum Leodii III. Kalendas Octobris feliciter, amen.

XXXIII.

ANS de J. C. 1174. BOURGOGNE ET NEVERS.

Traité de Paix entre HUGUES III. *Duc de Bourgogne, &* GUI, *Comte de Nevers, fait à Beaune en* 1174. Etienne Perard, Recueil de pluſieurs piéces ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne pag. 247.

USUS litterarum receptus eſt propter memoriam rerum: inde eſt, quod ea quæ in futurum rata & inconcuſſa eſſe decernimus, litterarum memoriæ commendamus. Quamobrem ego *Hugo* Dux Burgundiæ, & ego *Guido* Comes Nivernenſis

ANS de J. C. 1174.

nensis, per præsentem cartam notificamus tam præsentibus quàm futuris, pacem quam invicem fecimus, & formam pacis quam firmavimus. Ego si quidem *Guido* Comes Nivernensis, in hominium Ducis veni; & ego *Hugo* Dux, in dominium redii, sicut feoda mea requirunt, quæ Comes pro patre suo, & pro uxore sua de me tenere debet. Hoc autem dicimus, quamquam pro feodo uxoris suæ Comes de feodo homo meus ligius erit, salva ligitate domini Regis. Et si fortè feoda in hæredes dividerentur, qui terram matris haberet, ligius esset. Ego autem *Guido* Nivernensis Comes, juravi, & *Hugo* Dux idem, quandiu ad justitiam mihi per te ipsum steteris in locis antiquæ consuetudinis, sicut feoda requirunt, tibi aut terræ tuæ nequaquam malefaciam. Quandoquidem aliquo casu de hoc ipso lis oborta fuerit, supra quatuor personas litis contentio terminanda poneretur, videlicet supra *Anselicum de Monte Regali*, & super *Hugonem de Monte sancti Johannis*, homines nostros, & super Abbatem Cistercii, & Abbatem Clarevallis; in hunc modum, quod de iis qui laïci sunt, jurabunt, & qui Abbates sunt, in verbo veritatis promittent, quod controversiam litis secundùm rationem moderabunt. Itemque, si fortè fortuitò isti quatuor inter se discordaverint, quandiu in curia domini Regis mei, Dux, ad justitiam steteris, sit in curia Comitis *Henrici*, sopitâ tamen contentione quæ est inter me & Comitem *Henricum*, sicut prædictum est, tibi, Dux, aut terræ tuæ malum non faciam. Si verò hoc ordine lis oborta composita non fuerit, ad cartas nostras recurreretur, & secundùm tenorem cartarum, remota omni contentione, lis ex integro pacificabitur, & si nec sic lis posset pacificari, donec transactis quadraginta diebus post diffidentiam, tibi Dux, vel terræ tuæ malum non faciam. Hæc omnia, sicut hîc continentur, ex parte mea, ego *Guido* Comes juravi, & perinde de duobus militibus marcis argenti obsides posui, dominisque Lingonensium, Eduensium, Antisiodorensium, Nivernensium Episcopis præcepi, quòd si prædictam formam pacis non tenerem, de me & de terra mea justitiam Ecclesiasticam facerent. Ego quoque *Hugo* Dux, hanc formam pacis sicut tu mihi, ita & ego tibi ad majorem dilectionis tenorem, pro honore & reverentia tui, Comes, ex integro juravi; excepto quod obsides perinde non posui, nec justitiam Ecclesiasticam de me aut de terra mea fieri præcepi. Statutum est etiam, quod firmitates de *Argenteolo*, de *sancto Cyrico*, de *Barreio*, & quicquid firmitatis factum fuerat, in vado, vel circa vadum *Virzeliaci*, in tempore Abbatis *Gerardi*, omnino diruantur; ita quod in eis nulla penitus defensionis remaneat machina, nec deinceps alicubi reædificentur. Et sciendum, quod sacramentum vicissim fecimus, tam pro nobis quàm pro hominibus & coadjutoribus nostris, & extraneos malefactores neutri nostrûm in terram alterius vel suorum transire patietur. De hac tandem pacis forma inter nos inviolabiliter tenenda, pari assensu in invicem nobis responsales posuimus, Dominum scilicet *Karolum* Regem, Dominum *VV.* Archiepiscopum Senonensem, *Henricum* Comitem Trecensem, *Theobaldum* Comitem Blesensem. Et ut hoc ratum & inconcussum in futurum habeatur, testimonio sigillorum nostrorum, præsentem cartam muniri fecimus. Hæc autem pacis concordia facta est per manum *Humberti Belliioci* domini, prudentissimi viri, & in præsentia multorum, quorum nomina subscripta sunt. Hujus rei testes sunt *Galterus* Lingonensis Episcopus, *Bernardus* Nivernensis Episcopus, *Theobaldus* Nivernensis Decanus, *Anselicus de Monte Regali*, *Gerardus de Reun*, *Guido de Virgiaco*, *Hugo de Monte sancti Johannis*, *Nargodus de Thoci*, *Stephanus de Petra Pertusa*, *Chaldero de Ferreia*, *Gibaudus de sancto Verano*, *Renaudus de Marchia*, Hugo *de Petra Pertusa*, *Petrus de Corcum.* Actum est apud *Belnam* Castrum, anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo septuagesimo quarto.

ANS de J. C. 1176.

XXXIV.

Actes & Traitez de Paix entre FREDERIC I. *Empereur, le Pape* ALEXANDRE III. GUILLAUME *Roi de Sicile & les Villes d'*ITALIE, *qui s'étoient liguées pour leur propre défense contre les armes de l'Empereur; commencée à Anagni; continuée à Venise & à Chozza, & publiée enfin à Venise, sur la fin de l'année* 1176. *& au commencement de* 1177. Goldast. Tom. III. pag. 353. & suiv.

Traité d'Anagni.

L'EMPEREUR ET L'ITALIE.

(a) ANNO Dominicæ Incarnationis MCLXXVI. Fridericus Imperator ad præsentiam Domini Alexandri Papæ misit Weremundum Mag deburgensem Archiepiscopum, Christianum Maguntinum Archiepiscopum, Conradum Wormatiensem Electum, & (a) R. (b) Protonotarium Regni, majores Imperii Principes, cum potestate plenaria complendæ pacis inter Ecclesiam & Imperium. Qui venientes usque Tibur, nuntiaverunt ipsi Pontifici, residenti apud Anagniam, sui adventus causam, & impetrato securo ducatu, recepti sunt à duobus Cardinalibus & Capitaneis Campaniæ, atque honorificè deducti in civitatem Anagniam. In Crastino cùm Pontifex in Consistorio, astante Clericorum & Laicorum multitudine, resideret, inde accessurus ad majorem Ecclesiam cum decora societate, intrarunt prædicti Legati in conspectum Pontificis. Stantes autem in medio coram ipso, cum multa reverentia loquentes dixerunt: Dominus noster Imperator desiderio magno desideravit & desiderat Romanæ Ecclesiæ & Urbi pacem veram dare. Misit ideo nos cum plenitudine potestatis ad præsentiam vestram, postulans instanter, ut verbum illud & pacis, quod in præterito anno Fratres vestri secum præsentialiter tractaverunt, & usque modo, peccatis ita exigentibus, imperfectum remansit; nunc per vos & assensum nostrum, qui in eo fuerit, auctore Domino, compleatur. Notum est enim & indubitatum, quod ab initio nascentis Ecclesiæ omnipotens Deus in orbe terrarum esse voluit, quibus principaliter mundus regatur, Sacerdotalis dignitas, & Regalis potestas, quæ nisi ad invicem concordia fulciantur, pax nullatenus servaretur, & mundus controversiis & bellorum strepitu abundaret. Cesset jam nunc ista odiosa turbatio, & per vos duos Principes orbis pax universis ecclesiis & populo Christiano reddatur.

(a) Ce qui fit que la conclusion de cette paix traîna si longtems, fut que l'Empereur desaprouva d'abord ce que ses Ambassadeurs avoient accordé touchant la paix avec les villes de Lombardie: ce qui donna lieu à l'entrevuë du Pape & de l'Empereur à Venise; & ce fut dans cette occasion qu'on dit que le Pape lui mit le pié sur la gorge.

(b) Guvoruvinum.

His igitur publicè allegatis, benignus Pontifex hilari & placido vultu, cum jucunditate sermonis respondens, ait: De adventu vestro cum jucundis rumoribus valde gaudemus, & exinde omnipotenti Deo gratias agimus. Non est in præsenti sæculo res, quæ in auribus nostris ita dulcescat, quàm si Dominus Imperator noster, quem inter alios mundi Principes cognoscimus esse majorem, pacem vobis veram dare, sicut asseritis, velit. Sed si vult integram pacem suam nobis tribuere, & ecclesiæ Romanæ, oportet ut ampliatoribus nostris, maximè Regi Siciliæ Lombardis & Imperatori Constantinopolitano, qui nobis contra eum in Ecclesiæ necessitatibus firmiter astiterunt, pariter tribuat.

Legati verò laudantes & approbantes verbum Pontificis, dixerunt: in mandatis accepimus à Domino Imperatore, ut secretè vobiscum, & cum Fratribus vestris loquamur quatenus ea, quæ inter nos & vos tractanda fuerint & statuenda, inimicus homo non audiat,

ANS de J. C. 1176.

audiat, sed in secreto conserventur, quousque pacis bonum, præstante Domino, compleatur. Scimus enim, quod in parte vestra & nostra nonnulli sunt, qui pacem non audiunt & hanc discordiam libenter fovent. His itaque auditis, universus conventus discessit, & Pontifex cum Fratribus suis, & universis Legatis secretarium Concilii solus intravit. Cœperunt autem de verbo pacis ad invicem tractare diligenter. Sed quoniam res ardua & nimium difficilis videbatur (multi enim nobiles & potentes in schisma graviter capti fuerant; & de quibusdam capitulis inter Ecclesiam & Imperium controversia vertebatur) ultra quindecim dies tractatus ille duravit. In quo spatio sanctissimorum Patrum auctoritates, privilegia Imperatorum, atque antiquæ consuetudines, & aliæ rationes ostensæ fuerunt, & super his est diutius laboratum atque subtiliter disputatum. Tandem, cooperante Spiritus sancti gratia, ita factum est, quod de omnibus capitulis inter Ecclesiam & Imperium, cum sæpedictis Legatis Pontifex & Fratres ejus unanimiter concordarent, remanente Lombardorum statu, in quo erat, usque ad eorum colloquium; quoniam in eorum absentia nec debuit, nec potuit quidquam terminari. Et quoniam sine corporali præsentia Imperatoris & Lombardorum pax ista (sicut prædictum est) fieri non debebat, constitutum est, ut Pontifex cum Fratribus suis pro desideratæ pacis bono laboraret corpore proprio, & ad partes Lombardiæ absque longa dilatione festinaret. Interim data est firma securitas ex parte Imperatoris omnibus Ecclesiæ Romanæ personis, & rebus eorum & terris B. Petri & Siciliæ Regis, cunctisque majoribus usque ad consummationem pacis.

Conditions de la paix faite à Anagni, telles qu'on les conserve encore dans les Archives de cette Ville.

FRIDERICUS Imperator Alexandrum Pontificem in Catholicum & Universalem Pontificem recipiet, ac debitam ei reverentiam adhibebit, perinde ac Catholici ipsius antecessores Catholicis ejus antecessoribus præstiterunt, eademque successoribus ejus Catholice ineuntibus exhibebit.

2. Reddet veram pacem Alexandro, & omnibus successoribus ejus, & universæ Romanæ Ecclesiæ.

3. Quæcumque possidet, aut tenet, sive Præfecturam, sive rem aliam, quam Romana Ecclesia habuit, & ipse vel per se vel per alios abstulit, bona fide restituet, salvo omni jure Romanæ Ecclesiæ. Quasque possessiones restituet, ad eas etiam retinendas auxilio erit.

4. Imperator & Pontifex ad honorem & jura Ecclesiæ atque Imperii conservanda se invicem adjuvabunt. Pontifex ut benignus pater devotum & carissimum filium & Imperatorem Christianissimum: Imperator, ut devotus filius & Christianissimus Imperator dilectum reverendum patrem & B. Petri Vicarium.

5. Quæ à tempore schismatis, vel occasione ipsius, aut sine ordine judiciario Ecclesiasticis ab Imperatore vel suis erepta sunt, eis restituentur.

6. Beatrix Imperatrix recipiet Alexandrum Pontificem in Catholicum & venerabilem Pontificem. HENRICUS Rex, filius eorum, similiter recipiet eum, atque ei & Catholicis successoribus ejus debitam reverentiam adhibebit, & Sacramento eodem se obstringet, quo se Imperator obstrinxerit.

7. FRIDERICUS Imperator, & HENRICUS Rex filius ejus, pacem veram reddent Gulielmo Regi Siciliæ ad annos quindecim, sicut per sequestres pacis est constitutum.

8. Imperatori Constantinopolitano, & adjutoribus Ecclesiæ Romanæ, pacem reddent, nec mali quidquam referent per se vel per suos pro opera Ecclesiæ Romanæ impensa. ANS de J. C. 1176.

9. De controversiis, quæ ante tempora Hadriani Pontificis inter Ecclesiam & imperium versabantur, sequestres ex parte Pontificis & imperatoris constituent, quibus mandabitur, ut eas pro arbitrio transigant. Quod si illi non consenserint, judicio stabitur Pontificis & imperatoris, vel eorum, quos ipsi delegaverint.

10. Christiano Cancellario Moguntinus Archiepiscopatus, Philippo Colonienſis concedetur, & plenissimo jure firmabitur.

11. Primus Archiepiscopatus, qui in Teutonico Regno vacaverit, Conrado auctoritate Pontificis & auxilio imperatoris deferetur, qui idoneus videatur.

12. Ei, qui se Caliſtum appellat, Abbatia tribuetur. Illi, qui dicuntur ejus Cardinales, loca repetent, quæ primum habuerunt, nisi ea sponte & judicio dimiserant, & in Ordinibus, quos ante schisma habuerant, relinquentur.

13. Gero nunc dictus Alberstatenſis deponetur, & Ulricus restituetur.

14. Alienationes à Gerone factæ, & beneficia data similiter, & ab omnibus intrusis, auctoritate Pontificis & imperatoris delebuntur, & suis Ecclesiis restituentur.

15. De electione Brandeburgenſis Episcopi, qui in Bremenſem Archiepiscopatum lectus fuerat, cognoscetur: &, si rite factum fuerit, ad eam Ecclesiam traducetur. Et quæcumque ab Aldévino, qui nunc præest Bremenſi Ecclesiæ, alienata sunt, prout rite factum visum fuerit, eidem Ecclesiæ restituentur.

16. Quæ Salisburgenſi Ecclesiæ tempore schismatis ademta sunt, ei plene reddentur.

17. Omnes Clerici ex Italia, aut aliis regionibus, quæ sunt extra Teutonicum Regnum dispositioni & judicio Alexandri Pontificis & successorum ejus relinquentur. Si verò Imperator rogarit pro Ordinibus aliquorum, usque ad decem vel duodecim, exaudietur.

18. Garsidonius Mantuanus Episcopatui quondam suo restituetur, ita ut ille, qui nunc est Episcopus Mantuanus, ad Episcopatum Tridentinum traducatur, nisi forte inter Pontificem & Imperatorem convenerit, ut alius ei Episcopatus indulgeatur.

19. Archiepiscopus de Savo in Archipresbyteratum quondam suum, & alia beneficia, quæ ante schisma habuit, restituetur.

20. Omnes ordinati à quondam Catholicis in Teutonico Regno restituentur Ordinibus suis ita perceptis.

21. De Argentinenſi & Basilienſi dictis Episcopis, qui ordinati fuerunt à Vidone Cremenſi, in eodem Regno prædicti sequestres rem committent decem vel octo hominibus, quos ipsi elegerint, qui jure jurando affirmabunt, se illud consilium Pontifici atque Imperatori daturos, quod se juste dare posse sine animæ suæ atque ipsorum detrimento statuerint, & Pontifex atque Imperator eorum consilio obtemperabit.

22. Pontifex & omnes Cardinales recipient Beatricem uxorem Friderici Imperatoris in Catholicam & Romanam Imperatricem, eamque aut Alexander Pontifex, aut Legatus ejus coronabit: & Henricum filium eorum in Catholicum & Romanum Regem.

23. Pontifex & Cardinales pacem reddent Friderico Imperatori, & Beatrici Imperatrici, & Henrico Regi, filio eorum & omnibus adjutoribus eorum Pontifex, & omnes Cardinales promittent, se observaturos hanc pacem in verbo veritatis, & privilegium condent sub scriptione omnium Cardinalium, & Cardinales scriptum prædictæ confirmationis condent sigillis suis appositis.

24. Pontifex subito advocato Concilio, prout subito advocari potuerit, cum Cardinalibus, Episcopis

ANS de J. C. 1176.

pis & aliis religiosis hominibus, qui interfuerint, excommunicationem statuet in omnes, qui hanc pacem violare voluerint, deinde in generali Concilio.

25. Plerique Nobilium Romanorum, & Capitaneorum Campaniæ hanc pacem firmabunt.

26. Imperator pacem cum Ecclesia, & pacem cum Rege Siciliæ ad quindecim annos, & inducias cum Lombardis à proximis Kalendis Augusti usque ad sex annos firmabit jurejurando suo, Principumque suorum, mandabitque Lombardos, qui in parte sua sunt, prout in tabulis induciarum communibus est descriptum, eas inducias confirmare. Si quis verò ex parte Imperatoris has inducias jurare noluerit, Imperator præcipiet omnibus, qui in parte sua sunt, pro officio fidelitatis & gratiæ suæ, ut nullum præstent auxilium, & volentibus offendere, ne impedimento sint. Si quis offenderit, culpa vacuus sit. Nec mandatum hoc revocabit Imperator, donec induciæ stabunt.

27. Henricus Rex, filius ejus, pacem cum Ecclesia & cum Rege Siciliæ ad quindecim annos, & inducias cum Lombardis ad sexennium scripto confirmabit, ac sui Principumque suorum subscriptione.

28. Si verò, quod absit, Pontifex præmoriatur, Fridericus Imperator, & Henricus Rex filius ejus, hanc formam pacis & compositionis firmiter observabunt successoribus ejus, & universis Cardinalibus, & toti Romanæ Ecclesiæ, & Regi Siciliæ, & Lombardis, & cæteris qui secum sentiunt. Et si, quod absit, Imperator præmoriatur, Pontifex & Cardinales, & Ecclesia Romana prædictam pacem firmiter observabunt successori ejus, & Beatrici uxori, & Henrico filio ejus, & omnibus ex Teutonico Regno, & cæteris adjutoribus eorum, & successores Pontificis similiter observabunt.

Conditions de la Trêve entre Frederic I. Empereur, & les Princes & Villes Impériales d'Italie.

PRidie Kalend. Septembris, MCLXXVI. inter Imperatorem Fridericum, & partem ejus Cremonam, Papiam, Genuam, Derthonam, Comum, Hastam, Albam, Aquas, Taurinum, Eporœdiam, Albintimilium, Savonam, Albingaunum, Casale Sancti Evasii, Montemvellii, Imolam, Faventiam, Ravennam, Forum Livii, Forum Popilii, Cæsenam, Ariminum, Castrocarum; Marchionem Montisferrati; Comites Blanderati, Vasti; Marchiones Boschi; Comites Laumelli: & ab altera parte societatem Lombardorum, nempe Venetias, Tarvisium, Patavium, Vicetiam, Veronam, Brixiam, Ferrariam, Mantuam, Bergomum, Laudem, Mediolanum, Novariam, Vercellas, Alexandriam, Casinum, Belmontem, Placentiam, Bobium; Marchionem Malamspinam; Parmam, Regium, Mutinam, Bononiam, Sancassinenses, Ducianos, & cætera loca societatis Lombardiæ, Marchiæ, Romaniæ, induciæ constitutæ sunt à Kalend. Augusti usque ad annos sex. Jurabit Imperator & filius, & singuli in suis civitatibus se has inducias observaturos, nec offensuros Cremonenses aut Papienses, aut alios ex parte Imperatoris. Idem jurabunt Consules & Credentiæ civitatum fœderatarum; aut homines quinquaginta, ubi non erunt Credentiæ; aut Prætores, ubi non erunt Consules. Et si offensio inciderit, eam emendaturos. Imperator autem jurabit, se per sex annos neminem sacramentum fidelitatis apud se dicere coacturum.

Traité de Venise.

ANtequam Anagnia Pontifex Alexander ad Colloquium Imperatoris exiret, Humbaldum Ostiensem Episcopum & Rainerium Diaconum Cardinalem S. Georgii ad Imperatoris præsentiam ea occasione præmisit ut securitatem, quam Magdeburgensis Archiepiscopus cum sociis suis promiserat, ab eodem Imperatore per exhibitionem juramenti manifeste reciperent. Cuncti autem per partes Tusciæ in Lombardorum intraverunt terram & circa Mutinam eundem Imperatorem satis pacificum invenerunt, qui eos hilari vultu & reverentia susceptit, & honorificentia plurima honoravit. Præsentibus itaque multis Episcopis & Principibus, coram ipsis Legatis Fridericus Imperator Conradum filium Marchionis Montisferrati super sancta Evangelia jurare fecit in anima sua eandem securitatem, quam Legati apud Anagniam indubitanter præstiterant, conservare. Insuper ad majorem bonæ voluntatis, quam gerebat de pace, ostensionem, omnes Principes Alemannos, qui secum aderant, eandem securitatem fecit nihilominus per jusjurandum corroborare.

ANS de J. C. 1177.

Anno igitur sui Pontificatus decimo octavo, X. Kalend. Aprilis, Indictione X. Pontifex Alexander cum ingenti honorificentia Venetias intravit, occurrente sibi duce cum Patriarcha & Episcopis & Nobilibus, cum Clero in navium copiosa multitudine. Eo autem in palatium Patriarchæ super Rivoalto deducto, prædictus Magdeburgensis Episcopus cum Electo Wormacienſi, Protonotarioque accesserunt ad eum, dicentes: Dominus noster Imperator cuncta, quæ inter vos & eum de pace, nobis mediantibus tractata sunt & conscripta, paratus est adimplere. Sed in civitate Bononiensi, quam ejus Principes nimis habent suspectam convenire nullatenus potest. Unde clementiam ipsi vestram suppliciter exoramus, quatenus alium locum ipsi & vobis congruum, Ravennam videlicet, vel Venetias eligere satagatis. Quibus beatus Pontifex constanter sine mora respondit: Diu est, quod mediantibus Fratribus nostris Humbaldo Ostiensi Episcopo, & Rainerio Diacono Cardinali, cum Lombardis Imperator convenit, ut ipse in Imola, & nos in Bononia debeamus pariter convenire. Ideo nos absque Lombardis, & consilio Fratrum nostrorum, qui circa partes Bononiæ nostrum præstolantur adventum, locum ipsum mutare non possumus nec debemus. Si ergo minime displicet, quod prius sibi sponte consensit; sibi debet non nobis, talem conditionem sæpe positam imputare. Verumtamen, ut inceptum bonum pacis ad desideratam consummationem celerius valeat, operante Domino pervenire: nos usque Ferrariam sine mora venire studebimus, quatenus ibi cum Fratribus nostris & Rectoribus Lombardiæ deliberare, & eligere plenarie possimus, quod pro utraque parte congruentius fuerit faciendum. Quod verbum quia Legatis bene complacuit, per litteras Apostolicas universis Episcopis & Rectoribus civitatum Lombardiæ mandavit, ut in Dominica die Passionis ad ejus præsentiam in ipsa civitate, DEO favente conveniant.

Exivit ergo Venetiis, & per fauces Padi ascendens, venit in civitatem Ferrariam. In sequenti verò die principales personæ, quæ inferius annotantur, ab utraque parte ad præsentiam Pontificis convenerunt. Ex parte Lombardorum, Aquileiensis Patriarcha, Ravennatensis & Mediolanensis Archiepiscopi, & eorum comprovinciales Episcopi, Rectores Civitatum cum Marchionibus & Comitibus; Salernitanus quoque Archiepiscopus cum Rogerio Hadriensi Comite: sed ex Imperatoris parte, Moguntinus, Colonienſis, Trevirensis, Bisuntinus Archiepiscopi, cum aliquibus suffraganeis Episcopis, Electoque Wormatiensi, & Protonotario. Quibus ad invicem congregatis, de loco, ubi Papa secure posset cum Imperatore præsentialiter convenire, cum non modica inter partes altercatio existeret, Lombardis petentibus Bononiam, vel Placentiam, aut Ferrariam, sive Paduam; Imperatoris autem Principibus Papiam, aut Ravennam

ANS de J. C. 1177.

nam aut Venetias eligentibus; Pontifex cum Nuntiis Regis Siciliæ Venetias in hunc modum elegit: ut si Dux cum populo Veneto juratoriam cautionem præstaret, quod antequam pax firmiter confirmata esset, sine consensu Papæ Imperatorem intrare Venetias nullatenus permitterent, & venientes illuc, sive redeuntes ullo modo impedirent: tunc pars utraque ad locum ipsum accederet, quod ad verbum Pontificis factum est.

Exivit ergo Alexander Papa Ferraria cum Episcopis & Cardinalibus, VII. Idus Maji, & sine mora Venetias remeavit, cujus vestigia partes utræque celeriter sunt subsecutæ. Constitutis itaque Principibus & Lombardis in conspectu Principis de reconciliatione pacis inter alterutros tractare cœperunt. Sed quia de feudis maxima inter eos controversia vertebatur, & pax Ecclesiæ absque illorum pace, quia cum Ecclesia contra imperium firmiter fieri non debebat, tractatus ipse multis intervenientibus induciis, usque ad Apostolorum Petri & Pauli octavas processit.

Ea igitur die pax ecclesiæ in ea forma, quæ de consensu partium ordinata fuerat, & scripto firmata de consensu Principum, qui præsentes aderant, Imperatoris assensu est roborata. Pax quoque Siciliæ Regis proximis Kalendis Augusti usque ad quindecim annos eodem modo approbata est. Super quibus Chartæ hinc inde concorditer factæ, & à singulis partibus in bona voluntate receptæ sunt. Quibus ita peractis, ad instantiam Principum Imperatori licentiam dedit Pontifex veniendi usque Chiogiam, quatenus in loco ipso à Pontifice parum distante, constitutis in ejus præsentia Cardinalibus illis & Principibus, qui cursum pacis & treguarum fere jam consummaverant, cum ipsa Imperiali auctoritate, Domino cooperante, plenum sortiretur effectum, & immutabile firmamentum.

Traité de Chozza.

VEnit ergo illuc Imperator, & ad ejus præsentiam Cardinales & Principes pariter convenerunt, omnia, quæ de pacis bono ejus consensu fuerant ibidem concorditer transacta, ostendentes. Auditis itaque omnibus, quæ gesta fuerant, & plenarie intellectis, licet ab his, qui pacem oderant, valde turbatus fuerit & commotus, quatenus Principes in facie ipsi restiterint: omnia tandem, sicut in præsentia Pontificis gesta fuerant & conscripta, rata habuit, & ea confirmare sponte promisit. Tunc factum est, quod & in audientia eorundem Cardinalium & Principum, Diedoni Comiti filio (a) Conradi Marchionis præcepit, ut in anima sua coram Domino Papa, Nuntiis Regis Siciliæ, & Lombardis publice juraret, in hunc qui sequitur modum.

(a) al. Alberti Marchionis.

Ego Comes Diedo juro, quod Dominus Imperator mandavit mihi, ut in anima sua jurarem juramentum, quod nunc facturus sum. Et postquam mandavit, non revocavit mandatum. Et ego ex eodem Imperatoris mandato juro in anima sua, quod ex quo venerit Venetias, omni quæstione & contradictione semota, faciet jurare in anima sua, quod pacem Ecclesiæ, sicut dispositа est per mediatores ex scripto, & pacem Regis Siciliæ usque ad quindecim annos, sicut scriptum est, & treguam Lombardorum usque ad septem annos, sicuti est per mediatores utriusque partis dispositum in scripto, quod & apud eosdem mediatores continetur, bona fide servabit, & Principes suos hoc ipsum jurare faciet.

Simili modo præcepit Sigilboth Camerario suo in hunc modum jurare: Ego Sigilboth juro, quod ex quo Dominus Imperator venerit Venetias, juramentum ipsum pacis Ecclesiæ, & Regis Siciliæ, & treguæ Lombardorum faciet præstari in anima sua, & Principes suos similiter jurare faciet.

Second Traité de Venise.

ANS de J. C. 1177.

HIs ita hoc modo completis, Pontifex Ducem & populum Venetum à juramento, quo tenebantur, absolvit, & ut Dominum Imperatorem honorifice Venetias ducerent, eis præcepit.

Altera die, in Vigilia S. Jacobi, summo mane Pontifex misit ad Imperatoris præsentiam Humbaldum Ostiensem, & Willelmum Portuensem Episcopos, & Joannem tituli S. Anastasiæ, & Theodinum tituli S. Vitalis, & Petrum tituli S. Susannæ, Presbyteros Cardinales, & Hyacinthum Diaconum Cardinalem S. Mariæ in Cosmedni. Qui ad eum venientes, postquam Imperator renunciavit schismæ Octaviani, Guidonis Cremensis, & Joannis de Struma, post promissam quoque obedientiam Venerabili Patri Domino Alexandro tamquam Catholico Pontifici, ejusque successoribus canonice intrantibus: ipsum à sententia excommunicationis pariter absolverunt, & Catholicæ unitati aggregarunt. Idemque factum est de majoribus ipsius Principibus, qui eodem vinculo tenebantur, juxta priscum Ecclesiæ morem.

Edit d'Alexandre III. Pape touchant sa réconciliation avec Frederic I. Empereur.

ALexander Episcopus servus servorum Dei &c. Exigunt gratissimæ devotionis obsequia, quæ nobis & Ecclesiæ tam devote quam laudabiliter exhibuisse noscimini, ut felices successus Ecclesiæ vobis, sicut specialibus & devotis Ecclesiæ filiis spiritualibus describamus, cum dignum sit & conveniens & honestum, ut quos ita habuimus in nostra devotione firmos & stabiles, de prosperitate nostra & ipsius Ecclesiæ reddamus hilares & gaudentes. Agite itaque una nobiscum gratias omnipotenti Deo, qui habitat in altissimis, & humilia respicit de supernis, de cujus munere venit, ut sponsa sua sacrosancta Ecclesia diu & graviter procellosis fluctibus, & validissima tempestate quassata, nunc tandem portum salutis attigerit: & pacaris sævientibus procellis, debita & desiderata tranquillitate lætetur. Sane duodecimo Kalend. instantis mensis Augusti, de mandato Charissimi in Christo filii nostri Friderici Illustris Romanorum Imperatoris, filius Marchionis (a) Alberti, vir nobilis, magnus & potens, & Camerarius ipsius Imperatoris, præsentibus Principibus Ecclesiasticis, & etiam Sæcularibus, Teutonici Regni, publice in anima ejus in præsentia nostra coram innumerosa hominum multitudine præstiterunt, tactis sacrosanctis Evangeliis, juramentum, quod postquam idem Imperator veniret Venetias, omni quæstione & contradictione sopita, pacem Ecclesiæ, sicut per Fratres nostros & Principes suos dispositа est & tractata, & pacem charissimi in Christo filii nostri Willelmi Illustris Siciliæ Regis usque ad quindecim annos, & treugam Longobardorum usque ad septem annos, in anima sua, & etiam à Principibus suis faceret, sicut in scripto pacis & treguæ continetur, juramento firmari, & Principes Teutonici Regni, scilicet Venerabiles fratres nostri, Magdeburgensis, Colonienſis, & Christianus dictus Moguntinus, Archiepiscopi, & quidam alii in anima sua pro se jurare fecerunt. Nono verò Kalend. Augusti, præfatus Imperator, sicut tractatum fuerat & dispositum, venit ad Ecclesiam B. Nicolai, quæ per unum milliare distat à Venetiis, & ibi tam ipse quàm Archiepiscopi, Episcopi, & alii Principes Teutonici Regni abrenuntiantes schismati, per Fratres nostros Episcopos, & Cardinales de mandato nostro, præsentibus quibusdam aliis, absolutionis beneficium meruerunt. Deinde venerunt Venetias, & ibi ante Ecclesiam B. Marci prædictus Imperator, innumera multitudine virorum & mulie

(a) Brandeburgensis.

ANS de J. C. 1177.

mulierum præsente, alta voce reddente gratias & laudes Altissimo, nobis sicut Summo Pontifici obedientiam & reverentiam humiliter & reverenter exhibuit, & recepto à nobis pacis obsculo, nos devote dextravit, & cum reverentia qua decuit & devotione, usque ad altare in Ecclesiam introduxit. Sequenti vero die, in festo B. Jacobi, ab eodem Imperatore rogati, ad prædictam Ecclesiam S. Marci solemnia celebraturi Missarum accessimus: & nobis illuc venientibus præfatus Imperator extra Ecclesiam obviam venit, & dextero latere nostro devote susceptо, nos in Ecclesiam introduxit: & peractis Missarum solemniis, nos usque ad ipsius Ecclesiæ portam dextravit, & cum ascenderemus palafredum nostrum ibi paratum, stapham tenuit, & omnem honorem & reverentiam nobis exhibuit, quam prædecessores ejus nostris consueverunt antecessoribus exhibere. Erit itaque sollicitudinis vestræ, nobis & Ecclesiæ in prosperis successibus congaudere, & effectum pacis aliis devotis Ecclesiæ filiis aperire, ut hi, quos zelus domus Domini tangit, de pacis munere divinitus dato in Domino gaudeant & exultent. Data Venetiis in Rivoalto, septimo Kalend. Augusti.

Kalendis mensis Augusti, convocatis Notariis, & universis, Lombardorum, Rectoribus, Pontifex & Imperator in Consistorium pariter intraverunt. Tunc Imperator coram Pontifice cum omni auditorio, præcepit Comiti Henrico (a) de Res . . . . qualiter in anima sua ipsius imperatoris juraret, quod pacem ecclesiæ & imperii & pacem Regis Siciliæ usque ad quindecim annos, sicut etiam per mediatores utriusque partis dispositum & descriptum fuerat, bona fide servabit. Præsentibus quoque Principibus nihilominus jussit ad eamdam pacem & treguam ut pariter jurarent, quod bona fide servarent. Comes . . . . mox & ipse juravit super sancta Dei Evangelia. Juraverunt & sequentes Principes hoc modo

(a) Dans Romuald Evêque de Salerne qui fut présent à ce Traité il est nommé Henri de Diesca.

Ego Christianus Moguntinus,
Ego Philippus Colonienſis,
Ego Weremundus Magdeburgenſis,
Ego Bertoldus Trevirenſis,
} Archiepiſcopi.

(b) ſi. Patavienſis.

Ego P. (b) Pictavienſis.
Ego Conradus Electus Wormatienſis.
Ego R. Imparialí auctoritate Protonotarius.
Ego C. Mantuanus Epiſcopus.
Ego Gotifridus Cancellarius.
Ego Diedo Comes.

Juramus in manibus vestris super hæc sancta Dei Evangelia, quod pacem Ecclesiæ & Imperii, & pacem Regis Siciliæ usque ad quindecim annos, & treguam Lombardorum usque ad septem annos, sicut statutum est & scriptum per mediatores utriusque partis, bona fide servabimus & absque fraude. Sic Deus nos adjuvet, & hæc sancta Dei Evangelia.

Ex parte vero Siciliæ Regis eodem modo juravit Romvaldus Salernitanus Archiepiscopus, & Rogerius Comes (c) Andrienſis.

(c) L. Hadrienſis.

Ex parte vero Lombardorum jurarunt, qui præsentes erant, Civitatum Rectores, præter Cremonam Terdonam, quæ relicto civitatum fœdere ad Imperatorem desciverant: De Mediolano, Gerardus de Piscis Judex: Rogerius & Marcellinus Consules.

De Placentia, Willelmus Letatorius.
De Brixia, Albertus de Gambara.
De Bergamo, Alberatus.
De Verona, Cæcius Consul.
De Parma, Vetulus.
De Regio, Antemanus.
De Bononia, Picamontes Potestas eorum.
De Novaria, Willelmus Guefiri.
De Alexandria, Hubertus de Foro.
De Padua, Tessulanus Potestas.
De Venetia, Gozelinus.

ANS de J. C. 1177.

Absoluto autem Imperatore, sequaces quoque ejus intrusi, & schismatici ad sinum matris Ecclesiæ catervatim confluentes, absolvi humiliter postulantes, refutarunt & anathematizarunt, abjurantes super sancta Evangelia omnem hæresim, extollentem se adversus sacrosanctam Romanam Ecclesiam, & præcipue schisma hæresim & factionem Octaviani, & Guidonis Cremensis, & Joannis de Struma: eorumque ordinationes irritas esse pronuntiantes, fidelitatem quoque & obedientiam Domino suo Papæ Alexandro, ejus que successoribus Catholicis promittent, reconciliati sunt, & unitati Ecclesiæ aggregati. De quorum numero famosiores Archiepiscopi, Episcopi & Abbates Imperiales,

Christianus Moguntinus,
Philippus Colonienſis,
Weremundus Magdeburgenſis,
Bertholdus Trevirenſis,
N. Bisuntinus,
} Archiepiſcopi.

Principum Imperii Ecclesiasticorum absolutio.

P. Patavienſis,
Conradus Electus Wormatienſis,
Auguſtanus,
Maſſilienſis,
Argentinus,
Halberſtadenſis,
Papienſis,
Placentinus,
Brixienſis,
Novarienſis,
Aquenſis,
Mantuanus,
Balneo Regienſis,
Biſuntenſis,
Faventinenſis,
} Epiſcopi.

Guido Cremensis promotus in Levitam.
Wilhelmus Cluniacensis Abbas.
Abbas sancti Georgii in Velo aureo.
Abbas sancti Salvatoris, & aliorum multitudo innumerosa.

Decimo sexto Kalendas Septembris in Ecclesia S. Marci Alexander Papa cum Archiepiscopis Episcopis, & aliis Ecclesiarum Prælatis, Italis & Alemannis, Synodum celebravit, in qua juxta eum Imperator resedit, ubi pacem inter Ecclesiam & Imperium, & pacem Imperatoris cum Siciliæ Rege, & treguas Lombardorum, sicut superius est ordinatum, communi assensione roborata fuit atque firmata, sed ad majorem ipsius soliditatem, Pontifex in hunc modum excommunicationis sententiam protulit. Ut quicumque pacem ipsam, vel treguas infringeret, nisi requisitus infra quadraginta dies, & commonitus satisfaceret, eadem excommunicationem incurreret. In schismaticos vero, qui nondum resipuerant, quousque satisfecerint, anathematis sententiam innovavit.

Confirmation de la Paix par l'Empereur Frederic I.

REverendo in Christo Patri, Domino Papæ Alexandro, sacro sanctæ Romanæ Ecclesiæ summo & universali Pontifici, Fridericus Dei gratiâ Romanorum Imperator semper Augustus debitam obedientiam & filialis devotionis affectum. Cum Imperatoria ac Regia Majestas ad hoc in terris ordinata sit, ut per ejus operam totus orbis pacis gaudeat incremento: nos, quos Deus in solio Imperii Romani constituit,

ANS de J. C. 1177.

eam diligenter amplecti, & ferventius conservare debeamus ac volumus. Inde est, quod pacem Ecclesiæ & imperii secundum quod à Principibus nostris & Cardinalibus Romanæ Ecclesiæ disposita est & ordinata, & in scripto Principum nostrorum sigillis signata continetur, sicut per interpositam personam jurare fecimus, sic præsenti scripto nos observare promittimus, & confirmamus, & ratum in posterum permanere volumus, & sic deinceps firmiter observabimus, & faciemus, quatenus in nobis fuerit, Deo propitio observari. Datum apud Venetias in palatio Ducis, decimo quinto Kalendas Octobris, Indictione decima.

Confirmation de la Paix par les Princes de l'Empire.

DOmino suo ac Patri Venerando, Alexandro Dei gratia sanctæ Romanæ Sedis & Catholicæ Ecclesiæ summo Pontifici atque universali Papæ, Christianus Moguntinus Archiepiscopus, Ph. Colonien-sis Archiepiscopus, V. Magdeburgensis Archiepiscopus, Arnoldus Trevirensis Archiepiscopus, Conradus Wormatiensis Electus, Gaufredus Cancellarius, Wermundus Protonotarius, F. Comes Holandiæ, F. Marchio de (a) Lucis, & frater ejus, Diedo Comes de (b) Dierſa, & R. Comes de Diuna, filialis devotionis obsequium cum debita obedientia & devotione. Quot commoda, quæ ex confirmata pace Ecclesiæ & Imperii utilia toti mundo provenerint, ipsa innumerabilia mala, quæ exinde acciderunt, manifeste ostendunt. Sicut enim ab utriusque concordia provinciæ orbis terrarum ad salutem & tranquillitatem reguntur. Ita sub eorum divisione à propria ſtatus rectitudine distrahebantur. Gaudeat itaque tellus tam desiderabilis roris visitatione respersa, tam gratiosæ pluviæ inundatione fecunda, per quam fideles populi ariditatis sitim depellant, & omnia jurgiorum scandala, & scandalorum incendia suffocentur. Nos ergo, Pater Sanctissime, de tanto concordiæ fructu lætantes, ipsam sacratissimæ Ecclesiæ & Imperii pacem, sicut ab utriusque partis mediatoribus est disposita, & in commune scriptum redacta, & Illustris Regis Siciliæ usque ad quindecim annos, & treguam Lombardorum à proxime præteritis Kalendis Augusti usque ad septem annos, sicut à mediatoribus est ordinata, & nostris juramentis firmata & in scriptum commune redacta, nostri consensus studio & vigore confirmamus, & ratam atque inconcussam tenemus: & ut sic observetur, operam dabimus. Et ut hæc nostræ confirmationis pagina subsecuturis temporibus firma atque illibata permaneat, eam propriis subscriptionibus communiri, & sigillorum nostrorum fecimus appensione insigniri.

(a) Peut-être Lusitz.
(b) al. Diessa. al. Dietza.

Ego Christianus, Archiepiscopus Moguntinus subscr. †
Ego Philippus Colonien-sis Archiepiscopus & Italiæ Archicancellarius subscr. †
Ego Weremundus Archiepiscopus Magdeburgen-sis subscr. †
Ego Arnoldus Archiepiscopus Trevirensis subscr. †
Ego Conradus Wormatiensis Electus Episcopus subscr. †
Ego Gaufredus Imperialis Cancellarius subscr. †
Ego Weremundus Imperiali auctoritate Protonotarius subscr. †
Ego Florentius Comes Holandiæ subscr. †
Ego Theodoricus Marchio de Lusicz subscr. †
Ego Henricus Comes de Dietsa subscr. †
Ego Diedo Comes de Groyx subscr. †
Ego Robertus Comes de Diuna subscr. †

Rebus sic peractis, Imperator Venetiis recessurus, ut à Summo Pontifice licentiam acciperet, accessit ad eum in palatium Patriarchæ. Sed omnino exclusis cæteris, cum solis Episcopis & Cardinalibus ac suis Principibus de his, quæ ad pacis complementum restabant, cum eodem Papa colloquium habuit. Tunc Pontifex ab Imperatore petivit, ut Regalia S. Petri, & possessiones S. R. E. sicut per mediatores Cardinales & Principes apud Anagniam constitutum fuerat & firmatum, sibi restitui faceret. Cui respondens Imperator dixit: Regalia S. Petri, & possessiones alias Romanæ Ecclesiæ, præter terram Comitissæ Mathildis, & Comitatum Bertinorum, libere ad præsens restituam. Sed quia ista mihi videntur ad imperii jus pertinere, vos eligite de vestris Cardinalibus tres, & nos de nostris Principibus totidem eligemus, ad ista tractanda, quorum judicio pars utraque irrefragabiliter stare debeat. Quod licet Pontifici grave nimis & durum fuerit, quoniam & in forma Pacis de restituenda terra Comitissæ Mathildis expressum fuerat & juratum, & tunc ipse castrum Bertinorum ex traditione C. Comitis possidebat: ne tamen occasione ista Ecclesiæ pax turbaretur, voluntati ejus tandem assensum præbuit. Statimque Christianum Moguntinum Archiepiscopum, & Wormatiensem Electum, & A. Protonotarium, qui præsentes aderant, ad id faciendum delegit Imperator: & Alexander Papa suos, videlicet Ostiensem & Portuensem Episcopos, & Cynthium Diaconum Cardinalem elegit. Pro restituendis vero prædictis Regalibus, & cæteris Ecclesiæ possessionibus, ilico eundem Moguntinum assignavit Pontifici, præcipiens ei sub obtentu gratiæ suæ, ut restitutionem ipsam infra tres menses cum integritate perficeret.

ANS de J. C. 1177.

(a) *Acte pour la Paix entre Frederic I. Empereur, & Guillaume II. dit le bon, Roi de Sicile.*

(a) Cette pièce se trouve auſſi dans le Codex Diplomaticus de G. G. Leibnitz, dans le Prodromus. pag. 2.

NOS FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator & ſemper Auguſtus, & HENRICUS Rex filius noſter, interventu venerabilis Patris noſtri, Alexandri Dei gratia Summi Pontificis, & Fratrum ſuorum Cardinalium, pro parte noſtra & hæredum noſtrorum paciſcimur vobiſcum Domine Willelme, eadem gratia Illuſtris Rex Siciliæ, quod amodo uſque ad quindecim annos obſervabimus vobis & hæredibus veſtris & univerſo Regno veſtro, & toti terræ dominationis veſtræ veram & firmam pacem. Et quod per nos, vel per quoslibet alios mari vel terra vos prædictum Illuſtrem Regem & hæredes veſtros, aut Regnum veſtrum, & terram dominationis veſtræ, ſicut præſcriptum & determinatum eſt, uſque ad quindecim annos non invademus, nec invadi faciemus, nec vobis aut regno veſtro, & jam dictæ terræ dominationis veſtræ guerram aliquo modo faciemus. Et ut hæc omnia ſupraſcripta firmiter & illibata nobis ſupradicto FRIDERICO Dei gratia Romanorum Imperatori & ſemper Auguſto, & HENRICO filio noſtro Rege, & hæredibus noſtris, tam vobis ſupradicto Illuſtri Regi Willelmo, quam hæredibus veſtris, & Regno veſtro, & toti terræ dominationis veſtræ attendantur & obſerventur: Nos prædictus Imperator bona fide, ſine fraude & malo ingenio, in præſentia beatiſſimi Patris noſtri Papæ Alexandri & Cardinalium, & Legatorum veſtrorum Romualdi venerabilis Salernitani Archiepiſcopi, & Rogerii egregii Comitis (b) Andriæ; & Principum hac fidelium noſtrorum, à Comite Henrico de Dieſſa in anima noſtra, ſuper ſancta Dei Evangelia, & Sanctorum reliquias jurare fecimus; & HENRICUM filium noſtrum per interpoſitam dignam perſonam in anima ſua idipſum jurare faciemus uſque ad medium futurum Septembrem Indictionis undecimæ. Et principes noſtros idem jurare fecimus, videlicet

(b) Hadriæ.

Mogun-

ANS de J. C. 1177.

Moguntinum Archiepiſcopum Chriſtianum,
(c) Arnoldum Trevirenſem Archiepiſcopum,
Conradum Wormatienſem Electum,
Gotifridum Imperialis Aulæ Cancellarium,
Guorwinum Protonotarium,
Marchionem Theodoricum de (d) Suſiz,
Florentium Comitem Holandiæ.
Comitem Diedonem de Groye,
Comitem Henricum de Dieſſa,
Comitem Robertum de Diuna.

(c) al. Bertoldum.
(d) al. Luſiz.

Ad hujus autem pacti promiſſionis & juramenti noſtri & Principum noſtrorum memoriam, & inviolabile firmamentum, præſens privilegium noſtrum per manus (e) Wortwini Protonotarii noſtri ſcribi fecimus & imperiali ſigillo noſtro aureo ſigillatum, & prædictorum Principum juramento communitum, vobis ſuprafcripto Illuſtri Regi Willelmo fecimus aſſignari. Anno Dominicæ Incarnationis milleſimo centeſimo ſeptuageſimo ſeptimo, menſe Auguſti, decima Indictione.

(e) al. Wermundus. al. Guorwinus.

Acte pour la Paix entre l'Empereur & les Villes d'Italie.

NOS FRIDERICUS Imperator, interventu venerabilis Patris D. Alexandri Pontificis, & fratrum ejus Cardinalium, promittimus Lombardis, Marchianis, & Romaniolis & reliquis de ſocietate ipſorum, vaſallis noſtris, & iis qui debent eſſe vaſalli noſtri, nos pro fidelitate nobis non præſtita, vel opera non navata, vel inveſtitura non petita, quamdiu induciæ manebunt, neminem de ſocietate judicaturum, aut judicari juſſurum, nec feudum alicui adempturum. Actum Parmæ.

XXXV.

ANS de J. C. 1179. BRABANT ET FLANDRE.

Convention paſſée entre GODEFROI *Duc de Brabant, &* PHILIPPE *Comte de Flandre, au ſujet du mariage de* HENRI *fils de Godefroi, avec* MATHILDE *Niéce de Philippe, paſſée l'an* 1179. Aubert le Mire Codicis Donationum Piarum Cap. XCVII. pag. 333. Butkens dans ſes preuves des Trophées de Brabant pag. 45.

HÆc eſt conventio facta, inter Comitem Flandriæ PHILIPPUM, & Ducem Lovaniæ GODEFRIDUM, ſuper contractu matrimonii HENRICI filii Ducis, & MATHILDIS neptis Comitis, quæ ſcripto commendata eſt, ne memoriæ noverca oblivione poſſit offuſcari in poſterum.

SCIANT itaque omnes & ſinguli, quòd Dux GODEFRIDUS dedit HENRICO filio ſuo, ad dotandam inde MATHILDEM neptem Comitis, Bruſſellam cum caſtello, hominiis, & omnibus pertinentiis, Vilvordam cum hominiis & omnibus pertinentiis, Leuvam cum hominiis, & omnibus pertinentiis, Ucclam, & Ruſehbroc, cum hominiis, & omnibus pertinentiis, & quidquid Dux habet inter (a) Sonnam & Flandriam.

(a) Peut-être il faut lire, *Semam.*

HENRICUS autem, aſſenſu patris ſui, & ſuorum hominum conſilio, dedit hæc omnia prænotata in dotem Mathildi, antequam ei nuberet: hac interpoſita conditione, quòd ſi contigerit Henricum mori abſque herede, vel etiam relicto poſt ſe herede aliquo, dotem illam poſſidebit Mathildis liberè & abſolutè tota vita ſua. Si verò Mathildis deceſſerit non ſuſcepto herede ex Henrico, Comes Flandriæ tenebit Bruſſellam, quouſque ei reddantur mille & quingentæ libræ Flandrenſis monetæ, quas dedit Duci.

ILLUD quoque ſciendum, quod ſi Henricus plùs vixerit quàm Dux pater ejus, ſuccedet ei in Ducatum tanquam heres ſuus, & omnia ad eum devolventur jure hereditario, quæ Dux modo poſſidet, præter Urtinam & Comitatum de Arſchot. Et ſi forte contigerit Henricum mori ante patrem, heres Henrici, ſi quem poſt ſe reliquerit ex Mathilde ſæpe dicta, ita ſuccedet Duci avo ſuo in Ducatum & omnem poſſeſſionem ſuam, præter (b) Urtinam & Comitatum de Arſchot, ſicut Henricus feciſſet, ſi diutiùs patre vixiſſet.

ANS de J. C. 1177.

(b) Le Mire ſoupçonne, que c'eſt Orten, qu'on nomme préſentement *Bois-le-duc.*

NE quis ergò præſumat in poſterum præſcriptæ conventioni contraire, & eam aliquatenus caſſare, ego GODEFRIDUS Dux Lovaniæ præſens ſcriptum ſigilli mei auctoritate corróborari, & homines meos in teſtimonium ſubſcribi præcepi, qui ex præcepto meo fidem ſuam dederunt, quòd iſta omnia, quæ in iſto continentur chyrographo, rata & inconvulſa obſervabuntur: ita quod ſi ea, quod abſit, infringere attentaverint, ipſi & omnia ſua cum Comite Flandriæ & in ipſius auxilium remanebunt. Sunt autem iſti,

Arnout Dapifer de Rotſlar.
Arnout de Velepe. Injeramus de Orbais.
Reinerus de Gate. Willelmus de Birbeka.
Caſtellanus de Bruſella.
Walterus de A. Arnout de Bigarda.
Gerardus de Grembergis. Walterus Berſout.
Daniel de Craienhem. Renerus Ruſchebuſci,
Willelmus frater eorum. Henricus de Aſcha.
Gotſuvinus de Adenghem. Ingelbertus frater ejus.
Oſto de Traſennies. Walterus de Bolthem.
Gotſuvinus de Leuve. Pollart.
Alardus Rapa. Gotſuinus de Saventen.
Hawel de Hobuſe. Henricus de Scoten.
Scabini omnes cum præcone Waltero, & quàm plures burgenſium de Bruſella & meliores.

Actum priùs Andwerpiæ, & poſtea conſummatum Bruſellæ, anno Domini M. C. LXXIX.

XXXVI.

ANS de J. C. 1182. BOURGOGNE.

Accord entre HUGUES III. *Duc de Bourgogne, &* l'ABBE' & COUVENT DE CHATILLON *ſur Seine touchant les droits de Seigneurie & juſtice dudit Duc ſur eux & leurs hommes & ſujets, fait l'an* 1182. Etienne Perard. Receüil de pluſieurs Piéces ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag 300.

EGO *Hugo Dux Burgundiæ*, notum fieri volo tam futuris quàm præſentibus, talem conſuetudinem eſſe recognitam à miniſtris meis, in præſentia domini *Manaſſæ Lingonenſis Epiſcopi*, & mea, inter Caſtellionenſem Eccleſiam & Duces Burgundiæ. Quòd ſi Dux Jeroſolymam adeat, vel filiam ſuam maritet, vel captus ſit & redemptus, vel terram emat unde univerſa terra ſua agravetur, ipſe ab Abbate Eccleſiæ beatæ Mariæ de Caſtellione auxilium debet petere, aut per ſe, aut per honeſtas perſonas: Et ſi fortè Abbas & Canonici ei auxilium denegaverint, trecentis ſolidis tantummodo terram Eccleſiæ agravare poterit. Præterea innoteſcat, quòd in villa quæ *Poiſſons* dicitur, dux nec edictum, nec aliquam exactionem, nec jus aliquod habet, ſed tamen ad eum pertinet pro Dei amore eam cuſtodire. Item, ſi miniſter Ducis, homines Canonicorum de *Caſtellione*, de *Villera*, & de *Bincoyo*, edicto ſubmoneat, ſive ad exercitum, ſive ad expeditionem, ſive ad obſidionem, perſonam Ducis in proprio negotio ſequentur, non præpoſitorum ſive aliorum miniſtrorum perſonas. Si autem hoc facere contempſerint, forefactum uniuſ-

ANS de J. C. 1182.

uniuscujusque præfatum edictum contempnentis, usque ad sexaginta quinque solidos sive aliorum gravamine assignabitur. Item, si aliquis hominum prædictorum Canonicorum qui apud Castellionem manserit, in furto, in adulterio, in rixa, sive in falsum mansurando deprehensus fuerit, Præpositus Ducis, & Major Episcopi, sine ulla acclamatione facta, ad Abbatem vel ejus Præpositum eum adjudicabunt. Si autem juratus impetratione reus aprehensus non fuerit, ab Abbate sive ab ejus Præposito ad jus stare compelletur, facta proclamatione à Majore Episcopi & Ducis Præposito. Si verò accusator accusatum in objectis convincere non poterit, immunis accusatus abscedat; accusator autem super hùis Abbati vel ejus ministro satisfaciat. Ministri verò qui sunt Ecclesiæ, & ab eadem Ecclesia panem & vinum recipiunt, ab omni exactione & exercitu, velut ministri Ducis, liberi & quieti permanebunt. Recognitum est etiam à Ducibus Burgundiæ, Canonicis præfatæ Ecclesiæ concessum esse, quod quocumque modo aliquid de casamentis eorum Ecclesia acquisierit, liberè possidebit, sub Ducis tamen tuitione & custodia. Item præfata Ecclesia, quemlibet hominem Ducis ibi se reddere volentem sine ulla calumpnia Ducis retinebit. Recognitum est etiam à Ducibus Burgundiæ, Canonicis præfatæ Ecclesiæ concessum esse usuarium omnibus animalibus eorum, in universis pasturis potestatis Castellationis, sine dampni illatione. Si verò animalia ipsorum quacumque occasione dampnum fecerint, omni lege & exactione excluſa, Canonici dampnum tantummodo resisterent. Item si fur in villeta captus fuerit, ministri Abbatis, prout eis placuerit, eum tractabunt, nudum tamen ministris Ducis extra villam reddere debebunt. In eadem villa, Dux, neque pargyas, neque jus hospitalitatis debet, sed illud juris pargyæ quod in terra Francorum habuerat quàm Herosolymam peteret, prædictæ Ecclesiæ in perpetuum acquittavit. Hæc omnia & quæcumque ubicumque sæpedicta Ecclesia possidet, sunt in custodia & tuitione Ducis Burgundiæ. Ut autem hæc rata & inconcussa permaneant, sigillo Domini Manassæ Episcopi Lingonensis, in cujus præsentia ista sacramenta à ministris meis recognita sunt, & nostro roboravimus. Hujus rei testes Lambertus, & quidam alii. Acta sunt hoc anno Domini millesimo centesimo octuagesimo secundo.

XXXVII.

ANS de J. C. 1186.

EMPIRE ET BOURGOGNE.

Accord entre HENRI (a) *Roi des Romains, & depuis Empereur VI. du nom, &* HUGUES III. *Duc de Dijon. Fait le* 3. *de Juin de l'an* 1186. Etienne Perard Recueil de plusieurs Piéces servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 260.

HENRICUS Dei gratiâ Romanorum Rex, & semper Augustus, dilecto & fideli suo *Hugoni* Duci Divionensi, gratiam suam & omne bonum. Discretioni tuæ significamus, & firmiter constare volumus, quod nos, pacem quæ inter nostram sublimitatem & tuam dilectionem ordinata est, secundùm eam formam, quæ in præsenti pagina subscripta est, sicut in tuis litteris continetur, hominium nobis facies & legiitatem de tota terra Comitatus *Albonii*, quæ infra distractum Imperii continetur, quam modò possides, & in posterum possessurus es. Bona quoque fide, & sano intellectu, secundùm usus & consuetudinem Burgundiæ, atque Provinciæ, recipies, & à nobis recognosces allodium *Urrici de Baugeio*, & alia etiam allodia, quæ infra terminos allodii sunt constituta. In hoc etiam voluntati tuæ consentimus, quod filius tuus, ille qui Dux futurus est Divionensis, salva fidelitate Regia Franciæ, nobis hominium faciet de allodio memorati Urrici de Baugeio, & similiter de allodiis quæ habet, & quæ habebit infra Imperium. Hoc quoque ratum similiter & firmum volumus observare, quòd si fortè Rex Francorum insultum fecerit Imperio, tu in propria tua persona auxilium nobis præbebis de omni casamento quod à nobis habes: & si nos Regi Francorum & ejus regno insultum fecerimus, tu similiter ipsi in propria tua persona præstabis auxilium de omni casamento quod de eo habes. Contra omnem hominem, præter Regem Franciæ, pacem & verram facies ad mandatum nostrum, de universo Comitatu Alboini, salvo jure Ecclesiarum Imperii. Compositionem quoque facies cum hominibus fidelibus nostris, Archiepiscopo Viennensi, & cum Episcopo Gratianopolitano, & Episcopo Valentino, supra querimoniis, Sciens, si quas adversùm te proponant, vel in præsentia nostra vel fidelis nostri *Urrici de Godembort*, vel alterius certi Nuntii nostri ad hoc destinati; si quæ etiam aliæ Ecclesiasticæ personæ aliquam controversiam contra te habuerint, ipsis, vel secundùm justitiam, vel secundùm amicabilem compositionem satisfactionem exhibebis. Ad hoc in gratiæ nostræ plenitudinem te recepimus. Datum in Campo urbe veteri, anno Dominicæ Incarnationis millesimo centesimo octuagesimo sexto, indictione quarta, tertio Nonas Junii.

(a) Etienne Perard duquel nous tirons ce Traité, qualifie Henri du nom d'Empereur; mais outre que le Traité ne le dit pas positivement, Frederic I. pére de Henri & Empereur ne mourut qu'en 1190. de sorte que de deux choses l'une. Ou il y a faute à la date du Traité, ou Henri n'étoit encore que Roi des Romains, car Frederic conserva l'Empire toute sa vie.

ANS de J. C. 1186.

XXXVIII.

ANS de J. C. 1190.

FRANCE.

Testament & Disposition de PHILIPPE II. *surnomme le* Conquerant *ou* Auguste, *pour le Gouvernement de ses Etats pendant son voyage de la Terre sainte. Fait à Paris, l'an* 1190. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici pag. 2.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis Amen. PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, Officium Regium est subjectorum commodis omnibus providere, & suæ utilitati publicam anteferre. Quoniam igitur summo desiderio votum peregrinationis nostræ ad Sanctæ Terræ subventionem totis viribus amplectimur. Idcirco consilio Altissimi ordinare decrevimus, qualiter in absentiâ nostrâ Regni negotia, quæ agenda erunt tractari debeant, & vitæ nostræ, si quid in via humanitùs accideret, extrema disponi. Imprimis igitur præcipimus, ut Baillivii nostri per singulos Præpositos in potestatibus nostris ponant quatuor homines prudentes, legitimos & boni testimonii, sine quorum, vel duorum ex eis ad minùs, consilio, negotia vitæ non tractentur, excepto quod Parisius sex homines probos & legitimos constituimus, quorum nomina sunt hæc T. A. E. R. G. H. Et in terris nostris, quæ propriis nominibus distinctæ sunt, Baillivios nostros posuimus, qua in Bailliviis suis singulis mensibus ponent unum diem, qui dicitur Assisia, in quo omnes illi qui clamorem faciant, recipient jus suum per eos & justitiam, sine dilatione, & nos nostra jura & nostram justitiam, & fore-facta, quæ propria nostra sunt ibi scribentur.

Præterea voluimus & præcipimus, ut charissima Mater nostra A. Regina statuat cum charissimo avunculo nostro & fideli Guilelmo Rhemensi Archiepiscopo singulis quatuor mensibus unum diem Parisius, in quo audiant clamores hominum Regni nostri, & ibi eos finiant ad honorem Dei & utilitatem Regni. Præcipimus insuper, ut ante ipsos eo die sint de singulis villis nostris & Baillivii nostri, qui Assisias tenebunt, ut coram eis recitent negotia terræ nostræ.

Si

ANS de J. C. 1190.

Si autem aliquis de Baillivis deliquerit, præterquam in murtre raptu vel homicidio vel proditione, & hoc conſtabit Archiepiſcopo & Reginæ & aliis qui aderunt, ut audiant fore-facta Baillivorum noſtrorum, præcipimus eis, ut nobis ſingulis annis, & hoc ter in anno litteris ſuis nobis duobus prædictis ſignificent, quis Baillivius deliquerit & quid fecerit, & quid acceperit, & à quo pecuniam vel munera vel ſervitium, propter quid homines noſtri jus ſuum amitterent, vel nos noſtrum. Similiter de Præpoſitis noſtris ſignificent nobis Baillivi noſtri; Baillivios autem noſtros non poterunt amovere Regina & Archiepiſcopus à Baillivis ſuis, niſi pro murtro, vel raptu, vel homicidio, vel proditione, vel Baillivii Præpoſitos, niſi pro aliquo iſtorum. Nos autem in Conſilio Dei talem faciemus de eo vindictam, poſtquam prædicti viri nobis rei veritatem nuntiaverint, per quam alii non immeritò poterunt deterreri. Similiter Regina & Archiepiſcopus de ſtatu Regni noſtri & negotiis ter in anno ſignificent.

Si forte contingeret Sedem Epiſcopalem vel aliquam Abbatiam Regalem vacare, volumus, ut Canonici Eccleſiæ, vel Monachi Monaſterii vacantis veniant ad Reginam & Archiepiſcopum, ſicut ante nos venirent, & liberam Electionem ab eis petant. Et nos volumus, quod ſine contraditione eis concedant, nos verò tam Canonicos, quàm Monachos monemus, ut talem Paſtorem eligant, qui Deo placeat, & utilis ſit Regno. Regina autem & Archiepiſcopus tam diu Regalia manu ſua teneant, donec Electus conſecratus ſit vel benedictus, & tunc regalia ſine contradictione ei reddantur. Præterea præcipimus, quod ſi præbenda vel beneficium aliquod Eccleſiaſticum vacaverit, quando regalia in manu noſtra venient, ſecundum quod melius & honeſtius poterunt Regina & Archiepiſcopus Viris honeſtis & literatis Conſilio Fratris (a) BERNARDI conferant. Salvis tamen donationibus noſtris quas per litteras noſtras patentes quibuſdam fecimus. Prohibemus etiam omnibus Prælatis Eccleſiarum & hominibus noſtris, ne taliam vel totam donent, quandiu in ſervitio Dei erimus, ſi verò Dominus Deus de nobis faceret voluntatem ſuam, & nos mori contingeret diſtrictiſſimè omnibus hominibus terræ noſtræ, tàm Clericis, quàm Laicis, ne taliam vel totam donent, donec Filius noſter, quem Deus ſervitio ſuo ſanum & incolumem conſervare dignetur, veniat ad ætatem, in qua gratia Sancti Spiritus poſſit regere regnum.

(a) C'étoit un Hermite dévot, qui demeuroit au Bois de Vincennes.

Si autem aliquis filio noſtro vellet movere guerram, & redditus ſui, quos habet, non ſufficerent, tunc omnes homines noſtri adjuvent eum de corporibus ſuis & averiis, & Eccleſiæ tale faciant ei auxilium, quale ſolitæ ſunt facere nobis; Præpoſitis inſuper noſtris & Baillivis prohibemus, ne aliquem hominem capiant, neque averium ſuum, quandiu bonos fidejuſſores dare voluerit de juſticia proſequenda in Curia noſtra, niſi pro homicidio, vel murtro, vel raptu, vel proditione. Præterea præcipimus, quod omnes redditus noſtri & ſervitia & obventiones afferentur Pariſius per tria tempora, primò ad feſtum Sancti Remigii, ſecundò ad Purificationem Beatæ Virginis, tertiò ad Aſcenſionem; & tradetur Burgenſibus noſtris prædictis, & P. Mareſcallo, ſi contingeret aliquem ex eis mori, G. de Galiandia alium in loco ejus ſubſtitueret. In receptionibus averi noſtri Adam Clericus noſter præſens erit, & eas ſcribet, & ſinguli habeant ſingulas claves de ſingulis archis, in quibus reponetur averum noſtrum in templo, in templum unum. De toto averum tantum nobis mittetur, quantum litteris noſtris mandavimus. Si in via, quam facimus, nos mori contingeret, præcipimus, quod Regina & Archiepiſcopus Pariſienſis & Abbates Sancti Victoris & de Sandeniſio, & Frater G. Theſaurum noſtrum in duas partes dividant; unam medietatem pro arbitrio ſuo diſtribuant ad Eccleſias reparandas, quæ per guerras noſtras deſtructæ ſunt, ita quod ſervitium Dei poſſit in eis fieri. De eadem medietate donabuntur illis, qui per tallias noſtras aponati ſunt. Et iidem dabunt, reſiduum, illis quibus voluerint, & quos magis egere crediderint ob remedium animæ noſtræ, Genitoris noſtri Regis Ludovici, & Anteceſſorum noſtrorum. De alterâ medietate præcipimus cuſtodibus averi noſtri & omnibus hominibus Pariſienſibus, quod eam cuſtodiant ad opus filii noſtri donec ad ætatem veniat, in qua Conſilio Dei & ſenſu ſuo poſſit regere regnum. Si autem tam nos quàm filium noſtrum mori contingeret, præcipimus, quod averum noſtrum per manum prædictorum pro animâ noſtrâ & filii pro arbitrio ſuo diſtribuatur. Quam citò etiam certum eſſet de morte noſtrâ, volumus, quod averum noſtrum ubicumque foret ad domum Epiſcopi Pariſienſis portaretur, & ibi cuſtoditur & poſtea de eodem fiet, quod diſpoſuimus.

ANS de J. C. 1190.

Præcipimus etiam Reginæ & Archiepiſcopo, ut omnes honores, qui dum vacant, pertinent ad donationem noſtram, quoad honeſtè poterunt retinere, ſicut Abbatiæ noſtræ & Decanatus, & aliæ quædam dignitates, in manu ſuâ teneant, donec à ſervitio Dei redierimus. Ut quos retinere non poterunt, donent ſecundùm Deum, & aſſignent conſilio Fratris G. & hoc facient ad honorem Dei & utilitatem regni. Si autem in via moriemur, volumus, ut honores & dignitates Eccleſiarum donent illis quos magis dignos viderint.

Quod ut firmum & ſtabile permaneat, præſentem paginam ſigilli noſtri autoritate & regii nominis charactere inferius annotato præcipimus confirmari. Actum Pariſius, Anno Verbi Incarnati, milleſimo centeſimo nonageſimo, regni noſtri, anno undecimo. Aſtantibus in Palatio noſtro quorum nomina ſuppoſita ſunt & Signa. S. Comitis Tebaldi Dapiferi noſtri. S. Guidonis Butriculari. S. Mathei Camerarii. S. Radulphi Conſtabularii. Data vacante Cancellaria.

XXXIX.

ANS de J. C. 1192.

(a) *Convention paſſée entre* JEAN *Comte de Moreſt, frére de* RICHARD *Roi d'Angleterre, & depuis Roi, ſurnommé* JEAN SANS TERRE, *avec* PHILIPPE II. *dit Auguſte Roi de France, contenant le partage de pluſieurs pays conſidérables. Fait à Paris au mois de Janvier* (b) 1192. GG. Leibnitz, Codicis Diplomatici, pag. 4.

FRANCE ET ANGLETERRE.

JOhannes Comes Moreſti univerſis ad quos præſentes literæ pervenerint, ſalutem. Noverit univerſitas veſtra quod tales conventiones factæ ſunt inter me & cariſſimum Dominum meum Philippum Regem Franciæ quod ipſe debet habere in perpetuum in Normania totam terram, quæ eſt citra Sequanam, ab eo loco ubi Sequana cadit in mare uſque Franciam, ſicut Sequana currit, & ex eâ parte Normaniæ, in qua ſitum eſt Rothomagum, excepta villâ Rothomagi, & duabus leucis circa Rothomagum.

Præterea Rex Franciæ debet habere vallem Rothelii cum Caſtello & cum pertinentiis ſuis, & totam partem Normaniæ, quæ eſt citra fluvium, qui dicitur Iton, ſicut idem fluvius currit uſque ad Cheſnebrum, cum ipſo Cheſnebro & cum pertinentiis ſuis, & Caſtrum Vernelii cum pertinentiis ſuis, & civitatem Ebroicenſem cum pertinentiis ſuis & etiam aliis caſtel-

(a) *Richard* Roi d'Angleterre étoit alors priſonnier de l'Empereur, à qui Leopold Archiduc d'Autriche l'avoit livré, l'ayant pris comme il vouloit paſſer ſur ſes terres, après avoir fait naufrage en revenant de la terre ſainte.

(b) M. Leibnitz le met en 1193.

mais c'eſt peut-être en commençant l'année au mois de Janvier: au lieu que d'autres Auteurs le mettent en 1192. mais en Janvier, c'eſt-à-dire, ſur la fin.

ANS de J. C. 1192.

castellis & munitionibus & terris citra Iton. In Turonia verò debet habere Rex Franciæ civitatem Turonensem & pertinentia usque ad Arras, & feodum montis Trichardi & Ambasiæ, & præterea montem Basson, cum pertinentiis suis Regi Franciæ. Castellum verò de Lochis cum pertinentiis suis Regi Franciæ, & Castellum de Castellione cum pertinentiis suis, & Castellum de Burencois cum pertinentiis suis, Regi Franciæ remanebunt in perpetuum. Comes verò Ludovicus, Consanguineus meus habebit Castella de Troa & de la Chastre cum pertinentiis suis, & feodos de Freteval & de Vandosme. Comes verò Pertici habebit in Normania Castella de Molins & de Bonmolins cum pertinentiis suis. Comes verò Engolesmi tenebit terram suam à Rege Franciæ, illam scilicet, de qua fecit ei homagium, à me verò tenebit aliam terram, quam à me debet tenere. Ego verò faciam pacem cum Comite St. Egidii, ad laudem & Consilium Regis Franciæ. Philippo etiam de Giemo dabo de terra mea, quam conquiram ad laudem & Consilium Regis Franciæ. Ecclesia verò Sancti Martini Turonensis habebit in Pictavia & Andegavia & Turonia & Cœnomania jura, libertates & consuetudines suas, sicut tempore Gaufridi Comitis Andegaviæ, & sicut tempore Wilhelmi Comitis Pictaviæ habuit. Ego verò habebo civitatem Rothomagensem & duas leucas circa Rothomagum, totam terram Normaniæ, præter supra dictam, & quam Rex Franciæ debet habere, & totam terram Cœnomaniæ & Andegaviæ, & totam terram Aquitaniæ, & in Turonia totam terram, præter illam, quam Rex Franciæ & Comes Ludovicus nepos meus debent in Turonia habere, sicut supra dictum est. De Prædictis verò terris ego Regi Franciæ & successoribus suis Regibus Franciæ faciam servitia & justitias in curia sua pro singulis feodis, unusquisque feodus (a) *** sicut Antecessores mei Antecessoribus suis fecerunt, & si duos hæredes aut plures habuere, unusquisque eorum à Rege Franciæ teneret illam Baroniam, quam haberet. De illis verò, qui cum Rege Franciæ feodus inibunt, sic erit, quod ego dabo eis terram ad laudem & Consilium Regis Franciæ. Si autem Richardus Frater meus Rex Angliæ cum Rege Franciæ faceret pacem, & pro ipso offerret mihi pacem, ego sine voluntate Regis Franciæ cum Rege Angliæ pacem facere non possem. Et si Rex Franciæ faceret pacem cum Rege Angliæ ipse faceret mihi pacem erga Regem Angliæ, ita quod ego terram, quam haberem pro pace à Rege Angliæ, ita eam tenerem ab eo, quod pro nulla causa venirem ad submonitionem ejus, sed semper per Advocatum, aut per Nuntium absens agerem aut responderem, & ratum ibi facerem per Advocatum, aut per Nuntium meum, aut ad acquirendum, aut perdendum, tanquam, si ibi præsens essem, nec compellerer ire in exercitum, vel equitationem, sed mitterem tot milites, quod ordinatum fuerit in pace, quando pax fiet.

(a) Il manque quelques mots.

Comes autem Ludovicus nepos meus tenebit à Rege Franciæ in feodum & homagium Castella de Tria & de la Chastre cum pertinentiis suis & feodis de Freteval & de Vandosme. Comes vero Pertici tenebit à me Molins & Bonmolins.

Præterea Rex Franciæ concessit amico & fideli suo & meo Hugoni Constan. Episcopo quod si pacem fecerit cum Richardo Rege Angliæ fratre meo dictum Episcopum in pace sua mittet, ita quod idem Episcopus Ecclesiam suam Constan. habebit & possessiones & jura ad ipsam pertinentia, ita liberè & pacificè, sicut ante guerram habebat, & si Rex Angliæ non teneret ei pacem quæ fieret, Rex Franciæ tantum inde faceret, tamquam si Rex Angliæ pacem, Regi Franciæ infringeret. Ego verò in propria persona juravi, quod ego omnes prædictas Conventiones observabo, & bona fide & sine malo ingenio eas tenebo. Rex autem Franciæ Bartholomæum militem suum fecit jurare, quod ipse bona fide & sine malo ingenio, omnes prædictas conventiones observabit. Quod ut ratum sit & inconcussum, præsentem paginam Sigillo meo confirmo. Actum Parisius, anno incarnati Verbi, millesimo centesimo nonagesimo tertio, mense Januarii. ANS de J. C. 1192.

Et sont les dictes Lettres dessus transcrittes, scellées en lacs de soye rouge, pendant au Reply d'un scel de cire blanche, auquel est empreint une figure d'un homme armé à cheval, tenant une espeé nue en main, & en la circonference du dict scel est escrit. Sigillum Johannis filii Regis Angliæ. Et au dos des dittes Lettres est escrit. Littera Johannis Comitis Moresti, Fratris Richardi Regis Angliæ, super conventionibus, quos habuit cum Domino Rege Philippo.

XL.

Traité entre BRUNON *Archevêque de Cologne & ses sujets, &* HENRI *Duc de Lorraine, fait en l'année* 1193. *& confirmé par* ADOLPHE *Archevêque de Cologne, en* 1203. Aubert le Mire. Donationum Belgicarum. Lib. II. Cap. LXXXIII. pag. 509. ANS de J. C. 1193. COLOGNE ET LORRAINE.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, BRUNO, Dei gratia Colonienſis Archiepiscopus, omnibus fidelibus in perpetuum. Notum facimus universis, ad quos hæc scriptura pervenerit, quòd nos & priores nostri, tam liberi quàm ministeriales, nec non & cives, cum HENRICO Illustri Lotharingiæ Duce & hominibus ejus, veram amicitiam & perpetuum fœdus contraximus: ita videlicet ut in omnibus nostris justitiis contra omnem hominem ad invicem nobis fideliter assistamus, & si necessitas ingrueret, promptum mutuò nobis ferre debeamus auxilium.....

Nos autem, ne hæc oblivione deleri possent, hanc paginam conscribi, & tam nostro quàm B. Petri sigillo jussimus communiri: ita videlicet ut unum scriptum in B. Petri armario Colonienſi, alterum verò in Ecclesia Lovanienſi reponatur, perpetuò si opus fuerit inveniendum. Acta sunt hæc anno Domini millesimo centesimo nonagesimo tertio, pontificatus nostri anno secundo.

Lettre Patente d'Adolphe Archevêque de Cologne, donnée en 1203.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis ADOLPHUS divina favente clementia sanctæ Colonienſis Ecclesiæ Archiepiscopus, cunctis Christi fidelibus in perpetuum. Notum facimus præsentibus & futuris, quòd ab antiquo inter Ecclesiam Colonienſem & Archiepiscopum ex una parte, & Ducem Lotharingiæ & terram suam ex altera parte confœderata est dilectio & confirmata confœderatio.

Placuit igitur nobis & Duci Henrico consanguineo nostro istam dilectionis confœderationem innovare, & tam in nobis, quàm in successoribus nostris perpetua, firmitate corroborare. Hujus rei testes sunt,

Engelbertus Major Præpositus.
Udo Major Decanus.
Gerardus Sanctenſis Præpositus.
Bruno Bonnenſis Præpositus.
Theodoricus Præpositus S. Cuniberti.
Theodoricus Præpositus S. Andreæ.
Theodoricus Præpositus S. Gereonis.
Theodoricus Præpositus SS. Apostolorum.
Magister Oliverius, Bruno de Benschem.
Godefridus Notarius.
Otto Comes Gelrenſis, Puer de Clivo.

Gui-

ANS de J. C. 1193.

Guilielmus Comes Juliacenſis.
Henricus Comes de Seyne.
Gerardus Comes de Are.
Lotharius Comes de Hoeſtade.
Henricus Comes de Keſſele.
Adulphus Comes de Monte.
Arnoldus Comes de Altena.
Arnoldus Comes de Mercka.
Godefridus Comes de Arneberch.
Henricus Comes Tecleburch, Otto de Wickerode.
Everardus de Arberch, Rutgerus de Merehem.
Giſelbertus de Breme, Rutgerus Stanule.
Hermannus Advocatus Colonienſis.
Henricus de Volunſtene, Henricus de Axphain.
Hermannus de Alvetre, Otto Camerarius.
Henricus de Renſchem, Henricus de Vuchtrich.
Theodoricus de Erenpoorte, Joannes, Matthias, & alii quàm plures.

Acta ſunt hæc anno milleſimo ducenteſimo tertio.

XLI.

ANS de J. C. 1193. L'EMPIRE ET L'ANGLETERRE.

Bulle d'Or, pour l'accommodement entre HENRI VI. *Empereur, &* RICHARD I. *Roi d'Angleterre, ſon priſonnier, qui lui donne pour ſa rançon cent mille marcs d'argent. Fait à la Diéte d'Haguenau le 17. Février* 1193. Goldaſt. Tom. III. pag. 364. Baronius. Tom. XII. pag. 1075. num. 22.

HENRICUS Dei gratia Romanorum Imperator & ſemper Auguſtus, dilectis ſibi Archiepiſcopis, Epiſcopis, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, & omnibus, ad quos præſens pagina pervenerit, in Anglia conſtitutis, ſalutem & bonam voluntatem.

Dignum judicavimus, & noſtræ Celſitudini glorioſum, ſi univerſitatem veſtram ſollicitius inducamus ad ea modis omnibus, quibus poteſtis, agenda, quæ ad honorem Chariſſimi noſtri Illuſtris Regis Richardi, Domini veſtri, debeantur, ne devotionis veſtræ conſtantia, & meritum fidei circa ipſius commoda appareat mortuum, ſed in ſuis & in Regni ſui obſequiis vivere videatur. Sane omnibus, quorum devotio prædicto Regi abſenti ſincera extiterit & pura, uberes referemus gratiarum actiones; ad univerſalitatis veſtræ notitiam devenire volentes, quod Imperatoria ſublimitas cum Regia ipſius Nobilitate in concordia & bona pace conſiſtit. Unde quæcumque ipſi irrogata fuerint contraria, pariter cum eo nobis parient moleſtiam & gravamen. Quare ad devotorum ſuorum & fidelium honorem & profectum, & turbatorum ſuorum damnationem & exterminium operam præſtabimus ſemper efficacem, & quia corde & animo uniti ſumus, facta Regis veſtri, ſpecialiter noſtra & Imperii noſtri penitus reputabimus, & gravamina ejus nobis & Coronæ Imperiali illata cenſebimus, nec ea, Deo concedente, ſine ultione, & eorum qui ea intulerint, gravi damno & deſtructione tranſibimus. Datum apud Hagenou decimo tertio Kalendas Martii.

Formulaire de l'Accord entre Henri VI. Empereur & Richard I. Roi d'Angleterre.

IN nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Hæc eſt forma Compoſitionis inter Dominum Imperatorem ſemper Auguſtum, & Dominum Richardum Illuſtrem Regem Angliæ. Dominus Imperator mittet Nuntios ſuos cum Nuntiis Domini Regis, qui Londonias ibunt, & ibi recipient centum millia marcharum puri argenti ad pondus Coloniæ. Quæ pecunia à Nuntiis Imperatoris accepta & ponderata ſigillabitur in præſentia Nuntiorum ipſius, & in conductu Regis per Regni ſui terminos ducetur: ita ut ſi eam in Regno ſuo perdi contigerit, periculo Regis perdatur. Poſtquam vero ad terminos Imperii venerit dicta pecunia, per Nuntios Regis Nuntiis Domini Imperatoris præſentabitur, qui eam ilico ibi recipient, & ſi forte in partibus Imperii eam perdi contigerit, periculo Imperatoris perdetur, & Rex in ea non tenebitur, nec obſides ſui. Alia quoque quinquaginta millia marcharum argenti dabit Rex Imperatori & Duci Auſtriæ, & pro illis ponet obſides, ſcilicet Domino Imperatori pro triginta millibus marcharum ſexaginta obſides: Duci vero Auſtriæ ſeptem obſides pro viginti marcharum millibus. Solutis ergo centum millibus marcharum, & datis obſidibus Rex libere recedet. Si autem Dominus Rex ſolverit promiſſionem, quam Domino Imperatori de Henrico quondam Duce Saxoniæ fecerat, Imperator de quinquaginta millibus marcharum Regem liberum dimittens & abſolutum, pro ipſo Rege ſolvet Duci Auſtriæ viginti millia marcharum, & Rex non tenebitur dare Duci Auſtriæ ſeptem obſides, nec Imperatori ſexaginta. Cum igitur Rex prædictam promiſſionem de Henrico quondam Duce Saxoniæ impleverit, & centum millia marcharum ſolverit, libere recedet. Præterea Rex fecit jurare in animam ſuam, quod neptem ſuam, filiam Comitis Britanniæ tradet nuptui filio Ducis Auſtriæ infra ſeptem menſes, poſtquam liberatus fuerit, & in terram ſuam redierit, & eam tranſmittet uſque ad introitum Imperii, ſi eam recipere voluerint; & ſi noluerint, erit abſolutus. Item ſi promiſſio de Henrico quondam Duce Saxoniæ completa non fuerit, quinquaginta millia marcharum, quæ reſidua ſunt, ſolventur infra ſeptem menſes, poſtquam Dominus Rex in terram ſuam redierit. Cum autem Rex liberatus fuerit, & redire voluerit, Imperator dabit ei conductum per terram ſuam uſque ad fines Imperii ſui, & in portu illo, ubi mare intrabit, quam diu ibi ſtabit, donec proſpero vento recedat. Præterea ea omnia, quæ tam in his, quam in aliis familiaribus litteris ſigillatis ſigillis Imperatoris & Regis, ſuper contractibus, qui inter eos ordinati ſunt, uterque pro parte ſua rata & firma habebit, & bona fide obſervabit.

ANS de J. C. 1193.

XLII.

Traité de Paix & de Confédération entre BRUNON *Archevêque de Cologne, &* HENRI I. *Duc de Brabant; fait l'an* 1193. Dynter Chroniques de Brabant. Liv. IV. pag. 140.

COLOGNE ET BRABANT.

IN nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis BRUNO Dei gratia Colonienſis Archiepiſcopus omnibus fidelibus in perpetuum notum facimus univerſis ad quos hæc ſcriptura pervenerit, quod nos & priores noſtri tam liberi quam miniſteriales, nec non & cives cum HENRICO Illuſtri Lotharingiæ Duce & hominibus ejus veram amicitiam & perpetuum fœdus contraximus, ita videlicet ut in omnibus noſtris juſticiis contra omnem hominem ad invicem nobis fideliter aſſiſtamus, & ſi neceſſitas ingrueret promptum mutuo nobis ferre debemus auxilium, nullus etiam noſtrum ad gratiam ſeu concordiam adverſariorum noſtrorum aliis excluſis venire laborabit. Hujus autem ſocietatis amicitia ne quis ingenio malo vel arte qualibet valeat infringere ipſam non tantum fidei interpoſitionem ſed etiam Sacramenti exhibitionem beneficiorum etiam obligatione omnes firmamus. Hoc etiam inter cætera notandum quod hujus obligationis vincu-

ANS de J. C. 1193. lum non tantum ad personas presentis temporis extenditur, sed ad ducatum Lotharingiæ porrigitur perpetuo duraturum. Nos autem ne hæc oblivione deleri possent hanc paginam conscribi & tam nostro quam beati Petri Sigilio jussimus communiri, ita videlicet ut unum scriptum in armario beati Petri Colonienſis, alterum vero in Ecclesia Louanienſi reponatur, perpetuo si opus fuerit inveniendum. Acta sunt hæc anno Domini 1193. Pontificat. nostri anno 2.

XLIII.

ANS de J. C. 1193. FLANDRES ET NEVERS. *Traité de Paix entre* BAUDOUIN *Comte de Flandre, &* PIERRE *Comte de Nevers, fait par l'entremise de Philippe II. Roi de France en* 1193. Pierre Oudergueest. Chroniques & Annales de Flandres Chap. XCI. feüil. 171.

SI comme que le Conte Pierre de Neveis, promist & jura donner audict Philippe fils de Baudouyn, sa fille en mariage, & avec elle la Conté Cormodorensis, avec toutes ses appertenances, ensemble ce que la Conteſſe de Sainct Quintin possedoit, pour son douaire en la Conté de Nevers. Et s'il advenoit que ledict Philippe morust avant la consummation d'iceluy mariage, le mesme Conte Pierre promit comme dessus, donner sadicte fille, & avec semblable port de mariage, a Henry frere maisné dudict Philippe. D'autre costé le Conte Baudouyn, s'oblegeà donner a ladicte fille de Nevers, pour son douaire la moictie de la Conté de Namur, reservé les villes de Namur & de Bomines, luy accordant & consentant de prendre pour sa demeure tel lieu en la Conté de Namur, que luy plairoit choysir & eslire. Et outre ce, fut semblablement pourparlé, conclu & arresté, que ledict Conte Pierre de Nevers, seroit tenu & obligé prendre en mariage Madame Yolent fille dudict Baudoyn, lequel promist la luy donner avec cinc cent livres de terre sur Roulers & Deinze, pour en jouir tantost le mariage consommé, & autres cinc cents livres a prendre & lever leur Bailleul & Orchies incontinent que ledict Philippe, ou en son default, le susdict Henry auroit espousé ladicte fille de Nevers. Et pour ce que Bailleul & Orchies, estoyent lors avec grande partie d'autres terres en Flandre, soubs le le povoir de la Royne Mehault Douagiere de Flandre, pour assignation de son douaire, fut dict & accordé que ledict Conte Pierre, leveroit lesdictes cinc cents livres, sur Thoroult & Harlebecque, durant la vie d'icelle Royne Mehault. Si assigna ledict Conte Pierre, a ladicte Yolent pour son douaire, la juste moitie du revenu de la Conté de Nevers, luy accordant en proprieté, la moitie de tous les acquests qu'ils feroyent ensemble, durant leur mariage. Lesquelles choses furent faictes & accordées en la presence de Philippe Roy de France, lequel promist faire constraindre les parties, a l'entretenement dudict traicté, au mois de May, de l'an mil cent quatre vingts treize.

XLIV.

ANS de J. C. 1196. L'EMPEREUR, L'EVEQUE D'UTRECHT, LE DUC DE LORRAINE. *Traité par lequel l'Empereur* HENRI VI. *confirme* BAUDOUIN *Evêque d'Utrecht dans la possession du Comté de Velau, &* BAUDOUIN *le céde à* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant. Fait le 6. de Mars.* 1196. Aub. le Mire, Diplomat. Belgic. Lib. II. Cap. LVII. pag. 346. & Dynter Chroniques de Brabant, Lib. IV. feuil. 143. avec peu de différence, si ce n'eſt à quelques noms propres près.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis. HENRICUS VI. divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, & Rex Siciliæ.

Imperatoriæ majestatis nostræ debitum postulat & requirit officium, ut ea quæ inter fideles & Principes Imperii, causſam & fomitem dant discordiæ, lima correctionis & diligentiæ enervantes, ad firmam pacis concordiam vigilanti studio ipsos satagamus reducere.

Quapropter notum facimus universis Imperii nostri fidelibus, presentibus & futuris, quòd nos quæstionem illam, quæ jam diu vertebatur inter dilectos consanguineos nostros BALDVINUM Trajectensem Episcopum, & HENRICUM Ducem Lotharingiæ, super Comitatu VELVÆ (in eo videlicet, quòd ipse Episcopus Comitatum illum de concessione Imperatoris sibi & Ecclesiæ Trajectensi asserebat pertinere, & è contrario Dux Lotharingiæ dicebat, quòd ipsum Comitatum de manu nostra teneret in fide & feudo) ad hunc finem deduximus, quòd ipse Dux injuriam suam recognoscens, omne jus quod in Comitatu illo videbatur habere, in manus nostras liberè resignavit.

Nos itaque prædictum Comitatum cum omnibus suis pertinentiis, Imperiali clementia, prædictæ Ecclesiæ Trajectensi, & dilecto consanguineo nostro BALDVINO in perpetuum confirmamus. Ipse verò Episcopus eumdem Comitatum, cum omnibus pertinentiis suis, & omni jure, prædicto consanguineo nostro HENRICO Duci Lotharingiæ in præsentia nostra benignè concessit, sub eo tenore, ut idem Comitatus ad ejus heredem filium suum vel filiam liberè transeat & integrè.

Statuimus igitur & Imperiali edicto sancimus, ut nulla omnino persona in posterum hanc nostram ordinationem & confirmationem aliquatenus infringere audeat vel turbare. Quod si quis attentaverit, centum libras auri pro pœna compenset, dimidium Cameræ nostræ, reliquum passis injuriam. Ad cujus rei certam in perpetuum evidentiam, præsentem paginam inde conscribi jussimus, & Majestatis nostræ sigillo aureo communiri. Hujus rei testes sunt,

Ludolphus Magdeburgensis Archiepiscopus,
Hartwicus Bremensis Archiepiscopus,
Hartmannus Lantgravius Thuringiæ,
Otho Comes de Benthem,
Comes Lambertus de Erfordia,
Wenardus Burggravius de Magdenburg,
Comes Albertus de Wingerode,
Robertus Ducoude.
Anno de Mintenberg,
Marcardus Dapifer,
Deshardus de Distemberg,
Henricus Camerarius de Gron.
Henricus Pincerna de Lutra,
Gerardus de Grimberg,
Arnoldus de Wesemale, & alii plures.

Signum

ANS de J. C. 1196. Signum domini Henrici VI. Romanorum Imperatoris & Regis Siciliæ. Ego CONRADUS Hildenſemenſis electus, Imperialis aulæ Cancellarius, recognovi.

Acta ſunt hæc anno Dominicæ incarnationis M. C. XCVI. Indictione XIV. regnante domino Henrico VI. Romanorum Imperatore glorioſiſſimo, anno regni ejus 26. Imperii verò 6. & Regni Siciliæ 2. Datum apud Sulenhuſen, 2. Nonas Martii. Item iſte Comitatus Veluæ poſtea datus fuit in feudum Duci Gueldriæ, per Ducem Brabantiæ.

XLV.

ANS de J. C. 1197. LORRAINE ET LON. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* LOUIS *Comte de Lon au ſujet de la terre de Muſſal. Fait en l'année* 1197. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 49.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Notum ſit Univerſis tam præſentibus quam futuris, quod Ego HENRICUS DUX LOTHARINGIÆ & Marchio, & Ego *Ludoicus Comes de Lon*, ſuper terram de Muſſal & ſuis attinentiis, talem compoſitionem inivimus, quod ſi Comes de Daſborc abſque corporis ſui herede deceſſerit, terra illa ad nos & heredes noſtros æqualiter divertetur, ita quod ego HENRICUS Dux medietatem illius terræ tamquam hæres legitimus habebo, reliquam medietatem Luduicus Comes de Lon à me in feodum tenebit; quod ſi alter noſtrum ad obtinendam prædictam terram aliquas expenſas fecerit, communi conſilio hominum noſtrorum majorem partem illius expenſiæ ego HENRICUS Dux ſolvam, Luduicus Comes de Los minorem: Si autem pro terra illa aliquis per guerram nos infeſtaverit, uterque noſtrum pro poſſe ſuo, ad obtinendam terram præfatam totis viribus reſiſtet. Ut autem hoc ratum & inconvulſum permaneat, hanc paginam teſtimonialem ſigillorum noſtrorum impreſſione, & teſtium idoneorum ſubſcriptione, muniri ac roborare curavimus. Hujus facti teſtes ſunt MATHILDIS DUCISSA, *Godefridus Caſtellanus Bruxellenſis, Arnoldus de Wiſemale, Alardus Rapa, Oſto de Borne, Raſo de Curen, Theodoricus frater Comitis de Lon, Walterus de Milne.* Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis MC. XCVII. HENRICO Duce iter verſus Jeruſalem arripiente.

XLVI.

LORRAINE ET GUELDRE. (a) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine & le Duc de* GUELDRE. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 49.

(a) Ce Traité eſt ſans date; mais il faut qu'il ſoit à peu près de ce tems-ci, puis que le précédent fut conclu peu de tems avant que Henri Duc de Lorraine fit le voyage de la terre ſainte. Le nom du Duc de Gueldre n'eſt pas marqué non plus; mais c'eſt aparemment Othon II. qui gouvernoit alors cette Province.

IN nomine S. Trinitatis. HENRICUS Dei gratiâ Dux Lotharingiæ Notum eſſe volumus tam futuris quam præſentibus, quod hæc forma pacis & concordiæ inter nos & *Comitem Gelriæ* eſt ſtabilita. Ut plenam poſtmodum de Comite fiduciam habeamus, præſtito Sacramento firmavit, quod in omnibus, & contra omnem hominem excepto imperio, auxilio & conſilio fideliter nobis aſiſtet, & ſuper hoc Comitem Luduicum de Lon, & Willelmum Comitem Juliacenſem obſides dedit nobis; quos verſa vice obſides ipſi dedimus. Præterea homines ſui tam liberi quam miniſteriales, quorum nomina ſubſcripta ſunt, *Comes de Keſſele, Comes de Dalen, Ludolfus de Steinvorde, Henricus de Burkelo, Willelmus de Brunchorſt, Engelbertus de Horne, Lambertus de Monte, Suerus de Wiſche, Giſelbertus & Rutgerus de Bremet, Gerh de Lo, Henricus & Theodoricus de Batenburg, Walterus Spirinck, Iwanus de Gokesfort, Ricolt de Huch, Gerardus de Lon, Henricus de Hertenvelde, Gerardus de Strale, Godefridus Gunſort & Renerus frater ejus, Sibertus Suevus, Alardus de Drile, Tido Vaſtart Caſtellanus de Sulichem, Criſtianus de Arnhem, Goſuinus de Berentrut, Pelegrinus de Sutvene, Helmewicus Sellege, Renerus de Tegele, Theodoricus de Wighene, Theodoricus de Milne, Bordinus de Altena*, juraverunt quod ſi Comes ſacramentum ſuum violaverit, & in auxilium noſtrum debito modo non venerit, omnibus bonis quæ tenent ab eo in feodo, in guerra noſtra nobis ſervient, nullum Comiti ſervitium exhibentes, donec omnia nobis pleniarè emendaverit. Inſuper cautum eſt ſacramento Comiti quod omnes mercatores terræ noſtræ, apud Arnhem ab omni theloneo liberi erunt; ita tamen quod bona mercatorum alterius terræ non deducent: & ſi ſuper hoc accuſati fuerint, bona ad homines noſtros tantum pertinere, præſtito juramento demonſtrabunt, & ſic liberè recedent; thelonarius tamen Comitis propter interpoſitam conditionem, nullam quærere debet malignandi occaſionem, adverſus mercatores noſtros. Additum eſt etiam quod Burgenſes de novo Oppido ſuper ſilvam juxta Orten, per totam terram Comitis Gelriæ liberi erunt ab omni theloneo; Burgenſes verò de Tile ſtabunt eodem jure apud Sulchem & Drile, quo tempore Frederici Imperatoris & Henrici Comitis Gelriæ fuerunt. Univerſum Allodium quod habebat in Oſterbeke cum monte nobis contulit, & in feodum recepit. Si verò officiales noſtri & Comitis Gelriæ ſuper aliquo facto diſſenſerint & ad invicem concordare non potuerint, totum negotium noſtro examini & Comitis reſervetur. Item condictum eſt, quod de hominibus noſtris qui Oppidum quod Bommele vocatur intraverint vel intrabunt, precarias & tria in anno placita Advocati & ſervitium debitum habebimus, niſi Comiti pro ſuo ſervitio hoc remittamus. Nos verò, ut Comes Gelriæ omnimodam haberet fiduciam, ex habundanti ſacramentum præſtitimus, quod in omni guerra quam cauſâ noſtri aſſumet, contra omnem hominem fideliter ei aſſiſtemus; nec unquam treugas vel compoſitionem ſive pacem ab ejus conſilio & conſenſu faciemus: quod ſi Comes propria voluntate alicui guerram moverit, vel aliquis eum impetierit, quamdiu judicio & noſtro conſilio ſtare voluerit, omnibus modis eum juvabimus. Homines verò Comitis inferius Gôlam manentes, ab omni telonio apud Tile liberi erunt. Condictum eſt etiam inter nos, ut ſi præſentia noſtra non habeatur in terra, nihilominus homines noſtri & Comitis mutuo ſibi aſſiſtent. Et ut hæc rata & firma habeantur, tam liberi quam miniſteriales noſtri, quorum nomina ſubſcripta ſunt, juramento confirmaverunt: *Willelmus frater noſter, Henricus de Cuyck, Walterus de Grimbergis, Godefridus de Scoten, Arnoldus de Dieſt, Jacobus de Calmont, Giſlebertus de Tilborch, Boidinus de Altena, Gerardus de Facia, Henricus de Aſcha, Leonius de A, Daniel & Arnoldus de Craynhem, Walterus de Bierbais, Jacobus de Sumereffe, Caſtellanus de Bruxella, Arnoldus & Willelmus de Walheim, Arnoldus de Weſemale, Arnoldus de Rachelaer, Willelmus Vulpes, Walterus Alf, Gerardus & Henricus de Hildenberga, Henricus de Bantersheim.* Hæc omnia ad majorem cautelam, ſigilli noſtri & Comitis impreſſione communiri fecimus.

ANS de J. C. 1197.

XLVII.

ANS de J. C. 1197.

LORRAINE ET GUELDRE.

(a) *Traité de Paix entre le Duc de* LORRAINE *& le Comte de* GUELDRE. Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 50.

(a) Ce Traité n'a pas de date non plus que le précédent. Il a aussi été fait environ dans le même tems.

HÆc est forma Compositionis inter Ducem Lotharingiæ & Comitem Gelriæ. Homines enim Comitis Gelriæ apud Herewarde abstulerunt hominibus Ducis, ad æstimationem viginti & sempntem marcarum; hæc bona persolventur proxima Dominica post *Invocavit*, ad assertionem veram hominum Comitis monitorum sub fidelitate qua tenentur Comiti. Homines autem erunt Brustene de Driele, Ricoldus de Oste, Joannes de Gotkeforde. Item Comes promisit quod mercatoribus Ducis restituet, quidquid ab eis apud Arhem accepit postquam Compositio inter Ducem & Comitem facta fuit apud Orten, tali modo; Dominus Dux homines suos quos vult, destinabit cum mercatoribus Ducis qui domi fuerunt apud Arhem lætare Jerusalem: Comes verò Geldriæ occurret, & cognita veritate & bona ipsorum mercatorum, Comes damna ipsorum persolvet. Si autem Comiti visum fuerit mercatores excedere veritatem, quantum minus juraverit, secundum juramentum suum factum, proxima feria secunda post octavas Paschæ, coram Duce solvet mercatoribus. Item contentio est inter Ducem & Comitem de hominibus S. Michaëlis, quos tactis reliquiis si eos habere vult Comes observabit. Item Dux habebit liberè homines S. Lamberti ubicumque fuerint inventi, & ipsorum erit Advocatus, eo jure & integritate qua Dominus *Godefridus de Helmont* eos cum viveret tenebat. Item recipiet Comes Geldriæ tale telonium apud Driele, de mercatoribus & gregibus armentorum & pecudum, quale de jure ante quadraginta annos ibidem recipiebatur; & hoc ad veridicam relationem Brusteni de Drile & Walteri Bac. Item Comes persolvet in octavis Paschæ Duci centum triginta & octo marcas, vel ampliori vel alio termino quam poterit obtinere à Duce; & super hoc ipsum Comes faciet securum. Item Comes fecit Duci *Legiam fidelitatem*, & promisit tactis reliquiis ipsi contra omnem hominem se fore serviturum; homines verò Comitis bona fide promiserunt, quod Comiti numquam fideliter servient, si comes in prædictis excesserit, quousque Duci satisfecerit. Ad hæc statutum est, quod Dux obsides Comitis ad biennium usque tenebit, nisi Comes vel servitio suo, seu precibus eos posset liberare, vel si dederit securitatem pro uno vel pro duobus seu pro pluribus, pro quo vel pro quibus cum securitas facta fuerit, restitutio fiat. Hæc forma Compositionis inter Episcopum Trajectensem & Comitem Gelriæ. Comes etiam bona & sincera fide promisit, quod *Willelmum* generum suum monebit & ad hoc inducet, quod cessabit ab injuria quam infert Episcopo Trajectensi in monte Qcunre & in aliis bonis Episcopi; & si ad hoc eum inducere non potest, à proxima Dominica post festum Agnetis, usque ad tres septimanas, Dominus Episcopus Comiti Geldriæ diem quem voluerit præfiget, quem Comes sine dolo & protractione observabit, quidquid sententia Parium suorum dictaverit, id idem constanter tenebit. Item Comes Geldriæ apud Zutfaniam cudi monetam sub forma & in pondere Daventerensis vel Trajectensis monetæ non faciet. Item Albertus nominabit quatuor ex hominibus Comitis, & Comes eos monebit sub ea fidelitate qua ei tenentur, & si Albertus rejectus est injustè à bonorum suorum possessione, de quibus nuper Comes eum proscripserat, erga eum impetentes, Comes ei sententiam faciet quicumque illi fuerint: si autem justè invenitur ejectus, Comes nihilominus justus ei Judex erit in sua querimonia. Item promissum est quod Episcopus & Comes Gelriæ proxima Dominica post festum B. Virginis in . . . . . convenient, & uterque eorum octo de suis hominibus eligent, & quidquid illi tactis Evangeliis fuerint arbitrati, tam de moneta, si Comes eam debeat, & si eam debet habere sub quo . . . . . & in quo loco, & præterea de omnibus distantiis, quæ inter Episcopum & Comitem sunt, illorum sedecim stabunt arbitrio. Item Comes juravit quod Archiepiscopo Colonienſi, Episcopo Trajectensi & Duci Lotharingiæ, super controversia que de Regno agitur in præsenti, fideliter assistet & pro viribus & pro posse suo, nominatim pro Ottone Rege, &c. ANS de J. C. 1197.

XLVIII.

Traité de Confédération entre (a) PHILIPPE *de Suabe Roi des Romains, &* PHILIPPE II. *dit Auguste Roi de France, par lequel le Roi des Romains promet à Philippe II. de le secourir contre Richard Roi d'Angleterre, le Comte Othon, Son Neveu, & Baudoüin Comte de Flandre. Fait à Wormes, le 29. Juin* 1198. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatiens. pag. 6. ANS de J. C. 1198.

L'EMPIRE ET LA FRANCE.

(a) Philippe de Suabe, qui étoit tuteur de Frideric II. Empereur, son neveu, qui n'avoit pas encore alors 3. ans, venoit d'être élu Roi des Romains par une partie des Princes d'Allemagne: mais il avoit l'autre partie & le Pape contre lui. D'ailleurs la fortune s'étoit lassée de favoriser Philippe Auguste, il en éprouvoit alors les revers; en sorte que c'étoit deux Princes bien embarrassez dans leurs affaires qui se liguoient ensemble par ce Traité. G. G. Leibnitz nous avertit qu'il y a des fautes dans cette pié-

PHILIPPUS Dei gratia Romanorum Rex & semper Augustus, Notum &c. Quod propter dilectionem, quam mutuò habuerunt erga Dominum Philippum Regem Franciæ Genitor noster, Fridericus, & Henricus Frater noster, piæ recordationis Romanorum Imperatores, hanc confœderationem propter bonum pacis, & publicam utilitatem cum carissimo Amico nostro Philippo Illustri Rege Francorum duximus ineundam, in hunc modum: Quod nos ei Adjutores erimus nominatim contra Richardum Regem Angliæ & Comitem Othonem Nepotem suum, & Balduinum Comitem Flandriæ & Harnulphum Archi-Episcopum Coloniæ, & contra omnes alios inimicos ejus, ubicumque honore nostro id facere poterimus, bonâ fide, & sine malo ingenio, quando locum & tempus id faciendi habebimus, si *b*) aliquid de Imperio nostro faceret eidem Philippo Regi Franciæ malum, vel ipsius Regno, si ille, qui deliquisset, non emendaret, hoc per nos, vel per nuncios nostros, per pacem, vel per Rectum in Marchia competenti infra quadraginta dies, postquam sciverimus per prædictum Regem Francorum, si fuerimus citra montes, vel Episcopus Mettens. hoc scíverit. Si fuerimus ultra montes, Dominus Rex Franciæ poterit se vindicare de eo sine interceptione, & nos juvabimus eum (*c*) bonâ; Nos non retinebimus in imperio nostro aliquem hominem de Regno Franciæ, sive Clericum, sive Laicum contra voluntatem carissimi nostri Amici prædicti Regis Francorum, & quandocumque voluerit dictus Rex, poterit se vindicare de Comite Flandriæ, de terrâ, quam idem Comes habet in imperio, tàm in feodo, quàm in Dominio, & hoc sine interceptione nos bonâ fide promittimus, quod si sciremus, quod aliquis quæreret malum Philippo Regi Franciæ vel ejus Regno, nos bonâ fide id disturbaremus; Et si non possemus, nuntiaremus eidem Regi, & quando Deo volente coronati fuerimus in Imperatorem, has conventiones Regi Franciæ renovabimus, & sigillo nostro confirmabimus. Nos autem in manu (*d*) Nevelonensis venera-

ce, ce qui est visible, les notes suivantes, contiennent les corrections qu'il croit qu'on doit y faire.

(*b*) Lis. aliquis.

(*c*) Lis. bonâ fide

(*d*) Il faut peut-être Nevelongi.

ANS de J. C. 1198. nerabilis Sueſſionenſis Epiſcopi fiduciavimus, quod omnia prædicta bona fide obſervabimus. Id etiam de mandato noſtro dilecti Principes noſtri, Conradus Wircenburgenſis B. Met. Othiethelm Conſtantienſis Epiſcopi; Theodericus quoque de Greuch. Fridericus de (e) Ceolte, (f) Hartemannus de Kirchberg. Godefridus de (g) Vehingre. Everardus de Everſtein Comites, & de latere noſtro, Truſardus Camerarius noſter, Guarnerus de Roſſewich, Warnerus de Bollando, Warn. de Ceanque Milites juraverunt, quod bona fide ſtudebunt, quod hæc à nobis obſerventur & teneantur, id quoque adhuc unum Archi-Epiſcopum, & unum Epiſcopum faciemus jurare. Datum Wormatiæ, tertio Kalendas Julii, anno Domini, milleſimo centeſimo decimo octavo, Regni noſtri primo, per manum Conradi, Imperialis Aulæ Protonotarii.

(e) Liſ. de Ceolre, c'eſt-à-dire, Zolre, ou Zolleren.
(f) Liſ. Hermannus.
(g) Liſ. de Vehinguen.

XLIX.

ANS de J. C. 1198. FRANCE ET BOURGOGNE. *Donation de la Garde de l'Abbaye de Flavigny, faite par* PHILIPPE II. *dit Auguſte Roi de France à* EUDES *Duc de Bourgogne; en l'année* 1198. Etienne Perard, dans ſon Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 270.

IN nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis, Amen. *Philippus* Dei gratiâ Francorum Rex, noverint univerſi præſentes pariter & futuri, quòd nos dedimus & conceſſimus cariſſimo conſanguineo & fideli noſtro *Odoni* Duci Burgundiæ, in augmentum feodi ſui, totum jus illud quodcumque habemus in Abbatia & villa *Flavigniaci*, & bona fide id ei garantizabimus, ſicut aliud feodum ſuum quòd à nobis tenet. Quod ut perpetuam obtineat ſtabilitatem, præſentem paginam ſigilli noſtri auctoritate, & regii nominis caractere inferiùs annotato præcepimus confirmari. Actum Vicenæ, anno incarnati Verbi milleſimo centeſimo nonageſimo octavo, regni noſtri anno vigeſimo, aſtantibus in Palatio noſtro, quorum nomina ſuppoſita ſunt & ſigna, Dapifero nullo. Signum *Guidonis Butulacii*, ſignum *Mathei Camerarii*, ſignum *Droconis Conſtabularii*. Vacante Canſellaria.

L.

ANS de J. C. 1199. FRANCE ET FLANDRE. *Traité de Paix entre* PHILIPPE II. *dit Auguſte Roi de France, &* BAUDOUIN *Comte de Flandres, fait à leur entrevuë de Peronne aux fêtes de Noël, de l'année* 1199. Pierre Oudergueeſt. Chroniques de Flandres. Chap. XCIII. feüill. 156.

PRemiers, que le Conte de Flandre auroit a parpetuité, les Villes de Sainct Omer, & d'Aire avec leurs appartenances, les fiefs de Ghiſnes, Ardre, Lillers & Rickebourch, enſemble la Gorgne, avec la terre que l'advouë de Bethune tenoit outre le Neuffoſſé, vers Flandre. Et que toutes les autres parties, dont eſtoit queſtion entre eux, ſi comme Arras, Bethune & autres demoureroyent, au povoir du Roy Philippe, qui les garderoit pour Louys ſon fils, a condition de retour, ſi avenant qu'il n'euſt aucun hoir de ſon corps. En outre ledict Roy Philippe quitâ au prouffit du Conte Baudouyn, le droict qu'il avoit en Mortaigne, ſaulf en ce le droict de l'Eveſque de Tournay. Promettant au reſte, & s'obligeant de faire tenir ceſte paix avec tout ce qu'en dependoit, a Louys ſon fils, meſmes qu'il ne luy bailleroit la Ville d'Arras avant, qu'eſtant ledict Louys en aage il euſt confirmé, aggrée, & juré ladicte paix: ce fut faict a Peronne au mois de Janvier audict an quatre-vingts dix & neuf, en preſence (de la part du Conte Baudouyn) de Gherard Prevoſt de Bruges & Chancelier de Flandre, Sohier Chaſtelain de Gand, Jean Chaſtelain de Lille, Gherard de Bailleul, Gherard de Grimberghe, Baudouyn de Comines, Thiery Chaſtelain de Dixmude, Huge de Handerghem, & pluſieurs autres.

ANS de J. C. 1199.

LI.

(a) *Traité de Paix entre* PHILIPPE II. *dit Auguſte Roi de France, &* JEAN, *ſurnommé* ſans terre, *Roi d'Angleterre, fait par l'entremiſe du Cardinal Pierre de Capoüe, Envoyé par Innocent III. fait au mois de Mai de l'année* 1200. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 7.

ANS de J. C. 1200. FRANCE ET ANGLETERRE.

(a) Ce Traité ſi avantageux à la France décrédita abſolument Jean ſans terre. Les Anglois le mépriſérent; le Comte de Flandres le quitta, & pluſieurs autres ſuivirent ſon exemple.

JOANNES Dei gratiâ Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Normaniæ, Aquitaniæ, Comes Andegaviæ, omnibus ad quos præſens carta pervenerit, ſalutem. Noveritis, quod hæc eſt forma Pacis, facta inter Dominum noſtrum PHILIPPUM Illuſtrem Regem Franciæ, & nos, ſcilicet: quod nos tenebimus illi & hæredibus ſuis pacem, quam Frater noſter Rex Ricardus fecit illi inter Exoldun, & Charrotium, exceptis iis, quæ per præſentem chartam excipiuntur vel mutantur, propter interceptiones, quas idem Frater noſter illi fecit de pace illa, ſcilicet, quod nos donavimus illi & hæredibus ſuis, ſicut rectus Hæres Regis Richardi Fratris noſtri, civitatem Ebroicarum, & Ebroicinum, cum omnibus feodis & Dominiis, ſicut ſubſequentes metæ determinant, Metæ autem ſunt poſitæ in media via inter Ebroic. & novum Burgum, in totum, id quod erit intra has metas ex parte Franciæ erit Domini Regis Franciæ; id autem, quod erit ex altera parte verſus novum Burgum, erit noſtrum, & quantum terræ habebit Dominus Rex Franciæ verſum novum Burgum, tantum terræ habebit verſus Conches & verſus Akenny ad eandem menſuram, ex ea parte, ubi Abbatia de Noa ſita eſt, ſicut aqua Itoniæ currit Guitebo, ubicumque ſit donavimus Domino Regi Franciæ, Tilleriæ cum pertinentiis ſuis & Danvilla remanent nobis; ita tamen, quod Dominus de Bruerolis habebit id, quod debet habere in Dominatu de Bruerolis; Conceſſimus etiam de Epiſcopatu Ebroicenſi Domino Regi Franciæ, id quod eſt intra has metas, unde Epiſcopus Ebroicenſis Domino Regi Franciæ, & hæredibus ejus reſpondebit; Idem autem Epiſcopus nobis & hæredibus noſtris reſpondebit de hoc, quod erit extra has metas; Et ſciendum, quod neque Dominus Rex Franciæ, neque nos poterimus firmare intra metas conſtitutas, intra novum Burgum & Ebroicen. neque apud Guitebo, neque nos ex parte noſtrâ, neque Dominus Rex Franciæ ex parte ſua, niſi ubi firmatum eſt infra metas prædictas. Præterea Fortelitiæ de Porris, & de Landes in continenti diruentur, neque ibi aliæ fortelitiæ poterunt reædificari. Hæc autem omnia, quæ Comes Ebroicenſis infra has metas tenebat, fecimus Domino Regi Franciæ quittari, à recto hærede Ebroic. de Vulcaſione Normano. Terra erit nobis, & hæredibus noſtris remanent feoda & Dominium, ſicut Archi-Epiſcopus Rhotomagenſis ex modo tenens erat, die quo fecit excambium de Andeliaco; Totum reſiduum Vulcaſino Domino Regi Franciæ remanet; Ipſe verò Rex Franciæ non poterit firmare retrò Gamag. ex parte Norm. neque ultra finem foreſtæ Vernonis, ſed infra; neque nos retrò foreſtam Andel. poterimus firmare, ſed infra. Dedimus autem in Maritagio Ludovico

ANS de J. C. 1200.

dovico filio Regis Franciæ cum (*b*) Filia Regis Castellæ, Nepte nostra, feodum Exolduni; Item feodum Erafcaii, & feoda Biturefii, ficut Andreas de Calviniaco ea tenebat de Rege Angliæ; Item de omnibus iis erit Dominus Rex Franciæ faifitus, ufque dum matrimonium predictum fit conſummatum. Et quicquid contingat de matrimonio, priuſquam factum fuerit, Dominus Rex Franciæ tenebit predicta feoda totâ vitâ fuâ, & poſt deceſſum ſuum redibunt predicta feoda ad nos & heredes noſtros, ſi prædictus Ludovicus heredem non habuerit de prædictâ Nepte noſtra. Si verò nos mori contigerit, abſque herede de uxore noſtrâ deſponſatâ, cum predictis feodis dedimus eiſdem in mantagium feodum Hug. de Gornaco citra mare Angliæ, ſicut id tenet de nobis, & feodum comitis Albemarle citra mare Angliæ, & feodum comitis Pertici, ſicut ea tenent de nobis citra mare Angliæ.

(*b*) Blanche fille d'Alfonſe VIII. Roi de Caſtille, & d'Alienor ſœur de Jean ſans terre qui en effet fut mariée l'année ſuivante avec Louis fils aîné de Philippe.

§. 2. Præterea nos dedimus Domino Regi Franciæ viginti millia marchas ſterlingorum ad pondus & legem in quo fuerunt, videlicet tredecim ſolidos, & quatuor denarios pro marcha, propter rechatum ſuum, & propter feoda Britaniæ, quæ Rex Franciæ nobis dimiſit; Nos verò recipiemus Arturum in Hominem, ita quod Arturus Britanniam tenebit de nobis. Item nos, ſicut rectus heres, tenebimus de Domino Rege Franciæ omnia feoda, ſicut Pater noſter & Frater noſter Rex Ricardus ea tenuerunt à Domino Rege Franciæ, & ſicut feoda debent, exceptis ſupra dictis, quæ Domino Regi Franciæ remanent, ſicut ſupra dictum eſt. De Comite Engoleſmi & Vicecomite Lemovicen. ſic erit, quod nos recipiemus eos in Homines, ita, quod eis jura eorum dimittemus. De Comitibus Flandriæ & Boloniæ ſic erit, quod Comes Flandriæ tenebit de terra Domini Regis Franciæ id, quod tenet. Item Dominus Rex Franciæ, ea quæ tenet de rebus Comitis Boloniæ, feodum & dominium, & ea, quæ Comes Pontini modò tenet, feodum & dominium remanent Domino Regi Franciæ & Comiti Pontini. Propter hoc, quod Comes Flandriæ tenet de rebus Domini Regis Franciæ, Comes Flandriæ faciet Domino Regi Franciæ homagium ligium. Et ſi idem Comes Flandriæ, aut aliquis hominum ipſius Regis Franciæ, qui melius ſint aut debeant eſſe homines ipſius Regis Franciæ, quàm noſtri, ipſi Regi Franciæ malum vellet facere & nocere, nos non poſſimus eum contra Dominum Regem Franciæ juvare vel manutenere, Neque Dominus Rex Franciæ ſimiliter noſtros, qui melius homines noſtri ſint quam ſui, aut debeant eſſe, ſalvâ formâ hujus pacis prædictæ. In conventionibus iſtis Domino Regi Franciæ habemus conventionem, quod nos Nepoti noſtro Othoni nullum auxilium faciemus, nec per pecuniam, nec per milites, nec per gentem, nec per nos, nec per alium, nec per conſilium & aſſenſum * * * Domini Regis Franciæ. De Arturo ſic erit, quod nos non minuemus eum, nec de feodo, nec de dominio Britanniæ citra mare, niſi per rectum judicium curiæ noſtræ. Nos vero dedimus Domino Regi Franciæ ſecuritates de hominibus ſubſcriptis, ſcilicet. Bald. Comitis albæ Marlæ. Comitis Wilelmi Mareſchalli. Hugonis de Gornaco. Wilelmi de Humet Conſtab. Norman. Robertus de Herefort. Joh. de Pratill, Willelmi de Kaer. Rog. de Toen. Garin. de Glapion. Qui juraverunt hoc modo, quod ipſi cum omnibus feodis ſuis citra mare ad Dominum Regem Franciæ irent, ſi hanc pacem ei non teneremus, ſicut eſt diviſa. Dominus quoque Rex Franciæ ſimiliter dedit nobis ſecuritates de hominibus ſuis ſubſcriptis, ſcilicet; Comitis Rob. Drocar. Gaufridi Comitis Pertici. Gervaſii de Caſtello. Willelm. de Gapland. Burch. de Roja. Galt. Camerarii Patre Viſcon. fil. ejus. Philip. de Leucis. Galt. Camerar. Juniore, qui ſimiliter hoc modo juraverunt, quod cum omnibus feodis ſuis ad nos venirent, ſi Dominus Rex Franciæ hanc pacem non teneret, ſicut eſt diviſa. Nos autem & Oſtagii prænominati juravimus hæc omnia prædicta bonâ fide, & ſine malo ingenio, fideliter & firmiter obſervanda, quod ut perpetuum robur obtineat, preſentem paginam ſigilli noſtri auctoritate roboravimus.

ANS de J. C. 1200.

Actum apud Guleton. Anno ab incarnatione Domini, Milleſimo ducenteſimo, Menſe Majo. Eſt ſcellé du ſceau dudict Seigneur Roy d'Angleterre en cire verte, pendant lacqs de ſoye rouge.

LII.

Don de la mouvance de MONTBAR *au Duc de* BOURGOGNE, *par le Comte de* BAR *ſur Seine. Fait l'an* 1201 Etienne Perard dans ſon Recuëil des Piéces curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 272.

ANS de J. C. 1201. Bourgogne et Bar.

EGo *Milo* Comes Barri ſuper Sequanam, notum facio præſentibus & futuris, me dediſſe, & in perpetuum conceſſiſſe *Odoni* Duci Burgundiæ, & hæredibus ejus, quicquid Domini *Montisbarri* de Comitibus Barri prædeceſſoribus mei tenuerunt, à cruce Dei in ſuperius, & hoc eidem Duci & hæredibus ejus, in curia ſua, ſicut liberum meum aleodum garantire contra omnes homines teneor per jus & rationem. Idem ut ratum habeatur, ſigillo meo feci confirmari. Actum eſt hoc, anno incarnati Verbi milleſimo ducenteſimo primo.

LIII.

(a) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine &* OTHON *Duc de Gueldres fait à Utrecht l'an.* 1202. Chriſtophre Butkens dans les preuves des Trophées de Brabant. pag 51.

ANS de J. C. 1202. Lorraine et Gueldres.

IN nomine Sanctæ Trinitatis & Individuæ Unitatis. Notum ſit omnibus tam præſentibus quam futuris hujus ſcripti inſpectoribus, quod cum exorta eſſet diſcordia inter HENRICUM Ducem Lotharigiæ & *Ottonem Comitem Gelriæ ſuum hominem ligium*, ſuper eo quod idem Comes ei debitum fæpius negaverit ſervitium; talis inter eos pacis reformatæ interceſſit pactum: quod ſi Dux memoratum Comitem ad ſuum aliquando invitaverit ſervitium, & Comes ei non obtemperaverit, vel fideliter ſicut homo ſuus ligius non ſervierit; ipſe Comes ſua liberâ & ſpontaneâ voluntate elegit, quod, omnia bona quæ à Domino Duce in feudum tenet, in ſua ſint poteſtate, ut ipſe Dux de bonis illis pro ſua diſponat voluntate. Ut autem hæc inviolata in poſterum ſerventur, ſigillorum ſuorum firmaverunt impreſſione. Hæc autem facta ſunt præſente *Rege Othone*, *Guidone Apoſtolicæ ſedis Legato*, *Adulpho Colonienſi Archiepiſcopo* Hujus rei etiam teſtes ſunt *Henricus Dux de Limburgis*, *Gerardus Comes de Are*, *Adolphus Comes de Monte*, *Henricus de Waſſenberch*, *Raſo de Gavera*, *Arnoldus de Weſemale*, *Caſtellanus de Bruxella*, *Rutgerus de Merehem*, *Theodoricus de Milhem*, *Reynerus de Tygele*, *Sibertus Suevus*, *Arnoldus Seneſcallus de Rutſelaer*, *Goſuinus de Heverle*. Acta ſunt hæc Trajecti ſuper Moſam anno MCC. II.

(*a*) Il étoit auſſi Duc de Brabant, & il eſt dans ces Traitez tantôt qualifié d'une maniére & tantôt de l'autre.

LIV.

ANS de J. C. 1202.

LORRAINE ET GUELDRES.

(a) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine &* OTHON *Comte de Gueldres.* Christophre Butkens dans les preuves des Trophées de Brabant. pag. 51.

(a) Ce Traité est sans datte; mais il paroit par les premiers mots qu'il est fait un peu après le précédent.

HÆc est Compositio inter Ducem Lotharingiæ & Comitem Gelriæ. Compositio quæ ordinata fuit nuper apud Trajectum inter Episcopum Trajectensem & Comitem Gelriæ, observabitur sicut ibi fuit ordinata. Inter eundem Comitem & Puerum de Clivo est condictum, quod bona quæ Pater jam dicti Pueri possedit in suo decessu, juxta rei veritatem, eadem puer in pace possidebit, & si Puer ultra hoc aliquam quæstionem moverit ipsi Comiti, de ipsis Comes respondebit & copiam finalis juris exhibebit, ubicumque de jure tenebitur. Præterea de excessibus quos Comes fecit adversus Ducem, pro quibus ei fecit bona adjudicari, manebunt bona in eodem statu in quo fuerunt proxima Dominica post Exaltationem Sanctæ Crucis, eâ conditione interpositâ, quod Dominus Dux pro voluntate sua diem præfiget, ad quem Comes veniet satisfacturus Duci, secundum amorem vel gratiam ipsius Ducis. Et si Comes ista non observaverit, feodum omne quod à Domino Rege tenet, in manus Regis ostagium posuit, ita quod feodo illo privabitur & Dux idem Feodum à Rege tenebit: eadem conditione adjecta per omnia, de feodis quæ à Domino tenet Colonienſi Archiepiscopo. Et ut hæc certius Duci serventur in posterum, filium suum & filiam suam ei dedit obsides. Ad hæc de Los & de Monte Comites juraverunt, quod Comiti non assisterent, quousque Duci satisfecerit, & si prætaxata non observaverit. Item homines Comitis & cognati sicut prius Duci juraverant prout carta testatur antiqua, stabunt in eodem juramento. Quod si forte aliquid Duci acciderit humanitus, ea quæ prædicta sunt Duci observanda, servabuntur uxori & hæredibus Ducis à Comite Gelriæ & suis hæredibus.

Ce que doit payer le Comte de Gueldre au Duc de Lorraine.

OTTO *Comes Gelriæ* dabit Domino Duci duo millia marcarum & quingentas, his terminis, Dominica *Invocavit me.* Dabit mille & quingentas seu mille tantum, & hanc pecuniam solvet apud Lovanium secundum æstimationem marcarum Lovanienſis monetæ & sicut in Lovanio moneta solvi solet; si autem sicut prælibatum est, prædicto termino mille & quingentas persolverit marcas, in proximo festo S. Remigii sequente, alias mille marcas Domino Duci persolvet apud Lovanium, juxta pondus Colonienſis monetæ, sicut tunc temporis apud Coloniam Colonienſis monetæ fiet perfecta solutio: Vice versa si Dominica *Invocavit* tantum mille marcas solverit, sicut prætaxatum est, in proximo festo S. Remigii sequente mille & quingentas marcas memorato modo apud Lovanium persolvet, pondere Colonienſis monetæ sicut Coloniæ perfecta fieri tunc poterit solutio. Pro prænominata verò pecunia habebit Dux duos filios ipsius Comitis & viginti quinque pueros hominum suorum: si autem prædictis terminis sicut condictum est pecunia præfata non persolverit, tunc Comes Duci obligat terram quæ sita est inter Mosam & Walin, *Tilreweerde* pro mille marcis in recto pignore, cum omni eo jure quo ipse Comes tenebat, & *Bommelreweerde*, pro mille quingentis marcis in recto pignore, similiter cum omni eo jure quo Comes tenebat; & terra ista redimenda erit de Anno in Annum, ab ingressu pignoris: quod si Dominica *Invocavit me* quingentæ marcæ & mille persolutæ fuerint, pueri hominum Comitis omnes liberi erunt, filiis ipsius Comitis in ostagium remanentibus & terram inter Mosam & Walin & *Tilreweerde* in pignus remanente pro mille marcis: si verò tantum mille persolutæ fuerunt, iterum pueri hominem liberi erunt, filiis Comitis iterum in hostagium remanentibus, & *Bommelreweerde* in pignus Duci permanente pro mille & quingentis marcis. Præterea si Comes usque *Invocavit* totam summam pecuniæ persolverit, tam filii ejus, quam pueri hominum suorum, quàm terra ipsius, à Duce libera erunt. Item adjectum est quod si prædictorum puerorum aliquis moriatur, vel infirmetur, vel effugiat, ille sine dolo restituetur vel æquævalens. Sciant omnes quod Comes hanc pecuniam idcirco Duci solvit, quia apud Trajectum in præsentia Regis & Cardinalis & Archiepiscopi Colonienſis & Episcopi Leodienſis & Ducis Limburgenſis & Comitis de Hosteden & multorum nobilium promiserat, quod de cetero ei fideliter sicut *homo ligius* serviret, & quod promisit quod Comes Hollandiæ nullum damnum ei inferret: Verum quia hoc non bene observavit; & Comes Hollandiæ & homines ipsius Comitis Gelriæ oppidum Ducis Tyle & Orten combusserunt, & homines suos captivaverunt, & cum Dux ad hoc vindicandum proficisceretur, & ammonitus à Duce ut ei assisteret eum deservit, & homines suos in auxilium Comitis Hollandiæ transmisit, & Dux propter hos excessus, ei terram quam ab eo in feudum tenebat abjudicari fecit sententia hominum suorum, & intuitu hujus pecuniæ omnes excessus ei remittens, terram abjudicatam ei restituit.

ANS de J. C. 1202.

LV.

ANS de J. C. 1203.

FRANCE BOURGOGNE, NEVERS ET SOISSONS.

Lettres des Ducs & Comtes de BOURGOGNE, *de* NEVERS, *& de* SOISSONS, *par lesquelles ils exhortent* PHILIPPE II. *Roi de France à ne se pas laisser contraindre par le Pape ou par les Cardinaux à faire la Paix ou une Trêve avec* JEAN *sans terres Roi d'Angleterre, & lui promettent du secours; des mois de Juin & d'Août.* 1203. G. G. Leibnitz, Codicis Diplomat. pag. 9.

EGo Odo Dux Burgundiæ, notum facio universis, ad quos præsentes litteræ pervenirent, quod Ego Domino meo Philippo Illustri Regi Franciæ consului, ut neque pacem neque treagam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliàs per coactionem Domini Papæ, aut alicujus Cardinalis; Quod si Dominus Papa eidem Domino Regi super hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, concessi Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti super omnia, quæ ab eo teneo, quod ego super hoc essem in auxilium toto posse meo, & quod cum Domino Papa nullo modo pacem facerem nisi per Dominum Regem, quod, ne possit aliquatenus irritari, Sigillo meo litteras præsentes confirmo. Actum apud Vall. Rodoll. Anno ab incarnatione Domini, Millesimo ducentesimo tertio, mense Julio. Et sont les dites lettres scellées d'un grand scel de cire jaulne sur double queüe de parchemin.

§. 2. Ego Herveus Comes Nivernenſis, Notum facio universis, ad quos presentes litteræ pervenerint, quod Ego Domino meo Philippo Illustri Regi Franciæ consului, ut neque pacem neque treagam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliàs per coactionem Domini Papæ, aut alicujus Cardinalis; Quod si Dominus Papa eidem Domino Regi super hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, concessi Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti super omnia, quæ ab eo teneo, quod ego super hoc essem in auxilium toto posse meo & quod cum

ANS de J. C. 1203. Domino Papa nullo modo pacem facerem, nisi per Dominum Regem, quod, ne possit aliquatenus irritari, sigillo meo litteras præsentes confirmo. Actum apud vall. Rodol. Anno ab Incarnatione Domini, Millesimo Ducentesimo tertio, mense Julio. Et sont les dites lettres scellées sur double queüe de parchemin d'un grand scel de cire jaulne.

§. 3. Ego Rad. Comes Suessionensis notum facio universis, ad quos presentes litteræ pervenerint, quod Ego Domino meo Philippô Illustri Regi Franciæ consului, ut neque pacem, neque treagam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliàs per coactionem Domini Papæ, aut alicujus Cardinalis; Quòd si Dominus Papa eidem Domino Regi super hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, concessi Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti super omnia, quæ ab eo teneo, quod ego super hoc essem in auxilium toto posse meo, & quod cum Domino Papa nullo modo pacem facerem, nisi per Dominum Regem, quod, ne possit aliquatenus irritari sigillo meo litteras presentes confirmo. Actum Medonte, Anno ab Incarnatione Domini, Millesimo Ducentesimo tertio, mense Augusto. Et sont les dites lettres scellées sur double queüe de parchemin d'un grand scel de cire jaune.

LVI.

ANS de J. C. 1203. LORRAINE ET GUELDRE. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de* LORRAINE, *&* OTHON *Comte de Gueldre, fait à Louvain, l'an* 1203. Aubert le Mire Codicis Donat. Belgicar. Tom. I. Cap. LXXXI. pag. 164. Christophre Butkens dans les preuves des Trophées de Brabant. pag. 52. & Dynter Chroniq. Duc. Brab. Manusc. Lib. IV. pag. 148.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Felix est litterarum custodia quæ emergentibus occurrit calumniis & rerum seriem memorabili loquitur veritate. Inde est quod negotii præsentis veritatem scripto præsenti commendare curavimus. Notum sit itaque tam futuris quam præsentibus, quod talis intervenit forma Compositionis inter HENRICUM DUCEM LOTHARINGIÆ & *Otthonem Comitem Gelriæ*: Quod Comes renunciavit omni juri quod se dicebat habere in Megen. (a) Item omne jus quod idem Comes se asserebat habere in unitate totius Campiniæ (quæ unitas vulgariter Eninge dicitur) ipsum Ducem habere permisit. Insuper Comes Otto jurat quod omnes mercatores terræ Ducis, infra Dominium sui Comitatus, ab omni thelonio in Reno sine dolo liberi erunt; ita tamen quod ipsi mercatores Ducis nulla bona mercatorum alterius terræ deducent; super quo si accusati fuerint, unusquisque mercatorum jurabit bona illa pertinere tantum ad ipsos & non ad alios, & sic liberè recedent. Propter interpositas autem conditiones, Thelonarius nullam debet adversus mercatores Ducis quærere malignandi occasionem. Additum est etiam quod Burgenses de silva juxta Orten, per totam terram Comitis Gelriæ liberi erunt à Thelonio omni. Burgenses quoque de Tiele gaudebunt eodem jure & stabunt apud Sulchem & in Driele, quo tempore Frederici Imperatoris & Henrici Comites Gelriæ gaudebant & stabant. Præterea Comes Gelriæ universum Allodium quod habebat in Osterbeecke cum monte in manus Ducis contulit, & ab eo in feudum accepit. Si autem Officiales Ducis & Comitis super aliquo facto dissenserint & ad invicem concordare non possint, totum negotium examini Ducis & Comitis reservabitur. Item conditum est quod de hominibus Ducis qui Bomele intraverunt vel intrabunt, precarias & tria in anno Advocati placita & servitium debitum habebit Dux, nisi hoc Comiti pro suo servitio Dux remittat. In hac etiam Compositione HENRICUS Dux Otthoni Comiti bonâ fide promisit, quod in omni guerra quam causa sui contra omnem hominem assumet, ei fideliter assistet, nec umquam treugas aut Compositionem sive pacem absque ipsius Comitis consilio & consensu faciet. Quod si tamen propriâ voluntate Comes guerram moverit alicui, vel aliquis eum impertierit; quamdiu Comes consilio & judicio Ducis stare voluerit, Dux eum omnibus modis juvabit. Insuper Comes Gelriæ juravit quod Duci & hæredibus suis, de cetero tamquam suus *homo ligius* fideliter serviet, & omnia superscripta bonâ fide & absque dolo firmiter observabit: Et si aliquid illorum infregerit, vel fideliter Duci non servierit; & præmonitus à Duce aut nuncio suo, infra sex hebdomadas ad servitium ipsius Ducis non redierit, tunc omnia feuda quæ Comes à Duce tenet, ipse Comes demeruit & in manu Ducis liberè remanebunt; feuda quoque quæ à Rege tenet totum similiter demeruit, & Dux de manu Regis in feudum recipiet. Item de feudis quæ Comes tenet ab Archiepiscopo Colonienſi. Et hæc facta sunt & ordinata ad petitionem & sub testimonium totius Ecclesiæ Colonienſis & suorum hominum. Præmissis omnibus adjectum est, quod si Comes ea quæ prælibata sunt non servaverit & Duci non fideliter servierit, XXV. nobiles terræ ipsius Comitis & XXV. ministeriales, proprio corpore & omnibus bonis quæ à Comite tenent bonâ fide Duci contra Comitem servient, donec ad hoc induxerint Comitem, quod Duci ad voluntatem ipsius serviet & omnia supradicta plenariè observet. Sciatur etiam quod homines Comitis Gelriæ infra Golam manentes, liberi erunt ab exactione Telonei apud Tiele. Sanè quæ superiùs dicta sunt servanda inter Ducem & Comitem, servabuntur à suis hæredibus & hæredibus hominum subscriptorum qui supradicta juraverunt, sub pœna bonorum quæ à Comite tenent. Ut autem hæc rata teneantur in posterum, sigillorum appositione tam Ducis quàm Comitis sunt roborata testibus & juratis his nobilibus. *Henricus Comes de Kessele, Rogerus de Merheim, Engelbertus de Hoerne, Theodoricus de Hoerne, Theodoricus Advocatus de Hechte, Theodoricus frater ejus*, Wilhelmus Molsen, *Theodoricus de Altena, Alardus de Driele, Walterus Speringh, Gerardus de Wische, Lambertus de Monte, Henricus de Bruele, Egbertus de Malsen, Arnoldus de Orthen, Theodoricus de Alphen.* Nomina ministerialium juratorum. *Engelbertus de O, Franco de Houthem, Theodoricus de Ruremonde, Reynerus de Tegele, Gerardus de Strale, Godefridus Groentnat, Theodoricus Gruten, Wilhelmus Robbe, Stephanus de Pliese, Theodoricus Vastaert, Reynerus Castellanus de Suleken.* Christianus & Rodolphus de Arnhem, *Theodoricus frater Comitis, Arnoldus de Arnhem, Helvinck Felix.* Acta sunt hæc feciliter apud Lovanium anno Domini MCC. III.

(a) Il y a une lacune dans l'Edition d'Aubert le Mire depuis le mot *Megen*, jusques au mot *Eninge* exclusivement. Depuis le mot *jure* jusques au mot *item* exclusivement. Depuis le mot *remittat*, jusques au mot *Insuper* exclusivement. depuis le mot *observabit*, jusques aux mots *ut autem hæc rata*, aussi exclusivement.

ANS de J. C. 1203.

LVII.

ANS de J. C. 1203. COLOGNE ET BRABANT. *Traité de Paix & Alliance entre* ADOLPHE *Archevêque de Cologne &* HENRI *Duc de Brabant, fait en l'année* 1203. Dynter Chron. Duc. Brabant. Lib. IV. pag. 147.

IN nomine Sanctæ & individuæ trinitatis Adolphus divina favente clementia sanctæ Colonienſis Ecclesiæ Archiepiscopus cunctis Christi fidelibus in perpetuum rei gestæ finem consumat oblivio litterarum solet indictus eternari, inde est quod notum facimus presentibus & futuris, quod ab antiquo inter Ecclesiam Colonienſem & Archiepiscopum ex una parte,

ANS de J. C. 1203. parte, & Ducem Lotharingiæ & terram ſuam ex altera parte confederata eſt dilectio & confirmata eſt confœderatio, ut nullæ aliorum hominum amicitiæ vel diſcordiæ poſſent vinculum hujus confœderationis & dilectionis diſſipare. Placuit igitur nobis ex conſilio piorum miniſterialium.... ex una parte & Duce Henrico conſanguineo noſtro & ſuis fidelibus ex alia iſtam dilectionis confœderationem innovare, & tam in nobis quam in ſucceſſoribus noſtris perpetua firmitate corroborare, videlicet ex utraque parte iſtius vinculum confœderationis indiſſolubile in omne ævum permaneret. Henricus Dux Lotharingiæ fide interpoſita fideliter promiſit quod Eccleſiæ Colonienſi & nobis ſpecialiter cum conſilio, cum auxilio contra omnem perſonam ſive laicum ſive clericum totis viribus aſſiſteret, & nulla occaſione vel ſuggeſtione a tuitione Colonienſis Eccleſiæ & noſtro adjutorio diſcederet. Nos autem idem & eadem confirmatione verſa vice mutuamus, ut autem hoc factum ſtabile permaneat & inconvulſam paginam preſentem inde conſcribi & noſtri ſigilli impreſſione & priorum nec non nobilium civium quorum nomina ſubſcripta ſunt dignum duximus roborari: Hujus rei teſtes ſunt, Engelbertus Major Prepoſitus, Udo Major Decanus, Gerardus Zantenſis Prepoſitus, Bruno Bonnenſis Prepoſitus, Theodericus Prepoſitus Sancti Cuniberti, Theodericus Prepoſitus Sancti Andreæ, Theodericus Prepoſitus Sancti Gereonis, Theodericus Prepoſitus Sanctorum Apoſtolorum, Magiſter Oliverus, Bruno de Benſchen, Godefridus Notarius, Otto Comes Gelrenſis, Puer de Clivo, Wilhelmus Comes Juliacenſis, Henricus Comes de Seyne, Gerardus Comes de Are, Lotharius Comes de Hoenſtade, Henricus Comes de Keſſele, Adulphus Comes de Mante, Arnoldus Comes de Altena, Arnoldus Comes de Mercka, Godefridus Comes de Arneberch, Henricus Comes de Tolburch, Otto de Wickerode, Eiverardus de Arberch, Rudgerus de Mechen, Giſelbertus de Breme, Rudgerus Stamule, Hermanus Advocatus Colonienſis, Henricus de Volunſtene, Henricus de Alphein, Hermanus de Alvetre, Otto Camerarius, Henricus de Benſchen, Henricus de Unchterich, Theodericus de Erenpoorte, Joannes Mathias, & alii quam plures, acta ſunt hæc anno 1203.

LVIII.

ANS de J. C. 1203. LORRAINE ET HOLLANDE. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine &* THEODORIC *Comte de Hollande, fait le 3. de Novembre* 1203. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 53.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Ne præſentis ætatis negotia conſumat oblivio, litterarum indiciis ſolent æternari. Notum ſit igitur tam futuris quàm præſentibus hujus paginæ inſpectoribus, quod diſcordia fuerat à multis temporibus inter HENRICUM DUCEM LOTHARINGIÆ & ſuos prædeceſſores, & inter *Theodoricum Comitem Hollandiæ* & ſuos prædeceſſores de terra inter Moſam & Scaldim, de qua eatenus proceſſum eſt, quòd illa diſcordia conſilio hominum utriuſque tali modo ſopita eſt; Comes reſignavit in manus ipſius Ducis oppidum *Dordracenſe* ex utraque parte aquæ, *Dordrechtswaerde*, *Hereswaerde*, *Duſſen*, ac totam terram inter *Stryen* & *Waelwijck*, uſque ad terram Ducis. Hanc quoque terram recepit Comes in feudum à Duce, & factus eſt *homo ſuus ligius*; juravit etiam quod de prædicta terra & in propria perſona, dicto Duci de cetero ſerviet, tanquam *homo ligius* Domino ſuo, contra omnes homines, excepto Imperio, ſicut jus ſuum eſt erga Imperium. Nec hoc detur oblivioni quòd *Dordrecht*, *Dordrechtswaerde*, *Hereswaerde* & *Duſſen*, datum eſt concambium Duci & hæredibus ſuis, pro terra illa quam Dux & ſui prædeceſſores, calumniati ſunt ſuper Comitem & ſuos prædeceſſores ultra verſus Zelandiam. Per hoc quoque remanſerunt & ſopitæ ſunt omnes diſcordiæ, calumniæ & quæſtiones, inter eos. Hæc bona conceſſit Dux Comiti jure Brabantino, ita videlicet quòd nullus hæres inde exhæreditabitur. Similiter Dux juravit, quòd Comitem juvabit contra omnes homines, tànquam hominem ſuum ligium, quamdiu conſilio ſuo acquieſcere, vel juri curiæ ſuæ ſtare voluerit, & hoc excepto Imperio ſicut jus ſuum eſt erga Imperium. Præter hoc dimiſit Comes Duci & hæredibus ſuis, quòd omnes mercatores eorum per terram Comitis tranſeuntes, tam in aquis quàm in terris, manebunt in omni eo jure theoloniorum, quo theolonia fuerunt à principio ſtatuta: idem verò vice verſâ Dux Comiti fecit. Præterea Comes renuntiavit omni juri quod habere ſe dixerat in *Breda*. Inſuper condictum eſt, quòd Comes non retinebit aliquem in terra ſua, qui damnum faciat Duci vel ſuis hæredibus quamprimùm hoc perceperit; & idem Dux obſervabit. Omnes homines meliores Comitis juraverunt, quòd hæc concordia ſtabilis permanebit; ſimiliter homines Ducis. Sane quidquid Duci continget humanitus, Comes & hæredes ſi juvabunt hæredes Ducis conſervare terram, & ligium præſtabunt eis homagium, ut ſupradictum eſt: ſimiliter Dux & ſui hæredes, juvabunt hæredes Comitis, ſi Comes decedat: quòd ſi Comes & Dux moriantur; uxores & hæredes eorum ſibi invicem aſſiſtent & juvamen præſtabunt. Hæc autem ut in poſterum rata permaneant, ſigillorum oppoſitione tam Ducis quàm Comitis ſunt inviolabiliter roborata, teſtibus his. *Theodoricus Trajectenſis Epiſcopus*, *Mathildis Duciſſa*, *Henricus Dux de Limborch*, *Albertus Comes de Daesborg*, *Philippus Comes Namurcenſis*, *Willelmus frater Ducis*, *Henricus de Cuyck*, *Albertus filius ejus*, *Walterus Berthout*, *Godefridus de Scoten*, *Arnoldus de Grimbergen*, *Arnoldus de Dieſt*, *Leonius de Aa*, *Godefridus Caſtellanus de Bruxella*, *Arnoldus de Weſemaele*, *Arnoldus de Waelheim*, *Willelmus Vulpes*, *Walterus Bac.* Hi ſunt homines Comitis: *Rutgerus de Meerhem*, *Hugo de Voern*, *Theodoricus de Altena*, *Gerardus de Horſt*, *Willelmus de Theylingen*, *Simon*, *Joannes & Iſbrandus de Haerlem*, *Albertus Bernardi*, *Walterus de Egmonde*, *Florentius de Welde*, *Philippus de Waſſenaer*, *Arnoldus*, *Henricus & Joannes de Rijswijck*, *Theodoricus de Bockel*, hi etiam & alii quamplures juraverunt. Data ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis MCC. III. tertio Nonas Novembris.

Article concernant les Marchands de Brabant & de Hollande.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Sciant omnes tam præſentes quàm futuri hujus paginæ inſpectores: De mercatoribus HENRICI Ducis Lotharingiæ & THEODORICI Comitis Hollandiæ inter eos eſſe conditum, inviolabiliter obſervandum, quòd mercatores Ducis ejuſdem, tranſeuntes per terram prædicti, Comitis tranſibunt cum eodem jure tam in aquis quàm in terris, quo telonia fuerunt in principio ſuæ conſtitutionis ſtatuta: mercatores verò Comitis per terram Ducis tranſeuntes, tam in terris quàm in aquis per omnia prædicto modo tranſibunt. Item firmiter ſtatutum eſt inter eos, quod ſi quis de terra Comitis credit pecuniam ſuam homini de terra Ducis, non poteſt nec debet & vadium pro eo accipere, niſi priùs illum conveniat in Oppido vel in loco in quo manet, & ſi juſtitia loci fuerit ipſi denegata, vadium accipere poteſt, ſed non alibi niſi ſuper homines loci vel Oppidi ubi juſtitia ei fuerit denegata; ſimili modo obſervabitur per omnia, ſi homines Du-

ANS de J. C. 1204.

cis hominibus Comitis suam crediderint pecuniam. Datum & actum ut suprà.

LIX.

LORRAINE ET GUELDRE.

(a) *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, & le Comte de* GUELDRE, *contenant le mariage de* GERARD *fils du Comte avec* MARGUERITE *fille du Duc.* Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 55.

(a) Ce Traité est sans datte mais on le croit de l'an 1204.

HÆc est Compositio inter Ducem Lotharingiæ & Comitem Gelriæ. Dux dabit filiam suam filio Comitis Gelriæ; si. verò nunc promissa moriatur, proximam ille habebit: idem de filio Comitis dictum est. Debitum paratum quindecies centum marcarum quod Comes debet Duci, & pignus quod Dux tenet à Comite, dabit filiæ suæ in dotem filio Comitis. Cùm filia Ducis ad annos nubiles venerit, Dux dabit cum ea filio Comitis præter prædicta quantum homines Ducis & Comitis consulent quod cum honore poterit dare. Dux reddet Comiti pueros suos, sub tali conditione, quòd Comes dabit Duci ad securitatem & obsidium Archiepiscopum Colonienscm & Ecclesiam Colonienscm, Episcopum Trajectensem & Ecclesiam Trajectensem, *de Los & de Monte Comites*, & præterea homines suos omnes quos dare poterit, quos Dux exegerit & omnes securitates quas poterit, quòd Duci fideliter serviet ut *Homo ligius* de cætero, juxta cartas antiquas, & præterea nova inde si opus est fiet carta. His ita peractis Dux reddet Comiti pueros suos; Dux deponet omnigenam Unitatem de Kempinia, similiter & Comes, & unusquisque suum jus habebit de domo Hese; tam Dux quàm Comes suum jus habebit.

LX.

ANS de J. C. 1204.

EMPIRE ET BRABANT.

Traité entre PHILIPPE *Roi des Romains, &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, par lequel Philippe donne à Henri l'Abbaye de Nivelle &c. à condition que Henri aidera Philippe de tout son pouvoir &c. fait à Coblentz le* 12. *de Novembre* 1204. Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 55.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. PHILIPPUS divinâ favente clementiâ Romanorum Rex semper Augustus. Regalis excellentiæ, provida conspectio, nobilium pariter & magnorum Principum devotionem & præclara consuevit pensari obsequia, & circa eorum augmentum & honoris promotionem, cum omni effectu curam & operam adhibere diligentem. Quapropter ad universorum Imperii fidelium præsentis ætatis & posteritatis successivæ notitiam deduximus proferendum; quod accedens ad præsentiam nostram, sub frequentia Principum apud Confluentiam, dilectus *Consanguineus & Princeps noster* HENRICUS *Illustris Dux Lotharingiæ & Brabantiæ* hominium nobis fecit & de manu nostra recepit, fœudum quod ab Imperio tenere debet. Nosque ut ipse pro exaltatione nostra, operosâ voluntate desudet, & ubique locorum Imperiale commodum procuret, concedimus sibi & legitimis hæredibus suis in rectum fœudum *Abbatiam Nivellensem* cum omni honore & eo jure, quo eam Imperium & nostri antecessores Romani Imperatores & Reges usque ad nostra tempora habuerunt. Insuper concedimus ei & hæredibus suis in feodum civitatem *Trajectensem*, cum omnibus justiciis & appendiciis suis extra civitatem & intra, nec non ibidem Ecclesiam S. Servatii, cum omni integritate & eo jure, quo Patri & Fratri nostro Divis Romanorum Imperatoribus attinebat. *Noviomagum* quoque quod ad nostrum & Imperii Dominium reduximus, ipsi Duci in aliis recompensabimus bonis. Item concessimus ei omne fœudum, quod Patruus suus Comes *Albertus de Dagispurg* de manu nostra & Imperio obtinet; ita quòd ipse Dux post mortem ipsius Comitis, in omnibus bonis sive pactis absque cuiuislibet contradictionis impedimento (si tamen Comes sine hærede discesserit) ei succedat. Hominibus quoque Ducis, Civitatis videlicet, *Orten* quæ nunc Silva dicitur, & Thiele, per totum Imperium in exactione thelonii, eandem habebunt justitiam & libertatem, quam habuerunt temporibus Patris & Fratris nostri; & proinde homines nostri in terra Ducis ab onere exactionis liberi erunt. Insuper Regiâ auctoritate nostrâ statuimus, & memorato Duci concedimus, ut filiæ suæ, si masculum hæredem non habuerit, in fœudis suis liberè ei tamquam masculi succedant. Demum Regiâ benignitate in rectum fœudum concedimus ei annuatim *sexaginta carratas vini*, quarum media pars apud Boperdiam, reliqua pars apud Baldebern in Alsatia tempore vindemiæ ei persolventur. Compromissum est etiam ex parte nostra & ipsius Ducis, quòd omnium amicorum nostrorum fidus erit amicus, & adversariis nostris inimicabitur & nobiscum eos districtè persequetur, nec aliquem manu tenebit; & nos etiam ipsum Ducem in omnibus negotiis suis manutenentes, nulli inimicorum suorum contra eum auxilium vel consilium præstabimus. Ut autem hæc omnia rata semper permaneant & inconvulsa perseverent, hanc paginam exinde conscriptam, sigilli nostri charactere jussimus communiri. Hujus rei testes sunt *Adolphus Colonienſis Archiepiscopus*, *Dithalmus Constantienſis Episcopus*, *Conrardus Spirenſis Episcopus*, *Comes Wilhelmus Juliacenſis*, *Comes Arnoldus de Altenach*, *Comes Otto de Geldere*, *Comes Silvertus de Werda*, *Comes Henricus de* (*Geminoponte*) *Zweybrugge*, *Comes Ernestus de Velseki*, *Otto de Buren*, *Cono de Mintsenberg*, *Henricus Dapifer de Walpurg*, *Henricus de Smalmecki*, *Wernerus & Philippus frater ejus de Boulandia*, *Conrardus puer de Boperdia*, *Reinhardus de Lutre* & alii complures. Item concedimus Duci universa bona constituta ultra Mosam, quæ antea Comes de Loen ab ipso Duce in fœudum acceperat, imperio attinentia. Acta sunt hæc anno Domini MCC. IV. Datum Confluentiæ secundo Id. Novembris indictione septima.

ANS de J. C. 1204.

LXI.

EMPIRE ET BRABANT.

(a) *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains, &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, concernant la Ville de Dusbourg, & autres.* Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 56.

(a) Ce Traité est sans datte; mais il est de la même année que précédent.

PHILIPPUS Dei gratiâ Romanorum Rex semper Augustus omnibus hoc scriptum intuentibus gratiam suam & omne bonum. Universitati vestræ notum fieri volumus, quod die reformatæ pacis inter nos & HENRICUM Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ; ei obligavimus Oppidum nostrum *Dusburg*, cum omni integritate juris & omnibus attinentiis, pro mille & octingentis marcis, ita quod singulis annis inde deducet ad usus suos, ducentas & quinquaginta marcas, & ipse ita liberè in prædicto Oppido Tuitium suum instituet, sic ut plenam & liberam ibi habebit administrationem & præfatam percipiet pecuniam, presente tamen nuntio ejus qui Castro nostro Werde præerit, qui aliam in *Dusburg* non habebit

ANS de J. C. 1204.

bit poteſtatem, ſed quod erit teſtis pecuniæ percipiendæ qui forte ſi ducentis quinquaginta marcis aliquando ſuperexcreverit, hoc in uſus noſtros convertet; ſi fortè aliquando defuerit, Adminiſtrator noſter de Werde de bonis noſtris in Werde illum defectum ſupplebit: ſi autem de memorata pignoris ſorte, tertiam ſive quartam ſeu amplius Duci ſoluamus, pro rata ſortis pactæ partes acceſſionis ducentarum quinquaginta marcarum minuentur. Præterea inter nos eſt conditum, quod nos bonâ fide laborabimus & omni conamine, quod Epiſcopus Metenſis bona quæ apud *S. Trudonem* habet, Duci permutabit, & compenſabit pro aliis bonis ipſi Epiſcopo æquè utilibus, ſicut illa bona ei eſſe conſueverunt. Præterea Duci promiſimus, quod Epiſcopum Leodienſem & Comitem de Los & alios Epiſcopi fautores & coadiutores numquam in gratiam recipiemus, niſi conſilio & voluntate ipſius Ducis. Præterea ipſi Duci promiſimus, quod apud Regem Franciæ elaborabimus & efficiemus, quod ipſe erit in gratia Regis, ita quod Rex in omnibus negotiis ſuis, ei aſſiſtet & propitius & favorabilis erit ei ſuper bonis quæ ab ipſo in fœudum debet habere. Item ſupradicto Duci promiſimus, quod conductum & Advocatiam de Mærſen & Suſcinno cum ſuis appenditiis, quam *Goſuinus de Valckenborg* de prædeceſſoribus noſtris Imperatoribus habuit, ei in fœudum concedemus; ſi tamen idem *Goſuinus* conſenſum adhibeat. Præmiſſis etiam adiecimus, quod *Willelmo Comiti Hollandiæ* ſœuda quæ Pater ſuus & frater ab Imperio tenuerunt, liberè conferre debemus. Promiſimus etiam Duci memorato quod ſi Argent, & Metenſis Epiſcopi & alii, à quibus *Comes Albertus de Dasburg* eſt infœudatus (qui ipſum Ducem omnium bonorum ſuorum hæredem inſtituit) ei fœuda conferre noluerint, nos omni poſſe noſtro & bonâ fide laborabimus, quod hoc effectu mancipetur & ipſi eum infœudent. Ad hæc nos ei polliciti ſumus datâ fide, quod etiam contra omnes adverſarios ſuos ſemper ei aſiſtemus, & in jure ſuo benevolos nos ſemper inveniet; & ipſe vice verſa ſicut Princeps noſter fidelis, fideliter nobis ſerviet & in omnibus obſequioſus exiſtet. Præterea declaravi de contentione, quæ vertitur inter nos & *Comitem Barrenſem*, promiſimus ſtare conſilio Epiſcopi Spirenſis & Comitis de Daesburg & Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ, ut ſi quid inter nos corrigendum fuerit, conſilio ipſorum emendetur. Item Oppidum *Noviomagum* quod Dux poſſidet, per alia bona loco ei competenti compenſabimus, conſilio Archiepiſcopi Colonienſis & Epiſcopi Spirenſis & Comitis de Daesburg & Comitis Juliacenſis, quibus bonis ei collatis, ipſe prædictum Oppidum nobis reſtituet.

LXII.

ANS de J. C. 1204.

BRABANT ET BOULOGNE.

Traité entre HENRI *Duc de Lorraine, &* RAINAULD *Comte de Boulogne, par lequel Henri céde à Rainauld tout le Comté de Boulogne, moyennant une penſion de ſix cens livres; & ils promettent de ſe ſecourir mutuellement, pour recouvrer ce qui appartient à leurs Femmes en Angleterre. Fait à Verneüil au mois de Février* 1204. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 56.

EGO HENRICUS Dux Lotharingiæ, omnibus ad quos litteræ iſtæ pervenerint. Notum fieri volo, quod Ego conſtitutus in præſentia Domini mei Regis Franciæ, REGINALDO Comiti Bolonienſi & hæredibus ſuis, quitavi totum Comitatum Boloniæ, & quidquid rationi uxoris ſuæ ad eundem Comitatum ſpectat citra mare Angliæ: Ita tamen, quod idem Reginaldus Comes Boloniæ & hæredes ſui, mihi & hæredibus meis, ſingulis annis aſſignaverint apud Kales ſexcentas libras Pariſienſis monetæ reddendam medietatem in feſto B. Joannis Baptiſtæ, & alteram medietatem in Natali Domini, per manum Domini Regis Franciæ & hæredum ſuorum, &c. De terra Angliæ, quæ pertinet ad jus uxoris meæ & uxoris Comitis Boloniæ ſic erit; Si idem Comes Boloniæ diſpoſuerit ire in Angliam, cum armis, ad acquirendum jus & hæreditatem uxoris ſuæ & uxoris meæ, niſi ego infra duos menſes, poſtquàm ab ipſo Comite Boloniæ fuero ſubmonitus, cum eo gentes meas miſero competenter in Angliam, vel ego in propria perſona illuc iero cum eo, quidquid idem Comes ibi acquiret ſuum erit proprium: Et vice verſâ, niſi idem Comes, poſtquam infra prædictum ſpatium à me ſubmonitus fuerit, miſerit competenter gentes ſuas mecum in Angliam, vel in propria perſona venerit; quidquid in Anglia acquiram, meum erit proprium. Si autem, ſicut ſuperiùs dictum eſt, ab altero noſtrùm vel ab utroque terra prædicta acquiratur, idem Comes habebit partem ſuam de illa, ratione ſororis primogenitæ ad uſus & conſuetudines Angliæ, & ego ſimiliter partem meam ratione ſororis minoris natu, &c. Actum Vernone anno Domini MCC. IV. menſe Februario.

ANS de J. C. 1204.

LXIII.

(a) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Brabant, & le Comte de* LOS, *par lequel ledit Comte devient Vaſſal dudit Duc.* Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 57.

BRABANT ET LOS.

(a) Cé Traité eſt ſans datte; mais il eſt environ de ce tems-ci. Butkens le met en 1203.

DUx & Comes ſub hac forma compoſuerunt, quòd Comes & uxor ejus omne Allodium quod competit eis ratione & jure hæreditario in tota Hollandia, in manus Ducis reſignabunt, & idem Allodium à Duce in feodum recipient cum omni integritate, excepta Domo de *Leyden* & *Caſtellaria*: Attamen ſi Dux omnia feoda quæ ipſe Comes tenet de quibuſcumque Dominis, ab eis recuperare & obtinere poteſt, Comes ea de manu Ducis in feodum recipiet, & ipſe Comes bonâ fide laborabit, quòd Domini ea Duci concedant. Item Caſtrum de *Calmont*, de quo Comes uxorem ſuam A. dotavit, tam ipſe quàm uxor ejus Duci reſignabunt & ab eo in feodum recipient, & præterea redditus annuatim centum marcas valentes Duci cum Caſtro aſſignabunt, & ab eo recipient in feodum, præter ducentas quas diu antè in Allodio *Herdene* aſſignaverat Comes Duci. Præterea ſi Comes aliqua feoda alicui contulit, quæ de jure ab Imperio tenere debebat, ſi Imperium ea recuperare de jure poteſt, Dux ab Imperio & Comes ea de Duce recipiet. Item Comes promiſit, quòd concordiam illam quæ inter eum & Dominum Willelmum eſt ordinata, conſilio Ducis & Rotgeri de Merehem & eorum quos ipſi aſſument obſervabit & firmiter ſtabiliet: ſi verò prædictus Willelmus concordiam prædictam conſilio Ducis & Rotgeri de Merehem & eorum quos ipſi aſſument obſervare renuerit, Dux Comiti aſſiſtet, tanquam in propriis negotiis, quoad quidem eum inviolabiliter obſervet. Similiter ubicumque Comes jus ſuum monſtrare poterit, Dux ei tanquam in propriis fideliter negotiis aſſiſtet, præter hoc Dux aſſumet tres de ſuis hominibus, & Comes de Los tres de ſuis, ad dandam de ſua pecunia conſilio prædictorum ſex; qui ſex ſi aliqua poterunt adinvenire, ad confirmationem ampliorem inter Ducem & Comitem, Dux & Comes eorum ſtabunt conſilio. Ad hæc conditum eſt, quòd Comes *ligius homo* Ducis erit, contra omnes homines, excepto Imperio & Leodienſi Epiſcopo; ſi tamen Epiſcopus & Eccleſia Leodienſis injuſtè

ANS de J. C. 1204. ſtè Ducem gravare attentarent, Comes eos monere deberet, ut ab injuſto gravamine ejus ceſſarent; quod ſi ceſſare nollent, Comes Duci ſicut ligio Domino ſuo & pari ſuo aſſiſtet.

LXIV.

ANS de J. C. 1206. BRABANT ET LOS. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine &* LOUIS *Comte de Los, par lequel le Comte céde au Duc le Château de Chaumont &c. Fait l'an* 1206. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 58.

SCiant omnes tam futuri quàm præſentes præſens ſcriptum intuentes, quòd ad confirmationem dilectionis & ſecuritatis *Ludouicus Comes de Los* Caſtrum de *Chalmunt*, quod ſuum erat Allodium, in manus HENRICI Ducis Lotharingiæ reſignavit & illud in feodum ab eo recepit; præterea in univerſo allodio de *Herdenen* & in villis præfato Caſtro attinentibus, ſingulis annis trecentas marcas ei aſſignavit, quas ſimiliter de manu Ducis liberè ſuſcepit, tali conditione interpoſita; quòd ſi memoratum Comitem ſine liberis decedere contigerit, ad propinquiorem ejus hæredem feuda ipſa ſine contradictione devoluentur. Sæpedictus etiam Comes ipſi Duci contra omnes homines excepta Leodienſi Eccleſia legietatem fecit, quod etiam hæredes Comites Duci & ſuis hæredibus facere tenentur; quæ tamen Eccleſia ſi Duci in aliqua vellet injuriari, ipſe Comes partes ſuas interponens, in hoc caſu ſicut Domino & Patri ſuo ei facere debet: Et Dux vice versâ Comiti ſimiliter facere tenetur. Et ut hæc quæ prænotata ſunt, in poſterum rata & inconvulſa permaneant, Comes decem de hominibus ſuis ſubnotatis, cum feodis ſuis Duci in Hoſtagium dedit, ut ſi fortè ipſe vel hæredes ejus iſta infringere attemptaverint, ipſi tamdiu Duci contra Comitem vel hæredes ipſius ſervient, donec eum ad ſatisfactionem reduxerint: ſimiliter Dux Comiti decem de ſuis hominibus in Hoſtagium dedit. Hi ſunt obſides Comitis *Rotgerus de Merehem*, *Theodoricus de Altena*, *Otto de Bornen*, *Willelmus de Petershem*, *Arnoldus & Hermannus frater ejus de Elſlo*, *Robertus de Berle*, *Raſo de Curtheraco*, *Willelmus de Gothem*, *Theodoricus Caſtellanus de Los*. Hi ſunt obſides Ducis; *Godefridus de Scoten*, *Arnoldus de Dieſt*, *Gerardus de Grimberge*, *Gerardus de Facia*, *Godefridus Caſtellanus de Bruxella*, *Arnoldus de Walheim*, *Arnoldus de Weſemale*, *Arnoldus Seneſcallus*, *Goſuinus de Heverla*, *Robertus de Thenis*. Acta ſunt hæc anno Verbi Incernati MCC. VI. ſub teſtimonio ſupraſcriptorum virorum.

LXV.

BRABANT ET LOS. (a) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant &* LOUIS *Comte de Los.* Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 58.

(a) Ce Traité eſt ſans datte; mais il eſt du même tems que le précédent.

HÆc eſt Compoſitio inter Ducem & *Comitem de Los*. Comes renuntiabit omni querelæ quam versùs Trajectenſes habuit, cum omnibus villis & appenditiis, quæ ſpectant ad Trajectum; videlicet *Volne*, *Montenake*, *Wilre*, *Linculne*, & ſi quæ ſunt aliæ villæ. Querelæ quam habet versùs Rutte Comes renuntiabit, excepta Advocatiâ. Pactum quod Dux habet in S. Trudone, reddet Epiſcopo Metenſi; & cum Comes benè fuerit cum Duce, Dux juvabit Comitem quod Epiſcopus ei concedat, ſi juvare poteſt cum voluntate Epiſcopi Metenſis: ſed Epiſcopus habebit bona ſua & pactum ſuum liberè. Præter hoc habebit Comes à Duce in feodum Advocatiam S. Trudonis; & omnia quæ Comes cum filia Ducis acceperat in feodum, à Duce tenebit & *ligius homo ſuus erit* contra omnes homines, excepto Epiſcopo Leodienſi; & etiam contra Epiſcopum juvabit Comes Ducem, ſi Epiſcopus guerram movere voluerit Duci pro ſua voluntate injuſtè. Item Dux præfiget *Comiti de Los* diem, ad quem Comes indubitanter veniet & Dux de Limbourg ſi voluerit; ſed quidquid ei ſententiarum fuerit vel factum, prædicta bona tenebit Comes à Duce, & propter hoc de Allodio ſuo quod ducentas valet marcas annuatim, Comes aſſignabit Duci, & à Duce tenebit. Cùm Dux & Comes fuerint Compoſiti, Dux bonâ fide juvabit, quòd *Comes de Los* & Dominus *Willelmus de Hollandia* componantur; ſi verò Dux hoc juvare non poterit, Dux utrique diem præfiget & *Comiti de Los* faciet quod homines dixerint quod de jure tenetur facere.

ANS de J. C. 1206.

LXVI.

ANS de J. C. 1206. BOURGOGNE ET LANGRES. *Convention paſſée entre* EUDES *Duc de Bourgogne, &* l'*Evêque de* LANGRES, *pour leurs droits de Seigneurie dans la Ville de Châtillon ſur Seine, & pour la juſtice entre leurs Sujets. Fait en l'annee.* 1206. Etienne Perard. Recuëil de plusieurs Piéces ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 297.

EGo *Odo Dux Burgundiæ*, notum facio omnibus tam præſentibus quàm futuris, quòd cuſtumiæ *Caſtellionis* taliter ſunt, inter me & Epiſcopum Lingonenſem; videlicet, ſi aliquis, cujuſcumque dominationis homo, aliquod magnum forefactum fecerit ad conſiderationem Domini Lingonenſis Epiſcopi & Domini Ducis Burgundiæ, deducitur & tractatur. Omnia namque magna forefacta communiter ad Dominum Epiſcopum & ad me ſpectant, ſicuti multra, homicidia, furta, adulteria, violenti concubitus fœminarum, falſæ menſuræ, edicti communis contemptus & fractio, caſus in bello campeſtri, & in judiciis deprehentio. Juſticia autem aliorum hominum eſt inter me & Epiſcopum Lingonenſem, nec Præpoſitus Caſtellionis poteſt taxare forefactum ſine Villico ejuſdem villæ, nec Villicus ſine Præpoſito. Si verò aliquis homo captus habeatur pro aliquo forefacto quod commune ſit, Præpoſitus non poteſt illum hominem liberare ſine Villico, nec Villicus ſine Præpoſito, nec in eo juſticiam exercere. Licet Præpoſito juſticiam exercere in homines Ducis ſine Villico, & Villico liberè in homines Epiſcopi ſine Præpoſito. Si homines Epiſcopi aliquod fecerint forefactum, Præpoſitus non poteſt manum ponere in ipſos, niſi per clamorem Villici, nec Villicus in homines meos, niſi per clamorem Præpoſiti. Medietas vantæ Cuſtels eſt Epiſcopi, altera medietas eſt mea. Similiter medietas omnium magnorum forefactorum eſt Epiſcopi, altera medietas eſt mea. Omnes curvatæ Caſtellionis ſunt Epiſcopi. Quicumque verò habet aratrum apud Caſtellionem, etiamſi haberem, debet Epiſcopo curvatam. Omnes illi qui in manſis Epiſcopi qui debent caponem, manent vel manere voluerint, debent ſemel in anno Epiſcopo placitum generale. Epiſcopus quòlibet anno tres habet Bannos infra Caſtellionem, quorum quilibet durat tantùm per tres ſeptimanas: ego verò duos quorum uterque durat tantùm per quindecim dies..... forefactum Bannorum, tam Epiſcopi quàm mei, omnia communia ſunt Epiſcopo & michi. Clerici, milites, ſergenti qui panem capiunt, in curiis apud Caſtellianum non cogentur tenere illud Bannum. Cuilibet etiam integrum modium vini vel ampliùs per hæc edicta vende-

re

ANS de J. C. 1206.

re vel emere non negatur. Ego non possum elevare novas costumias ad Castellionum, vel infra Banni leugam Castellionis, sine Episcopo, nec Episcopus sine me. Super illas costumias, quas prædecessores nostri habuerunt, *Hugo* antecessor meus non potuit firmare Castellionem sine assensu Lingonensis Episcopi. Unum pactum est inter Episcopos, quod quoniam Dux Burgundiæ debet accipere feodum Castellionis ab Episcopo, jurare tenetur & assecurare, & facere milites & servientes suos de Castellione jurare, quod manum non ponent in rebus quas habeat Episcopus infra Castellionum & in appenditiis Castellionis, nec in hominum suorum corpora, qualiscumque inter ipsos oriatur discordia. Statutum est etiam, quod ego nichil possum capere in homine Episcopi Lingonensis, manente Castellione vel in Castellaria, præter mulierem meam, dum pueri manebunt cum patre, existentes de manu, pastu, & familia patris. Ipse Episcopus similiter nichil potest capere in homine meo, præter mulierem suam, dum pueri manebunt cum patre, existentes de manu, pastu, & familia patris. Præterea si qui homines manserint infra ambitum duarum portarum de *Chaumonte*, si nullam in alia parte villæ remanentiam habuerint, ibi solummodo mei erunt, dum non sint homines proprii Episcopi, aut de casamentis sitis de *Barro supra Secanam*, de *Charemaco*, & de Castellaria ejus. Et isti quidem, si Castellione venerint mansuri, sive super Episcopum, sive super me solius Episcopi erunt..... Omnes qui Castellione retinebuntur mansuri, in quacumque parte Castellionis terræ extra ambitum duarum portarum de Chamonte, cujuscumque sit Episcopi, sive mea, omnes erunt Episcopo & michi communes, & tenementum commune; exceptis illis qui de tribus Abbatiis venerint, Flavignensis, Dernensis monasterii, Pulteriarum: qui omnes sunt mei. Si verò eos qui communes facti sunt Episcopo & michi, retro abire contigerit, fondus terræ remanebit in Dominio ejus cujus prius sint. Homines verò hujus communiæ si utriuslibet mulieres duxerint, licitè eas habebunt, nec Dux, nec Episcopus eas sequatur, sed potiùs communes erunt Duci & Episcopo, & earum liberi, sicut & viri earum. Medietas terræ illius quæ extra fossaria est, de *Chamonte* usque ad viam quæ est ante domum leprosorum, quæ vadit ad *Ampilleium*, est Episcopi, & de censu & justitia: à via verò illa usque ad stagnum de *Murmont*, & quantum finagium de Marmont..... tertiam partem habet Episcopus. Ego teneo de Episcopo, quicquid ad *Castellonium* habeo & in Castellaria, & omnia feoda Capellionis, qui milites tenent de me, & pro istis feodis sum homo ligius, post Regem, Domini Lingonensis Episcopi. Si discordia oriatur inter me & Episcopum, de negotiis Castellionis, quæ veniat ad causam, ego, sive Episcopus, vel nostri vicarii, pro causis agendis debemus convenire ad Perron de Maul Consoil, vel in claustro Canonicorum, & ego vel meus vicarius, medietatem militum meorum de casatis, qui pertinent ad Castellionem, ad consulendum Episcopo tenemur impartiri; qui ipsum Episcopum, tanquam si essent sui homines, adjuvare in illa causa, & eidem fideliter sine offensa Ducis tenentur consulere. Si verò causa durat usque ad juditium, juditium est Episcopi, & illud in domo sua de Castellione, si ei placuerit, poterit tractare. Episcopus etiam, movens guerram adversùs alium quàm adversùs me, potest guerrare de Burgo & de Castro, sicut & ego, & teneor adjuvare eumdem Episcopum de feodo suo, bona fide, tanquam Dominum meum Lingonensem, post Regem. Victos etiam suos, quos vulgo prisios vocant, potest Episcopus, vel ejus vicarius, mittere in turre Castellionis, quandocumque voluerit, sed homines mei illos custodient bona fide tanquam meos. Custodes etiam portarum de castro Castellionis, debent facere Episcopo fidelitatem. Præterea liberi homines utriusque Domini tutelæ submissi, ad nullam tenentur exire expeditionem, vel etiam equitatem, nisi edicti clamatio ex parte Domini præcedat utriusque. Immunes debent esse ab omni taillia & exactione. Commendisias suas tenentur persolvere, & amborum succumbere justiciæ Dominorum. Homines verò Canonicorum & militum, parere tenentur edicto communiter exclamato, cujus transgressionis satisfactio Dominum spectat ad utrumque; & si dictorum Canonicorum vel militum hominem quencumque, Episcopi seu Ducis satellitum aliquis in mellea deprehendat, coram Præposito vel Majore tenetur accedere ad justiciam exequendam; sed nisi sit in mellea, capiatur. Nemo manum ponere in illum debet..... sed ad Dominum illius, vim vel injuriam passus tenetur accedere, & de adversario suo jus vel justiciam postulare. Milites Castellionis sunt homines Ducis, & Dux est homo Domini Lingonensis. Spargicia Castellionis communis est duobus Dominis. Similiter & pastura, de qua Episcopi habent unum obolum pro una quaque bidente, in uno anno: sed nichil accipiunt in alio subsequenti. Custodes segetum, custodes omnium, non nisi per eorum vel sergentorum suorum licentiam custodiuntur: hoc excepto, quod quilibet absque Dominorum licentia propriis ovibus apponere custodiam permittitur, & alienis prohibetur. Præterea, tam Dominus Lingonensis quàm Dominus Dux, apud Castellionem venientes, si rebus venalibus villæ credenciam quærant, non debent cogi nisi super eorum vadia venditores accedere illis, sed eorum vadia tenentur accipere, & ea per annum & diem reservare, sic & casatorum vadia in rebus venalibus & apertis tenentur accipi, & per spatium septem noctium custodiri. Si quis autem iratus Domino suo, villam fugiat aut relinquat, casatorum villæ cuilibet licet eum reducere, & coram Domino suo salvo conducere: & si tunc eum Domino suo concordare nequeat, recedentem illum licitè potest usque ad locum conducere salvum per iter & securum. Alienigena quisquam, si in villa manere veniat, nulli Domino, donec ipse voluerit, compellitur famulari, & si foresactum incurrat aliquod, amborum tenetur exequi justiciam Dominorum, donec alicui Domino se commendet; nec eidem liberum villæ forum conceditur, donec per annum & diem in illa fecerit mantionem: & si tunc demum velit forum requirere, & annalia villæ ritus executus fuerit, sibi villæ forum conceditur, in hunc modum, quòd Præposito sextarium vini, & Majori sextarium, & duobus villæ vantariis, pro rei laudatione & concessione, duos denarios tenetur exhibere. Duobus etiam Dominis, pro rei recognitione, die festo sancti Martini debet unum solvere denarium annuatin. Hæc autem fori libertas semel acquisita, licitè potest in perpetuum hæredibus erogari. Quilibet homo panem faciens ad vendendum apud Castellionem, duobus debet Dominis annuatin decem & octo denarios, ad festum sancti Remigii reddendos. Nemo lisa venalia apud Castellionem facere potest, nisi de licentia Dominorum. Præterea statutum est, quod nullæ aliæ monetæ currant apud Castellionem, præterquam Divionensem & Lingonensem, ad scambitum, secundùm valorem eorum. Quæ omnia, ut rata habeantur & inconcussa, præsentem cartam sigilli mei munimine roboravi. Actum anno gratiæ millesimo ducentesimo sexto.

ANS de J. C. 1206.

LXVII.

ANS de J. C. 1206. LORRAINE ET GUELDRE. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, & Otto Comte de Gueldre, contenant le mariage de* GERARD *fils du Comte, avec* MARGUERITE *fille du Duc. Fait à Louvain en* 1206. Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 58.

HENRICUS DUX LOTHARINGIÆ & *Otto Comes Gelriæ* convenerunt super matrimonio contrahendo inter *Gerardum* filium Comitis & *Margaretam* filiam Ducis. Quod cùm *Margareta* ad tempus nubile pervenerit & *Gerardus* filius Comitis eam carnaliter cognoverit, Dux de bonis suis assignabit prout suum decet honorem: Comes dabit filio suo terram à *Caldekirchem* superiùs & Allodium de *Rothe*, &c. Testes *Comes de Dalem, Albertus de Cuych, Terricus de Millen, Ludolfus & Gerhard de Straelen, Godefridus Dapifer, Godefridus de Wachtend, Arnoldus de Arnhem, Terricus Bosthort, Helmwyn. de Sutfene, Gerhart de Wipele, Godefridus Kantart, Theodoricus frater Comitis.* Acta sunt apud Lovanium anno MCC. VI.

LXVIII.

ANS de J. C. 1207. EMPIRE ET BRABANT. *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains, &* HENRI *Duc de Brabant, contenant le mariage de* HENRI *fils du Duc avec* MARIE *seconde Fille du Roi des Romains. Fait à Gueylenhusen, le 9. de Février.* 1207. Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 59.

ANno Dominicæ Incarnationis MCC. VII. quinto Idus Februarii indictione decimâ, Acta fuerunt hæc apud Geilenhusen quæ inferiùs sunt annotata. Dominus Philippus gloriosissimus Romanorum Rex semper Augustus (*a*) unam de filiabus suis dedit in matrimonio filio Ducis Brabantiæ, & illa filia succedet in hæreditatem paternam, cum aliis filiabus Domini Regis, secundùm jus & consuetudinem Theutoniæ: & ipse Dominus Rex illam filiam assignabit ipsi Duci Brabantiæ, apud Sinsich quartodecimo die post Pentecostes, vel suis nunciis videlicet *Comiti Gelriæ, Comiti Juliacensi, Comiti Hohenstaden.* Et ut ipse Dominus Rex hæc omnia operis executione adimpleat datâ fide promisit. Illud etiam data fide promisit Conrardus Spirensis Episcopus, juraverunt quoque in animam Domini Regis, Cuno de Minzimberch, Henricus Marescalcus de Kallintin; & adhuc alii ministeriales Domini Regis, simili modo jurabunt. Ceterùm Dux Brabantiæ dabit in dotem filiæ Domini Regis, redditus valentes annuatim mille marcas; & si contingat filiam Domini Regis mori antequam fiat carnalis conjunctio inter eam & ipsum filium Ducis Brabantiæ, Dominus Rex loco illius, dabit aliam de filiabus suis prædicto filio Ducis in matrimonio, si quam tunc habuerit liberam & absolutam: si autem contigerit mori filium Ducis Brabantiæ similiter ante carnalem commixtionem, si ipse Dux Brabantiæ tunc alium filium habuerit, prædicta filia Domini Regis, vel alia, si quam habuerit, illi filio Ducis Brabantiæ matrimonialiter copulabitur. Item si contigerit quòd inter jam dictas personas, videlicet filiam Domini Regis & filium Ducis Brabantiæ, carnale commercium intervenerit; si tunc filium Ducis mori contigerit, sine prole, ipsa filia Domini Regi omnibus diebus suis, tenebit ad usum suum illa bona, videlicet redditus mille marcarum; quos ipse Dux Brabantiæ in dotem sibi assignaverit, postmodum cùm mortua fuerit filia Domini Regis; jam dicta bona ad Ducem Brabantiæ, si tunc vixerit, vel si tunc mortuus est, ad ejus legitimos hæredes revertentur. Item si contigerit mori filium Ducis Brabantiæ ante carnis copulam, & si ipse tunc alium non habuerit, ipse Dux Brabantiæ Domino Regi filiam suam restituet, ipse etiam rehabebit illa bona quæ in dotem filiæ Regis dederat. Si autem Deo dante contigerit, ut jam dictæ personæ, videlicet filia Domini Regis & filius Ducis, prolem habuerint, cunctis mortuis illa proles, sicut justum est, in legitimam parentum succedet hæreditatem. Et sicut Dominus Rex data fide hæc se servaturum promisit & pro eo in animam suam juratum est: ita Dux Brabantiæ pro se ipso, se hoc servaturum promisit data fide, & insuper juramento confirmavit: uxor quoque Domina Ducissa idem se servaturam promittet data fide & jurabit; jurabunt illud idem ministeriales sui & suæ civitates.

(*a*) C'étoit la puînée nommée *Marie*. L'Ainée venoit d'être mariée à Otheare Roi de Bohême, le Roi des Romains s'étant fortifié par ces alliances contre Othon son Competiteur à l'Empire. Mais il ne joüit pas longtems du fruit de ces précautions, ayant été tué le 21. Juin 1208. par Othon de Wittelsbach Comte Palatin.

ANS de J. C. 1207.

LXIX.

Renouvellement d'alliance entre THEODORIC *Archevêque de Cologne, &* HENRI *Duc de Brabant. Fait en l'année* 1208. Aubert le Mire Donationum Belgicar. Lib. I. Cap. LXXXV. pag. 278.

ANS de J. C. 1208. COLOGNE ET BRABANT.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis. THEODORICUS, Dei gratia, sanctæ Colonienſis Ecclesiæ Archiepiscopus, cunctis Christi fidelibus in perpetuum. Notum facimus præsentibus & futuris, quòd ab antiquo inter Ecclesiam Colonienſem & Archiepiscopum ex una parte, & Ducem Lotharingiæ & terram suam ex altera, confœderata est dilectio, & confirmata confœderatio, ut nulli aliorum hominum amicitia vel discordiæ possent vinculum hujus confœderationis & dilectionis dissipare.

Placuit igitur nobis, ex consilio priorum, nobilium, ministerialium, burgensium nostrorum ex una parte, & HENRICO Duci & fidelibus suis ex alia, istam dilectionis confœderationem innovare, & tam in nobis, quàm in nostris successoribus firmitate perpetua roborare; unde ex utraque parte istud vinculum confœderationis indissolubile in ævum permaneat.

Henricus Dux Lotharingiæ, fide interposita firmiter ac fideliter promisit, quòd Ecclesiæ Colonienſi & nobis specialiter omni consilio & auxilio, in juris sui conservatione, contra omnem personam, totis viribus assistet, & nulla occasione vel suggestione à tuitione Ecclesiæ Colonienſis, & nostro adjutorio discedet. Nos autem idem & eadem confirmatione, versa vice, fide interposita, quod prius juramento fuit confirmatum, Duci Henrico innovamus.

Ut autem hoc factum stabile & inconvulsum permaneat, præsentem paginam inde conscribi, & nostri sigilli impressione, priorum nec non & nobilium civium, quorum nomina subscripta sunt, dignum duximus confirmari. Hujus rei sunt testes.

Engelbertus Præpositus major, Conradus major Decanus,
Tirricus Præpositus S. Gereonis, Oliverius Scholasticus major,
Gerardus Comes Gelrensis, Tirricus Comes de Clivio,
Wilhelmus Comes Juliacensis, Henricus Comes de Seyna,
Comes Adolphus de Monte, Georgius Comes de Wiede,
Henricus Comes de Kessele, Rutgerus de Merch,

Otto

ANS de J. C. 1208.

Otto de Wickerode, Galeramus, & Henricus fratres miniſteriales, Hermannus Advocatus, Godefridus Camerarius, Tirricus de Roſlaer, Franco Pincerna, Wilhelmus Salline, cives; Gerardus Saphirus, Joannes de Rintgare, Apollonius Clenegedane, Engebrandus de S. Columba, Richolfus Perfuſus, Hermannus Grim, & alii complures.

Acta ſunt hæc anno Incarnationis Dominicæ milleſimo ducenteſimo octavo.

LXX.

ANS de J.C. 1208. COLOGNE ET BRABANT.

Renouvellement d'alliance entre THEODORIC *Archevêque de Cologne & le Duc de* BRABANT. *Fait en* 1208. Aubert le Mire. Notitia Eccleſiarum Belgii. Cap. CXCIII. pag. 536.

THeodoricus ſanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiſcopus notum facimus, quòd ab antiquo inter Eccleſiam Colonienſem & Archiepiſcopum ex una parte, & Ducem Lotharingiæ & terram ſuam ex altera, confœderata eſt dilectio & confirmata confœderatio. Placuit igitur nobis, ex conſilio priorum, nobilium, miniſterialium & burgenſium noſtrorum ex una parte, & Henrico Duci & fidelibus ſuis ex alia, iſtam dilectionis confœderationem innovare, & firmitate perpetua roborare. Hujus rei ſunt teſtes, Engelbertus Præpoſitus major, Conradus major Decanus, Tirricus Præpoſitus S. Gereonis, Oliverius Scholaſticus major, Gerardus Comes Gelrenſis, Tirricus Comes de Clivio, Wilhelmus Comes Juliacenſis, Henricus Comes de Seyna, Comes Adolphus de Monte, Georgius Comes de Wiede, Henricus Comes de Keſſele, Rutgerus de Merch, Otto de Wickerode, Galeramus & Henricus fratres, Miniſteriales, Hermannus Advocatus, Godefridus Camerarius, Tirricus de Roſlaer, Franco Pincerna, Wilhelmus Salline, & alii complures. Acta ſunt hæc anno M. CC. VIII.

LXXI.

ANS de J.C. 1209. NAMUR ET BRABANT.

Hommage prêté par PHILIPPE *Marquis de Namur à* HENRI I. *Duc de Brabant pour la Terre d'Aloſt. A Louvain l'an* 1209. Aubert le Mire. Donationum Belgicarum Tom. I. Cap. LXXXVI. pag. 180.

EGo Philippus Marchio Namurcenſis notum facio univerſis, præſentibus pariter & futuris, quòd cùm poſt mortem cariſſimi avunculi mei piæ recordationis Philippi illuſtris Comitis Flandriæ, Comitis Hannonienſis, Balduinus pater meus, & mater mea Margareta, dum Philippi ſoror, ratione ſanguinis, terram Flandrenſem hereditario jure adepti eſſent, illuſtris Princeps Henricus Dux Lotharingiæ, ut decuit, prætaxatos, patrem meum ſcilicet & matrem meam, decenter ſubmonuit, ut ipſi de terra Aloſt facerent homagium, ſicut jus ſuum exigebat.

Prænominati verò pater meus & mater mea, de ſua voluntate, conſentiente & approbante eorum filio primogenito Balduino, fratre meo, Conſtantinopolitano Imperatore, poſt modùm Flandriæ & Hannoniæ Comite, me, qui poſt primogenitum major natu inter filios eorum exiſtebam, præfato Duci ad ſupradictum faciendum obtulerunt. Ipſe verò Dux de tota terra Aloſt, & de ejus appendiciis omnibus & juſtitiis, quæ protendunt à ponte Gandavi, qui dicitur pons Brabantinus, uſque ad pontem de Aldenarde, hominibus ſuis aſtantibus, me legitimè feudavit, & ego de præfata terra & appendiciis omnibus & juſtitiis præfato Duci feci homagium ligium. ANS de J. C. 1209.

Quod ut ratum & inconvulſum permaneat, ſigilli mei appenſione communivi. Datum Lovanii, die Martis ante feſtum S. Andreæ Apoſtoli, anno milleſimo ducenteſimo nono.

LXXII.

ANS de J. C. 1209. BRABANT ET MONS.

Traité entre HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, & l'Egliſe de* SAINT WALTRUDE *de Mons, touchant la Ville d'Herentals, près d'Anvers. Fait au mois d'Octobre de l'an.* 1209. Aubert le Mire Diplomata Belgica. Lib. I. Cap. LXXI. pag. 159.

EUſtathius Præpoſitus, Hawidis Decana, & totum Capitulum S. Waldetrudis in Montibus, univerſis Chriſti fidelibus, tam præſentibus quàm futuris in perpetuum.

Notum & certum univerſitatis veſtræ facimus diſcretioni, quòd cùm Princeps Illuſtris Henricus Dux Lotharingiæ, & Marchio Antuerpiæ, in territorio & poteſtate de Herentals, burgeſiam novam conſtrueret, & nos inde reclamationes & querimonias faceremus, ipſe Dux jam dictus, bono ductus ſpiritu, pro ſui & dilectæ conjugis ſuæ Machtildis; nobilis Duciſſæ, animarum remedio benignè nobiſcum pacem firmam iniit & concordiam.

Compoſitum quidem eſt de benigno & communi ſui & noſtri conſenſu, quòd ſalvis & retentis nobis cenſibus & reditibus noſtris, & decimis, (*a*) Villicoque noſtro eum Scabinis & jure manſionariorum noſtrorum ac hereditariorum, tam in Villa Herentals, quàm campis, aquâ, molendinis, & nemoribus, ſicut ea tenebamus, antequam prædicta burgeſia conſtrueretur, eadem burgeſia, tam conſtructa & conſtituta, quàm in poſterum conſtruenda & conſtituenda, omneſque vaſtinæ, quæ terræ ſilveſtres dicuntur, totius alodii & poteſtatis de Herentals, ipſi Duci & nobis communes permaneant.

(*a*) C'eſt-à-dire le Chef de la juſtice.

Ita tamen, quòd totius burgeſiæ præfatæ, tam ſtatutæ & conſtructæ, quàm in poſterum ſtatuendæ & conſtruendæ, tam in reditibus, quàm aliis proventibus medietas cedat in partem noſtram, perpetuò per Villicum aut miniſtrum noſtrum cuſtodienda & percipienda, alia verò medietas in partem prædicti Ducis deveniat, perpetuò per Villicum & miniſtrum ſuum cuſtodienda & percipienda.

Similiter de vaſtinis prædictis, quæ terræ ſilveſtres dicuntur, ad ſuam & noſtram communitatem pertinentibus, nihil alicui conferri aut concedi poteſt, niſi communi & concordi Villici ſui & Villici noſtri conſenſu, & Scabinorum noſtrorum & ſuorum, & niſi obſervato ſuo aut noſtro communi & meliori commodo, in quibus nos, tam in reditibus quàm cenſibus, & ſervitiis & denariis medietatem habeamus. Dux verò aliam medietatem habeat, præter decimas burgeſiæ & vaſtinarum, omnes ad noſtram proprietatem pertinentes.

Villicus ipſius Ducis, & Villicus noſter, & Scabini burgeſiæ communem Duci & nobis ſemper tenentur exhibere fidelitatem. De omnibus autem prædictis, quæ infra alodium & poteſtatem de Herentals ſibi retinuit, non liceat ſibi aut alicui ſucceſſori ſuo, aliquid alicui dare aut vendere vel invadiare, ſeu in feodum aut beneficium vel cenſum concedere, vel in eleemoſynam conferre, niſi nobis & Eccleſiæ S. Waldetrudis, ſed ea ſemper ad manum ſuam & proprietatem retinere debet is qui Ducatum Lotharingiæ poſſidebit. In prædictis quippe alta juſtitia ſatisdicto Duci, ſuiſque ſucceſſoribus tota ſine participatione remaneat.

ANS de J. C. 1209. Ut hæc autem rata habeantur, & inviolata permaneant, scripti præsentis annotatione & sigilli nostri appensione eadem approbamus plenius, & confirmamus. Testes:

Gillebertus Præpositus S. Germani Montensis.
Nicolaus Nacha, Romondus.
Wilhelmus Everam.
Walterus Gervasii.
Ludovicus, & alii Canonici B. Waldetrudis.
Machtildis & Agnes de Fontaines.
Gela de Hormetis.
Maria & Bertha & Jacquelina de Quarigum.
Bessela de Louwis.
Petronilla de Ladusa.
Aleidis de Goy.
Elisabeth & Clarissia de S. Simphoriano, & aliæ Dominæ Montensis Ecclesiæ.

Actum anno verbi incarnati millesimo ducentesimo nono, mense Octobri.

LXXIII.

ANS de J. C. 1210. NEVERS ET BOURGOGNE. *Accord entre* HERVE' *Comte de Nevers, &* EUDE *Duc de Bourgogne, contenant l'échange de quelques terres & Seigneuries. Fait à Vezelai, l'an* 1210 Etienne Perard. Recuëil des Pieces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 309.

EGO HERVEUS *Comes Nivernensis*, notum fieri volo universis præsentes litteras inspecturis; quòd consentiente M..... Comitissa Nivernensi, uxore mea, quittavi reverendo Domino meo ODONI *Duci Burgundiæ*, Castrum de Grignon, cum appendiciis suis, propter terram quam mi acquittavit & dedit. Acquittavit enim michi totam terram, quam dominus *Radulphus de Exolduno* tenebat de me, excepto feodo de Monte Falcone. Præterea dedit michi Rubeum Montem, cum pertinentiis suis, & Asnerias, cum appendiciis suis. Et propter commutationem Rubei Montis, dedit *Androino* terram de Liervais, quam matertera sua tenebat de Yelent, quam *Petrus de Amancia* tenebat, & feodum de Rupe, scilicet Burgum sancti Albani, & quicquid habet *G. de Rupe* in plano & nemoribus extra Lesaierum, & feodum de Aligans, & feodum quod *Renaudus de Edua* tenebat apud Yelent. Nec ego, nec Dux, possumus retinere homines Andreæ commorantes in terra hujus commutationis. Præterea donavit trecentas libras Viennenses pro Liervais firmandis, & Andreas poterit firmare domum de Yelent, & domum de Allen, quam ego firmare cœpi, poterit firmare quam fortem voluerit. Dedit etiam mi dominium, Gardam, & feodum Lamiæ, & quicquid ibi habebat, & ego possum ibidem firmare. Et si ego vel hæredes mei eglisellas firmare voluerimus, nec Dux, nec hæredes sui poterunt contradicere. Et si ego eglisellas firmavero cum alio feodo meo, eas à Duce tenebo. Si autem, quod absit, uxor mea Comitissa Nivernensis sine hærede decesserit, nec ab alia uxore prolem suscepero, quicquid propter commutationem castri de Grignon Dux michi donavit, excepto feodo Rubei Montis, ad jus & ad proprietatem, & ad dominium Ducis integraliter revertetur. Ut autem hoc ratum sit & inconcussum, præsentem paginam sigillo meo roborari præcepi. Actum apud *Veziliacum*, anno gratiæ millesimo ducentesimo decimo.

LXXIV.

ANS de J. C. 1210. RAVIERS ET NEVERS. *Accord entre* PIERRE *Seigneur de Raviers, &* HERVE' *Comte de Nevers, par lequel Hervé donne à Pierre, la Terre de Raviers en fief, &c. Fait en* 1210. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 310.

EGO PETRUS *Dominus Raveriarum*, omnibus notum facio, præsentibus & futuris, quòd HERVEUS *Comes Nivernensis* dedit omnia quæ habebat apud Raverias, in feodo & in dominio, & terras arabiles & p[illegible]um, quod Dominus Raveriarum commutaverat Domino Asneriarum; & feodum de Nuis, quod Matheus de Taleci tenebat de Comite. Tria jugera terræ de Campo Margueti, de qua solebat esse contentio inter Dominos Asneriarum, & Raveriarum, & centum libras Ptuvinensis monetæ. Propter hæc quidem supradicta, cepi castrum meum Raverias ab eo, cum toto finagio suo tenendum ab ipso contra omnes gentes. Idem verò Comes non potest homines meos retinere de feodo quod ab ipso teneo, neque Comes qui Nivernis teneat. Juravi etiam manu propria, quòd eundem de castro meo Raveriis contra omnes homines bona fide juvabo. Actum apud *Maers*, anno gratiæ millesimo ducentesimo decimo.

LXXV.

ANS de J. C. 1210. BOURGOGNE ET AUTUN. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne & l'Abbé de S. Martin* D'AUTUN, *pour leurs Hommes du Bourg de S. Martin d'Avalon. Fait en* 1210. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 404.

EGO ODO *Dux Burgundiæ*, omnibus notum facimus, quod inter nos & *Hugenem Abbatem* & monachos *Sancti Martini Eduensis* in hunc modum concordavimus, super libertatem Burgi Sancti Martini *Avalonis*. Omnes liberos homines ibi advenientes recipiemus, ita quod singuli eorum nobis reddent annuatim, ad festum Sancti Germani, quinque solidos & unum sextarium advenæ, ad mensuram fori Avalonis: & pro hac consuetudine ab omni exactione nostra liberos eos & absolutos fecimus, & à justitia & à Domino Præposito nostri de castro Avalonis emancipavimus, & omnes consuetudines & inquietationes banni & totius exercitii eisdem relaxavimus. Si vero contingerit homines nostros, vel homines dicti Abbatis illic advenire, ego de meis hominibus voluntatem meam faciam, & dicti Abbas & Monachi similiter de suis; salvo tamen, quod censam ipsorum, scilicet quinque solidos & sextarium advenæ, & justitiam per medium pertinemus. Spatium vero villæ libere esse, à porta castri usque ad stagnum, & per circuitum usque ad territorium de plaesse, & hinc inde usque ad pontem rivuli victoris. Medietas vero reddituum prædictorum, & omnium proventuum, quocumque modo fuerint, & medietas totius justitiæ erit nostra; reliqua verò medietas erit integrè prædicti Abbati & monachis, relicto eisdem monachis & concesso toto furnagio ejusdem villæ, si contingerit ibidem fieri. Claustro etiam dictorum monachorum, cum accincta claustri ejusdem, absque hominem abergare ipsis absolute libero remanente. Propositum nostrum ibi habebimus, & Abbas & Monachi suum, qui sacramento confederati, quotiens convitati fuerint, redditus & proventus & justitiam per medium colligent,

ANS de J. C. 1210.

gent, & nichil omnino uni ſine altero levare licebit. Hoc totum bona fide tenere & obſervare ſuper ſacroſancta juravimus, & quod ſucceſſores noſtri Duces Burgundiæ hoc idem, ſicut præſcriptum eſt, inviolabiliter teneant imperpetuum promiſimus & decrevimus in cujus rei teſtimonium ut firmius teneatur, huic cartulæ ſigillum noſtrum apponi fecimus. Actum anno gratiæ milleſimo ducenteſimo decimo.

LXXVI.

ANS de J. C. 1211. FRANCE ET FLANDRE.

Extrait du Traité fait entre LOUIS *fils de Philippe II. dit Auguſte Roi de France, &* FERRANT *Comte de Flandre, par lequel Ferrant quitte à Loüis S. Omer & Aire, fait entre Lens & le Pont à Wendin, en* 1211. Pierre Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres. Ch. C. feüill. 165.

CE pendant LOUYS fils du Roy Philippe de France, lequel un peu auparavant s'étoit (comme avez peu veoir) inveſty des villes de Sainct Omer, & d'Aire, deſcendit en Arras, ou de la part du Conte FERRANT & de Madame Jehenne ſa femme, fut Traicté & communicqué, de ſorte, que leſdicts Princes Louys & Ferrant, ſe trouvérent le jour de Sainct Mathias enſuyvant, entre Lens & le Pont a Wendin ou apres pluſieurs communications ledict Ferrant & la Conteſſe Jehenne ſa femme, renuncérent pour eux & leurs ſucceſſeurs a perpetuité, & quitérent au prouffit de Louys & ſes ſucceſſeurs, les Villes de Sainct Omer & Aire, avec leurs appertenances, enſemble les Villes & Dommaine, que le Roy Philippe avoit laiſſé au Conte Baudouyn par la derniere Paix, faicte a Peronne. Comme auſſi de ſon coſté, le Prince Louys quicta auſdict Ferrant & Jehenne, tout autre droict, qu'il povoit avoir ou pretendre, au reſidu de la Conté de Flandre, reſervé toutesfois l'hommage & fidelité, & deſia le Conte Ferrant & ſa femme avoyent faict, au Roy ſon Pere: ſans y comprendre auſſi la convention qu'étoit entre Ferrant & le Roy, de l'aſſeurance qu'ils en devoyent faire au Roy par leurs propres gens & ſubjects: ſelon que de tout appert plus a plain, par Lettres données & faictes audict lieu en l'an mil deux cents unze, & au jour de Sainct Mathias que deſſus.

LXXVII.

ANS de J. C. 1212. BRABANT ET BREDA.

Traité entre HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GODEFROI *Seigneur de Breda & de Bergues, pour le Péage, qui ſe doit payer à Stryne en Zélande. Fait le* 24. *Fevrier* 1212. Aubert le Mire Donationum Belgicarum. Lib. II. Cap. XC. pag. 517.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, HENRICUS Dux Lotharingiæ omnibus in perpetuum. Quoniam ea, quæ ſolis mortalium memoriis commendantur, tractu temporis facilè elabuntur, utile viſum eſt, ut ea, quæ memoria ſunt digna, ſcriptura perpetuentur.

Igitur præſenti pagina notum fieri volumus tam futuris quàm præſentibus, quòd hominibus, qui telonium navium per *Strynam & Scaldam* à nobis in feudum tenebant, propter eorum inſolentiam & violentiam, quam tranſeuntibus inferebant, ſententia hominum noſtrorum & parium ipſorum, fecimus abjudicari.

Cujus telonei medietatem nobis reſervantes, aliam medietatem dilecto homini noſtro ligio GODEFRIDO de BREDA in rectum feudum contulimus, ea conditione, quòd idem *Godefridus* ſuis viribus & poteſtate omnibus per prædictas aquas tranſeuntibus, quouſque noſter conductus extenditur, pacem faciet, ſine noſtris laboribus & expenſis. Niſi fortè contra eum invaleſceret potentia, quòd manifeſtum eſſet noſtro indigere auxilio: tunc corpore proprio, ſi opus fuerit, & tota terra noſtra, ei aſſiſtère debemus, & de univerſis mercibus telonium debentibus nos medietatem, & prædictus Godefridus aliam medietatem percipiet.

ANS de J. C. 1212.

Sed pro vino, quod à navibus vinum portantibus prius immoderatè accipi ſolebat, tres tantùm denarios Colonienſes de quolibet vaſe accipi decrevimus: quorum duos nobis retinuimus, tertium ſæpedicto Godefrido in feudum conferentes.

Ad telonium iſtud accipiendum nos propriam navem & proprium telonarium habebimus; ſimiliter & dictus *Godefridus* propriam navem & proprium telonarium habebit. Et uterque noſtrum ubicumque voluerit, ſuum telonium accipiet, ſuper aquam quæ Scalda nuncupatur.

Et ut omnis mala conſuetudo accipiendi vel bibendi vinum abolita eſſet, decrevimus, ut quiſquis telonii noſtri vel ſæpedicti *Godefridi* adminiſtrator exſtiterit, ſi à mercatoribus vinum exegerit, vel gratis oblatum acceperit, corpus ejus in noſtra erit poteſtate, & ſine ſpe reſtitutionis exheredabitur: mercator verò, qui eis vinum propinaverit vel obtulerit, elegantius vas vini, quod in navi fuerit, amittet.

Propterea hominibus, qui *Stakers-loo* à nobis in feudum tenebant, propter iniuriam & violentiam, quam tam in aquis quàm ſupra terram hominibus inferebant, omne feudum de *Stakers-loo*, meritis eorum exigentibus, ſententia parium ſuorum, eis fecimus abjudicari, & illud Domino *Godefrido*, cum omni integritate, in rectum feudum contulimus.

Similiter & feudum de *Oſſendrecht*, ſicut hi, qui antè à nobis hoc tenuerunt, ipſi *Godefrido* contulimus in feudum, tali conditione adiecta, quòd de *Stakers-loo* & *Oſſendrecht* ipſe in propria perſona, vel *heres* ejus, qui Bredam tenebit, idem feudum ſemper à nobis habebit, nec alium infeudare poterit.

Item quicumque ex hominibus noſtris terram Domini Godfridi ad manendum intraverit, ipſe in pace eos poſſidebit; niſi fortes milites, vel filii militum, vel de familia noſtra fuerint. Si ad nos redire voluerint, ſicut priùs noſtri erunt. Eadem forma de hominibus dicti Godfridi obſervabitur, ſi cauſſa manendi ad nos ſe contulerint.

Si verò tranſeuntes à nobis ad dictum Godfridum, terram ſub nobis habuerint, nos ſervitium de terra illa, tam moderatè accipiemus, ſicut de hominibus noſtris, vicinis ipſorum, faciemus. Et idem facere tenebitur Godfridus de terra hominum noſtrorum ad ipſum tranſcuntium; ne à nobis ad eum tranſire volentes, vel ab eo ad nos, propter hoc, ab altero noſtrorum deterreantur.

Si verò ad alterum noſtrum aliqui ad alterum recedentes in aliqua cauſſa exceſſerint, vel de aliqua re calumnia eis mota fuerit, ſecundum quod exceſſus vel calumnia exegerit, per ſententiam nobis emendare debent.

Item quicumque homines memorati Godfridi, die hujus conventionis factæ, opida quæ de novo fecerámus, intraverint ad manendum, ſcilicet Ooſtenwic, Arendonc, Herentals, Turnhout, Hoogſtraten, ſi voluerint, ibi ſemper maneant; & Dominus Godfridus de terra eorum, in ſuo dominio jacente, ita moderatum ſervitium accipiet, quale de terra hominis ſui æquivalente conſuevit accipere: ita quòd propter hoc nullum detrimentum ſuſtineant. Si verò redire voluerint, nos eos æquo animo recedere patiemur.

Si autem poſt tempus hujus conventionis factæ, ad prædicta nova opida vel alia, ſi quæ nova fecerimus,

ANS de J. C. 1212.

libertate commorandi, transire voluerint, nisi consentiente prædicto Godfrido hoc faciant, bona eorum in potestate ipsius Godfridi erunt, & de eis voluntatem suam facient: ita quòd nos per hoc non offendat.

Ita per omnia observandum est de hominibus nostris, si fortè nobis invitis ad opida libera jam dicti Godfridi, eos transire contigerit. Verùm si homines sui ad opida nostra ab antiquo ædificata Buscum, Sichem, Liram, Arscot, Antuerpiam, Lovanium, & his similia, caussa manendi, transire voluerint, liberè hoc facere poterunt, tali jure, quali semper ab antiquo transire solebant.

Hæc omnia, sicut prolibatum & proscriptum est, nos consanguineo nostro & fideli homini ligio GODEFRIDO de BREDA & suis heredibus in rectum feudum contulimus, tenendum à nobis & à nostris heredibus.

E contrario præfatus ligius Godfridus homagium nobis, sicut Domino suo promisit, & juramento confirmavit, quòd omnibus castris suis, tota terra sua, hominibus suis, & ministerialibus suis, & corpore proprio, ipse & heredes sui amodò nobis & hæredibus nostris, serviet fideliter, contra omnes homines, qui mori & vivere possunt.

Et ad hujus rei confirmationem ex mandato ipsius Godfridi, specialiter omnes terræ suæ milites, & militum filii, & XII. villarum homines ducenti & quadraginta ad hoc electi juraverunt, & se & suos heredes ad hoc obligaverunt.

Quod si fortè idem Godefridus vel ejus heredes ea, quæ prædicta sunt, infregerint, vel nobis sicut prætactum est, fideliter non servierint, ipsi totis viribus & bonis suis nobis sive heredibus nostris, contra ipsum Godfridum vel ejus hæredes servient, donec ipsum vel suos heredes ad fidele servitium nostrum revocaverint.

Vice versa si prænominato Godfrido aliquis caussa nostri guerram movere attentaverit, nos ei modis omnibus assistemus; vel si quis eum injustè exheredare voluerit, quamdiu parere vel consilio nostro stare paratus fuerit, nos ei tamquam ligio nostro non deerimus. Quod cum omnibus præcedentibus articulis juramento confirmamus.

Ut autem hujus nostræ constitutionis pagina in posterum illibata & inconvulsa servetur, eam conscribi & appositione sigilli nostri, cum subscriptione testium fecimus roborari. Nomina testium sunt hæc:

Waltherus Bertholt.
Gerardus de Grimberghen, Arnoldus de Ranst.
Godfridus Castellanus Bruxellensis.
Arnoldus de Wesemale, Arnoldus Dapifer.
Rolandus de Thenis, Wilhelmus de Eekeren.
Wilhelmus de Lira, Walterus de Rimenant.
Arnoldus Amptmannus Antuerpiensis.
Wilhelmus de Halle, & alii quàm plures.

Acta sunt hæc anno Incarnationis Domini M. CC. XII. sexto Kalend. Martii.

LXXVIII.

ANS de J. C. 1213.

BIOUL ET AUXERRE.

Traité, par lequel PIERRE *Seigneur de Bioul, céde à* PIERRE *Comte d'Auxerre & Marquis de Namur, & à Jolande sa femme tout le droit qu'il a sur la forêt de Marlaigne. Fait au mois d'Août l'an* 1213. Aubert le Mire Diplomatum Belgicorum. Lib. II. Cap. LXVIII. pag. 364.

HUGO Dei gratia Leodiensis Episcopus universis tam præsentibus quàm futuris. Noveritis hanc esse formam compositionis & pacis perpetuæ inter PETRUM Comitem Antisiodorensem & Marchionem Namucensem, & JOLENDAM Comitissam, uxorem ejus, Marchionissam Namucensem, & Gobertum de BIOUL, super reclamationibus & querelis, quas ipse Gobertus contra prædictos Comitem & Comitissam, & contra eorum prædecessores moverat, de nemoribus quæ dicebantur esse de Marlania & de Bioul. ANS de J. C. 1213.

Gobertus si quidem, in nostra & prædictorum Comitis & Comitissæ constitutus præsentia, subque plurium parium suorum & aliorum nobilium testimonio, omne jus, quod in prædictis nemoribus se habere dicebat, spontanea ductus voluntate, & omissis omnibus exinde caussis & querelis, illud totum prædictis Comiti & Comitissæ & eorum heredibus in proprietatem dimisit.

De consensu autem prædictorum Comitis & Comitissæ, Gobertus satis dictus retinuit sibi & heredibus suis, in prædictis nemoribus, ligna vivi nemoris, ædificiis suis propriis necessaria, infra potestatem de Bioul, & non aliàs, sive dando vel vendendo, & ligna mortui nemoris suo foco proprio opportuna, & pascua porcorum suorum domus suæ propriæ de Bioul....

Ut autem hæc rata permaneant, petitionem utriusque partis, scripto præsente & sigillo nostro, cum sigillis satis dictorum Comitis & Comitissæ, confirmavimus. Huic scripto sigilla sua apposuerunt, in testimonium, viri nobiles.

Alardus de (a) Cimaco, Hugo de Florinis.
Wilhelmus Patruus, Nicolaus de Condeto.
Walterus de Fontanis, Clarenbaldus de Alta ripa.

(a) Cimacum ou Chimacum, c'est Chimay, ville Capitale du Comté de ce nom.

Actum apud Floreffiam anno Domini millesimo ducentesimo tertio decimo, mense Augusti.

LXXIX.

ANS de J. C. 1214.

LIMBOURG ET LUXEMBOURG.

Contract de Mariage entre WALERAN *Fils de Henri Duc de Limbourg, &* ERMENSON *Comtesse de Luxembourg. Fait au mois de Mai* 1214. Aubert le Mire Diplomatum Belgicorum. Lib. I. Cap. LXXII. pag. 161.

EGO WALRAMUS, filius Henrici Ducis de Limborch, & Marchio Arlunensis, castrum meum de *Arlon*, cum omnibus appenditiis, tam in hominibus, quàm casamentis, & rebus omnibus, ad idem castrum meum pertinentibus, laude & assensu prædicti patris mei, Ducis, & fratrum meorum, Henrici de Vaxemberch, & Gerardi de Horne, & etiam filiorum meorum, Henrici & Walrami..... Dominæ ERMENSENDI, Comitissæ Lucelburgensi & Rupensi, uxori meæ in legitimam dotem contuli & concessi.....

Si uxor mea ERMENSENDIS de me prolem susceperit, quilibet heredum tam illorum, quos de me genuerit, quàm ille heres, quem uxor mea prædicta, priusquam eam ducerem, habebat, in hereditate habeat id quod de jure debet habere.

Si verò demum prolem non habuerit, hereditas sua ad heredem suum revertetur; hereditas autem mea meis heredibus remanebit.....

Hæc omnia..... me firmiter & semper servaturum super sacrosanctas reliquias juravi, anno 1214. mense Maio.

ANS de J. C. 1214.

LXXX.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Traité de Trêve pour cinq ans entre PHILIPPE II. *dit Auguste Roi de France, &* JEAN *sans terre, Roi d'Angleterre, y compris, s'ils le désirent, l'Empereur Othon, & Frederic Roi des Romains son Competiteur. Fait à Chinon, au mois de Septembre* 1214. G. G. Leibnitz. Codic. Diplomatici. pag. 9.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, omnibus ad quos litteræ præsentes pervenerint, salutem. Noveritis, quod Nos JOHANNI Regi Angliæ, & hominibus, & imprisiis suis, qui apertè guerraverunt pro ipso de hac ultima guerra, usque ad diem Jovis proximam, post exaltationem Sanctæ Crucis in Septembri, dedimus rectas treugas de nobis, & hominibus, & imprisiis nostris, qui apertè guerraverunt usque ad instans Pascha, quod erit Anno Domini millesimo ducentesimo decimo quinto, & ab eodem Pascha in quinque annos continuos & completos, salvis tamen nobis prisonibus, quos penes nos habemus, & salvo juramento, quod villæ Flandriæ & Haynoniæ & milites & alii homines Flandriæ, Haynoniæ nobis fecerunt, & salvis similiter prisonibus, quos Joannes Rex Angliæ habet penes se; nos autem & homines nostri, & imprisii eramus in eâ tenetura, in qua eramus prædicta die Jovis, in quâ data est ista Treuga. Et Joannes Rex Angliæ, & homines imprisii sui similiter erunt in eâ tenturâ, in quâ erant prædicta die Jovis, usque ad prædictos quinque annos completos.

§. 1. Nullus multrarius, aut aliquis, qui fuerit forbannuus à nobis, à tempore alterius treugæ inter Nos & prædictum Regem Angliæ dudum factæ, poterit intrare in terram nostram infra prædictum terminum, nisi de voluntate nostra; Neque similiter multrarius, aut aliquis forbannitus ab ipso Rege Angliæ, poterit intrare terram suam infra prædictum terminum, nisi de voluntate ipsius Regis Angliæ. Si autem aliquis, cujus terram habeamus in manu nostra, venerit in terram nostram pro suo negotio, per eam poterit transire, sed in eâ morari non poterit; nisi habeat rectum essonium, priusquam ad portum maris, ubi licite poterit ventum expectare per tempus competens.

§. 2. Si quis de Comitatu Andegaviæ aut Britanniæ, qui dictâ die Jovis datæ treugæ adhæreret Regi Joanni Angliæ; faciendo guerram apertè contra nos, & ipsum manifestè juvando, voluerit intrare Comitatum Andegaviæ vel Britanniæ, & ibi morari infra terminum treugæ prætaxatum, si sit de Comitatu Andegaviæ, Senescallo Andegaviæ; Si sit de Comitatu Britanniæ Comiti Britanniæ faciet competentem securitatem, quod nullum malum ipsis, vel terris eorum per eum eveniet. Et si aliquis de Pictavia, qui dicta die adhæreret nobis, faciendo guerram apertè contra Joannem Regem Angliæ & juvando nos apertè contra ipsum vellet intrare terram ipsius Joannis Regis Angliæ in Pictavia, ipse faciet competentem securitatem Senescallo Pictaviæ, quod nullum malum Joanni Regi Angliæ & terræ suæ de Pictavia per eum eveniet.

§. 3. Isti sunt Dictatores & Emendatores hujus treugæ inter Nos & Joannem Regem Angliæ: Hubertus de Bore, Senescallus Pictavienſis. Reginaldus de Pontibus, Abbas Sancti Joannis Angeliaci, & Decanus Xantonenſis, ex parte Regis Angliæ. Ex parte nostra verò Petrus Savarici; Guido Turpini, Abbas majoris Monasterii; & Gaufridus Archidiaconus Turonenſis. Et isti omnes juraverunt bonâ fide, quod si contigerit, aliquem ex eis decedere aut infirmari, aut à nobis, vel à Joanne Rege Angliæ revocari infra prædictum terminum, ipsi bonâ fide eligent, & ponent alium in loco illius ad hoc idoneum. Quidquid autem quinque, aut plures ex prædictis dictatoribus de interceptionibus hinc inde factis per sacramentum suum dixerint, & ordinaverint, tàm nos, quàm prædictus Rex Angliæ tenebimus. Et si per ipsos Dictatores Treugæ emendari non poterit, nos illud bonâ fide emendari faciemus infra quinquaginta dies, postquam dicti Dictatores dictum suum dixerint, & illud nobis significaverint. Isti autem Dictatores hujus treugæ pro discordiis & interceptionibus emendandis, quæ forte orientur in Pictavia, in Comitatu Andegaviæ, vel Britanniæ, & in Turonia, conveniant apud Abbatiam Monialium de Fulcherosis, juxta Passavant; & pro aliis interceptionibus, quæ fient in Biturensio, in Alvernia, in Comitatu Marchiæ, & in Lemovico, inter Agurandas & Cusum, castrum Comitatus Marchiæ.

§. 4. De Malatolta, quam Joannes Rex Angliæ & sui posuerunt, & capiunt, sic erit: Si Joannes Rex Angliæ & sui voluerint eam quittare & dimittere, nos eam similiter quittabimus & dimittemus. Quantum autem Joannes Rex Angliæ & sui de ipsa malatolta levaverint & ceperint, nos similiter & nostri tantundem de illa levabimus & capiemus. Fridericus Rex Romanorum & Siciliæ erit in ista nostra treuga, si voluerit. Et Rex Otto similiter erit in treuga Regis Angliæ, si voluerit. Et si alter illorum noluerit esse in treuga, nos poterimus juvare Fridericum in Imperio, & Rex Angliæ Othonem in Imperio similiter absque meffacere, & absque faciendo guerram inter Joannem Regem Angliæ, & nos de terris nostris.

§. 5. Hanc autem Treugam bonâ fide tenendam juraverunt, Ursio Cambellanus in animam nostram, & omnes, qui subscribunt pro se, unus quisque de Mandato nostro; scilicet: Gualcherus. Comes Sancti Pauli. Robertus Comes de Alençon. Guido de Dampetra. G. de Barris. G. de Calviniaco. Theobaldus Blayon. Burchardus de Morliaco. Johellus de Meduana. Hugo de Baucejo. Guido Senesbaldus. Americus de Credona. Girardus Beloys. Actum apud Chinonem; Anno Domini Millesimo Ducentesimo decimo quarto, Mense Septembri, die Jovis proximâ sequente post exaltionem Sanctæ Crucis.

ANS de J. C. 1214.

LXXXI.

Accord entre EUDES *Duc de Bourgogne, & le Chapitre de la Sainte Chapelle de Dijon, pour les Prebendes & pour le Doyenné. Fait au mois de Septembre*, 1214. Etienne Perard. Recueïl de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 314.

ANS de J. C. 1214.

BOURGOGNE ET DIJON.

EGO *Odo Dux Burgundiæ*, præsentibus & futuris. Notum facio, quòd cùm *Robertus* Decanus meæ Capellæ Divionenſis, & Capitulum ejusdem Capellæ, in præsentia *Roberti Claromontenſis Episcopi*, recognovisset me esse verum patronum dictæ Capellæ, & quòd ego & hæredes mei, qui Ducatum Burgundiæ tenebunt, præbendas eusdem Capellæ & dignitates quando vacaverint, exercito Decanatu dare debeamus. Assensu meo, & voluntate mea, & voluntate Capituli institutum fuit & ordinatum, quòd in eadem Capella aliquam præbendam alicui non conferam, donec numerus Canonicorum ad viginti tantummodo Canonicos pervenerit. Decanatus verò, qui duas præbendas percipiet, non est de numero prætaxato, quia Capitulo, & de eadem Capella eligi debet, si in ea idoneus fuerit inventus. Si verò de alia Ecclesia aliquis ibi electus fuerit in Decanum, talis debet eligi, qui mihi vel hæredibus meis

ANS de J. C. 1214.

qui Ducatum Burgundiæ tenebunt, non sit suspectus. Ego verò dignitates alicui conferre non potero, nisi Canonico dictæ Capellæ, donec numerus Canonicorum ad viginti redactus fuerit, ut dictum est. Ex tunc verò temporis, cùm dignitates & præbenda vacaverint, dignitatem cum præbenda, cui voluero, potero conferre, vel hæredes mei qui Ducatum tenebunt. Et tunc, si numerum præbendarum augmentare voluero, novas præbendas quot voluero ibi instituam, ad valenciam aliárum præbendarum, & hoc assensu dicti Capituli. Et sciendum, quòd Dux Burgundiæ donationem præbendarum sive dignitatum à manu sua alienare, vel alicui Ecclesiæ sive personæ, conferre non potest, nisi Capitulo dictæ Capellæ. Hæc omnia supradicta, à me Odone Duce Burgundiæ, & Roberto Decano, & Capitulo, jurata sunt tenenda & observanda, salva in omnibus dignitate & reverentia Sedis Apostolicæ, & quod aliquid Canonicorum aliquo tempore non accemptabit quod Dux Burgundiæ de donatione præbendarum sive dignitatum in aliquo molestetur sive perturbetur. Hoc idem tenetur jurare, quicumque sit Dux Burgundiæ, & Canonici de novo in dicta Capella instituti. Ad majorem verò confirmationem hujus rei, præsentem cartam sigillo *Roberti Claromontensis Episcopi*, dilecti consanguinei mei, & sigillo meo, & sigillo uxoris meæ, feci confirmari. Actum anno gratiæ millesimo ducentesimo quarto decimo, mense Septembris.

LXXXI.

ANS de J. C. 1214.

BRABANT ET HOLLANDE.

Traité de mariage entre FLORENT *Fils de* GUILLAUME *Comte de Hollande, &* MATHILDE *Fille de* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, fait à Anvers le 5. de Novembre*, 1214. Christophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag 64.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Notum sit universis tam præsentibus quàm futuris Christi fidelibus, quod ad contrahendum matrimonium inter *Mathildam* filiam D. HENRICI Ducis Lotharingiæ & filium D. Willelmi Comitis *Hollandiæ Florentium* primogenitum, hæc est forma compositionis concorditer ordinata. Ipse Dux ipsam *Mathildem* filiam suam dedit eidem Willelmo Comiti Hollandiæ, ad opus filii sui F. prænotati, quam idem F. ducet in uxorem quo die primùm ad annos nubiles ipse *Florentius* pervenerit; qui in festo S. Joannis Baptistæ instanti proximo, quinque erit annorum: Dux autem filiæ suæ bis mille & quingentas marcas Colonienſis monetæ donavit, & hac pecunia contenti, tam ipsa quàm Comes Hollandiæ, quàm filius ejus prætaxati in perpetuum renuntiabunt omni Allodio & hæreditati & omni proventui & omnibus, quæcumque possunt ex parte patris ipsius *Mathildis* vel matris (vivente fratre vel ejus hærede) provenire. Ex eo verò die, quo præfatus F. duodecim annos impleverit, singulis annis deinceps recipiet in redditibus soceri sui Ducis, ducentas marcas Colonienſis monetæ apud *Graven*, & quidquid de ducentis marcis apud Graven defuerit, persolvetur de redditibus ipsius Ducis sub *Antuerpia* vel circa Antuerpiam, ubi redditus habebit Dux liberos & quietos; & ipse Dux ipsum Comitem hos redditus quietè possidere faciet annuatim, donec persolvantur bis mille & quingentæ marcæ prænotatæ; quibus persolutis, prædicti redditus ipsi Duci liberi erunt: si verò filius Ducis H. hanc pecuniam ut dictum est persolvere noluerit, & huic pactioni contradixerit vel infringerit, liberum erit prænominatæ *Mathildi* filiæ Ducis vel ejus hæredi, jus Allodii & hæreditatis cujuslibet, quæ ipsam potest contingere, repetendi. Ex altera verò parte dictus Willelmus Comes Hollandiæ dedit dictæ *Mathildi* filiæ Ducis in dotem annuatim quingentas libras Hollandicæ monetæ, recipiendas de Allodio suo & de feodo quas ei certis in locis assignavit; in his scilicet in *Brederweerde* & in curia de *Haerlem*, & in *Arledervenne*: has verò quingentas libras ipsa Mathildis recipiet annuatim, à die quo primùm erit desponsata, vel à viro suo *Florentio* jam dicto cognita; & quod hanc dotem ei conservabunt integram & defendent, jurabunt omnes homines Hollandiæ & Zelandiæ ad hoc requisiti; si verò sæpedictus *Florentius* sine hærede & ante contractum matrimonii (quod Deus avertat, præmortuus fuerit, filia Ducis jam sæpedicta, cum honore in patriam suam, videlicet Brabantiam, reducetur, & proximis suis honorificè præsentabitur, & utrimque facta promissio non tenebit. Ad hæc omnes homines Hollandiæ & Zelandiæ jurabunt, quod terras omnes, quas idem Willelmus Comes possidet, conservabunt bona fide, jam dictis *Florentio* filio Willelmi Comitis Hollandiæ & Mathildi filiæ Ducis & hæredibus eorundem. Insuper ipse Dux & præfatus Comes Hollandiæ jurabunt, quod se invicem bona fide juvabunt in perpetuum, ad defendendum terras suas, cum omni posse suo, contra omnes homines, & homines suos in hoc jurare facient. Præterea extra terras suas contra omnes, ubicumque salvo honore suo poterunt, invicem se juvabunt. Ut autem hæc omnia firma teneantur & inconvulsa, præsentem paginam sigillorum suorum & testium subscriptorum voluerunt munimine roborari. Actum apud Antuerpiam, anno Domini MCC. XIV. Nonis Novembris. Testes aderunt subnotati, *A. Antuerpiensis & S. de Tongerloe Abbates, Godefridus de Breda, Theodoricus & frater ejus Ricardas de Bevere, Joannes de Hoesden, Arnoldus & Willelmus de Ranst, Arnoldus de Wesemale, Arnoldus Dapifer, Willelmus Vulpes, & Theodoricus fratres, Arnoldus Ammannus, Deiso & Joannes frater ejus de Helrode, Sigerus Notarius, Arnoldus de Ossendrecht, Witto de Burchvliet, Betto de Stavenessa, Walterus de Cruninge, Florentius de Wourt, Willelmus de Wourt, Otto de Alblaes*; milites *Allinus Cappellanus & alii quamplures.*

ANS de J. C. 1214.

LXXXIII.

Traité & Accord entre GUILLAUME *Seigneur de* PAIGNY *& l'Abbé de* CISTEAUX, *fait à Cisteaux au mois de Février, l'an* 1214. Etienne Perard, Recuëil de Piéces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 315.

PAIGNY ET CITEAUX.

EGO *Odo Dux Burgundiæ*, notum facio præsentibus & futuris, quod vir nobilis *Guillelmus* Dominus *de Paigneyo*, litteras suas patentes michi sub hac forma transmisit, sigillo suo communitas. *Odoni Duci Burgundiæ*, Domino suo, *Guillelmus* Dominus *de Paigneyo*, salutem. De magna & longa controversia, quæ fuit inter me & domum Cistercii, inter me & illos de Cistercio pax est reformata, mediantibus Abbatibus *de Firmitate*, & *Balerna*, & *Guillelmo* Domino *de Monte sancti Joannis*; de qua pace scriptum est confectum, sigillis eorum Abbatibus Cistercii & meo confirmatum. Rogo igitur vos, sicut Dominum meum, ut illam pacem confirmetis, sicut in autentico illo continetur, & tam à me quàm à successoribus & hominibus meis firmiter servari faciatis. Ad preces igitur ipsius, & iterum ad preces Domini *Arnaldi* Abbatis, & conventus Cistercii, prædictam pacem confirmo, sicut in autentico ipsorum, Abbatis videlicet Cistercii, & prædicti Guillelmi de Paigneyo, & Abbatum de Firmitate, & de Balerna continetur, & sicut in eo continetur perpetuò garantizandam suscipio. Quod ut ratum in perpetuum maneat,

ANS de J. C. 1214. neat, præsentem cartam feci sigilli mei munimine roborari. Actum Cistercii, anno Dominicæ Incarnationis millesimo ducentesimo quarto mense Februarii.

LXXXIV.

ANS de J. C. 1214. Bourgogne et Mascon.

Accord entre EUDES *Duc de Bourgogne*, & GUILLAUME *Comte de Masçon & de Vienne, fait au mois de Mars.* 1214. Etienne Perard. Recueïl de Piéces curieuses servant à l'Histoire de pag. 316.

EGO *Willelmus Comes Matisconensis & Viennæ*, notum facio præsentibus & futuris, me assignasse Domino *Odoni Duci Burgundiæ*, quatuor denarios in uno quoque trasello Pedagiorum meorum, ubicumque recipiantur, usque dum Dux, vel ejus mandatum, trecentas & viginti lib. Divionensis monetæ habuerit pro debito *Mathei de Estet*. Actum est hoc anno gratiæ millesimo ducentesimo quatuordecimo, in Marcio.

LXXXV.

ANS de J. C. 1216. Namur.

Cession faite par IOLANDE *Marquise & Comtesse de Namur dudit Comté à* PHILIPPE *son Fils, lors qu'elle fut appellée avec* PIERRE *son Mari à aller prendre possession de la Couronne Impériale de Constantinople. Fait en* 1216. Aubert le Mire. Diplomat. Belgicorum. Lib. II. Cap. LXXI. pag. 368.

EGO IOLENDIS, Comitissa Antisiodorensis & Marchionissa Namucensis, notum facio universis præsentibus & futuris, quòd cùm terram meam Namucensem, cum integritate feodi, dedissem PHILIPPO filio meo in proprietate; retinui mihi de ipso feodo, assensu ejusdem filii mei, in reditibus Bincionsibus, quindecim libras denariorum, annuatim conferendas ad voluntatem meam in eleemosynam, & percipiendas omni anno in Purificatione beatæ Mariæ.

Institui quidem Capellaniam perpetuam in Ecclesiæ B. Albani Namucensis altari, ante sepulcrum germani mei Philippi, quondam Marchionis Namucensis, pro ipsius & mea, & viri mei Petri Comitis Antisiodorensis, & parentum meorum salute. Beneficium igitur illud conferendum semper sacerdoti, qui in propria persona prædicto altari deserviat, in Missa pro fidelibus defunctis. Salva semper illa Missa, quam prædictus germanus meus ibidem instituit cum annuo beneficio XV. librarum.

Hi verò duo Capellani Horis conventualibus in eadem Ecclesia tenentur interesse: sed neuter eorum ad celebrationem majoris Missæ cogendus est. . . .

Satis dictus quippe filius meus, de tota terra Namucensi, cum integritate feodi, Dominio ejusdem terræ, bene & legitimè adheredatus, satis dictæ Capellaniæ institutionem, modo quo prædictum est, approbavit, & sigillo suo, cum mei sigilli confirmatione, diligenter roboravit. Actum anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo sexto decimo.

LXXXVI.

Renouvellement d'Alliance entre HENRI I. *Duc de Brabant &* ENGELBERT *Archevêque de Cologne par lequel ils se promettent de se deffendre réciproquement, fait à Cologne le 5. de Juillet.* 1217. Christophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 65. (a) Aubert le Mire. Notitiæ Ecclesiarum Belgii. Cap. CXCIII. pag. 536. & Dynter Chron. de Brab. Liv. IV. feuill. 162. 163.

ANS de J. C. 1217. Brabant et Cologne.

(a) Il y a quelques Lacunes & quelques petites différences dans Aubert le Mire, surtout à l'égard des témoins qui ont signé le Traité.

HENRICUS Dei gratiâ Dux Lotharingiæ, Universis præsens scriptum intuentibus salutem in Domino. Ne rei gestæ, &c. finem consumat oblivio, solent ea quæ acta sunt, litterarum indiciis æternari: Inde est quod notum facimus præsentibus & futuris, quod ab antiquo inter nos & terram nostram ex una parte, & Episcopum Colonienſem & Ecclesiam ex altera parte, confederata est dilectio & confirmata confœderatio, ut nullæ aliorum hominum amicitiæ vel discordiæ possint hujus dilectionis indissolubile vinculum dissipare. Nos igitur hanc amicitiæ confœderationem innovare & corroborare volentes, de consilio hominum nostrorum Domino nostro ENGELBERTO sanctæ Colonensis Ecclesiæ electo promisimus, juramento firmantes, quod ipsi ad conservanda jura & libertatem Ecclesiæ suæ, cui ratione hominii sumus obligati, contra omnem personam fideliter assistemus; ipse quoque nobis vice versâ pollicitus est juramento, quod nobis in jure nostro contra omnem hominem suum efficaciter auxilium impendet. Ad hujus igitur facti robur ac evidentiam, fecimus conscribi hanc paginam, & sigilli nostri appositione cummuniri. Testes sunt *Gerardus Comes Gelriæ, Walterus Bertolt & Ægidius frater suus, Arnoldus de Diist, Leonius Castellanus Bruxellensis, Goswinus de Gosenkurt, Arnoldus de Walheim, Rubinus de Tillimunt* & alii quamplures. Acta sunt hæc Coloniæ, anno Dominicæ Incarnationis MCC. XVII. III. Nonas Julii.

LXXXVII.

Acte par lequel REGINALD *Roi de l'Isle de Man se rend Vassal du S. Siége, & fait de son Isle un fief de l'Eglise. Fait à Londres le 22. de Septembre.* 1219. G. G. Leibnitz dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 5.

ANS de J. C. 1219. Roi de l'Isle de Man.

SANCTISSIMO Patri & Domino Honorio Dei gratia summo Pontifici REGINALDUS Rex Insularum commendationem cum osculo pedum. Noverit sancta Paternitas vestra, quod nos, ut participes simus bonorum quæ fiunt in Ecclesia Rom. admonitionem & exhortationem dilecti Patris Domini P. Norwicen. electi, Camerárii & legati vestri dedimus & obtulimus nomine Ecclesiæ Romanæ & vestro, & catholicorum vestrorum successorum Insulam nostram de Man, quæ ad nos jure hæreditario pertinet, & de qua nulli tenemur aliquod servitium facere; & deinceps nos & hæredes nostri in perpetuum tenebimus in feudum dictam Insulam ab Ecclesia Rom. & faciemus ei per hoc homagium, & fidelitatem. Et in recognitionem Dominii, nomine census nos & hæredes nostri in perpetuum annuatim solvemus Ecclesiæ Rom. duodecim marcas Sterlingorum in Anglia apud Abbatiam de Furnis Cistercien. Ordinis, in festo Purificationis B. Mariæ. Et si non esset ibi aliquis ex parte vestra, vel successorum vestrorum,

ANS de J. C. 1219. ri, deponentur dictæ duodecim marchæ per nos & hæredes noſtros penes Abbatem & Conventum, Eccleſiæ Romanæ nomine. Hanc donationem & oblationem dictus Dominus Legatus recepit ad voluntatem & beneplacitum veſtrum, & poſt receptionem factam ab eo ſic ipſe Dominus Legatus dictam Inſulam dedit mihi & hæredibus meis in feudum perpetuò poſſidendam & tenendam nomine Eccleſiæ Romanæ, & me inde per annulum aureum inveſtivit &c. Actum Lond. in domo militiæ Templi. XI. Kal. Octobr. Anno Domini milleſimo ducenteſimo (a) nono. Et ne ſuper his aliquando poſſit dubitari, has literas fieri fecimus, & ſigillo noſtro muniri.

(a) Il faut qu'il y ait faute ici, & que le mot de *Decimo* ait été oublié. Car en 1209. Il n'y avoit point de Pape Honorius à Rome, ſous lequel cet Acte s eſt fait. C'étoit Innocent III. qui régnoit alors.

ANS de J. C. 1222.

LXXXVIII.

ANS de J. C. 1221. FLANDRES ET DERMONDE. *Convention entre* MATHILDE *Dame de Dermonde, &* JEANNE *Comteſſe de Flandres touchant la Terre d'Aloſt & de Dermonde & leurs Sujets. Fait à Courtrai; l'an* 1221. Aubert le Mire Donationum Belgicarum Tom. I. Cap. XCII. pag. 192.

EGo MATHILDIS, Domina Tenremondæ, notum facio omnibus præſentes litteras viſuris, quòd talis eſt conventio inter me & Dominam Comitiſſam Flandriæ & Hannoniæ, circa terram de Aloſt & Tenremonde; quòd neutra poteſt veſtigare & ſequi ſervos, neque albinos, nec hominem Advocatiæ, nec ancillam, de uno Dominio in alterum, ſed in feudis poteſt veſtigare & ſequi, & earum homines ſequentur, ubicumque ſolebant.

Et eſt ſciendum quò ad Advocatiam S. Bavonis Gandenſis, quòd remanet eo modo, quo fuit eo tempore, quo Comes Balduinus ſervabat hanc conſuetudinem erga Advocatum Wilhelmum: idque debebit reſciri per fidam inquiſitionem Domini Bernardi Morſelani.

Hæc conventio debet ſervari, ſi Comes non contradicat, quando erit egreſſus è carcere: & ut aſſentiatur, debet Domina Comitiſſa adhubere omne conſilium bona fide. Et ſi Comes moriatur antequàm ſit liber à carcere, cónventio debet ſervari ut ſcripta eſt. Datum Cortraci anno Domini milieſimo ducenteſimo viceſimo primo.

LXXXIX.

ANS de J. C. 1222. MASOVIE ET PRUSSE. *Tranſport fait par* CONRAD *Duc de Maſovie & de Cujavie, de quelques-unes de ſes Terres avec tout le Droit Ducal à* CHRETIEN *premier Evêque de Pruſſe. Fait le 5. d'Août.* 1222. G. G. Leibnitz dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 6.

EGo CONRADUS Dux Maſoviæ & Cujaviæ, notum facio omnibus fidelibus, tam præſentibus, quam futuris quod venerabili Domino Chriſtiano Epiſcopo Pruſſiæ primo, & ſuis ſucceſſoribus; pro eo, quod H Ducem Sileſiæ L. L. Vratislavienſem, L. L. Lubecenſem Epiſcopos cruce ſignatos, & eorum Barones, cæteroſque cruce ſignatos verſus Pruſſiam, ad petitionem meam, meorumque Baronum, Caſtrum Culmen, per multos annos à Prutenis deſtructum, & totaliter deſolatum reædificare cum ejus bona voluntate permiſit; partem prædicti Culmenſis territorii, quondam caſtra Graudentz, Wabsko, Koprinen, Williſas, Colno, Ruch, Ryſin, Glamboki, Turne, Pin, Ploch, cum omnibus eorum villis & attinentiis, cum utilitate libera, & cum jure Ducali in remiſſionem peccatorum meorum liberrime donavi. Dedi etiam ſibi, in eodem Dominio Culmenſi centum villas ac poſſeſſiones & hæreditates cum earum attinentiis, jure prædictorum caſtrorum, quarum poſſeſſionum & villarum, villas iſtas ad præſens confero, videlicet, Coſelko, Naorſine, Mirſche, Harneſe, Volmuno, Oſtromeres, & omnes villas, quas Comeſyro circa Colmen habuit, Samko-lenis, Croſcino, Paſceno, Wezwino, Wnyslaw, Benkono, Glonino, (Glomno) Polanſche, Nenaugencz, Nedalyno, Crobno, Tuſeph, Kelz, Dambens, Selnovis, Poſtolko, Pomzmo, Duc, Pojeſib, Ceredche, Unizhe, Parchenne, Gelencz, Gleſzowar, Oſtrowich, omneſque hæreditates meas, circa Loram, cum earum attinentiis, uſque ad centum Hæreditates in Clumenſi Terra, cum omni libertate contuli. Ut autem prædicti Epiſcopi Pruſſiæ ad reædificandum Caſtrum Culmen, bona voluntas ac conſenſus accederet, Reverendus Dominus Gechko Epiſcopus Plocenſis, cum ſuo Capitulo de Tarnawo & Papawo & de omnibus villis & poſſeſſionibus, & de omni jure, tam ſpirituali, quam temporali, quòd idem Epiſcopus & ſuum Capitulum in prædicto Culmenſi Domino, olim habuerunt, videlicet, ab eo loco, ubi Drevanza de Pruſſia egreditur, juxta terminos Pruſſiæ in Oſſam & ſic inferiùs per Oſſam in Viſlam, & ſic per Viſlam ſurſum ad Drewanzam, & ſic per Drewanzam ſurſum ad locum, ubi Drevanza egreditur de Pruſſia ad Epiſcopatum ſæpe dicti Epiſcopi, reſignârunt.

§. 2. Præterea autem in caſtro Culmenſi Curiam propriam, & quicquid ad Dominium Culmenſis Territorii pertinet, exceptis bonis prædictis, quæ ſupradictus Epiſcopus Pruſſiæ ibi habet, aut impoſterum, quocunque juſto modo aut emptione, à fidelium donatione habiturus eſt; quicunque Terram Culmenſem habuerit, omnes proventus ipſius Terræ cum Epiſcopo Pruſſiæ dimidiabit. Inſuper decimam temporalium de parte ſua Epiſcopo Pruſſiæ dabit, excepto Duce Sileſiæ H. qui faciet cum Epiſcopo, ſecundum quod iis duobus viſum fuerit expedire. Ne itaque mea & ſupradicti Epiſcopi Plocenſis & ſui Capituli donatio, impoſterum, quod abſit, duci poſſit in irritum, ipſam præſentis ſcripti atteſtationem tam mei ſigilli, quàm etiam Plocenſis Epiſcopi & ſui Capituli, nec non Illuſtrium Ducum L. L. Poloniæ & H. Ducis Sileſiæ, & Venerabilium Patrum V. Gneſnenſi Archi-Epiſc. conſentiente. J. Cracovienſ. P. Pozonanſ. V. Wratislavienſ. L. Lubeſcenſ. M. Cujaviæ, eorum Sigillorum impreſſione, dignum duxi roborare. Imò & aliis teſtibus ſubnotatis: Gothardo Cancellario Mazoviæ, Nicolao Cancellario Cracoum. Arnoldo Mazoviæ: Marco Cracoum: Jacobo Sandomiriæ, Birſcone Wratislaviæ Palatinorum. Paccoſlao Cracoum, Miſtwino Sandomiri: Oſtaſio Wiſliciæ, Clemente Plocinenſ. Theodoro Cruſvic. Stephano Poleſlav. Petriconæ, Lenciniæ Caſtellanorum. Acta ſunt hæc in Lonys, Anno ab Incarnatione M. CC. XXII. Nonis Auguſti, regnante Domino noſtro Jeſu Chriſto.

ANS de J. C. 1222.

XC.

FLANDRE ET LIMBOURG.

Traité de Paix entre JEANNE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, &* VALERAN *Duc de Limbourg, fait au mois de Mars* 1222. Aubert le Mire Diplomatum Belgicorum. Tom. II. Cap. LXXIV. pag. 371.

EGO JOANNA, Flandriæ & Hannoniæ Comitiſſa, omnibus certum facio, quòd poſt longam guerram habitam inter me, & PHILIPPUM Marchionem Namucenſem, conſanguineum meum, & fidelem ex una parte, & virum nobilem Dominum VALERAMUM Ducem de Lembourg, Comitem de Luxenbourg, & Dominam ERMENSINDEM, uxorem ejus, ex altera parte, ſuper Comitatu Namucenſi, pax eſt reformata in hunc modum..... (a)

Actum apud Dionantum feria ſecunda poſt Invocavit, anno milleſimo ducenteſimo viceſimo ſecundo, menſe Martio.

(a) Le reſte manque. Le Mire dit que par ce Traité une grande portion du Comté de Namur, c'eſt-à-dire, tout ce qui eſt audelà de la Meuſe, fut cedée à Waleran Comte de Limbourg & de Luxembourg.

XCI.

ANS de J. C. 1225.

Projet d'un Traité de Paix entre LOUIS IX. *Roi de France ſurnommé* S. Louïs, *&* JEANNE *Comteſſe de Flandre, pour l'élargiſſement de* (a) *Ferrant ſon mari, priſonnier à la Tour du Louvre à Paris. Dreſſé à Melun au mois d'Avril de l'an* (b) 1225. Pierre d'Oudergueeſt Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CVII. feüil. 177.

FRANCE ET FLANDRE.

(a) Il avoit été fait priſonnier à la célébre bataille de Bouvines donnée le 27. de Juillet 1214. Il avoit toûjours été priſonnier depuis, & ne fut délivré qu'en 1227. après 12. ans & demi de priſon.

PREmiers que ledict Conte Ferrant & ſa femme s'obligeront por eux, & leurs ſucceſſeurs a perpetuité, pardevant le Pape de ne jamais eux ſubſtraire de la feaulté & hommage du Roy de France: a peine que s'ils le faiſoyent, les Eveſques de Laon & de Senlis, pourroyent en dedens quarante jours aprés mettre l'interdict en Flandre, ſans en faire relaxation juſques a ce qu'ils euſſent amendé leurs meſus & meſfaict. Que la Ville & Forteresſe de Douay, laquelle eſtoit lors en la main du Roy, y demeureroyt encores dix ans, mais iceux expirez, elle retourneroit au Conte, ſaulf au Roy l'hommage, & ſouveraineté. Que les nobles & communaultez de Flandre, s'obligeroyent, qu'en event que le Conte, la Conteſſe de Flandre, ou leur ſucceſſeurs, contre vinſſent a ceſte Paix, ils abandonneroyent le Conte, & tiendroyent le party du Roy, juſques a ce que de leur different, droict en auroit été faict, par les Pairs de France. Et s'il y avoit aucun noble quy refuſaſt faire ladicte obligation, le Conte ſeroit tenu de le dechaſſer du païs, & de confiſquer ſes biens, meſmes de jamais ne le recevoir en grace, ne fuſt du gré & conſentement du Roy, & de la Royne Blanche ſa Mere. Que jamais plus le Conte Ferrant en ſa perſonne, ne s'eſleveroit contre le Roy la Royne ne ſes ſucceſſeurs Roys de France, & ne ſe ſubſtraheroit de leurs obeiſſance, ny du ſervice qu'il eſt oblegé leur faire, tant & ſy longuement, que le Roy luy feroit raiſon en la court des Pairs. Que les Contes & Conteſſes de Flandre, ne pourroyent jamais faire forteresſes nouvelles, ny reparer les vielles ſituées deça l'Eſcaut, ſinon par le congé du Roy, & de ſes ſucceſſeurs Roys de France. Que moyennant ce, de toutes choſes advenuës tant d'un côté que d'autre, ne ſeroit jamais rien demandé, mais que demoureroit entre eux une bonne Paix, ferme, & ſtable. Ce fut faict a Melun en l'an mil deux cents vint & cinc au mois d'April.

(b) Il faut qu'il y ait faute dans cette date. Louïs VIII. ne mourut qu'en Novembre 1226. & par conſéquent S. Louïs ſon Fils n'étoit pas encore Roi. Je crains qu'Oudergheeſt n'ait confondu deux Traitez en un.

ANS de J. C. 1225.

XCII.

(a) *Traité de Paix entre* LOUIS IX. *ſurnommé* S. Loüis, *&* FERNAND *&* JEANNE *Comte & Comteſſe de Flandre, fait à l'Ile au mois de Janvier* 1226. G. G. Leibnitz, Codicis Diplomatici. pag. 11.

ANS de J. C. 1226.

FRANCE ET FLANDRE.

(a) Ce n'eſt preſque que le Traité précédent renouvellé ou plus au long.

UNiverſis præſentes litteras inſpecturis Officialis Curiæ Pariſienſis, ſalutem in Domino. Noveritis nos anno Domini milleſimo trecenteſimo ſexta die Martis poſt ramos Palmarum quaſdam vidiſſe litteras, formam, quæ ſequitur, continentes.

Ego FERNANDUS Flandriæ & Hannoniæ Comes & ego JOHANNA Comitiſſa Uxor ejus, notum facimus univerſis, præſentes litteras inſpecturis, quod nos conventiones ſubſcriptas inivimus & fecimus cum chariſſimo Domino noſtro LUDOVICO Francorum Rege Illuſtri, & heredibus & fratribus ejus, & illuſtri Regina BLANCHA Matre ipſius, videlicet.

§. 1. Quòd nos tenemur tradere Domino Regi litteras Domini Papæ continentes, quod ſi ego Comes, vel Comitiſſa, vel ſucceſſores noſtri in Comitatu Flandriæ reſiliremus, (quod abſit,) de conventionibus firmatis inter Dominum Regem ex una parte, & nos ex altera, Laudunenſes & Silvanectenſes Epiſcopi & eorum ſucceſſores infra quadraginta dies, poſtquam ex parte Regis fuerint ſuper hoc requiſiti, per litteras, aut nuntium Domini Regis, promulgarent auctoritate Domini Papæ ſententiam excommunicationis in nos & ſucceſſores noſtros in Comitatu Flandriæ, & omnes Coadjutores & Fautores noſtros, & ſententiam interdicti in terras noſtras, coadjutorum & fautorum noſtrorum, & illas ſententias tenerent ac facerent teneri ſine relaxatione, quouſque id eſſet emendatum in Curia Domini Regis ad judicium Parium Franciæ. Dominus Rex tenebit forteritiam Duaci, in qua garniſio ſua nunc eſt in manu ſua à proxime præterita die circumciſionis Domini uſque ad decem annos completos, ad coſtum noſtrum, per viginti ſolidos Pariſienſes, deliberaturos ſingulis diebus cum ſecuritate & fidelitate villæ Duaci; Ita quod in fine illorum decem annorum Dominus Rex reddet nobis forteritiam Duaci. Salvo quod homines villæ Duaci renovabunt Domino Regi eandem ſecuritatem & fidelitatem, quam aliæ villæ Flandriæ ei fecerunt.

§. 2. Nos fecimus habere Domino Regi ſecuritates & fidelitates militum, communiarum, & villarum Flandriæ, quod Domino Regi & heredibus & fratribus ejus, & Dominæ Reginæ Matri ipſius adhærerent, & fideliter ſe tenerent contra nos, nec nobis auxilium præſtarent vel conſilium, quouſque id eſſet emendatum in Curia Domini Regis ad judicium Parium Franciæ. Et ſi qui milites, vel homines, vel ſi quæ villæ ſunt, quæ non fecerunt eaſdem ſecuritates & fidelitates, nos de ipſis eas habere faciemus, quando ſuper hoc fuerimus requiſiti; Et qui autem de militibus, communiis, vel villis Flandriæ nollent facere Domino Regi fidelitates & ſecuritates, quas alii, tàm milites, quàm villæ Flandriæ jam fecerunt, nos expelleremus eos de terra noſtra, & ſaiſiremus quicquid ipſi habent in feodo Domini Regis ſine revocare eos, & ſine reddere eis res ſuas, niſi per Dominum vel ſucceſſores ſuos, donec fecerint ſecuritates & fidelitates, permittatur.

§. 3. Nos & ſucceſſores noſtri non poterimus Dominum

ANS de J. C. 1226. minum Regem vel heredes, vel fratres suos, vel etiam Dominam Reginam Matrem ejus, nec homines eorum in causam trahere occasione alicujus rei factæ ante pacem istam, quin remaneant semper in pace tenentes de omnibus his, de quibus Dominus Rex Ludovicus claræ memoriæ Pater ejus, & homines sui erant tenentes, die, quâ cum eodem Ludovico rege conventionem fecimus deliberatione mei Comitis faciendum, quod factum fuit apud Meledunum, anno incarnationis dominicæ, millesimo ducentesimo vicesimo quinto, mense Aprilis, & nihil juris in his de cætero vindicabimus, vel reclamabimus, præterquam de forteritia Duaci, (sicut superius est expressum.) Nos & successores nostri non inquietabimus nec guerrabimus Dominum Regem, nec heredes, nec fratres suos, nec Dominam Reginam Matrem ejus, nec homines eorum, nec ei deficiemus de servitute, & jure faciendo, quamdiu Dominus Rex velit facere nobis jus in curia sua, per judicium Parium nostrorum; Nos non possumus facere forteritias novas, nec veteres infortiare in Flandria circa fluvium qui dicitur Escauld; nisi per Dominum Regem, vel successores ejus permittatur.

§. 4. Has siquidem conventiones ego Comes, & ego Comitissa prædicti, tactis sacrosanctis Evangeliis, juravimus & promisimus nos bonâ fide, fideliter, & firmiter servaturos, & voluimus, quod ad illas similiter firmiter, & fideliter observandas teneantur per omnia heredes & successores nostri in Comitatu Flandriæ. Ut autem præmissa perpetuæ firmitatis robur obtineant, præsentem paginam Sigillis nostris duximus roborandam. Actum apud Insulam. Anno Dominicæ Incarnationis, millesimo ducentesimo vigesimo sexto, Mense Januarii.

In cujus visionis testimonium sigillum Curiæ Parisiensis præsentibus litteris duximus apponendum. Datum anno & die prædictis. Et sur le repli est escrit. Facta est collatio per me Biterris. Et sont les dittes Lettres cy dessus transcriptes, scellées en double queüe de parchemin, d'un scel ou cachet de cire verte. Et sur le dos d'icelles est aussy escrit, ce qui s'ensuit: Conventiones super pace inter Fernandum Comitem & ejus uxorem sub eorum sigillis, & Dominum Regem Ludovicum ac ejus matrem.

XCIII.

ANS de J. C. 1227. FLANDRE ET BRABANT. *Traité de Paix entre* FERNAND *Comte de Flandre & de Hainaut &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, &* HENRI *Fils du Duc. Fait l'an* 1227. Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 71.

COmpositio inter FERDINANDUM Flandriæ & Hannoniæ Comitem & HENRICUS Ducem Lotharingiæ & HENRICUM filium ejus, mediantibus Hugone Episcopo Leodiensi, Godefrido Episcopo Cameracensi & Waltero Blesensi Comite. Arbitri pro assignatione sunt *Arnoldus de Aldenarde & Leonius Castellanus de Bruxella*, qui si discordes essent, *Gerardus de Jacea* eis adjungetur. Conventum autem est, quod Dux solvet quindecim milli lib, quas Comes ex nomine ejus solvit Episcopo Leodiensi. Item singulis annis octingentas libras alborum de terra quam Comes Domino Leodiensi Episcopo pro ipso invadiavit: & pro assecuratione dictæ pecuniæ Dux dabit in manus Comitis Castrum *Geneppe*, quousque Comiti prædictæ summæ persolventur. Facta autem solutione, Comes Castrum *Geneppe* restituet Duci; quod Comes promisit, & cum ipso juraverunt *Arnoldus de Aldenarde, Egidius de Barbanson, Walterus de Formesella, Michael Conestabularius, Eustachius Camerarius & Raso de Gave-*

re, quos Comes plegios ad hoc constituit, & Brussellam intrabunt non exituri donec Comes satisfecerit. Actum Hoio anno Domini MCC. XXVII. feria sexta ante Michaëlis. ANS de J. C. 1227.

XCIV.

Donation faite par CONRAD *Duc de Masovie & de Cujavie, de sa Terre de Culme à l'Hôpital de Sainte Marie appartenant à* L'ORDRE TEUTONIQUE; *faite au mois de Juin* 1230. G.G. Leibnitz dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 7. ANS de J. C. 1230. MASOVIE ET L'ORDRE TEUTONIQUE.

EGo CONRADUS divina miseratione Dux Masoviæ & Cujaviæ, cunctis præsentibus & futuris, scriptum præsens inspecturis, notum esse volo, quod cum Pruteni & alii Christiani nominis inimici, magnam partem Terrarum mearum ipsis adjacentium depræda tionibus, incendiis tam Ecclesiarum, quam aliorum locorum, interfectionibus ac captivationibus virorum, mulierûm & permultorum, peccatis hominum, qui altissimum in suis vanitatibus irritaverunt exigentibus, miserabiliter divina permissione vastaverint, eorumque qui Christum oderunt, semper ascendens & super ascendens superbia invaluerit, adeo ut nec adhuc ipsum in membris vivis persequi cessent, aut desistant; non solùm res, imò magis ipsum sanguinem fidelium, inter infinitas & horrendas auditu & dictu abusiones, quas in contumeliam exercent Creatoris, sitientes; sperans per viros Religiosos manum Domini, quæ nos tetigit, & flagellum indignationis suæ placare, ejusque favente gratiâ, quæ suis adesse consuevit per Christi milites, quorum spes, virtus & gloria Deus est, brachium fortitudinis Saracenorum conterendum; salutis animæ meæ ac meorum, æternæque retributionis intuitu, ac ob defensionem fidelium in Polonia, uxore mea Agasia, filiisque meis Boleslao, Casimiro, Zemovito, expresse de bona & spontanea voluntate consentientibus, accedente quoque consilio & consensu Episcoporum, Magnatum & Majorum Terræ meæ dedi & contuli Hospitali Sanctæ Mariæ Domûs Teutonic. & fratribus ejusdem Domus, totum & ex integro Culmense territorium, cum omnibus suis attinentiis, ab eo loco, ubi Drivenca egreditur terminos Prussiæ, & per decessum ejusdem fluminis usque in Vistam, & in decessu Vistæ usque ad Ossam, & per ascensum Ossæ usque ad terminos Prussiæ, in veram ac perpetuam proprietatem possidendum, pleno jure, cum omni libertate; totam terram cum aquis, aquarumque decursibus, stagnis, paludibus, montibus, vallibus, saltibus, nemoribus, sylvis, arbustis, pratis, pascuis omnibus cultis & incultis, viis & inviis, cum omnium eorum libera & plena utilitate & fructu, quæ in prædictis omnibus sunt vel fuerint inventa, apparentia, vel inculta, & specialiter sive aurum, sive argentum, vel alia quæcunque species æris vel metallorum aut gemmarum, fontes vel venæ salis & quicquid omninò in Terrâ vel supra, vel in aquis inventum fuit, Castores & omnes venationes quarumque ferarum; piscationes quoque piscium omnis generis, cum ipsis aquis prædictis, & omni eorum proventu & utilitate in piscationibus, navigiis, passagiis, pontibus, molendinis & insulis cum villis & castris, oppidis, grangiis, foris, monetis, pedagiis, theloneis terrarum & aquarum, & omnino cum omnibus contenentis intra limites prædictos & pleno jure & integra libertate, ipsorum etiam limitum, sine qualibet diminutione, cum omni honore & jurisdictione, perfecto ac vero Dominio proprietate ac possessione omnium prædictorum, & aliorum omnium, quæ in privilegiis largitionum, in favorabiles quaslibet personas

vel

ANS de J. C. 1230.

vel loca, in favorem, commodum & cautelam eorum, quibus confertur, conscribi solent aut possunt, ita ut beneficium meæ collationis, largissimam ad omne commodum, honorem & utilitatem domûs & fratrum eorum recipiat interpretationem. Nihil prorsus juris, utilitatis, advocatiæ, patronatûs, vel cujuslibet alterius juris, ditionis aut potestatis, quocunque nomine censeri possit vel appellari, mihi hæredibus vel successoribus meis, in omnibus supradictis, vel quolibet eorum retinens aut reservans, sed omnia ea cum libertatibus & pleno & integro jure, sine omni dolo, fraude, captione ac captiositate, sine diminutione ac coarctatione, cum bona & exuberante fide, & largissimo intellectu, Domui & fratribus memoratis contuli, & collata recognosco, me hæredes & Terram meam obligans & teneri volens de evictione. Præterea quicquid de personis vel bonis omnium Saracenorum, captivatione, deprædatione, extorsione, occupatione vel subjugatione, mobilium sive immobilium, terrarum vel aquarum, atque omnium in eis contentorum, quolibet modo fratres prædicti adipisci potuerint, cum omni & integro jure ac libertate superius præmissæ donationis, nulla prorsus diminutione, coarctatione vel impedimento ipsis à me, hæredibus meis, vel quolibet alio, quem nos prohibere vel coarctare possumus, præstando vel procurando eisdem concessi, cum vera proprietate & perfecto dominio, quietè possidendum: & in hoc consensi, cum uxoris meæ, & filiorum meorum, Episcoporum, Baronum & Magnatum terræ meæ consensu, contra omnem hominem, ad observationem & defensionem omnium supradictorum, secundum omne posse & totas vires meas, eisdem auxilium & consilium bona fide promittens, omnes hæredes ac successores meos & terras meas obligans mecum & astringens, ad ratihabitionem, observationem & conservationem donationum, concessionum, obligationum & promissionum omnium supradictorum. Fratres quoque prædicti bona fide repromiserunt mihi hæredibusque meis, secundum Dei honorem & amorem, contra Prutenos & alios Saracenos nobis conterminos, Terram nostram impugnantes, quamdiu hostes fidei sunt & inimici cultus Christi, assistere, & sine dolo ac fictione unà nobiscum omni tempore militare. Ne igitur donationes & concessiones prædictæ, celebri dignæ memoriâ, tam utiles, quàm necessariæ; non solùm securitati fidelium in Polonia, qui graves impugnationes & oppressiones ab hostibus Christi jam dudum sustinuerunt, in præsenti proficientes, verùm etiam propagationi & ampliationi SS. Fidei Catholicæ, etiam ad ipsos infideles, quorum exinde speratur conversio, per Dei gratiam profuturæ, abeant in oblivionem, aut cujuscunque calliditate, dolo, versutiâ, siniſtra interpretatione debilitari, perverti, frangi, violari valeant, aut irritari, vel saltem malevola machinatione attemptari, sed potius piæ meæ donationes sanctæ firmæ maneant & inconvulsæ; Ad perpetuam præfatorum gestorum memoriam præsentem paginam testium infrascriptione mei, uxoris meæ, Episcoporum & Magnatum Terræ meæ sigillis roborari feci ac communiri. Acta sunt in Crussiwiz ante Pontes ab anno incarnationis Dominicæ MCCXXX. mense Junii, Indictione tertia. Testes horum sunt, Guntherus Episcopus Masoviæ, Mistie Episcopus Cujaviæ, Christianus Episcopus Prussiæ, Arnoldus Præpositus, Wilhelmus Decanus, Pacoslaus Junior Comes Dirschovienſis, Nicolaus Cancellarius, Magister Joannes, Magister Cancellarius, Georgius Subcancellarius & quàm plures alii tam religiosi quam seculares.

XCV.

ANS de J.C. 1230.

Transport fait par CHRE'TIEN I. *Evêque de Prusse de toutes les Donations, qui lui ont été faites par* CONRAD *Duc de Masovie, aux Chevaliers de* L'ORDRE TEUTONIQUE. *Fait l'an* 1230. G. G. Leibnitz dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 8.

PRUSSE ET L'ORDRE TEUTONIQUE.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Amen. Ego CHRISTIANUS primus Prussiæ Episcopus, notum esse volo, universis præsens scriptum inspecturis, quod propter Deum & ob defensionem Sacrosanctæ Matris nostræ Ecclesiæ, heu! jam pene in partibus illis depopulatæ à Paganis, videlicet territorio Chelmensi, Fratribus de Domo Teuthonicâ, quicquid habui, dati mihi à Duce CONRADO, vel ab Ecclesia Plocensi, vel empti, libere contuli, ut ipsi mihi, omnibus meis successoribus sint parati, contra Paganos pugnaturi. Ipsi vero mihi in eodem territorio jam supradicto contulerunt de omni aratro, unam mensuram tritici, & aliam siliginis, & ducenta aratra & quinque hologi aunumquodque de quoque aratro, cum omni utilitate. Testes autem hujus donationis & promissi. Henricus Abbas de Lucca. Frater. H. Sacerdos. Frater. H. Conversus. Fratres milites Christi. Andreas Götz cæterique quam plures. Alexander Sacerdos, Cives, Albertus Scultetus Mauricius, Hildebrand & quam plures. Et ut hæc permaneant inconvulsa, sigillorum nostrorum præmunivimus appensione. Acta. Incarn. Domin. MCC. XXX.

XCVI.

ANS de J. C. 1230.

Traité de Paix entre FREDERIC II. *Empereur & Roi de Sicile &* ABBUISAC *Prince des Sarasins d'Afrique, touchant la sureté du Commerce, & la jurisdiction de l'Empereur sur les Sarasins de l'Isle de Corse, sans y comprendre les Villes de Gênes, de Pise, de Marseille & de Venise, qui avoient fait un Traité séparé avec le Calife: conclu par Guibault Ambassadeur & Otage de l'Empereur l'an* 628. *de l'Hégire, qui est l'an de Jesus-Christ* 1230. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 13.

L'EMPIRE ET LES SARASINS.

IN nomine Dei misericordis Miseratoris. Incipimus cum laude Dei maximi & invocatione illius perlaudate petimus prosperitatem, laus Deo, scienti abscondita, futura, extranea, qui est æternus post finem omnis viventis.

§. 1. Tandem hoc est diploma pacis benedictæ, si voluerit Deus excelsus & pretiosus, quæ est inita per benedictionem Dei, cujus (pacis) toga est picta gemmis observationis jurisjurandi, & rami illius penetrarunt usque ad gradum fœlicitatis, quam Senior, excellens, magnificus, reverendus, fidelis præeminentiæ, benedictus & fortunatus Abbuissac filius Senioris honorandi, reverendi, defuncti Abjebrahim filii Senioris sanctificati, legis Dei militis & defensoris Abihafri, de quibus Deus sibi complacuit, & duxit illos ad rectitudinem Consilii & Electionis, quemadmodum fecit eos arbitros Consiliorum, & secundum voluntatem suam, sic fieri, vel non, ordinavit; mediante Vibaldo Christiano Equite, fideli Legato Regis celebris, maximi Romanorum Frederici

ANS de J. C. 1230. Cæsaris Imperatoris Romæ, & Regis Siciliæ & Saxoniæ; Concordet eum Deus, & ducat ad rectitudinem & prosperitatem secundum optimam intentionem, cum in potestate suâ hoc posuisset; quem miserat prædictus Rex, cum quo contraxit fœdus per manus Legati sui Vibaldi, Equitis fidelis secundum Conventiones; quarum postea sequetur Declaratio in hoc diplomate.

§. 2. Inter quas est, ut dimittantur illi omnes, qui sunt in Africa ex captivis Christianorum, qui capti fuerunt, sive mares, sive fœminæ, sive parvi, sive magni, ex omnibus, qui adhuc amplectuntur legem Christianismi; Et etiam, ut ipsi dimittant omnes captivos Mahometanos, qui sunt apud eos, amplectentes legem Mahometismi, sive sint mares vel fœminæ, parvi vel magni. Et ut tollantur vexationes & exactiones ordinariæ, & solitæ exigi à Christianis navigantibus ad Provincias Africæ, à mercatoribus Insulæ, Siciliæ, Calabriæ Principatus & Apuliæ; Et ut ipsi etiam tollant omnes exactiones solitas exigi secundum morem & ordinem à navigantibus Africanis ad prædictas regiones prædicti Regis, de quibus diximus, ut sint liberæ.

§. 3. Et etiam detur illis dimidium tributi Insulæ Corsicæ signatum & ordinarium tempore messis solitæ, neque habeant Christiani in prædicta Insula Corsicæ Jurisdictionem super ullum Mahometanum, præter Præfectum Mahometanum missum à prædicto Rege Siciliæ nomine suo, ad regendos tantummodo populos unitatis, & sit occupatus in negotiis populi unitatis, quem Deus honorificet. Omne hoc præstatur illis hoc pacto, ut ipsi se obligent & habeant curam restituendi omne, quod in hoc mari deprædatur à piratis Christianis, qui subsunt imperio dicti Regis, & qui sunt sub sua Jurisdictione, subjecti suo dominio & potentiæ, ex omnibus Jurisdictionibus suis, præter Genuam, Pisam, Marsiliam & Venetias, cum jam declaratum sit, quod etsi prædicti populi pro personis & statu jam pacem inierint cum Domino nostro Calisa Sacerdote, Imperatore fidelium, qui Rex prædictus (scilicet Imperator) se obligat restaurare & satisfacere omne, quod usurpatur ab unoquoque ex omnibus gentibus, subditis suæ ditionis sive sint mercatores & milites in omnibus regionibus Africæ, ut persolvatur omnibus existentibus & venientibus per eam, ex incolis suis; Et ut etiam satisfaciat omnibus euntibus ab Africa ex incolis suis usque ad Provinciam Ægypti, & qui ad alias regiones sint navigantes & iter facientes cum Caravalis euntibus ad Africam.

§. 4. Et ut etiam reddant secura omnia littora Africæ, oppida, regiones & Provincias, cum præsidiis, portibus & limitibus. Et ut etiam, si aliquis introiverit in portum aliquem ex portibus Africæ vel refugerit ad aliquod littus ex littoribus suis, sive sit habitatum, vel desertum, jam sit securus ab incolis Africæ & ab omnibus Mahometanis, Ægyptiis, & aliis, ut si aliquis refugerit ad aliquod littus ex littoribus Africæ, & receperit damnum & molestiam ab aliquo subdito Regi prædicto, obligabuntur ipsi ad resarciendum damnum.

§. 5. Et ut etiam ne irritent, neque provocent aliquem ex illius incolis, spe vel timore, neque conculcent partem aliquam in illa, sponte suâ, damni faciendi causa, neque auxilium præstent aliis gentibus ad id faciendum, & se obligent restaurare omne, quod amittetur & auferetur ex illâ regione ab omnibus Christianis subditis prædicto Regi, & subditis Imperio illius, ut antea dictum fuit, secundum has conditiones & pacta contra eos, & cum ipsis, cum quibus inita est pax, in spatium continuorum decem annorum, quorum principium incipit ab initio & inscriptione ipsius diplomatis; Et sic statutum est, ut omnia adimplerentur; de quo se obligavit, sic fore pro parte Regis Imperatoris Romæ, & Insulæ Siciliæ, & Saxoniæ, illius Legatus & obses Vibaldus Eques prædictus, qui dixit, se ab ipso accepisse mandatum, & negotium pacis pro ipso, & ut statuat negotia, loco Imperatoris, secundum quod declaravit Epistola sua, & promisit, verba illius se servaturum. Sic Senior honorandus, reverendus & excellens Abbuissac cum ipso conditiones composuit. Deus concordet consilia illorum, & corroboret intentiones suas secundum ordinem prædictum, cum illi dedisset judicium acerrimum ad hoc ordinandum & mittendum ad eum; benedicat eum Deus, qui perducat illum ad rectitudinem consilii, qui est ejus custos & dignus Protector. Hoc contraxit inter illos fore servata secundum pactum Dei inter ipsos actum, quo se obligavit, & quicumque illud amplectitur, prosper evadit & lucratur, & qui ad eum refugit, liberabitur, & qui ad illud recurrit, securus redditur. Factum est diploma hoc juramento ad confirmanda, quæ in eo sunt, & in Deo est spes authore mundi & Creatore. ANS de J. C. 1230.

§. 6. Hæc pax prædicta fuit contracta cum prædicto Legato Christiano, in præsentia illorum, quorum Deus misereatur, Mahometanorum & Christianorum, & testes intellexerunt omne hoc, quod præsentatum est ad omne, quod diximus, & illorum, quos vocavit Senior magnificus, honorandus & benedictus, & corroboratus virtute Dei Abbuissac prædictus; Deus perpetuet altitudinem eorum & prosperitatem illorum, quod ipsis attinet de hoc, & de testimonio interpretum infra dictorum, & quod ipsis attinet, quod declararunt & intellexerunt, quod Christianis prædictus omne hoc confirmasset accepisse & testimonia dedisse, de toto dimidio mensis Jamadalacheri, anno 628.

§. 7. Et ex pactis, quibus hæc pax contracta fuit expleta & perfecta, est quod nemo ex mercatoribus Mahometanorum, qui navigat, eundo & redeundo ad regiones & provincias prædicti Regis ad merces tantum, impediatur secundum confœderationes prædictas, & persolvat decimam. Et hoc diploma est certum, verum & utile, ut petierunt illud, & est clarum & perfectum.

Hametes, Mahometis filius, filii Geber Alceroani, & Hametes Omar, filii Omar, Hametis filii Albilbal, & Abduzerami, Abdalla filius Alcorasci, & Mahometes Benabilcazin, Brin Balbin Alcorasci, Hascan Abdalla, filius Binalchaim Athami. In eo sunt etiam scripta testimonia litteris latinis testium, & magni Romanorum Regis.

XCVII.

(a) *Contract de Mariage* D'HENRI I. *dit* le Blond *ou* Blondel, *Comte de Luxembourg, & de* MARGUERITE DE BAR, *fille Ainée de Henri Comte de Bar; par lequel mariage, la Ville de Ligny en Barois entre dans la famille de Luxembourg. Fait au mois de Juillet* 1231. Aubert le Mire, Diplomatum Belgicorum. Tom. I. Cap. LXXIX. pag. 378. ANS de J. C. 1231. LUXEMBOURG ET BAR.

(a) Ce Contract fut ratifié en 1235. mais comme Marguerite étoit encore trop jeune, le mariage ne fut consommé qu'en 1240.

EGO ERMENSINDIS, Comitissa Lucemburgensis, Marchionissa Arlunensis, omnibus præsentes litteras inspecturis notum facio, quòd HENRICUS Dominus de Lucemburg, filius meus, ducere debet in uxorem MARGARETAM, filiam Domini Henrici Comitis Barrensis: & idem Comes dedit filio meo prædicto in maritagio Lineyum, & Castellaniam cum dependitiis, hominiis & domeniis:

Ita quòd Lineyum & Castellaniam, cum supradictis omnibus, eidem tenetur facere valere septingentas libras..... annuatim, tali conditione, quòd si terra jam dicta minùs quàm septingentas libras valeret annuatim, ipse defectum tenetur ei assignare per dictum duorum bonorum virorum, quorum alter de hominibus

ANS de J. C. 1231. bus meis, reliquus verò de hominibus Comitis Barrensis debet esse..... de Lineyo in terra sua. Et si jam dicta terra plus quàm septingentas libras annuatim valeret, hoc quod supercresceret, sibi & aliis heredibus suis remaneret.

Et hæc debent discerni per duos dictores supradictos per assensum meum & Henrici filii mei, & Comitis Barrensis, ad hoc electos. Terram autem supradictam debet facere tenere Comes Barrensis Henrico filio meo liberè, sicut allodium proprium, & sine servitio alicui propter hoc impendendo. Ipse verò filius meus vel heredes sui illam de aliquo reaccipere in feodo non possunt.

Si verò Margaretam filiam Comitis, sine herede corporis sui, vel heredes suos, si quos haberet de filio meo, de herede in heredem, sine herede mori contingeret, terra prædicta ad Comitem & heredes suos rediret.

Et si ELISABETH filiam meam, prædicti Comitis sororem, filii mei Walerami uxorem, sine herede corporis sui, vel heredes suos, si quos haberet, de herede in heredem, sine herede mori contingeret, (a) Marci-villa cum appenditiis suis, & Arenceyum cum appenditiis suis, sicut ego eadem teneo in dote, redirent ad Margaretam filiam Comitis, & ad Henricum maritum ejus, filium meum, & heredes eorum: & tunc terra de Linyeo supradicta ad Comitem Barrensem & heredes suos alios reverteretur.

(a) C'est Marville.

Item si dictam Margaretam sine herede corporis sui, vel heredes suos, si quos haberet de Henrico filio meo, de herede in heredem, sine herede mori contingeret, Marci-villa & Arenceyum cum appenditiis, sicut supra dictum est, ad Comitem & heredes suos reverterentur. Dictus verò Henricus filius meus debet dotare sæpesatam Margaretam de septingentis libris terræ..... in castello & Castellania, in hominiis & in Dominiis. Et in illo die, quo idem filius meus Margaretam ducet in uxorem, debent nominari & castellum & Castellania supradicta, & terra assignari per duos dictores supradictos.

Et idem filius meus tenetur ducere in uxorem eamdem Margaretam, quàm citò ipsa ad ætatem devenerit competentem: & super hoc ipse filius meus fidem dedit. Et ego ERMENSINDIS Comitissa mater ejus, hoc matrimonium, & omnes conventiones supradictas tenere, & facere teneri creantavi, & super his fidem dedi. Ipse etiam Comes Barrensis ipsum matrimonium, & omnes conventiones supradictas tenere, & facere teneri, fide data, creantavit.

Et super his observandis amicos & fideles meos plegios constitui de tribus millibus libris Metensis monetæ. Similiter Comes Barrensis super eodem matrimonio, & super prædictis conventionibus tenendis, amicos & fideles suos plegios constituit de tribus millibus libris Metensibus.

Quod ut firmum sit, præsentes litteras sigilli mei munimine roboravi. Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo primo, mense Julii.

XCVIII.

ANS de J. C. 1232. EMPIRE ET FRANCE. *Traité d'Alliance entre* FREDERIC II. *Empereur, & Roi de Jerusalem & de Sicile, &* LOUIS IX. *dit* S. Louïs *Roi de France, par lequel l'Empereur s'engage entr'autres à ne faire point d'alliance avec le Roi d'Angleterre sans le consentement de Louïs. Fait à Portenau, au mois de Mai.* 1232. G. G. Leibnitz Codicis Diplomatici. pag. 15.

FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, Jerusalem & Siciliæ Rex. Sinceræ dilectionis affectus, quem ad carissimum Amicum nostrum, & Fratrem Lodoicum Regem Francorum Illustrem habuimus, & habemus, sollicitè nos admonet, & inducit, ut verum amicitiæ fœdus, quod & servavimus hactenus illibatum, stabilitate perpetuâ fortius roboremus, & firmiter innovemus; Noverint igitur universi, præsentes pariter & futuri, quod nos subscriptam Confœderationem & amicitiam cum præfato Rege, & ipsius hæredibus post modum duximus iniendam; Inprimis non erimus dicto, facto, consilio, vel assensu, qualiter idem Rex & hæredes ejus vitam aut honorem amittant, seu captionem corporum habeant & si aliquid istorum sciverimus, illud disturbabimus bona fide; Quod disturbare non poterimus, significabimus eis, aut alicui, vel aliquibus personis bonâ fide, quæ hoc valeant disturbare, seu per aliquam vel aliquas personas significabimus ipsis eisdem.

ANS de J. C. 1232.

§. 2. Item non consentiemus, quod de Imperio nostro, & hominibus ejusdem Imperii nostri alicui, vel aliquibus, quod contra prædictum Regem & ejus hæredes, in personis, honoribus, & terris eorum quicquam fecerint, vel facere attentaverint, tàm de personis, quàm de rebus aliquod subsidium tribuatur, sed prorsus inhibemus, quod non fiat, & ne fiat, disturbabimus bona fide. Insuper nos homines Regni sui, vel ad Regnum suum pertinentes contumaces aut eidem rebelles, seu moventes guerram contra ipsum Regem, & hæredes ipsius, vel forisbannitos Regni sui non receptabimus, nec receptari faciemus, nec in Imperio nostro, ubi potestatem habemus, per nos aut homines nostros sustinebimus receptari, postquam ad ipsum parte ipsorum in nobis fuerit intimatum, sed eos, ubicumque invenire poterimus, per Imperium nostrum capi faciemus in rebus pariter & personis bonâ fide, ubi potestatem super hoc habeamus. De Rege Angliæ sic erit, quod nullam cum eo faciemus amicitiam seu confœderationem, nec à nostris fieri permittemus, ubicumque potestatem impediendi habeamus sine voluntate prædicti Regis Franciæ.

§. 3. Et hanc Confœderationem fecit bonâ fide nobiscum idem Rex Ludovicus, quod non erit dicto, facto, Consilio, vel assensu, qualiter nos, & hæredes nostri vitam aut honorem amittamus, seu captionem corporum habemus, &, si aliquod istorum sciverit, illud disturbabit bonâ fide. Quod si disturbare non poterit, significabit nobis, aut alicui, vel aliquibus personis bonâ fide, quæ hoc valeant disturbare, seu per aliquam vel aliquas personas significabit nobis ipsis. Item non consentiet quod de regno suo & hominibus ejusdem regni sui vel aliquibus, qui contra nos, & hæredes nostros in personis, honoribus, & terris nostris quicquam fecerint, vel facere attentaverint, tàm de personis, quàm rebus aliquod subsidium tribuatur, sed prorsus inhibebit, quod non fiat, & ne fiat disturbabit bonâ fide. Insuper idem Rex homines Imperii nostri ad Imperium nostrum pertinentes, contumaces, aut nobis rebelles, seu moventes guerram contra nos, hæredes nostros vel forisbannitos Imperii nostri non receptabit, nec receptari faciet, nec in Regno suo, ubi potestatem habebat per se, aut homines suos sustinebit receptari, postquam id ipsum ex parte nostra sibi fuerit intimatum, sed eos ubicumque inveniri poterant per regnum suum capi faciet in rebus pariter & personis bonâ fide, ubi super hoc habeat potestatem prædictam. Itaque confœderationem præcipimus & injunximus jurandam pro nobis & in animâ nostrâ à dilecto familiari nostro Magistro Henrico Vener. Cathan. electo, & Henrico de Aquisgran. Camerario fidelibus nostris. Acta sunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis, Millesimo, ducentesimo tricesimo secundo, mense Maji, quintæ Indictionis. Datum apud portum Naonis in foro Julii, Anno, mense & indictione prætitulatis.

XCIX.

ANS de J. C. 1232. BRABANT ET BREDA.

Accord entre HENRI II. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GILLES *Seigneur de Breda, fait au mois de Décembre*, 1232. Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 73.

IN nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis. Talis inter Dominum HENRICUM DUCEM LOTHARINGIÆ & *Egidium de Breda* Compositio est ordinata. Ipse Dominus Dux hominium suum recognovit Domino *Egidio*, & omnibus coadjutoribus suis & fautoribus, offensam suam remisit: & idem Egidius fautoribus Ducis simile fecit vicèversa. Omne spolium hominibus Ducis ablatum, idem *Egidius* in manus Abbatis S. Michaëlis in Antwerp restituet; ita quod si Domini *Henricus* & *Godefridus* filii Ducis hanc Compositionem approbaverint & per suas litteras patentes affirmaverint, præfatus Abbas ablata restituet spolitatis, & si quid fuerit distractum, secundùm dictum *Alberti de Cuyck*, *Arnoldi de Wesemale & Abbatis Antwerp*, & aliorum qui huic interfuerunt Compositioni, idem *Egidius* recompensabit; quod si alter vel uterque præfatorum nobilium huic dicto interesse non poterit, alius loco ipsorum eligetur. De excessu spoliationis factæ hominibus Ducis emendam præstabit sæpedictus *Egidius* idem Duci, secundùm dictum *Alberti de Cuyck & Arnoldi de Wesemale* prædictorum: si verò alter, vel uterque filiorum Ducis dictæ Compositioni contradixerit, præfatum spolium sæpedicto *Egidio* apud *Crudebeke* restituetur, & ipse cum suis cum securo conductu Ducis transibit ad locum tutum. Dominus Dux Castrum de *Breda* tenebit, salvo jure omnium hæredum Domini. *Raso de Gavera & Arnoldus de Walein*, *W. de Pulle & W. Dapifer* sumptus Castri de *Breda* taxabunt, & de redditibus terræ de Breda tantum assignabunt, quantum sufficiet ad necessariam & honestam custodiam prædicti Castri. Cartæ & scripta de conventionibus inter Ducem & Dominum de *Breda* confectæ in loco suo apud *Breda* reponentur. *W. de Borde* & alii custodes terræ de *Breda*, sæpefato *Egidio de Breda* & præfatis quatuor de receptis terræ de *Breda* rectam reddent Computationem, & quod in usus præfati Castri, vel in utilitatem Ducis versum est ratum habebitur, residuum restituent, ad mandatum prædictorum. Nulla occasio frivola adversùm sæpedictum *Egidium* requiretur; sed si excesserit, citatus tractabitur per sententiam parium suorum: terram prope *Some*, præter *Wolde* quod *Boidinus* tenebat, statim rehabebit, quousque præfati taxatores dictum suum promulgaverint; qui plus vel minus ei assignabunt, pro necessitate Castri conservandi. Insuper si infra tempus tutelæ relicta Domini *Godefridi de Breda* debitum carnis persolverit, sæpefatus *Egidius* terram quam nomine dotis possidet, tanquam tutor possidebit. Datum in festo B. Nicolai anno Domini MCC. XXXII.

C.

ANS de J. C. 1233. BOURGOGNE ET NEVERS.

Accord entre le Duc de BOURGOGNE, *& le Comte de* NEVERS, *pour la mouvance de Larey. Fait au mois de Décembre.* 1233. Etienne Perard Recuëil de Piéces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 427.

EGO *G. Comes Nivernensis* & Forensis, notum facimus universis, quòd cùm discordia esset inter nos & kariſſimum Dominum nostrum Ducem Burgundiæ, super domo *de Larry*, ex eo quod nos dicebamus quod domus illa sita erat infra terminos Comitatus Nivernensis, & de feodo nostro; & Dux dicebat, quod illa domus erat de feodo suo: tandem inter nos & ipsum Ducem fuit super hoc amicabiliter compositum in hunc modum, quod Domina de Larry & hæredes sui, debent capere centum libratas terræ ad Divionem de nobis ad proquinquius de Larry quam poterunt, & de illis centum libratis terræ, ipsa Domina & hæredes sui qui domum de Larry tenebunt, erunt homines nostri ligii præ omnibus gentibus, salva ligitate Domini Ducis Burgundiæ & Domini *Erardi de Chatenay*. Et si forsitan, quod absit, contigerit quod esset contentio inter nos & ipsum Ducem, dicta domus de Larry, nec nos nec ipsum Ducem juvaret, nec nobis nec ipsi noceret contentione durante. Domina siquidem de Larry & hæredes sui supradicti, de voluntate & mandato ipsius Ducis, debent jurare omnia prædicta facere & attendere inde suas patentes litteras nobis dare. Valebunt autem supradictæ conventiones ad vitam nostram & *M.* uxoris nostræ. Quas siquidem Conventiones, tam nos quam ipse Dux tenemur per juramenta nostra præstita observare. Datum anno Domini milleſimo ducenteſimo triceſimo tertio, menſe Decembri. ANS de J. C. 1233.

CI.

Traité de Mariage entre THEODORIC *Fils de Theodoric Comte de Cléves, &* ELIZABETH, *fille de Henri Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Louvain, le 19. Mars*, 1233. Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 74. ANS de J. C. 1233. BRABANT ET CLEVES.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. *Theodoricus Dei gratiâ Comes Clevensis.* Cùm vir nobilis HENRICUS DUX LOTHARINGIÆ ex una & nos ex altera convenissemus, de matrimonio consummando inter *Theodoricum* filium nostrum primogenitum & dicti Ducis filiam *Elisabeth*, &c. nos eidem *Elisabeth* contulimus mille & quingentas libras Colonienses annuè, ducentas de redditibus spectantibus ad Castrum de *Thonenberg* circa renum & curti *Orsoie*, mille & ducentas de curtibus *Calcre* & *Wisschelen*, centum verò de curtibus *Reesene* & *Wolfare*, nomine donationis propter nuptias recipiendas, &c. cum his testibus *Godefrido de Lovanio filio Ducis Lotharingiæ*, *Arnoldo de Hoesdene*, *Gosuino de Gosencourt*, *Arnoldo de Limale*, *Waltero Clutinck*, *Henrico de Ottecur*, *Ottemanno de Dormala*, *Henrico de Sterbeka*, *Consone I. de Monte*, *Magistro Gaufredo Canonico Lovanienſi*, *Everardo Cantore Lovanienſi*, *Godefrido Villico Lovanienſi*, *Danekino Vulpe*, *Stephano Palſtz*, *Henrico Pincerna*, *Willelmo de Hubach*, &c. Actum Lovanii anno MCC. XXXIII. Menſe Martio, XIV. Kal. Aprilis.

CII.

Traité de Mariage entre GUILLAUME *Comte de Juliers, &* MARGUERITE *Niéce du Duc de Brabant, & sœur d'Othon Comte de Gueldre. Fait à Louvain, l'an* 1236. Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 79. ANS de J. C. 1236. JULIERS ET BRABANT.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Amen. Quæ geruntur, &c. quod Ego *Willelmus Comes Juliacenſis* fide data promiſi MARGARETAM neptem Illuſtris Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ & Marchionis Romani Imperii, ſororem nobilis Viri *Otho-*

ANS de J. C. 1236. *Otthonis Comitis Gelriæ*, poſtquàm ipſe Comes à *Theodorico de Valckenborch* de juramento ſuper matrimonio contrahendo inter ipſum *Theodoricum* & dictam ſororem Comitis per amicitiam vel ſecundùm Eccleſiaſtici juris rationem fuerit abſolutus, in uxorem accipiendam & ducendam; quod poſtquàm ipſe *Comes Gelriæ* abſolutus foret ab ipſo juramento, ut dictum eſt, ſi non facerem, obligavi me memorato Domino Duci ad pœnam mille marcarum eidem ſolvendarum. Iſtud quoque matrimonium inter me & dictam *Margaretam* uſque ad proximum feſtum Pentecoſtes promiſi confirmandum. Præterea cum Deo annuente matrimonium inter me & dictam *Margaretam* fuerit conſummatum, ego contentus ego ſecundum dictum memorati Domini Ducis in pecunia cum ipſa recipienda, hac videlicet taxatione, quod de mille marcis in pignore *Comes Gelriæ* dictus annuatim centum marcas Colonienſes in bonis vel in pecunia mihi perſolvet, quouſque mille marcæ fuerint perſolutæ. Quòd autem ultra mille marcas fuerit, hoc verò per conſilium Domini Ducis & conſilium nobilis Viri Domini *Arnoldi de Dieſt*, per conſilium Domini *Henrici de Attencurt*, nec non per conſilium Magiſtri *Danielis*, ſæpedictus Comes Gelriæ in pecunia mihi perſolvet. Præterea ego aſſignabo in dote dictæ nepti Domini Ducis, *Juliacum* & de aliis bonis meis per Juliacum jacentibus quadringentas marcas annuatim recipiendas. Ceterum ſi contigerit, quod Deus avertat, dictam *Margaretam* abſque liberis viam univerſæ carnis ingreſſuram, tunc poſt mortem meam totalis pecunia cum ipſa Margareta mihi tradita, ad præſcriptum Comitem Gelriæ, vel ad ſuos veros hæredes integraliter revertetur. In cujus rei teſtimonium præſentem cartulam meo ſigillo duxi roborandam. Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis MCC. XXXVI. in die Beati Gregorii apud Lovanium.

CIII.

ANS de J. C. 1237. FRANCE. *Confirmation de* S. LOUIS *Roi de France de la ceſſion faite par* LOUIS VIII. *ſon Père, du Comté d'Artois en faveur de* (a) ROBERT *frére dudit S. Louis. Faite à Compiegne, au mois de Juin* 1237. Aubert le Mire, Codicis Donationum Piarum. Cap. CIV. pag. 362.

(a) Ce Robert fut par là le premier Comte d'Arras, qui fut érigé en Comté Pairie en ſa faveur, & c'eſt, dit Mezeray, la premiére érection de cette nature. Ce Robert mourut en Egypte.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis amen. LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex, notum facimus, quòd cùm claræ memoriæ genitor noſter, LUDOVICUS Rex Francorum illuſtris, in teſtamento ſuo ordinaverit, & pro parte hereditatis aſſignaverit cariſſimo fratri noſtro ROBERTO terram *Atrebateſii*, quam idem genitor noſter ex parte matris ſuæ habebat, *Atrebatum*, *S. Audomarum*, & *Ariam*, cum pertinentiis eorumdem, & poſt deceſſum cariſſimæ Dominæ matris noſtræ B. Reginæ Francorum illuſtris, *Heſdinum*, *Bapalmum*, & *Lens*, cum eorum pertinentiis, quæ eadem Domina mater noſtra tenebat, nomine dotalitii, ex parte *Iſabellæ* Reginæ, aviæ noſtræ, moventia: Nos ſinceritatem dilectionis, quam ad eundem fratrem habemus, volentes per exhibitionem operis oſtendere, volumus, & eidem fratri noſtro per præſentem chartam concedimus totam terram prædictam, ſalvis feudis & eleëmoſynis, quæ tenebunt, & reddentur, ſicut tempore genitoris noſtri, ſibi & heredibus ſuis jure hereditario poſſidendam.

ITA quòd tam illam terram *Atrebati*, *S. Audomari*, *& Ariæ*, quam antea tenebamus, quàm illam quam Domina mater noſtra nomine dotalitii poſſidebat, cùm eo jure quod eadem Domina mater noſtra in emptione habebat, quam apud Villanas fecerat, ſita in feodo *Lenſi*, tanquam hereditatem ſuam habeat, teneat & poſſideat. Et ipſe nobis homagium ligium inde fecit, & heredes ejus nobis & heredibus noſtris ſimiliter facere tenebuntur; & nos prædictum dotalitium, nomine matris noſtræ, in loco ſibi grato, & placenti, ad terræ æquivalentiam commutavimus eidem Dominæ matri noſtræ. ANS de J. C. 1237.

IDEM autem frater noſter de prædictis, pro parte terræ, quam habere debebat, ſe habet pro pagato: nec ipſe, nec heredes ejus à nobis vel heredibus noſtris ampliùs pro parte terræ poſſunt petere neque petent. Quod ut perpetuæ ſtabilitatis robur obtineat, præſentem paginam ſigilli noſtri auctoritate, & Regii nominis charactere inferiùs annotato, fecimus confirmari.

ACTUM apud Compendium anno incarnationis Dominicæ milleſimo ducenteſimo triceſimo ſeptimo, menſe Junio, regni verò noſtri anno XI. aſtantibus in palatio noſtro, quorum nomina ſuppoſita ſunt & ſigna.

Dapifero nullo.
Signum Roberti Buticularii.
Camerario nullo.
Signum Almarici Conſtabularii.
Data vacante Cancellaria. LUDOVICUS.

CIV.

ANS de J. C. 1238. BRABANT ET MALINES. *Traité de Paix & de Convention entre* HENRI II. *Duc de Brabant, &* GAULTIER BERTHOUT, *Seigneur de Malines, avec promeſſe de donner en mariage à* GAULTIER *fils Aîné de Gaultier Berthout*, MARIE *Fille Ainée de la Comteſſe d'Auvergne, ſœur de Henri II. Fait à Louvain, l'an* 1238. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 80. Miræus Diplomatum Belgicorum Lib. II. Cap. LXXXV. pag. 389. mais plus en abrégé; & Notitiæ Eccleſiarum Belgii Cap. CCI. pag. 611.

IN nomine Patris & Filii & Spiritus ſancti. Hæc eſt forma pacis & Compoſitionis inter ILLUSTREM DUCEM BRABANTIÆ & nobilem virum Dominum *Walterum Berthout*, videlicet quod omnes naves piſces deferentes ante *Antuerpiam* ad *Mechliniam* liberè poterunt pertranſire, perſoluto tamen telonio ſi quo tenentur. Si quæ verò naves alias marcas, vel alia bona portaverint, cum eo jure ſervato tranſibunt ante *Antuerpiam* quo hactenus tranſire conſueverunt. Quoſcumque verò piſces illi de *Antuerpia* emerint ex altera parte de *Romerſwale* vel ceperint, ubicumque *Mechliniæ* vendere poterunt. Itaque nec ipſi nec ementes contra ipſos Antuerpienſes telonium ſolvere de ipſis piſcibus tenebuntur. Quicumque autem de *Antuerpia* ex hac parte *Romerſwale* piſces emerint & eoſdem piſces apud *Mechlinium* vendiderint, ementes contra ipſos tale jus ſolvere debent quale jus hactenus ſolvere conſueverunt. Si quis etiam aliquem de *Antuerpia* inculpaverit de eo quod piſces emerit ex hac parte de *Romerſwale*, Antuerpienſis quiſque ſuper hoc proprio juramento ſe poterit expurgare. Item Antuerpienſes facient Mechlinenſibus id quod de jure tenentur facere eiſdem, & Mechlinienſes Antuerpienſibus vice-verſâ facient id quod de jure facere tenentur eiſdem. Item omne Allodium quod poſſidet Dominus Walterus Berthout & quod homines ſui ab ipſo tenent in feudum in terra Brabantiæ in Marchionatu de Antuerpia, vel aliàs in Dominio Ducis, præter villam de *Kini*, portavit in manus Ducis & reſignavit, & ab

ipſo

ANS de J. C. 1238. ipso Duce recepit in feudum jam dictum Allodium, salva eidem *Waltero Berthout* sua justitia alta & inferiori. Et quia dictus *Walterus Berthout* in manus Domini Ducis præfatum Allodium resignavit, recompensationem faciet ipsi prædictus Dux, secundùm dictum Domini *Arnoldi de Wesemale* & Domini *Henrici de Attenhoven*. In nemore verò, quod *Wavera* dicitur, Dominus Dux habet venationem quando sibi placuerit; & per hæc nihilominus dictus *Walterus Berthout* & successores sui, & homines sui qui aliquas partes dicti nemoris ab ipso tenent, & successores hominum suorum, de dicto nemore, arboribus & fundo seu feris dicti nemoris voluntates suas plenariè facere possunt, absque aliqua contradictione, vendere si velint, & in usus suos quoscumque convertere. Insuper omnia judicia alta & inferiora, parva & maxima quæ supradictus Dominus *Walterus Berthout* tenet & quæ homines sui tenent ab ipso, idem *Walterus Berthout* & sui successores à Domino Duce & suis successoribus in feudum tenent & tenebunt jure perpetuò. Et super præmissis judiciis idem Dux prædicto Waltero Berthout veram & firmam warandiam præstabit & stabilem, & litteras suas patentes super hoc exhibebit eidem *Waltero Berthout*, & litteras testimoniales hominum suorum, videlicet *Ducis de Limborch*, *Comitis Gelriæ*, *Comitis de Lon*, *Domini Walerami de Limborch* & aliorum, usque adeò quod sufficere debeat. Præterea chartas, privilegia & munimenta universa quæ idem *Walterus Berthout* habet ap ipso Duce, seu ab antecessoribus suis, à Romanis Imperatoribus seu Regibus obtenta, apud Hafflighem per decem annos à dicto Domino Waltero deponentur, sub testimonio competenti. Si verò prædictam Warandiam idem Dux infra terminum fecerit antè dictum, transactis decem annis, idem Dux de dictis privilegiis, chartis & munimentis, suam faciet voluntatem. Quòd si infra eundem terminum controversia moveatur dicto *Waltero Berthout*, ad cujus defensionem chartis, privilegiis & munimentis indigeat supradictis; Abbas Affligemensis & Conventus ea dicto *Waltero Berthout* restituent, & super hoc litteras suas eidem *Waltero Berthout* dabunt patentes. Insuper feudum quod dictus *Walterus Berthout* hactenus à Domino Duce tenuit, Allodium supradictum, justitiam seu judicia prædicta, nec non deductiones navium, prout supra dictum est, idem *Walterus Berthout* & sui successores à Domino Duce & suis successoribus in unum feudum jure perpetuò tenebunt. Super omnibus autem divisionibus, distinctionibus, seu constitutionibus inter Dominum Ducem & *Walterum Berthout* prædictos faciendis, compromiserunt ipsi fide præstitâ corporali, in *Walterum Clueting*, *Carolum de Aerschot* ex parte ipsius Ducis; & *Henricum de Heisebruch & Wilhelmum de Echoue* milites ex parte Domini Walteri Berthout: ita quod ipsi inquisitâ veritate sub juramento suo & fidei interpositione de præmissis jus suum præbeant unicunque juxta optimam suam conscientiam. Si quem autem Arbitrorum justo impedimento contigerit esse detentum, qui non possit decisioni negotii interesse, alius loco sui ab eo qui illum elegit substituetur. Si dicti Arbitri in aliquo discordaverint, assument Dominum *Godefridum de Parweys*, cujus dictum, & ordinationem Dominus Dux & *Walterus Berthout* super præmissis in omnibus observabunt. Cæterùm si dictus Dominus *Godefridus de Parweys* impedimento justo & legitimo detentus, prædictis interesse non possit, Dominus *Otto Comes Gelriæ* substituet alium loco sui. Prædicti verò Arbitri dictum suum & Ordinationem infra Dominicam proximam Palmarum, secundùm formam superiùs expressam pronuntiabunt. Et si dicti Arbitri in dicto suo fuerint discordes; prædictus *Godefridus de Parweys* super ipsa discordia dictum suum & Ordinationem suam infra octavas Paschæ proximas pronunciabit. Sanè notum sit Universis, quod prædictus Dux consanguineam suam *Mariam* primogenitam sororis suæ *Comitissæ de Alvernia*, *Waltero Berthout primogenito Walteri Berthout* prædicti, tradet in uxorem legitimam, & cum ea dabit eidem *Waltero* mille libras Flandrenses annuatim percipiendas, in certis bonis & firmis prædicto filio suo super hoc assignandis, quoadusque prædictas mille libras persolverit eidem. Prædictus verò *Walterus Berthout* dabit dicto filio suo quingentas libras Flandrenses annuatim, percipiendas in certis bonis & firmis, prædicto filio suo super hoc assignandis, ea stabilitate, quod prædicta *Maria* quidquid juris nobilis matrona in bonis mariti sui secundùm consuetudinem & legem Brabantiæ obtinere consuevit, in bonis prædictis obtinebit. Ut autem præmissa omnia à nobis *Waltero Berthout* prædicto & nostris successoribus, firmiter & inviolabiliter observentur, appensione sigilli nostri præsentem chartulam fecimus roborari. Actum & Datum apud Lovanium in crastino B. Andreæ Apostoli. Anno Domini MCC. XXXVIII. ANS de J. C. 1238.

Serment de Gaultier Berthout.

Walterus Berthout Advocatus in Mechlinia Universis præsentes litteras inspecturis salutem æternam. Noverint universi, quod nos formam & Compositionem inter Illustrem Ducem Brabantiæ & nos in crastino B. Andreæ Apostoli conceptam & sigillo nostro munitam, tenemur eidem inviolabiliter observare, hoc idem ipsi sub interpositione fidei nostræ, & sub pœna duorum millium marcharum Colonienſium promittendo. Nos autem si causſæ in dicta forma contentæ, infra octavas Paschæ proximo adventuri non fuerint adimpletæ, & hoc per nos vel per Arbitros à nobis electos steterit, apud Lovanium veniemus, exinde nullatenus excessuri, antequam eidem Domino Duci completa sint ea quæ continentur in forma seu Compositione prædicta, vel quousque sibi à nobis, de dicta pœna sub fide nostra promissa fuerit plenariè satisfactum. Si autem aliquid de præmissis nos contigerit non servare, fidejussores super hoc ipso Domino Duci dedimus videlicet Dominum *Ottonem Comitem de Gelria*, *Dominum Godefridum de Parweys*, *Dominum Arnoldum de Dieſt*, *Dominum Arnoldum de Wesemale*, *Henricum de Heisebruch*, *Wilhelmum de Echove*, *Nicolaum filium Domini Peregrini militis*. Qui omnes præfato Domino Duci, fide interposita similiter spoponderunt, quod nisi nos omnia prædicta firmiter tenuerimus, ipsi apud Lovanium venient moraturi ibidem, donec dicto Domino Duci satisfactum fuerit de promissis, prout superiùs est expressum. Ut autem universa supradicta inviolabiliter observentur, nos sigillum nostrum una cum sigillis fidejussorum prædictorum præsentibus litteris appo-suimus. Actum & Datum in crastino B. Andreæ Apostoli, anno Domini MCC. XXXVIII.

C V.

Traité entre HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran. Fait en* 1241. Etienne Perard Recuëil de Piéces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 499. ANS de J. C. 1241. BOURGOGNE COMTE ET DUCHE.

GIe OTHES *Dux de Meran*, & Cuens de Bourgoigne Palatins; fais asavoir à toz ces qui verront ces lettres, que gie ay baillié à guarder & à tenir, mon contoy de Bourgoingne, & quanque gie j'ay en fiez & en demeure, à HUGON *le Duc Bourgoingne*, jusques à cinc ans; en tel meniere, que il s'en puet & porra aidier, & de la terre, & des hommes, & des fiez contre totes gens, sauve la seauté l'Empereor de Rome, jusque audevant du termine.

ANS de J. C. 1241. Et s'il avenoit choſe que gie li requeriſſe de boiche, ou por mes lettres, pendant que il veniſt ou envoyat ſes gens oudit Contoy, ou autre part, pour vemger ou amander lou tort que l'on feroit oudit Contoy: Gie, ou mes gens, à luy, ou à ſes gens demiſſins baillier deſpenſes avenamment. Et s'il avenoit choſe, que Gie, ou mes gens ne lor bailleſins deſpenſes, & il les feiſt doulueur: Gie li doi faire à rendre les deſpenſes que il y feroit, ou ſes gens. Au regard de Monſeignor *Jean de Montferrant*, & de Maiſtre *Lamber de Roure*, ou d'autres dous que Gie, & li Dux de Bourgoingne nommeriens, ſe nos ne poiens ces, ou l'un de ces avoir. Et s'il avenoit choſe que gie moriſſe ſans leaux oyrs de mon cort, dequoy Dex me guart, vuil & octroy li Dux de Borgoingne temgne loudit Contoy, & les fiez, & les demeneure, juſque tant que il ſeit queneu, que il droit en chaſcuns de mes eſchaanz il deura avoir. Et quant il ſera queneu quel droit mi eſchaans deurunt avoir, li Dux de Borgoingne lor doit lor droit delivrer, & le doy faire, à entrer en ſon homaige celuy qui tenra mon Chaſtel de *Polygni*, & celuy qui tenra *Vejou*, & celuy qui tenra *Baume*, & celuy qui tenra *Chatoillum*. Et ſe autres y eſtoit mis, ou por mor, ou por chaange, il doit faire hommaige au Duc de Borgoingne, & apres je li ay promis, que tuit les chaſey, & tuit li commun des viles de mondit Contoy li ferunt feautey. Et totes ces choſes je ſui tenuz accomplir par mon ſairement, & ſe je non faiſoye, cil qui tenroit ces quatre Chaſteaux qui ſont nommez, doivent venir au Duc de Borgoingne, ou au ſuens, à to lor fiez, juſques totes ces choſes ſeint accomplies enterrement. Et en teſmoignage je ja mis mon ſeaul en ces lettres, en l'an de l'Incarnation noſtre Seignor 1241. lou Verredy devant Paſques Flories. *Seellées d'un ſeau en cire blanche, ſur double queuë de parchemin, d'un Cavalier.*

CVI.

Interpretation du précédent Traité entre HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran, fait au mois de Mai.* 1242. Etienne Perard, Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 450.

ANS de J. C. 1242. Bourgogne Duche et Comte. Je Othes Dux de *Meran*, & Cuens de Borgoine Palazins; faiz ſavoir à tous ces qui verront ces lettres, que cum je aie baillié au noble Baron *Ougon Duc de Borgoine*, mon Conté de Borgoine, à tenir & à garder à bonne foy, juſque à cinc ans ou plus, ſelonc ce que il eſt contenu as lettres qui ſont faites ſus ce; je li ay prié que il aidoie à mis chaſez lor droit à maintenir, tant cum il voudront droit faire. Et s'il advenoit choſe qu'il veniſt en la terre, ou envoyaſt à la requeſte d'aucun de mes chaſez, por veingier le tort qu'en li auroit fait, ou por ſon droit aidier à maintenir: Je, ou mes gens li denuns bailler deſpenſe avenant à luy, & à ſes gens, & ſe nos ne li bailliens, il la doit faire dou ſien, & doit tenir le Comté, & les iſuës, juſqu'à tant que il en ait recaeuë la deſpanſe devantdite, au regard de Monſegnor *Jehan de Montferrant*, & de Maiſtre *Lambart de Roure*, ou de dus autres, ſe cil dui deffailloient, ou ſe l'on ne les pooit avoir. Ce fut fait à Gray l'an de l'Incarnation noſtre Seigneur 1242. ou mois de May, & ſeellées comme celles cy deſſus.

CVII.

ANS de J. C. 1242. Bourgogne et Montagu.

Ceſſion faite par EUDES DE MONTAGU, *de toutes les prétenſions qu'il pouvoit avoir contre* HUGUES IV. *Duc de Bourgogne. Faite à Monbar, au mois de Juin* 1242. Etienne Perard, Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 451.

Ego Dominus Odo *Montis-Acuti*, notum facio omnibus præſentes litteras inſpecturis, quòd ego, non coactus, imò deſiderans ſemper & ubique habere, acquirere & retinere benignolentiam, amorem, & gratiam viri Illuſtris, Domini & conſanguinei mei cariſſimi Hugonis *Ducis Burgundiæ*, ſpontanea voluntate & ſincera mente guerpivi & quittavi ſibi & hæredibus ſuis in perpetuum, omnes querelas, quæſtiones, & controverſias quaſcumque habebam & habere poteram erga ipſos. In cujus rei teſtimonium, ſigillum meum præſentibus apponi feci. Actum apud Montem Barri, anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo ſecundo, menſe Junio.

Certificat de l'Evêque de Chaſtillon ſur cette ceſſion.

Nos Guillelmus Dei gratia *Epiſcopus Cabilonenſis*, notum facimus omnibus præſentes litteras inſpecturis, quod in præſentia noſtra conſtitutus amicus noſter dilectiſſimus, Odo *Dominus Montis Acuti*, recognovit ſe guerpiviſſe & quitaviſſe viro Illuſtri conſanguineo & Domino ſuo cariſſimo Hugoni *Duci Burgundiæ*, & hæredibus ſuis in perpetuum, omnes querelas, quæſtiones & controverſias quaſcumque habebat vel habere poterat erga ipſos. In cujus rei teſtimonium, ad ipſius Odonis Domini Montis Acuti petitionem & inſtantiam, dicto Duci tradidimus litteras ſigillo noſtro ſigillatas. Actum apud Montem Barri, anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo ſecundo, menſe Junio.

CVIII.

Traité entre HENRI II. *Duc de Lorraine & de Brabant &* THEODORIC *de Hoſtaden, par lequel Theodoric céde à Henri la Forteresſe de Dalhem, moyenant une certaine ſomme d'argent. Fait à Ruremonde, l'an* 1243. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 85.

ANS de J. C. 1243. Brabant et Hostaden.

Conrardus Dei gratiâ Sanctæ Colonienſis Eccleſiæ Miniſter, ſacri Imperii per Italiam Archicancellarius, Univerſis præſens ſcriptum inſpecturis ſalutem in Domino. Præſentis ſcripti teſtimonio proteſtamur, quod nos inter dilectum & fidelem noſtrum Henricum *Lotharingiæ & Brabantiæ Ducem* & Theodoricum *fratruelem noſtrum Comitem de Hoſtaden*, mediantibus dilectis ac fidelibus noſtris *Henrico de Seynen* & *Ottone de Gelre Comitibus*, pacem fecimus & concordiam & hujuſmodi conventionem, videlicet quod dictus fratruelis noſter Caſtrum de *Dalehem*, quod ab ipſo Duce in feodum tenebat, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, ſive ſint Allodia ſive feodalia vel alia quæcumque, cum hominibus feodalibus & miniſterialibus & quibuſcumque aliis ad dictum Caſtrum ſpectantibus, in manus ipſius Ducis liberè & abſolutè, de bona & ſpontanea ſua voluntate, noſtro ac dilecti fratris noſtri

ANS de J. C. 1243.

trì *Frederici* Præpositi Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia consensu accedente, totaliter reportavit in præsentia nostra; & postmodum omni juri quod in dicto Castro & præmissis omnibus habuerat, vel habere poterat effestucando, ad opus ipsius Ducis per sententiam hominum nostrorum & ipsius Ducis renuntiavit; ita quod nulla deinceps eidem vel suis hæredibus actio competet ad prædicta: super his omnibus præfato Duci de jure debitam & quantam potest præstando Warandiam. Bona quoque ipsi Castro attinentia, quæ præfatus fratruelis noster à *Duce de Lemburg* seu aliis Dominis tenuerat, ipsis reportavit Dominis, ea penitus effestucando. Nos etiam & prædictus frater noster *Fredericus* Præpositus Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia, prædictis omnibus consentientes, omni juri hæreditario quod nobis competere poterat de nostris progenitoribus in præfato Castro bonis & hominibus antedictis, similiter effestucando renuntiavimus, de bona & spontanea nostra voluntate. In cujus rei testimonium præsentem paginam nostro fecimus sigillo communiri. Actum & Datum apud Ruremonde in vigilia Beati Mathiæ Apostoli anno Domini MCC. XLIII.

EGO THEODORICUS *Comes de Hostaden* omnibus præsentes litteras inspecturis salutem. Notum esse cupio tam præsentibus quam futuris, quod Venerabili patri Domino nostro CONRARDO *Colonienſi Archiepiſcopo, Dominis Ottone Gelrenſi filio Auunculi mei & Henrico Seynenſi Comitibus* præsentibus, mediantibus & consentientibus, pace & concordia facta inter *Illustrem Dominum meum* HENRICUM *Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ* & me, talem cum dicto Domino Duce conventionem inivi, videlicet quod Castrum de *Dalehem* quod ab ipso in feodum tenebam, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, sive sint Allodia sive feodalia vel alia quæcumque cum hominibus omnibus feodalibus & ministerialibus & quibuscumque aliis ad dictum Castrum spectantibus, in manus ipsius Domini mei Ducis liberè & absolutè de bona & spontanea mea voluntate reportavi; & postea facta mihi & meis hæredibus recompensatione, videlicet redditus centum marcarum Colonienſium denariorum, omni juri quod in dicto Castro & præmissis omnibus habueram vel habere poteram hæreditario jure vel quomodo libet aliter effestucando, pro me & pro meis hæredibus, ad opus ipsius Domini Ducis & suorum hæredum, spontaneè renuntiavi, per sententiam dicti Domini Archiepiscopi & ipsius Ducis hominum & meorum; ita quod nulla deinceps mihi & meis hæredibus actio competat ad prædicta. Super his omnibus præfato Domino Duci de jure debitam & quantam possum præsto Warandiam. Bona quoque ipsi Castro attinentia, quæ à Domino *Duce de Limburg* seu ab aliis tenueram, ipsis reportavi Dominis effestucando, ad opus Domini Ducis antedicti. Et ut præmissa à me & meis hæredibus inviolabiliter observentur, supplicavi Domino & *Patruo* meo Archiepiscopo Colonienſi & viris nobilibus *Seynenſis, Gelrenſis & Loſſenſis, Comitibus Godiſrido Domino de Parwes, Willelmo Domino de Altena, Domino Willelmo de Grimberg & Waltero de Brunghorn*, ut in testimonium & evidentiam præmissorum, sigilla sua una cum meo præsentibus litteris apponant, &c. Datum apud Ruremundam in vigilia Mathiæ Apostoli anno Domini MCC. XLIII.

HENRICUS *Dei gratia Dux Lotharingiæ & Brabantiæ* omnibus præsentes litteras inspecturis salutem. Noveritis universi, quod nos cum dilecto & fideli nostro THEODORICO *Comite Hoſtadenſi*, carissimo Domino meo CONRARDO *Dei gratiâ Sanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiſcopo, Seynenſi & Gelrenſi Comitibus*, præsentibus, mediantibus & consentientibus, super Castro de *Dalehem* & omnibus ejus attinentiis hujusmodi conventionem & Compositionem inivimus, quod idem *Comes Hoſtadenſis* dictum Castrum quod à nobis priùs in feodum tenuerat, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, sive sint Allodia sive feoda vel alia quæcumque, cum hominibus feodalibus, ministerialibus & quibuscumque aliis, ad dictum Castrum quoquomodo spectantibus, in manus nostras liberè & absolutè reportavit, & postmodum omni juri quod in Castro & præmissis omnibus habuerat vel habere poterat effestucavit & Warandiam de jure debitam, nobis fecit & faciet quantum potest & poterit, salvis bonis hominum nostrorum de *Dalehem* quæ nunc à nobis & priùs à *Comite Hoſtadenſi* tenuerunt. Eo excepto, quod nullus prædictorum hominum præter nostrum consensum in eodem Castro faciet residentiam. Nos verò in recompensationem præmissorum, contulimus prædicto *Comiti Hoſtadenſi* in feodum redditus centum marcarum Colonienſium denariorum; quarum quinquaginta assignabimus eidem in Allodio de *Herle*, & residuas quinquaginta inter *Aram* & *Ruram* superiùs *Juliacum*, &c. Insuper in recompensationem dicti Castri & ejus attinentiis supradictis, dare tenemur duo millia marcarum denarior. Colonienſ. legalium dicto Comiti, de quibus mille eidem Comiti infra crastinum Innocentium apud *Nuciam* solvere tenemur, residuas verò mille marcas infra crastinum Innocentium anni subsequentis in eodem loco eidem solvemus. Si verò prædictus *Comes Hoſtadenſis* sine prole decesserit priusquam solutio dictæ pecuniæ facta fuerit; quidquid ex ea insolutum remanserit, prædicto Domino *Archiepiſcopo, Frederico Præpoſito* Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia & nobili matronæ *Margaretæ* matri dicti *Comitis de Hoſtaden* & hæredibus dicti Comitis *Hoſtadenſis* solvere tenemur. Deinde constitui fide jussores *Seynenſem, Gelrenſem & Loſſenſem Comites, Louanienſ.* Bruxellenſ. Antuerpienſ. Thenenſ. Leuwenſ. & de Busco communitates, quæ communitates litteras suas patentes super fidejussione prædicta memorato *Comiti Hoſtadenſi* vel suis hæredibus infra octavas Paschæ instantis dabunt, ita quod si infra octavas Paschæ prædictas, prædictæ litteræ communitatum eidem *Comiti Hoſtadenſi* non traderentur, & super hoc prædicti Comitis moniti fuerint, infra octo dies post ipsam monitionem Coloniam intrare tenebuntur, inde non exituri donec litteræ communitatum prædictæ, dicto *Comiti Hoſtadenſi* tradantur: si verò pro defectu nostro idem *Comes Hoſtadenſis* sub Domini nostri Colonienſis Archiepiscopi, Ducis de Limbourg, Comitis Seinenſis, Comitis Gelrenſis, Comitis Loſſenſis districtibus, bona alicujus de communitatibus nostris caperet & detineret, prædictus Dominus noster Colonienſis, nos, Dux de Limbourg & Comites prædicti, erga dictum *Comitem Hoſtadenſem* vel suos hæredes nullam conciperemus offensam, nec eidem super hoc quæstionem moveremus. Si verò in solutione dictorum duorum millium marcarum, vel assignatione dicti feodi defecerimus, & propter hoc dictus *Comes Hoſtadenſis* aliqua damna incurrerit, Comites & communitates supradicti, *Comiti Hoſtadenſi* de defectu & damnis tanquam fidejussores satisfacient & indempnem observabunt. Cæterùm si memoratus *Comes Hoſtadenſis* in Allodio de *Herle* munitionem ædificare voluerit, ad hoc ei favorem impendemus, & si aliquis super hoc ipsum prohiberet, nos eidem Comiti ad removendam ipsam violentiam subveniemus. Solutione verò dictæ pecuniæ, assignatione dicti feodi completis, nos & prædicti fidejussores ab obligatione præmissa erimus absoluti, & præsentes litteræ nostræ nobis restituentur. Et ut præmissa inviolabiliter conserventur, præsentem paginam sigilli nostri munimine duximus roborandam, adhibitis, subscriptis testibus Domino nostro *Conrardo Colonienſi Archiepiſcopo, Seynenſi, Gelrenſi & Loſſenſi Comitibus, Domino G. Decano Majoris Eccleſiæ Colo-*

ANS de J. C. 1243.

ANS de J. C. 1243. *Colonienſis, Henrico Præpoſito S. Severini, Frederico Præpoſito ad gradus S. Mariæ in Colonia, dilecto conſanguineo noſtro Godefrido Domino de Perweys, Willelmo de Grimberg, Domino Rutgero de Brenich, Domino Waltero de Brunshorn, Willelmo Domino de Altena, Ottone Domino de Wichrode, Gerardo Domino de Randenrode* & aliis quampluribus. Actum & Datum apud Ruremundam anno Domini MCC. XLIII. in vigilia Beati Mathiæ Apoſtoli.

Garantie des Villes de Louvain, Bruxelles &c. du précédent Traité.

NOs de *Louanio, Bruxella, Antuerpia, Buſcho, Lewis & de Thenis* communitates notum facimus Univerſis, tam præſentibus quam futuris, præſentes litteras viſuris, quod ad petitionem cariſſimi Domini noſtri HENRICI Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ cum nobilibus *de Gelre, de Seynen & de Los Comitibus* pro eodem Domino Duce, erga nobilem virum *Theodoricum Comitem de Hoſtaden* ſuper conventionibus de Caſtro de *Dalehem*, inter ipſum Dominum Ducem & dictum Comitem Hoſtadenſem factis, pro ut liquidiùs in litteris dictorum nobilium videlicet Domini Ducis & Comitis exinde confectis continetur, nos conſtituimus fidejuſſores. In cujus fidejuſſionis teſtimonium, præſentes litteras ſigillis oppidorum noſtrorum prædictorum fecimus communiri. Actum & Datum apud Louanium Dominica qua cantatur *Oculi noſtri*. Annò Domini MCC. XLIII.

CIX.

ANS de J. C. 1244. BRABANT ET JULIERS. *Traité de Trêve entre* HENRI. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Juliers & ſes Adhérans. Fait prés de Venlo, au mois de Juillet de l'an* 1244. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 87.

HENRICUS *Dux de Limborch & Comes de Monte, Otho Comes Gelrenſis & Gerardus Comes de Waſſemberge* omnibus præſens ſcriptum inſpecturis. Notum facimus, nos apud *Illuſtrem Principem Dominum* HENRICUM *Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ* multiplicibus precibus obtinuiſſe, quod inter venerabilem Dominum *Conrardum* Dei gratiâ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiſcopum & præfatum HENRICUM Ducem Brabantiæ, *Henricum Comitem Seynenſem* & eorum adjutores ex una parte, *Willelmum Comitem Juliacenſem, Walleramum fratrem ejus* & eorum adjutores ex altera, legitimas treugas uſque ad Epiphaniam Domini proximè venturam dedimus tota die Epiphaniæ duraturas. Proteſtamur etiam & dicimus, quod *Willelmus Comes Juliacenſis* reſtituet in continenti Duci Brabantiæ, omnia ablata quæ ad præſens haberi poſſunt; quæ autem haberi hac vice nequeunt, illa perſolvet infra feſtum B. Remigii proximo futurum. Præfatus etiam Comes Juliacenſis de expenſis captivorum taliter ordinabit, quod ipſe inde Domino HENRICO Duci Brabantiæ regratiabitur, nec idem *Comes Juliacenſis, Adolpho de Marcha, Godefrido de Aresberge & Theodorico de Iſenberg* dictis treugis durantibus, aliquod auxilium impendet. Adjectum eſt etiam, quod nobilis vir Dominus *Arnoldus de Dieſt* ubicumque ſibi placuerit in Brabantia eſſe poterit, dummodo civitates quæ in Brabantia ſitæ ſunt non intret, & conſpectui Domini HENRICI Ducis Brabantiæ ſcienter ſe non præſentet: Fratres verò prædicti *Arnoldi de Dieſt* Brabantiam non intrabunt, ſed extra Brabantiam undique treugas habebunt. Eiſdem autem treugis *Arnaldus Comes de Los & Cyneio & nobilis vir Henricus de Heinsberge* & eorum adjutores ſub hac forma ſunt incluſi, videlicet quod Comes de Los præfato nobili viro Henrico de Heinsberge & ſuis reſtituet, ſi quid per eum vel per ſuos ipſi vel ſuis arreptum fuerit vel ablatum; idem faciet Dominus Henricus prædictus de Heinsberge dicto Arnoldo Comiti de Los & de Cyneio ſuper arreptis & ablatis ſibi & ſuis reſtituendis. Prætaxatas verò treugas faciemus inviolabiliter obſervari, & omnium aliorum prædictorum ſumus etiam fidejuſſores. In cujus fidejuſſionis teſtimonium, præſentes litteras ſigillorum noſtrorum munimine duximus roborandas. Actum & Datum apud Loithe juxta Venlo anno Domini MCC. XLIV. Menſe Julio, feria quarta ante feſtum Beatæ Mariæ Magdalenæ. ANS de J. C. 1244.

CX.

Teſtament de JEANNE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, fait au mois de Decembre* 1244. G. G. Leibnitz, Codicis Diplomatici. pag. 16. ANS de J. C. 1244. FLANDRI.

LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex omnibus præſentes litteras inſpecturis ſalutem in Domino. Patens ſcriptum ſigillis Viri nobilis Thomæ Comitis Flandriæ & Haynoniæ, nec non & Illuſtris mulieris JOHANNÆ bonæ memoriæ quondam uxoris ejuſdem, illuſtriſque mulieris Margaritæ Dominæ de Dampetra & aliorum quorundam ſignatum, inſpeximus in hæc verba.

IN nomine Patris & Filii & Spiritus Sancti Amen. Ego JOHANNA Flandriæ & Haynoniæ Comitiſſa ob remedium animæ meæ & anteceſſorum & ſucceſſorum meorum condo Teſtamentum meum ſub formâ ſubſcriptâ, & volo quod valeat ut Teſtamentum, quod ſi non poteſt, valeat ut Codicillum, vel ſicut extrema diſpoſitio decedentis. Imprimis:

§. 2. Volo quod debita mea de quibus conſtiterit plenariè perſolvantur, ſi alicujus hereditatem injuſtè occupavi vel à meis anteceſſoribus injuſte detinui, illud reddo & reſtituo ubicumque ſitum ſit, & do poteſtatem executoribus meis ſubſcriptis aſſignandi & inducendi in poſſeſſionem illos, in quibus competit de jure reſtitutio facienda, & volo quod ad plenum eis ſatisfiat de damnis & intereſſe, ſicut de jure fuerit faciendum. Ad reſtitutiones autem meas faciendas aſſigno tria millia librarum & quingentas libras Flandriæ monetæ annuatim in paratioribus redditibus vel proventibus totius Flandriæ & Haynoniæ ubicumque ſubſcripti teſtamentarii mei maluerint vel elegerint, ſive in nemoribus, ſive in cenſis, ſive proventibus quibuſcunque, & volo & firmiter ſtatuo, quod Succeſſor meus tale aſſignamentum ſubſcriptis teſtamentariis meis faciat & exhibeat, ſicut ſuperius eſt expreſſum ad dictum eorum, ſtatim cum ab ipſis fuerit requiſitus, & volo modis omnibus & ordino, quod ad prædictos redditus vel proventus à ſubſcriptis teſtamentariis meis electos non apponat manum ſucceſſor meus per ſe vel per ſuos, nec apponi permittat, ſed omnes feodatos vel alios miniſtros, per quos forte illi redditus vel proventus procurantur vel ſolvuntur, jurare faciat; quod nulli omnino ſolvent prædictos redditus vel proventus, niſi teſtamentariis ipſis vel mandato eorum; & ipſis teſtamentariis præfatos redditus vel proventus conſervare teneatur, & ab omni invaſore vel moleſtatore tam ipſos teſtamentarios quàm redditus & proventus prædictos ſuis ſumptibus defenſare. Prædictos autem proventus trium millium & quingentarum librarum annuatim ſument ſubſcripti teſtamentarii mei, donec inſtitutiones meæ omnino completæ fuerint, & donec etiam eleemoſinæ ſeu legata alia mea, videlicet decem millia librarum Flandriæ fuerint totaliter & integraliter perſoluta.

ANS de J. C. 1244.

§. 3. Lego siquidem & eleemosinam confero in remedium animæ meæ & Anteceſſorum & Succeſſorum meorum, nec non & intuitu reſtitutionis faciendæ generaliter pro illis, quibus reſtitutio certa fieri non valebit, decem millia librarum Flandriæ erogan da per executores teſtamenti mei ubi & ſicut à me expreſſè fuerit ordinatum & in litteris meis videbitur contineri. Quod ſi forte nihil me ſuper hoc ſcribere contingeret, volo quod executores mei ſubſcripti credant ſuper hoc chariſſimæ Sorori meæ Margaretæ Dominæ de Dampetra, Priori Inſulenſi & Priori Valentian. Ordinis Prædicatorum Fratri, Petro de Salinis, Fratri Michaëli & Fratri Henrico & Fratri Henrico de Querſeto vel duobus Ipſorum, ut faciant & diſtribuant, ſicut prædicta chariſſima Soror mea & dicti Fratres vel duo prædictorum me dixerint ordinaſſe. De illis autem de quibus expreſſè verbo vel ſcripto ordinavero, executores mei ſubſcripti faciant pro utilitate animæ meæ, ſecundum quod eis melius videbitur, diſtribuentes ea in terra noſtra de conſilio prædictæ Sororis meæ & Fratrum prædictorum.

§. 4. Ad familiam autem meam remunerandam, lego de ſupradictis decem mille libris, mille quingentas libras cuilibet, ſicut verbo vel ſcripto ordinabo conferendas, vel ſi non de eis totaliter ordinavero, teſtamentarii mei reſiduum pecuniæ prædictæ, de quâ expreſſè non ordinavero, diſtribuant de conſilio dictæ ſororis meæ, & fratrum prædictorum ſingulis de familiâ mea ſecundum meritum & ſtatum ſuum. Et de prædicta pecunia mille quingentarum librarum lego Johannæ de Monaſterio ducentas libras Flandriæ & Dominæ Mariæ de Caſtello centum libras. Item prædictæ Johannæ lego quadraginta libras annui redditus hereditariè, & dictæ Mariæ decem, de conſenſu & voluntate ſupradictæ ſororis meæ. Volo inſuper & ordino, quod quinque millia librarum Flandriæ de paratâ pecunia, quam mihi benignè conceſſit ad ſolvendum teſtamentum meum, ſi de hac infirmitate deceſſero, chariſſimus Dominus & Maritus meus Thomas Flandriæ & Haynoniæ Comes, ſicut in ſuis litteris continetur, in manu ſint & diſpoſitione teſtamentariorum meorum ſubſcriptorum, ad faciendas reſtitutiones meas celeriter, per manum ipſorum, ne mora & tardatione anima mea diſpendium patiatur. Volo autem & ordino quod ad judicium teſtamentariorum meorum ſubſcriptorum pertineat, & non ad judicium ſucceſſoris mei, cui, & quibus, & qualiter, reſtitutiones, maximè de mobilibus fuerint faciendæ.

§. 5. Volo inſuper & ſtatuo, quod omnes catelli mei reliqui & libri, vaſa aurea & argentea, & omnia ſupellectilia mea, & indumenta de capella, menſa, camera, ſeu etiam coquina mea, & ſi qua ſunt alia dominia mobilia mihi ſpecialiter deputata, quæcumque in die obitus mei poterunt inveniri, in manu ſint & diſpoſitione Teſtamentariorum meorum inferius expreſſorum, ut ipſi diſp nant ſuper eiſdem, pro utilitate meæ animæ ſecundum conſcientias ſuas de conſilio ſororis meæ & fratrum ordinis Prædicatorum ſuperius nominatorum, niſi ſuper his expreſſè à me verbo vel ſcripto fuerit ordinatum.

§. 6. Egò autem, compos exiſtens mentis meæ, & in bono rationis uſu, prædicta omnia ordinavi, & expreſſè conſtitui, & conſtituo executores Teſtamenti mei Reverendos in Chriſto Patres, ac Dominos meos, Cameracenſes & Tornacenſes Epiſcopos, quicunque fuerint, Venerabiles & diſcretos Dominum Walterum Abbatem Sancti Johannis Valenc. Magiſtrum Gerardum Scholaſticum Cameracenſem. Magiſtrum A. Decanum de Aula, & Magiſtrum Ægidium de Brug Præpoſitum beati Petri Duacenſis. Quod ſi forte aliquem vel aliquos prædictorum teſtamentariorum decedere continget, volo, & ſtatuo, quod illi, qui reſidui fuerint, ad voluntatem ſuam, alium, vel alios eligant, ſecundum conſcientias ſuas, qui loco illorum Teſtamentarii mei ſint, & vices ſupANS pleant defunctorum. Et ſi omnes ſimul executioni de J. C. Teſtamenti nequiverint vel noluerint intereſſe, volo 1244. nihilominus, quod tres vel duo ipſorum poſſint, & procedant in executione Teſtamenti mei, ſecundum quod eis videbitur expedire.

§. 7. Volo etiam, quod ſi ambiguitas oriatur ſuper verbis in Teſtamento meo poſitis, ad judicium & interpretationem ipſorum Teſtamentariorum meorum ſpectet omninò, ita quod interpretatio eorum firmiter teneantur. Volo etiam, quod illi Teſtamentarii mei illo ordine procedant in reſtitutionibus faciendis, & in legatis aliis perſolvendis, quo de jure fuerit procedendum, penſantes, quod animæ meæ utilius fuerit, pauperibus autem & egenis citius ſatisfaciant, & quibus amplius ſum aſtricta. Omnibus autem prædictis ſuum præbuerunt aſſenſum Illuſtris & chariſſimus Dominus & maritus meus, Thomas Comes Flandriæ & Haynoniæ, & chariſſima ſoror mea Margareta Domina de Dampetra, & promiſerunt bonâ fide, ſe prædicta omnia, cuilibet pro parte ſuâ, firmiter & inviolabiter ſervaturos, & ad hoc confirmandum, appoſuerunt Sigilla ſua præſenti ſcripto.

§. 8. Volo igitur & ſtatuo modis omnibus quibus poſſum, quatenus prædicta omnia firmiter & inviolabiter obſerventur, tandem ſupplicans ex affectu tàm chariſſimæ Sorori meæ, quàm prædictis Teſtamentariis meis, & omnibus fidelibus, & amicis meis, quod ita diligenter & celeriter prædicta omnia procurentur, quod anima mea nullum ex retardatione diſpendium patiatur in futuro. Hæc autem omnia ordinavi, præſentibus Domino & marito meo Thoma Comite, Margareta ſorore meâ, Priore Valencian. Ordinis prædicatorum, & Præpoſito de Marchiano, fratre Petro de Saliciis, fratre de Michaele, fratre Henrico de Querſetto ordinis Prædicatorum. A. Decano de aula, Domino Fuſtredo de Linea, Domino Gerardo de Haynone; Dominò Waltero de Lens, & pluribus aliis.

§. 9. In cujus rei notitiam, præſens ſcriptum feci ſigilli mei munimine roborari, Sigillorumque prædicti Comitis, & dictæ ſororis meæ, Prioris Valencian, Decani de Aula, Domini Fuſtredi, Domini Gerardi de Haynone, Domini Walteri de Lens.

Nos igitur ad petitionem fidelis noſtræ Margaretæ Comitiſſæ Flandriæ prædicta omnia auctoritate Regis confirmamus & approbamus, & volumus inviolabiliter obſervari. In cujus rei notitiam præſens ſcriptum fecimus ſigilli noſtri appenſione munire. Datum anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo quarto, menſe Martio.

CXI.

Deux Traitez & Compromis entre JEAN D'AVESNES *&* BAUDOUIN *ſon Frere, Fils de* MARGUERITE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, & de* BUCHARD D'AVESNES *d'une part; &* GUILLAUME, GUIDON, JEAN, *&* JEANNE DE DAMPIERRE, *auſſi Enfans de la dite Marguerite & de* GUILLAUME DE DAMPIERRE *d'autre part, ſur leurs prétenſions aux Comtez de* FLANDRE *&* HAINAUT, *fait par l'Arbitrage de St. Loüis Roi de France, en* 1245. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 20.

ANS de J. C. 1245. FLANDRES ET HAINAUT.

UNiverſis præſentes litteras inſpecturis, JOANNES DE AVESNES & BALDUINUS fratres, ſalutem in Domino. Notum facimus uni-

ANS de J. C. 1245. universis tam præsentibus quàm futuris; Quod cum inter nos, quos nobilis Domina MARGARETA Comitissa Flandriæ & Hannoniæ de nobili viro BUCHARDO DE AVENIS susceperat, ex una parte, GUILLELMUM DE DONNAPETRA, GUIDONEM & JOHANNEM fratres & JOHANNAM sororem ipsorum, quos prædicta Domina & Mater nostra Comitissa de nobili viro Domino GUILLELMO DE DONNAPETRA susceperat, ex altera, mota esset contentio super eo, quod utraque partium Comitatis FLANDRIÆ & HANNONIÆ & totam terram, quam tenet dicta Comitissa, dicebat ad se post obitum ipsius Comitissæ matris nostræ Jure hereditario pertinere; Tandem de voluntate & assensu prædictæ Comitissæ matris nostræ, & amicorum nostrorum consilio in excellentissimum Dominum Ludovicum Regem Francorum Illustrissimum, & venerabilem fratrem Odonem Tusculanum Episcopum, Apostolicæ sedis Legatum, unanimiter compromisimus, tali modo, quod secundum formam Juris & Judicii non sit in hoc arbitrio procedendum, cum tota terra prædicta per viam Juris parti alteri debere cedere dignoscatur; Sed de terra prædicta debent taliter ordinare, quod utrique partium de dicta hereditate partem assignent, secundùm quod eis videbitur bonum esse; ita videlicet, quod ambo capita dictorum Comitatuum uni nostrum dare, vel alterum uni, & reliquum alii, vel partem alteri in Comitatu altero vel utroque, prout eis bonum videbitur, poterunt assignare.

§. 2. Concordatum est etiam & concessum, quod si, Comitatu Flandriæ alteri per dictum eorum assignato, alii voluerint in eodem Comitatu partem terræ assignare, ille qui partem illam habuerit Comitatum habenti de ea homagium faciet, & partem illam tenebit de eodem; similiter si, Comitatu Hainoniæ per dictum eorum alicui assignato, in Comitatu illo alii partem terræ assignaverint, ille qui partem illam in Comitatu habebit, Comitatum habenti homagium faciet & partem suam de illo tenebit, nisi terræ consuetudo in contrarium se haberet; quod si esset, homagium faceret, & partem suam teneret secundum quod terræ requireret consuetudo. Insuper est sciendum, quod in hoc unanimiter convenimus, quod si sine liberis de uxore sua desponsata procreandis contingeret aliquem nostrùm decedere, frater hujus germanus, vel soror ejus germana, si decedens fratrem non haberet germanum, eidem decedenti succederet in tota terra quam haberet. Concordatum insuper est & concessum quòd si prædictum Legatum his exequendis contingeret non adesse, Dominus Robertus Comes Atrebatensis ipsius Domini Regis frater ad hæc exequenda reciperetur sine contradictione aliqua loco ejus. Volumus etiam & concessimus, quod illud quod ordinabitur fiat salvo honore utriusque partis; ita tamen quod propter hoc non remaneat, quin partes & divisiones terrarum & totius hereditatis prædictæ maneant stabiles & firmæ, prout ab ipsis fuerit ordinatum. Concessimus enim quòd contenti erimus divisionibus illis & partibus quas nobis assignabunt, nec contra ordinationem eorum veniemus aliquomodo, nec unus in parte alii assignanda, sive in proprietate sive in possessione aliquid per se vel per alium reclamabit, nec movebit quisquam nostrum contra alterum super his in Ecclesiastica vel seculari Curia quæstionem aliquomodo vel aliqua ratione juris aut facti. Concessit autem Dominus Rex quod ipse recipiet in hominem de Comitatu Flandriæ, vivente dictâ Comitissâ matre nostra, si ipsa hoc petierit, illum qui per ordinationem ipsorum dictum Comitatum habebit, salvâ ipsius Comitissæ & salvo in omnibus Jure Domini Regis. Propter absentiam autem utriusque partis vel alterius non dimittent, quin si voluerint in eodem arbitrio procedant; & quidquid fiet vel ordinabitur per ipsos tam valebit & ita tenebimur firmiter observare, ac si nobis præsentibus factum esset. Hæc autem omnia facta sunt & concessa eo salvo quòd prædicta Comitissa mater nostra, non obstantibus compromissione prædicta, vel arbitrio, aut ordinatione, quam super his facient, plenam quamdiù vixerit habeat potestatem & administrationem prædictorum Comitatuum & totius terræ suæ, & de ipsis possit pro voluntate sua facere, sicut poterat ante compromissionem prædictam; salvo eo quòd dicta Comitissa nulli nostrùm aut aliorum liberorum suorum possit terram aliquam seu redditum dare, præter partes quæ per dictos Dominos nobis fuerint assignatæ, nec alicui nostrum aliquid dare super partem alteri assignatam.

ANS de J. C. 1245.

§. 3. Supradicta autem omnia & singula promisimus prædictis Domino Regi & Domino Legato & nobis ad invicem nos firmiter servaturos, & contra nullo unquam tempore quocumque modo venturos, prestito super his coram ipsis corporaliter Juramento. In cujus rei testimonium & munimen præsentes litteras sigillorum nostrorum impressionibus fecimus roborari. Actum Parisiis, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quinto, mense Januario. Et sont les dictes Lettres scellées sur double queüe de parchemin de deux seaux ou cachetz de cire blanche. Et sur le dos desdictes lettres est escrit ce qui ensuit. Litteræ Johannis & Balduini de Avesnis fratrum de compromissione in serenissimum Regem Ludovicum & Odonem Tusculanum Episcopum Franciæ Legatum, millesimo ducentesimo quadragesimo quinto.

§. 4. Universis præsentes litteras inspecturis, Guido & Joannes fratres salutem in Domino. Notum facimus universis tam præsentibus quàm futuris, Quod cum inter nos, quos nobilis Domina Margareta, Comitissa Flandriæ & Hannoniæ de nobili vero Guillelmo de Donnapetra susceperat, ex una parte, & Joannem & Balduinum de Avenis fratres, quos prædicta Domina & mater nostra Comitissa de Buchardo de Avenis susperat ex altera mota esset contentio super eo, &c. (a) &c. Et sont les dictes lettres scellées en double queüe de parchemin de trois seaux ou cachetz de cire blanche. Et sur le dos des dictes lettres est escrit ce qui ensuit. Littera Guillelmi de Domnapetra Guidonis & Johannis fratrum suorum de compromissione in serenissimum Regem Ludovicum & Odonem Tusculanum Episcopum Franciæ Legatum 1245.

(a) La suite est la même que dans le précédent.

CXII.

Testament de l'Empereur FREDERIC II. *Fait en* (a) 1250. Goldast. Tom. I. pag. 307.

ANS de J. C. 1250.

L'EMPEREUR FREDERIC II.

EGO FRIDERICUS in primis relinquo pro anima mea, centies mille uncias auri pro Terra-sancta sanctæ Romanæ Ecclesiæ recuperanda, expendenda & exponenda ad voluntatem filii mei CONRADI.

(a) Goldast met ce Testament en 1251. mais il se trompe, puis que Frederic étoit mort dès le 13. Décembre 1250. Ou bien il y a une faute d'impression dans Goldast. Comme il n'est point datté nous l'avons mis l'an de la mort de cèt Empereur.

2. Item volo, quòd omnia malè ablata restituantur.

3. Item, omnes captivos de Imperio & Regno relinquo liberos, exceptis proditoribus tantum.

4. Item, relinquo totam terram Ecclesiæ liberam, & volo quòd jura Ecclesiæ restituantur.

5. Item, meum hæredem relinquo, CONRADUM in Imperio Romano, & Regno Siciliæ.

6. Item, relinquo filio meo HENRICO Regnum Hierosolymitanum, & decem millia unciarum, secundum voluntatem CONRADI filii mei.

7. Item, nepoti meo filio scilicet filii mei HENRICI, relinquo Ducatum Austriæ, & decem millia unciarum auri.

8. Item,

ANS de J. C. 1250.

8. Item, MANFREDUM filium meum relinquo Ballivum CONRADI in Imperium, à Papia & citra, & Regno Siciliæ, usque ad LXX. annuos, excepto quando CONRADUS erit præsens.

9. Item, sepulturam meam eligo apud Panormum, ubi jacuit Rex WILLIELMUS.....

CXIII.

ANS de J. C. 1251. BRABANT ET COLOGNE.

Traité d'Accord & d'Alliance entre HENRI *Duc de Brabant & la Ville & les Habitans de* COLOGNE, *fait à Louvain, le* 13. *de Decembre.* 1251. Placarts, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Chap. I. pag. 545.

HENRICUS Dei gratiâ, Dux Lotharingiæ & Brabantiæ, Universis præsentes litteras inspecturis salutem. Universitatem vestram scire volumus quòd mediante viro Nobili, dilecto consanguineo nostro & fideli Domino Ottone, Comite Gelriæ inter nos & Dominos terræ nostræ ex parte unâ, & cives civitatis Colonienſis ex alterâ, usque in hodiernum diem sedata est omnis querimonia sive querela, & amicitia perpetuata. Ita scilicet quòd Cives & Mercatores Colonienſes undique in terra nostra, & Dominio cum rebus suis, & personis eundo, redeundo atque morando, sine calumnia, & arrestatione salvi sint & securi, & è converso homines terræ nostræ, civitate & libertate Colonienſi, tam in aquis, quàm in terris soluto thelonio debito & consueto.

Item ordinatum est hinc inde quòd in terra nostra, ubi Cives Colonienſes debita contraxerint, conventiones seu pactiones fecerint, ibidem stabunt juri & sententiæ Scabinorum, sive secundum legem patriæ tractabuntur. Similiter & homines nostri de debitis suis, conventionibus, seu pactionibus in Civitate & libertate Colonienſi. Nec occasione ipsorum debitorum, conventionum vel pactionum alter alterius res vel personas in Civitate Colonienſi vel in terra nostra accipere poterit vel arrestare.

Cæterùm si contigerit (quod Deus avertat) quòd Reverendissimus Pater Dominus noster, Dominus Colonienſis Archiepiscopus & nos discordaremus, quòd propter hoc, dicta non impediretur ordinatio & concordia, nec alter super alterum occasione ipsius discordiæ acciperet vel puniret, verùm remanerent hinc inde, tam in terra nostra, quàm in Civitate Colonienſi cum rebus suis & marcandisis, absque timore, sub bono conductu & securitate. Et ut hoc in perpetuum firmiter observetur, in testimonium & firmitatem perpetuæ amicitiæ & sedationis discordiæ, sigillum nostrum præsentibus apposuimus, unà cum sigillis oppidanorum nostrorum de Lovanio & de Bruxella. Datum Lovanii mense Decemb. Anno Domini 1251. in die Beatæ Luciæ Virginis gloriosæ.

CXIV.

ANS de J. C. 1255. BRABANT ET S. TRON.

Traité & Confédération entre HENRI III. *Duc de Lorraine & de Brabant, & les Habitans de la Ville de* S. TRON *dans le Pays de Liége, fait au mois de Mai de l'an* 1255. Aubert le Mire, Diplomat. Belgicorum, Tom. I. Cap. LXXXIII. pag. 179. & Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 94.

UNiversis præsentem paginam inspecturis Sculletus, Scabini, Magistri jurati, totaque Communitas opidi S. Trudonis, salutem & infrascriptorum cognoscere veritatem.

Cùm propter multa incommoda & tribulationes diversas, quæ nos & opidum nostrum circumdant & adveniunt, nullis nostris demeritis exigentibus, auxilium & protectionem atque defensionem illustris viri Domini HENRICI, Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ, Advocati nostri majoris, oporteat invocare, universitati vestræ notum esse cupimus, quòd nos de communi consilio & voluntate opidi nostri prædicti, cum dicto Domino Duce, Advocato nostro majore, talem compositionem & confœderationem statuimus & fecimus.

Quòd in ejus expeditionem communem, scilicet quæ fit propter defensionem terræ suæ, sive pro injuria terræ ipsius illata, tanquam alii opidani sui, videlicet *Dieſtenſes & Mechlinenſes*, cum armis nostris bellicis & balistis ire debeamus & volumus, sicut & debemus; salvo per omnia jure Domini Leodienſis Episcopi, nostri Patris venerabilis.

Hoc etiam addito, quòd contra supradictum Patrem nostrum venerabilem Episcopum Leodienſem, & ejus diœcesim, ire cum ipso Domino Duce præfato non debeamus, licèt tota terra Brabantica illuc suam direxerit expeditionem: nisi palam & omnibus notum fuerit, quòd ipse Episcopus Dominus Leodienſis præfatus injuriam manifestam eidem Domino Duci inferre præsumat & velit.

Ut autem præmissa omnia rata & inconcussa permaneant, præsentem paginam prænominato Advocato nostro Domino Duci, & ejus successoribus sigilli nostri munimine contulimus & dedimus roboratam. Datum & actum anno Domini M. CC. LV. mense Maio.

CXV.

ANS de J. C. 1256. FLANDRE ET HOLLANDE.

Traité de Paix entre MARGUERITE *Comtesse de* FLANDRE *& de* HAINAUT, *&* FLORENT *Gardien de* HOLLANDE, *fait à Bruxelles par l'entremise de S. Louis Roi de France, en l'an* 1256. Pierre Oudergheest. Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CXVI. Feuil. 190.

PRemiers que ledict Florens, ou bien son neveu fils de Guillaume Roy des Romains, & Conte d'Hollande, prendra en mariage, Madame Beatrix fille aisnée de Guy Conte de Flandre, & que avec ladicte Beatrix, la Conteſſe Marguerite donneroit a iceluy Florens ou son neveu, toute la terre de Zelande qui est entre Hedinzée & l'Escault, avec toutes les appartenances & appendances, pour par ledict Florens ou son neveu, être tenuës en fief, de la Conté de Flandre, francques & quites perpetuellement & a touſiours. Et s'il advenoit que ledict Florens ou son neveu, & ladicte Beatrice morussent sans hoir de leur

corps

ANS de J. C. 1256. corps Mehault fille dudict feu Guillaume Roy des Romains, & Conte d'Hollande seroit mariée a un des fils dudict Conte Guy, & lesdictes terres seroyent baillées a icelle Mehault, pour en jouir par elle & ses hoirs de son corps soubs le ressort que dict est. Et si encores ladicte Mehault trepassoit sans enfant, toutes lesdictes terres succederoyent avec leurs appartenances, aux droicts hoirs des Contes d'Hollande, pour les tenir perpetuellement en fief, de la Conté de Flandre comme dessus. A condition toutesfois, que ledict hoir d'Hollande, quiconque ce seroit, seroit tenu payer a la Contesse de Flandre, & a ses successeurs la somme de dix mille marcqs d'Estrelins. Et quant au faict du tonlieu d'Hollande, dont estoit question entre lesdictes parties, fut dict par ceste paix qu'ils se submettroyent de ce different, au dict & ordonnance de Henry Duc de Brabant, promettant chacune desdictes parties, respectivement, de tenir & avoir pour agreable, ce que par iceluy Henry, en seroit dict & determiné. Si fut par la mesme paix confirmé un article comprins en une paix precedente, faicte en l'an mil cent soixantesept, en la ville de Bruges, entre Philippe lors Conte de Flandre, & de Vermandois, & Florens Conte de Hollande, commenchant iceluy article: *Si quis mercatorum*, auquel fut adjousté un autre: sçavoir, que si un marchant de Flandre est desrobé, ou destrousse en Hollande, ou Zelande, le Conte d'Hollande, ou le seigneur du lieu, soubs qui le cas sera advenu, constraindra les inhabitants a en faire au marchant la restitution, ou autrement le Conte mesme sera tenu, & obligé a la satisfaction dudict marchant. Ce fut faict a Bruxelles, en l'an mil deux cents cincquante six, presents la Contesse Marguerite, le Conte Guy, & Jean Seigneur de Dompiere ses enfans, le Conte de Ghisnes, le Seneschal de Flandre, Messire Jean d'Audenarde, le Chastelain de Lille, le Seigneur de Cisoing, Messire Jean de Ghistelle, le Seigneur de Gavere, le Chastelain de Gand, Messire Gherard de Rasseghiem, Messire Gherard de Rodes, le Sire de Boullers, & plusieurs autres, ensemble les deputez de Gand, Bruges, Ypre, Lille & Douay, & fut ceste paix confirmée par lesdictes cinc villes, soubs obligation & promesse, que si la Contesse ou le Conte Guy contravenoyent jamais au contenu en icelle, que lesdictes villes ne leur donneroyent en ce aucune assistence, conseil, ayde, confort ny consentement, dont aussi furent de la part d'icelles villes, données leurs lettres audict an cincquante six. Si fut ladicte paix semblablement confirmée, par les nobles tant de la Conté de Flandre, que de celle d'Hainault. Auquel lieu fut aussi ordonné, que les bannis de Flandre & d'Hainault, ne seroyent francs en Hollande ny Zelande, *& e contra*, que les bannis desdicts Hollande & Zelande ne seroyent en franchise esdicts païs de Flandre & d'Hainault.

CXVI.

ANS de J. C. 1258. L'EMPIRE ET LA LORRAINE. *Lettres par lesquelles* ALPHONSE *élû Roi des Romains, & Roi actuellement de Castille, investit* FREDERIC *Duc de Lorraine du Duché de Lorraine, & du Comté de Remiremont, & lui attribue en même tems divers autres droits annexez à ce Duché, comme sont la garde des Eglises, le droit de sauf conduit &c. après que ledit Duc a prêté hommage audit Roi des Romains. Fait à Tolède au mois de Mars.* 1258. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 18.

IN æterni Dei nomine Amen, Pateat universis præsentem paginam inspecturis, Quod nos ALFONSUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, & Castellæ, Toleti, Legionis, Galleciæ, Sibiliæ, Cordubæ, Murciæ, Giennii & Algarbii Rex, ad instantiam & supplicationem tui magnifici viri FRIDERICI Ducis Lotharingiæ & Comitis Romaricensis, attendentes prædecessorum nostrorum gloriosissimorum vestigia, & merita tua, & servitia debita nostræ aulæ tam prædecessoribus nostris quam nobis facta & facienda, & quod de jure infra scripta facere debemus; sedentibus nobis in publicâ Curiâ nostrâ & te dicto Duce & Comite flexis genibus ante pedes Majestatis nostræ existente, investimus te dictum Ducem & Comitem de quinque vexillis in signum quinque dignitatum quas in feodum ab Imperio tenere debes. ANS de J. C. 1258.

§. 2. Et de infra scriptis dignitatibus & feudis primum vexillum damus tibi pro Ducatu in feudum, in quo, & per quod debes esse summus Senescallus in Aulâ nostrâ citra Rhenum, Et debes nobis servire in annalibus festis de primo ferculo eques. Et si contigerit ire ad Parlamentum cum armis contra Regem Franciæ, debes facere nobis antecustodiam in eundo, & retrocustodiam in redeundo; & debes nobis præstare in terrâ dicti Ducatus forum de necessariis & victualibus. Et si contigerit nos ire ad prælium citra Rhenum, debes habere primum conflictum, & debes nobis facere antecustodiam in eundo, & retrocustodiam in redeundo. Secundum vero vexillum damus tibi in signum quòd debes reaccipere à nobis (*a*) duella Nobilium commorantium inter Rhenum & Mosam, prout metæ super hoc distinctæ dividunt. Tertium quoque vexillum damus tibi in signum pro feudo & nomine feudi de Comitatu Romaricensi. Quartum autèm, quòd debes habere custodias publicarum stratarum in dicto comitatu, tàm per aquam, quàm per terram. Quintum damus tibi in signum & investituram pro regalibus nostris in monasterio Sancti Petri Metensis, & in alio monasterio Sancti Martini Metensis, & quod debes habere custodias Ecclesiarum in Ducatu tuo. Et prædicta omnia vexilla damus tibi pro feudo in nomine feudi, & pro investiturâ & nomine investituræ, investientes te cum hastis & vexillis prædictis de manu nostrâ in manu tuâ pro prædictis omnibus, & aliis de quibus te jure investire & infeudare debemus.

(*a*) Il faut peut être lire *Feuda*.

§. 3. Et ego dictus Dux Lotharingiæ & Comes Romaricensis sic recipio & sic recognosco omnia & singula supra dicta esse vera & debita, & promitto bonâ fide me facturum & impleturum omnia & singula, & alia quæ prædecessores mei predecessoribus vestris, de jure vel consuetudine, quacunque causâ, modo vel jure fecerunt vel facere debuerunt, vobis Domino Alfonso Romanorum Regi, & Imperatori futuro; Et manus meas junctas in manibus vestris mitto, & vobis sacramentum fidelitatis & homagii facio, sicut Domino meo Romanorum Regi legitimo & Imperatori futuro. Hoc tamen salvo, quòd si infra duos annos contigerit, Vos ad Imperium non venire (quod Deus avertat) quòd ex tunc de isto sacramento fidelitatis & homagii nunc præstito non tenear. De quo sacramento, si casus ille evenerit, (quod absit) quòd nos dictus Rex in Imperium non introiverimus infra biennium, ut dictum est, te dictum Ducem & Comitem volumus non teneri. Salvo semper jure utriusque, tàm nobis pro Regno & Imperio Romanorum, quam tibi. Ita quod omnia sint in eodem statu in quo erant heri, ante celebrationem istius præsentis contractus.

§. 4. Et ad majorem roboris firmitatem & evidentiam pleniorem nos dictus Rex, & ego dictus Dux & Comes præsentem cartam fecimus sigillorum nostrorum munimine roborari. Actum Toleti pridie Idus Martii, Præsentibus Illustribus, Nobilibus, Venerabilibus, & honestis personis infra scriptis, Domino Alfonso Infante de Molina, Domino Philippo, & Domino Ludovico germanis Domini Regis, Dompno

ANS de J. C. 1258. Dompno Paſcaſio Epiſcopo Giennenſi, Dompno Suerio Epiſcopo Camorenſi, Dompno Petro Epiſcopo Paſſenſi, Dompno Petro Joannis Magiſtro ordinis Calatravenſis, Dompno Simone Roderici de los Cameros, Dompno Martino Egidii de Portugalia, Dompno Petro Nunnii de Guzman, Dompno Nunnio de Guzman, Dompno Petro Cornelii de Aragonia, Dompno Eximinio Cornelii, Garſia Martini Caſtellæ Protonotario, Magiſtro Martino quondam Archidiacono Valentino, Dompno Auguſtino Petri Decano Segobienſi de Alemannia, Dompno Raynaldo Comite de Caſtris, Dompno *** Comite de Leunſteyn, Dompno Girardo de Fontenay, Dompno Elia de Bobardia Caſtellano Caſtri de Cognie, & aliis quam pluribus, Anno Domini Milleſimo Ducenteſimo quinquageſimo octavo. Petrus Stephani ſcripſit. Extraict d'un Regiſtre du temps dudict Duc Ferry, Qui eſt au treſor des Chartes à Nancy.

CXVII.

ANS de J. C. 1259. FRANCE ET ANGLETERRE. *Traité entre* S. LOUIS *Roi de France & de* HENRI III. *Roi d'Angleterre, au ſujet des terres que ce dernier tenoit ou prétendoit en France. Fait à Londres, au mois d'Octobre.* 1259. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 22.

HENRY par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Sire d'Irlande & Duc d'Aquitaine, Nous faiſons à ſçavoir à tous ceux qui ſont, & qui à venir ſont, que nous par la volonté de Dieu avec nôtre tres cher Couſin le Noble Roy Louis de France avons paix faicte & affermée en cette maniere, c'eſt aſſavoir, qu'il donne à Nous, nos Hoirs & nos Succeſſeurs toute la Droicture, qu'il avoit & tenoit en ces trois Evechez & ces Citez, c'eſt aſſavoir de Limoges, de Cahors & de Perigort en fiefs & en domaines, ſaouf l'hommage de ſes freres, ſe ils aucune choſe y tiennent, dont ils ſoient ſi hommes, & ſauves les choſes, qu'il ne peut mettre hors de ſa main par lettres de luy, ou de ſes anceſſeurs, les quelles choſes il doibt pour chaſſer en bonne foy vers ceux qui ces choſes tiennent, que nous les ayons dedans la Touſſaincts en un an, ou faire nous eſchange convenable à l'egard de preud' hommes, qui ſoient nommez d'une part & d'autre, le plus convenable au prouffict des deux Parties.

§. 2. Et encores ly devant dit Roy de France nous donnera la vallue de la Terre des Agenois en deniers chacun an, ſelon ce qu'elle ſera priſée à droicte value de Terre des preud' hommes, nommez d'une part & d'autre, & ſera faite la paye à Paris au temple chacun an à la quinzaine de l'aſcention la moictié, & à la quinzaine de la Touſſaincts l'autre. Et s'il advenoit, que cette terre s'echeoit de la Comteſſe Janne de Poictiers au Roy de France ou à ſes hoirs, il ſeroit tenu ou ſes hoirs de rendre à nous ou à nos hoirs; & rendue la terre, il ſeroit quicte de la ferme & ſe elle venoit à autre, que au Roy de France, ou à ſes hoirs, il nous donroit le fief d'Agenois, avec la ferme devant dicte, & ſe elle venoit en Domaine à Nous, le Roy de France ne ſeroit pas tenu de rendre celle, & s'il eſtoit eſgardé par la Cour du Roy de France, que pour la terre d'Agenois avoir, deuſſions mettre ou rendre aucuns deniers par raiſon de gaigerie, ly Roy de France rendroit ſes deniers, ou nous tendrions & aurions la ferme, tant que nous euſſions eu, ce que nous aurions mis pour celle gaigerie.

§. 3. Derechef il ſera enquis en bonne foy & de plain à noſtre requeſte par Preud'hommes d'une partie & d'autre a ce eſleus, ſe la terre, que le Cuens de Poictiers tient en Caorſin de par ſa femme, fut du Roy d'Angleterre donnée ou baillée avec la terre d'Agenois par mariage ou par gaigerie, ou toute ou en partie, à ſa ſœur, qui fut Mere le Comte Raymond de Thoulouze dernierement mort, & s'il eſtoit trouvé qu'il euſt ainſi eſté à celle terre luy eſcheoit ou à ſes hoirs du deceds de la Conteſſe de Poictiers, il la donneroit à Nous, ou à nos hoirs; & ſe il elle eſcheoit à autre, & il eſt trouvé par telle enqueſte toutes voyes quelle euſt eſté ainſi donnée ou baillée ainſi, comme il eſt dict deſſus apres le deceds de la Comteſſe de Poictiers il donneroit le fief à nous & à nos hoirs, ſaouf l'hommage de ſes Freres, s'ils aucune choſe y tenoient tant comme ils vivroient. ANS de J. C. 1259.

§. 4. Derechef apres le deceds la Comteſſe de Poictiers ly Roy de France donnera à nous & à nos hoirs la terre, que le Cuens de Poictiers tient ores en Xantonge outre la riviere de la Charante en fief & en domaine, qui ſoient outre la Charante, ſi elle echoit au Roy de France, ou a ſes hoirs, & ſi elle ne luy echoit, il pourchaſſeroit en bonne maniere par eſchange ou autrement, que Nous ou nos hoirs l'ayons, ou il nous feroit avenable eſchange à l'eſgard des Preud' hommes qui ſeront nommez d'une part & d'autre, & de ce, qu'il donra à nous & à nos hoirs en fief & en domaine, nous & nos hoirs ly ſeront hommage lige, & à ſes hoirs Roys de France, & auſſi de Bourdeaux, de Bayonne & de Gaſcongne, de toute la terre que nous tenons delà la Mer d'Angleterre en fiefs & en domaine, & des Iſles, ſi aucunes y en a, qui nous tenions, qui ſoient du Royaume de France, & tiendrons de luy comme Pair de France & Duc d'Aquitaine, & de toutes choſes devant dictes ly ferons nos ſervices avenables juſques à tant, qu'il fut trouvé quels ſervices les choſes devroient, & lors nous ſerons tenus de faire les tiex, comme il ſeroit trouvé; de l'hommage de la Comté de Bigorre & Darmignac, & de Franſac, ſoit ce que droit en ſera, & ly Roys de France Nous clame quitte, ſe nous ou noſtre Anceſſeur luy fiſmes oncques tort de tenir ſon fief ſans luy faire hommage & ſans luy rendre ſon ſervice & tous arrerages.

§. 5. Derechef le Roy de France nous donnera ce, que de cinq cens chevaliers debvroient couſter raiſonnablement à tenir deux ans à l'eſgard des Preud' hommes qui ſeront nommez d'une part & d'autre, & ces deniers ſera tenu de payer à Paris au temple à ſix payes par deux ans, c'eſt à ſçavoir à la quinzaine de la Chandeleur, qui vient prochainement la premiere paye, c'eſt à dire la ſixieſme partie; & à la quinzaine de l'Aſcenſion en ſuivant l'autre paye, & à la quinzaine de la Tous ſaincts l'autre, & auſſy des autres payes en l'an enſuivant, & de ce donnera ly Roy de France ſes lettres pendant en Temple ou l'Hoſpital ou ambedeux enſemble en Pleige, & nous ne debvons ces deniers deſpendre, ſi non que au ſervice de Dieu & de l'Egliſe, ou au proffict du Royaume d'Angleterre, & ce par l'adveu des Preud' hommes, hommes de la terre esleus par le Roy d'Angleterre & les hauts hommes de la terre, & par cette Paix faiſans, avons quicté & quicterons de tout en tout & noſtre dict fils au Roy de France & à ſes Anceſſeurs, & à ſes hoirs, & à ſes freres, & à leurs hoirs, & à leurs ſucceſſeurs pour nous ou pour nos hoirs & pour nos ſucceſſeurs, ou noſtre Anceſſeur, aucune droiture que avons ou meſme euſſions oncques en choſe, que le Roy de France tienne ou teinſt oncques, ou ſes Anceſſeurs, ou ſes Freres, c'eſt aſſavoir en la Duché & en toute la Terre de Normandie, en la Comté & en toute la terre d'Anjou, de Tourraine & de Maine, & en la Comté & toute la Terre de Poictiers ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France, ou es Iſles, ſe aucunes en tient le Roys de France ou ſi Freres, ou autres de par eux, & tous arrerages.

§. 6. Et auſſy avons quicté & quictons nous & noſtre dict fils à tous ceux qui de par le Roy de France, ou de ſes Anceſſeurs, ou de ſes Freres tiennent aucune choſe par don, par eſchange, ou par vente, ou par achapt,

ANS de J. C. 1259.

achapt ; ou par assensement, ou par autre semblable maniere en la Duché, & en toute la terre de Normandie, en la Comté, & en toute la terre d'Anjou, de Tourraine, & du Mayne ; & en la Comté & en toute la terre de Poictiers ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France, ou ez Isles dessus dictes, sauf à nos & à nos hoirs nostre droicture ez terres, dont nous debvons faire hommage lige au Roy de France pour cette paix, comme il est dessus devisé, saouf ce que nous peussions demander nostre droicture, si nous la cuidions avoir en Agenois, & avoir la, se la Cour le Roy de France le juge, & aussy de Caorsin.

§. 7. Et donrons au Roy de France les lettres, qu'on dict, qu'il a du Roy Richard nostre Frere, de quittance de totes ces choses par eschange, qui en ot ; & se pouvons ne les trouver ou avoir, donrons nos lettres pendans au Roy de France, & des Barons & des Prelats & des Prodes hommes, qui y furent de tesmoignage de la quittance, que li Roy Richard en feit, & avoit encor ; a nostre serment & es nos lettres pendans, que puis cette quittance nulle droicture, ne nous donnera en nulle de ces choses en cette mesme quittance au Roy de France & aux autres devant dits. Ferons faire à nostre Sueur la Comtesse de Leyceſtre, por soy por ses hoirs & des enfans de ceux, qui l'en requerra, & li Roy de France nous clamera aussy quitte, si il ou si Ancesseur li firent onques tort, de tenir son fié sans li faire hommage & sans li rendre son service & tous arrerages. Et avons pardonné & quité l'un à l'autre, pardonnons & quictons tous maltalens de contans, & de guerre, & tous arrerages, & toutes yssues, qui ont été eues, ou qui pourroient estre eues en toutes les choses devant dites, & tous les dommages, & toutes mises, qui ont esté faicts ou faites deça & dela en guerre, & en autre maniere.

§. 8. Et pour ce, que cette Paix fermement & aussy establement sans nulle enfraignance soit tenue à tousjours, ly Roys de France a faict jurer en son ame par ses Procureurs especiaux à ce establis, & ses deux fils ont juré à tenir ces choses tant comme à chacun appartiendra, & à ce tenir ont obligé eux & leurs hoirs par leurs lettres pendans, & nous de ces choses tenir sommes tenus de donner seureté au Roy de France des Chevalliers des Terres devant dictes mesme, que il donne, & des villes, selon ce que il nous requerra. Et la forme de la seureté des hommes & des villes pour nous sera telle : Ils jureront que ils ne donneront ne conseil, force, ne ayde parquoy nous ou nostre hoir vinssions allencontre de la paix, & s'il advenoit, que Dieu ne veuille, que nous ou nostre hoir vinssions allencontre, & ne voulsissions amender, puis que le Roy de France, ou ses hoirs Roys de France nous en auroient faict requerre chil qui la seureté auroient faicte dedans les trois mois, qu'ils en auroient fait requerre, seroient tenus d'estre aydans au Roy de France & à ses hoirs contre nous & nos hoirs, jusques à tant, que cette chose fut amendée suffisamment à l'esgard de la Cour du Roy de France, & sera renouvellée cette seureté de dix ans en dix ans, à la requeste du Roy de France ou de ses hoirs Roys de France & nous. Cette paix & cette composition entre nous & le devant dict Roy de France sera affermée & toutes les devant dictes choses & chacunes, si comme elles sont dessus contenues, promettons en bonne foy pour nous & pour nos successeurs au devant dict Roy de France, & a ses hoirs & à ses successeurs loyalment & fermement garder, & que nous encontre viendrons par nous ou par une autre en nulle maniere, & que riens n'avons faict, ne ferons, par quoy les devant dites choses toutes, ou aucunes, en tout ou en partie ayent moins de fermeté.

§. 9. Et pour ce que cette Paix fermement, establement & sans nulle enfraignance soit tenue à tousjours, nous à ce obligeons nous & nos hoirs, & avons faict jurer en nostre ame par nos Procureurs en nostre presence cette paix si comme elle est dessus devisée & escripte à tenir en bonne foy, tant comme à nous appartiendra, & que nous ne viendrons encontre ne par nous ne par autre. En tesmoing de toutes ces choses nous avons faict ces lettres au Roy de France, pendans seelz de nostre seel ; & cette Paix, & toutes ces choses, qui sont dessus contenues, par nostre commandement especial ont juré Eduuard & Eadmont nostre fil en nostre presence à garder & tenir fermement, & que ils encontre ne vendront par eux ne par autre. Ce fut donné à Londres, Lundy prochain devant la feste sainct Luc Evangeliste, l'an de l'incarnation nostre Seigneur, Mil deux cens cinquante neuf, au mois d'Octobre.

ANS de J. C. 1259.

CXVIII.

Lettre du Pape URBAIN IV. *à* RICHARD *élû Roi des Romains, touchant la dispute pour l'élection entre ledit Richard, &* ALPHONSE, *avec les raisons de part & d'autre. Ecrite le dernier* (a) *d'Août.* G. G. Leibnitz. dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 12.

ANS de J. C. 1259.

EMPIRE.

(a) L'Année n'est pas marquée.

(b) URBANUS IV. &c. RICHARDO in Romanorum Regem electo. Qui cœlum terramque regit, is nimirum cœli novit ordinem, & interra potest cœlestis ponere originis rationem. Is exempla de superioribus ad inferiora derivans, sicut in firmamento cœli duo luminaria magna constituit, ut mundum vicibus suis illustrent, sic & in terris maxima dona sua, Sacerdotium videlicet & Imperium, ad plenum spiritualium mundanorumque regimen, ad firmamentum Ecclesiæ militantis instituens, utriusque potestatis ita discrevit officia, ut eorum officiosa diversitas nulla sibi adversitate dissentiat ; sed in commissi executione regiminis ex officii debito in voti unitate concordet, & ipsorum procul dubio profutura concordia alterius fulta præsidiis, ac utriusque mutuis fota favoribus, opus justitiæ liberius operetur, pacem mundo pariens, tranquillitatem inducens & nutriens unitatem. Imperium siquidem ad salutem sacerdotali auctoritate dirigitur, & ipsius adjutum suffragiis, sedatis procellosis interdum imminentium tempestatum turbinibus, tranquillum reddditur & quietum. Sacerdotium verò pium & tutum debet habere refugium, Imperialem mansuetudinem, cum sua veneratione conjunctam, ut Imperii Romani fastigium, & ejus culmini præsidens, specialis Advocati & defensoris præcipui, circa Ecclesiam gerat officium, & in ipsius fortitudine brachii defensentur Ecclesiæ libertates, & jura manuteneantur ipsarum, extirpentur hæreses, cultus Christianæ fidei amplietur, & inimicis consternatis ejusdem, in pacis pulchritudine sedeat populus Christianus & in requie opulenta quiescat.

L'Auteur d'où nous l'avons tirée la met entre les années 1259. & 1268. & c'est effectivement le tems auquel elle doit avoir été écrite, puisque Richard abandonna l'Empire en 1268. & mourut en 1271.

(b) C'est la piéce la plus ancienne où il soit parlé du nombre des Electeurs.

§. 2. Verùm humani generis inimicus, pacis impatiens, amator litium, discordiæ seminator, utriusque profectibus invidens, claræ memoriæ Willelmo Romanorum Rege rebus humanis exempto, inter Te & charissimum in Christo filium nostrum Regem Castellæ ac Legionis Illustrem in Romanum Regem electum circa obtinendam ejusdem Imperii dignitatem contentionis materiam susitavit, ut vobis circa hoc contendentibus careret imperialis regiminis commodis orbis terræ, & tanti brachii, tàm utilis, tàm necessarii, tàm chari carentiam ex ipsius Imperii vacatione diutina molestam admodum & nocivam, damnosa experientia, Ecclesia prædicta sentiret. Sentit utique, sentit Mater Ecclesia tam populi sibi commissi, quàm suam gravem de hujus contentione jacturam, crevit namque perversorum audacia, & ipsorum abundante malit-

ANS d. J. C. 1259. malitia, dum eodem vacante Imperio ipsi Ecclesiæ defensionis debita suffragia subtrahuntur, liberius peccatis insistitur, hæreses pullulant, scandala suscitantur, multiplicantur cædes & strages, injuriæ invalescunt, in persecutionum turbinibus Petri navicula fluctuat; & interdum qui fidelium ipsius censeri nomine gloriantur, in arcum perversum, fideli debitum non versando, conversi eam in suis juribus injuriosè impetunt & molestant, illa nunc denegando pro libito, nunc illicitè occupando. Propter quod eadem Ecclesia non immerito hujusmodi vacationem deplorat Imperii, & de animarum periculis, quæ peccandi libertas ingerit, ex intimis longa trahens suspiria ingemiscit. Ex eo insuper quàm durè, quàm graviter materna ejus viscera quatiuntur, quod ipsa tam charos filios, tam inclytos principes in suo sentiens utero collidentes, prudenter advertit tuam & prædicti Regis potentiam, in Christo blasphemos, & inimicos nominis Christiani potenter & magnificè more solito exercendam, in proprium & grande domesticarum fidei detrimentum talibus contentionibus implicari. Hæc ergo & alia incommoda dissentionis hujusmodi eadem Ecclesia materno pensans affectu, in iis auxilii sui dexteram non substraxit, sed vigilavit attentius attentione solicita vigilanter intendit, multaque solicitudine pervigil laboravit, ut discriminibus tantis occurreret, teque ac ipsum Regem à discordiarum dispendiis præservaret.

§. 3. Et licet inter vos judicis partes assumere non sine causa distulerit; præsertim cum tam tui quam ipsius Regis nuntii in recordationis felicis Alexandri Papæ prædecessoris nostri, nostra, & fratrum nostrorum præsentia constituti, super prædictis judiciarium Apostolicæ sedis examen expressè usque ad hæc tempora declinarint; dilectionem tamen hujusmodi illa etiam utilitatis utriusque partis consideratio, & paternæ pietatis cautela pro vobis consilium capiens persuasit, ut vestris animis ad hoc habilitatis, interim ad reformanda inter vos amicitiæ fœdera congruentia tempora captarentur, & remedia promtiora parerent, per quæ discordiæ occasione sublata vos glutinum solidæ charitatis uniret; ac in vestræ soliditate concordiæ, quam tractatus, qui super hoc inter vos dicebantur haberi, promittere videbuntur; sub sui Principis ducatu pacifico daretur eidem sabbatismus Imperio; & sedatis scandalis, ipsius subditis quietis optata jucunditas proveniret, pestis exterminaretur hæretica, animarum pericula vitarentur, Ecclesia Cæsareo munita præsidio, & ab hostibus erepta de persecutorum incursibus respiraret: ac eorum, qui sub simulatæ fidelitatis audacia nocent fidentius, temeraria nocendi confidentia refrænata, suorum jurium integritate gauderet. Hæc quidem hactenus expectavimus anxii: hæc desideravimus anxia expectatione diutius: in iis prædecessoris, nostra, & fratrum nostrorum solicitudo non defuit, secundum Apostolicæ circumspectionis judicium de contingentibus nil omittens.

§. 4. Et quanquam, ut votis nostris satisfieret in hac parte, hucusque non fuerit ex alto concessum; tamen ad id semper nostra suspiravit intentio, ad id plenis desideriis anxiamur, non proponentes à cœptis desistere; quin circa negotium hujusmodi sub spe illius, qui facit magna, & inscrutabilia, qui facit concordiam in sublimibus, prosequi pacis semitas intendamus, quidquid per nuntios & procuratores partium coram nobis noviſſimè his diebus propositum petitum fuerit & responsum. Et quidem venerabilis frater noster Laurentius Episcopus, & dilectus filius Willelmus Archidiaconus Roffensis, ac Robertus de Baro procuratores & nuntii tui à te plenariam potestatem habentes, ut in nostro consistorio tua proponerent negotia; & peterent cum solennitate, qua conveniret, vocationem tuam solemniter ad coronam; ac universa & singula circa hæc gererent, agerent fideliter, ac procurarent, quæ per vestros nuntios ac procuratores ad hoc specialiter deputatos legitimè possent agi, peti, & etiam procurari, coram nobis, & eisdem fratribus proponere curaverunt quasdam consuetudines circa electionem novi Regis Romanorum in Imperatorem posteà promovendi, apud Principes vocem in hujusmodi electione habentes, qui sunt septem numero, pro jure servari; & fuisse hactenus observatas à tempore, cujus memoria non existit: secundum quas infra annum & diem, postquam vacat Imperium, talis decet electio celebrari, quacumque parte ipsorum anni, & diei, quam ad hoc iidem principes duxerint deputandam: & ad Archiepiscopum Maguntinum, & Comitem Palatinum Rheni, vel ipsorum alterum, altero nequeunte, vel forsitan non volente, pertinet ad electionem ipsam celebrandam, diem præfigere, ac cæteros electores principes convocare. Quibus omnibus, vel saltem duobus ex ipsis die præfixa convenientibus apud oppidum de Frankenford, intus vel extra ipsum oppidum, in terra quæ dicitur Franckeserde, (loca quidem ad hoc deputata specialiter ab antiquo) ad electionem ipsam procedi potest, & debet secundum morem ipsius Imperii approbatum; & electione taliter celebrata, electus si electioni consenserit, ante Aquisgranum per dies aliquos facta mora, infra annum & diem post celebrationem eamdem quando electus voluerit, per Colonienſem Archiepiscopum, ad quem id ex officio suo spectat, inungitur, consecratur, & etiam coronatur: quo facto cuilibet via præcluditur contra electionem, vel electum, jam Regem Romanorum effectum, dicendi aliquid, vel etiam opponendi: sed idem electus prædicto modo inunctus, consecratus, & coronatus pro Rege habetur, & ei tamquam Regi debent à subditis juramenta præstari, assignari civitates, oppida, castra, & specialiter castrum (a) de Treveles, ac aliqua jura Imperii infra annum & diem à tempore coronationis ejusdem: ita quod si qui de Vasallis Imperii ei homagia non præstiterint consueta, & non reddiderint civitates, castra & alia supradicta; illis, quæ ab Imperio tenent eodem, sint eo ipso privandi.

(a) Peut-être est-ce le Palais de Tréves.

§. 5. Et, si votis Principum, ad quos spectat eligere, ad eligendum convenientium; divisis in plures, duo in discordia eligantur, vel alter electorum per potentiam obtinebit, vel ad prædictum Comitem Palatinum tanquam ad hujusmodi discordiæ judicem est recursus habendus; ni forsan super electione vel coronatione hujusmodi suborta discordia, per appellationem vel querelam prædictorum principum ad examen sedi Apostolicæ, quo casu ipsius est in tali causa cognitio, deferatur. Intelligitur autem is electus esse concorditer, in quem vota omnium Electorum Principum, vel saltem duorum tantummodo in electione præsentium diriguntur. In discordia verò is etiam reputatur electus, de quo in loco non solito electio celebratur, & in termino de communi consensu dictorum principum non statuto; quem si forsan prædicti principes infra annum & diem à tempore vacantis Imperii concorditer statuant, licet non exprimant, quod ipsum peremptorium esse velint, terminus tamen ab eis præfixus taliter peremptorius reputatur. Porro iidem procuratores iis & aliis quibusdam prælibatis consuetudinibus adjecerunt, quod vacante Romano Imperio, die per omnes prædictos Principes pro celebranda Regis Romani in Imperatorem postea promovendi electione statuto in octavis Epiphaniæ anno Domini M. CC. LVI. apud memoratum oppidum de Franckeford quinque tantum de dictis Principibus tum per se, tum per alios, videlicet bonæ memoriæ Colonienſis Archi-Episcopus pro se & bonæ memoriæ Maguntinus Archi-Episcopus ea vice in hoc commiserat vices suas; & dilectus filius nobilis vir Comes Palatinus apud Franckeserd; bonæ memoriæ vero Treverenſis Archiepiscopus, & dilectus filius nobilis Vir Dux Saxoniæ intra dictum oppidum convene-

ANS de J. C. 1259.

ANS de J. C. 1259.

venerunt. Cumque iidem Treverenſis Archiepiſcopus & Dux Saxoniæ præfatos Archiepiſcopum Colonienſem & Comitem nec ipſum oppidum intrare permitterent, nec ad eos exire vellent, ſuper hoc ſæpius requiſiti; dicti Archiepiſcopus Colonienſis & Comes, attendentes ex lapſu temporis periculum imminere, ſi forſan non fieret electio illa die, quæ ad hoc fuerat peremptoriè conſtituta; præſertim cum de anno & die poſt vacationem Imperii quindecim dies ſolummodo ſupereſſent, infra quos nullo modo potuiſſent propter locorum diſtantiam, & alias facti circumſtantias præfati Principes iterum convenire, cum Prælatis, Ducibus & aliis ibidem præſentibus, deliberatione præhabita de ipſorum communi conſilio & aſſenſu ad electionem procedere decreverunt: & tandem præfatus Colonienſis pro ſe, ac dictis Maguntino cujus vices gerebat, & Comite præſente ac conſentiente; divino nomine invocato, te in Regem Romanorum elegit, & mox electionem hujuſmodi Magnatum & aliorum aſtantium copioſæ multitudini publicavit.

§. 6. Cui electioni per chariſſimum in Chriſto Filium noſtrum Regem Bohemiæ Illuſtrem poſt paucos dies conſenſu præſtito, demum tu ad tuorum electorum & aliorum Imperii optimatum, qui propter hoc ad te in Angliam acceſſerunt, inſtantiam & requiſitionem inſtantem, eidem electioni poſt diligentem ſuper hoc tractatum habitum conſenſiſti; ac perſonaliter Alemanniæ regnum ingreſſus, & moram apud Aquiſgranum, quantum decuit faciens, nec inveniens reſiſtentem; poſtmodum fuiſti per ſæpe dictum Colonienſem Archiepiſcopum, ad cujus id ſpectabat officium, conſecratus, inunctus, coronatus, ac inthronizatus regio more in ſedem magnifici Caroli, nullo ſe in ibi coronationi tuæ realiter aut verbaliter opponente. Recepiſti quoque homagia Magnatum regni ejuſdem, ac fidelitatis etiam juramenta: obtinuiſti ornamenta, & inſignia Imperialia, quibus Rex Romanorum ſolet ornari, dum Romæ inungitur, conſecratur per manus ſummi Pontificis, & ſacrum Imperii ſuſcipit diadema; & ſine quibus aliquis ad inunctionem, conſecrationem, & coronationem hujuſmodi nec ſolet, nec debet admitti: reddita inſuper tibi fuerunt quamplura oppida, caſtra, villæ, ac jura Imperii tamquam Regi: tuque ipſius Regni poſſeſſionem adeptus, ipſam tenes, & per ſex annos & amplius tenuiſti.

§. 7. Ex his autem procuratores tui arguere nitebantur, cum memorati Trevirenſis Archiepiſcopus & Dux Saxoniæ, recuſando dicto die procedere, reliqui verò, non veniendo ad terminum concorditer aſſignatum, ſe alienos ab electione reddiderint, ea vice; tu ab omnibus Principibus vel ſaltem ab iis in quos totaliter jus eligendi reciderat, cenſeri debes electus: & pro certo ac indubitato ponentes jus in Regno & Imperio ſupra dictis tibi electo prædictis conſuetudinibus obſervatis ubi & à quibus id fieri debuit, & nulli alii acquiſitum; ac regimen nomen & Imperii diadema indubitate deberi, ſuplicaverunt inſtanter, & humiliter petierunt tibi & hujuſmodi nomen aſcribi. Maxime cum antedictus prædeceſſor, id tibi de fratrum ſuorum conſilio adſcripſiſſet, te in eiſdem Regno & Imperio quibuſlibet aliis præferendo, ſicut per ipſius litteras oſtendere nitebantur: teque per nos inungendum, conſecrandum, & coronandum in Romanum Imperatorem, advocatum, ac defenſorem Eccleſiæ, ad ipſum diadema de noſtris ſuſcipiendum manibus ſine diſpendio ulterioris moræ vocari, & Apoſtolicum tibi favorem impendi: præſertim cum non tantum major pars principum prædictorum, imò omnes, excepto nobili viro Marchione, Brandeburgenſi, qui etiam paratus eſt tibi obedire, ut iidem nuntii proponebant; electioni de te factæ conſentiant, & tibi tam ipſi, quam alii magnates Alemanniæ generaliter tanquam ſuo Regi obediant & intendant: petitionem ſuam illa indubitatâ, ſicut aſſerunt, in Imperio & jure munita conſuetudine fulcientes, qua dicunt electo in Regem Romanorum, ſecundum ſolitum morem Imperii ubi & à quibus debet, & poſtmodum per ſupra dictum Colonienſem Archiepiſcopum inuncto, conſecrato & coronato eo ipſo regium nomen acquiri; & ſi electæ perſonæ impedimenta non obvient, vocandum ſine dilatione aliqua per ſummum Pontificem ad coronam; ad id non ſolum morem Imperii approbatum, ſed etiam quondam felicis recordationis Innocentii Papæ III. prædeceſſoris noſtri decretalem Epiſtolam allegantes ac dicentes, per contradictionem memorati Regis Caſtellæ, vel electionem quæ de ipſo facta dicitur, petitionem non debere aliquatenus impediri; cum ſecundum prædictas conſuetudines ſit ei jam cujuſlibet contradictionis via præcluſa, & electio ipſa nulla fuerit ipſo jure, utpote poſt annum & diem contra eaſdem Imperii conſuetudines, & termino ad hoc ſtatuto de communi Principum prædictorum conſenſu tranſacto, & poſt electionem tuam legitimam non caſſatam, à ſolo nominato Treverenſi (qui propter nova pedagia, quæ in terra ſua impoſuit erat tunc excommunicatione ligatus) nulla omninò forma ſervata, in Camera ejuſdem Treverenſis Archiepiſcopi contemptis aliis principibus, clandeſtinè attentata: cum nullam ab eiſdem principibus ſuper hoc poteſtatem haberet; quam ſi etiam ab aliquibus habuiſſet, ſicut quædam pro altera exhibitæ literæ innuebant, formam tamen ipſius, quæ ſecundum tenorem literarum ipſarum ad certam diem ſe tantummodo extendebant, non eligendo ipſa die, minimè obſervavit.

§. 8. Ex parte verò ſupra dicti Regis Caſtellæ per venerabiles fratres noſtros Garſiam Silvenſem, & fratrem Dominicum Abulenſem Epiſcopos, ac dilectum filium magiſtrum Joannem Capellanum noſtrum Archidiaconum Compoſtellanum, ipſius Procuratores, actores, & negotiorum geſtores, generales & ſpeciales omnes in ſolidum; ita quod occupantis non ſit melior conditio; mandatum habentes ab ipſo, ad petendum pro eo & ſuo nomine à nobis & prædictis fratribus noſtris coronam Imperii, & aſſignari ſibi diem ad recipiendum ipſam, & ad agendum, reſpondendum, defendendum & tractandum jura ſua & Imperii, & quicquid honori ejus expedire viderent, ſive in ordinario, ſive in extraordinario judicio ageretur; fuit è contra propoſitum, quod prædictus dies octavarum Epiphaniæ non ad eligendum, ſed ad tractandum ſuper electione faciendi Regis & Imperatoris; & ad aſſignandum diem ad celebrandum electionem eamdem, non per omnes, ſed quoſdam ex ipſis principibus extitit aſſignatus. Qua die præfati Trevirenſis Archiepiſcopus & Dux Saxoniæ pro ſe, ac dilecto filio nobili viro Marchione Brandeburgenſi, qui eidem Trevirenſi Archiepiſcopo vices ſuas commiſerat, nec non & procuratores memorati Regis Bohemiæ ad prædictum oppidum tamquam viri pacifici acceſſerunt. Supra dicti verò Colonienſis Archiepiſcopus & Comes cum ingenti armatorum multitudine ad loca circumvicina ipſius oppidi advenientes, requiſiti per Treverenſem Archiepiſcopum, Ducem, & Procuratorem prædictos, qui eorum impreſſionem veriſimiliter formidabant, ut idem oppidum intrarent cum ſocietate decenti; de aſſignando die ad electionem celebrandam, prout terminus exigebat, ſi ad hoc eſſent habiles, unà cum ipſis pacificè tractaturi: non ſolum id facere contempſerunt, verum etiam proprii proſecutores arbitrii præſumſerunt te in Regem Alemanniæ, non ſine multo contemptu aliorum Principum nominare.

§. 9. Memorati autem Treverenſis Archiepiſcopus, Dux & Procurator nominationem hujuſmodi attendentes penitus eſſe nullam (præſertim cum Colonienſis Archiepiſcopus pro eo, quod in bonæ memoriæ P. Sancti Georgii ad velum aureum Diaco-

ANS de J. C. 1259.

num Card. tunc Legatum in Alemanniæ partibus manus injecerat, ac venerabilem fratrem noſtrum Padebornenſem Epiſcopum detineret captivum, propter quod per eundem etiam Legatum excommunicatus extitit; Comes verò propter Clericorum & religioſorum cædes & notarios captiones, & quia contra ſententiam felicis recordationis Innocentii Papæ IV. prædeceſſoris noſtri, quondam Friderico olim Romanorum Imperatori & Conrado nato ejus præſtiterat publicè conſilium, auxilium & favorem; erant ipſius electionis tempore tàm à canone, quàm ab homine variis excommunicationibus innodati: & Maguntinus Archiepiſcopus, cujus idem Colonienſis Archiepiſcopus ſe vices gerere aſſerebat, in vinculis teneretur; propter quod carens arbitrii libertate, præſtare non potuit, prout jura exigunt, liberum in electione conſenſum, nec etiam facto præſtitit ad electionem celebrandam) certum terminum ſtatuerunt ſubſequentem dominicam paſſionis, quo quidem termino uſque ad proximam dominicam palmarum continuato de die in diem; & memorato Maguntino tunc à vinculis liberato, Colonienſi Archiepiſcopo & Comite requiſitis, & nolentibus intereſſe; dictus Trevirenſis Archiepiſcopus à Rege Bohemiæ, Duce & Marchione ſibi ſuper hoc poteſtate commiſſa, dictum regem Caſtellæ ſuo & illorum nomine publicè & ſolemniter in eodem oppido de Franckenford, Dei nomine invocato Romanorum Regem & Imperatorem elegit, & electionem ipſam omnibus aſtantibus publicavit: idemque Rex Caſtellæ ipſa electione ſibi per quamplures Magnates Imperii, ad ipſum propter hoc in Hiſpaniam accedentes, poſtmodum præſentatu, electioni conſenſit eidem. Ex præmiſſis ſanè iidem procuratores & nuntii prælibati Regis Caſtellæ, dicentes electionem ipſam, ubi & à quibus debuit celebratam legitimè; allegabant electionem eandem impediri non potuiſſe per tuam, quæ ſicut dicunt, nulla extitit ipſo jure. Nam cum prædictus dies octavarum non ad eligendum, ſed ad tractandum de ſtatuta die, & ipſam ſtatuendam ad electionem celebrandam novi Regis fuerit non per omnes prædictos Principes, ſed per aliquos ex eis, ut præmittitur aſſignatus; qui etiamſi ad eligendum ſtatutus fuiſſet per majorem partem eorundem Principum, minoris partis non obſtante contradictione, mutari & prorogari potuit & extitit prorogatus: conſtat electionem de te maximè per pauciores de ipſis Principibus excommunicatos ipſa die octavarum factam, nullam penitus extitiſſe.

§. 10. Excommunicationem etiam contra memoratum Archiepiſcopum Treverenſem objectam, & conſuetudinem, quæ de celebrando tempore vacantis Imperii infra annum & diem Regis Romanorum electione præponitur, ac alias omninò negantes, allegabant, quod ſi veritate hujuſmodi propoſitio fulciretur, electio tua, quæ quindecim diebus de ipſo tempore adhuc exſtantibus celebrata fertur, ex hoc etiam nulla eſſet: cum non licuerit minori parti, majore contempta, diem ultimam ipſius temporibus prævenire. Per quæ apparere dicebant, quod Electores ejuſdem Regis Caſtellæ, nolendo die illo eligere, non fuerunt eligendi jure privati, nec ſi etiam, ut pars adverſa pronòrit, ad minorem partem renuiſſent exire. Nam cum infra prædictum oppidum de Franckeford Romani Regis & Imperatoris, & non alibi debeat electio celebrari minor pars non poterat ad locum alium coarctare majorem. Adjecerunt præterea inunctionem, conſecrationem, coronationem, ac poſſeſſionem prædictas, quam quidem poſſeſſionem omninò negabant; & cætera pro parte tua inducta, cum ex electione tua, quæ, ut prædicitur, nulla extiterat, ſecuta fuerint, tanquam nulla, nullum potuiſſe tuo munimentum afferre, aut ejuſdem Regis Caſtellæ juri præjudicium generare: ſubjungentes Colonienſem Archiepiſcopum ſupradictam conſecrationem vel inunctionem, ſeu coronationem, quæ jus tribuant, dare non poſſe niſi ei, qui à majori & ſaniori parte prædictorum Principum eſt electus: alioquin illa ſequeretur abſurditas, quod ſolus Colonienſis Archiepiſcopus precibus inductus vel corruptus pretio, cui vellet Imperium dare poſſet. ANS de J. C. 1259.

§. 11. Quod autem de literis ſupradicti prædeceſſoris Alexandri præmittitur, in quibus tibi regium nomen dicebatur aſcriptum, neque in prædictis regno & Imperio aliis fuiſſe prælatum, multipliciter confutabant; tum quia quoties coram ipſo prædeceſſore Alexandro, ac fratribus ſuis de Imperii negotio agebatur, idem prædeceſſor Alexander, publicè aſſerebat, quod ſuper eodem negotio nihil in dicti Regis Caſtellæ præjudicium attentaret; quod etiam ipſi Regi Caſtellæ per literas, per quondam A. de Ferentino ſuum Capellanum & nuntium intimavit; propter quod prædictæ per te inductæ literæ meritò ſunt ſuſpectæ, nec credendæ de ejuſdem prædeceſſoris Alexandri conſcientia emanaſſe; tum etiam quia ſi de ipſius conſcientia & fratrum ſuorum conſilio proceſſiſſent, cum injurioſæ ſint, debent merito revocari. Unde iidem Regis Caſtellæ procuratores & nuntii electionem de ipſo factam, electione tua prædicta, & iis, quæ pro te fuerunt objecta, nequaquam obſtantibus, fore legitimam, utpote celebratam à majori parte ipſorum Principum, (quos iidem procuratores & nuntii variare non potuiſſe allegant, & variaſſe non credunt) imò fictione juris ab omnibus (cum alii utpote inhabiles electioni non potuerint, vel ſaltem noluerint in loco ſolito & tempore debitò intereſſe) ac ipſum potiorem in prædictis regno & Imperio arguentes; cum inſtantia poſtularunt ipſi Regi Caſtellæ, conſuetum favorem: videlicet, quod quando aliqui ad Imperium in diſcordia Principum eliguntur, ſedes Apoſtolica illum, qui electus eſt à parte majori, perſonæ impedimentis ceſſantibus, denunciat electum canonicè, ac Regem nominat, * pro parte aliqua non citata; & ei favorem præſtat, illique terminum ad recipiendam coronam aſſignat, etiamſi alter taliter electorum regni poſſeſſionem præſumſerit occupare: ſicut in electionibus Lotharii & Conradi, Othonis & Philippi ac aliorum plurium obſervatum fuiſſe dicebant, ad hoc prædictam decretalem Epiſtolam inducentes.

§. 12. Eiſdem autem præfati Regis Caſtellæ nuntiis petitioni prædictæ ſuper debita juſtitia exhibenda porrectæ inſiſtentibus, nos memoratum Roffenſem Epiſcopum & alios tuos procuratores de prædictorum fratrum conſilio duximus requirendos, ſi vellent ſuper præmiſſis ſubire tuo nomine noſtrum & Apoſtolicæ ſedis examen. Qui habito conſilio reſponderunt, quod cum ſis princeps Catholicus, nobis in Eccleſiæ Romanæ devotus, ipſam caput Chriſtianitatis & fidei, tuamque matrem & Dominam recognoſcens, nec intendas illius declinare judicium, in quibus illud ſubire debes, & de jure teneris; & in Imperio jus habens, ac Regni Alemanniæ, & ejus jurium poſſeſſionem obtineas; parati erant, in quantum prædicti mandati, quod à te habebant, ſe vires extendunt pro te ac tuo nomine, tanquam pro Rege vero, ac legitimo poſſeſſore, judicium noſtrum & Eccleſiæ Romanæ ſubire, ſi quis appareret, qui te ſuper præmiſſis velit impetere, aut aliquid quocunque modo proponere, per quod tibi poſſit aliquod præjudicium generari: ſalvis ſemper in omnibus & per omnia juriſdictione, poteſtate, officio, auctoritate, dignitate, honore, ac libertate ſacri Romani Imperii, ejuſque Principum, ad quos ſpecialiter ſpectat Romani Regis electio, & quibus præjudicare non intendebant, vel alias quomodo libet derogare; petitionem tuo præmiſſam nomine nihilominus repetentes. Ecce, fili chariſſime, dum ad petitionem juſtitiæ ab una parte proceditur, nec ab altera judicio ceditur, ſed ipſius Regis concordiam, & concordem

ſupra

ANS de J. C. 1259.

supra dicti ordinationem Imperii, desiderataque quietis nobis serenitas arrideret, in judiciorum inquietos anfractus ingerimur, & expetitæ justitiæ instantia in ipsorum nos fluctus impellit. Ecce pacem expectavimus, & non venit : quæsivimus bona, & turbatio strepitus judicialis offertur. Profecto non id desiderabat Ecclesiæ Imperiali auxilio relevanda necessitas : non id exigebant laceræ partes Imperii occupatricibus expositæ manibus direptorum : non id requirebat Christianitatis his temporibus miseranda conditio, quam intrinseca pluſquam - - Tartaricæ feritatis affligunt. Quibus potius debebatur, ut per tractatus pacificos Cæsarei culminis acceleranda provisio in unitate capitis juribus redintegratis Imperii contra tot discrimina provideret.

§. 13. Nos itaque pacis cogitationes solicitè cogitantes, ac de illius sperantes omnipotentia & immensa virtute, sub quo curvantur, qui portant orbem; qui ventis imperat, & ad ejus nutum stat spiritus procellarum; pacis tractatibus providimus insistendum. Et ideo hinc inde propositis à nobis & prædictis fratribus nostris in discussionem exactæ deliberationis inductis de ipsorum consilio, tam ad magnificentiæ tuæ præsentiam, quam ad ipsum Regem Castellæ Nuntios deliberavimus destinandos, qui vos ad pacem invitent : ad quod dilectum filium Magistrum Guillelmum Capellanum nostrum Archidiaconum in Ecclesia Parisiensi, virum utique providum, consilii maturitate conspicuum, à nobis ac eisdem fratribus plurimum meritò suæ probitatis acceptum, de cujus industria & fidelitate nos & ipsi fratres plenè confidimus, ad tuam magnificentiam specialiter destinamus. Et nihilominus cum simus omnibus in justitiæ debitores, nec debeamus eam personis denegare sublimibus, qui super ipsa, etiam ab humilibus requisiti, nostri partes officii non negamus; te ac eundem Regem Castellæ citandos decrevimus, & de sæpe dictorum fratrum consilio peremtoriè præsentium tenore citamus, ut secunda die Maji primo venturi, Apostolico conspectui per Procuratores idoneos te præsentes, qui tuæ conscientiæ conscii legitimum & plenum à te mandatum habeant ad pacis tractatum, si Dominus dederit, ineundum; & ad procedendum in ipso negotio prout honori Ecclesiæ, ac pensata talis & tanti conditione negotii sine offensa justitiæ videbimus expedire. Datum apud Urbem veterem, 2. Kal. Septembris.

CXIX.

ANS de J. C. 1261.

ANVERS ET TURNHAUT.

*Traité & Alliance entre la Ville d'*ANVERS *& les Habitans de* TURNHAUT, *fait à Louvain, en l'an* 1261. Placarts, Ordonnances, &c. des Ducs de Brabant. Tom. I. Liv. V. pag. 670. & Aubert le Mire, Donationum Belgicarum Lib. II. Cap. CXI. pag. 227.

UNIVERSIS tam præsentibus quàm posteris ad quorum notitiam præsens scriptum pervenerit Scabini, Jurati & communitates Urbium de Antverpiâ & de TURNHOUT, Salutem, & eorum quæ subscripta sunt, sententiam sanè considerare, cùm olim inter nos stultorum temeritate movente lites, odia, & discordiæ, non semel sed plures habitæ fuissent, nos quasi providi de futuris, considerantes, nullum nobis hinc inde honorem nec profectum posse generari, ne in posterum his similia tam facilè sicut hactenus queant accidere, ad omnem præhabitum rancorem sopiendum, & pacem diu instabilem, quæ tamen bonos singulos & maximè Compatriotas decet, perpetualiter reformandam, præcipuè quoque propter honorem, & profectum Domini nostri, atque etiam totius terræ nostræ amplificandum & custodiendum, multiplici consilio quomodo id stabiliter fieri posset, utrimque requisito, sufficienti deliberatione peractâ, Tandem omnipotentis Dei inspirante gratiâ, in hoc consensimus, quæ primò & principaliter ante omnia quidquid odii, vel dissensionis intra nos, hucusque habitum fuerit, quomodocumque evenerit, puro corde invicem remisimus, nunquam deinceps recordandum, quo facto omnes pariter, & singuli tanquam fratres unanimi voluntate conjuravimus, & Confœderationem mutuæ pacis, atque amicitiæ fecimus inviolabiliter observandam, quæ si inposterum inter homines urbium nostrarum contigerit aliquam discordiam haberi, quæ absit, nos utrimque rei gestæ veritatem de plano investigabimus, & à cujuscumque urbis homine inventa fuerit is exordium accepisse, Scabini & jurati illius loci hominem suum cujus culpâ extiterit, talem habebunt quòd ei in quem fuerit commissum, penes ordinationem, & consilium Scabinorum & Juratorum utriusque urbis condignam pro modo culpæ faciat emendam. Cæterùm promisimus invicem ubicumque opus habuerimus, alter alteri ad jus suum conservandum fideliter assistere, contra unumquemque hominem, salvo semper jure Domini nostri ac verè hæredis terræ nostræ. Præterea si alicubi terminos terræ nostræ abbreviari perciperemus, vel jura Domini nostri occupari, vel in aliquo debilitari, quod Deus avertat, hoc Dominæ, vel Domino ipsius terræ, qui tunc esset quanto citiùs possemus, intimare deberemus, ut si talis animi foret quod ad hoc emendandum, atque ad debitum statim reformandum instare vellet, ad id sistendum ei sicut teneremur rebus & corporibus nos semper paratos & benevolos exhiberemus, sin autem omni tempore tamquam de propriis damnis dolentes hujus rei deberemus esse monitores & conquestores, quousque modo debito fieret correcta, quia igitur omnia præmissa juravimus unanimiter, & volumus observare sine fine, ne à nobis ipsis, vel à successoribus nostris, per negligentiam oblivioni tradantur, duobus scriptis similibus ea commendari, & utriusque urbis nostræ sigillis æqualiter fecimus roborari. Actum Lovanii Sabbati ante Purificationem B. Mariæ Virginis, Anno Domini millesimo, ducentesimo, sexagesimo primo.

Infrà erat scriptum : Collationata cum originalibus literis in Parcameno scriptis, & adhuc integris ex omni parte, nec ullâ liturâ maculatis, duobus appendentibus sigillis, ex viridi cerâ, quorum unum nimirum sigillum urbis Antuerpiensis, eâdem planè formâ quâ in altera hujus papyri visitur pagina, ex viridi dependebat serico, alterum nimirum sigillum oppidi Turnhoutani ut in eâdem hîc visitur paginâ ex rubro dependebat serico, ac repertum cum iisdem originalibus literis de verbo ad verbum, accordare, ac convenire. Actum Antverpiæ decima sexta Augusti, Anno XV^c. octogesimo tertio me teste infrascripto *Pontus Heuterus*, Notarius juratus & admissus. Inferiùs adhuc erat scriptum, Consimiles quoque literæ, quas in alterâ hujus pagina, authentizavimus, factæ fuere ; inter urbes Lovanensem, Bruxellensem, Lirensem, cum Civitate Turnhoutanâ eâdem de causâ ac superioribus similes, mutatis tandem mutandis uno eodemque tempore, datæ singulis literis duobus appendentibus sigillis, nimirum urbis Lovaniensis in viridi cerâ, ex rubro serico, Turnhoutanum verò ex viridi, Bruxellensis in viridi cera ex viridi serico, Turnhoutanum rubro serico ac viridi cera, Lirensis verò ac Turnhoutani oppidi in alba utrumque cerâ ex rubro utrumque serico dependens, litteræ verò erant integræ ex omni parte ac nullis maculatæ lituris, sigilla eadem, ac ejusdem formæ, ut hîc conspiciuntur pictæ, me infrascripto teste, actum ut suprà *Pontus Heuterus* Notarius juratus & admissus.

ANS de J. C. 1265.

CXX.

EMPIRE DE CONSTANTINOPLE ET BOURGOGNE.

Don du Royaume de THESSALONIQUE, *fait à* HUGUES *Duc de Bourgogne, par* BAUDOUIN *Empereur de Conſtantinople. Fait à Paris, au mois de Janvier* 1265. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 508.

NOs BAUDUINUS, par la grace de Dieu tres feiaus Empereres en Chriſt, de Dieu coronez, Gouverners de Romanie, & toz tens accroiſſantz, faſons à ſçavoir à toz ces qui verront ces preſentes Lettres, que nos, conſiderant & veant le bien, l'oner, le profit, & l'avancement qui nos puet venir en l'Empire de Romanie, dou noble Baron HUGUE *Duc de Bourgoigne*. Nos, por ce ſi donons & outtroions au devant dit Duc, & à ſes hoirs perpetuellement le Realme de SALENIQUE, & les appartenances, ou totes les droitures & les raiſons qui appartiennent au devant dit Roialme. Et li donnons la Baronnie d'Ainnes, & les appartenances, & li donons encores par deſſus ce, une des autres plus grands Baronnies qui ſoit an l'Empire cele que amiez amera. Et s'il avient miez à avoir la Baronnie de Manditon, & la Baronnie de Lalis, & de la Marguerie, o totes lor appartenances, que la devant ditte grant Baronie, ſi volons que il les ait de cele grant Baronie deſſuſdite. Et cele nos demorera à noſtre volunté. Et voulons & otrions, que la quelque Baronie que li devant dit Dux voura avoir franchement à luy, & à ſes hoirs, ce eſt ay avoir, ou le devant dit Roialme de Salenique, & Aimes, ou l'autre grant Baronie, & Aimes, ou les autres Baronies Manditon, Lalis, la Marguerie, & Ainnes, que il les ait, & le remenant, que il & ſi hoir le tieignent de nos en fié, & en homaige lige, as us & as coſtumes de l'Empire, & ſe il avenoit choſe que ce le grant Baronie que lidit Dux vora penre s'eſtandoit dedans les cinquante milles prés de Conſtantinople, ce que ſe trouvera dedans les cinquante milles, nous li devons reſtaublir & aſſeoir autretant au plus prés, & au mieuz ſeant que l'en porra à ſon gré. Et ce faions nos, porce que nos volons environ Conſtantinople à cinquante milles retenir por noſtre domaine. Et volons & otroions encores que ce il avenoit choſe que li ditz Dux ou ſi hoir vouſſiſſent en aucun tens que nos les feiſſienz autres Lettres, parque li don que nos li avons fait fuſſent plus fermes & plus eſtauble, que nos en ſoienz tenu dou faire à lor requeſte. Et totes ces choſes deſſuſdites avons nos juré ſur ſaintes Evangiles, & promis en bonne foy à tenir por nos & por nos hoirs ferme & eſtauble, & à la ſouvenances de totes ces choſes, nos avons doné au devant dit Duc ces preſentes Lettres overtes, ſaellées de noſtre ſael. Ces Lettres furent données à Paris l'an de l'Incarnation de noſtre Seigneur mille & deux cens & ſiſſante & cinc, ou mois de Janvier, ou vingt-ſixieſme an de noſtre Empire.

CXXI.

ANS de J. C. 1266.

BOURGOGNE ET CHALONS.

Accord entre HUGUES *Duc de Bourgogne, &* GUI *Evêque de Chalons, pour la Ville de* SAINT LOUP, *fait au mois de Mai* 1266. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 508.

LUDOVICUS Dei gratia *Francorum Rex*, univerſis præſentes Litteras inſpecturis, ſalutem. Notum facimus quòd nos Litteras dilecti & fidelis noſtri GUIDONIS *Cabilonenſis Epiſcopi* vidimus in hæc verba: nos *Guido* divina miſeratione *Cabilonenſis Epiſcopus*, univerſis præſentes Litteras inſpecturis, notum facimus, quòd cùm diſcordia verteretur inter nos ex una parte, & illuſtrem virum HUGONEM *Ducem Burgundiæ* ex altera, ſuper domo & Villa Sancti Luppi propè macerias Cabilonenſis Diœceſis, & omnibus appendiciis dictæ Villæ, legatis & donatis à venerabili in Chriſto patre bonæ memoriæ *Alexandro* quondam *Cabilonenſi Epiſcopo* ſedi Epiſcopali Cabilonenſi, & ſucceſſoribus ejuſdem Alexandri ibidem inſtituendis in ſua ultima voluntate, ſuper eo quod idem Dux dictam Villam & domum cum ejus appendiciis dicebat eſſe de ſuo feodo, & ſe donationi hujuſmodi minimè conſenſiſſe, & donationem ideò non valere: tandem dicta diſcordia, bonis viris mediantibus, pacificata eſt in hunc modum; quod ipſe Dux, pro ſe & ſucceſſoribus ſuis, donationem factam à dicto Alexandro eidem ſedi Cabilonenſi, & Epiſcopis ibidem inſtituendis in perpetuum, de domo & Villa Sancti Luppi cum omnibus pertinentiis, appendiciis, terragio & finagio dicti loci, tam in pratis, terris, nemoribus, coſtumis, aquis, aquarum decurſibus, hominibus, juſticiis, parvis, & magnis, cum juribus univerſis, quocumque nomine cenſeantur, cum omnimoda libertate approbavit, voluit & laudavit; quittando nobis & noſtris ſucceſſoribus, omne jus feudi quod ſibi in prædictis omnibus competebat. Ita quod in dicta Villa nullum retinere poterit hominem, vel habere; retenta in prædictis omnibus ſibi, garda, & pro eadem garda ſexaginta ſolidos Turonenſes tantummodo ſibi & ſucceſſoribus ſuis in nundinis urbis Cabilonenſis, ab eo qui pro tempore fuerit Epiſcopus Cabilonenſis annuatim perſolvendos. Quod jus in alium niſi in eum qui Dux Burgundiæ fuerit, transferri non poterit nec debebit; volentes, quod Dominus Rex Franciæ in prædictis omnibus ſuum regale habeat, ſicut in aliis rebus Epiſcopatus Cabilonenſis, ſede vacante, ipſe Rex & prædeceſſores ejuſdem habent & noſcuntur hactenus habuiſſe. Et ad ſolutionem dictorum ſexaginta ſolidorum teneatur quicumque regale tenuerit in termino ſolutionis dictæ pecuniæ faciendæ. In cujus rei memoriam, præſentibus Litteris ſigillum noſtrum duximus apponendum; in robur & teſtimonium perpetuæ veritatis. Actum & datum Pariſius, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſexageſimo ſexto, viceſima octava die menſis Maii. Nos autem ad petitionem partium compoſitionem prædictam, prout ſuperius continetur, quantum in nobis eſt, ratam & gratam habemus; ſalvo in omnibus jure noſtro, ac jure etiam alieno. In cujus rei teſtimonium præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſius anno Domini 1266. menſe Maio. ANS de J. C. 1266.

CXXII.

ANS de J. C. 1266.

BOURGOGNE ET LA MARCHE.

Titres du Mariage de BEATRIX *de Bourgogne, avec* HUGUES *Comte de la Marche. Fait en* 1266. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 513.

NOs HUGUES *li Bruns Comte de la Marche*, & d'Angouleſme, Sire de Fougeres, & BEATRIX ſile de noble Prince Hugon Cai en arriers Duc de *Bourgoigne*, femme doudit Comte de la Marche, faſons ſavoir à tous celz qui ceſtes preſentes Lettres verront, que li dit Hugues Dux de Bourgoigne ordena en ſa dareniere volanté, que ſe *Hugues* frere de nos laditte Beatrix morant ſans hoirs deſcendanz de ſon cors, que ces li heritaiges que li diz Hugues a & ouroit de la deſcenduë, & de la ſucceſſion, ou de don de noſtre chier Pere Hugon Duc de Bourgoigne, retour-

ANS de J. C. 1266. retourneront tout entierement sans contredit à nostre chier frere *Robert* Duc de Bourgoigne, & és hoirs de son cors; & se le diz Robert Duc de Bourgoigne moroit sans hoirs de son corps, tout li heritaiges que il a ou auroit de la descenduë, & de la succession, ou dou don de nostre chier Pere Hugon Duc de Bourgoigne, retourneront tout entierement sans contredit audit Hugon nostre frere; en tele maniere seront ladite ordonnance de nostre Pere l'escheoite de l'un de nos freres qui moroit sans hoirs de son cors escheroit à l'autre frere entierement, en tele maniere que li autre enfant doudit Hugues nostre Pere, ni ses niepces n'y prendroient point de partaige. Se donc n'avenoit que li devant dit Robert Dux, & Hugues morissient sans hoirs de son corps, & com nos devant dit Hugues li Bruns Comtes de la Marche, & nos ladite Beatrix, fame doudit Conte, voilliens garder & tenir les devant dites choses, & le devant dit ordenement dou devant dit nostre Pere Hugon Cai en arriers Duc de Bourgoigne, quant à ladite sustitution: nos promettons por nos hoirs és devant dit Barons Robert Duc de Bourgoigne, & Hugon freres, jurons en Saints Evangiles nostre Seignor corporellement, que nos ledit ordenement, quant à la chose dessus dite tenrons & garderons, & encontre ne venrons por nos, ne por autre, & volons que se li uns de nos freres moroit sans hoirs de son cors, que l'escheoite vienne à l'autre & à ses hoirs sans contredit entierement, sauve à nos & à nos hoirs leaul escheoite, s'il avenoit, dont Des legart, que nostre dit frere devant dit morissient sans hoirs de lor cors. Et com il soit contenu ou testament audit Hugon Duc de Bourgoigne nostre Pere, de nos Beatrix devant dite, que li ditz Robert Dux de Bourgoigne nostres freres donat à nos Beatrix vingt mille livres de Tornois en mariaige, nos le devant dit Hugon Comte de la Marche, & nos Beatrix feme doudit Comte, promettons au devant dit Duc Robert, que nos ne li demanderons riens desdits vingt mille livres, fors que les six mille livres de Tornois, esquels il nos est tenuz secunt ce qu'il est contenu en sa Lettre, & dou remenant des vingt mille livres, nos nos tenons à nostre chiere Mere *Beatrix Ducheſſe de Bourgoigne*, & nostre frere Hugues de Bourgoigne, qui nos doivent paier nœuf mille livres de Tornois, & li dit Hugues nos doit asseoir cinc cent livres de terre de Tornois de rente à nos & à nos hoirs duraublement. Li dit Hugues nostre frere nos est tenuz fere en la terre qu'il tient de la descenduë, ou dou don doudit Hugues Duc de Bourgoigne Pere doudit Hugues, & de nos Beatrix; à laquelle assisse li ditz Dux Robertz s'est consentiz, & la tient por ferme & por estauble. Et en garentaige de verité, nos li devant dit Hugues Comte de la Marche, & nos Beatrix sa femme, avons mis nos seaulx à ces Lettres presentes. Ce fut fait le Mecredy apres les octaves des Apostres nostre Saint Pere & Saint Paul, en l'an de grace 1266.

CXXIII.

ANS de J.C. 1266. BOURGOGNE ET VIENNE. *Transaction & Echange entre* HUGUES *Duc de Bourgogne, &* HUGUES *Comte de Vienne, fait au mois de Novembre* 1266. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 514.

A Tous cels qui verront ces presentes Lettres, nos HUGUES *Cuens de Vienne*, & Sires de Paigné, fasons a savoir, que entre noble Baron nostre amé Seignor HUGON *Duc de Bourgoigne*, por luy & por ses hoirs, d'une part, & nos Hugon Comte de Vienne, & Seignor de Paigné, por nos, & por nos hoirs, d'autre part, est fait marchiez, eschanges, & convenances, si com il est ici desouz escrit. Ce est assavoir, que li diz nobles Bers Hugues Duc de Borgoigne, por lui, & por ses hoirs, done à nos & à nos hoirs, en fié, la greange de Clux, & les appartenances, en bois, en terres, en aigues, en justices, en costume, ensamble toutes les droitures, por quelque nom queles soient appelées, qui appartiennent à ladite greange. Et li diz Dux, por luy, & por ses hoirs, nos ay promis ladite greange & ses appartenances, le fié de Longe Pierre & ses appartenances, que Messires *Hanris de Paigné* tient doudit Duc, por ensis com il est contenu és convenances qui en sont faites entre eauls. Encor à nos & à nos hoirs done en fié li diz Dux, à nos, & à nos hoirs, le fié de Navillé, que li Sires de *Noblans* tient doudit Duc. Encor done en fié li diz Dux à nos, & à nos hoirs, le fié de Mouz, que *Huguennins de Navillé* tien dou Duc; si li diz Huguenins s'y accorde. Encores done à nos & à nos hoirs en fié li diz Dux, la Justice sur la rive de Saone devers l'Abergement, si com il la doit degnier. Encores done en fié à nos & à nos hoirs li diz Dux, la partie dou bois dou Deffans, si com ele fui degniée par le Duc, & par nos, & de ces deuz deguicemanz, ce est asavoir de la Justice sur la rive de Seone pardevers l'Abergement, & dou degniement de la partie dou bois dou Deffans, nos doit doner li Dux ses Lettres pendanz. Encores li Dux, por luy, & por ses hoirs, nos a convenancié por nos & por nos hoirs, que il ne retienne, ne puisse, ne doive retenir, nos homes de lille de Paigné, ne de Leonè, ne de Change, ne de la maison Deu, ne de Saint Aubin, tant com il seront en nostre main; ce ce n'étoit en la franchise de Beaune, ou de Dijon. Et ausic nos a promis li Duc, que il, ne sui hoir, ne se puissent croistre en nostre terre devant dite, ce n'est por la volanté de nos, ou de nos hoirs. Encores li Dux nos a convenancié por nos & por nos hoirs, que nos serons receu en plaidant pardevant soy, ou pardevant sa gent, por messaige, ou por procureur sofisant, és causes qui toicheront le Duc principaulmant, & ausic en totes autres causes qui ne toicheront le Duc, se les parties si accordent, ou se li usaige de la Cort le Duc la porte. Et encores li diz Dux nos a doné deus mile livres de Viennois, que nos avons receuz en deniers nombrés. Et en eschange, & en guerdon, & en recompensation des devant diz dons, & des devant dites convenances que li Dux nos a faiz, ou faites: Nos Hugues Cuens de Vienne, & Sires de Paigné, por nos & por nos hoirs prenons Seurre, & le Chasteau de Seurre, & totes les appartenances de Suerre, dou fié au devant dit Hugon Duc de Bourgoigne, & de ses hoirs, & volons, & octroions, & recognoissons, que totes les choses devant dites, Suerre, il terreors, & les appartenances, soient dou fié au devant dit Duc, & de ses hoirs. Et donons & outroions, por nos, & por nos hoirs, au devant dit Duc, por luy, & por ses hoirs, en eschanges, en guerdon, & en recompensation des devant dites choses, la Pierriere, & Seint Ceinne, & les appartenances, & quanque nos avons à Eschenon, & que Messires *Marceaulx de Maillé* nos vendi, & briemant, quanque nos achetasmes de Monseignor Marceaulx de Maillé, en terres & preis, en bois, en homes, en justices, en cens, en tailles, en costumes, en pescheries, & en totes autres droitures, par quelques nom queles soient appellées. Et donons audit Duc, & à ses hoirs, tos les fiez de Foucheranz. Et promettons por nos & por nos hoirs au devant dit Duc, por luy, & por ses hoirs, les devant dites choses que il a de nos à garentir contre totes gens, franches & quites de tous autres fiez, & de totes autres servitutes & convenances. Et promettons por nos & por nos hoirs audit Duc, por luy & por les hoirs, que se il saroient estans sur Laillon, qui porpriſſent de nos terres, ou des terres de nos homes, que nos en prendrions, & feriens prendre ramauble eschange au regard de Prudomes. En apres nos recognoissons que nos tenons

ANS de J. C. 1266.

ANS de J. C. 1266. nons en fié dou devant dit Duc, Mervanz & les appartenances, Longe Pierre & les appartenances, Naville & les appartenances, la ville de Monz & les appartenances, Suerre & les appartenances, Clux & les appartenances. Et totes ces convenances, & ces choſes, ſi com eles ſont deſus deviſées, nos Hugues Cuens de Vienne, & fires de Paigné deſus dit, ſumes tenuz, & promettons por nos & por nos hoirs, par le ſerment de noſtre cors doné ſur ſainz Evangiles, & ſer lenloiement de toz nos biens, en quelque leu qu'il ſoient, garder & tenir à toziors-mais, ſanz aler de rens encontre. Et renonçons en ceſt fait, por la vertu dou ſairement que nos avons ja doné à noſtre droit aſcientre dou tot en tot, & tot expreſſement, à tote exception, à tote action, & à tote barre & toicherie de paour, & de fait, & de deniers qui n'aient pas eſté nombré ne receu; & à tot benefice, & à tote aide de droit de cort creſtianté, & de cort laie, & de coſtumes, & à totes les choſes que l'en porroit dire, ne mettre contre ces preſentes lettres, ou contre ceſt fait, & meſmemant au droit qui dit que generauls renuntiations ne vaut. Ou teſmoignage, & en memoire de totes ces choſes, nos avons bailliés au devant dit Duc ces preſentes ſaallées de noſtre ſeaul. Ce eſt fait & doné en l'an de l'Incarnation noſtre Seignor 1266. ou mois de Novembre.

CXXIV.

ANS de J. C. 1267. BRABANT.

Acte par lequel (a) HENRI *fils Aîné de Henri III. Duc de Brabant, étant mal propre au Gouvernement, céde à* JEAN *ſon Frére Puiſné tout le droit, qu'il a ſur le Duché de Brabant. Fait à Cambrai, l'an* 1267. Aubert le Mire. Donation. Belgicar. Lib. I. Cap. CXVI. & CXVII. pag. 237.

(a) Henri ſe fit Moine de l'Ordre de S. Benoit, en 1269.

NICOLAUS Dei gratia Cameracenſis Epiſcopus, Henricus Haffliginenſis, Bernardus Villarienſis, Alardus de Parco, S. Benedicti, Ciſtertienſis & Præmonſtratenſis ordinum Abbates, Iſabella Abbatiſſa fæcularis eccleſiæ Nivellenſis, Balduinus de Aveſnes Dominus de Bellomonte, Walterus Dominus de Enghien, Walterus Bertout Dominus Mechlinienſis, Arnoldus Dominus de Weſemale, Arnoldus Dominus de Waelhem, Boigaldus Dominus de Falais, univerſis præſentes litteras viſuris ſalutem.

Noverit univerſitas veſtra, quòd HENRICUS primogenitus filius Henrici quondam Ducis Brabantiæ, magnæ memoriæ, in noſtra propter hoc & plurium militum & burgenſium & aliorum hominum terræ Brabantiæ conſtitutus præſentia, jus quod habebat, vel quod ſibi competebat in Ducatu Brabantiæ, & ejus attinentiis ſive pertinentiis, in homagiis, hominibus, opidis, villis, caſtris, cenſibus, reditibus, teloneis ſive pedagiis, & aliis juribus, quocumque nomine cenſeantur, JOANNI fratri ſuo ſecundò poſt ipſum genito liberè & ſpontaneè donavit, donatione inter vivos, nihil juris ſibi reſervans in iiſdem, præmiſſa guerpivit & effeſtucavit ad opus Joannis prædicti.

Juravit etiam Henricus ſupradictus, tactis ſacroſanctis Evangeliis, quòd contra donationem hujuſmodi in poſterum non veniret, & homines terræ prædictæ præſentes & abſentes à fidelitate & homagio, quæ ſibi præſtiterunt ſeu fecerunt, etiam abſolvit; rogans & monens homines dictæ terræ Brabantiæ feudales & alios, in donatione prædicta præſentes, etiam & abſentes, mandanſque eiſdem, ut dictum JOANNEM fratrem pro Duce Brabantiæ tenerent & haberent, & eidem tamquam Duci obedirent & ſervirent, ſibique homagium præſtarent & fidelitatem exhiberent.

JOANNES etiam antedictus homines dictæ terræ Brabantiæ feudales, nobiles & alios præſentes in ejuſmodi donatione, quoſdam ſpecialiter & nominatim, alios verò in generali rogavit & monuit, ut ſibi tamquam Duci Brabantiæ homagium præſtarent & fidelitatem. ANS de J. C. 1267.

Nos igitur ad petitionem inſtantem dictorum Henrici & Joannis donationem prædictam & factum hujuſmodi inſinuamus univerſis: & in prædictarum rerum teſtimonium, ad petitionem ipſorum Henrici & Joannis, ſigilla noſtra litteris præſentibus ſunt appenſa. Actum & datum apud Cameracum, anno milleſimo ſexageſimo ſeptimo, feria tertia ante Aſcenſionem Domini.

Richard Roi des Romains approuve cette Ceſſion.

RICHARDUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, venerabili Cameracenſi Epiſcopo, Principi & Cancellario ſuo cariſſimo, ac nobili viro BALDUINO DE AVESNIS, dilecto conſanguineo & fideli ſuo, gratiam ſuam & omne bonum.

Ex fide dignorum relatione didicimus, quòd illuſtris ſive ſpectabilis HENRICUS, tunc Dux Brabantiæ appellatus, natura ſit uſque adeò deſtitutus, ut pote corpore imbecillis exiſtens, virtutibus, animi ſolertia, providentia quoque deficiens, quòd nequaquam ſit aptus aut habilis, ut exiſtat in tanto culmine dignitatis, quòd velut Princeps Imperii Ducatus honore refulgeat, nec ſervitium noſtræ Majeſtati debitum nobis & Imperio valeat exhibere.

Ac idem Henricus ab omni emancipatus tutela, totaliter & ſecundùm conſuetudinem terræ Brabantiæ, tam provectæ exiſtens ætatis, ut ſuam hereditatem gerere, ac in ea miniſtrare potuerit, abſque tutoris ſive mamburditoris auxilio, ſi defectus ipſius & impedimenta hujuſmodi non obſtarent; ductus conſilio ſaniore, JOANNI fratri ſuo minori natu, ſecundò genito, qui bonæ indolis dicitur, probitatis eximiæ virtuoſitate præpollens, ob cauſſas prædictas, coram nobis ac aliis pluribus nominis & Imperii Romani fidelibus, liberè donavit inter vivos omne jus, quod habuit in Ducatu Brabantiæ & Lotharingiæ, quocumque nomine cenſeantur, videlicet homagiis, terris, villis, caſtris, pedagiis, fortalitiis, & breviter cum omnibus annexis eidem Ducatui Brabantiæ & Lotharingiæ, quocumque nomine cenſeantur.

Super quibus utique illuſtris vir HUGO Dux Burgundiæ, avus maternus prædicti Henrici, & inclyta ALEIDIS Duciſſa Brabantiæ, genetrix memorati Henrici, cariſſima Princeps noſtra, nobis humiliter ſupplicarunt, ut donationem eamdem, quam dictus Henricus eidem Joanni fratri ſuo ſic fecit, acceptam haberemus & gratam, ipſamque donationem noſtris ſacris apicibus muniremus.

Nos igitur eorumdem benignis precibus benigniùs annuentes, ſinceritati veſtræ præſentium tenore committimus & mandamus, quatenus finibus Brabantiæ veſtram præſentiam vicinantes, ſi preces veritate nituntur, & de conſenſu benevolo & voluntate communi Aleidis Duciſſæ Brabantiæ, Baronum, magnatum, & communium opidorum Ducatus ejuſdem, vel majoris & ſanioris partis, eò proceſſerit, vice noſtra donationem hujuſmodi factam inter vivos eidem Joanni ab eodem Henrico, ſeu reſignationem aût ceſſionem hujuſmodi de prædicto Ducatu Brabantiæ & Lotharingiæ, cum omnibus pertinentiis, prout ſuperiùs eſt expreſſum, ſolenniter acceptare & approbare curetis.

Et de dicta donatione, per veſtras patentes litteras, inſinuationem univerſis & ſingulis faciatis, & ab eodem Joanne, loco noſtri, cum ſolennitate qua decet, recipiatis homagium, & fidelitatis debitæ juramentum:

ANS de J. C. 1267.

tum : tali conditione adjecta pariter & expressa, videlicet quòd quàm citò infra fines regni Alemanniæ nobis adesse contigerit, dictus JOANNES, tanquam Princeps Imperii, homagium & fidelitatis hujusmodi juramentum nobis præstare teneatur, ad primam requisitionem nostram.

Quibus peractis legitimè prænotatum Joannem de prædicto Ducatu, loco nostro, curetis solenniter investire. Et quia majus sigillum nostrum, propter guerrarum discrimina, penes nos non habemus, ad præsens minori sigillo nostro præsentes litteras jussimus communiri. Datum in castris Straffordiæ prope Londinium, III. die Junii, Indictione X. anno Domini M. CC. LXVII. regni verò nostri anno X.

Richardus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis sacri Romani Imperii fidelibus, præsentes litteras inspecturis, gratiam suam & omne bonum. Ad universorum notitiam cupimus pervenire, quòd constitutus nuper in nostra præsentia illustris JOANNES Dux Brabantiæ & Lotharingiæ, dilectus Princeps noster, Ducatum Brabantiæ & Lotharingiæ, quem à nobis ratione Imperii tenere debet in feudum, à nobis tamquam à Romano Rege, cum solennitate consueta & debita, recepit in feudum, & exinde nobis homagium præstitit, & fidelitatis debitæ juramentum, dotalitio sive doario aut dote nobilis Ducissæ ALEIDIS, matris suæ, semper salvis.

Qui quidem Dux in eadem receptione sui Ducatus, coram nobis, & præsentibus plurimis inferiùs adnotatis, confessus fuit publicè, quòd recognovit prædictam Ducissam matrem suam dotatam fuisse ab HENRICO, inclytæ recordationis quondam Duce Brabantiæ, patre suo, in villa GELDONIENSI, & ejus pertinentiis, ac in locis circumadiacentibus & vicinis, reditibus trium millium librarum Lovaniensium, & in villa de *Genapia*, & ejus appenditiis quingentarum librarum ejusdem monetæ, annis singulis jure dotalitii possidendis. Quam quidem dotem sive dotalitium, aut duwarium, matri suæ prædictæ in manus nostras humiliter reportavit.

Nos itaque, qui debemus & tenemur quibuslibet fidelibus nostris inveniri & in justitia faciles, & in gratia liberales, dotem hujusmodi seu dotalitium, sive duwarium, in manus prædictæ Ducissæ reddidimus, & ea eidem Ducissæ regali auctoritate concessimus ab ipsa jure dotalitii liberè possidenda. Testes qui interfuerunt sunt hi :

Venerabilis NICOLAUS Cameracensis Episcopus, dilectus Princeps & Cancellarius noster ;

Nobiles viri.

Walterus Dominus de Ainghien,
Walterus dictus Berthout, Dominus de Mechlinia,
Henricus dictus Berthout, frater ejus,
Arnoldus Dominus de Dieft, Arnoldus Dominus de Wesemale,
Henricus de Ascha, Henricus Dominus de Dussele,
Ægidius dictus Berthout, Magnates Brabantiæ,
Guilielmus de Lira, Robertus dictus Briseteste, milites, & alii quàm plures homines prædictæ terræ.

Actum apud Cameracum, XX. die Sept. Indictione XI. M. CC. LXVIII. regni nostri anno XII.

CXXV.

Convention entre S. LOUIS *Roi de France & la République de* VENISE, *pour l'envoi d'une Armée de la part du Roi dans la Terre sainte. Fait en* 1268. G. G. Leibnitz. Codic. Diplomatici pag. 24.

ANS de J. C. 1268. FRANCE ET VENISE.

NAvis, quæ vocatur Sancta Maria, est longa pedibus centum & octo, quæ longitudo est de pedibus septuaginta in columba, in largore proræ & puppis est de pedibus triginta octo, & est ampla in fundo pedibus novem & dimidio, & est alta in secunda cooperta pedibus sex & dimidio, & est alta in corridoriis pedibus quinque & dimidio & à corridoriis in superius pedibus tribus & dimidio, & est alta in capitibus columbæ, & habet duos paradisos & unum bannum & unum super bannum coopertum & duos pontes, & unum super pontem & unum bellatorium amplum de quatuor vel quinque pedibus de retro puppim ; quæ navis cum omnibus Corredis & apparatibus suis & cum centum & decem Marinariis dabitur pro mille quadringentis marcis argenti, ejus bonitatis, cujus est Venetiæ grossus ad pondus de Parisius.

§. 2. Navis, quæ vocatur Roccafortis, est longa pedibus centum & decem, quæ longitudo est de pedibus septuaginta in columba, & in largore proræ & puppis est de pedibus quadraginta, & est ampla in fundo de pedibus novem & dimidio, & est alta in prima cooperta undecim pedibus & dimidio, & est ampla in ore pedibus viginti novem, & alta in secunda cooperta pedibus sex & dimidio & est alta in corridoriis in superius tribus pedibus & dimidio & est alta in capitibus columbæ pedibus triginta novem & dimidio, & habet duos paradisos, & unum bannum & unum superbannum & duos pontes & unum suprapontem, & etiam de retro puppim unum bellatorium amplum de quatuor aut quinque pedibus, quæ navis cum omnibus corredis & apparatibus dabitur cum centum & decem marinariis pro consimili pretio.

§. 3. Navis, quæ vocatur Sanctus Nicolaus, est longa pedibus centum, quæ longitudo est de pedibus septuaginta quinque in columba, & in largore proræ & puppis est de pedibus viginti quinque, & est ampla in fundo pedibus novem, & est alta in prima cooperta pedibus undecem, & ampla in ore pedibus viginti septem, & alta in secunda cooperta pedibus sex & dimidio, est alta in corridoriis pedibus quinque & dimidio, & à corridoriis in superius pedibus triginta octo, & habet paradisum, & duo banna unum supra aliud, & duos pontes & unum suprapontem, quæ navis cum corredis & apparatibus suis & cum octoginta sex marinariis dabitur pro mille centum marcis.

§. 4. Naves fient septem de novo pro isto passagio, quarum quælibet erit longa de pedibus octoginta sex, quæ longitudo cujusque erit de pedibus quinquaginta octo in columba, & in largore proræ & puppis de pedibus triginta octo, & erunt amplæ in fundo pedibus octo, & altæ in prima cooperta pedibus novem & dimidio, & amplæ in ore pedibus viginti unum & dimidio, & altæ in secunda cooperta pedibus quinque & demidio, & altæ in corredis pedibus quatuor minus quarto, & erunt in capitibus columbarum altæ viginti novem pedibus, & habebunt quælibet unum paradisum & unum bannum & unum suprabannum decoopertum, & unum corridorium, & unum pontem coopertum & unum pontem de arbore de medio usque ad proram, quarum prædictarum navium cum corredis & apparatibus suis, & cum quinquaginta marinariis dabitur pro septingentis marcis.

§. 5. Naves vero quinque erunt quorundam nobilium de Venetiis bonæ & sufficientes, quæ erunt de porta-

ANS de J. C. 1268.

portatione pro qualibet, ſicut erant ſupra ſcriptæ ſeptem naves pro qualibet, quarum prædictarum quinque navium quælibet cum corredis & apparatibus ſuis, & cum quinquaginta Marinariis dabitur etiam pro ſeptingentis marcis.

§. 6. Super eo quod Dominus Rex vult ſcire, quantum conſtabit locus cujuſlibet militis cum duobus ſervientibus, uno equo & uno (*a*) gratifero, pro equo & aqua; dicunt Ambaſſiatores Ducis, quod volunt ſcire quantum panem, quantum vinum, carnem & caſeum, & quanta & quæ alia victualia Dominus Rex vult poni in navem pro milite, duobus ſervientibus & uno gratifero, & pro quanto tempore, quantam aquam vult pro ſe miles, & pro dictis ſervientibus & gratifero pro quolibet die uſque ad complementum paſſagii; item volunt ſcire, quantum hordei quantum fœni vult poni in navem pro uno equo, & pro quanto tempore, & quantum aquæ dabitur equo qualibet die. Super eo verò, quod Dominus Rex vult ſcire, quantum conſtabit locus & aqua pro qualibet ſingulari perſona, dicunt Ambaſſiatores, quod volunt ſcire, quæ & quanta victualia vult ſingularis perſona pro ſe mitti in navem & quanto tempore, & quantum aquæ vult pro die qualibet, & cujus magnitudinis locum, & in qua parte navis.

(*a*) Peut-être y doit-il avoir *Scutifero*.

§. 7. Sequuntur hic ea quæ ſunt neceſſaria ad ponendum in navibus pro ſuſtentatione hominum & equorum, quando paſſagium erit, pro qualibet perſona unum modium frumenti ad menſuram de (*b*) Accor libratum in pane & farina, una quarta & dimidia vini ad menſuram Pariſiis pro qualibet die, & tantum de aqua, carnes ſalſatæ, caſei, oleum, alia legumina armati militis pro ſe & equo ſuo & duobus ſervientibus ſuis.

(*b*) G. G. Leibnitz ſoupçonne qu'il faut lire *de Accon*, de Ptolemaïde.

§. 8. Pro quolibet equo quatuor media hordei ad menſuram de Accor durante tempore, quo Dominus Rex Francorum erit ibi, una botta fœni, quæ erit de tour novem pedum & de longitudine quinque pedum & quindecim quartas aquæ ad menſuram Pariſienſem pro qualibet die.

Réponſe mot-à-mot du Duc de Veniſe au Roi.

VObis Domino Regi ego Marcus Quirinus Nuncius D. Ducis Venetorum dico, quod ſi tranſieritis per partes ejus ad acquiſitionem terræ ſanctæ, & paſſagium fuerit à feſto Sancti Johannis de menſe Junii ad unum annum proxime venturum, quod ipſe Dux dabit vobis in ipſo paſſagio quindecim naves, de quibus erunt ſeptem de illa magnitudine, quæ per alios Nuntios dicta fuit, & quinque erunt aliorum hominum de Venetiis & ejuſdem magnitudinis, & aliæ tres magnæ naves, quæ ſunt communes Venetiorum ejuſque magnitudinis, quam alii Ambaſſiatores vobis dederunt in ſcriptis; & aliud magnum, pro quatuor millibus equorum & decem millibus perſonarum; cum infra ſcripta conditione, videlicet, quod quælibet iſtarum duodecim navium habebit marinarios quinquaginta, & aliæ videlicet Roccafortis & Sancta Maria marinarios centum & decem pro qualibet, & Sanctus Nicolaus marinarios octoginta ſex. De quibus navibus videlicet de Roccaforti, & de nave nova vocata Sancta Maria habere vult D. Dux mille quadringintas marcas pro qualibet earum, & de Sancto Nicolao marcas mille & centum, & de aliis navibus marcas ſeptingentas pro qualibet earum de bono & fino argento de denariis groſſis ad pondus Pariſiis, & de alio navigio pro uno milite cum duobus ſervitoribus & uno equo, & uno præterea pro cuſtodia equi & præbendis & harniſiis ſuis portando, habendo platam ſecundum menſuram nobis per alios Ambaſſiatores datam, marcas octo cum dimidio, & pro uno milite habendo platam Coopertam ab arbore de medio verſus puppim marcas duas & quartam, & pro uno ſcutifero habendo platam diſcoopertam in loco prædicto uncias ſeptem argenti, & pro uno garſono cum uno equo manente ipſo apud eum habendo platam pro equo ſecundum menſuram per alios Ambaſſiatores dimiſſam marcas quatuor & dimidiam, & pro quolibet alio peregrino habendo platam ab arbore de medio verſus proram cum ſuis viandis & garniſiis marcam unam minus quarta de eodem argento, & ad prædictum pondus; quibus omnibus Dominus Dux tenebitur dare ligna pro coquinare; & peregrini omnes poſſunt viandas, arma & alia neceſſaria pro ſe libere facere comparari & accipi in partibus Domini Ducis ſicut eis neceſſaria fuerint, ſecundum quod faciunt alii homines terræ ſuæ. Et ſi vos Dominus Rex volueritis pro expectare veſtram claſſem ſtare in partibus Cypri vel Cretæ, aut in illis partibus pro habere conſilium ad quas partes ire debeatur, patroni & marinarii teneantur expectare, ſi moveritis de Venetia ad medium menſem Junii vel antea per unum menſem pro prædicto pretio, & ſi moveritis tranſacto medio menſe Junii teneantur expectare per viginti dies; & ſi volueritis hibernare tenendo navigium in locum ſalvationis, teneamini addere tertium plus dictæ ſolutionis patronis Navium, & ipſi hybernare debeant vobiſcum cum ipſa condictione; & vos & illi, qui tranſire voluerint, eſſe debeatis in Venetia ad Calendas Junii pro movere, ut dictum eſt; & ſi hæc vobis placuerint, facietis prædictam pecuniam D. Duci dari in Venetiis hoc modo, videlicet: tertium totius ſolutionis infra duos menſes, poſtquam concordata facta fuerit, & aliud tertium à Calendis Septembris uſque ad Sanctum Michaelem, & aliud tertium in adventu noſtræ & univerſæ gentis Venetiorum.

ANS de J. C. 1268.

§. 2. Et Dominus Dux & homines Venetiorum ad obſequium Chriſti & exaltationem & robur fidei Chriſtianæ pro reverentia Domini Papæ & pro veſtro honore in auxilium hujus facti ponent & tenebunt per unum annum quindecim galeas armatas ſuis expenſis, cum iſta conditione, quod per privilegium ſive ſcriptum habeant, quod ubicunque in omni parte, tàm in mari, quàm in terra, ubi erunt homines Venetiorum de ipſis debeat fieri ratio per illum, qui pro D. Duce fuerit, tam inter eos, quam ſi alii ab eis petere voluerint in juſtitia ſive vindicta de maleficiis tàm in honore, quàm in perſonis; & quod in terris, quæ Deo volente acqueſtabuntur habeant libertatem & plenam franchiſiam, tam intrando, quàm exeundo, tam in mari, quàm in terra, & locum bonum & idoneum pro habitatione ſua, ſcilicet Eccleſiam Venetiorum, metra, paſſus, menſuras, ſtateras, balneum, furnum, & tabernam, plactam, bochariam & piſcariam, inſuperque unus vel plures ſint pro D. Duce qui inter gentem ſuam & de ipſis intentionem faciat, & juſtitiam ſive vindictam tàm de honore, quàm de perſonis. Præterea ſi homines D. Ducis, aut aliqui eorum paſſi fuerint aliquo caſu naufragium in aliqua parte, ubi vos Dominus Rex habebitis poſſe ipſi erunt ſalvi & ſecuri in perſonis & rebus, quas recuperare poterunt, & ab omnibus dictarum partium, qui pro vobis fuerint, habebunt auxilium, conſilium & favorem, ſalvis omnibus rationibus, juribus & honoribus, quos & quæ Dominus Dux & homines Venetiorum habent & habere debent in Regno Hieroſolymitano.

CXXVI.

ANS de J. C. 1269. BOURGOGNE DUCHE ET COMTE.

Transaction passée entre HUGUES *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne, faite par l'entremise de Hugues Comte de Vienne & de Henri Seigneur de Sainte Croix son frére, en* 1269. Etienne Perard, Recuëil de Piéces servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 518.

NOs HUGUES *Cuens de Vienne*, sires de Paigny, & *Henris* sires *de sainte Croix*, freres, fasons favoir à tous cels qui verront & orront ces lettres, que nos promettons en bonne foy, à noble Baron & Prince *Hugon Duc de Bourgoingne*, nostre Seignor, que nos porchasserons, procurerons, & façons faire, & en sumes tenus, totes les choses que cy-dessouz sont devisées. Ce est asavoir, de querelles que nostre sires li Dux devant ditz a envers le noble Baron PHELIPPE *Comte de Savoye*, & *de Bourgoine*, & à Aalis sa feme, por raison dou Comté de Bourgoingne, que li devant dit Cuens, & la Conteſſe de Borgoingne donront au devant dit Duc unze mille livres de Viennois, & Dole, & la Chastellenie de Dole, & les appartenances, entierement, seront dou fié le Duc, & Rochefors, & les appartenances, seront du rerefié lou Duc, enfinc come ele sunt dou fié du Comte; en tele maniere, que ladite Comteſſe de Borgoingne tara le fié l'omaige qu'elle a maintenant desdites chose, & li Cuens ses sires, baillera ses lettres pendantz à Duc, que le fié & l'ommaige que la Conteſſe aura fait, que ale l'a fait de s'autorité, & de son consentement, & que il le serviſe sera dou fié, & de l'omaige, tant comme il sera Cuens de Borgoingne. Et ce sara contenu en la devantdite lettre le Comté de Borgoine. Et est encor asavoir, que nos sumes tenu à porchasier, à faire que la Comteſſe de Borgoine devantdite, dedans la Chandelouse prochaine à venir, crestra le devant dit fié de cinc cens livrées de terre dou domaige dou Conte devantdit de Borgoine, ou dou fié de Nublans, enteraignement, ainsi comme il est tenuz dou Conte, sauf ce que il sara tenuz de rerefié. Encores promettons nos, & somes tenu, que par la querelle que li devant ditz Dux à envers *Othenin de Borgoine*, & ses freres, par raison de lor partaige de Salins, que ladite Comteſſe assera au Duc, & la partie Octenin, & ses autres enfans mil livrées de terre à Viennois, en heritaige perpetuel, ou portz de Salins, sur le partaige de Octenin, & de ses freres, qui lor vient de par lour pere, & que la Conteſſe se obligera, & li, & toutes les choses de la Conté de Borgoine, à garentir, & à faire tenir laditte assise: Et de ce baillera ses lettres pendanz au Duc, & les lettres le Conte son seignor, que ceſtes choses soient faites par son consentement, & de s'autorité. Et est asavoir, que en la pais lou Duc sunt contenu tuit li aideour, & especialement Meſſires *Jehans de Chalon*, li Seschaus de Lion, & li sires *de Jays*, quant à ce que li Cuens de Borgoine, ne la Conteſſe, ne les preignent à achoson, ne riens ne lour demandoient par aide, que il ont fait, ou entendoient à faire audit Duc. Et de ceſtes choses nos enloions au Duc, nos & nos hoirs, & nos terres, & nostres choses, & les choses devant dites faictes, ceste lettre ne vaudra riens, & doit estre randuë. Ou tesmoignage desquex choses, nous avons mis nostres seaus en ceſtes presentes lettres. Ce fu fait le Jeudy prochain apres la feste de la Mazeloine, en l'an nostre Seignor mil & deux cent & sexante & nueſ.

CXXVII.

ANS de J. C. 1270. NAMUR.

Accord & Convention passée entre les CHANOINES *&* ECHEVINS *de* NAMUR, *touchant leur Juriſdiction, par l'entremiſe de Gui Comte de Flandre & Marquis de Namur, fait à Namur, l'an* 1270. Aubert le Mire Diplom. Belgicor. Lib. II. Cap. XCII. pag. 404.

NOs GUIDO Comes Flandriæ, & Marchio NAMUCENSIS, notum facimus univerſis, quòd cùm discordia verteretur inter dilectos nostros, Præpositum, Decanum & Capitulum Eccleſiæ B. Albani Namucenſis, ipsius Eccleſiæ Villicum, Scabinos seu Judicatores ex una parte, ac Majorem Villicum, & Scabinos villæ Namucenſis ex altera.

Super eo quòd dicti Major & Scabini Namucenſes dicebant ad ipsos debere accedere Scabinos seu Judicatores Eccleſiæ prædictæ, pro consilio habendo super suis sententiis proferendis, & quia ipse Major & Scabini Namucenſes prædicti de sententiis à prædictis Scabinis seu Judicatoribus Eccleſiæ S. Albani prædicti prolatis posſent cognoscere, & easdem sententias confirmare vel infirmare, si ad eos super his fuerit appellatum, prædictis Præpositо, Decano & Capitulo, Villico & Scabinis seu Judicatoribus præmiſſa negantibus & contrarium affirmantibus.

Nos auditis rationibus utriuſque partis, & inſpectis privilegiis Eccleſiæ supradictæ, habito prudentum consilio, de communi consensu dictarum partium, super præmiſſis diffiniendo pronuntiavimus in hunc modum.

Quòd prædicti Scabini seu Judicatorés Eccleſiæ beati Albani, si consilio indigeant super suis sententiis proferendis, non ad dictos Majorem & Scabinos Namucenſes, sed ad nos tamquam ad superiorem Dominum suum sæcularem, vel ad Balivum nostrum Namucenſem, si præsentes non fuerimus, venire debent pro consilio obtinendo, & si à sententiis ipsorum Scabinorum seu Judicatorum Eccleſiæ beati Albani appellandum fuerit ad nos, vel ad Baillivum nostrum prædictum, si præsentes non fuerimus, immediatè debeat appellari, ut sententiæ, à quibus appellatum fuerit, per nos vel Baillivum nostrum, habentem à nobis speciale mandatum, confirmentur & infirmentur, prout de jure fuerit faciendum.

Datum in castro Namucenſi, anno Domini milleſimo ducenteſimo septuageſimo, secunda feria poſt Cineres.

CXXVIII.

ANS de J. C. 1270. BOURGOGNE DUCHE ET COMTE.

Transaction pour une partie de la Comté de Bourgogne entre HUGUES *Duc de* BOURGOGNE *&* PHILIPPE *Comte de Savoye & de* BOURGOGNE *&* ALIX *Comteſſe de Bourgogne & de Savoye, faite par l'entremiſe de Hugues Comte de Vienne & de Henri Seigneur de Sainte Croix. Faite au mois d'Avril* 1270. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 519.

NOs PHELIPPES *Cuens de Savoie, & de* BOURGOIGNE, & nos AALIS *Comteſſe de Bourgoigne, & de Savoie Palatine*, sa femme, faisons savoir à tous cels qui verront ces presentes lettres, que cum discors fut entre noble Prince *Hugon Dus de Borgoingne*, d'une part, & nos d'autre,

ANS de J. C. 1270. sus ce que, ensinc cum le devant diz Dux disoit, il avoit acquis par vendue, ou autre maniere, la droiture que noble Dame *Beatrix Contesse de Orlemonde*, suers aisnée de nos Aalis Comtesse de Bourgoigne, havoit, ou pouvoit, ou debvoit avoir ou Contée de Bourgoigne, & cele droiture li devant diz Dux nos demandast; a la parfin, nos havons accordé, par la main de nobles Barons *Hugon Conte de Vianne*, & Seignour *de Peigné*, & *Henry* Seignour *de Seinte Croix*, Freres, en tel maniere, que li devant diz Dux nos quitta totte la droiture que il havoit, ou pooit avoir ou Contée de Bourgoigne, por raison de la devant ditte conqueste que il havoit fait de ladite Beatrix Contesse de Orlemonde, ou por autre quelque achoison, sans ses fiez & ses demeneheures que li Dux tient ou dit Conté par autre raison: Et nos avons doné au devant dit Duc unze mil livres de Viennois en deniers nombrés: Et volons & ottroions, que Dole, & la Chastellerie, & les appartenances, soit dou fié le Duc, & de ses hoirs à touziors, & Rochefort, & les appartenances, ansinc comme lan les tient, & doit tenir dou Comte de Bourgoigne, soient dou rerefey dou Duc. Et promettons por nos, & por nos hoirs audit Duc, por lui, & por ses hoirs, à garentir en bone foy le devant dit fey & rerefey, quant à ce que nuls ait droiture de fey ou Chasteau de Dole, ne en la Chastellerie, ne és appartenances, ne qu'ils hait droiture de rerefey ou Chasteaul de Rochefort, ne és appartenances, ensic cum on le tient, ou doit tenir dou Comte de Bourgoigne; fors que li Dux, c'est asavoir en ce que nos y havons, ou poons havoir, ou que l'on y tient de nos en fey, ou demenehure de nous, ou en autre maniere. Et nos *Aalis* Comtesse de Bourgoigne devant dite, prenons Dole, la Chastellerie, & les appartenances, & le fey de Roichefort, & ses appartenances, ensinc cum on le tient, ou doit tenir de nos dou devant dit Duc, por lui, & por ses hoirs, & en entrons, & sumes entrés en son hommaige, por l'outroy, & pour le consentement de nostre Seignour Phelippe Comte de Savoie & de Bourgoigne. Et nos devant dit *Phelippe Cuens de Savoie & de Bourgoigne*, nos sumes consanti & consantons audit fey, que nostre femme la Comtesse devant dite ha fait au devant dit Duc, & promettons en bonne foy audit Duc faire le service doudit fey, ensic comme costume est en Bourgoigne, & faire service de fey, tant cum nos tendrons le Comté de Bourgoigne: & à plus grand fermeté des devant dites choses, nos promettons por nostre fairemenz donés corporelment sus seintes Evangiles, tenir & garder les devant dites choses selone ce que nos les avons desus promises & outroiés & que nos ne venrons encontre, por nos, ne por autre. Ou tesmoignages desqueles choses nos avons mis nostres seaulx en cestes presentes Lettres. Ce fu fait le Diemenge des Octaves de Pasques, en l'an de grace 1270. ou mois d'Avril.

CXXIX.

ANS de J. C. 1272. Bourgogne.

Emancipation de ROBERT *Duc de Bourgogne, faite par* HUGUES *son Pere, en* 1272. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 521.

NOs Hugo *Dux Burgundiæ*, notum facimus præsentes Litteras inspecturis, quòd in nostra præsentia specialiter constitutus propter hoc, Robertus miles filius noster petiit emancipari à nobis, seu liberari à patria potestate. Nos verò videntes & attendentes ipsius Roberti consensum & voluntatem, circa emancipationem habendam & dandam à nobis, mutuo consensu interveniente ex parte nostra, & ex parte dicti Roberti, ipsum præsentem, & emancipationem acceptantem, legitimè emancipamus & liberamus à sacris seu à patria potestate. In cujus testimonium, præsenti emancipationi, ad requisitionem dicti Roberti sigillum nostrum duximus apponendum. Datum die Sabbati post festum beati Lucæ Evangelistæ, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo secundo. ANS de J. C. 1272.

CXXX.

Donation du Duché de BOURGOGNE *faite entre vifs à* ROBERT, *par* HUGUES *Duc de Bourgogne son Pere. Fait au mois d'Octobre* 1272. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 522. ANS de J. C. 1272. Duché de Bourgogne.

NOs Girardus Dei gratia *Episcopus Eduensis*, notum facimus universis præsentes Litteras inspecturis, quòd Illustris vir Hugo *Dux Burgundiæ*, confessus est coram nobis in jure, se donasse Roberto filio suo militi, emancipato, donatione irrevocabili inter vivos, Ducatum Burgundiæ, cum omnibus pertinentiis & appendiciis, justiciis, mandamentis ipsius Ducatus, & omnia quæ continentur seu comprehenduntur sub dicto Ducatu, retento in dicto Ducatu ad vitam suam usufructu. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum præsentibus Litteris appositum. ad requisitionem dicti Ducis. Datum anno Domini 1272. mense Octobris die Lunæ ante festum Apostolorum Simonis & Judæ.

CXXXI.

Lettre de HUGUES *Duc de Bourgogne, à* PHILIPPE III. *Roi de France, surnommé* le Hardi, *touchant la Donation du Duché de Bourgogne, faite par ledit Hugues à* ROBERT *son Fils, datée de l'année* 1272. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 522. ANS de J. C. 1272. Duché de Bourgogne.

EXcellentissimo Domino suo Philippo Dei gratia *Regi Franciæ*, devotus ejus filius Hugo *Dux Burgundiæ*, salutem, & se ipsum paratum ad ejus beneplacitum, cum omni promptitudine servicii & honoris. Cum charissimus filius noster Robertus, nunc noster primogenitus masculus, sit noster verus hæres, & nobis debeat succedere in Ducatu: Nos volentes eidem Roberto tanquam bene merito facere gratiam specialem, ipsi Roberto, emancipato à nobis legitimè, dictum Ducatum donatione inter vivos, insinuatione præmissa, solempniter confirmamus, donamus, & quitamus, & de Baronia ipsius Ducatus, villis, castris, homagiis, & aliis juribus pertinentibus ad dictum Ducatum, quocumque nomine censeantur, investimus, & in corporalem possessionem, vel quasi, induimus de omnibus supradictis; nobis retempto usufructu ad vitam de prædicto Ducatu: supplicantes Excellentiæ vestræ, ut prædictum Robertum volentem vobis facere homagium prout feodum exigit, recipere dignemini in vestrum Vassallum & fidelem. Huic autem concessioni, donationi, & quitationi interfuerunt testes inferius nominati & rogati à nobis, *Matheus* Dominus *de Lonvi*, *Guillelmus* Dominus *de Nelay*, Frater *Ythardus* Prior Domus Vallis Scolarum Parisiis; *Jacobus* Senescallus in Ecclesia Eduensi, *Humbertus* Præpositus Capellæ Ducis, Magister *Guido de Sacellis*, Magister *Hugo de Arceis*, Magister *Johannes de Lugdunensi* Ecclesia, Magister *Radulphus* Canonicus Bellæ. Guillelmus *de Chaaceio*, Gi-

le

ANS de J. C. 1272. lo *de Edue*, Guido *de Chantenay*, Guillelmus *de Nanton*, Henricus *de Cuſſigna*, Milites, & Aſchardus *de Caſtellione*. In cujus rei teſtimonium, ſigillum noſtrum præſentibus duximus apponendum. Datum anno gratiæ milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo ſecundo, die Dominica ante feſtum Apoſtolorum Simonis & Judæ.

CXXXII.

ANS de J. C. 1275. BOURGOGNE ET DIJON. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne & la* SAINTE CHAPELLE DE DIJON, *pour le recouvrement de la Croix d'Or d'Hugues Duc de Bourgogne, fait au mois d'Octobre* 1275. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 528.

NOS ROBERTUS *Dux Burgundiæ*, Notum facimus univerſis, quòd cùm bonæ memoriæ Hugo Dux Burgundiæ pater noſter, legaverit Eccleſiæ noſtræ Divionenſi, crucem ſuam auream, pro augmentatione diſtributionis panis & vini, quæ in dicta Eccleſia fieri conſuevit, tali conditione adiecta, quod licitum eſſet nobis dictam crucem redimere de quingentis libris Turonenſibus, à Decano & Capitulo Eccleſiæ noſtræ memoratæ, prout in teſtamento dicti patris noſtri continetur: Ordinatum eſt & conventum de dictis quingentis libris, inter nos & Decanum & Capitulum ſupradictos, quod nos tenemur & promittimus eiſdem dictas quingentas libras Turonenſes, bona fide, & ſub fidelitate dictæ Eccleſiæ noſtræ ſolvere terminis inferius annotatis, videlicet in proximis nundinis bavi centum libras, in aliis nundinis bavi ſubſequentibus ducentas libras, in tertiis nundinis bavi centum libras, inque quartis nundinis bavi centum libras. Quibus ſolutionibus dictarum quingentarum librarum Turonenſium, modo præmiſſo completis & peractis, dicta crux debet in noſtro dominio pro noſtræ libito voluntatis remanere. Ob cujus roboris firmitatem, ſigillum noſtrum præſentibus Litteris duximus apponendum. Datum anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo quinto, menſe Octobris.

CXXXIII.

ANS de J. C. 1277. BOURGOGNE ET CHALON. *Accord & Réglement entre* ROBERT II. *Duc de Bourgogne &* L'ABBE' DE ST. PIERRE DE CHALON, *pour leur Seigneurie & Juriſdiction, fait à Paris, au mois de Février* 1277. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 537.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, quod dilecti Clerici noſtri, Magiſtri *Johannes de Morenciis*, & *Guillelmus de Trapis*, ſuper contentionibus & querelis quæ erant inter dilectum & fidelem noſtrum *Ducem Burgundiæ*, ex una parte, & viros Religioſos, *Abbatem* & Conventum *Sancti Petri Cabilonenſis*, ex altera, pro bono pacis ordinaverunt in hunc modum. Videlicet, quod dicti Clerici noſtri poſuerunt metas, unam ſcilicet in capite pontis, ab oppoſitis domus Dei, & alias deſcendendo per paſcua, prout poſitæ ſunt, & reſpiciunt una aliam uſque ad foſſatum contiguum chemino de *Largilles*. Item ordinaverunt, quod à dictis metis, prout ſunt poſitæ, reſpiciendo verſus civitatem, & verſus halas, & verſus cheminum de Largiles, remaneat tota juſtitia alta & baſſa dicto Duci, & à dictis metis, prout ſunt poſitæ, reſpiciendo verſus burgum Sancti Petri, & verſus vineas, prout foſſatum ſe comportat, inter cheminum de Largilles & dictas vineas, juſticia alta & baſſa remaneat Eccleſiæ Sancti Petri. Item, locus ille qui vocatur la Leſche, prout limitatus eſt per metas quas ibi poſuerunt præfati Clerici, à capite Pontis verſus Noam, & à meta prædicta in capite Noæ, prout aliæ metæ poſitæ ſunt reſpiciendo verſus burgum, remaneat cum omni juſticia alta & baſſa, in perpetuum, dictæ Eccleſiæ, pacificè & quietè, abſque impedimento ſeu calumpnia à dicto Duce vel ejus gentibus eidem Eccleſiæ inferenda. Ita tamen, quod tempore nundinarum Cabilonis, quæ incipiunt ad feſtum Sancti Bartholomæi in dicto loco qui vocatur la Leſche, panis, vinum, avena, fœnum, carnes, paſtilla, ferra ad ferrandum equos, & clavi, & alia, quæ ibi conſueverunt vendi ad eſum tantum hominum & equorum, & fieri, vendantur ibidem, & fiant prout vendi & fieri conſuevêrunt, & de eis Abbas & Conventus Sancti Petri emolumentum habeant & profectum, prout conſueverunt habere. Ea verò quæ tempore dictarum nundinarum in ipſo loco non conſueverunt vendi nec fieri, non vendantur, nec fiant, nec in dicto loco de la Leſche, nec in burgo Sancti Petri, tempore dictarum nundinarum, nec etiam alio tempore Dux Burgundiæ aliquam juſticiam habebit, nec poterit exercere. Item, ordinaverunt, quod de blado ibi vendito, ſeu annona quæ ibi vendetur, quorum naves applicabuntur ibidem, Abbas & Conventus habeant bichinetum, ſeu minagium, & ad menſuram Sancti Petri menſuretur, prout hactenus fieri conſuevit, & quod Abbas & Conventus, & homines ipſorum, habeant acceſſum ad aquam quæ eſt ſubtus pontem juxta la Leſche, ad dolia exequenda & lavanda, & ad pannos lineos, & ad aliam æſtantiam; ita quod ipſe Abbas & Conventus, in dicta aqua nullam juſticiam habeant nec etiam jus piſcandi. Item, ordinaverunt, quod nec Dux, nec ejus ſervientes, nec dicti Abbas & Conventus, nec eorum Miniſtri, aliquid facere poterunt in dictis paſcuis, per quod uſus communis paſcuorum valeat impediri; ſalvo Duci, Abbati, & Conventui prædictis, quod poſſint ædificare & foſſata facere, quilibet in parte dictorum paſcuorum ſibi contingente, quem voluerit & ſibi viderit expedire. Ordinaverunt etiam, quod tempore dictarum nundinarum, quæ incipiunt ad feſtum Sancti Bartholomæi, poſſit Dux tenere nundinas ſuas ſine læſione arborum ibidem exiſtentium, per quindecim dies tantum, in parte paſcuorum dictorum Abbatis & Conventus, uſque ad Noam, & metas quæ Leſchiam dividunt à paſcuis non excedat: & quod dicti Abbas & Conventus, prædictos quindecim dies tantum in parte illa omnem juſticiam habeant de hominibus ſuis, & Dux habeat omnem juſticiam forenſium aliorum. Elapſis verò dictis quindecim diebus, tota dicta juſticia alta & baſſa in dicta parte dictorum paſcuorum, ſit, ut dictum eſt, à dicto Duce propter nundinas occupata, dictis Abbati & Conventui, ut ſupra dictum eſt, integraliter remanebit. Ordinaverunt inſuper, quod ſi aliquis latro, vel alius malefactor fultrum commiſerit, ſeu aliquod aliud malefitium perpetraverit in terra Ducis, tempore dictarum nundinarum, & in locum qui dicitur la Leſche fugierit, gentes Ducis eum ſequi poterunt & areſtare ibidem; dum tamen, nec domos de la Leſcho, nec burgum Sancti Petri intrent pro dicto malefactore areſtando. Et tunc, dicto Abbate vocato, vel ejus mandato, ſi dictus latro vel malefactor, maleficium vel erratum ſuum confeſſus fuerit, vel negans ibi legitimè, ſcilicet hoc coram Abbate vel ejus mandato, convictus fuerit, dictus Abbas vel ejus mandatum, dictum latronem ſeu malefactorem gentibus Ducis tenebitur deliberare. Et è contra, tempore dictarum nundinarum, gentes Ducis erga dictum Abbatem &

ANS de J. C. 1277.

ANS de J. C. 1277.

gentes suas, in casu consimili se habebunt. Item ordinaverunt, quod Dux, quantum in se est, se non opponet, cominus mensuræ Sancti Petri currant in vico Sanctæ Crucis. Item, ordinaverunt, quod Baillivus Ducis procuret erga Ducem, quod in prædicta ordinatione sigillum suum apponet, in testimonium præmissorum. Quam ordinationem, prout superius continetur, in nostra curia recitatam, dictus Dux, personaliter, & procurator dictorum Abbatis & Conventus ad hoc mandatum sufficiens habens, rectificaverunt, approbaverunt, & pariter laudaverunt. Et nos, in hujus testimonium, præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum; salvo in omnibus jure nostro, jure & etiam alieno. Actum *Parisius*, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo septimo, mense Februario.

CXXXIV.

ANS de J. C. 1277. VIENNE ET CISTEAUX.

Accord entre PHILIPPE de VIENNE, *&* L'ABBE de CISTEAUX; *fait au mois de Septembre* 1277. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 539.

A Tous ces qui verront & orront ces presentes Lettres, PHILIPPE diz de VIANNE, Chevaliers, sires de Paignié & de Seurre, salut en nostre Seignor. Je faiz savoir à vostre Université, que comme, à mes prieres, & à ma requeste, nobles Bers *Robers Duc de Bourgoigne* se soit obligiez en la main de Religios Barons; c'est asavoir à L'ABBE', & dou Convant de CISTEAUX, en tel forme, que se il estoit ansin, que ge, ou mes commandemenz, ne paiesiens és diz Religios, à l'Abbé, & au Convant de Cisteaux, chascon an, vint livres de Tornois le jor de la feste Saint Denys, & ammi caresme vint livres de Tornois ansiment. Laquelle pecune est assise sus ma ville, laquelle est dite li maisons diu Ioste Saone, & sus les appartenances de ladite Vile: li diz Robers, ou si hoir, poent & doivent moy & mes hoirs contrainre par la capcion de mes biens qui sunt en ladite Ville, & és appartenances, tant que li dite pecune soit paié entierement, & lever vingt souz de Tornois, totes les foies que je, ou mi hoir aurons defailly és paiemenz dessusdit. Liquel vint solz doivent estre à l'Abbé, & au Convant dessusdit. Et ge devant dit Philippes, promet, & sui tenus, par mon serement doné corporelment sus les seintes Evangiles de Deu, par moy, & por mes hoirs, lesquels ge obligeis à cen, garantier de tous domaiges, & de toutes perdes, ledit Robert Duc de Bourgoigne, & ses hoirs, & sus obligation dessusdite, & ses autres choses qui sont contenuës en une Lettres saelées de son seaul, & dou mien, lesquel li Couanz de Cysteaux doit avoir, & restorer paisibliment à celuy, & à ses hoirs, tous les domages, & tous les despens qu'il auront ancouru, & sostenu par les choses dessudites: Sus lesquels choses, ge & mi hoirs somme tenu croire, ay ces par lor simple parolle, sans autre prove. Par lesquels choses à emplir, je obligoy audit Robert, & à ses hoirs, por moy, & por mes hoirs, especiamment, le fié de Ceorre, lequel je tien d'icelui, & to les autres fiez que je tien de luy, en quelque liu que il soient. Et à ces choses je obligeis moy & mes hoirs, & toz mes biens, en quelque liu que il soient. En tesmoignage de laquel chose je ay mis en ces presentes lettres mon seaul. C'est doné l'an de grace 1277. ou mois de Septembre.

CXXXV.

ANS de J. C. 1277. VIENNE.

Transaction entre ALIX *Comtesse de Vienne, & ses enfans, pour son Doüaire; fait au mois d'Octobre* 1277. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 540.

NOs *Phelippes* diz *de Vienne*, & Sires de Paigné Chevaliers, & *Jehanz* Freres d'iceluy Phelippes, Damoiseaux, fil cay en arriers de bone heurée recordation, *Hugon* cay en arriers *Comte de Vienne*, fasons savoir à touz cels qui verront & orront ces presentes Lettres, que nos, dou conseil de bones gens, & por nostre commun profit, panſé sur ce diligemment, havons party & divisié de nos, nostre redoutée Dame & Mere AALYS dite *Comtesse de Vienne*, & cay en arriers Dame de Paigné, de la volunté, & de l'assentement de nostre dite Mere, en ceste maniere, que ge Phelippes desus diz, ha doné, otroié, & delivré en herietaige à touz jors mais à ladite Aalys nostre Mere, por la terre qui estoit & movoit dou chief nostre Mere, la moitié de la Ville de Sahurre, & la moitié des randes & des issuës, & des proventes, & des profiz de cele Ville de Sahurre, & en Joſtice, & en Seignorie, en touz biens, & en touz profiz, quelque qu'il soient, & por quelque nom il puisse estre nommé & appellé, por cinc cenz livres de terre à Viennois, à parre, & avoir, & à recevoir chacun an darrieraige de nostredite Dame, & des suens, & que nostredite Dame doit avoir son Prevost, & muer & changier chacun an, por touz jors mais, en la moitié de la Ville de Sahurre: Et ge Phelippes dessusdiz, ausi le mien, en l'autre moitié. Et quant il cil d'un commandement puent oir, deduire, & cognoistre les clains, & les causes, & les injures, & les fourfaiz en ladite Ville li uns avec l'autre. Et si li uns desdits dous commandement en pooit, ou voloit estre, li autres touz seul, selonc ce que raisons seroit por l'une partie, & por l'autre, an porroit deduire, cognoistre, definir, & esploiter selonc droit, ou selonc l'usaige dou leu: & en tele maniere, que se les randes, issuës & proventes de ladite moitié de la Ville de Sahurre, valoient plus en aucunes années desdites cinc cent livres de Viennois, que li plus seroit à moy Phelippes dessusdit. Et s'elles valoient moins, ge Phelippes dessusdit, doi randre & delivrer un chacun defaut à nostredite Mere, toutes les fois que il y seroit, tant que ele se tanroit à paiée desdites cinc cent livres de Viennois. Et ledit defaut, ge Phelippes dessusdiz ha assis sur la moie moitié de la Ville de Sahurre. Et ge Phelippe dessusdiz, vuëil encor & ottroié, que se ladite moitié de la Vile de Sahurre baillié à ladite nostre Dame, & des rantes, & des issuës d'icelle moitié, aucunes foies valoit plus de cinc cens livres de Viennois, que ou plus se tant vaut, que ladite nostre Dame, por nom de Doüaire reçoive toutes les fois que li diz plus y sera, se tant vaut, quatre-vinz & dix livres, se tant vaut de Viennois. Et se li diz plus valoit moins desdites quatre-vingz & diz livres, que le deffaut, tant cum ele vivra, que ladite nostre Dame reçoive, & preingne en l'autre moitié de la Vile, des rantes, & des issuës de Sahurre. Et encor ge Phelippe desuis diz, ha donné & otroié por nom de Doüaire à nosthedite Mere, Poille, la Ville & le Chastel, & les rantes, & les issuës, & les appartenances à tout quan qu'il y hay; fors les bois de Venre, qui en sont excepté, sauf ce que nostredite Dame y ay son usaige, por affoer, por maisoner, por matroner, & por la paisson de ses pors, & encor ge Phelippes desuis-dit, ha doné & outroié à nostredite Mere, en nom de Doüaire, & por partie de son Doüaire, la grange de Clus, ensemble tout le graingnaige, jusque à diz & huit

ANS de J. C. 1277.

huit journaus de terre, & quatre vinz huit de pré. Item, & la noue Ville de Clux, enſemble les cenſies, & tous les terraiges, excepté le bois; ſauf ce que ge Phelippes deſſuſdiz ha doné & octroié à noſtredite Mere & Dame, tant cum ele vivra, l'uſaige por tout mes bois, por affoer, por marroner, por edifier, & por la paiſſon de ſes beſtes, ſans vendre, & ſans doner, & dou Doüaire de noſtredite Dame, qui n'eſt deſſus declairiez, ne nommez, ne aſſis, ne ſpecifiés; nos Phelippes, & Jehanz, Freres deſſuſdiz, ſumes tenu, & promettons, que nos li eſſarrons tant qu'il y ert à ſon gré, & à ſa ſeance, trois cenz & cinquante livres de terre à la monoie de Viennois d'annuel rante, tant cum ele vivray, ſuis les pois de Leons, que nos lan baillerons Lettres ſeellées au miaulx que eles porront eſtre faites pour li, dou ſeal honoraubles Pere *l'Arceveſque de Beſançon*. Et promettons encors nos Phelippes & Jehanz Frere deſus-nommé, que nos acquitterons noſtredite Mere, & meterons en Paix, & garderons de domaige, de touz les detes quel qu'il ſoient, eſquex nos & ele, tant por nos, quant por ledit Hugon peuſmes oncques eſtre tenu, por quelque cauſe que ce ſoit, dou tans trepaſſé juſque à la confection de ces preſentes Lettres. Et toutes ces choſes deſſuſdites, & une chacune par ſoy, nos *Phelippes* & *Jehanz* freres deſſuſdit, & Dame *Aalays* mere deſdits freres, promettons, & havons promis par ferme ſtipulation, & por nos ſeremens donés, & faiz corporellement ſuis ſains Evangiles de Deu, tenir & garder ſenz corrompre, & que nos ne vanrons contre de rien avant, par nos, ne par autruy, ne en parolle, ne en fait, ne en conſentemenz, ne en autre maniere quelle que ele ſoit. Et à ſe tenir & garder ſans corrompre, uns chacuns de nos ha obligiez tous les biens mobles & non mobles, preſens & à venir, & renunçanz en ceſt fait, nos Phelippes & Jehanz Frere deſuſdits, & Dame Aalays dite Comteſſe deſſuſdite, par nos fairemenz, à ce qu'il n'ait maul, ne barat, ne leſion en ceſt fait, ne decevance, & à toute action, qui à nos ou és noſtres, quant à repeter ces choſes, ou aucunes de ces, puent à venir, à preſent, ou pourroient cay en avant, à ce que nos ne puiſſions libeller ſor ceſte Lettre, ne demander la copie, ne le tranſcript, & à tout aide de droit de Canon & de lois, & à toutes exceptions, droiz, raiſons, & actions, allegations de fait, & de droit, & à toutes autres choſes queles que eles ſoient, que contre ces preſentes Lettres porroient eſtre obicies, ou dites, & ou droit qui dit que generaux renunciations ne vaut, ſauf à des à noſtre Seignor *Robert Duc de Bourgoigne*, & à ſes hoirs, lou droit que il ha és choſes deſuſdites, & ſauf ce que les gens doudit noſtre amé Seignor Robert Duc de Bourgoigne, pour lor detes, & por lour raiſons, il puiſſeint ioïr, & faire gaigier és choſes deſuſdites, enfin comme devant la confection de ces Lettres. En teſmoing deſquex choſes, & en garniſſement, nos Phelippes Sires de Paignié Chevalier deſuſdit, & Dame Aalays dite Comteſſe de Vienne deſuſdite, havons mis en ces preſentes Lettres noſtres ſeaux. Ce fut fait & donné l'an de grace mil deux cens & ſexante & dix-ſept, ou mois d'Octouvre.

CXXXVI.

ANS de J. C. 1277. BOURGOGNE ET CHALON.

Ceſſion faite par JEAN de CHALON *Sire de Rochefort, Comte d'Auxerre, &* ALIX *ſa femme de tous les droits que ladite Alix pouvoit prétendre ſur le Duché de Bourgogne; & ce en faveur de* ROBERT *Duc de Bourgogne, Oncle de ladite Alix. Faite au mois d'Octobre* 1277. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 541.

NOs JEHANS de CHALON, Sires de Rochefort, & Cens d'Aucuerre, & AALYS ſa femme, faſons ſçavoir à totz cels qui verront & orront ces preſentes Lettres, que comme, à nos grans prieres, nobles Princes, & noſtre amez Sires ROBERTS *Dux de Bourgoigne*, Oncle de moy Aalys, ſe ſoit enloiés pos nos ploiges, & rendierres, en la main *Aubert Brachefort* Citien de Plaiſance, & de *Jacquenin* ſon fil, de dous mille luivres de Tornois, leſqueles nos ſomes tenuz à payer aſdit Aubert & Jacquenin, ou à lor commandement qui auray cels Lettres, de la feſte de Touſſains prochenement venant en un an; nos ſomes tenu, & promettons chacun de nos, por le tout, por nos ſairement corporémemt donés ſor ſaiths Evangiles, rendre & reſtablir à Monſeignor le Duc, & à ſes hoirs, tous les domaiges, les deſpenz, les miſſions, & les couz, & le defaut, que icilz noſtre Sires li Dux & ſi hoir encorront, ſoſtinront, & feront por raiſon de ceſte plegerie, en empruntant deniers à tous, en gaiges, & en dependant gaiges, & en racheptant gaiges, & en gaigemenz faire, & en alées, & en venuës, & en totes autres manieres quelles que eles ſoient. Sor leſquelz choſes, li diz Dux & ſi hoir ſeront creu par la ſimple parolle delz, ou d'un delz, ſans autre prove, & por ces choſes, totes faire & accomplir, nos enloions, laiſſons, & delivrons audit Duc, & à ſes hoirs, chaſcuns de nos por le tout, nos & nos hoirs, & tous nos biens meubles & heritaiges preſens & à venir, & eſpecialement tout le droit, & toutes les actions que ge ladite *Aalays* de mon chief, ou ge li dit Jehanz, por raiſon de ladite Aalys ma femme, poons & devons avoir, & demander por quel cauſe que ce ſoit, ou Ducheſme de Bourgoingne aheul de moy Aalys deſuſdit, por raiſon dou teſtament, ou de la ſucceſſion doudit Hugon, ou por raiſon de partaige, ou de mariaige, ou d'autre droit. Leſquelz choſes totes nos cogноſſons & aſſermons tenir, & eſtre, & moveoir dou fié au Duc deſſuſdit, & l'avons reveſtu de celz choſes par raiſon de ces convenances; en tel maniere, que ſe nos n'avons paié leſdits deniers audit termine, nos volons, otroions porvoiablement, ſans decevance, que li dit termine paſſé, li Dux deſſuſdit, & ſi hoir, recorrent, & puiſſent recorre, & doigent, aſdites choſes toutes deſſus enloiées, & tiennent, & puiſſent tenir, & doigent en Paix celz choſes, & faire les frtuits lour, ſans nulle acquittance faire, & ſans nule reeclan de nos, ou des noſtres. Eſquelz choſes nos ne poons rien panre, ou demander partaige, ou autre droit, juſque tant que noſtre Sire li Dux, & li hoir, ſoi ſoient deſdommagié, & que ſatisfactions lor ſoit faite de toutes leſdites choſes. Et cet enloiement nos avons fait audit Duc, ſauf à luy & à ſiens l'enloiement, & les convenances que nos havons, de doues mille livres de Tornois que nos havons receuz de luy de preſt, & por leſqueles leſdites choſes li ſont enloiés. Et eſt aſavoir, que quant nos aurons dedommaigié le Duc, & les ſiens de ladite pleigerie, tuit li fruicts, & les iſſuës qu'il auront levées deſdites choſes enloiés, leſqueles iſſuës nos li otroions & quittons com-

ANS de J. C. 1277.

comme choſe de ſon fié, li demorront en paix & quitement, & la proprietez nos repareray, & à nos hoirs. Et renonçons en ceſt fait, por nos ſairemenz, chaſcuns de nos por le tout, à l'exception que nos ne puiſſions dire que il ait fraude, ou barat, ou decevances en ces choſes, & à toute aide, & à toute couſtume de leu, & de païs, & à tous droits otroiés en faveur des femmes, & à toutes exceptions, barres, & deffences que l'on porroit mettre contre ceſt fait à toute aide de Canon & de Loix, & au droit qui dit que generax renontiations ne vaut, & eſpeciamment ge ladite Aalays, dou lox, & de l'aſſentement doudit Jehanz mon mary, renonçois, & ay renoncié en ce au droit Senatouſconſulte Veilleien, & affermoy, que ge savoy bien à ce faire, ſi ſait bien encores quel profit, & quel aytoire me donoit, & façoient li droit audit Senatouſconſulte Velleyen: Et volons nos Jehanz, & Aalays deſſuſdit, que totes leſdites choſes ſoient tenus por eſpeciaux, & por expreſſes, auſſi comme ſaiges hommes les porroit jurier, ſpecifier, & declairier, ou profit doudit Duc, & des ſiens. En teſmoignage de laquelle choſe nos avons mis nos ſeaus en ces lettres. Ce eſt fait en l'an de grace 1277. ou mois d'Octouvre.

CXXXVII.

ANS de J. C. 1277.

BOURGOGNE ET NEVERS.

Tranſaction paſſée par la médiation de Philippe III. Roi de France, entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *d'une part, &* ROBERT *Comte &* YOLANDE *Comteſſe de* NEVERS, *pour les prétenſions deſdits Comte & Comteſſe ſur le Duché de Bourgogne; faite à Paris au mois de Février*, 1277. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 543.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, notum facimus univerſis, tam præſentibus quam futuris, quòd cùm contentio eſſet, inter dilectos & fideles noſtros ROBERTUM *Comitem* NIVERNENSEM, & YOLANDEM ejus uxorem Comitiſſam Nivernenſem, ex una parte, & *Robertum Ducem* BURGUNDIÆ, ex altera, ſuper Ducatu Burgundiæ, & ſuper omnibus aliis quæ tenebat & habebat idem Dux ex ſucceſſione claræ memoriæ *Hugonis* quondam *Ducis Burgundiæ* patris ſui, quam petebat idem Comes ratione uxoris ſuæ à Duce prædicto, & ſuper contentione hujuſmodi tractatus pacis aliàs fuiſſet habitus: qui tractatus remanſit illa occaſione, quod prædictus Dux non potuit procurare quod Edua & ejus pertinentiæ, cum quibuſdam aliis rebus deliberarentur prædicto Comiti Nivernenſi & ejus uxori, uſque ad valorem mille librarum Turonenſium redditus per annum, ſecundum tractatum tunc habitum, tandem partes prædictæ, in nos, ſuper contentione prædicta compromiſerunt; tali modo, quod nos de hujuſmodi contentione poſſumus ad voluntatem noſtram facere & ordinare, altè & baſsè, & de plano, & utraque pars tradit nobis unum militem quem credebat magis velle & affectare pacem & concordiam inter partes prædictas. Qui milites juraverunt, quod bene & fideliter darent operam ad dirigendum nos & ad referendum quæ partibus facienda & acceptanda conſulerent ſeu laudarent. Et nos, auditis diligenter & intellectis dictis duobus militibus, & poſt modum habito conſilio de noſtra ordinatione facienda, pro bono pacis ordinavimus & diximus, quod idem Dux deliberaret prædicto Comiti & ejus uxori, tertiam partem Eduæ & ejus pertinentiarum, caſtrum de Glane, & villam de Arné, cum ſuis pertinentiis quibuſcumque ad eumdem Ducem pertinentibus, ſpectantibus, eo modo quo idem Dux res prædictas tenebat & poſſidebat, cum omnibus juribus, ſive in feodis, ſive in domaniis: Ita quod ſi tertia pars Eduæ, Caſtrum de Glane, & villa Arné, cum ſuis pertinentiis quas habet Dux prædictus, pluſquam mille libratas terræ ad Turonenſem redditus annui valerent, totum id quod erit, remanebit dicto Duci. Et ſi contingeret quod res prædictæ ſuperius nominatæ non valerent mille libratas terræ ad Turonenſem, prædictus Dux tenetur aſſidere, ad eſguardum noſtrum, illud quod deeſſet in proquinquis & competentibus locis, & fiet deliberatorum rerum prædictarum quitta & libera ab omnibus debitis. Inſuper dicimus per eſguardium noſtrum, quod idem Dux debet laborare bona fide, quod tertia pars Eduæ quæ ſpectabat ad *Comitem Antiſſiodorenſem*, & ejus uxorem, per eſcambium competens dandum ab ipſo Duce prædicto Comiti Antiſſiodorenſi & uxori, aut alio modo competenti, deliberabitur Comiti Nivernenſi & ejus uxori. Qua tertia parte Eduæ deliberata, deduceretur de terra de Glane, vel de Arné, ſecundum valorem ſeu æſtimationem tertiæ partis Eduæ ſupradictæ. Et quia dictus Comes Nivernenſis, & ejus uxor, totam Eduam ſibi deliberari aſſertant, cum magis peteret & cederet eiſdem, retinemus nobis poteſtatem augmentandi redditum ultra mille libratas terræ. Quas idem Dux tenetur aſſidere prædicto Comiti & ejus uxori, ſecundum quod inveniemus quod aſſiſa terræ quæ non fiet apud Eduam erit æſtimanda. Dicimus etiam, quod Comitiſſa Nivernenſis, de redditu prædicto quem dictus Dux tenetur deliberare dicto Comiti Niuernenſi & ejus uxori, intrabit in homagium prædicti Ducis, ſi hoc terræ conſuetudo patiatur. Sed idem Comes, quandiu vixerit non tenebitur intrare niſi voluerit, in homagium prædicti Ducis de terra prædicta. Verumtamen hæredes eorum, ſeu hæredes dictæ Comitiſſæ, aut illi qui cauſam habebunt ab eis in rebus prædictis, tenebuntur facere, homagium prædicto Duci aut ſuis hæredibus, & pro homagio hujuſmodi faciendo dicto Duci, modo prædicto, retinemus nobis poteſtatem augmentandi redditum quem idem Dux debet tradere dictis Comiti & Comitiſſæ Nivernenſi, ſecundum quod nobis rationabiliter videbitur faciendum. Præterea faciemus ſi Comes Nivernenſis, & ejus uxor, tenent in Comitatu Nivernenſi aliqua feoda, de quibus debeant facere homagium dicto Duci ratione dicti Ducatus, & ſecundum quod invenietur, percipiemus quod nobis videbitur faciendum. Et ſi forte videmus in dicto noſtro, ſeu ordinatione noſtra, quod foret aliquid declarandum aut corrigendum, retinemus nobis poteſtatem declarandi & corrigendi. Partes autem prædictæ, omnia ſupradicta & in ordinatione noſtra contenta, coram nobis laudaverunt & approbaverunt: & prædicti Comes & Comitiſſa Nivernenſis, per dictam ordinationem noſtram ſervatam & completam quittaverunt omne jus quod ipſi habebant aut habere poterant adverſus eumdem Ducem in petitione quam ipſi faciebant contra eumdem Ducem, de Ducatu Burgundiæ ſupradicto, & de quibuſlibet bonis quæ ad ipſum pervenerunt ex ſucceſſione prædicti patris ſui. Quod ut ratum & ſtabile permaneat in futurum, præſentibus litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum *Pariſius*, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo ſeptimo, menſe Februario.

ANS de J. C. 1277.

CXXXVIII.

ANS de J. C. 1277. BOURGOGNE ET BOURBON.

Transaction entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE *d'une part; &* ROBERT *de France Seigneur de* BOURBON, *&* BEATRIX *ſa femme, d'autre; touchant le droit deſdits Robert de France & Beatrix ſur le Duché de Bourgogne. Faite au mois d'Avril* 1277. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 544.

NOs ROBERTZ *Duc de* BORGOINE, faiſons ſavoir à ceaux qui verront cels preſentes lettres, que nos baillons & delivrons à noble Baron Monſeignor *Robert fil de Roy de France*, & à Damoiſelle BEATRIX noſtre niéce, fille ça en arriers de bonne memoire Jehan ſeignor *de* BORBON noſtre frere, femme doudit Monſeignor Robert, por tout le droit que il ont, & puent avoir, & demander en l'erietaige, & en tous les conquiz, & en toutes les choſes, & en toute la deſcenduë de bonne memoire *Hugon Duc de Borguoinne*, ça en arriere noſtre chier pere, les Chaſteaus dou Mont ſaint Vincent, Sanuignes, le Sauvement, Dundain, Arthus, Charroles, & toutes les Chaſtellenies, & toutes les appartenances, & tous les fiez anciens, & tous les nouveaus fiez, que noſtre chier pere li diz Hugues acqueſta eſdites Chaſtellenies, & dedens une chaſcune Chaſtellenies, & tous les autres acquez que noſtre diz peres fiſt dedens une chaſcune deſdites Chaſtellenies, à iceles charges, & à iceles redevances qui en eſtoient dehuës, ou tans que li dit Hugue ala de vie à mort. Et por les devant dites choſes que nos delivrons & baillons, li devant diz Meſſire Roberz, & ſa femme, ont quitté, & quitte à nos tout le droit qu'il ont, & puent avoir en tous les biens, & en tous les herietaiges, & en toute la deſcenduë doudit Hugue noſtre pere; en tele maniere, qu'il ne puent dois ores en avant riens demander eſdits biens, & és devantdites herietaige, ſauve leal eſcheoite quant ale y avendray dores en avant: à laquelle eſcheoite avenir il ne renuncient mie. Et li diz Meſſire Robertz & ſa femme deiſſent & affermiſſent que nos lor deviens bailler & delivrer la Baronnie dou Comtée de Chalon, quant nous auriens le Duchaume en paix envers les hoirs, & les filles de bonne memoire *Odon Comte de Nevers*, ça en arriere: Nos volons & octroions, quant cils cas ſera aveniuz, que nos aurons ledit Duchaume en paix envers les hoirs, & les filles doudit Comte Odon, que noſtre chiers ſires *Phelippes* por la grace de Dieu *Rois de France*, oyes les raiſons de l'une, & de l'autre, ſegont la forme dou teſtament noſtre pere, puiſſe faire ſa volonté haut & bas de ladite demande de la Baronie dou Conté de Chalon, que li devant dit Meſſires Roberz & ſa femme demandient en la forme deſſus dite. Et eſt aſavoir, que ce qui eſt oſté de la Baronie dou Contez de Chalon, fiez & domaines, & Gouardes, & autres choſes qui nos doivent demorer ſegont le teſtament noſtre pere, nos demorent tout quitte, & en ceſte miſe ne vienne mie. Et eſt aſavoir, que li devant dit Roberz, & ſa femme, & lour hoir, doivent en fié de nos, & de nos hoirs, à un ſeul fié, & à un ſeul homaige, tous les devant diz Chaſteaus, & toutes les devantdites Chaſtellenies, & toutes les devantdites choſes que nos lour delivrons, & tout quanque il emporteront par ledit le Roy ſe riens emportent. En teſmoignage de laquelle choſe nos avons ceto preſentes lettres ſaallées de noſtre propre ſeal. Ce fu fait en l'an de grace 1277. ou mois d'Avril. *Sellées a double queuë de parchemin pendant de cire jaune.*

CXXXIX.

ANS de J. C. 1278. BOURGOGNE ET SEURRE.

Accord entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *&* PHILIPPE DE VIENNE, *Seigneur de* SEURRE, *qu'on nomme à préſent* Bellegarde; *pour la franchiſe de ladite Ville de* SEURRE. *Fait au mois de Septembre*, 1278. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 545.

NOs PHELIPPES DE VIENNE, ſire de Paigné, faiſons ſavoir à tous cels qui ces lettres verront, que cum nos teniens en foy lige, aveuc pluſieurs autres choſes, noſtre ville de SEHURRE, de noble Baron noſtre chier ſeignor ROBERT *Duc de* BORGOIGNE. Et nos, par noſtre grant profit, ehuſſons en prepoux de franchir ladite ville, & les habitans en cele ville, & nos ne la pehuſſons faire ſans la volunté de celuy Duc, & il nos en ait doné pouvoir & congié de franchir ladite ville, & les habitans, enſic comme il contenu en lettres ſeellées de ſon ſeaul, en tel maniere, que por c'eſt pooir, & c'eſt congié, li diz Dux hait de nos en eſchange, & en recompenſation le fey de Villey ſus Soofne, & les appartenances de celuy leu, que nobles hons noſtre chiers oncles *Henris de Antigney*, ſire de ſainte Croiz tient de nos, & nos le tenons de noſtre tres-haut ſeignor leu Roy de France. Et nos, par l'autorité, & le congié celuy Duc, haions franchy ladite ville de Sehurre, & les habitans. Nos li diz Phelippes ſires de Peigney, en eſchange, & en recompenſation doudit pooir, & doudit congié, donons & outroions por nos & por nos hoirs, audit Duc, & à ſes hoirs, ledit fey de Villey, & des appartenances: en tel maniere, que li Dux le teigne dou Roy de France. Et nos prions & querons noſtre chier ſeignor le Roy de France, que il retienne à hoirie doudit fey de Villey, & des appartenances, ledit Robert Duc de Bourgoigne: & volons & commandons audit Henry d'Antigné noſtre oncle, que il veigne en lou menaige ledit Duc noſtre ſeignor, doudit fey de Villey & des appartenances; ſauve à nos, & demorant la ligeité doudit Henry noſtre oncle. Et à plus grant ſehurté, nos promettons en bonne foy audit Duc de Bourgoigne, garentir ledit fey à noſtre pooir: & jurons par les ſeintes de Deu Evangiles, corporelmant, que nos garderons ces choſes totes, & n'an irons encontre por nos ne por autre, n'en conſentirons, en autres qui veigne. En teſmoignage de ces choſes, nos avons ces lettres ſeellées de noſtre ſeaul. Ce fut fait en l'an de grace mil & deux cent ſexante & dix huit, ou mois de Septembre.

CXL.

ANS de J. C. 1278. BOURGOGNE ET TRICHASTEL.

Accord entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE *&* GUI *Seigneur de* TRICHASTEL, *fait au mois d'Octobre*, 1278. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoires de Bourgogne. pag. 545.

JE GUIOZ Eſcuiers *ſire de* TRICHASTEL, faiz aſavoir à toz ces qui verront & orront ces preſentes lettres, que je vuel & outroy au noble Baron, & ſaige Monſeignor ROBERT *Duc de* BORGOIGNE mon ſeignor, que il retienne, & puiſſe retenir à luy, & à ce poy, qui ſont de fié à homes & Borjois, tous les Borjois de Beſe, quiconques verront venir & demorer eſditz lieux, comme ſi home, juſques à ſex ans continеux anſiganz, & que por leſdits

ANS de J. C. 1278. sex ans esdits luez les puisse garentir & maintenir, & defendre, & lor biens, & lor fammes, & lor maignies, ansi come ses propres Borjois qui demorent à Dijon ou à Talant frainchement, por tel cense, comme li dit Borjois vodront payer audit Duc, ou à son commandement par lesdis sex ans. Et ceste chose octroye je ainsi esdits Borjois de Bese, & ce hay je voulu & outroyé audit Duc mon seignor, & esdits Borjois, por los prieres, & por lor requestes. Et quant li diz sex ans seront passé & accomply, li diz Duc Messires ne porray tenir lesdits Borjois esdits luex, ne li dits Borjois ne porront demorer, se n'et par ma volonté, & par mon otroy, & se autres lettres ne sont de ce renouvellées & faites. En tesmoignage de laquel chose je hay mis mon seal en ces lettres; lesquex furent faites & données le Lundy apres la feste de saint Remy, l'an de nostre Seignor mil deux cent sexante & dix-huit, ou mois d'Octouvre.

CXLI.

ANS de J. C. 1278. Savoye. *Testament d'*ALIX *Comtesse de* SAVOYE *& de* BOURGOGNE; *fait au mois de Novembre* 1278. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 89.

NOS Alis *de* Savoye *& de* Bergoigne, *Comtesse Palatine*, faisons sçavoir à touz ces qui verront, & orront ces presentes lettres, Que nos en nostre bone prosperitey, & santey de bone memoire, & de saine deliberation. Porce que molt volons que paiz, & concorde soit apres nostre decez antre nos enfans, avons ordenay, & devisey, & ordenons, & devisons, & estaublissons que nostre tres chers Fils ainsnés Messire Othes de Bourgoigne Sires de Salins soit Cuens de Bergoigne apres nostre decez, & soit nostre hoirs ou Cortey, fors que en celes choses que nous en devisons, & departons, ou devisérons & departerons à nos autres enfans pour nos lettres desquelx nos en cete lettre devisons, ordenons, & specifions lo devis, & lo partage de nostre tres chier Fil Renalt quant a leschoite de par nos en cette maniere cy-apres contenue; c'est assavoir que nous devisons audit Renalt pour son partage qu'il doibt, & puet panre, & avoir en nostre escheoite, & en succession de nostre heritaige que il apres nos ait, & teigne heritablement por luy, & por ses hoirs a tousiours mais nostre Chastel, & la ville de Clerevaux, & tote la Chastelerie, Pontpierre, Balmes, & la Chastelerie, Foudremant Fontenoy, Quenosche, Momboson, & Chiefrans, Orvans, & la Chastelerie tote, Montiustin, Aynans, Chastillon, Cromari, & Veray, & totes les Chasteleries, les appendises, les finages, les territoires, les seigneries, les Justices, les droiz, les fiez de Venassours, & toures issues, values, droitures, costumes, & usage quel qu'il soient, & comant que soient apeley en totes manieres que nos avons, & poons, & devons avoir en tot & en chascun de leux, & des choses dessus dites, avoit ce devisons encores, & octroyons audit Renalt en nom de partage les fiez que noble gent li sires de Rogemont, li sires de Ceix, li sires de Montiustin, li sires de la Roche, li sires de Monbis, li sires de Montron, & de Ongney, & Messire Guy de Rans sires de Roches tiennent, & doivent tenir de nos, & les fiez que Messire Hugues de Montferrant sire de Thoraise, & Messire Fromons ses freres sires de Corceudray tiennent, & doivent tenir de nos, & le fié de Chastillon qui fui Monsieur Ponçon avoit, & li avons encor devisay, & octroyé que se Ceix nos demore en heritage il lait il, & sui hoir, & ly devisons, & octroyons avoit ce ly devisons encor, & octroyons que se nostre Amey fils Johans muert sans hoir de son cors tous ly devis, & ly partages que nos aurons devisey, & octroyié audit Johan eschie, & aveigne audit Renalt; & qu'il en soit hoirs en tout, & lait, & teigne heritanblement il, & sui hoir a tos jouns mais. Apres nos volons, & commandons, & devisons, & ordenons que se nostre diz fils Renalz muert sans hoir de son corps que Dex ne veulle ly desus diz Othes nostre filz, ou cil qui seray ses hoirs Cuens de Bergoigne teigne, ait Balmes, & la Chastelerie Montiustin, & Aynans, Chastillon, & Cromary, & Veray & quant qui Japant selon ce que desus est escrit, & les fiez, & les homenages tous qui devisay ly sont, & Johan notre filz an teigne, & ait Foudremant, Quenosche, Fontenoy, Momboson, & Chiefrans, & quant qui Japant selont ce que desus est escrit, & nostre fils Hugues en teigne, & ait Clerevalx, & Pontpierre, & quant qui Japant selon ce que desus est escrit, & nostre filz Estenes en teigne, & ait Ornans, & la Chastelerie, & quant qui Japant selon ce que desus est escrit; apres volons, & commandons, & devisons, & ordenons que tout quant que li diz Renals, & sui hoir tenront, & auront de par nostre eschoite, & de l'eschoite doudit Joh. nostre fils soient fiez liges audit Oth. nostre fil, & à ses hoirs qui seront Conte de Bergoigne, & que li diz Renals, & sui hoir les repreignent, & teignent ligemant, & en soient homme lige doudit Oth. & de ses hoirs qui seront Conte de Bergoigne. Apres volons, & commandons, & devisons, & ordenons que chose que nos aiens fait ou dit, ou ordenay, & volin ne chose que nos des or en avant faciens, veilliens, ou ordeniens encontre ces chouses desus escriptes, soit en testament, ou autremant en quelque maniere que ce soit, ne vaille riens; Toutes ces chouses avons nos faites ordenées, & devisées per lotroy, per le consentement, & per l'acort de nostre tres chier Signor, & Mary *Philippe de Savoye, & de Bergoigne Comte Palatine*, & li avons prié que il en confirmation, & en autoritey de ces chouses mete en ces presentes lettres lo seel avoet nostre honorable, & Amey Pere en Crist Ode par la grace de Dey Archevesque de Besançon, & nos ly diz Ph. de Savoye, & de Bergoigne Cuens Palatin cest devis, & cest ordenement laons, consentons, & confermons tant com à nos en appartient, & prions aussi nostre honorable Pere en Crist, & Signor O. Archevesque de suxdit, que en ces lettres mettre son Seel pendant, ce fuy fait l'an de grace corrant per mil dous cens septante-huit, ou mois de Novembre.

CXLII.

ANS de J. C. 1279. Bourgogne et Clermont. *Transaction entre* ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *d'une Part, &* ROBERT *Comte &* BEATRIX *Comtesse de* CLERMONT, *d'autre; au sujet des prétensions desdits Robert & Beatrix, sur le Duché de Bourgogne &c. ladite Beatrix étant petite fille de Hugues Duc de Bourgogne, faite à Paris au mois d'Août*, 1279. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 546.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, notum facimus universis, tam præsentibus quam futuris, quòd cùm contentio verteretur, inter dilectum & fidelem nostrum ROBERTUM *Ducem* BURGUNDIÆ, ex una parte, & karissimum fratrem nostrum *Robertum Comitem* CLAROMONTENSEM, & BEATRICEM Comitissam, ejus uxorem, filiam quondam *Johannis de Borbonio* filii quondam *Hugonis* quondam *Ducis Burgundiæ*, ex altera, super portionem ipsum Comitem & Comitissam contingentem in hæreditate, conquestibus, rebus, & successione prædicti Hugonis quondam

ANS de J. C. 1279.

dam patris dicti Ducis, & dicti Johannis. Tandem, super dictam contentionem inter dictas partes concordatum & compositum extitit in hunc modum; videlicet quod dicti Comes & Comitissa, pro portione ipsos contingente in hæreditate, conquestibus, rebus, & successione prædicti Hugonis, habebunt, tenebunt, & possidebunt perpetuò, pro se & hæredibus suis, Castella Montis sancti Vincentii, de sine vigneis, salvamento, de Dundemo, de Arthusio, & de kadrellis, & castellanias, & omnes pertinentias dictorum castrorum & castellaniarum, cum omnibus juribus, domaniis, dominiis, feodis, retrofeodis, allodiis, gardis, & pertinenciis prædictorum, & quorumlibet eorumdem, pro quibuscumque locis & rebus consistant, & omnia feoda, antiqua & nova, quæ præfatus Hugo pater dicti Ducis, habebat & acquisierat in dictis Castellaniis, & infra quamlibet dictarum castellaniarum & quarumlibet earumdem pertinentiis. Insuper, feodum de Bonant, feodum de la Vernette, feodum de Claisy, gardas de Perareio & de Parreriaco & membrorum suorum, quæ sunt immediatè in garda Comitatus & Baroniæ Cabilonensis, pedagium de Tolon, feodum de Javardel, feodum de Plesseiz, feodum de Savienges, feodum de Genoilly, feodum de Joncy, de Martigny, feodum de Chaumont, feodum de Sunigny, feodum de Dyou, feodum de Digoigne, feodum de la Buxiere, filicet la Boissere, teneantur immediatè, vel teneri debeant à dicto Duce. Item, feodum de Chasteler, feodum de sancto Leodegario, & omnia alia jura, & dominia, feoda, retrofeoda, allodia, & gardas quæ sunt de Baronia & Comitatu Cabilonenti, & ad dictam Baroniam pertinentia: qui sunt ultra Arrou, à parte versus Pareiram, & Tholon, & ultra Ligerim à parte versus Roniam, & etiam ultra Gniam, à parte versus Montem sancti Vincentii & versus Dimdannum, cum juribus & pertinentiis earumdem, in quibuscumque rebus & locis consistentibus; exceptis feodis de Chegy & de Marcilly, cum feodis, retrofeodis, domaniis, decimis, allodiis, gardis, & pertinentiis earumdem, in quibuscumque rebus & locis consistentibus, quæ penes dictum Ducem perpetuò remanebunt. Insuper habebit dictus Dux, Civitatem, nundinas, & pertinentias Cabilonis, Buxiarum, & Halbergamentum, ac Branciduum, cum pertinentiis, feodis, & domaniis; filicet feodum de Chassengy, feodum de Segy, feodum de Husseliis, & omnia alia feoda quæ sunt ultra Gniam à parte versus Buxiacum & versus Branciduum. Item, feodum de Burgo motte sancti Johannis, feodum de Borbonio Lenseys, feodum de Nommor, & omnia alia feoda quæ sunt ultra Arrou à parte versus Borbonium Lanseiis, cum omnibus feodis, retrofeodis, allodiis, gardis, & pertinentiis eorumdem, in quibuscumque rebus & locis consistant. Habebit etiam dictus Dux, castrum & Castellaniam de Moncenix, Anziacum, feodum Castri & Castellaniæ de Sinemuro, cum juribus, feodis, retrofeodis, domaniis, allodiis, gardis, & pertinentiis eorumdem, in quibuscumque rebus & locis consistant. Quæ quidem, castrum de Moncenix cum Castellania, Anziacum, feodum castri & Castellaniæ de Sinemuro, cum eorum pertinentiis, sunt & fuerunt antiquitus de Ducatu Burgundiæ. Concordatum est insuper inter ipsos Ducem, Comitem & Comitissam, quod nemus & alia quæ monachi de foritate habent & possident inter castrum Montis sancti Vincentii, & castrum de Moncenix, si inventum fuerit quod sunt in Castellania Montis sancti Vincentii, vel de pertinentiis ejusdem, quod garda eorum remaneat Comiti & Comitissæ prædictis, & eorum hæredibus. Concordatum est insuper, quod per aliquam clausulam generalem sicuti pertinentiarum, jurium, & etiam quamcumque similem superius nominatam vel inferius nominandam non derogetur speciali, vel nominatim expresè. Prædicta verò omnia tradita, liberata & assignata, prædictis Comiti & Comitissæ idem Dux garantizare tenetur, ab omni onere & obligatione ipsis ab eodem impositis penitus absolutas, & omnia supradicta quæ habent, tenent, & possident, tenebunt & possidebunt dicti Comes & Comitissa, & eorum hæredes tenebunt, in feodum ligium à dicto Duce & ejus hæredibus, in Baronia & Comitatu, ad unum feodum & unum homagium, ad easdem libertates, dignitates & honores, ad quas bonæ memoriæ *Johannes Comes* quondam *Cabilonensis* & ejus prædecessores Comites Cabilonenses, dictos Baroniam & Comitatum Cabilonensem antiquitus tenuerunt ac si dictus Robertus Comes, & Beatrix Comitissa, Baroniam Cabilonensem & omnia ad dictam Baroniam pertinentia integraliter tenerent & possiderent. Ita tamen, quod in prædictis quæ dicto Duci remanent, dicti Comes & Comitissa, & eorum hæredes, nihil juris & Baroniæ vel Dominii de cætero poterunt reclamare, & de prædictis, dictis Comiti & Comitissæ & eorum hæredibus à dicto Duce traditis & liberatis, iidem Comes & Comitissa se tenuerunt penitus pro pagatis & pro contentis: promittentes bona fide, quod ratione successionis, in residuo hæreditatis conquestuum, rerum, & successione prædicti Hugonis quondam patris dicti Ducis, nichil juris de cætero reclamabunt; salvo sibi & hæredibus suis recto laduco, sive recta escheeta, & alio jure futuro, si in præmissis contingeret evenire. Actum etiam fuit inter partes prædictas, in compositione prædicta, quod per litteram istam non impediatur possessio in qua est idem Dux, de cursu monetæ, nec dicti Comes & Comitissa impedientur agere contra dictum Ducem ratione dictæ monetæ, quo ad proprietatem seu possessionem, & salvis deffensionibus & rationibus ipsius Ducis contra actionem eorumdem Comitis & Comitissæ. Quod ut ratum, & stabile permaneat in futurum, præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum, salvo in omnibus jure nostro, & jure quolibet alieno. Actum *Parisius*, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo nono, mense Augusto.

ANS de J. C. 1279.

CXLIII.

Traité entre JEAN I. *Duc de Lorraine & de Brabant & la Ville* D'AIX LA CHAPELLE, *qui se met sous sa protection, fait en* 1280. Aubert le Mire. Diplomat. Belgicar. Lib. I. Cap. LXXXVI. pag. 184. & Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 112.

ANS de J. C. 1280.

BRABANT ET AIX LA CHAPELLE.

UNiversis præsentes litteras inspecturis, Judices, Scabini, Consules civium, Migistratus, & ceteri cives regalis sedis AQUENSIS, salutem & cognoscere veritatem.

Quoniam fragilis est hominum memoria, & gesta de levi oblivioni traduntur, nisi scripto fuerint stabilita, notum facimus tam præsentibus quàm futuris, quòd nos unanimiter recognoscimus illustrem Principem Dominum JOANNEM, Dei gratia Lotharingiæ & Brabantiæ Ducem, nostrum esse (quemadmodum sui honorati prædecessores fuerunt) superiorem Advocatum.

Et nos ipsum & suum, qui in Ducatu legitimè successerit, heredem pro nostro superiore confitemur, & tenemus in perpetuum, Advocato; & eidem JOANNI Lotharingiæ & Brabantiæ Duci promittimus bona fide, quòd eidem & heredi suo contra omnes, qui nunc supersunt aut poterunt supereresse (excepto sereniissimo Domino nostro Romanorum Rege ac Imperatore) assistemus fideliter consilio, auxilio & favore.

Et ut præmissa robur & certitudinem obtineant firmitatis, præsentes litteras eidem & suis heredibus, roboratas

ANS de J. C. 1280. boratas noſtri ſigilli munimine, contulimus, in perpetuum duraturas.

Datum Aquis anno Domini M. CCLXXX. in craſtino Reſurrectionis Jeſu Chriſti.

JOANNES, Dei gratia Dux Lotharingiæ & Brabantiæ, univerſis tam præſentibus quàm futuris, præſentes litteras viſuris, ſalutem & cognoſcere veritatem.

Ex debito noſtri principatus, hos non immeritò promovemus & amplectimur gratia ſpeciali, apud quos dignitatis officio fungimur & honoris.

Itaque noſtrorum progenitorum (qui ſedem & civitatem regalem Aquenſem, & ejus cives, ubi, ſicut ipſi fuerunt, nos ſumus ſuperior Advocatus, ab eo tempore, quòd ejus non exſtet memoria, ſedulò promoverunt, & conſervaverunt, & ſtudiosè defenſarunt) veſtigiis inhærentes.

Tam ob reverentiam ſacri Romani Imperii, quàm ratione ſuperioris Advocatiæ, quæ poſt Imperium fungimur apud eos; propter aſſiſtentiam nobis pactam, prædictam civitatem & ſedem regalem, & ejus incolas ſive cives conſervare, promovere & omnia eis fructuoſa facere ac impendere promittimus & tueri, & dum requirere duxerint, eis favorem, conſilium & auxilium, & aſſiſtentiam impartiri promittimus, & præſtare fideliter & benignè.

Atque ad univerſa & ſingula ipſis civibus Aquenſibus bona fide ſervanda, noſtrum, qui in Dacatu legitimè ſucceſſerit, heredem obligamus in perpetuum.

Dantes de conſilio noſtrorum Conſiliariorum, pro nobis & prædicto herede noſtro eiſdem civibus Aquenſibus, qui nunc ſunt aut in futurum erunt, præſentes in perpetuum duraturas litteras, cum appenſione ſigilli noſtri, ad firmum robur & æternum teſtimonium, ſuper omnibus & ſingulis ſupradictis.

Datum in *Dalheim*, feria 4. poſt Paſcha, an. Dom. M. CC. LXXX.

CXLIV.

ANS de J. C. 1280. PROVENCE ET FORCALQUIER. *Decret de l'Empereur* RODOLPHE *qui aſſigne à* CHARLES *Roi de Sicile les Comtez de Provence & de Forcalquier. Donné à Vienne en Autriche, le* 28. *Mars.* 1280. G. G. Leibnitz, dans le Prodromus Codicis Diplomatici, pag. 20.

RODULPHUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, venerabilibus Archiepiſcopis, Epiſcopis, cæteriſque Comitatus & Marchionatus Provinciæ, ac Comitatus Forkalkier Eccleſiarum Prælatis, devotis ſuis prædilectis gratiam ſuam & omne bonum. In quibuſlibet noſtris actibus Eccleſiaſticis gratificari ſolicitis ſtudiis affectantes, earum diſpendia, quantum nobis ex alto permittitur, evitamus. Licet igitur Comitatum & Marchionatum Provinciæ (intendentes hæc duo nomina, ſcilicet Comitatum & Marchionatum eſſe ſynonyma, & unum non diverſa ſupponere) ac Comitatum Forkalker, cum omnibus juriſdictionibus, juribus & pertinentiis eorundem; ac omnia quæ infra Comitatus ipſius conſiſtentiam Romanorum Imperatores per eorum privilegia quondam Domino Raymundo Berengario Comiti & Marchioni Provinciæ ac Comiti Forkalker, ipſiuſque prædeceſſoribus donaverunt; per ſpeciale privilegium, confirmemus, concedamus, & de novo tam Domino Carolo Regi Siciliæ illuſtri ad vitam ſuam, ſi autem voluerit, quam heredibus Regis ejuſdem, qui proceſſerunt ex eodem Rege & claræ memoriæ Beatrice Regina Siciliæ conſorte ſua; & omnibus heredibus & ſucceſſoribus eorundem in feudum ſub conſuetis cenſu & ſervitiis, præſtandis in poſterum ab eiſdem Rege, hæredibus, & ſucceſſoribus, in perpetuum poſſidenda, donemus: & promittentes quod per nos, vel alium, ſeu alios nullam donationem, confirmationem, inveſtituram, conceſſionem, vel contractum, aut aliquid cum Domina Margareta Regina Francorum illuſtri, vel ejus Procuratoribus aut nuntiis, ſeu aliis quibuſcunque perſonis Eccleſiaſticis vel ſecularibus fecimus, per quæ hujuſmodi confirmatio, de novo donatis ſive conceſſis, aut aliquid, quod in eodem conceſſo dicto Regi ſuper iis privilegio continetur, habere non poſſit vel debeat firmitatem, vel per quæ confirmationi, donationi & conceſſioni prædictis, ac iis, quæ in dicto privilegio continentur, aliquod afferri poſſit vel debeat nocumentum, ſeu prædictorum confirmationis, donationis, conceſſionis & aliorum contentorum in privilegio ſupra dicto effectus aliquatenus impediri circa ea, quæ forſan extra Comitatus eoſdem pradicta donatio Imperatorum comprehenderet eorundem; nihil ad præſens penitus innovato; Declaraverimus, ordinaverimus, decreverimus, ſtatuerimus, ac expreſsè facturos, & curaturos nos ſpecialiter obligaverimus, quod per ea, quæ facta ſunt à nobis, prædictæ Reginæ Franciæ nullum omninò præjudicium fiat Regi & heredibus ac ſucceſſoribus ſupradictis, vel in jure præterito, quod eis in prædictis comitatibus competebat, ſeu competit, vel iis, quæ in confirmatione ac conceſſione prædictis continentur: Nihilominus tamen declaramus, ordinamus, decernimus atque ſtatuimus, quod per confirmationes, donationes & conceſſiones Comitatum eorundem Eccleſiis & perſonis Eccleſiaſticis illarum partium nullum omninò præjudicium generetur: cum intentionis noſtræ ſit earum jura non imminuere, ſed augere. ANS de J. C. 1280.

§. 2. De omnibus autem & ſingulis ſupradictis plenariam interpretationem & declarationem Romano Pontifici ad præſens, & in poſterum reſervantes, ejus interpretationem ſeu declarationem faciendam etiam ſimplici verbo nos ſervaturos ſpecialiter auctoritate præſentium obligamus, promittentes nihilominus prædicta omnia & ſingula, poſtquam imperiale diadema, dante Domino ſuſceperimus, renovare ad majorem & perpetuam firmitatem. Actum & Datum Viennæ v. Kal. Aprilis, indictione VIII. Anno Domini M CC LXXX. Regni verò noſtri anno VII.

CXLV.

Tranſaction paſſée entre ROBERT *Duc de Bourgogne &* ROBERT *Comte de Nevers; à Paris, l'an* 1280. Etienne Perard Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 548. ANS de J. C. 1280. BOURGOGNE ET NIVERS.

PHILIPPUS Dei gratia *Rex Francorum*, univerſis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem. Notum facimus, quod dilecti & fideles noſtri ROBERTUS *Dux Burgundiæ*, ex una parte, & *Robertus Comes Nivernenſis*, ex altera, coram nobis conſtituti, recognoverunt conventum & ordinatum eſſe inter ipſos hoc modo; videlicet, quod loco aſſiſiæ mille librarum Turonenſium, quam dictus Dux tenetur facere Comiti prædicto & ejus liberis hæredibus Comitatus Nivernenſis, in tertia parte Eduæ, caſtro de Glave, & villa de Arné, & eorum pertinentiis, vel etiam in aliis, ſecundum tenorem ordinationis noſtræ ſuper hoc prolatæ, tenetur ſolvere vel ſolvi facere præfato Comiti vel ejus mandato, mille libras Turonenſes, Pariſius, apud templum quolibet anno, ad duos terminos, ſilicet medietatem ad feſtum Omnium Sanctorum, & aliam medietatem ad feſtum Aſcenſionis Domini, quandiu idem Comes tenebit baillium liberorum ſuorum prædictorum. Ita tamen, quod in optatione dictorum liberorum erit, cum ad ſufficientem ætatem venerint, prædictas mille libras Turonenſes

ANS de J. C. 1267. nenſes percipere & habere jure hæreditario, & ſibi ac ſuis hæredibus in perpetuum retinere, loco aſſiſiæ ſupradictæ, vel ſi maluerint habere & retinere aſſiſiam prædictam, prout in ordinatione noſtra prædicta plenius continetur. Quas conventiones, dicti Dux & Comes tenere & ſervare in noſtra præſentia promiſerunt, & ad ipſas tenendas & ſervandas petierunt, ſi neceſſe fuerit ſe compelli. In cujus rei teſtimonium, præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſius die Jovis ante feſtum beatæ Mariæ Magdalenæ, anno Domini M. CC. LXXX.

CXLVI.

ANS de J.C. 1281. SAVOYE ET POITIERS. *Traité de Ligue entre* LOUIS DE SAVOYE, *&* AYMAR DE POITIERS *Comte de Valentinois, fait à Paris, l'*11 *de Juillet* 1281. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 653.

NOVERINT univerſi; quòd nos LUDOVICUS DE SABAUDIA Miles, & AYMARUS DE PICTAVIA Comes Valentinenſis, promiſimus nobis adinuicem ſolemniter & tactis corporaliter ſacro-Sanctis Evangeliis, nos curaturos utilitatem & honorem unus alteri, in quibus poterimus, & damna unus alteri, & ſubjectorum pariter ditare & juvare, in placito & in guerra unus alteri, contra Dominum Aymarum de Roſſillione Archiepiſcopum Lugdunenſem & contra Dominum Amedeum de Roſſillon Epiſcopum Velentinenſem & Dienſem, & contrà Artandum Dominum Roſſillonis Viennenſis Dioceſis, & contra omnes de genere ipſorum deſcendentes, ſive Clerici fuerint, ſive laici. Et inſuper nos dictus Aymarus de Pictavia, promittimus & juramus ut ſupra, vobis dicto Domino Ludovico, nos curaturos & tentaturos in quantùm poterimus bonâ fide; Quòd Nobilis Joanna de Monteforti Comitiſſa Forenſis, dilectiſſima Conſanguinea noſtra, vobis matrimonialiter copuletur, ad hoc eandem & amicos noſtros & ſuos inducendo. Hoc acto & convento inter nos, dictum Ludovicum & dictum Aymarum, quòd ſi dictum Matrimonium effectum nullatenus ſortiatur, prædicta nullam obtineant firmitatem, & promiſſiones & juramenta per nos ſuperiùs facta, pro infectis penitus habeantur, ita quòd ex ipſis unus alteri nullatenus teneatur. Actum Pariſiis anno Domini M. CC. LXXXI. videlicet V. Idus Julii, his teſtibus Præſentibus. Domino Umberto de Loyreu; & Domino Raymundo Betrandi Militibus, in quorum teſtimonium Nos Ludovicus, & Aymarus de Pictavia ſupradicti, præſentibus Literis, ſigillum noſtrum, quilibet duximus apponendum.

CXLVII.

ANS de J.C. 1282. SAVOYE ET AMBRONAI. *Traité d'Alliance & d'Aſſociation entre* PHILIPPE *Comte de Savoye, &* JEAN DE LA BAULME *Abbé d'Ambronai; fait au mois d'Avril* 1282. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 87.

NOS PHILIPPUS *Comes Sabaudiæ*, & Nos JOANNES Dei gratia Abbas Ambroniaci, totiuſque loci ejuſdem conventus. Notum facimus univerſis præſentes Literas inſpecturis, quòd nos ſocietatem, confederationem, & amicitiam facimus, in hunc modum; Videlicet quòd dictus Abbas, & conventus videntes nos, & Eccleſiam noſtram, homines noſtros, & bona noſtra, multis anguſtiis, & oppreſſionibus inimicorum, quòd non ſolum de exhæredatione, ſed etiam de totius gubernatione Monaſterii noſtri, & hominum noſtrorum quàm plurimùm timemus prout anguſtiæ ipſæ, & oppreſſiones evidentiſſimæ ſunt omnibus de terra noſtra, quas etiam oppreſſiones tamdiu ſuſtinuimus, & laboribus, & expenſis, quòd niſi Dei, vel alicujus Principis adiutorium habeamus, ipſum Monaſterium, bona noſtra, & homines noſtros in manibus inimicorum noſtrorum, deſerere nos oportet, abſque moræ diffugio totaliter devaſtanda, prout hæc omnia notoria ſunt, & evidentiſſimè manifeſta: Nos prædictus Abbas & Conventus ad *Illuſtrem Virum Philippum Comitem Sabaudiæ* tanquam ad chariſſimum, & ſingulare refugium recurrentes; qui quidem Dominus Comes, & Prædeceſſores ſui, tanquam fortis, & juſtus clypeus, pro defenſione Eccleſiarum in Terra ſua, & ſub protectione ſua exiſtentium, contra Eccleſiarum oppreſſores, ſemper laudabiliter pugnaverunt in tantùm quòd ubique in terra Miniſtri Dei liberaliter Domino famulantur eidem Domino Comiti, & ejus Succeſſoribus, in ipſo Comitatu, pro nobis, & Succeſſoribus noſtris. Damus in feudum eo jure quo poſſumus meliori, ea quæ inferiùs ſubſequuntur, videlicet medietatem obventionum, prout partim conſueverunt percipere per nos dictum Abbatem, & prædeceſſores noſtros in mercatis, & nundinis Villæ noſtræ Ambroniaci. Item tertiam partem bannorum in Villa, & Parrochia Ambroniaci, ex delictis ibidem occurrentibus, & in bonis confiſcatis de conſuetudine, vel de jure, tertiam partem bonorum mobilium tantùm, & immobilia Eccleſiæ noſtræ remaneant, exceptis bannis bladorum, vinearum, nemorum, & pratorum. Item in quolibet foco extrà Villam unum bichetum avenæ, & unam gallinam, & quolibet animali arante, unum bichetum avenæ, annis ſingulis nuncio ſeu mandato ipſius Domini Comitis perſolvendum, & pro iis recolligendis, & exercendis, poſſit in dicta Villa dictus Dominus Comes aliquem ſuum nuncium habere, ita tamen quòd in bannis recuperandis, dictus nuncius ad aliquam violentiam, vel pignorationem faciendam, in Villa ſe non ingerat, donec Præpoſitus Abbatis per octo dies ante requiſitionem, banna clara, vel cognita, per nos dictum Abbatem, dicto nuncio præſente, vel venire volente, faciat ipſi nuncio plenariè reddi: ex tunc autem dictus nuncius ea recuperare poſſit, uſque ad partem ſuam. Quæ quidem banna, nos dictus Abbas, de conſenſu tamen dicti nuncii amarciare poſſimus, prout nobis videbitur faciendum, acto etiam quòd propriis famulis noſtrum Abbatis, & Clauſtri, nullam partem banni dictus nuncius exigere valeat, vel levare, & ſi aliqui rebelles exiſtant in ſolutione bannorum, nuncius dicti Domini Comitis, fortem ubique faciat Præpoſitum noſtrum dicti Abbatis. Præterea concedimus, & volumus quòd dictus Comes, & ſui ad mandatum ipſius in guerris ſuis in Villa, ubique maximè in fortalitiis poſſint ſe liberè receptare, & moram trahere, cum expenſis tamen ipſorum, & guerram, & pacem facere prout eis videbitur faciendum. Item concedimus quod homines noſtri de dicta Villa, & Parrochia teneantur ire in calvacatam ipſius Domini Comitis, in toto vel in parte, nullo ſalvo remanente cum expenſis eorum per duos dies, ità quòd ſecunda die poſſint in dicta Villa pernoctare. Item concedimus quòd in calvacatis ipſius Domini Comitis debeat habere idem Dominus Comes de prædictis hominibus decem Baliſtrarios, & viginti Clientes ferro, & lanceis armatos ubique citra Montes per quindecim dies, ad expenſas dictorum hominum, & ex tunc ad expenſas dicti Domini Comitis, quos clientes nos dictus Abbas ipſi Domino Comiti vel mandato ſuo mittere teneamur; inſuper volumus quod homines noſtri modo prædicto juvent, & defendant Dominum Comitem, & ſucceſſores ſuos in dicto

ANS de J. C. 1282. Comitatu, excepto Romano Pontifice, & Domino Archiepiscopo Lugdunensi, rogantes, & requirentes ipsum Dominum Archiepiscopum Lugdunensem, ut prædicta omnia quæ pro maxima necessitate nostra, & evidenti utilitate, & relevatione Monasterii nostri facimus, sibi placeat acceptare, & ratificare, & authoritatem suam interponere, & decretum. Nos verò prædictus Philippus Comes Sabaudiæ, Deum habentes præ oculis, & manifestas iniurias dicti Monasterii, & oppressiones quantùm poterimus evitare volentes, & dictum Monasterium in tranquilla quiete ponere cupientes, promittimus bona fide, & in verbo Veritatis eisdem Domino Abbati, & Conventui pro nobis, & successoribus nostris in ipso Comitatu, ipsos, & bona ipsorum, & homines juvare, defendere, manutenere nostris propriis expensis, contrà omnes inimicos, & male actores eorum, nec aliquid ab eis ex nunc in futurum exigere, vel extorquere in dicta Villa, vel Parrochia præter eorum voluntatem, nisi ea quæ superiùs sunt concessa, nec jura nobis superius concessa, ab eis transferemus in alium præterquam successorem nostrum in dicto Comitatu, qui successor noster teneatur servare ad requisitionem Domini Abbatis, qui pro tempore fuerit, conventiones supra dictas, & jurare eas penitùs observare, pròut superius sunt expressæ, & fidelitatem facere. Nosque dictus Abbas, & Conventus promittimus bona fide, & in verbo veritatis pro nobis, & successoribus nostris, in dicto Monasterio, universa, & singula supradicta inviolabiliter observare, in quorum omnium prædictorum robur, & testimonium *Nos Philippus Comes* prædictus, & Nos Abbas, & Conventus prædicti, sigilla nostra præsentibus Literis duximus apponenda; Et Nos verò Archiepiscopus Lugdunensis, prædictis supradictis omnibus, authoritatem nostram interponimus, & decretum præsentibus, nihilominus ad preces Comitis, Abbatis, & Conventus prædictorum, nobis per patentes Literas Sigillis eorum sigillatas, oblatas, sigilli nostri munimine roborantes; Et Nos Berlio Episcopus Bellicensis ad preces, & requisitionem prædictorum Domini Comitis, Abbatis, & Conventus, & Monasterii antedicti, sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum in testimonium veritatis. Datum anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo, mense Aprilis.

CXLVIII.

ANS de J. C. 1282. BOURGOGNE ET SICILE. *Homage prêté à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* CHARLES *Roi de Jerusalem & de Sicile à cause du Comté de Nevers. Le* 18. *d'Avril* 1282. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 555.

NOs KAROLUS Dei gratia *Rex Jerusalem & Siciliæ*, Ducatus *Apuliæ* & principatus *Capuæ*, almæ urbis Senator, Princeps *Achayæ*, *Andegaviæ*, *Provinciæ*, *Folquarii*, & *Tornodorensis* Comes, & *Margareta* Jerusalem & Siciliæ *Regina*, ejusdem regis consors, notum facimus universis, quod castra de Grisuel & de Crusy, cum eorum castellaniis & pertinentiis, & custodiæ de Ponteres sita in Comitatu nostro Tornodorensi, sunt de feodo Ducis Burgundiæ, & tam ipsa quam omnia alia quæ sunt ad nos per excadentiam devoluta, & quod habemus & habere debemus in Ducatu Burgundiæ, ex successione quondam *Hugonis Ducis Burgundiæ*, avi nostri præfatæ reginæ, tenemus & recognoscimus nos tenere in feudum, à magnifico viro ROBERTO Duce Burgundiæ, & regni Franciæ Camerario, charissimo nepote nostro: & volumus & consentimus, quod pro eo, quod idem Dux terminum nobis ad vitam nostram de præstando & faciendo homagio pro feudis prædictis liberaliter prorogavit, nullum sibi & hæredibus suis præjudicium generetur. In cujus rei testimonium, præsentes Litteras eidem Duci traducimus sigillorum nostrorum appensionibus terminatas. Datum *Neapoli* anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo, die decima octava mensis Aprilis, decimæ Indictionis, regnorum nostrorum Jerusalem anno sexto, Siciliæ septimo decimo. ANS de J. C. 1282.

CXLIX.

ANS de J. C. 1282. SAVOYE. *Testament de* THOMAS de SAVOYE, *Comte de Piémont, fait le* 14. *de Mai* 1282. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 100.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen. Anno à Nativitate ipsius, millesimo ducentesimo octuagesimo secundo, indictione decima, die Jovis quatuordecima intrantis mensis Maii, coram me notario, & testibus infrà scriptis. Ego THOMAS de SABAUDIA *primogenitus*, *inclitæ recordationis Viri Domini Thomæ de Sabaudia Comitis*, per Dei gratiam compos, & sanus mente, & in bona, & sana memoria constitutus, aliqua tamen infirmitate gravatus, nolens decedere intestatus, per istud meum Testamentum nuncupativum, quod volo valere, & vires plenissimas obtinere jure Testamenti nuncupativi, vel jure ultimæ voluntatis factæ inter liberos, vel jure Codicillorum, vel alio jure quo licitum est Patrifamilias inter liberos suos disponere, vel jure Canonico, vel Civili quo melius valere potest, de me, & bonis meis, rationibus, actionibus, & juribus mihi competentibus, & competituris, & generaliter de omnibus quæ jure successionis, vel consuetudine, aut alio quocumque modo futuris temporibus, si viverem, pervenire possent aliquatenus, vel deberent, dispono, & ordino in hunc modum. In Primis eligo sepulturam corporis in Monasterio de Alta-Comba Cisterciensis ordinis, & ipsi Monasterio dari jubeo tantum de bonis meis, de quo possit convenienter, & decenter fieri, & celebrari singulis annis anniversarium meum, pro anima mea, & meorum remedio peccatorum. Item volo, & jubeo quod omnes clamores mei, & malè ablata, debita, & legata mea pacificentur, reddantur, & integrè persolvantur, inter quæ facienda specialiter nomino infra scripta videlicet, quia volo, & jubeo quod quidquid habui à Priore de Camera Maurianensis diocesis, ratione cujusdam concessionis, seu donationis redituum Prioratus de Camera factæ Dominæ *Guiæ de Burgundia Consorti meæ*, reddatur ipsi Priori ad voluntatem suam integraliter, & in pace. Item volo, & jubeo quòd ipsa Domina Guia quittet simpliciter, & absoluat dictum Priorem de Camera, de quadam pensione XX. librarum Viennensium, quam ipse Prior ipsi Dominæ Guiæ, ratione dictæ donationis promisit se annis singulis soluturum. Item volo, & jubeo quod solvatur Petro Bonivardi de Camberiaco, de omnibus in quibus per literas, & cautiones inventum fuerit me sibi teneri, & obligatum esse, & insuper de omnibus aliis quæ sibi debeo, de quibus ipse Petrus non habet de me Litteras, vel etiam instrumenta, super quibus volo quod credatur, & stetur simplici verbo suo, & suæ bonæ fidei. Item volo, & jubeo quòd jocalia dictæ Dominæ, quæ ego impignoravi, Lugduni penes Thomam de Varey, vel alibi de bonis meis redimantur, & recuperentur, & redempta restituantur ipsi Dominæ Guyæ libere, & sine aliqua quæstione. Item volo, & jubeo quod de offensionibus, incendiis, & damnis quas, & quæ ego per me, ac meos injuste intuli, feci, & dedi in Villa, & mandamento Viriaci, & alibi ubicunque ratione guerræ quam habui, contrà

ANS de J. C. 1282. contrà Viennenſem Dalfinum, vel alios quoſcunque, offenſas, & damna, paſſis fiat competens ſatisfactio, & emenda. Item volo, & jubeo quòd ſatisfaciat futuro Abbati Sancti Michaellis de pecunia quam habui ab Abbate ipſius Monaſterii ultimo nunc defuncto pro eo quod ipſum Abbatem, & Monaſterium contra ſuos injuriatores, & homines defenſavi. Item volo, & jubeo quòd quidquid inventum fuerit me habuiſſe, & percepiſſe ultra ſortem tam citra quam ultra montes de bonis aliquarum perſonarum perceptis, de pigneriis, vel gageriis aliquibus quas tenuerim, illud reddatur, & reſtituatur pacificè illis perſonis de quibus illud habui, vel percepi. Item do, & lego cariſſimæ *Matri meæ Dominæ B. Comitiſſæ* ciphum meum de auro. Item do, & lego Domino Guichardo Rivorii militi familiari meo, Equum meum Ferrandum qui dicitur Bocia, & ipſi Domino Guichardo de equo quem amiſit juxtà Cuſellum, emendam jubeo fieri congruentem. Item do, & lego pro anima mea Templo, & Hoſpitali de ultrà Mare, in ſubſidium Terræ Sanctæ, alios duos deſtrerios meos bardos. Item lego pro anima mea, & uno anniverſario celebrando ſingulis annis, in Eccleſia Fratrum Minorum Camberiaci, ad opus, & auxilium unius Capellæ ibi conſtruendæ, centum libras Viennenſes annuatim. Et per hæredes meos dari jubeo centum ſolidos Viennenſes annuatim Fratribus Minoribus ejuſdem loci, & inſuper eidem Capellæ dari volo unum calicem de argento, & pro uno altari decentia ornamenta. Item volo, & jubeo quòd Palafredi, Roncini, & Somarii mei, & omnia quæ pertinent ad meam gardarobam ubicumque ſint, & omnia vaſa mea argentea reddantur, & aſſignentur dictæ Dominæ Guyæ Conſorti meæ, ut ipſa ea diſtribuat pro anima mea, & de ciphis meis argenteis, faciat fieri calices, ad dandum pauperibus Eccleſiis, & cappellis prout ſibi dari, & ſecundum animæ meæ ſalutem ſibi viſum fuerit expedire, & in his ipſam Dominam Guyam executricem meam facio, & diſpono. Item volo, & jubeo quòd Frater Petrus de Lauſanna lector Fratrum Minorum Camberiaci, de bonis meis Eleemoſinas faciat, & diſponat pauperibus Eccleſiis, & Capellis prout ſibi dixi, & animæ meæ ſaluti videbitur expedire, & ad hoc ipſum Fratrem Petrum executorem meum facio, & relinquo. Item volo, & jubeo quod Caſtrum vetus, quod eſt prope Montemcalerium, & per me tenetur, reddatur ſimpliciter, & ſine aliqua exactione Epiſcopo Taurinenſi. Item do, & lego dictæ Dominæ Guyæ conſorti meæ pro illa pecunia quam recepi de dote ſua, Caſtrum meum Cariniani, cum ſuis juribus, & pertinentiis univerſis, perpetuò quamdiu vixerit habendum, tenendum, & pacificè poſſidendum, & ad hæredes meos, poſt ejus obitum revertatur. Item do, & lego ipſi Dominæ Guyæ, ex cauſa prædicta, Caſtra mea Combavianæ, & Villæ Franchæ, cum omnibus pertinentiis, & juribus ſuis, habenda, & tenenda quamdiu ipſa ſteterit, ſine conſortio, & copula maritali. Item Domino Guillermo de Rupecula militi familiari meo do, lego, & confirmo illas XXV. libras Viennenſes, quas de dono meo in Villa Francha conſuevit percipere annuatim, & præcipio Filiis meis prædictis, quòd quandò ipſi tenebunt terram citrà Montes dicto Domino Guillermo, dictas XXV. libras in terra aſſideant bono loco, prout fuerit faciendum. Item conſtituo, facio, & relinquo michi hæredem univerſalem in omnibus bonis meis, actionibus, & juribus quæ, & quas habere, & quæ poſſent, vel deberent ad me pervenire in Comitatu Sabaudiæ, & ejus pertinentiis, de conſuetudine ipſius Comitatus, vel de jure, ſeu alia ratione, & alibi ubicumque modo aliquo ſive forma *Philippum de Sabandia Filium meum primogenitum*, & volo, & præcipio quòd dictus Philippus Filius meus, aliis *Filiis meis Petro, Thomæ, Amedeo, & Guillermo Fratribus ſuis*, ſecundum bonam conſuetudinem Comitatus Sabaudiæ, & bonos mores, ſive bonos uſus ipſius Comitatus hactenus obſervatos inter Fratres, æquiter provideat de bonis meis, ad ipſum Philippum Filium meum devenientibus, quocumque modo aliis Filiis meis ſuis fratribus provideat, prout fuerit faciendum, & in illis bonis datis, & aſſignatis, per ipſum Philippum hæredem meum prædictis Filiis meis Fratribus ſuis dictos filios meos michi hæredes inſtituo, & volo, & jubeo dictos filios meos de dictis bonis eſſe contentos; ſi vero fortè contingerit, occaſione alicujus altercationis, ſive diſcordiæ inter dictos Filios meos, dictam proviſionem, & inſtitutionem improbari, caſſari, annullari, ſeu nullam, vel in officioſam poſſe dici ex novo dictos Filios meos fratres dicti Philippi primogeniti, & hæredis mei univerſalis, & quemlibet ipſorum in ſua legitima, michi hæredes inſtituo; Et ſi forſan dictus Philippus, ſine liberis maſculis, & legitimis de ſuo corpore procreatis, decederet (quod abſit) volo, & jubeo quod Petrus Filius meus, vel ille de Filiis meis, qui ſuperſtes eſſet prior natu, poſt ipſum Philippum, ipſi Philippo ſuccedat in bonis, & juribus omnibus ſupradictis. Item facio, & relinquo Gubernatricem, & Tutricem dictorum Filiorum meorum, & bonorum ſuorum Dominam Guyam de Burgundia Matrem ſuam, & in dictis tutela, & gubernatione do, facio, & relinquo coadjutores ſibi cariſſimum conſanguineum meum R. Patrem Dominum Aymarum Archiepiſcopum Lugdunenſem, & Illuſtrem Virum Dominum Otthonem Comitem Burgundiæ dictæ Dominæ Guyæ germanum, & Conſiliarios ipſius Dominæ Guyæ, & Filiorum ſuorum prædictorum Do, facio, & relinquo Dominum Epiſcopum Bellicenſem, & Dominum Abbatem Secuſiæ. Et rogo teſtes hìc præſentes, quòd teſtimonium ferant de mea præſenti ordinatione, meòque Teſtamento. Actum apud ſanctum Geniſium, in Domibus Prioratus, in camera quà jacebat dictus Dominus Thomas infirmus. Teſtes interfuerunt Petrus de Lauſannâ, Lector Fratrum Minorum Camberiaci, Frater Petrus de Tarentaſia de Conventu ipſius loci, Dominus Guillermus de Rupetula miles, Humbertus de Saxaillo, & Petrus Bonivardi de Camberiaco, &c. Signé Siboni.

ANS de J. C. 1282.

CL.

Ceſſion du Duché de LIMBOURG *faite à* JEAN I. *Duc de Brabant, par* ADOLPHE *Comte de Mons, l'an* 1282. Aubert le Mire, Notitiæ Eccleſiarum Belgii, Cap. CCXV. pag. 632. & Diplomat. Belgic. Cap. LXXXVIII. pag. 190.

ANS de J. C. 1282. BRABANT ET MONS.

SERENISSIMO Domino ſuo RUDOLPHO, Dei gratia Romanorum Regi ſemper Auguſto, ADOLPHUS Comes de Monte, cum debitæ fidelitatis promptitudine, quidquid poteſt obſequii, reverentiæ & honoris.

Cùm nos Ducatum Limburgenſem, cum omnibus bonis, quæ felicis recordationis Dominus WALRAMUS Dux Limburgenſis, patruus noſter, nec non Domina ERMENGARDIS, filia ſua, olim Comitiſſa Geldriæ, tenebant, dum viverent, ad nos, ex morte utriuſque, tamquam ad legitimum heredem, devolutum, donationis titulo, tranſtulerimus in Illuſtrem Principem Dominum JOANNEM Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ, Dominum noſtrum, ſimpliciter & de plano.

Dominationem pariter & magnificentiæ veſtræ Celſitudinem devotè requirimus, quatenus ipſi Domino Duci Ducatum ipſum, & bona ad ipſum Ducatum pertinentia, prout à vobis dependent, concedere digne-

ANS de J. C. 1282. dignemini, cum solemnitatibus ad hujusmodi concessionem debitis & consuetis.

Datum anno millesimo ducentesimo octogesimo secundo, feria quinta post Pentecosten.

CLI.

ANS de J. C. 1283. BOURGOGNE ET NAVARRE.

Homage de JEANNE *heritiere de Navarre & de Champagne, &c. à* ROBERT *Duc de Bourgogne, fait à Paris au mois de Mars* 1283. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 555.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, universis præsentes Litteras inspecturis, salutem. Notum facimus, quòd cùm dilectus & fidelis noster ROBERTUS *Dux Burgundiæ* receperit homagium sibi debitum, in Palatio nostro, à JOHANNA Illustri *filia* claræ memoriæ *Henrici* quondam *Regis Navarræ*, & Comitis Campaniæ & Briæ, hæredes ipsius: nolumus quod eidem Duci, aut ejus hæredibus, seu etiam dictæ Johannæ fiat aliquod præjudicium in posterum, quamvis homagium hujusmodi fiat & fieri debeat in loco debito, seu etiam consueto. Nolumus etiam, quod eidem Duci, pro eo quod cognitionem interposuit super dicto feodo in dicto Palatio, nobis volentibus, cum alias jurisdictiones non haberet, vel per alias quæ fecerit vel dixerit in prædictis, circa statum vel jura patriæ seu hæreditatis suæ, vel alia, fiat sibi vel hæredibus suis aliquod præjudicium in futurum. In cujus rei testimonium, præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo tertio, mense Martio.

CLII.

ANS de J. C. 1283. BRABANT ET RIVIERE.

Traité entre JEAN I. *Duc de Brabant, & son frére* GODEFROI *Seigneur d'Arschot & de Virson, &* JEAN *Seigneur de Riviere, touchant le partage de la Terre d'Arschot. Fait en* 1283. Aubert le Mire, Diplomatum Belgicorum. Lib. II. Cap. XCIII. pag. 406.

JOANNES Dei gratia Lotharingiæ & Brabantiæ Dux, & GODEFRIDUS ejus Frater, Dominus de Arschot & de (*a*) Virson, universis has Litteras visuris & audituris salutem in omnium Salvatore.

(*a*) C'est une Ville du Berri, que les François appellent *Vierzon*, & qui est à huit lieües de Bourges, vers l'Occident d'été du côté de Tours, Godefroi fils de Henri III. Duc de Brabant & frére de Jean la posséda, à cause de sa femme.

Petivit à nobis dilectus fidelis noster, JOANNES dictus de (*b*) RIVIRA, jus suum super universis bonis & singulis, quæ tenens est & possidens infra allodium de Arschot, à jure nostro ibidem dividi & distingui.

Et quoniam super ipso jure, inter nos & ipsum Joannem, aliquando dissensio exstiterit, volentes eidem gratiam facere specialem, & ut eò ampliùs ad nostrum se promptiorem præbeat obsequium, per dilectos & fideles nostros, Henricum de Lovanio, Dominum de Herstallio, consanguineum nostrum carissimum, Walterum Volckart, Milites, Joannem de Huldeberge Clericum, terræ Brabantiæ redituum Receptorem, Ægidium dictum Zuane, Villicum Thenensem, Scabinos & Seniores Villarum de Arschot, de Bethingeem & de Langdorp, dictum jus à jure nostro distingui fecimus & separari.

Ita quòd universos articulos & singulos, in hac charta subnotatos, eidem Joanni recognoscimus esse veros. In primis siquidem recognoscimus ipsum Joannem fore oriundum de Comitibus quondam de Arschot, ac de fratre majore. ANS de J. C. 1283.

Item si quisquam suorum mansionariorum, commorans infra libertatem de Arschot, in Berthingeem, in Langdorp, in Weerde, in Testelt, in Ghielrode, in Villaer, Messelboeck, & in Utheem, infra libertatem de Arschot ab aliquo conveniatur seu arrestetur, poterit ipse Joannes super hoc Scabinos de Arschot monere, absque nostra vel alicujus alterius præstatione.

Et positis petitione & responsione inter partes, si Scabini super hoc non fuerint satis instructi, caput suum super hoc petendo, dictus Joannes ipsos Scabinos ad caput suum ducere tenetur: & cùm redierint, sententiam, ab ipsis Scabinis super hoc prolatam, facere teneri, & emendam exinde levare solus.

Item si Scabini in placito, coram ipso tractato, ab aliquo contradicantur, hoc ipse Joannes judicare tenetur, & emendam exinde provenientem solus levare, vsque ad quadraginta quinque solidos.....

Item recognoscimus piscariam in Themera suam esse, de Werffoudre, ubi piscaria Domini de Rotselare finitur, usque ad silvam quæ dicitur *Kelveren bosgelken*, quam Arnoldus de Staden tenens est. Item recognoscimus venationem, piscationem, & aucupium seu avium captionem, Teutonicè *Vogelen*, ubique supra bona sua esse suas. Eo salvo, quòd cùm aliis nostris hominibus, aucupium de jure habentibus, inhibuerimus, ne cum retibus anates capiant, nostrum teneat mandatum in præmissis....

Præterea libertatem opidi de Arschot, quemadmodum conscripta est, & sigillis nostrorum fidelium, vide licet Gerardi Domini de Rotselare, Dapiferi Brabantiæ, atque Joannis de Arschot, dicti de Pulchra curia, militum, nec non Joannis de Huldenberge, dicti nostrorum redituum Receptoris, & Ægidii dicti Zuane, Villici, Thenensis, sigillatam confirmamus & approbamus, ac in perpetuum ratam observare promittimus & inconvulsam.

Et ut hæc universa & singula, quemadmodum hîc conscripta sunt, divisa & ordinata, à nobis & nostris successoribus sæpedicto Joanni & suis successoribus perpetuò & inviolabiliter inconvulsa teneantur, nos eidem præsentem chartam sigillis nostris tradidimus communitam & sigillatam. Ad majorem quoque omnium promissorum evidentiam & securitatem, rogavimus dilectos nostros & fideles, Henricum de Lovanio, Dominum de Harstallio, consanguineum nostrum dilectum, Walterum Dominum de LIGNE, Walterum dictum Volkart, & Iwanum de Meldaert, milites nostros, ut huic chartæ sigilla sua, unà cum sigillis nostris, apponant & appendant. Et nos

Henricus de Lovanio, Dominus de Harstallio.
Walterus Dominus de LIGNE.
Walterus Volkart.

Et Iwanus de Meldaert, milites prædicti, ad preces & instantiam dilectorum Dominorum nostrorum prædictorum, sigilla nostra, unà cum eorum sigillis, præsenti scripto duximus appendenda, ad majorem evidentiam præmissorum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo tertio, in Nativitate B. Joannis Baptistæ.

(*b*) C'est un vilage de Brabant, que les François nomment *Riviére*, dans le Païs de Lie près de Saint Tron.

CLIII.

ANS de J. C. 1283. BOURGOGNE ET BEAUNE.

Accord entre ROBERT *Duc de Bourgogne, & les Habitans de la Ville de* BEAUNE, *sur leurs Priviléges & droits de Commune, que ledit Duc leur confirme. Fait au mois de Décembre*, 1283. Etienne Perard. Recueil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 276.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, Amen. Nos ROBERTUS Dux Burgundiæ, notum facimus universis præsentes litteras inspecturis, vel audituris, quòd nos concedimus hominibus nostris communiæ BELNÆ, ut de ducentis marchis argenti, in quibus singulis annis nobis Ducibus Burgundiæ tenentur, prout in carta communiæ Belnæ continetur, ipsi homines sint liberi & immunes, & de dictis etiam ducentis marchis argenti ipsos homines liberamus, absolvimus, & quittamus, in hunc modum. Quicumque sit de communia prædicta Belnæ, domicilium habens, morans homo noster apud Belnam, habens aut habiturus quoquomodo in bonis valorem seu extimationem sexcentarum librarum monetæ Turonensis parvæ..... & plus, quantumcumque habeat, aut à quibuscumque personis aquirat, solvet nobis, vel mandato nostro, quolibet anno, duas marchas argenti tantùm, & non plus. Ille autem qui non habebit in bonis valorem seu extimationem sexcentarum librarum Turonensium monetæ prædictæ, descendendo de quibuslibet centum libris dictæ monetæ Turonensis, solvet nobis, vel mandato nostro, quolibet anno, viginti solidos dictæ monetæ Turonensis, & non plus. Qui verò minùs habebit de centum libris dictæ monetæ, secundum minus descendendo, persolvet secundum modum extimationis bonorum suorum. Ille verò qui habebit in bonis valorem seu extimationem decem librarum tantùm dictæ monetæ Turonensis, vel minùs, si sit persona quæ possit ex artificio suo victum & vestitum sibi acquirere, solvet nobis, vel mandato nostro, duodecim denarios dictæ monetæ Turonensis, & non plus. Qui solvere vellet duas marchas argenti, jurare valorem seu extimationem rerum suarum vel bonorum suorum non compelletur; sed qui duas marchas argenti solvere noluerit vel recusaverit, valorem seu extimationem bonorum suorum jurabit in præsentia Majoris & Scabinorum communiæ Belnæ, & mandati nostri, si velit mandatum nostrum interesse. Si Major & Jurati intelligerint jurantem esse bonæ famæ, credetur eidem juranti, ex suo simplici solo juramento, sine alia omni inquisitione vel probatione super hoc facienda. Si verò sinistra suspicio habeatur de jurante, Major & Scabini inquirent per quinque de vicinis fide dignis, & propinquioribus hinc & inde super hoc juratis, valorem seu extimationem bonorum ejusdem cujus sinistra suspicio habetur: & si repererint per juramentum majoris partis dictorum vicinorum, illum cujus sinistra suspicio habetur, habere in bonis majorem valorem seu extimationem quàm juraverit, de majori valore seu extimatione, ille qui juraverit, cujus sinistra suspicio habetur, secundùm formam & modum supradictum, usque ad dictas duas marchas solvet tantùm, absque pœna vel emenda solvenda vel levanda. Quicumque motu propriæ voluntatis, mandato nostro concordaverit, alias etiam quàm prædictum est satisfaciendo, volumus & concedimus eos esse quittos, & liberos, & immunes. Major & Scabini facient præconizari post festum Omnium Sanctorum, quod quicumque sit de communia Belnæ, domicilium habens, morans homo noster apud Belnam, satisfaciat de marchis & pecunia prædictis in terminis statutis, secundùm valorem & extimationem bonorum suorum, ad modum supradictum terminorum, quibus satisfaciet de marchis & pecunia prædictis. Primus erit in octavis festi beati Andreæ Apostoli, in quo satisfiet de medietate; secundus terminus in quindena Paschæ, in quo de alia medietate satisfiet. Major & Scabini, nollentes satisfacere de pecunia & marchis prædictis secundùm formam & modum prædictum, ad requisitionem mandati nostri, compellent ad satisfaciendum, per bonorum suorum, non corporum, captionem. Si sint aliqui rebelles ad jurandum vel ad satisfaciendum, ut prædictum est, si mandatum nostrum petat à Majore & Scabinis eos cogi ad jurandum vel ad satisfaciendum, & Major & Jurati dicant quod eos commodè cogere non possint, mandatum nostrum petituri eos cogere ex ista causa, absque corporis captione. Ab illis autem qui de pecunia & marchis prædictis, juxta modum prædictum satisfecerint, vel satisfacere voluerint, neque nos, neque mandatum nostrum possumus, neque Major, nec Scabini prædicti, possunt vel debent pro illis qui de marchis & pecunia prædictis satisfacere noluerint, aliquid petere, nec cogere pignorare, gaigiare, ad solvendum vel satisfaciendum pro illis qui satisfacere noluerint: tamen ipsi satisfacientes vel satisfacere volentes pro extimatione bonorum suorum, juxta modum prædictum, pro aliis satisfacere nolentibus minimè teneantur. Filios aut filias, conjugati sint, aut non morantes cum patribus vel matribus, vel aliqua ipsorum, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis volumus & concedimus esse quittos, liberos, & immunes. Fratres, sorores, nepotes, neptes, & cæteri descendentes; qui partiti non fuerint vel divisi, pro una persona reputabuntur, & ut una persona duabus marchis argenti & pecunia prædictis satisfacient, juxta modum prædictum. Si verò prædictæ personæ partitæ & divisæ fuerint, quanvis insimul moram facient, tenentur ad solutionem marcharum & pecuniarum prædictarum, secundùm formam supradictam. Liberi, fratres, sorores, nepotes, neptes, & cæteri descendentes, existentes in Avoëria, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis erunt quitti, & quittè liberi, & liberè immunes, donec sint majores annis, secundùm patriæ consuetudinem. *Guidonem Baldwini Dominum Cherreii*, & semper unum ex hæredibus suis & hæredum suorum perpetuò descendentem, pro una marcha argenti, quolibet anno nobis vel mandato nostro solvenda, & *Girardum Flauhart* pro nichilo solvendo, & suos hæredes perpetuò. *Parisetum Boleran*, quandiu vivet, pro nichilo solvendo. Relictam magistri *Jocobi Apothecarii*, quandiu vivet, solummodo pro quinque solidis, quolibet anno, per cursum vitæ suæ persolvendum. Et *Remigium Revenditorem*, quandiu vivet solummodo, pro nichilo solvendo. Pro carreriis Belnæ refurandis, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis volumus & concedimus esse liberos & immunes. Pignora vel gaigia quæ Major & Scabini Belnæ capient, seu capi facient ab illis qui de duabus marchis argenti vel de pecunia prædictis non satisfecerint, postquam mandato nostro tradita fuerint, per octo dies continuos servabuntur, antequam vendantur. Dolia & cupæ in extimationem bonorum computabuntur, & omnia utensilia hospitii, quæcumque sint, & vestes consutæ, in valore seu extimatione bonorum non computabuntur, neque reputabuntur. Vestes emptæ ut revendentur, & utensilia hospitiorum, quæ habentur ad opus hospitum suscipiendorum, in valore seu extimatione bonorum reputabuntur & computabuntur. Quicumque sit Major communiæ Belnæ, in anno seu annis sui regiminis ipsum à duabus marchis argenti & pecunia prædictis quittamus, volumus & concedimus esse exceptum, liberum & immunem. Nos, vel Dux Burgundiæ, vel quicumque successor, nostri seu alii causam habentes, per nos vel per alium petere non poterimus ab hominibus communiæ Belnæ prædictas ducentas

ANS de J. C. 1283.

ANS de J. C. 1283.

marchas argenti, quæ per conventiones prædictas duarum marcharum argenti & pecuniæ prædictarum per extimationem bonorum juxta modum prædictum quittæ sint & remissæ, & contenta in prædictis conventionibus ex eadem causa debentur, ex qua prædictæ ducentæ marchæ debentur. Homines communiæ Belnæ huc existentes de communia, seu recedentes à communia, & de communia non existentes, volumus & concedimus à satisfactione & aprobatione satisfactionis super duabus marchis argenti & pecunia prædictis esse quittos, liberos & immunes, nisi de anno ultimo in quo ab eis satisfactionis probatum exigetur. Homines communiæ Belnæ recedentes à Belna, ubicumque se transferant vel morentur, tenebunt & habebunt bona sua omnia & singula, ubicumque sint sita, & de dictis bonis suis omnibus suam poterunt facere plenariam voluntatem, tam liberè quàm ante conventiones quæ in istis litteris continentur, & ante confectionem præsentium litterarum ea tenere poterunt vel debebunt; ita quod per hoc juri nostro nullum præjudicium auferatur, & dictis hominibus nichil conqueratur, præter id quod suprà est expressum de duabus marchis argenti & aliis summis prædictis; pro quibus secundùm modum prædictum ducentæ marchæ quæ nobis ante præsentis litteræ confectionem ab hominibus nostris Belnensibus debebantur, remissæ sunt & quittatæ. Si quid juris, rationis vel actionis sit acquisitum prædictis hominibus, ex facto nostro vel prædecessorum nostrorum, vel aliquis ipsorum, vel aliqua alia ratione qualitercumque, secundùm tenorem instrumentorum suorum litterarumque suarum, aut alias, volumus & concedimus eisdem hominibus esse salvum, litteris præsentibus nonobstantibus & conventionibus prænotatis. Major & Scabini communiæ Belnæ, pro negotiis dictæ communiæ villæ Belnæ poterunt imponere aut inducere hominibus prædictis communiæ villæ Belnæ, & levare à dictis hominibus quantamcumque summam pecuniæ voluerint, & quamcumque viderint expedire; & si ad jactus dictorum negotiorum dictæ communiæ villæ Belnæ faciendos mandatum nostrum interesse voluerint, interrit in hoc socius, tanquam unum de Scabinis villæ Belnæ, & jurabit super sancta Dei Evangelia, quòd in dictis jactibus dictarum missionum faciendis bene & fideliter se habebit. Et sciendum est, quod virtute hujusmodi litteræ, vel eorum qui in præsenti littera continentur, super homines prædictos vel super bona sua, sive ratione possessionis, sive proprietatis vel receptionis pecuniæ, aut marcharum prædictarum, exigere non possumus, nec dicti homines super nos, nec reclamare plus juris aut rationis quàm poteramus & debebamus ante præsentem litteræ confectionem, vel perfectionem eorum quæ in præsenti littera continentur; omnibus tamen punctis & articulis præsentis litteræ durantibus in sui roboris firmitate. Promittimus insuper, pro nobis & nostris hæredibus & successoribus nostris, & causam à nobis habentibus, per stipulationem legitimam & solemnem, & per juramentum nostrum super sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, omnia privilegia & omnes libertates generaliter aut specialiter, à prædecessoribus nostris, aut à nobis, vel à quibuscumque, dictis hominibus concessis, & concessa inviolabiter observare. Volumus quod usus & consuetudines rationabiles prædictæ communiæ, ac hominum prædictorum, nullo modo refringi per ea quæ in præsenti littera continentur; ita quod per hoc juri nostro nullum præjudicium auferatur, & dictis hominibus nichil novi quæratur, præter id quod super est expressum, quod de duabus marchis argenti & aliis summis prædictis, pro quibus, secundùm modum prædictum, ducentæ marchæ, quæ nobis ante confectionem præsentis litteræ ab hominibus nostris Belnæ debebantur, remissæ scilicet & quittatæ. Obligantes nos, & nostros hæredes, & successores, & causam à nobis habentes, per nostrum jam præstitum juramentum, ad omnia singula supradicta, ac si specialiter essent innumerata proposita, & ita firmiter tenenda, & in perpetuum inviolabiliter observanda, & in nullo contravenire promittimus, per nos vel per alium, ut nunc contravenire volenti in aliquo consentire verbo, signo, vel facto, seu consensu, tacitè, vel expresè, aut modo alio qualicumque vel quocumque. Volentes & concedentes, quod si aliqua contrarietas, repugnantia, dubietas, oscuritas, aut duplicitas inveniatur aut reperiatur, quocumque modo & quocumque tempore, in privilegiis, instrumentis, litteris, & cartis dictæ communiæ Belnæ, ex qua in dictis privilegiis, instrumentis, litteris & cartis, sive antica vel nova sunt, & continentur & exponentur, secundùm quod melius & utilius poterunt intelligi, rationabiliter ad utilitatem dictæ communiæ & hominum prædictorum, ac exponi. Renuntiamus siquidem in hoc facto, ex certa scientia, per juramentum prædictum, exceptioni doli mali, læsionis, vel deceptionis. In factum, omnium actionum..... nobis & nostris hæredibus sive successoribus vel à nobis causam habentibus, quantum ad revocandum prædicta vel aliquid de prædictis competenti vel in futurum competitur, implorantes Judicis officii & Prælati constitutioni præsenti utroque, & omni auxilio totius juris canonici & civilis, & omnibus exceptionibus, juribus, rationibus, allegationibus, deffensionibus totius juris & facti, & aliis quibuscumque, quæ contra præsens instrumentum vel factum possent obiici vel opponi, & juridicenti generalem renuntiationem non valere. In quorum omnium testimonium & munimen perpetuum, litteris istis sigillum nostrum duximus apponendum. Actum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo tertio, mense Decembris, *Philippo* Rege Francorum nunc regnante.

ANS de J. C. 1283.

IN nomine Domini, Amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo ducentesimo octogesimo tertio, mense Decembris, nos *Hugo de Pomarco*, Major, *Guido Jonis*, *Guido Bauduini* juvenis, *Hugo Scanbitor*, *Perrallus Yuglote*, *Renaudus Percherii*, *Johannes Scanbellam*, Scabini & communia Belnæ, notum facimus omnibus præsentes litteras inspecturis vel audituris, quòd cùm Dominus noster carissimus *Robertus* Dux Burgundiæ, ex sua mera & liberali gratia nobis concesserit, quod de ducentis marchis argenti, in quibus singulis annis tenebamur, ipsi Domino Duci Burgundiæ, prout in carta continetur, & nostri successores perpetuò simus quitti, liberi & immunes in hunc modum, quod quicumque sit de communia Belnæ, domicilium habens, morans homo dicti Domini Ducis apud Belnam, habitans aut habitaturus quoquomodo, in bonis valorem seu extimationem sexcentarum librarum Turonensium monetæ parvæ, vel plus, quantumcumque habeat, aut à quibuscumque personis acquirat, solvet ipsi Domino Duci, vel mandato suo, duas marchas argenti tantùm, & non plus: Et ille qui non habebit valorem seu extimationem sexcentarum librarum Turonensium monetæ paruæ, descendendo de quolibet centum dictæ monetæ Turonensis, solvet sibi, vel mandato suo, quolibet anno, viginti solidos dictæ monetæ Turonensis, & non plus. Si verò minùs de centum libris Turonensibus descendendo minùs solvet, secundùm modum quod in quadam littera quæ à dicto Domino Duce habemus, plenius continetur. Nos videntes nostram communiam ex pluribus & arduis debitis honoratam, quæ, prout debentur ad præsens, non possumus sine maximo damno dictæ communiæ persolvi neque reddi, unanimiter & concorditer agimus & tractamus cum Domino Duce prædicto, in hunc modum. Quod dictus Dominus Dux tenetur solvere pro nobis *Petro Nicen* Burgensi Chinii nonagintas & sexaginta libras Turonen-

ANS de J. C. 1284.

Turonenſes, & *Danieli Yſnardi* civi Aſtenſi occies viginti & treſdecin libras Turonenſes, per terminos ſupra hoc ſtatutos & præfiſſos, & quandiu vivet Magiſter *Johannes de Lugduno*, Clericus ipſius Domini Ducis, eidem Magiſtro Johanni, quandiu idem Magiſter Johannes vixerit, ſingulis annis centum libras Turonenſes, & nos & noſtros hæredes de eiſdem acquittare & indemnis modis omnibus obſervare. Nos eidem Domino Duci concedimus, ratione dictæ gratiæ, & debitorum quorum perſolvet ſupradicta, quod iſtud abonimentum uſque ad annos ſeptem proximos & continuè venturos, qui incipient in octavis feſti beati Andreæ Apoſtoli, qui erit anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo quarto, dicto Domino Duci duplicetur, & duplum eidem perſolvatur ab omnibus ſuis morantibus apud Belnam, ſalvo nobis & ſupervenientibus in villa Belnæ, quod ſupervenientes de duplo iſtius abonamenti nichil ſolvent, imò ſint quitti & liberi pro ſimplici perſolvendo, videlicet pro quolibet centum libris Turonenſibus, pro viginti ſolidis Turonenſibus, & de plus aſcendendo uſque ad duas marchas quæ non poſſunt excedi, & diminuendo de minori numero minùs, ſecundùm quod in carta quam habemus à Domino Duce ſupradicta, continetur. Exceptis illis qui convenerunt nobiſcum de relicta ſolvenda, & illis cum quibus tenerimus de nichil ſolvendo, qui ſuper abonamento iſto ſe tranſibunt ſecundùm quod in litteris quas à dicto Domino Duce habemus, continetur, & ſalvo nobis & noſtris ſucceſſoribus &. hæredibus, quod dictis ſeptem annis elapſis quòd nos & *noſtri* hæredes & ſucceſſores, de dicto duplo perpetuò ſumus quitti, liberi penitus, & immunes, & quod præſens inſtrumentum, nobis, neque ſucceſſoribus noſtris non poſſit præjudicium generare, & quòd propter hoc inſtrumentum, Dominus Dux, neque ſui hæredes ſive cauſam ab ipſo habentes, ſuper nos neque ſuper noſtros hæredes, neque ſucceſſores noſtros, ſuper bona noſtra aliquid juris ſive proprietatis, poſſeſſionis, aut ſaiſinæ, ſive receptionis marcharum & pecuniæ prædictarum, non poſſint reclamare, & quòd omnes aliæ litteræ noſtræ, libertates, & franchiſiæ, in ſui roboris perpetua permaneant firmitate. In quorum omnium teſtimonium & munimen litteris iſtis ſigillum dictæ communiæ duximus apponendum. Datum anno & menſe prædictis.

CLIV.

ANS de J. C. 1284. BOURGOGNE ET DAUPHINE.

Inveſtiture du Dauſiné, faite par RODOLPHE *Empereur dit le* Clement *en faveur de* ROBERT *Duc de Bourgogne, le* 4. *de Février*, 1284. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 557. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 80.

RODOLPHUS Dei gratia *Romanorum* Rex ſemper Auguſtus, univerſis ſacri Romani Imperii fidelibus præſentes litteras inſpecturis, gratiam ſuam, & omne bonum. Non immerito Regalis Majeſtatis munificentia iis quos ſanguinis præfert claritas, quos virtutum candor illuſtrat eximius, quoſque laudabilis claræ fidei commendat conſtancia, perviam & munificam ſe offert & exhibet promotiorem. Sanè, illuſtris ROBERTUS *Burgundiæ Dux*, tam ſincera immarceſſibilis fidei conſtancia erga nos ſacrumque Romanorum claret Imperium, quod providè dignum cenſemus & rationi conſonum judicamus, ut ei aliqualis munificentiæ beneficia Regalis munificentia, largius offerat & impendat. Maximè, cum, ut certius credimus, imo ſcimus, non ſolum ex hujuſmodi obligationis beneficio ipſius Ducis utilitas, verum etiam noſter & Imperii honor & gloria fructuoſius inſtauretur. Quod attendentes providè, diſcreteque perpendentes, ipſum Ducem de omni jure, ſeu juribus omnibus tam nobis & Imperio, quam etiam ipſi Duci competentibus, vel quæ videntur aut dicuntur competere in *Talſinatu*, ex morte quondam *Johannis Talſini*, autoritate Regia infeodamus, & de eis ipſum tenore præſentium feodali titulo ſolemniter inveſtimus; ſalvo tamen jure ſpectabilis Dominæ *Beatricis Telſinæ*, filiæ quondam *Comitis Petri Sabaudiæ* competenti in eodem Delfinatu; cui per conceſſionem ſeu infeodationem præmiſſam in nullo penitus volumus derogare. In cujus rei teſtimonium, præſens ſcriptum ex inde conſcribi & Majeſtatis noſtræ ſigillo fecimus communiri. Datum apud Romaricum Montem, pridie Nonas Februarii, Indictione duodecima, anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo quarto, regni noſtri anno undecimo.

ANS de J. C. 1284.

CLV.

ANS de J. C. 1285. BOURGOGNE ET DAUPHINE.

Accord entre ROBERT *Duc de Bourgogne, &* HUMBERT DE LA TOUR *Dauphin de Vienne touchant le Dauphiné, fait à Paris, l'an* 1285. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 558.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum* Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem. Notum facimus, quòd virtute compromiſſi à dilecto & fideli noſtro ROBERTO *Duce Burgundiæ*, & HUMBERTO Domino DE TURRE, nunc *Dalphino Vienenſi* ſuper Dalphinatu Viennenſi in nos facti, pronunciando diximus, quod idem Dominus de Turre ſolvat eidem Duci, vel ejus certo mandato, apud Lugdunum, viginti millia librarum Turonenſium, terminis qui ſequuntur; videlicet in inſtanti feſto Purificationis beatæ Mariæ quinque millia librarum Turonenſium, & ſic in eodem feſto ſingulis annis ſequentibus, quinque millia Turonenſium, donec tota ſumma viginti librarum Turonenſium prædictarum completa fuerit & perſoluta. Dictus verò Dominus de Turre, voluit & expreſsè conſenſit coram nobis, quod nos ad præmiſſa compellamus eundem. In cujus rei teſtimonium, præſentibus litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſius die Sabbati ante feſtum beati Mathæi Apoſtoli, anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo quinto.

CLVI.

ANS de J. C. 1285. BOURGOGNE DUCHE ET COMTE.

Donation de l'hommage & de la Mouvance de TREFFORT, *de* MARLOUX, *& du Pays de* REVERMONT, *faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* OTHES *Comte de Bourgogne, l'an* 1285. Etienne Perard, Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 558.

NOS OTHES *Cuens Palazins de Borgoigne*, ſires de Salins, faiſons ſavoir à touz cels qui verront & orront ceſtes lettres, que nos, por la grant amour que nos avons à noble homes noſtre chier coſin & ſeignor ROBERT *Duc de Borgoigne*, nos donons audit Robert, por luy & por ſes hoirs, & por ſes ſucceſſeurs à toujours mais, les fiez des Chaſteaux de TREFFORT & de MARLOUX, & de lour appartenances touttes, & de tout ce eſpecialment que noble homs *Humbers* ſires *de la Tour* ſouloit tenir, & devoit tenir de nos, & de nos

ANS de J. C. 1285.

devanciers, cay tout le (a) *Revermont*, sans rien retenir à nos, ne és nos, au fié des devantdites choses; ains volons & outroions, que des ores en avant toutes lesdites choses, & lour appartenances soient dou franc alluef doudit Duc nostre chier seignor & cousin, & des suens, por le tesmoignage de cestes nostres lettres seellée de nostre seaul, faite & donnée à Carcassone, le Mecredy veille de feste saint Luc Evangeliste, en l'an de grace 1285.

(a) Depuis le Duc Robert donna le Revermont au Comte de Savoye, en échange de Cusery, de Sagy, & de Savigny.

CLVII.

ANS de J. C. 1285.

FRANCE ET BOURGOGNE.

Donation faite à ROBERT *Duc de Bourgogne par* PHILIPPE III. *Roi de France surnommé le* Hardi, *de tout ce qu'il a en la Ville de Coches, des fiefs des Châteaux de Maulain, de Courtenais, &c. Faite à Narbonne, l'an* 1285. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 558.

PHILIPPE par la grace de Deu *Rois de France*, à tous ces qui verront & orront ces presentes lettres, salut, nous fesons savoir, que en acressance dou fié que noble homs nostres amez & feaux ROBERS *Dux de Burgoigne* tient de nos, li donons & outroions por luy & por ses hers, & por ses successours à tousiours mais, les choses cy apres contenuës. C'est asavoir tout quanques nos povons havoir & devons, por quelque raison que ce soit en nostre ville de Coches, & és appartenances, & toute seignorie aute & basse, especiaulment la garde dou Prioré de ladite ville de Coches, & des mambres, & des appartenances, & des persones demoranz en ices leux. Item la garde de l'Abbaye de saint Pierre de Chalon, & des mambres, & des appartenances, & des persones demorans en ices leux. Item les fiez des Chasteaux de Maulain, de Cortenais, & de la maison fort de Cernale, & des appartenances de ces leux, ou tous les droiz & proffiz que nos haviens, ou poions havoir par quelque raison que ce fut esdites choses, sanz riens retenir à nos ne à nos successours, fors que nostre fié doudit Duc, & des suens apres luy, & nostre resort, se li cas y harrivoit. Et desdites choses nos avons revestu ledit Duc en la maniere desusdite: por quoy nos mandons & commandons par cestes nosdites lettres, à Religious persones Abbé, & le Covant de saint Pierre de Chalon, & au Prior de Coches, por aux, & por lor mambres, & por les appartenances, & à tous nosdits Borgeois, & nosdits homes de Coches, que il entrent en l'obeïssance, & ou service doudit Duc, & des suens apres luy en toutes choses, si com il estoient tenus à nos, & commandons auxi és soigneurs de *Maulin*, de *Courtenais*, & de *Cernale*, que il entrent en la fay, & en l'ommaige doudit Duc, & des suens apres un des fiez desusdits, ensinc com il en estoient en la nostre fay, & de la fay, & de l'obeïssance, de la garde, & dou service dont il estoient tenuz à nos por raison desdites choses, nos, por nos, & por nosdits hers, & por nos successours, les quittons, assollons, sauve nostre reaul souveraineté, & l'autruy droit en toutes choses. Et porce que, quant nos recehusmes le gouvernement dou Reaume de France, nos n'aviens encor point de seel novel, nos havons cestes lettres fait seeler de nostre seel duquel nos ussions avant, & promettons audit Duc, que quan nos haurons nostre autre seel dou Reaume de France, nos l'en ferons seeler nosdittes lettres de cest don, faites en la maniere desusdit. Ce fut fait & doné à Narbone, le Mardy ior de feste saint Denys, l'an de grace 1285.

CLVIII.

ANS de J. C. 1285.

SAVOYE ET AMBRONAI.

Traité d'Association entre AME' V. *Comte de Savoye, &* JEAN de la BAULME *Abbé d'Ambronai, par lequel le Comte prend l'Abbé & son Monastére sous sa protection, moyenant quelque part que ce Prelat lui donne aux revenus de son Abbaye. Fait au mois de Novembre* 1285. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 132.

IN nomine Domini Amen; Quoniam ea quæ non duratura sunt propter labilem hominum memoriam, scripturæ solent, & memoriæ commendari. Idcircò nos AMEDEUS *Comes Sabaudiæ*, & nos JOANNES Dei gratia humilis Abbas Ambroniaci Lugdunensis Diocesis, totiusque ejusdem loci Conventus. Notum facimus universis præsentes Literas inspecturis, quòd nos Comes volentes sequi pro viribus voluntatem, & vestigia inclytæ recordationis Domini *Philippi quondam Comitis Sabaudiæ*, *Patrui*, & prædecessoris nostri, intendentesque ad defensionem Sanctæ Ecclesiæ toto posse. Et nos dicti Abbas, & Conventus considerantes evidentem utilitatem Ecclesiæ nostræ prædictæ, & videntes nos, & Ecclesiam nostram prædictam, hominesque nostros, & jura, ac bona nostra, multis angustiis, & oppressionibus malignorum inimicorum opprimi; itaque non solum de deterioratione, sed etiam de totius Monasterii nostri, & hominum nostrorum subventione invenimus quòd plurimum, nec est mirum prout ipsæ angustiæ, & oppressiones evidentissimæ, & notoriæ omnibus de terra nostra, & de Vicinio nostro eminentes evidenter, quas quidem oppressiones, & angustias, tamdiu sustinuimus laboribus, & expensis, quòd nisi ad Dei auxilia alicujus Potentis adjutorium habeamus, qui nos possit à prædictis oppressionibus defendere, ipsum Monasterium bonaque nostra, & homines nostros in manibus inimicorum nostrorum, nos oportet deserere totaliter devastanda, prout hæc omnia notoria sunt omnibus, & evidentissimè manifesta. Ideo nos dictus Comes, & Abbas, & Conventus, societatem, confederationem, & amicitiam specialem facimus, inter nos inimus, & corroboramus, renovamus, & confirmamus per modum qui sequitur infrà scriptum: In primis nos dicti Abbas, & Conventus attendentes quod nullum habemus vicinum potentiorem, ad quem possimus habere tutum refugium, nec per quem nos, & Domus nostra, seu Abbatia nostra defendi valeat ab insultibus malignorum, nisi per Dominum Comitem supradictum, propter hoc consideratâ utilitatê dicti Monasterii nostri, ut dictum est, ad ipsum Illustrem Dominum, & Comitem Sabaudiæ, tanquam ad tutissimum, & singulare refugium recurrentes. Qui quidem Comes, & progenitores sui, tanquam justus Clypeus pro defensione Ecclesiarum in terra sua sub protectione sua existentium contra Ecclesiarum ipsarum oppressores laudabiliter pugnaverunt, in tantum quòd ubique in terra sua Ministri Dei laudabiliter Domino famulantur, & attendentes insuper quod ea de quibus dicto Domino Comiti intendimus facere gratiam, prout continetur inferius, erant nobis inutilia, nobisque fuerant aperta, & escheuta à quodam qui eadem à nobis tenebat in feudum, qui apertas felonias, & injurias manifestas contra nos, & Ecclesiam nostram committere non expavit, & ad ultimum dictum feudum refutavit fidelitatem debitam, nolendo indè facere, licet super hoc fuerit pluries requisitus, & quod fortius est, ipsum feudum nobis expressè quittavit coram pluribus fide dignis.

Nos dictus Abbas, & Conventus consideratâ evidenti

ANS de J. C. 1285.

denti utilitate Monasterii nostri dictum feudum in meliori, & potentiori persona renovantes pro nobis, & successoribus nostris damus, & concedimus in feudum ex jure quo possumus meliori, prædicto Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, & ejus in ipso Comitatu dumtaxat successoribus ea quæ inferius sequuntur, Videlicet medietatem obventionum prout percipi consueverunt, per nos dictum Abbatem, & prædecessores nostros in mercatis, & nundinis Villæ nostræ Ambroniaci.

Item etiam partem bannorum in Villa, & Parrochia Ambroniaci ex delictis ibidem occurrentibus, exceptis bannis bladorum, vinearum, nemorum, & pratorum Villæ, & Parrochiæ prædictæ, quæ nobis dicto Abbati, & Conventui totaliter retinemus.

Item damus, & concedimus dicto Domino Comiti, & ejus successoribus ut prædictum est, in feudum, in bonis confiscandis, & confiscatis in dicta Villa, & Parrochia quæ confiscabuntur de jure, vel de consuetudine, tertiam partem bonorum mobilium, & immobilium Ecclesiæ nostræ reservamus.

Item damus, & concedimus dicto Domino Comiti in feudum ut prædictum est in quolibet foco, qui est ad præsens, vel fiet in futurum, in Parrochia Ambroniaci, & extra clausuras Villæ Ambroniaci, unum bichetum avenæ, & unam gallinam, & in quolibet animali arante unum bichetum avenæ singulis annis nuncio, seu mandato ipsius Domini Comitis persolvendum, & quod pro his recolligendis, & exhibendis possit in dicta Villa dictus Dominus Comes habere aliquem suum nuncium specialem: Ita tamen quòd in bannis recuperandis dictus nuncius ad aliquam violentiam, vel pignorationem faciendam in Villa se non ingerat, seu Parrochia, donec Præpositus Abbatis per octo dies ante requisitus banna clara cognita per nos dictum Abbatem, vel mandatum nostrum, & dicto nuncio præsente, vel venire nolente faciat ipsa nuncio plene reddi, & tunc antedictus nuncius dicti Comitis ea recuperare possit usque ad partem suam, quæ quidem banna nos dictus Abbas de consensu tamen dicti nuncii amarciare possimus, prout nobis videbitur faciendum, acto etiam inter nos, & dictum Comitem, quod in propria familia seu familia nostri Abbatis, & Monachorum nostrorum, nullam partem bannorum committendorum per eosdem famulos seu familiam, vel aliquam eorumdem dictus Dominus Comes, vel ejus nuncius, nullam partem habeat, nec petere, vel exigere valeat, vel levare, & quòd si aliquis rebellis existeret in solutione bannorum prædictorum, quòd nuncius prædictus Domini Comitis prædictum Præpositum ipsorum Abbatis, & Conventus ubique fortem faciat, ad recuperandum banna superius nunciata.

Prætereà volumus, & ipsi Domino Comiti damus in feudum ut prædictum est, scilicet quòd dictus Dominus Comes, & sui in dicto Comitatu successores, ad mandatum ipsius Domini Comitis in guerris suis in Villa Ambroniaci ubique, & maximè in fortalitiis possint libere pernoctare, & se, & suos receptare, & moram trahere, ad expensas tamen ipsorum, & guerram, & pacem inde facere prout sibi videbitur faciendum.

Item concedimus eidem Domino Comiti ut suprà quòd homines nostri de Villa nostra, & de Parrochia nostra Ambroniacensi, teneantur ire in calvacatam ipsius Domini Comitis, in toto vel in parte, ipsa Villa competenter munita remanente, ad expensas ipsorum de Villa per duos dies, ita quòd secunda die possint in Villa Ambroniaci pernoctare.

Item concedimus eidem Domino Comiti ut suprà, quòd in calvacatam ipsius Domini Comitis debeat, & possit habere si voluerit Dominus Comes de prædictis hominibus dictæ Villæ prædictæ Ambroniaci decem Balistrarios, & viginti clientes, ferro, Balistis, & lanceis armatos ubique citrà monter, per quindecim dies ad expensas ipsorum hominum, & ex tunc ad expensas Domini Comitis supradicti; quos quidem clientes nos dictus Abbas ipsi Domino Comiti vel mandato suo mittere teneamur.

ANS de J. C. 1285.

Insuper volumus, & concedimus ipsi Domino Comiti, quod homines nostri prædicto modo, & quolibet alio quo poterunt bono modo juvari defendant prædictum Dominum Comitem, & successores suos in dicto Comitatu, nobis, & nostris exceptis, & insuper exceptis Sanctissimo Patre Domino Romano Pontifice, & Reverendo Patre Domino Archiepiscopo Lugdunensi qui nunc sunt, vel fuerint in futurum; sanè nos timentes pericula ventura, & volentes præcavere, ne obscuritas contractus, nostræ Ecclesiæ posset imposterum præjudicium generare, significamus universis nos dictus Abbas, & Conventus quòd nos in dicta donatione in feudum reservamus nobis, & successoribus nostris in dicta Villa, & Parrochia Ambroniacensi, merum, mixtumque Imperium, & jurisdictionem, gardam, nec non jus, & usagia universa, & singula, exceptis tamen eis quæ concedimus dicto Domino Comiti in feudum ut prædictum est, quæ habebamus, vel habere debebamus, seu consuevimus ante donationem prædictam in Villa, & Parrochia supradictis.

Nos verò prædictus Amedeus Comes, volentes attendere pacta, & conventiones prædicti Patrui nostri, cupientes etiam Deum habentes præ oculis, manifestis injuriis, & oppressionibus dicti Monasterii pro viribus obviare, ipsumque prædictum Monasterium, & Monachos ibidem Deo servientes in tranquilla pace ponere, & tenere prædicta universa, & singula acceptamus, promittentes dictis Abbati, & Conventui pro nobis, & successoribus nostris in dicto Comitatu per stipulationem solemnem, & juramentum ipsos Abbatem, & Conventum, Priores, ac Monachos, tàm in capite quàm in membris ac homines Villæ, & Parrochiæ Ambroniaci, & bona eorumdem ubique existentia juvare, defendere, manutenere, & custodire pro viribus nostris, propriis expensis contra omnes inimicos, & malefactores eorumdem, justitiâ mediante quamdiu coram Ordinario suo, vel in curia nostra voluerint stare juri nec aliquod ab eisdem ex nunc in futurum exigere, vel extorquere in dicta Villa, & Parrochia præter eorum voluntatem, nisi ea quæ nobis superius sunt concessa.

Item promittimus ut supradictis Abbati, & Conventui quòd jura prædicta, nec feudum prædictum nobis ab ipso Abbate, & Conventu concessa ut prædictum est, non transferemus in alium præter in successorem nostrum in dicto Comitatu, qui successor noster teneatur renovare ad requisitionem Abbatis qui pro tempore fuerit Conventiones supradictas, & jurare eas penitus observare prout superius fuit expositum, & specialiter dicto Abbati, & successoribus suis fidelitatem facere de prædictis, quam quidem fidelitatem nos dictus Comes pro prædictis dicto Domino Joanni nunc Abbati fecimus bona fide, & prædicta servare juravimus prout superius continentur. Nos autem dicti Abbas, & Conventus confitentes prædicta omnia esse vera, & esse facta pro maxima utilitate & relevatione dicti Monasterii, quod prout pro certo scimus, non poterat à suis inimicis, & oppressoribus alio modo defendi, nec in statu prospero conservari, promittimus universis, & singulis pro nobis, & successoribus nostris dicto Domino Comiti per stipulationem solemnem, & per juramentum nostrum, ac in verbo veritatis, quod nos prædicta universa, & singula firmiter, & inviolabiliter attendemus, servabimus, & custodiemus, contrà nullatenus veniendo, & quòd non consentiemus alicui contrà venire volenti in toto nec in parte, nec eisdem authoritatem dabimus, vel consensum; renunciantes in hoc facto ex certa scientia, & per actum expressum, & exceptioni legitimæ, donationi in feudum ex justa causa non

ANS de J. C. 1285.

factæ, & beneficiis constitutionis hoc jus porrectum, & capituli nulli liceat, & capituli *sive*, & exceptioni, & decretali *hac consultissima*, & restitutioni in integrum, & omnibus privilegiis contrariis à sede Apostolica impetratis, & impetrandis, & specialiter illi formæ literæ, ea quæ de bonis in majori, vel minori forma, & exceptioni doli mali, metus, & in factum, & conditioni sine causa ex injusta causa, & omnibus auxiliis, & beneficiis totius juris Canonici, & Civilis per quod, & per aliquod possimus venire contra prædicta, vel aliquod de prædictis, ac specialiter beneficio juris dicentis generalem renunciationem non valere. In quorum omnium robur, & testimonium, plenissimamque firmitatem, nos dicti Comes & Abbas, & Conventus præsentibus sigilla nostra duximus apponenda, rogantes per præsentes patentes Literas omnes sigillis sigillatas, Venerabiles Patres Dominum P. Episcopum Bellicensem, ac Dominum M. Episcopum Augustensem, ut sigilla sua unà cum sigillis nostris præsentibus apponerent, in testimonium veritatis. Nos vero P. Dei gratia Bellicensis, & M. Augustensis eadem gratia Episcopi, ad præces prædictorum Domini Comitis, Abbatis, & Conventus sigilla nostra unà cum sigillis eorumdem apponi fecimus huic chartæ. Datum mense Novembri, anno Domini M. CC. LXXXV.

CLIX.

ANS de J. C. 1285.

Interprétation de la Transaction passée entre ROBERT *Duc de Bourgogne d'une part, &* ROBERT *Comte &* YOLANDE, *Comtesse de Nevers d'autre, pour les prétensions desdits Comte & Comtesse sur le Duché de Bourgogne; pour des differens survenus aprés la mort de ladite Yolande. Faite à Paris, au mois de Décembre l'an* 1285. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 559.

BOURGOGNE ET NEVERS.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, universis præsentes Litteras inspecturis salutem. Notum facimus, quòd cùm olim circa quæstionem inter dilectum & fidelem nostrum ROBERTUM *Ducem Burgundiæ*, ex una parte, & ROBERTUM *Comitem Nivernensem*, & *Yolandim* ejus uxorem, ex altera; scilicet ex eschoata seu successione Ducatus Burgundiæ post mortem claræ memoriæ Hugonis quondam Ducis Burgundiæ, & super hoc dictæ partes in inclitæ recordationis charissimum Dominum & genitorem nostrum Philippum Regem Franciæ Illustrissimum compromisissent, ac idem Dominus & genitor noster charissimus dictum compromissum in se susceptisset, & pronunciando dictum suum arbitrium seu ordinationem suam dixisset, quod dicto Roberto Duce hærede dicti Ducatus remanente, idem Dux assideret & assignaret dicto Comiti & ejus uxori, in dicto Ducatu, mille libras Turonenses annui redditus quittas & liberas de omnibus debitis, idem Comes pro se & liberis suis, uxore sua de medio sublata, contra dictum Ducem in curia dicti Domini & genitoris nostri proponebat, in prædicta pronuntiatione ipsius Domini & genitoris nostri intentionis suæ fuisse, licèt in Litteris dicti Domini & genitoris nostri super arbitrio suo seu ordinatione sua confectis non contineretur expressè, quod idem Dux de omnibus debitis, *Odonis* quondam *Comitis Nivernensis* dictam tacitè uxorem & liberos tenebatur acquittare, dicto Duce contrarium asserente. Tandem, sicut per recordum curiæ nostræ nobis constitit, partibus prædictis recordo dicti Domini & genitoris nostri super hoc supponentibus, idem Dominus & genitor noster, habita prius super hoc deliberatione diligenti, recordatus fuit, quod nunquam intellexerat, nec in pronuntiatione sui arbitri, seu ordinatione sua, dixerat præfatum Ducem teneri ad deliberandum, garantizandum seu acquitandum præfatum Comitem Nivernensem, ejus uxorem & liberos, seu hæredes eorumdem, de debitis præfati Odonis quondam Comitis Nivernensis. Verum si pro facto Domini Ducis, vel patris sui, seu pro debitis eorum dictus Comes, uxor ejus, & liberi, seu eorum hæredes, in dictis mille libris annui redditus, sibi per dictum Ducem assessis seu assidendis, sicut in dicta ordinatione dicti Domini & genitoris nostri continetur, in aliquo inquietarentur seu impedirentur, tunc dictus Dux garantizare & liberare super hoc teneretur eosdem. In cujus rei testimonium, præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto, mense Decembri.

ANS de J. C. 1285.

CLX.

ANS de J. C. 1285.

Cession faite à ROBERT *Duc de Bourgogne, par* MARGUERITE *sa Niéce Reine de Sicile, de la portion qui apartenoit à ladite Marguerite par droit de succession au Duché de Bourgogne. Faite l'an* 1285. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 560.

SICILE ET BOURGOGNE.

NOUX MARGUERITE por la grace de Deu *Reigne de Sicille*, faisons savoir à touz, que cum tres auz & nobles Princes, *Hugues* jadis *Duc de Burgoine*, nostres chiers aieus, heust ordonné en sa deraingne volunté, que nos heussions le tiers sans division, de quanque il avoit és Villes & és lueux cy apres nummez; c'est asavoir, Ostun, Arné, Poilly, Bussy en Chaonnois, Combanchien, Corbooloin, Aisery, Braisy, & és appartenantes desdites Villes, en homes, en Justices, en Seignories, en bois, en eaux, en plains, & en toutes autres choses: nos regardant nostre proffit à ceu qui ces choses apartenanz audit tiers estoient espanduës, & loing de nostre terre, & en retenant l'amour de noble Prince ROBERT *Duc de Burgoine* nostre chier oncle, outroions, baillons, & delivrons, por nos & por nos hers, por cause de l'eschange au devantdit nostre Oncle, & à ses hers à tousiors mais, le tiers des Villes dessusdites, & des choses dessusdites, & des appartenances toutes, & ceste baillance, ceste delivrance façons nos audit nostre chier oncle, por cen qu'il nos ha bailhié, outroié, & delivré à tousiors mais por nos & por nos hers, son chastel de Lucennay, & les appartenances. Et est asavoir, qne por le commun ascort de nos & de nostredit oncles, nobles homs *Guillaumes* Sires *de Grancey*, Estienne Sire de Seint Bore Chevaliers, enquerrons por lor sairemanz, la valuë dou tierz que nos appartient por l'ordonnance doudit Hugues, és Villes, & és choses dessusdites. Et prisent toutes les choses appartenanz audit tiers, en forteresses & maisons, en homes, en bois, en rivieres, en Justices, en Seignories, & en quelque maniere que ce soit: Et prisent en cele mesme maniere le Chastel de Lucennay, & les appartenances toutes, & se li diz Chasteaux de Lucenay, & les appartenances ne valoient estimation doudit tiers que nos havons baillé, outroié, & delivré audit nostre oncle, cil Chevalier sunt tenu à nos, por la volunté nostredit oncle, à asseoir és leux plus prochains doudit Chastel de Lucenay, le defaut tel comme il pora accomplir les choses dessusdites; excepté le Chastel de Semeur en Aussois, & le Chastel Daisy, & les Villes ou lieu du Chastel seint Essis. Et ledit Chastel de Lucenay, & les appartenances, & ce qu'il nos asserunt, havrons nos por nos & por nos hers; sauf le sié, & la souveraineté nostredit Oncle en ces choses dessusdites.

ANS de J. C. 1285. dites. Et promettons par noſtre ſairemant doné ſus ſeintes Evangiles, & ſus l'obligation de tous noz biens mobles & non mobles, en obligeant nos hers quant à ceu, à tenir & garder ſans venir encontre toutes ces choſes & chaſcune por ſoy. Et renonçons en ceſt fait, par noſtre ſairemant, à toutes exceptions, & à toutes barres de droit eſcrit & de fait, & à tous privileges donez & à doner, par leſquex nos ou noſtre hers pourriez venir contre les choſes deſſuſdites. Ou teſmoignage, &c. Donné à Paris, l'an mil deux cent quatre vingt & cinc, le Diemange devant Seint Vincent.

CLXI.

ANS de J. C. 1285. Bourgogne Duche et Comte. *Titre pour le Traité de mariage entre* JEAN *fils aîné de* ROBERT *Duc de Bourgogne, &* ALIX *fille d'*OTHES *Comte de Bourgogne. Fait l'an* 1285. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 561.

JE *Odos de Fouvanz.* Chevaliers, fais ſavoir à tous ces qui verront ces preſentes Lettres, que por le fié de Dez, & des appartenances, leſquex choſes nobles Princes ROBERS *Dux de Burgoigne* mes chiers Sires ma doné en fié, & leſquelx choſes Meſſires *Gautex li poures homs*, Chevaliers, tenoit doudit Monſeignour en fié, je ſuis, & doiz eſtre homs lige audit Monſeignour le Duc devant tous homes, apres mon chier Seignour OTHES *Conte de Burgoigne* Palazin. Et li promet par mon ſairement porter foy, ſon cors, ſes manbres, ſon honeur terriene garder, & les cors, les manbres, les honours terriennes, & toutes les droitures de mon chier Seignour JEHAN fil doudit Duc, & de ma chiere Dame AALIZ fille doudit Conte, quelque part que ales ſoient, preſentement & avenir. Et ſe il havenoit que dex feiſt ſon commandement de Monſeignour le Conte, avant que de ladite Aalix ſa fille, je promez par mon ſarement rendre audit Jehan, & à ladite Aaliz, ſe Jehanz l'avoit eſpoſée, ou és hers de cele Aaliz, ou à ces qui haurient cauſe de ce, ou à ladite Aalis, s'il avenoit que dex feiſt ſon commandement doudit Jehan ainçois qu'il la huſt eſpoſée, ou audit noſtre chier Seignor le Duc, tant comme il haura & tendra la voërie, d'Eaux, Chaſtel Challon, le Chaſtel de Bracon, & le Chaſtel de Moron. Et porceque ces choſes ſoient fermes & eſtaubles, je hay prié redoutauble Pere en Jeſu Chriſt *Jacques* par la grace de Deu *Aveſque d'Oſtun*, & noſtre chier Seignor ledit Conte de Burgoigne, qui metent lor ſeaux en ces preſentes Lettres. Et nos *Jacques Eveſque d'Oſtun* devantdiz, & nos *Othes Cuens de Burgoigne* Palazins, por quel commandement li diz Odes ha fait ceſt ſarement, & qui ne povons oſter la garde de ces trois Chaſteaux de la main de celuy Ode, à la requeſte, & à la priere de luy, havons mis nos ſeaux en ces Lettres, qui furent faites & données à Paris, le Jeudy devant la Purification Noſtre Dame, en l'an de noſtre Seignor 1285.

CLXII.

ANS de J. C. 1286. Lorrai-ne et Lie'ge. *Précis d'un Traité entre* JEAN *Duc de Lorraine & de Brabant, & la Ville de* LIEGE. *Fait en* 1286. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 119.

IN Litteris cujuſdam concordiæ inter JOANNEM *Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ*, & Civitatem Leodienſem continentur inter alia, quòd Dux Brabantiæ prædictus & ſui hæredes debent eſſe ſupremi Advocati prædictæ Civitatis; & ſi ipſe Dux acquiſierit Advocatiam quam *Balduinus de Baumont* tenet in Leodio infra duodecim annos, ex tunc proximè futuros, ad hoc ſibi facerent ſubſidium de tribus millibus libris Lovanienſibus, & interim ſibi ſolvent trecentas libras Lovanienſes; prout in dictis litteris inter multa alia latiùs continetur, quæ fuerunt datæ anno Domini MCC. LXXXVI. die Lunæ poſt feſtum B. Petri ad Vincula. ANS de J. C. 1286.

CLXIII.

Traité d'Alliance entre JEAN *Duc de Brabant, &* THIERRI *Comte de Cleves, fait l'an* 1287. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 121. ANS de J. C. 1287. Brabant et Cleves.

LE *Comte promeet ſervir & aſſiſter le Duc contre un chaſcun, horſmis l'Empire &* Florens Comte de Hollande: eo etiam excepto, terras fratris noſtri Theodorici Luef, Domini noſtri Archiepiſcopi Colonienſis & Eccleſiæ prædictæ, nec non terras Theodorici Domini de Heinsberg Avunculi noſtri Henrici Comitis Lutzenburgenſis, fratris ſui Domini Wallerami, & Domini de Valkenborch conſanguineorum noſtrorum. *Tout ce qu'es guerres le Comte de Cleves, le Duc de Brabant & Florent Comte de Hollande acquerront, ſerat entr'eux diviſé eſgalement, horſmis* Bommelweerde, Tilreweerde, *les Iſles & heritages d'un chaſcun d'eux, horſmis auſſi le* Duché de Limborch *& tous les biens que le* Duc de Limborch *tenoit à ſa mort. Auſſi eſt conditionné, que quand ledict Duché & biens ſeront devolus audict Duc de Brabant, ils promettent enſemble, que des biens achaptés des deniers de feue* lutte Ducheſſe de Limborch tante audict Comte Thiery de Cleves, *ledict Duc & ledict Comte Thiery prendront chaſcun un bon homme, qui jugeront ce que deſdicts biens ſe deurat faire. Item ledict Comte Thiery promet, que quand il aurat deffé, ou qu'il ſerat deffé du* Comte de Gueldres, *qu'il ne ferat treves ny paix ſans l'adveü dudict Duc.* Actum MCC. LXXXVII. feria quinta poſt Dominicam quâ cantatur Reminiſcere.

CLXIV.

Traité de paix entre JEAN *Duc de Brabant &* REINAULD *Comte de Gueldre, par lequel Reinauld, qui avoit été fait priſonnier par Jean, eſt mis en liberté, & on lui rend les deux Iſles de Bommel & de Til; & Reinaud, renonce à tous les droits qu'il pouvoit avoir ſur le Duché de Limbourg &c. Fait à Paris, au mois d'Octobre*, 1289. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 123. ANS de J. C. 1289. Brabant et Gueldres.

PHilippus Dei gratiâ Francorum Rex. Notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, quod cùm inter nobiles viros JOANNEM BRABANTIÆ, LOTHARINGIÆ ET LYMBURGI DUCEM ex una parte, & REGINALDUM *Comitem Guelriæ* ex altera, gravis fuiſſet ratione Ducatus Lemburgenſis orta contentio, & exiſtente guerra inter eos occaſione hujuſmodi, Deus cujus ſunt occulta judicia præfatum Comitem ab ipſo Duce capi permiſiſſet ac ejus vinculis carceralibus mancipari; poſt diverſos tractatus per nos interpoſitos, quibus liberationem dicti Comitis procurare, ac pacem

ANS de J. C. 1289.

cem & concordiam inter eos ſolidam reformare temptavimus, ipſo Comite (data hinc inde treuga) de permiſſione dicti Ducis in manu noſtra exiſtente. Tandem ipſi bonorum omnium Auctori placuit eorum cordibus inſpirare, quòd in nos ſuper omnibus & ſingulis dictam contentionem & liberationem prædicti Comitis quomodolibet tangentibus compromiſerunt de alto & baſſo: & ad pleniorem viam pacis habendam, dilectus & fidelis noſter *Guido Comes Flandriæ Marchio Namucenſis* ſuper præſtatione quatuor millium marcharum argenti, quas à *Waleramo Domino Falquemontis* Dux Brabantiæ ratione cujuſdam pœnæ ſibi commiſſæ ut dicebat petebat, de quâ pœnâ dictus Comes Flandriæ ipſum Waleramum liberare promiſerat & indempnem ut dicebatur ſervare, cum hujuſmodi pœnæ præſtatio dictam contentionem tangere videretur, in nos ſimiliter compromiſit; promittentes tam ipſe Comes Flandriæ quàm memorati Dux & Comes Guelriæ tenere, ſervare & complere quicquid ſuper hiis & eorum ſingulis ordinandum aut dicendum videremus, ſub omnium bonorum ſuorum obligatione, juramentis ſollempniter appoſitis, & aliis cautionibus competentibus adjectis. Deinde utrorumque rationibus auditis, & nobis informatis de omnibus de quibus erat in hac parte informatio habenda, tandem præfatis Duce & Comitibus Sabbato ante feſtum Beati Lucæ Evangeliſtæ anno Domini M. CC. LXXXIX. Pariſiis in præſentia noſtra conſtitutis, & ab ipſis collata in nos, ab eiſdem poteſtate prorogata ad ea omnia, quæ dictum noſtrum continet, etiam ſi de aliquibus eorum non ſit in compromiſſis facta mentio expreſsè: dictum noſtrum ſeu ordinationem noſtram protulimus in hunc modum. Dicimus & ordinamus *Reginaldum Comitem Guelriæ* eſſe de carcere ſeu priſione *Ducis Brabantiæ* liberandum, & eum penitus liberamus, ſubſequenter interrogavimus ipſum Comitem, ſi ipſe ratum habebat compromiſſum ab eo ut præmittitur in nos factum & quidquid exinde actum erat; qui ſtatim reſpondit à carcere liberatus, quod id ratificabat & in omnibus approbabat. Item dicimus & ordinamus, quod dictus Comes Guelriæ quitet imperpetuum dicto Duci quicquid juris habet vel habere poteſt in *Ducatu ſeu terra Lymburgenſi* & ejus pertinentiis. Item dicimus & ordinamus, quod dictus Comes Guelriæ, expreſsè quitet imperpetuum eidem Duci Caſtra de *Uſemborch, de Waſſenbergue, de Herve & de Sprimont* & eorum pertinentias, & quòd hoc ſtatim ſignificet Archiepiſcopo Colonienſi per litteras ſuas patentes. Item dicimus & ordinamus quod idem Comes Guelriæ de illis octo millibus marchis, & ſexcentis marchis Colonienſibus, pro quibus obligavit idem Comes Caſtrum de Waſſenbergue Archiepiſcopo Colonienſi, ſolvat dicto Duci quatuor millia marcharum & trecentas marchas Colonienſes, inſtantibus octavis omnium Sanctorum apud Bruſellam; & de aliis quatuor millibus trecentis marchis liber, & immunis idem Comes exiſtat. Item dicimus & ordinamus, quòd Comes Guelriæ Caſtra de Uſemborch & de Waſſenbergue cum eorum pertinenciis, liberet ab obligatione & onere mille & ducentarum marcharum debitarum Præpoſito Aquenſi, & ſexcentarum marcharum debitarum *Gerardo de Juliaco*, ac centum marcharum debitarum *Sybreſko de Dondeeroe* militi, ſolvendo infra proximò futurum feſtum Nativitatis S. Joannis Baptiſtæ, ipſas ſummas marcharum dictis creditoribus, vel ipſi Ducatui Brabantiæ; & ſic Comes Guelriæ immunis ab hujuſmodi liberatione remanebit. Item dicimus & ordinamus, quòd ſi inventum fuerit quòd dictus Comes Guelriæ oneraverit aliquibus redditibus vel conceſſionibus, perpetuis, Caſtra de Uſemborch, de Waſſenbergue, de Herve & de Sprimont, vel eorum pertinencias, aut eorum aliquid, vel inde quicquam alienaverit poſt deceſſum *Comitiſſæ Hermengardis quondam uxoris ſuæ*; tenetur inde facere reſtitutionem dicto Domino Duci, ſcilicet pro ſingulis denariis perpetuæ conceſſionis vel perpetui oneris, decem denarios in pecunia numerata: & quod eâ teneatur liberare de aliis debitis ſeu penſionibus ad vitam vel ad certum tempus, ſi quæ ſint, impoſitis poſt obitum prædictæ Comitiſſæ. Item dicimus & ordinamus, quòd præfatus Dux Brabantiæ ab omnibus dampnis & offenſis, per ipſum aut ſuos dicto Comiti vel ſuis per guerram datis & illatis immunis ſit perpetuò & quietus. Item quòd Comes Guelriæ reddat dicto Duci Villam ſuam de *Tielle*, in ſtatu in quo nunc eſt, quæ fuit per guerram deſtructa. Item dicimus & ordinamus, quòd Comes Guelriæ ab omnimoda præſtatione & redemptione pro ſua liberatione ſolvenda in perpetuum abſolutus & immunis exiſtat; & ſimiliter de dampnis & offenſis datis dicto Domino Duci Brabantiæ & ſuis, per ipſum Comitem Guelriæ & per ſuos guerra durante. Item dicimus & ordinamus, quòd Dux Brabantiæ eidem Comiti reſtituat, duas Inſulas, ſcilicet *Bommelreweert & Tilreweert*, quas ipſe poſt motam contentionem ſuper ipſum Comitem cepit, ſalvo Duci homagio ſuo pro ipſis, & hoc ſalvo, quòd idem Dux infra inſtans feſtum Nativitatis Domini, diruere valeat ſi ſibi placuerit Caſtrum vocatum *Driele*, quod in prædicta Inſula de Bommelreweert, poſtquàm venit ad manum ſuam conſtruxit Præterea dicimus & ordinamus, quòd dictus Comes Flandriæ ſolvat dicto Duci apud Bruſellam infra inſtantes octavas omnium Sanctorum quatuor milia marcharum, quas Dux Brabantiæ à Waleramo Domino Falquemontis pro pœna ut dictum eſt petebat; & eis ſic ſolutis, idem Dominus Falquemontis ab earum præſtatione ſit immunis. Item quòd dictus Comes Flandriæ reddat & liberet dicto Duci infra ipſas octavas, dicta Caſtra ſeu domos de Herve, & de Sprimont, ſicut ea tenet: Ita tamen quòd ipſe Dux Brabantiæ tenetur infra Nativitatem Domini, ſolvere dicto Comiti Flandriæ totum precium quo *Cono de Lonchin* miles hæreditatem ſuam ſcilicet Lonchin cum pertinentiis ſuis vendidit Comiti Flandriæ, vel permittere, quòd idem Comes Flandriæ vel illi quibus ipſe dictam hæreditatem tradet eam pacificè teneant, ſalvo jure ſuo. Item dicimus & ordinamus, quòd ſit inter dictum Ducem Brabantiæ & Comitem Guelriæ concordia & pax firma, & quòd boni de cetero ſint amici, & quòd ſibi invicem remittant omne odium & rancorem; & quòd in pace hujuſmodi includantur omnes confœderati hinc inde, & nominatim ex parte Ducis prædicti *Hollandiæ de Montibus, Juliacenſis de Clevis, ac de la Marka Comites, & homines de Colonia & de Aquis*: Et ex parte Comitis Guelriæ, dictus *Dominus Falquemontis*: Et quòd ſi illi de Colonia & de Aquis vel eorum aliqui, habent petitiones vel querelas adverſus Comitem Guelriæ, vel idem Comes quas habeat adverſus eos, vel eorum aliquem, de hiis ſit in ordinatione Comitis Flandriæ & Ducis prædictorum. Retinemus inſuper nobis poteſtatem declarandi, interpretandi & perficiendi, omnia & ſingula de præmiſſis noſtro dicto & ordinatione hujuſmodi contentis, ſi in eis dubietas vel obſcuritas emergat. Præcipientes ut ſi eſſent coram nobis aliqui, qui ad homagium ratione *Ducatus Lymburgenſis* tenerentur, illud Duci Brabantiæ exhiberent; ad quod præceptum dictus Dominus Falquemontis, de licentiâ dicti Comitis Guelriæ, ſtatim fecit coram nobis homagium dicto Duci, pro hiis quæ tenet de Limburgenſi ducatu. Quam ordinationem ſeu dictum noſtrum ſicut ſuperiùs continetur, tam ipſe Dux Brabantiæ, quam dictus Comes Guelriæ, atque Comes Flandriæ, quatinus eum tangit, acceptarunt, laudarunt & approbarunt penitus & expreſsè, coram nobis quitationes & promiſſiones per nos ſuperiùs ordinatas, hinc inde facientes ibidem, & dantes ſibi invicem oſculum in ſignum reformationis, amoris & pacis, omnem rancorem & odium ſibi hinc inde dimiſerunt:

ANS de J. C. 1289.

ANS ferunt : ipso Comite Guelriæ dicto Duci pro terra
de J. C. quam de feudo ejus tenet, homagium solitum faciens-
1289. te. Actum fuit præterea de utriusque partis assensu, quod illa debita quæ debentur à dicto Duce Brabantiæ hominibus terræ dicti Comitis Guelriæ, vel ab ipso Comite hominibus terræ prædicti Ducis, recuperentur & peti possint ; indeque procedat executio justitiæ ac si nulla guerra fuisset. Item quòd omnes illi qui sua feuda vel terras dimiserunt aut quitaverunt, ut ipsum Comitem Guelriæ vel Ducem Brabantiæ juvarent, ea omnino recuperent & ad eorum quemlibet sua hæreditas revertatur. Quòd ut ratum & stabile permaneat in futurum, præsentes litteras sigillo nostro fecimus communiri. Actum Parisiis, Sabbato ante festum B. Lucæ Evangelistæ anno Domini MCC. LXXXIX. supradicti, Mense Octobri.

NOS *Raynaldus Comes Gelriæ*, notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, quòd nos litteras magnifici Principis Domini Philippi Dei gratiâ Serenissimi Francorum Regis vidimis ad tenorem qui sequitur. *Philippus Dei gratiâ Francorum* Rex notum facimus tam præsentibus quam futuris, quòd cùm inter nobiles viros Joannem Brabantiæ, Lotharingiæ & Lymburgi Ducem ex una parte, & Reginaldum Comitem Guelriæ ex altera, gravis fuisset ratione Ducatus Lymburgensis orta contentio, & existente guerra inter eos occasione hujusmodi, Deus, cujus sunt occulta judicia, præfatum Comitem ab ipso Duce capi permisisset, &c. Actum Parisiis Sabbato ante festum B. Lucæ Evangelistæ anno Domini MCC. LXXXIX. supradicti mense Octobri. Nos autem supranominatus Comes Gelrensis omnia & singula contenta in supradicto dicto seu ordinatione Regis supradicti, ratificantes & approbantes, ea sicut superiùs sunt expressa tenere, servare & complere, ac in nullo contravenire in futurum promittimus, sub juramento & obligatione prædictis : & ad majorem eorum firmitatem, & in testimonium præmissorum præsentes litteras sigilli nostri fecimus impressione muniri. Acta fuerunt hæc Parisiis anno & mense supradictis.

NOS *Raynaldus Comes Gelriæ* notum facimus universis, quòd nos existentes compos rerum & corporis, omni juri quod in *Ducatu & terra Lymburgensi*, in Castro videlicet & Oppido de *Lymburgh, in Sprymont, Rode, Wassemberch, Vsenborch* & ceteris omnibus ejus attinentiis, in omnibus fidelibus, ministerialibus & Vassallis habuimus ac habemus, aut nos habere forsitan putabamus, quocumque modo tale jus nobis fuerit acquisitum, ad opus & usus *Illustris Principis Domini nostri* JOANNIS LOTHARINGIÆ, BRABANTIÆ ET LIMBURGI DUCIS ac hæredum suorum, perpetualiter renuntiamus, & nos renuntiasse confitemur purè & simpliciter, per præsentes omne jus hujusmodi ad ejusdem Domini nostri Ducis manus & Dominium reportantes, quod etiam de nobis transferimus in eundem ; in his omnibus nullo nobis jure penitus reservato. Rogantes immò volentes, ut omnes ad prædictum Ducatum Lymburgensem & ad prædicta loca & ad eorum attinentia pertinentes, ipsi Domino nostro Duci & ejus hæredibus obtemperent in his perpetuò, & obediant reverenter. Præterea omnes fideles, Vasallos, homines sive ministeriales ad prædictum Ducatum & loca prædicta & eorum attinentia pertinentes qui nobis fecerunt homagium, ab hujusmodi homagio, fidelitate & juramento nobis factis, absolvimus & absolutos esse præsentibus denuntiamus ; rogantes & volentes, ut ipsi Domino nostro Duci homagium & fidelitatem faciant, & sint ei tanquam suo vero Domino in omnibus obedientes. In quorum omnium testimonium, fidem & robur, perpetuò valiturum, nos supradicto Domino nostro Duci & ejus hæredibus præsens instrumentum sigillo nostro dedimus communitum. Actum & Datum Sabbatho ante festum S. Lucæ, anno MCC. LXXXIX.

ANS de J. C. 1289.

RAynaldus Comes Gelriæ prudentibus viris, suis dilectis, Judicibus, Scabinis, Consulibus, Magistris civium & civibus de *Vsenborch* universis, salutem & omne bonum. Quoniam nos de proximorum & amicorum nostrorum consilio, cum *Magnifico Principe Domino nostro* JOANNE LOTHARINGIÆ, BRABANTIÆ ET LYMBURGI DUCE totaliter reconciliati sumus, quod pro grato gerimus & accepto, nos omni juri quod in Ducatu Lymburgensi & apud vos de *Vsenborch* & in eis attinentiis habuimus seu habemus, ad opus & usus dicti Domini nostri Ducis & hæredum suorum renuntiamus, & nos renuntiasse præsentibus confitemur, cedentes ei locum nostrum, & prædictum jus de nobis transferimus in eundem : Instantiùs vos rogantes, quatenus ipsi Domino nostro Duci pareatis in omnibus reverenter ; nos enim vos singulos & universos, à fidelitate & homagio seu juramento quòd vel quam nobis præstitistis absolvimus purè & simpliciter, & vos ab his absolutos præsentibus proclamamus. In cujus rei testimonium, nostrum sigillum præsentibus est appensum. Actum & Datum Sabbatho ante festum B. Lucæ Evangelistæ, anno Domini MCC. LXXXIX.

UNiversis ad quos præsentes litteræ pervenerint, nos *Raynaldus Comes Gelriæ* notum facimus universis, quòd nos existentes compos rerum & corporis, omni juri quòd in terra de *Wassemberg*, in Castro ibidem & in eorum attinentiis omnibus & Vasallis habuimus aut habemus, aut nos habere forsitan putabamus, quocumque modo tale jus nobis fuerit acquisitum, ad opus & usus *Illustris Domini nostri* JOANNIS LOTHARINGIÆ, BRABANTIÆ ET LIMBURGI DUCIS ac hæredem suorum renuntiamus, & nos perpetualiter renuntiasse confitemur purè & simpliciter per præsentes, omne jus hujusmodi ad ejusdem Domini nostri Ducis manus & Dominium reportantes, quòd de nobis transferimus in eundem. Præterea renuntiamus perpetualiter, ad opus & usus ejusdem Domini nostri Ducis & hæredum suorum, omnibus gratiis, conventionibus & obligationibus à Reverendo Patre Domino nostro *Sigefrido Dei gratiâ sanctæ Colonienſis Ecclesiæ Archiepiscopo* super contentis, tam suprà quàm infra, in hac patenti littera pre, manibus suis, vel patentibus litteris nobis factis, quas gratias, conventiones & obligationes, quòad nos mortuas & quitas clamamus, & prædicto Domino nostro Duci petimus & volumus esse utiles & valentes ; supradictum Sigefridum Dominum nostrum Archiepiscopum Colonienſem propensiùs exorantes, ut prænominatas gratias, conventiones & obligationes, memorato Domino Duci prodesse & ei esse valentes & utiles sustineat, & eum non impediat in eisdem ; sed ut prædicta terra de *Wassemberg* & Castro ac ejus attinentiis ipse & sui hæredes quietè & pacificè gaudeant & fruantur, permittat liberaliter & benignè, ac eum etiam promoveat in eisdem. Insuper omne feodum vel feoda quòd vel quæ ratione Ducatus Lymburgensis ab eodem Domino nostro Archiepiscopo Colonienſi recepimus, ad opus & usus supradicti Domini nostri Ducis & hæredum suorum supportamus, & eidem simpliciter renuntiamus, ac eidem concedi cùm omni plenitudine petimus, & ipsum de hujusmodi feodo seu feodis investiri. In quorum omnium testimonium, fidem & robur perpetuò valiturum, nos sæpedicto Domino nostro Duci & ejus hæredibus præsens instrumentum sigillo nostro dedimus communitum. Actum & Datum Sabbatho ante festum B. Lucæ Evangelistæ anno Domini MCC. LXXXIX.

ANS de J. C. 1289.

ANS de J. C. 1290.

CLXV.

EMPIRE ET BOHEME. *Constitution de* RODOLPHE I. *Empereur, qui établit le droit d'Electorat des* ROIS DE BOHE'ME. *Donnée à Erford le 26. de Septembre* 1290. Goldast. Tom. II. pag 85.

RUDOLPHUS Dei gratia Romanorum Rex, semper Augustus; universis Sacri Imperii Romani fidelibus præsentes Literas inspecturis gratiam suam & omne bonum.

1. Quanto jura personarum prodierint in lucem notitia clariore, tanto liquidiùs posteritati succesſuræ materia tollitur altercandi. Inquisitionis igitur circumspectæ præhabita indagine, scrutinioque solerti scire desideravimus, quid quantumve juris in Romano competat Imperio, & in electione Romanorum Regis, futuri Imperatoris, inclyto Regi Bohemiæ, Principi & filio nostro Charissimo, & hæredibus ipsius. Quo facto, Principum, Baronum, Nobilium & Procerum Imperii, nec non veteranorum communi assertione, & concordi testimonio comperimus assonante, ipsum Regem Bohemiæ, Imperii debere Pincernam existere, & jus ac officium Pincernatus apud eum, nec non ejus hæredes, jure hæreditario residere.

2. Extitit etiam dilucidè declaratum, prædictum Regem Bohemiæ, & suos hæredes, in electione Regis Romanorum, futuri Imperatoris, cum cæteris Electoribus habere debere, ad similitudinem aliorum Electorum, eligendi plenarium jus & vocem.

3. Hæc verò jura Pincernatus & Electoratus, nedum dicto Regi & suis hæredibus didicimus competere, sed etiam suis progenitoribus, abavis, atavis, proavis, & avis, purè plenissimè competebant.

4. Volentes itaque dicti Regis & hæredum suorum dispendiis cavere, jus & officium Pincernatus in Imperio sibi & hæredibus ejus, & non alii, competere, & in electione Regis Romanorum, futuri Imperatoris, habere jus & vocem, clarè recognoscimus, approbamus, & præsentium testimonio profitemur.

5. Si quid autem diminutionis vel calumniæ, quod non credimus, cavillosè, malitiosè, vel subdolè possit opponi supplemus de plenitudine Regiæ potestatis. In cujus rei testimonium præsens scriptum Majestatis nostræ sigillo fecimus communiri. Datum Erfordiæ, VI. Kalend. Octobris, Indictione tertia, anno Domini M. CC. XC. Regni verò nostri anno XVII.

CLXVI.

ANS de J. C. 1291. SAVOYE ET HASPURG. *Ligue entre* AME' V. *Comte de Savoye, &* ARCHEMAN *&* RODOLPHE *Comtes d'Haſpurg, B. d'Haſpurg Evêque de Conſtance, promettant pour Archeman dont il étoit tuteur & Oncle; par laquelle Ligue Archeman s'engage à aſſiſter Amé de tout ſon pouvoir, pour recouvrer les* (a) *Châteaux de Loyes & de Condamine au Pays de Vaud, le tenir pour ſon Pére, défendre ſa perſonne & ſes terres, & particuliérement la Ville & les habitans de Berne. Fait à Chierces, le Lundi aprés la fête de l'exaltation de la Sainte Croix;* 1291. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 372.

(a) Rodolphe Roi des Romains & ſes Enfans les avoient uſurpez.

NOS RODULPHUS Dei gratia Conſtanciensis Epiſcopus, Tutor ARCHIMANNI Pupilli Filii piæ recordationis Eberardi quondam de Habſpurg Comitis Fratris noſtri, notum facimus univerſis. Quòd nos tam noſtro quàm prædicti Pupilli noſtri nepotis tutorio nomine, promiſimus & promittimus bona fide, per ſolemnem ſtipulationem, & per ſacramentum à nobis ſuper ſacro-Sanctis Evangeliis corporaliter præſtitum; *Illuſtri Viro Domino* AMEDEO *Sabaudiæ, & in Italia Marchioni* præſenti, ſtipulanti & recipienti quòd eidem per nos & noſtros, & præfati Archimanni homines fideli noſtro conſilio & auxilio, & ipſe Archimannus perpetuò aſſiſtabimus & ipſum juvabimus noſtris ſumptibus, contra omnes & ſpecialiter ad recuperandum Caſtra de Loyes & de Contamina, & omnia alia jura præfato Comiti competentia, quæ tenebat inclitæ recordationis Dominus Rodulphus quondam Rex Romanorum, & Liberi ſui, per ſe vel per alium, vel alius in præjudicium præfati Comitis Sabaudiæ, vel ſuorum; Promittimus etiam ut ſuprà, nos facturos & curaturos quòd præfatus Pupillus nepos noſter, præfatum *Comitem Sabaudiæ habebit pro Patre & ipſum tanquam Patrem* propriis ſumptibus adjuvabit perpetuò, contrà omnes: Promittentes nihilominus ut ſuprà, tam per nos quàm per noſtros & præfatum Archimannum, tam per ſe quàm per ſuos, defendere perſonam & terram prædicti Comitis, cum ſuis hominibus & ſubditis, ubicumque conſtitutis, & ſpecialiter civitatem Bernæ, & cives ibidem, cum rebus & perſonis eorumdem. Ego autem Comes Rodulphus de Habſpurg promitto bona fide, & per juramentum tactis ſacro-Sanctis Evangeliis corporaliter præſtitum, Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ prænominato, quòd eum juvabo per me & meos, & meis ſumptibus contrà omnes, & ſpecialiter ad recuperandum caſtra de Loyes & de Contamina, & omnia alia jura, quæ quondam Dominus Rodulphus Romanorum Rex, Liberi ſui per ſe vel per alium, vel alius tenuit, vel tenent ſeu tenet, in præjudicium dicti Domini Amedei Comitis vel ſuorum, perſonamque ipſius & terram ſuam cum hominibus ſuis & ſubditis defendere ubique fuerint conſtituti. Nos verò præfatus Epiſcopus promittimus modo & forma quibus ſuprà, nos facturos & curaturos quod prædictus Archimannus Nepos noſter, prædicta omnia attendet, faciet & penitus obſervabit, & quòd prædictus Archimannus cùm ad annos pervenerit pubertatis, prædicta omnia & ſingula ſub virtute prædicti ſacramenti ratificabit & approbabit, ac etiam prædicta omnia promittet ſe facturum & ſervaturum, per ſacramentum corporaliter præſtitum, ſub teſtimonio literarum autenticarum competentium, quas ſuper prædictis dabit prædicto Domino Comiti Sabaudiæ. In quorum omnium robur & teſtimonium nos præfatus Epiſcopus nomine noſtro, & nomine, & vice prædicti Archimanni nepotis noſtri, & Tutorio nomine ipſius; Et ego præfatus Comes Rodulphus præſentibus Litteris ſigilla noſtra duximus apponenda. Datum & actum apud Chierces in Eccleſia dicti loci, die Lunæ poſt Feſtum Exaltationis Sanctæ Crucis. Anno Domini M. CC. XC.

ANS de J. C. 1291.

ANS
le J.C.
1292.
BRA-
BANT
VIAN-
DEN ET
AA.

CLXVII.

Traité & Confédération entre JEAN *Duc de Brabant*, GODEFROI *Comte de Vianden*, *&* GERARD D'AA *Seigneur de Grimbergues, fait en l'année* 1292. Christophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 129.

WY JAN *by der gratien Godts Hertoch van Lothrijck, van Brabant, ende van Limborch, ende wy* GODEVAERT *Graeve van Vianden, ende wy* GEERARD VAN AA Heeren van Grimbergen, maeken kondt allen den genen die dese letteren sien selen oft hooren lesen, dat wy om alrehande twist ende om alrehande donkernisse te verklaren ende te besteden, alse van onse ghemeynen Heerschappije van Grimbergen, hebben ghemaeckt ende willekort by onsen ghemeynen Vrinden ende Rade, de pointen te houdene, ende dese Ordonnantie vast ende ghestaedigh te blijvene die hier naer beschreven zijn; dat is te verstaene, welck tijt dat ons Heeren van Grimbergen oft onse knaepen de Hertoge ontboet, om ghemeyne Oorloge, oft om Chevauchien, soo selen wy Heeren van Grimbergen onsen Heere den Hertoge hulpen te ghemeynen Oorloge op onsen kost, ende te Chevautie op sijnen eygen kost, naer onse macht, gelijck hy dat ons ontbiet, ende soo sullen wy hebben van 's Hertogen *Mayseme de lieden* die binnen Grimbergen gesceten zijn in dese manieren, wie dat thuys bleve van 's Hertogen-lieden oft wederkeerden des men niet gheorloven en mach sonder des Hertogen wille, die man te peerde verbeurde thien Schellingen, ende die man te voete thien stuyvers, ende nochtans moetense wederkeeren in d'Oorloghe; dese misdaet sal de Hertoge heffen half, ende de andere helft de Heeren van Grimbergen, uyt-ghenomen den genen die boven de sestigh jaeren zijn, oft die nootsaken hebben. Voortaene en mach niemant Mayscmede thoonen ten zy vander moeder sijden, dat is te verstaen van den ghenen die tot hier toe als Mayscmede-lieden niet ghesceten en hebben, ende van den genen diese bethoenen willen, daer toe moetmen toch setten der Heeren knapen daer sijse uyt thoonen willen. Voort alle de ghene die op desen dach als Mayscmede-lieden ghesceten hebben, die selender toe blijven ende haer nae-komelinghen. Wanneer oock dat des Hertoge Mayseme-lieden, oft sijn poorteren, die int lant van Grimbergen woonachtigh zijn, verboren 't zy lijf oft goet, haer lijf ende haer have zijn wy Heeren van Grimberghen schuldich den Hertoghe te leveren waerment krijghen mach, maer 't jaerlijck inkommen van den erve, van den eyghen ende leene, blijst den Heeren van Grimbergen, tot dat sy haeren peys maeken; ende als sy den peys hebben teghen den Hertoge, soo hebben sy hem teghen de Heeren van Grimberghen, ende moeten weder hebben haer eyghene ende haer leene: ende desghelijcks soo hebben der Heeren van Grimbergen lieden teghen den Hertoghe die in sijn landen ghesceten zijn. Voorts als men maeckt vredelijcken coren by mannen en by Schepenen om des lants oirboir, wien breckthy betere de Heeren van Grimberghen naer den vonnisse. Voort welken tijdt dat men ghebiet gheleyt uyter Kerken, ende men dat doet by mannen ende by Schepenen, wat misdade dat daer af valt, alsoo verre als 't vonnis deylt hebben de Heeren van Grimbergen. Waer oock dat saeke dat eenigh poortere misdaet verboerde in den lande van Grimberge, bleve hy ghevaen metter verscher daet, dat moeste hy beteren den Heeren van Grimberge naer den vonnisse, ende ontvoer hy buyten den lande van Grimberghen, ende niet en worde

ANS
de J.C.
1292.
BRA-
BANT
VIAN-
DEN ET
AA.

CLXVII.

(*a*) Traduction de ce Traité faite par Christophre Butkens, dans les Trophées de Brabant. Liv. IV. pag. 327.

LEs Sires de Grimberges & leurs hommes & Vassals seront tenus de servir le Duc à leurs despens estants mandes es communes guerres & chevauchées, & les Maiseme-luden *ou francs Bourgeois du Duc demeurants en ladicte terre de Grimberge, seront tenus de les suivre, soubs peine, que celuy qui doit aller à cheval payerat dix sols, & le pieton dix patars, sans qu'ils pouront retourner sans permission du Duc, & ceste amende se doit repartir entre le Duc & les Sires de Grimberges esgalement par moictie: de ce toutesfois seront excusés, ceux qui passeront les soixante ans, ou auront cause legitime de s'absenter. Si quelqu'un de nouveau veut prouver estre* Maiseme-man, *il le doit faire du costé de sa mere, mais ceux qui jusques lors estoyent tenus pour* Maiseme-luden, *seront reputés & tenus pour tels & leurs successeurs, sans contradiction. Si quelqu'un de* Maiseme-luden *du Duc demeurant en la terre de Grimberge vint à forfaire corps ou biens, les Sires de Grimberges sont tenus de mettre en mains du Duc la personne & ses meubles, mais le revenu de leurs heritages tant alleux que fiefs situés en ladicte terre doivent demeurer aux Sires de Grimberges, jusques à ce que le delinquent aye pardon & remis du Duc, lequel estant obtenu, ils ne sont tenus de le prendre des Sires de Grimberges, ains retourneront en la possession de leurs heritages tant fiefs qu'Alleux, & de mesme se doit faire & practiquer au regard des hommes des Sires de Grimberges residents es pais du Duc. Quand quelques amendes ou keures sont ordonnées par hommes & Eschevins pour le bien & utilite du pais, le profict en provenant touche aux Sires de Grimberges. Si quelque Bourgeois mes-fit en la terre de Grimberge & qu'il fut attrappé & prins sur le faict, il doit amende aux Sires de Grimberges selon loy & jugement, mais s'il eschappe & se retire hors de ladicte terre, il n'est tenu ausdicts Sires. Les Sergeants & Officiers du Duc ne peuvent faire apprehension des personnes en la terre de Grimberges, sans l'adveu des Officiers des Sires de ladicte terre; ne fut pour quelque cas ou faict enorme, reserve toutes-fois en ce le droict d'un chascun. Si quelque estran-*

(*a*) On a cru que l'Auteur duquel on tire ce Traité en Flamand, qui en est l'Original, en ayant fait la Traduction lui-même, il valoit mieux la suivre, que d'en faire une nouvelle, qui auroit été en meilleur François; mais qui, peut-être, n'auroit pas été si bonne.

ANS de J. C. 1292.

worde ghevanghen metter verſcher daet, ſoo waer hy quijt teghen den Heeren van Grimbergen. Voorts en moghen des Hertoge knaepen negeen hachte doen, noch vanghen binnen den lande van Grimbergen, onverſocht der Heeren knaepen. Waer oock dat van groever miſdaden dat gheviele int landt van Grimbergen, ſoo welcker Heeren knaepen datter toe quamen, ſy mochten daer die hant aen ſlaen, behoudelijck alles haere rechten. Waer oock dat saecke dat liede quaemen binnen den ghemeynen Heerſchappije van Grimbergen, van buyten 's landts daer de Hertoghe egeen Mayſemede en volcht, ende die te voren tot des Hertoghen Mayſemede niet en hoorden, die ſelen blijven den Heeren van Grimberghe. Wie oock poorteren ter Cappellen oft Vilvorden werden willen, ſy mogent doen in manieren dat ſy plegen, moeten allen dienſt daer ſy te voren af bekommert waren, alſoo verre alsment in den vonniſſe verſeycken mach, voor den Heere daer ſy te voren toebehoorden, op dat ſy binnen den jaere ghecallengeert worden, ende indien 't poorterſchap in ſtaede ſtaet, ſal hy moeten thoonen met Schepenen ende op der Schepenen eet, op welcken dach dat hy poorter werdt. Wie oock dat wille mach hem ontpoorteren, behouwelijck der poorte rechten, ende den kommer daer hy op dien dach af bekommert is. Waer men oock vaert in Oorlogen, ſoo hebben die Heeren van Grimberghen dat voorvechten ende de achterhoede, ende daer mede zijn ſy quijt van ſchildt-wachten. Voorts als die Heeren van Grimbergen vaeren in Oorlogen des Hertoghen oft in Chevauchijen, ſoo mogen ſy peerden ontleeren binnen haeren gemeynen lande van Grimbergen daer ſy ſe vinden, ende leverenſe Ridderen ende knaepen dieſe behoeven, en men mach van des Hertoghen negeen peerden nemen binnen den ghemeynen Heerſchappije van Grimberge. Voorts en mach mijn Heere de Hertoge negeene dienſt nemen van der Abdijen van Grimberge, noch van geene goede dat daer toe behoort dat binnen den gemeynen Heerſchappije van Grimbergen ghelegen is, behouwelijck dat des Hertogen honden een giſte jaerlijcks ſullen hebben van een nacht ende van eenen daghe in de Abdije van Grimberge; en in elck van haeren Hoven in't lant van Grimberghe ſtaende. Oock mach de *Graeve van Vianden* lombaerde houwen binnen ſijnen ſonderlinghen Lande. Voorts den poorters goede, die uyt den lande van Grimberghe ſijn poorteren oft werden, dat nu te dienſte ſtaet moet de Heeren van Grimberghe te Houwelijck dienen, te Ridderſchappe ende te gevaeneſſe, alſoo verre als ſy 't geloft hebben; voort alle deſe ſtucken ghelijck datſe hier beſchreven zijn, die de Heeren van Grimberge ghemeyn hebben, ſal den Graeve van Vianden in ſonderlinge hebben. Ende om dat wy willen dat alle deſe Ordonnantien ende vor-waerden, geſtadich ende vaſt ſelen blijven, ſoo hebben wy onſe Seghelen in oorkonſchappe doen hangen aen deſe letteren, die gemaeckt waeren ende ghegeven in den jaere ons Heeren doe men ſchreef M. CC. XCII. des Maendaechs voor S. Pauwels dach Apoſtel.

ger vint demeurer en la terre de Grimberges d'aucun pais ou le Duc n'at Bourgeoiſie, & qui auparavant n'appartenoit à aucune de ſes Bourgeoiſies ou Maiſemede, il doit demeurer aux Sires de Grimberges. Les manants de la terre de Grimberge pouront librement prendre Bourgeoiſie à la Chapelle & à Vilvorde comme auparavant, mais ils ſeront tenus aux charges ſi avant qu'ils eſtoyent tenus envers le Seigneur à qui ils appartenoyent, en cas que le Seigneur les reclame dans un an: & qui voudra pourat auſſi quitter la Bourgeoiſie en payant le droict, & demeurerat aux charges comme il eſtoit auparavant. Aux expeditions Militaires ceux de Grimberges doivent avoir le premier rang au combat & l'Arriere-garde, & parmy ce ils ſont libres de toutes autres gardes & ſintinelles. Quand les Sires de Grimberges vont avec le Duc en guerre ou Chevauchées, ils peuvent emprunter par toute leur terre chevaux, & les diſtribuer aux Chevaliers & Eſcuiers qui beſoing en ont: mais de la part du Duc cela ne ſe peut faire. Le Duc ne doit prendre aucun ſervice de l'Abbaye de Grimberge n'y des biens d'icelle ſitués dans la terre de Grimberge, ſauf une giſte de nuict & jour touts les ans pour les chiens du Duc en ladicte Abbaye, & en chaſque court d'icelle ſituée dans ladicte terre. Le Comte de Vianden peut tenir lombards en ſa particuliere Seigneurie. Les terres & biens ſitués au pais de Grimberge appartenants à quelque Bourgeois manant hors ledict pais, doivent ſervice aux Sires de Grimberge en mariage, en Chevallerie & en priſon, ſi avant que leſdictes terres & biens ſoyent tenus à ſervice: Et tout ce qu'eſt dict en faveur & touche aux Sires de Grimberges en commun, compete au Comte de Vianden en particulier: & furent les lettres ſur ce données ſcellées par le Duc & par leſdicts Sires de Grimberges.

ANS de J. C. 1292.

CLXVIII.

ANS de J. C. 1293. GENEVE.

Contract de Mariage entre GUILLAUME *Seigneur de Gex*, & JEANNE DE SAVOYE, *conclu l'an* 1293. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 638.

NOs Lyone Dame de Iays, & je GUILLAUME de Iays Fils de la Dame Lyone confeſſons & reconnoiſſons que nous avons eü & reçeu de Noble Baron Monſeignor Loys de Savoye Seignor de Vaut tres mille libr. de Loſeneys nombrées & payées à nos enterement par lou dit Monſeignor Loys au nom & par nom dou Mariage de JEHENNETE Fille dudit Monſeignor Loys qui doit eſtre Feme de moy Guillaume devant dit; Apres nos dite Lyone, & je Guillaume devant diz donnons & octroyons en bonne foy & par ſolemnelle ſtipulation à ladite Jehennete, & aux ſiens, en emendement dudit Mariage & en accroiſſement quatre mille libr. de Loſeneys en tel manere. C'eſt à ſçavoir que ſe je ly dis Guillaume moroye par avanture devant que ladite Jehennete quele & li ſieu ayent & puiſſent recouvrer en paix, & ſant nulle moleſte ſur les biens de ſus eſcris leſdites ſept mille libr.

ANS de J. C. 1293.

ANS de J. C. 1293.

libr. de Loſeneys, & ſe par avanture làdite Jehennete moroit ſans hoirs devant que li dis Guillaume, que li dis Meſſire Loys, ou cil à cui la reſtitution de l'argent devant dit ſe devroit faire, n'en puiſſent recouvrer de moy ne des miens, ne de nos Lyone devant dite, for que ſoulement tres mille libr. de Loſeneys, & por les ſomes d'argent devant dites eſtre ſauvés à ladite Jehennete & reſtituir en cas, & en tans que reſtitutions s'en devroit faire à ladite Jehennete, ou à ceux à cui faire ſe devroit; Nos ladite Lyone, & je Guillaume devant dis obligons audit Monſeignor Loys, & à ladite Jehennete, & à lor hoirs tos noſtres biens Nobles & non Nobles, preſens & à venir quel qu'ils ſoient, fiés & riereſiés, homages, Chaſtiaux, Viles, mandements, Fortareſſes, rentes, uſages, Seignories, & totes noſtres autres choſes, excepté lou chaſtel, & la Vile de Iays & la Vile de Chavanay, & la Vile de Charans, & la Vile de Suvrer, & la Vile de Sayſſier, & ia ſoit il enſi que les choſes deſſuſdites obligiés ſoyent, ou ayent eſté de les appartenances de Iays, porce ne remaint pas queles ne ſoient obligiés enſi con deſſus eſt eſcrit, & deſdites leſqueles choſes obligiés, & les rentes & appartenances de celes, Noſdite Lyone, & je dis Guillaume volons & octroyons que ladite Jehennete, ou cil à cui la reſtitution devant dite ſe devroit faire tinnant, levant & percevant en paix, & ſans nulle moleſte tant que ladite reſtitution fut faite, & ſe ladite Jehennete vivoit plus que li dis Guillaume, que apres la reſtitution de l'argent dit, ladite Jehennete puiſſe & doive tenir à ſa vie les Chaſtiaux de Divona, & de Flaxé, & totes les rentes, & los appartenances & lou fié de Montrichier, & lo fié Monſire Rol de Livron & ſe paravanture ladite Jehennete façoit emendement es des Chaſtiaux, que tel emendement ſoient tenu rendre cil à cui li dit Chaſtel retorneroient aux hoirs; ou au commandement de ladite Jehennete, au dit de doux Prodomes eſlis communement, & ſe enſi eſtoit que les choſes deſſuſdites fuſſant de fié, ou en tot, ou en partie, que cil qui tiendroit le Chaſtel de Iays; doit porter le fié vers celuy del cui fié les choſes deſſuſdites ſeroient. Aprés noſdite Lyone & je Guillaume devant dis donons par pure donation ſans mais revocar audit Monſeignor Loys & à ſes hoirs par tos temps en heritage & en Alve tel droit & tel raiſon que nos avons & poons avoir ou Chaſtel en mendement en la Seignorie, és fiés, & en les appartenances de Prengins, leſquelles choſes eſtoint noſtres & promettons en bonne foy, & par ſairement rendre audit Monſeignor Loys totes les letres que nos avons, ne porrons avoir de ces choſes, & luy, ou les ſiens metre maintenant en corporel poſſeſſion dudit Chaſtel de Prengins. Per iquimeſme volons & octroyons noſdite Lyone & je Guillaume devant dis, que ce je Guillaume avois Enfant ou Enfans de ladite Jehennete qu'il ſoient hoir, & Seignor de tote noſtre terre que nos avons à maintenant, & que nos aurions au temps de noſtre mort, & de ces choſes nos lor façons à maintenant donation en bonne foy, excepté ledit Chaſtel de Prengins, qui eſt audit Monſeignor Loys. Ja fut il enſi par avanture que ladite Jehennete morit devant que je dis Guillaume, & apres ly priſſe autre feme dou je euſſe Enfans, apres je le dis Guillaume quitte en bonne foy ſairement à maintenant audit Monſeignor Loys, & aux ſiens, quant qu'il ont à maintenant ou qu'il auroient au temps de lor mort & promete enſi que deſſus, & ſur l'obligation de mes biens que je feray & procureray que ladite Jehennete quitera por lou Mariage deſuſdit ſens autre choſe demander en nul temps les biens, & l'eritage dou dit Monſeignor Loys & des ſiens, quant elle aura age de quiter, en tel maniere que la choſe vaudra & porra eſtre ferme par droit. Apres noſdite Lyone & je dis Guillaume promettons en bonne foy & par ſairement que nos ne avons fait ne ferons choſe porquoi les deſſuſdites ne puiſſent eſter, & ſi nos laviens fait, Nos les revocons & volons que ne vaille, totefois retenons nos ladite Lyone à notre vie les fruicts de ces choſes devant dites, as qués nuls ne nos puiſſe faire tor, ne mettre empechement & nos devons tenir & ſuſtenter ladite Jehennete en tel maniere que li dis Meſſires Loys s'en teigne por payés. Ces choſes devant dites, nos ladite Lyone, & je li dis Guillaume promettons enſemble & chaſcuns par ſoy en tot en bonne foy & par ſairement & ſus l'obligation de tos nos biens tenir & garder, & non venir encontre en tot ne en partie, & renoncions à tot droit de lois, ou de canon, à tote coſtume, grace, privilege empetré, ou a empetrer. Parquoy nos porrions en contre les choſes de ſuſdites en tot ou en partie, & ſpecialament noſdites Lyone à tot privilege de Mariage, d'ypotheque & de tote obligation & al Senal Conſulte velleyn. Et de ces choſes furent faites dous Letres d'une tenor per chacune partie, une ſellées dou ſeel Monſeignor Loys devant dit, & dou ſeel de nos Lyone devant dite, & dou ſeel de moy Guillaume devant dit. En temoignage de les quiés choſes. Nos ly dis Loys, & nos ladite Lyonne, & je li dis Guillaume avons mis noſtres ſeels en ceſtes preſentes letres. Données à Jas le Vendredy apres la Purification noſtre Dame, l'an de noſtre Seignor, mil doux cens nonante & trois.

ANS de J. C. 1293.

CLXIX.

(a) *Traité de Paix entre* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* (b) EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre. Fait à Paris, au mois de Février* 1293. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 27.

ANS de J. C. 1293. FRANCE ET ANGLETERRE.

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, nous faiſons à ſçavoir à tous, que mariage eſt parlé, tracté & accordé entre tres noble Prince EDUVARD par la dicte grace Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine d'une part; & Dame Marguerite noſtre chiere Suer d'autre, ſelon les convenances qui s'enſuivent. C'eſt à ſçavoir, que s'il advient, que la dicte Margarite ait fils maſle d'iceluy Roy d'Angleterre, iceluy fils, & li hoirs deſcendans de ſon corps & tail li deſcendent, leſdicts deſcendans de loiau mariage, ſoit fieus ou fille, auront tousjours en heritage aprés le deceds dudit Roy d'Angleterre le Duché d'Aquitaine & ſes apartenances; & celi fiuz maſle, & ſui hoirs de li deſcendent, & li deſcendans deſdits deſcendans ſoit de fieu ou de fille en loiau mariage, qui auront la dicte Duché, ſeront tenus donner à chacune des filles qui iſtront dudict Roy d'Angleterre & de la dicte Marguerite à ſe marier quarante mil livres de tournois en deniers pour terre & pour toutes choſes, ſi li dis Roys ne avoit aſſeurées de mariage en ſa vie; en telle maniere, que les dictes filles ſe tiennent a payées chacune des dictes quarante mil livres en deniers à elles marier pour terre & pour toutes choſes, & que elles en aucun cas ne puiſſent rien plus demander, ny avoir en la terre, ni en l'heritage de la dicte Duché, ſauſve loyalle eſcheute, s'il advenoit (que ja a Dieu ne plaiſe) que li Roy d'Angleterre mouruſt ſans autres deſcendans de li, ou deſcendans de deſcendans.

(a) Ce Traité ne fut jamais ſcellé: on liſoit ces paroles au dos de l'Original. *Quædam petitiones, quas ſibi petebant Angli fieri ante guerram, ſed Rex eas noluit admittere.*

(b) C'eſt Edoüard I. de la tige d'Anjou, nommé de Winchester, parce qu'il naquit en cette Ville.

§. 2. Et eſt Traitté & accordé au devant dit cas, auquel y aura fils ou hoirs maſles ou femelles, deſcendans dudict fils de loiau mariage, que ledit fint & tint, ſil qui ſeroit de li deſcendans, de loyau mariage & ſeront Duc de la dicte Duché; à la requeſte du Roy d'Angleterre, qui adonc ſera, ſeront tenus de faire & ſeront en la dicte Duchée Serement au Roy d'Angleterre, & de chacun Duc d'Aquitaine, que il aideront audit Roy d'Angleterre aux guerres & aux beſongnes,

ANS de J. C. 1293. que il aura par raiſon de ſon Royaume & de ſes Seigneuries dedans ou dehors le Royaume de avenant ſecours de gens d'armes, & de nefs & d'autres Vaiſſeaux de Bayonne, avec la garniture, que meſtier y aura es coſtages & gages advenant dudiƈt Roy d'Angleterre, mais que ce ne ſoit contre le Roy de France dedans ſes terres ne dehors ne contre homme de ſes Royaumes ne dedans ſes Royaumes; & en telle maniere, que s'il advenoit que au temps auquel li Rois d'Angleterre requerroit ou ſeroit requerre ledit Duc doudiƈt ſecours, ou de la diƈte ayde, que li Roys de France euſt meſtier du ſervice, & du ſecours dudiƈt Duc es beſongnes, & es guerres, que li meſme Roys auroit par raiſon de ſes Royaumes dedans & de hors, & requit ledit Duc, que li aidaſt, que lors le diƈt Duc fuſt excuſé de faire le diƈt ſecours audiƈt Roy d'Angleterre, juſques à tant, qu'il euſt aydé icelle fois le Roy de France; & outre ce ledit Duc & ſui hoir ſeront tenu de jurer au diƈt ſeirement, que ils ne feront alliance contre le Roy d'Angleterre ne contre eux, ne ſeront en nul cas, quant as beſongnes, & as guerres, que lidits Roy d'Angleterre auront ou pourront avoir pour raiſon de leur Royaume & de leurs terres, & de leurs Seigneuries dedans & dehors; Sauvées & exceptées les beſongnes & les guerres que li Rois de France aura pour raiſon de ſes Royaumes & de ſes terres dedans & dehors; Et nous & nos hoirs Rois de France ſerons tenu de contreindre ledit Duc & ſes hoirs Ducs d'Aquitaine à faire ledit ſeirement en la maniere deſſus diƈte à la requeſte dou Roy d'Angleterre, qui lors ſera ou de ſon mandement.

§. 3. Et s'il advenoit, que lidiƈt fieu maſle, qui auroit ou devroit avoir ladiƈte Duché ſelon ordonance deſſus diƈte, mourut ſans hoir deſcendant de ſon corps en loïau mariage, & tus lidit hoir & toute la iſſuë de maſles & de femelles deſcendans dudiƈt fils de loïau mariage mouruſſent en aucun temps, ladiƈte Duché avecques ſes apartenances retournera à celuy, ou à celle qui à donc ſera hoirs du Royaume d'Angleterre, ſans grief, & ſans outrageus ameuniſſements de la diƈte Duché, combien que ce li hoirs d'Angleterre, qui lors ſera, ſoit en longtain degré de lignage de la perſonne dou Duc ou de la Ducheſſe d'Aquitaine, de la deſcenduë doudiƈt fils maſle, dont la diƈte Duché deuvra retourner au Roy d'Angleterre, qui lors ſera, ſelon la forme deſſus diƈte; ſauf noſtre droiƈt royal en cas de forfaiƈture, ſe elle advenoit.

§. 4. Et ſi il advenoit, que ladiƈte Margarite euſt fils ou fille dudiƈt Roy d'Angleterre, & que elle n'en euſt nul fils maſle, que chacune des diƈtes filles euſt à li marier, quarante mil livres de tournois noirs en deniers pour terre & pour toutes choſes ſur ladiƈte Duchée, ſe li diƈt Roy ne les avoit aſſeurées de mariage en ſa vie; & que les diƈtes filles ne aucunes d'elles ne puiſſent aucune autre choſe demander ni avoir par ſucceſſion, ne par eſcheutte, ne en aucune autre maniere en la diƈte Duchée ne en ſes apartenances, qui en ce cas apres le deceds doudiƈt Roy d'Angleterre demeure aux hoirs maſles ou femelles doudiƈt Roy d'Angleterre, comme Parrie de France.

§. 5. Derechef il eſt Traitté & accordé, que la diƈte Marguerite apres le mariage doudiƈt Roy d'Angleterre & de ladiƈte Marguerite faiƈt & accomply aura en Douaire apres le deceds dudiƈt Roy d'Angleterre quinze mil livres de tournois noirs, tant ſeulement chacun an a ſa vie ſur ladiƈte Duché, ſi ainſy advient, quelle ayt dudit Roy d'Angleterre fils maſle, ou que il y demeure hoir maſle d'iceluy fils qui ſurvive le meſme Roy d'Angleterre. Et ſi ainſy eſtoit, qu'elle n'euſt fils maſle dudiƈt Roy d'Angleterre, ne que il demeuraſt hoirs maſles de ce li fils, qui li meſme Roy ſurvequiſt, & qu'elle euſt fils ou filles, ou que elle n'euſt fils ne fille, elle aura en douaire apres le deceds dudiƈt Roy d'Angleterre vingt mil livres de tournois, ſans plus chacun an a ſa vie ſur la diƈte Duché pour le-

ANS de J. C. 1293. quel douaire elle aura toute la terre, que ledit Roy d'Angleterre a en Xaintonge, & la terre de la Iſle de Oleron, & les Chaſteaux & Chaſtellenies de Blanchefon & de Sainƈt Macaire, ſelon que les diƈtes terres ſont priſées a droit valour de chacun an & le remaignant elle aura ſur les peages de Bordeaux ou de Normandie, ou ſur ambedeux.

§. 6. Et outre ce la diƈte Marguerite apres le deceds doudiƈt Roy d'Angleterre tant ſans plus, comme elle demoura ſans Baron, aura la garde, la tutelle & le bails doudiƈt fils maſle, quant a la diƈte Duchée ſans plus juſques à tant, que le diƈt fius maſle ſoit de quinze ans accomplis. Et s'il advenoit, que Dieu fiſt ſon commandement de celi fils maſle, apres le deceds dou meſme fils, & dou Roy d'Angleterre, la diƈte Marguerite aura par meſme maniere la garde, la tutelle, & li bail del hoir maſle ou femelle deſcendant doudiƈt fils maſle par loïau mariage, qui devra avoir la diƈte Duchée, ſelon la forme deſſus diƈte, juſques à tant, que li diƈt hoirs, qui devra avoir ladiƈte Duchée ſoit de quinze ans accomplis, & durant ledit bailli & cas deſſus diƈt, & en chacun d'eux, ladiƈte Marguerite aura par raiſon de la diƈte garde, & de la diƈte tutelle, & dudiƈt bail tous les fruits & tous les iſſus de la diƈte Duchée, en telle maniere, que en ce ſoit contenu ſon doaire durant ledit bail, & que elle ſoit tenue de faire au Roi d'Angleterre le ſeirement deſſus diƈt pour le temps dudiƈt bail, & que des dits fruits & iſſues elle faſſe & compliſſe les deſpens de garder & de ſouſtenir les Chaſteaux & les forteresſes, & les maiſons du Domaine de la diƈte Duchée & les deſpens de mener & maintenir tous les plaids de la diƈte Duchée & de payer totes les autres charges, quelles quelles ſoient, leſquelles aviendront &. ſeront à faire par raiſon dou temps doudiƈt Bail; ſauf & excepté qu'elle ne ſoit tenue de quarante mil livres deſſus diƈtes, les quelles doivent eſtre données à chacune des filles doudiƈt mariage à elles marier, ſelon qu'il eſt deſſus diƈt; & que finy le diƈt bail en la maniere deſſus diƈte, elle ne puiſſe demander rien par nulle couſtume, ni par nul uſage d'aucun Royaume, ne d'aucune terre, fors tant ſeulement ledit doaire à ſa vie, ſelon le cas, qui adviendra de fils ou de fille & comme il eſt deſſus plainement ordonné.

§. 7. Et nos par grace & par favor doudiƈt mariage, & des convenances & conſeil, & pleniere deliberation ſur les choſes qui s'enſuivent, de noſtre certaine ſcience, par autorité de noſtre plenier pooir royal octroyons & donnons de noſtre eſpeciale grace audiƈt Roy d'Angleterre, à tote ſa vie, audiƈt fils maſle, qui iſtra de li & de la diƈte Marguerite, & à tous les hoirs, qui deſcendront du corps doudiƈt fils de loyal mariage, & qui ſeront Duc d'Aquitaine ſelon les convenances deſſus diƈtes, tout le droiƈt de proprieté & de ſaiſine, que nous devons ou pouvons avoir en aucune maniere en la garde & la obeiſſance, & en la ſouveraineté ſans meicin de toutes les Egliſes Cathedraux. & autres Egliſes Cathedraux & autres Egliſes reguliers & ſeculiers, collegiées & non collegiées, ſoit chef ou membre, & de perſonnes, de poſſeſſions, & de autre choſe de Sainƈte Egliſe, les quelles Egliſes, perſonnes, poſſeſſions & autres choſes de Sainƈte Egliſe, ſont & ſeront dedans les termes, ou dedans les bornes de la Duchée d'Aquitaine deſſus diƈte, & ſpeciallement des Egliſes Cathedraux & non Cathedraux, Religieuſes & ſeculieres, Collegiées & non Collegiées, des Citez, des Evechez, & des Provinces de Bordeaux & de Aux; & des perſonnes, des biens & des choſes de Sainƈte Egliſe, qui ſont & ſeront ez dites Citez, Eveſchez & Provinces dedans les termes, & dedans les bornes de la Seigneurie, & des fiez & des refiez de la diƈte Duchée d'Aquitaine; exceptées celles auxquelles les Roys de France, ou aucun d'eux ont octroyé par Chartres, ou par lettres ſouffiſans que ils ne les mettront hors de leur main. Et

ANS de J. C. 1293.

de celles meſmes qui ſeront trouvées privilegiées de tel privilege, ſi lidict Roy d'Angleterre, ou ſui hoir deſſus dict y cuident avoir raiſon, ou parce que elles ayent autres fois obey à luy, ou en autre maniere, nos à la requeſte du Roy d'Angleterre, ou de ſon mandement en ferons ſçavoir de plain, & ſans delay la verité & leur en ferons droit tout de plain & ſans delay, ſi haſtivement comme nous pourrions ſelon la qualité de la beſongne; ſauf & retenu à nous & à nos hoirs Rois de France le reſſort de la Cour dudict Duc à la noſtre, & l'autre ſouveraineté royal, tel comme nous l'avons ſur les autres Pairs de France & ſour leurs ſougiés, & exceptés de cet noſtre octroye & don les Egliſes des trois Citez & Eveſchiés, c'eſt à ſçavoir de Limoges, de Caorſin, de Perigort, eſquelles nous ne entendons par ce noſtre octroy donner ny octroyer nul nouvel droict audict Roy d'Angleterre Duc d'Aquitaine, ne à ſes hoirs deſſus dicts, mais ſe il a droict en autre maniere, bien luy ſoit ſauf, & de ce nous li ferons avoir ſon droict tout de plain ſans delay, ſi haſtivement comme nous pourrons ſelon la qualité de la beſongne.

§. 8. Et encore por la grace & por la faveur dudict mariage & des dictes convenances octroions nos & donnons de noſtre eſpecialle grace audict Roy d'Angleterre à tote ſa vie, & audict fils maſle, & à tous ſes hoirs deſſus dicts Ducs d'Aquitaine, que tout cil de quelque condition ou eſtat qu'ils ſoient, qui appelleront de la Cour dudict Duc de mauvais ou faux jugement, ou de deffaut de droict, ou en outre maniere à nous ou à noſtre Cour, l'apeau pendant, ne ſeront exempts de la juriſdiction ni de l'obeiſſance dudict Duc, ne de ſes Senechaux, ne de ſes autres Baillifs, fors ſans plus, & tant ſeulement en la cauſe ou en la querelle principalle, & ez choſes dependantes de celle cauſe ou querelle principalle en laquelle apeaus aura été faict de la Cour dudict Duc à la noſtre, ſoit que la terre de la dicte Duchée, dont li appel ſera faict à nos ou à noſtre Cour ſe gouverne par droict eſcrit, ou par couſtume; & en celle meſme maniere por la grace & por la favor deſſus dicte, nous octroions & donnons de noſtre eſpeciale grace audict Roy d'Angleterre à tote ſa vie, & audict fils maſle, & à tots ſes hoirs deſſus dicts, que en quelque maniere ledict Duc d'Aquitaine, ou leur Lieutenant, ou leur Seneſchal, ou aucun leur autre Souſseneſchal cheent, ou ſoient convaincus en noſtre Cour en l'inſtance de qui que ce ſoit, ou de quelque condition ou eſtat qu'il ſoit, ſur cas de apéau fait à nous ou à noſtre Cour de mauvais ou faux ou inic jugement, ou de defaut de droict, ou d'aucun autre appel des terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par couſtume, que il pour ce n'en cheent, ne puiſſent encheoir envers nous ne envers nos hoirs Rois de France, en aucune forfaicture d'aucun droict de heritage, perpetuellement, ni à aucun temps, mais que ledict Duc, quand tel cas adviendra, ſoient punis, tant comme à nous apartiendra, en tant comme vaudroit li fruicts d'un an de celle choſe principalle, qui aura eſté miſe en plaid à la Cour doudict Duc, ou de ſon Seneſchal, ou d'aucun autre ſon ſouſmis, & duquel plaid li apeau aura eſté faict à noſtre Cour, ſelon ce que la dicte valeur deſdicts fruits d'un an, au mandement de nous ou de nos hoirs Rois de France ſera trouvée par la verité de ſix bons hommes jurez de ces parties; ou la choſe principale ſera ſans autre ſolemnité de enqueſte, ou cil li plaid principal qui ſera, ou aura eſté en la Cour doudict Duc, ou de ſes ſouſmis des terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernez par couſtume, ſoit de choſes meubles, ou ſoy mouvans, ou de debtes, que ſi en tel cas ledict Duc, ou ſon Seneſchal, ou ſon Souſsenechal chée, ou ſoit convaincu en noſtre Cour de appel faict à noſtre Cour, que il ſoit puny à la dixieſme partie de valeur de la querelle principale, en laquelle ou de laquelle li appeaux aura eſté faict ou pourſuivy de la Cour doudict Duc à la noſtre; & ſi li plaid principau, qui ſera, ou qui aura eſté en la Cour doudict Duc, ou de ſes ſouſmis des terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par couſtume, & douquel appeaux aura eſté fait à nous, ou à noſtre Cour, ne ſoit mie de meubles ou de debtes, ne de choſe de heritage, qui ayent ou faſſent fruict, ains ſoit de droicture ou de ſervitude, ou de autres choſes, leſquelles legierement ne pevent eſtre eſtimées; en tel cas ledict Duc, quand il ou ſes Senechal ou ſous Senechal cheera en noſtre Cour de appel faict de ſa Cour à la noſtre ſoit punis en deniers en l'arbitre & à la taxation de nous & de noſtre Cour & de nos hoirs Roys de France; & par ſemblable maniere, quand il adviendra, que le ſouſmis doudict Duc ou aucun autre, de quelque condition ou eſtat, qu'il ſoit, auroit appellé, ou diront qu'ils ont appellé à noſtre Cour doudict Duc, ou de ſon Seneſchal, ou de ſon ſous-Seneſchal ez terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par couſtume, & il cherront de leur appel par jugement de noſtre Cour, & ne pourſuivront l'apel, qu'ils auront faict, ou lequel ils diront, que ils auront faict à nous, ou à noſtre Cour, que leſdicts Ducs les puiſſent punir ſelon les manieres deſſus dictes; c'eſt à ſçavoir en la valeur des fruicts d'un an de la choſe qui aura eſté miſe en plaid principal, ſelon ce que à ſon mandement, ou de ſon Seneſchal ou de ſon Sous ſenechal, ſera trouvée la verité par ſix bons hommes jurez de ces parties; & en la dixieſme partie de la querelle principal, quand elle ſera de meuble ou de debtes; ou à ſon arbitre ou de ſon Seneſchal, ou de ſon Souſseneſchal, quand la querelle principal ſera de choſes, qui legierement ne peuvent eſtre eſtimées, ſelon ce qu'il eſt plus plenierement dict par deſſus en l'article dou puniſſement dudict Duc, en tant quant à nous a fiert; & quand aucuns deſdicts appellans ſeront noſtres ſouſmis, & ne ſeront mie ſouſmis doudict Duc, nous ferons en ce cas ledict Duc jouir de ſon droict, quant à la droicture de la dicte amende doudict appel; & quand ledict appel auroit eſté faict & pourſuivy en noſtre Cour de la Cour doudict Duc ez terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par droict eſcrit, nous voulons & octroions, que quant au puniſſement dudict Duc envers nous & nos hoirs, & des ſouſmis doudict Duc envers le meſme Duc, ſoit gardé le droict eſcrit, & ces trois articles deſſuſdicts, c'eſt a ſçavoir, de la garde, de la obeiſſance, & de la ſouveraineté des Egliſes & des perſonnes, & des choſes de ſaincte Egliſe, & de la exemption, ou des forfaictures, & des amandes des appeaux.

§. 9. Nous octroyons & donnons par meſme maniere à Eduard fils qui ores eſt dudict Roy d'Angleterre à toute la vie dou meſme fils, ſe il advenoit, que la dicte Duché d'Aquitaine apres la mort doudict Roy ſon Pere demouraſt, ou li retournaſt ſelon les cas deſſus deviſez & accordez, & cet octroy & don deſdicts trois articles en la maniere deſſuſdicte, nous faiſons, non contr'eſtant, que l'on diſt ou peut dire, que les Couſtumes, li uſages ou li droicts de nous, ou de noſtre Cour, ou des terres de la dicte Duchée fuſſent tout autres divers ou contraires ez trois articles deſſuſdicts. Et en telle maniere, que apres le deceds dudict Roy d'Angleterre, & de Edouard ſon fils, & de toute la deſcenduë doudict fils maſle, qui iſtra doudict Roy & de la dicte Marguerite, qui ja n'advienne, ce noſtre octroy & don des trois articles ſuſdict tourne à nient, & n'aye point de valor, quant au temps apres ſuivant, & que d'illecques en avant, nous & noſtre Succeſſeur Roy de France puiſſions uſer & exploicter tout noſtre droict contre le Duc d'Aquitaine, qui a donc ſera; ſauve & rectement dict Roy d'Angleterre, & à tous ſes Succeſſeurs Ducs d'Aquitaine, tout le droict & toute la raiſon, que lidicts Roys, & ſui Succeſſeurs Ducs d'Aquitaine & Pairs de France par raiſon de la dicte Duchée ont ou peuvent

ANS de J. C. 1293.

ANS de J. C. 1293. vent avoir, si comme li dits Roys & Ducs dits par droict commun, ou en autre maniere ez trois articles dessusdicts; quant à proprieté, ou quant à saisine: auquel droict dudict Duc nous voulons, que nul prejudice ne soit faict, parce que lidict Roy d'Angleterre pour soy & pour ses Successeurs Ducs d'Aquitaine en la maniere dessusdicte prend de nous en don de nostre grace especialle l'octroy & le don des trois articles dessusdicts. C'est à sçavoir des gardes, de l'obeissance, & de la souveraineté des Eglises, de la exemption & de la maniere dou punissement des appellans.

§. 10. Derechef pour la grace & por la faveur dessusdicte, nos pour nous, & pour nos hoirs Roys de France octroyons & promettons, que nous ne soufsfrirons, & à la Requeste dou Roy de Angleterre, qui ore est, & qui de cy en avant sera, deffendrons & ferons que nul de nos Royaumes n'aille à armes contre le Roy d'Angleterre, en aucune de ses terres, se n'estoit pour appert contens, qui fust entre le Roy d'Angleterre & nous ou nous hoirs Roy de France, (ce que ja n'advienne.) Et voulons, que si ez choses devant dites avoit aucunes choses troubles ou douteuses, que celles soient entendues & esclaircies selon nostre bonne foy, en nostre presence, & des plus grands de nostre Conseil. Et nous pour nous & pour tous nos hoirs Rois de France promettons que nous garderons & tiendrons, & ferons tenir les convenances des choses toutes & sengles dessusdictes, les quelles nous voulons de nostre certaine science, que ayent valour & fermeté, & ne puissent estre enfraintes par de faict de solemnité de droict ou de coustume, ne en aucune autre maniere. Et pour plus grande fermeté nous y mettons nostre auctorité & nostre decret. En tesmoin de ce nous avons fait sceller ces lettres de nostre scel. Ce fut faict à Paris, en l'an nostre Seigneur, mil deux cents quatre vingts treize, au mois de Fevrier.

CLXX.

ANS de J. C. 1294. SAVOYE. *Promesse de* PHILIPPE DE SAVOYE, *Comte de Piémont à* AME LE GRAND *aussi Comte de Piémont faite à Chamberi l'an* 1294. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 136.

NOS *Philippus de Sabaudia, Filius inclytæ recordationis Domini Th. de Sabaudia.* Notum facimus universis præsentes litteras inspecturis, Quod cùm nos, cum *Illustri Viro Domino Amedeo Comite Sabaudiæ Carissimo Domino nostro & Patruo*, bonam & firmam concordiam, compositionem & transactionem fecerimus; *Nos & Petrus, & Amedeus Fratres nostri* nomine nostro, & aliorum Fratrum nostrorum, de omni jure, portione & actione quod & quas habebamus vel habere poteramus, quoquomodo in Comitatu Sabaudiæ, & in tota Terra quam idem Dominus Comes tenet, & quæ tenetur ab eo, & de omni eo quod à dicto Domino Comite ex quacumque causa petere poteramus. Nos dictus Philippus promittimus bona fide pro nobis & nostris hæredibus ac successoribus, vobis dicto Domino Comiti stipulanti; pro vobis vestrisque hæredibus ac successoribus, Quòd nos prædictam concordiam & compositionem, & omnia, & singula in litteris indè confectis contenta, servabimus, custodiemus perpetuò, & non contra faciemus, vel veniemus de jure vel de facto; & quòd facimus, & curabimus pro posse nostro & bona fide, nulla fraude, simulatione, machinatione adhibitis, quod Illustres Viri Carissimi Avunculi nostri, Dominus Ottho Comes Palatinus Burgundiæ, Dominus Renaudus de Burgundia Comes Montisbelicardi; Dominus Hugo de Burgundia, & Joannes de Burgundia, & alii Fratres sui, & Dominus Ludovicus Dominus Bellijoci, & Guichardus ejus Filius, prædictam concordiam, & omnia, & singula, per dictos & dictos Fratres nostros facta, concordata, promissa & conventa pro dicto Domino Comite approbabunt, ratificabunt, & se eidem Domino Comiti per solemnes stipulationes & obligationes obligabunt, & de hiis suas patentes literas tradent, sigillis eorum pendentibus sigillatas; & si contingeret, quòd absit, nos aliquo tempore venire vel venire velle, vel facere contra prædictam concordiam, vel aliqua in literis inde confectis contenta, nullum consensum, nullum auxilium vel favorem nobis, nec etiam nostris hæredibus dabunt facto, verbo, vel opere, sed nos efficaciùs inducent ad omnia prædicta observanda. Promittentes bona fide, & per juramentum à nobis corporaliter præstitum, & sub obligatione omnium bonorum nostrorum, prædicta omnia & singula facere, & curare infra mensem postquam à dicto Domino Comite fuerimus super hoc requisiti. In cujus rei testimonium sigillum nostrum præsentibus diximus apponendum. Datum apud Camberiacum, die Lunæ ante Purificationem Beatæ Mariæ. Anno Domini M. CC. XCIV.

ANS de J. C. 1294.

CLXXI.

ANS de J. C. 1294. SAVOYE ET FOUCIGNY. (a) *Donation faite par* BEATRIX DE SAVOYE *Dame de Foucigny à* AME LE GRAND *Comte de Savoye, de tout ce que ladite Dame posſedoit depuis le Lac de Genéve & Seissel, jusques à Fribourg, &c. Faite en l'année* 1294. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 81.

(a) C'étoit pour le recompenser des secours, qu'il lui avoit fournis, contre le Seigneur de la Tour du Pin Dauphin de Viennois son Gendre. Beatrix avoit déja donné audit Amé l'année précédente, Bonne, Montoux, Bonneville, Chastelet, Credo, Alinges, Château fort & Rovorée; ne s'en réservant que l'usufruit, sa vie durant.

NOS *B. Filia* inclytæ recordationis *Domini P. Comitis Sabaudiæ, Dominaque Foucigniaci.* Notum facimus universis præsentes literas inspecturis. Quòd nos pro nobis, & nostris hæredibus, ac successoribus donamus, & concedimus donatione pura, & irrevocabili inter vivos, *Illustri Viro Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ* carissimo Consanguineo nostro, & Domino, recipienti pro se hæredibus, & successoribus suis, quidquid juris, actionis, rationis & requisitionis habemus vel habere debemus, seu habere consuevimus ultrà lacum Gebennensem, videlicet à Seyssello usque ad Friburgum in Alamanniam, & potissimè feudum quod Domina Leona Domina de Gayx tenet, possidet, vel quasi seu tenere debet à nobis, & feudum quod Dominus de Villariis tenet, possidet, vel quasi à nobis quoquomodo seu tenere debet. Item feudum quod Dominus de Montefalcon tenet, possidet, vel quasi seu tenere debet à nobis infrà terminos supradictos, & penitus quidquid habemus, vel habere debemus infra terminos supradictos in proprietate, Dominio, possessione vel quasi seu in feudis vel retro feudis, devestientes nos de omnibus supradictis, & dictum Dominum Comitem nomine suo, & hæredum suorum per traditionem cujusdam baculi prout moris est investiendo, renunciantes nos præfata B. ex certa scientia, & de jure nostro certificata lingua materna exceptioni doli, mali, metus, & in factum, legi Juliæ de feudo dotali, privilegio dotis, & hypotecarum, & omni auxilio juris Canonici, & Civilis per quod possemus venire contra prædicta. Nos verò præfatus Comes ibidem, & incontinenti omnia supradicta nobis donata donamus, & concedimus pro nobis, & nostris hæredibus dictæ Dominæ B. pro se, & suis hæredibus in feudum, & in augmentum alterius feudi, quod à nobis tenet, investientes dictam Dominam B. recipientem pro se, & suis hæredibus per traditionem baculi, ut moris est, de prædictis tanquam de rebus feudalibus, directo Domino nobis totaliter retento; Et nos dicta B. promit-

ANS promittimus bona fide pro nobis, & noſtris hæredi-
e J. C. bus, ſervire dicto Domino Comiti recipienti pro ſe,
1294. & ſuis hæredibus, ut meliores Vaſſali de Comitatu Sabaudiæ, de feudis quæ ab ipſo tenent, ipſi Domino Comiti ſervire debent; In cujus rei teſtimonium ſigilla noſtra præſentibus literis duximus apponenda. Datum, & actum Gebennis in domo Fratrum Minorum, præſentibus viris Nobilibus videlicet Domino Ebalo Vice-Comite Auguſtenſi, Domino Odone Alamandi miniſtrali Vienneníi, Domino Guillelmo de Septimo, Domino Aymone de Seſtenay, & Domino Girardo de Compeſio militibus, & Petro Copperii, & pluribus aliis, Die Jovis poſt octavas Paſchæ, Anno Domini M. CC. XCIV.

CLXXII.

ANS *Teſtament de* SIBILLE DE BAU-
e J. C. GE *Comteſſe de Savoye, fait l'an* 1294.
294. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 150.
AVOYE.

IN nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Anno Domini milleſimo ducenteſimo nonageſimo quarto, die Martis, in octava Beati Joannis ante Portam Latinam. *Nos Sibilla Comitiſſa Sabaudiæ, Dominaque Baugiaci Uxor Illuſtris Viri Domini Amedei Comitis Sabaudiæ*, ſana mente, licet ægra corpore, nolens tamen inteſtata decedere, & ne poſt obitum noſtrum de bonis, & rebus noſtris, & hæreditate noſtra aliqua materia diſſentionis, ſeu diſcordiæ, oriri valeat inter Liberos noſtros de corpore noſtro, & de ipſis rebus, & bonis noſtris, & hæreditate noſtra per præſens teſtamentum in ſcriptis ſeu nuncupativum, ſeu ultimam voluntatem, noſtram diſpoſitionem ordinamus, & diſponimus, ut infrà ſequitur. In Primis animam noſtram reddimus, & recommendamus Deo, & Glorioſæ B. Mariæ Virgini. Item ſepulturam noſtram eligimus in Cimeterio Eccleſiæ Abbatiæ Altæ-Combæ, & ibidem volumus ſepeliri, cui Abbatiæ Altæ-Combæ ducentas libras Viennenſes damus, & legamus ponendas in acquirimento decem librarum Viennenſium annui redditus, pro duobus anniverſariis ſingulis annis pro nobis, & ſucceſſoribus noſtris ibidem faciendis, videlicet uno in die obitus noſtri, & alio in vigilia Aſſumptionis Beatæ Mariæ Virginis. Item damus, & legamus Fratribus Prædicatoribus de Matiſcone triginta libras Viennenſes ſemel, pro uno anniverſario ibidem annis ſingulis faciendo. Item Fratribus Minoribus ejuſdem loci triginta libras Viennenſes damus, & legamus ſemel, pro uno anniverſario pro nobis ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus tàm Fratribus Minoribus, quàm Fratibus Prædicatoribus de Lugduno quibuſlibet eorum triginta libras Viennenſes ſemel pro uno anniverſario in quolibet Conventu ipſorum ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Fratribus Minoribus de Camberiaco viginti libras Viennenſes ſemel pro uno annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Domui Templi de Mucia pro remedio animæ noſtræ, Parentum, & Anteceſſorum noſtrorum, quater centum libras Viennenſes pro viginti libris Viennenſibus annui redditus acquirendis ibidem; ità tamen quòd volumus quòd ultrà illos ſacerdotes qui ibidem conſueverunt morari, & Divinum officium celebrare, pro illis viginti libris annuis ſpecialiter conſtituantur duo ſacerdotes Templarii, aut Seculares qui ſint ibidem ſpecialiter deputati ad celebranda Divina officia pro remidio animæ noſtræ, & parentum noſtrorum, & Anteceſſorum noſtrorum. Item damus, & legamus Abbatiæ Athanacenſi ſexaginta libras Viennenſes ſemel pro ſexaginta ſolidis annui redditus acquirendis, pro anniverſario annis ſingulis pro nobis ibidem faciendo. Item damus, & legamus Prioratui de Selva in Vienneſio ordinis Carthuſienſis quadraginta libras Viennenſes ſemel pro quadraginta ſolidis annui redditus acquirendis pro anniverſario noſtro, & Alexandri cariſſimi Patrui noſtri ibidem ſepulti ſingulis annis faciendo. Item damus, & legamus Prioratibus de Sellone & de Montemaulo cuilibet eorum ſemel viginti libras Viennenſes pro acquirendis in quolibet viginti ſolidos annui redditus pro anniverſario noſtro in dictis Prioratibus annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Domibus Cartuſiæ, & Aillionis, item hoſpitali de Eſpeyſia cuilibet eorundem decem libras Viennenſes, pro decem ſolidis annui redditus acquirendis in quolibet, pro anniverſario noſtro in dictis locis annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Domui Minoretarum de Camberiaco, & Monialibus Novillæ in terra Baugiaci, Item Monaſterio Monialium de Villario, Item Hoſpitali Montisjovis, Item Hoſpitali Columnæ Jovis, Item Hoſpitali Montiſceniſii, Item Hoſpitali Villæ-novæ Chillionis, cuilibet eorum viginti libras Viennenſes ſemel pro viginti ſolidis Viennenſibus annui redditus, in quolibet dictorum locorum acquirendis, pro anniverſario noſtro annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus cuilibet Eccleſiæ Parrochiali terræ noſtræ Baugiaci, pro luminari quinque ſolidos Viennenſes ſemel. Item damus & legamus Hoſpitali de Montemeliano centum libras Viennenſes ſemel, pro centum ſolidis annui redditus ibidem acquirendis pro remedio animæ noſtræ, & Cariſſimi Avunculi noſtri *Domini Philippi Comitis quondam Sabaudiæ*, & parentum, & anteceſſorum noſtrorum. Item damus operi Eccleſiæ Beati Joannis de Lugduno, Item operi Pontis Rhodani de Lugduno cuilibet eorum centum ſolidos Viennenſes ſemel. Item damus, & legamus Eccleſiæ Beati Vincentii de Matiſcone triginta libras Viennenſes, pro triginta ſolidis Viennenſibus annui redditus acquirendis pro anniverſario noſtro ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Eccleſiæ Beati Petri de Matiſcone viginti libras Viennenſes, pro viginti ſolidis annui redditus ibidem acquirendis pro anniverſario noſtro ibidem faciendo. Item damus, & legamus primo Capitulo generali Fratrum Minorum quod tenebitur poſt obitum noſtrum apud Lugdunum quinquaginta libras Viennenſes ſemel. Item damus, & legamus primo Capitulo generali Fratrum Prædicatorum quod tenebitur poſt obitum noſtrum apud Lugdunum quinquaginta libras Viennenſes ſemel, Rogantes tam Fratres Minores, quàm Fratres Prædicatores ut in dictis Capitulis Fratribus omnibus in Provinciis eorum exiſtentibus animam noſtram, & animas Parentum, & Anteceſſorum noſtrorum recommendent, & in remedio animæ noſtræ, & prædictorum ſingulis Fratribus ſacerdotibus in Provinciis exiſtentibus divina faciant celebrari miniſteria. Item damus, & legamus Eccleſiæ Tarentaſienſi Canonicorum Regularium triginta libras Viennenſes, pro triginta ſolidis Viennenſibus annui redditus acquirendis pro anniverſario noſtro ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Eccleſiæ Canonicorum Secularium ejuſdem loci viginti libras Viennenſes, pro viginti ſolidis Viennenſibus acquirendis pro anniverſario in loco pro nobis annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Eccleſiæ Auguſtenſi, & Eccleſiæ Mauriannenſi cuilibet earum quadraginta libras Viennenſes, pro quadraginta ſolidis in quolibet dictorum locorum acquirendis pro anniverſario ibidem pro nobis annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Abbatiis Habundantiæ, de Alpibus, Filiaci, Sancti Ragniberti, Ambroniaci, Betonis, de Bons, cuilibet dictarum Abbatiarum viginti libras Viennenſes, pro viginti ſolidis annui redditus in quolibet dictorum locorum acquirendis, & anniverſariis noſtris in ſingulis locis prædictis annis ſingulis faciendis. Item damus, & legamus Abbatiæ Beati Mauricii Agaunenſis

ANS de J. C. 1294.

triginta libras Viennenſes, pro triginta ſolidis annui redditus acquirendis pro anniverſario pro nobis ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus quadraginta libras Viennenſes pro ſemel, pro Nobilibus puellis terræ noſtræ Baugiaci maritandis diſtribuendas ad ipſas puellas maritandas ſecundum ordinationem Executorum noſtrorum. Item damus, & legamus cariſſimæ Amitæ noſtræ; & Religioſæ Dominæ Symoniali Beatæ Mariæ de Lilio, centum libras Viennenſes ſemel, & præcipimus quòd viginti quinque libræ Turonenſium paruorum quæ ſibi debentur annis ſingulis, ad vitam ipſius naturalem, ex legato ſeu dono eidem facto, per carum Patruum noſtrum Alexandrum de Baugiaco, deinceps plenè, & integrè ſingulis annis quamdiu vixerit ſibi ſolvantur de redditibus Baugiaci; & ſi quæ retenta ſunt pro præterito tempore plenè, & integrè reſtituantur eidem. Item damus, & legamus Domino Hugoni de Caſtellione Filio Domini de Caſtellione in Bazas Canonico Lugdunenſi Fratri noſtro quinquaginta libras. Item damus, & legamus Domino Joſſerando Onciaco militi noſtro quinquaginta libras Viennenſes ſemel. Item cum cariſſimus Dominus, & maritus noſter *Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ* de conſenſu, & voluntate noſtra, tam de bonis ſuis quàm noſtris conſtituerit pro dote, & nomine dotis cariſſimæ *Filiæ noſtræ Elyonori, Guillermo Comiti Altiſſiodorenſi ejus marito* triginta millia librarum Viennenſium, de quibus triginta millibus libris debent ſolvi de bonis noſtris terræ noſtræ Baugiaci quinque mille libræ Viennenſes ipſam Eleonoram in prædictis quinque millibus libris Viennenſibus, & in aliis centum libris Viennenſibus de bonis noſtris dandis eidem ſemel hæredem inſtituimus, & tam prædicta quinque millia librarum de dictis triginta millibus libris, quas prædictas centum libras eidem Eleonori, pro ſua legitima, quam poſſit habere in bonis, ſeu hæreditate noſtra, jure inſtitutionis eidem relinquimus, volumus, & præcipimus quod ipſa Elyonor de prædictis quinque millibus libris, & centum libris Viennenſibus, & etiam de viginti quinque millibus libris reſiduis, de triginta millibus libris prædictis, ſibi ſeu ejus marito prædicto, per Dominum noſtrum Comitem, & per nos datis ut ſupra, & promiſſis in dotem ut ſupra, ſit contenta de aliis bonis noſtris, & hæreditate noſtra, & etiam de bonis, & hæreditate Cariſſimi Domini noſtri Comitis, pro ſua legitima, & bonorum ſubſidio, & omni jure quod ipſa poteſt, & poſſet habere in bonis, & hæreditate noſtra, & in bonis, & hæreditate prædicti Cariſſimi Domini noſtri Comitis. Item Cariſſimæ *Filiæ noſtræ Margaretæ* damus, & jure inſtitutionis relinquimus quinque millia librarum Viennenſium ſemel, pro ipſa maritanda, de quibus eam de bono, & hæreditate noſtra, pro ſua legitima, & bonorum ſubſidio in bonis, & hæreditate noſtra eidem debitis, & pro omni alio jure, & ſucceſſione, vel alio modo eidem in bonis noſtris prædictis competenti, volumus eſſe contentam, ita quòd nichil aliud in prædictis bonis, & hæreditate noſtra, occaſione ſucceſſionis noſtræ, & aliorum prædictorum ab hærede noſtro univerſali inferius declarando, poſſit petere, & exigere. Item eodem modo, & eadem forma quibus ſuprà proximæ Margaretæ Filiæ noſtræ dedimus, & jure inſtitutionis reliquimus *Cariſſimæ Filiæ noſtræ Agneti* damus, & jure inſtitutionis relinquimus pro ipſa maritanda, & pro ſua legitima quatuor mille libras Viennenſes ſemel. Item eodem modo, & forma *Cariſſimo Filio noſtro Aymoni* damus pro legitima ſua, & pro omni jure quod poteſt habere in bonis noſtris ſex mille libras Viennenſes ſemel, vel mille libratas terræ, ſi maluerit, in annuis redditibus, ad vitam ipſius tantum eidem aſſidendas per hæredem noſtrum in Planis redditibus, in terra noſtra Baugiaci ad arbitrium Executorum noſtrorum, vel alterius ipſorum inferius declarandorum, & volumus quod ſit Eccleſiaſticus, & volumus & ordinamus quod ſi contingat quod dictus Aymo, & ille ſeu illi quem ſeu quos geſtamus in utero, ſi ſit, ſeu ſint maſculi, eligant pro ſua legitima, habere quilibet mille libratas terræ in annuis redditibus, ad vitam ſuam ut ſupra, in planis redditibus, quæ poſt mortem ipſorum dictæ mille libratæ terræ ad hæredem noſtrum univerſalem inferiùs declarandum, totaliter revertantur, & tam prædictum Aymonem quam prædictas Eleonoram, Margaretam, & Agnetam, quam illum ſeu illam, illos ſeu illas, quem ſeu quos geſtamus in utero, quemlibet eorumdem in ſummis prædictis, ſeu ſumma pro quolibet ſuperius nominata hæredes, ſeu hæredem inſtituimus, volentes quod ipſe, & quilibet ipſorum, & una quæque ſeu unuſquiſquis de prædictis ſumma ſuperius, pro ea ſeu eo nominata, & eis relicta, vel cuilibet earum ſeu eorum debeat, & teneatur eſſe contenta pro ſua legitima, & contentus. In reſiduo vero omnium bonorum noſtrorum, jurium, & actionum ſolutis debitis noſtris, & clamoribus noſtris pacificatis, & legatis noſtris ſolutis, hæredem noſtrum univerſalem eidem modo, jure, & forma inſtituimus *Cariſſimum Filium noſtrum Eduardum*, quem quidem oneramus ad omnia, & ſingula ſupradicta, & etiam infra ſcripta plenè, & integrè adimplenda. Item volumus, & ordinamus quod cariſſimus Maritus noſter Dominus, Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ totam terram noſtram quamdiu vixerit hanc teneat, & regat tanquam ſuam, & fructus ipſius terræ noſtræ, ſolutis tamen debitis, & legatis noſtris, & clamoribus noſtris pacificatis, quamdiu vixerit, & fuerit in humanis, & percipiat, & ſuos faciat faciendo de dictis fructibus pro ſuæ libito voluntatis. Item ſi forte contingat quòd dictus Eduardus Filius noſter in pupillari ætate vel poſtea quandocumque ſine libris maſculis de ſuo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis decedat, tunc eidem ſubſtituimus pupillariter, ſi decedat infra quatuordecim annos, ſi poſtea per fideicommiſſum, ſi pupillarem ſubſtitutionem facere poſſumus eidem, & ſi non poſſumus, tunc ſive in pupillari ætate, ſive poſtea quandocumque decedat ſine liberis, ut ſupra ſubſtituimus eidem per fideicommiſſum eo jure, modo, & forma quibus melius poſſumus, *Aymonem cariſſimum Filium noſtrum*: Et ſi contingat ipſum Aymonem poſtea decedere in pupillari ætate, vel poſtea quandocumque ſine liberis maſculis de ſuo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis, tunc eidem ſubſtituimus modis, & formis quibus ſubſtituimus Aymonem Eduardo ut ſupra, illum ſeu illos quem vel quos geſtamus in utero, ſi maſculus, vel maſculi fuerit vel fuerint: Si vero maſculus vel maſculi non fuerint, vel maſculus ſeu maſculi fuerint, & ſine liberis ex ſuo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis deceſſerit ſeu deceſſerint, tunc ſubſtituimus modo, & forma quibus ſupra ipſis Eduardo, & Aymoni, ſubſtituimus eidem Aymoni, & ei vel eis quem ſeu quos geſtamus in utero, ſi maſculus ſeu maſculi fuerint, ut ſuprà, Elyonoram Filiam noſtram, & ſi defunctis ut ſupra ſine liberis Eduardo, Aymone, & illo quem geſtamus in utero, ſi eſt maſculus, dicta Elyonor, ſi ſine liberis vel cum liberis de proprio corpore ſuo, & legitimo matrimonio procreatis deceſſerit, ſubſtituimus eidem Margaretam Filiam noſtram; Et ſi in eo caſu ſimiliter Margareta ſine liberis vel cum liberis in pupillari ætate, vel poſtea quandocumque deceſſerit, ſubſtituimus eidem Agnetam Filiam noſtram: Et ſi in prædicto caſu prædicta Agnes deceſſerit ſine liberis vel cum liberis in pupillari ætate, vel poſtea quandocumque, ſubſtituimus eidem modo, & forma quibus ſupra infantem quam geſtamus ſi ſit fœmina; Si vero contingeret dictam Elyonoram decedere ſine liberis ex ſuo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis, vivo Eduardo, eundem Eduardum eidem ſubſtituimus jure, modo, & forma quibus melius poſſumus, & ſi Eduardus

ANS de J. C. 1294.

ANS de J. C. 1294.

Eduardus non viveret eodem modo, & forma eidem substituimus Aymonem Filium nostrum si viveret, & si neque Eduardus, neque Aymo viverent eodem modo, & forma ei substituimus illum quem gestamus in utero si masculus sit. Item si contingat Margaretam, & Agnetam, & illam quam gestamus in utero si sit Filia, mori in pupillari ætate, vel postea quandocumque sine liberis de suis propriis corporibus, & legitimo matrimonio procreatis, vivo Eduardo, modo & forma quibus melius possumus eidem & eisdem ipsum Eduardum substituimus, & si Eduardus non viveret, eidem & eisdem ipsum Aymonem modo, & forma quibus supra eidem, & eisdem substituimus, & si Aymo non viveret substituimus eisdem Margaretæ, & Agneti illum quem gestamus in utero si sit masculus. Hujus autem nostræ ultimæ voluntatis, testamenti seu dispositionis Executores nostros facimus, & ordinamus jure, modo, & forma quibus melius possumus Dilectos fideles, & carissimos nostros, videlicet Religiosum Virum, & carissimum consanguineum nostrum Fratrem Josserandum Abbatem Athanacensem, Dominum Nicolaum de Billens legum Doctorem, Dominum Hugònem de Chandeya, & Dominum Joannem Floridi Capellanum nostrum, dantes, & concedentes jure, modo, & forma quibus melius possumus prædictis omnibus, & singulis Executoribus nostris, aut tribus aut duobus, aut uni ex ipsis, si alii superesse nollent, aut non possent, ita quod non sit melior conditio occupantis, & quod unus incœperit alter perficere possit plenam, & liberam potestatem, ac etiam speciale mandamentum, omnia bona nostra mobilia, & immobilia, & potissimè castrum nostrum Mirabelli in Foresio, & omnes redditus, fructus, & obventiones terræ nostræ Baugiaci primi anni post obitum nostrum, sua propria authoritate, non alterius Domini authoritate, vel judicis recipiendi, percipiendi, & distrahandi prædictos redditus, fructus, & obventiones terræ nostræ Baugiaci dicti primi anni. Item damus, & legamus operi Ecclesiæ Fratrum Minorum Chamberiaci iterum decem libras. Item damus, & legamus Ecclesiæ Minoretarum ejusdem loci triginta libras Viennenses. Item pro Fratribus Minoribus, & Fratribus Prædicatoribus de Lausanna cuilibet eorum triginta libras Viennenses pro anniversario nostro annis singulis in prædictis locis pro nobis faciendo. Item Fratribus Minoribus, & Fratribus Prædicatoribus de Gebennis cuilibet eorum triginta libras Viennenses pro anniversario nostro annis singulis in prædictis locis pro nobis faciendo. Item operi Beatæ Mariæ de Lausanna viginti libras Viennenses damus, & legamus. Item operi Beatæ Mariæ de Burgo viginti libras Viennenses damus, & legamus. Item damus, & legamus Fratri Marco Priori Fratrum Prædicatorum de Gebennis decem libras Viennenses pro suis necessitatibus subveniendis. Et rogamus carissimum Dominum nostrum, & consortem Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ, ut in præsenti nostro testamento, dispositioni, seu ultimæ voluntati, & his quæ in eo continentur assentiat, & consentiat, & velit quòd omnia, & singula in hoc contenta executioni demandentur, & totaliter adimpleantur: Et ad majoris roboris firmitatem, huic nostro testamento sigillum suum apponat, seu huic nostræ ultimæ voluntati. Testes autem vocati, & rogati, sunt hi Dominus Hugo de Chandeya, Dominus Guillermus de Rupecula, Dominus Rodulphus de Mousiaco milites, Magister Petrus de Vercellis Phisicus, Dominus Jacobus Incuratus sancti Georgii Desperenchia, Joffredus Guioti Castellanus sancti Stephani, Hugo de Fonteney Clericus, Magister Joannes de Mauriana Phisicus octavus testis vocatus, & rogatus, & à nobis adhibitus ad subscribendum pro nobis eo quòd subscribere nescimus. Item Dominus Guichardus de Laya miles, Dominus Amblardus de Intermontibus legum professor, Petrus Clericus de Montemeliano, Jacobus de Secusia, Aymo Barralli. Signé Hugonis.

ANS de J. C. 1294.

CI. XXIII.

Accord entre ROBERT *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE DE VIENNE *Sire de Paigny; par lequel ledit Philippe entre en l'hommage du Duc, pour plusieurs terres de Franc-aleu. Fait l'an* 1294. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 572.

BOURGOGNE ET VIENNE.

NOS *Hugues* par la grace de Deu *Evesque d'Ostun*, faisons savoir à tous cels qui verront & orront cels presentes Lettres; que en nostre presence pour ceste chose especialment establis Messire PHILIPPE DE VIENNE Sires de Seurre, & de Paigné, ay affermé icils Messire Philippe par devans nos, que comme noble Bers Messires ROBERS *Dux de Bourgoingne*, deist contre ledit Philippe, que icils Philippe, audit Duc avoit vendu la maison fort de Pollans, ensemble les appartenances, & les appendices de ladite maison, & le fié de Mirebeau en montaigne, lesquiex tient de luy, si cum il dit, *Jehan de Vienne* Chevaliers, encore le fié d'Autume, & le fié de Belleneure, & lou fié dou Donjon de Longvy, lou fié d'Anvores, lou fié de Bousseloinges, lou fié de François, lou fié de Thire, lou fié de laz sus Douz, & generaument touttes les choses, & tous les biens que icils Philippe tient en l'Isle de Poignié, c'est assavoir celes choses qui ne n'estoient devant dou fié doudit Duc, por lou prix de quatre mille & neuf cent livres d'Estevenans, & que pour ladite vanduë, li dit Dux demandoit audit mondit Seigneur Philippe, que il li rendit & delivrast les devantdites choses venduës, & l'an mit en pure saisine de faict. Comme icils Dux eust presanté plusors fois audit Philippes payer ledit prix, encores que li diz Dux disoit contre cedit Philippe, que plusors malfaittors s'estoient recetté en la terre doudit Philippe, especialment en la Ville de Seurre, laquelle icils Philippe tient en fié lige doudit Duc, & liquels maulfactors avoient pris & robé les Chastex ou les biens des hommes doudit Duc, & de plusieurs autres estans en sa garde, ledit Philippe veant & saichant, en tel maniere, que par la negligence d'iceluy Philippe, li dit Dux & sa gent avoient esté formant domaigiez, & que par ce, ils Philippe, audit Duc estoint tenuz en grand amende, & que de cels dittes negligences & mesfaits icils Philippe s'estoit mis en la volonté doudit Duc, & avoit ploigié en la main doudit Duc, par bons ploiges, jusques à la somme de douz mille mars d'argent, c'est assavoir par *Jehan Seigneur de Montfaucon*, *Gauthier* Frere d'iceluy Jehan, *Huguenin de Vienne* Seignor de Longvy, & Hugues Seignor *de Pesmes*, Chevaliers, de accomplir & tenir la volonté doudit Duc, encor que li diz Dux demandoit audit Philippe grand amande, de ce que icils Philippe avoit appellé à nostre Seignor le Roy de France, doudit Duc de deffaut de droit, si cum il disoit, auquel appel icils Philippe avoit renuncié, si cum il disoit, & disoit li diz Dux, à luy ledit Philippe estre tenu en grand amende pour la raison de cet appel, & que pource que par nostre traittié, & par le traittié de nobles hommes, de Monseigneur *Jehan de Vergy* Seigneur de Fouvanz, & de *Guillaume* Seigneur de Montagu, li diz Dux de Bourgoigne celuy Philippe, & ses hoirs ay quitté & essouz de la venduë dessusdite, & de touttes les choses. Esquels icils Philippe audit Duc puet estre tenuz pour la raison doudit appel, & de touttes greuses & querelles que li diz Dux ay envers ledit Philippe, de tout le temps trespassé, jusques à la confection de cels presen-

ANS de J. C. 1294.

tes Lettres, pour la raison des choses dessusdites, & les ploiges dessus nommez de la ploigerie dessusdite. Icils Philippe de son appoinné gré, sans force, & sans paour, & sans cohertion, pour la cause de la quittance avantdite, pour luy & pour ses hoirs, prant en fié liege, & en perpetuel chassement, doudit Duc, present, recevant, & acceptant, pour luy & pour ses hoirs, Paigné la Ville, & la maison sort, & la Ville de Pollans, ensemble les droits, les appartenances, & les appandices d'icels Villes, & de cels leux, encor la moitié de la Ville, des finages, partenances & appendances, de Montaigné, qui sont & meuvont dou franc alleu & heritaige de frainche demehure doudit Monseigneur Philippe, & de nul autre fié estre ne mouvoir, si cum cils Messire Philippe l'afferme par son serment, & en afferme pardevant nous. Encor pour la cause dessusdite, li diz Philippe, pour luy & pour ses hoirs, doudit Duc present & recevant en la maniere, & en la forme comme dessus, prant en fié liege les fiez des Villes dou Chastelé, de la Bruere, de Chamblans, de Jaulauges, de Trugne, de Chaselles, de Borcloinges, de Viler-Retain, & de toutes les appartenances & appendices desdites Villes. Encor, & tout le remenant de l'Isle de Paigné, excepté tant solement Fraurois & Grosbois. Encor, pour la cause dessusdite, & en la meniere, & en la forme dessusdite, prant li diz Philippe doudit Duc, en fié liege, & en perpetuel chassement, lou fié de l'autre moitié de la Ville, des finages, & des appartenances de Montaigné, louquel tient doudit Monseignor Philippe, *Huguenins* Freres d'iceluy Philippe. Encor le fié de la Buxere vers Auxone, douquel fié sont & mouvent tuit li biens que li hoir Monseigneur *Hugue Mellein* Chevalier tenent, en qui, & autre part, pour la part, pour la raison doudit fié. Encores lou fié Monseigneur *Jehan de Vienne* Frere doudit Philippe, de toutes les choses que tient d'iceluy Jehan, li Sires de *Tart*, en la Ville, & és finaiges de Vorroinges, & autre part, pour la raison doudit fié. Encor le fié doudit *Jehan* Frere doudit Philippe, de toutes les choses que li Sires de *Trichasteau* tient en la Ville, és finages, & és appartenances de rivieres, & autre part, pour la raison doudit fié. Encor lou fié, que li Sire de *Mont Saint Jehan* tient doudit Philippe de Nuanu, & douquel fié sont & meuvent, Charancé, & tout ensemble toutes les appartenances, & les appendices de cels leuz. Encor le fié de Tiche, & generalment tous les heritages, & touttes les demenehures, tous les fiez, & les rerefiez que icils Messire Philippe ay & puet avoir, & doibt decay lay Saone de la partie du Reaume de France, quelque il soient, & de quelques personnes, & de quels biens que ils soient, & par quelque nom que ils soient appellés. Et de touttes les choses dessusdites, & une chacune par soy, li diz Philippe est entrés en nostre presence en l'ommaige, & en la feauté doudit Duc. Et veulx & octroye li diz Philippe, que suy hoirs, que il oblige quant à ce, de hoirs en hoirs, perpetuellement descendant, de cy en avant, & entrent, & soient tenuz en l'ommaige, & en la feauté doudit Duc, & de ses hoirs de toutes les choses, & une chacune pour soy dessusdites. Et promet li diz Philippe, pour luy, & pour ses hoirs, que il oblige quant à ce, par son saremant fait & donné en nostre presence pour ce sor Saints Evangiles de Deu corporellement, & sor l'obligation de tous ses biens presens & avenir, touttes les choses dessusdittes, & une chacune pour soy audit Duc, & à ses hoirs en paix tenir, deffendre, & à tousiours mais garentir, & faire touttes les choses que l'on doibt faire en cause de eviction, & de garentie, & de touttes les choses, & d'une chacune par soy dessusdittes, lou service lealment faire, & la perpetuel feauté lealment garder, & que il n'a fait por ce les choses dessusdittes, non doibvent valoir & demourer perpetuellement en lour vouloir, & en lour force, ne ne seray de cy en avant li diz Philippe, por quoy les choses dessusdittes doibvent estre empirées ou annulées, en tout, ou en partie, mas touttes les choses dessusdittes, & une chacune por soy, li diz Philippe ay promis nostre presence, pour luy & pour ses hoirs, audit Duc present & recevant, pour son sairement, & sus l'obligation devantdittè, pour tousiours mais tenir & garder, & que il ne venra contre ces lettres, ou la tenor de les, en fait, ne parolle, en consentement, por droit, & por costume, ne en autre maniere, quelle qu'elle soit. Ou tesmoignage desquelles touttes choses dessusdites, à la supplication & paoeres doudit Philippe, en cels presentes lettres, nos avons fait à mettre nostre seal, avec le seal doudit Philippe. Et nos Philippe devant dit, qui toutes les choses dessusdittes, & une chacune par soy nos recognoissons & confessons estres voires, avec le seal de redotté pere en Jesus-Christ doudit Monseignor l'Eveſque d'Ostun, en cels presentes Lettres nos avons mis nostre seal en tesmoignaige de verité. C'est fait & donné l'an de grace 1294. le Maicredy apres la quinzaine des Bordes, & seellé des seaux dudit Eveſque, & dudit Philippe de Vienne. *Extrait sur l'original estant au tresor de la Chambre des Comptes de Dijon, en la lettre des fiefs de Chalon, Cotte quatre-vingt dix-neuf.*

ANS de J. C. 1294.

CLXXIV.

Contract de Mariage entre l'un des Fils de PHILIPPE LE BEL *Roi de France. &* (a) JEANNE *Fille d'*OTHON IV. *Comte de Bourgogne. Fait au mois de Mars* 1295. Etienne Perard. Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 574.

ANS de J. C. 1295.

FRANCE ET BOURGOGNE.

IN nomine Domini, Amen. Universis præsentes Litteras inspecturis OTHO *Comes Burgundiæ* Palatinus, Dominus Salini, æternam in vero salutari salutem. Noverint universi præsentes pariter & futuri, quòd nos, nullos habentes legitimos liberos, nisi JOHANNAM unicam legitimam & charissimam filiam nostram, ex nobis & *Mathildi* legitima uxore nostra procreatam; attendentes, quod in quocumque alio genere vel domo quacumque, eamdem filiam nostram sic utiliter sicque honorificè nuptui tradere non possemus, sponte, & scienter, & providè, non decepti nec in aliqua circonventus, pro eadem filia nostra in ætate legitima ad contrahenda sponsalia constituta contraximus & contrahimus sponsalia cum altero de duobus tunc primogenitis filiis excellentissimi Principis & Domini nostri, Domini PHILIPPI Dei gratia *Regis Francorum* Illustris, ipse dictus Rex idem filiæ nostræ elegerit matrimonialiter copulari, Sanctæ Dei Ecclesiæ concurrente assensu, quando idem filius ad nubilem ætatem pervenerit, vel quando ipsi Domino Regi placuerit, quocunque tempore hanc electionem facere, præsente ipso Domino Rege ac contractum sponsalium hujusmodi, & omnia infra scripta recipiente, tam pro se quam legitimo administratorio nomine illius de prædictis duobus filiis suis, quem ad id ut præmittitur duxerit eligendum. Et si quocumque casu, eumdem Dominum Regem eligere non posse contingeret unum de prædictis duobus filiis suis, pro contrahendo matrimonio supradicto, volumus quod Domina *Johanna* Dei gratia *Francorum Regina*, consors, aut primogenitus nunc vel tunc primogenito ipsius Domini Regis filius, pro se vel alio, tunc postremum tunc promogenito ipsius Domini Regis electionem hujusmodi facere valeant, sicut ipse Dominus Rex ut præmittitur potuisset. Verum, quoniam Reges Franciæ ut frequentius non consueverunt filios suos maritare, nisi cum iidem filii cum uxoribus suis magnas Baronias, & magnos reddi-

(a) Ce fut Philippe V. surnommé *le Long* fils puiné de Philippe le Bel qui épousa cette Princesse, de laquelle il eut un fils nommé *Louis* mort au berceau, & quatre filles.

ANS redditus in dotem recipiunt; nos considerantes quod
de J. C. aliter de dicta filia nostra cum præfato Domino Rege
1295. cum altero de prædictis duobus primogenitis filiis suis
hujusmodi sponsalia contrahere minimè poteramus,
totum Comitatum nostrum, totam Baroniam & terram nostram, castra, possessiones, homagia, feoda, & omnia jura nostra personalia & realia, ubicumque & in quibuscumque consistant, ex nunc dicto Domino Regi, recipienti, legitimo administratori nomine filii sui, futuri mariti prædictæ filiæ nostræ, cum eadem filia nostra damus & irrevocabiliter assignamus in dotem. Promittentes eidem Domino Regi solemniter stipulanti, dictam filiam nomine sponsalium hujusmodi, & ob causam eorum in domum & potestatem ipsius Domini Regis ex nunc transducere, & ipsi Domino Regi tradere & deliberare ex nunc, totum Comitatum, Baroniam, terram, castra, jura, homagia, & feoda prædicta, libera & immunia ab omni obligatione debitorum, & ipsum Dominum Regem vel mandatum suum ex nunc inducere in possessionem & quasi possessionem omnium & singulorum prædictorum, & facere ex nunc ipsi Domino Regi vel alii pro ipso ad hæc recipienda ab ipso constituto præstari & fieri, omnia & singula homagia supradicta. Volentes, quod idem Dominus Rex, pro oneribus quæ pro dicta filia nostra & futuro ejus marito sustinebit, omnium prædictorum ex nunc faciat fructus suos. Promisimus etiam dicto Domino nostro Regi solemniter stipulanti nomine quo supra, in contractu sponsalium hujusmodi, quod si matrimonium inter dictum filium suum eligendum ab eo, & dictam filiam nostram ut præmittitur celebrandum, dissolvi contigerit, extantibus liberis uno vel pluribus de ipso matrimonio dicta filia nostra superstite, nichilominus prædicta omnia à nobis data in dotem prædictam penes dictos liberos & hæredes eorum in perpetuum remaneant, ad nos vel dictam filiam nostram nullo tempore reversura. Confitemur etiam, nos Comes præfatus, à prædicto Domino Rege, pro arris sponsalium hujusmodi habuisse ac recepisse centum millia librarum Turonensium parvorum, in pecunia numerata, quas arras eidem Domino Regi solemniter stipulanti, ex certa scientia certiorati ex jure legum & canonum de hac materia tractantium, promittimus in quatruplum solvere, si per nos vel dictam filiam nostram steterit, quominus dictum matrimonium contrahatur, pro quibus, dicta omnia à nobis promissa in dotem eidem ipsi Domino Regi teneri volumus obligata, & retineri posse per eum usque ad satisfactionem condignam, & peti & advocari à quolibet possidente seu detinente. Porro, inter nos & dictum Dominum Regem in tractatu sponsalium hujusmodi conventum extitit, quod si nos habere contingat in posterum alteram filiam, superstite nostra filia supradicta, præfatus Dominus Rex tenebitur sibi dare decem millia librarum parvorum Turonensium, ad ipsam maritandam, per quinquennium solvendarum; scilicet quolibet anno quinquennii prædicti duo millia, cum dicta filia nubilis fuerit ætatis. Et si contingeret nos habere plures quam unam, tunc idem Dominus Rex cuilibet earundem dare teneretur, duntaxat, quinque millia librarum parvorum Turonensium in quinquennio solvendarum, videlicet quolibet anno mille libras cum nubilis essent ætatis. Si verò contingeret prænominatam filiam nostram decedere ante hujusmodi contractum matrimonium, & nos aliam filiam legitimam contingeret tunc habere: conventum extitit inter prædictum Dominum Regem & nos, quod dictam filiam nostram, dum tamen persona sit habilis, alteri de omnibus filiis suis natis vel nascituris cui voluerit, det nuptui, sub conditionibus, pactionibus, & conditionibus paribus per omnia supra & infra scriptis. Et nos etiam ad prædictam conventionem fumus astricti, ut dictam filiam demus nuptui alteri de filiis ipsius Domini Regis quem ipse vel dicta Regina aut filius suus, nunc vel tunc primogenitus, ad id ducerent eligendum, cum omnibus bonis nostris, sicut cum prædicta alia filia nostra primogenita superius est expressum. Item conventum extitit inter nos & dictum Dominum Regem in contractu sponsalium prædictorum, quod si contingeret nos habere filium masculum, unum vel plures, quod idem Dominus Rex vel primogenitus suus Rex Franciæ, dictum filium vel filios nostros teneat & custodiat, quousque dictus filius vel filii habeant ætatem decem & septem annorum. Et tunc, idem Dominus Rex vel hæredes sui, eidem filio nostro vel filiis, uni vel pluribus, dare & assignare tenebuntur in regno suo, in hæreditagium perpetuum & in redditibus assidendis in terra, tria millia librarum Turonensium parvorum, & duo millia similium librarum apud Templum, ad vitam solum dicti filii vel filiorum nostrorum si essent plures. Ita, quod eorum quolibet decedente cesset pro rata portio decedentis quam haberet in dictis duobus millibus libris. Et si dicti filii nostri decederent sine legitimis hæredibus de suo proprio corpore procreatis, prædicta tria millia librarum eisdem assignata à prædicto Domino Rege, ad ipsum Dominum Regem integrè revertentur, & ad hæredes suos, & portio cujuslibet sine hæredibus proprii corporis decedentis. Et dictos filios nostros unum vel plures, si nos habere contingat, idem Dominus, vel primogenitus suus Rex Franciæ, procurabunt uxorari ad utilitatem eorum, prout eis videbitur expedire. Et de prædictis autem, liberi nostri tam masculi quam fœminæ, si eos de cætero nos habere contingat, erunt contenti, & nichil in Comitatu prædicto vel quibuscumque bonis nostris petere poterunt aut etiam reclamare. Præterea conventum extitit in contractu sponsalium hujusmodi, inter nos & præfatum Dominum Regem, quod quia nos tenemur nos ex nunc dessaisire de toto Comitatu, tota terra, feodis, homagiis, & castris prædictis, & ipsum Dominum Regem inducere in plenam & pacificam possessionem eorum, ita quod de his omnibus ex nunc faciat fructus suos, sicut superius est expressum, quod idem Dominus Rex, completis sibi prius per nos hujusmodi suprascriptis conventionibus, teneatur nobis facere solvi annuatim decem millia librarum Parisius apud Templum, terminis his; videlicet quinque millia in festo Nativitatis B. Johannis Baptistæ, & alia quinque millia in festo Nativitatis Dominicæ, & nos benè assurare & assecurare de ipsis. Post decessum autem nostrum, dicta decem millia librarum ad ipsum Dominum Regem liberè revertentur, & de hujusmodi decem millibus libris, nobis dictis terminis annuatim solvendis, tam nos quam dicta uxor nostra, quamdiu vivemus, debemus esse contenti, ita quod etiam eadem uxor nostra, in terra prædicta, nobis viventibus, nec ratione dotalitii, nec alia ratione quicumque potest petere, nec debet habere. Verum, si nos eidem uxori nostræ præmori contingeret, conventum extitit inter nos & Dominum Regem prædictum, quod eidem uxori nostræ tale dotalicium in terra nostra ad vitam suam tantum remaneret salvum, quale sibi promisimus cum matrimonium contraximus cum eadem. Item conventum extitit inter nos & Regem eumdem, in contractu prædicto, quod completis prius per nos ipsi Domino Regi conventionibus suprascriptis, idem Dominus Rex, pro necessitatibus nostris tenetur nobis tradere quinquaginta quinque millia librarum parvorum Turonensium, videlicet triginta millia librarum in pecunia numerata, & de viginti quinque millibus libris residuis pro nobis satisfacere & respondere creditoribus nostris de regno suo, quibus existimus obligati. Item, postquam idem Dominus Rex habuerit & tenebit possessionem pacificam Comitatus & totius terræ prædictæ, & dictam filiam nostram habuerit in manu sua, idem Dominus Rex, per conventionem eamdem tenetur, cum nobis

ANS de J. C. 1295. bis amplius, tradere quadraginta millia librarum Turonenſium. Parvorum in quinquennio ſolvendarum, videlicet anno quolibet octo millia librarum, terminis iis, videlicet quatuor millia in feſto Nativitatis Dominicæ, & alia quatuor in feſto Nativitatis B. Johannis Baptiſtæ, annuatim, quouſque habuerimus quadraginta librarum millia ſupradicta. Sanè, conſiderantes gravia onera ſupraſcripta, & expenſas quæ & quas dictum Dominum Regem oportuit ſubire pro nobis, & oportebit ſubire in poſterum pro filia noſtra prædicta, & aliis liberis noſtris, ſi quos plures habere contingat, nec non pro ſalubri regimine, cuſtodia & gubernatione dictæ terræ, ſi filiam noſtram matrimonialiter copulandam filio dicti Regis decedere, quod abſit, contingeret, ante matrimonium ipſum, vel poſt, ſine liberis ſuperſtitibus ab ipſo filio Regis ſuſceptis, vel ipſos liberos ſuſceptos poſtmodum decedere contingeret ſine hæredibus legitimis de ſuo proprio corpore procreatis: in recompenſationem dictorum onerum & impenſarum, & multorum beneficiorum nobis à dicto Domino Rege impenſorum, ex nunc ut ex tunc, damus & concedimus, in caſu hujuſmodi, donatione perfecta, irrevocabili inter vivos, ipſi Domino Regi & hæredibus ejus in perpetuum, vel illi de liberis ſuis, vel alii cuicumque quem ipſe voluerit, totum Comitatum, totam terram, caſtra, poſſeſſiones, homagia, feodaque prædicta; volentes & concedentes, quod ex cauſa donationis hujuſmodi, tam Rex ipſe quam ejus hæredes, vel alter de liberis ſuis, vel alius quicumque quem ipſe voluerit, in caſu hujuſmodi, prædicta omnia & eorum quælibet à nobis donata poſſit licitè retinere, petere, & advocare à quolibet poſſeſſore. Et ſi quocumque jure vel conſuetudine prædicta donatio non valeret in totum, volumus eam valere pro illa parte pro qua valere poterit, & in illis rebus, in quibus ſeu pro quibus conſiſtere poterit & valere, cum nos eamdem donationem ſingulariter & particulariter in caſu prædicto de præmiſſis omnibus & ſingulis & eorum quolibet prout melius valere poterit faciamus. Quod ſi contingeret ab aliquo calumpniari, vel aliquod prætendi obſtaculum in prædictis, & præcipuè iſtu tranſlationi vel tranſlationibus terræ noſtræ, quam vel quas facimus in dictum Dominum noſtrum Regem & ejus liberos, ut ſuperius eſt expreſſum, vel poſſent prædictorum tranſlatio ſeu tranſlationes pro ipſo Domino Rege liberis & ſucceſſoribus ſuis firmius fieri, quocumque titulo lucrativo vel oneroſo, de omnibus prædictis & eorum ſingulis; nos eo modo & eo titulo quo prædicta omnia & ſingula melius valere poſſunt & poterunt ad utilitatem dicti Domini Regis & ſuorum, ex nunc ut ex tunc prædicta omnia & ſingula in dictum Dominum Regem & ſucceſſores ſuos facimus & transferimus, à nobis prædicta penitus abdicando & transferendo totaliter in eumdem Dominum Regem & ſuos de prædictis omnibus & ſingulis, tranſlationes ſingulas ſingulariter & particulariter prædictis titulis vel aliis & eo modo quo melius prædicta valere poterunt ad utilitatem præfati Domini Regis ſingulariter de ſingulis, & particulariter de quolibet prædictorum faciendo. Volentes, quod dictus Dominus Rex, & hæredes ſui pro prædictis & prædictorum ſingulis, titulum unum vel plures quem, ſeu quos & quot maluerint, poſſint eligere & in electione hujuſmodi quotiens voluerint variare, & mutare eamdem. Si verò quoquo caſu, quod abſit, dicta donatio ſeu dotis conſtitutio, vel prædictorum tranſlatio in toto vel in parte poſſent minui vel infringi, de facto vel de jure; volumus & expreſſè concedimus, quod pro tota pecunia nobis tradita, & pro tota pecunia quam dictum Dominum Regem pro quacumque filia noſtra maritanda contingeret exſolviſſe, & pro quibuſcumque redditibus quos dediſſet quibuſcumque filiis noſtris ratione conventionum ſuperius expreſſarum, & pro omni pecunia quam nos in Villa noſtra recepiſſemus in templo, ratione conventionum ipſarum, quæ omnia confitemur nobis & dictis liberis de noſtris in caſu hujuſmodi mutuata fuiſſe à dicto Domino Rege, ac nos & dictos liberos noſtros ea ex cauſa mutui recepiſſe, & pro omnibus expenſis & coſtamentis neceſſariis utilibus vel voluntariis, quæ & quas dictum Dominum Regem feciſſe & ſuſtinuiſſe continget in cuſtodia dictæ terræ; ſuper quibus omnibus credi volumus ſimplici verbo dicti Domini Regis & hæredum ſuorum. Pro quibus omnibus in caſu hujuſmodi obligamus ſibi expreſſim, totam terram prædictam, ſpecialiter illam partem ſeu illa loca in quibus ſeu pro quibus diceretur dotis conſtitutio non valere, vel donatio ſupradicta, vel infringeretur ſeu diminueretur de facto vel de jure dictus Dominus Rex vel hæredes ſui, prædictam totam terram noſtram, ſpecialiter dictam partem vel loca prædicta ex cauſa obligationis hujuſmodi poſſint licitè tamquam ſibi obligata retinere, & à poſſidente quolibet petere & advocare, ac prædicta omnia & ſingula à nobis ac liberis & hæredibus noſtris inſolidum peti poſſe; cedentes ex nunc, & mandantes tam ex cauſa conſtitutionis dictæ dotis, quam ex cauſa donationis prædictæ, in caſu ubi earum quolibet vendicare poterit ſibi locum, in præfatum Dominum Regem, hæredes, ac ſucceſſores ejuſdem, omnes actiones reales & perſonales, utiles & directas, mixtas, tacitas, & expreſſas nobis competentes vel competituras quoquomodolibet in hac pro omnibus & ſingulis ſupradictis & quolibet eorundem: ac conſtituentes nos ea omnia & ſingula ipſius Regis, hæredum ac ſucceſſorum ſuorum aut alterius liberorum ſuorum vel alterius cujuſcumque quem ad hoc duxerit eligendum nomine poſſidere, donec plenam & corporalem poſſeſſionem adepti fuerint eorundem. Promittentes nos omnia & ſingula ſupra ſcripta, tenere, adimplere, firmiter & inviolabiliter obſervare, ac contra non venire, per nos, vel per alium, ſeu alios in futurum, ratione aliqua ſeu cauſa. Ac præmiſſa omnia & ſingula prædicto Regi & ſuis, illique ſpecialiter ad quem ea ex hujuſmodi conventionibus pervenire continget, liberare, garantizare, & deffendere ſpecialiter, à fratribus noſtris, & ab omnibus aliis, & etiam contra omnes, ac dare & concedere litteras Dominorum Prælatorum, Curiarum, & judicum, & illorum tenorum, quorum ſemel vel pluries, quos & quales elegerit ſeu volet Dominus Rex prædictus ſuper omnibus ſupradictis. Obligantes quo ad hæc omnia, nos & hæredes noſtros, & ſucceſſores, ac omnia noſtra & hæredum & ſucceſſorum noſtrorum, bona mobilia & immobilia, præſentia & futura, ubicumque & in quibuſcumque conſiſtant ſpecialiter & expreſſè. Ac renuntiantes, exceptioni doli mali, læſionis, circumventionis, & fraudis, exceptioni non numeratæ pecuniæ, non habitæ, non receptæ, ac immenſæ & inofficioſæ dotis, deceptioni ultra dimidium juſti precii, ac juribus tractantibus de donationibus retractandis ob ingratitudinem vel inſinuationem, & dicentibus donationem factam ultra quingentos ſolidos abſque inſinuatione non valere, & omnibus gratiis & privilegiis, tam crucis ſumptæ & aſſumendæ, quam aliis, & indultis generalibus vel ſpecialibus, cujuſcumque formæ vel tenoris exiſtant, à Summo Pontifice ac Prælatis aliis, & principibus quibuſcumque conceſſis, & in poſterum concedendis, & omnibus aliis exceptionibus, deffenſionibus, & rationibus juris & facti Canonici & civilis, quæ contra præſentes litteras poſſent obiici vel opponi, & per quas earum executio vel effectus impediri poſſet quomodolibet, vel differri. De quibus omnibus & ſingulis ſupra ſcriptis, tenendis, adimplendis, & in futurum inviolabiliter obſervandis, corporale præſtamus ad Sancta Dei Evangelia juramentum; volentes, nos, hæredes ac ſucceſſores noſtros, poſſe per quemlibet, quavis autoritate, compelli ad omnimodam obſervantiam eorum-

ANS de J. C. 1295.

rumdem. In quorum testimonium præsens publicum instrumentum per infrascriptum Notarium fieri & publicari mandamus, & sigilli nostri appensione muniri : rogantes venerabiles Patres, Dominos, *Ægidium Archiepiscopum Narbonensem.* S. *Parisiensem*, & N. *Ebroicensem* Episcopos, ac nobiles viros *Hugonem Blesensem*, & *Guidonem de sancto Paulo*, Comites, ut sigilla sua præsentibus his apponant, ad majorem fidem & evidentiam omnium præmissorum. Rogamus etiam venerabilem patrem prædictum S. Parisiensem Episcopum, in cujus territorio sive Diœcesi præfata donatio facta fuit, ut eam actis intervenientibus insinuet ac publicis munimentis. Nos autem *Symon* miseratione divina *Parisiensis Episcopus*, præfati Domini Burgundiæ Comitis precibus annuentes, donationem hujusmodi, pro tribunali sedentes, actis intervenientibus & publicis munimentis ac adhibitis solemnitatibus quæ solent & debent in talibus adhiberi insinuamus ac etiam publicamus. Et ad majus testimonium omnium præmissorum, nos Archiepiscopus, Episcopi, & Comites memorati, ad præfati Domini Burgundiæ Comitis requisitionem, sigilla nostra fecimus litteris his apponi. Actum & datum apud Vincenas propè Parisius in regali manerio, præsentibus Archiepiscopo, Episcopis & Comitibus suprædictis, ac nonnullis aliis ad præmissa vocatis & rogatis testibus, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quinto secundùm stilum Romanæ Curiæ, & quarto secundum usum Gallicanæ Ecclesiæ, Indictione octava, die Mercurii secunda mensis Martii, Pontificatus Domini *Bonifacii* Papæ octavi anno primo. Et ego *Gauffridus de Plexciaco* Clericus Apostolica publicus auctoritate Notarius, contractui sponsalium, conventionibus, pactionibus, promissionibus, stipulationibus, præstationi juramenti, insinuationi, publicationi, & aliis prout supra scribuntur habitis & factis, interfui, & ea omnia rogatus, fideliter & propria manu scripsi, & in hanc publicam formam redegi, meoque signo solito roboravi.

CLXXV.

Traité de Ligue Offensive & deffensive entre PHILIPPE LE BEL *Roi de France &* (a) FLORENT V. *Comte de Hollande. Fait au mois de Décembre l'an* 1295. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 34.

A Tous ceux qui ces presentes lettres verront, Florent Cuens d'Hollande Salut. Nous faisons à sçavoir, que entre tres excellent Prince nostre cher Seigneur Philippes par la grace de Dieu Roy de France & nous, sont traittés, faits & accordés les alliances & les convenances qui s'ensuivent. Premierement il est accordé, que ledit Roy nous donnera quatre mil livres de rente à tournois à nostre vie, & nous en asseurera bien, & vingt cinq mil livres tournois en deniers comptans une fois tant seulement, des quels nous avons deja receu dix sept mil cinq cents livres tournois pris en deniers comptans, & parce que nous sommes alliéz à luy par hommage & feauté.

§. 2. Item il est accordé que nous serons amis & aydans audict Roy, & à ses alliés, & à ses aydans en ses guerres presentes, & celles qui soudre en pourroient, les presentes guerres durant. Sauf ce que du Roy d'Allemagne nostre Seigneur il est accordé en cette maniere, que si ledict Roy de France assailloit le Royaume d'Allemagne, en ces cas tant seulement nous pourrions ayder le Roy d'Allemagne & deffendre son Royaume, & sy le Roy d'Allemagne vouloit assaillir le Roy ou le Royaume de France, en ce cas nous sommes tenus, comme homme dudict Roy, a deffendre luy & son Royaume à ses gages.

§. 3. Item il est accordé que nous sommes tenus de faire guerre à sa requeste à ses ennemis, alliés au Roy d'Angleterre, & specialement à ceux, qui ont receu ces deniers contre le dict Roy de France, excepté le Roy d'Allemagne. Item il est accordé, que nous serons tenus de recevoir en nostre terre, par mer & par terre, les gens, les amis, les Aydans & les alliés dudict Roy de France, & armés & sans armes de pied & de cheval, en faisant, ou non faisans guerre à ses ennemis, & en gardant que nuls de ses ennemis ne puissent par là passer, & seront tenus à leur faire delivrer en nostre terre vivres & choses necessaires pour commun prix, & à les conforter par nous & par nos gens de nostre terre, & aux armes, & sans armes, à eux deffendre ou assaillir les ennemis, exceptés marchands sans armes, puis qu'ils seront descendus de mer en nostre terre pour marchander. Item nous mettrons tout le Conseil que nous pourrons à ce que le dict Roy de France ait des gens & des vaisseaux de nostre terre aux armes & sans armes, pour luy & pour ses gens, pour ses amis, pour ses aydants & pour ses alliés, au plus raisonnablement, que nous pourrons, & ce pourchasseront à nostre pouvoir en bonne foy. Item il est accordé que nous manderons, que nos gens se trouveront bien garnis & deffendront, & seront tenus de faire garder etroitement simplement & absolument, que nuls ennemis, chevaux ou armes durant ladite guerre ne puissent passer ny estre traittés hors de nostre terre, ne portés aux ennemis dudict Roy de France, & des autres choses, dequoy les ennemis pourroient estre confortés, le deffendrons nous tant, que nous pourrons en bonne maniere.

§. 4. Item il est accordé, que nous serons tenus de mettre hors de nostre terre, & de tout nostre pays tous ceux, que nous sçavons, & sçavoir pourrons ennemis dudict Roy de France, exceptés les marchands non armés dedans le premier jour de May, sauf avecque ceux d'Allemagne, qui sans armes seront en nostre terre. Nous ne serons mie tenus de mettre hors, ne ne pourrons des ores recepter nuls de ceux d'Allemagne en nostre terre aux armes, ne laisser passer par nostre terre, ne par nostre port aux armes ny sans armes en Angleterre ne en terre aux ennemis dudict Roy de France qui puissent passer par nostre terre & en France; faire deffenses & garder loyaument; excepté les messages du Roy d'Allemagne allans & venans sans armes, & les messages du Duc de Brabant, qui pourront aller passant par nostre terre jusqu'au huict jours aprés Pasque tant seulement sans armes. A sçavoir que nous entendrons pas à mouvoir premiere guerre contre le Roy d'Angleterre ne mis en la maniere, qu'il est contenu & accordé en ces presentes lettres.

§. 5. Item il est accordé, que ledit Roy de France ne fera paix de la dite guerre avec le Roy d'Angleterre, que nous ne soyons enclos simplement; Item que nostre fils ne nous soit rendu, si le Roy d'Angleterre ne prit premier avant que la paix fut faite cause raisonnable autre que de l'alliance & de l'aide, que nous avons faite, pour laquelle il se peut tenir. Item il est accordé, que si le mariage pourparlé de nostre fils & de la fille du Roy d'Angleterre estoit empesché pour raison de l'alliance dessusdite, & il convenoit, que nous rendissions vingt cinq mil livres de tournois petits, que nous avons receu dudit Roy d'Angleterre pour raison dudit mariage, ledit Roy de France sera tenu de nous dedommager de la dite somme, ou de nous pourchasser autre mariage convenable, ou que nostre dit fils prit la valeur de cinquant mil livres de tournois petits en deniers, ou en condition de sa personne.

§. 6. Item il est accordé que si nous ou nos aidans en cette guerre perdoient heritages, ou quelqu'un de nous, ou de nos aidans fut pris ou tenus pour occasion de cette guerre, ledit Roy de France ne feroit paix, que les heritages ne soyent rendus, & les prisonniers

ANS de J. C. 1295. sonniers delivrés. Item si nous mouvions guerre contre les ennemis du Roy de France à sa requeste ou *** sienne, ny d'icelluy Roy d'Angleterre, & ont pris les deniers dudit Roy d'Angleterre, contre si mouvoient guerre, nous pour achoison de cette alliance, de quoy s'il en estoit doubte nous serons crus, si nous le voulons dire par la saute, que nous sommes tenus à icelluy Roy de France, ils sont tenus d'ayder, & de secourir par ses gens & à ses despends. Item si aucun du Royaume de France nous vouloit grever ou guerroyer durant la guerre ledit Roy de France, apres ce que iceluy Roy ne nous pourroit accorder amiablement, & que nous le voudrions croire de treme & de destinance, si l'autre partie le refusoit, le dit Roy de France deffendroit à ceux de son Royaume, que durant la guerre n'ississent hors dudit Royaume, se meslassant ny pour l'un, ny pour l'autre, à pied ny à cheval.

§. 7. Lesquelles convenances & alliances faites & accordées, si comme elles sont dessus escrites entre le devant dit nostre Seigneur & Roy & Nous, Nous sommes devenus ses hommes, & luy avons fait hommage de feauté, & promis par nostre foy & les mains levées ces seings, que nous le servirons loyaument comme loyal Vassal son Seigneur; & nobles hommes Theodore Sire de Brederode, Jean Sire de Renesse, Guillaume Sire d'Egmont, Henry Sire de Heldam Chevalier, Vilaume Sires de Arkelen, Nicollas Sires de Patten, Philippes de Vassenare, Jean de Teilingen, presens par devant ledit Roy de France promettons loyaument par nostre foy, que nous ferons & pourchasserons à nostre pouvoir, que ledit Cuens gardera & accomplira les convenances dessus dites, & luy aiderons à les garder & accomplir. Et en tesmoins de ce nous Cuens & nous autres dessus nommés avons mis nos sceaux en ces presentes lettres. Donné à Paris le Lundy aprés Theophanie l'an de grace mil deux cents quatre vingts quinze. Et sont les dites lettres scellées sur cordons en lacqs de soye rouge de neuf seaux & cachettées de cire verte.

CLXXVI.

ANS de J. C. 1296. BOURGOGNE DUCHE ET COMTE.

Titres accordez par PHILIPPE LE BEL *Roi de France pour les droits de* ROBERT *Duc de Bourgogne sur la Franche Comté. A Paris, au mois de Janvier* 1296. Etienne Perard Recuëil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 580.

PHELIPPE par la grace de Deu *Rois de France*, nous fesons savoir à tous, que cum nobles homs, *Othes* jadis *Cuens Palazins de Bourgogne*, Sires de Salins, pour certaines causes, ehust delivré, & mis en nostre main la Contée & la Baronie devant diz, & les droiz tous, & nostre amé & feaulx ROBERS *Dux de Bourgoigne*, nous requeist, & ehust requis plusieurs fois, que plusieurs Chasteaux, viles, & autres choses de sum fié, & des appartenances doudit Contée, & de ladite Baronie li delivressons & meissons en sa main, comme en main de seigneur de fié, pour sauver son droit & l'autruy: Nous, la requeste doudit Duc ohie plusieurs fois, & veluës les lettres qu'il a seur lesdits fiez, deliberation ehuë par nostre Consoil, tous les fiez & rerefiez doudit Duc, ensi cum il sunt contenu és lettres que il en a, seur & amiablement metons en la main doudit Duc, comme en main de seigneur de fié, pour sauver nostre droit, suen droit, & le droit de la fille ledit Conte, & le droit d'autruy. Et les deffendra & gardera à ses despens, & fera les fruiz suens tant cum il les tendra. Item, se ladite fille est donnée par mariage à nostre filz, le mariage fet en face de seinte Eglise, le Duc recevra nostredit fils mary de ladite fille, en foy, & en homage des fiez, & des choses dessusdites, sans nul empeschement de forfeture, ne d'autres choses, & delivrera lors les choses desdites fiez à nostredit fil. Et se ladite fille prent autre mary, le Duc se il li plest, recevra celi autre mary sans empeschement nul. Ou se il li plest meulx, il remettra les choses desdiz fiez en nostre main, sauf tous ses droiz. Et adonc il aura lettres de nous, que dans trois mois apres ce nous en osterons nostre main, ou metrons lesdites choses en la main dunt nous les avons. Apres, quant ladite fille sera en aaige soufisent, si ele requiert le Duc que il la reçoive en sum homage, le Duc li fera droit seur quanque ele li voudra demander, gardé la coustume dou païs; sauf audit Duc tous ses droitz & resons de forfetures, & d'autres choses, & auxi sauves les resons & les deffences à ladite fille. Et quant cele dite fille fera ceste requeste, le Duc sera quittes des convenances fetes à nous seur les choses devantdites. L'autre terre dou Contée de Bourgoigne, & de la Baronie de Salins, le Duc gardera, ordonnera, & deffandra à sum pooir, ou nom de nous, & à nos despens, quant les issuës de ladite terre n'y porront soufire, & y mettra gouverneurs & gardiens des Chasteaux, & des autres choses toutes, à sa volunté. En tesmoing desqueles choses nous avons mis nostre seial en cestes lettres, fetes & données à Paris l'an de grace mil deux cent quatre vingt & seze, ou mois de Janvier. *Seellées à double queuë de parchemin du seau du Roy en cire jaune.*

ANS de J. C. 1296.

CLXXVII.

Traité d'Alliance entre EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, &* GUY (a) *Comte de Flandre contre la France. Fait l'an* 1296. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 36.

ANS de J. C. 1296. ANGLETERRE ET FLANDRE.

NOus EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine voulons que tous sçachent, que par ce que aucunes personnes de hault estat & de grande puissance ne regardent mie, si comme ils debvroint, à raison, mais à leur volonté en la France; a des pris saison des Estats souverains de tous & chacun comme grand qu'il soit ne ait mie a despos de ce conteſter. Humaine nature, qui entre la gent a faict & ordonné une ligenie, enseigne bien à faire alliance & acquerre amis, pour estre puissant de defendre violences & injures & de maintenir droicture. Chacun sçait, & voir est, que haut Prince & puissant Philippes Roy de France, en qui hommage nous avons esté comme Pair de Francę, par sa volonté sans raison, & sans nostre deserte nous a grevez & dur portez & entrepris sur nostre honneurs & sur le nostre, lequel il estoit tenu pour la raison de la feauté, à laquelle il nous receut jadis, de warantir, & nous maintenir pour raison & en loyauté, & nous a defailly de droict & en moltz d'autres manieres s'est mes faict vers nous, encontre Dieu & encontre justice. Et par ce qu'il, ki tant est de sa volonté & puissant effort, & ne recogneut nul souverain, nous a mis en telle necessité, kil convient, que nous querrions & pourchassions amis encontre li, nous avons faict & faisons entre nous d'une part par le conseil de nos Prelatz, de nos Comtes, de nos Barons, de nos amis & de nos gens, & entre noble homme & puissant GUY Comte de Flandres & Markis de Namur d'autre part, par le conseil de ses Barons, de ses amis & de ses gens, de nostre commune & bonne volonté, & de nostre commun assent d'une part & d'autre, alliances & convenances en la maniere qui ensuit;

(a) Ce Comte étoit irrité contre la France, parce qu'étant allé à Paris pour quelque affaire, il y avoit été arrêté sous prétexte de ses intelligences avec les Anglois; & n'avoit été élargi, qu'en laissant en ôtage la Princesse sa fille, qui étoit promise au Prince de Gales. Cette Princesse étant morte en France, de poison, à ce que prétendent quelques Historiens, ou d'ennui, au sentiment de quelques autres, le Comte de Flandre, qui se vit en liberté, fit ce Traité avec Edoüard.

ANS e J. C. 1296.

suit; Les quelles alliances & convenances nous voulons, que en bonne foy elles durent de ores en avant à tousjours perpetuellement par nous Roy & Comte dessus nommez, & par nos hoirs aussi Roys d'Angleterre & Comtes de Flandres.

§. 2. C'est à sçavoir que nous Eduart Roy d'Angleterre dessus nommé avons convenu & promis pour nous, & pour nos hoirs Roys d'Angleterre audict Comte de Flandres pour li & pour ses hoirs Comtes de Flandres, que ensi estoit, que le Roy de France ou ses hoirs Roys de France venist avec bannieres sur le Comte de Flandres, ki or en droit est, ou ses hoirs Comtes de Flandres, ou enveast de par li à si grand force sur les dessusdictz Comte ou ses hoirs Comtes de Flandres, ke suffier ne deffendre ne se peussent; Nous les dictz Comte de Flandres ou ses hoirs Comtes de Flandres ayder devons & ayderons encontre ledict Roy de France ou ses hoirs Roys de France & en contre tous leurs aydans, par nos alliez de delà la mer & par nos gens d'Angleterre loyaument & en bonne foy selon nostre port, & en la maniere qui ensuit.

§. 3. C'est à sçavoir que les gens, ke nous y envoyerons, feront trouver à nos custages, passages par mer, restor de chevaux & gaiges, ensi toutes voyes, que le dessus nommé Comte de Flandres se ils avoient desaute de victailles leur feroit avoir en ses terres avenantement pour leurs deniers, sur ce qu'ils seront en estrange païs; & tost aussy ledict Comte de Flandres & sesdicts hoirs Comtes de Flandres nous & nos hoirs Roys d'Angleterre devons ayder & ayderons encontre le Roy de France & ses hoirs Roys de France, & encontre tous leurs aydans de tout leur pooir loyaument & en bonne foy à tous ses alliés, c'est à sçavoir que li dessus nommé Comte de Flandres cette guerre ki nous orendroit avons al dessusdict Roy de France avant que commancer guerre au Roy de France dedans les deux mois, que nous li averons mandé, d'autre part il fait à sçavoir, ke si le Comte de Flandres commance de son faict guerre au Roy de France avant que nous li evions mandé en la maniere dessus dicte, ou ledict Roy de France de son faict la commance sur li, nous ledict Comte devons ayder & ayderons par nos alliez & par nos gens loyaument & en bonne foy tout ensi comme dessus est dict, mes que hom le nous face à sçavoir par temps suffisant, & sçachent tous, ke tous les enfans ledict Comte & ses alliez devient estre tote cette guerre de ores durante en cette alliance.

§. 4. De rechef nous voulons ke tous sçachent, ke nous ne nos hoirs Roys d'Angleterre de cette guerre, ki nous orendroit avons au dessusdict Roy de France, ne d'autre ki avenir peust a nul jour de nous ou de nos hoirs Roys de Angleterre audict Roy de France, ou à ses hoirs Roys de France, ou dudict Roy de France & ses hoirs Roys de France audict Comte de Flandres ou à ses hoirs Comtes de Flandres, penitence ne suffrance ne poonis ne devoins faire, ne ne ferons sans l'assent, l'octroye & le consent dudict Comte de Flandres; & non plus ne le doivent faire le Comte de Flandres ne ses hoirs Comtes de Flandres dessusdictz ne de cette guerre ne de nulle autre sans l'assent l'octroie & le consent de nous au de nous hoirs dessus dicts, ne nul des autres enfans le Comte ne peut ne ne doit faire penitance ne suffrance au Roy de France durant cette guerre, que nous orendroit avons a li, sans l'assent de nous ou de nos hoirs Roys d'Angleterre. Et si la dicte guerre estoit finie, si que paix en fut faicte, & autre guerre surgist en aprés entre ledict Roy de France ou ses hoirs Roys de France, & nous ou nos hoirs Roys d'Angleterre, ou entre ledict Roy de France ou ses dicts heoirs, & le Comte de Flandres ou ses heoirs Comtes de Flandres, & les enfans le Comte, qui Comtes de Flandres; ne seront mie encontre nous ou encontre le Comte de Flandres, ki à donc seroit, nous ne nos heoirs, ne le Comte de Flandres ne ses heoirs Comtes de Flandres ne seroient tenus, qu'ilz fussent contraires à nous, aydans à ceux ne conseilians en nulle maniere, ne ne les recettions nullement.

ANS de J. C. 1296.

§. 5. Et parce que le dessus nommé Comte de Flandres peut mieux & plus seurement soustenir & endurer si grand obnision & si grand faict de guerre, comme il conviendra contre ledict Roy de France & ces alliez & ses aydans, nous ou nos heoirs Roys d'Angleterre devons donner & donnons audict Comte de Flandres chacun an, durante la susdicte guerre, soixante mil livres de tournois noirs ou tel avenant en autre monnoye cursable à payer & à delivrer à deux payemens dedans la Comté de Flandres; c'est à scavoir à chacun payement trente mil livres en ladicte monnoye, dont le premier commencera à Noel, qui sera l'an de nostre Seigneur mil deux cens quatre vingts dix sept; & le second à la nativité sainct Jean Baptiste aprés, & ainsy doibvent estre continuez les payemens desdictz soixante mil livres d'an en an deux payemens & ez dessusdictz termes tant & si longuement, que cette guerre durera; & outres totes celles nostres devises, promesses & dons, nous rewardé l'estat de orendroit du Comte de Flandres & de son pays, por mieux * * * & maintenir & les griefs faictz soustenir, luy avons donné & donnons une somme de deniers dont il a de nous lettres especiales, qui en font claire & pleine mention, & soit connue chose à tous ke les aliances, que nous par nous & par nos hoirs Roys d'Angleterre & led. ct Comte de Flandres par li & par ses hoirs Comtes de Flandres avons faictes, ne puent estre jamais pour rien, ki avienne ne avenir peust, de faict, ne par commandement ne par porchast de ce postellé ne d'autruy ne par chose, qui soit impetrée & apostoillée ne d'autruy, ne comme on peut octroyer ne par achoison nulle quelle quelle soit, si nous ambedeux ou nos hoirs Roys d'Angleterre & Comtes de Flandres ambedeux n'y mettions nostre commun accord & assent, ou nosdictz hoirs le leur; & si commandement ou pourchast en fust faict, ou aucune achoison avenist, quelle que le fust, qui deust à ce mouver, si n'entendons de rien user, ne ne userons, si nous de commun accord ambedeux n'y assentons ou nosdictz heoirs.

§. 6. Toutes ces choses dessus dictes & chacunes de elles avons nous en convenu loyaument por nous & por nos heoirs Roys d'Angleterre à tenir & à emplir en bonne foy au dessusdicts Comte de Flandres por li & por ses heoirs Comtes de Flandres, & par nostre serment faict en nostre alme, & en nostre nom, par nostre commandement & en nostre presence par les saincles Evangiles touchées corporellement par Procureurs, ke nous pour ce faire por nous & por nos dictz heoirs Rois d'Angleterre & en nostre nom mesme, c'est à sçavoir, Monsieur Huguet le Despencier, & Monsieur Wantel de Beauchamp Senescal de nostre hostel Chevaliers l'avons promis & faict, & ce que par eux en a esté promis, juré fiauté & faict, comme faict en nostre nom & par nous, nous l'avons gréé & approuvé, & le greons & approuvons & ou est tot ce le promettons nous à faire tenir & accomplir, sans venir ne faire jamais rien encontre ne par nous ne par autruy, ne en tot, ne en aucune partie, & quant a ce nous obligeons aussy audict Comte & à ses hoirs Comtes de Flandres tout le nostre entierement & nos heoirs Roys d'Angleterre perpetuellement à tousjours & tot le leurs, & par le mesme serment à la mesme foy & convenance nous quant à ce toutes ces choses entierement & chacunes d'icelles avons renoncié & renoncions à totes les choses par les quelles les choses, qui sont contenues en ces lettres en tot ou en partie pourroient estre desfaictes ou empechées ou delayées, & voulons, que cette renonciation vaille en tous points & en tous cas, tout ainsi, que se expressement & specialement ils fussent mis en avant & renoncions ensuite au droict ki vol, ke generale renonciation ne deit valer.

§. 7. Et

ANS de J. C. 1296. §. 7. Et avons en convenu audict Comte de Flandres por li & por ses hoirs Comtes de Flandres sur le ferment dessusdict, ke quelle houre que nostre fils Edward aura son aage & requis en ferment par ledict Comte ou ses hoirs Comtes de Flandres, nous li ferons greer, octroyer & confirmer, & li mesme en cette forme allier & obliger par li & por li, & donner sur ces choses ses lettres sellées & confirmées de son propre seel audict Comte de Flandres. Et parce que totes ces choses soient plus sacrées, tenues & gardées mieux & plus fermement, nous en nom de souvenance & de tesmoignage avons ces presentes lettres faict seeller de nostre seel, lesquelles lettres furent faictes & données à Gipewez, lendemain de l'Epiphanie l'an de grace mil deux cens quatre vingts & seize, & de nostre Regne le vingtiesme quinct. Et sont lesdictes lettres cy dessus transcriptes seellées sur le reply en lacqs ou cordons de soye verte & rouge d'un grand seel de cire verte, à l'autre part duquel seel est la figure d'un Roy assis en une chaire ayant couronne en teste, & de l'autre part est un homme monté sur un cheval armé par le chef, & tenant une espée en la main; à la circonference duquel seel est pareille inscription à cette qui ensuit: Edwardus Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Aquitaniæ. Et sur le dos des dictes lettres est escrit ce qui ensuit: Confœderationes factæ inter Regem Angliæ & Comitem Flandriæ, Anno millesimo ducentesimo nonagesimo sexto.

CLXXVIII.

ANS de J. C. 1297. SAVOYE ET GENEVE. *Conventions du mariage de* GUILLAUME *Fils d'*AME *Comte de Geneve, avec* AGNES *fille d'*AME *Comte de Savoye. Passée le dernier d'Août de l'Année* 1297. S. Guichenon. Histoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 155.

Anno Domini M. CC. XCVII. Indict. x. pridie Calend. Septembris, per hoc publicum instrumentum cunctis appareat evidenter, Quòd cum Vir *Illustris Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ* dederit, & certis terminis solvere promiserit Viro Illustri Domino Amedeo Comiti Gebennensi, nomine Domini GUILLELMI Filii ipsius Domini Comitis Gebennensis, stipulanti, & recipienti decem millia librarum Turonensium minorum bonorum, & legalium pro dote, & ex causa dotis egregiæ Mulieris *Domina* AGNESIÆ *Filiæ dicti Domini Comitis Sabaudiæ, futuræ Uxoris dicti Domini Guillelmi*, dictúsque Dominus Comes Gebennensis ante contractum matrimonium, donaverit dicto Domino Comiti Sabaudiæ, nomine dictæ Dominæ Agnesiæ, ex causa dotalicii, sive ex sponsalitia largitate, quatuor millia librarum Turonensium de dote promissa solvere, & restituere dictæ Agnesiæ, aut illi vel illis ad quem vel quos prædictorum repetio pertinebit in omnem causam, & eventum quo de jure locum haberet repetio vel restitutio præmissorum, & pro prædictis adimplendis obligaverit eidem Domino Comiti Sabaudiæ, & michi Notario infra scripto recipientibus ut suprà, omnia bona sua, & specialiter castra sua de Rumiliaco in Albanesio, de Alta-villa, de Albiaco, & de Charrossa, cùm omnium prædictorum mandamentis, redditibus, & pertinentiis universis, & fructus dictorum castrorum in casu restituendæ dotis, dicto Domino Comiti Saubaudiæ prædicto nomine, & omnium quorum intererit, donaverit, præcipuè quousque eidem Agnesiæ esset integrè satisfactum de dote, & donatione prædictis, pro quibus firmiter adimplendis, per dictum Dominum Comitem Gebennensem, & successores ipsius dabit fideiussores idoneos: Et fuerit actum insuper quod ipse Dominus Comes Gebennensis castrum suum Clarimontis tradat, expediat Viro Nobili Domino Humberto de Boczezello militi Domino de Chatoney tenendum, & custodiendum nomine dictæ Dominæ Agnesiæ, quousque dictæ promissiones præstitæ fuerint, per eumdem Dominum Comitem Gebennensem & quousque eidem Dominæ Agnesiæ per fidejussores, ut suprà cautum fuerit: Præterea cum idem Dominus Comes Gebennensis donaverit, & solvere promiserit præfato Domino Comiti Sabaudiæ, pro arris dicti matrimonii contrahendi, nomine pœnæ, duo millia marcharum argenti, si (quod absit) contingeret, quod staret per dictum Dominum Comitem Gebennesii, sive per Guillelmum ejus Filium, quòminus compleretur matrimonium supradictum: ac etiam actum fuerit, quod dictus Dominus Comes Gebennesii incontinenti tradat, & expediat præfato Humberto castrum suum de Ballaison tenendum, & custodiendum per ipsum Dominum Humbertum, ad expensas dicti Domin. Comitis Gebennensis, quousque dictus Dominus Guillelmus, & dicta Domina Agnesia, cum fuerint ætatis legitimæ, ad matrimonium contrahendum ad invicem, quo casu dictus Dominus Comes Gebennensis erit quittus, & absolutus penitùs, de duobus millibus marchis argenti prædictis. Quæ omnia, & singula supradicta prænominati Comites promittunt vicissim unus alteri per stipulationes mutuas, & juramenta sua corporaliter præstita super Sancta Dei Evangelia, & sub obligatione omnium bonorum suorum rata habere perpetuò, nec aliquid facere quominus prædicta omnia perpetuum, validumque robur obtineant firmitatis. Acta sunt hæc apud Sanctum Georgium de Esperanchia, in castro, in camera Domini Comitis Sabaudiæ, ubi testes fuerunt vocati, & rogati, Vir Venerabilis, & Religiosus Dominus Reynaldus Abbas Sancti Rufi Valentinensis, Dominus Humbertus Dominus de Malobecco, Dominus Aymarus de Bellovidere, Dominus Hugo de Chandeya, Dominus Petrus de Terniaco, Dominus Petrus de Duyn, Dominus Rodulphus de Pontevitreo, Dominus Joannes de Pontevitreo, Dominus Henricus de Viriaco milites, Dominus Guichardus de Pontevitreo, & Dominus Stephanus de Compesio Canonici Gebennenses, Hugo de Droysiaco, Dominus Bassianus de Gachiis, Dominus Joannes Bertrandi, Guido de Seyssello Dominus de Bordellis, & plures alii fide digni præsentes, videntes, & audientes. Signé de Mercato, & Franciſci.

ANS de J. C. 1298.

CLXXIX.

ANS de J. C. 1298. FRANCE ET ANGLETERRE. *Sentence Arbitrale prononcée par le Pape* BONIFACE VIII. *touchant la Paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, prononcée le* 27. *Juin* 1298. G. G. Leibnitz in Prodromo Codicis Diplomatici. pag. 21.

In nomine Domini Amen. Anno Domini M. CC. XCVIII. indictione XI. Pontificatus Domini BONIFACII Papæ VIII. anno IV. die XXVII. mensis Junii, Sanctissimus Pater & Dominus, Dominus Bonifacius divina providentia Papa VIII. arbitrium, laudum, diffinitionem, arbitralem sententiam, amicabilem compositionem, mandatum, ordinationem, & alia infra scripta recitavit, legi fecit, dedit, & protulit in hunc modum: Dudum inter charissimos filios nostros PHILIPPUM Francorum, ex parte una, & EDUARDUM Angliæ Reges Illustres ex altera, suggerente inimico humani generis pacis æmulo, super diversis articulis materia discordiæ ac dissensionis exorta; tandem iidem Reges per speciales nuntios & procuratores ipsorum; ad

ANS de J. C. 1298.

ad hoc ab eis mandatum habentes, in nos Bonifacium, divina providentia Papam VIII. tanquam in (a) privatam personam, & Dominum Benedictum Gaytanum, tanquam in arbitrum & arbitratorem, laudatorem, diffinitorem, arbitralem sententiatorem, amicabilem expositorem, præceptorem, arbitratorem & dispositorem & procuratorem super reformanda pace & concordia inter ipsos reges; ac super iis, quæ ad pacem pertinent & super omnibus & singulis discordiis, guerris, litibus, controversiis, causis, quæstionibus, damnis & injuriis, petitionibus & actionibus realibus & personalibus atque mixtis, quæ fuerant & erant seu vertebantur, & esse vel verti possent inter ipsos Reges occasione quacunque; de alto & basso absolute & liberè compromittere curaverunt. [*Nonnullis interjectis, concepta hisce verbis lata de redintegrando fœdere sententia formæ subjicitur.*]

(a) Philippe qui connoissoit l'humeur du Pape, ne le voulut point recevoir pour juge; mais pour arbitre: & dans la suite il jugea cette sentence arbitrale si desavantageuse à son Etat, que Philippe jura en colére, qu'il ne l'observeroit jamais.

§. 2. Pronuntiamus hâc vice, ut inter eosdem Reges fiat & sit perpetua & stabilis pax; & quod treugæ vel sufferentiæ, voluntariæ dudum indictæ, initæ ac firmatæ inter eos, eo modo & forma, ac omnibus, & illis personis & terris, & sub illis pœnis, conditionibus, & temporibus, sub quibus indictæ, initæ ac firmatæ fuerint, inviolabiliter observentur. Ad hujusmodi autem pacem confirmandam, roborandam, atque servandam infra tempus, quod duximus moderandum, præfatus Rex Angliæ Margaretam Sororem prædicti Regis Franciæ recipere ac ducere cum dotalitio quindecim millium librarum Turonensium assignando per ipsum regem Angliæ in locis competentibus, de quibus inter partes fuerit concordatum, vel (ubi partes ipsæ non concordarent) per nos arbitratum fuerit, in uxorem; & idem Rex Franciæ eandem Sororem suam eidem Regi Angliæ in uxorem dare, & tradere cùm dispensatione sedis Apostolicæ teneantur, quodque Isabella filia prælibati Regis Franciæ, quæ infra annum septennem dicitur constituta, suo tempore Eduardo prædicti Regis Angliæ filio, qui jam decimum tertium ætatis suæ annum exegit cum simili dispensatione matrimonialiter cum dotalitio decem octo millium librarum Turonensium, similiter assignando per eundem Regem Angliæ pro dicto filio suo in competentibus locis, de quibus concordaverint ipsæ partes; de quibus nos duximus arbitrandum, si super hoc inter eos non proveniet concordia, copulentur, idque firmetur atque valletur ex nunc, modis inferius annotatis. [*Iisque descriptis subdit:*]

§. 3. Item dicimus, laudamus, arbitramur, seu etiam diffinimus, quod de omnibus bonis mobilibus vel se moventibus, ablatis vel alias malè subtractis, & de omnibus damnis datis hinc inde ante tempus motæ vel ortæ guerræ præsentis; primò de omnibus, quæ extant & consumta non sunt, præsertim de navibus, & aliis quibuscumque bonis per Anglicos & Vasconos, & eorum complices ante guerram occupatis in mari vel in terrâ; quod Rex Angliæ omnia, quæ de prædictis extant bona fide sine lite & absque figura judicii, omni fraude cessante, ad requisitionem Regis Franciæ vel nuncii sui statim faciat ad plenum restitui: & Rex Franciæ similiter, si quæ talia ante dictam guerram capta vel ablata apud ipsum, vel in sua potestate extantia reperta fuerint, similiter ad plenum restitui faciat, à præfato Rege Angliæ vel ejus nuntio requisitus. De ablatis verò non extantibus, sed deperditis & consumtis; laudamus, arbitramur, seu etiam diffinimus, quod Rex Angliæ ad requisitionem Regis Franciæ vel nuntii sui faciat satisfieri; taxatione nobis circa prædictorum æstimationem contra utramque partem, ubi per concordiam partium negotium super prædictis sopitum non esset, plenariè reservata.

§. 4. Item dicimus, laudamus, arbitramur, seu etiam diffinimus, quod idem Rex Angliæ de omnibus terris, vassallis & bonis, quæ ipse nunc habet, & tenet in Regno Franciæ, seu tenebat ante motam guerram præsentem, habeat illam quantitatem & illam partem terrarum, vassallorum, & bonorum eorundem, quam sibi ex virtute compromissorum prædictorum laudaverimus & mandaverimus assignari, vel inter Reges ipsos fuerit concordatum; & sub illis fidelitate, homagio, modis & conditionibus habeat, sub quibus ipse ac pater suus habuisse hactenus & tenuisse noscuntur; modis & temperamentis per nos adhibendis in abusu, si quis ex parte gentis Regis Franciæ hactenus commissis inventus fuerit in exercitio resorti: modis etiam & temperamentis per nos adhibendis in abusu partis alterius, si quis videlicet ex parte Regis Angliæ vel suorum hactenus commissus contra jus resorti fuerit inventus, ne talia in posterum committantur; conditionibus etiam, modis & securitatibus per nos imponendis & adhibendis in terris, vassallis, bonis & aliis, quæ per nostram pronuntiationem seu concordiam partium præfatus Rex Angliæ vel successores ejus contra Regem Franciæ vel successores ipsius valeant rebellare.

ANS de J. C. 1298.

§. 5. Dicimus etiam, laudamus & arbitramur, seu etiam diffinimus, quod ex nunc omnes terræ vassalli & bona prædicta, & alia, tam quæ tenet Rex Franciæ de iis quæ tenebat Rex Angliæ ante guerram præsentem, quam quæ tenet Rex Angliæ in Regno Franciæ; bona fide, ac sine omni fraude, absolutè ac liberè in manibus & posse nostris ponantur & assignentur, tenenda à nobis nomine Regis Franciæ, quæ ex parte sua, & nomine Regis Angliæ, quæ ex parte ejusdem nobis fuerint assignata; ita tamen, quod per hoc in possessione vel proprietate nil novi juris accrescat alterutri partium, vel antiqui decrescat: super quorum assignatione, si qua fuerit exorta dubitatio vel ambiguitas inter partes, illam nostræ declarationi & arbitrio reservamus. Quod si forsan dicti Reges de ipsis terris & bonis ad invicem concordaverint, perpetuò & inviolabiliter observetur: alioquin nos ex compromissi prædicti virtute apponemus ad id illud remedium, quod Dominus ministrabit, & ex tradita nobis potestate licebit. Si verò casu aliquo contingente hoc facere non possemus; volumus, dicimus, & arbitramur, quod utrique parti pristina jura sua salva remaneant & illæsa &c. Acta, lata & pronuntiata fuerunt arbitrium, laudum, arbitralis sententia, mandatum, diffinitio, ordinatio, dispositio, & omnia supradicta per eundem Dominum Papam, ut superius enarrantur, anno, indictione, mense ac die prædictis, Romæ apud S. Petrum in palatio Papali, in Consistorio publico facto in sala majori præsente ibi gentium multitudine copiosa, & præsentibus reverendis patribus Dominis Dei gratia Gerardo Sabinensi, fratre Matthæo Portuensi & S. Ruffinæ, & Joanne Tusculano Episcopis; Joanne tit. SS. Marcellini & Petri, Nicolao tit. S. Laurentii in Damaso, fratre Jacobo tit. S. Clementis, Thoma tit. S. Cæciliæ ac Roberto tit. S. Potentianæ Presbyteris; Matthæo S. Mariæ in porticu, * Nepoleone S. Adriani, Guillelmo S. Nicolai in carcere Tulliano, Francisio S. Mariæ in Cosmedin, Petro S. Mariæ nova, ac Jacobo S. Georgii ad velum aureum diaconibus S. R. E. Cardinalibus. &c.

ANS de J.C. 1299.

CLXXX.

*Promesse d'*ALBERT I. *Empereur, par laquelle en vuë du* (a) *Mariage de* RODOLPHE *Duc d'Autriche son fils Aîné, avec* BLANCHE *Sœur de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, il donne à Rodolphe les Duchez d'Autriche & de Stirie, & à Blanche en Doüaire, le Comté d'Alsace & la Terre de Fribourg. Fait au mois d'Août* 1299. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 39.

AUTRICHE ET FRANCE.

(a) Ce mariage s'acomplit l'année suivante.

ALBERTUS Dei gratia Rex Romanorum & semper Augustus universis præsentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus, quod nos affectantes, ut confœderationis affinitas & amicitiæ fructuosæ contractus inter nos & Serenissimum Principem PHILIPPUM Dei gratia Regem Franciæ Illustrem amicum nostrum carissimum eò ferventius roboretur & vigeat, stabiliusque perduret; quo matrimoniali fœdere concurrente melioribus firmatus auspiciis nexuque constrictus fuerit fortiori; Voluimus, concordavimus, consensimus & promisimus, concordamus, consentimus & promittimus, quod ratione contrahendi matrimonii inter carissimum primogenitum nostrum RODULPHUM Ducem Austriæ, & nobilem Dominam BLANCHAM Sororem dicti Regis Franciæ, eidem primogenito nostro & hæredibus suis ab eo descendentibus Ducatus Austriæ & Styriæ, nec non Dominia Carniolæ ac Marchiæ & portus Naonis cum omnibus aliis juribus & pertinentiis Ducatus & dominiorum prædictorum ac omnibus emolumentis rebus & juribus quibuscunque intra vel extra Ducatum constitutis, quæcunque cum ipso Ducatu ad Duces Austriæ solent hactenus devenire & quomodolibet pertinere, perpetuò & hæreditariè remanebunt.

§. 2. Ac nihilominus dedimus & concessimus, damus & concedimus & ex nunc assignamus & assignemus prædictæ Sorori dotalitium seu donationem propter nuptias Comitatum Alsatiæ & terram de Fribourc Lausan. Diocesis, cum omnibus juris pertinentiis suis; quorum Comitatus & terræ, qui præfato Duci perpetuo & hæreditariè remanebunt nobilium homagia & fidelitates, ac universitatum & incolarum villarum insignium juramenta præstari faciemus, statim post contractum matrimonium, Procuratori dictæ Blanchæ Sorori dicti Regis pro ea solemniter stipulanti, quod eidem sorori, si præfato Duci forsitan supervivat, tanquam fideles Vasalli & subditi Dominæ suæ, quoad vixerit, obedient & intendent; ac secundo genitum aliosque minores liberos nostros renunciare faciemus penitus & expressè, cum auctoritate & decreto nostro ac Electorum Principum ac Baronum Regni Alemanniæ & alia quavis auctoritate, forma & modo, de quibus dicto Regi Franciæ pro plena securitate expediens visum erit, & pro omni jure sibi competenti vel competituro in Ducatu, Comitatu, terra, juribus & pertinentiis supra dictis. Ac de præmissis omnibus & singulis tenendis firmiter & fideliter adimplendis dabimus præfato Regi Franciæ idoneas cautiones & securitates, quæ ipsi Regi Franciæ in hâc parte utiles vel necessariæ videbuntur; & præmissa omnia idem Franciæ Rex per sedem Apostolicam faciet confirmari, si sibi viderit expedire. Salvo tamen secundo genito & aliis minoribus liberis nostris jure sibi competenti vel competituro in omnibus & singulis supra dictis, si dictum Ducem decedere fortè contingeret sine liberis procreatis ex eo & Sorore prædicta.

§. 3. Dotalicium verò prætactum nos de redditibus & terris Comitatuum de Quibourc & Absebourg & pertinentiarum ipsorum sic sufficienter & plenè supplere & augmentare tenemur, quod dictus Rex Franciæ exinde merito contentetur, summa verò dotis dandæ prædicto Duci in voluntate & arbitrio dicti Regis Franciæ residebit. In cujus rei testimonium, præsentibus nostrum fecimus apponi sigillum. Actum anno Domini, millesimo ducentesimo nonagesimo nono, mense Augusti. Et sont lesdictes Lettres scellées en double queüe de parchemin d'un grand sceau de cire jaulne.

ANS de J.C. 1299.

CLXXXI.

Alliance faite entre ALBERT I. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, pour la défense de leurs Etats, de leurs droits, de leurs libertez, & de leurs privilèges, en vuë de s'opposer aux entrepriſes du Pape Boniface VIII. Faite à Strasbourg le 5. de Septembre* 1299. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 40.

ANS de J.C. 1299. EMPIRE ET FRANCE.

IN nomine Domini, Amen. Per hoc presens publicum Instrumentum cunctis pateat evidenter, quod hoc est transumptum seu transcriptum quarumdam patentium litterarum inclytæ recordationis Domini ALBERTI Romanorum Regis semper Augusti in cera alba cum duplici cauda pargemini sigillatarum sartarum & integrarum ac omni prorsus vitio & suspicione carentium, ut prima facie apparebat nobis Notariis subditis supscriptis ex parte Illustrissimi Principis & Domini nostri Francorum Regis ad transcribendum traditarum, quarum tenor sequitur & est talis.

§. 2. Albertus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis præsentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod nos considerantes, quod per Regum & Principum unanimes voluntates divinæ laudi quietius attendatur & Christiana ad Deum crescat devotio, cum pace proximi pax Dei acquiritur & augetur, salus eorum & honor extollitur, & humanæ laudis præconio ampliatur, ac suorum imposterum roborantur jura regnorum; sinceræ devotionis glutino amicitiæ societatis & unionis fœdera perpetuo duratura, nos & Serenissimus Princeps PHILIPPUS Dei gracia Francorum Rex amicus noster carissimus inivimus, voluimus & consensimus, & ad invicem concordamus ac etiam promisimus fide data nomine juramenti; & jurabunt etiam in animas nostras nobis præsentibus, videlicet pro jam dicto Illustri Rege Francorum Comes Sancti Pauli, pro nobis verò Rege Romanorum Comes Burchardus de Hohemberg Avunculus noster carissimus; quod ex nunc in antea erimus ad invicem veri & fideles amici, ac in nostris & regnorum nostrorum & Imperii honoribus, libertatibus & juribus mutuo conservandis contra omnem hominem veri & validi adjutores, quodque inter nos & Successores nostros Romanorum & Francorum Reges seu Imperatores pacis & fidelis amicitiæ fœdera perpetuis duratura temporibus servabuntur; & hæc omnia præmissa & singula promisimus & præsentibus promittimus pro nobis nostrisque hæredibus sibi in Imperatoribus & Regno succedentibus firmiter observare & attendere, & nullatenus contravenire sub virtute à nobis datæ fidei & per prædictos Comites præstiti juramenti; In cujus rei testimonium præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum & datum Argentinæ, Nonas Septembris, Indictione XII. anno Domini, millesimo ducentesimo nonagesimo nono, Regni verò nostri anno secundo.

§. 3. De quibus quidem litteris originalibus supra scriptis facta fuit per nos Notarios publicos infra scriptos legitima collatio ad præsens transcriptum seu tran-

ANS de J. C. 1299.

tranſumptum ex eiſdem litteris originaliter ſumptum, anno Domini milleſimo trecenteſimo nonageſimo ſeptimo ſecundum morem Gallicanum, indictione ſexta, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Domini Benedicti divina providentia Papæ tertii decimi anno quarto, videlicet in domo Nobilis Viri Domini Guillelmi de Alvetto militis, ſita Pariſiis in vico dicto Mollari, in parochia Sancti Joannis in graviam; præſentibus & auſcultantibus diſcretis Viris, Domino Joanne Michaelis Presbytero Laudinen. Dioceſ. curato Parochialis Eccleſiæ de Villacumculi Carnoten. Dioceſ. & Magiſtro Nicolao de Molendino Notario publico Magiſtro in artibus Clerico Leonen. Dioceſ. teſtibus ad hoc vocatis, ſpecialiter & rogatis. Et ego Joannes Juvenis, alias de Villamaden. Clericus Leonen. Dioceſ. publicus Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius, quia de prædictis originalibus literis ad præſens tranſcriptum ſeu tranſumptum ex eiſdem originalibus ſumptum cum Notario publico ſupraſcripto diligentem collationem feci & ipſum invicem concordare inveni, nil addito vel amoto, ideo huic publico inſtrumento ſeu tranſumpto alia manu ſcripto ſignum meum ſolitum unà cum ſigno & ſubſcriptione dicti Notarii publici & ſigillo Curiæ Pariſ. hic me manu propria ſupſcriptum appoſui requiſitus in teſtimonium veritatis. Sic Signatum, Juvenis.

Confirmation du précédent Traité, donnée par l'Empereur Albert à Quatre-Vaux, le 8. Décembre 1299.

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus univerſis præſentes litteras inſpecturis, Salutem. Notum facimus, &c. &c. *comme ci-deſſus, juſques à ces mots*, fecimus apponi ſigillum. Actum & datum nobis & præfato Rege Francorum præſentibus apud quatuor valles, die Martis, octava menſis Decembris, anno Domini 1299. Indictione tredecima, Regni verò noſtri anno ſecundo.

Promeſſe de l'Empereur Albert touchant l'alliance faite avec Philippe le Bel, donnée à Quatre-Vaux, le 8. Décembre 1299.

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis præſentes Litteras inſpecturis Salutem. Noverit univerſitas veſtra, quod cum in prolocutione ſeu tractatu Matrimonii inter Illuſtrem Rudolphum Ducem Auſtriæ primogenitum noſtrum cariſſimum & Dominam Blancham Sororem magnifici Philippi Regis Francorum amici noſtri cariſſimi contrahendi inter nos & eundem Regem Franciæ per ſolemnes Procuratores & Nuntios utriuſque actum fuerit & conventum, ac ex parte noſtra expreſſè promiſſum, quod eidem primogenito noſtro & hæredibus ſuis ab eo deſcendentibus Ducatus Auſtriæ & Stiriæ, nec non Dominia Carniolæ, Marchiæ ac Portus Naonis cum omnibus aliis juribus & pertinentiis Ducatus & dominiorum prædictorum, ac omnibus emolumentis rebus & juribus quibuſcunque intra vel extra Ducatum conſtitutis, quemadmodum cum ipſo Ducatu ad Duces Auſtriæ ſolent hactenus devenire vel quomodolibet pertinere, perpetuò & hæreditariè remanebunt.

§. 2. Ac nihilominus ex tunc dederimus, conceſſerimus, aſſignaverimus & aſſederimus prædictæ Sorori Regis Franciæ in dotalitium, ſeu donationem propter nuptias Comitatum Alſatiæ & terram de Friburg. Lauſan. Dioceſ. cum omnibus juribus & pertinentiis ſuis; quorum Comitatus & terræ, qui præfato Duci perpetuò & hæreditariè remanebunt fidelium homagia & fidelitates ac Univerſitatum & incolarum Villarum inſignium juramenta præſtari faciemus, antequam matrimonium contrahatur, Procuratori prædictæ Sororis Regis Franciæ pro ea ſolemniter ſtipulanti eidem, quoad prædictum contractum matrimonium, quod eidem Sorori, ſi præfato Duci forſitam ſupervivat, tanquam fideles vaſalli & ſubditi Dominæ ſuæ, quoad vixerit obedient & intendent; ac ſecundo genitum alioſque juniores liberos noſtros renunciare faciemus penitus & expreſſè cum autoritate & decreto noſtro Regio & Electorum Principum & Baronum Regni Allemanniæ ac alia quavis auctoritate, forma & modo, de quibus dicto Regi Franciæ pro plena ſecuritate expediens viſum erit pro omni jure ſibi competenti vel competituro in Ducatu, Comitatu, terris, juribus, & pertinentiis ſupra dictis.

ANS de J. C. 1299.

§. 3. Et de præmiſſis omnibus & ſingulis tenendis, adimplendis & inviolabiliter obſervandis dabimus memorato Regi Franciæ idoneas cautiones & ſecuritates, quæ ſibi in hac parte utiles videbuntur, ac præmiſſa omnia & ſingula, per Romanorum Reginam Illuſtrem Elizabeth Conſortem noſtram approbari, ratifficari & fieri, ac de iis ſervandis & fideliter adimplendis ipſam facientes efficaciter obligari; ſalvo dotalitio, quod dicta Romanorum Regina ad vitam ſuam habet in Ducatu, terris, Dominiis ſupra dictis. Item placet prædicto Regi Franciæ & litterarum ſuarum tenore conſentiet, quod Ducatu Auſtriæ cum principatu ejuſdem præfati Ducis ſuiſque hæredibus remanente, ſecundo genito aliiſque junioribus liberis noſtris præmiſſis primitus aſſentientibus, ſufficiens & competens paterna fiat proviſio de terris ſupradictis ad Ducatum Auſtriæ pertinentibus, vel aliunde, ſicut melius fieri poterit, abſque Ducatus Auſtriæ demembratione notabili vel enormi.

§. 4. Cæterum cum omnium Electorum Principum prædictorum aſſenſus autoritas vel decus præſtandi præmiſſis, ut ſuperius eſt expreſſum propter quorundam ipſorum abſentiam & alia certa impedimenta commodè haberi non poſſunt, vult prædictus Rex Franciæ & ad precum noſtrarum inſtantiam conſentit & promittit bonâ fide, juravit etiam in animam ipſius Regis ipſo Rege præſente ſpectabilis Vir Guido Comes Sancti Pauli, quod tribus ex Electoribus ipſis ſuam in præmiſſis auctoritatem præſtantibus & aſſenſum, propter aliorum abſentiam vel auctoritatem non præſtitam in hac parte contractus Matrimonii, ſupradictis aliis tamen conditionibus & conventionibus ſupra dictis promiſſis, adimpletis, nullatenus differatur, ſed bonâ fide modis omnibus conſummetur. Et promiſimus cum dato nomine juramenti expreſſè nos curaturos & facturos, juravit etiam in animam noſtram nobilis Vir Burchardus Comes de Hohemberg Avunculus noſter, quod alii Electores Principes ſupra dicti ſuum congruo tempore præmiſſis aſſenſum & autoritatem præſtabunt modo & forma, de quibus pro cautione & ſecuritate ſæpè dicto Regi Franciæ viſum fuerit expedire, in cujus rei teſtimonium præſentibus &c. &c. *ut ſupra*. Actum & datum nobis & præfato Rege Franciæ præſentibus apud Quatuor valles die Martis octava menſis Decembris, anno Domini 1299. Indictione 13. Regni verò noſtro anno ſecundo.

ANS de J.C. 1299.

CLXXXII.

EMPIRE ET FRANCE.

Traité entre ALBERT I. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, pour le Mariage d'un des Fils de Philippe avec l'une des Filles d'Albert, au choix des parties de part & d'autre. Fait à Quatre-Vaux, le* 8. *Décembre* 1299. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 43.

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus universis præsentes Litteras inspecturis Salutem. Notum facimus quod nos attendentes, quod inter alia, per quæ regnantium & regnorum exaltatio procuratur, pacis & tranquillæ quietis amœnitas acquiritur, ac fœlici & prospero statu consulitur subditorum; illud videtur antea consideratione præcipuum, ut inter Reges & Regna solidæ caritatis unitas & fidelis amicitiæ fœdera nutriantur, & quod alter alteri libenter assistat in prosperis, & non deficiat in adversis. Hâc consideratione inducti, ut inter nos & inclytum Principem PHILIPPUM Regem Franciæ Illustrem, amicum nostrum carissimum hujusmodi fœdus unionis & amicitiæ stabilius permaneat in futurum, concordavimus, voluimus, consensimus & promisimus, concordamus, volumus, consentimus & promittimus bonâ fide, juraverunt etiam in animas nostras nobis præsentibus nobilis vir, videlicet pro jam dicto Rege Francorum Guido Comes Sancti Pauli & pro nobis verò Burchardus Comes de Hohemberg dilectus & fidelis noster, quod inter unum de filiis ipsius Regis Franciæ, quem excepto primogenito ipsius elegerimus & unam de filiabus nostris, quam dictus Francorum Rex de nonnullis traditis duxerit eligendam, matrimonium contrahatur, de dote autem & dotalitio filio & filiæ prædictis dandis, in nostra & ipsius Regis Francorum voluntate & arbitrio residebit; In cujus rei testimonium præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum & datum nobis & præfato Rege præsentibus apud Quatuor Valles, die Martis octava mensis Decembris, anno Domini 1299. Indictione 13. Regni verò nostri anno secundo.

CLXXXIII.

ANS de J.C. 1299.

FRANCE ET BOURGOGNE.

Contract de Mariage entre (a) LOUIS *Fils de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* (b) MARGUERITE *Fille de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois de Février* 1299. Etienne Perard. Recueïl de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 583.

(a) Dixiéme du nom, surnommé *Hutin.*

(b) Ce mariage se fit: & il en naquit *Jeanne* héritiére du Royaume de Navarre, qu'elle porta à son Mari Philippe d'Evreux.

ROBERTUS *Dux Burgundiæ*, Franciæ Camerarius, notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, quòd inter excellentissimum Principem, Dominum PHILIPPUM Dei gratia *Franciæ Regem* Illustrissimum, charissimum Dominum nostrum, ex una parte, & nos ex altera, initæ, conventæ, & bona fide firmatæ sunt conventiones, quæ inferius subsequuntur; videlicet, quod ipse Dominus noster Rex, pro parte sua, & nos pro parte nostra, curabimus & faciemus, quod LUDOVICUS ipsius Domini Regis primogenitus, & MARGARITA filia nostra secundo genita, statim cum ipsi ad annos nubiles pervenerint, obtento super hoc primitius assensu & dispensatione Sedis Apostolicæ, matrimonialiter insimul copulentur. Nos verò, convenimus & promisimus prædicto Domino nostro Regi, pro dicto filio suo, & ad opus ipsius, quod nos eidem filio suo dabimus in maritagium cum prædicta filia nostra, centies mille libras parvorum Turonensium in pecunia numerata, solvendas terminis qui sequuntur, videlicet viginti quinque millia librarum, ipsa die qua prædictum matrimonium in facie Ecclesiæ solempnizari continget. Item quindecim millia librarum, eadem die, anni circulo revoluto. Item alia quindecim millia librarum eadem die alio anno similiter revoluto, & sic de anno in annum ad eumdem terminum, quolibet anno quindecim millia librarum Turonensium parvorum, quousque dictæ centies mille librarum fuerint eidem filio dicti Domini nostri Regis integrè persolutæ. Item, nos convenimus & promisimus, nos daturos prædictæ filiæ nostræ, in maritagium cum eodem prædicti Domini nostri Regis filio, sexties mille libratas terræ ad Turonenses parvos convenienter assidendas eidem, tria millia librarum terræ statim in ipsa solempnisatione matrimonii supradicti in modum qui sequitur, videlicet mille libratas terræ quas ipse Dominus noster Rex ex dono suo nobis assidere tenetur. Item terram quam habemus apud *Giiacum*, in quantum sufficere poterit ipsa terra. Item feoda & homagia illarum rerum quas Dominus *Campaniæ* tenet à nobis, & similiter, feoda & homagia illarum rerum, quæ apud Vitriacum, & apud Essoy, tenentur à nobis, appretianda in assignatione prædicta quantum sufficere poterunt ad assisiam terræ secundum ipsius patriæ consuetudinem faciendam: Et illud quod post factam assisiam prædictorum deerit assidendum de dictis tribus millibus libratis terræ, nos in locis competentibus perficere tenebimur, ac etiam assidere. Item, alia tria millia librarum terræ, quousque nos ea prædictæ filiæ nostræ sufficienter & in locis competentibus assederimus, reddemus annuatim, solvendo eidem prædicti Domini nostri Regis filio, à die solempnisationis prædicti matrimonii anno quolibet, ad duos terminos, tria millia librarum Turonensium parvorum, videlicet in festo Resurrectionis Domini mille & quingentas libras, & in festo Sanctorum omnium mille & quingentas, & sic annuatim, quousque fecerimus assisiam supradictam. Ita, quod quandocumque nos dicta tria millia libratarum terræ, vel eorum partem eidem filiæ nostræ convenienter assederimus, pro parte eorum assignata & tradita cessabit, & decrescet pro rata æquivalenti, solutio annualis præstationis prædictæ. Pro quibus tribus millibus libris Turonensibus parvis annuatim solvendis, ut præmissum est, nos eidem Domino nostro Regi, pro dicto filio suo, & ad opus ipsius, Ducatum nostrum Burgundiæ, & totam terram nostram in Regno Franciæ constitutam, ex nunc specialiter obligamus & remanere volumus obligatam. Prædictus verò Dominus noster Rex, dictam *Margaritam*, si contigerit ipsam esse Franciæ Reginam, dotabit de duodecim millibus libratarum terræ ad parvos Turonenses; si verò non contigerit ipsam esse Franciæ Reginam, ipse Dominus noster Rex dotabit eandem de sex millibus libratarum terræ monetæ ejusdem. Quod dotalicium ipse Dominus noster Rex faciet eidem filiæ nostræ in locis competentibus assignari. Actum fuit insuper, & expressè conventum, inter prædictum Dominum nostrum Regem & nos, pro nobis & liberis nostris prædictis, & ad opus eorum, quod si dictos liberos nostros, vel eorum alterum, ante solempnizationem dicti matrimonii decedere contingat, conventiones hujusmodi totaliter vacuentur & omni careant robore firmitatis. Si verò, post contractum & in facie Ecclesiæ solempnizatum prædictum matrimonium inter eos, contingat ipsos vel alterum eorum decedere, liberis non extantibus ex eisdem

Loüis fit enfermer Marguerite sa femme à Château Gaillard auprès d'Andely en Normandie, à cause de son impudicité; & épousa Clemence d'Anjou, qui accoucha ce Jean, fils Posthume, lequel ne vecut que sept ou huit jours.

ANS de J. C. 1299.

eisdem summa prædictarum centies mille librarum Turonensium parvorum, pro ea rata qua soluta fuerit vel termini solutionis cesserint, prædicti Domini nostri Regis seu dicti filii sui erit, & sibi remanere debebit. Pro ea verò rata qua nec soluta fuerit, nec termini solutionis cesserint, nos quitti remanebimus & totaliter liberati. Et dictæ sexties mille libratæ terræ ad nos revertentur, & in nostra dispositione liberæ remanebunt. Si verò, post contractum & solempnizatum inter eos prædictum matrimonium ipsi decesserint, vel alter eorum, superstitibus liberis ex eorum prædicto matrimonio procreatis, in casu, quem Dominus avertat, in quo ipsius Domini nostri Regis prædictus filius in vita sua non esset Rex Franciæ, liberi ex illo eorum matrimonio superstites, dum tamen Comitatus Campaniæ ad eosdem nullatenus obvenisset, si sint masculi, habebunt viginti millia librarum terræ ad parvos Turonenses de terra ipsius Domini nostri Regis in regno Franciæ situata decenter, & in locis competentibus ab ipso Domino nostro Rege vel ejus successoribus assidendas eisdem. Si verò sint fœminæ, masculis ex illo matrimonio non extantibus, quælibet habebit mille libratas terræ ad parvos Turonenses, convenienter eisdem in terra regni Franciæ prædicti Domini nostri Regis assidendas, & cum hoc, duodecim millia librarum Turonensium parvorum in pecunia numerata, pro ipsis matrimonialiter collocandis. Has autem conventiones & promissiones, omnes & singulas, prout superius sunt expressæ, promisimus & promittimus bona fide ac ad sancta Dei Evangelia juravimus, nos pro parte nostra facturos, curaturos, & integraliter complecturos; hoc excepto quod si, quod absit, contingeret nos vel successores nostros in solutione dictarum pecuniæ summarum in aliquo de præmissis terminis deficere, nolumus astringi juramento prædicto, sed obligamus nos & successores nostros, si defecerimus in solutione prædictarum pecuniæ summarum in terminis antedictis, vel aliquo eorumdem terminorum, ostagia continuè Senonis in propriis personis tenere, quousque de prædictis summis, in quarum solutione defecerimus, integraliter fuerit satisfactum. Ad hæc nos & successores nostros firmiter obligantes, volentesque nos & ipsos remanere specialiter obligatos. Et in testimonium & memoriam perpetuam omnium & singulorum præmissorum, præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Abbatiam Minorissarum longi campi, die Sabbati post festum beati Mathiæ Apostoli, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo nono, mense Februario.

CLXXXIV.

ANS de J. C. 1300. Savoye et Orange.

Ligue entre AME *Comte de Savoye, &* BERTRAND *de Baux Prince d'Orange, contre le Dauphin. Faite à Orange, le 5. de Mai*, 1300. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 137.

IN nomine Domini Amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo tercentesimo, scilicet v. die Maii; Cum pactiones & conventiones initæ essent per *Illustrem & Potentem Virum Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ*, ex una parte, & Dominum Giraudum Amici militem, nomine suo & nomine Domini BERTRANDI de Baucio Dei gratia Principis Auraficæ, & procuratorio nomine ejusdem ex altera; videlicet quod si dictus Dominus Comes habeat aliquomodo guerram contra Dalphinum Viennensem, quod præfati Dominus Princeps, & Dominus Giraudus Amici juvabunt, & auxiliabuntur prædictum D. Comitem, de se & de tota terra sua contradicendum & offendendum quoquomodo poterunt Dalphinum supra dictum, & si forte contingeret, quod præfatus Dominus Comes faceret pacem, seu concordiam, vel treugas acciperet, cum Dalphino, fuit actum quod dictum Dominum Principem & Dominum Giraudum poneret in sua treuga, pace, seu concordia, & è converso, si contingeret dictos Dominum Principem, & Dominum Giraudum Amici habere guerram contra dictum Dalphinum, quod præfatus Dominus Comes adjuvabit eos ad offendendum dictum Dalphinum, donec in pace & concordia ponerentur, prout in litera inde confecta, & sigillata sigillo dicti Domini Comitis, & sigillo Domini Principis prædicti, & sigillo dicti Domini Giraudi, plenius continetur: Dictus inquam Dominus Princeps, in præsentia mei Notarii infra scripti, & Testium infra scriptorum, præsente dicto Domino Giraudo Amici, & in præsentia Joannis Molani procuratoris dicti Domini Comitis constituti per Dominum Comitem supradictum, ad suscipiendam, & recipiendam ratificationem, & confirmationem, & approbationem faciendam per dictum Dominum Principem, pactionum & conventionum prædictarum, confirmavit, ratificavit & approbavit conventiones & pactiones supradictas, prædicto Joanni Procuratori præsenti, stipulanti & recipienti, nomine Procuratorio dicti Domini Comitis, & mihi Notario infra scripto præsenti & stipulanti, nomine & vice Domini Comitis supradicti. Promittens inquam dictus Dominus Princeps, prædicto Joanni procuratori recipienti nomine quo supra & mihi Notario recipienti & stipulanti nomine dicti Domini Comitis, se servaturum prædictas conventiones & pactiones & contra non venturum de Jure vel de facto, & super sancta Dei Evangelia à se gratis corporaliter tacta, juravit omnia attendere prædicta & complere, & de prædictis Dominus Joannes, nomine quo supra petiit sibi fieri publicum instrumentum. Actum apud Auraficam in Hospitio Bertrandi de Medenis Domicelli olim, Testibus præsentibus Domino Guillelmo de Anseduna Milite Domino Cadarossæ in parte Domino Olivario Cucurbitæ Milite Bayllivo Principatus Auraficæ, Domino Maymundo Laurii Milite Baiulo Auraficæ, Domino Bernardo de sancto Quintino legum Professore; Domino Maymundo Ancelli Jurisperito, Petro Martinelli procuratore dicti Domini Principis.

CLXXXV.

ANS de J. C. 1300. Liege et Brabant.

Traité entre HUGON *Evêque de Liége &* JEAN I. *Duc de Brabant; par lequel Hugon céde au Duc plusieurs droits sur la Ville de Malines, pour les posseder jusqu'à la troisiéme Génération; à condition que ledit Duc les revendique de Jean Berthoult, qui s'en étoit emparé par la force.* Aubert le Mire. Diplomatum Belgicorum. Tom. I. Cap. LXXXIX. pag. 193.

UNiversis præsentes litteras inspecturis HUGO, Dei gratia Leodiensis Episcopus, æternam in Domino salutem, cum notitia veritatis. Zelus orthodoxæ fidei in eo probatur præcipuè.....

Sanè cùm ad nos & antecessores nostros, Ecclesiæ Leodiensis Episcopos, qui ipsam Ecclesiam rexerunt pro tempore, plurima & diversa jura ac jurisdictiones in opido Mechlinienſi, & in villa de *Heiſte*, & appendiciis earumdem pertinuerint longis temporibus, & adhuc pertinere dignoscantur, quæ usque ad hæc tempora nobilis vir Joannes Berthout de Mechlinia, & sui progenitores per potentiam suam violenter occuparunt, & adhuc detinent occupata, contra Deum & justitiam, in dispendium animæ suæ & prædictæ Leodiensis Ecclesiæ non modicam jacturam, consilio freti

ANS de J. C. freti bonorum & Jurisperitorum, oportunum duximus eatenus nobis brachium invocare defensionis.

1300. Cùm igitur, quia illustris Princeps Dominus JOANNES, Dei gratia Dux Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi, sit fidelis & major ac potentior inter fideles Ecclesiæ nostræ supradictæ, nostrum, imò potiùs Ecclesiæ nostræ gerens negotium, de mandato nostro & requisitione debita, prædicta jura & jurisdictiones diu injuriosè ac violenter occupata, ut est dictum, ad proprietatem Ecclesiæ nostræ supradictæ reducat, & reducere laboret suis sumptibus & expensis, nostræque seu Ecclesiæ nostræ prædictæ facultates non sufficiant ad tanta onera supportanda.

Volentes suis laboribus & expensis meritò respondere, cùm nemo teneatur suis stipendiis militare, prædicta jura & jurisdictiones universas & singulas, prout idem Dux revocaverit, ad jus & proprietatem Ecclesiæ nostræ memoratæ, liberè conferimus & donamus sibi suisque heredibus, usque ad tertium heredem inclusivè, cum fructibus, proventibus & adventiciis quibuscumque.

Promittentes bona fide dicto Duci, quòd quàm citiùs poterimus, procurabimus cum effectu, super collatione seu donatione prædicta, consensum Capituli dictæ nostræ Ecclesiæ, seu confirmationem Apostolicam adhiberi.

Præsertim cùm sæpedictus Dux bene valeat promereri, pro eo, quædam jura & jurisdictiones, de quibus providendum est, quòd ad possessionem prædictæ nostræ Ecclesiæ non venerint, quamvis multi antecessores nostri, pro ipsis recuperandis, gravibus insudaverint laboribus & expensis.

In quorum testimonium & munimen, sigillum nostrum præsentibus litteris duximus appendendum. Datum anno Domini millesimo trecentesimo, Sabbato post festum B. Lucæ Evangelistæ.

CLXXXVI.

ANS de J. C. 1301. SAVOYE ET ACHAYE. *Contract de Mariage de* PHILIPPE *de Savoye Comte de Piémont, & d'*ISABELLE *Princesse d'Achaïe. Passé au mois de Janvier.* 1301. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 102.

NOus ISABEAUS *Princesse d'Achaye* feisons assavoir à tous cehaus que ces presentes lettres verront & orront: Que cum se soit chouse que traitement & parolles soient de Mariage fere entre nous & Noble Baron & Aut *Monsieur* PHILIPPE *de Savoye* por la manit des Reverens Peres de Monsieur Lucha del Flest & de Monsieur Leonard Vesque d'Albana & por la Dieu grace Cardinalx de Rome & por l'antroit & por le Commandement de Saint Pere Monsieur Boniface por la miseration Divina Appostoile de la sainte Eglise de Rome en lequel traictement nous demandons & requerons ledit Monsieur Philippe qu'il viegne en nostre presence & amenit avec li certaine quantité de gens d'armes à cheval & à pé por deffendre & maintenir nostre guerre encontre nostres Ennemis, & ledit Monsieur Philippe nous requiert, que nous li doyons pouvoir de nostre Terre & de nostre Princey pour le travail de son corps & pour les despans que il & ses gens seront pour aller en nostre Princée, en tel maniere que les chouses que nous li donrons soient siens se ensi advenoit que Nous & li ne feisiens heoirs ensemble qui restas nostre heritage & nostre Prince. Et nous voyans & recognoissans que ledit Monsieur Philippe demande & requis chose juste & raysonnable, & qu'il ne seroit avenant qu'il perdist avecques nous son temps né son travail, ne ses despans qu'il sera por luy & por ses gens por aller en nostre Terre. Et voyans qu'il nous estoit besoin qu'il maintiegne & deffande nous & nostre Terre & face nostre guerre. Pour ce Nous de nostre bonne vollenté donnons & feissons Donation pure & mere entre Vis & norevocable audit Monsieur Philippe de Savoye devant que Matrimonie soit fait ne compli & devant qu'il nous hait esposée. C'est assavoir du Chastel & de toute la Chastellainie de Corinthe & de la Ville avec toutes ses raissons & appartenances & droytures & plene Jurisdiction & Seignorie, tant ce que nous tenons à nostre Demaine comme fieuz & hommages, & toutes autres raissons & appartenances que à ladite Chastellanie de Corinthe appertiegnent & pourroient appertenir, en tel maniere que se nous & le di Monsieur Philippe ferons heoirs ensamble qu'il soit hoyrs & Princes de nostre Terre & de nostre Prince, que cette Donation soit casse & vane & de nulle valour. Et ceste Donation feisons nous audit Monsieur Philippe en tel maniere qu'il soit quité, & si l'en quittons del servce de son Corps à toute sa vie qu'il devroit fere ou seroit entenus par ces chouses que nous li havons données ensi comme cy-dessus se contient. Et porce que cette chouse soit ferme & stable, nous havons données ces presentes Lettres ouvertes audit Monsieur Philippe scellées de nostre grand Seel pendant qui furent escriptes à Rome à VII. jours du moys de Fevrier, l'an de nostre Seigneur JESUS-CHRIST, mil & trois cent & uns de la quatorzieme Indicion. ANS de J. C. 1301.

CLXXXVII.

Ligue défensive entre PHILIPPE IV. *dit le Bel, Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, excepté contre l'Eglise, & contre Aubert Roi d'Allemagne & le Comte de Hainaut. Fait à Paris le* 20. *de Mai,* 1303. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici pag. 43. ANS de J. C. 1303. FRANCE ET ANGLETERRE.

A Tous ceux qui ces presentes lettres verront & orront Amez Cuens de Savoye, Henry Cuens de * Nicole, & Othes de Grand son Chevalier Messages & Procureurs de tres excellent Prince EDOUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine establis & envoyez especiaument à ce, salutz. Nous faisons à sçavoir, que comme tres excellent Prince PHILIPPES par celle meme grace Roy de France considerant & regardant les biens & les profits, qui viennent de l'accord & de l'amitié des Roys & des Princes, ait deputé & establi nouvellement Monsieur Lois fils de Roy de France Comte d'Evreux, Robert de Bourgogne & Jean de Bretagne Ducs & Monsieur Pierre Seigneur de Chambly Chevalier & Chamberlain ledict Roy de France ses Messages & Procureurs pour traitter pour li & pour ses hoirs & pour ses Successeurs de alliance & de Amitié à faire entre iceux Roys leurs hoirs, leurs successeurs & leurs Royaumes pour la pées, pour le profit & le bien de eux & de leur hoirs de leur successeurs, de leur Royaumes & de leur sougiez, entre nous Messages & Procureurs dudict nostre Seigneur en nom de li pour ses hoirs & pour ses Successeurs d'une part, & lesdicts Messages & Procureurs dudict Roy de France en nom de li, pour li, pour ses hoirs & pour ses successeurs d'autre part est fait traitté & accordé en la maniere qui ensuit.

§. 2. Premierement il est accordé entre nous & les Messages dessusdicts en nom desdicts Roys que iceux Roys seront l'un à l'autre des ore en avant bons, vrays & loyaux amis & aydans contre tous hommes (fauve l'Eglise de Rome) en telle maniere, que se ou plusieurs quiconques ils fussent voloient despoinctier, empescher ou troubler lesdicts Roys és franchises, libertez, privileges & coustumes de eux & de leur Royau-

ANS de J. C. 1303.

Royaumes ** & que ils seront bons & loyaux amis & aidans contre tout homme, qui peusse vivre & morir, à deffendre, garder & maintenir les franchises, les libertez, & les privileges, les droicts, les droicturres & les coustumes dessusdicts, excepté pour ledict Roy de France, excellent Prince Monsieur Aubert Roy d'Alemanie, & Monsieur Johans Cuens de Henaud en Haynaud, & excepté pour ledict nostre Sire le Roy d'Angleterre Monsieur Johans Duc de Brebant en Brebant, & ses hoirs descendans de li & de la fille dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, & que l'un ne sera en conseil ne en ayde, ou l'autre perde vie, membre, estat, ne honeur temporel.

§. 3. Item accordé est, que les gens & les marchands de l'un Royaume puissent aller delivrement & sans empechement & marchander & mener toutes sortes de marchandises & manieres de bien quelques ils soient seurement & sauvement au Royaume de l'autre, en payant les coustumes deues. Item il est accordé que l'un ne receptera ne soustendra ne confortera, ne sera confort ne ayde as ennemis de l'autre, ne ne soufrira, qu'ils ayent confort, secours ne ayde, soit de gens d'armes ou de vitailles ou d'autres choses quelles quelles soient de ses terres ne de son pooir, mes deffendra sur poine de forfaicture de cors & d'avoir & empeschera à tout son poair loyalment en bonne foy, que lesdicts ennemis ne soient receptez ne confortez es terres de sa Seigneurie, ne de son poair, ne que il en ait confort, secours ne aide, soit de gent d'armes de chevaux, d'armaires, de vitailles ou d'autres choses quelles quelles soient. Item il est accordé, que l'un ne receptera les bannis du Royaume de l'autre, ne les souffrira recepter en ses terres, ne en son poair, ainces les fera vuider dedans quarante jours apres ce qu'il en sera requis.

§. 4. Derechef il est accordé, qu'en chacun muement ou renouvellement de Seigneurie deça ou dela en la premiere assemblée des Roys tantost apres l'hommage faict du Duché d'Aquitaine, cette alliance sera renouvellée, affermée, confermée & faite de nouvel par ces mesmes paroles entre lesdicts Roys; lesquelles & chacunes de icelles, si comme elles sont dessus devisées & escrites, nous accordons, volons & agreons & promettons loyalment en bonne foy comme Message & Procureur dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre pour li & en nom de li, pour ses hoirs & pour ses Successeurs ce les garder, tenir & accomplir fermement & loyalment à tousjours sans venir encontre par quelquonque raison ou cause au tems avenir, & que nous les ferons ratifier, agréer & approuver par nostre dit Seigneur le Roy d'Angleterre & les jurer en s'ame, & de ce donner ses lettres ouvertes, contenans toutes les choses dessus dites, & de toutes ces choses nous avons faict & donné en nom dudict nostre Seigneur le Roy & en l'ame de li sacrement corporel és saincts Evangiles en la presence desdicts Messages & Procureurs doudict Roy de France. En tesmoin desqueux choses nous avons faict mettre nos seaux à ces presentes lettres. Donné à Paris le vingtiesme jour de May, l'an de grace mil trois cens trois.

CLXXXVIII.

ANS de J. C. 1303.

Donation faite à MARGUERITE DE SAVOYE, *des Châteaux de Cariteyne & de Bossélet, par* PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince, &* YSABEAU *Princesse d'Achaye. Fait à Beauvoir, le 4. de Décembre, de l'année* 1303. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 110.

SAVOYE ET ACHAYE.

NOus PHELIPPES DE SAVOIE Princes d'Achaye, & YSABIAUX Princesse de celle meisme Princée feisons assavoir à touz ceaux qui cestes presentes Letres verront & orront. Que nous per nous & per nous hoirs donons & outroyons à nostre chiere Fille MARGUERITE é as hoirs de son corps, le Chastel & la Chastelanie de Cariteyne & de Bossolet à tutes les fortaresses de ces dites Chastellenies, & à tutes lour raissons, droitures & appartenances, tant ce que est au Domayne per Domaine, & ce que est au homage, homos, jurisdiction, joustise laut & vant & tout ce que aptient à la haute Seignorie, per ansi que ladite Marguerite nostre Filie doit tenir tutes ces devant dites chouses de nous & de nous hoirs qui seront Prince, pour le service de son corps & de six Chevaliers six mois au lant, & pour ce ce que cette chose soit ferme & stable, & que nulle personne ne puisse aler à l'encontre per nul temps, havons nous fait doner à ladite Marguerite nostre Filie, Cestes lettres overtes soelles de nostres seaux pendanz. Et à plus grant tesmoniance & fermeté de cette chouse. Nous havons requeru le honorable & sage Beniemin Chancellier de nostre Princée qu'il mete son su propre Soyaul à ces presentes lettres. Et Nous Beniemin Chancelier de la Princée d'Achaye à la requeste de tres haut & puissanz nostre chier Seigneur Monsieur Phelipe de Savoye, Prince d'Achaye, & de nostre chiere Dame Madame Ysabiaux Princesse de celle meisme Princée havuns mis nostre Soyaul proprie à ces dites presentes letres, en tesmoignance de verité. Ce fut fait à Beauvoir, an lant del Incarnation, mil trois cenz & trois, au vint & quatre jour du mois de Desambre de la seconde Indicion.

CLXXXIX.

ANS de J. C. 1304.

Traité de Paix entre PHILIPPE LE BEL *Roi de France, & les Villes de* FLANDRE. *Fait l'an* 1304. Pierre d'Oudergheest dans ses Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXL. Feüill. 233.

FRANCE ET FLANDRE.

(a) PRemiers, que les Flamens auroyent bonne & perpetuelle Paix avec le Roy, & moyennant ce leur demoureroyent leurs biens, libertez & franchises sauves & entiers, que le Conte Guy, seroit du tout restably, & remis en sa Conté & Seigneurie, que touts prisonniers, tant d'un costé, que d'autre, seroyent delivrez quites & francs. Que pour toutes offenses, les Flamens payeroyent au Roy une amende pecuniele, qui ne pourroit exceder la somme de huict cent mille livres, pour laquelle arbitrer, seroyent esleuz huict personnaiges, sçavoir quatre d'un costé, & quatre d'autre. Nonobstant lesquelles choses, le Roy voulut semblablement pour son honneur, R & asseu-

(a) Philippe venoit de gagner une bataille sur les Flamands dans laquelle il leur avoit tué 25000. hommes, & assiégeoit actuellement l'Isle. Mais les Flamands ayant fermé leurs boutiques assemblérent en moins de rien 60000. combattans, & obligérent Philippe à leur donner la Paix.

ANS de J. C. 1204. & asseurance, que les Villes de Lille & Douay avec leurs appendances, fussent mises en ses mains, par maniere de gaige ou de contrepant, pour les tenir seullement, jusques a ce qu'il fut esté satisfaict de la susdicte amende, comme lors fut mis par escript & publié aux deux ostz.

CXC.

ANS de J. C. 1305. FRANCE ET FLANDRE. *Traité de Paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandres. Fait au mois de Juin* 1305. Pierre d'Oudergheest. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLI. Feüill. 234.

PRemiers, que les Flamens assigneroyent au Roy vingt mille livres de terre de rente perpetuelle par an, en la Conté de Rethelois, le plus commodieusement que faire se pourroit, & ce endedens le Sainct Jean de l'an mil trois cents huict, qu'ils payeroyent au Roy quatre cents mille livres, en quatre ans, dont le premier payement escherroit, a la Sainct Jean de l'an trois cents six. Qu'ils bailleront six cents hommes d'armes de la Conté de Flandre en bon ordre & equippage, poor servir le Roy un an entier, la part qu'il luy plairoit, que le Roy pourroit punir par voiages, trois mille personnes de Bruges, & du Francq, coulpables des mesfaicts passez, les mille outre mer, & les deux mil deça la mer. Que les Flamens abbateroyent & raseroyent les murs & forteresses des cinc principalles Villes, Gand, Bruges, Ypre, Lille & Douay, endedens la Sainct Jean, de l'an mil trois cents sept, sans jamais les povoir refaire, ny remettre sus. Que moyennant ces choses, le Conte Robert, Guillaume & Guy ses freres & les autres nobles de Flandre, prisonniers, seroyent delivrez, comme semblablement seroit le corps du Conte Guy, qui estoit l'année precedente terminé en la prison. Que les nobles & communaultez de Flandre seroyent telle seureté, que seroit advisé de jamais eux substraire de l'obeissance du Roy, ny de ses successeurs Roys de France. Que jamais, ils ne se alleroyent aux ennemys du Royaulme, ny les secourreroyent, conforteroyent, ny soustiendroyent, & si le Conte le faisoit, il fourferoit la Conté de Flandre, que pour la seureté de ce que dessus, le Conte Robert de Flandre mettroit au povoir, & es mains du Roy, ou de son commis, les Chasteaux Villes & Chastelenies de Lille, Douay, Bethune, Chasteaux de Cassel & de Courtray pour les tenir, jusques a ce que les vingt mille livres de terre seroyent assignées, les forteresses abbatuës, & les pelerins mis en chemin. Que le Roy pourroit faire abbatre les Chasteaux de Lille & de Courtray, qu'il avoit faict fortifier, le fons desquels neantmoins demoureroit au Conte de Flandre, que si les choses susdictes ne fussent en leur temps & lieu accomplies, le Conte Robert fourferoit l'amende de soyxante livres, & nonobstant ce, le Roy pourroit proceder alencontre des Flamens par censures & excommunications du Pape, & aussi par adjournements a Paris, que toutsalliez d'une part & d'autre, seroyent comprins en ceste paix, reservé le Conte de Hainault, pour autant que peut toucher & concerner les Contes de Hollande & Zelande. Ce fut faict & conclu, par lesdicts huict arbitres, a Achies sur Orange au mois de Juing l'an mil trois cents cinc: & fust le tout traicté, confirmé, & approuvé par les procureurs des Villes & communautez de Flandre, reservé ceux de Bruges, qui n'avoient illec leurs procureürs, pour autant qu'on ne les y vouloit veoir, ny ouyr.

CXCI.

ANS de J. C. 1306. PIE'MONT PROVENCE ET FORCALQUIER. *Union des Comtez de* PIE'MONT, *de* PROVENCE, *&de* FORCALQUIER, *faite par* CHARLES II. *Roi de Jerusalem & de Sicile, à Naples. Le* 14. *de Février, de l'an* 1306. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 45.

CArolus Secundus Dei gratia Rex Jerusalem & Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii Comes, universis præsentis scripti seriem inspecturis tam præsentibus quam futuris principale præsidium. De subditorum cura prævidens nonnumquam ex causa præcipuè Regionis loca separat, ac interdum divisa reducit ad integrum per alligabilem unionem sancitam. Circa fidelium & subjectorum nostrorum augmenta status prosperi meditatione solicita intendentes, attento quod dum ipsi ex regionum diversitate ac partium separatione disjuncti ad unitatem reducti redduntur amabiliores ad invicem, & contra alios fortiores, cum vis unita degregatâ sit fortior, & colligatus funiculus difficilius dissolvatur; Comitatum Pedemontis nostrum utique patrimoniale peculium, recuperatum noviter de manibus detentorum, cum omnibus terris, castris, Villis, casalibus & locis aliis ac pertinentiis suis, Comitatibus nostris Provinciæ & Forcalquerii de certa nostra scientia incorporandum & uniendum duximus, ac etiam advertendum, ita quod sub fœlici nostro & heredum nostrorum dominio Comitatibus ipsis incorporatis invicem & mutuo conjunctis, nostri fideles & subditi eorundem, vinculo uniti corroborationis arctiori, mutuis se coadjuvent viribus, & cum casus emerserit, minime adversariorum potentias pertimescant. Hoc excepto specialiter & expressius reservato, quòd in dicto Comitatu Pedemontis noster in præfatis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii Senescallus nullam jurisdictionem habeat, sed in eo per Curiam nostram Senescallus per se, aliique officiales per tempora statuantur, quodque propter unionem & incorporationem præmissas juribus, honoribus & libertatibus dicti Comitatus Pedemontis ac specialium personarum ipsius nullum præjudicium quomodolibet generetur; nec idem Comitatus propter unionem ipsam eisdem Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ad subjectionem vel submissionem aliquam teneatur, in cujus rei testimonium præsens scriptum duplicatum fieri & aurea bulla nostræ Majestatis impressa tipario jussimus communiri. Datum Neapoli per manus M. Di. C. &c. Anno Domini millesimo trecentesimo sexto, die decima quartâ Februarii, quarto indictionis, regnorum nostrorum anno XXII.

CXCII.

ANS de J. C. 1306. SICILE ET SAVOYE. *Ratification faite par* ROBERT *Duc de Calabre, Fils Aîné du Roi de Sicile, du Traité fait entre* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaïe, &* RAIMOND DELECT *Senéchal de Piémont, pour l'acquisition de la Ville d'Ast, &c. Faite à Aix, le* 25. *d'Avril, de l'an* 1206. S. Guichenon, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 102.

RObertus primogenitus Illustris Jerusalem & Siciliæ Regis, Dux Calabriæ, ac ejus in Regno Siciliæ Comitatibus Provinciæ ac Forcalquerii Vicarius generalis: tenore præsentium notum faci-

ANS de J. C. 1306. facimus universis earum seriem inspecturis, tam præsentibus quàm futuris : Quòd exposito nuper nobis per Dominum RAYNALDUM DE LECTO, Senescallum Comitatus Pedemontium, Paternum Magistrum hostiarium & Consiliarium suum, nostrúmque dilectum, certas Conventiones & Societatem initas ac contractas esse, inter Virum Magnificum *Dominum* PHILIPPUM DE SABAUDIA *Principem Achaiæ, Consanguineum nostrum*, pro se ex parte una, & eundem Senescallum, pro parte Domini Genitoris nostri Jerusalem & Siciliæ Regis Illustris, ex altera super acquisitione Civitatis Astensis, Terræ Carii districtuum earum, & super subsidio in partibus illis, per eundem Dominum Philippum Regiæ Curiæ, ipsius Domini Genitoris nostri præstando, prout in Instrumentis inde confectis dictus Senescallus asseruit contineri : intellecto etiam per assertionem ejusdem Senescalli, & Magistri Ægidii de Perusio Canonici Florentini, Consiliarii & familiaris Paterni, & nostri, qui sunt de negotiis illarum partium plenariè informati, quòd ipsæ Conventiones & Societas sunt Curiæ Regiæ fructuosæ ; ex fide dignorum quoque relatione percepto quòd de prædicti Domini Regis voluntate processit, ut tractatus hujusmodi haberentur, qui Dominus Genitor noster super hoc alias scripsit Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Senescallo, petitóque per eundem Senescallum, ut præfatis Conventionibus & Societati assentire benignius dignaremur. Nos præmissorum consideratione Conventionibus & Societati hujusmodi, nostrum impartimur assensum, ipsáque de certa scientia nostra confirmamus. In cujus rei fidem futuramque memoriam, præsentes literas nostras exinde fieri, & pendenti Sigillo nostro jussimus communiri. Datum Aquis anno Domini M. CCC. VI. die vicesimo quinto Aprilis, quartæ Indictionis.

CXCIII.

ANS de J. C. 1307. MONTFERRAT ET SAVOYE. *Contract de Mariage entre* JEAN JAQUES *Marquis de Montferrat, &* JEANNE DE SAVOYE, *Fille d'*AME *Comte de Savoye. Fait au mois de Mars, de l'an* 1307. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 237.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen. Anno à Nativitate ejusdem M. CCC. VII. Indict. XV. die XXIV. mensis Martii. Per hoc publicum Instrumentum cunctis fiat manifestum : Quòd cùm per certos pacis, tranquillitatis, unionis & observationis amoris, consanguinitatis & affinitatis Illustrium Principum & Dominorum infrà scriptorum ; bonæ quietis eorum patriæ, hominum & subditorum amatores & servitores ; maximè egregiorum virorum Riguini & Georgii ex Comitibus Vallispergiæ, fuerit tractatum de sponsaliis & matrimonio contrahendo inter *Illustres* JOANNEM-JACOBUM *filium Illustris Domini Theodori Marchionis Montisferrati, &* JOANNAM *filiam recolendæ memoriæ Illustris Principis Domini* AMEDEI SABAUDIÆ *Comitis, sororemque Illustris Principis Domini Amedei Sabaudiæ Comitis moderni.* Hinc est quòd in præsentia Notariorum & testium infrà scriptorum, personaliter constituti R. in Christo Pater Dominus Guillelmus de Chalant Episcopus Lausanensis, spectabilis miles Dominus Girardus Dominus Terniaci, & egregii viri Dominus Jacobus Sostionis, & Henricus de Colomberio, Consiliarii & Procuratores ad dicta sponsalia & matrimonium contrahendum, per præfatum Illustrem Dominum Comitem specialiter deputati, prout de eorum potestate constat, parte una : & Illustris Dominus Hugo de Saluciis, spectabilisque Dominus Georgius de Carreto Marchio Savonæ, Dominus Ubertinus Nata Legum Doctor, & Manfredus de Cocastello de Montilio, Procuratores & mandatamentum speciale habentes à dicto Illustri Domino Marchione, ad dicta sponsalia & matrimonium firmandum, prout de eorum procura constat. Qui Domini Procuratores dictorum Dominorum omnes simul, præmissis attentis ad laudem & honorem Dei, Beatæque Mariæ Virginis ejus matris, totiusque curiæ Cœlestis ; unanimiter cupientes dicta sponsalia & matrimonium perfici & compleri, promiserunt & convenerunt, videlicet prænominati Domini, & procuratores præfati Illustris Marchionis ; Quòd contrahet & complebit sponsalia & matrimonium cum prænominata Illustri Joanna, Deo & Sancta Matre Ecclesia concedentibus : Et viceversa præfati Domini Procuratores dicti Illustris Domini Sabaudiæ Comitis, ipsius nomine convenerunt & promiserunt, quòd dabit præfatam Illustrem Joannam ejus sororem, in Uxorem & sponsam legitimam prænominato Joanni-Jacobo, & cum eo sponsalia & matrimonium contrahet & complebit, Deo & Sancta Matre Ecclesia concedentibus. Item promiserunt dicti Domini Procuratores, quòd quilibet ipsorum pro eorum posse impetrabunt à summo Pontifice dispensationes opportunas, & necessarias pro dicto matrimonio complendo, maximè super dispensatione consanguinitatis, & ætatis dicti Joannis-Jacobi minoris XII. annorum, & ipsas dispensationes tradent una pars alteri, videlicet, dictus Dominus Comes præfato Illustri Domino Marchioni, seu ejus Castellano Clavasii, infrà festum Nativitatis Beati Joannis Baptistæ proximi ; & præfatus Illustris Marchio eodem modo literas dictæ dispensationis mittet præfato Illustri Domino Comiti, seu ejus Judici Vallisecusiæ, & Canapicii, in loco Avillianæ infrà eundum terminum. Item promiserunt dicti Domini Procuratores dicti Domini Comitis, quòd ipse Dominus Comes dictam Illustrem Joannam ejus sororem, tradet & expediet præfato Illustri Domino Marchioni, seu ejus Ambassiatoribus & Procuratoribus ad hoc missis, in loco Rippolarum infrà diem XXII. instantis mensis Augusti, condecenter & honorificè ornatam. Item promiserunt dicti Domini Procuratores dicti Domini Marchionis, quòd ipse Illustris Dominus Marchio, seu ejus Ambassiatores ad hoc missi, dictam Illustrem Joannam in dicto loco Rippolarum recipient, ipsamque jocalibus condecentibus ornabunt. Item prænominati Domini & Procuratores dicti Illustris Domini Comitis Sabaudiæ, dederunt ejus nomine, & constituerunt eidem Joannæ, & ejus viro futuro, in dotem sexaginta millia florenorum Sabaudiæ ad rationem XII. denariorum grossorum monetæ novæ dicti Domini Comitis pro quolibet floreno ; inclusis quinquaginta millibus florenis datis per Illustrem Dominum Comitem quondam Patrem ipsius Joannæ, eidem Joannæ, in quibus ipsam hæredem suam instituerat in testamento suo, die I. mensis Novembris M. CCC. LXXXXI. solvendos terminis infrà scriptis : videlicet, incontinenti dum dicta Joanna tradetur in loco Rippolarum decem millia florenorum, & anno revoluto eodem termino quinque millia florenorum in loco Clavasii, & sic successivè anno quolibet, eodem loco & termino quinque millia florenorum, usque ad plenam solutionem : Salvis tamen pactis, limitationibus & declarationibus factis in contractu certorum pactorum per dictos Dominos Procuratores, nominibus dictorum Dominorum, die præsenti factorum, per nos Notarios infrà scriptos ; & super dictis solutionibus dabit idem D. Comes, bonos & idoneos fidejussores ad conveniendum faciles, qui se obligabunt in solidum ante dictam transductionem fiendam dictæ Illustris Joannæ in Rippolis : & casu quo contingeret aliquem dictorum fidejussorum dandorum mori, quòd in ejus locum subrogetur unus alius æquè sufficiens,

ANS de J. C. 1307.

vel ejus hæredes obligationem renovent, & se de novo obligent. Item prænominati Domini Procuratores dicti Illustris Domini Marchionis, dicti matrimonii contemplatione, dederunt & constituerunt præfatæ Illustri Joannæ, in Doarium & dotalitium quinque milla florenorum valoris supra dicti, annui redditus, per ipsam Illustrem Joannam percipiendorum, pro ipsius statu & expensis supportandis, in casu quo dictum ejus virum futurum ante ipsam decedere contigerit, ad ipsius Joannæ vitam dumtaxat. Quæ quinque millia florenorum assignant & ponunt dicti Domini Procuratores in & super castris, villis & locis suis Diocesis Vercellensis: videlicet, Audurii, Moyranii, Salassolii, & Fontaneti, hominibus, censibus, pedagiis, gabellis, & aliis obventionibus & redditibus, cum mero & mixto Imperio, ac jurisdictione omnimoda: & si dicta loca non valeant dicta quinque millia florenorum annui redditus, promiserunt dicti Domini Procuratores, quòd idem Illustris Dominus Marchio, illud quod deficiet, facta diligenti visione, alibi & insuper aliis locis idoneis, sufficientibus & proximioribus supplebit & complebit, omni jure Superioritatis remanentibus. Item promiserunt dicti Domini Procuratores, quòd idem Dominus Marchio relinquet & ordinabit dictum Illustrem Joannem-Jacobum ejus filium, Dominum & Marchionem Montisferrati, & totius territorii, dignitatis, Baroniæ & districtus ejusdem, & hoc, fortiori & validiori modo quo fieri poterit, cum clausulis necessariis & opportunis. Salvo quòd si contingat ipsum Illustrem Dominum Marchionem alios habere liberos masculos, naturales & legitimos, quòd eis possit facere & relinquere, prout fecit Illustris bonæ memoriæ Dominus Joannes Marchio Montisferrati ejus Pater suis liberis in suo testamento: qui liberi teneant in feudum, & de superioritate, & sub homagio & fidelitate à dicto Illustri Joanne-Jacobo Marchione eorum fratre, ea quæ sibi relinquentur; sitque idem Joannes-Jacobus Marchio, eorum superior & Dominus. Item promiserunt dicti Domini Procuratores Illustris Domini Marchionis, Procuratorio nomine, dictam dotem reddere & restituere prænominatæ Illustri Joannæ seu ejus hæredibus, aut causam habentibus, in omni casu & eventu ipsius dotis restituendæ, in dicto loco Rippolarum, omni exceptione & excusatione cessantibus, consimilibus terminis quibus dicta dos fuerit soluta ut suprà: & super hoc dabit idem Dominus Marchio bonos & sufficientes fidejussores, ad conveniendum faciles, qui & ipsorum quilibit insolidum pro ipsius dotis restitutione se efficaciter obligabunt (ante transductionem fiendam dictæ Illustris Joannæ in dicto loco Rippolarum) in loco Clavasii, in manibus Procuratoris & Notarii ad hoc specialiter à dicto Domino Marchione deputandi: & casu quo contingeret aliquem dictorum fidejussorum dandorum mori, quòd in ejus loco subrogetur unus alius æquè sufficiens, vel ejus hæredes obligationem renovare permittant. Quæ omnia & singula promiserunt prænominati Domini Procuratores, per eorum juramenta ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præstita, & sub ipsorum Dominorum expressa obligatione, & hypotheca omnium & singulorum bonorum suorum, præsentium & futurorum quorumcumque, tenere & inviolabiliter observare, & compleri facere cum effectu prout suprà, facereque & procurare, quòd dicti Domini Comes & Marchio, prædicta omnia ex abundanti ratificabunt & approbabunt per totum mensem Aprilis proximi: Submittentes se dicti Domini Procuratores, dictosque Illustres Dominos Comitem, & Marchionem, & eorum bona, pro observatione præmissorum, Curiis Domini nostri Papæ & ejus Cameræ Apostolicæ; Regis Franciæ, & ejus Parlamenti Parisiis residentis, Parvi Sigilli Montispessulani, nec non omnibus aliis & singulis Curiis Ecclesiasticis & sæcularibus, & eorum sigillis & stylis: Renuntiantes insuper dicti Domini Procuratores, omnibus juribus contrariis, privilegiis, auxiliis & exceptionibus. De quibus omnibus & singulis præceperunt per nos Notarios subscriptos fieri duo publica instrumenta tenoris ejusdem. Datum & actum in castro Lainici in sala Saladini Provanæ ex Dominis dicti loci: Præsentibus Egregiis viris Dominis Jacobo Provanæ Saladino Provanæ suprà dicto, Andrea Provanæ filio Joannelli Provanæ, Bartolomæo Provanæ, Condominis dicti loci Lainicii, Georgio, & Rignino ex Comitibus Vallispergiæ. Signé Colomb, & Curtil.

ANS de J. C. 1307.

CXCIV.

Traité de Paix entre JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Hollande, fait à Mons, le 10. d'Avril* 1307. Christophre Butkens en ses Preuves des Trophées de Brabant. pag. 140.

ANS de J. C. 1307. BRABANT ET HOLLANDE.

PAix entre JEAN *Duc de Lothier, Brabant & de Lembourg, &* GUILLAUME *Comte de Haynaut, Hollande, &c.* Pour eux & leur Allies & aydans. Premierement que touts ceux qui de Hollande avoyent servi le Duc seront restitues en leurs biens, & que lon pardonne tout ce qu'à cause des guerres entr'eux pouvoit avoir este mesprins. Qu'avec ce toutes lettres par lesquelles parties demandoient l'une à l'autre seront nulles & seront restituees; & especialement le Duc at enconvent de rendre al dit Comte les lettres ke il at del hommage de *Zutehollande* ke il demandoit audit Comte, as quelles ledit Duc renonce, & al hommage aussi desmaintenant, &c. Lettres données à Mons en Haynaut le diesiesme jour dou mois d'Avril, l'an de grace M. CCC. VII.

CXCV.

Contract de Mariage entre EDOUARD *Fils d'*AME *Comte de Savoye, &* BLANCHE *Sœur de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois d'Octobre* 1307. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 161.

ANS de J. C. 1307. SAVOIE ET BOURGOGNE.

EGo Hugo Dux Burgundiæ sciens, prudens, & spontaneus, asserens esse majorem quatuordecim annis. Notum facimus universis præsentes literas inspecturis, me promisisse nobili Viro *Domino* ODOARDO *Filio primogenito Illustris Viri* AMEDEI *Comitis Sabaudiæ*, solemniter emancipato à prædicto Patre suo, per solemnem stipulationem, & sub expressa obligatione omnium bonorum meorum præsentium & futurorum, nec non per juramentum super Sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, dare & solvere, pro dote & nomine dotis BLANCHÆ *carissimæ Sororis meæ futuræ Uxoris prædicti Odoardi*, viginti millia librarum bonorum Turonens. parvorum fortium, infra terminos subscriptos solvenda, videlicet à tempore completi matrimonii & solemnizationis, in facie Ecclesiæ infra dimidium annum continuum, & complendi quinque millia librarum Turonens. prædictorum: Quæ quidem quinque millia librarum sint, & esse debeant prædicti Comitis, & apud eum remanentia, absque aliqua exactione, seu etiam recuperatione, propter sumptus & onera matrimonii supradicti, quæ tenetur facere & sustinere, vice & nomine præfati Odoardi, & ex nunc Ego prædictus Dux, dono prædicto Comiti de assensu, & voluntate dictæ Blanchæ pura, mera & simplici donatione, quæ dicitur inter vivos, prædicta quinque millia

ANS de J. C. 1307.

millia librarum suo termino solvenda, ob causas superius declaratas, & à dicti dimidii anni termino, infra annum complendum proximo subsequendum, quinque millia librarum, & sic deinceps annis singulis in se proximè & continuè revolvendis, quinque millia librarum monetæ prædictæ, usque ad summam quindecim millium librarum, anno quolibet & termino, usque ad plenam & integram satisfactionem; de quibus quindecim millibus libris, dictus Comes tenetur quærere, & procurare in Regno Franciæ, venditionem reddituum competentem, quibus redditibus venalibus quæsitis, & procuratis per dictum Comitem, Ego singulis terminis solutionem prædictarum emere & pretium solvere teneor, pro dote & nomine dotis dictæ Blanchæ Sororis meæ, usque ad singularum solutionum quantitatem, ad consilium tamen Comitis supradicti. Quorum reddituum constante matrimonio prædictus Odoardus, & dicta Blancha facient fructus suos; Actumque est, quod si prædictus Comes, in quacumque solutione facienda, nollet aut non posset venales invenire redditus, aut partem reddituum prædictorum, Ego teneor deponere prout supradictum est, prædictam summam pecuniæ, in thesauro cistercienſis Abbatiæ, usque dictus Comes velit, aut possit invenire redditus supradictos, ipsisque, ut dictum est, inventis per dictum Comitem, dicta pecunia sic deposita ad requisitionem dicti Comitis, in solutionem emptionis per me factæ dictorum reddituum converteretur. Pro quibus omnibus supradictis firmiter attendendis, & complendis, promitto dare, fideiuss. idoneum & debitorem principalem seu fideiuss. & debitores principales. Promittens bona fide & per juramentum meum, super sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, & sub omnium bonorum meorum obligatione expressa, & per stipulationem solemnem prædicta omnia attendere firmiter & complere; voloque insuper & concedo, quod ad prædicta omnia facienda possim compelli per Excellentissimum Principem Philippum Dei gratia Francorum Regem Dominum meum carissimum, nec non per justiciarios suos ad requisitionem dictorum Comitis Odoardi, vel mandati eorundem per meorum pignorum captionem, per mulctarum impositionem, & eo modo quo potest fortiori, omni stipulatione facti & juris, obmissa aliqua exceptione non obstante. Et est sciendum quod donationem prædictam de quinque millibus libris feci dicto Comiti præsenti & recipienti, Renuncians in hoc facto ex certa scientia & expresse per juramentum meum beneficio minoris ætatis, in integrum restitutioni, deceptioni ultra dimidium justi pretii vel justæ æstimationis, & quod allegare non possim aliud esse scriptum quam dictum est, & omnibus aliis exceptionibus & oppositionibus juris & facti, tam consuetudinis quam contra prædictas literas, possent obiici, sive dici, vel opponi, & juridicenti, generalem renunciationem non valere. Promisit insuper curare & facere cum effectu, quod in forma consimili, ad requisitionem dictorum Comitis & Odoardi, vel alterius ipsorum sigillo Regis Franciæ Domini mei carissimi literæ sigillentur, in cujus rei testimonium, sigillum meum duxi præsentibus apponendum. Actum apud Juigneyum, die Martis, post Festum Beati Dionisii, Anno Domino M. CCC. VII.

CXCVI.

Traité & Accord passé entre PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, & l'Archevêque & la Ville de* LYON. *Fait au mois de Novembre de l'an* 1307. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 45.

ANS de J. C. 1307. FRANCE ET LYON.

PRimò Dominus Rex habebit in tota villa & Civitate Lugdunensi & in terra & Baronia Ecclesiæ Lugdunenſis citra Sagonam ressortum seu appellationes à diffinitivis sententiis à judice temporali latis tantum, & discutietur cognitio istius ressorti seu appellationum in Parlamento Parisiensi, vel coram duobus vel tribus Viris probis de consilio Regis non suspectis, per Dominum Regem deputatis, & erit in optione Archi-Episcopi & Capituli, quod dictæ causæ in Parlamento, vel coram dictis deputandis discutiantur; & procedetur in eis secundum jus scriptum & confrontabitur dicta Baronia citius, quam commodè poterit confrontari. Ab officiali verò Ecclesiastico Archi-Episcopi Lugdunensis non appellabitur ad Dominum Regem, quantumcumque causæ sint temporales de quibus consuevit cognoscere de consuetudine, vel de jure, & declarabuntur hæc verba, de consuetudine vel de jure, per Dominum Archidiaconum Lugdunensem & per Dominum P. de Bella pertica Decanum Parisiensem.

§. 2. Item Dominus Rex gardabit, custodiet, defendet & juvabit, prout bonus & legitimus gardiator facere potest & debet Archi-Episcopum & Capitulum Lugdunense, ac homines & subditos suos & bona ipsorum, ubicumque sint, contra omnes; & ponet & constituet gardiatorem de suis gentibus vel de Regno suo, maximè ad requisitionem Archi-Episcopi & Capituli prædictorum, quem dictis Archi-Episcopo & Capitulo & hominibus eorumdem utiliorem credidit & novit expedire; qui gardiator in principio Regiminis sui jurare tenebitur, se in officio sibi commisso fideliter habiturum & compositionem presentem integraliter servaturum; nec officium dictus gardiator exercere poterit ultra annum, nisi de consensu Archi-Episcopi, Decani & Capituli prædictorum; & nunquam, nisi quando expediens vel necesse fuerit idem deputabitur gardiator; qui nullam jurisdictionem habebit in dictos Archi-Episcopum & Capitulum, vel homines & subditos suos, nisi tantummodo gardiani, propter quam gardam dictus Dominus Rex vel gardiator deputandus ab ipso, homines & subditos dictorum Archi-Episcopi & Capituli non gardabit contra dictos Archi-Episcopum & Capitulum, nisi in casu ressorti supra dicti.

§. 3. Item pro garda ista omnes Laici de Civitate Lugdunensi foca habentes ibidem debent dare & dabunt à duodecim denariis usque ad viginti solidos; & omnes Laici, qui non sunt nobiles de terra & Baronia Ecclesiæ Lugdunensis, nec non Vassallorum ipsorum ac omnium aliorum, qui sunt & erunt infra terminos dictæ Baroniæ constituti, tenebuntur dare & dabunt à duodecim denariis usque ad viginti solidos similiter; & erit media pars totius emolumenti quoquo modo provenientis rationum hujusmodi gardæ in omnibus præmissorum Domini Regis, & alia pars Archiepiscopi & Capituli prædictorum; in mutatione verò Regis, vel si ipsum transfretare contingeret, ac etiam in mutatione Archi-Episcopi, vel si ipsum transfretare contingeret debebit prædicta contributio duplicari, & inter Dominum Regem & Archiepiscopum & Capitulum dividi, ut est dictum; Videlicet media pars Domini Regis, & alia medietas Archiepiscopi & Capituli prædictorum; & taxabuntur & levabuntur prædicta per Archiepiscopum & Archidiaconum,

ANS de J. C. 1307.

num, qui nunc est, & post ipsum per Decanum, qui pro tempore fuerit, & per tres vel duos ex parte Regis eligendos milites nonos, quos debebit Dominus Rex fundare & cuilibet constituere centum libr. Turon. parvorum.

§. 4. Item ad præsens in civitate, terra & Baronia Ecclesiæ Lugdunensis fiet una moderata subventio, cujus medietas erit Domini Regis & alia medietas erit Archiepiscopi & Capituli prædictorum; & taxabitur & levabitur dicta subventio, prout in proximo articulo continetur per dictos milites, quorum nominatio de gratia speciali (a) *** Clericos tamen Regis non alios nominabit.

(a) Il manque ici quelques mots, qui marquoient, je pense, que le choix de ces soldats étoit laissé à l'Archevêque.

§. 5. Item ad decennium proximum continuum subsequens & futurum in Civitate, terra & Baronia Ecclesiæ Lugdunensis omnes vendentes & ementes Laici non nobiles pro qualibet libra duos denarios solvere tenebuntur, videlicet venditor unum & emptor alium, cujus emolumenti medietas Domino Regi applicabitur, & alia Archiepiscopo & Capitulo supra dictis, & recolligetur emolumentum hujusmodi quolibet mense per prædictos nominatos in articulis supra dictis.

§. 6. Item infra terminos & districtus Baroniæ Archiepiscopi & Capituli prædictorum poterunt dicti Archiepiscopus & Capitulum liberè constituere Nundinas per tempus taxandum legitimè duraturas, euntes verò ad eas & redeuntes de eis erunt in guidagio & conductu Domini Regis predicti, & emolumenti ex dictis nundinis provenientis aliunde, quam jurisdictionis locorum ratione, habebit Dominus Rex medietatem & aliam Archiepiscopus & Capitulum supradicti; & levabitur emolumentum hujusmodi per predictos, qui ad alia emolumenta levanda sunt in superioribus articulis nominati; & propter hoc Dominus Rex seu levatores emolumenti ejusdem per ipsum electi, nullam jurisdictionem in locis Nundinarum ipsarum nec ratione jurisdictionis alicujus aliud emolumentum percipient vel habebunt, quarum Nundinarum ordinatio in dispositione Domini P. de Bellapertica Decani Parisiensis & Archidiaconi Lugdunensis relinquetur omninò, quod videnr expedire. Si verò fiat aliqua injuria vel recossa levatoribus emolumentorum predictorum vel etiam sequentium, dummodo communia inter Dominum Regem & Archiepiscopum & Capitulum habeantur, emenda erit communis, & habebit Dominus Rex mediam partem emendæ, & dicti Archiepiscopus & Capitulum aliam dimidiam obtinebunt, & levabuntur emolumenta per prædictos milites ut supra.

§. 7. Item Rex nullam faciet quoquo modo in terra, Civitate vel Baronia prædictis subventionem exigi & levari, nisi quando Archiepiscopus & Capitulum medietatem subventionis percipiant, & Dominus Rex aliam obtinebit; & si contingat aliquam subventionem exigi & levari texabitur & levabitur per prædictos, qui sunt superius ad levanda emolumenta alia nominati.

§. 8. Item damna Archiepiscopo & Capitulo aut eorum hominibus & subditis per officiales Domini Regis illata, in ipsius Domini Regis honorem vel utilitatem non versa emendabuntur & restituentur plenariè, & erit medietas Domini Regis & alia medietas Archiepiscopi & Capituli prædictorum & illorum, qui damna passi sunt antedicta; & ad hoc compellantur damnorum illatores per Dominum Regem, prout erunt sibi subditi vel propinqui. Ita tamen, quod * genera homines familiarum vel subditæ Archiepiscopi vel Capituli prædictorum, si aliqua de bonis Domini Regis gentium Burgensium hominum vel subditorum suorum habuerunt, restituant eisdem justicia mediante.

§. 9. Item Archiepiscopus faciet Domino Regi fidelitatem, ita tamen quod bona Ecclesiæ propter hoc non sint de feodo Domini Regis; & omnes & singuli Canonici Lugdunenses in sua creatione jurabunt, & jurare specialiter tenebuntur compositionem præsentem se fideliter servaturos.

§. 10. Item Archiepiscopus primam appellationem habebit in Civitate, terra & Baronia ante dictis & de omnibus infra suam Baroniam quoquo casu, ita quod appellationes factæ obmisso medio nullius penitus sint momenti; hoc idem habebit Capitulum in terra & Baronia suis, prout Archiepiscopo est prædictum.

§. 11. Item nullus subditorum Archiepiscopi vel Capituli prædictorum per viam simplicis querelæ ad Dominum Regem poterit recurrere, sed per viam ressorti supradicti dumtaxat.

§. 12. Item Rex non impediet mercata facta vel facienda in terris ipsorum, dummodo si aliqui super faciendis aliqualiter conquerentur coram Domino Rege vel Deputandis ab ipso subeant justitiæ complementum parati super hoc stare Juri.

§. 13. Item Rex non poterit tenere Bastonerios vel officiales quoscunque infra Civitatem vel Baroniam prædictas, nec pignorare quoquo modo, nisi in casu ressorti, in quo casu duo vel tres Consiliarii eligendi poterunt tres vel quatuor Bastonerios deputare, qui in causa dicti Ressorti possint executionem facere, prout à dictis duobus vel tribus deputandis à Rege recipient in mandatis. Si autem cæteri officiales Regis delinquant, contrahant, quoquo modo pignorent vel quasi in dictis Civitate, terra & Baronia; vel etiam deputati servientes in casu ressorti extra suum Officium, vel alii Officiales quicunque; possint puniri per Archiepiscopum & Capitulum antedictos, & omnis executio fieri, ac si in officio Domini Regis non essent; prædicti verò servientes etiam in casu ressorti deputandi executionem non facient contra subditos Archiepiscopi & Capituli prædictorum, nisi dictis Archiepiscopo & Capitulo existentibus in defectu; nec aliquis serviens vel Officiales in loco, in quo domicilium habebit, poterit aliquod officium exercere.

§. 14. Item Dominus Rex seu gentes suæ non poterunt tenere, nec tenebunt assisias suas in locis prædictis, imò cessabunt omnino, nec aliquæ infra terminos dictæ Baroniæ imposterum alicubi tenebuntur, aliquem verò de commorantibus in Civitate, terra & Baronia ante dictis in Burgesia sua recipere non poterit nec debebit; qui dicti homines, qui sui Burgenses facti erunt, prædicta Burgensia non obstante, possint nihilominus justificari in omnibus per Archiepiscopum & Capitulum superdictos, quamdiu in terra dictorum Archiepiscopi & Capituli morabuntur.

§. 15. Item Dominus Rex quitabit ipsis omnes alias gardas nonas, & de aliis gardis ordinabunt Domini P. de Bellapertica Decanus Parisiensis & Archidiaconus Lugdunensis; nec aliquem morantem in dictis locis & infra terminos supra dictos poterit Dominus Rex recipere in gardia sua, nisi prout superius est expressum.

§. 16. Item quando fiet pignoratio ratione ressorti non extrahentur pignora vel vendentur extra terram vel Baroniam antedictas.

§. 17. Item Dominus Rex non impediet monetam cusam vel cudendam per ipsos, nec cursum monetæ per loca, per quæ expendi & currere consuevit, nec impediet, quin liberè possint uti pedagiis, guidagiis & libertatibus suis, & privilegia sua & libertates eorum confirmabit eisdem, & bona de novo privilegia eisdem gratiosè concedet.

§. 18. Item Rex concedet Archiepiscopo & Capitulo & Clericis & incorporatis in Ecclesia Lugdunensi, quod in Curia sua & Parlamento, & coram dictis Deputandis ab ipso, agendo & defendendo per Procuratorem Clericum vel Laicum admittantur.

§. 19. Item Dominus Rex non poterit construere vel acquirere domum vel fortalitium, feodum, vel aliam

ANS de J. C. 1307.

aliam gardam, vel aliud infra terminos Baroniæ antedictæ; & privilegia concessa civibus Lugdunenſibus à tempore contentionis motæ in præjudicium Archiepiſcopi & Capituli revocabit & penitus annullabit, & nulla dabit eiſdem in præjudicium Archiepiſcopi & Capituli in futurum, niſi de eorum conſenſu proceſſit.

§. 20. Item Archiepiſcopus & Capitulum & familiares ſui non impedientur portare arma infra loca prædicta in feodis & retrofeodis eorundem pro conſervatione ſeu executione juriſdictionis ſuæ, pro proſequendis & puniendis rebellionibus & injuriis ſibi factis. Si verò aliquis de terra Archiepiſcopi & Capituli illicitè contra prohibitionem arma detulerit, per eos punietur, & emendam integraliter percipient ab eodem Archiepiſcopus in terra & Baronia ſuis, Capitulum in ſuis; Illud idem de forenſibus verò per dictos Decanum Pariſienſem & Archidiaconum Lugdunenſem ordinabitur, prout viderint ordinandum.

§. 21. Item ipſi & terra ſua & habitantes in locis prædictis non ſuberunt in aliquo Seneſcallis & Baillivis Domini Regis.

§. 22. Item Dominus Rex vel alius nomine ſuo non poterit inhibere generaliter vel ſpecialiter, quo minùs ipſi vel quicumque habitantes infra loca prædicta poſſint deferre vel extrahere res ſuas quaſcumque, ubicumque voluerint per totam terram ſuam & alibi, quocumque ſibi placuerit; hoc excepto, quod prædicta portare non poſſint vel vendere inimicis Domini Regis poſtquam ipſis dicti inimici D. Regis fuerunt denuntiati; niſi contingeret pro expeditione Reipublicæ inhibitionem generalem ſuper hoc per totum Regnum fieri; & tunc non poſſent deferre vel extrahere, niſi pro neceſſitate tantum modo terrarum ſuarum, quæ ſunt extra Regnum Franciæ conſtitutæ.

§. 23. Item ipſi Archi-Epiſcopus & Capitulum, Clerici & incorporati in Eccleſia Lugdunenſi, & morantes infra loca prædicta, non tenebuntur venire ad Parlamentum Domini Regis, niſi in caſu reſſorti, ut ſupra tantummodo.

§. 24. Item propter defectum juris Prælati vel ſingularis perſonæ, Eccleſia juriſdictione ſua privari non poterit, nec in perpetuum, nec ad tempus, nec pro facto ſingularis & privatæ perſonæ poterit Capitulum pignorari, vel aliqualiter puniri.

§. 25. Item D. Rex ratione ſuperioritatis vel reſſorti nullas exactiones, Taillas, Collectas, Complimentas ordinarias vel extr. ſubventiones imponet, præter ea quæ in ſuperiori articulo ſimili ſunt expreſſa de ſubventione loquente; & nunquam niſi de conſenſu Archiepiſcopi & Capituli proceſſerit prædictorum.

§. 26. Item eiſdem & eorum ſubditis quitabuntur & quitæ ſunt & remittentur emendæ, offenſæ, rebelliones, condamnationes, contumaciæ & ſubventiones quæcumque, in quibus & Capitulum & eorum ſubditi teneri poſſent ex quacumque ratione vel cauſa uſque ad diem hodiernam. De debitis verò ſi quæ ſint ordinabunt dicti Decanus Pariſienſis & Archidiaconus Lugdunenſis, prout viderint expedire.

§. 27. Item Archiepiſcopus & Capitulum Lugdunen. in omnibus feodis & retrofeodis, & in omnibus locis infra terminos ſuæ Baroniæ conſtitutis & omnibus aliis, in quibus habent juriſdictionem omnimodam altam & baſſam poterunt licitè acquirere ſine amortiſatione aliqua facienda.

§. 28. Item vacante ſede Lugdunenſis Eccleſiæ omnia emolumenta prædicta, quantum ſpectare poterunt ad Archiepiſcopum Lugdunenſem applicabuntur ipſi Eccleſiæ Lugdunenſi pro ornamentis & theſauro ipſius Eccleſiæ reparandis.

§. 29. Item omnes conſtitutiones ſuper regimine Regis & Regni Franciæ publice pro Eccleſiis promulgatas ad utilitatem & honorem Lugdunenſis Eccleſiæ faciet Dominus Rex firmiter obſervari.

ANS de J. C. 1307.

§. 30. Item ſinguli Baillivi Matiſconen. & Vallavie, & Sen. Bellicadri, eorum judices, & Procuratores Regii tenebuntur jurare & in principio ſui regiminis ſic jurabunt, ſe ſervaturos integrè & fideliter omnia & ſingula ſupradicta.

§. 31. Item Dominus Rex & Succeſſores ſui in principio creationis eorum, quando Archi-Epiſcopus eis fidelitatem faciet, promittent bonâ fide ſe prædicta omnia & ſingula fideliter ſervaturos.

§. 32. Item ſuper diſcordia dictorum Archiepiſcopi & Capituli Lugdunenſis & omnium Civium Lugdunenſium ſopienda, eligentur duo vel tres Viri idonei ex parte Archiepiſcopi & Capituli Lugdunenſis, & alii duo vel tres ex parte Civium predictorum, qui omnimodùm ab ipſis habeant plenam & liberam ſuper terminandis omnibus poteſtatem.

§. 33. Item ſuper omnibus oblitis, item ſuper emenda damnorum & deperditorum Archiepiſcopi & Capituli & ſubditorum ipſorum, & ſuper omnibus aliis Capitulis, & ſuper dubiis declarandis, quæ poſſent ſuper ſtatu Eccleſiæ Lugdunenſis oriri, vel de novo, quomodolibet ad utilitatem Domini Regis Archiepiſcopi & Capituli vel ad evitandum ipſorum incommodum, vel dedecus ordinari; conſtituti ſint Domini Decanus Pariſienſis & Archidiaconus Lugdunenſis prædicti ad ordinanda, conſtituenda, declaranda dubia & omnia ſopienda, qui omnia & ſingula poterunt plenariè ordinare, dubia declarare, & fine debito terminare, prout utrique parti melius viderint expedire. Si verò, quod abſit, dictos Dominos P. de Bella pertica Decanum Pariſienſem & Th. de Vaſſallaico Archidiaconum Lugdunenſem, vel eorum alterum exire contingeret ex humanis, antequam præſens tractatus votivum ſortiretur effectum & perfectius compleretur, alius loco dicti Domini P. Decani Pariſienſis per Dominum Regem & alius loco dicti Th. Archidiaconi Lugdunenſis executor per Archi-Epiſcopum & Capitulum debebit ſubrogari, & ſubrogabitur per eoſdem; qui duo eamdem habeant & habebunt in omnibus & per omnia poteſtatem, qualem obtinent dicti Domini P. Decanus Pariſienſis & Th. Archidiaconus Lugdunenſis ſuper præmiſſis omnibus & ſingulis præmiſſorum.

§. 34. Memoria ſit ſuper iſtis articulis ponendis in gloſſa, primo ſuper beneficiis vacantibus ſuper decimis, quod beneficia non dicuntur vacare in Eccleſia Lugdunenſi & aliis quibuſdam ſuffraganeis, vel aliis ſubditis ejuſdem conditionis. Item quod Decanus & non ſingulares perſonæ ſolvant decimam pro ſuo Capitulo. Item quod uſque ad mille libras poſſint acquirere & in regno ſine amortizare annui redditus. Item quod Dominus Archidiaconus, Cantor & Sacriſta ſunt Clerici Regis. Item quod Archi-Epiſcopus ſit de conſilio Regis & ſucceſſorum ſuorum.

§. 35. Item quod ad omnia & ſingula emolumenta recolligenda habeat Rex tres milites, ut prædicti in Eccleſia Lugdunenſi, qui ea ſuo nomine perpetuò habeant recolligere, & alii tres vel duo nomine Archiepiſcopi & Capituli Lugdunenſis, & fundabit quamlibet militiam ſub centum libr. Turon. parvorum. Item quod extra manum ſuam nihil de prædictis ponat, & ſi fiat, non teneat. Item ſuper confratriis ſub pœna bonorum non faciendis, & in gloſſa ponendis & aliis quibuſdam modicis articulis, qui non continentur in iſtis.

§. 36. Univerſis præſentes litteras inſpecturis Petrus de Bella pertica Decanus Pariſienſis à Domino noſtro Francorum Rege inter cætera ſpecialiter deputatus ad tractandum ordinandum & conveniendum cum gentibus & Procuratoribus venerabilium perſonarum Dominorum Archiepiſcopi & Capituli Lugdunenſis ſuper omnibus & ſingulis controverſiis, quæſtionibus actionibus & querelis inter Dominum noſtrum

ANS de J. C. 1307. nostrum Regem Francorum & Dominos Archi-Episcopum & Capitulum antedictos super contenta in articulis supra scriptis hactenus habitis & quavis occasione subortis super ressorto & garda totius Villæ & Civitatis Lugdunensis, & terræ & Baroniæ Ecclesiæ Lugdunensis citra Sagonam felicius sopiendis; notum facimus nos præfati Regis nomine & pro ipso omnia & singula in supra scriptis articulis serioſe contenta tractasse, ordinasse & specialiter convenisse cum gentibus & Procuratoribus prædictorum Archi-Episcopi & Capituli Lugdunensis, prout in ipsis articulis continentur; quæ omnia & singula rata & firma habemus & in veritatis testimonium sigillum nostrum duximus præsentibus litteris apponendum. Datum Sabatho ante purificationem beatæ Virginis, anno Domini 1305. Datum sub sigillo ipsius Domini Th. Archidiaconi per copiam anno Domini 1307. mensis Novembris septimo die ejusdem. Est scellé d'un seel de cire verte.

CXCVII.

ANS de J. C. 1308. SICILE ET SAVOYE.

*Erection du Comté d'*ALBE *en l'Abrusse en Principauté, par* CHARLES II. *Roi de Sicile, en faveur de* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaïe. Faite le* 31. *de Janvier, de l'an* 1308. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 104.

IN nomine Domini Amen. Anno Nativitatis ejusdem millesimo tricentesimo octavo, Pontificatus Domini Clementis Papæ quinti, anno tertio, die ultimo mensis Januarii, sextæ Indictionis. Noverint universi quod in præsentia Principis Incliti Domini CAROLI secundi, Dei gratia Illustris Regis Jerusalem, Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ Provinciæ, & Forcalquerii, ac Pedemontium Comitis, & testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum & rogatorum, ac mei Notarii infrascripti; Præsente quoque Viro spectabili *Domino* PHILIPPO DE SABAUDIA *Consanguineo* & fideli ejusdem Domini Regis, promissa conventa & acta sunt inter ipsos Dominum Regem & Dominum Philippum, quæ seriatim inferiùs continentur. Videlicet cum olim super conquisitione Marchionatus Montis-ferrati, quæ per ipsos Dominum Regem & Dominum Philippum communibus erat sumptibus facienda; Certæ inter eos conventiones initæ fuissent, idémque Dominus Philippus quereretur illas non fuisse sibi servatas, imò contra eas ventum & factum fuisse per eundum Dominum Regem, desistendo scilicet inconsulto & insciо ipso Domino Philippo à persecutione conquisitionis ejusdem, necnon & liberando Virum Nobilem Comitem Philiponum de Papia, qui pridem in prælio per gentem ejusdem Domini Regis, ac ipsum Dominum Philippum & gentem suam ex parte una, & Theodorum Viri Nobilis Domini Oppicini Spinola de Janua Genorum, eumdémque Comitem Philiponum & eorum gentes ex altera, Commisso prælio captus fuerat, & eorumdem Domini Regis & Domini Philippi Comitis captivus erat. Tandem idem Dominus Rex attendens ac etiam proprii oris Oraculo præferens *sanguinis identitatem, qua idem Dominus Philippus ei conjunctus est*, volénsque ipsius Domini Philippi animum quietum & contentum super præmissis omnibus reddere; ipse quoque Dominus Philippus conformans - - - - - - se voluntati & beneplacito ejusdem Domini Regis, sponte super præmissis facti sunt juxta modum qui subsequitur unanimes & concordes, videlicet quòd idem Dominus Rex majori cum honore volens attollere nomen & titulum Comitatus ALBÆ siti in Aprucina Provincia Regni Siciliæ, per ipsum eidem Domino Philippo, & ejus hæredibus in perpetuum, certo pri- ANS
dem modo concessi & donati, erigit & transtulit in de J. C.
Principatum, ita quòd dicetur non Comitatus, sed 1308.
Principatus Albæ nuncupatus. Idémque Dominus Philippus se nominet & scribat *Princeps Principatus ejusdem*. Considerans insuper ac congruum & debitum cernens quòd hujusmodi honorem condignum sequi deberet emolumentum; promisit ac concessit & donavit eidem Domino Philippo, & ejus hæredibus ex ejus corpore legitimè descendentibus, natis jam & in antea nascituris in perpetuum, tam considerationе ipsius modi, honoris & tituli, quàm in satisfactionem & recompensationem universorum incommodorum & damnorum, quæ ipse Dominus Philippus se perpessum ex præmissis & ob præmissa querebatur, annuum redditum quadringentarum unciarum auri, assignandum eidem Domino Philippo vel prædictis & hæredibus aut certo ipsius seu ipsorum Procuratori vel Nuncio pro eisdem, prout inferiùs enarratur, videlicet ducentarum unciarum quam primùm idem Dominus Rex in prædictum Regnum suum Siciliæ redierit, in terra & bonis - - - - - - fiscalibus ejus Regni, sive propè jam dictum Principatum Albæ, ubi & prout competentiùs poterunt assignari, reliquarum autem unciarum super conquisitione, quam ipsi Dominus Rex & Dominus Philippus fecerunt in Civitate Astensi & pertinentiis ejus, vel si conquisitio ipsa non fieret super aliquibus, similiter terra & bonis fiscalibus hujusmodi annui redditus Principatui prædicto propinquis, eo scilicet tempore quo Mariam ejusdem Domini Philippi Filiam nuptui tradi constiterit, vel ætatem annorum duodecim attigisse tenendis & habendis hujusmodi ducentis, seu quadringentis vnciatis terræ, si & ubi in prædicti Regni partibus assignatæ fuerint immediatè, & in capite per ipsum Dominum Philippum, & prædictos ejus hæredes, ab eodem Domino Rege & ejus hæredibus, ac successoribus, in eodem Regno sub debito juxta usum & consuetudinem ipsius Regni, servitio militari. Prædictis verò duceptis unciis quæ super jam tacta conquisitione, seu terris & locis conquisitis assignari debebuntur tenendis & habendis, si & postquam assignatæ fuerint sub illo militari servicio, de quo insimul tunc temporis concordabunt, & quæ in Regio privilegio tunc exindè faciendo fuerit declaratum. Super quibus omnibus sic, per eundem Dominum Regem promissis & contentis, idem Philippus ultrò, prout super actum est beneplacito Regio, se conformans sua gratuita voluntate acceptavit, séque proinde pacatum asseruit & contentum. In quorum omnium testimonium & cautelam, factum est per me infrà scriptum Notarium præsens publicum instrumentum. Actum Marsiliæ in domibus olim Templeriorum, in quibus prænominatus Dominus Rex hospitatus erat, in Camera ejusdem Domini Regis; Præsentibus Venerabili in Christo Patre Domino I. Dei gratia Episcopo Forojulienſi, Viro Magnifico Domino Hugone de Balcio Regio Siciliæ Seneschallo, Viro venerabili Domino Guillelmo Girardi Vice-Cancellario ejusdem Regis, ac Egregiis Viris Domino Raynaldo Dealecto, Domino Bertrando de Marsilia, Domino Guillelmo de Montebello, & Domino Joanne Cabassola Magno Regiæ Aulæ in Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii Magistro Rationali.

ANS de J. C. 1308.

CXCVIII.

BRANDEBOURG, SAXE ET PALATINAT.

*Traité entre les Ambassadeurs d'*OTHON *&* WOLDEMAR *Marquis de Brandebourg ; de* RODOLPHE *Duc de Saxe & de* RODOLPHE *&* LOUIS *Comtes Palatins, touchant l'Election de l'Empereur, fait à Boppart, l'an* 1308. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 50.

NOs Berchtoldus Comes de Henneberg, nec non Conradus de Rieda miles Procuratores Illustrium Principum OTTONIS & WOLDEMARI Marchionum Brandenburgensium super futuri Romanorum Regis Electionis negotio constituti, ad universorum notitiam volumus pertinere ; quod potestate nobis & mandato ab iisdem Marchionibus nomine eorum, nec non Illustris Principis RUDOLPHI Ducis Saxoniæ, qui suum votum in Electione Romanorum Regis sibi competens in prædictum Ottonem Marchionem noscitur transtulisse, datis, traditis & concessis ; amicitiæ unionis & concordiæ fœdera cum Illustribus Principibus RUDOLPHO & LUDOVICO Comitibus Palatinis Rheni ut ipsi Regno Romano salubrius consulatur sic duximus ineunda : videlicet quod illis promisimus & presentibus promittimus corporali super hoc & in animas prædictorum Dominorum nostrorum Marchionum præstito juramento, quod in Electione futuri Regis Romanorum unum cum ipsis esse debeamus, sic videlicet ; quod quemcunque ex Principibus Ottone & Woldemaro Marchionibus Brandeburgensibus, nobili Viro (*a*) Alberto Comite de Hanalt, nec non Illustribus Principibus Rudolpho & Ludovico Comitibus Palatinis Rheni & Friderico Duce Austriæ, plura vota de Principibus Ecclesiasticis Electoribus habere contigerit, ille præferatur, & votis nostris eidem debemus adhærere, ipsum sine omni contradictione in Regem Romanorum eligendo, extra vero numerum prædictarum personarum non eligemus, nisi concurrentibus votis Comitum Palatinorum atque nostris.

(*a*) Il semble qu'on doive entendre Albert surnommé *l'Ancien*, Prince ou Comte d'Anhalt.

§. 2. Sane est adjectum & juramento firmatum, quod si aliquem nostrorum Marchionum prædictorum vel alium ad nostram promotionem in Regem Romanorum eligi contiget, præfatis Comitibus Palatinis in suo jure assistere, & ipsi nobis vice versâ & ipsorum contra omnes in perpetuo * * coadjutor. Est etiam promissum & juramento firmatum, quod si aliquem ex Marchionibus prædictis vel alium ad eorum promotionem in Regem eligi contigerit, quod prædictis Palatinis conferet omnia sua bona & eos in eisdem manutenebit & deffendet, & prædictos Comites Palatinos in possessione omnium bonorum, quæ Genitor eorum possedit, & in ea possessione, sicut tempore claræ memoriæ quondam Rodolphi Romanorum Regis possederunt, non molestabit nec turbabit. De expensis verò quæ contemplatione Electionis factæ fuerint, ad arbitrium Venerabilis Principis Domini Joannis Episcopi Argentinensis & nostri Berchtoldi Comitis de Henneberg locabuntur. Ad confinia verò Imperii & prædictorum Comitumofficiales pacifici juxta arbitrium Argentinensis Episcopi & Berchtoldi.

§. 3. Est etiam juratum, quod nec Illustribus Principibus Ottoni & Stephano Ducibus Bavariæ nec nobili Viro Eberhardo Comiti de Wirtemberg prædicti Marchiones, si quem ex eis eligi contiget, adhærebit, vel aliquo genere copulationis & unionis unietur. Porrò promisimus & juramento firmavimus, quod Illustribus Principibus Friderico & Fratribus suis Ducibus Austriæ omnia eorum bona & dominia, sicut eo tempore claræ memoriæ Illustris quondam Domini Alberti Genitoris possederint, conseret, & eos in iisdem manutenebit & deffendet. Harum testimonio litterarum nostrorum sigillorum robore munitarum, Datum in Popardia, anno Domini millesimo trecentesimo octavo, feria VI. ante Simonis & Judæ Apostolorum.

ANS de J. C. 1308.

CXCIX.

Testament de CHARLES II. *Roi de Sicile, dans lequel les Mâles d'un degré plus éloigné sont préférez aux femmes dans un degré plus proche, pour ce qui concerne les Comtez de Provence & de Forcalquier, comme aussi le Comté de Piémont, fait à Marseille, le 16. de Mars* 1308. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 51.

SICILE, PROVINCE ET PIEMONT.

IN nomine Domini Amen. CAROLUS SECUNDUS Dei gratia Rex Jerusalem & Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ ; Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis Comes ; Universis præsentis scripti seriem inspecturis. Lex Communis ab Adam conditioni humanæ fragilitatis indicta, mortem, rerum ultimam lineam, extremum terminum illi constituit, ipsamque inevitabili sorti fragilitatis solventis omnia sine aliqua personarum distinctione subegit ; quæ licet in ea sit certa, indicta præfixi diei terminatione suspensa, frequenter se dulcibus annis inserens actus primordia præmaturè succidit, prevenit Infantiæ terminos, metas pubertatis anticipat, juventutis florem intempestivè decerpit, ac Principum spiritum auferens eorum consilia diutius maturata dissolvit. Et cum hominis status imbecillis & tenuis unum diem vitæ suæ in potestate, quidve futura pariat dies ignorat, laxius semper vivendi spatium sibi promittit, ut persæpe spei promissione frustratus cautelam sui & posterorum dispositionem debitam negligat, & improvisa naufragia periculosæ mortalitatis incurrat. Preveniendus est igitur ordinatæ provisionis remedio dies iste, ut cum ejus tumultuosa tempestas ingruerit, extremæ tollens dispositionis arbitrium, per repentini casus eventum disponendi potestatem non auferat, & oblivionem ex supervenientis turbationis discrimine non inducat. Iis itaque provisè pensatis, & in scrutinio libratæ considerationis adductis, nos sani corpore, mentis propria integritate sinceri, tam pro nostrorum remissione peccaminum, quam pro cautela etiam posterorum & parentum nostrorum animarum remedio, prout infra sequitur, deliberavimus disponendum.

§. 2. Imprimis instituimus heredem & universalem successorem nostrum in Regnis nostris Jerusalem & Siciliæ, Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, atque in omnibus aliis terris, juribus & actionibus nostris Robertum primogenitum nostrum Ducem Calabriæ. Si vero Dux ipse decederet sine liberis masculis vel feminis, nobis viventibus aut vita functis, substituimus heredem nostrum & successorem universalem in omnibus prædictis Regnis, Comitatibus & terris illum ex liberis nostris masculum scilicet, qui juxta tenorem collationis factæ de Regno Siciliæ bonæ memoriæ Domino Patri nostro per Sanctam Romanam Ecclesiam, succedere debebit in Regno ipso Siciliæ. Si vero secundum tenorem collationis ejusdem ad successionem ipsius Regni Siciliæ factis fœmina vocaretur, quæcunque sit & ex quocumque libero nostro nata, in casu illo substituimus illam heredem & successorem in eodem Regno Siciliæ & Regno Jerusalem ac aliis terris juribus & actionibus nostris ; præterquam in prædictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis ac juribus & pertinentiis eorum omnibus ; præter etiam

ANS de J. C. 1308.

quam in aliis terris noſtris queſitis & conquerendis extra Regna prædicta; in quibus Comitatibus ac prædictis aliis terris, in eo caſu ſcilicet ubi fœmina in dicto Regno Siciliæ ſuccederet, ut eſt dictum, ſubſtituimus Philippum filium noſtrum Tarenti & Achayæ Principem, ſi tunc ſupereſſet; & ſi tunc non viveret, ſubſtituimus in dictis Comitatibus ac pretactis terris queſitis & querendis dicto caſu unum de aliis filiis noſtris maſculis poſt eundem Philippum natis & naſcituris primogenitum; & ſi nullus de hujuſmodi filiis noſtris poſt eundem Philippum natis aut naſcituris tunc ſupereſſet, ſubſtituimus unum de nepotibus noſtris maſculis natis aut naſcituris deſcendentibus ſcilicet ex viventibus nunc filiis noſtris maſculis, eum quidem qui ex noſtro majore natu filio primogenitus eſſet, & ſi è majore natu non ſupereſſet maſculus, ſubſtituimus in eodem caſu in ſupra tactis Comitatibus & terris primogenitum ex alio filio noſtro ſequenti, & ſuper ordinem de ſequentibus filiis noſtris ſi de priore non ſupereſſet maſculus, ſervato ordine quo ſupra in caſu ipſo nepos ex majore natu filio noſtro tunc ſuperſtes aliis nepotibus ex ſequentibus noſtris filiis præferatur. Si autem nobis viventibus Dux predictus decedat relictis liberis maſculis vel feminis aut utriſque, natis aut naſcituris, & caſus eſſet, in quo ad ſucceſſionem dicti Regni Siciliæ non vocarentur ex tenore collationis prædictæ; ſubſtituimus ipſos liberos ejuſdem Ducis in Ducatu Calabriæ, ſicut invenietur per nos ipſi Duci conceſſus, ita quod inter eos maſculus fœminæ & primogenitus preferatur; Ita quod idem primogenitus Fratribus & ſororibus teneatur providere juxta conſuetudinem & conſtitutionem Regni in talibus obſervatas, & in ipſa proviſione ſubſtituimus eiſdem minores.

§. 3. Item relinquimus Jure inſtitutionis eidem Philippo filio noſtro Principi Achaye & Tarenti ducentas uncias auri annuas ſolvendas ſibi in vita ſua tantum, de Camera Regis vel ſuper aliquibus Regni partibus aſſignandas, ultra principatus Achaye & Tarenti & terras alias ac proviſiones quas ex dono Celſitudinis noſtræ tenet. In quibus omnibus ipſum Principem inſtituimus heredem, &, ſi in vita noſtra decederet dimiſſis liberis maſculis vel feminis aut utriſque, natis vel naſcituris, ſubſtituimus ipſos liberos ipſis Principatibus, & predictis terris, quas ſcilicet ex collatione noſtra perpetuo tenet vel tenebit tempore mortis ſuæ, majoris natu & ſexus maſculini inter eos prerogativa ſervata. Minores vero ex ordine ſubſtituimus in proviſione ipſis debita a principatibus & terris eiſdem juxta conſuetudinem & conſtitutionem predictis.

§. 4. Item relinquimus jure inſtitutionis Joanni & Petro filiis noſtris Comitatus & terras, quas tunc tenent & habent in domo noſtra, qui ſi non valeant quatuor millia unciarum, duo videlicet millia unciarum pro quolibet eorundem, ſuppleatur eis defectus in aliis ex cadentibus dicti Regni, & donec ſupplementum ipſum aſſequantur, recipiant illud annuatim de Camera noſtra in pecunia. Relinquimus etiam jure inſtitutionis aliis filiis noſtris ex præſenti vel alio matrimonio naſcituris, cuilibet ſcilicet eorundem pro ſe & ſuis heredibus ex ſuo corpore legitimè deſcendentibus annuum redditum duorum millium unciarum auri aſſignandum cuilibet ipſorum in Comitatu vel Comitatibus aut Baroniis, dummodo titulum habeant Comitatus, ita ſcilicet quod ipſi filii noſtri nati & naſcituri ſuo ordine hujuſmodi aſſignationes recipiant, ſi ſimul non currerent omnibus vel pluribus eorum faciendæ. Et intendimus quod donec hujuſmodi Aſſignationes fiant eis, recipiant de Camera Regia vel ſuper Regni proventibus in pecunia dictum redditum annuum duorum millium Unciarum auri. Hoc ſalvo, quod ſi aliqui eorum eſſent impuberes, non teneatur heres Regni hujuſmodi aſſignationem vel ſolutionem eis facere uſque ad tempora pubertatis, dummodo eis provideat in alimentis & aliis neceſſariis competenter. Intendimus etiam quod omnes filii noſtri tam principes quam alii dictos principatus Achayæ & Tarenti, Comitatus, Baronias, Terras & proviſiones alias, quas in dicto Regno & ubicumque extra illud, quæ tamen ſunt de feudis ejuſdem Regni habent & habebunt, teneant in feudum in capite à predictis Duce vel alio, qui erit heres & univerſalis ſucceſſor in predicto Regno Siciliæ, ſub debito militari ſervitio ac conſueto cenſu juxta tenores privilegiorum noſtrorum, quæ inde habent & habebunt.

ANS de J. C. 1308.

§. 5. Item inſtituimus Beatricem filiam noſtram in dote & dotario ſuis, & in centum unciis auri ei ſemel ſolvendis. Item inſtituimus quamlibet filiarum noſtrarum viventium in dote data & in centum unciis auri ſimiliter illi ſolvendis. Similiter etiam inſtituimus Nepotes & Neptes noſtras ex quondam Margarita Comitiſſa Valeſiæ filia noſtra ſuſceptos in dotem ipſi quondam Margaritæ datam & in centum unciis illis ſimiliter exſolvendis, quæ quidem filiæ noſtræ nunc viventes, ſi in vita noſtra decederent inſtituimus ad hoc liberos remanentes ex eis. Si vero aliqua earum abſque ſui corporis prole legitima moriretur, ſubſtituimus ei heredem & univerſalem Succeſſorem Regni predicti.

§. 6. Item relinquimus jure inſtitutionis Carolo Nepoti noſtro, primogenito quondam primogeniti noſtri Regis Hungariæ duo millia unciarum auri ſemel & in Regno noſtro Siciliæ ſolvendarum. Item inſtituimus Beatricem filiam dicti Regis Hungariæ in dote ſibi per nos donata & in Trecentis libris Turon. parvorum ſibi ſemel exſolvendis. Item relinquimus jure inſtitutionis Clementiæ filiæ Regis Hungariæ pro dote octo millia unciarum auri, ſed ſi voluerit religionem ingredi, inſtituimus eam in mille unciis ei ſemel ſolvendis.

§. 7. Item relinquimus Mariæ Reginæ Conſorti noſtræ quatuor millia unciarum auri annua in vita ſua, pro jure & dotario ſuo, & volumus, quod præcipiat eas in fundito & Doanna Neapolis, Terra Summæ & ſuper * ſerecia Apuliæ & alia terra quam tenet in dono noſtro, quas ſibi & propterea ſpecialiter obligamus, & volumus aſſignationem & perceptionem ipſam & per heredem & ſucceſſorem predictum eidem Reginæ inviolabiliter obſervari, habeatque pro habitatione ſua caſtra Capuan. de Neapoli Terram & Summæ ita quidem quod Regina ipſa nihil petat nec petere poſſit in bonis illorum & nepotum ſuorum deſcendentium ab inteſtato.

§. 8. Item volumus & mandamus, quod omnia male ablata per nos vel officiales noſtros, ſi tamen ablata ipſa ad noſtram Cameram vel curiam pervenerint, vel nobis mandantibus aut volentibus ablata ſunt, reſtituantur per executores noſtros. Item relinquimus duo millia unciarum auri eroganda pro maritagio orphanorum Virginum & aliarum pauperum honeſtarum ac ſuſtentatione aliarum miſerabilium perſonarum predicti Regni noſtri ac Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii & Pedemontis predictis, videlicet mille in Regno & millia reliqua in Comitatibus ipſis.

§. 9. Item volumus & jubemus omnino perfici & compleri Hoſpitale quod per nos & ex proviſione noſtra in balneis Puteoli cœptum eſt & jam pro majori parte conſtructum pro refugio pauperum & infirmorum illuc venientium, ac emi & tradi lectos & aliam neceſſariam ſuppellectilem ad opus infirmorum ſeu pauperum uſque ad centum. Quod hoſpitale ſubdimus hoſpitali Sancti Spiritus de Roma, & deputamus ſubſtentationi hujuſmodi pauperum & infirmorum uſque ad eundem numerum, pecuniam, quam homines Puteoli pro juribus & proventibus ipſius terræ Curiæ noſtræ ſolvere annuatim convenerint & debent, quæ per manus illorum, qui jura & proventus ipſos percipient, ad Credentiam vel extalium ſolvetur annis ſingulis per debitos terminos, preceptori vel illi qui præerit

ANS de J. C. 1308.

erit eidem hoſpitali, & ipſe preceptor ſeu Prepoſitus retineat ibi tot perſonas, quæ ſufficient ad ſervitium dictorum pauperum & infirmorum, in quorum ſubſtentationem & adminiſtrationem ejuſdem hoſpitalis, & etiam pro ſuſtentandis & retinendis in ſtatu domibus hoſpitalis ipſius, convertet pecuniam ſupradictam, convenienter providendo eiſdem pauperibus ac infirmis & miniſtris. Et ſi aliquando non occurreret, quod eis opus eſſet totam pecuniam ipſam expendere, quidquid ſupererit, convertet in meliorationem & avantagium hoſpitalis ipſius. Ipſe autem Preceptor ſeu Prepoſitus ordinabitur per Magiſtrum dicti Hoſpitalis Sancti Spiritus, & non admittetur ad adminiſtrationem in dicto hoſpitali faciendam, niſi prius dicto heredi & univerſali ſucceſſori vel ei qui per eum ſtatutus fuerit, juramentum preſtiterit de premiſſis fideliter obſervandis; & nihilominus ad cautelam duo probi homines ordinentur per curiam, qui videant, utrum convenienter provideatur dictis pauperibus & infirmis, & domus in ſtatu debito teneatur; & ſi forte predicta dictus Preceptor aut Prepoſitus non ſervaret aut alias minimè bene ſe gereret, Magiſter dicti Hoſpitalis Sancti Spiritus ad requiſitionem dicti heredis teneatur eum amovere, & alium idoneum ſubrogare, & quilibet Preceptor ſeu Præpoſitus faciat ingreſſum ſuæ adminiſtrationis in teſtimonio publico, & præſentibus dictis duobus probis hominibus, inventaria conſimilia de omnibus bonis & rebus Hoſpitalis ipſius quæ recipiet, & in quo ſtatu hoſpitale ipſum inveniet, quorum unum ſibi retineat, & aliud curiæ dicti heredis aſſignet; reſervato heredi prædicto, quod ſi voluerit redditus & proventus dictæ Terræ in ſuis manibus retinere, id facere poſſit, dato tamen prius dicto Hoſpitali ſimili redditu in locis convenientibus & vicinis; volumus etiam & ordinamus, quod Hoſpitale ipſum nullo unquam tempore detur alicui in beneficium, & ſi fieret nec revocaretur adminiſtratione dicti heredis noſtri per illum qui faceret aut ſuperiorem, ex nunc ut ex tunc eidem Hoſpitali adimimus dictam pecuniam jurium, redditum & proventum dictæ terræ vel alium quemcumque redditum, quem per nos vel heredem prædictum de predictis ex cambio vel alias haberet & ipſos in dicto caſu transferimus ad heredem eumdem, qui ea poſſit propria authoritate recipere in ipſo caſu & retinere abſque alicujus licentia vel aſſenſu, & ſub hac conditione intelligimus & intelligi volumus donationem, & aſſignationem dictorum reddituum eidem hoſpitali eſſe factam. Pro Capella vero quæ jam in ipſo hoſpitali facta eſt pro divinis celebrandis, nullos redditus aſſignamus, ſed volumus, quod dictus Præceptor uni Capellano & uni Clericò retinendis ibidem miniſtret alimenta & alia neceſſaria competenter.

§. 10. Item volumus & mandamus quod gabella Niciæ deputata per nos operi, quod fieri facimus in Sancto Maximino, nec non & proviſiones & aſſignationes factæ per nos pro operibus Sancti Nicolai de Baxo & Eccleſiæ Civitatis Sanctæ Mariæ, uſque ad complementa ipſorum operum abſque impedimento vel interruptione aliqua dimittatur. Item volumus & expreſſe mandamus, quod omnia quæ ordinavimus huc uſque & in antea nos ordinare contingeret pro ipſo loco Sancti Maximi & fratribus qui ſunt & eſſe debent ibidem, & pro Monaſterio Beatæ Mariæ de Nazaret de Aquis per nos fundato, & omnes conceſſiones per nos eidem loco & fratribus, Monaſterio & Sororibus factæ & faciendæ, per illum qui erit hæres in dictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii tenaciter & inviolabiliter obſerventur. Volumus etiam quod Prior & Moniales dicti Monaſterii certas pecuniæ ſummas, quas per manus ejuſdem Prioris conventus fratrum Predicatorum dicti loci Sancti Maximi Conventibus Religioſorum dictæ civitatis Aquenſis, videlicet Fratrum Predicatorum, Minorum, Heremitarum Sancti Auguſtini & Carmelitarum, annis ſingulis pro elemoſina & ſuſtentatione ipſorum ordinamus erogari, de redditibus per nos eidem Monaſterio aſſignatis vel impoſterum aſſignandis, juxta tenorem privilegiorum ſeu litterarum noſtrarum factarum exinde ſeu faciendarum, in antea abſque deffectu ſolvere teneantur.

ANS de J. C. 1308.

§. 11. Item volumus & mandamus, quod pro opere Capellæ Caſtri novi de Neapoli de mandato & proviſione noſtra incepta, tradatur uſque ad ejus complementum pecunia opportuna, quodque ordinatio ipſius capellæ ac alia eam tangentia ſerventur, & fiant prout in privilegiis inde factis vel faciendis diſtinctius exprimetur.

§. 12. Item ubicumque nos mori contingat, volumus & eligimus ſepulturam corporis noſtri in Eccleſia predicti Monaſterii beatæ Mariæ de Nazaret de Aquis, ubi ſcilicet convenientius fuerit, ita quod ſi in regno vel ubicumque alibi in poſſe dicti heredis & ſucceſſoris in eodem Regno nos mori contingat, teneatur heres ipſe intra biennium oſſa noſtra facere ad Eccleſiam ipſam deferre, inibi tumulanda; qui ſi in hoc eſſet negligens & remiſſus in pœnam ejus adimimus ſibi Comitatus prædictos Provinciæ Forcalquerii & Pedemontis, & eos transferimus in eo caſu in eum ex liberis noſtris, qui eſſet primogenitus poſt eum. Volumus etiam quod interea Corpus noſtrum tumuletur in Eccleſia Sancti Dominici de Neapoli fundata in honore Beatæ Mariæ Magdalenæ.

§. 13. Item volumus & mandamus, quod Teſtamenta Domini Patris & Dominæ Matris noſtrorum mandentur executioni, & id quod ordinatum eſt per eos fieri in Regno, fiat per predictum heredem & ſucceſſorem in eodem Regno, & quod ordinatum eſt fieri in Provincia, fiat per illum, qui erit heres ſeu ſucceſſor in predictis Comitatibus Provinciæ & Folcalquerii; & quod Executores noſtri una cum Executoribus dictorum Parentum noſtrorum debeant dicta teſtamenta executioni mandare; & quicunque eorum poſſint melius & commodius hoc facere faciant.

§. 14. Item omnibus familiaribus quibus proviſum eſt per nos in annuo redditu, & nondum ſunt aſſignatæ proviſiones in terra, dictus heres & univerſalis ſucceſſor in Regno Siciliæ ex cadentiis, & bonis fiſcalibus ejuſdem Regni quæ non ſint de domanio, debeat & teneatur facere aſſignationem juxta tenorem & formam litterarum noſtrarum eis exinde conceſſarum. Item volumus, ordinamus & mandamus, quod omnibus familiaribus noſtris qui tempore mortis noſtræ invenientur in Comitiva vel in ſervitiis aliis noſtris eſſe, aut qui apud hoſtes noſtros capti tenerentur, illis ſcilicet quibus per Dominum Patrem noſtrum aut nos de Terra vel aliis redditu proviſum non eſt, per predictum heredem & univerſalem ſucceſſorem in regno ſuper excadentiis & bonis fiſcalibus dicti regni provideatur hoc modo; ſcilicet cuilibet militi de annuo redditu quadraginta unciarum auri, & ad hereditagium; cuilibet ſcutifero nobili & de genere militari de annuo redditu viginti unciarum auri ad hereditagium; ſcutifero vero qui de genere militari non eſſet, de annuo redditu duodecim unciarum ad hereditagium; cuilibet peditidentur ſimiliter in pecunia ſemel ſolvendæ unciæ auri ſex; & nihilominus illi familiarium predictorum qui ad hoc apti & habiles fuerint, teneantur & ſint de hoſpitio heredis & ſucceſſoris predicti.

§. 15. Item relinquimus fratribus Predicatoribus & Minoribus Capellæ noſtræ, qui erunt tempore mortis noſtræ, equos deputatos ad equitatum eorum & arneſium quod aſſignatum fuiſſet eis à curia noſtra. Item duobus fratribus Minoribus ejuſdem Capellæ noſtræ, qui eſſent ſeu erunt tempore mortis noſtræ, principali libras quinquaginta & ſocio ejus libras viginti reforciatorum. Capellanus & Clericus Capellæ noſtræ qui invenientur tempore mortis noſtræ & quibus per nos vel alium proviſum non eſſet de Eccleſia-

ANS de J. C. 1308.

stico Beneficio, cuilibet Capellano libras quinquaginta, Clerico vero libras quadraginta semel solvendas.

§. 16. Item Coronam nostram, Sceptrum, pomum, saudestorium, & alia jocalia preciosa, Regalia, nec non Vayssella & ornamenta Capellarum nostrarum & omnia alia mobilia nostra, non derogando prioribus, relinquimus dicto Duci vel alii universali successori in Regno, deductis tamen debitis nostris sive ære alieno.

§. 17. Item volumus & mandamus, quod omnes donationes & concessiones factæ per Dominum Patrem nostrum in nos & per nos in antea faciendæ quibuscumque personis Gallicis, Latinis, Provincialibus, & aliis cujuscunque nationis, sive laici sint, sive clerici cujuscunque status & conditionis existant, irrevocabiliter observentur eis & successoribus eorum per dictum Ducem & successores suos seu alium succedentem nobis in Regno & Comitatibus supradictis, & concessiones & donationes easdem ad simplicem requisitionem illorum quibus factæ fuerint, approbare & confirmare teneantur expresè.

§. 18. Item volumus quod ea, quæ ordinata sunt per dictum Dominum Patrem nostrum & nos pro bono statu Regni Siciliæ & Comitatuum predictorum per heredes & successores nostros inviolabiter perpetuo custodiantur & specialiter pro favore Ecclesiarum. Item volumus & mandamus quod si Collecta Generalis quæ consuevit imponi singulis annis in Regno Siciliæ probetur indebita, nullomodo imponatur nec exigatur per heredes & successores nostros. Item volumus & mandamus quod civitates, castra & casalia Calabriæ, vallis gratis, Basilicatæ Principatus & aliarum partium Regni quæ destructa sunt devastata & diminuta in proximè preterita guerra pro fide nostra servanda, habeant immunitatem à collectis & omnibus, quæ imponentur per Curiam nostram pro tempore in parte vel in totum secundum heredis & executorum nostrorum predictorum arbitrium. Item volulumus quod omnia debita in quibus tenemur mercatoribus & societati buceusorum de Luca integraliter restituantur eisdem. Item volumus quod dictus Dux vel quicumque successor noster sicut universalis successor & hæres teneatur ad omnia debita nostra, & alii liberi nostri non teneantur ad ipsa debita; & si hæres specialis esset in Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, heres ipse ad illa debita quæ in eisdem Comitatibus fuerint teneatur.

§. 19. Item relinquimus pro cassia & tumulo faciendis pro corpore bonæ memoriæ Ludovici Episcopi Tholosani filii nostri duo millia librarum parvorum Turonensium. Item declaramus & volumus, quod omnia supradicta per nos legata & relicta in pecunia semel solvenda, solvantur per dictum heredem & successorem universalem tam regni Siciliæ quàm dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii & Pedemontis. Sed si specialis heres esset in eodem Regno, teneatur ad tres partes, & qui erit in eisdem Comitatibus ad quartam partem legatorum & relictorum ipsorum. Et secundum eamdem divisionem prædicta duo millia unciarum eroganda, sicut supra expressum est pro maritagio orphanarum Virginum & aliarum pauperum honestarum ac sustentatione aliarum miserabilium personarum Regni & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, dentur & erogentur pro tribus partibus per heredem Regni, & quarta per heredem Comitatuum prædictorum; salvo quod dictum est supra de divisione duarum millium unciarum predictarum pro maritagio orphanarum, Virginum & aliarum ut predictum est personarum.

§. 20. Item si contingat illum qui secundum modum & ordinationem succedet prædictum in predictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, absque liberis decedere, & relinquat fratrem vel fratres aut sorores vel utrosque, in casu ipso sub-

ANS de J. C. 1308.

stituimus in ipsis Comitatibus fratrem suum primogenitum, & si fratrem aliquem non haberet, substituimus nepotem masculum primogenitum qui superesset ex fratre majore natu, & ita per ordinem de nepotibus descendentibus ex aliis fratribus, habendo respectum quod nepos primogenitus ex fratre primo natu aliis nepotibus preferatur; & in defectu nepotum eodem modo substituimus pronepotes ex fratrum masculorum linea descendentes; in defectu vero nepotum & pronepotum masculorum substituimus sororem dicti succedentis in predictis Comitatibus quæ tunc inveniretur innupta & esset habilis ad nubendum, & si plures Sorores essent innuptæ, primogenita præferatur; in defectu vero innuptarum ipsarum substituimus Sororem nuptam majorem natu; & in defectu Sororum omnium præmissarum nuptarum & innuptarum ac habilium, substituimus nepotes seu pronepotes, in defectu nepotum, servato gradu matrum nepotum hujusmodi, ut descendentes ex majore natu descendentibus ex aliis minoribus preferantur, prerogativa etiam primogenituræ sexus masculini inter descendentes ipsos servata. Eodem modo substituimus in defectu nepotum & neptium, ipsorum pronepotes vel proneptes in eorum defectu ex ipsis Sororibus descendentes.

§. 21. Item volumus & declaramus quod omnes & singulæ substitutiones supra factæ intelligantur directæ, in casu in quo jure directe valere possunt, & hæ ut vulgaris vel pupillaris, in aliis vero casibus eas volumus intelligi fideicommissarias, & illo jure valere. Item si contingeret nobis in continenti aut vita functis aliquam vel aliquos natos vel nascituros apparere, qui prætextu presens nostrum possent nullum reddere vel rumpere testamentum, illum, & eorum quemlibet instituimus in quingentis libris Turonensium, sibi solvendis. Item ordinamus & precipimus quod non detrahatur Falcidia vel Trebellianica de legatis seu relictis singulariter & universaliter in presenti nostra dispositione seu testamento.

§. 22. Et hanc ultimam voluntatem nostram perpetuo volumus firmiter observari, quam valere volumus jure testamenti, & si non valet vel valeret imposterum quocumque casu præteritionis nati vel postumi aut alio jure, valeat jure codicillorum aut cujuslibet alterius ultimæ voluntatis, non obstante quacunque alia ultima voluntate seu dispositione nostra jam facta quocumque nomine censeatur, quam quidem ex nunc irritamus, revocamus & annullamus, expresè etiam si supradictæ voluntati seu dispositioni essent verba derogatoria appposita, quæ utique ex certa scientia revocamus & annullamus, nec habere volumus firmitatem, ita quod pro ea nullum fiat prejudicium huic nostræ ultimæ voluntati præsenti. Et si contingat nos in futurum eligere aut in preteritum elegisse sepulturam nostram alibi, quam in Ecclesia supra dicta interveniente scriptura vel sine scriptura, quidquid inde pro tempore retro lapso electum esset vel ordinatum in contrarium de sepultura ipsa, presentialiter revocantes, quidquid etiam per nos eligi inde contingeret in antea valere volumus, nisi cum scriptura electio ipsa fieret in qua predictus articulus de scripturis nostris pretactis de verbo ad verbum inseretur.

§. 23. Item volumus & ordinamus presentis nostri Testamenti seu ultimæ dispositionis Executores, venerabiles in Christo patres Dominos J. Sanctorum Marcellini & Petri Presbyterum, G. Sancti Nicolai in carcere Tuliano Cardinales & prefatam Reginam Consortem nostram, Carolum Valesiæ, Alanson & Andegaviæ Comitem Generum nostrum, predictum Robertum Ducem Calabriæ primogenitum ac Philippum Achaiæ & Tarenti Principem natos nostros, venerabiles in Christo Patres Archiepiscopum Aquensem, qui erit pro tempore, & J. Forojulien sem Episcopum; viros nobiles Ermengarium de Sabrano, Comitem Arian. Mag. justitiarium Bartholomæum, Siginul-

ANS de J. C. 1308.

ginulphum Tholosie Comitem magnum Camerarium, Guillelmum Estendardum Conneſtabulum, Bartholomeum de Capua Logothetam protonotarium, Hugonem de Baucio Seneſchallum ejuſdem Regni, Joannem Pipinum de Barolo militem magnæ Curiæ noſtræ Magiſtrum Rationalem, Seneſchallum Provinciæ qui pro tempore fuerit; Joannem Cabaſolem militem Magiſtrum Rationalem ejuſdem magnæ curiæ noſtræ, Priores Provinciales ordinis fratrum Prædicatorum qui erunt pro tempore in eodem Regno Siciliæ citra Farum, ac in Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ſupradictis; Priores qui erunt in dictis conventu Sancti Maximini & Monaſterio Beatæ Mariæ de Nazaret de Aquis; dantes eis plenam & generalem liberam poteſtatem agendi & deffendendi pro nobis & juribus noſtris & alienandi bona noſtra, in quantum expediet pro executione diſpoſitionis noſtræ, propria autoritate recipiendi & obtinendi bona noſtra ſeu poſſeſſionem bonorum noſtrorum in alium transferendi, in negligentiam heredes noſtri ſeu heredum noſtrorum, pro executione eis commiſſa.

§. 24. Volentes & ordinantes quod tres ex dictis executoribus habeant poteſtatem exequendi ſecundum modum prædiſtinctum; & ſi alii intereſſe non poſſent aut nolent; etiam duo vel unus ex eis; ita tamen quod illi qui exequentur ea quæ ſunt exequenda in Regno, habeant requirere conſilium & conſenſum ſuper illis omnibus exequendis prefatæ Reginæ Conſortis noſtræ, Bartholom. de Capua & Joannis Pipini prædictorum vel alicujus eorum in hoc ſuperſtitum, in hiis vero quæ ſunt in Provincia exequenda habeant requirere conſilium & aſſenſum Priorum Loci Sancti Maximini & Monaſterii predictorum, qui erunt pro tempore vel alicujus eorundem; & in alienationibus fiſcalium ſi fieri contingat, trium ad minus executorum ſi ſuperſint, conſenſus & conſcientia requiratur.

§. 25. In cujus rei teſtimonium & cautelam præſens ſcriptum publicum duplicatum per manus infra nominati Notarii fieri juſſimus, aureæ Bullæ impreſſæ Majeſtatis noſtræ Typario, ac etiam ſigilli noſtri appenſione munitum. Et hoc ad abundantiorem Cautelam; ut ſi forte caſu accideret aliquo ſigillum aut Bullam ipſam frangi vel quomodolibet devaſtari, altero in ſufficiente ſui integritate manente, indubitata nihilominus fides eidem ſcripto debeat adhiberi. Actum Maſſiliæ preſentibus venerabilibus in Chriſto patribus prenominato J. forojulienſe, P. Vencienſe Epiſcopis, ſupra fato Hugone de Baucio Regni Siciliæ Seneſchallo, Magiſtro Guillelmo Ebrardi Archidiacono Aquenſi Vicecancellario noſtro, fratre Jacobo de fuſiniano, Electo Civitatis Sanctæ Mariæ, Richardo de Gambateſa prædictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Seneſchallo, jam dicto Joanne Cabaſola Magnæ Regiæ curiæ magro. Rationali, & fratre Jacobo de Corua Eleemoſinario noſtro, teſtibus premiſſorum ad hoc per nos vocatis ſpecialiter & rogatis. Et datum ibidem per eundem Magiſtrum Guillelmum Ebraldi Anno Domini Milleſimo trecenteſimo octavo, die ſexto decimo Martii ſextæ indictionis, Regnorum noſtrorum anno viceſimo quarto. Et ego Petrus Fiabi clericus Petragoricen. dioceſis, ubique per Regnum Siciliæ & Comitatus eoſdem Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis & Terras alias Regias Publicus Regia authoritate notarius, premiſſis omnibus & ſingulis una cum teſtibus prenominatis interfui, & vocatus ac requiſitus per ipſum Dominum noſtrum Regem, ea omnia propria manu ſcripſi & in hanc publicam formam redegi, ſignoque meo conſueto ſignavi. Extraict des Archives du Roy en Provence & du Regiſtre intitulé Copiæ Teſtamentorum Regum Siciliæ & Comitum Provinciæ fol. LVI. & ſuivans, & fut iceluy collationné par moy Conſeiller du Roy, Auditeur & Secretaire de ſa Majeſté ſoubz ſigné Magnan.

CC.

Traité & Confédération entre THEOBALD *Evêque de Liége, &* (a) GILES BERTHAUT *Seigneur de Malines, touchant leurs droits ſur cette Ville. Fait l'an* 1308. Aubert le Mire. Donationum Belgicarum. Chap. CXIII. pag. 556.

ANS de J. C. 1308. LIEGE ET MALINES.

(a) Il étoit fils de Walter IV. & mourut ſans enfans.

UNiverſis tam præſentibus quàm futuris, præſentes litteras inſpecturis THEOBALDUS Dei gratia Leodienſis Epiſcopus ſalutem, & eorum quæ ſequuntur agnoſcere veritatem.

Cùm pax ſive concordia inita ſit & ordinata, inter nos ex parte una, & nobilem virum ÆGIDIUM BERTHOUT ex altera, ſuper juribus villæ MECHLINIENSIS: in cujus pacis concordationem expreſsè conſenſum exiſtit, per venerabiles viros, Præpoſitum, Decanum, Archidiaconos, totumque Capitulum noſtræ majoris Eccleſiæ Leodienſis, & conſilium, conſenſum pariter & aſſenſum nobilium noſtrorum, ſcilicet militum, armigerorum, nec non conſilium bonarum villarum noſtri Epiſcopatus prædicti, ſecundùm tenorem & formam, ſuper dicta pace, in teſtimonium per alterutram partem confectam, & ſignatam ſigillo noſtro dicti Capituli, & Ægidii Berthout prænotati, cujus pacis formæ tenor ab initio uſque ad finem de verbo ad verbum ſequitur, in hunc modum.

Univerſis præſentibus & futuris, ad quos præſentes litteræ pervenerint, THEOBALDUS Leodienſis Epiſcopus ſalutem, & cognoſcere veritatem. Noverint univerſi & ſinguli, quòd cùm diſſenſio fuiſſet inter nos ex una parte, & nobilem virum ÆGIDIUM dictum BERTHOUT de MALINES ex altera, occaſione jurium in villa Mechlinienſium, tandem pro bono pacis & de conſilio proborum, videlicet Capituli noſtri Leodienſis, militum ac bonarum villarum noſtri Epiſcopatus, concordatum eſt inter nos & dictum Ægidium in modum qui ſequitur.

Videlicet, quòd *Hevere*, *Muſines*, *Humbeke*, *Leeſt*, *Heffene*, *Noulant*, & *Neckerſpoele*, & dictarum villarum appendicia, ſunt & erunt in perpetuum ſub Dominio & juriſdictione Epiſcopi & Eccleſiæ Leodienſis, ſicut eſt Mechlinia.

Et judicio Scabinorum villæ Mechlinienſis, in omnibus negotiis, quæ judicium requirunt, ex nunc in antea, ſub libertate, judicio & lege Mechlinienſium, & mediante iſta ordinatione, omnes exceſſus, emendæ, obventiones & commoda, quæ proveniunt ſeu provenire poterunt ex judicio vel aliàs in villa Mechlinienſi, & in aliis villis prædictis, & earum appendenciis, ſive ex cauſſa judiciaria ſeu liberalitate, vel jure, ac alio quocumque modo, erunt communia & æqualiter dividentur pro æquis portionibus inter nos & Ægidium Berthout antedictum, ſalvis juribus villæ prædictæ, pro ut ea Scabini Mechlinienſium conſervant.

Prætereà omnes reditus, qui nobis Epiſcopo ac Ægidio Berthout prædictis cedent in dictis locis & eorum appendiciis, erunt communes & æqualiter hereditariè dividentur inter nos & Ægidium Berthout prædictum.

Nec poteſt alter noſtrum aliquid penitus acquirere in dictis locis, niſi interveniat utriuſque conſenſus. Et ſi quid alter ſine conſenſu alterius acquiſierit, erit commune inter nos. Inſuper Villicus noſter, qui Scultetus dicitur, habet inſtituere Scabinos in fidelitatem, quandocumque neceſſe fuerit nobis tanquam Domino, ac Ægidio Berthout pro jure ſuo. Quod tale eſt, videlicet quòd in omni caſu, ſuper quo Villicus noſter

ANS de J. C. 1308. ſter moncbit Scabinos, qui ſuper omnibus caſibus, qui ad judicium Scabinorum ſpectant, poteſt & debet eos monere, ſtatim poſt monitionem dicti noſtri Villici; famulus Bertholdi poteſt ipſos monere, ſi velit ſuper eodem caſu, ſi præſens fuerit, nec non alio modo: niſi contigerit quòd Villicus noſter in juſtitia proſequenda eſſet negligens vel remiſſus; in quo caſu famulus Bertholdi poteſt requirere Villicum noſtrum per tres dies placitorum, præſentibus Scabinis, quatenus ſuper illo caſu moneret Scabinos & faceret juſtitiam, & ſi Villicus noſter hoc facere recuſaret vel nollet, ex tunc famulus Bertholdi ſuper illo caſu poteſt monere Scabinos, & deberent Scabini de illo caſu judicare ad monitionem ipſius, ſalvo jure in emenda, ſi quæ ad judicium pertinet. Et ſi tunc famulus Bertholdi in continenti monere negliget, ſemper Villico noſtro monitio reſervatur, ad quem ſpectat monitio ſuper omni caſu; & ad ejus monitionem ſemper Scabini judicare tenentur.

Prætereà ſi contingat bellum inſurgere, vel rixas moveri in prædictis locis, ubi Villicus noſter præſens non fuerit, ſi famulus Bertholdi ſuperveniat, nec ſit ibi aliquis loco Villici, poteſt audire querimonias, indicere treugas, arreſtare malefactores & eos ducere in priſonem, quæ eſt in villa, ubi alii malefactores detinentur, ſecundùm quantitatem delicti. Qui malefactores debent tractari per monitionem noſtri Villici & judicium Scabinorum ſecundùm quod in aliis caſibus ſuperiùs eſt expreſſum.

Et quidquid dictus Bertholdus tenet & tenebit, ac ejus heres & ſucceſſores in dictis locis, tenet & tenebit ipſe ac ejus ſucceſſores à nobis ac noſtris ſucceſſoribus, in feodum tanquam homo noſter ligius ſeu noſtrorum ſucceſſorum, Epiſcoporum Leodienſium, qui erunt pro tempore.

Et ut omnia prædicta firma ſtabilitate conſiſtant, nos Epiſcopus prædictus, de conſenſu ac de voluntate Capituli noſtræ Eccleſiæ Leodienſis, promittimus bona fide, quòd quocumque caſu contingente, in perpetuum nos vel noſtri ſucceſſores non permutabimus, obligabimus, alienabimus, donabimus, vel vendemus ad tempus vel hereditariè villam Mechlinienſem, ejus appendentia, ſeu jura ad nos pertinentia in dictis locis, in toto vel in parte, & conſervabimus villam Mechlinienſem in libertate ac franciſia, qua tenemus ac tenere debemus alias bonas villas noſtri Epiſcopatus, ſalvis juribus villæ Mechlinienſis, pro ut ea conſervant Scabini dicti loci. Et in quantum poterimus ipſos defendere & eis aſſiſtere, non ſuſtinebimus quòd aliqua impedimenta vel injuriæ inferantur.

Et nos Ægidius Berthout prædictus recognoſcimus omnia ſuprà dicta pro nobis & noſtris ſucceſſoribus, & ea rata habemus, & conſentimus ordinationi; promittentes bona fide pro nobis ac noſtris ſucceſſoribus pacem & ordinationem ſuperiùs expreſſas, & prout in litteris præſentibus continetur, in perpetuum inviolabiliter obſervare.

Et nos Epiſcopus per dictam compoſitionem nihil plus concedimus Bertholdo de juriſdictione, & Dominio, & de acceſſionibus ad ea in dictis locis, quàm verba expreſſa in ipſa compoſitione poſita ſignificant.

Et nos Bertholdus & omnes noſtri ſucceſſores, quando levabimus feodum noſtrum ab Epiſcopo, jurabimus quòd in dictis locis, de jure ac Dominio, & de acceſſionibus ad ea, non petemus, nec occupabimus per nos vel per alium ſeu alios ultra id quod per verba expreſſa in hac ordinatione poſita nobis conceditur.

Promittimus etiam nos Bertholdus pro nobis & ſucceſſoribus noſtris bona fide, quòd in perpetuum, quocumque caſu contingente jus noſtrum, quod habemus in villa Mechlinienſi & ejus appendiciis, mediante compoſitione prædicta, non vendemus, obligabimus, alienabimus, permutabimus in toto vel in parte, hereditariè vel ad tempus, quin directè ad noſtros heredes.... poſt noſtrum obitum & iſtam ordinationem pacis jurabimus nos & noſtri heredes, prout in litteris præſentibus continetur, fideliter obſervare, quotieſcumque prædicta jura nos contingent relevare à Domino noſtro Leodienſi Epiſcopo, qui erit pro tempore. ANS de J. C. 1308.

Quæ omnia jura prædicta tam nos quàm heredes noſtri debemus tenere in feodum ligium à Domino noſtro Leodienſi Epiſcopo, & aliis Epiſcopis, qui pro tempore Eccleſiæ Leodienſi ſuccedent. Et ſi contigerit nos vel heredes noſtros obligare ſeu alienare jura noſtra in dicta villa Mechlinienſi ſeu ejus appendiciis, prout dictum eſt, nos recognoſcimus pro nobis & noſtris ſucceſſoribus, quòd eo tempore feodum amittemus prædictum.

Et nos Theobaldus Epiſcopus Leodienſis prædictus, quia prædictam pacem firmam & ſtabilem manere volumus in perpetuum, ſigillum noſtrum præſentibus litteris, unà cum ſigillo Capituli noſtræ Eccleſiæ Leodienſis, duximus apponendum; & nos Præpoſitus, Decanus, Archidiaconi, totumque Capitulum majoris Eccleſiæ noſtræ Leodienſis, approbamus & gratam habemus pacem & ordinationem prædictas, & in eas conſentimus, ſecundùm quod præſentibus eſt expreſſum, & eas firmiter promittimus in perpetuum obſervare: propter quod ſigillum Eccleſiæ noſtræ, unà cum ſigillo reverendi patris, Domini noſtri Leodienſis Epiſcopi præſentibus eſt appenſum.

Et nos Ægidius Berthout prædictus, quia prædictam ordinationem pacis volumus in perpetuum inviolabiliter obſervari tam à nobis quàm à noſtris ſucceſſoribus, præſentibus litteris ſigillum noſtrum, una cum ſigilllis prædictorum Domini Epiſcopi & Capituli, duximus apponendum.

Nos Magistri communitatis, Scabini & Jurati, Conſilium & tota communitas villæ Mechlinienſis, de voluntate & ad requiſitionem Domini noſtri Epiſcopi Leodienſis & Capituli, ac Ægidii Berthoult prædictorum, gratam habemus & dilectam pacem ſeu ordinationem, ac in eas conſentimus & promittimus benè & fideliter obſervare & facere obſervari tam à ſingulis noſtrûm, quàm ab Ægidio Berthout ac ejus heredibus memoratis. Et ſingulis annis jurabimus, quando de novo inſtituemur ad Conſilium villæ, nos præſentem ordinationem obſervaturos, & facere obſervari, pro ut ſuperiùs eſt expreſſum.

Et nos Epiſcopus prædictus, de conſenſu Capituli noſtræ Eccleſiæ Leodienſis, promittimus bona fide pro nobis & noſtris ſucceſſoribus, Bertholdo, ſicut ligio fideli noſtro, & villæ noſtræ Mechlinienſi præſtare auxilium contra quoſcumque, & in quibuſcumque neceſſitatibus pro defenſione jurium eorum.

Et nos Ægidius Berthout pro nobis & heredibus noſtris, nos etiam Magiſtri communitatis, Scabini, Jurati, Conſilium, totaque communitatis villæ Mechlinienſis, promittimus bona fide, pro nobis & noſtris ſucceſſoribus præſtare auxilium contra quoſcumque, & in quibuſcumque neceſſitatibus, ipſi Epiſcopo, tanquam Domino noſtro & Eccleſiæ Leodienſi, pro defenſione jurium eorum.

Et quantum ad auxilium, tam impugnando quàm defendendo, præſtando contra quoſcumque adverſarios Eccleſiæ Leodienſis, ſeu villæ Mechlinienſis prædictæ, nos Ægidius Berthout prædictus ac noſtri ſucceſſores minimè poterimus excuſari, occaſione alicujus feodi à quocumque alio Domino relevati ſeu relevandi, vel nos Mechlinienſes occaſione conſuetudinis Marchiæ ſeu confinium habitorum cum vicino Domino, ſecundùm poſſibilitatem ſitus noſtri, quam debet videre Dominus noſter, imminente guerra, cum

ANS de J. C. 1308. cum Capitulo suo, militibus, Consilio nostro, villæ Mechlinienſis ac aliarum bonarum villarum Epiſcopatus, vocatis & congregatis in Capitulo Leodienſi, prout moris est : & debemus ſtare ordinationi eorum, penſatis & conſideratis ſitu & poſſibilitate prædictis.

Et nos Magiſtri, Scabini, Jurati, & Conſilium & tota communitas villæ Mechlinienſis prædictæ, ad requiſitionem prædictorum Domini noſtri Epiſcopi, Capituli, & Ægidii Berthout, ad majorem ſtabilitatem prædictarum ordinationis & pacis, præſentibus litteris ſigillum noſtræ communitatis, unà cum prædictis ſigillis, duximus apponendum. Et nos prædicti Epiſcopus, Capitulum, Ægidius Berthout ac communitas villæ Mechlinienſis rogamus nobilem virum ARNOLDUM Comitem de Los & de Chiney, quatenus ſigillum ſuum velit apponere præſentibus, in teſtimonium veritatis.

Et nos ARNOLDUS Comes de Los & Chiney prædictus, ad requiſitionem prædictorum ſigillum noſtrum præſentibus litteris, unà cum prædictis ſigillis, duximus apponendum. Datum anno Domini milleſimo tricenteſimo ſeptimo, feria ſexta poſt feſtum B. Andreæ.

Cumque nos, ſicut proborum intereſt, ordinationem dictæ pacis, in qua aliàs expreſsè conſenſimus, ut eſt dictum, tenere & inviolabiliter obſervare, & obſervatam in perpetuum remanere velimus, affectemus pariter & cupiamus, prout promiſimus, præcipuè ob urgentem probabilem, eminentem & veriſimilem neceſſitatem villæ noſtræ Mechlinienſis prædictæ, extra noſtram diœceſim infra Brabantiam ſituatæ, hujuſque conditionis, quòd homines ejuſdem neceſſe habent cum ſuis familiis & mercaturis eorum in mercandiſiis ſuis exercendis, quaſi per totas mundi partes multifariè circuire, ſine cujus pacis perſeveratione & conſummatione villa noſtra prædicta & homines ejuſdem in ſtatu proſpero & tranquillo permanere non poſſunt.

Nos affectantes & volentes, ob utilitatem & commodum Eccleſiæ noſtræ, patriæ & villæ Mechlinienſis, ut eſt dictum, procedere ſecundùm formam dictæ pacis præconceptam ac ſigillis prædictis conſignatam, ut eſt dictum, volumus & conſentimus expreſsè formam pacis prædictam in perpetuum firmiter obſervari, & ad majorem munitionem & ſtabilem ſecuritatem de præmiſſis, abſque aliquo modo contraveniendi in poſterum, præſentes litteras ſigilli noſtri appenſione roborari fecimus.

Et nos ÆGIDIUS BERTHOUT ſupradictus, quoniam formam pacis prædictam ſigillo noſtro ſignavimus, à promiſſis reſilire nolentes, volumus dictam pacis ordinationem, ſemper firmiter obſervare & à noſtris heredibus ſeu ſucceſſoribus inviolabiliter in perpetuum obſervari. Et in munimen & ſtabilitatem præmiſſorum abſque aliquo modo contraveniendi, per nos vel heredes, aut ſucceſſores noſtros, præſentibus litteris ſigillum noſtrum, unà cum ſigillo Domini noſtri Epiſcopi ſuprà dicti, duximus apponendum.

Et nos THEOBALDUS Epiſcopus, & Ægidius Berthoult prædicti, ad majorem ſecuritatem & perpetuam ſtabilitatem de præmiſſis, requirimus & rogamus dilectos & fideles noſtros Magiſtros communitatis, Scabinos, Juratos, Conſilium ac totam communitatem villæ Mechlinienſis ante dictæ, quatenus dictam pacem, ſecundùm formam prædictam firmiter & inviolabiliter obſervent, & juvent in perpetuum obſervari, quodque ſigillum ſuum commune, unà cum noſtris ſigillis, præſentibus apponant.

Nos autem Magiſtri communitatis, Scabini, Jurati, Conſilium ac tota communitas villæ Mechlinienſis, ad requeſtam Domini noſtri Epiſcopi, ac Ægidii Berthout prædictorum, laudamus & approbamus formam pacis prædictam. Et promittimus dictam pacem tenere firmiter & obſervare, & juvare pro poſſe noſtro obſervari. Et in horum teſtimonium ſigillum noſtrum commune, unà cum ſigillis prædictis, præſentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini milleſimo trecenteſimo octavo, in craſtino feſti B. Andreæ Apoſtoli. ANS de J. C. 1308.

CCI.

Traité de Paix entre PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandre, par lequel quelques Articles du Traité de 1305. ſont modérez. Fait à Paris, au mois de Mai*, 1309. Pierre Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLII. feuill. 236. ANS de J. C. 1309. FRANCE ET FLANDRE.

PRemiers, que le Roi PHILIPPE pardonnoit touts meſfaicts, & eſloingnant de ſon courage touts mouvements d'ire & de mal talent, il recevoit le Conte ROBERT, & la Conté de Flandre, ſoubs ſa protection & ſauvegarde, qu'il accordoit, que des vingt mille de terre, que ceux de Flandre luy devoient aſſigner en la Conté de Rethel, ils pourroient rachapter la moitie pour ſix cents mille livres, forte monnoye comptant, en payant les arrieraiges a rate de temps, leur baillant reſpit de l'aſſignation des autres dix mille livres, juſques endedens deux ans de la Pentecouſte, lors prochainement venant, que les fortereſſes des cinc villes, demeureroient en eſtat, & ſans les abbatre, juſques a ce que le Roy le commanderoit, ſaulf la fortereſſe de Bruges, laquelle il ne vouloit eſtre comprinſe en ceſte grace. Qu'il leur qu'itoit toutes diſmes, rentes, ſubventions, impoſitions & autres charges, qu'il avoit miſes ſus en Flandre, par ſes gens, tenants les relenghes a Lille, lors que le païs de Flandre, eſtoit en ſes mains & ſoubs ſon gouvernement. Ainſi faict & accordé en la ville de Paris, au mois de May en l'an mil trois cents neuf.

CCII.

Traité de Mariage de SIMON DE SARBRUG *Seigneur de Commerci, &* MARGUERITE DE SAVOYE, *fait le* 21. *Juin*, 1309. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 637. ANS de J. C. 1309. SARBRUG ET SAVOYE.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno M. CCC. IX. Indict. VII. undecimo Calend. Julii, Pontificatus Domini Clementis Papæ quinti, anno quarto. Cunctis appareat evidenter, Quòd Nobiles & Egregii Viri, Dominus Ludovicus de Sabaudia, Dominus Vuaudi ex una parte, & Dominus Joannes Comes de Sarabruche, ex altera conſtituti, propter ea quæ ſequuntur, videlicet pro matrimonio contrahendo, inter SIMONEM de Commercy Filium dicti Domini Joannis, & Dominam MARGARETAM Sororem dicti Domini Ludovici, Uxorem quondam Joannis Domini de Vignorri, dictus Dominus Ludovicus convenit, dicto Domino Comiti de Sarabruche & dicto Filio ſuo præſenti, dare in Uxorem, dictam Dominam Margaretam, dicto Simoni ſacro-ſanctâ Matre Eccleſiâ concedente, quo facto dictus Dominus Joannes Comes de Sarabruche, contemplatione dicti matrimonii, emancipavit dictum Simonem Filium ſuum, quâ emancipatione factâ, promiſit, quòd nullum alium hæredem habebit, in dicto Comitatu de Sarabruche, nec in terra de Commercy; niſi dictum Simonem Filium ſuum, aſſerens etiam quod conſuetudo terræ eſt, quòd major Filius & primogenitus debet ſuccedere in Comi-

ANS de J. C. 1309. Comitatu, quibus peractis dictus Dominus Ludovicus promisit dicto Simoni, solvere pro dote dictæ Margaretæ Sororis suæ; decem millia librarum bonorum parvorum Turonensium, intrà terminum quinque annorum, & ultrà prædictam dotem, dictus Dominus Ludovicus promisit se facturum cum effectu, quod hæredes quondam Domini Joannis de Vignorri assettabunt Domino Simoni, nomine dictæ suæ Uxoris & ad vitam ipsius, pro dotalicio suo quod habere debebat, à dicto Domino de Vignorri; quingentas libras parvorum Turonensium annui redditus, & si dictum assettamentum completum non erit, infrà annum, à die desponsationis, & discordia interfuerit, inter partes terminetur, arbitrio Domini Rodulphi, Domini novi castri & Domini Gerardi de Vaytes militum. Viceversâ dictus Dominus Joannes Comes de Sarabruche, & dictus Simon Filius suus, promiserunt in solidum dictæ Dominæ Margaretæ, quod dotabunt eam de Domo de Morley & Villis & locis, à dicta Domo dependentibus, prædictam verò dotem decem millium librarum, dictus Dominus Joannes Comes & Simon ejus Filius, in solidum per juramenta & sub obligatione omnium bonorum suorum; restituere eidem Dominæ Margaretæ, quotiescumque casus repetendæ dotis evenerit de jure. Item fuit actum quòd si fortè dicta Domina Margareta, nollet morari cum Uxore, dicti Domini Joannis Comitis de Sarabruche, quòd in eo casu, dictus Dominus Joannes teneatur ei deliberare domum de Morley supradictam, & pro præmissis conventis, pro dicto Domino Ludovico, fideiusserunt ad opus dictorum Domini Comitis Filii ejus, ac Dominæ Margaretæ ejus Uxoris, videlicet Reverendus in Christo Pater, Dominus Ottho Dei gratiâ Episcopus Basiliensis, Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, Dominus Beraudus de Marcuel, Dominus Guido Delphini, Dominus Aymarus de Poitiers, Dominus Radulphus, Dominus Novi-Castri, Dominus Guichardus de Cleyrié, qui in solidum promiserunt, solvere & implere prædicta promissa, per dictum Dominum Ludovicum. Fuit tamen actum quod possint tenere hostagia, apud Bisuntinum, nec inde recedere, quoúsque prædicta per eos promissa fuerint adimpleta, & fuit actum, quod quilibet dictorum fideiussorum, possit tenere hostagium per duos milites, excepto Domino Guichardo de Cleyrié, qui possit tenere per unum, videlicet Dominum Guichardum Dominum Bellijoci & Comitem de Forez, &c. Actum apud Viennam in Camera venerabilis Viri Domini Abbatis Ecclesiæ sancti Andreæ Viennensis, Testes Dominus Aymarus de Bellovidere, Dominus Jacobus de Boxezello, Dominus Amedeus de Miribello, Dominus Berlio Ravoyræ, Dominus Joannes Archoudi milites & Dominus Guillermus de Boxezello, præceptor Domus sancti Anthonii de Chamberiaco, signé Decroso.

ANS de J. C. 1309. gniaci ex altera, pax, transactiones, compositiones, & concordiæ factæ fuerunt concorditer inter ipsos, inter cætera continentes: Quòd dictus Dominus Hugo ducat in Uxorem unam de Filiabus præfati Domini Comitis, & *Dominæ Mariæ de Brabancio Consortis ejusdem Domini Comitis*, magis nubilem quam idem Dominus Hugo duxerit acceptandam, quam citò ad annos nubiles pervenerit, & qui eidem Filiæ, idem Dominus Hugo dare debeat decem millia librarum Viennensium monetæ Sabaudiæ; Et ideò præfatus Dominus Comes, à sanctissimo Patre Domino nostro summo Pontifice, dispensationem impetrare debeat, super gradibus affinitatis, & consanguinitatis prohibitis, in quibus præfatus Dominus Hugo & dicta Filia Domini Comitis, se, ut dicitur, ad invicem attinebant, ita quod præfatus Dominus Hugo, & dicta Filia possint inter se ad invicem matrimonium contrahere, dictaque dispensatio à præfato Domino Papa, per prætatum Dominum Comitem obtenta fuerit, videlicet quod dictus Dominus Hugo, cum MARIA vel Catharina Filiabus dicti Domini Comitis, sibi elegerit in Uxorem prout præfatus Dominus Hugo, hæc omnia ad instantiam dicti Domini Comitis solemniter stipulantis, nomine dictæ ejus Filiæ, asserit fore vera; idcircò idem Dominus Hugo, volens quod promiserat adimplere, gratis, ac voluntate sua spontanea, plenè instructus, ut asserit, de jure, & de facto nomine suo & successorum suorum, promittit eidem Domino Comiti solemniter stipulanti, nomine dictæ Mariæ ejus Filiæ, dare & solvere eidem Mariæ decem millia librarum Viennensium prædictarum, donatione simplici inter vivos; & ex nunc idem Dominus Hugo pure & sine retentione quacumque, salvis his quæ inferius continentur, donat donatione mera, pura, simplici, inter vivos, dicto Domino Comiti recipienti, nominibus quibus supra, & per ipsum Dominum Comitem dictæ Mariæ, decem millia librarum Viennensium prædictarum, hoc acto salvo, excepto, & retento, de donatione prædicta per pactum interpositum, quòd si dictam Mariam, contracto matrimonio supradicto, præcedere contigerit absque Liberis, ab eodem Domino Hugone susceptis, dicto Domino Hugone superstite, quòd in ipso casu dictus Dominus Hugo, dictas decem mille libras Viennenses, de donatione nemini solvere teneatur, sed de ipsis decem millibus libris in casu prædicto, totaliter sit immunis. Prætereà confitetur idem Dominus Hugo, ad instantiam dicti Domini Comitis solemniter stipulantis, se habuisse & recepisse à dicto Domino Comite, ex causa dotis dictæ Mariæ, viginti mille libras Viennenses monetæ Sabaudiæ, quas quidem summas pecuniæ, videlicet viginti millia librarum Viennensium de dote prædicta, & decem millia librarum Viennensium prædictarum de donatione, promittit idem Dominus Hugo dicto Domino Comiti recipienti ut supra, solvere, reddere, & restituere dictæ Mariæ, aut illi, vel illis, ad quem vel quos prædictorum repetitio pertinebit in omnem casum, & eventum, quo de jure locus esset repetitioni dictæ dotis, si dictum Dominum Hugonem prædecedere contingeret, dicta Maria superstite, per terminos infra scriptos, videlicet à die soluti matrimonii, vel à die quo locus esset receptioni dictæ dotis, in annum continuè subsequendum, septem millia quingentas libras Viennenses prædictas, & sic successivè anno quolibet revoluto, eodem termino septem millia quingentas libras Viennenses prædictas, usque ad plenam solutionem & restitutionem dotis & donationis prædictarum, salva semper conditione apposita in donatione prædicta ut superius continetur: Prætereà si contracto matrimonio supradicto, dictum Dominum Hugonem prædecedere contigerit, dicta Maria superstite, in ipso casu, dictus Dominus Hugo, donat donatione simplici inter vivos, dicto Domino Comiti, & michi Notario infrascripto recipienti

CCIII.

ANS de J. C. 1309. DAUPHINÉ ET SAVOYE. *Traité de Mariage entre* HUGUES DAUPHIN, *Seigneur de Foucigny, &* MARIE DE SAVOYE, *fait le 9. Septembre*, 1309. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 156.

ANNO Domini millesimo trecentesimo nono, Indictione septima, quinto Idus Septembris, per hoc publicum instrumentum cunctis appareat evidenter. Quòd cum super guerris, causis, quæstionibus, controversiis, & querelis dudum vertentibus inter *Illustres Viros Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ* ex una parte, & Dominum HUGONEM DALPHINUM, Dominum Fouci-

ANS de J. C. 1309.

pienti nomine dictæ Mariæ, & omnium quorum interit, duo mille quingentas libras Gebennenſes annui redditus habendas, percipiendas per ipſam Mariam quandiu fuerit in humanis, non obſtante quòd dictæ viginti mille libræ Viennenſes de dote, & decem mille libræ Viennenſes de donatione prædicta, ſolventur eidem: Hoc tamen ſalvo excepto & retento quòd ſi dicta Maria, ad ſecundas nuptias convolaret, & ſibi nondum eſſet de dictis triginta millibus libris Viennenſibus ſatisfactum, quod ſolvendo ſibi quinque mille libras Gebennenſes, pro ſeptem millibus quingentis libris Viennenſibus, quæ quingentæ libræ Gebennenſes annui redditus prædicti cadant & diminuantur de dictis duobus millibus quingentis libris Gebennenſibus annui redditus, & cum modo prædicto ſolutæ fuerint, dictæ triginta mille libræ Viennenſes, qui redditus aſſetati, ſive qui aſſetabuntur, pro dictis duobus millibus quingentis libris Gebennenſibus annui redditus, revertantur ex tunc, ſine omni impedimento, ad ſucceſſores dicti Domini Hugonis. Si verò dictam Mariam præcedere contigerit, ſine liberis, conſummato matrimonio ſupradicto, Domino Hugone ſuperſtite, quod dictus Dominus Hugo valeat triginta mille libras Viennenſes de dote reſtituere & ſolvere teneatur dicto Domino Comiti, aut illi vel illis ad quem vel quos prædicta repetitio pertinebit, per terminos infra ſcriptos, videlicet à die ſoluti matrimonii in annum unum continuè ſubſequendum, quinque mille libras Viennenſes, & ſic ſucceſſivè, anno quolibet revoluto eodem termino quinque mille libras Viennenſes, uſque ad plenam ſolutionem, & reſtitutionem dictarum viginti millium librarum Viennenſium prædictarum, pro quibus omnibus inviolabiliter obſervandis, idem Dominus Hugo obligat, & hipothecat ſpecialiter, & expreſſim & pignori tradit Caſtra ſua Caſtellionis, Bonam Villam & Caſtrum de Semogniaco, & omnia, & ſingula bona quæ idem Dominus Hugo habet, tenet, poſſidet, & quæ habebit, tenebit, & debebuntur eidem, infra Mandamenta dictorum caſtrorum in terris, pratis, vineis, nemoribus, alpibus, ſervitiis, placitis, tailliis, laudimis, venditionibus, bannis, clamis, juriſdictionibus, meris, mixtis Imperiis, hominibus, vaſſallis, feudis, feudatariis, emphiteotis, eſchetis, decimis, & rebus aliis quibuſcumque, quæcumque ſint, quantacumque, & quocumque nomine cenſeantur, ita quod incontinenti in caſu prædicto, dicta Maria poſſit licitè & impunè dicta caſtra accipere, tenerè, una cum rebus aliis omnibus ſupradictis, & de ipſis gaudere pacificè, & quietè, ſecundum modum & formam quæ ſuperius continentur, conſtituens ſe dictus Dominus Hugo, dicta caſtra unà cum rebus aliis ſupradictis tenere, poſſidere, & quaſi nomine dictæ Mariæ, quouſque eidem Mariæ, ſecundum modum prædictum ſatisfactum fuerit ex integro, de omnibus, & ſingulis ſupradictis, mandans, & præcipiens idem Dominus Hugo Caſtell. ſuis dictorum Caſtrorum, qui pro tempore fuerint, ut dicta caſtra in caſu prædicto dictæ Mariæ tradant, expediant, una cum rebus aliis ſupradictis tenenda, & tenendis per ipſam quouſque ſecundum modum prædictum, de prædictis omnibus ſibi fuerit integrè ſatisfactum; ita quod fructus, redditus, exitus dictorum Caſtrorum, & locorum in ſortem debitorum prædictorum computare nullatenus teneatur. Mandans etiam idem Dominus Hugo omnibus hominibus, Vaſſallis, Emphiteotis, & perſonis aliis, quæ aliquid ſibi debent, debebunt, tenent, tenebunt infra Caſtra, & Mandamenta prædicta ab eodem Domino Hugone, ut in caſu prædicto, de prædictis omnibus eidem Mariæ reſpondeant, & dictas fidelitates faciant, & obſervent, quandiu prædicta tenebit, ſecundum modum ſuperius expreſſum, & cætera ſibi cum integritate perſolvant nullo alio mandato ſuper hoc expectato. Promittit inſuper idem Dominus Hugo, dicto Domino Comiti recipienti ut ſupra, ſe facturum, & curaturum omnimodè, cum effectu quòd homines Mandamentorum, Caſtrorum prædictorum Caſtellionis, Bonæ Villæ, & de Semogniaco, jurabunt ex nunc, & promittent dictæ Mariæ, vel aliæ perſonæ publicæ ejus nomine recipienti, quod ipſi in caſu prædicto, videlicet ſi ipſam ſupervivere dicto viro ſuo contigerit, eidem Mariæ obedient, & fidelitates, & homagia in quibus dicto Domino Hugoni, ſive Dominæ Beatrici tenentur, & tenebuntur, præſtabunt & facient, & omnia in quibus dicto Domino Hugoni, ſive dictæ Dominæ Beatrici tenentur, & tenebuntur cum integritate perſolvent, & ipſa omnia eidem Mariæ manutenebunt, & defendent, quandiu fuerit in humanis quouſque ſecundum conditiones prædictas eidem Mariæ ſatisfactum fuerit de dote, & donationibus prædictis. Promittit inſuper idem Dominus Hugo, dicto Domino Comiti recipienti ut ſupra, quod ipſe dictas donationes inſinuari faciet coram Judice competenti, ita quod de jure valebunt, & ex nunc rogat per hoc publicum inſtrumentum Reverendum in Chriſto Patrem Dominum Bertrandum Tharentaſienſem Archiepiſcopum ibidem præſentem, ut dictas donationes inſinuet, & in prædictis ſuam autoritatem & decretum apponat. Renuncians idem Dominus Hugo, in hoc facto per pactum interpoſitum, ſolemni ſtipulatione vallatum, exceptioni doli, metus, & in factum, & omni alio privilegio, & juris beneficio. Quæ omnia, & ſingula ſupra dicta promittit idem Dominus Hugo dicto Domino Comiti, per juramentum corporaliter præſtitum ſuper Sancta Dei Evangelia, & ſub hipotheca omnium bonorum ſuorum præſentium, & futurorum, rata, & firma perpetuò tenere. Actum apud Bonam Villam in platea retro Caſtrum, ubi teſtes interfuerunt vocati & rogati, Viri Nobiles Dominus Joffredus Dominus Clarimontis, Dominus Humbertus Dominus de Malobecco, Dominus Aymarus de Bellovidere, Dominus Petrus de Vallone, Dominus Girardus de Freney, Dominus Rodulphus de Mentone Milites, Guido de Seyſſello Dominus de Bordellis, & plures alii fide digni ibidem præſentes, videntes, & audientes, ſigné Franciſci.

CCIV.

Traité de Mariage entre (a) LUPOLD *Duc d'Autriche, &* CATHERINE DE SAVOYE. *Fait le* 20. *d'Avril* 1310. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 158.

ANS de J. C. 1309.

AUTRICHE ET SAVOYE.

(a) Ou Leopold, ſecond fils de l'Empereur Albert.

IN nomine Domini Amen. Pateat univerſis præſentes Literas inſpecturis. Quod nos *Amedeus Comes Sabaudiæ, &* LUPOLDUS *Dei gratia Dux Auſtriæ & Styriæ, Comes de Hasbourg & de Quibourg, nec non Landgravius Alſatiæ*, ſuper ſponſalibus contractis inter KATERINAM Filiam noſtri Comitis prædicti ex una parte, & nos Lupoldum Ducem prædictum ex altera, ac ſuper matrimonio contrahendo de præſenti, inter eandem Katerinam, & nos Lupoldum, conſenſimus, concordavimus & convenimus in hunc modum: *Nos Amedeus Comes Sabaudiæ* prædictus, corporali præſtito juramento ad Sancta Dei Evangelia, promittimus Filiam noſtram legitimam Katerinam, nos daturos in Uxorem legitimam, Domino Duci Lupoldo prædicto, & viceverſa, nos Lupoldus præfatus Dux, juramus ad ſacroſancta Dei Evangelia, nos daturos & recepturos, ſi nobis dabitur, in Uxorem legitimam Katerinam Filiam legitimam Comitis antedicti. Nos quoque Amedeus Comes prædictus, tenemur procurare in quantum per nos ſtat, aut ſtare poterit, quod ſponſalia hujuſmodi conſummabuntur, hinc à feſto Beati Michae-

ANS de J. C. 1310. Michaelis proximo in unum annum completum, dando eandem Katerinam Filiam noſtram, dicto Domino Duci Lupoldo, vel *Inclytæ Dominæ Elizabeth, quondam Romanorum Reginæ Genitrici ſuæ*, nomine Ducis ejuſdem, quando poſt dictum terminum fuerimus requiſiti, dicto quoque Duci dare debemus, & promittimus bona fide, pro dote Filiæ noſtræ, octo millia Marcharum argenti puri & legalis in terminis infra ſcriptis, videlicet à die conſummationis ſponſalium, in unum annum quatuor millia, deinde anno revoluto, duo millia, poſtea vero anno alio revoluto, reſidua duo millia, & pro cautione, ſeu ſecuritate ſolutionis dotis, ipſi Duci centum fidejuſſores, ſeu obſides idoneos dare debemus, quorum quinquaginta ad minus exiſtant, & reſidentiam habeant à Friburgo, citra verſùs terras Ducis prædicti, ac Fratrum ſuorum, & alii quinquaginta exiſtant, & reſidentiam habeant, à Friburgo ulterius, verſus terras Comitis antedicti, qui ſacramentis corporalibus præſtitis, obligati erunt ad recipiendum & præſentandum ſe in oſtagium, vel per ſe, vel per alium, ſuo nomine in Villa Friburgi, ſpatio unius menſis, ſi ſolutio argenti prædicti facta non fuerit integraliter, hoc adjecto: Si nos aliquos Cives Friburgenſes vel Bernenſes, conſtituerimus pro fidejuſſoribus Domino Duci, quod Friburgenſes in Berna & Bernenſes in Friburgo, oſtagium obſervare debeant, uſque ad ſolutionem integram pecuniæ, & ſi aliquis prædictorum obſidum, ſeu fidejuſſorum, ante primam ſolutionem quatuor millium marcharum argenti, mori contingeret, in locum ipſius æque idoneum, infra unius menſis ſpatium ſubrogare debemus, poſtquam fuerimus requiſiti. Et quia dotis cauſa ſemper & ubique debet eſſe præcipua. Nos Lupoldus Dux, præfatæ Caterinæ Sponſæ noſtræ, damus in recompenſam & augmentum dotis, octo millia marcharum argenti, ut ſervetur æqualitas hinc inde, & pro dote præmiſſa, eidem Sponſæ noſtræ aſſignamus Villas noſtras & Oppida noſtra & Fratrum noſtrorum inferius ſcripta, cum omnibus pertinentiis juriſdictionibus & juribus, ut ex illis mille ſexcentas marchas argenti annui redditus percipiat libere & quiete, quouſque de ſexdecim millibus marchis argenti, ſibi per nos vel hæredes noſtros fuerit ſatis factum. Villæ vero & Oppida illa ſunt hæc, Willeſowe, Sempach, Surſe, Arowe, Lentburg, Brengarten. Et ſi bona ſeu redditus prædictarum Villarum, ad redditus mille ſexcentarum marcharum argenti extendere non valuerint, ex nunc eidem Caterinæ redditus viciniores in Villis aliis, & Oppidis noſtris, vel Fratrum noſtrorum exceptâ Villâ Friburgi, uſque ad complementum debemus ſine aliqua dilatione aſſignare: Eſt etiam conventum, quod ſi nos eidem Caterinæ, præmori ſine liberis contingeret, ipſa in dictis ſexdecim millibus marchis argenti hæreditario jure ſuccedet; Et ſi è converſo ipſa Caterina nobis præmoreretur abſque liberis, in eiſdem ſexdecim millibus argenti ſuccedemus, ſine impedimento. Præterea ſæpedictæ Caterinæ, Morganaticum aſſignare debemus, ad noſtrum arbitrium & prout nobis videbitur, de quo Morganatico ordinare & diſponere poterit. Eſt præterea conventum, quod ſi Deo dante, ex dicta Caterina Sponſa noſtra, nos contingeret liberos procreare, iidem liberi maſculi nobis in omnibus bonis & honoribus, nobis unà cum noſtris Fratribus pro indiviſo competentibus, in eo ſtatu & honore quo eſſemus ſi viveremus, ſuccedere debeant, cujuſlibet obſtaculi materie poſthabita: Liberi vero fœminini ſexus ſuccedent nobis, in rebus mobilibus & allodialibus, ſecundum Terræ conſuetudinem approbatam. Inſuper tenemur procurare, ut Illuſtris Frater noſter Fridericus Dux Auſtriæ, ſuo corporali præſtito juramento, unà cum Sereniſſima Domina Elizabeth, Romanorum Regina Genitrice noſtra, bona fide univerſa & ſingula rata & grata habeant, ipſaque ejus patentibus literis, cum ſigillis approbent & confirment, quodque Nos & idem Fridericus & Genitrix noſtra facient & curabunt quod Illuſtres Henricus, Albertus & Otto Fratres noſtri Duces Auſtriæ & Goritiæ, cum ad annos legitimos devenerint, ea ratificent patentibus eorum literis, infra menſem poſtquam fuerimus requiſiti. *Et nos Maria de Brabantia*, Comitiſſa Sabaudiæ, univerſa & ſingula approbamus. Et nos Hugo Dalphinus Dominus Foucigniaci, idem promittimus. In quorum omnium robur & teſtimonium, nos præfati Amedeus Comes Sabaudiæ, & Maria de Brabantia Conjuges, Hugo Dalphinus & Aymarus de Bellovidere Dominus Villæ Novæ pro una parte; nos vero Lupoldus Dux Auſtriæ antedictus, Petrus Comes Grueriæ, & Theobaldus Dux de Hagembourg milites pro parte altera, ſigilla noſtra præſentibus duximus apponenda. Datum in Thurego XII. Kal. Maii. M. CCC. X. ANS de J. C. 1310.

CCV.

Traité entre HENRI VII. *Empereur, & PHILIPPE LE BEL Roi de France, par lequel il eſt dit, que le Fils de Philippe reconnoîtra le Comté de Bourgogne comme Fief de l'Empire, & que les autres diſputes entre l'Empire & la France ſeront terminées par un Compromis. Fait à Paris le Vendredi aprés la fête de S. Jean Baptiſte, de l'année* 1310. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 60. ANS de J. C. 1310. L'EMPIRE ET LA FRANCE.

A Tous ceux qui verront ces preſentes Salut en noſtre Seigneur. Sçavoir faiſons à tous, que nous ſcachans certainement, & attendans les tres grandes amitiez & affections, que nos Seigneurs ont eues enſemble par tout le temps paſſé & ont à preſent le grand deſir encores & la grand volonté, en quoy ils ſont, que les dites amitiez puiſſent perſevérer & durer à tousjours; regardant de rechef, que par l'union de l'amitié & par vraye pure & leale alliance d'amour qui ſoit faicte d'entr'eux, apparent clairement & ſe peuvent enſuivre tres grans biens, grans profits & honneurs non pas tant ſeulement aux Roys deſſuſdits & à leurs Royaumes, mais avec ce à toute la Chreſtienté.

§. 2. Nous qui quant à toutes ces choſes deſſuſdictes & à chacune d'icelles faire, traicter, ordonner & accorder avons plein pouvoir, mandement & autorité de nos devant dicts Seigneurs au nom d'iceux pour eux & pour leurs Succeſſeurs ſelon ce qui eſt y deſſoubz eſcrit, & au nom de leurs Royaumes avons faict, traicté, ordonné & accordé enſemble, faiſons ordonnons, traictons & accordons que de ce que li uns deſdicts Seigneurs leurs predeceſſeurs ou leurs gens auront ſurpris ſus le Royaume de l'autre, ils prendront ſix perſonnes grans gens, & preudes hommes autant d'une partie, comme d'autre, qui enquerront & cognoiſtront deſdictes ſurpriſes en quelque partie, que ce ſoit des Royaumes; & auront pouvoir de declarer & determiner ce qui ſera trouvé par eux; & s'il advenoit, qu'aucun des preudes hommes mouruſt, cil qui li auroit mis en mettroit ung autre en tel lieu de luy, qui auroit un tel pouvoir, comme eil, qui mort ſeroit avoit; & ſe les ſix dicts preud' hommes eſtoient à deſcord ils de leur commun aſſentement à accord eſliroient un ſeptieſme, & la ou li trois des ſix ſeroient avec le ſeptieſme, li quatre en determineroient, & ſeroit tenu en ce, que ils en ſeroient, & durera leur pouvoir juſques à cinq ans tant comme aux ſurpriſes, que ils auroient trouvées, dont ils ſeroient chargié.

§. 3. Et ſe il avenoit, que aucunes ſurpriſes ſe feiſſent de nouveau cas, pour ce ne mouvroient pas leſdits deux Seigneurs guerre l'un à l'autre mais en corps en connoiſtroient & determineroient ceux qui par eux ſeroient

ANS de J. C. 1310.

seroient avant pris pour cognoistre desdits besoignes ; ne pour les surprises qui faictes seroient pour le temps passé, ne pourroient mouvoir ne faire guerre lesdicts deux Seigneurs l'un à l'autre ; tant comme cil, qui l'en diroit, qu'ils auroient faictes lesdites surprises, seroit appareliez de faire raison l'un à l'autre par grans & bonnes gens, qui mis y seroient d'une partie & d'autre, autant d'une partie comme de l'autre, & se cil, qui mis y seroient, ne pouvoient accorder, ils prendroient un moien tiers ou cinquiesme ou septiesme, si comme dessus est dict. Et seront tenus chacun des deux Seigneurs à contraindre ceux, qu'ils auroient esleuz pour leur partie d'aller avant, ou determiner sur ces besognes, & se les personnes esleues n'estoient à accord, chacun des deux Seigneurs contraindroit ceux de sa partie à eslire le tiers, le cinquiesme ou le septiesme moien, pour eux accorder en la maniere dessusdicte.

§. 4. Item nous ez noms dessusdicts avons faict, ordonné & accordé ensemble, que li uns desdicts Seigneurs ne surprendra sur le Royaume de l'autre ne fera surprendre à son escient, & que ils le promettront l'un à l'autre en bonne foy. Item nous avons traicté, ordonné & accordé ensemble, que li uns sera bon à l'autre sans fraude & sans malice à quelque estat que il vieigne contre tous, exceptée l'Eglise de Rome, & que li un n'empeschera l'honneur, l'essencement, le droict, ne le proffit de l'autre en quelque maniere que ce soit. Item que li un ne pourchassera à l'autre mal grief, ne nuissance en nulle maniere, que il le puisse sçavoir ne connoistre ; ains plaira l'honneur & le profit de l'un à l'autre, & seront aidant & confortant l'un à l'autre, contre tous exceptée l'Eglise de Rome. Item nous ez noms de nos Seigneurs dessusdicts & pour eux avons traicté, ordonné & accordé ensemble, que se ledict Roy d'Allemagne estoit Empereur, & il vouloit mettre un Roy en Allemagne ou aillieurs la ou il poviſt faire, ez aisles ou ez Frontieres du Royaume de France ; il les feroit convenientier & jurer, que ils seroient bienveillans du Roy de France ou alliez à luy, & que ils garderoient & tendroient les alliances & toutes les choses dessusdictes. Et encore se il y faisoit ou mettoit Duc, Comte, Prince ou autres grans Gouverneurs & Administrateurs, il les feroit promettre ou jurer à estre bienveillans du Roy de France, & à tenir les alliances dessus dictes & toutes les autres choses cy dessus accordées. Et en cette mesme maniere le feroit le Roy de France, se il en mettoit ez Frontieres du Royaume d'Allemagne & seroit aussi alliez aux Roys, que ledit Roy d'Allemagne, qui ores est, qui seroit Empereur auroit mis en Allemagne ou ailleurs es Frontieres du Royaume de France. Et pour ce ne demeurroit, que le Roy d'Allemagne, qui ores est, qui seroit Empereur, ne fut tenu à garder au Roy de France & à ses Successeurs l'alliance, l'amour & toutes les choses dessusdictes & chacune d'icelles, & le Roy de France & ses Successeurs, audit Roy d'Allemagne, que y cil Empereur auroit promis.

§. 5. Item nous ez noms dessusdicts & pour eux avons traicté, ordonné & accordé, que ledit Roy d'Allemagne recevra Monsieur PHILIPPES fils du Roy de France comme Comte de Bourgogne en son hommage plenement & clerement comme dou droict dou dict Monsieur de la Comté de Bourgogne, de ce & tout en la maniere, que ses devanciers, & en enfourmera cil Monsieur Philippes le Roy d'Allemagne au jour de la veue, qui se doict faire par Lettres ou par tesmoins ; en maniere, qu'il debvra souffire au regard de Monsieur Louys Comte d'Evreux & de Messire Jean Comte de Naymur ; & sera sur ces dits Messire d'Evreux & de Naymur à regarder & ordonner, quelle ayde ledit Monsieur Philippes fera audit Roy d'Allemagne pour son voyage de outre les mons, & quieules graces ledit Roy d'Allemagne fera audit Monsieur Philippes & en determineront au jour de la veue ; & donra le Roy d'Allemagne ses Lettres ouvertes audict Monsieur Philippes que il le donra toute la faveur, que il pourra sans soy meffaire, en gardant audict Monsieur Philippes sa Comté de Bourgogne. Item il est traicté de nous, ordonné & accordé es noms dessusdicts, que li Roy d'Allemagne met ledit Seigneur Philippes en sa souffrance, se que ledit Monsieur Philippes y est de maintenant jusques au jour de la veue, & se ladite veue ne se feroit si demeure lys Monsieur Philippes en la souffrance du Roy d'Allemagne jusques à sa volonté & donra ly Roy d'Allemagne audit Monsieur Philippes jour souffisant & convenable ; & se lettres apparent de luy, c'est à entendre Lettres du Roy d'Allemagne, le tendra toutes ces choses dessusdites & chacune d'icelles sy comme elles sont y dessus escriptes, traictées, ordonnées & accordées.

ANS de J. C. 1310.

§. 6. Nous considerans les grands biens, & les grans proffits, qui par les alliances & les choses devant traictées peuvent venir & venront, à l'aide de Dieu, qui tous les Rois adreite, & les Royaumes a en son gouvernement, non seulement aux Roys & aux Royaumes dessusdits, mais generamment à toute la Chrestienté, avons icelles alliances & toutes les choses devant dites ez noms de nos Seigneurs les Roys dessusdits & pour eux faictes, traictées, ordonnées & accordées, faisons, ordonnons, traictons & accordons, & par le povoir & par l'auctorité que nous avons d'iceux, loons & approuvons, & icelles & chacune d'elles promettons pour eux & en leur nom, par foy nostre baillée corporellement les uns aux autres, & jurons ez ame, dessus Saincts Evangiles à tenir & garder à tousjours perpetuellement, entheriner & accomplir loyaument & fermement, sans venir allencontre par quelque maniere que ce soit, en tout ne en partie. En tesmoing de laquelle chose nous avons mis nos sceaux en ces presentes Lettres. La teneur de la Procuration que nous Loys de Clermont & Pierre Arcediacre dessusdicts avons dudict nostre Seigneur le Roy de France, est telle.

§. 7. PHILIPPUS, Dei gratia Franciæ Rex, universis præsentes Litteras inspecturis Salutem. Notum facimus, quod nos carissimum consanguineum & fidelem nostrum Ludovicum de Claremonte Camerarium Franciæ, & dilectum & fidelem Clericum nostrum Magistrum P. de Latilliaco Archidiaconum Cathalanen. & ipsorum quemlibet in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, nostros facimus, constituimus & ordinamus veros legitimos & indubitatos Procuratores & Nuntios speciales ad compromittendum pro nobis & nomine nostro cum magnifico Principe Henrico Rege Romanorum semper Augusto Illustri, amico nostro carissimo, super omnibus quæstionibus seu discordiis motis & movendis tam per nos & prædecessores nostros Franciæ Reges contra prædictum Regem Romanorum & suos in Regno prædecessores, quam per ipsum & prædecessores suos contra nos & prædecessores nostros prædictos quacunque occasione vel causa ; nec non ad tractandum & ordinandum super mutuis amicitiis & confœderationibus inter nos ex una parte, & dictum Regem Romanorum ac successores suos in Regno ex altera contrahendis ; & super quibuscunque aliis negotiis nos & Regnum nostrum ex una parte, & dictum Regem & Regnum suum ex altera tangentibus ; & etiam super Comitatu Burgundiæ ratione Philippi nati nostri carissimi ac Joannæ Consortis ejusdem ac dictum compromissum prædictosque tractatus & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, nosque & Regnum nostrum obligandi pro præmissis, compromisso, tractatibus & ordinationibus firmandis tam per juramenta, quam alia, tenendis complendis & à nobis & nostris inviolabiliter observandis ; & faciendi super præmissis & quolibet præmissorum, quicquid

ANS de J. C. 1308. veri & legitimi Procuratores poſſent facere in præmiſſis; dantes eiſdem Procuratoribus noſtris ſeu nuntiis Epiſcopalibus, & cuilibet eorum in ſolidum, ita quod non ſit conditio melior occupantis, Epiſcopale mandatum, nec non plenam, generalem & liberam poteſtatem in præmiſſis & præmiſſa tangentibus de quomodolibet pertinentibus ad præmiſſa; promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quicquid per prædictos Procuratores ab eorum quolibet in ſolidum in præmiſſis & quolibet eorumdem & dependentibus ab eiſdem factum, compromiſſum, tractatum, ordinatum & confœderatum, & obligatum firmatumque juramento vel alias & fuerit in futurum, ſeu etiam procuratum. In cujus rei teſtimonium præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum apud Livriacum, vigeſima tertia die Januarii, anno Domini 1310.

Pouvoir des Ambaſſadeurs de l'Empereur Henri VII. pour traiter avec la France.

HENRICUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis præſentes Literas inſpecturis gratiam ſuam & omne bonum. Notum ſit omnibus, quod nos nobilem Virum Johannem de Flandria Comitem Namurcenſem fidelem & conſanguineum noſtrum dilectum, Simonem de Marvilla legum Profeſſorum Teſaurarium Metenſem, Magiſtrum Henricum de Geldon. & Albericum de Fauchetiis Clericos & dilectos noſtros, & ipſorum quemlibet in ſolidum, ita quod non ſit conditio melior occupantis, noſtros facimus, conſtituimus & ordinamus verós, legitimos & indubitatos Procuratores & Nuntios ſpeciales ad compromittendum pro nobis nomine noſtro, cum magnifico Principe Philippo Rege Francorum Illuſtri amico noſtro cariſſimo; ſuper omnibus quæſtionibus ſeu diſcordiis motis & movendis tam per nos & prædeceſſores noſtros Romanorum Reges contra prædictum Regem Franciæ & ſuos in Regno prædeceſſores, quam per ipſum & prædeceſſores ſuos contra nos & prædeceſſores noſtros prædictos, quacunque occaſione ſeu cauſa nec non ad tractandum ſeu ordinandum ſuper mutuis amicitiis & confœderationibus inter nos ex una parte & dictum Regem Franciæ ac ſucceſſores ſuos in Regno ex altera contrahendis; & ſuper quibuſcunque aliis negotiis nos & Regnum noſtrum ex una parte, & dictum Regem & ſuum Regnum ex altera tangentibus; & etiam ſuper Comitatu Burgundiæ ratione Philippi Nati ipſius Regis & Johannæ Conſortis ejuſdem; ac dictum compromiſſum prædictoſque tractatus & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, noſque & Regnum noſtrum obligandi pro præmiſſis, compromiſſo, tractatibus & ordinationibus firmandis, tàm per juramenta, quàm alia, tenendis complendis & à nobis & a noſtris inviolabiliter obſervandis; & faciendi ſupra præmiſſa & quodlibet præmiſſorum, quicquid veri & legitimi Procuratores poſſent facere in promiſſis; dantes eiſdem Procuratoribus noſtris ſeu nuntiis ſpecialibus & cuilibet eorum in ſolidum, ita quod non ſit conditio melior occupantis, ſpeciale mandatum, nec non plenam, generalem & liberam poteſtatem in præmiſſis & præmiſſa tangentibus ac quomodolibet pertinentibus ad præmiſſa; promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quidquid per dictos Procuratores & eorum quemlibet in ſolidum in promiſſis & quolibet eorundem & dependentibus ab eiſdem factum, compromiſſum, tractatum, ordinatum, confœderatum & obligatum eſt, firmatumque juramento vel erit aut fuerit in futurum ſeu etiam Procuratum. In cujus rei teſtimonium præſentes Litteras Majeſtatis noſtro ſigillo juſſimus communiri. Datum Thuregi, ſexto Kalendas Maii, Indictione octava, anno Domini, milleſimo trecenteſimo decimo, Regni verò noſtri anno ſecundo. ANS de J. C. 1310.

CCVI.

Traité & Confédération, entre HENRI VII. *Empereur, &* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, fait à Paris le 25. Juin* 1310. *& confirmé par l'Empereur le 23. de Septembre* 1311. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 64. ANS de J. C. 1310. L'EMPEREUR ET LA FRANCE.

IN Dei nomine Amen. Hoc eſt tranſumptum infra ſcriptarum clauſularum fideliter ſumptarum ab originalibus Litteris inclitæ recordationis Domini quondam HENRICI Regis Romanorum ſemper Auguſti, figillo ſuo impendente ſigillatis, ſanis integris & omni ſuſpicione carentibus, ut prima facie apparebat, quarum quidem clauſularum tenores ſubſequuntur. Henricus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis præſentes Litteras inſpecturis ſalutem. Notum facimus, quod cum inter dilectos & fideles Joannem de Flandria Comitem Namurcenſem conſanguineum noſtrum cariſſimum, & Magiſtrum Simonem de Marvilla Theſaurarium Metenſem, Nuntios & Procuratores noſtros ad hoc à nobis cum pleno & ſufficienti mandato ſpecialiter deſtinatos pro nobis & nomine noſtro ex una parte; & Ludovicum primogenitum nobilis Viri Roberti Comitis de Claromonte Camerarium Franciæ Conſanguineum noſtrum dilectum, & Magiſtrum Petrum de Latilliaco Archidiaconum Cathalanen. Nuntios & Procuratores magnifici Principis PHILIPPI Regis Franciæ Illuſtris, amici noſtri chariſſimi, habentes ab ipſo Rege ad ea quæ ſequuntur ſufficiens & ſpeciale mandatum nomine Procuratorio Regis ejuſdem & pro ipſo ex altera; habita inita & conventa fuerint inter nos & dictum Regem & Regna noſtra ſuper multis & diverſis articulis ac jurata in animam utriuſque, unionis & mutuæ amicitiæ fœdera, confœderationes, conventiones & pacta; prout in litteris inde confectis & nuntiorum ac Procuratorum prædictorum, noſtrorum videlicet & præfati Regis ſigillorum appenſione munitis, quarum tenores de verbo ad verbum inferius ſunt conſcripti, plenius continetur.

§. 2. Nos conſiderantes utilitates & commoda, quæ non ſolum nobis & Regi præfato & Regnis & terris noſtris ac Regis ejuſdem, verum etiam ſacroſanctæ Romanæ Matris noſtræ ac univerſalis Eccleſiæ ſtatui & honori, totique Reipublicæ Chriſtianæ, ac præcipuè negotio Terræ Sanctæ, ad ejus promotionem celerem, & felicem pro deſideriis noſtris ſucceſſum, poſſent multipliciter provenire; unionem, fœdera & confœderationes, conventiones & pacta, ac omnes & ſingulos articulos eorumdem, ſicut in litteris ſupra dictis plenius & expreſſè continentur, pro nobis, Regno & terris noſtris approbamus, laudamus, volumus, ratificamus & firmamus expreſſè, ac de ipſis tenendis, attendendis, complendis & inviolabiliter obſervandis impoſterum per Amadeum Principem & Comitem Sabaudiæ fidelem & Affinem noſtrum cariſſimum nobis præſentibus & expreſſè mandantibus in animam noſtram ad Sancta Dei Evangelia tacta corporaliter juramentum præſtari facimus, tibique Bernardo de Mercato de Penna publico Notario nomine & vice dicti Regis ac pro eo, & quibuſlibet aliis, quorum intereſt vel intereſſe poteſt aut poterit in futurum, legitime ſtipulanti ſub legitima & ſolemni ſtipulatione promittimus, quod infra quatuor menſes, poſt quos nos ad Imperialis dignitatis faſtigium Deo auſpice contigerit eſſe promotos, unionem, fœdera, confœderationes, conventiones & pacta, ac omnes & ſingulos articulos eorumdem, prout in prædictis

ANS de J. C. 1310. dictis litteris plenius & expressius exprimentur, approbabimus, laudabimus, volumus, ratifficamus, & auctoritate Imperiali curabimus confirmare, ac de ipsis in omnibus & per omnia tenendis, attendendis, complendis & inviolabiliter observandis per aliquem de familiaribus nostris nobis præsentibus & expressè mandantibus in animam nostram ad Sancta Dei Evangelia tacta corporaliter juramentum præstari nihilominus faciemus, & concedemus super his eidem Regi, gentibus, nuntiis vel Procuratoribus suis ad hoc ab eo specialiter constitutis, quatuor paria litterarum bulla aurea cum Imperialis impressione typarii munitarum. Tenores autem litterarum Nuntiorum & Procuratorum prædictorum nostrorum & dicti Regis super unione, fœderibus, confœderationibus & pactis prædictis, ut præmittitur confectarum, tales sunt.

§. 3. A tous ceux, qui verront ces presentes Lettres Salut en nostre Seigneur. Sçavoir faisons à tous, * * que nous sçachans certainement & attendant les grans amitiez & affections, que nos devant nommez Roys ont eues ensemble par tout le temps passé, & ont à present; le grand desir & la grande volonté, en quoy ils sont, que les dites amitiez puissent perseverer & durer à tousjours; regardans derechef, que par l'union de la dite amitié, & par vraye, pure & loyale alliance d'amour, qui soit faicte entreux à present, clairement se peuvent ensuire plus grans biens, grans proffits & honneurs non pas tant seulement aux Roys dessusdicts & à leurs Royaumes, mais avec ce à toute la Chrestienté; Nous qui quant à toutes ces choses dessus dites, & à chacune d'icelles faire, traicter, ordonner & accorder avons plein povoir, mandement & auctorité de nos devant dits Seigneurs au nom d'iceux, pour eux, ou pour leur Successeurs selon ce qu'il est cy dessoubs escrit; & au nom de leur Royaumes; avons faict, traicté, ordonné & accordé ensemble, faisons, traictons, ordonnons & accordons les choses, qui s'ensuivent, &c.

§. 4. Item nous avons traicté, ordonné & accordé, que li uns sera bon amy à l'autre sans fraude & sans malice en quelque estat, qu'il viegne, contre tous, excepté l'Eglise de Rome, & qui li uns n'empeschera l'honneur, l'avancement, le droict, ne le proffict de l'autre en quelque maniere, que ce soit. Item que li uns ne pourchassera à l'autre mal griefz ne nuisance en nulle maniere, que il le puisse sçavoir ne cognoistre, ains plaira l'honneur & le proffit de l'un à l'autre, & feront aydant & confortant l'un à l'autre contre tous excepté l'Eglise de Rome.

§. 5. Item nous ez noms de nos Seigneurs dessusdicts & pour eux avons traicté, ordonné & accordé ensemble, que si ledict Roy d'Allemagne estoit Empereur, & il vouloit mettre Roy en Allemagne ou ailleurs la ou il le pouvist faire & ez Frontieres dou Royaume de France, il le feroit convenancier & jurer, que ils seroient bienveillans du Roy de France & alliez à luy, & que ilz garderoient & tendroient les alliances & toutes les choses dessusdictes. Et encores se il y faisoit ou mettoit Duc, Comte ou Prince, ou autres grans Gouverneurs ou Administrateurs, il les feroit promettre & jurer à cette bienveillance du Roy de France, & à tenir les alliances dessus dictes, & toutes les choses y dessus accordées; & en cette mesme maniere le feroit le Roy de France, si en estoit mis ez Frontieres du Royaume d'Allemagne, & seroit enfin alliez aux Roys, que ledit Roy d'Allemagne, qui ores est, qui seroit Empereur, auroit mis en Allemagne ou ailleurs ez Frontieres du Royaume de France.

§. 6. Et pour ce demourrant, par que le Roy d'Allemagne, qui ores est, qui seroit Empereur fust tenu à garder au Roy de France, ou à ses Successeurs l'alliance, l'amour, toutes ces choses dessus dictes & chacune d'icelles; & le Roy de France & ses Successeurs audict Roy d'Allemagne, qui y eût Empereur auroit povoir, toutes ces choses dessus escrites, traictées, ordonnées & accordées: nous considerans les grans biens & les grans proffits, que pour les alliances & les choses devant traictées & accordées peuvent venir & venront à l'aide de Dieu, qui tous les Roys adreice, & les Royaumes a en son gouvernement, non seulement aux Roys & aux Royaumes dessus dits, mais generalement à toute la Chrestienté; avons icelles alliances & toutes les choses devant dictes ez noms de nos Seigneurs les Roys dessus dicts & pour eux, faictes, traictées, ordonnées & accordées, faisons, traictons, ordonnons & accordons & par le pouvoir & par l'auctorité, que nous avons d'iceux loons & approuvons, & icelle & chacune d'elles promettons pour eux & en leur nom par nostre foy baillée corporamment les uns aux autres & jurons ez ames d'eux sur Saincts Evangiles à tenir, garder à tousjours, perpetuellement entretenir & accomplir loyaument & fermement, sans venir à l'encontre par quelconque maniere que ce soit en tout ne en partie. En tesmoing de laquelle chose nous avons mis nos sceaux en ces presentes Lettres escriptes soubs nos seings, à Paris l'an de grace mil trois cents & dix, le Vendredy aprés la nativité Saint Jean Baptiste.

ANS de J. C. 1310.

§. 7. In quorum omnium & singulorum præmissorum testimonium præsentibus Litteris, quas in præsentem formam redigi & signari mandavimus per supradictum Bernardum Notarium nostrum, Majestatis nostræ una cum Sigillo Notarii fecimus apponi sigillum. Actum in castris ante Bressiam in loco habitationis nostræ præsentibus dilectis & fidelibus nostris Henrico Dei gratia Episcopo Tridentino Cancellario nostro, Guidone de Flandria, Alardo Domino de Rombaix, & Magistro Alberico de Foucheriis Clerico & Thesaurario nostro, testibus ad præmissa vocatis & rogatis, anno Domini millesimo trecentesimo undecimo, indictione nona, die vicesima tertia mensis Septembris, & Regni nostri anno tertio. Et ego Joannes Challie Presbyter Aurelian. Diocesis publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius Litteras originales prædictas vidi, tenui & palpavi ac cum eisdem de dictis clausulis diligentem collationem unà cum Notario Apostoliço infra scripto feci, ideo me hic subscripsi & signum meum una cum signo & subscriptione ejusdem Notarii apposui rogatus.

Pouvoir des Ambassadeurs de Philippe le Bel pour traiter avec l'Empereur Henri VII.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex universis præsentes Litteras inspecturis Salutem. Notum facimus, quod nos dilectos & fideles nostros * Episcopum Bajocens. Magistrum Gaufridum de Plecyo electum Ebroicen. Religiosum Virum P. Abbatem Sancti Medardi Suessionen. Magistrum Alanum de Lambania Archidiaconum Euroicen. Magistrum Joannem Forgeti Canonicum Claramon. ac Ingranum de Marrigno Cambellanum nostrum, Guillelmum de Plisiano & Petrum de Galardo milites; & eorum quinque, quatuor, tres aut duos in solidum, ita quod non sit conditio melior occupantis; nostros facimus, constituimus & ordinamus veros, legitimos & indubitatos Procuratores & nuntios speciales ad compromittendum pro nobis & nomine nostro cum magnifico Proincipe HENRICO Rege Romanorum semper Augusto, Illustri amico nostro carissimo, super omnibus quæstionibus seu discordiis motis vel movendis, vel quæ moveri potuissent, tam per nos vel prædecessores nostros Franciæ Reges contra Regem prædictum Romanorum & suos prædecessores in Regno, quam per ipsum & prædecessores suos ratione Regni Romanorum velut Imperii contra nos & prædecessores nostros prædictos quacunque occasione seu causa; nec non ad tractandum seu ordinandum su-

ANS de J. C. 1310. per mutuis amicitiis & confœderationibus inter nos ex una parte, & dictum Regem Romanorum, etiam si ad Cororam Imperii devenire contingat, ac Successores suos in Regno prædicto velut etiam in Imperio ex altera, contrahendis: Ad probandum insuper & ratificandum pro nobis & nomine nostro compromissum, tractatus, confœderationes, amicitias & conventiones, habitos, interpositos seu factos inter carissimum consanguineum nostrum Ludovicum ex Claromonte Cambellarium Franciæ, ac dilectissimum & fidelem Clericum nostrum Magistrum Petrum de Latiliaco Archidiac. Cathalan. Procuratores nostros, pro nobis & nomine nostro, & nobilem Virum Johannem de Flandria Comitem Namurcen. militem, Magistrum Simonem dè Marvilla Legum Professorem Thesaurarium Metensem, Magistrum Henricum de Geldon, & Albertum de Foucheriis, Clericos, Procuratores Regis Romanorum prædicti, ejus nomine & pro eo; novos etiam tractatus, confœderationes, amicitias & conventiones iniendi, confirmandi & concordandi mutuò, inter nos successores nostros Reges Franciæ ratione Regni nostri ex parte una, dictumque Regem & successores suos in dicto Regno Romanorum ratione ejusdem Regni seu Imperii ex altera; etiam temporibus si eis expediens videatur, addendo, minuendo vel mutando, & super quibuscumque negotiis nos & Regnum nostrum ex una parte, ac dictum Regem & Regnum ex altera tangentibus; & etiam super Comitatu Burgundiæ ratione Philippi nati nostri carissimi & Johannæ Consortis ejusdem; ac dictum compromissum pro eoque tractatus, confœderationes, amicitias, conventiones & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, nosque & Regnum nostrum obligandi pro præmissis compromisso, tractatibus & ordinationibus firmandis, tam per juramenta, quam aliter; tenendis complendis & à nobis & nostris inviolabiliter observandis; & faciendi super præmissis & quolibet præmissorum, quicquid veri legitimi Procuratores facere possent in præmissis; dantes eisdem Procuratoribus nominatis quinque vel quatuor aut tribus vel duobus ex ipsis in solidum speciale mandatum, plenam generalem & liberam potestatem in præmissis & ea tangentibus, & quomodolibet pertinentibus ad præmissa; & promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quicquid per dictos Procuratores nostros aut quinque seu quatuor vel aut duos ex ipsis in solidum, in præmissis & quolibet eorumdem & dependentiis ab eisdem, factum, compromissum, tractatum, ordinatum, confœderatum & obligatum firmatumque juramento aut alias seu etiam procuratum fuerit in futurum: In cujus testimonium præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Fontem Bliandi die quatuordecima Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo.

CCVII.

ANS de J. C. 1310. *Traité de Paix entre* ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandre, &* GUILLAUME D'AVESNES *Comte de Hainaut & de Hollande, fait en l'année* 1310. Pierre d'Oudergheest. Croniques & Annales de Flandre. Chap. CXLIII. Feüill. 237.

FLANDRE ET HOLLANDE.

PAr laquelle Paix fut dict & accordé, que le Conte Guillaume retiendroit les Isles de Zelande en fief, perpetuel, de la Conté de Flandre. Saulf qu'il bailleroit a Guy de Flandre, maisné frere dudict Conte Robert, autant de revenu bien hipothecqué, que vailloyent lesdictes Isles. Qu'il renoncheroit a tout le droict qu'il pourroit pretendre és terres des quatre mestiers, & de Waest. Qu'il restitueroit a la Conté de Zelande, touts ceulx qui durant les divisions en avoient esté expulsez, leur rendant a touts en general, les biens qu'il avoit confisquez, & qu'il garderoit inviolablement ceste paix, sans aucunement l'enfraindre ne jamais y contrevenir. ANS de J. C. 1310.

CCVIII.

ANS de J. C. 1311. *Traité de Ligue entre* PHILIPPE *de Savoye Prince d'Achaye, &* GUI *Dauphin de Viennois &* JEAN *son frére. Fait le* 10. *de Février*, 1311. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 106.

SAVOYE ET DAUPHINÉ.

IN nomine Domini Amen. Anno ejusdem M. CCC. XI. Indictione IX. die Mercurii X. mensis Februarii. Noverint universi & singuli præsentes paritérque futuri, hoc instrumentum publicum inspecturi. Quòd in præsentia mei Notarii & Testium infra scriptorum: Illustres ac Potentes Viri *Dominus* PHILIPPUS *de Sabaudia Princeps Achaiæ*, & Dominus GUIDO Dalphinus, Dominus Montis-Albani suo nomine, ac vice & nomine Viri Illustris ac Potentis Domini Joannis Dalphini Viennensis Fratris sui, ipsóque Domino Guidone, promittentes se facturum & curaturum cùm effectu, quòd dictus Dominus Dalphinus infrà scripta omnia ratificabit, & de novo faciet in omnibus & per omnia, ut inferiùs apparebit, & scriptum fuerit. Volentes & desiderantes dicti Domini Princeps & Guido, & ipsorum quilibet perpetuò, inter ipsos & Dominum Dalphinum jam dictum, & quemlibet ipsorum, bonam ac firmam pacem, amorem sincerum, ligam, confederationem, & tranquillitatem esse, habere ac tenere, Deo propitio, in futurum, solemnibus stipulationibus & necessariis intervenientibus inter ipsos, promissiones, obligationes, conventiones, & pacta, nominibus quibus supra duratura perpetuò inter eosdem fecerunt ad invicem infra scripta Primò videlicet, quòd Dominus Dalphinus & Dominus Guido ejus Frater prædicti teneantur & debeant toto posse & bona fide juvare, defendere, & manutenere Dominum *Philippum de Sabaudia, Principem Achaiæ* prædictum, contra quamcumque personam, Collegium & Universitatem pactis, conventis, modis & conditionibus infrà scriptis. Et versa vice, prædictus Dominus Princeps teneatur & debeat toto posse & bona fide juvare, defendere, & manutenere prædictos Dominos Dalphinum & Guidonem, contra quamcunque personam, Collegium & Universitatem pactis, conventis, modis & conditionibus infrà scriptis. Videlicet quòd prædictus Dominus Dalphinus teneatur juvare prædictum Dominum Principem, cùm sex viginti hominibus, cùm armis, equitibus, & Dominus Guido Dalphinus, cum viginti & plus, Dominus Dalphinus cùm quatuor millibus Peditibus armatis per tres menses, in quolibet anno & citrà Montes, propriis expensis prædictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, & ultrà Montes teneantur Dominus Dalphinus toto posse juvare dictum Dominum Principem, & dictus Dominus Guido cum triginta equitibus, cum armis; & viceversa dictus Dominus Princeps teneantur juvare dictum Dominum Dalphinum & Dominum Guidonem citrà Montes, toto posse suo, & ultrà Montes, in propria persona, vel de sua gente, propriis expensis ejusdem Domini Principis, de quinquaginta hominibus equitibus, cùm armis Dominum Dalphinum prædictum, & Dominum Guidonem, de viginti hominibus armatis, tribus mensibus in anno. Et de prædictis excipiuntur, pro parte Domini Dalphini & Domini Guidonis infrà scripti. Videlicet Imperator; Rex Franciæ, Rex Siciliæ, Domi-

ANS de J. C. 1313. Dominus Joannes de Cabilione, Dominus Berardus de Mercurio, Comes Forensis, Dominus Aymarius de Pyctavia, Comes Valentinensis, Archiepiscopus Viannæ, Marchio Salutiarum, dum Domina Margarita Soror dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, Uxórque Friderici Filii ipsius Marchionis Salutiarum, vel ex ipsa & dicto Frederico Filii fuerint. Si verò ipsa moriretur sine liberis, vel ipsi liberi deficerent, eo casu idem Marchio Salutiarum excepratus, non habeatur ex prædictis. Pro parte verò ipsius Domini Principis excipiuntur Imperator; Comes Sabaudiæ, & omnes de Hospitio Sabaudiæ, & eorum homines, & Dominus de Bello-joco & Avunculi & Consanguinei Domini de Burgundia, ex parte Matris suæ, & Comes Valentinensis Marchio Montis-ferrati & illi de Cherio. Eo etiam addito & expressè convento. Quòd si contingeret quòd prædictus Dominus Princeps intraret in guerra, cùm aliquo, vel aliquibus, & Dominus Dalphinus intraret pro eo & ad requisitionem ipsius Domini Principis. Quod ex tunc in antea prædictus Dominus Princeps non posset facere pacem, treugam vel guerram, recreutam, sine voluntate, & consensu dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, vel saltem, nisi essent vocati & requisiti ad hæc, quibus vocatis & requisitis, ipse Dominus Princeps facere possit pacem, treugam vel guerram, recreutam ad suam liberalem voluntatem. Ita tamen quod ipsi Domini Dalphinus & Guido sint & habeantur in ipsa pace, vel treuga, si de ipsorum fuerit voluntate. Et eodem modo, si idem Dominus Princeps intraret in guerra pro dictis Dominis Dalphino & Guidone, ad eorum requisitionem, quòd ex tunc in anteà dicti Domini Dalphinus & Guido non possint facere pacem, treugam vel guerram, recreutam, sine voluntate & consensu dicti Domini Principis, vel saltem ipso vocato & requisito, quo vocato & requisito ipsi Domini Dalphinus & Guido possint pacem, guerram, recreutam & treugam ad eorum voluntatem liberam facere. Ita tamen quòd ipse Dominus Princeps sit & habeatur in ipsa pace vel treuga, si ejusdem fuerit voluntatis; Ita pacto habito inter eos, quod si inter Dominos Comitem Sabaudiæ, & Dalphinum, & Dominum Guidonem prædictos esset guerra, & talis, propter quam dicti Domini se armarent & palam & publicè guerram facerent inter eos. Quòd in eo casu dicti Domini Dalphinus & Guido non teneantur, ipsa guerrâ durante, venire vel mittere citra montes in adjutorium dicti Domini Principis, nisi ejus inimici obsidiarentur eum, vel nisi feciffent de ipsa guerra treugam, quibus casibus venire teneantur ut suprà. Et è converso, si idem Dominus Princeps haberet similem guerram cum Marchione Montisferrati vel Saluciarum, Rege vel alia Communitate magna, propter quam posset sibi periculum imminere, quòd in eo casu dictus Dominus Princeps non teneatur ire vel mittere, durante ipse guerrâ, ultra montes in adjutorium dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, nisi obsiderentur, vel de ipsa guerra esset treuga facta, quo casu venire vel mittere teneantur ut supra. Item Dominus Princeps. Quæ omnia & singula suprà scripta dicti Domini Princeps & Guido nominibus quibus suprà sibi ad invicem, & michi Notario infrà scripto, ut personæ publicæ stipulanti & recipienti, vice & nomine dicti Domini Dalphini, attendere & observare perpetuò promiserunt, & ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juraverunt, & non contrà facere vel venire quoquo modo, vel quavis causa, nec volenti venire contra prædicta, vel aliquid prædictorum aliquatenus consentire sub obligatione omnium bonorum dictorum Dominorum, & cuilibet eorumdem, ac restitutione dampni, expensarum ac interesse factorum, in judicio, vel extrà occasione prædicta. Et de prædictis præceperunt dicti Domini Princeps & Guido michi Notario infrà scripto facere tria vel plura Instrumenta, pro partibus suprædictis.

Acta fuerunt prædicta in Civitate Mediolani, in Domo Fratrum Minorum; Præsentibus Dominis Gratone Domino de Cleyrieu, & Guidone Domino de Tulino, Guidone de Laya militibus, & Gaberto Condomino de Lucerna Testibus. ANS de J. C. 1313.

CCIX.

ANS de J. C. 1313. L'EMPIRE ET SAVOYE.

Investiture faite à AME LE GRAND *Comte de Savoye, du Comté de Savoye, des Duchez de Chablais & d'Aouste, du Marquisat d'Italie, & des Seigneuries de Baugé, & de Coligny, par l'Empereur Henri VII. Fait à Pise, le* 11. *de Juin* 1313. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 137.

HENRICUS septimus Divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus, ad perpetuam rei memoriam. Cum nos ante susceptionem Imperialis Coronæ Rex Romanorum extitimus, attendentes præclara fidelitatis merita *Illustris & spectabilis Viri Amedei Sabaudiæ, Comitis Principis, & affinis nostri carissimi*, quibus se nobis, & Imperio gratum & fructuosum reddere procurabat, sicut, & postmodum continuo reddidit, & ad præsens incessanter reddit ipsum *Amedeum Comitem Sabaudiæ, Ducem Chablasii, & Vallis Augustæ Marchionem in Italia, & Dominum Baugiaci & Coloniaci, affinem & fidelem nostrum carissimum* recipientem pro se, & hæredibus suis Sabaudiæ Comitibus de qua nostra donatione & traditione eundem Amedeum investierimus in Civitate Astensi, & traditionem fecerimus, in præsentia Reverendi in Christo Patris Domini Arnaldi Sanctæ Mariæ in Porticu Diaconi Cardinalis in partibus Italiæ, Domini Summi Pontificis generalis legati, nec non, & venerabilium Cassonis Mediolanensis Archiepiscopi, Henrici Tridentini Cancellarii nostri, Girardi Basilienfis Episcoporum Principum nostrorum, & Nobilium Virorum Manfredi Marchionis Salutiarum, Hugonis & Guidonis Delphini Fratrum, Illustris Lupoldi Ducis Austriæ, Philippi de Sabaudia, Aymari de Poitiers, Gratonis de Clayriaco, Aymari de Bellovidere, Petri Domini Alti villarii, Girardi dicti Guespa de Varax, Guillermi de Briardo, & Henrici de Septimo militis, ac Magistrorum Henrici de Peretulo, Anthonii de Bargis, & Petri de Claromonte Jurisperitorum, ac bonæ memoriæ quondam Theobaldi Leodiensis Consanguinei, & Aymonis Gebennarum Episcoporum, nec non quondam Valerani de Luxemburgo Germani nostri, & plurium aliorum fide dignorum testium, ad præmissa vocatorum & rogatorum, in Principatum cum Septro Regali, ipsumque Amedeum Sabaudiæ Principem constituerimus, & creaverimus, eidemque Amedeo Sabaudiæ ultra honorem, & dignitatem, & nomen Comitis & Comitatus, nomen, honorem, & dignitatem atque administrationem nec non Principis, & Principatus privilegia plenissime largientes, & insuper ipsum Amedeum recipientes, ut supra investierimus, tanquam verum & legitimum Principem & Comitem Sabaudiæ, Ducem Chablasii & Vallis Augustæ Marchionem in Italia, Dominum Baugiaci, & Coloniaci cum Septro Regali quod in manu nostra tenebamus in feudum nobile, antiquum, & Paternum de omnibus his, & singulis Baroniis, Civitatibus, Castris, Villis, meris, & mixtis Imperiis, & Jurisdictionibus quibuslibet, Regaliis, Pedagiis antiquis & consuetis, & aliis quibuscumque rebus corporalibus quæ & quas ipse Comes tenet & possidet, vel quasi per se vel per alium, vel alius ab ipso in præsenti, & etiam de hiis de quibus Prædecessores nostros Imperatores vel Reges Roman. quæ non sunt de feudo aliquarum

ANS de J. C. 1313. quarum Eccles. in prædictis Baroniis, & earum pertinentiis, & qualibet ipsarum & in aliqua alia parte titulo feudi, vel alio investiti sunt. Et etiam de his aliis & singulis quocunque nomine seu vocabulo nuncupatis in augmentum jam dictorum feudorum quæ ad nos, & Imperium pertinebant in prædictis, & quolibet prædictorum vel pertinere debebant, tanquam commissa seu escheyta, vel aperta, vel qualicumque alia vacatione rationes & defensiones pro prædictis habendis, tenendis, & possidendis eidem Amedeo utiles, & necessarias ex causa prædicta cedentes, ipsumque, & vassallum nostrum Procuratorem in ipsis actionibus & defensionibus constituentes, ipseque Amedeus pro prædictis nobis osculo Pacis interveniente tactis sacro-sanctis Evangeliis fidelitatem juravit, & omnia capitula quæ in forma fidelitatis nova, & veteri continentur, dictusque Amedeus postquam Deo autore Diadema Imperiale susscepimus, nobis humiliter duxerit supplicandum, ut easdem investituras, & concessiones præmissas, quas eidem & Roman. Rex fecimus, ut Roman. Imperator eidem faceremus, & jus etiam, si non haberet, constitueremus eidem. Nos ejusdem justis supplicationibus annuentes, de uberiori gratia celsitudinis nostræ, eidem Amedeo, suis exigentibus meritis complacere curantes ipsas investituras, concessiones, & omnia, & singula supra dicta, quæ nos, ut Rex Roman. profitemur fecisse, ut Roman. Imperator Dei gratia ex certa scientia ratificamus, & approbamus, innovamus & de novo facimus, ut melius & verius possumus ad utilitatem dicti Amedei, & hæredum suorum, nonobstante eidem Amedeo jure aliquo, quod in prædictis petere, exigere vel requirere posset aliquis natus ex progenie, vel cognatione Comitum Sabaudiæ, nam quoad illos jus eidem Comiti & hæredibus suis ex certa scientia statuimus in prædictis, & volentes in ipsum Amedeum utile Dominium prædictorum in feudum ut supra concessorum transferre, salvo semper & reservato nobis, & successoribus nostris directo Dominio & alta Signoria tanquam Domino superiori omnium & singulorum præmissorum, tam corporalium quàm incorporalium, & omnibus juribus, honoribus & servitiis nobis competentibus, tanquam Domino Superiori constituimus nos naturalem possessionem, & quasi ipsarum rerum ut supra concessarum, quas non possidet, vel quasi nomine ipsius Amedei, & hæredum suorum possidere & quasi donec possessionem, & quasi acceperit quam accipere possit quandocumque de sua processerit voluntate secundum investituram supra scriptam, adjicientes quod per hanc nostram Investituram & concessionem, non intendimus in his quæ dictus Amedeus non possidet per se vel per alium juri alterius derogare. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ ratificationis, approbationis, innovationis & de novo concessionis paginam infringere vel ei aliquo ausu temerario contraire. Siquis autem hoc attentare præsumpserit, gravem indignationem nostram, & pœnam mille librarum auri puri, medietatem Cameræ nostræ, reliquam vero passo injuriam persolvendam se noverit incursurum. Hujus autem rei testes sunt venerabiles Oddo Pisanus, & Porchetus Januensis Archiepiscopi, Principes, & Consiliarii nostri, Henricus de Spanheim Consanguineus noster, Magistri Joannes de Vuscinga utriusque juris Doctor, & Stephanetus de Sancto Geminiano Juris Civilis Professor, Aulæ nostræ Judices, Simon Philippi de Realibus de Pistorio miles, & Camerarius noster, & quam plures alii fide digni, & fideles nostri dilecti, Signum Domini Henrici Septimi Romanorum Imperatoris Invictissimi. Datum Pisis sub bulla nostra aurea, tertio idus Junii, Indictione undecima, anno Domini millesimo tercentesimo decimo tertio, Regni nostri, anno quinto, Imperii verò primo. Ego Frater Henricus Tridentinus Episcopus, sacræ Imperialis Aulæ Cancellarius vice Domini Henrici Colonienſis Archiepiscopi, sacri Romani Imperii per Italiam Archicancellarii recognovi. ANS de J. C. 1313.

CCX.

Traité de Paix entre AME LE GRAND *Comte de Savoye &* JEAN *Dauphin de Viennois, par lequel leurs prétentions réciproques sur plusieurs Places, Villes, & Châteaux sont réglées. Fait à Villars-Benit le* 11. *Juin*, 1314. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 141. ANS de J. C. 1314. SAVOYE ET DAUPHINÉ.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi, & Beatæ Mariæ Virginis, & totius Cœlestis Curiæ, Amen: Anno à Nativitate ejusdem millesimo CCC. quarto decimo, indictione XII. decima die mensis Junii; Per hoc præsens instrumentum publicum appareat evidenter, tam præsentibus quam futuris, Quòd cùm diversæ, & variæ quæstiones, controversiæ, guerræ & rancuræ civiles, criminales, & mixtæ diutius fuerint & steterint inter Illustres & Magnificos Viros Dominos *Amedeum Comitem Sabaudiæ*, ejusque Prædecessores, nec non ejus subditos, coadjutores, valitores, & sequaces ex una parte, & Dominum Joannem Dalfinum Viennensem, & Albonensem Comitem Dominumque de Turre, ejusque prædecessores, nec non ejus subditos, coadjutores, valitores, & sequaces ex altera, super his specialiter, & ea occasione quòd dictus Dominus Comes Sabaudiæ dicebat, & proponebat; Quòd dictus Dominus Dalfinus indebitè capta, & occupata detinebat bona infrascripta, ad ipsum Dominum Comitem pertinentia, videlicet Castrum Montisrevelli in Viennesio positum, cum ejus mandamento & territorio. Item feudum de Boschagio; Item Domum noviter factam per ipsum Dominum Dalfinum in loco ubi dicitur apud Sanctum Laurentium in Viennesio; Item Domum fortem de Bussia in mandamento Voyronis, cum ejus appenditiis sitam in Diocesi Gratianopolis, & quàm plura alia bona mobilia, & immobilia, jura & actiones, quæ & quas dictus Dominus Comes dicebat, & proponebat dictum Dominum Dalphinum, aut suos subditos detinere, possidere indebite, & injuste, ad ipsum Dominum Comitem pertinentes, & pertinentia; Quæ quidem bona dictus Dominus Comes sibi & suis per ipsum Dominum Dalfinum, & suos expediri petebat, & requirebat, quod fieri debere certis causis & rationibus super hoc proponendo; negabat dictus Dominus nominibus quibus suprà, Quòd dictus Dominus Comes indebitè capta, & occupata detinebat bona infrascripta, ad ipsum Dominum Dalfinum pertinentia, videlicet Villam, & locum Ambroniaci, merum, & mixtum imperium, jurisdictionem, & jura alia quam plurima in ipsa villa & loco ejusque territorio & mandamento, Item feudum de Malobecco, & omnia bona quæ Dominus de Malobecco quondam, aut sui prædecessores tenuerant, aut tenere consueverant, ab ipso Domino Dalfino aut ejus prædecessoribus Dalfinis vel Dominis de Turre; Item feudum Villæ-Novæ de Marco, & de Palude, & quidquid Dominus Aymarus de Bellovidere tenet, & possidet, vel quæ in dictis locis de Villa-Nova, & de Palude, eorumque territoriis, mandamentis, pertinentiis, & appenditiis, quod esse consuevit de feudo prædicti Domini Dalfini, aut ejus prædecessorum ut supra. Item feudum quod consuevit tenere Dominus de Chandeyaco à prædecessoribus ut suprà dicti Domini Dalfini. Item Castrum, Villam, mandamentum, & territorium Sancti Joannis de Bornay in Viennesio. Item feudum Alti-Villaris in Diocesi Gratianopolis, quod tenere consuevit Dominus Alti-Villaris, in castro & mandamento Alti-Villaris à præde-

ANS de J. C. 1314.

prædeceſſoribus ut ſuprà dicti Domini Dalfini. Item Baſtitam quæ vocatur Mons Bricons in mandamento Avalonis. Item feudum Caſtri, mandamenti, & territorii de Intermontibus Gratianopolis Dioceſis. Item quam plurima alia bona mobilia, & immobilia, jura, & actiones, quæ & quas dictus Dominus Dalfinus dicebat, & proponebat, dictum Dominum Comitem, aut ſuos ſubditos detinere, poſſidere indebitè & injuſtè, ad ipſum Dominum Dalfinum pertinentia, & pertinentes. Quæ quidem bona dictus Dominus Dalfinus ſibi & ſuis per ipſum Dominum Comitem, & ſuos ut ſuprà expediri petebat & requirebat, quod fieri debere certis cauſis, & rationibus ſuper hoc proponendo, negabat dictus Dominus Comes. Tandem dictus Dominus Comes nomine ſuo, Filiorum, & Nepotum ſuorum, & Filiorum Fratrum ſuorum, hæredum & ſucceſſorum ſuorum, & omnium aliorum coadjutorum, ſequacium, & valitorum, quorum intereſt aut intereſſe poterit, pro parte ſua ex una parte; Et dictus Dominus Dalfinus nomine ſuo, Filiorum ſuorum, & Fratrum, & hæredum, & ſucceſſorum ſuorum, & omnium aliorum coadjutorum, ſequacium, & valitorum quorum intereſt aut intereſſe poterit, pro parte ſua ex altera, authore Pacis favente, tractatu Reverendorum in Chriſto Patrum Domini Bertrandi, Dei gratia Tarentaſienſis Archiepiſcopi, & Domini Guillelmi eadem gratia Gratianopolis Epiſcopi, nec non *Illuſtris Viri Domini Philippi de Sabaudia Principis Achaya*, & Nobilis Viri Domini Guigonis Alamandi Domini Vallis Boneſii, & quam plurium aliorum proborum & diſcretorum virorum, de ipſis quæſtionibus, guerris, controverſiis, & rancuriis, & generaliter de omnibus aliis quæ ipſi Domini, & quæ una pars ab alia petere poſſet, quacumque ratione vel cauſa, volentes ipſæ partes nominibus quibus ſuprà ad bonam pacem, & concordiam pervenire, de ipſis, & ſuper ipſis tranſegerunt, concordaverunt & convenerunt ut infrà, videlicet quòd dictus Dominus Comes, ex cauſa præſentis tranſactionis, concordiæ & compoſitionis habeat, teneat & poſſideat, æquiter per ſe ſuoſque hæredes, nuntios, & Officiales quidquid juris, rationis, dreyturæ, & Dominii, meri mixti Imperii, & alterius juriſdictionis, ipſe Dominus Dalfinus habet aut habuit, tenuit, poſſedit vel quaſi aut ſui prædeceſſores per ſe ſuoſque Officiales aut alios quoſcumque in feudum, vel alio modo in villa, territorio, & mandamento Ambroniaci, & ibi habitantibus, & habituris in futurum, ita tamen quòd ſi de finibus & territoriis, ſeu mandamentis quæſtio aliqua ſeu dubium oriretur, inter ipſum locum Ambroniaci, Sancti Ragneberti, & Luyſandriæ mandamentorum, & territoriorum eorundem ex una parte, & caſtrorum ſancti Germani & de Laymenco & mandamentorum, & territoriorum eorundem ex altera, quòd prædicta dubia limitentur, terminentur bornentur, & declarentur per terminos, bognas, & metas qui & quæ ponentur, & deſignabuntur per duos vel plures probos viros eligendos, per dictos Dominos Comitem, & Dalfinum. Item quòd idem Dominus Comes ut ſuprà habeat, teneat, poſſideat æquiter caſtrum, villam, territorium, juriſdictionem merum, & mixtum Imperium, homines, Vaſſallos, & feuda prædicti loci ſancti Joannis de Bornay cum omnibus juribus, actionibus & rebus aliis quibuſcumque, quæ ipſe Dominus Dalfinus aut ſui prædeceſſores tenuit, poſſedit, vel qui tenuerunt, poſſederunt, vel modo aliquo habuerunt, in dicto caſtro, Villa, territorio & mandamento; hoc acto quod dictus Dominus Comes, vel aliqui Nobiles quondam de Briord à dicto Domino Dalfino, aliquid petere non poſſint redditus vel pecuniæ, qui & quæ dari debebant ipſi Domino Comiti, aut aliquis Nobilibus de Briord, in recompenſationem eorum, qui dicti Nobiles habere poterant vel conſueverant apud Briord, & in cujus territorio, & mandamento quæ redditus, & quæ pecunia aſſetari & dari debebat, ſecundùm formam cujuſdam compoſitionis olim factæ, inter ipſum Dominum Comitem, & Dominum Humbertum bonæ memoriæ Dalfinum Viennenſem. Item habeat dictus Dominus Comes ut ſupra teneat, poſſideat æquiter prædictum feudum de Malobecco, & quidquid juris, actionis, rationis, Dominii, & dreyturæ, meri, & mixti Imperii & juriſdictionis ipſe Dominus Dalfinus habet, aut ſui prædeceſſores ut ſupra habuerunt, tenuerunt, poſſederunt & quaſi, in feudo de Malobecco, & rebus aliis, quæ in feudum tenere conſueverunt, per Dominos Humbertum. Aymonem, & eorum prædeceſſores Dominos Malibecci, vel aliquos ipſorum ab ipſo Domino Dalfino, vel aliquo ex prædeceſſoribus ſuis, Dalfinis aut Dominis de Turre. Item quòd ipſe Dominus Comes habeat, teneat, poſſideat & quaſi, ut ſuprà, feuda prædicta Villæ-Novæ de Marco & de Palude, & omnium rerum, quas dictus Dominus Aymarus tenet, poſſidet in ipſis locis Villæ-Novæ & Paludis, mandamentis & territoriis, pertinentiis, & appendentiis eorundem, vel aliter ab ipſo, & quidquid juris, rationis, dreyturæ, dominii, meri, & mixti Imperii ac juriſdictionis, ipſe Dominus Dalfinus, aut ſui prædeceſſores ut ſuprà habuit, tenuit, poſſedit, vel qui tenuerunt, poſſederunt, habuerunt, vel qui in ipſis locis, territoriis, mandamentis, & pertinentiis ipſorum locorum & cuilibet eorundem. Item quòd feudum caſtri de Dolomieu, mandamenti, territorii, pertinentiæ, & appendenciæ ipſius loci, habeat ipſe Dominus Comes ut ſuprà, teneat, poſſideat, videlicet quidquid juris, dreyturæ, rationis, dominii, meri mixti Imperii, & juriſdictionis, feudi, & retrofeudi, ipſe Dominus Dalfinus habet aut habuit, tenet, poſſidet, vel qui tenuit, poſſedit, vel qui habuerunt, tenuerunt, poſſederunt, vel qui ſui prædeceſſores Dalfini, vel Domini de Turre, aut aliquis ipſorum in ipſo loco de Dolomiaco, mandamento & territorio, ratione feudi, & retrofeudi quod Joannes de Caſtellione, tenere conſuevit ab ipſo Domino Dalfino, vel prædeceſſoribus ſuis, vel Dominis de Turre, vel à Domino Montis-revelli. Item habeat ipſe Dominus Comes, ut ſuprà teneat, poſſideat, feudum Alti-villaris, & feudum Intermontium, prædicta in totum, cum omni jure, ratione, dreytura, dominio, requiſitione, mero, mixto Imperio, & omnimoda juriſdictione, & cæteris aliis juribus, quæ ipſe Dominus Dalfinus, aut ſui prædeceſſores habere conſueverunt, in ipſis locis Alti-villaris & Intermontium mandamentorum, & territoriorum eorundem, ratione feudi, retrofeudi vel alia quacumque ratione, ſeu cauſa, hoc acto ſuper territorio Intermontium, quòd dictus Dominus Comes teneatur dare Roleto de Intermontibus, pro jure quod ipſe Roletus habet, vel habere poteſt, petere, requirere, vel exigere in caſtro Intermontium, mandamento & territorio ipſius caſtri, mero & mixto imperio, & juriſdictione, feudis, retrofeudis, hominibus, Vaſſalis, & generaliter in his rebus quæcumque ſint, & quocumque nomine cenſeantur, quæ ipſe Dominus Comes, & Aymarus, Humbertus de Intermontibus fratres, vel alter ipſorum tenent, poſſident, vel qui, vel alter ab ipſis in quocumque loco ſint, facienti quittationem, donationem, & remiſſionem ipſi Domino Comiti, & juris ceſſionem de omnibus, & ſingulis ſupradictis, vel alteri ipſius Domini Comitis mandato, ſex viginti, & quinque libras Viennenſes monetæ nunc currentis in Sabaudia cenſualiter, ſingulis annis in redditibus competentibus, tenendis in feudum ab ipſo Domino Comite, vel duo millia, quingentas libras Viennenſes prædictas ſemel, quòd maluerit dictus Roletus, quam aſſignationem, vel dictæ pecuniæ ſolutionem, dictus Dominus Comes facere teneatur, dicto Rotelo hinc ad Feſtum Beati Michaëlis proximum, facta primi-

ANS de J. C. 1314.

tùs

ANS de J. C. 1314.

tùs quittatione prædicta per ipsum Roletum dicto Domino Comiti vel mandato suo, cauto dicto Roleto idoneè de dicta assignatione, vel solutione facienda ipsi Roleto, infra terminum supradictum. Item acto super facto Alti-villaris, quod dictus Dominus Dalphinus, omnes res & bona quæ tenet ad manum suam de rebus, & bonis dicti Domini Petri Domini Alti-villaris, eidem Domino Petro ex integro restituere & expedire statim teneatur, & quòd de aliis bonis quæ idem Dominus Petrus haberet, & habere deberet, infra districtum dicti Domini Dalphini à quibuscumque detinerentur, quòd idem Dominus Dalfinus, eidem Domino Petro haberi faciat bonum, & breve jus de prædictis, coram Curia ipsius Domini Dalfini. Item convenerunt, concordaverunt, & transigerunt jam dicti Domini Comes, & Dalfinus ut supra, quòd Dominus Comes & sui habeant, teneant, & possideant & quasi, omnia jura, jurisdictiones, homines & res alias, quas habere consuevit apud Bussiam, & infra mandamentum Voyronis, & habebat antequam dictus Dominus Dalfinus, dictum locum Bussiæ cepisset, & etiam omnes aliæ personæ, undecumque sint, habeant omnes res immobiles, quas habebant ibidem & infra mandamentum Voyronis, antè captionem prædictam, & de ipsis utantur prout faciebant antè dictam captionem, vel aliter prout eis videbitur faciendum. Item concessit dictus Dominus Comes quòd dictus Dominus Dalfinus, sine offensa dicti Domini Comitis, corruat seu diruat, corrui vel dirui faciat, Domum fortem de Bussia funditùs, ita quòd à modo, in dicto loco vel alibi in mandamento Voyronis, videlicet in territorio de Bussia, à Garrineria inferiùs, versùs Ysaram, & versùs Bussiam, dicti Dominus Dalfinus, & Dominus Comes nec eorum successores, nec alter ipsorum possint nec debeant, per se vel per alium aliquod fortalicium facere, nec ibidem per aliquem fieri sustinere, ita tamen quòd pro destructione dictæ Dominus de Bussia, dictus Dominus Comes non possit, nec debeat sibi in injuriam reputare, nec in aliquo se offensum dicere, vel injuriatum; Ita fuit actum & conventum inter præfatos Dominos, quòd quidquid juris, jurisdictionis, meri & mixti imperii, feudi, retrofeudi, usagii, servitii & alterius juris, dictus Dominus Dalfinus, & homines subditi sui habebant, habere poterant, & debebant in tota Insula de Cyers, ab aqua currente inter Bastitam de Chayfeno, & dictam Insulam, superiùs versùs Sanctum Genisium. Idem Dominus Dalfinus ex causa compositionis, & transactionis prædictarum, dicto Domino Comiti, dat, tradit, & concedit tali modo, quòd dictus Dominus Comes assignet, super rebus congruentibus Alberto de Monte-Revello, in exonerationem eorum quæ dictus Dominus Dalfinus debet assignare dicto Alberto pro castro Montis-Revelli prædicto, quinquaginta libras annui redditus censuales, qui redditus levantur seu levari consueverunt apud Montem-Revellum, vel soluat ipsi Alberto in exonerationem prædictam mille libras ejusdem monetæ, infrà festum Beati Michaëlis, quòd maluerit dictus Dominus Comes, & pro prædictis dictus Dominus Comes dicto Domino Dalfino stipulanti, & recipienti, se facturum, & curaturum præcisè, cum effectu, quòd dictus Albertus dictum Dominum Dalfinum quittabit de quinquaginta libris annui redditus, super facto Montis-Revelli, vel de dictis mille libris Viennensibus prædictis; fuit etiam actum ut supra, quòd pro feudis, & retrofeudis Nobilium, quæ idem Dominus Dalfinus habebat, infra dictam Insulam, & pro proprietatibus ipsorum feudorum, & retrofeudorum dictus Dominus Comes teneatur, ex causa dictæ transactionis; infrà mandamentum de Moreftello vel alibi, infra jurisdictionem dicti Domini Dalfini, si infra dictum mandamentum de Moreftello non reperirentur, emere vel aliter acquirere, tantùm quantùm valent feuda prædicta & proprietates ipsorum feudorum, ab hominibus ipsius Domini Comitis, & si illi tantum de non haberent, ab hominibus dicti Domini Dalfini, ad quod idem Dominus Dalfinus eos compellere deberet ad vendendum, & cum prædicta acquisiverit, ea omnia assignare tenementariis, qui prædicta feuda, & retrofeuda tenebant à dicto Domino Dalfino in dicta insula, qui tenementarii assignatione eis facta, teneantur ea recognoscere, de feudo dicti Domini Dalfini, modo & forma sub qua, seu quibus tenebant à dicto Domino Dalfino feuda de insula, & prædicta fieri debeant ad cognitionem Dominorum Petri Eynardi, & Hugonis de Rupecula, usque ad festum Beati Michaëlis. Item composuerunt, concordaverunt, transegerunt, quod dictus Dominus Dalfinus expediat, & tradi, & expediri faciat inposterum pacificè, & quietè, pro se, & omnibus districtualibus ipsius, Domino Abbati, Conventui & Monasterio Ambroniaci, & omnibus aliis personis de Ambroniaco & mandamenti Ambroniaci, omnes decimas quæ debebuntur in futurum, & bona omnia alia immobilia capta, occupata, & detenta, sine ipsorum voluntate tempore guerræ, vel treugarum per ipsum Dominum Dalfinum, vel alios districtuales aut valitores ipsius Domini Dalfini, tàm infra mandamentum Sancti Germani, quàm alibi ubicumque, infra districtum Domini Dalfini, ita quod prænominati Dominus Abbas, & Conventus, & personæ aliæ de Ambroniaco, & mandamenti ejusdem, ipsas decimas, & bona alia supradicta ex nunc habeant, teneant & percipiant, & de ipsis gaudeant pacificè & quietè, quemadmodum faciebant ante occupationem prædictam, ita quod de fructibus jam perceptis, dictum Dominum Dalfinum & suos absolvere debeant, & quittare, nec ad restitutionem dictorum fructuum, ipse Dominus Dalfinus & sui aliquatenus teneantur. Item fuit actum quòd dictus Dominus Abbas, Prioratum de Lesmens, cum ejus pertinentiis conferre debeat ad præces dicti Domini Dalfini, illi de quo idem Dominus Dalfinus rogabit eundem, & ad hoc dictus Dominus Comes non tenetur, nisi in quantum bona fide id Dominus Comes commodè poterit procurare. Item versa vice dictus Dominus Comes in recompensationem, & remunerationem omnium promissorum concessorum, & translatorum in ipsum Dominum Comitem, ex causa permutationis, transactionis, & concordiæ prædictæ, dat, donat & causa donationis cedit, & concedit in dictum Dominum Dalfinum præsentem, & recipientem, & ipso Domino Dalfino præsenti & huic actui consentienti, Castrum de Entesiaco cum territorio, & mandamento ejusdem, mero, mixto Imperio ac totali jurisdictione cum feudis, retrofeudis, ermis, & vestitis, & cum omnibus hominibus, vassallis, fidelibus, censibus, redditibus, usagiis, pasqueragiis, aquarum decursibus, piscationibus, venationibus, & omnibus aliis universis, & singulis juribus, actionibus, & requisitionibus, ad præfatum castrum, & mandamentum ejusdem pertinentibus, & ad ipsum Dominum Comitem ratione dicti castri & ejus territorii & mandamenti, & occasione eorundem ac animo transferendi in dictum Dominum Dalfinum dictum castrum, omnia prædicta donata, dicto Domino Dalfino per dictum Dominum Comitem, promittens dictus Dominus Comes tactis sacro-Sanctis Evangeliis manualiter, se curaturum præcisè, & cum effectu infra annum continuò, secundùm quod Reverendus in Christo Pater, Dominus Archiepiscopus Lugdunensis, de cujus feudo prædictum castrum Entesiaci tenetur, ipsum Dominum Dalfinum de dicto castro, & ejus pertinentiis investiet, ita ut dictus Dominus Dalfinus dictum castrum, se tenere constituat de feudo dicti Domini Archiepiscopi, & successorum suorum. Item convenerunt quòd castrum de Sancto Laurentio in Viennesio, de novo factum per ipsum Dominum Dalfinum,

ANS de J. C. 1314.

ANS de J. C. 1314.

num, ei remaneat & utatur eodem, & jurisdictione ipsius castri, prout Dominus Joannes de Sancto Laurentio quondam utebatur, & secundum formam compositionis olim factæ inter ipsum Dominum Joannem quondam, & Dominum Chandiaci. Item accordaverunt quòd dictus Dominus Comes, dicto Domino Dalfino quittet & remittat feudum quod habet in castro & mandamento Montis-Revelli, sub tali conditione, quòd idem Dominus Dalfinus dare & permutare condecenter teneatur, Alberto Domino Montis-Revelli, valorem ipsius castri, & omnium quod idem Albertus habet, seu habebat infra Mandamentum Montis-Revelli, quam permutationem facere tenebitur idem Dominus Dalfinus arbitrio Domini Guygonis Alamandi, & Domini Hugonis de Rupecula. Item convenerunt, & concordaverunt, quòd feudum quod Dominus Dalfinus, habere solebat apud Meyseu, & in pertinentiis ejusdem feudi, per dictum Dominum Comitem, eidem Domino Dalfino restituatur, ita quòd dictus Dominus Dalfinus, ipsum feudum possit libere habere, & etiam per dictum Dominum Comitem sibi quittetur jus, quod habet in eodem. Item quod dictus Dominus Comes det & quittet dicto Domino Dalfino, feudum Boschagii, cum omnibus ejus juribus & pertinentiis, quod idem feudum Dominus Dalfinus habeat, & possideat. Item transegerunt ut suprà quod dictus Dominus Comes destruat, & applanet, seu applanari faciat Bastiam Montis-brisonis, & ligna Bastimenti portari faciat ubi voluerit, ita quod dictus Dominus Dalfinus & sui fideles, utantur juribus & jurisdictione suis ultra Breydas, versus Comitatum Sabaudiæ, in toto mandamento Avalonis, prout consueverunt ante guerram motam, & temporibus retro actis. Item quod Domini Comes, & Dalfinus, & sui vel alter ipsorum, à parte Moletarum, in toto mandamento Avalonis ultrà Breydam, versus Comitatum Sabaudiæ non possint bastire in futurum fortalitium aliquod, vel sustinere quod per aliquem bastiatur, & ut generalis Pax & concordia sit inter ipsos Dominos, & suos, præcipit dictus Dominus Comes universis, & singulis hominibus Enthesiaci, Nobilibus, & ignobilibus & Dominis Amedeo & Petro de Rossellione fratribus militibus, quatenus ab inde in antea respondeant & obediant, in homagiis & fidelitatibus, & in aliis quibuscumque, dicto Domino Dalfino & suis successoribus, ipsos omnes quittans dictus Dominus Comes, ab omnibus & singulis, in quibus sibi tenebantur, Mandans etiam dictus Dominus Dalfinus hominibus Sancti Joannis de Bornay, Nobilibus, & ignobilibus, Item Aymoneto Domino Malibecci, nec non Abbati & hominibus Ambroniaci, Dominoque Aymaro de Bellovidere, Domino Villæ-Novæ de Marco & de Palude, & Domino Petro Domino Altivillarii, quatenus ab inde in antea, respondeant & obediant dicto Domino Comiti in homagiis & aliis: Voluerunt etiam quòd quælibet singulares personæ partium, recuperent eorum hæreditates eisdem ablatas vel occupatas, per modum guerræ, nisi in quantum per præsentem pacem foret super ipsis, vel aliter specialiter ordinatum, & nisi super facto castri & mandamenti Batrii, super quo voluerunt & ordinatum est inter ipsos Dominos, quod fiat per dictum Dominum Comitem Domino de Villariis, & per Dominum de Villariis Domino Joanni de Barrio, & super aliis rebus ablatis dicto Domino Joanni de Barrio, per ipsum Dominum de Villariis, illud quod dixerint, & arbitrati fuerint, Dominus Guigo Alamandi & Dominus Hugo de Rupetula milites. Item voluerunt quod per præsentem pacem nullum fiat præjudicium nec factum intelligatur ipsi Domino Comiti in jure quod habet aut habere consuevit, in feudo de Villariis, nec etiam dicto Domino Dalfino, in jure quod habet aut habere consuevit in dicto feudo de Villariis. Item pro observatione præsentis Pacis, & ut omnis occasio & materia tollantur, quibus mediantibus possent inter ipsos Dominos Guerra, seu quæstio exoriri, quod Deus avertat, voluerunt ipsi Domini, quod unus ipsorum vel successorum suorum, non possit se crescere per modum feudi, & retrofeudi, vel alium modum in Baronia & Dominio alterius, sine ipsius voluntate, & quod si contra factum fuerit, pro infecto habeatur, præterquam de contentis in Pace & conventis inter ipsos Dominos. Item voluerunt quod quadraginta de Nobilibus melioribus terræ, dicti Domini Dalfini, quos Dominus Comes nominare voluerit, pro parte Dalfini, & quadraginta terræ dicti Domini Comitis, quos dictus Dominus Dalfinus nominare voluerit, pro parte ipsius Comitis, jurent ad Sancta Dei Evangelia ipsam pacem observare, & non contra facere vel venire. Item voluerunt Domini antedicti, quod limitationes, & designationes factæ & faciendæ in terris ipsorum & subditorum suorum pro divisione Baroniarum suarum, & limitum castrorum, & usu pascuorum, & discordiis ex hoc descendentibus sedandis, per Dominum Hugonem de Rupetula, & Petrum Francisci pro parte Comitis, & Dominum Petrum Eynardi, vel Dominum Hugonem de Comeriis pro parte Dalfini, valeant & semper obtineant roboris firmitatem. Item in pactum deduxerunt Domini antedicti inter ipsos, quòd Dominus Comes faciat, & curet cum effectu, quod Dominus Eduardus, & Dominus Aymo Filii sui, hanc pacem & omnia in ipsa pace contenta ratificabunt, & approbabunt. Item fuit in pactum deductum, quòd dictus Dominus Comes faciet & curet, quòd dictus Dominus Philippus hanc præsentem pacem ratificabit, & approbabit, & viceversa dictus Dominus Dalfinus faciet, & curabit, quod Dominus Hugo, & Dominus Guido Dalfini ejus Fratres, quàm prius commodè ipsorum habere copiam poterit, & Dominus Henricus eorum Frater, infrà Festum Beati Michaëlis ratificabunt, & approbabunt ipsam pacem. Item quod præsens Pax ratificetur & approbetur infrà duos menses proximos per infrascriptos coadjutores ipsius Domini Comitis, si in ipsa pace esse voluerint, videlicet per R. in Christo Patrem Dominum *Petrum de Sabaudia Archiepiscopum Lugdunensem*, *Dominum Ludovicum de Sabaudia*, Dominum Guichardum, Dominum Bellijoci, & per Dominum de Villariis, & illos de Sancto Theuderio, coadjutores dicti Domini Dalfini, Promittentes, Renunciantes, &c. Actum apud Villarium Benedictum in Ecclesia dicti loci, præsentibus testibus vocatis, & rogatis, videlicet Reverendis Patribus supradictis, Domino Petro de Sancto Goans Priore Sancti Valerii, Domino Petro Priore Sancti Martini de Miseriaco, Domino Alberto ejus fratre Officiali Gratianopolitano, Domino Guigone Alamandi, Domino Hugone de Rupetula, Domino Humberto de Bacino, Domino Joanne de Luyriaco, Domino Humberto de Montebello, Domino Berlione Ravoyri, Domino Petro Marescalci, Domino Guillelmo de Cuyna, Domino Joanne de Altovillario, Domino Guillelmo Bertrandi, Domino Aymone de Asperomonte, Militibus, Domino Antonio de Bargiis, Domino Humberto de Sala Jurisperitis, Domino Florardo Berardi Canonico Ulciensi, &c. Signé Dederii & Francisci.

ANS de J. C. 1314.

ANS de J. C. 1314.

CCXI.

Traité entre AME' LE GRAND *Comte de Savoye & le* PRIEUR *de la Ville de* (a) PAYERNE, *touchant l'Avoüerie, & la Garde du Monastére de ladite Ville. Fait au mois d'Août* 1314. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 146.

SAVOYE ET PAYERNE.

(a) C'est une petite Ville dans le Pays de Vaux, entre Lausanne & Morat. Elle est possedée par les Bernois.

NOVERINT universi, præsentes Litteras inspecturi, quòd cum discordia verteretur, inter *Illustrem & Magnificum Virum & Potentem Dominum* AMEDEUM *Comitem Sabaudiæ*, ex una parte, & Venerabilem & Religiosum Virum Fratrem Nicolaum Priorem Ecclesiæ Paterniacensis Cluniacensis ordinis ex altera, super eo quòd dictus Dominus Comes dicebat, & asserebat Gardiam Paterniacensis, Advocatiamque & officium Advocatiæ Villæ Paterniacensis, & pertinentiarum ipsius cum quibusdam aliis terris & possessionibus infra scriptis, ad ipsum pertinere, & pertinere debere, cum omnibus emolumentis, obventionibus & exitibus, quæ provenerunt & provenire possunt, ex officio Advocatiæ supradictæ, & ratione dicti Officii quoquomodo; dicto Domino Priore nomine suo & Ecclesiæ suæ prædictæ contrarium asserente, & dicente, eundem Comitem in dicta Gardia nullum jus habere, dictamque Advocatiam & Officium ipsius Advocatiæ, cùm omnibus emolumentis, obventionibus & exitibus ipsius, terras & possessiones infrà scriptas ad ipsum nomine Ecclesiæ suæ prædictæ pertinere, & dictum Dominum Comitem in prædictis, salva sui reverentia nullum jus habere, nec habere debere: Tandem post multas altercationes & discordias, mediantibus bonis Viris, dictæ discordiæ per amicabilem compositionem, & transactionem inter ipsas partes, unanimiter & concorditer, per modum qui sequitur, sunt sopitæ: Videlicet quod Gardia Paterniaci, Officiumque Advocatiæ in Villa Paterniaci, & pertinentiarum ejusdem, salvis modis & conditionibus infra scriptis, ad Dominum Comitem & successores suos Comites Sabaudiæ, associationis & transactionis causa pertineant, & debeant pertinere, ita tamen quòd omnia emolumenta, obventiones, exitus & proventus ad dictum Officium Advocatiæ pertinentes, vel ratione ipsius officii provenientes, quoquomodo inter dictum Dominum Comitem, & successores suos Comites Sabaudiæ ex una parte, & dictum Dominum Priorem & successores suos nomine dictæ Ecclesiæ, debent inter se æqualiter dividi, & dimidiari & singulis annis reddi, dictis Domino Comiti & Priori, vel eorum certis mandatis, legale computum de eisdem; Advocatus autem seu Officialis Advocatiæ, ponendus per dictum Dominum Comitem, & qui ibidem officium exercere debebit, in novitate sua, præstabit, & præstare tenebitur, dicto Domino Priori & suis successoribus, in Capitulo Prioratus Paterniaci tactis Sacro-Sanctis Evangeliis juramentum, dictum Priorem & successores, suos, Ecclesiam atque jura ipsius, Monachos, familiares & homines, in personis atque rebus fideliter manutenere, gardiare, defendere, ac etiam guarentire contrà omnes, ab omnibus injuriis, violentiis, oppressionibus, novitatibus indebitis, & offensis, & prædicta emolumenta, obventionibus, exitus & proventus ex dicto officio quoquomodo provenientes, fideliter annis singulis reddere, dimediare & manifestare, dicto Domino Priori, & suis successoribus, qui pro tempore fuerint, nec officiare poterit quoquomodo, quo usque in Capitulo, ut dictum est, præstiterit hujusmodi sacramentum, retento tamen de prædictis communibus emolumentis salario ipsius Advocati competenti. Item quod si bona delinquentium committantur, in Villa & districtu Paterniacensi, immobilia ipsi Ecclesiæ feudalia, vel censiva ad dictum Dominum Priorem & successores suos, & dictam Ecclesiam integrè devolvantur, mobilia vero & cætera immobilia, quæ ipsi Ecclesiæ non fiunt feudalia, vel censiva cum emolumentis omnibus eorundem, inter dictum Dominum Comitem & dictum Dominum Priorem, successoresque ipsorum cujuslibet, per medium dividantur, & æquis partibus applicentur, Pascua vero dictæ Villæ & pertinentiarum Paterniaci, cum omni emolumento in eis quomodolibet pervento, exceptis antiquis ædificiis quæ dicto Domino Priori, & Ecclesiæ Paterniaci prædictæ reservantur, inter ipsum Dominum Comitem & dictum Dominum Priorem, successorésque ipsius cujuslibet communiter dividantur, & æquis partibus acquirantur. Si quid verò de Terris in Villa Missiæ & Williæ, per prædecessores dicti Domini Prioris, aliquibus albergatum fuerit, seu etiam accensatum, sic abbergata vel accensata dicto Domino Priori & suis successoribus ac dictæ Ecclesiæ perpetuò remanebunt. Cæteræ vero terræ, quas fœlicis recordationis *Dominus Petrus Comes Sabaudiæ*, acquisivit ibidem, inter dictum Dominum Comitem, successorésque suos Comites Sabaudiæ, ac dictum Dominum Priorem, successorésque suos, & dictam Ecclesiam, perpetuò sint communes; Domus etiam quam fieri contigerit pro mercato, ejusque obventiones & exitus communis remaneat inter dictum Dominum Comitem, & dictum Dominum Priorem, successorésque ipsorum cujuslibet, ut dictum est, & æqualiter dividantur. Item quòd universi & singuli homines præsentes & futuri, Villæ Paterniaci & pertinentiarum ipsius, sicut ante transactionem hujusmodi, faciebant & facere debebant dicto Domino Priori & suis successoribus, prædicto Comiti faciant, & suis successoribus Comitibus Sabaudiæ tàm in Calvacatis, quam aliis ad Advocatiæ Officium & Regimen spectantibus, deinceps debeant in omnibus, & per omnia respondere & eisdem totaliter obedire, salvis semper dicto Domino Priori & suis successoribus, ac dictæ Ecclesiæ Paterniacensi conventionibus suprædictis. Item actum est inter partes, quòd idem Comes & futuri Comites Sabaudiæ, possint eorum expensis in Villa Paterniacensi, sivè extra ubicumque potuerint & ipsis expedire videbitur, facere construi aut constructam acquirere Domum fortem, etiam in feudo dicti Prioris, cùm ingressibus & egressibus sufficientibus, de qua domo possit & debeat dictus Prior & successores sui cùm voluerint, & eis necesse fuerit, ut de ipsorum proprio feudo se juvare, & habere juvamen & forciam per eandem. Quòdque dictus Dominus Comes, & successores sui Comites Sabaudiæ, nullam Jurisdictionem omnino habeant, nec habere debeant, infra Clausuram Ecclesiæ supradictæ. De quibus questionibus emergentibus, super aliis feudalibus rebus ipsorum, quæ ad cognitionem & executionem dicti Domini Prioris & successorum suorum totaliter retinentur, dictus Dominus Comes, & successores sui Comites Sabaudiæ, se imposterum nullatenùs intromittent; Cridas autem quas ex quacumque causa fieri contigerit in dicta Villa Paterniaci, per Præcones nomine Prioris & Ecclesiæ ac Advocati debent publicè propalari. Item dictum Officium Advocatiæ cum emolumentis ut superius, & omnia alia & singula supradicta, quæ ad ipsum Dominum pertinent & pertinebunt secundum tenorem transactionis prædictæ, dictus Dominus Comes, & successores sui Comites Sabaudiæ tenebunt & tenere debebunt in perpetuum in feudum & hommagium perpetuum à dicto Domino Priore Paterniaci, & suis successoribus; nec dictum feudum & homagium in toto vel in parte poterunt idem Comes Sabaudiæ, vel successores Comites Sabaudiæ, à se modo aliquo separare, nec in aliquam alium, quoquomodo vel quovis titulo, vel colore

ANS de J. C. 1314.

ANS de J. C. 1314.

colore transferre, sed penes eum & successores suos Comites Sabaudiæ, salvis & attentis conventionibus supradictis, prædictæ res feudales remanebunt & debebunt perpetuò remanere. Et viceversa dictus Prior & successores sui non facient nec consentient, nec procurabunt quoquomodo quòd in alium transferentur: Item prædictus Dominus Comes, & ejus successores Comites Sabaudiæ, ex debito fidelitatis teneantur, & debeant dictum Dominum Priorem & successores suos, qui pro tempore fuerint Priores in dicta Ecclesia, Ecclesiam prædictam, Monachos, familiares & homines in personis & rebus, ac jura ipsius Ecclesiæ, manutenere fideliter & servare, ac etiam defendere ab omnibus injuriis, violentiis, oppressionibus & offensis, & fidelitatem facere dicto Domino Priori, & singulis suis successoribus in Ecclesia Paterniacensi prædicta, futuris Prioribus in ipsis & eorum manibus de prædictis. Acto & convento expressè inter partes, quòd una contra aliam nullam præscriptionem, vel negligentiam possit objicere, vel apponere, quominus ad observantiam hujusmodi conventionum teneatur. Imo dictæ Conventiones integraliter in toto & in parte perpetuam habeant roboris firmitatem, præscriptione cujusvis temporis etiam longissimi non obstante. Ad hæc, nos dictus Comes Sabaudiæ, prædicta omnia & singula sicut superiùs fuerunt expressa pro nobis & nostris successoribus rata & grata habentes, & eadem juxta formam prædictæ transactionis recipientes, confitemur & recognoscimus dictam Gardiam Advocatiámque & jus ipsius & omnia alia, & singula supradicta quæ ad nos, & successores nostros Comites Sabaudiæ, ratione dictæ transactionis pervenerint vel pervenire debent, nos tenere in feodum & homagium à Domino Priore Paterniaci prædicto, & Ecclesia memorata prout ratione & ex causa associationis & transactionis, & debere nos & successores nostros futuros Comites Sabaudiæ, facere fidelitatem in singulorum Priorum, in dicta futurorum Ecclesia manibus, pro prædictis. Promittentes bona fide nos dictus Comes, pro nobis & nostris successoribus Comitibus Sabaudiæ, nos pro prædictis & ratione dicti feudi dicto Domino Priori, & suis successoribus & dictæ Ecclesiæ esse fidelis, & facere & complere adversus ipsos, quæ in forma fidelitatis plenius continentur, & ipsos cum Monachis, familia, hominibus, bonis & juribus manutenere, defendere & servare contra omnes ab omnibus injuriis, violentiis, excessibus & oppressionibus quibuscumque, & jura sibi retenta fideliter reddere & omniá alia & singula facere, attendere & complere sicut superiùs sunt expressa. Excepto tamen Reverendo Patre Domino Abbate Cluniacensi, qui est & qui pro tempore fuerit, & Ecclesia Cluniacensi, contra quam vel certum suum mandatum ipsum Dominum Priorem, nec Monachos manutenere, defendere, juvare vel gardiare non debemus, nec tenemur; sed potiùs dictum Dominum Abbatem si fortè, quod absit, iidem Prior vel Monachi aut successores sui dicto Domino Abbati, vel suis certis mandatis inobedientes fuerint & rebelles manutenere, juvare & etiam gardiare. In quorum omnium præmissorum testimonium, nos dictus Comes Sabaudiæ, sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum, Rogantes Venerabiles Patres Dominos Gebennensem & Bellicensem Episcopos ut sigilla sua apponant præsentibus, ad majorem roboris firmitatem. Nos verò miseratione Divina Petrus Gebennensis, & Thomas Bellicensis Episcopi, ad rogatum memorati Domini Comitis, sigilla nostra præsentibus duximus apponenda. Datum mense Augusti, anno Domini millesimo tercentesimo quarto decimo.

CCXII.

ANS de J. C. 1314.

SAVOYE. ET DAUPHINÉ.

(a) *Ligue entre* AME LE GRAND *Comte de Savoye, &* JEAN *Dauphin de Viennois pour la défense du Royaume d'Arles. Le* 17. *d'Octobre.* 1314. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 148.

(a) Cette Ligue fut une heureuse suite de la paix entre ces deux Princes dont on peut voir le Traité ci-dessus. pag. 150.

PER hoc præsens publicum Instrumentum, cunctis appareat evidenter. Quod in præsentia mei Notarii, & testium subscriptorum constituti. *Magnifici & potentes Viri Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, & in Italia Marchio*, & Dominus Johannes Dalphinus Vien. & Comes Albon. Dominúsque de Turre, consideratis ut dicebant beneficiis & gratiis, quæ & quas ipsi & progenitores sui sunt ab Imperialibus munificentiis hactenus consequuti. Ne immemores vel ingrati recepti beneficii censeantur ad conservandum Regnum Arelatense, & Jura ipsius, sacro præsertim vacante vel non vacante cui subsunt Imperio, deliberatione provida ut dixerunt, tanquam fideles Imperii pro ipsis & successoribus suis unanimiter ordinarunt, & pactis, stipulationibus ac juramentis corporalibus intervenientibus confirmarunt. Quòd si quis, cujuscumque conditionis, status, præeminentiæ vel dignitatis existat, qui Regnum Arelatense prædictum, in totum vel in parte auctoritate propria, seu etiam aliena qualitercumque, seu sub forma quavis habita, vel obtenta, sub nomine Regis, vel alio quovis quæsito nomine, vel colore, capere seu occupare præsumat, contra honorem & statum Imperii, ipsi eidem communiter & divisim, cùm omni exforcio gentis suæ, & omnium quos habere poterunt amicorum, si necesse fuerit, vel quod possit sufficere, viriliter cum armorum potentia quandocumque, suis propriis sumptibus, omni suo studio, viribus & ingenio resistant, & ingressum, occupationem ac possessionem prædictas, sibi, suis, & valitoribus defendant. Et si, quod absit, ipsius Regni, vel partis alicujus possessio corporalis, per aliquem adepta fuerit, quoquomodo, totis viribus & ingeniis, sicut præmittitur, ipsum cum suis valitoribus expellant, unus ex ipsis in prædictis alterum non expectans, quod neque quis ex ipsis, sine amborum consensu & unanimi voluntate, dono, gratia, promissione, pretio, precibus, instantia, subjectione, amore vel odio, alicujus actu, verbo, voluntate sive signis consentiet, per quod quis ipsum Regnum, in toto vel in parte, ut præmittitur, occupet, vel teneat occupatum: Prædicta enim omnia & singula promiserunt, pro ipsis & successoribus suis vicissim, per solemnes stipulationes intervenientes, hinc inde & juraverunt ad sancta Dei Evangelia corporaliter, à quolibet ipsorum tacta, ac sub obligatione omnium bonorum suorum præsentium & futurorum, bona fide, adimplere, attendere & servare, & in contrarium nunquam aliquibus arte, ingenio vel colore facere, vel venire, nec absolutionem dictorum juramentorum à summo Pontifice, vel à quocumque alio per ipsos, vel per alios petere, recipere vel habere, nec uti quomodolibet in prædictis juramentis, pactis & stipulationibus, absolutione quavis habita, vel habenda, sed ea non obstante præmissa permaneant, in plena roboris firmitate. Renunciantes per pactum expressum omni juri canonico & civili, usui, consuetudini, gratiæ & privilegio, habitis vel habendis, per quæ possit præsenti ordinationi in solidum, vel in partem aliqualiter derogari. Et ad præmissa virilius & efficàcius exequenda, ad honorem & statum Imperii illæsum, in hac parte jugiter conservandum, ipsi se unione ligæ, voluntatis, & fœderis invicem unierunt. Datum & actum in quodam prato juxta Nemus subtus Faverges, die decima

ANS de J. C. 1314. septima mensis Octobris, Indict. duodecima, Anno Nativitatis Domini millesimo tercentesimo decimo quarto, Præsentibus testibus vocatis & rogatis, videlicet Domino Guigone Alamandi Domino Vallis Bonesii, Domino Jocelino de Grolea, Domino Amedeo Domino de Ornassiaco, Domino Hugone de Comeriis, Domino Aymero de Bello-videre militibus, Fratre Guillelmo de Bozozello Præceptore Camberiaci, & Antonio de Claromonte.

CCXIII.

ANS de J. C. 1315. FRANCE ET FLANDRE. *Arrêt donné par le Roi* LOUIS X. *surnomme* Hutin, *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandre, pour les choses faites par ledit Robert contre le Roi & sa justice. Au mois de Juin.* 1315. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 73.

A tous ceux qui ces presentes lettres verront ou orront R. Archevesque de Rheims, G. Evesque de Langres, G. Evesque de Laon, J. Evesque de Beauvais, Karles Cuens de Vallois & d'Anjou, & Mahault Comtesse d'Artois Pairs de France Salut. Sçachent tuit, que de par le Roy nostre Seigneur fut semons li Comte de Flandres en la forme & en la maniere qu'il est pleinement contenu ez lettres de la dicte semonce, desquelles la teneur s'ensuit.

§. 2. Loys par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçachent tuit, que nous l'an de grace mil trois cents quatorze le samedy aprés les Brandons quinziesme jour du mois de Fevrier en nostre Palais à Paris adjournasmes & fismes adjourner publiquement, & par cry solemnel, Robert Comte de Flandres pour venir en nostre Cour à Paris au vingtiesme jour du mois de May prochainement venant, c'est à sçavoir le mardy aprés le huictiesme de la feste Sainct Nicolas en esté, pour estre à droict par devans nous & pardevant nos Pairs & nostre Conseil, sur les defauts, les rebellions & les desobeissances, qu'il a faicts contre les paix dernierement faictes entre nostre tres cher Seigneur & Pere Philippes de bonne memoire jadis Roy de France d'une part, & ledit Comte de Flandres d'autre part, & contre l'accomplissement de ces paix, en la forme & en la maniere, qu'il est cy dessoubs contenu. Oez, Oez de par nostre Seigneur le Roy l'adjournement du Comte de Flandres. Notoire chose est, & chacun sçait la paix de Flandres, qui fut faicte entre nostre dict tres cher Seigneur & Pere d'une part, & ROBERT, qui ores est Comte de Flandres, ses freres, les nobles & autres gens de Flandres d'autre part: en laquelle paix, Gerard Sire de Luch, Hurars Sires de Sothenguien & Gerard Sire d'Estournay & Hurars le Mors Chevaliers, qui furent nommés & esleus à ce faire ou nom d'eux & de Robert de Flandres, adonc aisné fils de Guy jadis Comte de Flandres, lequel Robert est ores Cuens de Flandres, & ou nom de Guillaume, Guy & Philippes de Flandres, Chevaliers ses autres freres, & pour eux & ou nom des Gentilshommes des bonnes villes & des gens de Flandres & pour eux; firent plusieurs offres pour à paix & accord venir, sur les discords, contents & contrarietez & mesfaits faicts là en arriere envers nostre dict Seigneur & Pere par les devant dicts de Flandres; lesquelles offres & toute ladicte paix ont esté approuvées, louées, grées par ledict Robert, les communes, les bonnes villes & les autres gens de Flandres toutes, & les ont promis accomplir & garder & tenir & tous les articles; sur peine d'excommuniement & des interdicts ja jettés sur eux & chacun ez terres & ez villes de ceux, qui ladicte paix ne tiendront, ou qui vendroient encontre en aucune maniere, & sur peine de forfaicture de corps & de biens & d'autres plusieurs, ainsi com plus pleinement est contenu ez lettres de sur ce faictes. ANS de J. C. 1315.

§. 3. Entre les autres choses offertes & contenues en la dicte paix est contenu d'abatre & d'oster par les devant dicts Robert Comte de Flandres, ses freres, les nobles, les bonnes villes & les gens de Flandres, Communautez & autres gens, toutes les forteresses de Bruges, de Gand, & d'Ipre à perpetuité sans jamais remettre ne faire. Sommé & admonesté lidict Cuens en a esté & li autres de Flandres; & tout soit il, que lidit Cuens l'ait plusieurs fois promis par parole, toutes fois rien n'en a esté faict. Item comme entre les autres choses offertes contenues en ladicte paix soit contenu, que li Seigneurs, li Nobles, les bonnes villes & les gens de Flandres debvoient faire seurtez & obligations les plus grands & meilleurs, que le Roy nostre chier Sire & Pere & ses consaux regarderoient, comment ils ne poissent jamais venir ne estre contre ly ne faire contre l'obeissance de ly, ne de ses Successeurs Roys de France: & pour celle paix tenir, garder & accomplir se feussent & soient obligez aucuns grands personnes nobles & puissans, & eust donné li dit Cuens de Flandres pleiges qui pour ly & pour ceux de Flandres à ce sont obligez, & eussent lidit Cuens de Flandres, le Duc de Brabant, qui lors estoit, li frere & li fils doudict Comte de Flandres, & li dis Procureurs de plusieurs bonnes villes de Flandres supplié audict nostre chier Seigneur & Pere, que il lor voulsist declarer aucune certaine maniere de ces seurtez, que ils debvoient encores donner; Li dit nostre chier Sire & Pere en telle maniere toutes voyes que pour declaration, que il lor fist, il n'entendoit ne vouloit renoncer ne aller à l'encontre a nulles des seurtez, qui données estoient, ne à chose, qui fut contenue en ladicte paix; pour lor travail eschiver, lor declare & seneha les seurtez, que lor entendoit à demander, entre lesquélles choses declarées & senehées est contenue, que pour plus grande seurté de celle paix, tuit & chacun Baillif, Prevost, Chancelier, Conseiller & fust autre official & Ministre, qui estoient, ou seroient ou service dudict Comte de Flandres ou de ses Successeurs, fussent de Flandres ou d'ailleurs, seroient tenus à jurer sur les Saincts Evangiles, que ils en bonne foy garderoient ladicte paix & ledict accord, & à ce que complies, tenues & gardées fussent, mettroient toute la force, l'ayde & le conseil, qu'ils pourroient; Laquelle chose n'a mie esté faicte, ains en a esté du tout defaillant ledit Comte.

§. 4. Item comme entre les autres choses offertes & contenues en ladicte paix soit contenue, que lidit Cuens de Flandre, Guillaume, Guy & ses autres freres, li nobles & les autres gens de Flandres & leurs Successeurs promettroient & jureroient sur Saincts Evangiles estre feals, loyals & obeissants à perpetuité audict nostre Seigneur & Pere & à ses Successeurs Roys de France; & que ils ne lors Successeurs, ne aucuns de eux ne s'allieroient aux ennemis dudict nostre Seigneur & Pere & ses Successeurs Roys de France; ne recepteroient, ne ayderoient ne conforteroient lor ennemis, & ne feroient guerre audict nostre tres chier Seigneur & Pere, ne à ses Successeurs par eux ne par autre; & ceux, qui le contraire feroient, lidit Cuens de Flandres & ses Successeurs seroient tenus de contraindre, justicier & punir à lor pooir loyalement & en bonne foy & sans fraude celi ou ceux, qui le contraire feroient. Et se il advenoit, que li dit Cuens de Flandres ou ses Successeurs Comtes de Flandres fussent desleals audict nostre chier Seigneur & Pere ou ses Successeurs Roys de France, ou desobeissans de droict prendre en sa Cour, ou que ilz s'alliassent ez ennemis de nostre chier Seigneur & Pere ou à d'autres, sans le excepter de leur alliance, ou receptassent, aydassent & confortassent aucuns des ennemis nostre chier Seigneur & Pere, ou fissent guerre à li ou à ses

Succes-

ANS de J. C. 1315.

Successeurs en quelque maniere que ce fust; Ou se il advenoit, que il ou ses Successeurs fussent desobeissans ou li nobles ou autres gens de Flandres, à nostre chier Seigneur & Pere, & nostre dict chier Seigneur & Pere voulsist la desobeissance ou mesfaict adresser en justifiant son feal & son fié, se le Cuens de Flandres ou ses Successeurs contestoient, ou empeschoient par eux ou par autre à nostre chier Seigneur & Pere ou à ses Successeurs, que il ou ses Successeurs ne les poissent paisiblement justicier sans force; ou se il advenoit, que aucun des freres ou des hommes audict Comte de Flandres fissent les choses dessusdictes ou aucunes d'icelles, ou ne voulfissent enteriner, garder ne accomplir fermement & loyalement ladite paix; & ledict Cuens de Flandres ou ses Successeurs ne li contrainsissent, justiciassent, & punissent à lor pooir loyalement en bonne foy & sans fraude, lidit Cuens & ses Successeurs forferoient toutes leurs terres & tous leurs biens, quelque part que ils fussent & seroient tenus dés lors pour forfaictz & por forligniez & acquis envers nostre dict Seigneur & Pere, & ses Successeurs Roys de France, sans ce que li dict Cuens de Flandres ou ses Successeurs y puissent jamais rien de droict, par quelque cause que ce fut, reclamer & demander. Et ces choses dessus dictes ait promis & juré lidit Cuens de Flandres de tenir garder & accomplir sur les forfaictures dessusdictes & autres peines contenues ez lettres de ladicte paix, ne l'a fait mie: Ainçois comme Lois de Flandres ses aisné filz pous ses mesfaict a declarer en lieu & en temps, fuist banny, fuitif & furnigié dou Royaume de France en desobeissance & en rebellion de nostre chier Seigneur, & ennemis de li & de son Royaume; li dit Cuens de Flandres sçachant & advisé de cela a depuis receu & recepté, & souffert à recevoir & recepter en sa terre & en sa jurisdiction ou Royaume de France ou dehors, & li a administré & souffert & faict administrer deniers pour sa rebellion & desobeissance maintenir, & pour ses soujectz dou Royaume de France & dehors, que ils en cette rebellion & en cette desobeissance l'accompagnassent & li donnassent forche, ayde & pooir, jaçoit ce qu'il ce pooist avoir defendu, & le pooist avoir faict & deust selon la forme de ladicte paix.

§. 5. Item lidict Cuens contre la forme de ladicte paix, tout feust il en la foy & en l'hommage dou Roy nostre chier Seigneur & Pere, s'est mis en nostre rebellion & desobeissance, & s'est ** & à force d'armes adjoinct avec luy ledict Loys son filz est entré & à feux boutez & occisions faictes en la terre de nostre chier Seigneur & Pere en sa propre ville de l'Isle, laquelle avec autres choses il avoit baillée audict nostre chier Seigneur & Pere en acquittant de dix mil livres de rente, que lidit nostre chier Sire & Pere debvoit avoir des Flamands par ladicte paix, lidict Cuens à host & par force de gens d'armes assist & y tint enclos le Comte d'Evreux nostre chier Oncle adonc frere de nostre chier Seigneur & Pere, le Connestable, le Mareschal de France & autres grandz & plusieurs personnes, qui là estoient pour nostre Seigneur le Roy, & pour ces choses faire amena avec luy ledict Loys son filz. Item lidit Cuens de Flandres contre la forme de ladicte paix & traicté feit pooir de allier à ly le Comte de Haynault & Jean de Haynault son Frere contre ledict nostre chier Seigneur & Pere, & pour ly faire guerre en venant contre la forme de ladicte paix. Item lidit Cuens de Flandres par la force de son host & de ses gens d'armes a soustenu audict Royaume de France ledict Loys son filz fugitif & fornigié dudict Royaume, desobeissant, rebelle, ennemy de nostre dict Seigneur & Pere & dou Royaume, & a empesché par la force de son host & de ses gens d'armes, comment les gens de nostre chier Seigneur & Pere, que pour ce & pour la defense de sa terre estoient en ces parties devers Flandres, ne la poissent avoir por amener à obeissance & à droict en venant contre la paix & contre ses promesses, que il feit & jura à Arras.

ANS de J. C. 1315.

§. 6. Or est verité, que apres toutes ces choses les gens de nostre chier Seigneur devant dict, qui en ces parties dedans Flandres estoient pour ly pour garder le droict, la terre & l'honneur doudict nostre Seigneur Pere, & pour avoir & amener ledict Loys à obeissance & à droict, si la force doudict Comte ne leur eust conteste, eurent traicté audict Comte & son filz de paix & d'accord, qui se poist faire envers nostre dict Seigneur & Pere devant dict; par lequel traitté lidit Loys fils aisné dudict Comte de Flandres deust ratifier & approuver le bail, le transport & l'assiette, que li Cuens ses Pere avoit faict au Roy nostre chier Seigneur & Pere de l'Isle, de Douay & de Bethune pour cause de dix mil livres de rente, en quoy li Cuens estoit tenu au Roy nostre tres chier Seigneur & Pere, & par la paix est dict, & par ledict traicté ** sans ce qu'on se departist de rien de la substance de celle paix: Et non contestant ce traicté lidict Cuens de Flandres & tient occupé le Chastel de Helehem, qui est propre heritage de l'Evesque de Tournay, assis au Royaume de France en l'especial garde & ou ressort dou Roy de France, & a y mis & tient gens d'armes, qui par leur force ledict Chastel ont tenu & encores tiennent contre la volonté de l'Evesque de Tournay; à qui lis droicts & les proprietez doudict chastel appartiennent pour raison de la dicte Eglise de Tournay; & la volonté de nostre dict Seigneur & Pere & la nostre, & en venant contre la dicte paix, & plusieurs autres justes causes li chastiaux dis avec autres choses fust en la main de nostre chier Seigneur & Pere; Lidit Cuens apres le traicté devant dict & les gens dou pays; luy sçachant, consentant & non contredisant, comme il le debvoit & pooit faire ou ses gens lidis chastel de Courtray garderent si estrains & prés tenu, que ils ne pooient avoir lors necessitez de vivre; en venant notoirement contre la forme de la dicte paix.

§. 7. Item les payemens des deniers, qui estoient deubs audict nostre Seigneur & Pere par la dicte paix, qui debvoient estre faictz par la forme de dicte paix à nostre dit Seigneur & Pere ou à son commandement & a certains termes, qui ja sont passez, auxquels payemens faire & contraindre les debiteurs, lidit Cuens est tenu & obligé par son serment & autres peines contenues en la dite paix, n'ont mie esté faicts; ainçois ce que lidit Cuens en ait esté semons & admonesté par plusieurs fois, & tout ce, que li Roy nostre chier Sire & Pere a li & au pays de Flandres à sa requeste ait depuis faict plusieurs graces en telle maniere toutes voyes, que ez autres cas que ces graces ils accomplissent la paix entierement, & se ils ne le faisoient, que les graces fussent de nulle valeur; il, ne le pays ne l'ont mie accomplie, ainçois en ont esté defaillans; Et en autres plusieurs manieres & causes à declarer en lieu & en temps, a desailly, desobey, mespris & forfaict li dit Cuens de Flandres en lesion de nostre Royale Majesté contre ladicte paix, & est encheu en peines de forfaictures & d'autres qui en ladicte paix sont contenues.

§. 8. Pour lesquelles choses & pour chacune desquelles nous regardans & considerans que les choses dessusdictes son en grand peril de la paix & droict commun & profit de nostre Royaume; ou bonnement ne les pouvons mie souffrir ne dissimuler, comme elles sont notoires & manifestes, si que elles ne peuvent estre celées; par lesquelles & pour chacune d'icelles pour le faict seulement lidit Cuens est & doibt estre tenu pour forfaict & encheus ez peines de forfaictures & sentences de perjure & autres, que en ladicte paix sont contenues: Voulons selon la forme de ladicte paix ledict Comte mener par voye deüe & selon droict & raison, & adjournons & faisons adjourner par ce cry publiquement & solemnellement

faict

ANS de J. C. 1315.

faict en noſtre Palais à Paris au vintieſme du mois de May prochainement venant, c'eſt à ſçavoir au mardy aprés les octaves de la feſte de Sainct Nicolas d'eſté prochaine à venir, que il ſoit à ce jour à noſtre Cour à Paris à droict pour aller avant, ſelon ce que raiſon debvra ſur ces choſes deſſuſdictes, & ſur ce que nous li vourrons faire dire & propoſer ſelon la forme de ladicte paix, & ſi li faiſons à ſçavoir & à tous autres, que à la journée & au lieu deſſuſdict nous aurons, ſe Dieu plaiſt, noſtre Cour garnie de nos Pairs & d'autres bonnes gens & grands de noſtre Conſeil, ſi comme la beſogne le requiert, & requerra ſelon la forme de la paix. Faiſons encor à ſçavoir audict Comte de Flandres, que vienne ou ne vienne à nous, nous irons avant en la beſongne, ſelon ce que de raiſon debvra. Et mandons & commettons à Maiſtre Jaques de Jaſſennes noſtre amé Clers, que li adjournement & toutes les autres choſes contenues en ces preſentes lettres par cry publiquement faict à Paris en noſtre Palais, face ſçavoir & notifier ſolemnellement, ainſi comme il appartient, ſelon la forme de la ſuſdicte paix. En teſmoing de laquelle choſe nous avons faict mettre à ces preſentes noſtre ſeel, duquel nous uſions vivant noſtre chier Seigneur & Pere. Donné à Paris l'an & le jour deſſuſdicts.

§. 9. Item: A tres hault, tres puiſſant & tres excellent Prince & redoubté Seigneur Louis par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Jacques de Jaſſeignes ſes tres humbles & devots Clercs ly ſoit tout recommandé à ſa grace. Tres chers & tres puiſſans Sires. Je fais ſçavoir à voſtre Hauteſſe, que l'an de grace mil trois cens quatorze le ſabmedy aprés les Brandons le quinzieſme jour de Febvrier, l'adjournement & toutes les autres choſes contenues en vos lettres, eſquelles cette preſente reſcription eſt annexée, par cry publiquement faict en voſtre Palais à Paris, fis ſçavoir & notifier ſolemnellement & publiquement ſelon la forme de vos dictes lettres, Et ce vous certifie par cette reſcription ſcellée de mon ſcel. Donné & faict l'an & jour deſſuſdicts.

§. 10. Auquel terme de la dicte ſemonce, Nous li Pairs deſſuſdicts à la requeſte & mandement dou Roy veniſmes en la Cour à Paris & feſimes & teniſmes cour avec douze autres perſonnes, Prelatz & autres grandz & haultz hommes, c'eſt à ſçavoir, Reverend Pere l'Archeveſque de Rouen, les Eveſques de Sainct Brioe & de Sainct Malo, Monſieur Philippes fils du Roy de France Comte de Evreux, Monſieur ** K. filz du Roy de France Comte de la Marche, Monſieur Guy Comte de Sainct Paul, Monſieur Gaucher de Chaſtillon Comte de Porcien, Monſieur Louys aiſné fils du Comte de Clermont Seigneur de Bourbonnois, Monſieur J. de Clermont Seigneur de Charolois, Monſieur B. Seigneur de Mareuïl, Monſieur Mille Seigneur de Noyers, eſleus & mis à ce faire de par le Roy noſtre Sire avec nous, comme Cour garnie de nous, d'eux & d'autres pluſieurs ſages gens, & fut dict de par le Roy devant nous, que bonnement ne pooit avoir plus de Pairs. Li Duc de Guyenne, qui Pair eſt, c'eſt à ſçavoir li Roy d'Angleterre, qui avoit eſté requis & mandé pour y eſtre avec nous, s'excuſa par ſes meſſagers ſolemnelz, pour ſa guerre, que il avoit à Ecoſſe. Li Duc de Bretagne, qui Pair eſt, y fut une journée tant ſeulement, & aprés print congé, & s'excuſa por certaine beſongne, que il avoit, comme il diſoit. Li Duc de Bourgogne Succeſſeur du Duc de Bourgogne, qui mort eſt, y fut une journée, & aprés s'excuſa por certain beſongne, qu'il avoit, comme il diſoit, & s'en deſpartiſt. Li Eveſques de Noyon, qui Pair eſt, étoit mort de nouvel. Li Eveſques de Chalons, qui Pair eſt, eſtoit pour certaines cauſes detenu en priſon. Pourquoy le Roy noſtre Sire ne peut bonnement avoir audict terme plus de Pairs.

** Karl ou Charles Comte de la Marche.

§. 11. A laquelle journée dou vingtieſme jour du mois de May, c'eſt à ſçavoir le Mardy aprés les octaves de la feſte Sainct Nicolas d'eſté, le Roy noſtre Sire & nous Pairs deſſuſdictz, la dicte Cour garnie ſelon la forme de la dicte paix, & autres pluſieurs bonnes gens preſens ou Palais le Roy à Paris, lidit Cuens de Flandres ne vint pas en perſonne & le Procureur le Roy requit, que il fuſt mis en default, & que pour le default les deſobeiſſances & les meſfaictz & les rebellions contenues ez lettres de ladicte ſemonce cy deſſus eſcripte, & autres pluſieurs, que lidit Cuens de Flandres avoit fait notoirement contre la forme de ladicte paix, de laquelle mention eſt faicte ez lettres deſſus eſcriptes, par leſquelles il eſtoit encheu ez peines des excommuniemens, des entreditz & des forfaictures de ſes biens, nous jugiſſions & declariſſions, que leſdictes ſentences debvoient & pooient eſtre publiées & les forfaictures, comme encouruës miſes à execution. Lors comparant ſe preſenta li Abbez de Selebecque comme Procureur pour excuſer lidit Comte, & pluſieurs raiſons propoſa à l'excuſation d'iceluy, le Procureur le Roy propoſant & diſant au contraire pluſieurs raiſons à la fin, que il ne fuſt mie ſuffiſamment excuſez ne eloignez, mais debvoit eſtre mis en default, & la requeſte dudit Procureur ſi debvoit eſtre faite; à la parfin le dimanche prochain enſuivant aprés ledit mardy, attendu de jour en jour pour avoir entre deux deliberation, traicté & advis entre nous, Cour garnie ſi comme dict eſt, ſur les choſes propoſées d'une part & d'autre; eüe pleine deliberation entre nous deſſuſdictz Cour garnie; les adjournemens deſſuſdicts, ce ouy & veu, lequel eſtoit ſuffiſant ſelon la forme de ladicte paix, ſi comme deſſus eſt dict, parce que li dit Cuens n'eſtoit ſuffiſamment excuſez ne eloignez; le Roy requerant à nous que nous fiſſions jugement & droict, & que il fuſt rendu de par nous Pairs & en noſtre nom, jugié lidit Cuens de par nous les Pairs deſſuſdictz & en noſtre nom pour defaillant & fut mis en default. Et tantoſt apres le Procureur du Roy en la preſence de la Cour garnie ſelon la forme de la paix, ſi comme deſſus eſt dict, requiſt publiquement, que depuis que li Cuens avoit fait li default devant dit, que nous jugiſſions & declariſſions, que pour ce default & pour les meſfaictz & deſobeiſſances dudict Comte faictes contre ladicte paix, leſquelz meſfaictz & deſobeiſſances eſtoient ſi notoires, que ilz ne pooient eſtre celez, & ſus eux comme ſus notoires il eſtoit & avoit nommement & ſpecialement adjourné, leſdictes ſentences peuſſent & deuſſent eſtre publiées & les forfaictures comme encouruës miſes en execution.

§. 12. Laquelle requeſte ouïe, nous Pairs de France deſſuſdictz, la Cour garnie, ſi comme deſſus eſt dict, conſiderans & regardans, que la beſongne eſtoit grave, & entre grandes perſonnes, pour avoir meilleur & plus grand deliberation, attendiſmes juſques au Lundy enſuivant; auquel jour dudict Lundy, pour ce que nous penſions encore avoir plus pleine deliberation & plus plein & meilleur advis de cette beſoingne, encore attendiſmes, & miſmes ladicte journée dudict Lundy en tel poinct & en tel eſtat comme elle eſtoit, juſques au Mercredy devant la nativité Sainct Jean Baptiſte. Auquel jour du Mercredy li dit Procureur du Roy en preſence de nous Pairs de France & de la Cour garnie, ſi comme deſſus eſt dict, recorda & reſit ſa requeſte en la maniere deſſuſdicte. Et pour avoir meilleur advis & plus grande deliberation ſur la beſongne, qui grande eſtoit, Nous Pairs de France deſſus dicts & la Cour garnie pleinement ſelon la forme de la paix, attendiſmes & miſmes cette journée en tel poinct & en tel eſtat qu'elle eſtoit, juſques au ſabmedy aprés enſuivant, c'eſt à ſçavoir le ſabmedy apres la nativité de Sainct Jean Baptiſte; Auquel jour lidit Procureur recorda & fit de recheif ſa requeſte deſſuſdicte au nom du Roy noſtre Sire & pour li pardevant nous; & li Roy noſtre Sire nous requiſt, ſa Cour garnie ſelon la forme de la dicte paix, ſi comme deſſus

ANS de J.C. 1315. est dict, que nous fissiens & accordissiens jugement & droict sur les requestes dudict Procureur. Nous veües & leües pardevant nous en la presence du Roy nostre Sire les lettres, qui furent faictes de la paix dessusdicte, & autres lettres & escriptz plusieurs, qui faisoient à la besongne, pour plus à plein veoir & considerer tout ce que mestier estoit en la dicte besogne, attendismes encore & mismes la journée dudict Sabmedy jusques à Lundy apres ensuivant, c'est à sçavoir le lendemain de la feste Sainct Pierre & Sainct Paul, auquel jour en la presence du Roy nostre Sire, de nous Pairs de France, de la Cour garnie selon la forme de ladicte paix, si comme dessus est dict, ou Palais le Roy, à Paris furent accordez par bouche en commun devant tout le peuple publiquement le default, les desobeissances, mesfaitz & rebellions, que lidit Cuens avoit faicts ** de la paix garder contre la dicte paix, si comme ils sont contenus en la semonce dessus escripte, & aucuns autres actes, li qui eux estoient tenus notoires, si qu'ils ne pooient estre celez par nulle maniere; & sur lesquels il estoit & avoit esté selon la forme de ladicte paix nommement & expressement adjourné comme sus faictz notoires. Et encores avec ce furent la proposées & dictes plusieurs autres choses contre ledict Comte, qui touchoient à la besongne dessusdicte par le Procureur nostre Sire le Roy dessusdict. Et furent apportées & leües en commun au Palais dessusdict les lettres, qui furent faictes sur la dicte paix, approuvées & confirmées doudict Comte de Flandres, de ses freres, & de ses enfans, & des Procureurs de plusieurs villes & lieux de Flandres, & scellées de leurs sceaux, & furent monstrées en commun les lettres des sentences d'excommuniemens & interdictz jettez contre la terre, les gens, le pays & le Comte de Flandres à lor requeste tant de nostre Sainct Pere le Pape, comme de lor ordinaire. A la parfin toutes choses, qui à la dicte besogne appartenoient, veües diligemment & considerées, & eüe sur tout deliberation & advis entre nous, Cour garnie selon la forme de ladicte paix, si comme dessus est dict, le Procureur de Roy requerant à grande instance, que sur sa requeste, que plusieurs fois avoit faicte & recordée, li fissiens & rendissiens droicts; le Roy nostre Sire nous requist encor, que nous Pairs & Cour garnie, comme dessus est dict, fissiens & rendissiens droict sur les choses dessus dictes, & que le jugement & le droict, que nous feriens, fust rendu de par nous Pairs dessus dictz & en nostre nom.

§. 13. Et comme nous ne deussions plus attendre par raison, d'un commun accord de nous Pairs de France dessus dictz & de la Cour garnie selon la forme de la dicte paix, & des douze personnes dessusdictes; c'est à sçavoir l'Archevesque de Rouen, L'Evesque de Sainct Brioe, L'Evesque de Sainct Malo, Monsieur Philippes filz du Roy de France, Comte de Poictiers, Monsieur le filz du Roy de France Comte d'Evreux, Monsieur K. fils du Roy de France Comte de la Marche, Monsieur Guy Comte de Sainct Paul, Monsieur Gaucher de Chastillon, Connestable de France, Monsieur Louys aisné fils du Comte de Clermont Seigneur de Charolois, Monsieur Berauld Seigneur de Marevil, Monsieur Mille Seigneur de Noyers. Qui tuit en ce faict nous accordasmes de commun consentement de tous & une sentence, & jugié fut de par nous Pairs dessusdicts, & en nostre nom par la bouche de Pierre de Dicy, à qui nous le commismes & commandasmes expressement & specialement, dict & prononcié: que pour le default de dessus, & pour les mesfaictz, desobeissances & rebellions, que lidict Cuens avoit faict contre la forme de la dicte paix en plusieurs maniers, sur les quieux & par les quieux comme notoires & manifestes, il avoit esté nommement & specialement semons & adjourné selon la forme de ladicte paix, si comme dessus est dict, lesquels mesfaictz, desobeissances & rebellions nous tenons pour notoires; lesdictes sentences pooient & devoient estre publiées contre ledict Comte, & lesdictes forfaictures comme encouruës, mises à execution sur tous les biens d'iceluy Comte. En tesmoing desquelles choses nous Pairs dessusdictz avons mis nos seaux à ces presentes lettres avec les seaux desdicts Archevesque de Rouen, Evesque de Sainct Brioe, Evesque de Sainct Malo, Monsieur Philippes Comte de Poictiers, Monsieur Loys Comte d'Evreux, Monsieur K. Comte de la Marche, Monsieur Guy Comte de Sainct Paul, Monsieur G. de Chastillon Comte de Porcien, Monsieur Louys de Clermont, Monsieur B. de Marveil, Monsieur Mille de Noyers, esleus, mis & establis de par nostre Seigneur le Roy de France selon la forme de ladicte paix, si comme dessus est dict, avec nous ez choses dessusdictes. Et nous Li Archevesque de Rouen, Li Evesque de Sainct Brioe, Li Evesque de Sainct Malo, Philippes Comte de Poictiers, L. Comte d'Evreux, K. Comte de la Marche, G. Comte de Sainct Paul, G. de Chastillon, L. de Clermont, J. de Clermont, B. de Marveil, M. de Noyers. Qui à ces presentes choses dessus dictes fusmes mis & establis de par nostre Seigneur le Roy dessus dict, & que nous accordasmes audict jugement d'un commun accord & assent. En tesmoing des choses dessus dictes avons faict mettre nos seaux à ces presentes lettres avec les seaux des dictz Pairs de France. Données de devant dict lundy devant la feste Sainct Pierre & Sainct Paul, l'an de grace mil trois cens quinze, seellées de dix seaux de cire rouge.

ANS de J.C. 1315.

CCXIV.

Second Arrêt de LOUIS X. *surnommé* Hutin, *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandres & les* FLAMANDS. *Donné le 14. Juillet, 1315.* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 80.

ANS de J.C. 1315. FRANCE ET FLANDRE.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, sçavoir faisons à tous presens & à venir, que verité est, qu'aprés les grandes rebellions, les guerres, les exceds & les grands mesfaictz, que le Seigneur & les gens de Flandres pour leurs mauvais faictz & pour leur mauvais esmeuement auroient faict à nostre tres chier Seigneur & Pere & au Royaume, il les receut à paix, & fut entre luy & eux paix traictée & accordée, laquelle ROBERT adonc Cuens de Flandres, ses freres, li nobles & li autres de Flandres ratifierent & promirent sur plusieurs peines d'excommuniemens, de forfaictures & autres, de accomplir, garder & tenir fermement & loyaulment à tousjours, & sans corrompre & sans venir encontre à nul jour, & ainsy le fiancerent & jurerent sur saincles Evangiles corporellement touchées. Laquelle paix contient plusieurs articles, lesquelz ledit Robert & li autres de Flandres n'ont pas accomply, gardé ny tenu, aincois ont faict encontre notoirement en plusieurs manieres, & à luy dict Robert, que son siege estoit à nostre dict Seigneur & Pere, qu'il cuidoit estre feal, esleut à luy comme son homme & son bon Vassal, tout fit il ainsi, que par nostre dict Seigneur & Pere eust esté dict souffisamment à ly & à tous ceux de son païs presens pardevant ses gens dernierement à Arras, que si aucun grief, ou aucun tort leur avoit esté faict de par la partie fussent devant luy à certain jour, & il les orroit tous de plein & leur feroit faire bon droict & hastif, fust audict Robert à donc Comte par ses Pairs, se le cas le desiroit ou autrement, li comme raison le vouroit, & à li & as autres: Li peuples de Flandres par les mauvais rapports, & par les mauvaises paroles & faulses, ** à luy & se mirent en rebellion contre

ANS de J. C. 1315. contre noſtre dict Seigneur & Pere, & feirent à luy la guerre ouverte ** que il tient encore ſon fief à noſtre hommage, & qu'il tenoit de noſtre Seigneur & Pere, ne point ne luy en avoit rendu par luy ne par autre. Et comme ſelon la forme de ladicte paix, ledict Robert & les autres de Flandres ayent requis ſolemnellement & ſuffiſamment leurs ordinaires, que ils ſans appeller eux & ſans autre procez faire, jettaſſent ſentence d'excommuniement en eux, & d'interdict en leurs villes, Communautez, leurs terres & appartenances, tantoſt comme ils n'accompliroient, tiendroient ne garderoient ladicte paix & tous les articles d'icelle, & comme ils feroient & venroient encontre aucun d'eux; & liditz ordinaires les ayent en cette forme jettez; & ayent encore ledict Robert & autres de Flandres ſouffiſamment ſupplié à noſtre Sainct Pere le Pape, qui lors eſtoit, que il les dictes ſentences vouliſt confirmer ſans eux appeller ne ouïr ne ſans autre procez faire & vouliſt de ſon auctorité Papal jetter ſentence d'excommuniement ſur eux & d'entredictz ſur leurs villes, communautez, terres, lieux & appartenances d'icelles; Et noſtre Sainct Pere le Pape à leur ſupplication ait confirmé les ſentences deſdicts ordinaires & jettées ſentences d'excommuniemens ſur eux & ſur chacun d'eux & d'entredict en leurs villes, communautez, terres & lieux & appartenances d'icelles; Leſquelles ſentences ils, leurs villes & communautez terres & Seigneuries, lieux & les appartenances d'icelles encourroient pour le faict ſeul tantoſt, & toutes fois qu'ils n'accompliroient & tiendroient & garderoient ladicte paix & tous ſes articles, que ilz feroient ou viendroient encontre en aucun cas, ſi comme il eſt contenu ez lettres ſur ce faictes: Et par les defaultz, les rebellions & les guerres, que lidit Robert & ſes adherans avoient faict & faiſoient contre noſtre dict Seigneur & Pere, & ſont encores contre nous en venans contre ladicte paix, leurs villes, communautez, terres, & lieux, & les appartenances d'icelles ſoient par ce ** & departis de l'unité & communion de noſtre Seigneur Jeſus Chriſt & de toute Sainct Egliſe. Et ait eſté ſelon la forme de ladicte paix en noſtre Cour à Paris par les Pairs de France, que nous y puiſmes bonnement avoir, du conſeil & de l'aſſentement d'autres bons douze grandz & ſouffiſans perſonnes, Prelatz & Barons, que nous y miſmes & eſtabliſmes en noſtre preſence, ledict Robert adonc Comte appellé & adjourné ſouffiſamment, & defaillant & mis en default, pour ſa contumace jugé, dict & prononcié que pour le default, les mesfaictz, les deſobeiſſances, les rebellions & les excés dudict Robert leſdictes ſentences pooient & devoient eſtre publiées, & les forfaictures miſes en execution; Et ledict Robert & les autres de Flandres ſes adherans en accroiſſans ces mesfaicts & exceds ont contraint & contraignent les Preſtres de religion & autres perſonnes d'Egliſe à ce qu'ilz chantent & celebrent les divins offices, meſſes & autres ez lieux interditz. Leſquelles choſes deſſuſdictes & chacunes d'elles ſont notoires & manifeſtes, ſi que elles ne peuvent eſtre celées par nulle voye, & ſont faictes en grand prejudice ce & vitupere de Dieu, de l'Egliſe de Rome & de toute l'Egliſe, & en grand leſion de noſtre Royale Majeſté.

§. 2. Pour leſquelles choſes & chacune d'icelles, & pour les autres defaultz, mesfaicts, deſobeiſſances & autres juſtes cauſes faictes & commiſes par ceux de Flandres contre noſtre dict Seigneur & Pere, contre nous & contre noſtre Royale Majeſté; Nous qui voulons, comme auſſi y ſommes tenus, ces mesfaitz & ces grands vitupers de Dieu & de Sainte Egliſe, par leſquelz ledit Robert & ſes adherans ſont partis de l'unité & defenſe de Dieu & de toute Sainte Egliſe, & ont encouru li crime de noſtre Royale Majeſté lezée, punir, & ** ſi comme droict & raiſon le requiert; conſiderées & examinées diligemment leſdictes choſes, & gardée toute la ſolemnité, qui en tel cas & ſi notoire doibt eſtre gardée: ledict Robert & toutes les perſonnes de la terre de Flandres, que ledit Robert tient en ſa main, de quelque eſtat ou condition, que les dites perſonnes ſoient, qui dedans les octaves de cette prochaine Magdelaine n'auront eſté pardevers nous ou nos gens pour ſe purger & excuſer des defaultz, des deſobeiſſances & des rebellions deſſus dictes, & qui n'apperront par nos lettres, que reconciliez fuſſent par devers nous; & ſpecialement toutes & chacunes les perſonnes, qui par faict, par parole, par conſeil, par faveur & autre maniere ſont & ont eſté aydans & conſentans des mesfaictz & rebellions & autres choſes deſſuſdictes; comme excommuniez & deſpartis de Sainte Egliſe, & comme nos rebelles, trahiſtres & parjures & ennemis, & coulpables de noſtre Royale Majeſté bleſſées oſtons de noſtre garde par la teneur de ces preſentes, de toutes auctoritez, dignitez, honneurs, libertez, immunitez & franchiſes, privileges, chaſteaux, terres, & villes, vaſſaux, fiefz, hommages, juriſdictions perpetuelz & à temps, & de toutes autres choſes, & de tous autres droictz & biens, qu'ils ont & peuvent avoir, & que leurs devanciers ont eu, & que advenir leur pourroient au temps à venir par ſucceſſion ou autrement, en quelque maniere que ce ſut, en tout noſtre Royaume, les privons tous, & decernons eſtre privez de noſtre auctorité royale & de la plenité de noſtre pouvoir, & eux tous & chacun d'eux banniſons, proſcrions de tout noſtre Royaume, abandonnons leurs perſonnes à eſtre ſerfs & eſclaves à tous ceux en cui Royaumes, terres & juriſdictions ils pourroient eſtre trouvez & prins, & s'il advenoit, qu'ils fuſſent trouvez en noſtre Royaume, puis ledit terme deſdictes octaves, nous condemnons & chacun d'eux à la vie perdre, & eſtre juſticiez ſans attendre aucun jugement, ou & en quelque lieu qu'ils fuſſent prins.

§. 3. Et abſolvons par la teneur de ces preſentes lettres de toutes facultez, hommages, obeiſſances & ſubjections tous ceux, qui à eux ou aucuns d'iceux y ſont tenus par quelque cauſe que ce ſoit; & mettons tous leurs biens, comme confiſquez, forfaictz & commis à nous, à noſtre ban & à noſtre droict. Et defenſe expreſſe faiſons par la teneur de ces preſentes & ſur peine de perdre corps & avoir, que d'oreſendroit nul de noſtre Royaume de quelque eſtat ou condition qu'il ſoit, ne marchande avec eux de marchandiſe nulle, & ſi aucuns eſtoient trouvez portans à eux ou rapportans d'eux vivres ou autres marchandiſes, quelles qu'elles fuſſent, nous l'abandonnons à celuy où à ceux qui le trouveront, & luy donnons tous les biens, qui trouvez ſeront ſur luy & avec luy, mais qu'il nous rende les corps vifz ou mortz; Et tous ceux qui accuſeroient aucuns d'avoir marchandé à eux puis la datte de ces lettres & en feroient foy, nous leur donnons le tiers de tous leurs biens meubles. Et defendons encore, que nul ne leur paye debte nulle, que deue leur ſoit, pour quelque cauſe, que ce ſoit, ne leur donne conſeil, ayde ne force nulle par mer & par terre, & ſur peine de perdre corps & avoir: Et que tuit & chacun cilz que aucune choſe leur doibvent, ou à aucun d'eux, ou qui ont depoſt gardé & commandé de par eux, auront pour eux ce qu'ils leur debveront ou auront de leurs biens, revelant & denoncant à nous, ou aux gens de nos comptes, ou à nos Treſoriers, ou à ceux, que nous aurons eſtablis en ce cas pour nous, devant les dictes octaves. Et ſi ne les reveloient, comme deſſus eſt dict, nous à ceux ou à celuy, qui les reveleront, octroyons le tiers des meubles de celuy qui recelé l'auroit, & ſeroit le corps du receleur & li bien tins en noſtre volonté. Et abſolvons, delivrons & quittons dés maintenant tous ceux & chacuns, que auſdictz ou à chacun d'iceux ſont tenus en aucunes debtes, depoſtz ou commandes, qui à nous les apporteroient ou à nos gens, comme deſſus

ANS de J. C. 1315.

ANS de J. C. 1315.

dessus est dict; & de ces dictes debtes, depostz & commandes les en prenons à garentie. Et establissons encore par la teneur de ces presentes lettres, mandons & commandons, que d'oresendroict nul de quelque condition, noble ou excellente que ce soit, de nulles Citez, Chasteaux, Villes & Universitez aux devant dictz de Flandres ou aucun d'eux ne donne publiquement ou en secret, ayde, conseil ou faveur, sur toutes les peines de corps & de biens, que ils pourroient encourir envers nous, & que depuis le terme desdictes octaves de la Magdelaine tuit & chacuns cils de nostre Royaume tuit & chacun ceux de Flandres, qui dedans cedict terme ne seroient venus vers nous se purger & s'excuser, si comme dessus est dict, puissent ledict terme passé prenre & arrester & tous lor biens en quelque part, qu'ilz puissent estre trouvez; & donnons à ceux, qui les prenront les biens tous que ilz prenront avec eux, mais que ilz nous rendent les corps vifs ou mortz: Et voulons & establissons, que il loise à chacun sans peine nulle les occire, se autrement ne peuvent estre retenus. En tesmoing de laquelle chose nous avons faict mettre nostre seel à ces presentes Lettres. Donné à Paris le quatorziesme jour de Juillet, l'an de grace mil trois cens quinze.

CCXV.

ANS de J. C. 1315. FRANCE ET FLANDRE.

Lettre de ROBERT *Fils du Comte de Flandre à* LOUIS X. *surnommé* Hutin *Roi de France, par laquelle il déclare être obligé d'assister le Comte son Pére contre le Roi, qui est son Seigneur, auquel il renvoye l'hommage & la Feaulté, qu'il lui devoit. Datée du mois de Juillet, de l'année* 1315. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 83.

A Tres hault, tres excellent & tres puissant Prince son tres cher Seigneur, Monsieur LOUYS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, ROBERT Filz au Comte de Flandres soit humblement recommandé à sa tres excellente Hautesse. Tres excellent & tres puissant Sire: Notoire cause est, & vous le sçavez, comment par moy les grandes kieckes de rente heritante de deniers & des autres choses, que Messire mes Peres & ses gens de Flandres promirent, pour avoir paix & demourer paisiblement en leurs estatz anciens & franchises; mais, Sire, vos Peres leur pardonna tous maltalens, les receut à paix & à sa grace, & Monsieur mon Pere en son hommage & feiauté de toute la Comté de Flandres entierement en la maniere dessusdicte par les convenances desdictes paix; & sçavez comment mes devant dictz Sires & Peres & ses gens ont ja par moult d'années & par moult de payemens accomplis & payez moult grande partie desdictes kieckes, qui leur ont esté & sont si grosses & si pesantes, que si ne fust les tres grands desirs & affections, que il avoit de venir à vostre grace & d'accomplir & avoir la paix avec l'ayde de Dieu, ilz ne les puissent soustenir ne accomplir. Et comment encore d'abondant mes Sires mes Peres pour plus monstrer les graces obeissance & humilité, en laquelle y vouloit y estre & estoit envers Monsieur vos Peres, & le tres grand affection, qu'il avoit de sa grace acquerir parfaictement, volt & commanda, tout ne y fust il de riens astrains par la paix ny faire ne li convenoit, que j'allasse & fusse en hostage avec sa fille Castellaine de Courtray par devers luy; & comment, tres puissant Sire, je de mon bon gré & volonté j'allay à son commandement & me mis en sa prison, ou je demeuray fermement tant & si longuement comme il li pleut, jaçoit che sans mon faict & sans me coulpe j'y fusse tres durement destrancé & pressié pour faict d'autruy.

§. 2. Tel temps fust donc oncques Dieu mercy, ne me desmenti, ne me desvoyé de mon bon propos vers luy, comme chil chi n'ententoit eschiver griefz de longue prison ne peril, mais que je puisse par ce Monsieur mon Pere mi & les siens faire à sa grace parvenir. Tres puissant Sire, vous sçavez aussy comment le trespas de Monsieur vos Peres à vo joeuse advenue au regne, qui debvroit & doibt y estre abondante & pleine de toute grace & pieté, Messires mes Peres vous fit humblement pour offrir & offre par Monsieur Jehan de Flandres men Cousin pour mi & pour autre de son Conseil, tout le service & l'obeissance, que luy & tous ses gens pourroient, & qu'ilz vouloient la paix garder & tenir & accomplir à leur pouvoir; & que mes Sire me Pere estoit appareillez & desirans de venir en vostre hommage, pourquoy il vous faisoit supplier & supplioit humblement, que parmy che vous le voulsissiez recevoir en vos feauté de la Comté de Flandres entierement, ainsy que mes Sires vos Peres l'avoit par la forme de la paix receu en son vivant; que celle chose ne vous pleut mie à faire, ainçois le refusistes. Et sçavez comment aprés mes Sires mes Peres & ses païs de Flandres, quand ils virent que che ne vouliez faire ce present si priez, de servir vo volupté pour acquerir vos graces, que oncques tout che il avoit tendis offert estoient & vouloient faire tout ce qui defailloit, & pour accomplir des kieckes dessus dictes; si vouloit faire si grand & tel meschef que de demembrer la Comté de ce païs de Flandres, qui par la forme de ce paix doit demeurer entiers & de perdre & delaisser envers vous si grand & si noble partie dudict païs, que vous en tenez contre li forme de ce paix; par ainsy que vous receussiez Monsieur mon Pere en vos hommages de tant & peu, que luy demeure au remanent, & au tel point d'estat & de franchise, comme on le tenoit anciennement du temps du Roy Sainct Louïs, & encore pour plus suivre vos volupté & acquerre vos grace, se vouloient ilz deporter & deporteroient de avoir atempmens sur grande plaincte de durtez, & de pouvoir prejudicier à leur franchise, lesquelz vos pooiez & deviez bien atempner & ramener à raison, se il vouluſt sans amener vos sequerage; & jacoit que ilz puissent & deussent par droict expresse convenanche de ce paix demander & avoir toutes les choses dessus dictes, que ilz vous ont suppliez que sans vous Sire, que ils ne vous ont tendre supplier par maniere de grace & de pitié, & se grand humilité, que le subjez pooit suppler à son Seigneur pour vos courages plus mouvoir à faire descendre à ce que ilz puissent mieux avoir vos bien veillance & grace, & demourer en ferme paix de sougez envers vous. Et s'il fust ores ainsy, que il ne la puisse demander mie par la forme de ce paix, si pourroient & debvroient ils fermement esperer & tenir, que vous au temps de vos joyeuses advenues au regne, & à leur humble suppliement osteriez tous mauvais usages & nouvelletez a levées en prejudice de leur encheue estat & franchises; & les remettriez à leurs anciennes coustumes & droictures, mesmement quand vous l'avez ainsy faict & octroyé ez autres de vos regnes, qui le vous ont requis & demandé par droict & par escevoir.

§. 3. Tres puissant Prince on void quasiment que * * ainsy il ne vous plaist de prendre à leurs supplications, ne à ce qu'ilz puissent avoir vos graces ne paix parfaictement; mais quand plus se sont obey & humiliez, quand plus ont humblement supplié, & quand plus ont les kierkes dessus dictes accomplies & payées, tant seroient ils en tenavant d'année en année & de jour en jour plus & plus de vos graces & de paix avoir, allongés bien appert evidemment. Car mes Sires mes Peres & ses gens de son païs de Flandres ce faisoient pour offrir & pour efforcer le mieux & le plus obeïr & servir à vous, la paix tenir & accomplir & devenir en vos hommage. Vous à l'encontre d'iceux

ANS de J. C. 1315. vous y estes alloyé du Comte de Hainault son ennemy, que le veult desheriter par tel corrent, si com vous conseans tres expressement, que Messires mes Peres ne se pais ne se pouvoient avoir ne arront paix à vous, si le Cuens & ses gens de Flandres n'eussent rien promis, payé ne accomply, que qu'ilz ont faict & ne deussent dou remanent denier en payer & paisiblement jouir de leur estat & franchise, ne que vous avec nous en avez eu & receu, peussiez ne deussiez tout le remanent du païs acquerre ne avoir comme forfaict, ne Monsieur mon Pere foreng, ny deshonneur. Et jaçoit que les gens du païs de Flandres soient simples, ne sont ils mie si ignorans, qu'ilz ne voyent bien & apperçoivent à quelle entente on faict & peut faire tels choses & quelz perilz en peuvent suivre & advenir.

§. 4. Pourquoy tres puissant Sire, je Robert devant nommez, que toutes les choses dessusdictes veues, voy & appercoy, si comme il me semble, tourner & tendre au desfertement & destruction de mon Seigneur mon Pere & de son païs de Flandres, ausquelz je suis plus astraintz, que à nulle creature du monde, ne puis ne dois par raison plus voir, porter ne soustenir les trop grandes durtez, inhumanitez & meschief, que on leur faict, ainçois m'astrainct droictz de nature & de sang & li foiautés, que je dois à Monsieur mon Pere & che dont je suis en son hommage, que je li soie ayant & confortant à mon pouvoir; Et tout soit il ainsy, que je sois tenu à vous pour la raison du fief Brougey, que je tiens de vous pour le cause de vos Comté de Champagne, si suis je plus tenu de garder l'estat & l'honneur de Monsieur mon Pere, & que je suis aussy bien hors du fief & autre ce abstrainct par nature & par chen, ce que dict est; que si je metray avec luy & en say wie pour souver l'honneur & l'estat de luy & de son païs mesmement à leur defense, & en soustenant leur bon droict, certes qui est clair & notoire à Dieu & au monde, je ne me croy de rien mesfaire ne ne mesfais envers Vous, parquoy mes fief doit esloigner de moy. Tres puissant Sire, si me departs de Vous triste dolent & en tres grand amertume de cœur de ce que ces choses sont ainsy, & me tray à la partie de Monsieur mon Pere & par dans * * Gher Lorfebure Moine de l'Abbaye Sainct Adrien, de Gercanmont de l'ordre Sainct Benoist de la Veschie de Cambray, & par Frere Jehan Deagy Canonne de Niveni de l'ordre de Premonstré de ladicte Veschie, ou par l'un de aux porteur de ces Lettres vous renvoye l'hommage & le fojauté, dont j'estois obligez à Vous pour la raison de mon fief dessusdict, que je tenois de Vous, & si ainsy estoit que je ne peusse che que dict est poursuivir en retenant mon fief, si y renonche jou, sauve la protestation devant dicte.

§. 5. Tres puissant Sire, nostre Sire Dieu par sa misericorde, qui de tous à mercy, qui humblement le requiert & prie, vous doint bon conseil & loyal, parquoy il vous plaist à ce descendre, que mes Sires mes Peres, mes gens & ses païs de Flandres ayent puissance par vos grez parfaictement venir à vos grace & amour, & nous doint venir courtement le jour, que nous le puissions sentir & vous servir à joye vrayement, ce que nous desirons sur tout aprés Dieu. Et pour ce que ce soit chose ferme & stable & certaine, je Robert Filz au Comte de Flandres dessusdict ay faict mettre à ces presentes Lettres mon seel faictes & données le Jeudy devant la Magdelaine, l'an de grace mil trois cens quinze. Et sont lesdictes Lettres seellées en double queüe de parchemin sur cire verte.

CCXVI.

ANS de J. C. 1315.

Traité entre LOUIS X. *surnommé* Hutin, *& la Noblesse d'*ARTOIS. *Fait l'an* 1315. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 85. FRANCE ET ARTOIS.

C'Est li Traictiez faict entre Monseigneur le Conneſtable, Monseigneur J. de Bealmont Mareschal de France & Monseigneur Regnault de Lor Seigneur de Lor d'une part pour le Roy; & les Nobles d'Artois & tous les autres Alliez de la leignée Picarde d'autre. Premierement li Alliez doivent remettre en la main Monseigneur le Conneſtable pour le Regent les Chasteaux d'Artois, & rendre les choses & meubles levez. Ce est cen que li Alliez requierent, que on leur face; Premierement que jusques à donc que la Comteſſe d'Artois aura seellées les convenances faictes entre li d'une part, & les Alliez d'autre pardevant le Roy Loys, Gouverneur soit mis au païs d'Artois de par le Roy, qui ne soit mie soupçeneux ausdictz Alliez; liquez jurra au Roy ou à son Lieutenant à garder le pays d'Artois selon les us & coustumes anciennes, & jurera à garder toutes les convenances faictes & accordées entre lesdictz Alliez, & celles qui sont faictes entre la Comteſſe d'Artois & lesdictz Alliez; Jurera, que il gardera lesdicts Alliez & leurs ensuivans à son pouvoir de toutes forces de tous dommages, qui advenir leur pourroient parmi la Comteſſe d'Artois ou de par les siens ou d'autres pour les debatz, qui ont esté & sont encore entre eux jusques aujourd'huy. Et que se lidict Gouverneur sçavoit aucuns maux, qui advenir puissent à eux par ladicte Comteſſe ou de par les siens, contre lesquelz il ne peuit contrester de luy, il leur annonceroit, & leur ayderoit à contrester à son pouvoir & fera ledict Gouverneur jurer les bonnes Villes, que elles luy ayderont en ce faisant.

§. 2. Item ils veulent, que le Roy ait enconvenu, que ladicte Comteſſe n'entrera en Artois, jusques à tant qu'elle aura seellé & accordé les convenances, qui furent entre li & lesdictz Alliez, desquels Messire Regnauld de Lor en porte le manuscrit. Item que ledict Regent baillera ses Lettres speciaux en la forme & maniere, que le Roy Loys les bailla, & les fera seeller de ses freres & de ses oncles. Item se il trouve, que ladicte Comteſſe ou sa gent ait levé aucunes choses à tort dedicts Nobles, ledict Regent est tenu dou faire retablir.

CCXVII.

ANS de J. C. 1315.

Traité de Paix entre MAHAUD *Comteſſe d'Artois, & la* NOBLESSE *dudit Pays, fait par l'entremise de Loüis X. Roi de France. Au mois de Décembre* 1315. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 86. ARTOIS.

PHILIPPUS Dei gratia Rex Franciæ & Navarræ, notum facimus universis præsentibus & futuris, nos vidiſſe & recepiſſe quasdam Litteras, formam, quæ sequitur, continentes.

II. LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, sçavoir faisons à tous presens & à venir, que comme nous qui desirons la paix & bonne amour entre nos seaulx & subjectz, & eschiver à tout nostre pouvoir le contraire, regardant & considerant diligemment les maux, grands perils & dommages, qui puent naistre & venir par aucuns descords meus entre nostre tres chere Cousine & seal MEHAULT Comteſſe d'Artois d'une part, & nos amez & fealz

les

ANS de J. C. 1315. les nobles d'icelle Comté, leurs aydans, & tous leurs confortans d'autre part; en euſſiens prié & requis noſtre dicte Couſine, que elle nous voulſiſt croire de tous ces deſcordz ou debatz deſſuſdictz: à la parfin & nous ennuit reſpondu en la preſence de nos chers & fealz Philippes de Poictiers, Charles de la Marche, Charles de Valois, Louis d'Evreux Comtes nos Oncles; Louis de Clermont, Jean de Clermont, Robert d'Artois, nos Couſins: Le Comte de Savoye, le Comte de Bouleigne, le Comte de Foreſtz, le Seigneur d'Emergueil, le Seigneur de Noyers, le Seigneur de Senly, Herpin de Derkery noſtre Conſeiller, & de tout noſtre grand conſeil; & que elle nous avoit touſjours creu, & croiroit touſjours, & feroit touſjours tout ce que nous li conſeilleriens: & que totte choſe que nous voulſiſſiens faire elle n'iſteroit de noſtre conſeil ne de noſtre ordonnance, ſpecialement des debatz deſſusdictz, & apres ce feiſmes nous en la preſence des deſſus nommez ſemblable requeſte auſdictz nobles, qui ont gracieuſement comme bons & feaux ſubjectz octroyé, voulurent, octroyerent & accorderent, que nos des choſes deſſuſdictes puiſſions faire & ordonner tot à noſtre pleine volonté, & que ilz le tiendroyent fermement à touſjours.

III. Pourquoy nous qui priſmes cette charge ſur nous pour le bien de paix, laquelle nous deſirons moult eſtre à touſjours entre eux, par la vertu du pouvoir à nous donné deſdictes parties, ſi comme eſt dict deſſus, heüe grande deliberation ſur leſdictes choſes, avons ordené; dict & prononcé, ordenons, diſons & prononçons en la maniere, qu'il eſt cy deſſous contenu.

§. 1. Premierement que toutes les haines, & toutes rancunes, toutes offenſes & tous courroux ſoyent relaſchez & mis jus & pardonné de bon cuer d'une part & d'autre.

§. 2. Item ladicte Comteſſe & Robertz ſes filz jureront dés maintenant à tenir & garder fermement bonne paix au Païs d'Artois, & à leurs alliez & à tous ceux, qui pour eux ſe ſons meſlez de ces beſoignes; Et que jamais elle, ne Robertz ne autres pour eux, dommage, maul, ne vilennie ne feront, ne faire feront par aux ne par autruy: ne occaſion ne querront dou faire ne dou faire faire à nulle ville ne à nulle perſonne ſinguliere de quelconque condition qu'elle ſoit, ne en corps ne en biens, ne à leurs hoirs, pour occaſion de nulle choſe, qui ſoit advenue juſques aujourdhuy, qui touche ou puiſſe toucher leſdictz alliez ou leur aydans: ainçois ſi elle ſçavoit, que maul leur deuſt venir par les debatz deſſuſdictz, elle les garderoit à ſon pouvoir, & prendra la dicte Comteſſe Guillaume de Vienne en mari, qui tenra cet accord. Et eſt à ſçavoir, que ſe aucun deſdictz alliez a chacié ez garennes anciennes de la dicte Comteſſe, elle les porra ſeurre & approchier par droict & par loy, & emporter telle amande, que elle debvra; ne en ceu leſdictz alliez n'y mettront force ne empechement.

§. 3. Item ladicte Comteſſe les couſtumes en la maniere, que nous les avons ſeellées, faicte ſoy de plein, que elles ſoient telles au païs, comme nous les avons ſeellées, & les couſtumes que ſeellées ne ſont mie, qui ſeront trouvées avoir eſté uſées au païs d'Artois dou temps Sainct Loys, elle les ſeellera & fera tenir deſormais en avant fermement, & les fera jurer à ſes Baillis; & ſera cette preuve de cettes couſtumes por gens dignes de foy, Chevalliers, Eſcuyers, Clercs, Bourgeois & Advocatz, que li dis nobles ameneront à ce prouver devant ladicte Comteſſe, ou ceux, que elle y deputeroit, preſens aucuns de nos gens, que nous y metterons à la requeſte de ladicte Comteſſe, cex comme il nous plaira ſans ſoubçon.

§. 4. Item tuit cil de qui la Comteſſe tient terres où juſtices ſans lox, ſans jugement données par aucuns cas qu'ils ayent advoué à leur droict, ou veulent advouer, laqueille choſe eſt contre la couſtume dou païs, ſi comme ils dient, ſoient dés maintenant remis au leur, & reſtitution faicte pleniere de ce qu'on a levé du leur, faicte avant foy, que la couſtume ſoit telle. Et ſe ladicte Comteſſe a aucune action contre eux, ſi les face adjourner en leurs Chaſtellenies, & ceu que droict li en donnera ſi empoit. ANS de J. C. 1315.

§. 5. Item s'il eſt enſi que ladicte Comteſſe requiſe ſouffiſamment, ſelon ce que on doit requierre ſon Seigneur pour couſtume de païs, defaille de faire droict ou lox, ou le deſnie à faire à aucune perſonne quelle que elle ſoit en cas criminel ou civil; ſe ladicte perſonne requiert depuis aux hommes de ladicte Chaſtellerie, que ils ceſſent tant comme droictz & lox li ſoient fais; que li dis hommes ſoyent encoires à faire ceſſer tantoſt. Et ſe ladicte Comteſſe deſtrie encoire à faire droict ou loy, & que par la ceſſation premiere elle ne veuille faire droict à la dicte perſonne de li homme de ladicte Chaſtellerie, qui ceſſe ou requierre aux autres Chaſtelleries dou païs qui ceſſent auſſy: que cilz des autres Chaſtelleries dou païs ſoient tenus de requierre ladicte Comteſſe, que elle face droict, & ſi elle à leur requeſte ne fait faire droict dedans quinze jours paſſez, les autres Chaſtelleries ceſſeront à faire droict juſques à tant, que droict ſoit faict au premier; & ſi par ledict cas elle deſtrioit encore à faire droict, nous la contraindrons tantoſt à faire droict.

§. 6. Item pour ce que lidict debat ſoit meu en partie pour le gouvernement des gens de ladicte Comteſſe, ſi comme li dictz nobles & leurs aydans dient, ladicte Comteſſe pour le pais aſſeurer, qui ſoit bien gouvernez, mettra à noſtre requeſte tant comme il nous plaira, & que nous verrons que bon ſera dou faire, eſpeciaulment juſques à tant, que li païs ſoient bien raſſeurez & raffermez, ciex Baillifs, comme nous li nommerons.

§. 7. Item par ce que lidictz nobles dient, que ilz ont moult de griefz cas à propoſer contre Maiſtre Thierry le Prevoſt d'Aire, ilz les propoſeront devant li Eveſque de Therouenne ſon ordinaire, ou devant ſes deputez a ceu, & lidict Eveſque ſi li ſemble, que li cas ſoit tel qu'il requiere retention de perſonne, il le fera prendre, & requierra s'il veolt noſtre ayde à mener le au Païs d'Artois por oir les complainctes contre luy & por luy defendre, & por recevoir droict, & à ſa requeſte nous le ferons; & donra lidict Maiſtre Thierry, au cas ou il ne ſeroit pris, pleiges d'eſter à droict, & rendre ce qu'il ſera trouvé, qu'il aura eu à tort d'autruy, & ſe on ne propoſe, regardé que il n'y ait mie priſe de ſa perſonne, ſi ira lidict Maiſtre Thierry ou Païs d'Artois por oir les autres complainctes contre luy, & luy defendre ſoubz noſtre garde, en telle maniere, que li dictz nobles ne leur aydans ne li facent nul mal; & ce li dictz Eveſque de Therouenne vouloit commettre à autres gens de noſtre Conſeil Clercs, à faire l'enqueſte ou le droict faire qui appertiendra dudict Maiſtre Thierry, ſi bailleriens nous volentiers à la requeſte dudict Eveſque & dou païs gens convenables & non ſouſpeçoneux à faire les choſes deſſus dictes: & eſt bien noſtre intention, que pour ce que li dict Maiſtre Thierry eſt moult hay au pays, que en nuls cas comment qu'il adviegne, il ne demeure au Païs de Picardie, ne ſes freres, ne ſa four, ne ſes Neveux.

§. 8. Item des cas deſquiez on ſe plaindra de ladicte Comteſſe, nous nous ferons enquerre de la verité par bonnes gens non ſoupceneux; Et ce qu'il ſera trouvé avoir eſté malfaict, nous le ferons adrecier par noſtre main. Des autres cas, deſquiez on ſe plaindra des gens de ladicte Comteſſe, ladicte Comteſſe en fera ſçavoir verité par aucun preudhomme, que nous ly donnerons, & amander ſelon le droict & la loy du païs: & ſe le cas eſt trouvé tel contre les gens de ladicte Comteſſe pourquoy ils doivent eſtre oſtez de leur

ANS de J. C. 1315.

service, ils en soient ostez tantost à tousjours sans jamais remettre.

§. 9. Item pour ce que ladicte Comtesse dit ou veolt dire, qu'il y a aucuns cas là ou les amandes sont à sa volenté, nous avons accordé, que elle les declare le plustost que elle pourra, pour ce que les choses puissent demeurer pour le temps qui est à venir en clair & en seur estat.

§. 10. Item por plus fermement tenir les choses dessusdictes & chacune d'icelles nous avons ordené, qu'avec le ferment ladicte Comtesse & Robertz ses filz feront ces dites choses tenir, nous de nostre pouvoir Royal contraindrons ladicte Comtesse & Robertz à tenir & garder toutes les choses dessusdictes; nous voulons que se ladicte Comtesse vouloit enfraindre lesdictes convenances ou aucunes d'icelles, que nos chers frere & oncle ne ly aydent de rien à cen faire, ainçois seront aydans & confortans à contraindre ladicte Comtesse à garder les choses dessusdictes. Et aussy se lidictz nobles, leurs aydans & confortans venoient encontre les choses dessusdictes, nous les contraindrons à garder fermement toutes les choses dessusdictes en tant comme il devenoit toucher à eux, & obeir à ladicte Comtesse selon ce qu'ilz ly seront. Et promirent lidictz Nobles illecque presens pour eux & por tous les autres des païs, de cui ilz estoient advouez, & chacuns por loyaulment & bonne foy & por leurs sermens corporellement baillez sur les Evangiles, que ils tendront & garderont fermement à tousjours, sans jamais venir à l'encontre, & accompliront les choses dessusdictes, & chacunes d'icelles feront tenir, garder & accomplir sans fraude; & feront & procureront, que tuit li autres de leurs païs les tendront. Et se aucuns ne les vouloient tenir, ou voulsissent venir encontre, ilz les ayderoyent à contraindre à tenir les choses dessusdictes en toutes les manieres, que il nous plairoit; & à ce s'obligent ilz & leurs hoirs, & tous leurs biens presens & à venir; & pour ce que ce soit plus ferme & plus stable à perpetuité.

§. 11. Nous promettons loyaulment en bonne foy, & à ce nous obligeons nous & nos successeurs, nos biens & les leurs, que nous ferons tenir, & garder, & accomplir toutes les choses dessusdictes, & chacunes d'icelles; & contraindrons & ferons contraindre tous ceux ou celuy qui viendroyent ou feroyent venir & faire encontre ces choses ou aucunes d'icelles, ou qui ne les voudroyent garder, tenir & accomplir en tous cas. Ou tesmoing de laquelle chose nous avons faict mettre nostre seel en ces Lettres. Donné au Bois de Vincennes, l'an de grace mil trois cens quinze, au mois de Decembre. Quod est confirmatum à Domino.

CCXVIII.

ANS de J. C. 1315.

Alliance des trois Pays de URY, *de* SWITZ, *& d'*UNDERWALDEN. *Fait l'an* 1315. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 69.

URI, SWITZ, ET UNDERWALDEN.

AU nom de Dieu, Amen. Comme il soit, que la memoire de l'homme soit debile & transitoire, de sorte que facilement l'on oublie les choses qui doibvent long temps durer, estant utile & necessaire, que ce qui est pour la paix & tranquillité, & pour l'honneur & proffict des peuples soit redigé par escript; à certe cause Nous les Paysans d'URY, de SCHUITZ & d'UNDERWALDEN faisons à sçavoir à tout ceux, qui liront & oirront ces presentes, que considerans & prevoyans les occurrences du temps & pour mieux demeurer en paix & union, aussi pour tant mieux asseurer & deffendre nos personnes & nos biens: Nous nous avons perpetuellement & inviolablement par nostre bonne foy & ferment enisemble conjoincts & asseurez, promis & jurez de nous assister, favoriser & ayder les uns les autres avec corps & biens à nos despens dedans & dehors nos païs contre tous ceux, qui usent de force ou voudroient user à l'endroit des personnes & biens de nous ou des nostres; & si aucun dommage advenoit à aucun de nous à son corps & à son bien, nous luy assisterons tant, que faire pourrons, à ce que cela luy soit recompensé amiablement ou par justice.

ANS de J. C. 1315.

§. 2. Nous nous sommes aussi resolus par les dessusdicts sermens, que nul de nous desdicts pays ne permettra & n'endurera estre gouverné par Seigneurs, ne recevoir aucun Prince & Seigneur, sans l'advis & conseil de l'autre, toutes fois un chacun, soit homme ou femme sera tenu rendre le debvoir & obeissance raisonnablement à son vray Prince ou Seigneur, excepté à ceux, qui par force voudroient assaillir ou contredire a chose contre equité aucuns desdicts pays, à ceux la que l'on ne rendra nul debvoir ne service jusques à ce qu'ils soient d'accord avec lesdicts pays.

§. 3. Nous avons aussi accordé, que nul desdicts pays ne aucuns de nous desdicts alliez de soy mesme ne debvra faire ferment, ny aucune alliance avec les autres, particulierement sans le conseil des autres pays & alliez: pareillement nul de nosdicts allieז, ne tiendra parlement ailleurs a part avec les nostres sans l'advis des autres alliez ou de leur consentement, veu & attendu que les dits trois pays ne sont gouvernez par Seigneurs.

§. 4. Si quelqu'un entreprenoit de vouloir trahir aucun desdicts pays ou rompre & transgresser ces choses icy escriptes, un tel sera tenu pour desloyal & parjure & sera son corps & son bien confisqué audict pays.

§. 5. Nous avons aussi arresté de non recevoir ou avoir aucun juge qui par argent ou autres biens acheptera l'office, & qu'il ne soit de nostre pays.

§. 6. Au cas qu'il survienne different ou guerre entre nous lesdits alliez, en ce cas seront ordonnez les plus sages & plus capables pour appaiser & appointer tels differends & guerre, amiablement ou par justice. Et la partie qui s'y accordera, les autres alliez luy assisteront amiablement ou par justice aux depens de l'autre partie, qui ne voudroit obeir.

§. 7. Survenant aussi different ou guerre entre nous lesdicts trois pays, & que l'un d'eux qui auroient different, n'en voudroit condescendre à la justice ou amiablement, en ce cas le troisieme assistera l'autre, soit par justice ou amiablement.

§. 8. Si aucuns de nous lesdicts alliez faisoient homicide celuy perdra aussi la vie, s'il ne preuve qu'il l'ayt faict son corps deffendant; & s'il s'absentoit, celuy qui le logera entretiendra ou protegera dedans le pays, iceluy vuidera le pays & n'y entrera, jusques à ce que tous les alliez par commun consentement & advis les y rappelleront.

§. 9. Si aucuns de nous lesdicts Alliez temerairement & par meschanceté endommageroit un autre par feu, un tel ne sera jamais receu pour payſan; & celuy qui le logera & entretiendra, supportera le dommage qu'il auroit faict à l'autre.

§. 10. Nul ne gaigera un autre, si ce n'est un pleige ou fiance & si ne le fera que par le consentement de son juge; ou chacun aussi doit estre obeissant à son juge & monter au juge dedans le temps celuy devant lequel il se doit presenter, ou qu'il vient demander en droict.

§. 11. Celuy qui resistera à la justice, ou qui sera desobeissant, & que à cause de sa desobeissance aucuns de nosdicts Alliez en fussent interessez, nosdicts Alliez le contraindront à supporter tel dommage & interest.

§. 12. Et affin que les asseurances & choses y dessus escrites demeurent perpetuellement & fermement, nous

ANS de J. C. 1315.

nous les susdits payſans & Alliez d'Ury de Schwitz & d'Underwalden avons fait pendre nos ſceaux à ces preſentes; qui furent faictes à Brumen, l'an apres la nativité de noſtre Seigneur treize cens quinze, le premier mardy apres le jour de Sainct Nicolas.

CCXIX.

ANS de J. C. 1316. FRANCE ET BOURGOGNE.

Traité entre (a) PHILIPPE *Regent des Royaumes de France & de Navarre, &* EUDES IV. *Duc de Bourgogne, qui conſent que ledit Philippe tienne le Gouvernement des Royaumes de France & de Navarre. Fait au Bois de Vincenne. le* 17. *Juin*, 1316. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 70.

(a) *C'eſt Philippe V. ſurnommé* le long, qui fut régent du Royaume, juſques à ce que la Veuve de Louis X. que ce Prince avoit laiſſé groſſe eût accouché. Elle accoucha en effet le 15. Novembre ſuivant d'un fils nommé *Jean*, qui n'ayant vécu que huit jours, laiſſa la Couronne, audit Philippe ſon Oncle.

PHILIPPES fils de Roy de France (*b*) Regent les Royaumes de France & de Navarre, & EUDES Duc de Bourgogne à tous ceux, qui ces preſentes lettres verront Salut. Sçavoir faiſons, que deliberation eue & traitté diligent pour le bien de paix en ſemble nos grands amis & conſeils avons faict les convenances cy deſſoubs eſcriptes; C'eſt aſſavoir: Nous Philippes deſſus dict, & nous Eudes deſſuſdicts pour noſtre chiere & amée niece Jeanne fille de noble recordation Loys par la grace de Dieu Roy jadis de France & de Navarre notre tres chier Seigneur & frere de nous Philippes deſſuſdit, & de la Royne Marguerite premiere femme jadis dudict noſtre Seigneur Loys, & Suer de nous Duc, & en nom d'elles & de nous, tant comme nous touche & puis toucher. Premierement nous avons voulu & voulons que la dicte Jeanne fille deſdicts Loys & Marguerite, & la fille de la Royne Clemence ſeconde femme dudict Loys, ſe ainſi eſtoit que fille euſt de cette groiſſe, aient en heritage le Royaume de Navarre, & les Comtés de Champagne & de Brie entierement pour telle portion comme à chacune puet appartenir tant par droict quant par coûtume, quant par convenance; excepté ce que nous Philippes devant dit & noſtre tres chier frere Charles Comte de la Marche en avons eu & emporté de la deſcendue de noſtre tres chiere Dame & Mere pour noſtre partage ou pour noſtre appanage; ſitoſt comme elles ou l'une d'icelles ſeront venus à droict aage de marier par la couſtume du pays; & ſe il n'en vivoit que l'une, ſi emporteroit elle leſdicts Royaumes & Comtés; en telle maniere que elles ſeront quittances parmi tant de tout le ramanant du Royaume de France & la deſcendue du Pere, ſi comme l'en pourra; & ſe il ne leur plaiſoit à faire quittance elles reviendront à leur droit tel comme elles le puent & doibvent avoir en toute la deſcendue du Pere, & leur en ſera faict droict & ſerons ſauves les raiſons d'une partie & d'autre; & en ce cas ou elles s'accorderont à faire la quittance auront la dicte Jeanne & la fille de la dicte Royne Clemence le Royaume de Navarre & les Comtés de Champagne & de Brye entierement, pour telle portion comme à chacune en pourra appartenir tant par droict, par couſtume, comme par convenances; & ſe elles ou l'une de elles ne vouloient faire la quittance & ratiffier les convenances, ly eſclairciſſement, que nous leur faiſons & avons faict des Royaumes de Navarre & des Comtés de Champagne & de Brie ſeroit nul, quant à celle qui ne voudroit faire la quittance; & ne nous lions ne obligeons en rien envers les filles, ſe ainſi eſtoit que il euſt hoir maſle, que le droict d'icelluy hoir maſle ne fut ſauvé en toutes choſes.

(*b*) Il paroiſt, par les paroles, dit G. G. *Leibnitz*, des §. 1. & 2. de ce traité, que la ſucceſſion ſuivant la loy Salique paroiſſoit encor alors douteuſe à pluſieurs; tellement que Philippes le Long ſe contente icy de la qualité de Gouverneur ou Regent, juſqu'à ce que la fille ou les filles de ſon frere ſoyent en age de renoncer ou de pourſuivre leur droit quel qu'il puiſſe eſtre. Et tout cela aura contribué apparemment à la pretenſion, que les Anglois ont faite depuis deux fois ſur le Royaume de France, ſous Eduard III. & ſous Henry VI. tous deux nez de filles de Rois de France.

§. 2. Item nous voulons & avons voulu & accordé, que audict Duc de Bourgogne pour ſa Mere la Ducheſſe deſſuſdicte la dicte Jehanne Mere dudict Duc ſoit balliée pour nourrir avec toute la terre qui fût ſa Mere tant pour la nourriture de la dicte Jeanne, comme pour le droict, quelle y puet avoir, parmy feſant bonne ſeureté, que elle ne ſera mariée, que par le gré de nous Philippes, ou de celuy qui gouvernera le Royaume de France, de noſtre tres chier couſin Philippes ſon fils ſe noſtre dict oncle deffailloit, de noſtre chier oncle Louis Comte d'Evreux ou de ſon fils, ainſné ſe noſtre dict oncle d'Evreux deffailloit; de noſtre chier frere Charles le Comte de la Marche ou de ſon fils ainſné, ſe noſtre chier frere de la Marche deffailloit; & ſe ils deffailloient, dont Dieu les gard, par le gré des plus prochains du lignage de France. Et avons voulu Nous Eudes deſſuſdicts, & nous ſommes accordé tant pour nous comme pour noſtre dicte Mere, comme pour noſtre dicte Niepce, que ledict Philippes tiengne le gouvernement des Royaumes de France & de Navarre, & des Comtés de Champagne & de Brie, juſques a tant que la dicte Jeanne & la fille de la dicte Clemence ſoient venues à leur aage, ſi comme deſſus eſt declaré, & puiſſe ledict Philippes recevoir les hommages comme Gouverneur; ſauf le droict de l'hoir maſle en toutes choſes, & ſauf le droict des filles en tant comme à elles puet appartenir. Et les choſes deſſuſdictes & chacunes d'icelles Nous Philippes deſſuſdicts, voulſiſmes, conſentiſmes & promiſmes, voulons, conſentons & promettons par noſtre ſerment faicts aux ſaincts Evangils preſentées & touchées corporellement tenir gardez par nos enfans & nos hoirs & Succeſſeurs & tous nos ſujets, & par tous autres a tousjours perpetuellement.

§. 3. Et pour ces choſes & chacunes d'icelles plus fortement tenir & garder, Nous Philippes deſſus dict obligeaſmes & obligeons nous nos hoirs & ſucceſſeurs, & tous ceux, qui de nous auront cauſe, nos biens meubles & heritages, & les biens de nos hoirs & de nos ſucceſſeurs preſens & à venir, & voulons & avons voulu, que ſi nous venions encontre les Convenances ou aulcune d'icelles, ou feſions venir en aucune maniere ou en couvert ou en repoſt, que nuls des Sougicz des dicts Royaumes ne ſoit tenus d'aide, ne puiſſe à nous ayder ne obeir en cet cas, ainçois quant à cet article en quoy nous irions encontre, tous les Sougiés des dicts Royaumes ſoient abſous de toute feauté, hommage, Serment & autre lien par leſquels ils ſeroient & ſeront obligez & tenus a nous, ſe encontre venions; & renonceons par noſtre dict ſerment Nous Philippes deſſuſdict, quant aux choſes deſſuſdictes & chacunes d'icelles à toutes exceptions, deffences, oppoſitions, denonciations, reclamations & tout ayde de faict, de droit & de couſtume, parquoy les choſes deſſus dictes & les aucunes d'icelles pourroient eſtre annullées, empeſchées ou aucunement retardées en tout ou en partye, & que nous par nulle maniere ne demanderons, ne reclamerons, ne ne nous oppoſerons contre les choſes deſſuſdictes ou aucunes d'icelles. Et nous Eudes Duc deſſuſdict les choſes deſſuſdictes & chacunes d'icelles en nom de noſtres devant dicts mere & niepce, & de chacunes d'icelles & du nom de nous & en tant comme il nous touche ou puet toucher, voulons, octroyons & nous y conſentons. Et à ces choſes & chacunes d'icelles furent preſens, conſentans, conſeillans & approuvans Charles de Valloys & Loys de Evreux Comtes chiers Oncles de Nous Philippes & Couſins de nous Eudes deſſuſdicts; & Charles Comte de la Marche chier Frere de nous Philippes; nos chieres Couſines, Mahault Comteſſe d'Artois & Blanche de Bretagne; Nos chiers Couſins Loys & Jean de Clermont freres & Charles de Valloys le Jeune, Guy Comte de Sainct Paul & Jean Comte de Savoye, Gauchier de Caſtillon Conneſtable de France, Mille Seigneur de Noyers. Her. Seigneurs de Suly, Guillaume de Harrecourt, Anſel de Joenville Seigneur

ANS de J. C. 1316.

ANS de J. C. 1316.

gneur de Rimel & Harpin Danguery Chevalliers; lesquels & chacun d'iceux à noſtre requeſte promiſrent & jurerent touchiées les Sainctes Evangiles de Dieu, garder & accomplir & faire garder toutes les choſes deſſuſdictes & chacunes de icelles en tout & de non venir encontre. Et requerons par ces preſentes de commun accord pour greigneur fermeté & greigneur ſeureté des choſes deſſuſdictes & de chacunes d'icelles tous les Prelats, Pers, Barons & Comtes du Royaume & ſpeciaument les deſſus nommés, que ils veuillent mettre leurs Seaux en ceſtes preſentes Lettres avec les noſtres, leſquels en teſmoing des choſes deſſuſdictes & de chacunes d'icelles & pour ce, que elles ſoient & durent fermes & ſtables, Nous avons miſes en ces preſentes Lettres, c'eſt aſſavoir Nous Philippes le noſtre, de quoy nous uſions avant que nous euſſions pris le gouvernement des dictes Royaumes; & nous Eudes deſſuſdict le noſtre propre, ainſy fait & donné au bois de Vincennes le Samedy dix ſeptieſme jour de Juingnet l'an de grace mil trois cens ſeize.

CCXX.

ANS de J. C. 1316.

FRANCE ET FLANDRE.

Traité entre PHILIPPE *Comte de Poitiers, Régent du Royaume de France, &* ROBERT *Comte de Flandre. Fait à Paris, le 1. de Septembre* 1316 G. G Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 88. & en abregé dans (a) Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLV. Feüill. 240.

(a) Qui met ce Traité au mois d'Août.

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront Raoul par la ſouffrance de Dieu Eveſque de Sainct Malo & Amez Cuens de Savoye Soyer de Courtray, Yuvains de Wernevie, Hugues de Barot, Robert de Samſlachk, Baudouin de Rokerke Chevalier, Maiſtre Baudouin de Zenebeke, Maiſtre Henry de Lemberge, Jean de Dauze, Henry de Pichkin, Philippes Scinael, Jacques de Maſcon, Jacques de Maſch, Gſelnos de Auvnan, Gilbert de Zomerchen, Pierre Provezin le Jeune, Chreſtien Poterie, M. Jean Balkard, Pierre Enguillen, Jean Bardon, Lambert Belchreſtien, Chreſtien Havenaſt, Karkeu Doubreuc, Jeans Dougardien & Gerard le Mor, Salut. Sçachent tuit, que comme pour paix & accord avoir ſur les debatz, contentz, contrarietez, deſcords & guerres meus & faictz par hault homme & puiſſant Monſeigneur ROBERT Comte de Flandres, ſes aydans & ſes alliez, & les gens des bonnes Villes des Chaſtellenies & dou Païs de Flandres encontre le Roy de France noſtre Seigneur, ſes amis & ſes Alliez, Nous Soyer de Courtray, Yuvains de Wernevie, Hugues de Borot Chevaliers & Maiſtre Baudouin de Zenebeke Procureurs doudict Comte de Flandres noſtre Seigneur. Et nous Maiſtre Henry de Lemberges Clerc, Jean de Dauze Eſchevins, Henry Pichkin Conſeiller, Philippes Scinael, Jacques de Maſcon, Jacques de Maſch, & Gſeſnols le Auvnan Bourgeois de Gand, Procureurs des Echevins, Conſeil & toute la communauté de la Ville de Gand, Gilbert de Zomerchken, Pierre Provezin le Jeune Eſchevins, Chreſtien Poterie dict commun, & Maiſtre Jean Balkard Clerc de la Ville de Bruges, Procureurs des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil & toute la communauté de la Ville de Bruges. Pierre Enguillen, Jean Bardon, Lambert Belchreſtien, Chreſtien Havenaſt, d'Ippres, Procureurs des Advoers, Eſchevins, Conſeil & toute la communauté de ladicte Ville d'Ippres. Robert de Samſlachk Chevalier Procureur des Chevaliers, Eſchevins & toute la communauté d'ou franc terrouer de Bruges. Karkeu dou Bruec Procureur des Eſchevins du Conſeil, Bourgmaiſtres, & toutes les communautez de la Ville & du terrouer de Furnes. Baudouins de Rocherke Chevalier, & Karkeu dou Breuc, Procureurs des Eſchevins, Conſeil, Chevaliers, Eſchiers, hommes de fief & toute la communauté de la Chaſtellenie de Bergues. Jean dou Guerdin, Karkeu dou Bruec, Chreſtien Auvenaſt & Maiſtre Jean Vailliard Procureurs des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil, & toutes les communautez de la Ville & dou terrouer de Bourbourg. Maiſtre Henrys de Lenkberghe Procureur des Prevoſtz, Eſchevins, Conſeil, & toutes les communautez des Villes de Courtray & de Audenarde. Karkeu dou Breuec & Chreſtien Auvenaſt Procureurs des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil & toute la communauté de la Ville de Nieuport. Maiſtre Jean Balſport & Chreſtien Havenaſt Procureurs des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil & toute la communauté de la Ville de Dikemnes. Robert de Semlaſck Procureur des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil & toute la communauté de la Ville de Lamnieus ou Liete, que l'on appelle, l'Ecluſe. Gerard le Mor Procureur des Bourgmaiſtres, Eſchevins, Conſeil & toute la communauté de la Ville de Ardembourg. Ou nom & comme Procureurs de noſtre Seigneur & Comte de Flandres & des autres deſſus nommez & pour eux ſoyons venus à tres noble, tres hault & tres puiſſant Prince Monſieur PHILIPPES filz du Roy de France, Regent des Royaumes de France & de Navarre, & à toute la reverence & toute l'humilité, que nous avons peu, ly ayons ſupplié & requis ez noms deſſus dictz & comme Procureurs dudict Comte & des autres deſſus, que il bonnement ou nom doudict Comte de Flandres, des nobles, des gens des bonnes Villes, des Chaſtellenies & de tout l'autre païs de Flandres nous vouliſt recevoir à paix & à accord, envers ly & le Royaume de France envers ſes aydans & ſes Alliez; Et les durs & obſcurs articles contenus en la paix traictée & accordée jadis entre le Roy de France & les Flamends par haults hommes & puiſſans Meſſeigneurs Louïs fils du Roy de France, Comte de Evreux, Robert Duc de Bourgogne, Chambrier de France, Amé Comte de Savoye & Jean Comte de Dreux, nommez, eſleus & eſtablis à ce faire de par tres hault, tres noble & tres puiſſant Prince Monſeigneur Philippes jadis par la grace de Dieu Roi de France; Monſeigneur Jean Seigneur de Cuc, Monſeigneur Gerardz de Sotenguien, Monſeigneur Jean de Gaure Seigneur d'Eſtornay & Monſeigneur Gerars le Mor, eſleuz nommez & eſtablis de la partie des Flamendz: voulſiſt eſclaircir & faire eſclaircir & entendre en telle maniere, que li Cuens & les autres gens de Flandres les poiſſent bonnement accomplir. Et pour ces choſes oïr, traicter, ordonner & accorder, li dis Meſſires li Regens pour li bien de paix en enſuivant les faictz de ſon Pere de bonne memorie, & de ſes autres devanciers, qui touſjours ont deſiré la paix & le bon eſtat de leurs ſubjectz, & en deſirant de grande affection oſter tous empeſchemens, par quoy li ſien voyage d'outre mer, qui par les guerres ſe pourroit groſſement empeſchier, ſe puiſſe parfaire & accomplir; à la requeſte & à la ſupplication de Procureurs deſſus dictz, ait nous les deſſus nommez, Raoul par la ſouffrance de Dieu Eveſque de Sainct Malo, & nous le deſſus nommé Amé Comte de Savoye, deputez & commis. Et ſpecialement nous Raoul Eveſque & Amez Cuens deſſus dictz commis & deputez à ce faire par Monſeigneur ledict Regent, les offres, que li dis Procureurs ou nom du Comte & des autres nous ont faict ou nom doudict Comte & des autres de Flandres, de qui ils ſont Procureurs, avons receus pour bien de paix; & les durs & obſcurs articles de la dicte paix leur avons attemperez & eſclaircis & faict accord avec eux en la maniere qui s'enſuit.

§. 1. Premierement Nous li Procureurs des terrouers, Villes, Chaſtellenies & lieux deſſuſdictz, en nom & comme Procureurs de eux, avons offert, octroyé

ANS de J. C. 1316.

octroyé & accordé aux susdictz Eveſque de Sainct Malo & Comte de Savoye ou nom de Monſeigneur le Regent deſſus dict; que Monſeigneur Robert Comte de Flandres deſſus dict, Monſeigneur Robert ſon filz, & les bonnes gens dou païs de chacune des Villes & Chaſtellenies grandz & petitz, venront à Monſeigneur Philippes Comte de Poictiers, Regent les Royaumes de France & de Navarre deſſus dictz, ſi obeiſſamment & reveremment, comme plus pourront, & ſans recognoiſſance faire, que ils ayent rien meſfaict, ne que ilz ayent encouru nulle ſentence, ilz ſe parforceront de dire & faire tout ce, que ilz pourront bonnement pour acquerir ſa benevolence & ſa grace, en demonſtrant, que moult leur poiſe, ſe ilz ont courroucé Monſeigneur ſon Pere, Monſeigneur ſon Frere & ly. Et li dis Meſſire de Poictiers rapportera & dira, que li dis Cuens Robert de Flandres ira outre mer avec ly ou avec celuy, qui ſera Roy de France, quand generaux paſſages ſera, ſe il eſt en eſtat, que il puiſſe aller, & li dis Meſſire Robert ſes fils ira dedans un an en pelerinage à Sainct Jacques en Gallice, à noſtre Dame de Rochemaidene, à noſtre Dame de Vauvert, à Sainct Gilles en Provence, & à noſtre Dame dou Puy; & ſe il ne pooit bonnement dedans un an pour l'encombre de ly & de ſon Pere, il iroit dedans deux ans, & ſera les dictz pelerinages à une fois ou à pluſieurs, ſi comme il ly plaira.

§. 2. Item li Chaſteau de Courtray ſera tout abatu par leſdictz Comtes de Flandres, & la pierre ſera livrée as gens Monſeigneur li dict Regent, & ne ſera jamais li Chaſtiaux refaict. Item li païs & les gens de Flandres payeront deux cens mil livres à Monſeigneur le Regent deſſus dict. Item l'Iſle, Douay & Bethune enſemble toutes leurs baillies & appartenances, enſy comme elles ſont baillées par li dis Comte de Flandres, demourront au Roy de France à tousjours, mais paiſiblement, & ſera li baux approuvez & confermez dou Comte de Flandres & de ſes Enfans de ceux des bonnes Villes, & de ſon pays de Flandres nobles & autres. Et ſi li dis Comte de Flandres, ou ſi hoirs venoient encontre, les bonnes gens dou païs ſeroient tenus à ayder à le tenir & garder & faire tenir & garder. Et parmy ces choſes nous li Eveſque de Sainct Malo & li Cuens de Savoye deſſus dictz les atemperamens & eſclairciſſimens cy deſſoubz eſcriptz, avons ou Comte & aux gens de Flandres au nom de Monſeigneur le Regent octroyez & accordez en la forme cy deſſoubz eſcripte.

§. 3. C'eſt à ſçavoir que li dis Cuens de Flandres, ſi hoirs & ſi Succeſſeurs Comte de Flandres en la Comté de Flandres ſeront reſtablis pleinement & entierement à la Pairrie de France; à eſtre & demeurer perpetuellement Pairs de France, & ſi franchement en toutes choſes, comme cy devant eſtoient ſi devanciers anciennement, & ne pourront en nul cas forfaire terre ou eſtat, fors tant ſeulement ez cas, pour leſquiez Pairs de France le forferoient ou pourroient forfaire, ne eſtre adjournez, demenez ne jugiez, fors comme Pairs de France, non contreſtans quiezconques ſermens, obligations ou liens, que li diz Cuens ou ſi hoirs ayent faictz, par leſquelz ils pooiſſent forfaire leur terre ſelon la forme de la paix. Et ne ſera faicte enqueſte ne correction ſur nulles perſonnes, quelles qu'elles ſoient de la Comté de Flandres, pour choſe, qui advenue ſoit juſques aujourd'huy, & ſeront à ceux de Flandres ſauves vies, membres, franchiſes, heritages, loix, uſages, couſtumes des Villes, Chaſtellenies & Pays de Flandres; ne ſeront tenus à bailler hoſtages, ne à eſtre en priſon, bannis ou exiliez hors du païs pour choſe qui amenée ſoit juſques aujourd'huy, ains doivent toutes choſes & rancunes eſtre pardonnées, non contreſtans quiexconques ſermens, obligations & liens, que li dis Cuens, ou ſi hoirs ou cels du Païs de Flandres ayent faict au contraire par la forme de la paix. Item li rachapts de dix mil livres de rente & des pelerins ſont octroyez purement & ſans condition, c'eſt à entendre, qu'en payant la ſomme des deniers, pour leſquels les dix mil livres de rente & li pelerins ſont racheptez, l'on n'en pourra plus à nulluy rien demander des dictz dix mil livres de rente & pelerins, & pour autre choſe quelle qu'elle ſoit. Item que les Villes, Chaſtellenies & baillies de l'Iſle, de Doüay & de Bethune, qui demorront au Roy pour les autres dix mil livres de rente, ſeront limitées par bon & loyal appanage: ſi comme l'on a uſé par la couſtume & loix des dictz lieux, & les bornes eſclarcies ſi certainement, que debat n'en puiſſe ne doibve reſourdre.

ANS de J. C. 1316.

§. 4. Item ſur les ſurpriſes, dont li Cuens de Flandres s'eſt doulu & doult, que li Maiſtre des Arbaleſtriers à faictes à Warveſton, à Eſtamwac, le Pont d'Eſteures, Robertinet, la Carvoye, Fonteſſin, la Leue, Sainct Vars, Lavouerie d'Arras, les fiefz de Mande, & à pluſieurs autres choſes, eſt accordé, que deux Preud'hommes de par mon dict Seigneur le Regent, & deux de par le Comte de Flandres ſeront envoyez auſdictz lieux, & appellez les gens de l'une partie & de l'autre, orront de plein & ſouverainement les raiſons de l'une partie & de l'autre, & ſçauront la verité, & ſe par devant eux n'eſtoit monſtré clairement & ſouffiſamment, que les dictz lieux ſont des appartenances des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies, ilz ſeront delaiſſiez & reſtablis avec toutes les levées faictes par les gens du Roy en temps de paix au Comte de Flandres; & auſſy s'il eſtoit monſtré par devant eux, que li Cuens de Flandres tinſt aucunes choſes, qui fuſſent des appartenances des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies, delaiſſié & reſtably ſeroit audict Monſieur le Regent avec toutes les levées faictes par le dict Comte de Flandres au tems de paix. Et pour la beſogne mettre pluſtoſt à fin, les perſonnes à ce eſtablies ne ſe porront partir des lieux, juſques à tant, que les choſes ſoient terminées & miſes à fin, & jureront les dictes perſonnes, que ils bien & loyaulment feront les choſes deſſus dictes por l'une partie & por l'autre. Item ſus ce que les gens dudict Comte & des Pais de Flandres requeroient, que les quatre cens mil livres promiſes à la premiere paix fuſſent entendues & eſclaircies à * * Monſieur, fut reſpondu & accordé, que il ne ſeroit pas faict, mais fut dict & eſclaircy, que ce fut & doibt eſtre entendu * * ce que payer en eſt. Item les ſix cens hommes d'armes, que le Roy doibt avoir des Flamandz une année à ly ſervir à quel lieu qu'il en auroit à faire, ſeront baillez à ſervir tant ſeulement deça la mer.

§. 5. Item ſus que les gens du Comte & dou Païs de Flandres requeroient, mais qu'il ſouffrit abatre les fortereſſes de trois bonnes Villes de Flandres, c'eſt à ſçavoir Bruges, Gand & Ippre, ſauves les unes & les autres neceſſitez deſdictes Villes; eſt accordé & eſclaircy, que les nouvelles Fortereſſes doibvent eſtre abatues, & envoyées à Monſeigneur li Regens bonnes gens ou gracieuſes ou pays, qui verront les nouvelles & les vieilles Fortereſſes, & ce qui ſera pour les neceſſitez des Villes des unes ou d'autres choſes, ou par quoy ſi elles cheoient en deſtruiſant edifices, les Villes ſeroient defigurées. Et ceux qui ſeront ainſy envoyez, les choſes ainſy veües, rapporteront à Monſieur le Regent ce qu'ilz en auront trouvé, & le rapport ainſy faict, Monſeigneur le Regent ordonnera dou remanent des dictes Fortereſſes abatre, ce qui il debvera ſouffrir par raiſon. Item ſur ce que les Procureurs envoyez dou couſté des bonnes Villes & dou Pays de Flandres requeroient cilz des Villes, Chaſtellenies & Baillies de l'Iſle, de Douay & de Bethune fuſſent contraincts de contribuer ez charges de la paix, ou que li autres dou Païs de Flandres fuſſent deſchargiez de tant comme il en affiert à ceux des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies; eſt accordé: que cilz

ANS de J. C. 1316. cils des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies ſeront adjournez par Monſeigneur ledict Regent à la journée, qui ſera aſſignée au Comte & à ſes gens de Flandres par ſpecial, ſus ce à propoſer & dire toutes leurs defences & raiſons, & à apporter toutes Lettres & munimens, qu'ils auront, par quoy ils ne ſoient tenus à contribuer aux dictes charges; & ſe à la dicte journée ilz ne venoient & ne monſtroient ſouffiſamment choſe, qui fuſt dou faict ou de l'obligation des autres de Flandres, comme ilz deuſſent eſtre tenus de la portion, de quoy ilz requierent, que cilz des Villes, Chaſtellenies & Baillies de l'Iſle, de Douay & de Bethune ſoient chargiez; en tel cas ilz en demourront & ſeront chargiez, & li autres de Flandres en demourront & ſeront delivrez & deſchargiez. Et de tant comme il touchera ez autres de Flandres ilz ſeront appellez à celle meſme journée, & ira on en avant ſouverainement & de plein, ſans aucune dilation querir.

§. 6. Item que la paix ſera accordée & ſcellée par Monſeigneur le Regent & par le Comte de Flandres; li Cuens de Flandres ſera abatre le Chaſtel de Courtray, & Monſeigneur li dis Regent ſera abatre le Chaſtel de Caſſel, lequel Chaſtel li dis Cuens de Flandres ne pourra refaire juſques un an apres, que les Forteresſes des dictes trois bonnes Villes ſeront abatues, ſi comme il eſt eſclaircy deſſus, & ne pourra l'en rien demander au dict Comte, ne à ſes hoirs ne à ceux du Pays de Flandres des miſes & deſpens faictz pour cauſe de la garde des Chaſteaux & des Chaſtellenies deſſus dictes. Et ſe on pooit ſouffiſamment monſtrer audict Comte de Flandres à ſa venue ou avant, qu'il ſoit à ce aſtraincts ou obligé, que lidis Chaſtel de Caſſel ne doye jamais eſtre refaict, il ne le pourra jamais faire refaire. Item il plaiſt à Monſeigneur li Regent, que l'ordonnance des trente neuf de Gand faicte par le Roy de bonne memoire Philippes jadis Roy de France, ſoit gardée tant, comme Monſeigneur le Regent touche. Item cils de Flandres, qui ont eſté en la partie le Roy en la premiere guerre, & qui ne ſont depuis retournez à la derniere guerre devers le Comte de Flandres & ſa partie, ſeront à la loy du Païs de Flandre, ſi comme li autres; ſauf à eux, que ſi li Cuens de Flandres ou les autres Juſticiers dou païs leur faiſoient oppreſſions ou injures contre la loy dou pays, ils pourroient venir au Roy par ſimple requeſte, ſi comme la paix le contient plus pleinement; & cilz qui ont eſté devers le Roy en cette darreniere guerre, ne doibvent rien contribuer à la paye des deux cens mil livres promiſes par cel darrenier traicté des biens qu'ilz ont à preſent; mais des biens, qui leur eſcherront, ils contribueront de tant, comme ladicte eſchoitte ſeroit chargiée, avant qu'elle leur advinſt, & leur homme & leur ſubject, qui ſont demeurez en Flandres, ne ſeront pas quittes, ainçois en payeront leur penſion; & de toutes autres charges de la premiere paix, tuit cil, qui ont eſté de la partie le Roy en cette derniere guerre payeront & contribueront de leurs heritages, ſi comme devant, & de leurs meubles ne payeront rien. Item tuit cil, qui ont eſté de la partie le Roy en cette derniere guerre, & non en la premiere, ſeront demeurez as loix, coutumes & uſages dou Païs de Flandres, & ne ſeront demeurez as loix, coutumes & uſages dou Pais de Flandres & ne ſeront francs en nul cas pour cauſe de ce qu'ilz ont eſté de la partie le Roy, fors ſeulement des deux cens mil livres promiſes par cette derniere paix, deſquiex ils ne ſeront pas tenus à contribuer. Item accordé eſt, que li tuit attemperament & eſclairciſſement des franchiſes & autres choſes deſſus dictes ſont octroyées & demourans à perpetuité & fermement au Comte de Flandres & à ſes hoirs & ſucceſſeurs Comtes de Flandres, & à tous ceux dou Pays de Flandres, non contreſtans quelſconques ſermens, liens ou obligations dou Comte de Flandres, de ſes hoirs & de ſes ſucceſſeurs & ſes gens & autres de la paix complir, garder & tenir, & quieſconques autres ſermens, obligations & liens adjouſtez à la dicte paix, contraires ou prejudicians aux choſes deſſus eſcriptes ou chacune d'icelles, leſquiex ſont pour tant comme ils ſeroient prejudicians aſdictz attemperamens & eſclairciſſemens des franchiſes & choſes deſſus dictes, annullez & reſtraincts; & li Cuens ſi hoirs & ſi ſucceſſeurs Comtes de Flandres, les gens dou Pays de Flandres & autres deſſus dicts de ce francs & non aſtraincts, ſi comme il eſt dict eſdictz attemperaments & eſclairciſſemens; ſains & demourans en leur vertu & toutes autres choſes, tous leſdictz articles & liens de la paix. ANS de J. C. 1316.

§. 7. Item pourveance la meilleure que l'en pourra, ſans le Comte de Flandres par ce desheriter, ſera faicte, parquoy li enfans dou Comte de Nevers ne puiſſent perdre l'heritage de la Comté de Flandres, ainçois y puiſſent venir ſans trouble ou ſans empeſchement, au cas ou li Cuens de Nevers morra avant ſon Pere; par ainſi que ſatisfaction ſoit faicte à Monſieur Robert & as autres enfans dou Comte de Flandres de leur aſſignement, ſi avant qu'il leur ſouffiſe bonnement. Item des deſcordz meus entre les Comtes de Flandres & de Haynault, il en fut compromis ſus Monſieur le Regent, en la forme & en la maniere, qu'il en fut ſur le Roy Philippes ſon Pere, & ſeront ſommées audict Comte de Flandres toutes les conditions & convenances, que l'on li a enconvenues, & toutes ſes bonnes raiſons; & durera li pooirs dou dict Regent juſques au jour, qui accordé ſera par les dictz Comtes de Flandres & de Haynault.

§. 8. Item Meſſires li Regens n'autres de par luy ne pourſuivront, ne feront pourſuivir procez, ſentences ne jugemens temporels ou ſpirituels pour la cauſe de la guerre contre le Comte de Flandres, ſes hoirs, les gens dou Pays de Flandres, de quelque condition, qu'ilz ſoient, & le Pays de Flandres; ainçois s'en demettra & les en quittera du tout. Et ſi li Pape, Prelatz ou autres les en vouloient pourſuivir ou moleſter, li dis Regent en priera & travaillera loyalement à ſon pooir en bonne foy, ſans nulle contrainte & ſans mettre li ſien, parquoy les dictes pourſuites ou moleſties ſoient delaiſſées & qu'ilz en demeurent en paix. Item chacun de l'une partie ou de l'autre, quiexconques gens, que ce ſoient, retourneront au leur franchement tous empeſchemens oſtez, mis pour raiſon de la guerre, ſans demander levées ny dommages faictz pour raiſon de la guerre. Et eſt à ſçavoir, que ce qui a eſté levé de celle derniere en Aouſt par les gens dou Comte de Flandres, ou par autres en ſon nom, leur demourra; & ſe pour raiſon dudict Aouſt paſſé aucune choſe en eſt deüe, pour terme ou reſpit, que li Cuens ou ſes gens en ayent donné, il demourra par devers le dict Comte ou ſes gens, & toutes autres manieres de rentes, quelles qu'elles ſoient, & revenus de terres, de quoy li termes ne ſont pas venus, retourneront à ceux qui revenront & debvront revenir au leur, & ſe aucune choſe en eſtoit levée devant le terme, il leur ſeroit retabli. Et en cette propre maniere & en cet éclairciſſement retourneront au leur, cils qui ont eſté devers le Comte de Flandres, quelque part, que les choſes ſoient. Item toutes manieres de gens de quel lieu qu'ilz ſoient, qui ont eſté manifeſtement ou apparemment en l'ayde du Comte de Flandres en la guerre, & cilz qui ont eſté vers le Roy, ſont contenus en la paix & reviennent au leur, ſi comme deſſus eſt dict. Et eſt à entendre, qu'ilz doivent revenir au leur dés maintenant, mais les perſonnes n'iront pas perſonnellement pour le leur recouvrer juſques a * * de la datte de cette lettre, & ſeront tous priſonniers pris en guerre d'une partie & d'autre delivrez & quittes de rançon, qui eſt à payer. Et tuit cilz qui ont eſté prins d'une partie & d'autre durant l'abſtinence, & tuit li biens ainſy ſeront reſtablis, & les rançons rendues, ſe ilz les avoient payées, & obli-

ANS de J. C. 1316. & obligation quitte & delivre, ſe elle en eſtoit baillée; & ſeront toutes forfaictures de terres ou d'heritages, & encourſes de peine pour raiſon des guerres & pour faute de l'accompliſſement de la paix, remiſes & quittées; & tuit bannis d'une partie & d'autre pour cauſe des dictes guerres remis en leur poinct & en leur eſtat; & demourront au Comte, & à tous ceux dou pays de Flandres, ſauves toutes autres declarations & graces, qui ſur la paix leur ont eſté, depuis qu'elle fut traictée, faites & octroyées tant par le Roy comme par les traicteurs en la forme, qu'elles ont eſté faictes.

§. 9. Et nous Raoul Eveſque & nous Amez Cuens deſſus dictz, les offres & octroys à nous faicts pour Monſeigneur le Regent deſſus dict & en ſon nom de par les Procureurs dou Comte & dou pays de Flandres deſſus dictz, au nom d'eux & de ceux, de qui ilz ſont Procureurs, ſi comme ilz ſont cy deſſus plus pleinement contenus; receptons & acceptons au nom de Monſieur li Regent pour li, pour la Couronne & ſes ſucceſſeurs Roys de France; & les attemperamens & eſclairciſſemens cy deſſus eſcripts leur avons faictz, octroyez & accordez au nom de Monſieur le Regent pour li, pour la Couronne, & ſes Succeſſeurs Roys de France. Et nous li Procureurs du Comte & dou pays de Flandres deſſus dictz, en nom de nous & de ceux, de qui nous ſommes Procureurs, les offres & octroys cy deſſus eſcriptz avons faictz & promis aux dictz Eveſque & Comte pour le dit Monſieur le Regent, la Couronne & ſes Succeſſeurs Roys de France. Et promettons nous Raoul Eveſque & Amez Cuens deſſus dictz au nom deſſus dict loyalement & en bonne foy, & nous li Procureurs dou Comte & dou pays de Flandres deſſus dictz, au nom de ceux, de qui nous ſommes Procureurs, & par nos ſermens donnez en leurs ames, toutes les choſes cy deſſus eſcriptes, & chacunes d'icelles accomplir, garder & tenir fermement & loyalement à tousjours perpetuellement, ſans venir ne faire encontre en nul cas, ne en nul temps, & que de ce feront & bailleront une partie à l'autre ſi bonnes ſentences & lettres, qu'il debvra ſouffire. En teſmoing deſquelles choſes nous Raoul Eveſque, Amez Cuens deſſus dictz, & nous li Procureurs dou Comte, des bonnes villes & dou pays de Flandres ſus nommez, avons mis nos ſeaux à ces preſentes, faictes & données le premier jour de Septembre, l'an mil trois cens & ſeize.

CCXXI.

ANS de J. C. 1317. EMPIRE ET SAVOYE. *Donation du Comté* D'AST *faite à* AME LE GRAND *Comte de Savoye par l'Empereur* HENRI VII. *Le 22. Février*, 1317. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 139.

HENRICUS ſeptimus divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ad perpetuam rei memoriam. Dum in circuitu Throni Cæſarei, noſtræ mentis aciem, & conſiderationis intuitum, ad Principes & Barones Imperii qui ab eo, Nobilitatum & dignitatum radiis illuſtrantur diligenter convenimus, dumque merita cujuſcumque ipſorum decernimus, illos Auguſti clementia ſincerioris dilectionis, & gratiæ recompenſatione proſequitur, qui ante ſuæ Majeſtatis conſpectum, per claræ fidei ſtudia, & devotionis puræ conſtantiam, ſe gratos faciunt, & exhibent fructuoſos: Attendentes itaque magna & multiplicia merita Spectabilis Viri, *Amedei Principis & Comitis Sabaudiæ, fidelis & affinis noſtri Cariſſimi, qui tanquam Sydus præfulgidum circa Illuſtre Imperii Solium*, (poſt quam ad illud nos diſpoſitio Divina vocavit) ſemper abſque interminatione à dextris noſtris aſſiſtens, & ſincerum ſuæ fidelitatis affectum evidenter oſtendens erga Nos qui vocati ſumus à Deo in poteſtatis plenitudinem pro ſua particulari ſolicitudine, ſalubribus Conſiliis, & laudabilibus ſervitiis continuè relevare ſtuduit & ſemper pro viribus nobis obſequi non deſiſtit, & confidentes quod de virtute in virtutem, conſcendens tanto erga Romanum Imperium fide ac devotione concreſcat, quanto ſe ab eo majoribus largitionibus, & retributionibus communitum agnoverit, eidem Comiti cujus honorem, & proſperitatem affectamus, ex cordè libenti deſiderio munificentiæ noſtræ dexteram aperimus. Cupientes itaque, perſonam ſuam ſpecialibus prævenire favoribus & gratioſis muneribus honorare; dicto Comiti & ejus legitimis hæredibus de ſuo corpore per maſculinam lineam, ex *Maria Uxore ſua, & Sorore noſtra* prædilecta naſcituris, vel ſi ex ea ipſe liberos maſculos non haberet, aliis ejuſdem Comitis legitimis liberis, Civitatem & Comitatum Aſtenſem, cum univerſis & ſingulis Caſtris, Villis, Caſſalibus, poſſeſſionibus, Terris cultis, & incultis, diſtrictibus, Territoriis, Juribus, Juriſdictionibus & pertinentiis Civitatis & Comitatus prædictorum, & cujuſlibet eorum, in feodum tenore præſentium concedimus, & largimus; conditiones infra ſcriptas in conceſſione, & largitione hujuſmodi adjicientes expreſſe, videlicet quod ſi eum dictæ Mariæ forſan præmori contingeret, ipſa Maria ſola Civitatem & Comitatum prædictos, cum Caſtris, Villis, Caſalibus, poſſeſſionibus, terris, territoriis, diſtrictibus, Juribus, Juriſdictionibus & pertinentiis ſupradictis quamdiu vixerit, habere debeat & tenere. Poſt cujus mortem ad liberos maſculos ipſius Mariæ & dicti Comitis natos, vel eis non extantibus ad alios dicti Comitis legitimos liberos feodum hujuſmodi devolvatur; verum tamen ſi poſtquam ipſe Comes fuerit rebus humanis exemptus: Nos, vel aliquis ſucceſſorum noſtrorum Imperatorum & Regum Romanorum Civitatem & Comitatum prædictos vellemus redimere & ad manum noſtram reducere, Maria, liberi & hæredes prænominati, & quilibet eorum per modum ſuperius expreſſum, nobis & cuicumque ſucceſſorum noſtrorum prædictorum, pro ducentis millibus florenorum auri, dictos Civitatem, & Comitatum, cum Caſtris, Villis, terris, poſſeſſionibus, territoriis, diſtrictibus, Juribus, juriſdictionibus & pertinentiis prædictis liberè ac expeditè reſtituant, ipſaque Ducenta millia florenorum extra Comitatum Sabaudiæ, quem propter ſuprà vel infraſcripta à ſervitiis de ipſo, Imperiali Culmini debitis in nullo penitùs exonerare intendimus, in emptionem terrarum & locorum aliorum aſcendentium ad valorem annuum viginti millium florenorum auri, totaliter convertant, & eaſdem terras & loca, præfati Comitiſſa, liberi & hæredes modo prælibato in feodum perpetuis temporibus ab Imperio recognoſcant & prædicta Comitiſſa dictas res emptas ex dicta pecunia, teneat in vita ſua poſt mortem ipſius, ad dictos liberos devolvantur, per modum de dicta Civitate & Comitatu in præſentibus enarratum, & tam iidem Comes & Maria quàm hæredes & liberi eorum prædicti, cauſâ præmiſſorum, cum ducentis ſufficientibus equis armorum, videlicet ad rationem cujuſlibet Centenarii, de dictis viginti millibus florenorum cùm uno equo ſervient, aliaque ſervitia facient, & per tres menſes integros, ubicumque locorum Italiæ ſingulis annis, in expenſis propriis, prædicta & alia ſervitia in Regiſtro Cameræ noſtræ contenta, faciant & facere teneantur, expreſsè retinentes & reſervantes, ex nunc nobis & eiſdem ſucceſſoribus noſtris, talia ſervitia, jura, ſervitutes & Dominia in prædictis Civitate, Comitatu, Caſtris, Terris, Caſalibus, Poſſeſſionibus, Territoriis, Villis, diſtrictibus, juribus, juriſdictionibus & pertinentiis ſupradictis, ac poſtquam eos, eas, & ea, ut dictum eſt, nos vel ſucceſſores prædicti redemerimus, pro prædicta pecuniæ ſumma, in terris, lo-

ANS de J.C. 1317. cis & annuo redditu, qui & quæ de ipsa, ut dictum est, empti, emptæ ac empta fuerint qualia in Registro ipso continentur; & memoratum Comitem nobis recipientibus pro nobis & successoribus nostris prædictis & Romano Imperio de Civitate, Comitatu, Castris, Villis, Casalibus, possessionibus, terris, territoriis, juribus, jurisdictionibus & pertinentiis supradictis homagium sacientem & fidelitatis juramentum præstantem, & per juramentum ipsum, nobis & successoribus nostris prædictis, Romanoque Imperio fidelitatem & obedientiam debitam, ac etiam omnia alia quæ in formâ fidelitatis nova & veteri continentur, perpetuo fideliter facere, & observare servitiaque supradicta impendere, jura, servitutes & Dominia nostra prætacta, in quantum spectabit ad eum, & Mariam ac hæredes suos prædictos integraliter reddere & conservare, ac ea vel eorum aliquod, per se vel alium seu alios publicè vel occultè nullatenus impedire, promittentem de Civitate, Comitatu, Castris, Villis, Casalibus, Terris, possessionibus, Territoriis districtibus, juribus, jurisdictionibus, & pertinentiis supradictis, tanquàm de feodo nobili, per baculum quem manu gestamus, præsentialiter investimus. Præterea Comiti, ac post ejus decessum, Mariæ hæredibus & liberis suis prædictis, in eisdem Civitate, Comitatu, Castris, Villis, Terris, juribus, jurisdictionibus & pertinentiis supradictis, & merum & mixtum Imperium & simplicem jurisdictionem, per se & suos Officiales exercendam ibidem, usque ad nostrum & successorum prædictorum nostrorum beneplacitum, per præsentes damus & concedimus, & ipsos ordinarios facimus in præmissis. Mandantes & præcipientes harum serie, obedientiam & servitium debitum à Civibus, incolis, & habitatoribus Civitatis, Comitatus, Castrorum, Villarum, Casalium, Territoriorum, districtuum, terrarum & pertinentiarum prædictarum, præfato Comiti tanquàm eorum Domino exhiberi, & de juribus, & redditibus spectantibus ad Dominium Civitatis, Comitatus, Castrorum, Villarum, Casalium, Territoriorum, districtuum, Terrarumque prædictarum, absque difficultate qualibet integraliter respondere, & super hiis ab eisdem Civibus, incolis & habitatoribus, salvo semper & reservato, primæ fidelitatis debito, in quo nostræ Majestati tenentur, cùm promptitudine juramentum præstari sicut indignationem nostram cupiunt evitare: Demùm per præmissa vel aliquod præmissorum non intendimus, neque volumus, quòd præfatus Comes, dictis Astensibus rebellibus nostris, vel alicui eorum, de excessibus, quos contrà nos & Imperium commiserunt, indulgere, seu sententias, pœnas, vel banna, quas & prædicti Rebelles, causa Rebellionis contra nos & Imperium attentare invenerint, relaxare quoquomodo valeat, absque nostra licentia speciali. Nulli ergo omnino hominum liceat, hanc paginam nostrarum concessionum, investituræ, ac Constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem nostram, & pœnam mille librarum auri, pro dimidia parte Cameræ nostræ, & pro reliqua dimidia, passo injuriam solvendarum, se noverit incursurum. Hujus autem rei sunt Testes, Venerabilis Balduinus, Trevirensis Archiepiscopus, Germanus & Princeps noster carissimus, ac Spectabiles & Nobiles Viri Joannes Foresii, & Fredericus Montis-feretri Comites; Henricus de Flandria Marescalcus Curiæ Imperialis, Consanguineus noster; Thomas de Septem Fontibus; Neapoleo de Mangone; Comes Huguicio de Fagiola; Hugo Comes de Buebe; Gottifridus de Hohenloch; Tancredus de Mutiliana, & Binducius de Sancta Flora Comites, & plures alii nobiles fide digni. Datum apud Montem Imperialem in Castris supra Florentiam, octavo Kalend. Martii, Indictione undecima, Anno Domini M. CCC. XVII. Regni nostri, anno quinto; Imperii vero primo.

CCXXII.

Adjournement faict par PHILIPPES V. *Roy de France surnommé* le Long *à* ROBERT *Comte de Flandres, à comparoir en sa Cour, touchant l'infraction des choses contenues au Traité de paix précédemment donné le 9. Avril.* 1317. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 95.

ANS de J.C. 1317. FRANCE ET FLANDRE.

PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux Thomas de Marfontaines & Philippes de Presly, salut & amour. Nous envoyons nos lettres ouvertes à ROBERT Comte de Flandres, desquelles la teneur est elle.

§. 2. Philippes par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à Robert Comte de Flandres, Salut. Comme nous desirons la paix, la tranquillité & le bon estat de nostre Royaume & de nos subjez, & à faire & accomplir à l'ayde de Dieu le voyage d'outre mer, lequel nostre chier Sire & Pere, & nostre chier frere li Roys Louys, ou temps que ils vivoient, & nous, emprismes à faire pour la grand devotion, qu'ilz & nous avions, & laquelle nous avons encore; si comme il est bien raison, d'oster de la main des ennemis de la foy Chrestienne la terre saincte, que nostre Seigneur sacra & racheta de son precieux sang, pour estre propre heritage des Chrestiens, qui pour leurs pechiez en ont esté longuement despouïllez; comme tous nos desirs soient à ce mis, que en nostre temps la dicte terre saincte fust remise en la main des Chrestiens, parquoy nostre Seigneur y peut estre honnoré & servy: Sur plusieurs articles de la paix de Flandre jadis traictée & accordée ou temps de nos devant dictz chiers Seigneurs Pere & Frere eussions faict attemperamans & eclaircissemens à moult de cas, par qui un traicté, qui se feit entre nos gens, ou temps que nous estions Regent d'une part, & vos gens & les Procureurs des bonnes villes de Flandres à ce deputez par Vous & par eux d'autre. ** Lesquelz attemperamens & eclaircissemens nous feismes à vostre requeste & à vostre grande instance, en esperance, que li dis traictié vous deussiez tenir, garder & accomplir en toutes choses par effect, si comme Vous & vos gens le disiez & promettiez de bouche; car nous desirons, que le dict passage d'outre mer se peust tost faire & accomplir, si comme nous l'avons emprins. Et parmy le devant dict traicté vous deussiez faire & accomplir certaines choses, comme il est plus à plein contenu ez lettres, qui sur ce furent faictes & scellées, desquelles aucunes en demeurerent par devers nous, & aucunes par devers vous: Et plusieurs fois nous ayons sommé & requis ou faict requerre Vous & vos gens, que les dictes choses vous accomplissiez, & teniissiez, si comme Vous y estiez tenus; & vous de ce n'ayez encor rien faict, en disant, que les seurtez, que nous voulions donner n'estoient pas souffisans, combien que nous ayons tousjours esté prestz, & soyens encore de donner telle seurté, comme droictz, raisons ou costumes veulent, ou que elles ont esté données entre nos predecesseurs Roys de France & les vostres, ou entre leurs autres subjectz en tel cas ou semblable, & en offrissiens aucunes par special.

§. 3. Et par ce que Vous & vos gens disiez, que ces seurtez n'estoient pas souffisans, combien que tousjours il ait semblé, & encore semble à moult de gens, que elles doibvent bien suffire; finalement fut accordé entre nos dictz gens, & les vostres, & les dictz Procureurs, que sur les dictes seurtez, qui deussent suffire, seroit ouy le conseil nostre Sainct Pere le Pape, si comme il est contenu plus à plein ou dict accord; Lequel conseil il a donné en la presence de nos gens & de vos Procureurs, & des Procureurs des dictes bonnes villes.

Et

ANS de J. C. 1317. Et eſt en ſon Conſeil apres grand deliberation, qu'il a eu ſur ce avec le college des Cardinaux, Patriarches, Archeveſques, Eveſques, Auditeurs du Palais, Maiſtres en Divinité, Docteurs de droict canon & civil, qui lors eſtoient à Cour, que les offres, leſquelles voient eſté faictes ſur leſdictes ſeurtez par nous, eſtoient ſuffiſans. Et depuis le ſuſdict conſeil donné vos dictes gens ſe ſoient partis, ſans accepter le dict conſeil, & ſans ce qu'ilz ſe ſoient traictz par devers nous, ne vous auſſi n'eſtes depuis venus & n'avez envoyé par devers nous pour faire & accomplir ce, à quoy vous eſtes tenus ſelon la dicte paix faicte au temps, que nous eſtions Regent. Pourquoy nous, qui ne voudrions eſtre trouvez en nul default, ains voudrions tousjours faire & accomplir tout ce, à quoy nous ſerions tenus, Vous requerons, & vous mandons, que au jeudy aprés les trois ſepmaines des grandz Paſques prochains venans, c'eſt à ſçavoir le dixhuictieme jour de mois de May vous ſoyez par devant nous à Paris en noſtre Palais, pour faire ce que vous nous eſtes tenus de faire en voſtre propre perſonne ſelon ledict traicté, & pour donner ſeurté telle, comme Vous y ſeriez tenus, d'accomplir & faire le remanent, que vous ſeriez tenu à faire par le dict traicté qui faire ne ſe porroit en voſtre propre perſonne, ou que lors ne ſe porroit accomplir bonnement ou debvroit. Car à la dicte journée nous entendons à vous offrir, & desja vous offrons à faire & accomplir, tout ce, à quoy nous ſommes tenus par ledict traicté, ſoit de donner ſeurté ou autre choſe; & ſe ainſy eſtoit, que vous ne vouliſſiez eſtre contens des ſeurtez, que nous voudriens alors donner ſelon droict, raiſon & couſtume, ou de celles, que nos predeceſſeurs ont autres fois donné en tel cas ou ſemblable à voz predeceſſeurs, leſquelles nous vous offrons desja & deslors ſerons preſtz de donner.

§. 4. Nous Vous adjournons par devant nous à Paris en noſtre dict Palais au ſamedy enſuivant, c'eſt à ſçavoir le vingtieſme jour du mois de May, pour oir ce que vous voudriez & ſuffiſance des dictes ſeurtez donner & prenre d'une partie & d'autre ſelon la forme du dict traictié, & pour oir & prenre droict, & oir declarer en noſtre dicte Cour, que les ſeurtez debvront ſuffire ſelon la forme du dict traicté. Et audict jour noſtre Cour ſera garnie de Pairs, de Prelatz, de Barons & d'autres, ſi comme il appartiendra. Et ce que par noſtre dicte Cour ſera declaré, dict & prononcié, que vous ſoyez tenu de faire & d'accomplir, ſelon que lors ſe pourra & debvra faire par raiſon, & quant à nous ce qui ſera dict par droict en la dicte Cour, que nous ſerons tenus de faire, ſerons nous preſtz de faire & d'accomplir. Et voulons que vous ſçachiez, que ſi vous ne venez auſdictes journées, ou ſe vous y venez & ſe eſtes en default de faire & accomplir ce à quoy vous ſeriez tenu à faire, & ce que ſeroit eſclairci en la dicte Cour par jugement ſur les dictes choſes, nous en voudrons porter tout le proffict, qui par ce nous pourroit appartenir ſur ces choſes & celles qui en dependent, & le pourſuivrons ſi avant comme raiſon feroit, & par toutes voyes & manieres ſur ces choſes & chacunes d'icelles, & celles qui en dependent. Nous vous adjournons à la derniere journée du ſamedy deſſus dict o la continuation desjours qui s'enſuivent, & ſeront neceſſaire à l'accompliſſement de la beſogne, & des choſes qui y appendent.

§. 5. Et pour ce que vous ne preniez aucune achoiſon de vous excuſer des dictes choſes ou aucunes d'icelles, nous vous envoyons par nos amez & feaux Thomas de Marfontaines & Philippes de Precy Chevalliers porteurs de ces lettres, nos lettres de ſeur conduict pour vous & pour tous ceux, que vous amenerez ou envoyerez. Et avons mandé & commis eſdictz porteurs & à chacun d'eux, que cettes & les autres lettres ilz vous preſentes de par nous, & que d'abondant ils vous requierent & adjournent de bouche ſur les choſes contenues en ces lettres, & ſelon la teneur d'icelles, & facent les offres faictes de par nous, ſi comme cy dedans eſt contenu, & que de toutes ces choſes ilz & chacun d'eux facent relation à nous & à noſtre dicte Cour, à laquelle ſera adjouſtée foy pleniaire, ſi avant comme raiſon ſera. Donné à Paris le neufieſme jour du mois d'Avril, l'an de grace mil trois cens dix ſept. ANS de J. C. 1317.

§. 6. Pourquoy nous vous mandons & commettons à chacun de vous, que les dictes lettres à vous preſentées de par nous ſoient baillez audict Comte, & ſur les choſes contenues es dictes lettres, & ſelon ce qui eſt contenu en icelles, le requerez, ſommez & adjournez ſelon la forme aux jours & lieux contenus es dictes lettres, & les lettres auſſy, que nous luy envoyons à luy de ſeur conduict, li baillez. Et ſe le dict Cuens n'eſtoit content dudict ſeur conduict, Nous voulons & vous donnons plein pouvoir, & commettons à chacun de vous par ces lettres, de faire & donner tout autre conduict, en la maniere, que faire ſe pourra & devra, & que ſur ce vous puiſſiez donner vos lettres ouvertes. Voulons & commandons à tous les juſtificiers & ſubjectz de noſtre Royaume, & tous autres requerons, que contre la teneur de voſtre dict ſeur conduict, ilz ne viennent, ne ne facent, ne ſouffrent à faire ou advenir, comment que ce ſoit; ains le gardent & tiennent, & facent tenir & garder à tout leur pouvoir: car nous voulons, qu'il y ait auſſy grand fermeté, & auſſy grand foy li ſoit adjouſtée, comme s'il eſtoit faict ſoubz noſtre propre ſeel. Et de tout ce que vous aurez faict de ces choſes, faictes relation à nous, & à noſtre dicte Cour, à laquelle ſera adjouſtée foy pleniaire. En teſmoing des quelles choſes nous avons faict mettre noſtre ſeel en ces preſentes lettres. Donné à Paris le neufieſme jour du mois d'Avril, l'an de grace mil trois cens dix ſept. Sur le reply eſt eſcript. Par le Roy en la preſence de ſon grand conſeil, ainſy ſigné P. Barry. Scellé d'un ſceau pendant en parchemin.

CCXXIII.

Commiſſion de PHILIPPES le Long *Roi de France, pour ajourner* MAHAULT *Comteſſe d'Artois à comparoître pour le Jugement de Robert Comte de Flandres, à Paris le 9. Avril.* 1317. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 97. ANS de J. C. 1317. FRANCE ARTOIS ET FLANDRE.

PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à noſtre amée & feale MAHAULT Comteſſe d'Artois, Pair de France, Salut & amour. Comme nous adjournons par nos autres lettres, & ſur certaine forme pardevant nous à noſtre Palais à Paris, au ſabmedy apres les trois ſepmaines des grandz Paſques prochains venans, c'eſt à ſçavoir le dix ſeptieſme jour du mois de May, Robert Comte de Flandres pour oïr & veoir eſclaircir & prenre droict en noſtre Cour ſur certaines choſes touchant l'accompliſſement de la paix de Flandres, ſi comme il eſt pleinement contenu en nos lettres ſur ce faictes; & audict jour vueillons avoir noſtre Cour garnie, ſi comme il appartiendra de vous, qui eſtes Pair, & des autres Pairs de France. Nous vous mandons, que vous par cette cauſe ſoyez au dict jour & lieu en voſtre perſonne, pour aller avant ſur les choſes contenues ez lettres dudict adjournement, ſelon ce que à vous appartiendra & raiſon ſera, & ſe ne laiſſez en nulle maniere, & nous certifiez tantoſt par vos lettres ouvertes contenans la teneur de cettes, de la reception de nos preſentes lettres, & ce que vous entendrés à faire de eſtre à la dicte journée. Donné à Paris le neufieſme jour d'Avril, l'an 1317.

CCXXIV.

ANS de J. C. 1317. FRANCE LOUDUN ET FLANDRE.

Citation faite de la part de PHILIPPE le Long *Roi de France à l'Evêque de* LOUDUN, *à assister au jugement des Pairs de France contre le Comte de* FLANDRE. *Faite à Paris le 9. Avril* 1317. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 98.

EXcellentissimo Principi Domino suo charissimo, Domino Philippo Dei gratia Francorum & Navarræ Regi, Radulphus ejusdem miseratione Laudunensis Episcopus salutem & debitam obedientiam in mandatis. Noveritis nos vestras recepisse literas formam, quæ sequitur, continentes.

§. 2. PHILIPPUS Dei gratia Francorum & Navarræ Rex dilecto & fideli nostro Episcopo Laudunensi Pari Franciæ salutem & dilectionem. Cum nos per litteras nostras alias & sub certa forma Robertum Comitem FLANDRIÆ coram nobis Parisiis in palatio nostro, ad diem Sabathi post tres septimanas instantis Paschatis, videlicet ad vigesimum diem mensis Maji adjornemus, ad audiendum & videndum declarari, ad capiendum jus in Curiâ nostrâ super quibusdam complementum pacis Flandrensis tangentibus, prout in litteris nostris super hoc factis plenius continetur; velimusque dicto die Paribus Franciæ nostram Curiam, sicut decebit, habere munitam. Quamobrem mandamus vobis, quod ad dictum diem & locum pro prædictis personaliter interfitis super prædictis in litteris adjournamenti prædicti contentis, prout ad vos pertinebit & rationis fuerit, processuri; Id nullatenus obmittentes, de receptione videlicet præsentium & si ad dictam diem interesse credatis, nos per vestras celeriter litteras certificantes, harum seriem continentes. Datum Parisiis die nonâ Aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo.

§. 3. Quod mandatum, Domino concedente, pro posse adimplere proponimus juxta dictarum seriem litterarum. Datum Parisiis die decimâ tertia Aprillis, Anno Domini, millesimo trecentesimo decimo septimo. Scellé d'un seau pendant en parchemin.

CCXXV.

ANS de J. C. 1317. FRANCE ET ARTOIS.

Acte par lequel PHILIPPE le Long *Roi de France accepte la protestation faite par* MATHILDE *Comtesse d'Artois, qu'elle ne prétend point préjudicier à ses droits en comparoissant devant la justice dudit Roi pour les accusations intentées contr'elle. Fait à Paris le* 10. *Juillet.* 1317. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 98.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum & Navarræ Rex: Notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, quod cum ad solam suggestionem Isabellæ de Siennes & Joannis ejus filii, qui quædam crimina nobis & quibusdam aliis extra judicium, non tamen per aliquam viam accusationis vel denunciationis de charissima & fideli nostra Mathildi Comitissa Artebatensi retulerunt; nos eandem Comitissam ob hoc ex officio nostro ad judicium coram nobis fecerimus evocari, ac eidem præsenti contra personam suam in scriptis tradi quosdam articulos criminales, & quasdam declarationes ab eisdem dependentes. Præfata vero Comitissa inter cæteras narrationes & defensiones, quas longum esset enarrare per singula, proponi fecit coram nobis, quod virtute adjornamenti sibi facti non tenebatur in tali casu procedere; pro eo quod ipsum adjornamentum prout ex sui tenore apparet, continebat intervallum nimis breve. Item & pro eo quod de consuetudine generali Regni Franciæ notoria, rationabili & legitimè præscripta & pacificè observata à tanto tempore, de cujus contrario memoria non existat, nullum crimen potest contra personam alicujus de Paribus dicti Regni criminaliter intentari, nisi alii Compares sui saltem pro majori parte ad hoc præsentes sint vel sufficienter evocati, de quibus Paribus ipsa Comitissa erat, & est una, ac alii sui Compares non vocati oberant pro majore sui parte. Item & pro eo quod de jure crimen opponi non debet contra quemquam per officium judicis, nisi prius fama publica & crebra à benignevolis & non à malevolis, non solum semel, sed pluries, laboret contra talem: in quo casu opponens tale crimen tenetur jurare super hoc, quod ipse credit opposita talia vera esse. Quod, ut videbatur ex parte dictæ Comitissæ, in dicto processu non fuerat observatum, cum ipsa Comitissa sit & esset bonæ famæ, bonæ opinionis & honestæ conversationis, nec aliqua infamia juris vel facti præcedebat, nec præcedere dicebatur. Cæterum instantissime petiit à nobis dicta Comitissa, quod Procurator noster, qui nostro nomine dicta crimina proponebat, in animam nostram & suam, prout jus dictat; juraret se proposita eadem, ut ea proponebat, credere fore vera, & eadem posse se probare. Item proponi fecit dicta Comitissa, quod consideratis statu, nobilitate, moribus, meritis & conditionibus tam sui quam progenitorum suorum, a quibus sumpsit originem, contra ipsam Comitissam, ad hoc quod talia crimina sibi sic imponantur, non est credendum seu præsumendum, nec aliqua fides adhibenda dictis sive relationibus vel depositionibus dictorum Isabellæ & Joannis, qui sunt vel erant pauperes, levis opinionis, viles personæ, & publicè apud bonos & graves in locis, ubi traxerunt originem, diffamati, super sortilegiis, auguriis, divinationibus, & pluribus aliis factis damnabilibus, & adeò quod dicta Isabella pluries per Baillivos & officiales dictarum partium, in quibus extitit conversata, capta fuit & per longa tempora captivata. Item & quod ex alia ratione non erat dictis depositionibus eorum credendum, cum in suis depositionibus sint singulares, imo & contrarii manifestè, tam evidenti contrarietate, quod ad concordiam reduci non potest ullo modo, prout ex tenore dictarum depositionem apparet cuilibet subtiliter intuenti.

§. 2. Super quibus ex parte dictæ Comitissæ plenius & seriosius in scriptis propositis dicta Comitissa petiit jus sibi dici, protestatione ex parte ipsius præhabita, quod per aliqua, quæ ex parte ipsius erant dicta vel proposita, seu proponenda vel dicenda, non intendebat se supponere vel submittere alicujus inquæstæ judicio tacitè vel expressè, nisi in quantum de jure vel consuetudine necessaria teneretur. Item & quod non intendebat libertati nec juri suo, suorum successorum, nec suæ paritatis in aliquo derogare seu renunciare in toto vel in parte, sed protestari fecit, quod omnia jura, & juris & consuetudinis beneficia & libertates sibi competentes & competituræ, tam in præsentiarum quam futuris temporibus salvæ validæque remaneant, nihilominus tam sibi & suæ Paritati, quam suis heredibus & successoribus in futurum. Post quas quidem rationes & protestationes ex abundanti dicta Comitissa fecit addi, quod si nostræ placeret Majestati, dictas suas rationes & protestationes admittere cum effectu, & easdem sibi suisque heredibus & successoribus ac juri suo & suæ paritati in futurum reservare, ut cum eisdem rationibus & protestationibus, tum omnibus & singulis aliis suis juribus, consuetudinibus & libertatibus ipsa suique heredes & successores in perpetuum uti possint, siquando & quoties sibi videbitur expedire, ac si super dictis articulis & adjornamentis nunquam foret processum vel respon-

ANS de J. C. 1317.

ANS de J. C. 1317.

ANS de J. C. 1317.

ANS de J. C. 1317.

FRANCE ET FLANDRE.

ANS de J. C. 1317.

ANS de J. C. 1317.

ANS de J. C. 1317

ANS de J.C. 1317. Chaſtellains ou autres; & de ceux que nous advoueront nous fournirons & eſterons à droict, par devant le Roy noſtre Sire, ou par devant ſa Cour, s'il ne nous veut faire grace: & nous fuſmes expreſſement conſentis par les choſes deſſus dictes, que le Roy noſtre Sire ne veut, ne entend à renoncer à nul droict, qui luy fuſt acquis par cy devant, ne a nulles convenances, qui ayent eſté faictes au temps paſſé entre les devanciers dudict Roy noſtre Sire & nous; ainçois voulons & conſentons expreſſement, qu'elles demeurent en leur vertu comme devant. Et auſſy n'y entendons nous pas à renoncer de tant comme elles nous touchent. Et voulons & conſentons expreſſement, que tous les droictz & convenances faictes au temps paſſé demeurent tant pour le Roy noſtre dict Sire, que pour nous en leur force & en leur vertu, ſans qu'aucunes choſes en ſoient enfrainctes ou amenuiſées.

§. 4. Et avons voulu & accordé, qu'aux perſonnes de la dicte Comté de Nevers & Baronnie, qui ont eſté obeiſſans au dict Roy noſtre Sire, ne puiſſent ne ne doibvent eſtre faictz aucuns dommages ou griefz ou moleſtes à eux ou aucuns d'eux, au temps à venir pour raiſon de la dicte obeiſſance. Et pour plus grande ſeureté des dictz obeiſſans, nous avons promis & promettons, accordé & accordons, & nous ſommes obligez & obligeons par nos preſentes Lettres, & avons juré aux Sainctes Evangiles de Dieu, touché le livre, & promettons le faire jurer par nos Officiers, qui tiennent ou tiendront au temps a venir juriſdiction ou office de par nous, que ſur cauſe ou occaſion de la dicte obeiſſance, nous ne ilz ne les greverons, dommagerons, ny moleſterons, ne leur ferons contre ce que raiſon de couſtume pourra porter. Auſſy nous avons juré & ilz jureront & feront le ſerment en telle maniere, quant à tous les ſubjectz des dictz lieux, qui ont eſté obeiſſans ſoit perſonnes d'Egliſe, nobles ou non nobles, de quelque eſtat & condition qu'ilz ſoient. Et avons voulu & accordé, voulons & accordons ſpecialement, que quant à Meſſieurs Girard de Chaſtillon & Guillaume d'Aulizy Chevalliers, & quarante ou cinquante autres environ, telz comme li Roy voudra nommer, au cas ou les dictz Meſſieurs Girard & Guillaume, & les autres juſques au nombre deſſus dict ou aucuns d'iceux viendroient au Roy noſtre Sire, & diroient par leur ſerment ſur Sainctes Evangiles à leur eſcient, que nous ou nos gens les greverons pour raiſon de l'obeiſſance contre couſtume ou raiſon; hault homme & noble Gaucher de Chaſtillon Comte de * * & Conneſtable de France, & Meſſire Henry de Suilly Bouteiller de France noſtre cher & amé Couſin, ſeront eſtablis de par le Roy, qui par eux ou par autres ſans ſoupçon verront ſur ce: & s'ilz trouvent, que les dicts Meſſieurs Girard & Guillaume, & les quarante ou cinquante devant dictz ou aucuns d'eux ſoient grevez contre couſtume ou raiſon pour l'occaſion deſſus dicte; li dis Conneſtable & Seigneur de Suilly nous diront, que nous l'adreſſions, & nous, à leur dict, ſommes tenus & les promettons à ce faire, & ſe le dict noſtre Couſin le Conneſtable & Seigneur de Suilly trouvent, que les deſſus nommez ou aucuns d'eux ſe douluſſent à tort, ils le nous renvoyeroient par devant nous ou nos gens, & nous en lairroient jouir. Et dureront ces feurtés, quant auxdictz Meſſieurs Girard & Guillaume & aux autres juſques au nombre deſſus dict, tant que nous & ilz vivront. Et s'il advenoit, que ledict noſtre Couſin Conneſtable & Sire de Suilly ou l'un d'eux trespaſſaſt de ce ſiecle, ou qu'ilz ou l'un d'eux ne puiſſent entendre aux choſes deſſus dictes, nous voulons & conſentons, que le Roy noſtre Sire puiſſe mettre en lieux d'eux ou l'un d'eux, autres preud'hommes ſans ſoupçon. Et nous doibt faire bailler le dict Roy noſtre Sire ſoubz ſon ſeel les perſonnes, qu'il veult, qui ſoient ſoubz la dicte ſeurté juſques au nombre deſſus dict.

§. 5. Nous a promis & accordé, que ſi ſes gens ANS de J.C. 1317. avoient aucunes choſes faictes ou priſes es dictz Comté & Baronnie, non deuement & contre leur commiſſion & en maniere, que le Roy noſtre Sire en priſt le faict à ſien, il les nous fera adreſſer. Et les choſes deſſus dictes nous avons promis & promettons à tenir & garder fermement, & encontre ne venir en nul temps par nos ſerments ſur ce faictz aux Sainctes Evangiles; & à ce avons obligé & obligeons ſolemnellement & efficacement nous, nos biens meubles, & de nos heretiers & ſucceſſeurs en quelque lieu qu'ilz ſoient, & renonçons à toute exception & autre ayde de droict & de faict. Donné à Giſors le treizieſme jour de Septembre, l'an de grace, mil trois cens dix ſept, ſoubz noſtre grand ſeel en teſmoing des choſes deſſus dictes.

III. Nos autem contenta in dictis Litteris omnia & ſingula volumus, conſentimus, laudamus, approbamus, & quantum ad nos pertinet, facere teneri & adimpleri promittimus bonâ fide. Quod ut firmum & ſtabile permaneat, preſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum die, loco & anno prædictis. Et ſur la ſubſcription deſdictes Lettres eſt eſcript, ce qui s'enſuit: Confirmatio excuſationum & conventionum factarum ab Comite Flandriæ ſuper rebellionibus ſibi impoſitis.

CCXXVII.

Traité entre les Députez de PHILIPPE le Long *Roi de France, &* ROBERT *Comte de Flandre, & les Villes dudit Pays par leurs Députez, fait à Paris, au mois de Novembre* 1317. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 103.

ANS de J.C. 1317. FRANCE ET FLANDRE.

A Tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Nous Dreües de la Charité Prevoſt de Soiſſons, Hugues de la Cele & Bertrand de Requevegade Chevalliers du Roy de Francè noſtre trés cher Seigneur, Procureurs & Commis à ce de par li devant dis noſtre Seigneur le Roy; & nous Philippes de Poule Chevallier & Gualtier de Libake Clerc, Procureurs de Monſeigneur le Comte de Flandres; Barthelemy de Staten Conſeiller & Jean Balkar Clerc, Procureurs de la Ville de Bruges; Budelbin de Beumarde Eſchevin & Henry de Lenberghe Clercs & Procureurs de la Ville de Gand; Georges Leſcot Clerc & Waultier Creuſelin Eſchevin & Procureurs de la Ville d'Yppre, Salut en noſtre Seigneur. Sçavoir faiſons, que comme ſur la paix traictée & accordée entre les gens du devant dict noſtre Seigneur le Roy & du Regent d'une part; le Comte, les bonnes Villes & le Pays de Flandres d'autre, ſeuretez qui deuſſent ſuffire pour tout accompliſſement de la dicte paix ſe deuſſent donner d'une part & d'autre; & les gens noſtre dict Seigneur le Roy certaines ſeurtez offriſſent, leſquelles & chacunes d'elles devoient ſuffire, ſi comme ilz diſoient; les Procureurs des dictz Comté, bonnes Villes & Pays de Flandres diſans au contraire les dictes ſeurtez non eſtre ſuffiſantes, & requerans qu'autres certaines ſeurtez ou aucunes d'elles leur fuſſent faictes, leſquelles ilz diſoient raiſonables, les gens du devant dict noſtre Seigneur le Roy diſans au contraire. A la parfin apres pluſieurs traictez & debats eus ſur ce entre nous Procureurs deſſus dictz; nous Procureurs & commis de par le Roy noſtre Seigneur ou nom de luy & pour luy, & nous Procureurs du Comte pour luy & pour ſon Païs de Flandres; & ou nom d'eux & pour eux avons accordé & ordonné, accordons & ordonnons en la maniere que s'enſuit.

§. 2. C'eſt à ſçavoir, que nous Procureurs & commis deſſus dictz, qui ſçavons, que li Roy noſtre Sire

ANS de J. C. 1317.

Sire deſire; & nous Procureurs du Comte & des bonnes villes deſſus dictes, qui ſçavons, que li dis Cuens & bonnes villes deſirent auſſy, que bonne fin ſoit miſe ez choſes deſſus dictes pour le grand bien, le grand *** & la grand loyauté, qui eſt en noſtre Sainct Pere Monſeigneur Jehan par la divine & digne prevoyance de Dieu Pape vingt deuxieſme, avons accordé & accordons pour les deſſus dictz noſtre Seigneur le Roy, le Comte, les bonnes villes & le pays de Flandres, que ſur les dictes feurtez, qui debvront ſuffire ſoit pris le conſeil de noſtre Sainct Pere devant dict, non mie comme de Juge. Et jaçoit ce que li dis noſtre Sire le Roy, li Cuens, les bonnes villes & le pays de Flandres ſe fient, que li dis noſtre Sainct Pere ſur ce doit donner ſon juſte loyal conſeil, nous ne voulons, ne n'entendons de rien pour ce à faire nulle ſubmiſſion, obligation ou lien, par quoy li dis noſtre Sire le Roy, li Cuens, les bonnes villes & le pays de Flandres ſoient aſtraincts ou tenus de ſuivre & tenir le dict conſeil; mais ſelon ce qu'il ſera leur pure & franche volonté. Et envoyerons là leurs Meſſagers pour ce qui y ſeront dedans les octaves de ce prochain Noel. Ne n'eſt mie noſtre entente, que cette beſoigne doye en rien venir devant ſon ſucceſſeur, ſi par advanture advenoit, (que ja n'advienne) qu'elle ne priſt fin devant luy.

§. 3. Item ſur ce que le Roy noſtre Sire vouloit garnir le chaſteau de Caſſel à ſa volonté, laquelle choſe nous Procureurs & commis de par luy diſions & diſons, qu'il ſe pouvoit faire ſelon la forme & accord de la paix; nous Procureurs du dict Comte & des bonnes villes de Flandres conſiderans, que en la paix traictée & accordée dernierement avoit eſté accordé, que li Cuens de Flandres feroit abbatre le chaſteau de Courtray, & li Roy noſtre Sire adonc Regent feroit abattre le chaſteau de Caſſel; Nous Procureurs & commis deſſus dictz, qui ſçavons que li Roy noſtre Sire deſire, que la dicte paix vienne toſt à bon accompliſſement; & nous Procureurs du Comte & des bonnes villes deſſus dictes, qui ſçavons, que li Cuens & li pays de Flandres deſirent ce meſmes, avons accordé & accordons, que li dis Cuens faſſe deja abbattre le dict chaſtel de Courtray, & pourra li devant dis noſtre Sire le Roy envoyer de ſes gens une quantité, pour veoir comment le dict chaſtel de Courtray s'abattra, & tenir illec juſques à tant qu'il ſoit abattu; & li dis noſtre Sire le Roy fera auſſy desja abatre ledict chaſtel de Caſſel, & ſeront de tout en tout abbatus les dictz chaſteaux de Courtray & de Caſſel dedans la purification prochaine venant, & ce ſe fera en bonne foy ſans nul delay & ſans fraude, main à main continuellement, & les gens que li dis Cuens faiſoit tenir devant le dict chaſtel de Caſſel, pour garder que vivres ou autres garniſons ne ſe miſſent au dict chaſtel, s'en departiront, avec ce le dict chaſtel ſe commance à abbattre, ſauf ce que le dict Cuens pourra avoir en la ville de ceux ou d'autres de ſes gens de cinq juſques à ſix cens, s'il veut, pour veoir comment le dict chaſtel de Caſſel ſe abbatra; & y pourront demeurer juſques à tant, qu'il ſoit abbatu. Et parmy ces choſes deſſus dictes nous Procureurs & commis de par li devant dis noſtre Seigneur le Roy en nom de li, & nous Procureurs du Comte pour li & pour ſon pays de Flandres & en nom d'eux, & nous Procureurs des bonnes villes pour elles & en leur nom, avons ralloigné & ralloignons les attenances, leſquelles eſtoient priſes juſques à la Touſſainctz dernierement paſſée entre ledict noſtre Seigneur le Roy, le Comte, les bonnes villes & le pays de Flandres; juſques à ces grandz Paſques prochaines, en la forme & en la maniere qu'elles avoient eſté autres fois accordées juſques à la dicte feſte de Touſſainctz: ainſy par le ralloignement des dictes attenances, ne faict ne ne fera la condition du Comte de Haynault de rien plus clair, ne meilleur, ne piour; auſſy ſur le faict de la mort Monſeigneur Jean Villain, ſur lequel li Cuens & ſes autres gens de Flandres li mettent ſus les attenances & accord avoir enfrainctz, les gens du dict Comte de Haynault, diſant le contraire; ainçois demeurera ledict Cuens de Haynault, quant à ce au meſme poinct, comme il eſtoit de devant la dicte Touſſainctz. Et toutes voyes il eſt accordé entre nous deſſus dictz, & accordons, que le Cuens & ſes gens de Flandres ne mouveront, ne ne feront guerre au dict Comte de Haynault, les dictes attenances durant. Et ainſi li dis noſtre Sire le Roy pourprendra & pourprend deja en main ledict Comte de Haynault & les ſiens, qu'il ne li ſiens ne mouveront, ni feront guerre au Comte, ne à ſes gens de Flandres, le ralloignement des dictes attenances durant. Et nous Procureurs deſſus dictz en teſmoing & à fermeté de toutes les choſes deſſus dictes & chacunes d'icelles avons mis nos ſeaux en ces preſentes lettres. Ce fut faict & accordé à Paris le Vendredy d'apres la Touſſainctz devant dicte, l'an de grace mil trois cens dix ſept. Et ſont les dictes lettres cy deſſus tranſcriptes, ſeellées ſur le reply en double queüe de parchemin de unze petitz ſeaux ou cachetz de cire rouge. Et ſur le dos d'icelles eſt eſcript ce que s'enſuit. Ce li accord faict à Paris entre les Procureurs li Roy & les Procureurs du Comte & des bonnes villes de Flandres, pour avoir le conſeil du Pape ſur les feuretez, & pour l'abbatement des chaſteaux de Courtray & de Caſſel.

ANS de J. C. 1317.

CCXXVIII.

Traité & Concordat entre JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *de Flandre Seigneur de Tenremonde, touchant leurs droits ſur Tenremonde, Merchten, & la Capelle; fait à Bruxelles, l'an* 1318. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 151.

ANS de J. C. 1318. BRABANT ET FLANDRE.

NOus JEHANS par le grace de Dieu Dux de Lothier, de Brabant & de Limbourg, & nous GUILLAUMES de Flandres Sire de Tenremonde, faiſons ſcavoir à toux chiaux qui ces preſentes lettres verront, que comme debat, ceſtion & diſcort aient eſté entre nous & noz gens d'une part & d'autre, aſſavoir eſt de par nous le Duc, de noz franchiſes de Merchtene & le Cappelle & des attinances qui y appartinent & dependent, nous le Segneur de Tenremonde de noſtre franchize de Tenremonde de no terre toutte appartenant anchienement à noſtre terre & Seignorie de Tenremonde. Nous pour bon de pays & de accord, pour les dis debas, ceſtions & diſcors qui ont eſteit entre nous & noz gens terminer & mette à fin, & pour plus entierre amourz à tous jours entre nous & noz ſucceſſeurs affirmir, uſant du meur conſeil dez noz amis, ſommez ſommierement accordeis, de tenir & maintenir nos gens & noz terres & franchizes deſſus-dictes en la maniere que cy apres s'enſuit. Aſſavoir eſt, s'il avenoit que aucunz de noz gens de Merchtene de la Chappelle ou des appartinances veniſſent en la terre de Tenremonde, & il feiſiſſent aucun grief ou meffait en quelconque maniere que ce fuiſt dont il ſe departiſſent hors de la terre de Tenremonde ſans arreſtz ou ſans calenge, li Sires de Tenremonde ou ſes juſtices deveroient liverier le vice & le meffait à nous ou à nous juſticez de Merchtene, de la Chappelle ou des appartenances pour prendre & levier les amendes dou meffait: & tout en au telle manier, ſi noz gens de Tenremonde ou des appertenanches forfaiſoient en la franchiſe de Mechtene, de la Chappelle, ou des appertenances, & ſe partiſſent auſſi ſans arreſt ou ſans callenge, li Dux ou ſez juſtices dez dis lieux deveroient liverier le vice & le meffait à nous ou à noz juſtices de Tenremonde, pour prendre pour nous & levier l'amende dou dict meffait. Item s'il adve-

ANS de J. C. 1318.

advenoit que noz gens de nosdictes franchises de Merchtene, de la Chappelle ou des appertenances aucun vousissent aller demourer ou manoir en la terre de Tenremonde, bien le peut faire sans calenge & sans arrest de par nous ou de par noz justices, & les deveroit-on la maintenir, & traitier à us & as coustumez des noz dictes franchises de Merchtene & de la Chappelle; & tout ensement porriont venir demourer & manoir ez noz dictes franchises dez gens de la terre de Tenremonde que il leur plaira, sans calenge & sans arrest de par le Seigneur de Tenremonde, ou dez ses justices, & les devera ou par nous ou par noz justices maintenir, & traiter as us & as coustumez de Tenremonde. Et est aussi accordé de par nous & nostre conseil d'une part & de l'autre, que quicunque vourat devenir Bourgois en aucun de noz dessus dites franchises de Merchtene, ou de la Chappelle, ou de Tenremonde, ou en la terre de Tenremonde, & avoir defense & warant de sa borgosie, que y le convenra manoir tout l'an dedens le franchise de la ville ou il serat devenus nos Bourgois de Merchtene ou de la Chappelle ou de Tenremonde, fors trois quarantaynez assavoir est une des quarantaynez en Aoust, le second quarantayne en le semisez de S. Remy, & le tierce quarantayne en le semisez de Mars, dedans lesquels troys quarantaynez il les convienera dedens le ville ou il sont Bourgois avoir leur feu ardant, leur Koc chantant, & leur warde en leur maison, & s'il estoient trouvé hoirs des ses poins dessus-dis, no ou noz justicez les porremez prendre pour le meffait chascun de nous en sa franchise. Item se aucuns qui mânsist à Tenremonde ou en la terre de Tenremonde, & il seisist aucun forfait, & apres le meffait se vousit traire à warant, en aucune des nos franchises ou terre dessusdites, ce ne li pourroit ne deveroit rienz valoir, que li Sires de Tenremonde ou ses Bailleux ne prenderoit le meffait au sien, s'il avoit tant vaillant & laissier dou sien à Tenremonde ou en la terre de Tenremonde; & tout en au telle maniere nous li Dux & nostre justice de par nous deveriens & porrions lever & prendre de le meffait de chiaux des franchises de nostre dessus-dite terre, qui forfait y auroient avant chou qu'il fussent trait à Tenremonde ou en le terre de Tenremonde à warand, ainsi comme dict est chi avant des gens de Tenremonde ou de la terre de Tenremonde. Item s'il advient que nous li Dux & li Sire de Tenremonde en noz susdites franchises & terres adviens assises, tailles & prieres, que quicunque de nos gens d'une part & d'autre, apres che devenroit Borgois, se Borgoisie ne li poira riens valoir que il ne sache asseis à nous leur Seigneur chascun en son lieue, de toux cas soit dou priere ou de taille que avenue seroit autant que il devenist Bourgois, & de touttes tailles & assises qui seroient faites, & de touts cas qui avenus seroient ou pourroient estre apres che qu'il seroit devenus Bourgois, il en doibt estre quittes & frans, & se ensi estoit que nous li Dux de Brabant ou nos justices & gens vouffissiens prendre pant ou wage de nos Bourgois, qui aroient terre ou biens à Tenremonde ou en le terre de Tenremonde, nous deveriens traire au Seigneur de Tenremonde ou au ses justices, en requirante qu'il nous fachent avoir le nostre, & s'il che ne voloient faire, nous & nos justices les porriens deswagier; & tout en telle maniere doivent les gens le Seigneur de Tenremonde traire à nous ou as nos justices, pour pant au wage avoir de leur Borgois, & si nous ou nos justices ne leur faisiemes avoir, li sires de Tenremonde ou ses justices les poiront meismez deswagier. Et est nostre sentence d'une part & d'autre que tout al qui Borgois sont, viegnent manoir chascuns au lieu ou il sera Borgois, dedens ce Noel que nous attendans premierement avenir, à toute leur maismez sans nul malengien, & leur famez & leur enfant s'il les ont, & quicunque voura des hoirs en avant Borgois devenir, il le convenera que dou jour qu'il aura iureit Borgoisi, dedens wit jours apres soit manans en la ville ou il sera Borgois, tout en telle maniere comme uns autres Borgois, chi comme il est chi dessus dit, & chi aucuns Borgois se voloit partir de sa Borgoisie, partier s'en peut, parmy tel droit paravant, comme li Eschevin dou lieu diront sur leur serement qu'il doit, saves touttes les raisons desus dites. Et touttes ces chouses & convenanches desous dites divises & ordenanches, promettons nous & chascun de nous pour nous & pour nos hoirs bien & loyalement à tenir & wardier en bonne foy à tous jours sans nul malengien, en tesmoingnage de ces lettres presentes seelees de nos seaulx qui furent faites & donnees à Bruxelle le Mardi devant le S. Urbain l'an de grace MCCC. XVIII.

ANS de J. C. 1318.

CCXXIX.

Traité de paix entre PHILIPPE *de Savoye Prince d'Achaye, le Marquis de* SALUCES, *& de* MATTHIEU *Seigneur de Milan, fait à Lombriasque le 19. Août*, 1318. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 107.

ANS de J. C. 1318. SAVOYE SALUCES ET MILAN.

Anno Domini M. CCC. XVIII. indict. prima, die Sabati XIX. Augusti. In Christi nomine Amen, & honorem, & laudem ipsius, & totius Curiæ cælestis, & honorem, & laudem sanctissimi Domini Joannis XXII. Papæ sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, & sacri Imperii, & honorem, & laudem Magnificorum Virorum *Domini Philippi de Sabaudia Principis Achayæ*, Domini Marchionis Saluciarum, & Domini Mathei Vicecomitis Dei gratia Civitatis, & districtus Mediolani Domini generalis & omnium Amicorum prædictorum Dominorum, & totius Ligæ Lombardiæ. Cùm infrà scripta sint pacta, & conventiones facta & factæ, conventa & conventæ, inter Magnificum & Potentem Virum Dominum Matheum Vicecomitem Dei gratia, & etiam Civitatis, & districtus Mediolani Dominum Generalem, seu Nobiles & districtos Viros Dominum Buschinum Mathegacium militem, & Dominum Petrum de Modelia Juris peritum, Procuratores, & procuratorio nomine dicti Domini Mathei, de quorum procura constat per publicum Instrumentum, ut prima facie apparebat scriptum manu Masei, de Ferralobus Notarii publici cujus IV. linea Incipit Matheus, & ultima Tradidi & scripsi, factum sub anno Domini M. XVIII. indict. I. die VII. Augusti ex una parte, & *Magnificum & Potentem Virum Dominum Philippum de Sabaudia Principem Achayæ*, ex parte altera, reservato tamen honore & laude *Illustris Viri Domini A. Comitis Sabaudiæ Carissimi Domini & Patrui sui.* In primis prædictus Dominus Princeps & prædicti Domini Buschinus & Petrus, procuratorio nomine & pro ipso Domino Matheo nomine & vice prædicti Domini Mathei, fecerunt & faciunt ad invicem ligam, fraternitatem, Societatem, Unionem & verum amorem, & juram inter se perpetuo duraturas sub infra scriptis pactis Conventionibus, Conditionibus atque modis: Videlicet quod prædictus Dominus Matheus se non intromittat, nec intromittere debeat per se, vel per Filios, vel Nepotes, vel alios descendentes, vel per aliam submissam personam, de aliqua Seignoria Potestalia, Capitaineatu, nec de aliquo alio officio, tenendo vel regendo per se vel per alium in Civitate Astensi, nec in districtu, nec in aliquo loco existente in Comitatu, vel districtu de Ast, & quòd sit ab Ast superiùs in aliquo loco qualiscumque sit locus, Castrum vel Villa; excepto quod inferius dicetur; nec de terra Yporrigiæ & Canapicii, nec de terra Cherii & totius districtus Cherii; nec de terris Dominorum Marchionum de Carre-

ANS de J. C. 1318.

Carreto, nec de terris Claraſchi, Montiſvici & Saviliani, & diſtrictibus eorundem, & generaliter de aliquo loco, Civitate, Terra, Caſtro, vel Villa, quæ teneant prædicti Domini Comes & Princeps, ſeu alter eorum, vel quod pertineat, vel pertinere debeat ad ipſos vel ad alterum ipſorum, ex conceſſionibus, titulis vel cauſis factis & emanatis, à Sereniſſimo Imperatore Domino Henrico felicis recordationis, vel anteceſſoribus ejuſdem, imo prædicta omnia & ſingula promittet prædictus Dominus habere, tenere pacificè, & gaudere, & eos juvabit fideliter, & bona fide, ad aquirendum prædicta ſuperius memorata, contrà Regem Robertum, & contrà omnes etiam tenentes partem ipſius. Item promiſerunt prædicti procuratorio nomine, quo ſupra dicto Domino Principi pro ſe & ſuis recipienti, quod prædictus Dominus Matheus Dominus Mediolani dabit, concedet & tenebit ſuis expenſis, & ad ejus ſtipendia prædicto Domino Principi, centum homines de Armis, equites bonos & idoneos, qui ſtabunt cum Domino Principe, vel cum gentibus ſuis, ut voluerit, ad faciendum guerram citrà Montes, contrà Regem Robertum & ejus ſequaces; ab Aſt ſcilicet per quinque menſes, ſingulis annis, prout placuerit Domino Principi. Item ſi gentes de armis venient de partibus Regis Roberti, in partes Pedemontis, quòd eo caſu dictus Dominus Mediolani mittat ex forcium ſuum armatorum, ad reſiſtendum dictis gentibus Regis, & ad offendendum eoſdem, & ad defendendum Dominum Principem & Terram ſuam, ſecundum neceſſitatem, & quantitatem gentium, quæ venirent ut ſupra; Ex adverſo & altera parte dictus Dominus Princeps promiſit dictis procuratoribus, ſuprà dicto nomine recipientibus & ſtipulantibus ſimili modo, & juravit quòd ſe non intromittet de Dominio, Poteſtalia, Seignoria, Capitaneatu alicujus terræ quæ non ſit ab Aſt intrà, nec eſſent terræ, quæ eſſent de diſtrictu Aſt, vel fuiſſent, ſive tenerentur per eoſdem, vel eſſent de terris ſuperius nominatis, & prædicta curabit facere, cùm effectu per ſe, & per ſuos deſcendentes, & alios ſuos adherentes, attendi & obſervari. Item quod ipſe Dominus Princeps ſe non intromittet de civitate Albæ, Epiſcopatu & Juriſditione Albæ, per ſe, nec per aliquem, eidem Domino Principi adhærentem, exceptis in terris Dominorum Marchionum de Carreto, & de Ceva, & aliorum locorum conceſſorum per aliquos Imperatores, dictis Dominis Comiti & Principi vel prædeceſſoribus eorum in prædictis locis dictorum Marchionum de Carreto. Item quod ipſe Dominus Princeps, ſi neceſſitas immineret, Videlicet quod dictus Rex Robertus, ſive ejus gentes, veniret vel venirent potentes, cauſa offendendi dictum Dominum Mediolani, ſive Terram quam tenet ipſe vel ſui, quod ipſe Dominus Princeps teneatur mittere de ſuis gentibus equeſtribus Armigeris viginti quinque, in ſervitium dicti Domini Mathei, ſi gentes dicti Regis tranſirent ultra Alexandriam, pernoctando ibidem. Item ſi caſus prædictus accideret, quod ipſe Dominus Rex, per ſe, vel per ſuos, veniret, ſive mandaret ad terras illas quæ tenentur per dictum Dominum Mediolani ut ſupra, & major eſſet neceſſitas in illis partibus, quam in partibus dicti Domini Principis, quod idem Dominus Matheus poſſit gentes ſuas advocare. Eo ſalvo, quod per prædicta idem Dominus Matheus non veniat contra Dominos Canem Grandem de la Scala, Vicarium pro Sacro Imperio Veron. & Vincentien. Raynaldum de Bonacoſiis Vicarium pro eodem Imperio Mantuæ, Dominum Marchionem Montis-ferrati in eo quod tenet & poſſidet, nec contrà Dominum Marchionem Saluciarum, nec contrà aliquem qui ſit in liga prædictorum Dominorum, nec contrà aliquem eorum, nec eos adjuvabit contrà prædictum Principem. Item quod prædictus Dominus Princeps curabit, quòd dictus Comes Sabaudiæ, nec Filii non ſe intromittent de terris, nec de Dominiis, nec regiminibus, quæ tenentur per dictum Dominum Matheum ut ſuprà, alioquin prædictus Dominus Matheus non teneatur ſibi in aliquo, niſi bona voluntate. Quæ omnia & ſingula ſupradicta prædictus Dominus Princeps ex parte una, & prædicti Procuratores nomine ſupradicto, ex parte altera, promiſerunt invicem ſolemnibus ſtipulationibus, & cauſis ſupradictis intervenientibus hinc & indè, firma & rata habere, tenere, attendere & obſervare legaliter, bona fide, qualiter in caſu ſuo, & non contra fertur, vel venire, aliqua cauſa, vel ingenio, de jure vel de facto, ſub damnis & expenſis, ac inter lites & extra reſervatis, & ſub omnium bonorum ipſorum, & maximè dicti Domini Mathei obligationibus, quæ proindè una pars alteri pignus obligavit. Inſuper tam dictus Princeps quàm dicti Procuratores nomine ſupradicto, in animam dicti Domini Mathei juraverunt corporaliter ad Sancta Dei Evangelia tactis ſcripturis, prædicta omnia attendere, facere, & complere, & in aliquo non contraire prædicta, prout promiſerunt dicto Principi, ſub eodem juramento, ſe facturos, & curaturos quod dictus Dominus Matheus, prædicta omnia promittet, faciet perſonaliter & jurabit quicquam ex parte dicti Principis fuerit requiſitus. Actum fuit in Lonbriaſcho, in Canonica dicti loci, Præſentibus Vullelmo de Chignino, Umberto de Montebello militibus, Domino Vuillelmo Iſnardo, Domino Hueto de Plozaſcho, Dominis Ribaldo de Ripalta. Bonifacio de Lucerna, & Boniſacio de Scalengiis teſtibus, ad hæc ſpecialiter adhibitis & vocatis.

ANS de J. C. 1318.

CCXXX.

ANS de J. C. 1319. FRANCE ET FLANDRE.

Déclaration des principaux SEIGNEURS DE FRANCE, *qu'ils n'aſſiſteront point* PHILIPPE le Long, *contre le Comte de* FLANDRE, *ſi le Roi viole la paix; avec le ſentiment du Pape* JEAN XXII. *ſur ladite paix. Fait le 7. de Janvier* 1319. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 105.

IN nomine Domini Amen. Tenore hujus publici Inſtrumenti notum ſit univerſis, quod anno Dominicæ incarnationis milleſimo trecenteſimo decimo nono, die ſeptima Januarii, Indictione tertia, Pontificatus Sanctiſſimi Patris & Domini, Domini JOANNIS divinâ providentiâ Papæ vigeſimi ſecundi anno quarto, Excellentiſſimo Principe & Domino, Domino PHILIPPO Dei gratia Franciæ & Navarræ Rege Illuſtriſſimo Pariſiis exiſtente apud Luparam in Regali Camera præſentibus coram eo Illuſtribus Dominis Carolo Patruo ſuo Valeſii Comite, Philippo & Carolo de Valeſio natis dicti Comitis, Ludovico Comite Claromontis, Dominoque de Borbonio, Conſanguineo Domini noſtri Regis, Comite Sancti Pauli uno de Paribus Franciæ, Domino Comite Valeſii; & Dominis Archiepiſcopo Rhemenſi, Beluacenſi, Noviomenſi, Catalaunenſi Epiſcopis, Duce Burgundiæ, & Comitiſſa Atrebatenſi, Vir venerabilis & diſcretus Dominus Petrus de Capis Theſaurarius Laudunenſis Cancellarius dicti Domini Regis, de ipſius Domini Regis præcepto, in ſubſcriptorum teſtium & mei Notarii præſentia, expoſuit ſuperius nominatis.

§. 2, Qualiter dudum, dum adhuc idem Dominus Rex regeret dicta regna, inter eum ex una parte, & Flandrenſes ex altera, ſuper quibuſdam articulis pacis inter claræ memoriæ Dominum Ludovicum Genitorem dicti Domini Regis, dum viveret, dictoſque Flandrenſes initæ & juramento firmatæ, certis conventionibus habitis, idem Dominus Rex tunc regens, & Flandrenſes convenerunt dare & præ-

ANS de J.C. stare tales securitates in vicem, quæ deberent sufficere.

1319. §. 3. Demum quod, quia super illis præstandis inter eos concordare nequiverunt, simul ad dictum summum Pontificem miserunt, ipsius consilium, quæ deberent securitates sufficere, audituri. Exposuit & idem Dominus Cancellarius, qualiter Dominus Sanctissimus Pater, deliberatione plenaria habita super iis consilium dedit & solemniter publicavit, & sub bulla sua posuit in hæc verba.

§. 4. Videlicet: Consuluimus pacem & consulendo diximus, quod Rex prædictus semel duntaxat per certam personam ad hoc deputandam ab eo, in animam suam juret, quod ipse dictas conventiones inviolabiliter observabit, per se vel per alium non venturus aut facturus aliquid contra eas vel aliquas earumdem, & per observationem hujusmodi Rex ipse obliget omnia bona sua præsentia & futura. Singuli etiam successores ipsius in Regno semel duntaxat juramentum præstare modo simili teneantur. Præstabitur autem juramentum prædictum hujusmodi per Regem & successores prædictos in forma præscripta; cum Comitates Flandriæ ad homagium & fidelitatem recipient, in crastino videlicet, postquam hujusmodi homagium & fidelitatem præstaverint, & conventiones servare juraverint antedictas.

§. 5. Curabit etiam idem Rex & sine fraude aliqua, quantum poterit, quod frater & patrui & consanguinei sui de Valesio, de Borbonio, Comes Sancti Pauli, & Pares Franciæ, conventiones ipsas, quantum in ipsis fuerit & pertinebit ad eos, in fide sua tenaciter observare promittent, & quod eidem Regi, si contra conventiones prædictas vel aliquam ex eis faceret aut veniret per se vel per alium, in hoc assistere aut eum juvare minime teneantur; ubi cum Flandrenses ipsi de facto conventiones ipsas aut ex eis aliquam infringerent, aut contra Regem eumdem guerram fortasse moverent, tunc prænominati omnes & singuli à dictis promissionibus sint liberi & immunes.

§. 6. Sic & diximus & consuluimus, quod dictus Rex omnibus iisce & singulis, ad quæ dicti Flandrenses facienda & præstanda tenentur eidem, à quibus debet eos liberare secundum formam conventionum ipsarum, in stipulationem deductis, eos inde per acceptationem liberet atque quittet.

§. 7. Consuluimus præterea, & consulendo diximus, quod prædicti Flandrenses Regi prædicto præstare securitates hujusmodi teneantur; videlicet: Quod dictus Comes personaliter, & universitates Flandrenses per Procuratores ad hoc specialiter deputatos & constitutos, jurent conventiones prædictas inviolabiliter observare, & per se vel per alios in contrarium non venire, vel facere quoquo modo.

§. 8. Quod siquidem consilium, sicut exposuit idem Dominus Cancellarius, gentes Domini Regis ad Dominum summum Pontificem tunc propterea destinatæ nomine Regis acceptarunt, ipseque Dominus Rex postmodum ipsius consilii tenore diligenter attento, ob reverentiam summi Pontificis & Sanctæ Matris Romanæ Ecclesiæ, imò ob ferventem affectum, quem habet, ut regnis suis & subditis quietem præparet, ob summum desiderium, quod gerit, ad passagium terræ Sanctæ, dictam acceptationem gratam & ratam habuerat, & permanserat ex causis prædictis in eadem voluntate de dandis prædictis securitatibus, quæ in consilio continentur prædicto, quamquam in eo multa videantur extranea, onerosa, & prorsus etiam insolita sibi & suis prædecessoribus, qui cum Imperatoribus & Regibus, aliisque Principibus & Comitibus etiam Flandriæ interdum aliquid agere habuerant, & temporibus variis devenerunt ad pacem, tractatus & concordias, super quibus stabatur, & etiam standum esset litteris Regis pro omnibus securitatibus & cautelis.

§. 9. Quibus sic expositis, præfatus Dominus Cancellarius, qui tunc exhibuit tenorem pacis, concordiæ & consilii prædictorum nomine Regis ex parte ipsius, & postea idem Dominus Rex prædictus cum instantia tamen rogavit, & efficaciter requisivit, & eis, quantum sibi auctoritate licebat, præcepit, quod ipsi & eorum quilibet secundum prædicti Domini Pontificis consilium promitterent bona fide, ut quantum ad eos pertinebat, conventiones præfatas servare promitterent & tenerent. ANS de J.C. 1319.

§. 10. Prænominati vero superius respondent, quod non constabat adhuc Comitem & alios Flandrenses ea, ad quæ tenentur secundum memoratum consilium impleviſſe; quodque durum erat eis & esset taliter, se pro factis alienis astringere. Verumtamen deliberarent super eis hactenus, cum essent ardua, & eis prorsus insolita, ad præsens super præmissis dare responsum aliud securius nequeuntes.

§. 11. Acta fuerunt hæc præsentibus Illustribus Dominis Blesensi, B. Bellimontis, R. Boloniæ, G. Portiani Constabulario Franciæ, Comitibus; Navarritio de Craon, H. de Seyliaco, Milone de Noëriis, A. de Gienvilla, J. de Varenia, Dominis; ac A. Francisco de Seris, Guidone de Baucayo militibus, Girando Guettæ cum pluribus aliis fide dignis testibus ad præmissa vocatis & rogatis specialiter.

§. 12. Et ego Guido Juliaci de Cluniaco Clericus publicus, auctoritate Apostolica Notarius, qui anno, die & loco, quibus supra, præmissis rogationibus, requisitionibus & præceptis, prædictisque responsionibus præsens interfui, hoc instrumentum scripsi, feci, subscribens publicavi, & signo meo consueto signavi rogatus.

CCXXXI.

Traité de Paix & Confédération entre JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Hollande, au sujet de la Seigneurie de Heusden, fait à Nidegguen, l'an* 1319. Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 153. ANS de J.C. 1319. BRABANT ET HOLLANDE.

UNiversis præsentes Litteras visuris & audituris *Gerardus Comes Juliacensis* salutem & cognoscere veritatem. Noveritis, quòd cùm in causa & negotio quod vertitur inter Illustres viros Dominos nostros dilectos JOANNEM *Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgis Ducem* ejusque in ea parte consortes & coadjutores ex una parte, nec non WILHELMUM *Hannoniæ, Hollandiæ & Zelandiæ Comitem Dominum Frisiæ* ex altera, videlicet super Oppido de *Hoesden* & ejus pertinentiis, in nos tanquam in Arbitrum, Arbitratorem & amicabilem Compositorem fuit compromissum & nos hujusmodi in nos receperimus compromissum, eisdem Dominis nostris & partibus hinc inde in hoc complacentibus; nos quoque æquâ Dominorum nostrorum dictorum & partium voluntate, dicti compromissi termino usque nunc prorogato & adhuc pendente, & eisdem Dominis nostris & partibus hinc inde in dicto negotio per nos ut Arbitrium solum de jure diffinire & pronuntiare cum instantia petentibus & omnino volentibus, quantumcumque etiam concordiam & amicabilem Compositionem desideramus in negotio eodem: tandem quia exactis & probatis & deductis coram nobis hinc inde, in primis pro Domino nostro Comite Hannoniæ non invenimus aliud, nisi quòd nobilis vir quondam *Joannes Dominus de Hoesden* lapso viginti novem annorum spacio vel circiter, Oppidum suum de *Hoesden* & libertates Oppidi ejusdem, quibusdam tantummodo exceptis in suis litteris, (in quibus nec dicti Domini nostri Ducis Brabantiæ suorum-

ANS de J. C. 1319.

rumque progenitorum ut Dominorum principalium, nec alterius cujusque cujus interfit appareret consensus adhibitus nec requisitus) donaverit seu supportaverit simplicis donationis titulo quondam spectabili viro *Florentio Comiti Hollandiæ*, & deinde ea recepit nomine feudi ab eodem, produxeratque idem Dominus noster Comes Hannoniæ super affectione sua duos testes principales, & verius ad verum eundo, unum ex cujus tenore depositionis apparet intentio litteræ donationis & supportationis antedictæ, nec non alios licet pauco numero duodecim vel circa nihil de vera vel certa scientia, sed solum de auditu auditus in suffragium prædictorum deponentes; nonque appareant nec producantur instrumenta, vel aliquæ litteræ authenticæ alicujus scientiæ vel consensus quo ad prædictam donationem vel supportationem, earundem donationis vel supportationis tempore vel post dicti Domini nostri Ducis vel suorum progenitorum seu prædecessorum, Comitisve Clivensis qui est vel pro tempore fuerunt, seu alterius cujus interfit. Cumque vice versâ appareat, & coram nobis deducta sint & exhibita fide dignorum tam Vassallorum plurimorum, quàm aliorum virorum bonorum testimonia, eum ad finem, quod Castrum de *Hoesden* (de quo tamen inter partes non est quæstio) nec non Oppidum, terra & Dominium de *Hoesden* & eorum pertinentia, prout sita sunt ultra veterem Mosam versus terram de Altena, pertineant principaliter jure directi Dominii ad dictum Dominum nostrum Ducem, sicut ad suos progenitores ab antiquo, & ad *Comitem Clevensem* jure Vassallatus, & infeudationis titulo qui est & qui pro tempore fuerunt veri Vassalli immediati dicti Domini Ducis & suorum progenitorum de bonis eisdem, sicut & impubis nobilis qui nunc est, videlicet *Joannes filius quondam Domini Joannis Domini de Hoesden* & ejus nomine ut mamburnus *Joannes de Elshaute* armiger Vassallatus nomine est infeudatus & investitus de bonis antedictis à nobili viro *Theodorico Comite Clivensi*, ad quem usque nunc dicto nomine, ut ad immediatum Vassallum dicti Dominii & bonorum, quieta possessio est obventa & producta. Item quòd quotiescumque Domini de *Hoesden*, qui pro tempore fuerunt, oppressiones & guerras passi sunt, nunquam tamen Comites Hollandiæ qui est vel pro tempore fuerunt, præstabant auxilium seu defensionem aliquam eisdem Dominis de Dominio de *Hoesden*, licet Domini ad hoc teneantur suis Vassallis tam de jure quàm æquitate. Item quomodo impossible sit & à jure & ratione alienum, quòd prædictæ donationis & supportationis titulo, dictus Dominus noster Comes Hollandiæ quærat sibi jus Dominii in dictis Oppido, bonis & Dominio de *Hoesden*, cùm ex alia consequentia contraria, puta proprietatis & directi Dominii titulo, non possit nec debeat hujusmodi vendicare; maximè cùm donans & supportans non habuerit in eisdem bonis directum & verum Dominium, sed potiùs ea dependeant à Domino nostro Duce Brabantiæ, principali talium bonorum Domino, & à Comite Clivensi immediatè, nec alias sufficienter appareat, quòd ullus Dominus de *Hoesden* de jure ut mediatus Vassallus, de dictis bonis aliquam donationem, alienationem, vel distractionem eorundem bonorum & Dominii validas facere valebat; sicque etiam pro jure Virorum nobilium Comitis Clivensis qui est & suorum progenitorum, qui immediati fuerunt Vassalli dictorum bonorum, probatum & ad nos productum est, tam per ipsum Comitem qui nunc est, quàm per sexaginta & plus testes fide dignos tam nobiles in magna parte, quàm ministeriales alios multos & famulos ipsius Comitis Clivensis, omnes & singulos Vassallos & Pares curiæ, etiam juramentis eorundem tanquam de certa scientia & de vero, quòd Oppidum, terra & Dominium de *Hoesden* ut sita sunt ultra-veterem Mosam versus terram de Altena, sunt de pertinentiis *Comitis Clivensis* qui est & suorum progenitorum qui pro tempore fuerunt, ut Vassalli Domini Ducis Brabantiæ qui est & qui pro tempore fuerunt de bonis eisdem, & quia Dominus Dux est verus & directus Dominus bonorum eorundem, & reperiatur inter cætera deductum & probatum, quòd sæpius & frequentiùs Domini de *Hoesdene* qui pro tempore fuerunt, à suis Dominis suæ fidelitatis & Vassallatus nomine sint adjuti, & ejusdem subjectionis nomine idem Domini de *Hoesden* qui pro tempore fuerunt, eisdem Comitibus suis Dominis & in eorum guerris præstiterunt auxilia & quo ad hoc competentia servitia, juxta posse suum ea de causa. Item quoque, quòd vacantibus legitimè & successivè quatuor vicibus à duodecim annis & circa immediatè prædictis Oppido, terra & Dominio de *Hoesden* infra prædictum districtum Dominii de *Heusden*, hæredes qui successivè fuerunt, quisierunt, habuerunt & obtinuerunt, dicta Oppidum, terram, thelonium & Dominium jure feudi, & ejus investituram à Dominis *Comitibus Clivensibus* prout pro tempore fuerunt; in primis videlicet *Joannes* quondam Dominus de *Hoesdene* mortuo Domino *Theodorico* quondam *Comite Clivensi*, à Domino *Ottone* suo successore, dein mortuo ipso Domino *Joanne de Hoesdene*, *Joannes* ejus filius & successor ab eodem Domino *Otthone*, idem *Joannes* à *Theodorico* nunc *Comite Clivensi*, & nunc ultimo mortuo dicto *Joanne Joannes de Elshaute* mamburno nomine pro impubere filio quondam Domini *Joannis* Domini *de Hoesden*, sæpius jam dicto Domino *Comite Hollandiæ* le nunquam nec ejus nomine aliquo altero unquam nisi nunc in aliquo opponente. Verùm quia prædictis omnibus & singulis sæpius & cum exacta prout jacent & exactiùs liquent & clarè trahi possunt, ac etiam consideratis in hujusmodi considerandis, coram juris peritis, sapientibusque aliis quampluribus requisitis, & eorum sufficienter usi consilio, invenimus prædicti Domini nostri *Comitis Hollandiæ* intentionem minimè fundatam, sed potiùs dicti Domini nostri *Ducis Brabantiæ*, dictique *Comitis Clivensis* & eorum consortium intentionem fundatam & sufficienter probatam, prout eos contingit & ex adverso. In Dei nomine jus dicendo, ex vi compromissi in nos hinc inde facti & susceptí, pronuntiamus & definimus, prædictum Oppidum, terram, thelonium & Dominium de *Hoesdene*, prout sita sunt ultra veterem Mosam versus terram de Althena, de quibus est mota quæstio, ad dictum Dominum nostrum *Ducem Brabantiæ* ut ad principalem Dominum jure directi Dominii pertinere debere, dum tamen præmissis salvis Dominus noster Dux prædictus personaliter, & deinde assumptis secum duobus fide dignis paribus curiæ suæ Vassallis, prædicta Oppidum, terram & Dominium de *Hoesdene* per juramentum suum declarent & asserant ad ipsum Dominum Ducem tanquam ad principalem Dominum jure directi Dominii pertinere; quo facto, eadem pronuntiatione dicimus, ea ad nobilem Virum *Theodoricum Comitem Clivensem* coadjutorem ejusdem Domini Ducis, jure fidelitatis & Vassallatus Domini Ducis ejusdem, nec non consequenter dependere jure Vassalatus talis ab eodem Comite, quo ad filium impuberem quondam Domini *Joannis Domini de Hoesdene* & ejus mamburno nomine ad *Joannem de Elshaute* supradictum. In cujus pronuntiationis & definitionis testimonium, has Litteras nostro fecimus sigillo communiri. Datum Nideggen feria tertia ante festum B. Michaëlis Archangeli anno M. CCC. XIX.

ANS de J.C. 1320. FRANCE ET FLANDRE.

CCXXXII.

Traité entre PHILIPPE le Long *Roi de France, &* ROBERT *Comte de Flandre, par lequel ce qu'il y avoit de trop rude contre les Flamands dans les Traitez précédens eſt modéré. Fait à Paris, le 5. de Mai*, 1320. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandre. Ch. CXLVI. Feüill. 243.

PRemiers, que Louys, fils de feu Louys, Conte de Nevers & de Rethel, prendroit en mariage Madame Marguerite fille dudict Roy PHILIPPE dict de la Marche, ou le Long, & que ſuyvant la moderation de l'an mil trois cents ſeize, nonobſtant le treſpas dudict Louys Conte de Nevers ſon Pere, il ſuccederoit apres le deces du Conte ROBERT ſon ayeul, en la Conté de Flandre. Que ceux dudict Flandre, payeroyent au Roy endedens un an immediatement ſuyvant, la ſomme de trente mille livres. Que par ſerment ils promettroyent, que ſy avant que le Conte de Flandre, ou ſes ſucceſſeurs, contreveniſſent jamais a ceſte paix, ils ne les ſecoureront d'argent, de chevaux, de conſeil, d'harnas, de gens, ny autrement. Que la Dame de Couchy, fille du Conte Robert, jurera icelle paix, meſmes qu'on la feroit ſemblablement jurer a Robert de Caſſel. Ce fut faict a Paris le cincquieſme de May en l'an mil trois cents vingt. Et le Roy donna avec ſa fille en mariage, la ſomme de trente mille livres Pariſis, a prendre ſur les deniers que ceux de Flandre luy devoyent, a cauſe d'autres traictez de paix precedents. Et ſuyvant que ledict Mariage ne ſortiſt ſon effect, leſdicts de Flandre ne ſeroyent aucunement tenus en ce que deſſus. Et mais pour autant que ce mariage alla avant les ſuſdictes conditions eurent lieu, & fut le Conte de Flandre entierement deſſayſy deſdictes Villes, de Lille, Douay, & Bethune.

CCXXXIII.

ANS de J.C. 1321. BOURGOGNE, SAVOYE, AUXERRE ET CHALON.

Traité entre AGNES DE FRANCE *Ducheſſe de Bourgogne*, AME' *Comte de Savoye*, & JEAN *Comte d'Auxerre, ſur le Mariage de* ROBERT DE BOURGOGNE, *avec* JEANNE DE CHALON. *Fait à Chalon, l'an* 1321. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 149.

POr palles eſt traictié entre tre haut & tre noble Dame Madame AGNES, jaidis Fille Monſieur Sainct Lois Ducheſſe, & Eudes Duc ſon Fils Duc de Bourgogne d'une part, & Haut & Nobles Barons *Monſieur* AMÉ *Conte de Savoye*, & JEAN Conte d'Auchurre d'autre part, en la forme & en la maniere que ſenſeit. C'eſt à ſçavoir que li devans diz Ducheſſe & Dux promettent en bonne foy curier & procurier à tout lors povoirs, que ROBERT DE BOURGOGNE Fils à ladite Ducheſſe & Frere doudit Duc panra à Femme & à Eſpouſe ſi Sainte Yglise ſi accorde, Noble Damoyſale JOHANNE Suer doudit Jehan & File de la File doudit Conte de Savoye, à laquelle Juhanne li dis Jeham hay doné & done por partaige & por appaneige ou por lou droit de tous biens de Pere & de Mere & de tous autres droits que ele hai puyt & doit havoir por quenque cauſe que ce ſoit avec ledit Jeham à preſant la Contée de Toneurre, demoigne, fiez & rereſiez, gardes & tous autres droits, eſpecialement la garde de l'Abbaye de Pontigny, anſamble toutes henours, proffits, & emoluments, Baronies, reſſort & ſouvereigneté & tous autres droits quels qu'ils ſoient, enſamble les charges reaulx, & eſt à ſçavoir que ou cas quil haurint en la Contée d'Auchurre aucunes Granges ou autres demoignes appartenans à l'Abbaye de Pontigny en fiez enclavés en la Contée d'Auchurre qui appartinoient à la Contée de Toneurre la garde deſdites chouſes & li dis fiez demorroient & portindroient audit Conte d'Auchurre, en exceptant ce en eſpiciaul de la generaulté des chouſes deſus dites, & exceptié auxi le droit que li dis Cuens & ſadite Seur povoient havoir eſſamblement ou por ſoy en la Ville de Chaabliz laquelle eſt eſchoite de Monſieur Beraul de Marcoüil, laquelle Ville demore audit Conte d'Auchurre par la maniere que la tenoit li diz Meſſire B. & por le dom appaneige ou partaige de ſuiſdiz la dite Damoyſale doit faire quittance ſorme por luy & por les ſiens & por ceaulx qui haurient cauſe de ly ou daux de tous biens de Pere & de Mere & de tous autres biens ſoient venus par eſchoioite ou por autre maniere juſques au jour de huy ſens rien reclamer ou temps à avenir, ſauve ladite Damoyſale & és ſiens l'eſchoioite de coſté que porroit avenir de ores en avant laquelle li diz Cuens d'Auchurre veut outroie & conſent que le ſoit ſauve à ladite ſa Seur & és ſiens & auxi ſauve l'eſchoioite de ladite Damoyſale audit Conte ou cas que elle morroit ſens hoirs de ſon corps ou cas que li dite Damoyſale ne hauroit ordene de ſa vie de ſes biens, Derichief li devants diz Ducheſſe & Dux vuillent oſtroient, & promettent curier ou procurier que de ſix miles deux cent & cinquante livrées de terre à Digeonois, dou li quinze Digeonois, vaillent doze petit tornois dou temps dou S. Roy Lois, leſqueles li dit Dux hay donées de l'expres conſentement de lor Mere audit Robert por partaige ou por appanaige de tous biens de Pere & de Mere, & por tous autres droits qu'il havoit ou pourroit havoir envers ledit Duc, la dite Damoyſale ſeroit douhée nommement & eſpiciaulment de trois miles livrées de terre à Digeonois Chaſteal ou maiſon fors ſans [illegible] & de ce douhaire elle ſe tenroit porpayé. Et ſenſint eſtoit que li dits Roberts moreſt Dux de Bourgogne devant ladite Inhanne, ladite Inhanne hauroit enſamble les dits trois miles livrées de terre à Digeonois, doux mile livrées de terre à Digeonois, en outre & de tant en ceſti cas elle ſe tiendroit por contante, & doit rendre li diz Cuens ſadite Suer quitte de tous debtes, & de toutes obligations quey elles ſoient, ſauves les charges reaulx ſi comme deſſus eſt dit; encores eſt traittiez que apres le Mariage ſolemnizié li dit Robert doibt faire renouvaller à ladite Damoyſale la quittance de laquelle mancions eſt faite deſuis & l'an doit donner autorité d'en faire laquelle quittance li dits Robert doit ratefié & promettre de non venir au contraire por ſoy ne por autruy ne ſoffrir & cetera. Et doivent li diz Ducheſſe & Dux porchaſſier à lors povoirs la diſpenſation envers noſtre Saint Pere le Pape. Ceſtes chouſes furent faites & traittiés à Chalon le Mardy aprés la Feſte de la Trinité, l'an de grace mil trois cent vint & un, en la preſence des deſuſdits Madame la Ducheſſe, Monſieur le Duc, *Monſieur le Conte de Savoye*, Monſieur le Conte d'Auchurre, *Monſieur Andouart de Savoie*, *Monſieur Aymé ſon Frere*, Monſieur Guicharz Seigneur de Beaujus, *Monſieur Lois de Savoie Seigneur de Vaux*, liquelx ont juré ſur Saints Evangiles de tenir & garder fermement le traittié, & les convenances deſuſdites à lors povoir, & de faire tenir eſdits Robert & Inhanne entant commil appartint ou peut appartenir à chacun daux. Et nous Ducheſſe Dux de Bourgogne, *Cuens de Savoye*, Cuens d'Auchurre, *Andouarz de Savoye*, *Aymés de Savoie*, Guicharz Sire de Beaujus, *Lois de Savoye Sire de Vaux*, havons mis nos ſealx en ces preſentes Lettres en teſmoin de verité. Donné au dit leu lan & le jour deſuſdit.

CCXXXIV.

CCXXXIV.

ANS de J. C. 1322. FLANDRE.

Arrêt du Parlement, qui adjuge à LOUIS *Comte de Nevers, fils de Louis fils Aîné de Robert Comte de Flandre, ledit Comté de Flandre, contre* ROBERT *fils puîné dud. Robert, &* MATHILDE *sa Sœur, du 21. Janvier,* 1322. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 106.

CArolus Dei gracia Franciæ & Navarræ Rex, universis præsentes litteras inspecturis Salutem. Notum facimus quod cum ROBERTUS de Flandria miles, filius quondam Roberti, quondam Comitis Flandriæ tanquam proximus & unicus superstes ejus filius ut dicebat, dicens se esse saisitum per consuetudinem patriæ notoriam, qua dicitur, quod mortuus saisit vivum, de Comitatu & Paria Flandriæ, & aliis quæ dictus deffunctus tempore, quo ipse vivebat, tenebat in Regno Franciæ, & de quibus ipse decessit saisitus; petens se ad fidem & homagium nostrum recipi de prædictis, offerens os & manus, servitium & deveria alia, quæ dictum feudum requirit ex una parte: Et Mathæus de Lotharingia miles, nomine & intentione MATHILDIS uxoris suæ Dominæ de Florimis filiæ dicti defuncti Comitis, & ipsa Domina; pro se dicentes dictam Dominam esse proximiorem in successione dicti Comitis; & quia dictus Robertus frater & Joanna Domina de Sancto Urbano soror ipsius renunciaverant per juramenta sua omni juri successionis dicti deffuncti Comitis, arresto, confirmatione & decreto Regiis intervenientibus; prout in litteris Regiis super his confectis plenius continere dicebant, de quibus constare dicebatur per Registra Curiæ, quæ ipsi super his videri petebant; propter quæ ipsi dicebant dictam Dominam esse proximiorem in dicta successione, & sic ipsam esse saisitam ipsa successione per consuetudinem prædictam, qua dicitur, quod mortuus saisit vivum; & ob hoc peterent ipsam Dominam per nos admitti ad fidem & homagium de prædictis, offerentes os & manus & alia deveria, quæ dictum feudum requirit, ex alia parte: nec non & Ludovicus Comes Nivernensis filius primogeniti dicti Domini deffuncti Comitis Flandriæ, dicens se jus habere in præmissis, & se esse in possessione de eisdem, & proximiorem in successione prædicta; virtute cujusdam provisionis & ordinationis factæ per dictum Robertum tunc Comitem Flandriæ; de assensu & voluntate Ludovici tunc Comitis Nivernensis primogeniti filii sui & dicti Roberti fratris, & Joannæ Dominæ de sancto Urbano sororis dicti Domini Ludovici primogeniti; per quas ordinationes & provisiones actum extitit, quod dictus Ludovicus filius suus nunc Comes Nivernensis in Comitatu & paria prædictis dicto avo suo succederet, & quod in eum casum dictus Robertus & Joanna omni juri successionis dictorum Comitatus & Pariæ & aliorum, quæ habebat in Regno Franciæ, ad opus Ludovici prædicti per sua juramenta renunciaverant, totum jus quod in dicta successione habebant & habere poterant in ipsum Ludovicum transportantes; quæ omnia & singula Charissimus & Dominus germanus noster Philippus quondam Rex Franciæ & Navarræ ad requisitionem dicti Comitis Flandriæ defuncti & dictarum partium auctoritate Regia & certa scientia approbaverat & confirmaverat, cum interpositione decreti sui & pronunciatione facta, præmissa sic posse fieri, & valida esse; tollendo consuetudines contrarias, si quæ essent, & supplendo de plenitudine potestatis omnem defectum si quis forsitan esset; pro ut de iis omnibus constare dicebat per litteras Regias super iis confectas, per quas litteras easdem in Præsenti exhibendo & tradendo curiæ nostræ, dicebat se facere de præmissis promtam fidem; requirens se per nos admitti ad fidem & homagium de præmissis; offerens os & manus, servitium & alia deveria, quæ dictum feudum requirit; ex alia parte. Plures rationes super hoc allegantes, videlicet quælibet dictarum partium ad finem, quod dicta requæsta sua fieret, & quod aliarum prædictarum partium requæstæ non deberent admitti. ANS de J. C. 1322.

§. 2. Domina vero de Sto Urbano filia primogenita dicti Domini Comitis Flandriæ præsens ad hoc in nostra Curia dicens, non velle se in aliquo opponere requæstæ dicti Roberti, nec requestæ dicti Ludovici, quantum ad Comitatum & Pariam Flandriæ, protestata tamen fuit, in casu in quo Requestæ dicti Roberti & Ludovici non admitterentur, nec aliquis eorum, de prosequendo jure suo contra dictos conjuges; petens & requirens in illo casu se recipi ad fidem & homagium de præmissis. Cum ipsa sit, ut dicebat, primogenita dicti Comitis Flandriæ deffuncti, & in dicta successione proximior quam sit dicta Domina de Florimis, & eidem in præmissis præferri debeat per consuetudinem prædictam, per quam dicitur quod mortuus saisit vivum: dictis conjugibus contra ipsam plures rationes afferentibus ex adverso. Petens insuper jam dicta Domina de Sancto Urbano quod in casu in quo requesta dicti Ludovici fieret pro Comitatu & Paria Flandriæ se admitti tamquam filiam & heredem dicti deffuncti Comitis ad fidem & homagium de terra de Voise, cum sit feudum separatum & divisum à Comitatu & Paria Flandriæ, cujus terræ succesioni ipsa numquam renunciaverat ut dicebat.

§. 3. Auditis igitur super his diligenter prædictis partibus & visis litteris antedictis, cum matura deliberatione nostri consilii, per arrestum nostræ curiæ dictum fuit, quod Requesta dictorum Roberti & Mathæi de Lotharingia & Mathildis ejus uxoris, non fient; & quod oppositiones & requæstæ eorum nullatenus impedient nec impedire debent, quo minus requesta dicti Ludovici fiat. Et quia procurator noster pro nobis protestatus fuerat de jure nostro, quod habere poteramus ex quacumque causa in Comitatu prædicto; curia nostra jus nostrum super hoc nobis reservabit omnino. Dixit etiam Curia nostra quod assignamentum & provisio dicto Roberto facta, de quibus fit mentio in litteris prædictis, salva erunt dicto Roberto, & si complementum non fuerit eidem * prout in litteris continetur eisdem. Reservavit insuper dicta Curia nostra prædictæ Dominæ de Florimis jus, quod ipsa habet seu habere potest suo partagio seu appanamento in successione dicti Comitis Flandriæ. Et quantum ad ea, quæ petebat dicta Domina de Sancto Urbano, ratione terræ de Voyse, partes super hoc audientur, & fiet eis justitiæ complementum.

§. 4. In cujus rei testimonium præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisiis in Parlamento nostro vigesima nona die Januarii anno Dominicæ Incarnationis 1322. Et sur le replis des dictes lettres est escript: per arrestum Curiæ Majoris. Chalop. & scellées en double queue de parchemin d'un grand sceau de cire jaulne. Et au dos d'icelle est aussy escrit ce que s'ensuit. Quoddam arrestum in facto Flandriæ de tempore Caroli tunc Regis Franciæ & Navarræ & Ludovici tunc Comitis Flandriæ 1322.

CCXXXV.

ANS de J.C. 1322. FLANDRE ET HAINAULT.

Traité de paix entre LOUIS *dit* de Cressy, *Comte de Flandre, &* GUILLAUME *Comte de Hainault, Hollande & Zelande, par la médiation de Charles IV. Roi de France, fait l'an* 1322. Pierre d'Oudergheest. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLIX. Feüillet. 246.

PRemiers, que le Conte de Flandre renoncera a tous hommaiges, que le Conte d'Hainault luy povoit debvoir, a cause des ysles de Zelande, quittant tout le droict que luy & ses successeurs Contes de Flandre, pourront pretendre ausdictes ysles, par confiscation pour debvoirs non faicts, ou autrement. Que ledict Conte de Flandre, quictera toutes les debtes & obligations des deniers, que le Conte d'Hainault & d'Hollande luy peut debvoir, remettant au surplus toutes paines & amendes fourfaicts, pour faute de payement desdicts deniers. Que d'autre costé, le Conte Guillaume d'Hainault quictera semblablement au Conte de Flandre, tout ce qu'il luy povoit debvoir, il renoncera aussy, a ce que luy & ses predecesseurs Contes d'Hainault pretendoient es terres d'Alost, de Wast, des quatre mestiers & de Grantmont, rendant sur ce, toutes lettres, jugementz, sentences & confirmation des Empereurs, ou Roys d'Allemagne, & electeurs cassez & annichilez. Que ledict Conte d'Hainault, renoncera pareillement au Gavene de Cambresis, accordant que les Seigneuries de Crevecœur & d'Alloves ensemble la chastelenye de Cambray, demeurent perpetuellement a Messire Jean de Flandre, & a ses successeurs Comte aussy accorderont lesdictes parties que circommenaige, & inquisition sera faicte sur le faict des seigneuries de l'Essines & de Flobecque, par six hommes, és mains desquels demoureront lesdictes terres jusques a ce que par eux sera decidé du ressort d'icelles, & que ce pendant, ny l'un ny l'autre, desdicts Seigneurs y pourront exploicter. Que quand aucun debat naistra de la en avant entre lesdicts Contes de Flandre & d'Hainault, ils ne pourront plus commencer par guerre, mais se submectront audict & ordonnance de six preudhommes, lesquels en qualité d'arbitres decideront de leur differents, selon qu'en leurs consciences ils trouveront de raison. Que les biens des Hollandois & Zelandois bannis, pour avoir soustenu le party du Conte de Flandre, demoureront confisquez au prouffit du Conte d'Hollande, & sy aucune restitution y chiet, le Conte de Flandre sera tenu la faire moyennant la somme de trente mille livres, que le Conte d'Hollande sera tenu delibvrer, pour ledit effect audit de Flandre. Que lesdicts Contes, quicteront l'un a l'autre, tous dommaiges, prinses, pilleries, & interests que pendant la guerre ils se sont faict, & pourchassé l'un a l'autre. Moyennant lesquelles choses la susdicte paix fust concluë & confirmée du costé de Flandre, par les villes de Gand, Bruges & Ypre, & pour la part d'Hainault, Hollande, & Zelande par les villes de Valencienes, Mons, Maubeuze, Dordrecht, Ziericzee, Middelbourg, Delf, Leyden & Herlen, dont furent données lettres & passées par les procureurs desdicts deux Contes, a ce speciallement par lettres de procuration fondez, au my quaresme de l'an mil trois cents vingt & deux, & depuis confirmées, par Monsieur de Flandre en son conseil, presents Messire Guy de Flandre, Messire Eustace de Conflans advoüé de Theroüaene, Monsieur de Mariasmez, Monsieur de Gavere, Messire Jean de Oostbach, Messire Philippe de le Poella, Messire Jean de Basieres, & Guyot Granault.

CCXXXVI.

ANS de J.C. 1324. L'EMPIRE ET LUCQUES.

Investiture de la Ville & du Pays de LUCQUES *donnée par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE, *à* (a) CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai*, 1324. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 126.

(a) Castruccio s'étoit rendu Maître de Lucques, & comme il étoit du parti des Gibelins, & par conséquent ennemi de Jean XXII. l'Empereur Loüis, qui étoit en mesintelligence avec ce Pape fut bien aise de favoriser Castruccio. C'est le même dont Machiavel a écrit la vie.

LUdovicus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, magnifico Viro, CASTRUCIO de Antelminellis, Vicario Lucanorum, suo & Imperii fideli dilecto gratiam suam & omne bonum. Regiæ liberalitatis clementia in suis fidelibus gratiarum dona multiplicans, illis præcipuè consuevit assurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles pro exaltatione coronæ singulares triumphos & nomen laudabile sunt sortiti. Sane cum veraciter sciamus, te præcipuum in partibus Italiæ pro sacro Imperio pugilem extitisse, nulli parcendo periculo, oneri, vel labori ac justitia tua & animi probitate victos de hostibus devotos pro Imperio tenuisse, ac devios infideles ad fidem gratiosis meritis invitasse: volentes præmissorum obtentu extollere nomen tuum, & te prærogativa speciali magnificè honorare, vicariatum Civitatis Lucanæ, ejusque districtum sex milliariorum, & suburbanorum vel quasi, & provinciarum Vallis Nebulæ, Artanæ & Lunæ, cum terris civium Garfagnanæ, terris quæ dicuntur Plancorum, Verrucula, Bossorum, & ejus curiæ, Pontremulo, ejus districtu, Lunegiana & omnibus terris sitis ultra & citra aquam Magræ, in Lunensi diœcesi, Masse, & Versilia, & Valletina; auctoritate Regia nostro & Sacri Imperii vice & nomine usque ad nostram, vel successoris nostri Romani Imperatoris vel Regis beneplacitum & voluntatem tibi committimus; & in ipsis civitate, terris & locis aliis ante dictis, pro nobis & sacro Imperio, te vicarium constituimus & facimus generalem. Concedentes tibi plenariam jurisdictionem in omnibus prædictis, civitate, terris & locis, ut possis inquirere & punire, & jurisdictionem sanguinis cum mero & mixto Imperio exercere, in genere & in specie, per te vel alium, aut alios, cui vel quibus ipsam jurisdictionem commiseris exercendam, recepto primitus à te juramento, quod ipsam jurisdictionem fideliter exerceas, nulli parcendo, vel contra justitiam offendendo, sed jus suum cuique tribuendo, volentes per hanc concessionem nostram in præmissis omnia & singula tibi esse concessa, quorum specialem commissionem fieri oporteret, & quæ in generali commissione non intelligerentur commissa, nisi de ipsis fieret mentio specialis. In cujus rei testimonium, præsentes tibi dirigimus, tradimus, appensione sigilli Regii communitas. Datum in regali oppido nostro Franckfort. IV. Kal. Junii, Anno Domini 1324. Regni verò nostri X.

CCXXXVII.

ANS de J.C. 1324. L'EMPIRE ET LUCQUES.

Pardon accordé par l'Empereur LOUIS DE BAVIERE, *à la Ville de* LUCQUES, *qui s'étoit revoltée contre l'Empereur Henri VII. Fait à Francfort le 29. Mai.* 1324. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici pag. 127.

NOs Ludovicus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus. Etsi honor Regis judicium diligat, tamen Augustalis clementia misericordiam non reputat, quin nonnunquam per justitiam condemnatos reddat per gratiam absolutos; sic quippe fideles

ANS e J. C. 1324.

fideles noſtros & Imperii intime diligimus, quod longè carius parcimus revertentibus, quam pœnam reſiſtentibus infligamus. Sane dudum claræ memoriæ Dominus Henricus, quondam Romanus Imperator VII. prædeceſſor noſter, contra civitatem Lucanam & ejus diſtrictum, & contra commune & cives & ſpeciales perſonas ejuſdem, quaſdam condemnationis ſententias promulgavit, proſcriptiones, mulctas, privationes, & pœnas alias infligentes pro eo, quod tunc ipſi à fidelitate receſſerant, & ſacro Imperio rebellabant. Nunc verò quia civitas, diſtrictus, commune, & cives præfati ad fidelitatem & devotionem reverſi, ſacro ſe Imperio in puritate & integritate fidei reddiderunt, & in hoc propoſito fidei ſe firmos & ſtabiles opere comprobant & effectu: Nos qui eiſdem pium & benevolum affectum gerimus, & tanquam filios peramamus, culpam præteritam, quam ipſi ſtudent devotis & fidelibus actibus expiare, remittentes eiſdem de gratia ſpeciali omnes ſententias per dictum D. Henricum contra ipſos prolatas, de plenitudine poteſtatis regiæ relaxamus & revocamus, quicquid ex eis vel ab eis factum vel ſecutum exiſtit: reſtituentes eoſdem eadem poteſtate contra ipſas ſententias in integrum, & in ſtatum priſtinum, ac ſi ipſæ ſententiæ non fuiſſent ab initio promulgatæ. Ad quos ſpecialiter nos induxit prædictorum fidelium noſtrorum nova, creſcens & firma devotio: & fideliſſima ſtrenui Viri Caſtrucii de Antelminellis, ſui Vicarii, pro ipſis interpellantis ſupplex petitio, & favor multus, quem ipſis gerimus ex affectu. Verum tamen prædictas ſententias non intelligimus relaxatas ad illos de civibus prædictis, qui in rebellione perſiſtentes nobis & Imperio vel dicto Vicario noſtro nomine non obediunt, nec intendunt; niſi forte ad requiſitionem dicti Caſtrucii, intra terminum, quem præfixerit, ad fidelitatem redierint, & ejus beneplacitis paruerint & mandatis. In cujus noſtræ remiſſionis, relaxationis, revocationis & reſtitutionis teſtimonium præſentes damus litteras, ſigilli noſtri robore communitas. Datum in Francfort. IV. Kalend. Junii, anno Domini 1324. Regni verò noſtri X.

CCXXXVIII.

ANS e J. C. 1324.

Inveſtiture de la Ville & du Pays de PISTOYE *donnée par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE *à* (a) CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai*, 1324. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 128.

(a) Castruccio étoit auſſi emparé de Piſtoye.

LUdovicus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, magnifico Viro CASTRUCIO de Antelminellis, Vicario Lucanorum, ſuo & Imperii fideli dilecto gratiam ſuam & omne bonum. Regiæ liberalitatis clementia in ſuos fideles gratiarum dona multiplicans, illis præcipuè conſuevit aſſurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles, pro exaltatione Coronæ ſingulares triumphos & nomen laudabile ſunt ſortiti. Sanè cum veraciter ſciamus, te præcipuum in partibus Italiæ pro Sacro Imperio pugilem extitiſſe, nulli parcendo periculo, oneri vel labori, ac juſtitia tua & animi probitate victos de hoſtibus devotos pro Imperio tenuiſſe, ac devios infideles ad fidem gratioſis meritis invitaſſe: volentes præmiſſorum obtentu, extollere nomen tuum & te prærogativa ſpeciali magnificè honorare, vicariatum Civitatis Piſtorii & totius Comitatus & diſtrictus ejuſdem, ac in omnibus aliis terris ſitis infra confinia ſupra dicta, & in diœceſi Lucana Piſtorienſi & Lunenſi auctoritate Regia, noſtro, & ſacri Imperii vice & nomine uſque ad noſtrum vel ſucceſſoris noſtri Romanorum Imperatoris aut Regis beneplacitum & voluntatem, tibi committimus, & in ipſis civitate & Comitatu ac diſtrictu, terris, locis, ac omnibus antedictis pro nobis ac ſacro Imperio te Vicarium conſtituimus & facimus generalem. Concedentes tibi plenariam juriſdictionem in omnibus prædictis, civitate, terra & locis, poſtquam eas acquiſieris, & pro nobis & ſacro Imperio tenendas tibi ſubjugaveris, ut poſſis inquirere & punire, & juriſdictionem ſanguinis cum mero & mixto Imperio exercere, in genere & in ſpecie, per te vel alium, aut alios, cui vel quibus ipſam juriſdictionem commiſeris exercendam; recepto primitus à te juramento, quod ipſam juriſdictionem fideliter exerceas, nulli parcendo, vel contra juſtitiam offendendo, ſed jus unicuique tribuendo. Volentes per hanc conceſſionem noſtram omnia & ſingula tibi eſſe conceſſa, quorum ſpecialem commiſſionem fieri oporteret, & quæ in generali commiſſione non intelligerentur commiſſa, niſi de ipſis fieret mentio ſpecialis. In cujus rei teſtimonium præſentes tibi dirigimus & tradimus appenſione ſigilli Regii communitas. Datum in Regali oppido noſtro Francfort. IV. Kal. Junii, Anno Domini 1324. Regni vero noſtri X.

ANS de J. C. 1324.

CCXXXIX.

ANS de J. C. 1325. FRANCE ET ANGLETERRE.

Prolongation de la Trêve entre CHARLES IV. *dit* le Bel, *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre, pour un mois après la Fête de S. Jean Baptiſte, fait à Fontainebleau, le 26. Mai*, 1325. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 108.

A Tous ceux qui ces preſentes lettres verront ou orront, Jean par la ſouffrance de Dieu Eveſque de Varwick, Jean de Bretagne Comte de Richemond, & William de Ayremine Chanoine de Verwick, Salut. Sçavoir vous faiſons, que la ſuffrance nagueres priſe entre nobles & ſages conſeillers de excellent Prince Sire, Charles par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Gauchier de Chaſtillon Comte de Portien, Conneſtable de France, Alfons d'Eſpagne, Meſſire Jean Cerchemont Chancelier, Mathieu de Trie Mareſchal de France, Mile Seigneur de Noyers & M. Hugues de Chalenton Chantre de Clermont, en nom du dict Roy de France & pour li d'une part; Et nous avant dits Eveſque & Comte de Richemont, & Jean par la ſuffrance de Dieu Eveſque de Wincheſtre, pour excellent Prince & noſtre Sire Edward par la grace de Dieu Roy de Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, pour li & en ſon nom d'autre part; à durer tant que à la quinzaine de cette feſte de la Pentecoſte incluſivement; en eſperance de ferme & perpetuel accord entre les dits Roys affermer; par la vertu du povoir de li donné à nous par ces lettres patentes, deſquelles la teneur eſt cy deſſoubs contenue; avons eſloigniez en nom de noſtre dict Sgr. le Roy d'Angleterre, & pour li tant que un mois apres la feſte de la nativité Sainct Jehan Baptiſte prochain à venir le derrenier jour de cel meſme mois enclos deeinz ſouffrance. Et pour ce mandons & commandons de par noſtre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc, à tous juſticiers, baillis & autres miniſtres & ſougis du dict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc en la Duché avant dicte & ailleurs, que eux & chacun d'eux tiegnent & gardent la dite ſouffrance enſuite eſlongnée. La teneur des dictes lettres de noſtre dict Seigneur eſt telle.

§. 2. Eduardus Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Dux Aquitaniæ, univerſis præſentes litteras inſpecturis. Noverit univerſitas veſtra, quod nos de fidelitate & circumſpectione venerabilium Pa-

ANS de J. C. 1325. trum, Joannis Norwicenſis, & Joannis Wintonenſis Epiſcoporum, dilectorum & fidelium noſtrorum, Johannis de Britannia Comitis Richemondi conſanguinei noſtri chariſſimi, & Wilelmi de Ayreminne Canonici Eboracenſis plenam fiduciam obtinentes; ipſos facimus, ordinamus & conſtituimus veros & legitimos Procuratores noſtros ac Nuntios ſpeciales; dantes & accordantes tribus & duobus eorum, quorum alter dictorum Epiſcoporum ſit unus, plenam & liberam poteſtatem ac ſpeciale mandatum pro nobis & aliis perſonis quibuſcumque, de quibus dictis Procuratoribus noſtris tribus & duobus eorum, ut eſt dictum, expedire videbitur; cum Sereniſſimo Principe Karolo Rege Francorum & Navarræ illuſtri, aut cum Procuratoribus ſive Nuntiis ejuſdem ſpecialem habentibus poteſtatem, treugas ſeu ſufferentiam inter nos & prædictum Regem Francorum initas ſeu initam prorogandi, vel alias treugas ſeu ſufferentiam inter nos & eundem Regem ſub quibuſcumque formis vel modis, dicti Procuratores noſtri tres vel duo eorum, ut eſt dictum opportunum viderint de novo capiendi & ineundi; & ipſas treugas ſeu ſufferentiam vallandi, firmandi & roborandi, & omnia alia & ſingula faciendi, quæ in præmiſſis, ipſis tribus & duobus eorum, ut eſt dictum neceſſaria ſeu utilia videbuntur. Ratum habentes & habituri, quicquid per prædictos Procuratores noſtros, tres aut duos eorum in forma prædicta geſtum, actum, factum ſeu procuratum fuerit in præmiſſis. Et hæc omnibus, quorum intereſt, vel intereſſe poterit, ſignificamus per has litteras noſtras patentes ſigilli noſtri munimine roboratas. Datum apud Wintonium, ſexto die Maji, Anno Domini milleſimo trecenteſimo viceſimo quinto, regni verò noſtri, decimo octavo.

§. 3. En teſmoin de laquelle choſe nous avons fait mettre nos ſeaux à ces preſentes lettres, donné à Fontainebleau le vingt ſixieme jour de May, l'an de grace, mil trois cens vingt cinq.

CCXL.

ANS de J. C. 1325. FRANCE ET ANGLETERRE. *Traité de Paix entre* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre, fait à Paris, le dernier de Mai*, 1325. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 109.

A tous ceux, qui ces preſentes lettres verront ou orront, Nous P. Eveſque de Viviers, Alfons d'Eſpagne, G. Conneſtable de France, Jean Cerchemont Chancellier, Hugues de Chalençons Chantre de Clermont, & Guillaume Flotte Seigneur de Renel Chevallier, Conſeillers & Procureurs du Roy de France noſtre tres cher Seigneur; & nous Jean Eveſque de Norwick, Jean de Bretagne Comte de Richemont & Guillaume de Ayreminne Chanoine d'Ewrois Meſſages & Procureurs du Roy d'Angleterre noſtre tres cher & tres redoubté Seigneur ſçavoir faiſons: à ſçavoir que nous Conſeillers & Procureurs du dict Roy de France en ſon nom & pour luy d'une part, & nous devant dits Meſſages & Procureurs du dict Roy d'Angleterre en ſon nom & pour luy d'autre part; Avons accordé pour bien de paix; meenans tres haute & tres noble Dame, Madame Iſabel Royne d'Angleterre Suer du dict Roy de France, & Reverends Peres en Dieu, Monſieur G. Archeveſque de Vienne, & Monſieur H. Eveſque d'Orange, meſſages de noſtre tres ſainct Pere le Pape; Nous Conſeillers, meſſages & Procureurs devant dits ayans plein pooir à ce des dicts nos Seigneurs, ſelon ce qu'il eſt contenu es lettres ouvertes ſeellées de leurs Seaux, deſquelles lettres la teneur eſt contenue cy deſſous.

§. 2. Premierement, que la terre, que le dict Roy d'Angleterre tient ou Duchié de Guyenne, le Roy de France devant dit prendra & tiendra en ſa main en la maniere, qui s'enſuit, c'eſt à ſçavoir, que le dict Roy de France y eſtablira un Seneſchal, bonne perſonne & ſoffiſant, & neant ſoupçonneux au dict Roy d'Angleterre, liquel Seneſchal prenra & gouvernera la dicte terre au nom du dict Roy de France, & y eſtablira juges, baillis, ſergens & autres officiaux & Miniſtres accouſtumez; & gouvernera la dicte terre ſelon ce qu'elle a eſté accouſtumée eſtre gouvernée; Chaſtelains ou autres gardes de Chaſtiaux, quelque part qu'ilz ſoient, & de maiſons fors hors de Villes deputez par le dit Roy d'Angleterre, demourans en leur garde en convenable nombre, ſelon l'ordonnance du dict Seneſchal, laquelle il fera au Conſeil & à l'advis des Chaſtellains & autres gardes les dicts Chaſtiaux & maiſons fors; & pour ce que le dict Seneschal puiſſe mieux & plus en paix gouverner (*a*) le paix, les gens darmes qui ſont au paix de par le dict Roy d'Angleterre ſe retrairont à Bayonne & en tour, au plus loing, & au plutoſt que on porra. ANS de J. C. 1325. (*a*) Le Pays.

§. 3. Et nous devant dits Meſſages & Procureurs du dict Roy d'Angleterre avons promis & convenantié, que nous procurerons à noſtre pooir envers noſtre Seigneur le dict Roy d'Angleterre, que les dites gens d'armes au pluſtoſt, qu'ils pourront bonnement vuideront le pays, & auſſy ſe retrairont les gens d'armes du Roy de France, ſauve ce, que les Chaſtiaux quelque part qu'ils ſoient & maiſons fors hors des Villes d'une part & d'autre demourront garnis à l'ordenance du dict Seneſchal, au conſeil & à l'advis des Chaſtellains & autres gardes des Chaſtiaux & maiſons fors, ſi comme par deſſus eſt dict; afin qu'ils ne puiſſent eſtre emblez ne tollus.

§. 4. Et jurront ſur Sainctes Evangiles ou dict Seneschal, cil qui feront Chaſtellain & toutes gardes des dicts Chaſtiaux & maiſons fors, que il ne iſtront ne ſueffriront, que leurs gens iſſent en armes hors des dicts Chaſtiaux & maiſons fors, ſans le congié dudict Seneſchal; ne feront ne porteront dommage à nulli pour la paix miex garder, & ſe les uns ou les autres, qui demouront aus dits Chaſtiaux & maiſons fors meſfaiſoient contre la fourme du dict ſerrement, le dict Senechal les en pourra corrigier & punir deuement, ſelon leur meffaict. Neantmoins la garde des dicts Chaſteaux & maiſons fors, deſquieux le Roy d'Angleterre aura donné la patience cy apres enſuivant, demeurant par devers le dict Roy d'Angleterre; & que és dictes choſes faire, le dict Roy d'Angleterre donra patience en bonne foy, & n'y mettra empeſchement par ſoy ne par autre, en apert ou en repoſe; & ſe aucun y vouloit mettre empeſchement, il ne li donroit aide, conſeil ne confort, ne ſueffreroit, que de par luy, ne de par ſes officiaux empeſchement y fut mis.

§. 5. Et pour ce que toutes les choſes ſe faſſent en bonne foy, li Seneſchal, qui ainſy, comme dis eſt, ſera eſtably, ſera ſerrement au Roy de France, que bien & loyalment gouvernera la dicte terre, eſpeciaument en gardant les poincts de cet accord; & que on ne puiſſe noter, que aucune aſpreſſée fut faicte pour les choſes paſſées, * nous Conſeillers & Procureurs du dict Roy de France, que le dict Seneſchal ne ſe entremettra des faicts criminels, qui ont eſté faicts ou temps paſſé, ne d'autres cauſes civiles du temps paſſé ne d'autres civiles, ne s'entremettra d'office.

§. 6. Et pour ce que nous devant dicts Conſeillers, meſſages & Procureurs des dicts Roys nos Seigneurs avons ferme eſperance, que les ſus dites choſes ſoient faictes & accomplies dedans la prochaine feſte de l'Aſſumption noſtre Dame: avons accordé, que ſi li Roy d'Angleterre vient à Beauvais à la dicte feſte de l'Aſſomption, li Roys de France y ſera; & ſi li Roys d'Angleterre li offre à faire hommage, li Roys de France le receura, proteſtation faicte de par le Roy de France, que nul prejudice ne ſoit faict pour ce audict Roy

ANS de J. C. 1325. Roy d'Angleterre au droict, que il se dit avoir en la terre, qu'il tient à present. Et se aucun des dits Roys estoit empeschez par maladie ou par autre empeschement notoire, parquoy il ne peut venir ne estre à la dicte journée; celuy qui ainsy seroit empeschiez sinefieroit à l'autre Roy, le plustost que il porroit bonnement, avant la dicte journée; & lors seroit accordée autre journée brief & souffisant, pour faire au dict lieu de Bauvais le dict hommage & les autres choses, qui y appartiennent à faire.

§. 7. Et nous devant dits Conseillers & Procureurs dudict Roy de France pour luy & en son nom convenançons, que li dict Roy de France pour l'amour & contemplation de sa dicte Suer la Royne d'Angleterre, li hommage faict, rendra au dict Roy d'Angleterre, ou à son commandement la dicte terre, laquelle li Roys de France aura ainsy eue par la patience du Roy d'Angleterre avec la Comté de Pontif, & y mettra li Roys d'Angleterre tiex officiaux, comme il voudra. Et avec ce accordons ou nom dudict Roy de France, que faict le dict hommage en la maniere dessus dicte & pour l'amour de sa dicte Suer, ne demandera riens au Roy d'Angleterre, laquelle li Roys de France aura eue par la patience du dict Roy d'Angleterre, si comme dit est, par dessus, pour cause de forfaicture du temps passé si aucune en y avoit; mais la terre, que li Roys de France tient au dict Douché à present, le dict Roy de France tenra paisiblement pour tel droict comme il y a; sans ce que en la dicte chose pour raison de cette convenance nouvel droict ne soit acquis au Roy de France, ne prejudice faict au Roy d'Angleterre, en possession ne en proprieté; & de ce pourront les parties devant dites faire protestation en l'offre & en la reception du dict hommage, & à ces protestations s'accorderont les dites parties.

§. 8. Et si li Roys d'Angleterre ou son Procureur pour luy demande droict au Roy de France sur la terre, que iceluy Roy de France tient à present au dict Duché, li Roys de France le luy fera bon & hastif, sommierement & de plain, & assemblement sera ouys le Procureur du Roy de France, & li sera faict droict sur les despens fraiz & coustz, que li Roys de France aura faict & soustenu pour cause de l'empeschéement que il dit & maintient, que li Roys d'Angleterre, ou les gens ont mis au dict Roy de France, ou à ses gens, à ce qu'il n'ait peu assener à son fie. Et ou cas, qu'il soit regardé & dict par droict par le dict Roy de France, que la dicte terre seroit rendue au dict Roy d'Angletere, & ce que li Roys d'Angleterre seroit tenus à rendre & restituer au dict Roy de France pour les despens, fraiz & cousts dessus, & la quantité esclaircie; le dit Roy d'Angleterre sera tenu à les rendre & payer dedans le temps d'un an du temps de la declaration au dict Roy de France ou à son commandement. Et s'il ne le faisoit, li Roy de France en sera sus la terre, que li Roys d'Angleterre tendra au Royaume de France, execution deue, à laquelle faire, nous dessus dits messages & Procureurs dudict Roy d'Angleterre promettons à faire & procurer, que li dit Roys d'Angleterre donra patience en bonne foy, ne n'y mettra empeschement, par soy ne par autre, en apert ne en repost; ne sueffrera, que de plus y soit mis. Et ou cas qu'il sera regardé & dict par droict, que la dicte terre, que li Roys de France tient à present ou dict Duchié doit demeurer ou dict Roy de France, nous devant dits Conseillers & Procureurs du dict Roy de France * que pour contemplation de sa dicte Suer li Roys d'Angleterre ne soit tenuz à li rendre ne payer les despens, fraiz & cousts dessus dits.

§. 9. Item nous dessus dits Conseillers, Messages & Procureurs avons accordé ou nom de nos devant dis Seigneurs les Roys, & pour eux; que totes gens prises d'une part & d'autre pour le mouvement des deux Roys devant dits, soient delivrées & rendues à plein, c'est à sçavoir les gens prises ou arrestées en Gascongne, tantost que la dicte patience sera donnée & la paix criées par de là; & les gens prises ou arrestées par deçà en France ou en Angleterre, soient aussy rendues & delivrées au plus tost qu'il sera venu à la connoissance des dictes parties, que la dicte patience aura esté donnée, & la dicte paix criée en Gascongne, si comme dit est. ANS de J. C. 1325.

§. 10. Et toutes les choses dessus dictes & chacune d'icelles nous devant dits Conseillers, Messages & Procureurs des devant dits Roys de France & d'Angleterre avons promis en bonne foy, ou nom de nos dits Seigneurs & pour eux, à tenir, garder & accomplir de poinct en poinct en bonne foy en toutes choses, en la maniere, qu'elles sont par dessus contenues, & non faire ne venir encontre, ne sueffrir à venir; & que parmy * eut choses sera bon accord & bonne amitié entre les dits Roys, de ceux qui ont esté aidans, & des soumis ou autres d'une partie & d'autre, sera ordené à l'assemblée des deux Roys dessus dicts. Et avons promis nous devant dits Conseillers, Messages & Procureurs, à faire & procurer en bonne foy envers nos Seigneurs les dits Roys, que chacun de eux donra dedans la prochaine feste de la nativité Sainct Jean Baptiste au plus tard ses lettres ouvertes seellées de son seel; par lesquelles ils aggreeront, ratefieront & approuveront toutes les choses dessus escrites & chacunes d'icelles. La teneur des Lettres sur le pooir à nous donné devant dis Conseillers, Messages & Procureurs des dicts Roys nostre Seigneur est telle.

§. 11. CAROLUS Dei gratia Franciæ & Navarræ Rex, universis præsentes Litteras inspecturis salutem. Notum facimus, quod nos de fidelitate & circumspectione dilectorum & fidelium P. Vivariensis Episcopi, Alfonsi de Ispania consanguinei nostri, G. Constabularii Franciæ, Magistri Johannis Cerchemont Cancellarii, Hugonis de Chalençon Cantoris Claromontensis, & Guilelmi Flotte Domini de Reneilo Militis, Consiliariorum nostrorum, plenam fiduciam obtinentes, ipsos facimus, ordinamus & constituimus veros & legitimos Procuratores nostros ac Nuncios speciales; dantes & concedentes eisdem sex, quinque, quatuor, tribus, & duobus eorum, generalem, plenam & liberam potestatem ac speciale mandatum tractandi de reformatione pacis & concordiæ, inter nos & Regem Angliæ, ac de iis, quæ ad pacem pertinent; etiam supra omnibus & singulis discordiis, guerris, litibus, controversiis, causis, quæstionibus, damnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & personalibus mixtis, quæ fuerunt, sunt vel esse possent occasione quacumque inter nos & Regem præfatum; ac tractatum hujusmodi quacumque firmitate vallandi, petendi, stipulandi, recipiendi, retinendi, paciscendi, componendi, transigendi, concordandi & conveniendi, ac in certos diem & locum, quibus nos & præfatus Rex Angliæ personaliter conveniamus, si expedire viderint, consentiendi ac eosdem diem & locum nostro nomine acceptandi, & treugas seu sufferentiam vallandi, firmandi ac etiam roborandi; diem & treugas seu sufferentiam hujusmodi, semel & pluries, quoties expedire videbitur, prorogandi; ac omnia & singula faciendi, quæ sunt pacis & concordiæ, & ad plenam pacem & concordiam valeant pertinere, & quod faceremus, vel facere possemus, si præsentes essemus, etiam si mandatum exigant speciale. Volentes omnia & singula necessaria & utilia ad faciendum & complendum præmissa, & quodlibet præmissorum pro specialiter expressis & enunciatis haberi; ac promittentes pro nobis successoribusque nostris ratum & firmum habere & habituros, quicquid per dictos Consiliarios & Procuratores nostros sex, quinque, quatuor, tres aut duos ex ipsis, ut dictum est, in forma superius expressa, gestum, actum & factum, seu etiam procuratum fuit in præmissis & quolibet præmissorum.

ANS de J. C. 1325. Supra quibus approbandis, tenendis, ſervandis, faciendis & complendis, nos & ſucceſſores noſtros, bonaque noſtra omnia obligamus. In quorum teſtimonium ſigillum noſtrum fecimus præſentibus his apponi. Datum & actum apud Fontembliandi, in vigilia feſti Pentecoſtes anno Domini milleſimo trecenteſimo vigeſimo quinto.

§. 12. Item: EDOUARDUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Dux Acquitaniæ, univerſis præſentes litteras inſpecturis Salutem. Noverit univerſitas veſtra, quod nos de fidelitate & circumſpectione Venerabilium Patrum Johannis Norwicenſis, & Johannis Wintonenſis Epiſcoporum & dilectorum & fidelium noſtrorum Johannis de Britannia Comitis Richemundi conſanguinei noſtri & Guillelmi de Ayremine Canonici Ebroicen. plenam fiduciam obtinentes, ipſos facimus ordinamus & conſtituimus veros & legitimos Procuratores noſtros & Nuntios ſpeciales; dantes & concedentes eiſdem tribus & duobus eorum, quorum alter dictorum Epiſcoporum ſit unus, generalem, plenam & liberam poteſtatem & ſpeciale mandatum tractandi de reformatione pacis & concordiæ inter nos & excellentiſſimum Principem Carolum Regem Franciæ & Navarræ Illuſtrem, ac de his quæ ad pacem pertinent, & ſupra omnibus & ſingulis diſcordiis, litibus, controverſiis, guerris, cauſis, quæſtionibus, damnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & perſonalibus atque mixtis, quæ fuerunt & ſunt vel eſſe poſſent inter nos & ipſum Regem occaſione quacumque; ac tractatum hujuſmodi quacumque firmitate vallandi, petendi, ſtipulandi, recipiendi, retinendi, paciſcendi, componendi, tranſigendi, concordandi & conveniendi & in certos diem & locum, quibus dictus Rex Franciæ & nos perſonaliter conveniamus, ſi expedire viderint, conſentiendi, ac eoſdem diem & locum noſtro nomine acceptandi; & treugas ſeu ſufferentiam inter nos & eundem Regem ſub quibuſcumque formis vel modis dicti Procuratores noſtri tres aut duo eorum, ut prædictum eſt, opportunum viderint, de novo capiendi & ineundi; ac ipſas treugas ſive ſufferentiam hujuſmodi ſemel & pluries quoties expedire videbitur prorogandi, ac omnia & ſingula faciendi, quæ ſunt pacis & concordiæ, & ad plenam pacem & concordiam valeant pertinere, & quæ nos faceremus vel facere poſſemus ſi præſentes eſſemus, etiam ſi mandatum exigant ſpeciale. Volentes omnia & ſingula neceſſaria & utilia ad faciendum & complendum præmiſſa & quodlibet præmiſſorum pro ſpecialiter expreſſis & enunciatis haberi; promittentes inſuper pro nobis & heredibus noſtris, ratum & firmum habere & habituros, quicquid per dictos Procuratores & Nuntios noſtros tres vel duos eorum, ut eſt dictum, in forma ſuperius expreſſa geſtum, actum & factum, ſeu etiam procuratum fuerit in præmiſſis & quolibet præmiſſorum. Supra quibus approbandis, tenendis, ſervandis, faciendis & complendis, nos & hæredes noſtros & bona noſtra omnia obligamus, & etiam omnibus, quorum intereſt vel intereſſe poterit * inſtitutum ſignificamus per has noſtras Litteras patentes ſigilli noſtri munimine roboratas. Datum apud Winton ſexto die Maji, anno Domini, milleſimo trecenteſimo viceſimo quinto, Regni verò noſtri decimo octavo.

§. 13. En teſmoin deſquelles choſes nous Conſeillers, Meſſages & Procureurs deſſus dicts avons mis nos ſeaux en ces Lettres. Donné à Paris, le derrain jour de May, l'an de grace mil trois cens vingt cinq. Eſt ſeellé de neuf ſeaux.

CCXLI.

ANS de J. C. 1326.

Traité de Paix entre CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre, fait à Paris le dernier jour de Mars* 1326. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 114. FRANCE ET ANGLETERRE.

A Tous ceux, qui verront & oirront ces preſentes Lettres, nous Pierre Eveſque de Chartres, Pierre Eveſque d'Auxerre, Philippe Comte de Valois, d'Anjou & du Mayne, Gauchier de Chaſtillon, Conneſtable de France, Milles Sire de Noyers, Matthieu de Truye Mareſchal de France, Jehan Cerchemont Chancelier de France, & Andrieu de Florence Doyen de Furnes, Conſeillers de noſtre tres cher & redoubté Seigneur CHARLES par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, & nous Johans Eveſque de Winceſtres & Willaumes Eveſque de Norwic, Johan de Werint, & Hugues de Dandeluye Meſſages & Procureurs de noſtre tres chier & tres redoubté Seigneur EDOUARD Roy d'Angleterre: Sçavoir faiſons, que nous Conſeillers & Procureurs du dict Roy de France & pour luy d'une part, & nous avant dits Meſſagers & Procureurs de noſtre dict tres chier & tres redoubté Seigneur Edouard Roy d'Angleterre en ſon nom & pour luy d'autre part; ſur debats, diſſenſions & deſcords meuz entre le dict Roy de France & Monſieur Edouard nagueres Roy d'Angleterre en la Duché de Guyenne & ailleurs en mer & en terre és Royaumes de France & d'Angleterre, avons accordé pour le bien de paix en la forme, qui s'enſuit.

§. 2. Premierement que la terre ſurpriſe ſur le dict Roy de France en la dicte Duché, puis & contre la forme de l'accord, qui dernierement ſe fiſt entre le dict Roy de France & le Roy d'Angleterre, ſoit ſans delay reſtituée au dict Roy de France, ou aux ſiens en ſon nom à tenir ſelon la forme du dict accord; ainſy ce que le dict Roy de France ou ſes gens en ſon nom ont occupé, en la dicte Duchée, puis & contre la forme du dict accord ſoit ſans delay reſtitué au dict Roy d'Angleterre qui ores eſt, ou à ſon mandement.

§. 3. Et avons accordé d'une part & d'autre ou nom de nos dits Seigneurs les Roys, que nul homme ne ſujets d'une partie, & d'autre, pour cauſe de deſobeiſſance & rebellion ou treſpas faict en attendant à l'une partie ou à l'autre ne ſoit dommagez, moleſtez ne grevez en perſonne, ne en leurs biens; exceptez les perſonnes ſus eſcriptes. Et que le dict Roy d'Angleterre par cauſe de cette reſtitution faite au dict Roy de France de tenir ſurpriſe ſur luy en la forme ſus dicte, ſe nulle y ſoit, ne ſoit achoiſonnez ne chalangez en nulle maniere comme de choſe faite encontre le dict accord; ne que nul prejudice luy aviegne en poſſeſſion ne en proprieté de nulle terre contre la forme d'iceluy accord; & tout auſſy du Roy de France.

§. 4. Item pour toutes manieres de couſts, frais & deſpens, dommages & tous intereſts, que le dict Roy de France ou ſes ſubjets ayent ſouſtenus ou encouru par la cauſe des mouvemens avans dis; nous avant dis Meſſages & Procureurs du dict Roy d'Angleterre & Duc de France de Guyenne, tout ſoit il ſans compte des dictes meſpriſes, ſi comme nous maintenons; neantmoins pour le grand deſir, que nous ſçavons, qu'il a d'avoir la grace & bonne veillance du dict Roy de France ſon Seigneur & Oncle, & pour bon amour & dilection affermer & nourrir entre les Royaulmes & les ſujets d'une part & d'autre, & pour eſtancher les dits maux; accordons par auctorité & pouvojr, que nous avons de noſtre dict Seigneur & li obli-

ANS de J. C. 1326.

obligeons en cinquante mil marcs d'Esterlens au dict Roy de France, à prendre à sa volonté; ainse que au cas, que il plairoit mieux à nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre soy mettre simplement des choses contenues en cet article à la gracieuse volonté du dict Roy de France, la dicte obligation de cinquante mil marcs soit nulle à chacun des sujets d'une partie & d'autre; qu'ils retournent, puissent & doivent retourner à leurs heritages, qui ont esté occupez pour cause du dict esmouvement, au point & en l'estat, qu'ils trouveront; & aussy le dict Roy d'Angleterre ou ses subjects ne puissent rien demander au Roy de France ne à ses subjets, pour dommages, cousts, munitez ou malefaçons enseignes du dict esmouvement.

§. 5. Et nous tous Procureurs Conseillers & Messages des dits Roys voulons, octroyons & accordons, que toutes malefaçons soient & desja sont remises & quittées d'une partie & d'autre, à tous ceux, qui ont esté coulpables, aidans & consentans en cause & pour cause du dict mouvement, exceptées les personnes dessous escriptes. Item pour ce que Monsieur Olivier d'Inguehen, Monsieur Girard de Castes, le Seigneur de Caumont, Monsieur Aymeyron du Fossat, Monsieur Arnault du Fort, qui fut Sire de Fessen, le Bourk de Fois, le Seigneur de Lescu, Bertrand Caillou, le Sire de Landes, Remond Bernard de Saincte Foy, Alexandre de Caumont, qui fut Sire de Tournebut, ont esté cause des dits mouvemens, & les ont maintenuz; parquoy ils ont encouru forfaicture de corps & de avoirs, selon ce que le dict Roy de France maintient; nous avant dits Conseillers & Procureurs du dict Roy de France pour la contemplation de nostre tres chere Dame, Madame la Royne d'Angleterre sa Sœur, Mere dudict Roy d'Angleterre son Nepveu, pour ledict Roy de France & ou nom de luy; accordons, relaissons & pardonnons en tout aus dictes personnes peine de mort & de membres pour choses faictes puis les dits mouvemens jusques à ores, en muant & changeant les dictes poines corporelles en poines de bannissement du Royaume de France, mais qu'ils obeissent au ban.

§. 6. Et nous Procureurs & Messages du dict Roy d'Angleterre accordons & promettons, que nostre dict Seigneur fera ledict ban garder en toute la terre, que il a ou Royaume de France, & mettra à execution deue à son Royal pouvoir, & des Chasteaux & Fortereses des personnes dessus nommez, le dict nostre Seigneur le Roy & Duc fera abatre en signe de justice & de obeissance, au mandement du dict Roy de France, & en presence de celuy que il voudra deputer en la forme & maniere, que li Roy de France commandera. Et nous dicts Conseillers & Procureurs du dict Roy de France par auctorité & pouvoir de luy & pour luy donnons & delaissons au dict Roy d'Angleterre & Duc tout le droict, que le dict Roy de France a, ou peut avoir pour cause des dictes forfaictures en tous biens des personnes dessus dits, meubles & non meubles estans en la Seigneurie du dict Duc; reservé au dict Roy de France le droict de Souveraineté.

§. 7. Et nous tous avant dis Conseillers Procureurs & Messages, moyennans Reverends Peres en Dieu, Guillaume Archevesque de Vienne, Jean de Grand son Arcediacre de Nothingin en l'Eglise de Nordewich, Messagers & Ambassiateurs à ce especiallement envoyez de nostre St. Pere le Pape, avons traitté & accordé les choses sus escriptes en la forme sus ecrite, se elles plaisent au dit Roy d'Angleterre. Et au cas que le dict Roy d'Angleterre n'aura ces choses agrées ratifiées, approuvées, & la ratiffication d'icelles notifiées au dict Roy de France dedans le Mardy apres les octaves de Pasques prochain avenir pour tout le jours les dites convenances, quittances & remissions soient nulles, & de nul effect & valeur, aussy comme si elles ne eussent esté traittées ne parlées, ledict accord qui derrenement se fist entre le dict Roy de France & le Roy d'Angleterre, qui fut, demourera en sa force & vertu ensement. Nous tous Conseillers, Procureurs & Messagers des dicts Roys en nom d'eux & pour eux accordons, que ou cas, que les dictes choses plaisent au dict Roy d'Angleterre & les confirme, que le Roy de France les confirmera, & dictes confirmations seront faictes d'une partie & d'autre, par Lettres bonnes & convenables. Et apres les dictes confirmations sera & est bon accord entre les dits Roys, leurs Royaumes & Duchez de Guyenne & leurs sujets, & demourreront en bonne paix. Et ce sera publié & notifié és dits Royaume & Duché par l'auctorité des dicts Roys. En tesmoin de laquelle chose nous avons mis nos seaux en ces presentes Lettres, données à Paris le dernier jour de Mars, l'an de grace mil trois cens vingt & six. Et seellé sur double queue de douze seaux.

ANS de J. C. 1326.

CCXLII.

Traité d'Alliance entre CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, & ROBERT Roi d'Ecosse, fait au mois d'Avril* 1326. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 116.

ANS de J.C. 1326. FRANCE ET ECOSSE.

A Tous ceux, qui verront & orront ces presentes Lettres, nous Thomas Ranulphe Comte de Moret, Seigneur du Val du Aunaude & de Manne, Jacques Beu Archidiacre de Sainct Andrieu Sire de Louis, Adam de Moriefs Doctor de Decrets, Gautiers de Twisin Chanoine de Glascu, Procureurs de tres excellent Prince Messire ROBERT par la grace de Dieu Roy d'Ecosse; faisons sçavoir à tous: que nostre tres cher Seigneur avant dict, considerant, qu'entre les autres choses, parquoy les Roys regnent, Royaumes sont gouvernez, convenable chose & necessaire est, que Princes s'allient ensemble par lien d'amitié & bienveillance, pour les grevances de ceux & qui grever les veulent, plus effortiement resraindre, & la tranquillité d'eux & de leurs soubgiez plus paisiblement pourchassier; desirans que l'amitié & la bienveillance, qui a esté dés long temps entre les tres excellens Princes, les Roys de France, qui pour le temps ont esté, & les Roys d'Ecosse, persevere tousjours, & receue accroissement avec tres excellent Prince Monseigneur CHARLES Roy de France & de Navarre, encontre le Roy d'Angleterre, les qui predecessurs sovente fois se sont penez de grever les dictz Royaumes de France & d'Ecosse en maintes manieres, par vertu du mandement & de la procuration, que nous avons du dict nostre tres cher Seigneur le Roy d'Ecosse devant dict, de laquelle la teneur s'ensuit.

§. 2. Universis Litteras præsentes inspecturis, ROBERTUS Dei gratia Rex Scotorum, Salutem. Noverit universitas vestra, quod nos fecimus, constituimus, & per præsentes ordinamus dilectos & fideles nostros Thomam Ranulphi Comitem Arraniæ, Dominum Vallis Anaudiæ & Manniæ nepotem nostrum charissimum, Robertum de Rech. Mareschallum Scotiæ, Magistrum Jacobum Beu Archidiaconum Sancti Andreæ Legum Professorem, Adam de Moravia Decretorum Doctorem, & Walterum de Twyhame Canonicum Ecclesiæ Glasquensis, Procuratores nostros & nuntios speciales, ad tractandum cum Serenissimo Principe, CAROLO Dei gratia Francorum & Navarræ Rege Illustri, super quibuscunque confœderationibus inter ipsum, heredes suos, proceres & regnicolas regni sui, ex parte una; & nos & heredes nostros, proceres & regnicolas Regni nostri ex altera ineundis: dantes eisdem, & dicto Comi-

ANS de J. C. 1326.

ti cum quatuor, tribus, duobus aut uno eorundem, plenam generalem & liberam poteſtatem, & ſpeciale mandatum, cum eodem Sereniſſimo Principe, ſeu ejus Procuratoribus, cujuſcumque ſtatus, conditionis, aut dignitatis exiſtant, tractandi, paciſcendi, firmandi, nomine noſtro & Regni quaſcumque confœderationes, obligationes & pacta, quibus inter eumdem Regem illuſtrem, hæredes ſuos, proceres & regnicolas regni ſui; & nos hæredes noſtros, proceres & regnicolas regni noſtri, perpetuæ confœderationis & amicitiæ ſecura firmitas poterit concordari; ratum & gratum habentes & habituri pro nobis, hæredibus noſtris, proceribus, & regnicolis Regni noſtri, quidquid idem dictus Comes cum quatuor, tribus, duobus, aut uno eorumdem, cum eodem Domino Rege, vel ejus poteſtatem habentibus, faciendum duxerint vel duxerit in præmiſſis. In cujus teſtimonium præſentibus litteris ſigillum noſtrum præcepimus apponi. Datum apud Dundee, vigeſimo die Aprilis, anno gratiæ, milleſimo trecenteſimo viceſimo quinto, & anno Regni noſtri viceſimo.

§. 3. Avons fait alliance au nom de noſtre dict Seigneur le Roy d'Ecoſſe, & pour li comme les Procureurs en nom procuratoire, en la maniere, qui s'enſuit. C'eſt à ſçavoir, que le dict noſtre tres cher Seigneur le Roy d'Ecoſſe, ſes hoirs, & ſes ſucceſſeurs Rois ſont & ſeront obligez au Roy de France, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs Rois, & au Royaume de France, pour guerroyer le Roy d'Angleterre à tout leur peril, ſe guerre ſourt entre le dict Roy de France d'une part, & le Roy d'Angleterre d'autre; les treves entre les dicts Rois d'Angleterre & d'Ecoſſe ja priſes & pendans en quelconque maniere, finies. Et encores eſt obligé li Roy d'Ecoſſe, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs Roys d'Ecoſſe, ſon Royaume, ſa communauté, s'il advient, qu'ilz faſſent paix, ou prennent treves avec le Roy d'Angleterre, ou ſes hoirs, que le Roy de France, ſes hoirs ou ſucceſſeurs Roys de France, ſon Royaume, ſa communauté, ſoit hors pris; ſi que celle paix ou treve ſoit nulle, ſe guerre ſourt entre les devant dictz Roys de France & d'Angleterre. Et eſt le dict Roy de France, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs Roys de France, ſon Royaume, ſa communauté obligez, que s'ils faiſoient paix, ou prenoient treve avec le Roy d'Angleterre, que noſtre dict le Roy d'Ecoſſe devant dict ſes hoirs, ſes Succeſſeurs Roys d'Ecoſſe, ſon Royaume & toute ſa communauté ſeront hors pris; ſe que celle paix ou treve ſoit nulle, ſe guerre ſourt entre le Roy d'Angleterre, & ledict noſtre Seigneur le Roy d'Ecoſſe.

§. 4. Et eſt encor le dict Roy de France, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs, ſon Royaume, & ſa communauté, obligez à nous Procureurs dudict noſtre Seigneur le Roy d'Ecoſſe en nom procuratoire, & pour luy en bonne foy, comme loyaux alliez; que toutes les fois, que le dict Roy d'Ecoſſe noſtre Seigneur, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs, ſon Royaume, & ſa communauté auront à faire d'ayde ou de conſeil en temps de paix ou de guerre encontre le Roy d'Angleterre, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs Rois d'Angleterre, ou ſes ſougiez; qu'ils les aideront & conſeilleront en ce qu'ilz pourront bonnement comme loyaux alliez; & toutes ces choſes, & chacune d'icelles fermement tenir, & loyaument pour fournir, promettons en bonne foy, en nom procuratoire dudict noſtre Seigneur le Roy d'Ecoſſe, & pour li, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs Rois d'Ecoſſe, ſon Royaume, & toute ſa communauté en la maniere deſſus dicte fermement, & obligeat * & pour les dictes choſes & chacune d'icelles fermement garder, & entierement accomplir, tant comme elles ledict noſtre Seigneur le Roy d'Ecoſſe, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs Roys & ſon Royaume touchent.

§. 5. Nous Thomas Ranulphe Comte de Moret devant dict avons juré ſur ſainctes Evangiles, en la preſence du dict Roy de France, par eſpecialle commiſſion, que nous avions à ce faire; dont la teneur eſt telle: Univerſis Chriſti fidelibus, ad quorum notitiam præſentes litteræ pervenerint, Robertus Dei gratia Rex Scotorum, ſalutem in Domino ſempiternam. Noveritis nos per præſentes litteras dediſſe plenariam poteſtatem & ſpeciale mandatum Thomæ Ranulphi Comiti Moraviæ, & Domino vallis Anaudiæ & Manniæ, Nepoti noſtro cariſſimo, ad jurandum in animam noſtram ſuper quibuſcunque confœderationibus, obligationibus ſeu pactis, inter Sereniſſimum Principem Dominum Carolum Dei gratia Regem Franciæ & Navarræ illuſtrem, hæredes ſuos, Proceres, & regnicolas Regni ſui ex parte una, & nos, hæredes noſtros, proceres & Regnicolas Regni noſtri ex altera, firmiter ineundis. Et quidquid dictus Comes jurando in animam noſtram in dicto negotio firmaverit, nos ratum & firmum perpetuo habituros promittimus bona fide. In cujus rei teſtimonium præſentibus litteris ſigillum noſtrum præcipimus apponi. Datum apud Dundee, viceſima die Aprilis, Anno gratiæ 1325. & anno Regni noſtri viceſimo.

ANS de J. C. 1326.

§. 6. Et ainſy a juré en l'ame du dict Roy de France en ſa preſence noble homme & ſage Guy Chevrier ſon Chevallier, & du commandement du dict Roy, pour les choſes deſſus dictes garder & accomplir, tant comme elles touchent le partie du dict Roy de France, ſi comme il eſt devant dict. Et pour ce que cette choſe ſoit ferme & ſtable au temps à venir, nous avons mis nos ſeaux à ces preſentes lettres, données à Corbeil, l'an de grace 1326. au mois d'Avril, ſeellées de quatre ſeaux, un grand & trois petits, pendans à des cordons de ſoye verte.

CCXLIII.

Conditions ſous les quelles ceux de BRUGES, *d'*YPRES, *& autres leurs Adhérans ſont reçus en grace par* LOUIS *Duc de Brabant leur Souverain contre lequel ils s'étoient revoltez. Fait à Arkes pres de S. Omer. L'an* 1326. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLII. Feüill. 255.

ANS de J. C. 1326. FLANDRE.

PRemiers, que ceux de BRUGES, YPRE, le Franc, Courtray & leurs adherentz feroient faire & fonder un cloiſtre de Chartroix, au dehors de Courtray, de douze freres, & ce en l'honneur de Dieu, & pour les ames des treſpaſſez, & qu'ils employeroient pour le ſuſdict effect juſques a la ſomme de quatre mille livres de Flandre. Qu'ils rendroient & reſtitueroient aux Egliſes & abbayes, les dommaiges & intereſts par eux ſouſtenus, au moyen de la ſuſdicte guerre, ſelon l'eſtimation & ordonnance de ſix perſonnes, que ledict Conte denommeroit auſdictes fins. Que trois cents perſonnes de Bruges, & de Courtray, ſeront envoyées en peregrinaige. Si comme les cents vers Sainct Jacques en Galice. Les aultres cent a Sainct Gilles en Provence, & le demeurant vers noſtre Dame de Rochemadeur. Que le Conte ſera reſtitué en ſa Conté de Flandre, & que leſdicts de Bruges, & leurs adherents luy feroient nouvel ſerment, ſaulf la ſouveraineté au Roy de France. Qu'ils payeroient au Conte pour ſes frais & deſpens, cent mille livres Tournois, en deduiſant par ceux de Bruges, ſoixante ſix mille livres Tournois, qu'ils avoient promis payer pour le faict du Conte Jehan de Namur. Qu'ils payeroient & conſigneroient es mains du Roy Charles ou de ſon commis, la ſomme de deux cent mille livres Tournois: moyennant laquelle ledict Seigneur Roy prendroit a ſa charge, la ſatisfaction que cheoit a l'endroict de ceux de Gand & d'Audenarde, pour les dommaiges & intereſts par eux ſouſtenus, durant les ſuſdictes diviſions & rebellions. Par ceſt appoictement

ANS de J. C. 1329.

ment fut semblablement traicté & accordé, que pour nourir & entretenir le païs de Flandre, en bonne paix & union, le Roy de France, envoyeroit de dix ans en dix ans, ses commissaires audict Flandre, pour de nouveau faire jurer & publier ladicte paix. Que moyennant ce que dessus, toutes choses seroient pardonnées, & touts prisonniers tant d'une part, que d'autre delivrez, ensemble que chascun retourneroit au sien, selon qu'il le trouveroit. Ce fust faict a Arque par les deputez du Roy, & du Conte d'une part, & par les deputez des villes de Bruges, Ypre, du Franc, Dam, Nieusport, Berghes, Cassel, Messines, Warreston, Poperinghes, Bourbourch, Bailleul, Courtray & la chastelenie, Furnambocht, Burburchanbocht, Audenbourch, & l'Escluse & d'autre.

CCXLIV.

ANS de J. C. 1326. FRANCE ET ARAGON.

Déclaration de JACQUES II. *Roi d'Arragon sur la restitution d'un Navire & de quelques Marchandises, que son Amiral avoit enlevées aux sujets de* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France. Faite le 1. de Décembre*, 1326. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 119.

EXcellenti ac magnifico Principi Carolo Dei gratia Franciæ & Navarræ Regi illustri, charissimo Consanguineo nostro, Jacobus per eandem Rex Arragoniæ, Valentiæ, Sardiniæ, & Corsicæ, Comesque Barchinonæ, ac sanctæ Romanæ Ecclesiæ Vexillarius, Ammiratus, & Capitaneus generalis, salutem & prosperos ad vota successus. Serenitati vestræ præsentibus intimamus, quod nobili Francisco Carroccio olim Ammirato nostro dudum agente in partibus regni nostri Sardiniæ ad negotium acquisitionis castri Callari adversus Pisanos, & alios existentes in castro ipso, qui nostro dominio rebellarant, viriliter prosequente; Cum anno præsenti quædam navis seu coucha, cujus erat ductor sive patronus Bernardus de Illario miles Narbonensis, diversis rebus seu mercibus tam mercatorum Narbonæ & Montispessuli, quam aliorum etiam onerata, ad dicti Regni Sardiniæ maritimam vicinam dicto castro Callari declinasset cum rebus & mercibus supra dictis: Nos dicta retentione percepta, quæ nostris voluntatibus supervenient displicens plurimum & ingrata, cùm nequaquam gentes vestras vellemus per nostras aliquatenus molestari, sed ut proprias pertractari: per nostras litteras postmodum iteratas, jam dicto Ammirato multum expresè dedimus in mandatis, ut dictam concham absolveret, & res & merces per eum captas integrè resarciret. Accepto namque per responsionem Ammirati præfati, quod ipse ad occupationem processerat supra dictam necessitate maxime perurgente, cum negotium acquisitionis castri prædicti ex defectu pecuniæ esset tunc in casu & periculo deserendi; quodque res & merces jam dictas converterat in bellatorum nostrorum stipendia, & alia quæ impugnatio dicti castri & ipsorum rebellium oppressio exigebant, nec præmissa vel aliqua de eisdem posset restituere quoquo modo; Nostram præsentiam adiverunt procuratores dictorum Mercatorum Narbonæ & Montispessuli, à nobis humiliter postulantes eis fieri satisfactionem integram de præmissis.

§. 2. Nos verò considerantes dictam occupationem seu retentionem factam fuisse, ut præmittitur, per dictum Ammiratum & officialem nostrum, per quem etiam res & merces prædictæ in nostris negotiis, utilitatibus & necessitatibus fuerunt positæ & conversæ; ut nobis tam per assertionem dicti Ammirati, quàm per publica documenta per dictos procuratores ostensa extitit facta fides; & affectantes per nos debitam satisfactionem fieri de eisdem; per tres personas idoneas & fide dignas, præsentibus & consentientibus dictis procuratoribus, & rationes suas plenè ostendentibus coram eis, averationem seu extimationem omnium mercium & rerum captarum fieri & recipi jussimus, & ea omnia nobis & nostro consilio recenseri. ANS de J. C. 1326.

§. 3. Et tandem cum de voluntate & assensu procuratorum supra dictorum omnes res & merces prædictæ fuissent per personas prædictas, quibus ea, ut est dictum, commisimus extimatæ, ad quantitatem triginta unius mille trecentarum viginti trium librarum Barchinonensium, pro sumptibus, damnis, & interesse totius præteriti temporis, & etiam pro interesse futuri temporis à dicta conventione in antea subsequentis, donec esset eis integrè satisfactum solveretur eisdem per nos ultra prædicta interesse pro rata quantitatis prædictæ, ad rationem videlicet * duodecim denariorum pro libra quolibet anno, cùm non possemus eis, ut optamus, protinus plenam & integram satisfactionem facere de præmissis, eo quod acquisitio dicti Regni immensam requirens voraginem expensarum, ferè thesaurum Cameræ Regiæ exhausisset: cum procuratoribus convenimus memoratis, quod dicta quantitas per nos eis infra triennium per tertias solveretur, nosque adjecto juramento promisimus solutiones ipsas præfixis terminis totaliter adimplere: adjecta inter cætera clausula, in obligatione & promissione, quæ inde jam fuerant ordinatæ, quod si forte nos vel nostri in dictis solutionibus, vel earum aliqua deficeremus terminis constitutis, & expectati postmodum per tres menses à quolibet ipsorum terminorum immediatè sequentes, solutionem vel solutiones ipsarum non adimpleremus; ex tunc dicti mercatores non expectare seu obtenta requisitione aliqua, seu facta à vobis vel vestris officialibus nobis faciendâ, aut facita justitia in nobis vel nostris non habenda seu invenienda, nec aliis in clausula ipsa contentis possent adire vestram præsentiam pro marcha vel represaliis habenda, vel obtinenda casu prædicto, & vos possetis eam illis in continenti concedere sive dare in toto Franciæ Regno, & prætextu ipsius marchæ officiales vestri possent pignorare capere seu marchare in mari & in terra ubique bona, res & merces quorumcumque subditorum nostrorum Regnorum & totius terræ nostræ; non obstantibus requisitione super eâ nobis non facta seu facienda mora seu facita justitia, in nobis non inventa; aut aliis supra dictis, & pignorata seu marchata vendere, & de eorum pretio eis satisfacere, prout in talibus & similibus marchis seu represaliis est fieri consuetum.

§. 4. Præmissis autem sic existentibus ordinatis, Consiliarii & probi hominis civitatis Barchinonæ, ad quorum notitiam præmissa devenerant nobis humiliter supplicarunt, ut adjectam in promissione jam dicta (scilicet marcham, jam dicto casu concessam) clausulam supra dictam faceremus à promissione hujusmodi amoveri, cum affererent, nostra reverentiâ semper salvâ absque læsione & onere conscientiæ nostræ & peccati mortalis incursu prædictam concessionem observari non posse, nec ad eam nos juramentum in ea oppositum astringebat, imò ipsius observantia nobis peccati laqueum præparabat ex causis inferius expressatis.

§. 5. Nos autem volentes præmissa ipsis mercatoribus omnino servare, quatenus possemus absque reatu perjurii & peccati, & in dubiis præsertim, ubi periculum animæ vertitur, viam eligere tutiorem, præmissa omnia per religiosos viros in Theologica facultate peritos non modicæ auctoritatis atque scientiæ examinari fecimus & discuti: Mandantes eisdem, ut nobis super his consulerent quid agendum, exprimentes eis nostræ propositum voluntatis, per quod perpendere poterant placere & velle, si licite fieri possent, quod conventio supra dicta effectualiter compleretur. Coram quibus propositis hinc & inde tam facti quam juris rationibus facientibus, pro & contra, cum ex

eorum

ANS de J. C. 1326. eorum responsione sive consilio, matura ac digesta deliberatione præhabitis, nobis dato, inveniſſemus juramentum per nos appositum in clausula memorata, quod iniquitatis vinculum esse non debet, vergere evidenter contra juramenta licita & honesta, per prædecessores & nos prius diu præstita supra privilegiis, franchitatibus, & immunitatibus per nos & eos dictæ civitati Barchinonæ & toti generali Cathaloniæ olim indultis, & pro quibusdam constitutionibus, in generalibus curiis Cathaloniæ editis, observandis; nec fore obligatorium cum perjurium induceret & peccatum.

§. 6. Reperiſſemus insuper promiſſionem ipsam ex natura rei pro parte nostra fore illicitam, cum ex se represaliæ utpote juri, rationi & æquitati contrariæ, utroque jure prohibitæ propter defectum justitiæ in Principe damnificante vel damnificantis Domino adinventum, vendicent sibi locum, & ex parte Principis, & Domini damnificati sint licitæ & permiſſæ; non tamen sint licitæ ex parte Principis, ob cujus esſent culpam vel negligentiam concedendæ, propter quod conventio per nos facta, cum clausula supra dicta inserta, quod possent videlicet ex præmiſſis nostri subjecti pignorari, cum mortale peccatum & perjurii reatum includeret, erat penitus revocanda.

§. 7. Nos cum dicti mercatores super præmiſſis nobis protestati fuiſſent, habito dicto consilio, quod latius & plenius in responsis à nobis dictæ protestationi describitur, eis respondimus, quod amota pignorationum clausula supra dicta, cum eam ex causis jam dictis servare non possemus absque dispendio salutis æternæ, parati eramus, & nos paratos obtulimus solutiones facere supra dictas terminis consuetis, & observare cætera contenta & concordata inter nos & eos, & mandare tradi eis libenter & in continenti instrumentum dictæ promiſſionis, amotis hiſ de quibus repertum est inducere animæ nostræ periculum, ut superius continetur.

§ 8. Igitur ad notitiam vestræ magnificentiæ deducentes præmiſſa, eamdem cordis affectione rogantes, quatenus attento, quod nos in præmiſſis fecimus quod potuimus, & pensato de dictis expensis innumeralibus per nos in acquisitione dicti Regni Sardiniæ factis, quæ nostrum thesaurum, ut prædicitur, exhauserunt, placeat, & velitis mercatoribus antefatis marchandi seu pignorandi bona subditorum nostrorum non concedere, sed potius denegare, cum nos intendamus prædictis mercatoribus damna passis solutiones facere supra dictas terminis ante fixis, cum interesse temporis præteriti & futuri; sed dictos potius inducere mercatores, ut præmiſſa per nos & eos, & communiter concordata velint recipere, quia nos adjecta clausula supra dicta parati sumus, quod illis promiſimus secundum formam condictam, aut aliis modis seu obligationibus vel securitatibus decentibus adimplere, ipsaſque solutiones facere terminis prætaxatis. Consideratis etenim considerandis, utriuſque subditis providebitis, & nos iis vehementer habemus placitum atque gratum, parati prosperis bonis debitis, & intima dilectione quibus conjungimur Magnificentiæ vestræ in multo majoribus respondere. Datum XIII. Kal. Decembris, anno Domini 1326.

Réponſe du Roi de France.

MAgnifico Principi Jacobo Dei gratia Arragoniæ & Sardiniæ Regi illuſtri conſanguineo noſtro cariſſimo, Carolus eadem gratia Franciæ & Navarræ Rex ſalutem & dilectionem ſinceram. Cum per veſtras nuper litteras nobis feceritis aperiri, quod ſuper eo, quod Franciſcus Carrocii Miles veſter Ammiratus in partibus Regni veſtri Sardiniæ quandam navim Mercatorum quorumdam Narbonæ & Montiſpeſſuli, ac aliorum regni noſtri Franciæ pluribus mercaturis onuſtam retinuerat, & in uſus veſtræ guerræ converterat dicti Regni, quæ per alias noſtras litteras præ- ANS dictis mercatoribus noſtris reſtitui rogavimus regiam de J. C. Majeſtatem, vos cum procuratoribus mercatorum 1326. ipſorum ſuo ad hoc interveniente conſenſu de valore navis & mercium prædictarum, quæ vos extimari feciſtis ſibi per tres annos exſolvendo conveniſtis: Serenitati regiæ notum fieri volumus, quod conſideratione perſonæ veſtræ, quam nobis chariſſimam reputamus & favore proſequimur ſpeciali, prædicta conventio nobis placet, regiam amicitiam deprecantes, quatenus ſolutiones ſuper dicto valore per vos ordinatas, taliter ſtatuitis ad hoc terminis complere curetis, quod ad nos ob defectum ſolutionis nulla de cætero quæſtio referatur, ita quod circa hoc non oporteat nos aliter providere dictis mercatoribus de remedio opportuno. Datum Pariſius duodecimo die Januarii, anno Domini 1326.

CCXLV.

*Promeſſe des Procureurs d'*EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre inſerée aprés le Traité de Paris du dernier Mars* 1326. *par laquelle ils obligent leur Roi à cinquante m.lle marcs ſterling contenus audit traitté, envers* CHARLES IV. *Roi de France. Le* 16. *Mai*, 1327. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 118. ANS de J. C. 1327. FRANCE ET ANGLETERRE.

PHilippus Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem. Notum facimus nos inſcriptas vidiſſe litteras, formam, quæ ſequitur continentes.

§. 2. A tous ceux qui ces preſentes lettres veront & orront, Nous Jehan Eveſque de Wincestres & Guillaume Eveſque de Norwik, Meſſages & Procureurs de noſtre tres chier & tres redoubté Seigneur EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, ſçavoir faiſons, que comme noſtre dict Seigneur ait ratifié & approuvé par ſes lettres ouvertes ſeellées de ſon grand ſeel, le traittié faict & accordé de nouvel par honorables Peres en Dieu, Pierre Eveſque de Chartres, Pierre Eveſque d'Aucuerre, Monſeigneur Philippes Comte de Valois, d'Anjou & du Mayne, Gauchier de Chaſtillon Cuens de Porciens & Conneſtable de France, Miles Sire de Noyers, Mathieu de Trye Mareſchal de France, Meſſire Jean Cerchemont Chancelier de France & Andrieu de Florence Dean de Furnes, Conſeillers & Procureurs de tres excellent Prince Monſieur CHARLES par la grace de Dieu Roy de France & Navarre, par le dit Roy & en ſon nom d'une part; & nous Jehan de Guillaume Eveſques deſſus dicts, Monſieur Jehan de Haynaut & Hugues d'Andeluye, Meſſages & Procureurs noſtre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, pour le dict noſtre Seigneur & en ſon nom d'autre part; duquel traitté & des lettres ſur ce faites la teneur & la forme s'enſuit.

§. 2. A tous ceux qui verront & orront &c. &c. (il faut repeter icy toutes les paroles du precedent traité de Paris n. LV. mis, juſqu'à ces mots du dernier §. ſeront faites d'une partie & d'autre, & par apres le preſent traitté continue, comme il ſuivra icy, bien qu'il paroiſſe aſſez, qu'il y a quelque manquement dans l'exemplaire dont on s'eſt ſervi) & ſes ſucceſſeurs Roys d'Angleterre & Ducs de Guyenne ſes biens de ſes ſucceſſeurs obligeons; que il les convenances, promeſſes & obligations ſus eſcriptes en la forme & maniere, que elles ſont au dict traittié expreſſées tendra, gardera & accomplira en bonne foy ſans jamais venir à l'encontre, par li ne par autre, par quelque voye ou maniere que ce ſoit, ſauvées audict noſtre Sieur & aux ſiens, toutes autres choſes pour eux accordées & octroyées

ANS de J. C. octroyées avant cet heure par le dict Roy de France & en nom de luy & sa bonne grace.

1327. §. 3. De rechief comme au dict traictié soit contenu entre les autres choses que pour toutes manieres & cousts frais & despens, dommages & tous interests, que le dict Roy de France ou ses sujets ayent soustenu, ou encouru pour la cause des mouvemens avant dits, nous avant dits Messagers & Procureurs du dict Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, tout soit il sans coulpe des dites mesprises, si comme nous maintenons, neantmoins pour le grand desir, que nous sçavons, qu'il a d'avoir la grace & bonne veillance du dict Roy de France son Seigneur & Oncle, & pour bonne amour & dilection affermer & nourrir entre les Royaumes & les sujets d'une part & d'autre, & pour estanchier les dits maux, accordons par auctorité & pouvoir, que nous avons de nostre dict Seigneur & li obligeons en cinquante mille marcs d'Esterlains au Roy de France à prendre à sa volenté; ainsi, que au cas, que il plairroit mieux à nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre soy mettre simplement des choses contenues en cet article à la gracieuse volenté du dict Roy de France, la dicte obligation de cinquante mille marcs soit nulle.

§. 4. Nous Jehans & Guillaume Procureurs & Messagers nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne dessus dit, promettons en nom de nostre dit Seigneur & pour li, que dedans trois mois prochains apres ce, que la paix contenue ou dit Traittié soit publiée ou Royaume de France & espiciaument es marchez devers le Royaume d'Angleterre & devers le dict Duché, le dit nostre Seigneur eslira, lequel li plair mieux soy mettre simplement des choses contenues au dict article, à la gracieuse volonté du dict Roy de France, ou de payer à li la somme de cinquante mil marcs d'Esterleins dessus dits; & ou cas qu'il li plaira mieux payer au dict Roy de France la somme de cinquante mil marcs, que soy mettre simplement à sa volenté, comme dessus est dit; il plaira à payer au dict Roy de France ou à son Procureur ayant à ce suffisant mandement dedans trois ans prochains apres la fin des dicts trois mois, la somme devant dicte par esgaux portions; c'est à sçavoir: à la fin de chacun an, la tierce partie de la dicte somme; & à ce faire & accomplir en bonne foy nous obligeons le dict nostre Seigneur & ses successeurs & leurs biens. En tesmoingnage de laquelle chose nous avons mis nos seaux en ces presentes lettres. Donné à Paris le sixiesme jour de May, l'an de grace mil trois cens vingt sept.

§. 5. In cujus visionis testimonium præsentibus litteris, nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisius die septima Septembris, Anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo. Est sellé sur le reply en double queue d'un grand seau de cire jaulne pendant.

CCXLVI.

ANS de J. C. 1327. ARRAGON ET MAJORQUE. *Accord entre* JAQUES II. *Roi d'Arragon, &* JAQUES *Roi de Majorque, fait à Barcelonne, le* 1. *Octobre*, 1327. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 122.

IN nomine Domini, Amen. Pateat universis præsentis Instrumenti publici seriem inspecturis, quod nos JACOBUS Dei gratia Rex Arragonum, Valentiæ, Sardiniæ & Corsicæ, ac Comes Barchinoniæ; & nos Jacobus per eamdem Rex Majoricarum, Comes Rossilionis & Ceritaniæ, ac Dominus Montispessullani, præsente, volente, auctorisante, ac suum expressum consensum præstante honorabili Domino Philippo de Majoricis patruo ac tutore nostri dicti Majoric. Regis, quod nos Philippus, qui præsentes sumus, sic esse asserimus & fatemur; scientes jam dudum compositionem seu transactionem fore factam inter illustrem Dominum Petrum bonæ memoriæ Regem Arragonum, patrem nostri Jacobi Regis Arragonum prædicti ex una parte; & illustrem Dominum Jacobum recolendæ memoriæ Regem Majoricarum avum paternum nostri Jacobi Regis Majoricarum prædicti ex altera, super Regno Majoricarum cum insulis eidem adjacentibus & super Comitatibus & terris Rossilionis, Ceritaniæ, Confluentis & Vallispirio & Caucolibero, & super Montepessulano, cum castris & villis dominationis Montispessulani, prout in quodam publico instrumento inde facto in claustro domus Fratrum Prædicatorum Perpiniani tertio decimo Kalendas Februarii anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo octavo, scriptoque per Arnaldum Mironi scriptorem publicum Perpiniani latius continetur.

ANS de J. C. 1327.

§. 2. Scientes etiam subsequenter dictam compositionem seu transactionem fore renovatam, laudatam & approbatam inter nos Jacobum Regem Aragonensem prædictum ex una parte; & dictum Jacobum quondam Regem Majoricarum ex altera, prout in alio publico instrumento inde facto in castris propè Argilers Elnensis diœcesis in festo Apostolorum beatorum Petri & Pauli, videlicet tertio Kalendas Julii, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, scriptoque per Michaelem Rotlandi Notarium publicum Perpiniani, plenius continetur; considerantesque eamdem compositionem & transactionem postmodum fuisse renovatam, laudatam & approbatam inter nos præfatum Jacobum Regem Arragonum ex una parte; & illustrem bonæ recordationis Dominum, Sanctum Regem Majoricarum filium & heredem dicti Domini Jacobi Majoricarum Regis, patruumque nostri dicti Jacobi nunc Majoricarum Regis ex altera; prout in alio publico Instrumento inde confecto in civitate Barchinoniæ in Regio palatio die dominica, qua computabatur septimo Idus Julii anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo; clausoque per Bernardum de Aversone Notarium nostri prædicti Aragonum Regis, ac publicum etiam auctoritate nostrâ per totam terram & dominationem nostram, seriosius continetur. Nos prædicti Jacobus Rex Aragonum, & nos Jacobus Rex Majoricarum, confitentes nos excessisse ætatem duodecim annorum, ac plenè intelligere quæ aguntur, præsente & auctorizante, ut supra, dicto Domino Philippo patruo & tutore nostro, per nos & successores nostros, volentes omnia & singula in prædictis tribus instrumentis contenta perpetui habere roboris firmitatem, ea omnia & singula denuò cum hoc publico instrumento per nos & successores nostros laudamus & approbamus expresè: idcircoque nos Jacobus Rex Majoricarum prædictus, præsente & auctorizante, ut supra, ante fato honorabili Domino Philippo patruo & tutore nostro, nomine ipso tutorio, juxta formam in singulis dictorum trium instrumentorum contentam, per nos & omnes successores nostros recognoscimus & fatemur vobis dicto Domino Jacobo Regi Aragonum, carissimo patruo nostro, tenere à vobis & successoribus vestris Regibus Aragoniæ in feudum honoratum sine omni servitio, sub forma tamen infra scripta, totum prædictum regnum Majoric. cum Insulis Minoricis & Evigæ, & aliis insulis adjacentibus eidem Regno, & omnes prædictos Comitatus & terras Rossilionis, Ceritaniæ & Confluentis, Vallispirii & Cauchiliberi.

§. 3. Item sine præjudicio juris alieni recognoscimus & fatemur vobis dicto Domino Jacobo Regi Aragoniæ, tenere in feudum à vobis & vestris secundum modum superius & inferius comprehensum Vicecomitatum Omeladesii, & Vicecomitatum de Carladesio, cum omnibus villis & castris eorumdem Vicecomi-

ANS de J. C. 1327. tecomitatuum, & omnia etiam castra, villas & loca quæcumque habemus in terris Montisfessulani, & dominatione & terminis ejusdem, & generaliter omnia alia, quæcumque habemus seu habere debemus ubicumque sint, cum Militibus scilicet, hominibus, feudis, jurisdictionibus ac dominationibus universis, sive illa teneamus ad manum nostram, sive alii teneant pro nobis in feudum. Exceptis feudis, quæ consueverunt teneri ab Episcopo & Ecclesia Magalonensi, de quibus aliqua tenentur adhuc ab ipsis Episcopo & Ecclesia, & aliqua ab illustri Rege Francorum habente in eisdem locum ab Episcopo & Ecclesia supra dictis, pro quibus omnibus & singulis locis & terris, ac juribus eorumdem recognoscimus nos de præsenti feudatarium vestrum secundum formam superius comprehensam.

§. 4. Excipimus tamen à prædicta recognitione feudi, nos Jacobus Rex Majoricarum prædictus emptiones castrorum, villarum & locorum, quas dictus Dominus Jacobus Rex Majoricarum avus paternus noster post dictam renovationem, & dictus Sancius Majoricarum Rex ejus filius patruus noster fecerunt, & nos fecimus de rebus alodialibus, quæ pro ipsis vel nobis non tenebantur in feudum. Nos tamen dictus Jacobus Rex Majoricarum per nos & nostros auctorisante dicto tutore nostro, ut superius, recognoscimus tenere à vobis dicto Domino Rege Aragoniæ & vestris in feudum omnes regalias & jura universa, quæ & quos dictus Dominus Jacobus avus, & dictus Dominus Sancius patruus nostri habebant ante emptiones prædictas, & habebamus & habemus nos in emptionibus supra dictis. Sanè volumus & concedimus, quod sicut nos facimus vobis homagium, ut inferius continetur, sic heredes & successores nostri faciant & teneantur facere homagium, vobis & successoribus vestris Regibus Aragoniæ in perpetuum, pro supra dictis & infra scriptis juxta contenta in hoc præsenti instrumento & formam ejusdem.

§. 5. Promittimus etiam per nos & successores nostros vobis dicto Domino Regi & successoribus vestris in perpetuum, quod nos & successores nostri dabimus vobis & successoribus vestris potestatem de civitate Majoricarum, nomine & vice totius Regni Majoricarum, & insularum Minoricarum & Evigæ, & de villa Podii Ceritani nomine & vice Ceritaniæ & Confluentis, & de villa Perpiniani nomine Comitatus Rossilionis, & terrarum Wallisperii & castri Cauchiliberi, & de castro de Omelacio; nomine Vicecomitatus de Omeladesio. Quas potestates nos heredes & successores nostri teneamur dare vobis & successoribus vestris, quandocumque & quotiescumque requisiti fuerimus per vos & successores vestros, irati & pacati, ratione tamen recognitionis feudi & fatiæ juris. Nec prædictas potestates possitis vos vel successores vestri retinere ratione Valentiæ.

§. 6. Promittimus etiam per nos, heredes & successores nostros vobis & successoribus vestris in perpetuum, quod nos & ipsi successores nostri firmabimus jus vobis & vestris in posse vestro & vestrorum, & semel quolibet anno cum fuerimus requisiti ibimus ad Curiam vestram & vestrorum in Catalonia, nisi tunc quando fuerimus requisiti, fuerimus nos & dicti successores nostri in Regno Majoricarum. Promittimus tamen per nos & nostros & ad hoc de præsenti nos & successores nostros obligamus, quod juvemus, valeamus & defendamus vos & successores vestros cum toto posse nostro contra cunctos homines de mundo.

§. 7. Item promittimus per nos & nostros servari facere in terris Rossilionis Ceritaniæ & Confluentis & Wallisperii & Caucholiberi usaticos, consuetudines & constitutiones Barchinonenses factos & factas, & etiam faciendos & faciendas per vos & vestros cum consilio majoris partis Baronum Cataloniæ, sicut moris est fieri, salvis specialibus consuetudinibus locorum prædictarum terrarum. Et quod in prædictis terris Rossilionis, Ceritaniæ, Confluentis, Vallisperii & de Caucolibero currat moneta Barchinonensis & non alia. Retinemus tamen nobis & successoribus nostris, quod possimus cudere vel cudi facere absque contradictione & impedimento vestro & vestrorum in Regno Majoricarum & insulis eidem adjacentibus, monetam & monetas de novo. ANS de J. C. 1327.

§. 8. Item retinemus nobis & successoribus nostris, quod in nullo casu possit à nobis vel officialibus nostris vel successorum nostrorum appellari, nec etiam per alium modum recurri ad vos dictum Dominum Regem Aragoniæ vel successores vestros. Salvo quod propter hoc non detrahatur in aliquo iis quæ superius & inferius continentur.

§. 9. Item quod nos & successores nostri possimus absque contradictione & impedimento vestro & vestrorum facere & ponere pedagium, & novam lezdam in Regno Majoricarum & aliis insulis eidem adjacentibus, salvis libertatibus per prædecessores nostros concessis hominibus vestris, nisi prædictæ libertates vel privilegia sint de jure per contrarium usum vel alio modo abrogata. Quæ tamen omnia, quæ nobis retinemus, volumus & concedimus esse de feudo seu feudis prædictis, exceptis emptionibus supradictis sub forma superius comprehensa.

§. 10. Item cum dictus Dominus Rex Majoricarum avus paternus noster in prædictis instrumentis, de quibus in principio hujus instrumenti habetur mentio, retinuisset sibi & successoribus suis bovaticum in prædictis terris: ita quod dictum bovaticum esset de dicto feudo, ut alia supra dicta quæ sibi retinuit, exceptis emptionibus prædictis; & subsequenter præfatus Dominus Rex Majoricarum avus paternus, & postmodum præfatus Dominus Sancius Rex, patruus noster, remiserint bovaticum ipsum gentibus nostris dictarum terrarum, quæ ad præstationem dicti bovatici tenebantur; ea conditione, quod loco dicti bovatici præfatæ gentes nostræ tenentur dicto Domino Regi Sancio solvere viginti millia libr. Barchinonensium, de quibus ementur mille libræ Barchinonenses rendales in alodio, quas haberent & reciperent ipse & sui proposito loco bovatici supra dicti. * Recognoscimus tamen, quod vos dictus Dominus Jacobus Rex Aragoniæ generosè consensistis remissioni dicti bovatici, & quod non teneatur dictus Dominus Rex Sancius emere dictas mille libras loco bovatici supra dicti. Inhibitiones verò seu banna per vos vel successores vestros factas vel faciendas non teneamur nos vel successores nostri servare, nisi factæ fuerint de consilio & assensu nostro vel nostrorum.

§. 11. Et pro prædictis omnibus complendis ac firmiter attendendis, obligamus vobis dicto Domino Regi Aragoniæ & vestris nos & nostros & omnia bona nostra, & juramus per Deum & ejus Sancta quatuor Evangelia nos Jacobus Majoricarum Rex superius nominatus, & præsente, volente & auctorisante ac suum expressum consensum præstante dicto tutore nostro, facimus vobis homagium ore & manibus in præsenti, & sub dicto juramento confitemur nos excessisse ætatem duodecim annorum prædictam.

§. 12. Ad hæc nos Jacobus Dei gratia Rex Aragoniæ prædictus, tenentes nos pro contentis & pacatis eum prædictis à vobis Illustri Jacobo per eamdem gratiam Rege Majoricarum * beatissimo nepote nostro, nobis recognitis & concessis, præsente volente, auctorisante, ac suum expressum assensum præstante dicto honorabili Philippo tutore vestro, nomine tutorio prædicto, per nos successoresque nostros laudamus & approbamus vobis & vestris successoribus perpetuo, prædictum Regnum Majoricarum, insulas, Comitatus & terras, quæ à nobis in feudum tenetis sub pactis & conventionibus supra dictis. Et promittimus per nos & nostros vobis & vestris juvare, valere & defendere vos & vestros, & Regnum terras & Comi-

ANS de J. C. 1327. Comitatus prædictos & jurisdictiones vestras, & dictarum terrarum, quæ à nobis tenetis in feudum toto posse nostro contra cunctos homines. Et pro prædictis omnibus complendis & firmiter attendendis vice versa obligamus nos & nostros & omnia bona nostra vobis & vestris, & juramus per Deum & ejus Sancta quatuor Evangelia, & facimus vobis homagium ore & manibus * in præsenti convenimus & retinemus nos dicti Jacobus Aragoniæ Rex, & nos Jacobus Rex Majoricarum, præsente, volente, auctorisante, ac suum expressum assensum præstante dicto honorabili Philippo tutori, qui supra. Quod nos dictus Philippus sic verum esse asserimus & fatemur, quod substitutiones factæ in chartis hereditamenti inter nos & nostros per Dominum Regem Jacobum eximiæ recordationis avum nostri dicti Jacobi Aragoniæ Regis, & per avum nostri dicti Regis Majoricarum, & in Testamento ejusdem, sint salvæ & in sua remaneant firmitate, salvis hiis, quæ in hoc instrumento continentur.

§. 13. In quorum Testimonium nos Rex Aragoniæ & Rex Majoricarum prædicti, ac Philippus de Majoricis tutor, qui supra, duo consimilia publica instrumenta inde fieri jussimus, & sigillorum nostrorum appensionibus communiri, & in quibus etiam nos dictus tutor manu propria subscripsimus. Quæ sunt acta in civitate Barchinonensi, in Palatio Domini Regis Aragoniæ prædicti, Kalendis Octobris, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo septimo. Visa per Cancellarium. Signum Jacobi Dei gratia Regis Majoricarum, Comitis Rossilionis & Ceritaniæ, ac Domini Montispessulani prædicti, qui hoc laudamus, firmamus & juramus. Nos Philippus de Majoricis tutor prædictus præmissa laudamus, concedimus & firmamus, & manu propria subscribimus. Signum Jacobi Dei gratia Regis Aragoniæ, Valentiæ, Sardiniæ & Corsicæ, ac Comitis Barchinonensis prædicti, qui hæc laudamus, firmamus & juramus.

§. 14. Testes hujus rei sunt qui præsentes fuerunt inclytus Dominus Infans Petrus Rippacratiæ & Impuriarum Comes, Inclytus Dominus Infans Raimundus Berengarii Comes Montanarum; de prædictis antefati Domini Regis Aragoniæ filii; Gasto Oscensis Episcopus Cancellarius ipsius Domini Regis Aragoniæ, Berengarius Elnensis Episcopus, Frater Sancius de Aragonia locum tenens Magistri Hospitalis in Castellania Emposte, F. Raymundus de Impuriis de ordine Hospitalium, F. Raymundus de Cavilione Commendator Alcaronis, F. Petrus Abbas Monasterii Sanctarum Crucum Capellanus Major dicti Domini Regis Aragoniæ. Petrus de Viridario Archiepiscopus Majoricarum, & Canonicus Narbonensis, Cancellarius dicti Domini Regis Majoricarum Guillelmus de Madrona Canonicus Tirasonensis, Antonius de Galiana Legum Doctor Canonicus Majoricarum. F. Petrus de Portello de Ordine Prædicatorum Confessor dicti Domini Regis Aragoniæ, Nobilis Otho de Montecathero, Bernardinus de Campana, Galdous de Angellaria, Berengarius de Vilariacuto, Aldemarius de Mosseto, Pontius de Ceramay. Et Milites Raymundus de Malenno, Eximinus de Tovia, Ferrarius de Villafranca, Alquazirius dicti Domini Regis Aragoniæ, Guillelmus de Sancta Columba, Petrus de Pulcrocastro, Ferrarius de Canneto, Jacobus de Muredine, Berengarius de Podio, Guillelmus de Jaffero Vicecancellarius, Petrus Marii Thesaurarius, Petrus Despens, Guillelmus de Mora Jurisperiti de Consilio dicti Domini Regis Aragoniæ, Jacobus Scuderii Notarius dicti Domini Regis Majoricarum, Ferrarius de Lilleto Bajulus Cataloniæ generalis. Et quam plures alii. Signum Bernardi de Podio dicti Domini Regis Aragoniæ Scriptoris & Notarii etiam publici, auctoritate sua per totam terram & dominationem ipsius, qui prædictis interfuit & hæc scribi fecit cum litteris rasis & emendatis in linea decima quarta, ubi dicitur, Patruus noster fecerunt & nos fecimus: & in linea vigesima octava, ubi scribitur: Nos Jacobus Majoricarum Rex superius nominatus. Et clausimus die & anno, quo supra.

ANS de J. C. 1327.

CCXLVII.

Acte par lequel l'Empereur LOUIS DE BAVIÉRE, *érige en Duché le Pays de* LUCQUES, *& en établit premier Duc* CASTRUCCIO CASTRACANI. *A Rome, le 15. Février* 1328. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 130.

ANS de J. C. 1328. L'EMPIRE ET LUCQUES.

Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, Illustri Castruccio de Antelminellis Duci Lucano, Comiti Sacri Lateranensis Palatii, & vexillifero Imperii, suo & Imperii fideli dilecto, gratiam suam & omne bonum. Principalis liberalitatis clementia in suis fidelibus dona multiplicans, illis præcipue consuevit assurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles pro exaltatione Coronæ singulares triumphos & nomen laudabile sunt sortiti. Sanè cum veraciter sciamus, experientia nobis existente magistra, te præcipuum & strenuum in partibus Italiæ pro Sacro Imperio pugilem extitisse, nulli parcendo oneri, periculo vel labori, ac justitia tua & animi probitate victos de hostibus devotos pro Imperio tenuisse, & devios infideles ad fidem gratiosis meritis invitasse; tantoque magis Imperiale sceptrum extollitur tanto curâ regiminis à sollicitudinibus & laboribus relevatur, quanto fideles in circuitu Imperii circumspicit digniores. Et de fulgore throni Cæsarei, velut ex sole radii, sic cæteræ prodeunt dignitates, ut prima lucis integritas minorati luminis non sentiat detrimentum.

§. 2. Hac igitur consideratione commoti, qui cœlesti providentia Romani Imperii moderamur habenas, ac solii nostri decus tam veterum dignitatum ornatibus confovemus, quàm novis honoribus ampliamus: Volentes præmissorum obtentu extollere nomen tuum & te prærogativa speciali magnificè honorare, de plenitudine potestatis, & de certa scientia, & de Consilio Principum & Baronum, Civitates Lucæ, Pistorii, Volaterrarum & Lunæ cum omnibus & singulis Castris, Villis, & locis sitis in Diœcesibus ipsarum, & cum omnibus earum & cujuscumque earum pertinentiis, territoriis & jurisdictionibus quibuscumque, ad jus, honorem & nomen Ducatus pertinentibus, transferentes & volentes sub uno dignitatis vocabulo continere Ducatus Lucani; te pro te & successoribus tuis ex te per lineam masculinam natis & nascituris in perpetuum ipsius Ducatus Ducem & vexilliferum nostrum & sacri Romani Imperii ubilibet, de præmissæ nostræ potestatis plenitudine & principali munificentia promovemus; eisdem libertatibus, immunitatibus & juribus prædictum Ducatum tuum præsentium auctoritate donantes, quæ ducalem decerant dignitatem; præfatasque Civitates & quamlibet earum, & omnes terras, castra, territoria atque loca, quæ in Diœcesibus seu Episcopatibus & territoriis dictarum Civitatum & pertinentiarum ipsarum Civitatum seu cujuslibet earum, seu intra confines diœcesium Episcopatuum, pertinentiarum & territoriorum præfatarum civitatum, & cujuslibet earum sitæ sunt seu sita, in perpetuum tibi & legitimis successoribus tuis ex te descendentibus natis & nascituris per lineam masculinam ex certa scientia damus, concedimus & donamus, cum omnibus & singulis Villis, castris, terris, fortalitiis, casalibus, vassallis, hominibus, possessionibus, honoribus, usibus,

ANS de J. C. 1328.

derittis, domaniis, feudis, homagiis, patronatibus vacantium & non vacantium Ecclesiarum & locorum, ad nos & Sacrum Romanum Imperium spectantibus seu pertinentibus, & cum terris cultis, & incultis, sylvis, pascuis, nemoribus, salinis, balneis, stagnis, lacubus, atque quibuscumque aquis & aquarum decursibus, molendinis, piscariis, piscationibus, venationibus, montibus, planis, vallibus, & omnibus & singulis locis, juribus & pertinentiis tam maris quam terræ præfatarum Civitatum, terrarum & locorum, & cujuscumque ipsarum & ipsorum, existentium infra prædictas Diœceses confines & loca, quæ in hujusmodi nostra concessione & donatione sub speciali aut generali vocabulo possint intelligi seu comprehendi, & quæ ad nos & Romanum Imperium spectare noscuntur. Et sic te & successores tuos prædictos in Ducem & Duces prædicti Ducatus, cum dignitate illustri eligimus, constituimus, præficimus & creamus; dantes & concedentes tibi & successoribus tuis prædictis in præmisso Ducatu plenissimam jurisdictionem & liberam auctoritatem & potestatem juris dicendi per te & per alios, & etiam merum & mixtum Imperium, ut exercere valeas & valeant gladii potestatem ad animadvertendum in facinorosos & malos.

§. 2. Et ut ipsius Ducatus dignitate te, & præfatos tuos successores cognoscas amplius & favorabilius ab Imperiali eminentia sublimari, tibi & successoribus tuis prædictis ex ipsa dignitate Ducatus perpetuò decrevit competere nostra Serenitas auctoritatem & potestatem creandi & ordinandi perpetuò & ad tempus (prout vobis placuerit) in singulis Civitatibus, castris, oppidis, Villis, terris dicti Ducatus Vicarios, Capitaneos, potestates, Judices seu Rectores, & quoslibet ordinarios Magistratus, vel etiam Delegatos, & quoscumque honores & dignitates, atque honorum & dignitatum officia cum auctoritate & potestate juris dicendi & mero & mixto imperio, statuta municipalia condendi, juri divino & naturali non contraria, prout utilitati & pacifico statui expedire videritis subjectorum. Ad hæc quoque in prædicto tuo Ducatu flumina navigabilia, & ex quibus navigabiles fuerint portus, plagas, (sicut nunc dignosceris possidere) ripas & ripatica, nec non vectigalia, telonia, auri & argenti, & metallorum omnium quæstum, nunc nobis & Imperio pertinentes, tibi tuisque successoribus memoratis concedimus & donamus; ac monetæ tam auri quàm argenti & æris condendæ, justi & recti ponderis, in ipso tuo Ducatu, tibi prædictisque tuis successoribus præsenti privilegio facultatem liberam indulgemus; & feuda antiqua & nova, & recta & regalia conferendi, & infeudandi Vassallos Imperii de feudis, quæ manu, vel ore, aut quocumque alio modo fuerint conferenda, & recipiendi à Vassallis Imperii fidelitatem & homagii sacramenta, & multarum seu pœnarum compendia & confiscationes bonorum, & cæterorum, quæ dicuntur regalia, in ipso Ducatu, ad tuum & prædictorum tuorum successorum compendium volumus pertinere; milites quoque in dicto Ducatu & extra constituendi, & militari cingulo decorandi, & judices ordinarios & notarios publicos creandi, & ordinandi, ac conficiendi; filios & filias naturales tàm spurios quàm vulgò quæsitos ex damnabili coitu natos legitimandi & cum ipsis super natalium defectu, & alio quolibet dispensandi, tibi & ipsis auctoritatem & potestatem plenariam indulgemus. Ut tamen pro honore, quem tibi libenter adjicimus, nullum jus subtrahatur obedientibus vel obedituris nobis & Imperio, in eorum bonis & feudis, jura tamen Imperii remaneant Ducatui supra dicto. Volumus insuper, quod in præmissis Ducatu seu vexilliferatu semper major natu seu senior ex generatione tua ex te, & successoribus tuis legitimè descendentibus, exclusis aliis filiis seu heredibus minoribus solus & in totum succedat.

§. 3. Et propter præmissa omnia te pro te ipso & prædictis successoribus tuis nobis pro nobis ipsis successoribusque nostris homagium & debitæ fidelitatis juramentum præstantem de præmissis Ducatu & vexilliferatu per scriptum (*melius*: *sceptrum*) quod in manu tenemus, præsentialiter investimus & infeudamus. Porro omnia & singula supra dicta valere & tenere volumus & firmamus, non obstante aliqua lege, consuetudine aut jure, quibus contrarium caveretur; quibus omnibus & singulis specialiter & expressè, tanquam nominatim de illis in præsenti privilegio fieret mentio, intendimus, ut esse debeat derogatum, & potissime juri & consuetudini, quo & qua cavetur, seu cautum diceretur, quod heres in Ducatu, Comitatu vel Marchia nullo modo succedat, nisi ab Imperatore acquisierit per investituram, quantum ad casum præsentem; in aliis vero casibus in suo robore semper durent. Volumus tamen, quod tu & successores tui à nobis & successoribus nostris & sacro Romano Imperio requisitus & requisiti perpetuò teneatis & teneantur, plenam & liberam obedientiam facere, & in omnibus nostris mandatis successorumque nostrorum & Sacri Romani Imperii liberè intendere & parere, & omnia mandata nostra observare & efficaciter adimplere juxta posse, & executioni mandare.

ANS de J. C. 1328.

§. 4. Meminit quoque nostra Serenitas de prædictis ante nostræ coronationis solemnia tibi & prædictis tuis successoribus privilegium simile indulsisse. Quæ & omnia in ipso contenta ex certa scientia, & de potestatis plenitudine, ac de consilio & assensu Procerum & Baronum Imperiali auctoritate ratificamus, approbamus & confirmamus; statuimus etiam & mandamus, quatenus nulla Civitas, nulla Communitas & generaliter nulla persona cujuscumque conditionis seu status & præeminentiæ existat, huic nostræ paginæ audeat in aliquo contra facere vel venire, seu te aut prædictos tuos successores in aliquo molestare, de his quæ supra tibi & eis à nostra clementia liberaliter sunt concessa. Si quis autem temerario ausu præsumpserit contravenire, mille marcharum auri pœnam incurrat, pro dimidia Cameræ nostræ persolvendam, & pro alia dimidia Cameræ dicti Ducatus & vexilliferatus; in quorum præjudicio aliquando extiterit attentatum. Quibus omnibus & singulis supra dictis testes fuerunt infra scripti, videlicet; Rudolphus Dux Bavariæ Princeps & Patruus noster charissimus, venerabilis Jacobus Episcopus Castellanus, venerabilis Frater Bonifacius Episcopus Chirenensis, Hermannus de Lithelberg Cancellarius noster, Henricus Dux Brunsvicensis, Ludovicus Dux de Tech, Albertus de Lithelberg Marescallus noster, Henricus Lantgravius Alsatiæ, Fridericus de Nuremberg, Merchardus (al. Menchardus) Comes de Hortemburg, Otho Comes de Truhendinguen, Joannes Comes dictus de Claromonte; nec non nobiles viri Jacobus Sciarra de Columnis, (al. Sclara de Columna,) Jacobus de Sabellis Senatores Urbis, Manfredus de Vito, Almæ Urbis Præfectus, Theobaldus de Sancto Cousiacchio, (forte: Eustacchio.) Et ad prædictorum omnium Testimonium & corroborationem præsentes conscribi & sigilli Majestatis nostræ robore jussimus communiri. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, 15. die mensis Februarii, indictione undecima, anno Dominicæ Incarnationis, millesimo trecentesimo vigesimo octavo, Regni nostri anno decimo quarto; Imperii verò primo.

CCXLVIII.

ANS de J.C. 1328. L'EMPEREUR ET LUCQUES.

Acte par lequel LOUIS DE BAVIERE *Empereur fait* CASTRUCCIO CASTRACANI *Duc de Lucques Comte du Palais de Latran, & lui accorde d'assister au Couronnement de l'Empereur & d'y exercer certaines fonctions. Donné à Rome, le 14. Mars,* 1328. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 128.

LUdovicus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, illustri CASTRUCIO Duci Lucano, sacri Lateranensis Palatii Comiti, & Romani Imperii Vexillifero, suo & Imperii fideli dilecto, gratiam & omne bonum. Dignum & Majestati Imperiali proprium est, ut sicut quotidie fidelium augetur substantia & devotio, ita eis Imperiale culmen augeat dignitatis privilegia & honores. Sanè experientia docente novit Imperialis Majestas maximam fidem, devotionem, & constantiam tuam, & ante & post à nobis tibi collatos honores, ultra cæteros fideles Imperii de bono in melius quotidie profeciſſe.

§. 2. Ut igitur præmissorum contemplatione ad ampliores dignitatum apices per Imperiale culmen tua devotio attollatur, de consilio & assensu Procerum nostræ Imperialis Aulæ, tibi & successoribus tuis ex te natis & nascituris per lineam masculinam in perpetuum, Comitatum sacri Lateranensis Palatii (quem ad fiscum nostrum & sacrum Romanum Imperium justis & legitimis causis devolutum & applicatum pronuntiamus & declaramus, & ad omnem dubietatem tollendam devolvimus & applicamus) damus, concedimus, & donamus, & ex certa scientia & plenitudine potestatis: & te & prædictos successores tuos in perpetuum eligimus, constituimus, præficimus & creamus Comitem & Comites ipsius sacri Palatii Lateranensis, vosque de Comitatu prædicto investimus & infeudamus, tanquam veros & fideles Imperii Vasallos: dantes & concedentes, & tribuentes tibi & eis, omnes & singulos honores, & omnia & singula privilegia & emolumenta, quos & quæ Comites prædicti sacri Palatii habent & habuerunt quoquo tempore, de tempore, de consuetudine vel de jure.

§. 3. Declarantes & nunc per hoc nostræ serenitatis indultum, tibi & prædictis successoribus tuis, ex prædicta comitatus dignitate competere jus assistendi perpetuò benedictioni, sacræ unctioni, & coronationi successorum nostrorum Principum Romanorum, & omnibus & singulis ipsius Coronationis solemnitatibus: & præcipuè sociandi & deducendi ipsos Romanos Principes, tempore coronationis fiendæ de eis, ad sacram unctionem de ipsis faciendam, & eosdem Romanos Imperatores successores nostros tenendi & juvandi in ipsa sacra unctione & actu ipsius, & eadem unctione perfecta, eos reducendi & sociandi ad altare, & thalamum, prout & quoties Principes expediunt redire. Item jus levandi & tenendi Imperiale diadema, de nostro & successorum nostrorum Romanorum Principum capite, tempore, quo Imperialis coronationis solennia celebrantur, & etiam quocumque alio tempore, quoties publicè ipsum diadema expederit elevare de capite nostro, & successorum nostrorum Romanorum Principum * reponi.

§. 4. Quæ omnia & singula scripta valere & tenere volumus, & jubemus ex certa scientia, de plenitudine potestatis, jure aliquo non obstante. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostram paginam in aliquo violare, vel ei ausu temerario contraire. Si quis verò hoc attentare præsumserit, gravem indignationem nostram se noverit incurriſſe. In cujus rei testimonium præsentes conscribi, & sigilli Majestatis nostræ robore, cum annotatione testium subscriptorum jussimus communiri: Rudolphi Ducis Bavariæ Principis ac patrui nostri charissimi, Henrici Ducis Brunsvicensis, Ludovici Ducis de Teck, Hermanni de Linthelberg Cancellarii nostri, Alberti dicti Symiel de Linthelberg Marescalli nostri, Meinhardi Comitis de Ortenberg, Ottonis Comitis de Orlamende, Johannis Comitis de Claramonte, Conradi Comitis de Truchendinguen, Conradi de (a) Zolusselberg: nec non Nobilium Virorum Jacobi de Columna Sciaræ, & Jacobi de Sabellis, Senatorum Urbis. Datum Romæ 14. mensis Martii, indictione 11. Anno Domini 1328. Regni nostri Anno 14. Imperii verò primo.

ANS de J. C. 1328.

(a) G. G. Leibnitz croit que c'est Conrad de Schlusselberg. sur quoi il renvoye à Alb. Arg. sur l'année 1323.

CCXLIX.

Contract de Mariage entre JEAN DE SAVOYE *fils de Louis de Savoye, &* MARGUERITE DE CHALON, *fille du Comte d'Auxerre, fait au Château de Treffort, le 14. Mars,* 1329. S. Guichenon. Histoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 639.

ANS de J.C. 1329. SAVOYE ET AUXERRE.

C'EST li traitiez faiz par Monsieur de Savoye & par Madame de sainct Julien de faire Mariage entre Monsieur JEAN DE SAVOYE, Fils de Monsieur Loys de Savoye Seigneur de Vuaut & Damoiselle MARGARITE DE CHALON Fille Monsieur d'Auxerre.

Premierement li diz Monsieur Loys promet & jure donner en leal Espoux ledit Monsieur Jean son Fil à ladite Damoyselle Marguerite se sainte Yglise si accorde, & li diz Monsieur d'Auxerre promet & jure donner en leal Espouse & Femme ladite Damoyselle Margarite audit Monsieur Jean de Savoye se sainte Yglise si accorde.

Item li diz Monsieur d'Auxerre donne & establet en Mariage pour ladite sa Fille audit Monsieur Loys six cens livrées de terre à petit tornois, le gros tornois d'argent au prix de douze deniers petit tornois assigner & asseoir en la terre de Champagne & de Poisoye à l'assize dou Pays & s'il y deffailloit aucune chose, il le deoit asseoir autre part en sa terre de France au plus pres de ladite terre de Champagne & à celle mesme assise, ensemble mere & mixte empere & Jurisdiction toute autre & basse tele comme il y a li diz Monsieur d'Auxerre.

Item li establet li diz Monsieur d'Auxerre en Mariage dis mile livres de bons estevenans, le gros tornois à quinze deniers, pour lesqueles payer audit Monsieur Loys li diz Monsieur d'Auxerre li assigne les yssues & les emoluments de toute sa partie qu'il ha de son heritage en la Saunerie de Salins, laquelle il ha & part avec le Seigneur de sainct Laurent de la Roche, ensemble la cohertion & les droits de ladite partie & charges desdites dix mille livres desduites chacun an deux mille livres de ladite monnoye, pour payer les charges des assignats sus ladite partie de Monsieur d'Auxerre en tel maniere que li dix Monsieur Loys y mettra receveur pour luy, li quez promettra & jurera audit Monsieur d'Auxerre payer ausdiz assignés, lesdites deux mil livres par mois & par semaines selon la coustume de la Saunerie, & ces choses doit Monsieur d'Auxerre faire loer & ratifier au Seigneur d'ou fié & doit rendre li diz reçeües chescun an devant les gens doudit Monsieur d'Auxerre des yssues, des emolumens & des charges, & ce qui en viendra audit Monsieur Loys desduites lesdites charges, doit estre audit Monsieur Loys en payement & en descharge de la somme dudit Mariage.

Item li diz Monsieur Loys pour lesdits dix mille

ANS de J. C. 1329.

livres de Mariage eſtre ſauves à ladite Damoiſelle Margarite en cas de reſtitution de Mariage & à li rendre en c'eſt cas li oblige & aſſigne les chaſteaux, les chaſtelenies, les mandemens, rantes, yſſues, fiez, vaſſaux & hommes de Chaſtelnuef en Verromeys de Rochefort, enſemble meres & mixtes empererées & toutes Juriſdictions autes & baſſes, & tout ce qu'il ha eſdits chaſteaux & chaſtellenies en telle maniere que li fruict ne ſoient compté en ſort.

Item eſtablet li diz Monſieur Loys en doaire à ladite Damoiſelle Margarite les chaſteaux, les chaſtellenies & les mandements, appartenances, rentes, yſſues, fiez, vaſſaux & hommes de Virieu, de Pierre Chaſtel & de Cordon, enſemble meres & mixtes empérées & toutes Juriſdictions autes & baſſes, & tout ce qu'il ha eſdits chaſteaux & chaſtellenies, en telle maniere que s'il advenoit cas que li diz Monſieur Jean deffailliſt devant li diz Monſieur Loys, que li dite Margarite heuſt tant ſeulement ledit chaſtel & chaſtellenie de Virieu à la vie doudit Monſieur Loys, & apres le decés doudit Monſieur Loys leſdites terres, chaſteaux & chaſtellenies à la vie de ladite Margarite ainſin comme deſſus eſt dit.

Item li diz Monſieur Loys promet tous leſdits chaſteaux & chaſtellenies obligés & aſſignés pour mariage & pour doaire deſchargier & délivrer de toutes obligations & de tous creanciers.

Item promet li diz Monſieur Loys faire obliger tous les gens, hommes & vaſſaux deſdits chaſteaux & chaſtellenies de obeir à ladite Margarite es cas deſſuſdits & de li garder & ſauver ſon Mariage & ſon doaire eſdits chaſteaux & chaſtellenies, payé ledit Mariage ou pour tant comme il en ſeroit payé.

Item Monſieur de Savoye dou cui fié ſont ledit chaſtel & chaſtellenies doit ratifier, confirmer & approuver toutes ces choſes & eſtre pleges à ladite Margarite de li ſauver, garder & maintenir ladite aſſignation faite pour ſon Mariage & pour ſon doaire.

Item promet li diz Monſieur d'Auxerre, maintenir, ſauver & garder audit Monſieur Loys ladite aſſignation faite des yſſues de ſadite partie de la Saunerie & celle deſchargier de toute obligation, ſauf leſdites charges des aſſignez juſques à leſdites deux mille livres & non outre & dudit Monſieur Loys eſtre tenus de eviction.

Item li diz Monſieur Loys promet maintenir, ſauver & garder à ladite Margarite les chaſteaux & les chaſtellenies à li aſſignés pour ſon Mariage & pour ſon doaire & à li eſtre tenus de eviction.

Item pour contemplation doudit Mariage doudit Monſieur Jean & de ladite Margarite, Meſſires de Savoye donne eſdits Meſſires Jean & Margarite dix livres de gros tornois par an en tel maniere que il le tiennent dou fié doudit Monſieur de Savoye, & ſe cas advenoit que li diz Monſieur Jean deffaillit devant ladite Margarite, que leſdites dix livres viegnent à ladite Margarite & ſemblablement ſe ladite Margarite deffalliſt devant ledit Monſieur Jean, leſdites dix livres viegnent audit Monſieur Jean & apres le decés de eus és Enfans qui ſeront doudit Mariage & ſe ils deffailloient ſans Enfans de eus, elles retorneſſent à Monſieur de Savoye, ou à ſon hoir Comte de Savoye & leſdites dix livres doit & promet li dis Meſſieurs de Savoye aſſeoir ſoffiſement.

Et toutes ces choſes ſe doivent deerier à dire des ſages en la meillour maniere con porra & ſe doivent ſeller les lettres des ſeaux Monſieur de Savoye, Monſieur d'Auxerre & Monſieur Loys & l'Official de Lyon. Fait au Chaſteau de Treffort le XIV. Mars M. CCC. XXIX. Preſens Edouard Seigneur de Beaujeu; Philippe de Vienne Seigneur de Piemont, Beraud de Coligny Seigneur d'Andelot, Galois de la Baume, Jean Seigneur de Corgenon, Philippe de Buſſy, Girard Seigneur de Varey dit la Gueſpe, Lancelot de Chandée, &c.

CCL.

Hommage prêté par EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE VI. *Roi de France, pour le Duché de Guyenne, & la Pairie de France. Fait à Amiens, le 6. Juin*, 1329. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 132.

ANS de J. C. 1329. ANGLETERRE ET FRANCE.

AU nom de Dieu, Amen. Sçachent tous par la teneur de ce public inſtrument, que preſens nous notaires & Tabellions publics, & les temoins cy deſſous nommés, vint en la preſence de tres haut, tres excellent Prince noſtre tres cher Seigneur PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France, & comparut en la perſonne haut & noble Prince Monſieur EDOUARD Roy d'Angleterre, & avec Reverend Pere l'Eveſque de Nicolle, & grande foiſon de ſes autres gens & Conſeillers; pour faire un hommage de la Duché de Guyenne & de la Pairrie de France audit Roy de France.

§. 2. Et lors noble homme Maiſtre Mille de Noyers qui eſtoit de coſté dudit Roy de France, dit de par le Roy de France audit Roy d'Angleterre en cette maniere: Sire: Le Roy ne vous attend point à recevoir, ainſy qu'il a eſté dit à voſtre Conſeil, de choſes qu'il tient & doit tenir en Gaſcogne & en Agenois, leſquelles tenoit & devoit tenir le Roy Charles, & dequoy le Roy Charles fit proteſtation, qu'il ne vous attendoit à recevoir à ſon hommage.

§. 3. Ledit Eveſque de Nicolle dit & proteſta pour le dit Roy d'Angleterre, que pour ledit Roy d'Angleterre, ou autre pour luy diſt ou fiſt, il n'entendoit à renoncer à aucun droit, qu'il euſt ou deuſt avoir en la Duché de Guyenne, & ſes appartenances; & que aucuns droits nouveaux y fuſſent pour ce acquis audit Roy de France.

§. 4. Et ainſy proteſté, ledit Eveſque bailla à noble homme le Vicomte de Melun Chambellan de France une cedulle ſur ledit hommage, dont la teneur eſt cy deſſous eſcrite, & lors dit ledit Chambellan au Roy d'Angleterre ainſy. Sire, vous devenez homme du Roy de France, Monſeigneur, de la Duché de Guyenne & des ſes appartenences, que vous cognoiſſez a tenir de luy, comme Duc de Guyenne & Pair de France, ſelon la forme de Pairs, faite entre ſes devanciers Rois de France; & que vous, & vos Anceſtres Rois d'Angleterre & Ducs de Guyenne avez fait pour la meſme Duché à ſes devanciers Roy de France. Et lors ledict Roy d'Angleterre dit: (a) *Voire.* Et ledit Chambellan dit aprés ainſy: & le Roy de France noſtre Sire vous receoit, ſauf ſes proteſtations & les retenues deſſus dites. Et ledit Roy de France dit: *voire*: Et lors les mains dudit Roy d'Angleterre miſes entre les mains dudit Roy de France, baiſa en la bouche ledit Roy d'Angleterre.

(a) Mezeray dit qu'Edouard ne rendit cét hommage que de bouche, & en paroles générales; voulant auparavant prendre conſeil de ſes Barons, & qu'étant de retour en Angleterre, il envoya au Roi Philippe des lettres ſéellées de ſon grand ſeau, par leſquelles il declaroit que cét hommage étoit lige. Cependant celui-ci paroit aſſez exprès & poſitif.

§. 5. La teneur de la Cedule, que bailla le Roy d'Angleterre s'enſuit: Je deviens voſtre homme de la Duché de Guyenne & de ſes appartenences, que je clame tenir de vous, comme Duc de Guyenne & Pair de France, & comme nous & noz anceſtres, Roys d'Angleterre & Ducs de Guyenne avons fait pour meſme Duché à vous & à vos devanciers Rois de France.

§. 6. Ce fut fait a Amiens au Chœur de la grande Egliſe l'an de grace 1329. le 6. Jour de Juin, l'indiction 12. du regiment de noſtre tres St. Pere le Pape Jean XXII. Preſens & à ce appellez temoins, Reverends Peres en Dieu, les Eveſques, de Beauvais, de Laon, & de Senlis, & hault Princes, Monſieur Charles Comte d'Alençon, Monſieur Eudes Duc de Bourgogne, Monſieur Louis Duc de Bourbon, Monſieur Louis Comte de Flandres, Monſieur Robert

ANS de J. C. 1329.

bert d'Artois, le Comte de Beaumont, & le Comte d'Armagnac, les Abbez de Cluny, & de Corbie; le Seigneur de Beaujeu, le Seigneur de Lebret; Monsieur Math. de Trie, & Monsieur Robert Bertrand Marechaux de France. Item Reverend Pere l'Eveque St. Davy, Monsieur Henri Seigneur de Percy, Monsieur Robert de Uffolt, Monsieur Robert de Wateville, Monsieur Raou de Neufville; Monsieur Guillaume de Montagu, Monsieur Gilbert de Talebot, Monsieur Jean Maltrevers Seneschal de l'Hostel du Roy d'Angleterre, Monsieur Geoffroy l'Estrop, & plusieurs autres temoins à ce appellez & requis.

CCLI.

ANS de J. C. 1329.

ECCLESIASTIQUES DE FRANCE.

Assemblée des PRELATS *& des* BARONS *du Royaume de France, en présence du Roi Philippe VI. touchant la jurisdiction temporelle des Ecclésiastiques, faite le* 1. *de Septembre*, 1329.

G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 133.

(a) Cette Assemblée se tint sur la plainte des Juges Royaux, des usurpations des Ecclésiastiques. Mais depuis ce tems les choses ont tellement changé que ceux-ci croyent avoir autant de sujet de se plaindre, que les Juges Royaux en avoient alors. Sur quoi on peut voir le *Testament Politique du Cardinal de Richelieu.*

(a) ANno Domini M CCC XXIX. die prima mensis Septembris Dominus Philippus de gratia Dei Francorum Rex Christianissimus, filius quondam claræ memoriæ Domini Caroli Comitis Valesii, mandavit prælatos & Barones Regni Franciæ ad diem octavarum festi B. Andreæ proximo subsequentis convenire per litteras suas infra ceram inclusas. Quarum quidem litterarum, prælatis videlicet directarum, tenor sequitur & est talis.

§. 2. Philippus Dei gratia Francorum Rex, dilecto & fideli nostro Episcopo Eduensi, salutem. Quanto magis scientia divina, divinarumque scripturarum notitia, ac cæterarum virtutum magistra rerum experientia, vigent in vobis: tanto plenius nostris, quantum & qualiter omnes & singuli clerici & laici regni, tanquam membra simul in uno corpore viventia, sibi ad invicem tenentur compati, mutuumque præstare consilium & auxilium, spiritualiter & temporaliter, ad defensionem & custodiam unitatis & pacis optatæ cunctis mortalibus & veræ unionis; & contraria, suis quique contenti juribus, pro viribus propulsanda. Cum igitur ad nostram ductum fuerit notitiam, quod vos gentesque & officiales vestri asseritis, per baillivos & alios officiarios nostros, & per Barones aliquos regni nostri, vobis ac subditis vestris; dictique baillivi & officiales nostri ac Barones prædicti, asserunt etiam per vos & officiales vestros, ac per curiarum vestrarum Satellites & cursores, nobis & ipsis, nostrisque & eorum subditis quam plura fuisse retroactis temporibus illata, & in præsenti adhuc inferri hinc inde gravamina, insolitasque & indebitas novitates, propter quas illius veræ unitatis connexio, quæ inter vos & ipsos vigere debet, ut est dictum, suæ quodammodo indissolubilitatis integritatem amisit. Quod si nobis, qui subditorum nostrorum, tam clericorum quam laicorum, concordiam & unitatem diligimus, displicet, non est mirum. Et idcirco, volentes super his de salubri remedio, quantum cum Dei adjutorio possimus, providere, requirimus vos, nihilominus tenore præsentium mandantes, quatenus ad diem octavarum festi Sancti Andreæ proximè venturum, Parisius personaliter intersitis, adviso super gravaminibus & novitatibus, quæ & quas per prædictos asseritis vobis fuisse illata & illatas. Nos autem prædictis Baillivis & officialibus nostris atque Baronibus damus per nostras alias litteras in mandatis, ut dicta die Parisius similiter intersint personaliter, adviso super gravaminibus & novitatibus, quas sibi & subditis suis per vos & officiales vestros asserant fuisse illatas: ut super omnibus & singulis hinc inde illatis gravaminibus, per nos & consilium nostrum, de tam salubri possit remedio provideri, quod inter vos & ipsos amoris vinculum incorruptible & sinceræ caritatis affectio indissolubilis futuris temporibus debeant observari. Datum Paris. prima die Septembris, anno prædicto, die Veneris.

ANS de J. C. 1329.

§. 3. Die verò superius in dictis litteris contenta prælati Parisius convenerunt die Veneris, XV. mensis Decembris in palatio Regali, & comparuerunt coram Rege ibidem prælati ad invicem, videlicet Domini, Bituricensis, Auxitanus, Turonensis, Rotomagensis, Senonensis Archi-Episcopi, Belvacensis, Catalaunensis, Laudunensis, Parisiensis, Noviomensis, Carnotensis, Constantiensis, Andegavensis, Pictavensis, Meldensis, Cameracensis, Sancti Flori, Briocensis, Cabilonensis & Eduensis Episcopi. Qua die ipso Rege sedente, & consiliariis suis, nec non aliquibus Baronibus ibidem assistentibus, & facta dignitati regiæ reverentia per Prælatos, nobilis & discretus Vir Dominus Petrus de Cugneriis Miles & Consiliarius dicti Domini Regis, in præsentia omnium & publico locutus est pro Rege, facto themate suo: Reddite quæ sunt Cæsaris, Cæsari, & quæ sunt Dei, Deo. Et prosecutus est juxta illud thema, materiam suam, concludendo ad duo. Primo, quod Regi debebatur reverentia & subjectio: secundò, quod debebat esse spiritualium & temporalium divisio, ut spiritualia ad prælatos, & temporalia ad Regem & Barones pertinerent: & hoc probavit per multas rationes facti & juris. Et finaliter concluſit, quod Prælati essent contenti spiritualibus, & in eis defenderet eos Rex.

§ 4. Sequuntur articuli, in quibus usurpatam ab Ecclesiasticis jurisdictionem temporalem ajebat. His auditis dixerunt Prælati, quod super his volebant deliberare: & fuit assignata dies Veneris sequens: qua die respondit pro Prælatis dictus Dom. electus Senon. & proposuit infra scripta apud Vincennas, ubi Rex tenuit dictam diem, dicens sic: Quia Dominus Petrus de Cugneriis pridie proponens contra Ecclesiam Gallicanam, cepit thema suum, quod scribitur Matth. 22. Reddite quæ sunt Cæsaris, Cæsari, & quæ sunt Dei, Deo &c. Et paulo post; Ut ergo respondeam præmissis secundum concordantiam vocalem & realem: accipio quod dictum est 1. Petri 2. protestatione præmissa, quod quidquid dicturus sum, volo dicere non ad finem subeundi quodcumque judicium, sed solum ad Domini Regis & ei assistentium conscientiam informandam. Tum prolixam orationem instituit, qua primum de reverentia regibus debita, eorumque potestate summa differit; deinde probat contra Petrum de Cugneriis, posse personæ Ecclesiasticæ convenire jurisdictionem temporalem simul cum Ecclesiastica.

§. 5. Altera autem die Veneris immediate subsequente, videlicet die 24. Decembris, in palatio regali Parisius convenerunt prælati, & Rege ibidem more solito sedente, assistentibus sibi consiliariis suis & Baronibus, reverendus pater Dominus Petrus Bertrandi, divina providentia Eduensis Episcopus, locutus est in publico coram Rege, facto pro themate suo. Genes. 18. Ne indigneris Domine si loquar.

§. 6. Quod thema applicuit ad hoc, quod propter Regis magnificentiam, consilii sui prudentiam, & loquentis insufficientiam (cum magnum negotium esset) loqui formidabat. Sed regia benignitate confisus, audaciam assumebat: & quia fuerat sibi à Dominis Prælatis injunctum. Deinde fecit thema suum tale: Psalm. 89. Domine refugium factus es nobis.

§. 7. Et persecutus est thema, Regis magnificentiam commendando: deinde vocationem suam ad Regnum Franciæ, quasi mirabilem declarando: tertio, quomodo debet esse pugil Ecclesiæ, ostendendo. Et ista probavit satis breviter per auctoritates & rationes multas. Postmodum respondit ad ea, quæ proposita fuerunt per dictum Dominum Petrum de Cugneriis, in modum infra scriptum, ad informandam conscientiam

ANS de J. C. 1329. tiam Domini Regis, & ad præstandum consilium super prædictis dumtaxat, & non ad finem ordinandi judicii, seu responsionis faciendæ, per quam sententia, ordinatio, vel statutum, aut quivis alius processus sequi possent, vel jus aliud personæ cuicumque acquiri. Tum multis refellit sexaginta sex argumenta Petri de Cugneriis.

§. 8. Quibus rationibus sic factis per dictum Episcopum, fuit petitum ex persona Domini Regis, quod præfatæ responsiones, prout dictæ fuerant & propositæ, verbotenus in scriptis redigerentur & traderentur. Super quibus petitis, prælati ad invicem diligenter habuerunt deliberationem: & tandem deliberaverunt inter se tradere, loco responsionum prædictarum Domino Regi cedulam infra scriptam in Gallico, licet sit in latino translata, cujus tenor sequitur in hæc verba.

§. 9. Supplicant Regiæ Majestati prælati præsentes (tamen se aliquo judicio minime submittendo) quod si ei placeat jura, libertates, privilegia canonica, consuetudines & saisinas, quæ & quas Ecclesiæ Gallicanæ habent & habuerunt temporibus retroactis, eis defendere & servare, specialiter super cognitione actionum personalium, realium & mixtarum, nec non & introductarum, maximè inter Laicos. Item super cognitione contractuum initorum coram judice seculari. Item quod non impediantur super Inventariis faciendis de bonis defunctorum, quorum de jure vel consuetudine, vel compositione executores existunt. Item quod non impediantur super cognitione hypothecarum, quam habent de jure vel consuetudine. Item quod non impediantur super cognitione viduarum & pupillorum, & super bonis intestatorum, quantum ad eos pertinet de consuetudine vel de jure. Item quod non impediantur in quacumque parte diœcesis suæ quin possint habere suos officiales, & suos clericos capere, & ab ipsis Clericis nec non à Laicis emendas pecuniarias exigere debitas de consuetudine vel de jure. Item quod non impediantur super cognitione rerum futurarum à personis Ecclesiasticis. Item quod tam super captione, quam super cognitione clericorum non conjugatorum & conjugatorum, eorum jura & consuetudines observentur & confirmentur eisdem: quia vobis manifestè ostenderunt, quod hæc debent fieri de jure divino & humano. Item significant Regiæ Majestati, quod super abusibus quos aliqui conquerentes imponunt officialibus & gentibus suis, dicendo, quod ipsi abutantur, eis imponendo crimina, ut redimant, & emendas ac expensas ab innocentibus exigendo, proferendoque sententias excommunicationis, una sola citatione non peremtoria præcedente, ac super eo quod propositum fuerat contra ipsos prælatos, quod ipsi conferebant tonsuras indignis; & dicti eorum officiales imponunt malitiosè Laicis pro extorsione pecuniarum inde ab eis exigendarum, quod ipsi sunt circa fidem suspecti, quodque clericos super maleficiis accusatos, & eis redditos per judicem sæcularem, dimittunt impunitos. Item quod labores & expensas multis irrationabiliter conferunt, prætextu participationum cum excommunicatis. Item quod laicis malitiosè usuras imponunt, ut redimant se, & conjugatis tam viris, quam mulieribus quod adulteria commiserunt. Item super abusibus, quos facere dicuntur procuratores eorum, & super abusibus, quos religiosi faciunt in multis civitatibus. Item super injuriis & gravaminibus, quæ aliqui, ut dicitur, faciunt ratione privilegiorum eis indultorum. Item super eo, quod dicitur, quod litigantes in curia Ecclesiastica contra officium, non reperiunt Advocatos: nec non super omnibus aliis, in quibus eorum officiales invenirentur negligentes, abusi fuisse vel convicti, tam in prædictis quàm aliis, quæ si scirent, non permitterent ullo modo ipsi, & sunt parati corrigere, & facere corrigi & emendari, & pro futuris temporibus, tam per statuta synodalia & provincialia, quam per alia, quæ poterunt bona remedia salubriter providere. Super aliis verò articulis supplicant dicti prælati, quatenus jura Ecclesiæ, sive de jure, aut per privilegium, seu compositionem vel consuetudinem acquisita, placeat Domino Regi servare & defendere, ac etiam confirmare; ubi autem in dictis capitulis essent aliqua contra jus, privilegium, consuetudinem vel compositionem, ipsi Prælati nollent ea aliqualiter sustinere. Supplicant iidem Domino Regi, ut pro Dei honore, in statu, in quo sui boni prædecessores tenuerunt Ecclesiam, ipse eam teneat & defendat, nec ei faciat aliquam novitatem, & placeat ei proclamationes & inhibitiones factas (scilicet quod nullus laicus trahat alium laicum coram judice Ecclesiastico) revocare, quia hoc esset omnia Ecclesiarum jura tollere. Et licet in aliquibus locis pro toleranda eorum malitia in talibus proclamationibus seu inhibitionibus verba quæ sequuntur apponant: videlicet quod laicus non trahat alium laicum coram Ecclesia super casibus pertinentibus ad judices fæculares (hoc est propter jura Ecclesiæ usurpanda) quia multa pervenirent ad forum laicorum, quæ nihilominus pertinent ad Ecclesiasticum, si jus & consuetudo tolleretur, per quæ in electione laici est, quod possit alios laicos in foro Ecclesiæ convenire. Item quia tales proclamationes seu inhibitiones factæ, licet etiam essent benè generales, dant occasionem omnimodo jurisdictionem Ecclesiasticam perturbandi. Unde Reges Franciæ quondam semper prohibuerunt tales proclamationes seu inhibitiones fieri & factas penitus faciebant revocari, & ad nihilum reduci.

ANS de J. C. 1329.

§. 10. Post hæc die Veneris sequenti apud Vincennas venerunt prælati coram Domino Rege ad audiendam rationem suam: ubi Dominus Petrus dictus de Cugneriis proposuit pro Domino Rege sic dicendo: Pax vobis, ego sum, nolite timere: & prosecutus est, qualiter prælati non essent turbati, de aliquibus, quæ essent dicta, quia intentio Domini Regis erat servare jura Ecclesiæ & Prælatorum, quæ habebant tam de jure, quam de consuetudine bona & rationabili. Et interseruit inter primam conclusionem & ultimam, & probare voluit, quod causarum civilium cognitio non poterat ad Ecclesiam pertinere: quia temporalia debent pertinere ad temporales, & spiritualia ad spirituales. Subjiciuntur ejus rationes.

§. 11. Quæ responsio audita cum non videretur sufficere prælatis: statim dictus Episcopus Eduensis respondit pro Prælatis in modum qui insequitur. Primo commendans &c. Et infra: Quare conclusit dictus Episcopus, quod placeret Domino Regi, magis claram, & magis consolativam dare responsionem Prælatis: ne ab ipsius præsentia recederent contristati; & ne daretur laicis materia, jura eorum & consuetudines Ecclesiæ impugnare; quia de ipsius Domini Regis bona conscientia nullatenus dubitabant. Et tunc fuit responsum ex parte Domini Regis, quod non erat intentionis suæ, consuetudines Ecclesiæ, de quibus sibi constaret, impugnare.

§. 12. Postmodum die Dominica sequenti, iterato venerunt prælati ad Dominum Regem Vicenas, & proposuit Dominus Senonensis ultimam supplicationem factam per prælatos, & ultimam responsionem factam pro parte Domini Regis. Ad quod cum Dominus Bituricensis significasset prælatis, Dominum Regem dixisse, ut non timerent prælati, quia nihil suo tempore perderent, & quod defenderet eos in suis juribus & consuetudinibus, quia nolebat tempore suo exemplum dare aliis Ecclesiam impugnandi: quæ verba asseruit ibidem se dixisse: de his verbis idem Dominus Senonensis nomine prælatorum regratiatus est Domino Regi. Secundo dixit idem Dominus Senonensis, quod quædam præconizationes factæ erant in præjudicium jurisdictionis Ecclesiasticæ: quas suppli-

ANS de J. C. 1329.

supplicabant revocari. Tunc Dominus Rex respondit ore proprio, quod non erant factæ de suo mandato, nec aliquid sciebat, nec eas ratas habebat. Tertio dixit, quod de aliquibus abusibus, de quibus temporales erant conquesti taliter ordinaverant prælati, quod Dominus Rex & cæteri meritò deberent contentari. Quarto supplicavit Regi, quod vellet eos consolari de benigna sua responsione clariori. Tunc respondit dictus Dominus Petrus pro Domino Rege, quod placebat Regi, si prælati emendarent ea, quæ essent emendanda & corrigenda, expectare usque ad festum Nativitatis Domini proximè venturum: infra quem terminum nihil innovaret. Et si infra dictum terminum prælati non emendassent emendanda, vel correxissent corrigenda, Dominus Rex apponeret tale remedium, quod esset gratum Deo & populo. Et sic prælati receperunt licentiam à Domino Rege & recesserunt.

Huc referri videntur Capitula de Interpretationibus Clericorum adversus Domini Regis jurisdictionem.

PRimum Capitulum est, quod Clerici trahunt causam feodorum in curiam Christianitatis, propter hoc dicunt, quod fiduciæ vel juramentum sunt inter eos in quos causa vertitur. Et propter hanc occasionem perdunt Domini justitiam feodorum suorum. Responsio: In hoc concordati sunt Rex & Barones, quod benè volunt, quod ipsi cognoscant de feodo, & si convictus fuerit de perjurio vel de transgressione fidei, injungant eis pœnitentiam. Sed propter hoc non amittat Dominus feodi justitiam fidei, nec propter hoc se capiant ad feodum. Præterea volunt Rex & Barones, quod vidua possit conqueri Regi vel Ecclesiæ, si voluerit de dotalitio suo, si non moveat de feodo: & si conquesta fuerit Ecclesiæ & ille à quo petit dotalitium dicat, quod respondebit coram Domino de quo feodum movet, Ecclesia potest ipsum cogere ad respondendum, & decidere causam inter eos de jure.

§. 2. Secundum Capitulum. Quando Clericus capitur pro aliquo forisfacto, unde aliquis debet vitam aut membrum perdere, & traditur Clerico ad degradandum, Clerici volunt illum degradatum omninò liberare. Ad quod respondetur, quod Clerici non debent eum degradatum reddere Curiæ. Sed non debent eum liberare, neque ponere in tali loco, ubi capi non possit, sed Justiciarii possunt illum capere extra Ecclesiam vel cœmeterium, & facere justitiam de eo, nec inde possunt trahi in causam.

§. 3. Tertium Capitulum. De decimis ita statutum, quod decimæ redduntur, sicut hactenus redditæ fuerunt, & sicut debent reddi.

§. 4. Quartum Capitulum est, quod nullus Burgensis vel Villanus potest filio suo Clerico medietatem terræ suæ, vel plusquam medietatem donare, si habuerit filium vel filios; & si dederit ei partem terræ citra medietatem, Clericus debet tale servitium & auxilium, quale terra debebat Dominis quibus debebatur, sic poterit taillari, si fuerit usurarius vel mercator; & post decessum suum terra redibit ad proximos parentes; & nullus Clericus potest emere terram, quin reddat Domino tale servitium, quale terra debet.

§. 5. Quintum Capitulum est, quod Episcopi vel Archiepiscopi non debent requirere à Burgensibus, vel abaliis, quod nunquam præstaverint ad usuram nec præstabunt. Si Clericus deprehensus fuerit in raptu, tradetur Ecclesiæ ad degradandum, & post degradationem poterit eum capere Rex vel Justitiarius extra Ecclesiam vel atrium, & facere justitiam de eo, nec poterit inde causari.

§. 6. Si Clericus aliquem, qui non sit Clericus traxerit in causam super aliqua possessione, de qua nunquam fuit tenens, non debet eum trahere in Curiam Christianitatis, sed in Curia Domini, ad quem spectat justitia, nisi ratione fundi terræ ad Christianitatem spectet justitia.

ANS de J. C. 1329.

§. 7. Item Clerici non debent excommunicare eos, qui vendunt blada, vel alias merces diebus Dominicis, vel eos qui vendunt Judæis, vel emunt ab illis, vel qui opera illorum faciunt; sed benè volunt, quod mittentes Judæorum excommunicent.

§. 8. Item super eo quod quando aliquis de voluntate sua mittit se in carcerem Regis, vel alterius, ubi Rex vel alius habet * capitale sive vitam vel membrum perdere, ut redimatur: vel quando Rex vel aliquis capit aliquem pro redimendo, sive vitam vel membrum perdere, & evadat de carcere, & fugit ad Ecclesiam, & Ecclesia vult eum liberare, & auferre Domino redemtionem. Respondent quod ex quo aliquis de voluntate sua mittit se in carcerem alicujus ut redimatur, vel quando aliquis capitur pro catallo sive vitam & membrum perdere, Ecclesia non debet Domino auferre catallum vel redemptionem suam, neque illum liberare, si fugerit ad Ecclesiam, sed potest custodiri extra Ecclesiam, & extra atrium, nec custodes possunt causari.

§. 9. Item Clerici non possunt de jure excommunicare aliquem propter forisfactum servientis sui, neque interdicere terram ejus, priusquam Dominus fuerit super hoc requisitus, vel Domini Baillivus, si Dominus fuerit forspaises.

§. 10. Item si aliquis scienter vel ignoranter forisfecerit Ecclesiæ, non debet excommunicari, vel ejus terra interdici, donec super hoc fuerit requisitus, vel Baillivus ejus si Dominus fuerit extra patriam.

§. 11. Item quando aliquis citatur coram Ecclesiastico Judice, & Judices compellunt eum in prima citatione, jurabit quod stabit juri, quamvis de jure non defecerit, vel quamvis non sit excommunicatus. Respondetur quod hoc non debet fieri.

§. 12. Item super hoc, quod quando Clerici aliquem trahunt in causam de servitute, & ille dicit se esse servum alterius, volunt quod ille respondeat in curia eorum, quamvis dicat se non esse servum eorum, & cogunt ipsum ad respondendum coram ipsis per excommunicationem, vel ipsos excommunicant, qui ipsum manutenent. Ad quod respondemus, quod ille debet respondere in Curia illius, cujus se esse servum profitetur.

CCLII.

*Contract de Mariage d'*AYMON *Comte de Savoye, & d'*YOLANDE DE MONFERRAT. *Fait le* 1. *Mai* 1330.

ANS de J. C. 1330.

1330. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 177.

SAVOYE ET MONFERRAT.

IN nomine Domini Amen. Anno à Nativitate Domini M. CCC. XXX. indictione XIII. die I. mensis Maii, per hoc præsens publicum instrumentum, cunctis appareat evidenter; Quòd Viris *Illustribus, & Magnificis Domino* AYMONE *Comite Sabaudiæ* ex una parte, & *Domino Theodoro Excellentissimi Imperatoris Græcorum Filio Porfirogenito Marchione* MONTISFERRATI ex alia, constitutis in præsentia mei, & aliorum Notariorum, & testium infra scriptorum propter ea specialiter quæ sequuntur. Item Dominus Comes promittit dicto Domino Marchioni præsenti, & recipienti per juramentum suum ad S. Dei Evangelia corporaliter præstitum, quòd ipse ducet, & accipiet in Uxorem Dominam Violandam Filiam dicti Domini Marchionis, & eam in facie Ecclesiæ desponsabit, & viceversa dictus Dominus Marchio promittit dicto Domino Co-

ANS de J. C. 1330.

miti præsenti, & recipienti per juramentum suum ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, se daturum in Uxorem dicto Domino Comiti dictam Dominam Violandam Filiam suam, & se facturum, & curaturum cum effectu quod dicta Filia sua in Virum accipiet dictum Dominum Comitem, & in ipsum consentiet tanquam in ejus Maritum per verba de præsenti: Cujus Matrimonii contemplatione prædictus Dominus Marchio constituit in dotem dicto Domino Comiti, & nomine, & ex causa dotis dictæ Dominæ Violandæ dat, tendit, cedit, & concedit omnia jura sua, & rationes sibi competentes & competentia, competituras, & competitura in Castris, Villis Lancei, Cyriaci, & Casellarum, & eorum mandamentis, & in terris, pratis, vineis, nemoribus, alpibus, aquarum decursibus, domibus, servitiis fictis, & omnibus Minis cujuscumque metalli existant, tailliis, homagiis, fidelitatibus, feudis, emphiteotis, laudibus, venditionibus, jurisdictione, meris, & mixtis Imperiis, & rebus aliis universis cum eorum pertinentiis quæcunque sint, & quocumque nomine censeantur, pacto, & conventione expressim talibus appositis, quod si dictus Dominus Comes (quod Deus avertat) præmoriretur dicta Domina Violanda superstite, quod ipsa D. Violanda unà cum dote sua, & dotalicio liberè redeat ad Dominum Marchionem, vel ejus hæredes juxta beneplacitum, & voluntatem dicti D. Marchionis, vel ejus hæredum seu successorum, & dictæ Dominæ Violandæ. Si verò dicta Domina Violanda præmoriretur dicto D. Comite superstite sine Liberis, quòd dicta data in dotem absque dotalicio sine donatione propter nuptias dicti D. Comitis redeant liberè ad dictum Dominum Marchionem vel hæredes, & successores ipsius; salvis semper rationibus dotalibus *Illustris Dominæ Margaretæ de Sabaudia dudum Marchionissæ Montisferrati*, cæteri casus dotis restituendæ juri communi; ita tamen quod in prædictis omnibus casibus, seu in aliquo alio casu dotis restituendæ, non possit impediri restitutio dictæ dotis per aliqua jura acquisita per ipsum D. Comitem, vel ejus prædecessores, vel per dictam Dominam Margaretam ex alia causa quam ex ea dotis ipsius Dominæ Margaretæ: Et si contingeret dictam Dominam Violandam decedere superstitibus ex ipsa Liberis masculis ex dicto D. Comite procreatis, quod jura quæ habet, vel haberet dictus D. Comes ultra dicta data in dotem per dictum D. Marchionem dictæ Dominæ Violandæ, sive dicto D. Comiti in castris prædictis perveniant ad dictos Liberos, si jus commune postulat, & requirit. Et versa vice prædictus D. Comes dat, cedit, & concedit atque constituit dictæ D. Violandæ seu dicto D. Marchioni Patri ipsius stipulanti, & recipienti nomine, & ad opus dictæ D. Violandæ Filiæ suæ in donationem propter nuptias seu dotalicium, videlicet triginta mille florenos auri, tali pacto, & conventione appositis, quod si dicto D. Comite superstite dictam Dominam Violandam prædecedere contingeret, quod in ipso casu dicta donatio sit irrita, & omni virtute cassata, & è converso si superstite dicta Domina Violanda dictus D. Comes prædecederet, ipsa D. Violanda habeat, & percipiat vigore donationis prædictæ prædicta triginta mille florenos, hoc etiam pacto appositio, quòd si contingeret dictam Dominam Margaretam prædicta jura sua donare, vel relinquere dicto Domino Marchioni, vel dictæ Dominæ Violandæ vel aliis Filiis dicti Domini Marchionis, quod in hoc casu dicta donatio triginta mille florenorum rata, & firma permaneat, prout est superius declaratum: Si vero dicta Domina Margareta dicta jura sua transferret in prædictum Dominum Comitem, vel alias quascumque personas, vel personam, Collegium, vel universitatem Ecclesiasticas vel Seculares quovis titulo, ratione vel causa, in eo casu idem Dominus Comes teneatur, & debeat dicta loca Lancei, Cyriaci, & Casellarum cum pertinentiis suis pro juribus dictæ Dominæ Margaretæ recuperare, & tradere dictæ Dominæ Violandæ pro dicto dotalicio, & loco dictæ donationis propter nuptias, & tunc dicta donatio, seu dotalicium triginta mille florenorum sit cassa, & irrita, & ad solutionem dictorum triginta mille florenorum dictus Dominus Comes, vel ejus hæredes ex tunc minime teneantur, & dicta Domina Violanda plenè habeat, & teneat dicta jura cum aliis rebus datis in dotem ut supra in casibus supradictis dotis restituendæ, & repetendæ, salvis semper juribus dictæ Dominæ Margaretæ in vita sua, si tamen dicta Domina Violanda prædecederet superstite dicto Domino Comite, ut supra etiam in eo casu dictus Dominus Comes recuperare debeat, & habeat dicta jura, dictæ Dominæ Margaretæ, & ad ipsum pertineant pleno jure: & pro prædictis omnibus, & singulis firmiter attendendis, & observandis per dictum Dominum Comitem dictæ Dominæ Violandæ, idem Dominus Comes obligat, & hypothecat, atque assignat specialiter, & expressim dictæ Dominæ Violandæ, ministerio dicti Domini Marchionis totam terram suam, & Castellaniam Mauriannæ cum omnibus suis juribus, pertinentiis, mero, & mixto Imperio, & omnimoda jurisdictione, & eidem Dominæ Violandæ obligat omnia bona sua. Item convenit, & promittit dictus Dominus Marchio prædicto Domino Comiti, quod si contingeret dictum Dominum Marchionem, vel ejus liberos masculos ex legitimo matrimonio procreatos decedere quoquo tempore absque liberis masculis ex suis corporibus & legitimis matrimoniis procreatis, quod in illo casu Marchiones Montisferrati cum ipsius honoribus, vassallis, jurisdictionibus, meris, & mixtis Imperiis, & universaliter cum ipsius juribus sint, & esse debeant pleno jure dictæ Dominæ Violandæ, & successorum suorum in augmentum, & ex causa dotis dictæ Dominæ Violandæ, expressim hoc pacto appositio, quod si aliquæ Filiæ remanerent, & extarent ex dicto Domino Marchione, & Filiis suis legitimis, & legitimis matrimoniis procreatis, quod eis provideatur secundum dignitatem Marchionatus per dictam Dominam Violandam, hæredes, & successores ejus de congrua, & sufficienti dote pro matrimoniis copulandis, vel per aliam viam castitatis, seu religionis, si ipsam magis eligerent. Item dictus Dominus Comes contemplatione dicti matrimonii quittat, cedit, & remittit, atque donat dicto Domino Marchioni præsenti, & recipienti omnia, & singula jura, obligationes, privilegia, seu investituras acquisitas hinc retro Clavasio, Virolengio, Montebello, seu in aliqua alia parte Marchionatus Montisferrati per inclytæ recordationis Dominos Amedeum, & Eduardum Comites Sabaudiæ, vel per ipsum Dominum Aymonem nunc Comitem, vel per prædictam Dominam Margaritam, salvis & exceptatis juribus acquisitis hactenus per dictos Dominos Comites, & dictam Dominam Margaritam, vel per alterum ipsorum in dictis castris Lancey, Cyriaci, & Casellarum; Quæ quidem omnia jura acquisita in dictis castris Lancei, Ciriaci, & Casellarum in prædicta renunciatione seu quittatione non intelligantur inclusa, salvo semper, & reservato Capitulo seu clausula quod, & quæ incipit: Ita tamen quod in prædictis omnibus casibus, seu in aliquo alio casu dotis restituendæ, &c. Quæ jura mortua dicta Domina Violanda relictis Filiis masculis ex ipso, & dicto Domino Comite perveniant in ipsos Filios tantum, & non in alios Filios alterius matrimonii dictæ Dominæ Violandæ; in aliis vero casibus dotis restituendæ jura acquisita per dictos Dominos Comites, & dictam Dominam Margaritam impedire non possint restitutionem dictæ dotis, si casus contingeret dotis restituendæ, juribus dotis, & dotalicii dictæ Dominæ Margaritæ in eorum robore nihilominus duraturis: Constituens idem Dominus Marchio se tenere, possidere,

ANS de J. C. 1330.

ANS de J. C. 1330.

sidére, & quasi, prædicta in dotem assignatam, & data vice, nomine, & ad opus dicti Domini Comitis præsentis ibidem donec de ipsis, & singulis eorum corporalem possessionem, & quasi apprehenderit, quam apprehendendi, & apprehensam tenendi per se vel per alium dat, & concedit idem Dominus Marchio dicto Domino Comiti præsenti, & recipienti authoritatem, licentiam, & mandatum quod suæ fuerit voluntatis, nullius alterius personæ licentia requisita, ipsumque Dominum Comitem in prædictis rebus dotalibus procuratorem, & Dominum constituit in rem suam, tam in rebus dotalibus ut supra: Mandans, & præcipiens omnibus, & singulis vassallis, & subditis dictorum locorum Lancei, Cyriaci, & Casellarum præsentibus, & futuris, ut de omnibus, & singulis juribus, feudis, fidelitatibus, vassallatibus, & homagiis fictis, servitiis, & aliis juribus, ut usagiis quibuscumque, costumis, & subjectione quacumque respondeant, pareant, & obediant dicto Domino Comiti, & se subjiciant sicut dicto Domino Marchioni, & suis prædecessoribus tenebantur. Promittentes etiam dicti D D. Comes, & Marchio sibi ad invicem; & michi, & aliis Notariis infra scriptis stipulantibus, & recipientibus nomine, & ad opus dictæ Dominæ Violandæ, & omnium quorum interest, vel poterit interesse bona fide, & per solemnes, & validas stipulationes, & per juramenta sua super sancta Evangelia corporaliter præstita, & sub hypothecis, & obligationibus omnium bonorum suorum præsentium, & futurorum omnia, & singula supradicta rata, grata, & firma habere perpetuò, & tenere, & ea facere attendere, & inviolabiliter observare. Renunciantes etiam dicti Domini Comes, & Marchio ex certis eorum scientiis, & per juramenta eorum prædicta exceptioni prædictorum non ita actorum, vel minùs legitimè, vel sine causa vel ex injusta causa actorum, & exceptioni doli mali, metus, & in factum, & ne possint objicere plus actum, & minus scriptum vel è contra, & cuilibet exceptioni fraudis, deceptionis, & immensæ seu inofficiosæ donationis, vel dotis, & omni juri Canonico, & Civili per quod possent contra prædicta facere, vel venire. Promittentes etiam, & jurantes ut supra, se nichil facere vel feciisse quominus omnia, & singula supra dicta plenum sortiantur effectum, Promittens etiam dictus Dominus Comes prædicto Domino Marchioni se facturum, & curaturum cum effectu quòd Vassalli dicti Domini Comitis in Castellania Mauriennæ quos nominaverit dictus Dominus Marchio, jurabunt, & promittent se servaturos obligationem factam de dicta terra, & Castellania Mauriannæ obligatis pro dotalitio dictæ Dominæ Violandæ, & fuit actum inter dictos duos Dominos Comitem, & Marchionem, quod de prædictis fiant unum, duo vel plura publica instrumenta pro dictis Dominis Comite, & Marchione, & Domina Violanda, & omnibus quorum poterit interesse. Actum apud Cassellas præsentibus R. in Christo Patre Domino Rodulpho Abbate Sancti Michaelis de Clusa, Illustri Viro Domino Amedeo Comite Gebenn. Dominis Ebalo de Chalant, Petro Marescalci, Guillermo, & Martino ex Comitibus Coconati. Signé Reynaudi, & de Rocho Bono.

ANS de J. C. 1330.

rum de Pinerolio. Quoniam mors, & vita in manu Dei sunt, & statutum est omnibus hominibus semel mori, licet dies mortis omnibus habeatur incognitus, propter quòd multi etiam prudentes, periculum animarum incurrunt, & etiam inter posteros relinquunt materiam scandalorum. Idcirco *Vir Illustris Dominus Philippus de Sabaudia primogenitus, inclytæ recordationis Domini Thomæ de Sabaudia, Dominus in partibus Pedemontii*, volens dictum periculum, & inter successores, & posteros scandalorum materias evitare, rerum, bonorum, Dominiorum, ac jurium omnium suorum dispositionem, per præsens nuncupativum Testamentum, sive in scriptis, in hunc modum facere procuravit. In Primis quidem Dei nomine invocato cassavit, irritavit, & cassa, ac irrita esse voluit, omnia alia testamenta, donationes causa mortis, & ultimas voluntates seu dispositiones, quocumque nomine nuncupentur hactenus. Item instituit sibi hæredem Dominam *Margaretam ejus Filiam* in dotibus suis, & ultrà in viginti quinque marchis argenti, & pro prædictis, eam voluit esse tacitam, & contentam. Item instituit sibi hæredem *Dominam Alaxiam ejus Filiam* in dotibus suis, & ultra in viginti quinque marchis boni auri, pro quibus ipsam voluit esse contentam. Item instituit sibi hæredem *Elinoriam Filiam suam* in dotibus suis, & ultra in viginti quinque marchis argenti, pro quibus ipsam voluit esse contentam. Item instituit sibi hæredem *Joannam ejus Filiam* in dotibus suis, & ultrà in viginti quinque marchis argenti, pro quibus ipsam esse voluit contentam. Item *Beatrisiam, & Isabellam Filias suas*, & quamlibet ipsarum, sibi hæredes instituit in viginti quinque marchis argenti, & in his quæ habebunt ab ipso testatore, seu ab hærede suo universali infrà scripto, pro dotibus suis. Item instituit *Amedeum, Thomam, & Eduardum Filios suos*. Item, & posthumum, & posthumos suos quoscumque, quotquot nasci contigerit, & venturos in lucem ex ipso testatore, & tam genitos quam genituros, & quemlibet ipsorum, in ducentum marchis argenti. In omnibus autem aliis bonis mobilibus, & immobilibus, juribus, & actionibus, castris, civitatibus, Burgis, villis, feudis, retrofeudis, Dominiis, Segnoriis, & aliis omnibus ad ipsum testatorem quomodolibet causa, seu titulo pertinentibus, præsentibus, & futuris *Jacobum ejus Filium primogenitum*, sibi hæredem universalem instituit, & si contigerit dictum Jacobum mori infrà quartum decimum annum ætatis suæ, vel postea quandocumque, sine filiis masculis legitimis, & naturalibus ex ipso descendentibus, substituit eidem vulgariter, pupillariter, & per fideicommissum Amedeum prædictum Filium suum, si tunc supervivat idem Amedeus, & si tunc non superviveret, illum ex filiis ipsius testatoris legitimis, & naturalibus, tam natis, quam nascituris, qui tunc esset majoris ætatis. Si verò contingat dictum Amedeum succedentem in dicta hæreditate mori sine filiis legitimis, & naturalibus ex eodem masculis, ante quatuordecimum annum ætatis suæ, vel postea quandocumque, substituit eidem pupillariter, vulgariter, & per fideicommissum, ex dictis filiis tam natis quam nascituris masculis, qui tunc esset majoris ætatis. Item constituit, & ordinavit dicto Jacobo, & aliis filiis posthumis suis præsentibus, & futuris prædictis, & cuilibet ipsorum tutricem, & Curatricem *Dominam Catharinam eorum Matrem*, liberans, & absolvens eandem à confectione inventarii, & à ratione reddenda, volens, & jubens ipsam Dominam Catharinam gerere, & administrare dictam tutelam, & curam cum consilio. Item inhibuit dictus testator expresè quod prædicti hæredes, seu Tutrix, & consiliarii per se, vel alias submissas personas directè, vel indirectè possint vendere, donare in feudum de novo, vel in Emphiteosim perpetuam, vel ad tempus concedere, obligare, vel sub quovis alio vocabulo alienationis, in aliquam perso-

CCLIII.

ANS de J. C. 1330. SAVOYE.

Testament de PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince d'Achaye. Fait à Pignerol, le 9. Juin*, 1330. S. Guichenon. Histoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 109.

IN nomine Domini, Amen. Anno ejusdem millesimo tercentesimo trigesimo, indictione tredecima, die nona Junii, in Sacristia Fratrum Mino-

ANS de J. C. 1330.

nam transferre aliquam rem, seu res immobiles, jura, Dominia, sive actiones ad ipsum testatorem, seu hæredem suum, ut supra pertinentia quomodocumque, nec etiam aliquam remissionem, quittationem, cessionem, seu alienationem, seu alium contractum facere de prædictis, vel aliquid prædictorum, nec immunitatem seu privilegium concedere, nisi ad quinque annos tantùm, & durantibus ipsis quinque annis, non possit de ipsa re alius contractus sive concessio celebrari, nisi, & quando successor in dicta hæreditate, fuerit ætatis triginta annorum, vel ultrà, & hoc ideò facit, & inhibet dictus testator, ne ipsi hæredes, vel successores, propter importunitatem petentium, vel dolo contrahentium, vel alias suggestiones inutiles, periculum, seu detrimentum incurrant, & quod dictum Dominium, Baronia, seu hæreditas sua integraliter conservetur hæredibus suis, volens, & jubens, omnes contractus, donationes, venditiones, obligationes, infeudationes, concessiones, remissiones, quittationes, cessiones, alienationes qui, & quæ fierent, & celebrarentur contra inhibitionem præsentem, esse cassas, irritas, & nullius valoris, & hanc voluit, & jussit esse ultimam voluntatem suam, & valere, & tenere perpetuò, jure testamenti nuncupativi, sive scriptis, jure codicillorum, jure donationis, causa mortis ultimæ voluntatis, & omni alio jure, ordinatione, ac modo, & forma quibus melius, & firmius valere poterit, & tenere. Signé Nassaporis.

CCLIV.

ANS de J. C. 1332.

FRANCE, Eu, COLOGNE, LIEGE, LUXEMBOURG, GUELDRE, JULIERS, NAMUR, ET BRABANT.

Compromis de RAOUL *Comte d'Eu & Connêtable de France pour soi & au nom de l'Archevêque de* COLOGNE, *de l'Evêque de* LIEGE, *des Comtes de* LUXEMBOURG, *de* GUELDRES, *de* JUILLIERS *& de* NAMUR *d'une part; Et de* JEAN *Duc de Brabant d'autre: en la personne du Roi de France* PHILIPPE DE VALOIS *de tous les différens qu'ils avoient ensemble, le 20. Juin.* 1332. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 139.

NOus RAOUL Cuens de Eu, de Gynes, Conneſtable de France, ſçavoir faiſons à tous, que ſus & de toutes les guerres, deſcordz, debatz, querelles & controverſes, que Reverend Pere en Dieu Monſieur Wallerant Archeveſque de COLOGNE, Monſieur Adulf Eveſque de LIEGE; & tres haultz & nobles Princes, Monſieur Jean Roy de Boheme & de Pologne & Comte de LUXEMBOUG, Monſieur Regnault Comte de GUELDRES, Monſieur Guillaume Comte de JUILLIERS, Monſieur Loys Comte de Los & Chigny, Monſieur Jean Comte de NAMUR, Monſieur Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Monſieur Guy de Namur Chevallier; & nous conjoinctement & diviſement avons & pouvons avoir envers tres hault & noble Prince, Monſieur Jean Duc de Lothier, de Brabant & de Lemboug, deſquelz les deſſus dictz ſe ſont compromis ſur certaine forme & maniere contenues en leurs lettres ſur ce faites & ſcellées de leurs ſeaux en tres hault & tres puiſſant Prince noſtre tres cher Sieur Monſieur PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France * obligez & obligeons audict Duc de Brabant & au dict Monſieur le Roy de France & à tous ceux à qu'il appartient, peut ou pourra appartenir, ſur les peines en la forme & en la maniere de poinct en poinct, que les deſſus dictz Monſieur le Roy de Boheme & de Pologne & Comte de Luxembourg, Monſieur Renault Comte de Guelldres, Monſieur Guillaume Comte de Juilliers, Monſieur Loys Comte de Los & de Chigny, Monſieur Jean Comte de Namur, Monſieur Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Monſieur Guy de Namur Chevallier ſe ſont obligez. En teſmoing & à plus grande fermeté des choſes ſus dictes & de chacune d'icelles, nous avons mis noſtre ſeel en ces preſentes lettres. Donné à Royal lieu prés de Compiegne, le vingtieſme jour du mois de Juin, l'an de grace mil trois cens trente deux.

ANS de J. C. 1332.

CCLV.

ANS de J. C. 1332.

FRANCE, COLOGNE, LIEGE, BRABANT, &c.

Lettre par laquelle PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France accepte le Compromis d'entre l'Evêque de* COLOGNE, *de* LIEGE, *& autres & le Duc de* BRABANT. *Fait le 20. Juin,* 1332. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici, pag. 139.

PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France, faiſons ſçavoir à tous, que nous regardans & conſiderans les grandes guerres, haines & diſcordz, qui eſtoient & pouvoient plus grandes naiſtre entre nos chers & bien amez Walerant Archeveſque de COLOGNE, Adulf Eveſque de LIEGE, & noſtre cher & amé Couſin Jean Roy de Boheme & de Pologne & Comte de Luxembourg, Regnault Comte de Gueldres, Guillaume Comte de Juilliers, noſtre cher & amé nepveu Loys Comte de Los & de Chigny, Jean Comte de Namur, Jean Sire de Beaumont, & Guy de Namur Chevallier, & chacun d'eulx conjoinctement & diviſement pour eux, & pour leurs alliez & leurs aydans d'une part; & noſtre tres cher & amé Couſin Jean Duc de Lothier, de Brabant, & de Luxembourg pour luy & pour ſes alliez & aydans d'autre part. Deſquelles guerres, haines & diſcordz moult de peril, maux & eſclandres pourroient venir & enſuivre.

§. 2. Nous deſirans de tout noſtre cœur mettre à noſtre pouvoir bonne paix & accord entre tous bons Chreſtiens, & ſpecialement entre les deſſus dictz; nous ſommes entremis de faire & pourchaſſer bonne paix & bon accord entre eux & chacun d'eux. Et pour ce les dictes parties & chacunes d'icelles pour eux, leurs alliez & leurs aydants deſſus ditz, eſtablis perſonnellement en noſtre preſence de leur bon gré & de leur volonté, ſe ſont compromis en nous comme en arbitre, arbitrateur ou amiable compoſiteur, ſus & de toutes les guerres & diſcordz, debats, querelles & controverſes, que chacune partie & parties a, & peut avoir, ont & peuvent avoir à preſent à faire les uns vers les autres, conjoinctement & diviſement. Et nous ont donné tous enſemble & chacun par ſoy plein pouvoir & franche puiſſance de faire & mettre paix entre eux & chacun d'eux des guerres, qu'ils ont; & que des diſcordz, debatz, querelles & controverſes deſſus dictes, nous les parties ouyes amiablement, en leurs demandes, defenſes & en leurs raiſons, par devant nous ou ceux que nous y deputerons, ſommairement & de plein, ſans autre figure de procez gardé, ou non gardé ordre de droict, & baillez en eſcript par maniere de memoire par devers nous, ou ceux, qui à ce ſeront deputez de par nous, les faictz & raiſons, deſquelz les parties & chacunes d'icelles ſe voudront ayder les uns contre les autres; ſcachions & faiſions ſçavoir par maniere d'information, & comme bon nous ſemblera la verité par bonnes gens & dignes de foy, en quelques lieux & païs, qu'il nous plaira, & que nous les voudrons envoyer; & de tout ce que par les deputez de par nous, nous tenterons pour informer des faitz, diſcordz, debatz, querelles & controverſes & raiſons deſſus dictes, nous puiſſions à une fois ou à pluſieurs & toutes fois, comme à nous plai-

ANS ra, prononcer, declarer & terminer & en ordonner,
e J. C. en escript & sans escript, de haut & de bas, selon &
1332. que bon & convenable nous semblera, & à nostre pure & franche volonté, sans en recourir à dict arbitrage ou ordonnance de juge ne de bon homme; & pourrons prononcer, declarer, determiner & ordonner des dictz discordz, debatz, querelles & controverses toutes ensemble ou particulierement, une fois & plusieurs, toutes fois & quantes comme à nous plaira, durant le terme de ce compromis & la prorogation d'iceluy, s'il estoit prorogué, & durera nostre pouvoir à ce faire jusques à la feste sainct Jean Baptiste, qui sera l'an mil trois cens trente trois. Ce adjousté, que s'il nous plaist, nous pourrons allonger & proroguer le dict terme & le dict compromis, jusques à la nativité de nostre Seigneur ensuivant en celuy an mesme, qui sera l'an mil trois cens trente trois.

§. 3. Lesquelles choses toutes & chacunes d'icelles, ainsy comme elles sont divisées les dicts Roy de Boheme, Comtes de Gueldres, de Juilliers, de Los, & de Chigny, & de Namur, & Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Guy de Namur & chacun d'eux, pour tant comme à eux & chacun d'eux peut toucher, conjoinctement & divisement d'une part; & le dict Duc de BRABANT d'autre part; ont promis, pour eux, pour leurs alliez & leurs aydans tant d'une part comme d'autre, & l'une partie à l'autre dessus dictes & à nous mesmes & à tous ceux qu'il appartient, peut & pourra appartenir, par leurs sermens donnez sur sainctes Evangiles touchées corporellement, & sur l'obligation de leurs hoirs & successeurs & de tous leurs biens meubles & non meubles, presens & à venir; tenir & garder fermement & loyaument en bonne foy, sans corrompre, sans fraude & sans tout mauvais engin, & sur la peine de cent mil marcs d'argent fin; de laquelle peine la partie qui seroit desobeissante à nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances, toutes fois & quantes fois, que ilz ou aucuns d'eux, leurs alliez, ou leurs aydans feroient par eux ou par autre encontre icelles ou aucunes d'icelles, ou contre la teneur de ces lettres, sera tenu payer & rendre sans contredict par sa foy & par son serment, & sur l'obligation dessus dicte, la moitié à chacune partie & parties, qui obeiront à nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances, & à la teneur de ces presentes lettres; & l'autre moitié de la dicte peine payer & rendre à telles personnes, ou à telz usages & dedans tel temps, comme en voudrons ordonner tant durant le dict temps du dict compromis, & la prorogation d'iceluy, comme aprés en quelque temps que ce soit; laquelle peine commise ou non commise, nos dictes prononciations, declarations, determinations & ordonnances demeureront tousjours en pleine force & vertu.

§. 4. Et en tant comme le present compromis & les choses sus dictes touchent & peuvent toucher les dictz Archevesque de Cologne & Evesque de Liege & chacun d'eux, conjoinctement & divisement d'une part, & le Duc de Brabant d'autre part; les dictz Archevesque, Evesque & Duc ont promis pour eux & pour tous leurs alliez & leurs aydans tant d'une partie comme d'autre, & l'une partie à l'autre, & autres des dessus dictz & à nous mesmes, & à tous ceux, à qui il appartient, peut & pourra appartenir en bonne foy, & en bonne loyauté, les prelatz la main au pectus en la presence des sainctes Evangiles sans iceux toucher, selon ce, que à leur honneste estat appartient, & li dis Duc par son serment, tenir & garder fermement & loyaulment, exectament & entierement en bonne foy, sans corrompre, sans fraude, & sans tout mauvais engin, nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances; en tant comme les dictz discordz, debatz, querelles & controverses touchent & peuvent toucher les guerres, injures, villainies, malesfaçons, dommages, despens, coustz, frais & actions personnelz: mais en tant comme ilz toucheroient heritages tant d'une partie comme d'autre, ilz tiendront nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances ou la teneur de ces lettres, quant aus dictz heritages; & s'ils ou aucuns d'eux, leurs alliez ou leurs aydans faisoient par eux ou par autres encontre icelles ou aucunes d'icelles ou contre la teneur de ces lettres, la partie desobeissante sera tenu payer & rendre sans tout contredict la moitié de la dicte peine aux parties, qui y obeiront, & l'autre dicte moitié de la dicte peine à telles personnes, ou à tels usages & dedans tel temps comme nous en voudrons ordonner, tant durant le temps du dict compromis & de la prorogation d'iceluy, comme apres en quelconque temps ce soit. ANS de J. C. 1332.

§. 5. Et à faire & accomplir entierement, si comme dit est, ont obligez les dictz Archevesque, Evesque & Duc, tant comme à chacun peut toucher eux, leurs biens, meubles presens & à venir par leur foy & leurs dictz fermens & en leur loyauté l'une partie & l'autre & autres des dessus dictz, & à nous mesmes & à tous ceux, à qui il appartient & peut appartenir. Et ont voulu toutes les dessus dictes parties & chacunes d'icelles en leur bonne foy, par leurs dictz fermens que si es choses dessus dictes, ou aucunes d'icelles a doubte ou obscurité aucune, nous icelle puissions declarer & terminer, selon que bon nous semblera; lequel compromis & arbitrage & les promesses & obligations à nous faictes, si comme dict est, nous pour bien de paix, avons receu & recevons en nous. En tesmoing de ce & plus grande seureté & fermeté des choses dessus dictes, nous avons faict mettre nostre seel en ces lettres. Donné à Royal lieu pres de Compiegne, le vingtiesme jour du dict mois de Juin, l'an de grace mil trois cens trente deux. Sic signatum, Par le Roy en son grand conseil, Barre.

CCLVI.

Alliance des quatre Cantons LUCERNE, URI, SCHWITZ & UNDERWALDEN, *à Lucerne le Samedi avant la St. Martin.* 1332. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 141. ANS de J. C. 1332. LUCERNE, URI, SCHWITZ ET UNDERWALDEN.

AU nom de Dieu, Amen. Estant la memoire & l'entendement de l'homme debile & transitoire, si que facilement on oublie les choses, que longuement doivent durer; Au moyen de quoy est necessaire que l'on face apparoistre & manifester par escrit les choses qui sont imposées aux hommes, pour leur bien, bonheur & proffict; pour lesquelles raisons nous l'Advoyers, les Conseillers & generalement les Bourgeois de la ville de LUCERNE, les paysans d'URI, SCHWITZ, & d'UNDERWALDEN faisons sçavoir & notifions à tous ceux qui liront ou oiront lire ces presentes: Que nous desirans prevenir aux occurrences, que par succession des temps peuvent arriver, & affin que puissions mieux persister en paix & tranquillité, & mieux asseurer & deffendre nos personnes & nos biens; Nous nous sommes ensemble conjoincts & asseurez perpetuellement & irrevocablement, de maniere que par nos bonne foy & serment avons promis & juré de nous assister, favoriser & ayder les uns les autres de nos corps & de nos biens, en tous endroicts & tout ainsi comme y apres est escrit.

§. 1. Premierement Nous les dicts de Lucerne, d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden nous avons reservé nostre tres honoré Sieur l'Empereur, le Saint Empire Romain, & les droictures que nous leur sommes tenus, ainsi que du passé nous avons bonne coustume. Aussi nous les dictz de Lucerne avons reservé nostre ville & tous les droicts & bonnes coustumes de

ANS de J. C. 1332. nos Conseillers envers les Bourgeois & Estrangers comme du passé avons accoustumé. Et nous les dessus dicts d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden, nous sommes aussi reservez à un chascun pays singulierement en ses limites leurs droicts & bonnes constumes, ainsi que de tout temps avons accoustumé. Nous lesdicts Bourgeois de Lucerne devons nous contenter desdictes droictures & coustumes comme cy devant est escrit, tous dolz exceptez envers les dicts paysans; & nous les dicts paisans d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden en semblable envers les dicts Bourgeois de Lucerne.

§. 2. Le cas advenant (ce que Dieu ne veuille) qu'aucune de nous les dictes parties feust invahie, molestée, assaillie dedans ou de hors le pays, ceux auxquels le dommage auroit esté faict, declareront par leur serment, si on leur fait tort; En ce cas ils admonesteront les autres à sçavoir la ville de Lucerne, les dicts pays & un chascun d'eux particulierement. Ladicte Ville & Bourgeois de Lucerne à lors seront tenus nous ayder & assister les uns les autres contre tous Sieurs & autres, de nos corps & de nos biens; Nous les dicts Bourgeois de Lucerne aux dicts paysans à nos propres depens; & nous les dicts paysans aux dicts de Lucerne aussi à nos propres despens le tout à la bonne foy tous dols exceptez.

§. 3. S'il survenoit questions ou guerres entre nous les dicts Alliez, en ce cas les plus sages & les plus capables seront choisis parmy nous, les quels appaiseront & accorderont telles guerres ou questions amiablement & par la justice, au dommage & interest de la partie desobeissante.

§. 4. Le cas advenant qu'il survint different entre les dicts trois pais & que les deux feussent d'opinion conforme, en ce cas nous les dicts Bourgeois de Lucerne nous joindrons avec eux & induirons le troisieme pays à se joindre avec les deux; Si non * que par nous les dicts Bourgeois de Lucerne fussent trouvez parmy tel different quelques choses, que les dicts deux pays estimeroient estre selon l'Equité.

§. 5. Nous avons semblablement advisé, que nous les dicts Bourgeois pour les dicts paysans d'Ury, Schwitz & d'Underwalden, ny aussi nous les dicts paysans pour les dicts Bourgeois de Lucerne ne pouvons estre gaigez ou mis pour gaiges.

§. 6. Nul de nous les dicts alliez ne pourra particulierement ou par serment ou par promesse particuliere se joindre ou aller avec personne dedans ou dehors le pays sans le sceu & consentement des autres Alliez generalement.

§. 7. Nul de nous les dicts alliez ne gaignera un autre, si ce n'est pour cas de fiancement ou plegoir, & si ne le fera que par sentence de Justice.

§. 8. Celuy de nous les dicts Alliez qui resistera à la justice, ou qui sera desobeissant, & que à cause de telle obeissance aucun de nous lesdicts Alliez fust interessé, en ce cas nous les dicts alliez le contraindrons à supporter tel interest.

§. 9. Si aucun de nous les dicts alliez avoit merité la mort moyennant que pour tel il fust descrié de son Juge, & que cela fust signifié aux autres Justiciers par lettres patentes du pays ou de la ville de Lucerne; Iceluy en tel lieu & justices sera pareillement descrié, comme il l'estoit par son dict Juge. Et celuy qui puis apres ouvertement le logera, nourrira & entretiendra, il sera mis en son lieu & en sa coulpe, toutes fois ne sera apprehendé en sa personne, tous dolz exceptez.

§. 10. En outre nous sommes unanimement resolus, que si aucuns de nous lesdicts Alliez n'observoient inviolablement tout ce que dessus, specialement & generalement ez escripts & declarations, & qui le transgressat en aucun poinct, celuy la sera tenu pour parjure & desloyal.

§. 11. Et enfin que tout ce que dessus par nous tous generalement soit fermement & irrevocablement tenu & observé, nous les dessus dicts Advoyers, Conseillers & Bourgeois de Lucerne le sceau de nostre communauté; & nous lesdicts pays chascun son sceau avons faict pendre à ces presentes Lettres pour vraye corroboration des choses cy dessus; qui furent faittes à Lucerne le Samedy devant le jour Sainct Martin, l'an aprés de la nativité de nostre Seigneur courrant treize cens trente deux.

ANS de J. C. 1332.

CCLVII.

Traité de Paix entre LOUIS *Comte de Flandre, &* GUILLAUME *Comte de Hainault, fait à Cambrai, l'an* 1333. Pierre d'Oudergheest. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLV. Feüill. 260.

ANS de J. C. 1333. FLANDRE ET HAINAULT.

PRemiers, que le Conte GUILLAUME d'Hainault, aurá pour luy, ses hoirs, & successeurs, perpetuellement les terres de l'Essines & de Flobecque, ausquelles le Conte LOUYS de Flandre renonçá lors pour luy, & ses heritiers Contes de Flandre: saulf toutesfois, que ledict d'Hainault tiendroit en fief & hommaige du Conte de Flandre, tout ce que seroit trouvé és Chastellenyes desdicts l'Essines & Flobecque, estre mouvant dudict Flandre, & d'Alost. Reservé aussy, que sy Messiere Guillaume de Mortaigne, entend pretendre aucun droict esdictes Chastelenyes, il le debvra faire en la court de Flandre, dont ledict d'Hainault fust content, lequel outre ce promist de jamais faire autres Forteresses esdicts lieux, de l'Essines & Flobecque, que celles quy y estiont, pour lors, ne fust a l'adveu & par expres consentement, du Conte de Flandre, & de ses successeurs d'avantaige fut par la mesme Paix semblablement devisé & accordé, que ledict Conte de Flandre deviendroit homme dudict d'Hainault, moyennant la somme de mille livres de terre qu'il luy assigneroit, sur Blaton & Fignies, pour les tenir en fief perpetuel des Contes de Hainault. Promettants chascun deux respectivement & jurants, de jamais ne renoncer a l'hommaige l'un de l'autre, mesmes ils cognurent des lors qu'ils estoyent desjá hommes, & entrez en foy & hommaige l'un de l'autre, a raison des susdicts fiefs, dont ils s'entredonnérent Lettres, datées a Cambray en la Court de l'Evesque audict an trente trois.

CCLVIII.

Traité de Paix entre JEAN *Duc de Brabant, &* JEAN *Comte de Namur; fait à Namur, l'an* 1333. Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 163.

ANS de J. C. 1333. BRABANT ET NAMUR.

NOus JEHANS par la grace de Dieu *Duc de Lothier, de Brabant & de Lembourg*, & JEHANS *Cuens de Namur*, faisons savoir à tous ceus qui ces presentes Lettres verront & oiront, que nous ou four ce diligent traiteit par les gens de nos secrets conseil, & pour bien de pais & de concorde faire, & plus grand amour nourir entre nous & nos pays, avons fait & faisons entre nous convenances & concordes, ensi & telles que chi apres s'ensuit: Assavoir font, que premierement accordons & ordonnons entre nous, que tous debats, controverses, demandes, querelles & actions, que sont & esté ont entre nous l'un contre l'autre, soit de la terre d'Aysal, coment que nous li Dux maintenons que nous en avons Lettres ou tesmoignages, & de tous autres debas queils que il soient ou puissent estre, que le un de nous contre l'autre eu peut avoir du temps passé, jusques aujour-

ANS de J. C. 1333. aujourdhuy & à tous jours mais, &c. que si de part ou d'autre est trouvé, que quelque chose l'une partie tient de l'autre, enqueste sur ce faicte ce luy ſerat rendu, & si quelques points ne sont clers ils esliront chascun deux personnes de leurs conseils respectivement l'un de l'autre, qui declareront lesdicts points, & iront prendre à Gembloux information des tesmoins & personnes que le Duc voudra produire, & apres iront huict jours à Goulesines, ou ils oiront les personnes que le Comte advancera au tesmoignage, & apres auront temps pour deliberer un mois, pendent lequel ils demeureront auxdicts lieux, & s'ils ne se peuvent accorder, ils esliront un cinquiesme. Item que le Warisçal qui giſſent asses pres de la Mayson de Monsieur *Wauthier de Jupplu* Chevalier, que lon dist le *Bisaurde* à *Nouille sur Mehaigne*, le Duc & ses gens de *Rauvillers* & autres le doivent rendre au Comte, & le Comte le doit prendre du Duc en fief. Item encor doit le Comte relever du Duc deux cents livres de terre, que le Pere du Comte tenoit du Duc, & parmy ce doit le Duc assigner lesdicts deux cents livres au Comte en certain lieu suffisament. Item doit le Comte rapporter en mains du Duc son Chastel de *Sanſon* comme son franc alleur, & le Duc ly le doit rendre pour le tenir en fief, & pourra le Duc y mettre ses gens, sauf qu'on ne mesface à ceux qui tiennent dudict Comte, & le tout à telle condition, que le Chastel demeurerat tousiours au Comte la guerre finie, & ne seront en nul cas obliges les gens du Comte issir dudit Chastel, ains y demeureront avec les gens du Duc, & si au Comte advint quelque dommage ou à ses gens par ladicte admission du Duc audit Chastel, le Duc ne poura traicter paix, sans comprendre & rendre sans dommage ledit Comte & les siens. Item le Comte porte tel droict qu'il at en la Maison de *Hollogne* en mains du Duc, si avant que *Godefroy de Harduemont* le tient de luy, & le doit tenir le Comte du Duc, à telle condition que le Duc en ſerat joüir audit Comte. Item doit le Comte rapporter en mains du Duc tous les alleux, qu'il at à *Boneffe*, lesquels le Comte doit prendre en fief du Duc; & pour les bienfaicts des hommages susdits, & pour tout autre chose que le Comte pouroit demander aujourdhuy, le Duc luy doit donner cincq cents cinquante livres viefs gros tourn. assignes en terre en Brabant, lesquelles terres le Comte releverat aussi du Duc que le Duc pourat aquiter un denier pour dix deniers, que le Comte ſerat obligé emploier en Brabant en terres qu'il releverat aussi du Duc, &c. Tesmoins de la part du Duc *Otto Sire de Kuyck*, *Jean de Rancourt de Les*, *Jean de Hellebeke Sire de Loenhout & d'Ophain*, *Leon de Craynhem*, *& Herman de Oſs.* Chevaliers; de la part du Comte *Godefroy Abbé de Floreſſe*, *Monsieur Werry Sire de Walcourt nostre Cousin*, *Wernier Sire Daules*, *Godefroy Sire de Duys*, *Thibaut Daules*, *Wouthier de Jupplu*, *Lambert de Mons Receveur de Namur Prevoſt de Saint Albain.* Faict à Namur M.CCC.XXXIII. Jeudy octave du jour S. Martin en hiver.

CCLIX.

ANS de J. C. 1333. FLANDRE ET LIEGE. *Vente de la Ville de* MALINES, *faite à* LOUIS *Comte de Flandre, par* ADOLPHE *Evêque de Liége: fait dans le Chapitre dudit Liége, le 2. Octobre* 1333. Christophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 164.

ADOLPHUS Episcopus Leodienſis vendidit LUDUICO Comiti Flandriæ Oppidum MECHILINIENSE cum omnibus pertinentiis & attinentiis suis, pro centum millibus regalibus aureis bonis & legalibus, moneta Regis Franciæ, eâ conditione quòd Comes & sui ſucceſſores prædictum Oppidum Mechlinienſe cum suis attinentiis, à prædicto Episcopo & suis ſucceſſoribus in feudum tenerent, nec illud alienarent nec separarent quovis modo à suo Comitatu Flandriæ quæ Imperio paret, salvo & retento prædicto Episcopo & suis ſucceſſoribus jure conferendi, providendi & disponendi de Præpoſitura ſive Abbatia ſeculari Eccleſiæ B. Rumoldi Mechlinienſis. Expreſſe etiam conventum est, quòd Comes Flandriæ debet tenere in feudum à prædicto Domino Episcopo Leodienſi Villam ſeu Oppidum Geraldimontem, nec non Caſtrum de Bornhem quæ sunt antiqua feuda Eccleſiæ Leodienſis. Acta sunt hæc in Capitulo Leodienſi anno Domini M.CCC.XXXIII. ſecunda die Octobris, præſentibus ibi potentibus & nobilibus viris *Henrico de Flandria*, *Guidone de Flandria*, *Waltero de Haerlebeke*, *Gerardo de Marka Domino de Radechem*, *Engelberto de Marka*, *Philippo Domino de Axel*, *Giſleberto de Leeuwergam*, *Guillelmo dicto Bloc de Steeland*, *Simone de Mirabelli dicto de Haelen Domino de Perwes*, *Theodorico dicto Notaſch* Militibus, & aliis pluribus Canonicis & teſtibus.

CCLX.

ANS de J. C. 1333. JULIERS ET GUELDRE. *Traité de Mariage entre* GERARD *Fils de Guillaume Comte de Juilliers &* MARGUERITE *Fille de René Comte de Gueldre; dans lequel il eſt dit que Loüis Comte de Flandre a aquis l'Avoüerie de Malines &c. de ladite Marguerite. Fait à Oſchen dans le Condros, le 15. de Décembre* 1333. Christophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 165.

LUis *Comte de Flandres*, *de Nevers & de Rethel* comparut pardevant Adolf de la Marche Eveſque de Liege d'une part, & Monsieur *Renaud Comte de Gueldres & de Zutphen*, & Damoiſelle MARGARETE ſa fille avec noble & puiſſant homme Monsieur *Guillaume Comte de Juliers*, Pere à noble Damoyſel GERARD *de Juliers* tuteurs & curateurs de ladicte Damoiſelle Margarete & dudict Gerard, entre lequel Gerard & ladicte Damoiſelle Margarete certaines convenances de Mariage & d'eſpouſailles sont pourparlés & faict d'autre part, & at eſté dict & ſignifié que ledict Luis Comte de Flandres, pour luy & ses hoirs & ſucceſſeurs Comtes de Flandres avoit bien & loiaument acquis & achapté *l'Advouerie de Malines* à toutes ſes appendances, envers ladicte Damoiſelle Margarete & ledict Gerard, avec les Villes de *Hevere*, *Muſſines*, *Hombeke*, *Leeſt*, *Heffene*, *Nuwelande*, *Neckerſpoel*, les Mayſons que ladicte Damoiſelle avoit eſdites Villes & lieux avec tous les droicts & actions, cens, revenus, rentes, terres, pres, eauwes & emoluments quelconques, appartenants à ladicte Advoüerie & Ville, en quelconques choſes ou lieux elles ſoient, ſoient en fiefs, arriere-fiefs, ou domaines, ou autres quelconques, en tant que leſdits appartenances ou appendences mouvent & doivent mouvoir, ſont & doivent eſtre renus de l'Egliſe de Liege; de l'authorité, conſent & conſeil deſdicts Comtes de Gueldres & Juliers, en tant comme il touche & peut toucher à chaſcun d'eux. Et le deſaiſiſſement de ladicte Advoüerie ſe fit lors par ladicte Damoiſelle, eagee de treiſe ans, aſiſtee de Meſſire *Gerard de la Marche Sire de Radichem* Chevalier Oncle audict Eveſque au proufict dudict Comte de Flandres en preſence des hommes de fief dudict Eveſque & de l'Egliſe de Liege Meſſire *Jean de Haynaut Sire de Beaumont*, *Monsieur Gerard de Grandpré Segneur de*

ANS de J. C. 1333. *de Houfalise Cousin dudict Eveſque, Conrard de la Marche Seigneur de Huerde ſon Frere, Jean de Balleul Sire de Moriames & de Condé, Robert ſon Frere, Baudewin Seigneur de Praet, Jean Seigneur de Giſtelle, Guillaume dict Blocx de Steelant, Gui de Flandres Frere au Comte, Jean de . . . Godefroy de . . .* Chevaliers, avec venerables hommes *Engueran de Fieffes, Levold de Northoff, Jean Gillard, Jean Vaſtile de Caſſel Chanoines de Liege, Renier de Gore Chanoine de Cologne, Vaſtre de Walcourt . . . de l'Egliſe de noſtre Dame de Trecht, Gille le Clocquier, Jacomin le Hourier, Henry le Floris, Gerard Lile, Huart Arduin, Colard du Parroy,* &c. Faict à Oſſchen en Condrois Dioceſe de Liege l'an M. CCC. XXXIII. le XV. de Decembre.

CCLXI.

ANS de J. C. 1333. BRABANT ET JULIERS contre MALINES.

Déclaration de LOUIS *Comte de Flandre, qu'il reparera toutes les pertes, que pourroient faire* RENAULD *Comte de Gueldre, &* GUILLAUME *Comte de Juliers dans le ſecours qu'ils promettent de lui fournir contre la Ville de* MALINES. *Fait à Valenciennes, l'an* 1333. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 165.

NOS LUDUICUS *Comes Flandrenſis, Nivernenſis, Regiſtenſis ac Dominus* MECHLINIENSIS recognoſcimus & notum eſſe volumus univerſis, quòd ſpectabiles Domini REYNALDUS *Gelrenſis ac* WILHELMUS *Juliacenſes Comites* tanquam dilecti noſtri conſanguinei & amici, ſe nobis contra Oppidum Mechlinienſe & Oppidanos ejuſdem, ac univerſos eorundem auxiliares, complices & fautores habitos & habendos, ſingularibus confœderationibus alligarint, perditioni ſuorum bonorum intra diſtrictus & limites Ducatus Brabantiæ & in confinio dicti Ducatus ab iſta parte Moſæ exſtantium non parcendo. Nos ſemper volentes in quantum decet ratione amicitiæ quam in ipſis invenimus, ipſorum incommoda præcavere, conſtituimus ordinamus ac voluntate ſpontaneâ conſentimus, quòd ſi contingat dictos Comites conjunctim vel diviſim, *Margaretam* natam dicti Comitis Gelrenſis, Dominam *Eliſabetham Comitiſſam Juliacenſem* dicti Comitis Juliacenſis genitricem, in aliquibus eorum vel earum alterius bonis, rebus, hominibus ſive juribus intra dicti Ducatus limites ſeu in dicto confinio, nunc vel tunc exſtantibus, occaſione guerræ noſtræ Mechlinienſis, ſeu dictæ alligationis nobiſcum factæ aliqua damna pati, nos damna hujuſmodi qui ea ſuſtinuerunt vel hæredibus eorum reſtituemus, reſtaurabimus & refundemus omnino, ſecundùm ordinationem, decretum & arbitrium Nobilium virorum conſanguineorum noſtrorum dilectorum Dominorum Joannis de Hannonia Domini de Bellemonte, ac Henrici de Flandria Comitis Lodenſis, &c. Datum in Valencenis anno Domini M. CCC. XXXIII.

CCLXII.

ANS de J. C. 1334. BOHE'ME, COLOGNE, LIE'GE, FLANDRE, HAINAULT, GUELDRE, JULIERS, SOISSONS, LOS, ZE'LANDE, NAMUR, ET BRABANT.

Traité de Paix fait par l'entremiſe de Philippe de Valois Roi de France entre JEAN *Roi de Bohême,* WALERAN *Archevêque de Cologne,* ADOLPHE *Evêque de Liége,* LOUIS *Comte de Flandre,* GUILLAUME *Comte de Hainault,* RENAUD *Comte de Gueldre,* GUILLAUME *Comte de Juliers,* JEAN DE HAINAULT *Comte de Soiſſons,* LOUIS *Comte de Los,* GUILLAUME DE HAINAULT *Comte de Zélande,* JEAN *Comte de Namur,* GUI DE NAMUR *Frére dudit Comte & leurs Adhérans, d'une part, &* JEAN *Duc de Brabant d'autre. Fait à Amiens, le 27. d'Août* 1334. Chriſtophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 166.

PHilippe par la grace de Dieu Roy de France nommé & eſleu juge, traicteur & amiable compoſiteur, entre hauſs hommes nos chiers & bien ames amis & feaux Cousins JEAN *Roy de Boeme,* WALLERAN *Archeveſque de Cologne du Saint Empire par Italie Archichancellier,* ADOLF *Eveſque de Liege,* LUIS *Comte de Flandres, Nevers & Reteſt,* GUILLAUME *Comte de Haynaut & d'Hollande,* RENAUD *Comte de Gueldres & de Sutphen,* GUILLAUME *Comte de Juliers,* JEAN DE HAYNAUT *Comte de Soiſſons & Sire de Beaumont,* LUIS *Comte de Los & de Chiney,* GUILLAUME DE HAYNAUT *Comte de Selande,* JEAN *Comte de Namur,* GUI DE NAMUR *Frere dudit Comte de Namur,* leurs Allies & aydans d'une part, & JEAN *Duc de Lotharing, de Brabant & de Limbourg* ſes Allies Adherents & aydants d'autre part, ſur touts les debats & diſcors meus entre leſdicts parties, par tout le temps paſſé juſques à jourd'huy, comme plus amplement eſt contenu au compromis ſur ce faict, & oſter toute matiere & cauſe de debat pour le temps avenir, pour le bien de pais l'amour & l'affection que nous avons à icelles parties, & enſemblement pour oſter tous empeſchemens par leſquels le ſaint voiage d'outremer que nous avons emprins pouroit eſtre retargé ou empeſché, lequel compromis nous avons receu & recevons en nous, & nous enchargons par vertu d'iceluy compromis & pouvoir a nous octroié & donné comme dict eſt. Du conſentement & volonté deſſuſdites parties ordonnons, prononchons & determinons en tant comme il peut toucher à chaſcune partie deſdits Alliés contre ledict Duc, & touts enſemble entant comme ils ſont confederés contre luy, & ſemblablement comme il peut toucher ledit Duc contre chaſcune partie & tout enſemble en la forme & la maniere que s'enſuit. Premierement quant à ce que peut toucher les alliances d'entre les ſuſdits Alliés, adherents & aydants d'une partie & ledit Duc d'autre, nous voulons, ordonnons & prononchons par noſtre ſentence difinitive, que leſdites alliances ſoient annullées & pour nulles les prononchons & voulons & enjoignons auſdits confederés contre ledit Duc, ſoubs la peine deſſoubs eſcripte, que deſormais ne uſent de ladite alliance contre le dict Duc en nulle maniere que ce ſoit, contre les gens de ſa terre, ou ceux qui ſont ou ont eſté de l'aide dudit Duc, & ſemblablement voulons & ordonnons, que ledit Duc pour cauſe deſdites alliances ne puiſſe pourſuivre leſdits Alliés ou aucun d'iceux ou leurs Adherents, & par ainſi voulons, que toutes leſdites alliances ſoient

tenues

ANS de J. C. 1334. tenues pour nulles & comme si onques mais riens n'en euſt eſté faict ny parlé. Item voulons & inioignons auſdits confederés & alliés contre ledit Duc, & ſemblablement audit Duc, que d'oreſenavant ils ayent bon amour l'un vers l'autre, comme charité, bonne affection & affinité le requiert. Item nous voulons & ordonnons, que tous priſonniers prins tant d'une part que d'autre, ſoient rendus quittement & franſchement ſans nulle ranchon, en quel lieu qu'ils ſoient ou aient eſté tranſportés, paiant toutesfois tels deſpens raiſonnables comme ils aront faict en la priſon, ſans plus les demander. Item ſi aucun deſdits priſonniers tant d'une part que d'autre avoient promis & accordés aucunes ſommes ou quantites d'argent pour leur ranchon, leſquelles ſommes ou partie d'icelles ne fuſſent encor point paies du tout, de ce qui en eſt à paier nous les abſolvons & quittons, & voulons qu'ils en ſoient tenus quits & abſouls pour le temps avenir, ſans ce que nul leur en puiſſe faire demande, & ſemblablement abſolvons quittons & delivrons leurs pleiges ou gages ſi aucuns en avoient obliges pour ladite cauſe; enjoignons auſdis confederés & alliés contre ledit Duc, & ſemblablement audit Duc, que toutes leſdites perſonnes & pleiges quelconque part ils ſoient deſſous leur pouvoir ou allieurs, en quelconque lieu ou lieux tranſportés par eux ou aucun d'eux ou par leurs ſubgets ou aucun de leurs ſubgets, ils delivrent, quittent & facent delivrer & quitter, eux & leurs pleiges ou leurs gages en la maniere que nous les avons delivré comme deſſuſdit. Item nous voulons & ordonnons, que touts ceux qui pour cauſe de ladite guerre, commotion & alliances deſſuſdites ont rendu & quitté leurs hommages à leur Segneur ou Segneurs de qui ils tenoient, pour aider l'adverſe partie tant d'une part que d'autre, puiſſent retourner au leur & à touts leurs biens giſants ſoubs leur dit Segneur ou Segneurs, & puiſſent uſer & joüir en la maniere qu'ils faiſoyent avant ladite guerre; par telle maniere qu'ils refacent nouveaux hommages à leurs Segneurs ainſi comme devant. Item ſi aucuns biens deſdits priſonniers ou aultres qui ne ſeroient ou ſeroient eſté priſonniers tant d'une part comme d'autre, auroient eſté vendus du Segneur ou Segneurs qui prins & vendus auroient, deſquels biens les termes ne ſeroient encor au jour de la date de ceſte preſente ordonnance; nous voulons, ordonnons & determinons qu'iceux ſoient rendus, quittés & delivrés auſdits priſonniers ou autres, nonobſtant vente, alienation ou obligations faictes au contraire comme dit eſt; & pour oſter toute doute, voulons & declarons que bles, ſoiel & autres fruicts cueillez & levés mis en granges ou en ſauveté, ſoient & demeurent à ceux qui les auront faict cueiller, levér, & mettre à ſauveté. Item nous voulons & ordonnons & par noſtre ſentence determinons, que toutes les ranchons de villes tant d'une part que d'autre, leſquels ne ſont pas encor paies ſoient quites & mis à neant, les pleiges ou gages pour ce donnés & obligés ſoient quites & delivrés, jaçoit ce que aucun deſdits ranchons encores à paier comme dict eſt euſt eſté tranſporté ou cedé en perſonne d'autruy. Item nous voulons & ordonnons, que toutes les choſes qui ont eſté faites, ordonnés & traictés par nos meſſagiers ou commiſſaires envoiés à Cambray de par nous, ceſt aſſavoir *l'Eveſque de Therouane*, *l'Abbé de S. Nicaiſe à Reyms*, *l'Archidiacre de Tournay*, Anſel Segneur *de Joinville*, *Mathieu de Trie noſtre Mareſchal Henry de Piquigny*, Guy Turpin *& Michiel de Recourt* nos ames & feaux conſeilliers entre leſdits alliés d'une part, & ledit Duc & ſes gens, en la maniere qu'il appert par lettres ſellées des ſeaux deſdites & de nos meſſagiers & commiſſaires deſſuſdits, ſoient gardés & tenus entierement deſdites parties & chaſcune d'icelles, ſans venir encontre par nulles voies quelles ſoient, ſoubs peine cy deſſoubs eſcripte, deſquelles ordonnances traictes à Cambray le teneur s'enſuit de mot à mot.

Accordé eſt entre le *Duc de Brabant* d'une part, le *Comte de Gelre* d'autre part, que le Comte de Gelre, de ſe fille & leurs hoirs devent joüir de leurs biens & heritages en Brabant ſans empeſchement du Duc de Brabant ou des ſiens, auſſi franchement comme les Segneurs de Malines les ſouloient joüir anchienement. Item la Bourgoiſie de la Chappelle eſt, ſérat & demeurerat heritablement annullee, entant comme il touche au Duc & au Comte, ſe fille & leurs hoirs. Item les ancienes Bourgeoiſies des bonnes franches villes de Brabant demeureront en leur vertu, par ainſi que les Bourgeois demeurants & habitans deſdites bonnes villes aient à joüir de leurs Bourgeoiſies; leurs heritages giſants deſſous ledict Comte, ſe fille ou de leurs hoirs demeureront ſoubs la ſubjection du Segneur, ſelon couſtume, droict & uſage du lieu ou les biens ſont ou ſeront, & ſi le Bourgeois des franches villes viennent dedans la juſtice ou Segneurie dudit Comte, de ſe fille ou de leurs hoirs & meſfiſſent en faict determiné & eſtoient prins preſentement, on doit faire illecques d'iceux Bourgeois droict & juſtice, ſelon le droict & ſentence du lieu. Item de l'Advoüerie de *Herkenches de Meerwede*, on fera avoir au Comte un homme auſſi ſouffiſant comme celuy fut qui vendit au Duc ladite Advoüerie, & auſſi en ſouffiſt au Comte ſe il eſt trouvé qu'il ſoit du fief du Comte par enqueſte de deux de par le Duc & deux de par le Comte, qui ſeront de la beſogne de Tyle & de Heuſden. Item de la ville *d'Eecheden* jureront pour le Comte Segneur *Gauthier de Boſichem* & Sire *Evert d'Ulf* Chevaliers du conſeil du Comte, que de meilleur droit on doit tenir ladite ville du Comte que du Duc, & ainſi on tiendra la ville du Comte, & ſi les deux Chevaliers ou aucun d'eux pour loial enſoigne ny puiſſent entendre dans les Touſſaints, le Comte pourá de preſent en ordonner autres ſuffiſants de ſon conſeil ſans mal engien des ſix à ce denommés, & ce doivent ils faire à la Greve par devant bons teſmoins dignes de foy, & par ainſi on at vers le Comte faict ſon debvoir, ſe il ſoit ainſi que le Duc ne vouliſt envoier ſes gens pour oüir faire les ſerments de ces Chevaliers à certain jour dedans le terme deſſuſdit. Item du quart point eſt ordonné & accordé, que le Duc ferat apporter à la journe d'Amiens les lettres originaux dont il voudrá remonſtrer que le Comte doit eſtre en ſon hommage des Seigneuries de *Herpen*, *de Megem*, *de Meerbant*, *de Gerdoren* & de la juſtice que le Segneur de *Bochſtel* tient du Comte & de tous autres juſtices qu'on tient du Comte, ou il y ſera apporter les copies des originaux ſoubs ſeel authentique, & ſe les originaux ne ſont apportés, le Duc ferá apporter & monſtrer à la Greve leſdits originaux dedans les trois ſemaines prochains audit Comte ou à ſon conſeil à ce ordonné apres le departement d'Amiens, & entant comme il apparra par leſdites lettres originaux que ledit Comte en devra hommage au Duc, le Comte luy fera, par ainſi que le Duc doit avoir illecques telle ſouverainité, comme il at aux autres fiefs que le Comte tient du Duc ſe aucuns en tient, & ſi ledit Comte ne tient nul autre fief du Duc, ſe aura le Duc telle ſouverainité auſdits fiefs, comme les aultres Segneurs du Comte ont es fiefs qu'il tient d'eux, & demoura le Comte en paiſible poſſeſſion deſdits biens, juſques à tant que leſdits originaux ſoient monſtrés comme dict eſt, & ſe le Duc ne monſtre ou faict monſtrer leſdits originaux dedans les trois ſepmaines que dit eſt apres le departement d'Amiens, ſi demeureront les Segneuries deſſuſdites & leurs appartenances audit Comte, & ne devra hommage au Duc pour leſdits biens. Item de la Ville de *Houlten* ſeront maintenant nommés deux hommes de par le Duc, & deux hommes de par le Comte, qui s'informeront & diront par leurs ſerments dedans les Touſ-ſaincts ſi ladicte ville appartient de droict audit Duc ou audit Comte, & ſi elle appartient au Duc elle demeurera au Duc ſans eſtimation,

ANS de J. C. 1334. mation, & si elle appartient au Comte elle sera estimee en deniers pour le Comte avec l'autre terre & Segneurie de *Heusden* que le Comte y tient, & se les quatre ne peuvent accorder, le Duc & le Comte ordonneront un bon souverain moien qui dira par son serment auquel de ces deux serat ladite ville appartenante de droit, & ne durera le pouvoir des quatre que jusques à la Toussaints, & le pouvoir du souverain que jusques à Noel, & ledit souverain sera nommé à Amiens, & en celle mesme maniere auront les quatre & le souverain pouvoir, d'ordonner selon droit les departements & des jonctions des Segneuries d'entre le Duc & le Comte, & jurera le souverain de donner & mettre la chose à fin dedans Noel, & s'il mouroit on prendra un autre qui aura semblable pouvoir, qui seront nommés à Amiens. Item de la ville de *Bardewijck*, si le Segneur de *Craenendonck*, Segneur *Jean de Roucourt*, Segneur *Jean de Helbec* & Segneur *Thiery de Walcourt* Chevaliers jurent pour le Duc, que ladite ville soit de meilleur droit au Duc que au Comte, elle demoura au Duc franchement sans estimation comme dit est de Hulten, & ce doivent ils faire dedans Toussains prochain, & s'ils ne jurent elle serat estimee pour le Comte comme dit est de Hulten, & quand ils devront jurer ils le feront savoir audit Comte, ou à ceux qui seront de par luy au pais huict jours devant, & ce doit estre faict à la Greve, & si le Comte ny envoie ses amis pour ouir le serment, donc pourront ils jurer en la presence de bons tesmoins dignes de foy, & s'il y avoit aucun des quatre qui eust loial ensoigne de maladie ou de prison, le Comte de Gelre desia ou à Amiens en nommera quatre, desquels quatre le Duc envoiera un ou deux selon l'ensoigne que les premiers quatre auront. Item du tiers de vingt mil roïaux d'or paiés par le Comte au Duc pour le Segneur de *Fauquemont*, tesmoigneront le Segneur de *Kuck*, & le Prevost de Wassemberge à Amiens devant le Roy ce qu'ils en scavent, & la restitution qui en sera faicte, sera faicte dedans Noel. Item le Duc devantdit doit à Amiens devant le Roy nostre Segneur heriter par voie deschange ledit Comte & ses hoirs des villes de *Thielt*, *Santwijck & Herwerden* & de toutes leurs appartenances, & ledit Comte doit adheriter ledit Duc & ses hoirs aussi par voie deschange devant le Roy de la terre & Segneurie de *Heusden*, que luy est escheüe de la mort de *Jean de Heusden* & des appartenances, par telle condition que deux hommes de par le Duc & deux hommes de par le Comte lesquels s'enformeront & regarderont par leurs sermens la valeur des biens d'une part & d'autre, & celuy des deux Segneurs qui aura eu les meilleurs biens ferat recompensation & amendement à l'autre en deniers selon l'ordonnance des quatre qui feront nommés, à payer au terme qu'ils diront, & se les quatre ne se peuvent accorder, le Duc & le Comte prendront souverain en ce cas, & l'ordonnance du souverain sera tenue d'une part & d'autre, & tous seront nommés à Amiens, & le pouvoir des quatre doit durer jusques Toussain, & du souverain jusques à Chandeler prochain, & nullement ne se poura le souverain excuser qu'il ne die son dit dedans ledit Chandeler prochain, & celuy qui paierat la recompensation en deniers par ledict du souverain, le doit paier ces prochaines Pasques sans contredit, & en fera bonne seurté souffisante. Item tous les lettres que le Duc at des antecesseurs du Comte faisans mention d'alliances ou de services, seront portés à Amiens en la main du Roy de France nostre Sire, du Roy de Boeme & du Comte de Haynaut, & l'ordonnance qu'ils seront serat tenue d'une part & d'autre. Item le Duc donra sa fille maisnee au fils dudit Comte pour femme & espouse, & donra le Duc avec sa fille au fils dudit Comte pour cause de mariage & despousailles, entre la somme de quatre vingt mil & soixante mil livres, le gros tournois viels compté ou à compter pour seise deniers, telle somme comme le Roy de France nostre Segneur le Roy de Boeme & le Comte de Haynaut voudront adviser & ordonner à Amiens, & d'icelle somme que les susdits Roys appellé avec eux le Comte de Haynault aviseront ou ordonneront, le Duc payera à l'ordonnance du Roy en deniers comptans la moitie, & l'autre moitie quand le mariage serat faict & consommé, & si ledit mariage se deffait par la mort de l'un des enfants (lequel mariage ne se peut ne se doit defaire nullement fors que par la mort de l'un des enfans) ledit Comte doit rendre audit Duc ou à ses hoirs la moitie des deniers qu'il avoit eu pour cause dudit mariage en deux ans, & quand ledit mariage sera parfaict, ledict Comte ferat certain affignement en son heritage pour tous les deniers pour les deux enfants & leurs hoirs, à compter à des lors & à assigner pour dix deniers un denier heritablement, & ledit Comté donnera le manoir de Sutphen avec sa closture sans priser à son fils, & toute la Comté de *Sutphene* par de la l'Isele, ainsi comme icelle depart ladite Comté, de la *Veluwe*, horsmis le tollieu de *Lobbede*, pour douse mil livres de terre par an dudit paiement, & si ladite Comté ne vaut tant par an, ledit Comte le doit bien parfaire tout en autres bonnes rentes sans mal engin, & se le Comte devantdit failloit avant que son dit fils, son fils demeurerá Comte de Gelre & de Sutphen, sauf à la Comtesse que maintenant est son douwaire; mais si ledit fils dudit Comte avoit ou eust autres freres ou seurs un ou plusieurs de pere & de mere de luy, il devrá faire parchon raisonnable de son heritage, selon le conseil de ses amis & l'usage du pais, mais si ledit fil mouroit avant ledit Comte & eust enfans masles, ceux enfans masles auront ladite Comté de Sutphene par de la l'Isle & la perfection de douse mil livres de terre dessusdits, & avec ce le tollieu de Lobbede heritablement, & tout ce tiendroit en foy & hommage & à tousjours des Comtes de Geldres qui seront pour le temps, mais si ledit fils avoit enfans non masles, ces enfans non masles auroient tant seulement les rentes & revenus de ladite Comté de Sutphen par delá l'Isele, sauf au Comte de Geldres pour le temps & à ses hoirs ledit tollieu de Lobbede & la Segneurie & la Justice de ladicte Comté de Sutphen, lesquels rentes & revenus les hoirs non masles tiendroient aussi en fief & hommage des Comtes de Geldres qui seront pour le temps; & la fille dudit Duc aura pour son doüaire huit mil livres de terre dudit paiement, bien assignés aux us & aux coustumes du païs, & pour l'amour des Segneurs le Roy nostre Sire ferat avoir de nostre sainct Pere le Pape telle dispensation pour les enfans qu'il appartiendra. Item du *Segneur de Heinsberge* est accordé, que le Duc luy payera toutes les debtes que ledit Segneur de Heinsberge pourrá monstrer dedans nostre Dame prochain, & son paiement luy serat fait dedans le S. Remy, car les termes sont longuement passés du paiement, si le Duc ne peut monstrer paiement par confession de parties, par lettres ou par tesmoins. Item de l'article du Segneur de Heinsberge est accordé, que par le commun assentement du Ducq & du Segneur de Heinsberge se prendra huict hommes, qui seront hommes desdites parties au plus pres de Rode, & ordonneront des terres de *Rode & Heinsberge*, & s'enformeront de combien sa justice & Segneurie luy est retrainte & appetichie, & de tant comme ils trouveront serat rendu au Segneur de Heinsberg le sien, & en ceste mesme maniere serat il fait pour le Duc, & tout ce se fera dedens le saint Remy, & à la monition du Segneur de Heinsberge envoiera le Duc aucun de par luy pour veoir les preuves, & s'il y avoit aucuns des huict qui ny peüssent entendre, l'on en prendra d'autres voisins dignes de foy & de bonne nation en lieu de celuy ou de ceux qui seront empeschés, & s'enformeront en la meilleure maniere que faire se pourra, & tiendront les parties ce que les huict ou la gragneur partie d'iceux rapporteront estre droit par leurs sermens.

ANS de J. C. 1334.

ANS de J. C. 1334.

ments. Item Monſieur *Jean de Fauquemont* doit r'avoir *Herpen* & la Segneurie de Herpen & la terre, avec toutes leurs appartenances entierement & ſi paiſiblement comme il la ſouloit tenir avant que guerre fut. Item accordé eſt que le Comte de Gueldres ſa fille & leurs hoirs leurs hommes & leurs aydans d'une part & d'autre tant du Duc comme du Comte, ſeront remis en paiſible poſſeſſion de leurs biens, & que des maintenant en avant nulle des parties empirera, changera ou grevera les biens de l'autre partie du jour à des l'eſchange de Thielt, Sandwijck & Herwerden & de la terre de Heuſden & des appartenances des lieux deſſuſdits, ainſi comme mention eſt faict pardevant en ſa force & vertu ſans mal engin. Item eſt aſſavoir, que toutes les choſes deſſuſdites plaiſent au Comte, entant que touts les autres alliés s'accordent, par ainſi que bonne ſeurté ſuffiſante luy ſoit faicte, que tout luy ſerat bien & ſans defaute tenu, parfait & accompli, & que ce meſme ſoit faict pour le Duc. En teſmoing de la quelle choſe nous Duc & Comte deſſuſdits avons mis nos ſeaux à ces preſentes lettres, avec les ſeaux des meſſagiers du Roy de France noſtre Sire. Ce fut faict & donné à Cambray en la preſence deſdits meſſagiers le ſecond jour d'Aouſt l'an de grace M. CCC. XXXIV.

Item nous Roy de France deſſuſdit voulons, ordonnons & prononchons, une lettre de date d'environ paſſé ſix vingt & onſe ans & toutes autres lettres s'aucuns en y at contenantes alliances ou ſervices, de quoy le Duc peut & voulſiſt pourſuivir ou faire demande audit Comte, donnees du temps des predeceſſeurs des ſuſdits Duc & Comte, ſoyent de nulle valeur, & de certaine ſcience les caſſons & annullons, & caſſes & annulles eſtre voulons & de nul pouvoir pour tous jours, & voulons & ordonnons, que pour le temps paſſé par vertu d'icelles alliances ledit Duc ny ſes hoirs ne puiſſent faire demande audit Comte ou à ſes hoirs, & ſemblablement ledit Comte ou ſes hoirs audit Duc ou à ſes hoirs, & que ſi comme dit eſt pour le temps avenir leſdites lettres & alliances ſoient nulles, ſans ce que aucuns des parties en puiſſent faire demande l'un à l'autre par nulle voie quelle quelle ſoit, & jaçoit que leſdites alliances ayons du tout annullées, neantmoins nous voulons, ordonnons & prononchons, que ledit Comte recognoiſſe tous les fiefs qu'il tient & doit tenir dudit Duc, ſi comme il poura monſtrer ſouffiſſament audit Comte, à tenir de luy & faire les hommages ſi avant comme leſdits fiefs & heritages requierent, ſelon les uſances & couſtumes de lieux ou les biens giſſent: ſemblablement voulons & ordonnons, que le Comte par ſon ſerment & loiauté declare touts les fiefs qu'il tient dudit Duc comme il ſe recorde, & ce feront leſdites parties dedans ceſt Noel prochain. Item voulons & ordonnons, que tous les marchants & autres bonnes gens tant de Brabant comme de la Comté de Geldres puiſſent aller & venir de l'un païs en l'autre, uſer de leurs marchandiſes, paſſer & beſogner paiſiblement, aux uſages & aux couſtumes des païs deſſuſdits Duc & Comte. Item quant à ce que touche le debat de vingt mil roiaux d'or ou pour chaſcun roial quinſe viefs gros par deſſus la ſomme de ſoixante mil roiaux d'or que le Duc a promis au Comte en faiſant le mariage de leurs enfants, voulons & ordonnons avec le conſeil de nos chers & bien ames couſins & freres le Roy de Boeme & le Comte de Haynaut, que ledit Duc des vingt mil roiaux paiera dix mil, avec la ſomme de ſoixante mil roiaux audict Comte & aux hommes qui s'enſuivent; premierement ledit Duc delivrera ledit Comte envers *Simon de Haele* & ſes compagnons de douze mil roiaux dedans la feſte de S. Michiel prochain à venir, ou ferat tant que ledit Simon ſe tiendrat pour content & bien paié, en telle maniere que les joiaux dudit Comte obligés audit Simon pour leſdits deniers, ſoient rendus audit Comte quittement & franchement devant ladite feſte de S. Michiel, & ſi toute ladite ſomme n'eſtoit deüe audit Simon ne à ſes compagnons, nous voulons & ordonnons, que tout ce que demeurera pardeſſus le paiement fait & accompli, ſoit paié audit Comte en deux termes enſuivants, onſe mil & cincq cens roiaux à Paſques prochain enſuivant apres ladicte feſte de ſaint Michiel, & onſe mil cincq cents roiaux au Noel prochain enſuivant apres ledit Paſques, & l'autre moitié de toute ladite ſomme ledit Duc paiera audit Comte ou à ſon dit fils, quand le mariage de leurs dits enfants ſerat conſommé dedans l'annee, puis que le mariage ſera accompli, & voulons & ordonnons, que leſdits enfants ſoient mis enſemble par mariage quant ils auront eage que droict requiert, ſi voulons & ordonnons, que s'il advenoit que Dieu ne veuille, que leſdits enfants ou l'un d'iceux treſpaſſaſt avant que ledit mariage fut conſommé, que ledit Comte ſoit tenu à rendre toute ladite moitie ou ce qu'il aura receu d'icelle comme dit eſt audit Duc ou à ſes hoirs aux termes qui s'enſuivent; ceſt aſſavoir la moitie d'icelle ſomme qu'il aura receu dedans l'an apres la mort deſdits enfants ou de l'un d'iceux, & l'autre partie de ladite ſomme dedans le ſecond an prochain enſuivant, & ſe il advenoit qu'apres le mariage conſommé leſdeſſuſdits fils du Comte & fille du Duc mouruſſent ſans laiſſer hoirs de leurs corps, toute la ſomme qui ſera donnee avec la fille dudit Duc par mariage au fils dudit Comte, ſera rendue audit Duc ou à ſes hoirs par le ſuſdit Comte ou ſes hoirs, aſſavoir la moitie dedans la premiere annee apres leur mort, & l'autre moitie dedans la ſeconde annee enſuivante, & ſe puis le mariage conſommé la fille dudit Duc mourut ſans hoirs comme dit eſt, toute la ſomme donnee par mariage avec luy demeurera au fils dudit Comte tant qu'il vivra, & apres ſon deces ſera rendue ladite ſomme audit Duc ou à ſes hoirs auſdits termes ſi comme dit eſt, mais ſi le fils dudit Comte mouroit puis ledit mariage conſommé ſans avoir hoir de ladite fille dudit Duc, elle auroit touts les biens donnés avec luy par mariage tant en deniers comme terres, & avec leſdits biens ſon doüaire de huict mil roiaux d'or par an expreſſé en la court de Cambray, & de ce faire & accomplir donnera pleiges ledit Comte le Roy de France & le Comte de Haynaut & avec ce obligera cincq ou ſix de ſes bonnes villes, & ſemblablement ledit Duc doit aſſigner & aſſeurer ledit Comte & ſon fils dudit mariage & des conventions & conditions d'iceluy, & de tenir & de parfaire ce loiaument en la maniere que pardevant nous & en noſtre preſence entre iceux *Raynaud* aiſné fils dudit Comte & *Marie* fille dudit Duc ledit mariage ou traicté eſt accordé, eſpecialement par une lettre ouverte pendant ſeellée du grand ſeel dudit Duc, de laquelle le teneur s'enſuit.

ANS de J. C. 1334.

JEAN par la grace de Dieu Duc de Lothier, de Brabant & de Lymbourg à tous ceux qui ces preſentes lettres verront ſalut & cognoiſſance de verité. Comme entre nous, nous aydans & allies d'une part, & noſtre aymé couſin le Comte de Gueldres, ſes aydants & allies d'autre part guerre ou controverſies ou rancours d'inimitie ayent eſté du temps paſſé, & comme le tres-Exellent Prince le Roy de France noſtre Sire pour oſter tous diſcors d'entre nous d'une part & d'autre, & pour pais, accord & bon amour nourir & accroiſtre entre nous, nos pays, nos gens & ſubgets d'une part, & noſtre deſſuſdit couſin le Comte, ſon pais, ſes gens & ſubgets d'autre, ait par lui & par ſon conſeil du conſentement de nous & de noſtre dit couſin le Comte, parmy l'accord & le conſeil de nos conſaulx & amis d'une part & d'autre traité, ordonné & accordé certain mariage à faire entre *Renaud* aiſné fils dudit Comte & noſtre maiſnee fille *Marie*, nous par vertu du traicté, ordonnance & accordance dudit mes Sire le Roy & de ſon conſeil, de noſtre certaine ſcience leur conſentons, aggreons & confirmons le mariage deſſuſdit pour nous & noſtre dite fille, en toute la forme & condition qu'il en ont eſté traités, accor-

ANS de J.C. 1334. dés & ordonnés à Cambray, & par ce que nous voulons & il appert que toutes les convenances dudit mariage soient bien & loiaument tenues de nous & nostre dite fille au Comte dessusdits & à son fils, nous pour asseurance & en lieu de seurté avons obligé & obligeons de nostre gré & de nostre bonne volonté, nous & tous nostre biens meubles & non meubles presents & avenir, & avec ce comme souverain Segneur par vertu de la puissance de nostre souveraineté, nous avons obligé & obligeons tous nos pays, tous nos terres, toutes nos bonnes villes & autres qu'elles qu'elles soient, & tous nos gens & tous nos subgets de quelconque estat ou condition qu'ils soient ou puissent estre, en tous leurs biens meubles & non meubles presens & avenir, par ainsi, que si nous ou nos successeurs Ducs de Brabant fuissions ou fussent en desaut de parfaire ou d'accomplir le mariage dessusdit, & les conditions d'icelluy en tout ou en partie, que ja nadveigne, que nostre dit cousin le Comte par luy ou les siens puisse & doive, pourá & devrá ou pouront & devront arrester, prendre & tenir les biens de nous, & les corps & biens de touts nos pays & de toutes nos bonnes villes & des autres, & de tous nos gens, & de tous nos subgets de quelconque condition qu'ils soient ou seront, jusque à plaine satisfaction tant du principal que des dommages & interests que ledit Comte en auroit, desquels ses hoirs ayants cause de luy sera ou seront creux par leur simple parolle sans autre promis faire en bonne foy & loiauté sans malengin, & ce pourra ou pourront faire ledit Comte ou ses hoirs ayants cause de luy tant en France qu'en touts autres pays & lieux ou franchises, sans avoir encourir l'offence ou malevolence de nous ou des nostres, non obstant graces, privileges, libertés ou franchises de quelconque conditions qu'ils soient, de nous ou nos antecesseurs ou aucun autres Segneurs donnés ou à donner à nos subgets, bonnes villes & autres, ou aucun d'iceux ou d'icelles; & encor pour plus grande seurté nous avons de certaine science & de nostre bonne volonté en la presence dudit Roy nostre Sire voulu, octroié & accordé, voulons, octroions & accordons, qu'en cas que nous ou nos successeurs fussiens en desaute de tout ou en partie de parfaire, de tenir & accomplir le dessusdit mariage & toutes les convenances d'iceluy de point en point ainsi que ces presentes lettres le contienent, que ledit nostre Sire à la monition & supplication dudit Comte ou ses hoirs & successeurs, puisse & doive & soit tenu de faire execution de nos biens, & des corps & des biens de nos gens & subgets, tant de nos bonnes villes comme d'autres, & faire paiement audit Comte ou à ses hoirs dudit mariage, & des conditions d'iceluy, & de tous cousts, frais, mises, dommages & interests, que ledit Comte ou ses hoirs auroit ou auroient soufferts ou soustenus en aucune maniere, par la defaute de nous ou de nostre paiement, desquels cousts, frais mises & interests, ils seroient ou seront creux par leur simple parolle comme dessus dict est, & s'il avenoit, que ja n'adveigne, qu'entre nous & nostre dit cousin le Comte de Gueldres guerre se meust au temps avenir ou autres debats, ce ne doit pas porter de prejudice ou empeschement au dessusdit mariage ne aux convenances & payement d'iceluy, mais avons voulu & accordé, voulons & accordons, que nonobstant ladite guerre ou tout autre debat ledit mariage & toutes les convenances dessusdits soient parfaites & accomplies, ainsi comme se lesdites guerres ou debats n'eussent esté. Item voulons & accordons, que le Comte dessusdit & ses hoirs puissent donner sur nous, nos gens, nos subgets, nos bonnes villes, nos terres, nos païs à quelquonque Segneur qu'il leur plaira, le cinquiesme denier de toute la somme dessusdite sans amendrir le principal, pour contraindre nous & les nostres de tenir, parfaire & accomplir toutes les convenances dudit mariage entierement sans deffaute, & pour rendre & paier audit Comte & à ses hoirs touts cousts, fraix & dommages qu'il par la faute de nous ou nostre paiement auroit ou auroient eus ou soustenus en la maniere comme dit est pardevant, & quant à toutes les choses dessusdites & à chascune d'icelles tenir & accomplir & non contrevenir en tout ou en partie, nous soubmettons nous, nos biens, nos bonnes villes, nos gens, tous nos subgets, & les biens d'iceux à l'execution & jurisdiction dudit Roy de France & de sa court, & prorogons sa jurisdiction & la jurisdiction de sa court quant à ce, de certaine science & bien informés & instruits de nostre droit, sans nul terreur inconvention & contrarieté, & voulons & expressement consentons, que ledit nostre Sire le Roy, sa court ou ceux à qui il voudrá commettre, puissent contraindre nous & nos subgets par la prinse de nos biens, & des biens & personnes de nos gens & subgets, tant des bonnes villes que d'autres, par voie de marke ou de represaille, ou par tout autre voye ou maniere de laquelle il sera requis dudit Comte de Gueldres & de ses successeurs, ou autre ayant mandement sur ce, se tost comme nous fussions defaillans de faire & accomplir les choses dessusdites ou aucunes d'icelles, sans ce qu'il en convienne faire nouvelle requeste ne semonce audit Duc, & sans garder ordre de droit par escrit canonique ou civil, ne stile de parlement, ne costume de pays, ne nulle autre solemnité, & non contrestant tous privileges, franchises, libertés donnees ou octroiees dudit nostre Sire le Roy ou ses predecesseurs, ou à donner de luy & de ses successeurs à nous & à nos bonnes villes ou à nos autres gens & subgets, especialement à iceluy privilege par lequel nos bonnes villes & subgets ont quarante jours de wydage ou environ apres toute marcke ou deffence ou arrest donné contre eux ou pour eux au Roiaume de France, ausquelles privileges tous & à chacun d'iceux, nous pour nous & pour nos bonnes villes & subgets renonchons de nostre bon gré & volonté, bien certifiés & informés de nostre droit, & promettons, que jamais de ces privileges ne aucun d'iceux nous ne nos bonnes villes, gens ou subgets nous aiderons ou userons contre les choses susdites ou aucunes d'icelles, & se prions & requerons nostre dit Sire le Roy, que toutes les privileges dessusdites, toutes coustumes & stiles par lesquels nous pourrions venir encontre à les choses dessusdites ou aucunes d'icelles pouroit estre empesché, il veüille oster de tout quant à ce, de certaine science & de son bon plaisir & pouvoir roial. Et toutes les choses dessusdites & chascune d'icelles garder, tenir & accomplir & n'en contrevenir en tout ou en partie, nous promettons par la foy de nos corps & par nostre serment touchant aux saintes Evangiles de Dieu: en tesmoignage des quelles choses nous Duc dessusdit avons mis nostre grand seel à ces presentes lettres faictes & données à Amiens le XXV. d'Aoust l'an MCCC. XXXIV.

ANS de J.C. 1334.

Lesquels accord & traité aians aggreables & estables, & iceux & toutes les choses contenues en iceux traictés & accords & chascunes d'icelles ratifions & approuvons de certaine science & de nostre plain pouvoir roial, promettons pour nous & pour nos successeurs, qu'au cas que ledit Duc ou ses successeurs, seront defaillans de faire & accomplir les choses dessusdites ou aucunes d'icelles, nous icelluy Duc, ses successeurs, ses bonnes villes, gens & subjects, à la requeste dudit Comte & ses successeurs ou d'autre aiant mandement sur ce, par voie d'execution & sans plait contraindrons par tout nostre Roiaume à accomplir & parfaire toutes les choses dessusdites & chascune d'icelles de point en point, en la maniere qu'il est contenu audit accord & traicté & lettres sur ce faictes, & rappellons & mettons à neant de certaine science & de nostre pouvoir roial touts privileges, franchises & libertés donnees ou à donner de nous ou de nos predecesseurs audict Duc, ses predecesseurs, ses bonnes villes,

ANS de J. C. 1334.

villes, gens & subgets, & promettons pour nous & nos successeurs, que d'oresnavant nous ne donnerons nuls privileges, franchises ou libertés par lesquelles les choses dessusdites ou aucunes d'icelles puissent estre empeschés, destourbés ou retardés, & cassons & mettons à neant quant en ce cas, toute costume de pays & stiles de Parlement privileges de foires de Champagne & de Brie & de touts autres lieux de nostre Royaume, & mandons & commandons par la teneur de ces presentes lettres à nos amés & feaux gens qui tiendront nostre Parlemant, Maistres de nostre Chambre de Comptes à Paris, & à nos amés Maistres de nos foires de Champagne & de Brie, & à tous nos Senechaux, Baillis, Vicomtes, Prevosts, & à tous nos autres Justiciers, qui sur ce seront requis de par ledict Comte ou de ses successeurs ou autres ayants mandement sur ce, que ledit Duc, ses successeurs, ses bonnes villes & subgets contraindent, laissent & aydent à contraindre en la maniere qu'audict accord est traicté & contenu, sans attendre aultre mandement de nous ou de nostre court, & que pour nulle cause qu'elle elle soit ou estre pouroit, l'argent que ledit Comte ou ses successeurs ou que nous ou nos gens luy auroient faict delivrer pour la cause susdite n'arrestent ne empeschent, ne laissent empescher ou arrester, ains les aydent à conduire hors de nostre Roiaume en saufconduit & lieu seur, & porter audit Comte ou à ses successeurs ou à leurs gens, toute ayde pour le traire de nostre Roiaume franchement & quittement sans nul empeschement. Item voulons & ordonnons, que ledict mariage traicté comme dit est ne puisse estre departi en nulle maniere, fors que tantseulement pour cause & avanture de mort comme dict est en l'escript de Cambray. Item du tiers de vingt mil roiaux d'or paies par ledict Comte pour le *Seigneur de Fauquemont*, voulons & ordonnons en la maniere que dessus est contenu. Item voulons & ordonnons, que ledict Duc & ses hoirs ferat ou feront audict Comte touts les paiements des susdites sommes de deniers en la Ville de Boisleduc, & d'icelle Ville ferat conduire ledict Duc si souvent que il ferat les paiements oultre la Riviere de la Meuse sauvement avec les gens dudict Comte portants lesdicts deniers jusques à la terre de la Comté de Gueldres à costé devers la Ville de Nimmegen pour ledict Comte & ses hoirs. Item voulons & ordonnons, que ledit Duc adherite ledit Comte de Gueldres perpetuellement pour luy, ses hoirs, ses successeurs ou ayants cause de luy, de la Ville de Thiele, de Santwijck & de Herwerde & des appartenances d'icelles, & que il cede & transporte desmaintenant audit Comte tout le droict qu'il a ou poura avoir esdites Villes & appartenances d'icelles, & luy rendre tous les lettres qu'il at touchant le droict & possession desdites Villes ou de leurs appartenances; & semblablement voulons & ordonnons, que ledict Comte de Gueldres herite & mette en possession pour luy & pour ses hoirs ou autres ayants cause de luy le Duc de la terre de Heusden & des appartenances d'icelles, & des maintenant cede & transporte audict Duc pour luy & pour ses hoirs tout le droit qu'il at ou peut avoir en ladite terre & appartenances d'icelle, & toutes Lettres qu'il a touchants lesdits heritages tant qu'en droit qu'en possession, & feront faictes lesdites heritances, cessions & translations par telles manieres comme il est contenu en l'accord qui furent faicts entre lesdites parties à Cambray, de quoy ceste presente Lettre faict mention, si comme il appert par les escriptures sur ce faictes soubs les seaux de nos messagers envoyes à Cambray, & soubs les seaux desdites parties: & avec ce voulons & ordonnons, que les dessusdits Duc & Comte garantissent & defendent l'un à l'autre toutes les villes & heritages dessus nommés baillés & transportés de l'un à l'autre, jusques à un an & jour prochain ensuivant depuis le transport faict, par telle maniere que chascun desdits Duc & Comte aura la cognoissance de la cause & des parties ou partie qui seroient ou seront demandes de l'heritage qu'il auroit baillé & transporté comme dict est & sera droict, & s'il appersoit par la fin du proces & sentence sur ce donnee que la partie demandante eust droict en l'heritage, celluy des dessusdicts Duc & Comte qui par ladicte sentence sera tenu de rendre au demandeur ce qu'il aura baillé pour cause de transport comme dict est, adonques rendra & baillera autant vaillant à celuy à qui il auroit baillé, & auquel il apparoistra par la sentence qu'il ne luy peut ou poura garantir, & l'engardera de tous cousts & dommages. Item quant à ce qui touche le *Seigneur de Heinsberge* ordonnons & prononchons, & par nostre sentence declarons en la maniere que s'ensuit, cest assavoir, que ledict Seigneur de Heinsberch doit avoir & tenir tout le temps de sa vie la ville, la terre & la Seigneurie de *Wassemberge* avec les hommes feaux, les hommes appellés Bourgmans, & les hommes nommés Dinstmannen, & avec les rentes, revenues & justices hautes & basses & toutes les appartenances de ladicte ville, terre & Seigneurie dessusdicte riens excepté, franchement & sans empeschement dudict Duc de Brabant qui maintenant est & de ses successeurs les Ducs de Brabant qui seront vivant ledict Seigneur de Heinsberch, & apres la mort dudict Seigneur de Heinsberch, poura ledict Duc ou ses hoirs r'achapter les dessusdites villes, terre & Segneurie & toutes sesdictes appartenances, parmy la somme peyant contenue es lettres d'obligation faictes des biens dessusdicts, & doit lesdicts hommes mener par loy & par droict. Item du tiers de vingt mil roiaux que ledict Comte de Gueldres avoit payé audict Duc pour le *Seigneur de Fauquemont* qui fu darainement, parmy sa rente baillant audict Duc que il avoit & tenoit en la Ville de Trecht sur la Meuse ou environ, ordonnons, voulons & prononchons, que lesdites rentes contournent & revengnent audict Comte & à ses successeurs heritablement, ainsi comme ledict Comte les soloit tenir avant qu'il les obligea au Duc pourtant du tiers de vingt mil roiaulx d'or dessusdicte, sans y demeurer nul droict pour le Duc de tout, & y remettons ledict Comte pour luy & ses successeurs, & voulons que les lettres que ledict Comte en a donné audict Duc, luy soient rendues sans dilay. Item prononchons & declarons, que combien qu'il soit escript & contenu en la vingt & troisiesme ligne en contant de ce en dessus, que nous cassons & mettons à neant en ce cas les privileges, franchises, libertés & coustumes de nos foires de Champagne & de Brie, que ce a esté par erreur de l'escrivain, & qu'il n'est mie nostre intente que lesdits privileges, franchises, libertés & coustumes soient par ce ostees & rappellees pour cause de ladicte escripture, ainchois voulons & declarons, qu'elles soient gardees & tenues tout ainsi comme s'il n'eust esté escript ou que mention n'en fu faicte, & ne voulons que lesdites parolles escriptes sur ledict ostement des privileges & coustumes desdictes foires ayant lieu ou valeur, là ou nous parlons en nos lettres pardessus les lettres dudict Duc neantmoins demeurent en leur force & vertu. Toutes ces choses & chascune d'icelles nous de l'authorité & en vertu du compromis faict en nous desdites parties, prononchons, disons, sententions, & enjoignons ausdites parties tenir & accomplir fermement & entierement, sans jamais venir encontre, sur la peine de leur foy & de leurs fermens, de laquelle peine s'ils eschient ils pouront estre poursuivis en toutes cours d'Eglise & seculiers, & que ce soit ferme chose estable à tous jamais, nous avons faict mettre nostre seel à ces presentes donnees à Amiens le XXVII. jour d'Aoust l'an de grace M. CCC. XXXIV.

ANS de J.C. 1334. HAYNAULT ET BRABANT.

CCLXIII.

Traité & Accord entre GUILLAUME *Comte de Hainault, &* JEAN *Duc de Brabant, fait l'an* 1334. Christophre Butkens dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 174.

NOus GUILLAUMES *Cuens de Haynaut de Hollande & Sire de Friſes* faiſons ſcavoir à tous que comme four aucuns debas qui de piecha avoient eſteit & eſtoient entre nos cher Couſin le *Duc de Brabant* d'une part & nous d'autre, tant four les fins, emez, metes & diviſions des marches de la Ducheit de Brabant, & de noſtre Conteit de Haynaut en tour les biens de *Halle* en pluſieurs lieux, & entre les biens de *Halle & Watir de Brayne* contre le juſtice & hereditaige Monſieur *Thiri de Walecourt*, & auſſi four aucun entre priſeures qui devoient eſtre faite en pluſieurs lieux par nos gens en ladite Duché ſituee, li dis Dux & ſes gens maintenoient certaynes perſonnes par l'accord dou dit Duc & de nous fuiſſent preſens, ceſt aſcavoir *Meſſire Jehan de Hellebeke Sires de Loenhout & de Ophein*, & *Meſſire Gilles de Quaderebbe* de part ledit Duc, & *Meſſire Walleram de Luccembourg Sire de Ligni nos Couſins*, & *le Sire de Potes* de part nous, le quel allerent priſant dou dict Duc & de nous au lieux doncq debas eſtoit, & four ce tant par les quatres ſuſdits comme par autres quattre qu'il allerent de commun accord, ceſt aſſavoir *Daneel de Staden* à doncq Baillieu dou Romant pays, & *Jehan de Grant-Bays* Chaſtelain de Genappe eſlieux de part le dit Duc, & *Guillaume de Coutereel* nos Baillieu de Halle, & *Jehan le Couſtere* no Chaſtelain de rayne pris & iſlieux de part nous, ont eſteit en toux les lieux contenſieux tout avant loyale apriſe faite par pluſieurs ainichiens dignes dou foy jureis & fermenteis d'une part & d'autre, fait notoire cerquimeynage deſſervure & l'unage preſens grans plaintés de gent, tant deſoyables dou dit Duc & de nous comme des autres vieilles & joiſnes à ce & pour che venus & appelleis, leſquelz cirquemeynage, deſoures & bonnages & ſi comme il apparent eſtre ſait par yaux joure de la date de ces preſentes Lettres nous ratefions, & avons en ce leur fait pour bon & aggreable, & avons enconvent & permettons à ce perpetuellement à tenir & faire tenir par nous & par nos hoirs ſans enfraindre ne venir encontre en aucun manier. Et appres comme nous fieſſiemes de plainte dou dict Duc & de ces gens de ce que ſes dites gens avoient de coppeit un jubet que *Oſtes de Traſeignies* avoit fait faire de par la Damoiſelle de *Brayne le Chaſtel* à cui li dis Oſtes eſtoit à donc, aſſeis preis de l'*Abbie de Wautier Brayne* le qu'el nous diſions eſtre fait dedens noſtre Conté de Haynaut, & de che auſſi que Henrics Cambriaux & Symons de Marchipont avoient pris brays & autres chauſes en une maſons de lers le porte de Woutre Brayne, nous recogniſſions & teſmongnons par ces preſentes Lettres les dictes deplaintes eſtre faictes de par nous ſans raiſon, ſelon chou qu'il at eſteit trouvet par loyal cerquemeynage diviſion & bonnage fais four che par les deſſus nommeez, & que ledit lieu ou li grief fu faies & ou li brays & les autres chouſes furent paſſes, eſtoient, ſont & doevent eſtre dedens les termes & les metes de la Ducee de Brabant, leſquels auſſi circummenages, diviſions & bonnages fais par yaux four chou nous ratifions, approuvons & confirmons & les tenons, & avons enconvent à tenir pour bons as tous jours pour nous & pour noz hoirs, ſans enfraindre en aucune maniere ni de riens aleir à l'encontre par le teſmoing de ces lettres ſeelles de ne ſaulx donné l'an M. CCC. XXXIV. le jour de la Trinité.

ANS de J.C. 1334. FRANCE ET BOHE'ME.

CCLXIV.

Lettres de JEAN *Roi de Bohême & de Pologne, Comte de Luxembourg, par leſquelles tant en ſon nom, que comme Adminiſtrateur de ſon Fils* CHARLES *Marquis de Moravie, il fait ceſſion & tranſport à* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France & à ſes Hoirs & Succeſſeurs, de la Seigneurie de la Ville, & du Comté de* LUQUES. *Fait au bois de Vincennes, au mois d'Octobre* 1334. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 144.

IN nomine Domini Amen. Noverint univerſi præſens publicum Inſtrumentum inſpecturi, quod hoc eſt tranſcriptum ſeu tranſumptum quarumdam patentium litterarum inclitæ recordationis Domini JOANNIS Dei grâtia Bohemiæ & Poloniæ Regis ac Comitis Lucemburgenſis ejus ſigillo in cera alba cum filis de ſerico rubei & viridis coloris ſigillatarum, ſanarum & integrarum ac omni prorſus vitio & ſuſpicione carentium, ut prima facie apparebat nobis notaris publicis ſubſcriptis ex parte Illuſtriſſimi Principis Caroli Francorum Regis ad tranſcribendum traditarum, quarum tenor de verbo ad verbum ſequitur, & eſt talis.

§. 2. JEHANS par la grace de Dieu Roys de Boeme & de Polongne, Comtes de Luxembourg pour nous & tant comme avans (a) l'adminiſtration de CHARLES Marquis de Moravie, noſtre tres cher filz aiſné ſçavoir faiſons à tous preſens & à venir, que nous de noſtre bon gré & volenté pourveus & certifiez de noſtre droict, ſans tout erreur de droict & de faict, & ſans toute decevance; avons pour nous, nos hoirs & nos ſucceſſeurs tranſporté & cedé par juſte tiltre, à tres noble & tres excellent & puiſſant Prince noſtre tres cher Seigneur & Couſin Monſieur PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France preſent & recevant pour luy ſes hoirs & ſucceſſeurs, & pour celuy ou ceux, qui de luy ont & auront cauſe; toute la Seigneurie de la Cité & du Comté de LUCQUES, & toutes les appertenances, appendances, territoires & mandemens d'iceux & de chacun d'iceux, avec tous honneurs, mere & mixte Impere, juriſdiction diſtricte & coertion, fiefz, riereſiefs, hommages, cenſives, rentes, revenus, profitz, eſmolumens ordinaires & extraordinaires, (b) indictions ſuſindictes, juſtices hautes, moyennes & baſſes, Seigneuries directes & profitables & (c) merthes, chaſteaux, forteresſes, portz, maiſons, champs, prez, terres, aigue, decours d'aigues, peaiges, (d) moulins, conductz, Regales & patronages, & tous autres droictz, raiſons & actions reelles & perſonnelles & mixtes; & generalement toutes les choſes corporelles & incorporelles, univerſes, publiques & privées, que nous avons, pouvons & debvons avoir eſdictes Cité & Comté, appartenances, appendances & territoires d'iceux & en toutes & en chacune des dictes choſes tranſportées & à icelles, de quelconque eſtat & condition, que eux & elles ſoient & puiſſent eſtre dictes, & en quelconque forme & maniere que ce ſoit, jaçoit ce que elles ſoient ou fuſſent de plus grande dignité, honneur & eſtat, que les choſes deſſus expreſſées.

(a) Chez M. du Puis. *Loyaux Adminiſtréres.*

(b) Chez le même, *indirect, ſuſindirect.*

(c) *Meithes.*

(d) Au lieu de *Moulins*, autrement *toulens, guiaiges.*

§. 3. Et deſdictes choſes, droictz, actions & reclamations, que nous pouvions & debvions avoir és dictes choſes, & à icelles, ou pour cauſes d'icelles. Nous avons faict & faiſons au dict Roy de France pure, vraye & perpetuelle, non revocable ceſſion & tranſport pour luy, ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs & ceux, qui de luy auront cauſe, deſquelles choſes, droictz & ac-

ANS de J. C. 1334.

& actions transportez & cedez, comme dict est, nous pour nous, nos hoirs & successeurs nous sommes devestis & devestons: & ledit Roy de France present & recevant pour luy ses hoirs & successeurs, & ceux qui de luy ont & auront cause, en avons revesty & revestons presentement; sans y rien retenir de droict de Seigneurie directe ne profitable, de possession, proprieté, ne autres droictz ou reclamation, quelques ilz soient; & avons cogneu & cognoissons nous tenir & posseder dès maintenant les dictes choses au nom du dict Roy de France & pour luy, jusques à ce, qu'il aye prise de faict la saisine & possession, ou aussy nous voulons dés maintenant, que il puisse prendre, occuper, retenir & recouvrer de sa propre, pure & franche autorité sans toute peine icelle saisine & possession corporelle, ou aussy tout en la forme & maniere, que nous les tenons & possedons par nous & par autres, le promettons nous bailler & delivrer, & faire bailler & delivrer de faict entierement & parfaitement à ses Messagers & Procureurs, que il envoyera là pour ce, toute morose dilation & contradiction cessans.

§. 4. Et avons promis & promettons au dict Roy de France present & recevant, en bonne foy & pour nostre serment donné corporellement sus la hypotheque & obligations de tous nos biens meubles, non meubles, presens & à venir, lesquelz nous obligeons à ce garder & tenir effectuellement, en bonne foy, sans mal engin toutes les choses dessus dictes & chacunes d'icelles, & toute la teneur des dictes lettres sans aller encontre par voye directe taisiblement ne expressement, en jugement ne dehors, ne consentir, que tous autres y viegnent; & rendre tous coustz, despens, dommages & interestz, que lidis Roys, ses hoirs & ses successeurs, & ceux, qui de luy ont & auront cause, seroient, soustiendroient & encourroient pour le deffeault des dictes choses, & de la teneur de ces presentes lettres non tenues & non gardées entierement en la maniere dessus dicte de nos hoirs & de nos successeurs; & de iceux croire celuy qui faict, soustenu ou encouru les auroit par sa simple parole dicte en jugement ou dehors, sans libelle, demande, litis, contestation, & sans tout plaict, & sans avoir recours de & sur iceux à dict ne à arbitre de juge ou preud homme; renonçans de nostre certaine science, & par nostre dict serment derechef faict & donné sur Saincts Evangiles à la action & exception sans cause & sans justice, & à toute erreur de droict & de faict, & à toute decevance & lesion, & à la loy qui dict, que ceux, qui font deceus outre la moitié de juste prix peuvent estre retablis, au benefice de quatre mois donnez ou condamnez *, & à tout droict escrit & non escrit, coustume generale ou speciale, usage de lieu & de païs, par lesquelz les choses dessus dictes pourroient estre empechées ou annullées en tout ou en partie; & au droict, qui reprouve la generale renonciation, mesmement se la speciale ne va devant: vueillans estre contraintz à tenir, garder & accomplir les choses dessus dictes par les Cours de nostre dict Seigneur, & par la Cour de nostre Sainct Pere le Pape, qui est ou sera pour le temps, & de l'Auditeur ou Viceauditeur de sa Chambre, & par toutes les autres Cours Ecclesiastiques ou seculiers par pure execution, toute contradiction de nous, nos hoirs & successeurs cessant, & tout ainsy, comme il plaira au Roy de France, qui est, & à celuy, qui pour le temps sera, à la jurisdiction desquelles Cours nous soulsmettons nous, nos biens meubles, & non meubles presens & à venir, & nos hoirs & successeurs, sans decliner icelles ou aucunes d'icelles par quelconque voye ou cause, que ce soit. En tesmoing desquelles choses & à plus grande seureté d'icelles nous avons faict mettre nostre seel à ces presentes lettres. Faict au bois de Vicennes prés de Paris l'an de grace, mil trois cens trente quatre au mois d'Octobre.

§. 5. De quibus quidem originalibus Litteris supra scriptis facta fuit per nos Notarios publicos infra scriptos legitima collatio ad præsens transcriptum ex eisdem Litteris originaliter sumptum, anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo septimo, secundum morem Gallicorum, indictione sexta, mensis Martii die secunda, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Benedicti divina providentia Papæ decimi tertii anno quarto, videlicet in domo venerabilis & circumspecti Viri Magistri Guillelmi Perdrielli Thesaurarii Franciæ sita Parisiis prope portam Barbetté, præsentibus & auscultantibus discretis Viris Magistris Nicolao de Molendino & Michaele Barz Magistris in artibus, Joanne Rode alterius auditorum Curiæ Parisiensis Scriba, & Joanne Lesbeth Clericis Parisiis commorantibus, Leonensis, Trecorensis, Cameracensis & Venetensis Diœcesium, testibus ad præmissa vocatis specialiter ac rogatis. Et ego Joannes Juvenis alias de Villamenden Clericus Leonensis Diœcesis publicus, Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius, quia facta per me cum Notario publico supra scripto diligenti collatione de præscriptis originalibus Litteris ad præsens transcriptum invicem concordare inveni, nil addito vel remoto; Ideo huic publico Instrumento alia manu scripto, me aliis occupato, signum meum solitum una cum signo & subscriptione dicti Notarii & sigillo Curiæ Parisiensis hic mea manu propria apposui requisitus. Et ego Joannes de Novavilla alias Ployardi Clericus Laudunensis Diœcesis, Magister in artibus, publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius, quia de prædictis Litteris originalibus ad præsens transcriptum seu transumptum ex eisdem originaliter sumptum cum Notario publico supra scripto diligenter collationem feci, & ipsum insimùl concordare inveni nil addito vel remoto, quod ipsius substantiam mutet, aut intellectum variet: Ideo huic præsenti transcripto seu transumpto alia manu scripto, hic me manu propria subscribens signum meum solitum una cum signo & subscriptione Notarii publici supra scripti, ac sigillo Curiæ Parisiensis apposui requisitus. Et nos Officialis Parisiensis ad majorem certitudinem præmissorum, ad relationem prædictorum Notariorum publicorum, sigillum Curiæ Parisiensis præsenti publico instrumento seu transumpto duximus apponendum. Datum & actum ut supra. Et seellé en lacs de soye verte d'un seel de cire jaune.

ANS de J. C. 1334.

CCLXV.

Traité entre LOUIS *Comte de Flandre*, *&* JEAN *Duc de Brabant sur la possession de la Ville de Malines; fait à Tenremonde, le* 31. *Mars* 1336. Pierre d'Oudergheest. Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLV. Feüill. 261.

ANS de J. C. 1336. FLANDRE ET BRABANT.

SCavoir que (a) eux deux tiendroyent ladicte Ville de Malines par indivis, & de la mesme maniere que le souloyent tenir l'Evesque de Liege, & Madame Marguerite de Gheldres. Que ledict Conte de Flandre tiendroit la moictie en fief, de l'Evesque de Liege, & du Duc de Brabant, & que ledict Duc reciprocquement tiendroit l'autre moictie, du Conte de Flandre. Que lesdicts Duc de Brabant, & Conte de Flandre, partiroyent entre eux les faicts & emolumentz en toute egalité. Qu'ils commettroyent tous Officiers tant l'escoutette que le receveur & autres, de commune main, sans les changer d'an en an. Que tous ceulx quy demeurent soubs le Neckerspoele, seroyent soubs le Duc de Brabant, & tous ceux quy demeurent soubs Blidenberghe seroyent soubs le Conte de Flandre, & que nul d'eux, pourroit faire Forteresse, sans le consentement l'un de l'autre. Faict en

(a) C'est-à-dire, le Comte de Flandre & le Duc de Brabant.

ANS de J. C. 1336. en Tenremonde, le dernier de Mars l'an mil trois cents trente six.

CCLXVI.

EMPIRE ET FRANCE. *Traité d'Alliance entre* LOUIS DE BAVIERE *Empereur, &* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, fait à Louvres près Paris, le 23. Décembre, 1336. & confirmé par l'Empereur à Nuremberg, le 1. Février*, 1337. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 147.

UNiversis præsentes litteras inspecturis, nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, notum facimus, quod ex parte illustris Willelmi Marchionis Juliacensis Principis & affinis nostri dilecti, quem ad illustrem Principem Philippum Regem Franciæ præclarum pro tractandis, contrahendis, iniendis, faciendis & tenendis confœderationibus, alligationibus, unionibus, amicitiis, atque ligis, inter nos alligatos & subditos nostros ex parte una; & dictum Franciæ Regem præclarum ex altera, ducimus destinandum; ad nostram pervenit notitiam, quod idem Guilielmus Marchio Juliacensis prædictus promisit, ac etiam juravit ad Sancta Dei Evangelia per eum corporaliter tacta nostro nomine & pro nobis: quod nos per nos seu quoscumque alios nobis alligatos aut subditos nostros quoscumque, dicto Franciæ Regi præclaro, nec sibi alligatis & subditis quibuscumque, aliquod impedimentum nocumentum aut damnum minimè faciemus vel præstabimus, nec permittemus fieri seu præstari; nec ejusdem Franciæ Regis præclari ac suorum alligatorum ac subditorum suorum quorumcumque inimicis impendemus consilium, auxilium & juvamen, nec permittemus impendi, pendente tractatu super dictis confœderationibus, alligationibus & unionibus tractandis, iniendis, ac etiam faciendis, prout in infra scriptis dicti Marchionis Juliacensis litteris plenius continetur, quarum tenor sequitur in hæc verba.

§. 2. Universis præsentes litteras inspecturis, nos Guillelmus Dei gratia Marchio Juliacensis, notum facimus: quod nos ad excellentissimi Principis Domini nostri Franciæ Regis illustris præsentiam accessimus pro tractandis, contrahendis, iniendis, faciendis & tenendis confœderationibus, alligationibus, unionibus, amicitiis atque ligis inter magnificum Principem Dominum Ludovicum Dei gratia Imperatorem Romanorum semper Augustum, & ejus alligatos & subditos ex una parte; & dictum Dominum nostrum Franciæ Regem ejusque alligatos & subditos ex altera; ad hoc potestatem habentes, per quasdam litteras dicti Domini Ludovici, quarum tenor sequitur in hæc verba:

§. 3. Nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus tenore præsentium profitemur & constare volumus universis: quod illustri Guillelmo Marchioni Juliacensi, Principi & affini nostro dilecto, plenam dedimus & damus, tradidimus & tradimus præsentibus potestatem cum illustri Philippo Rege Franciæ præclaro loquendi de omnibus negotiis sive causis nos & sacrum tangentibus Imperium, secum de his tractandi & faciendi amicitiam, ligas & uniones & fœdera contrahendi, & omnia alia & singula faciendi, quæ circa præmissa fuerint necessaria, vel etiam opportuna. Promittentes sub rerum nostrarum & Imperii hypotheca, nos ratum & gratum habituros, quicquid per præfatum Marchionem Juliacensem actum, tractatum, ordinatum seu finitum fuerit in præmissis seu aliquo præmissorum. In cujus rei testimonium præsentes litteras conscribi & sigillo nostræ Majestatis jussimus communiri. Datum Frisingen vicesima quarta die Septembris, Anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo sexto, Regni nostri vicesimo secundo, Imperii vero nono. ANS de J. C. 1336.

§. 4. Quarum litterarum virtute nos Willelmus Dei gratia Marchio Juliacensis prædictus promisimus, & etiam promittimus, & juramus ad Sancta Dei Evangelia per nos corporaliter tacta nomine dicti Domini Ludovici & pro ipso, quod idem Dominus Ludovicus per se seu quoscunque alios sibi alligatos aut ejus subditos quoscunque, dicto Domino nostro Regi Franciæ, nec sibi alligatis aut subditis quibuscumque aliquod impedimentum, nocumentum aut damnum minime faciet aut præstabit, nec permittet fieri seu præstari, nec ejusdem Domini nostri Regis Franciæ ac suorum alligatorum & subditorum quorumcumque inimicis auxilium, consilium & juvamen impendet, nec impendi permittet, pendente tractatu supra dictis confœderationibus, alligationibus & unionibus tractandis, iniendis & etiam faciendis. In quorum testimonium nos Willelmus Marchio Juliacensis prædictus sigillum nostrum præsentibus litteris duximus apponendum. Actum & Datum apud Luparam prope Parisios, die vicema tertia Decembris, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo sexto.

§. 5. Nos autem Ludovicus prædictus ex nostra certa * prævisas nostrisque super præmissis in supra scriptis Marchionis Juliacensis litteris contentis & eorum singulis, aviſamento & deliberatione diligenti præhabitis; eadem ac specialiter & expresè juramentum per dictum Marchionem Juliacensem nostro nomine & pro nobis præstitum, ut præfertur & omnia alia & singula in eisdem litteris contenta, ratifficamus & etiam tenore præsentium approbamus. In quarum ratificationis & approbationis testimonium præsentes litteras sigilli nostri impressione fecimus muniri. Datum in oppido nostro Nurenberg, prima die mensis Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo septimo, Regni nostri anno vicesimo tertio, Imperii vero decimo.

CCLXVII.

Traité entre AYMON *Comte de Savoye, &* EDOUARD *Seigneur de Beaujeu, par lequel Aymon quitte à Edoüard les Villes Châteaux & Seigneuries de Toyssey, Lent, Buene, & Coligny, à la charge de l'Hommage, & Edoüard de son côté se départ du droit qu'il avoit sur les Châteaux du Bourg S. Christophle, & de Beauregard sur Saone, & sur le fief de Villars.* S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 162. ANS de J. C. 1337. SAVOYE ET BEAUJEU.

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejusdem millesimo trecentesimo trigesimo septimo, indictione quinta, die quinta mensis Julii; per hoc præsens publicum instrumentum, tam ætati modernæ, quam posteris, & futuris, fiat perpetuò manifestum. Quòd *Illustris, & Magnificus Princeps Dominus Aymo Sabaudiæ Comes, Chablasii, & Augustæ Dux, & in Italia Marchio* ex una parte, & Vir Illustris Dominus Eduardus Dominus Bellijoci ex alia, constituti propter ea specialiter quæ inferius continentur in præsentia testium, & mei notarii subscriptorum, Attendentes quod inter inclytarum recordationum *Dominum Eduardum Comitem Sabaudiæ quondam Fratrem & prædecessorem præfati Domini Aymonis Comitis* ex una parte, & Dominum Guich. Dominum Bellijoci quondam Genitorem, & Prædecessorem dicti Domini Eduardi, nunc Domini Bellijoci ex altera, licet essent conjuncti cognatione propinqua, vinculum tamen, & causa cognationis per naturalem decessum gradatim dissolvi poterat, fidelitatis tamen, & homagii nexus, semper cum majori

fœdere

ANS de J. C. 1337.

fœdere suis viribus indissolubiliter perseverat, volentes itaque dicti Domini vera promissione, dilectionis zelo inseparabiliter perpetuò communiri, tractatus foret habitus, & concessus, quod idem Dominus Bell. quondam, suique successores Domini Bellijoci ad homagium, & fidelitatem dicto Domino Comiti, suisque successoribus Sabaudiæ Comitibus perpetuò tenerentur, salvis homagiis infrascriptis, & castro suo, & Villas de Lentz, & de Tossiaco, cum eorum mandamentis, territoriis, juribus, pertinentiis, mero, mixto Imperio, & omnimoda jurisdictione, rationibus, & actionibus quibuscumque, quoquomodo pertinentibus dictis castris, & eorum cuilibet, & ratione, & occasione ipsorum, & cujuslibet eorundem. Item Dominus Bell. & successores sui haberent, & tenerent à dicto Domino Comite, & suis successoribus Sabaudiæ Comitib. in feudum, & idem Dominus Comes in feudum, & augmentum feudi castra sua de Buenco, & de Coloniaco, cum villis, mandamentis, & territoriis, mero, mixto Imper. & omnimoda jurisdict. pertinentiis, appendentiis, juribus, & rationibus quibuscumque eorundem daret, & concederet, ac etiam in recompensationem fidelitatis prædictæ faciendæ per ipsum Dominum Bell. & suos dicto Domino Comiti, & suis, ut supra, & assumptionis, & recognitionis in feudum prædictorum castrorum de Lentz, & de Toyssiaco; nec non, & in satisfactionem omnium quorumcumque gravaminum, & damnorum, quæ Dominus Bell. vel gentes suæ ratione guerræ dicti Domini Comitis, vel aliàs pro dicto Domino Comite sustinuerant, vel dici poterant incurrisse, quadraginta mille libras Viennenses, quorum viginti denarii valent unum denarium grossum Turon. argenti, dicto Domino Bell. dictus Dominus Comes quondam dare, & solvere teneretur, prout hæc omnia supradicta prædictus Dominus Comes Aymo, & Dominus Eduardus Dominus Bell. confessi fuerint penitus esse vera. Prænominati siquidem Dominus *Aymo Sabaudiæ Comes*, & Dominus Eduardus Dominus Bell. volentes tractatum sic concessum omnimodè consummare, nonnullamque perfectionis uberiorem causam supplere, tramite, & modo quo possit inter ipsos successores eorum, quod igitur validius fieri perquirentes, conventiones, pacta, confœderationes, & alia fecerunt & inierunt ex eorum certis scientiis, & voluntatibus spontaneis, quæ, & prout inferius continentur. In primis igitur dictus Dominus Bell. causis ex prædictis, & infra scriptis, maximè ut dicta duo castra de Lentz, & de Toyssiaco, possint secundum juris formam donata rectè construi, & esse feudalia dicti Domini Comitis, & successorum suorum, donavit, cessit, & concessit pro se, suisque successoribus dicto Domino Comiti recipienti pro se, & suis donatione mera, pura, simplici, & irrevocabili, quæ dicitur inter vivos, & eo modo, & forma quibus melius ad utilitatem dicti Domini Comitis potest, & debet intelligi, prædicta castra Domini Bell. villas, loca, & mandamenta, territoria, & districtus de Toyssey, & de Lentz; cum omnibus, & singulis hominibus, Vassallis, fidelitatibus, & homagiis, tam nobilium quam ignobilium, feudis, retrofeudis, feudatariis, & emphiteotis, furnis, molendinis, redditibus, servitiis, servitutibus, aquis, aquarum decursibus, mero, mixto Imper. & omnimoda jurisdict. juribus, actionibus, & rationibus universis ipsorum castrorum, villar. & locorum, & cum omnibus pertinentiis, & appendentiis eorundem, ac universis, & singulis eidem Domino Bell. ex causa, & occasione prædictorum castror. villarum, locorum, & mandamentorum eorundem pertinentibus, & pertinere debentibus quoquomodo, ad habendum, tenendum, & possidendum, & quidquid eidem Domino Comiti placuerit faciendum; asserens idem Dominus Bellijoci, & confitens in contractu donationis præsentis, prædicta castra, villas, loca, & alia supra donata esse allodialia, & ab antiquo fuisse, & prædecessores suos habuisse, & hactenus possedisse castra, & loca prædicta cum prædictis omnibus ut supra donatis, per ipsum tanquam allodialia, & libera ab omni onere servitutis, mandans, cedens, transferens, & attendens dictus Dominus Bellijoci pro se, & suis dicto Domino Comiti pro se, & suis recipienti, ac in ipsum transferens omnes, & singulas actiones, reales, personales, utiles, & directas, ac alias quascumque ipsi Domino Bellijoci pertinentes, in castris, villis, territoriis, mandamentis, & aliis supradictis donatis ut supra. Devestiens se dictus Dominus Bellijoci, & dictum Dominum Comitem prædictis nominibus investiens de castris, villis, & locis supradictis supra donatis ut supra, constituens ipse Dominus Bellijoci dictum Dominum Comitem prædictis nominibus, in castris, villis, locis, territoriis, mandamentis, & aliis supradictis donatis ut supra, verum, & purum Dominum in rem suam; Renuncians idem Dominus Bellijoci ex sua certa scientia in hoc facto exceptioni dictæ donationis non factæ, cum aliis supra dictis, exceptioni doli mali, metus, & in factum, actioni, conditioni sine causa, vel ex injusta causa, juridicenti donationem propter ingratitudinem donatarii revocare posse, ac juridicenti quingentorum aureorum summam excedentem factam sine insinuatione judicis non valere tot, & tantas donationes, & tanta temporum intervalla, faciens dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti prædictis nominibus de prædictis donatis ut suprà, quod neutra ipsarum summarum quingentos aureos excedat, nec insinuatione aliqua debeat indigere. Consequenter autem dictus *Dominus Aymo Sabaudiæ Comes*, ex sua certa scientia perpetuò ex tractatu super hoc præhabito pro se, suisque hæredibus, & successoribus Sabaudiæ Comitibus, & prædictis, & infra scriptis causis, tam dicta duo castra de Lent, & de Toyssey sibi per dictum Dominum Bellijoci ut supra donata, quàm etiam castra sua de Buenco, & de Coloniaco, cum ipsorum quatuor Castrorum de Lent, de Toyssey, de Buenco, & de Coloniaco, villis, locis, territoriis, districtibus, mandamentis, redditibus, servitiis, servitutibus, usagiis, furnis, molendinis, hominibus tam nobilibus, quam ignobilibus, fidelitatibus, & homagiis, feudis, retrofeudis, feudatariis, emphiteotis, aquis, aquarum decursibus, piscaturis, venationibus, terris cultis, & incultis, stagnis, vineis, & nemoribus, tailliis, ac omnibus juribus, pertinentiis, appenditiis, rationibus, & actionibus dictorum castrorum, villarum, & locorum, mandamentorum, & districtuum prædictorum, & omnibus pariter tam prædictis quàm aliis ad ipsum Dominum Comitem, quomodolibet pertinentibus, occasione, & ex causa dictorum castrorum eorundem prædicto Domino Bellijoci præsenti, stipulanti, & solemniter recipienti pro se, & suis hæredibus, & successoribus Dominis Bellijoci, donavit, & concessit in feudum ligium, & nobile, ita quod ad naturam feudi nobilis, & tanquam feudum nobile perpetuò habeatur; & sub homagio infra scripto. Quæ quidem castra de Buenco, & de Coloniaco cum eorum mandamentis, territoriis, districtibus, pertinentiis, & aliis juribus, actionibus, & rationibus eorundem donatis ut supra, nec non quadraginta mille libras Viennenses prædictorum, quorum viginti denarii valent unum denarium grossum Turonensem argenti ad litteram O rotundam legitimi ponderis, & valoris, dictus Dominus Comes donavit dicto Domino Bellijoci, tam pro fidelitate, & homagio, per ipsum Dominum, & alios successores ejus Dominos Bellijoci, Domino Comiti, suisque successoribus Sabaudiæ Comitibus faciendum, quam in recompensationem donationis prædictæ nuper factæ per dictum Dominum Bellijoci dicto Domino Comiti, prædictis nominibus de dictis castris de Lent, & de Tossey, cum eorum villis, territoriis,

ANS de J. C. 1337.

ANS de J. C. 1337. ritoriis, & aliis donatis ut supra, quam etiam in satisfactionem, & restitutionem expensarum factarum, damnorum, & gravaminum sustentatorum per dictum Dominum Bellijoci, quondam, ac etiam per dictum Dominum Eduard. nunc Bellijoci Dominum, seu gentem suam ratione guerrarum dicti Domini Comitis, aut aliter pro dicto Domino Comite, dici possunt quomodolibet incurrisse, maxime ratione carceris ejusdem Domini Bellijoci quondam capti per Delph. Vienn. & redditionis castrorum suorum Meximiaci, & Burgi S. Christophori, quæ duo castra primò dicta dictus Dominus Bellijoci prædicto Dalphino Viennensi tradidit, & expedivit pro redemptione carceris ejusdem, de quibus quidem castris quatuor supradictis, de Lent, de Toysey, de Coloniaco, & Buenco, & aliis prædictis donatis ut supra, dictus Dominus Comes præfatum Dominum Bellijoci prædictis nominibus realiter investivit ad habendum, & tenendum per dictum Dominum Bellijoci, & successores ejus à dicto Domino Comite, successoribúsque suis in feudum ligium, & nobile, & sub homagio infrascripto. Renuncians idem Dominus Comes ex sua certa scientia in hoc facto, exceptioni prædictæ donationis ut supra, per eum non factæ exceptioni doli, metus, & in factum actioni condictioni sine causa, vel ex injusta causa, juri dicenti donationem propter ingratitudinem donatarii revocari posse, & juridicenti donationem summam quingentorum aureorum excedentem factam sine insinuatione judicis non valere, & omni alio juri canonico, & civili, tot, & tantas donationes, & per tanta temporum intervalla, faciens dictus Dominus Comes dicto Domino Bellijoci prædictis nominibus de prædictis donatis ut suprà, quod neutra ipsarum summam quingentorum excedat, nec insinuatione alia debeat indigere. Quibus peractis dictus Dominus Eduardus Bellijoci Dominus confitens, & in veritate tanquam in judicio publico recognoscens se cum prædictis castris, villis, locis, territoriis, districtibus, mandamentis, & eorum pertinentiis ut supra donatis, dictas quadraginta mille libras Viennenses prædictorum à præfato Domino Comite Sabaudiæ prædictis causis, & rationibus habuisse, & realiter recepisse, & sibi numeratas fuisse, ac de ipsis fuit tacitus, & contentus, pactum reale faciens de ulterius quicquam non petendo pro prædictis omnibus sibi donatis ut supra pro se, suis hæredibus, & successoribus, videlicet omnibus quibuscumque Dominus Bellijoci liberè, & spontaneè præfato Domino Aymoni Comiti Sabaudiæ stipulanti, & solemniter recipienti pro se, suisque successoribus Sabaudiæ Comitibus, tantum homagium, & fidelitatem realiter fecit, & præstitit immissis dicti Domini Bellijoci manibus infra manus dicti Domini Comitis osculo fœderis interveniente, cùm expressione verborum fidelitatis, & homagii, nec non aliis solemnitatibus in talibus consuetis. Promittentes idem Dominus Bellijoci prædictis nominibus dicto Domino Comiti stipulanti, & solemniter recipienti ut supra, per juramentum suum super sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, se bonum, & fidelem existere dicto Domino Comiti, & suis successoribus Comitibus Sabaudiæ, & eidem servire contra quascumque personas in omnibus, & per omnia, & facere erga ipsos quidquid, & prout fidelis Vassallus Domino suo facere tenetur specialiter omnia, & singula quæ in forma fidelitatis tam novæ quam veteris continentur, salvis, & exceptis fidelitatibus in quibus idem Dominus Bellijoci tenetur Dominis Francor. Regi, Duci Burgundiæ, Duci Borbonensium, Archiepiscopo Lugduni, & Cluniacensi, ac insulæ Barbaræ Abbatibus, confitens, & asserens dictus Dominus Bellijoci pro se, suisque successoribus Dominis Bellijoci se tenere, tenere velle, & tenere debere à dicto Domino Comite, suisque successoribus Sabaudiæ Comitibus, castra quatuor supra dicta de Lent, de Toysey, de Buenco, & de Coloniaco, cum eorum territoriis, districtibus, mandamentis, juribus, pertinentiis, rationibus, & actionibus universis, & omnibus pariter eidem Domino Bellijoci per dictum Dominum Comitem donatis ut supra in feudum ligium, nobile, & antiquum, de feudo; & directo Dominio dicti Domini Sabaudiæ Comitis, & suorum successorum ut suprà, & sub homagio supradicto. Et vice versa prædictus Dominus Comes ex sua certa scientia pro se, & suis successoribus Sabaudiæ Comitibus promisit, & convenit per pactum expressum appunctuatum dicto Domino Bellijoci stipulanti, & solemniter recipienti ut suprà, ubi, & quandocumque contigerit ipsum Dominum Bellijoci, Vassallos ejusdem Domini Comitis habere guerram pro facto Domini Comitis, aut etiam pro facto proprio ipsorum prædictos Dominos Bellijoci, sicut Dominus Vassallum proprium adjuvare, & non alias facere, ad quæ fienda tenentur Domini Vassallis de jure, & de consuetudine, & specialiter secundum constitutiones feudales. Pro prædictis autem quadraginta millibus Viennensium prædictorum sic prædictis actionibus habitis, & receptis ut supra per dictum Dominum Bellijoci à Domino Comite supradicto, præfatus Dominus Bellijoci pro se, suisque successoribus, & hæredibus quibuscumque, & omnibus habentibus, & qui possent inposterum causam super hiis quocumque modo habere, solvit, quittavit, & liberavit omnino specialiter, & expresse dictum Dominum Comitem pro se, suisque successoribus recipientem, de, & ab omnibus, & singulis juribus, rationibus, & actionibus quibuscumque, quæ, quasve ratione gravaminum, damnorum, vel expensarum sustentatarum vel factarum per dictum Dominum Bellijoci quondam vel nunc dictum Bellijoci Dominum, seu gentem eorundem possent habere, & sibi alitercumque competere contra dictum Dominum Comitem Eduardum quondam, ac etiam de omnibus universis, & singulis emendis, dispendiis, & debitis quæ potuissent ab eodem Comite Eduardo quondam, vel nunc possent à dicto Domino Aymone nunc Sabaudiæ Comite postulare. Item dictus Dominus Bellijoci pro se & quibus supra dedit, cessit, & concessit prædicto Domino Comiti stipulanti, & solemniter recipienti pro se, & suis transferendo totaliter in eundem omnia jura quæcumque cum omnibus pariter actionibus quibuscumque quæ dicto Domino Bellijoci competunt, & competere possunt, vel possent in castris prædictis Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, mandamentis, territoriis, districtibus, mero, & mixto Imperio, jurisdictione omnimoda, & omnibus pertinentiis, & appenditiis ipsorum castrorum, & locorum, occasione ipsorum, & cujuslibet eorundem; & fuit actum inter dictos Dominos Comitem Sabaudiæ, & Dominum Bellijoci in limine contractus præsentis, quod ad requisitionem dicti Domini Comitis, vel successorum suorum Comitum Sabaudiæ, præfatus Dominus Bellijoci, vel ejus successores Domini Bellijoci quittant, & quittare teneantur Domino Dalphino Viennensi castra prædicta Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, & feudum de Villariis, quod ad Dominum Bellijoci pertinere solebat. Item fuit actum inter dictos Dominum Comitem, & dictum Dominum Bellijoci, quod quia dictus Dominus Comes ex causa contractus præsentis, & ex causis prædictis in recompensationem ipsorum castrorum Meximiaci, & Burgi sancti Christophori Domino Dalphino Viennensi per dictum Dominum Bellijoci quondam pro redemptione, & liberatione sui carceris traditorum, & quæ castra cum suis juribus nunc habet, tenet occasione prædicta Dalphinus prædictus, dictus Dominus Comes castra sua prædicta de Buenco, & de Coloniaco cum suis mandamentis, districtibus, territoriis, & aliis ut supra donatis, prædicto Domino Bellijoci donaverit,

ANS de J. C. 1337.

ANS de J. C. 1337.

rit, & concesserit in feudum. Ipse siquidem Dominus Bellijoci, suique successores prædicti teneantur, & debeant ex pacto super hoc præhabito dicto Domino Comiti, suisque successoribus Sabaudiæ Comitibus, reddere, restituere, & expedire dicta duo castra de Buenco, & de Coloniaco, cum territoriis, mandamentis, juribus, & pertinentiis eorundem, & aliis donatis ut supra, quæ quidem Dominus Comes prædictus, vel ejus successores dicta duo castra Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, cum eorum territoriis, & mandamentis, juribus & pertinentiis eorundem dicto Domino Comiti, suisque successoribus loco dictorum duorum castrorum de Buenco, & de Coloniaco expediant realiter, atque tradant. Quæ tamen castra Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, cum eorum districtibus, juribus, mero, mixto Imperio, & aliis pertinentiis eorundem, sunt sicut duo dicta castra de Buenco, & de Coloniaco, idem Dominus Comes possit feudalia expedire. Item fuit actum, & in pactum deductum inter dictos Dominum Comitem, & Dominum Bellijoci, quod si contingeret dictum Dominum Bellijoci decedere sine liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis, successoresque prædicti Domini Bellijoci qui succederent, & pervenirent ad Baroniam, statum, & seignoriam Bellijoci, fidelitatem prædictam, & homagium prædictum facere, ac recognitionem debitam, seu investituram petere infra tempus debitum deficerent, aut aliter recusarent, prædictus Dominus Eduardus Bellijoci Dominus ex nunc, prout ex tunc dicto Domino Comiti præsenti, stipulanti, & solemniter recipienti pro se, & suis donavit, & concessit dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti prædictis nominibus, omne jus sibi competens in castris prædictis Buenci, & Coloniaci, territoriis, mandamentis, districtibus, & pertinentiis eorundem, seque prædictis nominibus dicta duo castra Buenci, & Coloniaci precario nomine dicti Domini Comitis, & suorum, eo casu possidere constituit, & apprehendendi possessionem eorum licentiam, & authoritatem annuit, & concessit, inde bona sua quæcumque specialiter, & expresè obligans, licentiam quidem, & authoritatem consimiliter concedens idem Dominus Bellijoci dicto Domino prædictis nominibus stipulanti, & recipienti, ingrediendi bona prædicta obligato ex inde ut supra ubicumque forent, & reperirentur tenenda, & habenda per ipsum, successoresque suos, fructusque, & exitus ipsorum bonorum percipiendo, ipsis fructibus, & exitus in sortem minimè computandis, donec de dictis quadraginta millibus florenis, esset dicto Domino Comiti, vel suis successoribus, integriter & plenariè satisfactum, ipsa etiam bona dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti concedens, sive in totum, sive in partem prout idem Dominus Comes sibi prospexerit expedire de pace videnda, si dicti successores Domini Bellijoci, dicto Domino Comiti vel ejus successoribus, dictos quadraginta mille florenos auri requisiti per ipsum Dominum Comitem, vel alium pro ipso, per unius mensis successivè futuri spatium, post requisitionem ipsam solvere recusarent, seu ducerent recusandum, aliis duobus castris de Lent, & de Tossey, cum eorum mandamentis, districtibus, & pertinentiis suprædictis de feudo dicti Domini Comitis, & successorum suorum ut supra semper remanentibus sub homagio suprædicto. Item actum fuit inter prædictos Dominos nominibus quibus supra, quod dictus Dominus Bellijoci, successoresque sui prædicta feuda habeant, & teneant, habere debeant, & tenere in perpetuum, in tanta, & consimili nobilitate, quanta qualique *Illustres Viri Dominus Ludovicus de Sabaudia Dominus Vaudi, & Jacobus de Sabaudia Dominus Pedemontium* tenent, & tenere debent à dicto Domino Comite terras, & feuda quæ sibi obvenerunt, & quæ tenent, & habent de partagio Sabaudiæ Comitatus, & eo modo quo Dominus Gebennarum Comes habet, & tenet in feudum, & ea quæ tenet in feudum, & de feudo à Domino Comite Sabaudiæ suprædicto. Item actum fuit, & in pactum expresè deductum, & conventum inter Dominos prædictos, quod prædicta feuda, & homagia non possint, nec debeant separare perpetuò à Domino Comite Sabaudiæ, nec à Domino Bellijoci, nec eorum successoribus Sabaudiæ Comitibus, & Dominis Bellijoci, sed propriè Dominus Bellijoci, & non alius Domino Comiti Sabaudiæ, & alii ad dicta feuda, & homagia perpetuò teneantur. Item fuit actum & conventum inter Dominos antedictos, quod Dominus Bellijoci plures habens Filios, uni, vel duobus ex ipsis, unum vel duo de castris prædictis, cum eorum territoriis, districtibus, mandamentis, pertinentiis, & aliis suprædictis, cum ipsorum juribus feudalibus relinquere volens, hoc facere possit; dum tamen Dominus Bellijoci, semper homo Domini Comitis Sabaudiæ remaneret, & quidquid, & quæcumque de dicto feudo sibi retineret, dividendo, vel aliter se ab homagio liberare; vel eximere non valeret, nec sui etiam successores, & nihilominus dicti Filii, quibus dicta duo castra, vel unum ex ipsis forent relicta, facerent homagia dicto Domino Comiti Sabaudiæ debita, & omnia quæ Vassalli Dominis suis facere de jure, consuetudineque tenentur. Item cum dictus Dominus Bellijoci quondam in suo testamento reliquerit dicto Domino Eduardo, nunc Domino Bellijoci Filio suo, omnia emolumenta quæ posset habere à dicto Domino Comite, ratione damnorum, expensarum, & gravaminum per eundem Dominum Bellijoci quondam, & gentes suas, ratione, & occasione guerrarum dicti Domini Comitis factarum, & sustentarum, seu etiam ratione tractatus suprædicti inter dictos Dominum nunc Sabaudiæ Comitem, & Dominum Bellijoci quondam habiti, & concessi ut supra dictum est specialiter, & expresè inter dictos Dominos Comitem, & Dominum nunc Bellijoci, quod ipse Dominus Bellijoci dictum testamentum originale tradat, & tradere debeat dicto Domino Comiti, ad ipsius securitatem majorem, infra festum proximum B. Michaëlis. Item, ut idem Dominus Bellijoci non videatur sub prætextu contractus præsentis, vel pro aliquibus superiùs contentis, quittasse feudum quod habet, & habere debet apud Gordans, ipse Dominus Bellijoci pro se, & suis dictum feudum, & jus feudi quod habet, & habere debet apud Gordans, & in loco de Gordans sibi, & suis successoribus præsenti tractatu, contentisque in eo nonobstantibus reservavit, & reservata esse vult per pactum adhibitum super hoc specialiter, & expresè; feudum vero, & homagium, & jus feudi, & directi Dominii quod habet, & habere debet quoquomodo titulo sine causa apud Bellum-Reguardum supra Sagonam Lugdunensis Diocesis, tam in castro, villa, loco, mandamento, districtu, mero, mixto Imperio, & jurisdictione omnimoda, pertinentiis, & appenditiis ipsius castri, & loci, quàm occasione ipsius. Idem Dominus Bellijoci pro se, & suis successoribus dicto Domino Comiti pro se, & suis stipulanti dedit, donavit, & concessit, unà cum omni jure, actione, & ratione dicto Domino Comiti competentibus, & competere debentibus, in castro, villa, loco, & territorio, & mandamento prædictis, & occasione ejusdem, ipsum Dominum Comitem verum Dominum, & procuratorem constituens idem Dominus Bellijoci in prædictis, ut in rem suam propriam, quæ omnia, & singula supra scripta promiserunt, & convenerunt dicti Dominus Comes, & Dominus Bellijoci alter alteri pro se, successoribusque suis, videlicet dictus Dominus Comes dicto Domino Bellijoci bona fide sub obligatione omnium bonorum suorum, & dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti pro se, & suis stipulanti, per juramentum ab ipso Domino Bellijoci, super sanc-

ANS de J. C. 1337.

ta Dei Evangelia corporaliter præstitum, nec non ambo mihi notario infrascripto more publicæ personæ stipulanti, & solemniter recipienti vice nomine, & ad opus dictorum Domini Comitis, & Domini Bellijoci, & successorum suorum, & omnium quorum interest, & in futurum intererit, & interesse poterit quoquomodo rata, grata, & firma tenere, habere, attendere cum effectu, & inviolabiliter observare, & nunquam contra facere facto, vel verbo, nec contra venire volenti in aliquo consentire, nec impedimentum aliquod apponere, vel apponi facere, seu quod apponatur à quocumque quomodolibet consentire, & pro prædictis omnibus, & singulis promissis, & conventis per dictum Dominum Bellijoci, attendendis, complendis, & firmius observandis, dictus Dominus Bellijoci se, & suos successores prædictos, & bona quæcumque pariter eorundem curiis, & coërcitioni, & compulsioni curiarum, dist. ictui, & mero examini Sedis Apostolicæ, Cameræque Domini Papæ, Dominique Francorum Regis, & parvi sigilli Montispessulani, Castelleti, & Reverendorum Patrum in Christo Dominorum Lugdunensis, Viennensis, & Tarentasiensis Archiepiscoporum, ac Dominorum Matisconensis, Maurianensis, & Bellicensis Episcoporum specialiter, & expressè supponit, & submittit, ita quod per ipsas curias, & earum quamlibet ad observationem præmissorum coërceri valeat, & compelli. Renunciantes dicti Dominus Comes, & Dominus Bellijoci, quilibet ipsorum in quantum sua interest ex eorum certis scientiis, & voluntatibus spontaneis in hoc facto, exceptioni omnium prædictorum per eos non factorum, seu ritè, & legitimè non factorum, ut supra dictarum conventionum, dictorumque pactorum non sic factorum, & non factorum ut supra, doli, mali, metus, erroris, & in factum actioni, condictioni sine causa, vel ex injusta causa, restitutionibus in integrum, beneficio jurisdicentis deceptis in contractibus subveniendum fore, & non possint objicere quod dolus dederit causam contractui, vel inciderit in contractum, & omnia alii juri Canonico, & civili per quod possent contra prædicta, vel aliqua de prædictis facere, vel venire, & juridicenti generalem renuntiationem non valere, nisi præcesserit specialis. Et fuit actum inter Dominos supradictos, quod prædicta omnia dictari, corrigi, & emendari possint, & debeant semel vel pluries, quotiens necesse fuerit ad consilium peritorum, facti tamen substantia in aliquo non mutanda, & quod de prædictis fiant duo, vel plura pro dictis Domino Comite, & Domino Bellijoci, & omnibus quorum interest, & in futurum interesse contigerit sub eodem tenore publica instrumenta. Acta fuerunt hæc apud Ambroniacum, in Abbatia videlicet infra domum Domini Abbatis Ambroniaci, præsentibus Reverendo in Christo Patre Domino Jacobo Dei gratia Bellicensi Episcopo, Illustri Viro Domino Amedeo Comite Gebennesii, Venerabilibus in Christo Patribus Dominis Ambroniaci, & sancti Sulpitii Abbatibus, Viris nobilibus Domino Joanne Domino Corgenonis, Domino Joanne Domino de Fromentes, & Domino Hugonino Domino Grandis-montis, Domino Anthonio de Claromonte, Domino Bastidæ in Albanesio, Dominis Hugone de Amanziaco, Philippo de Chasaeyardo, Jacobo Richarmi, Petro de Compesio, & Terrico de Septino militibus, &c.

CCLXVIII.

ANS de J. C. 1338.

EMPIRE.

Constitution de l'Empereur LOUIS DE BAVIERE *& des Etats de l'Empire, par laquelle il déclare que l'Empire ne relève que de Dieu seul, & qu'il ne dépend point du Pape, fait à Francfort, le 8. d'Août*, 1338. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 148.

(a) LIcet jura utriusque testamenti manifestè declarent, Imperialem dignitatem & potestatem immediatè in filio Dei ab antiquo processisse, & Deum per Imperatorem & Reges mundi jura humano generi apertè tribuisse: & quod Imperator ex sola electione eorum ad quos pertinet, verus efficitur Imperator, nec alicujus alterius eget confirmatione seu approbatione: quoniam in terris quoad temporalia non habet superiorem, sed eidem gentes subsunt & nationes: & ipse Dominus noster Jesus Christus mandavit, quæ sunt Dei Deo, & quæ sunt Cæsaris Cæsari reddenda. Quia tamen nonnulli avaritiæ & ambitionis cæcitate ducti, & nullius scripturæ intelligentiam habentes, sed divertentes à tramite recti ser sus in quædam iniqua & prava commenta, & in assertiones detestabiles prorumpentes contra potestatem & auctoritatem Imperialem, & jura Imperatorum, Electorum, & aliorum Principum & Imperii fidelium committunt fallaciter asserentes: Quod Imperialis dignitas & potestas est à Papa, & quod electus in Imperatorem non est verus Imperator nec Rex, nisi prius per Papam sive sedem Apostolicam confirmetur, approbetur & coronetur: & per hujusmodi pravas assertiones & pestifera dogmata hostis antiquus movet, jurgia fuscitat, contentiones parit, & seditiones procurat. Ideò ad tantum malum evitandum de consilio & consensu Electorum & aliorum Principum Imperii declaramus, quod Imperialis dignitas & potestas est immediatè à solo Deo: & quod de jure & Imperii consuetudine antiquitus approbata, postquam aliquis eligitur in Imperatorem sive Regem ab Electoribus Imperii concorditer, vel majori parte eorundem, statim ex sola electione est Rex verus & Imperator Romanorum censendus & nominandus, & eidem debet ab omnibus Imperio subjectis obediri; & administrandi jura Imperii & cætera faciendi, quæ ad Imperatorem verum pertinent, plenariam habet potestatem, nec Papæ sive sedis Apostolicæ aut alicujus alterius approbatione, confirmatione, auctoritate indiget vel consensu. Et ea propter hâc hæc in perpetuum valitura lege decernimus, ut electus in Imperatorem concorditer vel à majori parte Electorum ex solâ electione censeatur & habeatur ab omnibus pro vero & legitimo Imperatore, & eidem ab omnibus subjectis Imperio debeat obediri, & administrationem & jurisdictionem Imperialem & Imperialis potestatis plenitudinem habeat, & habere ac obtinere ab omnibus censeatur & firmiter asseratur. Quicunque autem contra hæc declarata, decreta vel definita, aut aliquid eorum asserere seu dicere, aut asserentibus seu dicentibus consentire, vel eorum mandatis, vel litteris, vel præceptis obedire præsumserint, eos omnibus feudis, quæ ab Imperio detinent, & omnibus gratiis, jurisdictionibus, privilegiis & immunitatibus à nobis vel prædecessoribus nostris eis concessis ex nunc privamus, & ipso jure & facto decernimus esse privatos. Insuper eos crimen læsæ Majestatis decernimus incurrisse, & pœnis omnibus impositis crimen læsæ Majestatis committentibus subjacere. Datum in oppido nostro de Franckenfurt, die 8. mensis Augusti, anno Domini 1338.

(a) Cette piéce est très-célébre & très-importante, fondant l'independance de l'Empire, contre les prétentions des Papes.

ANS de J. C. 1338. L'Empire et Rome.

CCLXIX.

Lettre des ELECTEURS DE L'EMPIRE, *au Pape* BENOIT XII. *touchant* LOUIS DE BAVIERE *Empereur, par laquelle ils l'informent de ce qu'ils ont résolu à la Diéte touchant les droits de l'Empire, qu'ils lui déclarent vouloir maintenir. Sans datte.* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 119.

SAnctissimo in Christo Patri ac Domino, Domino Benedicto Papæ: Vestri devoti filii, Henricus Dei & Apostolicæ sedis gratia Archiepiscopus Moguntinus, Electorum Principum Decanus, nec non per Germaniam Sacri Imperii Archicancellarius: Balduinus Archiepiscopus Trevirensis, Cancellarius Galliæ: Walramus Archiepiscopus Colonienſis, Cancellarius Italiæ: Waldemarus Marchio Brandeburgensis, Camerarius: Rudolphus Palatinus, Dapifer: Rudolphus Dux Saxoniæ, portitor ensis; Romanorum Regis, & coronandi Imperatoris legitimi Electores. Gravamur non modicè, & turbamur ex intimis, cum reverendam Sacrosanctam Romanam Ecclesiam, matrem nostram, & ipsius summos Pontifices, quibus reverentiam & honorem exhibere (a) volumus promptis & devotis animis (a) omni vice; ac Sacrosanctum Imperium & Imperatores seu Reges ipsius, quorum defensio ad nos ac omnes alios Coelectores nostros præ cæteris mundi Principibus specialiter pertinere dinoscitur; sicut temporibus præsentibus, videmus ad invicem discordare. Nam ex hoc non potuerunt sibi & populo Christiano proficere & prodesse, & prout est divinitus institutum, sibi mutuò suffragari. Propter quæ in diversis mundi partibus, provinciis & terris, ipsis regendas, gubernandas commissis, innumera execrabilia pericula animarum, personarum & rerum, & diversa scandala in Dei Ecclesia, (quod dolenter referimus) sunt suborta; & majora præsumuntur futuris temporibus, quæ ad planum dici nequeunt vel conscribi, certitudinaliter suboriri: quæ submoveri non possunt, nisi utraque potestas contenta sit suis juribus & consuetudinibus hactenus observatis, & reformentur, quæ una contra alam attemptavit.

(a) G. G. Leibnitz croit qu'il faut lire *omnipotentiis*.

§. 2. Sanctitati vestræ cum omni devotione, & in modum, quem possumus, meliorem & humiliorem referimus bono zelo, quod super præmissis & ad consulendum & providendum Sacrosancto Romano Imperio, cujus jura, honores, bona, libertates & consuetudines prostrata jacent, & à diversis personis Ecclesiasticis & sæcularibus sunt & fuerunt hactenus in grave præjudicium dicti Imperii invasa, occupata, & multipliciter conculcata; XV. die mensis Julii anni XXXVIII. in Reinse super alveo Reni (ubi Principes electores super negotiis Imperii tractandis convenire consueverunt ab antiquo) cum aliis Principibus Electoribus Imperii in unum fuimus congregati; & diversis deliberationibus & consiliis præmissis, sicut divinæ gratiæ placuit, omnes unanimes fuimus & nullo penitus discrepante pro defensione & recuperatione jurium, honorum, bonorum, libertatum, consuetudinum Sacri Romani Imperii ac totius Christianitatis, ad cujus Regimen & defensionem idem Imperium principaliter ordinatum dinoscitur; disposuimus & ordinavimus, pro nobis & successoribus nostris, & firmavimus jurejurando, per sacramenta corporaliter à nobis & omnibus Coelectoribus nostris præstita; quod jura, honores, bona, libertates & consuetudines dicti Imperii & nostra, nobis in Electione Imperii competentia ex consuetudine vel de jure manuteneamus, defendamus & illibata conservemus toto posse, & viribus nostris, contra omnes homines cujuscunque præeminentiæ, dignitatis, seu status existant, & quod hoc non obmittamus propter aliqua pericula rerum & personarum, aut præcepta, mandata & processus, per quemcunque modum & formam prolati sint, vel in antea proferantur contra Imperium & nos, vel Coelectores nostros; per quæ dicto Imperio, ac nobis & Coelectoribus nostris in prædictis juribus, bonis, hominibus, libertatibus & consuetudinibus præjudicatum sit, vel in futurum posset præjudicium generari.

ANS de J. C. 1338.

§. 3. Et tandem super præmisso lamentabili desiderio, & causis originalibus, ex quibus ortum dinoscitur, quod inter Sanctam Romanam Ecclesiam, ac sacrum Romanum Imperium & Dominum nostrum Ludovicum Romanorum Imperatorem, jam longis temporibus diligenti & sollicita deliberatione præhabita, nos & alii Coelectores nostri cognovimus, & nobis constitit evidenter ex processibus quondam Domini Johannis Papæ XXII. prædecessoris vestri, quod ipse primo & postea sententias excommunicationis & interdicti (si sic dici merentur) ac alias diversas sententias & processus de facto contra Deum & Justitiam, & juris ordinem fulminavit, contra prædictum Dominum nostrum, Dominum Ludovicum Rom. Imperatorem, ac fautores & adhærentes sibi: qui à majori parte Principum Electorum fuit ritè & rationabiliter in Regem Rom. electus, in Imperatorem postea confervandus: quod se de administratione Imperii intromisit, non approbata per prædictum prædecessorem vestrum ipsius electione, quam in discordia asseruit celebratam.

§. 4. Per quas sententias & processus, cum juri & consuetudini Imperii præfato Domino nostro Ludovico, nobis & aliis Electoribus Imperii permaximè derogetur; cum jure caveatur & consuetudine, cujus contrarium in memoria hominum non existit, sit rationabiliter introductum, & sine cujusvis contradictione legitimè observatum, sicut etiam in prædicto Parlamento per nos & alios Coelectores nostros, præhabita diligenti deliberatione & discussione, ac consilio multorum Principum, Comitum, Baronum & nobilium est concorditer declaratum, & sententialiter definitum: Quod vacante Romano Imperio is, qui eligitur concorditer, vel à majori parte Principum Electorum, pro Rege Romanorum ab omnibus est habendus: Et quod nec nominatione, approbatione, confirmatione, consensu, vel auctoritate sedis Apostolicæ super amministratione bonorum & jurium Imperii indiget, sive titulo Regio assumendo: quodque jura & bona Imperii amministrare & gubernare poterit, & de jure & consuetudine, nulla sedis Apostolicæ super hoc licentia habita vel obtenta.

§. 5. Quare cum Sanctitas vestra teneatur præ omnibus Regnis mundi defendere jura Imperii, quod ad defensionem sedis Apostolicæ & totius fidei Christianæ est cœlitus ordinatum, & sine cujus salubri gubernatione & defensione non potest in opulentia pacis persistere Christianus populus, nec benè colere pacis auctorem: Clementiæ Sanctitatis vestræ supplicamus, cum omni humilitate & reverentia, qua possumus & valemus, quatenus sententias & processus prænotatos, & quidquid exinde ob nos secutum est totaliter & penitus revocetis, tanquam in præjudicium Imperii & jurium ipsius prolatos. Quæ jura illibata, pro posse servare tenemur ratione à nobis præstiti juramenti, ut obinde in omni obedientia & devotione Ecclesiæ Romanæ & sanctitatis vestræ debeamus devotioribus animis perpetuo permanere. Et ne, si secus fieret, nos & alii Coelectores nostri, cum aliis Principibus Ecclesiasticis & sæcularibus Alamaniæ cogeremur invenire & quærere contra eosdem processus & sententias, quamvis inviti, remedia opportuna. Super præmissis ad Sanctitatem vestram tales transmittimus, quibus in dicendis & petendis nostro

ANS tro nomine fidem, veſtram clementiam petimus ad-
de J. C. hibere.

1339.

CCLXX.

EMPIRE ET GUELDRE. *Lettres par leſquelles l'Empereur* LOUIS IV. DE BAVIERE *crée Duc* RAINAULD *Comte de Gueldre. Fait à Francfort, le 19. Mars* 1339. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 151.

LUDOVICUS IV. * * omnibus has literas viſuris ſalutem. Quandoquidem REINOLDUS Comes Gelriæ, regio genere ortus, multa ſervitia * Imperio præſtiterit, & adhuc præſtare poterit, Henrico Moguntino & Balduino Trevirenſi, Archiepiſcopis, Joanne Rege Bohemiæ, Rudolpho Comite Palatino Rheni & Duce Bavariæ, Rudolpho Duce Saxoniæ, Ludovico Marchione Brandenburgenſi filio noſtro primogenito, præſentibus, dictum Reinoldum ex Comite Ducem Gelriæ creamus, ut & poſteros ejus legitimos: cum hoc privilegio, quando nos aut ſucceſſores noſtri publicabunt Parlamenta, vel quando novi aliqui Principes creabuntur, vel ſimiles actus publici celebrabuntur, quod tunc ipſe veſtibus Cæſareis nos induet. ANS de J. C. 1339.

§. 2. Item quando ſucceſſores noſtri Romanorum Reges, Aquiſgrani, Mediolani & Romæ coronabuntur, quod tunc ipſe aut ejus heredes coronam Regiam dictis Regibus ſuper caput imponent, deponent, portabunt, & in manibus geſtabunt.

§. 3. Inſuper ad majorem dicti Ducatus & Principatus ſplendorem, aſſignamus ipſi, juxta morem Imperii, quatuor officiarios infra nominandos, & eorum heredes, videlicet, Jacobum van Myrlaer Oeconomum, Everardum van Wylp Mareſcalcum, Theodericum van Lienden Buticularium ſeu Pocillatorem, & Guilelmum van Brouchuyſen Camerarium.

§. 4. Item concedemus ipſi jus cudendi monetam auream, juxta valorem monetæ Archiepiſcopi Colonienſis, Ducis Brabantiæ, & Comitum Hannoniæ atque Hollandiæ. In teſtimonium veritatis has Literas ſcribi, & ſigillo noſtro firmari juſſimus. Datum Francofurti, die 19. Martii, anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo nono.

CCLXXI.

ANS de J.C. 1339. BRABANT ET FLANDRE. *Traité & Alliance entre* JEAN III. *Duc de Brabant, &* LOUIS DE NEVERS *Comte de Flandre, fait au mois de Décembre* 1339. Placards. Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. II. pag. 546.

IN den name des Vaders, des Soons, des Heylichs Gheeſts, ende ter eere der reyner Maghet Marie de Moeder Godts. Allen den ghenen die deſe teghenwoordighe Letteren ſullen ſien oft hooren leſen.

Wy JAN by der gratien ons Heeren, Hertoghe van Loterijck, van Brabandt, van Limborch, ende Marcgrave des Heylichs Rijcks: LODEWIJCK Grave van Vlaenderen, van Nevers, ende van Rethels, Communghemeyns, Schepenen, Raedt, ende al t'commun van de Steden van Brabant, Leuven, Bruſſel, Antwerpen, s'Hertoghenboſſch, Nyvele, Thienen ende Leeuwe, Borghmeſters, Vooght, Prooſt, Schepenen ende Raedt, ende al t'commun van de Steden van Vlaenderen, Ghendt, Brugghe, Ypre, Cortrijck, Oudenaerde, Aelſt ende Gheraertsberghe, Saluyt in onſen Heere. Met kenniſſe der waerheden: weten alle, dat wy Jan ende Lodewijck Hertoghe ende Grave vooren ghenoemt, met onſe voorghenoemde Steden met ons, by ghemeenen conſente ende raede, ſiende ende merckende dat de goede Lieden van beyde den Landen ghebueren zijn ſonder middel, den welcken ſalichlijck ende profijtelijck is, in jonſten, in minnen, ende in eendrachticheden te gadere te weſen, ende elck aen ander te cleven, met volmaekten wille, ende ghetrouwe herten: Ende dat de voorſchreven twee Landen vervult zijn van grooter menichte van volcke, t'welcke niet geſuſtineert weſen en mach ſonder Coopmanſchappe, ende ſonder Neeringhe: Siende oock, ende merckende dat Coopmanſchepe ende neeringhe niet ghevoet en ſonde moghen weſen, ſonder in Landen van Peyſe, ruſte, eendrachticheden, Vryheden, Coopmanſchepe ende neeringhe elck met anderen, ende te ſchouwen voortaen tuſſchen ons ende onſe nacomers, alle ſaecken ende materien van gheſchille, van onpeyſe, ende van bloetſtortinghe, ende in beſchermeniſſe, ende behoudeniſſe van onſen lijve, goede, ende landen, ende onſe nacomers: By goede deliberatie ende

CCLXXI.

ANS de J.C. 1339. BRABANT ET FLANDRE.

Traduction de ce Traité.

AU nom du Pére, du Fils, du Saint Eſprit, & en l'honneur de la Sainte Vierge Marie Mere de Dieu, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront ou entendront lire.

Nous JEAN *par la grace de nôtre Seigneur, Duc de Lorraine, de Brabant, de Limbourg, & Marquis du Saint Empire;* LOUIS *Comte de Flandres, de Nevers, & de Rethel, Communantez, Eſchevins, Conſeil & tous les habitans des Villes de Brabant, Louvain, Bruxelles, Anvers, Boiſleduc, Nivele, Thillement & Louvain, Bourgemaitres, Gouverneurs, Baillifs, Prevoſts, Eſchevins & Conſeil, & tous les habitans des Villes de Flandres, Gand, Bruges, Ypres, Courtray, Oudenarde, Aloſt & Gheraerſbergh, Salut en nôtre Seigneur. Avec connoiſſance de la verité; ſachant tous, que nous Jean & Louis Duc & Comtes ci-deſſus nommez & les Villes ſuſmentionnéez avec nous par conſentement & avis unanime, conſidérant & remarquant que les habitans des deux Païs ſont immédiatement voiſins l'un de l'autre, & qu'il eſt de leur ſureté & de leur avantage de s'entretenir en amitié & concorde, & d'être attachez les uns aux autres par une parfaite volonté & un cœur ſincere; & que leſdits deux Païs ſont grandement peuplez, & ne peuvent ſubſiſter ſans Trafic & ſans Négoce: Conſiderant auſſi & remarquant que le Trafic & le Négoce ne ſauroit ſe faire; ſans que les Païs jouiſſent de la Paix, tranquilité, concorde & liberté de Commerce les uns avec les autres; & pour éviter à l'avenir entre nous & nos ſucceſſeurs toutes affaires & matiéres de diſpute, de diſcorde & d'effuſion de ſang, & pour la conſervation, & défenſe des vies, biens & Païs de nous & de nos ſucceſſeurs, par mûre déliberation & bon conſeil, & pour l'utilité, profit & avantage de nos ſuſdits deux Païs; nous Ducs & Comtes ſuſnommez, tant pour nous que pour nos nobles, tant preſents qu'avenir de nos deux Païs, Chevaliers, ſerviteurs & pour leurs ſucceſſeurs, enſemble les habitans de nos ſuſdits deux Païs,*

ANS de J.C. 1339.

ende rijpen raede, om de openbare nutſchepe, profijt, ende orboor van de voorſchreven twee Landen. Hebben wy Hertoghe, ende Grave voorſchreven, ons, ende onſe naecomende de Edele van onſe twee Landen, Ridderen, Knapen, Mannen, ende over haer nacomers, metten goeden lieden vanden Steden van beyde onſe Landen voren ghenoemt, ende wy Communghemeyns, Schepenen, Raet, ende t'commun vande voorſchreven Steden van Brabandt, Borghemeeſters, Vooght, Prooſt, Schepenen, Raedt, ende al t'commun van de voornoemde Steden van Vlaenderen, oyer ons, ende onſe naecomers, met onſe voorſchreven Princen, ende inden name van allen den anderen Steden, Meyers, Landen, ende Caſſelrijen vanden gheheelen Lande van Brabant ende van Vlaenderen gheordonneert, gheaccordeert, over een ghedragen ende verbonden, inder manieren naevolgende.

I. In't eerſte dat van deſen daghe voort, ende eeuwelijck ghedurende, ſoo wie die eenich van ons Hertoghe ende Grave voornoemt, van onſe naecomers, ofte van onſen Lande van Brabant ofte Vlaenderen, ſteken, dringhen, beſluyten, veronrechten, oft deiren wilde, met Oorloghe oft anders, in wat maniere dat ware, in ſiele, lijve, oft in goede, dat wy elckanderen, in goede trouwe ende ſonder erghelijſt, beſchudden, beſchermen, helpen, verwaren ende ontcommeren ſouden, met lijve ende goede, welcke tijden, ende alſoo menichwerven, dat wijſe oft eenich van onſlieden ſullen verſocht weſen, op ons ſelfs koſt, ende ghelijck ons ſelfs Landen. Behouden die, dat de ghene die den anderen, in hulpe, beſchudde ende ſecours comen, ſoude moghen nemen redelijcke ende tamelijcke (in des anders Landt) fourage te haren Peerden.

II. Item, dat wy Hertoghe ende Grave voornoemt, onſe nacomers, oft eenighe van onſe lieden van onſen Landen van Brabant ende van Vlaenderen, oft eenich vanden twee Landen, nimmermeer oorloghe beghinnen oft voren aengrijpen moghen op yemanden, ſonder den Raet, wille, ende conſent van de twee Landen voorſeyt, Oft het ne ware dat op ons Hertoghe ende Grave voornoemt, op onſe nacomers, ofte op eenich van onſlieden, oft op eenich van onſe nacomers, op onſe voornoemde twee Landen, oft eenich van dien Landen, oorloghe, quetſinghe, oft deire, voren beghonnen ware by eenigen Prince oft andere perſoonen, dat wy ons voornoemde twee Landen, elck de ſijne, ſonder conſent ende raedt van den anderen, verhoeden, beſchudden, beſchermen, ende bewaren mochte in dit ſtuck, ende dan ware elck anderen ſchuldich te ſijne behulpich, inder manieren dat verclaert is in't eerſte poinct van deſen verbonde.

III. Item, waert ſoo dat wy eenighe oorloghe te gadere beghonnen oft ghemeyne waren aenghegaen op yemant, oft wancoſt doen om des anderen ſake bejaecht oft ghecreghen hebben, dat d'een Heere ende ſijn Landen, ſonder conſent van den anderen Heere ende Lande nimmermeer vrede, beſtant, Peys, noch Accoort maken ſouden.

IV. Item, hebben wy ghelooſt, ende ghelooven elckanderen, dat wy om de voornoemde twee Landen te houden in goeden peyſe, Coopmanſchappe ende neeringhe. Sullen helpen beraden, trooſten d'een den anderen met alle onſe macht, en in allen ſaken, ende hebben ghenomen ende nemen alſnu elck van onſlieden binnen ſijnder macht ende Heerſchappije, beede by watere ende te Lande, de Lieden ende alle de Inwoonende vanden anderen Lande, ende elck ſonderlinghe, in onſe beſchermeniſſe ende ſeker behoet. Ende in't gelijcke alle Cooplieden van ſoo wat Lande ſy zijn, haer goet, haer Coopmanſchepe, ende haer meyſnieden, commende, weſende, ende keerende binnen den palen vanden voorſz. twee Lan-

Païs, & nous Communautez, Eſchevins, Conſeils, & bourgeois de nos ſuſdites Villes de Brabant, Bourguemaitres, Baillifs, Prevoſts, Eſchevins, Conſeils, & tous les bourgeois de nos ſuſdites Villes de Flandres, tant pour nous, que pour nos ſucceſſeurs, deſcendans avons avec nos ſuſdits Princes & au nom de toutes les autres Villes, Mayeries, Païs & Châtellenies de tous les Païs de Brabant & de Flandres ordonné, accordé, convenu & nous ſommes obligez comme s'enſuit.

ANS de J.C. 1339.

I. En premier lieu que dès cejourd'hui & pour toûjours, quiconque voudra forcer, arrêter, faire tort, ou endommager quelqu'un de nos Duc & Comte ſuſdits, de nos ſucceſſeurs ou de nos Païs de Brabant ou de Flandres, par guerre ou autrement en quelque manière que ce ſoit, ſoit en leur ame, vie ou biens, nous nous protegerons, ſoûtiendrons, deffendrons & ſecourrons l'un l'autre de nos vies & de nos biens, toutesfois & quantes que nous en ſerons requis, à nos propres dépens, & comme nos propres Païs, excepté que ceux qui viendront au ſecours des autres pourront prendre dans le Païs qu'ils viendront deffendre du fourage pour leurs chevaux ſuivant qu'il ſera convenable & de raiſon.

II. Item, que nous Duc & Comte ci-deſſus nommez, nos ſucceſſeurs, ou quelqu'un de nos Païs de Brabant & de Flandres, ne commenceront ou continueront jamais de guerre, contre quelqunn ſans le conſeil, volonté, & conſentement deſdits deux Païs, & que s'il y avoit quelque guerre, injure, ou dommage commencé contre nos Ducs & Comtes ſuſnommez, ou nos deſcendans, ou contre quelques uns de nous, ou de nos deſcendans, contre noſdits deux Païs, ou contre quelques uns d'eux par quelque Prince ou autre perſonne, que nous ne pourons deffendre & proteger noſdits deux Païs, ou chacun le ſien ſans le conſentement & conſeil des autres, mais que en ce cas les uns ſeront obligez de deffendre les autres en la maniere portée par le premier article de ce traité.

III. Item, que s'il arrivoit que nous euſſions conjointement commencé ou ſoûtenu quelque guerre contre quelcun, ou fait de faux frais pour deffendre la querelle l'un de l'autre, le Souverain & ſes Païs ſans le conſentement de l'autre Seigneur & de ſes Païs, ne pourra faire aucune Paix, trêve ni accord.

IV. Item, nous nous ſommes promis, & promettons réciproquement que pour entretenir leſdits deux Païs en bonne paix, Commerce & négoce, nous nous conſeillerons & conforterons l'un l'autre de tout nôtre pouvoir & en toute occaſion; & pour cet effet avons pris & prenons chacun de nous en nôtre pouvoir & Seigneurie, ſoit par terre ſoit par mer, & les gens & habitans des autres Païs & chacun d'eux en nôtre protection & Sauvegarde, & ſemblablement tous les marchands de quelque Païs qu'ils ſoient, comme auſſi leurs biens, marchandiſes, & leur famille venans & étant dans les limites de nos ſuſdits deux Païs, en payant les juſtes droits de la douane, dettes, & amendes qui pourroient être encourues ſelon les Loix & uſage du Païs;

& c'eſt

ANS de J. C. 1339.

Landen, betalende haren rechten Tol, coſtumen, ende ſchulden, ende van haren miſdaden haren amenden, naer Wetten, ende uſaghen vanden Lande: Ende is ons ghemeene conſent ende begheerte, dat de Cooplieden vanden voornoemde twee Landen hem peyſivelijck onderlinghe gheneren, ende dat elck coopen mach in des anders Landt, alle maniere van Coopmanſchepe, ende die voeren oft doen voeren, binnen ſijnen Landen, te ſijnen profijte, ſonder belet ofte verlet van yemande, betalende dat ſy ſchuldich zijn te betalene, alſoo voorſchreven is.

V. Item, hebben wy gheordonneert, omme die Coopmanſchepe ende neeringhe te houden binnen de voorſz. twee Landen, datmen ordonneren ende ſlaen ſal eene ghemeene Munte, goet ende weerdich, die haren loop hebben ſal in beyde de Landen voorſz. De welcke ſal blijven ſtaende in een poinct ſonder verwandelen t'eeuwelijcken daghe, oft het ne ware by ghemeene conſente ende overeendraghen van beede de Princen, ende van beede de gheheele Landen boven gheſeyt. Ende daer toe ſalmen nemen ende kieſen twee perſoonen van elcks Heeren weghe voorſeyt, ende eenen perſoon uyt elck vande drye goede Steden van Brabandt voornoemt, dats te wetene Leuvene, Bruſſel ende Antwerpen. Ende van Vlaenderen, dats te weten, Ghendt, Brugghe ende Ypre, die Waerdeyne daer af weſen ſullen, dat te wetene die Waerdeyne uyt Brabandt ghecoren, die Vlaemſche Munte te waerderene, ende die Waerdeyne uyt Vlaenderen ghecoren, die Brabantſche Munte te waerderene, de welcke, Waerdeyne uyt Brabant commen ſullen inde Stede van Ghendt, ende die Waerdeyne uyt Vlaenderen ſullen commen inde Stede van Leuvene, t'elcken drye maenden oft corter, by alſoo dat hen orboor ende profijt dunct, t'eewelijcke daghe gheduerende. Ende ſullen haer aſſaye doen loyalijck ende in goeder trauwe, ende op den eedt die ſy daer af doen ſullen, t'allen tijden datmenſe vermaken ofte vernieuwen ſal. Daer by is te wetene, dat alle andere Munte, ſonder deſe, die loop hebben ſullen binnen de voorſz. twee Landen gheprijſt, ende ghewaerdeert ſullen weſen naer haer rechte weerde ende prijſe vander ghemeener Munte voornoemt.

VI. Item, waert dat wy, ofte eenich van onſlieden ofte onſe naercommers, ofte eenighe van hemlieden, t'eenighen daghe d'een van den anderen ons van onrechte te beclaghen hadden, oft te dolerene, in wat manieren, ofte in wat ſaken, ofte hoe menichwerven dat weſen mochte, waert van ſaken den Princen, Landen, den Steden, den Caſſelrien, ofte ſinguliere perſoonen toucherende, dat die gene die hem te beclaghene hadden, die ſake van hare clachte ontbieden ſouden by boden, oft by gheſchrifte, den Heeren, den goeden Steden, van den anderen Lande, ofte den ghenen wiens lieden ende ſubjecten men de miſdaet aenlegghen ſoude, ende verſoecken daer af recht, ende beteringhe naer de miſdaet. Ende ſoo waere die Heere, ſijne Steden, oft die ghene die aldus verſocht, ende gheſommeert weſen ſoude, dat onrecht ende die miſdaet, ſchuldich te beteren, ofte te doen beteren, ende te doen berechtene den ghenen wie het toucheren mach, ende aengaen ſoude, binnen acht daghen navolghende der tijdt dat s'ijs eerſt verſocht weſen ſouden. Ende in ſtic date ſeſe ſaken niet afgheleyt noch ghebetert en worden binnen die acht daghen, alſoo voornoemt is, om te verhoedene dat nemmermeer t'eenighen daghe rijſen noch ſpruyten en mochten, oorloghe, geſchille ofte diſcordie, tuſſchen ons Hertoghe ende Grave voornoemt, tuſſchen onſe naercomeren, tuſſchen onſe voornaemde twee Landen, noch tuſſchen eenighe Steden, Caſſelrien, ofte ſingulier perſoonen vande voornoemde twee Landen, hebben wy gheaccordeert, ende verbonden al nu, dat elck van ons Hertoghe ende Grave voorſchreven, ofte van onſe naercommers, eewelijck

ANS de J. C. 1339.

& c'eſt nôtre commun conſentement & déſir que les Marchands des ſuſdits deux Pais ſe comportent paiſiblement, & que chacun puiſſe acheter dans le Pais de l'autre toute ſorte de Marchandiſe, & les voiturer ou faire voiturer dans ſon Païs à ſon profit, ſans trouble ou empêchement d'aucun, en payant ce qu'ils ſeront tenus de payer, comme dit eſt.

V. Item, nous avons ordonné, pour entretenir le dit Commerce & négoce dans les ſuſdits deux Pais, que l'on ordonnera & frapera une Monnoye commune bonne & loyale, qui aura ſon cours dans les deux Pais ſuſdits; laquelle demeurera en un même point ſans qu'il y ſoit jamais fait aucun changement, ſi ce n'eſt du conſentement unanime des deux Princes & Pais ſuſmentionnez. Pourquoi ſeront choiſies deux perſonnes de la part de chacun deſdits Seigneurs, & une perſonne de chacune de trois Villes de Brabant, ſavoir, de Louvain, Bruxelles & Anvers. Et de Flandres, ſavoir, Gand, Bruges & Ypre, qui en ſeront les Eſtimateurs, ſavoir eſt que les Eſtimateurs choiſis de Brabant, mettront le prix à la Monnoye de Flandres, & les Eſtimateurs choiſis de Flandre, mettront le prix à la Monnoye de Brabant, leſquels Eſtimateurs de Brabant viendront dans la Ville de Gand, & les Eſtimateurs de Flandres dans la Ville de Louvain, chaque trois mois tout au moins, en ſorte que l'avantage en demeure eternellement, & ils feront leur eſſay loyalement & de bonne foi, & ſur le ſerment qu'ils en prêteront, chaque fois qu'on la rejera ou renouvellera: bien entendu que toute l'autre Monnoye, & ſpecialement celle, qui aura cours dans les ſuſdits deux Pais ſera appreciée & evaluée ſelon ſon juſte prix & valeur par les communs Eſtimateurs ſuſdits.

VI. Item, que s'il arrivoit ci-aprés en quelque tems que ce fût que nous, ou quelqu'un de nous; nos deſcendans, ou quelqu'un d'eux vinſſent à former quelque plainte l'un contre l'autre pour quelque tort en quelque maniere, ou quelque choſe & ſi ſouvent que ce ſoit, ſoit pour choſe qui regarderoit les Princes, les Pais, les Villes, Châtelenies, ou quelque perſonne particuliére, que celui qui auroit à ſe plaindre denoncera ſa plainte par un meſſager, ou par écrit aux Seigneurs, aux bonnes Villes de l'autre Pais, ou a ceux contre les gens ou ſujets deſquels on auroit action, & leur demandera juſtice & reparation, ſelon le delict. Et ſera le Seigneur, la Ville, ou celui qui ſera ainſi requis & ſommé de faire droit ſur le tort ou delict, obligé à la requête du demandeur de le faire dans huit jours, à compter de celui que ladite demande ou ſommation aura été faite. Et qu'en cas que l'affaire ne pût pas être terminée dans leſdits huit jours, comme dit eſt, pour empêcher qu'aucune guerre, different ou diſcorde n'arrive entre nous Ducs & Comtes, nos deſcendans, nos ſuſdits deux Pais, ni entre quelques Villes, Chatellenies, ou perſonne particuliére deſdits deux Pais, nous avons accordé & traité dés à preſent, que chacun de nos Ducs & Comtes ſuſdits, ou de leurs deſcendans a jamais, & en quelque tems que le cas arrive prendra deux honnêtes gens de ſon Conſeil, & chacune des trois Villes de Brabant un échevin, & chacune des trois Villes de Flandres ſuſdittes un échevin, leſquelles dix perſonnes s'aſſembleront dans le Pais du demandeur ou plaignant, & dans une des quatre bonnes Villes de ce Pais, & qui ſera la plus proche des Villes, où le tort ou dommage en queſtion aura

ANS de J. C. 1339.

lijck ghedueren de, ende t'allen tijden dat te doene weſen ſal, nemen ſal twee goede lieden van ſijnen Rade, ende elck van drie goede Steden van Brabant, eenen Schepene, ende elck vande drie goede Steden van Vlaenderen voornoemt eenen Schepenen, de welcke thien perſoonen vergaderen ſullen in dat lant, daer de ghene toebehooren die hem beclaghende zijn, ende in een vande vier goede Steden van dien Lande die naeſt is der Steden daer dat onrecht ghedaen oft gheſpruyt is, binnen achte daghen na dat ſijs vermaent ſullen zijn, ſonder fraude, ende ſullen doen openbaerlijc haren eedt, als ſy vergadert weſen ſullen in preſentie elck van andere, op die Heylighe Evangelie, loyalijck te onderwindene ende inquirerene, dat rechte, ende waere van die clachten, ende geſchillen, ende diſcordien, ende die te termineren, ende ſentencieren, ende te accorderen, nae recht, ende redene, ſonder eenighe partie daer inne te draghene. Ende ſullen beletten ende verhoeden alle ſaecken, ende materien van diſcordie. Ende en ſullen uyt dier Steden nimmermeer ſcheyden, oft het ne ware, dat ſy oft eenich van henlieden by Sonneſchijne daer uyt voeren, ende binnen dien ſelven daghe by Sonneſchijne weder daer inne quamen totter tijdt dat ſy al die ſaecken, daer ſy om vergadert weſen ſouden, ghetermineert, vereffent, ghepaeyt ende gheaccordeert ſullen hebben. De welcke thien perſoonen die aldaer ghecoren ende ghedeputeert weſen ſullen, ende alſoo menichwerff alſt te doene weſen ſal, wy, ende elck van onſlieden over ons ende onſe naercommers gheven als nu, volle macht, authoriteyt, ende ſpeciael bevel, die ſaecken daer ſy toe ghecoren ende ghedeputeert weſen ſullen te inquirerene, te terminerene, ende te ſententierene, te vereffene, ende te accorderene, inder manieren dat voorſeyt is: ende gheloven alle, ende elck van onſlieden by hem, over ons, onſe naercommers te houdene, ende te volcomene, wel, ende gheſtadelijck al 't ghunt dat by die thien perſoonen ghedeputeerde, gheinquireert, ghetermineert, ghewijſt, vereffent, ende gheaccordeert weſen ſal, in alle die ſaecken, ende elcke ſonderlinghe, ſonder nimmermeer iet te doene oft te attenteren, in contrarie: Ghevielt oock dat eenich vande voornoemde thien perſoonen, quame van lijve ter doot, binnen den termijne dat ſy vergadert waren om te tracterene, eer dat ſy haer laſt ghetermineert ſouden hebben, ſoo is ons conſent ende wille hoe menichwerf het gheviele, dat de ghene by wien die perſoon ghecoren ende ghedeputeert was, eenen anderen vanden ſelven Rade, oft Schependomme kieſe, ende ſtelle in ſijne Stede binnen den derden daghe naer dien datmen verſocht ſal zijn, ſonder fraude: Den welcken wy, ende elck van ons lieden over ons, ende over onſe naercomers gheven aldus volle macht, authoriteyt, ende bevel in alle ſaecken, alſoo d'andere hadden eer hy quam van lijve ter doodt. Ende ſullen deſe gedeputeerde, ende elck van henlieden bedwonghen ende gheconſtringeert zijn de voornoemde commiſſie, ende laſtinghe te aengaene, ende te doene, in der voorſchreven maniere, by den ghenen dieſe kieſen ende deputeren ſullen, by alſoo dat daer aff eenich onbehoorich weſen wilt, oft in ghebreke ware: Oock ſoo dat de voorſchreven thien perſoonen, ofte eenich van henlieden, op eenich ſtuck daer ſy mede ghelaſt weſen ſouden, begheerden den raet vanden ghenen daer hy by ghecoren ware, dat ſy hem beraden mochten aen den ghenen die vanden ſelven Rade oft Schependomme weſen ſoude, midts dien dat ſy uyt die Stede, daer de Commiſſariſen vergadert weſen ſullen, niet ſcheeden ſouden, inder manieren dat voorſeyt is.

VII. Item, hebben wy belooft, ende beloven elck andere in goede trouwe, dat om ſaecken die gheſchien oft mach ghevallen tuſſchen ons, oft tuſſchen eenich van onſlieden, oft tuſſchen onſe naercom-

aura été commis, dans huit jours de la ſommation qui leur en aura été faite, & ce ſans fraude; & feront publiquement leur ſerment en préſence l'un de l'autre, ſur les Saints Evangiles, lors qu'ils ſeront aſſemblez, & s'informeront & s'inſtruiront loyalement du droit, & de la verité de la plainte, demande, different & diſcorde, pour les terminer, ſententier & accorder ſelon droit & raiſon; ſans favoriſer une partie pluſque l'autre, & empêcheront & deffendront toute affaire & matiere de diſcorde. Et ne ſortiront point leſdittes dix perſonnes de ladite Ville; ou s'il arrivoit qu'elles en ſortiſſent, que ce ſera de jour, pour y rentrer le même jour avant Soleil couchant, juſques à ce que toutes les affaires, pour leſquelles elles ſe ſeront aſſemblées ſoient plaidées, terminées & accordées. Auxquelles dix perſonnes qui ſeront la choiſies & deputées, & toutes fois & quantes beſoin ſera, nous, & chacun de nous & de nos deſcendans, donnons dès à préſent plein pouvoir, authorité, & mandement ſpecial, de l'inſtruire des affaires, pour leſquelles elles auront été choiſies & députées, & de les terminer, accommoder, ſententier & accorder, en la maniere que deſſus; & donnons, tous & chacun de nous & de nos deſcendans credit, & parfaite autorité & pour toûjours à tout ce que leſdittes dix perſonnes députées auront terminé, accommodé, & prononcé & en toutes choſes & à chacune en particulier ſans jamais rien faire ni attenter à l'encontre, & que s'il arrivoit que quelqu'une deſdittes dix perſonnes allât de vie à trepas pendant le tems qu'elles ſeront aſſemblées pour traiter, & avant que leur commiſſion fût finie, nôtre conſentement & volonté, eſt qu'autant de fois que cela arrivera ceux par leſquels cette perſonne, aura été choſie & députée en éliront une autre du même Conſeil, ou corps d'Echevins & la mettront en ſa place dans trois jours, aprés qu'ils en auront été requis, & ce ſans fraude. A laquelle perſonne nous & chacun de nous, & de nos ſucceſſeurs donnons auſſi plein pouvoir, autorité, & mandement en toutes choſes, comme l'avoit l'autre en la place de laquelle elle viendra, avant qu'elle allât de vie à trepas. Et ſeront leſdits députez & chacun d'eux contraints, & obligez d'accepter ladite charge & commiſſion, par ceux qui les auront choiſis & députez au cas que quelqu'un d'eux y voulût contrevenir, ou demeurer en deffaut. Et auſſi que ſi les ſuſdites dix perſonnes, ou quelques unes d'elles deſiroient de prendre Conſeil, ſur quelque point de l'affaire, dont elles ſeroient chargées, de ceux de qui elles auront été élûës, elles pourront conſulter ceux du Conſeil même ou corps des Eſchevins, à condition qu'elles ne ſortiront pas de la Ville, où elles ſeront aſſemblées, comme il a été ci devant dit.

VII. Item, avons promis & promettons chacun en bonne foy, que pour les affaires qui ſurviennent ou pourroient ſurvenir entre nous ou entre quelques uns de nous; ou entre nos deſcendans ou quelques-uns d'eux,

ANS de J. C. 1339.

commers, oft tuſſchen eenich van henlieden, wy, noch onſe naercommers en ſullen doen, oft nemen, ander wrake, noch oorloge porren, noch pandighen doen doen, d'een op den anderen, ſonder de clachten doende, oft daer af recht heyſſchende aen de ghene die daer toe ghedeputeert weſen ſullen, inder maniere dat is voorſchreven: Ende ne ſullen eenighe ſaecken doen, oft ghedoogen te doene, daer Coopmanſchappen by belet weſen mach, vrijelijcke te gane ende te keerene, vanden eenen Lande in d'andere, haer recht betalende, alſoo boven voorſeyt is.

VIII. Item, hebben wy gheaccordeert ende verbonden, om alle de puncten die hier inne gheſchreven ſtaen, ende elck punct ſonderlinghe gheſtadelijck te doen houden, t'eeuwelijcken daghe ſonder breken: Dat waer't ſoo, dat wy Hertoghe ende Grave voornoemt, ofte eenich van onſlieden, ofte onſe naercommers, ofte eenich van henlieden t'eeuwighen daghe tegen deſe Verbonde, oft eenich punct dat in deſe lettere gheſchreven ſtaet, ſtaken of ginghen, in ſoo wat manieren dat ware, by ons ofte andere perſoonen, dat daer by deſe ordonnantie ende accorde van minder weerde, oft min geſtade niet weſen ſoude, nemaer dat die ander Heeren, ende beyde de gheheele Landen voornoemt, die Heeren, die eenich poinct van deſe ſake breken wilde, conſtringeren ende bedwinghen ſouden, met al haer vermoghen te doen houdene de Ordinancien ende elck poinct ſonderlinghe, inder manieren dat ſy hier gheordonneert ende geſchreven zijn. Ende en ſullen ghedoogen de voornoemde twee Landen, elck van ſijnen Heere ende Prince, die hier af rebel oft contrarie weſen wilde, dat hy nemmermeer by hem, oft by ander perſoonen, eenich profijt, bate, amende, ofte ander voordeel heffenne ſal, noch ontfaen, ofte in ſijn orboor in eeniger maniere laten commen, totter tijdt dat ſy alle deſe Verbonden, Voorwaerde, ende Accord, ende elck poinct ſonderlinge, wel, ende ghetrouwelijck houden ende volcommen ſullen. Waert oock ſoo, dat eenich vande voornoemde Landen Brabant oft Vlaenderen, eenighe ſinguliere Steden, Caſſelrie, Meyerie, ofte ſinguliere perſoonen, ſoo wie ſy waren, vanden eenen voorſchreven Lande, oft van beede, teghens deſe Verbonde ofte teghen eenich poinct datter in gheſchreven is, ſtaken, oft ginghen, in ſoo wat maniere dat weſen mochte. Dat daeromme deſe Ordinantie ende Accord niet min blijven en ſouden, goet, vaſt, ende gheſtade: Nemaer dat beede die Heeren ende Princen, mitſgaders de Steden, Caſſelrien, Meyerien commene, die deſe verbonde wel houden ſouden, die andere rebelle ende onverhoorighe conſtringeren ende bedwinghen ſullen, ſonder eenich dilay, met al harer macht, ende met alle manieren van conſtrainte, die ſy op heurlieden, ende op haer goet doen ſullen moghen, totter tijdt dat ſy alle deſe Verbonde, Voorwaerde, ende Accorde, ende elck poinct by hem wel ende gheſtadelijck houden ende volcommen ſullen.

IX. Item, om dat alle daghe nieuwe ſaecken, ende materien ſpruyten, rijſen, ende voor ooghen commen, daer den voorſchreven Landen af commen mochte commer ende onprofijt. Soo zijn wy gheaccordeert, elck met anderen, dat de voorſchreven twee Heeren, ende haer naercommers, ende die ſes goede Steden vande voornoemde twee Landen, elck jaer eeuwelijck gheduerende, ten drye termijnen van haren lieden ſenden, ende vergaderen ſullen. Dats te wetene op den veerthienſten dach naer Lichtmiſſe onſer Vrouwen binnen der Steden van Ghendt, ende op den veerthienſten dach naer S. Jans midtſomer, inde Steden van Bruſſel, ende op den veerthienſten dach naer Alle heylighen dach, in die Stede van Aelſt: in welcke Steden, ende vergaderinghen,

ANS de J. C. 1339.

nous ni nos deſcendans ne nous vengerons ni porterons la guerre l'un contre l'autre, ni ferons uſer de repreſailles l'un ſur l'autre, ſans former auparavant des plaintes & ſans demander juſtice à ceux qui à ce ſeront députez en la maniere ſuſdite, & ne feront ou ſouffriront faire aucune choſe qui puiſſe empêcher le Commerce, & d'aller & venir librement d'un Païs dans l'autre en payant les droits, comme dit eſt ci-deſſus.

VIII. Item, avons traité & convenu que pour faire obſerver les points ci-deſſus, & chacun d'eux en particulier, ſans en jamais enfraindre aucun. Que s'il arrivoit que nous Ducs & Comtes ſuſnommez ou quelqu'un de nous, nos deſcendans, ou quelqu'un d'eux venoit jamais à contrevenir à cette alliance, ou à aucun point des articles qui ſont contenus dans ces préſentes, en quelque maniere que ce ſoit par nous mêmes, ou par autres perſonnes, que les ordonnances & accords, n'en ſeront pas pour cela de moindre valeur ou ſolidité, mais que les autres Seigneurs & les deux Païs entiers ſuſnommez obligeront de tout leur pouvoir les Seigneurs qui voudroient enfraindre quelques uns de ces points à obſerver ces Ordonnances, & chaque point d'icelle en particulier de la maniere qu'elles ſont ici ordonnées & écrites. Et ne ſouffriront les ſuſdits deux Païs, qu'aucun de ſes Seigneurs & Princes, qui voudroient être rebelles & contraires à ce que deſſus, puiſſent jamais tirer ni recevoir d'eux ou d'autres perſonnes, aucun profit, amande ou autre avantage ni leur en laiſſer revenir en quelque maniere que ce ſoit, juſques a ce qu'ils ayent bien & fidelement obſervé de point en point leſdites Alliances, Conditions, & Accord. Et que s'il arrivoit auſſi que quelqu'un des ſuſdits Païs de Brabant & de Flandres, quelque Ville particuliére, Châtelenie, Mayrie, ou perſonnes particulieres, quelles qu'elles ſoient de l'un ou de l'autre Païs, ou de tous les deux, allaſſent à l'encontre de ladite Alliance, ou de quelques points y contenus en quelque maniére que ce ſoit, que pour cela ladite Ordonnance & Accord ne laiſſera pas de demeurer dans ſa force & vertu; mais que les deux Seigneurs & Princes, enſemble les Villes, Châtelenies, Mayries, qui s'en tiendront à cette alliance contraindront & forceront les autres rebelles, & contrevenans ſans delay & de tout leur pouvoir, & par toute voye de contrainte tant ſur eux que ſur leurs biens, juſques à ce qu'ils ayent obſervé parfaitement, & de point en point leſdites Alliance, Conditions & Accord.

IX. Item, & parce que tous les jours, il arrive de nouvelles affaires & matiére, qui peuvent être au dommage & deſavantage des ſuſdits Païs, nous ſommes convenus par enſemble que les ſuſdits deux Seigneurs, & leurs deſcendans & les ſix Villes des ſuſdits deux Païs, chaque année & ſans jamais diſcontinuer, ils envoyeront tous les quatre mois leurs gens pour s'aſſembler; ſavoir le quatorſiéme jour d'aprés la nôtre Dame de la Chandeleur dans la Ville de Gand, & le quatorſiéme jour d'aprés la Saint Jean mi-Eté, dans la Ville de Bruxelles, & au quatorſiéme jour d'aprés la Touſſaint dans la Ville d'Aloſt. Dans leſquelles Villes & aſſemblées, on ordonnera & propoſera toute ſorte d'affaire, & les meilleurs points qui pourront convenir au preſent accord & Alliance, & qui pou-

ANS de J. C. 1339.

ghen, men ordonneren, ende overeen draghen sal, alle manieren van saken, ende goede poincten, die met desen Accorde, ende verbonde gaen moghen, ende die de voorschreven twee Landen bringhen moghen in nutschap, orboor, ende profijt.

X. Ende om dat wy, ende elck van onslieden, willen, ende begheeren, dat desen Peyse, ende Accorde, Voorwaerde, ende Verbonde die in dese lettere gheschreven staen, zijn, ende blijven, wel ghetrouwelijck, ende vaste ghehouden, ende volcommen, t'eeuwelijcken dage, sonder in eenich poinct, oft articule daer teghen te gane oft te doene in eenigher maniere: Hebben wy Hertoghe, ende Grave, over ons, over onse naercommers ende over de Edele vande voornoemde twee Landen, Ridders, Cnapen, Mannen, ende hare naercommers, ende over alle d'ander Steden, Casselrien, Meyerien, ende Communie van onse voorschreven twee Landen, die hier specialijck niet gheschreven zijn, ende over haer naercommers, met onse Steden voren ghenoemt, ende sy met ons, over hen, haer naercommers, ende sy inde name vande twee gheheele Landen voornoemt, alle dese saken, accorden ende voorwaerden, ende elck poinct sonderlinge, gelooft, ende verbonden, d'een den anderen by onsen Riddenschap, by onse trouwe sekerhede, ende by onsen eede, openbaerlijck ghedaen, ende geleyt onse handen op de Heylige Evangelie, te houdene, ende doen houden, t'eeuwelijcken dage sonder breken.

XI. Ende mitsgaders dese, hebben wy ghelooft, ende ghelooven elcandere, dat wy nemmermeer soecken ne sullen, ne ghedoogen te soecken, dispensacie, ofte verlaet van Pausen, van Coninghen, van eenighe Souverainen oft van eenich ander Prelaet, oft Princen, noch absolutie van onsen ghelooven, oft van onsen eede die wy hier ghedaen hebben. Ende ne sullen laten om verbot ofte bevelen van eenighe Overheere, wy en sullen houden alle de saecken die hier inne gheschreven zijn, ende elck punct by hen wel, ende ghestadelijck, ende wy ne sullen niet ons daer af stellen in eenighe blijsvene oft Lantschepe, noch ne sullen quijte schellen d'een den anderen van eenighe saecken hier voornoemt, noch ne sullen laten om eenighe saecken die herte ghepeysen mach, oft die gheschien mach, wy ne sullen houden d'een d'ander, alle de voorwaerde puncten, ende articulen, ende elck sonderlinge die in dese letteren gheschreven staen: Ende al noch hebben wy belooft d'een den anderen, ende ghelooven over ons ende onse naercommers, om in alle dese saecken bet te versekere, die achter t'lijf van ons Hertoghen ende Graven voorseyt, de ghene die onse Landen, ende Heerschappije, als oirs, ende naercomers, besitten sullen, voor den tijt dat sy ontfaen wesen sullen ter Heerscheppe als Hertoghen oft Graven, elck van henlieden voren sal doen alsulcken Eedt, obligatien ende gheloften, als wy ghedaen hebben, ende boven gheschreven zijn: Ende ne sullen ghedooghen van deser tijdt voortaen, noch onse naercomers in haren tijt, dat eenich persoon gheroepen zy ten Rade van ons, oft van onse naercomers, hy ne sal doen voren Eedt by sijnder trouwen, ende op de Heylighe Evangelien, te helpen, ende te raden, die Peys, Accort, Verbont, ende alle die saecken, die in dese letteren gheschreven staen, te houden met alle sijn macht ghelijck ende volcomentlijck, sonder nimmermeer eenighe saecken te segghen, te doene, noch te raden, in contrarie; Ende in alsulcker manieren, sullen beloven ende sweeren die Schepenen, Baillieus, d'andere Rechters, ende Officiers van onse Steden ende Landen voornoemt, ten beginsele van haren officie, ende Staten, ende alle dierghelijcke alle Mannen, ter tijdt dat sy haer Leen ontfaen sullen van ons Hertoghen ende Graven voornoemt, ende van onse naercomers.

XII. En-

pourront tourner à l'utilité & à l'avantage des susdits deux Païs.

ANS de J. C. 1339.

X. Et parce que nous & chacun de nous voulons, & desirons que cette Paix, Accord, Conditions, & Alliance qui sont contenuës dans ces presentes lettres, soient & demeurent observées fidélement, fermement & parfaitement à toûjours, sans y contrevenir & faire à l'encontre en aucuns points, & articles en quelque maniere que ce soit, nous Ducs & Comtes, pour nous, nos successeurs & pour les nobles des susdits deux Païs, Chevaliers, Serviteurs, Vassaux & leurs descendans, & pour toutes les autres Villes, Châtelenies, Mayries, & Communautez de nos susdits deux Païs, qui ne sont pas ici specifiez, & pour leurs successeurs, ensemble nos Villes ci-devant nommées, & elles avec nous pour elles & leurs successeurs, & icelles au nom des deux Païs entiers, avons publiquement promis par nôtre serment, fait publiquement, & les mains posées sur les Saints Evangiles, de bien, & fidélement entretenir & observer à toûjours toutes ces affaires, accords, & conditions, & chaque article en particulier, sans jamais les enfraindre.

XI. Et par ces presentes nous avons promis, & promettons conjointement de ne requerir jamais, ni permettre être requis dispense ni absolution de Papes, Rois, d'aucun Souverain, ou d'aucun autre Prelat ou Prince, de nôtre promesse ni de nôtre serment que nous avons fait ici. Et ne laisserons pas pour toute defense, ou commandement d'aucune puissance d'observer les choses, qui sont ci-dedans contenuës ni aucun article d'icelles; & nous ne nous retirerons pas dans quelque demeure ou Païs, ni ne nous quitterons & dispenserons l'un l'autre d'aucune chose ci-dessus mentionnée & ne nous en départirons pas, quelque pensée qui nous vienne dans l'esprit ni quelque chose qui puisse arriver; mais observerons les uns & les autres toutes les conditions, points & articles, & chacun en particulier, qui sont écrites dans ces presentes Lettres. Et derechef avons promis l'un l'autre, & promettons pour nous & nos successeurs, pour plus grande sureté de toutes ces choses, que ceux qui après la mort de nos Ducs & Comtes, posséderont nos Païs & Dominations, comme nos successeurs & descendans, devant que d'être reçû au Gouvernement comme Ducs & Comtes, s'obligeront, promettront, & feront le même serment que nous avons fait & comme il est écrit ci-dessus. Et ne permettrons d'ici en avant ni nos successeurs en leur tems, qu'aucune personne soit appellée dans nôtre Conseil, ou dans celui de nos successeurs qu'il n'aît prêté serment sur sa foi, & les Saints Evangiles de convenir, & conseiller que cette Paix, Accord, Alliance & toutes les choses qui sont specifiées en ces presentes, soient observées de tout leur pouvoir, unanimément & parfaitement, sans jamais dire, faire, ni conseiller aucune chose au contraire; & de la même maniere promettront & jureront, les Echevins, Baillifs & autres Juges & Officiers de nos Villes & Païs, susdits au commencement de leurs charges & Etat, & tous autres Vassaux dans le tems, qu'ils feront leur foi & hommage à nos Ducs & Comtes, & à leurs successeurs.

ANS de J. C. 1339.

XII. Ende het is te weten, dat alle de voornoemde Ordonnantien, Voorwaerden ende Verbonden, ende elck punct sonderlinghe, ghemaeckt, gheloft, verbonden, gheseekert ende ghesworen zijn, behouden in alle andere saecken die hier niet gheschreven zijn die Vrijheden, die Wetten, Costumen ende Usagien van elcker Stede, Casselrije, Meyerije van de twee Landen voorschreven: In oorcontschepe van dese dinghen, hebben wy Hertogen ende Graven voorschreven, over ons ende onse nacommers, mitsgaders onse Steden, dats te wetene, van Brabant, Leuvene, Bruessel, Antwerpen, s'Hertoghenbosch, Thienen ende Leeuwe: Ende wy Arnout byder gratie Godts Abt van Gemblours der ordene van S. Benedictus vanden Bisschopdomme van Ludicke, ter bede van Schepne, ende van al den Commune vander Stadt van Nivele, over hemlieden ende hare nacommers, byde redene dat sy ne ghemeenen seghel en hebben: Ende van Vlaenderen, Ghendt, Brugghe, Ypre, Cortrijcke, Oudenaerde, Aelst ende Gheraertsberghe. Ende onse voornoemde Steden, met ons, over hen ende haren nacrcommers, ende inden name vande twee gheheele Landen boven gheseyt, dese letteren gheseghelt met onse seghel uythanghende: Ende om meer versekerheden van alle de saken, voor waerden ende verbonden voorschreven te houdene, ende te doen houdene, wel ende loyalijck. Hebben wy ghebeden ende versocht aen die Edele van onse twee Landen, dat is te wetene: wy Hertoghe voornoemt, aen onse getrouwe Willem Heere van Hoorne ende van Gaesbeke, Thomas van Diest, Heere Seelem, Willem Heere van Wesemalle Maerschalk van Brabant, Willem van Duvevoorde Heere van Oosterhout, Jan Heere van Rotselare, Drossate van Brabant, Jan van Loen Heere van Cogmont, ende Willem Henrick, Berthout Heere van Duffele, Jan van Levedale Heere van Botstele, Jan Heere van Sombreffen, Jan van Kuick Heere van Hoochstrate, Lodewijck Heere van Diepenbeke, Diederick van Walicourt Heere van Ha ende Maerschalk van Henegouwe, Henrick van Walicourt Heere van Fanerchines, Lodewijck van Beerlaer Heere van Herlemont, Gillis van Quaderebbe Heere van Berghene, Aernoudt van Aelbeke, Jan Pilsier, Jan van Berste, Herman van Os, Loys vanden Burcht Rentmeester van Brabant, Jan van Meldoer, Jan Pulleman Drossate van Brabant, Jan van Wijnigen, Daniel van Bouchout, Hendrick Botersem, Hendrick van Witem, Rachen de Grance Heere van Lintere, Goossen Heere van Godsenhove, Aernoudt vanden Wiere, Willem vanden Bossche, Gheeraert van Borsselare Borchgrave van Gheldenake, Nicolaes van Vilvoorde, Hutenhove, Jan Staienen, Jan van Schoonhove, Kaerle van Revieren, ende Wouter, Heere van Melijn, Ridderen. Ende wy Grave voorseyt ende onse ghetrouwe Hendrick van Vlaendren Heere van Nivenene, Philips Heere van Arele, Simon van Mirabele Heere van Perwijs, Gheeraet Heere van Rasseghem ende van Lens, Rachen van Gavere Heere van Heremers, Aernoudt van Gavere Heere van Schorisse, Jan van Gruythuyse Heere van Ha, Rogier Busetersten Heere van Bouxem, Jan van Axele, Olivier Heere van Poncke, Willem van Nevele, Wolfaert van Ghistele, Gheeraert van Raseghem Heere van Raseghem, Mer Gheeraert van Outre Borckgrave van Ypre, Jan van Belle, Eustaes Pachans, Rogier Heere van Lichtervelde, Segher van Dronghene Heere van Melle, Gheeraert van Ghistele, Daniel van Roosebeke, Simon van Maelstede, Rogier van Vaernewick, Gheeraert van Moerstede, Willem van Straten, Jan van Poelvoorde, Jan van Masseme, Rachen van Herpe, Ridderen, Ghiselbrecht van Leeuwerghem, Gheeraert van Masseme, Daniel van Dronghene, Jan van Herzele, Jan vander Moer, Aernout Bernaghen, Jan van Uytkercke,

XII. Et toutes les susdites Ordonnances, Conditions, & Alliance, & chaque article en particulier sont faits, promis, traitez, assurez & jurez; sauf en toutes les autres choses qui ne sont point ici specifiées, les Libertez, Loix, Coûtumes & Usage de chaque Ville, Châtelenies & Mayries, des deux Païs susmentionnez. En témoin dequoi nous Ducs & Comtes susdits, pour nous & nos successeurs, ensemble nos Villes, savoir, de Brabant, Louvain, Bruxelles, Anvers, Boisleduc, Thillemont & Louvain. Et nous Arnoult par la grace de Dieu Abbé de Gembloux de l'ordre des Benedictins de l'Evêché de Liége, à la requisition des Echevins, & de toute la Communauté de la Ville de Nivelle, pour eux & leurs successeurs, par la raison qu'ils n'ont pas un seau commun. Et de Flandre, Gand, Brughes, Ypres, Courtray, Oudenarde, Alost & Geraetsberg. Et nos susdites Villes avec nous pour elles & leurs successeurs, & au nom des deux Païs entiers ci-dessus, ont sceellé ces presentes; y apposant leur sceau avec le nôtre, & pour plus grande sureté de toutes ces choses, & pour l'observation des conditions & alliance ci-dessus, & les faire observer bien & fidélement, nous avons prié & requis les nobles de nos deux Païs, savoir, nous Ducs susdit nôtre fidéle Guillaume Seigneur de Horne & Gaesbek; Thomas de Diest, Seigneur de Seelem, Guillaume Sieur de Wesemale, Maréchal de Brabant; Guillaume de Duvevoorde, Seigneur d'Osterhout; Jean Sieur de Rotselare, Drossard de Brabant; Jean van Loen, Seigneur de Cogmont; & Guillaume Henrick, Berthout Seigneur de Duffele; Jean van Levendale, Seigneur de Bostele; Jean Sieur de Sombreff; Jean van Kuick, Seigneur de Hoochstraate; Louis Sieur de Diepenbeke; Diederick van Walcourt, Seigneur de Ha, & Maréchal de Hainaut; Henri van Walicourt, Seigneur de Fanerchines; Louis van Beerlaer, Seigneur de Herlemont; Gillis van Quaderebbe, Seigneur de Berghene; Arnould van Aelbeke; Jean Pilsier; Jean van Berste; Herman van Os; Louis vanden Burcht, Receveur de Brabant; Jean van Meldoer; Jean Pulleman, Drossart de Brabant, Jean van Wijnigen; Daniel van Bonchout, Henrick Botersem; Henrick van Witem; Rachen de Grance, Seigneur de Lintere; Gosse Sieur de Godsenhove; Aernould vanden Viere; Willem vanden Bossche; Gerard van Borsselare, Borchgrave van Gheldenake; Nicolas van Vilvoorde; Hutenhove; Jean Staienen; Jean van Schoonhove; Charles van Revieren; & Wouter Seigneur de Melijn, Chevaliers: Et nous Comte susdit & nos fideles Henrick van Flandres, Seigneur de Nivenene; Philippe Sieur d'Arele; Simon van Mirabele, Seigneur de Perwijs; Gheraert Sieur de Rasseghem & de Lens; Rachen van Gavere, Seigneur de Schorisse; Jean van Gruythuyse, Seigneur de Ha; Roger Busetersten, Seigneur de Bouxem; Jean van Axele; Olivier Seigneur de Poncke; Guillaume van Navele; Wolfaert van Ghistele; Gerard van Raseghem, Seigneur de Raseghem; Mer Gheraert van Outre, Borckgrave d'Ypre; Jean van Belle; Eustaes Pachans; Roger Sieur de Lichtervelde; Segher van Dronghene, Seigneur de Melle; Geraerd van Ghistele; Daniel van Roosebeke; Simon van Maelstede; Roger van Vaernewick; Gerard van Moerstede; Guillaume van Straten; Jean van Poulvoorde; Jean van Masseme; Rachen van Herpe, Chevaliers; Ghiselbrecht van Leeuwerghem; Gheraert van Masseme; Daniel van Dronghene; Jean van Herzele; Jean vander Moer; Aernout Bernaghen; Jean van Uytkercke; Loüis van Moerkercke; Hughes van Steelandt; & Jean van Lokerne, Ecuyers. Qu'eux & un chacun d'eux promettent, & jurent d'observer & faire observer de tout leur fidele pouvoir les Ordonnances, Accords, Conventions, Conditions & Alliance ci-dess-

ANS de J. C. 1339.

ANS de J. C. 1339.

kercke, Loys van Moerkercke, Hughes van Steelandt, ende Janne van Lokerne, Knapen. Dat zy, ende elck van henlieden de voornoemde Ordinantie, Accorden, overeen dragen, voorwaerden ende verbonden inder voorschreven manieren willen gheloven ende sweeren te houdene, ende te doen houdene, met allen haren loyalen vermoghen, ende dat sy haer seghel hanghen willen aen dese presente Letteren metten onsen, der Steden, ende des Abts boven gheseyt, in oorconschepe van haren wille ende consent. Ende waert soo dat gheviele in eenighe tijden, dat wy, ons hoors oft onse naercomers ghinghen oft wilden gaen teghen desen verbonde in eenigher maniere, dat niet ghevallen sal, oft Godt wille, dat die Edele boven gheseyt, oft eenich van henlieden, niet ghehouden soude wesen ons te behoedene, in eenigher maniere in dit stuck, nemaer dat sy houden de voorschreve Accorde ende verbonde, t'eeuwelijcken daghe, ende elck poinct by hem (alsoo voorseyt is.) Ende in't stuck daer sy of eenich van henlieden, doen sullen dat wy hem ghebeden ende versocht hebben, wy, noch onse naercommers, hem sullen nimmermeer wanjonst draghen, noch sullen hem daeromme grief of schade doen, noch ghedooghen te doene, nemaer in dat doende, sullen wijse behoeden, beschermen loyalijck teghen alle heden: Ende waert soo dat eenich van onse Rechters, Officiers oste Segijten, ghinghen oste daden in eenich poinct, in contrarien vande voorschreven saken, ende wy Hertoghe ende Grave boven ghenoemt, oft onse naercomers waren in ghebreke de ghene die dat doen sullen te corrigierene. Wy willen ende versoecken aen die Edele van onsen Lande, dat sy, ende elck van henlieden, met onse voornoemde Steden, helpen met alle haere macht, dat die ghene die dit ghedaen sullen hebben, worden ghecorrigeert naer den misgrijpe: Ende wy de Edele boven gheseyt, ter bede en versoecke van onse lieve ende geminde Heere voornoemt, hebben ghelooft ghesekert, ende ghesworen by onsen Eede, openbaerlijck ghedaen, over ons ende onse naercomers, te houdene ende te volcommene ghestadelijck, sonder breken, alle die saken die in dese letteren gheschreven staen. Ende in kennisse ende oorkonschepe der waerheydt hebben wy aen dese presente letteren ghehanghen onsen seghele, metten Seghele van onse lieve ende voornoemde Heeren ende haere Steden, ende des Abts boven gheseyt.

XIII. Ende waert dat gheviele, dat eenich Seghele die voornoemt is, een oste meer ghebrack oft achterbleve te hanghen aen dese teghenwoordighe letteren, daer by ne willen wy niet dat dese saecken ende verbonden, zijn van minder weerde. Maer dat sy zijn, ende sullen blijven alsoo ghestaede, ende van alsulcker macht als sy wesen souden, oft alle die Seghelen daer aen volcomelijck ghehanghen worden.

XIV. Ende als noch, hebben wy Hertoghen ende Graven voornoemt, over ons, ende onse naercomers, met onse voornoemde Steden met ons, over hem ende haren nacommers, ende inden name vande twee gheheele Landen voren gheseyt, belooft ende beloven elck andere, in eenighe tijden waren ghevioleert, gheerghert oste gecorrumpeert, het ware van parckemente, van die Schriftueren, oste van Seghelen, dat wy weder gheven, ende verseghelen souden, den ghenen van ons, die des ghebreck hebben souden, alsulcke letteren, ende alsoo suffisant als dese zijn, alsoo varinghe als wy dies versocht wesen souden, sonder fraude. Dit was ghedaen, ende gheaccordeert, tè Ghendt, op den derden dach vander Maent van December: In't jaer ons Heeren derthien: hondert ende neghen-en-dertich.

dessus. Et qu'ils veulent à ces presentes attacher avec les notres les Sceaux de leurs Villes & Abbayes susdites, en témoignage de leur volonté & consentement. Et posé le cas qu'il arrivât que nous, nos hoirs & successeurs allâssent, ou voulussent aller à l'encontre en quelque maniére & en quelque tems que ce soit, ce qu'a Dieu ne plaise, que les Nobles ci-dessus mentionnez ni aucuns d'eux, ne seront pas obligez de nous maintenir a cet égard, mais qu'ils garderont les susdits Accords & Alliances à jamais, comme il est dit ci-dessus; & qu'a l'égard de ce qu'eux ou quelques-uns deux feront ce dont nous les avons requis; ils n'en recevront jamais de deplaisir ni de nous, ni de nos descendans, ni ne leur ferons souffrir, ni ne souffrirons leur être fait aucun dommage, mais les maintiendrons & deffendrons loyalement contre qui que ce soit. Et s'il arrivoit que quelcun de nos Juges ou Officiers contrevinssent aux choses susdites & sussions, nous Ducs & Comtes ou nos successeurs en demeure de les corriger, nous voulons & prions tous les Nobles de nos Païs, ensemble nos susdites Villes de concourir de tout leur pouvoir à ce que ceux qui l'auront fait soient corrigez selon leur demerite. Et nous les Nobles ci-dessus mentionnez à la priere & requisition de nos cher & amez Seigneurs susnommez, avons promis, assuré, & juré par nôtre serment publiquement fait, pour nous & nos successeurs, d'observer & d'accomplir constamment sans les enfraindre toutes les choses, qui sont contenuës dans ces présentes lettres, & en témoin & reconnoissance de la verité avons à ces présentes lettres attaché nos Sceaux, avec ceux de nos chers Seigneurs susdits & ceux des Villes, & Abbayes ci-dessus.

ANS de J. C. 1339.

XIII. Et s'il arrivoit que quelques Sceaux de ceux susnommez un ou plus, demeurassent sans être attachez à ces présentes lettres, nous ne voulons point pour cela que ces choses & Alliances, soient de moindre valeur. Mais qu'elles seront & demeureront constantes, & d'un tel pouvoir qu'elles seroient, si tous les Sceaux y étoient parfaitement attachez.

XIV. Et de plus, nous Ducs & Comtes susdits, pour nous & nos successeurs, ensemble nos susdites Villes avec nous, pour elles & leurs successeurs, & au nom de tous les deux Païs ci-devant mentionnez, avons promis & promettons l'un l'autre qu'en quelque tems que ce soit, que le parchemin, écriture ou Sceaux, vinssent à être empirez, gâtez, ou corrompus, nous donnerons & scéellerons a ceux qui besoin en auront, d'autres semblables lettres & de pareille suffisance, & valeur que celle-ci & sans fraude. Ce fut fait & accordé à Gand, le troisiéme du mois de Decembre, de l'an de nôtre Seigneur 1339.

CCLXXII.

ANS de J. C. 1340. SAVOYE.

Teſtament de LOUIS DE SAVOYE *Seigneur de Vaud de Bugey & de Valromay, par lequel il établit ſon héritier le Comte de Savoye, en cas que* CATHERINE DE SAVOYE *ſa fille meura ſans enfans.* S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 641.

IN nomine Domini Amen. Anno à Nativitate ejuſdem milleſimo tercenteſimo quadrageſimo, Indictione octavâ, die vigeſimâ nonâ menſis Martii. Nos Ludovicus de Sabaudia Dominus Vaudi, attendentes quod nihil eſt quod magis debeatur hominibus, quam quod ſupremæ voluntatis liber ſit ſtylus; & quod nichil eſt certius morte, & nichil incertius horâ mortis, volentes mortis inſidias prævenire, & potius teſtatus vivere, quam ſub ſpe longioris vitæ decedere inteſtatus; Quia præſentis vitæ conditio ſtatum habet inſtabilem & ea quæ viſibilem habent eſſentiam, tendunt viſibiliter ad non eſſe. Ideirco teſtamentum noſtrum nuncupativum diſponimus & ordinamus ut ſequitur. In primis animam noſtram recommendamus Altiſſimo Creatori & Beatæ Mariæ Matri ejus Virgini Glorioſæ & toti Curiæ Supernorum, Volentes quod corpus noſtrum, cùm ab ipſo anima fuerit ſeparata, tradatur Eccleſiaſticæ ſepulturæ honorificè, prout decet ſtatum noſtrum, ad expenſas hæredis noſtri infra ſcripti, in Monaſterio Altæ-Combæ Ciſtercienſis ordinis, Dioceſis Gebennenſis, Volentes etiam quod ubicumque nos de hac vita migrare contigerit, venerabilis Pater Abbas & Conventus dicti Monaſterii, funus noſtrum deportari faciant, ad expenſas hæredis noſtri infra ſcripti; ad dictum Monaſterium & ipſum funus, ſicut ſupra dictum eſt in ſuo Monaſterio honorificè ſepeliri. Item prædictis Abbati & Conventui Altæ-Combæ, decem libras groſſorum Turonenſium, ſemel, vel decem libras Viennenſes annui redditus, illud videlicet, quod magis placuerit, hæredi noſtro infra ſcripto, pro faciendis duobus anniverſariis ſingulis annis in dicto Monaſterio, pro remedio animæ noſtræ, & Parentum noſtrorum, unum videlicet die obitus noſtri, & aliud die quam elegerint ſeu ordinaverint dicti Abbas & Conventus, damus & legamus. Item volumus, & ordinamus quod in dicto Monaſterio, videlicet in altari dictæ Eccleſiæ, magis propinquo illius loci, in quo funus noſtrum contingerit ſepeliri; celebretur perpetuò, per unum de Monachis dicti Monaſterii, ſemel in die una Miſſa de officio defunctorum, pro remedio animæ noſtræ & parentum, & pro dicta Miſſa celebranda perpetuò ut ſupra, eidem Monaſterio quindecim libras groſſorum Turonenſium ſemel, ſeu quindecim librarum Viennenſium annui redditus damus, & legamus. Item Religioſis Viris, Priori & Capitulo Eccleſiæ Bellicenſis; centum ſolidos groſſorum Turonenſium, pro acquirendo centum ſolidos Viennenſes annui redditus pro faciendo uno Anniverſario in eadem Eccleſia Bellicenſi, die obitus noſtri annis ſingulis, pro remedio animæ noſtræ & Parentum noſtrorum ſemel damus & legamus. Item Monaſterio Sancti Sulpicii dicti Ciſtercienſis ordinis, Bellicenſis Dioceſis quadraginta ſolidos Viennenſes annui redditus, pro uno Anniverſario in dicto Monaſterio, die obitus noſtri annis ſingulis faciendo, pro remedio animæ noſtræ & parentum noſtrorum, in Monaſterio prælibato. Item Monialibus de Bons, ordinis Ciſtercienſis dicti, Bellicenſis Dioceſis, viginti ſoliodos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Prioratibus Alveriæ & de Eytone, Ciſtercienſis ordinis, Gebennenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Prioratuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Conventui Prædicatorum civitatis Gebennenſis & Conventui Fratrum Minorum ejuſdem civitatis, cuilibet ipſorum Conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Conventui Prædicatorum Lauſanenſis civitatis, & conventui Fratrum Minorum ejuſdem civitatis, cuilibet ipſorum Conventuum viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſteriis de Gela, de Alba-Rippa & de Alta-Criſta Ciſtercienſis ordinis, Lauſanenſis Dioceſis cuilibet ipſorum Monaſteriorum, quadraginta ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſterio Monialium de Bella-valle, de Eſtavayé, de Rotondomonte, & de Friburgò Lauſannenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Monaſteriorum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Prioratibus de Charmey, de Parte Dei & de Lancea Ciſtercienſis ordinis, Lauſannenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Prioratuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſteriis de Lacu Jurenſi de Maiſeus & de Fontana-Andreæ, ordinis Præmonſtratenſis, Lauſannenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Monaſteriorum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item cuilibet Hoſpitali in caſtris, & villis noſtris franchis conſtructo, decem ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus, & legamus. Item Fratribus Minoribus de Chamberiaco, & Sororibus Minoritis ejuſdem loci, cuilibet ipſorum Conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonen. ſemel damus & legamus. Item Fratribus Prædicatoribus de Montemeliano, Gratianopolitanæ Dioceſis viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item hoſpitali Civitatis Bellicenſis, decem ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſterio de Monte Sanctæ Mariæ, Ciſtercienſis ordinis, quadraginta ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſterio Romani Monaſt. Cluniacen. ordinis, Lauſann. Dioceſis, centum ſolidos groſſorum Turonen. pro uno anniverſario faciendo in dicto Monaſt. die obitus noſtri, annis ſingulis pro remedio animæ noſtræ & Parentum noſtrorum ſemel damus & legamus. Item operi pontis Petræcaſtri, decem ſolidos groſſorum Turonen. ſemel damus & legamus. Item ſingulis Eccl. Parroch. terrarum noſtrarum Vaudi Gebenn. Bugeſii, Verromeſii, pro candela in elevatione corporis Chriſti, duodecim denarios monetæ currentis in cenſibus, in ſingulis terris, annui redditus, damus & legamus. Item Fratribus minoribus de Frib. & Fratribus de ordine Beati Auguſtini ejuſdem loci, nec non Fratribus de Pontallie ejuſdem ordinis Beati Auguſt. Biſuntin. & Lauſan. Dioceſis, cuilibet ipſorum conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonen. ſemel damus & legamus. Item volumus & ordinamus, quod hæres noſter infra ſcriptus domos & ædificia Conventus Fratrum Minorum de Nividuno, & alia legata, donationes & ordinationes olim factas & facta eiſdem Fratribus per inclytæ recordationis D. Ludov. de Sab. dudum D. Vaudi cariſſimum genitorem noſtrum teneatur perficere, & etiam omnia alia quæ proceſſu temporis ordinare voluerimus; de facto dictorum Fratrum, vel ipſis donare, ſeu legare, ſi morte præoccupati prædicta nequiverimus adimplere. Item cariſſimæ conſorti noſtræ D. Iſabellæ de Cabilone; omnes donationes ex quacumque cauſa, & omnes aſſignationes ſeu aſſetamenta dotis, & dotalicii ipſius, per nos olim ſibi factas & facta confirmamus & plenum robur habere volumus firmitatis, adjicientes quod ſi impoſterum caſu aliquo pedagium noſtrum caſtri noſtri de Cletis ceſſaret ſicut alias evenit, & mercatores qui per dictum caſtrum noſtrum tranſeuntes nobis ſunt dictum pedagium ſolvere conſueti, tranſirent alibi per terram noſtram

ANS de J. C. 1340.

ANS de J. C. 1340.

noſtram Bieugeſii, vel Verromeſii, ſeu Vaudi, vel Geben. vel per quemcumque locum alium terræ noſtræ, dicta Conſors noſtra poſſit per nuncium, ſeu Miniſtros ſuos ſpeciales, ſine impedimento quocumque ſola & in ſolidum levare & exigere dictum pedagium à dictis Mercatoribus, per dictam terram noſtram tranſeuntibus & per modum per quem eſt apud Cletas levari dictum pedagium conſuetum. Item prædictæ cariſſimæ Conſorti noſtræ, Ducentas & quinquaginta libras parvorum Turon. annui redditus, quas habemus in Ducatu Burgundiæ, & quas tenemus in feudum, à D. Duce Burg. ad vitam ipſius Conſortis noſtræ percipiendas, & non ultra; damus & legamus. Item volumus quod dicta Conſors noſtra optionem habeat, cui magis ſibi placuerit homagium & fidelitatem facere, videlicet hæredi noſtro, vel Ill. & magnifico D. Comiti de Sab. de bonis noſtris ſibi aſſignatis pro dote & dotalitio ſuis, & pro aliis donationibus olim per nos ſibi factis, vel etiam pro medietate reddituum, fructuum, & bonorum noſtrorum, in caſu in quo ipſos perlegerit habere, prout ſuperius eſt expreſſum. Item volumus & mandamus per hæredem noſtrum infra ſcriptum, omnes clamores noſtros ſedari, pacificari & emendari, & malè ablata reſtitui breviter, & de plano, abſque Judiciorum ſtrepitu & figura, debitaque noſtra, legata & eleemoſynas perſolvi, & attendi plenariè & perfectè. Item volumus & præcipimus teſtamentum cariſſimi progenitoris noſtri inclytæ recordationis D. Lud. de Sabaudia dudum D. Vaudi attendi, & compleri, eleemoſinaſque & legata in eodem teſtamento per dictum progenitorem noſtrum factas & facta, ſolvi integraliter per hæredem noſtrum infraſcriptum. In omnibus autem aliis bonis noſtris mobilibus & immobilibus, juribus, actionibus præſentibus & futuris, caſtris, villis, territoriis, juriſdictionibus, feudis, retrofeudis, hominibus, vaſſallis & rebus, & bonis quibuſcumque, corporalibus & incorporalibus, quæcumque ſint & ubicumque fuerint, & quocumque nomine cenſeantur & quæ ad nos pertinent, vel pertinere poſſunt, ſeu debent, aut pertinere poterunt, impoſterum ex quacumque cauſa, Catharinam de Sabaudia cariſſimam Filiam noſtram, nobis inſtituimus hæredem univerſalem. Si vero ipſam Cathar. Filiam & hæredem noſtram decedere contigerit quandocumque ſine Liberis naturalibus & legitimis de proprio corpore & legitimo matrimonio procreatis, Magnificum & Egregium Virum D. Aymon. Comitem Sab. cariſſimum agnatum, & Dominum noſtrum, ſeu illum qui pro tempore fuerit Comes Sabaudiæ, in caſu in quo dictus D. Comes, qui nunc eſt; decederet ante dictam Catharinam, dum tamen ille qui tempore obitus dictæ Catharinæ, Comes erit Sabaudiæ, traxerit originem per paternam lineam à ſtirpe Sabaudiæ, eidem Filiæ noſtræ hæredem ſubſtituimus vulgariter, & per fideicommiſſum; In caſu vero in quo ille qui Comes eſſet Sabaudiæ; non eſſet de ſtirpe generis noſtri Sabaudiæ per lineam Paternam deſcendens; prædictâ conditione extante, volumus quod hæreditas noſtra, ad proximiores agnatos, & conſanguineos ſecundum ordinationem juris, vel Patriæ conſuetudinem devolvatur. Item in caſu, in quo hæreditas noſtra ad dictum D. Comitem Sabaudiæ devenerit; prædictâ conditione ſubſtitutionis extante, cariſſimis nepotibus noſtris D. Guidoni Comiti Foreſii, & Domino Reynaudo ejus fratri, mille libras Lauſanenſes ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu D. Joanni de Sarabruchi & duabus Sororibus ſuis, cariſſimis Nepotibus noſtris, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu D. Ludovico de Novo-Caſtro, & duabus Sororibus ſuis cariſſimis Nepotibus noſtris, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu Dominæ Joannæ de Sabaudia Dominæ de Jaiz cariſſimæ Sorori noſtræ ſi ſupervixerit, aut ejus Liberis Nepotibus noſtris cariſſimis, ſi eam ante nos mori contigerit, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu Dominæ Beatrici de Sabaudia, Dominæ de Claromonte cariſſimæ ſorori noſtræ ſi ſupervixerit, aut ejus Liberis Nepotibus noſtris cariſſimis, ſi eam ante nos mori contigerit, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu Domino Otthoni de Grandiſſono, Domino de Peymes, Guillermo ejus Fratri & eorundem Sororibus cariſſimis Nepotibus noſtris, mille libras ejuſdem monetæ ſemel damus & legamus. Executores autem noſtros hujus teſtamenti conſtituimus, & ordinamus Egregium & magnificum Virum Dominum Aymonem Comitem Sabaudiæ cariſſimum Dominum & agnatum noſtrum, & prædictam D. Iſabellam conſortem noſtram R. in Chriſto Patres, Dominos Lauſannenſem, Gebennenſem & Bellicenſem Epiſcopos, Venerabilem Patrem, Dominum Abbatem prædicti Monaſterii Altæ-Combæ, Illuſt. Virum D. Amedeum, Comitem Gebennenſem Nepotem noſtrum cariſſimum, D Gerardum de Orons Decanum Valeriæ & D. Franciſcum Præpoſiti de Viriaco Decanum Aprenſem. Hanc autem præſentem noſtram ultimam voluntatem, ſeu nuncupativum teſtamentum valere volumus jure teſtamenti nuncupativi & ſi eo jure non valeret, volumus eum valere jure codicillorum & ſi ſic non valet, volumus quod valeat jure quo licitum eſt cuilibet Patri-familias, de bonis ſuis inter liberos ordinare in ultima voluntate & ſi non valet ſecundum leges, valeat ſecundum Canonicas ſanctiones; Præterea ſi aliquod teſtamentum, vel ultimam voluntatem olim fecerimus, illud & illam revocamus & annullamus, & pœnitet nos feciſſe & contenta in præſenti teſtamento volumus dumtaxat valere, & habere perpetuam roboris firmitatem. Acta ſunt hæc apud Yverdunum, in caſtro noſtro die, menſe, anno & indictione prædictis, teſtibus per dictum teſtatorem ad hoc ſpecialiter vocatis & rogatis, coram quibus audientibus & intelligentibus, prædicta omnia per eundem teſtatorem nuncupata fuerunt, & lecta clarè & diſtinctè, videlicet venerabili Patre Domino Guillermo de Riveria, Abbate Monaſterii Telæ Ciſtercienſis ordinis, D. Joanne Beguinar ejuſdem Monaſterii Monacho, Fratre Michaele de Tonons, & Fratre Bono Joanne de Gebennis ordinis Fratrum Minorum, Domino Jacobo Richarini milite, Aymoneto de Jolens, Joanne d'Illens, Henrico Brettonis, & Perrino de Inſula Domicellis. Signé de Fons.

ANS de J. C. 1340.

ANS de J.C. CCLXXIII.

1340. Louvain et Bruxelles. *Traité & Convention entre les Villes de* LOUVAIN *& de* BRUXELLES, *touchant l'ordre qu'elles doivent garder lors qu'elles envoyent leurs Gens avec le Duc de Brabant, fait par l'Autorité de Jean Duc de Brabant. Fait à Lienigie le 4. d'Août* 1340. Dynter Chroniques de Brabant. Livr. V. Feüill. 117.

JAN by der gratien ons Heere Hertoge van Lotherijck, van Brabant ende van Limborch, ende Merckgrave des H. Rijcks, doen condt ende kennelijcken allen lieden, ende eenen yegelijcken, want diſſentie ende twiſt heeft geweeſt tuſſchen beyde onſe goede Stéden van Leuve ende van Bruſſele, van die, dat elcke Stadt van onſen beyde Steden proponeerde en ſeggen woude, ſoo wanneer dat wy uyt-wagen met gemeynen Heere, dat ſy liggen ſoude naeſt ons ende t'onſer rechter zijde, van welcken twiſtende diſſentie by de onſe voorſz. Steden conſwaert bleven ſijn, ende hebbende ons overgegeven alle de ſchoone redenen ende toonen die elck eenen daer toe ſeggen woude ende allegeren in geſchrifte, wy met goeder deliberatien aenſien ende geexamineert hebbende, ende hebben ons beſproken met onſen Edelen lieden van Wapenen, met Ridderen ende Knapen, den welcken dunckt naer een recht van Wapenen ende eendrachtelijck, dat niemant ſchuldich en is mede te vallene, noch plaetſe te nemene in onſe Heere Landt gegeven, die wy ons comen ende in onſen dienſt weſen ſijn, edel oft onedel, groot oft cleyn, en werde hem gelevert by onſen Maerſchalcke, want wy ſelver neder vallen ende plaetſe nemen daer hyſe ons levert ende ergens eldere; maer om dat wy ruſte ende peyſe begeren, tuſſchen onſen voorſz. Steden, ende wy alterhande twiſt ende diſcoort tuſſchen hem ſcheyden willen, anſiende de meeninge ſchoone die ſy ons ende onſe voorouders gedaen hebben, ſoo willen wy elcken houwen in hunnen rechte, ende ſeggen ons t'ſeggen dier formen die hier naer volcht. Dats te weten, alſoo dick ende alſoo menichwerven als onſe voorſz. Steden met ons uyttreken ſullen, ende ons dienen in onſe Oorloge, ende wy waren te Vlaenderen oft in Henegouwe, Weſt oft Zuyden, als die van Leuven vooren uyttrecken, datſe onſe Maerſchalke voort me leggen ſal t'eewigen dagen, naeſt ons ende naer onſen geſinde toehooren, onſen lienen ende herberge, ende t'onſer rechter ſijden waer ſy willen; voort ſo ſeggen wy ende verclaeren, ſoo wanneer onſen voorſz. Steden uyttrecken ſullen, ende ons dienen in onſe Oorloge als voorſz. is, ende wy trecken te Biſdommewaert van Luydicke oft ter Maſen waert, Ooſt oft Noort-Ooſten, ende die van Bruſſele vooren uyttrecken eer die van Leuvene, dat dan onſe Maerſchalck van nu tot eewelijcken dage die van Bruſſel naeſt leggen ſal, naeſt ons ende tot onſer rechter ſijden, in dier manieren als voorſz. is, van die van Leuve waer ſy willen. Voort ſeggen wy, ordineren ende verclaeren om alderhanden twiſt te bekennen tuſſchen onſe voorſz. Steden, gevielt dat ſy uyttrecken in onſen dienſt alſoo voorſz. is, ende wy voeren te waterlande waert, dats te wetene, Noort te Mechelen oft t'Antwerpen waert, ſoo ſoude ons Maerſchalck naer die gelijcken van den wege die van Leuven liggen ter rechter ſijde van ons, ende onſe geſinde toebehoorende onſen lieven ende onſe Hertoge alſoo voorſz. is, ende die van Bruſſel ten ſlincker ſijden, ende om dat wy willen dat alle deſe pointen vaſt ende geſtade blijven gehouwen, om die redenen dat wijſe geſeet, geordineert ende verclaert hebben, als over een recht ſeggen. Soo bevelen wy onſe Maerſchalck, die nu is ende naer-

ANS de J.C. CCLXXIII.

1340. Louvain et Bruxelles.

Traduction de ce Traité.

JEAN par la grace de nôtre Seigneur Duc de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, & Marquis du Saint Empire, ſavoir faiſons à tous & un chacun que diſſention, & différent étant ſurvenus entre nos deux bonnes Villes de Louvain & de Bruxelles, ſur ce que chacune de noſdites deux Villes pretendoient que toutes les fois, que nous ſortions avec les Seigneurs des deux communautez, ils devoient être placez près de nous & à nôtre main droite, leſquelles diſſentions & diſcordes ſont venuës à nôtre connoiſſance. Et nous ayant dit les meilleures raiſons qu'ils ont pû de part & d'autre, & même nous les ayant données par écrit; nous, ayant par meure deliberation examiné l'affaire, & en ayant conféré avec nôtre Nobleſſe Officiers de Guerre, Chevaliers & Ecuyers, leſquels ont dit unanimement que, ſuivant le droit des armes, perſonne de ceux qui ſont à nôtre ſervice ne peut prendre place dans nos païs, ſoit noble ou roturier, grand ou petit, qui ne lui ſoit donnée par nôtre Maréchal, puiſque nous mêmes ne prenons de place, que celle qu'ils nous aſſignent & non pas autrement; mais parce que nous deſirons la paix & la tranquilité entre noſdites Villes, & voulons aſſoupir toutes diſputes & diſcordes entr'elles, en conſidération de pluſieurs bons ſervices, qu'elles ont rendus à nos ancêtres, ſi eſt-ce que nous les voulons conſerver chacunes dans leur droit, & diſons que la choſe doit être comme s'enſuit, ſavoir que toutes les fois que les habitans de nos ſuſdites Villes, ſortiront avec nous & nous ſerviront dans la Guerre, & que nous ſerons en Flandres ou en Hainaut; ſoit du côté du Sud ou du côté de l'Oueſt, ſi ceux de Louvain ſortent les premiers nôtre Maréchal, les placera toûjours prés de nous & de ceux qui ſont de nôtre maiſon & à nôtre droite, où ils voudront. De plus nous diſons & declarons, que quand les habitans de nos ſuſdites Villes ſortiront, & nous ſerviront en nos Guerres, comme dit eſt, & que nous irons du côté de l'Evêché de Liege ou vers la Meuſe, du côté d'Orient ou du Nord-Eſt, & que ceux de Bruxelles ſeront ſortis avant ceux de Louvain, nôtre Maréchal ſera toûjours camper prés de nous, & à nôtre droite leſdits de Bruxelles, en la maniere qu'il eſt dit à l'égard de ceux de Louvain, où ils voudront. En outre, nous diſons, ordonnons & déclarons pour ôter toute diſpute & diſcorde entre noſdites Villes, que s'ils ſortent par eau à nôtre ſervice, comme dit eſt, & que nous allions par eau, ſavoir du côté du Nord vers Malines ou Anvers nôtre Maréchal mettra de la même maniere ceux de Louvain à nôtre droite, & à celle de ceux qui compoſent nôtre maiſon comme dit eſt, & ceux de Bruxelles à nôtre gauche. Et parce que nous voulons que tous ces points ſoient, & demeurent fermes par la raiſon que nous avons dit, ordonnez & déclarez comme une choſe juſte; nous ordonnons à nôtre Maréchal, qui eſt à préſent ou qui ſera ci-aprés en charge, & à nos ſuſdites deux Villes, qu'ils ayent à obſerver les ſuſdits points & ordonnan-

ces

ANS de J. C. 1340.

naermaels ſijn ſal, ende by de onſe voorſz. Steden, dat ſy deſen voorſz. pointen ende Ordinantien houwen, van nu voort aen t'eewelijcken dagen, duren ende behouwen altoos alle ſaken, pointen ende articulen, van twiſt, van donckerniſſe oft van diſcorde, die deſen ſaken toebehooren, ſpruyten oft comen mochten, in tijden toe te comen t'onſer verclaereniſſe. Sy kenniſſe ende getuygeniſſe van der waerheden, hebben wy deſe lettren beſegelt, met onſen Segele, die gegeven ende gemaeckt waeren te Lienigie, vier dagen in de Ouſtmaendt, in't jaer ons Heeren doen men ſchrieft 1340.

ces dès maintenant & à toûjours, & qu'ils préſervent toûjours tous ces points & articles de toute diſcorde, & brouillerie qui pourroient naitre de cette affaire à l'avénir, & pour témoignage & connoiſſance de la verité, nous avons ſéellé ces préſentes lettres de nôtre Sceau, fait & donné à Lienigie. Le 4. du mois d'Août l'an de nôtre Seigneur 1340.

ANS de J. C. 1340.

CCLXXIV.

ANS de J.C. 1341. L'EMPIRE ET LA FRANCE.

Promeſſe de l'Empereur LOUIS DE BAVIE'RE, *faite à* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, de le tenir pour ſon Allié, de procurer ſon avantage & de ne lui nuire en aucune maniére. Fait à Wilshofen dans la Baviére, le* 24. *Janvier* 1341. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 153.

IN Dei nomine, Amen. Hoc eſt tranſumptum quarundam litterarum patentium ſigillatarum in cera alba & albis filis ſericis, ſigillo formæ rotundæ, in cujus medio inſculpta ſeu impreſſa quædam imago ſedens in ſolio, habens in capite quaſi mitram, ac tenens in manu dextera ſceptrum, & in ſiniſtra pomum, & juxta ſolium à parte dextera erat aquila una, & à ſiniſtra alia, & ſub pedibus ipſius imaginis erant duo leones inſculpti; in circonferentia verò ſigilli erant inſculptæ hæ ſcripturæ ſic dicentes: † LUDOVICUS Quartus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus; & ex alia parte erat impreſſio contra-ſigilli formæ rotundæ, in cujus medio erat impreſſa quædam aquila, & in cujus circumferentia legebatur: † Juſtè judicate filii hominum: quarum quidem litterarum tenor eſt talis.

§. 2. Nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, profitemur publicè, & conſtare volumus univerſis, quod nos ad honorem Dei, exaltationem fidei Catholicæ, & propter bonum pacis & tranquillitatis ſacri Imperii & Regni Franciæ, ac totius Chriſtianitatis, in oppido noſtro Vilshofen Ducatus Bavariæ, conſtituti, ſub anno nativitatis Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo primo, viceſima quarta die menſis Januarii præſentibus nobilibus viris Alberto Comite in Hohemberg Imperialis Aulæ noſtræ Cancellario, Ludovico Duce de Tegg, Bertholdo Comite in Graiſpach; ſapiente viro Magiſtro Ulrico de Auguſta, aulæ noſtræ Prothonotario; Secretariis noſtris Jeremia milite, J. de Mantizejo, & Ludovico de Notemberg Clerico nobis dilectis; juraverimus ad Sancta Dei Evangelia manu noſtra tacta: quod præclari PHILIPPI Regis Francorum Illuſtris nepotis & affinis noſtri cariſſimi, ſumus ex nunc, & eſſe debeamus & velimus in perpetuum pro toto tempore vitæ noſtræ, bonus, fidelis, & perfectus amicus, alligatus & confœderatus; & quod omnia & ſingula ipſius negotia, quæ facere habet & habebit in futurum ubicumque & cum quibuſcumque promoveamus, & procuremus & promovere teneamur pro poſſe noſtro, bona fide, & abſque fictione quacumque, per meliores vias, quas poſſimus directè cogitare, vel invenire ad ipſius & ſui Regni ac ſtatus honorem, utilitatem & profectum, & quod damna ejus quælibet impediamus & evitemus pro poſſe, nec contra promiſſa ſic jurata, vel eorum aliquod veniámus, vel ea obſervare obmittamus, nec nos tueamur vel deffendamus velut propter aliquod auxilium vel defenſionem juris vel facti, diſpenſationis ſedis Apoſtolicæ, aut cujus libet alterius, qui ſuper hoc poſſet diſpenſare, vel nos in parte vel toto ab hujuſmodi abſolvere juramento; ſive per ſe, vel propter aliquod beneficium reſtitutionis in integrum, aut privilegiis vel indulgentiis per nos aut noſtro nomine impetratis, vel impetranda canonum vel legum auxilia, aut aliqua jura ſcripta vel non ſcripta; quæ nobis quominus ad obſervationem omnium & ſingulorum per nos juratorum teneremur poſſent aliquatenus ſuffragari; quibus auxiliis & defenſionibus omnibus & ſingulis nominatim, & ex certa noſtra ſcientia renuntiamus expreſſè. In quorum omnium teſtimonium & evidentiam præſentes conſcribi, noſtroque Majeſtatis ſigillo juſſimus communiri. Datum loco, die & anno Nativitatis Domini ſupra ſcriptis, Regni noſtri viceſimo ſeptimo, Imperii vero quarto deciмo.

ANS de J. C. 1341.

§. 3. Et ego Joannes Rufi de Cruce Clericus Lauſann. Dioceſ. Apoſtolica autoritate publicus Notarius, præſens tranſumptum cum dictis litteris originalibus diligenter & fideliter auſcultavi, & quia utrumque concordare inveni, manu meâ propria hic ſubſcripſi, & ſignum meum appoſui conſuetum rogatus.

CCLXXV.

ANS de J. C. 1341. CARINTHIE ET BOHE'ME.

Lettres de Divorce accordées à MARGUERITE *Ducheſſe de Carinthie, d'avec* JEAN *Fils du Roi de Bohême, pour fait d'impuiſſance; par l'Empereur Loüis de Baviére. Sans date.* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 154.

NOs (a) Ludovicus Quartus Dei grátia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus univerſis Chriſti fidelibus, quorum intereſt vel intereſſe poterit in futurum, manifeſtum eſſe volumus & facimus per præſentes; quod in judicio coram nobis per ſe ſeu per certos nuntios ſuos ſeu procuratores expoſuit Illuſtris MARGARETHA Duciſſa Karinthiæ & Tyrolis Comitiſſa, quod vir nobilis JOHANNES Regis Bohemiæ filius jam dudum ſibi matrimonio copulatus, & poſtmodum in ætate debita conſtitutus, ac per tanta temporum ſpatia ſecum habitans, quanta ſufficiant ac ſufficere debent, ſecundum ſtatuta tam divinæ quam humanæ legis, ad debitum carnalis copulæ per virum ſive maritum ſuæ uxori reddendum; eadem Margaretha in ætate ſufficienti ſimiliter conſtituta, & ſe ipſam ut conveniens fuerat, præbente & exhibente ad præfatam copulam carnalem explendam, non potuit dictus Johannes neque valuit, ſicuti neque valet aut poteſt, nec unquam poſſe creditur in futurum, eandem carnaliter cognoſcere ſibi conjugem Margaretham: quemadmodum multis & quaſi omnibus poſſibilibus modis hoc tentans, eundem Johannem impotentem & omnino inhabilem ad opus præfatum ſe dicit expertam: ac adverſus eundem

(a) l'Empereur accorda ces Lettres en vertu de la Conſtitution ci-deſſus, qui déclare l'Empire indépendant; la piéce eſt conſidérable pour plus d'une raiſon.

ANS de J. C. 1341.

dem Johannem, sibique præfatum defectum inexistere, coram nobis in judicio se reddidit per experimenta sufficientia & testimonia quælibet ad hæc necessaria probaturam. Quare super hoc habito maturo & deliberato consilio suorum procerum & consiliariorum omnium, nostram clementiam atque justitiam unà cum præfatis imploravit & requisivit instanter, ut eidem super hoc providere de convenienti remedio dignaremur: & taliter etiam, quod per jus sive sententiam nostram licitè possit à supra dicto Johanne jam vocato marito sive conjuge suo, de matrimonio separari, propter casum sive impedimentum prædictum, & ab eodem Johanne totaliter sic absolvi, ut eidem de cætero ad nullum matrimonii debitum teneretur, sed posset de seipsa, & suis omnibus ordinare, secundum quod sibi expediens videretur.

§. 2. Nos vero, cujus debitum est omnibus ac singulis reddere justum, ex officio & auctoritate, qua fungimur, præfatam Margaretham cum præfatis suis omnibus justitiam instantissime requirentibus & supplicantibus, nobis dignum duximus exaudire: & nihilominus absque offensa juris præfati Johannis jam vocati conjugis sui, si jus aliquod in contrarium habuisset, ad expeditionem seu terminationem litis præmissæ inter vocatos conjuges præfatos processimus, in hac forma, videlicet: quod vocatos conjuges præfatos citari fecimus atque vocavimus in judicio coram nobis, assignantes eisdem secundum formam juris debitum atque tutum locum, & temporis spatium, infra quod possent & deberent in judicio coram comparere, ad agendum & defensandum, & cætera faciendum, quæ necessaria forent, pro inquirenda veritate super lite præfata. Verum Margaretha jam dicta per se seu per suos certos nuntios sive procuratores sufficienter comparuit in judicio coram nobis per omnes terminos sibi assignatos, & cum omnibus probationibus & testimoniis sufficientibus, ad convincendum sæpe dictum Joannem impotentem esse atque privatum naturali potentia ipsam carnaliter cognoscendi, aut quamvis aliam mulierem: se ipsam quoque virginem esse usque in tempus & diem dati presentis rescripti per sufficientia testimonia demonstravit. Supra dictus verò Johannes in præfatum judicium coram nobis, impositi sibi defectus per Margaretham verisimiliter conscius, nec per se nec per aliquem legitimum nuntium sive Procuratorem, comparuit tempore debito sive statuto: nec quicquam in contrarium impositi sibi defectus per præfatam Margaretham per se vel per alium allegavit: sed contumax ex natura se convictum reddidit atque confessum de his omnibus, quæ sibi per prædictam Margaretham fuerant tam imposita, quam probata, sufficientia quidem ad matrimonii divortium inter ipsam & præfatum Johannem per sententiam consummandum. Nec potest, nec unquam cum veritate poterit sæpe dictus Johannes, aut quivis alter pro ipso, judicem vel locum comparendi per nos sibi assignatum allegare suspectum. Nam hactenus retroactis temporibus tam Johanni Regi Bohemiæ patri suo, quam etiam Carolo de Bohemia fratri suo, pluries & locis pluribus nostræ coactivæ potestati subjectis, fidum ac tutum placitandi nobiscum assignavimus locum, in quo personaliter affuerunt, & cum omni tranquillitate manserunt, ac inde absque molestia qualibet secundum ipsorum beneplacitum recesserunt. Quod & antedicto Johanni benignè offerri fecimus, & acceptare contemsit, ut supra jam diximus.

§. 3. Per auctoritatem ergo nobis rite debitam & concessam, & legi divinæ conformiter, sicuti certum est, & asserunt sacræ scripturæ sive leges divinæ atque civiles sententiæ sufficientes, ac comprobati Doctores, ad divortium sive separationem matrimonii faciendam inter vocatos conjuges Johannem & Margaretam prædictos procedere volentes atque debentes, infra scriptam sententiam tulimus in hæc verba.

ANS de J. C. 1341.

§. 4. Nos Ludovicus Quartus Dei gratia Romanorum Imperator Augustus, pro tribunali judices sedentes, in causa sive lite divortii seu separationis matrimonii, quæ vertebatur inter illustres personas Johannem Regis Bohemiæ filium, requisitum parte ex una, & Margarethum Ducissam Karinthiæ & Tyrolis Comitissam, ex altera parte, tanquam actricem, ac requirentem à dicto Johanne jam vocato conjuge suo de matrimonio separari: Visis & intellectis tam per nos quam præfatos Doctores juribus, rationibus, probationibus & testimoniis Margaretæ præfatæ, nec non contumacia dicti Johannis; dicimus, diffinimus, & determinamus, præfatam Margaretam separari debere seu posse de matrimonio à sæpe dicto Joanne, eque converso, cùm iisdem vel ipsorum alteri id videbitur expedire; ipsam quoque Margaretham hoc requirentem instanter, ut supra, separamus, absolvimus & separatam esse judicamus in matrimonio à jam dicto Johanne per hanc nostram sententiam diffinitivam. Simili quoque modo supra dictum Joannem à præfata Margareta in matrimonio per auctoritatem & hanc nostram sententiam diffinitivam separantes: ita videlicet quod de cætero præfatus Joannes supra dictæ Margaretæ in nullo matrimonii debito teneatur: neque similiter præfata Margareta supra dicto Joanni. Sed liberum sit utrique de corpore proprio sive persona, & omnibus bonis propriis, juribus ac rebus tam mobilibus quam immobilibus facere vel disponere, & quodlibet ordinare pro suæ propriæ libito voluntatis.

CCLXXVI.

Dispense accordée par l'Empereur Loüis de Baviére, à LOUIS *Marquis de Brandebourg & à* MARGUERITE *Duchesse de Carinthie, pour leur mariage, nonobstant qu'ils soient parens, & pour la légitimation de leurs enfans. Sans date.* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 156.

ANS de J. C. 1341. BRANDEBOURG ET CARINTHIE.

NOs (a) Ludovicus Quartus Dei gratia Rom. Imperator Augustus, universis Christi fidelibus, quorum interest aut poterit interesse, notum esse volumus & facimus per seriem infra scriptam. Quod in nostra præsentia personaliter constituti Illustres LUDEVICUS Marchio Brandenburgensis, & MARGARETA Ducissa Karinthiæ ac Tyrolis Comitissa, post habitum ipsorum maturum ac deliberatum consilium, animum atque actualem voluntatem habentes se invicem in matrimonio legitimè copulandi: dubitante tamen præfato Ludevico & Margareta, ne gradu aliquo affinitatis sanguinis tale conjugium sive matrimonium humanarum legum aut Romanorum principum statuto, decreto, vel ordinatione alia, quomodolibet appellata, impedimentum aliquod pateretur: supplicarunt ac petiverunt instanter, tale impedimentum consanguinitatis, si quod inter ipsos affuerit vel adesset, per dispensationem nostram relaxari, ac per nostram auctoritatem atque sententiam totaliter amoveri.

§. 2. Nos verò propter communem & evidentem Reip. utilitatem manifestè visam sequi, ad conjugium supra dictum, præfatum impedimentum affinitatis sanguinis, si quod inter ipsos adesset, judicamus esse tollendum, & simpliciter amovendum. Cum gradus affinitatis sanguinis, præsertim infra sorores & fratres, matrimonium non impediat divinæ seu Christianæ legis statuto aliquo vel præcepto, quemadmodum certitudinaliter novimus tam per nos, quam per supra dictæ legis divinæ idoneos ac probatos Doctores.

(a) Cette piéce est encore une suite de la même Constitution, & de sa méfintelligence qui régnoit entre l'Empereur & la Cour de Rome.

ANS de J. C. 1341.

res. Idque etiam asserente beato Augustino lib. x v. de civit. Dei, cap. x v i. dum de talibus affinitatis sanguinis gradibus tractans inquit, quod hoc videtur matrimonium licitum fieri inter affines consanguineos, nec lex divina prohibuit, & nondum prohibuerat lex humana. Quibus siquidem verbis duas sententias expressit Augustinus, unam videlicet supra dictam, quod lege divina legitimum matrimonium fieri non est prohibitum inter personas sanguinitatis affinitate conjunctas. Secundam verò sententiam scire fecit: videlicet, quod talis prohibitio matrimonii inter consanguineos fieri habeat auctoritate legislatoris humani aut ejus principantis supremi Principis Romanorum. Idem quoque concedere atque fateri convenit Romanum Episcopum, Papam vocatum cum suorum Clericorum cætu, quos Cardinales appellant, veritate cogente. Nam præfatus Papa Romanus super impedimento affinitatis sanguinis per dispensationem tollendo à sanguinis affinitate conjunctis, invicemque matrimonium contrahentibus ad suam auctoritatem asserit pertinere: ac in talibus matrimoniis pluries dispensaverunt de facto præteriti quidam Pontifices Romanorum. Quod si talis gradus affinitatis sanguinis matrimonium legitimum impediret legis divinæ seu Christianæ præcepto, non posset aliquis hominum, quinimo neque angelus de cœlo dictum impedimentum per dispensationem aliquo modo amovere: Hoc Christo testante: facilius est cœlum & terram transire, quàm unum apicem à lege cadere. Rursusque idem Dominus dixit: Cœlum & terra transibunt, verba autem mea permanebunt in æternum. Ex quibus quidem manifestè apparet, ac fateri cogitur Romanus Episcopus, & per factum confirmatur ipsius, quod gradus affinitatis sanguinis non impediet matrimonium fieri legis divinæ seu Christianæ præcepto: & quod si gradus affinitatis sanguinis, quamquam licitum matrimonium impediat fieri, hoc tantum factum esse præcepto sive statuto legis humanæ: De cujus siquidem legis præceptis sive statutis dispensare solummodo pertinet ad auctoritatem Imperatoris seu Principis Romanorum. Nec obstat dicere, præfata matrimonia esse prohibita lege divina, eo quod mali moris sunt, & propterea etiam sub peccato mortali fore prohibita, ac proinde obligantia contrahentes ad damnationem æternam: & contrariam dispensationem in his ad ministrum solummodo Ecclesiasticum, Episcopum sive Presbyterum pertinere. Hic enim sermo Rhetoricus sive apparens, sophisticus est: falsum namque recipit, quoniam præfata matrimonia non sunt mali moris, præsertim in aliquo casu. Nam & ipsa tanquam in casu licita fieri concedit Romanus Episcopus. Nec etiam rursus mali moris sunt absolutè loquendo: quoniam non sunt cum malitia convoluta confestim, veluti furtum & crimina reliqua: & propterea nec sunt lege divina prohibita, quemadmodum dixit beatus Augustinus; non syllogisatur autem neque concluditur propterea, dispensationem de talibus ad Episcopum quendam sive Presbyterum pertinere, esto quod sint absolutè prohibita lege divina, & sub pœna damnationis æternæ: quoniam de his prohibitis nullus hominum, quinimo nec angelus de cœlo dispensare posset vel ordinare, sive concedere quod licitè fierent ut deductum est supra. Unde etiam juxta prædicta de præceptis sacræ scripturæ sive mandatis loquens Apostolus inquit: Et si angelus de cœlo Evangelisaret vobis aliud præter id, id est contra id, quod Evangelisatum est à nobis, anathema sit. Nec propter aliud, nisi quod Evangelisata erant per Apostolum * divina prohibita vel præcepta. Rursus quoniam præfata matrimonia non fuerunt mali moris, neque prohibita secundum veterem legem, quamvis aliquando peccata fiant sive fuerunt in antiqua lege, non quod sunt absolute sive confestim cum malitia convoluta, neque mali moris; sed solummodo, quod lege prohibita fuerant, veluti carnes porcinas, & bestias non ruminantes comedere, quod ideo peccatum effectum est, quia prohibitum fuerat in lege Mosaica; non tamen propter malum aut mali moris ex se, quemadmodum furtum, homicidium falsum testimonium & hujusmodi aliqua, quæ prohibita sunt legibus divinis & humanis, eo quod ex se mala sunt, & mali moris, confestim cum malitia convoluta.

ANS de J. C. 1341.

§. 3. Ex his igitur omnibus prædictis manifestè apparet, cuilibet non corrupto ignorantia vel malitia, vel utraque, auctoritatem dispensandi atque tollendi à matrimonio impedimentum inter personas & à personis sanguinis affinitate conjunctis, ad Romanum Principem pertinere. Propter quod nos Ludovicus Quartus, Romanorum Imperator Augustus, præfatum affinitatis sanguinis impedimentum, si quod esset inter præfatos Ludovicum & Margaretam, quominus possent aut prohiberentur per humanæ legis aut Romanorum principum statuta, sive decreta vel alias ordinationes quomodolibet appellatas in matrimonio copulari, tollimus; & per nostram auctoritatem atque sententiam tenore præsentium totaliter amovemus. Concedentes eisdem ac cuilibet ipsorum, ut absque offensa cujuslibet juris humani, statuti vel ordinationis alterius quomodolibet nominato licitè se possint ac valeant in matrimonio copulare. Absolutos etiam (*b*) eosdem, ipsorumque legitimos filios & filias, ac hæredes nunc & in perpetuum à pœna qualibet reali personali & infamiæ, & alia quavis quomodolibet nominata, si qua foret imposita contrahentibus matrimonium infra consanguinitatis gradus aliquos nominatos, per quemquam Principem Romanum etiam, vel per leges aut communitatem aliquam, collegium vel singularem personam, cujuscunque auctoritatis vel dignitatis existant. Quibus omnibus & singulis, & à quibus excipimus casum prædictum, de præfatis videlicet personis, Ludovicum & Margaretham jam dictos, & in quantum nostro rescripto sive dispositioni, vel concessioni nostræ contradicunt totaliter aut in parte, per hoc ipsum præsens nostrum rescriptum derogamus & volumus derogari, eodem nihilominus semper in suo robore duraturo.

(*b*) Le mot *prononciamus* ou quelque autre semblable manque.

CCLXXVII.

*Testament d'*YOLANDE DE MONFERRAT, *Comtesse de Savoye, fait le* 14. *de Decembre* 1342. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 179.

ANS de J. C. 1342. SAVOYE.

In nomine Domini. Amen. Anno à Nativitate ejusdem M. CCC. XLII. Indictione decima, die decima quarta mensis Decembris, quoniam dum in mente viget ratio, suprema hominum judicia melius disponuntur, animæque saluti, ac Patrimonii curæ temporalis sanius providetur; Id circo *Illustris Domina* YOLANDA DE MONTEFERRATO *Comitissa Sabaudiæ, Conjuxque Principis Illustris & magnifici Domini Aymonis Comitis Sabaudiæ*, mente sanâ, licet infirma corpore, in ipsius Viri sui præsentia, & de ejusdem bene placito, mandato, & consensu testamentum suum nuncupativum, & sine scriptis dictum, in scriptis tamen redactum in modum qui sequitur uno contextu fecit, & solemniter complevit. In primis animam suam nunc, & cum de corpore exierit, Domino nostro Jesu Christo, Beatæ Mariæ Virgini, totique Curiæ supernorum recommendavit, suoque corpori ab anima separato elegit sepulturam in Capella quam construi fecit Dominus, & Vir suus prædictus in Ecclesia Altæ-Combæ, ubi in luminaribus, congregationibus Prælatorum, Religiosorum, Sacerdotum, Clericorum, & aliorum Deo famulantium fiat sufficiens sepultura, & solem-

ANS de J. C. 1342. solemnitas exequiarum, ad arbitrium & voluntatem sui Viri, & Domini supra dicti, convenientibusque, & pauperibus eleemosinæ tribuantur ad arbitrium supra dictum. Item voluit, & ordinavit, ac præcepit sufficienter dotari per hæredem suum universalem infra scriptum Capellam quam honore Beatæ Catharinæ fundavit in domo, vel Ecclesia Sororum Minoritarum Camberiaci, in qua unus perpetuò Capellanus instituatur, & ponatur, qui dictæ Capellæ serviat, & diebus singulis ibidem per se, vel alium celebrare Missarum solemnia teneatur. Item voluit, ordinavit, atque jussit per hæredem suum universum infra scriptum tres Capellas, unam videlicet ad honorem Beati Joannis Evangelistæ, aliam ad honorem Beati Nicolai, aliam ad honorem Beatæ Margaritæ fieri, fundari, & sufficienter dotari, ita quod in qualibet unus ponatur, & ordinetur Capellanus, qui diebus singulis videlicet, quibus in ea qua fuerit institutus, & ordinatus, per se, vel per alium, per ipsius Testatricis, suorumque, & Dominorum Sabaudiæ Comitum, prædecessorum, & successorum animarum remedio debeat Missarum solemnia celebrare. Item voluit, ordinavit atque jussit eleemosynas fieri piis locis pro remedio animarum ipsius, prædecessorumque, & successorum suorum ad arbitrium, & ordinationem Domini, Virique sui prædicti per dictum suum hæredem universalem solvendas. Item omnibus, & singulis qui sibi servierint, remunerari voluit, ordinavit, & jussit, prout ipsi Domino Comiti Viro suo videbitur faciendum. Item quia septem puellas, ut asserit dispositerat maritare, quarum jam quatuor maritavit, voluit, ordinavit, & jussit quod loco reliquarum trium filiæ Petri de Angulo dicti Picard tutoris ipsius Testatricis dentur semel, & solvantur in subsidium ipsius maritandæ viginti solidi Turonensium Grossorum, uni ex filiabus Gulielmi Flamenci quondam, alii viginti solidi Turonensium Grossorum semel pro eodem, & alicui alteri filiæ quam dictus Dominus Comes eligendam duxerit, alii viginti solidi Grossorum Turonensium semel. Item *Joannem Carissimum Filium suum*, pro omni jure, portione, & dreytura, sibi in bonis, & hæreditate dictæ Testatricis quomodolibet competente in quatuor millibus florenorum auri semel sibi dandorum, & solvendorum per suum hæredem universalem infra scriptum sibi hæredem instituit, & pro tanto dictum Joannem omnibus suis bonis, & hæreditate quibuscumque tacitum esse voluit, & contentum, ita quod nihil aliud in ipsis, vel eorum alterò petere, vel exigere valeat modo quovis salvis substitutionibus infra scriptis. Item *Blancam Filiam suam* dilectam pro omni jure, portione, & dreytura sibi modo quovis competentibus, in omnibus, & singulis bonis, rebus, & hæreditate suis, in tribus millibus florenorum auri semel dandis, & solvendis per hæredem suum universalem infra scriptum sibi hæredem instituit, & pro tanto dictam Blancam, omnibus suis bonis, rebus, & hæreditate tacitam, contentam esse voluit, & exclusam, ita quod nihil aliud petere, vel exigere valeat quomodolibet in ipsis salvis substitutionibus infra scriptis prout faciunt pro eadem. Item Filium suum posthumum, si nascatur ex ea, sibi hæredem instituit in tribus millibus florenorum auri semel dandis, & solvendis eidem per dictum suum universalem hæredem, & pro tanto voluit ipsum omnibus suis bonis, rebus & hæreditate tacitum esse, contentum penitus, & exclusum, ita quod nihil aliud petere, vel exigere valeat quomodolibet in eisdem, & quolibet ipsorum, præter quam in casibus substitutionum subscriptis prout ipsum tangunt: Si vero ex ea nascatur Filia, in duobus millibus florenorum auri semel dandis, & solvendis per dictum suum universalem hæredem, sibi hæredem instituit eandem, pro quibus ipsam voluit omnibus suis bonis, & rebus esse tacitam, & exclusam, ita quod nihil ultra petere, vel exigere valeat modo quovis in eisdem vel altero ipsorum, infra scriptis substitutionibus, prout pro ipsa faciunt sibi salvis: In omnibus autem aliis, & singulis bonis suis mobilibus, immobilibus, juribus, actionibus, castris, villis, territoriis, jurisdictionibus omnimodis, meris, mixtis Imperiis, feudis, retrofeudis, Vassallis, hominibus, homagiis, fidelitatibus, Baroniis, Ressortis, districtibus, redditibus, servitiis, usagiis, sylvis, nemoribus, vænationibus, piscariis, aquis, aquarum decursibus, & omnibus aliis bonis, juribus, actionibus sibi competentibus; atque competituris in futurum aliqua occasione, titulo seu causa, *Amedeum Carissimum Filium suum primogenitum*, sibi universalem instituit hæredem, per quem voluit, jussit, & ordinavit debita sua solvi, clamores emendari, & sedari rationabiliter, breviter, & de plano sine judicii strepitu, & figura: & ipsum Amedeum, & ejus hæredes masculos à suo proprio corpore, legitimoque Matrimonio procreatos, dictis Joanni, Blancæ Filio, & Filiæ nascituris, & cuilibet ipsorum, in casu quo ipsos, & eorum quemlibet sine hæredibus uno vel pluribus legitimis, & naturalibus masculis à suo proprio corpore, legitimoque matrimonio procreatis mori contingeret (quod absit) in pupillari ætate, vel postea quandocumque, vulgariter, pupillariter, & per fideicommissum, & aliter prout melius potest, & firmius substituit: Et si dictum Amedeum, quod absit, in pupillari ætate, vel postea quandocumque mori contingeret sine uno vel pluribus Liberis masculis ex legitimo matrimonio, & suo proprio corpore procreatis, dictum Joannem secundo genitum si viveret, & si ante decessisset, Joannis ejusdem Liberos masculos ex legitimo Matrimonio, proprioque suo corpore procreatos tunc superstites, & si idem Joannes, & descendentes ex eo masculi legitimi ex proprio corpore legitimoque matrimonio procreati, ipsius Amedei mortis tempore sine masculis descendentes ut supra, non essent superstites, posthumum masculum nasciturum ex ea, & ejus hæredes masculos ex proprio suo corpore, legitimoque matrimonio procreatos ipsis Johanne, Liberis suis masculis, & posthumo non extantibus quo supra modo, & si in casu prædicto ipsius Amedei mortis tempore, non supereressent dicti Joannes, posthumus, aut hæredes masculi eorum, vel alterius eorundem procreati prout supra; Blancam Filiam suam prædictam, si tunc viveret, & si non supereresset, ejus hæredes ex legitimo Matrimonio, & proprio suo corpore procreatos, tunc superstites, & in omni prædictorum, quod absit, defectu in casu prædicto posthumam ex eo nasciturum, si ipsius casus tempore viveret, & si non viveret ejus hæredes ex legitimo Matrimonio, suoque proprio corpore procreatos, dicto Amedeo substituit vulgariter, pupillariter, & per fidei commissum, & eis modo, & forma quibus melius, & firmius potest, in casu verò quo substitutio supra facta de dictis Joanne, Blanca, posthumo, & posthuma nascituris ex ea Testatrice ex tempore quolibet in ipsum Amedeum locum non haberent in eundem Amedeum, vel ipsius hæredes ut supra dictos, Joannem, Blancam posthumum, & posthumam nascituros ad invicem æquis portionibus substituit, in portionibus videlicet sibi relictis ut supra vulgariter, pupillariter, & per fidei commissum. Hanc autem suam esse voluit ultimam voluntatem & ultimum testamentum, quod & quam valere voluit jure testamenti nuncupativi, & si non valeat eo jure, valeat jure codicillorum, Epistolæ, vel donationis, causa mortis, & ordinationis inter Liberos, vel eo jure, & juribus quibus melius valere poterit, & debebit, asserens se nunquam aliud fecisse testamentum, & si quod fecerit, illud esse vult nullius valoris, & momenti, ipsum revocans, & quæ continentur in ipso per præsens, penitus, & annullans. Actum in castro Camberiaci in camera dictorum Domini Comitis, & Domi-

ANS de J. C. 1342.

ANS de J. C. 1342.

Dominæ Comitissæ, præsentibus illustri Viro Domino Amedeo Comite Gebennensi, Reverendo in Christo Patre Domino Guichardo Electo confirmato Sedunensi, Fratre Petro de Coisia ordinis Minorum conventus Camberiaci, Georgio de Solerio de Yporegia, Joanne Mistralis canonico Gebennensi Jurisperitis, Magistro Palmerio de filis de Placentia Physico dicti Domini Comitis, & Domino Petro Galiardi ejusdem Domini Comitis Capellano, testibus ad præmissa per prædictam Testatricem vocatis, & rogatis uno eodem contextu.

CCLXXVIII.

ANS de J. C. 1343.

NAPLES, JERUSALEM, SICILE, ET PROVENCE.

Testament de ROBERT, *dit* le Sage & le Bon, *Roi de Naples, de Jerusalem, & de Sicile, Comte de Provence, &c. par lequel il constituë héritiére* JEANNE & MARIE *ses petites Filles, & ordonne que, vû leur minorité, elles ne pourront contracter, donner, ni aliéner, & jusqu'à ce qu'elles ayent accompli l'âge de 25. ans, sans le consentement de la Reine Sance sa femme, & des trois Régens, qu'il leur donne: veut aussi, que le Comté de Provence soit uni avec le Royaume de Sicile, afin que ses Etats se puissent plus fortement maintenir; sans déclarer ni le Royaume, ni le Comté inaliénables. Fait le* (a) 16. *Janvier*, 1343. Noël Gailhard, *dans les* Remontrances de la Noblesse de Provence au Roi. pag. 59.

(a) Robert mourut 10. jours après, savoir le 18. du même mois.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo tricentesimo quadragesimo tertio, Indictione undecima, die vicesimo septimo mensis Januarii, Pontificatus sanctissimi in Christo Patris & Domini Domini Clementis divina providentia Papæ sexti anno primo, Neapoli in Castro novo. Noverint universi præsentis Instrumenti seu transsumpti publici tenorem inspecturi, præsentes pariter & futuri, quòd constitutis Nobis Notario & testibus infrascriptis, in præsentia Serenissimæ Dominæ nostræ Dominæ Sanciæ Dei gratia Hyerusalem & Siciliæ Reginæ, ipsa Domina Regina præsentari & exhiberi fecit ac legi quoddam instrumentum publicum Testamenti seu ultimæ voluntatis claræ memoriæ Serenissimi Principis & Domini nostri Domini Roberti Dei gratia Hyerusalem & Siciliæ Regis illustris viri sui, ejus vera & nostra Bulla aurea in filis sericis suæ Regiæ Majestatis impressa Typario, per Notarium Mapillum Ruffullum de Neapoli Notarium publicum confectum, & Magistri Nicolai de Alisia ad Contractus per totum Regnum Siciliæ Regia authoritate Judicis, & subscriptorum aliorum testium subscriptionibus roboratum, cujus instrumenti tenor nihil in eo mutato, detracto vel addito per omnia de verbo ad verbum dignoscitur esse talis. In nomine Domini nostri Jesu Christi, anno Nativitatis ejusdem millesimo tricentesimo quadragesimo tertio, Regnante Serenissimo Principe & Domino nostro Domino Roberto inclyto Dei gratia Rege Hyerusalem & Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis Comite, Regnorum verò ejus anno tricesimo quarto, fœliciter. Amen. Die sexto decimo mensis Januarii undecimæ Indictionis, Neapoli in Regio Castro-novo, in Camera ejusdem Domini Regis, Nos Nicolaus de Alisia per totum Regnum Siciliæ ad Contractus Regia authoritate Judex Mapillus Ruffullus de Neapoli publicus ubilibet per totum præfatum Regnum Siciliæ eadem Regia authoritate Notarii, & subscripti testes literati, ad hoc specialiter vocati & rogati: videlicet venerabilis Pater Dominus Frater Guillelmus Episcopus Salon. Dominæ Reginæ Confessor, Venerabilis & Religiosus Vir Frater Joannes de Bortholco, Illustris Dominæ Ducissæ Calabriæ Confessor, Ordinis Minorum, Dominus Joannes Grilli Vice-Protonotarius Regni Siciliæ, Frater Robertus de Miloto, Dominus Petrus Beaudeti, Magister Capellæ & Eleemosinarius Regius, Dominus Egidius de Bevanco magnæ Regiæ Curiæ Magister Rationalis, ac Dominus Guigue de Cavillione, & Dominus Hugo de Figueria milite, Magister Joannes de Ariano, & Magister Bartholomæus de Giscuto, Phisicus, Secretarii Reginales, Raymundus de Roca, & Audibertus de Roca filius, ejus Regii Cambellanii ac familiares, præsenti Scripto publico declaramus, notum facimus & testamur, quòd accersitis Nobis ad præsentiam ejusdem Domini Regis existentis in Camera sua dicti Castri-novi, idem Dominus Rex attentione salubris provisionis advertens quòd primi parentes à Paradiso declinantes per culpam in carne transgressionis abjectio in totam futuram sobolem ad mortis pœnam propagata fragilitate transfusa misere incertitudinaliter dormivit, quod in hac lachrymarum valle mortales vitam in ipsius sæculi tenebris, quæ nihil aliud videre sinunt crucioså nostra dissolutione, & sic omnibus posteris indicta lex mortis ejusdem facta est æqualis & unica, quod inter Reges & Principes non discernens seu edacitatis in fine morsu communiter & æquè pariter cuncta mordet: ideoque pia consideratione revolvens suum incolatum prolongatum per dies in ejus cursu dubitati certi termini omninò insicum, & vocatione peremptoria rationabiliter plus verendum, ut ejus animæ ad confitendum nomen Domini de carcere fœliciter educendæ sibi talenti dispensatione provida consulat, & illum diem præveniendo noviss imum ejus Domini consulta ordinatione disponat hora sua transiturus, sub spe divinæ clementiæ ad habitandum cum beatam habitantibus mansionem; ipse Dominus Rex licet ægrotans corpore, sanæ tamen mentis existens rectè loquens, & ordinatè dispositus, de ac Regno Siciliæ ultra citraque Farum Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, nec non omnibus aliis Terris, suis Dominiis, Jurisdictionibus, bonis & rebus suis quibuslibet stabilibus & mobilibus ubicumque sistentibus sibi quoquomodo competentibus & competituris, coram Nobis Judice, Notario, testibusque prædictis, disposuit prout infrà describitur, & tale suum ultimum condidit Testamentum. In primis quia Testamenti cujuslibet institutio principium esse dignoscitur sive caput, instituit sibi hæredem universalem Joannam Ducissam Calabriæ neptem ejus primogenitam claræ memoriæ inclyti Domini Caroli Ducis Calabriæ ejusdem Domini Regis primogeniti in Regno Siciliæ ultra citraque Farum, nec non Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii & Pedemontis ac omnibus aliis Terris, Locis, Dominiis, Jurisdictionibus, Locis & rebus suis stabilibus & mobilibus ubicumque sistentibus sibi competentibus, & quomodolibet competituris. Item spectabilem Dominam Mariam similiter neptem suam, & ejusdem quondam Domini Ducis Calabriæ secundo genitam hæredem dumtaxat instituit in Comitatu Albæ, nec non Justiciaratu Vallis Gratis, & Terræ Jordanæ, cum Terris, Castris, hominibus vassallis, planis, montibus, nemoribus, aquis aquarumque decursibus, fructuariis jurib. & pertinentiis, suis omnib. quibuscumque, ac in unciis triginta millib. in pecunia tempore sui maritagii per competentes terminos exhibendis, de quib. eam contentam esse voluit, ita quod ultra vel ampliùs de dicta ejus hæreditate petere non possit vel debeat ullo unquàm tempore quocumque jure, ratione seu causa, seu alio quovis modo; quos quidem Comitatum & Justiciariatum præfata Domina Maria tenere debeat in feudum immedia-

ANS de J. C. 1343.

ANS de J. C. 1343. tè & in capite ab eadem Domina Duciſſa & ſuis hæredibus ſeu Regia Curia, ſub debito ſervitio ac etiam conſecto, hac tamen conditione, quòd ubi præfata Domina Duciſſa dabit & aſſignabit ſeu dari & aſſignari faciat eidem Dominæ Mariæ ſorori ſuæ vel alii pro ea in pecunia ſimili per terminos competentes unciarum decem millia in compenſatione dicti Juſticiaratus Vallis Gratis & Terræ Jordanæ ultra dicta triginta millia unciarum, & dictum comitatum dicti Juſticiaratus remaneat Dominæ Duciſſæ pro ſe & hæredibus ſuis, & revertatur ad manus ipſius & ſuorum hæredum præd. dicto tamen Comitatu modò remanente Dominæ Mariæ cum unciarum triginta millibus ſupradictis, & in præmiſſis caſibus alter alteri beneplacito & aſſenſu Domini Regis præſentis renunciavit voluntariè & expreſsè in bonis hæreditariis Regiis ſuprad. & aliis quibuſc. præterquàm in caſu ſubſtitutionis infraſcriptæ. Item voluit & mandavit Dominus Rex quod in caſu, quod abſit, quod præfatam Dominam Joannam Duciſſam decedere contingerit quandocumque liberis ex ſuo corpore legitimis non relictis, vel illis ſuperſtitibus ſine legitimis hæredib. deſcendentib. ſuccedat ſibi præfata Domina Maria ſoror ejus vel hæredes ſui, hæredum ſuorum in Regno Siciliæ ultra citraque Farum, ac Comitatib. & omnib. aliis ſupradictis, & vice verſa quandocumque, quod abſit, contingeret, præfatam Dominam Mariam decedere liberis ex ſuo corpore non ſuperſtitibus decedentib. ſuccedat ſibi Domina Joanna nunc Duciſſa ſoror ejus primogenita, vel hæredes ſui ſeu hæredes hæredum ſuorum, in omnib. & ſingulis ſupradictis, & in ſubſtitutione præmiſſa, altera ſimiliter alteri ſponte & liberè ipſius Regis interveniente beneplacito & aſſenſu conſentiit, & voluerunt expreſsè illam exiſtere inviolabilis efficaciæ & vigoris; & pro majori robore firmitatis & pleniori cautela unam alteri ſubſtituit in caſib. ſuprad. ac per fideicommiſſum, rogavit eaſdem & voluit ſubſtitutiones ipſas valere omni via & modo quibus de jure meliùs valere poſſunt & debent; ita tamen quòd quarta trebellianica, falcidia, vel quæcumque alia, nullum in diſpoſitione præſenti & ſubſtitione prædicta vendicet quomodolibet ſibi locum. Item ſtatuit & voluit quòd in caſu quo dictam Dominam Joannam Duciſſam decedere, quod abſit, contingere legitimis liberis ex ſuo corpore non relictis, Illuſtris Dominus Andreas Dux Calabriæ vir ejus habeat & habere debeat Principatum Salerni cum titulo Principatus & fructibus, redditib. jurib. & pertinentiis omnib. quibuſc. ſibique ſuppleri dicto Principatu computato uſque ad quantitatem integram cum redditu unciarum auri duorum millium, juxta tenorem privilegii, proinde ſicut dicitur ſibi facti tenendum per eum immediatè & in capite à Domino Rege vel Regina Siciliæ, qui vel quæ pro tempore fuerit ſub debito & conſueto ſervitio, ſecundum uſum & conſuetudinem dicti Regni. Item voluit & ordinavit corpus ſuum ſepeliri in Eccleſia Monaſterii ſui Reginalis Sancti Corporis Chriſti de Neapoli, ubi provideatur de certa ſpeciali eleemoſina, ſicut Sereniſſimæ Dominæ Reginæ Sanchiæ, conſorti ſuo & aliis executoribus infraſcriptis ſui Teſtamenti hujuſmodi viſum fuerit. Item ſtatuit & mandavit quòd præfata Domina Regina principaliter nec non Venerabilis Pater Dominus Philippus Epiſc. Cavallic. Regni Siciliæ Vice-Cancellarius, ac Magnifici Viri Dominus Philippus de Sanguineto Comes Alti-Fulminis, Seneſcallus Provinciæ, Dominus Gaufridus de Marſan Comes Squallacii Admiratus dicti Regni, & Carolus Artus, ſint & eſſe debeant Gubernatores, Diſpenſatores, Rectores & Adminiſtratores, vel quocumque alio modo & nomine meliùs cenſeri poſſunt de jure dicti Illuſtris Domini Andreæ Regis Ducis Calabriæ ac præfatarum Dominarum Dominæ Duciſſæ & Dominæ Mariæ ſororum, & Regni Comitatuum, & aliorum omnium prædictorum, quouſque præfati Domini Dux & Duciſſa ac Domina Maria compleverint viceſimum quintum annum, ſic equidem quòd præfati Domini Dux & Duciſſa & Maria nihil debeant vel poſſint agere in judicio vel extra judicium, contrahendo, dando vel alienando, ſeu aliàs quomodocumque & qualiterc. ſive expreſsè conſcientia & aſſenſu principaliter ipſius Dominæ Reginæ & aliorum Adminiſtratorum, Rectorum, Diſpenſatorum, & Gubernatorum prædictorum: quod ſi interim uſque poſt lapſum dicti viceſimi quinti anni ſecùs fortè fecerint, quod ipſe Dominus Rex non credit neque intendit, ipſo jure ſit nullum, ac prorſus vacuum & inane. Item voluit & ordinavit quòd Domina Maria præfata debeat matrimonialiter contrahere cum inclyto Principe Domino Ludovico præſente Rege Hungariæ, propter certas conditiones ſecretas quo ipſum Dominum Regem movit, ſicut expreſſit; quod ſi dictum matrimonium aliquod impedimentum reciperet propter matrimonium quod ponitur juratum & firmatum inter ipſum Dominum Regem Hungariæ & Regem Boëmiæ, vel ejus filiam, nubere debeant cum primogenito Excellentis Domini Domini Joannis Ducis Normandiæ primogeniti Illuſtris Domini Philippi præſentis Regis Francorum, vel in ejus defectu cum ſecundo genito Regis Franciæ ſupradicti. Item ſtatuit & mandavit quod omnes & ſinguli Officiales & familiares ſui cujuſcumque conditionis & ſtatus remanere debeant & eſſe ſecundum gradum cujuſlibet in ſervitio præfatorum Dominorum Domini Ducis & Dominæ Duciſſæ, ac Dominæ Mariæ, eo modo & ſicut fuerant in ſervitio ejuſdem Domini Regis, & ipſi omnibus & quibuſcumque aliis prædicti debeant & præferri: & mandat expreſsè eidem Dominæ Reginæ principaliter nec non dictis Gubernatoribus, Diſpenſatoribus, Rectoribus, Adminiſtratoribus, quod hoc procurent & faciant fieri ac effectualiter executioni mandari & tenaciter obſervari. Item voluit & ordinavit, quod in omnibus & ſingulis Archiepiſcopatibus, & notabilibus Epiſcopatibus prædictorum Regni & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii deputetur unus Sacerdos in quolibet qui continuè celebret pro anima dicti Regis, prædeceſſorum & ſucceſſorum ſuorum, quibus provideatur de alimentis & aliis neceſſariis ſecundum arbitrium principaliter dictæ Dominæ Reginæ, ac aliorum Gubernatorum, Diſpenſatorum, & Adminiſtratorum præfatorum. Item ſtatuit & ordinavit, & mandavit quod poſt obitum ipſius Domini Regis fiant eleemoſinæ in omnibus & ſingulis Civitatibus notabilibus Regiis & Provinciæ pauperibus ad illas ſolentibus convenire. Item voluit & ordinavit quod in omnibus & ſingulis univerſitatibus regni & Provinciæ qualibet die in Miſſis & Veſperis ordinetur fieri commemoratio pro anima ſua ac dictorum prædeceſſorum & ſucceſſorum ſuorum, & propter ea certa eleemoſina deputetur ſecundum arbitrium principaliter ipſius Dominæ Reginæ, & aliorum Gubernatorum jam dictorum. Item ſtatuit & mandavit quod pecunia theſauri quæ eſt in eodem Caſtro novo ſervetur & ſervari debeat ſicut fuit & eſt intentionis ſuæ pro acquiſitione Siciliæ & defenſione Regni in caſibus oportunis. Item renunciavit cum omni reverentia, humanitate, & devotione ſanctiſſimo & clementiſſimo Domino noſtro ſummo Pontifici, & Reverendis Patribus Dominis Cardinalibus ſacri Collegii præfatam Dominam Reginam, nec non Dominos Ducem & Duciſſam, & Sorores ejus prædictos, ac regnum, Comitatus eoſdem, & quæcumque alia bona, terras & loca, & ſperat præfatus Dominus Dominus Rex, quod jam dicta Domina Regina, Dominus Dux, Duciſſa & Soror ejus, regnum, Comitatus & alia ſupradicta favore & aſſiſtentia præfatorum Domini noſtri & Dominorum Cardinalium manu teneantur, defenſentur, & à noxiis præſerveatur, attenta præſertim filiali reverentia & devotione ipſius Domini Regis

ANS de J. C. 1343.

ANS gis & prædeceſſorum ejus erga ipſos ſemper ad ſucceſ-
e J. C. ſores propaganda ſicut hûc uſque extitit propagata.
1343. Item voluit & ordinavit quod ſemper & perpetuo Comitatus Provinciæ & Forcalquerii ſupradicti ſint uniti cum regno ſub uno Domino inſeparabili dominio, & nunquam poſſit vel debeat aliqua ſeparatio fieri etiam ſi plures filii & filiæ eſſent, ſeu quacumque alia ratione vel cauſa, cùm hoc maximè reſpiciat præſidium mutuum, & proſperum ſtatum regni & Comitatuum prædictorum. Item ſtatuit & mandavit quod de inſula Siciliæ, quod per dictam ejus hæredem & ſucceſſores alios quocumque tempore in perpetuum nulla pactio, conventio ſeu tranſactio, vel aliter quoquomodo fieri valeant ut ſeparetur & mutiletur à reliqua notabiliori & majori parte regni quin expreſsè & penitùs ſit & eſſe debeat conjuncta & unita ipſi, reliquæ parti prædicti Regni ſicut pars à reliqua mutilata, ut ſub uno Paſtore unum ſit & fiat ovile, nam ſcriptum eſt, omne Regnum in ſeipſum diviſum deſolabitur. Item de certa ſcientia & expreſſe confirmat præfatæ Dominæ Reginæ omnes terras, loca, & jura quæ nunc habet & habere debet quacumque ratione vel cauſa; & quod tàm in excambio terrarum domanii quas habet ad præſens in aſſecutione proviſionis ſuæ omnibus præferatur, & ſingularitate præcipua, quia dignum eſt & rationabile quod omni modo permittatur intelligibili hoc ſano & ſimplici intellectu & ſenſu ad interpretationem aliam quibuſvis juris & facti ſubtilitatibus & adinventionibus nullatenùs retorquendo, non obſtantibus quibuſcumque privilegiis in contrarium conceſſis, vel in poſterum concedendis ſub quacumque ſerie & expreſſione verborum quæ in hac parte ex nunc prout ex tunc de ipſa certa ſcientia omni efficacia cenſuit vacua, & nullius exiſtere firmitatis. Item voluit & mandavit ex nunc, de certa ſua ſcientia quitavit, & pro quita haberi voluit prædictam Dominam Reginam de omni adminiſtratione geſta per eam tàm in Regno quàm in Terris præfatarum Dominarum Duciſſæ & Mariæ ſororum: & ſi fortè aliquo tempore reperiretur vel appareret ſeu reperiri vel apparere contingeret in aliquo debitrix ratione adminiſtrationis prædictæ illud ſibi reliquum remiſit atque legavit, ac hujuſmodi quitacioni, remiſſioni & legato præfatæ Dominæ Duciſſæ & Mariæ ſororis in quantum tanguntur vel tangi poſſent libere & voluntariè conſenſerint Item ſtatuit & voluit quod conſtitui, compleri & dotari debeat Hoſpitale Sanctæ Elizabeth in loco ſicut ipſe Dominus Rex illud fieri diſpoſuit & providit, ita quod ibi poſſint ſemper recipi centum ex familiaribus ſuis & ſuorum, ut ibi commodè valeant ſubſtentari, & ſuper hoc incumbit ſpecialiter & principaliter præfatæ Dominæ Reginæ, & aliis executoribus infraſcriptis. Item voluit, ſtatuit & mandavit expreſſe quod revocetur ac revocata & irrita intelligantur quælibet & quacumque gravamina, ſtatuta & ordinationes, ſi qua fortè tàm in Regno quàm dictis Comitatibus contra Juſtitiam indebitè præceſſerunt, cùm nunquàm fuerit intentionis ſuæ aliquid ſtatuere vel ordinare quod ipſi Juſtitiæ repugnaret, ipſeque Dominus Rex ex nunc de certa ſua ſcientia expreſſe prædicta gravamina, ſtatuta & ordinationes revocat, caſſat, irritat & annullat ipſo jure, ac pro irritis, caſſatis & annullatis habuit, decrevit & cenſuit ſpecialiter & expreſsè, clauſulis quibuſcumque hujuſmodi ſuæ ordinationi contrariis & derogatoriis quoquomodo nonobſtantibus, quas de dicta certa ſcientia revocat, ac vacuas eſſe voluit & inanes. Item voluit & mandavit quod omnia reſidua generalium ſubventionum, collectarum & donorum, & compoſitiones de reſiduis ipſis factæ, & huc uſque non ſolutæ ſint & omiſſæ & remiſſæ omnibus & ſingulis terris & locis dicti Regni, pro præteritis temporibus debita uſque ad diem obitus ſui, & nullo unquàm tempore exigantur, vel ipſæ terræ & loca ipſorumque cives & incolæ propterea pœnaliter vel perſonaliter impetantur, & quod de cætero imponatur ANS
& exigatur tantummodo una collecta in anno: ſperat de J. C.
tamen præfatus Dominus Rex quod fideles regnicolæ 1343.
ſubveniant dictæ hæredi ſuæ & ſucceſſoribus gratioſe in caſibus opportunis. Item voluit & mandavit quod reſtituantur & reſtitui debeant omnia malè ablata, ſicut meliùs & ſalubriùs fieri poterit, pro ſalute animæ ſuæ, de quo incumbit principaliter eidem Dominæ Reginæ, & aliis ſui hujuſmodi Teſtamenti executoribus infraſcriptis. Item mandavit & ſtatuit quod die ejus obitus omnes carcerati ob remiſſionem ſuorum peccatorum debeant liberari, exceptis maladrinis & aliis publicis diffamatis, nec non aliis ſingulis quibuſcumque hoſtibus, & illi ſine juris præjudicio alicui. Item ſtatuit & ordinavit quod prædicta Domina Regina ac Domini Ph. Cavalic. Archiepiſc. Phil. de Sanguineto Amiratus Regni, & Artus, ſupradicti ſint executores hujuſmodi ſuæ ultimæ voluntatis, quam valere voluit jure Teſtamenti; & ſi non valet vel valebit jure Teſtamenti, valere debeat jure codicillorum, ac donationis cauſa mortis, vel cujuſlibet alterius ultimæ voluntatis, ac omni alio jure & modo quibus meliùs valere poteſt & debet. Item voluit & mandavit quod ex prædictis Gubernatoribus, Rectoribus, Diſpenſatoribus, Adminiſtratoribus, & executoribus, cum præfata Domina Regina ipſa vivente, & intereſſe valente vel volente, ſive poſt mortem ipſius, duo tantùm aliis mortuis, vel modo aliquo nequentibus intereſſe prædictas gubernationem, regimen, diſpenſationem, adminiſtrationem, & executionem, ac omnia præmiſſa & ſingula, prout ſuperiùs exprimuntur, exercere exequi habeant, juxta votum teſtatoris jam dicti: Concedens præfatus Dominus Rex dictis ſuis executoribus, vel duobus ex eis, ſicut prædicitur, facultatem liberam & omnimodam poteſtatem authoritate propria capiendi bona ejus omnia mobilia ubicumque & in quibuſcumque conſiſtentia, ac etiam fructus, redditus & proventus, & jura Regni & Comitatuum prædictorum, præmiſſis ſuprà expreſſis dumtaxat exceptis, & illa ac illos vendendi, diſtrahendi, alienandi, & faciendi ſicut meliùs pro executione integra dicti Teſtamenti viderint expedire. Item præfati Dominus Dux ac Domina Duciſſa & Maria ſoror ejus puberes ſe affirmantes, & ſic ex eorum aſpectu apparebat, in præſentia dicti Domini Regis noſtrique Judicis, Notarii, & teſtium ſupraſcriptorum, promiſerunt & juraverunt ad ſancta Dei Evangelia corporaliter tacta, præmiſſa omnia & ſingula tenaciter & inviolabiliter obſervare, & nullo unquàm tempore per ſe vel per alium quovis modo contrà facere vel venire, recipientes ſibi ad invicem ipſam promiſſionem, & ſacramentum præd. ctum, meque Notario tanquàm perſona publica etiam recipiente promiſſionem eandem & ſacramentum ipſum à prædictis Domino Duce ac Dominabus Duciſſa & Maria ſorore ejus, & legitimè ſtipulantibus pro parte omnium & ſingulorum quorum intereſt & poterit intereſſe quoquomodo, in præmiſſis autem omnibus & ſingulis, nonobſtantibus quibuſcumque Legibus, Conſtitutionibus, Juribus, Conſuetudinibus, Ritibus, & quibuſcumque aliis præmiſſæ Regiæ Diſpoſitioni ſeu ultimæ voluntati repugnantibus vel refragantibus quoquomodo ſub quacumque ſerie & expreſſione verborum, etiamſi de illis vel aliquo ſeu aliquo illorum vel illarum eſſet hic ſpecialis & expreſſa mentio facienda, quæ & quas in præſentia noſtrum qui ſupra, Judicis & Notarii & teſtium præfatus Dominus Rex, velut ſolutus Legibus, de certa ſua ſcientia, & Regiæ Poteſtatis plenitudine, quoad præmiſſa omnia & ſingula, nullius eſſe voluit & cenſuit roboris, efficaciæ vel vigoris, & habere pro ſpecificatis appoſitis & expreſſis, omnemque ſupplet defectum, ita & taliter, quod in omnem eventum hujuſmodi ſua diſpoſitio, ſeu ultima voluntas vicem Legis obtinens, præſcripto modo, in omnibus & ſingulis effectum

ſuum

ANS de J. C. 1343.

suum realiter & infallibiliter consequatur. In cujus rei testimonium prædictorum Domini Ducis, & Dominæ Ducissæ, & Dominæ Mariæ sororis, ac omnium aliorum & singulorum quorum interest & poterit interesse, certitudinem & cautelam præmissis, facta sunt ex eodem quatuor publica consimilia Instrumenta per manus mei Notarii supradicti Signo meo solito signata suscriptione mei qui suprà Judicis, & nostrum subscriptorum testium subscriptionibus roborata, quæ scripsi ego qui suprà Mapillus Rufullus de Neapoli publicus ubilibet per totum præfatum Regnum Siciliæ eadem Regia authoritate Notarius, qui præmissis omnibus unà cum testibus subscriptis interfui, eaque rogatus scripsi, Signoque meo consueto signavi; præfatus enim Dominus Rex per hanc suam ultimam voluntatem de certa sua scientia expresse cassavit, irritavit, annullavit, ac viribus & efficacia vacuavit Testamentum vel Testamenta, Codicillum vel Codicillos, seu quamcunque aliam ultimam voluntatem, vel donationem vel donationes causa mortis si qua vel quas feciisset, & in futurum reperiri contingeret, vel quomodolibet apererit; ac voluit decrevit & mandavit præsens suum Testamentum seu ultimam voluntatem existere finalem, & obtinere in omnibus & singulis, sicut suprà exprimitur, omnimodo roboris firmitatem; & insuper ad majorem omnium & singulorum certitudinem robur & cautelam præfatus Dominus Rex mandavit & voluit dicta quatuor consimilia Instrumenta aurea sua Bulla Regia impressa Typario communiori. Ego qui suprà Nicolaus de Alisia per totum prædictum Regnum Siciliæ ad Contractus Regia authoritate subscripsi. Ego qui suprà Frater Guillelmus Episcopus Scallen. sub. Ego Frater Joannes de Bertolio qui suprà sub. Ego qui suprà Joannes Gulli de Sallucio prædictis interfui, & me subsignavi. Ego qui suprà Frater Robertus de Mileto subscripsi. Ego Petrus Baudeti Magister, Capellæ & Eleemosinarius Regius subsignatus. Ego Ægidius de Bujana Miles, magnæ Regiæ Curiæ Magister Rationalis qui suprà sub. Ego Guigo Guigonis de Cavellione qui suprà sub. Signum Crucis propriæ manus Hugonis de Figueria Militis scribere nescientis. Ego qui suprà Bartholomæus de Biscuto Medicinalis Scientiæ Professor & Phisicus Rationalis subsc. Ego qui suprà Joannes de Arriano Reginalis Secretarius, testis prædictis interfui & subs. Ego qui suprà Raymundus de Roca me subscripsi. Quo quidem Instrumento seu ultima voluntate claræ memoriæ præfati Domini Regis Roberti prædicta sua aurea & Regia Bulla & subscriptionibus præfatorum Judicis & testium roborato, viso diligenter, & lecto, non cancellato, non vitiato, non abolito; nec in aliqua sui parte scisso, Nobis Notario & testibus, requisitioni præfatæ Dominæ nostræ Dominæ Sanchiæ Dei gratia Jerusalem & Siciliæ Reginæ, asserentis sibi opus esse transumptum seu Instrumentum publicum faciendum & sumendum ex prædicto Instrumento dicti Testamenti Regii originale mittendum sicut expedit ad partes alias pro cautela ipso originali Instrumento Bullato apud eam alium remanere in evidens præmissorum testimonium omnium quorum interest & interesse poterit, cautelam & certitudinem pleniorem, tenorem suprascripti Instrumenti dicti Testamenti Regii nos Notarius & testes authentiquamus. Ego qui etiam prædictus Notarius de verbo ad verbum per omnia ab ipso originali Instrumento sumpsi & duxi in hanc formam publicam redigendum, & ad majorem cautelam & robur omnium prædictorum, de mandato præfatæ Dominæ Reginæ, Sigillis dictæ Dominæ Reginæ, ac Regni Siciliæ Curiæ Vicariæ, præsens Instrumentum publicum extitit communitum. Acta fuerunt supradicta omnia & singula Neapoli in dicto Castro-Novo, in Camera præfatæ Dominæ Reginæ, præsentibus Magnificis & Nobilibus Viris dicto Domino Amirato Regni Siciliæ, Domino Petro de Cadeneto, & Domino Roberto de Pontiaco Juris Civilis Professore, Militibus, Regentibus dictæ Curiæ Vicariæ, Domino Joanne de Lando de Capua Juris Civilis Professore, & prædicto Domino Egidio de Bujana, Militibus, Magnæ Regiæ Curiæ Magistris Rationalibus ac Magistris, Bartholomæo de Bastivo, & Joanne de Arriano, prædictis pluribus alijs testibus ad præmissa, Anno, Indictione, die vicesimo septimo Januarii, Pontificatus subscr. Et ego Mathæus de Sancto Georgio Diœcesis Casmen. publicus Apostolica authoritate & Reginalis Cameræ Notarius supradictus, præmissis exhibitioni, præsentationi & lectioni subscriptis, Instrumenti Testamenti præfati Domini Regis Bulla dicta aurea ipsius roborati subscriptionibus supradictis, ac omnibus & singulis supradictis, præfatis & habitis, unà cum prænominatis testibus præsens fui, præsensque Instrumentum seu transumptum publicum, ad requisitionem præfatæ Excellentiæ Reginalis mihi factam ex eadem, sicut prædicitur, de verbo ad verbum ab ipso originali instrumento sumpsi, nihil exinde mutato, sicut prædicitur, addito vel detracto, propria manu scripsi, & in hanc publicam formam redegi, meoque Signo unà cum appensione præfatorum Sigillorum consueto signato. Anno, Ind ct. die, mense, loco & Pontificatu suprad. in evidens omnium præmissorum.

ANS de J. C. 1343.

Extrait des Registres, *Copiæ Testamentorum Regum Siciliæ & Comitum Provinciæ, fol 78.* conservé aux Archifs du Roy en Provence. Collationné par moy son Cons. Aud. Secr. & Arch. audit Pays.

DE BEAUMONT.

CCLXXIX.

*Testament d'*AYMON *Comte de Savoye, par lequel il établit son heritier* AMEDE'E *son Fils aîné. Fait l'*11. *Juin* 1343 S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 170.

ANS de J. C. 1343.

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejusdem M. CCC. XLIII. Indictione duodecima, die Mercurii undecima mensis Junii. Quia nihil est quod magis hominibus debeatur, quam ut supremæ voluntatis liber sit stylus, & licitum quod iterum non redit arbitrium: Id circo *Illustris, & Magnificus Princeps Dominus* AYMO *Comes Sabaudiæ, Dux Chablesii, & Augustæ, in Italia Marchio, & Baroniarum Baugiaci, & Coloniacs Dominus ac Filius claræ memoriæ Domini* AMEDEI *Comitis Sabaudiæ*, suæ volens animæ providere, & ne inter posteros suos de Baroniis, bonis, & hæreditate suis quæstio oriatur, sed recta ipsius dispositione, ejus anima refrigerium consequatur, & ipsius posteritas, & Baroniæ Deo propitio, tranquillitate quiescant, in mentis bona discretione persistens quanquam corporea infirmitate detentus, Testamentum suum nuncupatiuum, & sine scriptis uno contextu fecit, & prout infra sequitur solemniter ordinavit. In primis animam suam cum eam de corpore exire contigerit, maxime, semper, & ubique Omnipotenti Deo Patri, & Filio, & Spiritui Sancto, B. Mariæ Virgini Matri Misericordiæ; totique Superiorum curiæ recommendavit, & suo corpori ab anima separato, sepulturam elegit apud Ecclesiam B. Mariæ de Alta-Comba in Capella, & monimento quæ ædificari fecit ibidem, in qua sepultura congrua potius ad utilitatem suæ animæ, & abolitionem suorum peccatorum, quàm inamen mundi gloriam in luminaribus Prælatorum congregationibus, Religiosorum sacerdotum, Clericorum, & aliorum Deo famulantium, ad arbitrium, & evidentiam infrascriptorum tutorum libe-

ANS liberorum suorum, & executorum præsentis testa-
le J. C. menti, qui tunc præsentes existent, fieri jussit, vo-
1343. luit, & mandavit, ac disposuit. Item omnibus, &
singulis veris, & justis creditoribus suis, suorumque
prædecessorum Sabaudiæ Comitum solvi voluit,
suosque, & prædictorum prædecessorum clamores
emendari, ac quæcumque habita illicitè vel extorta,
per eundem, & prædecessores ejus prædictos quo-
cumque modo illicito, causa, vel colore à quocum-
que, seu quibuscumque personis, eisdem emendari
integrè, & perfectè, & restitutionem fieri de allatis,
& illatis injuriis ad arbitrium, & evidentiam infra-
scriptorum executorum præsentis testamenti, vel de-
putandorum ab ipsis breviter, & de plano, sine stre-
pitu, & figura judicii ad hæc integraliter facienda, &
perficienda; ac complenda bona sua omnia obnoxia,
& obligata; relinquens in dictorum executorum ma-
nibus prout melius potest, & validius. Item jussit,
& præcepit sumptibus, & expensis hæredis sui uni-
versalis infrascripti; domificari Hospitale & ædificari
inchoatum apud Sanctum Genisium, eo modo, & forma quibus ipsum fieri, construi, & ædificari or-
dinavit, & jam inchoatum est, quod Hospitale ad
honorem Dei Omnipotentis, B. Mariæ Virginis, &
omnium supernorum dotavit, dotatumque esse vo-
luit, de centum libris Vienn. annualibus, quorum
viginti denarii valent unum grossum Turon. ad uni-
cum O rotundum: in quo quidem Hospitali ad ip-
sius servitium, & Deo perpetuò famulando, quatuor
ponantur seu præsententur per suum hæredem univer-
salem, & Comitem Sabaudiæ infrascript. & alios Sa-
baudiæ Comites in perpetuum successivè, Capellani,
quorum unus specialiter nominandus curam habeat,
rectoriam, & administrationem bonorum, & jurium
Hospitalis prædicti; qui quatuor Capellani diebus
singulis ibidem in Capella construenda, officia divi-
na celebrent, & Missas cum poterunt, & facultatem
habebunt, unam specialiter ad notam diebus singulis;
in quibus Missis specialem commemorationem de ip-
sius anima testatoris *Dominæ Yolandæ de Monteferrato olim sæ dilectæ Conjugis*, & aliorum prædecessorum
suorum facere teneantur; de quibus quidem centum
libris, primi quatuor Capellani præsentandi, & in-
stituendi ibidem annis singulis capiant, levent, &
habeant dum vivent, quatuor viginti libras Vienmen-
sium prædictorum, videlicet quilibet viginti, suc-
cessorum autem ipsorum, usque in infinitum sexagin-
ta libras dictæ monetæ, videlicet quilibet Capellanus
quindecim libras, & quod supererit, in usus paupe-
rum convenientium in Hospitali prædicto committa-
tur, quas centum libras annuales prædictas assignavit,
& assetavit, assignatasque, & assetatas esse voluit su-
per leyda, & leydæ exitibus Sancti Genesii, de qui-
bus exitibus dictæ centum libræ annis singulis persol-
vantur, residuum, si quod erit, ejus hæredi integre
reservato. Quod si casu aliquo, sive causa dictam ley-
dam minus aliquo tempore dictis centum libris valere
contigerit, defectum hæres prædictus universalis sup-
plere, & ejus hæredes in perpetuum teneantur, ita
quod integras habeant Capellani, & Hospitale præ-
dicti, centum libras annis singulis & non minus, ip-
si autem Hospitali dari voluit, & legavit cum domi-
ficium perfectum fuerit, ut superius ordinatur, tri-
ginta lectos sufficientes frunitos, & munitos compe-
tenter, volens, præcipiens, atque jubens quod sem-
per, & quandocumque Comes Sabaudiæ, ejus hæ-
res universalis inferius nominatus, & ipsius in Comi-
tatu inposterum successorum erunt apud Sanctum Ge-
nesium, relevatum de mensa, & Hospitio ejusdem
sit pauperum Hospitalis prædicti, & in ipsorum usum,
& sustentationem propriam committantur; Rogans
idem testator tenore præsentis instrumenti Dominos
Episcopum Bellicensem, Priorem, & Curatum San-
cti Genesii quod prædictis consentire dignentur, vo-
lens etiam quod altaribus, & Capellæ prædictis suffi-

cienter provideatur de paramentis, & libris neces-
riis, & deficientibus competenter & similiter omni-
bus aliis Capellis inferiùs ordinandis, quibus non est
sufficienter provisum. Item voluit, jussit, & ordi-
navit quod in quolibet castro, seu Castellania qualibet
(quod & quam habet in tota terra, & Baroniis suis)
valente annis singulis eidem communiter de redditu
ducentas libras Viennenses prædictorum ad opus sui
siat, si ibi constructa, seu ædificata non sit in castro,
seu domo propria, seu Castellania testatoris prædicti
una Capella & ædificetur congrua expensis sui hæredis
universalis. Quibus Capellis constructis, & ædifi-
catis, ac ædificandis, ut supra singuli instituantur,
& ponantur Capellani perpetui, qui in ipsis Capellis
Deo famulando Divina celebrent, & Missarum so-
lemnia cum poterunt, in quibus Missis commemora-
tionem specialem singuli facere teneantur pro anima
testatoris prædicti, ejus conjugis, & aliorum de ge-
nere, præteritorum, præsentium, & futurorum.
Pro quarum singularum Capellaniarum non dotatarum
dotibus, & instituendorum in ipsis Capellanorum su-
stentatione legavit singulis ipsis Capellis decem libras
Viennenses prædictorum annuales, & in ipsis eas do-
tavit singulas assetandas in locis singulis suprædictis
prout executoribus descriptis inferius videbitur fa-
ciendum, & hæredi suo universali prædicto, & suis
hæredibus in perpetuum jure patronatus, in ipsis re-
tento, ac etiam reservato singulis jam dictis Capellis,
rogans idem testator tenore præsentis testamenti, uni-
versos, & singulos Episcopos, Prælatos, Curatos,
& Clericos quorum in præmissis vel aliquo præmisso-
rum, seu alterius eorundem consensus debet interve-
nire de jure, quod pro operi prædicto consensum
præbeant, & assensum. In locis vero, & Castella-
niis in quibus vigore præsentis ordinationis debebit
ædificari Capella, in quibus idem Dominus Comes
castrum non habet, seu propriam mansionem Capel-
læ ædificentur, & dotentur ut supra loco quem dicti
executores duxerint eligendum. Item jussit, voluit,
& ordinavit fieri, & compleri Capellam fieri inchoa-
tam per *bonæ memoriæ Comitem Amedeum Genitorem ipsius Domini Comitis* testatoris apud Camberiacum
prope castrum, & aquam Abaniæ ipsamque Capellam
perfici ipsius hæredis universalis expensis, & dotari,
prout per ipsum bonæ memoriæ Comitem Amedeum
in ipsius testamento seu scripto alio, vel aliter dicitur
ordinatum. Item voluit, jussit, & ordinavit quod
Conventibus Prædicatorum Montismeliani, & Ri-
polarum semper, & quandocumque continget, hæ-
redem suum universalem infrascriptum, vel ipsius
hæredes in perpetuum in Comitatu Sabaudiæ, esse in
aliquo ex locis prædictis, vel manere per diem, vel
dies aliquos, quod singulis diebus quibus idem Co-
mes erit in altero dictorum locorum illi conventui ex
prædictis cujus loco erit provideatur per ipsum Comi-
tem, & ejus expensis de pane, & vino necessariis pro
sustentatione Fratrum, & Conventus eorundem.
Item jussit, mandavit, voluit, & ordinavit, annis
perpetuo singulis in festo Assumption. B. Mariæ Vir-
ginis in Ecclesia, & Conventu Minorum Camberia-
ci, unam Missam Conventualem *pro defunctis* cele-
brari ad notam, & per Sacerdotem ipsam Missam ce-
lebrantem, & singulos ipsa die celebrantes, seu cele-
bratos ibidem pro ipsius, & ejus conjugis, & alio-
rum de suo genere animabus commemorationem fieri
specialem, qua die voce præconis, vel aliter pro ut
videbitur faciendum usque ad quatuor millia pauper-
rum, ad ipsam ibidem convocentur Missam. Post
quam Missam factaque processione congrua *pro defunctis*, fiat per aliquem ex fratribus dicti conventus ser-
mo congruus pauperibus, & aliis convenientibus ibi-
dem, & specialis commemoratio, præcesque Deo,
& Beatæ Mariæ Virgini effundantur, specialiter pro
animabus ipsius Testatoris, ejus Conjugis, & ipsius
defuncti genere conjunctorum, ac morientium in fu-

turum,

ANS
de J. C.
1343.

ANS de J. C. 1343. turum, & hortentur singuli adstantes pro ipsius testatoris anima, *Ave Maria* dicere orationem, quo quidem sermone finito singulis pauperibus usque ad complementum numeri quatuor millium prædictorum, si tot conveniant ipsa die donentur quatuor denariis Viennensibus prædictorum, vel in alia moneta ipsos quatuor denarios valente, & prædicta distributio fiat per Gardianum, qui pro tempore fuerit, asseteturque eleemosyna supradicta super pedagio Camberiaci, & ipsa die dentur Fratribus Minoribus decem libræ prædictorum Viennensium pro una pidancia quæ assetentur ut supra, & si defectus esset aliquo tempore quo pedagium prædicta non valeret, hæres defectum supplere teneatur. Item jussit, mandavit, voluit, & ordinavit annis singulis perpetuò in festo Assumptionis Beatæ Mariæ Virginis in Ecclesia Sanctæ Mariæ de Burgo in Bressa unam Missam annualem ad notam celebrari *pro defunctis*, & per sacerdotem ipsam Missam celebrantem, nec non omnes alios, & singulos sacerdotes tunc congregatos, & celebrantes ibidem pro ipsius, & ejus Conjugis, & aliorum prædecessorum suorum animabus commemorationem fieri specialem, qua die voce præconis vel aliter prout videbitur faciendum, usque ad quatuor millia pauperum ad ipsam ibidem tunc convocentur Missam, qua Missa celebrata, & facta processione *pro defunctis* congrua sicut decet, fiat sermo per aliquam dignam ad hoc, & idoneam personam, dictis pauperibus, & aliis personis convenientibus ibidem, & commemoratio specialis, præcesque Deo, & Beatæ Mariæ Virgini effundantur pro ipsius Testatoris, ejus Conjugis, & aliorum de ipsius genere defunctorum animabus, conjunctorum, ac morientium in futurum, & hortantur singuli adstantes ibidem pro ipsius anima Testatoris dicere orationem *Ave Maria* de præsenti: quo quidem finito sermone, singulis, pauperibus usque ad complementum quatuor millium prædictorum, si tot conveniant ipsa die, donentur quatuor denarii Vienn. prædictorum, vel in alia moneta usque ad valorem ipsorum, quæ distributio fiat per Priorem, & Curatum dicti loci, qui curam habeant prædictorum, & congregent viginti sacerdotes ipsis, & aliis ejusdem Ecclesiæ sacerdotibus in viginti sacerdotibus computatis, quibus viginti sacerdotibus legavit decem libras Vienn. annuales inter ipsos distribuendas æqualiter per Priorem, & Curatum, ita quod quilibet dictorum Prioris, & Curati duplicem habeat portionem; quæ decem libræ cum denariis dandis pauperibus per hæredem suum universalem & ejus successores solvi voluit atque jussit. Item voluit, jussit, & ordinavit unam Capellam fieri, seu factam in Ecclesia Prioratus Conziaci, dotavit de libris viginti annualibus Viennensibus prædictorum assetandis congruè per executores infrascriptos, in qua Capella instituatur perpetuus Capellanus ad præsentationem Comitis Sabaudiæ, qui pro tempore fuerit; jus præsentandi, & patronatus in dicta Capella suis hæredibus perpetuò retinendo; Idem vero Capellanus in Missis singulis pro ipsius Testatoris, & suorum animabus ut supra, commemorationem facere teneatur. Item pro uno anniversario ipsius Testatoris, & suorum prædecessorum animabus in Prioratu prædicto annis singulis faciendo, legavit ipsi Prioratui vineam suam de Pinea, sitam in Parrochia de Chasey prope Bellicium, in mandamento, & Castellania Rossilionis, in territorio videlicet dicto de Pinea, juxta vineam hæredum Petri Ruffi de Bellicio quondam ex una parte, & terram eorundem ex altera, & vineam hæredum Hugonis de Camera quondam ex alia, & vineam Domini Joannis de Camera ex alia, & nemus illorum de Billieu ex alia, & viam publicam qua itur de Bellicio apud Billiacum, aliis confrontationibus semper salvis, cum juribus, & partim vineæ supradictæ. Item pro reficienda Ecclesia Yennæ, eidem legavit Ecclesiæ libras centum Viennenses prædictorum semel solvendas. Item in ipsa Ecclesia Yennæ, si in ea altare aliquod dotatum non sit, vel si omnia dotata sint, unum fieri voluit, & mandavit, quod dotari voluit de viginti libris annualibus monetæ prædictæ assetandis ut supra, per Executores subscriptos, & ad serviendum eidem perpetuo, Capellanum instituendum ad præsentationem Comitis, suis successoribus, jus Patronatus perpetuò reservando; Capellanus autem instituendus commemorationem pro animabus ut supra facere teneatur. Item pro reficienda Ecclesia Talissiaci, legavit eidem Ecclesiæ centum libras Viennenses prædictorum semel solvendas. Item in ipsa Ecclesia unum altare seu Capellam ut supra fieri voluit, & de libris viginti annualibus dotari, jus Patronatus sibi, & suis hæredibus retinens, & commemorationem pro suæ animæ, & suorum remedio prout supra dictum est, fieri in Ecclesia Yennæ, & in ipsa Capella præsentari, & instituti perpetuum Capellanum. Item cum ipse diu est, ordinavit in Ecclesia Beatæ Mariæ de Burgo in Bressia, unam grossam candelam, seu torchiam ceræ ardentis continuè ad honorem Beatæ Mariæ Virginis vult, jubet, & mandat ipsam ibidem candelam seu torchiam ardere perpetuò, assetarique per Executores sufficienter annuales redditus ad prædicta. Item jubet, & mandat ad arbitrium dictorum Executorum universis, & singulis Ecclesiis Cathedralibus, Abbatiis, Monasteriis, Prioratibus, & Parrochialibus Ecclesiis, & aliis locis piis totius Comitatus Sabaudiæ, Eleemosynam fieri pro ipsius, & suorum animabus, per hæredemque suum persolvi. Item legavit Fratri Petro de Coysia viginti libras Viennenses per hæredem suum sibi annis singulis, dum vixerit, persolvendas. Item Fratri Joanni de Duyssia ejus socio ordinis Minorum prædicti libras decem Viennenses prædictorum ad vitam annuliter ut supra. Item Fratri Guillelmo de Coignino ordinis Prædicatorum confessori suo legavit viginti libras Viennenses prædictorum, per hæredemque suum sibi solvi jussit annis singulis, dum vixerit. Item Fratri Petro socio ipsius dicti ordinis Prædicatorum legavit decem libras prædictorum Viennenses ad vitam ipsius annis singulis persolvendas. Item jussit, voluit, & mandavit quod totum argentum quod habebit jure Seignoriæ, per hæredem suum infrascriptum quousque compleverit quartum decimum annum de argenteriis totius Comitatus Sabaudiæ, ad manus prædictorum executorum perveniat, qui de ipsis Calices fieri faciant, quos donent Ecclesiis frunitis, & munitis Calicibus, primo Capellis in præsenti Testamento ordinatis, prout eis videbitur faciendum. Item legavit Bastardo Bellijoci, qui nunc dicto Testatori servit, Mistraliam Villæ-Novæ & insulæ de Ciers, sine alicujus Censæ, seu firmæ, solutione, cum juribus, & pertinentiis suis, & domum quam habet supra Chaussiatam stagni Sancti Diderii de insula, & molendinum ibidem existens quæ mistraliam, molendinum, & domum, idem Bastardus teneat in feudum ligium à Comite Sabaudiæ infrascripto, & suis successoribus in perpetuum, ipse Bastardus, & sui, & de ipsis homagium ligium eidem Comiti, & suis successoribus facere teneatur; & servitium ut ligius contra omnes, & Domus sit reddibilis Comiti Sabaudiæ, qui pro tempore fuerit. Item legavit *Naturalibus suis Ogerio, & Amedeo*, ultra illud bonum quod Amedeus Filius ipsius Testatoris eis faciet, centum libras Viennenses prædictorum annui redditus, pro quolibet tempore assetandas sufficienter eisdem per tutores infrascriptos, ad Consilium infrascriptorum Consiliariorum, & Executorum; qui naturales pro prædictis dicto Comiti, & successoribus suis ad homagium ligium teneantur, & eidem ad servitium ligium contra omnes. Item legavit *Joanni Filio suo naturali Cantori Gebennesii* centum libras Viennenses prædictorum annui redditus assetandas per tutores, & executores supradictos, quas perci-

ANS de J. C. 1343.

percipiat dum vivet, & post ejus decessum ad hæredem universalem ipsius testatoris infrascriptum totaliter revertantur. Item *legavit Donatæ suæ Morjali de Bons*, quandiu vivet annis singulis, quadraginta libras Viennenses prædictorum assetandas eidem per tutores, & hæredem infrascriptos. Item voluit, & justit quod singulis familiaribus, & servitoribus suis fiat satisfactio, & remuneratio unicuique secundum qualitatem sui servitii, & attentis tempore quo servivit, & statu, & conditione personæ ad arbitrium infrascriptorum tutorum, executorum, & consiliariorum, & prout eis videbitur faciendum. Item voluit, & ordinavit quod *Dominæ Joannæ ejus Nepti Filiæ quondam Comitis Eduardi Ducissæ Britanniæ*, fiat satisfactio, & attendatur pro jure quod ipsa posset habere contra ipsum, vel in Comitatu Sabaudiæ; juxta tractatum cum eadem factum dudum, & sigillatum sigillo Domini Regis Franciæ, vel plus vel minus, secundum quod videbitur esse justum, & concordari poterit cum ipsa ad evidentiam, & arbitrium infrascriptorum tutorum, executorum, & consiliariorum, æquitate, & justitia pensata, ita tamen quod concordato cum ipsa, & in satisfaciendo pacto teneatur quittare quidquid in eis posset habere, vel petere, contra ipsum Dominum Comitem, ejus hæredes, & in Comitatu Sabaudiæ, cum pactis, conditionibus, & aliis quæ fieri videbuntur. Item, vult & ordinat quod Magister Palmerius Phisicus suus, dum in humanis erit, sit Phisicus, & familiaris Comitis infrascripti sui hæredis universalis, sub salario, & pensione sufficienti ad arbitrium infrascriptorum tutorum, executorum, & consiliariorum, scilicet centum solidorum Grossorum Turonensium. Item voluit, jussit, & mandavit idem testator de fide, legalitate, & industria Domini Georgerii de Solerio de Yporegia nunc Cancellarii sui confidens ad plenum, & ut idem de impensis, & impendendis servitiis fiat remuneratio quod ipse Dominus Georgius dum vitam naturalem duxerit in humanis, sit Cancellarius ejus hæredis universalis infrascripti, & ipsius in posterum successorum, officiumque Cancellariæ ad plenum teneat, & exerceat, sitque Cancellarius, & familiaris commensalis Comitis supradicti, & successorum ejusdem, & computare de sigilli exitibus teneatur, cui tamen fiat remuneratio de labore per ejus hæredem infrascriptum vel ejus successores ipsi Domino Georgio, secundum quod æquum fuerit atque justum annis singulis quoad vivet. Item *dilectam Filiam suam Blanchiam*, in triginta millibus libris Viennensibus prædictorum, sive triginta millibus florenis auri solvendis, cum maritabitur, terminis sufficientibus ad ordinationem infrascriptorum tutorum, & executorum, sibi hæredem instituit, & pro ipsis eam voluit esse tacitam, & contentam, ita quod nihil amplius in ipsius testatoris hæreditate possit petere occasione successionis Paternæ: Cui Blanchiæ, si ipsam quandocumque mori contigerit, quod absit, sine liberis uno vel pluribus ex ipsius corpore, & legitimo matrimonio procreatis, vulgariter, pupillariter, & per fideicommissum, & alio modo quo melius potest, substituit Amedeum ejus primogenitum, si viveret tempore mortis ipsius Blanchiæ, & si non viveret, ipsius Amedei hæredem masculum succedentem in Comitatu Sabaudiæ, quod si nullis relictis masculis decesserit, *Joannem ejus Filium secundo genitum*, si viveret, vel ejus hæredem masculum in Comitatu succedentem prædicto, in viginti sex millibus librarum Viennensium prædictorum, quatuor vero millia residua possit ipsa Blanchia legare, & de ipsis disponere prout suæ fuerit voluntatis. Item *Joannem dilectum suum Filium secundo genitum*, sibi hæredem instituit in quinque millibus librarum Viennensium prædictarum annui redditus assetandis, & assignandis per hæredem suum infrascriptum, ad Consilium infrascriptorum tutorum, executorum, & consiliariorum in locis, ubi, & prout eis videbitur pro meliori Comitatus Sabaudiæ, in castris, & jurisdictione, æstimando tamen jurisdictionem in assignatione, & redditu supradictis, cui Joanni, si ipsum, quod absit, mori contigerit quandocumque sine hæredibus masculis unò vel pluribus ex ipsius proprio corpore, legitimoque matrimonio procreatis, substituit vulgariter, pupillariter, & per fideicommiss. Amedeum Filium ipsius Testatoris infrascriptum suum universalem hæredem, & ejus hæredes Comites Sabaudiæ, quæ quidem assetatio, & assignatio non fiat, nec fieri peri possit per dictum Joannem, nec etiam prædicta in quibus est institutus ut supra, usque quod pervenerit ad ætatem perfectam viginti quinque annorum, interim tamen hæres universalis prædictus teneatur ipsi Joanni necessaria ministrare secundum decentiam sui status, & pro prædictis idem testator dictum Joannem Filium suum esse voluit tacitum, & contentum. Ita quod in bonis Paternis nihil amplius possit petere, exigere, vel habere quoquomodo, nisi in casu substitutionis infrascriptæ: prædicta siquidem idem Joannes, & sui hæredes in feudum, & homagium ligium teneant, & tenere debeant, ac se tenere fateantur, & effectualiter recognoscant ab hærede universali ipsius testatoris infrascripto, & suis successoribus in Comitatu Sabaudiæ; & pro prædictis homagium ligium facere teneantur ipsis Amedeo, & successoribus Comitibus Sabaudiæ, eisque ligie servire de feudo prædicto, & persona, nec alicui alteri possit homagium ligium facere dictus Joannes vel sui hæredes, seu non ligium quoquomodo, nisi Comiti Sabaudiæ qui pro tempore fuerit, & ad hoc sacramento, & obligatione solemni, idem Joannes se adstringere teneatur cum faciet primum homagium, quod facere teneatur cum sibi expedientur redditus, & terra prædicta, & sic ejus hæredes successive usque in infinitum cum fidelitates renovabunt, & facient debitum sacramentum, & revestituram postulabunt, nisi de consensu, authoritate, & voluntate ejusdem Amedei vel Comitum qui pro tempore fuerint, quam revestituram facere, & recipere fidelitatis sacramentum Comes qui pro tempore fuerit, non teneatur, nisi fiat obligatio, sacramentum, & promissio quæ, & prout superius declarantur. Quod si eundem Joannem mori contigerit sine hæredibus masculis ex ipso, & legitimo matrimonio procreatis, & ei succedere vigore substitutionis prædictæ, dictum Amedeum, vel ejus descendentes hæredes ex ipso ut supra relictis Filia, vel Filiabus una vel pluribus ex ipsius corpore, & de legitimo matrimonio procreatis, prima ei succedat in decem millibus libris semel Viennensibus prædictorum, secunda vero & deinceps quælibet in quinque millibus libris Viennensibus prædictorum semel, quas dictus Amedeus seu ejus hæredes masculi succedentes eidem Joanni terminis sufficientibus solvere teneantur eisdem, & pro prædictis ipsam, & ipsas esse voluit tacitas, & contentas, Tutores autem, & Curatores Amedei infrascripti sui universalis hæredis Joannis, & Blanchiæ liberorum suorum esse voluit, disposuit, & ordinavit *Dominos Ludovicum de Sabaudia Dominum Vuaudi Consanguineum suum* carissimum, & *Amedeum Comitem Gebennensem Nepotem suum*, dilectum dum vivent in humanis, & si, quod absit, durante tempore dictæ tutelæ, vel curæ, alter ipsorum moreretur, vel de ipsis se nollet immiscere, superstiti, volentique administrare remaneat tota Tutela, cura, & administratio, ita tamen quod iidem tutores dum vivent, & acceptabunt, ambo simul administrent, & gerant cum consilio in singulis Marchiis infrascriptorum Consiliariorum, & Executorum, vel majoris partis ipsorum, qui tutores durante tempore tutelæ dicti Amedei universalis hæredis, non teneantur ad confectionem inventarii, nec ad redditionem rationis administrationis prædictæ, post pubertatem au-

ANS de J. C. 1343.

tem dicti Amedei tempore videlicet dictæ curæ ad inventarium faciendum, & rationem reddendam administrationis hujusmodi teneantur de administrandis tempore curæ, Consiliarii vero in Marchia Sabaudiæ sunt hii, Dominus Gulielmus Dominus Intermontium, Dominus Petrus Dominus de Veteriis, Dominus Petrus Marescalci, & Dominus Petrus de Montegelaco milites; In Viennesio Dominus Hugo, Dominus Malibecci, Dominus Amedeus Miribelli, Dominus Petrus de Montebello Castellanus Scalarum, Dominus Gulielmus de Miribello Castellanus de Faramans, Dominus Amedeus de Bellovidere, Dominus Godomarus de Failo, & Dominus Guinus de sancto Simphoriano milites; In Bressia Dominus Petrus de Palude, Dominus Varembonis Dominus Joannes Dominus S. Amoris, Dominus Joannes Dominus de Fromentes, Dominus Galesius de Balma, Dominus Valusini, & Dominus Joannes, Dominus Corgenonis milites: in Chablasio Dominus Guichardus tunc Episcopus Sedunensis, Dominus Rodulphus de Blonnay, & Dominus Petrus de Saillione milites: in Valle Augustæ, Dominus Nicolaus Episcopus Augustensis, & Dominus Petrus de Chalant condominus Montis-joveti, in Valle Secusiæ, Dominus Rodulphus Abbas sancti Michaëlis de Clusa, & Dominus Gulielmus condominus de Ripa alta. Item Liberos suos, & specialiter infrascriptum universalem hæredem suum & totum Comitatum Sabaudiæ recommendat humiliter, & devotè summo Pontifici Domino nostro, sacro Reverendorum Patrum Dominorum Ecclesiæ Romanæ sanctæ Cardinalium collegio, Dominis suis carissimis Regibus Francorum, & Navarræ, Duci Normandiæ, Comiti de Alencono, Burgundiæ, & Borbonii Ducibus ac Nepotibus, & Fratri suis carissimis, Dalphino Viennensi Marchioni Montisferrati, Comiti Altissiodorensi, Domino Bellijoci, Principi Achayæ, Dominis Mediolani, & universis singulis suis Dominis, amicis, fidelibus omnibus, & Vassallis qui nunc sunt, & pro tempore fuerint. *In omnibus autem aliis bonis suis, Principatu, Comitatu Sabaudiæ, Ducatu Chablasii; & Augustæ, Marchionatu in Italia, Dominio Baroniarum Baugiaci, & Coloniaci*, civitatibus, castris, villlis, feudis, retrofeudis, Vassallis, hominibus, juribus, jurisdictionibus, meris, mixtis Imperiis, honorantiis, actionibus, rationibus, & dreyturis præsentibus, & futuris ad ipsum quoquo titulo, causa, occasione, vel jure spectantibus præsentialiter, & in futurum in Comitatu Sabaudiæ, Regno Franciæ vel alibi ubicumque sibi hæredem universalem instituit *Amedeum Filium suum primogenitum* prædilectum: Et si prædictum Amedeum, & ejus Liberos masculos in infinitum agnatos ex legitimo matrimonio descendentes, si quos habebit, mori contigerit in ætate pupillari, vel postea quandocumque sine Liberis masculis ex eo, legitimoque matrimonio procreatis, Joannem ipsius testatoris Filium secundo genitum, si tunc esset superstes, alias ejus Liberos masculos legitimos, & naturales in infinitum, videlicet ex his primogenitum eidem substituit, & si dictos Amedeum, & Joannem, & eorum agnatos Liberos in infinitum masculos ex legitimo matrimonio procreatos, si quos haberent, mori contingeret sine Liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis, Dominum Ludovicum de Sabaudia consanguineum suum carissimum si viveret, alias ejus Liberos in infinitum masculos agnatos ex legitimo matrimonio procreatos, videlicet primogenitum eisdem substituit, excepta Baronia Terræ Baugiaci prædictæ, cum castris, juribus, & pertinentiis, quam eo casu vult ad Blanchiam Filiam suam prædictam pervenire, ut tamen ipsa in feudum, & homagium ligium à Comite Sabaudiæ qui tunc erit, & ejus successoribus Comitibus Sabaudiæ teneat plenariè, pertinere, & de ipsis servire ligie contra omnes teneatur. Quod si dicta Blanchia tunc non esset superstes, vult idem testator eandem Baroniam, & terram ad carissimum Nepotem suum Dominum Amedeum Comitem Gebennensem devenire, qui teneat ipsam in feudum ligium, & sub homagio ligio pro se, & suis hæredibus, seque tenere à Comite Sabaudiæ recognoscere teneatur qui tunc erit, & successores ejus, & pro ipsa sibi servire ligie contra omnes. Si verò dictos Amedeum, Joannem, & Dominum Ludovicum, & masculos eorum Liberos in infinitum agnatos, procreatos, ut supra si quos haberent contigerit, quod absit, sine Liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis obire, tunc eundem Comitem Gebennensem ipsis hæredem universalem substituit in toto Sabaudiæ Comitatu, cæterisque bonis suis ubicunque sint, exceptâ Baroniâ terræ Baugiaci supradicta, videlicet eo casu quo substitutio locum haberet in eadem terra quoad Blanchiam Filiam suam supradictam, in casibus autem in quibus locum proximè haberent substitutiones prædictæ, si qua vel quæ Filiæ dictorum Amedei, & Joannis Filiorum suorum extarent maritandæ, vult primogenitæ nomine dotis triginta millia florenorum per tunc Comitem Sabaudiæ dari, cæteris verò Filiabus si quæ forent, cuilibet viginti millia florenorum auri. Executores autem hujus suæ ultimæ voluntatis esse vult, & disponit Dominos Archiepiscopum Tharentasiensem, Episcopos Sedunensem, Marianensem, & Bellicensem, Abbatem sancti Michaelis de Clusa, Dominos Gulielmum de Montebello Dominum Intermontium, Dominum Petrum Dominum de Viteriis, Petrum Marescalci, Petrum de Montegelato milites, Georgium de Solerio, Gulielmum Boni; & Fratres Petrum de Coysia ordinis Minorum, & Gulielmum de Coignino ordinis Prædicatorum, quibus seu majori parti ipsorum idem Dominus Comes Testator concedit, & committit plenum executionis arbitrium, & plenariam potestatem quæ aliquo vel aliquibus ex ipsis morientibus ad alios cum integritate remaneat super tota omnia supra dicta. Hanc autem suam ultimam voluntatem, & ordinationem, ac dispositionem validam asseruit esse velle, quam valere voluit, jussit, & disposuit idem testator jure testamenti nuncupativi, seu alterius ultimæ voluntatis, seu jure donationis, factæ inter vivos, vel donationis causa mortis, aut jure codicillorum, & si fortè non valeret jure civili, vult & jubet quòd valeat secundum canonicas sanctiones vel eo jure, modo & forma privilegio, usu, & consuetudine quibus melius valere poterit, & tenere, & hanc ordinationem suam, & dispositionem vult, & jubet esse suum ultimum testamentum, & validum sine scriptis, quamvis in scriptis redactum, & suam ultimam voluntatem, & si quod aliud testamentum, seu alia testamenta, Codicillos, seu ultimas voluntates alias fecit vel condidit, aut aliqualiter disposuit, illud, & omnia alia, & singula, præter præsens testamentum, revocat penitus, & annullat, non obstantibus aliquibus verbis derogatoriis appositis in eisdem aliis testamentis, codicillis, seu aliis ultimis voluntatibus, volens, & jubens expresè omnia, & singula alia testamenta, & alias quascunque ultimas voluntates, & dispositiones ante præsens testamentum factas, & facta fore cassa, nulla, irrita, & inania, & nullius esse valoris, & momenti, præsenti testamento dumtaxat in suo firmitatis pleno robore permanente, & perpetuò valituro, ac si dicta verba derogatoria essent in præsenti testamento declarata specialiter, & expressa. Pœnitens itaque omnium aliorum testamentorum, ac dispositionum factarum ac factorum ante præsens testamentum, & de ipsis inhibens instrumenta fieri, vel levari, tenore præsentis instrumenti, volens atque jubens quod nos Notarii infrascripti, & quilibet nostrum prædicta omnia in publicam formam rediganus ad dictamen, & consilium peritorum, & inde fieri & levari unum, & plura publica instrumenta de omnibus,

ANS de J. C. 1343.

ANS de J. C. 1343.

nibus, & singulis supradictis, & de quolibet legato, & de qualibet clausula pro hæredibus, & legatariis, & aliis omnibus, & singulis quorum interest, & interesse poterit, dictanda & reficienda semel, & pluries ad dictamen, & consilium sapientium, Rogans omnes testes infrascriptos quod huic testamento suo, & ultimæ voluntati qui ad hoc fuerint specialiter convocati Testes esse velint, & de omnibus supradictis quæ continentur in ipso. Actum in Domo forti Domini Petri Marescalci militis, apud Crestum Castellaniæ Montismeliani Diocesis Gratianopolitani in camera à latere deversus Prioratum de Albino, Anno, indictione, & die quibus supra, Præsentibus D. Joanne Domino Corgenonis milite, D. Petro Marescalci milite, D. Georgio de Solerio, Fratre Gulielmo de Cognino, & Fratre Petro Bordonis ordinis Prædicatorum, Gullielmo Boni Burgensi, Camberiaci, Magistro Bonifacio Boncastalis Phisico Camberiaci commorante, Francisco Maillolii de Ast, & Joanne Boccacosa de Janua apothecariis, Camberiaci residentibus, Jacometo de Villareto Domicello, Joanne Barberio dicti D. Comitis, & Quirio de Crostis de Ripolis familiaribus dicti D. Comitis, & Gulielmo de May de Sancto Juliano testibus vocatis, & rogatis per dictum testatorem ad omnia supra dicta.

CCLXXX.

ANS e J.C. 343. FRANCE T DAU- HINÉ.

Donation du DAUPHINE *faite par* HUMBERT *Dauphin de Viennois, à* PHILIPPE, *fils de Philippe de Valois Roi de France & à ses Descendans. A Vienne en Dauphiné, le 31. Juillet,* 1343. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 158.

a) Mezerai nous prend, qu'avant qu'Humbert prit l'habit de Monacal, il passa un second Contract le 30. Mars 1349. par lequel il donnoit à Philippe tout le Dauphiné sans réserve, quoiqu'il eût des héritiers capables de succeder. Et que de plus du propre mouvement du Roi, il fut arrêté que cette Seigneurie seroit réünie à la Couronne, & que le Fils ainé de France porteroit seul le nom de Dauphin. Le Pape, ajoute le même auteur, lia Humbert par les Ordres sacrez, de peur qu'il ne s'allât dédire. Il les reçut tous le jour de Noël; il celebra le même jour & 8. jours aprés il fut promu à l'Episcopat, & honoré du titre de Patriarche d'Alexandrie.

(*a*) IN nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen. Noverint universi, quod anno ejusdem millesimo trecentesimo quadragesimo tertio, indictione undecima, die ultima mensis Julii, in præsentia nostrorum testium infra scriptorum existentibus, illustri Principe Domino HUMBERTO Delphino Viennensi: & cum eo Reverendis in Christo Patribus, dominis Bertrando de Capella Viennensi, Henrico de Villariis Lugdunensi Archiepiscopis, Joanne de Chissiaco Episcopo Gratianopolitano; & magnificis & potentibus Viris, dominis Ludovico de Pictavia, Valentiensi & Diensi Comite, Eymaro domino Rossilionis, Joanne de Villariis: Hugone Domino de Gey, Hugone Domino Virmille, Girardo Domino de Anione, Henrico Domino Casenatici, Aynardo Domino Vignaici, Odoberto Domino Castri novi, Joanne Pagani Domino de Memy, Joffredo Domino Cast, Arthaudo Domino Clavesonis, Aynardo Domino Salerie, & montis Britonis, Humberto de Chulay Domino Linlini, Amblardo Domino Bellimontis, Amedæo de Rossilione Domino Buscagii, Francisco de Toysio Domino Torradie, Rudulpho de Comeriis Domino Nansi, Girardo Condomino de Torniaco, & Guillelmo de Compeysio Domino de Thorent, & pluribus aliis Baronibus, & aliis fidelibus nobilibus, & Vasallibus dicti Domini Delphini infra scriptis, ibidem congregatis & convocatis per eum ex una parte; & Reverendo in Christo patre Petro Episcopo Clarimontis, magistris, Domino Guillelmo Flotte, Domino de Renello Cancellario Franciæ; ac nobilibus & discretis viris Dominis Petro de Enigmis milite, Joanne Priore de Crespeio, Berengario de Montealto Archidiacono Lugdunensi & Alnedæo de Altavilla Canonico Lugdunensi, Consiliariis Serenissimi Principis Domini Philippi Dei gratia Francorum Regis, & Procuratoribus per litteras Regias, quarum tenor infra sequitur deputatis, ac Joanne Richerii militis Consiliario, Reginaldo de Molinis Secretariis Regiis ex altera: ipse Dominus Delphinus, & prænominati Consiliarii & Procuratores Regii voluerunt & præceperunt legi publicè & alta voce per me Humbertum Pilati, publicum Notarium infra scriptum, pactiones & conventiones initas inter dictos Dominum nostrum Regem & Delphinum, super successione Delphinatus, & certarum terrarum dicti Domini nostri Delphini, sub certis modis, formis & conditionibus perventura ad illustrem Dominum PHILIPPUM secundogenitum dicti Domini nostri Regis, seu alterum ex liberis illustris Domini Joannis Ducis Normandiæ promogeniti domini dicti Regis. Eo casu quo Dominum nostrum Delphinum decedere contingeret sine liberis masculis vel femellis ex suo corpore, & legitimo matrimonio procreatis; contentas in litteris patentibus gallice scriptis dictorum dominorum nostri Regis, & nostri Delphini, magnis sigillatis sigillis, nec non quasdam declarationes sequentes, contentas in litteris Regiis in cera viridi sigillatis; quas quidem conventiones, & litteras legi ego prænominatus Humbertus, alta voce publicè in gallico de verbo ad verbum præsentibus supra & infra scriptis Prælatis, Baronibus, Nobilibus, & coram infra scriptis testibus: quarum conventionum, declarationum & litterarum tenores sequuntur, & tales sunt.

ANS de J. C. 1343.

§. 2. Philippe par la grace de Dieu Roy de France, & Humbert Dauphin de Viennois, à tous ceux qui ces lettres verront, salut. Sçavoir faisons, que comme à la divine grace, à laquelle humaine (*a*) nature ne peut, (*b*) ny doit contester d'icelle, n'ait pleu pourvoir à nous Dauphin susdict de fecondité de lignée descendant de nostre corps, par laquelle l'unité & tranquillité de nos terres & sujetz se puissent apres nous conserver & garder: pour ce nous, doutans que si par le temps à venir de nous n'estoit pourveu, nos dictes terres & subjectz pussent venir en grande division & discord; desirans de tout nostre pouvoir obvier aux grands domages, adversitez & perils, qui en pourroient advenir, & voulans pourvoir, comme l'unité & paisible & seur gouvernement de nos dictes terres & subjectz, puisse apres nous demeurer; & nous confiant qu'à l'ayde de Dieu, sous la protection & faveur de nostre tres cher Seigneur & Cousin le Roy de France dessus dict, & ses Enfans, & leurs Successeurs, nos dictz sujets & terres, pourront estre soustenus & gardées de telles adversitez & perils, maintenuës & gouvernées en bonne paix, seureté & tranquillité, & eue consideration & regard à la grande conjonction & proximité de lignage, qui est entre le Roy nostre dict Seigneur & ses dicts Enfans d'une part; & nostre tres chere Dame & Mere, & nous, & nostre tres chere compagne la Dauphine d'autre.

(*a*) ou *créature.* (*b*) ou *ne lui désespérer d'icelle.*

§. 3. Et pour ce certains traictez eussent esté pourparlez & accordez en la presence de nostre tres Sainct Pere le Pape Clement Sixiesme, qui à present est, par certains Conseillers du Roy nostre dit Seigneur d'une part; & par nous Dauphin en nostre propre personne, du Conseil, deliberation, & consentement de plusieurs Prelats, nobles, Barons & autres sages, nos feaux & sujets d'autre part: Par lesquels nous Dauphin sus dict avions promis, convenancié, & accordé à donner, ceder, & transporter à Monsieur Philippes, filz du Roy nostre dit Seigneur, ou à un des Enfans de nostre tres cher Seigneur & Cousin Monsieur Jean Duc de Normandie son filz aisné, nostre Dauphiné de Viennois, avec certaines autres nos terres, & sous certaines convenances, pactions, conditions & manieres cy apres escriptes.

ANS de J. C. 1343.

§. 4. Pour ce eſt il, que nous Dauphin deſſus dict, eue ſur tout grande & meure deliberation, avec pluſieurs Prelats, Barons, nobles, & autres nos feaux Conſeillers & ſujets, & pour l'evident & commun profſit de nos dicts ſujets & terres de noſtre certaine ſcience, & de propos bien adviſé, & de noſtre pure & fianche volenté, ſans contrainte & malengin, ſous les convenances, pactions & conditions, formes & manieres cy deſſous eſcrittes; avons donné, cedé & tranſporté, donnons cedons & tranſportons par ces preſentes, dés maintenant à tousjours, en poſſeſſion, comme en proprieté, à Monſieur Philippes filz du Roy noſtre dict Seigneur; & au cas, que en iceluy ne ſe puiſſe accomplir la dicte donation pour cas de mort, dont Dieu le gard, ou pour autre legitime empeſchement, à un fils de noſtre tres cher Seigneur & Couſin, le Duc de Normandie deſſus dict ou de leurs ſucceſſeurs Roys de France, que le Roy noſtre dict Seigneur, ou noſtre dict Couſin le Duc de Normandie, ou leurs ſucceſſeurs Roys de France voudront eſlire; par donation entre vifz, ſans nul rapel, noſtre dict Dauphiné, & noſtre Duché de Champſour, la Principauté de Briançonnois, le Marquiſat de (a) Ceſanne, la Comté de Vienne, la Comté de Albon, la Comté de Graiſivoudan, la Comté d'Ambrunois, la Comté de Gappenſois, la Baronnie de la Tour, la Baronnie de Valbone, la Baronnie de (b) Fucuir, la Baronnie de Meullon, la Baronnie de Montalban, & generallement & ſpeciallement toutes nos autres terres, Comtez & Baronnies que nous tenons à preſent ou autres pour nous, ou devons tenir, ou à nous peuvent ou doivent apartenir, en quelque maniere que ce ſoit, avec tous droicts, juſtices & Seigneuries, fiefs, nobles, honneurs, & dignitez, preeminences, prerogatives, mere & mixte empire, & toutes les appartenances & deſpendances; ſi & au cas, que nous faudrions de ce ſiecle, ſans hoirs maſles ou femelles deſcendans de noſtre corps, nays en loyal mariage.

(a) G. G. Leibnitz dit qu'on lit auſſi *Teſaine*, mais je crois que *Ceſanne* eſt le véritable mot.

(b) ou *Fuſſigni.*

§. 5. Excepté nos terres de Puille & d'Auvergne, & deux mil livres de rentes, que nous prenons au treſor de noſtre dit Seigneur à Paris; & ſauf & reſervé à nous, & excepté auſſi dix mil livres de rente annuelle & perpetuelle, que nous retenons audict Dauphiné à prendre ſur les chaſteaux & villes de Quirieu, de Cremieu, de Sablonnieres, de la Balme, & de tout ce, qui eſt dans l'Iſle de Charnis, & les chaſteaux & villes de ſainct Donnat & de Bellegarde en Viennois, de Montfort, de (c) Montbunond, de Montfluy, (d) de Vizille, (e) de la Maure, de Corp, & de Beaulmont en Graiſivoudan, & de Valpute en Briançonnois, & de Chaſteillon, & de Salanche en la terre de Fauſigny, avec toute juſtice, mere & mixte Empire; pour en faire & ordonner à toute noſtre volonté, ſoit en Egliſes ou autre part; Les fiefs & la ſouveraineté demeurant tousjours à celuy, qui ſera Dauphin; leſquels chaſteaux & villes ne ſont, ne doivent eſtre en marche, ni en frontiere, & n'y eſt mis, ne doit eſtre Nobleſſe de Comté ne de Baronie, mais en autre choſe & lieux, qui ſont priſés à moins de dommage pour le Dauphiné.

(c) ou *Montbrimon.*

(d) G. G. Leibnitz dit qu'on lit auſſi *Orſelte*, mais *Vizille* ou *Vigille* eſt le véritable nom. C'eſt un vilage près de Grenoble.

§. 6. Et par telle condition & maniere auſſy que le Dict Monſieur Philippes, ou celuy qui ſera Dauphin, & ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs au Dauphiné s'appelleront, & ſeront tenus ſoy faire appeller Dauphin de Viennois, & porteront les armes dudict Dauphiné eſcartelés avec les armes de France, & ne laiſſeront, & ne puiſſent laiſſer le nom de Dauphiné ni les dictes armes, & ne ſera ni puiſſe eſtre uny ni adjouſté le dict Dauphiné au Royaume de France, fors entant comme l'Empire y ſeroit uny; & faſſent & ſoient tenus de faire aux Egliſes de Vienne, de Lyon, & de Grenoble, & au Roy de Sicile, & à tous autres, à qui nous ſommes tenus, les hommages, recognoiſſances, & autres choſes, qui à eux appartiennent & doivent eſtre faictes.

(e) Le même dit qu'on lit auſſi *demur*, *la Mure* eſt le véritable nom; c'eſt un bourg, qui n'eſt pas non plus fort éloigné de Grenoble.

ANS de J. C. 1343.

§. 7. Et avec ce tiendra & gardera, & ſoit tenu de garder & tenir le dict Monſieur Philippes, & ceux qui ſeront Dauphins à tousjours & jamais perpetuellement, toutes les libertez, franchiſes, privileges, bons us, & bonnes couſtumes du Dauphiné, des Comtez, dignitez, Baronnies & terres deſſus dictes, des Prelatz, Clergié, Barons, Chaſtelains & autres ſujets nobles & non nobles d'icelles, des citez, chaſteaux, Egliſes, villes, & francs fiefs, rierefiefs, & autres proprietez, communes & autres lieux & villés des dicts Dauphiné, Comtés, dignitez, Baronnies, & autres terres contenues en cette preſente donation & compriſes, & des ſubjects & ſingulieres perſonnes d'iceluy; tant de ſucceſſions, comme d'autres choſes quelles qu'elles ſoient, & ſpecialement, que les plus prochains du lignage maſles ou femelles en montant ou deſcendant & en ligne collateralle auſſy, nobles & non nobles ſuccedent ſans teſtament ou par teſtament; eux ou autres, ſelon la diſpoſition du teſtateur, tant en fiefs & rierefiefs nobles ou autres, comme en autres choſes: & les leur tiendra & confirmera le dict Monſieur Philippe, ou celuy qui ſera Dauphin & ratifſiera, & ſera tenu de tenir, confirmer & ratifier en la maniere que deſſus, ſi-tôſt qu'il viendra au dict Dauphiné.

§. 8. Et avec ce payera & ſera tenu payer ledict Monſieur Philippe, ou celuy qui ſera Dauphin & ſes hoirs & ſucceſſeurs au Dauphiné toutes nos debtes, & amendera, & ſoit tenu d'amender les torts faicts de nous & de nos Predeceſſeurs, ainſy que le filz eſt tenu pour le Pere, de tout temps paſſé, juſques au vingt troiſiéme de Fevrier dernierement paſſé; celles toutes voyes, qui deues ſeront du dict temps paſſé juſques au jour de noſtre trepas; & quant à celles, qui par nous ſeront accreues ou faictes dez le dict jour, & par le temps à venir, le dict Monſieur Philippes, ou cil qui ſera Dauphin n'y ſera tenu, que juſques à la valeur de vingt cinq mil florins de Florence, à une fois tant ſeulement.

§. 9. Et avec ces choſes retenons & reſervons à nous tout ce que dores en avant nous (a) acquerrons au dict Dauphiné. Et ſi és dicts acqueſts il y avoit aucune choſe, qui ne fuſt en noble fief, & n'euſt juſtice, comme prez, moulins, vignes, & choſes de ſemblable condition, nous y pourrions donner ban juſques à ſoixante ſols, ou deſſous, & les amortir & donner à l'Egliſe & lieux pitoyables ou ordonner autrement, ſi comme à nous plairoit. Avons auſſy reſervé & reſervons, que ſi l'eſchanges de Romans, qui pour parle eſt, ſe faiſoit, nous puiſſions bailler au lieu d'iceluy pour le dit eſchange (b) Auſan, Nions & Mirabel, & fiefs de Vinſobre, Puyhugon, de ſainct Marcellin, de ſainct Maurice, de Rocheaque: la dicte ville de Romans demeurant au dict cas au dict Dauphiné; parfaiſant toutes fois à nous, ou à celui qui aura cauſe de nous par celuy, qui Dauphin ſera, recompenſation de la dicte ville de Romans, en acceomplifſant la ſomme de deux mil livres de rente deſſus dicte: & au cas, que ledict eſchange ne ſe feroit, nous retenons le dict chaſteau d'Auſan, Nions & Mirabel, & les fiefs deſſus dicts, pour tant comme ils valent de rente, en raportant icelle valeur des dictes mil livres de rente deſſus retenues, ſans ce que le Dauphin, qui ſera pour le temps, y puiſſe reclamer aucun droict de fief.

(a) à donner ou ordonner à noſtre volonté ſoit en Egliſes ou autrement, reſervez toutes fois les fiefs & Souverainetez audict Dauphiné.

(b) ou *Aviſain*, ne faudroit-il point lire *Viſan.*

§. 10. Et reſervé auſſy à noſtre tres chere Dame & Mere la Dauphine ſon Douaire, tant comme elle vivra, & reſervé auſſy à noſtre dicte chere Compagne la Dauphine ſon douaire de (dix) mil livres, que nous luy avons donné & aſſigné le cours de ſa vie tant ſeulement; & ſi és dicts douaires, ou aucuns d'iceux eſtoit aſſigné aucun des chaſteaux deſſus nommez, que nous avons tenus & reſervez pour les dictes (dix) mille livres de rente perpetuelle, comme deſſus, & nous vivants, les dictes Dames, ou aucune d'icel-

ANS e J. C. 1343.

d'icelles à qui ils seroient assignez, donnions ou autrement ordonnions à autres personnes les dicts chasteaux, ou aucuns d'iceux assignez és dicts douaires; le dict Monsieur Philippe, ou celuy qui sera Dauphin, comme dessus, soient tenus à faire & bailler recompensation convenable pour iceux chasteaux, & rentes plaines à celuy, à qui nous ordonnerons, ou donnerons les dicts chasteaux jusques au deceds des dictes Dames ou d'icelle en qui à douaire les dicts chasteaux seront assis.

§. 11. Et pour ce que tel present, don, cession & transport & autres choses dessus dictes ayent & puissent avoir plus grande fermeté, & pour la seureté du Roy nostre dict Seigneur & dudict Monsieur Philippe son filz, ou de ceux qui viendront au Dauphiné par ce present don, comme dict est, nous voulons, mandons, & commandons dés maintenant que les Baillifs, Chastellains, & autres officiers presents & à venir des dictes terres contenues en ce present don, promettent & promettront, jurent & jureront sur les saincts Evangiles corporellement touchez és mains de ceux, que le Roy nostre dict Seigneur y voudra deputer, au nom & au proffit de Monsieur Philippe son dict fils, & celuy & ceux autres, qui seront Dauphins comme dessus, qu'au cas, que nous defaudrions de ce siecle sans hoirs de nostre corps, nez en loyal mariage, ils mettront toutes les forteresses & chasteaux des dictes terres ez mains d'iceluy ou de ceux, que le Roy nostre dict Seigneur ou son dict fils, ou celuy qui sera Dauphin, comme dict est, ordonnera & deputera; & s'ils y failloient deslors qu'ils seroient le contraire, ils seroient tenus & reputez parjures, & convaincus de trahison, & jugez pour traistres & faux prometteurs.

§. 12. Pourra le Roy nostre dict Seigneur dés maintenant eslire des gentils hommes suffisants & convenables, qui soient nos hommes tant seulement, ou de luy & de nous ensemble, és mains desquels nous mettions desja, au nom & au proffit de nous, & au nom & au proffit du Roy nostre dict Seigneur & de son dict filz, & de celuy ou ceux, qu'ilz voudront envoyer au Dauphiné, comme dessus est dict, à plus grande seureté d'accomplir les choses dessus dictes, des chasteaux & villes des meilleures & plus notables des dits Dauphiné & terre; & ne pourront estre ostez les dicts chasteaux & villes des mains des dicts nobles, ni baillées à autres, si ce n'estoit de la volonté du Roy, & que ceux, qui les prendroient, ne fissent tout avant semblable serment, & les promesses, & sur les peines contenues en l'article precedent; & toutes voyes, si nous les voulons changer, faire le puissions, sans requerre la volonté du Roy, & sans contredict: mais que ce soit en gens de pareille condition, & que facent tout avant le pareil serment en la main du riguier, du Chastellain de saincte Colombe, ou de l'un d'eux, ou des deputez d'eux qui sont ou seront par le temps.

§. 13. Et par special avec ces choses, agreant seurté de nostre dict Seigneur ou son dict filz, ou de celuy ou ceux qui seront Dauphins, comme dessus est dict, mettions en la main, & maniere des terres dessus dictes, ez mains des nobles que le Roy ou ses gens eslira dict, de nos hommes, par la maniere que dessus est dict, nostre dicte terre de Fussigny, & tous les chasteaux & villes, apartenances d'icelles & les chasteaux d'Albon & de Moras, & des autres à l'advis des gens du Roy nostre dict Seigneur en la maniere dessus dicte, en baillant & prestant aux Deputés dessus nommés les promesses & serments dessus dicts, & sur les peines dessus dictes: aussy baillons & mettons dés maintenant és mains de nostre seal Monsieur Humbert de Chaulay Chevallier & à present Baillif de Mascon pour le Roy nostre dict Seigneur les chasteaux de Montluel, (a) Perroges, Semans, (b) Moisinieu, Satonnay & Vaux, qui est de costé Lyon, pour les tenir & gouverner au nom de nous, & à la

(a) ou Perroges.
(b) ou Moissiniac.

seureté de nostre dict Seigneur & de son dict filz qui sera Dauphin: & il fera les ferments & promesses dessus dictes, & en la maniere dessus dicte, & sous les manieres, reservations, conditions, promissions, pactions, & convenances contenues en ces lettres.

ANS de J. C. 1343.

§. 14. Pour les causes dessus dictes & plusieurs autres, qui à ce nous mouvoient & pouvoient mouvoir; & parmy dix mil livres de rente que le Roy nostre dict Seigneur nous a promis & données à prendre en certains lieux & convenables le cours de nostre vie tant seulement, sans que nous ou nos successeurs soient tenus à faire restitution des fruicts, que nous en aurons perceu en nostre vivant; & parmy deux mil livres de rente à heritage, que nous prenions à son tresor à part, & aussy parmy six vingt mil florins d'or de Florence, ou la valeur qu'il nous a donné ou promis payer à trois ans, chacun an quarante mil florins nous soient ou doivent estre payés dans les octaves de la nativité sainct Jean Baptiste prochain venant; & la nativité de sainct Jean Baptiste prochainement ensuivant les autres quarante mil florins; & l'autre nativité sainct Jean Baptiste deslors prochaine ensuivant les autres quarante mil florins; & nous feront & doivent estre assignez les dicts quatre vingts mil florins en certains lieux & convenables, à prendre par nostre main aux termes dessus nommez; en telle maniere & condition, que au payement d'iceux, nous ne puissons estre en rien empeschez par voye de compensation, ou quelconques demandes, que le Roy ou ses gens; ou autres personnes nous puissent faire pour cause de marque du petit scel de Montpellier, ou par quelconques autres causes que ce soit.

§. 15. Et si toute la dicte somme ne nous estoit payée en nostre vivant, ce qu'il en faudroit, soit à nos enfans, ou à ceux que nous y voudrions ordonner, tant comme le Roy nostre dict Seigneur ou à ses successeurs Roys de France voudroient attendre pour leurs dicts enfans, ou leurs successeurs descendans d'eux, la succession du dict Dauphiné en la maniere dessus dicte; & parmy ce que le Roy nous a donné & octroyé que nous & nos Successeurs ayons les premieres appellations, & jugés d'apeaux & executions d'icelles en toutes les proprietez, fiefs, arrierefiefs, que nous avons & aurons au Royaume de France; & avec & que nostre monnoye & de nos Successeurs du Dauphiné y concoure, & y ait son cours en nos dictes terres, proprieté, fiefs & arrierefiefs du Royaume, si comme il est accoustumé d'ancienneté; & que nous & nos successeurs nous puissions ayder en temps de guerre, & autre temps convenable & necessaire, de nos gens & subjects de nos terres du Royaume, & les traire hors du Royaume pour les dictes causes, non obstant deffenses contraires, si le Roy n'en avoit affaire pour guerre ou autre cause raisonnable: & que marque quelle que ce soit du petit seel de Montpellier, ou de quelque autre scel de foires ou statuts du Royaume, ou pour quelconque cause & obligation, ne se peut donner contre nous, nos successeurs, ne contre nos hommes & sujets du dit Dauphiné, jusques à tant que nous, ou nos Lieutenants ou juges competans deuement requis serions en deffaut d'en faire raison & justice: & que nuls hommes ou sujets du dict Dauphiné pour choses qui soient assises hors du dict Royaume, ou contraint ou mesfaict hors du dict Royaume faict, ne puissent estre traicts en aucune Cour du Royaume, si ce n'estoit en cas ou remission, qui s'en devroit faire par raison tant seulement.

§. 16. Et parmy ce que le Roy nostre dict Seigneur nous a promis pour luy & ses hoirs & successeurs en bonne foy à garder & conserver, & deffendre nous, nos hoirs & successeurs d'icelles nostres du dict Dauphiné, Comtez, dignitez, Baronnies & terres dessus dictes, fiefs & arrierefiefs, & toutes autres choses contenuës en cette donation, toutesfois que

par

ANS de J. C. 1343. par nous, ou nos hoirs & successeurs en seront requis, perpetuellement à tousjours: & ce mesmes nous a faict promettre & jurer par nostre dict Seigneur & Cousin le Duc de Normandie son filz, & par son frere nostre tres cher Cousin le Comte d'Alençon, & avec ce promis qu'il fera & curera, & soit tenu de curer & faire, que nos chers Cousins le Duc de Bourgogne & le Comte de Bouloigne & d'Auvergne son fils nous feront celle mesme promesse de deffendre nous, nos hoirs & successeurs, & nos du dict Dauphiné, Comtez, dignitez, Baronies & terres dessus dictes, fiefs & rierefiefs d'icelles, & les autres choses; tout à la maniere que le Roy nostre dict Seigneur nous a promis perpetuellement à tousjours. Et nous aussy par semblable maniere, pour nous & nos successeurs l'avons juré & promis, jurons & promettons au Roy nostre dict Seigr. & à tous les dessus nommez pour eux & leurs successeurs, garder, conserver & deffendre eux & leurs hoirs & successeurs a ledict Royaume, leurs Duchez, Comtez, dignitez, Baronnies & terres, particulierement à tousjours.

§. 17. Et au cas que nous aurions hoirs de nostre corps descendans par loyal mariage, un ou plusieurs masles ou femelles, & iceux mourroient sans hoirs de leurs corps, nais en loyal mariage; nous voulons & ordonnons, que au dit cas le dit Monsieur Philippes, ou celuy des dits Enfans comme dessus, leur succedant au dict Dauphiné & terres, tout en la forme & maniere, qu'il a esté devisé par dessus, qu'ils y viendroient apres nous, si nous defaillons de ce siecle sans hoirs, comme dict est. Et au cas, que nous aurions filles, une ou plusieurs descendans de nostre chair naiz en loyal mariage, le dict Monsieur Philippes, ou celuy des dicts Enfans, comme dessus prendroit en mariage l'aisnée des dictes filles, si elle n'avoit deformité, ou autrement n'estoit inhabille, & avec celle auroit en mariage les dicts Dauphiné & terres; & au cas ou celle ne seroit convenable, le dict Monsieur Philippe, ou celuy des dicts Enfans, comme dessus, prendroit l'autre ensuivant par mariage avec les dicts Dauphiné & terres, & les autres filles seroient mariées suffisamment suivant l'ordonnance du Roy nostre dict Seigneur, ou du Duc de Normandie son filz ou de leur Successeur Roy de France. Et au cas ou le dict Monsieur Philippes seroit passé de ce siecle, ou seroit ja marié, ou de tel aage qu'il ne fust convenable de tant attendre à luy marier, ou eust quelque empeschement legitime, pourquoy il ne peut prendre en mariage la dicte fille; l'un des filz du dict Duc de Normandie, lequel le Roy qui par le temps seroit esliroit, ou ledict Monsieur le Duc, prendroit la dicte fille en mariage avec le dict Dauphiné & terres, & au cas & par les manieres, convenances, reservations, & autres promesses dessus dictes & devisées, succederont, & doivent succeder nos filz & nos filles l'une à l'autre, & toute leur posterité descendant de leur corps par loyal mariage, de degré en degré au Dauphiné & terres dessus dictes.

§. 18. Et est à entendre, que au cas ou nous avons hoirs masles ou femelles, & s'il plaist au Roy nostre Seigneur, ou à Monseigneur le Duc, ou à leurs Successeurs Roys de France, ilz pourront recouvrer de nos dicts hoirs les six vingts mil florins dessus dicts apres nostre decedz, & non mie en nostre vivant, ne apres nostre decedz, jusques à tant que nostre dict hoir, comme dessus, eust quatorze ans accomplis & non avant; & lors seroit tenu à payer douze mil & cinq cents florins chacun an au Roy ou à ses hoirs, ou à ceux, qui de luy auront cause, jusques à tant que le Roy eust recouvré tout ce que nous aurions receu de la dicte somme. Et pour ce sera tenu celuy de nos dicts hoirs, qui lors tiendra le Dauphiné à bailler en la main du Roy, ou de ses hoirs, ou qui de luy auront cause, choses & terres, ou le Roy peust prendre franchement chacun an les dicts douze mil & cinq cents florins, en rabattant de la dicte somme de six vingtz mil florins dessus dicts, jusques à tant, que la dicte somme soit payée comme dict est. ANS de J. C. 1343.

§. 19. Et s'il leur plaist attendre le cas du deceds de nos dicts hoirs masles & femelles descendans de nostre corps, en cas qu'ils defaudroient tous & leur dicte posterité descendant d'eux, comme dessus, sans hoirs de leurs corps, nays en loyal mariage en quelque degré, que ce fut des dictes descendans de nous, ou de nos dicts Enfans descendans de nostre corps; & soy souffrir & cesser de lever les six vingts mil florins dessus dicts: nous voulons & ordonnons, que en iceluy cas la dicte donation ait son effect à celuy de leurs enfans, que le Roy nostre dict Seigneur, qui est à present, ou le dict Monsieur le Duc s'ilz estoient deffaillis de ce siecle, ou leurs successeurs Roys de France voudroient eslire, avec les charges, promesses & convenances dessus dictes, lesquelles nous voulons estre tenues & gardées par celuy de leurs dicts Enfans qui au dict Dauphiné tiendroient par quelque des voyes ou manieres dessus dictes y contenues, lesquelles au dict cas voulons estre tenues & receptées.

§. 20. Toutes lesquelles choses nous Dauphin dessus dict promettons en bonne foy tenir & accomplir, & à non venir encontre en aucun temps par quelque voye que ce soit, & à ce obligeons nous, nos hoirs & successeurs presents & à venir; renonceants à cet effect par nostre serment à toute exception de mal de fraude, de barat, de lesion & circonvention & de deception, & à ce que nous puissions dire autre chose avoir esté faicte & accordeé que escritte, ou escritte, que faicte & accordeé, au benefice de restitution & convention de lieu & de juges: & à toutes graces, lettres, & privileges sur quelconque forme de parolles que ce soit, à tout droict escrit & non escrit Canon & civil; & à toutes autres deceptions, barres & cavillations par lesquelles on pourroit venir contre ces lettres, ou aucunes des choses contenues en icelles; & jurons à saincts Evangiles, que oncques ne fismes, ni ne ferons choses pourquoy les dictes choses ou aucunes d'icelles puissent estre enfraincts, retractées ou empeschees en aucune maniere; & à ce tenir & garder & encontre non venir, voulons estre contraincts & soubmettons nous & nos biens, & les biens de nos hoirs & successeurs à la cohertion & contrainct du petit seel de Montpellier & de la Chambre de nostre sainct Pere le Pape.

§. 21. Et nous Roy de France dessus dict en approuvant le bon propos & bonne volonté dudict Dauphin nostre tres cher & feal Cousin, & en recognoissant l'amour qu'il a à nous & à nos Enfans, & acceptant & approuvant ce present don, & les choses dessus dictes & chacune d'icelles, & ayant intention & volonté, si comme il appartient de faire & accomplir toutes les choses pourparlées & accordées par nos dicts Conseillers pour nous d'une part, & par le dict nostre Cousin en sa personne d'autre: en presence de nostre sainct Pere dessus dict, & par si grand conseil & deliberation comme dict est, en accomplissant icelles; avons donné & donnons dés maintenant au dict Dauphin dix mil livres de rente à prendre le cours de sa vie, en lieux certains & convenables, sans priser en icelles maisons ne Chasteaux, sans que luy ou ses successeurs soient tenus à faire aucune restitution des fruicts perceus en son vivant; & deux mil livres de rente annuelle & perpetuelle en lieux certains & convenables, au lieu; & pour cause de deux mil livres de rente, que nostre dict Cousin prenoit à nostre dict tresor à Paris.

§. 22. Et avons voulu & octroyé, voulons & octroyons, que le dict Dauphin & ses hoirs & successeurs ayent & doivent avoir les premieres appellations & juges d'apeaux, & les exactions d'icelles en toutes les proprietez, fiefz & rierefiefz, qu'il a & en auroit à nostre dict Royaume; & avec ce voulons & octroyons,

ANS le J. C. 1343. troyons, que sa monnoye & de ses successeurs au Dauphiné coure & aye son cours en ses dictes terres, fiefs & rierefiefs de nostre Royaume, si comme il est accoustumé d'ancienneté; & le dict Dauphin & ses successeurs se puissent ayder en temps de guerre, & autre temps convenable & necessaire de ses gens, qui sont & qui seront en ses terres, fiefz & rierefiefz de nostre dict Royaume pour les dictes causes, non obstant deffenses contraires, si nous en avions affaire pour guerre, ou pour autre cause raisonnable.

§. 23. Et avec ce avons donné & donnons à nostre dict Cousin, six vingts mil florins de Florence, ou la valeur, les quels nous luy promettons à payer, ou ses Enfans, ou ceux qu'il voudra ordonner, tout en la maniere, & sur les conditions & termes, que par le dict Dauphin nostre dict Cousin a esté dict & esclaircy par dessus. Et pour les dicts payemens, les assignerons, & promettons les assigner en certains & convenables lieux, & à les y prendre par sa main, & ne voulons que en payements & perceptions d'iceux soient, ou puissent estre en rien empeschées par voye de recompensation, ou quelque demande, que nous ou nos gents, ou autres personnes leur puissent faire, pour cause de marque du petit seel de Montpellier, & par quelque autre obligation ou cause que ce soit.

§. 24. Et promettons en bonne foy à garder, tenir, & faire garder & tenir à nostre tres chere Cousine Beatrix de Hongrie, mere du dict Dauphin son douaire le cours de sa vie, & par celle mesme maniere à nostre tres chere Cousine la Dauphine sa femme le douaire de dix mil livres de rente, que le dict Dauphin luy a données & assignées le cours de sa vie tant seulement. Et avec ces choses avons voulu, voulons & octroyons à nostre dict Cousin, que marque quelle qu'elle soit du petit seel de Montpellier, ou autre des foires ou statuts de nostre Royaume, ou par quelconque cause ou obligation, que ce soit ne se peut donner contre le dict Dauphin, ni contre les hommes, ou sujets du dict Dauphiné, & terres dessus dictes, jusques à tant, que les Dauphins ou ses Lieutenants ou juges competents deüement requis seroient en deffaut d'en faire raison & justice, & que nuls hommes & sujets du dict Dauphiné & terres dessus dictes, pour chose que ce soit assise hors de nostre Royaume, si ce n'estoit en cas, ou remission contraincte pour mesfaict hors d'iceluy Royaume faict, ne puissent estre traicts, ni convenus en aucune Cour de nostre Royaume, qui devoit faire par raison tant seulement.

§. 25. Et avons voulu, voulons & octroyons & promettons à faire tenir & garder à tout jamais & perpetuellement par nostre dict filz le Duc, & leurs hoirs & successeurs, qui le Dauphiné auront; toutes les libertez, franchises, privileges, bons us, & bonnes coustumes des Prelats, Barons, Chastellains & autres sujets nobles & non nobles & singulieres personnes, Eglises & de tout le Clergé, Communes, Citez, Chasteaux & villes franches, des fiefz & rierefiefz du dict Dauphiné, & des autres terres dessus dictes, tant de succession comme d'autres choses; & que tant en fiefz & rierefiefz, comme en autres choses succedent les plus prochains du lingnage, masles ou femelles, en montant ou descendant, en collateral aussy, tant nobles, comme non nobles, sans testament ou par testament, eux ou autres, selon la disposition du testateur, tant en fiefs & arrierefiefz nobles & autres, comme en autres choses, & qu'iceux privileges franchises & libertez leur soient confirmez & ratifiez par celuy de nos dicts enfans, comme dict est, qui sera Dauphin; sans les rappeller ou enfraindre au temps à venir, par aucune maniere, que ce soit.

§. 26. Et avec ce avons promis & promettons pour nous & nos Successeurs Roys de France au dict Dauphin & à ses hoirs ou successeurs Dauphins du Viennois à luy garder & aider, & conserver, & deffendre soy, ses hoirs & successeurs, & son Dauphiné & ses Comtez, Baronnies, dignitez & terres, fiefs & rierefiefs d'icelles, & toutes autres choses contenues au dict don, toutes fois, que par luy ou ses hoirs ou successeurs en seront requis perpetuellement à tousjours. Et cette promesse luy avons faict faire & jurer en nostre presence par nostre tres cher filz le Duc de Normandie, & nostre tres cher frere le Comte d'Alençon, & promettons à jurer & faire, que nostre tres cher & feal frere le Duc de Bourgogne, & nostre tres cher neveu Philippe son filz Comte de Boulongne & d'Auvergne feront la semblable promesse. ANS le J. C. 1343.

§. 27. Et consentons en la retenue faicte par le dict Dauphin nostre Cousin des Chasteaux de Quirieu, de Cremieu, de Sablonnieres, de la Balme, & de tout ce qui est dedans l'Isle de Charny, & des Chasteaux & Villes de Sainct Donat, Bellegarde, de Montfort, de Montbrimon, de Montflori, de Vizille, de la Mure, de Corp, de Belmont, de la Valpute, de Chastillon, & de (a) Challanche dessus nommez pour les dix mil livres de rente perpetuelle par luy retenue comme dessus; si ainsy est, que les dicts Chasteaux ne soient en marche ni Frontiere, & ne soient en noblesse de Comté ou de Baronnie; & si aucun en avoit en marche ou Frontiere, ou qui fussent en noblesse de Comté ou de Baronnie, comme dessus est dict, y demeureront & doivent demeurer en Dauphiné, en baillant au dict Dauphin nostre Cousin, ou ceux, qui de luy auront cause, autres Chasteaux hors marche, Frontiere & Noblesse, comme dessus, en parfaisant les dictes dix mil livres de rente perpetuelle, nous voulons & consentons qu'elles luy soient accomplies bien & convenablement en lieux de semblable condition, comme doit estre la retenuë des dictes dix mil livres, comme dessus est dict. (a) ou Salenches.

§. 28. Et promettons en bonne foy pour nous & nos successeurs à faire tenir & garder perpetuellement & accomplir toutes les choses dessus dictes & devisées, tant par nous, comme par le dict Dauphin nostre Cousin & chacune d'icelles, tant comme elles touchent ou pourront toucher nos dits enfans & nos successeurs & les leurs, à non venir encontre: & à ce obligeons nous & ceux, nos hoirs & successeurs, & les leurs, tous nos biens & les leurs presents & à venir, renonceant en ce fait, en bonne foy à toute exception de mal, de fraude & de barat & de lesion, de circonvention, & de deception, & à ce que nous puissions dire autre chose avoir esté faicte & accordée que escritte, ou escritte que faicte ou accordeé, au benefice de restitution & convention de lieu & de Juges, & à toutes graces, lettres & privileges, sur quelconque forme de parole, que ce soit, à tout droict escrit & non escrit, Canon & Civil, & à toutes autres deceptions, barats & cavillations, par lesquels l'on pourroit venir contre ces lettres, ou aucunes des choses contenuës en icelles: & n'est pas l'entente de nous Roy de France, ni Dauphin, ni d'aucun de nous pour chose que dessus soit faicte ou dicte, ni qui s'ensuive, qu'aucun prejudice soit faict aux droicts de l'Empire.

§. 29. Et nous Roy de France & Dauphin dessus dicts, toutes les choses dessus dictes & chacune d'icelles acceptons & approuvons, & promettons en bonne foy pour nous & nos successeurs, à les tenir, accomplir & garder, & à non venir encontre; & à aggreigneur perfection, fermeté & seureté des dictes choses; supplions à nostre Sainct Pere le Pape dessus dict, que les donations, cessions & transports dessus dicts, & toutes les autres choses dessus escrittes & comprises, il veuille louer, approuver & ratifier & confirmer, & suppleer les defauts, si aucun en y a, & y pourvoir de toutes les voyes & remedes, par lesquelles les choses dessus dictes & chacune d'icelles ayent & prenent, puissent prendre & avoir pleine vigueur & effect en toutes les meilleures manieres, que faire se pourra; tout ainsy, que si expressement, & par special fussent par nous expressées, specifiées, convenan-

ANS de J. C. 1343.

venancées, & accordées en ces presentes lettres, & ainsy comme par luy pourra mieux estre faict; sans ce toutesfois, qu'il porte aucun prejudice aux droittes & honneurs du Royaume; toutes voyes, toutes les choses dessus dictes & chacune d'icelles demeurant en leur fermeté & premiere vertu. Donné au bois de Vincennes, l'an de grace mil trois cents quarante trois, au mois d'Avril, le vingt troisiesme du dict mois d'Avril. Par le Roy en son grand Conseil, R. de Moulins. Humbert P. par Monsieur le Dauphin à la relation, & de la volonté & commandement exprés de Monsieur Humbert Seigneur de Thoyre & de Villars; Humbert de Choulay Seigneur de Linlms, Amblart Seigneur de Beaumont, Guisques de Morges Seigneur de l'Espine Chevalliers, Jacques Brumier Chevallier du Dauphiné, Frere Jacques Riviere Commandeur de Marseille, & Jacquemet de Dic dit Lappo, Conseillers Procureurs & Messagers à ce deputez par Monseigneur le Dauphin. H. P.

Forma litterarum declaratoriarum sequitur, & talis est.

§. 30. PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France; Sçavoir faisons à tous presents & à venir, que comme nostre cher & feal Cousin HUMBERT Dauphin de Viennois nous ait requis par aucuns articles contenus en l'accord faict entre nous d'une part & luy de l'autre, sur la succession de son DAUPHINÉ & de certaine de ses autres terres pour Philippes nostre fils, ou pour l'un des Enfans du Duc de Normandie nostre fils aisné, au cas, que nostre dict Cousin trespasseroit de ce siecle sans hoirs masles ou femelles descendans de sa chair par loyal mariage; nous voulsissions pour, tous doubtes & debats oster, & esclaircir & mieux declarer: C'est à sçavoir, l'article, qui parle que sa monnoye & de ses successeurs Dauphins de Viennois coure & aye son cours en ses proprietez, fiefs & arrierefiefs, qu'il a, ou qu'il auroit en nostre Royaume, ainsy qu'il est accoustumé d'ancienneté.

§. 31. Item l'article qui parle, que marque du petit seel de Montpellier, ni d'autres petites foires, ou statuts de nostre Royaume, ou pour quelconque cause ou obligation, que ce soit, ne puissent estre données contre luy, ses hoirs & successeurs, ni ses hommes & sujets des dicts Dauphiné & terres, s'il ou son Lieutenant ou juges competans n'estoient en default d'en faire raison ou justice suffisamment requis.

§. 32. Item l'article qui parle, que les dix mil livres de rente, que il retient au Dauphiné à l'heritage pour faire sa volonté, les fiefs demeurants à celuy, qui sera Dauphin, il aye l'Isle de Cremieu, & autres certaines terres & Chasteaux nommez & specifiez au dict article, s'il n'estoit en marche, ou frontiere.

§. 33. Et nous qui tousjours voulons & voudrions faire plaisir à nostre dict Cousin pour les dicts doutes oster, enclinez à sa dicte Requeste, declarons & esclaircissons par ces lettres, & voulons, que la monnoye du susdict Dauphin, & de ses successeurs Dauphins de Viennois coure & aye son cours des terres, fiefs & arrierefiefs, qu'il a au Royaume pour raison du Dauphiné, & en toutes les autres lieux, Villes, fiefs & arrierefiefs, qu'il acquerroit ou acqueroient dedans, environ icelles, au proffict du dict Dauphiné.

§. 34. Item sur l'article qui parle de marque du petit seel de Montpellier &c. nostre entente est, & declarons, voulons, & commandons, que nulle marque ne soit donnée à nostre dict Cousin, ses hoirs ou successeurs, ni contre ses hommes & sujets du dict Dauphiné & terres, & s'il ou son Lieutenant principal ou son juge ordinaire de la jugerie, à laquelle seroit jugé celuy contre qui la Requeste se devroit faire, n'estoit en deffaut de faire raison & justice suffisamment requis tout avant, & que de la requeste, & de la responce de nostre dict Cousin ou de son Lieutenant ou juge dessus dict il apparut par instrument public ou tesmoings dignes de foy. ANS de J. C. 1343.

§. 35. Et quant est de l'article, qui parle de la retenue, que nostre dict Cousin a faict de l'Isle de Cremieu, & d'autres certaines terres & Chasteaux nommés en l'article de ladicte retenue pour les dix mil livres de rentes dessus dictes. Nous declarons la dicte Isle, & les autres terres, Villes & Chasteaux nommez & specifiez au dict article, c'est à sçavoir les Chasteaux Quirieu, de Cremieu, de Sablonnieres & de la Balme & de tout ce qui est en l'Isle de Charnis, & les Chasteaux & Villes de Sainct Donat, de Bellegarde, de Montfret, & de Montbonoud, de Montfleury, de Vizille, de la Valpute, de Chastillon, & Salenche, estre hors marche & frontiere; & n'y a choses pourquoy la dicte retenue deust ou peut estre empeschée au temps advenir.

§. 36. Laquelle declaration nous promettons à faire, & procurer que Philippe nostre filz ou celuy des Enfans du Duc de Normandie nostre filz aisné, qui viendroit au Dauphiné par l'accord dessus aggréera, ratifiera, approuvera & promettra par ses lettres à tenir, sans aller encontre, lesquelles declarations, nous voulons, mandons & commandons estroictement estre tenuës, gardées & entretenuës de point en poinct, les autres choses contenues és lettres du dict accord, demeurants en leur pleine force & vertu.

§. 37. Et pour ce que les sujets de nostre dict Cousin & ses hommes de proprietez, fiefs, & arrierefiefs, qu'il a en nostre Royaume, ne soient opprimez de multitude de nos sergeants, nous luy octroyons par ces lettres de nostre grace specialle, pour luy & pour ses hoirs & successeurs, qu'en ses terres fiefs & arrierefiefs, qu'il a & auront pour cause du Dauphiné en la Seneschaussée de Beaucaire ez Villages de Vivarez de Bonceu & de Vellay, quatre de nos Sergeants de la dicte Seneschaussée, qui seront nommez & esleus par le Seneschal de Beaucaire present & advenir, puissent & non autre de la dicte Seneschaussée dorenavant sergenter, & faire office de Sergeant, és cas de ressort & souveraineté, & en autre cas à nous apartenant, toutes fois que mestier en sera; & en ses terres, fiefs, & arrierefiefs qu'il a, & auroit au baillage d'Auvergne deux Sergens seulement, & par celle maniere, & quatre autres du baillage de Mascon; tous autres Sergens de la dicte Seneschaussée & Baillages forclos & destituez quant à faire office de Sergeant, sur & és terres & proprietez, fiefs & arrierefiefs, que nostre dict Cousin & ses successeurs Dauphins de Viennois auront és dictes Seneschaussées & Baillages.

§. 38. Et avec ce avons octroyé & octroyons, que nostre dict Cousin le Dauphin, ou ses gens pour luy, pour quelconque obligation ou marque faicte ou donnée de tout le temps passé, jusques à ores ne puissent estre empeschez en aucunes manieres ez terres, lieux, Villes, biens, fruicts & perception d'iceux, que nous luy avons donné, & luy devons faire asseoir, à present en nostre Royaume, tant comme il vivra. Et pour ce que toutes ces choses soient fermes & stables à tousjours, nous avons faict mettre nostre seel, en ces presentes, sauf en autre chose nostre droict en toutes l'autruy, donnée à Ste. Colombe l'an de grace mil quatre cens quarente trois, au mois de Juillet. Par le Roy de son commandement à moy, faict en vostre presence R. de Moulins, veue & ordonnée par le Conseil.

Forma

ANS de J. C. 1343.

Forma litterarum Regiarum pro Procuratione ſupra dicta ſequitur, quæ talis eſt.

§. 39. PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux, qui verront ces lettres, Salut. Comme par certain accord faict entre nous pour Philippe noſtre filz, ou pour l'un des Enfans du Duc de Normandie noſtre filz aiſné d'une part, & noſtre tres cher & feal Couſin, le DAUPHIN de Viennois d'autre part, ſur la ſucceſſion de ſon DAUPHINÉ, & d'autres ſiennes terres contenues és lettres du dict accord, les baillifs & Chaſtellains du dict Dauphiné & terres nous doivent faire certains ſerments, & auſſy nous puiſſions nommer & eſlire des gentilshommes, qui ſoient hommes de noſtre dict Couſin ſeulement, ou hommes de nous enſemblement, és mains deſquels doivent eſtre mis certains Chaſteaux & Villes des plus notables du dict Dauphiné & terres, au regard de nous, & des gens, que nous y deputerons, & nous doivent eſtre faictes certaines autres choſes à la ſeureté & pour les dicts accords entretenir, accomplir, ſi comme és dictes lettres eſt dict plus à plain contenu.

§. 40. Sçavoir faiſons, qu'à nommer & eſlire les dits gentils hommes & Chaſtellains, & recevoir les dicts ſerments, & toutes autres choſes, qui parmi le dict accord, & pour la ſeureté de tenir & accomplir les choſes deſſus dictes, nous doivent & devront eſtre faictes, nous avons faict & eſtably, faiſons & eſtabliſſons nos Procureurs Generaux, & Meſſagers ſpeciaux nos amez & feaux, P. Eveſque de Clermont, Guillaume Flotte Seigneur de Renel noſtre Chancelier, Pierre de Cugnieres, Jean Prieur de Creſpy & Maiſtre Berengier de Montlault Archidiacre de Lodeve, & Aymard d'Auteville nos Conſeillers, & chacun par luy: & leur donnons pouvoir & mandement ſpecial, & à chacun pour le tout; de faire en cette partie, & en toutes choſes qui à ce peuvent apartenir, tout ce que nous ſerions & pourrions faire, ſi nous y eſtions preſent, promettant avoir ferme & agreable à tout ce, que par eux, & par chacun d'eux y ſera faict & procuré. En teſmoin de ce nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Ville ** le ſeptieſme jour de Juillet, l'an de grace mil quatre cents quarante trois. Par le Roy. R. de Moulins.

§. 41. Quibus lectis literis & publicatis, ut ſupra, dictus Dominus Delphinus ibidem & in continenti, ex certa ſcientia & ſpontanea voluntate, nulla fraude, vel machinatione ſeductus, ut dicebat, omnia & ſingula contenta in prædictis literis, & ſingulis earum clauſulis & capitibus, quatenus eum tangunt & concernunt, tangere & concernere poſſunt & potuerunt in futurum acceptavit, gratificavit, approbavit, ratificavit & omologavit expreſſe & promiſit & juravit, tactis per eum Evangeliis Sacroſanctis; dictis Dominis Procuratoribus & Conſiliariis Regis, nobiſque Notariis Publicis infra ſcriptis, tamquam perſonis publicis præſentibus, ſtipulantibus & recipientibus nomine & ad opus dicti Domini Regis & filiorum ſuorum, ac ſucceſſorum ſuorum, quos tangunt & tangere poſſunt conventiones & omnia ſingula in eis contenta & comprehenſa; quatenus eum tangunt & concernunt, tangere & concernere poſſunt & poterunt, ut ſupra attendere, complere & obſervare inviolabiliter, attendi, compleri, & obſervari, inviolabiliterque obſervari facere, & nullo tempore ea vel eorum aliqua infringere, ſeu contra ea facere quomodolibet vel venire.

§. 42. Domini verò dicti P. Epiſcopus Claromonten. Guillelmus Flotte Cancellarius, Petrus de Cugnieres, Joannes Prior de Creſpejo, Berengarius Archidiaconus Lodovenſis, & Aymarus Canonicus Lugdunenſis Conſiliarii & procuratores Regii procuratorio nomine dicti Domini Regis, ac dicti Domini Joannes Richerii & Reginaldus de Molinis promiſerunt; videlicet dictus Dominus Claromontis Epiſcopus, ponendo manum ad pectus propoſitiſque Sacroſanctis Evangeliis, & cæteri juraverunt tactis ipſis Evangeliis Sacroſanctis, per eorum quemlibet, tactis in animam dicti Domini Regis, prædicto Domino Delphino præſenti, ſtipulanti & recipienti, nobiſque Notariis infra ſcriptis præſentibus, ſtipulantibus & recipientibus, nomine omnium & ſingulorum, quorum intereſt, interſit & intereſſe poterit in futurum: quod ipſe Dominus Rex prædictas omnes & ſingulas pactiones & conventiones & omnia & ſingula in eiſdem & ſingulis earum clauſulis & capitibus contenta, quatenus ipſum Dominum Regem, & ejus filios ac ejus ſucceſſores tangunt & concernunt, tangere & concernere poſſunt & poterunt quomodolibet in futurum; attendet, complebit, & firmiter obſervabit, attendi & compleri faciet, & inviolabiliter obſervari; & quod ipſe Dominus Rex faciet, curabit, & procurabit cum effectu, quod dictus Dominus Philippus, & ille de filiis dicti Domini Ducis, & quicumque alius, qui ſecundum pacta & conventiones prædictas veniet ad ſucceſſionem dicti Delphinatus, & aliarum terrarum in ea contentarum, ipſas pactiones & conventiones cum omnibus clauſulis, modis, formis, conditionibus, & aliis in eiſdem contentis, attendent, complebunt, & perpetuò inviolabiliter obſervabunt, & nullo tempore per ſe, vel per alium contra facient, vel venient quoquo modo.

§. 43. Poſt quæ ibidem & in continenti dictus Dominus Delphinus rogavit & requiſivit dictos Dominos Reverendos Patres Lugdunenſem & Viennenſem Archiepiſcopos, & Gratianopolitanenſem Epiſcopum; & prænominatis, aliiſque ſingulis omnibus infra ſcriptis Baronibus & nobilibus injunxit expreſſè, & præcepit oretenus ſub fidelitate & homagio, quibus eidem Domino Delphino tenentur, & ſub indignationis ſuæ pœna: quod promittant & jurent eorum quilibet, prout ad eum pertinet, & pertinebit, dictas pactiones & conventiones, & omnia in eis contenta attendere, & inviolabiliter obſervare, nulloque tempore contra facere vel venire.

§. 44. Quibus præceptionibus & injunctionibus per dictum Dominum Delphinum factis, dictus Dominus Lugdunenſis Archiepiſcopus manu ductâ ad pectus, Sacroſanctis Evangeliis appoſitis coram eo, ut moris eſt Prælatorum, in quantum eum tangit, ſalvo jure Eccleſiæ ſuæ promiſit & juravit contenta in patentibus & conventionibus tenere & inviolabiliter obſervare, & contra non facere vel venire; & dictus Dominus Archiepiſcopus Viennenſis eodem modo manu poſita ad pectus, ſalvo jure ſuo, Domini noſtri ſummi Pontificis & univerſalis Eccleſiæ, ac Villæ de Romanis, promiſit & juravit, in quantum eum tangit, eaſdem attendere & inviolabiliter obſervare, & contra non facere vel venire; & eodem modo Dominus Gratianopolitanus Epiſcopus prædictus ſalvo jure ſuo, Eccleſiæ & Sanctæ Sedis Romanæ, & ſalvis pactis & conventionibus initis inter ipſum ex una parte, & dictum Dominum Delphinum ex altera, promiſit & juravit in quantum eum tangit dictas pactiones & conventiones ac declarationes attendere, & inviolabiliter obſervare perpetuò & non contra facere vel venire; nec contra venire volenti aliqualiter conſentire.

§. 45. Et etiam magnificus Vir Dominus Ludovicus de Pictavia Comes Valentienſis & Dienſis prædictus, de mandato expreſſo dicti Domini Delphini promiſit & juravit Sacroſanctis Dei Evangeliis ab ipſo corporaliter tactis, prædictas pactiones, conventiones, & declarationes, & omnia contenta in eis, quantum in eo eſt, toto poſſe ſuo tenere & attendere perpetuò inviolabiliter obſervare, & contra ea, vel eorum aliquod nullo tempore facere vel venire vel alicui

ANS de J. C. 1343.

contravenienti, seu contravenire volenti aliqualiter consentire. Item magnifici, potentes & nobiles Viri Domini Aymarus Dominus Rossilionis, Joannes de Villariis, Hugo Dominus de Gey, Hugo Dominus Virmille, Girardus Dominus de Anione, Henricus Dominus Cassenatici, Eynardus Dominus Vigniaci, Odobertus Dominus Castri novi, Joannes Pagani Dominus de Memi, Joffredus Dominus Caste, Arthaudus Dominus Clavesonis, Humbertus de Choulay, Dominus Lullini, Amblardus Dominus Bellimontis, Amedæus de Rossilione Condominus Boscagii, Franciscus de Teyssio Dominus Torave, Girardus Dominus de Terniaco, Guillelmus de Compeysio, Dominus de Thorento, Bepardus de Leniaco Dominus Yseronis, Joannes Birengarii Dominus de Morgiis, Reynaudus Alamandi, Dominus Sancti Georgii, Arthaudus de Bellemonte Dominus Fraite, Guillelmus de Royno Senior, Amblardus de Briordo Dominus Serrate, Joffredus de Reynaudis, Fallanelli, Guiotus, Ferlais; Joannes Bastardus Domini Guionis Delphini bonæ memoriæ, Franciscus de Renello, Nicodus de Fernay, Guido de Palainso, Ægidius Darco, Jacobus de Compeysio, Petrus de Loyes, Guillelmus de Senriaco, Milites; Amardus de Rossilione Dominus Salerie & Montis Britonis, Guichardus Dominus de Grolea, Petrus de Analone, Hugo de Analone Dominus Bastidæ, Joannes Buener, Petrus de Serveus, Anselmus de Monteforti, Aymonet de Chisiaco, Joffredus Balonis, Joannes Thiobardi, Rossetus de Arbrella, Perretus de Chisiaco, Aynardus de Bellacomba, Aymonetus de Sellanova, Petrus Vimani, Humbertus de Chaponay Dominus Ponssenat, Aymaronus Allemandi de Bellevisu, Joannes de Saxo, Petrus Verdeti, Petrus Bastardus de Lucingio, Guillelmus Richardi, Joannes de Clara, Domicelli, & Dominus Franciscus de Cagnio Jurisperitus, montis leonis Dominus; promiserunt & juraverunt de mandato expresso dicti Domini Delphini, tactis per eos & eorum quemlibet Evangeliis Sacrosanctis, prædictas pactiones, conventiones & declarationes, & omnia & singula in eisdem contenta, quilibet eorum, quantum in eo est &erit, toto posse suo tenere, attendere, perpetuo & inviolabiliter observare, & contra ea vel eorum aliqua nullo tempore facere vel venire, vel alicui contravenire volenti aliqualiter consentire.

§. 46. De quibus omnibus & singulis prædicti Domini Delphinus, Episcopus Claromontensis & Cancellarius, aliique Procuratores & Consiliarii Regii, pro ipsis Domino Delphino, Domino Rege & filiis ipsius Domini Regis, nec non & nominati Prælati, Barones & Nobiles quilibet pro se voluerunt & petierunt per nos Guillelmum de Saugniaco, Petrum Pellicerii, Humbertum Pilati, & Guigonem Frumenti & Joannem Amandrini Publicos Notarios, & quemlibet nostrum, fieri tot, quot habere voluerunt publica instrumenta. Acta fuerunt hæc apud Viennam in refectorio Monasterii Sancti Petri foris portam; præsentibus Reverendo in Christo, Patre Domino Hugone Archiepiscopo Vesontino, venerabilibus & nobilibus Viris Dominis, Petro de Hoeriis Camerario Sancti Petri, Joanne de Noses, & Domino Guillelmo qui non ridet, Curato Ecclesiæ Benevillæ Gebenensis Dioecesis, Hugone de Chapelle Milite; Petro de Ambianis, Petro de Besliaco, & Joanne & Odonis de Virmilla Domicellis, vocatis & rogatis testibus ad præmissa.

CCLXXX.

ANS de J. C. 1344. FRANCE ET CHALON.

Lettres Patentes accordées à (a) BEATRIX DE VIENNE *Dame de Harlay, par* JEAN *Fils de Philippe de Valois, & depuis Roi de France, par lesquelles ledit Jean accorde à ladite Dame trois mille livres de rente en Dauphiné, pour la consoler de ce qu'Humbert Dauphin de Viennois, avoit donné ses Etats au Roi de France, au préjudice de ladite Beatrix sa plus proche parente & héritiére naturelle. Données au mois de Juin* 1344. Joseph de la Pise. Tableau de l'Histoire des Princes & Principauté d'Orange. pag. 98.

(a) Cette Beatrix avoit épousé. Hugues de Chalon dit *le Grand*, de qui elle eut quatre fils, Jean, Huguenin, Jaques, & Jean. C'étoit à ces Enfans & principalement à l'Aîné, qui fut héritier de Beatrix, que venoit de droit le Dauphiné; si Humbert dernier Dauphin, eut plus aimé ses parens, que le Roi de France; ou si, comme le disent quelques Historiens, il n'eut eu dessein de se venger du Comte de Savoye qui l'avoit insulté plusieurs fois; en lui donnant un plus redourable Voisin, que n'eussent été les Comtes de Châlon.

QUe comme certain accord & convenences fussent esté faictes entre le Roy Philippes son Pere pour ses Enfans d'une part; & son Cousin Humbert Dauphin de Viennois, sur la succession de son Dauphiné & de ses autres terres: & depuis ledit Dauphin l'eut supplié que à sa Belle tante BEATRIX DE VIENNE Dame d'Harlay, en consideration de ce qu'elle estoit prochaine de son lignage, & qu'elle s'estoit tousiours bien portée pour le profit & honneur du Dauphiné, & affin qu'elle ne fit, ne peut faire au temps à venir aucune demande à cause de succession; au cas que ledit Dauphiné & les autres terres viendroient à l'un des enfans dudit Sieur Roy ou des siens, luy voulut faire aucune grace: par quoy ledit Sieur Fils & Lieutenant de Roy en contemplation, dudict Dauphin, & pour consideration desdites choses, donne à ladicte Beatrix pour elle & ses successeurs, mille livres de terre à tournois, qui seront assignées desiors en bons lieux convenables au Royaume de France, & ce mil livres de terre a vie, & assigner en autres lieux, tant qu'elle vivra & en cas que la succession dudict Dauphiné & des autres terres, par le decés dudict Dauphin ou autres occasions auroit lieu pour l'un desdits enfans, ladite Dame auroit outre ce mille livres de terre à heritage, & ainsi à donc auroit deux mille à heritage, que lors luy seront assignées au Dauphiné, au plus prés de la terre qu'elle y avoit à toute Jurisdiction & les autres mille livres à vie & asseurer au Royaume ou au Dauphiné, & parmi ce ladicte Dame pour elle & ses successeurs, quittera le Roys ses enfans, ou celuy qui sera Dauphin, de tout le droict, action, ou demande, ou reclamation, qu'elle peut ou pourroit avoir, demander, ou reclamer au Dauphiné, & en toutes les autres terres dudict Dauphin, tant de par Pere, comme de par Mere, ou pour quelconque autre chouse que ce soit, pour le temps passé ou pour le temps à venir, cedera & transportera tout le droict, action, ou reclamation, qu'elle peut ou de pourroit avoir audict Dauphiné & terres, par quelconque maniere que ce soit, par telle maniere qu'elle ne puisse rien demander d'ors en avant audict Dauphiné, ni es dites terres à celuy qui Dauphin sera, & prometra & jurera aux Saincts Evangiles tenir & garder audict cas, toutes les convenences faictes entre ledict Roy, pour ses enfans ou ceux dudict Jean & luy d'une part, & ledict Dauphin d'autre: selon que plus à plain estoit contenu es dites lettres desdites convenences, scellées de son seel & celuy dudict Dauphin: & qu'elle ne consentira, ne donra ayde ne conseil à aucun autre, qui vueille faire ne venir au contraire; & qu'elle n'a faict ne fera cause pourquoy ceste presente remission & quitance ne puisse & doive avoir son plenier effect. Et ou cas ou ledict Dauphin n'auroit des enfans engendrés de son propre corps en loyal mariage, pourquoy ladicte succession du Dauphiné & des autres

ANS autres terres ne vint a l'un desdits enfans, promet à
e J. C. ladicte Beatrix de luy rendre toutes les lettres & Chartres qu'elle luy avoit ottroiées sur lesdites choses, &
1344. l'en quitteroit & recouvreroit lesdites terres, & rentes accordées, tant à heritage, que a vie, sans toutefois demander & recouvret les fruicts, que entre deux elle aura levés.

CCLXXXI.

ANS *Traité entre* PHILIPPE DE VA-
e J.C. LOIS *Roi de France, &* ALPHON-
1345. SE *Roi de Castille & de Leon, par lequel*
France *les anciens Traitez, portant qu'ils se se-*
t Cas- *courront l'un l'autre, sont renouvellez,*
ille. *les Donations faites aux Enfans du Roi de Castille, & à leur Mére Eleonor sont confirmées, & il est fait mention du mariage de* PIERRE *Prince de Castille, avec* BLANCHE DE NAVARRE. *Fait dans la Ville de Leon, le 1. Juillet* 1345. *Juré à Madrid le 23. Decembre de ladite année, & ratifié par le Roi de Castille, le 2. Janvier, suivant* 1345. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 180.

Alphonsus Dei gratia Castellæ, Legionis, Toleti, Galliciæ, Sibiliæ, Cordubæ, Murciæ, & Jahenni, Algarbii & Algesiræ Rex, & Comitatus Molinæ Dominus. Notum facimus præsentibus & futuris, nos litteras patentes vidisse infra scriptas sigillis nostrorum & Serenissimi Principis Regis Francorum Illustris, consanguinei nostri carissimi procuratorum & nuntiorum specialium, in ipsis litteris denominatorum specialiter deputatorum ad contenta in eisdem, munitas, & nominum suorum subscriptionibus roboratas; tenorem qui sequitur expositum continentes.

§. 2. In nomine Domini Amen. Noverint universi, quod cum inter tractatores & nuntios Serenissimorum Principum & Dominorum, Dominorum Franciæ & Castellæ Regum fuerit nuper certus tractatus habitus super confirmatione, approbatione, laudatione & corroboratione antiquarum confœderationum jam dudum inter eos initarum, eisdem etiam antiquis confœderationibus aliqua addendo & augmentando, tenorem qui sequitur continentes.

§. 3. Procuratores, nuntii & tractatores Serenissimorum Principum & Dominorum, Regum Franciæ & Castellæ, scilicet Joannes de Viana Archiepiscopus Rhemensis, Joannes de Timaro Abbas Beatæ Mariæ de Columbis, Savarinus de Vivona Dominus de Tortio, & Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemensis Procuratores & nuntii Domini Regis Franciæ, & Gondisalvus Episcopus Segontinus, & Ferrandus Sancii de Valleoleti, miles, major Notarius in Castella tractatores nomine Regis Castellæ: non recedendo in aliquo à confœderationibus, pactionibus & amicitiarum ligaminibus factis & initis inter dictos Dominos Reges, hæredes & successores eorum in toto vel in parte, sed eisdem firmiter inhærendo, eisdem laudando, approbando, confirmando, fortificando, addendo & augmentando; absque eo quod in aliqua sui parte prædictæ confœderationes per eam quæ sequitur aliquo modo infringantur: faciunt & promittunt pactiones, confœderationes & amicitiarum ligamina perpetuis temporibus duratura inter ipsos Dominos Reges, hæredes & successores suos Reges Franciæ & Castellæ præstito corporaliter juramento.

§. 4. Videlicet quod dictus Rex Castellæ, qui nunc est, hæredes & successores Regni sui Castellæ, regna sua & Dominia, terræ & subjecti, juvabunt & confortabunt perpetuis futuris temporibus Dominum Philippum Regem Franciæ, qui nunc est, hæredes & successores suos Reges Franciæ, & Regnum Franciæ, contra omnem hominem viventem & victurum ad defensionem & tuitionem dicti Domini Regis Franciæ, hæredum & successorum suorum, honores & status sui Regni & coronæ Franciæ. ANS de J. C. 1345.

§. 5. Et modo simili Dominus Rex Franciæ hæredes & successores sui Reges Franciæ, Regnum, terræ, dominia & subjecti sui juvabunt & confortabunt perpetuis futuris temporibus Dominum Alphonsum Regem Castellæ & Legionis, qui nunc est, hæredes & successores suos Reges Castellæ & Legionis, & regna sua contra omnem hominem viventem & victurum; ad defensionem & tuitionem dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, hæredum & successorum suorum, honoris & status sui & regnorum suorum, Coronæ, Dominii sui; prout in ultimo articulo priorum confœderationum & amicitiarum, ligationum inter dictos Reges, hæredes & successores dudum initarum plenius continetur; cujus quidem articuli tenor sequitur in hæc verba.

§. 6. Sanè si unus dictorum Regum & Principum habeat guerram, sive sit verisimiliter habiturus eandem, requirat alterum de gentibus armorum per mare seu per terram, & de navigiis, navibus & galeis suis, seu subditorum suorum; & ille, qui sic requireretur non habeat guerram tunc, vel si habeat, sit talis vel adeo modica, quod non obstante impedimento guerræ quam haberet, posset sufficere ad guerram sustinendam hujusmodi, & ad faciendam id, quod requireretur, volet & promittet quod requirens prædictus possit habere de gentibus armorum dicti requisiti & subditorum suorum per mare seu per terram, & de navigiis, navibus & galeis, de voluntate & consensu dicti Regis sic requisiti, & dictarum gentium, armorum & dictorum navigiorum, navium & galearum hujusmodi, cum missionibus & expensis dicti requirentis, proviso tamen statui, tuitioni & defensioni Regni seu Regnorum Regis, qui sic fuerit requisitus.

§. 7. Et insuper jurant & promittunt prædicti nuntii & Procuratores & tractatores utriusque Regum, quod uterque Rex, hæredes & successores sui, Reges Franciæ & Castellæ & Legionis prohibebunt expresse, videlicet quilibet Rex subditis suis, quoties opus fuerit & alter ab altero fuerit requisitus; quod non dant nec sint in auxilium aut juvamen, cujuscunque personæ viventis clam vel palam, directè vel indirectè, volentis & attemptantis damnum vel læsionem inferre in Regno, terris & dominiis alterius duorum dictorum Regum per mare vel per terram. Et si aliquis subditorum alterius Regum, heredum & successorum suorum, quod absit, faciat contrarium, Dominus facientis seu facientium contrarium, taliter illum vel illos puniret in corpore & in bonis, quod alteri Regi clarè patebit, quod alter Rex nec gratum nec ratum habuit, quod contra præsentes pactiones, confœderationes & amicitiarum ligamina per suum subditum fuerit factum.

§. 8. Et nihilominus si aliquis subditorum duorum Regum vel ipsorum alterius, quod absit, faceret contrarium in aliquo præmissorum: hoc non obstante prædictæ præsentes confœderationes, promissiones & amicitiarum ligamina & aliæ jam dudum initæ ratæ & integræ in sui omnimoda parte stabunt, & habebunt perpetuam roboris firmitatem. Puniet tamen quilibet dictorum duorum Regum subditum suum contrarium facientem, prout superius est expressum.

§. 9. Item si contigerit, quod Rex Castellæ, qui nunc est, hæredes & successores sui Reges Castellæ & Legionis, qui pro tempore fuerint, haberent guerram cum quocunque Regum, vel quibuscunque

ANS de J. C. 1345. Regibus Christianis vel eorum Regnis, non poterit inire treugam, sufferentiam vel abstinentiam guerræ facere, quin in treugis, sufferentia & abstinentia contineatur & nominetur expresè Rex Franciæ, qui nunc est, hæredes & successores sui Reges Franciæ.

§. 10. Et si contingeret Regem Franciæ, qui nunc est, hæredes & successores suos Reges Franciæ guerram habere cum Rege Angliæ, hæredibus & successoribus suis Angliæ Regibus vel Anglicis, vel cum aliis quibuscunque Regibus Christianis, & cum eis inire treugas, sufferentiam & abstinentiam guerræ, Rex Castellæ & Legionis, qui nunc est hæredes successores sui Reges Castellæ & Legionis qui pro tempore fuerint, continebuntur & nominabuntur in treugis, sufferentia & abstinentia guerræ cum regnis & eorum Dominiis; nec aliter possint tales treugæ, sufferentiæ vel abstinentiæ guerræ quovis modo fieri.

§. 11. Item si aliquis prædictorum Dominorum Regum iniret amicitiam cum aliquo Rege Christiano, quod teneatur iniens tractare & inire ipsam pro alio Rege tanquam pro se ipso & aliter non possit.

§. 12. Item quod observentur omnes donationes, quas Rex Castellæ fecit filiis suis & Dominæ Eleonoræ Matri eorundem. Et si aliquis dictorum Reges heredes sui & successores, vel aliquis eorundem, veniret contra istud aliquo tempore in toto vel in parte, * quod requisitus ex parte dictæ Dominæ Heleonoris vel filiorum suorum vel alterius ipsorum, de illo ex eisdem Regibus, hæredibus vel successoribus ipsorum, qui in contrarium faceret vel veniret, & in ipsius defectum altero ipsorum Regum, hæredum & successorum ipsius, & non cessante ab impedimento, vel non amovente illud & non satisfaciente, quod propter hoc fracta sint ista pacta supra dicta, sicut essent pro quolibet alio supradictorum non observatorum.

§. 13. Item omnia & singula præmissa jurabunt procuratores, nuntii & tractatores nominibus procuratoriis, quilibet in animam Domini sui, fideliter & inviolabiliter observare, & juramenta Procuratorum, nuntiorum & tractatorum ratificabunt Domini Reges prædicti & quilibet ipsorum

§. 14. Item Archiepiscopi & Episcopi exemti, decem Barones de majoribus habentes ætatem legitimam, & communitates decem civitatum de majoribus utriusque Regni, omnia & singula præmissa, & in quolibet articulorum præmissorum contenta jurabunt tenere, observare, & de puncto in punctum inviolabiliter adimplere. Idem fiet in contractu matrimonii filiæ Dominæ Reginæ Navarræ, de Regno & subditis Navarræ per Dominam Reginam Navarræ. Et est sciendum quod de præmissis litteræ factæ fuerunt duplicatæ ejusdem tenoris, quarum alias procuratores & nuntii prædicti Domini Regis Franciæ portarunt, & aliæ præfatis tractatoribus dicti Domini Castellæ & Legionis Regis remanserunt.

§. 15. In quorum præmissorum omnium & singulorum fidem & testimonium nos supra dicti Archiepiscopus, Abbas & Thesaurarius, & nihilominus nos Archiepiscopus, vice prænominati Domini de Tors litteras ignorantis ad ejus instantiam, nuntii Domini nostri Regis Franciæ & Procuratores; Et nos Gondisalvus Segontinus Episcopus, Legionis major Notarius, & Ferrandus Sancii de Valleoleti miles, Notarius major Castellæ, tractatores pro dicto Domino Rege Castellæ, ad prædicta specialiter deputati, nomina nostra; nec non nos dictus Archiepiscopus nomine dicti Domini de Tors præsentibus subscripsimus litteris, & nihilominus omnes insimul & nostrum quilibet etiam nos dictus Savarinus, nominibus, quibus supra sigilla nostra duximus eisdem litteris apponenda. Actum in Civitate Legionensi, & datum die prima Julii, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto, & secundum modum Hispanicum æra mil. trecent. octuagesima tertia. Joannes de Viana Archiepiscopus Rhemensis, Gondisalvus Episcopus Segontinus, Joannes de Timaro Abbas de Columbis, Savarinus de Vivona miles, Ferrandus Sancii miles, Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemensis. ANS de J. C. 1345.

§. 16. Nos Joannes Archiepiscopus Rhemensis & Reginaldus Thesaurarius Rhemensis dicti Archiepiscopi frater, Procuratores & nuncii dicti Domini Regis Franciæ ad hoc specialiter deputati, prout ex ejusdem procuratoriis apparet, cujus tenor dignoscitur esse talis.

§. 17. Philippus Dei gratia Francorum Rex universis præsentes litteras inspecturis, salutem; Omnibus quippe Regnis desiderabilis debet esse tranquillitas, qua & populi proficiunt & utilitas Reipublicæ conservatur; hæc autem decora mater universitatum regulatæ Politicæ dictante Thalamo mortalium genus lætè multiplicans sedet cruentæ tyrannidis jacula perhorrescens, tanto fervidius vigere prohibetur, quanto solidius regnorum Principes affinitatis seu consanguinitatis fœderibus & pactis uniuntur, & indissolubili unitatis vinculo connectuntur.

§. 18. Sanè nos hanc hujusmodi tranquillitatem perseverare posse cupientes, terris videlicet & regionibus, quibus Serenissimus Rex Castellæ & Legionis, carissimus consanguineus noster, nosque Dei gratia Illustres pariter præsidemus: Notum facimus, quod præmeditatis accommodis & honorabilibus subventionibus mutuis & eventibus, qui & quæ tam modernis quam futuris temporibus, hospitiis, regnis & subditis Franciæ & Castellæ poterunt favente Domino verisimiliter evenire; ex tractatibus tam super iteratione & confirmatione confœderationum & amicitiarum ligaminum inter dictum consanguineum nostrum, & nos pro nobis & ipso, ac ipsius & nostris hæredibus & successoribus, dudum invicem initarum & contractarum, augmentatione, perpetuaque roboratione earundem; atque ex matrimonio inter dilectum nostrum Petrum primogenitum & hæredem dicti consanguinei nostri, & dilectam proneptem Blancham, carissimorum nostrorum consanguinei & neptis Philippi quondam Regis & Joannæ ejus relictæ Reginæ Navarræ filiam, invicem auctore Domino contrahendo; contentarum in tribus paribus litterarum sub dato primæ diei mensis Julii Anno Domini quo infra confectarum, sigillis dilectorum Consiliariorum & Procuratorum nostrorum inferius nominatorum, atque venerabilis Patris in Christo Gondisalvi Episcopi Segontini, & Ferrandi Sancii de Valleoleti militis, majoris Notarii Castellæ, Consiliariorum dicti consanguinei nostri, & per eum in hac parte deputatorum, sigillatarum, oblatarum & expositarum nobis.

§. 19. Igitur cum ipsa tractata & concordata velut honesta & accommoda de ipsius Castellæ Regis atque nostro speciali mandato processerint & assenserint, hinc est quod tenoribus & formis litterarum hujusmodi contractus continentium, prædictis attentis & intellectis, volentes quod omnia & singula in ipsis litteris contenta debitum & concordatum sortiantur effectum, & quæ circa illa agenda sunt tractatos & accordatos fines & effectus in prædictis litteris declaratos consequantur, & compleantur bona fide; ex nostra certa scientia facimus constituimus & ordinamus nostros veros & certos procuratores speciales & generales præfatos Consiliarios nostros: videlicet venerabilem Patrem Joannem Archiepiscopum Rhemensem, Joannem de Timaro Abbatem Beatæ Mariæ de Columbis, Reginaldum de Viana fratrem dicti Archiepiscopi Thesaurarium Ecclesiæ Rhemensis, nobilem Savarinum de Vivona militem, Dominum de Tors, & duos ipsorum in solidum, ita ut occupantis aut occupantium melior conditio non existat.

§. 20. Dantes ipsis Procuratoribus nostris & ipsorum duobus in solidum in & super præmissis omnibus & sin-

ANS & singulis & ea tangentibus plenariam potestatem & de J. C. speciale mandatum, illa ex contentis in prædictis litteris tractatuum, quæ illis declaranda, supplenda & complenda videbantur, resumendi, declarandi, supplendi & complendi, & cætera omnia præmissa tangentia & ex eis dependentia agendi, quæ & prout eis, seu duobus ipsorum pro nobis visum fuerit faciendum; Etiam novos, si opus fuerit, tractatus ineundi, perficiendi & complendi, cum Procuratoribus seu tractatoribus prædicti Regis Castellæ & Legionis & dicti primogeniti, seu pro ipsis & suis, & omnia & singula præmissa tractata & concordata & quæcunque alia præmissa tangentia, quæ ipsis procuratoribus & nuntiis nostris & duobus ipsorum pro nobis, videbuntur; in animam nostram & pro nobis, quantum in nobis est, & ad nos & hæredes & successores nostros pertinet & pertinere poterit in futurum, promittendi & etiam jurandi tenere, observare, facere & complere sine infractione quacunque; nosque & nostros atque omnia bona nostra & nostrorum obligandi; aliaque universa omnia & singula, quæ in præmissis & circa ea necessaria sunt, opportuna fuerint, & quæ & prout ipsis nuntiis & procuratoribus nostris & duobus ipsorum in solidum videbuntur expedire, nostro nomine procuratorio, & pro nobis faciendi, procurandi, concordandi, promittendi & jurandi; etiam illa, quæ exigunt mandatum speciale, & quæ nos faceremus & facere possemus, si præsentes ad illa agenda adessemus.

§. 21. Vices nostras eisdem Procuratoribus & duobus ipsorum in & super præmissis & ea tangentibus insuper committentes, rata habentes & grata perpetuo habituri omnia & singula quæ in & super præmissis & ea tangentibus per prædictos Procuratores nostros & Nuntios & duos ipsorum acta, tractata, concordata, promissa, jurata & formata fuerint, aut alio modo quolibet procurata; ipsos Procuratores & nuntios nostros in & super præmissis omnibus & singulis & ipsa tangentibus expresse relevantes ab omni onere satisdandi. Et hæc omnia præmissa significamus omnibus & singulis, quorum interest & intererit, per præsentes litteras sigilli nostri munimine in præmissorum fidem & testimonium roboratas. Datum apud Royam undecima die mensis Septembris, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto. Per Regem.

§. 22. Et nos Ægidius Archiepiscopus Toletanus, Hispaniæ Primas, & Regni Castellæ Cancellarius & Alfonsus Ferrandus Coronel miles, ac Ferrandus Sancii de Valleoleti, major Notarius in Regno Castellæ, Procuratores & Nuntii speciales dicti Domini Regis Castellæ ad hoc specialiter constituti, sicut supra procuratorio nomine apparet, cujus tenor de verbo ad verbum talis est.

§. 23. Alphonsus Dei gratia Castellæ, Legionis, Toleti, Galliciæ, Murciæ, Sibiliæ, Cordubæ, Jahenni, Algarbii & Algeziræ Rex, ac Comitatus Molinæ Dominus. Universis has presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Ut cœlestis altitudo potentiæ super cuncta tenens imperium exaltetur nostræ possibilitatis manum apponimus ac operam, quam opportunam in terris non minus speramus fore placitam in excelsis cœlestibus. Namque providentia terrarum orbem disposuit sub distinctione regnorum, quæ salubri regimine voluit gubernari: ne humanæ creaturæ statum quælibet tempestuosæ fluctuationes mundi confunderent, sed tam proximitatis & consanguinitatis, quam matrimoniorum fœdere in solita caritatis & unitatis fraternæ soliditate persistentes, unionem individuam sortiretur.

§. 24. Nos itaque hujusmodi fraternam unionem in terris & regionibus, quibus Serenissimus Rex Francorum carissimus consanguineus noster, & nos Dei gratia illustres pariter præsidemus, roborari cupientes; Notum facimus &c. ut supra in mandato Regis Franciæ, usque *onere satisdandi*. Et hæc omnia præmissa significamus omnibus & singulis, quorum interest & intererit per præsentes litteras sigilli nostri plumbei munimine in præmissorum fidem & testimonium roboratas. Datum apud Majoritum die decima Decembris, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto. ANS de J. C. 1345.

§. 25. Omnes simul utriusque partis supra nominati procuratores & speciales nuntii congregati, volentes nobis commissa perducere ad effectum, supra dictum tractatum in toto & in qualibet sui parte, vigore potestatum nobis pro dicta procuratoria traditarum, nominibus quibus supra, & unusquisque nomine Domini sui & Dominorum suorum, laudamus, approbamus, ratificamus, corroboramus ac etiam confirmamus, & in animas dictorum Dominorum nostrorum, unusquisque videlicet in animam Domini sui, juramus ad sancta Dei Evangelia manibus nostris tacta, quod prædicti Domini nostri & eorum quilibet hæredes & successores sui omnia & singula tractata, approbata & confirmata prout superius sunt expressa firmiter custodient, & in perpetuum inviolabiliter observabunt. In quorum omnium testimonium atque fidem, nos Procuratores & Nuntii supra nominati, præsentibus litteris subscripsimus, unusquisque scilicet nomen suum, & easdem fecimus sigillis nostris appendiciis communiri. Datum apud Majoritum die vigesima tertia Decembris, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto. Joannes de Viana Rhemensis Archiepiscopus, Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemensis, Ægidius Archiepiscopus Toletanus, Alfonsus Ferrandi Coronel, Ferrandus Sancii miles. ANS de J. C. 1345.

§. 26. Nos autem præmissa omnia & singula in præscriptis litteris contenta per dictos Procuratores & nuntios nostros, vices nomine & auctoritate nostra pro nobis & nostris tractata & concordata, procurata, acta & composita, atque approbata, laudata & confirmata in vim juramenti per ipsos Procuratores & Nuntios nostros in animam nostram præstiti, ut superius est expositum, rata habentes & grata, ea omnia & singula per nos plenè intellecta, præhabita super hoc deliberatione consilii nostri, concedimus per præsentes, volumusque, laudamus, approbamus, ratificamus, & auctoritate nostra Regia ex certa scientia confirmamus, & ad eorundem omnium & singulorum perpetuam observantiam, nos hæredes & successores atque Regna omnia & subditos nostros præsentes & futuros obligamus specialiter & expresse, promittimus & juramus ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta pro nobis, nostris hæredibus, successoribus, subditis, regnis & dominiis universis, quod prædicta omnia & singula tenebimus, faciemus, observabimus & complebimus, fierique teneri observari & compleri faciemus inviolabiliter, bonâ fide. Quæ ut firma & stabilia maneant perpetuo in futurum, præsentes litteras sigilli nostri plumbei appensione fecimus communiri. Actum & datum apud Majoritum, die secunda mensis Januarii, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto. Ego Matthæus Ferrandi Notarius Serenissimi Principis Domini Regis Castellæ & Legionis feci ista scribi de ejus mandato in Consilio suo. Et sont les dictes lettres scellées en lacqs de soye de couleur bleue, jaune & rouge d'un scel de plomb.

ANS de J. C. 1345.

CCLXXXII.

Articles secrèts du Traité de Leon, portant que les deux ROIS *se secourront mutuellement contre le Roi d'Angleterre, & le Roi de* (a) Bellimarin, *fait le 1. Juillet* 1345. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 186.

France et Castille.

(a) Je n'entends point ce mot de l'original *Bellimarini*. Je n'en ai pû découvrir la signification, quelque recherche, que j'aye faite. G. G. Leibnitz n'en dit rien. Je ne sai si ce ne seroit point quelque nom supposé de la signification duquel les deux Roix fussent convenus.

NOverint universi, quod cum inter Serenissimos Principes Dominos Franciæ & Castellæ Reges per nuntios & tractatores ex parte utriusque dictorum Dominorum Regum & Principum ad hoc specialiter deputatos, certus tractatus confœderationum, amicitiæ, ligaminum & pactorum initus nuper fuerit, secundum formam quarundam litterarum patentium super hoc confectarum, quarum tenor talis est.

§. 2. Procuratores nuntii & tractatores Serenissimorum Principum Dominorum Regum Franciæ & Castellæ, scilicet Joannes de Viana Archiepiscopus Rhemensis, Joannes de Timaro Abbas Beatæ Mariæ de Columbis, Savarinus de Vivona Dominus de Tors, & Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemensis, Procuratores & nuntii Domini Regis Franciæ, & Gondisalvus Episcopus Seguntinus, ac Ferdinandus Sancii de Valleoleti Miles, Major Notarius in Castella, tractatores nomine Domini Regis Castellæ, faciunt, conveniunt & juramento una pars alteri vicissim, nominibus quibus supra promittunt pactiones, conventiones & amicitiarum alligationes inter dictos Dominos Reges pro se & suis valituras, quæ sequuntur.

§. 3. Videlicet quod si contingat Regem Bellimarini cum sua potestate vel ejus potestatem affretare vel transire ad invadendum Regna vel Dominium Castellæ dicto Rege Franciæ per Regem Castellæ vel ejus certum nuntium vel litteras suas requisito Rex Franciæ faciet sibi succursum ad expensas dicti Regis Castellæ, proviso statui Regni sui & guerræ suæ, si tunc guerram habet, vel verisimiliter habiturus esset: tamen prima vice dictus Rex Franciæ propter servitium Dei & augmentationem Christianitatis, nec non contemplatione dicti Regis Castellæ & intuitu, & in relevationem expensarum ab ipso in guerris Sarracenorum hucusque factarum * quod videbit ipsi Regi Castellæ de tali succursu ad ejusdem Regis Franciæ expensam, quod dictus Rex Castellæ debebit merito contentari.

§. 4. Et si Rex Angliæ cum sua potestate, aut ejus potestas affretaret vel transiret citra mare ad invadendum Regnum Franciæ, dicto Rege Castellæ per Regem Franciæ vel ejus certum nuntium, vel per suas litteras requisito, dictus Rex Castellæ faciet præfato Regi Franciæ, succursum ad expensas Regis Franciæ, taliter quod debebit meritò contentari proviso statui Regni sui & guerræ suæ, si tunc guerram habet, vel verisimiliter habiturus esset.

§. 5. Hoc vero pacto duraturo sic duntaxat inter personas Domini Alphonsi Regis Castellæ, qui nunc est, & personam Domini Philippi Regis Franciæ nunc regnantis. Et est actum expresse, quod non obstante isto articulo personalitatem Dominorum Regum Franciæ & Castellæ solùm tangente, omnes confœderationes, pax & amicitiarum ligamina facta & inita de novo & jam pridem, inter dictos Dominos Reges, pro se hæredibus & successoribus eorum, prout continetur in quolibet articulo earundem, & specialiter in articulo, qui incipit: Sanè, durabunt perpetuò inter dictos Dominos Reges & hæredes & successores eorum, & contra omnem hominem viventem vel victurum, habebunt perpetuam roboris firmitatem, prout in certis aliis confœderationibus & amicitiarum ligaminibus de novo, & in aliis jam pridem inter dictos Dominos Reges pro se & hæredibus & successoribus suis factis & initis, latius continetur. ANS de J. C. 1345.

§. 6. Præterea si aliquis vel aliqui de Regno Franciæ vellent venire in servitio Dei ad guerram Sarracenorum in Auxilium Domini Regis Castellæ, Rege Franciæ tunc non habente guerram publicam seu apertam vel verisimiliter habituro, placebit ei, quod ipsi veniant, & eos non impediet, nec præcipiet, vel mandabit eorum impedire adventum: & etiam si haberet guerram, proviso statui ipsius guerræ & Regni sui, volentes ad dictum servitium venire, non impediet, nec mandabit impedire venire.

§. 7. Similique modo Rege Castellæ guerram publicam vel apertam non habente, illos de Regno vel Regnis suis, qui accedere voluerint in Regno Franciæ ad servitium Regis Franciæ in guerris suis, non impediet vel mandabit aut faciet impedire, sed placebit ei, quod accedant ad dicti Regis Franciæ servitium, & etiamsi guerram haberet, proviso statui guerræ suæ & Regni sui, prout supra.

§. 8. Et est sciendum (*b*) &c.

(*b*) Ce qui suit avec les Procurations des Contractans jusques à la fin du mandement du Roi de Castille est dèja mot-à-mot au Traité précédent.

§. 9. Omnes prænominati nuntii & Procuratores dictorum Dominorum Regum & Principum insimul convenientes, intellecto plenè tractatu supra scripto, & super ipso consideratione habita diligenti, discussoque inter eos, quibus supra nominibus tenore verborum compositorum, in ultimo articulo dicti tractatus incipiente, *Præterea*, considerantes quod in ipsius serie & tenore est inter dictos Reges æqualitas seu paritas observanda, quia patenter repertum fuit in secundo ipsius articuli capite, cum legitur; similique modo, per errorem scribæ, obmissa fuisse, hæc verba, *vel verisimiliter habituro*, quæ immediate post dictionem, *habente* scribi debuissent, prout superius in eodem articulo & pacto simili scripta sunt, pro parte dicti Domini Franciæ Regis. Igitur nos Procuratores & nuntii prænominati dicta verba supplentes, errorem corrigendo prædictum, ipsas tres dictiones subaudiendas, intelligendas, & in quocunque hujus eventu sumendas esse, & debere pro parte dicti Domini Castellæ & Legionis, ita prout pro parte dicti Domini Regis Franciæ in eodem articulo scriptæ sunt. Concedimus concorditer, & etiam declaramus cæterum, auctoritate nobis & nostrum cuilibet, per procuratoria prædicta attributa, pacta, conventiones, promissiones, alligantias, fœdera, & omnia alia & singula in supra scriptis litteris tractatus contenta, una cum correctione, supplemento & declaratione prædicta, vice, auctoritate & nominibus dictorum Dominorum Regum & Principum; rata habentes & grata omnia & singula, volumus, & una pars alteri, ut eam tangit vicissim concedimus, laudamus, approbamus & etiam confirmamus, nihilominusque juramus in animas dictorum Dominorum nostrorum, & ipsorum cujuslibet, ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta: quod dicti Domini Reges & Principes tenebunt & observabunt, facient & complebunt omnia & singula universa, de quibus inter ipsos acta & superius sunt expressa.

§. 10. In quorum præmissorum omnium & singulorum testimonium & fidem nos prænominati nuntii & Procuratores dictorum Dominorum Regum has præsentes, & aliis istis consimiles literas fieri fecimus, nostrorum nominum subscriptionibus, nostrorumque sigillorum appendicii munimine roboratas. Datum apud Majoritum, vigesima tertia die Decembris, anno Domini millesimo, trecentesimo quadragesimo quinto. Et sont les dictes lettres scellées de cinq sceaux ou sachets de cire rouge en lacs ou cordons de fil blanc, bleu & rouge, & sur le reply au dessus des sceaux est escrit, sçavoir sur le premier, Joannes de Viana Rhemensis Archiepiscopus; sur le second, Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemensis, sur le troi-

ANS de J. C. 1346. troiſieſme, Ægidius Archiepiſcopus Toleti; ſur le quatrieſme, Alphonſus Ferrandi Coronel, & ſur le cinquieſme, Ferdinandus Sancii Miles.

CCLXXXIII.

SICILE ET MORE'E. *Lettre & Promeſſe de* LOUIS *Roi de Sicile à* JAQUES DE SAVOYE *Prince de la Morée, de lui rendre la Principauté d'Achaïe, dattée d'Imnyſſegrad, le 18. de Mars*, 1346. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 112.

LUDOVICUS Dei gratia Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Ramæ, Cerviæ, Galliciæ, Lodomeriæ, Comariæ, Bulgariæque Rex, Princeps Salernitanus, & Honoris, & Montis Sancti Angeli Dominus. Strenuo & Magnifico Viro *Domino* JACOBO DE SABAUDIA, *Principi Achayæ*, ſuo devoto & fideli ſalutem, & Regii favoris affectum. Cum omni bono, veſtræ ſtrenuæ Nobilitatis fidelitas noverit legationes veſtras, cum Credentialibus literis, per Jacometum de Rivoſico nuntium veſtrum ad nos tranſmiſſum, nobis relatas benignè exaudiviſſe, & plene intellexiſſe; inter quas à nobis petebatis, ut cum, Deo favente, regimen Regni Siciliæ, & pertinenciarum ejus, ad manus noſtras devenerit, ex tunc Principatum Achayæ, & ea quæ à vobis alienata ſunt, vobis reddere dignaremur, vos exinde, per nunc literis noſtris autenticis aſſecurantes, ſuper quo veſtræ fidelitatis magnificentiæ, hoc modo proinde reſpondemus, quod ecce cum omnibus proximis noſtris amicis & vicinis, cum tota potentia noſtra, illuc proficiſci & tranſire parati ſumus, & dum favente Salvatoris clementiâ, dictum Regnum Siciliæ & pertinentias ejus, veſtro amicorum & proximorum veſtrorum, adjutorio mediante, obtinebimus, & ad noſtras manus Regias devenerit, vos firmiter aſſecurando promittimus per præſentes, quod *Principatum Achayæ*, & ea quæ veſtra ſunt vobis, ſicut ad jus veſtrum pertinent, reſtituemus jure veſtro conſervanda; Petentes ex inde ſtrenuæ nobilitatis veſtræ fidelitatem, ut fidelitate in eadem nobis per dictum nuntium veſtrum promiſſa, cum veſtris proximis cognatis, & amicis conſtantius & perſeverantius perſiſtendo, nos ad obtinendum & acquirendum regimen dicti Regni Siciliæ, & omnium pertinentiarum ſuarum coadjuvare velitis. Præſentes autem ad certiorem cautelam & memoriam promiſſionis noſtræ miſimus vobis, ſigillo noſtro duplici communientes roborando. Datum Imnyſſegrad quindecimo Calend. menſis Aprilis, anno Domini M. CCC. XLVI.

CCLXXXIV.

ANS de J. C. 1346. SAVOYE ET GENEVOIS. *Mariage de* PHILIPPE DE SAVOYE *Fils de Jaques de Savoye & Prince d'Achaïe, & de* MARIE *Fille d'Amedée Comte de Genevois. Fait à Pignerol le 4. d'Août* 1346. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 123.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno à Nativitate ejuſdem milleſimo tercenteſimo quadrageſimo ſexto, indictione quatuordecima, die quarta menſis Auguſti, per præſens publicum inſtrumentum cunctis appareat evidenter, quod cùm diu tractatum extiterit inter *Illuſtres, & Magnificos Principes Dominos Jacobum de Sabaudia, Principem Achayæ*, ex una parte, & *Amedeum Comitem Gebennenſi* ex altera, de matrimonio contrahendo inter PHILIPPUM DE SABAUDIA, *Filium dicti Domini Principis*, & MARIAM *ipſius Domini Comitis Filiam*, hinc eſt quod prædicti Domini Princeps, & Comes volentes prædictum tractatum, juvante Domino, quantum eis poſſibile eſt, ad effectum perducere, & dictum matrimonium inter dictos Philippum, & Mariam cùm tempus ſuppeterit debitè compleri. Dictus ſiquidem Dominus Princeps prædicto Domino Comiti præſenti, & michi infraſcripto Notario ſtipulanti, & recipienti more publicæ perſonæ vice, & nomine, & ad opus dictæ Dominæ Mariæ ſolemni ſtipulatione promiſit, & ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juravit ſe facturum, & curaturum cum effectu, quòd prædictus Philippus ejus Filius prædictam Mariam ejuſdem Domini Comitis Filiam accipiet, habebit, & tenebit, cùm ad ætatem contrahendi pervenerit, in Uxorem ſuam legitimam Sancta Matre Eccleſiâ concedente, nec fecit, faciet vel facere procurabit per quod dictum Matrimonium non ſortiatur effectum, & verſa vice, prædictus Dominus Comes prædicto Domino Principi præſenti, & michi jam dicto Notario modo ſimili ſtipulanti, ſolemni ſtipulatione vice, nomine, & ad opus dicti Philippi ſolemni ſtipulatione promiſit, & ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juravit ſe facturum, & curaturum cum effectu, quòd dicta Maria cum Philippo nubet cùm ad ætatem nubendi pervenerit, & ipſum accipiet, habebit, & tenebit in Maritum ſuum, Sanctâ Eccleſiâ concedente legitimum, nec fecit vel faciet, aut fieri procurabit propter quod dictum Matrimonium debitè non conſumatur, vel aliqualiter impediatur quin debitum ſortiatur effectum; pro cujus Mariæ dote, & nomine dotis idem Dominus Comes prædicto Domino Principi, & michi præfato Notario ut ſupra ſtipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus dicti Philippi, & omnium, & ſingulorum quorum intereſt vel intereſſe poterit, in futurum deſtinavit, conſtituit quindecim mille florenos boni auri, & juſti ponderis, quos quidem quindecim mille florenos ex cauſa dotis, qua ſupra prædictus Dominus Comes prædicto Domino Principi, & michi præfato Notario ut ſupra ſtipulantibus, & recipientibus ſtipulatione ſolemni, & per juramentum quo ſupra, & ſub obligatione omnium bonorum ſuorum mobilium, & immobilium, præſentium, & futurorum ſolvere promiſit per terminos, & modum infra ſcriptos. Primo videlicet quando dicta Maria per dictum Philippum deſponſata fuerit in facie Sanctæ Eccleſiæ, vel ſaltem quando ducta fuerit in Domum dicti Domini Principis ſeptem mille florenos, quam in eam duci ordinatum eſt, & conventum per dictos Dominos, in feſto omnium Sanctorum proximè venturo, qui ſeptem mille floreni ex ſolemnibus conventionibus inter dictos Dominos Principem & Comitem factis, & initis ad manus dicti Domini Principis debent pervenire & ſibi ſolvi, & ex tunc in duobus annis videlicet revoluto ex tunc biennio eodem termino duo mille florenos, & inde anno revoluto anno quolibet eodem termino duo mille florenos, & ſic ſubſequenter anno quolibet eodem termino duo mille florenos uſque ad integram & perfectam ſolutionem dictorum quindecim mille florenorum. Acto tamen, & in pactis ſolemni ſtipulatione vallatis deducto inter Dominos Principem, & Comitem quod dicti octo mille floreni, in dictis quatuor ultimis ſolutionibus ſolvendi ponantur, & ſolvantur in manu cujuſdam medii per dictos Dominos Principem, & Comitem eligendi, qui medius dictam florenorum quantitatem recuperet, exigat, recuperetque, & exigere poſſit, & debeat, habeatque exigendi poteſtatem plenariam præſenti inſtrumento per dictos Dominos ſibi conceſſam, ſine alio mandato ſingulis terminis ſupradictis prout in ſingulis ſunt ſolvendi, & nihilominus dictus Dominus Princeps ex ſolemni ſtipulatione, & promiſſione, circa hæc

ANS de J. C. 1346.

ANS de J. C. 1346.

sibi facta, dictam quantitatem octo millium florenorum destinatam pro dote prædicta in terminis suprà dictis petere possit, & requirere poni, & solvi in manibus Depositarii supradicti, vel alterius ex infra scriptis per modum qui sequitur, & compellere dictum Dominum Comitem Gebennesii, & fideijussores infra scriptos ad ipsam quantitatem florenorum solvendo, ut in præsenti instrumento contra etiam Depositarii, vel personæ pecuniam ipsam recipere debentes in ipsius pecuniæ exactione cessarent, & eos custodiat idem Depositarius, & conservet quousque prædicti Philippus, & Maria ad ætatem pervenerint Matrimonium contrahendi; quo Matrimonio inter dictos Philippum, & Mariam completo idem Medius prædictos octo mille florenos dicto Domino Principi expediat, & deliberet, atque expedire, & deliberare teneatur, vel dicto Philippo, seu illi ad quem tunc dicta pecunia pertinet; quia sic inter dictos Dominos solemniter actum extitit, & conventum; acto etiam inter eos ut supra, quod dicti Domini eligant dictum Medium cum primum dicta Maria ducta fuerit in Domum dicti Domini Principis, & si tunc non eligerent quod duo mille florenos primæ solutionis pecuniæ in dotem destinatæ ponantur, & solvantur per dictum Dominum Comitem in manibus Reverendi Viri Domini Rodulphi de Montebello Abbatis Sancti Michaelis, si tunc esset in loco, & haberi posset, si verò tunc non esset in loco vel haberi non posset, solvantur, & ponantur in manibus Domini Guillermi de Ripalta, vel Nicolai ejus Fratris; si vero prædictum Matrimonium inter ipsum Philippum, & Mariam aliquo casu vel causa, sine tamen alterius dictarum partium culpa prout infra non compleretur, quod ex tunc id est ex quo constaret dictum Matrimonium non compleri, lapso ex tunc uno anno dictus Dominus Princeps prædictos septem mille florenos per eum habitos, & sibi solutos restituat, & restituere teneatur prædicto Domino Comiti incontinenti revoluto anno, ex quo constaret dictum Matrimonium per culpam ut præmittitur non compleri, & dictus Medius dictos octo mille florenos videlicet quantitatem solutam, & per ipsum Medium receptam dicto Domino Comiti restituat, & restituere teneatur incontinenti, ex quo constaret dictum Matrimonium non compleri, quia sic inter dictos Dominos actum extitit, & conventum prout supra; sin autem dictum Matrimonium propter culpam evidentem dictæ Mariæ, vel dicti Domini Comitis, vel alterius de parte sua non compleretur, tunc in illo casu prædictus Dominus Comes donat donatione pura, mera, simplici, & irrevocabili inter vivos, prædicto Philippo, & prædicto Domino Principi, & michi memorato Notario recipienti, & solemniter stipulanti vice, nomine, & ad opus dicti Philippi prædictos septem mille florenos prædicto Domino Principi in solutione prima solvendos, faciens de prædictis dicto Philippo, & dicto Domino Principi, & michi jam dicto Notario, ut supra recipienti tot singulares, particulares donationes quod nulla ipsarum insinuatione non indigeat, nec summam quingentorum excedat aureorum, solvens, & quittans ex causa donationis qua supra prædicto Philippo, & prædicto Domino Principi, & michi prædicto Notario recipienti ut supra ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc dictos septem mille florenos in casu in quo propter ipsius evidentem culpam, vel dictæ Filiæ suæ vel alterius de parte sua prout supra dictum, Matrimonium non compleretur, pactum non faciens expressum dicto Domino Principi de ipsis in illo casu ulterius non petendis, promisitque ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta jurávit, & sub obligatione omnium bonorum suorum prædicto Domino Principi in illo casu contra prædictam Donationem non facere vel venire per se vel per alterum publicè vel occultè, & versa vice modo simili prædictus Dominus Princeps, si dictum Matrimonium non compleretur inter prædictos Philippum, & Mariam propter evidentem culpam ipsius Domini Principis, vel dicti Philippi seu alterius de parte sua in illo casu, donat donatione pura, mera, simplici, & irrevocabili inter vivos ex nunc prout ex tunc dictæ Mariæ, & prædicto Domino Comiti, septem mille florenos boni auri, & justi ponderis de ipsis faciens dictæ Mariæ, & dicto Domino Comiti tot singulares, & particulares donationes quod nulla ipsarum insinuatione indigeat, nè summam quingentorum aureorum excedat: promisitque dicto Domino Comiti, & michi jam dicto Notario ut supra solemniter stipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus dictæ Mariæ stipulatione solemni, & per juramentum suum super Sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, & sub obligatione omnium bonorum suorum mobilium, & immobilium, præsentium, & futurorum, prædictos septem mille florenos ex causa donationis qua supra solvere dictæ Mariæ vel mandato suo in illo casu, in quo dictum Matrimonium non compleretur propter culpam evidentem ipsius, vel dicti Philippi, vel alterius de parte sua prout superius in pace, & sine lite, controversia, vel quæstione qualibet, omnibus exceptionibus, & defensionibus juris, & facti postpositis penitus, & remotis, & contra prædictam Donationem nunquam facere vel venire per se vel alterum publicè vel occultè, nec contra facienti vel venienti in aliquo consentire; sed ipsam donationem perpetuo firmam, & ratam habere, & tenere, & inviolabiliter observare, restituereque dicto Domino Comiti vel mandato suo, seu ad quem restitutio dotis, seu pecuniæ, pro promissa dote destinatæ pertinebit, dictos septem mille florenos in prima solutione pro dote sibi solutos, quos quidem quindecim mille florenos dotales prout soluti, & numerati fuerunt, prædictus Dominus Princeps, conventionibus tamen prædictis semper salvis, prædicto Domino Comiti restituere promisit per terminos quibus ipse receperit similes, obligans insuper specialiter, & expressè prædictæ Mariæ castra sua infrascripta, cum Villis, territoriis, mandamentis, redditibus, mero, & mixto Imperio, & universis pertinentiis, videlicet Villam-Francham, & Moretam, & in casu in quo Moreta non esset in manu dicti Domini Principis, vel dicti Filii sui Carignanum, promisitque dictus Dominus Princeps quod faciet cum effectu, quòd communitates dictorum castrorum, & Villarum solemniter jurabunt quòd dicta castra, & Villas custodient, & servabunt dictæ Mariæ, & eidem homagium facient, atque respondebunt, & obedient durante obligatione prædicta; Acto etiam inter dictos Dominos prout supra quod dicta Maria dum dicta castra tenebit in feudum, & sub homagio à dicto Domino Principe, & ejus hæredibus tenere teneatur, & quod dictus Dominus Comes satisfaciet dicto Domino Principi per fidejussores infra scriptos de dicta dote solvenda terminis supradictis, qui se, & sua obligent, fidejussores vero dandi hinc, & inde sunt hii Primo, *Dominus Comes Sabaudiæ*, *Dominus Ludovicus de Sabaudia*, Dominus Bellijoci, Domini Cameræ, Myolani, Inter-Montium, Urteriarum, Antelmus ejus Frater, Anthonius de Claromonte, Dominus Cheuronis, Dominus Miribelli, Dominus Faramanci, Aymonetus de Ponte-Vitreo, Domini Petrus, & Guillelmus de Compesio, Dominus Aulæ novæ, Domini Joannes Mistralis, & Guillelmus de Castellione, & pro prædictis omnibus plenius attendendis, idem Dominus Comes Gebenn. submisit, & bona sua Jurisdictioni Illustris Principis Domini Comitis Sabaudiæ, & ejus Curiæ. Actum Pinarolii in castro dicti loci in Logia prope Turrem, præsentibus R. in Christo Patre Domino R. Abbate Clusino, Dominis Guillelmo de Montebello Domino Alpiniani, Ludovico Rivoriæ, Petrò de Compesio Militibus, Martineto ex Comitibus Sancti Martini, Amedeo de

ANS de J. C. 1346.

Com-

ANS de J. C. 1347.

Compesio, Joanne de Monteforti, &c. Signé Maconer.

CCLXXXV.

L'EMPIRE ET LA FRANCE.

Traité d'amitié & de secours mutuel entre CHARLES IV. *Empereur*, & JEAN *Duc de Normandie, & depuis Roi de France, & ses Frères. Fait à Trente, le 7. Mai* 1347. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 189.

CAROLUS Dei gratia Rex Romanorum semper Augustus & Bohemiæ Rex. Universis Præsentes inspecturis gratiam suam cum plenitudine omnis boni. Notum facimus, quod nos consideratis & diligenter attentis amicitia, affinitate & consanguinitate inter nos & Carissimum Fratrem nostrum Dominum JOHANNEM Ducem Normaniæ primogenitum Regis Francorum Illustris, & etiam inter nos & Carissimos nepotes nostros Carolum videlicet Ludovicum, Johannem & Philippum dicti Ducis filios existentibus, volentes quod perpetuus & verus amor sit inter nos: promittimus bona fide & juramus supra Sancta Dei Evangelia: quod honorem, utilitatem & commodum fratris nostri & filiorum suorum prædictorum, quamdiu vixerimus, & ad quemcunque statum nos pervenire contigerit, procurabimus, & nemini, qui eis vel eorum inimicus seu hostis publicus sit vel fuerit seu verisimiliter debeat esse suspectus, dabimus quoquomodo consilium, auxilium vel favorem contra eos vel aliquem eorum publicè vel occultè. Et si acciderit, quod Deus avertat, quod dictus frater noster vel alter ipsorum. Nepotum nostrorum in successione Regni Franciæ, velut avi, quovis modo in personis aut rebus ipsorum impedirentur; Nos modis omnibus, quibus poterimus ipsos juvabimus toto posse prædictos impedientes, quando in corpore & in bonis. In quorum omnium testimonium & ad certitudinem pleniorem præsentes fieri jussimus & sigilli nostræ Regiæ Majestatis appensione muniri. Datum Tridenti anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo septimo nonas Maii, regnorum nostrorum anno primo, sic signatum per Dominum Regem ad veram relationem, Domino Joanne de Pistoire præsente.

CCLXXXVI.

NS J. C. 347. RA- NT ET AN- E.

Convention passée entre JEAN III. *Duc de Brabant*, & LOUIS DE NEVERS *Comte de Flandre; par laquelle Loüis transporte à* HENRI *Fils de Jean, tout le droit qu'il peut avoir en la Ville de Malines, fait par l'entremise de Philippe de Valois Roi de France. A. S. Quentin en Vermandois, au mois de Juin* 1347. Christophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 181.

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France savoir faisons à tous, que pour oster & mettre à nient les grans debas & dissentions que du temps passeyt ont esté entre nos chers & ames Cousins le Duc de Brabant & le Comte de Flandre predecesseur de nostre cher amé feal Cousin le Comte de Flandres qui ores est à l'occasion de le Ville de *Malines* seant en Brabant, & encore poiroient estre & avenir & pour nourir pais, amour & tranquillité entre le dit Duc & Conte à touz jours leurs subges & leur pais, nous ayons promis & promettons loyalment & en bonne foy à nostre dit Cousin le Duc, que par touttes les meilleurs voyes & maniere que nous pourons, nous ANS de J. C. 1347. ferons tant & pourchacherons per devers nostre dit Cousin le Conte, que il pour cause de certaine recompensation juste & loyael que nous li avons faite sur chou, de la quelle il se tient bien à content, transportera si comme il appertiendera en la personne de nostre chier & amé Cousin HENRY *de Brabant* aisné fil dou dit Duc, tout le droit, action, possession, proprieté, fief, hommaige & quelconques choses & drotures que ledit Conte a ou peut avoir en la Ville de *Malines* & es appertenances d'icelle franquement & quitement, tout par tout ou besoing sera & en la forme & maniere qu'il appertiendra, tant de droit comme de coustume, pour tenir, jouyr & possesser paisiblement à toux jours heritablement, pour au ses hoirs & successeurs Dux de Brabant; sans ce que le dit Duc & *Henry* ou autre quelconque personne soient tenu à en payer ou rendre à dit Conte quatre-vingt mil & cinc cens Royaulx d'or ne d'autrez deniers quelconques, & aussi sans ce que ledit *Henry* soit tenu de faire foy & hommage à dit Conte ne az autres personnes quelconques, fors à l'Evesque de Liege en nom de l'Eglise de Liege, au qu'el il en devra & sera tenu à faire hommage en la fourme & maniere que li Seigneur de Malines, qui pour temps ont esté l'en on fait anchienement, & garderons & defenderons le dit Duc & *Henry*, ses hoirs & successeurs Dux de Brabant de toux costs interest & dommages qu'il poiroient encourre en quelconque maniere que ce fuisst pour cause de la dite translation & pourssuite quiets & paisibles contre tous. Et pource que ce soit chose ferme & estable à toux jours, nous avons fais mettre nostre saiel à ces lettres donné, à S. Quintin en Vermandoys l'an de grace M. CCC. XLVII. au mois de Jung.

Lettres Patentes du Comte de Flandre sur ce sujet.

A Toux ceaulx qui ces presentes lettres verront ou orront LOWIS *Conte de Flandre de Nyvers & de Reteſt* salut & cognoissance de vereteit, savoir faissons à toux que nous tant pour contemplation de tres-excellent & puissant Prince Mon-signeur *Philippe* par la grace de Dieu Roy de France nostre treschier & amé Signeur pour cause de la recompensation que ledit nostre Signeur le Roy nous a faicte sur ce, de la quele nous tenons pour bien contentez, nous avons promis & promettons à nostre treschier & bien amé Cousin le Duc de Brabant loyalement & en bonne foy, que nous transporterons franchement & quitement en la personne de nostre cher & amé Cousin HENRY aisné fil dou dit Duc tout le droit action, possession, proprieté, fief & hommage, & quelconques autres choses & droitures, que nous avons ou avoir puvons en la Ville de *Malines* & es appartenances d'icelle franquement & quitement, tout par tout ou besoing sera & en la forme & maniere qu'il appertiendra, tant de droit comme de coustume, pour tenir, joüir & possesser paisivlement à toux jours heritablement pour lui ses hoirs & successeurs Dux de Brabant, sans ce que li dit Duc & *Henry* ou autre quelcunque personnes en soient tenu à payer ou à rendre à nous quatre-vingt mil cinc cens roiaulx d'or ne autre deniers quelcunques que li dit Duc poit devoir à nostre treschier & amé Signeur & Pere dont Dieux ait l'ame ou à nous pour cause de l'achat de la moitie des dite Ville & appertenances de *Malines*, & aussi sans ce que li dit *Henry* en soit tenu à faire foy ne hommage à nous ne autre personnes quelcunques, fors à l'Evesque de Liege au nom de se Eggliſe, au quel il en devra & sera tenu à faire hommage en la forme & maniere que li Seigneur de *Malines* qui pour le temps ont esté l'en on fait anchienement. Et à fin que les choses dessusdites soient plus fermes & estables, nous Conte dessusdit avons renoncheit & renonchions à toutes lettres & for-

ANS de J. C. 1347.

ces que nous avons, euſſions ou avoir puvons à cauſe des dites ville & appertenances de *Malines* quant à dit *Henry*, ſes dis hoirs & ſucceſſeurs Dux de Brabant; icelles lettres & forces en toux autres cas demorans, en tel vigeur comme elles avoient au jour de la Date de ces preſentes lettres, en teſmoing de chou nous avons fait mettre noſtre ſaiel à ces lettres donné, à S. Quintin en Vermandois le *VI.* jour de Jung l'an de grace *M CCC.* quarante & ſept.

CCLXXXVII.

ANS de J. C. 1347.

FRANCE ET BRABANT.

Traité & Confédération entre PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France*, *&* JEAN III. *Duc de Brabant. Fait à S. Quentin, au mois de Juin*, 1347. Dynter. Chroniq. de Brabant. Liv. V. pag. 122.

PHILIPPUS Dei gratia Rex Francorum per ſuas certi tenoris litteras, & ob cauſas & rationes in eiſdem declaratas, notum facit univerſis quod pro ſe ſuis heredibus & ſucceſſoribus Regibus Franciæ cum Joanne Duce Brabantiæ ejuſque heredibus & ſucceſſoribus Ducis Brab: iniit certam concordiam ſive confœderationem perpetuo duraturam & prior promiſit quod convenit dictus nec quodammodo non nocebit eidem Duci neque ſuis ſubditis, quoquomodo quoque non ſuſtinebit neque confortabit inimicos, ipſius Ducis auxilio vel conſilio in hominibus armorum vel victualibus & non permittet quod iidem inimici tranſibunt per regnum neque per terras ſuas ad inferendum ſibi vel dictis ſuis ſubditis damnum vel gravamen. Item ipſe Rex pro ſe ſuis heredibus & ſucceſſorum Francorum Regibus recepit dictum Ducem ejuſque ſucceſſores & ſubditos predictos in ſua Savegardia & ſecum conductu & omnia ipſorum bona eundo, veniendo, manendo, & remittendo per totum ſuum regnum, terras & Dominia pacifice & quiete ſolvendo ſua debita antiquitus conſueta abſque fraude & malo ingenio, & quod ſucceſſores ſui Francorum Reges poſt ſuum obitum infra tres menſes debent innovare dicto Duci & ſuis heredibus Brab: confœderationem predictam, qua non obſtante dictus Dux libere poterit ſervire vero Regi Allemaniæ vel vero Imperatori Romanorum ſicut vero ſuo Domino pro defenſione Regni Allemaniæ & Imperii Romani ſervire tenetur, prout hæc & quædam alia in ipſius Regis litteris de ſuper confectis plenius continetur quæ fuerunt datæ anno 1347, in menſe Junio apud Sanctum Quintinum.

CCLXXXVIII.

ANS de J. C. 1347.

SAVOYE ET BOURGOGNE.

*Mariage d'*AME VI. *du nom Comte de Savoye*, *&de* JEANNE DE BOURGOGNE, *fait à Châlon ſur Saône*, *le 6. Juin.* 1347. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 220.

EN nom de noſtre Seigneur Amen, l'an de Grace M CCC. XLVII. en la Indicion XIV. le Mercredy apres la feſte Dieu, ſe ſeyme jour du mois de Juing. Sachient tuit cil qui c'eſt preſent public Inſtrument verrunt & orrunt, Que comme traittié ait eſté entre tres-haus, & puiſſans Prince & Dame, Monſieur Eude Duc de Bourgoigne, Comte d'Artois & de Bourgoigne, Palerin, & Seigneur de Salins; & Madame Johanne de France ſa femme, Ducheſſe & Comteſſe des Duchié, & Comtées deſſuſdites, d'une part: Et *tres-noble, & puiſſant Prince Amey Comte de Savoye, Duc de Chablais & d'Aouſte, & Marquis en Italie*, d'autre part: De faire mariage de Madamiſſelle Johanne Fille fu Monſieur Philippe de Bourgoigne, cui Dieus abſoille, & dudit Comte de Savoye: ſinſuit eſt, que eſtablies perſonelement leſdites parties en la preſence de *tres-haute & puiſſante Madame Blanche de Bourgoigne Comteſſe de Savoye*, des teſmoins & des Notaires deſſos eſcripts pour le traittié de ladite Madame de Savoye, fut accordé entre leſdites parties, & les gens de lours conſens, cy-deſſois nommés en la maniere & fourme qui s'enſuyt. Premierement, que ledit Comte de Savoye prendra à femme per Mariage Madite Damiſelle Johanne Fille dudit Monſieur Philippe, quant elle ſera aagié. Item ledit Comte ha déja promis, que quant ledit Mariage ſe fera, il doüera ladite Fille, & ly doura tout entierement le Doüaire que tient à preſent ladite Comteſſe, pour cauſe de *Monſieur Eddonard* jadis Comte de Savoye ſon mary, cuy Dieus abſoille, & en ultres ce, tous les autres chaſteau, villes, terres & poſſeſſions, que ladite Comteſſe tient de l'heritage le Comte de Savoye, & qu'elle ha acquis par quelque tiltre ou maniere que ce ſoit; Exceptés tant ſeulement les Chaſteaux de Marboz & de Colognié, enſemble les appartenances, deſquelx ladite fille ne ſera mie doüée, & vandu c'eſt Doüaire ou cas ou ledit Comte ſurvivroit ladite Madame Blanche Comteſſe de Savoye. Item ou cas ou ladite Comteſſe ſurvivroit ledit Comte, & auſſi ne pourroit tantouſt avoir ſon effait, ledit Doüaire en honour & valour comme tout ce vant, que tient à preſent ladite Comteſſe tant par titre de Doüaire, comme par autre maniere, & ce fera le preſent aſſignaul de Doüaire és Chaſteaux, villes, Terres, & Juſtices qui ſunt dudit Comté en Viennois, ou en Savoye, à la election de ladite Fille. Item pource que *Aymieux de Savoye Pere dudit Comte*, doit avoir & tenir pour ſon partage en la terre de Breyſſe, que tient à preſent ladite Comteſſe, ledit Comte aſſignera deſ-ja par maniere deſchange ou de compenſation, à ladite Fille à cauſe de ſondit Doüaire, entretant en emolument & valour, en Chaſteaux, terres & juſtices, comme peut valoir la portion que ledit Jehan doit prendre au Doüaire de ladicte Comteſſe, & és autres lieux aquis par elle: & ſe fera ledit aſſignaul en Viennois, ou en Savoye, election du Conſeil de ladite Fille. Item ou cas que le Doüaire de ladite Fille aura ſon effait, elle en fera hommage a l'heritier qui ſera Comtes de Savoye, & tiendra toute ſa vie naturelle ſondit Doüaire dudit Comte, par la maniere & les conditions & fourmes, que tient à preſent ſon Doüaire ladite Comteſſe. Item eſt accordé entre les Parties deſſuſdites, que apres le decés des dits Duc & Ducheſſe, en tant comme il peut touchier ou regarder un chaſcun d'eux, ladite Fille heritera & ſuccedera eſdits Duc & Ducheſſe, & à chaſcun d'eux, ſe comme premier l'un ira de vie à mort en la Duchié de Bourgoigne & Comtés d'Artois & de Bourgoigne, & en la Terre de Champagne, & en toutes autres terres qui appartiendront eſdits Duc & Ducheſſe, & à chacun d'eux au temps de leur decés, pour telle portion comme il appartiendra de raiſon en les couſtumes deſdis gardées; & de ce ſera contents ledit Comte pour cauſe dudit Mariage durant les vies deſdis Duc & Ducheſſe, & apres lours decés, & que leſdis Meſſieurs l'y Duc, & Madame la Ducheſſe ne ferunt, procurerunt ne conſeillerunt chouſe pourquoy ladite Succeſſion ne viegne à ladite Fille, einſſint comme deſſus. Item ou cas ou ladite Fille ſurvivroit Philippe de Bourgoigne ſon Frere, elle ſuccederoit és dis Pays & Terres, ſelon raiſon & les couſtumes des dis Pays. Item ces preſentes convenances de Mariage quant elle ſera aagié, & toutes les choſes deſſus eſcriptes, ont eſté lehües en la preſence des dis Duc & Ducheſſe & Comte de Savoye, & par eux bien entenduës; leſquels Duc & Ducheſſe & Comte de Savoye, qui eſt ja prochain de puberté comme eſtans ou quatorziéme an de ſon aage, ont promis & juré

ANS de J. C. 1347.

ANS de J. C. 1347. juré sur sains Evangiles, & sur l'obligation de tous leurs biens l'une partie à l'autre, de faire garder & accomplir ledit Mariage, & toutes lesdites convenances de point en point, & se sont submises pour parfaire iceles plus parfaitement à la jurisdiction & compulsion de la Court de Nostre Tres saint Pere le Pape, de ses Auditours, Viceauditours, Delegas, Commissaires & de toutes autres Cours Ecclesiastiques & seculieres. Et renuncent lesdites parties & chacune d'icelles, auiséement & de certain propos, par lours sayrement exprés, à toute exception d'angin, de Barat, de decevement, & à tous droits, autres coustumes introduites ou à introduire, statuts fais ou à faire, exceptions, cavillations qui pourroient estre proposées à fin de troubler, de desloyer ou empeschier, du tout ou en partie les chouses dessusdites, conjointement ou divisement. Ces chouses furent faites à Chalon en Bourgoigne, en la grant Eglise dudit lieu, en la presence de R. P. Monsieur Jean Evesque de Chalon, de venerable homme M. Jaques de Dulencourt Docteur és Loys Chancelier de Bourgoigne; de nobles & puissans Monsieur Jehan Seignour de Chasteauvillain, Monsieur Jean Seignour du Til, Monsieur Guillaume de Antigny Seignour de sainte Croix, Monsieur Jean de Froloys Seignour de Moulivet, Monsieur Philippe de Vienne Seignour de Pymont, Monsieur Guillaume Seignour de Sombernon, Monsieur Philippe de Vienne Seignour de Pagnié, Monsieur Hugue de Vienne Seignour de sainct George, Monsieur Jaques de Vienne, Monsieur Jean Seignour de Luzy, Monsieur Henry Seignour de Montagu, Monsieur Jean Seignour de Loysey, Monsieur Girard de Thoire. Du Conseil des dis Monsieur le Duc & Madame la Ducheſſe; de R. P. Monsieur Jean Archevesque de Tarentaise, Monsieur Anterme Evesque de Morianne; de Nobles hommes frere Pierre de Montbel Chastellain des Esclielles de l'ordre de l'Hospital de sainct Jean de Jerusalem, Monsieur Hugues Seignour de Malbec, Monsieur Guillaume Seignour d'Antremonts, Monsieur le Galois de la Baume Seignour de Valesin, Monsieur Jean Seignour de sainct Amour, Monsieur Hugue Seignour de Grantmont, Monsieur Amey Seignour de Muribel, Monsieur Jean Seignour de Fromentes, Monsieur Pierre Seignour d'Urtieres, Monsieur Humbert le bastard de Savoye Seigneur d'Avillars & d'Escluse, Monsieur Jaques de Clermont Seignour de sainte Helene du Lac, Monsieur Estienne de Corent, Monsieur Amey de la Balme, Monsieur Renaut de sainct Surpris, Monsieur Estienne de Fromentes, Monsieur Verruquier de la Balme, Monsieur Humbert de Corgenon, Monsieur Humbert de Langes, Chevaliers, Monsieur Estienne de Compeys le joyne Chanoyne de Geneve, & Monsieur George du Folier Chancelier dudit Monsieur le Comte de Savoye, tous du Conseil dudit Comte à ce presens, & appellés par tesmoins. Signé Cornevin, & Beczon.

CCLXXXIX.

(a) *Traité entre* JEAN DE FRANCE, *fils de Philippe de Valois, &* JEAN DE CHALON *fils de Beatrix, qui règle toutes les prétentions, que ledit Jean de Chalon pouvoit avoir en Dauphiné. Fait à Lyon, le* 10. *de Juillet*, 1349. Joseph de la Pise. Tableau de l'Histoire des Princes & Principautez d'Orange. pag. 100.

ANS de J. C. 1349. FRANCE ET CHALON.

(a) L'Auteur duquel nous empruntons ce Traité remarque que Jean de France, ne se crut pas assez assuré dans la possession du Dauphiné, s'il n'obligeoit Jean de Chalon à confirmer par cet Acte, tous les précédens, qui avoient été faits sur ce sujet.

JEans aisné fils dou Roy de France, Duc de Normandie & de Guienne, Comte de Poictou, d'Anjou & dou Maine, & Humbert Dauphin de Viennois faisons sçavoir à tous presens & à venir, que comme nostre trescher cousin Jean de Chalon Sires d'Harlay & de Cuysel, nous eut faict plusieurs requestes & demandes à cause de la succession de nostre tres chere cousine feu Beatrix de Viennois Dame d'Harlay, sa mere que Dieu absolve & Tante de nous Dauphin dessusdict.

Et premierement, que deux mille livres de terre ly fussent assises au Dauphiné, selon ce que faire se debvoit par les convenences faites au cas que le Dauphiné vint à nous Duc ou à aucun de nos enfans.

Item, que on payat audict seigneur d'Harlay, douze mil florins promis par nousdit Dauphin, à nostredite Tante.

Item, que le Chasteau de Chastillon, & la ville de Cluses & les Chasteaux de Luillins & de Mont-Forchier en la baronnie de Fousſigni, que données estoient à ladicte Dame d'Harlay, sur certaines convenences contenues es instruments faictes sur ce: c'est a sçavoir que se il advenoit, que ladite Dame mouruſt, & nous dit Dauphin survivant ou nos enfans descendus de loyal mariage, ledict Chastel debvoit retourner a nous ou nos hoirs, estions tenus de paier aux hoirs de ladite Dame jusques à la somme de six mille six cents florins d'or, & au cas que nousdit Dauphin mourussions sans hoirs de nostre propre corps aprés ladicte Dame, lors lesdits Chasteaux & Ville debvoient retourner aux hoirs & successeurs de nousdit Dauphin, puissions ravoir ladicte ville de Cluses en donnant autre ville en la terre de Fousſigni de la valeur de trois cents florins, par telle maniere que parmi ce aucune innovation ne fut myse faicte des dits douze mille florins ne es assignations deubes comme dit est.

Item que pour les chasteaux de Luillins & de Mont Forchier, que ne peussions garantir à ladite Dame & pour huict mille trois cents florins que nousdit Dauphin avons donné en fié à ladite Dame, & en hommage lige le Chastel de Salanches avec le mandement & mere & mixte Impere sur teles convenences & conditions que se ladite Dame survivant nous Dauphin dessusdict ou nos enfans comme dit est, ledict Chastel devoit retourner à nous ou à nosdits enfans, auquel cas nous ou nos hoirs devions payer les debtes & legats de ladite Dame jusques à la somme de huict mille trois cens florins d'or, & aprés nous dict Dauphin trepassé de ce siecle sans hoirs de nostre propre corps, ledict Chastel avec les choses dessusdites devoient retourner aux hoirs de ladite Dame, & en icelluy cas les Chastellains dudict lieu devoient jurer, que aprés le decés de nous Dauphin dessusdict, ils randroient lesdits Chasteaux de Chastillon & de Sallanches, aux hoirs de ladite Dame, & audit cas ladite Dame avoit quitté & renoncé à la donation à ly faicte des Chasteaux de Lullins & de Montforchier.

Item que pour ce que ledict seigneur d'Harlay quittat tout le droit qu'il avoit en Dauphiné, nous Dauphin dessusdit ly eussions promis mil florins d'or de rente à perpetuité & que il le fit gratieusement pour

ANS de J. C. 1349. lesdits mille florins, nous ottroyames qu'il eut mil livres de bons Viennois de annuelle & perpetuelle valeur, & assigner là où il se pourroit plus pres faire dou chastel d'Orpierre & de Treselus, au cas toutesfois que aviendroit que nous defaillisions de ce siecle, sans hoirs engendrés de nostre propre corps. Si comme ces choses sont plus plainement contenues en certaines lettres desquelles il nous à faict foy.

Item que nous Dauphin dessusdit ly estions tenus pour nostre host fait devant Mirabel, pour les gages de ses gendarmes sans rien conter pour l'estat de sa personne, deux mille cinquante deux livres douze sols quatres derniers, Compté le florin pour vingt sols & pour chevaux perdus audit host sept cens soixante dix neuf florins quatre Gros tournois.

Accordé est entre nous Duc, Dauphin, & seigneur d'Harlay, dessusdit sus, & pour les choses dessusdites en la maniere que sensuit.

Premierement que pour cause desdites deux milles livres de terre que nous Duc dessusdit devions bailler comme dit est; nous Duc & Dauphin dessusdit baillons & delivrons audict seigneur d'Harlay des maintenant, le Chastel ville & appartenences d'Auberrive, ensemble mere mixte Impere & Jurisdiction, & luy promettons à parfaire au plus prés dudict Chastel au moins de dommage pour ledict Dauphin que on pourra, jusques à la valeur de deux mille livres de terre, à telle monnoye & telle valeur comme les deux mille livres de terre dessusdites, en la maniere & forme qu'il est contenu es dites lettres sur ce faites, & au cas où ces deux mil livres de terre ne pourroint estre assizes audict lieu d'Auberrive, nous voulons & prometons que assizes luy soient au plus pres dudict lieu, jusques à la valeur desdites deux mille livres de terre que on debvoit assoir par la maniere que dessus est dit.

Item que nous Dauphin dessusdict devons bailler audit seigneur d'Harlay, en & pour eschange dou Chastel d'Orpierre & de Treselus & de la terre appartenant ausdits Chasteaux & avec ce pour les forteresses d'iceux Chasteaux & de la baronnie, jusques à la vallue desdits Chasteaux & baronnie, autre terre du Royaume de France au plus pres de l'isle soubs Mont-real, au moings de dommage que faire se pourra pour le Roy, de la terre de quatre mille florins d'or de rente que nous devons avoir au Royaume pour cause des convenences faites entre nous Duc & Dauphin dessusdit.

Item que les autres mil livres de terre à Viennois, que doibvent estre assizes audit seigneur d'Harlay aprés le decés de nous Dauphin dessusdit; ly soient assizes selon la forme & maniere contenue es lettres faites sur ce: & pour cause des terres dessusdites, ledit seigneur d'Harlay est tenu de faire fie & hommage lige à Charles fils de nous Duc dessusdit qui Dauphin sera, & luy ayder & ses hoirs & successeurs qui seront Dauphins, & aussi lesdicts Dauphins ses hoirs & ses successeurs ou dit Dauphiné ayder ledit seigneur d'Harlay ses hoirs & successeurs selon les convenences & hommage jadis fait entrer nous Dauphin & seigneur d'Harlay dessusdit.

Item est accordé que sus & de la somme deüe audit seigneur d'Harlay pour les causes dessusdites, qui montent environ vingt neuf mille sept cents trente & un florins unze gros & demy, satisfaction sera faite en la maniere que sensuit. Premierement que desmaintenant ly seront payés dix mil florins de bon or & de bon poids & le demeurant de ladite somme ly sera payé à trois termes: c'est à sçavoir de la S. Michel en un an que courira mil trois cents cinquante sept florins; & les autres sept mille florins à la Sainct Michel prochain ensuivant l'an revolu, & le remanant de ladite somme a l'autre S. Michel aprés. Lesquels payements se fairont par la main des Executeurs de nous Dauphin dessusdit en la maniere dessusdite: toutesfois est il despuis accordé expressement entre nous Dauphin & seigneur d'Harlay dessusdits, que pour ce que nousdit Dauphin estions obligé de payer les debtes legs & clamours de ladite Dame jusques a la somme de six mille six cents florins d'une part, & jusqu'à la somme de huict mille trois cents florins d'autre part: les sommes doibvent estre converties en debtes, legs, & clamours dessusdits, & se dedans ladite feste de la S. Michel courant l'an mil trois cents cinquante, ou dedans les autres termes des payements, aucuns creanciers legataires ou autres à qui en fut tenus à cause des clamours lais des Legats de ladicte Dame ou Dauphiné, venoient pardevant lesdits Executeurs de nous Dauphin dessusdit, iceux Executeurs ranvoyeront lesdits demandeurs pardevant ledict seigneur d'Harlay, requis suffisamment & sommés n'avoit dedans ladicte feste de la S. Michel, ou dedans les autres termes desdits payements payé ou accordé avec eux comme dict est, ou montré cause raisonnable pourquoy il ne fut tenu, lesdits Executeurs a eux premierement faits foy desdits debtes pour lesdits creanciers ou legataires; leur payeront ce que deub leur sera, lesquelles debtes ainsi payées seront rebatues desdites sommes.

ANS de J. C. 1349.

Item est accordé & par convenences expresses, que toutesfois que ce nous Duc ou a nostredit fil Dauphin de Vienne ou ses hoirs & successeurs ou Dauphiné plairoit; nous puissons ravoir ledict Chastel d'Auberrive en assignant suffisamment audit seigneur d'Harlay ou successeurs, Chastel & les deux mille livres de terre autre part ou Dauphiné ou au Royaume, selon la teneur de ses lettres faites sur les convenences.

Et nous Duc en nom de nous & de nostre fils, & nous Dauphin dessusdit pour nous nos hoirs & successeurs, promettons en bonne foy a tenir & garder fermement les choses dessusdites & non faire ne venir ou consentir au contraire, & que nous fairons & signerons à tout effect que nostre dict fils Charles pour luy & ses hoirs & successeurs ou Dauphiné prometra & jurera lesdites convenences tenir & garder audict seigneur d'Harlay pour luy ses hoirs & successeurs.

Et nous seigneur d'Harlay pour nous nos hoirs & successeurs parmi les choses dessusdites, nous tenons pour contens, de tout le droit & action que nous pouvons demander avoir & reclamer ou Dauphiné, a cause de ladite succession de nostredite Dame & mere, ou pour nous, par quelconque autre cause; & quittons monsieur le Duc, monsieur le Dauphin, & Charles monsieur Dauphin de Viennois dessusdict, & leurs hoirs, & successeurs, ou temps avenir, cedons & delaissons, & prometons & jurons aux Evangilles touchées corporellement non venir, ne faire, venir, ou consentir au contraire. Et pour ce que ce soit chose ferme & stable perpetuellement a tousiours nous Duc, & Dauphin, & nous Sires d'Harlay dessusdits, avons faict mettre nos seaux en ces presentes lettres *Données* a Lyon sur le Rhosne l'an de grace mil trois cents quarante neuf, au mois de Juillet dixiesme jour dudit mois.

Par monseigneur le Duc en son conseil, present le Comte d'Armagnac, le seigneur de Revel, vous & plusieurs autres *signé* Savigni.

Et pour monsieur le Dauphin, presens messieurs l'Archevesque de Lyon, l'Evesque de Grenoble, le chancelier, Francois de Revel, & Gigon Costan Chevalier. *signé* H. P.

Et pour monsieur de Chalon, presens monsieur Thibaut de Crys, monsieur Ponicart de Touraise Chevalliers; & maistre Jean du Bois & plusieurs autres. *signé* Danisy.

ANS J. C. 350. MILAN SAVOYE.

CCXC.

Mariage de GALEAS *Vicomte Seigneur de Milan, & de* BLANCHE DE SAVOYE. *Fait au Château du Bourget, le 10. de Septembre*, 1350. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 181.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti Amen. Anno Nativitatis ejuſdem milleſimo tercenteſimo quinquageſimo, Indictione tertia, juxta mores Sabaudiæ, die ſabbati decimo menſis Septembris. *Illuſtris Princeps, ac Magnificus, Potens & Excelſus Dominus Amedeus Sabaudiæ Comes* ex una parte, & Nobiles ac diſcreti Miles & Viri Domini Umbertus Curtus & Huguetus de Juvenco Ambaſſiatores Reverendiſſimi in Chriſto Patris & Domini Magnifici Domini Joannis Vicecomitis Dei & Apoſtolicæ Sedis gratia Sanctæ Mediolanenſis Eccleſiæ Archiepiſcopus, ac civitatis Mediolani, &c. perpetui & generalis Domini, nec non Magnifici, Potentis & nobilis Militis Domini Galeacii Vicecomitis de Mediolano, ut illius Domini Galeaci procuratorio, de cujus priùs eſt inſcriptum, traditum, & ſubſcriptum nomine illius Domini Galeaci ex parte alia, faciunt infra ſcriptas conventiones ad invicem, videlicet.

In Primis quòd de præſenti *Nobilis, Egregia, & Excelſa Domina Blanchia Domicella Sabaudia ac Soror Domini Comitis* memorati jurabit in ejus anima contrahere ſponſalia, & matrimonium per verba de præſenti in Eccleſia de Rippolis, concedendo Domino Galeacio, dicta Matre Eccleſia concedente, & quòd ipſa Domicella Blanchia non fecit nec faciet actum, propter quem ipſum Matrimonium valeat impediri & debitum ſortiatur effectum.

Item quòd ante deſponſationem fiendam per ipſum Dominum Galeacium in perſona & de perſona dictæ Domicellæ Blanchiæ, ille Dominus Galeas det illi Domicellæ omnia jocalia auri, & argenti, & quævis alia quæ occaſione illius deſponſationis eidem Domicellæ dare convenit per ipſum Dominum Galeacium: & ſi pro tunc ad plenum non darentur eo quod non eſſent ibi parata, quòd poſtmodum quàm citò commoditas adeſſe poterit, dentur per ipſum Dominum Galeacium eidem Domicellæ ſecundum ſtatum utriuſque eorum, quæ Jocalia ſint illius Domicellæ etiam à quocumque donentur & quoquo tempore.

Item quòd de præſenti poſt ipſum juramentum illius Domicellæ deponantur florenos quadraginta mille auri penes Abbatem, Monachos & Conventum Monaſterii de Altacomba in quadam archa, promittentibus & ſe & bona ſua obligantibus Domino Comiti Sabaudiæ ſupradicto principaliter & ſecundariò & fidejuſſoris nominibus Domino Comite Gebennenſi Domino de Chevrone, Domino Amedeo de Bellovidere, Domino Villænovæ, Domino Guillermo de Balma Domino de Montagniaco, Domino Petro de Montegelato, Domino Georgio de Solerio, Domino Petro de Compeyſio, Domino Joanne Ravaſii, Aymaro de Seyſſello; cum renunciationibus tamen opportunis etiam & ſub fide Sacramenti eorum, & cuilibet eorum quòd ipſos è loco depoſitionis denarios ſalvos facient, & quòd de eis denarium nullum removebunt, nec removeri permittent aliquo modo vel cauſa, & ſuo periculo denarios prædictos conſervabunt, donec dictus Dominus Comes Sabaudiæ dederit, & aſſignaverit de bonis, & redditibus ſuis prædicto Domino Galeacio, & ipſi Domicellæ ſecundum modum, & formam aliàs in Inſtrumento Mediolani confecto, Rogato per Jacobum Nibregenum Notarium Mediolani, & per Guidonem Bambeli de Aviliana Dioceſis Taurinenſis Notarium die Mercurii XXVI. menſis Martii proximè præteriti comprehenſam: & ſi infrà tempus biennii prædictus Dominus Comes non dederit, & non aſſignaverit de bonis, & redditibus ſuis, eidem Domino Galeacio & ipſi Domicellæ ut ſuprà, ex tunc liceat Domino Galeacio, & dictæ Domicellæ & eorum Nuntiis ipſos denarios removere, & de eis denariis emere ab aliis perſonis in Comitatu Sabaudiæ bona ad ipſam quantitatem, & prout in illo inſtrumento Mediolani confecto in aliis ſequentibus conventionibus plenius continetur; ita tamen quòd dicta pecunia non poſſit capi nec deferri ultra Montes, nec extra Comitatum Sabaudiæ. ANS J. C. 1350.

Item quòd de præſenti pro quantitate decem millium florenorum auri, quos debet dictus Dominus Comes Sabaudiæ prædicto Domino Galeacio, fiat per ipſum Dominum Comitem ejuſdem Domini Galeaci nuntio nomine illius Domini Galeaci, & prædictæ Domicellæ recipienti vendito cum tranſlatione Dominii, & poſſeſſionis, & cum aliis clauſulis neceſſariis, & oportunis de Caſtellania, terra, villa, & territorio de Yenna Comitatus Sabaudiæ, & de Juriſdictione, honore, & diſtrictu mero, & mixto imperio cum omnimoda Juriſdictione dictarum Caſtellaniæ, terræ, & territorii de Yenna & de redditibus cum reſpondentibus prædicto Domino Galeacio, & dictæ Domicellæ ad quantitatem 500. florenorum auri annuatim exceptatis tamen homagiis, feudis, & fidelitate Nobilium dictarum Caſtellaniæ, villæ, terræ, & territorii Yennæ: & ſi illi redditus non correſponderent ad quantitatem florenorum 500. auri annuatim, quòd tunc in locis ibi coadjacentibus ad dictum Dominum Comitem pertinentibus in laudem quatuor virorum eligendorum, & in aliis pactis, de quibus ſupra fit mentio, continetur, per ipſum Dominum Comitem ſuppleatur.

Item quòd ante deſponſationem fiendam per ipſum Dominum Galeacium in perſona dictæ Domicellæ, ille Dominus Galeacius recognoſcat à prædicto Domino Comite, quòd dictam Caſtellaniam, villam, terram, & territorium de Yenna & ut aliàs ſuprà ſupplendam in feudum & ſub homagio, præſtetque Sacramentum fidelitatis eidem Domino Comiti contra omnes, excepto contra præfatum Dominum Joannem Archiepiſcopum Mediolani, & Dominos Matheum & Barnabonem fratres illius Domini Galeaci, & eorum deſcendentes legitimos.

Item quòd prædicta omnia ante deſponſationem prædictam per ipſum Dominum Galeacium fieri incumbentia ratificentur, & quæ erunt fieri poſſibilia pro tunc compleantur.

Item quòd dictus Dominus Comes, & ſui hæredes poſſint perpetuò reemere prædicta pretio ſimili quando volet, dum tamen reemat prædicta integrè & non particulariter, & non aliter poſſit reemere.

Quæ omnia, & ſingula dictæ partes ſuis & modis & nominibus ſupradictis promiſerunt, & convenerunt viciſſim ſolemni obligatione bonorum eorum Dominorum Comitis Sabaudiæ & Galeaci, ac etiam jurarunt ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis, attendere & obſervare, & nullo tempore contra facere, nec venire modo aliquo. Actum anno, Indictione, & die prædictis, in Caſtro Burgeti de Sabaudia, in Camera cubicularia ipſius Domini Comitis, præſentibus teſtibus Domino Guidone Cathenæ milite, Joanne Raymaldi, & Antonio Beſſonis Secretariis dicti Domini Comitis, Forrerio de Turnone, & Aymerico de Montefalcone, omnibus teſtibus ad præmiſſa vocatis, & ſpecialiter rogatis.

ANS de J. C. 1351. SUISSES.

CCXCI.

Alliance & Confédération perpétuelle de ZURICH, *avec les quatre Cantons de* LUCERNE, *d'*URY, SCHUITZ *&* UNDERWALDEN, *dits* les quatres Villes des Bois; *A Zurich, le* 1. *Mai* 1351. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 189.

AU nom de Dieu Amen. Nous les Bourguemaistres, Conseillers & les Bourgeois generallement de la Ville de ZURICH; l'Advoyer, Conseil & Bourgeois generallement des païs de LUCERNE, d'URY, SCHUITZ & d'UNDERWALDEN; faisons sçavoir à tous ceux, qui verront & orront lire ces presentes, que nous par bon advis saine & meure deliberation, par bonne paix, deffense & protection de nos personnes, de nos biens & de nos gens, & pour le bien & utilité de nos pays avons accordé une perpetuelle alliance & amitié, laquelle pour nous & nos perpetuels successeurs, qu'en ce enjoignons & voulons estre perpetuellement comprins avec nous, avons promis corporellement & publiquement juré & faict serment à Dieu & aux saincts, la garder & entretenir perpetuellement & fidellement à jamais & irrevocablement: & d'autant que les choses transitoires se mettent en oubly le cours de ce monde s'en va & se consomme, & que par le long temps des années toutes choses se changent; pour ces causes nous des dictes Villes & pays nous baillons les uns les autres de cette amiable association & perpetuelle alliance un tesmoingnage publicq & manifeste par lettres & escritures nommement, que serons tenus nous aider & favoriser les uns les autres tant que nos corps & biens se pourront estendre (tous dolz exceptez) contre tous ceux qui par force & contre raison nous nos personnes & nos biens, nos honneurs & libertez voudroient fascher, molester ou assaillir, tant nous, que tous ceux qui sont compris en cette confederation presentement ou par cy apres dedans les limites & circuitz y aprés specifiés.

§. 2. Premierement depuis le lieu de la source de la riviere nommée Ara au lieu dict Grunsten, & tirant bas en le long de la dicte riviere par (a) *Basle* par Berne & tousjours le long de la dicte riviere d'Ara en bas, jusques au lieu ou elle entre dedans le Rhin, & de là contremont du Rhin jusques au lieu, ou une autre riviere nommé le Thur entre dedans le Rhin & de la tousjours le contremont de la dicte riviere du Thur, jusques au lieu de sa source, & de cette source tirant droict jusques au lieu, & par le païs des Grisons le contremont jusques au fort de Riveremberg, & du dict Riveremberg tout outre de là le mont Sainct Goudart jusques à la montaigne de la Platiner, & de la jusques dessus le mont de Thoysel, & du dict Thoysel jusques au dessus nommé Gransen le lieu de la source de la dicte riviere d'Ara: & si dedans les dictes limites & circuits aucuns de ceux, qui sont comprins en cette alliance fust contre droict & equité assailly ou endommagé de quelqu'un en sa personne ou en son bien; en ce cas le conseil & la communauté de la Ville ou païs, ou tel dommage auroit esté faict, jugera par son serment & connoistra de tel dommage qui auroit esté faict, & ce que le dict conseil ou la Communauté, ou la plus grand part de la ville ou du pays, qui auroit esté endommagé par son serment cognoistra ou jugera, soit pour assister, ou assaillir actuellement selon la necessité; tel conseil ou communauté de la dicte ville ou païs, qui feroit, comme dit est endommagé, debvra & pourra admonester les autres villes & païs, qui sont en cette alliance, & se fera telle admonition par messagers seurs, ou par lettres du conseil ou communauté de la dicte ville ou pays, à sçavoir au conseil des Villes aux Ammandes, aux Communautés, aux Eglises des dictes trois pays. A lors telles villes & païs, qui auront esté admonestez seront tenus par leurs sermens, ayder, favoriser & assister sans delay en toute diligence, & en toutes choses, que la necessité requerra à ceux, qui les auront requis & admonesté de secours.

(a) Il faut qu'il y ait une faute. Le mot de *Bâle* ne convient point là. Bâle n'est ni sur l'Aare, ni au dessus de cette Riviere par raport à Berne.

ANS de J. C. 1351.

§. 3. Nul de nous des dictes villes & païs ne pourra & debvra par paroles, ny par effect reculer; se retirer, ou excuser envers les autres de cette alliance, admonition & ayde en maniere que ce soit, ny rechercher ny procurer aucuns moyens, au moyen desquels telle ayde, qui auroit esté demandé fust refusé, ains chascune ville & un chascun païs sera tenu faire tel ayde à ses propres despens.

§. 4. Le cas advenant, que nous ou aucuns de ceux, qui sont en cette confederation, fussent si soudainement invahis & endommagez, qu'il fust necessaire d'un prompt & subit secours, en ce cas debvrons de toutes parties sans attendre de secours l'admonition ains promptement & sans delay envoyer & tellement y donner ordre, que telz dommages soient vengez, & qu'il y soit obvié sans aucun retardement. Et si le faict estoit tel & de si grande importance, qu'il fust necessaire de marcher ou assieger, en ce cas estans l'une de nos dictes villes ou païs d'entre nous par aucuns autres des comprins en cette alliance par Messagers ou par lettres admonestez, nous serons tenus envoyer sans nulle dilation à l'Abbaye des (b) Hermites, & illec tenir journée adviser & consulter, ce qui sera le plus utile & le plus expedient, tellement que celuy ou ceux, qui auront demandé secours le cas advenant, que l'un vint assieger quelqu'un, alors la ville ou le pays à qui le faict touche, & qui auroit admonesté, supportera seul le fraix, qui à l'occasion du siege auroient esté encourus (c) ouvriers tous dolz exceptez.

(b) Einsidel.

(c) Il y a là quelque faute, le mot d'*ouvriers* ne signifie rien.

§. 5. Si aucun quel qui pourroit estre vouluſt faire dommage, ou assaillir personne de ceux, qui sont comprins en cette alliance, & qu'il fust resident dehors les dictes limites & circuits tel cas advenant, & que tel ou telz, qui auroient faict le dommage se trouvassent riere la souveraineté de nous des dictes ligues, celuy ou ceux la ensemble tous leurs adherens & serviteurs seront arrestez, apprehendez & induicts à restituer tel dommage sans delay, tous dolz exceptez.

§. 6. Le cas advenant, que nous de Zurich eussions differends ou questions generalement avec nos dicts Alliez de Lucerne, Ury, Schwiz & Underwalden, ou avec aucun d'eux particulierement (ce que Dieu ne veuille) nous par tel effect envoierons aux journées à la dicte Abbaye des Hermites & debvra à la dicte Ville de Lucerne ou les trois païs tous en general ou aucuns d'eux particulierement, qui auroient differends avec nous de Zurich eslire deux hommes de bien, & nous aussi deux autres; lesquels seront tenus de jurer aux Saincts Evangiles, & incontinent sans delay vuider le differend par voye amiable ou par la justice, & ainsi que les quatre ou la plus part d'entre eux recognoistront, nous les deux parties le debvrons tenir inviolablement (tous dols exceptez.) Et s'il advenoit, que les quatre ne fussent d'accord, ains partis en leurs opinions; en ce cas par le serment qu'ils ont juré, seront tenus de choisir dedans nostre pays des ligues un superarbitre, qu'ils cognoistront estre propre & capable pour tel effect, & celuy qu'ainsi ils ordonneront sera induict & prié par la ville ou pais ou il est resident, de entreprendre la cause avec les dicts quatre, & par son serment contrainct d'incontinent & sans delay vuider la cause; le tout sans tromperie.

§. 7. Nul de ceux qui sont en cette presente alliance ne feront convenir par devant les justices spirituelles

les pour debtes d'argent, car un chacun se doit contenter de la justice du lieu, ou le deffenseur faict sa residence, là ou elle se doit faire aussi promptement par le serment sans delay. Et si justice luy estoit refusée & que cela fust manifesté, alors, il pourra chercher son bon droict ailleurs, ainsi que la necessité le requerra.

§. 8. Nul de ceux qui sont comprins en cette presente alliance ne debvront & ne pourront se dire arrester les uns les autres, que pour les vrays debteurs pleiges, qui luy en auroient faict promesse.

§. 9. Nous avons aussi unanimement conclud & arresté, que nul de nous les dicts alliez comprins en cette confederation pour quelque cause ce soit, ne se pourra engaiger pour gaige pour un autre.

§. 10. Le cas advenant que aucun des comprins en cette alliance auroit merité la mort, & que par la justice du lieu ou il seroit sa residence, il fust pour tel descrié; les autres justices ausquelles tel cas sera manifesté par lettres patentes & scellées du sceau de la ville ou du païs, la descrieroient semblablement, comme il avoit esté descrié par son juge; & celuy qui puis apres le logera, retirera, nourrira & entretiendra, iceluy sera mis en sa coulpe (sa vie toutes fois saufve) tous dols exceptez.

§. 11. En outre avons tous en general reservé, advisé & conclud, que par cy apres nous generalement, ou aucune ville ou païs particulierement d'entre nous, si aurions desliberé s'asseurer ou se allier avec Sieurs ou Villes; que nous le pourrons bien faire, par telle condition toutes fois que cette presente alliance & confederation avant toutes autres, que par cy apres nous pourrions accepter, debvrions perpetuellement, fermement & irrevocablement en toutes les choses y contenues & escrites garder & observer les uns envers les autres, tous dolz exceptez.

§. 12. Il a esté aussi expressement advisé, s'il advenoit, que par aucun le Sieur Rudolf Brun Chevalier à present Bourguemestre de Zurich, ou ceux que par cy apres parviendroient en l'office de Bourguemestre, les Conseillers, Compagnies & les Bourgeois generalement de la dicte Ville fussent fachez ou molestez, en leurs justices compagnies, & en leurs droits & statuts, qu'ilz ont faicts & dressez, & qui sont comprins en cette alliance; en estans nous les dicts de Lucerne, Ury, Schwiz & d'Underwalden, admonestez ou advertis par le Bourguemestre seulement ou par le Conseil de Zurich, par lettres scellées de Bourguemestres ou au Conseil dudict Zurich, nous serons par le serment tenus leur incontinent assister & ayder à ce que le Bourguemestre, le Conseil & les Compagnies demeurent en leur auctorité, justices droicts & statuts; ainsi que comprins

ANS de J. C. 1351.

font en cette presente confederation, (tous dols exceptez.)

§. 13. Il est aussy tout notoire, que nous avons expressement arresté & conclud envers tous ceux, qui sont comprins en cette alliance, que une chascune ville, païs & village de quelque ressort qu'ils soient comprins en cette alliance, doivent demeurer au contenu de leurs justices, preeminences, droicts, statuts & de leurs bonnes coustumes, ainsi que du passé ils ont tousjours esté jusques à present; tellement qu'ils ne pourront, & ne debvront les uns les autres se donner ou faire empeschement à l'occasion de ce, tous dolz exceptez.

§. 14. Il a aussi esté singulierement advisé, affin que tant les vieils, que les jeunes soient tant mieux informez de cette alliance, & tous ceux, à qui elle touche; que de dix ans en dix ans & tousjours au commancement du mois de May ou environ, ainsi que par nous des dictes villes & pays sera ordonné, ou que chascun de nous le requerra des autres, par nos sermens, elle soit renouvellée & reconfermée par paroles, escritures, par serment & autres choses, qui seront requises & necessaires, les hommes & enfans masles, qui en ce temps outrepasseront l'aage de seize ans jureront aussy de perpetuellement & fermement tenir & observer cette confederation, tous ses poincts & articles comme contenu est en ces presentes lettres. Et si tel renouvellement ne se faisoit aux dessus dicts termes, & qu'il ne fust retardé ou empesché par faicts actuels, cela toutes fois ne prejudiciera en rien à cette presente confederation. Car elle doit perpetuellement demeurer ferme & stable en tous ses poincts & articles cy dessus specifiez en escrits.

§. 15. Nous avons aussi tous d'une voix & par bonne deliberation reservé, que si par cy apres pour nostre bien & proffict publicq nous fussions d'advis de diminuer ou augmenter quelque chose en cette presente confederation; que nous tous ensemble le pourrons & aurons bien pouvoir de ce faire, quant nous tous, qui sommes comprins en cette alliance en serons d'un mesme accord & consentement, de ce que estimerons & cognoistrons nous estre utile & necessaire, tous dolz exceptez.

§. 17. Et pour confirmation & corroboration publicque, affin que toutes choses y dessus escriptes presentement, & par cy apres demeurent fermes & stables à perpetuité par nous & par nos successeurs; nous les dessus dictes villes & païs de Zurich, Lucerne, Ury, Schwiz & d'Underwalden avons publiquement fait pendre nos sceaux à ces presentes lettres, qui furent faictes à Zurich, le jour Sainct Waldpurg, à l'entremy du mois de May l'an aprés la nativité de nostre Seigneur courant 1351.

CCXCII.

ANS de J. C. 1351. — *Alliance entre le Duc* (a) GUILLAUME V. DE BAVIERE *Comte de Hollande & les* CABELIAUX, *qui étoient de son parti, contre les* HOECKSCHE, *qui lui étoient opposez. Fait le* 23. *Mai* 1351. Dans le Grand Recuëil des Placards. Tom. III. pag. 2.

(a) Il étoit fils de l'Empereur Louis de Baviere, & de Marguerite Comtesse de Hainaut, de Hollande, &c. laquelle il fit la guerre, & qu'il chassa de Hollande, cette même année 1351. Etant tombé depuis en phrénésie, on le nomma le Comte Fagé. Il arriva même qu'ayant tué un Seigneur sans le moindre prétexte, on le mit en prison au Quesnoy, où il mourut l'an 1377. Albert de Baviére son frere fut Comte de Hollande après lui.

WILLEM Hertoge van Beyeren, Grave van Hollandt, van Zeelandt, ende Heere van Vries-

CCXCII.

ANS de J. C. 1351. BAVIERE ET CABELIAU, contre les HOECKSCHE.

Traduction de ce Traité.

GUILLAUME *Duc de Baviere, Comte de Hollande, de Zelande, & Seigneur de Friſe, savoir faisons à tous, que nous & nos chers & fidéles, Jean Seigneur d'Arckel; Jean Seigneur d'Egmond; Jean Seigneur de Waterland; Gerrit de Eemskerck; Jean de Wateringue; Jean de Moilnaer; Gerrit d'Egmond; Jean de Blommensteyne;*

ANS de J.C. 1351.

Vrieslant, maken kondt alle Luyden, want wy onse lieven ende getrouwe Jan Heere van Arckel, Jan Heere van Egmonde, Jan Heere van Waterlant, Gerrit van Eemskerck, Jan vander Wateringen, Jan die Moilnaer, Gerrit van Egmonde, Jan van Blommensteyne, Willem vander Wateringen, Ridderen; Jan van Arckel, Jan Heere van Culenburgh, Jan vander Noordeloos, Henrick van Eemskerck Henrickſz, ende Daniel van Coloyſen, Knapen; en onſe lieve en getrouwe Steden als Dordrecht, Delff, Leyden, Haerlem, Amſterdam, Alckmaer, Medenblick, Oudewater, Sint Geerdenberge, Schiedam, Rotterdam, ons wel ende trouwelijck met hoeren Vrienden en Magen ende Hulperen bygeſtaen hebben en dagelijcks byſtaen, om ons Grave ende Heere in onſen Graeffſchappen van Hollandt ende Zeelandt ende Heerlickheyt van Vrieſlandt te helpen houden, ende onſe Vyanden helpen keren en wederſtaen, die ons die Graeffſchap ende Heerlijckheyt verdryven willen, ende deſgelijcken ons ende onſe Vrienden voorſchreve met alre ondaet pynen ons Lijf ende Goets te verdryven ende te roven, alſe Heer Willem van Duyvenvoorde, Heer Jan van Polanen, ende ſijne Broederen, Heer Willem van Brederode, Heer Arent van Duvenvoorde, Heer Jacob ende Herbaren vander Binckhorſt, Heer Herbaren van Riede, Heer Floris van Bouchorſt, Heer Gerrit van Heemſtede, Heer Jan van Meerenſteyne Aelbertſz, Heer Willem van Oushoerne, Heer Dirck van Raephorſt, en Heer Gerrit van Poelgeeſt, Ridderen; Heer Matthijs vander Burgh Prieſter, Jan van Noertick, Jan vander Made, Reynier Dever, Heer Gerritſz, Gerrit Die, Ever Janſz, Floris van Raephorſt, Kerſtant, Wouter, ende anders, hoer Broeders van Raephorſt Gerrits Kinderen, Arent van Groenevelt, Jan vanden Burgh, Jan Simonſz vanden Burgh, Knapen; ende al haer geſinde ende mede-hulperen die deſe onſe Vyanden voorſchreve ghehulpen ende geſturet hebben, jegens ons ende onſe mede-hulperen voornoemt. Soo nemen wy op ons alle saecken die ons lieve ende getrouwe hulperen ende Vrienden, ende alle hoir Magen, Vrienden ende Hulperen ghedaen hebben, of doen ſellen, in welcken wijs dat het gheſchiet is, of geſchien ſal, om onſe Vyanden ende hore hulpen voorſz te deren, ende wy gelovenſe daer of t'ontheffen ende hem te volſtaen, ende geloven onſen lieven ende getrouwen Vrienden ende Hulperen voorſz, voor ons ende onſe nackomelingen dat wy deſe voorgenoemde Luyden Vyanden ende Hulperen als voorſz is, ende hare Kinderen uyt onſen Graeffſchappen ende Landen voorſz houden ſullen, ende nimmermeer met ons te laten ſoenen, noch in onſen Lande te laten komen, noch op alſulcke Goeden als haer plagen te weſen eer ſy tegen ons verbeurden, ten ſoude weſen by volkomen goetduncken ende rade onſer liever ende ghetrouwer Ridderen, Knapen, ende Steden voornoemt.

Voort ſoo gelooven wy onſen lieven ende ghetrouwen Hulperen ende Vrienden voorſz dat wy trouwelijck ende wel by hem blyven ſullen, als een goet Heere by ſynen lieven ende ghetrouwen Ridderen, Knapen ende Steden billick blyven ſal. En wy en ſullen onſer Graeffſchap ende Heerlijckheden voorſz, noch der opkominge van Henegouwe nimmermeer vertyen, of gaen, quijtſchelden, verkoopen, verſetten, beleenen, verpachten, noch heel noch deel daer of uyt onſen handen brengen, ten ſy by rade ende goetduncken onſer Ridderen, Knapen, ende Stede voornoemt.

Voort bekennen wy, waert dat onſer gebrake ſonder wittachtige geboort van ons te laten, des Godt verbieden moet, dat Hertoge Aelbrecht onſe Broeder dan recht oir ende Landts-Heere is van onſen Graeffſchappen ende Heerlijckheden voorſz. Ende en waer ſijnre dan niet, dat Godt verbiede, ſoo is recht

ANS de J.C. 1351.

Guillaume de Wateringen, Chevaliers; Jean d'Arckel; Jean Seigneur de Culenbourg; Jean de Noordeloos; Henri d'Eemskerck; fils d'Henri & Daniel de Coloyſen, Ecuyers; & nos chéres & fidéles Villes ſavoir Dordrecht, Delff, Leyden, Haerlem, Amſterdam, Alckmaer, Medenblick, Oudewater, Sint Geertruidenberge, Schiedam, Rotterdam, nous ont aſſiſté fidélement avec leurs Amis & leurs forces & nous aſſiſtent journellement, pour nous Comte & Seigneur conſerver en nôtre Comté de Hollande & Zélande & Seigneurie de Friſe, & nous aider à réſiſter & repouſſer nos ennemis, qui nous veulent chaſſer de noſdites Comtez & Seigneuries, & ſemblablement chaſſer piller & tourmenter dans nos corps & biens nous & nos Amis ſuſdits, leſquels Ennemis ſont les Seigneurs Guillaume de Duyvenvoorde; le Sieur Jean de Polanen, & ſes Fréres; le Sieur Guillaume de Brederode; le Sieur Arent de Duyvenvoorde; le Sieur Jacob & Herbaren vander Binckhorſt; le Sieur Herbaren de Riede; le Sieur Floris de Bouckhorſt; le Sieur Gerrit d'Heemſtede; le Sieur Jean de Meerenſteyne, fils d'Albert; le Sieur Guillaume de Oushoerne; le Sieur Dirck de Raephorſt; & le Sieur Gerrit de Poelgeeſt, Chevaliers; le Sieur Mathieu vander Burgh Prêtre; Jean de Noertick; Jean vander Made; Reynier Dever; le Sieur Gerritſz; Gerrit Die; Ever Janſz; Floris de Raephorſt; Kerſtant; Wouter; & autres; leurs Freres de Raephorſt Enfans de Gerrit; Arent de Groenevelt; Jean vanden Burgh; Jean Simonſz vanden Burgh, Ecuyers; & toute leur famille & adhérens qui ont aidé & deffendu nos ſuſdits Ennemis contre nous & nos adherens; nous prenons ſur nous toutes les choſes que nos chers & fidéles Amis & Aſſiſtans & leurs Amis & leurs Aſſiſtans ont fait ou feront, en quelque maniére que ce ſoit ou ſeroit, pour nuire à nos ennemis & à leurs adherens, & nous leur prometons de les deffendre, & promettons en outre nous & nos deſcendans à nos Amis & Aſſiſtans, d'agir contre leſdits nos Ennemis & leurs Enfans pour les chaſſer de nos Comtez & Païs ſuſdits, & de ne jamais les receveir en nôtre grace, ni les ſouffrir entrer en nos Païs, ni dans les biens qu'ils poſſedoient avant qu'ils ſe fuſſent alienez de nous, à moins que ce ne fût de l'avis de nos chers & fidéles Chevaliers, Ecuyers & Villes ſuſdites.

En outre nous promettons à nos chers & fidéles Aſſiſtans & Amis ſuſdits que nous demeurerons fortement attachez à eux, comme un bon Seigneur le doit à ſes fidéles Chevaliers, Ecuyers & Villes, & ne vendrons, cederons, tranſporterons, prêterons, échangerons, donnerons jamais à ferme, en tout ni en partie, nos Comtez & Seigneuries ſuſdites, ni le revenu (accroiſſement) de Hainaut, ni les laiſſerons ſortir de nos mains, ſans le conſeil & conſentement de nos Chevaliers, Ecuyers & Villes ſuſnommées.

De plus nous declarons, que s'il arriveit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que nous decedaſſions ſans Enfans légitimes, le Duc Albrecht nôtre Frere ſera l'héritier & le Seigneur Souverain de nos Comtez & Seigneuries ſuſdites. Et s'il n'y ſuccedoit pas, (ce auſſi qu'à Dieu ne plaiſe,) le véritable héritier & Souverain deſ-

ANS de J. C. 1351.

recht oir ende Lants-Heer der Graefschappen en Heerlijckheden onse Broeder, die dan naest hem outste waer nederwaerts, in alre manieren als onse Vrouwe en Moeder die Keyserinne van Romen by hant ons liefs Heeren ende Vaders des Keysers van Romen, dien Godt genadigh zy, ende by hant Hertoge Lodewijcx ons ouder Broeders ons an desen Graefschappen ende Heerlijckheden voorsz gegoet hebben, ende te komen op onsen Broederen, in sulcker manieren als voorsz is. Ende hier omme bidden wy ende gebieden met uytterlicke begeerten ende willen, ende oock om dat recht is, onse lieven Ridderen, Knapen, Steden, ende anders, al onse gemeenen Luyden, Edel ende onedel, Poorteren ende Dorpen, ghenoemt ende ongenoemt, want wy willen of onser gebrake als voorsz is, dat sy rustelick ende sonder discoort horen rechten Heer weten mogen, dat syne dan ontfangen ende houden voor horen rechten Landts-Heere Hertoge Aelbrecht onsen Broeder, of onsen oudsten Broeder naest ons nederwaert die dan ware, waert dat Hertoge Aelbrecht na ons niet en levede als voorsz is, of dat syne gebrake na ons sonder wettelicke geboorte, in manieren, dat Hertoge Aelbrecht voorsz of onse outste Broeder naest hem voorsz ware dat Hertoge Aelbrecht niet binnen onsen Landen en Steden en quame sonder heerkracht ende sonder yemant met hem te brengen van onsen Vyanden voorsz, noch die van horen partye waren, en hy onsen goeden Luyden gemene Ridderen ende Knapen, Steden ende Gemeenten, swoor ende zegelde al haer Recht ende Hantvesten te houden, en die Graefschappen ende Heerlijckheden heel ende alinge hem nimmermeer af te gaen, noch te verthyen, noch onse Vyanden voorsz nimmermeer in den Landen te laten komen, na alder manieren die voorsz zijn. Ende om dat wy willen dat onse lieve ende getrouwe Ridderen, Knapen, ende Steden voorsz in allen punten wel bewaert zijn, ende eendrachtigh blyven, ende onsen Broederen en geen, noch egene anderen Heere ontfangen dan onser Broederen een, inder manieren als voorsz is. Soo hebben wy hem gebeden, geheten ende geboden, bidden, hieten ende gebieden, dat sy hem des verbinden eendrachtigh te blyven, ende nimmermeer anders te doen dan voorsz is. In oirkonden des Briefs open bezegelt met onsen Zegele.

Gegeven des Sondaghs die men hiet beloocken Pinxster, dat is op den drie en twintighsten dagh in Meye, in 't Jaer ons Heeren duysent drie hondert een ende vijftigh. Onder staet geschreven *Jussu Comitis per consensum prenominatorum Dominorum & Villarum.* Ende is onderteeckent *J. van Heerman.* Noch staet onder geschreven *S. Excapli.*

ANS de J. C. 1351.

desdites Comtez & Seigneuries sera nôtre Frére, qui sera l'ainé aprés lui, & ce en la même maniére que nôtre Dame & Mére l'Imperatrice les avoit reçus des mains de nôtre cher Seigneur & Pére l'Empereur & des mains du Duc Louis nôtre Frére ainé, & tout ainsi qu'ils les avoient possedez, & venir à nos Freres en la maniere susdite. C'est pourquoi nous prions & ordonnons avec beaucoup d'instance, & par ce que c'est la justice, aux Chevaliers, Ecuyers, Villes & autres, & tous nos sujets Nobles ou roturiers, Bourgeois, Villages, nommez & non nommez, que s'il venoit faute de nous, comme il est dit ci-dessus, ils ayent paisiblement & sans discorde à recevoir, & tenir pour leur Souverain le Duc Albrecht nôtre Frere, ou nôtre Frere ainé aprés nous, si le dit Duc Albrecht ne nous survivoit pas, comme dit est, ou qu'à faute de luy sans heritier légitime, en la maniere que le Duc Aelbrecht susdit ou nôtre Frere ainé aprés lui; pourvû que ledit Aelbrecht ne vienne point dans nos Païs & Villes à force ouverte & en amenant avec lui aucun de nos ennemis susdits, ni de leurs Adhérans, mais qu'il jure & scéelle à nos Chevaliers & Ecuyers, à nos Villes & sujets de garder, & observer leurs Droits & Chartres, & de n'abandonner jamais lesdites Comtez & Seigneuries, & de ne laisser jamais entrer nos ennemis dans le Païs, comme il est dit ci-dessus. Et parce que nous voulons que nos fidéles Chevaliers, Ecuyers & Villes susdites soient maintenus, & demeurent en concorde en tous points, & qu'ils n'ayent à recevoir d'autres Seigneurs que nos Fréres comme ci-dessus est mentionné, nous les avons prié & leur avons ordonné, les prions & leur ordonnons qu'ils demeurent bien unis ensemble, & ne fassent jamais autrement qu'il est ci-dessus dit. En témoin dequoi nous avons scellé ces présentes de nôtre Sceau.

Donné le Dimanche de la Pentecôte, le 23. jour de Mai, l'an de nôtre Seigneur 1351. *Dessous étoit écrit*, Jussu Comitis per consensum prænominatorum Dominorum & Villarum; *& signé* J. de Heerman, *& plus bas* S. Excapli.

CCXCIII.

NS J. C. 351. ANCE SA- E.

Traité entre JEAN *Roi de France, au nom du* DAUPHIN *son Fils, &* AME VI. *du nom Comte de Savoye surnommé* le Verd, *par lequel le Traité entre Aymon Comte de Savoye, & Humbert Dauphin est confirmé, & il est porté que le Roi de France ni le Dauphin, ni leurs successeurs ne pourront aquerir aucunes terres en Savoye, ni le Comte en Dauphiné. Fait à Ville-neuve d'Avignon, le 27. d'Octobre,* 1351. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 184.

IN nomine Domini, Amen. Per hoc publicum instrumentum cunctis appareat evidenter, quod anno ejusdem M. CCC. LI. indictione quarta mensis Octobris, Jovis die vicesima septima, Pontificatus sanctissimi Patris, & Domini Domini Clementis Divina providentia Papæ sexti, anno decimo, tractantibus & mediantibus Reverendissimis Patribus, & Dominis Dominis Guidone Portuensi, & sanctæ Ruffinæ Episcopo, Stephano sanctorum Joannis & Pauli, & Egidio sanctæ Praxedis tituli Presbyteris, sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, ac in ipsorum Dominorum Cardinalium, nec non, & nostrûm Notariorum, & testium infrascriptorum præsentia personaliter constituti, Magister Petrus de Caritate Consiliarius, & Joannes de Veireria Secretarius, Serenissimi Principis Domini Joannis Francorum Regis Illustris Procuratores, & procuratorio nomine ejusdem Domini Regis ex una parte: & Reverendus in Christo Pater Dominus Joannes Tharentasiensis Archiepiscopus, Domini Joannes, Dominus Cameræ Vicecomes Mauriannæ, Jacobus de Claromonte,

ANS de J. C. 1351. Dominus sanctæ Helenæ de Lacu, ac Georgius de Solerio procuratores, & procuratorio nomine magnifici Viri *Amedei Comitis Sabaudiæ*, ex altera, super agendis inter ipsum Dominum Regem, tam suo quàm magnificorum & potentum Virorum Dominorum Caroli primogeniti dicti Domini Regis Dalphini Viennensis, & Philippi Ducis Burgundiæ, nec non Domicellæ Joannæ de Burgundia eorúmque successoribus ex una parte, ac præfatum magnificum Virum Amedeum Comitem Sabaudiæ, pro se ejusque successoribus ex altera; pro dilectionis fœdere inter ipsorum progenitores ab antiquo consueto inter prædictos perpetuo conservando, ac etiam augmentando, & omnis dissentionis materia inter ipsos evitanda, & ut etiam dictus Comes ad dicti Domini Regis & suorum obsequia propensius inducatur & etiam animetur pro prædictis Rege Dalphino, Duce, Domicella Joanna & Comite, & ipsorum quolibet, eorumque hæredibus & successoribus quatenus quemlibet tangit & tangere potest seu poterit in futurum tractaverunt, composuerunt, conveniunt ad invicem pactiones, conventiones, infeudationes, alligantias, confederationes & alia fecerunt & inierunt, tractant, componunt, conveniunt, faciunt & ineunt quanto melius virtute dictorum procuratorum nomine Dominorum suorum possunt prout inferius continetur. Primo quod pax facta novissime inter Comitem *Aymonem bonæ memoriæ*, & Dalphinum Humbertum, & ante inter olim *Comitem Amedeum* & Dalphinum Joannem, cum omnibus declarationibus, additionibus, prævisionibus, & cautelis post utramque secutis debitè observentur & fiant realiter cum effectu & impleantur. Et si quæ per alteram partium in contrarium facta sunt ad statum debitum secundum prædictorum seriem reducantur, & eligantur per dictos procuratores ex nunc commissarii, videlicet pro Dalphino Dominus de Turnone, & Dominus Guillelmus Arthaudi milites; pro Comite vero Dominus de Camera, & Dominus Faramantii milites cum conservatoribus pacis deputatis per partes ipsas, ita tamen quod duo ex ipsis quorum unus sit de una parte & alius de alia, visa pace utraque & prædictis post secutis non declarata declarent, & non completa compleri faciant & ordinent, occupata restitui, & alia fieri nondum facta, habeantque super hiis ex nunc à partibus supradictis plenariam potestatem: Commissarii vero prædicti jam dictis diligentius intendendo ea compleant toto posse, infra festum Pentec. proximum: quibus declarationibus factis si quæ obscura remaneant vel longiorem indaginem requirentia, tam super limitationibus faciendis quam super aliis discordiis quibuscumque, dicti Reverendi Patres Domini Cardinales sint superiores & medii: Qui aut duo ex ipsis, quorum unus sit Dominus Guido Cardinalis prædictus, vocatis secum Dominis Henrico Archiepiscopo Lugdunensi electo pro parte Dalphini, aut alium per dictum Dalphinum nominando; & Amedeo Comite Gebennensi electo pro parte Comitis Sabaudiæ, aut alio per ipsum Comitem Sabaudiæ nominando. Qui quidem Archiepiscopus aut alius per ipsum Dalphinum nominandus intererit, si & quando dictus Dalphinus ipsum Archiepiscopum aut alium per ipsum Dalphinum nominandum voluerit interesse, controversias & quæstiones si quæ ortæ sint inter partes vel forsitan oriantur, quæ per dictos conservatores aut commissarios non possent commodè expediri, habeant amicabiliter terminare: Super quibus habeant Domini Cardinales prædicti cum Archiepiscopo & Comite Gebennensi, seu aliis nominandis, modo prædicto ex nunc plenariam & liberam ac plenissimam potestatem, usque ad annum post Festum Pentecostes supradictum: Et nisi Archiepiscopus & Comes aut alii ut supra nominandi veniant ad dies statuendos per Cardinales prædictos, ex tunc dicti Archiepiscopus & Comes, aut alii ut supra nominandi pro non adjectis habeantur quoad ista, illa vice. Item convenerunt & componunt dicti procuratores prædictis nominibus, quod Rex idem vel successores sui, Regesque alii qui erunt Franciæ pro temporibus in futurum per se vel alium tacitè vel expresse, directè vel indirectè quovis colore quæsito non possint nec sibi liceat perpetuò quicquid acquirere de novo in Comitatu Sabaudiæ, terris, baroniis, juribus, feudis, retrofeudis dicti Comitis, successorum, vassall. hominum, vel subditorum ejusdem qui nunc sunt de Imp. & inter limites Comitatus, terrarum & baroniarum eorundem per gardas, feuda, retrofeuda, homagia, conventiones, tractatus alios sive causas: Et si contrarium (quod absit) fieret in futurum, acquisita non teneant ipso facto in commodum acquirentis, eaque statim & omnino acquirens dimittere teneatur; & ex nunc prout ex tunc contractus invalidus censeatur & sit: Et hoc potissimè, quia ex talibus acquisitionibus per potentiores Dominos in minus potentum terris inter ipsos suscitantur discordiæ sæpius & dissentiones non parvæ, quas inter Reges & Comites prædictos evitare cupiunt, & inter eos nutriri perpetuum amoris & fidei vinculum, cooperante gratia Salvatoris. Insuper dictus Comes aut sui perpetuò successores, per se vel alium tacitè vel expresse quovis colore quæsito, non possint nec sibi liceat perpetuò quicquam acquirere in Dalphinatu Viennesio, terris, baroniis, juribus, feudis, retrofeudis dicti Dalphini, successorum, vassallorum, hominum vel subditorum ejusdem, quæ nunc sunt & pro tempore fuerint; nec inter limites Dalphinatus, terrarum, baroniarum & potestatum eorundem per gardas, feuda, retrofeuda, homagia, pactiones, contractus alios sine causa: Et si contrarium (quod absit) fieret in futurum, acquisita non teneant ipso facto in commodum acquirentis, eaque statim & omnino acquirens dimittere teneatur, & ex nunc prout ex tunc contractus invalidus censeatur & sit. Et viceversa dictus Dalphinus vel successores ejusdem perpetuò per se vel alium, tacitè vel expresse, quovis colore quæsito non possint nec sibi liceat perpetuò quicquam acquirere in Comitatu Sabaudiæ, terris, baroniis, feudis, retrofeudis dicti Comitis, successorum, vassallorum, hominum, vel subditorum ejusdem qui nunc sunt & pro tempore fuerint; nec inter limites Comitatus terrarum, baroniarum & potestatum eorundem per feuda, retrofeuda, conventiones, contractus alios sine causa: Et si contrarium (quod absit) fieret in futurum, acquisita non teneant ipso facto in commodum acquirentis, eaque statim & omnino dimittere teneatur acquirens, & ex nunc prout ex tunc contractus invalidus censeatur & sit, ipsique renunciatum sit, & intelligatur ipsum nullius esse efficaciæ & momenti. Item quod Rex dicto Comiti teneatur scambiare terram suam de Maloleporario quam de præsenti tenet dictus Comes, & assidere in ballivia Senonensi vel trecensi cum omni nobilitate, alta & bassa justitia; prout continetur in certis literis Regiis sigillo viridi sigillatis, mentionem facientibus de dono facto Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, Avo paterno Comitis qui nunc est. Item consentiunt & promittunt Procuratores Domini Regis, quod Rex ipse tradet cum effectu in augmentum feudi supradicti Domum Paris. quæ fuit Illustr. Principis Domini Regis Bohemiæ versus Portam S. Honorati, cum ipsius juribus & pertinentiis universis tenendam & possidendam per eundem Comitem ejusque successores in perpetuum, sub eodem homagio, modo & forma quibus supra, & fiet realis traditio dictæ domus infra festum Purificat. proximum. Item quod dicti Procuratores Comitis, ejus nomine confœderationes pro ipso Comite & ejus successoribus Sabaud. Comitibus validas faciant Regis Procuratoribus prædictis, nomine quo supra ipsius, & successorum suorum Regum Franciæ nominibus recipientibus contra Regem Angliæ & ejus successores, & omnes Angli-

ANS de J. C. 1351.

ANS de J. C. 1351.

Anglicos ac secum confœderatos & ei adhærentes, & quoscumque alios; exceptis Imp. Romano, Dominis Archiep. Mediolanensi, Manfredo Barnabone & Galeatio ipsius nepotibus, & aliis Vicecomitib. Mediolani, Marchione Montisferrati. Item quod Comes ipse ad requisitionem Regis vel Reginæ vel certi mandati alterius, eorundem Domicellam Joann. de Burgundia Filiam dictæ Reginæ eisdem aut alteri ipsorum certo mandato reddere tenebitur, videlicet in Matiscon. liberam cui voluerint maritandam, præterquam Dalph. qui nunc est, ipso existente Dalph. & qui pro tempore fuerit, conventionibus præsentibus firmatis. Item quod dictus Comes cum aliqua Filiarum Regis Angliæ quæ nunc est vel fuerit, vel alia Anglica sine ipsius Regis Franciæ expresso consensu se maritare non poterit. Item promittunt dicti Procuratores Regii nominibus quibus supra, Procuratoribus Comitis memoratis stipulantibus & recipientibus nomine Domini sui, quod Rex idem solvat dicto Comiti Sabaudiæ vel ejus certo mandato, pro servitiis factis per Comitem & Prædecessores ejusdem Regi & Prædecessoribus suis & aliis etiam causis, sexaginta millia florenorum boni auri & legitimi ponderis Florentini persolvenda. Item consentiunt & promittunt dicti Procuratores Regii memoratis Procuratorib. dicti Comitis, ipsius nomine recipientibus & stipulantibus, ipsi Comiti ac ejus successoribus pro prædictis & ex causa compositionis & tractatus præsentis, dare & solvere ipsi Comiti Sabaudiæ supradicto quinquaginta millia florenorum boni auri & legitimi ponderis Florentini apud S. Laurentium propè Matiscenem in terra Baugiaci: seu tradere Castra Cusiriaci & Sagiaci cum villis franchis & non franchis, hominibus nobilibus & ignobilibus, homagiis, feudis, retrofeudis, jurisdictionibus, meris & mixtis imperiis, aquis, aquarum decursibus, nemoribus, pascuis, & aliis juribus universis ad præmissa spectantibus & pertinentibus quoquo modo. Adhuc autem actum est inter Procuratores prædictos, quod infra festum Paschæ proximum, castrum de Romarayo cum homagiis, feudis, retrofeudis, & aliis suis pertinentiis universis, quod est Episcopi & Ecclesiæ Matiscenensis, tradetur per dictum Regem seu ejus certum mandatum, realiter & de facto Comiti memorato seu ejus certo mandato per ipsum ac ejus Comitis hæredes, perpetuò tenendum, & possidendum tanquam suum: Si ad hoc facta primitus & ante omnia per Dominum Regem recompensatione debita Ecclesiæ Matiscon. præfatus Episcop. capitulum suum & illi quos tangit negotium curaverint seu voluerint consentire; dicti autem consensus opportunè procurabuntur bona fide expensis Domini Regis. Si verò ex aliqua causa dictum castrum cum suis pertinentiis universis non traderetur ut præmittitur Comiti memorato, aut ejus certo mandato infra Paschæ terminum supradictum: Actum est inter Procuratores prædictos nominibus quibus supra, quod dictus Dominus Rex teneatur solvere realiter, infra dictum festum Paschæ proximum, Comiti memorato vel ejus certo mandato, viginti quinque millia florenorum apud dictum locum S. Laurentii juxtà Matiscenem. Item quod Rex procurabit pro posse suo bona fide, quòd alligationes dudum factæ & initæ inter Duces & Duchissas Burgundiæ quondam, & Comites Sabaudiæ, renovabuntur & confirmabuntur per Ducem Burgundiæ qui nunc est, dum fuerit ætatis legitimæ secundum tenorem cartæ: & quòd tutores ejus nomine minoris eas confirment, si quos haberet, quantùm commodè fieri poterit. Item quòd præmissa per Regem Philippum progenitorem dicti Regis qui nunc est, super concordia habita inter hæredes Duchissæ Britanniæ cum Comite qui nunc est complori in quantum ipsum tangit faciet infra festum Nativitatis S. Joannis Baptistæ: De certis autem damnis illatis, quæ occasione illius accordi petebat dictus Comes sibi fieri restitutionem à Rege, dictus Rex remanebit quittus, & de quibuscumque aliis quæ petere posset Comes ipse tam nomine suo quàm prædecessorum suorum occasione quacumque à præfato Domino Rege: & versa vice dicti Procuratores Regii nomine quo supra, quittant dictum Comitem de quibuscumque quæ dictus Rex petere posset ab ipso; reservatis tamen partibus ambabus quæ in tractatu vel accordio præsentibus continentur. Acta fuerunt hæc apud Villamnovam S. Andreæ Avinionensis diocesis in hospitio Reverendi Patris Domini Hugonis Cardinalis Tutellensis, quod fuit olim bonæ memoriæ Cardinalis Neapolitanensis in camera Paramenti: Præsentibus venerabilibus, discretis, & nobili Patre, & Viris Dominis Francisco de Sancto Maximo Apostolicæ Sedis Notario, Guichardo Sedunensi Episcopo, Roberto Galli Laudunensi electo, Andevino Abbate ..... Guillelmo Fornerii Decano Sedunensi.

ANS de J. C. 1351.

CCXCIV.

ANS de J. C. 1351. DORDRECHT, DELFT, HARLEM, &c.

Alliance entre les Villes de DORDRECHT, DELFT, HARLEM, LEYDEN, ST. GERTRUYDENBERG, AMSTERDAM, ALCMAER, OUDEWATER, SCHIEDAM, ROTTERDAM, MEDENBLIJCK, *&* VLAERDINGEN, *en l'année* 1351. Dans le Grand Recuëil des Placards. Tom. III. pag. 3.

ALlen den genen die desen Brief sullen sien of hooren lesen, maken wy condt, Schout, Schepenen, Burgemeesters, Raidt, ende die gemeene Steden van DORDRECHT, van DELFT, van HAERLEM, van LEYDEN, van SINTE GEERDENBERGE, van AMSTELREDAM, van ALCKMAER, van OUDEWATER, van SCHIEDAM, van ROTTERDAM, van MEDENBLICK, en van VLAERDINGEN. Want wy ons onderwonden hebben onsen lieven ende geminden Heere Hertoge Willem van Beyeren, Grave van Hollandt, van Zeeland, ende Heere van Vriesslandt,

CCXCIV.

ANS de J. C. 1351. DORDRECHT, DELFT, HARLEM, &c.

Traduction de ce Traité.

A *Tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou orront, savoir faisons, nous Baillif, Echevins, Bourguemaitres, Conseil, & communautez des Villes de* DORDRECHT, *de* DELFT, *de* HARLEM, *de* LEYDEN, *de* ST. GERTRUYDENBERG, *d'*AMSTERDAM, *d'*ALCKMAR, *d'*OUDEWATER, *de* SCHIEDAM, *de* ROTTERDAM, *de* MEDENBLICK, *&de* VLAERDINGEN. *Qu'ayant entrepris de rendre nôtre cher & bien amé Seigneur, le Duc Guillaume de Baviére, Comte de Hollande, de Zélande, & Seigneur de Frise, Souverain & puissant*

ANS de J. C. 1351.

landt, Heere te maicken en magtigh ſijns Lants ende Onderſaten, hebben groten ſchout, die hy ſchuldigh is, daer wy hem wilt Godt, of ontredden ſullen, ende om dat wy te doen moeten hebben jegens menichaerhande Luyden ende dadingen van ſijnre wegen, daer ons ſien ſtaet ſwaren wangonſte ende viantſchap in te verkrygen, ende om dat wy alle alleene alle ſyne ſaken niet en mogen bewaren ende bedryven, ſoo hebben wy alle Steden voorſz te ſamen gelooft en geſeekert by onſer ſekerheyt, ende by onſer trouwen. Waer dat ſake dat yemant mit deſen Steden voorſz in wangonſt of in viantſchap quame tegens yemande ofte eenigerhande ſaken, die hy hantierden hadden van onſen Heeren Graven weegen voorſz, of daer of roeren mochte, of onder Steden regt eenige voorſz, of om eenich mans uytte voorſz Steden, dat wy dat gemeenelicken ende ongeſcheyden wederſtaen ſullen, ende dregen tot allen dagen, ende malcander hulpers daer in te blyven met lyve ende met goede. Voort waert dat ſaken dat yemant van deſen Steden voorſz eenige twiſt hadden, die eene tegens den anderen, des ſouden die ander Steden machtich weſen dien twiſt te ſoenen, ende te verlijken, ende alle ſaken voorſz, behouden onſen lieven Heere den Graven, ende ſyne Naecomelingen al te doene dat wy ſchuldich ſijn te doene, ende ſonder argeliſt. Ende wair dat ſake, dat ons Heeren gebrake ſonder oir van ſijnen lyve, dat Godt verhoede, ſoo hebben wy gemeenelick gelooft genen Heer t'ontſaen, wy en ſullen ghemeenlick ontſaen, nae ſulcke brieve als onſe lieve geminde Heere dicke voorſz beſcheiden heeft met ſyne brieven, dat onſe lieve Heere de Keyſer ſijn Vader, daer Godt de ſiele of hebbe, met recht ende met vonniſſe van ſynen hoigen mannen, het Graefſchap van Henegouwen, van Hollant, van Zeelant, ende Heerlickheyt van Vrieſlant ſchickte ende beſcheyde te geven. Ende wair dat ſake dat an deſen brieven gebrake een ſegel of twee, daeromme en ſoude deſen brief voorſz niet vermindert weſen van eeniger macht. Ende om dat wy Steden voorſz alle beloften en overeendragen voorſz vaſt ende ongeſcheyden houden willen tot eeuwigen dagen, ſoo hebben wy deſen jegenwoordigen brief in kenniſſe der waerheyt beſegelt mit onſen ſegelen, in 't Jaer ons Heeren 1351. des Maendags na St. Mauritius dagh.

dans ſes Païs & ſur ſes ſujets, ayant de grandes dettes, auſquelles il eſt obligé, & dont le dechargerons, (s'il plaît à Dieu;) & parce que nous avons affaire à diverſes ſortes de gens & des choſes à demêler à cauſe de lui, pourquoi nous prevoyons que nous pourons encourir diſgrace & inimitié, & parce que nous ne pourions tous en particulier ſoûtenir & deffendre ſa cauſe, nous lui avons nous toutes les Villes ſuſdites promis & juré conjointement aſſurance & fidélité. Et s'il arrivoit que quelcun vint en inimitié avec ces Villes ſuſdites, au ſujet de quelcun ou de quelques choſes qui concerneroient nôtre Seigneur Comte ſuſdit, ou quelque droit deſdites Villes, ou quelque perſonne d'icelles, que nous nous joindrons inſéparablement à une deffence commune & à toûjours nous ſoûtiendrons, de corps & de biens. Que s'il arrivoit que quelqu'une de ces Villes eût quelque différent avec une autre des mêmes Villes, que les autres ſeront autoriſées pour les reconcilier & les accorder, & de faire en toutes choſes ſuſdites, tout ce que nous ſommes obligez de faire pour maintenir nôtre cher Seigneur le Comte & ſes Deſcendans, ſans diſſimulation. Et s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que nôtre Souverain vint a déceder ſans enfans, nous avons promis conjointement de ne recevoir point de Souverain, que celui que nôtre dit Seigneur aura nommé par ſes lettres, comme nôtre cher Seigneur Empereur ſon Pére, dont Dieu veuille avoir l'ame, a avec juſtice & avis de ſon Conſeil donné à ſon fils les Comtes de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & la Seigneurie de Friſe, à condition de les heriter de lui, faute d'enfans. Et arrivât-il qu'a ces preſentes lettres, il y manquât un ſceau ou deux leſdites lettres n'en auront pas pour cela moins de force & de vertu. Et parce que nous Villes ſuſdites voulons que ces promeſſes & accords ſuſdits ſoient gardez inviolablement a toûjours, nous les avons en témoignage de la verité ſcellées de nos ſceaux, l'an de nôtre Seigneur 1351. le Lundi d'aprés la S. Maurice.

ANS de J. C. 1351.

CCXCV.

ANS de J. C. 1351.

BRABANT ET NIVELLES.

Récript de l'Empereur CHARLES IV. *pour terminer les Différens ſurvenus entre* JEAN *Duc de Brabant & le Chapitre de l'Egliſe de* NIVELLES, *en datte du 26. de Novembre* 1351. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 187.

KAROLUS Dei gratiâ Romanorum Rex ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex Dilectis nobis in Chriſto *Mathildi* Abbatiſſæ, Præpoſito, totique Capitulo ſecularis Eccleſiæ NIVELLENSIS Leodienſis Dioceſis gratiam Regiam & omne bonum. More boni Principis jugiter optamus cunctis Imperii noſtri fidelibus proſperam pacem & tranquillitatem; cùm igitur quorundam relatione ad noſtrum pervenit auditum inter vos ex parte una, ac dilectum conſanguineum & fidelem noſtrum JOANNEM *Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgiæ Ducem Sacrique Imperii Marchionem* ex altera, diſſentionis & controverſiæ materiam occaſione diverſorum privilegiorum tibi Abbatiſſæ & Capitulo memoratis ſicut aſſeritis de non recipiendis Regalibus ab alio quàm Imperatore vel Rege Romanorum, &c. fore ſubortam, quæ tam celeriter ut res exigit per nos commodè nequit ex toto ſopiri: nos damnis, diſpendiis ac detrimentis quæ exinde tibi Abbatiſſæ & Capitulo ſæpedictis poſſent veroſimiliter evenire, volentes tibi Abbatiſſæ prælibatæ tenore præſentium providere, concedimus & nihilominus præcipiendo mandamus, quatenus hac vice à Duce prænominato hujuſmodi tua Regalia recipere poſſis & recipias, juribus noſtris & Imperii tuiſque & Eccleſiæ ſæpedictæ ac Ducis memorati in hoc manentibus illæſis; per hoc enim non intendimus nec volumus vobis aut alteri veſtrum ſeu Imperio aliquod præjudicium generari vèl in aliquo derogari, ſed ea illibata & illæſa remanere, vobiſque Præpoſito & Capitulo prælibatis præcipiendo mandamus, quatenus cùm vobis conſtiterit ipſam Mathildem dicta ſua Regalia à præfato Duce ut præmittitur relevaſſe & recepiſſe, ipſi tanquam Abbatiſſæ veſtræ ac Dominæ obedientiam & reverentiam debitam exhibentes, ſibi in omnibus quæ ad Abbatiſſam Nivellenſem pertinent pareatis, reſpondeatis & ad plenum intendatis, præſentium ſub noſtræ Majeſtatis ſigilli teſtimonio litterarum. Datum & Actum Wratiſlaviæ anno Domini M. CCC. LI. die XXVI. menſis Novembris, Regnorum noſtrorum anno ſexto.

ANS de J. C. 1351.

CCXCVI.

CCXCVI.

Traité de Paix entre AMEDE'E VI. *Comte de Savoye dit* (a) le Comte Verd, *& le* (b) DAUPHIN DE VIENNOIS; *fait à Voiron, le 6. d'Octobre* 1352. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 187.

ANS de J. C. 1352.

ANno Domini M. CCC. LII. die VI. Mensis Octobris apud Voyronum. Existentibus viris Nobilibus Domino de Grandimonte, Dominis Aymaro de Bellovidere, Raynaudo de Sancto Sulpicio militibus & Consiliariis pro parte *Domini Sabaudiæ Comitis:* Dominis Amedeo de Rossillone Domino Boschagii, Joanne de Grolea Domino Neyriaci, & Ludovico de Loras militibus & Consiliariis pro parte Domini Dalphini Viennensis: In præsentia Illustris Domini Comitis Gebennensis, dicti Consiliarii ad tractatum dicti Domini Comitis, super damnis & offensis datis, factis & illatis per illos de Ambronay illis de Varey, & per illos de Varey illis de Ambronay, dependentibus & emergentibus ex eisdem quibuscumque seu quæ commiserunt ex ipsis à duobus annis circà, ordinaverunt & arrestaverunt ut infrà.

In primis ordinaverunt, quòd Pax novissimè facta inter Illustres Principes Dominos Aymonem Sabaudiæ Comitem, & Humbertum Dalphinum Viennensem, unà cum reformationibus & provisionibus inde sequutis, per utramque partium inviolabiliter servabitur in singulis suis Capitulis ut ibidem continentur; & quòd omnia mala, novitates & offensæ cessent hinc inde penitus, & quòd nullus offendat quovis colore quæsito, prætextu aliquarum novitatum præteritarum, seu dependentium vel emergentium ex eisdem, nec aliter quoquo modo; & quòd præconizetur in terris & locis dictorum Dominorum, quòd nullus offendat alium quovis modo sub pœna corporis.

Item ordinaverunt ut suprà, quòd omnia capta mobilia hinc & inde restituantur realiter, & sine difficultate quacumque; videlicet extantia, & de præsenti extantibus, unà cum damnis datis hinc inde fiant inquisitiones per Joannem de Croso Notarium pro Principe Sabaudiæ, & Petrum Banasterii, vel Hugonem de Saletis pro parte Dalphinali, qui die Jovis proximâ de manè simul conveniant apud Remens, & super damnis & offensis prædictis diligentiùs inquirant, & ad prædicta vacent cum continuatione dierum sequentium sine intermissione, usque ad plenarium complementum omnium prædictorum.

Item quòd dictus Dominus Grandimontis unà cum quodam alio milite eligendo per eundem pro parte Sabaudiæ, & dictus Dominus Amedeus de Rossillon unà cum quodam alio milite eligendo per eundem pro parte Dalphinali, XXI. præsentis mensis Octobris inquiri faciant per Commissarios de damnis insimul factis & illatis videlicet inter Prioratum Sancti Benedicti de Sayssirieu, & Marchias de Cordone insimul: qui Commissarii prædicti inquisitiones per ipsos invicem faciendas dictis Dominis militibus apportent, qui Domini milites dictas inquisitiones aperiant, & juxta formam dictarum inquisitionum dicta damna & emendam taxent sine partialitate qualicumque, & qui milites etiam promittant bona fide, & jurent dictas taxationes facere benè & legaliter sine cavillatione quacumque, & non discedere à loco, donec dictas taxationes fecerint integraliter & perfectè, si commodè fieri poterit; aliàs nisi commodè fieri possit, quàm brevius poterint ipsas taxationes facient ut suprà, prout legalitati eorundem videbitur faciendum; & quòd alter dictorum militum ab altero non discedat sine licentia alterius, donec taxationes prædictæ plenariè factæ fuerint per eosdem.

Item quòd factis dictis taxationibus per dictos milites, dictæ emendæ fiant realiter juxta taxam prædictam, infra sex septimanas sequentes immediatè incipiendas à die dictæ taxationis faciendæ per milites ante dictos: & nisi dictæ emendæ realiter fierent, ut sub termino superiùs limitato juxta dictam taxationem tenerentur ad emendam, transactis dictis sex septimanis, mittat incontinenti duos milites infra castrum seu Villam d'Arbiz in terra Domini Gebennensis, qui milites ibidem hostagia teneant, non discessuros per juramenta sua à dicto loco, donec emendæ prædictæ realiter solutæ fuerint juxta taxationem superiùs limitatam.

Item quia Dominus Hugo de Gebennis asserit castra de Hauvet & de Varey esse de feudo suo, dicto Domino Comite dicente dicta castra ad eum justis de causis pertinere debere, quæ castra dictus Dominus Comes ad manum suam posuit; Ordinaverunt Domini Grandimontis & Amedeus prædicti, quòd infrà festum omnium Sanctorum proximum dicta castra in manus Dominorum Amedei de Bellovidere, & Joannis de Grolea militum ponantur realiter & de facto; qui duo milites ipsa Castra benè & legaliter custodire teneantur; & quæ Domini Grandimontis pro parte dicti Domini Comitis, & Amedeus de Rossillon pro parte dicti Domini Hugonis, hinc ad proximum festum Beati Joannis Baptistæ cognoscant & cognoscere debeant; & sibi liceat de feudo prædicto Domino Comiti ipsa Castra ad manum suam de jure tenere, prout sibi licuerit; & ipsi Domini Comes & Hugo cognitionem per ipsos milites faciendam observari integrè teneantur: Et si fortè infra dictum terminum ipsi milites non cognoverint de prædictis, dicti Domini Amedeus & Joannes ipsa castra liberè & impunè dicto Domino Comiti & gentibus suis, lapso dicto festo Beati Joannis prædicto, reddere & restituere sub juramentorum suorum vinculis, in statu in quo nunc sunt absque novitate, mutatione vel alia innovatione & difficultate quacumque de facto teneantur: Et quòd interim dicti Domini Comes & Hugo nichil novi in dictis castris & eorum juribus faciant, fieri procurent vel attentent quoquo modo; qui præfati Domini Comes & Hugo dictis Dominis de Grandimonte & Amedeo, super prædictis per suas patentes literas commissionem specialem & plenariam potestatem dare & concedere teneantur.

Quæ omnia & singula prædicta Reverendi Patres in Christo Domini H. de Villariis Archiepiscopus & Comes Lugdunensis locumtenens Domini Dalphini Viennensis, ut dicitur, & Guichardus Dei gratia Episcopus & Comes Sedunensis locumtenens Domini Sabaudiæ Comitis, prout fertur nominibus prædictis per juramenta sua bona fide præstita, manibus positis ad pectus more Prælatorum, attendere & attendi facere, complere & observare promiserunt.

Subsequenter dicti Domini Grandimontis & Amedeus promiserunt per juramenta sua, ad Sancta Dei Evangelia manibus tacta, taxationes prædictas damnorum, injuriarum & offensarum bene & legaliter facere per modum superiùs declaratum.

Dicti vero Domini Amedeus de Bellovidere, & Joannes de Grolea simili modo per juramenta sua promiserunt bona fide, dicta castra bene & fideliter custodire, & ea dicto Domino Comiti restituere secundum formam in ipso articulo lucidiùs limitatam.

De quibus dicti milites pro partibus electi per me Notarium infra scriptum, unum vel plura de singulis prædictis articulis sibi fieri petierunt publica instrumenta. Actum & datum ut supra; Præsentibus testibus Dominis Ludovico de Villars Archidiacono Lugdunensi, Guichardo Domino de Groleo, Guichardo de Chissié, Petro de Capello Cornuto, Artaudo Labre,

ANS de J. C. 1352. Labre, Guidone Coperii militibus, Dominis Antonio Domino Chandiaci, Amedeo Domino Miribelli, Guillelmo Domino de Faramanz, Petro de Compesio Domino de Vulpillieres, Petro de Loyes, & Berlione de Foraz militibus, & pluribus aliis ad præmissa vocatis pariter & rogatis.

CCXCVII.

ANS de J. C. 1353. *Alliance & amitié perpetuelle de la Ville & Canton de* BERNE *avec les trois Cantons d'*URI, SCHWIZ *&* UNDERWALDEN, *à Lucerne du 6. May* 1353. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 196.

BERNE, URY, SCHWITZ ET UNDERWALDEN.

AU nom de Dieu Amen. Nous (*a*) l'Advoyer & les deux-cens & les Bourgeois de la ville de BERNE en desert, & les Amans & payſans d'URI, de SCHWIZ & d'UNDERWALDEN; Sçavoir faisons à tous ceux, qui verront & oyront lire ces presentes lettres, que nous par le bon advis & ferme deliberation pour bonne paix, protection & deffence de nos personnes, de nos biens, de nos gens, villes & païs, & pour le commun bien & proffict d'iceluy avons accordé & conclud une alliance & amitié perpetuelle entre nous; laquelle avons jurée & promis observer & garder fidellement à jamais corporellement & publicquement, par ferment à Dieu & aux Saincts, pour nous & nos successeurs, lesquels expressement voulons estre icy comprins & conjoincts perpetuellement: & demeurera cette alliance presentement & par cy aprés fermement & irrevocablement, & à perpetuité, sans aucune mutation. Et d'autant, que les choses de ce monde facillement s'oublient & par longueur du temps se changent; nous les dicts villes & païs pour ces causes voulons asseurer une amitié mutuelle & perpetuelle alliance entre nous, que voulons publicquement tesmoingner par lettres & escriptures, qui est telle: que voulons ayder, assister & favoriser les uns les autres autant, & si longuement, que nos personnes & nos biens se pourront estendre, tous dolz exceptez, contre tous ceux qui entreprendront & voudront entreprendre sur nous, nos personnes & nos honneurs & franchises par force, & sans raison nous molester fascher ou invahir, (*b*) tant nous que d'autres, qui presentement ou par cy apres seront comprins en cette presente alliance fussent en aucune maniere contre droict & raison dommagez ou assaillis par aucuns, en leurs personnes ou en leurs biens; en ce cas le conseil ou la communauté de la ville ou du païs, qui auroit esté endommagé jugera par son ferment du dict dommage: & ce que par eux ou la plus part d'eux sera ainsi cogneu, soit pour le secourir ou pour assaillir actuellement, selon l'exigence des cas, tel conseil ou Communauté des dictes villes ou pays, qui comme dict est, auroit esté endommagé, pourra admonester les villes & pays comprins en cette alliance; & incontinent estant faicte telle admonition, tous ceux qui sont comprins en cette alliance envoyront promtement leurs Ambassades aux journées au lieu dict, pour consulter, par quel moien par le ferment l'on pourra promtement secourir & assister à ceux qui auroient demandé le secours, en toute diligence & en toutes choses necessaires, à ce que le dommage, qui leur auroit esté faict, pour lequel ils auroient admonesté, soit vengé ou restitué, tous dolz exceptez.

(*a*) C'est le Chef de la République. Cette charge est à vie. Mais il y en a deux, qui gouvernent tour à tour chacun un an.

(*b*) Il manque ici quelque chose, & ainsi dans la suite où l'on verra une étoile.

§. 2. Nous les dessus dicts de Berne avons aussi pouvoir & puissance d'admonester les dessus dictes quatre villes des bois nos alliez contre & sur tous ceux, qui voudroient dommager & assaillir d'eux mesmes & au nom d'autres, nous & tous nos Bourgeois, Vassaulx & subjects; contre lesquels seront tenus nous secourir en la forme & maniere comme cy dessus est escrit, tous dols exceptez. ANS de J. C.

§. 3. Aussi quand nous les dictes villes des Bois toutes trois ou aucunes de nous particulierement seront ainsi requis de secours par les dicts de Berne, & que nous leur envoyerons l'ayde outre la montagne de Brung, ainsi que la journée de * ou nos Ambassadeurs auroient esté admis, nous serons tenus faire telle ayde à nos despens jusques à Underseran; & passé la premiere nuict par de là Underseran, les dicts de Berne seront tenus bailler à un chascun de nostres, qui seroient arrivez, que leur aurions envoyé, tous les jours tant & si longuement, qu'il les entretiendroient en leurs services, un gros tournois pour leur despence: dequoy aussi nous debvrons nous contenter d'eux; & seront aussi les nostres souldoyez par eux, jusques à ce qu'ils soient de retour hors de leur service, jusques au dict Underseran & non plus outre, tous dolz exceptez. En semblable si nous les dicts de Berne envoyons secours ou ayde auxdictes villes des Bois, ou l'une d'elles particulierement, apres l'admonition & consultation des dessus dicts; seront tenus leur faire pareillement telle ayde à nos despens jusques à Underseran, & outre la premiere nuit de delà Underseran, les dictes villes des Bois bailleront à un chascun des nostres, que leur aurions envoyez, tous les jours, tandis, qu'ilz seront en leurs services, un gros tournois pour leurs despens, dequoy aussi nous debvons nous contenter d'eux. Et seront les nostres souldoyez jusques qu'ils soient de retour hors du leur service au dict Underseran & non plus outre, tous dolz exceptez. ANS de J. C. 1353.

§. 4. Le cas advenant que dommage ou inconvenient survinst à nous des dictes ligues, ou que unanimement fussions resolus de marcher ou assieger; nous les dicts de Berne, & nous les dictes villes des Bois ferons la sortie ou le siege à nos propres despens.

§. 5. Advenant aussi une guerre generale, qui nous touchast tous en general; & que nous les dicts de Berne & des dictes villes des Bois fussions contraincts aller contre les ennemis & les dommager, en quels lieux que ce fust; nul des comprins en cette alliance ne debvront supporter les fraiz des uns des autres.

§. 6. Au cas, que nous les dictes de Berne venions à assaillir & dommager les ennemis en hault en nos environs, & que viendrons à admonester les dictes villes des Bois; iceux là bas & en leurs environs assailleront & endommageront aussi les ennemis promptement, tant que possible leur sera; & pour tels assauts ne pourront & ne debvront leur en compter ou imposer ny eux à nous aucune despence.

§. 7. Et en semblable si nous des dictes villes des Bois ça bas ou pres de nous venons à assaillir & dommager les ennemis, & que venions à admonester les dicts de Berne nos alliez, iceux là haut en leur endroict debvront aussi promptement assaillir & dommager les ennemis de tout leur pouvoir, & pour tel cas, nous pour eux ny eux pour nous ne supporterons aucuns fraiz, ny despens, tous dols exceptez.

§. 8. Nul de nous, des comprins en cette alliance ne supportera ne restituera à l'autre aucune despence, pour aller en Ergow, y fust il envoyé ou non.

§ 9. Le cas advenant, que l'on vinst assieger aucuns de la ville ou du païs, auquel le faict toucheroit, & que pour lors auroit esté admonesté (cette ville ou païs) portera les fraiz seul, qui a cause des ouvrages & ouvriers auront esté concourus à cause du siege, tous dolz exceptez.

§. 10. Nous dicts de Berne avons singulierement advisé, s'il advenoit, que ceux de Zurich ou de Lucerne, qui presentement sont alliez avec les dictes villes des Bois, fussent molestez ou assaillis par quelques uns, au moyen dequoy ils viendroient à admonester les dictes quatre villes des Bois leurs alliez, & qu'ilz les voulussent secourir; En ce cas, si les dictes villes

ANS villes des Bois leurs alliez nous admoneſtent, nous envoyerons pareillement noſtre ſecours promptement
e J. C. avec nos dicts alliez; & marcheront avec eux par tout
1353. ou ils voudront marcher, leur ayder & aſſaillir & endommager les ennemis, en tous lieux & places avec nos dicts alliez ou ailleurs, ou nous les pouvons faire, fidellement & ſans nulle tromperie : lequel ſecours nous debvrons touſjours faire à nos propres couſtz. Et ſi nous dicts de Berne fuſſions aſſaillis ou moleſtez par aucuns, & que les dictes villes des Bois nos alliez par nous fuſſent admoneſtez, & que auſſi par elles ceux de Zurich ou de Lucerne leurs alliez enſemblement ou ſeparement fuſſent admoneſtez, & qu'ils marchaſſent avec eux & leur aydaſſent à endommager nos Ennemis: Alors illec ou autre part nous les dicts de Zurich ne ſupporterons aucuns frais. Mais devant toutes choſes a eſté adviſé, la ou quand, ou en quel temps nous les dicts de Berne des dictes villes des Bois icy alliez de tous en general, ou par aucun d'eux particulierement, ſerons admoneſtez; & qu'ils voudront marcher contre leurs ennemis : nous ſerons tenus d'aller avec eux, & leur ayder à endommager les ennemis.

§. 11. Nous les dicts de Berne & des dictes villes des Bois alliez deſſus dicts ne debvons nous deſiſter ne demettre de cette alliance, admonition & ſecours, ne de ce que eſt contenu & eſcrit en ces preſentes cy deſſus & cy apres, en façon que ce ſoit, de faict ny de paroles; ne pour ce faire, chercher ou procurer aucuns moyens publicquement ou occultement, par leſquels le ſecours qui auroit eſté demandé ſeroit refuſé ou empeſché, tous dols exceptez.

§. 12. Il a auſſy eſté adviſé en cette preſente alliance, que ſi aucuns comprins en icelle auroient action ou demande contre un autre, pour tel faict; l'on debvra envoyer aux journées en la dicte Abbaye des Hermites, & ſi ceux de Berne, faiſoient la demande ou querelle, celuy qui la feroit choiſira incontinent par ſon ſerment un Arbitre auſdictes villes des Bois, d'entre ſeize bons payſans, que luy nommera l'Aman du pays, ou les payſans, en cas qu'il n'y euſt point d'Aman. Cela faict, tel païs induira le dict arbitre à entreprendre la cauſe; & ordonneront les deux parties, chaſcune deux hommes, avec les dicts cinq; & ce que par les dicts cinq ſera jugé & cogneu amiablement par le vouloir & conſentement des parties, ou par la juſtice par leur ſerment, au cas qu'ils ne puiſſent accorder amiablement, ſera par les dictes deux parties ſermement & entierement obſervé, tous dolz exceptez. Les dicts cinq ſeront tenus vuider la cauſe incontinent & promptement par leur ſerment comme dict eſt. Et ſi nous des dictes villes des Bois ou aucuns de nous avoient demande ou querelle allencontre des dicts de Berne nos alliez ou aucuns d'eux, en ce cas choiſira le demandeur un ſuperarbitre au Conſeil de Berne, & celuy qui par luy ainſi ſera choiſi ſera par la ville & Conſeil dudict Berne induict à entreprendre la cauſe par le ſerment incontinent, auquel ſeront des deux parties de chaſcune adjouſtez deux juges, & ce que les cinq jugeront & congnoiſtront, ou la plus part d'eux amiablement ou par la juſtice par leur ſerment, ſera par les dictes deux parties fermement obſervé, lequel fidellement ſans barat, comme deſſus eſt eſcrit.

§. 13. Nul de ceux des comprins en cette alliance ne ſeront convenir les uns les autres par devant les juſtices Spirituelles, que pour mariage ou uſure publicque, celuy qui juſtement eſt obligé pour debtes d'argent à un autre, ou qui a juſte querelle contre luy, il cherchera le droict au lieu & ez juſtices ou le deffendeur fait ſa reſidence, la ou le juge de tel lieu luy debvra adminiſtrer bonne & briefve juſtice. Mais ſi elle luy eſtoit refuſée, & que cela fuſt notoire & apparent, il la pourra chercher ailleurs ou beſoing luy ſera, tous dolz exceptez.

§. 14. Nous des comprins en cette alliance ne ANS
pourrons faire arreſter ou gaiger les uns les autres, que de J. C.
les vrais debteurs ne francs, qui * luy auroient faict
promeſſes toutes fois, il ne le pourra faire que par ju- 1353.
ſtice.

§. 15. Nous avons auſſi unanimement arreſté & conclud, que nul de nous les Alliez, qui ſommes comprins en cette confederation pour quelque cauſe, que ce ſoit, ne pourrons nous engaiger pour un autre.

§. 16. Tous ceux qui ſont en paiſible poſſeſſion n'en ſeront dejectez, que par droict, ains en leurs poſſeſſions ſeront maintenus & protegez.

§. 17. Il eſt auſſi à un chaſcun notoire & manifeſte, que nous les dicts Alliez de Berne, & auſſi des dictes quatre villes des Bois nous ſommes pour nous meſmes, reſervé le ſainct Empire, les droictures, que d'ancienneté nous avons de bonne couſtume; nous dicts de Berne avons particulierement reſervé les alliances, que devant cette cy avions avec qui que ce ſoit tandis qu'elles dureront; & nous les dictes villes des Bois, d'Ury, de Schwiz & de Underwalden avons auſſy reſervé celles que devant cette cy avec aucuns avions, leſquelles ſeront touſjours preferées à cette cy. Nous avons auſſi tous en general reſervé, ſi nous tous enſemble ou aucuns de nos villes & pays particulierement voulons plus amplement nous joindre ou allier avec aucuns Sieurs, villes ou pays, nous le pourront bien faire; toutes fois, que devant toutes celles, que par cy apres nous pourrions faire ou accepter, cellecy ſoit par nous fidellement & inviolablement & à jamais en tous ſes poincts & articles obſervée.

§. 18. Et affin, que chaſcun tant petits que grands, & tous ceux auſquels cette preſente confederation touche, en ſoient touſjours tant mieux informez, a eſté expreſſement adviſé, que de cinq en cinq ans au commencement de May devant ou aprés ou environ, ainſi que par nous les dicts alliez ſera requis & demandé par l'une des villes ou païs à l'autre par le ſerment; ſera confirmée & renouvellée par paroles, par eſcriptures, par ſerment & par tous teſmoins, qui en ſeront requis. Tous ceux auſſi, qui en ce temps là excederont l'aage de ſeize ans, à ſçavoir enfans maſles promettront & jureront auſſi de garder & fermement tenir cette alliance en tout ſon contenu, comme cy devant eſt dict. Et ſi le dict renouvellement ne ſe faiſoit audict terme, ains pour cauſes actuelles & legitimes il fuſt retardé, ne portera cela toutes fois en cette alliance aucun prejudice, par ce que nommement elle doibt demeurer ferme & ſtable perpetuellement en tous ſes poincts & articles, comme cy deſſus eſt eſcript.

§. 19. Nous avons auſſi par bonne & meure deliberation reſervé & reſervons, ſi pour noſtre proffict publicq & neceſſité nous eſtions par cy apres d'un commun conſentement & advis de muer (augmenter) ou diminuer quelque choſe en cette preſente confederation; que nous avons & pourrons bien avoir le pouvoir tous en general de le faire, pourveu que donnions tous comme dict eſt noſtre voix & commun conſentement pour le bien & advancement de tous. Et pour perpetuelle & ſtable corroboration de ce que deſſus nous les deſſus dicts de Berne Ury Schwiz & Underwalden avons faict pendre les ſeaux de noſtre ville & païs à ces preſentes lettres, qui furent faictes à Lucerne le 6. May, 1353.

CCXCVIII.

ANS de J. C. 1354. BAVIERE ET HAINAUT.

Traité de Paix entre GUILLAUME *Duc de Baviére, Comte de Hollande, & sa mere* MARGUERITE *Comtesse de Hainaut, de Hollande &c. fait le 7. Décembre* 1354. Le Grand Recueïl des Placards. Tom. III. pag. 4.

HErtoge WILLEM van Beyeren, Grave van Hollandt, ende van Zeelandt, lieve ende getrouwe, weet dat wy, Godt dank, in goede puncte zijn van lijve en te gemacke, ende dat onse Oom Heer Jan van Henegouwe, Heere van Beaumont, ende onse lieve Neve, Heer Walraven van Lutsenborch, Heere van Liny, hoer seggen geseyt hebben tusschen onser liever Vrouwen ende Moeder, ende ons in sulcker manieren als gy sien mocht, in die cedulle die wy u senden in dese brief gesloten, ende onse lieve Vrouwe ende Moeder heeft die Graefscap van Hollant en van Zeelant, ende die Heerlijckheyt van Vriesland, vrylick quite geschouden ende ons overghegeven mit alle hoeren toebehoren, ende ontbieden u ende begeren uyterlicke, dat gy onse Stede in payse en in goeden rusten hout, als wy op u wel betrouwen, ende dat ghy anders geen mare en ghelooft, oock wat men u aenbrenget, ten ware dat wy't u selve overschreven, ende wy sijn noch ter tijt gebleven in Henegouwen, ende ryden van Stede te Stede, om saken daer onse eer ende oorbaer an leyt, ende wy menen ons ende onsen Vrienden in allen saken wel te bewaren, ende sullen, wilt Godt, te lande komen als wy eerst mogen, ende onse sake aldaer alsoo bescheydelick voortsetten, dat wy ende onse landt wel bewaert sellen wesen, Godt zy met u. Gegeven te Valenchene des sonnedages na St. Luciendach.

De inbesloten Cedulle.

Inden namen des Vaders, des Soons, ende des Heyligen Geests, amen. Wy Jan van Henegouwe Heere van Beaumont, ende Heer Walraven van Lutsenburch, Heere van Liny, gecoren ende geseth van onser liever Vrouwen wegen van Henegouwe, ende liefs Heeren wegen Hertoge Willems haers Soons, onder haer beyden open-brieven van machte te seggene. Soo seggen wy in den name der Heylige Trinitey, ende op virtuyt van de brieve voorsz. om pays ende accoort te maecken, by versien ende goeden rade, verklaren wy, determineren, ordineren en pronunchieren by dese schriste, op alle schade ende twist die voor dese tijt tusschen hen beyden geschiet is.

In't eerst voor al ander dinck dat mijn Heer Hertoge Willem haer Soon, mijnre Vrouwen sijnre Moeder ootmoedelicken sal bidden om vergiffenisse, als een Kint der Moeder, van dat hyse getorent heef, oft hebben mach, welke saecke sy vriendelicke doen sal alse Moeder.

Voort in den name des Heeren verclaren wy, determineren, ordonneren, ende pronunchieren een goede vrome en gelijcke pays tot alleñ dagen, tusschen onse Vrouwe en onsen Heer haren Soon van allen twist ende onrust diere tusschen geweest heeft.

Voort dat allen vangenen van beyden zyden vrylick quite sullen zijn, ende weder comen op hoir goet, dat sy hadden, doen dese twist begonde, alsoo als sy dat goet vinden.

Voort seggen wy dat onse Vrouwe voorsz, by der ordinantien dat sy an ons ghebleven is, quite schelden sal ende geven althans haren Soone onsen Heere Hertoge Willem voorsz. die Graefschappen van Hollant, van Zeelant ende heerschappye van Vriesland, mit allen toebehoren, of dat toebehoren mach, hun ende sijn

CCXCVIII.

ANS de J. C. 1354. BAVIERE ET HAINAUT.

Traduction de ce Traité.

LE Duc GUILLAUME *de Baviére Comte de Hollande & de Zélande. Chers & fideles, sachant que, Dieu merci, nous nous portons bien, & que nôtre Oncle le Seigneur Jean de Hainaut Seigneur de Beaumont, & nôtre cher neveu le Sr. Walrave de Luxembourg Seigneur de Liny, ont décidé comme arbitres entre nôtre chére Dame & mere & nous en la maniére que vous pouvez voir dans la Cedule que nous vous envoyons dans lettre cachetée. Et nôtre chére Dame & Mére nous a cedé & transporté les Comtez de Hollande & de Zélande, & la Seigneurie de Frise librement & quittement avec toutes leurs appartenances, & nous vous recommandons & désirons instamment que vous mantenieziez la paix dans nos villes, comme nous nous confions en vous, & que vous n'ajoutiez foy à autre chose, quoi qu'on vous dise, à moins que nous ne vous écrivions nous mêmes. Nous sommes encore pour le présent en Hainaut, & allons de ville en ville, pour les choses qui concernent nôtre honneur & profit; & nous espérons que les choses se mantiendront bien pour nous & nos amis; & nous viendrons au Païs, s'il plait à Dieu, le plûtôt qu'il nous sera possible, & donnerons tel ordre a nos affaires que nous & nôtre Païs seront bien gardez. Dieu soit avec vous. Donné à Valenciennne, le dimanche d'après la fête de Ste. Lucie.*

La Cedule Incluse.

Au nom du Pere, du fils & du Saint Esprit, Amen, Nous Joan de Hainaut, Seigneur de Beaumont, & Walrave de Luxembourg Seigneur de Lini, choisis & établis de la part de nôtre chere Dame de Hainaut, & de celle de son cher fils le Duc Guillaume & en vertu de leurs Lettres Patentes. Au nom de la Sainte Trinité & pour faire paix & accord, étant pourvus de bon Conseil, nous disons, déclarons, déterminons, ordonnons, & prononçons par ces présentes sur les differens qui ont été ci-devant entre les deux parties.

Que premiérement & avant toutes choses, Monseigneur le Duc Guillaume son fils, demandera tres humblement pardon à Madame sa mere, comme un fils y est obligé de ce qu'il l'a ou peut avoir offensée, lequel pardon elle lui accordera comme étant sa mere.

De plus nous déclarons au nom du Seigneur déterminons, ordonnons, & prononçons qu'il y aura une bonne paix a toujours entre nôtre dite Dame & son dit fils cessant tous les differens & troubles qui ont été entr'eux.

Item que tous les prisonniers de part & d'autre seront relâchez & rentreront dans les biens, qu'ils possedoient avant ledit différent, & en l'état qu'ils les trouveront.

En outre nous disons que nôtredite Dame, par l'ordre qu'elle nous en a laissé, délaissera & donnera à son fils nôtre Seigneur Duc Guillaume les Comtez de Hollande & de Zélande, & la Seigneurie de Frise avec leurs appartenances ou qui peuvent leur appartenir pour pas luy & ses héritiers a toujours en jouir librement

ANS
e J. C.
1354.

sijn oire tot eeuwelicken dagen te blyven vrijelicke ende ruſtelicke, overmits een Jaer penſie die onſe Vrouwe voorſz daer uyt hebben ſal, ende oock een ſumme van gelde, als wy noch naemaels ſeggen ſullen ende verclaren, want wy ons hier of beraden mogen mit hoge Edelen luyden den Hertoge van Bourbon, ende den Conneſtabele van Vranckrijke ſynen Broeder, alſo verre als ons goet dunct.

Voort immer wel verſtaen dat onſe Heere die Hertoge Willem geen recht eyſſchen en ſal, noch anſpreecken aen die Graefſchap van Henegouwe alſo lange als onſe Vrouwe ſijn Moeder levet, oock en ſal hy geen berecht van den Lande van Henegouwe noch van onſer Vrouwen voorſz hem onderwinden ten ſy by horen goeden wille, ende by horen verſoeck, dit wort geſeget, ge-ent, geordonneert, ende geprounchieert by ons ſeggen over beyden zyden, genomen in jegenwoordigheyt onſer liever Vrouwen ende ons Heeren haers Soons voorſz en elck by hoer beyder rade ende den onſe ende ander luyden, op dat overſte van den Berch te Bergen in Henegouwe, op den 7. van December in't Jaer ons Heeren M. CCC. LIV.

ment & paiſiblement, moyenant une penſion annuelle que nôtre dite Dame en tirera, & auſſi une ſomme d'argent, comme nous le déclarerons cy aprés, ſur l'avis que nous en pourrons prendre des nobles perſonages le Duc de Bourbon & le Conêtable de France ſon frere, ainſi que nous trouverons bon être. ANS de J. C. 1354.

Bien entendu toutefois que nôtre Seigneur & Duc Guillaume ne demandera aucun droit ni ne prétendra rien au Comté de Hainaut, tant que nôtredite Dame ſa mere vivra & qu'il n'entreprendra d'avoir aucune direction ſur ledit Pais de Hainaut, que par la bonne volonté d'icelle, & à ſa priére. Ce fut fait, terminé, ordonné & prononcé par nôtre ſentence, donnée en préſence de nôtredite chére Dame, & de nôtredit Seigneur ſon fils & par l'avis de leurs conſeils de part & d'autre, comme des nôtres. Donné a Mons en Hainaut le 7. Décembre l'an 1354.

CCXCIX.

(a) *Traitez & Echanges faits entre* JEAN *Roi de France*, CHARLES *ſon fils Ainé Dauphin de Viennois, &* AME VI. *Comte de Savoye, dit le Comte Verd. Par lequel, entr'autres, le Roi Jean donne au Comte l'Hôtel de Bohême ſitué à Paris, moyenant certaine ſomme; & le Comte promet au Roi de lui remettre Jeanne fille de Philippe Duc de Bourgogne, libre de vœu, de mariage, & de réligion, pour être mariée, pourvû que ce ne ſoit point au Dauphin &c. Fait à Paris, le 5. Janvier*, 1355. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 188.

JOANNES Dei gratia Francorum Rex, & Nos Carolus ipſius Domini Regis primogenitus Dalphinuſque Viennenſis, cum authoritate & aſſenſu dicti Domini Genitoris noſtri, expreſsè nobis præſtitis ad omnia & ſingula infrà ſcripta: Et nos *Amedeus Comes Sabaudiæ*, ad certitúdinem præſentium & memoriam futurorum: Notum facimus univerſis, quòd nos attendentes qualiter per diſcordias rancores creſcunt & odia, debiles & potentes diſpendia patiuntur, ſcandala ſuſcitantur, & ſubjiciuntur omnia vaſtitati; & conſiderantes attentiùs, quòd per concordiam & confœderationem unanimes verſantes, poterimus auxiliis hinc inde juvari, mutuis foveri præſidiis, & majori potentia fulciri: Prætereà poſt tractatus multiplices ſuper infrà ſcriptis, & aliis alternatim habitis, tandem ſuper univerſis & ſingulis diſſentionibus & diſcordiis, ex quibuſcumque cauſis exortis, ſeu quæ poterant exoriri inter nos Regem, & Dalphinum Viennenſem tam conjunctim, ex una parte; & nos *Amedeum Comitem Sabaudiæ* ex altera; ad finalem concordiam devenimus, ſedatis quibuſcumque diſſentionum materiis penitus & extinctis, mediantibus homagiis, permutationibus ſeu excambiis, confœderationibus, alligationibus, articulis & vinculis, Deo præſtante in perpetuum duraturis; tractantibus pro nobis Rege & Dalphino ex una parte, & pro nobis Comite, ex altera, certis perſonis ad hæc deputandis. ANS de J. C. 1355.

In Primis nos Rex prædictus Hoſpitium verſus portam ſancti Honorati Pariſiis ſituatum, quod olim fuit claræ memoriæ Regis Bohemiæ, donamus cum ſuis pertinentiis univerſis dicto Comiti, pro ſe, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis in perpetuum, donatione pura & ſimplici inter vivos, in augmentum Vicecomitatus Mahleporarii, quod cum ſua nobilitate, & omnimoda juſtitia, alta, media & baſſa, plures prædeceſſorum ipſius Comitis, de dono Regio ſub homagio in feudum ligium, à noſtris prædeceſſoribus Regibus tenuerunt & receperunt. Promittimus Nos Rex prædictus pro nobis & ſucceſſoribus noſtris, dictum Comitem & hæredes ac ſucceſſores ejus Comites, ad hujuſmodi feudum ligium in noſtrum hominem & vaſſallum, pro Vicecomitatu & Hoſpitio prædicto, conjunctim cum omnibus pertinentiis eorundem, abſque diminutione qualibet vel augmento.

Et nihilominus nos Rex Franciæ pro nobis & ſucceſſoribus noſtris, eidem pro ſe & hæredibus & ſucceſſoribus ejus, promittimus quod ipſum, hæredes & ſucceſſores ejus; & homagium hujuſmodi nullo unquam tempore ſeparabimus, alienabimus vel transferemus à nobis & ſucceſſoribus noſtris Regibus, & à corona Franciæ quacumque ratione, occaſione vel modo.

Et nos Comes prædictus pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, prædictum homagium facere promittimus & præſtare dicto Domino Regi, & ejus ſucceſſoribus Regibus in perpetuum; & illud nullo unquam tempore quittare, renuntiare, dimittere, aut in alium à nobis & ſucceſſoribus noſtris Comitibus transferre, quacumque intentione, colore, occaſione vel cauſa.

Et quia nos Comes dicebamus, dictum Dominum Regem nobis tenere & debere ſupplere & tradere certam reditus annui quantitatem, deficientem in dicto Vicecomitatu de ſumma annua in litteris Regiis doni contenta; & nihilominus per certos tractatus poſt dictum donum habitos, debeat idem Dominus Rex augere vel ſupplere nobis Comiti Vicecomitatum prædictum de certa ſumma annui reditus, ipſumque Vicecomitatum cum dicto augmento vel ſupplemento excambiare nobis Comiti, & pro eo nobis tradere excambium in Baillivia Trecenſi vel in Baillivia Senonenſi, retinendo ſibi Comitatum.

Nos Comes prædictus benevolentiam ipſius Domini Regis, quam nobis exhibuit & exhibet, advertentes, eundem Dominum Regem & ejus ſucceſſo-

res,

(a) Le Comte de Savoye commença dès lors à s'appercevoir de l'effet de la menace d'Humbert Dauphin, qui avoit dit, comme on l'a cité ci-deſſus, qu'il lui donneroit un voiſin duquel il ne ſe moqueroit pas.

ANS de J. C. 1355.

res, de omnibus & singulis supplementis, tractatibus, obligationibus & promissis, in quibus ratione dicti Vicecomitatus, & augmentorum seu supplementorum & excambiorum ipse tenebatur nobis Comiti, & teneri poterat quovis modo; de certa scientia, plenariè & perfectè quittamus, solvimus, & totaliter liberamus, & litteras quascumque super hoc factas cassas & irritas quoad hæc volumus, & nullius firmitatis; renunciantes pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris eisdem litteris: dictis tamen Vicecomitatu & Hospitio, nobis Comiti & nostris hæredibus & successoribus remansis, cum suis pertinentiis supradictis.

Item nos Comes prædictus tenemur & promittimus tradere & liberare, apud sanctum Laurentium prope Matisconem, in castino Brandinorum proxime futurorum, ad mandatum Domini Regis, Joannam filiam Philippi primogeniti defuncti novissimæ Ducis Burgundiæ, liberam penitus ab omni detentione & vinculo voti, matrimonii, religionis, & alio quocumque impedimento maritandi, ubi nos Rex prædictus volucrimus, præterquam nobis Dalphino prædicto; mediantibus quadraginta millibus florenis de Florentia, quos nos Rex Franciæ prædictus promittimus & tenemur dicto Comiti, vel ejus certo mandato tradere & solvere sine fraude, die & loco quibus dicta filia liberabitur, ut præfertur.

Item nos Rex, Dalphinus, & Comes Sabaudiæ, prædicti, commoda pacis considerantes, & de scientia digna cogitantes, tam pro nobis quàm successoribus nostris, quam pro subditis utrisque; post tractatus multiplices ad sedandas præteritas & præsentes inter nos ad invicem ortas discordias, & evitandum futuras; tandem convenimus in unum, deliberatione longa, & consiliis providis præhabitis hinc & inde, ad pacem & concordiam revenimus, cum authoritate & consensu nobis Dalphino prædicto à dicto Domino & genitore nostro prius præstitis, ut præfertur prout sequitur: Carolo Dalphino primogenito nostro, nos Rex prædictus authoritatem, licentiam & assensum præbuimus & præbemus, quod omnia & singula supra & infrascripta, prout melius poterat, & potest fieri & præberi.

Et Primo, nos Comes Sabaudiæ prædictus, pro nobis, hæredibus & successoribus nostris, in perpetuam permutationem & excambium, & nomine & causa permutationis & excambii perpetuo duraturi, tradimus, cedimus & liberamus dicto Dalphino, pro se & hæredibus & successoribus suis in futurum, castra, villas, loca & alia quæ sequuntur.

Videlicet, castra Tulnonis, & Voyron, una cum universis mandamentis, antiquis appenditiis & pertinentiis eorundem, & cum omnibus aliis castris, bastidis, domibus, fortibus, homagiis, feudis, retrofeudis, jurisdictionibus altis, mediis & bassis, mero & mixto imperio, & aliis quibuscumque juribus, actionibus & pertinentiis, quæ & quas nos prædictus Comes habemus, habebamus & habere poteramus & possumus, citra flumen de Guyer à parte Viennensi, & Ysaræ usque ad sanctum Genesium, & à sancto Genesio usque ad locum quo dictum flumen de Guyer intrat in Rhodanum; & una cum prædictis nos Comes tradimus, cedimus & liberamus dicto Dalphino castrum, villam & mandamentum de Aveneriis, & insulam de Cier, feuda, retrofeuda, homagia, proprietatis, & quidquid juris cum proprietatibus & possessionibus ad nos Comitem pertinebat in castro, villa, & mandamento, & insula supradictis.

Et quia nos Dalphinus & Comes, volumus debatum tollere, quod erat vel esse poterat super limitationem infra scriptam; & limitationem fieri & decerni inter terras utriusque, prout melius fieri poterit ad bonum commune, pro quiete & pace inter nos & subditos nostros hinc inde servanda: Nos Dalphinus deputamus ex parte nostra Dominum Monuschanuti, & Dominum Amblardum de Bellomonte, & duos alios idoneos deputabimus.

ANS de J. C. 1355.

Et nos Comes prædictus ex parte nostra deputamus Dominum Grandimontis, & Dominum Petrum de Montegelato, aut duos alios sufficientes deputabimus: quibus quatuor nos Dalphinus & Comes, damus & dabimus ad concordandum potestatem ordinandi & discernendi limitationes hujusmodi, sive per Eschalonum sancti Apri, & per Ripariam de Bienco; sive per flumen de Guyer, prout eis melius videbitur faciendum pro bono perpetuæ pacis, & subditorum utriusque quiete, non habendo respectum vel electionem alterius nominis vel commodi; & ea quæ deputati hujusmodi fecerint & ordinaverint, faciemus hinc inde firmiter observari.

Item nos Comes prædictus pro nobis, hæredibus & successoribus, ex causa permutationis seu excambii tradimus, cedimus & liberamus præfato Domino Carolo Dalphino pro se, hæredibus & successoribus suis, omnem terram nostram Viennensii, videlicet castra, villas, & loca Chabeveri, Bozozelli, Costæ S. Andreæ, Aziaci, Lalanerii, Verpilleriæ, Dolomiaci, bastidæ de Abretio, loci dicti Joanagiacum, sancti Georgii Desperenchia Viennensii, & sancti Symphoriani de Auzone, cum omnimoda proprietate dictorum locorum, & alia loca, villas, castra, proprietates nostras, & nostra feuda, & homagia; & omnia quæcumque jura, & nobilitates, quæ & quas nos habemus & habere poteramus & possumus in dictis feudis, homagiis, castris, & castellaniis de Ornacis, de Saranaliaci, de Bosozello, de Excluso, de sancto Joanne de Bournayo, Malobecco, de Espris, de sancto Albano, de Chisanova, de Chatonay, de Sarpesia, de Fortemonte, de Villanova, de Marcis, de Chandiaco, de Abriaco, de parte Masiaci, de Fabricis, & de Palude; & omnia alia loca, feuda & retrofeuda, homagia, merum & mixtum imperium, jurisdictiones medias, altas, & bassas, & quæcumque alia jura, actiones, & pertinentias ad nos Comitem spectantes, & quæ habebamus & habemus & habere poteramus & possumus, à dictis limitationibus de Guyer seu de Eschalone sancti Apri & Bienco; sicut limitabitur per dictos deputatos supradictos; & inter fluvium seu aquas Rhodani seu Isaræ, nihil nobis Comiti vel successoribus nostris in præmissis, aut coram aliquo retinentibus.

Et nos Dalphinus prædictus tenemur & promittimus solvere Domino Humberto Achardi tria millia scuta auri vel circa, videlicet, id quod ei debetur supra dictam summam super castro de Joannages ex causa reacheti ipsius; & Domino Aymaro de Bellovisu quatuor millia florenorum auri, ex causa reacheti vel retractu castri de Aveneriis.

Nos vero Carolus Dalphinus prædictus, ex causa permutationis & excambii supra dicti, pro nobis & successoribus nostris tradimus, liberamus & cedimus dicto Comiti Sabaudiæ pro se, hæredibus & successoribus suis, totam terram nostram de Foucigniaco, videlicet castra, villas, mandamenta, territoria, feuda, retrofeuda, merum & mixtum imperium, jurisdictiones altas, medias, & bassas, homagia, & alia jura ad nos Dalphinum pertinentia, & quæ pertinere ad nos quoquo modo poterant & debeant ante præsentem contractum, in tota dicta terra Foucigniaci, & in omnibus ejus pertinentiis & appendentiis, sine retentione aliqua nobis facta in eis vel in aliquo eorundem.

Item feuda quæ Comes Gebennensis tenebat & tenere poterat & debebat, seu tenet à nobis Dalphino prædicto, ex causa prædicta, debet aut debeat seu debere poterat in Gebennesio, cum homagio quod dictus Comes Gebennensis nobis debebat, & omnia jura quæ nos dictus Dalphinus habebamus & habere poteramus in dictis feudis & homagiis, & super ipso Comite Gebennensi ex causa feudorum & homagiorum prædictorum in Gebennesio.

Item

ANS
e J. C.
1355.

Item castrum, villas, & terram de Gex, feuda & retrofeuda, territoria & mandamenta, jurisdictiones altas, medias & bassas, cum juribus & pertinentiis suis universis, in quantum ad nos Dalphinum, & ad Dominum Hugonem de Gebenna, & ad Aymonem Filium suum, & ad Uxorem ejus pertingere poterat & debebat, & ad quemlibet eorundem.

Item castra, villas, mandamenta, territoria, merum, & mixtum imperium, jurisdictiones altas, medias & bassas, feuda, homagia, & omnes & omnia pertinentia jura Miribelli, Montisflupelli, sancti Christophori, Perogiarum, Meximiaci, Gordani, Varey, Satoney, sancti Mauritii, & Antonis, cum plena donatione omnium bonorum prædictorum, & feuda Domini de Villariis, Domini Castellionis de Palude, de Charney, de Varey, & d'Arbent, unà cum homagiis debitis nobis Dalphino prædicto pro ipsis feudis, & omnes allas proprietates, feuda, retrofeuda, jurisdictiones, actiones, jura, pertinentias, & quæ pertinere poterant & debebant ad nos Dalphinum ultra-riparias Indis & Arbaronæ, à parte Bressiæ, & à parte Bugesii & Ambroniaci; exceptis feudis & homagiis quæ Dominus Joannes de Cabilone Dominus de Arlay, & Comes Altissiodorensis, Dominus Henricus de Vienna, & quicumque alii de terris ipsorum, & de Comitatu, & Ducatu Burgundiæ tenent à nobis Dalphino prædicto, & debent nobis in & pro rebus quæ non sunt infrà territorium & districtum castrorum, locorum, & terrarum, quas & quæ tradimus dicto Comiti Sabaudiæ per præsens excambium & accordium.

Item nos Carolus Viennensis Dalphinus prædictus, ultra præscripta per nos prædicto Comiti Sabaudiæ ex causa permutationis & excambii prædicta tradita, liberata & cessa; donamus, cedimus & liberamus in feudum ligium & homagium, pro nobis & successoribus nostris, dicto Comiti pro se, hæredibus & successoribus suis Comitibus Sabaudiæ, in perpetuum, castra, villas, mandata, territoria, merum, & mixtum imperium, jurisdictiones, feuda, retrofeuda, & homagia Sancti Saturnini de Cucheto, Sancti Andreæ de Briordo, de Luys, de Lagniaco, & omnia alia & singula fortalitia, loca, feuda, proprietates, res, jura quæ habemus, habere poteramus aut debebamus, inter flumina Rhodani, Indis, & Arbaronæ; quæ omnia, & singula tam in excambium tradita, quàm donata in feudum per prædictum Dalphinum nobis Comiti prælato, ut præfertur; Nos Comes, hæredes & successores nostri Comites Sabaudiæ tenebimus, & tenere pro nobis, hæredibus & successoribus nostris Comitibus promittimus, in perpetuum, in feudum ligium & homagium, cum superioritate, & absque ressorto, à dicto Domino Carolo tanquam primogenito Domini Regis, Dalphino Viennensi, & successivè à primogenitis Regum Franciæ Dalphinis, seu aliis in Regno pro tempore successoribus Dalphinis: In casu verò quo primogenitus non extaret, si tamen aliquo casu fortè contingeret quòd Dalphinatus ad Regem Franciæ devenirèt; tunc debebitur, fiet & præstabitur Regi, à Comite seu Comitibus pro tempore homagium suprà dictum, quod siquidem homagium nos Comes prædictus pro nobis, hæredibus & successoribus nostris Comitibus in perpetuum promittimus, tenemur & tenebimur facere & præstare, modo & forma prædictis, ac etiam ipsi Regi in casu præmisso; nec non fidelitatem integram illas servare, ac eis, & eorum cuilibet tanquam pro feudo ligio; sicut bonus & fidelis vassallus servare tenetur & debet Domino suo ligio, contra omnes obsequi & servire, ac præstare & dare consilium, auxilium videlicet de persona nostra contra omnes qui vivere & mori possunt; exceptis Romanis Regibus, & Imperatoribus, & Regibus Franciæ dumtaxat: De prædictis verò omnibus & singulis proprietatibus, feudis, retrofeudis, tam in excambium quàm in feudum, ut præmittitur, nobis Comiti datis; ipsum Dominum Dalphinum & successores suos prædictos primogenitos, aut alios successores Regno juvare & sequi de placito & dè guerra debemus & debebimus, tenemur & tenebimur nos Comes & hæredes ac successores nostri Comites Sabaudiæ successivè, contrà omnes personas nascituras & morituras, nullo excepto, secundùm quæ fidelitatis articuli comprehendunt: Et nihilominus nos Comes prædictus pro nobis, hæredibus & successoribus nostris Comitibus Sabaudiæ, transferre quacumque ratione, colore, occasione, vel causa dictum homagium non poterimus: Si verò contingeret aliquo casu quòd Dalphinatus Viennensis prædictus ad alium devenìret, qui non esset Rex Franciæ, vel qui non esset in Regno Franciæ successurus, tunc Comes Sabaudiæ qui fuerit pro tempore, eidem tali Dalphino qui non sit Rex Franciæ, aut Regis Franciæ primogenitus, aut in Regno Franciæ successurus, dictum homagium facere nullatenus teneatur.

ANS
de J. C.
1355.

Item actum & concordatum, quòd nos Dalphinus prædictus ex parte nostra, & nos Comes prædictus ex parte nostra, traditis hinc inde & liberatis ad invicem dictis Castris cum effectu quæ tradi debent, vel majori parte eorundem; omnes captivi tam nobiles quàm alii qui detinentur ab utraque partè, quieti erunt, & liberi permittentur abire, restituti & plenariè liberati.

Item quòd de tota pecunia quam nos Comes petere possemus aut possumus à dicto Dalphino pro Castro de Montous ex causa pacis pridem factæ inter Comitem Altissiodorensem, & Dalphinum Humbertum, & ex causis aliis quibuscumque; & similiter de tota pecunia quam nos Dalphinus petere poteramus aut possumus à prædicto Comite Sabaudiæ ex qualicumque causa usque ad diem datæ præsentium, quittamus nos ad invicem, & quitti remanebimus, & remanemus penitus hinc inde.

Item actum, & concordatum est, quòd si nos Dalphinus, & Comes, aut alter nostrûm habearnus vel habeat castrum vel castra, locum, montes, riparia, vel alia inter nos & subditos nèstros, impedientia vel adversantia observationem pacis seu tranquillitatis, seu causantes discordias; dicti deputati ad limitationes prædictas faciendas, habeant potestatem ordinandi de illis, & tractandi hinc & inde, sicut eis videbitur ad perpetuam pacis observantiam mediante decentia; & quidquid per deputatos hujusmodi factum & ordinatum erit, faciemus hinc inde firmiter observari.

Item actum & concordatum est, quòd Dominus Valbonesii sit & erit quittus de omnibus obligationibus atque pœnis, in quibus ipse teneri poterat & potest occasione vel causa castri de Montous, tam erga nos Dalphinum, quàm erga nos Comitem suprà dictos, reddito nobis primò dicto Castro.

Item quòd tam de Nobilibus quàm aliis, res, possessiones & bona habentibus in terris utriusque nostrûm Dalphini, & Comitis prædictorum; & de homagiis quæ pro illis rebus, possessionibus & bonis debentur, dicti deputati ad limitationes, valeant ex potestate quam eis damus, prout eis videbitur ordinare.

Item quòd castra, villas, loca, territoria, feuda, res & bona cum pertinentiis suis, quæ nos Dalphinus & Comes tradimus alter alteri ut præfertur, hinc & inde tradantur libera de cunctis obligationibus pecuniariis: & si quæ essent vendita vel alienata aliis, alter alteri dat, cedit omnia jura, & omnes actiones, quas & quæ habet in illis pro retrahendo vel redimendo eadem: & quòd alter nostrûm liberabit & tradet instrumenta, litteras, & informationes facientes pro terris, castris, feudis, locis, rebus & juribus quæ alter alteri liberavit, tradidit & cessit tam in excambium quàm ex dono in feudum, ut præfertur.

Item nos Dalphinus ex parte nostra, & nos Comes

ANS de J. C. 1355. ex parte noſtra, quittamus alter alterum ad invicem ab homagiis, feudis & fidelitatibus olim mutuò factis & recognitis inter Dalphinum Humbertum nunc Patriarcham Alexandriæ ex una parte, & *Aymonem Comitem tunc Sabaudiæ*, genitorem noſtri Comitis, & alterum in pace inter eos habitis, ſeu declarationibus & conventionibus inde ſequutis; & ab omnibus & ſingulis obligationibus & vinculis, quibus ad ipſa vel conſimilia præſtanda virtute dictæ pacis & declarationis alter alteri ſuimus vel reperiri poſſemus aſtricti: & ſic quitti & liberati de illis erga alterum remanemus & remanebimus deinceps totaliter; & immunes homagio tamen fidelitatis & feudo, ac aliis ad quæ nos Comes, hæredes ac ſucceſſores noſtri dicto primogenito Dalphino, & ſucceſſoribus ſuis prædictis, aut ſucceſſoribus in Regno ut prædictum eſt: Præterea præſentis accordii tenemur & tenebimur in ſuo robore & ſua firmitate perpetuo duraturi, ac etiam cæteris omnibus & ſingulis contentis in pace & declaratione ipſius, in quantum concernunt ſtatum pacificum; & quantumvis per contenta in præſentibus litteris non eſt diſtractum vel derogatum eiſdem in ſua firmitate manſuris.

Item nos præfatus Comes Sabaudiæ pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, quittamus expreſsè dictum Dominum Regem Franciæ & ſucceſſores ejus, de quibuſcumque ſummis pecuniæ in quibus nobis Comiti tenebatur ſeu teneri poterat, quibuſcumque rationibus ſeu cauſis: & inter alia de nonaginta quinque millibus florenis de Florentia, in quibus per contractum Avenione factum noviſſimè teneri poterat ſeu tenebatur nobis, ultra dicta quadraginta millia florenorum tam ratione prædeceſſorum ſuorum, ſeu etiam noſtrorum, quàm aliorum quovis modo; ſalvis tamen dictis quadraginta millibus florenis, nobis Comiti Sabaudiæ ſolvendis, ut ſuperius eſt expreſſum.

Item nos Comes prædictus per præſens accordium tenemur & promittimus reddere, & reſtituere omnibus & ſingulis Nobilibus qui erant de caſtro ſeu mandamento ſancti Germani, ſeque retraxerunt ad dictum Dalphinum quando dictum caſtrum obſeſſum fuit, & captum per Comitem Amedeum avum noſtrum; vel hæredibus aut ſucceſſoribus ipſorum Nobilium, dictas terras, redditus & omnes poſſeſſiones eorum, quæ fuerunt cum dicto caſtro per dictum Amedeum occupatæ, ubicumque conſiſtant ſive in dicto caſtro ſive alibi in poteſtate noſtra, ſicut in articulo pacis continetur.

Item nos Rex prædictus habens & tenens Bailliviam Ducis Burgundiæ, pupilli ejus intentione ad nos mobilia & credita dicti Ducis pertinent, quittamus & liberamus dictum Comitem Sabaudiæ & ejus ſucceſſores, de omnibus & ſingulis debitis & petitionibus, quæ peti poſſent & fieri per dictum Ducem Burgundiæ ab ipſo Comite; ſervitiis in Comitem Sabaudiæ factis; ac pro reſtitutione damnorum & equorum & aliis rebus, occaſione guerrarum inter Comitem & Dalphinum; & pro aliis quibuſcumque: Et è contra ſimili modo nos prædictus Comes quittamus dictum Dominum Regem Bailliviam habentem dicti Ducis, & dictum Dominum Ducem, de omnibus debitis occaſione guerrarum quarumcumque ſeu damnorum, habitis in eis in quibus tenetur ſeu teneri poteſt nobis Comiti dictus Dux Burgundiæ: & litteræ ſi quæ inveniantur; ſeu etiam inſtrumenta; & ſpecialiter litteræ quæ quondam datæ dicuntur per Eduardum tunc Comitem Sabaudiæ, Domino Odoni tunc Duci Burgundiæ ſuper emenda & reſtitutione damnorum quæ ipſe Dux, aut alius ſuo nomine paſſus fuiſſe dicebatur occaſione guerrarum dicti Comitatus & Dalphinatus, reddentur & reſtituentur utrique parti; videlicet, Duci in quibus obligatus eſſe dicitur ipſe Dux, & viceverſa Comiti in quibus omnibus ipſe Comes obligatus eſſe dicitur ratione præmiſſorum; & iſta procurabimus nos Rex cum effectu per dictum Ducem ratificari, dum ad ætatem legitimam pervenerit.

ANS de J. C. 1355.

Item nos Rex Franciæ prædictus, concordata & conventa per dictum Dominum Genitorem noſtrum chariſſimum, quondam cum dicto Comite Sabaudiæ vel ejus deputatis ejus nomine, ſuper ſucceſſione Duciſſæ Britanniæ filiæ dicti Comitis Eduardi quondam, quæcumque promiſſa per dictum genitorem noſtrum ſuper illis dicto Comiti; in quantum nos tangit, & tangere poteſt, obſervabimus & implebimus juxta formam obligationis dicti Domini Genitoris noſtri & noſtræ; & faciemus ſervare.

De cæteris autem damnis illatis, quæ occaſione illius accordii nos dictus Comes petebamus reſtitutionem à dicto Domino Rege fieri, dictus Dominus Rex remanebit quittus; & de quibuſcumque aliis quæ tam nomine noſtro quàm prædeceſſorum noſtrorum petere poſſemus à præfato Domino Rege occaſione quacumque: & viceverſa dictus Comes remanebit quittus de quibuſcumque quæ ab ipſo petere poſſemus nos Rex prædictus; ſalvis tamen & reſervatis nobis ambobus, quæ in contractu vel accordio præſentibus continentur.

Item nos dictus Francorum Rex pro nobis & noſtris ſucceſſoribus Franciæ Regibus, & nos dictus Dalphinus pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, promittimus quòd non acquiremus, nec accreſcemus nos aliqualiter in perpetuum ſine expreſſa voluntate & conſenſu Comitis Sabaudiæ qui pro tempore fuerit in Comitatu prædicto Sabaudiæ, in terris, Baroniis, juribus, feudis, retrofeudis, aut rebus, territoriis, & juribus quibuſcumque dicti Comitis & ſucceſſorum, vaſſallorum, hominum & ſubditorum ſuorum, aut cujuſcumque eorundem, per occupationes, gardas, feuda, retrofeuda, homagia, tranſactiones, conventiones, pactiones, contractus, vel alios ſine cauſa: & ſi forſan fieri contigerit, non valeat, ſed ſit irritum ipſo facto, nec proficiat acquirenti, & ex nunc prout ex tunc illud revocamus, & totaliter irritamus.

Nos autem dictus Comes Sabaudiæ pro nobis & ſucceſſoribus noſtris, juxta conventa prædicta tenemur & promittimus dicto Domino Regi & Domino Dalphino, eorum cuilibet pro ſe & ſucceſſoribus ejus; quod non acquiremus nec accreſcemus nos aliqualiter in perpetuum, ſine expreſſa voluntate & conſenſu Dalphini Viennenſis qui pro tempore fuerit in Dalphinatu prædicto Viennenſi, & in terris, Baroniis, juriſdictionibus, juribus, feudis, retrofeudis aut rebus, territoriis & juribus quibuſcumque dicti Domini Dalphini & ſucceſſorum, vaſſallorum, hominum, & ſubditorum, aut cujuſlibet eorundem; per occupationes, gardas, feuda, retrofeuda, homagia, tranſactiones, conventiones, pactiones, contractus, vel alias cauſas.

Et ſi forſan fieri contra contigerit non valeat, ſed ſit irritum ipſo facto, nec proficiat acquirenti, & ex nunc prout ex tunc illud revocamus, & totaliter annullamus.

Item Nos Rex, & Comes Sabaudiæ, pro nobis, hæredibus, & ſucceſſoribus noſtris Regibus Franciæ, & Comitibus Sabaudiæ; pro ſecuritate & corroboratione Regni, & Comitatus prædictorum, & ſubditorum utriuſque; fœdera, pactiones, alligationes, conventa, & ligamina prout inferiùs continentur, facimus & juramus ac firmamus, perpetuis futuris temporibus præſtante Domino duraturis; videlicet, quod nos Rex & Comes, ac hæredes noſtri in Regno ac Comitatu prædictis, ad invicem ex nunc ſumus & erimus boni, veri, fideles amici, & puro & ſincero corde nos mutuo diligemus & diligimus.

Item quòd ad invicem unus alteri dabit bonum & legale conſilium per ſe vel per alium petendum, ſicut in propriis negotiis & agendis faceret, juxta poſſe ſuum, & propriam conſcientiam ſuam; præterquam à nobis

NS J. C. 355. nobis Rege & successoribus nostris, contra Dalphinos pro tempore.

Item quòd unus nostrûm non erit directè vel indirectè, publicè vel occultè contra alium, quocunque tempore, modo vel forma ad invadendum Regnum, seu Comitatum Sabaudiæ, vel subditorum eorundem.

Item non consortabit nec juvabit scienter inimicum seu inimicos, adversarium seu adversarios alterius aliquo seu aliquibus quæ tangere poterunt alium quocumque tempore, modo, seu forma.

Item Comes prædictus, hæredes & successores nostri, juvabimus & juvabunt de nobis & agentibus & subditis nostris, dictum Dominum Regem Franciæ, hæredes & successores ipsius, contra Regem Angliæ modernum, & contra omnes Reges Angliæ futuros, & contra quoscumque Anglicos, fautores, & valitores ipsorum; salvis stipendiis consuetis pro nobis & gentibus & subditis nostris.

Item contra omnes alios qui possunt vivere & mori, ad defensionem & conservationem & tuitionem Regni sui & subditorum suorum; excepto Imperatore Romano pro tempore, quoad ea quæ jura & honores Imperii concernunt; in quo casu non erimus pro parte dicti Domini Regis Franciæ contra Imperatorem prædictum: Et nos Rex prædictus & successores nostri, adjuvabimus dictum Comitem & successores suos, ad tuitionem, defensionem & conservationem Comitatus sui & subditorum suorum; præterquam contra Dalphinum prædictum pro tempore, tam præsentibus quàm futuris successoribus in Regno: mandantes, cedentes & concedentes nos præfati Dalphinus & Comes, pro nobis, & successoribus nostris, & alter alteri pro se & successoribus suis, omnes & singulas actiones suas, reales, personales, mixtas, hypotecarias, prætorias, civiles, & tam utiles quàm directas, & alias quascumque, & omnia sua jura & singula, in prædictis omnibus & singulis vicissim permutatis, & in excambium traditis, hinc & inde in feudum datis per nos Dalphinum prædictum Comiti prælibato, ut ipse actiones & jura alter in alterum transferentes permutationis & pacis præsentis; retentis tamen nobis Dalphino feudo & homagio & superioritate dumtaxat suprà dictis; alterque in alterum in præmissis & eorum singulis, procuratoribus constitutis in eam rem suam constituentes: Nos ex nunc in antea alter pro altero, & ejus nomine & è contra pariter possidentes ea omnia & singula, donec nos utrobique corporalem possessionem vel quasi, vicissim apprehendamus de promissis & quolibet promissorum; quam apprehendentes ut sibi retineri cum effectu quando & quoties placuerit, alterius licentia vel authoritate supra hoc requisita, tribuimus alter alteri plenam, liberam potestatem, nobis invicem solemniter stipulandi: Promittentes quod omnia & singula supra scripta ex causa permutationis, & in feudum dationis prædictæ per nos Dalphinum Comiti prædicto, & per nos dictum Comitem ex causa permutationis dicto Domino Dalphino liberata, tradita, cessa atque data realiter, & cum pleno effectu dabimus & trademus alter alteri unà cum restitutionibus & reservationibus omnium & singulorum damnorum, expensarum, gravaminum & interesse, quæ pro defectu nostrûm cujuslibet in prædictis dandis & tradendis ut suprà fieri vel incurri contingeret per alterum quemlibet, aut sustineri; nec non & nos videlicet alter alterum in plenam, liberam & vacuam possessionem mittemus de omnibus illis & singulis eorundem; ea quoque omnia & singula alter alteri è contra omnes tam in judicio quàm extra judicium manutenebimus, tuebimur, defendemus & liberabimus ab omnibus aliis detentoribus, nostris propriis sumptibus & expensis; & de omni evictione universali & particulari tenebimur præstabimúsque; & faciemus alter alteri omnia & singula ea, quæ in casu evictionis debent fieri & præstari: Mandantes ex nunc prout ex tunc, & præcipientes tenore præsentium, omnibus & singulis Baillivis & Castellanis, Officiariis, vassallis, fidelibus & subditis nostris, & nostrûm cujuslibet Baroniarum, terrarum, castrorum, villarum, locorum, mandamentorum, & territoriorum suprà scriptorum & suprà scriptarum, & omnibus & singulis aliis nostris detentoribus eorundem & earundem; quatenus de dictis Baroniis, terris, castris, villis, locis, mandamentis, territoriis, mero, mixto imperio, jurisdictionibus, rebus, bonis, & juribus, feudis, homagiis, fidelitatibus, cum omnibus & singulis pertinentiis & appendentiis, quæ, quatenus & prout per nos dictum Dalphinum præfato Comiti data in feudum, vel permutando tradita sunt ut supra eidem Comiti & successoribus suis in perpetuum; & quæ & quatenus & prout per nos ad dictum Comitem pertinebant, & dicto Domino Dalphino permutando per nos dictum Comitem liberata, tradita & cessa sunt, & eidem Domino Dalphino & successoribus suis in perpetuum respondeant, satisfaciant, pareant & intendant, eaque tradant, expediant & præstent, prout nobis & singulis nostrûm antea tenebantur. Renuntiamus etiam tam conjunctim quàm divisim nos ipse Dalphinus, & Comes invicem stipulando, omni auxilio seu beneficio minoris ætatis, restitutionis in integrum, Senatus consulti Macedoniani, omni actioni, & exceptioni doli mali, metus, & in factum erroris, deceptionis & fraudis, ne dolus causam dicatur dedisse contractui vel intulerit in contractum, condictioni sine vel ex injusta causa, omnibus & singulis statutis, constitutionibus & privilegiis tam impetratis quàm impetrandis, nec non omni juri canonico & civili, quibus mediantibus contra prædicta vel eorum aliqua possemus dicere, facere vel venire aliena causa vel ingenio, de jure vel de facto: Quæ omnia & singula supra scripta nos dictus Rex Franciæ, hosque dicti Dalphinus & Comes, nobis vicissim & mutuò stipulantes promittimus alter alteri, sub nostrorum omnium bonorum obligatione, rata, grata & firma habentes, perpetuò tenere, attendere, firmiter implere, præstare, facere, & inviolabiliter observare; & nunquam perpetuò per nos vel per alium seu alios contrà facere vel venire; super quibus omnibus & singulis, nos prædictus Francorum Rex bonæ fidei nostræ obligatione & promissione, nos verò dicti Dalphinus & Comes, asserentes nos, & nostrûm quemlibet fuisse & esse puberes, & corporaliter tactis sanctis Evangeliis juramenta præstitimus, & promittimus alter alteri per omnia bonam fidem.

ANS de J. C. 1355.

Item mediante contractu dictorum tractatorum, nos Comes prædictus cupiens inter Dominum Regem & nos nexum dilectionis & fœderis effici fortiorem, promittimus eidem Domino Regi, quòd si Domicella Bonna de Borbonio consanguinea ipsius Domini Regis nobis placuerit, nos cum consensu ipsius Domini Regis accipiemus eam in uxorem; & quòd in illo casu nos erimus, & tunc sumus contenti de tribus millibus libris Turonensibus annui redditus, dando ab ipso Domino Rege dictæ Bonnæ, pro universis quæ ex quibuscumque causis tam pro dote seu dotalitio, quàm aliàs quovis modo nos & ipsa Bonna petere possemus ab ipso Domino Rege; quòdque consummato matrimonio hujusmodi, curabimus & faciemus cum effectu quòd ipsa Bonna cum authoritate & assensu nostris erit dictâ summâ redditus similiter contenta, renunciabitque omnibus & singulis quæ ultrà dictam summam redditus à Domino Rege petere possit ex causis prædictis, & aliis quibuscumque ex causa ipsius Bonnæ; & faciemus plenam quittantiam super prædictis dicto Domino Regi, salvo redditu suprà dicto: Et in casu quo dictam Bonnam non accipiemus in Uxorem, promittimus bona fide aliam de genere ipsius Domini Regis, de ipsius consilio & consensu ducere in Uxorem, & cum ea contentari, & curare

ANS de J. C. 1355.

curare & facere cum effectu quod ipsa, sicut de dicta Bonna prædictum est contentabitur, renuntiabit & quittabit pro tribus millibus libris Turonensibus redditûs, de omnibus & singulis quæ pro dote, dotalitio & aliàs quocumque modo, tam nos Comes quàm ipsa Uxor tunc nostra, possemus petere à prædicto Domino Rege, occasione vel causâ uxoris prædictæ. Quæ ut firma & stabilia perpetuò perseverent & inviolabiliter debeant observari; nos Rex Franciæ sigillum Castelleti Parisiis, absente nostro magno sigillo; & nos Dalphinus & Comes prædicti, sigilla nostra præsentibus litteris duximus apponenda. Actum Parisiis, anno Domini M. CCC. LV. die V. mensis Januarii: præsentibus pro parte Regia & Delphinali, Reverendo in Christo Patre Domino Reginaldo Dei gratia Episcopo Catalaunensi, magnifico viro Domino Aymaro canonico Valentiæ, Dominis Aymone Domino de Garancieres, Gulielmo Flotte Domino de Revel, Simone de Bucy, Consiliariis Regis, & Domino Henrico Domino Montagniaci Lugdunensis Diocesis. Et pro parte dicti Domini Comitis, præsentibus Dominis Gulielmo de Balma, Grandismontis, sancti Amoris, Joanne Ravasii, & Joanne Mistralis.

CCC.

ANS de J. C. 1356.

BRABANT.

Contract passé par JEANNE *Ducheſſe de Luxembourg, Brabant, &c. en faveur de* WENCELIN *Duc de Brabant, ſon Mari, & au préjudice de ſes autres* (a) *Héritiers. Le 20. Février*, 1356. Christophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 190.

(a) Savoir la Comteſſe de Flandre & autres.

NOS JOANNA *Dei gratiâ Lucemburgenſis, Brabantiæ, Lotharingiæ & Limburgis Duciſſa, Sacrique Imperii Marchioniſſa* notum facimus tenore præsentium universis, quòd Serenissimus & Invictissimus Princeps & Dominus Carolus quartus Divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex Dominus noster gratiosus, momentabiles hujus vitæ vanitates, mutationes temporum, eventus ambiguos mundanarum rerum, statum instabilem quibus omnis homo subjicitur perpenso, deliberato mentis consilio ritè considerans, & futuris altercationum amfractibus & pernitiosis dissentionum dispendiis desiderans salubriter obviare, cum Illustri Principe Domino WENCESLAO *de Bohemia, Lucemburgenſis, Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgis Duce, Sacrique Imperii Marchione* consorte nostro charissimo & nobiscum super dispositione, conditione, statu, successione, seu successiva devolutione Principatuum, Ducatuum, terrarum & Dominiorum Brabantiæ & Limburgis habito cum eodem consorte nostro & nobiscum, nec non cum Principibus, proceribus suis Imperialibus, ac nostris fidelibus super hoc diligenti tractatu & maturo consilio, concordavit & de his accedente ad hoc benevolo, spontaneo & expresso dicti nostri consortis & nostro consensu, modum & ordinem statuit infrascriptum. Inprimis quidem tota Brabantia & Limburgensis patria, videlicet Oppida, Burgenses, Oppidani, Vassalli, feudales, incolæ, & habitatores ipsius patriæ dicto Domino Duci consorti nostro & nobis ad nostras & hæredum nostrorum manus, præstiterunt ad Sancta velut legitimis & naturalibus Principibus & Dominis suis solitum consuetum corporale subjectionis, fidelitatis, obedientiæ & homagii juramentum, ipse quoque Dominus consors noster statim ex nunc sive à data præsentium in præfatis Principatibus, Ducatibus, terris & Dominiis, ac ipsorum pertinentiis universis debebit absque contradictione qualibet, potenter & actualiter, liberè & realiter tamquam verus & legitimus & naturalis Princeps & Dominus dominari, regere, præcipere & expressa feuda de seu feudalia jura & bona tradere & conferre, officiatos quocumque titulo censeantur instituere, aut etiam ad libitum removere, & generaliter ac liberè administrare, in omnibus & per omnia, sicut veri Principes & hæreditarii, ac naturales & legitimi Domini administrare, imperare, regere, & disponere consueverunt. Verumtamen hæc omnia de nostris scientia & consilio administrabit, faciet & disponet, sed si ipsius administrationi seu dispositioni contradiceremus, nec vellemus in præmissis seu aliis ex his emergentibus necessariis oborturis seu dependentibus consentire, nihilominus ipse consors præmissa universa & singula disponendi & faciendi authoritatem habebit, ac omnimodam potestatem, & quidquid in his faciendum, disponendum duxerit & agendum, ratum, solidum & firmum usquequaque perseverare debebit: Eo tamen signanter expresso quòd quamdiu vixerimus jam dictus Dominus noster Dux consors noster sine nostris voluntate & consensu quocunque modo de Principatibus, Ducatibus, terris & Dominiis Brabantiæ & Limburgis prædictis, fundo & proprietate ipsorum obligare, permutare, alienare aut vendere non debeat neque possit: sique nos non relictis hæredibus jam dicto nostro consorte superstite moriremur, ex tunc ipse consors noster in Principatibus, Ducatibus, terris & Dominiis antedictis non obstante cujuscumque contradictione succedet, & ad ipsum Principatus, Ducatus, terræ & Dominia hujusmodi liberè devolventur: si verò prædicto Domino Duce consorte nostro fortasse præmortuo supervixerimus, nec tamen habuerimus ex corpore ipsius nostri consortis hæredes, hoc nequaquam obstante, nos prædictæ Patriæ Duciſſa, Princeps & Domina remanebimus ad tempora vitæ nostræ; si autem ex alio marito proprii corporis hæredes habuerimus illi nos habebunt succedere in Principatibus, Ducatibus, terris & Dominiis antedictis; quòd si memoratum consortem nostrum & nos nullis relictis hæredibus ambos mori contigerit, eo casu Principatus, Ducatus, terræ & Dominia sæpedicta ad proximorum domus seu prosapiæ Lucemburgensis hæredem qui pro tempore fuerit liberè devolventur. Illud insuper non duximus obmittendum, quòd in præmissis tractatibus specialiter extitit ordinatum, quòd memoratus Dominus Dux consors noster & nos, nec non tota Brabantiæ & Limburgis patria præter expressum ipsius Domini nostri Imperatoris consensum, cum adversariis & hostibus nostris pacem aliquam seu treugas aut concordiam inire, facere vel contrahere non debebimus nec debebunt, nec etiam Dominus noster Dominus Imperator cum eisdem adversariis aliquid horum, puta pacem, treugas aut concordiam inire debebit, absque sæpedicti consortis nostri nostraque & ejusdem patriæ voluntate. Quia igitur hæc omnia & singula de libero & expresso consensu & nostræ voluntatis arbitrio ac ex certa nostra scientia processerunt, ideoque ea firmiter attendere & perpetuo rata tenere, & inviolabiliter bonâ fide & sine omni dolo promittimus adimplere. In cujus testimonium præsentes litteras fieri, & sigilli nostri fecimus appensione muniri. Datum Bruxellæ anno Domini MCCC. LVI. secundùm stilum & modum scribendi Diocesis Cameracensis, feria secunda proxima ante Dominicam *Invocabit*.

ANS de J. C. 1356.

CCCI.

ANS de J. C. 356. L'EMPIRE ET LA MAISON PALATINE.

Décret de l'Empereur CHARLES IV. *pour le droit d'Electorat de la Maison* PALATINE, *donné à Nuremberg. l'an* 1356. Goldast. Tom. I. pag. 351.

NOS KAROLUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex, recognoscimus publicè per præsentes, & notificamus cunctis ipsam intuentibus seu legi audientibus, quòd nos cùm omnibus Principibus Electoribus, Ecclesiasticis & secularibus, & ipsi nobiscum, voluntate communi & unanimiter, in Imperiali nostra Curia Nurembergæ deliberavimus & concordavimus, & cum jure & sententia invenimus, declaramus & pronunciamus pro jure, tanquam Rex Bohemiæ, sacri Imperii Romani Archipincerna & Coëlector præfatorum Principum; Ex quo magnificus Rupertus senior Comes Palatinus Rheni, sacri Romani Imperii Archidapifer, Dux Bavariæ, est in possessione vocis & electionis, in electione Romanorum Regis futuri Imperatoris, & etiam in possessione Dominio seu usu habet Principatum Palatinatus, Archidapiferiam, terras, vasallagia, cum omnibus pertinentiis, super quibus electio & vox Comitatus Palatini Rheni fundata est, sicut hoc nobis & omnibus Principibus præfatis & cuilibet liquidum est & notum, sine hæsitatione quacunque; quòd merito dictus Rupertus admittendus est, & nos ipsum de jure admisimus, & admittere volumus & debemus, ad quaslibet causas & ad omnia facta, quæ nos & antefati nostri Coëlectores tractabimus vel faciemus pro honore & utilitate sacri Romani Imperii, & ejus fidelium subditorum, omnimodè sicut de jure & de honesta laudabili consuetudine Comes Palatinus Rheni, Archidapifer sacri Imperii, & Princeps Elector, meritò admitti debet.

2. Etiam invenimus & pronunciamus tanquam jus & pro jure, si ita contingeret, quod aliquis antedictum Ducem Rupertum pro eisdem electione & voce electionis Romani Regis futuri Imperatoris impetere vellet, quòd hujusmodi impetitionem facere non posset nec deberet, nisi priùs impeteret Principatum & terras prænarrati Palatinatus, Archidapiferiam seu officium Dapiferiæ, vasallagia, & quidquid ad hujusmodi Palatinatum pertinet, & eam obtineat, sicut juris est. Quia nos cum jure & per sententiam invenimus, quòd electio & vox super Principatum, & super terras Palatinatus, & super Archidapiferiam taliter fundatæ sunt, quòd unum sine alio persistere non potest: sed oportet ea simul in omni impetitione tam in damno, quàm in lucro inseparabiliter permanere. Harum testimonio literarum, nostro Imperiali sigillo sigillatarum. Datum Nurembergiæ, anno Domini M. CCC. LVI. quinta feria post Epiphanias Domini; Regnorum nostrorum anno decimo, Imperii verò primo.

Simili per omnia tenore literas suas ediderunt Electores.

NOS GERLACUS D. g. Archiepiscopus Moguntinus.

BEYMUNDUS D. g. Archiepiscopus Trevirensis.

WILHELMUS D. g. Archiepiscopus Colonienſis.

RUDOLPHUS D. g. Dux Saxoniæ Junior, &c.

LUDOVICUS, qui nuncupatur Romanus, Marchio Brandenburgensis.

CCCII.

Constitution de l'Empereur CHARLES IV. *dite la* (a) BULLE D'OR *touchant la forme & cérémonie de l'Election des Empereurs, le nombre des Electeurs, leurs fonctions, leurs droits, leurs privilèges, & tout ce qui peut concerner le Gouvernement de l'Empire, donné en partie à Nuremberg le* 10. *de Janvier, & en partie à Mets, le* 25. *de Décembre suivant.* 1356. Goldast. Tom. I. pag. 352.

ANS de J. C. 1356. L'EMPIRE.

(a) Elle fut nommée *Bulle*, parce qu'alors on nommoit ainsi un seau; & *Bulle d'Or*, parce que ce seau étoit d'or.

(b) IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen. Carolus Quartus divina favente clementia, Romanorum Imperator, semper Augustus, & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. Omne regnum in seipso divisum desolabitur; nam Principes ejus facti sunt socii furum; ob quod Dominus miscuit in medio eorum spiritum vertiginis, ut palpent in meridie, sicut in tenebris; & candelabra eorum movit de loco suo, ut cœci sint, & duces cœcorum; & qui ambulant in tenebris, offendunt, & cœci mente scelera perpetrant, quæ in divisione contingunt. Dic Superbia, quomodo in Lucifero regnasses, si divisionem auxiliatricem non habuisses? Dic Sathan invide, quomodo Adam de Paradyso ejecisses, nisi eum ab obedientia divisisses? Dic Luxuria, quomodo Trojam destruxisses, nisi Helenam à viro suo divisisses? Dic Ira, quomodo Romanam Rempublicam destruxisses, nisi in divisione Pompeium & Julium sævientibus gladiis, ad intestina prælia concitasses? Tu quidem Invidia, Christianum Imperium à Deo, ad instar sanctæ & individuæ Trinitatis, side, spe, & charitate, virtutibus Theologicis, roboratum, cujus fundamentum super Christianissimo regno feliciter stabilitur, antiquo veneno, quod velut serpens in palmites Imperiales, & membra ejus propinquiora, impio scelere vomuisti, ut concussis columnis totum ædificium ruinæ subjiceres, divisionem inter septem Electores Sacri Imperii, per quos, velut septem candelabra lucentia in unitate spiritus septiformis, sacrum illuminari debet Imperium, multotiens posuisti.

(b) *Golden seal* — Goldast dit quelle nous en prouve cette pièce nous apprend, qu'il l'a collationnée sur trois originaux scellez d'un seau d'or, l'un en Bohême, le second au Palatinat & le 3. à Francfort, & sur un ancien manuscrit en papier. Heiss, qui a mis cette pièce dans son 3. Volume de l'Histoire de l'Empire, l'a traduite sur l'édition dont nous nous servons.

2. Sane cum ex officio, quo Cæsarea dignitate potimur, futuris divisionum & dissensionum periculis inter Electores ipsos, de quorum numero, ut Rex Bohemiæ, esse dignoscimur, ratione duplici, tam ex Imperio, quam electionis jure, quo fungimur, occurrere teneamur; infrascriptas leges, ad unitatem inter Electores fovendam, & electionem unanimem inducendam, ac detestandæ divisioni prædictæ, variisque periculis ex ea sequentibus, aditum præcludendum, in solemni Curia nostra Nurenbergensi, assidentibus nobis omnibus Principibus Electoribus, Ecclesiasticis & Secularibus, aca liorum Principum, Comitum, Baronum, Procerum, Nobilium, & Civitatum multitudine numerosa, in solio Majestatis Cæsareæ, Imperialibus insulis, insigniis, & diademate decorati, matura deliberatione prævia, de Imperialis potestatis plenitudine edidimus, statuimus, & duximus sanciendas, sub Anno Domini Millesimo, Trecentesimo, Quinquagesimo sexto indictione nona, quarto Idus Januarii: Regnorum nostrorum anno decimo, Imperii verò (c) secundo.

(c) On lit dans le Mſcr. *primo.*

CAP. I.

Qualis esse debeat conductus Electorum, & à quibus.

DECERNIMUS, & præsenti edicto Imperiali perpetuò valituro sancimus, ex certa scientia, & de Imperialis plenitudine potestatis, ut quotiensçun-

ANS de J. C. 1356.

que & quandocunque futuris temporibus neceſſitas, ſive caſus, electionis Regis Romanorum in Imperatorem promovendi emerſerit, & Principes Electores ad electionem hujuſmodi, juxta antiquam laudabilem conſuetudinem, habuerint proficiſci; unuſquiſque Princeps Elector, ſi & quando ſuper hoc fuerit requiſitus, quoſlibet Principes Coëlectores ſuos, vel ipſorum nuncios, quos ad electionem ipſam tranſmiſerint, per terras, territoria, & loca ſua, & etiam ultra, ſicut longius poterit, conducere teneatur, & eis abſque dolo præſtare conductum verſus civitatem, in qua talis electio fuerit celebranda, & ab illa etiam redeundo; ſub pœna perjurii ac perditionis (pro illa duntaxat vice) ſuæ vocis, quam in electione hujuſmodi fuerat habiturus. Quas quidem pœnas eos, vel eum, qui in præſtando memorato conductu rebelles ſeu rebellem, negligentes ſeu negligentem ſe præbuerint, eo ipſo decernimus incidiſſe.

2. Statuimus inſuper, & mandamus univerſis aliis Principibus, feuda à Sacro Imperio Romano tenentibus, quocunque nomine cenſeantur, necnon Comitibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, Nobilibus & Ignobilibus, Civibus & Communitatibus caſtrorum, civitatum & locorum Sacri Imperii univerſis, ut eodem tempore, dum videlicet Regis Romanorum in Imperatorem promovendi electio celebranda occurrerit, unumquemque Principem Electorem ab ipſis, vel eorum aliquo, conductum hujuſmodi poſtulantem, vel ejuſdem nuncios, quos ad electionem ipſam direxerit, ut præfertur, per territoria ſua, & aliàs, quanto poſſunt remotius, abſque dolo, modo prædicto conducant. Si qui vero huic noſtræ conſtitutioni contraire præſumpſerint, ſubſcriptas eo ipſo pœnas incurrant. Omnes quidem Principes & Comites, Barones, Nobiles, Milites, & Clientes, ac univerſi contrarium facientes, reatum perjurii, & privationem omnium feudorum, quæ à S. Romano Imperio, & à quibuſcumque aliis obtinent, & etiam omnium poſſeſſionum ſuarum à quocunque habitarum, incurrant. Omnes quoque cives, & communitates contra præmiſſa facere præſumentes, ſimiliter ſint perjuri. Et nihilominus univerſis ſuis juribus, libertatibus, privilegiis, & gratiis, à ſacro obtentis Imperio, ſint omnino privati, & cum perſonis, & bonis ſuis omnibus bannum & proſcriptionem Imperialem incurrant; atque coſdem quos ipſo facto ex nunc, prout ex tunc, omni jure privamus. Deinceps, cuilibet hominum auctoritate propria, & ſine judicio, ſeu invocatione Magiſtratus cujuſlibet, impune licebit eos invadere; nullamque pœnam propter hoc invadens ipſos, debebit ab Imperio, ſeu quovis alio formidare, præſertim cum contra Rempublicam ac Sacri ſtatum Imperii ac dignitatem, ac etiam contra honorem proprium & ſalutem, tantæ rei temerarii neglectores, tanquam rebelles, inobedientes & perfidi, infideliter & perverſe agere convincantur.

3. Decernentes inſuper, & mandantes, ut omnium civitatum cives, & communia jam dictis Principibus Electoribus, & eorum cuilibet hoc poſcenti, eorumque nuncius, victualia in communi pretio atque curſu, pro ſuis, ſeu nunciorum prædictorum, hominumque ſuorum neceſſitatibus, dum ad prædictam civitatem cauſa celebrandæ electionis prædictæ acceſſerint, & etiam dum diſceſſerint ab eadem, vendere ſeu vendi facere teneantur; nullam in præmiſſis fraudem quomodolibet adhibendo: alioquin contrarium facientes, pœnas illas volumus ipſo facto incurrere, quas in præcedentibus contra cives & communitates duximus promulgandas.

4. Quiſquis inſuper ex Principibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, Nobilibus ſeu ignobilibus, Civibus ſeu Communitatibus civitatum, Principi Electori, ad Electionem de Rege Romanorum celebrandam eunti, vel ab ipſa denuò redeunti, hoſtiles cuſtodias tendere, ſeu inſidias parare præſumpſerit, aut ipſos, vel eorum aliquem in ſua, vel ſuorum perſonis, aut rebus invadere vel turbare, ſeu de ipſorum, vel alicujus eorum nuncios antedictos, ſive conductum petierint, ſive etiam non duxerint exigendum; hunc unà cum univerſis malitiæ ſuæ complicibus, ipſo facto ſupradictas pœnas decernimus incurriſſe; ita videlicet, quòd quævis perſona pœnam incidat, ſive pœnas, quas juxta præmiſſa pro qualitate perſonarum duximus infligendas.

ANS de J. C. 1356.

5. Si verò aliquis Princeps Elector, cum aliquo ſuo Coëlectore inimicitias gereret, & inter eos quæcunque contentio, controverſia ſeu diſſenſio verteretur; hiis nequaquam obſtantibus, alter alterum, vel alterius nuncios ad electionem hujuſmodi deſtinandos, præmiſſo modo conducere ſit aſtrictus ſub pœna perjurii, ac perditionis (ea vice duntaxat) ſuæ vocis in electione, ut ſuperius eſt expreſſum.

6. Si qui verò alii Principes, Comites, Barones, Milites, Clientes, Nobiles & Ignobiles, cives vel communia civitatum, cum aliquo Principe Electore, vel pluribus ex eiſdem, adverſam gererent voluntatem, ſeu quævis diſcordia inter ipſos ad invicem, vel guerra, ſive diſſenſio verteretur, nihilominus omni contradictione & dolo ceſſantibus, Principi Electori, vel Principibus, ſeu ejus, vel ipſorum nunciis ad electionem hujuſmodi deſtinandis, & redeuntibus ab eadem, talem debeant præſtare conductum, prout ſinguli pœnas jam dictas, per nos videlicet in ſe latas, voluerint evitare; quas eos, qui ſecus fecerint incurriſſe decernimus eo ipſo.

7. Ad præmiſſorum autem omnium firmitatem, & certitudinem ampliorem, jubemus & volumus, ut univerſi Principes Electores, & cæteri Principes, nec non Comites, Barones, Nobiles, Civitates, ſeu ipſarum communitates, præmiſſa omnia litteris & juramentis ſuis firmare & ad ea bona fide, ac ſine dolo implenda efficaciter ſe debeant obligare. Quicunque vero litteras hujuſmodi dare renuerit, pœnas illas ipſo facto incidat, quas pro perſonarum conditione, per præmiſſa ſingulis duximus infligendas.

8. Si quis autem Princeps Elector, aliuſve Princeps, cujuſcumque conditionis, aut ſtatus, feudum vel feuda à ſacro tenens Imperio, aut Comes, Baro, vel Nobilis, ſeu ſucceſſores talium vel hæredes, ſupra & infra ſcriptas Imperiales noſtras conſtitutiones & leges adimplere noluerit, aut eis contraire præſumpſerit; ſiquidem talis Princeps, Elector extiterit, ex tunc cæteri ſui Coëlectores à ſuo ipſum deinceps excludant conſortio, ipſeque voce electionis, & aliorum Principum Electorum loco, dignitate careat atque jure; nec inveſtiatur de feudis, quæ à Sacro Imperio viſus fuerit obtinere, alius vero Princeps, aut vir Nobilis, ut præfertur, in has noſtras leges committens, ſimiliter non inveſtiatur de feudis, quæ à Sacro Imperio, vel alias obtinet à quocunque; & nihilominus omnes præmiſſas pœnas, ſuam concernentes perſonam, incidat eo ipſo.

9. Quamvis autem univerſos Principes, Comites, Barones, Nobiles, Milites, Clientes, Civitates quoque & Communitates illarum, ad præſtandum cuilibet Principi Electori, vel ejus nunciis, præfatum conductum, ut prædicitur, indiſtincte velimus, & decreverimus obligari; nihilominus eorum cuilibet ſingulares conductus & conductores, pro regionum & locorum adjacentia, cuilibet magis aptos duximus deſignandos, ut ſtatim per ſequentia plenius apparebit.

10. Primò namque; Regem Bohemiæ, Sacri Imperii Archipincernam, conducent Archiepiſcopus Moguntinenſis, Bambergenſis & Herbipolenſis Epiſcopi; Burggravii Nurembergenſes; item illi de Hoenloe, de Wertheim, illi de Bruneck, & de Hanow; item civitates, Nuremberg, Rotenburg, & Windisheim.

11. Deinde Archiepiſcopum Colonienſem, Sacri Impe-

ANS e J. C. 1356.

Imperii per Italiam Archicancellarium, conducent & conducere tenebuntur Moguntinenſis & Trevirenſis Archiepiſcopi; Comes Palatinus Rheni, Landgravius Haſſiæ; item de Katzenelnbogen, de Naſſow, de Dietze, Comites; item de Iſenburg, de Weſterburg, de Runckel, de Limpurg & Falckenſtein; item civitates Wezflar, Geylnhauſen & Fridberg.

12. Item Archiepiſcopum Trevirenſem, Sacri Imperii per Galliam, & Regnum Arelatenſe Archicancellarium, conducent Archiepiſcopus Moguntinenſis, Comes Palatinus Rheni; item de Spanheim, de Veldentz Comites; item *die* Raugraven, Wildegraven, de Naſſow, de Iſenburg, de Weſterburg, de Runckel, de Limburg, de Dietz, de Katzenelnbogen, de Eppenſtein, de Falckenſtein; item civitas Moguntinenſis.

13. Deinde Comitem Palatinum Rheni, Sacri Imperii Archidapiferum, conducere debebit Archiepiſcopus Moguntinenſis.

14. Ducem vero Saxoniæ, Sacri Imperii Archimareſcallum, tenebitur conducere Rex Bohemiæ, Moguntinenſis, & Magdeburgenſis Archiepiſcopi; item Bambergenſis, & Herbipolenſis Epiſcopi; Marchio Miſnenſis, Langravius Haſſiæ; item Fuldenſis, & Heresfeldenſis Abbates; Burggravii Nurenbergenſes; item illi de Hohenloe, de Wertheim, de Bruneck, de Hanow, de Falckenſtein; item civitates Erffordia, Mulhauſen, Nuremberg, Rotenburg, & Windesheim.

15. Et hi omnes proxime nominati, Marchionem Brandenburgenſem, Sacri Imperii Archicamerarium, ſimiliter conducere tenebuntur.

16. Volumus autem & expreſsè ſtatuimus, ut unuſquiſque Princeps Elector, qui talem voluerit habere conductum, his, à quibus ipſum poſtulare decreverit, hoc ipſum adeò tempeſtivè, viamque qua fuerit tranſiturus, inſinuet, & talem conductum expoſcat, ut illi, qui ad conductum hujuſmodi impendendum deputati, & qui taliter fuerint requiſiti, ad hoc oportunè ſe valeant & commodè præparare.

17. Præmiſſas vero conſtitutiones, circa materiam conductus editas, ita ſane debere declaramus intelligi, ut unuſquiſque ſuperiùs nominatus, vel forſan non expreſſus, à quo in caſu præmiſſo conductum requiri contigerit, ad præſtandum ipſum per ſuas dumtaxat terras & territoria, ac etiam ultrà, quanto poteſt remotiùs, abſque dolo, ſub pœnis contentis ſuperiùs, ſit aſtrictus.

18. Præterea ſtatuimus, ac etiam ordinamus, ut Archiepiſcopus Moguntinenſis, qui fuerit pro tempore, ſingulis Principibus Coëlectoribus ſuis, Eccleſiaſticis & Secularibus, electionem eandem, per ſuos nuncios, patentibus debeat litteris intimare. In quibus quidem litteris talis dies & terminus exprimatur, infra quem eædem litteræ ad ſingulos eoſdem Principes veriſimiliter poſſint pervenire.

19. Hujuſmodi verò litteræ continebunt, ut à die in litteris ipſis expreſſa, infra tres menſes continuos, omnes & ſinguli Principes Electores, Frankenford ſuper Moganum eſſe debeant conſtituti, vel ſuos Legales ad eundem terminum, atque locum nuncios deſtinare, cum plena & omnimoda poteſtate, ſuiſque patentibus litteris, majori cujuſlibet eorum ſigillo ſignatis, ad eligendum Romanorum Regem in Cæſarem promovendum.

20. Qualiter autem, & ſub qua forma, tales litteræ confici debeant, & quæ in eis ſolemnitas debeat immutabiliter obſervari, & in qua forma & modo Principes Electores nuncios ſuos, ad electionem hujuſmodi deſtinandos, ad poteſtatem, mandatum, ſeu procuratoria ordinare debuerint, ad finem præſentis libri conſcriptum invenitur clariùs expreſſum; & eandem formam illic traditam, mandamus, & de Imperialis poteſtatis plenitudine uſquequaque decernimus obſervari.

ANS de J. C. 1356.

12. Cùm autem ad hoc perventum fuerit, quòd de Imperatoris, vel Regis Romanorum obitu in dioceſi Moguntinenſi conſtiterit, ex tunc infra unum menſem à die notitiæ obitus hujuſmodi continuè numerandum, ſingulis Principibus Electoribus obitum ipſum & intimationem, de quibus præmittitur, per Archiepiſcopum Moguntinenſem jubemus, & decernimus, ſuis patentibus litteris declarari: quòd ſi idem Archiepiſcopus in executione, & intimatione hujuſmodi, negligens aut remiſſus fortaſſis exiſteret, ex tunc iidem Principes motu proprio etiam non vocati, pro fidei ſuæ virtute, qua ſacrum proſequi tenentur Imperium, poſt hoc infra tres menſes, ſicut in conſtitutione proximè poſita ſuprà continetur, in civitate Frankenford ſæpe dicta conveniant, electuri Regem Romanorum in Cæſarem promovendum.

22. Debet autem unuſquiſque Princeps Elector, vel ſui nuncii, prædictam civitatem Frankenford cum ducentis equitaturis tantummodò, præfatæ electionis tempore, introire; in quorum numero quinquaginta tantum armatos, vel pauciores, ſecum introducere poterit, ſed non plures.

23. Princeps verò Elector, ad electionem hujuſmodi vocatus & requiſitus, & ad ipſam non veniens, vel legales nuncios cum litteris patentibus, ſigillo ſuo majori ſigillatis, plenamque & liberam, ac omnimodam poteſtatem continentibus, ad eligendum Romanorum Regem, futurum Imperatorem non dirigens; aut veniens, aut hujuſmodi nuncios fortè tranſmittens, ſi poſtea Princeps ipſe, aut prædicti nuncii, à prædicto electionis loco recederent, Rege Romanorum futuro Cæſare non electo, nec ad præmiſſa procuratore legitimo ſubſtituto ſolemniter & relicto, electionis voce ſeu jure, quod in eadem electione habuit, & tali modo deſeruit, careat ea vice.

24. Injungimus autem civibus de Frankenford, & mandamus, ut ipſi univerſos Principes Electores in genere, & quemlibet eorum, ab invaſione alterius, ſi quid inter eos adverſitatis emergeret, & etiam ab omni homine, cum omnibus eorum hominibus, quos ipſi, & eorum quilibet, in præfato ducentorum equorum ſuorum numero, ad præfatam duxerint civitatem, in virtute juramenti, quod ſuper hoc ipſos ad Sancta præſtare ſtatuimus, fideli ſtudio & ſolerti diligentia protegant, & defendant; alioquin perjurii reatum incurrant, & nihilominus omnia jura ſua, libertates, privilegia, gratias & indulta, quæ à ſacro obtinere noſcuntur Imperio, omninò amittant; bannumque Imperiale cum perſonis, & bonis ſuis omnibus incidant eo ipſo; & liceat ex tunc omni homini auctoritate propria, ac ſine judicio, cives eoſdem, quos eo caſu ex nunc, prout ex tunc, omni jure privamus, tamquam proditores, infideles, & rebelles Imperii, impunè invadere, ita quod invadentes hujuſmodi, pœnam quamcunque à Sacro Imperio, vel quovis alio, nequaquam debeant formidare.

25. Cives inſuper antedicti de Franckenford, per omne tempus illud, quo ſuper electione ſæpedicta tractari, & agi contigerit, neminem in præfatam civitatem cujuſcumque dignitatis, conditionis vel ſtatus extiterit, intromittant, vel intrare quovis modo permittant; Principibus Electoribus, eorum nunciis, & Procuratoribus antedictis dumtaxat exceptis, quorum quilibet cum ducentis equis debebit, ut prædicitur, intromitti.

26. Si verò poſt ipſorum Principum Electorum introitum, ſeu in ipſorum præſentia, in præfata civitate aliquem reperiri contigerit, illius exitum cives ipſi debebunt abſque mora, & cum effectu, protinus ordinare, ſub omnibus pœnis contra ipſos ſuperiùs promulgatis, ac etiam in virtute juramenti, quod cives ipſi de Franckenford ſuper eo, virtute præſentis conſtitutionis, præſtare debebunt ad Sancta, ut in præcedentibus eſt expreſſum.

ANS de J.C. 1356.

CAP. II.

De electione Romani Regis.

POSTQUAM autem sæpe dicti Electores seu nuncii; civitatem Franckenford ingressi fuerint, statim subsequenti die, diluculò in Ecclesia Sancti Bartholomæi Apostoli, ibidem in omnium ipsorum præsentia Missam *de sancto Spiritu* faciant decantari ad finem, ut ipse sanctus Spiritus corda ipsorum illustret, & eorum sensibus lumen suæ virtutis infundat, quatenus ipsi suo fulti præsidio, hominem justum, bonum, & utilem eligere valeant in Regem Romanorum, futurumque Cæsarem, ac pro salute populi Christiani.

2. Peracta quoque Missa hujusmodi, omnes illi Electores, seu nuncii accedant ad altare, in quo Missa eadem extitit celebrata, ubi Principes Electores Ecclesiastici coram Evangelio Beati Joannis; *In principio erat verbum*, quod illic ante ipsos poni debebit, manus suas pectori cum reverentia superponant: Seculares vero Principes Electores, dictum Evangelium corporaliter manibus suis tangant; qui omnes, cum tota ipsorum familia, tunc ibi debebunt inermes assistere. Ac Archiepiscopus Moguntinensis formam juramenti eis dabit, & unà cum ipsis, & ipsi; vel absentium nuncii, unà cum eo juramentum præstabunt vulgariter in hunc modum.

3. *Ego N. Archiepiscopus Moguntinensis, Sacri Imperii per Germaniam Archicancellarius, ac Princeps Elector, juro ad hæc sancta Dei Evangelia hic præsentialiter coram me posita, quod ego per fidem, quæ Deo, & Sacro Romano Imperio sum astrictus, secundum omnem discretionem & intellectum meum, cum Dei adjutorio eligere volo temporale caput populo Christiano, id est, Regem Romanorum in Cæsarem promovendum, qui ad hoc existat idoneus, in quantum discretio & sensus mei me dirigunt, & secundum fidem prædictam; vocemque meam, & votum, seu electionem præfatam, dabo absque omni pacto, stipendio, pretio, vel promisso, seu quocumque modo talia valeant appellari; sic me Deus adjuvet, & omnes Sancti.*

4. Præstito denique per Electores seu nuncios, in forma & modo prædictis, hujusmodi juramento, ad electionem procedant, nec a modò de jam dicta civitate Franckenford separentur, nisi priùs major pars ipsorum temporale caput mundo elegerit, seu populo Christiano, Regem videlicet Romanorum in Cæsarem promovendum.

5. Quod si facere distulerint infra triginta dies, à die præstiti juramenti præfati continuò numerandos, ex tunc transactis eisdem triginta diebus, a modò panem manducent & aquam bibant, & nullatenus civitatem exeant antedictam, nisi priùs per ipsos, vel majorem partem ipsorum, Rector seu temporale caput fidelium electum fuerit, ut præfertur.

6. Postquam autem in eodem loco ipsi, vel pars eorum major numero elegerit, talis electio perinde haberi & reputari debebit, ac si foret ab ipsis omnibus, nemine discrepante, concorditer celebrata.

7. Sique per tempus aliquod morari, abesse, & tardare contingeret aliquem de Electoribus, seu nunciis antedictis, dum tamen veniret, antequam prædicta esset electio celebrata, hunc ad electionem ipsam in eo statu admitti debere decernimus, in quo ipsa adventus sui tempore consistebat.

8. Et quia de antiqua, approbata, & laudabili consuetudine, tam inconvulsè, quam inmutabiliter quod subscribitur, semper extitit hactenus observatum; ideoque & nos constituimus, & de Imperialis decernimus plenitudine potestatis, quod is, qui modo prædicto in Regem fuerit Romanorum electus, peracta statim electione hujusmodi, priusquam in aliquibus causis aliis, sive negotiis, virtute Sacri Imperii administret, universis & singulis Principibus Electoribus, Ecclesiasticis & Secularibus, qui propinquiora de sacri Imperii membra esse noscuntur, omnia ipsorum privilegia, litteras, jura, libertates, concessiones, antiquas consuetudines, & etiam dignitates, & quidquid ipsi ab Imperio usque in diem electionis suæ obtinuerunt & possederunt, absque dilatione & contradictione confirmare & approbare debeat, per suas literas & sigilla; ipsisque præmissa omnia innovare, postquam Imperialibus fuerit infulis coronatus. ANS de J.C. 1356.

9. Confirmationem autem hujusmodi, electus ipse cuilibet Principi Electori in specie, primò suo Regali faciet nomine; & deinde sub Imperiali titulo innovabit; & in his ipsos Principes omnes in genere, & quemlibet eorum in specie nullatenus impedire, sed potius absque dolo gratiosè tenebitur promovere.

10. In casu denique, quo tres Principes Electores præsentes, seu absentium nuncii, quartum ex se, seu eorum consortio, videlicet principem Electorem præsentem, vel absentem, in Regem Romanorum elegerint, vocem illius electi, si præsens adfuerit, aut nunciorum ipsius, si eum abesse contingeret, plenum vigorem habere, & eligentium augere numerum, partemque majorem decernimus constituere, ad instar cæterorum Principum Electorum.

CAP. III.

De sessione (a) *Trevirensis, Colonensis & Moguntinensis Archiepiscoporum.*

(a) Le Manuscrit & l'Edition de Mayence lisent. *Moguntinensis, Colonensis & Trevirensis, &c.*

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen. Carolus Quartus divina favente clementia, Romanorum Imperator, semper Augustus, & Boheniæ Rex, ad perpetuam rei memoriam, decor, & gloria Sacrosancti Romani Imperii, & honor Cæsareus, & Reipublicæ grata compendia, venerabilium & illustrium Principum Electorum concordi voluntate foventur; qui velut columnæ proceres sacrum ædificium circumspectæ prudentiæ solerti pietate sustentant; quorum præsidio dextra Imperialis potentiæ roboratur; & quando mutui favoris ampliori benignitate stringuntur, tanto uberioris pacis & tranquillitatis commoda feliciter profluunt populo Christiano. Ut igitur inter venerabiles Moguntinensem, Colonienſem, nec non Trevirensem Archiepiscopos, Sacri Imperii Principes Electores, omnium litium, & suspectuum mala, quæ & qui de prioritate, seu dignitate sessionum suarum in curiis Imperialibus, & Regalibus, suboriri valerent, in posterum perpetuis inantèa temporibus amputentur, & ipsi in cordis & animorum quieta conditione manentes, de opportunitatibus Sacri Imperii concordi favore, & virtuosæ dilectionis studio convenientiùs meditari valeant, pro consolatione populi Christiani, habita deliberatione cum omnibus Principibus Electoribus, tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, & de ipsorum consilio decernimus, & de Imperatoriæ potestatis plenitudine, hac edictali lege perpetuò valitura, sancimus, quod supradicti venerabiles Archiepiscopi, Trevirensis videlicet, ex opposito & liniari directione versus Imperatoris faciem; Moguntinensis verò in suis diœcesi & provincia, & extra provinciam suam in toto Archicancellariatu suo Germanico, provincia Colonienſi dumtaxat excepta; & demum Colonienſis in suis diœcesi & provincia, & extra provinciam suam in tota Italia & Gallia, in dextero latere Romanorum Cæsaris, sedere possint, valeant, & debeant in omnibus publicis actibus Imperialibus, puta judiciis, collationibus feudorum, & in refectionibus mensarum, ac etiam in consiliis, & in omnibus aliis agendis, propter quæ contingit seu continget eos pro honore seu utilitate Imperiali tractandis mutuò convenire & hunc modum sessionis sub omni eo ordine, sicut expressatur superiùs, ad prædictorum Colonienſis, Trevirensis,

NS renſis, & Moguntinenſis Archiepiſcoporum ſucceſ-
J. C. ſores, perpetuò extendi volumus, ut nullo unquam
356. tempore ſuper his quævis dubietas generetur.

CAP. IV.

De Principibus Electoribus in communi.

STATUIMUS inſuper, ut quotienſcunque Imperialem curiam ex nunc inanteà celebrari contigerit, in qualibet ſeſſione, videlicet tam in conſilio, quam in menſa, & locis aliis quibuſcunque, ubi Imperatorem, vel Regem Romanorum cum Principibus Electoribus ſedere contigerit, à dextro latere Imperatoris vel Regis Romanorum immediatè poſt Archiepiſcopum Moguntinenſem, vel Colonienſem, illum videlicet, quem tunc temporis pro qualitate locorum, & varietate provinciarum, juxta privilegii ſui tenorem, dicto lateri dextro Imperatoris aſſidere contigerit: Rex Bohemiæ (cum ſit Princeps coronatus & unctus) primum; & poſt eum continuò Comes Palatinus Rheni, ſecundum ſedendi loca debeant obtinere; ad ſiniſtram vero partem immediate poſt illum, quem ex prædictis Archiepiſcopis in latere ſiniſtro ſedere contigerit, primum locum Dux Saxoniæ, & poſt eum Marchio Brandeburgenſis alterum obtinebit.

2. Cæterùm, quotiens & quando deinceps Sacrum vacare continget Imperium, ex tunc Moguntinenſis Archiepiſcopus poteſtatem habebit (ſicut poteſtatem habuiſſe dignoſcitur ab antiquo) cæteros Principes antedictos, ſuos in dicta electione conſortes, litteratoriè convocandi:

3. Quibus omnibus, ſeu his, qui potuerint, & voluerint intereſſe, in electionis termino invicem congregatis, dictus Archiepiſcopus Moguntinenſis, & non alter, eorundem Coëlectorum ſuorum vota ſingulariter habebit inquirere, ordine ſubſequenti.

4. Primò quidem interrogabit à Trevirenſi Archiepiſcopo, cui primam vocem competere declaramus, ſicut invenimus hactenus comperiſſe; ſecundò, à Colonienſi Archiepiſcopo, cui competit dignitas, nec non officium Romanorum Regi primum diadema Regium imponendi; tertiò, à Rege Bohemiæ, qui inter Electores Laicos ex Regiæ dignitatis faſtigio, jure & merito obtinebit primatum; quarto, à Comite Palatino Rheni; quintò, à Duce Saxoniæ; ſextò, à Marchione Brandenburgenſi. Horum omnium vota, præmiſſo jam ordine, dictus Archiepiſcopus Moguntinenſis perquiret. Quo facto, dicti Principes, ſui conſortes, ipſum vice verſa requirent, ut & ipſe intentionem ſuam exprimat, & ipſis aperiat votum ſuum.

5. Præterea, in celebratione Imperialis curiæ, Marchio Brandenburgenſis aquam lavandis Imperatoris, vel Regis Romanorum, manibus miniſtrabit; primum vero potum Rex Bohemiæ; quem tamen ſub Regali corona juxta privilegiorum Regni ſui continentiam, niſi libera voluntate voluerit, non tenebitur miniſtrare. Comes etiam Palatinus Rheni cibum afferre tenebitur. Dux Saxoniæ Mareſchallatus officium exercebit, ut ſolitum eſt fieri ab antiquo.

CAP. V.

De Jure Comitis Palatini Rheni, & etiam Saxoniæ Ducis.

QUOTIENS inſuper, ut præmittitur, Sacrum vacare continget Imperium, Illuſtris Comes Palatinus Rheni, Sacri Imperii Archidapifer, ad manus futuri Regis Romanorum in partibus Rheni, & Sueviæ, & in jure Franconico, ratione Principatus, ſeu Comitatus Palatini privilegio, eſſe debet Proviſor ipſius Imperii, cum poteſtate judicia exercendi, ad beneficia Eccleſiaſtica præſentandi, recolligendi reddi-

tus & proventus, & inveſtiendi de feudis, juramenta ANS
fidelitatis vice & nomine Sacri Imperii recipiendi; de J. C.
quæ tamen per Regem Romanorum poſtea electum, 1356.
ſuo tempore omnia innovari, & de novo ſibi ipſa juramenta præſtari debebunt: feudis Principum duntaxat exceptis, & illis quæ Vanlehen vulgariter appellantur, quorum inveſtituram, & collationem ſoli Imperatori, vel Regi Romanorum, ſpecialiter reſervamus. Ipſe tamen Comes Palatinus omne genus alienationis ſeu obligationis rerum Imperialium, hujuſmodi proviſionis tempore, expreſsè ſibi noverit interdictum.

3. Et eodem jure proviſionis, Illuſtrem Ducem Saxoniæ, Sacri Imperii Archimareſchallum, frui volumus in illis locis, ubi Saxonica jura ſervantur, ſub omnibus modis & conditionibus ſicut ſuperius eſt expreſſum.

4. Et quamvis Imperator, ſive Rex Romanorum, ſuper cauſis, pro quibus impetitus fuerit, habeat (ſicut ex conſuetudine introductum dicitur) coram Comite Palatino Rheni, Sacri Imperii Archidapifero, Electore Principe, reſpondere; illud tamen judicium Comes ipſe Palatinus non alibi, præterquam in Imperiali curia, ubi Imperator, ſeu Romanorum Rex præſens extiterit, poterit exercere.

CAP. VI.

De comparatione Principum Electorum ad alios Principes communes.

DECERNIMUS, ut in celebratione Imperialis curiæ, quotienſcunque illam deinceps perpetuò celebrari contigerit, antedicti Principes Electores, Eccleſiaſtici & Seculares, juxta præſcriptum ordinem atque modum, à dextris & ſiniſtris immutabiliter teneant loca ſua; eiſque, vel eorum alicui, in quibuſcunque actibus ad curiam ipſam ſpectantibus eundo, ſedendo, vel ſtando, nullus Princeps alius, cujuſcumque ſtatus, dignitatis, præeminentiæ, vel conditionis exiſtat, ullatenus præferatur; eo ſignanter expreſſo, quod nominatim Rex Bohemiæ in celebratione curiarum hujuſmodi, in omnibus & ſingulis actibus antedictis, quemcumque Regem alium, quacumque etiam ſingulari dignitatis prærogativa fulgentem, quem quovis caſu ſeu cauſa venire, vel adeſſe forte contingeret, immutabiliter antecedat.

CAP. VII.

De ſucceſſione Principum Electorum.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen. Carolus Quartus divina favente clementia, Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. Inter ſolicitudines illas innumeras, quibus pro felici ſtatu Sacri Imperii, cui auctore Domino feliciter præſidemus, cor noſtrum quotidie fatigatur, ad hoc præcipuè meditatio noſtra dirigatur, qualiter deſiderata & ſalubris ſemper unio inter Sacri Imperii Principes Electores jugiter vigeat, & corda eorum in ſinceræ charitatis concordia conſerventur, quorum providentia ſuo tempore orbi fluctuanti, tanto celerius, tantoque facilius ſubvenietur, quanto inter eos nullus error ſurrepſerit, & purior fuerit charitas cuſtodita, obſcuritate ſucciſa, & jure cujuſlibet dilucidè declarato. Sane generaliter longè latequè eſt publicum, & quaſi per totum orbem notoriè manifeſtum, Illuſtres, Regem Bohemiæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Ducem Saxoniæ, & Marchionem Brandenburgenſem, virtute Regni & Principatuum ſuorum, in electione Regis Romanorum in Cæſarem promovendi, cum cæteris Principibus Eccleſiaſticis ſuis Coëlectoribus, jus, vocem, & locum ha-

ANS de J. C. 1356.

bere, & unà cum ipsis censeri, & esse veros & legitimos Sacri Imperii Principes Electores.

2. Ne inter eorundem Principum secularium Electorum filios, super jure, voce, & potestate præfata, futuris temporibus, scandalorum & dissensionum possit materia suscitari, & sic bonum commune periculosis dilationibus impediri, futuris auctore Deo cupientes periculis salubriter obviare.

3. Statuimus & Imperiali auctoritate, præsenti lege perpetuis temporibus valitura, decernimus, ut postquam iidem Principes Electores Seculares, & eorum quilibet, esse desierit, jus, vox, & potestas electionis hujusmodi ad filium suum primogenitum, legitimum, laicum; illo verò non extante, ad ejusdem primogeniti primogenitum, similiter laicum, liberè & sine contradictione cujuspiam devolvatur.

4. Si vero primogenitus hujusmodi absque hæredibus masculis, legitimis, laicis, ab hac luce migraret, virtute præsentis Imperialis edicti, jus, vox, & potestas electionis prædictæ, ad seniorem fratrem laicum per veram paternalem lineam descendentem, & deinceps ad illius primogenitum laicum devolvatur.

5. Et talis successio in primogenitis, & hæredibus Principum eorundem, in jure, voce, & potestate præmissis, perpetuis temporibus observetur.

6. Ea tamen conditione & modo, ut si Principem Electorem, seu ejus primogenitum, aut filium seniorem laicum, mori, & hæredes masculos, legitimos, laicos, defectum ætatis patientes, relinquere contigerit, tunc frater senior ejusdem primogeniti, tutor eorum & administrator existat, donec senior ex eis legitimam ætatem attigerit, quam in Principe Electore decem & octo annos completos censeri volumus & statuimus perpetuò haberi; quam dum attigerit, jus, vocem, & potestatem, & omnia ab ipsis dependentia, tutor ipse sibi totaliter cum officio teneatur protinùs assignare.

7. Si vero aliquem ex hujusmodi Principatibus ipsorum Imperio Sacro vacare contingeret, tunc Imperator, seu Rex Romanorum, qui pro tempore fuerit, de ipso providere debebit & poterit, tamquam de re ad se & Imperium legitimè devoluta.

8. Salvis tamen semper privilegiis, juribus, & consuetudinibus Regni nostri Bohemiæ super electione Regis in casu vacationis per regnicolas, qui jus habent eligendi Regem Bohemiæ, facienda, juxta continentiam eorundem privilegiorum, & observatam consuetudinem diuturnam, à divis Romanorum Imperatoribus, sive Regibus, obtentorum, quibus ex hujusmodi sanctione Imperiali in nullo præjudicari volumus; imo, ipsa decernimus nunc & perpetuis futuris temporibus in omni suo tenore & forma, indubiam tenere roboris firmitatem.

CAP. VIII.

De Regis Bohemiæ & Regnicolarum ejus immunitate.

Cum per divos Romanorum Imperatores, & Reges, prædecessores nostros, Illustribus Bohemiæ Regibus, progenitoribus & prædecessoribus nostris, nec non Regno Bohemiæ, ejusdemque Regni coronæ, olim concessum fuerit gratiosius & indultum, sitque in Regno eodem, à tempore cujus contrarii hodie non existit memoria, consuetudine laudabili, inconvulsè servata, diuturnitate temporum, & præscripta moribus utentium, sine contradictionis aut interruptionis obstaculo introductum, quod nullus Princeps, Baro, Nobilis, Miles, Cliens, Civis, Burgensis, seu Rusticus, nulla denique persona ejusdem regni, & pertinentiarum ejusdem ubicumque existentium, cujuscumque status, dignitatis, præeminentiæ, vel conditionis existat, ad cujuscumque actoris instantiam, extra Regnum ipsum ad quodcumque tribunal, seu alterius, præterquam Regis Bohemiæ, & Judicum Regalis curiæ suæ judicium citari de potuerit, sive trahi, nec vocari debeat perpetuis inantèa temporibus sive possit, ideoque privilegium, consuetudinem, & indultum hujusmodi, auctoritate Imperiali, & de Imperialis potestatis plenitudine, ex certa scientia innovantes, & etiam confirmantes, hac præsenti nostra constitutione Imperiali perpetuis temporibus valitura statuimus, ut si contra privilegium, consuetudinem, vel indultum præfatum quispiam prædictorum, putà Princeps, Baro, Nobilis, Miles, Cliens, Cives, Burgensis, seu Rusticus, aut alia quæcumque persona præmissa, ad cujuscumque tribunal extra Regnum prædictum Bohemiæ, in quacumque causa, criminali, civili, vel mixta, seu super quocumque negotio citatus fuerit, quocumque tempore, vel citata, comparere, vel in judicio respondere minimè teneatur. Quod si adversus hujusmodi non comparentes, vel non comparentem, à quocumque Judice, cujuscumque auctoritatis existat, extra Regnum ipsum Bohemiæ constituto, judicialiter procedi, processus fieri, seu sententias interlocutorias vel definitivas, unam vel plures, in quibuscumque prænominatis causis sive negotiis, quovis modo fieri vel promulgari contingeret, auctoritate præmissa, de plenitudine insuper antedictæ Imperatoriæ potestatis, citationes, præcepta, processus, & sententias hujusmodi, necnon executiones, & omnia quæ ex eis, vel aliquo eorum, quomodolibet sequi, attemptari possent vel fieri, irritamus penitus & cassamus.

ANS de J. C. 1356.

2. Adjicientes expresè, & edicto Imperiali perpetuò valituro, eadem auctoritate, & de præmissæ potestatis plenitudine decernentes, ut quemadmodum in prædicto Regno Bohemiæ, à tempore, cujus contrarii non habetur memoria, jugiter observatum existit, ita nulli prorsus Principi, Baroni, Nobili, Militi, Cljenti, Civi, Burgensi, seu Rustico, nulli demum personæ, seu incolæ Regni Bohemiæ sæpe dicti, cujuscumque status, præeminentiæ, dignitatis, vel conditionis existant, vel existat, à quibuscumque processibus, sententiis interlocutoriis vel diffinitivis, sive præceptis Regis Bohemiæ, aut quorumlibet suorum judicum, nec non executionibus eorundem, contra se in Regali judicio, seu coram Regis, Regni, seu prædictorum Judicum tribunalibus factis aut latis, habitis vel feiendis inantèa seu fiendis, liceat ad quodcumque aliud judicium appellare, provocationes quoque seu appellationes hujusmodi, si quas contra hoc interponi contigerit, eo ipso viribus non subsistant, & appellantes ipsi pœnam perditionis causarum ipso facto se noverint incurrisse.

CAP. IX.

De Auri, Argenti, & aliarum specierum mineris.

Præsenti constitutione in perpetuum valituram statuimus, ac de certa scientia declaramus, quòd successores nostri Bohemiæ Regis, nec non universi & singuli Principes Electores, Ecclesiastici & Seculares, qui perpetuò fuerint, universas auri & argenti fodinas, atque mineras stanni, cupri, ferri, plumbi, & alterius cujuscumque generis metalli, ac etiam salis, tam inventas quàm etiam inveniendas in posterum quibuscumque temporibus, in Regno prædicto, ac terris & pertinentiis eidem Regno subjectis, nec non supradicti Principes in Principatibus, terris, dominiis, & pertinentiis suis, tenere justè possint & legitimè possidere, cum omnibus juribus (nullo prorsus excepto) prout possunt seu consueverunt talia possideri; nec non Judæos habere; theolonea in præterito statuta & indicta percipere; quodque progenitores nostri, Reges Bohemiæ felicis memoriæ, ipsique Principes Electores, ac progenitores & prædecessores eorum, legiti-

NS J. C. 56. legitimè potuerint usque in præsens, sicut hoc antiqua, laudabili, & approbata consuetudine, diuturnique ac longissimi temporis cursu præscripta noscitur observatum.

CAP. X.

De Monetis.

STATUIMUS prætereà, ut Regi Bohemiæ, successori nostro, qui fuerit pro tempore, sicut constat ab antiquo Illustris memoriæ Bohemiæ Regibus, nostris prædecessoribus, licuisse, & in possessione pacifica continua ipsos fuisse juris subsequentis, videlicet monetas auri & argenti, in omni loco & parte Regni sui, & subditarum ei terrarum & pertinentiarum omnium, ubi Rex ipse decrevit, sibique placuerit, cudi facere, & mandare, sub omni modo & forma, in Regno ipso Bohemiæ, in his ad hæc usque tempora observatis, quòdque futuris perpetuò Bohemiæ Regibus, hac nostra Imperiali constitutione & gratia perpetuò valituris, à quibuscumque Principibus, Magnatibus, Comitibus, ac personis aliis, quascumque terras, castra, possessiones, prædia, sive bona, liceat emere, comparare, seu in donum vel donationem, ex quacumque causa, aut in obligationem recipere, sub talium terrarum, castrorum, possessionum, prædiorum, seu bonorum conditione consueta, videlicet propria recipiantur vel comparentur ut propria, libera velut libera, & ea quæ dependent in feudum, similiter emantur in feudum, seu comparata taliter teneantur; ita tamen, quòd ipsi Reges Bohemiæ, de iis, quæ hoc modo comparaverint vel receperint, & Regno Bohemiæ duxerint applicanda, ad pristina ac consueta jura, de talibus sacro explenda & reddenda Imperio sint astricti.

2. Præsentem nihilominus constitutionem & gratiam, virtute præsentis legis nostræ Imperialis, ad universos Principes Electores, tam Ecclesiasticos quam Seculares, successores & legitimos hæredes ipsorum, plene extendi volumus, sub omnibus modis & conditionibus, ut præfertur.

CAP. XI.

De immunitate Principum Electorum.

STATUIMUS etiam, ut nulli Comites, Barones, Nobiles, Feudales, Vasalli, Castrenses, Milites, Clientes, Cives, Burgenses, nullæ quoque personæ, Colonienses, Moguntinenses & Treverenses, Ecclesiis subjecti vel subjectæ, cujuscumque status, conditionis, vel dignitatis existant, ad cujuscumque actoris instantiam extra territorium, & terminos ac limites earundem Ecclesiarum, & pertinentiarum suarum, ad quodcumque aliud tribunal, seu cujuscumque alterius, præterquam Archiepiscoporum Moguntinensis, Treverensis, & Colonienses, & Judicum suorum judicium citari poterint temporibus retroactis, vel trahi seu vocari debeant perpetuis inantèa temporibus sive possint, sicut in præteritis invenimus temporibus observatum.

2. Quod si contra præsens edictum nostrum, prædictos Ecclesiarum Treverensis, Moguntinensis, seu Colonienses subditos, vel eorum aliquem seu aliquos, ad cujuscumque instantiam, seu ad cujuscumque tribunal, pro quacumque causa criminali, civili, vel mixta, seu quocumque negotio, extra territorium, limites seu terminos dictarum Ecclesiarum, vel alicujus earum citari contingeret, comparere vel respondere minimè teneantur; & citatio, & processus, & sententiæ interlocutoriæ vel diffinitivæ contra non venientes à talibus judicibus extraneis latæ vel factæ, fiendæ vel ferendæ, nec non præcepta, & præmissorum executiones, & omnia quæ ex eis, vel aliquo eorum quomodolibet sequi, attentari possent vel fieri, irrita decernimus eo ipso.

ANS de J C 1356.

3. Adjicientes expresè, quòd nulli Comiti, Baroni, Nobili, Feudali, Vasallo, Castrensi, Militi, Clienti, Civi, Rustico, nulli demum personæ Ecclesiis hujusmodi subjectæ, seu ejus incolæ, cujuscumque status, dignitatis, vel conditionis existant, à processibus, sententiis interlocutoriis & diffinitivis, sive præceptis Archiepiscoporum & Ecclesiarum hujusmodi, vel suorum Officiatorum temporalium aut executionibus eorundem contra se in Archiepiscopali, seu Officiatorum prædictorum judicio factis aut latis, habitis vel ferendis inantèa seu fiendis, ad quodcumque tribunal aliud liceat appellare, quamdiu in Archiepiscoporum prædictorum, & suorum judicio querulantibus non fuerit justitia denegata: appellationes contra hoc factas non recipi statuimus, cassasque & irritas nunciamus.

4. In defectum verò justitiæ, prædictis omnibus ad Imperialem dumtaxat curiam & tribunal, seu Judicis immediatè in Imperiali curia pro tempore Præsidentis audientiam; & etiam eò casu non ad quemvis alium judicem, sive ordinarium, sive etiam delegatum, nisi, quibus denegata fuerit justitia, liceat appellare. Quicquid verò contra præmissa factum fuerit, sit irritum eo ipso.

7. Eandem constitutionem virtute præsentis legis nostræ Imperialis, ad Illustres Comitem Palatinum Rheni, Ducem Saxoniæ & Marchionem Brandenburgensem, Principes Electores seculares sive laicos, successores, hæredes, & subditos eorum, plene extendi volumus, sub omnibus modis & conditionibus, ut præfertur.

CAP. XII.

De congregatione Principum Electorum.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen. Carolus Quartus divina favente clementia, Romanorum Imperator, semper Augustus, & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. Inter illas multiplices Reipublicæ curas, quibus assiduè mens nostra distrahitur, multa consideratione necessarium fore prospexit nostra sublimitas, ut Sacri Imperii Principes Electores, ad tractandum de ipsius Imperii orbisque salute, frequentius solito congregentur, qui solidæ bases Imperii, & columnæ immobiles, quemadmodum per longinquas ad invicem terrarum consistunt distantias, ita de incumbentibus regionum sibi cognitarum defectibus referre simul & conferre noverunt, sanisque providentiæ suæ consiliis non ignorant accommodatis talium reformationibus salubriter operam dare.

2. Hinc est, quod in solemni curia nostra in Nuremberg, cum Venerabilibus Ecclesiasticis, & Illustribus secularibus Principibus Electoribus, & multis aliis Principibus & Proceribus, per nostram Celsitudinem celebrata, habita cum eisdem Principibus Electoribus deliberatione, & de ipsorum consilio, pro bono & salute communi, cum dictis Principibus Electoribus, tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, duximus ordinandum, quòd iidem Principes Electores de cætero per singulos annos semel, transactis à festo Paschæ Resurrectionis Dominicæ quatuor septimanis continuè numerandis, in aliqua civitatum Sacri Imperii personaliter congregentur, & ad idem tempus proximè affuturum, seu anno præsenti, colloquium seu curia, & congregatio hujusmodi, in civitate nostra Imperiali Metensi, per nos & eosdem Principes celebretur; ac tunc, & deinceps, die quolibet congregationis hujusmodi locus per nos, quo sequenti anno conveniant, ipsorum consilio statuatur, hac nostra ordinatione, ad nostrum & ipsorum dumtaxat beneplacitum duratura. Qua durante, ipsos sub

ANS de J. C. 1356.

sub nostro Imperiali conductu recipimus, ad dictam curiam accedendo, stando, ac etiam recedendo.

3. Præterea, ne tractatus communis salutis & pacis, per tractum & moram solatii, seu excessivam frequentationem convivii retardetur, ut aliquando fieri est consuetum, concordi voluntate duximus ordinandum, ut deinceps curia seu congregatione præfata durante, generales omnium Principum celebrare alicui non liceat invitatas; particulares verò, quæ agendorum expeditionem non impediant, cum moderamine sint permissæ.

CAP. XIII.

De Revocatione Privilegiorum.

PRÆTEREA statuimus, & hoc Imperiali perpetuo sancimus edicto, quòd universa privilegia & litteræ, quibuscumque personis, cujuscumque status, præeminentiæ, vel dignitatis existant, seu civitatum, oppidorum, & quorumlibet locorum universitatibus, super quibuscumque juribus, gratiis, immunitatibus, consuetudinibus, seu rebus aliis, etiam proprio motu, seu alias à nobis, vel recolendæ memoriæ divis Romanorum Imperatoribus, & Regibus, prædecessoribus nostris, sub quibuscumque verborum tenoribus concessa & concessæ, seu à nobis vel successoribus nostris Romanorum Imperatoribus & Regibus, inantea futuris temporibus concedenda seu concedendæ, non debeant aut possint libertatibus, jurisdictionibus, juribus, & honoribus, seu dominiis Principum Electorum Sacri Imperii, Ecclesiasticorum & Secularium, aut alicujus ipsorum in aliquo penitus derogare; etiamsi in talibus privilegiis & litteris quarumlibet personarum cujuscumque præeminentiæ, dignitatis, aut status extiterint, ut præfertur, seu universitatum hujusmodi expresse cautum sit, vel fuerit in futurum, quòd revocabilia seu revocabiles esse non debeant, nisi de ipsis, & toto in eis comprehenso tenore in tali revocatione fieret de verbo ad verbum seriatim mentio specialis. Hujusmodi namque privilegia & litteras, si & in quantum libertatibus, jurisdictionibus, juribus, honoribus, seu dominiis dictorum Principum Electorum, aut alicujus ipsorum derogare, vel obviare censentur in aliquo, quo ad hoc revocamus ex certa scientia & cassamus, revocataque & revocatas intelligi, reputari, & haberi decernimus de plenitudine Imperatoriæ potestatis.

CAP. XIV.

De his, quibus ut indignis auferuntur bona feudalia.

IN plerisque partibus vasalli, & feudatarii dominorum, feuda seu beneficia, quæ à dominis ipsis obtinent, intempestivè, verbaliter & in fraude renunciant, seu resignant eadem; & facta resignatione hujusmodi, dominos ipsos malitiosè diffidant, suasque inimicitias eis denunciant, damna eis subsequenter gravia inferendo: & beneficia seu feuda sic relicta prætextu guerræ seu inimicitiæ iterum invadunt, & occupant, & detinent occupata. Ea propter præsenti constitutione in perpetuum valitura sancimus, quòd talis resignatio, seu renunciatio haberi debeat pro non facta, nisi liberè & realiter facta fuerit per eosdem, ita quòd possessio beneficiorum & feudorum hujusmodi, dominis ipsis corporaliter & realiter assignetur, in tantum, quòd nullo unquam tempore diffidantes ipsi in bonis, feudis, seu beneficiis resignatis, dominos ipsos perturbent per se, vel alios, aut molestent, nec ad hoc, consilium præstent, auxilium, vel favorem. Contrarium faciens, seu dominos suos in beneficiis & feudis resignatis, vel non resignatis invadens quomodolibet vel perturbans, vel damna in ipsis inferens, seu consilium, auxilium præstans talia facientibus, vel favorem, feuda & beneficia hujusmodi eo de ipso amittat, infamis existat, & banno Imperiali subjaceat, & nullus ad feuda vel beneficia hujusmodi pateat ei de cætero, quocumque tempore aditus, vel regressus, nec de novo concedi sibi valeant ullo modo; & facta eis contra hoc illorum concessio, seu investitura sequuta, viribus non subsistat. Postremò, omnes pœnas prædictas illos vel illum, qui prædicta resignatione non facta, contra dominos suos fraudulenter agentes, vel agens, scienter eos invaserint, vel invaserit, diffidatione quacumque prævia vel obmissa, vigore præsentis sanctionis incurrere decernimus ipso facto.

ANS de J. C. 1356.

CAP. XV.

De Conspiratoribus.

DETESTANDAS prætereà, & sacris legibus reprobatas conspirationes & conventiculas, seu colligationes illicitas, in civitatibus & extra, vel inter civitatem & civitatem, inter personam & personam, seu inter personam & civitatem, prætextu parentelæ, seu receptionis in cives, vel alterius cujuscumque coloris conjurationes; insuper & confœderationes & pacta, nec non & consuetudinem circa hujusmodi introductam, quam censemus potius corruptelam, reprobamus, damnamus, & ex certa scientia irritamus: quas civitates, seu personæ, cujuscumque dignitatis, seu conditionis, aut status, sive inter se, sive cum aliis, absque auctoritate dominorum, quorum subditi vel ministeriales sunt, seu in quorum districtu consistunt, eisdem dominis nominatim non exceptis, fecerint hactenus, & facere præsumpserint in futuro, sicut per sacras divorum Augustorum, prædecessorum nostrorum, leges, prohibitas non ambigitur & cassatas; illis confœderationibus & legis dumtaxat exceptis, quas Principes, & Civitates, ac alii super generali pace provinciarum atque terrarum inter se firmasse noscuntur. Illas enim nostræ declarationi specialiter reservantes, in suo decernimus vigore manere, donec de his aliud duxerimus ordinandum.

2. Personam singularem, quæ de cætero contra tenorem præsentis constitutionis, & nostræ legis antiquæ super hoc editæ; confœderationes, colligationes, conspirationes, & pacta hujusmodi inire præsumpserit, ultra pœnam legis ejusdem, notam infamiæ, & pœnam decem librarum auri; civitatem verò, vel universitatem in hanc legem nostram similiter committentem, centum librarum auri, nec non amissionis & privationis libertatum, & privilegiorum Imperialium, pœnas incurrere decernimus eo ipso, medietate pœnæ hujusmodi pecuniariæ fisco Imperiali; reliqua verò domino districtus, in cujus præjudicium factæ fuerint applicanda.

CAP. XVI.

De Pfalburgeriis.

CÆTERUM, quia nonnulli cives & subditi Principum, Baronum, & aliorum hominum, sicut frequens ad nos querela perduxit, jugum originariæ subjectionis quærentes abjicere, imò ausu temerario contemnentes, in aliarum civitatum cives recipi se procurant, & frequentiùs in præterito procurarunt; & nihilominus in priorum dominorum, quos tali fraude præsumpserunt, vel præsumunt deserere, terris, civitatibus, oppidis, & villis corporaliter residentes, civitatum, ad quas hoc modo se transferunt, libertatibus gaudere, & ab eis defensari contendunt, qui in partibus Alamaniæ *Pfalburgerii* consueverunt vulgariter appellari. Quoniam autem patrocinari non debent alicui fraus & dolus, de Imperatoriæ potestatis

NS J. C. 1356. tis plenitudine, omnium Principum Electorum, Ecclesiasticorum & Secularium, sano antecedente consilio, ex certa scientia statuimus, & præsenti lege perpetuò valitura sancimus, quòd prædicti cives & subditi, eis, quibus subsunt, taliter illudentes, in omnibus terris, locis, & provinciis Sacri Imperii à præsenti die in posterum, civitatum, in quarum cives tali fraude recipi se procurant, vel hactenus procurarunt, juribus & libertatibus in nullo potiantur, nisi ad hujusmodi civitates corporaliter & realiter transeuntes, ibique larem foventes, continuè & verè ac non fictè residentiam facientes, debita onera & municipalia subeant munera in eisdem. Si qui verò contra præsentis nostræ legis tenorem recepti sint, vel fuerint in futurum, illorum receptio omni careat firmitate; & recepti, cujuscumque dignitatis, conditionis, aut status existant, in nullo casu penitus, sive causa, civitatum, ad quas recipi se procurant, juribus vel libertatibus gaudeant quomodolibet, vel fruantur; non obstantibus quibuscumque juribus, privilegiis, vel consuetudinibus observatis, quantocumque tempore, & obtentis; quas & quæ, in quantum præsenti nostræ legi obveniant, præsentibus ex certa scientia revocamus de prædictæ Imperialis plenitudine potestatis, omnique carere decernimus robore firmitatis.

2. Circa præmissa omnia Principum, Dominorum, & aliorum hominum, quos taliter deseri contigit, vel continget in posterum, juribus circa personas, & bona subditorum quorumcumque, ipsos sæpe dicto modo deserentium, semper salvis. Hos nihilominus, qui sæpe dictos cives, & subditos alienos recipere, contra præsentis nostræ legis dispositionem, præsumpserint, vel recipere in præterito præsumpserunt, si eos omnino non dimiserint infra mensem post intimationem præsentium eis factam, centum marcas auri puri pro transgressione hujusmodi totiens quotiens deinceps factum fuerit, incurrere decernentes; quarum medietas Imperiali fisco nostro, reliqua verò dominis illorum, qui recepti fuerint, irremissibiliter applicetur.

CAP. XVII.

De Diffidationibus.

EOS, qui de cætero adversus aliquos justam diffidationis causam se habere fingentes, ipsos in locis, ubi domicilia non obtinent, aut ea communiter non inhabitant, intempestivè diffidant, declaramus damna quæcumque per incendia, spolia, vel rapinas diffidatis ipsis, cum honore suo inferre non posse.

2. Et quia patrocinari non debent alicui fraus & dolus, præsenti constitutione in perpetuum valitura sancimus, diffidationis hujusmodi quibuscumque dominis aut personis, cum quibus (*a*) aliqui fuerunt in societate, familiaritate, vel honesta quavis amicitia conversati, sic factas vel fiendas in posterum, non valere, nec licere prætextu diffidationis cujuslibet quempiam invadi per incendia, spolia, vel rapinas, nisi diffidatio per tres dies naturales ipsi diffidando personaliter, vel in loco, quo habitare consuevit, publicè fuerit intimata, possitque de intimatione hujusmodi, per testes idoneos fieri plena fides. Quisquis secus quempiam diffidare vel invadere modo præmisso præsumpserit, infamiam eo ipso incurrat, ac si nulla diffidatio facta esset; quem etiam tamquam proditorem, per quoscunque Judices pœnis legalibus statuimus castigari.

3. Prohibemus etiam & damnamus universas & singulas guerras, & lites injustas: cuncta quoque injusta incendia, spolia, rapinas, indebita & inconsueta theolonea & conductus, & exactiones pro ipsis conductibus extorqueri consuetas, sub pœnis, quibus sacræ leges præmissa, & eorum quodlibet, sanciunt punienda.

(*a*) Lisez aqui.

CAP. XVIII.

Littera Intimationis.

ANS de J. C. 1356.

VOBIS Illustri & magnifico Principi Domino &c. Marchioni Brandenburgensi, Sacri Imperii Archicamerario, Coëlectori, & amico nostro charissimo. Electionem Romanorum Regis quæ ex rationabilibus causis imminet facienda, præsentibus intimamus; vosque ex officii nostri debito ad electionem præfatam ritè vocamus, quatenùs a die tali, &c. Infra tres menses continuò computandos, per vos, seu nuncios aut procuratores vestros, unum vel plures, sufficiens mandatum habentes, ad locum debitum, juxta formam sacrarum legum super hoc editarum, venire curetis, deliberaturi, tractaturi, & concordaturi cum aliis Conprincipibus & Coëlectoribus vestris & nostris, de electione futuri Regis Romanorum in Imperatorem postmodum favente Domino promovendi, in eodem mansuri usque ad plenam consummationem electionis hujusmodi, & aliàs facturi, & processuri, prout in sacris legibus super hoc deliberatè editis invenitur expressum; aliàs, non obstante vestra, seu vestrorum absentia, in præmissis unà cum aliis Conprincipibus & Coëlectoribus vestris & nostris, prout legum ipsarum sanxerit auctoritas, finaliter procedemus.

CAP. XIX.

Forma procuratorii, mittendi per eum principem Electorem, qui nuncios suos ad electionem faciendam duxerit destinandos.

NOS talis, Dei gratia, &c. Sacri Imperii &c. notum facimus tenore præsentium universis: quòd cum electio Romanorum Regis ex rationabilibus causis imminet facienda, nos de honore & statu Sacri Imperii solicitudine debita intendere cupientes, ne tam gravibus dispendiis periculosis subjaceat, de fide & circumspectionis industria dilectorum nobis &c. fidelium nostrorum obtinentes utique præsumptionis indubiæ fiduciam singularem, ipsos & quemlibet eorum in solidum, ita quòd non sit melior conditio occupantis, sed quod per unum inceptum fuerit, per alium finiri valeat, & licitè terminari, omni jure, modo & forma, quibus meliùs & efficaciùs possumus, seu valemus, nostros veros & legitimos Procuratores, & nuncios speciales facimus, constituimus, & ordinamus, ad tractandum ubilibet unà cum aliis Conprincipibus, & Coëlectoribus nostris, tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, & cum ipsis concordandum, conveniendum, & concludendum de persona quacumque habili ac idonea, in Regem Romanorum eligenda; ac ipsis tractatibus super electione talis personæ habendis, pro nobis, loco & nomine nostris interesse ndum, tractandum, & deliberandum, nec non vice & nomine nostris eandem personam nominandum, & in ipsam consentiendum, ac etiam in Regem Romanorum promovendum, ad Sacrum Imperium eligendum, ac in animam nostram præstandum quodcumque juramentum, quod necessarium debitum, seu consuetum fuerit; circa præmissa, & quodlibet præmissorum, alium, vel alios procuratores in solidum substituendum & revocandum, omnia & singula faciendum, quæ in præmissis, & circa præmissa etiam usque ad consummationem tractatuum, nominationis, deliberationis, & electionis hujusmodi, de præsenti faciendæ necessaria, aut utilia fuerint, seu etiam quomodolibet oportuna, etiamsi præmissa, vel eorum quodlibet, mandatum exigant speciale; etiamsi majora vel magis singularia fuerint supradictis, & quæ nosmetipsi facere possemus, si hujusmodi tractatuum, deliberationis, nominationis & electionis futu-

ANS de J. C. 1356.

futuræ negotiis, præsentes & personaliter adesse mus, gratum & ratum habentes, & habere volentes, & nos perpetuò habituros firmiter promittentes, quicquid per antedictos Procuratores, seu nuncios nostros, necnon substitutos, aut substituendos, ab ipsis seu eorum altero, in præmissis seu præmissorum quolibet, actum, gestum, seu factum fuerit, aut quomodolibet ordinatum.

CAP. XX.

De unione Principatuum Electorum, & Jurium eis connexorum.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen. Carolus Quartus divina favente clementia, Romanorum Imperator, semper Augustus, & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. Cum universi & singuli Principatus, quorum virtute Seculares Principes Electores, jus & vocem in electione Regis Romanorum, in Cæsarem promovendi, obtinere noscuntur, cum jure hujusmodi, nec non officiis, dignitatibus, & juribus aliis, eis, & cuilibet eorum annexis, & dependentibus ab eisdem, adeò conjuncti, & inseparabiliter sint uniti, quòd jus, vox, officium, & dignitas, alia quoque jura, ad quemlibet Principatuum eorundem spectantia, cadere non possint in alium, præter illum, qui Principatum ipsum cum terra, vasallagiis, feudis, & dominio, ac ejus pertinentiis universis dignoscitur possidere præsenti edicto Imperiali perpetuò valituro sancimus, unumquemque Principatuum prædictorum, cum jure & voce electionis, ac officio, cæterisque omnibus dignitatibus, juribus & pertinentiis ad ipsum spectantibus, ita perfevare, & esse debere unitum perpetuis temporibus indivisibiliter & conjunctum, quòd possessor Principatus cujuslibet, etiam juris, vocis, officii, & dignitatis, & pertinentiarum omnium ad illum spectantium, quieta debeat & libera possessione gaudere, ac Princeps Elector ab omnibus reputari, ipseque, & nemo alius, per cæteros Principes Electores, ad electionem, & omnes actus alios pro Sacri Imperii honore, vel oportunitate gerendos, omni tempore assumi, sine contradictione qualibet, & admitti; nec aliquid præmissorum ab altero, cum sint & esse debeant inseparabilia, dividi, vel ullo tempore debeat separari, aut in judicio, vel extra divisim repeti valeat, aut evinci, vel etiam per sententiam separari; nec aliquis unum sine alio impetens audiatur. Quod si per errorem, vel aliàs auditus quis fuerit, aut processus, judicium, sententia, vel aliquid hujusmodi contra præsentem dispositionem nostram emanaverit, seu quomodolibet attemptari contigerit, hoc totum, & omnia ex his, & quælibet eorum sequentia, eo ipso viribus non subsistant.

CAP. XXI.

De ordine processionis inter Archiepiscopos.

QUONIAM autem superius in principio constitutionum nostrarum præsentium, circa ordinem sessionis Ecclesiasticorum Principum Electorum in consilio, & in mensa, & alias quotiens Imperialem curiam celebrari, seu Principes Electores deinceps cum Imperatore vel Rege Romanorum, congregari contigerit, sufficienter duximus providendum, super qua priscis audivimus temporibus pluries disceptatum; expedire credimus etiam processionis & deambulationis inter eos ordinem diffinire.

2. Quapropter hoc perpetuo Imperiali edicto decernimus, ut quotiensunque in congregatione Imperatoris, vel Regis Romanorum; & Principum prædictorum, Imperatore vel Rege ipso deambulante, insignia ante faciem suam portari contigerit, Archiepiscopus Trevirensis in directa diametrali linea ante Imperatorem vel Regem transeat, illique soli medii inter eos ambulent, quos Imperialia vel Regalia contingent insignia deportare. ANS de J. C. 1356.

3. Dum autem Imperator, vel Rex, absque insigniis eisdem incesserit, ex tunc idem Archiepiscopus Imperatorem, vel Regem præfato modo præcedat, ita quòd nemo penitus inter eos medius habeatur; aliis duobus Archiepiscopis Electoribus, loca sua juxta distinctionem provinciarum suarum circa sessionem superiùs declaratam, etiam circa processionem perpetuò servaturis.

CAP. XXII.

De ordine processionis Principum Electorum, & per quos insignia deportentur.

AD declarandum autem in Imperatoris, vel Regis Romanorum deambulantis præsentia, processionis ordinem Principum Electorum, de quo supra secimus mentionem, statuimus, ut quotiensumque in celebratione Imperialis curiæ Principes Electores cum Imperatore, seu Rege Romanorum, in quibuscumque actibus vel solemnitatibus processionaliter ambulare contigerit, & Imperalia vel Regalia debuerint insignia deportari, Dux Saxoniæ Imperialem vel Regalem ensem deferens, Imperatorem seu Regem immediatè præcedat, & inter illum, & Archiepiscopum Trevirensem medius habeatur; Comes vero Palatinus, pomum Imperiale portans, à latere dextro; & Marchio Brandenburgensis sceptrum deferens, à sinistro latere ipsius Ducis Saxoniæ linearitergradiantur; Rex autem Bohemiæ Imperatorem seu Regem ipsum immediatè, nullo interveniente, sequatur.

CAP. XXIII.

De benedictionibus Archiepiscoporum in præsentia Imperatoris.

QUOTIENS insuper in Imperatoris, vel Regis Romanorum præsentia, Missarum solemnia celebrari, ac Moguntinensem, Trevirensem, & Colonien sem Archiepiscopos, vel duos ex eis adesse contigerit, in confessione, quæ ante missam dici consuevit, ac in porrectione Evangelii osculandi, & Pace post Agnus Dei portanda, nec non & in benedictionibus post finita Missarum solemnia, ac etiam ante mensam faciendis, & in gratiis post cibum acceptum agendis, is inter eos ordo servetur, prout de ipsorum consilio duximus ordinandum, quod prima die hæc omnia & singula, à primo; secunda die, à secundo; tertia verò, à tertio peragantur.

2. Primum autem, seu secundum, vel tertium hoc casu, secundum quòd prius vel posterius quilibet eorum consecratus existit, debere intelligi declaramus, & ut se invicem honore condigno & decenti præveniant, & exemplum aliis præbeant invicem honorandi, is, quem circa præmissa ordo tetigerit, ad hæc alterum convenienti & charitativa inclinatione invitet, & tunc demum ad præmissa procedat, seu quodlibet præmissorum.

CAP. XXIV.

Infra scriptæ leges promulgatæ sunt in curia Metensi per Dominum Carolum IV. Romanorum Imperatorem, & Bohemiæ Regem Augustum, Anno Domini M. CCC. LVI. in die Natalis Christi, assistentibus sibi omnibus Sacri Romani Imperii Electoribus, præsentibus dominis, Venerabili in Christo Patre Domino Theodorico Episcopo Albanensi, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinali, ac Carolo Regis Franciæ primogenito, Normandiæ Duce Illustri, ac Delphino Viennensi.

SI quis cum Principibus, Militibus, vel privatis, seu quibuscumque personis, plebeis etiam, scelestam factionem, aut factionis ipsius inierit sacramentum, vel dederit, de nece Venerabilium, & Illustrium Principum nostrorum, & Sacri Romani Imperii, tam Ecclesiasticorum quam Secularium, Principum Electorum, seu alterius eorundem (nam & ipsi pars corporis nostri sunt. Eadem enim severitate voluntatem sceleris, qua effectum puniri jura voluerunt:) ipse quidem, utpote majestatis reus, gladio feriatur, bonis ejus omnibus fisco nostro addictis: filii verò ejus, quibus vitam Imperiali specialiter lenitate concedimus (paterno enim deberent perire supplicio, in quibus paterni, hoc est, hæreditarii criminis metuuntur exempla) à materna vel avita, omnium etiam proximorum hæreditate, & successione habeantur alieni, ex testamentis aliorum nihil capiant, sint perpetuo egentes & pauperes, infamia eos paterna semper comitetur, ad nullum umquam honorem, ad nulla prorsus sacramenta perveniant, sint postremò tales, ut his perpetua egestate sordentibus sit & mors solatium, & vita supplicium. Denique jubemus eos esse notabiles sine venia, qui pro talibus umquam apud nos intervenire temptaverint.

2. Ad filias sane ipsorum, quotlibet numero fuerint, Falcidiam tantùm ex bonis matris, sive testata, sive intestata defecerit, volumus pervenire, ut habeant mediocrem potius filiæ alimoniam, quàm integrum emolumentum aut nomen hæredis consequantur. Mitior enim circa eas debet esse sententia, quas pro infirmitate sexus minus ausuras esse confidimus.

3. Emancipationes quoque, quæ à prædictis sive in filios, post legem dumtaxat latam, sive in filias fuerint collatæ, non valeant. Dotes, donationes quorumlibet, postremò item alienationes, quas ex eo tempore qualibet fraude, vel jure factas esse constiterit, quo primò memorati de ineunda factione, ac societate cogitaverint, nullius statuimus esse momenti. Uxores sane prædictorum recuperata dote, si in ea conditione fuerint, ut, quæ à viris titulo donationis acceperunt, seu accipiunt, filiis debeant reservare, tempore quo ususfructus absumitur; omnia ea fisco nostro se relicturas esse cognoscant, quæ juxta legem filiis debebantur; Falcidia etiam ex his rebus, filiabus tantum, non etiam filiis deputetur.

4. Idem, quod de prædictis, eorumque filiis cavimus, etiam de satellitibus, conscriis, ac ministris, filiisque eorum simili severitate censemus. Sane si quis ex his in exordio initæ factionis, studio veræ laudis accensus, ipse prodiderit factionem, & præmio à nobis & honore donabitur. Is verò, qui usus fuerit factione, si vel serò, tamen incognita adhuc consiliorum arcana patefecerit, absolutione (*a*) tantum, ac venia dignus habebitur.

5. Statuimus insuper, ut si quid contra prædictos Principes Electores, Ecclesiasticos vel Seculares, commissum dicatur, etiam post mortem rei, id crimen instaurari posse.

6. In hoc item crimine, quòd ad læsam in Principibus Electoribus suis Majestatem pertinet, etiam in caput Domini, servi torquentur.

7. Volumus insuper, & præsenti Imperiali sancimus edicto, ut etiam post mortem nocentium hoc crimen inchoari possit, ut convicto mortuo, memoria ejus damnetur, & bona successoribus ejus eripiantur. Nam ex quo sceleratissimum quis ceperit consilium, exinde quodammodo sua mente punitus est.

8. Porrò, ex quo quis tale crimen contraxit, neque alienare, neque manumittere eum posse, nec ei solvere jure debitorem, decernimus.

9. In hac causa in caput domini servos torqueri statuimus, id est, propter causam factionis damnandæ contra Principes Electores, Ecclesiasticos & Seculares, ut præmittitur.

10. Et si decesserit quis, propter incertam personam successoris bona serventur, si in (*b*) causa hujusmodi fuisse mortuus arguatur.

(*b*) On lit dans l'Original *casu*.

CAP. XXV.

De integritate principatuum Electorum.

SI cæteros Principatus congruit in sua integritate servari, ut corroboretur justitia, & subjecti fideles pace gaudeant & quiete, multo magis magnifici Principatus, dominia, honores, & jura Electorum Principum debent illæsa servari. Nam ubi majus incumbit periculum, majus debet remedium adhiberi, ne columnis ruentibus, basis totius ædificii collidatur.

2. Decernimus igitur, & hoc perpetuis temporibus valituro Imperiali sancimus edicto, quòd ex nunc inantea perpetuis futuris temporibus, insignes & magnifici Principatus, videlicet Regnum Bohemiæ, Comitatus Palatinus Rheni, Ducatus Saxoniæ, & Marchionatus Brandenburgensis, terræ, districtus, homagia, vasallagia, & alia quævis ad ipsa spectantia, scindi, dividi, seu quavis conditione dimembrari non debeant, sed ut potiùs in sua perfecta integritate perpetua maneant, primogenitus filius succedat in eis, sibique soli jus ac dominium competat, nisi forte mente captus, fatuus, seu alterius famosi & notabilis defectus existeret, propter quem non deberet, seu posset hominibus principari. In quo casu, inhibita sibi successione, secundo genitum, si fuerit in ea progenie, seu alium seniorem fratrem, vel consanguineum laicum, qui paterno stipiti in descendenti recta linea proximior fuerit, volumus successurum; qui tamen apud alios fratres, & sorores, se clementem & pium exhibebit continuò, juxta datam sibi à Deo gratiam, & juxta suum beneplacitum, & ipsius patrimonii facultates; divisione, scissione, seu dimembratione Principatus, & pertinentiarum ejus, sibi omnibus modis interdicta.

CAP. XXVI.

De Curia Imperiali & sessione.

DIE, qua solemnis Curia Imperialis vel Regia fuerit celebranda, veniant circa horam primam Principes Electores, Ecclesiastici & Seculares, ad domum habitationis Imperialis, sive Regalis, & ibi Imperator vel Rex ipse omnibus insigniis Imperialibus induetur, & ascensis equis, omnes vadant cum Imperatore, vel Rege, ad locum sessionis aptatæ, & illic quilibet eorum in ordine, & modo supra in lege, *de ordine processionis ipsorum Principum Electorum*, pleniùs diffinito.

2. Portabit etiam Archicancellarius, in cujus Archicancellariatu hæc fuerint, super baculo argenteo, omnia sigilla & typaria Imperialia, & Regalia.

3. Seculares vero Principes Electores sceptrum,

ANS de J. C. 1356.

pomum, & enſem, ſecundum quod ſuperiùs expri-mitur, deportabunt.

4. Portabuntur etiam immediate ante Archiepiſcopum Trevirenſem ſuo loco tranſeuntem, primò, Aquiſgranenſis; ſecundò, Mediolanenſis corona; & hoc ante Imperatorem duntaxat, qui jam eſt Imperialibus inſulis decoratus; quas geſtabunt aliqui Principes inferiores, ad hoc per Imperatorem juxtà placitum deputandi.

5. Imperatrix etiam, vel Regina Romanorum, ſuis Auguſtalibus amicta inſigniis, poſt Regem, vel Imperatorem Romanorum, & etiam poſt Regem Bohemiæ, qui Imperatorem immediate ſubſequitur, competentis ſpacii intervallo, ſuis aſſociata Proceribus, ſuiſque comitata virginibus, ad locum ſeſſionis procedat. (a)

(a) Ici finiſſent les Décrets de la Diéte de Mets.

CAP. XXVII.

De officiis Principum Electorum in ſolemnibus Curiis Imperatorum, vel Regum Romanorum.

STATUIMUS, ut quandocumque Imperator vel Rex Romanorum ſolemnes curias ſuas celebraverit, in quibus Principes Electores ſua deſervire, ſeu exercere debent officia, ſubſcriptus in his ordo ſervetur.

1. Primò enim, Imperatore, vel Rege ipſo, in ſede Regia, ſive ſolio Imperiali ſedente, Dux Saxoniæ officium ſuum agat hoc modo. Ponetur enim ante ædificium ſeſſionis Imperialis vel Regiæ, acervus avenæ, tantæ altitudinis, quòd pertingat uſque ad pectus vel antelam equi, ſuper quo ſedebit ipſe Dux, & habebit in manu baculum argenteum, & menſuram argenteam, quæ ſimul faciant in pondere duodecim marcas argenti; & ſedens ſuper equo, primò menſuram eandem de avena plenam accipiet, & famulo primitùs venienti miniſtrabit eandem. Quo facto, figendo baculum in avenam recedet, & Vicemareſcallus ejus, puta de Pappenheim, accedens, vel eo abſente Mareſcallus curiæ, ulteriùs avenam ipſam diſtribuat.

2. Ingreſſo vero Imperatore, vel Rege ad menſam, Principes Electores Eccleſiaſtici, videlicet Archiepiſcopi, ſtantes ante menſam cum cæteris Prælatis, benedicent eandem, ſecundum ordinem, qui circa hæc eis in ſuperioribus eſt præſcriptus. Et benedictione completa, iidem Archiepiſcopi omnes, ſi adſint; alioquin duo, vel unus, ſigilla & typaria Imperialia, ſive Regalia à Cancellario curiæ recipient; eoque in cujus Archicancellariatu curiam ipſam celebrari continget, in medio procedente, & aliis duobus ex alterutro latere ſibi junctis, ſigilla & typaria ipſa, omnes quidem baculum, in quo ſuſpenſa fuerint, manibus contingentes, ea portabunt, & ante Imperatorem, vel Regem reverenter ponent in menſa. Imperator verò, ſive Rex eadem ipſis ſtatim reſtituet; & in cujus Archicancellariatu hoc fuerit, ut præfertur, is majus ſigillum collo appenſum, uſque ad finem menſæ geſtabit, & deinceps donec ad hoſpitium ſuum perveniat, ab imperiali, ſive Regali curia equitando, baculus verò, de quo præmittitur, eſſe debebit argenteus, duodecim marcas argenti habens in pondere, cujus tam argenti quam pretii partem tertiam unuſquiſque Archiepiſcoporum ipſo perſolvet, & baculus ipſe protinus unà cum ſigillis & typariis, debet Cancellario Imperialis curiæ aſſignari, in uſus ſuos bene placitos convertendus. Poſtquam autem is, quem ordo tetigerit, portando ſigillum majus ab Imperiali curia ad hoſpitium ſuum redierit, ut præfertur, ſtatim ſigillum ipſum per aliquem de ſuis familiaribus prædicto Imperialis curiæ Cancellario remittet ſuper equo, quem juxta propriæ dignitatis decentiam & amorem, quem ad Cancellarium curiæ geſſerit, ipſi Cancellario tenebitur elargiri. ANS de J. C.

3. Deinde Marchio Brandenburgenſis Archicamerarius accedat ſuper equo, habens argenteas pelves cum aquâ in manibus, ponderis duodecim marcarum argenti, & pulchrum manutergium; & deſcendens ab equo, dabit aquam Domino Imperatori, vel Regi Romanorum manibus abluendis. 1356.

4. Comes Palatinus Rheni intrabit ſimiliter ſuper equo, habens in manibus quattuor ſcutellas argenteas cibis impletas, quarum quælibet tres marcas habeat in ſtatera, & deſcendens ab equo, portabit & ponet ante Imperatorem, vel Regem in menſa.

5. Poſt hoc Rex Bohemiæ Archipincerna, veniat ſimiliter ſuper equo, portans in manibus cuppam ſeu ſcyphum argenteum, ponderis duodecim marcarum, coopertum, vino & aqua permixtim impletum; & deſcendens de equo, ſcyphum ipſum Imperatori, vel Regi Romanorum porriget ad bibendum.

6. Sicut autem hactenus obſervatum fuiſſe comperimus, ita ſtatuimus, ut peractis per Principes Electores Seculares, prædictis eorum officiis, ille de Falckenſtein Subcamerarius, equum, & pelves Marchionis Brandenburgenſis, pro ſe recipiat: Magiſter coquinæ de Norteberg, equum & ſcutellas Comitis Palatini: Vicepincerna de Limburg, equum & ſcyphum Regis Bohemiæ: Vicemareſcallus de Pappenheim, equum, baculum & menſuram prædictam Ducis Saxoniæ; ſi tamen ipſi in tali Imperiali ſeu Regali curia præſentes exiſtant, & eorum quilibet in officio ſuo miniſtret; ſi verò ipſi, vel eorum aliqui à præfata curia ſe duxerint abſentandos, extunc Imperialis vel Regalis curiæ quotidiani miniſtri vice abſentium, puta quilibet in loco ejus abſentis, cui in vocabulo ſeu in officio communicat, ſicut gerit officium, ſic tollat in præmiſſis & fructum.

CAP. XXVIII.

De menſis Imperialibus & Electoralibus.

IMPERIALIS inſuper menſa vel Regia ſic debet aptari, ut ultra alias aulæ tabulas, ſive menſas, in altitudine ſex pedum ſit altius elevata, in qua prætet Imperatorem duntaxat, vel Regem Romanorum, die ſolemnis curiæ nemo penitus collocetur.

2. Sedes vero & menſa Imperatricis ſive Reginæ parabitur à latere in aula; ità quod ipſa menſa tribus pedibus Imperiali ſive Regali menſa ſit baſſior, & totidem pedibus eminentior ſupra ſedes Principum Electorum. Qui Principes ſuas inter ſe una eademque altitudine ſedes habebunt, & menſas.

3. Infra ſeſſionem Imperialem menſæ pro ſeptem Principibus Electoribus, Eccleſiaſticis & Secularibus, præparentur, tres videlicet à dextris, & tres aliæ à ſiniſtris, & ſeptima directe verſus faciem Imperatoris vel Regis, ſicut ſuperiùs in capitulo *de ſeſſionibus, & ordine Principum Electorum* per nos eſt clarius definitum; ita etiam, quòd nullus alius cujuſcunque dignitatis, vel ſtatus exiſtat, ſedeat inter ipſos, vel ad menſas eorum.

4. Non liceat autem alicui prædictorum Secularium Principum Electorum, peracto officii ſui debito, ſe locare ad menſam ſibi paratam, donec alicui ſuorum Conprincipum Electorum ejus officium reſtat agendum; ſed cum aliquis eorum, vel aliqui miniſterium ſuum expleverint, ad præparatas ſibi menſas tranſeant, & juxta illas ſtando expectent, donec cæteri miniſteria ſua expleverint ſupradicta, & tunc demum omnes & ſinguli pariter ad menſas ſuas ſibi poſitas ſe locabunt.

5. Invenimus etiam ex clariſſimis relatibus, & traditionibus antiquorum, illud à tempore, cujus contrarii jam non habetur memoria, per eos, qui nos præceſſerunt, feliciter eſſe jugiter obſervatum, ut Regis Roma-

ANS J. C. 1356. Romanorum futuri Imperatoris, in civitate Francfordia celebraretur electio, & prima coronatio Aquisgrani, & in oppido Nuremberg prima sua Regalis curia haberetur. Qua propter certis ex causis etiam futuris præmissa servari debere temporibus declaramus, nisi præmissis omnibus, seu eorum alicui, impedimentum legitimum obviaret.

6. Quandocumque insuper aliquis Princeps Elector Ecclesiasticus, vel etiam Secularis, justo impedimento detentus, ad Imperialem curiam vocatus, venire non valens, nuncium vel procuratorem cujuscunque status, vel dignitatis transmiserit, missus ipse (licet loco mittentis juxta datum sibi ab eo mandatum, admitti debeat) in mensa tamen vel sede, quæ illi, qui ipsum transmittit, deputata fuerit, non sedebit.

7. Præterea consummatis his, quæ in Imperiali qualibet curia, vel Regali fuerint pro tempore disponenda, recipiet Magister curiæ pro se totum ædificium, sive ligneum apparatum Imperialis, sive Regiæ sessionis, ubi sederit Imperator, vel Rex Romanorum, cum Principibus Electoribus, ad celebrandas solemnes curias, vel feuda, sicut præmittitur, Principibus conferenda.

CAP. XXIX.

De juribus Officialium, dum Principes feuda sua ab Imperatore vel Rege Romanorum recipiunt.

DECERNIMUS hoc Imperiali edicto, ut Principes Electores Ecclesiastici, vel etiam Seculares dum feuda seu regalia ab Imperatore vel Rege recipiunt, ad dandum vel solvendum aliquid nulli penitus sint astricti. Nam pecunia, quæ tali prætextu persolvitur, Officiatis debetur. Cum ergo ipsi Principes Electores, cunctis Imperialis curiæ præsint officiis, suos etiam habentes in hujusmodi officiis substitutos, datos ad hoc à Romanis Principibus & dotatos, videretur absurdum, quòd substituti Officiales, à suis superioribus quocunque quæsito colore exenia postularent; nisi forte ipsi Principes Electores sponte & liberaliter his aliquid largirentur.

2. Porro, cæteri Principes Imperii, Ecclesiastici vel Seculares, dum prædicto modo eorum aliquis feuda sua ab Imperatore Romanorum, vel à Rege, suscipit, dabit Officialibus Imperialis, sive Regalis curiæ, sexaginta tres marcas argenti, cum uno fertone; nisi eorum aliquis privilegio, seu indulto Imperiali vel Regali tueri se possit, & probare se solutum vel exemptum à talibus, aut etiam aliis quibuscunque, quæ solvi in susceptione feudorum hujusmodi consuevissent. Prædictarum insuper sexaginta trium marcarum, & fertonis divisionem faciet Magister curiæ Imperialis seu Regalis, hoc modo; Primò enim decem marcas pro semetipso reservans, dabit Cancellario Imperialis, sive Regalis curiæ decem marcas; magistris, notariis, & dictatoribus, tres marcas; & sigillatori pro cera, & pergameno unum fertonem; ita videlicet, quòd Cancellarius, & Notarii, Principi recipienti feudum, non ad aliud, quam ad dandum sibi testimonialem recepti feudi, seu simplicis investituræ litteram sint astricti. Item dabit Magister curiæ Pincernæ de Limburg, de præfata pecunia decem marcas; Magistro Coquinæ de Nortemberg, decem marcas; similiter Vicemarescallo de Pappenheim, decem marcas; & Camerario de Falckenstein, decem marcas. Tali tamen conditione, si ipsi & eorum quilibet in hujusmodi curiis solemnibus præsentialiter adsint in suis officiis ministrando; si vero ipsi, vel aliqui eorum absentes fuerint, extunc Officiales Imperialis sive Regalis curiæ, qui talibus præsunt officiis, eorum, quorum supplent absentiam, singuli singulorum, sicut vicem, nomenque & laborem sufferunt, sic lucrum & commoda reportabunt.

ANS de J. C.

3. Dum autem Princeps aliquis equo, vel alteri bestiæ insidens, feuda sua ab Imperatore recipit vel Rege, equus ille, seu bestia, cujuscumque speciei sit, debetur superiori Marescallo, id est, Duci Saxoniæ, si præsens adfuerit; alioquin illi de Pappenheim, ejus Vicemarescallo; aut illo absente, Imperialis, sive Regalis curiæ Marescallo. 1356.

CAP. XXX.

De institutione Principum Electorum in linguis.

CUM Sacri Romani Celsitudo Imperii, diversarum nationum moribus, vita, & idiomate distinctarum, leges habeat & gubernacula moderari, dignum est, & cunctorum sapientum judicio censetur expediens, quòd Electores Principes ipsius Imperii columnæ & latera, diversorum idiomatum & linguarum differentiis instruantur; ut plures intelligant, & à plurimis intelligantur, qui plurimorum necessitatibus relevandis Cæsareæ Sublimitati assistunt, in partem sollicitudinis constituti.

2. Quapropter statuimus, ut Illustrium Principum, puta Regis Bohemiæ, Comitis Palatini Rheni, Ducis Saxoniæ, & Marchionis Brandenburgensis, Electorum filii, vel hæredes & successores, cum verisimiliter Theutonicum idioma sibi naturaliter inditum scire præsumantur, & ab infantia didicisse, incipiendo à septimo ætatis suæ anno, in (*a*) Grammatica, (*b*) Italica, ac (*c*) Slavica linguis instruantur; ita quod infra quartum decimum ætatis annum existant in talibus juxta datam sibi à Deo gratiam eruditi; cum illud non solùm utile, imo ex causis præmissis summè necessarium habeatur; eò quòd illæ linguæ ut plurimum ad usum, & necessitatem Sacri Imperii frequentari sint solitæ, & in his plus ardua ipsius Imperii negotia ventilentur.

(*a*) C'est-à-dire, la langue Latine.

(*b*) Il a voulu exprimer le mot Allemand *Welsch*, dont les Allemands se servent, pour signifier les langues Italienne & Françoise, quoique ce mot *Welsch*, se dise seulement des François.

3. Hunc autem proficiendi modum in præmissis ponimus observandum, ut relinquatur optioni parentum, ut filios, si quos habuerint, seu proximos, quos in Principatibus sibi credunt verisimiliter successuros, ad loca dirigant; in quibus de hujusmodi possint linguagiis edoceri, vel in propriis domibus pædagogos, instructores, & pueros consocios in his peritos eis adjungant, quorum conversatione pariter & doctrina in linguis ipsis valeant eruditi.

(*c*) C'est celle dont se servent les Bohêmes, les Polonois, les Lithuaniens, ceux de Russie, de Moscovie, de Tartarie, & les Turcs même, selon la remarque de Goldast.

CCCIII.

Decret de (*a*) RUPERT I. *Comte Palatin du Rhin touchant le droit d'Electorat, qui apartient au Roi de* BOHE'ME. *Fait l'an* 1356. Goldast. Tom. II. pag. 91.

ANS de J. C. 1356. L'EMPIRE ET BOHE'ME.

RUPERTUS Dei gratia Comes Palatinensis Rheni, sacri Romani Imperii Archidapifer, & Dux Bavariæ, ad perpetuam rei memoriam.

(*a*) Ou Robert surnommé le Roux.

1. Desideratæ pacis laudanda præsidia, absque Principum gubernatione felici, persæpe tanquam navem remige destitutam dubiorum anfractibus fluctuare contingit: & tanto periculosiùs, & utique majore dispendio, quanto Rectores publicos, illustres videlicet Principes, quos Divina providentia in consolationem sui fidelis populi clementer instituit juribus & potentia fuerint negligentiùs destituti. Quo fit, ut

ANS de J. C. 1356.

Principum quorumlibet emunitates, nobilitates, & jura diligenter custodiri debeant, & in sua integritate servari: ac illorum maximè, qui tanquam fundamenta & columnæ fortissimæ, sacri Imperialis ædificii thronum Cæsareum gratis attollunt decoribus, quibusque Dei gratia pia dignatione credidit eum eligere, cujus potentia totius mundialis machinæ regitur Monarchia.

2. Sanè licet de jurib. Serenissimi Principis, Domini Regis Boëmiæ Illustris, Coëlectoris, Comprincipis & Collegæ nostri, nulla sit juris seu facti dubietas, quia ipse ab attavis, proavis, avis, & progenitoribus suis, ad instar nostri & quorumlibet aliorum Coëlectorum Principum, in electione Romani Regis ad imperium promovendi pleno jure fretus sit hactenus & fruatur; sicut hoc luce clariùs semper apparuit ab eo tempore, cujus apud homines memoria non existit: tamen nonnulli filii tenebrarum oculis cæcutientib. à divina luce remoti, meridiana claritate palpitant sicut in noctibus & offendicula laqueosque præparant iniquitatis & sceleris, Diabolica invidia suggerente, jugum veritatis deferre præ mole gravissimi ponderis coagulati mendacii nequeuntes, super ipsis offendiculis corruunt, & suorum laqueis iniquorum conceptuum se involvunt, ut lucem tenebras judicent, & tenebras ipsam lucem.

3. Igitur ad abundantioris cautelæ præsidium, ut præfato Serenissimo Principi, Domino Regi Bohemiæ, hæredibus & successoribus suis Regibus Boëmiæ, in perpetuum securiùs caveatur, & omnes dubietatum amputentur calumniæ, & ne quibuslibet otiosè loquentibus malignandi materia relinquatur, animo deliberato, non per errorem aut improvidè, sed multa investigatione pravia, & à multis veridica informatione recepta, maturo consilio, unà cum universis aliis Coëlectoribus, Comprincipibus & Collegis nostris, tam Spiritualibus quàm Secularibus de certa nostra scientia recognoscimus, dicimus, & dictante conscientia publicè profitemur; Quod Serenissimi Principes & Illustres Domini, Boëmiæ Reges ab attavis, proavis, & progenitoribus suis, ab eo de tempore, cujus apud homines (sicut præmittitur) memoria non existit, habuerunt continuò, habent & habere debent jus & vocem plenè & omnimodè ad instar nostri & aliorum Comprincipum Coëlectorum nostrorum, tam Spiritualium quàm Secularium; in electione Romanorum Regis ad Imperium promovendi: ita videlicet, ut quotiescunque casus talis electionis emerserit, Serenissimus Princeps Dominus Rex Bohemiæ, qui pro tempore fuerit, ad celebrandam electionem ipsius solenniter vocari debeat, & in ipsa electione omnibus juribus suis, voce videlicet & loco, & aliis quibuslibet ad hæc spectantibus, per se vel Nuncios legitimos & Ambasiatores suos, & ad instar nostri & omnium aliorum Comprincipum, Coëlectorum, & Collegarum nostrorum, tam Spiritualium quàm Secularium, qui sunt & qui fuerint pro tempore (sicut præmittitur) sic cum omni reverentia & honore gaudere, sicut de jure & more sacri Imperii Principes Electores talibus freti sunt retroactis.

ANS de J. C. 1356.

4. (a) Quodque præfatus Serenissimus Princeps Dominus Rex Boëmiæ, S. Romani Imperii Archipincerna consistit; at Archipincernatus officium coram Imperatore vel Rege Romano in solennib. Curiis sub corona Regali exercere non debet, neque tenetur ad hoc, nisi velit facere spontanea voluntate. Poterit tamen juxta beneplacitum, in præsentia Imperatoris vel Regum Romanorum, dum solennes Curias hujusmodi celebrari contigerit, procedendo, sedendo, vel stando, Regalem gestare coronam: sicut hoc Serenissimorum Principum Dominorum Regum Boëmiæ, progenitorum & prædecessorum ipsius, consuetudo laudabilis ab olim noscitur observasse.

(a) Cela avoit déja été réglé par la Bulle d'Or ci-dessus; à moins que ce Décret ne fut antérieur: ce qui ne paroit pas par la datte.

In cujus rei testimonium præsentes fieri, & sigilli nostri voluimus robore communiri. Datum Metis, anno Domini M. CCC. LVI. proxima Dominica ante festum beatæ Luciæ Virginis.

CCCIV.

ANS de J. C. 1357. BRABANT ET FLANDRE.

Traité de Paix entre WENCESLAS DE BOHE'ME *Duc, &* JEANNE *Duchesse de Luxembourg, Lorraine & Brabant d'une part, &* LOUIS *Comte de Flandre d'autre Fait l'an* 1357. Christophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 191.

WY WENCELIJN VAN BEHEM by der gratien Godts Hertoghe, ende JOHANNE by der selver gratien Hertoginne van Luxembourg, van Lothrijck, van Brabandt, van Lymborch, Marck-grave ende Marck-gravinne des Heylichs Rijcks doen kondt allen luden, dat wy onsen lieven neve Hertoge Willem van Beyeren Greve van Henegou en van Hollandt, gheloift hebben ende mechtich gemaeckt eenen soyne ende peys te dedingen ende te maecken, tusschen Heeren LODEWIJCKE Graeve van Vlaenderen, sinen luden, Landen ende Steden op d'een zijde, ende ons, onse Landen ende Steden op d'ander zijde, ende wes hy daer af segt, ordonneert of maeckt op sine bescheydentheydt, dat selen wy stede ende vast houden, ghelijck oft wy't selve daden, voor ons, onse luden Lande ende Stede ende na-kommelingen, by onsen trouwen sekerheyt, ende by onse ere. In oirkonden desen brieve besegelt mit onsen seghelen, ende om de meere sekerheydt ende vestenesse soo hebben wy ghebeden ende bidden, bevolen ende beveelen onsen lieven getrouwen Bannrodsen, Ridderen ende Steden,

CCCIV.

ANS de J. C. 1357. BRABANT ET FLANDRE.

Traduction de ce Traité.

NOus (a) WENCESLAS DE BOHE'ME, *par la grace de Dieu Duc, &* JEANNE *par la même grace Duchesse de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant, de Limbourg, Marcgraves du Saint Empire, faisons savoir à un chacun, que nous avons promis & assuré à nôtre cher Cousin, Guillaume de Baviére, Comte de Hainaut & de Hollande, que nous ferons & accorderons une reconciliation & paix, entre* LOUIS *Comte de Flandre, ses sujets, Païs, & Villes d'une part, & nous, nos Païs, & Villes d'autre; c'est pourquoi nous disons, déclarons, & ordonnons à sa réquisition, que nous la tiendrons, & observerons, comme nous faisons par ces présentes, pour nous, les nôtres, nos Païs & Villes, sur nôtre foi, assurance, & honneur. C'est pourquoi nous avons fait séeller ces présentes de nôtre seau; & pour plus grande sureté & assurance, nous avons prié & prions, ordonné & ordonnons à nos chers*

(a) Ou Wencelin. Ces deux mots sont les mêmes. Butkens nomme toûjours ce Prince Wencelin.

NS den, als Heeren Henricke Berthout Heere van Duf-
J. C. fle ende van Gele, Heere Henricke van Bouterſſem
357. Heer van Bergen opten Soom, Heer Jan van Pola-
nen Heer vander Lecke ende van Breda, Heer Gee-
raerd vander Heyden Heer van Bouterſſem, Heeren
Geeraert Heer van Voſſelaer, Heer Bernaerd van
Borgneval, Baenrodſen ende Ridderen, Loven,
Bruſſel, Antwerpen, 's Hertoghenboſſche, &c.
Gegeven des Donderdachs naer Sinxen, int jaer ons
Heeren M. CCC. LVII.

chers & fidéles Barons, Chevaliers, & Villes, ſa- ANS
voir les Seigneurs Henri Berthout Seigneur de Duffle de J. C.
& de Gale, Henri de Bouterſſen, Seigneur de Berg- 1357.
op-Som, Jean de Polan Seigneur de Lecke, & de
Breda, Gerard de Heiden Seigneur de Bouterſſem,
Gerard Seigneur de Voſſelaer, Bernard de Borgne-
val, Barons & Chevaliers, & les Villes de Louvain,
Bruxelles, Anvers, Bolduc, &c. Donné le Jeudi
après la Pentecôte, l'an de nôtre Seigneur 1357.

CCCV.

NS *Declaration de l'Empereur* CHARLES
J. C. IV. *pour régler le différent ſurvenu entre*
357. RODOLPHE *Duc de Saxe, &* WENCESLAS *Duc de Luxem-*
AXE *bourg, Lorraine &c. Marquis du Saint*
BRA- *Empire Romain, pour le droit de porter*
NT. *l'épée devant l'Empereur. Donné à Metz, le 5. Janvier* 1357. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 191.

CAROLUS QUARTUS divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex notum facimus tenore præſentium univerſis, quòd cùm in ſolemni curia noſtra Imperiali quam in civitate Metenſi ſacratiſſimo die Nativitatis Dominicæ cum univerſis Principibus Electoribus Eccleſiaſticis & ſecularibus præſentibus, etiam aliis Principibus Proceribus & Nobilibus in multitudine numeroſiſſima celebravimus, inter Illuſtres RODULPHUM *Ducem Saxoniæ* ſacri Romani Imperii Archi-Mareſchallum avunculum noſtrum ex una, & WENCESLAUM *Lucemburgi, Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi Ducem Sacrique Imperii Marchionem* fratrem noſtrum ex altera parte, ſuborta fuiſſet materia quæſtionis, uter videlicet eorum Enſem noſtrum Imperialem in prædicta & aliis ſolemnibus curiis Imperialibus ante faciem Majeſtatis Ceſareæ præcedendo geſtare, ſeu Imperatore vel Rege Romano in menſa vel pro tribunali ſedente coram eo tenere deberet, utroque ipſorum hoc ſibi competere contendente: Nos volentes contentionem hujuſmodi ſopire, & ſcandalis quæ exinde naſci poſſent aditum præcludere per ſemitam æquitatis, habito cum Electoribus & aliis Principibus antedictis ſuper hoc maturo conſilio; conſiderantes quòd prædictus frater noſter *Ducatum Brabantiæ & Marchionatum* prædictos (quorum virtute Enſem ipſum ad geſtandum ut præmittitur & tenendum ſibi dari petebat) à noſtra Celſitudine nondum ſuſcepit in feudum, nec de feudis Ducatus & Marchionatus eorundem per nos exſtitit inveſtitus: Declaravimus & tenore præſentium auctoritate Imperiali declaramus expreſſè, eidem fratri Lucemburgi, Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi Duci & Marchioni Imperii in juribus privilegiis ſibi & dictis Ducatui & Marchionatui præſertim circa portationem & tentionem Enſis Imperialis competentibus, nullum per hoc præjudicium generari, vel in poſterum illud ſibi poſſe vel debere quovis modo nocere, quòd præfatus Dux Saxoniæ in hac curia noſtra Enſem ipſum ante faciem noſtram geſtavit, & etiam circa menſam Imperialem tenuit coram nobis, præſentium ſub Imperialis Majeſtatis noſtræ ſigillo teſtimonio litterarum. Datum Metis anno Domini M. CCC. LVII. indictione X. Nonis Januarii, ſtilo Gallico, Regnorum noſtrorum anno XI. Imperii verò II. S. Boemundi Archi-Epiſcopi Treverenſis S. Gerlaci Archi-Epiſcopi Moguntinenſis, S. Wilhelmi Archi-Epiſcopi Colonienſis, S. Roberti Comitis Palatini Rheni, S. Luduici Marchionis Brandeburgenſis.

ANS
de J. C.
1357.

CCCVI.

Traité entre WENCESLAS *Duc de* BRABANT ET NAMUR.
Brabant, & GUILLAUME *Comte de Namur, au ſujet de diverſes prétenſions réciproques, fait à Maſtricht le 6. de Février* 1357. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 192.

ITem une lettre de GUILLAUME Comte de Namur par laquelle il cognoit que par le Conſeil de Charles Empereur des Romains & Roy de Boeme il s'eſtoit convenu avec WENCESLAUS Duc de Lucembourg, Brabant, &c. & Dame Jenne ſa femme Ducheſſe deſdits pays, premierement que le Duc pour luy & ſes hoirs Ducs de Lucembourg a renoncé au droit que luy pouvoit competer au Chaſteau de Poillevache & ſes appendances, & auſſi à l'hommage de Chaſteau Thiery ſur la Meuſe, & aux autres hommages appartenants audit Chaſteau de Poillevache, mais que le Comte de Namur devoit avoir ledict Chaſteau avec ſes appendences, tout ainſi que Jean Roy de Boeme & Comte de Lucembourg at ledit Chaſteau vendu à Dame Marie d'Arthois Mere dudit Comte de Namur: comme la lettre de la vendition declaire auſſi plus à plain, à laquelle ceſte lettre eſt referée. Et ledict Comte de Namur renonce auſſi pour luy & ſes hoirs, à tel droict de ſucceſſion que luy peut competer ou en futur pouroit competer es chaſteaux & biens de Longeant, Mirowaert, Villamche, Orchimont avec ſes prevoſtés & autres appendences, leſquels biens ont eſté donnés à tiltre de dot à Robert viel Comte Palatin du Rhin & Duc de Bavieres & à Dame Eliſabeth ſa compagne ſeur dudit Comte de Namur, conſentant que le Duc de Lucembourg puiſſe leſdits biens dudit Comte Palatin Duc de Bavieres rachapter au meilleur marché qu'il luy ſeroit poſſible. Et ſont auſſi ledit Duc Wenceſlaus Duc de Lucembourg & le Comte de Namur convenus en ſemble de tenir pour bon ce que l'Empereur determinerat de l'hommage d'Ayſeau, aſſavoir à qui ledit hommage devrat appartenir: comme la lettre contient plus à plein donnée à Trecht ſur la Meuſe l'an M. CCC. LVII. le VI. jour de Febvrier, ſignée au dos XXVII.

ANS de J. C. 1357. BRABANT ET FLANDRE.

CCCVII.

Traité & accord entre WENCESLAS *&* JEANNE *Duc & Ducheſſe de Brabant, &* LOUIS *Comte de Flandre touchant Anvers & ſes dépendances. Fait à Malines le* 20. *Mars* 1357. Chriſtophre Butkens, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 192.

WY Lodewijck by der gratien van Gode Greve van Vlaenderen, Hertoghe van Brabandt, Greve van Nevers, van Retheſt, ende Heer van Mechline, ende Marguerite van Brabandt by der ſelver gratien Gravinne, Hertoginne ende Vrouwe vanden Landen ende Stede voorſchreven, doen kondt allen luden, dat want ons onſe lieve ende gheminde ſuſter Johanne Hertoginne van Lutcemborch, van Lothrijck, van Brabant ende van Lymborch, ende Marck-grevinne des Heylichs Rijcks als gherechte erf-ghename, ende Heer Wencelaus Hertoghe vanden ſelven Landen van Lutcemborch, van Lothrijck, van Brabandt ende van Lymborch, Marck-greve des Heylichs Rijcks alſe onſer voorſchreven ſuſter wettich Mombour, ons Grevinne voorſz. als erf-ghename, en ons Greve als haeren wettighen Mombour ontfaen ende verleent hebben vander Stadt van Antwerpen mit haeren toebehooren, bynnen der vryheydt der voorſchreven Stadt, ende vanden Vryheden ende Dorpen hier nae ghenompt, om vulle bewiſinghe te doen vanden thien duyſent guldenen t's jaers na den begrijpe vanden peyſe ons neven van Henegouwe; dats te wetene in die Vryheyden ende Dorpen van Oeſterweele, Wilmardonck, Orderen met Ordam ende Kuſtelle, Lilloe, Staeckbroeck, Berentdrecht, Zant-vliet, Borchvliet, Wilrijck, Berchem, Doirne, Winegem, Schille, Bochout ende Hove, ende in diverſſen Renten, Lande, Chijnſe ende andere parchelen, gelijck haer brieve die zy ons daer af beſegelt hebben volcomelick in hebben ende begrijpen, dewelke hier na volgen, ende aldus ſpreken van worde te worde.

Wencelaus van Behem by der gratien Gods Hertoghe, ende Johanne by der ſelver gratien Hertoginne van Lucembourg, van Lotrijcke, van Brabant, van Lymborch, Marck-greve des Heylichs Rijcks, doen kont en kenlijck allen luden, dat want wy, na den begrijp des ſeggens ons neven Hertoge Willems Greve van Henegouwe ende van Hollandt, onſer liever ende gheminden zuſter Vrouwe Margrieten van Brabandt, Grevinne van Vlaenderen, van Nevers ende van Rethets alſe erf-ghenamen, ende Heeren Loedewijck Greve van Vlaenderen ende Heer der ſelver Lande als haren Mombour verleendt hadden ende ghegoet inder Stad van Andwerpen, inde Renten ende toebehoirten daer af bynnen der Vryheydt ghelegen, mit hoghen gherichte ende mit leeghe in zuſterliker deylinghen, voir een ſomme van thien duſent Florinen t's jaers, gelijck die brieve in hebben die daer af ghegheven ſijn in beyden zijden; ende nu onſe voirſchreven broeder ende zuſter van Vlaenderen hen becronende zijn na die tenuer des ſelfs ſegghens, dat die Stad van Andwerpen, Renten, Revenuen, Gerichten ende Heerlickheyden niet alſo goet en ſijn als thien duyſent Florinen t's jaers, daeromme ſijn wy in beyden zijden om ruſte, minne, accord ende vrientſchap te voerdenne tuſſchen ons beyden onſer beyder lude ende Lande van Brabandt ende van Vlaenderen overeen-ghedraghen, dat wy ghecoren hebben aen onſe zijde vier perſoinne dien wy volcomen macht ghegheven hebben, dats te wetene Heeren Aernde Heer van Rummen ende van Quatbeke onſen Droſſete van Brabandt, Heeren Janne Heer van Wittham, Heeren Janne 's Her-claes Deken

ANS de J. C. 1357. BRABANT ET FLANDRE.

CCCVII.

Traduction de ce Traité.

NOus Louis *par la grace de Dieu Comte de Flandres, Duc de Brabant, Comte de Nevers, de Rethel, & Seigneur de Malines. Et Marguerite de Brabant par la même grace Comteſſe, Ducheſſe & Dame des Païs & Villes ſuſdites ſavoir faiſons à tous, Que nôtre chére & bien aimée ſœur* Jeanne *Ducheſſe de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, Marc-graue du St. Empire comme héritiere légitime, & le Seigneur* Wenceslas *Duc des ſuſdits Païs de Luxembourg, de Lorraine de Brabant & de Limbourg, comme légitime* (a) *Epoux & Adminiſtrateur de nôtre dite ſœur nous ont octroyé & tranſporté, ladite Comteſſe en la qualité ſuſdite d'heritiere, & ledit Comte en qualité de ſon Adminiſtrateur legitime (comme dit eſt) la Ville d'Anvers avec ſes dependances, & tout ce qui eſt compris dans ſa Banlieue; & les Villages ci aprés denommez, & ce pour aſſignation des dix mille Livres annuelles contenuës dans la Paix faite avec nôtre Couſin de Hainault. Les Vilages & Banlieues cedées ſont celles d'Oſterweele, Wilmardonck, Orderen, avec Ordam, & Kuſtelle, Lillo, Stadbrouck, Berendrecht, Zant-Vliet, Borch-Vliet, Wilrijck, Berchem, Doirne, Wineghem, Schille, Bochout, & Hove, avec diverſes rentes, impots, & autres parties, leſquelles ils ont compris dans les Lettres ſcéllées, qu'ils nous en ont données, dont la teneur s'enſuit, & eſt telle de mot à mot.*

Venceſlas de Bohême par la Grace de Dieu Duc, & Jeanne par la même grace Ducheſſe de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant, & de Limbourg, Marc-graves du Saint Empire, ſavoir faiſons à tous ceux qu'il apartiendra, que nous, ſelon le raport de nôtre Couſin le Duc Guillaume Comte de Hainaut & de Hollande, & de nôtre chére & bien aimée ſœur Dame Marguerite de Brabant Comteſſe de Flandre, de Nevers & de Rethel, comme héritiers, & le Seigneur Louis Comte de Flandre, & Seigneur deſdits Pays, comme ſon Adminiſtrateur, leur avions accordé & cedé dans la Ville d'Anvers, en rentes & dépendances ſituées dans ſon territoire, avec haute & baſſe juſtice, pour le partage de ſa ſœur, la ſomme de dix mille florins de revenu par an, comme il eſt porté par les Lettres qui ont été accordées de part & d'autre; & maintenant noſdits frere & ſœur de Flandre, ne s'en voulant tenir à ce qui a été fait, diſent, que ladite Ville d'Anvers, ſes rentes, revenus, droits & Seigneuries ne valent pas la ſomme de dix mille florins de rente par an; c'eſt pourquoi nous de part & d'autre, pour maintenir le repos, bonne intelligence, accord, & amitié entre nous & nos Pays de Brabant & de Flandre, ſommes convenus, & avons choiſi, de nôtre part quatre perſonnes à qui nous avons donné plein pouvoir, ſavoir Arnoud Sire de Rumme & de Quatbeke Droſſard de Brabant, Jean Sire de Withem Jean Her-Clas Doyen de nôtre Egliſe de Sainte

(a) Le mot Flamand, qui eſt celui de *Mombour*, ſignifie un Tuteur.

ANS J. C. 1357. Deken onſer Kercken Sente Gudelen van Brueſſel, ende Heeren Alaerde van Os Proofſt van Loeven, ende onſe voirſchreven zuſter van Vlaenderen ende onſe breuder die Greve van Vlaenderen als hair Mombour Heeren Philipſe Heere van Maldegem, Heeren Rogier Boteline, Heeren Godevaerde vander Delft, ende Heeren Janne vander Delft Ontfanger van Vlaenderen aen haer zijde, om rechte priſie te doen vander Stad van Andwerpen voirſchreven mit haeren voirſz. toebehoerten; ſoe dat deſe acht perſoenen voirſchreven overſien hebben die weerde der Stad van Andwerpen voirſchreven, der Renten, Heerlickheden ende Fourfaiten inder manieren hier na beſchreven, ende hebben vonden bynnen der Stad van Andwerpen voirſchreven in ouden Chijnſerſ, daermen de partitulen af overgheven ſal neghen-ende-twintich pondt Lovenſche, *Valent* drie pondt vier ſchellinghe vijf penninghen grooten eenen ſterlinck. Item van den Vleeſchhuyſe van Andwerpen twintich ſchellinghe groot. Item vander gruyten binnen Andwerpen vive-en-twintich ſchell. grooten. Item de Coren-mate tot Andwerpen vijf pont groote. Item die Weede-mate twelf pen. grooten. Item vanden Laken-huyſe van Andwerpen acht pont grooten. Item vanden Coushuyſe twelf penninghen grooten. Item den kleynen Tol zeſſe pont groote. Item de Wage viertich ſchel. groote. Item van eenen Op-ſtalle dat Hughe Calf hout thien ſchel. paiements twee hoenre, gheprijſt op drie penningen grooten. Item van eenen Huyſe inde Zierick-ſtrate acht penninghen grooten. Item van twee Cameren aen de Borch-poorte drie ſchellinge grooten. Item den Kelder onder der Schepen-huys van Andwerpen viventwintich ſchellinge grooten. Item enigerhande bancke op de Viſch-macrt thien ſchellinge grooten. Somme acht-en-twintich pont thien ſchellinge viere penninge groote een ſterlinck. Item den Tol van Andwerpen met allen ſijnen toebehoerten ghelijck hy verpacht es ende gecouſtumeert heeft gheweeſt te verpachtene, hondert ſeſtich pont groote, uytghenomen den Fourfaiten, Heerlickheiden vanden voorſz. Tolle. Item die Aſſiſe vanden jaer-gelde vander Stad van Andwerpen gheprijſt over vier-en-viertich pondt, acht ſchellinge, thien penninghe groote, twee ſterlinck. Somme twee-hondert vier pondt acht ſchellinge, thien penninge groote, twee ſterlinck. Somme van beyden ſommen c c. xxxii. pondt, xix. ſchellinghen, dry penninghen groote, al out gheldt, den Florin voer xxii. Deniers, den Royal voer xv. Deniers gerekent, die waerde daer af makende vier-duyſent ſeſſe hondert negen-en-vijſtich guldenen ende een quartier: ende mits deſen pryſien ſullen wy ſuveren den voirſchreven Tol ende alle manieren van den voirſchreven Renten, eeſt in erve oft in lijf-penſien, van allen commeren diere vutgheet in wat maniere dat zy. Voert zijn geprijſt die Heerlickheyden, Fourfaiten, vervolghen ende manſchap van den voirſchreven Tolle ende hoecheydt, macht, Edelheydt vander goeder Stad van Antwerpen ende vanden Stroeme; ende den dienſt die ſoe vermach mit haeren vryheyt, dats te wetene t'Schoutet-Ambacht Ammanſchap, Steeen-wachterſchap, die Heerlickheyt van Manſchappen, Lombaerden, Joden, ende die Schouth vanden Borchg rechte van Andwerpen, ende alle andere Heerlickheyt mit den profijten, dienſten, forſaiten ende allen anderen Rechten dierre af vallen, gelijckſe ons voorſchreven zuſter die Grevinne als erf-ghename, ende onſe brueder die Greve van Vlaenderen als haer Mombour houden van ons in Leen ende in Manſchappen, voir drie duyſent drie hondert viertich guldenen ende drie quartier t's jaers, na goeder loyalre priſien: ſo dat onſe ſuſter van Vlaenderen voirſchreven, ende onſe brueder die Greve van Vlaenderen haer Mombour bliven na rechter rekeninge in ghebreke van twee duyſent Florinen 's jaers, die wy hen bewiſen inde Dorpen, Heer-

Sainte Gudule de Bruxelles, & Alard van Os Prévôt de Louvain; & nôtre ſuſdite ſœur Comteſſe de Flandre, & nôtre frére le Comte de Flandre comme ſon Adminiſtrateur, Sire Philippe Seigneur de Maldeghem, Sire Roger Boteline, Sire Godewaerde de Delft, & Sire Jean de Delft Receveur de Flandre de leur part; afin de faire la juſte appréciation de la ſuſdite Villes d'Anvers, avec ſes ſuſdites dépendances: en ſorte que les huit perſonnes ſuſdites, ont examiné la valeur de la ſuſdite Ville d'Anvers, de ſes rentes, Seigneuries, & forfaitures, en la maniére ſuivante; ils ont donc trouvé dans la ſuſdite Ville d'Anvers, en vieilles ceuſes, dont on donnera le détail 29. livres de Louvain, valans trois livres, quatre ſchelings, cinq deniers de gros, & un ſterling. Item de la boucherie d'Anvers vint ſchelings de gros. Item du moulin à monder l'orge & autres grains, vint cinq ſchelings de gros. Item de la meſure du blé d'Anvers cinq livres de gros. Item de la meſure dite Weede-mate *douze deniers de gros. Item de la Draperie d'Anvers huit livres de gros. Item de la hale aux bas douze deniers de gros. Item du petit impot ſix livres de gros. Item le droit du poids quarante ſchelings de gros. Item pour un banc a la boucherie, que Hugues Calf tient dix ſchelings en argent, & deux gelines aprécices à trois deniers de gros. Item de deux Chambres à la porte du Bourg d'Anvers trois ſchelings de gros. Item de la cave ſous la Maiſon de Ville d'Anvers vint cinq ſchelings de gros. Item de quelques bancs à la poiſſonnerie dix ſchelings de gros; faiſant toutes leſdites ſommes vint huit livres dix ſchelings, quatre deniers de gros & un ſterling. Item l'impôt d'Anvers avec toutes ſes dépendances, comme il a été affermé, & a accoutumé de s'affermer, cent ſoixante livres de gros, ſans y comprendre les forfaitures & Seigneuries dudit impôt. Item l'impôt de l'argent qu'on doit payer annuellement dans la Ville d'Anvers aprécié a quarante quatre livres, huit ſchelings, dix deniers de gros, deux ſterlings. Somme totale des deux ſommes précédentes deux cens trente deux livres, 19. ſchelings, trois deniers de gros, le tout d'ancienne monnoye, le florin valant douze deniers, le Royal quinze deniers; faiſant quatre mille ſix cens cinquante neuf florins & un quart. En outre nous déchargeons ledit impôt & toutes les autres ſuſdites rentes tant viagéres qu'autres, de toutes ſortes de charges, dettes, empêchemens, & autres choſes de même nature.* (a) *Item les Seigneuries, forfaits & hommages du ſuſdit Impôt, la hauteur, le pouvoir & Nobleſſe de nôtre bonne Ville d'Anvers, le Cours de la riviére, & le ſervice qu'elle peut avec ſes franchiſes, ſavoir, les Offices d'Eſcoutette d'Ammam, & de Geolier, les hommages, les* Lombards, *ou Maiſons où l'on prête ſur gages, les Juifs, &* l'Eſcouteterie *du droit du Château ou Bourg d'Anvers; avec toutes leurs Seigneuries, profits, ſervices, forfaits, & tous autres droits en dépendans; tels que les tiennent de nous en fief & hommage, nôtre ſuſdite ſœur la Comteſſe comme héritiére, & nôtre frére le Comte de Flandre ſon Adminiſtrateur, le tout pour trois mille trois cens, quarante florins & trois quarts par an; ſelon la juſte & fidéle eſtimation qui en a été faite. En ſorte que nôtre ſœur ſuſdite la Comteſſe de Flandre, & nôtre frére le Comte de Flandre ſon Adminiſtrateur, demeurent en arriére, après le juſte compte qui en a été fait, de la ſomme de deux mille florins par an, que nous leur aſſignons, ſur les Vſlages, Seigneuries, biens, rentes, & revenus ci-après*

(a) Ce ſont les termes dont ſe ſert Butkens, en donnant le précis de ce Traité, & l'on n'en ſauroit trouver de plus propres pour expliquer le Flamand, qui eſt aſſez obſcur.

ANS de J. C. 1357.

lickheyden, Manſchappen, Renten ende Reventen hier na beſchreven, by ordonnancie ende priſien der voirſchreven acht perſoenen. Inden yerſten tot Stackbroeck neghen pont-groot. Item in kleynen Cheinſen int Waterlandt, tot Orderen ende tot Wilmardonck achthien deniers-groote vijf mixen. Item int Waterlandt dry-en-t'ſeſtich ghemeten Lants of daer omtrent, elck ghemet achthien groote valent, vier pont, vierthien ſchellingen, ſeſſe penningen grooten. Item vanden Veer tot Ordam twee-en-dertich groot. Item vanden Pollanſcher-dijcke achthien groot. Item vander Zantvoort twintich groot. Item Claes Maes van twee Hoof-ſtoden acht groot. Item 't Hof van Doirne met ſijne toebehoirten drie pont groot. Item van eene weghe-ghelde inde Luuthage twee Schellinghe groot. Item tot Borch-vliedt dry ſchellinghen vijf Capuynen valent, ter ſommen drie ſcſellinghen vijf penningen groot. Item tot Lilloe in Cheinſen mixten negentich Capuynen vier-en-vijſtich ſchellinghen groot. Item noch aldaer hondert ghemeten Landts die Heer Godevaert vander Delft hout tot ſijnen live, daer af die erflickheyt is drie pondt, ſeſſe ſchellinghen, acht deniers groot. Somme dry-en-twintich pont acht ſchellinghen, ſeven penninghen groot. Item tot Brouchem ende tot Oeleghem acht-en-dertich pont, twelve ſchellinghen Lovens. Item noch aldaer vierthien ſchellinghen, ſeſſe penningen Lovens. Item tot Boucbout acht-en-viertich pont, vierthien ſchellinghen, elf penninghen Lovens. Item noch aldaer negen pont, negenthien ſchellingen, dry penninghen Lovens. Item tot Doirne, Winegem, Scille ſeven-en-twintich pont, vier ſchellingen, negen penninghen Lovens. Item tot Doirne, Winegem, Bourſbeke, Hove, Mortſel, Brouchem, Bouchout, Buyſegem, Oelegem, van plouch-penninghen vijf pont, vierthien ſchellingen, vier penninghen Lovens. Item in die ſelve Dorpen van nyewen Cheynſe twelve ſchellinghen Lovens. Somme hondert een-en-dertigh pondt, elf ſchellingen, neghen penningen Lovens, valent vierthien pont, twelve ſchellingen, vijf penningen grooten, een ſterlinck. Item Doirne vierthien ziſter evenen, elck ziſter ſeſthien penningen, valent dry-en-vijſtich ſchellinghen, vier penningen groot. Item die ſelve Dorpe hondert dry-en-t'ſeventich hoenre, elck een halven grooten, valent ſeven ſchellingen, twee penninghen een half groote. Item tot Oelegem van pachte twee ziſter rogx gheprijſt vier ſchellinghen groote. Somme drie pont, vier ſchellinghen, ſeſſe penningen ende een halven groote. Somme vanden leſten drie ſommen boven ghenoempt een-en-viertich pont, vijf ſchellinghen, ſeven penningen groot, die loopen den Florin ten twelf deniers grote, ende den Royal te vijfthiene deniers gerekent, op acht hondert vijf-en-twintich guldenen, ſeven grooten; Ende deſe voirſchreven Renten ſuelen wy oeck zuveren van allen commer. Voirt ſijn gheprijſt by den voirſchreven perſoenen die Heerlickheyden, Manſchappen, mit hoegen gerichte ende mit nederen, ende die Forfaiten der Dorpen van Oeſterwele, Wilmardonck, Orderen mit Ordam ende Kuſtelle, Lilloe, Stadbroeck, Berendrecht, Santvliet, Borchvliet, Wilrijck, Berchem, Doirne, Winegem, Scille, Bouchout ende Hove, alſoe verre als zy ons toebehoeren voir elf-hondert vier-en-t'ſeventich guldenen ende vijf grooten, die welcke twee leſte ſommen loopen op twee duſent Florinen 's jaers: ſoe dat die Stad van Andwerpen mit haeren Forfaiten, Heerlickheiden, met Tollen, Manſchappen, ende alle anderen Rechte voir verkleert, ende die Dorpen voirſchreven mit haeren Renten, Forfaiten, Heerlickheyden ende Manſchappen gelijck ſy gheſchreven ſtaen ende van ons in Leen rueren, ghetaxeert ende gheprijſt ſijn te gaeder voir thien duyſent Florinen 's jaers na den tenuer des ſegghens voorſchreven. Daerom eeſt dat wy Hertoginne voirſchreven als erf-ghename by conſente ende autoriteyt ons liefs Heeren des Her-

ANS de J. C. 1357.

après ſpécifiez, ſelon l'ordonnance & eſtimation des ſuſdites huit perſonnes. En rentes à Stackkerrock, neuf livres de gros. En petits impots ſur le Waterland, à Orderen & à Wilmardonck huit deniers de gros & cinq pites. Item dans le Waterland environ 63. (a) *Arpens de terre, l'Arpent à 18. deniers, montant quatre livres, quatorze ſchelings, ſix deniers de gros. Item du péage ſur la rivière à Ordam, trente deux deniers. Item de la digue de Pollant dix huit deniers. Item de Sandvoort vint deniers. Item Nicolas Maes huit deniers pour deux maiſons qu'il poſſéde. Item le Château de Doirne & ſes dépendances, trois livres de gros. Item du droit de paſſage à Luythagen deux ſchelings. Item à Borch-Vliedt, trois ſchelings, & cinq chapons valant trois ſchelings cinq ſols de gros. Item a Lilloe en cenſes avec dix neuf chapons cinquante quatre ſchelings de gros. Item au même lieu encore cent arpents de terre, tenus à vie par Sire Godevaert de Delft, & eſtimez en héritage trois livres huit ſols ſept deniers de gros. Somme totale, vint-trois livres, huit ſchelings, ſept deniers de gros. Item à Bronchem & à Oeleghem trente huit livres, douze ſchelings de Louvain. Item au même lieu quarante ſchelings ſix deniers de Louvain. Item à Bonchout quarante huit livres, quatorze ſchelings, onze deniers de Louvain. Item au même lieu, neuf livres, dix neuf ſchelings, trois deniers de Louvain. Item a Doirne, Winegem & Scille, vint ſept livres, quatre ſchelings, neuf deniers de Louvain. Item à Doirne, Winegem, Bourſbeke, Hove, Mortſel, Brouchem, Bonchout, Buyſegem, & Oelegem, des droits de charuë, cinq livres, quatorze ſchelings, quatre deniers de Louvain. Item dans les mêmes Vilages, des nouveaux impots douze ſchelings de Louvain. Somme cent trente une livres, onze ſchelings, neuf deniers de Louvain, valant quatorze livres, douze ſchelings, cinq deniers de gros, & un ſterling. Item à Doirne, quarante* (b) *meſures d'avoine, chaque meſure à ſeize deniers, valant cinquante trois ſchelings, quatre deniers de gros. Item les mêmes Vilages cent ſoixante & treize gelines, du prix d'un demi gros piéce, valant ſept ſchelings, deux deniers & demi de gros. Somme trois livres, quatre ſchelings, ſix deniers & demi de gros. Somme des trois derniéres ſommes ſuſdites, quarante une livres, cinq ſchelings, ſept deniers de gros, le florin aprécié a douze deniers de gros, & le Royal à quinze deniers: le tout huit cens vint cinq livres ſept gros; & nous afranchirons toutes les ſuſdites rentes de toutes ſortes de charges. Item les ſuſdites perſonnes ont fait l'eſtimation des Seigneuries, hommages, juſtices moyennes & baſſes & les forfaits des Vilages d'Oſterwele, Wilmardonck, Orderen, avec Ordam de Kuſtelle, Lilloe, Stadbroeck, Berendrecht, Santvliet, Borchvliet, Wilrijck, Berchem, Doirne, Winegem, Scille, Bouchout & Hove, pour autant que leſdits Vilages nous apartiennent, pour onze cens ſoixante & quatorze livres, cinq gros; leſquelles deux derniéres ſommes font la totale de deux mille florins par an. En ſorte que ladite Ville d'Anvers avec ſes forfaits, Seigneuries, impots, hommages, & tous les autres droits, comme ils ſont ci-deſſus ſpécifiez, & les Vilages ſuſdits avec leurs rentes, forfaits, Seigneuries, & hommages, tels qu'ils ſont ſpécifiez, & entant que ce ſont des fiefs dépendans de nous, comme ils ſont taxez & eſtimez, montent préciſément à la ſomme de dix mille florins de rente par an, ſelon la teneur de ce qui a été ſpécifié ci-deſſus. C'eſt pourquoi nous Ducheſſe ſuſdite comme héritiére, & par le conſentement & de l'autorité de nôtre cher Seigneur le Duc*

(a) Le mot Flamand eſt *Meten*, qui n'eſt pas, peut être, précisément un Arpent.

(b) C'eſt une meſure nommée *Ziſter*.

NS J. C. 357. Hertoghen voirſchreven als ons wettighen Mombours, begherende onſe voirſchreven zuſter van Vlaenderen te voldoen gelijck deſe acht voirſchreven perſoenen des overdragen ſijn inder manieren als voirſchreven is, bekennen ende verleenen in Manſchappen ende in eenen rechten Leen tot Brabanſchen rechte, in rechter zuſterlicker ſcheydingen ende deylingen onſe voirſchreven zuſter Vrouwen Margrieten Grevinnen van Vlaenderen haeren wettigen oer ende nakomelinck, ende onſen brueder den Greve van Vlaenderen alſe haeren Mombour die Stad van Andwerpen, Dorpen, Renten, Revenuen, Forfaiten, hoege Gerichte ende neder, mit alle Manſchappen, ende andere Rechten gelijck voirſchreven is, van ons, van onſen oir ende na-komelingen Hertogen in Brabant te houden ende t'ontfane in rechten Leene, behouden altoes ons, onſen oir ende na-komers inder voirſchreven Stad van Andwerpen ende inden Dorpen ende Heerlickheyden voirſchreven der overſter Heerſchap, ende alſulcs dienſts als jonxſte broeder oft ſuſter den oudſten broeder oft zuſter daer hy zuſterlicke oft bruederlicke deylinghe ende goedinghe af heeft ſchuldich es te doen, na rechte, coſtume, uſaige ende heybringhen 's Landts van Brabandt: ende hebben onſe voirſchreven zuſter van Vlaenderen ontfaen vanden voirſchreven goeden inder manieren voirſchreven in onſe Hulde ende Manſchappe, ende onſe brueder die Greve van Vlaenderen heeft ons daer af voer huer eedt ghedaen, ende al dat een wettich Mombour ſchuldich es te doen; en de gheven onſe voirſchreven zuſter haeren oer ende onſen brueder den Greve alſe haeren Mombour volkomen macht, inden voorſchreven Dorpen daer haer Renten gheleghen ſijn ende wyſe haer bewijſt hebben daer ſy die Heerlickheyt noch gherichten niet af en heeft, dats te weten tot Brouchem, Oeleghem, Bourſbeke, Mortſele, Buſegem eenen Richter oft Meyer te ſetten, die volkomen macht hebben ſal haere huere-renten vut te panden t'allen terminen alſe verſchinen ende vervallen ſelen, eeſt dat onſe Richter oft Rentmeeſter ale ten tijde weſende, tot haers Rentmeeſters verſucke haer niet en doet betalen noch vutreycken haere voirſz. Renten tot den terminen dat ſy vervallen ſelen: Ontbieden ende bevelen onſe Scouteten, Scepenen ende Raedé-mannen ende allen onderſeten Edelen ende onedelen gheſeten binnen der Stad van Andwerpen, der Vryheit ende der Dorpen voirſz., dats te wetene Oeſterweele, Wilmardonck, Orderen met Oordam ende Kuſtelle, Lilloe, Staeckbrouck, Berendrecht, Zantvliet, Borchvliet, Wilrijcke, Berchem, Doirne, Wineghem, Schille, Bouchout ende Hove, dat ſy zonder eenich wederſegghen oft andere ghebodt van ons te hebbene, onſe voirſz. zuſter van Vlaenderen ontfaen alſe gerechte Vrouwe, ende den Greve van Vlaenderen als haeren Monbour, ende hen doen hulde, trouwe, eed, manſchap, ende dat goede liede doen ſelen haeren Vrouwe ende Heere, ende tot haer ende tot hoere Ampt-luden die ſy daer ſetten ſoelen, in allen zaken ernſtelijck verſtaen ende onderdanich zijn, gelijck ſy ons ende onſen Ampt-luden tot nu gedaen hebben, ende onſen vorders Hertogen in Brabant; want wyſe mits deſen voirſz. zaken van alſulken eede van trouwen, van manſchappen als zy ons gedaen hebben in voerleden tijden quijte ende los ſchelden met deſen brieve; Emmer behouden ons ende onſen na-komelinghen Hertogen ende Hertoginnen in Brabant den overſten Heerſchap vander Stad van Andwerpen mitter Vryheit, ende vanden Dorpen voerghenoempt, na alle Rechte, Coſtume ende Uſaige ons Lants van Brabant inder manieren voirſz., ende alſulker Manſchappen als ons nichte der Gravinne van Cleve ons ghedaen heeft van hoeren Rechten ende Heerlickheden die ſy heeft in ſomme vanden voirghenomde Dorpen, dat die ons bliven ſal. Ende overmids deſen voirſz. ſaken, en ſoelen ons onſe voirſz. zuſter van Vlaenderen noch onſe brueder die Greve noch haer oer

Duc ſuſdit, comme nôtre légitime époux & adminiſtrateur, déſirant contenter nôtre ſuſdite ſœur la Comteſſe de Flandre, comme il a été déclaré par ces hait perſonnes ſuſdites en la maniére ſuſdite, confeſſons d'avoir accordé, & accordons en hommage & fief légitime ſelon le droit de Brabant, & comme le partage qu'une ſœur doit faire à l'autre, à nôtre ſuſdite ſœur Dame Marguerite Comteſſe de Flandre, a ſes légitimes héritiers & Succeſſeurs, & à nôtre frére le Comte de Flandre, comme ſon Epoux & Adminiſtrateur, ladite Ville d'Anvers, les Vilages, rentes, revenus, forfaits, haute & baſſe juſtice, avec tous leurs hommages & autres droits, comme il a été dit ci-deſſus, pour les recevoir de nous, de nos hoirs, & Succeſſeurs les Ducs de Brabant, les tenir & garder en fief légitime, nous reſervant ſeulement, à nous, nos hoirs, & Succeſſeurs le droit de Souveraineté ſur ladite Ville d'Anvers, & dans les Vilages & Seigneuries ſuſdites; & le devoir & ſervice tel qu'un frére ou une ſœur cadéte ſont obligez de rendre à une frére ou à une ſœur ainée, des biens partagez entr'eux, ſelon le droit, coutume, & uſage de Brabant. Et nous avons reçu nôtre dite ſœur la Comteſſe de Flandre, pour les ſuſdits biens en la maniére ſuſdite à nôtre foi & hommage, & nôtre frére le Comte de Flandre, nous a prêté le ſerment pour nôtre dite ſœur, & comme un légitime Epoux & Adminiſtrateur eſt obligé de faire; ſi donnons tout pouvoir à nôtre ſuſdite ſœur & a ſes hoirs, & à nôtre dit frére le Comte comme ſon Epoux & Adminiſtrateur, dans les ſuſdits Vilages dans leſquels leurs ſuſdites rentes ſont établies & ſituées: & leur avons de plus accordé, que quoi qu'ils n'ayent ni droit, ni Seigneurie, à Brouchem, Oeleghem, Bourſbeke, Mortſele & Buſegem, ils y pourront néanmoins établir un juge ou Maire, qui aura tout pouvoir de faire payer leurs rentes, lorſqu'elles ſeront échuës, ſi nôtre juge ou rentier, qui ſera pour lors, à la requiſition de leurs rentiers, ne leur fait point payer leurs ſuſdites rentes dans les termes échus. Ordonnons & commandons à nos Baillifs, Echevins, & Conſeillers, ſujets & habitans, tant nobles que roturiers, de nôtre Ville d'Anvers, des Seigneuries & Vilages ſuſdits, ſavoir, Oeſterweele, Wilmardonck, Orderen, avec Oordam & Kuſtelle, Lilloe, Staeckbrouck, Berendrecht, Zantvliet, Borchvliet, Wilrijcke, Berchem, Doirne, Wineghem, Schille, Bouchout, & Hove, qu'ils ayent, ſans aucune oppoſition, & ſans attendre d'autre commandement de nôtre part, à recevoir nôtre ſuſdite ſœur la Comteſſe de Flandre, comme leur légitime Dame, & le Comte de Flandre, ſon Epoux & Adminiſtrateur, & qu'ils leur faſſent les hommages, fidelité, ſermens, & honneurs requis & accoutumez, comme de bons ſujets ſont obligez de faire à leurs Seigneur & Dame, qu'ils ayent à obéir exactement & fidélement à eux & à leurs Officiers, comme ils ont fait par le paſſé à nous & à nos Officiers, comme auſſi à nos Ancêtres les Ducs de Brabant, les quittant & abſolvant quant à ce par ces préſentes de tous ſermens de fidélité & obéiſſance, qu'ils nous ont fait ci-devant; nous réſervant néanmoins, & à nos Succeſſeurs les Ducs & Ducheſſes de Brabant la Souveraineté de ladite Ville d'Anvers, de ſes dépendances, & des Vilages ci-deſſus nommez, ſelon tous les droits, uſ, & coutumes de nôtre Pays de Brabant en la maniére ſuſdite; & tels hommages que nôtre Couſine la Comteſſe de Cléves nous a faits, des droits & Seigneuries, qu'elle a dans quelques-uns deſdits Vilages, leſquels nous doivent demeurer. Et moyenant les choſes ci-deſſus ſpécifiées, nôtre ſuſdite ſœur la Comteſſe de Flandre, & nôtre Frére le Comte de Flandre, ni leurs hoirs & Succeſſeurs, ne pourront rien nous demander au delà des ſuſdites dix mille livres de rente

ANS de J. C. 1357.

ANS de J. C. 1357.

oer noch na-komelinghen niet meer heysschen als vanden thien duisent Florinen t's jaers in eenigen manieren in tijden toe te komene, allen argelist vutgescheyden: Ende hebben in vesticheiden des, onse zegelen aen desen brief doen hangen, ende gebeden den Commoinge-meesteren, Scepenen ende Raet onsen Steden van Loeven ende van Brussel die van haeren Raide by desen saken te termineren ende te sliten gesendt hadden, dat zy in die meerer kennisse der voirsz. dinck, hoere Stede segele hangen willen aen desen brief; en wy Commoinge-meesteren, Scepenen ende Raide der Stad van Loeven ende van Brussel, hebben om bede ons lieFs Heeren des Hertogen ende onser liever Vrouwen wille der Hertoginnen voirsz., want wy by desen saken voirsz. te termineren ende te sliten onser Stede Raet geseyndt hadden, onser Stede zegele inder meere kennissen der voirsz. dingen aen desen letteren mit haeren zegelen doen hangen, die gemaeckt wairen tot Mechelen XVIII. dage in Meerte, int jaer ons Heeren M. CCC. LVII.

Ende wy Lodewijck Greve voirghenoempt als wettich Mombour der voirsz. Grevinnen onser wettiger gesellinnen, eedt ende hulde gedaen hebben onse voirsz. zuster als rechte erf-gename, ende den Hertoge voirgenoempt als hoeren Mombour vander voirschreven Stad van Andwerpen mit haeren toebehoirten, ende van allen den Dorpen, Vryheiden, Renten ende Parchelen boven in haeren brieven verclairt: Soe beloven wy Grave ende Grevinne voirsz. by onser trouwen, zekerheiden ende eede onse voirsz. zuster der Hertoginnen ende den Hertoghe als haer Mombour te dienen, ende te doene in allen zaken als een ghetrouwe man ende Mombour jonger broeder of jonger zuster zijnen oudsten broeder of oudster zuester daer hy bruderlike of susterlike goedinge af heeft, sculdich es te doen na Recht, Costume ende Usaige des Lants van Brabandt: bekennen ende verlijen hier boven onser zuster der Hertoginnen voirgenoemt, ende den Hertoghe als hoeren Mombour, die oversste Heerlickheyt vander voirsz. Stad van Andwerpen mit haeren toebehoirten, ende vanden Dorpen, Vryheiden, Renten ende Perchelen boven ghenuempt, in allen manieren dat die voirsz. brieve die sy ons daer af ghegheven hebben volcomelick inholuden ende begrijpen, sonder eenigerhande argelist. Ende kennen ende houden wy Grevinne voirsz. als erf-gename over ons ende onse na-commers, ende wy Greve als hair wettich Mombour mits der voirsz. bewisinge ons wel verneught ende gepayt van onser goedingen vanden voirsz. thien duysent guldenen t's jaers, die ons onse voirsz. neve van Henegouwe by den voirsz. peyse eenwijsde; ende schelden daer af quijte ende al quite onse brueder ende zuster voirsz., voir ons ende onse nacommers t'eweliken dagen. In erconscepen van welken dingen wy hebben onsen zegele gedaen hanghen aen dese presente letteren, ende om dat onse goede Steden, dats te weten Gend, Brugge, Yppre, Machline ende Andwerpen, mitsgaders onsen Raide over alle die dinghen voirsz. gesyn hebben; soe begheren wy ende versueken aen hen dat sy in meere kennissen der zaken voirsz., haere zegelen hangen willen aen dese presente letteren mitsgaders den onsen, ende om dat wy Borge-meester, Vooght, Commoingi-meester, Scepenen ende Raid vanden goeden Steden van Gend, Brugge, Yppre, Mechline ende Andwerpen daer over van onser Stede Raide ghehad hebben daer die voirsz. dinghen aldus gheschiet zijn, so hebben wy overmids begheeren ende versueke ons liefs ende gheduchts Heeren ende Vrouwen voirsz. in meerer kennissen der zaeken voirsz. de zegele van onsen Stede boven-ghenoemt ghehanghen aen desen presente letteren mitsgaders haere. Dit was ghedaen te Mechline den twintichsten dach van Meerte, int jaer ons Heeren M. CCC. LVII.

ANS de J. C. 1357.

par an, en quelque manière ou tems avenir que ce soit, tous dols exceptez. Et nous avons pour la confirmation des choses susdites apposé nôtre seau aux présentes, & ordonné aux Maires, Echevins, & Conseils de nos Villes de Louvain & de Bruxelles, qui de leur part ont contribué à éteindre les différens & à terminer cette affaire, que pour plus grande connoissance & sureté des susdites choses, ils ayent aussi à apposer leurs seaux a ces présentes. Et nous Maires, Echevins & Conseils des Villes de Louvain & de Bruxelles, avons pour obéir à nôtre Souverain le Duc, & à nôtre Souveraine la Duchesse de Brabant, d'autant que nous avons employé le Conseil de nosdites Villes, pour appaiser les différens & terminer cette affaire, apposé a ces présentes lettres pour plus grande connoissance & confirmation des susdites choses les seaux de nosdites Villes. Fait à Malines, le 18. jour de Mars, de l'an 1357.

ET nous Louis Comte susdit comme mari & Administrateur de la susdite Comtesse nôtre légitime Compagne, avons prêté serment & rendu hommage, à nôtre susdite sœur, comme légitime héritiére, & au Duc susnommé comme a son mari & Administrateur, de la susdite Ville d'Anvers & de ses dépendances, & de tous les Vilages, privilèges, rentes & parties spécifiées en leurs Lettres ci-dessus: & nous promettons nous Comte & Comtesse susdit, sur nôtre foi, assurance, & serment, de servir nôtre susdite sœur la Ducheſſe, & le Duc son mari & Administrateur, & de faire en toutes choses, comme un fidéle homme, & mari & Administrateur frére puisné, ou sœur puisnée sont tenus de faire envers un frére aîné ou une sœur aînée selon les droits, us, & coutumes du Païs de Brabant. Reconnoissons & confessons en outre, que la Souveraineté de la susdite Ville d'Anvers, avec ses dépendances, & des Vilages, Franchises, rentes, & parties ci-dessus spécifiées apartiennent a nôtre sœur la Ducheſſe susdite, & au Duc comme son Epoux & Administrateur, de la même maniére que cela est porté par les susdites lettres, qu'ils nous ont expédiées, pleinement & parfaitement, sans aucune fraude. Et nous Comtesse susdite, comme héritiére, pour nous & nos Descendans, & nous Comte comme son légitime Epoux & Administrateur, confessons & nous tenons pour contens, payez, & satisfaits de la maniére dessus spécifiée, desdites dix mille livres de rente par an, que nôtre Cousin le Comte de Hainault nous avoit assignées par son arbitrage; & par cette assignation ainsi faite, nous tenons quitte & quittons nôtre frére & sœur susdits; pour nous & nos héritiers & descendans à toujours. Pour la confirmation desquelles choses nous avons apposé nos seaux à ces présentes Lettres; & parce que nos bonnes Villes de Gand, Bruges, Ipres, Malines & Anvers, de même que tous nos Conseils, sont intéressez dans toutes les susdites choses; nous desirons & requerons que pour plus grande connoissance & assurance des choses susdites; ils apposent leurs seaux aux présentes Lettres conjointement avec le nôtre; & par ce que nous Bourguemaîtres, Baillifs, Consuls, Echevins, & Conseils des bonnes Villes de Gand, Bruges, Ipres, Malines, & Anvers, avons eu avis de nos Conseillers, que les choses sont arrivées comme elles sont mentionnées ci-dessus, c'est pour cela que nous avons desiré & requis de nos bien-aimez, & vertueux Seigneur & Dame susdits, que pour plus grande connoissance des affaires susdites, nous apposassions les seaux de nos susdites Villes à ces présentes Lettres, conjointement avec les leurs. Fait à Malines, le 20. de Mars, l'an de nôtre Seigneur. 1357.

CCCVIII.

*Vente d'*AVIGNON *& de ses dépendances faite par* JEANNE *Reine de Sicile, au Pape* CLEMENT VI. *A Avignon le* 12. *Juin*, (a) 1358. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 200.

ANS de J. C. 1358.

IN nomine Domini Amen. Universis præsentes litteras seu præsens Instrumentum publicum inspecturis, JOHANNA Dei gratia Hierusalem & Siciliæ Regina, Provinciæ & Forcalquerii Comitissa, & Domina Civitatis Avenionensis, salutem & præsentibus perpetuam dare fidem. Notum facimus, quod in præsentia Notariorum publicorum infra scriptorum ad & proximè infra scripta coram nobis accersitorum specialiter, & vocatorum personaliter existentes, gratia, sponte & non coacta, non seducta, nec ab aliquo in aliquo circumventa, sed ex mera libera & spontanea animi voluntate nostra super hoc ducta, & ex certa nostra scientia, de & cum voluntate & consensu illustrissimi Viri Domini Ludovici de Tharenta Comitis Provinciæ legitimi viri & mariti nostri, ad hæc præsentis & ad infra scripta licentiam & authoritatem, si & quatenus in hac parte indigemus, nobis super omnibus & singulis sequentibus præstantis; vendimus, cedimus, concedimus, ac ad perpetuum quittamus pro nobis & hæredibus ac successoribus nostris quibuscunque sanctissimo & beatissimo Patri, Domino CLEMENTI divina providentia Papæ VI. sacrosanctæ Romanæ ac universalis Ecclesiæ Romanæ, venerabili viro Magistro Guilelmo de Malesicco, Clerico Cameræ ipsius Domini nostri Papæ ac Procuratori in hac parte per eundem Dominum nostrum Papam, tàm pro se, quàm etiam nomine dictæ Romanæ Ecclesiæ ad hæc legitimè constituto; ibidem præsenti & recipienti, ac pro ipso Domino nostro Papa ejus successoribus ac Ecclesia memoratis super singulis infra scriptis solemniter stipulanti; ac in ipsos Dominum sanctissimum Pontificem ejus successores & Ecclesiam prælibatam, titulo procuratorio perpetuæ venditionis transferimus irrevocabiliter pleno jure ad habendum, tenendum & perpetuò ac pacificè possidendum per dictum Dominum nostrum Papam & ejus successores ac Romanam Ecclesiam supradictam & aliter, ad faciendum eorum omnimodam voluntatem, videlicet, civitatem nostram Avenionensem cum toto territorio & confinibus, quæ prætenduntur intra territoria & confinia castrorum ad pontem Forgiæ & de Vedena Castrinovi, & de Caviſmontibus ex parte una, & Comitatum Venessim ex alia, & territoria Castrinovarum, Castri Reynardi & de Berbentina ex alia; & territoria Castrorum Rupe mauræ & Podii alti, Rupe fortis de Sado, & de termino ac flumine Rhodani, quantum ad nos spectat secundum confinia & limites civitatis ejusdem ac teritorii ipsius & reliqua; ac cum omnibus & singulis villis, castris, Burgis, locis adjacentibus, pertinentiis & sequelis universis, hominibus, Vassallis, Emphiteutis, nomine ** homagiis feudis retrofeudis, fortalitiis, ingressibus & egressibus, ac omni dominio, & omni jurisdictione & justitia alta, media & bassa, mero & mixto Imperio, superioritate, omnique actione reali & personali ad nos pertinentibus ratione prædictæ Civitatis Avenionensis & aliorum præmissorum, vel alicujus ex his infra fines territorii & districtus ipsius Civitatis consistentium; & cum omnibus & singulis censibus, redditibus, residentiis, juribus, deveriis, honoribus, servitiis, emolumentis & explectis, quos, quas & quæ habemus & habere possumus & debemus, quoquo modo ea ad nos spectant & pertinent, quacunque causa seu ratione in civitate prædicta ejusque territorio & districtu ac pertinentiis eorundem; nihil actionis, petitionis, possessionis, proprietatis, dominii, jurisdictionis, meri & mixti Imperii, honoris, ressorti, superioritatis, servitutis, emolumenti seu explecti, seu cujuscunque alicujus juris nobis seu successoribus nostris in prædictis seu prædictorum aliquo penitus retinendo; pro pretio videlicet octuaginta millium florenorum de Florentia boni, & legitimi ponderis.

§. 2. (b) Quos quidem octuaginta mille florenos nos dicta Regina venditrix recognoscimus publicè & in veritate legitimè confitemur nos habuisse & recipisse plenarie & integrè pro pretio antedicto, per manum reverendi Patris in Christo Domini Stephani Dei gratia Episcopi S. Pontii thesaurarii Camerarii ejusdem Domini nostri Papæ & Apostolicæ sedis, in bona & electa pecunia numerata. Et de quo quidem pretio præfatum Dominum Papam & ejus successores atque Ecclesiam Romanam pro nobis, hæredibus & successoribus nostris in perpetuum solvimus, quitamus omninò, cum pacto solemni & valido per nos super hoc interposito, de ulterius ab eisdem Domino Papa, ejus successoribus & Ecclesia Romana, causa vel ratione hujusmodi aliquid non petendo. Cujusmodi pecuniam nos dicta Regina recognoscimus in evidentem utilitatem nostram ac pro necessariis & utilibus negotiis fuisse conversam.

(b) Malauri gré cèt article, les Auteurs François prétendent que cette somme ne fut jamais payée, & que les Successeurs de Clement VI. crurent en être quittes à cause des arrérages dûs aux Papes pour des redevances du Royaume de Naples.

§. 3. Et ex nunc quicquid dicta Civitas Avenionensis cum ejus territorio, pertinentiis & districtu, juribus supra dictis plus valet seu in futurum plus valebit pretio ante dicto; considerantes quod secundum Apostolum verba Domini Jesu memorantem, beatius est dare, quam accipere; ideo præfato Domino summo Pontifici & dicto ejus Procuratori recipienti & stipulanti ut supra, ac dictæ Ecclesiæ Romanæ ex certa scientia, donatione pura, simplici & irrevocabili facta cum insinuatione præsentium solemniter inter vivos totum illud plus meliori modo & forma, quibus possumus, damus, cedimus, concedimus ad perpetuum, ac penitus quittamus & donamus.

§. 4. Cedentes nihilominus & quittantes nos dicta Johanna Regina prædicta sanctissimo Patri & Domino nostro Papæ ejus successoribus, ac Romanæ Ecclesiæ prælibatæ, ac in eos transferentes titulo & causa prædictis, perpetuo, totaliter, pleno jure, omnia jura, nomina & actiones quascunque, & quicquid juris, actionis, jurisdictionis, dominii, meri & mixti Imperii, honoris, superioritatis, ressorti, census, redditus, residentiæ, servitii, emolumenti & explecti, proprietatum, cognitionis, possessionis & deverii habemus habere debemus & possumus, quacunque causa seu ratione in dicta civitate Avenionensi, ejusque territorio ac districtu, villis, Burgis, locis, adjacentiis, confinibus, sequelis & pertinentiis eorundem; ratione Civitatis Avenionensis, ac in & cum hominibus, Vassallis, subditis nostris, civitatis, territorii & districtus ipsius, cujuscunque conditionis existant, nec non ordines, actiones reales & personales, mixtas, utiles, prætorias ac civiles, nobis & nostris immediatè competentibus & competituris in præmissis omnibus & singulis; ac contra quascunque personas, ratione & occasione promissorum seu alicujus ex eis.

§. 5. Ac insuper prædictum Dominum nostrum sanctissimum Pontificem, ejusque successores ac Romanam Ecclesiam memoratos ex nunc facimus & constituimus in omnibus & singulis prædictis, veros Dominos proprietarios, possessores, Procuratores, actores ut in rem suam propriam, devestientes nos de civitate prædicta, ejusque territorio, districtu, pertinentiis & sequelis, ac omnibus aliis, universis & singulis, sicut præmittitur, per nos venditis perpetuò & quittatis, & de omni jure nobis & nostris in præsenti & in futurum quomodolibet competenti & competituro in eisdem; præfatum Dominum nostrum Papam in personam dicti Procuratoris sui ibidem præ-

ANS de J. C. 1358.

sentis & recipientis, ac vice, loco, nomine & authoritate ipsorum Domini nostri Papæ ejus successorum & Ecclesiæ Romanæ in hâc parte solemniter stipulantium, per traditionem annuli nostri de eisdem liberaliter investimus; constituentes nos nihilominus ex nunc præmissa omnia & singula sic per nos vendita ut præfertur, ipsius Domini nostri Papæ & ejus successorum & Ecclesiæ Romanæ precario nomine & vice, & non aliter nec aliàs nos à modo tenere, & etiam possidere, donec possessio vel quasi dictæ Civitatis fuerit per ipsum Dominum nostrum Papam, vel ejus successorem, vel alium seu alios nomine ipsorum realiter apprehensa; dantes & concedentes plenariam & liberam potestatem memorato Domino nostro Papæ, à modo per se vel alium seu alios dictæ civitatis & territorii ac districtus, villarum, locorum, homagiorum, recognitionum, & aliorum præmissorum, juriumque & pertinentiarum eorundem, possessionem vel quasi pacificam, liberam & quietam, authoritate propria quandocunque voluerit apprehendendi, & perpetuo penes se retinendi.

§. 6. Mandantes nihilominus per præsentes, hominibus & Vasallis, emphyteutis ac subditis universis & singulis prædictæ Civitatis & ejus territorii, mandamenti & districtus pertinentiarumque ejus, cujuscunque fuerint conditionis, ut à modo eidem Domino nostro Papæ, ejusque successoribus ac Ecclesiæ Romanæ prælibatæ respondeant, pareant, obediant efficaciter & intendant; tanquam vero Domino Civitatis ejusdem, territorii, districtus, pertinentiarumque ipsius, ac cum ipso, ejusque successoribus & Ecclesia Romana prædicta deinceps in omnibus & per omnia perpetuò sequantur. Et prædictos Vasallos, emphiteutas, homines & subditos cujuscunque conditionis existant, à sacramento fidelitatis & ab aliis juribus quibuscunque ad quæ nobis ratione dictæ civitatis & territorii, districtus & pertinentiarum ejusdem, quoquo modo, sive ratione eorum, quæ tenent infra civitatem, territorium seu districtum ejusdem ex quacunque causa tenebantur ac teneri possunt & debent, ex nunc pro nobis & nostris prædictis, solvimus, liberamus penitus, perpetuò, atque quitamus, cum pacto valido & solemni per nos super hoc legitimè interposito, de ulterius aliquid ab eis seu eorum aliquo modo à modò in perpetuum non petendo; quod si faceremus (quod absit) volumus non audiri aliquatenus, nec admitti, imò perpetuum silentium nobis & nostris prædictis successoribus imponimus in hac parte.

§. 7. Promittimusque insuper nos dicta Johanna Regina præfato Domino Papæ & ejus Procuratori prædicto pro ipso Domino ac ejus successoribus & Ecclesia prædicta super hoc stipulanti stipulatione solemniter interposita: prædicta omnia & singula sicut prædicitur, per nos eis vendita, tam in possessione, quàm in proprietate legitimè, defendere, & perpetuò, guarentire, & ea in pace tenere ab omnibus & contra omnes, & ab omni Domino, dominio, communi, collegio, universitate, lite, quæstione, causa, calumnia, brigua, controversia, saisina, evictione universali & particulari, amparamento, perturbatione & alio impedimento quocunque. Promittimus etiam (ut supra) litem, debatum seu controversiam non facere aut fieri permittere aut procurare in futurum, per nos vel alium seu alios contra Dominum Romanum Pontificem memoratum, qui nunc est, & qui pro tempore erit, seu Ecclesiam Romanam prædictam aut eorum gentes vel Officiales quoscunque, quoquo modo ratione præmissorum seu aliquo eorundem, causa vel occasione quacunque, imo omnem causam, litem, briguam seu controversiam, si quæ in posterum moverentur per aliquem seu aliquos, contra prædictum Dominum Papam seu ejus successores ac Ecclesiam Romanam, ratione præmissorum, seu aliquorum ex eis, in nos totaliter assumere, & in expensis nostris propriis, ac sine ipsius Domini ejusque successorum ac Ecclesiæ Romanæ aliquibus custibus & expensis usque ad finem debitum prosequi & finire, nihilominusque ea omnia & singula damna & interesse pariter & expensas, quæ & quas memoratus Dominus Papa seu ejus successores, aut Ecclesia Romana ob eam causam & defectum guarantiæ hujusmodi quomodolibet facerent seu substinerent in futurum, promittemus legitimè & bonâ fide eidem domino nostro & eidem Procuratori, ut supra, stipulanti, reddere, solvere, emendare, refundere & resarcire omnino, idque simplici verbo etiam Domino Papæ seu ejus successoribus de damnis, interesse & expensis hujusmodi stare, credere efficaciter & parere, ut sufficienti probationi; non obstante jure dicente, quod aliquis in causa sua propria judex, testis, & arbiter esse nequit, cui juri certioratæ ei expressè renunciamus in hac parte.

ANS de J. C. 1358.

§. 8. Cæterum nos dicta Regina certificata prius legitimè, quid sonant renunciationes sequentes, & de effectibus earum, renunciamus deliberatè & consultè, ac expresè omni exceptioni doli, fraudis, læsionis & venditionis exceptæ per nos sicut præmittitur, de prædictis non factæ, non habitæ, nec receptæ per nos; nec numeratæ pecuniæ ob causam prædictam & omni speciei numerationis & exceptionis futurorum, actioni & exceptioni in factum, & juri per quod læsis & deceptis ultra dimidium justi pretii vel aliter quomodolibet subvenitur, beneficio minoris ætatis, & restitutioni in integrum, si nobis forsan competeret in hac parte; & L. Juliæ de Fundo dotali non alienando, & omni alii juri & privilegio in favorem mulierum introducto quomolibet & introducendo, & omnibus juris legibus, authenticis, & glossis in toto corpore utriusque juris canonici & civilis contentis; statutis & consuetudinibus patriæ sive loci quibuscumque, per quæ præsens venditio & donatio hujusmodi possent cassari, infringi, irritari & aliter quomodolibet annullari in totum, vel in aliqua parte * sua etiam minima, de quibus in præsentibus litteris seu Instrumento publico expressam oporteret fieri mentionem, & specialiter alii juri, per quod cassetur invalida renunciatio generalis, nisi quatenus in contractu esset expressa.

9. §. Pro quibus omnibus & singulis sicut præscriptum est tenendi per nos & faciendis, complendis, attendendis & inviolabiliter observandis, nos dicta Regina venditrix, hæredes & successores nostros jure pignoris & hypothecæ obligamus, afficimus & adstringimus, ac specialiter & expresè Regna nostra Hierusalem & Siciliæ, Comitatus nostros Provinciæ & Forcalquerii, & alias terras nostras omnes & singulas ubicunque sint & existant, & omnia alia bona nostra mobilia & immobilia præsentia & futura quocunque nostro nomine dici possint; quæ quidem Regna, bona, terras & alia supra dicta constituimus nos prædicto Domino Papæ emtore & successoribus ac Ecclesiæ Romanæ prædictæ precario nomine possidere, donec possessio dictæ Civitatis in ipsum Dominum Papam vel successores suos vel alium seu alios ejus & dictæ Ecclesiæ Romanæ nomine fuerit apprehensa.

§. 10. Præterea si aliquod dubium vel obscurum esset, vel forsitan emergeret in futurum in & super præmissis & ea tangentibus; nos dicta Regina volumus & ex certa scientia concedimus, quod ille dominus memoratus illud possit interpretari; cujus declarationem & intellectum haberi volumus pro voluntate nostra, ac legis habere vigorem efficaciamque perpetuam obtinere, perinde ac si ore nostro proprio expressissemus.

§. 11. Volumus etiam & concedimus quod fiant super his litteræ aut Instrumenta sigillo nostro sigillanda melioribus modo & forma, quibus fieri poterunt & dictari de & cum consilio sapientum, volentes

NS J. C. 58. tes & constituentes insuper nos supra dicta Regina, si, cum, quando & quotiens opus fuerit nos, hæredes & successores nostros quoscunque cogi & compelli ad observantiam omnium & singulorum prædictorum per Auditores, Viceauditores, Locumtenentes, officiales & Commissarios Curiæ Domini nostri Papæ, & per quascunque alias Ecclesiasticas personas Ecclesiastica censura & per brachium seculare strictiori & firmiori modo, quo fieri poterit conjunctim & divisim semel & pluries uno & eodem tempore vel diversim aut melius visum fuerit expediri, & per solam exhibitionem seu ostensionem præsentium litterarum.

§. 12. Jurantes nihilominus nos dicta Regina tactis sacrosanctis Evangeliis manu nostra contra præsentem venditionem & donationem ac contractum ratione minoris ætatis vel alias ullatenus in posterum non venire, nec aliquid per nos vel alium seu alios facere vel procurare clam vel palam, directè vel indirectè, propter quod venditio, donatio, translatio, cessio & quittatio hujusmodi possent aliquatenus vel in toto vel in parte infirmari, vel etiam irritari.

§. 13. Post quam incontinenti nos memorata Regina pro securitate & cautela præfati sanctissimi Domini nostri Pontificis & Ecclesiæ Romanæ tenore præsentium facimus & constituimus Procuratores nostros veros & legitimos in meliori forma, videlicet venerabiles viros & discretos Dominum Bernardum de Nexonia Archidiaconum Antuerpiensem in Ecclesia Cameracensi; Præpositum & Sacristam Ecclesiæ beatæ Mariæ de Damno, Decanum & sacristam sancti Grigoli Avenionensis, Decanum Ecclesiæ Beatæ Mariæ Villænovæ Avenionensis diocesis, qui nunc sunt, & qui pro tempore erunt; Magistrum Petrum de Menantio Cadurcensem, & Guilielmum de Bordia Agennensem Ecclesiarum Canonicos; & Johannem de Nayvaro Licentiatum in Legibus, licet absentes tanquam præsentes, & eorum quemlibet in solidum, ita tamen, quod non sit conditio melior occupantis, sed quod per unum eorum inceptum fuerit, per alium seu alios eorundem prosequi, & mediari valeat & finiri; ad compatendum pro nobis & nostro nomine ad omnes dies, loca & horas, quandocunque, quotiescunque & ubicunque; ad confitendum & recognoscendum coram dicto Auditore Curiæ Cameræ Domini nostri Papæ, ejusque Locumtenente & Commissario quolibet ipsius, sive judice vel judicibus aliis quibuscunque & eorum quolibet; circa omnia & singula super illis in præsenti Instrumento contenta; cum omnibus expensis, damnis & interesse, si quæ essent vel fierent per ipsum Dominum nostrum seu ejus successores ac Romanam Ecclesiam in futurum, prout supra tactum est, occasione præmissorum * & jurisdictione, omnium & singulorum Judicum prorogandi; in quos & eorum quemlibet ex nunc tanquam in proprios Judices consentimus, ut possint nos & nostros successores condemnare, mulctare & excommunicare, & omnem jurisdictionem pro præmissis in nos ac nostros prædictos exercere Ecclesiasticam vel civilem, & ad submittendum nos supra dictos hæredes ac successores ac Regna nostra quæcunque Ecclesiastico interdicto, & aliter Jurisdictioni & mero examini eorum & cujuslibet eorundem; & ad audiendum & recipiendum pro nobis & nostro nomine ac nostro * supra dictis omnem condemnationem, præceptum, monitionem, novumque terminum longum vel brevem ac excommunicationis sententiam in nos & nostros prædictos, & interdictum in ipsa Regna nostra ac terras nostras quascunque & Comitatus prædictos; & alia remedia, quæ de jure possent super hoc adhiberi; de omnibus & singulis supra dictis loco & tempore, per dictos judices, seu alterum eorundem; & ad volendum & consentiendum, quod ipse Auditor, Viceauditor, Locumtenens & Commissarius, & alii Judices in & contra nos, hæredes & successores nostros prædictos excommunicationis sententiam ferant, ac in regnis, de Comitatibus, terris & aliis bonis nostris supra dictis interdictum Ecclesiasticum apponant, ac censuram Ecclesiasticam aggravent & promulgent, & quoscunque alios processus faciant pro præmissis; & generaliter ad omnia talia & universa & singula & faciendà & dicendà, quæ nos faceremus & diceremus, si personaliter præsentes essemus; promittentes nos dicta Regina Notariis publicis infra scriptis & publicis personis, nec non dicto Procuratori ut supra stipulanti solemniter nomine illorum omnium, quorum intererit pro nobis; ratum & gratum habituros, quicquid per dictos Procuratores nostros aut eorum alterum actum, dictum, factum, recognitum, confessatum, submissum, concessum, receptum, susceptum & gestum fuerit, vel aliàs quomodolibet procuratum; & eosdem procuratores non revocare, imò præmissa omnia & singula tenere & inviolabiliter observare; & contra non facere aliquatenus in posterum vel venire per nos vel interpositam personam, sub omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum obligatione & hypotheca. ANS J. C. 1358.

§. 14. Cæterum nos Ludovicus de Tharenta supra nominatus Comes Provinciæ, & maritus legitimus præfatæ Reginæ Comitissæque, omnibus universis & singulis, prout superius scripta sunt per eandem consortem nostram charissimam, de & cum licentia & authoritate nostra, assensu pariter & consensu per nos eidem primitus in hâc parte libetaliter præstatis & concessis * agentur & fierent, ibidem in præsentia Notariorum publicorum ac testium infra scriptorum personaliter; & ea audientes, pleniusque intelligentes ac recognoscentes & confitentes publicè & legitimè penitus esse vera, sponte, providè & scienter ac deliberatè, consultè ac expressè in eisdem omnibus, universis & singulis nostrum liberum impartimur assensum, pariter & consensum: & nihilominus ad instantiam & requestam præfatæ Reginæ, Comitissæque Consortis nostræ charissimæ, quantum in nobis est, & ad nos pertinet, melioribus, jure, modo & forma, quibus possumus, eadem omnia, universa & singula ex certa scientia nostra laudamus, approbamus, omologamus, authorisamus & ratificamus expressè pro nobis, ac hæredibus & successoribus nostris quibuscunque: & ea volumus valere & tenere ac habere perpetui roboris firmitatem: & in singulis prædictis nos efficaciter obligamus sub omni juris & facti renunciatione pariter & cautela; eaque bona fide tenere promittimus & inviolabiliter observare, & contra in aliquo unquam facere vel venire, ratione minoris ætatis vel aliter; seu aliquid attentare quoquo modo, nec contravenire volenti aliquatenus consentire, seu aliter dare opem, operam, consilium, auxilium vel favorem verbo vel facto per nos, alium seu alios, clam vel palam, directè vel indirectè; sub bonorum nostrorum omnium præsentium & futurorum obligatione & hypotheca. Procuratore supra nominato ac Notariis infra scriptis vice & nomine dicti Domini nostri Papæ, & ejus successoribus ac Ecclesia Romana prælibata super omnibus & singulis prædictis & infra scriptis solemniter stipulantibus in hâc parte.

§. 15. Et si forsitan aliquid contra prædicta seu aliqua ex eis (quod absit) in futurum nos seu hæredes ac successores nostros facere vel attentare quoquomodo contingeret, volumus & expressè concedimus nos & hæredes nostros ac successores prædictos de evictione totali supra dicta Domino nostro Papæ præfato, ejusque successoribus ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ teneri omnimò ex hoc * totaliter repelli. Et insuper nos Ludovicus Comes præfatus modo simili, quemadmodum prædicta Regina Comitissaque charissima consors nostra Cameræ Domini nostri Papæ & aliorum Judicum Ecclesiasticorum & secularium quorum-

ANS de J. C. 1358.

rumcunque se suppoſuit ac voluit compelli per Auditores, Viceauditores, Locumtenentes & Commiſſarios eorundem, & per alios quoſcunque Judices Eccleſiaſticos & ſeculares, conjunctim & diviſim prout ſuperius plenius habetur; nos etiam pari modo & forma compulſioni & coerctioni prædictæ nos & noſtros ante dictos atque terras noſtras quaſcunque ſupponimus ac ſubmittimus, & volumus per eoſdem Auditores, Vice-Auditores, Locumtenentes & Commiſſarios, & quoſcunque alios prælibatos ac eorum quemlibet cogi & compelli. Et nihilominus ad actus omnes & ſingulos ad quemlibet eorum in ſolidum pro nobis facimus & conſtituimus Procuratores noſtros in meliori forma per præſentes quos quidem Procuratores noſtros promittimus, ut ſupra, nullatenus revocare, imò præmiſſa omnia atque ſingula ſervare ſub bonorum noſtrorum omnium præſentium & futurorum expreſſa obligatione.

§. 16. In quorum omnium præmiſſorum nos Johanna Regina Comitiſſaque & Ludovicus Comes conſortes præfati præſentes litteras ſeu præſens publicum Inſtrumentum fieri fecimus & mandavimus per Notarios publicos infra ſcriptos, ac ſigillorum noſtrorum una cum ſigillis, ſignis & ſubſcriptionibus ſolitis Notariorum eorundem, noſtrum fecimus apponi ſigillum. Acta vero fuerunt hæc Avenione in domo habitationis noſtræ die 12. menſis Junii 1358. indictione prima, pontificatus præfati Domini noſtri Papæ Clementis VI. anno ſeptimo, præſentibus dicto reverendo in Chriſto Patre ac Domino Stephano Epiſcopo Sancti Pontii theſaurario ipſius Domini Papæ Camerario, Nicolao de Acherolio milite & Johanne de Cerano Juriſperito in Legibus, Conſiliariis noſtris Reginæ & Comitis prædictorum; Magiſtris Bertrando de Channaco Clerico Cameræ Apoſtolicæ (a) Trivacenſi & dictæ Johannæ Reginæ ſcriptore, Pœnitentiario Domini noſtri Papæ ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.

(a) Ne faudroit-il point, *Privacenſi?*

Dans la Minute du Notaire, contenant la publication de ce contract, on trouve la deſcription ſuivante des ſeaux qui y étoient oppoſez.

(1.) INſtrumentum erat & eſt duobus ſigillis integris, patentibus cum cera rubea & duobus ſericis cordulis pendentibus, uno rubeo & altero violato, ſigillatum. Quorum ſigillorum primum appenſum in cordulo rubeo erat in prima facie approbatum Domini de Tharento Mariti dictæ Dominæ Reginæ; & erat ab utraque parte impreſſatum: in cujus unâ parte apparebat unus ſcutus cum floribus lilii, & una linea ſive barra tranſverſans ipſum ſcutum; & deſuper ipſam barram apparebant tres lambelli: quorum primus extenditur ultra primum caput ipſius barræ & alius in una ſui parte continuatur ipſi barræ, & tertius non attingit ipſam barram. Et extra ipſum ſcutum immediatè erant quatuor parvæ figuræ hominum vel ſanctorum ad invicem ſeparatæ & differentes. Et inter dictas imagines & circumferentiam litterarum ipſius ſigilli erat unus laqueus ſive lace, continens ipſum ſcutum & imagines. Et in ipſa circumferentia erant ſcripta quadam cruce pendente hæc verba: Sigillum Juſtitiæ Curiæ Vicariæ Regni Siciliæ.

(2.) In alia verò parte ipſius ſigilli apparebat in medio unus ſcutus cum floribus lilii, & una linea ſive barra tranſverſans ipſum ſcutum; & deſuper tres lambelli & ſuper rectum cornu ipſius ſcuti erat linea contigua cum flavello, partim cum floribus lilii; Ipſam galeam deſuper cooperiente quodam capite avis cum collo in vertice ipſius galeæ exiſtente. Et inter ipſum ſcutum & circumferentiam litterarum erat unus laqueus ſive lace; & in quolibet latere, ipſius laquei erat unus ſcutus parvus, quadratus quadam cruce in quolibet ipſorum ſcutorum exiſtente; & inter lineas cujuſlibet crucis erat una parva figura rotunda talis O O & in ipſa circumferentia quadam parvâ cruce pendente erant ſcripta hæc verba: (b) Mongoro Aloys de Tharenta & alia etiam quæ legi non poterunt propter ruinam ipſius ceræ involutionis.

(b) G. G. Leibnitz croit qu'il faut lire *Mongnore Loss.*

(3.) Aliud verò ex dictis ſigillis appenſum in cordulo violato erat, & in eodem legebatur; Illuſtriſſimæ Dominæ Johannæ Hyeruſalem & Siciliæ Reginæ in cujus quidem una parte erat imago Regis more regali ſedens in cathedra Coronam habens in capite, tenens in manu dextra quaſi gremio * prona ſideum * ſive ſceptrum regale cum uno flore-lilii in ejus ſummitate, & in manu ſiniſtra quaſi brachio levato unum pomum rotundum; in cujus cathedræ pede erant duo leonis cicopatentis * & circumcirca ipſam imaginem erant flores lilii & crucis Provinciæ; & in eorum circumferentia partis ipſius ſigilli erant deſcripta quadam cruce modica hæc verba: Johanna Dei gratia Hieruſalem & Siciliæ Regina, Ducatus Apuliæ &c. In alia verò parte ipſius ſigilli erant quinque ſcuti modicum ad invicem diſtantes; qui ſcuti erant partiti; ex quorum cujuſlibet parte dextera erat una crux magna, cum quatuor crucibus, & in parte ſiniſtra erant flores lilii cum raſtello ſeu lambellis deſuper; & inter litteras in ipſius parte Sigilli erant cruce præpoſita ſcripta hæc verba: Principatus Capuæ, Provinciæ, Forcalquerii ac Pedemontis Comitiſſa.

CCCIX.

ANS de J. C. 1358.

HAINAULT, HOLLANDE, &c.

Traité par lequel ALBERT *Comte Palatin du Rhin, eſt fait grand Baillif des Comtez de Hainault, Hollande, Zélande, &c. durant la maladie du Duc* GUILLAUME *ſon Frére. Fait à Roterdam, le 6. Mars* 1358. Dans le Grand Recuëil des Placards. Tom. III. pag. 5.

MAchtelt van Lancaſter, Vrouwe van Henegouwe, &c. doe condt ende kennelicken allen Luyden dat wy overdragen ſijn mit onſen lieven Broeder Aelbrecht by der genaden Godts Palensgrave opten Rhijn, Hertoge in Beyeren, dat hy Ruwaert, toeſienre en beſcherm weſen ſel van ons liefs Heeren ende onſer Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende der Heerlijckheyt van Vrieſlandt, in alre manieren als die brieven ſpreken, die hy ons daer of overgegeven heeft, en hier naer volgen.

Wy

CCCIX.

Traduction de ce Traité.

ANS de J. C. 1358.

HAINAULT, HOLLANDE, &c.

MAthilde de Lancaſtre, Dame de Hainaut &c. ſavoir faiſons à tous, que nous nous ſommes accordez avec nôtre cher frere Albert par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, ſavoir, qu'il ſera grand Baillif, Sur-Intendant & Protecteur de nôtre cher Seigneur & de nos Païs de Hainault, de Hollande, de Zélande, & de la Seigneurie de Friſe, en la maniere contenuë en ces préſentes lettres, qu'il nous a mis en main, & dont s'enſuit le contenu.

Nous

NS J. C. 58.

Wy Aelbert by der genaden Godts Palens-grave op den Rhijn, Hertoge in Beyeren, Ruwaert der Graeflicheden van Henegouwe, van Hollandt, van Zoelandt, ende der heerlicheyt van Vrieslant, doen condt ende kennelick allen Luyden, dat wy om kenlicke nootsake Hertoge Willems ons liefs Broeders, Grave van den Lande voorsz die Godt gestarcken moet, ende om gemenen oirbaer, ruste ende profijt sijns Landts ende Luyden, ende om versoeck ende bede ons liefs Broeders voorsz ende onser liever Suster Vrouwe Machtelde van Lancastre, Vrouwe van den Lande voorsz ende om haers racts in den Lande gekomen zijn van Hollant, en hebben ons aengenomen, ende annemen by rade ende toedoen onser liever Suster voorsz, Ruwaert, toesienre ende beschermer te wesen van alle ons liefs Broeders goede en Luyde voorsz in manieren en voorwaerden als hier na beschreven staet.

In den eersten, dat wy gelooft hebben ende loven mit goeden trouwen onser liever Suster voorsz ons Broeders Kint ende Luyde voorsz te regieren, ende te bevryden, ende te beschermen jegens eenen ygelicken, by Rade onser liever Suster, ons raedts en der goeder Steden voor ons liefs Broeders Kinde voorsz.

Ende elcken Man den armen als den rijcken, recht ende vonnisse, reden ende bescheyt te doen, op sulcke goede cousture ende recht als onse lieve Ouders voor tijts 't Lant ende steden geregeert hebben, ende beleyt als recht is ende couftume in den Landen ende Steden, ende nemen des Alinge by onser liever Suster, Ridderen ende Knapen, Steden ende gemenen Luyden, te blyven mit alle onse vermogen.

Voort geloven wy by Rade onser liever Suster ons raets en den goeden Steden ons liefs Broeders schult te vergelden en te betalen na onsen vermogen, so dat die koopluyden van ons liefs Broeders Landen mit gantscher vrylicheyt varen ende keren mogen.

Voort alle twistelicke saeken of van alle geschillen die in den Lande wesen mogen van Heeren of van steden van eenige luyden, of van goede, die salmen verlijcken. Ende waer eenich geschil van goede of anders, datmen niet verlijcken mocht noch en konde, dat selmen an die heerlicheyt bewaren, gelijck mede doen onse lieve Broeder in goede pointe was, totter tijt datmen't vroet is, mit beschevden neder te leggen, na den rechte van den Lande.

Voort soo geloven wy in goeder trouwen ons liefs Broeders Lant ende Steden, by onser liever Suster, onser rade ende goeder Steden tot ons liefs Broeders ende onser Suster behoef, ende van haren wegen, alse Ruwaert voorsz is, te bewaren ter tijt toe dat onse lieve Broeder in goede staet is selve sijn Lant te bewaren, ende dan sullen wy ende geloven onse hant af te trecken, ende onsen lieven Broeder en Suster haer Lant ongelast van ons over te geven, sonder eenich wederseggen.

Voort so sullen wy onse lieven Broeder ende Suster hoir Hoff-stadt houden in den Hage, so beseth mit sulcke koste ende ghesinde, dattet Lant des kost geweesen mach, ende daer in ons liefs Heeren en Broeders eere, ende onser liever Susteren haren staet bewaert mogen blyven. Ende onse lieve Suster sal houden van horen gesinde die hoor genoegen, ende diergelijcke sullen wy by ons hebben en houden sulcken raedt, die seeckeren ende sweren sullen, geenen partye te dragen noch te houden in den rade, anders dan ons liefs Heeren ende Broeders onser lieve Suster en onse eer daer in bewaert blyve, ende die Landen in ruste, ende in evengelijcke rechte ende vonnisse geschien in Landen en in Steden.

Ende alle Hantvesten, Brieven, ende Privilegien gehouden werden, diemen van onse Voor-Vaders ende ons liefs Broeders Grave van Hollandt, die redelick ende mogelick gekregen zijn, sonder eenich argelist daer in te soecken, ende yegelicken sijns rech-

ANS de J. C. 1358.

Nous Albert *par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, Grand Baillif des Comtez de Hainaut, Hollande, Zélande, & de la Seigneurie de Frise, savoir faisons à tous que pour l'utilité du Duc* Guillaume *nôtre cher frére, Comte des susdits Pays, que Dieu veuille preserver, & pour le profit commun & le repos de ses Pays & sujets, & à la requisition & priére de nôtre susdit frere, & de nôtre sœur Mathilde de Lancastre, Dame des susdits Païs, & par son conseil, sommes venus en ce Païs de Hollande, & avons accepté & acceptons par l'avis & à la sollicitation de nôtre susdite sœur, la charge de Baillif, de Surintendant, & de protecteur sur tous les Païs de nôtre dit frére, & sur ses biens & sujets susdits en la maniére & aux conditions cy dessous specifiées.*

En premier lieu nous avons promis & promettons en bonne foy, de regir & proteger contre un chacun nôtre chere sœur susdite & les enfans & gens de nôtre frere susdit par l'avis de nôtre chére sœur, de nôtre Conseil, & des bonnes villes pour le cher enfant de nôtre frére.

Et de rendre justice tant aux pauvres qu'aux riches selon la bonne coutume & le droit que nos peres ont gouverné cy devant le Païs & les Villes, & en prenant les avis de nôtre chere sœur, des Chevaliers, Ecuyers, Villes & Communes, que nous observerons de tout nôtre pouvoir.

En outre nous promettons par l'avis de nôtre chere sœur, de nôtre conseil, & des bonnes Villes d'acquitter & de payer les dettes de nôtre cher frére, suivant nôtre pouvoir, en sorte que les marchands des Païs de nôtre cher frere puissent aller & venir en toute sureté.

De plus on accordera tous les différens qui peuvent être dans le Païs concernant les Seigneurs, ou les Villes, ou les personnes, ou les biens. Et s'il y avoit quelques differens touchant les biens ou autrement qu'on ne pût accommoder, cela sera reservé à la Souveraineté, comme si nôtre cher frére étoit en bon état, pour être ajustez avec discretion selon le droit du Païs.

Nous promettons aussi en bonne foy que par l'avis de nôtre chere sœur, de nôtre Conseil & des bonnes Villes, nous conserverons, comme grand Baillif susdit, le Païs de nôtre cher frere à son profit & au profit de nôtre sœur, jusques à ce qu'il soit en bon état, & qu'alors nous nous en desisterons, & rendrons ledit Pais à nosdits frere & sœur, sans charge & sans contradiction.

En outre nous tiendrons la Cour de nôtre cher frére & de nôtre chére sœur qui est à la Haye en l'état honorable qui leur est convenable & autant que les depenses du Païs & de la maison y pourront fournir; & afin que leurs états puissent être maintenus. Et nôtre chére sœur retiendra ceux de sa maison qu'elle trouvera à son contentement; & semblablement nous tiendrons près de nous un tel conseil qui affirmera & jurera de ne point tenir d'autre parti dans les déliberations que celui qui regarde le maintien de l'honneur de nôtre cher Seigneur & frere & de nôtre chére sœur, & du repos des Païs & que la justice s'y fasse & dans les Villes équitablement.

Et seront aussi conservées les Chartres, Lettres & privileges qui ont été donnés équitablement par nos ancêtres & nos chers fréres les Comtes de Hollande, & ce sans aucune dissimulation, & l'on rendra à chacun ce qui lui appartient, & le conseil ne sera for-

ANS de J. C. 1358.

te, ende dese raet selmen nemen by rade onser liever Suster ons ende den goeden Steden.

Voort soo sellen de gevangen vry ende quijt wesen aen beyden syden, Poorteren ende anders, van alle beloften, brieven, ende voorwaerden, die sy yemant daen mogen hebben, gelijck sy waren doen sy binnen Delft quamen, behoudelick dat sy niemant die daer by waren geen arch doen, noch doen en sellen, mit rade noch mit dade, ende daer sellen die geene die gevangen waren recht over vede vaer ende toedoen mit horen openen brieven. Ende hier mede sullen alle saecke versoent zijn, die jegens ons of jegen yemant misdaen mogen wesen, van die saecken die tot Delft geschieden, ende onse lieve Suster, ende wy sullen onsen best daer in doen, dat wy den dootslach an ons krygen die tot Delft geschiede van Dirck Aderop, ende daer toe helpen dat versoent werde.

Voort so geloven wy, waert dat onse lieve Broeder afflyvich worde, dat Godt verbieden moet, dat wy dan onse lieve Suster Duwarie maken soude by den Rade ende Stede, alse redelick es, ende ander Vrouwen Gravinnen te Hollandt gehadt hebben, waer by dat sy horen staet behouden moge. Ende alle dese saken ende voorwaerden sellen wesen behoudelick onsen lieven Broeder Hertoge Willem, ende onser liever Suster Machtelt van Lancaster al sijnre Heerlickheden, haers rechts, ende haers staets, Ridderen, ende Knapen, ende Steden, ende eenen yegelicken sijns rechts. Ende om dat wy Machtelt van Lancastre, Gravinne voorsz dit vaste ende stade meynen te houden, so hebben wy desen brief open besegelt mit onsen Zegele. Gegeven tot Rotterdam opten vj. dach in Maert in 't Jaer ons Heeren duysent drie hondert acht en vijstich.

mé que de l'avis de nôtre chére sœur & des bonnes Villes.

ANS de J. C. 1358.

En outre seront les prisonniers rendus de part & d'autre; & eux aussi bien que les bourgeois & autres, seront quites de toutes promesses, lettres & contract qu'ils pouvoient avoir fait envers quelqu'un, en sorte déchargez comme ils étoient lors qu'ils vivrent à Delst, à condition qu'ils n'auront fait ni ne feront aucun mal à ceux qui y étoient, ni par conseil ni par effet, & ceux qui étoient prisonniers en jugeront par leurs Chartres, & par ce moyen seront toutes choses appaisées qui peuvent avoir fait tort à nous ou à quelques-uns de nous concernant les affaires qui se sont passées à Delft. Et nôtre chere sœur & nous ferons nôtre mieux que la décision du meurtre de Dirck Aderop, qui a été fait à Delft, soit remise entre nos mains & soit appaisé.

Et s'il arrivoit (ce qu'a Dieu ne plaise) que nôtre cher frere vint à mourir, nous promettons de traiter nôtre chere sœur la Douairiére par le Conseil & les Villes, comme il est raisonnable, & comme les autres Comtesses de Hollande l'ont été, afin qu'elle puisse entretenir son état: toutes lesquelles conditions seront observées, sauf le droit de nôtre frére le Duc Guillaume, & de nôtre chére sœur, leur Souveraineté, leurs droits, leurs Etats, Chevaliers, Serviteurs & Villes, & le droit d'un chacun: Et comme nous Mathilde de Lancastre Comtesse susdite entendons que ce que dessus soit observé & demeure ferme & stable; nous avons fait séeller ces présentes de nôtre seau; Donné à Rotterdam le sixiéme jour de Mars, l'an de nôtre Seigneur 1358.

CCCX.

ANS de J. C. 1358.

HAINAULT, HOLLANDE, &c.

Acte par lequel LOUIS *Marcgrave de Brandebourg céde à* ALBERT *Comte Palatin du Rhin tous ses droits sur les Comtez de Hainaut, Hollande, Zélande &c. moyenant quelques reserves, à son frére Albert Comte Palatin du Rhin. Fait à Botersem près de Malines, le 24. Juin.* 1358. Dans le Grand Recueïl des Placards. Tom. III. pag. 6.

LODEWYCK de Rom. by Godts genaden Marckgrave van Brandenburg en van Lusatien, des heyligen Corstenrijcx overste Camermeester, Palensgrave by den Rhijne ende Hertoge in Beyeren, bekennen opelicken mit desen brieve om alle recht, voorwaerden, ende aensprekinge, die wy op die heerlickhede ende Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende van Vrieslandt, ende wes daer toe behoort, als een eerst geboren Soon van der hooch geboren Princinne, Vrouwe Margriete, Gravinne van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende Vrouwe van Vrieslandt, onser liever Moeder, die Godt genadich sy, tot desen dagen toe gehadt hebben, en vorent gehadt mogen hebben, dat wy daerom mitten hoochgeboren AELBRECHT Palensgrave by den Rhijn, ende Hertoge in Beyeren, onsen lieven Broeder, willentlicken mit goeder voorsienigheyt onser Vrienden ende Raets, wel ende gantschelicke over een gedragen, ende vriendelicke versoent sijn, met alsulcker bescheydentheyt, waert dat die hoochgeboren Prince, Hertoge Willem, Grave van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende Heere van Vrieslandt, onse lieve Broeder afflijvich worden, sonder recht oir van hem te laten, ende sijns niet meer wesen en soude, des Godt niet gehengen en moet,

CCCX.

ANS de J. C. 1358.

HAINAULT, HOLLANDE, &c.

Traduction de ce Traité.

LOUIS *de Rom. par la grace de Dieu Marcgrave de Brandebourg, & de Lusace, grand Chambellan du St. Empire Romain, Comte Palatin du Rhin, & Duc de Baviére, confessons ouvertement par ces presentes, à cause du droit que nous avons eu & avons sur les Souverainetez & Païs de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & de Frise, & appartenances, comme fils aîné de haute Princesse Madame Marguerite Comtesse de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & Dame de Frise nôtre chere mere, à qui Dieu fasse misericorde; Que nous sommes entrez en traité & accord avec* ALBERT *Comte Palatin du Rhin & Duc de Baviére nôtre cher frére, par le bon Conseil & prudence de nos amis, & nous sommes reconciliez amiablement, à ces conditions, sçavoir, que s'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaise, que le Prince, & Duc Guillaume, Comte de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & Seigneur de Frise nôtre cher frere vienne à decéder sans laisser de légitimes héritiers de luy, qu'alors le susdit Duc Albert nôtre cher frere & ses héritiers hériteront des susdites Seigneuries & Païs & de leurs dépendances. Et nous déclarons pour nous & nos héritiers & successeurs, que nous renonçons par ces présentes entiérement aux dites Seigneuries, Païs, & dépendances, & à tous droits que nous & nos*

ANS de J. C. 1358.

moet, dat dan Hartoge Aelbrecht onſen lieven Broeder voornoemt ende ſijn Erfgenamen vander voorſeyden heerlijckheyden ende landen ende wes daer toe behoort, recht erfgenaem ende oir weſen ſullen. Ende wy vertyen voor ons en alle onſe erfgenamen en nakomelingen van der ſelver heerlijckheyden ende landen ende was daer toe behoort, ende van alle dien recht ende voorwaerde, ende aenſprekinge, die wy ende onſe erfgenamen tot deſen dage toe daer of gehadt hebben ende, voortijts daer op gehadt mochte hebben, of ſoude, gantſchelick ende wel mit deſen brieve, alſoo dat wy, noch onſe erfgenamen en nacomelingen geenrehanden recht, voorwaerde, noch anſprekinge, mitten hoogh geboren Prince Hertoge Aelbrecht voornoemt onſen lieven Broeder, noch mit ſijnen erfgenamen, om die herlickheyden ende landen voorſz hebben noch gewinnen en ſullen eeuwelijcke in geenre wijs, uytgenomen die heerſchappye van Voorne ende die Burchgraeffchap van Zeelandt, mit allen horen toebehoren, of der Vrouwen van Voorne gebraeke die dan ons ende onſen lieven Broeder Hertoge Otte annecomen ſullen, na dat die brieven ſpreken, die wy vande hoochgeboren Prince Hertoge Willem onſe lieve Broeder daer op hebben, behouden ons die iiije. ſchilden jaerlicxe renten, die wy uytter tollen te Dordrecht jaerlicx hebben ſullen, als die brief daer of houden die wy van Hertoge Willen onſen Broeder hebben, daer of, waer oock dat ſaecke dat onſe Broeder Hertoge Aelbrecht voornoemt aflijvich worde, ſonder wittachtige blijckende boort, ſoo ſullen die Landen voorſz van Hollandt, van Zeelandt, ende van Vrieſſandt komen, blyven, ende toebehoren, by ordinatie die onſe lieve Heere ende Vader, die Keyſer, die Godt genadich ſy, daer of mit ſijnen brieve ghemaeckt, geſchreven ende mit ſynen eygen Zegel heeft bezegelt, daer ons ſelfs Zegel oock aen hanget. In oirconde deſen brief bezegelt mit onſen Zegelen. Gegeven tot Boterſem by Machelen op St. Jans dach Baptiſtæ, in't jaer ons Heeren Duyſent drie hondert acht en vijſtich.

nos heritiers y pourrions avoir ou y aurions eu juſques à préſent, enſorte que nous ni nos héritiers & ſucceſſeurs n'en formerons aucune demande contre ledit Prince Duc Albert nôtre frére, ni contre ſes héritiers, excepté la Seigneurie de Voorne & le Burgraviat de Zélande avec leurs dépendances, s'il venoit faute de la Dame de Voorne, leſquels alors nous aviendroient, & à nôtre cher frére le Duc Otton, ſelon ce que portent les Lettres que nous avons du Prince Duc Guillaume nôtre cher frére, nous réſervant le iiije. ſchilden de rente annuelle, que nous tirerons annuellement de la Douane de Dordrecht, comme portent leſdites Lettres que nous avons du Duc Guillaume nôtre frere. Et s'il arrivoit auſſi que nôtre frere le Duc Albert ſuſdit vint à mourir ſans laiſſer des héritiers légitimes, leſdits Pais de Zélande, & de Friſe, aviendront, demeureront, & appartiendront, ſelon l'ordonnance qu'a faite nôtre cher Seigneur & Pére l'Empereur, à qui Dieu faſſe miſericorde, par ſes Lettres faites, écrites & ſeéllées de ſon propre cachet, & auquel nous y avons auſſi mis le nôtre. En témoin dequoi nous avons ſeéllé ces préſentes de nôtre ſeau. Donné à Boterſem près de Malines le jour de Saint Jean Baptiſte, l'an de nôtre Seigneur 1358.

ANS de J. C. 1358.

CCCXI.

Lettres de l'Empereur CHARLES IV. *qui érige le Comté de* LUXEMBOURG *en Duché en faveur de* WENCESLAS *ſon frére.* (a) *Sans date.* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 207.

KAROLUS Illuſtri Duci * gratiam. Sceptrigera Cæſareæ dignitatis ſublimitas, ſicut in inferioribus poteſtatibus & auctoritatibus elatione præfertur, ut commiſſos ſibi fideles optimè gubernet conſolationis præſidio; quo thronus regius tanto ſolidetur felicius, & uberiore proſperitate proficiat, quanto indeficienter ſuæ virtutis donaria largiori benignitatis munere ſubditur in ſubjectos: ſic à coruſcante ſplendore regalis ſolii nobiliter ille, velut à ſole radii, prodeuntes fidelium ſtatus & conditiones illuſtrant, & primæ lucis integritas inviolati luminis detrimenta non patitur, imò amplioris utique ſcintillantis jubaris exſpectato decore perfunditur, dum in circuitu ſedis Auguſtæ Illuſtrium Principum numerus ad Imperii Sacri decorem feliciter adaugetur.

§. 2. Sanè attendentes multiplicia merita probitatis, & præclaræ devotionis inſignia, quibus tu, & præclaræ memoriæ progenitores tui Domus LUCENBURGENSIS, ſacrum Romanum Imperium dignis quidem ſtuduiſtis honoribus venerari, illum etiam fervidum tuæ mentis amorem, quo ad Imperii procurandos honores inclinaris attentius, regiæ conſideratonis intuitu limpidius intuentes, animo deliberato, ſano etiam venerabilium Epiſcoporum, & Illuſtrium Baronum & Procerum Imperii prædicti accedente conſilio, Te Frater cariſſime, non carnalitatis affectu, ſed originis tuæ nobilitate poſcente, permoti, cum hæc latitudo Dominii & ampla ſubjectæ tibi ditionis ſpatia, & intemeratæ fides tuæ univerſitatis & populi, quo vetuſto jam tempore ſacrum honorarunt Imperium non immerito requirebat; hodie in nomine Domini & Salvatoris noſtri, à quo omnis honor & principatus provenire cognoſcitur illuſtravimus, illuſtramus, & in verum Principem & Ducem ſublimavimus, ereximus, decoravimus & erigimus, Romanæ Regiæ ſolemnitudine poteſtatis, decernentes expreſsè, quod tu, hæredes & ſucceſſores tui Duces perpetuo omni dignitate, nobilitate, jure, poteſtate, libertate, honore & conſuetudine gaudere debeatis & frui continuo, quibus alii ſacri Imperii Principes & nominati Duces illuſtres freti ſunt hactenus, & cotidie potiuntur. Terraſque tuas, oppida, caſtra, munitiones, villas, provincias, diſtrictus, montes, colles, & plana, cum omnibus ſilvis, rubetis, pratis, aquis, aquarumve decurſibus, paſcuis, piſcinis, piſcaturis, theloniis, Judæis, monetis, judiciis, bannis ſive inhibitionibus venationum, quæ vulgariter Wiltpane nominatur, & pœnis inde ſequentibus, conſuetudine vel jure, Baronibus, Baroniis, feudis, feudatis, vaſallis, vaſallagiis, militibus, clientibus, judicibus, civibus, nobilibus & plebeis, ruſticis, agricolis, pauperibus & divitibus, & omnibus eorum pertinentiis, ſicut prædicta & eorum quælibet latitudo dominii tui comprehendit, in verum Principatum & Ducatum L. ereximus & erigimus, inſignimus, ac

ANS de J. C. 1359.

ANS de J. C. 1359.

ac de prædictæ regiæ potestatis plenitudine decoramus: tibi illustri videlicet prædicto, Ducatum sive Principatum hujusmodi, cum omnibus honoribus, juribus, privilegiis & emunitatibus, quemadmodum Ducatus sive Principatus insignes ab illustribus sacrosancti Romani Imperii possidentur, vel tenentur, vel possideri consueverunt hactenus, & in quantum à sacro Romano Imperio in feudum dependeret: de benignitate regia conferentes.

§. 3. Decrevimus etiam, & hac edictali constitutione sancimus, quod tu, hæredes & successores tui, perpetuo Duces L. nominari & appellari debeatis in antea, & tanquam cæteri sacri Imperii Duces & principes teneri & honorari, & ubicunque ab omnibus reputari, omnique jure, privilegio & honore, gratia & dignitate, & emunitate, absque impedimento perfrui, quibus alii sacrosancti Imperii Duces & Principes, in dandis sive recipiendis juribus & conferendis seu suscipiendis feudis, & omnibus aliis, illustrem statum & conditionem Ducum seu Principum concernentibus, freti sunt hactenus, seu quomodolibet potiuntur. Et ut Ducatus seu Principatus L. solido firmamento, magis firmaretur & tanto se Romano Imperio magis obligatum consentiat, quanto ampliori fuerit regiæ liberalitatis munere decoratus: Te hæredes & successores tuos Duces L. perpetuo infra scripto claro quidem officio gratiosius insignimus ut quoties, nos aut successores nostros Romanos Imperatores sive Reges ad reprimendam rebellium nostrorum superbiam, vel ad nostros seu Imperii procurandos honores, armatos contigerit incedere, Tu, hæredes aut successores tui, Duces L. qui pro tempore fuerint, frenum imperialis seu regalis dextrarii nostri, à latere dextro gubernare, & prospicere debita fidei diligentia debeatis, & in recubitu mensæ nostræ cibos regios, qui in solemnibus curiis nostris administrati fuerint, coram nobis (a) incedere ut sic tanquam Principes & fideles Imperii, guerrarum & pacis in tempore, nostri curam & custodiam habeatis.

(a) On croit qu'il faut lire *incidere*.

§. 4. Et quia tu, charissime frater, tanquam Dux L. sacri Imperii Vasallus & Princeps, dum eundem tuum Principatum seu Ducatum L. à regia Majestate in feudum susciperes, nobis velut Romanorum Regi, & vero tuo Domino, fidelitatis, obedientiæ & subjectionis debita juramenta solita præstitisti, quod in Principatu seu Ducatu tuo prædicto pacem & justitiam omnibus & singulis, æque pauperibus & divitibus procurare velis & debeas, efficaciter & fideliter juxta posse; decernimus, & hoc regali edicto duximus perpetuo statuendum, quod tu, hæredes & successores tui, Duces L. Ducatum sive Principatum L. prædictum, cum omnibus suis pertinentiis, sicut expressatur superius, à nobis nec non à Serenissimis Imperatoribus seu Regibus Romanis successoribus nostris, & ab ipso Romano Imperio, quoties opportunum fuerit, debito solemnitatis honore, cum vexillis, ut moris est, & solita reverentia suscipere debeatis: nobisque, ac eisdem nostris successoribus, & in casibus præmissis, sicut alii imperiales Duces & Principes, præstare & facere fidelitatis, homagii, obedientiæ & subjectionis debita corporalia juramenta.

§. 5. Nulli ergo omnino homini liceat hanc nostræ illustrationis, erectionis, insignitionis, decorationis & collationis paginam infringere, seu ausu temerario quovis contraire, sub pœna mille marcarum auri puri, quas ab eo, qui contraire præsumserit, irremissibiliter exigi volumus, & eorum medietatem nostræ Regalis Cameræ fisco, residuam verò partem injuriam passorum usibus applicari.

CCCXII.

Traité de Paix entre EDOUARD *Prince de Galles, d'une part, &* CHARLES *Dauphin de France, & Duc* (a) *de Normandie d'autre part, pour la délivrance de* JEAN *Roi de France, prisonnier en Angleterre. Fait à* (b) *Bretigny, le 8. Mai*, 1360. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 208.

ANS de J. C. 1360. ANGLETERRE ET FRANCE.

(a) Il avoit été pris par le Prince de Galles à la bataille de Poitiers, le 19. Septembre. 1356.

(b) C'est un Village à une lieüe de Chartres.

EDOUARD fils aîné au noble Roy de France & d'Angleterre, Prince de Galles, Duc de Cornuailles, Comte de Ceſtre. A tous ceux qui ces presentes lettres verront salut. Nous faisons sçavoir, que tous les debats & descords quelconques meuz & demenez entre nostre tres redoubté Seigneur & Pere le Roy de France & d'Angleterre d'une part, & nos Cousins le Roy, son aîné fils Regent le Royaume de France, & pour tous ceux qu'affiert d'autre part, pour bien de paix est accordé le huictiesme jour de May l'an de grace mil trois cents soixante à Bretigny de lez Chartres par la maniere qui s'ensuit.

§. 1. Premierement que le Roy d'Angleterre, avec ce qu'il tient en Gascogne & en Guyenne, aura pour luy & pour ses hoirs perpetuellement à tousjours toutes les choses qui ensuivent à tenir par la maniere, que le Roy de France ou son fils ou aucuns de ses ancestres Roys de France les tindrent; c'est à sçavoir ceux, que en souveraineté, ce que en domaine & par les temps & maniere au dessous esclaircie; la Cité & le Chastel & la Comté de Poictiers, & toute la terre & le pays de Poictou ensemble les fiefs de Thouars & la terre de Belle ville. La cité & le chastel de Xainctes & toute la terre & le pays de Xaintonge par deçà & par delà la Charente: la cité & le chastel d'Agen & la terre & le pays d'Agenois; la cité & le chastel de toute la Comté de Perigort & la terre & le pays de Perigueux; la cité, le chastel & toute la Comté de Limoges, la terre & le pays de Limosin; la cité & le chastel de Cahors & la terre & le pays de Caursin; la cité & le chastel & le pays de Tarbes, & la terre, le pays & Comté de Bigorre. La Comté, la terre & le pays de Gaure; la cité & le chastel d'Angoulesme, & la Comté & la terre, & le pays de Rovergue; & s'il y a aucuns Seigneurs comme le Comte de Foix, le Comte d'Armagnac, le Comte de l'Isle, le Comte de Perigort, & le Vicomte de Limoges ou d'autres, qui tiennent aucunes terres ou lieux dedans les mettes des dictes lieux, ils feront hommage au Roy d'Angleterre & tous autres services & debvoirs deubs à cause de leurs terres ou lieux en la maniere, que ils ont faict au temps passé.

§. 2. Item aura le Roy d'Angleterre tout ce que les Roys d'Angleterre ou aucuns des Roys d'Angleterre anciennement tindrent en la ville de Monstreul sur la mer & és appartenances.

§. 3. Item aura le Roy d'Angleterre toute la Comté de Ponthieu tout entierement; saouf & excepté que se aucunes choses ont esté allienées par les Roys d'Angleterre, qui ont esté par le temps, de la dicte Comté & appartenances & à autres personnes, que aux Roys de France, ne sera pas tenu de les rendre au Roy d'Angleterre. Et se les dictes alienations ont esté faictes aux Roys de France, qui ont esté pour le temps sans aucun moyen, & le Roy de France les tient maintenant dans sa main, il les laissera au Roy d'Angleterre entierement, excepté, que si les Roys de France les ont eux par eschange & autres terres, le Roy d'Angleterre les delivrera au Roy de France ce qu'en a eu par eschange, ou il luy laissera les choses ainsy allienées; mais se les Roys d'Angleterre, qui ont esté pour le temps en avoient alliené ou transporté aucunes choses

ANS de J. C. 1360. choſes en autres perſonnes qu'és mains du Roy de France ne ſera pas tenu de les rendre. Auſſy ſi les choſes deſſus dictes doibvent hommage, au Roy * les baillera à autres, qui en feront hommage au Roy d'Angleterre; & s'ils ne doibvent hommage, le Roy de France baillera un creancier, qui luy en fera le debvoir dans un an prochain apres ce qu'il ſera parti de Calais.

§. 4. Item le Roy d'Angleterre aura le Chaſtel & la ville de Calais, le chaſtel, la ville & Seigneurie de Merck; les villes, chaſteaux & Seigneuries de Sangates, Coulongne, Hames, Vuale & Oye, avec bois, terres, marés, rivieres, rentes & Seigneuries avec fons d'Egliſe & autres appartenances & lieux entregiſans dedans les mettes & bornes qui s'enſuivent. C'eſt à ſçavoir de Calais juſques au fil de la riviere par devant Grayelines, & auſſi par devant le fil de la meſme riviere tout entour l'angle, & auſſy par la riviere, qui va par de la poil, & auſſy par meſmes la riviere qui chet au grand laq de Guiſnes juſques à Fretin, & d'illec par la vallée entour la montagne de Careult en enclouant meſmement la montagne & auſſy juſques à la mer avec Sangates & toutes les appartenances.

§. 5. Item le dict Roy d'Angleterre aura la ville & chaſtel & tout entierement la Comté de Guynes avec toutes les terres, chaſteaux, forteresſes, lieux, hommes, hommages, ſeigneuries, foreſts, droicturesd'icelles: auſſy entierement comme le Comte de Guynes dernier mort les tint au temps de ſa mort; & obeiront les Egliſes, & bonnes gens eſtans dedans les limitations du dict Comté de Guynes, de Calais, & de Merk, & des autres lieux deſſus dicts, au Roy d'Angleterre, ainſy comme ils obeiſſent au Roy de France & au Comte de Guynes, qui fut pour le temps. Toutes leſquelles choſes de Merk & de Calais contenuës en ce preſent article prochain precedent, le Roy d'Angleterre tendra en domaine, exceptés les heritages des Egliſes, qui demeureront aux Egliſes entierement quelque part qu'ils ſoient aſſis, auſſy excepté les heritages des autres gens de pays de Merk & de Calais, aſſis hors la ville de Calais, juſques à la value de cent livres de terre par an de la monnoye courant du pays & au deſſoubs, leſquels heritages leur demeureront juſques à la value deſſus dicte & au deſſoubz; mais les habitations & heritages aſſis en ſa dicte ville de Calais avec les appartenances demourreront en domaine au Roy d'Angleterre pour en donner à ſa volonté, & auſſy demeureront aux habitans en la Comté, villes & terres de Guynes, tous leurs domaines entierement, & y revenront plainement, ſaouf ce que eſt dict des confrontations, mettes & bornes, en l'article prochain precedent.

§. 6. Item eſt accordé que le dict Roy d'Angleterre & ſes hoirs auront & tendront toutes les Iſles adjacentes aux terres, pays & lieux avant nommez, enſemble avec toutes les autres, leſquelles le Roy d'Angleterre tient à preſent.

§. 7. Item accordé eſt, que le dict Roy de France & ſon aiſné fils le Regent, pour eux & pour tous leurs hoirs & ſucceſſeurs au pluſtoſt que l'en pourra, ſans malengin, & au pluſtoſt dedans la feſte de Sainct Michel prochain venant en un an, rendront, bailleront & delivreront au dict Roy d'Angleterre & à tous ſes hoirs & ſucceſſeurs, & tranſporteront en eux tous les honneurs, obediences, hommages, loyautez, Vaſſaulx, fiefs, ſervices, reconnoiſſances, droicture, mere & mixte impere, & toute maniere de juriſdiction haute, baſſe, reſſorts & ſauvegarde, collations & Patronnages d'Egliſes, & toutes manieres de Seigneuries & ſouverainetez, & tout le droict, qu'ils avoient ou pouvoient avoir, & appartenoient, appartiennent ou peuvent appartenir pour quelconque cauſe, titre ou * Comté de droict à eux, aux Roys & à la Couronne de France; pour cauſe des citez, comtez, villes & chaſteaux, terres, pays, Iſles & lieux avant nommez, & de toutes leurs appartenances & appendances quelque part qu'ils ſoient, & chacune d'icelles; ſans rien y retenir à ceux ne à leurs hoirs & ſucceſſeurs, aux Roys ne à la Couronne de France. Et auſſy manderont le dict Roy & ſon aiſné fils par leurs lettres patentes à tous Archeveſques, Eveſques & tous autres Prelats de ſaincte Egliſe, & auſſy aux Comtes, Vicomtes, Barons, nobles, citoyens & autres quelconques des citez, Comtez, terres, pays, Iſles & lieux avant nommez; qu'ils obeiſſent au Roy d'Angleterre & à ſes hoirs, & en leur certain commandement, en la maniere accouſtumée, qu'ils ont obey aux Roys, & à la Couronne de France, & par meſmes lettres leurs quitteront & abſoudront au mieux, qu'il ſe pourra faire, de toutes foys & hommages, ſermens & obligations & promeſſes faictes par aucuns d'iceux aux Roys & à la Couronne de France, en quelque maniere que ce ſoit. ANS de J. C. 1360.

§. 8. Item eſt accordé, que le Roy d'Angleterre aura les Citez, Comtez, Chaſteaux, terres, pays, Iſles & lieux avant nommez avec toutes leurs appartenances & dependances, quels qu'ils ſoient, à tenir à luy & ſes hoirs & ſucceſſeurs, hereditablement & perpetuellement en domaine, ce que les Roys de France, y avoient; par telle maniere, ſaouf tant comme eſt dict par deſſus en l'article de Calais & de Merk. Et ſe des dictes citez, Chaſtels, terres, pays, Iſles & lieux avant nommez, ſouveraineté de Roy, mere & mixte impere, juriſdiction & proffits quelconques, que tenoient aucuns Roys d'Angleterre, illec & en leurs appartenances & dependances quelconques, aucunes alienations, donations, obligations, ou charges ont eſté faictes par aucuns des Roys de France, qui ont eſté pour le temps depuis ſoixante ans en çà, par quelque forme & maniere que ce ſoit; toutes les donations, alienations & charges ſont des ores & ſeront mis du tout au neant, & rappellées, caſſées & annullées; & toutes choſes ainſy données, alienées ou chargées ſeront reallement & de faict rendues & baillées au Roy d'Angleterre & à ſes deputez eſpeciaux; & meſmement l'entiereté, comme ils furent au Roy d'Angleterre depuis ſoixante & dix ans en ça, au pluſtoſt que l'on pourra, ſans malengin, & au pluſtard dedans la Sainct Michel prochain venant en un an; à tenir au dict Roy d'Angleterre, & à tous ſes hoirs & ſucceſſeurs perpetuellement & hereditablement par la maniere que deſſus eſt dict; excepté ce que deſſus eſt dict en l'article de Ponthieu, qui demourra en ſa force; & ſaouf & excepté ce que deſſus eſt dict, & toutes les choſes données & alienées aux Egliſes, qui leur demourreront paiſiblement, & en tous les pays cy deſſus & deſſous nommez, ſi que les perſonnes deſſus dictes prient diligement pour les dicts Roys comme pour les fondateurs, ſur quoy leurs conſciences en ſeront chargées.

§. 9. Item eſt accordé que le Roy d'Angleterre, toutes les citez, Comtez, Chaſteaux & pays deſſus nommez, qui anciennement n'ont eſté des Roys d'Angleterre, aura & tendra en l'eſtat & ainſy comme le Roy de France ou ſes fils les tiennent à preſent.

§. 10. Item eſt accordé, que ſe dedans les mettes des dicts pays, qui furent anciennement des Roys d'Angleterre auroient aucune choſe, qui autrés ſois n'euſſent eſté des Roys d'Angleterre, dont le Roy de France eſtoit en poſſeſſion du jour de ſeptembre l'an mil trois cens cinquante ſix, elles ſeront & demoureront au Roy d'Angleterre à ſes hoirs par la maniere, que deſſus eſt dict.

§. 11. Item accordé eſt, que le dict Roy de France & ſon aiſné fils le Regent pour eux & pour leurs hoirs, & pour tous les Roys de France & leurs ſucceſſeurs, à tousjours, au pluſtoſt, qu'il ſe pourra faire, ſans malengin, & au pluſtard dedans la Sainct Michel prochain venant en un an, rendront & payeront

ANS de J. C. 1360.

ront au dict Roy d'Angleterre & à tous leurs hoirs & succeſſeurs, & tranſporteront en eux, tous les honneurs, regalitez, obediances, hommages, vaſſaux, fiefs & fermens, reconnoiſſances, ſermens, droicture, mere & mixte impere, toutes manieres & juriſdictions hautes & baſſes, reſſorts & ſeigneuries, qui appartiennent & appartenoient, ou pourroient appartenir en aucune maniere aux Roys & à la Couronne de France, ou à aucune autre perſonne à cauſe du Roy & de la Couronne de France, en quelque temps, és Comtez, Citez, Chaſteaux, terres, pays, Iſles & lieux avant nommez, ou en aucuns d'eux, en leurs appartenances & appendances quelconques, és perſonnes, vaſſeaux ou ſubjects quelconques d'iceux, ſoient Princes, Ducs, Comtes, Vicomtes, Archeveſques & Eveſques & autres Prelats d'Egliſe, Barons, Nobles & autres quelconques, ſans rien à eux & leurs hoirs & ſucceſſeurs & à la Couronne de France ou autres, que ce ſoit, retenir ou reſerver en iceux; parquoy ils, leurs hoirs & ſucceſſeurs ou aucuns Roys de France, ou autre que ce ſoit à cauſe du Roy & de la Couronne de France aucune choſe y pourroient chalangier ou demander au temps advenir ſur le Roy d'Angleterre, ſes hoirs & ſucceſſeurs ou ſur aucun des Vaſſaux & ſubjets avant dits, pour cauſe des pays & lieux. Auſſi que tous les avant nommez perſonnes & leurs hoirs & ſucceſſeurs perpetuellement ſeront hommes liges & ſubjects du Roy d'Angleterre, & de tous ſes hoirs & ſucceſſeurs; & que le Roy d'Angleterre ſes hoirs & ſucceſſeurs, toutes les perſonnes, Citez, Comtez, terres, pays, Iſles, Chaſteaux & lieux avant nommez, & toutes leurs appartenances & appendances, tendront, & à eux demoureront plainement, perpetuellement & franchement en leur Seigneurie, Souveraineté, obeiſſance, ligeance & ſubjection, comme les Roys de France les avoient & tenoient en aucun temps paſſé. Et que le dict Roy d'Angleterre ſes hoirs & ſucceſſeurs auront & tendront perpetuellement tous les pays avant nommez avec leurs appartenances & appendances, & autres choſes avant nommées avec toute franchiſe & liberté perpetuelle, comme ſouverain Seigneur & lige, & comme voiſin au Roy & au Royaume de France, ſans y reconnoiſtre ſouverain ou faire obeiſſance aucune, hommages, reſſorts, ſubjection, & ſans faire en aucun temps advenir aucun ſervice ou reconnoiſſance aux Roys, ne à la Couronne de France des Citez, Comtez, Chaſteaux, terres, pays, Iſles, lieux & perſonnes avant nommez ou pour aucunes d'icelles.

(a) Cet article fut entiérement ôté de ce Traité corrigé à Calais, quand les deux Rois y furent enſemble, & le précédent qui eſt l'onziéme, corrigé comme on le verra ci-aprés.

§. 12. (a) Item eſt accordé, que le Roy de France & ſon aiſné fils renonceront expreſſement aus dits reſſorts & ſouverainetez, & à tout le droict, qu'ils ont & peuvent avoir en toutes les choſes, qui par ce preſent traitté doivent appartenir au Roy d'Angleterre. Et ſemblablement le Roy d'Angleterre & ſon filz aiſné renonceront expreſſement à toutes les choſes, qui par ce preſent traitté ne doibvent appartenir ne eſtre baillées au Roi d'Angleterre, & à toutes les demandes, qu'il faiſoit au Roy de France; & par eſpecial au nom & au droict de la Couronne du Royaume de France, & à hommages, ſouverainetez, domaine du Duché de Normandie, du Duché de Touraine, des Comtez d'Anjou & du Mayne, & des hommages & ſouverainetez du pays & Comté de Flandres, & à tous autres demandes, que le Roy faiſoit ou faire pourroit au Roy de France pour quelconque cauſe, que ce ſoit; outre & excepté ce qui par ce preſent traitté doit demourer & eſtre baillé au dict Roy d'Angleterre & à ſes hoirs. Et tranſporteront & ceſſeront & delaiſſeront l'un Roy à l'autre perpetuellement tout le droict, que chacun d'eux a ou peut avoir en toutes les choſes, qui par le preſent traitté doit demourer ou eſtre baillé à chacun d'eux; & du temps & lieu, ou & quand les dittes renonciations ſe feront & parleront & ordonneront les deux Roys à Calais enſemble.

ANS de J. C. 1360.

§. 13. Item eſt accordé afin que ce preſent traitté puiſſe eſtre plus briefvement accomply, que le Roy d'Angleterre ſera amener le Roy de France à Calais dedans trois ſepmaines apres la Nativité de Sainct Jean Baptiſte prochain venant, ceſſant tout juſte empeſchement, aux deſpens du Roy d'Angleterre hors les frais de l'hoſtel du Roy de France.

§. 14. Item eſt accordé que le Roy de France payera au Roy d'Angleterre trois millions d'ecus d'or, dont les deux valent un noble monnoye d'Angleterre; & en ſeront payez au Roy d'Angleterre ou à ſes deputez ſix cens mil ecus à Calais dedans quatre mois à compter, depuis que le Roy de France ſera arrivé à Calais, & dedans l'an deſſors enſuivant en ſeront payez quatre cens mil eſcus tels comme deſſus eſt dict, en la cité de Londres en Angleterre; & deſſors chacun an prochain enſuivant en ſeront payez quatre cens mil eſcus comme devant en la ditte cité, juſques à tant que les dicts trois millions ſeront payez.

§. 15. Item eſt accordé, que par payant les dicts cens mil eſcus à Calais & par baillant les hoſtages cy deſſus nommez au Roy d'Angleterre dedans les quatre mois à compter, depuis que le Roy de France ſera venu à Calais comme dict eſt; la ville, le chaſtel & les forteresſes de la Rochelle, appartenances & appendances, * la perſonne du dict Roy ſera delivrée de priſon, & pourra franchement partir de Calais, & venir à ſon pouvoir ſans aucun empeſchement. Mais il ne ſe pourra armer, ne ſes gens contre le Roy d'Angleterre, juſques à tant qu'il ayt accomply, ce qu'il eſt tenu de faire par ce preſent Traitté. Et ſont hoſtages tant priſonniers prins à la bataille de Poictiers, comme autres, qui demoureront pour le Roy de France ceux qui enſuivent: Meſſire Louis Comte d'Anjou, Meſſire Jean de Poictiers fils du Roy de France, le Duc d'Orleans frere du dict Roy, le Duc de Bourbon, le Comte de Blois, ou ſon frere le Comte de Sainct Paul, Comte d'Alençon, ou Monſieur Pierre d'Alençon ſon frere, le Comte de Harcourt, le Comte de Portien, le Comte de Valentinois, le Comte de Brene, le Comte de Vaudemont, le Comte de Foreſts, le Vicomte de Beaumont; le Sire de Couſſy, le Sire de Fienne, le Sire de Preaux, le Sire de Sainct Venant, le Sire de Garencieres, le Dauphin d'Auvergne, le Sire de Hangeſt, le Sire de Montmorency, Monſieur Guillaume de Craon, Meſſire Louis de Harcourt, Monſieur Jean de Ligny. Les noms des priſonniers ſont tieux: Meſſire Philippes de France; Le Comte d'Eu, le Comte de Longueville, le Comte de Ponthieu, le Comte de Joigny, le Comte de Sancerre, le Comte de Dampmartin, le Comte de Ventadour, le Comte de Salbruch, le Comte d'Auxerre, le Comte de Vendoſme; le Sire de Craon, le Sire de Darnalt, le Mareſchal de Danchan, le Sire d'Aubigny.

§. 16. Item eſt accordé, que les deſſus dits priſonniers, qui viendront demourer en hoſtage pour le Roy de France, comme dict eſt, ſeront parmy ce delivrez de leur priſon, ſans payer aucune rançon, par convenances faictes par avant le tiers jour de May dernierement paſſé; & ſe aucun d'eux eſt hors d'Angleterre, & ne ſe rend à Calais en hoſtage dedans le premier mois apres les trois ſepmaines de la Sainct Jean, ceſſant juſte empeſchement, il ne ſera pas quitte de priſon, mais ſera contrainct par le Roy de France à retourner en Angleterre priſonnier, ou payer la peyne par luy promiſe & encourue par deffault de ſon retour.

§. 17. Item eſt accordé, que en lieu des dits hoſtages, qui ne vendront à Calais, ou qui mouront, ou qui ſe departiront ſans congé hors du pouvoir du Roy d'Angleterre, le Roy de France ſera tenu d'en bailler d'autres de ſemblable eſtat, ou au plus prez qu'il pourra eſtre faict dedans quatre mois prochains; apres ce que le Bailly d'Amiens & le Maire de Sainct

Omer

ANS Omer en sera sur ce par les lettres du Roy d'Angleter-
e J. C. re certifiez; & pourra le Roy de France à son partir
360. de Calais avoir à sa Compaignie dix des hostages tels comme les deux Roys accorderont, & souffrira que des quarente dessus dicts en demeure jusques au nombre de trente.

§. 18. Item est accordé que le Roy de France envoye dedans trois mois apres qu'il sera departy de Calais, en hostage quatre personnes de la ville de Paris, & deux personnes de chacune des villes, dont les noms s'ensuivent; c'est à sçavoir: Sainct Omer, Douay, Arras, Tournay, Amiens, Reims, Beauvais, Chaalons, l'Isle, Troyes, Chartres, Thoulouze, Lyon, Orleans, Compiegne, Rouen, Caen, Tours, Bourges, les plus suffisans des villes, pour l'accomplissement de ce present Traitté.

§. 19. Item est accordé, que le Roy de France sera amené d'Angleterre à Calais pour quatre mois apres sa venue; mais il n'en payera rien pour le premier mois, pour cause de sa garde; & pour chacun des autres mois ensuivans, qu'il demourera à Calais pour default de luy ou de ses gens, il payera pour ses gardes dix mil reaux tels comme ils courent à present en France devant son partir de Calais, & ainsy au futur du temps, qu'il y demourera.

§. 20. Item accordé est que plustost que faire se pourra dedans l'an prochain, apres ce que le Roy de France sera party de Calais, Monsieur Jean Comte de Montfort aura la Comté de Montfort avec toutes les apartenances, en faisant hommage lige au Roy de France & service en tous cas tel comme bon & loyal Vassal lige doibt faire à son Seigneur lige à cause de la dicte Comté; & ainsi luy seront rendus ses autres heritages, qui ne sont mie de la Duché de Bretaigne, en faisant hommage ou autre debvoir qu'il appartiendra; & se il veut aucune chose demander en aucuns des heritages, qui sont de la dicte Duché hors du pays de Bretagne, bonne & briefve raison luy en sera faicte par la Cour de France.

§. 21. Item sur la question du Domaine du Duché de Bretagne, qui est entre le dict Monsieur Jean de Montfort d'une part, & Monsieur Charles de Blois d'autre part; accordé est, que les deux Roys appellants par devant eux ou leurs Deputez especiaux, s'enformeront du droict des parties, & s'efforceront de mettre les parties d'accord sur tout ce, qui est en debat entre eux au plustost qu'ils pourront. Et au cas que les dits Roys par eux ne par leurs Deputez ne les pourront accorder dedans un an prochain, apres que le Roy de France sera arrivé à Calais; les amis d'une part & d'autre s'enformeront diligemment du droict des parties par maniere, que dessus est dict, & s'efforceront de mettre les dictes parties d'accord au mieux, que faire se pourra au plustost, qu'ils pourront; & se ils ne les peuvent mettre d'accord dedans demy an; adonc prochain ensuivant, ils rapporteront aus dicts deux Roys, & à leurs Deputez tout ce qu'ils en auront trouvé sur le droict des parties, & sur quoy le debat demourera entre les parties. Et adonc les deux Roys, par eux & par leurs Deputez especiaux, au plustost qu'ils pourront, mettront les dites parties à accord, ou diront leur final advis sur le droict d'une partie & d'autre, & ce sera executé par les deux Roys; & au cas qu'ils ne le pourront faire pendant demy an desfors ensuivant, adonc les deux parties principaux de Blois & de Montfort feront ce que mieux leur semblera, & les amis d'une part & d'autre ayderont quelque part, qu'il leur plaira, sans empeschement des dicts Roys, & sans avoir en aucun temps advenir dommage & blasme ne reproche par aucun des dits Roys pour la cause dessus dicte. Et se ainsy estoit que l'une des dictes parties ne voulsist comparoir souffisamment devant les dicts Roys ou leurs Deputez au temps que ly sera estably; & aussy au cas que les dits Roys ou leurs dicts Deputez auroient ordonné & declaré, que les dites parties fussent à accord, & qu'ils auroient dict leurs advis pour le droict de l'une des partyes, & aucune des parties ne se voudroit accorder & obeir, * mais en nul cas les deux Roys en leurs propres personnes ne par autre ne pourront faire ne entreprendre guerre l'un à l'autre pour la cause devant dicte & tousjours demourra la dicte Souveraineté & hommage de la dicte Duché au Roy de France.

ANS de J. C. 1360.

§. 22. Item que toutes les terres, villes, pays, chastels & autres lieux baillez aus dicts Roys seront en telles libertez & franchises comme elles sont à present, & seront conservez par les dicts Seigneurs Roys ou par leurs successeurs, ou par chascun d'eux, toutes les fois qu'ils en feront sur ce deuement requis, se contraires n'estoient à ce present accord.

§. 23. Item le dict Roy de France rendra ou fera rendre & restablir à Monsieur Philippes de Navarre, & à tous ses adherans, en aprés & au plustost, que l'on pourra sans malengin, & au plustard dedans un an, aprés ce que le Roy sera party de Calais, toutes les villes, chasteaux, fortereſſes, Seigneuries, Rentes, droicts, profficts, Jurisdictions & lieux quelconques, & que Monsieur Philippes tant pour cause de luy, que pour cause de sa femme, ou de ses adherants tindrent ou doibvent tenir au Royaume de France. Et ne leur fera le dict Roy reproche ne dommage, ne empeschement à cause, ne pour aucune chose faicte devant ces heures, & leurs pardonra toutes offenses & mespriſement du temps passé pour cause de la guerre. Et sur ce auront ses lettres bonnes & souffisantes, si que Monsieur Philippes & ses devant dicts adherants retourneront en son hommage & luy facent les devoirs & luy soient bons & loyaux Vassaux.

§. 24. Item est accordé que le Roy d'Angleterre pourra donner cette fois seulement à qui il luy plaira en heritages toutes les terres & heritages qui furent de Messire Godefroy de Harcourt à tenir du Duc de Normandie ou d'autres Seigneurs, de qui elles doibvent estre tenues de raison parmy les hommages & services anciennement accoustumez.

§. 25. Item est accordé que nul homme ne pays qui ayt esté en l'obeissance d'une partie, & viendra par cet accord en l'obeissance de l'autre, ne soit empeschié pour chose faicte au temps passé.

§. 26. Item que les terres des Bannis de l'une partie & d'autre, & aussy des Eglises de l'une partie & de l'autre des Royaumes, & tous ceux qui sont desheritez & ostez de leurs terres, ou chargez d'aucune pension taille ou redebvance, ou autrement grevez pour quelque maniere, que ce soit, pour cause de cette guerre, soient restituez entierement en mesmes droicts & possessions, qu'ils eurent devant la guerre commencée, & que toutes manieres & forsaictures, trespas ou mesprisons faictes par eux ou aucun d'eux en moyen temps soient du tout pardonnez; & que ces choses soient faictes le plustost, que l'on pourra bonnement, & au plus tard dedans un an prochain, apres que le Roy sera party de Calais; excepté ce que dict est en l'article de Calais & de Merk, & des autres nommez au dict article; excepté aussy le Vicomte de Fronsac & Monsieur Jean de Gaillard, lesquels ne seront point compris en cet article, mais demeureront leurs biens, & heritages en l'estat, qu'ils estoient auparavant ce present Traitté.

§. 27. Item est accordé, que le Roy de France delivrera au Roy d'Angleterre le plustost qu'il pourra bonnement, & donra au plus tard dedans un an prochainement venant apres son departir de Calais, toutes les Citez, Comtez, toutes les villes, pays & autres lieux dessus nommez qui par ce present Traitté doibvent estre baillez au Roy d'Angleterre.

§. 28. Item est accordé, que en baillant au Roy d'Angleterre ou à autre pour luy par especial Deputez, les villes, fortereſſes & toute la Comté de Ponthieu, les villes & fortereſſes & toute la Comté de Mont-

ANS de J. C. 1360. Montfort, la Cité & le chaſtel de Xainctes; les Chaſteaux, villes & fortereſſes & tout ce que le Roy tient en domaine au pays de Xainctonge de ça & de là la Charente; le chaſtel, la cité d'Angouleſme, & les chaſtels fortereſſes & villes, que le Roy de France tient en domaine au pays d'Angoulmois, avec les mandemens, delaiſſemens des foy & hommage; le Roy d'Angleterre à ſes propres couſts & frais delivrera toutes les fortereſſes priſes & occupées par luy par ſes ſubjects, adherans, alliez, és pays de France, de Touraine, d'Anjou, du Maine, de Berry, d'Auvergne, de Bourgongne, de Champagne, de Picardie & de Normandie, & de toutes les autres parties, terres & lieux du Royaume de France; excepté celles du Duché de Bretaigne, & des pays & terres, qui par ce preſent Traitté doibvent appartenir & demeurer au Roy d'Angleterre.

§. 29. Item eſt accordé que le Roy de France fera bailler & delivrer au Roy d'Angleterre ou à ſes hoirs & Deputez, toutes les villes, Chaſteaux, fortereſſes, & autres terres, pays & lieux avant nommez avec leurs appartenances aux propres frais & couſts du Roy de France. Et auſſi s'il y avoit aucuns rebelles & deſobeiſſants de rendre, bailler & reſtituer audict Roy d'Angleterre aucunes Citez, Chaſtels, villes, pays, lieux & fortereſſes, qui par le preſent Traitté luy doibvent appartenir; le Roy de France ſera tenu de les faire delivrer au Roy d'Angleterre à ſes deſpens. Et ſemblablement le Roy d'Angleterre fera delivrer à ſes deſpens les fortereſſes, qui par ce preſent Traitté doibvent appartenir au Roy de France, & ſeront tenus les dits Roys & leur gens à leur entrayder, quand à ce requis en ſeront aux gages de la partie, qui le requerra, qui ſeront d'un florin de France par jour pour Chevalier, & demy florin pour eſcuyer, & pour les autres au fuer *, & au ſurplus les doubles gages; & eſt accordé, que ſe les dits gages ſont trop petits, en eſgard aux marchez des vivres du pays, il en ſera en l'ordonnance de quatre Chevaliers pour ce eleuz, c'eſt à ſçavoir deux d'une partie & deux d'une autre.

§. 30. Item eſt accordé que tous les Archeveſques, Eveſques & autres Prelats de Saincte Egliſe à cauſe de leur temporalitez ſeront ſujets de celuy des deux Roys, ſoubs qui ils tiendront leur temporalité, ſoubs tous les deux Roys ils ſeront ſubjects à tous les deux Roys pour la temporalité, qu'ils tiendront ſoubs chacun d'iceux.

§. 31. Item accordé eſt, que bonnes alliances, amitiez & confederations ſoient faictes entre les deux Roys de France & d'Angleterre & leurs Royaumes, en gardant l'honneur & la conſcience de l'un Roy & de l'autre, nonobſtant quelconques confederations, qu'ils ayent deçà & delà avec quelconques perſonnes, ſoit d'Eſcoſſe & de Flandres & autres pays quelconques.

§. 32. Item accordé eſt, que le Roy de France & ſon aiſné fils le Regent pour eux & pour leurs hoirs Rois de France, ſi avant qu'il pourra eſtre faict, ſe declairront & departiront du tout des dites confederations, qu'ils ont avec les dits Ecoſſois, & promettront ſi avant que faire ſe pourra, que jamais eux ne leurs hoirs, ne les Roys de France, qui pour le temps ſeront, ne donneront ne feront au Roy ne au Royaume d'Eſcoſſe ny aux ſubjects d'iceluy preſent advenir, ayde, confort, ne faveur contre le dict Roy d'Angleterre, ne contre ſes hoirs ne ſucceſſeurs, ne contre ſon Royaume, ne contre ſes ſubjets en quelque maniere, & qu'ils ne feront autres alliances avec les dits Ecoſſois en aucun temps advenir encontre les dits Roys & Royaume d'Angleterre: & ſemblablement, ſi avant que faire ſe pourra le Roy d'Angleterre & ſon aiſné fils ſe declairront & departiront du tout des alliances, qu'ils ont avec les dits Flamands en aucun temps advenir contre les Roys & Royaume de France.

§. 33. Item eſt accordé, que les collations & proviſions faictes d'une part & d'autre, des benefices vacants tant comme la guerre a duré tiennent & ſoient vallables; & que les fraiz, iſſues & revenuz, receuz & levez de quelques benefices & autres choſes temporelles quelconques éſdicts Royaume de France & d'Angleterre par l'une partie & par l'autre durant les dittes guerres, ſeront quittez de part & d'autre. ANS de J. C. 1360.

§. 34. Item que les Roys deſſus dicts ſeront tenuz de faire confirmer toutes les choſes deſſus dites par noſtre Sainct Pere le Pape, & ſeront baillez par ſerments, ſentences & cenſures de Cour de Rome & tous autres lieux en la plus forte maniere, que faire ſe pourra, & ſeront empetrées diſpenſations & abſolutions & lettres de la ditte cour de Rome touchant la perfection de ce preſent Traité; & ſeront baillées aux parties au pluſtard dedans trois ſepmaines, apres que le Roy ſera arrivé à Calais.

§. 35. Item que tous les ſubjects deſdicts Roys, qui vendront eſtudier és eſtudes & univerſitez des Royaumes de France & d'Angleterre jouiront des privileges & libertez des dittes eſtudes & univerſitez, tout ainſy qu'ils pouvoient faire avant ces preſentes guerres, & comme ils le font à preſent.

§. 36. Item eſt accordé, afin que les choſes deſſus dictes traittées & paſſées ſoient plus eſtablies, fermes & vallables, ſeront faicts & donnez les ſermens qui s'enſuivent. C'eſt à ſçavoir lettres ſeellées de ſeaux des dicts Roys & aiſnés fils d'iceux les meilleures qu'ils pourront faire & ordonner par leurs Conſeils; & jureront les dicts Roys & leurs enfans aiſnez & autres enfans, & auſſy les autres des lignages des deſſus dicts Seigneurs & autres grands des dits Royaumes, juſques au nombre de vingt de chacune partie; qu'ils tendront & ayderont à tenir pourtant comme à chacun d'eux touchent les dittes choſes traittées & accordées, & accompliront ſans jamais venir au contraire ſans fraude & ſans malengin, & ſans faire nul empeſchement. Et s'il y avoit aucuns du Royaume de France & d'Angleterre, qui fuſſent rebelles, ou qui ne vouliſſent accorder les choſes deſſus dittes, les dits Roys feront tout leur pouvoir de corps & de biens & d'amis, de mettre les dicts Rebelles à obeiſſance, ſelon la forme & teneur du dict Traitté. Et avec ce ſe ſoubmettent les dits Roys & leurs hoirs & Royaumes à la correction de noſtre Sainct Pere le Pape, afin qu'il puiſſe contraindre par ſentences, cenſures d'Egliſe & autres voyes deues, celui qui ſera rebelle, ſelon ce qu'il ſera raiſon. Et parmy les fermetez & ſeuretez deſſus dites, renonceront les dits Roys & leurs hoirs par foy & par ſerment à toutes guerres & à tous procés de faict; & par * obeiſſances Rebellion, ou puiſſance d'aucuns ſubjects du Royaume de France ou aucune juſte cauſe, le Roy d'Angleterre ſes hoirs ou aucuns pour eux ne pourront ne devront faire guerre contre le dict Roy de France, ſes hoirs ne ſon Royaume, mais tous enſemble s'efforceront de mettre les dicts Rebelles en vraye obeiſſance, & d'accomplir les choſes deſſus dittes; & auſſy ſe aucuns du Royaume & obeiſſance d'Angleterre ne voloient rendre les chaſtels, villes & fortereſſes, qu'ils tiennent au Royaume de France, & obeir au traitté deſſus dict, ou pour juſte cauſe ne pourront pas accomplir ce qu'ils doivent faire par le preſent Traitté, le Roy de France, ne ſes hoirs ou aucun pour eux ne feront point de guerre au Roy d'Angleterre ne à ſon Royaume, mais tous deux enſemble feront leur pouvoir de recouvrer les chaſteaux villes & fortereſſes deſſus dictes, & que toute l'obeiſſance & accompliſſement ſoit faict és Traittez deſſus dictz. Et ſeront auſſy faictes & données d'une part & d'autre ſelon la nature du faict, toutes manieres de fermetez ou ſeuretez que l'on ſçaura ou pourra deviſer, tant par le Pape, College de Rome, comme autrement; pour tenir & garder perpetuellement la paix, & toutes les choſes deſſus dittes accordées.

§. 37. Item

ANS J. C. 356. §. 37. Item eſt accordé, que par le preſent Traitté & accord, & tous autres Traittez, ou prolocutions s'aucunes en y a faicts ou pourparlez au temps paſſé, ſeront nuls & de nulle valeur & du tout mis au neant, & ne s'en pourront jamais ayder les parties, ne faire aucune reproche l'un contre l'autre pour cauſe d'iceux Traittez & accords, ſe aucuns y avoit comme dict eſt.

§. 38. Item que le preſent Traitté ſera accordé, approuvé, juré & confirmé par les deux Roys à Calais, quand ils ſeront en leurs perſonnes. Et depuis que le Roy ſera party de Calais, & ſera dans ſon pouvoir dedans un mois prochain ſuivant le dict departement; le Roy en fera lettres confirmatoires & autres neceſſaires ouvertes, & les envoyera & delivrera à Calais au dict Roy d'Angleterre en prenant les dittes lettres confirmatoires pareilles à celles du dict Roy de France.

§. 39. Item eſt accordé que nul des Roys ne procurera ne fera procurer par luy ne par autre, que aucunes nouvelletez ou griefs ſe faſſent par l'Egliſe de Rome ou par autre de Saincte Egliſe quelconques qui ſoient contre ce preſent Traitté, ſur aucuns des Roys leurs coadjuteurs adherans ou alliez, quels qu'ils ſoient, ne ſur leurs terres, ne de leurs ſubjects pour achoiſon de la guerre, ne pour autre choſe, ne pour ſervice que les dicts Roys coadjuteurs, adherans ou alliez ayent faict aus dicts Roys ou chacun d'iceux: & ſe noſtre dict Sainct Pere ou autre le vouloient faire, les dits Roys le deſtourneroient ſelon ce qu'ils pourroient bonnement, ſans malengin.

§. 40. Item les oſtages qui ſeront baillez au Roy d'Angleterre, de la maniere & du temps de leur departement, les deux Roys en ordonneront à Calais.

Correction de ce Traité faite à Calais, le 24. Octobre 1360.

EDOUARD aiſné fils ou noble Roy d'Angleterre & de France, Prince de Galles, Duc de Cornuailles & Comte de Ceſtres; à tous ceux, qui ces preſentes lettres verront ſalut; nous vous faiſons ſçavoir que tous les debats & decords quelconques meuz & demenez entre Monſeigneur le Roy d'Angleterre & nous pour luy & pour tous ceux à qui il appartiendra d'une part; & le Roy de France & tous ceux à qui il peut toucher de ſa partie d'autre part; bien de Paix eſt accordé le huictieſme jour de May l'an de grace mil trois cens ſoixante à Bretigny les Chartres en la maniere qui s'enſuit.

§. 2. Premierement, que le Roy d'Angleterre avec ce qu'il tient en Gaſcogne & en Guyenne &c. (comme au precedent Traitté, fors que l'article onze eſt corrigé, comme il à eſté faict mention cy deſſus à la fin du douzieſme Article, lequel douzieſme Article eſt entierement oſté de ce Traitté corrigé; ſuit l'unzieſme Article corrigé.)

§. 3. Item accordé eſt, que le Roy de France & ſon aiſné fils le Regent pour eux & pour leurs hoirs, & pour tous les Roys de France & leurs ſucceſſeurs à tousjours, au plutoſt que ſe pourra faire, ſans malengin & au pluſtard dedans la Sainct Michel prochain venant en un an, rendront & bailleront au dict Roy d'Angleterre, & à tous ſes hoirs, ſucceſſeurs, & tranſporteront en eux, tous les honneurs, obediences, hommages, ligeance, reconnoiſſance, ſermens, droicture, mere & mixte Impere, & toutes autres juriſdictions haute & baſſe, ſauvegarde & ſeigneuries, qui appartiennent, ou peuvent en aucune maniere appartenir, aux Roys & à la Couronne de France en quelque temps, és Citez, Comtez, Chaſtels, terres, pays, Iſles & lieux avant nommez ou en aucun d'eux, en leurs appartenances & appendances quelconques ou és perſonnes, vaſſaux, ſubjects quelconques d'iceux. (Et au bas des autres articles eſt eſcrit ce qui s'enſuit.)

ANS de J. C. 1360.

§. 4. Et nous Roy d'Angleterre avant dict, veu & conſideré le dict Traitté pour le bien de paix faict en noſtre nom & pour nous, en tant comme à nous touche de noſtre partie; ayans ferme & agreable iceluy, & toutes les choſes deſſus écrites, voulons & approuvons de nôtre authorité Royale, par deliberation, conſeil & conſentement de pluſieurs Prelats & gens de nôtre mere la Saincte Egliſe, Ducs, Comtes, tant de noſtre lignage comme autres, & pluſieurs de Pairs d'Angleterre, que d'autres grands Barons, Nobles, Bourgeois & autres ſubjects de noſtre Royaume, conſentons & confermons le dict Traitté & toutes les autres choſes deſſus dites contenues en iceluy, & jurons ſur le Corps de Jeſus Chriſt en parole de Roy, pour nous & pour nos hoirs, iceluy garder & accomplir & tenir ſans jamais venir encontre par nous ou par autres. Et pour les choſes deſſus dittes, & chacunes d'icelles tenir fermement à perpetuité, obligeons nous nos biens preſens & advenir, nos hoirs & ſucceſſeurs à la juriſdiction & cohertion de l'Egliſe de Rome, & voulons & conſentons, que noſtre Sainct Pere le Pape conferme toutes les choſes en donnant monitions & mandemens generaux ſur l'accroiſſement d'icelles contre nous, nos hoirs & ſucceſſeurs, & contre nos ſujets, communes, colleges, univerſitez ou perſonnes ſeculieres quelconques, en donnant ſentences * generaux deſtrument & ſuſpenſion & interdit pour eſtre encouruz par nous ou par eux pour celuy faict, ſi toſt que nous ou eux feront ou attenteront, en occupant forteresſes, villes & chaſteaux & autres quelconques choſes; faiſant, ratifiant ou agreant, en donnant conſeil, faveur confors ou ayde, ſecretement ou en apert contre la dite paix; deſquelles ſentences ils ne puiſſent eſtre abſoubs juſques à ce qu'ils ayent faict plaine ſatisfaction à tous ceux qui par celuy faict auront ſouſtenu ou ſouſtendu dommage.

§. 5. Et avec ce voulons & conſentons, que par noſtre Sainct Pere le Pape, pour ce que plus fermement ſoit tenue & gardée la ditte paix à perpetuité, toutes pactions, confederations, alliances & convenances comme quelles puiſſent eſtre nommées, qui pourront eſtre prejudiciables ou obvier par quelque voye à la dicte paix au temps de preſent ou advenir, ſuppoſé qu'elles fuſſent fermes & vallables par peine & par ſerment ou confermées de l'auctorité de noſtre Sainct Pere le Pape ou d'autres; ſoient caſſées, irritées, & miſes au neant comme contraires au bien commun, & au bien de la paix commune & proffitable à toute Chreſtienté, & deſplaiſante à Dieu; & tous ſerments faicts en tel cas ſoient relaſchez, & ſoit decerné par lettres de noſtre Sainct Pere le Pape, que nul ne ſoit tenu à tels ſermens, alliances ou convenances tenir & garder; & deffendra que au temps advenir, ne ſoient faictes telles & ſemblables; & ſe de faict aucun attenteroit ou faiſoit le contraire, que des maintenant les caſſe & irrite & rende nuls & de nulle valeur: & neantmoins nous les punirons comme violateurs de la paix, par peine de corps & biens, ſi comme le cas le requerra, & que raiſon voudra. Et ſe nous faiſions, procurions ou ſouffrions eſtre faict le contraire, que Dieu ne vueille, nous voulons eſtre tenuz & reputez pour deſloyal & parjure, voulons encourir tel blaſme & diffame comme Roy ſacré doibt encourir en tel cas, & les choſes deſſus dictes ſerons jurer & tenir & garder par noſtre tres cher aiſné fils le Prince de Galles, & nos fils puiſnez, Leonel Comte de Liceſtre, Eſmond de Languelaye; & nos Couſins Monſieur Philippes de Navarre; & les Ducs de Lencaſtre, de Bretaigne; le Comte (a) Eſcaffort, Sallebris; le Sire de Mauny, Guy de Brian, Regnauld de Cobeham; le Capital de Buſchk, le Sire de Montferrat, James d'Andely, Rochier de Beauchamps, Bauf de Verres Capitaine de Calais, Euſta-

(a) Peut-être: Straffort. Salisbury.

ANS de J. C. 1360. che de Ruchecourt, Frault de Halle, Jean de Montbray, Henry de Percy, Nicolle de Tamwort, le Sire de Governy, Richard de Scafort, William de Gamiſon, Beauf Spignol, Gaſton de Greilly & Willam de Bourtons Chevalliers; & feront auſſi jurer ſemblablement & au pluſtoſt que faire pourront bonnement nos autres enfans, & la plus grande partie des Egliſes, Comtes, Barons & autres Nobles de noſtre Royaume, donné en teſmoignage de noſtre grand ſeel en noſtre ville de Calais le vingt quatrieſme jour d'Octobre, l'an de grace mil trois cens ſoixante.

CCCXIII.

ANS de J. C. 1360. ACHAIE. *Teſtament de* JAQUES DE SAVOYE, *Prince d'Achaïe, en date du* 16. *Mai*, 1360. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 114.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno ejuſdem Domini milleſimo tercenteſimo ſexageſimo, indictione quarta, die ſexdecima menſis Maji, per hoc præſens publicum inſtrumentum, cunctis appareat, tam præſentibus quam futuris. *Cum Illuſtris Dominus Jacobus de Sabaudia Princeps Achaya Filius, & Hæres recolendæ memoriæ Domini Philippi de Sabaudia Principis Achayæ quondam*, conſiderans, & attendens quod nichil eſt certius morte, & nichil incertius hora mortis, volens providere ſaluti ejus animæ, & de bonis ſuis ſibi à Deo collatis ordinare taliter, quod poſt ejus deceſſum, de ipſis bonis ſuis, inter liberos ſuos impoſterum nulla contentio oriatur: Idcirco idem Dominus Jacobus ſanus mente, & corpore, per Dei gratiam de bonis ſuis omnibus, ſive ſint mobilia, vel immobilia, nomina, jura, & actiones, vel alia quæcumque coram me Notario, & teſtibus infra ſcriptis maſculis, & puberibus præſentibus, audientibus, & intelligentibus vocatis, & rogatis ſpecialiter per ipſum Dominum Jacobum Principem, pro infra ſcriptis, & ad infra ſcripta, ut de ipſis veritas perpetuò habeatur, ſuum præſens teſtamentum nuncupativum, licet in ſcriptis redactum, & ſuam ultimam voluntatem, & diſpoſitionem facit, diſponit, & ordinat in modum qui ſequitur, & formam. In Primis animam ſuam cum à corpore ſuo exiverit recommendat Altiſſimo Creatori, & Gloriosæ Virgini Mariæ Matri ſuæ, & toti Cœleſti Curiæ Superiorum. Item ſepulturam ſuam eligit in Cimiterio Fratrum Minorum ordinis Beati Franciſci Conventus Pinarolii, videlicet in capella per ipſum inchoata ibidem, & ibi vult ſepeliri ſecundum ſtatum ipſius, ad ordinationem ſuorum Executorum infra ſcriptorum; quibus Fratribus Minoribus, tam pro remedio animæ ſuæ, & parentum ſuorum, quam pro facienda, & conſtruenda dicta capella una cum tumulo, in quo vult ſepeliri, tria millia florenorum boni auri, & magni ponderis, per Hæredem ſuum univerſalem infra ſcriptum ſolvenda ſemel dat, & legat. Item Pauperibus Chriſti dividendum per dictos ſuos Executores infra ſcriptos pro remedio animæ ſuæ, & parentum ſuorum, centum libras groſſorum Turonenſium ſemel dat, & legat. Item vult, ordinat, & diſponit, quòd ordinationes, & legata facta, & facta per inclytæ recordationis Dominum *Philippum de Sabaudia, & Dominam Catharinam* ejus parentes, de quibus apparebit per teſtamenta ipſorum, plenariè obſerventur, per hæredem ſuum univerſalem ad quorum omnium plenariam obſervationem, ipſum hæredem ſuum obligat. Item *Dominæ Margaretæ de Bellojoco ejus Conjugi*, dotalicium ſuum, & donationem propter nuptias, & in augmentum dotis per eum ſibi factam, una cum aſſignatione, de ipſis per eum ſibi facta, de quibus conſtare aſſerit inſtrumento publico recepto, manu Anthonii Becſonis de Yenna, Notarii publici dat, & legat, & caſu quo de ipſo aſſertamento non appareret, ipſum dotalicium, & augmentum eidem Dominæ Margaretæ aſſignat, de præſenti ſuper Caſtris, & Villis Taurini, Montiſcalerii, & Cariniani unà cum juriſdictione omnimoda, hominibus, homagiis, fidelitatibus, redditibus, cenſis, uſagiis, & omnibus aliis juribus, & pertinentiis locorum prædictorum, quæ omnia eidem Dominæ Margaretæ pro ſuis, dotalicio, donatione, & augmento hipothecat tenenda, per ipſam, poſt ejus obitum, quamdiu ſe abſtinuerit ad ſecundas nuptias convolandum, & in caſu quo ſecundario nubet, vult, & ordinat idem teſtator, quod dictum dotalicium, cum donatione, & augmento prædictis, eidem Dominæ Margaretæ, per hæredem ſuum univerſalem infrà ſcriptum, integrè perſolvatur, & quod ipſa Domina Margareta in eodem caſu dicta caſtra, Villas, & cætera ſibi aſſignata, ipſi hæredi ſuo univerſali remittere teneatur. Item Dominum *Philippum ejus Filium, quem* ſuſcepit *à Domina Sibilla de Baucio ejus conjuge*, quondam in caſtris, & villis Vigoni, Villæ-Franchæ, Mirobolii & Briqueraſii, una cum juriſdictione omnimoda dictorum locorum, & una cum omnibus hominibus, homagiis, fidelitatibus, redditibus, poſſeſſionibus, uſagiis, tributis, & aliis omnibus juribus, & pertinentiis ipſorum locorum, nec non, & in reachetis, & rachetorum juribus, quæ habet in caſtris, & locis Moretæ, & Briqueraſci, quorum rachetorum prætia per hæredem ſuum univerſalem infra ſcriptum ſolvantur, hæredem ſuum inſtituit, & pro tanto ipſum ejus Filium, de bonis ſuis omnibus, vult eſſe contentum, & quod aliquid ulterius aliqua cauſa, de hæreditate ſua, non poſſit petere, ita tamen quod ipſa caſtra, Villas, & loca prædicta cum juribus pertinentiis ipſorum locorum teneat in feudum ab hærede ſuo univerſali infra ſcripto, & ſub homagio ligio ad quod præſtandum ipſi hæredi ſuo univerſali ſit efficaciter obligatus, præcipiens idem teſtator, & per fideic. requirens ipſum Dominum Philippum Filium ſuum, quod in caſu quo ipſum decedere contingeret ſine hæredibus legitimis, & naturalibus maſculis, à ſuo proprio corpore procreatis, quod prædicta caſtra, Villas, atque loca, cum juribus, & pertinentiis ipſorum locorum, reſtituat dicto hæredi ſuo univerſali infra ſcripto, & ad ipſa omnia reddenda dicto hæredi ſuo univerſali in caſu prædicto, ipſum obligat, & quod ſi forſan decederet, remanentibus ſibi Filiabus, una vel pluribus naturalibus, & legitimis, & de ſuo proprio corpore procreatis, ipſas vult, & præcipit maritari per dictum hærèdem ſuum univerſalem, ad ordinationem *Illuſtris, & Magnifici Principis Domini Amedei nunc Comitis Sabaudiæ* Domini ſui cariſſimi, vel ſucceſſorum ſuorum Comitum Sabaudiæ, quas quidem Filias omnino prohibet, ne ad ſucceſſionem dicti Domini Philippi eorum Patris in Caſtris, Villis, & locis prædictis aliqualiter admittantur. Item *Ludovicum ejus Filium* quem ſuſcepit à dicta Domina Margar. nunc conjuge ſua, in quingentis florenis auri annualibus ſibi aſſignandis, per Dominum nunc Comitem Sabaudiæ, aut ejus ſucceſſores, qui fuerint Comites Sabaudiæ, in loco vel locis aliis ipſius Teſtatoris, ubi eis videbitur, hæredem ſuum inſtituit, & pro tanto ipſum Ludovicum ejus Filium ab omni hæreditate ſua, vult eſſe contentum, & quod res quæ ſibi aſſignabuntur, pro dicta florenorum ſumma ut ſupra, à dicto hærede ſuo univerſali tenere debeat in feudum, & ſub homagio ligio, & quod ſi ipſum Ludovic. decedere contingeret ſine liberis legitimis, & naturalibus à ſuo proprio corpore procreatis, quod dictæ res ſibi aſſignatæ, pro dicta quantitate florenorum, ad dictum hæredem ſuum univerſalem infra ſcriptum plenariè revertantur Rogans, per fideic. ipſum Ludovic. ejus Filium, ut in dicto caſu, prædicta omnia reſtituat hæredi ſuo univerſali. Item *Domino*

ANS de J. C. 1360.

ANS de J. C. 1360.

mino Aymoni de Sabaudia fratri suo carissimo Castrum, villam, & mandamentum Combæ Viannæ, cum jurisdictione omnimoda, hominibus, homagiis, fidelitatibus, redditibus, serviciis, & omnibus aliis juribus, & pertinentiis, & de quibus idem Testator jam asserit ordinasse, ut ea habeat, dat, ita tamen quod si ipsum decedere contingeret sine hæredibus masculis naturalibus, & legitimis à suo proprio corpore procreatis, quod prædicta omnia ad dictum Ludov. ejus Filium perveniant, & pervenire debeant pleno jure, & dictus Ludovic. in eo casu omnia ea tenere debeat à dicto hærede suo universali infra scripto in feudum, & sub eodem homagio quo supra, rogans idem testator ipsum Dominum Aymonem Fratrem suum, ut in casu prædicto, prædicta omnia restituat eidem Ludov. ejus Filio. Item vult, & disponit idem testator quod si contingeret ipsum habere, & procreare plures Filias, unam vel plures à dicta Domina Margareta nunc Uxore sua, vel à quacumque alia uxore sua legitima, quòd ipsa Filia, vel Filiæ maritentur semper per Dominum nunc Comitem Sabaudiæ, vel per ejus successores qui Comites Sabaudiæ fuerint, etiam de jussu, & voluntate ipsorum, expensis tamen, & sumptibus dicti hæredis sui universalis infrà scripti, & quod Filiæ primogenitæ detur, & constituatur dos, videlicet viginti quinque millium florenorum auri, & alteri Filiæ secundo genitæ detur, & constituatur dos, videlicet decem millium florenorum auri, & sic successivè cuilibet ex ipsis Filiabus ulteriùs nascentibus detur, & constituatur dos decem millium florenorum auri, Quarum quidem Filiarum sic nascentium, & nasciturarum dotes, per dictum hæredem suum infrà scriptum solvi debeant, & in casu quo decederent dictæ Filiæ sine liberis naturalibus, & legitimis, ipsa dos, seu dotes sic solutæ, ad ipsum hæredem suum universalem infrà scriptum reverti debeant, & totaliter revertantur, ipsasque tales Filias sic nascentes, & nascituras, & ipsarum quamlibet in dictis quantitatibus sibi hæredes instituit, & pro tanto vult ipsas, & earum quamlibet à tota hæreditate sua tacitas, & contentas. Item vult, ordinat, & disponit idem testator, quòd omnibus familiaribus, & servitoribus suis utriusque sexus fiat, ad ordinationem Executorum suorum infrà scriptorum, & per ipsos Executores suos condigna remuneratio de suis serviciis, & labore, taliter quòd meritò sint contenti, & debeant contentari. In omnibus autem aliis bonis suis mobilibus, & immobilibus quæcumque sint, & quocumque nomine censeantur, *Amedeum Filium suum* quem à dicta Domina Margareta nunc Conjuge sua primogenitum suscepit hæredem suum universalem sibi instituit eo modo, jure, & forma quibus melius potest, & vult, & præcipit omnia legata, & ordinata per ipsum Amedeum hæredem suum universalem persolvi, nec non omnes Clamores suos emendari, & quæcumque male ablata per ipsum antedictum, de ipsius mandato plenariè restitui ad arbitrium. & ordinationem dictorum Executorum suorum infra scriptorum: Et in casu quo idem Amedeus Filius, & hæres suus universalis prædictus decederet in pupillari ætate, vel aliter quamdocumque sine liberis masculis naturalibus, & legitimis de suo proprio corpore procreatis, dictum Ludovicum ejusdem testatoris Filium eidem Amedeo vulgariter, & pupillariter, & per fideicommissum substituit. Et in casu quo idem Ludovicus decederet absque liberis masculis naturalibus, & legitimis ex suo proprio corpore procreatis in pupillari ætate, vel aliter quandocumque, eidem Ludovico sic decedenti, primogenitum Filium suum masculum eidem substituit vulgariter, & pupillariter, & per fideicommissum, & per consequens omnes alios suos Filios nascituros gradatim, sicut & quemadmodum nascerentur, alterum alteri substituit, & in casu quo non haberet ulterius Filios aliquos masculos, naturales, & legitimos natos, & nascituros, eo casu eidem Ludovico Dominum Aymonem de Sabaudia Fratrem suum carissimum substituit, & ubi idem testator Filios haberet nascituros, ultimo decedenti in pupillari ætate, vel aliter quandocumque sine liberis masculis naturalibus, & legitimis de suo proprio corpore procreatis, dictum Aymonem Fratrem substituit. Si vero dictus Dominus Aymo à dicta hæreditate, per formam substitutionis prædictæ decederet sine liberis masculis naturalibus, & legitimis, *Illustrem, & Magnificum Principem Dominum Amedeum nunc Comitem Sabaudiæ* Dominum suum carissimum, si vixerit, alium suum successorem Comitem Sabaudiæ eidem Domino Aymoni substituit; Et si forsan dictus Dominus Philippus ejus Filius ex tunc viveret, videlicet adveniente loco dictæ substitutionis per mortem dicti Domini Aymonis quem vetat, & prohibet ne ad aliquam successionem prænominatorum admittatur, vult, ordinat, & requirit idem testator, quod in eo casu dictus Dominus Comes Sabaudiæ, eidem Domino Philippo Filio suo teneatur assignare, & assortare ultra montes in partibus Sabaudiæ, videlicet in locis quibus sibi Domino Comiti placuerit, in alia sua terra, sex mille florenos auri, in reditibus sufficientibus, annuliter percipiendis, per ipsum Dominum Philippum, una cum jurisdictione omnimoda locorum omnium quæ assignarentur eidem, & idem Dominus Philippus dicta castra, & loca cum redditibus, hominibus, homagiis, fidelitatibus, & aliis pertinentiis ipsorum, in quibus ut supra eundem instituit, Domino Comiti reddere, & dimittere teneatur. Item dictis liberis suis utriusque sexus, tam natis quàm nascituris Tutorem testamentarium ordinat, & constituit, Videlicet dictum Dominum Comitem Sabaudiæ, absque tamen redditione Computi, & Inventarii confectione, quem rogat humiliter, & requirit, ut onus tutelæ ipsorum liberorum suorum dignetur, & sibi placeat assumere, quousque ad tempora pervenerint pubertatis, & ultra ipsorum liberorum suorum bona regere, & administrare, donec, & quousque fuerint ætatis legitimæ, scilicet viginti quinque annorum, & quod sciant se regere, & bona sua administrare decenter. Item vult, & ordinat idem testator quod quandocumque Altissimo placuerit Creatori, ipsum testatorem ab hoc sæculo migrari, quod omnia Castra, Villæ, loca, & quæcumque alia bona ipsius testatoris, in manibus dicti Domini Comitis Sabaudiæ realiter ponantur; Et mandat idem testator, tenore præsentis instrumenti, omnibus, & singulis Castellanis, & Officiariis suis, qui tunc erunt, ut dicta Castra, Villas, & loca, & alia bona sua eidem Domino Comiti Sabaudiæ realiter expediant, & omnibus suis fidelibus, vassallis, & subjectis, ut eidem Domino Comiti in omnibus pareant, & obediant, tanquam ipsi, si tunc viveret in humanis. Executores vero suæ præsentis ultimæ voluntatis constituit, & ordinat idem testator, videlicet R. R. in Christo Patres Dominos Joannem Dei gratia Episcopum Taurinensem, Eduardum eadem gratia Abbatem Secusiæ, Dominum Ruffinum Priorem Novalesiæ, & Joannem Bartholomé, Fratres Joannem de Lucerna, & Martinum Caynæ; Dans eisdem Executoribus suis plenam, & liberam potestatem contenta in præsenti instrumento exequendi, prout in talibus fieri debet, non obstantibus aliquibus contradictionibus per hæredem suum, seu per alterum quemcumque faciendis, requirens idem testator per formam hujus instrumenti dictum Dominum Comitem Sabaudiæ Dominum suum carissimum, quatenùs dictos Executores suos fortes faciat, ad ipsam executionem plenariè faciendam, & quòd de bonis suis ipsis Executoribus faciat expedire, pro executione plenaria facienda suæ præsentis ultimæ voluntatis; & si forsàn aliqui ex ipsis prænominatis Executoribus, ad ipsam executionem faciendam, adesse nequiverint, vel noluerint, cæteri nihilominùs prædictam executionem faciant, &

ANS de J. C. 1360. insolidum super hoc habeant potestatem. Hoc autem suum ultimum testamentum, & suam ultimam voluntatem, & dispositionem esse voluit, quòd, & quam valere vult jure testamenti nuncupativi, & si forsan non valet jure testamenti nuncupativi, vult quòd valeat jure codicillorum, vel jure donationis causa mortis, vel cujusque alterius ultimæ voluntatis, secundùm, & prout quòd meliùs, & fortiùs valere poterit secundùm jura, & canonicas sanctiones: Revocans, cassans, irritans, & annullans omnia alia sua testamenta, & codicillos, quæ reperientur hactenus per eum fuisse facta, & ipsa vult fore, & esse nullius valoris, & momenti. Requirens humiliter dictum Dominum Comitem Sabaudiæ per seriem hujus instrumenti, ut sibi placeat suum præsens testamentum confirmare, & quòd ipsum cum locus evenerit, faciat plenariè attendi, & adimpleri, & in suis singulis capitulis firmiter observari. Requirens, & rogans idem Testator testes infrà scriptos præsentes masculos, & puberes, quorum nomina inferius describuntur, ut huic suo ultimo testamento, & suæ ultimæ voluntati, testes interfint, & quòd de prædictis omnibus, loco & tempore perhibeant testimonium veritatis. Actum apud Rippolas in Domo Willermi Deo, videlicet in Camera juxta aulam, præsentibus Dominis Francisco de Longa-Comba Baillivo Vallis-Secusiæ, Petro Bovardi, Aymone Bernardi militibus, Fratre Joanne de Croso Ordinis Fratrum Minorum, Fratre Petro de Castromonte, & Fratre Dominico de Castromonte Ordinis Prædicatorum, Anthonio de Monte-majori, Bartholomæo Marcynt de Fossano, & Petro Bernodi dicto Rosset Secretario dicti Domini Comitis vocatis, & rogatis testibus ad præmissa, per Testatorem prædictum. Signé de Allenis.

CCCXIV.

ANS de J. C. 1362. ACHAÏZ ET BEAUJEU.

Contract de Mariage de JAQUES DE SAVOYE, *Prince d'Achaïe, & de* MARGUERITE DE BEAUJEU, *fait le 16. de Juillet*, 1362. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 117.

IN nomine Domini Amen. Anno Nativitatis ejusdem M. CCC. LXII. & die XVI. mensis Julii, apud Bellicium, in Domo Episcopali dicti loci, præsentibus Viris Nobilibus Dominis Jacobo Marescalci, Guillermo de Chalamont, Girardo d'Estrés Legum Doctore, & Joanne de Chalès militibus, testibus ad hoc vocatis, per præsens instrumentum publicum, omnibus evidenter appareat: Quòd cùm tractatus habitus fuerit, ut dicitur, de Matrimonio contrahendo, inter *Magnificum Virum Dominum Jacobum de Sabaudia Principem Achaye* ex una parte, & *Domicellam Margaritam de Bellojoco* ex altera. Inde est, quòd dictus Dominus Princeps ex una parte, & Vir Magnificus Dominus Anthonius Dominus Bellijoci, Frater dictæ Domicellæ ex altera, coram dictis testibus, & me subscripto Notario constituti personaliter, propter ea quæ sequuntur, tractatum prædictum deducere volentes ad effectum, idem Dominus Princeps, suo proprio nomine juratus corporaliter ad Evangelia Dei sancta, se, & bona sua quæcumque mobilia, immobilia, præsentia, præterita, & futura obligando promisit, & convenit dicto Domino Anthonio Domino Bellijoci, michique subscripto Notario, ut publicæ personæ præsentibus stipulanti, & recipienti vice nomine, & ad opus prædictæ Domicellæ omniumque, & singulorum aliorum quorum interest, & poterit inposterum interesse, ducere & accipere in suam Sponsam, & Uxorem legitimam dictam Domicellam Margaritam, ipsamque in facie sanctæ Ecclesiæ desponsare, Sanctâ Matre Ecclesiâ concedente, nihilque fecisse vel facere impediens dicti matrimonii complementum: dictus vero Dominus Anthonius Dominus Bellijoci scienter, & Sponte promisit & convenit dicto Domino Jacobo Principi præsenti, & stipulanti corporali, præstito per eum juramento, ad Evangelia Dei sancta, sub suorum obligatione bonorum mobilium, immobilium, præsentium, & futurorum quorumcumque facere, & procurare cum effectu, quod dicta Domicella Margarita Soror sua, nubet dicto Domino Principi, ipsum in virum suum, & sponsum legitimum accipiet, & in facie sanctæ Matris Ecclesiæ desponsabit, nisi sit aliud Canonicum rationabile quod obsistat, nihilque facere vel fecisse propter quod dictum matrimonium, & ipsius complementum valeat impedire: præterea dictus Dominus Bellijoci dat, & constituit, dareque, & solvere promisit, & convenit sub juramento, & obligationibus prædictis, dicto Domino Principi pro se, & suis stipulanti in dotem, de nomine, & ex causa dotis, dictæ Domicellæ Margaritæ Sponsæ futuræ dicti Domini Principis, quindecim mille florenos auri boni ponderis solvendos terminis, per *Illustrem Principem Dominum nostrum Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ* ordinandis, & statuendis, de, & super quibus terminis ordinandis, & statuendis, nec non, & quantitate quæ in quolibet termino taliter ordinando solvi debebit, de dictis quindecim millibus florenis, dicti Domini Princeps, & Bellijoci ipsi Domino nostro Comiti plenam, & liberam dederunt, & concesserunt potestatem, quibus mediantibus dicta Domicella Margarita quittare, & remittere debeat dicto Domino Bellijoci, omnia jura, partes, portiones, actiones reales, personales, meras, mixtas, utiles, directas, & alias quascumque sibi competentes, & competentia quâcumque occasione, & quibusvis titulis, seu causis, in omnibus, & singulis hæreditatibus, rebus, bonis, & juribus quibuscumque, quæ fuerunt bonæ memoriæ *Domini Eduardi, & Dominæ Mariæ de Til Dominæ quondam Bellijoci Patris, & Matris dictorum Domini Anthonii Domini nunc Bellijoci, & dictæ Domicellæ Margaritæ*, quæcumque sint ipsa bona, & jura ubicumque, & quocumque nomine nuncupentur, salvâ dictæ Domicellæ, & expressè reservata, si & quandò contingeret legitima successione, & escheatâ, salvis etiam, & expressè reservatis eidem Domicellæ, quod in casu quo dictus Dominus Bellijoci, quòd absit, sine liberis masculis legitimis, uno vel pluribus, ex suo proprio corpore procreatis decederet, eidem Domicellæ salva sint, & remaneant omnia jura sua, omnesque actiones quæcumque, & qualescumque sint, quæ, & quas nunc habet, & pro futuro tempore poterit habere, ex quibuscumque causis in omnibus, & singulis hæreditatibus, bonis, rebus, & juribus Paternis, & Maternis supradictis, nonobstante fienda quittatione prædicta, quia sic ut præmittitur actum, & conventum extitit inter partes prædictas. Item dictus Dominus Princeps pro se, & suis successoribus quibuscumque dedit, & constituit dicto Domino Bellijoci michique dicto Notario stipulanti, & recipienti vice nomine, & ad opus dictæ Domicellæ Margaritæ sponsæ suæ futuræ in dotalitium, & nomine dotalitii ejusdem, in casu quo dictum Dominum Principem, ante ipsam decedere contingeret, tria millia florenorum auri annualium ad vitam ipsius Domicellæ, dum vixerit post ipsius Domini Principis decessum percipienda, & habenda singulis annis dum vixerit ut supra. Quæ quidem tria millia florenorum annualium ut suprà, dictus Dominus Princeps promisit, & convenit dicto Domino Bellijoci assignare, & assetare competenter eidem Domicellæ, vel ejus certo mandato. Item dictus Dominus Princeps scienter, & sponte pro se, & suis hæredibus, & successoribus quibuscumque eausamque habentibus, & habituris ab ipso dedit, donavit donatione pura, mera, simplici, & irrevoca-

ANS de J. C. 1360.

NS J. C. 62. revocabili inter vivos, ſicut meliùs, & fortius poteſt intelligi ſeu dici, liberis maſculis, uni vel pluribus, ex hujuſmodi matrimonio, concedente Domino, naſcituris, dictoque Domino Bellijoci, & michi Notario ut publicæ perſonæ ſtipulanti vice nomine, & ad opus dictorum liberorum, & omnium, & ſingulorum aliorum quorum intereſt, & impoſterum poterit intereſſe, à ſex uſque ad ſeptem millia florenorum auri, per ipſum Dominum Principem ſufficienter aſſignanda promittens, pactumque, & conventionem faciens per ſuum juramentum, & ſub obligationibus quibus ſupra dicto Domino Bellijoci, & michi dicto Notario ſtipulanti nomine, & ad opus Filiarum naſciturarum, Deo dante, ex matrimonio ſupradicto, ipſas Filias, unam, & plures ſufficienter maritare, ſecundum decentiam ſtatus ipſius Domini Principis, & Filiarum prædictarum, acto, & convento, & in pactum expreſſum deducto, inter ipſos Dominum Principem, & Dominum Bellijoci nominibus quibus ſuprà, quòd Dominus Philippus Filius dicti Domini Principis prædictis omnibus, & ſingulis debeat conſentire, ſuumque præbere conſenſum, & aſſenſum, & ea omnia, & ſingula laudare, approbare, & etiam confirmare cum juramentis, promiſſionibus, obligationibus, renunciationibus, & aliis ſolemnitatibus opportunis, quæ omnia, & ſingula ſuprà dicta dicti Dominus Princeps, & Dominus Bellijoci, nominibus quibus ſuprà promiſerunt, & convenerunt alter alteri ſolemnibus ſtipulationibus intervenientibus hinc inde, michique dicto Notario ſtipulanti, & recipienti vice nomine, & ad opus omnium, & ſingulorum quorum intereſt, & impoſterum poterit intereſſe ſub juramentis ſuis, & obligationibus prædictis rata, grata, & firma habere, tenere, attendere, ſolvere, & obſervare cum effectu prout ſuperiùs exprimuntur, nunquam contrà per ſe vel per alium in judicio, vel extrà facere vel venire, nec contrà facere vel venire, volenti conſentire aut præbere conſilium, auxilium vel favorem, dictuſque Dominus Bellijoci de dictis quindecim millibus florenis ſatisfacere, prout ſuperius declaratur, dicto Domino Principi, vel ejus certo mandato terminis, per ipſum Dominum noſtrum Comitem, ut ſuperiùs ordinandis; dictus vero Dominus Princeps promiſit, & convenit michi Notario ſtipulanti pro ipſa Domicella, & aliis omnibus, & ſingulis quorum intereſt, & intereſſe poterit ſub juramentis, & obligationibus prædictis, dictum Dotalicium aſſetare competenter ut ſuprà, & dictam dotem reſtituere ipſi Domicellæ vel alteri, cui de jure pertinebit in omni caſu, quo locum habebit reſtituтio ejuſdem per eoſdem terminos, & ſimiles quibus ſibi ſatisfactum fuerit de eadem reſtitutione, & reſarcire alter alteri omnia damna, gravamina, expenſas, & intereſſe quæ, quod, & quas alter per defectum alterius, in obſervatione prædictorum, fecerit aut incurrerit quoquo modo ſuper eis, quæ alter alteri credere verbo ſimplici omnia alia probatione ceſſante, pro qua quidem dote ſolvenda firmius ipſi Domino Principi dicti Domini Bellijoci præcibus, & mandato, & pro ipſo Domino Bellijoci ſe fidemque conſtituerunt, quibus in ſolidum erga Dominum Principem ſuprà dictum ſtipulantes pro ſe, & ſuis hæredibus, & ſucceſſoribus quibuſcumque, necnon ad requiſitionem, & preces dicti Domini Principis, & pro ipſo erga dictum Dominum Bellijoci, meque dictum Notarium ſtipulantem, & recipientem pro dicta Domicella Margarita, & aliis quorum intereſt, & poterit intereſſe de & pro reſtitutione dictæ dotis, ac dicto dotalicio aſſettando, manutenendo, defendendo, & conſervando dictæ Domicellæ Principales & Fidejuſſores interceſſerunt quilibet in ſolidum, & ſe conſtituerunt Princeps *Illuſtris Dominus noſter Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ*, Viri Nobiles Domini Guillermus de Grandiſono, Dominus de Sancta Cruce, Ludovicus Revoire, Dominus Domeſſini, Humbertus Muſiti Dominus Sancti Stephani Nemoroſi, Joannes de Laia, Hugo de Chales, Stephanus de Taney milites, & Petrus Gerbaiſii de Bellicio Theſaurarius Sabaudiæ, qui omnes, & ſinguli jurati corporaliter ad Evangelia Sancta Dei pro prædictis omnibus, & ſingulis de quibus ſe obligaverunt ſpecialiter, & expreſſè dictis Domino Principi, & Domino Bellijoci prædictis nominibus ſe & omnia, & ſingula bona ſua mobilia, immobilia, præſentia, præterita, & futura. Item Dominus Hugo de Gletens miles de dicta ſolutione dotis pro dicto Domino Bellijoci, erga dictum Dominum Principem, & de ipſius reſtitutione, & aſſettamento dotalicii, & ipſo manutenendo pro dicto Domino Principe erga dictum Dominum Bellijoci, méque Notarium ſtipulantem ut ſuprà ſe obligavit, & bona ſua quæcumque præſentia, & futura, cum præſtatione juramenti corporalis ad Evangelia Dei Sancta per hunc modum, videlicet quòd in defectu Principalium, & cujuſlibet ipſorum non obſervantium prædicta, de quibus ſe dictus Dominus Hugo obligat ad requiſitionem partis ipſum requirentis, qui non obſervaverit prædicta, præmiſſa, & conventa circà ſolutionem reſtitutionis dictæ dotis, aſſettamentum, & conſervationem dotalicii memorati, ipſe Dominus Hugo tenetur, promiſit, & convenit ipſis Domino Principi, & Domino Bellijoci, & michi Notario ſtipulanti ut ſuprà, ſub juramentis & obligationibus prædictis perſonaliter in quolibet termino, in quo eſſet defectus, tenere hoſtagia apud Caſtillionem in Dombis, donec fuerint obſervata promiſſa, & conventa pro terminis tunc elapſis, vel donec ab illo qui ipſum requiſiviſſet de dictis hoſtagiis tenendis licentiam habuerit ab ipſis hoſtagiis recedendi, quos fidejuſſores, & principales ac dictum Dominum Hugonem de Gletens, & quemlibet ipſorum promiſerunt, & convenerunt eiſdem, & cuilibet ipſorum dicti Dominus Princeps & Dominus Bellijoci ſub eorum juramentis, & obligationibus prædictis, prout pro quolibet ipſorum ſe obligaverunt ut ſuprà de prædictis omnibus, & ſingulis indemnes penitùs obſervare, de quibus ipſi Dominus Princeps, & Dominus Bellijoci, pro utroque ipſorum dicta Domicella, & aliis quorum intereſt vel intererit, inſtrumenta publica tenoris ejuſdem fieri requiſiverunt. Signé Beczon. ANS de J. C 1362.

CCCXV.

Traité de ligue entre AME' VI. *Comte de Savoye ſurnommé le Comte Verd, &* GALEAS *Vicomte de Milan, contre le Marquis de Monferrat; fait à Milan, le* 26. *Décembre* 1362. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 205. ANS de J. C. 1362. SAVOYE ET MILAN.

IN nomine Domini, Amen. Anno Nativitatis ejuſdem M. CCC. LXII. Indictione quinta decima, die vigeſima ſexta menſis Decembris. Magnificus Dominus Dominus GALEAS Vicecomes, filius quondam recolendæ memoriæ Domini Stephani Vicecomitis Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis, pro ſe ac filiis ſuis maſculis legitimis, ex una parte; Et Egregii milites Domini Ludovicus Revoyriæ Dominus Domeyſſini & Gerbaſii, & Humbertus baſtardus de Sabaudia, Dominus Altivillari & Moletarum, Procuratores ad infra ſcripta omnia & ſingula peragenda, *Illuſtris Principis Domini* AMEDEI *Comitis Sabaudiæ*, prout de hujuſmodi procuratione conſtare dicitur publico inſtrumento, rogato per Joannem de Allenis Notarium & Secretarium Domini Comitis prædicti, anno milleſimo tercenteſimo ſexageſimo primo, indictione quartadecima, die octava Decembris, vice & nomine dicti Domini Comitis ac filiorum maſculorum legitimorum ejus, & pro

ANS de J. C. 1362. eis ex altera parte; Fecerunt inter se sibi ad invicem confœderationem, fraternitatem, unionem & ligam perpetuò duraturam, cum pactis, conventionibus, conditionibus, modis, formis & tenoribus infra scriptis; videlicet: Primò namque, quòd præfati Domini Comes & Galeas teneantur & debeant toto ipsorum posse, ad invicem se defendere contrà quamcumque personam de mundo; Excepto Domino Imperatore quem ambo prædicti Domini exceperunt communiter, & excepto Domino Barnabone Vicecomite fratre dicti Domini Galeas, quem excepit idem Dominus Galeas, ac exceptis Domino Papa & Domino Rege Franciæ, & exceptis illis qui nunc sunt Domini, alicujus dictorum Dominorum Comitis & Galeas, seu vassalli pro iis quæ nunc tenent ab ipsis Dominis Comite & Galeas, vel aliquo eorum. Item quòd uterque dictorum Dominorum Comitis & Galeas habere, tenere & tractare debeat pro inimicis Marchionem Montisferrati, & quoscumque alios dictorum Dominorum, vel eorum alterius inimicos citra montes, tam præsentes quàm futuros, ac vassallos, subditos, terras, adhærentes, complices & sequaces eorum, & contra ipsos tanquam contra inimicos procedere, & ad invicem se juvare & guerram facere, exceptis superius exceptatis. Item quòd nullus dictorum Dominorum Comitis & Galeas, cum dicto Marchione sive cum aliquibus aliis dictorum Dominorum, vel eorum alterius inimicis citra montes, tam præsentibus quàm futuris, seu adhærentibus, complicibus seu sequacibus eorundem; pacem seu treugam facere possit, nisi utriusque ipsorum Dominorum Comitis & Galeas concordi accedente consensu & voluntate. Item quòd durante guerra cum dicto Marchione, & quibuslibet sex mensibus æstivis, incipiendis in medio mensis Aprilis cujuslibet, cujuslibet duorum proximè subsequentium annorum, & finiendis in quolibet medio mensis Octobris; Præfatus Dominus Galeas suis expensis propriis, teneatur & debeat dare dicto Domino Comiti, ad offensam dicti Marchionis Montisferrati ac vassallorum, subditorum, terrarum complicium & sequacium ejus, Bannerias quinquaginta gentium armigerarum equestrium, & Bannerias viginti peditum; ac quolibet mense quorumlibet dictorum sex æstivorum mensium, cujuslibet dictorum duorum proximè subsequentium annorum, sex millia florenorum. Præfatus enim Dominus Comes dicto æstivo tempore cujuslibet dictorum duorum proximè subsequentium annorum, habere & tenere tenetur ad offensam prædictam Barbutas mille, quibus per dictum Dominum Comitem satisfiat; reliquo verò tempore hiemali dictorum duorum proximè subsequentium annorum, dicta guerra durante, & ipsis duobus annis finitis, toto tempore hiemali & æstivo continuè usque ad ipsam guerram finitam, præfatus Dominus Galeas teneatur & debeat, suis propriis expensis dare dicto Domino Comiti solum Bannerias viginti quinque gentium armigerarum equestrium, & Bannerias viginti peditum. Et præfatus Dominus Comes dicto hiemali tempore dictorum duorum proximè subsequentium annorum, & ipsis duobus annis finitis toto illo tempore quo dicta guerra durabit, habere & tenere teneatur suis expensis solum Barbutas trecentum. Item quod omnes prædictæ gentes tam illæ prædicti Domini Comitis, quàm illæ præfati Domini Galeas, primò & ante omnia intendere debeant ad destruendum, & de territorio utriusque dictorum Dominorum Comitis & Galeas expellendum societatem Anglicorum, quæ nunc est in partibus Canapitii; & quòd cum dictis gentibus ad nihil aliud intendi debeat, quousque societas prædicta erit aut destructa, aut de territorio utriusque dictorum Dominorum Comitis & Galeas expulsa, nisi majori necessitate cogente; destructa autem societate prædicta, aut de territorio prædictorum Dominorum expulsa ut suprà, debeant gentes præfatæ intendere ad faciendum & fieri faciendum vasta super territorio & districtu civitatis Astensis. Postmodum verò præfatus Dominus Comes possit uti servitio gentium prædictarum, ad damna Marchionis prædicti, in ea parte in qua idem Dominus Comes maluerit, tanto tempore quanto ipsæ gentes stetissent occupatæ circa vasta prædicti territorii & districtus Astensis; & ipso tempore finito, possit dictus Dominus Galeas vel capitaneus ejus, similiter uti tantundem temporis servitio dictarum gentium ad damna Marchionis prædicti, in ea parte in qua maluerit; & similiter tantundem temporis facere possit postea dictus Dominus Comes, & deinde similiter Dominus Galeas præfatus, quousque dicti sex menses æstivi cujuslibet dictorum duorum proximè subsequentium annorum erunt finiti; finitis autem dictis duobus annis, debeat dictus Dominus Comes sex mensibus æstivis cujuslibet anni, incipiendis & finiendis ut supra, servitio illarum gentium quas tunc habere debet tam de suis quàm à Domino Galeas præfato, uti ad damna dicti Marchionis, in ea parte in qua maluerit pro utilitate utriusque partis. Item quòd de iis quæ quovismodo acquirentur sive acquirantur per gentes dicti Domini Comitis, sive per gentes dicti Domini Galeas, fiat & fieri debeat ut infra sequitur: videlicet, Civitas Ast. cum universo ejus territorio & districtu, omnes terræ quas præfatus Dominus Galeas seu Domini Luchinus vel Joannes Archiepiscopus ejus antecessores tenuerunt in partibus Pedemontium, tota terra Filizani, omnes illæ terræ Marchionis Montisferrati quæ sunt inter Tanegrum & territorium Januense, terra Casalis Sancti Evasii, Frassanetum, terra Valentiæ, omnes terræ quas Marchio prædictus tenet de districtu Vercellarum, omnes terræ quas Marchio prædictus tenet de districtu Papiæ, omnes terræ quas Marchio prædictus seu quivis alius tenet de districtu Alexandriæ, tam ab una parte Tanegri, quàm ab alia, cum omnibus territoriis, districtibus, pertinentiis, honoribus, feudis, retrofeudis, homagiis, fidelitatibus & juribus universis earum & cujuslibet earum communiter & divisim, sint & esse debeant præfati Domini Galeas: Omnes autem terræ Marchionis Montisferrati, exceptis supra specificatis in parte Domini Galeas; totum Canapicium cùm omnibus terris quæ tenentur per Marchionem prædictum seu vassallos suos, quæ sunt inter Padum & Duriam quæ labitur per Iporegiam, castrum Luzonum, tota terra Ripæ Cherii, totum territorium Cherii cum omnibus territoriis, districtibus, pertinentiis, honoribus, feudis, retrofeudis, homagiis, fidelitatibus & juribus universis eorum & cujuslibet eorum communiter & divisim, sint & esse debeant præfati Domini Comitis. Item quòd acquisitis terris & castris suprà scriptis, tam illis quæ esse debent prædicti Domini Galeas, quàm illis quæ esse debent dicti Domini Comitis, ut superiùs dictum est; intelligatur esse finitum tempus, quo dictus Dominus Galeas præfato Domino Comiti dare debet pecuniam & gentes, de quibus superiùs est facta mentio; Et sic etiam tunc acquisitis terris & castris prædictis, intelligatur esse finitum tempus, quo Dominus Comes prædictus suis expensis tenere debet gentes Armigeras, de quibus superiùs dictum est. Item quod de castro Albiani fiat & fieri debeat, proùt ipsi Domino Comiti placebit. Item quòd Dominus Galeas dat puram & liberam potestatem dicto Domino Comiti, quod de feudo Fossani, Cavallarii majoris & summæ Ripæ faciat & ordinet pro suæ libito voluntatis; sic quod sit in ejus arbitrio libero ordinare, vel quòd remaneant Domino Galeas supradicto, vel quòd sibi appropriet, & in se ipsum transferat tanquàm in Dominum in solidum, quandocumque ordinare voluerit, nullius personæ consensu vel præsentia requisita. Qua dispositione vel ordinatione facta, dictus Dominus Galeas, si Dominus Comes pro scip-

ANS de J. C. 1362.

si

ANS J. C. 1362. so duxerit ordinandum; ex nunc jus feudi & homagii prædicti, eidem Domino Comiti dat & cedit & in eum transfert; & ex nunc prout ex tunc se constituit ejus nomine possidere vel quasi, & dictum Dominum Principem purè solvit & liberat de feudo & jure feudi & homagii prædicti: Mandans & præcipiens eidem Domino Principi, ut dictum feudum ab ipso recognoscat, & eidem fidelitatem & homagium faciat sibi debitis pro eisdem in casu prædicto. Item quòd nullus prædictorum Dominorum Comitis & Galeas, receptare debeat seu receptari permittat in aliqua parte districtus vel territorii sui, aliquem proditorem vel rebellem alterius ipsorum Dominorum. Item quòd de mercatoribus & casanariis Astensibus, & territorii ac Marchionatus Montisferrati conversantibus & morantibus infra Sabaudiæ Comitatum, Dominus Comes possit facere ad suam voluntatem; & Dominus Galeas non possit nec debeat se intromittere quovismodo, de ipsis vel de bonis eorum quæ haberent infra dictum Comitatum; Et hoc capitulum & contenta in eo vindicent sibi locum solùm illo tempore quo Marchio prædictus tenebit occupatam Civitatem Astensem, & alias terras dicti Marchionatus, ad dictum Dominum Galeas perventuras ex forma divisionis supradictæ, & in personis & bonis illorum tantùm qui non sunt obedientes præfato Domino Galeas: Adveniente autem tempore, quo dictus Dominus Galeas haberet Dominium dictæ Civitatis Astensis & dictarum aliarum terrarum, fiat de prædictis omnibus mercatoribus, & casanariis & de ipsorum bonis, prout fieri consuevit antequam dictus Marchio occuparet civitatem præfatam. Item quòd suprà scripta omnia & singula intelligi debeant secundùm purum & sanum intellectum, & per utramque partem bona fide sine fraude servari. Actum Mediolani, in Palatio dicti Domini Galeas, in quadam Camera cubiculari dicti Domini Galeas sita in parte inferiori dicti Palatii: Præsentibus Dominis Joanne de Pepulis de Bononia, filio quondam Domini Tadei, habitatore Mediolani, Manfredo Marchione Salutiarum, filio quondam Domini Manfredi, habitatore Mediolani; Protasio de Caymis, Filio quondam Domini Stephani, cive Mediolani; Roberto de Fronzola, Filio quondam Domini Grure, habitatore Mediolani, militibus; Manuelle de Ponzano de Terdona legum Doctore, filio quondam Domini Carboni, habitatore Mediolani; Petro de Muris legum Doctore, filio quondam Domini Petri de Camberiaco Comitatus Sabaudiæ; & Antonio dicto Præposito de Aladio, filio quondam Domini Joannis ex Comitibus de Sancto Martino, testibus vocatis & rogatis.

CCCXVI.

ANS J. C. 1363. RANCE BOUR-OGNE. *Donation du Duché de Bourgogne faite par* JEAN *Roi de France, à* PHILIPPE *son quatrième fils, qu'il crée Pair de France, faite le 6. Décembre 1363. & confirmée par Charles V. Roi de France, Frére de Philippe, au Louvre le 2. Juin* 1364. Aubert le Mire. Donationum Belgicarum. Cap. CV. pag. 364. & G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 220.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, notum facimus universis præsentibus, pariter & futuris, nos vidisse litteras claræ memoriæ Domini genitoris nostri, formam quæ sequitur continentes.

JOANNES Dei gratia Francorum Rex. Ad subditorum quietem & pacem curam gerentes sollicitam, facti didicimus experientia, non modicùm prodesse, fideles & strenuos habere vasallos. Ipsorum enim meritis, propulsis invidis & æmulis, pacis tranquillitas acquiritur, & justitia, omnium regnorum fundamentum, pacificè (*a*) administratur, ad regnantium gloriam & honorem: unde fervor oritur dilectionis ad Dominum, cujus etiam crescit vigor subjectionis in (*b*) eisdem.

ANS de J. C. 1363.

(*a*) ou *ministratur.*

(*b*) ou *eodem.*

Novimus insuper coronam stabiliri Regiæ Majestatis, dum personæ præclari generis, moribus utique & honestate vernantes, dignitatibus inclytis præferuntur. (*c*) Ipsorum igitur adstistentia laterali non minùs sceptra coruscant regnantium, quàm gemmis corona.

(*c*) La fin de ce Paragraphe manque dans le Codex Diplomaticus, ce que G. G. Leibnitz a reconnu marquant cét endroit de deux étoiles.

(*d*) Laudabilia igitur prædecessorum nostrorum Regum, qui solita munificentia dignis consueverunt digna rependere, sequentes vestigia, etsi singulos, juxta suorum exigentiam meritorum, desideremus prosequi favoribus gratiosis, digniores tamen censemus debere dignioribus insigniri. Attendentes quòd etsi naturaliter nostris tenemur liberis assignare, unde statum juxta suæ perspicuitatem prosapiæ, honorificè continuent; ad hoc tamen impendendum eò liberaliùs inducimur, quò instantiùs eorum continuata merita id exposcunt.

(*d*) Il y a ici bien des mots différens, mais on a suivi Aubert le Mire, qui semble avoir eu un meilleur exemplaire.

Et desiderantes affectuosiùs gravamina & oppressiones, irruentibus hostibus, illatas subditis nostris *Ducatus Burgundiæ*, qui ex successione bonæ memoriæ Philippi, ultimi Ducis ejusdem, in nos, ut propinquiorem in genere, noviter est delatus, amputare, & ipsorum providere quieti: & ad memoriam reducentes grata & laude digna servitia, quæ carissimus Philippus, filius noster quartò genitus (qui sponte expositus mortis periculo, nobiscum imperterritus & impavidus stetit in acie prope (*e*) *Pictavos*, vulneratus, captus & detentus in hostium potestate) ibi & post liberationem nostram hactenus exhibuit, indefessè, & vero amore filiali ductus: ex quibus suam meritò cupientes honorare personam, perpetuoque præmio fulcire, sibi paterno correspondentes amore, spem & fiduciam gerentes in Domino, quòd ipsius crescente providentia, dicti nostri subditi Ducatus ejusdem, à suis oppressionibus releventur.

(*e*) ou *Pictavium.*

Notum itaque facimus universis, præsentibus pariter & futuris, quòd nos his & aliis justis considerationibus excitati, & ad humilem supplicationem subditorum nostrorum dicti Ducatus, prædictum *Ducatum Burgundiæ* in Pariatu, & quidquid juris, possessionis & proprietatis habemus, & habere possumus, & debemus, in eodem, nec non & in *Comitatu Burgundiæ*, & in quacumque parte ipsius, ex successione prædicta, cum universis & singulis honoribus, juribus, reditibus & proventibus, hominibus, homagiis, feudis & retrofeudis, jurisdictionibus altis, mediis, & bassis, mero & mixtò imperio, civitatibus, villis, castris, & castellaniis, domibus, maneriis, stagnis, fluviis, seu riparüs, nemoribus, forestis, vineis, terris, pratis, censibus, & aliis possessionibus quibuscumque dicti Ducatus, & juris, quod habere possumus ex causa prædicta in Comitatu prædicto, quocumque nomine nuncupentur, & cujuscumque valoris existant, dicto filio nostro concessimus, donamusque & concedimus, tenore præsentium, de nostris speciali gratia, certa scientia, auctoritate Regia, & nostræ Regiæ potestatis plenitudine, præmissaque in eum transferimus tenenda, possidenda per eum, & heredes suos, in legitimo matrimonio, ex proprio corpore procreandos, perpetuò, hereditariè, pacificè, & quietè.

Ponentes ex nunc dictum *Ducatum Burgundiæ*, & jus, quod ex successione prædicta habemus in *Comitatu* prædicto, cum suis prædictis pertinentiis, extra nostrum domanium, & separantes omninò: cui siquidem domanio præmissa duxeramus (*f*) adjungenda,

(*f*) ou *abjungenda.* Il y a plusieurs

autres petites différences entre les deux Exemplaires, que nous avons confrontez, qu'il seroit trop long de raporter.

ANS de J. C. 1363.

da, non obstante, si voluerimus & ordinaverimus, sub quibuscumque modo, obligatione, submissione & forma verborum, vel quod ejusmodi ordinatio præcesserit, vel si habitatoribus dictorum Ducatus & Comitatus, seu communitatibus villarum, castrorum, vel locorum aliorum eorumdem, vel personis singularibus concesserimus, præmissa in toto vel in parte, à nostro & Coronæ nostræ domanio, nullatenus ex tunc in antea separari. Quorum dictum filium nostrum *Ducem, primumque Parem Franciæ* facimus & creamus. Volentes & concedentes eidem, ut ipse suique heredes ex proprio corpore, in legitimo, ut prædicitur, matrimonio procreati, qui ei succedent in Ducatu prædicto, utantur & fruantur perpetuò & pacificè universis & singulis privilegiis, franchisiis, juribus, libertatibus, & prærogativis, quibus usi sunt hactenus & utuntur ceteri pares Franciæ, omni modo & forma, quibus tenebant dictum Ducatum, & dictis privilegiis usi fuerunt hactenus Duces Burgundiæ, & utebatur dictus defunctus ultimus Dux Philippus, dum vivebat; salvis tamen donationibus & concessionibus, si quas fecimus, postquam dictus Ducatus devenit ad manum nostram, ut prædicitur, quas nolumus effectu frustrari. Salvis insuper, & retentis nobis & successoribus nostris Franciæ Regibus, superioritate & resorto dictorum donatorum; fide etiam ac homagio Ducis præstandis nobis & successoribus nostris prædictis, modo debito & consueto fieri & præstari per Duces Burgundiæ temporibus anteactis, regalibusque & juribus aliis regiis ad nos pertinentibus ad causam nostræ Coronæ, & quæ habebamus vivente dicto ultimo Duce defuncto, in Ducatu prædicto.

Pro quibus donatis prædictis, dictus filius noster nobis fecit homagium tanquam Dux & primus Par Franciæ prædictus & eo modo, quo defuncti Duces Burgundiæ tenebantur, & consueverunt facere nobis, & nostris prædecessoribus. Ad quod homagium admisimus eumdem: quem per hoc emancipavimus, & extra potestatem nostram paternam posuimus, & ponimus per præsentes. Salvo insuper & retento, quòd si dictus filius noster, vel sua posteritas, ut prædicitur, procreanda decesserint, quod absit, absque herede ex proprio corpore, succedente in dicto Ducatu, præmissa universa & singula sic donata, pleno jure integraliter revertentur ad nos, & successores nostros Reges, qui pro tempore fuerint, nostræ Coronæ domanio applicanda.

Per hanc autem concessionem nostram præsentem & donum, *Ducatum Turoniæ*, quem cum suis pertinentiis dicto filio nostro aliàs donavimus, ad manum nostram ponimus, & retinemus; ordinaturi de eodem ad nostræ beneplacitum voluntatis. Quapropter damus præsentibus in mandatis universis Prælatis, & aliis personis ecclesiasticis, universis Ducibus, Comitibus, Baronibus, & aliis nobilibus, aliisque clericis & laicis, ad quod pertinuerit, quatenus homagia & deveria, honores, servitia, & obedientias, in quibus nobis tenebantur ante donationem præsentem, ratione Ducatus & aliorum donatorum prædictorum, præstent & faciant indilatè & de cetero dicto filio nostro, suisque heredibus antedictis, de legitimo matrimonio procreandis, modo & forma, quibus ipsa fecerant, & facere debuerant dicto ultimo defuncto Duci: per quorum præstationem nos inde absolvimus penitus, & quitamus eosdem, volumusque obediant dicto filio nostro, tanquam Duci dicti Ducatus & Pari Franciæ primo, plenariè, & absque difficultate quacumque.

Mandamus insuper dilectis & fidelibus Consiliariis nostris, Præsidentibus, & aliis gentibus nostri Parlamenti Parisiensis, universis insuper Justitiariis & Officiariis nostri Regni præsentibus & futuris, quatenus dictum filium nostrum & heredes suos, prædictos Duces Burgundiæ & Pares Franciæ, in omnibus casibus atque locis, in judicio & extra, ut Duces & primos Pares Franciæ recipiant & admittant, ipsosque faciant & permittant uti & gaudere pacificè prærogativis, franchisiis, libertatibus, honoribus, & juribus Ducatus & Pariatus, & nostram præsentem ordinationem teneri perpetuò inviolabiliter: nihil facientes vel attentantes in contrarium quoquomodo; non obstantibus consuetudinibus, statutis, usibus, & privilegiis contrariis quibuscumque, doniisque & gratiis dicto filio nostro factis aliàs, & quæ in præsentibus non fuerint expressata.

ANS de J. C. 1363.

Quod ut firmum & stabile permaneat in futurum, nostris præsentibus litteris fecimus apponi sigillum: salvo in aliis jure nostro, & in omnibus alieno. Datum Germiniaci supra Maternam in die sextâ Septembris, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo tertio. *Per Regem. Juo.*

Nos igitur memores, quòd ipso Domino genitore nostro adhuc superstite, attentis causis & considerationibus, quibus ipse Dominus genitor noster, in donatione dicti Ducatus Burgundiæ, carissimo fratri nostro Philippo, de quo in eisdem litteris sit mentio, ducebatur, quas veras & efficaces fuisse & esse cognovimus, amore insuper speciali, quem ad ipsum fratrem nostrum semper habuimus, & adhuc gerimus & habemus, dictam donationem, & cetera contenta in litteris supra scriptis grata habuimus, ex tunc pro futuris temporibus bona fide promittentes in contrarium non venire, quovis exquisito colore & occasione, ad quemcumque statum nos venire, vel ascendere contingeret. Et super hoc nostras sibi litteras recolimus concessisse, ipsas litteras, donationem, & cetera in eis contenta, rata habentes, & grata, eas volumus, laudamus, approbamus, & de speciali gratia, auctoritate nostra Regia, & certa scientia, tenore præsentium, confirmamus, volentes & concedentes, ut ipse frater noster dicto Ducatu, & aliis sibi donatis prædictis, suique heredes, ex suo corpore, in recta linea, & legitimo matrimonio procreandi gaudeant & utantur, juxta præscriptarum seriem litterarum.

Et ex abundanti, ipsius & suorum securitati providere volentes, dictum Ducatum, & alia sibi præscriptarum serie litterarum donato, tenenda & possidenda, modo & forma, quibus in eisdem continetur litteris, eidem fratri nostro donamus & concedimus, de nostris, gratia, scientia & auctoritate prædictis. De quibus ipse frater noster, ut Dux & Par Franciæ prædictus nobis fecit homagium, sub forma in præscriptis inserta litteris: ad quod ipsum admisimus: salvis & retentis eis, quæ dictus Dominus genitor noster decrevit, per præscriptas litteras, sibi & suis successoribus retineri: Quapropter damus præsentibus in mandatis universis & singulis Prælatis, & aliis personis Ecclesiasticis, Ducibus, Comitibus, Baronibus, & aliis nobilibus, ceterisque clericis & laicis, ad quos pertinebit, quatenus homagia, fidelitates, honores, servitia, & deveria, quibus Duci dicti Ducatus tenentur, & teneri possunt & debent, præstent & faciant indilatè, & de cetero dicto fratri nostro, & suis heredibus, in legitimo matrimonio procreandis, modo & forma in suprascriptis litteris expressatis. Per quorum præstationem nos inde absolvimus penitus, & quitamus eosdem, eidemque obediant tanquam Duci.

Quem siquidem fratrem nostrum in Parlamento nostro Parisiensi, & ubique in Regno nostro, in judicio & extra, & suos heredes prædictos Duces Burgundiæ volumus in omnibus casibus, ut *Duces Burgundiæ & primos Pares Franciæ* admitti, recipi & tractari, ac uti & gaudere Privilegiis, juribus, & honoribus Ducâtus & Pariatus perpetuò, pacificè & quietè.

Et ulteriùs donum & gratiam dicti Domini genitoris nostri prædictam & nostram præsentem ampliantes. *Domum Burgundiæ*, sitam in monte S. Genovefæ

Pari-

Parisius; quæ à longis temporibus citrà fuit Ducum Burgundiæ, eidem fratri nostro pro se & suis heredibus prædictis donamus, de gratia & auctoritate prædictis, tenendam cum suis pertinentiis, eo modo & forma, quibus dictus ultimus Dux Burgundiæ eam tenuit, quoad vixit.

Non obstantibus eis, quæ dictus dominus genitor noster voluit in suis præscriptis litteris non obstare, & donis per ipsum, vel nos dicto fratri nostro aliàs factis, quæ pro expressis in præsentibus haberi volumus & censeri: Quod ut firmum & stabile perpetuò perseveret, nostrum, quo ante susceptum regni nostri regimen utebamur, præsentibus litteris fecimus apponi sigillum; salvo in aliis jure nostro, & in omnibus alieno.

Datum in Lupara prope Parisios, die secunda Junii, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quarto.

CCCXVII.

*Compromis d'*HENRI *Roi de Castille & de Leon, qui remet à Charles Roi de France la décision de tous les différens qu'il a avec le Roi* (a) *d'*ARAGON, *donné le* 20. *Novembre*, 1368. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 222.

HENRICUS Dei gratia Rex Castellæ & Legionis; Universis & singulis præsentes litteras inspecturis salutem. Cum quicunque verus Catholicus, maximè mundi Principes, amorem, amicitiam, pacem & dilectionem cum cæteris Principibus fidelibus habere, ponere & nutrire pro suis posse & viribus teneantur, ut ex hinc ipsi cum suis subditis in sincera tranquillitate pacis vivant. Notum facimus quod nos amicitiam & dilectionem Serenissimi Principis & Regis ARRAGONUM desiderantes intimè; de debito, dissensione & discordia quæ sunt aut posse sperantur oriri, inter dictum Regem Arragonum ex parte una, & nos ex altera, in arbitrium, voluntatem, ordinationem atque dictum illustris & magnifici Principis Caroli eadem gratia Regis Franciæ fratris nostri charissimi, compromisimus & compromittimus; & juramus verbo Regis, nec non super imaginem & memoriam Domini nostri Jesu Christi crucifixi, Evangeliaque sua sancta corporaliter tactam & tacta, ordinationi voluntatis & dicto dicti Regis Franciæ fratris nostri carissimi, penitus stare, ipsasque inviolabiliter observare * rata & grata ea nunc habemus & habebimus perpetuò, quicquid per dictum Regem Franciæ fratrem nostrum charissimum ordinatum super dicto debato fuerit sive dictum.

§. 2. Et hoc sub obligatione omnium Regnòrum, bonorum, hæredum & successorum, & insuper sub pœnis per dictum Regem Franciæ fratrem nostrum charissimum & ejus arbitrio declarandis & etiam applicandis; dum tamen idem Rex Arragonum in dictum Regem Franciæ fratrem nostrum charissimum, infra festum purificationis beatæ Mariæ proximè instantis, de facto per suas litteras modo simili compromittat. Qui quidem Rex Franciæ, frater noster charissimus, infra unum annum, à die purificationis beatæ Mariæ proximè venientis computandum, ut arbiter de istis prædictis tenebitur ordinare, dicere & pronunciare. Volumus tamen & consentimus quod idem Rex Franciæ frater noster charissimus dictum tempus pro arbitrio prorogare possit & valeat. Ut pro ambarum partium utilitate & commodo sibi videbitur melius expedire.

§. 3. Quod si idem Rex Arragonum concesserit in præmissis, volumus & consentimus per præsentes, quod inter ipsum Regem Arragonum & filium suum primogenitum, regna, terras & subditos suos ex parte una, nosque, filium nostrum primogenitum Regna & subditos nostros ex parte altera; ex nunc amicitiæ & fraternitates, & plenius fiant ligæ & confœderationes contra quascunque personas, quæ possunt vivere sive mori, excepto prædicto Rege Franciæ fratre nostro charissimo, & successoribus ejus Franciæ Regibus; sic quod idem Rex Arragonum, aut suus primogenitus, contra dictum Regem Franciæ fratrem nostrum charissimum, filium, natum aut nascturum, primogenitum, sive Regni primum hæredem, Regnum, terras & subditos suos, nosque filium nostrum primogenitum, natum aut nascturum, Regna, terras & subditos nostros, guerram, damnum, detrimentum, vituperium aut dedecus non faciant, inferant aut procurent; faciat, inferat aut procuret; sive fieri, inferri aut procurari faciant, aut faciat per alium, quovis modo. ANS de J. C. 1368.

§. 4. Quod si idem Rex Arragonum, aut filius ejus primogenitus, contra faciant, (quod absit) aut faciat, cessabit prædicta exceptio sive expectatio, & nos, primogenitus noster, unà cum Rege Franciæ fratre nostro charissimo, ejusque primogenito nato aut nascituro, sive primo Regni sui hærede, erimus, prout sumus, unanimiter confœderati contra dictum Regem Arragonum & suum primogenitum prædictos.

§. 5. In quorum omnium testimonium præsentes istas litteras sigilli nostri majoris, una cum signo propriæ manus nostræ, & subscriptione Notarii infra scripti, jussimus appensione muniri. Datum in Palatio nostro, in obsidione nostra supra civitate Toletana, die vigesima mensis Novembris, Anno Domini 1368. secundum computationem Romanam, Regni verò nostri anno tertio. Ainsy signé; Nos el Rey. Et plus bas est escrit.

§. 6. Et ego Theobaldus Royers Diocesis Antissiodorensis publicus atque auctoritate Apostolica Notarius, compromisso, juramenti præstationi ac omnibus & singulis supra dictis, dum sic agerentur & fierent per dictum Dominum Regem Castellæ, anno, die, mense & loco prædictis præsens interfui, eaque omnia & singula sic fieri vidi & audivi; & ad requisitionem dicti Domini Regis Castellæ in hanc publicam formam redegi, signum manu consuetum ibidem apponens. Et fuerant ad præmissa sic facienda testes: Dominus Infans Arragonum Archiepiscopus Toletanus, & alii subscripti. Ainsy signé Royers. Et sur le reply est escrit per Regem in suo Consilio Dominus Petrus ordinis Fratrum minorum infans Arragonum compromissus Archiepiscopus Toletanus; Petrus Ferdinandus de Velasco Camerarius major, Fernandus Gomezius Murciæ Thesaurarius major, Petrus Loyol, Fernand Petrus de Ayala, Didacus Gomezius de Toleto, Gundisalvus Messiæ de Miengna Decanus Burgensis, Petrus de Cevorio Archidiaconus de Tauro, Joannes Ferdinandus de Padolla Consiliarii. Ainsy signé Royers & scellé sur lacs de soye jaune & rouge d'un grand seel sur cire jaune & rouge.

CCCXVIII.

Contract de Mariage de PHILIPPE *Duc de Bourgogne, dit* le Hardi *avec* MARGUERITE *fille unique de Louïs III. Comte de Flandre, & Veuve de Philippe dit* de Rouvre *Duc de Bourgogne. Fait à Gand le* 12. *Avril* 1369. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 223. ANS de J. C. 1369. BOURGOGNE.

TRaictié & accordé est par nous Pierre Evesque d'Ausserre, Gauchier Seigneur de Chastillon & Arnauld de Corbie, ou nom & pour le Roy

ANS de J. C. 1369. noſtre Sire, qui eſtions envoyez de par luy pour traictier du mariage de Monſieur le Duc de Bourgogne, & de Madame MARGUERITE fille de Monſieur le Comte de Flandres Ducheſſe de Bourgongne, par vertu de certaine commiſſion & pouvoir à nous ſur ce baillié de par le Roy d'une part, & de par le Conſeil de Monſieur le Comte de Flandres, ou nom & pour le dict Comte d'autre, en la maniere qui s'enſuit.

§. 2. Premierement pour ſatisfier & faire raiſon à Monſieur de Flandres tant de dix mil livres de terre à heritage, qu'il demandoit au Roy noſtre Seigneur par lettres du Roy Jean de bonne memoire ſon Pere derrain trespaſſé, que Diex abſoilve, & les ſiennes ſur ce faictes & des arrerages d'icelles par pluſieurs années, comme de cent mil deniers d'or à l'eſcu pour la recompenſation de ſa monnoye de Clamecy, & pour le payement de certaine quantité de gens d'armes tenus par long temps à Gravelingues.

§. 3. Nous au nom du Roy pour faire raiſon au dict Monſieur de Flandres de ſa dicte demande, & pour le Roy en acquitter vers luy avons accordé, que le Roy noſtre Sire donnera & baillera pour les dictes dix mil livres de terre en heritage perpetuel au dict Monſieur de Flandres, & à ſes hoirs & ſucceſſeurs Comtes ou Comteſſes de Flandres, les villes, chaſteaux, chaſtellenies de l'Iſle, de Douay & Dorchies, & toutes leurs appartenances, baillies, patronages, nobleſſes & appendances quelconques, que les Predeceſſeurs du dict Monſieur de Flandres Comtes de Flandres tenoient ou temps, qu'elles furent tranſportées ez Predeceſſeurs du Roy noſtre Sire par la maniere & conditions, qui enſuivent.

§. 4. C'eſt à ſçavoir, que ou cas que le dict Monſieur de Flandres n'auroit hoir maſle de ſon corps en loyal mariage, les dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances & appendances quelconques ſeront heritage de Madame la Ducheſſe de Bourgogne ſa fille, ſes hoirs maſles procreez de Monſieur de Bourgogne, & auſſy les hoirs maſles procreez & deſcendans en droicte ligne & en loyal mariage de leurs dicts hoirs maſles.

§. 5. Et que ou cas que le dit Monſieur de Flandres en loyal mariage n'auroit hoir maſle, ne la dicte Madame la Ducheſſe de Bourgongne ſa fille auſſy n'auroit hoir maſle procreé du corps du dict Monſieur de Bourgongne, comme deſſus eſt dict, & que la droicte ligne en deſcendant des hoirs maſles du dict Monſieur de Flandres & de la dicte Madame de Bourgongne procréez du corps du dict Monſieur de Bourgongne, comme dict eſt, faudroit, parquoy en aucun temps à tenir le Comte de Flandres eſcheiſt à fille, ou à autres hoirs maſles ou femelles; le Roy & ſes ſucceſſeurs Roys de France pourront en ce cas ravoir les dictes villes, chaſtellenies, appartenances & appendances, en baillant dix mil livres de terre à heritage par monnoye de Flandres, courant le ſixieſme jour du mois de Novembre, l'an mil trois cens cinquante cinq, c'eſt à ſçavoir le marc d'argent au marc de Troyes pour cent dix huict ſolz, aux hoirs de Monſieur de Flandres aſſiſes en franc demaine bien & ſouffiſamment, c'eſt à ſçavoir les cinq mil livres dedans le Royaume de France entre la riviere de Seine & Flandres, en deſcendant juſques à la mer; & les autres cinq mil livres de terre prés des Comtés de Nevers ou de Rethel.

§. 6. Et ou cas qu'il plaira au Comte ou Comteſſe de Flandres, qui ſera au temps du rachapt, il aura pour les cinq mil livres de terre deſſus dictes, qui ſe debvront aſſeoir prés des Comtez de Nevers ou de Rethel, comme dict eſt, argent. C'eſt à ſçavoir pour le denier de rente quinze deniers payez à une fois monnoye de France, ou vingt deniers payez tout à une fois de la dicte monnoye de Flandres, lequel qu'il plaira mieulx au Comte ou Comteſſe de Flandres, qui ſera au temps du dict rachapt; lequel rachapt, ſe le Duc de Bourgogne alloit de vie à treſpaſſement ſans delaiſſier hoirs maſles procreez de ſon corps & du corps de la dicte Ducheſſe, que Diex ne vueille, le Roy ne ſes ſucceſſeurs ne pourront tant faire durant la vie de la dicte Ducheſſe de Bourgongne, tant qu'elle ſe tendra de remarier, ou qu'elle ſe marie de la volenté & aſſentement du Roy noſtre Seigneur ou de ſes ſucceſſeurs Roys de France. ANS de J. C. 1369.

§. 7. Et tendront les ſucceſſeurs du dict Comte de Flandres Comtes ou Comteſſes de Flandres, les dittes cinq mil livres de terre, qui ſeront aſſiſes entre la riviere de Seine, la Comté de Flandres & la mer, comme deſſus eſt dict, en un hommage avecques la Comté de Flandres, & en Pairrie auſſi noblement comme la dicte Comté de Flandres eſt & doibt eſtre tenue de la Couronne de France. Et avecques ce ils tendront les autres cinq mil livres de terres, qui ſeront aſſiſes, comme dict eſt, prés des dictes Comtez de Nevers ou de Rethel à une foy, & à un hommage a par luy, auſſi noblement comme celles des dictes Comtez, dont elles ſeront plus pres aſſis, ont à eſtre tenues de la Couronne de France.

§. 8. Et les dictes villes, chaſtels, chaſtellenies de l'Iſle, de Douay, d'Orchies, & toutes les appartenances & appendances d'icelles tendront le dict Monſieur de Flandres, ſes hoirs maſles, la dicte Ducheſſe de Bourgongne ſa fille, ſes hoirs maſles, leurs hoirs & ſucceſſeurs Comtes & Comteſſes de Flandres en un hommage & en Pairrie avecques la Comté de Flandres, & auſſi noblement, que le dict Monſieur de Flandres tient & doibt tenir la dicte Comté; reſervé au Roy & à ſes dictz ſucceſſeurs Roys de France le fié, reſſort & ſouveraineté des dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies de l'Iſle de Douay & d'Orchies & des appartenances & appendances d'icelles, & les droictz royaux, que les predeceſſeurs du Roy y avoient ou temps qu'elles eſtoient ez mains des Comtes de Flandres predeceſſeurs du dict Monſieur de Flandres. Et auſſi reſervé au Roy & à ſes ſucceſſeurs deſſus dictz Roys de France le rachapt des dictes villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances, ou cas & par la maniere & conditions deſſus dictes.

§. 9. Et ne ſeront tenus les hoirs du dict Monſieur de Flandres Comtes ou Comteſſes de Flandres de baillier & rendre iceux chaſteaux, villes, chaſtellenies, appartenances & appendances ez mains du Roy ou de ſes ſucceſſeurs Roys de France juſques à ce que les dittes dix mil livres de terre paiées monnoye de Flandres deſſus dicte leur ſeront aſſiſes plainement en franc demaine & delivrées par la maniere deſſus declarée, & qu'ils ayent la paiſible poſſeſſion realement & de faict.

§. 10. Leſquelles villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances & appendances quelconques de Liſle, de Douay & d'Orchies le Roy & ſes ſucceſſeurs Roys de France ſeront tenus de deſchargier de toutes charges & aſſignations faictes ſur icelles à heritage, à vie, à termes, ou autrement, depuis qu'elles furent bailliées à ſes predeceſſeurs Roys de France, & en prendra le Roy noſtre Sire dés maintenant la charge ſur luy & en acquittant & ſera garant au dict Monſieur de Flandres, ſes hoirs & ſucceſſeurs vers tous ceulx, qui aucune choſe luy en pourroient ou voudroient demander, ſauf que ſe aucunes rentes en ſont alienées en heritage à Egliſes depuis le dict temps, le Roy ſera tenu d'en faire recompenſation au dict Monſieur de Flandres en autre terre aſſiſe bien & ſouffiſamment entre la riviere de Seine & la dicte Comté de Flandres en franc demaine, prés des dictes villes, chaſteaux & chaſtellenies; à tenir avec icelles villes, chaſteaux, chaſtellenies, appartenances & appendances quelconques tout en un hommage avecques ladicte Comté de Flandres; ou le Roy payera au dict Monſr. de Flandres pour mil livres pariſis de terre par an, ſe tant y a, vingt mil

NS J. C. 369. mil florins d'or francs de France pour une fois, & se plus ou moins y a, à l'advenãt.

§. 11. Laquelle assiette en payement, le Roy fera faire & accomplir, comme dict est, au dict Monsieur de Flandres dedans le jour de la feste sainct Remy en Octobre prouchain venant au plus tard, & de ce asseurra bien & souffisamment le dict Monsieur de Flandres par bons pleiges, souffisans & agreables au dict Comte, & qui s'en feront debteurs principaux avant le dict mariage.

§. 12. Et pour ce que depuis, que les dictes villes, chasteaux, chastellenies, appartenances & appendances vindrent ez mains de ses dicts predecesseurs Roys de France, iceux predecesseurs ont acquis la terre & le chastel de l'Escluse emprés Douay, qui meuvent & sont d'ancienneté du fié du ressort du chastel de Douay, le Roy voudra, promettra & consentira que le dict Comte de Flandres & ses hoirs par la maniere dessus dicte, en ayent l'hommage d'un homme heritier de la terre dessus dicte & tout autre droict, ressort & Souveraineté sur les dicts chastel & terre de l'Eglise, comme ses predecesseurs Comtes de Flandres y avoient, quand les dictes villes, chasteaux, chastellenies, appartenances & appendances de Lisle, de Douay & d'Orchies estoient en leurs mains, non obstant, que les predecesseurs du Roy ayent acquis le demaine.

§. 13. Et sera tenu le dict Comte de Flandres de faire derechief hommage au Roy de la Comté de Flandres & des dictes appartenances & appendances d'icelles adjoinctes à icelle Comté à tenir en un hommage & en Parrie comme dict est, en la maniere, que derrenierement il feit hommage au Roy de la Comté de Flandres. Et si asseurra le dict Monsieur de Flandres le Roy, & obligera luy, ses hoirs & successeurs & tous les biens & terres quelconques presens & à venir de luy, de ses hoirs & successeurs, quelque part qu'ils soient ou dict royaulme, de rendre & baillier au Roy & ses successeurs Roys de France les dicts chasteaux, villes, chastellenies, appartenances & appendances de Lisle, de Douay, & d'Orchies, ou cas que les conditions dessus dictes avendroient, que Diex ne vieulle, & que on les racheteroit par la maniere dessus dicte. Et quant à ce soubzmettra le dict Comte soy, ses hoirs & successeurs sus dictz & les biens & terres de luy & d'eux à la jurisdiction & contrainct̃e du Roy & de ses successeurs Roys de France & de sa Court; Par lesquelles ses dictz hoirs & successeurs seroient contraintz à ce & non autrement, le dict rachapt premierement faict par la maniere que dessus est dict.

§. 14. Et les hoirs & successeurs du dict Comte ayans premierement reaulment & de faict la possession paisible de la dicte recompensation deuement faicte & sans fraude, & par especial; voudra le dict Monsieur de Flandres, se ses hoirs estoient defaillans de rendre & de baillier les dictes villes, chasteaux, chastellenies & appartenances de Lisle, Douay & Orchies & des appendances quelconques; que adonc le Roy & ses successeurs Roys de France puissent s'il leur plaisoit, saisir & arrester toutes leurs terres dessus dictes & contraindre les hoirs du dict Comte par toutes voyes raisonnables par la jurisdiction temporelle & non autrement, afin que les dictes villes, chasteaux, chastellenies, appartenances & appendances d'icelles luy fussent rendues. Et icelles rendues le Roy sera tenus de tantost rendre & mettre au neant les arrests & saisines & tous empeschemens mis aux terres, biens & possessions dessus dictes sans nul contredict; & en baillera le dict Comte ses lettres.

§. 15. Et en outre baillera le Roy au dict Comte de Flandres pour plusieurs grands sommes d'argent, en quoy il est tenus à luy pour les demandes dessus dictes, deux cens mille deniers d'or francs, desquelz le Roy luy payera cent mille francs huict jours avant le dict mariage. Et les autres cent mille frans luy fera le Roy payer en sa ville de Bruges dedans deux ans aprés le dict mariage faict à quatre termes & à quatre fois, c'est à sçavoir vingt cinq mille francz dedans demy an apres le dict mariage, & aprés de demy an en demy an à chacun terme vingt cinq mille. ANS de J. C. 1369.

§. 16. Et de celuy donnera le Roy ses lettres obligatoires & bons pleiges souffisans & agreables au dict Comte de Flandres, qui de ce s'obligeront au dict Comte bien & souffisamment en leurs propres & privez noms, & chacun pour le tout, s'aucune difficulté avoit ou payement des dicts cent mille frans aux termes dessus declarez, & de ce donneront bonnes lettres & souffisans, telles qu'ilz souffisent au dict Monsieur de Flandres.

§. 17. Et parmy baillant reaulment & de faict au dict Comte de Flandres les dictes villes, chasteaux, chastellenies, appartenances & appendances & la possession d'icelles, comme dessus est dict; le Roy & ses successeurs Roys de France & autres pour ce obligez sont & feront quittes envers luy, ses hoirs & successeurs des dix mille livres de terre dessus dictes. Et aussi par luy payant, comme dict est, les deux cens mille francs, sera le Roy quitte envers luy & ses dicts successeurs de tous les arrerages d'icelles dix mille livres de rente, & des dessus dictz cent mille escus pour les gens d'armes qu'il tint à Gravelingues & pour le restant de sa dite monnoye de Clamecy. Et sera tenu le dict Monsieur de Flandres rendre au Roy toutes les lettres, qu'il a sur ces choses du Roy Jehan Pere du Roy à present & de luy ou d'autres pour ce obligez, & dés maintenant veult, qu'elles soient nulles; & jamais n'en pourront le dict Comte ne ses successeurs aucune chose demander au Roy ne à ses successeurs ou autres pour luy obligiez, comme dict est.

§. 18. Et avec ce promettra le Roy au dict Monsieur de Flandres, que la possession des dictes villes, chasteaux, chastellenies, appartenances & appendances quelconques de Lisle, Douay & d'Orchies, il luy fera baillier & delivrer reaulment & de faict & luy payer pleinement les premiers cent mille francs dessus dicts, avant que le mariage se face en saincte Eglise.

§. 19. Et iceluy mariage faict en saincte Eglise, comme dict est, la dicte Ducheſſe de Bourgongne demourra ou païs de Flandres par un an aprés le dit mariage faict, ou partant de temps d'iceluy an, comme il plaira au dit Monsieur de Flandres.

§. 20. Et voudra & consentira le Roy pour luy ses hoirs & successeurs Roys de France, que toutes lettres & munimens, qu'il a ou puet avoir ou autres de par luy du dict Monsieur de Flandres, ou de ses predecesseurs, ou dict pays de Flandres touchans, en quelque maniere que se puist estre, le transport faict par le dict Comte ou ses predecesseurs aux predecesseurs du Roy des dictz chasteaux, villes, chastellenies de Lisle, de Douay & d'Orchies, des appartenances & appendances quelconques; soient nulles & de nulle valeur, & des maintenant les adnullera & cassera & cognoistra & voudra estre de nul effect, force ou vertu soubz quelconques teneurs qu'elles soient en tant comme elles puent ou pourroient estre au temps à venir contraires ou prejudiciables; & que d'icelles le Roy ne ses successeurs, ne autres pour luy ne pour les dictz hoirs & successeurs ne se pourra aydier par quelque maniere que se soit à l'encontre des dictes choses ou d'aucunes d'icelles.

§. 21. Toutes les quelles choses dessus dictes & chacune d'icelles, en la maniere que dessus elles sont declarées de poinct en poinct, eue sur ce meure deliberation avecques plusieurs de son sang & autres de son conseil, le Roy promettra pour luy & ses successeurs, & aussi pour le dict Duc de Bourgongne son frere, dont il sera fort, en bonne foy & loyauté & parole de Roy tenir, garder & accomplir de poinct en

ANS de J. C. 1369.

poinct sans enfraindre, & que il ne ses dicts hoirs & successeurs, ne aussi son dict frere le Duc de Bourgongne ne vendront par eux ne par autre en aucun temps à venir à l'encontre. Et à ce obligera ses dictz hoirs & successeurs Roys de France loyaulment & en bonne foy sans fraude: Non obstant que les dictz chasteaux, villes & chastellenies de Lisle, de Douay & d'Orchies, les appartenances & dependances quelconques d'icelles fussent appliquées au demaine de la Couronne de France, & en iceluy demaine ayent esté & demouré par long temps; quelconques revocations generales ou especiales, que le Roy ou ses predecesseurs ayent faict, & que il ou ses dictz hoirs & successeurs facent, ou puissent faire ou temps à venir, par droict royal ou autrement, des dons ou alienations faictes ou à faire du demaine de la dicte Couronne de France, ou de quelconques autres dons ou graces faictz au dict Comte de Flandres ou ses dictz predecesseurs par les predecesseurs du dict Roy de France ou luy mesmes, que iceux autres dons ou graces ne soient specifiez & esclaircis ez lettres qu'il en donrra; & quelconques constitutions, edits ou ordonnances, coustumes, stiles ou usages de la Court de France ou autre choses quelconques contraires à ce: lesquelz revocations, constitutions, edictz, ordonnances, coustumes, stiles ou usages & toutes autres choses, en tant comme ils sont ou pourroient estre contraires ou prejudiciables aux choses dessus dictes ou aucune d'icelles, le Roy cassera, rapellera & mettra du tout au neant pour luy ses hoirs & successeurs par la teneur de ces lettres.

§. 22. Et pour les choses dessus dictes faire & accomplir au dict Monsieur de Flandres par la maniere dessus declairée, & pour bailler toutes lettres & seurtez à ce appartenans d'un costé & d'autre, seront les gens du Roy à Lisle au dimenche prouchain avant la Pentecouste prouchain venant. Et toutes ces dictes choses parfaictes entierement au dict Monsieur de Flandres, il veult & consent dés maintenant en ce cas le mariage des dessus dictz Monsieur le Duc de Bourgongne & de sa fille, & que dés lors en avant on procede à la solemnisation du dict mariage à tel jour, qu'il plaira au Roy, & le plus brief, qu'il se pourra faire bonnement.

§. 23. En tesmoing de ce nous Pierre Evesque d'Ausserre, Gauchier Seigneur de Chastellion, & Arnauld de Corbie pour la partie du Roy, pour lequel nous faisons fortz. Et nous Henry de Benie Chastellain de Diquemne, Baudovins Sire de Praet & Rouland Sires de Poulies Conseillers, de Monsieur de Flandres pour sa partie & pour lequel nous faisons forts, ce qu'il promettra pour luy & pour ma dicte Dame de Bourgongne, de tenir & accomplir toutes les choses dessus dictes & chacune d'icelles, en tant comme elles touchent à eux & à chacun d'eux; avons plaquiez nos seaulx à ce present traictié, lequel fut faict à Gand le Juedy douxiesme jour du mois d'Avril aprés Pasques, l'an de grace mil trois cens soixante neuf.

CCCXIX.

ANS de J. C. 1370.

Déclaration de CHARLES V. *Roi de France qui confisque sur* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre, & sur* EDOUARD *Prince de Gales son Fils le Duché de Guienne. Donnée à Vincennes, le 7. Mai* (a) 1370. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 228.

FRANCE ET ANGLETERRE.

(a) Mezerai & les autres Historiens parlent d'un semblable Ecrit ou déclaration, qu'ils mettent en 1369.

CAROLUS &c. Universis &c. cum dudum ad nostrum pervenisset auditum: quod licet nonnulli Prælati, Barones, Nobiles, Consules & habitantes, & certi alii singulares de Ducatu nostro Aquitaniæ, ac de terris & partibus quondam traditis & assignatis per inclitæ recordationis Dominum Genitorem nostrum, dum viveret, & nos, EDOVARDO de Anglia & EDOVARDO ejus primogenito in tractatu pacis novissimè factæ & initæ inter dictum Genitorem nostrum & nos ex una parte, & dictos de Anglia ex altera; ad nos, & nostram superiorem Parlamenti Curiam, à dictis de Anglia ac certis loca eorum tenentibus & aliis officiariis in dictis Ducatu & terris quem seu quas in puto domanio sub nostra superioritate & ressorto tunc tenebant & tenere debebant, appellassent, ratione plurimorum gravaminum, oppressionum & excessuum eisdem & eorum singulis tortionariè & indebitè contra Jus & Justitiam per dictos de Anglia & eorum officiarios antedictos factorum & illatorum; nosque pro debito Justiciæ eisdem appellantibus adjornamentum requirentibus in causis appellationum prædictarum tamquam superior Dominus, ut moris est, concessimus, ut facere poteramus, & secundum justiciam tenebamur; cum per dictum tractatum pacis superioritas & ressortum totius Ducatus prædicti & aliarum terrarum per prædictum tractatum eisdem de Anglia traditarum & assignatarum dicto genitori & nobis ac successoribus nostris salvi essent & fuissent, sintque & fuerint specialiter & expresse reservati, & ad nos spectarent & pertinerent ac spectent & pertineant; tota illa integritate cum qua ad nos & coronam nostram temporibus retroactis pertinuerunt ante tractatum supradictum.

ANS de J. C. 1370.

§. 2. Nihilominus tamen dicti Edouardus Pater, & Edouardus filius & eorum officiarii prædicti, quamquam de consuetudine, usu, stilo & communi ac generali observantia curiæ nostræ antedictæ ac totius Regni nostri, appellantes antedicti ac eorum gentes, subditi & officiarii quicumque, appellationibus antedictis pendentibus, in omnibus casibus essent, & esse deberent exempti à dictis de Anglia & eorum officiariis supradictis; nec cuiquam nisi nobis & dictæ Curiæ nostræ dumtaxat obedire tenentur post & contra dictas appellationes interpositas; nostram superioritatem usurpare volentes, eosdem appellantes, & alios appellare seu appellantibus adhærere volentes, ac alias gentes dictorum Ducatus & Terrarum ad obediendum sibi, & ad resistendum nobis minis & muneribus commoverunt contra nos & etiam concitaverunt, publicè edicentes quod nobis & gentibus nostris in nullo pareretur.

§. 3. Nonnulli etiam ex dictis appellantibus, simplicitate vel ignorantia aut aliàs sua temeritate ducti, eisdem obediebant & nostris Justiciariis & Officiariis obedire formidabant & recusabant; & quod erat & est deterius, post appellationes multas à dictis de Anglia & eorum officiariis antedictis ad dictam curiam nostram interpositas, occasione & in odium appellationum ipsarum, in magnum & grave præjudicium superioritatis, & jurisdictionis nostræ contemptum & læsionem Regiæ Majestatis, appellantes ipsos à jurisdictione sua propter easdem appellationes exemptos, ut præmittitur, dicti de Anglia & gentes ac officiarii ipsorum irrationabiliter & crudeliter ac spreta reverentia nobis debita tractaverunt ac tractabant, & multos ex eisdem appellantibus inhumaniter mortem subire fecerant, nuncios etiam nostros solemnes, quod ad dictum Eduardum filium destinaveramus nostras patentes litteras deferentes, per quas dictum Edouardum & ejus officiarios a quibus fuerat appellatum, ad instantiam dictorum appellantium adjornabamus & adjornari mandabamus coram nobis seu in dicta nostra Curia superiori in causis appellationum prædictarum processuros, & ulterius facturos ut esset rationis, ipse Edouardus filius prisonarios detinuerat & adhuc detinebat seu detineri faciebat. Licet etiam per alias litteras nostras in villis & locis publicis conviciuis partibus in quibus dictus Edouardus filius ac sui & genitoris ejus-

ANS ejusdem loca tenentes & officiarii conversari dicebantur, publicato nostræ citationis edicto certam diem
e J. C. seu certos dies eidem Edouardo filio ac ejus officiariis
370. à quibus, ut præmittitur, extiterat appellatum, in causis appellationum prædictarum assignari fecissemus coram nobis seu in Curia nostra superiori prædicta, ad diem tamen seu dies eisdem assignatos per se, vel per alium comparere contemserant nec comparuerant, ut debebant; quare ipsos exigentes justitia contumaces reputavimus, & posuimus in defectu. Et præterea dicti Pater & filius ac alii de domo sua & adhærentes eisdem, ad deteriora prorumpentes, dictum tractatum & pacem eorundem propriis juramentis solemniter præstitis, firmatam violantes, & contra eadem temerè & de facto venientes, elata obstinatione ac obstinata elatione, superioritatis & ressorti nostrorum usurpatione antedicta non contenti, contra nos & Coronam nostram prædictam evidenter & manifestè rebelles & inimicos nostros se reddiderant, nobisque & Regno nostro guerram notoriè ac permanenter & apertè indixerant & fecerant, sicut adhuc faciebant, ac per diversas Regni nostri partes, tam in dicto Ducatu quam alibi, multos hostiles insultus fecerant & fieri mandaverant & adhuc faciebant, dictasque partes totis suis viribus nequiter invadere nisi fuerant, incendia & alia innumerabilia facinora & damna gravissima inferendo.

§. 4. Propter quæ & alia multa scelera per eosdem de Anglia & eorum adhærentes & coadjutores notoriè perpetrata & commissa, nos cum nostro consilio ac pluribus peritissimis ac magnæ scientiæ viris, deliberatione super hoc præhabita diligenti, per nostras alias litteras in mense Novembris novissimè præterito confectas, diximus & declaravimus dictum Ducatum Aquitaniæ & alias terras, quas dicti de Anglia in dicto Regno nostro & sub nostræ superioritate & ressorto ante rebelliones antedictas tenere & possidere dicebantur, & quas de facto occupabant, nobis causa forefacturæ confiscatas & applicatas fuisse & esse, & eosdem ducatum & terras qui seu quæ ad nos per dictam confiscationem ut præmittitur devenerunt & ceciderunt in commissum nostro domanio applicavimus; decernentes, omnes & singulos Vasallos homines & subditos dictorum Ducatus & terrarum & qui eisdem Patri & filio Juramento fidelitatis ante rebellionem antedictam tenebantur, quittos esse & liberatos perpetuo.

§. 5. Et quia ut intelleximus nonnulli de dicto Ducatu & aliis terris supradictis in commissum deventis ac nobis confiscatis & applicatis, & ad domanium nostrum unitis ut est dictum, quibusdam coloribus exquisitis, licet de prædictis tam notoriè & manifestè ignorantiam non possent aut debeant prætendere qualemcumque, cum talia sint quæ nulla tergiversatione celari possunt, aut non notoria vel manifesta dici vel fieri nequeunt; prædictis de Anglia, vel eorum gentibus & officiariis quamquam in suis rebellionibus guerris & inimicitiis evidenter & notoriè contra nos perseverantibus ad hæc obedire, & eorum partem fovere præsumant; quidam vero ex ipsis, licet nos verum superiorem ac directum & immediatum Dominum dictorum Ducatus & terrarum recognoscunt, nondum tamen fidelitatis homagia & alia deveria ad quæ nobis tanquam vero & immediato Domino pro suis feudis, possessionibus, & terris tenentur, præstiterunt, vel fecerunt; & eisdem inimicis nostris notoriè guerram facere & pro suis viribus nocere distulerunt; ex quibus damna quam plurima & scandala ac irreparabilia pericula nobis & toti reipublicæ Regni nostri ulterius contingere possent, & sequi, nisi eisdem celeriter obviatur.

§. 6. Notum igitur facimus, nos urgente Justicia pro jure & honore Coronæ nostræ ac totius Reipublicæ & subditorum dicti Regni nostri utilitate ac privilegiorum omnium in dictis Ducatu & terris habitarum conservatione; præmissa ulterius absque competenti ANS
remedio tolerare nolentes cum dicto Consilio nostro de J. C.
& aliis litteratis & prudentibus viris super hoc delibe- 1370.
ratione habita, Ducatum prædictum & omnes alias terras antedictas ex causis & factis & rationibus antedictis & aliis manifestis & notoriis, ac nos & dictum consilium nostrum in hac parte rationabiliter & justè moventibus, & abundanti decernimus & declaramus ut antedictum est in commissum nobis cecidisse, & erga nos confiscatos fuisse & esse, eosdemque nostro Domanio Regio applicamus: decernentes tenore præsentium prout alias decernimus ut est dictum, omnes & singulos vasallos, homines & subditos dictorum Ducatus & Terrarum a quibuscumque Juramentis fidelitatis & subjectionibus quibus antedictam rebellionem & confirmationem eisdem de Angliæ & sibi adhærentibus tenebantur, fuisse & esse quittos & in perpetuum liberatos & * * injungentes omnibus & singulis dictorum Ducatus & terrarum subditis, cujuscumque status, præeminentiæ, dignitatis aut conditionis existant, ut & ipsi nobis tanquam superiori & immediato ac vero Domino dictarum Ducatus & terrarum, ac gentibus & officiariis nostris in omnibus casibus de cætero obediant, expressius inhibentes eisdem sub pœnis amissionis omnium bonorum suorum quorumcumque, & aliis quas erga nos incurrere possunt, ne deinceps prædictis de Anglia, & eorum officiariis in casibus quibuscumque obedientiam præbeant aliqualem, nec consilium, auxilium vel favorem eisdem quomodolibet præstare præsumant; eisdemque & eorum singulis expressius injungimus, ut ipsi de cætero dictos de Anglia & omnes & singulos eisdem adhærentes & eorum partem foventes & tenentes, erga nos rebelles ac nostros & Regni nostri ac suos teneant ac reputent notorios inimicos. Qui verò contrarium fecerint ipsos ex nunc nostros & coronæ nostræ inobedientes & rebelles reputamus & tenemus.

§. 7. Et ut deinceps nullus de prædictis ignorantiam possit prætendere aliqualem, omnibus Seneschallis, Ballivis, cæterisque Justitiariis & officiariis nostris dictarum Ducatus & terrarum ubicumque constitutis, aut eorum Locatenentibus & ipsorum cuilibet ad quem pertinuerit districtè præcipimus & mandamus: quatenus ipsi & eorum singuli in villis & locis insignibus dicti Ducatus & aliis eorum Jurisdictionibus, subditis declarationes, confiscationes, injunctiones & inhibitiones nostras supradictas ac omnia & singula, prout superius sunt prætacta, publicent & publicari solemniter faciant; ac omnibus & singulis Prælatis, Baronibus, Militibus, Consulibus & aliis ubilibet in Ducatu & terris antedictis constitutis significent, interinent, eisdemque & eorum singulis ex parte nostra inhibeant sub omni pœna, quam erga nos incurrere possent; ne quisquam eorum de cætero dictis de Anglia vel eorum officiariis in casibus quibuscumque pareant aliqualiter vel intendant; prædictisque Prælatis ac Baronibus, Militibus, Consulibus, & omnibus aliis quibus intererit ex parte nostra præcipiatur, ut ipsi absque morosa dilatione quacumque, ad nos seu charissimum nostrum Germanum Ducem Andegavensem, nostrum Locumtenentem in dicto Ducatu & partibus occitanicis, seu ad alios Locumtenentes & officiarios nostros in terris prædictis ad quos spectabit personaliter accedant, pro fide & homagio & Juramentis fidelitatis, cæterisve juribus & deveriis nobis per ipsos debitis, pro suis temporalitatibus, feudis, terris & possessionibus ante dictis faciendis & præstandis aut ad sufferentiam requirendum si sit opus. Quæ sic fieri & executioni effectualiter demandari volumus, jubemus & etiam ordinamus per præsentes. In cujus rei testimonium &c. Datum in Castro nostro Vicennarum XIV. die Maji anno Dom. M. CCC. LXX. & Regni nostri septimo. Sic signatum per Regem in Magno Consilio suo, Villemer.

ANS de J. C. 1372.

CCCXX.

Mariage (a) *d'*AME', *depuis Comte de Savoye VII. du nom, fils d'Amé VI. Comte de Savoye, avec* BONNE DE BERRI, *fille de Jean de France Duc de Berri, fait le 7. Mai* 1372. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 235.

SAVOYE ET BERRI.

(a) Ce fut le dernier Comte de Savoye Amé VIII. ſon fils ayant fait ériger la Savoye en Duché.

IN nomine Domini, Amen. Par ceſt preſent publique Inſtrument ſoit manifeſte à tous: Que l'an de la Nativité de Noſtre Seigneur M. CCC. LXXII. le VII. jour de May: En la preſence de nous Jaque de Montbelliart Clerc & Secretaire de Tres-excellent Prince Monſieur Jean fils Roy de France, Duc de Berry & d'Auvergne, Comte de Maſcon; & de Antoine Beczon Clerc & Secretaire de Tres-excellent Prince de Monſieur AMEY Comte de Savoye, tous deux Notaires, & des teſmoins cy-deſſous eſcripts: Perſonnellement eſtably les deſſuſdits Monſieur le Duc de Berry d'une partie, & ledit Monſieur le Comte de Savoye d'autre partie: Icelles parties ſachans & adviſés, ſans fraude n'y barat, de & ſur le traitté eü de contraire Mariage entre *Amey fils dudit Monſieur le Comte, & Madame* BONNE *fille dudit Monſieur le Duc*, ont fait enſemble les pactions, promiſſions & convenances que s'enſuivent. Premierement, que ledit Monſieur le Comte promet que il fera & prochaſſera avec tout effait, que ledit Amey ſon fils prendra à femme pour Mariage Madite Dame Bonne, ſe Dieu & Sainte Egliſe s'y accordent; Et auſſi Monſieur le Duc deſſuſdit promet que il fera & prochaſſera avec tout effait, que Madite Dame Bonne ſa fille prendra en mary & eſpoux ledit Amey. Et pour contemplation dudit Mariage, & entretenement d'icel, Monſieur le Duc deſſuſdit donra & donne audit Amey, en nom & cauſe de dot de ſa fille, & pour tout le droit, partage & droiture qu'elle pourroit avoir és biens Paternaux, & Maternaux, cent mille francs d'or par une foy à payer audit Monſieur le Comte en nom dudit Amey ſon fils à Baugié aux Terres cy deſſous eſcripts. C'eſt aſſavoir, le jour qu'ils ſeront eſpouſés trente mille francs d'or, & l'an apres de compter du jour dudit Mariage l'an revolu, dix mille frans; & de là en outre un chaſcun an dix mille frans, juſques à l'accompliſſement & payement de la ſomme de cent mille frans deſſuſdite. Item accordé, que au cas que ledit Monſieur le Duc yroit de vie à treſpaſſement ſans avoir hoirs maſles deſcendans de ſon propre corps de loyal Mariage, ladite Madame Bonne ſa fille ſera ſa heritiere en tout ſi elle eſtoit ſeule, & s'il en avoit pluſieurs elle heritera ſelon ſa portion tant ſeulement, ce en quoy il là peut heriter: & auſſi au cas que Madame la Ducheſſe Mere de ladite Madame Bonne iroit de vie à treſpaſſement ſans hoirs maſles de ſon corps, ladite Dame Bonne ſera ſa heritiere, en tout ſi elle eſtoit ſeule, & ſi elles eſtoient pluſieurs filles, ſelon ſa portion qui luy pourroit & devroit avenir ſelon le nombre des filles. Item accordé eſt entre leſdites parties, eſt deſduit en pact, que Mondit-Seigneur le Comte, fait & conſumé ledit Mariage, baillera & deſlivrera audit Amey ſon fils pour tenir ſon eſtat, tant de terre qui vaudra ſeize mille frans de revenüe par an, chaſtiaux & fortereſſes non comptés en valuë; leſquelx ſeize mille frans par la maniere que deſſus eſt contenu, luy ſeront aſſis & aſſignés en la terre de Breſſe: & au cas que ladite terre ne ſeroit de ſi grand valuë, le ſurplus luy ſera aſſis & aſſigné ſur l'autre terre de Mondit Seigneur le Comte au plus prés de Breſſe. Item que pour cauſe auſſi & contemplation dudit Mariage, ledit Monſieur le Comte voudra & conſentira, veut & conſent deja par expres, que ledit Amey de Savoye ſon Fils ſoit ſon heritier Comte de Savoye aprés le decés dudit Monſieur le Comte, & de J. C. aura Savoye, Morianne, Tharentaiſe, Beugeys, Valbonne, Revermont, Breſſe, & Dombes, avec les rentes, yſſues, honneurs, nobleſſes, fiés, homages, rierefiés, Baronnies, Juriſdictions meres & mixtes, Imperes, Souverainetés, reſſorts, & toutes autres choſes qui ſont dedans leſdites terres, appartenans & pouer appartenir audit Monſieur le Comte pour cauſe d'icelles; & auſſy les fiés & hommages, ſouverainetés, & reſſorts des Barons, qui tiennent fiés & doyvent homage audit Monſieur le Comte; & pourtant ſe tiendra pour content ledit Amey ſon Fils, reſervé la bonne voulonté & liberalité de Mondit Seigneur le Comte. Item accordé & convenu entre leſdites parties, que au cas que ledit Amey iroit de vie à treſpaſſement, ledit Monſieur le Comte ſurvivant, & auroit Enfans maſles, un ou pluſieurs de ſon propre corps & de loyal mariage de ladite Madame Bonne; en ceſt cas ſon premier Fils, & les autres deſcendans maſles de luy, abiles & ſouffiſans de perſonne pour eſtre Comte, auront tout, ou tel & ſemblable droit, & ſeront heritiers de Mondit Seigneur le Comte, par la forme que fuſt ledit Amey ſon fils s'il fut en vie, comme deſſus eſt declaré. Item accordé eſt entre leſdites parties, & a voulu & conſenty ledit Monſieur le Comte, que au cas que ledit Amey ſon Fils iroit de vie à trepaſſement, que madite Dame Bonne ſa Femme à venir ſoit doüée, & l'y conſtitüe en doüaire dix mille francs d'or de revenüe chaſcun an en juſtice & Seignorie, non comptés ne compris Chaſteaux & Fortereſſes, en revenue de terre; par telle condition & maniere, que Madite Dame Bonne ne prandra ne recevra à cauſe dudit doüaire, s'il n'avenoit tant comme Mondit Seigneur le Comte qui eſt à preſent vivra, fors tant ſeulement ſix mille francs de revenue par an par la maniere que deſſus; & luy allé de vie à treſpaſſement, au cas ou elle ſurvivroit, elle prendra & recevra entierement les dix mille francs deſſuſdites par la fourme devant ditte; lequel Doüaire au cas que deſſus ſera aſſis en & ſur la terre de Foucigny; & au cas auſſy que ladite terre de Foucigny ne vaudroit lors dix mil francs de revenue de doüaire comme dit eſt, ledit Monſieur le Comte veut, conſent & promet, par luy & ſes ſucceſſeurs ſupplir & aſſigner ce qui foudroit, en & ſur les terres & lieux plus prochains de la terre de Foucigny: Et dudit doüaire ſe le cas avenoit, Maditte Dame Bonne fera foy & homage à Mondit Seigneur le Comte de Savoye qui eſt à preſent: Et luy allé de vie à treſpaſſement, Madite Dame Bonne le reconnoiſtra tant ſeulement à tenir de fié, ſouveraineté & reſſort de cely qui ſera Comte par le temps ſans luy faire foy ne hommage. Item que s'il avenoit que ledit Amey alaſt de vie à treſpaſſement ſans avoir Enfans maſles, deſcendans de ſon propre corps & de ladite Madame Bonne ſa Femme, ou maſles deſcendans des maſles, & qu'ils euſſient une Fille tant ſeulement; ledit Monſieur le Comte veut & conſent, que luy ou ſes heritiers ſeront tenus de donner en mariage du ſien propre à ladite Fille cent mil francs pour une fois, outre le droit qu'elle auroit és cent mille francs donnés en mariage à ladite Madame Bonne ſa Mere: Et au cas qu'il y auroit pluſieurs Filles, la premiere aura en mariage ſur les biens dudit Monſieur le Comte ſoixante mille frans pour une fois, outre le droit que elle auroit au dot & és autres biens de ladite Madame Bonne ſa Mere; & ſera tenu ledit Monſieur le Comte de marier les autres Filles ſelon ſon eſtat; & pourtant leſdites Filles ſeront contentes & excluſes de tous les biens paternaux de Mondit Seigneur le Comte. Item eſt accordé & convenu entre leſdites parties, par convenances & pactions expreſſes, que au cas que ledit Amey iroit de vie à treſpaſſement; ladite Madame Bonne ſurvivant, & que reſtitution de dot auroit temps & lieu; ledit Monſieur le Comte ou ſes heri-

ANS de J. C. 1372.

NS J. C. 72. heritiers & successeurs seront tenus de restituer à Madite Dame Bonne ou à ses heritiers, lesdits cent mille francs donnés par elle en mariage comme dit est, se payé avoient esté, & autrement ce que payé, en seroit à semblables termes qu'il aura esté payé: Et au cas que ladite Dame Bonne iroit de vie à trespassement sans hoirs descendans de son corps, ledit Monsieur le Comte ou ses heritiers seront tenus de rendre ce que de ladite somme de cent mille frans aura esté payé aux hoirs de madite Bonne, ou à ceux qui auront cause d'elle. Item est accordé que ledit Monsieur le Duc garnira ladite Madame Bonne, & ledit Monsieur le Comte la enioiolera selon son Estat. Lesquelles pactions & convenances ainsi faites, lesdits Messieurs le Duc de Berry & Comte de Savoye, ont promis & juré par leurs loyaux seremens sur les Saincts Evangiles donnés & prestés corporalement, & sur l'obligation de tous leurs biens, & sur la foy de leurs corps baillée de l'un à l'autre: & pour le faire plus à plein, mondit Seigneur le Duc promet de payer audit Monsieur le Comte, au nom de Amey son fils à Bagié, la somme de cent mille frans dessusdits aux termes establys: & a donné ledit Monsieur le Duc pour ladite somme en pleiges & fiances, c'est assavoir, Tres-excellent Prince Monsieur Jean Comte d'Armignac, Messire Jean de la Personne Vicomte d'Aunoy, Messire Guillaume de Bourbon, Renaud de Breqzoles, Vesian de Lomagne, Estienne du Fay, Guichart de Marzé, Chevaliers; Messires Pierre de Grac Chancelier de mondit Seigneur de Berry, & Imbaut Seigneur du Peschin. Et aussi d'autre partie ledit Monsieur le Comte, de ce pour la restitution desdits cent mille francs donnés en Mariage, & pour ledit doüaire attendre & enteriner, baille & donne en pleiges le susdit Monsieur le Comte d'Armignac, Messire Philibert de la Baume, Guillaume de Chalamont, Gaspart de Montmayour, Chevaliers; & Humbert Seigneur de Fromentes, Escuyer. Lesquelles pleiges & fiances, presens & consentans, c'est assavoir, ceux de Mondit-Seigneur le Duc, & chascun d'eux par soy & par le tout, de leur bonne volonté, sans fraude ne barat, se sont constitués & establys fiances & pleiges de la somme de cent mille frans susdits, au cas que mondit Seigneur le Duc defaudroit és payemens d'icelle somme, aux termes establys, & ce en les mains de mondit Seigneur le Comte present & recevant; & ont promis lesdits pleiges de faire les payemens de ladite somme de cent mille frans, aux termes & lieux dessusdits, ou venir personnellement à Bourg en Bresse, en cely lieu tenir hostages continuellement, & dudit lieu non partir sans congié de mondit Seigneur de Savoye, ou de son certain message, jusques à ce que ledit Monsieur le Comte soit pleinement payé des sommes deües, & seront tenus venir és dits hostages. C'est assavoir, Monsieur le Comte d'Armignac dedans deux moys prochains, apres ce qu'il en sera requis par ledit Monsieur le Comte de Savoye, ou par son certain message, ou y envoyer quatre Chevaliers; Et tous les autres pleiges dudit Monsieur le Duc dedans un moys prochain, apres ce que eux en seront requis: & semblablement lesdits pleiges & fiances dudit Monsieur le Comte, & un chascun d'iceux par le tout, de leurs bonnes volentés sans barat ou contrainte, ont promis & juré par les foys de leurs corps & sur l'obligation de tous leurs biens, de rendre & restituer à Madite Dame, ou à ceux qui auront cause d'elle, ledit dot de cent mille frans, ou ce qui en sera payé audit Monsieur le Comte, & aussi de faire asseoir & assigner à elle le doüaire dessusdit à l'y donné par ledit Monsieur le Comte: Et ont aussi promis & juré, de faire tenir & accomplir les choses susdites, ou d'aller tenir hostages en leurs propres personnes en la ville de Mascon, c'est assavoir, un mois prochain apres ce que par mondit Seigneur le Duc ou son certain message, en seront requis; & là tenir hostages, & de là non partir sans licence dudit Monsieur le Duc: & se Messire Philibert de la Baume dessusdit ne pouvoit ou vouloit tenir lesdits hostages, que il y puisse envoyer un Chevalier souffisant qui illec tiendra lesdits hostages, pour & en nom de luy, par la maniere que dessus. En tesmoin desquelles choses, & pour ce que elles soient fermes & estables à tousiours, Nous Duc de Berry, & Comte de Savoye dessusdits, avons fait mettre à c'est present instrument nos grands seaux, & ont esté faites & données ces choses à Valence sur le Rosne en la Maison de la Bergerie à l'Enseigne de l'Image de Sainct George, l'an & jour que dessus: Presens à ce Messire Jaque Loup Chambellant, Guillaume de Guisay, Jeoffroy de Germoles Maistres d'Hostel de mondit Seigneur le Duc, Guichard de Sure, Chevaliers, Colas Meugnin, & Guillaume Seguin Secretaires de mondit Seigneur le Duc, tesmoins à ce appellés. Signé de Bordis. ANS de J. C. 1372.

CCCXXI.

Edit de CHARLES V. *Roi de France, qui déclare que les Rois de France seront majeurs à* 14. *ans. Fait au Bois de Vincennes au mois d'Août* 1374. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 231. ANS de J. C. 1374. FRANCE

KAROLUS Dei gratia Francorum Rex ad perpetuam rei memoriam. Filios Regum per parentes educari & erudiri debere, ut Deum timeant virtutem & virium profectum celeriter attingant; sincerè diligi, & primos genitos maximè magnis donis & altis honoribus decorari Reipublicæ commodum * * Bona enim terra dilligenter colitur, ut fructus optimus reportetur, multo magis sunt Filii Regum per patres studiosius nutriendi & docendi, ut virtutibus imbuantur, fortificentur & crescant, & cum in adultam ætatem pervenerint pueritiæ, redoleant bonos mores, qui ad majoris honoris culmen sunt in populis erigendi. Altius nempe præcepta sumunt, quæ teneris imprimuntur ætatibus, illa vero utilis censetur doctrina ac prudentia, quæ ab ætatis initiis, atque ab infantiæ ipsius exordiis inchoatur. Unde sapiens ait: fili à juventute tua excipe doctrinam & ad canos invenies sapientiam. Cæterum æquum censetur Reges filios suos ut se ipsos diligere tamquam suæ senectutis Pastores & Custodes domus suæ, cum naturâ eadem persona reputentur cum ipsis, & filii si non bene vivant ad interitum patris essent. Sane filios Regum generaliter magnificandos & honorandos plusquam alios, jura clamant, in quibus Parentes cæteris munificentiores esse debent, nam ipsis solis remanentibus post mortem memoria & spe ducti quodammodo immortalitatem participant. Unde non magnificando vel honorando eosdem, donum Dei sibi in filiis præstitum negligere viderentur. Rursus quod in honoribus sint aliis fratribus primogeniti præferendi paterna benedictione pinguiori, satis patet & benedictione, quam dedit Isaac ipsi Jacob, sic inquiens, det tibi de rore cœli & de pinguedine Terræ abundantiam frumenti & vini & olei, serviant tibi populi & adorent * esto Dominus fratrum tuorum & incurventur ante te filii matris tuæ. Portò summè debent reges attendere, quod beneficia filiis suis præcipuè primogenitis impensa cum publica utilitate concurrant, cum hæc duo post Deum sibi debeant existere chariora; confidentes in filiis conservari. In ipsis negotiis peragendis sic intendentes solerter ea quæ periculosiora sunt, nequaquam sine remedio reformationis accomodè relinquant, sic respiciant oculatè, quod populus ab opprimentium protectus incursibus exuberantia virtutum quiescat in pulcritudine pacis in Tabernaculis fiduciæ & Reginæ temporalium opulentiæ; res quoque publica sit suis temporibus in bona

ANS de J. C. 1374.

na prosperitate. Postremò super regimine regni debemus prædecessorum nostrorum vestigiis insistere; & inter bonos meliores & inter meliores optimi sunt spectandi.

§. 2. Hinc est quod nos considerantes attentè ætatem quatuordecim annorum ferre, & minorem nullatenus repugnare regiæ dignitati vel administrationi nanciscendæ vel susciendæ Regnorum. Joas enim unctus fuit & regnavit ætatis suæ anno septimo, Josias annorum octo erat, quando regnare cœpit, David parvulus in regem unctus est, & Salomonem elegit Deus adhuc puerum & tenellum, & isti reges fecerunt placitum coram Domino; Hieremias Puer super gentes constitutus est: considerantes, quod annus decimus quartus discretionis exiistit & in ipso * plures actus legitimos exercendi & abstinendi; sint habiles ad labores militares & opera bellicosa; & quod nonnulli reges tam prædecessores nostri quam alii hac ætate seu paulo ante vel post regnorum gubernacula assecuti magnifici & utiliter regnaverunt, & quod filii regnum Franciæ solent cura pervigili instrui & educari in bonis moribus virtutibus & honore. Quapropter ipsos, verisimiliter traditur plus illo tempore profecisse quam alios minoris status ætate longè majori, juxta illud quod scribitur Cæsaribus virtus contigit ante dies; atque in corde nostro indelebiliter est scriptum, qualiter sanctissimus Atavus & prædecessor noster, Patronus, deffensor & Dominus singularis beatus Ludovicus, flos, decus, lumen & speculum, nedum regalis prosapiæ sed omnium Gallicorum, cujus memoria in benedictione & non relinquetur in secula, ac divina protegente gratia nullius mortalis culpæ contagium (contraxisse) perhibetur, regnumque & rempublicam sic laudabiliter gubernavit, quod gesta ipsius præclara, quæ mundus mirabitur, quamdiu sol permicabit, per nos ac successores nostros meritò ad consequentiam trahi debent, sic quod sua actio nostra instructio videatur; de ipso enim legitur quod Reges maximi & potentes inimici, agente Deo, ipsius pueri Regis viribus sunt repulsi; ætatis suæ quarto decimo anno Regni Regimen assumsit, recepit homagia seu fidelitatis juramenta Prælatorum, Parium & aliorum Vassallorum, fuitque facta regali unctione inunctus & coronatus.

§. 3. Videntes & dierum crescente malitia, mundum jugiter in deteriora prolabi; & non ex divinæ providentiæ defectu seu debitæ rerum ordinis, sed ex propriis demeritis in hominum mentes assueta depravante nequitia in illis malorum passim cumulum superaddi; atque quasi damna infinitate per administratores alienos minoribus illata & irrogata fuerunt temporibus retroactis, nec cessant proh dolor incessanter inferri; exactique temporis consideratio edocet & pensata evidenter discrimina manifestant, quod & quantis aliena, longinqua, & peregrina regimina plena periculis extiterunt. Quibus de causis & aliis ut minorum indempnitatibus succurratur, & ipsi frequenter veniam ætatis impetrant, & nos & prædecessores nostri in concedendo eandem consuevimus nos exhibere petentibus liberales; quòdque Rex & Dominus naturalis ac legitimus, plus diligitur à subditis quam quicumque Regens pro eo; videturque libentius, & sibi ab eisdem promptius obeditur, retrahunturque à facinoribus & delictis, solum Dominum videndo frequenter. Et per puerum, juvenem vel infantem ad bonum obedientiæ & servitiorum promtitudinem excitantur, audaces & magnanimi fiunt ac magis in omnibus virtuosi. Macedones enim pulsi, Rege suo Regis defuncti filio existente in cunis in aciem posito, acrius recepere certamen & victores fuerunt propter præsentiam ejusdem; ostendentes priori bello, Regem non virtutem Macedonibus defuisse. Et Galli Chilpericum Regem Franciæ, cujus auctoritate & nomine regi voluerunt, intuentes per Reginam matrem suam ad exercitum inter brachia portari, ita strenuè bellaverunt, quod dictus Chilpericus gloriosissimum habuit & obtinuit triumphum.

ANS de J. C. 1374.

§. 4. Pacifico statui Regni nostri nedum pro nostris, sed perpetuis temporibus cupientes sinceris affectibus providere ad vitandas discordias, removenda scandala, & alia inconvenientia & detrimenta maxima, quæ nisi provideretur, timerentur verisimiliter evenire; præmissis omnibus & singulis quantum nobis ex alto permittitur meditatis prudenter, & ut agere consideratè possimus, ad omnem dubitationis materiam submovendam, habita super hoc deliberatione matura & consilio pleniori ex Prælatis personisque notabilibus Clericis & Laicis; declaramus, decernimus, ordinamus, & hac edictali lege nostra irrefragabili & imperpetuum decernimus, constituimus & sancimus de nostra certa scientia ac Regia plenitudine Potestatis, ut si nos vel successores nostros nutu divino decedere vel ab hac luce migrare contigerit filio nostro masculo primogenito, seu primogenitis Regum successorum nostrorum pro tunc existentibus, minoribus quatuor decem annis, eo ipso quod dictus primogenitus noster seu primogeniti prædictorum successorum nostrorum, quartum decimum annum suæ ætatis attigerint; vel eisdem decedentibus sine filiis masculis, fratris sui ab eodem Patre procreati naturales & legitimi secundum debitum ordinem originis eorundem, dictum decimum quartum attingentes, quos ex nunc prout ex tunc quoad infra scripta puberes statuimus & decernimus reputari; habeant & habere debeant regimen & administrationem Regni, homagia & juramenta fidelitatis per Prælatos, fratres, Pares, Principes seu quascunque personas alias Ecclesiasticas vel seculares præstandæ & faciendæ, etiamsi Archiepiscopali, Episcopali, Regia vel alia quacumque præfulgeant dignitate, recipiant & admittant; illi verò qui ad eadem præstanda vel facienda erunt quomodolibet adstricti, illa dicto tempore sibi facere & præstare necessariò teneantur donum munificum Sacræ unctionis regalis, sceptrum, Coronam, diadema, vestimenta vel alia insignia regalia, universa & singula pro suæ libito voluntatis ad plenum sortiantur effectum; juramenta tam in sacra unctone vel Coronatione quam alias, tum per eosdem præstita nec non gratiæ, pacta, conventiones & promissiones factæ suis subditis & vasallis seu aliis personis Ecclesiast. vel secularibus quibuscumque ac si essent majores XXI. annis valeant; ac faciant & disponant in omnibus & per omnia, prout bonus Rex Francorum facere potest & eidem competit ratione sui præcelsi culminis ac dignitatis supremæ suæ Regiæ Majestatis consuetudinibus non obstantibus quibuscumque: cum enim sint ac fuerint ab antiquo pro Domanio Regni regendo & conservando; actibus bellicis ad laudem bonorum & vindictam malorum, si opus fuerit exercendis; & ad Provinciarum Regimen ac pro debita justicia, quæ huc usque (laus Deo) in Regno nostro discitur floruisse absque acceptione personarum omnibus & singulis ministranda; officio ordinato, viri spectabiles Illustres & super Illustres, Litterati, Prudentes & scientifici quorum opinionibus & operationibus floret orbis, commissi & deputati ad hujusmodi officia gubernanda, impendenda obsequia ac administranda Consilia Majestatis Regiæ, in omnibus quæ jus publicum concernunt; & super adeptione vel administratione Regni non reperiatur ætas constituta vel præfinita à jure in Rege, qui solutus est legibus; cum jura, dicentia ætatem exigi in minoribus, loquantur in Jurisdictioni subjectis: Dignum prorsus & congruum arbitramur tam ex his quam ex supra dictis in dicto anno quarto decimo supra scripto, filios nostros vel successorum nostrorum in casibus superius declaratis, Regimen & administrationem Regni nanciscì, susciпere & habere; ac omnia facere, quæ ad verum Regem pertinent, ut superius est præmissum.

§. 5. Si

NS J. C. 374.

§. 5. Si quis autem in tantam proruperit humanæ præsumptionis audaciam, quod præmissa, vel aliquod præmissorum per se vel per alium publicè vel occultè, nixus fuerit impedire, seu super eisdem se inobedientem reddiderit, vel rebellem, omni jure successionis & Regni Regiminis vel administrationis ejusdem, quod pro tunc & futuro tempore sibi competere posset, nec non dignitatibus, terris, feudis & Domaniis quæ in Regno nostro tenebit; & etiam mandantes, consulentes, agentes & consentientes seu ratum habentes eo ipso noverint, se privatos; nec hoc deinceps in disputationis materiam deducatur, sed ejus quæ super ipsa prætenderetur ignorantia, causa dici debeat supina * volumus & decernimus eandem solemniter publicandam & in Archivo Chartarum nostrarum ad perpetuam memoriam redigendam. Datum in Castro nostro Nemoris Vincennarum, mense Augusto, Anno Domini Millesimo trecentesimo septuagesimo quarto; Regni vero nostri undecimo. Per Regem in Consilio suo. Sic signatum P. Blanchet.

§. 6. Cette Loy ou constitution Royalle fut publiée au Parlement du Roy en sa presence de par luy tenant sa justice en son dict Parlement, en sa magnificence ou Majesté Royalle le vingtiesme jour de May en l'an de grace, mil trois cens soixante quinze, & est cette loy ou Constitution Royalle enregistrée au Parlement, & l'original mis au Tresor des Chartres du Roy, & la Copie d'icelle, par maniere d'original soubs le grand seel Royal baillée aux religieux de sainct Denis en France pour la mettre & garder en leur tresor, & tout afin de perpetuer la memoire d'icelle Loy ou constitution royalle; ainsi qu'il est contenu en une cedulle attachée par le greffier de Parlement, & à ce furent presens. ANS de J. C. 1374.

§. 7. Monsieur le Dauphin de Viennois fils aîné, Monsieur le Duc d'Anjou frere du Roy nostre Sire. Le Patriarche d'Alexandrie, L'Archevesque de Rheims, L'Archevesque de Thoulouze, l'Evesque de Laon, L'Evesque de Meaux, l'Evesque de Paris; l'Evesque de Cornouailles, L'Evesque d'Auxerres, L'Evesque de Nevers, l'Evesque d'Evreux; L'Abbé de sainct Denis en France, L'Abbé de Lestoure, L'Abbé de Sainct Vaast. L'Abbé de saincte Colombe. L'Abbé de Lens. L'Abbé de sainct Ciprian, L'Abbé de Vendosme Chancelier du Duc d'Anjou; Le Recteur, & plusieurs Maistres Docteurs en Theologie, Docteurs en decret, & autres sages Clercs, en l'université de Paris. Le Doyen & Archidiacre de Brye; Le Chancelier, Le Penitencier; Et plusieurs autres notables personnes de l'Eglise de Paris; Monsieur le Chancelier de France, Monsieur le Comte d'Alençon, Monsieur le Comte d'Eu; Monsieur le Comte de la Marche; Messire Robert d'Artois, Le Comte de Brienne, Le Comte de L'Isle, Messire Raymond de Beaufoir, Le Prevost des Marchands, & Messieurs les Eschevins de la ville de Paris; Et plusieurs autres gens sages & notables tant Clercs comme Laics en grand nombre.

CCCXXII.

NS J. C. 74. A- T. ET IE-

Traité de Paix & d'Alliance entre WENCESLAS DE BOHEME *Duc de Brabant, &* ALBERT *Duc de Baviére Comte de Hollande &c. Fait à Gertrudemberg, le 19. Août.* 1374. Dynter. Chroniques de Brabant. Liv. V. Feuill. 50.

WENCELEN VAN BEMEN by der gratien Godts, Hertoge van Lymborch, van Lothrijck, ende van Brabant, ende Lymborch Marckgrave des heylige Rijckx, Joanne by der selver gratien Godts, Hertoginne des Hertochdommè, ende Merckgravinne des Merckgravenschap vorsz, ende ALBRECHT van Godts genaden, Hertoge in Beyeren, Palsgrave by den Rynen Ruwaert van Henegouwe, van Hollant, van Zelant van Vriesland, doen cont ende kennelijcken, allen lieden die dese Letteren sullen sien oft hoore lesen, dat want eene twist ende wanghonste opgestaen tuschen onse byder Landen Steden, ende lieden van Brabant, van Henegouwe, van Hollandt, Zelandt ende Heusden, soo dat pandinge arrestement, ende oock brandt aen beijen sijen geschiet waeren, ende te duchten was, dat meer onraets in gevallen mochte sijn, hadden de saken iet langer soo gestaen in onrasen, soo dat wy aen beyde de seyden omme de onruste af te leggen, ende alle andere saken ende onrusten, die tuschen ons in beyde syden ende onser beyder Landtstede, ende lieden wesen mochte van voorleden tijden tot op den daech des daets des Briefs, gesamentlijck overdragen ende te rade worden sijn, dat wy Hertoge ende Hertoginne van Lutzemborch, ende van Brabant, coesen ende namen uyt den rade ons Neven Hertoge Albrechts vorsz Heeren Philips Pollanen, ende Heeren Conrardus Deken van S. Marien in den Hage, ende wy Hertoge Albrechte coesen ende namen uyt ons even rade des Hertoges van Lutzemborch ende Brabant, uyt ons moeye rade des Hertoginne voorsz, den Heere van

CCCXXII.

ANS de J. C. 1374. BRABANT, ET BAVIERE.

Traduction de ce Traité.

VENCESLAS DE BOHEME, *par la grace de Dieu Duc de Limbourg, de Lorraine, & de Brabant, Margrave du St. Empire; Jeanne par la même grace de Dieu Ducheſſe & Margravinne des ſuſdits Duchez & Margraviat; &* ALBERT *par la grace de Dieu Duc de Baviere, Comte Palatin du Rhin, grand Bailly de Hainaut, de Hollande, de Zelande, de Friſe; à tous ceux qui ces preſentes Lettres liront ou orront lire, ſçavoir faiſons, que diſcorde & inimitié étant ſurvenuës entre nous & nos Païs, Villes & Peuples de Brabant, de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Heuſden; juſques là que contributions avoient été levées, des perſonnes avoient été arrêtées, & des embraſements avoient été faits; & qu'il étoit à apprehender qu'il n'en arrivât de plus grands deſordres, ſi les choſes étoient demeurées plus long tems dans cet état de diſcorde, nous, pour d'un & d'autre côté y mettre fin, auſſi bien qu'aux autres affaires & diviſions & troubles qui ont été & peuvent être entre nous de part & d'autre, & nos Pais, Villes & Peuples juſques au jour de la datte de ces preſentes, ſommes convenus & avons trouvé à propos, que nous Duc & Ducheſſe de Luxembourg & de Brabant, choiſiſſons & prenons du Conſeil de nôtre neveu le Duc Albert ſuſdit, les Sieurs Philippe Pollanen & Conrard Doyen de Ste. Marie à la Haye, & nous Duc Albert choiſiſſons & prenons du Conſeil de nôtre Oncle le Duc de Luxembourg & de Brabant & du Conſeil de ladite Ducheſſe nôtre tante le Sieur de Gruythuyſe & le Sieur de Bouterſem, & choiſiſſons & prenons enſemblement encore*

ANS de J. C. 1374.

Gruythuyse, ende den Heere van Boutersem, ende coſen ende namen ſamentlijck noch den Heere vander Leck van Breda, als tot eenen Overman ende gavens, deſe vijfve volcomen machte alle ſaken die in geſchille ſtonden te laten, ende igelijcken die welcke daer op raet gehadt hebben, ende hebbeſt met onſer al te wille weten, ende conſenten die ſaken geſeyt ende verkeken inder manieren, als hier naer volcht.

In deſen eerſten ſoo ſullen alle de oude clagen ende pandinge die gedaen ende over gegeven waren, voor onſe Liwrouwen dach aſſumptie anno 1373. af weſen ſonder ons ende onſer beyden onderſaet, die een den anderen iet daer af te heſſchene, maer elck van ons Heeren ſal ſijn onderſaet ſtellen, vanden voorgaende clagen ende pandingen, ende des ſal elck van ons ſijn onderſaeten mogen nemen, ſoo wes ſy ten pant te pant hebben, om andere die clagen ſijn mede te ſtillen, hier inne is genomen die brandtſchade, die Jan van Mederionne dede aen Laureys huys ende goede vanden putte te Honshurde, maer daer ſullen elck van partyen een man oft twee bewegen, ende nemen dat te verlijcken ende wel daer inne geſchit, des ſoude weſen die Heere vander Leck, een Overman dat te ſcheyden. Item vander pandinge die Heer Claes van Bruſſel, Jan van Reniſſe, ende Heer Floris van Borſſele, gedaen hebben op die lieden ende Pooters van Brabant, daer tot Breda af overdragen was, dat ſyt weder keeren ſouden op Sint Jacops dach leeſtleden, daer af is geaccordeert wat die voorſz Heer Claes, Heer Jan, Heer Floris, Erfgenamen meſſaken dat ſy des Godts niet alſoo vele gepant en hebben noch gehadt hebben, als die voorſz Pooters ende lieden van Brabant, in ſchrift over gegeven hebben, dat meneer Claes, Heer Jan, ende eenen van Heer Floris erfgenamen, ende hare lieden die dit goet op gehouden hebben, ende oock Heer Seger van Oeſtkerke ontbieden ſal te komen te Breda, op nu onſer Liwrouwen dach nativitatis, ende daer ſalmen weten by haren eede ſoo wat goet ſy gehadt of hare lieden ende Knapen, ende alle ſoo verre als men vindt by haren ende ter waerheyt, oft metten ſcheplieder dat ſy gehadt hebben, dat ſullen ſy betalen, ende dat ſal men nemen an hare gelt, dat ſy in Brabant hebben ſullen van hare ſchade des ſtrijts van Baeſtwillen, ende daer voor ſal haer gelt voorſz, inder Stede handen van Brabant blyven ſtaen, tot gouder rekeninge, ende die lieden ende Poorteren uyt Brabant ſullen haere goet groten by haren eede, ſoo wat hare eerſt roops gecoſt heeft. Item ſullen ſtaende blyven ende te niet weſen, die ſchade die die lieden uyt Henegouwe geleden hebben, by arreſte des Meyers van Lovene, der ſaken wille des Heeren van Gemppe, ende oock die ſchade, die die lieden uyt Henegouwe gedaen wert, doen wy Hertoge van Lutzemborch ende van Brabant, te Velde gewapent lagen, tot Valconpont tegen den Omnergonde ſyde, die de Heeren van Gemppe deden, ende hune hulperen met wönen doen hy die brandt dede tot Sintachenrode. Item die lieden ende Poorteren van Boſſche tot eewelijcken dage behouwen, alſulcken palinge als de Heeren van Bruyſwael paelde ende beſchende, tuſſchen die van Boſſche van Ingelen ende van Blynen, terwylen die Landebende ons des Hertogen, ende der Hertoginnen van Lutzemborch, ende van Brabant, waren alſoo onſe Brieven die wy daer af gegeven ende beſegelt hebben, dat beſſchyden maer hebben, die van den Boſſche deſe palen wat voorder gegraven oft begrepen, dat ſal men uitworpen ende dat ſal blyven de Lande van Heuſden. Voort die vande Boſſche haer palen wel gehouden, ende comen daer dan Beeſten over die mach men ſchieten op eenen redelijcken ſchoot, voort ſoo ſullen die vanden varen voor den Tol tot Heuſden op hare oude rechte, ende om dat die palen voorſz den Lande van Heuſden naer ſteken by Hertoge Jans tijden, ende die Brieven begrepen, daer Heuſden mede over gegeven was, dat wy Hertoge

core le Sieur de la Leck de Breda pour ſur-arbitre, & donnons à ces cinq plein pouvoir d'accommoder toutes les affaires qui ſont en different, leſquels aprés avoir là deſſus deliberé, ont de nôtre volonté ſen & conſentement dit & declaré comme s'enſuit.

ANS de J. C. 1374.

Premierement demeureront les plaintes & contributions, qui ont été faites avant l'Aſſomption de nôtre Dame de l'an 1373. aſſoupies, ſans qu'aucun de nos ſujets de part & d'autre puiſſe en rien demander; mais que chacun de nous ſouverains, indemniſera ſes ſujets deſdites contributions & plaintes, & fera une repartition ſur ſes ſujets pour avoir dequoy fournir à ladite indemnité, & apaiſer les plaintes. En cecy eſt compris le dommage du feu que mit Jean de Mederionne à la maiſon de Laureys & de laquelle Godde vander Putte étoit locataire; mais chacune des parties prendra une perſonne ou d'eux pour faire l'accommodement, & s'il arrivoit qu'ils ne puſſent s'accorder, Monſieur de la Leck comme ſur-arbitre les mettra d'accord. Item quant aux contributions qui ont été levées par les Srs. Nicolas de Bruxelles, Jean de Reneſſe & Floris de Borſſele, ſur les gens & bourgeois de Brabant, & ſurquoy il avoit été propoſé & convenu à Breda qu'ils les raporteroient au jour de St. Jaques dernier, ſurquoy les heritiers deſdits Nicolas, Jean & Floris nioient qu'il eut été reçu autant que leſdits bourgeois de Brabant ont mis dans leurs écrits; que les heritiers deſdits Sieurs Nicolas, Jean & Floris, & ceux qui ont eu cet argent, comme auſſi le Sieur Seger d'Oeſtercke ſeront ajournez à Breda pour le jour de la nativité de nôtre Dame, pour ſçavoir ce qu'eux, leurs gens, & leur ſerviteurs ont eu, & ce que l'on trouvera, par la declaration de la verité, qu'ils auront eu, ils le payeront, & cela ſera pris ſur l'argent qu'ils ont eu en Brabant, pour le dommage qu'ils ont ſouffert au combat de Baeſtwillen, & pour cet effect les ſuſdits deniers qu'ils ont dans les Villes de Brabant ſeront arrêtez à bon compte; & les gens & bourgeois de Brabant eſtimeront leurs biens ſur le pied de ce qu'ils leur ont couté en premier achapt. Item demeurera aſſoupi & annullé le dommage qu'ont ſouffert ceux de Hainaut, par l'arrêt des Maires de Louvain à cauſe de l'affaire des Seigneur de Gemppe; & auſſi le dommage qui a été fait aux dits du Hainaut, lors que nous Duc de Luxembourg & de Brabant étions campez avec nos troupes à Valenpont à côté de Ommergonde, & lequel les Seigneurs de Gemppe firent avec leurs adherents, lors qu'ils mirent le feu à Sintachtenrode. Item les gens & bourgeois de Boiſleduc retiendront à toujours les limites que les Seigneurs de Bruyſvael avoient entre ceux de Boiſleduc, de Ingelen, & de Blynen, du temps que les troupes de nous Ducs & Ducheſſe de Luxembourg & de Brabant y étoient, ainſi que les Lettres que nous en avons donné & ſcellé le determinent. Mais ſi ceux de Boiſleduc ont enterré plus avant ou étendu davantage leſdites limites on les deterrera pour rendre à ceux de Heuſden, ce qu'ils doivent avoir. Ceux de Boiſleduc ayant ainſi leur limites, ſi les bêtes viennent à les paſſer, on les poura arrêter. Item ceux de Heuſden demeureront à l'égard de la Douane dans leur ancien droit. Et parce que leſdites limites & bornes étoient plantez plus avant vers Heuſden du temps du Duc Jean, & qu'il eſt dit dans la Capitulation qui fut faite lors de la reddition dudit Heuſden, que nous Albert aurions ledit Païs de Heuſden comme & ainſi qu'il étoit avenu au Duc Jean; Il eſt convenu que nous Duc & Ducheſſe de Luxembourg & de Brabant, indemniſerons nôtre neveu Duc Albert dans l'empêchement & dommage qu'il pouroit recevoir en cela, en la maniere que le Sr. Conrad Doyen de Ste. Marie à la

NS J. C. 74. toge Albrecht dat Landt van Hoesden hebben souden, alst an Hertogen Jan gecomen was, soo weert verwaerde dat wy Hertoge ende Hertoginne van Lutzenborch ende van Brabant, voor al sulcken gebreck ende letse lals onse Neve Hertoge Albrecht daer in hebben mach, hem verset ende rastoir doen stellen, andere stucken in al sulcker manieren als Heer Conraet Deken van Sinte Marien in den Hage; ende Rutger Willemanssoon die wy daer toe uyt ons neven rade Heer Albrecht gecosen hebben, ende die Heer van Gruytheusen voorsz, ende Godefroide vander Cou die onse Neve voore genoemt uyt onsen rade gecoren hebben, ordineren stelen oft die Heere vander Leck onser beyder overman waeren, Sijs met een die wel vijf personen aldus van onse gecoren incomen selen tot Breda, op nu Sint Remeys dach naestcomende, ende selen sekeren met van dan te scheyden, eer dat sy dit verlijck ende verclaert hebben, ende oock die andere poincten die mochte verlijcken sijn, dat Heer Diederijck ende Heer Claes tot Hemwaert hebben. Oock ist verwaerde gemelt, alsoo dat Godt bieden moet dat eenich van desen personen voorsz, die wy aldus gecosen hebben oft die overman aflyvich werden, oft anders met nootsaken belet werden, eer sy tot Breda in quamen, oft eer dese sake verclaert oft verlijck worden, dat dan elck van ons Heeren an dies syde dat gebreck waere, eenen anderen aen die Sadt kiesen soude die schuldich soude sijn in te comen tot Breda alsoo voorsz, ende te doen al dat d'andere gedaen soude hebben, in dies Stadt dat hy gecosen is. Item is geaccordeert van den brande die tot Einghten ende tot. . . . . gedaen wert, ende van den brande die de Heere van Gemppe dede tot Sintachtenrode, dat die sullen staen d'een tegen d'andere tot den verclaeren der voorsz Raetslieden ende des Overmans best voorsz, ende die gene die den brandt deden oft doen deden sullen die smaetheyt beteren ons Hertoge Albrechts voorsz, naer ordinantie der voorsz 4. Raetslieden ende Overmans. Item is geaccordeert vande smaetheyt ende misdaet des Heeren van Gemppe, geloven sal te voldoene al sulcken beteringe, alsoo de 4. Raetslieden ende Overmans voorsz hem toe seggen sullen te doene ons Hertoge ende Hertoginne van Lutzemborch ende van Brabant, ende daer mede sal die Heere van Gemppe ende sijn hulperen tegen ons versoent sijnde van desen saken. Item sal men van den 1200. ouwe schilden, alsoo vande geschutte ende Provantien van Hoesden, noch van 1100. mottoenen die Lant van Henegouwe ons Hertoge van Brabant gaef, geen eysinge of betalinge doen aen d'een syde of aen d'ander; maer d'een sal tegen d'andere quyt sijn. Welcke pointen verwaerde ende accoort voorsz, wy Hertoge ende Hertoginne voorsz gelooft hebben, en geloven in goeder trouwen elckander vast ende gesecht te houdene onverbrelijck, gelijck dat sy geordineert sijn ende noch geordineert sullen worden, by den Maensliedeu ende Overman voorsz. In oorconden ende vasticheden welcker dunck wy onse segelen samentlijck gehangen aen desen Letteren. Gegeven tot Sinte Gertrudenberge den 19. dach in Augusto anno 1374. Hier naer volcht de uytsprake vande 4. Segslieden.

la Haye, & Lutger Willemanſoon leſquels nous avons pris du Conſeil de nôtre neveu Albert, & le Sieur de Gruythuyſen ſuſmentionné, & Godefroi vander Cou que nôtre dit neveu a pris de nôtre conſeil, en ordonneront, ou le Sieur de la Leck que nous avons les uns & les autres nommé pour cinquiéme au cas que les autres ne puſſent s'accorder. Les cinq perſonnes ainſi nommées par nous ſe rendront à Breda à la St. Remi prochain, & affirmeront de n'en point partir & de ne point ſe ſeparer avant qu'ils aient accommodé les ſuſdits differents, & auſſi les autres points qui ſont à accommoder, & qu'ont les Sieurs Diederick & Nicolas de Hemwaert. Il eſt auſſi convenu, que s'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaiſe, que quelcune de ces perſonnes que nous avons ainſi éluës, ou le cinquiéme allaſſent de vie à trepas, ou qu'elles vinſſent à recevoir quelque empêchement neceſſaire, avant de ſe rendre à Breda ou avant d'avoir terminé ces affaires, qu'alors celui de nous, du côté duquel ladite perſonne viendroit à manquer en choiſira une autre en la place qui ſera tenuë de ſe rendre à Breda, comme dit eſt, & de faire ce qu'auroit dû faire l'autre en la place de laquelle il ſera choiſi. Item il eſt accordé à l'égard de l'embraſement arrivé a Eingten & à..... & à l'égard de celuy que firent les Seigneurs de Gemppe a Sintachtenrode, que les parties ſeront en preſence pour informer les ſuſdits conſeillers & ledit cinquiéme, & ceux qui ont fait ou fait faire ledit embraſement en indemniſeront nous Duc Albert ſuivant ce qu'en ordonneront leſdits quatre Conſeillers & le ſur-arbitre. Item a été accordé qu'a l'égard du dommage des Seigneurs de Gemppe, il ſera promis d'en faire tel dedommagement que les quatre Conſeillers & le ſur-arbitre ſuſdits ajugeront devoir être fait à nous Duc & Ducheſſe de Luxembourg & de Brabant, moyenant quoy leſdits Seigneurs de Gemppe & leurs adherens ſeront avec nous reconciliez a cet égard. Item on ne fera l'un à l'autre aucune demande ni payement des 1200. vieux écus, ſchilden, non plus que du canon & des munitions de bouche de Heuſden ni des 1100. moutons, que le Païs de Hainaut donnoit à nous Duc de Brabant, mais ils en demeureront quittes les uns envers les autres. Leſquels points, conditions & accord, nous Duc & Ducheſſe ſuſdits avons promis & promettons en bonne foy de tenir l'un l'autre pour ferme & inviolable ce qui eſt & ſera ordonné par les Conſeillers & ſur-arbitres ſuſdits. En témoin & fermeté dequoy avons trouvé bon d'attacher nos ſceaux à ces preſentes Lettres. Donné à Gertruydenberg le 19. d'Août 1374.

ANS de J. C. 1374.

CCCXXIII.

ANS de J.C. 1378. MILAN ET SAVOYE.

Traité de Paix entre AME VI. *Comte de Savoye, &* JEAN GALEAS *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan &c. Fait le* 29. *d'Août.* 1378. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 211.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno Nativitatis ejuſdem M. CCC. LXXVIII. Indictione prima, die viceſima nona menſis Auguſti: Per præſens publicum inſtrumentum cunctis appareat evidenter, quòd in præſentia noſtrorum Notariorum publicorum & teſtium ſubſcriptorum, conſtituti perſonaliter propter ea quæ ſequuntur, *Illuſtres & Magnifici Principes & Domini Domini Amedeus Comes Sabaudiæ*, ex una parte; & JOANNES GALEAS Vicecomes Virtutum, Mediolani &c. Imperialis Vicarius generalis, ex parte altera: Ipſi quidem Domini Comites ex certa eorum ſcientia, non vi, dolo vel metu ad hæc inducti, nec ab aliquo ſicut aſſerunt circumventi, unà ſimul ad invicem mutuis conſenſibus, ſolemnibus ſtipulationibus vallatis intervenientibus hinc inde, pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque pacta, conventiones & capitula inter ſe viciſſim fecerunt & inierunt, nobis dictis Notariis publicis ſtipulantibus & recipientibus pro ipſis DD. & utroque ipſorum, & omnibus aliis quorum intereſt & intereſſe poterit in futurum, quæ & prout inferiùs declarantur. Primò, quòd dictus Dominus Joannes Galeas Vicecomes, Comes Virtutum, Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis vult & conſentit & contentus eſt quòd præfatus Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ ejus Avunculus, poſſit & valeat diſponere & facere pro ſe libito voluntatis, de caſtris, villis, fortalitiis, feudis, homagiis & aliis bonis quæ idem Dominus Comes Sabaudiæ tenet vel poſſidet per ſe vel alium in Dioceſi Vercellenſi & Yporigiæ. Quæ quidem caſtra, villæ, feuda & bona alia, fuerunt recolendæ memoriæ Domini Galeas Vicecomitis Mediolani, &c. quondam Patris dicti Domini Virtutum Comitis, & in prædictis omnibus plenè conſentit dictus Dominus Comes Virtutum, conſideratis amore conſanguinitatis, honoreque & legalitate præfati Domini Sabaudiæ Comitis. Secundò, quòd prædicti Domini Comites Sabaudiæ & Virtutum, remittunt ſibi ad invicem & viciſſim omnes & ſingulas injurias, damna & diſcrimina quæcunque, quæ per unam partem & alteram, alteri ſeu eorum ſubditis & eorum territorio quomodolibet facta, illata & perpetrata fuerunt ſeu dici poſſunt; ita quòd ab inde in antea dicti Domini firmam & validam pacem pro ſe & ipſorum ſubditis inter ſe habeant & teneant perpetuò inviolabiliter duraturam. Tertiò, quod prænominati Domini Comites ſibi promittunt ad invicem & viciſſim, non præbere aliquo modo palam vel ſecretè, directè vel indirectè, auxilium, conſilium vel favorem alicui ſeu aliquibus cujuſcumque conditionis, excellentiæ vel ſtatus exiſtant, volenti ſeu volentibus offendere alteram partium, modo aliquo, in perſona, ſtatu ſeu bonis, ſalvo tamen & reſervato honore cujuſlibet partium prædictarum in præmiſſis. Quartò, quod dicti Domini Comites promittunt, contra quoſcumque volentes offendere alteram partium, quod juvabunt & tractabunt ſe ad invicem ſicut bonus pater debet tractare bonum filium, & bonus Avunculus nepotem, & è converſo; & hoc tantum quantum cum honore utriuſque partis fieri poterit. Quæ omnia & ſingula ſupradicta dicti Domini Comites Sabaudiæ & Virtutum, & uterque ipſorum promiſerunt nobis dictis Notariis infra ſcriptis, ſtipulantibus & recipientibus omnia & ſingula ſupra & infra ſcripta vice & nomine ipſorum & ſuorum hæredum & ſucceſſorum quorumcumque, & omnium aliorum de quorum intereſt & intereſſe poterit in futurum, per juramenta ſua ad ſancta Dei Evangelia corporaliter præſtita, & ſub expreſſa hipotheca & obligatione omnium bonorum ſuorum mobilium, immobilium, præſentium & futurorum quorumcumque, rata, grata, firma & irrevocabilia habere perpetuò & tenere, & contrà non facere per ſe vel alium ſeu alios quomodolibet venire, ſeu contrà facere vel venire volenti conſentire, ſeu præbere conſilium, auxilium vel juvamen; ſed ea omnia & ſingula attendere & complere, firmiterque & inviolabiliter obſervare cum effectu ſicut ſuperius deſtinabuntur, omni juris, conſuetudinis & facti exceptione ſemota. De quibus omnibus & ſingulis dictæ partes petierunt à nobis ſuſcriptis Notariis unum exemplum præſentis inſtrumenti ſibi dari, ejuſdem tenoris, ſeu facti ſubſtantia non mutata. Acta fuerunt hæc in caſtro Papiæ præfati Domini Comitis Virtutum, in camera cubiculari *Illuſtris Domine Blanche de Sabaudia, Relicte quondam dicti Domini Galeas*; Præſentibus ipſa *Illuſtri Domina Blanche de Sabaudia*, Magnifico viro Domino Manfredo Marchione Saluciarum Domino Cardeti; egregiis & ſapientibus viris Dominis Girardo d'Eſtrez Domino Bannencii, Cancellario Sabaudiæ, Jacobo de Verme; Bartholomeo de Chignino, militibus, & Antonio de Porris de Mediolano, teſtibus. Signé Ravaſii, & de Lucio.

ANS de J.C. 1378.

CCCXXIV.

Traité de Ligue entre AME' VI. *Comte de Savoye, &* JEAN GALEAS *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan, &c. Fait le* 21. *Novembre* 1378. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 212.

ANS de J.C. 1378. MILAN ET SAVOYE.

IN nomine Domini, Amen. Anno ejuſdem M. CCC. LXXVIII. die vigeſima prima menſis Novembris, Indictione ſecunda. Univerſis & ſingulis ad quos præſens publicum inſtrumentum advenerit, pateat evidenter; Quod *Illuſtres Principes & Magnifici Domini Domini* AMEDEUS *Comes Sabaudiæ*, &c. & JOANNES GALEAS Vicecomes Virtutum Comes Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis, moti tam ex ſtricto ſanguinis vinculo, quàm ex intimæ dilectionis & mutuæ caritatis compagine, quibus ſunt ſimul Deo diſponente conjuncti, ad infraſcriptas conventiones & pacta, ex mutu Dei durante perpetuò, ad invicem devenerunt. Primo namque *Illuſtris & Magnificus Dominus Dominus Amedeus Sabaudiæ Comes*, &c. promiſit & promittit & per fidem ſui corporis ſuo ſacramento juravit & firmavit, nunquam facere, & quod nunquam faciet ligam, juram, unionem vel aliam confœderationem, quocumque nomine cenſeatur, cum aliquo Principe, Domino, Communitate, vel quovis alio Præſidente cujuſcumque præeminentiæ, ſtatus & conditionis exiſtat; niſi priùs in omnibus & per omnia ac in omnem caſum exceptatis præfato Illuſtri & Magnifico Domino Joanne Galeas Vicecomite Comite Virtutum, &c. nepote & filio ſuo cariſſimo, omnibuſque civitatibus, terris, caſtris, & ſubditis ſuis, quas ad præſens tenet & poſſidet, & quas etiam ipſum in futurum tenere & poſſidere continget, ab omnibus offenſionibus, injuriis, damnis atque moleſtiis, quæ per præfatum Illuſtrem & Magnificum Dominum Dominum Comitem Sabaudiæ, &c. & quemcumque ſeu quoſcumque colligandos, jurandos, uniendos & confœderandos cum eo, vigore alicujus ligæ, juræ, unionis vel confœderationis fiendarum ut præfertur, præfato Illuſtri & Magnifico Domino Domino Joanni

NS J. C. 1378. Joanni Galeas Vicecomiti, Comiti Virtutum, &c. suisque civitatibus, terris, castris & subditis antedictis, possent quomodolibet directè vel per indirectum inferri. Item promisit & promittit & per fidem sui corporis suo sacramento juravit & firmavit Illustris Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ supradictus, quòd se nunquam alicui taliter obligabit, quin casu quocumque adveniente possit præfato Illustri Domino Domino Joanni Galeas Vicecomiti, Comiti Virtutum, &c. contra quemcumque, ipsum & statum suum lædere volentem, dare toto posse suo auxilium, consilium & juvamen: Versâque vice præfatus Illustris & Magnificus Dominus Dominus Joannes Galeas Vicecomes, Virtutum Comes, &c. promisit & promittit & per fidem sui corporis suo sacramento juravit & firmavit, nunquam facere & quod nunquam faciet ligam, juram, unionem, vel aliam confœderationem quocumque nomine censeatur, cum aliquo Principe, Domino, Communitate, vel quovis alio Præsidente cujuscumque præeminentiæ, status & conditionis existat: nisi priùs in omnibus & per omnia ac in omnem casum exceptatis præfato Illustri & Magnifico Domino Domino Amedeo Comite Sabaudiæ, &c. Avunculo & Patre suo carissimo, omnibusque civitatibus, terris, castris, & subditis suis, quas ad præsens tenet & possidet, & quas etiam ipsum in futurum tenere & possidere continget, ab omnibus offensionibus, injuriis, damnis, atque molestiis, quæ per præfatum Illustrem & Magnificum Dominum Joannem Galeas Vicecomitem, Comitem Virtutum &c. & quemcumque seu quoscumque alligandos, jurandos, uniendos & confœderandos cum eo, vigore alicujus ligæ, juræ, unionis vel confœderationis fiendarum, ut præfertur, præfato Illustri & Magnifico Domino Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, &c. suisque civitatibus, terris, castris & subditis antedictis, possent quomodolibet directè vel per indirectum inferri. Item promisit & promittit, & per fidem sui corporis suo sacramento juravit & firmavit Illustris Dominus Joannes Galeas Vicecomes, Virtutum Comes prædictus, quod se nunquam alicui taliter obligabit, quin casu quocumque adveniente, possit præfato Illustri & Magnifico Domino Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, &c. contra quemcumque, ipsum & statum suum lædere volentem, dare toto posse suo auxilium, consilium & juvamen. Quæ quidem omnia & singula supradicta promiserunt sibi invicem præfati Illustres Principes & Magnifici Domini Domini Amedeus Sabaudiæ Comes, &c. & Joannes Galeas Vicecomes, Comes Virtutum, &c. attendere & inviolabiliter observare: Non intendentes proptera præfati Illustres Principes & Magnifici Domini Comites prælibati, quod propter præmissa vel aliquod præmissorum, possit vel debeat aliquibus conventionibus & pactis aliàs inter eos solemniter celebratis & factis, aliqualiter derogari. Actum in civitate Papiæ, videlicet in magistro castro ipsius civitatis, in Turri posita super angulo dicti castri versus Citadellam ab intrà; Præsentibus spectabilibus & egregiis Dominis Manfredo Marchione Salutiarum, Girardo d'Estresio, Jacobo de Verme, militibus, & Linoto de Pinotis, ac Antoniolo Porro, testibus, & nobis Notariis infrà scriptis, ad hæc vocatis specialiter & rogatis, appositis huic instrumento sigillis Illustrium Dominorum Comitum prædictorum, in majus robur omnium præmissorum.

CCCXXV.

Traité de Mariage de ROBERT, *fils de Robert Duc de Baviére & Comte Palatin, avec* CATHERINE *fille de* CHARLES V. *Roi de France. A Francfort, le 20. Février.* 1379. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 235.

ANS de J. C. 1379. BAVIERE ET FRANCE.

UNIVERSIS præsentes litteras inspecturis. Rupertus senior, Comes Palatinus, Dux Bavariæ, Elector sacri Imperii, Rupertus junior ipsius, Domini Ruperti nepos Comes Palatinus, Dux Bavariæ; & Fridericus Burggravius Nurembergensis; & nos Aimericus permissione divina Parisiensis Episcopus, & Carolus de Boivilla Gubernator Delphinatus Viennensis, nuntii & Procuratores illustrissimi & sereniissimi Principis Domini Caroli Regis Francorum, salutem in Domino sempiternam.

§. 2. Notum facimus universis, quod nos considerantes & intra cordis nostri præcordia recensentes singularem internæ caritatis ardorem sanguinisque propinquitatem, unionem & connexionem, quas illustrissimi Principes Reges Francorum & domus regalis Franciæ, ac magnifici & præpotentes Principes Domini Comites Palatini, Duces Bavariæ hactenus continuo habuerunt; volentes insuper, & quantum possimus affectantes, quod verus amor & perpetuus sit inter Reges Francorum & Comites Palatinos, & unio & connexio sanguinis & generis domorum Franciæ & Comitum Palatinorum propagine firmissima renovehtur & roborentur, ac visceratius & attentius perpetuis temporibus observentur.

§. 3. Nos Rupertus Senior Comes Palatinus, Rupertus junior ejus nepos, & Fridericus ex una parte; & nos Aimericus & Carolus Procuratores & nuntii prædicti nomine dicti Regis Franciæ, & pro ipso ex altera parte; tractatum, conventiones matrimoniales & pactiones fecimus ad invicem inivimus promisimusque & juramus, quæ sequentur: Videlicet, quod infans Rupertus, filius Domini Ruperti, filii nostri Ruperti, (a) nepotis nostri Ruperti senioris, Comitis Palatini; habebit in sponsam & uxorem Dominam CATHARINAM filiam dicti Domini Regis Franciæ. Quo mediante nos Rupertus senior, Comes Palatinus, Rupertus ejus nepos, & Fridericus volumus & accordamus; vultque & accordat nostrum quilibet, quod dictus Infans Rupertus sit unicus hæres & universalis successor nostri Ruperti Senioris Comitis Palatini.

(a) Du côté de son frere.

§. 4. Et promittimus & juramus tactis per nos sacrosanctis Evangeliis videlicet nos Aimericus & Carolus nuntii & Procuratores prædicti, pro & nomine dicti Domini Regis Franciæ, quod procurabimus viis omnibus & modis quibus poterimus, quod matrimonium inter ipsos Infantem Rupertum & Dominam Catharinam perficiatur & consummatur, & quod dictus Dominus Rex Franciæ per nos Duces Bavariæ & Burggravium prædictos seu alterum nostrum requisitus, absque contradictione promittet & jurabit promissa tenere, facere & complere, & matrimonium hujusmodi inter ipsos Infantem Rupertum & Dominam Catharinam ejus filiam lapso septennio facere & conservare, & per ejus filiam perfici, impleri & conservari facere absque difficultate seu contradictione quibuscumque, aut impedimento aliquo in hoc directè vel indirectè, seu aliàs quovis modo interponendo; dictusque Dominus Rex suas super iis omnibus litteras concedet, & fieri faciet suo sigillo regio roboratas, nobisque præfatis Ducibus Bavariæ eisdem tradi faciet & expedire. Quodque dictam Dominam Catharinam ejus filiam dotabit secundum statum & decentiam filiæ Regis Franciæ ornatam & munitam jocalibus

ANS de J. C. 1379.

calibus & aliis suis necessariis, prout consuetum & decens est filiabus Regis Franciæ, cum in matrimoniis collocantur, per Reges Francorum elargiri.

§. 5. Et nos Rupertus senior, Comes Palatinus & Rupertus ejus nepos, & Fridericus prænominati vice versa juramus & promittimus per nostra juramenta ad sancta Dei Evangelia super hæc præstita, quod matrimonium hujusmodi inter ipsos, Infantem Rupertum & Dominam Catharinam septennio, ut præmittitur, elapso, absque difficultate vel contradictione quibuscumque seu impedimento in hoc directè vel indirectè aliqualiter interponendo consummabitur, perficietur & penitus complebitur; & quod dictæ Dominæ Catharinæ donationem propter nuptias ac dotalitium æquivalens & in valore consimili doti, per dictum Dominum Regem Franciæ dictæ Dominæ Catharinæ ejus filiæ dandæ & assignandæ dabimus & assignabimus, in castris, villis, domaniis, redditibus, nobilitatibus, justitiis, & etiam in terris.

§. 6. Et quia dictus Dominus Rupertus Pater dicti Infantis Ruperti est de præsenti absens ex partibus istis, nos Rupertus senior Comes Palatinus, Rupertus nepos ipsius, & Fridericus prænominati, juramus & promittimus, in vim præstiti à nobis juramenti, quod propè infra mensem à data præsentium computandum, præmissa omnia & singula ratificabit & approbabit, eaque tenere, facere & complere, & adimpleri facere & consummari promittet & jurabit, & suas super hæc litteras concedet & fieri faciet suo sigillo roboratas.

§. 7. In quorum omnium & singulorum testimonium præsentes litteras per Notarios publicos infra scriptos fieri, & eorum signis & subscriptionibus signari mandavimus ac sigillorum nostrorum impressionibus communiri. Actum & datum in Franckenfordio, in domo Religiosorum & honestorum virorum fratrum sancti Joannis Hierosolymitani, anno à nativitate Domini 1379. Indictione secunda, mensis verò Februarii die 20. Circa horam sextam; præsentibus spectabilibus & potentibus viris Dominis Friderico de (a) Lingen, Willelmo de Bathemi lu Rogem, Henrico de Spanheim Comitibus; ac venerandæ discretionis viris Dominis Nicolai de Vuissbades Canonico Ecclesiæ Wormatien. nostri Ruperti Senioris Prothonotario, Joanne de Bozavello Decretorum Doctore, Priore Prioratus sancti Martini in valle Carnoten. Hugone Lenvoisie in sacra pagina Professore, & nonnullis aliis testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

(a) On doit lire *Friderico de Limingen.* Ce qui suit est si corrompu, qu'il seroit bien difficile de le rétablir.

CCCXXVI.

ANS de J. C. 1380.

(a) *Adoption de* LOUIS *Duc d'Anjou, par* JEANNE I. *Reine de Sicile; faite au Château de l'Oeuf près de Naples, le 29. Juin.* 1380. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 237.

ANJOU ET SICILE.

JOHANNA Dei gratia Hierusalem & Siciliæ Regina, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii, ac Pedemontis Comitissa, &c. Sanè præfatum Dominum LUDOVICUM Ducem Andegavensem in nostrum legitimum filium adoptavimus, recepimus, admisimus, instituimus, & etiam ordinavimus; adoptamus, recipimus, admittimus, instituimus, & etiam ordinamus per præsentes: statuentes & ordinantes, quod ipse Dominus Ludovicus noster legitimus filius omnibus & singulis privilegiis, libertatibus, juribus, immunitatibus, justitiis, dominationibus, nobilitatibus, dignitatibus, honoribus, præeminentiis & prærogativis gaudeat & utatur, quibus filii legitimi adoptivi uti & gaudere possunt & debent quomodocumque & qualitercumque, tam de jure communi quam de quocumque jure alio speciali.

(a) Malgré cette adoption faite dans toutes les formes, Charles de Duras Cousin de Jeanne ne laissa pas s'établir sur le Trône, ce qui causa de grandes guerres.

§. 2. Quem dictum legitimum filium uberibus maternis & intimis prosequi cupientes affectibus, quem inter nostra præcordia prærogativa dilectionis internæ meritò debemus amplecti, ex causis superiùs designatis & aliis, utilitatem, defensionem & tranquillitatem Romanæ Ecclesiæ præmittatæ, nostri Status Regii, Regni, terrarum & subditorum nostrorum pacifici manutentionem ac protectionem, & aliàs Rempubl. concernentibus, quas in nostro rectæ considerationis examine veras, evidentes, necessarias atque justas scimus, habemus, tenemus & reputamus, ipsum eumdem Dominum Ludovicum Ducem legitimum filium nostrum adoptivum, licet absentem, tanquam præsentem, petentem & requirentem per Procuratores & Nuntios supra dictos Procuratorio nomine & pro parte ipsius Domini Ludovici legitimi filii nostri, de auctoritateque & beneplacito præfati Domini nostri Papæ Clementis, & vigore suarum litterarum præscriptarum, nostræque Regiæ plenitudine potestatis; etiam de consilio & consensu prædictis, deliberationeque diligenti, provida & matura, cum personis supradictis & aliis multis fidelibus nostris præhabita & præmissa, pro evidenti & communi utilitate Regni, terrarum, Vasallorum & subditorum nostrorum, ac provisione suprascriptorum, ex nostra certa scientia, libero proposito, prævisæ & certioratæ, non inductæ per aliquem vel aliquos fraude, deceptione, dolo, circumventione, vi vel metu, sed de mera, libera ac spontanea voluntate, ac proprio motu, nostris illisque melioribus, modo & forma, quibus tàm de jure, quàm consuetudine ac alias possumus & valemus in futurum Regem Siciliæ hæredem & successorem nostrum (post obitum tamen nostrum) & eo deficiente, Ludovicum ipsius Domini Ludovici nostri legitimi filii natum, & eodem Ludovico nato sublato de medio, quemcumque alium legitimum filium & naturalem dicti Domini Ludovici Ducis legitimi filii nostri, inter eos ordine genituræ servato, in Regno, terris, locis, & Dominiis citra Farum, ac in Comitatibus Provinciæ Forcalquerii & Pedemontis, nec non in omnibus & singulis terris, locis & Dominiis eorundem ad nos & antecessores nostros pertinentibus & spectantibus, pertinereque & spectare debentibus, & valentibus quomodocunque & qualitercumque, tenore præsentium nominamus, pronuntiamus, declaramus, facimus, instituimus & ordinamus, ac pro futuro Rege successore & hærede nostro post decessum nostrum in Regno, Comitatibus, terris, locis & Dominiis nostris omnibus & singulis suprascriptis ordinamus, habemus, tractamus, tenemus & reputamus; habebimus, tenebimus, tractabimus & reputabimus, & ac si noster esset legitimus filius naturalis, haberi, teneri omnibus Vasallis, subditis nostris & quibuscumque aliis personis cujuscumque status seu conditionis existant, tractari ac reputari volumus & mandamus.

§. 3. Et amplius præsentium tenore fatemur, attestamur, & ad notitiam universorum deducimus, quod præfatus Sanctissimus in Christo Pater & Dominus noster Dominus Clemens Papa VII. clausulam de successione Regni Siciliæ loquentem in Infeudatione facta claræ memoriæ Domino Carolo I. ipsius Regni Regi, qua cavetur, quod nullus in dicto Regno succedere possit, nisi sit de descendentibus à dicto Domino Carolo (omnibus aliis in dicta infeudatione contentis in sua firmitate manentibus) de nostro pleno assensu pariter & consensu, expressè per suas Apostolicas litteras superius descriptas revocavit, & viribus vacuavit; ipsamque dictæ clausulæ revocationem, & ejusdem jurium vacuationem factas, sic & prout in ipsis Apostolicis litteris continetur, ex nunc etiam, quantum in nobis est, approbamus, ratificamus, & ratas & gratas habemus, ipsisque assentimur, eisdem præstantes nostrum beneplacitum, voluntatem pariter

ANS de J. C. 1380.

ANS J. C. 1380. ter & consensum, ut ex causis superius expressatis prædicta omnia & singula post nostrum obitum, uti prædictum est, suum plenum sortiantur effectum.

§. 4. Dantes nihilominus, & etiam transferentes tenore præsentium in eumdem Dominum Ludovicum legitimum filium nostrum & ejus posteros ac prædictos suos Procuratores, & Nuntios, præsentes recipientes & stipulantes nomine dicti Domini Ludovici, & pro ipso ac suis posteris ex nunc in casu obitus nostri prædicti, Regnum, Comitatus, terras, loca & Dominia prædicta, ac omnia & singula Jura competentia quomodolibet in Regno, Comitatibus, terris, locis & Dominiis antesatis; insuper declaramus, ordinamus & volumus, de auctoritate & beneplacito præfati Domini nostri Papæ, ac etiam nostra Reginali auctoritate ad eumdem Dominum Ludovicum nostrum legitimum filium, seu Ludovicum, ejusdem Domini Ludovici filii nostri natum, ac eorum posteros, Regnum, terras, loca & Dominia citra Farum; Comitatus Provinciæ, Forcalqueriique & Pedemontis, terras, loca & Dominia eorumdem ad nos, & prædecessores nostros quomodocumque pertinentia & spectantia, & pertinere ac spectare valentia & debentia spectare, & pertinere debere, post obitum tamen nostrum &c.

§. 5. Datum & actum in Castro nostro Ovi propè Neapolim, anno à Nativitate Domini millesimo trecentesimo octuagesimo, indictione tertia, die penultima mensis Junii, Pontificatus Sanctissimi Domini nostri Papæ prædicti anno secundo; præsentibus viris magnificis, Jacobo Magno Regni nostri Siciliæ Camerario Minerbini, & Antonio Casertano Comitibus; nec non Ludovico de Constantio Milite Neapolitano, Locumtenente ejusdem Magni Camerarii, Consiliariis, & Magistro Angelucio de Furno de Ravello, fidelibus nostris dilectis, testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

CCCXXVII.

ANS J. C. 1380. PAPE. *Confirmation de l'Adoption précédente faite par le Pape* CLEMENT VII. *comme Seigneur Souverain au sujet du Royaume de Naples; & comme prétendant tenir la place de l'Empereur, l'Empire vacant, au sujet des Comtez de Provence, Forcalquier, &c. qui en sont des fiefs. Fait à Avignon, le 22. Juillet* 1380. G.G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 238.

CLEMENS Episcopus servus servorum Dei, carissimo filio Ludovico Duci Andegavensi salutem & Apostolicam benedictionem &c. Quare pro parte tua nobis fuit humiliter supplicatum, ut cum Regnum & terra citra Farum prædicta jure directi Dominii ad præfatam Romanam Ecclesiam, spectare noscantur, dictique Comitatus Provinciæ, Forcalquerii & Pedimontis ab Imperio teneantur in feudum, ipsumque Imperium vacet ad præsens, nominationi, pronuntiationi, declarationi, factioni, institutioni, ordinationibus, translationi & donationi prædictis, ac omnibus & singulis aliis in eodem Instrumento contentis, quoad Regnum & terram, auctoritate Apostolica, & quoad Comitatus Provinciæ, Forcalquerii & Pedimontis, prædicta tàm ex superioritate, quam ad ipsum Imperium habere dignoscimur, quam ex potestate, qua eodem vacante Imperio, Imperatori succedimus, ac etiam eadem auctoritate Apostolica robur confirmationis adjicere cum suppletione defectuum, si qui forsan intervenerint in præmissis, de benignitate Apostolica dignaremur.

§. 2, Nos itaque, qui adoptationem prædictam per alias nostras literas confirmavimus, hujusmodi supplicationibus inclinati, nominationem, pronuntiationem, declarationem, institutionem, ordinationes, translationem & donationem prædictas, ac omnia & singula alia in prædicto Instrumento contenta, eas quomodolibet concernentia, rata & grata habentes, illa, quoad Regnum auctoritate Apostolica, ac quoad Comitatus ex superioritate & potestate prædictis, nec non illius plenitudine potestatis, quam Christus Rex Regum & Dominus Dominantium nobis licet immeritis, in personam Beati Petri concessit, de fratrum nostrorum consilio & assensu, ex certa scientia confirmamus, & præsentis scripti patrocinio communimus, supplentes quemcumque defectum; si quis forsan intervenerit in eisdem &c. ANS de J. C. 1380.

CCCXXVIII.

Bulle par laquelle le Pape CLEMENT VII. *établit & érige une partie des Terres de l'Eglise en Italie en Royaume, qu'il nomme le Royaume d'Adria, & en fait Roi,* LOUIS *Duc d'Anjou. Donné à* (a) *Spelunca, le 17. d'Avril* (b) 1382. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 239. ANS de J. C. 1382. LE PAPE ET ANJOU.

CLEMENS Episcopus servus servorum Dei, charissimo in Christo filio nostro LUDOVICO Regi Adriæ, Duci Andegavensi & Turonensi, ac charissimi in Christo filii nostri Caroli Regis Francorum Illustris germano, salutem & Apostolicam benedictionem. Constituti in suprema militantis Ecclesiæ statione ab eo, per quem Reges regnant, & Principes imperant, & qui solus habet super universam Creaturam plenitudinem potestatis, necesse habemus, interdum de Regnis & terris ipsis, & specialiter, quæ Romanæ Ecclesiæ juris & proprietatis existunt, cum fratribus nostris ad pacem & justitiam populorum perpetua stabilitate disponere, terras ipsas dignitate decorare Regiá, & in earum soliis ad regimen gentium subjectarum, quos dignos credimus sublimare; ut evulsis spinosis vepribus plantas inseramus proficuas, fructus uberes suo tempore in domo Domini allaturas; instructi cœlestis Regis exemplo, qui terrenis Regibus potestatem tribuit, ut assumto officio dominandi in æquitate judicent populos, & dirigant in terris sibi subditis gentium nationes, sitque eorum voluntas in executione justiciæ, & meditatio in lege rectitudinis & observantia Sanctæ pacis.

2. Ea propter terras nostras & Ecclesiæ Romanæ, quas habemus in Italia respicientes oculo pietatis, & consuetudines eas seu habitatores earum retrò jam lapsis temporibus adeo esse lacessitas, & dominantium in eis jure & auctoritate sedis Apostolicæ crebra mutatione effecta, multitudine Tyrannorum tàm circa, quàm infra eas ipsas occupare conantium sic esse afflictas, quod penè ad exinanitionem clerus & populus est deductus in eis; nosque utpote orbis regimine occupati ad debitam earum reformationem intendere nequeamus.

3. Hiis & aliis justis considerationibus moti, de Fratrum nostrorum consilio & assensu, terras ipsas videlicet Provincias Marchiæ Anconitanæ, Romandiolæ, Ducatus Spoletani, Massæ Trabari, nec non Civitates Bononiam, Ferrariam, Ravennam, Perusium, Tudertum, cum earum omnibus Comitatibus, territoriis & districtibus, & omnes alias & singulas terras, quas ad præsens nos & Ecclesia Romana in Italia extra Regnum Siciliæ habemus & habere debemus, per quoscunque & quacunque auctoritate possideantur seu detineantur ad præsens, exceptis duntaxat urbe Romana cum ejus districtu & provinciis Patrimonii Sancti Petri in Tuscia, Campaniæ & maritimaritimaritima

ANS de J. C. 1382.

maritima ac Sabina, seu Rectoratibus dictarum Provinciarum (a) Regi solitis quæ terræ specialium commissionum vocantur, nostrisque successoribus & Romanæ Ecclesiæ expressè & specialiter retinemus, in unum Regnum erigimus, ipsas Provincias & civitates cum earum Comitatibus, districtibus seu territoriis, dignitate Regia decoramus, ac Regnum Adriæ ordinamus, statuimus & decernimus perpetuò nuncupari.

(a) Per Rectores.

4. Et considerantes, quod personam tuam, qui de illa præclarissima domo Franciæ, quam benedixit Dominus, traxisti originem, strenuitate, magnanimitate ac prudentia, aliarumque virtutum donis multiplicibus Dominus dignatus est adornare, prout judex veritatis, experientia, ac præclaræ famæ præconium luce clarius manifestant: & propterea ipsam personam tuam honorare & sublimare volentes, ad honorem Dei Omnipotentis Patris & Filii & Spiritus Sancti, beatæ & gloriosæ semper Virginis Mariæ, beatorumque Aostolorum Petri & Pauli, Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, nec non ad utilitatem Regni seu terrarum ipsarum, pacificumque ac tranquillum statum incolarum seu habitantium in Regno seu terris prædictis, Regnum Adriæ prædictum, & omnes terras, quas extra Regnum Siciliæ nos & Romana Ecclesia in Italia habemus seu habere debemus, per quoscumque, & quacumque ac cujuscumque auctoritate possideantur seu detineantur ad præsens; exceptis urbe Romana cum suo territorio & districtu, ac Provincia patrimonii beati Petri in Tuscia Sabina, Campania & maritima, cum earum Rectoratibus & terris specialium commissionum per Rectores dictarum Provinciarum gubernari hactenus solitis; cum dignitate, honore, prærogativis, præeminentiis, privilegiis, immunitatibus & libertatibus quibuscumque Regiis, & sub Regni titulo in feudum perpetuum, seu perpetuò habendum, tenendum & possidendum tibi tuisque hæredibus ex te legitimè, sicut infra dicetur, descendentibus, sub infra scriptis modis & conditionibus auctoritate Apostolica, ac de Apostolicæ plenitudine potestatis, de Fratrum nostrorum consilio & consensu conferimus, concedimus & donamus, teque Regem Regni prædicti constituimus & creamus.

5. Condtiones autem sunt hæ: Si in tuo vel heredum tuorum obitu legitimum hæredem, prout infra scribitur, te aut ipsos, quod absit, non habere contigerit, Regnum ipsum ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem liberè revertatur. Descendentes autem ex te & tuis heredibus, scilicet Regibus, mares & feminæ in eodem Regno succedant, sic tamen quod de liberis pluribus maribus in eodem gradu similiter concurrentibus, masculus omnibus aliis præferatur. Quod si nepotem ex filio primogenito præmortuo cum filio, vel neptem ex filia primogenita præmortua cum filia, ad successionem hujusmodi concurrere fortè contingat, nepotem patruo, & neptem amitæ volumus anteferri. Si verò nepos cum amita vel neptis cum patruo forsan ad hujusmodi successionem concurrerint, marem fœminæ volumus anteferri.

6. Si verò te, quod absit, sine liberis ex te legitimè descendentibus mori contigerit; possit tibi in Regno prædicto succedere unus de descendentibus ex Regiâ stirpe Regum Franciæ masculus dumtaxat, quem tu quandocumque ad successionem hujusmodi qualitercunque duxeris nominandum; & si te, quod absit, absque liberis ex te legitimè procreatis & nullo per te de stirpe præfata Regum Franciæ ad successionem hujusmodi nominato, ut dictum est, vel etiam nominato, si ipsum per te nominandum, sine liberis mori contigerit, Regnum ipsum ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem liberè revertatur. Sed si aliquem de aliis successoribus tuis Regem vel Reginam Adriæ sine prole legitima sui corporis mori contigerit, in futurum succedent sibi servatis gradibus; si superstites fuerint hæ personæ videlicet Regis vel Reginæ sine prole legitima sui corporis decedentis, frater vel soror ac collaterales superiores, mares & feminæ utpote patrui & avunculi, amitæ & materteræ, & sursum usque ad quartum gradum dumtaxat. Collaterales etiam inferiores succedent similiter mares & feminæ, utpote nepos vel neptis ex fratre vel sorore, & inferius usque ad eumdem tantummodo quartum gradum.

ANS de J. C. 1382.

7. Quod autem de feminis rectæ lineæ & collateralium superius expressum, intelligimus tàm de nuptis quàm etiam innuptis, dummodo nuptæ sint fidelibus & Ecclesiæ Romanæ devotis: & sicut inter has personas collateralium linearum ad successionem hujusmodi venientes gradus servari volumus ut scilicet prior gradus posteriori gradui præferatur; sic & in eodem gradu pluribus concurrentibus priorem natu & marem feminæ in hujusmodi successionibus volumus anteferri.

8. Personarum autem ipsarum nulla superstite, regnum ipsum, sicut prædicitur, ad Romanam Ecclesiam & ejus dispositionem liberè revertatur. Quod si fortè deficientibus masculis contingat feminam innuptam in regno ipso succedere, illa maritabitur personæ quæ ad ipsius Regni regimen & defensionem existat idonea, Romani Pontificis tamen super hoc consilio requisito; nec nubet nisi viro Catholico & Ecclesiæ Romanæ devoto; & si contra hoc fecerit, licebit eidem Romano Pontifici contra ipsam ad privationem sine figura judicii, & absque omni juris solemnitate, in quacunque ætate femina ipsa consistat, procedere, si hoc ei videbitur expedire. In regnum verò prædictum nullus succedet, qui non fuerit de legitimo matrimonio procreatus.

9. Ad hæc, tam tu, quam tui in regno hujusmodi heredes regnum prædictum nullatenus dividetis, sed semper illud unus tantum sub ipsis modis & conditionibus immediatè & in capite ab Ecclesia Romana tenebit. Tu autem Romanæ Ecclesiæ & nobis recipientibus juras ad præsens ac modo simili tàm tu quam tui in regno hujusmodi successores cuilibet Romano Pontifici, qui pro tempore fuerit, juramentum fidelitatis præstabitis, & homagium ligium facietis, & prædicta juramentum & homagium faciendo mentionem de præsentibus litteris facietis in hunc modum.

10. Ego Ludovicus Dei gratia Adriæ Rex plenum & ligium vassallagium faciens Ecclesiæ Romanæ pro regno Adriæ præfato, ab hac hora inantea fidelis & obediens ero beato Petro & Domino meo Domino Clementi Papæ suisque successoribus canonicè intrantibus, sanctæque Romanæ Apostolicæ Ecclesiæ; non ero in consilio, aut consensu vel facto, ut vitam perdant aut membrum, aut capiantur mala captione; consilium, quod mihi crediturí sunt per se aut nuntios suos vel per litteras * * ad eorum damnum, illud pro posse impediam, & si impedire non possum, illud eis significare curabo. Papatum Romanum & Regalia Sancti Petri tàm in Regno Adriæ prædicto, quàm alibi existentia, adjutor eis ero ad defendendum & retinendum, ac recuperandum & recuperata manutenendum contra omnem hominem. Universas conditiones contentas in præsentibus litteris plenariè adimplebo & inviolabiliter observabo, nec ullo unquam tempore veniam contra illa: Sic me Deus adjuvet & hæc sancta Dei Evangelia.

11. Hujusmodi autem homagium facere & juramentum fidelitatis præstare tu & dicti tui heredes secundum præscriptam formam, si Romanus Pontifex in Italia fuerit infra sex menses, si verò extra Italiam ipsum esse contigerit infra annum, postquam regni dominium adepti fueritis, teneamini; & singulis ipsis successoribus nostris & eidem Romanæ Ecclesiæ renovabitis tam ipsum homagium quàm hujusmodi juramentum. In optione autem & beneplacito erit Roma-

ANS J. C. 1382.

næ Ecclesiæ; te & heredes tuos vocare ad præstandum personaliter juramentum fidelitatis & homagium ligium Romano Pontifici & Ecclesiæ Romanæ prædictæ, dummodo ad hoc vobis locum tutum statuant & assignent: vel aliquem Cardinalem ipsius Ecclesiæ Romanæ, aut alium, qui vice Romani Pontificis juramentum juxta eamdem formam & homagium recipiat destinare.

12. Tu quoque nobis & Ecclesiæ Romanæ in nostris manibus juras ad præsens, te ad hoc specialiter obligando; & tam tu singulis nostris successoribus ac prædictæ Ecclesiæ, quam tui in dicto Regno heredes, nobis & singulis nostris successoribus & prædictæ Ecclesiæ, quando præstabitis hujusmodi juramentum fidelitatis jurabitis, vos ad hoc specialiter obligantes.

13. Quod si contigerit pro tempore vos, seu vestrum aliquem, in Regnum Romanum seu Alamanniæ vel Teutoniæ, seu in Regem vel Dominum Lombardiæ, aut majoris partis ipsius Lombardiæ eligi, seu qualitercumque nominari vel assumi, vobis seu aliquo vestrum per vos, vel aliàs quovis modo pro vobis, vel aliquo vestrum quocumque studio vel aliàs procurantibus, seu sine vestra vel vestrum alicujus procuratione ad procurationem alterius cujuscumque, seu sine procuratione alicujus, motu proprio Principum, vel aliorum seu alterius cujuscunque ad quos seu quem electio hujusmodi, nominatio seu assumtio noscitur pertinere, seu aliàs quomodocumque vel qualitercunque: vos electioni seu nominationi aut assumptioni hujusmodi nullatenus consentietis, nec de Regno hujusmodi Romaniæ, Alamanniæ, seu Teutoniæ, aut de regno seu dominio Lombardiæ, seu majoris partis ipsius, de ipsorum Regnorum vel eorum alterius regimine vel administratione in toto vel in parte aliqualiter vos intromittetis, nisi priùs is vestrum qui sit electus, nominatus fuerit vel assumptus, in manibus Romani Pontificis, vel illius quem ad hoc idem Romanus Pontifex duxerit deputandum, filium suum successurum in Regno, vel filiam, si fortè filium non haberet, cujuscunque fuerit ætatis emancipet & Regno renuntiet, nihil juris in eo retinens clam vel palàm nec cujuslibet etiam potestatis; nec ipsum filium seu filiam ad aliquod servitium, seu subsidium faciendum, juramento vel voto, stipulatione vel pacto sibi vel suis successoribus adstringat, sicque factus filius vel filia sui juris, ab eodem Romano Pontifice, vel alio destinato ab ipso protinus investiatur de Regno, ad cujus successionem, si forte decederet sine liberis, nullo umquam tempore pater veniat Imperator, vel Rex alicujus prædictorum Regnorum. Sed si Imperio vel Regno & omnibus quæ ad ipsum Imperium seu Regnum pertinent idem Pater renuntiare voluerit, & Regno Adriæ præfato tantùm esse contentus, post renuntiationem hujusmodi ad illius successionem liberè admittatur: & tunc ab ipso Romano Pontifice vel alio deputato investituram recipiat Regni præfati.

14. Quæ verò de filio dicuntur vel filia, ut videlicet eis possit sub observatione præmissa à Patre, ad Imperium vel Regnum Romanum, vel Alamanniæ, seu Regnum vel Dominium Lombardiæ transeunte Regnum dimitti; si Rex liberos non habeat, in aliis personis, quas supra diximus, liberis non extantibus, in Regno ipso Adriæ posse succedere si aliqua personarum prædictarum superstes fuerit, observetur; excepto dumtaxat emancipationis articulo, quæ in solis ipsis personis procedere potest, quæ capaces emancipationis existunt ratione paternæ potestatis; nec nisi de Romani Pontificis, qui pro tempore fuerit, licentia speciali; nec etiam post obtentam licentiam, nisi formam, conditiones & modos in concessione licentiæ expressatos plenariè adimplendo; & si contrarium, quod absit, feceritis, vel vestrum aliquis faceret, nos electionem, nominationem & assumptionem hujusmodi, ac præstationem consensus, tamquam contra tenorem præsentis contractus, te ad hoc pro te & singulis tuis in Regno ipso successoribus specialiter & expresse consentiente decernimus irritas & inanes: decernentes ut occasione talis electionis, nominationis seu assumptionis, de Regimine vel administratione Imperii vel Regnorum hujusmodi Romani, Alemanniæ seu Teutoniæ, vel Regni seu Dominii Lombardiæ vel ipsius majoris partis vos vel vestrum aliquis intromittere non valeatis; & si contra feceritis vel aliquis vestrum fecerit (electioni, nominationi, vel assumptioni hujusmodi, nisi prius Regno per modum præmissum dimisso, vel nisi de licentia Romani Pontificis) consentiendo; & administrationi Imperii vel Regni Romani, Alemanniæ seu Teutoniæ, sive Regni seu Dominii Lombardiæ vel ipsius partis majoris pro parte vel pro toto vos immiscendo; eo ipso cadatis à jure Regni Adriæ præfati, & ad Romani Pontificis, qui pro tempore fuerit & Ecclesiæ Romanæ dispositionem liberè revertatur.

ANS J. C. 1382.

15. Cæterum si contigerit aliquem de vestris heredibus, qui deberent in Regno succedere memorato, in Imperatorem, vel Regem Romaniæ, aut Alemanniæ seu Teutoniæ, vel in Regem seu Dominum Lombardiæ vel ipsius majoris partis eligi, nominari, vel assumi, antequam Regni hujusmodi sibi successio deferretur, dum casus successionis ipsius Regni Adriæ obveniet, nullatenus successionem ipsius Regni acceptet, nec possessionem nanciscatur ejusdem, nec de ipsius dominio, cura, administratione vel regimine per se vel alios aliqualiter se intromittat, nisi prius Imperio vel Regno Romaniæ, Alemanniæ seu Teutoniæ vel Regno seu Dominio Lombardiæ vel majoris partis ipsius, ad quodcunque eorum electus, nominatus fuerit vel assumptus, & omni juri sibi competenti in ipso vel eis, verbo & facto omninò renuntiet, & nec de jure nec de facto illud gerens vel retinens omninò dimittat, ipsum nullo umquam tempore resumpturus, nisi de Romani Pontificis licentia speciali: alioquin cadat ab omni successione & jure, quæ in Regno præfato sibi competeret ipso facto; ita quod ipsum Regnum ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem liberè revertatur.

16. Si verò aliquem de vestris heredibus, qui in Regno deberent succedere memorato in Imperatorem vel Regem Romaniæ, aut Alemanniæ seu Teutoniæ, vel in Regem seu Dominum Lombardiæ, vel majoris partis ipsius contigerit eligi, nominari vel assumi, antequam sibi Regni successio deferretur & ipse Imperio, Regno Romaniæ, Alemanniæ seu Teutoniæ, vel Lombardiæ voluerit esse contentus; sic quod in Regno Adriæ prædicto nullum velit sibi jus quomodolibet vendicare; tunc quando casus successionis obveniet, ad illum proximè sequens in successionis gradu secundum formam superius annotatam, dummodò superstes sit aliqua de personis, quas suprà diximus posse succedere in Regno præfato Adriæ, succedat, aliàs ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem plenè & liberè revertatur.

17. Quod si non exstantibus masculis femina in eodem Regno successerit, quæ maritata non esset illa Imperatori vel Regi Romaniæ, seu in Imperatorem vel Regem Romanum electo, aut Regi seu electo in Regem Alemanniæ seu Regi vel Domino Lombardiæ aut in ejus Dominum aut Regem electo, aut majoris partis ipsius, numquam matrimonialiter copuletur, & si contrarium fecerit, eo ipso cadat à Regno Adriæ, maneatque ipsius jure prorsus privata, ipso Regno ad eamdem Ecclesiam devoluto. Si verò, non extantibus masculis, femina in Regno hujusmodi successura, antequàm hujusmodi successio deferretur eidem, fuerit matrimonialiter copulata Imperatori, vel Regi Romaniæ, aut Regi Alamanniæ, seu in Regem aut Dominum Lombardiæ electo vel assumto, non succedat in Regno Adriæ prædicto, sed ad illas

ANS de J. C. 1382. illas personas servatis gradibus Regnum perveniat, quas prænotavimus in Regno posse succedere, si Regi præmortuo liberi non supersint: cum nostræ intentionis existat, ut præfatum Regnum Adriæ Imperio aut Regno Romaniæ vel Alemanniæ, aut Regno vel Dominio Lombardiæ aut ejus majoris partis, nullo umquam tempore subjiciatur, vel quod ipsum Regnum Adriæ cum Imperio, vel Regno Romano aut Alemanniæ, vel cum Regno seu Dominio Lombardiæ prædicto quomodolibet in unam personam uniantur, ut scilicet unus & idem simul sit Imperator & Rex Adriæ, vel Rex Romaniæ, aut Alemanniæ, seu Lombardiæ, & Rex Adriæ. Et super hoc articulo cavebitur tam per pœnas spirituales, quam alias idoneas cautiones; quomodocumque hoc Romanus Pontifex duxerit requirendum.

18. Ad hæc volentes ut ipsum Regnum Adriæ nullo tempore careat legitimo defensore; volumus & Apostolica auctoritate ordinamus, ut si in Regno hujusmodi succedens ætatis decem octo annorum fuerit, liberè administret; sed quamdiu minor fuerit, tam ipse quam Regnum in baillio & custodia, Romanæ Ecclesiæ maneat, donec Rex ipse compleverit prædictam ætatem; fructibus & emolumentis ipsius Regni, ex quibus sumptus necessarii faciendi pro statu Regis & ipsius Regni custodia deducantur, Regi conservandis eidem, & lucri alterius ratione hujusmodi custodiæ non cessuris.

19. Tu autem & tui in Regno præfato Adriæ heredes in urbe Romana, aut ejus territorio vel districtu, aut in Provinciis Patrimonii beati Petri in Tuscia, Sabina, Campania, vel Maritima, aut in terris specialium commissionum, quæ per Rectores dictarum Provinciarum solitæ sunt gubernari, aut aliis domaniis seu feudis ipsius Romanæ Ecclesiæ ubilibet constitutis, ex successione vel legato aut quocumque alio jure, titulo vel contractu, nihil umquam vobis acquiretis, vel vindicabitis, recipietis, habebitis vel retinebitis, seu poteritis acquirere, vindicare, habere, recipere, vel retinere: nullam etiam Potestariam, Capitaneam, Rectoriam, vel alium honorem, nullamque dignitatem seu potestatem senatoriam, vel quamcumque aliam administrationem, commendam, vel quodcumque aliud officium recipietis, habebitis, vel retinebitis; seu recipere, habere vel retinere poteritis in eisdem.

20. Præfatam etiam urbem, aut Provinciam Patrimonii beati Petri in Tuscia, Sabinam, Campaniam, vel Maritimam, nec terras specialium commissionum prædictas, aut earum vel ipsarum alicujus partem non occupabitis, nec occupari facietis nec in eis offendetis, vel quomodolibet molestabitis Romanam Ecclesiam, aut molestari facietis: quod si contrarium feceritis, & moniti vel requisiti per Romanum Pontificem; vel si commodè requiri vel moneri nequiveritis, juxta ipsius Romani Pontificis assertionem vel dictum, postquam ipse publicè & solemniter de hoc vos monuerit, infra sex menses, habita, acquisita, vindicata vel capta hujusmodi realiter & de facto non dimiseritis, ea postmodum nullatenus repetituri; vel si à præfatis molestationibus, inquietationibus & impedimentis omninò non desiteritis, seu si per vos vel alios pro vobis occupata seu invasa non restitueritis integrè & perfectè; eo ipso ab ejusdem Regni jure cadatis totaliter, ipsumque Regnum prorsus amittatis, & ad Romanam Ecclesiam liberè devolvatur. Quod si restitueritis occupata, nihilominus de universis injuriis & damnis illatis ad mandatum Romani Pontificis ad plenum satisfacere debeatis.

21. Alii verò heredes vestri, qui non sunt successuri in Regno, si in Urbe & aliis terris prædictis aliquid acquirere vel vindicare, recipere, vel retinere ex quocumque titulo, vel Capitaneam vel potestariam, aut quodcumque aliud officium, præeminentiam vel honorem in eisdem acceptare, recipere, vel retinere præsumpserint; aut si aliquas de prædictis Provinciis sive terris, aut earum aliquam vel per se, vel per alios occupaverint, vel fecerint occupari, aut si Romanam Ecclesiam molestaverint in eisdem; si moniti vel requisiti aut (si secundum dictum vel assertionem Romani Pontificis moneri vel requiri non possint commodè) postquàm ipse Romanus Pontifex eos publicè & solemniter monuerit, infra sex menses, habita, acquisita, vendicata quocumque titulo vel causa non dimiserint, vel si à præfatis molestationibus vel inquietationibus quibuscumque non desiterint, seu si occupata vel invasa plenè non restituerint; eo ipso sententiam excommunicationis incurrant, & nihilominus ipsi vel eorum posteri in perpetuum non possint in Regno ipso succedere, si ipsis in casu aliquo eadem successio deferretur, sed ab illo tanquam indigni prorsus & totaliter excludantur; & nihilominus ille, qui tunc ejusdem Regni Adriæ gubernaculis præsideret * * Romano Pontifici patenter & cum effectu assistere teneatur.

ANS de J. C. 1382.

22. Rursus cum non expediat Romanæ Ecclesiæ ejusdem feuda in unam personam uniri, volumus & te pro te & tuis successoribus universis expressè consentiente, disponimus & irrefragabiliter ordinamus, ut tu vel tui in posterum successores in Regno hujusmodi, Regi seu Reginæ Siciliæ, qui pro tempore fuerit in Regno Siciliæ & terris, quod & quas ab Ecclesia Romana tenet in feudum, ex quacumque causa, jure sive titulo non possitis succedere, vel alias ad dicti Regni Siciliæ & dictarum terrarum Dominium vel successionem venire; nec è converso scilicet Rex Siciliæ, qui pro tempore fuerit, tibi vel alicui tuorum in Regno Adriæ prædicto heredum, ex quacumque causa, jure sive titulo non possit succedere, vel aliàs ad dicti Regni Dominium vel successionem venire. Quod si contingeret, ut propter propinquitatem generis, vel aliàs Rex vel Regina Siciliæ, Regi vel Reginæ Adriæ deberet in Regno succedere, vel è converso, successio hujusmodi ad sequentem in gradu, illum videlicet qui deficiente Rege vel Regina Siciliæ esset successurus Regi Adriæ vel è converso, qui scilicet deficiente Rege vel Regina Adriæ; esset successurus Regi Siciliæ, successio hujusmodi transferatur * * pacta infeudationum possint succedere in eisdem Regnis: aliàs ad Romanam Ecclesiam & ejus dispositionem ipsum Regnum, de cujus successione agitur, liberè devolvatur, non movebitis.

23. Præterea tu, nec aliquis tuorum in Regno successorum pro te vel alio quocunque, ex quacumque causa, titulo vel occasione guerram vel aliam per viam facti quamlibet novitatem contra Regem Siciliæ, qui pro tempore fuerit, Vasallos, subditos vel valitores ipsius, qui de ipso Siciliæ Regno existant, facietis: nec facienti alteri dabitis auxilium, consilium vel favorem; nec ipse Rex Siciliæ contra te seu aliquem tuorum in ipso Regno heredum, Vasallos subditos vel valitores tuos, & ipsorum tuorum heredum, qui de ipso Regno existunt; sed si quid dissensionis, quæstionis vel querelæ inter vos Reges scilicet Adriæ & Siciliæ contingeret exoriri; Regum Dominus adeatur, qui Romanus Pontifex vobis Regibus per concordiæ vel litigii viam, seu aliàs, ut sibi videbitur justitiam administret. Si autem contra aliquem vestrorum Vasallorum seu subditorum ex quacumque causa qualiscumque per alterum Regum prædictorum querimonia proponatur; is Regum pro ministranda justitia adeatur, contra cujus subditum vel Vasallum fuerit querimonia deferenda; qui si distulerit justitiam ministrare, Romanus Pontifex ejusdem Regis suppleat negligentiam seu defectum.

24. Si autem tu vel aliquis tuorum in Regno Adriæ præfato hæredum, contrarium, quod absit, attentaveritis contra Regem Siciliæ ejus subditos vel Vasallos, guerram movendo, vel novitatem facti

aliam

ANS J. C. 1382. aliam faciendo, seu facienti aut moventi dando auxilium, consilium vel favorem publicè vel occultè, aut si Rex Siciliæ, qui pro tempore fuerit, contrarium attentaverit contra te vel aliquem tuorum in ipso Regno Adriæ heredum, seu contra vestros subditos vel Vassallos guerram movendo, vel faciendo per viam facti novitatem aliam, seu facienti vel moventi dando auxilium, consilium vel favorem publicè vel occultè, ipse guerram movens vel novitatem attentans, aut moventi vel facienti dans auxilium, consilium vel favorem; ad emendationem damnorum datorum in guerra hujusmodi plenariè teneatur, & nihilominus eo ipso sententiam excommunicationis incurrat, quam si animo indurato per tres menses sustinuerit non cessando totaliter & effectualiter à guerra, auxilio, consilio, vel favore prædictis, vel si de damnis vel injuriis in guerra seu novitate hujusmodi irrogatis infra sex menses postea immediatè sequentes ad plenum non satisfecerit, Ecclesiastico subjaceat interdicto.

25. Nullam etiam confederationem vel pactionem seu societatem cum aliquo Imperatore vel Rege, Principe vel Barone, Saraceno, Christiano vel cum Græco, aut cum aliqua Provincia, civitate & communitate, vel aliquo loco, sciantur contra Romanam Ecclesiam, vel in damnum Romanæ Ecclesiæ facietis; & si eam feceritis ignorantes, ad mandatum Romani Pontificis revocare teneamini, & si scienter tale quid feceritis, & ad mandatum Romani Pontificis nolueritis revocare; eo ipso sententiam excommunicationis incurratis, quam si animo indurato per mensem sustinueritis, ex tunc totum Regnum Ecclesiastico subjaceat interdicto, donec ipsam effectualiter duxeritis revocandam.

26. Si quis præterea Imperator, Rex vel alius Princeps quicumque, universitas, communitas, Tyrannus vel quævis persona Ecclesiastica vel secularis Provincias Patrimonii Sancti Petri in Tuscia, Sabina, Campania, Maritima, aut ipsarum aliquam, seu partem alicujus ipsarum vel aliquam de terris specialium commissionum, quæ per Rectores dictarum Provinciarum sunt solitæ gubernari & quas nos nobis, Ecclesiæ Romanæ & nostris successoribus expressè & specialiter retinemus, occupaverint, aut fecerint occupari, seu in eis aliquo modo Romanam Ecclesiam aut nos vel nostros successores molestaverint vel fecerint molestari; seu si urbs aut Provinciæ ipsæ seu terræ vel earum aliqua contra Romanam forsan rebellarent Ecclesiam; vos ipsam Ecclesiam Romanam ejusque honores & jura in eisdem urbe, Provinciis atque terris & aliis semper bonâ fide teneamini custodire; & nihilominus, quandocumque Romana Ecclesia indigebit, super qua indigentia stabitur Romani Pontificis simplici assertioni vel dicto, tunc tu aut tui in dicto Regno heredes requisiti ab eo, ad Urbem, Campaniam, Maritimam, aut Provinciam Patrimonii Sancti Petri in Tuscia, seu alias terras, quas nobis, Romanæ Ecclesiæ & nostris successoribus specialiter retinemus, trecentos milites equis & armis benè & decenter munitos & paratos, ita quod unusquisque ipsorum habeat quatuor equitaturas bonas vel tres ad minus, in ipsius Ecclesiæ Romanæ auxilium transmittetis, per tres menses integros & continuos, postquam illam ex Provinciis vel terris, in qua ipsis indigebit Romana Ecclesia, ingressi fuerint, in tuis vel tuorum in dicto Regno heredum sumtibus & expensis semel in quolibet anno benè & fideliter servituros; quorum si aliquos interim pendente servitio mori, vel alias quomodocunque deficere contigerit, tu & tui in Regno heredes tenebimini numerum trecentorum militum modo consimili statim supplere; vel post lapsum dictorum trium mensium, cum tot quot defuerint, & pro tanto tempore, quanto defuerint, Romano Pontifici & Ecclesiæ Romanæ teneamini benè & fideliter facere deservire.

27. Sanè omnibus Ecclesiis tam Cathedralibus, quam aliis secularibus & regularibus, nec non omnibus Prælatis & Clericis ac universis personis Ecclesiasticis secularibus & religiosis in dicto Regno Adriæ injuriam passis plenariè dimittentur & restituentur integrè eorum bona immobilia, à quibuscumque ablata vel occupata sint, & per quoscumque detineantur. Hæc autem restitutio fiet sine contradictione & difficultate qualibet sicut nactus fueris ipsius Regni possessionem, hoc modo, scilicet quod statim in illa parte Regni, quæ tibi obediet restitutio ipsa fiat, & postmodum successivè consummabitur, sicut habebis restituendi facultatem. ANS de J. C. 1382.

28. Ne autem super his rebus restituendis ingeri possit aliqua difficultas, deputabuntur à nobis seu Romano Pontifice, qui tunc fuerit aliqui discreti Viri, ad quorum mandatum & arbitrium restitutio ipsa fiat, ita quod ea de quorum Dominio vel proprietate aut possessione notorium fuerit, ad eorum mandatum & arbitrium mox reddentur. In dubiis verò per ipsos de plano, & absque judicii figura & strepitu diligentius inquiratur: sufficiet autem vocari Rectorem seu Thesaurarium vel Procuratorem, in cujus jurisdictione vel administratione seu territorio bona de quibus agetur consisterent, ad videndum jurare testes, qui in hujusmodi inquisitione deponent: hujusmodi quoque temporalia & mobilia bona quæcumque, etiamsi civitates, castra, jurisdictiones existant quæcumque & quocunque nomine censeantur Rectores Ecclesiarum tam Cathedralium quam aliarum, regularium & sæcularium, & universæ aliæ personæ Ecclesiasticæ, tenebunt liberè, absque eo, quod ab eis possit ratione ipsorum temporalium, per te vel aliquem tuorum heredum peti seu exigi homagium, juramentum fidelitatis vel recognitio aliqualis; nec dissaisentur Ecclesiæ Cathedrales, vel aliæ regulares & sæculares, nec earum Prælati seu ceteræ personæ Ecclesiasticæ per te vel aliquem tuorum heredum vel Officiales vestros quocumque nomine nuncupentur, eorum temporalitate vel parte ipsius, nec poterunt dessaisiri; nec in eorum Domibus, vel eorum bonis mobilibus vel immobilibus vastatores seu custodes ponentur, nec poni debeant seu poterunt quoquo modo; sed omnes Ecclesiæ & personæ Ecclesiasticæ omninò erunt liberæ, & in nullo Regi vel Principi subiacebunt.

29. Nullas insuper tailliàs vel collectas imponetis Ecclesiis, Monasteriis, Clericis & viris Ecclesiasticis, seu bonis vel rebus ipsorum, & in Ecclesiis vacantibus tu vel tui de Regno Adriæ heredes nullam habebitis Regaliam, nullosque fructus, redditus & proventus; nullas etiam obventiones, nullaque alia percipietis ex eisdem; custodia earum Ecclesiarum interim libera remanente penes personas Ecclesiasticas juxta canonicas sanctiones.

30. Omnes insuper Ecclesiæ tam Cathedrales, quam aliæ regulares & sæculares, nec non & omnes Prælati & Clerici, ac universæ personæ Ecclesiasticæ, seculares & religiosæ, ac quæcunque loca Ecclesiastica cum omnibus bonis suis in electionibus, postulationibus, nominationibus, provisionibus, & omnibus aliis plena libertate gaudebunt; nec ante electionem, sive in electione, vel post, Regius assensus vel consilium aliquatenus requiretur: quam utique libertatem tu & tui in Regno heredes semper manutenebitis & conservabitis, ac manuteneri & conservari facietis ab omnibus subditis vestris plenariè sine fraude; salvis semper circa Ecclesias Cathedrales & alias tàm sæculares quàm regulares, ac alias personas & loca Ecclesiastica, tam in faciendis provisionibus & electionibus confirmandis, quam in omnibus & quibuscumque aliis Romani Pontificis & Ecclesiæ Romanæ jurisdictione & auctoritate plenaria & libera potestate.

31. Omnes etiam causæ ad forum Ecclesiasticum pertinentes liberè & absque ullo impedimento agita-

ANS de J. C. 1382.

buntur, tractabuntur & ventilabuntur coram ordinariis & delegatis judicibus Ecclesiasticis; & terminabuntur per eos; &, si ad sedem Apostolicam super hujusmodi causis appellari contigerit, tàm appellantes quàm appellati ad eamdem venire sedem pro appellationum suarum prosecutionibus liberè & absque inhibitione aliqua permittentur. Et si qui sint Prælati vel aliæ personæ Ecclesiasticæ, qui bona aliqua teneant à te Rege prædicto, & successoribus tuis, vel ab aliis Dominis temporalibus tibi subditis, & qui ratione hujusmodi bonorum ab antiquo consueverunt nobis nostrisque prædecessoribus & ipsis Dominis temporalibus aliqua servitia pecuniaria, vel alia exhibere; hujusmodi antiqua & honesta servitia tibi tuisque successoribus, & eisdem Dominis secundùm antiquam & rationabilem consuetudinem, & sicut statuta patiuntur canonica, impendantur.

32. Proterunt insuper omnes habitatores & incolæ Regni Adriæ præfati liberè & absque omni impedimento ad Curiam Romanam ubicumque eam esse contigerit, pro suorum negotiorum commoditatibus venire, stare & redire ad propria, nec non ad ipsam Curiam Romanam blada, vina, carnes, pisces, & & alia victualia quæcumque pro ipsius Romani Pontificis, Cardinalium sacro-sanctæ Romanæ Ecclesiæ & aliarum personarum Ecclesiasticarum Curiam Romanam sequentium, & in ea & in loco, ubi Curia residebit commorantium provisionibus portare & portari facere liberè & sine impedimento, per terram vel per mare, prout duxerint eligendum sine solutione tractæ, pedagii, leudæ, gabellæ, impositionis, vel quocumque alio costagio, vel onere vel redhibentia aliquali. Et de provisionibus Romani Pontificis & suorum familiarium & aliarum personarum Ecclesiasticarum, literis Camerarii nostri & Ecclesiæ Romanæ; de provisionibus verò Cardinalium & familiarium suorum, cujuslibet ipsorum Camerarii literis stabitur & credetur plenariè & absque omni difficultate.

33. Promittis insuper pro te & tuis successoribus in Regno hujusmodi universis, quod nullus Clericus, vel persona Ecclesiastica ejusdem Regni in civili vel criminali causa convenietur coram judice sæculari, nisi de feudo & petitorio civiliter forsan ageretur. Non facietis quoque seu edetis, seu fieri aut edi facietis aut permittetis in Regno hujusmodi statuta, constitutiones vel leges contra Ecclesiasticam libertatem, seu per quæ juri aut libertati Ecclesiasticæ in aliquo derogetur.

34. Comites verò, Barones, Milites & universi homines totius regni prædicti, vivent in ea libertate, & habebunt illas immunitates illaque privilegia, ipsisque gaudebunt quales & quæ antiquis temporibus habuerunt. Præterea exules & exitii Regni prædicti seu Provinciarum, Civitatum, Comitatuum ac omnium locorum ipsius, cujuscunque conditionis existant, ad mandatum Ecclesiæ reducentur in Regnum, ac etiam in suis civitatibus, castris, seu locis aliis quibuscumque restituentur eis possessiones & quæcumque immobilia bona, & jura ipsorum, quæ non essent legitimè confiscata. In hujusmodi autem restitutione secundum formam in Capitulo de bonis Ecclesiarum restituendis præscriptam tàm in notoriis quam in dubiis procedetur.

35. Habebis autem tu & tui in Regno successores ipsum Regnum, sicut ad Romanam Ecclesiam noscitur pertinere; ea videlicet, quæ de Domanio sunt Romanæ Ecclesiæ, in domanium; & alia illo jure modo & forma quibus ad nos & Romanam Ecclesiam pertinere noscuntur; cum nostræ intentionis existat, ut per præsentem concessionem alicui in suis possessionibus vel proprietatibus nullum præjudicium generetur, Regio in iis jure semper salvo.

36. Pro toto verò generali censu ipsius Regni quadraginta millia florenorum boni auri ad pondus Cameræ Apostolicæ in festo Beati Petri, ubicumque Romanus Pontifex fuerit, ipsi Romano Pontifici & Romanæ Ecclesiæ annis singulis persolventur. Si verò tu vel tui in dicto Regno heredes quocunque termino non solveritis integrè censum ipsum, & expectati per duos menses terminum ipsum immediatè sequentes de illo ad plenum non satisfeceritis, eo ipso critis excommunicationis sententiâ innodati; quod si in secundo termino & infra duos subsequentes menses eumdem censum sine diminutione aliqua non persolveritis, totum regnum Adriæ Ecclesiastico erit suppositum interdicto. Si verò nec in tertio termino nec infra duos menses proximos per plenam satisfactionem ejusdem census vobis duxeritis consulendum; ita quod transacto eodem tertio termino infra duos menses ipsum tertium terminum sequentes ipsi Romanæ Ecclesiæ integrè non fuerit satisfactum; ab eodem Regno ipsiusque jure cadatis ex toto, & Regnum ipsum integrè & plenariè ad Romanam Ecclesiam revertatur. Si autem de censu quadraginta millium florenorum prædicto hujusmodi primi termini infra dictos tertium terminum, & duos subsequentes menses plenariè satisfeceritis, nihilominus semper pro singulis quadraginta millibus singulorum terminorum, si simili modo in eorum solutione cessaveritis, vel illa non solveritis, similes pœnas incurretis, salvis aliis pœnis & processibus, quæ vel qui de jure inferri vel fieri poterunt per Romanum Pontificem in hoc casu.

37. In quolibet etiam triennio dabitis tu & tui in regno hujusmodi heredes Romano Pontifici unum palafredum album, pulchrum & bonum, in recognitionem dicti Dominii ejusdem Regni.

38. Ad hæc postquam tu prædictum Regnum acquisiveris, vel tantum de ipso quod etiam si aliquæ civitates vel munitiones, aut aliqua alia loca ipsius Regni adhuc tibi rebellia fuerint, reputeris & possis ipsius Regni Rex & Dominus reputari, ad dicta quadraginta millia florenorum & palafredum terminis supra dictis, & sub pœnis annotatis superius tenearis, & tui subsequenter heredes in Regno hujusmodi perpetuo teneantur.

39. Ad hæc si Romanus Pontifex, qui pro tempore fuerit vellet cum sua Curia in aliqua Civitatum vel aliarum terrarum seu locorum ipsius Regni Adriæ morari, hoc possit liberè & absque impedimento quocunque, & cum eisdem libertatibus, privilegiis & immunitatibus, quas Ecclesia Romana tàm de jure quam de antiquis observantiis habere debet, & usa est temporibus retroactis; & tam circa libratas ordinandas cancellos f---- ta, rationes domorum, jurisdictione Marescalli libera & aliorum officialium Romanæ Curiæ, quam alias in quibuscumque consistant & qualitercunque retrò temporibus fuerit observatum.

40. Tu etiam ad presens & singuli tui in Regno heredes quando facient homagium & juramentum fidelitatis præstabunt, dabitis privilegium vestrum aurea bulla bullatum Romano Pontifici & Romanæ Ecclesiæ in quo proprio juramento fatebimini & recognoscetis expressè Regnum Adriæ prædictum ex sola gratia & mera liberalitate sedis Apostolicæ, vobis de novo fore concessum, vosque recepisse & tenere Regnum hujusmodi à Romana Ecclesia sub pactis & conditionibus supradictis.

41. Habebis autem tu militum, ballistariorum & aliorum belligerorum hominum comitivam talem & tantam, quod ad prosecutionem & perfectionem negotii acquisitionis ipsius Regni sufficiens reputetur, & cum arripiendo & prosequendo iter versus Italiam pro prosecutione negotii quam citius commodè poteris, & ad longius infra duos annos, à data præsentium computandos, debeas Regnum Franciæ exivisse legitimo impedimento cessante; quod si in tua persona esses forsitan impeditus, ut infra dictum, terminum personaliter non posses præfato negotio acqui-

NS J. C. 82. quisitionis vacare, loco tui talem substitutum seu locum tenentem debeas ordinare, qui judicio Romani Pontificis ad tale & tantum negotium idoneus & sufficiens reputetur. Et si tu personaliter, vel, ubi esses in persona propria impeditus, per substitutum vel locum tenentem, ut est dictum, idoneum intra dictum terminum per modum præscriptum, vel saltem infra duos menses finem termini immediatè sequentes, non inceperis & prosecutus fueris acquisitionis negotium antedictum; vel si, quod Deus avertat, te interim mori contingeret, ex tunc præsens concessio, infeudatio, & omnia quæ in præsentibus litteris continentur, sint nulla, cassa & irrita ipso jure, liceatque Romano Pontifici & Romanæ Ecclesiæ de Regno & terris ipsis disponere & ordinare, prout placuerit, & eis videbitur rationabiliter faciendum.

42. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ ordinationis, statuti, decreti, concessionis, donationis, constitutionis, creationis, voluntatis, dispositionis, collationis & retentionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Spelunga Cajetanæ diocesis, XV. Kal. Maji. Pontificatus nostri anno primo.

CCCXXIX.

NS J. C. 383. VOYE. *Testament d'*AME' VI. *Comte de Savoye, fait au Château S. Etienne, le 27. Février* 1383. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 216.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi, & Virginis Gloriosæ, Amen. Anno Nativitatis ejusdem Domini millesimo tercentesimo octuagesimo tertio, indictione sexta, die veneris vigesima septima mensis Februarii, in castro sancti Stephani Bisuntinæ Dyocesis, & Camera in qua *Illustris & Magnificus Princeps & Dominus Dominus* AMEDEUS *Comes Sabaudiæ Princeps, Dux Chablasii & Augustæ, & in Italia Marchio*, pro sua residentia pernoctabat; Præsentibus viris Egregiis, & Potentibus Dominis Amedeo Domino Urteriarum, Gaspardo de Montemajori Domino Villari Saleti, & Joanne de Verneto, militibus, Viro venerabili & Religioso Fratre Deofecit Bonivardi Ordinis Minorum conventus Chamberiaci, Petro Vicini de Confleto Taren. Mermeto Rongeti Bellicen. ejusdem Domini Comitis Secretario, & Joanne de Cra dicto de Druyn Burgen. Aquiani Gebenn. Diocesis, dicti Domini Comitis testibus ad infra scripta vocatis per testatorem subscriptum, eòdem contextu præsentibus specialiter & rogatis; per præsens verum, publicum & autenticum instrumentum cunctis appareat evidenter: Cùm in præsentia Notarii publici infra scripti, more publicæ personæ stipulantis & recipientis omnia & singula supra & subscripta, vice, nomine & ad opus omnium & singulorum quorum interest, intererit & interesse poterit in futurum, & testium prædictorum, constitutus personaliter & specialiter propter ea quæ sequuntur. Præfatus Illustris, & magnificus Princeps & Dominus Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, Princeps, Dux Chablasii & Augustæ, & in Italia Marchio, qui nolens decedere intestatus, suum facit, condit, disponit & ordinat nuncupativum testamentum sine scriptis dictum, licet in scriptis redactum, seu ultimam dispositionem, in modum qui sequitur & in formam; quod quidem testamentum & testamentariam dispositionem valere vult, præcipit & intendit jure testamenti, & si non valeat jure testamenti, vult eum valere jure Codicillorum, seu donationis causa mortis. In primis siquidem ipse Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, de munifica miseratione Patris & Filii & Spiritus Sancti, Beatæ Virginis Gloriosæ, sanctorum Mauricii & Georgii, Sanctorumque & Sanctarum Dei merito confidens, corpus suum & ejus animam recommendat humiliter & devotè eisdem Patri & Filio & Spiritui Sancto, Beatæ intemeratæ Virgini Mariæ, Beatisque Georgio & Mauricio, & toti Curiæ Supernorum. Item sepulturam suam vult, disponit & ordinat in Ecclesia Abbatiæ Altæ-combæ, in Capella sua & monumento in quibus progenitores sui consueverunt sepeliri, in qua sepultura vocari & adesse vult & præcipit omnes Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, Abbatissas, Prælatos, Ordines & Presbyteros, & alias Ecclesiasticas personas, qui & quæ haberi poterunt commodè; qui ibidem Missarum solemnia & alia Divina Officia celebrent, pro remedio animæ suæ & prædecessorum suorum; quibus Religiosis in universo vel particulari dentur ad arbitrium executorum suorum inferiùs descriptorum. Item luminare, & ornamenta sua fieri vult, præcipit & ordinat, prout suo statui congruit, ad arbitrium & dispositionem dictorum executorum suorum, quatuor vel trium ex ipsis. Item debita persolvi, & clamores emendari vult & præcipit per hæredem suum inferiùs nominatum. Item præfatus Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ testator, in suæ mentis consideratione revolutus, honores, beneficia & commoda, suis temporibus habita & obtenta gratia & misericordia omnipotentis Domini, qui ipsum cum laude & honore non modico tam contrà hostes Christianæ fidei, quàm ejus inobedientes, rebelles & contrarios, sua mirabili potestate victorem fecit in pluribus, ad laudem Domini nostri Jesu Christi, Patris & Filii & Spiritus Sancti, & Gloriosæ Genitricis Beatæ Virginis Mariæ, Sanctorúmque & Sanctarum Dei, & totius Curiæ Cœlorum, ut peccatis suis propitiatores existant; Vult, disponit & ordinat, quòd in castro suo Petræ castri fundetur, fiat, construatur & fabricetur unum venerandum Cœnobium seu Monasterium, sub nomine & ad honorem Beatæ Virginis Mariæ, Fratrum Heremitarum Ordinis Carthusiensis, in quo sint & ordinentur & adesse debeant perpetuò quindecim Fratres Carthusienses, ad honorem quindecim Gaudiorum intemeratæ Virginis Mariæ, qui ibidem singulis diebus debeant & teneantur Missarum solemnia & alia Divina officia celebrare, pro remedio animæ suæ & prædecessorum suorum, nec non pro remedio animarum aliorum Dominorum & militum, qui de ordine Colaris sui fuerunt, sunt & esse contigerit in futurum; cui quidem Monasterio totum castrum Petræcastri & ambitum suum, unà cum toto territorio in quo situm est, ab introitu dicti castri ubicumque supra Rupem, dat & legat, unà cum omnibus & singulis arboribus, plateis, ingressibus, egressibus, pertinentiis & appendenciis universis; & ipsum Monasterium & Fratres prædictos in eis instituit. Item ut Fratres & familiares ordinandi ibidem obsequendo divino cultui, vivere valeant ibidem & sustentari honoricè sicut decet; ipse Dominus Comes testator dictis Ecclesiæ & Monasterio, Fratribus & Conventui mille florenos auri boni ponderis per annum in valore dat & legat, & eos instituit in eis, dictumque Monasterium, Ecclesiam & Fratres dotat in eis, & ipsos mille florenos per annum dat, donat, cedit & concedit perpetuò in dotem & nomine dotis ipsorum; quos quidem mille florenos auri boni ponderis assignat & affectat, & eos assignari, declarati & specificari vult, disponit & ordinat per executores suos subscriptos, & tres vel duos ex ipsis inde & super vineis, pratis, nemoribus, terris, redditibus, hominibus, homagiis, emphiteotis, directis, dominiis propinquioribus, quæ & ANS 1383.

ANS de J. C. 1383.

quas habet & habere potest in mandamentis, castellaniis & districtibus Petræcastri & Cordonis, ad veram assisiam, arbitrium & dispositionem dictorum executorum. Item volens ipsum Monasterium & Fratres ampliori beneficio communire, pro ædificiis necessariis construendis & reparandis ibidem, calicibúsque, libris & aliis ornamentis emendis ad opus dicti Monasterii, quatuor millia floren. de Camera Domini nostri Papæ semel dat & legat. Item pro ponte lapideo construendo super Rhodano in portu Petræ castri, ultra ducentos florenos jam traditos & solutos ea occasione, sex millia trecenta floren. auri boni ponderis veteres semel dat & legat; Et pro una capella in dicto Ponte construenda ad honorem B. Virginis Mariæ, in qua singulis diebus Miss. solemnia celebrentur pro remedio animæ suæ & prædecessorum suorum, & tam pro ædificiis & dotationibus ipsius capellæ mille quingentos florenos auri veteris semel dat & legat. Item fabricæ & operi pontis construendi in Montemeliano, supra ripam & flumen Isaræ, sex mille florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item vult, disponit & ordinat, quòd in hospitali Montismeliani construatur una capella, & quinque Presbyteri ordinentur, ibidem Missarum solemnia & alia divina officia celebrantes, ad honorem quinque plagarum seu quinque vulnerum Domini nostri Jesu Christi; pro quibus faciendis, & dotatione dictæ capellæ, ac ornamentis emendis, quatuor mille florenos auri boni ponderis veteres semel dat & legat. Item Capitulo & Canonicis Ecclesiæ Lausan. pro una Missa in eadem Ecclesia diebus singulis celebranda ad honorem B. Virginis Mariæ, quatercentum florenos veteres semel. Item Fratribus & Conventui Minorum Lausann. tam pro reparatione suæ Ecclesiæ, quàm pro una Missa in eadem Ecclesia diebus singulis celebranda, pro remedio animæ dicti Domini Comitis & Antecessorum & successorum suorum, quingentos florenos veteres. Item Conventui & Canonicis S. Mauricii Agaunensis, tam pro una Missa ibidem singulis diebus perpetuò celebranda, quàm pro una lampade accensa, tenenda perpetuò & continuo ante magnum altare dictæ Ecclesiæ, pro remedio animæ suæ, antecessorum & successorum suorum, quingentos florenos veteres semel dat & legat. Item ipse testator ad S. Mauricium Agaunensem habens affectionem meritò singularem, vult, disponit & ordinat, quòd Ecclesia S. Mauricii prædicti fabricetur & ædificetur integriter de novo, de & super bonis, rebus & hæreditatibus ejusdem, quæ supponit & afficit ad perfectionem ipsorum. Item Conventui & Monasterio S. Eugendi Jurensis, pro una Missa ibidem diebus singulis perpetuò celebranda, quater centum florenos veteres semel dat & legat. Item Conventui & Fratribus S. Anthonii Vienn. tam pro una Missa ibidem perpetuo celebranda, Capella in qua est brachium S. Anthonii pingendum armis & signis suis, & pro una lampade ibidem accensa tenenda perpetuo, quingentos florenos boni ponderis veteres semel dat & legat. Item capitulo & Canonicis Ecclesiæ Bellic. pro una Missa ibidem perpetuo celebranda, pro remedio animæ suæ & antecessorum & successorum suorum, tercentum florenos veteres semel dat & legat. Item pro tribus Missis in loco Cerderiacum in Maurian. septimana qualibet perpetuo celebrandis, septies viginti florenos veteres semel dat & legat. Item pro una Missa in Capella B. Mariæ Pontis-secusiæ, diebus singulis cantanda, & una lampade ante effigiem B. Mariæ accensa tenenda perpetuo, tercentum florenos semel dat & legat. Item pro una Missa in altari B. Mariæ de Consolatione, una Missa in altari B. Mariæ de Pace, & una alia Missa in altari B. Mariæ de Gratia de Thaurino, diebus singulis perpetuo celebrandis, quater centum quinquaginta florenos veteres semel dat & legat. Item pro una Missa in altari B. Mariæ Annessiacæ, perpetuo diebus singulis celebranda, tercentum florenos veteres. Item pro una Missa in altari B. Mariæ S. Leodegarii Chamberiaci, diebus singulis celebranda, tercentum florenos veteres. Item pro una Missa in Capella Vultus Domini Viviaci, diebus singulis perpetuo celebranda, quater centum florenos veteres. Item Hospitali novo Chamberiaci, pro una Missa ibidem diebus singulis perpetuo celebranda, quater centum florenos veteres semel dat & legat. Item Dominabus Monialibus de Polletens in Elcemosinam, ducentum florenos semel dat & legat. Item Conventui & Fratribus Seallonis Carthusiensis pro una Missa ibidem perpetuo celebranda, ducentum florenos semel dat. Item fabricæ pontis Confleti, & una Capella ibidem construenda, & una Missa ibidem perpetuo celebranda singulis diebus, mille quingentos florenos veteres. Item fabricæ pontis Dranciæ inter Thononum & Aquianum, quatercentum florenos veteres semel. Item Domino Joanni de Verneto militi, in præmium & remunerationem serviciorum sibi impensorum per eum, tria millia florenorum auri boni ponderis semel dat & legat. Item Domino Amedeo Domino Urteriarum, ultra tercentum florenos sibi ad vitam annis singulis donatos, tercentum florenos auri consimiles eidem dat, ad vitam suam annis singulis persolvendos, in & super Castellania Maurian. per Castellanum qui pro tempore fuerit, termino quo dicti tercentum floreni priores solvi debent, & eos eidem Domino Amedeo vult dum vixerit assignari, & hoc in præmium serviciorum & laborum sustentorum per ipsum. Item Joanni de Cresto, in præmium & remunerationem serviciorum & laborum sustentorum per eum, mille florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item Petro Vicini Secretario suo, in præmium serviciorum & laborum suorum sustentorum per ipsum, mille florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item Joanni de Cra aliàs de Druyn ejus valleto, in remunerationem serviciorum & laborum suorum sustentorum per eum, mille florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item ipse Testator habens ad familiares & servitores suos domesticos quemlibet in gradu suo affectionem singularem, volens eis pro meritis compensare, vult, disponit & ordinat, quod ipsi præmientur & remunerentur consideratis ipsorum servitiis, ad ordinationem Dominæ & Conthoralis suæ, & executorum suorum interiùs descriptorum, & duorum ex ipsis. Item ipse Dominus Comes testator, recognoscens se fore erga Dominum Gaspard. de Montem. militem suum, & Mermetum Rogeti ejus Secretarium, merito obligatum, qui sibi perpetuo suo tempore fideliter & utiliter servierunt, ipsos Dominæ uxori suæ, & *Amedeo filio suo* carissimis expressè, specificè & specialiter recommendat; volens, injungens & expressè præcipiens ipsis uxori & filio, quatenus eisdem Domino Gasp. & Mermeto respondeant & remunerent condignè pro servitiis eorundem, super quibus se exonerandum ipsos onerat, afficit & astringit specialiter & expressè. Item ipse Dominus Comes testator, considerans & attendens grata, fructuosa & laudabilia servicia sibi facta fideliter & impensa per *Illustrem Consortem suam carissimam Dominam Bonam de Borbonio*, & quibus intrinsecis dilectionibus suit per eam hactenus humaniter prosecutus; eandem Dominam Bonam facit, vult, ordinat, nominat & disponit Dominam veram & administratricem ac usufructuariam in Comitatu Sabaudiæ, Ducatu Chablasij & Augustæ, & Marchionatu in Italia, & Principatu, ac in omnibus universis & singulis civitatibus, villis, castris, oppidis, locis, hominibus, homagiis, superioritatibus, reverentiis, feudis, retrofeudis, jurisdictionibus, meris, mixtis imperiis, jurisdictione omnimoda, redditibus, servitiis, censis possessionibus, proprietatibus, dominiis dignitatum prædictarum, & omnium & singularum terrarum, locorum

ANS de J. C. 1383.

NS corum, caſtrorum, villarum, burgorum, civitatum
C. & oppidorum, ad Comitatum Sabaudiæ, Ducatum,
3. Principatum, Marchionatum pertinentibus quoquomodo, ſive citra ſive ultra montes fuerint quomodolibet ſituata: ita quòd ipſis omnibus & ſingulis utatur & uti debeat, & omnes fideles & ſubditi ſui eidem plenè, perfectè obedire debeant & teneantur, dum tamen in humanis vixerit, & ab aliis nuptiis abſtinebit; ita quòd *Amedeus de Sabaudia ejus Filius* cariſſimus ſtatum ſuum & ejus uxorem teneat, & cum ea vivat de bonis, rebus, exitibus, obventionibus & emolumentis prædictorum Comitatus, Ducatus, Principatus & Marchionatus; exceptis villis, caſtris, & locis infrà ſcriptis, & ipſorum pertinentiis, quæ eidem Dominæ Conthorali ſuæ, dum vixerit & ab iteratis nuptiis abſtinebit, vult eſſe præcipuè expedita, & ea vult ſibi modo prædicto propriè & ſpecialiter pertinere, & eidem obediat & pareat & intendat tanquam verus, bonus & obediens Filius; ita quòd eandem matrem ſuam benigniter, humaniter & favorabiliter proſequatur, quoniam ipſam eidem recommendat ſpecialiter & expreſſè; volens quòd omnes fideles ſui dictæ Dominæ dum vixerit obediant, pareant & intendant, ut ſibi ipſi facerent, dum tamen in humanis fuerit, & ab aliis nuptiis abſtinebit. Item ipſe Dominus teſtator volens eandem Dominam conjugem ſuam cariſſimam ſpeciali favore & dilectione proſequi, eidem Dominæ & conjugi ſuæ dat & legat, ad vitam ipſius naturalem, ſi ab iteratis nuptiis abſtinebit, caſtra, villas, loca, territoria, mandamenta, ſuperioritates & diſtrictus Aquiani, Fiſternæ, Ripailliæ, Thononis, Alingiorum, Hermanciæ & Burgeti in Sabaudia, cum omnibus & ſingulis redditibus, ſerviciis, cenſis, hominibus, homagiis, pratis, vineis, nemoribus, terris, ſtagnis, paſcuis, molendinis, baptitoriis, exitibus, obventionibus, emolumentis, meris, mixtis imperiis, & juriſdictione omnimoda, pertinentiis & appendentiis ipſorum, & cujuſlibet eorundem; ſic quòd ipſius vita naturali durante, & ipſa ab iteratis nuptiis abſtinente, prædictis omnibus & ſingulis ipſorum utatur & uti poſſit perpetuò, & ſuos fructus proprios facere, abſque eo quòd ex inde rationem vel computum facere vel reddere, vel collationem facere cum aliquo teneatur; volens quòd omnes ſubditi & vaſſalli dictorum caſtrorum, villarum & locorum prædictorum, eidem Dominæ pareant, obediant, ſolvant & intendant dum vixerit, & ab aliis nuptiis abſtinebit, prout eidem teſtatori facere tenerentur. In Comitatu autem Sabaudiæ, Ducatu Chablaſii & Auguſtæ, Marchionatu in Italia, Principatu, dignitatibus, Seignoriis, Baroniis, & in aliis omnibus & ſingulis rebus, bonis, hæreditatibus, civitatibus, locis, caſtris, villis, oppidis Comitatus Sabaudiæ, Ducatus Chablaſii & Auguſtæ, Marchionatus in Italia, & Principatu, ac dignitatibus, obedienciis, ſuperioritatibus, reverentiis, ſubjectionibus eorundem, hominibus, homagiis, fidelitatibus Principis Achayæ Domini Aymonis de Sabaudia, Comitis Gebennenſis, Domini Bellijoci, Domini de Villariis, Domini Cameræ, Domini de Aquis, Comitis Grueriæ, Domini Grandiſſonis, Domini Guillermi de Grandiſſone, Comitum Valliſpergiæ, Sancti Martini, Sancti Georgii, Dominorum Montisjoveti, & cæteris ad prædictas dignitates ad dictum teſtatorem tam citra quàm ultra montes competentibus, meris, mixtis imperiis, & juriſdictionibus omnimodis, redditibus, cenſis, terris, pratis, vineis, paſcuis, nemoribus, molendinis, baptitoriis, ſtagnis, lacubus, piſcariis, venationibus, territoriis ſupradictis, & cæteris omnibus ad ea pertinentibus quomodocumque & qualitercumque, pertinentiis & appendentiis eorundem, *Illuſtrem Amedeum de Sabaudia Filium ſuum cariſſimum*, ſuum hæredem univerſalem inſtituit, & ſuos liberos maſculos naturales & legitimos, ex ſuo corpore & legitimo matrimonio deſcendentes, vulgariter, pupillariter & per fideicommiſſum, ita quod ſemper prior natu ſuccedat aliis filiis maſculis ſecundùm decentiam generis honorificè ſuſtinendis, & filiabus honorificè maritandis; Volens, diſponens & ordinans, adhærendo ſemper diſpoſitionibus progenitorum ſuorum, quòd ſtantibus filiis maſculis de genere & armis Comitum Sabaudiæ, & generis armorum ſuorum mente ſanis & corporibus, nunquam filiæ ad ipſius ſucceſſionem vocentur; & ſi eundem Amedeum Filium ſuum cariſſimum ſine liberis maſculis legitimis & naturalibus ut ſuprà mori contigerit, vel ſi habuerit, & eos mori contingat quandocùmque ſine liberis naturalibus & legitimis; eo caſu, *Illuſtrem Amedeum de Sabaudia Principem Achayæ*, nepotem ſuum cariſſimum, & ſuos liberos maſculos, naturales & legitimos, ex ſuo proprio corpore & legitimo matrimonio deſcendentes, eidem ſubſtituit vulgariter, pupillariter & per fideicommiſſum; & eo caſu mediantibus prædictis, Ludovicus de Sabaudia nepos ſuus cariſſimus terram Principatus habere debeat pleno jure, & ſibi competat prout ad eundem Principem pertinet, & conſuevit hactenus pertinere; ſalvis tamen homagio, feudis, retrofeudis Comitis Sabaudiæ, & pactis & conventionibus habitis cum eodem; & ita quòd ſemper natu prior mente compos ſuccedat, & cæteris in ſucceſſione præferatur aliis filiis honorificè ſuſtinendis, & filiabus ſecundùm decentiam generis maritandis. Et ſi fortè eundem Amedeum Principem ſine liberis maſculis naturalibus & legitimis mori contingerit, eo caſu Ludovicum de Sabaudia nepotem ſuum cariſſimum fratrem prænominati Principis, & ſuos liberos maſculos ex ſuo proprio corpore & legitimo matrimonio deſcendentes, ſibi ſubſtituit vulgariter, pupillariter & per fideicommiſſum: Et ſi fortè dictum Ludovicum de Sabaudia ſine liberis maſculis, naturalibus & legitimus, ex ſuo proprio corpore & legitimo matrimonio, mori contingerit, eo caſu Dominum *Aymonem de Sabaudia militem Dominum Villæ-Franchæ*, & ſuos liberos maſculos, naturales & legitimos eidem Ludovico, & eo præmoriente, cæteris ſubſtituit vulgariter, pupillariter & per fidei commiſſum; ita quòd ut ſupra prior natu præ cæteris in ſucceſſione vocetur, & ſtantibus filiis prædictorum, nunquam filiæ ad ſucceſſionem vocentur. Executores verò ſuæ hujus ultimæ voluntatis ejus prænominatus Dominus Comes teſtator facit, diſponit, nominat & ordinat R. Patrem Dominum Guyd. Abbatem Sancti Michaëlis Cluſini, Dominum Guillermum de Grandiſſono Dominum Aubonæ, ſi adeſſe poterit, Ludovicum de Coſſonay Dominum de Berthié, Amedeum Dominum Urteriarum, Dominum Joannem de Corgenon Dominum Mellionati, Dominum Gaſpardum de Montemajori Dominum Villarii Saleti, Humbertum de Columberio Dominum de Vuillermis, Bartholomæum de Chignino, Humbertum de Balma Dominum Fromentarum, Andream Bellætruchæ, & tres, & duos ex ipſis, pro prædictis omnibus & ſingulis exequendis; in quorum Executorum ſuorum manibus, hæreditates, reſque & bona ſua omnia ponit, & relinquit pro integro complemento & ſatisfactione ipſorum, & de ipſorum probitate & dilectione confidens, eos ſe exonerando onerat de prædictis. Signé Ravaſii.

ANS de J. C. 1383.

ANS de J.C. 1385. BOURGOGNE ET GAND.

CCCXXX.

Traité de Paix entre PHILIPPE DE FRANCE, *Duc de Bourgogne, de Flandre, d'Artois, &c. & la Ville & les Bourgeois de* GAND. *Fait à Tournay le* 18. *de Décembre* 1385. Continuation de l'Hiſtoire & Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 21.

PHILIPPE, Fils de France, Duc de Bourgongne, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgongne Palatin, Sire de Salins, Comte de Rethel, & Signeur de Malines: & Marguerite, Ducheſſe & Comteſſe deſdicts païs & lieux, à tous ceux, qui ces preſentes lettres verront & orront, ſalut. Savoir faiſons, comme noz bien-aimés, & ſugets, les Eſchevins, Doyens, Conſaux, & Communautés de noſtre bonne-ville de GAND, ayant humblement ſupplié à Noſtre-Sire le Roy, & à nous, que d'eux voulſiſſions avoir pitié, mercy, & miſericorde, & que noſtredict Signeur & nous leur voulſiſſions pardonner toutes les offenſes & meſaits, par eux & leurs complices permis & perpetrés contre noſtredict Signeur & nous, & que nous, ayans pitié & compaſſion de noſdicts ſugets, par autres lettres d'icelluy Signeur & les noſtres, & pour les cauſes contenues en icelles, ayons remis & pardonné à noſdicts ſugets de Gand, & à leurs complices, leſdictes offenſes & meſaits: & auſſi leurs ayons confirmé leurs priviléges, franchiſes, couſtumes, & uſages: ou cas qu'ils viendront plainement à l'obeïſſance de noſtredict Signeur, & à la noſtre: laquelle grâce & pardon leſdicts de Gand & leurs complices ont receue treshumblement de noſtredit Seigneur & de nous: & par leurs lettres & meſſagers, qu'ils ont envoyés devers noſtredit Signeur & nous en grand nombre, eſtant à Tournay, ont renoncé à tous debats & guerres, & ſont retournés de bon cueur à la vraye obeïſſance de noſtredit Signeur & de nous: en promettant que doreſnavant ils ſeront bons amis, & loyaux & vrais ſugets à noſtredit Seigneur le Roy, comme à leur Signeur ſouverain, & à nous, comme à leur Signeur naturel, à cauſe de Marguerite noſtre compaigne, comme leur Dame naturelle & héritiére: pourquoy noſtredit Signeur & nous noſdits ſugets de Gand, & leurs complices, avons receus à noſtre grâce, miſericorde, & obeïſſance, & donné lettres de gráce, pardon, & remiſſion, purement & abſolument, avecques la reſtitution de leurs Priviléges, Couſtumes, & Uſages: ſi comme ces choſes, & autres, plus-à-plain peuvent apparoir par le contenu deſdictes lettres: apres leſquelles grâces, & remiſſions, noſdits ſugets de noſtredite bonne-ville de Gand nous ont fait pluſieurs ſupplications: leſquelles nous avons receues & fait veoir & viſiter diligemment, par les gens de noſtre Conſeil, par grande & meure deliberation: leſquelles veues, pour le commun bien de tout le païs, & pour échever toutes diſſenſions, qui doreſnavant ſe pourroyent enſuyvre, de noſtre grace, pour amour & contemplation de noz bons ſugets, avons ordonné, ſur leſdictes ſupplications, par la maniere qui s'enſuyt.

Premierement, ſur ce qu'ils nous ont ſupplié que voulſiſſions confirmer les Priviléges de Courtray, d'Audenarde, de Grantmont, Meule, Terremonde, Rupplemont, Alloz, Haaſt, Arclo, Breviles, Donze, & des Chaſtellenies & plat-païs d'icelles viles, nous avons ordonné, que les habitans d'icelles viles viendront par-devers nous, & nous apporteront leurs Priviléges: leſquels nous ferons veoir par les gens de noſtre Conſeil: &, iceux veus, nous en ferons tant, que noſdits ſugets de Gand, & ceux des bonnes-viles, en devront par raiſon eſtre contens: &, ſi aucuns deſdicts Priviléges eſtoyent perdus par cas de fortune, ou autrement, nous en ferons faire bonne information: &, icelle veue, nous y pourvoyerons comme dict eſt. ANS de J.C. 1385.

Item, ſur ce qu'ils nous ont prié du faict de la marchandiſe, nous avons conſenti qu'elle ayt cours par noſtre païs de Flandres, en payant les deniers accouſtumés.

Item, ſur ce qu'ils ſupplient, que, s'aucuns des habitans de noſtredicte bonne-vile de Gand, ou de leurs complices, eſtoyent arreſtés au temps à venir en aucuns païs, & hors de noſtredict païs de Flandres, pour occaſion des debats & deſſenſions deſſuſdictes, que d'icelles fiſſions tenir paiſibles chaſcun d'eux, nous leur avons ottroyé, que, ſi aucuns d'entre eux eſtoyent arreſtés, comme dit eſt, nous les aiderons, conforterons, & deffendrons de tout noſtre pouvoir, contre ceux, qui par voye de faict les voudroyent grever, ou empeſcher: comme bons Signeurs doyvent faire à leurs loyaux ſugets.

Item, ſur ce qu'il nous ont ſupplié que tous les priſonniers, qui ont tenu leur parti, & qui ſont detenus par nous ou noz ſugetz, fiſſions delivrer, nous avons ordonné, & ordonnons, que leſdits priſonniers (s'ils ſe ſont mis à rançon) ſoyent delivrés, en payant leur rançon, & deſpens raiſonnables: parmy ce, que, ſi aucuns deſdicts priſonniers, ou de leurs parens, ou amis charnels, tiennent contre nous aucunes fortreſſes, les mettent, avant tout œuvre, en noſtre main: & ſeront pareillement delivrés noz priſonniers, detenus par noſdicts ſugets de Gand, ou leurs complices.

Item, en amplifiant noſtredicte grâce, avons ordonné, & ordonnons, que tous ceux, qui pour occaſion des debats & diſſenſions, qui ont derniérement eſté en noſtredict païs de Flandres, auroyent eſté bannis de noſdictes bonnes-viles de Bruges, d'Ypre, du païs du Franc, & d'autres viles & lieux deſquels ils ont eſté bannis, & auſſi tous ceux qui ont eſté bannis par la Juſtice & Loy de noſtredicte ville de Gand, ou mis & jugés hors Loy, & qui ſe ſont abſentés, ſeront reſtitués, & pourront retourner & demourer en ladicte vile: pourveu que ceux, qui ont tenu la partie d'iceux de Gand, ſeront reſtitués es viles & lieux du païs: comme dict eſt: & ſeront en la vile de Gand le ſerment, cy-deſſous eſcrit, es mains de noz Officiers, quand ils devront entrer es viles, eſquelles ils doyvent eſtre reſtitués: &, en-outre, ils jureront qu'ils garderont la paix & ſeureté deſdictes viles, n'aux habitans d'icelles ne porteront, par aucune voye directe, ou oblique, mal ne dommage: & pareillement le jureront ceux, qui entreront en noſtredicte vile de Gand.

Item, que tous ceux, qui entreront en noſtre vile de Gand, & leurs complices, avecques tous ceux de la vile, obeïront à la grâce de noſtredict Signeur & de nous, & viendront preſentement à noſtre obeïſſance: &, quant aux abſens, dedans le temps, qui ſera cy-apres ordonné, ſeront reſtitués à leurs fiefs, maiſons, rentes, & héritages, en quelque lieu qu'ils ſoyent (nonobſtant quelconques forfaictures ou maleſices, pour occaſion des diſſenſions deſſuſdictes) ainſi qu'ils les tenoyent avant icelles diſſenſions.

Item, que, ſi aucuns deſdits habitans de ladicte vile de Gand, ou leurs complices, ſont hors de la vile deſſuſdicte, es païs de Brabant, Haynaut, Hollande, Zelande, Cambreſis, & de l'Eveſché du Liége, ils viendront en l'obeïſſance de noſtredict Signeur & de nous, & feront les ſermens, qui cy-apres ſeront déclairés, à nous, ou à ceux que nous commettrons, dedans deux mois apres la publication de la paix deſſuſdicte, & jouiront des pardons & grâces deſſuſdictes: & ceux, qui ſont es païs d'Angleterre, de Friſe, d'Allemaigne, & autres, deça la grand'

ANS J. C. 1385. grand' mer, viendront en noſtre obeïſſance dedans quatre mois, apres la publication deſſuſdicte: & ceux, qui ſont outre la grand mer, ou à Romme, ou à Sainct-Jaques, viendront à celle obeïſſance dedans un an, apres ladicte publication, ſans fraude: & jureront, comme cy-deſſus eſt dict: & jouiront des grâces & pardons deſſuſdicts: & auſſi ceux, qui auront eſté bannis, jugés hors Loy, ou abſens de noſtredicte vile pour occaſion des diſſenſions deſſuſdictes, ſeront reſtitués en leurs fiefs, maiſons, rentes, & héritages, toutesfois qu'il leur plaira.

Item, que des biens meubles, qui ont eſté pris d'une part & d'autre, ne ſera faicte aucune reſtitution: mais en demoureront quittes tous ceux, qui les ont pris, & auſſi pour l'obligation, faicte pour occaſion de ces biens meubles: ſi aucunes faictes en eſtoyent pour décharger leurs conſciences, & s'ils en vouloyent aucuns rendre.

Item, que les poſſeſſeurs, ou détenteurs des maiſons deſſuſdictes (auſquelles ſeront reſtitués tant ceux de l'une partie comme de l'autre) ne pourront d'icelles maiſons rien oſter, tenant à plomb, à cloux, ou à chevilles: & ſeront rendues les poſſeſſions d'icelles maiſons, cens, rentes, & revenus des héritages, demourant ſans reſtitution ce qui en eſt deu: & ainſi doreſnavant les fruits, rentes, & revenus des héritages, ſeront levés paiſiblement pour ceux, à qui ils doyvent appartenir.

Item, ja ſoyt ce que nos ſugets de Gand, & pluſieurs de leurs complices, ayent fait hommage des fiefs, qu'ils tiénent, à autres Signeurs, qu'à ceux, à qui il appartient, & par ce leurſdicts fiefs peuvent eſtre forfaicts: ce nonobſtant nous voulons, de noſtre grâce, qu'iceux fiefs leur demeurent, en faiſant les hommages à nous, de ce qui avoit eſté de nous ſans moyen: & à noz vaſſaux de ce, qui avoit eſté tenu d'eux: & auſſi nous ottroyons de grâce eſpécial, les desheritemens & (*a*) recongnoiſſances, faictes par Loy entre parties preſentes.

(*a*) On dans vieil ége Froiſ- t. Deſ- noiſſan- Peut- e auſſi arroit- lire *itemens reco- iſſan-*

Item, que noſdicts ſugets de Gand, Eſchevins, Doyens, Conſaux, & toutes les Communautés de Gand, & leurs complices, par noſtre ordonnance, & de bonne voulonté, ont renoncé, & renoncent, à toutes les alliances, ſermens, & obligations, fois, & hommages, qu'eux, & aucuns d'eux, auroyent faits au Roy d'Angleterre, ou à ſes commis & députés, ou à leurs Officiers, & à tous autres, qui ne ſeroyent bien-veuillans de noſtredict Signeur & de nous: & nous ont fait ſerment d'eſtre doreſnavant bons, vrais, & loyaux ſugets, & obeïſſans, de noſtredict Signeur (comme leur Souverain) & de ſes ſucceſſeurs Roys de France, & de nous, comme de leurs droicturiers Signeur & Dame, & de noz ſucceſſeurs Comtes de Flandres: & de nous faire tels ſervices, & à noz ſucceſſeurs, comme bons & loyaux ſugets doyvent faire à leurs bons Signeur & Dame, de garder leurs corps, honneurs, héritages, & droits: & empeſcher tous ceux, qui empeſcher voudroyent le contraire, & le faire ſavoir à nous & à noz Officiers: ſaufs leurs priviléges & franchiſes.

Item, afin que noz ſugets de noſtredicte bonne-vile de Gand demeurent à touſiours en bonne paix, & en la vraye obeïſſance de noſtredict Signeur le Roy, de nous, & de noz hoirs, Comtes de Flandres, pour échever tous debats, & diſſenſions, qui pourroyent ſurvenir, nous voulons, & ordonnons, que tous les articles & points deſſuſdicts ſoyent tenus & gardés ſans les enfreindre: & deffendons à noz ſugets, ſur quant qu'ils peuvent meſaire envers nous, que, pour occaſion des debats & diſſenſions deſſuſdictes, ils ne meſacent, ou facent meſaire, par voye directe, ou oblique, de fait, ne de parole, aux deſſuſdicts de Gand, n'à leurs complices: & ne leur en dient aucunes opprobres, reproches, n'injures.

Item, ſi aucun faiſoit le contraire de ce que deſſus eſt dict, & que pour nous il injuriaſt, ne portaſt dommages à aucuns des deſſuſdicts de Gand, ou à leurs complices, ou eux à aucuns de ceux, qui ont tenu noſtre parti, pour occaſion des anciens debats & diſſenſions deſſuſdictes, de telle offenſe, que par la congnoiſſance du Signeur & des Loix, à qui il appartiendra, le faict ſoit criminel, le malfaicteur, ſes aidans & complices, & ceux, qui les recéleront, ſans fraude ſoyent punis, en corps & en biens (comme eſtans conveincus de paix enfreinte) tant par la juſtice de noz Officiers, ou d'autres Signeurs, comme par les Loyx du païs, ſi-comme à chaſcun appartiendra: & ſoyt faicte ſatisfaction raiſonnable à la partie blecée, des biens du malfaicteur, & le ſurplus appliqué à nous, ou aux Signeurs, à qui il appartiendra: ſaufs les priviléges des viles.

ANS J. C. 1385.

Item, ſi aucuns des Bourgeois de noſtredicte vile de Gand eſtoyent faicts hors Loy, ou bannis, pour fraction de ladicte paix, ſuppoſé que, par les priviléges d'icelle vile par-avant ces preſentes, ne deuſſent perdre leurs biens: neantmoins, pour mieux tenir cette preſente paix, ils les perdront, & ſur iceux biens ſera faicte à la partie ſatisfaction, qui aura eſté blecée, comme dit eſt: & le réſidu viendra aux droits hoirs d'iceux, comme s'ils fuſſent trépaſſés: ſaufs, en tous autres cas, les priviléges de noſtre vile de Gand: &, ſi tels malfaicteurs ne peuvent eſtre pris, ils ſoyent bannis, & faicts hors Loy, & privés de leurs biens: & en ſoit ordonné comme dict eſt.

Item, ſi aucun par paroles, ou autrement que deſſus eſt dict, à la congnoiſſance des Officiers & Loix des lieux vient contre noſtre ordonnance, nous voulons, & ordonnons, qu'il ſoyt puni d'amende arbitraire (telle & ſi-grande, qu'il ſoyt exemplaire à tous autres) par les Officiers & Loy des lieux, ainſi qu'à chaſcun par droit peut appartenir: ſaufs les priviléges & franchiſes des lieux.

Item, que, ſi aucune perſonne d'Egliſe venoit contre la paix deſſuſdicte, elle ſoit baillée à ſon Ordinaire, & qu'il en prenne vengeance, comme de paix enfreinte, ſelon ce que le cas le requiert.

Item, que ceſtedicte paix, d'entre nous & noz bons ſugets de noſtredicte vile de Gand & leurs complices, ſera criée & publiée ſolennellement en icelle vile, & en noz autres viles de noſtredict païs de Flandres.

Item, que, ſi aucunes doutes, ou obſcurités, venoyent ou temps à venir ſur les articles & poincts deſſuſdicts, circonſtances, & dépendances d'iceux, nous les declarerons, & ferons declarer, & interpréter, par noſtre Conſeil, raiſonnablement, & tellement que tous ceux, à qui il appartiendra, en devront eſtre contens.

Et nous, (*b*) Doyens & Communautés de la vile de Gand, pour nous & noz complices quelconques, avons receu, & recevons ſemblablement, les grâces, pardons, & clemences deſſuſdictes, à nous faictes par le Roy Charles noſtre ſouverain Signeur, & par leſdicts Duc & Ducheſſe, Comte & Comteſſe de Flandres, noz droicturiers & naturels Signeur & Dame: & deſdictes grâces & pardons nous remercions de bon cueur, tant que plus ne pouvons, le Roy noſtre ſouverain Signeur: & à ſes ſucceſſeurs Roys de France, & à noz droicturiers & naturels Signeur & Dame deſſuſdicts, & à leurs ſucceſſeurs Comtes de Flandres, nous ferons les ſermens, que bons & loyaux ſugets doyvent faire à leurs droits Signeurs: & ſi garderons leurs corps & honneurs. En teſmoing deſquelles choſes, nous, Duc & Ducheſſe deſſuſdicts avons fait mettre noz ſeaux à ces lettres: & nous, Eſchevins, Doyens, & Communautés deſſuſdicts de la vile de Gand, y avons auſſi mis le grand ſeel de la vile. Et, en outre, nous, Duc & Ducheſſe deſſuſdicts

(*b*) Cet Article eſt plus ample dans l'Abrégé de Froiſſart dont on a parlé dans la note précédente.

ANS de J. C. 1385. susdicts avons prié, prions, & requerons, à nostre treschere & aimée ante, la Ducheſſe de Luxembourg, & de Brabant, & à noſtre treſcher & treſaimé frere, le Duc Aubert de Baviere, & auſſi nous, Eſchevins, Doyens, Conſaux, & Communautés de la vile de Gand, ſupplions nous à treshaute & puiſſante Princeſſe, Madame la Ducheſſe de Luxembourg & de Brabant, & à treshaut & puiſſant Prince, le Duc Aubert de Baviere deſſuſnommé, &, en outre, nous, Duc & Ducheſſe de Bourgongne, & nous, Eſchevins, Doyens, Conſeil, & Communautés de Gand, prions aux Barons & Nobles du païs de Flandres, cy-apres nommés, aux bonnes-viles de Bruges, d'Ypre, au terroir du Franc, & aux bonnes-viles de Malines & d'Anvers, que, pour le bien de paix, & pour plus grande ſeureté & teſmoignage de verité de toutes les choſes deſſuſdictes, & de chaſcune d'icelles, veulent mettre leurs ſeaux, & les ſeaux deſdictes viles à ces preſentes. Et nous, Jehanne, par la grâce de Dieu, Ducheſſe de Luxembourg, de Brabant, & de Lambourg, & nous, Duc Aubert de Baviere, Bail, Gouverneur, & héritier des païs de Hainaut, de Holande, de Zelande, & de la Signeurie de Friſe, nous Guillaume, fils aiſné du Comte de Namur, Signeur de l'Eſcluſe, *Hue*, Signeur d'Antoing, & Chaſtelain de Gand, *Jehan*, Signeur de Guiſtelles & de Harves, *Henry de Bruges*, Sire de Diſquemne & du Havre, *Jehan*, Sire de Gonuſeberge & de Jentoiſe, *Arnoul de Jouſte*, Sire d'Eſtournay, *Philippe*, Signeur d'Axalle, *Loys de la Haſle*, Baſtard de Flandres, *Girard de Raſenhen*, Sire de Baſerode, *Gautier*, Sire de Halun, *Philippe de Namur*, Sire d'Eque, *Jehan Vilain*, Signeur de Sainct-Jehan-d'Outre, Chaſtelain d'Ypre, & *Loys*, Sire de Lambres, Chevalier, & nous Bourgmaiſtre, avecques les Eſchevins des viles de Bruges & d'Ypre, nous, Philippe de Redehen, Chevalier, Eſchevin du terroir du Franc, pour & ou nom d'iceluy terroir (lequel n'a point de ſeel commun) & nous, Conſeil des viles de Malines & d'Anders, avons, à ladicte priere & requeſte, pour bien de paix, & en plus grande ſeurté & teſmoignage de verité de toutes les choſes deſſuſdictes, & de chaſcune d'icelles, fait mettre, & mis, noz ſeaux, & des viles deſſuſdictes, à ces preſentes lettres, faictes & donnees à Tournay, le dix-huictiéme jour du mois de Decembre, l'an de grâce mil trois cens quatre vingts & cinq.

CCCXXXI.

ANS de J. C. 1386. BOURGOGNE ET DIJON.

Accord paſſé par Arrêt du Parlement de Paris, ſur les différends qui étoient entre PHILIPPE I. *dit* le Hardi *Duc de Bourgogne, & les habitans de la Ville de* DIJON. *Fait le 14. de Juillet* 1386. Etienne Perard, dans ſon Recuëil de Piéces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 374.

KAROLUS Dei gratia *Francorum Rex*, univerſis præſentes litteras inſpecturis, Salutem. Notum facimus, quod de & ſuper cartis, controverſiis & debatis in noſtra Parlamenti curia, inter cariſſimum patruum noſtrum Ducem Burgundiæ, ex una parte, & Majorem, Scabinos & Communitatem Villæ DIVIONENSIS, ex altera; notis & pandantibus inter dictas partes, de licentia dictæ noſtræ curiæ, tractatum concordatum & pacificatum extitit, prout in quadam cedula ab eiſdem partibus ſeu ipſarum Procuratoribus inferiùs nominatis dictæ curiæ noſtræ unanimiter & concorditer tradita continetur; cujus cedulæ tenor ſequitur ſub hiis verbis. Comme certains plaits & procés feuſſent mehuz & pendans en la Court de Parlement, entre le Procureur de hault & puiſſant Prince Monſeigneur le *Duc de Bourgoingne*, demandeur, d'une part, & les Maire, & les Eſchevins, Bourgeois & habitans, & pluſieurs ſinguliers & habitans de ladite Ville de Dijon, deffendeurs d'autre part: ſur ce que le Procureur dudit Monſeigneur le Duc diſoit, que icelluy Monſeigneur le Duc eſtoit Seigneur en demainne de ladite Ville, & que leſdits Maire & Eſchevins qui ont certains privileges à eux octroyez par les predeceſſeurs dudit Monſeigneur le Duc, ne peuvent, ne doibvent aulcune choſe entreprendre contre les Nobleſſes, Seigneuries, & droits dudit Monſeigneur le Duc, & que ſe aulcune choſe ont entrepris contre la Seigneurie, ils en doibvent eſtres pugnis, & contrains à ceſſer, & que ce nonobſtant, leſdits Maire, Eſchevins, & ſinguliers, en abuſant de leurs privileges, avoient entrepris contre raiſon & la teneur d'iceulx privileges, en pluſieurs manieres contre la Seigneurie & droits dudit Monſeigneur le Duc, es articles que cy-apres ſeront declairez. Pourquoy concluoit ledit Procureur, que pour raiſon deſdits abbus & exces, leſdits Maire & Eſchevins euſſent fourfaicts tous leurs privileges: que la commune de ladite Ville fuſt diſſolue, & que la Juſtice de ladite Ville demeuraſt à plain en la main dudit Monſeigneur le Duc, & feuſſent leſdits deffendeurs condamnez en groſſes amandes envers ledit Monſeigneur le Duc, & en ſes dommaiges, & intereſt, & deſpens, en faiſant pluſieurs autres concluſions declarées es eſcriptures ſur ce baillées par maniere de memoire par ledit Procureur en ladite Court de Parlement. Leſdits deffendeurs diſans qu'ils eſtoient noblement fondez en corps & en commune par les predeceſſeurs dudit Monſeigneur le Duc, qui leur avoient donnez & octroyez leurs privileges, franchiſes, & droits, deſquels ils avoient joy & uſé depuis le temps de leur fondation, de ſi longt-temps, qu'il n'eſtoit memoire du contraire, & en outre avoient pluſieurs uſaiges, couſtumes, poſſeſſions, & ſaiſines plus larges que leurs privileges ne contiennent. Leſquels privileges, franchiſes, couſtumes, uſaiges, poſſeſſions, & ſaiſine, ledit Monſeigneur le Duc avoit promis tenir & garder. Diſoient outre, que es faiz & articles deſquels ils eſtoient pourſuis par le Procureur dudit Monſeigneur le Duc, ils avoient bien & dehument uſé, ſans meſfaire ne offandre contre la Seigneurie, droits, & nobleſſe dudit Monſeigneur le Duc, en propoſant pluſieurs autres faicts & raiſons: concluans, affin que ledit Procureur ne fuſt à recevoir, ou qu'il n'euſt cauſe ne action de faire les demandes, requeſtes, & concluſions par luy faictes, & que leſdits deffendeurs en feuſſent abſols, avec autres concluſions plus à plain declarées es memoires baillez par leſdits deffendeurs pardevers ladite Court. Finablement, par le moyen des gens du Conſeil dudit Monſeigneur le Duc, & pource que leſdits Maire, Eſchevins, habitans, & ſinguliers veüillent touſiours demeurer en la bonne grace & obeïſſance dudit Monſeigneur le Duc, duquel & de ſes predeceſſeurs ils ſont fondez, & d'eulx ont les privileges, franchiſes, & libertez, deſquels ils uſent & ont uſé. Pour bien de paix, & nourrir bonne amour entre ledit Monſeigneur le Duc leur Seigneur, & leſdits Maire, Eſchevins, habitans ſes ſubjets, traitté eſt accordé entre leſdites parties, s'il plaiſt à ladite Court de Parlement, en la maniere qui s'enſuit. Premierement, ſur ce que ledit Procureur diſoit, que ledit Monſeigneur le Duc, qui eſt fils de Roy, povoit uſer de prinſe de vivres, & autres choſes neceſſaires en ſon hoſtel, en ladite Ville de Dijon, & ailleurs, & que ce nonobſtant, leſdits Maire & Eſchevins entre eux ordonné avoient, que quiconques ſeroit Maire de ladite Ville de Dijon, il ſeroit tenu de pourchaſſier à ſes perils & deſpens, que tout ce qui ſeroit prins par ledit Monſeigneur le Duc en ladite Vil-

ANS de J. C. 1386.

le,

ANS le, feroit rendu & payé à tous ceulx à qui il auroit
r J. C. esté prins, & que le Maire en feroit faire satisfaction.
386. Disoient outre, que lesdits Maire & Eschevins n'avoient pas puissance de faire ordonnance ne estatus, sans la licence & auctorité dudit Monseigneur le Duc, & que ils avoient ordonné sans sa license, que se aulcun se faisoit partie pour estre Maire de ladite Ville, & il failloit à estre esleu à Maire, il payera à ladite Ville cent livres tournois, & que aulcun ne pourroit estre Maire de ladite Ville, s'il n'estoit si riche, qu'il qu'il peust rendre à icelle Ville tout le dommaige que elle encourroit: se ladite Mairie estoit mise en la main du Seigneur, tous les biens du Maire seroient mis en la main de ladite commune, jusque à tant que la main du Seigneur en fust levée. Et outre, ordonnerent lesdits Maire & Eschevins, que aulcun Advocat plaidant pardevant eux, ne pourroit demander salaire, ne prendre prouffit, se la partie ne luy donnoit volontairement. Et avoient faict plusieurs autres constitutions & estatus, contre raison & le gouvernement de ladite Ville, en prejudice dudit Monseigneur le Duc, & de ses droits & noblesses. Lesdits Maire, Eschevins, & habitans disant, que tant de raison comme par leurs privileges, coustumes, & usaiges, ils povoient faire constitutions, statuts, & ordonnances raisonnables & prouffitables pour le gouvernement de ladite Ville, & que ils tenoient les ordonnances, constitutions, & status icy recitez, & autres par eux faiz, estres raisonnables & prouffitables pour ladite Ville, & bon gouvernement d'icelle. Accordé est, que les ordonnances, constitutions, & estatus dessus recitez, seront mis au neant, & n'en useront doresnavant lesdits Maire, Eschevins, & habitans, ne aulcuns singuliers d'iceulx, ne autres. Derechief, sur ce que ledit Procureur disoit, que ledit Monseigneur le Duc, à cause de son heritaige & domainne, prent chascun an certainne redebvance en ladite Ville de Dijon, appellée les marz; & que lesdits Maire & Eschevins ne povoient aulcun affranchir de ladite redevance, ne aussi des tailles, aides, & subventions ayant cours en ladite Ville, & que lesdits Maire & Eschevins avoient affranchy plusieurs des singuliers habitans de ladite Ville, tant de ladite redevance des marz, comme de tailles & subventions qui avoient cours en ladite Ville: à quoy respondoient lesdits Maire & Eschevins, que oncques n'avoient aulcun affranchy de ladite redevance des marz debuë audit Monseigneur le Duc, mais bien estoit vray, que des tailles & subventions qui avoient cours en ladite Ville, lesdits Maire & Eschevins avoient affranchy, ou faict tenir quittes aulcuns des habitans singuliers d'icelle Ville, tant pour les services par eulx faiz à ladite Ville, comme plusieurs autres justes causes, & que ce pourroient faire lesdits Maire & Eschevins licitement, par la teneur de leursdits privileges. Accordé est, que les affranchissemens dessusdits, tant des marcz, se aulcuns en y a, comme des tailles & subventions de ladite Ville, donnez par lesdits, Maire & Eschevins, seront mis à neant, & n'en useront doresnavant lesdits Maire & Eschevins, se n'est par le congié dudit Monseigneur le Duc, & de ses successeurs. Item, disoit ledit Procureur, que lesdits Maire & Eschevins, & singuliers habitans, avoient faict, & faict faire plusieurs edifices & empeschemens en plusieurs places communes estans en ladite Ville, en grant dommaige & prejudice dudit Monseigneur le Duc, & de la chose publicque; lesdits Maire & Eschevins disans, qu'ils ne sçavoient se aulcuns edifices ou empeschemens avoient esté faicts par eux, ou de leur commandement, qui ainsi fussent prejudiciables. Accordé est, que mondit Seigneur le Duc deputera aulcune bonne personne en ce congnoissans, qui visiteront lesdits edifices, places, & empeschemens, se aucuns en y a qui soient en trop grant prejudice de luy, & de la chose publique; & se ils treuvent que ainsi soit, feront oster l'empeschement, & reparer l'injure, & remettre en estat deheu: & s'il n'y a grant dommaige ou prejudice, les euvres & edifices demeureront en l'estat qu'ils ont esté, & sont. Et outre, disoit ledit Procureur, que lesdits Maire, Eschevins, & habitans estoient tenus de mettre en bon estat, & soustenir à leurs despens la forteresse de ladite Ville, en laquelle convenoit faire plusieurs grandes reparations, desquelles faire lesdits Maire, Eschevins & habitans estoient negligens; si requeroient, que par eulx feussent faictes, lesdits Maire, Eschevins, & habitans disans, que ladite forteresse estoit en estat convenable, & que s'il y falloit aulcune reparation, les gens d'Eglise, nobles, & autres tenans & possedans heritaiges en ladite Ville, y debvroient contribuer. Accordé est, que par l'ordonnance dudit Monseigneur le Duc, & de son Conseil, lesdits Maire, Eschevins, & habitans, & autres, qui de raison & usaige doivent contribuer aux reparatious de ladite forteresse, la mettront en bon estat, se elle n'y est, & doresnavant contriburont aux reparations qui à ce seront necessaires. Et aussi, lesdits Maire, Eschevins, & habitans, & tous autres qu'il appartient de raison & d'usaige, selon l'ordonnance dudit Monseigneur le Duc, ou de son Conseil, contriburont aux frais necessaires pour mondifier & nettoyer ladite Ville, les ruës, & places d'icelle, & les chemins communs qui sont environ ladite Ville, durant la banlieuë d'icelle, ensemble les ponts & ponceaulx estans en ladite Ville & banlieuë. Derechef, disoit ledit Procureur, que lesdit Maire, Eschevins, & habitans avoient receus plusieurs grans sommes de deniers, pour tailles, aides, & subventions imposées & levées en ladite Ville de Dijon, tant sur les habitans d'icelle, comme par autres personnes, pour cause de ladite forteresse, & autres faiz de ladite Ville; desquels deniers ceulx qui les avoient receuz, n'avoient pas compté, mais avoient receu grand partie d'iceulx deniers, en prejudice dudit Monseigneur le Duc, & de ladite Ville. Si requeroit ledit Procureur, que les comptes en fussent rendus, & les restes qui en seroient deheuz. Lesdits deffendeurs disans, que à eulx en appartient oir le compte, & que les receveurs en avoient compté, & se compté rien avoient, ils en compteroient pardevant lesdits Maire & Eschevins. Accordé est, que ceulx qui ont receu les deniers dessusdits, despuis trante ans dernierement passez, ou leurs hoirs & ayants cause, en compteront devant certains Commissaires, que ledit Monseigneur le Duc y deputtera, qui ourra lesdits comptes, presens deux ou trois bonnes personnes de ladite Ville, telles que lesdits Maire & Eschevins esliront, s'il leur plaist: & se lesdits receveurs, leurs hoirs, & ayans cause, sont trouvez debvoir aulcunes restes, ils seront contraints de payer: & seront les deniers convertis au prouffit de ladite Ville, & ainsi sera faict doresnavant quant ceulx pour ladite Ville recevront aulcunes devins, & ne pourront lesdits Maire, Eschevins, & habitans imposer, ne lever doresnavant aulcune taille, aide, ou subvention en ladite Ville, sans le faire savoir premierement au Bailly de Dijon, ou à son Lieutenant, qui pour le temps sera en son absence, affin que l'un d'eulx y soit present, s'il luy plaist, pour faire savoir tout le faict, & que aucun desdits habitans ne soit chargié outre raison. Item, disoit ledit Procureur, que de raison & de usaige notoire lesdits Maire & Eschevins ne povoient, ne ne devoient donner sauvegarde generaulx, & que ils en avoient donné à plusieurs personnes contre la teneur de leurs privileges, en abusant d'iceulx; à quoy respondirent lesdits Maire & Eschevins, qu'ils les povoient bien donner, veus leursdits privileges, & que ainsi en avoient usé. Accordé est, que doresnavant lesdits Maire & Eschevins ne donneront telles sauvegardes à

ANS de J.C. 1386.

ANS de J. C. 1386.

quelque perſonne que ce ſoit, & celles qu'ils ont données, ſont miſes à neant. Diſoit outre ledit Procureur, que leſdits Maire & Eſchevins ne povoient recevoir contraulx convenables, ne obligations, ſe n'eſtoit eux eſtans en jugement, exerceans faiz judiciaires, & que en pluſieurs cas leurs Clercs & Jurez y avoient faict le contraire ; ſi requeroit que tout ce qu'ils en avoient faict, fuſt mis au neant, qu'ils fuſſent condamnez à en ceſſer, & à l'amander. Leſdits deffendeurs diſans, que attendu qu'ils ont la juſtice haute, moyenne, & baſſe en ladite ville & banlieuë, & qu'ils ſont fondez par privileges, comme dict eſt, ils povoient recevoir leſdites obligations, procurations, & convenances, tant en jugement comme dehors, &. que ainſi en avoient uſé. Accordé eſt, que doreſnavant leſdits Maire, Eſchevins, & bourgeois de Dijon ne uſeront des choſes deſſuſdites, fors eux eſtans en jugement, comme dict eſt. Diſoit outre ledit Procureur, que ledit Monſeigneur le Duc eſtant pieça en ſon Chaſtel de *Rouvre*, leſdits Maire & Eſchevins avoient baillé par eſcript une ſupplication pardevers mondit Seigneur le Duc, contre les gens de ſon Conſeil, en les chargeant de les avoir eſmeu contre leſdits Maire, Eſchevins & habitans, diſans que ils n'avoient oncques heu propos de chargier ou blaſmer pour ladite ſupplication, ne autremant, leſdites gens de ſon Conſeil : laquelle ſupplication fut veuë par ledit Monſeigneur le Duc, par laquelle luy eſt apparu qu'elle eſtoit injurieuſe contre l'honneur de ſeſdites gens. Item diſoit ledit Procureur, que leſdits Maire, Eſchevins, & pluſieurs ſinguliers de ladite ville, de leur volonté, de fait, avoient abatu & deſmoli ou temps paſſé grand partie des edifices & murs du Chaſtel de Dijon appartenans audit Monſeigneur le Duc, prins les pierres & autres materes dudit Chaſtel, & les appliquer à leur ſingulier proffit, en grand dommaige dudit Monſeigneur le Duc : Si requeroit ledit Procureur, qu'il en fut deſdommagé, & leſdits deffendeurs condamnez à l'amande. A quoy reſpondirent leſdits deffendeurs, que ils ne vouloient point ſouſtenir que leſdits edifices & murs peuſſent deſmolir ; & touttefois, ſe aulcuns deſdits habitans avoient en ce offendu, l'amende ne povoit eſtre pour chaſcune fois que de ſoixante & cinq ſols, par les privileges de ladite ville. Accordé eſt, tant ſur ceſt article, comme pour touttes les autres entrepriſes faictes par leſdits deffendeurs, ou aulcun d'eux, ou prejudice dudit Monſeigneur le Duc, de ſes ſeignories, droits, & nobleſſe, comme pour ſes dommaiges & intereſts par luy ſouſtenus pour occaſion des faiz deſſuſdits, comme auſſi pour les fraiz & deſpens qu'il a faits en la pourſuitte deſdits procés, & autremant ; que leſdits Maire, Eſchevins & habitans payeront audit Monſeigneur le Duc à ſa volonté, la ſomme de huict mil frans d'or, & parmy ce demeureront leſdits deffendeurs quittes & delivrez de toutes les choſes deſſuſdites. Et quant à la main dudit Monſeigneur le Duc, qui eſtoit miſe à la Mairie de ladite ville de Dijon pour les cauſes deſſuſdites, ou autres, ladite main eſt levée au prouffit deſdits Maire, Eſchevins & habitans. Item, ſur ce que leſdits Maire, Eſchevins & habitans ont ſupplié audit Monſeigneur le Duc, qu'il leur veüille confermer leurs chartres & privileges es mains de Meſſire *Jehan Potier* Arcediacre de Lengres, Conſeiller & Secretaire dudit Monſeigneur le Duc, à ce par ledit Monſeigneur le Duc commis & deputé ; leſquelles chartres & privileges ledit Monſeigneur le Duc confirmera par ſes lettres, entant que leſdits Maire, Eſchevins & habitans en ont deheument uſé. Et des maintenant les parties ſe departiront de Court, & à tenir ce preſent accord ſeront condamnez par Arreſt, & veuillent & conſentent leſdites parties, que par ce preſent accord tous ceulx & celles qui eſtoient adjornez en Parlement, pour reprandre ou delaiſſer les procés & arremans deſdites cauſes qui n'ont point eſté reprins, & autres quelxconques qui eſtoient en ce procés, & à qui ce touche ; & touttes les parties deſſuſdites ſont hors de Court, & de tous procés, ſans deſpens & ſans amande. Qua quidem cedula, ſic ut prædicatur, curiæ noſtræ tradita, ipſa curia, conſentiente ad hoc Procuratore noſtro generali pro nobis, ad omnia & ſingula ſuperiùs contenta, tenenda, complenda, ac firmiter & inviolabiliter obſervanda, partes prædictas, & earum quenlibet, prout unamquamque ipſarum tangit ſeu tangere poteſt, ad requeſtam, & de conſenſu magiſtrorum Petri *de Tornodore*, dicti patrui noſtri Procuratoris, ex una parte, & Hugonis *Virtuoſi* Majoris dictæ villæ Divionenſis, propter hoc in dicta curia noſtri Parlamenti perſonaliter præſentis, nec non Aymonis *de Veſoul* Procuratoris, & nomine procuratorio Scabinorum & communitatis dictæ villæ Divionenſis, virtute certorum procuratoriorum penes dictam curiam noſtram exiſtentium, ac etiam procuratorii inferiùs inſerti, ex altera : Per arreſtum comdempnavit, & comdempnat, eaque ut arreſtum ejuſdem curiæ teneri, compleri & obſervari, ac executioni demandari voluit & præcepit, manumque dicti patrui noſtri in majora dictæ villæ Divionenſis appoſitam, dicta curia noſtra levavit atque levat, ſi ſit opus, ſecundùm cedulæ ſupradictæ tenorem & formam. Tenor vero procuratorii, de quo ſuperiùs fit mentio, ſequitur ſub hiis verbis. A tous ceulx qui verront & ourront ces preſentes lettres ; Nous le Maire, les Eſchevins, & toutte la commune de Dijon, pour ce au cor & au cry, ſi comme il eſt accouſtumé, eſpecialement aſſemblez au cymetiere de ſaint Benigne de Dijon, le Diemeinche apres la Nativité ſaint Jehan Baptiſte, l'an mil trois cent quatre-vingt & ſix, ſalut : Savoir faiſons, que nous, tant conjointement comme diviſement, ſans rappeller nous autres Procureurs, avons fait, conſtitué, ordonné, & eſtably, & par la teneur de ces preſentes lettres faiſons, conſtituons, ordonnons, & eſtabliſſons nos Procureurs generaulx, & certains meſſagiers eſpeciaulx, nos chiers & bien-amez honorables hommes, & ſaiges, Maiſtre *Ayme de Veſoul*, Maiſtre *Pierre de Tournerre*. Maiſtre *Nicole de l'Eſpoiſſe*, Maiſtre *Laurent Lamy*, Maiſtre *Laurent de la Bruiere*, Maiſtre *Laurent Surreaul*, Maiſtre *Raoul Drobille*, Maiſtre *Raoul Rayer*, Maiſtre *Guy de Villers*, Maiſtre *Jehan Poupart*, Maiſtre *Thomas Laurent*, tous Procureurs en Parlement du Roy noſtre Sire à Paris, & *Phelippe Courtot* de Dijon, & un chacun d'eulx, un ſeul pour le tout, porteur & exhibeur de ces preſentes lettres, en telle maniere, que la condition de l'occupant ne ſoit meilleure du ſubſequant, ou pire, mais ce que par l'un d'eulx ſera encommencié, par l'autre puiſſe eſtre pourſuy medietermine, & mis à fin en touttes nos cauſes, querelles & beſoingnes meheus & pendans en la Cour du Parlement du Roy noſtre Sire, contre quelconque Seigneur ou perſonne que ce ſoit ; auſquels nos Procureurs cy-deſſous nommez, & en un chacun d'eux, nous avons donné & donnons par ces preſentes, pleniere, general & liberal puiſſance, auctorité, avec mandement eſpecial, de faire les choſes cy-apres narrées, eſcriptes, & deviſées. C'eſt aſſavoir, de paſſer, octroyer, conſentir, & accorder en ladite Court de Parlement du Roy noſtre Sire à Paris, les pronunciations & rapports faicts & à faire par noſtre tres-redoubté Seigneur Monſeigneur le Duc de Bourgoingne, & touttes pactions, traittez, accords, & convenances par nous & nos Procureurs, par nous & en nos noms, tant ceulx nommez en ces preſentes, comme autres faiz & à faire, parmy le bon plaiſir, licenſe, & conſentement de ladite Court de Parlement du Roy noſtre Sire, de tous debaz, queſtions, querelles, procés, controverſes, & diſcors eſtans mehus & pendans en la Cour de Parlement, entre le Procureur, & en nom de Procureur de noſtredit Seigneur Monſeigneur

ANS de J. C. 1386.

ANS J. C. 1386.

seigneur le Duc de Bourgoingne, adjoint avec luy le Procureur du Roy noſtre Sire, d'une part; & nous leſdits conſtituans, tant conjointement comme diviſement, d'autre part: Entre les Religieux, Abbé & Convent du monaſtere de ſaint Benigne de Dijon, adjoints avec eulx leſdits Procureurs du Roy noſtre Sire, & de noſtredit Seigneur Monſeigneur le Duc de Bourgoingne, d'une part; & nous leſdits conſtituans, tant en commun comme en particulier, d'autre part: Et auſſi entre venerables, ſaiges, & diſcretes perſonnes, Doyen & Chapitre d'Oſtum, d'une part; & nous leſdits conſtituans, d'autre part: de procurer pourchaſſier la licenſe & conſentement de ladite Court de Parlement, & icelle obtenir, & de renoncer du tout en tout eſdits procés, & departir d'iceulx, & de ladite Court, & generalement de faire, octroyer, conſentir, paſſer, & accorder touttes autres & ſingulieres choſes, que nous leſdits conſtituans, tant conjointement comme diviſement, & tant en particulier comme en commun, ferions, & faire pourrions & devrions es choſes deſſuſdites, les circonſtances & dependances d'icelles, ſe preſens y eſtions en nos propres perſonnes, meſmement ſe aulcune y a, qui de ſa nature requiere mandement & commandement eſpecial. Promettans, nous leſdits conſtituans, & chaſcun de nous, partant comme il luy touche & appartient, peut toucher & appartenir, conjointement ou diviſement, par nos ſermens, les mains tenduës & levées hault contre les Saints, & ſoubs l'hypotecque & obligation des biens de noſtredite commune, preſens & advenir quelxconques, avoir & tenir ferme, eſtable, & agreable, tout ce que par noſdits Procureurs, & chaſcun d'eulx ſera faict, dit, procuré, octroyé, conſenty, paſſé, & accordé es choſes deſſuſdites, les circonſtances & dependances d'icelles, eſter à droit, & payer l'adjuger ſe meſtier eſt, & noſdits Procureurs, & chaſcun d'eux relever de touttes charges de ſatisfaction. En teſmoing de laquelle choſe nous avons faict mettre à ces preſentes le ſeel de ladite Court. Faictes & données en preſence de Regnault *Darney*, Jehan *Yverneaul*, Jehan *Pointquarrey*, Mathe *Malpaie*, Deniſot *Bourgeois*, & Demoingeot *Pointquarrey*, demeurans à Chaſtillon ſur Seinne. In cujus rei teſtimonium, ſigillum noſtrum præſentibus litteris duximus apponendum. Datum *Pariſius*, in Parlamento noſtro, decima quarta die Julii, anno Domini milleſimo trecenteſimo octogeſimo ſexto, & noſtri ſexto. Concordatum in curia. *Jouvence.*

CCCXXXII.

ANS J. C. 1386.

Mariage (a) *d'*AME, *depuis premier Duc de Savoye, & VIII. Comte du nom d'Amé, &* de MARIE DE BOURGOGNE, *fille de Philippe le Hardi. Fait à l'Ecluſe en Flandres, le* 11. *Novembre.* (b) 1386. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 342.

PHILIPPE Fils du Roy de France, Duc de Bourgoigne, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgoigne, Palatin, Comte de Retel, Seigneur de Salins, & de Malines; Et Nous Amey Comte de Savoye, Duc de Chablais, & de Oſte en Italie, Marquis, Prince, faiſoit ſavoir à tous, Que Nous conſiderans que nos Pays ſont voiſins & prochains les uns és autres, & que l'affinité & alience de Nous & de nos hoirs & ſucceſſeurs eſt tres prouffitable à nos Pays, & à la Chouſe publique, en la preſence, & du conſentement de Monſeigneur le Roy, & par la deliberation des Seigneurs de noſtre Sang & Lignage, & des Gens de noſtre Conſeil de Mariage, au plaiſir de Dieu, & de ſaincte Egliſe, de Marie Fille de Nous Duc de Bourguoigne, & de Amey Fils de Nous Comte de Savoye, obtinne Premierement ſur ce Diſpenſation de l'Egliſe, laquelle Nous Duc, & Comte procurons de preſent avoir telle qu'il appartiendra. Avons traitté & accordé par la forme, & maniere que s'enſuit. C'eſt aſſavoir, que Nous Duc de Bourguoigne devrons à noſtredite Fille pour ſon dot, pour toute ſucceſſion de Pere & de Mere, ſauve à noſtredite Fille & à ſes hoirs le droit de ſucceſſion en ligne collateral aveques ce qui deſſoubs eſt eſcript, là où Nous ottroyons & accordons, que ladite Marie & ſes hoirs puiſſe venir à la ſucceſſion de Nous Duc, & de noſtre Compaigne la Ducheſſe, la Somme de cent mille francs d'or, de laquelle ſomme nous payerons vingt-cinq mille francs, quand leſdits Enfans ſeront en âge de marier, meſmement la Fille en âge de dix ans, & que le Mariage d'entre eulx ſera parfait, & en la ſeconde année apres le Mariage parfait, autres vingt-cinq mille francs, & en chaſcune des deux années enſegant vingt-cinq mille francs; leſquels cents mille francs, le Mariage diſſolu, retourneront à noſtredicte Fille ou à ſes hoirs, & ſucceſſion de noſtre coſté, & ligne; laquelle ſomme de cent mille francs Nous Comte de Savoye aſſignons, & promettons aſſeoir ſur les Chaſteaux, Villes, Chaſtellenies, Mandement, & appartenances de Conflens, de Eugine, de Tournon, de Faverges, & de Eguebelle, & au plus pres les parfaire à compter en aſſiette, en valeur, & revenus de terre, mil francs de revenu pour douze mil francs d'or à une fois, ſans les Chaſteaux ou edifices qui baillé ſeront avec leſdites terres; ainſi monteroit l'aſſiette ou aſſignation du dot deſſus diz à la valeur de huict mille trois cents trente-quatre francs de revenus ou environs; laquelle aſſignation & aſſiette Nous Comte de Savoye ferons faire à nos deſpens par priſée convenable en valeur de Terre par gens en ce connoiſſans avant la perfection dudit Mariage; & auſſi à faire ladite priſe, & aſſiete, Nous Duc de Bourgoigne envoirrons de nos Gens, leſquels commettrons à ce faire; deſquels Chaſteaux, Chaſtellanies, Villes, Mandemens, & appartenances, où de tant que monteront les payemens qui faict ſeroient diſſolu ledit Mariage, ladite Marie & ſes hoirs deſſuſdits jouïront, & en perçevront les fruicts & eſmoluments juſques à la valeur deſdits huict mille trois cents trente-quatre francs de revenu; & tendront les Chaſteaux en tel eſtat de couverture & reparations communes, qu'ils ſeront balliés à ladite Marie, ou à ſes hoirs, juſques à tant que ladite ſomme de cent mille francs ſoit renduë & reſtituée à ladite Marie, ou à ſes hoirs par le Comte de Savoye qui pour le temps ſera, lequel pourra reſtituer ladite ſomme de cent mille francs dedans quinze-ans apres le Mariage diſſolu à quatre payemens, en payant à chaſcun payement vingt-cinq mille francs; & pour chaſcun payement deſdits cent mille francs ladite Marie ou ſes hoirs delaiſſeront le quart de ladite rente; & ſe dedans ledit terme de quinze-ans apres le Mariage diſſolu, ladite ſomme de cent mille francs n'eſtoit du tout reſtitué, ladite aſſignation & aſſiette pour tant qu'il en demeureroit à racheptter, ſeroit heritage perpetuel à ladite Marie & à ſes hoirs du coſté & ligne de Nous Duc de Bourgoigne, ſans ce qu'il fuſſent tenu d'en faire homage, ne que aucun autre y eüt Reſſort & Souveraineté, & ce avant la perfection dudit Mariage, Nous Duc de Bourguoigne pouvons trouver Terre à vendre qui feuſt bienſeant audit Comte de Savoye noſtre Nepveu, nous la poyerons s'il nous plaiſoit achepter, & y employer le dot deſſuſdit de noſtredite Fille; laquelle Terre ſeroit heritage d'elle & de ſes hoirs du coſté de Nous Duc de Bourguoigne, pourveu que d'icelle Terre noſtredit Nepveu, noſtreditte Fille ou

ANS J. C. 1386.

AVOYE BOUR-OGNE.

)Ce fut t Amé le Pa-ſique ui fit iger le omté e Sa-oye en ouché n 1416. t qui yant été ait Pa-e, quit-a enſui-le Pa-at, pour rminer

n ſchiſme, qui avoit déja duré long tems.

(b) Amé n'avoit alors que trois ans, le mariage fut accompli en 1393.

ANS de J. C. 1386.

ſes hoirs ne feuſſent tenu de faire ſervice, obeyſſance, ne homage à aucun; Et s'il advenoit que Nous Duc de Bourguoigne, ou noſtre Compaigne la Ducheſſe treſpaſſions ſans hoir maſle legitime decendant de Nous, ou de nos Enfants maſles; ladite Marie pourroit venir à la ſucceſſion de cely qui ainſi treſpaſſeroit, en rapportant ſon dot. Et nous Comte de Savoye pour le Doüaire de ladite Marie, avons promis & accordé, que ce apres le Mariage perfait & conſommé noſtredit Filz Amey treſpaſſoit Nous vivant, ladite Marie aura pour ſon Doüaire à ſa vie cinq mille francs de revenu à les prendre, aſſeoir, & deſſivrer és Pays & Terres de Beugés, Verromés, & Novaleſe, & à le parfaire au plus prés; & ſe Nos alions de vie à treſpas avant noſtredit Filz, & que ladite Marie le ſurveſquit, elle auroit dix mille francs de revenus par an à les prendre ſur les Terres deſſuſdites ſans compter Chaſteaux, ou Edifices en priſée, leſquelx ſeront ballié avec leſdites Terres en chacun des cas deſſuſdits; leſquelx Chaſteaux & Terres ladite Marie tendra à ſa vie tant ſeulement, ſous noſtre Souveraineté & Reſſort, & de nos ſucceſſeurs Comtes de Savoye, & ſouſtiendra les Chaſteaux en tel eſtat de couverture & reparations, comme qu'il ſeront baillié à ladite Marie; Et s'il avenoit que le Doüaire de Madame de Savoye Mere de Nous Comté, ou le Doüaire de la Comteſſe noſtre Femme fut eſtaint par le treſpaſſement de l'une d'elles, au temps que le Doüaire de ladite Marie auroit lieu, il ſeroit en ſon election de prendre le Doüaire tel comme dit eſt, en & ſur les Terres qui ſeront deſchargiés de l'un des Doüaires deſſus dis; Et de preſent Nous Comte ſerons tout noſtre pouvoir, que noſtredite Dame & Mere preigne ſon Doüaire ailleurs, & la recompenſerons ſuffiſamment s'il l'y plaiſt. Item au cas que ledit Amey noſtre Fils treſpaſſoit Nous vivant, delaiſſoit hoir maſle proucreé dudit Mariage, iceluy hoir maſle ſeroit hoir & heritier principal de Nous Comte, jaſoit ce que nous euſſions autres Enfans maſles, leſquels en ce cas ſeroient appreuvés, ſelon leur eſtat à noſtre Ordonnance. Et ce de ce preſent Mariage ne yſſoit que Filles, & que le Pere treſpaſſat vivant Nous, & que Nous euſſions autre Fils maſle, icelles Filles ſeroient mariées & appourtionnées ſelon leur eſtat par noſtre principal heritier. Et en outre Nous Comte deſſuſdit, pour contemplation dudit Mariage donnons dés maintenant à noſtredit Fils pour ly, ſes hoirs & ſucceſſeurs perpetuels, les Chaſtiaux, Villes, Chaſtellenies, Mandemens, Terres & appartenances de Baugié, & de toute la Terre de Breſſe, ſauf le Doüaire de la Comteſſe noſtre Compagne deſſuſdite, tel qu'il luy eſt aſſigné. Et ou cas que du Mariage de noſtredit Fils & de ladite Marie, ne demeureroit que Filles ou temps du decés de Nous Comte, & que nous aurions un Fils qui fut noſtre heritier; il pourroit recouvrer leſdites Terres en aſſignant premierement à la Fille aiſnée dudit Mariage huict mille francs d'or de revenuë en lieux bons & convenables, ſans compter edifices en prix, qui ſeront baillié à la Fille; & les autres Filles ſe aucunes en y a, ſeront mariées par le Fils & heritier deſſuſdit ſelon leur eſtat. Item Nous Duc de Bourgogne avons accordé de bailler noſtredite Fille pour contemplation dudit Mariage, à Noſtredit Neveu de Savoye, & à noſtre Niepce ſa Femme, quand elle aura ſept ans accomplys, ſe avoir la veüillent, & auſſi ſi leur plaiſt, lors ſera le Mariage ſolemnizé, ſi comme raiſon le pourra ſouffrir. Leſquelz choſes & chacune de icelles, en la forme & maniere que deſſus ſont eſcriptes & paſſées, Nous Duc de Bourgogne, & Comte de Savoye devant dis, havons promis & promettons par ces Preſentes l'un à l'autre en bonne foy & par nos ſeremens, tenir & accomplir, & procurerons par effect faire tenir, & enteriner à nos Enfans; & renoncions quant à ce expreſſement per nos dis ſeremens, à toutes exceptions qui tant de Fait, comme de Droit eſcript & non eſcript, aidier ou valoir porroient, venir à l'encontre des accorts, traittiés, & promeſſes deſſuſdites, ſur les obligations des biens de Nous Duc, & Comte devant dis, & de nos hoirs & ſucceſſeurs. En teſmoin deſqueles choſes, Nous Duc, & Comte deſſuſdits, avons fait ſeeler ces Preſentes de nos propres ſeaux. Données à l'Ecluſe en Flandres, le 11. jour de Novembre, l'An de Grace M. CCC. LXXXVI.

ANS de J. C. 1386.

CCCXXXIII.

Conventions entre AME' VII. *ſurnommé* le Rouge *ou* le Roux *Comte de Savoye, & ceux du Comté de* (a) NICE *par leſquelles ils ſe donnent à lui. Fait le* 28. *Septembre,* 1388. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 224.

ANS de J. C. 1388. Savoye et Nice.

(a) On prétend que ce Comte s'empara de Nice par une voye peu légitime.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno à nativitate ejuſdem milleſimo tricenteſimo octuageſimo octavo, die viceſima octava menſis Septembris, duodecimæ Indictionis ſecundum curſum Provenciæ. Ex tenore hujus veri & publici inſtrumenti, univerſis præſentibus & futuris eluceſcat: Quòd cùm Univerſitas & homines civitatis Niciæ, attendentes & conſiderantes oppreſſiones & damna, læſiones, injurias, prædas, rapinas, offenſas & vaſta, factas & facta, illatas & illata hujus temporis guerrarum diſcrimine, dictæ civitati, civibus & ſingularibus perſonis tam dictæ Civitatis quàm diſtrictus & Vicariæ ejuſdem, in perſonis & bonis eorundem; & quæ futuro tempore fortiùs inferri parabantur per Illuſtrem Dominum Ludovicum Filium Illuſtris Domini Ludovici quondam Andegaviæ Ducis, ex eo quòd ſe Regem Jeruſalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Comitem ſe aſſerit; adeò videlicet, quòd fames & cariſtia in dicta civitate Niciæ jam inſurgebat, & fortiùs inſurgere ſpectabatur, propter dictarum guerrarum diſcrimina, & inimicorum ſuorum potentiam. Videntes & ab experto cognoſcentes ſuccurſum Sereniſſimi Principis Domini Ladiſlaus Regis Jeruſalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii prædictorum Comitatuum eorum Domini naturalis, habere non poſſe propter ipſius impotentiam, & dictorum ſuorum inimicorum robur & potentiam rapacem, qui jam majorem partem dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii vi ſua uſurparunt, & ſuo ſubjugarunt dominio; & quòd ulteriùs vivere non poterant quin ſuccurſum alicujus Domini implorarent habendum: habito ſuper hoc, inquam, pluribus colloquiis & conſiliis, deliberato propoſito elegerint unanimes & concordes, viam eligentes ſaniorem, implorare ſuccurſum *Illuſtris & Inclyti Principis & Domini Domini Amedei Comitis Sabaudiæ, ſacri Imperii Vicarii Generalis*, à quo ſacro Imperio & ejus protectione ac de feudo moventur prædicti Comitatus Provinciæ & Forcalquerii, ut aſſeritur, pro parte civium prædictorum, & dictam civitatem, diſtrictum & Vicariam ejuſdem, perſonas, & bona ſingularum perſonarum ejuſdem civitatis, diſtrictus & Vicariæ & locorum eidem civitati adjacentium, cum mero, mixto imperio & omnimoda juriſdictione eorundem & ſingulorum eorum, ſubjicere & ponere ſub protectione, tuitione, regimine, defenſione & tutela præfati Illuſtris Domini Comitis Sabaudiæ Imperialis Vicarii Generalis, ut ipſius Domini Comitis & Vicarii juvamine, viribus & potentia, ſe ſuaque valeant ab hoſtium incurſibus & ipſorum jugo defendere viriliter & tueri. Pro quibus à præfato Illuſtri Domino Comite & Vicario obtinendis, Oratores & Ambaſſiatores pluribus vicibus ad præfati Illuſtris Domini Comitis Sabaudiæ & Im-

ANS J. C. 1388. & Imperialis Vicarii Generalis præsentiam destinarunt. Ecce quòd dictorum Oratorum & Ambassiatorum dictæ civitatis Niciæ, ad dictum Dominum Comitem & Vicarium destinatorum pro præmissis & infrà scriptis, suadentibus requisitionibus multifariis, expositis præfato Illustri Domino Comite Sabaudiæ Imperiali Vicario Generali, ad partes Provinciæ jam provento & in loco infrà scripto; videlicet, ante Monasterium sancti Poncii ordinis sancti Benedicti, extra muros civitatis præfatæ constituto & existente, cum sua Baronum, militum & scutiferorum ut decet tantum Principem generosa Comitiva; Nobiles & discreti viri Dominus Giraudus Rocamaure Jurisperitus, Antonius Blasii, Ludovicus Taloni, & Joannes Talhaferri de Nicia, Ambasiatores, Syndici & procuratores, specialiter electi & ordinati per quadraginta Electos in generali Parlamento dictæ civitatis Niciæ, de Dominica vicesima septima mensis Septembris, tento in plano Regii Palacii, ut constat de ordinatione ipsa & potestate, supet hoc ipsis supradictis concessa per ipsos quadraginta, quodam publico instrumento scripto manu mei Joannis Trofferii subscripti Notarii, die vicesima septima prædicti mensis Septembris circa vesperas; & de electione & potestate data & attributa in dicto Parlamento dictis quadraginta, alio constat Instrumento scripto dicta die vicesima septima Septembris circa tertiam, per Guillermum Aloysii de dicta civitate Notarii, in præfati; Illustris & Inclyti Principis Domini Amedei Comitis Sabaudiæ sacri Imperii Vicarii Generalis, Testium infra scriptorum & nostrorum Notariorum subscriptorum præsentia personaliter constituti, suis & dictæ universitatis & singularum personarum dictæ civitatis Niciæ, & locorum totius suæ Vicariæ nominibus, humiliter præfato Illustri Domino Comiti & Imperiali Vicario supplicarunt; Quatenus attento quòd præfatus Serenissimus Dominus Ladizlaus ipsorum naturalis Dominus, eosdem à suis inimicis jam defendere non potest ut suprà dictum est, & qui sunt ad tantam extremitatem deducti, quòd ipsos necessariò oportet alicujus Domini implorare succursum, vel in manus incidere inimicorum suorum; dignaretur & vellet velut eorum tutum & supremum refugium eosdem, civitatem, homines & singulares personas ipsius civitatis Niciæ & totius Vicariæ suæ, res & bona ipsorum, cum mero, mixto imperio & omnimoda jurisdictione alta, media & bassa, cum singulis honoribus, exitibus, proventibus & emolumentis, ad Curiam dictæ civitatis Niciæ & Vicariæ suæ pertinentibus & spectantibus quoquo modo, recipere & habere in ipsius Domini Comitis Imperialis Vicarii Generalis protectionem, tuitionem, regimen, defensionem & tutelam, cum pactis, promissionibus, capitulis & conventionibus infrà scriptis; & ipsos omnes & singulos tanquam suos & suæ protectioni & tutelæ suppositos protegere & defensare suis propriis sumptibus & expensis, à quibuscumque cujusve modi, conditionis existant, volentibus prædictam Civitatem, loca & terras prædictas invadere & usurpare, & suo dominio & imperio subjugare; & præsertim à Ducissa Andegaviæ liberisque ejus, & cæteris personis tam Ecclesiasticis quàm secularibus, & nomine ipsius & ipsorum officia ministrantibus; & à Comitibus Vintimillii, scilicet Tendæ & Briguæ. Et ex nunc dicti Syndici suis & nominibus quibus suprà, se se & dictam Universitatem, civitatem Niciæ, civitatemque, homines & singulares personas ipsorum locorum, res & bona ipsorum & cujuslibet ipsorum, cum mero mixto imperio & omnimoda jurisdictione alta, media & bassa, ac singulis honoribus, exitibus, proventibus & emolumentis dictæ civitatis & locorum Vicariæ ejusdem, & cujuslibet eorum, ad Curiam dictæ civitatis pertinentibus & spectantibus, & debitum pertinere ac haberi & exerceri solitum per eandem; posuerunt & submiserunt protectioni, tutelæ, regimini & defensioni præfati Illustris Domini Comitis Imperialis Vicarii ibidem præsentis, cùm dictis subscriptis, pactis & conventionibus. Quorum Syndicorum prædictorum nominibus, supplicationi pariter & requisitioni, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius Generalis, gratis favoribus inclinatus non dedignans preces supplicum exaudire, ipsos, Universitatem, civitatem, homines & singulares personas dictæ civitatis Niciæ & totius Vicariæ ejusdem & locorum adjacentium sibi, res & bona ipsorum & cujuslibet eorum, cum mero, mixto imperio & omnimoda jurisdictione alta, media & bassa, ac singulis honoribus, exitibus, proventibus & emolumentis ejusdem civitatis & locorum suæ Vicariæ, & cujuslibet eorum, ad curiam pertinentibus & spectantibus, & spectare & pertinere debentibus quoquomodo, cum subscriptis pactis & conventionibus in suam protectionem, tuitionem, regimen, defensionem & tutelam gratanti animo & deliberato proposito recepit: Promittens bona fide dictis Syndicis & procuratoribus suis, quibus suprà nominibus stipulantibus, & recipientibus more publicarum personarum, vice & nomine & ad opus omnium & singulorum quorum interest & interesse poterit in futurum; dictos Civitatem, Universitatem, homines & bona dictæ Civitatis Niciæ & locorum totius Vicariæ suæ, protegere, regere & defensare suis sumptibus & expensis, ab omnibus & contra omnes cujuscumque conditionis existant, volentibus prædictam civitatem, loca & terras prædictas invadere & usurpare, & suo dominio & imperio subjugare; & præsertim, à dicta Domina Ducissa Andegaviæ liberisque ejus, & cæteris personis tam Ecclesiasticis quàm secularibus, & nomine ipsius & ipsorum officia ministrantibus; & à Comitibus Vintimilii Dominis Tendæ & Briguæ. Et ultrà supplicationibus & requestis dictorum Syndicorum inclinatus, favore benigno tendens ad unionem sicut decet bonum pacificum & tranquillum statum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, præfatus Illustris Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis, bona fide promisit, & convenit dictis Syndicis & nobis dictis Notariis ut suprà stipulantibus, quòd ipse suo posse faciet quòd cætera loca & Civitates dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quæ præsentialiter occupantur per dictam Dominam Ducissam & Liberos ejus, eruet ea & eas suis specificè sumptibus & expensis à manibus prædictæ Dominæ Ducissæ liberorumque suorum & Locatenentium eorundem, & cæterarum aliarum personarum tam Ecclesiasticarum quàm sæcularium, & officialium ipsorum, & cujuslibet eorum tenentium & possidentium, seu qui in futurum tenerent & possiderent aliquas terras seu terram in prædictis Comitatibus; & prædicta faciet & facere tenetur præfatus Dominus Comes, cum vexillo Serenissimi Principis Domini Regis Boëmiæ Romanorum Imperatoris atque suo. Item ad ipsorum Syndicorum humilem supplicationem & requestam, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius Generalis, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus, recipientibus & requirentibus; quòd si contingeret dictum Dominum Regem Ladizlaum ad tantam futuro tempore resilire potentiam, quòd infra tres annos à die crastina inchoandos continuos & completos restituere posset præfato Domino Comiti omnes expensas, sumptus & missiones, per ipsum Dominum Comitem & suos factos & factas, fiendos & fiendas in futurum, tam in acquisitione & protectione locorum prædictorum, quàm in defensione & custodia eorundem. Eo casu ipse Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis & ejus hæredes teneantur, prædictam civitatem & loca Vicariæ, ipsique qui sub protectione dicti Domini Comitis se posuerunt, ipso Domino Comite sic possidente, restituere, remittere,

ANS de J. C. 1388. tere, tradere & desamparare liberè, & expedire omnibus cavillosis, anfractibus, procul pulsis, videlicet dicto Domino Ladizlaus Regi Ungariæ, Jerusalem & Siciliæ, & prædictorum Comitatuum Comiti seu ejus hæredibus, infra prædictos tres annos proximos à die crastina incohandos continuos & completos, ad sui vel suorum primam requisitionem; priùs tamen per dictum Dominum Ladislaus Regem & suos, solutis & restitutis integrè præfato Domino Comiti & suis, omnibus & singulis expensis, sumptibus & missionibus per ipsum Dominum Comitem factis, & quas & quos ipsum & suos contingeret facere, tam in recipiendo protectionem Civitatis prædictæ & locorum Vicariæ ejusdem, quàm pro conservatione, custodia & defensione eorundem; de quibus expensis, sumptibus & missionibus factis & fiendis, credatur & stetur dicto & solo simplici verbo dicti Domini Comitis & suorum, sine alia probatione & juramenti præstatione quibuscumque. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis promisit, & solemni stipulatione convenit dictis Syndicis & Procuratoribus, stipulantibus & recipientibus, suis & quibus suprà nominibus, & nobis dictis Notariis ut suprà stipulantibus; quòd ipse & ejus hæredes imposterum & successores, durante dictorum trium annorum tempore, vel postea, quascumque prædictas civitatem Niciæ, terras & loca Vicariæ suæ, quæ sub dicti Domini Comitis Imperialis Vicarii protectione se posuerunt, non remittet seu remittent, restituet seu restituent, dabit seu dabunt, tradet seu tradent, desamparabit seu desamparabunt, vendet seu vendent, alienabit seu alienabunt ratione Dominii, possessionis vel tenutæ, vel etiam quocumque alio titulo, modo seu via, qua excogitari possent prædictæ Ducissæ Liberisque suis, Domino Regi Franciæ, nec alicui Principi, Comiti, Baroni vel Marchioni, seu alteri Domino pari, majori vel minori prædictis, nisi prædicto Domino Regi Ladizlaus vel hæredibus suis. Item ad humilem supplicationem & requestam dictorum Syndicorum præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit eisdem Syndicis ut suprà stipulantibus; quòd dictorum trium annorum durante tempore, dictas civitatem, terras & loca Vicariæ ejusdem, quæ sub dicti Domini Comitis Imperialis Vicarii protectione se posuerunt, non compellet vel astringet ad faciendum eidem aliquod homagium, nec fidelitatis Sacramentum; remanente tamen libero arbitrio civium qui eidem Domino Comiti homagium facere voluerint, quòd homagium vel homagia possit & valeat recipere; teneantur tamen ex nunc promittere & corporaliter jurare præfato Domino Comiti eidem ut Vicario Imperiali, & Officialibus suis in dicta Civitate & Vicaria constituendis per eundem, obedire, prout Regibus Jerusalem & Siciliæ, Provinciæ & Forcalquerii Comitibus, & Officialibus suis obedire consueverunt; & teneantur eidem Domino Comiti Imperiali Vicario in Civitate prædicta & Vicaria ejusdem, concedere merum, mixtum imperium, & omnimodam jurisdictionem altam, mediam & bassam, cum omni exercitio per ipsum Dominum Comitem Imperialem Vicarium & ejus Officiales exercendo & exequendo, cum receptione, perceptione & habitione omnium bonorum, obventionum & emolumentorum quorumcumque, quas & quæ & prout Reges Jerusalem & Siciliæ, Provinciæ & Forcalquerii Comites, & Officiales ipsorum erant exercere, percipere & habere consueti in Civitate & Vicaria prædictis. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis solemni stipulatione promisit & convenit dictis Syndicis & procuratoribus ut suprà stipulantibus, quòd ipse & hæredes sui specialiter & expressè teneantur revocare, irritare & cancellare quamcumque venditionem seu feudi donationem & aliam quamcumque alienationem, si quam vel quas facit alicui personæ vel personis tam Ecclesiasticis quàm secularibus, de civitate prædictæ Niciæ, de terris, villis & locis Vicariæ ejusdem, seu de aliquo imperio mero, mixto, & jurisdictione quacumque dictæ Civitatis & locorum suæ Vicariæ de domanio existentibus. Item præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut suprà stipulantibus, quòd ipse Dominus Comes & ejus hæredes teneantur dare passagium, & concedere licentiam & autoritatem, quibuscumque præbere seu dare volentibus auxilium, consilium, succursum, juvamen vel favorem, per mare vel per terram, de victualibus, hominibus, armigeris vel quibuscumque aliis necessariis, prædicto Domino Regi Ladizlaus, per totam terram dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quæ est seu erit sub ejus protectione vel dominio, & præsertim dictis civitati Niciæ, locis & terris Vicariæ ejusdem. Item præfatus Illustris Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, solemni stipulatione pepigit, promisit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus, quòd ipse & ejus hæredes teneantur juxta posse vetare & prohibere quoscumque Reges, Principes, Duces & Barones & alias quascumque personas, & eorum exercitus & comitivas tam maritimas quàm terrestres, volentes seu intendentes ire & transire per terras dictorum Comitatuum contra dictum Dominum Regem Ladizlaus, & ejus Civitates & loca invadere seu usurpare. Item præfatus Illustris Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis, quòd si præfatus Dominus Rex Ladizlaus vel ejus hæredes, infrà dictum tempus dictorum trium annorum, expensas, sumptus, & missiones factas per ipsum Dominum Comitem & suos, & fiendas, tam pro defensione quàm receptione dictarum civitatis Niciæ & locorum suæ Vicariæ, & aliarum terrarum & locorum sub obedientia dicti Domini Regis Ladizlaus existentium, quæ sub protectione dicti Domini Comitis se posuerunt, restituerint dicto Domino Comiti, & ipsis restitutis dictus Dominus Comes dictas civitatem, terras & loca dicto Domino Regi restituere, tradere, & remittere recusaret, vel ipsas expensas & missiones ut suprà declaratas recipere contradiceret; eo casu sit licitum hominibus dictarum civitatis, locorum & terrarum & cujuslibet earum, propria authoritate ad Dominium dicti Domini Regis redire, & de manibus dicti Domini Comitis se movere, absque eo quòd in crimen rebellionis seu proditionis dicerentur incurrisse; priùs tamen præfato Domino Comiti observatis & adimpletis omnibus & singulis insuper & infrà scriptis capitulis, pactis & conventionibus contentis & designatis. Item præfatus Illustris Dominus Comes Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut suprà stipulantibus; Quòd ipse & ejus hæredes & officiales eorum qui pro tempore fuerint in civitate, locis & terris prædictis, non possint aliqua occasione seu causa aliquam personam requirere, extrahere seu remittere de uno loco ad alium, vel de una Curia ad aliam, tam in causa criminali quàm in civili; sed in singulis locis civitatis, locorum & terrarum prædictarum ubi jurisdictiones exercentur; unusquisque civitatis, locorum & terrarum prædictarum conveniatur & reconveniatur prout fuerit requisitus, nisi causa dictum Dominum Comitem tangeret. Item præfatus Illustris Dominus Comes Imperialis Vicarius, ad ipsorum Syndicorum humilem requisitionem, eisdem Syndicis ut suprà stipulantibus & recipientibus dedit, donavit, concessit licentiam & authoritatem, quòd dicta Civitas Niciæ, seu universitas ejusdem, gabellas, revas & cæteras impositiones, quarum commodum & emolumentum ad ipsam Civitatem cæteraque loca ejusdem Vicariæ pertinet & spectat & consuevit

ANS de J. C. 1388.

spectare,

NS J. C. 1388. spectare, factas pro necessitatibus guerræ & aliis oneribus dictæ universitatis Niciæ & locorum Vicariæ ejusdem, & cuilibet eorum in dicta Civitate & Vicaria ejusdem; possint homines dictæ Civitatis & Vicariæ tenere & servare, tollere & destruere & annulare, prout eisdem hominibus pro bono dictæ Civitatis & Vicariæ videbitur expedire; dum tamen gabellæ & cæteræ obventiones & emolumenta, per Curiam percipi consueta & eidem Curiæ spectantia, præfato Domino Comiti persolvantur. Item præfatus Illustris Dominus Comes Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus, quòd major Curia Senescalli & aliorum majorum Officialium in prædictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii, si ipse Dominus Comes acquisiverit, per eos constituendorum, tenebitur & regetur in dicta Civitate Niciæ, sicuti tenebantur in Civitate & regebantur Aquensi tempore regiminis quondam Dominæ Joannæ Reginæ, juxta privilegium dictæ Civitati concessum per dictum Dominum Ladizlaus Regem; durante tamen beneplacito Domini Comitis antedicti. Item præfatus Illustris Dominus Comes Imperialis Vicarius, promisit & convenit solemni stipulatione eisdem Syndicis, quòd ipse Dominus Comes & ejus hæredes teneantur concedere marcham & represalias, contra quascumque personas quæ hominibus dictæ Civitatis & locorum Vicariæ ejusdem jus & justitiam denegabunt, juxtà stylum & consuetudinem Italiæ. Item præfatus Illustris Dominus Comes Imperialis Vicarius, promisit, pepigit & convenit solemni stipulatione, dictis Syndicis stipulantibus ut suprà, quod ipse gabellam salis Civitatis Niciæ tenebit sufficienter munitam sale, nec ipsam alibi transportabit vel mutabit aliquo modo, & quòd cives Niciæ habeant, habere debeant & possint sal in gabella prædicta salis pro pretio consueto, scilicet duorum solidorum & dimidii pro sestario quolibet, tam pro usu eorum quàm piscibus salandis & carnibus vendendis, & sicut hactenus sunt habere consueti; & modo simili homines dictæ Vicariæ Niciæ sal in dicta gabella habere debeant & possint, de pretio quo sunt in illa habere consueti, tempore Dominæ Joannæ bonæ memoriæ Reginæ Jerusalem & Siciliæ, & prædictorum Comitatuum Comitissæ; servato tamen, quòd tempore guerræ remaneat & sit de pretio dicti salis in arbitrio dicti Domini Comitis, & Syndicorum Niciæ. Item præfatus Illustris Dominus Comes Imperialis Vicarius, promisit, pepigit & convenit dictis syndicis solemni stipulatione; quòd ipse non faciet treugam neque pacem cum prædicta Domina Ducissa Andegaviæ nec liberis ejus, quandiu stabit in acquisitione civitatum, terrarum & locorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, nisi super hoc participato consilio civium Niciæ. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; quòd ipse durante dictorum annorum tempore non perturbabit homines dictæ civitatis Niciæ & locorum suæ Vicariæ, qui se sub protectione dicti Domini Comitis posuerunt, quominus possint succurrere, succursum & juvamen dare dicto Domino Regi Ladizlaus; dum tamen non cederet contra honorem dicti Domini Comitis & dictæ civitatis Niciæ vel alterius eorum. Item præfatus Comes Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus, quod ipse nullo tempore futuro homines dictæ Civitatis & locorum suæ Vicariæ, directè vel indirectè cohercebit vel compellet ire contra dictum Dominum Regem Ladizlaus, nisi ipse Dominus Rex faceret guerram contra dictum Dominum Comitem & suos, vel facere præsumeret ipsis hominibus & Civitate existentibus dicti Domini Comitis, servata etiam quod hæc forma capitulorum suprà & infrà scriptorum. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; de quod si contingeret dictam Civitatem & loca Vicariæ se declarare pro aliquo summo Pontifice, quod ipse Dominus Comes suo posse procurabit dictam Civitatem & loca Vicariæ suæ, absolvi ab omni sententia excommunicationis & interdicti, quam fortè homines & personæ dictæ Civitatis & locorum Vicariæ suæ incurrerent, qui bona, jura & redditus Ecclesiæ receperunt, & domos, castra & alia ædificia Ecclesiæ disruerunt; ac etiam de quibus redditibus & bonis Ecclesiasticis receptis & occupatis per dictam Civitatem & loca Vicariæ suæ, suo posse procurare & facere quittari & absolvi, & remissionem fieri ab ipso Domino summo Pontifice, pro quo se declarabunt. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; quòd ipse teneatur Comites Vintimilii Dominos Tendæ & Briguæ, suo posse cohercere & removere per Cambium vel conquestam, à Dominio & tenuta ac possessione dictorum locorum & aliorum quæ in dicto Comitatu tenent, ad hoc ut passus de Nicia usque in Pedemontem itinerantibus sit apertus. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, ad supplicationem & requestam dictorum syndicorum, voluit & induxit ac liberaliter largitus est, quod omnes & singuli extranei per mare ad dictam civitatem Niciæ victualia adducentes, sint franchi & immunes à solutione Ripagii & Quaranteni, durante tamen beneplacito dicti Domini Comitis. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; quod si contingeret ipsum Dominum Vicarium acquirere alia loca Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quod judex civitatis Niciæ habeat primas appellationes causarum civilium & criminalium, & ad ipsum devolvantur; videlicet, locorum citra Ciancham, ac de Vallibus Barciloniæ & sancti Stephani, Vicariæque Pugeti, Then. & Baiuliæ, de Sigala; & super hoc judicem civitatis Niciæ constituere promisit & teneatur dictus Dominus Comes, ipsarum primarum appellationum judicem per privilegium perpetuum, in casu quo curia major dictorum Comitatuum in dicta civitate Niciæ non reduceretur, vel ipsam curiam pro meliori Patriæ non ordinaret reducendam in civitate prædicta Niciæ. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus, quod castra, jurisdictiones & bona ablatas & ablata infra districtum dictæ civitatis Niciæ & suæ Vicariæ, & etiam prædictorum Comitatuum, quibusdam civibus & incolis dictæ civitatis Niciæ, & aliquibus dictæ suæ Vicariæ, per aliquos de facto, & per aliquos ratione guerræ quæ fuit in dictis Comitatibus inter prædictum Dominum Ladizlaus Regem & quondam Ducem Andegaviæ, & Natum ejus prædictum, restituere teneatur & debeat præfatus Dominus Comes, hiis quibus ablata fuerunt, & restitui facere & mandare quæcunque contigerit illa ad sui dominium & obedientiam venire. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; quod si contingat ipsum non acquirere totam aliam terram prædictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, præter civitatem Niciæ & loca & terras dictæ Vicariæ, & alia quæ sub protectione sua se posuerunt; quòd ipse Dominus Comes nullo tempore concedere teneatur nec permittere, quod quidam cives & incolæ prædictæ civitatis Niciæ, & bona in ipsa civitate & ejus territorio habentes, qui rebelles fuerunt prædicto Domino Ladizlaus Regi, & contra dictam civitatem venerunt, & quæcunque mala quæ potuerunt, tractarunt & oppositerunt se, sibi & suæ Vicariæ venire

ANS J. C. 1388.

ANS de J. C. 1388.

possint in eadem, nec bona sua ullo tempore sibi remittere sine præjudicio creditorum. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus, ad ipsorum supplicationem humilem; quòd quando contingerit dictam civitatem Niciæ se declarare pro aliquo summo Pontifice, obtinere suo posse quòd hospitia sistentia infra dictam Civitatem, quod tunc dictus Dominus Comes teneatur cum dicto Domino summo Pontifice obtinere suo posse, quòd Hospitia sistentia infra dictam civitatem Niciæ, quæ tenetur sub majori directo Domino Monasterii sancti Pontii extra muros Niciæ, sub certis annuis serviciis, dictus Dominus summus Pontifex affranchibit, dato competenti Cambio per ipsum Dominum Comitem de aliquo illorum Castrorum quæ fuerunt rebellia prædicto Domino Regi Ladizlaus, acquirendorum per dictum Dominum Comitem, uno videlicet & pluribus ad sufficientiam excambii supradicti. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, ad humilem dictorum Syndicorum supplicationem & requestam, eisdem Syndicis ut suprà stipulantibus concessit, quòd in dicta civitate Niciæ fiat & fieri possit & ordinari una Cazana, prout fit & consuetum est fieri in pluribus locis Italiæ. Item quòd frequenter contingit, quòd mercatores destinantes ballas mercimoniorum, aliqui ad partes Orientales, aliqui ad partes Occidentales, & aliqui ad partes Aquilonis, ipsas mandant recipi in Nicia, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, eisdem Syndicis ut suprà postulantibus concessit, quòd nulla persona dictas Ballas quas ut superiùs in civitate Niciæ mitti contingerit, recipiat nec recipere possit, nisi fuerit Civis vel oriundus dictæ civitatis Niciæ, ut commodum civibus & non forensibus applicetur. Item præfatus Illustris Dominus Comes Imperialis Vicarius, ad humilem supplicationem & requestam dictorum Syndicorum, voluit, jussit & ordinavit omnes inquisitiones & processus criminales, factos & formatos hactenus in Curia dictæ civitatis, & qui formari possent occasione quacumque præterita vel delicto, contra quoscumque; esse cassos & nullius momenti: Et in signum nullitatis, voluit & jussit, quòd omnes libri & cartularia processuum in dicta Curia factorum hactenus, igne comburantur, parti læsæ jure in omnibus reservato, remanentibus rebellibus in banno in quo erant & reperirentur esse de præsenti. Item præfatus Illustris Dominus Comes Imperialis Vicarius promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; quòd si contingat ipsum Dominum Comitem acquirere alia loca Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quòd ipse Dominus Comes faciet suo posse quòd Beneficiati dictorum locorum suæ protectioni suppositorum & supponendorum, à Beneficiis suis expulsi & expoliati qualitercumque, reducentur in possessionem dictorum suorum Beneficiorum. Item quia præfatus Illustris Dominus Comes Imperialis Vicarius, requirebat quòd virtute protectionis prædictæ omnia castra tam dictæ Civitatis quàm locorum Vicariæ ejusdem, in suis manibus, custodia & potentia ponerentur: Hinc est quòd præfatus Dominus Comes & dicti Syndici, ad talem concordiam pervenerunt; videlicet, quòd de dictis castris ponendis in manibus præfati Domini Comitis, sit & remaneat in potestate & ordinatione magnifici viri Joannis de Grimaldis Domini Baroniæ Bolii, & dictorum Syndicorum; qui Dominus Bolii, & Syndici ordinare valeant, an dicta castra ponenda sint in dicti Domini Comitis manibus vel ne: Viceversa prædicti Syndici universitatis prædictæ Niciæ, suis & nominibus quibus suprà, & suorum hæredum & successorum in futurum quorumcumque, promiserunt & convenerunt præfato Illustri Domino Comiti Imperiali Vicario, præsenti, stipulanti, & recipienti solemniter pro se & suis hæredibus & successoribus in futurum, & nobis Notariis infrà scriptis stipulantibus & recipientibus solemniter ut publicis personis, Officiis publicis, vice & nomine omnium & singulorum quorum interest & interesse poterit in futurum; & juraverunt corporaliter ad sancta Dei Evangelia, sub suorum obligatione bonorum quorumcumque; quòd durante termino dictorum trium annorum, ipsæ universitates civitatis Niciæ & locorum suæ Vicariæ, & singulares personæ earum, dicto Domino Comiti Imperiali Vicario & suis successoribus obedient, merum, mixtum imperium, & omnimodam jurisdictionem altam, mediam & bassam, in dicta civitate & universitate ejusdem, ac in Vicariatu Niciæ suprà scripto, in eosdem & singulos sine contradictione quacumque, administrabit & exercebit per se & suos Officiales per eum deputandos in dictis Civitate & Vicariatu: Dantes & concedentes dicti Syndici, suis & quibus superiùs nominibus, præfato Domino Comiti Imperiali Vicario ibidem præsenti, stipulanti & recipienti pro se & suis hæredibus & successoribus; merum, mixtum imperium, & omnimodam jurisdictionem altam, mediam & bassam in dicta civitate Niciæ, Vicariatu ejusdem, cum potestate & actu percipiendi, recipiendi & habendi omnes obventiones, redditus, census, exitus, proventus, jura, honores & emolumenta quæcumque, quæ & quas Serenissimus Dominus Rex & Regina Jerusalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Comites, retroactis temporibus in dictis Civitate & Vicariatu toto ejusdem exercebant, habebant & percipiebant, exercere, percipere & habere debebant, & erant exercere, percipere & habere consueti. Item quòd dicto durante tempore trium annorum, cridæ seu præconizationes in dicta Civitate & Vicariatu fiant, nomine & ex parte præfati Domini Comitis Imperialis Vicarii. Lapso verò dicto tempore trium annorum, non facta per dictum Dominum Regem Ladizlaus ut suprà restitutione & solutione præfato Domino Comiti Imperiali Vicario, de sumptibus, expensis & missionibus factis & fiendis per ipsum in acquisitione & defensione dictæ civitatis Niciæ, locorum & terrarum dicti sui Vicariatus, & aliarum quæ sub protectione sua se posuerint ut suprà scriptum est; dictæ Civitas, loca, terræ & homines ipsarum civitatum, locorum & terrarum, teneantur homagium & fidelitatem facere, ac homagii & fidelitatis præfato Domino Comiti & suis hæredibus debitum præstare juramentum, ut eorum Domino naturali & ligio præ cæteris Dominis quibuscumque, & ipsum in eorum naturalem & ligium Dominum recognoscere ut suprà, ad ipsius Domini Comitis vel sui certi nuntii requisitionem. Et dictus Dominus Comes Imperialis Vicarius teneatur eidem Civitati & locis Vicariæ ejusdem, universitatibus, hominibus cujuslibet dictorum civitatum & locorum, confirmare omnia & singula privilegia, franchesias, libertates, statuta quæcumque, tam regalia quam municipalia, & consuetudines scriptas & non scriptas, quæ & quas prædicta civitas Niciæ & loca suæ Vicariæ, per scripturam vel alium quemvis modum legitimum ostenderent &, monstrarent se habuisse & habere, tam à Domina Joanna recolendæ memoriæ Regina Jerusalem & Siciliæ, & prædictorum Comitatuum Comitissa, & ejus prædecessoribus; quàm à Domino Carolo bonæ memoriæ dicti Regni & etiam Ungariæ Rege, & prædicto Domino Ladizlaus ejus Nato. Item quòd si contingeret præfatum Dominum Regem Ladizlaus ad tantam futuro tempore resilire potentiam, quòd solveret præfato Domino Comiti Imperiali Vicario vel suis, infra tempus dictorum trium annorum, dictos sumptus, missiones & expensas declarandas ut superiùs, per ipsum ut prædicitur factos & fiendos in acquisitione & defensione prædictorum locorum; & facta restitutione dictorum locorum, dictus Dominus Comes vel sui, propter protectionem dictorum locorum

ANS de J. C. 1388.

ANS rùm per ipſum ſuſceptam, remaneret in guerra cum
e J. C. dicta Domina Duciſſa Andegaviæ, vel liberis ejus
1388. ſeu ſucceſſoribus ipſorum, ſeu per eoſdem vel alterum ipſorum contingeret futuro tempore fieri guerram contra ipſum Dominum Comitem occaſione prædictorum: dicti Syndici ſuis & nominibus prædictis, promiſerunt dicto Domino Comiti ut ſupra ſtipulanti, & juraverunt corporaliter ad Evangelia Dei Sancta; quòd dicta civitas Niciæ & loca Vicariæ ejuſdem, dabit & dare tenebitur in auxilium pro dicta guerra ſubſtinenda, eidem Domino Comiti & ſuis ſucceſſoribus, ſingulis annis durante ipſa guerra, uſque ad quantitatem & valorem, ipſam quantitatem & valorem omnium obventionum, reddituum, exituum, & emolumentorum in dicta civitate & vicaria Niciæ per Regiam Majeſtatem & Curiam olim percipere conſuetorum quovis modo. Item prædicti Syndici ſuis & quibus ſupra nominibus, promiſerunt dicto Domino Comiti Imperiali Vicario, ut ſupra ſtipulanti & recipienti pro ſe & ſuis ſucceſſoribus, ad Sancta Dei Evangelia corporaliter juraverunt; quod ſi contingeret, quòd dictus Dominus Ladizlaus Rex vel alter ſuo nomine, hiis ſuper hoc poteſtatem infra terminum dictorum trium annorum, remitteret ſeu quittaret, cederet, alienaret, vel aliter transferret dicto Domino Comiti jura quæ habet in dicta civitate Niciæ & Vicaria ejuſdem, mero, mixto Imperio & juriſdictione eorundem; quod eo caſu ſtatim ad ipſius Domini Comitis vel ſui certi nuncii requiſitionem, dictæ Civitas, Univerſitas, Commune, & ſingulares perſonæ ejuſdem Civitatis & Vicariatus, teneantur & debeant facere præſtareque recognitionem, homagium ligium & fidelitatem ligiam, & homagii & fidelitatis debitum juramentum dicto Domino Comiti & ſuis præ cæteris Dominis quibuſcumque, ſeu ejus certo nuncio ſuper hoc poteſtatem habenti, termino prædicto trium annorum eo caſu remiſſo, & in aliquo nonobſtante. Quibus ſic factis, initis & conventis, præfatus Illuſtris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius ex una parte, & dicti Syndici Univerſitatis dictæ Civitatis Niciæ ex parte altera, in præſentia Teſtium & noſtrorum Notariorum ſubſcriptorum conſtituti, promiſerunt ſolemniter una pars alteri, & altera alteri, & è converſo, ſuis & quibus ſupra nominibus, videlicet, præfatus Illuſtris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, dictis Syndicis, ſuis & quibus ſupra nominibus, ſtipulanti & recipienti ſolemniter pro ſe & ſuis ſucceſſoribus, à dicta Univerſitate Niciæ & perſonis ſingularibus ejuſdem: & dicti Syndici ſuis & quibus ſupra nominibus, præfato Illuſtri Domino Comiti Sabaudiæ Imperiali Vicario, ſtipulanti & recipienti ſolemniter pro ſe & ſuis ſucceſſoribus & hæredibus univerſis, & ad Sancta Dei Evangelia ambæ partes corporaliter juraverunt, ſub ſuorum omnium obligatione bonorum, mobilium & immobilium, præſentium & futurorum quorumcumque prædictorum ſubmiſſionem protectionis, protectionem, pacta, conventiones & promiſſiones prædictas, & omnia & ſingula ſuprà & infrà ſcripta, prout ſuperiùs & inferiùs expreſſa ſunt, & diviſim utraque pars tangitur habere rata, grata, firma, valida & irrevocabilia, ratas, gratas, firmas & irrevocabiles perpetuò, & in nullo contrafacere vel venire, ſed ea omnia & ſingula tenere, attendere, ſervare & adimplere prout ſuperiùs expreſſa ſunt; nec alicui contravenienti, dicenti vel facienti, ſeu contrà dicere, facere, venire vel opponere volenti quovis modo in aliquo conſentire, clàm vel palàm; aut auxilium, conſilium vel favorem præbere quomodolibet: renuntiantes præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, & dicti Syndici, ſuis & quibus ſuprà nominibus, ex eorum cujuſlibet certa ſcientia, per juramenta ſua per eos & ipſorum quemlibet præſtita; exceptioni dictarum protectionis, promiſſionum, pactionum & conventionum, non ſic factarum, initarum & ſtipulatarum, omniumque promiſſorum non ſic ut promittitur factorum, & non ritè & legitimè factorum; doli mali, metus & in factum actioni, & condictioni, ſine cauſa, & ex injuſta cauſa, juri per quod deceptis & in contractibus læſis ſubvenitur, beneficio reſtitutionis in integrum, & omni alio juri canonico & civili, privilegiis & ſtatutis, ſibi & cuilibet ipſorum in hoc facto competentibus, per quæ poſſent contra prædicta vel ipſorum aliqua facere, dicere vel venire, aut ſe tueri quovis modo; jurique dicenti generalem renunciationem non valere niſi præceſſerit ſpecialis. De quibus præfatus Illuſtris Dominus Comes, & dicti Syndici, præceperunt per nos Notarios ſubſcriptos, duo vel plura fieri publica inſtrumenta, videlicet per Petrum Ducis Notarium, & Secretarium præfati Domini Comitis, ad opus dicti Domini Comitis, & per me Joannem Troffenii dictæ civitatis Niciæ Notarium, ad opus dictæ Univerſitatis Niciæ. Acta fuerunt hæc ante Eccleſiam Monaſterii Sancti Poncii extra muros civitatis Niciæ: præſentibus ſpectabilibus Militibus Dominis Aymaro Domino de Claromonte, Ottone de Grandiſſono Domino Sanctæ Crucis; Egregiis Dominis, Joanne de Miolano, Guillermo de Roſſillione Domino Boſcagii, Joanne de Coloniaco Domino de Andelo, Bonifacio de Chalant, Joanne de Veneto, & Guygone Ravayſii Domino Sancti Mauritii, Militibus; Domino Joanne de Confleto Legum Doctore, Ludovico de Grimaldis Barone de Bolio, Domino Egidio Seche Legum Doctore, Domino Sadoc Sapié Licentiato in Legibus, & Antonio de Croſo Secretario dicti Domini Comitis, teſtibus ad præmiſſa vocatis & rogatis.

ANS de J. C. 1388.

CCCXXXIV.

*Teſtament d'*AME' VII. *ſurnommé* le Rouge, *Comte de Savoye, fait à Ripaille, le* 1. *de Novembre* 1391. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 232.

ANS de J. C. 1391. SAVOYE.

IN nomine Domini, Amen. Anno nativitatis ejuſdem milleſimo tercenteſimo nonageſimo primo, Indictione decima quarta, die prima menſis Novembris, in domo Ripailliæ, in camera qua jacere ſolitus eſt Dominus Comes infrà ſcriptus; præſentibus viro Nobili Domino Ottone de Grandiſſono Domino de Sancta Cruce & Aubonæ, Religioſo viro Fratre Guillermo Franconis Ordinis Minorum, Magiſtro Luquino Paſcalis, & Magiſtro Hommebono de Ferraria Phiſico, ac viris nobilibus Aymone de Aſperomonte, Guidone de Grolea, Petremando de Ravayſio, Joanne de Chignino, Humberto d'Arvillars, Henrico de Flecheria, & pluribus aliis teſtibus ad infrà ſcripta vocatis, & propter ea quæ ſequuntur rogatis ſpecialiter per Dominum Teſtatorem ſubſcriptum. Hujus publici inſtrumenti tenore cunctis appareat tam præſentibus quam futuris; *Quod Illuſtris Princeps & Dominus noſter Dominus* AMEDEUS *Comes Sabaudiæ*, ſanus mente, memoria & intellectu, licet corporis infirmitate gravetur, in præſentia dictorum teſtium, & mei Notarii infrà ſcripti perſonaliter conſtitutorum: conſiderans quòd præſentis vitæ conditio ſtatum habet inſtabilem, & ea quæ viſibilem habent eſſentiam tendunt viſibiliter ad non eſſe, nolens inteſtatus decedere, ſed cupiens ut aſſerit, de rebus & bonis ſibi à Deo collatis more prudentum virorum diſponere, de ſui certa ſcientia, facit & ordinat ſuum Teſtamentum nuncupativum ſine ſcriptis, licet in ſcriptis redactum, in hunc qui ſequitur modum. In primis animam ſuam humiliter & devotè recommendat Deo omnipotenti, Beatæ Mariæ Virgini, ac toti Curiæ Supernorum. Item

ANS de J. C. 1391.

sepulturam sui corporis eligit, nominat, esse vult & jubet fieri in Monasterio Altæcombæ Cistercienſis ordinis, videlicet in tumulo quo recolendæ memoriæ Illustrium Dominorum quondam Sabaudiæ Comitum corpora requieſcunt. Item omnia & ſingula relicta ad pias cauſas, concernentia proviſionem animæ ſuæ, devotè committit & relinquit ordinationi & diſpoſitioni *Illuſtris Dominæ noſtræ Dominæ Bonæ de Borbonio Comitiſſæ Sabaudiæ ejus cariſſimæ Genitricis*, cum conſilio viri nobilis, & potentis Domini Ludovici Domini de Coſſonay, qui ſuper præmiſſorum ordinatione quantò citiùs poterunt poſt obitum ipſius Teſtatoris providere debeant, intendere & vacare cum deliberatione qua decet, eoſdem Dominam Comitiſſam ejus Matrem cariſſimam, & Dominum de Coſſonay, ac eorum conſcientias ſuper hoc totaliter onerando. Item Joanni Chabodi ejus ſcutifero quingentos florenos auri ſemel dat & legat. Item Anequino de Bruxella ejus ſcutifero quingentos florenos auri ſemel dat & legat. Item remunerationem cæterorum ſcutiferorum, ſervitorum & famulorum ſuorum, de quibus mentio non eſt facta, aut fiet inferiùs, committit & relinquit præfatæ Dominæ Bonæ de Borbonio Comitiſſæ Sabaudiæ ejus cariſſimæ Genitrici, quæ quantò citiùs poterit commodè ad complementum remunerationis hujuſmodi procedat & procedere debeat, ſecundum meritorum cujuſlibet exigentiam, conſilio dicti Domini de Coſſonay, & aliorum de ejus conſilio quos viderit evocandos. Item Luquino de Saluciis ejus ſcutifero, ea ratione videlicet quòd nulla alia bona poſſidet, & attentis obſequiis ſibi per eundem Luquinum exhibitis, ſex millia florenorum auri ſemel dat & legat, de quibus emere & acquirere teneatur & debeat in Comitatu Sabaudiæ, terram & redditus quos ab ejus hærede inſcripto teneat & tenere debeat in feudum ligium & nobile, & ſub homagio ligio præ cæteris Dominis quibuſcumque, & pro quibus fidelitatis & homagii ſacramentum præſtare teneatur eidem. Item Baſtardo de Sabaudia donat, legat & relinquit mille quingentos florenos auri, per annum in perpetuum ſibi & ſuis aſſignandos per ſuum infrà ſcriptum univerſalem hæredem, aut per præfatam Dominam Comitiſſam ejuſdem Teſtatoris matrem cariſſimam; quos in feudum ligium & nobile dictus Baſtardus teneat, & tenere debeat à præfato Amedeo de Sabaudia & ſuis ſucceſſoribus, & pro quibus mille quingentis florenis annualibus dictus Baſtardus præfato Amedeo de Sabaudia homagium ligium facere teneatur & debeat, ac homagii ligii & fidelitatis ligiæ ſacramentum præſtare. Item præfatus Dominus Comes Teſtator de ſuo motu proprio laudat, emologat & confirmat Teſtamentum ſeu ultimam voluntatem præfati Domini noſtri quondam Genitoris ſui cariſſimi, & omnia contenta in eo juxta ipſius Teſtamenti ſeriem & effectum, illudque jubet & præcipit expreſſè teneri, attendi & obſervari per ſuum hæredem univerſalem ſubſcriptum, in qualibet ſui parte & in ſingulis ejus punctis & capitulis, perinde ac ſi in præſenti inſtrumento eſſent expreſſa & ſpecificata ſpecialiter & expreſſè, omnia quæ in ipſo Teſtamento ſunt inſerta. Item Illuſtrem Dominam Bonam de Borbonio Sabaudiæ Comitiſſam matrem ejus cariſſimam, in mille florenis auri annualibus dum in humanis fuerit ſibi hæredem inſtituit, ultrà ſibi relicta & ordinata per præfatum Dominum Genitorem ipſius; quos mille florenos annuales eidem Dominæ Comitiſſæ jubet, vult & ordinat dictus Teſtator ſufficienter aſſignari per ſuum hæredem univerſalem infra ſcriptum, ad requiſitionem ejuſdem Dominæ Comitiſſæ; & poſt ejus obitum dicti mille floreni annuales ad hæredem univerſalem dicti teſtatoris in ſolidum revertantur & debeant pertinere. Item *Illuſtrem Bonam de Sabaudia ejus Filiam cariſſimam*, in quinquaginta millibus florenis auri ſibi hæredem inſtituit, pro quibus eam vult eſſe

ANS de J. C. 1391.

tacitam & contentam de omnibus & ſingulis bonis & rebus ſuis, ita quòd nichil ultra dictam ſummam ſuper ipſis bonis petere poſſit vel debeat quoquomodo. Item poſthumum ab *Illuſtri Domina Bona de Biturio ejus conſorte* cariſſima Comitiſſa, ſi quem vel quos maſculos naſci contingat in Baronia & tota terra Vuaudi, ſibi hæredem & hæredes inſtituit, de & pro qua terra debeant eſſe taciti & contenti de omnibus & ſingulis bonis ſuis; ita tamen quòd de & pro dicta terra ejus infrà ſcripto filio & hæredi fidelitatem, ligium præ cæteris, & contra omnes facere & recognoſcere teneantur, & ad fidelitatis & homagii debitum ſint aſtricti; ſalvis & reſervatis ejus filio & hæredi, in prædicta terra Vuaudi & juribus dictorum Poſthumorum, ſuperioritate & reſſorto ac ſuperioritatibus & reſſorti præeminentiis quibuſcumque, ac jure feudi & directi Dominii in præmiſſis. Item Poſthumam vel Poſthumas ſi quam vel quas ab eadem Domina ejus conjuge cariſſima naſci contingerit, quamlibet ipſarum in quinquaginta millibus florenis auri ſemel ſolvendis ſibi hæredes inſtituit; de & pro quibus ipſas & quamlibet ipſarum dictus Teſtator eſſe voluit tacitas & contentas de omnibus & ſingulis bonis ſuis; ſic quòd ab inde nihil ultra dictam ſummam ſuper prædictis petere poſſint vel valeant quoquomodo. Item præfatæ Dominæ Bonæ de Biturio Sabaudiæ Comitiſſæ ejus cariſſimæ conjugi, viginti mille florenos ſemel tanquam bene meritæ dat, legat & relinquit. Item vult & ordinat præfatus Dominus Comes Teſtator, dari & aſſignari poſt ipſius Teſtatoris obitum præfatæ Dominæ Bonæ de Biturio ejus conſorti cariſſimæ, ipſa tamen in viduitate manente, & quandiu in ſtatu viduitatis manebit, & non aliter, per ejus univerſalem hæredem infraſcriptum, & præfatam Dominam Comitiſſam matrem ipſius Teſtatoris cariſſimam, conſilio dicti Domini de Coſſonay, & aliorum de conſilio, dotalicium bonum & ſufficiens in eo valore annuo, quanti valoris eſt dotalicium aſſignatum & conſtitutum præfatæ Bonæ de Borbonio ejus matri cariſſimæ, per præfatum Dominum noſtrum quondam in ejus ultimo Teſtamento; ſic quòd de hujuſmodi dotalicio extra limites Comitatus Sabaudiæ nichil transferri valeat vel portari, nec ejus fructibus gaudeat vel utatur præfata Domina Comitiſſa conſors ejus Teſtatoris, niſi quandiu in Comitatu Sabaudiæ reſidentiam fecerit perſonalem. Item in omnibus & ſingulis aliis bonis ſuis mobilibus, immobilibus, Principatibus, Dignitatibus, Comitatibus, Ducatibus, Marchionatibus, Provinciis, Baroniis, Civitatibus, Caſtris, Villis, Juriſdictionibus, hominibus, homagiis, & generaliter aliis omnibus & ſingulis juribus & actionibus quibuſcumque, de quibus ſuperiùs non diſpoſuit, & in his de quibus diſpoſuit ſalvis ſuperiùs ordinatis, & de quibus aliter non ordinabit inferius, *Amedeum ejus Filium cariſſimum* ſuum hæredem univerſalem ſibi nominat, eligit eſſe, vult & inſtituit tenore hujus ſui Teſtamenti & inſtrumenti præſentis; ita tamen ut taliter quòd in prædictis ſeu ipſorum aliquibus nunc vel in futurum perpetuò filia ſeu filiæ non ſuccedant vel ſuccedere poſſint vel debeant quoquomodo: per quem hæredem ſuum univerſalem, & præfatam Dominam Comitiſſam matrem ſuam cariſſimam, vult, mandat & præcipit expreſſè, ſua legata omnia, proviſionem annuæ ſuæ, & relicta ut ſuprà ſolvi, & clamores ipſius emendari & pacificari breviter, & de plano, ſine Judicii ſtrepitu & figura. Item præfatam Dominam Bonam de Borbonio Comitiſſam ejus matrem cariſſimam, quamdiu vitam duxerit vidualem, facit & ordinat Tutricem, & Adminiſtratricem præfati Amedei ejus filii cariſſimi & hæredis ſui univerſalis: & Bonæ ejus prædictæ filiæ, & cæterorum Poſthumorum ſuorum prædictorum, quorum tutelam, perſonarum cuſtodiam & adminiſtrationem eidem Dominæ Bonæ de Borbonio Comitiſſæ ipſius Teſtatoris

cariſſi-

NS cariſſimæ genitrici deputat & committit, ac totius
J. C. Comitatus & aliarum terrarum ſuarum adminiſtratio-
91. nem & regimen ſibi relinquit, vocato & aſſiſtente ſi-
bi dicto Domino Ludovico Domino de Coſſonay
ejus cariſſimo conſanguineo, de quo etiam gerit idem
Teſtator ut dicebat fiduciam ſpecialem, & quos Do-
minam Comitiſſam & Dominum de Coſſonay precа-
tur humiliter & requirit, quòd circa educationem
perſonarum dictorum pupillorum, ac regimen & gu-
bernacula totius terræ ſuæ ut ſuprà exprimitur, dig-
nentur & velint diligenter & fideliter ſe habere: & ſi
contingeret præfatam Dominam matrem ſuam decede-
re ab humanis, vel ad ſecunda vota tranſire antequam
dicti pupilli ad annos pervenerint pubertatis, in utro-
que caſuum prædictorum, ad dictam tutelam geren-
dam, ac regimen Comitatus & terræ ſuæ prædictorum,
dictus Teſtator ſubrogat, ordinat & eſſe vult præfatam
Dominam ejus conſortem cariſſimam Comitiſſam,
quamdiu vitam ſervaverit vidualem; ita quòd dictus
Dominus de Coſſonay eo caſu ſibi debeat aſſiſtere in
gerenda tutela & adminiſtratione prædictis, fideliter
tanquam probus: & eo caſu quo medio tempore,
hoc eſt, ante tempora pubertatis pupillorum prædic-
torum, dictus Dominus de Coſſonay forſan decede-
ret ab humanis, & dicta Domina Comitiſſa conſors
ejus cariſſima, ante dicta pubertatis tempora ad ſecun-
da vota tranſiret, ſic quòd dicti pupilli forent omni-
no tutoris auxilio deſtituti, vel propter mortem dic-
tarum Dominarum Comitiſſarum, vel propter ipſa-
rum convolationem ad ſecundas nuptias; vult & or-
dinat dictus Teſtator, quòd conſilio Illuſtriſſimi
Domini Ducis Biturii, & Dominæ Bonæ de Borbo-
nio Comitiſſæ Sabaudiæ ejus matris cariſſimæ, ſi in
Comitatu Sabaudiæ fuerit, vel ipſi Comitatui ſit
propinqua, & octo Militum de dignioribus & magis
in conſilio pollentibus totius Comitatus prædicti,
eligatur & ordinetur communi illorum conſilio &
conſenſu unus valens & ſtrenuus Miles de Comitatu
prædicto, qui onus tutelæ prædictæ habeat, & regi-
men gerere debeat, & etiam ſupportare, donec dicti
pupilli annos attigerint pubertatis; de qua quidem tu-
tela taliter proviſio dictis pupillis dictus Teſtator ex
nunc prout ex tunc caſu ipſo illam laudat, emologat,
& confirmat. Item quòd quandocumque præfatus
Amedeus de Sabaudia ad hanc pubertatis ætatem per-
venerit, caſu quo præfata Domina Bona de Borbonio
Comitiſſa, ipſius Teſtatoris mater deceſſiſſet, vel
ad ſecunda vota tranſiiſſet, ipſe ſolus Amedeus de
Sabaudia cariſſimus ejus filius & hæres univerſalis,
ſuorum Prælatorum, Baronum, Militum, & in Ju-
re peritorum conſilio, regimen gerat & habeat totius
Comitatus & partium ſingularum & adjacentium quo-
quomodo; ſalvis ſemper & reſervatis adminiſtratione
& regimine præfatæ Dominæ Bonæ de Borbonio Co-
mitiſſæ ſuæ cariſſimæ genitrici. Hanc autem dictus
Teſtator ſuam ultimam voluntatem, ſolam & uni-
cam, revocata omni alia ſi quam aliàs feciſſe reperiatur,
& penitus annullata; vult valere jure Teſtamen-
ti nuncupativi; quæ ſi non valet vel valebit eo jure,
eam valere vult jure donationis irrevocabilis inter vi-
vos, vel donationis cauſâ mortis, & ſi non valet,
vel valebit eis juribus, valeat jure codicillorum, aut
cujuſlibet alterius ultimæ voluntatis; aut ſecundùm
leges; & canonicas ſanctiones. De quibus omnibus
& ſingulis dictus Teſtator fieri voluit & mandavit
unum & plura inſtrumenta publica tenoris ejuſdem
per me Notarium infrà ſcriptum, ad opus & pro intе-
reſſe omnium & ſingulorum quorum intereſt & inte-
reſſe poterit in futurum. Signé Decroſo.

ANS
de J.C.

CCCXXXV.

1393.
Suisses.

Articles faits entre les neuf Cantons de ZURICH, LUCERNE, BERNE & SOLEVRE: ZUG, URY, SCHWITZ & UNDERWALDEN & GLARIS; *aprés le Combat donné devant Sempach contre les Seigneurs d'Autriche; touchant l'ordre, qui ſe doit tenir aux guerres, ou les dits Cantons iront avec leurs Banniéres déployées; du* 10. *Juillet* 1393. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 255.

NOus les Bourguemeiſtres, Conſeil & les Bourgeois generalement de la Ville de ZURICH, les Advoyers, Conſeillers & Bourgeois generalement des Villes de LUCERNE, BERNE & SOLEVRE, l'Amman & Conſeil de ZUG, & tous ceux des offices generalement du dict Zug, les Ammans & Payſans generalemens des trois Pays D'URY, SCHWIZ & D'UNDERWALDEN, l'Ammam & les Payſans de GLARIS: faiſons ſçavoir à tous ceux qui verront & oyront lire ces preſentes lettres: comme il ſoit; que ayons eſté en guerre ouverte & actuelle contre les Seigneurs d'Auſtriche, & ceux qui luy appartiennent à cauſe de pluſieurs bonnes & equitables demandes & querelles, que le temps paſſé on auroit mis en avant contre la dicte Seigneurie, au moyen deſquelles s'en ſeroit enſuivi un combat devant Sempach, pour ces cauſes pour le bien de Paix & tranquillité de tous, nous avons adviſé de tenir & obſerver les uns envers les autres certains poincts & articles inviolablement & fermement au temps avenir, ainſi que contenus ſont en ces preſentes lettres pour obvier & prevenir aux accidens futurs, ſauf & reſervé, ce qui ne portera aucun dommage ne prejudice aux debvoirs alliances & confederations, eſquelles nous ſommes perpetuellement liez:

§. 2. Premierement voulons & entendons, qu'une chaſcune ville & un chaſcun pays de nous des ligues par nos ſermens qu'avons jurez, ſoyons tenus obſerver & tenir le contenu des preſentes: ſçavoir eſt, que aucun de nous les dicts alliez ne pourra ne debvra temerairement & par force courir dedans les maiſons des autres pour leur prendre leurs biens, & ſoit en temps de guerre ou de paix; afin que par cy apres nous puiſſions tant mieux vivre paiſiblement & en bonne concorde les uns avec les autres, & en toutes choſes & neceſſitez nous ayder & ſecourir fidellement, comme avons faict du paſſé, & que encores d'ores en avant nous voulons faire, tous dols exceptez.

§. 3. Celuy qui apportera marchandiſe en nos pays ſera ſa perſonne & ſon bien preſervé & aſſeuré.

§. 4. Nous ne debvons nous mettre pour gaiges les uns pour les autres en aucune maniere.

§. 5. Et quand par cy apres nous marcherons avec nos bannieres deſployées contre & ſur nos Ennemis, ſoit tous en general, ou aucuns de nos dictes villes ou pays particulierement; tous ceux qui ſuivront la dicte banniere demeureront auprés d'icelle, comme gens de bien, & comme tousjours ont faict nos predeceſſeurs pour obvier aux inconveniens, qui nous pourroient advenir; fuſt ce en combattant ou en aſſaillant. Et ſi quelqu'un abandonnoit la dicte Banniere & s'enfuyoit, ou qu'il feiſt contempt de ce qui eſt eſcrit en ces preſentes, qu'il entraſt temerairement en la maiſon d'un autre comme dict eſt, ou qu'il perpetraſt quelque autre choſe, qui fut diffame, ou qu'il euſt merité punition en vertu des preſentes lettres, & que cela fuſt prouvé par deux teſmoings non ſuſpects par devant les juges ordinaires ſera à leur diſcretion & grace ſon corps & ſon bien eſcheu pour le punir ſelon

ANS de J. C. 1393. qu'il aura merité sans nul delay ; & bailleront sentence sur luy par le serment qu'ils auront juré à la ville ou pays, dont ils sont ; affin que chascun y prenne exemple, & se garde de telles transgressions ; & tout ainsi que une chascune ville ou pays punira les siens, s'en debvront les autres contenter sans contradiction.

§. 6. Nous entendons aussi, que si quelqu'un s'estoit blessé en quelque façon que ce fust en combattant ou assaillant ; de sorte qu'il seroit inutile pour se deffendre il demeurera nonobstant aussi avec les autres, jusques à ce que la bataille soit expirée : & pour cela ne sera estimé fuyard & ne l'en faschera-t-on en sa personne ny en son bien aucunement.

§. 7. Il est aussi notoire, que au dessus dict Combat beaucoup des ennemis eschaperent lors que tenions la victoire, lesquels fussent tous demeurez sur la place, si les nostres, qui y estoient les eussent poursuivis & ne se fussent point amusez à piller jusques à ce que la bataille fust entierement gaignée. Pour cette cause voulons mettre une resolution & ordre en tel cas, affin que les gens de bien, qui auront gaigné sur les Ennemis soient asseurez de leurs personnes & de leurs biens, & que cependant qu'ils s'amuseront à piller, les Ennemis ne s'assemblent & ayent la victoire sur eux. Nous entendons & voulons, que quand une telle necessité nous surviendra au temps advenir, qu'un chascun fasse son debvoir en homme de bien, endommageant l'ennemy, & pretendant la victoire sans aucunement entendre à piller, soit aux chasteaux villes ou sur le pays, jusques à ce que la bataille soit entierement gaignée, & que les Capitaines donnent à un chascun congé de piller. Cela faict, pourront tous ceux, qui auront esté presens au conflict piller, & soient iceux arrivez ou non arrivez, & sera un chascun tenu apporter le pillage à son Capitaine, lesquels Capitaines departiront à leurs Soldats au pro rata tels butins ou pillages esgalement, & selon le departement, qui en sera faict s'en debvra un chascun contenter.

§. 8. Et pour ce que Dieu tout puissant par sa divine bouche a dict, que ses maisons doivent estre appellées maisons d'oraison & de prieres ; nous ordonnons à la louange de Dieu, que nul des nostres n'ouvrira aucunes Abbayes, Eglises ou Chappelles, ny estant ouvertes entrera dedans pour brusler, gaster ou piller secretement ou apertement ; si non que nos Ennemis ou leurs biens fussent trouvez dedans les Eglises, en ce cas les pourront bien piller & endommager.

§. 9. Nous ordonnons aussi à la louange de nostre Dame, que nul d'entre nous ne s'ingerera de tuer avec les armes, battre ou diffamer les femmes ou filles, si non qu'elles feissent trop de troubles & crieries, qui nous pourroit porter dommage, à lencontre de nos ennemis, ou qu'elles se missent en deffense ou assaillissent quelqu'un ; telles pourra-ton bien punir, ainsi que requis en sera.

§. 10. Finallement avons tous d'un mesme consentement advisé & conclud, que aucuns de nos dictes villes & pays generalement ou particulierement n'entrependra temerairement sans occasion aucunes guerres, que premierement sur ce ne soit advisé selon le contenu de nos alliances jurées, ainsi demeureront les dessus escrips statuts & ordonnances d'oresenavant en leurs forces & vigueur pour nous & nos successeurs, & seront tenus les observer & garder les uns envers les autres, toutes fois & quantes, que le cas & la necessité le requerra, fidelement & irrevocablement. En confirmation desquelles choses nous avons faict pendre nos seaux à ces presentes lettres, qui furent faictes le dixiesme jour de Juillet 1393.

CCCXXXVI.

ANS de J. C. 1395. L'EMPIRE ET MILAN.

Erection de la Seigneurie de MILAN *en Duché par l'Empereur* WENCESLAS *en faveur de* JEAN GALEAS *premier Duc de Milan. Fait à Prague, le 11. Mai* 1395. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 257.

WENCESLAUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex, Illustri JOHANNI GALEAS Duci Civitatis & Diocesis MEDIOLANI, Comiti Virtutum, suo & Imperii Sacri Principi, gratiam Regiam & omne bonum. Augustalis potentiæ Monarchia, cujus Regimini, omnipotentis Dei bonitate mirificâ, quamvis meritis insufficientibus præsidemus, ad hoc animum nostrum sollicitudine quotidianâ fatigat, ut ea, quæ dignitatem Romani Imperii felicibus incrementis amplificant, assiduitate continua meditetur. Quod quidem tunc feliciter adimplere credimus, dum in circuitu sedis Augustæ Illustrium Principum numerum ad Imperii Sacri decorem feliciter adaugemus.

§. 2. Verum si ex labore dignitas provenire consuevit, si laudabilis sollicitudo actuum publicorum parit gratiam liberaliter servienti, summâ gratificatione personam tuam meritò credimus efferendam, in qua patrem dedisse tibi imaginem corporis, quàm signa fudisse virtutis. Scimus enim & longo temporis experimento didicimus, quod ardor tuæ fidei corpore paulatim senescente, non deficit ; sed vergente deorsum conditione corporea, fervor conditionis internæ in sublimiora conscendit ; scimus etiam, quod à longis retroactis temporibus nobiles quondam progenitores tui, ac demum tu, pro tuendis nostris ac Imperii Sacri juribus, quæ diversorum Magnatum & procerum in Italia & aliis finibus consistentium turpis conculcare tentavit ambitio, propria aperire non horruerunt æraria, insidiosis bellorum se submiserunt eventibus, ipsorumque sollicitudine actum est, ut ipsa jura stabili & fixo remanerent in robore, & pro eisdem recuperandis Imperium quiesceret à labore.

§. 3. Hæc igitur & alia multiplicia probitatis merita & præclaræ devotionis insignia, quæ in te & eisdem primogenitoribus tuis Domus Mediolanensis pia mater radicavit antiquitas, & grata novitas solidavit, limpidius intuentes ; non per errorem aut improvidè, sed animo deliberato, sano Principum, Comitum, Baronum, nobilium, procerum & aliorum nostrorum & Sacri Imperii fidelium accedente consilio, te, Princeps dilecte, non ad tuæ petitionis instantiam, sed de benignitate Regia, motuque proprio, ac tuæ originis nobilitate poscente, prout præsertim latitudo tui Dominii & amplæ tuæ ditioni subjecta spatia, nec non & intemerata fides tuæ universitatis & populi, quæ vetusto jam tempore sacrum honoraverat Imperium, non immeritò requirebant.

§. 4. Hodie in nomine Domini & Salvatoris nostri, à quo omnis Principatus & honor provenire cognoscitur, illustravimus & illustramus, & in Ducem Civitatis & Diocesis Mediolani sublimavimus, ereximus, decoravimus, & sublimamus, erigimus & decoramus de Romanæ Regiæ plenitudine potestatis ; decernentes expressè, quod tu, heredes & successores tui Duces Mediolani perpetuis in antea temporibus omni dignitate, nobilitate, jure, potestate, libertate, consuetudine & honore gaudere debeatis & frui continuò, quibus alii Sacri Imperii Principes & nominatim Duces Illustres fruiti sunt hactenus & quotidie potiuntur. Terras quoque tuas, oppida, castra, munitiones, villas, provincias, districtus,

ANS de J. C. 1395. tractus, montes, colles & plana, cum omnibus silvis, rubetis, aquis, pratis, aquarumve decursibus, pascuis, piscinis, piscaturis, teloneis, monetis, judiciis, bannis, sive inhibitionibus venationum & pœnis inde sequentibus, consuetudine vel de jure, Baronibus, Baroniis, feudis, feudatariis, vassallis, vassalitiis, militibus, clientibus, judicibus, civibus, nobilibus, plebeis, rusticis, agricolis, pauperibus & divitibus, & omnibus eorum pertinentiis, sicuti prædicta & eorum quælibet latitudo tui Dominii comprehendit, in verum principatum & Ducatum ereximus, erigimus, insignimus, ac de prædictæ Romanæ Regiæ potestatis plenitudine decoramus; tibi Illustri Johanni Galeas Duci Mediolanensi Ducatum seu Principatum hujusmodi in omnibus honoribus, nobilitatibus, juribus, privilegiis & immunitatibus, quemadmodum Ducatus seu Principatus insignes ab Illustribus Romanis Imperatoribus seu Regibus possidentur vel tenentur, seu possideri consueverunt hactenus & à Sacro Romano Imperio dependent in feudum, de benignitate Regia conferentes.

§. 5. Decernentes & hoc Romano Regio statuentes Edicto, quod tu heredes & successores tui perpetuò Duces & Principes Civitatis & Diœcesis Mediolanensis nominari & appellari debeatis; & tanquam cæteri Imperii Duces & Principes teneri & honorari, & utique ab omnibus reputari, omnique tunc privilegio, honore, gratia, dignitate & immunitate absque impedimento perfrui, quibus alii Sacro-Sancti Imperii Duces & Principes in dandis sive recipiendis juribus, in conferendis seu suscipiendis feudis & omnibus aliis Illustrem statum & conditionem Ducum sive Principum concernentibus fruiti sunt hactenus, seu quomodolibet potiuntur, quodque quidem tu, heredes & successores tui Duces Civitatis & Diœcesis Mediolanensis, Ducatum seu Principatum eundem cum omnibus suis pertinentiis, sicut superius expressatur, à nobis nec non à Serenissimis Romanorum Imperatoribus & Regibus successoribus nostris, & ab ipso Romano Imperio, quoties opportunum fuerit, debito solemnitatis honore cum vexillis, ut moris est, & solita reverentia suscipere debeatis, nobisque ac eisdem nostris successoribus in casibus præmissis, sicut alii Imperiales Duces & Principes, præstare & facere fidelitatis, homagii, obedientiæ & subjectionis debita corporalia juramenta.

§. 6. Gaude igitur, Princeps novelle, & de impenso tibi per nostram Celsitudinem munere tua proles exultet; lætare, Comes virtutum, quem nostra Serenitas speciali & ampla retributione prævenit, quam huc usque aliis tibi paribus imò etiam & majoribus denegavit. Operatio tua tam grato concordet cum nomine, ut auctore Deo concessâ tibi per nos potiri valeas feliciter dignitate; tende ad laudum celsa vestigia, ut priores tuos, quos honore superas, virtute transcendas, bonorum exempla sequere & ingenuitatis memor tuæ per viam probitatis incede; incumbe per amplius constantiæ simul ac fidei, sicut ut te prior honor dignum fecit altera, ita secundus tertia faciat dignitate.

§. 7. Supplemus etiam omnem defectum, si quis obscuritate sententiarum vel cujusvis solemnitatis omissione compertus fuerit quomodolibet in præmissis. Nulli ergò hominum liceat hanc nostram Illustrationis, sublimationis, erectionis, decorationis, seu decreti paginam infringere, seu ei quovis ausu temerario quomodolibet contraire; si quis attentare secus præsumpserit, præter indignationem nostram gravissimam, pœnam centum marcharum auri purissimi, toties quoties contra factum fuerit, se noverit irremissibiliter incursurum; quarum medietatem Regalis nostri ærarii sive fisci, residuam verò partem supra dicti Ducis, heredum & successorum suorum usibus decernimus applicari, præsentium sub nostræ Regiæ Majestatis sigillo Testimonio litterarum. Datum Pragæ anno Domini 1395. undecimo Maii, regnorum nostrorum anno Bohemiæ trigesimo secundo, Romanorum vero decimo nono. Signat: Joannes Wratislavia. Collata & concordata cum originali proprio sigillato sigillo Cæsareo ad verbum convenit, ut supra scripta & emendata est per me Tristanum Chalcum Regium & Ducalem Mediolani Secretarium.

ANS de J. C. 1395.

CCCXXXVII.

Traité d'Alliance & Confédération entre CHARLES VI. *Roi de France, &* JEAN GALEAS *Comte de Vertus & Seigneur de Milan. Fait à Paris le dernier d'Août* 1395. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 259.

ANS de J. C. 1395. FRANCE ET MILAN.

NOus Jehan Galeas Comte de Vertus & Seigneur de Milan, sçavoir faisons: que nous considerans droict & d'intentive cure le lien d'affinité, qui de long temps est contract & ferme entre mon tres redoubté Seigneur Monsieur le Roy, ses predecesseurs Roys, & la Couronne de France & autres de son sang & lignage avec nous; & aussy les grands honneurs & biens, que mon dict Seigneur le Roy, ses predecesseurs Roys & autres de leur sang & lignage m'ont faict le temps passé, & sont encore chacun jour en mainctes manieres, comme chacun sçait & peut appercevoir; afin que ses Royaume de France & feaux & subjects d'iceluy, & aussy noz terres, possessions & Seigneuries & subjects soient & demeurent plus fermement & seurement unis par cette presente union, confederation & alliance encontre tous ennemis & haincux de l'un & de l'autre: avec mon dict Seigneur le Roy & son premier filz né en loyal mariage & heritier en principal Seigneurie, avons faictes & fermées les confederations, amitiés, colligations, pactions, convenances, & alliances en la maniere qui s'ensuit.

§. 2. Premierement que nous promettons & jurons en bonne foy en l'ame de nous & sur les Sainctes Evangiles de nostre Seigneur corporellement touchées, sans aucune fraude, malice ou malengin quelconques, à mon dict Seigneur le Roy & à son dict premier (a) filz né en loyal mariage & heritier en nostre principale Seigneurie li serons vrays, loyaux & bons amis, & son honneur, son bon estat, son utilité & son proffict, & celuy aussy de son dict premier filz & heritier & successeur au dict Royaume, & de ses feaux & subjectz, nous procurerons par toutes les voyes & manieres, engins & aydes, que mielx faire le pourrons; & tout le dommage que l'on pourroit faire à leurs personnes, à leur honneur, à leur Royaume, Terres, Seigneuries & biens, les feaux & subjects d'iceux, nous empescherons & detournerons loyalment si tost qu'il viendra à nostre cognoissance; & les ayderons & fortifierons de nostre pouvoir, conseil, faveur & ayde à resister à tous leurs ennemis & adversaires, que aucune chose voudroient ou s'efforceroient de faire encontre mon dict Seigneur le Roy, son premier filz & heritier & successeur ou Royaume, ou ses dictz Royaume, Terres & Seigneuriers, feaux & subjects, au prejudice de leur honneur & estat; & par toutes les autres voyes & manieres, que mieux le pourrions faire, nous nous opposerons realment & de faict à tous Roys & Princes terriens, & à toutes autres personnes de quelconque estat, condition, preeminence ou dignité qu'ilz soient, * ou qu'ils s'efforceroient en aucune maniere de leur faire vilennie, dommage ou deshonneur; & leur honneur, profit & estat nous garderons loyaument de nostre pooir, exceptez toutes voyes et choses

(a) G. G. Leibnitz soupçonne qu'il faut lire, *son dit premier fils & héritier au Royaume, que nous & nôtre premier fils, &c.*

ANS de J. C. 1395.

ſes deſſus dictes noſtre Sainct Pere le Pape & ſes ſucceſſeurs canoniquement entrans en la papalité, le Roy des Romains & de Bohemie, & ſes ſucceſſeurs Roys Romains ou Empereurs Noſſeigneurs, le Comte de Savoye noſtre filz & ſes ſucceſſeurs, la Communauté de Piſe, la Communauté de Sienne, avec leſquelz nous avons certaines alliances, leſquelles nous voulons demeurer en leur force & vertu.

§. 3. Et afin que aprés cette gracieuſe & amiable concorde union & amitié aucunes doubtes ne puiſſent advenir ou ſourdre pour quelconque raiſon ou maniere, que ce ſoit d'un coſté ne d'autre, & que pour le temps avenir toute voye d'eſclande ſoit clauſe; nous avons promis & juré en bonne foy & ſur les Sainctes Evangiles de noſtre Seigneur, corporellement touchées par nous, ſans aucune fraude, malice ou malengin, pour nous ou par noſtre dict filz aiſné & heritier en noſtre principale Seigneurie; tenir & accomplir de noſtre part au dict Monſieur le Roy & à ſon dict filz aiſné & heritier, & ſucceſſeur au Royaume, toutes les choſes deſſus dictes declarées & ſpecifiées. En teſmoing de ce avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Paris le derrain jour d'Aouſt, l'an de grace 1395.

CCCXXXVIII.

ANS de J. C. 1396.

FRANCE ET ANGLETERRE.

*Accord entre les Princes du Sang Royal d'*ANGLETERRE, *& ceux du Sang de* FRANCE, *touchant le Mariage de Richard II. Roi d'Angleterre, avec Iſabelle Fille de Charles VI. Roi de France. Fait à Windſor le* 1. *Mai* 1396. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 260.

NOus JEAN filz au Roy Duc de Guyenne & de Lancaſtre, Comte de Derbi, de Nicole & de Leyceſtre Senechal d'Angleterre, Eſmond fils au Roy, Duc de Verwyk & Conte de Cantebrugge; Thomas fils au Roy, Duc de (a) Glouceſtre & Conte deſſay & de Buckynham Conneſtable d'Angleterre, Henry de Lencaſtre Comte de Derbi, de Herford & de * Norhert Seigneur de Behennok, (al. Hennok) Edward de Verwyk Comte de * Ructeland & de Cork, Thomas Mombray Comte de Notingham ſuſdict, & William l'Eſtrop Chambelan du Roy noſtre Seigneur (al. Thom. de Holand Comte de Huntyngden Chambellan de Angleterre, Thom. Nembray Comte de Notingham Mareſchal d'Angleterre) d'une part: & les Nobles & puiſſants Princes les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans & de Bourbonnois, Uncles & Frere de ſon Couſin de France d'autre part; de & ſur le mariage de noſtre dict Seigneur le Roy & de la tres Noble Dame Iſabelle de France.

(a) Quoique porte cet accord on prétend que le Duc de Glocester ne voyoit pas ce mariage de bon œil, & qu'il vouloit donner ſa fille en mariage à Richard II. pour s'aprocher du Thrône.

§. 2. Avons accordé en convenance & promis, que noſtre dict Seigneur le Roy & les prochains Seigneurs de ſa Couronne & de ſon lignage ſeroient tenus, prometroient & s'obligeroient expreſſement, & bailleroient leurs lettres en forme convenable & ſuffiſante, que ſy noſtre dit Seigneur le Roy treſpaſſoit avant la conſummation dudict mariage, ladicte Dame Iſabelle franche & deſliée de tous liens & empeſchements de mariage & obligations quelſconques ſeroit & ſera, enſemble tous ſes joyaux, meubles & biens, rendue & reſtituée à ſon Couſin de France Pere de ladicte Dame Iſabelle ou a ſon heritier & ſucceſſeurs; & ſemblablement s'il advenoit, que le Roy, noſtre dit Seigneur mouruſt apres la conſummation dudit mariage, icelle Dame Iſabelle s'il luy plaiſoit s'en pourroit aller & retourner en France franchement, & emporter tous les joyaulx, meubles, ſans ce que elle feuſt ou deuſt eſtre detenue, liée ne obligée, ne qu'aucun empeſchement luy feuſt mis en la perſonne, ne en ſeſdicts bien.

ANS de J. C.

§. 3. Nous deſſuſdits Oncles Freres & Couſins de noſtre dit Seigneur le Roy, conſiderans les treſgrands biens & profictz, qui ſont diſpoſez à avenir à l'aide de Dieu, par le moyen dudit mariage non ſeulement audict Roy noſtre Seigneur & à ſon Conſin de France, ledits Royaumes, Terres, Seigneuries & ſubjects, mais auſſy à toutte Chreſtienté, à l'union de Ste Egliſe & à la confuſion des meſcreantz, avons nous tous enſemble & chacun de nous pour nous, nos hoirs, ſucceſſeurs & ayans cauſe enconvenancié & promis, enconvenanceons & promettons par la teneur de ces lettres de certaine ſcience & plain vouloir, que ſi noſtre dict Seigneur le Roy alloit de vie à trépaſſement paravant la conſummation dudict mariage, ladicte Dame Iſabelle franche & deliée de tous liens & empeſchement de mariage, & autres obligations quelſconques feroit & ſera, enſemble tous ſes joyaux meubles & biens, rendue & reſtituée plainement, a ſondict Pere ou à ſon heritier & ſucceſſeur. Et ſemblablement, s'il advenoit que le Roy noſtre Seigneur mouruſt apres la conſummation dudict mariage ladicte Dame Iſabelle s'il luy plaiſoit ſen pouroit aller, & retourner en France franchement & emporter ſeſdictz joyaux, meubles, & biens ſans eſtre ne pouvoir eſtre detenue liée ne obligée, ne qu'aucun empeſchement luy fuſt mis en ſa perſonne ne en ſes dictz biens. Et ainſy nous & chacun de nous, pour nous, nos dictz hoirs & ſucceſſeurs & ayans cauſe le voulons & convenancions & promettons en bonne foy & par nos ſerments & loyautez, faire faire enteriner & accomplir entierement à nos loyaux poairs; & empeſcher de faict en tant qu'il nous ſeroit poſſible, ſi aucuns ou aucun vouloient ou vouloit faire & entreprendre au contraire. En obligeant & hypothequant expreſſement nous noſdicts hoirs & ſucceſſeurs & ayans cauſe & nos & leurs biens quelſconques meubles & immeubles, preſens & à venir; pour ces choſes & chacune d'icelles eſtre tenues, gardées, faictes, enterinées & accomplies au plain, ſelon la forme & teneur de ces preſentes & du Traicté deſſuſdict, & ſans eſtre propoſé, allegué, dict ou faict taiſiblement ou expreſſement ne autrement, comment qu'il ſoit au contraire. En teſmoignance de ce, nous Ducs & Comtes deſſus dictz avons faict mettre nos ſeaulx a ces lettres, données & faictes a Wyndeſvore, le premier jour de May, l'an de grace mil trois cents quatre vingts & ſeize. Nous avons faict corriger la date de cette lettre & mettre quatre vingtz & quinze ſigné par noſtre Chancelier & autres de noſtre Conſeil.

1396.

CCCXXXIX.

ANS de J. C. 1401.

SAVOYE ET GENE'VE.

Vente du COMTE' DE GENE'VE *faite à* AME' VIII. *Comte de Savoye par* (a) ODO DE VILLARS *Seigneur de Baux & Comte d'Avelin, faite à Paris en l'Hôtel de Neſle, le* 5. *Août* 1401. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 249.

(a) Cét Odo de Villars avoit hérité le Comté de Genéve d'Humbert de Villars ſon Neveu, au mois de Mars de l'année précédente 1400.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Per hoc inſtrumentum publicum, Univerſis & ſingulis notum fiat, quòd dudum inter *Illuſtrem Principem Dominum* AMEDEUM *Comitem Sabaudiæ* ex unâ, & ſpectabilem Militem Dominum ODONEM DE VILLARIIS Dominum Baucii, ex aliâ partibus; materia quæſtionis exorta, ſuper eo videlicet, quòd idem Dominus Comes aſſerebat, & judicialiter propoſuerat, ſeu proponi fecerat per circunſpectum virum Dominum Lambertum Oddineti Legum Doctorem, ipſius Domini Comitis Advocatum,

ANS tum, & Generalem procuratorem fisci; Comitatum
e J.C. Gebennensem cum omnibus juribus & pertinentiis
401. suis ad ipsum Dominum Comitem Sabaudiæ pertine-
re & spectare debere, multis causis & rationibus in
processu inde formato latiùs declaratis: præfato Do-
mino Odone contrarium dicente, & asserente quod
Illustris quondam Humbertus de Villariis, qui fuit
ultimus dicti Comitatus Gebennensis Comes, & ip-
sum Comitatum tempore obitus sui tenebat & possi-
debat, ad ultimos dies sicut Domino placuit perve-
niens, ipsum Dominum Odonem hæredem instituit
in casu non existentis posthumi; quem casum idem
Dominus Odo contigisse, & eundem Comitatum
Gebennensem ad se spectare asserebat, subjungens,
quòd post obitum dicti Comitis Humberti fuerat de
ipso Comitatu Gebennensi per ipsum Dominum Co-
mitem Sabaudiæ, ex certis contemplationibus & sub
certis conventionibus investitus; quibus non obstan-
tibus, præfatus Dominus Comes Sabaudiæ, proces-
sum de quo suprà contra ipsum Dominum Odonem
formari fecerat, & dictum Comitatum Gebennen-
sem ad manum suam ex tunc reducere voluerat realiter
& de facto: & quanquàm super hujusmodi quæs-
tionis & disceptationum materia, plerumque inter
partes ipsas raciocinatum sit de concordia, & pleri-
que tractatus super hoc habiti fuerint maximè in loco
Burgi in Bressia ut asseritur; nullum tamen hujusmo-
di tractatus potuerint sortiri effectum. Hinc autem
est, quòd anno à Nativitate Domini millesimo qua-
dringentesimo primo, & hac die quinta mensis Au-
gusti, tractante Illustrissimo Principe Domino Joan-
ne Regis Francorum filio, Duce Bituriæ & Arver-
niæ, Comiteque Pictaviæ, Stamparum, Boloniæ
& Arverniæ, præsente quoque Reverendissimo in
Christo Patre Domino Petro, miseratione divina ti-
tuli Sanctæ Susannæ S. R. E. Presbytero Cardinali de
Thureyo vulgariter nuncupato, presentibus etiam
aliis Dominis testibus infrà scriptis, partes prædictæ
volentes tandem ob reverentiam ipsius Domini Ducis,
tractare ad finalem, & plenam ut dixerunt super præ-
missis & emergentibus ex eis devenire concordiam,
& pro vitandis scandalis sumptibusque, omnem ma-
teriam controversiæ & quæstionis sopiri, in Christi
nomine convenerunt, transegerunt, pepigerunt purè
liberè, ac simpliciter, ac prout dixerunt ex certa eo-
rum scientia concordarunt, omni machinatione om-
nique animo & voluntate retractionis seu irritationis
penitùs amputatis, in omnibus & singulis prædictis
& ex eis dependentibus, prout infrà. Et primò,
hujusmodi mediante tractatu, præfectus Dominus
Odo gratis & sponte, & ex sua certa scientia ut asse-
runt, per se & suos hæredes ac successores quoscum-
que, dedit, donavit & cessit eidem Domino Comi-
ti ibidem præsenti, stipulanti & recipienti, pro se &
suis hæredibus ac successoribus quibuslibet, & etiam
in eundem Dominum Comitem ejusque hæredes &
successores transtulit omne jus, & Dominium ac etiam
dignitatem Comitalem, omnemque actionem realem
& personalem, mixtam, utilem & directam reique
persecutoriam, quod & quam præfatus Humbertus
Comes, & inde dictus Dominus Odo ad causam ip-
sius Humberti Comitis habet seu habere visus est in
Comitatu Gebennensi prædicto, omnibusque mem-
bris, juribus & pertinentiis suis; exceptis hiis quæ
Domini quondam Comites Gebennenses habebant,
tenebant & possidebant in Greysivadano, Viennen-
sio, & toto Dalphinatu, & aliis quæ non sunt de ju-
ribus & pertinentiis Comitatus ejusdem; quæ omnia
prout sunt sibi remanere & retinere voluit, ac idem
Dominus Comes consensit etiam pro retentis haberi;
sic de prædicto Comitatu Gebennensi, omnibusque
juribus & pertinentiis suis, seu de toto jure quod in
eo habet seu habere potest, idem Dominus Odo ra-
tione prædicta, se & suos hæredes & successores ex
toto devestiens, & quatenus pertinet ad eundem de

ipsis investiens præfatum Dominum Comitem, pro ANS
se & suis hæredibus & successoribus investituram & de J.C.
juris translationem hujusmodi acceptantem; consti- 1401.
tuens se ex nunc idem Dominus Odo Comitatum Ge-
bennensem, cum juribus & pertinentiis suprà dictis
prout Comitatum; & jura hujusmodi rationibus an-
tedictis tenet pro dicto Domino Comite Sabaudiæ
precariò possidere, donec videlicet idem Dominus Sa-
baudiæ Comes, ejusdem Comitatus Gebennensis,
juriumque & pertinentiarum prædictorum possessio-
nem prout ipse Dominus Odo illam tenet acceperit
corporalem. Et vice versa, ut inter partes ipsas perpe-
tua concordia maneat, ac perpetuum amicitiæ vincu-
lum nutriatur; præfatus Dominus Comes Sabaudiæ
dedit, cessit & donavit in feudum purè & irrevocabi-
liter, memorato Domino Odoni præsenti, stipulan-
ti & recipienti, castrum, villam, mandamentum &
territorium Castrinovi in Verremosio Gebennensis
Diocesis, cum omnimoda jurisdictione, mero, &
mixto imperio eorundem, ac etiam cum omnibus ho-
minibus & vassallis, homagiisque & cæteris ad eun-
dem Dominum Comitem spectantibus quomodoli-
bet; quod quidem castrum, villam, mandamentum,
territorium, jurisdictionem & imperium, cum cæ-
teris suprà dictis, dat idem Dominus Comes & dare
promittit, ab omni impedimento & obligatione so-
lutum, dominium plenum jurisdictionemque omni-
modam, merum & mixtum imperium castri, villæ,
& mandamenti prædictorum sub hujusmodi feudo
penitus transferens in eundem Dominum Odonem;
quem idem Dominus Comes, de castro, villa, man-
damento, territorio, jurisdictione, & imperio prædic-
tis se devestiens, de illis solemniter investivit, consti-
tuens etiam se, donec idem Dominus Odo castri,
villæ, mandamenti, territorii, jurisdictionis, & im-
perii prædictorum possessionem realem assecutus fue-
rit, præcariò possidere. Item cessit, dedit & dona-
vit eidem Domino Odoni stipulanti ut suprà, ac in
eum transtulit omne jus omnemque actionem reacapi-
ti, quod & quam idem Dominus habet in & super
Castro seu loco de Lonnes dictæ Gebennensis Dioce-
sis, ab olim sub conditione reacapiti alienato; quod
castrum seu locum idem Dominus Odo reacapitare
habebit, & inde ab ipso Domino Comite tenere in
feudum; ità quidem, quòd post obitum ejusdem
Domini Odonis, si moriatur sine liberis masculis &
legitimis, castrum, villa, mandamentum & territo-
rium Castrinovi, cum juribus & pertinentiis præin-
sertis, ad præfatum Dominum Comitem, & ejus
hæredes masculos ex suo corpore legitimè descenden-
tes, revertatur liberè & sine contradictione quacum-
que, etiam castrum seu locus de Lonnes, solùm ta-
men pro eo, hæredibus & successoribus ipsius Domi-
ni Odinis, pro parte dicti Domini Comitis summam
pecuniæ, quam Dominus Odo solverit pro reacapito
dicti Castri. Prætereà ad majus pacis & concordiæ
vinculum, abundantioremque compensationem præ-
dictorum, idem Dominus Comes Sabaudiæ promisit
& convenit præfato Domino Odoni stipulanti & re-
cipienti ut suprà, dare & solvere realiter in pecunia
numerata, semel tantum ac simul & non per partes,
quadraginta quinque millia Francorum auri boni & le-
gitimi ponderis, de cuneo Serenissimi Domini Fran-
corum Regis, in castro de Gordans Lugdunensis Dio-
cesis, videlicet infrà proximum festum Paschæ. Fuit
autem concluſum de consensu & voluntate partium,
quòd ipse Dominus Comes Sabaudiæ omnia & sin-
gula, tàm castra, quàm alia exeuntia de jure, doma-
nio & proprietate ipsius Comitatus Gebennensis, ad
jus, domanium & proprietatem ejusdem Comitatus
revocet & reducat: Et fuit actum inter partes ipsas,
ac solemni & valida hinc inde stipulatione vallatum;
quòd præfatus Dominus Odo teneat & possideat Co-
mitatum Gebennensem prædictum, eo modo quo il-
lum tenet & possidet de præsenti, donec ipse Domi-

ANS de J. C. 1401.

nus Comes dicti Castrinovi, & ejus jurisdictionis ac aliorum prædictorum possessionem sibi corporalem tradiderit, pacificam & quietam ac ab omni obligatione solutam; donec etiam ipsi Domino Odoni de dicta pecuniarum summa fuerit integrè satisfactum: Habitis tamen possessione Castrinovi & aliorum prædictorum, ac hujusmodi solutione pecuniæ, idem Dominus Odo dicti Comitatus Gebennensis, ac jurium & pertinentiarum prædictorum omnium, exceptis eis quæ suprà retinuit, possessionem integram prout illam tenet reddere & consignare, etiam litteras, instrumenta & munimenta quæcumque concernentia Comitatum prædictum; exceptis litteris, instrumentis & munimentis tangentibus ea quæ suprà retinuit in Greysivedano, Viennensio & Dalphinatu prædictis, expedire tenebitur Domino Comiti suprà dicto vel suis, sine quacumque difficultate, & non aliter neque antè. Fuit etiam actum inter partes ipsas, ac solemni hinc inde stipulatione vallatum, quòd eo casu quo præfatus Dominus Comes plenam & pacificam dicti Castrinovi cum suis juribus & aliis prædictis, expeditionem ab omni ut præfertur obligatione solutam, nec non & summæ pecuniarum prædictæ integram solutionem non faceret eidem Domino Odoni infra prædictum proximum festum Paschæ, hujusmodi transactio, conventio & concordia sit cassa & irrita, ac nullius efficaciæ, roboris vel momenti. Fuit insuper actum inter partes easdem, & expressa ac valida stipulatione conventum, quòd ipse Dominus Comes Sabaudiæ tenebitur supportare omnia & singula onera, quæ idem Dominus Odo tenebatur quovismodo ad causam dicti quondam Humberti Comitis, & aliorum supportare ratione Comitatus Gebennensis prædicti, & insuper eundem Dominum Odonem contra quascumque personas, ipsum quovis modo ratione dicti Comitatus Gebennensis offendere vel vexare volentes, tenebitur deffendere & tueri, ipsius Domini Comitis propriis sumptibus & expensis. Promittentes nihilominus Domini Comes & Odo prædicti, se non dixisse vel fecisse, nec in præteritum dicturos vel facturos in futurum, aliquid quominus præmissa omnia & singula prout scripta sunt plenum sortiantur effectum, & perpetuam obtineant roboris firmitatem: & præmissa omnia & singula ipsæ partes concorditer & unanimiter, supra veram Crucem quam in manibus suis tenebat Illustrissimus Dominus Dux Bituriæ, supra dictus, tactam devotè manibus eorum propriis, juraverunt attendere, implere & inviolabiliter observare, & nunquam contrà dicere, facere vel venire, de jure vel de facto, directè vel indirectè, publicè vel occultè, sub obligatione expressa omnium bonorum suorum & cujuslibet eorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum: renuntiantes proinde Domini Comes & Odo prædicti, omni privilegio fori, omnique exceptioni doli mali, vis, metus, & in factum actioni, condictioni indebiti, sine causa justa, vel ob injustam & turpem causam, jurique quo deceptis in contractibus subvenitur, exceptioni quoque plus dicti quàm scripti, & è contrà, & demum omni alii juri canonico & civili, divino & humano, novo & veteri, usui, statuto & consuetudini, privilegiisque & rescriptis quibuscumque, quo vel quibus contra præmissa vel præmissorum aliquid se possint defendere quomodolibet vel tueri: volentes & intendentes partes ipsæ, quòd tantum valeat hæc renunciatio generalis, quantum si casus singuli necessarii signanter fuissent expressi. De quibus omnibus & singulis, iidem Domini Comes & Odo, petierunt & voluerunt fieri publicum & publica instrumenta, quæ producta vel non producta in judicio vel extrà possunt dictari, corrigi, refici & meliorari consilio & dictamine cujuslibet sapientis, facti substantia tamen in aliquo non mutata. Voluerunt etiam ad majorem fidem & robur perpetuum præmissorum, quòd hujusmodi instrumenta sigillari debeant & sigillentur sigillis ipsorum, prout consueverunt eorum patentes & authenticas litteras sigillare. Acta hæc fuerunt Parisiis, in domo habitationis ejusdem Domini Ducis Bituriæ nuncupata de Neella, videlicet in magna galeriâ bassâ prope jardinum ipsius domus: Præsentibus prædictis Dominis Duce & Cardinali, nec non egregio milite Domino Francisco de Mentone Gebermensis Diocesis, nobili vero Aymone Domino Asperimontis Gratianopolitanæ Diocesis, & Petro Andreveti præfati Domini Comitis Consiliariis, testibus ad præmissa vocatis.

ANS de J. C. 1401.

CCCXL.

Constitution de l'Empereur SIGISMOND *par laquelle, en qualité de Roi de* HONGRIE, *il accorde la paix aux Infideles & aux Rebelles de ce Royaume. Fait à Buda l'an* 1403. Goldast. Tom. III. pag. 417.

ANS de J. C. 1403. L'EMPEREUR ET LA HONGRIE.

Nos Sigismundus Dei gratia, Rex Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Ramiæ, Serviæ, (a) Galliciæ, Lodomeriæ, Comaniæ & Bulgariæ: Marchioque Brandeburgensis, &c. Sacri Romani Imperii Generalis Vicarius & Regni Bohemiæ Gubernator; Memoriæ commendantes ad universorum notitiam volumus serie præsentium pervenire, quod quia nos ad instantem & denotatam supplicationem fidelium nostrorum Baronum, Procerum & Nobilium, Regni nostri Hungariæ, hic nobiscum personaliter existentium, quorum Proceribus propter eorum fidelia & gravissima servitia, atque fidelitates eximias, consensum non possumus denegare, decrevimus cum omnibus rebellibus, æmulis & adversariis nostris, in Regnis nostris Hungariæ & Sclavoniæ, necnon in partibus Transsylvanensibus constitutis & existentibus veram pacem facere, & concordiam stabilire. Idcirco nos dictorum fidelium nostrorum supplicationibus favorabiliter annuentes, ex innata nobis clementia, omnibus & singulis Prælatis, Baronib. Nobilib. Militib. Clientibus, necnon cujuscunque alterius præeminentiæ vel conditionis hominib. in Regnis nostris prælibatis Hungariæ & Sclavoniæ necnon partib. Transsylvanensibus, commorantibus, ad eosdemque pertinentibus, gratiam faciendi duximus in hunc modum.

(a) communément Valachie.

1. Primo namque, quod Regia pietate concedimus, quod omnes ipsi Prælati, Barones, Nobiles, Milites, Clientes, & alii prætitulati, ac hæredes eorum, & cujuslibet eorum, occasione vel ratione erectionis Banderii alieni nostri æmuli, & sub ipso contra nostram Majestatem & alios nostros fideles, diversarum pugnarum & conflictuum exercitationis, oblationis, etiam receptionis seu occupationis aliquorum castrorum, districtuum, villarum & possessionum, sive combustionis & deprædationis illorum & illarum, necnon dissipationis & perceptionis bonorum seu jurium nostrorum Regalium, seu Ecclesiasticorum, vel Nobilium, & generaliter quorumcumque hominum, ac etiam occasione captivationis, spoliationis, interfectionis, seu mutilationis quorumcumque hominum, tam Nobilium quam ignobilium, nec non cussionis monetarum seu denariorum, & generaliter cujusvis enormis facti, per eos vel aliquem eorum, simul vel divisim, hucusque quomodocumque vel qualitercumque factorum, gestorum & perpetratorum, nullo unquam tempore, quovis modo per nos aut alios possint vel debeant impedire seu aliqualiter aggravari. Sed iidem à quibusvis causidicis intra vel extra judicium, absoluti penitusque supportati habeantur, nec (b) eos quisquam judex ordinarius Regni ratione prævia judicare (c) valeat aut damnificare, immo lites exinde subortæ vel oriundæ sopiantur & sedentur per judices antefatos.

(b) al. nos.
(c) al. valeant.

2. Idem

2. Idem concedimus, quod si aliqui ex regnicolis nostris prædictis quævis castra, munitiones seu fortalitia sponte vel invite manibus alienis tradidissent, seu etiam si aliqua assumpta ibi votis extraneorum aliqua damna nobis vel regnicolis nostris intulissent, aut super civitates liberas, villas, oppida & possessiones nostras, vel aliorum, census, collectas vel taxas recepissent, aut ad urburas cameraſque salium, & lucrum cameræ, sive aliorum quorumvis redituum & proventuum nostrorum Regalium, vel regnicolarum, debite, vel indebitè se intromittentes dilapassent, ratione horum nec nos nec per aliquem possint impediri, sed penitus habeantur absoluti.

3. Interea si qua castra, munitiones seu fortalitia, districtus aut possessiones ad nostram Regiam Majestatem cuipiam hominum regnicolarum prædictorum forent obligata, ille vel illa à nemine recipiant, nisi prius facta debita solutione, etiamsi ille, cui prius impignorata fuerant, alterque ea nomine pignoris obligasset.

4. Concedimus quoque, quod omnes donationes eis hactenus factæ majori sigillo nostro de novo fiendo confirmentur pro eisdem.

5. Cæterum si contigerit in posterum per regnicolas in Regno aliquam congregationem generalem celebrari, in eademque ratione præmissorum, nos vel aliquis ex regnicolis nostris aliquem ex prædictis Baronibus, Nobilibus, Militibus, clientibus, vel ad ipsos spectantibus, similiter conjunctim vel divisim, quocumque exquisito ingenio, condemnare aut aggravare vellemus, vel niteretur rebus & bonis universis facere, (*a*) valeamus atque possint.

6. Insuper omnes Episcopatus, dignitates & beneficia Ecclesiastica quælibet: Item castra Rohonch Jaurienſ. Hrwsow & Padalayn in casu, quo Nicolaus, filius Stephani de Liblio, & (*b*) partem Podolayn non in honorem, sed in perpetuum (*c*) habere dono scitur, necnon munitiones & possessiones à viris ecclesiasticis vel secularibus, aut Nobilibus quovis modo ablatas, occupatas, & receptas, duximus eis, à quibus eædem abalienatæ fuerant, pleno jure remittendas, illis videlicet, pro quibus uterque Nicolaus, Waywodæ, Transsylvanienses, duxerunt obsides nobis dandos.

7. Demum omnibus & singulis Prælatis, Baronibus, Nobilibus, Militibus, Clientibus, cæterisque cujusvis status & conditionis hominibus, & Regnis, & partibus superius nominatis, pro quibus ipsi Waywodæ ipsos obsides eorum stare voluerint, usque ad dies triginta à die datarum præsentium inantea memorandos ipsi nobis in scriptis nominatim intimaverunt gratiam facere, & eo modo, quo cæteris rebellibus, indulgere. De potioribus autem Proceribus ac sociis sequacibus, fautoribus & adhærentibus ipsorum æmulorum nostrorum, & cujuslibet ipsorum, pro quibus obsides non habuimus, statuimus, quod illi, si usque ad festum Dominicæ Nativitatis nunc venturæ coram nostra Majestate in dicto regno nostro Hungariæ (*d*) existente comparuerint, debeant, cum consilio tamen Prælatorum, Baronumque nostrorum consilii nostri, in forma aliis concessa, gratiam obtinere; si vero venire contempserint, eis præsens gratia nihil suffragetur. De familiaribus vero quocumque æmulorum præfatorum, necnon de quibuscumque Nobilibus in præfatis Regnis nostris Hungariæ, Sclavoniæ, & in partibus Transsylvanienſibus, possessiones habentibus, decernimus, quod in præsens gratia ipsis generaliter computetur, ita tamen quod infra anni revolutionem proximè futuri, à die datarum præsentium inchoando, causa infidelitatis ostendendæ coram nostra Majestate se præsentando, litteras nostras regales pro se obtineant superinde. Quod si forte nonnulli ex rebellibus & æmulis nostris superius designatis, seu ex sequacibus eorum, aliqua spolia, incendia, damna, maleficia, rapinas, cædes, seu alias cujuslibet generis offensiones deinceps commiserint, vel perpetraverint, seu quicquam contra Majestatem nostram attemptare præsumpserint, videlicet illi inter partes Transsylvanienses & Drawam commorantes, post dies octo; illi vero de partibus Transsylvanienſibus, post dies viginti; sed illi qui sunt trans Drawam, post dies quindecim, à die datarum præsentium inantea computando, volumus quod possint, non obstantibus contentis in literis nostris, secundum formam juris & justitiæ condemnari. ANS de J. C. 1403.

8. Postremo donationes universas per nostram Majestatem de possessionibus, castris, oppidis, & districtibus dictorum Prælatorum, Baronum, Nobilium, Militum, Clientum, & ad eos pertinentium præscriptorum, quibusvis durante præsenti guerra hactenus factas, simul cum omnibus literis exinde scriptis vel confectis, irritantes atque annullantes, à prioribus possessoribus earundem censemus eo jure, quo antea possederunt, eas tenere, ac etiam gubernare: spondentes atque promittentes omnia præmissa, & singula eorum, eis & quibuslibet eorum, & ad ipsos pertinentibus hæredibusque ipsorum, purè & sincerè, sine omni dolo & fraude aliquali, bona fide & inviolabili mediante firmiter observare, ita videlicet, ut ibi aliquis eorum quovis modo resiliendo contra nostram Majestatem rebellizantes niteretur atque vellet, tunc nos talem cum Prælatis & Baronibus nostris, qui tunc ipsi de consilio nostro fuerint, simul & conjunctim, non autem divisim, agnitis suis demeritis, prout qualitas exiget, juxta Regni nostri antiquam consuetudinem punire valeamus. Datum Budæ feria proxima post festum S. Francisci Confessoris, Anno Domini millesimo quadringentesimo tertio.

CCCXLI.

Hommage prêté par JEAN *Duc de Bretagne à* CHARLES VI. *Roi de France, le 7. Janvier* 1403. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 272. ANS de J. C. 1403. FRANCE ET BRETAGNE.

IN nomine Domini Amen. Hujus præsentis publici instrumenti serie cunctis præsentibus & futuris pateat evidenter, quod anno ejusdem Domini millesimo quadringentesimo tertio secundum morem & computationem Ecclesiæ Gallicanæ, indictione duodecima, die septima mensis Januarii, hora quasi tertia post meridiem, Pontificatus sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri Domini Benedicti divina providentia Papæ tredecimi, anno decimo, Serenissimo Principi Domino Domino Carolo Dei gratia Francorum Rege, stante in Camera sua in hospitio suo, vocato vulgariter hospitium sancti Pauli, assistentibus sibi Prælatis, Baronibus, militibus, & aliis personis notabilibus in multitudine copiosa; magnificus & potens Dominus Dominus JOANNES Dux Britanniæ & Par Franciæ ibidem existens pro faciendo, ut dicebatur, homagium dicto Domino Regi de Ducatu & Pareria supra dictis, ad ipsius Domini nostri Regis præsentiam personaliter accessit: & ibidem flexis genibus primitus, & deinde sibi dicto per ipsum Dominum Regem, quod surgeret supra pedes, junctis manibus suis, caputioque sublato posuit dictas manus suas sic junctas inter manus dicti Domini Regis. Et sic stans nobilis vir & potens Dominus Guillermus Comes Tancarvillæ, ipsius Domini Regis consanguineus, Consiliarius & Cambelanus, dixit altâ voce & intelligibili, ita quod ad aures circumstantium potuit devenire, in vulgari & Gallico idiomate verba formalia quæ sequuntur. Monseigneur de Bretaigne, vous faictes hommage au Roy vostre souverain Seigneur, & le nostre, qui cy est, de toute la Duché de Bretaigne, & de la Pairie de France, en la forme & maniere, que vos predecesseurs Ducs

ANS de J. C. 1403.

de Bretaigne l'ont faict à ses predecesseurs Roys de France.

§. 2. Quibus verbis per ipsum Dominum Comitem Tancarvillæ sic dictis & prolatis, præfatus Dominus Dux Britanniæ proprio ore respondit in vulgari: Sic ego ipsum facio. Et his dictis Dominus Rex osculatus est ipsum Dominum Ducem, prout in talibus est fieri consuetum: quibus sic actis, in eodem instanti nobilis & potens Vir Dominus Arnaldus de Corbeia miles Cancellarius Franciæ dictus exposuit alta & intelligibili voce verbis Gallicis subsequentia in effectu. Domine Dux Britanniæ, homagium, quod fecisti Domino Regi hic existenti, intelligit ipse Dominus Rex, quod dictum homagium sit ligium. Quoniam omnia homagia, quæ sibi faciunt, & præstant Vasalli sui, & maximè Pares Franciæ, de quibus estis unus, sunt ligia etiam: & Dominus Dux Burgundiæ fecit dicto Domino Regi & prædecessoribus suis homagium ligium pro Ducatu Burgundiæ: & similiter pro Pareriis, quas habet, & tenet ipse Dominus Dux ratione Ducatus & Comitatus prædictorum. Et ut sciatis, quod ita est, & vestri prædecessores Duces Britanniæ homagia talia fecerunt prædecessoribus dicti Domini Regis, vos audietis legere certas litteras, quas dicti prædecessores vestri olim fecerunt: & tradiderunt Regi Franciæ pro tempore existenti, quæ de hoc faciunt expressam mentionem. Et ilicò tunc per me Joannem de Sanctis notarium infra scriptum de mandato ipsius Domini Regis, & dicti Domini Cancellarii fuerunt lectæ duæ litteræ sanæ & integræ, tam in membranis, quam in scripturis & sigillis, prout prima facie apparebat: quarum primæ tenor talis est.

§. 3. Arturus Dux Britanniæ & Aquitaniæ, Comes Andegavensis, & Cenomanensis universis ad quos litteræ præsentes pervenerint, salutem. Noveritis, quod ego feci chariſſimo Domino meo Philippo Regi Franciæ illustri homagium ligium contra omnes, qui possunt vivere vel mori de feodo Britanniæ, & de Andegavensi, & de Cenomanensi, & Turonensi, quando Deo Volente ipse vel ego prædicta acquisierimus; salvis omnibus teneamentis, de quibus ipse Dominus Rex, & homines sui tenentes erant eo die, quo ipse diffiduciavit Joannem Regem Angliæ, & pro interceptionibus, quas ei fecerat de hâc ultima guerra, * de qua ipse obsedit Boutavant: tali modo, quod quando ego recipiam homagia de Andegavensi & de Cenomanensi, & de Turonensi, ego recipiam homagia illa, salvis conventionibus inter ipsum & me factis; ita quod si ego resilierim à conventionibus inter ipsum & me factis, * ipsi cum feodis suis ibunt ad Dominum Regem, & ipsum juvabunt contra me. Insuper autem de dominio Pictavensi feci eidem Domino meo Regi homagium ligium, si Deus dederit, quod ipse vel ego eum quocunque modo acquisierimus. Barones verò Pictavenses, qui imperii Domini regis sunt, & alii quos ipse voluerit, facient ei hommagium ligium de terris suis contra omnes, qui possunt vivere vel mori: & de præcepto ipsius facient mihi hommagium ligium, salva fide ejus. Si autem illustris Rex Castellæ in terra aliquod jus clamaverit, per judicium Curiæ Domini nostri Regis Franciæ diffinietur, si ipse Dominus noster Rex Franciæ prædictum Regem Castellæ, & me de utriusque nostrum assensu, non poterit pacificare. De Normania sic erit, quod Dominus noster Rex Franciæ hoc quod acquisivit, & de eo, quod Dominus ipsi dabit acquirere, ad opus suum retinebit, quantum sibi placuerit de terra Normaniæ. Actum apud * Garnocum, anno Domini millesimo ducentesimo secundo, mense Julio.

§. 4. Tenor verò secundarum litterarum sequitur in his verbis. Ego Joannes Comes Britanniæ notum facio universis, tam præsentibus quam futuris, quod ego chariſſimo Domino meo Ludovico Regi Franciæ illustri, tanquam Domino meo ligio promisi & juravi, quod nullo unquam tempore guerram ei faciam, nec heredibus ejus, nec per me nec per alium, nec alicui inimicorum ejus adhærebo, qui guerram cum ipso habeat, vel cum heredibus ejus, vel in treuga sit ergà ipsum vel heredes ipsius. De his autem omnibus à me toto tempore vitæ meæ firmiter observandis feci securum Dominum Regem per homines meos videlicet Andream de Vitriaco, Radulphum de Fougeriis, Herveum de Avaugorio, Draconem de Melloco, Gaufridum de Poencejo, & Dominum Castribrientii, qui de mandato meo eidem Domino Regi promiserunt & juraverunt, & suas patentes litteras ipsi dederunt: quòd, si ego ab observatione conventionum prædictarum deficerem, ipsi cum totis feodis & terris, quæ de me tenent, ad ipsum vel heredes ejus venirent, & cum ipsis contra me se tenerent, donec ad voluntatem ipsorum esset emandatum; & ad hoc per totam vitam meam tenebuntur, & post decessum meum ab hac peregrinatione, erunt liberi & immunes. Si autem aliquis dictorum plegiorum decederet, ego heredem ejus, vel alium competentem in eadem forma teneor substituere loco ejus. Juravi insuper, & promisi eidem Domino Regi tanquam Domino meo ligio, quod omni tempore vitæ meæ ipsi, tanquam Domino meo ligio & heredibus ejus fideliter serviam, & quod ab eorum fideli servitio ullo unquam tempore non recedam: quod ut firmum sit & stabile in futurum, præsentes litteras, sigilli mei munimine confirmavi. Actum anno Domini millesimo ducentesimo trigesimo nono, mense Martio.

ANS de J. C. 1403.

§. 5. Qua lectura utriusque dictarum litterarum sic ad audientiam omnium facta, translationes ipsarum factæ de verbo ad verbum in vulgari sermone etiam lectæ fuerunt. Post quarum litterarum & earum translationum lecturam sic factam, Bernardus de Carohan dicti Domini Ducis Consilarius præfato Domino Duci tunc assistens, dixit, quod ipse Dominus Dux, & gentes secum existentes benè intellexerant contenta in litteris supra lectis: de ipsisque petiit copiam pro parte Domini Ducis supra dicti; dixitque postmodum, quod ipse Dominus Dux dictum homagium fecerat salvis libertatibus, prærogativis & honoribus ducatus Britanniæ. Et etiam præfatus Dominus Cancellarius Franciæ tunc dixit, quod Rex receperat & reciepiebat homagium prædictum, salvo jure suo & alieno. De quibus omnibus & singulis dictus dominus Cancellarius Franciæ nomine dicti Domini nostri Regis, & pro ipso, ut decebat, petierat, & petiit fieri ad opus ipsius Domini nostri Regis unum publicum Instrumentum, seu publica Instrumenta.

§. 6. Acta fuerunt hæc anno, indictione, die mense & Pontificatu supra dictis: præsentibus inclyto & potenti Domino Carolo Domino Dalbreto Constabulario Franciæ, dicto Domino Cancellario, Reverendis Patribus Joanne Noviomensi, Joanne Carnotensi Episcopis, nec non magnificis & potentibus Dominis Jacobo de Bourbonio, Domino de Preaux, dicto Domino Comite de Tancarvilla, Joanne de Montagu vice Domino Laudunensi hospitu dicti Domini nostri Regis superiori magistro, Joanne de Hangesto, Domino de Hacquevilla magistro baliſtariorum, Reginaldo de Tria Admirallo Franciæ, nobilibus quoque Dominis Hutino Domino de Tivonea, Guillermo Martelli Domino de Basquevilla, Collardo de Estouteville Domino de Torcy, Strabone de Heusa, Collardo de Callevilla, Oliverio de Mauny Domino de Lesnen & Miniac, Carolo Domino de Savoysi, Joanne Chanteprune dicti Domini nostri Regis Consiliario, pluribusque aliis militibus & scutiferis, & aliis personis in multitudine magna pro parte dicti Domini nostri Regis, & cum ipso ibidem existentibus. Et cum ipso Domino Duce Britanniæ reverendis in Christo patribus Ancello Rhedonensi Cancellario dicti Domini Ducis, Bernardo Nanetensi, Guillelmo Briocensi Episcopis, ac Joanne de Pontbriand

briand Abbate monasterii de Rhedon ordinis sancti Benedicti, nobilibusque & potentibus viris dominis, Joanne Domino de Rieux, Mareschallo Franciæ, Joanne de Laval Domino du Gavre Carolo de Dinan, Domino Castribiandi, Guillelmo Domino de Mantelbano, Joanne Raguenel Vicecomite de la Belliere, Joanne Viarii, Guidone de Laval, Herveo de Castrogirono, Petro Eder, & Joanne le Barbu militibus, Guillelmo de Rieux, Petro de Rieux, Tristano de Landa, Joanne Meschinot, Joanne de la Musse, & Petro de Chastellay scutiferis, pluribusque aliis testibus ad præmissa vocatis.

ANS J. C. 1403.

CCCXLII.

Acte par lequel la FRANCE, *qui s'étoit soustraite de l'obéissance du Pape* (a) BENOIT XIII. *rentre sous cette obéissance. Fait à Tarascon, le 8. Janvier*, 1403. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 274.

LA declaration faicte par le Roy nostre Sire le vingt huictiesme jour de May mil quatre cens trois, sauve & demeurant en sa vertu, & le serment sur ce par luy faict presents &c. Le Roy estant à nostre Dame le plus solemnellement que faire se pourra, fera publier son entention & declaration dessus dicts presens Nosseigneurs les Ducs.

§. 2. Item Monsieur le Duc d'Orleans se faict fort d'avoir des Bulles de nostre Sainct Pere de l'acceptation de la voye de cession és trois cas, contenus en l'instrument, que mon dict Sieur d'Orleans a sur ce.

§. 3. Item mon dict Seigneur d'Orleans se faict fort comme dessus d'avoir Bulles de nostre dict Sainct Pere; par lesquelles il revocquera toutes protestations, se aucunes en a faictes contre la voye de cession, & revoquera & annullera tous proces, se aucuns en a faicts ou faict faire, pour occasion de la dicte subtraction, & qu'il n'en fera, ne fera faire aucuns dorenavant.

§. 4. Item que des autres articles contenus au Traicté des Cardinaux, en tant qu'il regarde le Roy & son Royaume, mon dict Seigneur se faict fort d'avoir Bulles, comme dessus, affin que le Roy & ceux de son Royaume s'en puissent aider.

§. 5. Item que nulle discussion ne sera jamais faite de la subtraction, au Concile general ne autre part; & toutes injures, qui ont esté faictes ou dictes à cause d'icelle, ou empeschements données d'une part & d'autre, seront adnullés & pardonnés, & mon dict Seigneur se faict fort d'avoir bulles comme dessus.

§. 8. Item le Roy nostre dict Seigneur suppliera à nostre dict Sainct Pere, qu'il veuille moderer les charges, qui sont sur l'Eglise de FRANCE, & nos dicts Sieurs les Ducs par le commandement au Roy feront la diligence de se pursuir par devers nostre dit Sainct Pere.

§. 7. Item le Roy ne l'Eglise de France n'entend point qu'aucune chose soit innovée es collations & promotions faictes par les ordinaires durant la subtraction, toutes fois se aucunes des dictes collations & promotions estoient alleguées estre nulles ou non valables ou adnullées pour Symonie ou autre cause raisonnable, selon droict non touchant la subtraction, le Pape en fera ou pourra faire ce qu'il appartient de droict, justice & raison, & aussi il pourra confermer s'il luy plaist les dictes promotions ou collations, ou aucunes d'icelles au proffict & faveur de ceux qui les ont eues par les dictes ordinaires, toutes voyes aucun empeschement sera mis pour quelconque reservation ou vacation en Cour des Benefices, qui ont vacqué durant la subtraction.

§. 8. Item le Pape celebrera un concile general de son obeissance, dedans un an selon la forme de droict, le plustost que faire se pourra, auquel sera traicté & appoincté de la poursuite de l'union dessus dict, & des reformations & libertés de l'Eglise, & des subsides & charges quelsconques, qui sont de par de Cour de Rome sur l'Eglise de France; & le Pape mettra à execution ce qui sera appoinctié & ordonné au dict Concile.

§. 9. Item pour adviser aucuns expedients sur la dicte moderation, & sur la poursuite de l'Union, Reformation, & bon regime de l'Eglise, seront de par le Roy & l'Eglise de France en cette assemblée commises aucunes bonnes personnes de grand scieux & bonne conscience; affin que la maniere, qui pourra estre traictiée au dict Concile soit aucunement par eux advisé. Charles, Jean, Loys & autres signatures qui ne se peuvent lire.

§. 10. KAROLUS Dei gratia Francorum Rex. Summus omnium bonorum dispositor & creator, qui sua miseratione nos ad Regni fastigium sublimare dignatus est, cujusque imperio cuncta creata subjecta sunt, sicuti (prout) sibi placitum est de iis quæ inter mortales agitantur ordinat, ita quæ per sapientiam hujus mundi concluduntur, interdum mutari disponit, hominum quoque mentes ad hæc optat, (aptat) ut prudentia virtutum insequentes, prout rerum ac temporum varietas exigit, sic se temporibus accommodent.

§. 11. Sanè satis & meritò meminimus, nostræque mentis acies continua lugubrique meditatione revolvit, quæ & quanta, quam dura quamque nefanda pestis hujus virulenti schismatis proh dolor, nunc & ab inveteratis diebus in Ecclesia Sancta Dei diserimina parturiit, quibus etiam per illud periculorum labirinthis ortodoxorum animæ subjectæ sunt, pro cujus extirpatione ferventi desiderio caritateque succensi, quibuscumque viis & modis possibilibus, nullis parcendo laboribus aut expensis, pluribus congregationibus frequentatisque consultationibus Prælatorum, Magnatum, Cleri & Procerum Regni, Delphinatusque nostrorum super hoc habitis, nec non ambaxiatis solemnibus quam plurimis apud Reges multos & Principes Christianitatis ob hoc factis, totis nisibus curavimus laborare.

§. 12. Et tandem usque ad hoc deventum est, quod dictis Prælatis & Clero dicti Regni & Delphinatus nostrorum in hac nostra Civitate Parisiensi quinquennio fere jam exacto congregatis concluſum est, summo Pontifici Papæ Benedicto XIII. obedientiam sibi jam exhibitam debere subtrahi, quia viam cessionis non acceperat sibi oblatam, sub illa spe, quod per hoc unio ipsius Ecclesiæ velocius sequeretur.

§. 13. Qua quidem conclusione ad effectum deducta, & si ad eam inducendam multæ causæ & rationes apparerent, tamen fructus optatus ac exinde speratus minimè secutus est, intrususque, cujus pertinacia propter hoc per subtractionem suorum sequacium flecti credebatur, nedum in aliquo depressus est, sed in sua duritia pertinacius, ut asseritur, perseverat, dictique sui sequaces non modo se à sua obedientia minimè subtraxerunt, verum in sua obstinatione magis ac magis cotidiè roborantur.

§. 14. Quamobrem his in interiori nostra meditatione pensatis fructum illum à dicta subtractione speratum subsequi non videntes; attendentes etiam, quod prout ad nostras aures per instrumenta publica & cariſſimorum amicorum nostrorum Prenestini & Saluciarum Cardinalium aliorumque fide dignorum relatus jam devenit, præfatus summus Pontifex viam cessionis ab eo requisitam acceptavit, ad finem quod per hoc vera unio in Christi Ecclesia subsequatur; quam quidem viam cessionis intrusus super hoc pluries cum instantia maxima requisitus acceptare pertinaciter re-

ANS de J. C. 1403. cusavit, quodque Sacrum Collegium Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, quos inter cæteros intrinsecus rei hujus penetratio mentalis accuratius prærugere videtur, præcedentibus maturis consultisque deliberationibus, prout tantorum virorum discretionum interest & opus est tanto facto, inter ipsum summum Pontificem & eos agitatis & conclusis; à substractione per eos dudum facta omnimodè desistentes præfato summo Pontifici suam plenam obedientiam restituere decreverunt, firmissimè confidentes, ut asserunt, quod per hoc ad dictam unionem citius poterit deveniri.

§. 15. Quapropter præmissis præmotus & merito noster animus, quem semper ad ea quæ dictæ unioni proficere viderentur promtissimum habuimus & habemus; vestigia progenitorum nostrorum imitantes, qui nunquam in factis universalis Ecclesiæ defuisse leguntur, sed semper in iis adhæsisse veritati, notum facimus universis præsentibus & futuris, quod nos in Domino, cujus causa agitur spem ponentes, quod per restitutionem obedientiæ per nos dicto summo Pontifici faciendam amœnæ pacis Ecclesiæ Sanctæ Dei solatio, nobis cæterisque Principibus hujus obedientiæ invicem fidei caritate unitis poterunt facilius & citius procurari; & consilio & assensu carissimorum patruorum nostrorum Ducum Bituriæ & Burgundiæ, Germanique nostri Ducis Aurelianensis, & Avunculi nostri Ducis Borbonii, de consilio præterea Prælatorum, universitatum Parisiensium, Aurelianensium, Tholosani, Andegavensium & Montispessulani, Procerum ac nobilium plurimorum Regni nostri, super hoc ex intentione à nobis evocatorum, in ipsius Dei nomine, quem solum habemus præ oculis, ipsam substractionem in dictis Regno & Delphinatu nostris de cætero cessare & nullius roboris in futurum esse decernentes, veram obedientiam præfato summo Pontifici Benedicto XIII. pro nobis toto Regno & Delphinatu prædictis, subditisque nostris quibuscumque & cujuscumque status & conditionis existant, de nostra certa scientia, maturaque deliberatione habita cum prædictis restituimus, eidemque summo Pontifici tanquam Papæ & vero Vicario Domini nostri Jesu Christi, deinceps per ipsos subditos nostros obediri volumus, declaramus, sancimus, præcipimus & mandamus; sicuti anteactis temporibus Pontificibus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ per eosdem extitit obeditum.

§. 16. Districtius inhibentes cunctis subditis nostris jam dictis, quatenus Sanctionem & declarationem nostras nullatenus infringere, nec eis ausu temerario contraire præsumant. Quod si quid aliqui ipsorum, contra præmissa facere præsumpserint, indignationem nostram cum gravi animadversione se senserint incursuros. Mandamus insuper & expressius injungimus universis justitiariis nostris & eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, quatenus restitutionem hujusmodi & omnia supra scripta in cunctis locis famosis & notabilibus jurisdictionum suarum, ut ad omnium notitiam deducantur, faciant solemniter ac etiam celeriter publicari; & quos contra facere reperierint, graviter sic puniant, quod cæteris cedat in exemplum. Quod ut perpetuæ soliditatis robur obtineat nostrum præsentibus fecimus apponi sigillum. Datum Paris. die penultima Maii anno Domini 1403. & Regni nostri 22. sic Signatum per Regem, Dominis Ducibus Bituriæ, Burgundiæ, Aureliapens. & Borbonii, nobisque & quam pluribus aliis de magno consilio præsentibus. P. Ferron. Lecta & publicata in Curia 19. Junii, anno 1404. Baye.

CCCXLIII.

ANS de J. C. 1404. FRANCE ET PISE.

Traité entre CHARLES VI. *Roi de France, &* GABRIEL MARIE *Frére du Duc de Milan & Seigneur de Pise. Fait en* 1404. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 277.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, & Dominus Januæ, notum facimus universis præsentibus pariterque futuris, quod visis & attentis contentis in litteris seu publico Instrumento, cujus seu quarum tenor sequitur in his.

§. 2. Strenuus miles Dominus Joannes Dominus Castrimorandi Sindicus, Ambassiator & Procurator Illustris & magnifici Domini Domini Joannis le Meingre dicti Boucicault Maresçalli Franciæ Locum-tenentis Serenissimi Domini Francorum Regis, habens ad infra scripta plenam potestatem & bailliam vigore publici Instrumenti scripti manu Juliani Panisarii Notarii & Communis Januæ Cancellarii die decima tertia præsentis mensis ex una parte; & magnificus Dominus GABRIEL MARIA de Vicecomitibus Pisarum Dominus suo nomine & successorum suorum ex altera; pervenerunt & pervenisse sibi ad invicem confessi fuerunt ad infra scripta pacta, transactiones, conventiones, & compositiones, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus; renunciantes sibi invicem exceptioni dictorum pactorum & conventionum, non factæ rei, sicut supra & infra * non esse non se habentis, doli mali, metus, in factum actioni, conditioni sine causa, & omni alii juri. Videlicet, quod dictus magnificus Dominus Gabriel Maria Pisarum Dominus promisit & convenit dicto spectabili Domino Johanni Domino Castrimorandi dicto nomine stipulanti, & ad cautelam nobis Juliano Panisario Notario & communis Joannæ Cancellario, & Framochio quondam Framochii Notario & communis Pisarum Cancellario, tanquam personis publicis officio publico stipulantibus & recipientibus, nomine & vice dicti Serenissimi Domini nostri Francorum Regis & successorum suorum in Regno; se esse & perpetuò futurum, bonum & fidelem Vasallum ejusdem Serenissimi Domini nostri Francorum Regis & successorum suorum pro & de Civitate Visarum, & districtu, castris, juribus & jurisdictionibus, hominibus & fidelitatibus hominum, terris, locis & pertinentiis suis, & quibuscumque aliis terris & locis per ipsum seu successores suos de cætero recuperandis & acquirendis, & ipsa omnia cum mero & mixto Imperio & omnimoda potestate & jurisdictione tenere in feudum nobile & gentile, paternum & antiquum ab ipso Serenissimo Domino nostro Rege & dictis successoribus suis, sub modis, pactis, formis & conditionibus infra scriptis.

§. 3. Videlicet quod salvis semper & exceptis his, quæ de castro & turri Liburni dicentur inferius, teneatur dictus Dominus Gabriel Maria investituram recipere de prædictis à dicto Domino Regio Locumtenente vel a dicto Domino Johanne Domino Castrimorandi dicto procuratorio nomine, & eidem præstare debitum fidelitatis juramentum.

§. 4. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria teneatur guerram & pacem habere & facere cum omni dominio, communitate, persona & natione (exceptis tamen fratribus ipsius Domini Gabrielis Mariæ, videlicet Dominis Duce Mediolani & Comite Papiæ, quos & dictus Locum-tenens Regius, vel dictus Dominus Joannes procurator dicto nomine propter parentelam, quam habent cum Illustrissimo Domino Duce Aurelianensi, & dictus Dominus Maria, quia fratres ejus sunt, libenter excipiunt) quandocumque, ad mandatum vel simplicem acquisitionem ejus-

NS J. C. 04. ejusdem sereniſſimi Regis & cujuſlibet Locum-tenentis ejus, tam de perſona ipſius Domini Gabrielis Mariæ, quam de dictis civitate, caſtris & territorio Piſarum, quàm etiam de hominibus ſupra dictis; & alia etiam facere teneatur & debeat, quæ bonus & fidelis vaſallus, gentilis & nobilis de vero ſuo Domino facere tenetur & debet. Sanè tamen intellecto, quod ſi Sereniſſimus Dominus noſter Rex aliquos ex dictis hominibus in aliqua guerra ipſius Domini noſtri, vel ejus Locumtenens exercere voluerit, tunc dabit eiſdem hominibus rationabile ſtipendium vel expenſas congruas faciet.

§. 5. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria & ejus deſcendentes & ſucceſſores in dicto feudo dabunt quolibet anno eidem sereniſſimo Domino noſtro Regi vel ejus Locumtenenti equum unum vel falconem unum peregrinum, in ſignum recognitionis veri Domini & feudi prædicti.

§. 6. Item quod in locis & fortalitiis Piſarum & ejus territorii erigi & tenere facere poſſit, teneatur & debeat dictus Dominus Gabriel Maria diebus & horis ſolitis vexilla inſignis Regii, in illis ſcilicet, in quibus vexilla aliqua, & ſpecialiter Dominii dictæ civitatis, erigi & teneri conſueverunt.

§. 7. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria ponet ſtatim in manibus & virtute dicti Johannis Domini Caſtrimorandi dicto nomine, vel ordinandi & conſtituendi ab eo, caſtrum & turrim Liburni cuſtodiendas per dictum Sereniſſimum Dominum noſtrum Francorum Regem, vel deputandos ab eo, aut ejus Locumtenente nomine Regio in perpetuum, expenſis ipſius Domini Gabrielis Mariæ & ſucceſſorum ſuorum, pro ſecuritate Regis & obſervantia omnium prædictorum, & pro utilitate dicti Domini Gabrielis Mariæ; acto etiam inter partes, quod dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex, aut alius pro eo non poſſit ponere ad cuſtodiam dicti caſtri ſive fortalitiæ Liburni aliquem Januenſem vel ſubditos communis Januæ, ſed ſint tales deputandi ad dictam cuſtodiam Francigenæ, confidentes dicti Domini Gabrielis Mariæ, vel alii extranei, de quibus placuerit ipſi Domino noſtro Regi, vel ejus Locumtenenti.

§. 8. Item eſt pactum, quod dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex non habeat neque exerceat juriſdictionem aliquam in terra Liburni & pertinentiis ejus, ſalvis ſupra ſcriptis & ſalvo in cuſtodiendo & cuſtodiri faciendo proprio nomine ipſius ſereniſſimi Domini noſtri Regis, & ad bonum & utilitatem dicti Domini Gabrielis Mariæ dictum caſtrum & turrim Liburni.

§. 9. Item eſt pactum quod dictus Sereniſſimus Dominus Rex noſter dictum caſtrum & turrim Liburni vendere, pignorare, aut alienare non poſſit contra & præter voluntatem dicti Domini Gabrielis Mariæ.

§. 10. Item eſt pactum, quod dictus Sereniſſimus Dominus Rex prædictus vel ejus Locumtenens mandet deputandis per eum ad cuſtodiam dicti caſtri & turris Liburni, quod recipiant & receptent in dictas caſtrum & fortalitiam dictum Dominum Gabrielem Mariam, & magnificam ejus matrem quoties voluerint caſtrum & fortalitiam prædictam intrare.

§. 11. Item eſt pactum, quod dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex vel ejus Locumtenens mandet dictus deputandis ad cuſtodiam dicti caſtri & turris, quod non permittant aliquam gentem, cujuſcumque conditionis exiſtat, intrare aut ingredi portum aut terram prædictam Liburni contra conſuetudinem dictæ terræ, ſine voluntate dicti Domini Gabrielis Mariæ, aut ejus vicarii in terra prædicta, ſalvo ſi talis gens miſſa eſſet vel mitteretur in dictam terram per dictum Sereniſſimum Dominum Regem vel ejus Locumtenentem pro bono & ſalute dictarum terræ & fortalitiæ Liburni.

§. 12. Item eſt pactum, quod ſi (quod abſit) dicta terra Liburni capta vel obſeſſa eſſet ab inimicis Gabrielis Mariæ, vel ipſa terra quocumque modo rebellaret, ad cuſtodiam dicti caſtri deputandi teneantur dare tranſitum per dictum caſtrum omnibus armigeris & gentibus, quos dictus Dominus Gabriel Maria in dictam terram per dictum caſtrum tranſmittere voluerit, pro defenſione, ſalute & recuperatione dictæ terræ Liburni, ſi opus fuerit. ANS de J. C. 1404.

§. 13. Item eſt pactum & promiſit dictus Dominus Sindicus & Ambaſſiator dicto nomine, quod dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex & ſucceſſores ſui in Regno defendent, manutenebunt & conſervabunt dictum Dominum Gabrielem Mariam & ejus ſucceſſores contra quoſcumque ipſum offendere volentes, & ſimiliter contra quoſcumque ipſum præſentialiter offendentes, & ejus inimicos, ſicut facere tenetur & debet quilibet Dominus erga verum & fidelem ſubditum & vaſallum ſuum.

§. 14. Item eſt pactum, quod ſi defectu vel culpâ dictorum deputandorum ad cuſtodiam dicti caſtri vel aliter, dictum caſtrum perderetur vel perveniret in manus aut fortiam alicujus, dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex per ſuam benignam gratiam habebit & tenebit ipſum talem, in cujus virtutem ipſum caſtrum, ut ſupra, perveniſſet, pro inimico, & faciet guerram contra ipſum, donec caſtrum ipſum recuperatum, & in manus ejus vel ipſius Locumtenentis repoſitum fuerit.

§. 15. Item promiſit dictus Dominus Joannes Dominus Caſtrimorandi Procurator dicti Joannis le Meingre, proprio ipſius nomine, habens de hoc plenam bailliam vigore inſtrumenti prædicti, quod ipſe Dominus Joannes le Meingre ita faciet & curabit, quod dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex habebit accepta, ratificabit ſolemniter & approbabit omnia & ſingula ſupra dicta & infra ſcripta infra menſes ſex proximè futuros & venturos.

§. 16. Dictus ſpectabilis Dominus Joannes Dominus Caſtrimorandi dicto nomine & vice Sereniſſimi Domini noſtri Regis & ſuorum ſucceſſorum in Regno, acceptans omnia & ſingula ſupra dicta cum pactis, modis, formis & conditionibus ſupra dictis, inveſtivit ipſum Dominum Gabrielem Mariam præſentem & recipientem, per annulum aureum, quem ipſe Dominus Sindicus & Procurator dicto nomine digito ipſius Domini Gabrielis Mariæ impoſuit, in feudum nobile, & quale ſupra, de dictis civitate, terris, caſtris & territorio Piſarum, juribus & juriſdictionibus ſupra dictis, & quibuſcumque aliis per ipſum Dominum Gabrielem Mariam in futurum acquirendis & recuperandis; ſalvis tamen his, quæ de caſtro & Turri Liburni ſuperius dicta ſunt; & promiſit dictus Dominus Sindicus & Procurator dicto Domino Gabrieli Mariæ præſenti, ſtipulanti & recipienti plenè attendere & obſervare omnia & ſingula ſupra dicta, & facere, quæ tenetur occaſione Inveſtituræ prædictæ.

§. 17. Quibus quidem legitimè factis ſupra dictus Dominus Gabriel Maria dictam Inveſtituram in modum prædictum flexis in præſentia dicti Domini Procuratoris & Sindici genibus, recipiens reverenter & acceptans, juravit ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis ſcripturis, & præſtitit eidem Domino Sindico & Procuratori nomine Regio, ut ſupra recipienti fidelitatis debitæ Sacramentum, jurando & promittendo eidem Domino Sindico & Procuratori ſe futurum fidelem Vaſallum prædicti Sereniſſimi Domini noſtri Regis de ſupra dictis infeudatis & inveſtitis, & attendere complere & obſervare omnia & ſingula, quæ vigore & occaſione præſentis infeudationis tenetur, & quæ in capitulis veteris & novæ formæ fidelitatis juris Canonici & civilis continentur; ſalvis ſemper omnibus in præſenti inſtrumento contentis; quæ omnia & ſingula ſupradicta dictæ partes dictis nominibus ſibi invicem promiſerunt attendere,

ANS de J. C. 1404.

dere, complere & observare, & contra non facere vel venire de jure vel facto aliqua ratione vel causa sub hypotheca & obligatione bonorum ipsorum præsentium & futurorum, ratis semper manentibus supra dictis.

§. 18. Actum Pisis in Palatio Residentiæ dicti Domini Gabrielis Mariæ in Camera magna inferiori, anno dominicæ nativitatis, millesimo quadringentesimo quarto indictione undecimâ, secundum cursum Pisarum, die decima quinta Aprilis horâ vesperarum, præsentibus Comite Guidone de Mutiliana, Domino Geronæ, * Marchione Estensi, Domino Joanne Domino de Capella Milite, Paulo de Sabellis, Joanne de Colomna, Domino Reynerio de Zazis de Pisis Milite, Petro Malherba, Guillelmo Alexi, Petro de Montiono Secretario Regio, & Benedicto de Andoria Notario Cive Januæ, vocatis & rogatis. Julianus Panizarius Imperiali auctoritate Notarius, Regius Secretarius & communis Januæ Cancellarius prædictis omnibus unà cum dicto Framochio Notario interfui, & rogatus de eis præsens publicum instrumentum composui, cum additione supra scripta in ultima linea appositа; quæ additio debet sequi illud verbum, matrem; errore scriptoris omissa, quod tamen instrumentum per alium extrahi feci, aliis occupatus.

§. 19. Nos litteras sive Instrumentum præinsertum omniaque & singula in eis contenta, in quantum opus est ac nos, heredes & successores nostros Reges Franciæ concernunt & tangunt, concernereque & tangere possunt aut poterunt in futurum, atque pro nobis & heredibus ac successoribus nostris, nostroque & eorum nomine promissa sunt & conventa, ratas & gratas habentes, easdem laudamus, approbamus, ratificamus & confirmamus per præsentes ex certa scientia auctoritateque Regia & gratia speciali volentes & concordantes expressè eas & ea valere, inviolabiliterque teneri & observari, perpetui & inviolabilis roboris firmitatem & stabilitatem nunc & perpetuis temporibus, absque variatione & infractione aliquibus obtenturas, & absque eo, quod castrum & turrim Liburni vendere, distrahere, donare extraque Regias manus ponere, seu transferre, aut aliàs contra tenorem & formam Instrumenti suprascripti, nec non & præsentium disponere in toto seu in parte, nos aut successores nostri jam dicti valeamus, debeamus, aut nobis aut eis liceat præsentibus aut posteris temporibus, quibuspiam titulo, occasione, seu causa tacitis vel expressis; quod si factum foret, aut fieri (quod absit) contingeret in futurum, nullius esse valoris, imò haberi tenerique volumus & ordinamus totaliter pro infectis, etiamsi de ipsis in præsentibus oporteret expressam & distinctam facere mentionem.

§. 20. Et ut hæc omnia & singula superius contenta & declarata firma sint & stabilia & roboris perpetui obtineant firmitatem, præsentes litteras nostri sigilli fecimus appensione muniri. Datum Parisiis mense Augusti, anno millesimo quadragintesimo quarto, & Regni nostri vigesimo quarto. Sur le reply est escrit, per Regem, Domino Duce Bituriæ, Domino Joanne de Monteacuto Magistro Magno Hospitii & pluribus aliis præsentibus; & au dessoubs ainsy signé Ferron. A costé est escrit, Collatio facta est, & au dessoubs, sigillata de mandato Regis expresso. Scellé d'un sceau pendant à un cordon de soye verte & rouge.

CCCXLIV.

ANS de J. C. 1406.

Bulle par laquelle le Pape BENOIT XIII. *convient de la Cession du Papat, pour la paix de l'Eglise. Donnée à Tarascon près d'Avignon le* 8. *Janvier* 1406. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 281.

LE PAPE ET LA FRANCE.

BENEDICTUS Episcopus servus servorum Dei Universis Christi fidelibus ad quos præsentes litteræ pervenerint, salutem & Apostolicam Benedictionem, scrutator mentium & omnium cognitor secretorum Dominus Jesus Christus, cujus vices in terris gerimus, licet immeriti clarè novit, quod à principio assumptionis nostræ ad Apostolatus Officium ad sedationem pestiferi schismatis (proh dolor!) in Dei Ecclesia nunc vigentis, quod diu ante ortum habuerat, nec tamen potuerat obviante inimico generis humani extirpari, & procurandum Sanctæ Dei Ecclesiæ salutiferam unionem, totis affectibus & omnimoda sinceritate diligenti solicitudine cupivimus & incepimus laborare firmiter in nostro proponentes animo id, quod expediens esset unioni Ecclesiæ adimplere pro viribus secundum eos modum & ordinem, quos divina justitia, sincera caritas, animarum salus, & ipsius Ecclesiæ utilitas exegissent, de quibus etiam satis innotescere potuit diligenter & solicitè intuentibus, responsiones quasdam quas circa materiam procurandæ unionis hujusmodi alias motam, & viam nobis cessionis apertam, recolimus nos fecisse; verum quia hiis non obstantibus, ut ex relatis fide dignorum & præsertim dilecti filii nostri nobilis viri Ludovici Aurelianensis Ducis percepimus nonnulli tam Ecclesiastici, quam seculares conati fuerunt hactenus & etiam conantur nobis impingere, quod eminentiam hujus status, quem nobis, teste Deo, non procuravimus sic inordinata affectione contendimus retinere, quod nunquam fuimus intentionis nec sumus, pro unione Ecclesiæ, papali cedere dignitati, nos præfato filio nostro Duci Aurelianensi, qui super hiis & nonnullis aliis negotiis Ecclesiam & ipsius unionem tangentibus ad nostram accessit præsentiam, sinceritatem nostræ intentionis, quam semper habuimus & habemus, & effectum quem gessimus, gerimus, & gerere intendimus ad salutem animarum omnium & Ecclesiæ unionem & pacem per ordinem & confidenter expressimus oraculo vivæ vocis.

2. Qua expressione sic facta ipse nobis cum instantia supplicavit, quatenus exposita sibi de hujusmodi intentione & affectu nostris sub Bulla nostra plumbea & tradi faceremus in scriptis, per quam ipse carissimo in Christo filio nostro Carolo Regi Francorum Illustri fratri suo, sinceritatem nostræ intentionis hujusmodi & affectum melius posset & convenientius intimare, & obduramur ora eorum, qui conficta obloquendi materia, veritati contraria divulgantes nos de siniſtra intentione in prosecutione unionis Ecclesiasticæ diffamabant.

3. Nos igitur ne ex silentio & obmissione nostris Sanctæ Dei Ecclesiæ & nobis aliquod possit imposterum præjudicium generari, pro ipsius Ecclesiæ & nostri juris conservatione ante omnia præmittentes, quod per declarationem hujusmodi nostræ intentionis seu hujus nostræ Bullæ traditionem non intendimus, sicut nec debemus, quomodocunque restringere Ecclesiæ libertatem, nec clavium potestatem, & nostræ in aliquo derogare, nec nos judicio hominis cujusumque submittere, seu cuiquam alii necessitati astringere, nec ad aliud obligare quàm ad id, ad quod sumus ex divinæ legis justitia, dispositione jurium, & injunctæ nobis servitutis officio obligati, nec

S nec in aliquo penitus consentire, quod rectæ & Ca-
C. tholicæ fidei non conveniat vel sit contra bonos mo-
6. res, seu in divinæ Majestatis offensam, cum nostram intentionem sit declarare, & declarationem ipsam dicto filio nostro Duci, ut petivit, voluerimus tradere, solum ad servandum mentem prædicti filii nostri Regis & aliorum, ad quos notitia hujus nostræ declarationis pervenerit, quibus forsan notum non erat nostræ intentionis propositum in hâc parte, & ad imponendum silentium nos diffamantibus, ut præfertur, & quieti status Ecclesiæ, prout melius possumus consulendum; quod in præfatis nostris responsionibus aliàs factis erat implicitum explicantes: declaravimus tenore præsentium nostræ intentionis semper fuisse & esse, ubi cessio de Papali dignitate & officio per nos fienda esset, & erit expediens Ecclesiæ Sanctæ Dei, & per eam & ex ea celeris & indubitata unio in Dei Ecclesia utiliter & salubriter sequeretur, & Papali dignitati & statui, ac nostro indubio, * quod in eis habemus, pro Dei reverentia & animarum salute cedere effectu spontaneo, & personam insuper & vitam exponere corporalem, licet ejusdem intentionis nostræ fuerit & sit, juris & justitiæ vias, ubi per eas utiliter & salubriter unio Ecclesiæ fieri posset & possit, non excludere, tanquam consonas divinis & canonicis institutis animabus salubres & honestati Sanctæ matris Ecclesiæ concedentes, quascumque protestationes, si quas hujusmodi cessioni * cum sit, ut præmittitur expediret, per nos fiendæ contrarias vel adversas subsequatur, sub quacumque serie, forma, seu expressione verborum forsan, ut aliqui suspicantur, hactenus fecimus ad tollendam suspicionem hujusmodi, cassantes & adnullantes, ac habentes penitus pro insectis.

4. Obsecramus igitur præfatum Regem & alios quoscumque Reges & Principes cunctosque fideles, ad quos declaratio hujusmodi nostræ intentionis pervenerit, per viscera misericordiæ Jesu Christi, cujus causa agitur & deprecamur ac hortamur in Domino, ut pro Dei servitio & Apostolorum Petri & Pauli & sedis Apostolicæ reverentia & animarum salute præfatam nostram declarationem affectione filiali suscipientes, & tantæ cladi matris Ecclesiæ, quæ eos regeneravit in Christo, benigno compatientes affectu, ad extirpationem præsentis scismatis, & salubrem prosecutionem Ecclesiasticæ unionis, nobis velit suum benignum & favorabile impartiri auxilium, ut tenentur, ut per illud nobis & Ecclesiæ militanti favorabiliter præstitum, & alia pia opera, quæ Domino inspirante fecerint, post transitoriæ vitæ cursum permansurum, consequantur præmium & gaudium Ecclesiæ triumphantis.

5. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ præmissionis, explicationis, declarationis, cassationis, adnullationis, intentionis, obsecrationis, deprecationis & hortationis infringere, vel ei ausu temerario contraire, si quis autem hoc attemptare præsumserit, indignationem omnipotentis Dei & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Tarascon. Avinion. Dioces. sexto Jd. Januarii, Pontificatus nostri anno decimo.

CCCXLV.

NS *Bulle de* BENOIT XIII. *pour la Con-*
J.C. *vocation d'un Concile. Donnée à Tarascon, le* 8. *Janvier* 1406. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 282.
406.
PAPE LE NCI-

BENEDICTUS Episcopus servus servorum Dei, universis Christi fidelibus, ad quos præsentes litteræ pervenerint salutem & Apostolicam benedictionem, nuper siquidem cum dilectus filius noster nobilis vir Ludovicus Dux Aurelianensis, Carissimi in Christo filii nostri Karoli Regis Francorum Illustris germanus super nonnullis negotiis Ecclesiam & ejus unionem tangentibus ad nostram præsentiam accessisset, inter cætera pro parte dicti Regis nobis exposuit, quod pro directione & prosecutione unionis Ecclesiæ Sanctæ Dei eidem Regi videbatur expediens celebratio Concilii generalis, nobis propterea ex parte ipsius Regis, & sua cum instantia supplicando, quatenus dignaremur generale Concilium, secundum formam sacrorum canonum celebrare. Nos autem qui à pluribus antea temporibus hoc captata oportunitate gerebamus in votis, supplicationem hujusmodi gratam habentes pariter & acceptam, dictique Regis modum & zelum in Domino commendantes eidem supplicationi omni promptitudine duximus annuendum, & quia ad celebrationem hujus Concilii favorem præfati & aliorum fidelium Regum & Principum nobis & Ecclesiæ Dei censuimus & censemus fore multipliciter oportunum, super nonnullis circonstantiis concernentibus ipsum Concilium ipsius Regis honori in hiis & aliis cupientes juxta posse deferre, prædicto Duci aperimus latiùs mentem nostram, paterno eum deprecantes & exhortantes affectu, quatenus apertum sibi nostræ mentis propositum Serenitati Regis ipsius seriosius vellet per ordinem explicare, ut sic de omnibus necessariis & oportunis tanto negotio habita provisione Deo grata, Ecclesiæ utili, & ipsius & aliorum Regum fidelium honestati congrua & honori, ad ulteriorem tanti negotii executionem salubrius & commodius, divina nobis suffragante clementia, procedere valeamus. Datum Tarascon, Avinion. Dioces. sexto Jd. Januarii, Pontificatus nostri anno decimo.

ANS de J.C. 1406.

CCCXLVI.

Arrêt du Parlement de Paris, au nom de CHARLES VI. *Roi de France, contre l'abus des* ANNATES, *& contre les autres usurpations de* BENOIT XIII. *Donné à Paris, le* 11. *Septembre* 1406. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 283.

ANS de J.C. 1406. LE PAPE ET LA FRANCE.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis præsentes literas inspecturis salutem. Notum facimus, quod cum nuper pro parte quam plurimorum numero grandi Regni nostri Prælatorum Parisiis tunc existentium, nec non filiæ nostræ dilectæ Universitatis studii Parisiensis, nobis querulosè fuisset expositum, quod Ecclesiæ nostrorum prædicti Regni & Delphinatus Viennensis pro magnitudine gravium exactionum & onerum eisdem Ecclesiis per BENEDICTUM Papam XIII. quam suos antecessores, contra communis dispositionem juris impositarum, oppressæ atque in tantum gravatæ hactenus fuerant & erant, quod eædem in magnam pauperiem ac ruinam corruebant, & in desolationem undequaque vergebant, nisi per nos de remedio sublevarentur; finantiæ etiam super iisdem Ecclesiis exactæ de eodem Regno nostro in magnum & irreparabile Reipublicæ Regni ejusdem nostri præjudicium exportabantur.

§. 2. A nobis quibus Ecclesiam, præsertim supradictorum Regni & Delphinatus nostrorum ab omni oppressione præservari incumbebat, & unde specialiter astricti & obligati Deo, Creatori nostro rationem eramus reddituri, humiliter supplicando, quantocius providere dignaremur: ut Ministri & aliæ Ecclesiasticæ personæ divinis insistentes & famulantes, vivere Ecclesias sibi concessas regere, earum ædificia in bono & decenti statu tenere, aliosque actus suam professionem & fundatorum suorum dispositionem concernentes exercere valerent. Et ob hoc nonnulli

ANS de J. C. 1406. & plures de noſtro magno Conſilio, ad videndum & deliberandum ſuper his & aliis Eccleſiam prædictam tangentibus, quid rationabiliter fieri poſſet & deberet dudum commiſſi & deputati, aliqua nobis ſuper dictis exactionibus referenda vidiſſent, & adviſaſſent ſeu deliberaſſent.

§. 3. Quia tamen Prælatis & filiæ noſtræ præfatis videbatur dictam deliberationem largius declarandam fore, iidem Prælati & filia noſtra aliquas declarationes & additiones cum deliberatione & adviſamento ſupra dictorum noſtrorum Conſiliariorum feciſſent; eaſque noſtræ Parlamenti Curiæ cum nominibus dictorum noſtrorum Conſiliariorum, qui dictæ deliberationi præſentes affuerunt in quadam ſchedula ſub noſtro contraſigillo miſiſſemus, & per literas noſtras patentes eidem Curiæ noſtræ mandaſſemus, & eidem poteſtatem & auctoritatem impartiendo expreſſè injunxiſſemus, quatenus ad eandem Curiam Advocatis & accerſitis de noſtro prædicto magno Conſilio & Requeſtis noſtri hoſpitii tot & talibus, prout eidem Curiæ noſtræ bonum videretur; ipſa noſtra Curia Eccleſiæ prædictorum Regni & Delphinatus noſtrorum ſuper contentis in dicta ſchedula provideret, ſecundum quod nobis eſſe faciendum conſuleret; prout hæc & alia latius & luculentius ex ipſarum noſtrarum ſerie ac tenore literarum liquebant: conſtitutis propter hoc in eadem noſtra Curia Procuratore noſtro generali, nec non chariſſimi Patrui noſtri Ducis Bituricenſis, & ipſa filia noſtra univerſitate Pariſienſi, pro parte ejuſdem filiæ noſtræ, ſub his verbis Apoſtolicis: ſubtrahatis vos ab omni fratre ambulante inordinatè.

§. 4. Propoſitum fuit, quod Sacroſancta mater noſtra Eccleſia, entium ad inſtar naturalium & politiarum, macrocoſmi videlicet & microcoſmi (qui ſunt major & minor mundus) in pondere, numero & menſura à ſummo creatore (Philoſophis atteſtantibus) dirigi debeat atque regi in ordine; quorum elementis quatuor primam diſtribuerat materiam idem Creator omnium, in ſuam grandem naturæ portionem eorum cuilibet totaliter conferendo, quantum alteri; & iiſdem ex ſe invicem viciſſitudinem ſui alimenti & ſuſtentamenti referendo; adeò ut quod unum ipſorum ſub æquinoctiali (aut) polo per alterius converſionem deperdidiſſet, de alio recipere & ſibi reſtaurare ipſius naturæ munere & inſtinctu & increatæ ſapientiæ providentia dignoſceretur, ſic Regalis, ſic Ariſtocratiæ & Democratiæ, politiarum nullius quarum * rectorem nutrimentum ſeu ipſorum majorem partem omnium ſubjectorum ſeu inferiorum abſorbere ullus unquam ſufficeret. Quemadmodum in microcoſmo, ſi ad exceſſum alterum membrorum alimoniam cæteris egentibus ſumeret, unde corpus ipſum in languorem & exinanitionem vergere contingeret, medio ſubſtractivo ſeu reſtrictivo hujuſmodi ſuperabundanti membro eſſet occurrendum.

§. 5. Sed Benedictus ſupra dictus neque modum, neque pondus, neque menſuram in Eccleſia & Eccleſiæ ſubjectis obſervare conſuevérat, quin magis ipſis jugis & ſervitutibus importabilibus, à nonnullis defunctorum ſucceſſoribus ſpolia auferendo, ab aliis Prælaturarum & Beneficiorum Eccleſiaſticorum vacantias extorquendo, à quibuſdam exigendo arreragia tanquam debita præteritorum & incognitorum temporum, à Beneficiatis ſuorum, quæ de novo obtinebant, beneficiorum, primam expetendo, & percipiendo annatam; ab his qui tempore ſubſtractionis obedientiæ dudum ſibi per nos & Clerum Regni ac Delphinatus noſtrorum prædictorum factæ, ad Prælaturas ſeu dignitates, aut alia Eccleſiaſtica beneficia promoti fuerant, fructus (quos dictæ ſubſtractionis tempore malè perceptos fuiſſe dicebat) recipere enitendo; & procurationes capiendo Prælatis Archidiaconis, & aliis ordinariis pro viſitatione debitas; aliiſque exactionibus ac extorſionibus indebitis adegerat, affecerat & contorſerat, adigebat, afficiebat & contorquebat. ANS de J. C.

§. 6. Contra jura non tam Chriſticolarum, quam ethnicorum quorumcunque, apud quos & ab omni tempore Clerum, ab omni munere & ſervitute fuiſſe liberum compertum erat. Eos enim non ancillæ filios, ſed liberæ * qua libertate Chriſtus eos liberaverat, teſte Apoſtolo, ipſoſque ſub his adhortante verbis: ſtate & nolite iterum jugo ſervitutis contineri. Nam ut eadem noſtra filia dicebat: in Politia ſæculari quis Principem tàm à nobili quàm ignobili annatas primas omnium hæreditariorum in aliquem quoquo titulo tranſlatorum excipere & extorquere ſatagentem, non tyrannum aut ſuæ Politiæ everſorem cenſeret, & talem Rectorem ſuſtinere valeret. Quanto minus erat idem Benedictus (qui Miniſter & non Dominus Eccleſiæ ab Evangelica veritate aſſerebatur) primarum annatarum fructus ſibi tyrannicè approprians beneficiorum tolerandus. 1406.

§. 7. Illud parvipendens Samuelis in Regum libro populum alloquentis & dicentis; loquimini de me coram Domino & coram Chriſto ejus, utrum bovem alicujus tulerim vel aſinum, ſi quempiam calumniatus ſum, ſi oppreſſi aliquem, ſi de manu cujuſquam munus accepi, & reſtituam vobis; & dixerunt: non es calumniatus, nec oppreſſiſti nos, neque tuliſti de manu alicujus quippiam, exemplo tamen cujus inſtrui & terminis rationabilibus contentari, non exactioni & concuſſioni pecuniarum tyrannicis inhiare debebat, Evangelio exhortante. Neminem concutere neque calumniam facere, & contentum eſſe debere ſtipendiis, ipſius Apoſtoli exemplo, in Apoſtolorum actibus dicentis; argentum & aurum nullius concupivi, ſicut ipſi ſcitis, quoniam ad ea, quæ mihi opus erant, & his qui mecum ſunt miniſtraverunt manus iſtæ. Ego, inquit Apoſtolus, ſcio, quoniam poſt deceſſum meum intrabunt lupi rapaces in vos non parcentes gregi. Quam rapacitatem Spiritu Prophetico clarè proponebat pronuntiaſſe filia noſtra, Prophetam Ezechielem ſuis ſub his verbis: facti ſunt greges mei in rapinam, & oves meæ in devorationem, eo quod non erat Paſtor; neque enim quæſierunt Paſtores gregem meum, ſed paſcebant Paſtores ſemetipſos, & greges meos non paſcebant. Propterea, inquit Dominus, ceſſare eos faciam, ut ultra non paſcant gregem meum, & liberabo gregem meum ab ore eorum, & non erit eis ultra in eſcam.

§. 8. Ex quo clarum eſt Prophetia Domino Benedicto ſupra dicto, qui tanta confuſione & inordinatione cupiditatis debacchabatur, ſubſtractionem, nedum financiarum ſupra dictarum ſibi fieri debere, ſed plenariam; quamvis alios & dudum ſibi factam, & jure & facto durare ac tenere cenſeret, & in eadem ſe permanere profitebatur eadem filia noſtra, ex eo præſertim, quod reſtitutionem obedientiæ per nos eidem Benedicto factam nullam eſſe, ſub conditione non impleta, & ſub cauſa, cujus nullus ſequebatur effectus factam, prout per ſcedulas quaſdam, in ipſa reſtitutione contentas apparere dicebat. Eccleſia etiam Regni ac Delphinatus noſtrorum prædictorum auctoritate dictam reſtitutionem minimè factam & per conſequens ipſam ſubſtractionem durare, ſeu ipſam aut ſaltem dictarum pecuniarum & financiarum eidem Benedicto fieri debere; cum idem Benedictus ad deſtruendam Eccleſiaſticam poteſtatem * non hominis Apoſtolo teſte; contra Sanctæ Synodi autoritatem diffinientis: nullum Epiſcopum expetere debere aurum & argentum à Parentibus vel Clericis vel monachis, qui ſub eo ſunt; Gregorii, Bernardi & aliorum Sanctorum Doctorum, imo Evangelii auctoritatem; dictas financias in Eccleſiæ prædictæ ſubverſionem & exitium extorqueret.

§. 9. Eamdem autem ſubſtractionem per eandem noſtram curiam & Prælatorum & dictæ filiæ noſtræ Conſilio faciendam eſſe dicebat eadem filia noſtra exem-

ANS J. C. 1406. exemplo Regis Joas, qui consilio Jojadæ Sacerdotis pecuniis ad templi reparationem destinatis, quibus sacerdotes sui temporis abutebantur manum appossuerat, & earum partem ad necessitatem divinis famulantium, partem ad mercedem Latomorum, & partem in Architectorum salarium partiebatur. Unde dictum in ipsius laudem prodierat, quod Rex Joas rectum fecerat coram Domino cunctis diebus, quibus eum docuerat Jojada sacerdos, per quem eadem filia summos Doctores intelligi dicebat.

§. 10. Et quod ejusdem filiæ oppressioni providere nobis aut eidem Curiæ nostræ incumberet, & auctoritate & naturali ratione & proprii juris jurandi debito & antecessorum nostrorum exemplo apparere, eadem filia nostra ostendebat * Ambrosii in libro de Patriarchis necessitatem defensionis Ecclesiarum Regi pertinere asserentis. Recto præterea rationis dictamine, quo gentes etiam quæ legem non habent eidem Benedicto dictarum finantiarum exactionem esse substrahendam diffinient; ad quod proprii vinculum juramenti nostræ coronationis (in qua unicuique de Prælatis & Ecclesiis sibi commissis canonicum privilegium & justitiam servare, & defensionem pro posse contra oppressores adhibere promiseramus) nos adigebat ac specialiter astringebat.

§. 11. In exemplum erant Rex Joas prædictus, prædecessoresque nostri temporibus Bonifacii, Clementis, Gregorii, & aliorum quondam summorum Pontificum, per hujusmodi, dum injustas exactiones piè fundatorum beneficiorum fraudabantur intentiones, & à sua salute & gloria defunctorum animæ morabantur captivæ. Quod si eorum hostes & veritatis suppressores hanc persecutionem & inobedientiam esse prætenderent; (cum Deo magis, quam hominibus esset obediendum) hæc hominum vaniloquia (Papa Pelagio asserente) nos nequaquam retardare deberent: Errant, inquit, hujusmodi erroris fabulatores; non persequitur, qui malum jam factum punit, aut prohibet, ne fiat, sed diligit.

§. 12. Ex quibus conformiter ad sui thematis verba eadem filia nostra requirendo concludebat, quatenus subtractio fieret eidem Benedicto Obedientiæ aut saltem dictarum financiarum & pecuniarum exactionis. Quodque pecuniæ in manibus collectorum aut subcollectorum existentes in nostra manu arrestentur, & his quibus eidem Benedicto aliquid occasione prædictorum debere imponatur, ne solverent, inhiberetur.

§. 13. Procuratoribus generali nostro, ac dicti nostri Patrui sub excusatione protestantibus, se non affectionis inordinatæ libidine aliquid dicere velle, & se si notæ aut reprehensionis dignum aliquid dicerent debitæ correctioni submittentes, ac ulterius proponentes: quod Ecclesiæ fuerant & erant per Principes temporales fundatæ ac dotatæ, quarum dos seu patrimonium autoritate capi nequibat aut debebat. Licet enim Constantinus Ecclesiæ Romanæ sedis præeminentiam, quam sibi dari Constantinopolitana, Alexandrinaque & aliæ nonnullæ Ecclesiæ contendebant tribuisset: ratioque suaderet & vellet, ut Prælati, qui fidem publicarent, divinis insisterent, Ecclesiastica frequentarent officia, & sacramenta ministrarent, necessaria referrent sui status & vitæ; non tamen intelligebat, quod ipsi exactiones imponerent, nulla præsertim urgente necessitate. Nam Archiepiscopus (quo nomine Romanæ urbis Episcopum scriptura nominat) super suis suffraganeis seu eorum subjectis exactiones imponere jura vetabant.

§. 14. Quod si Ecclesia Romana cæterarum caput & principalis existens, ut sicut seculi varietates & vicissitudines, & temporum, mentium, & animorum malitia, in aut à suo (quod majus & auctius Regno nostro possidebat) patrimonia sorte aliqua disturbabatur, quo minus ipso liberè uteretur; cæteras movere debebat Ecclesias, excitare, adhortari & requirere de subsidio charitativo, quod eidem Ecclesiæ Romanæ annui posset & deberet; cum tamen consilio, moderamine & justa causa, absque præjudicio, culpa non præcedente, durante necessitate, ac de consensu & benignitate Principum, Patronorum, & aliorum Prælatorum, & non cum gravamine assiduo & indistincto cæterarum Ecclesiarum; quas utique & præsertim horum nostrorum Regni & Delphinatus supra dictus Benedictus passim & Pharisæorum more, qui decimas indifferenter de plantulis, herbis, baccis, & omnis generis fructibus exigebant, cum gravi compulsione subsidiis & exactionibus insolitis, & contra libertates Ecclesiæ, exagitabat & premebat. ANS de J. C. 1406.

§. 15. Quibus, cum secularis justitia Ecclesiasticæ subsidio & juvamini semper fuisset (alterum enim alterius semper egebat auxilio) necessitas occurrendum impellebat, suadebat æquitas, exigebat ratio, ac totius clamor populi incutiebat, interesseque præterea nostrum huic ruinæ impendens, nos stimulabat, ne venerabilium hujus nostri Regni Ecclesiarum, tanto charitatis ardore extructarum; & quarum fundatores & auctores dicebamur, tam misera, tam flebilis & tam neglecta subreperet destructio; Exemplisque instrueremur egregiis; Theodosii, Honorii, Constantini, Caroli Magni, aliorumque antecessorum, qui corruptelis contra Ecclesiam ipsam, quandocunque attentatis solerter obviaverant ac succurrerant liberaliter. Subsidium autem quod Ecclesiæ eidem conferre poteramus & debeamus erat, eidem Benedicto in hujusmodi abusionibus non obedire, obedientiamque subtrahere. In quo nullatenus juxta Beati Thomæ de Aquino & aliorum Ecclesiæ Doctorum authenticorum Doctrinam peccabamus.

§. 16. Ex quibus aliis pluribus astructis rationibus concludebant ac requirebant: quatenus eadem Curia nostra juxta nostras mandatorias literas, inhibendo dicti Benedicti Officiariis; ne quas ratione præmissorum exigerent in dictis Regno ac Delphinatu nostris pecunias ac exactas, & penes eosdem Officiarios existentes arrestari, usque ad Prælatorum congregationem faciendam provideret.

§. 17. Pro parte Benedicti & suæ Cameræ officiariorum, ab adverso extitit requirendo propositum, quod cum materia prægitata grandis & alta jura sedis Romanæ, cujus erat ipse Benedictus caput, suamque Cameram, & antiqua deveria sua ac Cardinales concerneret & tangeret; idemque Benedictus & Cardinales nullo in eadem nostra Curia Procuratore fulcirentur, quo causa præsens deduci, foveri posset aut defensari; & Prælati nostri Regni ad proximum omnium Sanctorum festum congregandi dicerentur, in cujus temporis interstitio nullum vertebatur periculum; eadem nostra Curia supersedere vellet, prout tenebatur.

§. 18. Præfata filia nostra in contrarium proponente ac dicente, quod radix pro parte ipsius Benedicti propositorum invalida censeri debebat, eo quod eadem filia nostra processum subire ordinarium non intendebat, sed sibi ab ipsa nostra Curia provisionem fieri, quam absque mora referre debebat. Nam quantuscunque esset Papa seu Prælatus, non erat suus, sed omnis ejus potestas sive dignitas & alius cujuslibet magis Ecclesiæ quam personæ. De jure igitur Benedicti sive Ecclesiæ Romanæ faciendum erat, quod ad profectum pertinere videbatur Ecclesiæ, & non ipsius præjudicium, teste Apostolo, Ecclesiæ supposita sub his compellante verbis: Templum Dei estis vos, & Spiritus Sanctus habitat in vobis, si quis illud violaverit, disperdet illum Dominus, subdit: Non glorietur quis in hominibus, omnia enim vestra sunt sive Cephas, sive Paulus, sive Apollo. Pecuniæ autem sive finantiæ, quas idem Benedictus exigebat non ad Ecclesiæ profectum, sed ipsius & animarum tendebant interitum, cujus interitus & præsentis horrendi schismatis erant medium & fomes. Quare à nobis &

ANS de J. C. 1406. eadem noſtra Curia (quibus judicium miniſtrare erat neceſſe hujuſmodi mortiferæ peſtilentiæ, non tam rejiciendæ, quam penitus & abſque ulla mora tollendæ erant; cum & unumquemque Jure gentium, gladium de manu interfectoris confeſtim eruere, & vim vi repellendo interficere liceret.

§. 19. Ex his prout ſupra requirendo, dictis noſtro & patrui noſtri Procuratoribus ſuam requeſtam fieri requirentibus, attento per notorias exactiones ſæpe dictas, Reſpublica ex defectu Prædicationum & ſubjectorum viſitationum & correctionum & alias, ut ſupra, multipliciter contra ſacrorum canonum inſtitutiones gravabatur; quodque querelas ſuas non proceſſum inituri, ſed remedio proviſionis innitentes intentabant, nec erat qui contrarium opponeret, ad hoc & ut ſupra concludentibus.

§. 20. Officiariis ipſius Benedicti in contrarium contendentibus, & ut negotium abſque præcipitatione protelaretur, quantum pro abſentibus ſupplicari fas erat, prout ſupra inſtantibus nec quicquam innovaretur concludentibus. Tandem auditis hinc inde ad plenum partibus antedictis in omnibus, quæ dicere ac proponere circa præmiſſa voluerunt & in arreſto appunctuatis ad audiendum jus.

§. 21. Congregatis igitur ejuſdem noſtræ Curiæ noſtri Parlamenti Cameris, convocatiſque & aſtantibus in notabili numero de Gentibus noſtri magni Conſilii, ac viſis ſupra dictis literis & ſcedula; conſideratis inſuper & attentis diligenter, & cum magna & longa deliberatione omnibus circa hæc attendendis & conſiderandis, & quæ eandem noſtram Curiam in hac parte poterant & debebant movere; per præfatæ Curiæ noſtræ arreſtum, prædictis obtemperando litteris per eandem filiam noſtram impetratis dictum fuit.

§. 22. Quod dictus Benedictus & officiarii ſui ceſſabunt in noſtris Regno & Delphinatu ab exactionibus annatarum primarum fructuum & emolumentorum prælaturarum, dignitatum, & aliorum beneficiorum quorumcunque vacantium, ſeu quæ vacuerunt aut vacabunt, tàm pro primis annatis, quàm etiam fructuum & emolumentorum, qui tempore ſubſtractionis alias eidem Benedicto factæ & vocationis Prælaturarum, dignitatum, & aliorum beneficiorum obvenerunt, ſeu obveniunt qualitercunque, nec non procurationum pro viſitationibus debitarum & arreragiorum quorumcunque ratione præmiſſorum vel aliarum exactionum indebitarum. Ipſaſque procurationes poterunt Prælati, Archidiaconi & alii ordinarii, quando ipſos ſuos ſubjectos viſitare contigerit * & levare. Ceſſabunt etiam Cardinales & Camerarius Collegii à perceptione illius partis, quam in vacationibus Prælaturarum pro primis annatis vel alias ante præſens arreſtum percipiebant, & arreragiorum quorumcunque occaſione præmiſſa debitorum.

§. 23. Et ſi aliquid ex his, quæ levata ſeu exacta fuerunt occaſione prædictorum apud collectores ſeu ſubcollectores aut alios quoſcumque exiſtit ſeu remanet, ſub manu noſtra arreſtabitur, & id arreſtavit & arreſtat ipſa Curia noſtra.

§. 24. Et per idem arreſtum eadem Curia noſtra ordinavit & ordinat, quod excommunicationis ſententia præmiſſorum occaſione illigati relaxabuntur; & hæc quouſque alias per eandem Curiam noſtram extiterit ſuper præmiſſis ordinatum.

§. 25. In cujus rei teſtimonium præſentibus litteris noſtrum juſſimus apponi ſigillum. Datum Pariſiis, in Parlamento noſtro, die undecima Septembris, milleſimo quadringenteſimo ſexto & Regni noſtri vigeſimo ſexto. Per arreſtum Curiæ, Baye.

CCCXLVII.

Union au Domaine de France, des Places Limitrophes du Royaume, en indemniſant ceux qui les poſſédent, faite par CHARLES VI. *Roi de France, à Paris au mois d'Avril*, 1407. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 288.. ANS de J. C. 1407. LA FRANCE.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, ſçavoir faiſons à tous preſens & advenir; Que comme pour le bien, tuition, & defenſe de noſtre peuple, & l'utilité de la choſe publique de noſtre Royaume, nous ayons droict, & nous ſoit loiſible par puiſſance ſouveraine & eſpeciale prerogative Royalle, de prendre & appliquer à noſtre domaine, les Terres, Chaſteaux, Ports de mer, & autres lieux, eſtans en frontiere de nos ennemis, que nous veons eſtre neceſſaires à la generale garde, tuition, & defenſe de nos ſubjects, & à la ſeureté univerſelle de noſtre dit Royaume; en faiſant condigne recompenſation à ceux, deſquels nous prendrons les dicts lieux du loyal prix & juſte valeur d'iceux lieux, & des autres intereſts & loyaux couſtemens; & de ce droict ayent jouy & uſé nos devanciers Roys de France, quand neceſſité & expediente utilité de la dite choſe publique de noſtre dit Royaume l'a requis, & y eſt ſurvenuë.

2. Et il ſoit ainſi, que noſtre amé & feal Chevalier, Chambellan & Conſeiller Jean Harpedenne, ait nagueres acquis par certains moyens la ville, terres & Caſtellenie de Taillebourg, tenuë en foy des Religieux, Abbé, & Convent de Sainct Jean d'Angely, avec toutes leurs appartenances, & appendances quelconques; leſquelles ſont aſſiſes en pays de frontiere de nos dits ennemis prés de Bordeaux, & ailleurs ſur Ports de mer, par leſquels l'on pourroit legerement deſcendre à grand nombre de navires & de gens, pour grever nous, noſtre Royaume, noſtre pays de Xainctonge, & nos dits ſubjets, ſi garde & proviſion n'eſtoient miſes ſur les dits Ports, & audict pays. Et leſquelles Terres, Chaſtellenie, & Port de mer, avec ſes appartenances & appendances, nous ſont moult neceſſaires à eſtre en noſtre main, & appliquées à noſtre domaine, pour la tuition & defenſe de nos dits ſubjets, & pour tout le bien public de noſtre dit Royaume. Et leſquelles Terres, Chaſtellenie & Port de mer, ſe elles ſe alienoient, ou eſtoient miſes hors de noſtre main, és mains de nos dits ennemis, par quelconque maniere que ce fuſt, par mauvaiſe garde, ou autrement, comme par pluſieurs fois depuis quarante ans eſt advenu, pourroit grandement dommager nous, noſtre dit Royaume, & nos dits ſubjets au dict pays de Xainctonge, noſtre ville de la Rochelle, & d'ailleurs environ, ſi remede ny eſtoit mis.

3. Et pour ce voulons aucunement pourveoir à la ſeureté du dit pays, lequel a eſté durement traité par nos dits ennemis juſques à cy, & auſſi de tous nos autres ſubjets, pour aucunes grandes cauſes & conſiderations, euës en noſtre Conſeil, & autres, qui à ce nous ont meu & meuvent: Voulans en ce uſer de noſtre droict & prerogative Royale, par puiſſance & Seigneurie ſouveraine, avons voulu & ordonné, voulons & ordonnons par ces preſentes, que icelles ville, Terres & Chaſtellenie de Taillebourg, & Port de mer; enſemble la dite ville de Cluſeau, & toutes leurs appartenances & appendances quelſconques, que l'on dit eſtre de nouvel acquiſes par le dit Harpedenne en quelque maniere, & pour quelconque cauſe, que ce ſoit, ſoient Royaument miſes & appliquées à noſtre dit domaine: & des maintenant par ces preſentes les y mettons & appliquons de noſtre dite puiſſance & auctorité Royale, pour en jouir deſormais comme de noſtre

NS J. C. 107. stre propre chose & domaine, au profit & seureté de nous, de nos dits subjets, & dudit pays, en recompensant & voulant recompenser toutes voyes en argent comptant pour une fois iceluy Harpedenne, du prix des coustemens, frais & missions raisonnables par luy faits, tant en l'acquest des dictes terres & Chastellenie, comme autrement deuëment; laquelle chose nous entendons faire briefvement.

4. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Parlement, & qui les tiendront pour le temps advenir, les gens de nos Comptes, & Tresoriers à Paris, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que incontinent ces lettres veues, ils mettent Royaument en nostre dite main, les dites terres & Chastellenie de Taillebourg & du Cluseau, & les appliquent à nostre domaine, comme dict est, & icelles facent gouverner en justice, & en Recepte, & autrement doresnavant de par nous, comme nostre propre domaine. Et pour ce que ce soit ferme chose & stable à tousjours, nous avons fait mettre à ces presentes nostre seel, sauf en autres choses nostre droict, & l'autruy en toutes. Donné à Paris au mois d'Avril, l'an de grace mille quatre cens & sept, & de nostre Regne le vingseptiesme. Signé sur le replis, Par le Roy en son Conseil. Ou le Roy de Sicile, Monseigneur le Duc de Berry, Vous, l'Archevesque de Sens, l'Evesque de Noyon, le grand Maistre d'Hostel, le Maistre des Arbalestriers, & autres estoient. Signé, Derian. Et scellé d'un grand seau de cire verte, pendant en cordon de soye rouge & verte.

CCCXLVIII.

NS J. C. 409. RA- NT ET R- Z. *Traité de Mariage entre* ANTOINE *Duc de Brabant, &* ELIZABETH *fille de Jean Duc de Gorlitz. Fait à Prague le 27. Avril*, 1409. Aubert le Mire, Donationum Belgicarum Lib. II. Cap. CXVIII. pag. 568.

WENCESLAUS Dei gratia Rom. Rex semper Augustus & Bohemiæ Rex, notum facimus, quòd ad petitionem CAROLI Dei gratia Francorum Regis, & aliorum illustrium Domus Franciæ Principum, avunculorum, & patruorum ejusdem domini Caroli, nec non ob singularem favorem, quem ad personam illustris ANTONII Ducis Brabantiæ, consanguinei nostri, habere dignoscimur, matrimonii sive parentelæ contractum inter ipsum ANTONIUM & illustrem ELIZABETH, natam quondam illustris domini *Joannis* Ducis Gorlicensis Principis, fratris nostri carissimi, neptem nostram carissimam, hoc modo & ordine duximus ordinandum, sic videlicet:

Quod nos eamdem neptem nostram *Elisabeth* prædicto *Antonio* Duci Brabantiæ tradere debemus & volumus legitimam in uxorem. Cui etiam Elisabeth nepti nostræ, in favorem hujus matrimonii, roboramus, approbamus, ratificamus & confirmamus omnia jura, successiones & devolutiones, quæ sibi de jure, consuetudine & ordine, post nostram, nec non serenissimi domini *Sigismundi* Regis Ungariæ, fratris, & etiam illustris JUDOCI Brandeburgensis & Moraviæ Marchionis, patrui, nostrorum carissimorum, mortem, possunt competere quovis modo.

In casu videlicet, quo nos Regem Ungariæ, & Judocum Marchionem, liberis & heredibus ex nostris corporibus procreatis, post nos non derelictis, ab hac luce (quod avertat Deus) migrare contigerit. Quo casu nos WENCESLAUS Rom. & Bohemiæ Rex, ipsam Elisabeth reddimus habilem, & habilitamus ad succedendum. Debebit quoque ipsa succedere & succedet ad omnes dignitates, Principatus, dominia & terras nostras, nec non eorumdem Regis Ungariæ & Marchionis, pacificè & quietè, jure & ordine, ut suprà, impedimentis non obstantibus quibuscumque. ANS de J. C. 1409.

Item quo casu nos, Regem Ungariæ, & Marchionem Judocum heredes & liberos ex nostris corporibus procreatos habere contigerit, tunc Ducatus Gorlicensis, Marchionatus Lusatiæ, necnon alia dominia, sive terræ, quos, quæ & quas JOANNES quondam Dux Gorlicensis, præfatæ Elisabeth genitor, habuit, dum vixit in humanis, tenuit & possedit, ad ipsam Elisabeth, liberos & heredes suos devolventur, & pertinebunt pleno jure, impedimentis non obstantibus quibuscumque.

Item præfatæ *Elisabeth* nepti nostræ favimus & indulsimus, regiaque auctoritate Bohemiæ indulgemus, ut ipsa, & ejus nomine *Antonius* prædictus, Ducatum Luxemburgensem, cum Comitatu de *Chiny*, & Advocatia *Alsatiæ*, cum suis pertinentiis (quæ omnia præfatus Judocus à nobis Bohemiæ Rege supradicto, vi pignoris, tenet & possidet) ab eodem Judoco redimere, & exsolvere possit & valeat.

Quæ etiam *Elisabeth* se de cætero, quamdiu sibi vita comes fuerit, ejusdem Ducatus Luxemburgensis Ducissam poterit effectualiter nominare. Et si eadem Elisabeth liberos & heredes, ut speratur, habere contigerit, tunc hujusmodi sui liberi & heredes ad ipsum Ducatum Luxemburgensem, Comitatum *Chiny* & Advocatum Alsatiæ succedere debebunt, & succedent, & vasalli regni, & Coronæ Bohemiæ hereditariè nuncupari, ipsorumque Ducatus, Comitatus & Advocatiæ erunt veri heredes & Domini.

Item si prædicta Elisabeth liberis & heredibus ex jam dicto matrimonio non derelictis, dies suos clauderet extremos, vel etiam ipsa Elisabeth, liberis ex hujusmodi matrimonio existentibus, decesserit, & postea iidem liberi & heredes etiam decederent, tunc idem Antonius, heredes & successores sui, Ducatum Luxemburgensem, cum Comitatu *Chiny*, & etiam Advocatia Alsatiæ, cum territoriis, civitatibus, villis, opidis, castris, fortalitiis, & eorum universis pertinentiis (castro *Fels* dumtaxat excepto) pro hujusmodi summa pecuniæ, pro qua ipsa Elisabeth seu Antonius, suo nomine, ipsos & ipsam à præfato Judoco, virtute indulti, (ut præmittitur) redemerit & exsolverit, absque aliqua fructuum, reddituum & proventuum de eisdem Ducatu Luxemburgensi & Comitatu Chiny, & etiam Advocatia Alsatiæ, perceptorum defalcatione, quos in sortem ipsius summæ principalis computari nolumus quoquo modo, verùm ipsos eidem *Antonio* donavimus & donamus, de gratia speciali, titulo veri & justi pignoris, habere, tenere, & pacificè possidere, cum omnibus suis pertinentiis quibuscumque debeant & debebunt, tenebunt & possidebunt, ita amplè & integrè, sicut Dux *Wenceslaus* defunctus tenuit umquam, illos & illam, ipso vivente.

Tamdiu & quousque eidem Antonio, vel suis heredibus & successoribus præfata pecuniæ somma per nos, heredes, & successores nostros, unà cum centum & viginti millibus Florenorum Rhenensis monetæ, quos præfatæ *Elisabeth*, in subsidium felicis consummationis dictæ suæ parentelæ & matrimonii, in & super ipso Ducatu Lucemburgensi, Comitatu *Chiny*, & etiam Advocatia Alsatiæ, cum pertinentiis suis, nos Wenceslaus de munificentia nostra speciali dedimus, & gratiosè deputavimus, parata in pecunia, data, persoluta & numerata fuerit integraliter & ad plenum.

Item dictus Antonius dabit & firmabit, dat & firmat prædictæ Elisabeth in suo dotalitio Comitatum *Chiny*, civitatem *Juodii*, cum castro ibidem, Præpositurâ *Dorbny* & *Bastonach*, cum ipsarum pertinentiis universis, ad præfatum Ducatum spectantibus, per ipsam, quamdiu sibi vita ex alto concessa fuerit, sine impedimento quolibet, quietè & pacificè possidenda.

ANS de J. C. 1409.

denda. Sic tamen, quòd hujusmodi bona, post ipsius Elisabeth obitum, ad dictum Antonium, heredes & successores suos vice versa devolvantur, per ipsos, vice pignoris, prout expressatur superiùs, possidenda.

Item nos potestatem & omnimodam facultatem redimendi & exsolvendi Ducatum Lucemburgensem, cum Comitatu *Chiny*, & etiam Advocatia Alsatiæ, prædictos, cum suis pertinentiis universis à dicto Antonio, heredibus & successoribus suis, sive causam ab eis habentibus, nobis, & successoribus nostris quibuscumque Bohemiæ Regibus, & Coronæ Bohemiæ, plenariè pro summis & expensis, ac modo & forma, ut præmittitur, reservamus.

Item declaravimus & declaramus ipsum ANTONIUM prædictum, ritè, benè & justè ad dominium Ducatus Brabantiæ legitima successione devenisse, & ipso Ducatu cum suis pertinentiis licitè & bono titulo gaudere debere.

Et insuper in quantum opus est, aut fuerit, omne jus, quod nobis tamquam Romanorum, aut etiam Bohemiæ Regi, ratione Ducatus Lucemburgensis, aut aliàs in Ducatu Brabantiæ, per modum devolutionis, seu alio quocumque modo competit aut competere potest, & unà cum hoc, omne jus, quod nobis in castris & fortalitiis inter Mosam & Rhenum sitis, ad Ducatum Lucemburgensem spectantibus, quæ idem Antonius ad præsens tenet & possidet, competere dicitur, eidem Antonio, heredibus & successoribus suis dedimus & damus, & in eos plenariè transtulimus & transferimus.

Et idem Antonius ipsum Ducatum Brabantiæ cum suis pertinentiis, à nobis Romanorum Rege, infra unius anni spatium (dum tamen sibi infra dictum annum locum & diem competentem assignaverimus) in feodum suscipere debebit propria in persona, & nobis ratione hujusmodi homagii, universa & singula præstare & facere, ad quæ ille Princeps & vasallus sacri Romani Imperii, tanquam suo naturali Domino, obligatus & astrictus est, quomodolibet, consuetudine vel de jure.

Item nos Wenceslaus Rex Romanorum & Bohemiæ præfatus, unire & confœderare debebimus, unimus & confœderamus cum dictis JOANNE & ANTONIO Ducibus Burgundiæ & Brabantiæ per præsentes, sic videlicèt, quòd ipsi nobis, heredibus & successoribus nostris Bohemiæ Regibus, in nostris ac sacri Romani Imperii, necnon Coronæ Bohemiæ negotiis atque causis, & signantur adversus *Rupertum* de Bavaria, adversarium nostrum, cum duobus millibus lanceatis, propriis suorum sumptibus & expensis..... Datum Pragæ anno M. CCCC. IX. die 27. Aprilis, regnorum nostrorum anno Bohemiæ quadragesimo sexto, Romanorum verò trigesimo tertio.

CCCXLIX.

ANS de J. C. 1410.

ORLEANOIS ET BOURGUIGNONS.

Traité de Paix fait entre les ORLEANOIS *& les* BOURGUIGNONS, *au Château de Wicestre prés de Paris, le 2. Novembre* 1410. Continuation de l'Histoire & Chronique de Flandre par Denis Sauvage. pag. 197.

LE second jour de Novembre, estans assemblés au chasteau de Vicestre, dont ce traité de paix prit son nom, veindrent à conclusion, par la forme suyvante. C'est assavoir quant aux principaux poincts, que les Princes du sang Royal, tant d'un costé que d'autre (excepté le Comte de Mortaigne) retourneroyent en leurs terres & Signeuries, remenans leurs gens de guerre, avec le moins de dommage qu'ils pourroyent faire au plat-païs, & sans passer sur les terres les uns des autres. Que nuls desdicts Princes & Signeurs ne retourneroyent devers le Roy: sinon qu'il les mandast par lettres patentes, seellees de son grand seau, & confirmees par son Conseil, pour cause nécessaire: &, s'il avenoit qu'il mandast le Duc de Berry, semblablement il manderoit le Duc de BOURGONGNE: & ainsi, au contraire, mandant le Duc de Bourgongne, il manderoit le Duc de Berry. Que nuls desdicts Princes & Signeurs ne procéderoyent plus doresnavant les uns contre les autres par voye de faict, ne de parolles outrageuses, sur telles peines, que le Roy ordonneroit par conseil. Que le Roy eliroit quelques personnes suffisantes & idoines, non suspectes, ne pensionnaires d'aucune des deux parties, ains ayans seulement serment au Roy, pour estre de son Conseil, apres que les Signeurs d'un costé & d'autre les auroyent approuvees. Que les Ducs de Berry & de Bourgongne auroyent par-ensemble le gouvernement de Monsieur le Dauphin: & de commun consentement commettroyent qui auroit telle charge, au lieu d'eux, en leur absence. Finalement, que Messire Pierre des Essars, Prevost de Paris, seroit privé de tous offices Royaux, y pourvoyant le Roy de tels autres officiers, que bon luy sembleroit.

ANS de J. C. 1410.

CCCL.

ANS de J. C. 1411.

ORLEANOIS ET BOURGUIGNONS.

*Défi des Enfans de la Famille d'*ORLEANS *à* JEAN *Duc de Bourgogne fait le* 18. *de Juillet*, 1411. Continuation de l'Histoire & Chronique de Flandre par Denis le Sauvage. pag. 200.

CHARLES Duc D'ORLEANS & de Valois, Comte de Blois & de Beaumont, & Signeur de Coucy, Philippe, Comte de Vertus, & JEAN, Comte d'Angoulesme, freres, A toy, Jehan: qui te dis Duc de Bourgongne. Pour le tres-horrible meurtre, par toy faict en grand trahison, d'aguet a pensé, par meurtriers affaictés, en la personne de nostre tresredouté Signeur & pere, Monseigneur Louis, Duc d'Orleans, seul frére germain de Monsigneur le Roy, nostre souverain Signeur & le tien, nonobstant plusieurs sermens, aliances, & compaignies d'armes, que tu avois à luy, & pour les grans trahisons, délouyautés, deshonneurs, & mauvaistiés, que tu as perpetrées contre nostredict souverain Signeur, Monsigneur le Roy, & contre nous, en plusieurs manieres, te faisons savoir que des ceste heure en-avant, nous te nuirons de toute nostre puissance, & par toutes les manieres, que nous pourrons: & contre toy, & de ta deloyauté & trahison, appelons Dieu & raison à nostre aide, & tous les preudhommes de ce monde. En tesmoing de vérité nous avons fait seeller ces presentes lettres du seel de moy Charles dessusnomé. Données à Jargueau, le dix-huictiéme jour de Juillet, l'an mille quatre cens & onze.

CCCLI.

Réponſe de (a) JEAN *Duc de Bourgogne au Défi des Enfans de la Famille d'*ORLEANS. *Fait à Doüay le* 13. *Août.* 1411. Continuation de l'Hiſtoire & Chronique de Flandre par Denis le Sauvage, pag. 200.

JEHAN Duc de Bourgongne, Comte d'Artois, de Flandres, & de Bourgongne Palatin, Signeur de Salins & de Malines, A toy, Charles, qui te dis Duc d'ORLEANS, à toy Philippe, qui te dis Comte de Vertus, & à toy Jehan, qui te dis Comte d'Angouleſme, & qui nagueres nous avez eſcrit voz lettres de deffiances, faiſons ſavoir, & voulons que chaſcun ſache, que, pour abatre les treshorribles trahiſons, par treſgrandes mauvaiſtiés, & aguets apenſés, conſpirees, machinees, & faictes felonnement a l'encontre de Monſigneur le Roy, noſtre treſredouté & ſouverain Signeur, & le voſtre, & contre ſa treſnoble géneration, par feu Louis voſtre pere, en pluſieurs & diverſes maniéres, & pour garder voſtre pere, faux & deloyal trahiſtre, de parvenir à la finale execution deteſtable, à laquelle il prétendoit a l'encontre de noſtre treſredouté Signeur & le ſien, & auſſi contre ſadicte generation, ſi fauſſement & notoirement, que nul preudhomme ne le devoit laiſſer vivre, & meſmement nous (qui ſommes couſin germain de mondict Signeur, Doyen des Pers, & deux fois Per, & plus aſtreint à luy, & à ſadicte géneration, qu'autres quelconques de ſadicte géneration, ou de leurs parens & ſugets) ne devions un ſi faux, deloyal, cruel, & felon trahiſtre laiſſer ſur terre plus longuement, que ce ne fuſt à noſtre treſgrande charge, avons, pour nous aquiter loyaument, & faire noſtre devoir envers noſtre treſgrand & ſouverain Signeur, & ſadicte géneration, fait mourir (ainſi qu'il devoit) ledict faux & déloyal trahiſtre: & ainſi avons fait plaiſir à Dieu, ſervice loyal à noſtredict treſredouté & ſouverain Signeur, & exécuté raiſon. Et, pource que toy & teſdicts freres enſuyvez la trace fauſſe, déloyale, & felonne de voſtredict feu pere, cuidans venir aux dannables & deloyaux faicts auſquels il prétendoit, avons treſgrande lieſſe au cueur, deſdictes deffiances. Mais du ſurplus, contenu en icelles, toy & teſdicts fréres avez menty, & mentez fauſſement, mauvaiſement, & deloyaument, comme trahiſtres, que vous eſtes, & dont à l'aide de Noſtre-Signeur (qui ſait & congnoiſt la treſentiére & perfaicte loyauté, amour, & vraye intention, que touſiours avons eüe, & aurons tant que vivrons, à noſtredict Signeur, à ſa dicte géneration, au bien de ſon peuple, & à tout ſon Royaume) vous ferons venir à fin & punition telle, que tels faux, mauvais, & deloyaux trahiſtres, rebelles, deſobeiſſans, & felons, comme toy & teſdicts freres eſtes, doyvent venir par raiſon. En teſmoin de ce, nous avons fait ſeeler ces lettres de noſtre ſeel. Donnees en noſtre vile de Douay, le treiziéme jour d'Aouſt, l'an de grâce mille quatre cens & onze.

(a) ou, & ni faciat pro poſſe, negletus erit à Deo patre & filio &c.

CCCLII.

Traité de paix & d'Alliance entre JEAN II. *Roi de Caſtille &* JEAN *Roi de Portugal, fait l'an* 1411. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 290.

SEcundum quod ait & aſſerit ſancta Scriptura, & Philoſophi, & ſapientes, & antiqui docuerunt, & experientia, quæ eſt Magiſtra demonſtrativa omnium rerum, oſtendit; Pax & concordia eſt virtus principalis & mater omnium virtutum. Nam ut ait S. Auguſtinus, iſta ſerenat & placat voluntates & corda hominum, nutrit amorem in cordibus eorum, aufert & removet fraudes, refrenat bella & prælia, humiliat & reprimit ſuperbos, diligit humiles & juſtos, & concordat inimicos & adverſarios diſcordes, iſta neſcit extolli, neſcit vana gloriari, honorat juſtitiam, caſtigat & corrigit malos; qui ſemel eam recipit & tenuit, obſervare & tenere benè debet, & qui eam perdidit perquirere debet (a) & pro poſſe eam recuperare, nam qui ſine ipſi inventus fuerit negletus erit à Deo Patre & filio, & alienus à Spiritu Sancto. Finaliter iſta eſt perfectio omnium gratiarum & finis omnium malorum & diſcordiarum, & omnium bonorum fundamentum; & tantum eſt bonum pacis, prout ipſemet inquit *in libro de Civitate Dei*, quod in omnibus terrenis & mortalibus non eſt aliquid quod gratioſius ſolet audiri, nec eſt aliquid, quod majori deſiderio ſolet concupiſci; & finaliter quid melius ea nequit inveniri. Iſtam prædicavit & docuit Salvator noſter Dominus Jeſus Chriſtus in mundo & dimiſit Diſcipulis ſuis, Quamobrem omnes ſignanter (b) & ſpecialiter Reges, Principes & magni Domini eandem amare, perquirere, tenere, gubernare & cuſtodire debent, quia eis pertinet regere, gubernare & manu tenere ſua Regna & Dominia, terras & ſubditos in pace, juſtitia & tranquillitate. Et ut Caſſiodorus; magna memoria eſt Principi manutenere in pace, tranquillitate & juſtitia terram ſuam.

(a) ou, & ni faciat pro poſſe, negletus erit à Deo patre & filio &c.

(b) ou eam generaliter & ſpecialiter.

2. Et ideo nos Dompnus (c) JOHANNES gratia Dei Rex Caſtellæ, Leonis, Tolleti, Galliciæ, Hiſpalis, Cordubæ, Murciæ & Jaenni, Algarbæ & Algeziræ & Dominus Biſcayæ & Molinæ, conſiderantes: quod inter Regem Dominum Johannem avum noſtrum claræ memoriæ, cujus animæ propietur altiſſimus, & dicta Regna noſtra Caſtellæ & Leonis, Tolleti, Galliciæ, Iſpalis, Cordubæ, Murciæ & Jaenni, Algarbæ & Algeziræ & Dominia Biſcayæ & Molinæ, terras & dominia, patrias, gentes & ſubditos eorum ex una parte; & inter Regem Dompnum Johannem de Portugal & Algarbe qui nunc eſt & dicta Regna Portugalliæ & Algarbæ, terras & dominia, patrias, gentes & ſubditos eorum, parte ex altera; fuerunt diſſenſiones, magnæ ſtrages & prædationes, violentæ captiones, civitatum, villarum & locorum incendia, damna, injuriæ, offenſæ, perditiones, expenſæ, intereſſe, pœnæ & alia mala per longa tempora & diverſimodè. Et nunc nos volentes removere, evitare, deviare, ſegregare, quod non fiant de cætero ſimilia mala, ut malis mala non accumulentur nec addantur inter Chriſticolas; optantes & deſiderantes dictam pacem & concordiam, inſuper conſiderantes ſervitium Dei & bonum noſtrorum Regnorum commune, & magnam affinitatem, quæ gratia Dei eſt inter nos & Dominam & matrem noſtram Dompnam Katharinam & noſtras ſorores Infantes Dompnam Mariam & Dompnam Catharinam & noſtrum avunculum Infantem Dompnum Ferrandum & ejus uxorem & filios; & dictum Regem Dompnum Johannem Portugalliæ & Reginam Dompnam Philippam ejus uxorem avunculam noſtram & Infantem (d) Aduardum & alios Infantes ſuos filios Conſanguineos noſtros.

(c) G. G. Leibnitz met dans le titre de ce Traité Henri, au lieu de Jean; mais ce doit être une faute d'impreſſion, car outre que dans le Traité il y a le nom de *Jean*, il eſt ſûr qu'en ce tems-là *Jean II.* étoit Roi de Caſtille, qui commença à régner en 1406. à l'age de 22. mois; & mourut, le 20. Août 1454.

(d) ou Eduardum.

3. Qua propter nos de auctoritate, conſilio & concordia dictæ Dominæ Reginæ Dompnæ Catharinæ Genitricis noſtræ, & dicti Infantis Dompni Fernandi avunculi noſtri, noſtrorum Tutorum, Gubernatorum, & Rectorum dictorum Regnorum & Dominiorum noſtrorum; & pariter de conſenſu & concordia Gentium de Conſilio noſtro, & Prælatorum, Ducum, Comitum & Villarum dictorum noſtrorum Regnorum; ſuper id quod dictum eſt, concordamus, firmamus, ponimus, damus & concedimus, tam pro nobis quam pro hæredibus noſtris omnibus, & ſucceſſoribus, & pro omnibus Regnis noſtris

ANS de J. C. 1411. nostris Castellæ & Leonis, Tolleti, Galleciæ, Sibiliæ, Cordubæ, Murciæ, de Jaen, Algarbæ, Algeziræ & Dominiis Biscayæ & Molinæ, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus & subditis eorum & quolibet eorum; & pro Rege Franciæ Fratre nostro & nostro Coalligato, si in eadem voluerit intercludi; & pro dicto Infante Dompno Fernando nostro Avunculo Tutore & Gubernatore Regnorum nostrorum; in quantum tangit successionem & prosecutionem Regnorum & Dominiorum Coronæ Arragoniæ super quibus contendit, qui promittit habere bonam pacem, puram, veridicam & stabilem, firmam, perpetuam & validam, in perpetuum, tam per mare quam per terram cum dicto Rege Dompno Johanne de Portugal & Algarbæ, qui nunc est, & cum omnibus hæredibus & successoribus suis qui pro tempore erunt, cum dictis Regnis suis de Portugal & Algarbæ, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus & subditis eorum & cujuslibet eorum, super dictis magnis controversiis, cædibus, roberiis, violentiis, captionibus, incendiis, damnis, injuriis, offensis, perditionibus, expensis, interesse, pœnis & omnibus quibuscumque malis elapsis quomodocumque, qualitercumque dicantur esse facta usque ad diem datæ istius nostræ cartæ.

4. Et etiam facimus remissionem, refutationem & renuntiationem specialem & expressam de omni jure & actione, quam nos habemus vel possumus habere, & de omni illo quod nobis & nostris hæredibus & successoribus, & dictis nostris Regnis Castellæ & Leonis, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus & subditis eorum pertinet vel pertinere posset quomodocumque, qualitercumque, super certis magnis controversiis, cædibus, roberiis, violentiis, captionibus, incendiis, damnis, injuriis, offensis, perditionibus, expensis, interesse, pœnis & aliis malis contra dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal & de Algarbe, & hæredes & successores suos & contra dicta Regna Portugaliæ & Algarbæ, Dominia, terras, patrias, loca, gentes & subditos eorum & cujuslibet eorum. Et volumus & concedimus & promittimus nunquam petere dictas magnas controversias, cædes, deprædationes, violentias, captiones, incendia, damna, injurias, offensas, perditiones, expensas, interesse, pœnas & mala neque partem eorum, neque aliquid eorum, per nos neque per alium in judicio nec extra judicium, de facto nec de jure, nec per alium quemvis modum; nec dabimus nec consentiemus dari adjutorium nec consilium palam nec clam contra id quod supra dictum est; nec contra partem eorum quomodocumque sit. Et ista dicta remissio, refutatio, renuntiatio & quittatio volumus quod habeant locum & extendantur non solum ad id, quod nos tangit & hæredes & successores nostros ad Regna nostra, terras, dominia, patrias illorum, sed etiam gentes & subditos nostros & omnes personas singulares & quamlibet illorum qui fuerint damna passi, propter quæ dicta guerra incœpit inter dictum Regem Dominum Johannem avum nostrum & Dompnum Johannem de Portugal; licet dicta damna fuerint facta in guerra vel Treugis.

5. Quod totum volumus esse remissum, & illum remittimus vel quittamus, & volumus & mandamus quod non possit peti in judicio nec extra judicium neque aliter quovis modo; dempto in damno passis qui receperunt damna & mala in istis ultimis Treugis decem annorum, quæ adhuc durant, quæ quidem fuerunt factæ inter dictum Dominum Regem Dompnum Henricum Patrem nostrum, cujus animæ propitietur altissimus, & dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal, quæ quidem inceperunt à die Sancti Michaelis, quæ fuit 29. mensis Septembris anno à nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo cccc. tertio, & debent finire primâ die Martii venturi anno millesimo cccc. decimo tertio. Nam ex tunc nolumus quod habeat locum dicta remissio, refutatio, renuntiatio, quittatio, sed remaneat salvum jus suum dictis damna passis pro petendo emendam, satisfactionem, & alia quæ de jure eis pertinent, secundum formam & tenorem Tractatuum dictarum ultimarum Treugarum. Et ut dicti damna passi brevius & celerius consequantur justitiæ complementum, & appareat quod per nos vel per illos, quos ad hoc commiserimus non fiant dilationes & excusationes, & quod sint expedita dicta negotia breviter sine strepitu & figura judicii, solum cognitâ veritate, secundum formam dictorum Tractatuum Treugarum prædictarum; volumus quod unus Procurator dicti Regis Domini Johannis de Portugal sit præsens, & videat omnes actus & alia quæ super hoc fient, si voluerit, ut de iis quæ viderit possit perhibere Testimonium veritatis. Et præcipimus Notariis coram quibus dicti actus & causæ pertransiverint, ut præbeant eisdem copiam & transumptum de dictis actibus, vel de eo quod ipsi voluerint, sub pœna privationis officiorum quæ tenuerint, & nunquam ampliùs eisdem gaudeant nec possint uti. ANS de J. C. 1411.

6. Propterea volumus & concedimus ei promittimus pro nobis hæredibus & successoribus nostris omnibus, & pro omnibus Regnis nostris, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus & subditis eorum, & cujuslibet eorum, quod occasione dictarum controversiarum, cædium, roberiarum, violentiarum, captionum, combustionum, damnorum, injuriarum, offensarum, perditionum, expensarum, interesse & pœnarum * de nunquam offendendo dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal, & Algarbæ, nec successores suos, nec dicta Regna sua Portugaliæ & Algarbæ, nec Dominia, terras, patrias, loca, gentes & subditos eorum, & cujuslibet eorum, per mare nec per terram, per nos nec per alios nostros subditos cujuscumque legis, status & conditionis existant, in dictis Regnis suis nec extra nec in aliqua parte mundi quovis modo.

7. Et etiam volumus & concedimus & promittimus pro nobis & pro omnibus hæredibus & successoribus nostris, qui pro tempore fuerint & pro dictis Regnis nostris, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus, & subditis eorum & cujuslibet eorum, quod observabimus, tenebimus, complebimus, & faciemus tenere, complere & observare, bene, fideliter, legaliter & veraciter supradictam pacem, remissionem, refutationem, renunciationem, quittationem, concordiam & omnia alia supra & infra scripta & quælibet eorum nunc & in perpetuum, & habebimus rata, firma, grata & valida, omnia & quælibet eorum, quæ in ista nostra charta continentur, & non ibimus nec veniemus nec faciemus contra istam pacem & supradicta, nec quælibet eorum, per nos nec per alium, quovis modo, de facto vel de jure, directè vel indirectè, publicè vel occultè, nunc & de cætero in perpetuum, nec ratione schismatis, quod nunc est, neque pro aliqua discordia quæ sit vel fuerit in Ecclesia Dei, nec ratione supradictæ Reginæ Dompnæ Beatricis, neque alterius personæ vel personarum quarumcumque vel cujuscumque legis, status, conditionis sint, sub pœna trecentum mille scutorum Franciæ boni auri & justi ponderis, qua pœna soluta vel non soluta, promittimus, volumus & concedimus, quod pax, finis, remissio, refutatio, quittatio & concordia cum omnibus supradictis & quolibet eorum remaneant, stent, sint, durent, firma, solida & valida in suo robore perpetuo.

8. Cæterùm volumus & concedimus & promittimus, quod cum placuerit Deo, quod simus in ætate completa quatuor decim annorum & duobus mensibus elapsis primis sequentibus, quod deinde & die qua fuerimus requisiti pro parte prædicti Regis Domini Johannis de Portugal vel hæredum & successorum suorum, qui pro tempore fuerint usque triginta dies,

ANS J. C. 1411. dies, quod nos pro nobis & nomine noſtro & pro omnibus hæredibus & ſucceſſoribus noſtris & prædictis noſtris Regnis, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus, ſubditis eorum & cujuſlibet eorum, approbabimus, tenebimus, obſervabimus, & complebimus & faciemus tenere, obſervare & complere bene, fideliter, legaliter & veraciter, & habebimus firmam ratam & gratam in perpetuum dictam pacem, finem, remiſſionem, quittationem, renunciationem & concordiam, & omnia ſupra dicta & quælibet eorum per modum & formam quæ ſunt facta per nos cum authoritate dictorum noſtrorum Tutorum, & per dictos noſtros Tutores nomine noſtro. Et etiam promittemus per noſtram fidem Regiam & jurabimus Deum & per Crucem & ſuper Sancta Evangelia Dei corporaliter cum noſtris manibus tacta, pro nobis & pro omnibus hæredibus noſtris & ſucceſſoribus, & prædictis Regnis noſtris, Dominiis, terris, patriis, locis, gentibus & ſubditis eorum & cujuſlibet eorum; de faciendo tenere, obſervare, & complere; & tenebimus, obſervabimus & complebimus & faciemus tenere, obſervare & complere bene, fideliter, legaliter & veraciter ſine aliqua fraude vel arte, dictam pacem, finem, remiſſionem, quittationem, refutationem, renunciationem & concordiam, & omnia alia & quælibet eorum in iſta noſtra carta contenta, perpetuò per modum & formam quæ in dicta carta, & capitulis ejus plenius continentur.

9. Et etiam jurabimus quod non petemus, nec impetrabimus per nos nec per alium reſtitutionem integram in integrum, neque abſolutionem dicti juramenti contra ſupra dicta, & quælibet eorum aliquo modo, ratione minoris ætatis vel damni, vel deceptionis alicujus, quam recepiſſemus, ut minor ætate, vel ut Rex, vel ut fiſcus, vel aliter quomodocumque, quod noſtra ex parte dici vel allegari poſſit. Et etiam renunciabimus ſpecialiter & expreſſè omni actioni & juri Canonico & civili ſcripto vel non ſcripto & officio, beneficio & privilegio juris communis ſpecialiter vel generaliter & foro, (a) faſaneæ mori & uſui, ſpecialiter beneficio & privilegio minoris ætatis, & etiam beneficio, privilegio, beneficiis & privilegiis juris ſpecialis communis vel generalis, quæ pertineant regibus velut regibus, vel fiſco, vel aliter quovis modo, quæ nobis pertineant vel pertinere poſſint, & de quibus nos & noſtri hæredes & ſucceſſores poſſimus & poſſemus nos juvare vel proficere quovis modo.

C'eſt-à-dire, un.

10. Quod vel quæ beneficium vel beneficia, privilegium vel privilegia, forum, fazaneam vel fazaneas, uſus, mores, volumus hic haberi pro expreſſis & ſpecificatis & ſpecialiter nominatis; & nos habebimus ea & quælibet eorum pro certis & ſpecificatis, ac ſi hic de verbo ad verbum eſſent ſcripta, poſita & ſpecificata; & nos ſic eis renuntiamus & etiam renuntiabimus omni via, modo, ſpeciali, communi vel generali, qui nobis pertineat vel pertinere poſſit quomodocumque, de conquerendo vel denunciando, vel petendo, vel ponendo ſeu contradicendo, in judicio vel extra judicium, nec venire per alium quemcumque modum contra dictam pacem, finem, remiſſionem, quittationem, refutationem, renunciationem & concordiam factam & factas ſuper dictis cauſis; neque contra ſupra dicta vel quælibet eorum; atque etiam renunciabimus legi & juri, in quibus cavetur quod generalis renunciatio non valeat; & faciemus omnes obligationes & obligationem, renunciationem & renunciationes, quæ pro bona & firma obſervantia iſtius contractus debent fieri, & quæ per nos in iſta carta ſunt dicta, facta & ſpecificata, ſic, & tam completè, prout in eadem continetur. Et etiam quod ſupplebimus quemcumque defectum vel defectus juris vel facti vel ſolemnitatis ſeu fori, fazaneæ, moris, uſus, quæ in ipſo contractu deſint vel defuerint, vel ſint omiſſa vel poſita, quæ talia vel tale ſunt, de quibus deberet eſſe facta expreſſa & ſpecialis mentio; quod vel quæ nos omnia & quælibet eorum habebimus hic pro expreſſis & expreſſè nominatis vel nominato. Et volumus & concedimus, quod non obſtantibus dictis defectibus vel defectu, dicta pax, finis, remiſſio, quittatio, refutatio, renunciatio & concordia & omnia alia ſupra dicta & quodlibet eorum ſint firma, ſolida & valida perpetuè, ſic & tam completè, ac ſi in iſto contractu nulli defectus eſſent, nec aliqua ſolemnitas vel ſolemnitates quæcumque deſint vel eſſent obmiſſæ. Et finaliter faciemus, tenebimus, obſervabimus & complebimus ſub dicto juramento omnia & quodlibet eorum in iſta noſtra carta contenta, nec veniemus nec faciemus contra ea vel partem eorum nunc vel de cætero, nec in aliquo mundi tempore in aliqua forma vel modo quocumque quod poſſit fieri.

ANS J. C. 1411.

11. Præterea volumus & concedimus, quod omnia bona, quæ Portugalenſes, qui erant vicini & commorantes in Portugalia tempore quo dicta guerra incepit inter dictum Regem Dominum Johannem noſtrum avum & dictum Regem Dominum Johannem de Portugal poſſidebant de ſuis patrimoniis in iſtis dictis noſtris Regnis & Dominiis, quæ eiſdem fuerint capta & ablata à dicta guerra citra quod ſint eis reſtituta, liberè eis reſtituantur, & qui nunc ea detinent eis relinquent; & quod nos faciemus reſtituere realiter & cum effectu damna paſſis, vel eis ſolvemus æſtimationem veram dictorum bonorum quod nos maluerimus; & quod a die quod fuerimus requiſiti per illum cui dicta bona pertinent, vel per procuratorem ſuum ejus nomine, uſque ad tres menſes proximos venturos, tenebuntur declarare & declarabimus electionem quam maluerimus facere vel reddere dicta bona in ſtatu in quo hodie ſunt ſupradictis, vel ſolvere æſtimationem illorum; & dicta electione facta per nos, quod volumus ſolvere dictam æſtimationem, tunc nos ſolvemus ſibi quantum valent hodie dicta bona, vel quantum valebant, nunc ſunt quinque anni elapſi, quod maluerit pars quæ æſtimationem debuerit habere.

12. Et ut melius fieri poſſit, volumus & promittimus, quod a die datæ iſtius cartæ uſque ad novem menſes proximè venturos nos dabimus unum bonum hominem & unum Notarium pro parte noſtra, & Rex Portugaliæ in eodemmet termino det reliquum bonum hominem, alterum Notarium pro parte ſua; qui uſque ad unum menſem proximè venturum venient coram nobis, & in præſentia noſtra præſtent juramentum ſuper Crucem & Sancta Dei Evangelia corporaliter cum ſuis manibus tacta, quod bene, fideliter, legaliter & veraciter videbunt dicta bona, eundo perſonaliter ad loca ubi dicta bona fuerint & ea æſtimabunt quantum hodie valent vel quantum valebunt, modo ſunt quinque anni, quod pars maluerit, prout dictum eſt, ſecundum Deum & ſuas conſcientias ſub dicto juramento, informati prius à bonis hominibus Patriæ in qua fuerint dicta bona; & eodem modo dicti Notarii jurabunt quod ſcribent bene, fideliter, legaliter, & veraciter præſentibus dictis æſtimationibus, æſtimationes in quibus fuerint appreciata dicta bona; quam æſtimationem faciant a die qua fuerint requiſiti per partem vel procuratorem ſuum uſque ad octo menſes proximè venturos ad tardius, vel antè ſi commodè facere potuerint, ſub dicto juramento quod præſtiterunt. Et facta dicta æſtimatione à die ſi fuerimus requiſiti per partem quæ debuerit habere prædictam æſtimationem, vel per Procuratorem ſuum uſque ad ſex menſes proximè venturos faciemus & mandabimus facere legaliter de facto cum effectu ſolutionem de omni eo, quod ſic fuerit æſtimatum illis quorum erant, vel pertinent aut ſunt dicta bona, ſine defectu aliquo.

13. Tamen hæc non extendantur ad bona quæ Monaſteria, Eccleſiæ vel ordines de Portugal habent

ANS de J. C. 1411.

in istis nostris dictis Regnis & Dominiis, quæ stant occupata, ratione schismatis quod est in Ecclesia Dei, sed remanebunt sicut hodiè stant, quousque Deus provideat de uno indubitato Papa, cui ambæ partes obediamus, qui determinet quod super eo debet fieri. Et etiam volumus & concedimus & promittimus, quod Castellani nunc commorantes in Portugal qui illac transierunt, tempore quo dicta guerra incepit inter dictum Regem Domnum Johannem Civam nostrum & dictum Domnum Johannem de Portugal, qui non fuerunt Vasalli dicti Regis Domni Johannis avi nostri nec steterunt sub sua obedientia, nec recognoverunt eum in Dominum; quod faciemus emendam eis pro bonis sui patrimonii, quæ hic in dictis Regnis Castellæ & Leonis terris (a) propriis & dominiis eorum habebant & possidebant tempore quo illuc transiverunt; nisi fuerint dona Regum; secundum quod dicta bona hodiè valent vel valebant hodiè sunt quinque anni à die datæ istius nostræ cartæ; quod maluerit qui debuerit recipere dictam emendam.

(a) ou patriis.

14. Et ut verius sciatur valor dictorum bonorum, volumus quod sint electi duo pro nostra parte, videlicet unus bonus homo & unus Notarius ad dictam æstimationem faciendam, & alter bonus homo cum reliquo Notario pro parte dicti Regis Portugaliæ; qui jurabunt super Crucem & Sancta Dei Evangelia cum suis manibus corporaliter tangendo, quod benè fideliter, legaliter & veraciter facient æstimationem dictorum bonorum, secundum quod nunc valent vel valebant nunc sunt quinque anni elapsi, quod maluerit eligere pars quæ dictam emendam debuerit recipere, prius tamen declarando suam electionem quam dicta æstimatio fiat; & quod dicti Notarii jurabunt etiam quod bene, fideliter & legaliter & veraciter scribent dictas æstimationes in præsentia dictorum æstimatorum, & omnia alia quæ fuerint acta per dictos æstimatores. Quam æstimationem facient dicti æstimatores eundo personaliter ad loca ubi sunt dicta bona, & recipient informationes ab hominibus patriæ in quo steterunt dicta bona quæ & quot erant & quomodo stabant reperta, tempore quo supradicti elegerint quod sit facta dicta æstimatio prout dictum est, cum omnibus qualitatibus quæ necessariæ fuerint dictæ æstimationi. Et volumus quod sint nominati dicti boni homines æstimatores & Notarii à die datæ hujus cartæ usque ad novem menses proximè futuros, & jungantur insimul a die, qua fuerint nominati usque ad triginta dies proximè futuros ubicumque nos fuerimus. Et ipsi sic adjuncti præstent dictum juramentum coram dictis Notariis in nostra præsentia, & quod dicti Notarii ponant dictum juramentum in principio dictæ æstimationis; & à dictis triginta diebus usque ad unum annum proximè futurum facient & perficient dictas æstimationes, & jurent quod si ante dictum tempus bono modo potuerint facere & perficere dictas æstimationes quod sic facient. Et nos realiter & de facto cum effectu solvemus & faciemus solvi quantitates, in quibus dicta bona fuerint æstimata uni bono homini dicti Regis Portugaliæ quem ipse nominaverit, & ad hoc suum Procuratorium sufficiens tenuerit in nostra Civitate de Badajos, à die qua nos approbabimus & jurabimus dictam pacem, postquam fuerimus constituti in decimo quarto anno completè usque ad sex menses proximè futuros.

15. Et ut dictæ quantitates in quibus dicta bona fuerint æstimata possint computari cum tempore, & solutio possit fieri usque ad dictum terminum, ad quem dictus Rex Portugaliæ mittet dictum suum hominem cum dicto Procuratorio ad dictam Civitatem de Badajos à die, qua sic per nos fuerit approbata & jurata dicta pax usque ad tres menses proximè futuros, & remaneant alii tres menses, in quibus possint computari & recipi dictæ quantitates; & si in dicto termino dictorum trium mensium dictus homo non accesserit, & venerit post cum dicto Procuratorio ad recipiendum dictas quantitates, quod nos teneamur à die qua ibi accesserit usque ad tres menses proximè venturos eidem facere dictam solutionem prout dictum est, taliter quod ipse liberè & absque impedimento aliquo sit solutus integrè ad sui libitum, de omnibus quantitatibus in quibus dicta bona fuerint æstimata; & ipso sic reintegrato & soluto eum mandabimus poni salvum & securum in Villa de Yelves quæ est dicti Regis Portugalliæ; taliter quod ipse non patiatur furtum neque damnum aliquod in persona nec in bonis & quantitatibus, quæ sic receperit à nobis nec à subditis nostris extraneis quæ in dictis Regnis & Dominiis sunt, tamen si Portugalenses aut Algarbenses aliqui intraverint in nostra Regna & Dominia dicto tempore, quo dicta solutio debet fieri à quindecim diebus ante, causa furandi vel disrobandi dictas quantitates, quod nos non teneamur furto & roberia quæ isti tales fecerint. Et tamen nos promittemus per fidem sine aliqua fraude facere nostram diligentiam de observando & facere observari, quod tale furtum vel latrocinium, malum & damnum non possit fieri per tales, sic & taliter quod dictus homo positus sit liberè, salvè in dicta Villa de Yelues cum dictis quantitatibus. Et ibi dictus homo sic nominatus & missus à dicto Rege Portugaliæ solvat dictis Castelanis dictas quantitates in quibus fuerint æstimata dicta bona. Et si nos non fecerimus dictas solutiones in ipsis duobus capitulis contentas, prout in eis continetur & declaratur, quod solvamus pro pœna dicto Regi Portugaliæ duo centum mille Scuta Franciæ boni auri & justi ponderis. Qua pœna soluta vel non soluta, quod nos teneamur & sumus obligati ad faciendum dictas solutiones bonorum vel solutionum, prout in istis duobus capitulis continetur & declaratur.

16. Et insuper * quod ista dicta pax, finis, remissio, renuntiatio, quietatio super & infra scripta sit nulla & nullius valoris, & habeatur pro nulla & non facta, neque approbata, nec ratificata, quæcumque dictæ approbationes & ratificationes sint factæ, & quod non poterimus dicere quod supra dicti, qui sic debebant habere dicta bona vel æstimationes, prout dictum est, non debent habere dicta bona vel æstimationes, quia fuerunt contra nos vel contra nostra dicta Regna vel contra terras de qua sunt naturales, neque per aliam excusationem nec prorogationem aliquam; tamen si nos posuerimus dictas quantitates in quibus dicta bona fuerint æstimata in dicta nostra Civitate de Badajos, vel solverimus dicto homini qui potestatem habuerit à dicto Rege Portugaliæ in dictis terminis prout dictum est; & ipsum posuerimus salvum & securum in dicta Villa de Yelues prout dictum est; quod nos sumus liberi & quicti de dictis quantitatibus & summis, quibus dictis Castellanis tenebamur solvere, ac si de eisdemmet solvissemus easdem; & quod non incurremus pœnas aliquas in isto capitulo contentas; nec sit dicta pax adnullata, nec reprobata, sed remaneat firma valida perpetuis temporibus.

17. Et ad evitandum aliquas fraudes quæ possent fieri in dicta moneta, in qua dicta bona fuerint æstimata, volumus quod dicta bona apprecientur in moneta aurea scutorum de Francia, vel in moneta nunc currenti in Regnis nostris. Et facta dicta æstimatione protinus dicti æstimatores habeant suam informationem quantum valet, & qualiter dicta moneta aurea in nostra Civitate Burgensi de ista dicta moneta nunc currenti in Regnis nostris; & facient scribi sic statim, cum scribentur dictæ informationes dictorum bonorum; & sic & taliter quod scribatur dicta æstimatio dictorum bonorum in moneta aurea & etiam in moneta currenti, & si de tunc & a die quo fuerunt factæ dictæ æstimationes usque ad diem qua debent

ANS de J. C. 1411.

fieri

ANS J. C. 1411. fieri dictæ ſolutiones, fecerimus vel præceperimus facere monetam aliquam qualitercumque ſit, quod moneta quæ nunc eſt tempore dictarum æſtimationum eſt currens valuerit minus, quam nunc valet tempore dictarum æſtimationum; vel defuerit quovis modo de ſuo valore, quod teneamur & ſimus obligati ſolvere, & ſolvemus dictas quantitates dictorum bonorum & in moneta aurea in qua fuerunt æſtimata dicta bona vel in moneta alia aurea vel argentea æquivalenti ad reſpectum valoris dictæ monetæ auri in quo fuerint æſtimata illa bona. Et ſi tempore quo fecerimus dictas ſolutiones non fecerimus nec præceperimus facere monetam aliquam taliter, quod non ſit defectus in valore dictæ monetæ currentis prout dictum eſt, & voluerimus ſolvere dictas æſtimationes dictorum bonorum in dicta moneta currenti tempore, quo fuerunt factæ dictæ æſtimationes, quod ſolvamus in dicta moneta currenti ſecundum æſtimationem ſupra dictam factam per dictos æſtimatores de eo, quod valebat tunc dicta moneta aurea in dicta Civitate Burgenſi de iſta moneta currenti, & valore dictorum bonorum per eos ſcripto quantum valebat in dicta moneta currenti; & promittemus per fidem quod a die qua fecerimus dictas ſolutiones in dicta moneta currenti uſque ad quinque annos proximè futuros, non faciemus nec præcipiemus facere monetam aliquam per quam dicta moneta currens, in qua fuerint factæ dictæ ſolutiones valeat minus, vel ſit defectus in ſuo valore quovis modo, nec reprobabimus nec deprimemus dictam monetam currentem, neque facienus eam minus valere per aliquem modum, quod poſſit fieri.

18. Et ad majorem ſecuritatem dictæ pacis volumus & concedimus, quod de cætero vicini commorantes in dictis Regnis Portugaliæ & Algarbæ, Dominiis, terris, patriis eorum & cujuſlibet eorum poſſint intrare & ſtare, exire, ambulare in iſtis noſtris Regnis & Dominiis cum mercantiis ſuis ſalvè & ſecurè; & quod non fiet eis impedimentum nec contrarietates neque aliquod malum nec præjudicium; ſolvendo tamen jura & tributa quæ tenentur ſolvere noſtri ſubditi cum tales mercantias faciunt tranſportari & levari, & ſi non ſolverint dicta jura & tributa, quod incurrent eaſdemmet pœnas, quas incurrerent, ſi eſſent noſtri ſubditi tranſportando vel levando aliqua quæ tempore pacis antiquæ fuerint vetita, quæ quidem ſunt iſta quæ ſequuntur, ſcilicet aurum, argentum, moneta, monetata, arma, caballi juvenes & equi, jumenta, (a) ſaraceni, & ſi aliquis vel aliqui levaverint vel tranſportaverint ſupra dicta ſic vetita vel aliquod eorum, quod poſſint ſibi auferri in locis illis ubi conſuetum eſt auferri tempore pacis; & inſuper quod patiantur eaſdem pœnas quas paterentur & deberent pati naturales, vel naturalis dictorum Regnorum noſtrorum, ſi ſupra dicta tranſportarent vel levarent; & quod utantur vel convertentur benè & completè in omnibus & per omnia prout melius & completius utebantur & conſueverant uti temporibus retroactis cum pax erat.

19. Et quia iſta vocabula: aurum & argentum, important multa dubia qualiter debeant intelligi; & eſt dictum nobis quod judices ſive prætores talium rerum vetitarum utuntur ad ſui voluntatem; declaramus per hunc modum, quod non intelligatur aſportari vel levari aurum nec argentum cum quis tranſportaverit gyneteria ſive vela mulierum, quamvis ſit in eis filum aureum vel argenteum; nec intelligatur tranſportari aurum nec argentum cum aliqui portant librum deauratum vel argentatum, nec etiam in tranſportando fræna deaurata vel argentata nec marſupia, nec pannos, quamvis ſint brodati de aliquo opere auri vel argenti vel ſimilibus; & etiam volumus, quod quæcumque perſonæ tam Caſtellanorum quam Portugalenſium & aliorum extraneorum quorumcumque qui pertranſiverint de iſtis noſtris Regnis in Portugaliam & portaverint aurum vel argentum pro ſuis ſumtibus, pro eundo, ſtando & redeundo ſecundum diſtantiam loci quo vadunt, & ſtatum, quem ducunt, quod eis non capiatur, ſed permittatur ire liberè cum eo, & credatur ſuo juramento præſtito, in præſentia majoris prætoris talium cuſtodum vel eorum locum tenentium, dicendo quo vadunt. ANS de J. C. 1411.

20. Et quia querelosè nobis fuit expoſitum, quod locumtenens majoris Prætoris ſeu Magiſtri Portuum, vetitarum rerum & eorum cuſtodes committunt multa gravamina indebitè, & quod non eſt judex eorum quo poſſint querelæ determinari, quia in ordinatione rerum tranſportatarum ſeu vetitarum reſervavimus cognitionem nobiſmet; & quia homines citius permitterent pauca perdere propter expenſas magnas, quæ ſuper talibus ſunt, veniendo querelosè coram nobis quam petere; & ideò volumus & mandamus, quod de gravaminibus, quæ ſupradicti commiſerint, dictus Prætor major rerum tranſportatarum cognoſcat, ſi præſens fuerit; & ſi non fuerit, cognoſcat in quocumque Epiſcopatu vel prætoria, in loco vel locis ubi eſt caput Epiſcopatus, vel prætoriæ; unus bonus homo quem nominemus, qui poteſtatem habebit à dicto Prætore majore rerum tranſportatarum cognoſcendi de gravaminibus illatis per dictos Prætores minores vel eorum cuſtodes; ut homines damna paſſi habeant coram quo querelas inſtituant & inveniant, qui eis miniſtret complementum juſtitiæ; & nos teneamur nominare dictum bonum hominem, & facere cum dicto Prætore majore, quod ei conferat dictam poteſtatem à die hujus cartæ uſque ad ſex menſes proximè futuros.

21. Et ſi dictus Prætor noluerit dare dictam poteſtatem, tunc ei debemus præcipere ſub pœna diſobedientiæ & privationis officii; & ad evitandum repreſalias & pignora, quæ ob defectum juſtitiæ ab una parte ad alteram poſſent fieri, volumus quod in omnibus placitationibus civilibus & criminalibus, quas habuerint dicti Portugalenſes, in omnibus caſibus & cauſis, quæ evenerint de cætero, ſuper quibus debeant eſſe rei vel actores in iſtis noſtris Regnis & Dominiis, vel accuſati ſeu accuſatores, & debeat procedi per officium judicis vel aliter quomodocumque ſint ſic auditi, judicati & privilegiati; & gaudeant & habeant eaſdem & libertates & privilegia, & ſint judicati per eoſdemmet judices & leges, forum, uſus, mores, ac ſi omnes eſſent Caſtellani noſtri naturales & morarentur in dictis noſtris Regnis & Dominiis.

22. Et ſi elegerint dimittere omnes alios judices & venerint coram noſtris auditoribus principalitèr, vel dimiſſis judicibus appellationis vel ſupplicationis, elegerint nos in judicem appellationis vel ſupplicationis, quod nos teneamur eis mandare fieri juſtitiæ complementum, ptout dictum eſt; & per eundemmet ordinem noſtri naturales, vicini & commorantes in dictis noſtris Regnis & Dominiis habeant petere, & petant complementum juſtitiæ in dictis Regnis Portugaliæ & Algarbæ, terris, patriis & Dominiis eorum, & cujuſlibet eorum, & ſi principaliter vel per viam appellationis ſeu ſupplicationis coram nobis venerit caſus, vel fuerit querelatum de defectu juſtitiæ dictorum judicum, vel alicujus eorum; quod nos teneamur facere & mandare fieri juſtitiæ complementum in caſibus ſupra dictis, & in quolibet eorum breviter, ſine aliquibus dilationibus malitioſis & ſine ſtrepitu & figura judicii, ſolum cognita veritate facti. Et ſi fuerimus negligentes & non fecerimus & mandavimus facere juſtitiam damnificatis in caſibus ſupra dictis vel in aliquo eorum; quod dictus Rex Portugaliæ nos poſſit requirere per ſuas cartas vel Procuratorem, quod nos faciamus vel mandemus facere juſtitiam dictis damnificatis realiter cum effectu, quæ requiſitio volumus nobis fieri coram Notariis noſtræ Cameræ & non per aliquem alium.

(a) ou *traceſium.*

ANS de J. C. 1411.

23. Et si nos fecerimus justitiæ complementum prout dictum est, vel de eo quod fecerimus, pars querelosa vel qui potestatem habuerit à dicto rege Portugaliæ illud petierit signatum; volumus & mandamus dicto nostro notario Cameræ, coram quo nobis fuerit facta dicta requisitio, & aliis Notariis coram quibus transierunt omnes alii actus, quod dent totum signatum, taliter quod faciat fidem sub pœna privationis officiorum, prout supra dictum est, à die qua fuerint requisiti usque ad tres dies proxime futuros, si scriptura fuerit talis, quæ in dictis tribus diebus possit scribi, aliter habeat tantum spatium, quod dictus Notarius seu scriba illud possit scribere, & quod ipse faciat sine excusatione aliqua malitiosa, & à die quâ potuerit perfici, scribi usque ad tres dies proximè venturos, teneatur dare talem scripturam, prout dictum est, ut dictus Rex Portugaliæ videat & sciat, quod dictis naturalibus & vicinis commorantibus dictorum regnorum Portugaliæ & Algarbæ est facta justitia vel defectus. Et si ipse intellexerit, quod justitia est in aliquo defectuosa, quod ipse nos requirat & possit requirere, iterum exprimendo per capitula & articulos gravamina, quæ dixerit esse facta, & nos teneamur respondere cuilibet capitulo & gravamini, usque ad triginta dies proximè futuros.

24. Et si in dicto termino vel die, nos Regina & infans nostri Tutores & Gubernatores, vel illi de nostro Consilio, non responderimus in modo supra dicto; quod in tali casu justitia sit habita tanquam denegata, & ipse possit & mandet facere represalias in bonis mobilibus & se moventibus solum, & non in hominibus, nec mulieribus, civitatibus, villis, nec castris, nec quibuscumque locis pro summa & quantitate ad quam ascenderit dicta causa, supra quam justitia est vel fuerit denegata.

25. Et si dicti nostri Notarii, coram quibus transierint dicti processus & actus & aliæ causæ, vel dictus noster Notarius Cameræ, per quem transierint dictæ requisitiones de facto noluerit dare signatum illud; Nos ex tunc damus licentiam cuicumque Notario dicti Regis Portugaliæ, qui ad regna nostra venerit cum dicto suo Procuratore dicti regis Portugaliæ, quod det signatas dictas requisitiones, quæ contra nos fuerint factæ, & elapso dicto tertio die, quo fuerimus requisiti, quod mandabimus dare dictam requisitionem signatam dicto Notario; & si non fecerimus illud, quod dictus Notarius Portugaliæ dederit signatum, in isto casu sit firmum & validum, ac si dedisset illud signatum dictus noster Notarius Cameræ, coram quo transierint dictæ requisitiones; & pariter, si alii Notarii, per quos transierint alii actus coram judicibus supra dictis, noluerint dare signatum parti principali, nec Procuratori dicti Regis Portugaliæ in dicto termino, quod dictus Notarius dicti Regis Portugaliæ possit dare signatum, ut nobis pateat justitiæ defectus, quem idem passus fuerit, & nos provideamus vel mandemus provideri, prout dictum est.

26. Et etiam volumus, quod si dictus Rex Portugaliæ principaliter cognoverit de causis, litigiis & placitationibus, quas naturales & nostri subditi tenuerint in suis regnis, dominiis, vel per viam appellationis vel supplicationis vel aliter quovis modo, & per suam propriam personam, vel per gentes sui Consilii dederit sententiam; quod talis sententia per nos non possit adnullari nec dici injusta vel iniqua; & quod nos ob defectum talis justitiæ, quod per dictos nostros naturales vicinos & commoratores dictorum nostrorum regnorum fuerit quærelosè nobis expositum, & dictum esse factum per dictum Regem Portugaliæ vel per Gentes sui Consilii; non faciamus nec præcipiamus facere, ut possint fieri represaliæ aliquæ.

27. Et si principaliter vel per viam appellationis seu supplicationis coram ipso venerit casus, vel sibi fuerit querelatum de defectu justitiæ dictorum judicum, vel alicujus eorum, vel sibi fuerit requisitum, quod faciat vel mandet facere justitiæ complementum, & non fecerit, quamvis talis requisitio coram nobis appareat, nec ideo non mandabimus facere represalias aliquas; sed tenebimur requirere & præcipere requiri iterum in scripto exprimendo gravamina per capitula & articulos, taliter, quod per ea appareat, per quæ dixerimus justitiam esse denegatam. Et si ipse responderit cuilibet articulo & capitulo, & allegaverit causas, per quas appareat, justitiam non esse denegatam, & dictam responsionem dederit per se vel per gentes sui Consilii, quod finis dicto negotio ibi detur, nos non faciemus, nec præcipiemus facere represalias ob defectum justitiæ, quam dixerimus sic esse illatam.

ANS de J. C. 1411.

28. Et si à die, qua dictus Rex Portugaliæ fuerit requisitus secunda vice, quod faciat justitiæ complementum, usque ad triginta dies proximè venturos, non respondeat per se vel per gentes sui Consilii per formam & modum supra scriptum, in tali casu justitia habeatur pro denegata; & nos possimus & faciamus & mandemus facere represalias per hunc modum, quod per nosmet vel per dictos nostros Tutores, vel per gentes nostri Consilii cognoscamus de dicto justitiæ defectu, & pronuntiemus sententiam in dicta causa, in qua dicta justitia fuerit dicta esse denegata. Et de summa in dicta sententia contenta, ordinabimus bonos homines non suspectos, qui faciant represalias in bonis vicinorum & commorantium regnorum & dominiorum Portugaliæ & Algarbæ, quæ non sint Civitates, villæ, castra vel loca, nec bona radicalia aliqua, nec corpora virorum nec mulierum; sed fiant in aliis bonis mobilibus vel se moventibus; & quod dicta bona, quæ sic fuerint capta per dictas represalias teneantur manifestè, & non vendantur usque nonaginta dies proximos futuros; in quo tempore illi, quibus fuerint ablata dicta bona possint requirere tam dictum Regem Portugaliæ, quam alios, quod factum tangit, ut mittant solutionem summæ, in dicta sententia contentæ, cum expensis in dictis represaliis expositis. Et si in dictis nonaginta diebus non venerint dictam solutionem facere, prout dictum est, quod bona, quæ sic fuerint capta, possint vendi secundum forum & statuta regnorum nostrorum & de illo, quod valuerint damna passi sint reintegrati secundum tenorem sententiarum cum expensis. Et si dicta bona plus valuerint contento in dictis sententiis cum dictis expensis, prout dictum est, bona fide sine aliqua deceptione sit restitutum illis, in quorum bonis fuerint factæ dictæ represaliæ.

29. Etiamsi aliquis vel aliqui dictorum regnorum, dominiorum nostrorum furati fuerint vel ceperint, seu intraverint civitatem, villam, castrum, vel locum dictorum regnorum Portugaliæ & Algarbæ, dominiorum, Terrarum, Patriarum eorum; nonobstante, quod eis sit datum per aliquos commorantes vel naturales dictorum regnorum Portugaliæ & Algarbiæ, contra voluntatem dicti regis Portugaliæ vel hæredum & successorum suorum, qui tempore dictæ captionis fuerint, teneamur & simus obligati procedere, & procedemus contra malefactorem vel malefactores, qui tale commiserint, & contra illos, qui secum erunt vel steterunt, ad illas pœnas criminales & civiles, quas secundum jus, forum, leges, & ordinationes regnorum nostrorum merentur illi vel ille, qui talia committunt; & de bonis, quæ tales malefactores habuerint, fit satisfactum dicto regi Portugaliæ, vel suis hæredibus & successoribus, qui pro tempore fuerint, prout dictum est; & insuper dictus rex Portugaliæ, vel hæredes & successores, qui pro tempore fuerint, possint vel mandent circumdare talem civitatem, villam, castrum, vel locum, & possint capere vel mandare capi, per vim vel aliter quovis modo, & apprehendere dictos malefactores, & facere de iis justitiam, secundum dictam pœnam; & quod nos nec nostri hæredes nec successores, qui eodem tempore fuerimus, non dabimus nec consentiemus dari favorem neque

NS J. C. 1411.

que adjutorium aliquod, tali malefactori vel malefactoribus, pro se defendendo; si autem ad nostra regna venerint, tenebimus bona fide sine fraude laborare pro posse quod apprehendantur; vel si apprehensi fuerint illos conferemus & remittemus dicto regi Portugaliæ vel hæredibus & successoribus, qui pro tempore fuerint, ut illic puniantur ubi deliquerint.

30. Et etiam si aliquis vel aliqui dictorum regnorum Portugaliæ & Algarbæ, dominiorum, terrarum, patriarum & locorum eorum, venerint ad regna nostra & dominia, Terras, Patrias, loca eorum, cum aliqua vel aliquibus rebus quibuscumque, & furtivè contra voluntatem dominorum suorum; vel aliquis duxerit mulierem uxoratam, vel ipsa recesserit contra voluntatem mariti sui, & venerit ad dicta regna nostra & dominia; si nos vel hæredes & successores nostri, qui pro tempore fuerint, vel justitiarii nostri, vel aliquis eorum, fuerimus requisiti, faciemus mitti captum de loco in locum, usque ad primum locum Portugaliæ, cum dictis rebus, quæ inveniri possint; ut fiat de eis quolibet eorum jus in loco vel locis ubi fuerint, vel commiserint delictum, vel delicta.

31. Et etiam nos de nostra absoluta, plena & regali potestate supplemus quemcumque defectum vel defectus facti vel juris, solemnitatis vel solemnitatum, fori, stili, consuetudinis, usus, qui in isto tractatu sint vel desint, vel sint omissi; quamvis tales sint, de quibus debet fieri specialis & expressa mentio; quem vel quos omnes, & quemlibet eorum habemus hic pro expressis & specificatis, & expresè nominato vel nominatis. Et volumus & concedimus, quod non obstante dicto defectu vel defectibus, dicta pax, finis, remissio, refutatio, renunciatio, quietatio & concordia & omnia alia supradicta, & quælibet eorum supra & infra scripta, sint firma, valida, rata in perpetuum, sic & tàm completè ac si in isto contractu non esset aliquis defectus nec solemnitas seu solemnitates quæcumque, deficerent vel essent omissæ, sed hic de verbo ad verbum essent contentæ.

32. Et ad majorem firmitatem & observantiam istius dictæ pacis & contentorum in ea, personæ consilia sive loca infra scripta, à die datæ hujus cartæ, usque ad sex menses proximè futuros, jurabunt super crucem & sancta Dei Evangelia, observare & complere istam pacem; quod juramentum præstabit unusquisque in ista forma quæ sequitur: Ego talis juro Deo & per dictam Crucem, & sancta Dei Evangelia cum manibus meis corporaliter tacta, quod benè, fideliter, legaliter & veraciter, sine aliqua arte vel fraude, tenebo, observabo, & complebo; & faciam observare, tenere & complere, toto meo legali posse, istam pacem & omnia & quodlibet eorum in ista carta contenta, de cætero & in perpetuum, cum fuerit dicta pax per dictum dominum regem approbata, jurata & observata, prout in ista carta sua continetur. Quæ personæ Consilia sunt quæ sequuntur:

33. Dompnus Alphonsus Magister Sancti Jacobi: Dominus Johannes Magister de Alcantara, isti duo jurabunt cum fuerint in ætate constituti, Dompnus Henricus filius Domni Petri Prior Sancti Johannis; Prælati: Archiepiscopus Toletanus, Archiepiscopus Hispalensis, Episcopus Palentinus, Episcopus Burgensis, Episcopus Zamorensis, Episcopus Seguntinus, Episcopus Abutensis, Episcopus Segobiensis, Episcopus Mendonensis, Episcopus Legionensis, Episcopus Salamantinus, Episcopus Placentinus, Episcopus Cartaginensis, Episcopus Lucensis, Episcopus Jaensis, Episcopus Civitatis Roderici, Episcopus de Tuis (Tuda) Episcopus de Crens (al. Sina) Episcopus Ovetensis, Episcopus Cordubensis, Episcopus Calicensis, Episcopus Conchensis, Episcopus Ocenensis, (al. Oresensis) Episcopus Calaguritanus, Episcopus Murciensis, Episcopus de Coria.

34. Comites & Domini: Comes Dompnus Federicus, Comes Dompnus Henricus, Manuel Comes de Niebla, Conestabularius, Alfonsus Henricus Admiraldus, Joannes de Velasco, Didacus Lupi d'Estuniga, Domnus Petrus de Marchena, Petrus Manriquez Adelatatus Legionensis, Petrus Aphan de Ribera, Didacus Fernandi Maresçallus, Joannes Alvari de Ostorro, (al. Osorio) Didacus de Sant Doval, Adelatatus Castellæ, Dompnus Avarus, Petrus de Guzman, Prætor Major Yspalis, Garsias Fernandi Manrique, Didacus Sancii de Beneiven, (al Benavides) Carolus de Arellano, Fernandus Petri de Ayala, Dompnus Petrus de Guevara, Joannes Furatus de Mendoça, Didacus Fernandi de Quinnones, Adelantatus de Galecia, Martinus Fernandi Portocarero, Petrus de Estuniga Justitiarius major, Gometius Suares Filius Magistri, Petrus Magni de Avellaneda, Petrus Garsiæ de Ferrara Maresçallus, Didacus Petri Sarmiento, Didacus de Estunniga, Martinus Fernandi Prætor Domicellorum, Numus Ferrer de Andrada, Joannes Alphonsi de Muxica, Doctores: Doctor Petrus Johannis, Doctor Petrus Sancii, Doctor Joannes Alphonsi, Doctor Joannes Roderici.

ANS de J. C. 1411.

35. Civitates & Villæ, Tolletum, Sanctus Jacobus, Sibilia, Burgensis, Legionensis, Palentinensis, Avila, Segobiensis, Seguntina, Ovetensis, Conchensis, Cartaginensis, Murciensis, Cordubensis, Jaensis, Calaquiritana, Calicensis, Badajocensis, Placentina, Coria, * Ovectensis, Lucensis, Mendonensis, Orensis, Tuy, Vallisoleti, Taurum, Cancera, Trugillo, Camora, Betancos, Vivero, Sanctus Andreas, Sanctus Sebastianus, Bermeobilbao.

36. Et ut verius supra dicta teneantur, observentur & compleantur & quodlibet eorum, obligamus nos & omnes nostros hæredes & successores & omnia nostra bona præsentia & futura, tam regalia quam fiscalia, patrimonia & alia quæcumque, & quomodocumque vulgariter nominentur, quæ nos habeamus vel nobis pertineant, vel ut regi vel fisco vel aliter quovis modo. Et renunciamus specialiter & expresè omni actioni & Juri Canonico & Civili, scripto & non scripto, officio & beneficio, & privilegio juris specialis, communis, generalis, fori, stili, moris, usus; & specialiter beneficio & privilegio, beneficiis & privilegiis Juris specialis, quæ pertinent regibus velut regibus vel fisco vel aliter quovis modo, quod nobis pertinent vel possint pertinere, & de quibus nos & hæredes & successores nostri nos possumus vel possemus juvare & proficere quovis modo, quod nobis pertineant; quæ beneficia vel beneficium, privilegium vel privilegia, forum, stilum, usum, morem, habemus hic pro expressis & specificatis, & specialiter nominatis: Et nos habemus ea certa & specificata ac si hic de verbo ad verbum essent specificata, posita & scripta. Et iis nos hic renuntiavimus & renuntiamus omni viæ speciali, communi, vel generali, quæ nobis pertineat vel pertinere possit qualitercumque conquerendi, denunciandi vel petendi, componendi, vel contradicendi in judicio vel extra judicium; nec veniendi alio quovis modo, contra dictam pacem, finem, remissionem, refutationem, renuntiationem, quietationem & concordiam factam super supradictis, nec contra supradicta & quodlibet eorum. Et renunciamus etiam legi & juri, quod dicit, quod generalis renunciatio non valeat.

37. Et ad majorem firmitatem istius pacis, finis, remissionis, refutationis, renunciationis, quietationis & concordiæ & omnium supradictorum, & cujuslibet eorum, & ut ipsa sint magis firma & melius observata; concedimus, promittimus per fidem nostram regiam, pro nobis & pro omnibus hæredibus & successoribus nostris, & pro dictis nostris regnis & dominiis, terris, Patriis, locis, gentibus & subditis eorum, & cujuslibet eorum; de tenendo, observando, complendo; & tenebimus, observabimus & complebimus; & faciemus tenere, servare, complere, benè, fideliter, legaliter & veraciter, sine aliquâ arte vel

ANS de J. C. 1411.

fraude, dictam pacem, finem, remissionem, refutationem, renunciationem, quictationem & concordiam, & omnia alia supra dicta & quodlibet eorum in perpetuum, prout in ista carta & capitulis ejus plenius continetur. Et etiam quod nos non poterimus nec impetrabimus per nos nec per alium, restitutionem in integrum, contra supra dicta & quodlibet eorum, dicendo quod fumus damnificati vel læsi, vel recepimus damnum vel fraudem aliquod vel aliquam, ut rex vel ut fiscus, vel aliter quovis modo, quod nostra ex parte possit dici vel allegari; nec veniemus, nec faciemus venire contra omne supradictum vel partem ejus nunc & de cætero; nec in aliquo tempore per aliquam formam vel quomodocumque possit fieri, nec ratione schismatis, quod nunc est, nec alicujus cujusvis discordiæ, quæ sit vel fuerit in Ecclesia Dei, nec cujusquam Personæ cujuscumque legis status & conditionis existat.

38. Et nos supra dicti Regina Dompna Catharina & Infans Dompnus Fernandus Tutores dicti domini Regis, Rectores & Gubernatores Regnorum suorum, principaliter assistendo omnibus supradictis & cuilibet eorum; damus & concedimus, ut tutores specialiter dicti Domini regis, nostram licentiam, & interponimus nostram authoritatem ad hoc, quod iste contractus & omnia in eo contenta & quolibet eorum sint firma, valida & rata nunc & in perpetuum. Et ad majorem abundantiam & firmitatem dicti contractus & in eodem contentorum, quia dictus Dominus Rex est minoris ætatis nos supra dicti Tutores, habendo pro servitio Dei & dicti Domini Regis & utilitate boni communis regnorum suorum, dictam pacem firmam, & cum consilio & concordia gentium Consilii dicti Domini Regis & Prælatorum, Ducum, Comitum, Magistrorum, divitum hominum, Militum & Procuratorum, civitatum, villarum & locorum dictorum regnorum suorum, sic & in quantum de jure vel de facto sit necessarium & opportunum pro bono dicti contractus; Nos, ut tutores dicti Domini Regis, firmamus & facimus, ponimus, damus & concedimus, pro & nomine dicti regis & pro omnibus hæredibus successoribus suis & omnibus regnis suis, dominiis, gentibus suis, & subditis eorum dictam pacem bonam fidelem, puram, veridicam, stabilem, firmam, perpetuam in perpetuum dicto Regi Domino Joanni Portugaliæ & Algarbæ, & successoribus & regnis, Dominiis & Gentibus suis & subditis eorum; in eadem forma & modo, prout in ista carta continetur; & melius & efficacius quod per nos fieri possit. Et etiam pro dicto rege & suo nomine ut Tutores sui facimus dictam pacem, finem, remissionem, quictationem & concordiam specialem & expressam cum dicto rege Portugaliæ & omnibus suis hæredibus & successoribus & regnis, dominiis & gentibus suis & subditis eorum super omnibus dictis guerris, controversiis & malis præteritis; & etiam facimus dictam remissionem, refutationem & renunciationem specialem & expressam totius juris & actionis, quæ dictus Dominus Rex & hæredes & successores sui & sua regna, dominia, gentes & subditi eorum habent vel prætendunt habere ratione dictarum guerrarum & dissensionum & malorum prætentorum, contra dictum regem Portugaliæ & hæredes & successores suos, regna & dominia, gentes & subditos eorum.

39. Et etiam pro & nomine dicti domini regis ut sui tutores facimus omnes obligationem & obligationes, renunciationem & renunciationes, quæ pro bono, firmitate & observantia istius contractus per dictum dominum regem in ista sua carta sunt dictæ, factæ, declaratæ, sic & in eâdem forma & modo, prout in dicta carta continetur. Et promittimus de non petendo nec assentire peti dictas magnas dissensiones & mala præterita, prout in ista littera continetur. Dictam pacem, finem, remissionem, refutationem, quictationem, renunciationem & concordiam & omnia alia & quodlibet eorum, nos dicti tutores nomine dicti Domini nostri Regis & pro ipso & omnibus de hæredibus & successoribus suis & regnis, dominiis, & gentibus suis & subditis eorum, facimus, damus, & concedimus cum dicto Rege Portugaliæ & suis hæredibus & successoribus & suis gentibus regnis, dominiis & subditis eorum; in eadem forma & modo, prout in ista dicta carta continetur; & melius & efficacius, quod per nos & nomine dicti domini regis fieri possit; sic & tam completè, ac si omnia verba, quæ sunt dicta, concepta, pronunciata & posita in persona dicta domini regis, in ista carta essent dicta, posita, concepta & pronunciata, per nos in nostris propriis personis, ut tutores ponimus & concipimus & pronuntiamus quælibet verba in suo loco, sicut sunt situata & scripta in ista dicta carta.

ANS de J. C. 1411.

40. Et statim de præsenti promittimus & juramus per Deum & signum crucis & sancta Dei Evangelia cum nostris manibus corporaliter tacta, usque quo dictus Dominus Rex sit ætatis quatuordecim annorum completorum, quod nos benè, fideliter, legaliter & veraciter, sine aliqua arte vel fraude, toto nostro legali posse, ut tutores dicti domini regis, etiam Dompna Catharina Regina & Infans Fernandus, tenebimus, observabimus, complebimus, & faciemus tenere, observare, complere istam dictam pacem, finem, remissionem, quictationem, refutationem, renunciationem & concordiam & omnia alia & quodlibet eorum; sic & in tali forma, prout in ista dicta carta plenius continetur; quantum in nobis fuerit & nobis pertinebit, ut tutoribus domini nostri regis; & in quantum dictum dominum regem & suos hæredes & successores, regna dominia & subditos suos tangit & pertinet, observare, complere; & etiam in quantum nos tangit & pertinet, ut Reginam Dominam Catharinam, & ut Infantem Dompnum Fernandum, sic & taliter, prout in ista dicta carta & capitulis ejus plenius continetur; Et non veniemus, nec faciemus contra supra scripta vel quodlibet eorum, nec petemus, nec impetrabimus per nos, nec per alium restitutionem in integrum, nec absolutionem dicti juramenti contra dictam pacem & contenta in eadem, & quodlibet eorum in nostro tempore vel dicti domini regii, nec ratione suæ minoris ætatis, nec ratione damni vel deceptionis alicujus quæ pro parte dicti domini regis vel nostri dici vel allegari possit, renuntiando expresè omni juri, actioni, exceptioni, officio, beneficio vel privilegio Juris specialis, communis vel generalis, per quod vel quæ contra supradictam pacem vel partem ejus possemus venire quovis modo; habendo dicta jura, officium vel officia, beneficium vel beneficia, privilegium vel privilegia hic omnia & quolibet eorum, pro scriptis & specificatis & specialiter nominatis; & nos dicimus de eis & de quolibet eorum certos & certificatos, & pariter renuntiamus legi & juri, in quo cavetur, quod generalis renuntiatio non valet.

41. Ac etiam promittimus & juramus per Deum & super signum crucis & Sancta Dei Evangelia, cum nostris manibus corporaliter tacta, ut tutores dicti Domini Regis, & ut regina Dompna Catharina ejus Genetrix, & ut Infans Dompnus Fernandus ejus Avunculus; tractare facere, procurare & consulere toto nostro legali posse benè, fideliter, legaliter & veraciter, cum Deo placuerit quod dictus Dominus Rex sit in ætate quatuordecim annorum completorum; quod approbabit, complebit, ratificabit, tenebit & observabit, & faciet tenere, observare & complere veraciter supra dictam pacem, finem, remissionem, quictationem, refutationem, renunciationem & concordiam; & omnia alia in ista carta contenta & quodlibet eorum; & non veniet nec faciet contra hoc vel partem ejus aliqua ratione vel modo, quo possit; & renunciabit omni actioni juri vel officio, beneficio vel privilegio juris specialis, communis vel generalis, per quod

quod vel quæ contra supradictum vel partem ejus possit venire quovis modo & faciet omnes obligationes, renunciationem & renunciationes; sic & in eadem forma prout in ista carta continetur; & quod supplebit de sua potestate regali & absoluta quemcumque defectum vel defectus juris vel solemnitatis seu solemnitatum juris, vel cujusvis alterius quod in isto tractatu esset vel deesset aut esset omissum quovis modo.

42. Et finaliter jurabit expresse per Deum & supra crucem & sancta Dei Evangelia cum suis manibus corporaliter tacta: quod bene, fideliter, legaliter & veraciter faciet, tenebit, observabit & complebit, & facere, tenere, observare & complere supra dictam pacem, finem, remissionem, quitationem, refutationem & concordiam & omnia alia & quodlibet eorum sic & in forma & modo prout in ista carta & capitulis ejus plenius continetur. Et non petet nec impetrabit per se nec per alium restitutionem in integrum, nec absolutionem dicti juramenti contra dictam pacem & contenta in eadem & quodlibet eorum quovis modo possit. Et ad majorem corroborationem istius contractus. Nos supra dicti tutores, ut tutores dicti domini regis & rectores & Gubernatores dictorum regnorum suorum, corroboravimus sive apposuimus hic nostra manualia signa; & præcepimus sigillari cum sigillo plumbi dicti domini regis, ac etiam præcepimus præsentibus Notariis publicis & scribis quod conferant signatum pro tuitione ambarum partium; Et præsentibus quod sint testes qui sunt, scilicet Dompnus Alphonsus Herici, Admiraldus Castellæ; Et Petrus Afan de Ribera Adelantatus major Fronteriæ; & Didacus Fernandi Marescallus & Joannes Alvari de Osorio Custos major regis, & Dominus Frater Johannes Henrici Episcopus Lucensis. Datum &c. Anno Domini nostri Jesu Christi millesimo cccc. undecimo, Et erant hæc nomina infra scripta ibi posita in Idiomate Yspanico *Yo la Regina*, *Yo el Infante*.

CCCLIII.

Traité & Alliance entre WENCESLAS *Roi des Romains & de Bohême, &* ANTOINE *Duc de Brabant, par lequel ledit Roi céde audit Duc le droit qu'il pourroit avoir sur le Duché de Brabant. Fait à Prague, le 3. Août*, 1411. Placards & Ordonnances de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. IV. pag. 554.

ANS de J. C. 1411.

WENCESLAUS Dei gratiâ Rom. Rex semper Augustus & Bohemiæ Rex. Notum facimus, tenore præsentium universis, quod sicut alias ad supplicem ..... instantiam Serenissimi Principis Caroli Francorum Regis, & aliorum illustrium inclytæ Domus Franciæ principum, patronorum, & avunculorum, ejusdem Domini Caroli consanguineorum nostrorum dilectorum, nec non ob singularem favorem, quem ad personam Illustris ANTONII Ducis Brabantiæ consanguinei nostri charissimi, parentelæ, seu matrimonii contractum inter ipsum Ducem Brabantiæ & inclytam Elisabetham, illustris quondam Joannis Ducis, Gorlicensis Principis Germani nostri charissimi filiam, neptemque nostram prædilectam, optatum duximus in effectum, ipsamque neptem nostram prædicto Antonio Duci Brabantiæ legitimam tradendam in uxorem, ita nos in favorem hujusmodi sacri matrimonii, & pro confirmatione, ac in signum amicitiæ specialis ..... sano principum, procerum ac fidelium nostrorum accedente consilio, & de certâ scientiâ, cum eodem Antonio Duce Brabantiæ, nec non Illustri Joanne Duce Burgundiæ, Germaniæ ipsius consanguineo Illustri, novas ligas, uniones, & confœderationes inivimus & virtute præsentium subintramus, taliter videlicet: Quod ipsi Antonius Brabantiæ & Joannes Burgundiæ Duces consanguinei nostri prædicti nobis hæredibus & successoribus nostris Bohemiæ Regibus, in nostris & sacri Romani Imperii, & corona Bohemiæ negotiis, atque causis, adversus quoscunque, cujuscunque etiam gradus, dignitatis, seu præeminentiæ exstiterint, cum duobus millibus laureatorum, propriis eorum sumptibus, & expensis præstare debebunt, & tenentur consilium, auxilium & juvamen, & signanter juxta modum & formam quemadmodum Domus inclytæ Franciæ, Reges, & Principes nobiscum, & domo nostra Bohemiæ, & regibus & principibus ipsius ab antiquis colligati & confœderati exstunt, & fuerunt, toties, & quoties per nos, & successores nostros Reges Bohemiæ super fuerint requisiti. Proviso tamen quòd nos, hæredes & successores nostri Reges Bohemiæ, ipsis paribus legibus, unionibus, & confœderationibus obstringamur. Insuper verò, & prædictus Antonius consanguineus noster, ob præfati matrimonii, ac parentelæ sacrum contractum, alicujus magnificentiæ nostræ beneficio gaudeat, meritò in futurum autoritate Regia Romana & Bohemica declaravimus, & virtute præsentium declaramus, eundem Antonium Ducem Brabantiæ consanguineum nostrum ad Dominum Ducatus Brabantiæ ritè, benè, & justè legitimâ successione perveniss̀e, & ipso Ducatu, cum omnibus suis pertinentiis, licitè, & bono titulo gaudere, & gaudere debere, ac si etiam, & in quantum opus est, omne jus quod nobis tanquam Romano Regi, & Bohemiæ Regi ratione Ducatus Luxemburgensis, aut aliàs in & super Ducatu Brabantiæ, per modum devolutionis, seu alio quocunque modo competit, aut competere posset. Et similiter omne jus, quod nobis in castris, & fortalitiis inter Mosam, & Rhenum sita, ad Ducatum Luxemburgensem spectantia, quæ idem Antonius ad præsens tenet, & possidet, competere dicitur, eidem Antonio, ejus hæredibus, ac successoribus, dedimus, & donavimus, ac in ipsos transferimus, plenariè, & in totum, præsentium sub regiæ nostræ Majestatis sigillo & testimonio literarum. Datum Pragæ an. Domini millesimo quadringentesimo undecimo 30. Augusti, Regnorum nostrorum Anno Bohemiæ quadragesimo nono, Romani trigesimo sexto, subsignatum. Ad mandatum Domini Regis, & erat subscriptum *Joannes de Bamberch*.

CCCLIV.

*Traité de Paix fait à Bourges entre la Famille d'*ORLEANS *&* *celle de* BOURGOGNE *le 15. Juillet*, 1412. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 211.

ANS de J. C. 1412. ORLEANS ET BOURGOGNE.

LEs traittés dessusdicts fussent conclus en la forme suyvante. C'est assavoir que le traitté de Chartres, faict par le Roy & son Conseil entre le Duc de BOURGONGNE & les trois frères d'ORLEANS, auroit lieu, en accomplissant le mariage du Comte de Vertus avec une des filles de Bourgongne. Que le Duc de Berry remettroit en l'obeissance du Roy telles viles & chasteaux, qu'il luy plairoit, le priant de luy vouloir pardonner, s'il ne luy avoit assez tost rendu la vile de Bourges. Que tous ces Signeurs Orleanois renonceroyent à toutes convenances & alliances, qu'ils auroyent faictes les uns avec les autres, & avec tous estrangers, contre le Duc de Bourgongne; & pareillement renonceroit iceluy Duc de Bourgongne à toutes alianҫes & confederations quelconques, par luy faictes contre lesdicts Signeurs. Que le Roy leur restitueroit toutes leurs terres, viles, chasteaux,

steaux, & fortresses: excepté que ce, qui auroit esté démoli, demeureroit ainsi, sans autre réparation. Finalement que les Officiers & serviteurs desdicts Signeurs seroyent remis en leurs biens, Offices, & Bénefices.

CCCLV.

ANS de J.C. 1413. ORLEANS ET BOURGOGNE.

*Traité de Paix fait à Pontoise entre la Famille d'*ORLEANS *& celle de* BOURGOGNE, *l'an* 1413. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 218.

NOuvelle paix fut accordee, selon les articles suyvans. C'est assavoir qu'entre les Princes du sang Royal seroit bonne amour & union: promettroyent & jureroyent d'estre bons & vrais parens & amis: de ce seroyent lettres & sermens les uns aux autres: &, en plus-grande confirmation de ce, le jureroyent & promettroyent semblablement les principaux serviteurs d'iceux Princes. Que les Princes & Signeurs de la ligue d'ORLEANS seroyent cesser la voye de faict & de guerre: & ne feroyent aucun mandement de gens-d'armes: ains les casseroyent du tout, si quelques uns estoyent assemblés. Que de tout leur loyal pouvoir, & au plustost que faire se pourroit, feroyent departir ceux, qui estoyent de la compaignie de Clugnet de Brabant, de Louis Bourbon, & d'autres leurs adherans: &, si telles gens de compaignie ne vouloyent ce faire, les dessusdicts Princes & Signeurs s'employeroyent au service du Roy, pour les y contraindre, ou exterminer, & tous autres ennemis du Roy, qui voudroyent grever son Royaume. Qu'ils promettroyent, quant aux choses avenues à Paris, qu'ils n'en porteroyent aucun mal-talent ne dommage, à la vile de Paris, ny à aucuns particuliers d'icelle: & ne pourchaceroyent leur en estre faicte quelque instance que ce fust, sous ombre de justice, ou autrement: ainçois, estant aucune seurté avisee pour le bien de la vile, & pour le particulier d'icelle, en soufriroyent l'effect, & mesmement y aideroyent à leur pouvoir. Qu'ils jureroyent & promettroyent par leurs serments, en paroles de Princes, & sur leur honneur, d'entretenir, & faire entretenir, & accomplir loyaument, toutes les choses dessusdictes, sans nulle fraude, ou calonnie: & de ce bailleroyent au Roy lettres expresses, seellees de leurs seaux. Item aussi, en ce faisant, les Ambassadeurs des dessusnommés Princes de la ligue requeroyent au Roy, qu'il luy pleust annuller & révoquer tous ses mandemens de gens-d'armes & de traict, faisant cesser toute voye de faict & de guerre, excepté contre les gens de compaignie, qui ne voudroyent obeïr. Qu'il luy pluſt faire cesser, & reduire à neant, tous les mandemens, naguéres donnés pour mettre en sa main aucuns chasteaux & fortresses des dessusdicts Princes & Signeurs, ou de leurs aliés: &, si aucuns estoyent ja saisis & mis en sa main, luy pleust les remettre en leur premier estat, sous leurs Capitaines & Signeurs. Que la commission, par luy donnee depuis certain temps pour le faict des prisonniers, & autres, appelés, ou à appeler, à banissement, fust révoquee: & que par la Justice accoustumee, & ordinaire du Roy, fussent contraincts & convenus, sans ce que nuls commissaires particuliers s'en entremissent aucunement. Que, ces choses ainsi faictes & accomplies, le Roy, la Royne, & Monsieur le Dauphin, fussent par un certain jour en quelque lieu, hors la vile de Paris: & que là se trouvassent les Princes & Signeurs de chascune partie, pour confirmer bonne union entre eux, & aviser aux affaires & choses nécessaires du Roy & du Royaume. Et, si l'on faisoit doute qu'iceux Princes & Signeurs de la ligue vouluſſent induire le Roy, la Royne, & Monsieur le Dauphin à quelque haine, ou vengeance, contre la vile de Paris, ou contre aucuns des habitans d'icelle, ou vouluſſent prendre le gouvernement, ou attraire le Roy, ou Monsieur le Dauphin, avec eux, tant que l'on fist difficulté d'accorder cette congregation & assemblee, les dessusdicts Princes & Signeurs estoyent prests de bailler bonne seurté, & telle qu'on la pourroit aviser.

CCCLVI.

ANS de J.C. 1414. FRANCE ET BOURGOGNE.

Traité de Paix fait à Arras entre CHARLES VI. *Roi de France & le* DAUPHIN *son fils d'une part, &* JEAN *Duc de Bourgogne d'autre, en* 1414. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 231.

C'Est assavoir, que le Roy de France & le DAUPHIN, son fils, pardonneroyent au Duc de Bourgogne toutes les choses, esquelles il pourroit avoir failli, & fait contre leur volonté & plaisir, depuis la paix de Pontoise: & le recevroyent en leur amour & bonne-grâce. Que le Duc de Bourgongne feroit delivrer au Roy, ou à ses Commis, le chasteau du Crotoy. Qu'il seroit tenu d'élongner, & mettre hors de sa maison, sans plus les soustenir en nuls de ses païs, quelques uns de sa famille, estans en l'indignation du Roy & du Dauphin, & qui luy seroyent déclairés & baillés par escript en temps & lieu. Que toutes terres des vassaux, sugets, bienveuillans, & aliés du Duc de Bourgongne, prises & mises en la main du Roy & du Dauphin, pour raison de cette guerre, leur seroyent rendues & restituees, comme pareillement seroit faict de sa part envers ceux du Roy: & que tous banniſſemens, faicts pour la mesme raison, seroyent mis au neant. Que les traiteurs de cette paix, commis & deputés par le Duc de Bourgongne, promettroyent en son nom, que doresnavant ne procéderoit, ny ne seroit proceder, en matiére d'alliance, avec les Anglois: si ce n'estoit par le congé du Roy, & du Dauphin. Que le Roy, estant à Paris, assembleroit quelques gens de son Conseil avec aucuns de celuy du Duc de Bourgongne, pour faire telles lettres que l'on pourroit, sauf l'honneur du Roy, à la decharge d'iceluy Duc de Bourgongne. Que le Duc de Bourgongne promettroit de jamais ne faire, ne procurer, ouvertement ou couvertement, aucun mal, détourbier, ou empeschement, aux vassaux, serviteurs, bien-veuillans, Officiers, & sugets du Roy, qui en cette querelle l'auroyent servy, & nommément aux Bourgeois de Paris. Que le traité de Chartres & les autres, faicts depuis, seroyent fermement gardés: & que, s'aucune choses y avoit à parfaire & reparer, seroit incontinent parfaict & reparé de chascune part. Que les dessusdicts députés du Duc de Bourgongne jureroyent au nom d'iceluy, & pour tout le païs de Flandres, qu'il tiendroit & garderoit fermement & perpetuellement cette bonne paix: &, en cas qu'il commenceast quelque chose au contraire, ne luy donneroyent conseil, ny aide, en aucune maniére que ce fust. Qu'iceux députés promettroyent de se mettre en tout devoir de faire semblablement jurer ceux d'Arras, & ceux qui pour lors estoyent en la compaignie du Duc de Bourgongne, & es garnisons de ses viles & chasteaux d'Arras, de Bourgongne, & de Flandres, à tenir les choses dessusdictes, quand ils en seroyent requis de par le Roy.

NS J.C. 1414. EMPI- ET LA ANCE.

CCCLVII.

Traité de Paix & d'Alliance entre SIGISMOND *Empereur*, & CHARLES VI. *Roi de France*, *fait à Trente*, *le 25. Juin* 1414. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 207.

SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rex; notum facimus universis præsentibus, atque futuris. Quod nos ad memoriam reducentes uniones, colligationes & fœdera per Serenissimos Principes Dominum CAROLUM QUARTUM divæ memoriæ Romanorum Imperatorem semper Augustum, & Bohemiæ Regem, Genitorem nostrum charissimum pro se, hæredibus ac successoribus Bohemiæ Regibus, cum deinde per Dominum Wenceslaum tunc Romanorum & Bohemiæ Regem, fratrem nostrum charissimum, pro se ac pro nobis, & Illustri Joanne quondam Duce Juliacensi fratre nostro charissimo, nostrisque hæredibus & successoribus Bohemiæ Regibus, cum Serenissimo Principe Domino Carolo quondam Francorum Rege inclytissimo, cujus animam possideat Paradisus, pro se & filiis suis Carolo primogenito, tunc Delphino Viennensi, & Ludovico Comite Valesii, nec non Ludovico Andegavensi, Joanne Bituricensi, & quondam Philippo tunc Burgundiæ Ducibus Germanis suis, hæredibusque & successoribus eorum factas, initas & juratas; easdemque uniones, alligationes, & fœdera cum Serenissimo Principe Domino Carolo nunc Francorum Rege inclytissimo, renovasse & confirmasse; menti pariter non immeritò reducentes, quantis favore, zelo, & amore, nexibus etiam sanguinis & fœderis ad hoc ipsum impellentibus, ipse consanguineus noster Dominus Carolus quondam Francorum Rex inclytissimorum progenitorum suorum vestigiis inhærendo, nos & nostram Domum Bohemiæ fuerit continuò favorabiliter prosecutus, & præfatus Dominus Carolus nunc Francorum Rex de die in diem prosequi non desistit; compellimur, tàm divinæ legis institutione quàm sanguinis proximitate; & præmiorum vicissitudine vicem rependere.

2. Quas ob res cum eodem Serenissimo Principe Domino Carolo Francorum Rege consanguineo nostro carissimo, suisque hæredibus, & in eodem Francorum Regno successoribus, in Dei Salvatoris nomine, totius quoque Trinitatis, pro consolatione ac stabilitate Regnorum, ac grata salute, nostris, suisque ditionibus fidelium & subjectorum; uniones, fœdera, colligationes & promissiones hactenus cum eo, & aliis ut supra factæ, salva & excepta exclusione infra scripta, perpetua roboris firmitate vigere volentes; ipsos & ipsa, sicut inter præfatum Dominum Carolum Quartum, & postmodum Dominum Wenceslaum pro se, ac nobis, & charissimo fratre nostro Joanne Olim Duce Juliacensi, ac hæredibus & successoribus nostris, ac antedictum Dominum Carolum Francorum Regem & pro se & suis hæredibus factæ seu facta fuerunt, & in litteris desuper confectis liquidius sunt expressæ & expressa, cum jam dicto Domino Carolo nunc Francorum Rege, Ludovico primogenito Duce Aquitaniæ & Delphino Viennensi, Joanne Turoniæ Comite & de Ponthiuro, ejusdem Domini Caroli Francorum Regis filios; Serenissimo Principe Ludovico Hierusalem & Siciliæ Rege, Andegavensi Duce, Joanne Duce Bituricensi, Carolo Duce Aurelianensi, Philippo & Joanne ejus fratribus, Joanne Duce Borbonii, Joanne Comite Alençonii, & Eduardo Duce Barrensi consanguineis nostris charissimis, ipsorumque hæredibus & successoribus; pro nobis ac Serenissimo ANS Principe Domino Wenceslao Bohemiæ Rege fratre de J. C. nostro charissimo, nostrisque hæredibus; & tam in 1414. Romanorum, quàm Hungariæ, Dalmaciæ, Croatiæ & Bohemiæ prædictis Regnis, & eorum quolibet successoribus, de novo facimus, renovamus, ratificamus, & approbamus, ac etiam confirmamus.

3. Et ad horum majorem firmitatem promittimus bonâ fide, & sub virtute juramenti per nos ad Sancta Dei Evangelia præstiti, pro nobis & hæredibus ac successoribus nostris prædictis: quod à modo in antea & in perpetuum erimus boni, legales, atque perfecti amici ipsius Domini Caroli Francorum Regis, filiorum, nepotum, & aliorum prænominatorum consanguineorum suorum, & nostrorum; & quod honorem, uberem statum, commodum & profectum eorum semper procurabimus, viis, modis, & ingeniis quibuscumque realiter & cum effectu; ac universum damnum, quod ipsis vel eorum hæredibus & successoribus in personis, honore vel rebus, seu Regno Franciæ antedicto, ac etiam juribus suis per quempiàm irrogari posset, quomodocumque & qualitercumque, dum ad nostri notitiam devenerit, fideliter vitabimus. Ipsos quoque hæredes & successores suos prædictos adversus quoscumque, qui contra statum, jura ac conditiones eorum moliti sunt hactenus, aut quomodolibet molirentur, tàm in adipiscendis, quam in recuperandis, & retinendis adjuvabimus, & restaurari curabimus, ac fortificabimus totâ nostra potentia, consilio, auxilio & favore, ac alio quoquo modo, & realiter effectivéque nos opponemus omnibus & singulis Regibus, Communitatibus, & aliis quibuscumque tàm Ecclesiasticis, quàm secularibus, cujuscumque status, dignitatis aut eminentiæ existant, qui ipsorum dispendium, jacturam, ac verecundiam modo aliquo procurassent, sive deinceps procurarent; ac honorem, profectum & statum eorum custodiemus, manutenebimus, exaltari & recuperari procurabimus legaliter toto posse nostro.

4. Et ne post hujusmodi unionis & amoris grätam concordiam aliquæ dubietates inter nos, seu nostros utrobique, quacunque ratione, seu occasione consurgant, & ut futuris scandalis via seu materia præcludatur, promittimus, ut supra, quod ipsos Dominum Carolum Francorum Regem inclytissimum, ac cæteros prænominatos, hæredesque & successores suos præfatos in Regno Francorum prædicto, ac quibuscumque ejusdem Regni Principatibus, Ecclesiasticis & Secularibus, Comitatibus, terris, castris, ditionibus, civitatibus, Dominiis, prærogativis, honoribus, præeminentiis, ac quibuscumque juribus & pertinentiis ad eundem Francorum Regem, & ejusdem Regni Coronam, aut hæreditario, seu quocumque alio jure spectantibus non impediemus, molestabimus, impedirique aut invadi consentiemus publicè, vel occultè; imò verius ad recuperandum, restituendum, manutenendum & possidendum, atque observandum prædicta, consilio, auxilio, favore & modis omnibus contra omnes & quoscumque ac etiam contra Joannem nominatum Ducem Burgundiæ, ejusque Coadjutores & adhærentes præsentes & futuros, quem & quos in præsentibus unione, confœderatione & colligatione, ac etiam in præmissis renovatione & confirmatione; non obstante, quod dictus Philippus Olim Dux Burgundiæ, & sui hæredes in eisdem comprehensi fuissent & expressè nominati, excluſum & exclusos esse, & pro excluso & exclusis penitus haberi volumus, ope, consilio, & auxilio, postquam ad notitiam nostram pervenerit, juvabimus sine fraude. Quodque si per inadvertentiam vel aliter, in dictarum promissionum, obligationum, & confœderationum præjudicium, & contra ipsarum tenores factum sive promissum quovis mo-

ANS de J. C. 1414. do extiterit, noſtrorum ſubditorum quorumcunque ſeu officiariorum ex parte, fiatque ſeu attentetur, quandocumque in poſterum; illud & illa quam primùm de ipſis erimus informati reparare, ac reparari, reintegrari, recuperari & reſtaurari facère debere, & cum effectu, ſub virtute prædicti juramenti per nos præſtiti, promittimus, dictas, quoque confœderationes uniones, & colligationes modo & forma præmiſſis inviolabiliter obſervare.

5. Et ut hæc omnia robore & valitudine perpetuis validentur & confirmentur, has præſentes litteras noſtras fecimus Majeſtatis noſtræ ſigilli noſtri appenſione muniri noſtro & Imperii Sacri Coronarum Hungariæ &c, Bohemiæ &c. in reliquis, ac alieno in omnibus juribus ſemper ſalvis. Datum Tridenti anno Domini milleſimo quadringenteſimo decimo quarto, vigeſima quinta die menſis Junii, Regnorum noſtrorum anno Hungariæ vigeſimo octavo, Romanorum verò quarto.

CCCLVIII.

ANS de J. C. 1414. FRANCE ET BOURGOGNE. *Confirmation de la Paix d'Arras entre* CHARLES VI. *Roi de France & le* DAUPHIN *ſon Fils d'une part, &* JEAN *Duc de Bourgogne d'autre, publiée à Paris le 24. Fevrier* 1415. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 234.

OR fut tellement procedé d'une part & d'autre, qu'au vingt & quatriéme jour de Février la Paix fut confirmée, & publiée dedans Paris, au ſon de la trompette, ſelon les articles ia déclairés, en eſtans lettres patentes dépeſchées: par leſquelles le Roy donnoit abolition génerale à tous ceux, qui avoyent ſervi, aidé, & donné Conſeil, au Duc de Bourgongne, depuis la Paix de Pontoiſe: excepté ceux, qui auroyent eſté nommément bannis depuis, par proces faict avec ſolennités accouſtumées, & exceptant encores cinq cens perſonnes, non Nobles, de ſon Royaume: deſquelles cinq cens perſonnes (qui ne ſeroyent des ſugets, vaſſaux, ou ſerviteurs de ſon Couſin de Bourgongne) les noms ſeroyent baillés par eſcript, dedans la feſte de la Nativité Sainct Jehan Baptiſte, au Duc de Brabant, & à la Comteſſe de Hainaut. Item ordonneroit que ceux, qui auroyent eſté éloignés des hoſtels de la Royne & du Dauphin, & de la Vile de Paris, depuis icelle Paix de Pontoiſe, en demeureroyent encor éloignés juſques à deux ans, prochainement venans: & que ſemblablement ceux, qui ſe ſeroyent abſentés de Paris & de quelques autres Viles, n'en pourroyent approcher plus pres que quatre lieues, juſques au terme de deux ans: pendant leſquels neantmoins ils pourroyent aler, venir, & converſer par tout le reſte du Royaume, ſans qu'on leur peuſt faire aucun empeſchement, ny en corps ny en biens. Item ordonnoit que toutes les Offices, par luy données depuis la deſſuſdicte Paix de Pontoiſe, demoureroyent en ſa pleine diſpoſition & voulonté, ſans que ceux, qui en auroyent eſté deſapointés depuis iceluy temps, y peuſſent pretendre, ou reclamer, aucun droit, pour cauſe de ladicte abolition. Item ordonnoit que ceux, qui devroyent jouir d'icelle abolition, fuſſent pareillement remis en leurs terres, fiefs, poſſeſſions, & héritages, commandant à ſes Procureurs & Commiſſaires d'en lever leurs mains. Item deffendoit au Duc de Bourgongne: que des-lors-en-avant il ne fiſt, ne procuraſt eſtre faict par autruy, ouvertement, ou couvertement, aucun mal, ou détourbier, au vaſſaux & ſugets de ſon Royaume, pour quelque cauſe que ce fuſt, ne meſmement à ceux de ſes propres Païs & Signeuries, qui ne l'auroyent pas oſé ſervir, par crainte de meprendre contre leur ſouverain Signeur: & là ou il voudroit faire le contraire envers iceux ſiens propres ſugets, luy deffendoit & interdiſoit toute autorité, juriſdiction, & congnoiſſance: comme il vouloit & ordonnoit que tel article euſt lieu reſpectivement, quant aux Princes & Signeurs du parti d'Orleans, pour l'egard de ceux, qui auroyent ſervi iceluy Duc de Bourgongne, ou qui ne les auroyent pas ſervis eux-meſmes, encores qu'ils fuſſent leurs Maiſtres & Signeurs. Item commandoit à iceluy Duc de Bourgongne, qu'il rendiſt, ou fiſt rendre, réellement & de faict, à toutes perſonnes de ſon Royaume, tant ſugets directs, qu'indirects, les terres, Signeuries, & poſſeſſions, qu'il auroit miſes, ou fait mettre, en ſa main, pour cauſe dudict ſervice contre luy faict, ou nom faict pour luy: ainſi qu'il commandoit aux Princes & aux Signeurs du parti d'Orleans, de faire le ſemblable reſpectivement. Item ordonnoit que tous les Traités de Paix, faicts à Chartres & ailleurs, ſeroyent tenus & accomplis, & toutes aliances, faictes, ou à faire, avec les Anglois, tant d'un parti que d'autre, de tous poincts rompues, y renoncant chaſcun d'eux. Item que le Duc de Brabant, les Ambaſſadeurs du Duc de Bourgongne, & les Députés de Flandres, comme Procureurs d'iceluy Duc de Bourgongne, & en leurs propres & privés noms, & iceux Députés, au nom des trois Eſtats de leur Païs, & iceluy Duc de Bourgongne en perſonne, & les Comtes de Charolois & de Nevers, & les gens des trois Eſtats de Bourgongne & d'Artois, jureroyent, & promettroyent (c'eſt aſſavoir les preſens entre les mains du Roy, & les abſens entre celles de ſes Commis) par leur foy & ſerment, que bien & loyaument ils tiendroyent & garderoyent, & ſeroyent tenus de tenir & garder, de tout leur pouvoir, cette Paix, & tous les articles en dépendans, ſans faire, ou ſoufrir eſtre faict, en aucune maniére, rien, qui fuſt au contraire, ſur peine de ſe forfaire: &, s'il avenoit qu aucun vouluſt faire autrement, ne luy donneroyent nulle aide ou faveur, ains l'en empeſcheroyent de toute leur puiſſance, baillans ce pendant leurs lettres autentiques, & ſéellées de leurs ſeaux, pour teſmoignage de tels ſermens & promeſſes. Ce que feroyent en tout cas pareil, & reſpectivement comme deſſus, le Cardinal de Bar, le Roy de Sicile, les Ducs de Berry, de Tours, d'Orleans, de Bretaigne, de Bourbon, d'Alençon, & de Bar, & les Comtes de Vertus, d'Eu, de Richemont, de Vendoſme, de Marle, d'Armignac, de Sainct-Pol, de Pontiévre, & de Tancarvile, & tous autres Princes du Sang Royal, & les gens des trois Eſtats de leurs Païs. Item que, ſi quelques exces, ou attentats, eſtoyent faicts contre cette Paix, que pourtant elle ne ſeroit aucunement rompue: mais pourroit la partie blecée demander juſtice: qui luy ſeroit incontinent faicte par raiſon. Puis finalement eſtoit mandé au Conneſtable, au Chancelier, aux gens du Parlement, aux Mareſchaux, au Maiſtre des Arbaleſtiers, à l'Admiral, au Prevoſt de Paris, à tous Sénéſchaux, Baillifs, Prevoſts, Capitaines, Majeurs, Eſchevins, & à tels autres hommes de Juſtice, qu'ils gardaſſent, & fiſſent garder, chaſcun endroyt ſoy, les choſes deſſuſdictes, ſans ſoufrir que rien fuſt faict au contraire, ains puniſſent ceux, qui autrement voudroyent faire, comme perturbateurs de Paix, & criminels de léſe mageſté.

ANS J.C. 1415. FRANCE ET BAVIERE.

CCCLIX.

Contract de Mariage entre JEAN DE FRANCE, *& Madame* JAQUELINE DE BAVIERE. *Fait à la Haye, le 6. Août* 1415. Dans le Grand Recuëil des Placards. Tom. III. pag. 6.

WY Johan des Coninex Soon van Vranckrijk, by der genaden Godts Hertoge van Toureinen, ende Grave van Ponthien, ende Jacob van Beyeren des hooghgeboren Vorſtes Hertoge Willems van Beyeren, Grave van Henegouwe, van Hollandt, ende van Zeelandt, ons lieſs gewaerdich Heere, Allen den genen die deſe letteren ſullen ſien of horen leſen, ontbieden wy onſe groete, alſoo als voortijts by inſet ende rade onſer liever Magen ende Vrienden, ende ſonderlinge ons lieſs Heeren des Coninex ende onſer Vrouwe de Coninginne van Vranckrijck, Vader en Moeder ons Hertoge van Toureinen voorſz, ende ons lieſs Heeren Hertoghs Willems van Beyeren, en onſer liever Vrouwen Margriete van Bourgoingen ſijnre liever Geſellinne, Vader ende Moeder ons Jacobs van Beyeren voornoemt, ſekere dadingen ende overdracht van Huwelicxe voorwaerden tuſſchen ons beyde gemaeckt ende overdragen zijn, in welcken onder andere poincten geſeyt is ende geordineert dat wy oock nu conſenteren.

Waert dat wy Jacob van Beyeren voornoemt, onſen lieven Heere ende Vader voorſz overleefde, ſoo ſouden die Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt mit allen hoiren toebehoren aen ons ende aen onſe Nakomelingen comen erffelicken, alſoo verre als onſe lieve Heer ende Vader voorſz op den dach ſijnre verſcheydinge geenen Soon en liet wettelickken gewonnen, geboren of ongeboren, om welcke ſaken ende reden voorſz dat regiment, bewint en beſittinge der Landen ende Heerlickheden voorſz oft alſoo geviele als voorſz ſtaet, ons Hertoge van Toreinen, als Man ende Vooght ons Jacobs voorſz toebehoren ſoude ende onſe Kinderen erffelick alſoo verre als wyſe by malkanderen kregen. Ende want onſe lieve Vader voorſz om rechte gunſte ende natuerlicke liefde die hy van ſchulden heeft tot ſijnen Lande ende Luyden voorſz, immers begerende ende willende, datſe na ſijnre doot geregeert ende gehouden worden in ſulcken eeren, rechten ende goede gewoonten als ons Voorvaders die gehouden ende geregeert hebben, hy nu ter tijdt doet, ende voortaen bet meent te doen ſijn leven langh, daer hy ons dicken ende menichwerven in goede leringe, wyſinge ende waringe toegedaen ende ingegeven heeft om dat eerlicken te volbrengen, daer wy eenen goeden langen tijt ons beraden op genomen hebben, ende bekennen wel, dat ſijns raets, wijſinge, leeringe ende begeerten in den ſaeken voorſz ons ende onſe Erfgenamen, oft ſoo geviele, ende oock den Landen, Heerlickheyden ende Luyden voorſz eerlick, profitelick ende redelick weſen ſullen, des wy onſen lieven Vader ſeer dancken.

Soo doen wy cont allen Luyden, dat wy Johan Hertoge van Toureynen, ende Jacob van Beyeren voornoemt, ſamentlijck ende elck voor ons byſonder om ons lieſs Vaders Hertoge Willems van Beyeren leeringe ende redelicke begeerte te volgen ende te volbrengen, onſen eenigen wille ende danck daer toe gedaen, hebben gheconſenteert ende overdragen, ende willen dat alle ſaecken en dingen geſchien die hier na geſchreven ende geordonneert zijn.

Inden eerſten, alſoo dat redelicken is ende mogelicken is, ſoo ſel onſe lieve Vader Hertoge Willem voornoemt geweldigh Heer weſen ende blyven der Landen ende Luyden van Henegouwe, van Hollandt,

CCCLIX.

ANS de J.C. 1415. FRANCE ET BAVIERE.

Traduction de ce Traité.

Nous Jean *Fils du Roi de France, par la grace de Dieu Duc de Touraine & Comte de Ponthieu, &* Jaqueline de Baviére *Fille de Guillaume Duc de Baviére, Comte de Hainaut, de Hollande, & de Zélande, nôtre cher & digne Pére, A tous ceux qui ces préſentes lettres verront ou orront; Salut. Comme par l'avis & perſuaſion de nos chers Parens & Amis, & particuliérement de nôtre cher Seigneur le Roi, & de nôtre Dame la Reine de France, Pére & Mére de nous Duc de Touraine ſuſdit, & de nôtre cher Seigneur le Duc Guillaume de Baviére, & de nôtre chére Dame Marguerite de Bourgogne ſa chére Epouſe, Pére & Mére de nous Jaqueline de Baviére ſuſdite, certaines conventions matrimoniales ont été faites entre nous deux, par leſquelles il eſt dit & ordonné, entre autres choſes, ſuivant nôtre préſent conſentement.*

Que s'il arrivoit que nous Jaqueline ſuſdite, ſurvécuſſions nôtre Seigneur & Pére ſuſdit, nous & nos deſcendans ſuccederions aux Païs de Hainaut, de Hollande, de Zélande & de Friſe avec leurs appartenances, pourvû qu'au jour du decès de nôtre dit Seigneur & Pére; il ne laiſſât point de fils légitime, pour laquelle raiſon la direction & poſſeſſion des ſuſdits Païs & Seigneuries, le cas échéant comme dit eſt, appartiendroit à nous Duc de Touraine, comme Mari & Tuteur de nous Jaqueline ſuſdite & hereditairement aux Enfans procréez de nous. Et comme nôtre cher Pére ſuſdit à cauſe de l'affection naturelle qu'il a d'obligation, pour ſes Païs & ſujets, il déſire & veut qu'aprés ſa mort, ils ſoient gouvernez & maintenus en tel honneur, droits & louables coutumes que ſes Ancêtres les ont tenus & gouvernez, & comme il l'a fait lui même & pretend le faire ci aprés juſques à ſa mort, nous ayant mêmes donné ſouventefois les enſeignements & inſtructions pour l'imiter avec honneur, nous reconnoiſſons, que ces avis, inſtructions & enſeignemens à l'égard des ſuſdites choſes, ſeront honorables & profitables, pour nous & nos héritiers ſi nous en avons, & mêmes aux Païs, Seigneuries & ſujets ſuſdits, dont nous remercions nôtre cher Pére.

Savoir faiſons donc à tous que nous Jean Duc de Touraine, & Jaqueline de Baviére ſuſdits, conjointement & chacun pour nous en particulier, & pour ſatisfaire aux juſtes déſirs de nôtre cher Pére le Duc Guillaume de Baviére avons par reconnoiſſance, conſenti & propoſé, & voulons que toutes choſes ſe faſſent ſelon qu'elles ſont préſentes & ordonnées ci-aprés.

En premier lieu, ainſi qu'il eſt raiſonnable & poſſible, nôtre cher Pére le Duc Guillaume ſuſdit ſera & demeurera Souverain des Païs & ſujets de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & de Friſe avec

ANS de J. C. 1415.

landt, van Zeelandt ende van Vrieslandt mit allen heuren toebehoren, ende synen vryen wille daer mede doen mogen sijn leven lanck, gelijckerwijs hy tot hier toe gedaen heeft, sonder ons des te bewinden in eenigerwijs.

Ende oft geviel dat dese Landen voorsz mit hoiren toebehooren an ons komen, wanneer dat sy, soo sullen wy dat leen daer of ontfangen ende versoucken van den genen ende in sulken manieren als onse Vader voornoemt dede of schuldigh was te doen, doen hem de voorsz Heerlickheyden ende besittinge daer of inquamen, ende alsoo sijn Voorvaders voor sijn tijdt gedaen hebben, ende van gene andere Heeren in geenre andere manieren.

Item, soo sullen wy dese drie Landen voorsz altoos te samen houden sonder die te delen of van malkanderen te scheyden, alsoo als die voortijdts belooft ende besegelt is geweest van ons liefs Vaders Voorvaderen, ende ook van hem ende van sommige goede Steden. Ende of wy Kinderen by malkanderen kregen so sullen die voorsz drie Landen toebehoren, na erfrecht, onsen outsten Soon, of onse outste Dochter of wy geen Soon en hadden.

Item, om dese voorsz Landen te bet te regieren, soo sullen wy hem houden ende doen houden alle hoir Rechten ende Hantvesten, Vryheden ende ook hare goede gewoonten ende redelick herkomen, sonder daer jegens te spreecken, of die te ontdoen in eeniger maten, ende sullen geordineert worden, gehouden ende bekleet mit officien ende diensten, in sulcker maten soo sy voortijts geweest hebben ende noch zijn, sonder eenige nieuwe gewoonten daer in te brengen, ende sullen in onsen Rade dienst-luyden setten van de besten ende nutsten die wy vinden sullen mogen, ende geboren sullen wesen van den voorsz Landen en geene Vreemden.

Item, dese voorsz puncten ende elck bysonder, ende ook dat wy jegenwoordelick beloven, sullen wy noch loven ende feestelick ende openbaerlick sweren ende confirmeren, soo wanneer wy inden voorsz Landen ontfangen sullen worden inde goede Steden ende Dorpen daer 't gewonelick is, of daer wy schuldigh zijn te doen, alsoo onse lieve Vader voornoemt ende syne Voorvaders voor hem gedaen hebben, ende daer of onse besegelde Brieven overgeven over al daer men 't van ons begeren sal ende behoorlick es.

Item, soo hebben wy gelooft ende geloven wettelick ende in goeden trouwen volkomelick te houden ende te doen houden alle giften ende bewysinge, erffelick ende lijffelick, die onse lieve Moeder Vrouwe Margriete van Bourgonge voornoemt gemaeckt zijn, of gemaeckt sullen wesen alsmen ons ontfanckt, van onsen lieven Vader voorsz of van synen Voorvaderen, alsoo wel in heuren Huwelick of daer nae, ofte andere Personen van dier saecke, inden drie Landen voorsz of eenigh van drien, soo wanneermen ons eenige Brieven daer of toont, ende soo wes die Brieven daer of inhouden dat sullen wy doen vervollen sonder verminderen, of eenigh wederstandigheyt, ende confirmeren ende vestigen die selve Brieven rechtevoorts volkomelick ende geheelick. Ende of wy hier namaels als wy in den voorsz Landen ontfangen worden of voor of na, van onse lieve Moeder ende van yemant van horen wegen aengesocht worden om andere confirmatie ofte vestigheyt te hebben, die heur weerdich ende profitelick waren, ende daer of onse besegelde Brieven te geven ende te accorderen, boven datter gedaen is, dat sullen wy heur doen sonder eenigh wederseggen, inder bester forme ende maniere diemen daer in versieren mach.

Ende desgelijcx hebben wy gelooft al ons liefs Vaders schult te betalen, ende te houden, ende gantschelijck te doen vervallen sonder eenich ofbreeck.

Alle giften, verkope, ende bewysinge, die onse Vader voornoemt gedaen heeft, ende noch doen sel, sijnen

toutes leurs dépendances & en fera à sa volonté sa vie durant, comme il en a fait jusques à present, sans nous en mêler en aucune maniére.

ANS de J. C. 1415.

Et s'il arrivoit que ces Païs & leurs dépendances nous advinssent en quelque temps que ce soit, nous en recevrons les hommages de ceux, & en la même maniére que nôtre Pére susdit, faisoit ou étoit obligé de faire, lors que les susdites Seigneuries & possessions lui écheurent, & comme ses Ancêtres avant lui ont fait, & de nuls autres Seigneurs en quelque maniére que ce soit.

Item, nous maintiendrons ces trois Païs susdits conjoints & sans les diviser ou séparer les uns des autres, comme il a été promis & scellé ci-devant par nos chers Ancêtres, & aussi par quelques bonnes Villes. Et si nous avons des Enfans ensemble, les susdits Païs appartiendront par droit de succession à nôtre Fils aîné, ou à nôtre Fille aînée si nous n'avons point d'Enfant mâle.

Item, pour d'autant mieux gouverner les susdits Païs, nous maintiendrons & ferons maintenir leurs Droits, Priviléges, Libertez, & louables coûtumes sans y contredire, & sans les enfraindre en aucune maniére, & seront conservez & revêtus des offices & services de la maniére qu'ils ont toûjours été & sont encore, sans y introduire aucune nouvelle coûtume, & mettrons en nôtre Conseil les gens, les meilleurs & les plus utiles qui se pourront trouver, & qui seront nez au susdit Pais & non des étrangers.

Item, les points susdits & chacun d'iceux que nous promettons presentement de confirmer en particulier, nous les jurerons & confirmerons en public quand nous serons reçûs dans les susdits Païs & dans les Villes & Bourgs, comme il est accoûtumé, ou aux lieux où nous sommes obligez de le faire, ainsi que nôtre cher Pére susdit & ses Ancêtres l'ont fait pour eux, & dont nous donnerons nos lettres scellées par tout où nous en serons requis & comme il sera de raison.

Item, nous avons promis & promettons loyalement & en bonne foi d'entretenir parfaitement & faire entretenir toutes donations entre vifs ou à cause de mort faite par nôtre chére Mére, Dame Marguerite de Bourgogne susdite, ou auront été faites par nôtre cher Pére susdit ou par ses Ancêtres, au tems de nôtre reception tant pendant leur Mariage que depuis, ou bien par d'autres personnes à cét égard, & ce dans ces trois Païs ou quelqu'un des trois, lors qu'on nous en montrera les lettres, & satisferons au contenu desdites lettres sans diminution, ou opposition, lesquelles lettres nous confirmons parfaitement & entiérement. Et au cas qu'à l'avenir lors que nous serons reçus dans lesdits Païs, ou en aprés, nous soyons requis de nôtre chere Mére ou de quelque autre de sa part d'en donner d'autre confirmation ou ratification qui lui soit utile & d'en accorder nos lettres scellées, outre ce qui sera déja fait, nous le ferons sans aucune contradiction en la meilleure forme & maniere que faire se pourra.

Et semblablement avons promis d'aquiter les dettes de nôtre cher Pére & de les amortir tout à fait sans y manquer.

Item, toutes les donations, ventes, & assignations que nôtre Pére a faites & pourra faire encore à ses serviteurs,

ANS J. C. 1415.

sijnen Dienaren ende Huysgesinne, ende andere luyden die hy gratie ende heusheyt heeft willen doen, diemen mit goede besegelde Brieven betoonen mach tot wat tijden dat het waer of wesen mochte.

Ende in der selver maten soo willen wy houden sulcke giften, rechten ende bewysinge als gedaen hebben geweest by ons liefs Ouders Voorvaderen in horen tijdt, voor goet ende van waerden gehouden heeft, ende die selve Brieven van gifte ende van vercope ende bewysinghe, als voorsz staet, confirmeren wy rechtevoort ende houdense van waerden, ende oft te doen ware, soo sullen wyse noch confirmeren, als daer toe behoort, tot alre tijt als wijs versocht worden van den genen die het aengaet, ofte van hoirer eenich.

Ende want wy Johan van Vranckrijck, Hertoge van Toureynen, ende Jacob van Beyeren voornoemt, nu ter tijt tot onsen jaren, ende in state der goeder bekenisse gekomen zijn, als die geene die macht hebben ons selven mit rechte te bevoorwaerden ende te verbinden, soo hebben wy gelooft en geloven t'samelick, ende elcx bysonder, alle dese voorsz poincten ende elcx van hen volcomelick te houden ende te bewaren, ende geheelick te volbrengen van puncte te puncte, sonder eenich of-breeck of wedersseggen daer in te doen, of laten geschieden, by ons noch hier namaels. Ende hier voor hebben wy ende elck van ons, alsoo verre als ons ende onse Erven na ons roert, of roeren mach, geset onse getrouwe sekerheden, eede, ende geloven, in de handen ons liefs Vaders voorsz, also wel voor hem als voor sijnen Landen ende Luyden, en voor anders allen den genen diet roeren mocht, of mach, nu ter tijdt of hier namaels, ende hebben daer in verbonden, ende verbinden volcomelicken by wittachtiger gelooftenisse ons ende elck een van ons, ons Erfgenamen ende Navolgers, ende alle onse ende hoire Goeden, over al waer sy gelegen zijn, versakende ende wederroepende gemeenlicken ende bysonder alle dingen, die ons hier jegens souden mogen helpen, mit rechte of mitter daet, alle argliſt uytgeseyt inde voorsz stucken. Ende hebben des t'oirconde onsen segelen hier an doen hangen. *Gegeven inden Hage den sesten dagh in Augusto int Jaer ons Heeren duysent vier hondert en vijftien.*

viteurs, & domestiques, & autres personnes qu'il aura voulu favoriser, & lesquelles pourront être justifiées par lettres scellées, datées du jour qu'elles auront été faites. ANS de J. C. 1415.

Et de la même maniére nous voulons entretenir les donations, droits & assignations qui ont été faites par nos chers Ancêtres en leurs tems, & les tiendrons pour bonnes, & même confirmerons les lettres de donations, de ventes & d'Assignations, & celles qui pourroient encore être à faire comme il apartient, en quelque tems que nous en soyons requis.

Et comme nous Jean de France Duc de Touraine, & Jaqueline de Baviére susdits, sommes présentement parvenus en âge en état de connoissance, de même que ceux qui ont pouvoir de nous conseiller & de nous obliger, nous avons promis & promettons conjointement & chacun en particulier, de garder & observer parfaitement tous les susdits points & chacun d'iceux en particulier, & de les accomplir de point en point sans manquement ni contradiction aucune, ni d'y faire manquer ni contredire cy aprés. C'est pourquoy, entant que cela touche ou peut toucher nous & nos heritages, nous avons fait entre les mains de nôtre cher pére tant pour lui que pour ses païs & sujets & pour toutes les autres choses qui peuvent ou pouvoient le regarder dés apresent ou cy aprés nos assurance, serment & promesse, & y avons obligé & obligeons entiérement par promesse légitime, pour nous, un chacun de nous, nos heritiers descendans ou chacun d'iceux, nos biens & les leurs, en quelque endroit qu'ils soient situez, renonçans à toutes choses à ce contraires de droit ou de fait, & sans aucune dissimulation à cet égard. En témoin dequoy nous avons fait mettre nos sceaux à ces presentes. Donné à la Haye le 6. jour d'Août l'an de nôtre Seigneur 1415.

CCCLX.

ANS J. C. 1415. BRABANT.

Union & Confédération entre les trois Etats de BRABANT, *& le Païs d'*OUTRE-MEUSE *le 4. Novembre* 1415. Placards, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. V. pag. 555. & en Abrégé dans Aubert le Mire. Diplomatum Belgicorum. Tom. II. Chap. 99. pag. 420.

IN den name des Vaders, des Soons, ende des H. Gheest. Amen. Allen den genen die dese jegenwoordighe letteren sullen sien oft hooren lesen, by den ghedooghe ons Heeren, Jan van Gembloirs, Jan van Affligem, Otte van Vyliers, Roeloff van Vlierderbeke, Peeter van S. Bernaerts op den Schelde, Alard van S. Machiels t'Antwerpen, Geert van Percke, Jan van Helysem, Jan van Everbode, Jan van Tongerloo, Jan van Grimbergen, ende Gijsbrecht van Jette Abden.

II. Peeter van Luccemborch Greve van T'oversant, ende Jan Bryenne Heer tot Edygen, Ingbrecht Greve van Nassauw, Heere van Lecke ende van Breda, Jacob Heere van Arconde, van Gaesbeke van Putte ende van Strijen, erfmaerschalck van Henegouwe, Willem Grave van Zeyne Heer van S. Aeghtenroede, Engbrecht van Edinghen, Heer van Ramere vande Folien

CCCLX.

ANS de J. C. 1415. BRABANT.

Traduction de ce Traité.

AU nom du Pere, du fils, & du St. Esprit, Amen. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront, par l'aprobation de nos Seigneurs, Jean de Gembloirs, Jean d'Asligeu, Otton de Viliers, Roland de Vlierbeke, Pierre de St. Bernard sur l'Escault, Arnould de St. Michel à Anvers, Gerard du Parck, Jean de Helysem, Jean d'Everbode, Jean de Tongerlo, Jean de Grimbergue, & Gisbert de Jette, Abbez.

(a) *II. Pierre de Luxembourg, Comte de Conversan, & Jean Brienne Seigneur d'Enguien; Engelbert Comte de Nassau, Seigneur de la Leck & de Breda, Jacob Seigneur d'Arconde, de Gaesbeke, de Putte, & de Strijen, Maréchal héréditaire de Hainaut, Guillaume Comte de Zeyne Seigneur de Sainte Agathe, Engelbert d'Enguien, Seigneur de Rame-*

(a) L'exemplaire d'Aubert le Mire lui donne le nom de *Jean.*

ANS de J. C. 1415.

Folien ende van Kubeke, Thomas Heere van Dieſt ende van Sichene Borchgrave van Antwerpen, Jan Heere van Weſemale ende van Phaloys erffmaerſchalck van BRABANT, Jan van Perfunt Rient-meeſter van Chantrain, Hendrick van Bouterſem, Heere van Bergen op ten Zoom, Henrick van Berghen Heere van Grunbergen ende van Melijn ſijn Sone Jan van Schoonvorſt Heere van Flamengerijen ende van Waley, Jan Heere van Rotſelaer, ende van Voſſelaer erff Hoff-meeſtere van Brabant, Jan van Kuyck Heere van Hoochſtraeten Jan van Hoirne Heere van Perweys, Jacop Heere van Ghete Jacob Heere van Sombreſſe Ancel Heere van Trafengnies, Engbrecht van Marcke Heere van Lonmernael ende van Voghelenſanck, Raes vanden Rivieren Heere van Nederlyntere, Willem van Meerhem Heere van Bocxtel, Jan Soen te Dieſt, Jan Soen te Weſemale, Henrick vanden Becke Heere van Heſevrijck, Jan van Berlaer Heere van Helmont ende van Keerbergen, Symon Heere van Fauguele, Henrick Heere van Heverle ende van Goyke, Erffkemerlinck van Brabant, Arent van Crayenhem Heere van Grobbendonck, Daniel Heere van Bouchout van Huenbeke van Loenhout ende Borck-grave van Bruefſel, Jan van Grimberghen Heere van Aſſche, Alaert Heere van Riviere, Jan Heere van Marbais, Jan Heere van Wythain, Henrick van Wytham ſijn Broedere, Jan van Dieſt, Henrick van Dieſt, Heere vanden Rivieren, Euſtaes Heere van Viertain Jan Heere van Meeghem, Robbrecht van Sponty Heere van Wavre, Lijbrecht van Aieldert Heere van Brudelinghen, Wouter van Kersbeke Heere van Gotſenhoven, Henrick van Rotſelaer Jan van Aa Heere van Hoochſtain, Jan van Wytham Heere van Bouterſchem, Gerit van Berghen, Heere van Meyrhem, Jan van Halen Heere van Lillo, Gielis van Bouchout Wouter van Winghe, Raes van Lintere, Rogier van Pyeterſchem Heere van Leefdale, Jan Heere van Pyeterſchem, Dierick van Meerhem Zoen te Bocxtel, Jan Heere van Huldeberge, Robrecht van Aſſche, Jan van Ranſt Heer van Mortſele ende vande Canticrode, Henrick van Ranſt Heere van Keſſel, Jan Heere van Glijmes, Jan Heere van Dongelberghe Raes van Graven Heere van Malebeke, Willem van Ranſt Heere van Vriemde ende van Millegheem, Henrick van Wailham, Philips Heere van Geldrop, Dierick van Haeſtricht Heere van Venloen, Willem van Gent Heere van Neerwyck, Jan van Lier, Heere van Noorderwijck, Jan van Kerſbeke, Jan Heere van Lijſmael, Gerit van Lintre Willem van Montenaken Heere te Grafe, Jan Bernage Heere te percke, Jan Wauden Boſſch Borch-grave van vueren Jan Heere te Wanghe, Boudewijn van Graven, Arnt van Gheldenaken, Simeon van Coudenborch Heere tot Oplijntere, Jan van Dyedegem, Hendrick van Colem, Arnt vanden Houte, Claes de Zwaeff, Jan de Zwaeff, Walraven vander Delſt, Heere van Borchvliet ende vander hoogher-Heyden, Arnt Heere van Ymmerſele ende vanden armeyden, Hendrick Dijckbier, Heere van Merle, Jan Heere van Schoonhoven, Jan van Schoonhoven, Willem vanden Berghe, Heere van Orbais, Borchgrave van Gheldenaecken, Henrick Heere van Gronsfelt ende van Rhinghberch, Adam van Berghe, Heere van Lemborch, Andries van Merode, Heere van Franckenberch, Borch-Grave van Limborch, Jan Hoen van Ruerendale, Claes Hoen, Heere ten Broecke, Reynier vanden Berghe, Heere te Geul, Jan van Hulsberch, Reynier Heere van Nieuwenborch, Jan Huyn van Haſtenrode, Goeſem Beghijn, Daniel Hoen, Reynard vander Nieuwerborch, Godevaert Dobbelſteen een van Dodenrade, Goeſem van Cortemberch, Reynier van Hulsberch, Dierick van Beughe, Geert van Cortenbach, Aernt van Sevel, Gooſen van Hevel, Geert van Eyckhout, Willem van Rodersbeck diemen heet Scoesberch Adam van Gulick-hoven, Vranck van Hulsberch, Wermer van Barbome, Gemut van Colden-

re, de Folie, & de Tubiſe, Thomas Seigneur de Dieſt & de Zichene Burgrave d'Anvers, Jean Seigneur de Weſemale & de Phalaiſe, Maréchal héréditaire de BRABANT, *Jean de Perfunt Receveur de Chantrain, Henry de Bouterſen Seigneur de Bergue ſur la Somme, Henri de Bergue Seigneur de Grimbergue & de Melin, ſon fils, Jean de Schoonvorſt Seigneur de Flamengerie, & de Waley, Jean Seigneur de Rotſelare & de Voſſelar, Maitre d'Hôtel héréditaire de Brabant, Jean de Kuyck Seigneur de Hochſtrate, Jean de Horne Seigneur de Perweys, Jacob Seigneur de Gete, Jacob Seigneur de Sombreff, Anſelme Seigneur de Traſegnies, Engelbert de la Marck Seigneur de Lonmernael, & de Vogelenſang, Raſe de la Riviere Seigneur de Nederlyntere, Guillaume de Meerhem Seigneur de Bocxtel, Jean fils de Dieſt, Jean de Weſemale, Henri de Becke Seigneur de Heſewyck, Jean de Berlaer Seigneur d'Helmond & de Keerbergen, Simon Seigneur de Fauguele, Henri Seigneur de Heverle & de Goyke, Camerier hereditaire de Brabant, Arnould de Crayenhem Seigneur de Grobbendonck, Daniel Seigneur de Bouchout, de Huenbeck, de Loenhout, & Burgrave de Bruxelles, Jean de Grimberghen Seigneur d'Aſche, Alart Seigneur de Riviere, Jean Seigneur de Marbais, Jean Seigneur de Wythain, Henri de Wytham ſon frere, Jean de Dieſt Henri de Dieſt Seigneurs de la Riviere, Euſtache Seigneur de Viertain, Jean Seigneur de Meeghem, Robert de Sponti, Seigneur de Wavre, Libert d'Aildert Seigneur de Brudelingue, Walter de Kersbeke Seigneur de Gotſenhove, Henri de Rotſelaer, Jean d'Aa, Seigneur de Hoochſtain, Jean de Wytham Seigneur de Bouterſchem, Gerit de Bergſen, Seigneur de Meyrhem, Jean de Halen Seigneur de Lillo, Gilles de Bouchout, Walter de Wingue, Raze de Lintere, Roger de Pieterſchem Seigneur de Leefdaele, Jean Seigneur de Pyeterſchem, Theodore de Meerhem fils de Boxtel, Jean Seigneur de Huldebergue, Robert d'Aſſe, Jean de Ranſt, Seigneur de Mortſele, & de Cantierode, Henri de Ranſt Seigneur de Keſſel, Jean Seigneur de Glymes, Jean Seigneur de Dongelberg, Raſe de Grave, Seigneur de Malebec, Guillaume de Ranſt Seigneur de Vriemde & Milleguen, Henri de Vaillant, Philippe Seigneur de Geldrop, Theodore de Haeſtric Seigneur de Venloen, Guillaume de Gent Seigneur de Neerwyck, Jean de Lier Seigneur de Noorderwyck, Jean de Kersbeke, Jean Seigneur de Lyſmael, Gerard de Lintre, Guillaume de Montenake Seigneur de Grafe, Jean Bernage Seigneur de Parck, Jean du Bois, Burggrave de Vuren, Jean Seigneur de Wanghe, Baudouin le Comte, Arnould de Gheldenaken, Simeon de Coudenborch, Seigneur d'Oplintere, Jean de Dyedegem, Henri de Colem, Arnould vanden Houte, Nicolas de Zwaeff, Jean de Zwaef, Walrave de Delft, Seigneur de Borchvliet, & de Hogerheide, Arnould Seigneur d'Ymerſele, & d'Armeyde, Henri Dyckbier, Seigneur de Merle, Jean Seigneur de Schoonhove, Jean de Schoonhove, Guillaume vanden Berghe, Seigneur d'Orbais, Burgrave de Gheldenaken, Henri Seigneur de Gronsfelt & de Rhinberg, Adam de Berghe, Seigneur de Lemborgh, André de Merode Seigneur de Frankenberg Burgrave de Limbourg, Jean Hoen de Rurendale, Nicolas Hoen, Seigneur de Brouke, Reiniers vanden Berghe Seigneur de Geul, Jean de Hulsbergue, Reinier Seigneur de Nieuwenborg, Jean Huyn de Haſtenrode, Goeſem Beguin, Daniel Hoen, Renaud vander Nieuwerborg, Godefroi Dobbelſtein de Dodenrade, Gouſin de Cortenberch, Reignier de Hulsbergh, Theodore de Beughe, Gerard de Cortenbach, Arnould de Sevel, Gouſin de Hevel, Gerard de Eyckhout, Guillaume de Rodersbeck dit Scoesberch, Adam de Gulickhoven, Franc de Hulsberch, Wermer de Barbome, Gemut de Coldenberch, Vranck*

denberch, Vranck van Bulſtert, Leonard van Rodersbeck, Coenrard van Benhenrode, Aernt van Hoenien, Kerſtiaen van Rhinbberge, Geert van Veeterſchem, Aernt van Elderen, Ponthe van Welckenhuyſen, Henrick van Welckenhuyſen, Heere van Cleenemt Weerner van Gronſſelt Boudewijn van Monjardin Gheert van Bongard, Staes van Boughaeren, Willem Heere van Ackenteel Peeter van Cortenbach.

III. Comoing-meeſteren Schepenen geſworene ende de de Raedt der Stadt Lovene Schepenen ende Raet der Stadt van Bruſſele Borghemeeſteren Schepenen ende Raedt der Stadt van Antwerpen van s'Hertogenboſſch van Tricht van Tienen van Leeuwe van Nyvele van Dieſt van Herentals van Liere, van Aerſchot, van Breda, van Sichene van Berghen op ten Zoom, van Steenberghen, ende van Gheldenaecken, voor ons, ende voor alle d'andere ſmalle Steden ende vrijheden des lants van Brabant Borghemeeſteren Schepenen ende Raet der Stede van Lymborch, van Valckenborch van Daelhem, van Rode van Waſſenberghe van Gungelt van Mille, van Vucht, van Kerpen, van Lomeſchem, ende van Spremont, ſaluyt in onſen Heere.

IV. Condt ſy allen dat wy aenſiende ende merckende de grooté trouwe ende vrintſchap die wy altijdt ghehadt hebben elck met anderen ende in toecommende tijden hebben ende onderlinge houden willen, ende om te ſchouwene allen ranceur twiſt ende diſcort die hier naemaels opcomen ende gevallen mochten inden lande ſonderlinghe aenſiende de eere oorboer ende prouffijt ons ghenadich Heeren Hertoghen Jans outſten Soone ſaligher ghedenckeniſſen ons lieffs Heeren Hertoghen Antheunis diens Siele Godt ghenadich ſy ende des ghemeynds lants van Brabant om eeuwelijck ongeſcheyden ende ongheſundert te gader te blijven, in vrintſchappen trouwen ende eendrachticheden hebben, gheaccordeert ende over een ghedraghen voor ons onſe hoyr onſe naecommelinghen alſulcken poincten ende articulen als hier naer volghen te houdene vaſt ende gheſtaede ende ons daer toe verbonden elck met anderen t'eeuwelijcke daeghen.

V. Inden eerſten ſoo hebben wy ghelooſt ende gheloven d'een den anderen in goeden trouwen ende in ſekerheyden ten heyligen gheſwooren dat wy voortaen eeuwelijck duerende d'een by den anderen blijven ſullen eendrachtelijck, ongheſcheyden, ende ongheſundert ende waert dat ons, oft den lande oft eenighen van ons eenighen laſt oft commere toequame om deſen oft om eenighe andere ſaecken wille onſen ghenaedighen Heere oft ſijnen lande aengaende die ſullen wy elck den anderen hulpen wederſtaen met onſen lijve ende goede, ende met alle onſe macht, ende ſullen elck metten anderen by een blijven ſonder eenighe ontſcout daer teghen te ſuecken in eenigher manieren, ende wat ſaecken dat wy, oft iemanden van ons oft eenich ſingulier perſoon inden Lande van Brabant, ofte van Over-mase gheſeten hier tegen ginge, dade oft ſeyde, oft oock hier tegen rebel ware in eeniger manieren, dat wy dan, ghelijck voorſeyt is den genen, oft de gene die dat dade, oft daden bedwinghen ſouden, ende helpen bedwinghen, en alſulck hebben met haren lijve ende goede, dat hy oft ſy hier by blijven ſouden moeten ſonder afflaten, alſoo verre als wy Prelaten ende gheeſtelijcke perſoonen voorſ. ons daer inne verbinden moghen met rechte, ende niet anders, ende gheloven voorts d'een den anderen te houden, ende helpen houden, elckx anders privilegien, charteren, uſagien, coſtuymen ende herbringen ſonder argheliſt. In oirconden ende ghetuyghenisſe hier aff hebben wy alle t'ſamentlijck onſe Seghelen hier aen doen hanghen. Ghegheven in't'jaer duyſent IV. honderd ende XV. op den vierden dach Novembri.

de Bulſter, Leonard de Rodersbeck, Conrard de Benhenrode, Arnould de Hoenien, Chreſtien de Ringberghe, Gerard de Veeterſchem, Arnould de Elderen, Ponthe de Welckenhuyſe, Henri de Welckenhuyſe, Seigneur de Cleenemt, Werner de Gronſſelt, Baudouin de Monjardin, Gerard de Bongard, Euſtache de Boughaeren, Guillaume Seigneur d'Ackenteel, Pierre de Cortenbach. ANS de J. C. 1415.

III. Les Bourguemaitres, Echevins Jurez, & Conſeil de Ville de Louvain, Echevins, & Conſeil de Ville de Bruxelles, Bourguemaitres, Echevins & Conſeil de Ville d'Anvers, de Boiſleduc, de Maſtricht, de Thienen, de Leuwe, de Nivele, de Dieſt, de Herſtal, de Liere, d'Arſchot, de Breda, de Sichen, de Bergue-op-ſom, de Steenbergue, de Gheldenaek, pour nous & toutes les petites Villes & Franchiſes du Païs de Brabant; Bourguemaitres, Echevins & Conſeil de Ville de Limbourg, Faucomont, de Dalhem, de Rode, de Waſſenberghe, de Gungelt, de Mille, de Vucht, de Kerpen, de Lomeſchem, & de Spremont, ſalut en nôtre Seigneur.

IV. Sçavoir faiſons que remarquant, & conſidérant la grande confiance & amitié que nous avons toûjours eue les uns pour les autres & que nous deſirons entretenir à l'avenir, & pour éviter toute rancune & different qui pourroient ſurvenir dans le païs; conſiderant particuliérement l'honneur, l'avantage & le profit de Monſeigneur le Duc Jean, fils aîné de deffunt le cher Duc Anthoine d'heureuſe mémoire, a qui Dieu faſſe miſericorde, & particuliérement le Païs de Brabant, pour être & demeurer éternellement & inſéparablement attachez l'un à l'autre, par une bonne amitié, fidélité & concorde ſommes convenus & accordez pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs d'obſerver invioablement & fermement tous les points & articles qui s'enſuivent, à quoy nous nous ſommes obligez les uns & les autres pour toûjours.

V. En premier lieu avons promis & promettons en bonne foy de demeurer unis & inſéparables les uns avec les autres à toûjours; & s'il arrivoit que nous ou quelcun de nous reçût quelque dommage à cauſe de ce, ou pour quelque autre choſe qui regardât nôtre dit Seigneur ou ſon païs, nous nous aiderons l'un l'autre de nos biens & vie à les maintenir de tout nôtre pouvoir, & demeurerons attachez l'un à l'autre ſans nous ſéparer ſous quelque prétexte ou en quelque maniére que ce ſoit, & quelque choſe que nous ou quelcun de nous ou quelque perſonne particuliére du Païs de Brabant, ou d'Outre-Meuse *faſſe ou diſe, & s'il arrivoit qu'il y eût de la rebellion en quelque maniere que ce fût a cet égard, que nous, comme il eſt dit, nous y oppoſerons de nos biens & vie contre celui ou ceux qui auront perpetré leſdits faits, promettant de nous en tenir à ce que deſſus, ſans que nous Prelats & perſonnes Eccléſiaſtiques ſuſdites, pouvons nous y obliger de droit & non autrement; & promettons les uns & les autres de maintenir en outre & faire maintenir, chacun ſes priviléges, chartres, uſage, & coutumes ſans diſſimulation. En témoin dequoy avons fait oppoſer chacun nos ſeaux à ces preſentes. Donné l'an mil quatre cent & quinze le 4. de Novembre.*

ANS de J. C. 1416.

CCCLXI.

L'Empire et Savoye.

Erection du Comté de SAVOYE *en Duché faite par l'Empereur* SIGISMOND, *à Chamberi, le 19. Février*, 1416. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 309.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, fœliciter, Amen. SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Rex semper augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Ramæ, Serviæ, Galliciæ, Lodomeriæ, Comaniæ, Bulgariæque Rex, ac Marchio Brandenburgensis, nec non Bohemiæ & Lucenburgensis hæres, ad perpetuam rei memoriam : Illustri Principi Amedeo Duci SABAUDIÆ, consanguineo nostro carissimo, & fideli dilecto, gratiam Regiam; & omne bonum. Sceptrigera Regiæ dignitatis sublimitas, sicut inferioribus potestatibus officii & autoritatis elatione præfertur, ut commissos sibi fideles optatæ gubernet consolatiònis præsidio, quo thronus Regibus tanto solidetur felicius, ac uberiori prosperitate proficiat, quantò indeficientis suæ virtutis donaria largiori benignitatis munere copiosius fuderit in subjectos; sic accrescente splendore Regalis solii, Nobilitates aliæ velut è sole radii prodeuntes, fidelium status & conditiones illustrant; quæ primæ lucis integritas minorati luminis detrimenta non patiatur, imò amplioris utique scintillantis jubaris expectato decore perfunditur, dum in circuitu sedis Augustæ illustrium & magnificorum Virorum numerus ad Imperii sacri decorem fœliciter adaugetur.

2. Sanè dum antiquitatem prosapiæ tuæ, nobilitatem, præclara ac fidelissima progenitorum tuorum multiplicium virtutem, probitatumque merita, mentis constantiam, ac indefessi laboris sollicitudinem, quibus Serenissimos & Invictissimos Principes divæ memoriæ Romanorum Imperatores & Reges, nostros prædecessores, signanter autem Serenissimos Principes quondam Henricum septimum proavum, & Carolum quartum Romanorum Imperatores, Regem Boemiæ Dominum & genitorem nostros carissimos, ac sacrum Romanum Imperium, extraordinaria diligentia semper honorare studuerunt; quemadmodum ex diversis privilegiis, eisdem tuis parentibus, & præsertim per præfatos proavum & Genitorem nostros, progenitoribus suis supra dictis ditis collegimus, ac evidenter cognovimus, in examen proinde rationis deducimus, dum & innatam illam & approbatam fidelitatis tuæ promtitudinem, eminentem legalitatis industriam, aliarum quoque multarum insignia virtutum, super quibus in conspectu Majestatis nostræ Regiæ, tùm multorum fide digno testimonio commendaris, tum etiam ipsa rerum omnium magistra experientiâ approbatus existis, attentâ mente revolvimus, dumque grata plurimum & accepta serviciorum tuorum obsequia, quibus Nobis & Imperio, prædicto tam promptè quam effectualiter benevoleque placuisti, sollicitis studiis quotidie places, & in antea quidem tanto ferventius & utilius placere poteris ac debebis, quanto te excellentiora, amplioraque dignitatum & honorum beneficia & antidota cognoveris à nostro culmine & sacro imperio susceptisse, pia consideratione pensamus; ad ea utique Majestas nostra benignis inclinatur affectibus, quæ tuum totiusque domus tuæ status exaltationem & honorem concernunt pariter & profectum.

3. Notum itaque meritorum tuorum intuitu, Te Amedeum Principem & consanguineum nostrum dilectum, non per errorem aut improvidè, sed animo deliberato, propriique nostri motus instinctu, sano etiam Principum, Comitum, Baronum, Nobilium, procerum, & fidelium nostrorum accedente consilio, de certa nostra scientia, ac de Romanæ Regiæ potestatis plenitudine; Hodie in nomine Domini Salvatoris nostri, à quo omnis honor, Principatus & Nobilitas provenire noscuntur, in verum Principem & Ducem illustravimus, erexímus, creavimus & sublimavimus, illustramus, erigimus, creamus, sublimamus, & tenore præsentium in & sub diademate & apparatu nostro Regio & Imperiali, prout in talibus moris est, solemniter & præsentialiter decoramus. Decernentes expressè, & Edicto Romano Regio & Imperiali statuentes, quod tu, hæredes legitimi naturales, & successores tui Duces Sabaudiæ, perpetuò omni præeminentia, dignitate, nobilitate, jure, potestate, libertate, honoribus & consuetudinibus continuò gaudere debeatis & perfrui, quibus cæteri Imperii sacri Principes, & signanter Illustres Duces facti sunt hactenus, & quomodolibet potiuntur; Comitatumque tuum Sabaudiæ, & civitates, castra, munitiones, oppida, villas, districtus, montes, colles, & plana, cum omnibus sylvis, rubetis, pratis, pascuis, aquis, aquarum decursibus, lacubus, piscinis, piscaturis, theloneis, judiciis, bannis, sive inhibitionibus, venationibus, censibus, redditibus, accusationibus & pœnis inde sequentibus, de consuetudine vel de jure, Baronibus, Baroniis, feudis, feudatariis, vassallis, vassallariis, militibus, clientibus, judicibus, civibus, nobilibus & plebeiis, rusticis, agricolis, pauperibus & divitibus, & omnibus eorum pertinentiis, eo modo dumtaxat, sicut & quemadmodum per dominos prædecessores nostros territorium hujusmodi in & sub metis & limitibus antiquis in Comitatum Sabaudiæ creatum fuit & erectum, & sicut prædicta, & eorum quodlibet latitudo prædicti Comitatus comprehendit; salvis tamen Ecclesiastica libertate; & omnium aliorum jure, in verum & perpetuum Principatum & ducatum Sabaudiæ erigimus & insignimus, & de prædictæ Romanæ Regiæ potestatis plenitudine, decoramus tibi Illustri Principi Amedeo Duci Sabaudiæ prædicto, Ducatum sive Principatum Sabaudiæ supra dictum, cum omnibus nobilibus, hominibus, juribus, privilegiis, immunitatibus præeminentiis, honoribus, pertinentiis, mero & mixto Imperio, gladii potestate, ac jurisdictione omnimoda, quemadmodum Ducatus seu Principatus insignes ab illustribus sacrosancti Romani Imperii Ducibus vel Principibus possidentur sive tenentur, sive possideri consueverunt hactenus, & in quantum à sacro Romano Imperio in feudum dependent de benignitate Regni conferentes.

4. Decernimus etiam, & hac Edictali constitutione sancivimus, quod tu, hæredes & successores tui perpetuò, Duces Sabaudiæ appellari & nominari in antea debeatis, & tanquam cæteri Imperii sacri Duces & Principes teneri & honorari, & ubique ab omnibus reputari, omnique jure, privilegio, honore, gratia & dignitate; absque impedimento perfrui, quibus alii sacrosancti Romani Imperii Duces & Principes, in dandis seu recipiendis juribus, & conferendis seu suscipiendis feudis, & omnibus aliis illustrem statum & conditionem Ducum seu Principum concernentibus, fruiti sunt hactenus seu quomodolibet potiuntur. Decernimus etiam & volumus, ac Regali edicto duximus perpetuò statuendum, quod tu, hæredes & successores tui Duces Sabaudiæ, Ducatum seu principatum Sabaudiæ prædictum, cum omnibus suis pertinentiis, sicut expressatur superius, à nobis necnon à nostris successoribus Imperatoribus seu Regibus Romanis, & ab ipso Romano Imperio; totiens quotiens oportunum fuerit debitæ solemnitatis honore, & cum vexillis ut moris est, & solita reverentia suscipere debeatis; nobisque ac eisdem successoribus nostris, in casibus præmissis, sicut alii Imperiales Duces & Principes, præstare & facere fidelitatis, homagii, obedientiæ & subjectionis debita corporalia juramenta, & nullo modo vel tempore Ecclesiis vel Prælatis, & cæteris personis Ecclesiasticis in dicto Ducatu, olim

Comita-

ANS J. C. 1416. Comitatu Sabaudiæ appellato, quoquo modo adversari; nec de bonis & juribus Ecclesiasticis, quæ ob reverentiam Dei & sanctorum ejus salvâ semper & illæsa persistere volumus, te ingerere, neque alium seu alios quoscumque permittere, sed ipsos charitativè tractare, ac illæsos undique pro posse custodire; & quod in dicto Ducatu Sabaudiæ pacem & justitiam omnibus & singulis æquè pauperibus & divitibus, procurare facere, & administrare velis & debeas efficaciter juxta posse.

5. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc nostræ Illustrationis, erectionis, sublimationis, creationis, decorationis, collationis seu Decreti paginam infringere, seu ei quovis ausu temerario quomodolibet contraire. Si quis autem secùs attentare præsumpserit, præter indignationem nostram gravissimam, pœnam mille marcharum auri purissimi totiens quotiens contractum fuerit, se noverit irremissibiliter incursurum, quarum medietatem Regalis nostri ærarii sive fieri, residuam verò partem supra dicti Ducis, hæredum & successorum suorum usibus decrevimus applicari, præsentium sub nostræ Majestatis sigilli appensione testimonio literarum. Datum Camberiaci Gratianopolitanæ Diœcesis, Anno à Nativitate Domini M. CCCC. XVI. XIX. mensis Februarii. Regnorum nostrorum anno Hungariæ XXIX. Romanæ electionis VI. Coronationis vero II.

CCCLXII.

ANS J. C. 1416. 'EMPIRE ET VOYE. *Investiture du Duché de* SAVOYE *& autres Etats donnée à* AME' VIII. *premier Duc de Savoye, par l'Empereur* SIGISMOND, *à Chamberi, le* 20. *Février.* 1416. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 312.

SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmaciæ, Croaciæ &c. Rex. Notum facimus tenore præsentium universis, ad futuram rei memoriam. Etsi Regalis dignitatis Clementia, universorum fidelium, quos latitudo sacri Romani Imperii complectitur fœlicibus profectibus, gratis, commodis, & speratis augmentis favorabiliter dignatur intendere; ad illorum tamen profectus & commoda diligentiori studio clementius inclinari consuevit, quorum merita, fides & constantia, ac internæ fidelitatis integritas, continuatis studiis cæteros antecedunt. Sanè per Illustrem AMEDEUM Ducem SABAUDIÆ Principem, Ducem Chablaisii & Augustæ, in Italia Marchionem, Comitem Gebennens. & Pedemontium, Dominum Niciæ Civitatis & terræ, alterius terræ suæ Provinciæ, civitatis & Comitatus Astensis, terræ & vallis domus Osellæ, Principem & consanguineum nostrum carissimum, petitio nostræ Majestati exhibita continebat, ut ipsum Amedeum Ducem de prædictis Principatu, Ducatibus, Marchionatu, Comitatibus, Dominiis, terris, Civitatibus nec non castris, castellis, oppidis, villis, locis, & aliis quibuscumque, ac etiam privilegiis francheſiarum, libertatum, immunitatum, bonorum, largitionum, possessionum, honorum, districtuum, jurium & jurisdictionum, per Divæ recordationis Romanorum Imperatores, & Reges prædecessores nostros, ac alias ipsi Amedeo & ejus progenitoribus & prædecessoribus concessis seu concessorum, donatorum & indultorum, concessarum, donatarum & etiam indultarum investire; illaque sibi & suis hæredibus approbare, ratificare, autorizare & confirmare auctoritate Romana Regia dignaremur.

2. Nos igitur attentis intemeratæ fidei constantiam, sinceræ devotionis affectum, & eximiæ fidelitatis gratissima obsequia, quibus præfatus Amedeus Dux & sui progenitores præfatos Prædecessores nostros, nos & Imperium sacrum ferventius honorarunt, & ipse Amedeus honorare poterit & debebit in futurum. Idcirco animo deliberato, non per errorem aut improvidè; sed maturo Principum, Comitum, Baronum ac Procerum nostrorum accedente consilio eundem Amedeum Ducem, juramento primitùs fidelitatis & homagii debiti præstatione in talibus Romanorum Imperatoribus & Regibus fieri consuetis, aliàs nostræ Majestati per nobiles Gaspardum de Montemajori militem Marescallum Sabaudiæ, & Joannem de Belleforti legum Doctorem, inter præfati Amedei nuntios & Procuratores solemnes nobis facta, præfato Duce asserente de sua voluntate & pleno mandato processisse pro ratisque & gratis eis per ipsum Ducem proinde habitis & approbatis, ac si ipse Amedeus Dux præfati juramenti fidelitatis & homagii præstationem-met feciſſet & duxisset faciendam; de præscriptis Principatu, Ducatibus, Marchionatu, Comitatibus, dominiis, terris, & Civitatibus, nec non castris, castellis, opidis, villis, locis, & aliis quibuscumque, ac etiam universis privilegiis francheſiarum, libertatum, immunitatum, honorum, gratiarum, largitionum, possessionum, bonorum, districtuum, jurium & jurisdictionum, per antedictos Prædecessores nostros Romanorum Imperatores & Reges, & aliàs prædicto Amedeo, & progenitoribus suis concessis seu concessorum, donatorum & indultorum, concessarum, donatarum & indultarum; quos, quæ & quas ipse Amedeus & sui progenitores à dictis nostris Prædecessoribus, & aliàs in feudum seu feuda, Imperiale seu Imperialia, aut de feudo seu feudis, Imperiali seu Imperialibus, justè & rationaliter obtinuerunt, ipsequè Amedeus obtinet, autoritate Romanâ Regiâ investiamus, & præsentibus gratiosè.

3. Nec non hujusmodi Privilegia super præfatis francheſiis, libertatibus, immunitatibus, bonis, gratiis, largitionibus, possessionibus, honoribus, districtibus, juribus, & jurisdictionibus, data & concessa in omnibus suis tenoribus, sententiis, punctis & clausulis de verbo ad verbum prout scripta sunt, ac si tenores ipsorum præsentibus forent inserti, etiam si de ipsis jure vel consuetudinis specialis mentio fieri deberet, approbamus, ratificamus, autorizamus, aut prout dignè possumus autoritate nostra prædicta tenore præsentium confirmamus: Supplentes nihilominus de Regalis plenitudine potestatis omnem defectum, si quis in præmissis ex obscuritate verborum vel sententiarum dubietate videretur amissus. In præmissis tamen nostris, nostris & Imperii sacri & aliorum quorumcunque juribus & libertatibus semper salvis.

4. Nulli ergò omninò hominum liceat hanc nostræ Majestatis paginam infringere, aut ei ausu temerario quomodolibet contraire. Si quis autem contrarium attentare præsumpserit, indignationem nostram, & pœnam centum marcarum auri puri, quarum medietatem Imperiali ærario, residuam verò partem injuriam passorum usibus statuimus applicari, totiens quotiens contrà factum fuerit, se noverit irremissibiliter incursurum. Præsentium sub nostræ Majestatis sigilli appensione testimonio literarum. Datum in Chamberiaco Gratianopolitan. diœcesis, Anno domini millesimo quadringentesimo sexto decimo, vigesima die Februarii, Regnorum nostrorum anno Hungariæ &c. vigesimo nono, Romanorum verò sexto.

ANS de J. C. 1416.

ANS de J. C. 1416. HOLLANDE, ZE'LANDE ET BAVIE'RE.

CCCLXIII.

Acte de Promeſſe des Nobles & Villes de HOLLANDE *& de* ZE'LANDE, *pour recevoir aprés la mort du Duc* GUILLAUME DE BAVIE'RE, *Madame* JAQUELINE *ſa Fille pour Souveraine des Païs, en date du 2. Fevrier* 1416. Dans le Grand Recuëil des Placards. Tom. III. pag. 8.

WY Philips Heere van Waſſenaer, Burgh-Grave tot Leyden, Henrick van Waſſenaer, Dirck vander Leck, Herbaerden van Yſſelſteyn, Jan van Heemſtede, Heere tot Benthuyſen, Henrick van Naeldwijck, Maerſchalck van Noordt-Hollandt, Jan B. van Bloys, Heere van Treſlonge, Melis van Mynden, Arent van Duvenvoirde, Jan vanden Woude, Heere tot Warmont, Willem vander Bouckhorſt, Gerrit van Heemskerck, Heere van Ooſthuyſen, Baertout van Aſſendelff, Gerrit van Zijl, Jan van Hodenpijl, Philips vander Spange, ende Gillis van Cralingen, Ridders.

Willem Egger, Heere tho Purmereynde, Henrick van Doornick, Adriaen van Raephorſt, Jan van Nyenrode, Gerrit van Poelgeeſt, Philips die Bloot, Mourijn vander Does, Gerrit van Bennebroek, Dirck van Sandhorſt, ende Adriaen van Mateneſſe, Knapen.

Ende wy Schouten, Burgermeeſters, Schepenen ende Raden der Steden Haerlem, Delff, Leyden, Amſterdam, Goude, Rotterdam, Oudewater, Hoorn, Schiedam, Medenblicq, Enckhuyſen, ende Monnickendam, doen condt ende kennelijk allen Luyden, want reden ende natuerlijck recht eyſſchen, dat een yegelijck goet eerbaer Man, die Godt ende de gerechtigheyt voor oogen heeft, van rechten oorſchult ſchuldigh is ſijnen gerechten geboren Landtsheer goet, getrouwe, ghevolgerich ende onderdanich te weſen, die te helpen, ſtercken, dienen ende lijffelijck by te blyven tot allen Steden ende ſtonden, tegens alle die gene, die hem aen ſyne Heerlijckheden ende Erffeniſſe krancken of tegens vallen ſouden willen, in wat mate dattet ware: Ende wy dat in onſe beſcheydenheyt wel weten ende bekennen, dat die Doorluchtige Vorſtinne onſe genadige Vrouwe JACOB VAN BEYEREN, Dauphijndre van Vienne, Hertoginne van Barry, Gravinne van Ponteau, eenige Dochter ende rechte Erfgenaem ende Leenvolchſter is des hoochgeboren Vorſten, ons lieſs genadichs Heeren Hertoge WILLEMS VAN BEYEREN, Grave van Henegou, van Hollandt, van Zeelandt, ende Heere van Vrieſlandt, die onſe rechte geboren Landtsheere is. Soo hebben wy wael bedacht ende volkomelijck beraden alle ſamelijck, ende een ygelijck by ſonder ons daerom verbonden en verlooft, verbinden ende verloven met onſen vryen moetwille, waert dat die hoochgeboren Vorſt onſe genadige Heere voornoemt aſſyvich worde by det gehengeniſſe Godts voor onſer genadiger Vrouwe ſijne Dochter voorſz ſonder witachtige Soone achter hem te laten, geboren ofte ongeboren, dat wy als dan de ſelve onſe genadige Vrouwe Jacoba van Beyeren voornoemt, alſe Erf-dochter ende Leenvolchſter ons genadichs Heeren voorſz ontfangen ende Hulden ſullen, tot onſer rechter gheboorene Landts-vrouwe, ende hoir ende hoiren rechtigen wittachtigen Vooght inder tijdt daer af Eedt ende loſteniſſe doen met betamelijcker onderdanicheyt, als daer toe behooren ſal, ende in den voorſz Lande van HOLLANDT en van ZEELANDT gewoonlijck is, ende niemandt anders, ſonder oyt daer in te trecken ofte tegens te comen mit woorden ofte mit wercken in eeniger manieren. Waer oock

ANS de J. C. 1416. HOLLANDE, ZE'LANDE ET BAVIE'RE.

CCCLXIII.

Traduction de ce Traité.

NOus Philippe Seigneur de Waſſenaer, Burgrave de Leide, Henri de Waſſenaer, Thieri de la Leck, Herbert d'Yſſelſteim, Jean de Heemſtede, Seigneur de Benthuyſen, Henri de Naelwijck, Maréchal de Nort-Hollande, Jean B. de Blois, Seigneur de Treſlonge, Melis de Mynden, Arent de Duvenvoorde, Jean vanden Woude, Seigneur de Warmont, Guillaume vander Bouckhorſt, Gerard de Heemskerck, Seigneur d'Ooſthuyſen, Baertout d'Aſſendelff, Gerard van Zijl, Jean de Hodenpijl, Philippe vander Spange, & Gillis de Cralingen, Chevaliers.

Guillaume Egger, Seigneur de Purmerend, Henri de Doornick, Adrian de Raephorſt, Jean de Nyenrode, Gerard de Poelgeeſt, Philippe die Bloot, Mourijn vander Does, Gerard de Bennebroeck, Thiery de Sandhorſt, & Adrian van Mateneſſe, Ecuyers.

Et nous Baillifs, Bourguemaîtres, Eſchevins & Conſeils des Villes de Harlem, Delft, Leide, Amſterdam, Goude, Rotterdam, Oudewater, Hoorn, Schiedam, Medenblicq, Enckhuyſen, & Monickendam, ſavoir faiſons a tous, que la raiſon & la nature veulent qu'un chacun qui a Dieu & la juſtice devant les yeux, ſoit fidelle & conſtant ſujet envers ſon Seigneur légitime, & le ſecoure, le fortifie, lui ſerve & l'aſſiſte de ſa préſence en tous lieux & a toute heure, contre tous ceux qui voudroient lui nuire en ſes Seigneuries, & qui voudroient l'attaquer en quelque maniére que ce ſoit; & que nous ſavons & reconnoiſſons ſelon nôtre diſcernement, que l'Illuſtre Princeſſe nôtre gracieuſe Dame JAQUELINE DE BAVIÉRE, *Dauphine de Vienne, Ducheſſe de Berry, Comteſſe de Ponteau, eſt ſeule & légitime héritiere de tres haut Prince, nôtre gracieux Seigneur le Duc* GUILLAUME DE BAVIÉRE, *Comte de Hainaut, de Hollande, de Zélande & Seigneur de Friſe, qui eſt nôtre légitime Souverain. De ſorte que nous avons tous enſemble penſé & entiérement délibéré, & engagé & promis un chacun de nous en particulier, & nous engageons & promettons de nôtre franche volonté, que s'il arrive que nôtre trés-haut Prince & gracieux Seigneur ſuſdit vienne à mourir au Seigneur avant nôtre gracieuſe Dame ſa Fille ſuſdite ſans laiſſer aprés lui de Fils légitime, né ou à naître, que nous recevrons & reconnoîtrons alors nôtre gracieuſe Dame Jaqueline de Baviére ſuſdite, & lui ferons foi & kommage comme héritiere dudit nôtre gracieux Seigneur, & nôtre Gouvernante & Souveraine, & lui ferons & à l'Epoux qu'elle aura alors ſerment de ſoumiſſion convenable, & comme il appartiendra, & ainſi qu'il eſt uſité eſdits Païs de* HOLLANDE *&* ZÉLANDE *& à nul autre, ſans jamais aller alencontre ni de parole, ni de fait en quelque maniére que ce ſoit. Que s'il y avoit quelqu'un qui voulût donner trouble ou empêchement à nôtre dite Dame ſuſdite, en quelque maniére que ce fût, ce qui, s'il plaît a Dieu, n'arrivera pas, nous tous enſemble avec nôtre gracieuſe Dame & ſon Epoux l'aſſiſterons de tout nôtre pouvoir, & les deffendrons de nos vies & biens, & ne les abandonnerons jamais, mais lui ferons & à ſon légitime Epoux en toutes choſes,*

ANS e J. C. 1416.

oock yemant in wat ſtate dat hy waer, die onſer genadiger Vrouwe voornoemt, ende hoiren witachtigen Vooght hinder, letſel ofte eenich wederſtandicheyt daer in doen woude in eeniger maten, ofte onmate, dat of Godt wil niet geſchien en ſal, ſoo ſullen wy ons dat ſamentlijck mit onſer genadiger Vrouwen ende mit hoiren rechten Vooght aennemen ende helpen dat mit onſen Lyve en mit onſen Goeden, ende mit alle onſer macht keeren ende trouwelijck wederſtaen, ende haer nimmermeer afgaen, maer willen ende ſullen haer ende haren wittachtigen Vooght altijdt ende in alle hare ſaecken volcomelijck doen, alle dat goede Mannen ende getrouwe Onde ſaten hoiren rechten gebooren ende gehulder Heere ende Vrouw ſchuldich ſijn te doen, alle arghliſt ende nieuwe vonden uytgeſcheyden, die deſer gelofte ende verbande tegen dragen ſouden mogen. Alle deſe voorſz puncten, gelofte ende voorwaerden hebben wy in tegenwoordicheyt ons genadichs Heeren Hertoge Willems van Beyeren voornoemt geſeeckert ende onbedwongen beſworen lijffelijck ten heyligen mit opgerechte Vingeren ende geſtaefden Eede by onſer trouwe, Eede ende ſeeckerhede vaſt, geſtade ende volkomelijck te houden inder maniere voorſz, ende des in getuyge onſe Zegelen hier aen ghedaen mit goeden voorwaerden, waert datter een ofte twee of meer Zegelen aen deſen Brief gebraecken, des en ſoude hy te min machte niet hebben, maer alle voorwaerden, ende puncte hier in beſchreven, ſouden in alle ende in deel alſoo gantſchelijck ende volcomelijck in heure macht ende vigeur ſtaen ende blyven, als of die Brief vol en al bezegelt waer. Gedaen en gegeven op onſer Vrouwen dach *aſſumptionis*, in't Jaer ons Heeren 1416.

ſes, ce que de bons & fidelles ſujets ſont obligez envers leur Seigneur & Dame légitime, ſans aucune diſſimulation ou exception contraires aux préſentes promeſſes & obligations. Tous leſquels points, promeſſes & conditions avons, en la préſence de nôtre gracieux Seigneur le Duc Guillaume de Baviere, juré ſaintement & la main levée ſur nôtre foy, & ſerment garder & obſerver fermement en la maniére ſuſdite & ce ſans contrainte. Et c'eſt pourquoy nous avons fait apposer nos Seaux à ces préſentes; & quand il arriveroit qu'il y auroit un ou deux ou plus de Seaux qui manquaſſent aux dites préſentes, elles n'en auront pas pour cela moins de vertu, mais toutes les ſuſdites conditions & points demeureront en tout, & en partie dans leur entiére & parfaite force & vigueur, tout ainſi que ſi leſdites Lettres étoient ſcellées de tous les Sceaux. Fait & donné le jour de l'aſſomption nôtre Dame, l'an de nôtre Seigneur 1416.

ANS de J. C. 1416.

CCCLXIV.

ANS J. C. 417. AVIR- ET VOYE.

Contract de Mariage entre LOUIS *Duc de Bavière, &* MAHAUD DE SAVOYE, *fait le* 13. *de Novembre* 1417. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 128.

IN nomine Domini, Amen. Per hoc præſens publicum inſtrumentum cunctis pateat evidenter. Cùm anno à Nativitate ejuſdem milleſimo quatercenteſimo decimo ſeptimo, indictione decima, menſis Novembris die trigeſima, horâ ſextâ, vel quaſi in caſtro Pinerolii Thaurinenſis Dioceſis, in præſentia *Illuſtris, & Excelſi Domini Domini* LUDOVICI DE SABAUDIA *Principis Achayæ*, &c. Et Illuſtris *Domicellæ* MATHILDIS *Natæ quondam bonæ memoriæ Illuſtris Domini Amedei Principis Achayæ, ejuſdem Domini Ludovici Principis Fratris*, in camera cubiculari ejuſdem Domini Principis Ludovici in noſtri Notariorum publicorum, teſtiumque ſubſcriptorum ad hæc vocatorum ſpecialiter, & rogatorum præſentia Perſonaliter conſtituti Magnificus Dominus Berhnardus Comes de Thierſtain, Venerabilis Magiſter Joannes de Franchfordia Sacræ Theologiæ Profeſſor, Spectabilis Dominus Egenolfus de Rot Sanchieſenſis miles egregius, nec non honorabiles, & circumſpecti viri Joannes Voucherini Protonotarius, & Herricus Riederet de Miltemberg, Canonicus Eccleſiæ Beatæ Mariæ Virginis in nova Civitate Spirenſis Dioceſis Conſiliarii, & Procuratores Illuſtris Principis, & Excelſi Domini Domini Ludovici, Comitis Palatini Rheni, Sacri Romani Imperii Electoris, & Archidapiferi, ac Bavariæ Ducis ad infra ſcripta, etiam per dictum Dominum Comitem Palatinum firmandum, & concludendum, nec non, & ſe obligandum procuratorio nomine ipſius Domini Ludovici Comitis Palatini, &c. ſpecialiter deſtinati, habentes etiam ad hæc omnia plenum, & ſufficiens mandatum prout de hoc ibidem per inſtrumentum publicum per Johannem Erbſtad de Vuonnelo Maguntinenſis Dioceſis, publicum Imperiali authoritate Notarium ſub anno, loco, menſe, & die contentis in eodem die, & ſuper hoc confectum, productum, & exhibitum liquidè conſtabat, & plenam fecerunt fidem, iidem Procuratores jàm ſuperiùs nominati obtulerunt ſe, & quemlibet eorum ipſi Domino Ludovico Principi Achayæ, & præfatæ inclytæ Domicellæ Mathildi Nepti ſuæ firmare omnia acta, tractata ſponſalia, promiſſa, atque facta, per præfatum Illuſtrem Dominum Comitem Palatinum Rheni, &c. Et nihilominùs volentes etiam eandem obligationem ſuam cum effectu executioni demandare, omnibus melioribus modo, via, jure, cauſa, & forma quibus melius, & efficacius potuerunt, & debuerunt ſponſalia pridem per prædictum Illuſtrem Dominum Comitem Palatinum Rheni, &c. nec non, & ipſam Illuſtrem, & Inclytam Domicellam Mathildem prædictam, ac ejus procuratores procuratorio ipſius nomine in abſentia ipſorum Illuſtris Principis, & Domini Domini Ludovici Principis Achayæ, inclytæque Domicellæ Mathildis ejus Neptis, aliaque promiſſa, atque facta per dictum Comitem Palatinum Rheni, &c. nunc in præſentia qua ſupra laudarunt, firmarunt, & approbarunt, & inſuper prædicti Procuratores procuratorio quo ſuprà nomine tanquàm organum vivæ vocis præfati Domini Comitis Palatini, & ejus nomine prædictam inclytam Domicellam Mathildem in dicto nomine deſponſarunt, & ipſam acceptarunt in legitimam ejus uxorem per verba de præſenti, adjicientes etiam verba hæc, Illuſtris, & Excelſus Dominus noſter, Dominus Ludovicus Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Elector, & Archidapifer, Bavariæque Dux, vos Inclytam, & Generoſam Domicellam Mathildem de Sabaudia ſuam Sponſam dilectiſſimam

ANS de J. C. 1417.

ANS de J. C. 1417. tissimam benevola cordis affectione salutat, & mandat vobis quod ipse per nos sive mediantibus nobis, & nobis nunciantibus, recipit vos in suam, & consentit in vos tanquam in Uxorem suam legitimam, atque præfatæ inclytæ Domicellæ Mathildis de Sabaudia ibidem in continenti sine aliquo intervallo, in præsentia qua supra, & infra respondit in hæc verba. Et Ego Mathildis de Sabaudia vobis Procuratoribus veluti organo vivæ vocis dicti Domini Comitis Palatini &c. prædictam solutionem facientibus, & verba prædicta proferentibus ut supra mediantibus vobis, & nunciantibus michi prædicta eundem Illustrissimum Principem, & Excelsum Dominum Dominum Ludovicum Comitem Palatinum Rheni in Virum meum accipio, & ipsum in Virum meum consentio, & sic per prædicta, & supra scripta verba ipsa Domicella Mathildis, & Procuratores prædicti quo supra nomine dictum matrimonium præsentialiter contraxerunt, insuper etiam prædicti Procuratores nomine quo supra bona fide, & sub obligatione omnium bonorum præfati Domini Comitis Palatini Rheni eidem Domicellæ Mathildi stipulanti, & recipienti promiserunt, quòd quàm primùm ipsa Domicella Mathildis Deo dante venerit ad Heilderbergam juxtà puncta promissa & ordinata in instrumento contractus, de & super hoc confecto concepta, quæ ex tunc præfatus Illustris Dominus Comes Palatinus Rheni, ipsam Domicellam Mathildem in propria ejus persona, sive personaliter desponsabit, & dicta sponsalia, & matrimonium confirmabit per annuli traditionem, adhibitis etiam circa hæc aliis solemnitatibus debitis, & consuetis, ad majorémque roboris firmitatem præfata Illustris Domicella, & prædicti Procuratores in animam suam, & Principis sui scilicet præfati Illustris Domini Comitis Palatini, jurarunt ad Sancta Dei Evangelia, tactis scripturis, quod contra prædicta in aliquo non fiet, sed adimplebuntur quæ supra dicta, & facta sunt, super quibus omnibus, & singulis ambæ partes prædictæ requisierunt nos Notarios publicos, sub debito nostri Notariatus officio, sibi fieri duo, & plura ejusdem tenoris publica instrumenta. Acta fuerunt hæc anno, indictione, mense, die, hora, & locis quibus supra, præsentibus R. in Christo Patribus Domino Aymone ex Comitibus de Romaniaco Dei gratia Episcopo Thaurinensi, Domino Michaele de Carayanis Abbate Beatæ Mariæ Virginis de Pinerolio, Domino Alleramo de Carreto Abbate S. Baligni, spectabilibusque Dominis Ludovico Bastardo de Sabaudia, Domino Raconisii, & Pancaleri Nato Illustris Domini Achayæ Principis, Manfredo Marchione Salutiarum, Ybleto de Montebello, Amedeo Condomino Lucernæ, & Montis Bruni omnibus iis Militibus, Ludovico Costes Domino Bennarum, & Polungariæ, Burnone Cacherano Condomino Bricheracii, Ozaschi, & Villæ Novæ, & pluribus aliis testibus ad hæc vocatis, & rogatis, signé Malet.

CCCLXV.

ANS de J. C. 1417. FRANCE ET BOURGOGNE. *Instruction donnée par* CHARLES VI. *à* AUBERT DE CANY *Seigneur de Varennes, son Ambassadeur près de* JEAN *Duc de Bourgogne, l'an* 1417. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 250.

INstruction baillée à Messire AUBERT DE CANNY, Signeur de Varennes, de-par le Roy & son Conseil, pour ce qu'il doyt faire envers le (a) Duc de Bourgongne. Premierement, il parlera au Duc de Bourgongne, en luy disant que le Roy & Monsigneur le Dauphin sont moult ébahis des maniéres de qu'il a tenues, & encores tient, contre le Roy & sa Signeurie: veu qu'il est son parent, tant prochain que chascun sait, & à luy obligé par tant de maniéres: comme luy mesme a tousiours dit & confessé en toutes ses lettres & escripts. Item luy remonstrera comment ses gens, & les sugets de ses pais, & autres, qui sont & s'avotient à luy, font guerre ouverte à luy, & à ses sugets, en prenant par assaut, & par siége, les viles, chasteaux, & fortresses du Roy: & font toutes les cruautés & inhumanités, par feu & par sang, & autrement, que faire pourroyent les Anglois, anciens ennemis de France, & encores pis. Item comment ses gens & Officiers prennent serment des habitans des bonnes-viles du Roy, qu'ils seront obeïssans au Duc de Bourgongne: &, avec ce, leur font deffense de par luy, que doresnavant ils ne payent plus rien au Roy, quant aux aides & redevances, qu'ils ont accoustumé de payer. Laquelle chose est voye merveilleuse, contre l'honneur, autorité, & Signeurie du Roy. Item, que les choses susdictes, ainsi faictes par le Duc de Bourgongne, sur le poinct de la venue & descente des Anglois, font imaginer & croire plusieurs gens, qu'elles sont faictes au profit & avantage d'iceux Anglois, comme pour oster la puissance du Roy à non résister à leurs efforts & mauvaises entreprises: & que le Duc de Bourgongne soit leur alié, & asermenté. Item, & pour ces causes, requerra ledict Signeur de Canny, de-par le Roy, au Duc de Bourgongne, qu'il se veuille deporter de telles choses dessusdictes, & especialement d'assaillir les bonnes-viles du Roy & de ses sugets, de mettre siége devant, & de prendre serment de luy obeïr par les sugets du Roy, demourans en ses bonnes-viles. Avec ce luy requerra, qu'il face departir, issir, & retourner chascun en son lieu, tous les Gens-d'armes, qu'il a assemblés. Car, veues les manieres qu'il a tenues, & tient, jusques ici, le Roy croit fermement qu'il tient, & fait assembler iceux Gens-d'armes, pour donner secours, faveur, & aide, aux Anglois, & pour grever le Roy & sa Signeurie. Item, pour induire le Duc de Bourgongne à ce, Messire Aubert luy remonstrera le grand deshonneur, diffame, & reproche, qui sera à luy & à sa generation, s'il persevére à tenir les maniéres, qu'il a commencées, en luy priant treshumblement & doucement de bien penser & aviser sur ce, & de ne faire telle villenie à son feu pére: qui fut tant vaillant & loyal, & qui à sa mort luy commanda de tousiours obeïr au Roy, & à ses commandemens. Item, semblablement remonstrera les choses dessusdictes à tous les Signeurs, Barons, Chevaliers, Escuyers, & autres de la compaignie du Duc de Bourgongne, ausquels il pourra parler, en les priant & requerant, de-par le Roy, que maintenant ils ne veuillent deshonnorer & diffamer, par mauvais conseil, eux & leurs predecesseurs, qui tousiours ont esté tant bons & loyaux envers le Roy & sa Signeurie, ne faire aucune chose, dont eux & leurs successeurs puissent estre réputés, au temps à-venir, d'avoir esté desobeïssans au Roy, & avoir donné faveur à ses ennemis. Item, & à la fin, en exécutant à la personne du Duc de Bourgongne, & à tous ceux de sa compaignie, ce que le Roy a commandé audict Messire Aubert, il fera, le plus doucement & gracieusement qu'il pourra, les commandemens & deffenses, contenues & déclairées es lettres patentes, à luy sur ce baillées de-par le Roy: & de ce demandera response. Item, si le Duc de Bourgongne, ou autre de sa compaignie, disoit que ceux, qui gouvernent à l'entour du Roy, luy ont fait, & font de jour en jour, plusieurs grans durtés, & choses qu'il ne peut, ne doyt, endurer, ne soufrir, respondra Messire Aubert, que, si aucuns de ceux, qui sont pres du Roy, ont fait aucune chose au Duc de Bourgongne, qui

(a) Ce Duc fut si irrité de ces Articles, qu'il eût fait trancher la tête au Sr. de Cany, quoi qu'il fût son parent, si l'on ne lui eût remontré que ledit Sr. de Cany avoit été contraint d'accepter cette commission.

ANS de J. C. 1417. qui luy doyve deplaire, ce n'eſt pas cauſe raiſonnable, ne ſuffiſante, pour ainſi deſtruire le Royaume, comme il l'a fait deſtruire, & encorés fait par chaſcun jour, ne pour devoir favoriſer, & donner conſeil, confort, & aide, aux Anglois, ennemis du Roy, à la charge de l'honneur d'iceluy Duc de Bourgongne, & de ſa géneration à touſiours mais: & qu'il peut bien proceder par maniére plus-honneſte. Item, & outre ce, dira Meſſire Aubert, quant à ce poinct, que le Roy, à la requeſte de feu Monſieur de Hainaut, a autresfois voulu, & ottroyé, pour le bien de la paix, au Duc de Bourgongne, & à tous autres qui l'avoyent ſervi, choſes telles, quelles leur devoyent bien plaire (car elles eſtoyent au bien & profit de luy & de tous eux) mais qu'il ne les voulut pas accepter: ains n'en fit compte: dont le Roy n'eſt pas bien-content, & à bon droit. Toutesfois, encores n'a il pas la main ſi cloſe, qu'il ne ſoit bien-enclin à faire de grandes courtoiſies, & grâces audict Duc de Bourgongne, & à tous autres qui auront eſté à ſon ſervice, ſi meſtier eſt, & qu'ils facent devoir envers luy, comme ils y ſont tenus. Item à ceſte fin ſeront baillées, ſi meſtier eſt, à Meſſire Aubert, les reſponſes par eſcript, que le Roy a faictes autresfois aux complaintes & doleances, que faiſoit ledict Duc de Bourgongne ſur les choſes, qu'il diſoit eſtre faictes & perpetrees contre luy, & à ſon préjudice: à fin de monſtrer telles reſponſes aux Barons, Damoiſeaux, Chevaliers, & autres Nobles, eſtans au ſervice & compaignie d'iceluy Duc de Bourgongne. Apres la lecture de telle inſtruction & la colere appaiſée contre le Signeur de Canny, le Duc de Bourgongne, ayant fait reſpondre, par ſon Conſeil, à tous les articles deſſuſdicts, bailla cette reſponſe à ce meſme Signeur de Canny: qui luy promit de la rendre entre les propres mains du Roy, & non d'autre. Sa reſponſe fut.

Réponſe du Duc de Bourgogne.

QUant au premier article, que vrayement il eſtoit parent, vaſſal, & obligé du Roy, devant tous, & contre tous, & qu'à cette cauſe il l'avoit touſiours aimé & ſervi, en taſchant que bon regime fuſt mis en ſon Royaume, tant au regard de ſa perſonne & de celle de la Royne & de leurs enfans, que ſur la réparation de ſes places & maiſons, entreténement de bonne Juſtice, & loyale adminiſtration de ſes finances: comme il apparoiſſoit notoirement par certaines ordonnances Royaux, qui à ſa pourſuite avoyent eſté publiées & jurées en la preſence du Roy, tenant ſon lict de Juſtice. Mais que ceux, qui eſtoyent pres la perſonne du Roy, avoyent depuis eſté cauſe de tout rompre, & diſſiper non ſeulement la ſubſtance du Roy, ains encores celle de tous les ſugets de ſon Royaume, & principalement celle de luy, Duc de Bourgongne, & de tous ſes bons amis & bien-veuillans, & les deſtruiſant de corps & de biens, ainſi qu'il les pouvoyent prendre & apprehender: & qu'ils avoyent procuré, tant en Court ſpirituelle, comme ailleurs, ſon deshonneur, & condamnation de ſa bonne memoire & renommée, à la charge, meſme de ſa géneration & poſtérité. Quant au ſecond article, que, quand il avoit veu que ceux, qui eſtoyent autour du Roy, avoyent perſéveré, & touſiours perſéveroyent en leurs rigueurs, n'ayans voulu entendre à aucun bon regime & bien de paix, & que luy, ſes amis, & bien-veuillans, eſtoyent continuellement envahis & aſſaillis par voye de feu & de ſang, avoit eſté contraint de ſignifier par ſes lettres patentes, en pluſieurs particuliéres viles de ce Royaume, les dures rigueurs deſſuſdictes, & pareillement les moyens qu'il tiendroit pour y remedier: tellement que, grâces à Dieu, ayant fait mandement de Gens-d'armes & de traict, avoit aſſemblé, pour le ſervice du Roy & de ſon Royaume, ſix mille Chevaliers & Eſcuyers, & juſques au nombre de trente mille combatans. Quoy faiſant, & tenant ſon chemin, avoit trouvé, en pluſieurs notables viles & cités, quelques bons Bourgeois, & autres: qui, congnoiſſans ſa bonne intention & voulonté, luy avoyent fait ouverture de leurs viles & cités: avec ce que ſes gens avoyent repris, au nom du Roy, pluſieurs places, ſur quelques pillars, robeurs, & malfaicteurs, & icelles laiſſées en la garde d'aucuns nobles & vaillans hommes, ſugets du Roy, & tels, que pour choſe du monde ne luy voudroyent faire deloyauté: & que le tout avoit eſté faict au gré des bonnes-viles & cités, & de tout le païs d'environ. Pour le tiers, que, s'il prenoit le ſerment des habitans, c'eſtoit afin qu'ils perſéveraſſent en bonne loyauté vers le Roy & le bien de ſon Royaume, à la confuſion & reproche des empeſcheurs de paix & deſtruiſeurs du Royaume, eſtans pres la perſonne du Roy: ſauve la réverence duquel diſoit n'eſtre pas ainſi que deffenſe euſt eſté faicte de ne luy payer ſes aides & autres redevances: mais bien pouvoit eſtre qu'on avoit deffendu de ne les bailler plus aux faux trahiſtres empeſcheurs de paix, & commandé qu'elles fuſſent conſervées & gardées à empleyer au bien du Roy & du Royaume, en temps & en lieu. Ce qui eſtoit bien faict: pource que tout l'argent, qui eſtoit tombé entre mains d'iceux trahiſtres, montant à treſgrande ſomme, avoit eſté mauvaiſement & deloyaument emblé au Roy, & daparti entre eux, à l'avantage des ennemis de France, & au treſgrand dommage du Roy & de ſon Royaume. Toutesfois ſon intention eſtoit de procurer, quand il ſeroit devers le Roy, que tels aides n'euſſent plus de cours, & que les bons ſugets du Royaume fuſſent tenus en leurs anciénes libertés & franchiſes, en pourvoyant aux affaires du Royaume par toutes bonnes voyes & maniéres. touchant le quatriéme article, que telle imagination ne pouvoit tomber en cueur de loyal homme: à raiſon qu'on avoit autrefois veu la deſcente des Anglois, ſans ce qu'on leur fiſt aucune réſiſtance: combien que les trahiſtres, qui pour lors, & encores, gouvernoyent le Roy, fuſſent tous avertis & acertenés de leur venue: dont le Roy avoit eu telle perte de terre & de Chevalerie, que chaſcun ſavoit: & devoit on fermement tenir, & croire, que, ſi les Anglois avoyent alors eu avantage ſur le Royaume par le faux & mauvais regime des trahiſtres, ils vouloyent en ce perſéverer: veu meſmement que par les damnables maniéres d'iceux trahiſtres, ils avoyent pris Harfleu: qui eſtoit une des plus-fortes deffenſes de Normandie. Ce que devoyent bien noter, & graver en leurs cueurs, les nobles Chevaliers & Eſcuyers de la compaignie de luy, Duc de Bourgongne: auſquels les détourbeurs de paix vouloyent impoſer telle trahiſon & deloyauté, que d'empeſcher de reſiſter à la mauvaiſe voulonté des Anglois. Finalement, que, ſauve la reverence du Roy, tous ceux, qui diſoyent qu'il eſtoit alié & aſſermenté aux Anglois, mentoyent mauvaiſement & fauſſement. Sur le cinqiéme, que l'on voyoit clairement, par la requeſte y compriſe, la fauſſe & damnable voulonté des trahiſtres: pour-autant que tout le monde appercevoit bien qu'ils n'avoyent nulle puiſſance, pour réſiſter aux Anglois: & neantmoins, lors qu'il eſtoit temps de faire aſſemblée de Gens-d'armes pour le Roy & pour ſon Royaume, & meſmement de tels bons & loyaux Chevaliers, qu'eſtoyent ceux de ſa compaignie, ces trahiſtres vouloyent qu'on leur donnaſt congé, & que l'on renvoyaſt chaſcun en ſa maiſon: dont apparoiſſoit clairement, & évidemment, qu'ils le faiſoyent en faveur des Anglois, & pour grever le Roy & ſa Signeurie: & pourtant ne feroit departir nul de ſes gens: ains pourſuyvroit touſiours ſon entrepriſe, comme il avoit promis par la teneur de ſes lettres. Au regard du ſixiéme, que ſon feu pére avoit vrayement touſiours eſté bon & loyal

ANS de J. C. 1417.

envers le Roy, & qu'à cette cause, voyant l'iniquité des mauvais regner en la Court de France au temps de son trepas, luy avoit commandé de loyaument servir le Roy, & la couronne de France, sans épargner son corps, ne sa chevance. A l'accomplissement duquel commandement il avoit continuellement taſché, & taſchoit encores, par toutes bonnes maniéres, tendant à la vraye réformation de ce Royaume, & à la conservation d'iceluy, sans avoir rien fait soudainement & legérement en ce, ains meurement & consideremment, avec saine résolution de Conseil, tellement que, s'il s'en departoit adonc, il en seroit blasmé & repris, à la grand' charge de luy & de ceux, qui de luy sortiroyent: & pourtant ne s'en departiroit aucunement. Pour le sixiéme, que tout ce, qu'il avoit fait, & feroit, avoit esté, & seroit faict, au plaisir de Dieu, par le conseil de ses Barons, Chevaliers, & Escuyers, & autres gens notables: & pource vouloit, & ottroyoit plainement, que le Signeur de Canny leur fiſt la remonſtrance, dont il estoit chargé. Car, plus on leur parleroit de telles affaires, & plus congnoiſtroyent ils les iniquités de ceux qui détourboyent la paix, & vouloyent empeſcher sa bonne intention. Quant au septiéme, qu'il ne luy faiſoit point faire les deffenses y contenues: & qu'il savoit bien que ces choſes ne venoyent point de la certaine volonté du Roy (qui l'aimoit, luy vouloit tout bien, le desiroit, & demandoit souvent sa venue) ains seulement de l'ordonnance des faux trahiſtres: & auſſi (veu que les ennemis de ce Royaume y estoyent naguéres descendus) il n'estoit pas tems d'obeïr à telles deffenses: mais pluſtoſt devoyent tous loyaux hommes s'employer à la garde & protection d'iceluy Royaume: &, quand encores les ennemis n'y seroyent ia descendus, si ne voudroit il pas soufrir que les faux trahiſtres demouraſſent en leur tel gouvernement. Touchant le huictiéme article, que véritablement Meſſire Henry de Marle, l'Eveſque de Paris, Meſſire Tanneguy du Chaſtel, Meſſire Burel de Dammartin, Maiſtre Eſtiéne de Mauregard, Maiſtre Philippe de Corbie, & pluſieurs autres, avoyent commis tant d'exces & crimes contre l'entreténement de la paix de France, qu'il s'estoit mis en armes, non pas pour deſtruire le Royaume, ou pour favoriſer les Anglois, mais pour chacer & debouter telles perſonnes hors de leur gouvernement, & d'aupres du Roy: & ne ceſſeroit, pendant qu'il auroit vie au corps, juſques à tant qu'il fuſt parvenu à l'effect de sa bonne intention. Pour le neufiéme, qu'en conſideration du bien de paix, & de l'union de ce Royaume (qu'il avoit touſiours desirée, & desiroit encores de tout son cueur) s'estoit tranſporté devers Monſeigneur le Dauphin, dernier trépaſſé, & vers feu Monſieur de Hainaut: auſquels il avoit baillé, par escrit, une déclaration de la voulonté finale, qu'il avoit ſur icelle paix, pour la tenir à tous ceux, qui la voudroyent avec luy, excepté avec le Roy Louïs de Sicile, n'aguéres mort, pour aucuns intereſts, qu'il pretendoit contre luy: & que Monſieur le Dauphin & le Comte de Hainaut, eſtans bien-contens de cette declaration, s'eſtoyent tranſportés à Compiégne, pour concluſion de paix: mais, combien qu'en telles choſes on doyve proceder le plus-diligemment qu'on peut, afin de faire ceſſer tout inconvénient de guerre, neantmoins les trahiſtres d'entour le Roy, avoyent temporiſé, par alées & venues, & autres voyes frauduleuſes, l'eſpace de trois mois, ou environ, sans y prendre aucune réſolution: ains, au contraire, eſtant le Comte de Hainaut finalement alé vers eux à Paris pour mieux parachever le traité pourparlé, l'avoyent voulu prendre & arreſter priſonnier: tellement qu'il avoit eſté contreint ſe retirer couvertement, & fort-haſtivement de Paris à Compiégne: auquel lieu, aſſez toſt apres ſa venue, le Dauphin trépaſſa, luy eſtant la mort avancée par damnable maniére. Bien vray eſtoit, que, s'eſtant le Comte retiré de Compiégne en ſon païs de Hainaut, luy fut adrecée quelque minute d'articles de paix: dont il fut treſmal content, diſant que les trahiſtres apres le deces du Dauphin, y avoyent changé & mué ce que paravant y avoit eſté ottroyé & conclu. Toutesfois que le Comte de Hainaut la luy avoit envoyée: mais, ayant eſté veue avec meur & ſain Conſeil, avoit trouvé qu'elle eſtoit treſmal gracieuſe, au regard du bien du Roy, du Royaume, & de luy Duc de Bourgongne: & pource n'en avoit fait compte: ainçois en avoit eſté meu d'envoyer, par pluſieurs viles de France, ſes lettres patentes, contenans la bonne intention & voulonté qu'il avoit de réformer le gouvernement du Royaume. Sur leſquelles lettres, préſentées au Comte de Hainaut durant la maladie dont il mourut, avoit reſpondu que le Duc de Bourgongne faiſoit bien, luy offrant ſon ſervice, de corps & de gens, ſi Dieu luy donnoit grâce de relever de ſa maladie. Enfin, & pour concluſion de toute ſa reſponſe, ſignifioit à chaſcun, qu'il perſeveroit en ſon bon propos, & ne s'en deporteroit juſques à tant qu'il auroit parlementé avec le Roy, & remonſtré les iniquités, tyrannies, inhumanités, & cruautés de ſes gouverneurs, la deſolation du Royaume, & les moyens d'y remédier: tellement que le Roy & les preud'hommes de ſon Royaume en devroyent eſtre contens. Si eſt ce, neantmoins, qu'il offroit encores paix à tous ceux, qui la voudroyent avoir avec luy, ſelon la teneur de ſes lettres.

ANS de J. C. 1417.

CCCLXVI.

Articles convenus & accordez dans l'Aſſemblée de (a) l'ANSE TEUTONIQUE, *tenuë à Lubec, en* 1418. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 313.

ANS de J. C. 1418.

ANSE TEUTONIQUE.

SI quiſpiam civium aut incolarum, vel etiam plures ex ſubditis in ulla civitate HANSÆ ſeditionem, tumultum, ſuſpecta conciliabula, aut conſpirationem apertam, vel occultam contra Magiſtratum ſuum moveat, aut excitet quæ in ejus Magiſtratus contemptum, aut imminutionem ejus poteſtatis, dignitatiſque detractionem, vel convellationem vergat; atque id liquido probari queat, vel ipſi rei, fiant profugæ propterea: Illi homines in nulla Hanſæ civitati recipi, tolerari debent, ſed potius judicari in ſummo rigoris jure. Quod itidem in iis obſervari debet, ſi qui ſint, quibus talis ſeditionis conſpiratio aut conciliabulum tale cognitum fuerit, nec ejus indicium Magiſtratui ſuo fecerint. Quod ſi verò aliqua civitas extra Hanſæ confœderationem conſtituta, contra Hanſæ Civitatum voluntatem ejuſmodi facinoroſos homines patrocinio aliquo exciperet, & defenderet: Tunc haud ulla Civitatum Hanſeaticarum cum tali civitate quidquam commercii, aut amicitiæ in ulla re etiam minutiſſima habeto, quum ita in odium, & contemptum Hanſæ talem quempiam aut plures facinoroſos ſecum perpetiatur.

2. Quod ſi Senatus, & Magiſtratus totus, aut pars aliqua ejus in aliqua Hanſæ Civitate, aut civibus, aut incolis, curiæ ſede, & poteſtate privetur, quocunque modo, aut vi id tandem fiat; ea civitas propterea ex Hanſa excluſa eſt; & reliquæ Civitates Hanſæ omnes, & ſingulæ cum nullo civium & incolarum ejus Civitatis, in quavis ea neſaria perpetrata eſt, quid commercii, aut negotii, vel amicitiæ habeant, vel exerceant, imò nec ſua civitate aut juriſdictione eorum quempiam tolerent aut perferant, tam diu & donec Magiſtratus totus, aut pars ea Senatus, quæ vi & injuria affecta eſt, rurſus in poteſtatis dignitatem atque locum priſcum & debitum reſtitutus ſit eo modo, ut prius Senatui, aut parti læſæ in omni libertatis & honeſtatis

(a) C'eſt le nom que l'on donne aux Villes Anſéatiques d'Allemagne.

NS J. C. 1418.

neſtatis jure, nec minus ipſi Hanſæ pro vi adhibita & inobedientia ad placitum ſatisfactum ſit.

3. Nemo omnium ſive civis, aut hoſpes, cui coram Magiſtratu quid efficiendum eſt, ſecum ultra ſex perſonas ad Senatum adducito: quoties verò ſenarium hunc numerum transgreditur in adductione tali, ille pro quavis perſona binas puri argenti marcas mulctæ loco ſolvito.

4. Nemo mercatorum aut negotiatorum in commerciis privilegio uti frui debet, niſi ſit civis in aliqua civitate Hanſæ: Tum quoque nemo ad jus civitatis in duabus civitatibus Hanſæ admittetur, aut civis utrobique fiat: multò minus quis ad ſenioratum Mercatorum adhibeatur, qui non ſit civis in aliqua Hanſæ civitate.

5. Si quis in aliqua civitate civium Hanſæ pecuniam habeat in commercio, & in eum finem profugus fiat, ut ſolvere nolit, aut debitores ſuos ſibi lucro aciat; is in nulla civitate Hanſæ tolerari debet: quod ſi verò non ex proæreſi id perpetratum, ſed ignorantia quem excuſet; Salvus conductus tunc mortuus erit, nec valebit quidpiam.

6. Nemo ex civitate aliqua, aliunde ex loco aliquo regionis pannum incoloratum, aut nondum colore quocquam tinctum emat, ut in aliam afferat, aut portet ad eam, colore aliquo tingendum; ſed ubi pannus eſt emptus, ibi quoque colore imbui debet, ſub pœna panni, & materiæ amiſſæ.

7. Nemo obulos, nummos, aut numiſma aliquod in ſeparationem ſibi eligat, vel communi uſui elibrando ſubtrahat, quod vulgò auſwippen, ſive auskippen dicunt, ut inde defraudationem aliis faciat, proprio lucro intentus; nec corruptionem ullam in minutiſſimis monetis committat, ſub pœnâ excluſionis ex civitatibus Hanſæ; quum honeſtas actiones ſolummodo omnes cives Hanſæ in commerciis deceant. Si qui contra faciant legibus publicis criminaliter quoque ſubjicientur cum acerbitate, quam quiſque meretur depeculator fraudulentus.

8. Monetarius nemo, & excuſor numiſmatis auream aut argenteam monetam alicujus Principis, aut civitatis eliquatam faciat ita, ut inde novam impreſſionem monetæ conficiat, aut in aliam numiſmatis ſpeciem transformet, ac civitatis alicujus ſignum imprimat; ſub pœna amiſſionis omnium bonorum, aut quod leges civiles, quid alicui impoſituræ ſunt gravius.

9. Nemo excuſorum numiſmatis aut monetæ ſibi cudat aliquam monetam, licet ejuſdem ponderis ſit cum publica moneta, ſive ſit aureum, ſive argenteum quid: neque confringet, aut colliqueſcet monetam ullam alterius civitatis ſub pœnâ centum marcarum Lubecenſium, aut alia pro lubitu in gravioribus pœnâ.

10. Nullus aurifabrorum, aut obulos, aut quicquid eſt minutioris numiſmatis, nummoſve colliqueſcat, aut confringat, * diſſolvate in furnario ſuo talium quidquam ſub pœnâ perjurii & perfidiæ, criminaliter vindicandæ.

11. Mercatorum nautarumve nullus emat frumenta, aut lupulum in agro, & priuſquam ad maturitatem perveniat, vel adhuc in ſegetis accreſentiâ eſt; ſic nec emat aſellos, halecia, aut piſces ejuſmodi ante capturam, ſive antequam talia ſuis tonnis & vaſculis incluſa ſint. Quicunque huic contraria egerit, venditor ſuæ Civitati in multam decem marcas ſolvat, ac emptor bona amiſit ſua.

12. Mercatorum nemo, vel nautarum, navem frumentis oneret aut impleat ità, ut ea per Nortſundium, aut Baltici Sundium excurrat, nec per Albim, aut Viſurgim tranſeat, & ejuſmodi in locis frumenti vectura utatur, niſi ſit civis Hanſæ, ſub pœna amiſſionis omnium bonorum.

13. Nemo Laicorum ulli Clericorum ſua cedat credita, ut creditoris nomine, aut ex jure ceſſo à debitore exigat; ſed quiſque creditor ſua ſibi debita expoſcito juxta Juris Civilis, aut ſtatutorum rationem, nec de quiſpiam judicum apud Civitatis Hanſæ cuipiam ſuam deneget opem, ne in animadverſionem Hanſæ incidat: ſic & cuivis creditori auxilium præſtabitur à Civitatibus Hanſæ.

ANS J. C. 1418.

14. Quoties navis frumentis onerata & impleta fuerit, tenentur ad hoc nauclerii miniſtri (ut ſunt celeutes, Pauſarii, proretæ mediaſtini, remiges, meſonautæ &c) ut frumenta benè cuſtodiant, ſæpius choragio, batillo aut in furibulo ea moveant invertendo, ne adluſtionem aliquam, aut corriſionem patiantur: pro quo labore incumbit mercatori, ut ſingulare naulon, aut præmii quid illis ſolvat.

15. Nemo arma, tela, aut inſtrumenta bellica, vel nitri pulverem, vel aliam nocivam materiam, nec victualia, aut ad vitæ ſuſtentationem facientia piratis, prædonibus, homicidis, & talibus malitioſis vendito, ſub pœnâ vitæ.

16. Quod ſi in mari quis naufragium patiatur, tunc quiſque nautarum, & mediaſtinorum, omneſque qui in navi ad ſerviendum obligati ſunt opitulationi præſenti confeſtim adſunto naufragis, ac bona pro poſſibilitate ſalvantote: ac pro præſtitis ſervitiis honeſtum cuique ſolvatur præmium.

17. Nauclerus nullus vel navis Magiſter navem ſuam nimium oneret ultra juſtum pondus ſub mulcta reſtitutionis in damno dato: Quod ſi etiam ex imprudenti protervia cauſſet damnum mercimoniis, nec benè cuſtodita reddat, nauta jacturam nauli ſui, & ſtipendii navalis, faciet & amittet.

18. Nec quiſquam omnium, ſint cujuſcumque velint conditionis, à piratis bona quæpiam, aut ſpolia emat, ſub pœnâ amiſſionis vitæ: Ita ſub eadem pœnâ nemo bona ex naufragio liberata, aut ſalvata, ſibi aſcribat, aut ſuppilando occultet.

19. Quod ſi accidat, ut navis alicujus miniſtri piratis ea rurſus eripiant bona, quæ tales fures publici mercatoribus antea vi nefariâ, aut alio modo eripuerant, tunc fructuoſi, & probi illi nautæ, aut eorum miniſtri dimidiam partem talium ablatorum ſumant; & ſervent; altera verò pars mercatoribus manebit, qui iis exuti & ſpoliati fuerunt, quod ſi verò milites, ſive opibates & claſſarii, qui ſtipendium in navibus præſidiarii Civitatum merentur, bona ejuſmodi piratis nequam ſurripiant iterum, illi omninò mercatori cuncta uſque ad minimum reſtituant.

20. Nemo nautarum ex ulla regione aut provincia poſt D. Martini enavigationem ullam ſuſcipito; vel etiam ante quadrageſimalis temporis diem Divi Petri ex ullo loco, ubi hybernavit, enavigato; exceptis iis navibus, quæ cereviſiâ aut halece ſunt oneratæ: Etiam poſt feſtum Divi Nicolai portus ſuos quærant, ſi potuerint; nec minus poſt feſtum purificationis Mariæ ex portu, ubi hybernarunt, naves ſolvere, & egredi illis licitum erit, ſi ſerenitas, & clementia cœli admittat.

21. Quod ſi contingat, ut miniſtri navium tempore neceſſitatis non fideliter pro conſervatione bonorum, quæ impoſita ſunt navibus, nauclero ſuo, aut mercatori opem operamque præſtent, ſed negligentes, aut obſtinati in protervia extent eouſque, donec nautis ſuis bona evaſerint, aut fluctibus ſubmerſa fuerint; tunc nebulones captivi, & in carcerem abduci debent, in quacumque civitate illi deprehendi poterunt, atque tunc per integros quatuordecim dies non aliter, quam aqua & ſolo pane faturentur, ſaltem ad neceſſitatem vitæ ſuſtentando, ut in honeſtate fidelitas eò rectius conſervetur.

ANS de J. C. 1418. BRABANT ET BAVIERE.

CCCLXVII.

Réconciliation entre JEAN *Duc de Brabant &* JAQUELINE *sa Femme d'une part ; &* JEAN *Duc de Baviére leur Oncle d'autre part, faite le* 13. *Février* 1418. Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 9.

JOHAN by der gratien Godts Hertoge van Lotrijck, van Brabant ende van Limborgh, Marckgraef des Heyligen Rijcx, Grave van Henegouwen, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieslandt. JACOBA by der selver gratie Hertoginne, Marckgravinne, Gravinne en Vrouwe der Landen voorsz. Ende JOHAN by der gratien Godts Palensgraef by den Rhijn, Hertoge in Beyeren, Sone van Henegouwen, van Hollandt ende van Zeelandt. Doen condt allen Luyden, dat wy aensien ende aenmercken die groote swaere schade ende achterdeel, die overmits den Veeden, tweedracht ende geschillen, die opgestaen ende gereſen zijn, ende een lange wijl geduert hebben tusschen ons Hertoge ende Hertoginne van Brabant, onsen Landen, Luyden, Onderzaten ende Hulperen ende Mede-plegeren over een zyde. Ende ons Hertoge in Beyeren, onsen Landen, Luyden ende Hulperen en Mepe-plegeren aen die andere zyde, ende om te schouwen die grote Bloetstortingen en anderen onraet, die daer af noch meer vallen mocht: Aensiende oock heymelickheyden ende die Naheyde van Bloede wesende tusschen ons. Om welcke wy begeeren de voorsz Veeden, tweedracht ende geschillen nedergeleyt ende ghesoent mogen werden; hebben om die welvaert, nutschap ende oirbaer van ons ende onse Landen ende Luyden, rypen rade daer op gedaen alvoren te beyden zyden, gedadinght, over-een gedragen ende gesloten seeckere puncten, by middel van seeckere Persoonen, Raedts-luyden ons liefs Heeren Ooms ende Broeders des Hertoge van Bourgondien, des last hebbende van sijnre wegen, ende den Raedtsluyden van ons beyden, die partyen daer by ende over wesende, mit onsen wille ende consent, mit de welcken die voorsz Veede ende tweedracht vereffent ende versoent sal mogen werden. Ende hebben gebeden ende doen bidden, mits der absentie van onsen voorsz Oom, Heer ende Broeder van Bourgondien, onsen lieven ende geminden Neve, den Grave van Charloyse, Soener te beyden zyden te willen wesen, ende die soo veel ghedaen heest, om die Soene daer tusschen te maken, dat hy wilde de voorsz poincten by maniere van sententie, uytsprake of by syn Committeerden doen uytspreken, en een gantsch vaste Soen maken en wysen, tusschen ons ende onse voorsz Landen, Luyden, Steden Onderzaten, Hulper en Hulperen, ende alle anderen die dese Veede eenighsints roeren mogen: Des wy hem volkomen macht gegeven hebben, gelovende in goeder trouwe wel te houden en volkomen, wes by onsen Neve van Charloyse of syn Committeerden daer of geseyt, uytgesproken ende gewijst wert, uyt welcke macht de selve onsen Neve van Charloyse heeft geseyt tot onsen parthyen voorsz, ende daer toe ghecommitteert mit sijn opene letteren, daer of ons byden Hertogen bleecken is, ende sijn des wel content. Dats te weten, den Eerwaerdigen Vader in Gode, Heere Lodewijck van Luxenberge, Bisschop van Thurenburgh, Heer Pieter van Luxenberge, Grave van Conversant ende van Brienen, Heere tot Edingen onsen Neve, Jan van Schoonvorst, Burghgrave tot Monnoyen, Heere van Cranendonck ende van Diepenbeecke, Gillis van Arningen, Heere tot Ensins, Mr. Jan van Keythulle, Raedts-luyden ons voorsz Ooms en Broeder van Bourgondien, aen den welcken wy begeren ende gebeden hebben, dat sy in den name van onsen voorsz Neve van Charloyse, als

tot

ANS de J. C. 1418. BRABANT ET BAVIERE.

CCCLXVII.

Traduction de ce Traité.

JEAN par la grace de Dieu Duc de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, Marcgrave du St. Empire, Comte de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & de Frise. JAQUELINE *par la même grace, Ducheſſe Marcgravine Comteſſe & Dame des païs ſuſdits. Et* JEAN *par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, fils de Hainaut, de Hollande, & de Zélande. A tous, ſavoir faiſons, que remarquant & conſidérant les grands dommages & deſavantages qui naiſſent de la diſcorde & diſſention qui ont duré un long tems entre nous Duc & Ducheſſe de Brabant, nos païs, gens, ſujets & nos adhérans d'un côté, & nous Duc de Baviere, nos païs, gens & adherans d'autre, & pour éviter la grande effuſion de ſang & la diſſention qui pouroit encore s'en enſuivre; conſiderant auſſi la proximité de ſang qui eſt entre nous; à cauſe dequoy deſirans d'aſſoupir leſdites diſſentions & diſcordes, avons pour le profit & utilité de nous, de nos païs, & ſujets, deliberé meurement là deſſus de part & d'autre, & conclu & aryêté certains points par le moyen de certaines perſonnes, Conſeillers de nos cher Oncle & frere le Duc de Bourgogne, qui ayant charge de luy, avec les Conſeillers de nôtre part, faſſent de nôtre volonté & conſentement les ſuſdits accord & accomodement. Et avons prié & fait prier, à cauſe de l'abſence de nôtre ſuſdit Oncle, Seigneur & frére de Bourgogne, nôtre cher & amé neveu le Comte de Charolois d'être le reconciliateur des deux parties, lequel à tant fait pour effectuer ladite reconciliation qu'il à declaré qu'il vouloit par luy ou ſes Commiſſaires terminer les ſuſdits différens par une ſentence, & faire une ferme reconciliation entre nous & les ſuſdits païs, ſujets, villes, aſſiſtans & autres que leſdits differens peuvent toucher. C'eſt pourquoy nous lui avons donné tout pouvoir, promettant en bonne foy d'entretenir entiérement ce qui par nôtre Neveu de Charolois ou ſes Commiſſaires ſera dit & prononcé à cet égard, en vertu duquel pouvoir nôtre dit Neveu de Charolois à commis par ſes Lettres Patentes, dont il nous eſt apparu à nous Ducs, & ſommes bien contens, ſçavoir le Reverend pere en Dieu le Sieur Louïs de Luxemberg, Evêque de Thurenburg; le Sieur Pierre de Luxenberg, Comte de Converſant & de Briene, Seigneur d'Edinghen nos Neveus; Jean de Schoonvorſt, Burgrave de Monnoyen, Seigneur de Cranendonck & de Diepenbeecke, Gilles d'Arningen, Seigneur d'Enſins; Mr. Jean de Keythulle Conſeillers de nos ſuſdits Oncles & Neveu de Bourgogne, leſquels avons requis & prié, qu'au nom de nôtre dit Neveu de Charolois & comme ayant plein pouvoir de luy ils ayent à prononcer ſur ladite reconciliation. Et nous Louïs de Luxenberg par la grace de Dieu Evêque de Thurenberg, Pierre de Luxenberg Comte de Converſant & de Briene, Seigneur d'Edingueu, Jean de Schoonvorſt Burgrave de Monnoyen Seigneur de Cranendonck & de Diepenbeecke; Gilles d'Arningen, Seigneur d'Enſins, & Jean de Keythulle Conſeiller de nôtre gracieux Seigneur Duc de Bourgogne, avons*

en

ANS J. C. 1418. tot hun keerende volmacht hebben uyt te spreecken ende wysen de voorsz Soene. Ende wy Lodewijck van Luxenberge by Godts genade Bisschop van Thurenburgh, Pieter van Luxenberge, Grave van Conversant ende van Brienen, Heere tot Edingen, Jan van Schoonvorst, Burghgrave tot Monnoyen, Heere van Cranendonck ende van Diepenbeecke, Gillis van Arningen, Heere tot Ensins, ende Jan van Keythulle, Raedts-luyden ons ghenadigen Heere des Hertoge van Bourgondien voorsz, als hier toe gecommitteert van wegen ons genadigen Heere des Grave van Charloyse, hebben wy by virtuten vander macht ende last, die ons daer op heeft gegeven de selve onse Heere van Charloyse uytgesproken ende ghewijst, uytspreecken ende wysen by dese letteren, over ende in name van hen in eeren Godts ende onser lieve Vrouwen 't gene ende inder manieren dat hier na van punct te puncte verklaert ende geschreven staet.

I. In den eersten; dat mynen voorsz Heere ende Vrouwe van Brabant, en mijn Heere van Beyeren in al heur Landen, Steden, Luyden, Ondersaten, Hulper ende Hulperen, ende alle die gene die in desen Veeden eenighsints roeren mach, van alle Veeden, twist en geschil, tweedracht ende ongunst, die sy tot desen dage toe gehadt mogen hebben, dat van desen voorsz Veede roeren mach, voortaen gantschelijck, geheel ende altemael bekent ende versoent sullen wesen, ende sullen staen doode tegens doode, brandt tegens brandt, roof tegen roof.

II. Item, soo sal mijn Heer van Beyeren hebben en houden die Stede van Dordrecht metter Balliuschap ende Dijckgraefschap van Zuydt-Hollandt, ende mit allen heuren Rechten, Vryheden en toebehoren te Water ende te Lande, ende dat mijn Heere van Brabant ende mijn Vrouw, noch niemant van haren wegen in den Landen geen vryheden, re hten noch seggen hebben noch houden en sullen behoudelijck allen heuren Onderzaten en een yegelijck syner hoger Heerlijckheyt ende Ambachts-heerlijckheyt, Mannen, Thienden, Renten ende Goeden daer in te hebben ende houden, als sy die gehadt hebben, dese voorsz Stadt en Lande mijn Heere van Beyeren te hebben ende te leen, gelijck hem sijn andere Landen ende Slootten voor gegeven sijn ende die te houden erffelijck in alle manieren, als hy sijn andere Landen ende Sloten, die hy in Hollandt heeft, houdende is.

III. Item, soo sal mijn Heere van Beyeren hebben die Stadt van Gornichem mitten Lande van Arckel mit allen hoiren Rechten ende Vryheden; gelijck sy die van oudts gehadt ende gebruyckt hebben te Water ende te Lande: Lederdam mitten Lande vander Leede mit haren Thol-recht ende Vryheden in Hollandt, ende 't Landt van Schoonrewoert, alsoo die leggen ende streckende zijn tusschen die Merwede, der Linge ende der Lecke, mitten Mannen ende Giften van Kercken, die vander Hoofstadt van Arckel van oudts verleent zijn, ghelijckerwiis en in aller maten, als Hertoge Willem zal. ged. ruymde mitter doodt, mit alle die Renthen ende Delinge daer inne gelegen, ende voort alsulck recht als mijn Heere en Vrouwe van Brabant hebben aen den Lande van Hagesteyn mit synen toebehoren, ende die sal hy hebben ende behouden erffelijck van mijn Heere en Vrouwe van Brabant te leen, gelijck voorsz staet. Behoudelijck dies, dat mijn Heere ende Vrouwe van Brabant vande Landen, die den Heere van Arckel plagen toe te behoren, niet gehouden sullen zijn van eenige schade, als van roven of van brandt of diergelijck sonder archlist.

IV. Item, soo sal hy hebben die Stede van Rotterdam mit allen heuren Rechten ende Vryheden, die sy hebben van de Graeffelijckheyt van Hollandt, en mit allen hoiren toebehoren te Water en te Lande, alst Hertoge Willem hadde, gelijck hem sijn andere Slooten ende Landen voorgegeven zijn, ende die te houden als voorsz is.

en vertu du pouvoir & charge & de la commission à nous donnée de la part de nôtre gracieux Seigneur le Comte de Charolois, dit & prononcé, disons & prononçons par ces présentes Lettres au nom & en l'honneur de Dieu & de nôtre Dame ce qui de point en point est declaré & écrit cy-dessous. ANS de J. C. 1418.

I. En premier lieu, que Messeigneur & Dame de Brabant, & Monseigneur de Baviére, seront à l'égard de leurs pais villes, gens, sujets, assistant & assistans, & tous ceux qui peuvent avoir part en cette dissention reconciliez dans les differens, discorde & inimitié qu'ils peuvent avoir eu jusques à present, lesquelles à l'avenir seront entiérement assoupies, & les parties s'assisteront l'une l'autre en toute rencontre.

II. Item Monseigneur de Baviére aura & tiendra la Ville de Dordrecht avec le Baillage & le Dyckgraviat de Zud-Hollande avec tous leurs droits, libertez, & appartenances tant par eau que par terre, & que Monseigneur de Brabant ni Madame ni personne en leur nom n'auront dans ces pais nulle franchise, droit ni rien à dire ni à tenir, sauves a leurs sujets & à un chacun leurs Seigneuries, Jurisdictions, Fiefs, dixmes, rentes & biens qu'ils retiendront comme ils les ont en la susdite ville & pais seront tenues par mon dit Seigneur de Baviere comme il tient en Hollande ses autres pais & châteaux hereditairement en toute maniere.

III. Item aura Monseigneur de Baviére la Ville de Gornichem avec le Pais d'Arckel & ses droits & franchises, comme il les a eus & s'en est servi d'ancienneté par eau & par terre; Lederdam avec le Pais de Leede, avec ses droits de douane & franchises en Hollande, & le Pais de Schoonrewort, comme il est situé & s'étend entre Merwede, Linge & la Leeke, avec les fiefs & donation des Eglises qui ressortissent d'ancienneté à la ville capitale d'Arckel comme le Duc Guillaume les a laissé à sa mort avec les rentes & division qui y sont, & en outre tout & tel droit que Messeigneur & Dame de Brabant ont au Païs de Hagestein avec ses appartenances, & il les possedera & tiendra héréditairement à foy & hommage de Messeigneur & Dame de Brabant comme il est dit cy dessus. Excepté que pour les terres qui souloient appartenir au Seigneur d'Arckel, Messeigneur & Dame de Brabant, ne seront tenus d'aucun domage, comme de ravage, d'embrasement, & semblable sans dissimulation.

IV. Item il aura la Ville de Rotterdam avec tous ses droits & franchises qu'ils ont de la Comté de Hollande, & avec toutes ses apartenances par eau & par terre, comme le Duc Guillaume l'avoit, & comme ses autres châteaux & païs lui ont été donnez, & à les tenir comme dit est.

ANS de J. C. 1418.

V. Item, want die niemant van Schielandt begeert heeft, dat sy behouden hare schouwen vander Sluysen die tot Rotterdam leggen, ende van den Dijck ende Wateringen in de Lande van Schielandt ghelegen, gelijck sy dat by tyden Hertoge Willems ende syne Voorvaderen geschouwet hebben, dat sal staen aen den Tresaurier ende aen den Raedt, die beyde Heere t'samen setten sullen, ende wes die ordonneren sullen tot 's Landts oirbaer, daer af sal mijn Heere van Beyeren syne Brieven geven den Heemraden dat te gebruycken, gelijck die Tesaurier ende Raedt dat sullen ordonneren.

VI. Item, soo sullen alle gevangen aen byden zyden los, ledigh ende quijt zijn, behoudelijck dat sy een oude Overveede, doen sullen, ende alle onbetaelt gelt quijt, dat voor den anderen dagh Januarij laestleden, doe dese dadinge gesloten wort, niet en was betaelt, ende dat men alle die Brieven, die gevangen ende geschat zijn van haren Overveden op allen syden gegeven hebben, leggen sal ende brengen onder handen des Tresauriers, die beyde mijn voorsz Heeren van Brabant ende van Beyeren of hare beyde Raden setten sullen. Ende die selve Tresaurier ende Raden by hen wesende, sullen tusschen dit ende Sonnendagh tot half vasten, als men inder Kercke singet, *Letare Jerusalem*, den Gevangen voorsz, Brieven van een oude Overveede, die de Gevangen doen sullen, ende den voorsz Tresaurier midts Raedts handen, daer mede sy gestaen sullen, ende ontlast en quijt zijn van Overveeden, die sy voor gedaen hebben, sonder arghlist.

VII. Item, als van de Heeren van Egmont ende Heer Willem sijn Broeder, sullen mijn Heere en Vrouwe blyven aen mijn Heere van Bourgondien ende synen Rade, ende sullen weder in mijn voorsz Heere ende Vrouwe Landt komen, wesen en blyven sullen, by alsoo dat sy binnen eenre maent, binnen den voorsz Lande niet en komen, ten ware dat mijn voorsz Heere en Vrouwe van Hollandt ende van Beyeren de Brieven van de Steden van Hollandt eer weder kregen, die de Heere ende Vrouwe den selven Steden ghegeven hebben, als van de voorsz Heer van Egmont ende synen Broeder in den voorsz Lande niet te komen, sonder arghlist.

VIII. Item, soo sal Heer Gerrit van Heemskerck blyven aen de Visdomer van Beyeren, ende Heer Floris van Borselen van sulcke schade, als hem mach geschiet wesen aen synen dienst van Amsterlandt, syne Duynen tot Heemskerck ende sijn Huys ende Slotten aldaer, dat hem t'eenemael nedergeworpen is, daer of sy haer seggen uytten sullen binnen acht dagen, na dat seggen gheseyt sal zijn tusschen den Heeren, ende wes sy daer af seggen sullen, dat salmen volkomentlijck houden.

IX. Item soo sullen alle de Ballingen, die voor af na Hertoge Willems doodt uyt den Lande gebannen zijn geweest, ende by mijn Heere van Beyeren sijn, weder vry en ongecalangiert in de voorsz Landen en hare Goeden ende Ambachten komen, wesen en blyven naer inhouden hacrer brieven, die sy daer of bescheyden hebben, die ballingen sijn om doodslagen wille by hen gedaen, dat die niet weder overkomen sullen ter tijt toe dat sy metten partyen verleden zijn, de voorsz puncten altijt behouden ende in heur macht blyven.

X. Item ghevielt, dat mijn Vrouwe van Brabant storve sonder levende geboorte achter te laten, soo sal mijn Heer van Brabant, de Landen, Slootten en Steden van Henegouwen, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieslandt, dat terstont hen ruymen ende overleveren, ende daer af sullen mijn Heere en Vrouwe van Brabant voorsz mijn Heere van Beyeren haer segelde brief geven, ende oock die Ridderschap tot achte of negen toe, in elcken van die Landen van Henegouwen, van Hollandt ende Zeelandt, ende daer toe die Steden der selver Landen; welcke Brieven, mijn voorsz

ANS de J. C. 1418.

V. Item comme personne de Schielande ne désire de retenir l'inspection des Escluses qui sont situées à Rotterdam & des digues & eaux qui sont dans le Païs de Schielande comme ils l'ont eu du tems du Duc Guillaume & de ses ancêtres, cela dépendra du trésorier & du Conseil que les deux Seigneurs conjointement y mettront, & ce qu'ils ordonneront pour l'avantage du païs, Monseigneur de Baviére en donnera ses lettres au Conseil privé, pour en user comme le trésorier & le Conseil en ordonneront.

VI. Item tous les prisonniers de part & d'autre seront relâchez à la reserve qu'il faudra qu'ils payent une vielle contribution & seront decharges des dettes qui ne seront pas encore acquittées devant le 2. jour de Janvier dernier, jour de la datte des presentes, & qu'on apportera, & mettra toutes les lettres que les prisonniers ont donné de tout côté de leurs contributions és mains des treforiers que Messeigneur de Brabant & de Baviere ou leur conseil établiront. Et lesdits treforiers & Conseil étant assemblés, entre cy & le dimanche de mi-carême tems que l'on chante dans l'Eglise le lætare Jerusalem lesdits prisonniers remettront leurs lettres de contribution entre les mains du susdit treforier & Conseil, en quoy faisant ils en seront quittes & dechargez sans tromperie.

VII. Et quant à l'affaire des Seigneurs d'Egmont & du Seigneur Guillaume son frere, Messeigneur & Dame s'en tiendront à Monseigneur de Bourgogne & son Conseil; & ils reviendront au susdit païs de Messeigneur & Dame, y seront & demeureront, pourvû que ce ne soit d'un mois qu'ils viennent dans lesdits païs; à moins que mesdits Seigneur & Dame de Hollande & de Baviere ne reçoivent plûtôt des Villes de Hollande les lettres que lesdits Seigneur & Dame ont donné auxdites villes, de ne point faire venir lesdits Seigneurs d'Egmont & son frere aux susdits païs, sans tromperie.

VIII. Item ce qui concerne le Sieur Gerard de Heemskerck demeurera à l'Intendant de Baviere, & au Sieur Florent de Borsele à l'égard du domage qui lui a été fait en ses terres, du Païs d'Amster, Dunes de Heemskerck & des maisons & châteaux qu'il y a & qui ont été entierement abatuës dont il donneront leur sentence dans huit jours, aprés que les raisons auront été portées par devant les Seigneurs. Et ce qu'ils feront à cet égard sera entierement observé.

IX. Item ceux qui ont été bannis avant, ou aprés la mort du Duc Guillaume, & qui sont auprés du Seigneur de Baviere, reviendront libres & sans rançon dans lesdits païs & dans leurs biens & terres, & y seront & demeureront selon le contenu de leurs lettres . . . . . Ceux qui sont bannis pour meurtres par eux commis ne reviendront pas qu'au prealable ils n'ayent satisfait la partie, & demeureront lesdits points en leur force & vertu.

X. Item s'il arrivoit que Madame de Brabant mourût sans laisser d'enfant d'elle, Monseigneur de Brabant delaissera aussi-tôt les païs, châteaux & Villes de Hainaut, de Hollande, de Zeelande & de Frise, dequoy Messeigneur & Dame de Brabant donneront leurs lettres sellées à Monseigneur de Baviere, & aussi la Chevalerie jusques à huit ou neuf dans chacun des Païs de Hainaut, de Hollande, & Zélande, & avec cela les villes desdits païs; lesquelles lettres mes susdits Seigneur & Dame de Brabant livreront à mon susdit Seigneur de Baviere ou à son messager ayant charge

ANS voorsz Heere en Vrouwe van Brabant, sullen mijn
e J.C. voorsz Heere van Beyeren of synen seeckeren Bode
418. des machts hebbende leveren, in der voorsz Stadt van Rotterdam, op den voorsz Sonnendagh, *Lætare Jerusalem*, naer inhouden der Notulen, die sy seggen daer af gemaeckt te hebben.

XI. Item soo sal Jan van Broeckhuysen synre saecken blyven aen mijn Heere van Brabant en van Beyeren, in sulcker maten. Ten eersten, beyde de Heeren by een komende, dat dan haerer elck twee van hoiren Rade daer toe seggen sullen, ende beyde de Heeren, ende vier Raets-luyden voorsz, sullen hen toeseggen ende geloven, dat sy vier voorsz dat binnen de twee maenden daer naest-volgende, dat klaerlijck t'samentlijck wtseggen sullen, ende dat sullen mijn Heere van Brabant ende van Beyeren Jan voorsz houden, ende waert saecke dat de vier niet eens en mochten, soo sullen sy dat brengen aen Heer Willem van Gent, die sy tot eenen Overman daer toe genomen hebben.

XII. Item soo sullen die van Utrecht ende Amersfoort, die Heere van Cuylenburgh, ende Heer Gerrit van Eemskerck ende alle die hulperen ende hulper-hulperen aen beyde syden, ende daer toe die gene, die in deser Veede roeren mogen, mede versoent wesen, ende elck op den synen sonder arghlist; uytgescheyden sulcke Renten ende Have, die in mijn Heeren en Vrouwen Reeckeninge te Boeck zijn, of binnen een half jaer komen sullen.

XIII. Item soo sal mijn Heere van Beyeren het Regiment van de Landen, als Henegouwe, Hollandt en Zeelandt gemeen hebben mit mijn Heere van Brabant vijf jaren lanck duerende. Ende sy sullen den Raedt t'samentlijck setten, ende namentlijck een Tresorier. Ende of beyde die Heeren niet eens en konden werden een Tresorier te maecken, soo sullen sy beyde de Heeren Raden, die sy elck even veel setten sullen, t'samentlijck, of die meestendeel eenen Tresorier kiesen, sonder der Heeren wederseggen op hoiren Eedt binnen acht dagen, als beyde die Heeren by een sullen zijn gekomen. Behoudelijck dat mijn Heere van Beyeren geen seggen hebben noch behouden sal in den Raet, die mijn Heere van Brabant nu heeft of maken mach in synen Lande van Brabant, of die hem sijn Vader en Moeder aenge-erft hebben, ten ware dat mijn Heere van Brabant mijn Heere van Beyeren daer toe bade.

XIV. Item de Schouten in de Steden: Item de Bailjouwen ende andere Ampt-luyden in den Lande, sullen sy t'samentlijck setten onder de brieven van Commissie mijns Heeren van Brabant.

XV. Item de Gerechte in de Steden sullen sy gemeen setten, dats te weten, waren daer elf, soo sullen elck van de Heeren voorsz de vijf setten, ende konden sy van den elfden niet eens gesijn, soo sullen die thien den elfden kiesen by hoiren Eede, ende desgelijcks in negen, in seven, waer sy oneffen sijn in getale.

XVI. Item soo sullen die van den Gerechte sweeren mijn Heere ende Vrouwe van Brabant, goet ende getrouwe te zijn hoiren Heerlijckheden ende Erve te bewaren, ende eenen yegelijck recht ende vonnisse te doen.

XVII. Item soo sal mijn voorsz Heeren van Brabant en van Beyeren in allen Casteelen, Borgen en Slootten die Casteleynen gemeen setten, die welcke sweeren sullen die Slootten wel ende getrouwelick te bewaren, ende die niemant over te geven, dan mijn Here van Brabant ende mijn Vrouwe, alsoo lange als sy t'samen in Huwelijck zijn; dats te weten, alsoo lange als mijn Vrouwe leven sal; ende na mijn Vrouwen doodt, mijn Heere van Beyeren, storve mijn Vrouwe sonder geboorte na haer te laten.

XVIII. Item soo sullen die Casteleynen, Bailjouwen, Schouten ende andere Dienaers in de Steden ende Landen, ende die Gerechten inde Steden t'sa-

ge de lui, & ce dans la susdite Ville de Rotterdam au dimanche cy dessus, Lætare Jerusalem, *suivant les notules qui en ont été faites.* ANS de J.C. 1418.

XI. Item les affaires de Jean de Broeckhuysen demeureront (à la decision) *de Messeigneurs de Brabant & de Baviere, en la maniere suivante. Premierement les deux Seigneurs étant assemblez, ils en nommeront chacun deux de leur Conseil, & les deux Seigneurs avec les quatre Conseillers susdits, promettront qu'iceux quatre susdits termineront les affaires clairement & conjointement dans deux mois prochainement venant, ce que Messeigneurs de Brabant & de Baviere & Jean susdit agréeront. Et s'il arrivoit que les quatre ne pussent pas s'accorder, ils porteront la chose au Sieur Guillaume de Gent qu'ils ont pris pour surarbitre.*

XII. Item ceux d'Utrecht, & d'Amersfort, le Sieur de Culenburgh, & le Sieur Gerard d'Eemskerck & tous les adherans de part & d'autre, ensemble ceux qui peuvent avoir part dans cette inimitié, seront reconciliez, & chacun rentrera sur le sien, exceptez telles rentes & biens qui sont dans le livre des comptes de Messeigneur & Dame, ou qui y viendront dans le tems d'un demi an.

XIII. Item Monsieur de Baviere aura en commun avec Monseigneur de Brabant le gouvernement des païs, comme Hainaut, Hollande & Zélande l'espace de cinq années, & ils établiront ensemblement un Conseil & nommement un Tresorier. Et si les deux ne pouvoient s'accorder pour faire un Tresorier, les Seigneurs Conseillers que chacun établiront par égalité choisiront ensemblement, ou la plus grande partie d'iceux, un Tresorier dans huit jours, sur leur serment quand les deux Seigneurs seront assemblés, & ce sans contradiction des Seigneurs. A la charge que Monseigneur de Baviere n'aura point de voix ni rien à dire au Conseil que Monseigneur de Brabant a, ou pourra avoir, dans son Païs de Brabant, ou en ce dont ses pere & mere l'ont mis en possession, à moins que Monsieur de Brabant n'en requit Monseigneur de Baviere.

XIV. Item les Prévôts dans les Villes, & les Baillifs dans les autres places, seront crées conjointement sous les lettres de Commission de Messeigneurs de Brabant.

XV. Item la justice dans les villes sera mise en commun, sçavoir, s'il y en avoit onze, chacun des Seigneurs en mettra cinq, & s'ils ne pouvoient s'accorder pour l'onziéme, les dix le choisiront sous leur serment, & ainsi de neuf, de sept, & où ils seroient non pair.

XVI. Item ceux de la justice jureront d'être bons & fidelles à Messeigneur & Dame de Brabant, & de conserver leurs possessions & Seigneuries, & chacun de faire droit.

XVII. Item Messeigneurs de Brabant & de Baviere mettront conjointement les Commandans dans les Châteaux, Bourgs, & forts, qui jureront de les garder fidellement, & de ne les remettre és mains de personne qu'en celles de Monseigneur de Brabant & de Madame, tant qu'ils resteront mariez, c'est à dire, tant que Madame vivra, & aprés la mort de Madame à Monseigneur de Baviere, si Madame mouroit sans enfans.

XVIII. Item lesdites Garnisons, Baillifs, Prévôts, & autres serviteurs dans les villes & païs, & les justices des villes jureront conjointement d'obeïr à

ANS de J. C. 1418.

mentlijck ſweeren; mijn Heere van Beyeren gehoorſaem te weſen met mijn Heere van Brabant, deſe vijf Jaren lanck geduerende, behoudelijck mijn Heere van Brabant ſyne Heerlijcheyt als voorſz.

XIX. Item ſoo ſal mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorſz, ofte hare *Ambachters*, die mijn Heere van Brabant ende van Beyeren t'ſamentlijck ſetten ſullen, voor hen heffen ende beuren alle nutſchap ende profijt, Renten, Forfalcten, Beden, Vervallingen ende opkomingen, die vallen ende verſchynen ſullen in den voorſz Lande, hoe die ghenoemt mogen zijn, ſonder mijn Heere van Beyeren des te ghenieten in eeniger wijs. Behouden dien, als mijn Heere van Beyeren ghebeden ware van mijn Heere van Brabant in Hollandt te komen, of dattet den Lande en Luyden kennelijcke nootſaecken ware, dat hy daer quame, ſoo ſal hy in der herberge met tſeſtigh Paerden mogen komen, ten ware dat hem die Treſorier met meer Paerden bade te komen, ende als mijn Heere van Brabant of mijn Vrouwe daer niet en waer, ſoo ſal men elcks daeges voor elcke drie Paerden ende Luyden een Kroon geven, ende al ſonder arghliſt. Ende ſullen de Treſoriers ende alle Officiers jaerlijcks of als 't gewoonlijck is, rekenen voor mijn Heeren van Brabant ende van Beyeren, ende haer beyder Raedt.

XX. Item ſoo ſal mijn Heere van Beyeren vertyen van alle dat hy hebben of eyſſchen mach op die Landen van Henegouwen, Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, mit hoiren toebehoren, 't zy by gunſte van de Paus ende den Koningh van Romen of anderſints, behouden dien dat hy alrede heeft in den Lande, ende oock boven geſchreven ſtaet, ende daer toe aenbeſterven mach. Ende ſal overgeven ter goeder trouwen mijn Heere en Vrouwe van Brabant alle die Brieven die hy hebben mach verworven vande Paus ende Koning voorſz op die voorſz Landen, of eenigh van hen, om te ſien, te leſen, ende dan terſtont te caſſeren ende te niet te doen. Ende daer toe ſullen geloven niet te verwerven, te laten noch doen verwerven alſulck Brieven of diergelijck, by tyde mijnre Vrouwe of hare Kinderen; ende waert dat ſy by yemant anders verworven worde ende geſonden, ſoo en ſel hy die niet ontfaen, noch hen mit dien behelpen in geenre wijs: Welcke Brieven van vertichteniſſe, en oock die hy heeft van de Paus ende Koningh voorſz, mijn voorſz Heere van Beyeren ſal overleveren of doen overleveren mynen voorſz Heere ende Vrouwe van Brabant of haren ſekeren Bode, des machts hebbende te Delſt inder Stadt opten voorſz dagh *Latare Jeruſalem*, naer inhouden der Notulen, die ſy ſeggen daer af gemaeckt te hebben.

XXI. Item ſoo ſullen die Poorteren van Dordrecht geſoent zijn op alle hoire onroerende Goeden die voor oogen zijn, ende op alle hare Renten ende Schulden, ſoo waer die gelegen zijn, die ſy hadden, ende men hen ſchuldigh was eer deſe Veede opſtont, ende des ſal een yegelijck ſijn Renten en Schouden oock hebben.

XXII. Item ſoo ſullen mijn Heere ende Vrouwe van Brabant confirmeren der Stede van Dordrecht, en der gemeene Bailjouſchap van Zuydt-Hollandt alle hare Rechten, Hantveſten, Privilegien, Herkomen ende Keuren, die ſy van Hertoge Willem zal. ged. ende van ſyne Ouderen verkregen hebben, en bezegelt, die vaſte, ſtade ende onverbroocken te houden, tot eeuwigen dage voor hen en voor haer Nakomelingen.

XXIII. Item ſoo ſullen mijn Heere ende Vrouwe van Brabant quijtſchelden der Stede van Dordrecht en alle hoire Poorteren van alle breucken, miſdaden ende aentichten, die ſy tegen hen gebreuckt ofte miſdaen moghen hebben, of dat ſy hen t'eynden mochten weſen, ende oock quijtſcheldinge van alle ſchulden eyſſchen, die ſy of yemant van harent wegen der Stadt van Dordrecht eyſſchen mochten, tot deſen dage

Monſeigneur de Baviere & à Monſeigneur de Brabant durant ces cinq années, ſauves à Monſeigneur de Brabant ſes Seigneuries, comme dit eſt.

ANS de J. C. 1418.

XIX. Item Meſſeigneur & Dame de Brabant, ou leur Officiers, Ambachters, *que Meſſeigneurs de Brabant & de Baviere établiront enſemblement, leveront & recevront pour eux & à leur profit, toutes rentes, amendes, impoſitions, tailles, revenus qui arriveront & écherront dans les ſuſdits païs, quelque nom qu'ils ayent, ſans que Monſeigneur de Baviere en jouiſſe en aucune maniere. Excepté que ſi Monſeigneur de Baviere étoit requis par Monſeigneur de Brabant de venir en Hollande, ou que cela fût d'une neceſſité notoire au païs & aux habitans, s'il y venoit, il pourra venir dans l'auberge avec ſoixante chevaux, à moins que le Treſorier ne le priât de venir avec un plus grand nombre; & ſi Monſeigneur de Brabant ou Madame n'y étoient pas, on donnera chaque jour un écu pour chaque trois chevaux & gens & le tout ſans tromperie. Et tous les ans, ou comme il eſt accoutumé, les Treſoriers & tous Officiers rendront compte pardevant Meſſeigneurs de Brabant & de Baviere, & leurs Conſeils.*

XX. Item Monſeigneur de Baviere renoncera à tout ce qu'il peut avoir ou demander ſur les Païs de Hainaut, Hollande, Zeelande, & Friſe, avec leurs appartenances, ſoit par faveur du Pape, & du Roy des Romains ou autrement; excepté ce qu'il a déja au païs & qui eſt cy deſſus écrit, & qu'il pourra heriter; & delivrera à Meſſeigneur & Dame de Brabant toutes les lettres qu'il peut avoir obtenu du Pape & du ſuſdit Roy à l'égard des païs ſuſdits, ou quelqu'un d'iceux, pour les voir, les lire & les caſſer & annuller auſſi-tôt, & promettra de ne plus obtenir ou faire obtenir de telles lettres ou ſemblables, du tems de Madame ou de ſes enfans, & s'il arrivoit que d'autres en obtinſſent & qu'on lui en envoyât, il ne les recevra & ne s'en ſervira en aucune maniere. Leſquelles lettres d'obtention & auſſi celles qu'il a du Pape & Roy ſuſdit, il les remettra ou fera remettre entre les mains de Meſſeigneur & Dame de Brabant ou leur meſſager ayant charge en la Ville de Delft audit jour Lætare Jeruſalem, *ſuivant le contenu des Notules, qu'ils diſent en être faites.*

XXI. Item les Bourgeois de Dort ſeront remis dans la jouiſſance de leurs biens immeubles, qui ſe peuvent renſeigner, & dans leurs rentes & dettes, en quelque lieu qu'ils ſoient ſituez, leſquels ils avoient & qu'on leur devoit, ayant cette inimitié, & ainſi chacun aura ſes rentes & ſes dettes.

XXII. Item Meſſeigneur & Dame de Brabant confirmeront les Droits, Chartres, Privileges de la Ville de Dort & qu'elle avoit obtenu du feu Duc Guillaume, & de ſes pere & mere, & les tiendront pour fermes, & ſtables & inviolables à toûjours pour eux & pour leurs deſcendans.

XXIII. Item Meſſeigneur & Dame de Brabant tiendront quitte la Ville de Dort & ſes bourgeois de toutes violations, delicts & troubles, qu'ils peuvent avoir fait contre eux, & donneront auſſi quittance de toutes les dettes qu'eux ou quelqu'un de leur part pourroient demander à ladite Ville de Dort juſques à ce jour, ſans tromperie. Et s'il ſe trouve que la ſuſdite ville doit quelque choſe à Meſſeigneur & Dame,

elle

ANS de J. C. 1418.

ge toe, of dat van haer roeren of komen mochte sonder argliſt: By alſoo is de voorſz Stadt mijn Heere of Vrouwe eyt ſchuldigh, dat ſy dat betalen ſullen mijn Heere van Beyeren, na dat hen mijn Heere ende Vrouwe voorſz die ſchulden opgedragen ende overgegeven hebben, ende die van Dordrecht mit Quitantie-brieven daer af quijtſchelden.

XXIV. Item Jan Heynenſz ende Ruyſch ſalmen rechten, dat hen boven Veede gekomen is.

XXV. Item die van Rotterdam ende ander, die meynen dat ſy binnen die Veede beſchadight zijn, ſullen by beyde de Heeren ende hoiren Rade gericht worden, aengehoort tael ende antwoort binnen de eerſte maent, na dat beyde de Heeren verſoent ſullen zijn. Ende deſgelijcks ſalmen rechten dat boven veyligheden ende geleyde geſchiet is, aen beyden zyden, die bezegelt zijn, ſonder argliſt.

XXVI. Item ſoo ſal mijn Heere van Beyeren hebben hondert duyſent Engelſe Nobels, goet van goude ende van gewichte, als gemenelijck gange zijn, of die waerde daer of van mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorſz, die hy ende ſyne Erven geloven ſullen te betalen in eenigh van drien Slootten: Te weten Rotterdam, den Briel of Gornichem, die mijn Heere van Beyeren, mijn Heere of Vrouwe van Brabant twee Weecken te vooren ſal laten weten in der maniere hier na gheſchreven. Eerſt 10 duyſent Nobelen tot onſer Vrouwen lichtemiſſe-dagh laeſtleden, ende ander 10 duyſent Nobelen tot Paeſſchen naeſtkomende, en voort 40 duyſent Nobelen tot Paeſſchen dat ſal weſen tot Paeſſchen over een Jaer: Ende dat laetſte payement, te weten veertigh duyſent Nobelen tot Paeſſchen, dat weſen ſal Paeſſchen over twee Jaren. Ende hier of aldus te betalen ſullen mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorſz, mijn Heere van Beyeren hoire bezegelde Brieven geven, de welcke oock bezegelt ſullen weſen van de Ridderſchap van Hollant, ende van Zeelant, die ſy gekrygen konnen, ende die gene Steden der Landen voorſz, die de voorſz ſomme in der maten voorſz als Borgen gheloven ſullen te betalen: Behouden dien, gevielt dat deſen tijdt duerende van Paeſſchen ende twee Jaer, mijn Vrouwe van Brabant aflyvigh worde ſonder geboorte, ende die Landen van Henegouwen, van Hollandt ende van Zeelandt, aen mijn Heere van Beyeren quamen, ſoo ſal mijn Heere van Brabant die Ridderſchap ende die Steden voorſz van den eerſten dagh, die noch te betalen waer, ingehouden, quijt ende ongelaſt weſen. Welcke Brieven van Obligatie van de ſomme voorſz, die mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorſz, mijn Heere van Beyeren of ſynen ſeeckeren Boode des macht hebbende, ſullen overleveren, of doen overleveren inder Stadt van Rotterdam op den voorſz Sonnendagh, *Letare Jeruſalem*, na inhouden der Notulen, die ſy ſeggen daer af gemaeckt te hebben.

XXVII. Item waer yemant in Hollant, die tegen deſe puncten gehouden te zijn rebellen ware, die ſal mijn Heere van Brabant helpen bedwingen, ende des ſal mijn Heere van Beyeren wederom doen.

XXVIII. Item ſoo ſullen de voorſz mijn Heere en Vrouwe van Brabant, ende mijn voorſz Heere van Beyeren, ende elck ſonderlinge geloven by haer Vorſtelijcke trouwe en eere, ende op dat H. Evangelium lijffelijck ten heyligen ſweeren, dat ſy ende elck van hen ſullen de voorſz ſoene, ende alle puncten boven verklaert, ende elck ſonderlinge, alſoo verre als hen aengaet of roeren ſoude mogen, getrouwelijck houden ende volkomen, ſonder daer tegens te gaen of komen, heymelijck of openbaerlijck in eeniger manieren, alle geveerde en argliſt in allen ende yegelijcken voorſz puncten uytgheſcheyden.

In oircondtſchappen van welcke ſaecken, ſoo hebben wy Lodewijck van Lutſenberge, Biſſchop van Terenberge, Pieter van Lutſenberge, Grave van Converſant, van Brienen, ende Heere tot Edingen, Jan van

elle le payera à Monſeigneur de Baviere ſuivant le tranſport que Meſſeigneur & Dame lui en ont fait, & en tiendront quitte ladite Ville de Dort.

ANS de J. C. 1418.

XXIV. Item on fera droit à Jean Heynenſz & Ruyſch ſur ce qui leur eſt arrivé depuis l'inimitié.

XXV. Item ceux de Rotterdam qui croyent avoir été leſez pendant les troubles, il leur ſera fait droit par les Seigneurs & par leurs Conſeils, ſur ce entendues les demandes & reponces dans le mois aprés la reconciliation des Seigneurs. Et ſera fait droit auſſi ſur ce qui eſt arrivé ſans Convois & ſureté, des deux côtez, qui ſont ſcellés, ſans tromperie.

XXVI. Item Monſeigneur de Baviere aura cent mille Nobles Anglois, bons, de bon or & de poids & ayant cours, ſelon la valeur d'iceux, de Meſſeigneur & Dame de Brabant ſuſdits qu'ils promettront de lui payer & à ſes heritiers en quelqu'un des trois châteaux, ſçavoir Rotterdam, la Brille ou Gornichem, ce que Monſeigneur de Baviere ſera ſçavoir à Meſſeigneur & Dame de Brabant deux ſemaines auparavant en la maniere cy aprés écrite. Premierement 10 mille Nobles à la Nôtredame de la Chandeleur paſſé; & dix mille autres Nobles à Paſques prochain, & enſuite 40 mille Nobles à Paſques qui ſera un an aprés; & le dernier payement de 40 milles Nobles de Paſques prochain en deux ans. Deſquels payements, à faire ainſi que deſſus, Meſſeigneur & Dame de Brabant ſuſdits donneront leurs lettres ſcellées à Monſeigneur de Baviere, qui ſeront auſſi ſcellées par les Nobles de Hollande & de Zelande qu'ils pourront avoir, leſquelles ſommes, les villes des païs ſuſdit promettent comme cautions de payer en la maniere que deſſus. Excepté que s'il arrivoit dans leſdits termes de payement de Pâques & de deux années que Madame de Brabant vint à mourir ſans enfans, & que les Païs de Hainaut, de Hollande & de Zelande avinſſent audit Seigneur de Baviere, Monſeigneur de Brabant, les nobles & les villes ſeront dechargez du payement qui reſteroit encore à faire. Leſquelles lettres d'obligation de la ſuſdite ſomme meſdits Seigneur & Dame de Brabant donneront à mondit Seigneur de Baviere ou à ſon meſſager ayant charge, en la Ville de Rotterdam le ſuſdit Dimanche, Lætare Jeruſalem, ſuivant le contenu des Notules qu'ils diſent en avoir eté faites.

XXVII. Item s'il ſe trouvoit quelqu'un en Hollande qui voulut ſe rebeller contre les points cy deſſus, Monſeigneur de Brabant les contraindra, & Monſeigneur de Baviere ſera auſſi le ſemblable.

XXVIII. Item Meſſeigneur & Dame de Brabant, & Monſeigneur de Baviere, & chacun d'eux en particulier jureront ſur leur foy & honneur de Prince, & ſur les Saints Evangiles, d'obſerver fidellement & parfaitement la ſuſdite reconciliation & tous les points cy deſſus declarez, & chacun d'iceux en particulier, autant qu'en eux eſt ou peut les concerner, ſans y contrevenir ſecretement ou publiquement en aucune maniere, ſans aucune exception ni tromperie.

En témoin deſquelles choſes, nous Louïs de Luxembourg Evêque de Terenberge; Pierre de Luxembourg, Comte de Converſant, de Brienen, & Seigneur d'Anguien; Jean de Schoonvorſt, Burgrave de Monnoye,

ANS de J. C. 1418.

van Schoonvorſt, Burghgrave tot Monnoyen, ende Heere van Cranendonck ende van Diepenbergh, Gillis van Arningen, Heere tot Anſins, Jan van Keythulle voorſz deſe letteren bezegelt mit onſe Zegelen uytgehangen: Geloven wy Biſſchop ende Grave voorſz, deſe ſelve Sententie doen confirmeren by mijn voorſz Heere van Charloyſe. Ende wy Hertogh ende Hertoginne van Brabant en Hertoge van Beyeren voornoemt, aenvaerden ende overdanckelijck houden 't voorſz ſeggen, wijſdom ende uytſpraecke, hebben ghelooft en geloven by onſer Kerckelijcker trouwen, van Vorſtelijcker eere, ende op dat H. Evangelium, lijffelijck ten heyligen, geloven geſwooren en ſweren, ende elck ſonderlinge volgende den inhoude der Sententie ende wijſdom voorſz, dat wy ende elck van ons, alſoo verre alſt hen aengaet of aenroeren mach, ſullen wel ende getrouwelijck houden ende doen houden en volkomen, ende allen punčten in der manieren voorſz, ſonder die ofte eenigh van hen te breecken, noch daer tegens te gaen, te komen of te doen, ofte ghedoen doen, dat men daer tegens kome, gae, heymelijck ofte openbaer in eeniger manieren, ſonder argliſt. Ontbieden en bevelen onſen getrouwen Ridderſchap, goede Steden, Ampt-luyden, Onderzaten ende alle anderen, die dat aengaen mogen, dat ſy ende elck byſonder houden de voorſz Soene volkomelijck en onverbroocken ſonder eenige wegen daer tegens te doen of te gaen. Ende ſoo wie contrarie dede, wy ende elck van ons ſouden daer af doen doen, alſulcke correctie ſonder verdrach van Lyve ende van Goede, dat alle ander exempel daer aen ſouden nemen. Ende des tot getuygen hebben wy onſe Zegelen mit den Zegelen van andere voorn. aen deſen Brieff doen hangen. Dit was gedaen tot Woudrichem op den XIII. dagh in Februario in 't Jaer ons Heeren 1418, na den loop vanden Hove van Hollandt.

& Seigneur de Cranendonck & de Diepenberg; Gillis d'Arningen Seigneur d'Anſins; Jean de Keythulle ſuſdits, avons ſcellé ces preſentes de nos ſceaux; Promettans nous Evêque & Comte ſuſdits, de faire confirmer cette preſente ſentence par Monſeigneur de Charolois. Et nous Ducs & Ducheſſe de Brabant & Duc de Baviere ſuſnommez, acceptons avec reconnoiſſance, cette dite ſentence, & avons promis & promettons par nôtre foy religieuſe, & honneur de Prince, & ſur le Saint Evangile promis & juré, promettons ſainctement & jurons en ſuivant le contenu de ladite ſentence, que nous & chacun de nous, entend qu'elle nous concerne ou peut concerner, de l'obſerver fidellement & faire obſerver parfaitement & tous les points d'icelle en la maniere ſuſdite, ſans en enfraindre aucuns d'iceux ni y contrevenir, ni y faire contrevenir, ou conſentir d'y être contrevenu, ſoit ſecretement ou manifeſtement en quelque maniere que ce ſoit, ſans diſſimulation. Donnons en mandement à nos fideles Chevaliers, bonnes villes, Officiers, ſujets & tous autres qu'il appartiendra, qu'ils ayent à obſerver la ſuſdite reconciliation parfaitement & inviolablement, ſans y contrevenir en quelque moyen que ce ſoit. Et ſi quelqu'un y contrevient, nous & chacun de nous en ferons faire telles corrections que les corps & biens n'y ſeront épargnez, en exemple aux autres, en témoin dequoy nous avons apposé nos ſceaux à ces preſentes lettres, qui furent faites & paſſées à Woudrichem le 13. jour de Fevrier l'an de nôtre Seigneur 1418. ſelon le ſtile de la Cour de Hollande.

ANS de J. C. 1418.

CCCLXVIII.

ANS de J. C. 1418.

Articles accordez pour le mariage de RENE' D'ANJOU *Comte de Guiſe avec* ISABELLE DE LORRAINE, *fille de Charles I. Duc de Lorraine, faits à Fou le 20. Mars,* 1418. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 316.

GUISE ET LORRAINE.

S'Enſuivent les poincts & articles accordez par trés reverend Pere en Dieu tres haults & puiſſants Princes, & tres redoubtez Seigneurs Monſeigneur le Cardinal, Duc de Bar, Marquis du Pont, Seigneur de Caſſel, & Monſeigneur le Duc de Lorraine & Marchis, ſur le faict du mariage traicté par mes dicts Seigneurs de Meſſire RENE' D'ANJOU, Comte de Guiſe & Damoiſelle ISABEL DE LORRAINE, par la forme & maniere, qui aprés s'enſuit.

2. Premierement que Monſeigneur de Guiſe venu és partyes de par deça, mon dict Seigneur de Bar l'enheritera de toute la Duché de Bar & Marquiſé du Pont, pour en jouir par mon dict Seigneur de Guiſe ſes hoirs & ſucceſſeurs procreez de ſon corps en loyal mariage, c'eſt à ſçavoir aprés le treſpas de mon dict Seigneur de Bar, & tout par la forme & maniere, que mon dict Seigneur de Bar faict à preſent.

3. Item Monſeigneur de Bar veult, que tantoſt, que Monſeigneur de Guiſe ſera de par deçà, tous les nobles, feaux vaſſaux, hommes, ſubjects & communautez des bonnes villes de touts ſes dicts pays facent leal ferment à mon dit Seigneur de Guiſe, de le tenir & obeïr aprés le treſpas de mon dict Seigneur de Bar pour & comme leur Seigneur droicturier.

4. Et pareillement mon dict Seigneur de Lorraine fera faire leal ferment à tous les nobles, feaux vaſſaux, hommes, ſubjects, & communautez des bonnes villes, de tous ſes dicts pays, de tenir & obeir aprés ſon treſpas à ma dicte Damoiſelle & à ſon mary & eſpoux, à cauſe d'elle comme droicturier Seigneur & Dame, au cas, que mon dict Seigneur de Lorraine n'auroit hoir maſle de ſon corps, né & procreé en loyal mariage.

ANS de J. C. 1418.

5. Item encore en plus avant eſt accordé, que mon dict Seigneur de Bar, tantoſt & incontinent, que mon dict Seigneur de Guiſe ſera arrivé par deçà, luy baillera, & delivrera reaument & de faict pour luy & ſes hoirs; procréez de ſon corps, à tousjours mais en heritage, toutes les terres, baronnyes, & Seigneuries, avec toutes leurs appartenances & dependances, cy après nommées, c'eſt à ſçavoir la ville du Pontamouſſon ou de Sainct Miel, celle que mieux plaira à mon dict Seigneur de Bar. Item la ville, chaſtelenie & Prevoſté de Longwy; Item toute telle part & portion, que mon dict Seigneur de Bar tient & poſſede en la ville, chaſtel, chaſtellenye & Prevoſté de Marville; Item le chaſtel, ville, Prevoſté & Chaſtellenye de Sancy; Item la ville, chaſtel, chaſtelenye & Prevoſté de Sathenay; Item la ville Prevoſté & chaſtelenie de Longuion, Item la ville, chaſtel, chaſtelenye & Prevoſté de Fou; Item le chaſtel & chaſtelenye de Pierrefort; le chaſtel & chaſtelenye de Condé ſur Moſelle; Item le chaſtel & chaſtelenye de l'Avantgarde avec toutes les appartenances & dependances des dictes Seigneuryes, Baronnyes & chaſtellenyes deſſus dictes & chacune d'icelles, & auſſy les foy & hommage de touts & chacuns les vaſſaux & fiefves d'icelle.

6. Item que dans le jour de Pentecoſte ou pluſtoſt, ſe faire ſe peut bonnement, mon dict Seigneur de Guiſe ſera en la Duché de Bar au playſir de noſtre Seigneur, & luy venu dedans un jour, qui ſera accordé

NS J. C. 1418. cordé par nos dictz Seigneurs; mon dict Seigneur de Bar meinera mon dict Seigneur de Guise en la Ville de Nancy, le baillera & delivrera à mon dict Seigneur de Lorraine, en son gouvernement tant sa personne, que les Villes & Fortereſſes denommées en l'article precedent receües devant toutes autres, & premierement du dict Seigneur de Lorraine par mon dict Seigneur de Bar les seuretez dont cy dessoubs sera faicte mention.

7. Item & apres, que ledit Monseigneur de Guise sera baillé & delivré en la maniere, que dict est, au gouvernement de mon dict Seigneur de Lorraine par mon dict Seigneur de Bar, ensemble les Villes & Fortereſſes dessus declarées, & incontinent ce jour même se feront les fiançailles, & le jour ensuivant les espousailles de mon dict Seigneur de Guise, & de ma dicte Damoiselle.

8. Item sera tenu mon dict Seigneur de Lorraine, bailler, donner & jurer toutes les bonnes & suffisantes, & les plus grandes & meilleures seuretez à luy possibles, que mon dict Seigneur de Bar voudra & pourra adviser par luy, conseil les nobles de son pays & aultres, que pour ce luy plaira appeller pour faire & accomplir reaument & de faict toutes les choses, qui cy aprés s'ensuivent.

9. Premierement s'il advenoit, (que Dieu ne veille) que mon dit Seigneur de Guise allast de vie à trespassement, sans laisser hoirs de son corps en loyal mariage, mon dict Seigneur de Lorraine sera tenu de rendre & restituer toutes les Baronnyes, Chastelenyes, Terres & Seigneuries dessus dictes, ensemble toutes leurs appartenances & dependances franchement & quittement & liberalement, sans empeschement, refus ou contradiction quelconque à mon dict Seigneur de Bar, si ainsy estoit, qu'il survesquist mon dict Seigneur de Guise; sauf, reservé, & excepté la Ville, Chastel & Chastelenye, Prevosté & Seigneuryes de Fou, les rentes & revenus d'icelle, avec toutes appartenances & dependances, qui demourront à ma dicte Damoiselle de Lorraine vefve delaissée du dict Monseigneur de Guise, pour cause & raison de son douaire, & lesquelles elle pourra tenir, jouir, user, & exploicter, comme douairiere sa vie durant tant seulement.

10. Et s'il advenoit, que mon dict Seigneur de Bar fust allé de vie à trespassement avant mon dict Seigneur de Guise, & aprés ce mon dict Seigneur de Guise allast de vie à trespas, sans laisser hoirs procréez de son corps en leal mariage comme dessus, en ce cas mon dict Seigneur de Lorraine sera tenu rendre & restituer reaument & de faict, franchement, quittement & liberallement, sans empeschement, refus ou contradiction quelconque, toutes les Terres, Baronnyes, & Chastellenies & Seigneuries dessus dictes avec toutes appartenances & dependances d'icelles à l'hoir ou heritier, hoirs ou heritiers & successeurs de mon dict Seigneur de Guise, & autrement par tout, ou il appartiendroit par raison, au cas toutes fois, que mon dict Seigneur de Lorraine ne les auroit rendues ou delivrées audit Seigneur de Guise, selon la forme & maniere cy dessus escripte, faisant mention de ce, reservé à la dicte Damoiselle pour son douaire la Ville & Chastel & Chastelenye de Fou, comme dict est.

11. Item & s'il advenoit, que ma dicte Damoiselle (que Dieu ne veille) allast de vie à trespassement sans hoir procreé de son corps, avant mon dict Seigneur de Guise, mon dict Seigneur de Lorraine sera tenu rendre & restituer incontinent, franchement, quittement & liberalement, sans empeschement, refus ou contradiction quelconque toutes les Baronnies, Chastellenyes, Terres & Seigneuryes dessus dictes avec toutes les appartenances & appendances d'icelles à mon dict Seigneur de Bar, ou cas, qu'au temps du decez de ma dicte Damoiselle de Lorraine mon dict Seigneur de Guise n'auroit quatorze ans accomplis. Et au cas que mon dict Seigneur de Guise auroit quatorze ans accomplis au temps du decez de ma dicte Damoiselle, mon dict Seigneur de Lorraine sera tenu de les rendre & restituer franchement & quittement à mon dict Seigneur de Guise, comme dessus est dict. ANS J. C. 1418.

12. Item ma dicte Damoiselle aura & emportera pour son douaire la somme de cinq mil livres tournois par chacun an de rente, qui luy seront assiz, ordonnez & constituez par la maniere, qui s'ensuit; c'est à sçavoir, premierement elle aura la Ville, Chastel & Chastelenye de Fou, & les appartenances & dependances d'icelles, & le surplus luy sera assigné, baillé, & delivré ailleurs, en terres, rentes & revenues bonnes & convenables sans aucune Ville fermée & forte maison, au plus prés de la dicte Ville & Prevosté de Fou, que bonnement faire se pourra. Et au cas que mon dict Seigneur de Lorraine auroit hoir masle de son corps procreé en loyal mariage, qui debvroit succeder à la Duché de Lorraine, ma dicte Damoiselle n'aura ne emportera pour son douaire, que la somme de quatre mil livres tournois, chacun an de rente, compris en la dicte Ville Chastel & Chastelenye de Fou, comme dict est.

13. Item aussy ou cas dessusdict, que mon dict Seigneur de Lorraine aura hoir masle de son corps procreé en loyal mariage, il donnera & sera tenu bailler & delivrer reaument & de faict à mon dict Seigneur de Guise pour ayder au faict du dict mariage la somme de quarante mil livres tournois pour une fois, ou cas toutes fois, que la Royne de Sicile sera de ceste somme contente, & se payera la somme dessus dicte aux fermes, & par la forme & maniere, qu'accordé sera entre mon dict Seigneur de Lorraine & les gens de la Royne de Sicile, qu'elle envoyera par deça en la compaignie de mon dict Seigneur de Guise, & fera mon dit Seigneur de Bar son loyal debvoir, que les gens de la dicte Royne donront & accorderont à mon dict Seigneur de Lorraine termes de payer la dicte somme les plus convenables, que faire se pourra bonnement.

14. Item & s'il advenoit, que ma dicte Damoiselle allast de vie à trespassement, sans hoirs de son corps, mon dict Seigneur de Guise, ou ses hoirs successeurs, ou ayants cause seront tenuz rendre & restituer reaument & de faict sans aucun contredict, refus ou difficulté, à mon dict Seigneur de Lorraine, ou à ses hoirs successeurs, ou ayans cause de la dicte somme de quarante mil francs se receuz les avoit.

16. Item à la façon des lettres, qu'il conviendra faire & passer sur les poincts & articles cy dessus contenus, sera le langage esclaircy, comme la matiere le requerra, sans y muer la substance en aucune maniere, & au proffict des deux partyes.

16. Item pour le bien, honneur, defense, accroissement des Seigneurs de Bar & de Lorraine seront advisez par leurs advis, & des gens de leurs conseil, qu'il leur plaira commettre les plus fortes, seures & meilleures alliances & confederations, que faire se pourront entr'eux, en exceptant seulement ceux, qu'il plaira aux dictz Seigneurs & dont ils seront d'accord ensemble & se feront & passeront les dictes alliances à la façon des lettres des articles cy dessus contenuz. Donné à Fou, soubz les seaux plaquiez de nos dictz Seigneurs de Bar & de Lorraine, le vingtiesme jour de May, l'an mil quatre cens dixhuict. Presens Monseigneur le Comte de Vaudemont, le Doyen de Toul, Messire Jean d'Orme, Messire Jean de Lenencourt, Messire Wary de Harouvès Chevaliers; Jean de Hausſonville, Carlot d'Ulty Winchelin de la Tour, Bailly de Sainct Michiel, Jean de Harancourt, Ferry de Perraye, Jean de Sainct Loup, Bailly de Bassigny, & plusieurs aultres.

ANS de J.C. 1418. SICILE ET SAVOYE.

CCCLXIX.

Traité de Paix entre LOUIS *Roi de Jerusalem & de Sicile, &* AME' VIII. *Duc de Savoye. Fait à Chamberi, le 5. d'Octobre* 1418. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 257.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen. Anno Nativitatis ejusdem Domini millesimo quadringentesimo decimo octavo, die verò quinta mensis Octobris, paulo post vesperas, quæ fuit & intitulatur Jovis, duodecimæ Indictionis. Noverint universi & singuli præsentes pariterque futuri, hoc verum & publicum instrumentum visuri, lecturi & etiam audituri; quòd cùm quæstio, lis, debatum, discordia & controversia verterentur & essent ac diu fuerint, vertique majora sperarentur & pararentur, inter Serenissimam & Illustrissimam Principissam Dominam Yolandam Reginam Jerusalem & Siciliæ, Ducissam Andegaviæ, Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, Cenomaniæ & Pedemontis Comitissam, Tutricem & Administratricem Serenissimi & Illustrissimi Domini Regis ejus Primogeniti infrà nominati, & aliorum ejus liberorum; Serenissimumque & Illustrissimum Principem Dominum LUDOVICUM Regnorum Regem, Ducatus Ducem, & Comitatuum Comitem prædictorum, ipsius Dominæ Reginæ filium, ex parte una: & *Illustrem Principem Dominum* AMEDEUM *Ducem Sabaudiæ, Chablasii & Augustæ, in Italia Marchionem, Principem Pedemontium, & Gebennarum Comitem*, parte ex altera: de & super eo quòd dictus Dominus Illustris Dux Sabaudiæ petit, petiit & petebat à dicto Illustrissimo Domino Ludovico & dicta Domina Regina, velut Bajula & Administratrice ipsius Serenissimi Domini Ludovici Regis, ejus primogeniti filii, & Tutrice aliorum liberorum suorum, & Illustrissimi recolendæ memoriæ Domini Regis secundi eorundem Regnorum Regis, Ducatuum Ducis, & Comitatuum Comitis, quondam filii & hæredis Illustrissimi & Serenissimi Principis Domini Ludovici primi Regis Regnorum prædictorum, & etiam Ducatuum Ducis, & Comitatuum Comitis prædictorum, sicut ab ipso Domino Ludovico secundo Rege prædicto, quondam dictæ Dominæ Reginæ viro, velut filio & herede dicti Domini Ludovici primi Regis dictorum Regnorum & avi paterni ipsius moderni Domini Ludovici tertii dictæ Dominæ Reginæ filii, petiit & petebat tempore vitæ suæ, centum sexaginta quatuor millia Francorum auri boni & justi ponderis, de & pro resta stipendiorum Illustris Principis recolendæ memoriæ Domini Amedei Sabaudiæ Comitis, quondam Avi paterni Illustris Domini Amedei Sabaudiæ Ducis moderni, dicto Illustri memoriæ recolendæ Domino Amedeo, avo quondam paterno dicti Illustris Domini Ducis moderni Sabaudiæ Actoris; cujus ipse Illustris Dominus Dux Sabaudiæ, est universalis & insolidum hæres, debito tempore quo ipse Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ fuit cum sua Comitiva cum dicto Illustrissimo Domino Ludovico primo Rege, quondam avo paterno dicti Illustrissimi Domini Ludovici moderni Regis prædictorum Regnorum, in partibus Siciliæ & Apuliæ, in armis pro conquesta ipsius Regni Siciliæ, prout de dicto debito constat per litteras autenticas dicti Illustrissimi Regis Ludovici primi, ejus sigillo sigillatas & manu sua propria signatas, quas dictus Illustris Dominus Sabaudiæ Dux aliàs exhibuit, cum damnis, interesse, gravaminibus & expensis, tam per dictum Illustrem Dominum Comitem Sabaudiæ, quondam avum paternum dicti Illustris Domini Amedei Ducis Sabaudiæ petitoris, quàm per ipsum Dominum Ducem & Illustrem Principem Dominum Amedeum bonæ memoriæ Sabaudiæ Comitem, Patrem dicti Domini Ducis Sabaudiæ moderni, occasione & prætextu dicti debiti non soluti, sustentis, factis & supportatis, quæ & quas ponebat & ponit ipse Illustris Dominus Dux Sabaudiæ, ad magnam pecuniæ summam, quam cum dicto debito principali petit & petebat sibi solvi per dictam Illustrissimam Dominam Reginam, & dictum Illustrissimum Dominum Ludovicum ejus primogenitum, quibus suprà nominibus. Et dicta Illustrissima Domina Regina quo suprà nomine, & dictus Illustrissimus Dominus Ludovicus ejus primogenitus suo proprio nomine, excipiendo proponebant & dicebant, excipiendoque dicunt & proponunt, prædictum Illustrem Dominum Amedeum bonæ memoriæ Sabaudiæ Comitem, quondam Patrem ipsius Domini Ducis moderni, tam per se quàm per alium tenuisse civitatem Niciæ, Villam-francam, Portum ejusdem, castra Ysiæ, Turbiæ & Sanctæ Agnetis, cum Mari eisdem contiguo, Villas, castra & loca Sospitelli, Luceranii, Savogii, Sancti Martini, Vallis Lantusæ, Sanctum Stephanum, Thenearium & ejus Vallem, Barceloniam & ejus Vallem, castra & Villam Pugeti, Thenearium & ejus Bayliaca seu vigueriam, locum Alosii, castrum & Villam Vinadii, castrum & Villam Jausseni, Valles montium Esturanæ cum Vallibus, castris & locis omnibus in dictis Vallibus situatis, & generaliter omnia alia loca & terras, quæ & quas dictus Dominus Sabaudiæ Dux tenet & possidet de præsenti, in dictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii & Vintimillii, omnibus & singulis eorum juribus, territoriis & pertinentiis; qui quidem Comitatus Vintimillii est ab antiquo & esse solet, in & de sub Comitatu Provinciæ & pertinentiis ipsius Comitatus, multis & longis temporibus fructus, exitus & proventus ex inde recepisse: quam civitatem Niciæ cum suis pertinentiis, terras, Villas & loca, de quibus suprà fit mentio, & dictum Comitatum Vintimillii asserunt dicta Illustrissima Domina Regina & dictus Illustrissimus Dominus Rex ejus filius, quibus suprà nominibus, ad eos pertinuisse & pertinere; adeo quòd si quid debitum fuerit & deberetur prædicto quondam Sabaudiæ Comiti, tempore avi decessus de & pro stipendiis & suarum Gentium seu Comitivæ suæ, fuit de ipsis fructibus, exitis, proventibus & emolumentis dictæ terræ Provinciæ, quam dictus Illustris Dominus Dux Sabaudiæ modernus tenet & possidet, tam eidem quàm dicto ejus quondam Patri plenè & integrè satisfactum; quare petebat dictam terram sibi restitui & expediri, cum Litteris dicti debiti suprà petiti. Supradicto Illustri Domino Duce Sabaudiæ replicante & dicente, eum tenere, & dictum quondam ejus Patrem tenuisse dictam civitatem seu territorium Niciæ, cum suis pertinentiis, villas, castra, terras, opida supradictas & supradicta, & ea quæ tenet & possidet in & de Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii & Vintimillii, longo tempore justis titulis atque causis, sine quavis controversia, & ad eum pertinere, sua & suas esse justis titulis & bona fide, fructusque, exitus & proventus inde perceptis tam per ipsum Dominum Ducem Sabaudiæ, quàm per Illustrem Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ Patrem suum quondam, fuisse & fore suos, & ad eos pertinuisse & pertinere, tanquam ad veros Dominos dictarum Terrarum & Locorum memoratorum; & ita dictum debitum ut suprà petitum centum sexaginta quatuor millium Francorum adhuc sibi deberi, & per eum dictam summam Francorum ut sibi debitam, velut hæredi dicti ejus avi paterni, cum damnis, interesse, gravaminibus & expensis occasione dicti debiti non soluti factis petere posse & debere, & dictos Liberos & hæredes dicti Illustrissimi Domini Ludovici primi Regis Jerusalem & Siciliæ, in dictis Litteris

ANS de J.C. 1418.

NS J. C. 1418. ris obligatoriis & debiti nominati adhuc obligatos fore, & solvere debere dicto Illustri Domino Duci Sabaudiæ dictam summam Francorum petitam, non obstantibus contra ipsum ut suprà ex adverso propositis & excipiendo allegatis. Hinc siquidem fuit & est, quòd tractatu amicabili nonnullorum benevolorum & amicorum communium dictarum partium præcedente, & maximè Reverendissimi in Christo Patris Domini F. Archiepiscopi Narbonensis Domini nostri Papæ Camerarii, & spectabilis militis Domini Petri d'Atigue Senescalli Provinciæ, Vicecomitis Rellaniæ, Baronis Grimaldi, & Vallis Fraynati Domini, ut Pax & concordia jam longævis & diuturnis temporibus per partes memoratas præoptata, ac finis super præmissis quæstione, materia, discordia & dependentibus, emergentibus & connexis ex eisdem debite imponantur, ad tollendum & penitus evellendum & removendum omne scandalum, omnemque litem, discordiam atque guerram, quæ fortè prætextu & occasione præmissorum inter prænominatas partes oriri possent: personaliter constituti & existentes in præsentia Testium ad hoc vocatorum & rogatorum, & nostrorum Notariorum, subscriptorum videlicet, Egregii, potentes & venerabiles viri Dominus Guillermus de Medulione miles Senescallus Bellicadri & Nemausi, & dicti Illustris Regis Jerusalem & Siciliæ Maresçallus; Petrus Franconis in Decretis Licentiatus, Cantor & Canonicus Monasterii Montismajoris, Ambaxiatores, procuratores & amici speciales prælibatorum Dominæ Reginæ & Domini Regis Jerusalem & Siciliæ, ab una parte, omnimodam circa hæc omnia & singula suprà & infrà scripta peragenda, habentes plenissimam & largam potestatem ab eisdem Domina Regina & Rege, ut de hujusmodi potestate claram, promptam & plenissimam fecerunt fidem Litteris patentibus & autenticis ipsorum Dominorum Reginæ & Regis, eorum sigillis cera rubea sigillatis impendenti solito more. Et Egregii & potentes viri Domini Joannes Servagii Legum Doctor, & Miles, Dominus de Varays, Præsidens Cameræ Computorum; Lambertus Oddineti Legum Doctor, Miles, & Præsidens Consilii præfati Domini Ducis Chamberiaci residentis; & Dominus Petrus Amblardi Miles, Magister Hospitii præfati Domini Ducis Sabaudiæ, Procuratores, Ambaxiatores & speciales nuncii prælibati Domini Ducis Sabaudiæ, parte ex altera, debitam & omnimodam habentes potestatem, ad omnia & singula suprà & infrà scripta peragenda, prælibato Illustri Domino Duce Sabaudiæ, ut debitam & plenam fecerunt fidem Litteris patentibus ipsius Domini Ducis Sabaudiæ ex pargameno descriptis, ejus sigillo cera rubea more solito sigillatis. Et ad veram Pacem & finalem concordiam transigendo & conveniendo, pervenerunt in hunc qui sequitur modum, & sub capitulis & conditionibus infra scriptis: videlicet, prænominati Domini Guillermus de Medulione, Petrus Franconis, & Joannes Putatoris Ambaxiatores, Nuncii & Procuratores, nominibúsque Procuratoriis prædictorum Dominæ Reginæ & Domini Regis Jerusalem & Siciliæ, ut suprà, eorum certa scientia, & libera & spontanea voluntate, vigore præinsertæ eis attributæ potestatis, transigendo, pacificando, accordando & conveniendo quittant, cedunt & desamparant, remittunt & deliberant, ac de novo, si opus sit, transportant, procurabuntque cum effectu & sine ullo deffectu, quòd memorati Domina Regina & Dominus Rex Jerusalem & Siciliæ, ac alii dictæ Dominæ Reginæ Liberi cedent, quittabunt & remittent ac transportabunt prælibato D. Duci Sabaudiæ licèt absenti, nobisque Notariis publicis subscriptis præsentibus, & more publicarum & autenticarum personarum solemniter stipulantibus & recipientibus, vice, nomine & ad opus ipsius Domini Ducis Sabaudiæ, ejusque hæredum & successorum, ac omnium & singulorum quorum interest, intererit & interesse poterit quomodolibet in futurum; omne jus omnemque rationem & actionem, ac omne id & quicquid præfati Domina Regina & Dominus Rex, & alii dictæ Dominæ Reginæ liberi, & eorum quibus habent & habuerunt, sibique competunt & competere possent & potuerunt, quibusvis modis, titulis & causis in dictis Civitate Niciæ, aliisque omnibus & singulis villis, locis, castris, oppidis, terris & dominiis supra nominatis, & aliis quæ & quas præfatus Dominus Dux Sabaudiæ præsentialiter tenet & possidet tam per se quàm ejus Vassallos, fideles & subditos, & tam mediatè quàm immediatè in Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii & Vintimillii, quæ ab antiquo ut notorium est, de Comitatu Provinciæ extitit & existit, cum omnibus & singulis feudis, retrofeudis, homagiis, hominibus, redditibus, jurisdictionibus, meris, mixtis imperiis, & omnimodis jurisdictionibus, ruribis, regalibus, montibus, fluminibus & maritimis, portubus, pascuis, nemoribus, aquarum decursibus, angariis, perangariis, pedagiis, gabellis, focagiis, cavalcatis, albergiis, & aliis juribus, pertinentiis & redditibus quibuscumque dictæ Patriæ & locorum prædictorum, unà cum etiam omnibus & singulis commodis perceptis & habitis, ut in dicta Patria & singulis locis ejusdem, per dictum Dominum Ducem Sabaudiæ & ejus Prædecessores, ejusque Officiarios, vassallos & subditos, à toto tempore præterito usque ad diem præsentem, & cum omnibus & singulis financiis, pecuniis, jocalibus, vayssellis, auro & argento, & aliis valoribus quibuscumque, habitis & receptis per præfatum Dominum Amedeum Sabaudiæ Comitem avi paterni dicti Domini Ducis Sabaudiæ, seu ejus Thesaurarios, gentes & nuncios, quovis modo, quandocumque & quomodocumque in dicto viagio Regni Siciliæ & Patriæ Apuliæ, sive ante decessum dicti Domini Amedei Comitis Sabaudiæ, sive post; & de quibus omnibus dictum Dominum Ducem Sabaudiæ & suos hæredes & successores, quittant & liberant per præsentes, cum pacto expresso, Aquiliana stipulatione Vallato, de quicquam ulterius pro præmissis seu aliquo præmissorum non petendo: ita & taliter, quòd præfatus Dominus Dux Sabaudiæ & sui perpetuò hæredes & successores, sint & remaneant veri Domini Niciæ & aliarum terrarum, castrorum, villarum, locorum, & omnium & singulorum præmissorum, ipsisque & eorum juribus ab inde in anteà uti, gaudere & frui possint & debeant integrè, tanquam veri Domini, quemadmodum Comites Provinciæ seu Reges Siciliæ utebantur & veri Domini erant tempore quo dictæ terræ & loca sub eorum Dominiis tenebantur. Dicti verò Domini Joannes Servagii, Lambertus Oddineti, & Petrus Amblardus, procuratores & procuratoriis nominibus suprà dictis Domini Ducis Sabaudiæ, vigore etiam præinsertæ eis attributæ potestatis, eorum & cujuslibet ipsorum certis scientiis & spontaneis voluntatibus ut dicebant, quittant, cedunt, remittunt, procurabuntque cum effectu & sine aliquo defectu, quòd præfatus Dominus Dux Sabaudiæ, pro se & suis hæredibus & successoribus quibuscumque cedet, remittet, quittabit & desamparabit memoratis Dominæ Reginæ, Domino Regi Jerusalem & Siciliæ, & aliis dictæ Dominæ Reginæ liberis, & eorum hæredibus & successoribus quibuscumque dictam summam centum sexaginta quatuor millium francorum auri, per præfatum Dominum Ducem Sabaudiæ suprà petitorum, seu summam in dictis litteris obligatoriis contentam, unà cum omnibus & singulis aliis summarum quantitatibus & summis pecuniarum auri & argenti, & aliis demandis seu petitionibus quibuscumque, seu eorum interesse & aliis expensis, quas occasione dictorum stipendiorum, ac summis seu viagii suprà designatis petere poterat, potest & petere in futurum à dicta Domina Regina & Domino Rege, & aliis liberis ejusdem Dominæ

ANS de J. C. 1418.

ANS de J. C. 1418. minæ Reginæ, eorumque hæredibus & succeſſoribus quibuſcumque, ad cauſam ab eis habentibus, etiam una cum omnibus & ſingulis expenſis inde quomodolibet factis & ſuſtentis per dictum Dominum Ducem Sabaudiæ & ejus Prædeceſſores, aut ſuos, occaſione dicti debiti ſeu partis ejuſdem. Et hoc pro mediantibus quindecim millibus florenis auri Papæ currentibus boni & juſti ponderis, facta tamen priùs ipſi Domino Duci Sabaudiæ ſatisfactione & contentatione de dictis quindecim millibus florenis, & ratificatione, ut infrà. Qui quidem quindecim millia florenorum auri & ponderis prædictorum, promittunt & conveniunt prænominati Domini Guillermus de Medulione, Petrus Franconis, & Joannes Putatoris, Procuratores & procuratoriis nominibus prædictorum Dominæ Reginæ & Regis, quibus ſuprà, & quilibet eorum juramentis ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis & per eorum quemlibet præſtitis, & ſub obligatione omnium & ſingulorum bonorum dictorum Dominorum Reginæ & Regis Siciliæ, mobilium & immobilium, præſentium & futurorum quoruncumque, dare & realiter expedire in civitate Avinionenſi, ſine exceptione Juris & facti quacumque, præfato Domino Duci Sabaudiæ, ſeu ejus certo Nuncio vel mandato: videlicet, medietatem dictorum quindecim millium florenorum hinc ad feſtum Purificationis Beatæ Mariæ Virginis, & reliquam medietatem dictorum quindecim millium florenorum in proximo ſequenti feſto Purificationis ejuſdem Beatæ Mariæ anno revoluto, unà cum omnibus & ſingulis damnis, gravaminibus, intereſſe & expenſis, quæ & quas dictus Dominus Dux Sabaudiæ, ſeu ejus Nuncius ſuſtinuerit per ſe vel alium quoquomodo, occaſione dictorum quindecim millium florenorum ſeu partis eorundem, termino & loco prædictis & non ſolutorum: ita tamen, quòd pro parte dictorum Dominorum Reginæ & Regis, Mercatores idonei & habiles ad ſolvendum & conveniendum reſpondebunt, & ſe obligabunt erga Franciſcum Rich mercatorem & civem Avinionis, de ſolvendo eidem vice & nomine Domini Ducis Sabaudiæ recepturo dicta quindecim millia florenorum terminis ſuprà dictis. Et ſi dictus Franciſcus hujuſmodi reſponſionem & obligationem acceptet, & affirmet præfato Domino Duci de dicta reſponſione & obligatione contentum, taliter quòd præfatus Dominus Dux Sabaudiæ à præfato Franciſco aſſecuratus maneat de dictis quindecim millibus florenis; eo caſu dicta Domina Regina & Dominus Rex ejus filius, & alii Liberi ipſius Dominæ Reginæ, à ſolutione & obligatione prædictis liberi ſint atque quitti. Item tranſigendo & conveniendo ut ſuprà, pro bono Pacis & concordiæ perpetuò & illæſè valituræ, fuit actum, dictum & ordinatum per Ambaxiatores & Procuratores utriuſque partis prænominatos: ut quicumque homines & ſubditi præfati Domini Ducis Sabaudiæ, & eorum perpetuò ſucceſſores tam Provinciales quàm Pedemontani & Sabaudienſes, ab inde in anteà perpetuò poſſint & valeant & eis licitum ſit emere, habere & recipere ubicumque locorum, Terras Patriæ Provinciæ ſubjectas dictæ Dominæ Reginæ & Regi ejus primo nato, & aliis ejus Liberis, & tam Maſſiliæ quàm alibi ſal, frumentum, blada, vina, olea, piſces & quævis alia victualia, mercantias, & bona, pretiis ſimilibus quibus ſubditi Regis ement & habebunt, aut pro minoribus ſi poſſint, aut aliàs prout cum venditoribus poterunt meliùs convenire, & exinde ad quævis loca præfato Domino Duci ſubdita portare & ducere, ſive vehi, portari & duci facere, per mare vel per terram, tutè, liberè, pacificè & quietè; ſolvendo tamen Vectigalia, Tributa & Pedagia antiqua, & ſolvi conſueta tempore bonæ memoriæ Dominæ Reginæ Johannæ, & quæ de præſenti per ſubditos & vaſſallos dictorum Dominorum Reginæ & Regis Jeruſalem & Siciliæ, ſolvuntur, & quæ forſan ſolventur in futurum: & quòd hujuſmodi victualia ipſa ſolvendo non denegentur vaſſallis & ſubditis dicti Domini Ducis Sabaudiæ; niſi forſan per dictam Dominam Reginam & Regem ejus filium, ſeu eorum Seneſcallum, aut alium eorum Officiarium ad hoc poteſtatem habentem, aut ſucceſſores & hæredes eorum, fuerit juſtis cauſis ad hoc ipſos moventibus. Decretum generale per totam Patriam Provinciæ factum, de Victualibus non extrahendis ab eadem: quòd ſi fieri contingerit, ut poſtmodum licentia aliquibus vel alicui particulariter vel generaliter concederetur, & dicta licentia concedatur & conceſſa ſit ipſo facto dictis hominibus & ſubditis dicti Domini Ducis Sabaudiæ, & ejus Officialium; ita quòd victualia ipſa habere & extrahi facere poſſint, quemadmodum illis quibus dicta licentia particulariter vel generaliter fuit data: & ſimili modo, fiat pro parte dicti Domini Ducis Sabaudiæ & ejus Officialium, hominibus ſubditis & vaſſallis præfatorum Dominorum Reginæ & Regis Jeruſalem & Siciliæ, quibuſcumque in Patriis & Dominiis ejuſdem Domini Ducis Sabaudiæ. Item quòd omnes & ſinguli homines & ſubditi dictarum partium, quicumque ſint & ubicumque, homines & ſubditi dictorum Dominorum Reginæ & Regis Jeruſalem & Siciliæ, ac homines præfati Domini Ducis Sabaudiæ, ab inde in perpetuum, non obſtantibus guerris, diſcordiis & marchis præteritis quibuſcumque, poſſint & valeant ire, redire, morari, tranſire & negotiari, in & per omnia & ſingula loca cujuſlibet dictarum partium, per mare ſive per terram, ad eorum commodam & liberam voluntatem, cum omnibus eorum & cujuſlibet ipſorum mercantiis, beſtiis, vinis, ſummis, quantitatibus auri, argenti, monetati & non monetati, ac aliis rebus & bonis quibuſcumque, tutè, liberè, pacificè & quietè; ſolvendo Tributa, Pedagia & vectigalia antiqua, & conſueta ut præfertur, & latius in præcedenti capitulo declaratur; excepto billiono in maſſa, quod ſine licentia extrahi de dicta Patria Provinciæ non valeat. Item quòd ad requiſitionem pro parte præfati Domini Ducis Sabaudiæ, fiendam dictæ Dominæ Reginæ & Domino Regi Jeruſalem & Siciliæ prædicto, vel eorum Officialibus, expediantur dicto Domino Duci Sabaudiæ in Archivo Aquenſi, ſeu ejus nunciis, copia, vidimus, aut exemplar de dictis Pedagiis, Vectigalibus & tributis, de quibus ſuprà fit mentio, ut ſubditi præfati Domini Ducis in ipſorum ſolutione deficere non poſſint, unà cum copia ſignata more conſtituto in dicto archivo jurium, redditurum, & informationem facientium ad opus præfati Domini Ducis Sabaudiæ, pro dictis terris, locis & rebus quæ tenet & poſſidet in dictis Comitatibus Provinciæ, Forcalquerii & Vintimilii, liberè & abſque contradictione quacumque. Item quòd præfati Domini Ambaxiatores & Procuratores Regis procurabunt, quòd dicta Domina Regina, ut Adminiſtratrix dicti Domini Regis & Tutrix aliorum liberorum, & idem Dominus Rex nomine ſuo proprio, hæredum & ſucceſſorum ſuorum quorumcumque, præmiſſa omnia & ſingula hinc ad feſtum omnium Sanctorum ratificabunt, confirmabunt & approbabunt; & nihilominus præfati Domina Regina & Dominus Rex, procurabunt cum effectu facere ratificari, per dictos liberos dictæ Dominæ Reginæ, fratreſque dicti Domini Regis, adveniente tempore pubertatis eorumdem, & cujuſlibet eorundem & cætera in præmiſſis opportuna ad utilitatem & honorem dicti Domini Ducis Sabaudiæ, & ſuorum hæredum & ſucceſſorum; & pari forma, idem Dominus Dux Sabaudiæ, ad honorem & utilitatem dictorum Dominæ Reginæ & Domini Regis liberorum, fratrumque dicti Domini Regis, & ſuorum hæredum & ſucceſſorum quoruncumque, prædicta omnia ratificabunt. Item quòd præfati Domini Ambaxiatores & Procuratores Regii, procurabunt cum effectu erga prælibatos Dominos Reginam & Regem,

ANS de J. C. 1418.

ANS de J. C. 1418.

gem, quòd fiet & miniſtrabitur brevis & expedita juſtitia, ſuper reſtitutione & ſatisfactione fiendis præfato Domino Duci Sabaudiæ & ejus officiariis & nunciis, de mille & ſeptingentis florenis Regiis, in quibus Petrus Leydeti & ejus mater fuerunt condemnati, ſoluturi dicto Domino Duci Sabaudiæ, & de tricentis florenis allatis Honorato Gralhen de Nicia in civitate Graſſenſi. Item quòd ratificationes utriuſque partis, videlicet dictorum Dominorum Reginæ & Regis, ac præſati Domini Ducis, mandabuntur & expedientur in manibus dicti Domini Reverendiſſimi in Chriſto Patris & Domini Domini Camerarii, hinc ad dictum feſtum omnium Sanctorum, per quem litteræ dicti debiti Domini Ludovici Regis primi, ratificatione per ipſos Dominam Reginam & Dominum Regem, & reſponſione pecuniarum fiendis, ſecutis cum ratificatione omnium præmiſſorum, hinc ad dictum feſtum omnium Sanctorum, per dictum Dominum Ducem Sabaudiæ expedientur partibus ipſis, prout ad quemcumque ſpectabit. Item fuit actum inter prædictas partes, quòd litteræ poteſtatis dictorum Dominorum Ambaxiatorum Regiorum, remaneant penes Ambaxiatores dicti Domini Ducis Sabaudiæ: & viceverſa, dictæ litteræ poteſtatis dictorum Dominorum Ambaxiatorum dicti Domini Ducis Sabaudiæ, remaneant penes dictos Dominos Ambaxiatores Regis. Item quod mediantibus præmiſſis, & per hanc tranſactionem, concordiam & conventionem, ſit Pax facta & valida, finis & concordia inter dictas partes, eorumque impoſterum hæredes & ſucceſſores, de & ſuper prædictis controverſiis, litibus, quæſtionibus & querelis, imperpetuum duraturis; omnibuſque & ſingulis, quæ una pars alteri, & altera alteri uſque in diem præſentem petere poſſet, quavis occaſione vel cauſa, præmiſſorum occaſione, ſeu aliquo ex ipſis. Quam quidem Pacem, tranſactionem, concordiam & conventionem, ac omnia & ſingula ſuprà & infrà ſcripta, promiſerunt dicti Domini Procuratores quibus ſuprà nominibus, in animam, & ſub obligatione bonorum dictorum Dominorum Magiſtrorum ſuorum, rata habere atque grata, ac facere confirmari, & nunquam contra facere vel venire, ſub omni & qualibet juris & facti renunciatione ad hoc neceſſaria, pariter & cautela. De quibus omnibus univerſis & ſingulis ſuprà dictis, dicti Domini Procuratores requiſiverunt fieri duo publica inſtrumenta, videlicet ad opus cujuſlibet unum ejuſdem ſubſtantiæ & tenoris, per nos Notarios publicos ſubſcriptos, quæ poſſint & valeant ſi neceſſe fuerit, dictari, corrigi, refici & emendari, conſilio & dictamine cujuſlibet partis, ſubſtantiâ non mutatâ. Acta fuerunt hæc in Villa Chamberiaci, domo habitationis dicti Domini Joannis Servagii, in platea introitus dictæ Domus: Præſentibus ibidem nobili viro Carolo de Medulione Domino de Rippariis in Dalphinatu, Petro de Bombellis Cenomaniæ, Ferolcio Thomaſſin de Forcalquerio, venerabilibus viris Dominis Anthonio Canoni Licentiato in Legibus, Petro Magnini Magiſtro Computorum dicti Domini Judicis, Petro Curti, Petro Vayronis de Chamberiaco, Joanne Paleſtorti de eodem loco, & Mateo Buſquete de Nicia, teſtibus ad hæc vocatis & rogatis.

CCCLXX.

ANS de J. C. 1419.

Traité de Paix fait à Ponceau près Poilly le Fort, entre CHARLES *Dauphin, &* JEAN *Duc de Bourgogne, ſigné par leurs principaux Adhérans, le* 11. *Juillet* 1419. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 319. *&* Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 276.

DAUPHIN ET BOURGOGNE.

CHARLES Fils du Roy de France, Dauphin de Viennois, Duc de Berry & de Touraine, & Comte de Poictou; & JEAN Duc de Bourgongne, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgongne Palatin, Seigneur de Salins & de Malines, à tous ceux, qui ces preſentes lettres verront, ſalut. Comme à l'occaſion des grandes diviſions, qui depuis certain temps en ça ont regné en ce Royaume aucunes ſuſpicions ſeroient engendrées és cœurs de nous & de pluſieurs nos Officiers, Serviteurs & Vaſſaulx, les uns envers les autres, parquoy & pour pluſieurs imaginations, que à celle cauſe avons conceues, avons eſté empeſché de concordement vacquer & entendre aux grands frais & beſongnes, touchans Monſeigneur le Roy & ſon dict Royaume, & de enſemble reſiſter à la dampnable entrepriſe de ſes anciens ennemis & les noſtres Anglois, qui ſous ombre & par le moyen des devant dictes diviſions ſe ſont enhardis d'eux ainſi, avant bouter en ce dit Royaume, & de faict y ont conqueſté, & de preſent occupent & uſurpent une bien grande partie de la Seigneurie, & pourroient encores faire plus les choſes en telle & ſemblable diſpoſition: ſçavoir faiſons, que nous conſiderans & attendans les tant grands & innumerables maux & inconveniens, qui par le faict des dictes diviſions ſe appaiſées n'eſtoient, ſe pourroient encores plus enſuir, à la tres grand foule ou par adventure perdition totale de cette dite Seigneurie, qui nous redonderoit, & à chacun de Nous, à qui la choſe puet plus toucher aprés mon dict Seigneur, que à nul autre à tres grand charge & deshonneur, deſirans de toute affection ainſy, que tant tenus y ſommes y remedier & pourvoir, & pour ce à cette fin aprés pluſieurs traictements ſur ce euz ou pourparlées entre aucuns des noſtres d'une part & d'autre, nous ſoyons depuis nagueres & aujourdhuy derechef aſſemblés & convenus enſemble; avons d'un commun accord & conſentement pour honneur & reverence de Dieu, principalement auſſi pour le bien de paix, auquel un chacun bon Catholique doit eſtre enclin, & pour relever le pauvre peuple des grands, & ſi dures oppreſſions, que à la cauſe avant dicte a eu à ſouffrir; promis & juré & enconvenancé és mains de Reverend Pere en Dieu Alain Eveſque de Leon, Legat envoyé devers nous par noſtre Saint Pere le Pape, pour le faict de la dicte union & paix de ce dit Royaume ſur la vraye Croix, & Sainctes Evangiles de Dieu pour ce manuellement touchées de nos mains, par la foy & ſerment de nos corps, pour ce preſtée l'un à autre, ſur noſtre part de Paradis; en parole de Prince & autrement le plus avant que faire ce peult; les choſes qui cy apres s'enſuivent.

2. Et premierement nous Jean Duc de Bourgogne, que toutes les choſes paſſées, miſes en oubli, tant comme nous vivrons en ce monde nous aprés la perſonne de Monſeigneur le Roy honnorerons & ſervirons de tout noſtre cœur & penſée, & devant que nul autre cherirons & aimerons la perſonne de mon dict Seigneur le Dauphin, & comme à ſon eſtat appartient, luy obeirons & ne ferons, ne ne ſouffrirons eſtre faict à noſtre pouvoir, nuls choſe qui ſoit à ſon prejudice, & de tout noſtre pouvoir luy ayderons à garder & maintenir ſon eſtat & prerogatives en toutes

ANS de J.C. 1419. manieres, & luy ſeront touſjours vray & loyal parent, ſon bien & honneur procurerons, ſon mal & dommage eſcheverons par toutes voyes à nous poſſibles, & d'icelluy l'advertirons; & s'il advenoit, que aucuns de quelque eſtat qu'ils fuſſent luy vouluſſent faire ou porter guerre ou autre dommage, nous en ce cas le ſecourerons, ayderons & ſervirons de toute noſtre puiſſance envers tous, & en ce nous employrons, comme pour noſtre faict.

3. Et pareillement nous Charles Dauphin devant nommé, que tant qu'il plaira à Dieu nous donner vie au corps & à quelque Eſtat, Seigneurie ou puiſſance, que puiſſions parvenir le temps avenir, & de bonne & loyale affection cherirons noſtre tres cher & tres amé Couſin le Duc de Bourgongne deſſus nommé, & en tous ſes faictz & beſongnes, le traicterons comme noſtre prochain & loyal parent ſon bien, honneur & advancement voudrons & pourchaſſerons, ſon mal & dommage eſcheverons, en ſes Eſtats & prerogatives le garderons & maintiendrons en toutes ſes affaires; ſe aucun de quelque Eſtat qu'il ſoit le vouloit en aucune maniere grever, le ſouſtendrons, porterons, & ſi toſt comme il nous en requerra, le ayderons & deffendrons à toute puiſſance, envers tous ceux, qui peuvent vivre & mourir; & meſmement ſe aucun de noſtre ſang & lignage ou autres quelſconques vouloient pour raiſon des choſes advenues le temps paſſé en ce Royaume ou autrement demander ou quereller aucune choſe à noſtre Couſin de Bourgongne ou à ſes pays & ſubjets, nous de toute noſtre puiſſance luy ayderons & le deffendrons, & ſouſtendrons contre tous les deſſus dictz & autres quelzconques, qui grever ou dommager le voudroient.

4. Item que nous Charles Dauphin & Jean Duc de Bourgogne entendrons & vacquerons deſormais par bonne unité & alliance chacun ſelon ſon Eſtat, à tous les grands frais de ce Royaume ſans vouloir rien entreprendre ne avoir aucune envie l'un ſur l'autre, & s'aucun rapport nous eſtoit faict, par aucun de nos Officiers ou autres, qui fuſt à la charge de l'un ou de l'autre, & pour engendrer aucune nouvelle diviſion, nous en advertirons de bonne foy l'un l'autre, ne ny adjouterons aucune foy, & comme bons & loyaux parens ſy prochains de mon dict Seigneur le Roy & de la Couronne & France, nous employrons principalement d'une meſme voulonté ſans fiction aucune à la repulſion de ſes dictz ennemis, & des noſtres à la reparation de cette dicte Seigneurie, & au relevement des ſubjectz d'icelle, ne ne prendrons avecques leſdicts ennemis aucun traitté ou alliance, ſe ce n'eſt par le bon plaiſir l'un de l'autre, & pour l'evident bien de ce dit Royaume; & auſſy ne prendrons aucuns traictez ou alliances avecques Rois, Princes, Communautez ou autres perſonnes quelconques ſoient de noſtre ſang & lignage ou autres qui ſoient ou puiſſent eſtre prejudicables à l'un à l'autre, & que plus oſt en tous traictez & alliances, que ferons doreſnavant y comprendrons l'un l'autre de bonne foy, & s'aucuns traictez ou alliances avoient eſté faictz paravant ces preſentes avec les dictz anciens ennemis, ou avec autres prejudicables à l'un ou l'autre de nous des maintenant y renonceons & les voulons eſtre dictes nulles & de nul effect.

5. Et de toutes ces choſes avons promis & promettons, comme deſſus, tenir fermes & entieres ſans jamais aller, ou venir en aucune maniere au contraire. Et s'aucun de nous de ſa voulenté ou autrement rompoit ou enfregnoit, que Dieu ne veille le dit Traitté, & cette preſente alliance, voulons & nous plaiſt, & à chacun de nous, que les gens, vaſſaux, ſubjectz & ſerviteurs preſens & à venir de celuy, qui enfraindra la dicte paix ne ſoient tenus aprés la dicte infraction de le ſervir; mais ſerviront l'autre des parties. Et en ce cas ſeront abſous & quites de feauté & autres, & de toutes promeſſes & obligations de ſervice; leſquels oudict cas dés maintenant pour lors nous en tenons quictes, abſous & delivrez, ſans ce que pour le temps de avenir, il leur puiſſe eſtre imputé à charge ou reproche ne aucune choſe leur en puiſſe eſtre demandée. ANS de J.C. 1419.

6. Et pour greigneur ſeurete & confirmation, & avec ce que ne doyons avoir aucune imagination ſur les Officiers & Serviteurs l'un de l'autre, avons voulu & ordonné, que nos plus principaux Officiers & Serviteurs jurent, & de faict en noſtre preſence és mains du dit Eveſque de Leon ont juré tenir de leur part, & entant, que à eux pourra toucher les choſes devant dictes & ſpecialement, que de tout leur pouvoir ilz nous entretendront en bonne vraye unité & amour, l'un envers l'autre, ne ne feront ou procureront choſe, que ſe doye empeſcher; mais ſe aucuns empeſchemens y appercevoient, nous en advertiront, & de ce & de toutes les choſes devant dictes feront leur loyal debvoir, & en bailleront leur ſeel; & meſmement ont ce juré & promis ſur les Sainctes Evangiles de Dieu de la part de nous Dauphin nos amez & feaux: Meſſire Jacques de Bourbon, Sire du Thury; Meſſire Robert le Maçon, noſtre Chancelier: le Vicomte de Narbonne, le Sire de Barbaſan, le Sire d'Arpaſon, le Sire du Boſchage, le Sire de Beauval, le Sire de Montenay, le Sire de Garnaches; Meſſire Taneguy du Chaſtel; Meſſire Jean Louvet, Preſident de Provence: Guillaume Davaugour, Huguet de Noyers, Jean du Meſnil, Pierre Frottier, Quictart de Boſredont & Colart de la Baigue. Et de la part de nous Duc de Bourgongne; nos amez & feaux, le Comte de Sainct Paul; Meſſire Jean de Luxembourg; Meſſire Archambault de Foix, Seigneur de Navailles, le Seigneur d'Authoing; Meſſire Thibault Seigneur de Neufchaſtel; Meſſire Jean de Neufchaſtel, Seigneur de Montagu; Meſſire Jean de la Tremoille, Guillaume de Vienne; Meſſire Pierre de Boffremont, Grand Prieur de France; Meſſire Gautier de Ruppes; Meſſire Charles de Lens; Meſſire Jean Seigneur de Cottebrune, Mareſchal de Bourgongne; Meſſire Jean Seigneur de Tholomon; Meſſire Renier Pot; Meſſire Pierre Seigneur de Giac; Meſſire Antoine de Tholomon; Meſſire Guillaume de Champdivers, Philipes Mainier dit Joſſequin, & Meſſire Nicolas Raoulin.

7. Et ourre pour plus grande ſeureté des choſes deſſus dictes voulons & conſentons, que les Seigneurs du ſang & lignage de mon dict Seigneur jurent & promettent pareillement de tenir & garder cette preſente amitié & bienveillance union & concorde, ainſy par entre nous faicte & ſenblement les gens d'Egliſe, Nobles & gens de bonnes Villes de nos Pays & Seigneuries, & de mon dit Seigneur le Roy; & avec ce nous ſoubmettons & chacun de nous pour l'obſervation & accompliſſement des choſes deſſus dictes, à la cohertion & contrainte de noſtre Mere Saincte Egliſe, de noſtre Sainct Pere le Pape, & de ſes commis & deputez par leſquelz nous voulons & conſentons eſtre contraictz & chacun de nous en droict ſoy à obſerver & accomplir les choſes deſſus dictes, & chacunes d'icelles par voye d'Excommunimens, Anathematizations, Aggravations, Reaggravations, Interdits en nos pays & terres & autrement, par la cenſure de l'Egliſe, le plus avant que faire ſe pourra.

8. En teſmoin deſquelles choſes, Nous & chacun de Nous avons eſcript nos noms de nos propres mains à ces preſentes & à icelles faict mettre & appoſer nos ſeaux. Donné au lieu de noſtre convention & aſſemblée, ſur le Ponceau, qui eſt à une lieue de Melun, ou droict chemin de Paris aſſis prés de Poilly le Fort, le Mardy XI. jour de Juillet l'an de grace mil quatre cens dix neuf. Signé Charles. Par Monſeigneur le Dauphin, J. Champion. Item, Jean. Par Monſeigneur le Duc J. Seguinat. Item lecta & publicata in curia Parlamenti & Regiſtrata die XX. Julii M. CCCC. XIX. Clemens.

NS J. C. 419. ANCE BOUR- GNE.

CCCLXXI.

Paix ordonnée & publiée en France par les ordres du Roi CHARLES VI. *en ſuite de la convention entre le* DAUPHIN DE FRANCE, *&* JEAN *Duc de Bourgogne. Donné à Troyes, le 19. Juillet* 1419. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 321.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous preſens & à venir ſçavoir faiſons, que comme pour l'extirpation & appaiſement des diſcordes, guerres & diviſions, qui par long temps ont eſté en noſtre Royaume à la tres grand charge de noſtre peuple & dimunition de noſtre Seigneurie, ſous ombre deſquelles diſcordes & diviſions nos anciens ennemis & adverſaires d'Angleterre ont prins hardement de entrer & eux bouter de faict en noſtre Royaume, contendans de tout leur pouvoir d'uſurper noſtre Seigneurie, que Dieu ne veille, nous avons touſjours en principal regard de mettre paix & union en noſtre Royaume & entre nos ſubjectz, ſurquoy avons eſté par pluſieurs & diverſes Ambaſſades de noſtre Sainct Pere le Pape requis exhortez, & dernierement par l'Eveſque de Lyon, envoyé par noſtre dit Saint Pere devers Nous, & auſſi pour cette cauſe ayant nouvellement eſté convenu enſemble en leurs perſonnes entre Corbeil & Melun, & depuis Corbeil noſtre tres cher & tres amé fils le Dauphin & noſtre tres cher & tres amé Couſin le Duc de Bourgongne accompagnez de pluſieurs notables Barons, Chevaliers, Eſcuyers, & autres preudhommes pour les cauſes & conſiderations deſſus touchées, par l'advis & deliberation de noſtre tres chere & tres amée Compagne le Royne, noſtre dit tres cher & tres amé filz le DAUPHIN, de noſtre tres cher & tres amé Couſin le Duc de Bourgongne, & autres de noſtre ſang & de noſtre Conſeil, & de leurs exprés conſentement avons voulu & ordonné: voulons & ordonnons par ces preſentes, que doreſnavant bonne paix & union ferme & ſtable ſoit en noſtre Royaume tenue, gardée entre tous œux de noſtre ſang & lignage, & autres nos ſubjectz de quelque eſtat ou condition, qu'ils ſoient, laquelle paix & union ſoit accordée, & conſentie & jurée par noſtre dite Compagne, & noſtre dit filz le Dauphin par noſtre dit Couſin le Duc de Bourgonge, par noſtre tres cher & tres amé filz le Duc de Bretagne, & les autres Seigneurs de noſtre ſang, & par les gens d'Egliſe, Nobles & gens des bonnes villes de noſtre Royaume, enſemble tous les articles d'icelle paix cy deſſus declarez; & que pour icelle paix & union entretenir à touſjours ſoient adviſées & baillées toutes les meilleures ſeuretés & confirmations, que faire ſe pourra.

2. Et pour icelle paix & union mieux garder & entretenir, & oſter toutes cauſes & renouvellement de diſcuſſion, guerre & diviſion par l'advis, deliberation & du conſentement, que deſſus nous avons premierement faict & faiſons par ces preſentes abolition generale à tous de quelque eſtat ou condition, qu'ilz ſoient, de tous les faictz & cas advenus en ce Royaume le temps paſſé, & juſques aujourdhuy pour occaſion des diviſions & debatz, qui ont eſté en ce dit Royaume, & avons remis & remettons, pardonnons & quittons toutes injures & offences tant d'un coſté que d'autre, ſans ce que jamais en ſoit ou puiſſent eſtre faict aucune pourſuite, ne action de droict ou de faict directement ou indirement, publiquement ou occultement ores, ne pour le temps advenir, & ſur ce impoſons ſilence perpetuel à noſtre Procureur, & à tous autres; & par ainſi nous plaiſt voulons & ordonnons, que doreſnavant l'un ne puiſſe reprocher à l'autre aucunes des choſes paſſées, & que toutes paroles, injures & reproches ceſſent tant d'un coſté, que d'autre. ANS J. C.

3. Item & ſemblablement aboliſſons & mettons au neant toutes confiſcations, Appeaux, proclamations, adjournemens, ſentences, arreſtz & banniſſements tous procés & toutes executions faictz en Courlaye toutes ſuſpenſions & privations de benefices, incarcerations, condamnations & de proſcriptions de gens Clercz faictz ſous ombre de juſtice en Cour d'Egliſe, des diſcords, diviſions & debatz deſſus dicts, qui ont eu cours en ce dit Royaume: & par ce voulons & ordonnons, que chacun retourne plainement & paiſiblement en ſes benefices, heritages & biens immeubles, & ſeront rendus à chacun d'un coſté & d'autre ſes villes chaſteaux & forteresſes, ſans que pour reparation ſouldes, gages & autres charges elles puiſſent eſtre retenues ou empeſchées. 1419.

4. Item voulons & ordonnons que toutes garniſons de gens d'armes & de traict ſe vuident tantoſt & ſans delay, ſans faire aucun dommage, & ceſſent de toute guerre, ſauf contre nos anciens ennemis les Anglois, contre leſquelz il nous plaiſt, qu'ilz s'employent à la conſervation de noſtre Seigneurie, & recouvrement de la partie d'icelle; & que pour icelles garniſons faire vuider ſoient preſentement commis quatre Chevaliers, deux de par nous, & deux de par noſtre filz, leſquelz auront de nous & de noſtre filz pouvoir ſuffiſant de ce faire.

5. Item voulons & ordonnons, que les ſieges mis devant la ville de Partenay en Poictou, & devant la forteresſe du Seigneur de Rochebaron; & generalement tous ſieges mis devant bonnes villes & forteresſes quelconques en ce Royaume tant d'un coſté que d'autre, ceſſent & ſoient levez preſtement & ſans delay; & que les gens d'armes & de traict eſtant en iceux ſieges s'emploient contre nos dictz anciens ennemis, & ce depuis la datte de ces preſentes par les gens eſtans auſdictz ſieges & autres eſtoit aucune choſe inouée, ou reddition prinſe faicte d'aucunes places ou d'aucunes perſonnes, ou biens, voulons & ordonnons, que tout ſoit rendu, reſtitué, reparé & mis ou premier eſtat & deub, toutes voyes, en tant que touche le ſiege eſtant devant la ville de Partenay en Poictou; voulons & nous plaiſt, & ou conſentement de noſtre dit filz le Dauphin, ordonnons, que noſtre dit Couſin de Bourgogne ſoit pourveu, à la garde de la dicte ville & chaſtel de Partenay de perſonnes ſuffiſans & idoines, qui ſoient agreables à noſtre dit filz tellement, que par le moyen de la dite ville & chaſtel de Partenay ne puiſſe eſtre faite aucune guerre au dit pays de Poictou, & aux ſubjets de noſtre dit filz le Dauphin. Et moyennant ce le dit ſiege ſera levé, & ſe departira & vuidera de faict la garniſon de Partenay, & lequel commis fera le ſerment à noſtre dict filz, de luy rendre les dictes villes & chaſtel apres le decedz dudit Sieur de Partenay, ſelon la forme & teneur de contract & de la vendition faicte entre eux des dictes terres, villes & chaſtel.

6. Item quant aux Comtés d'Eſtampes & de Gyen, que noſtre dit Couſin requiert luy eſtre delivrées, & luy en eſtre baillée la poſſeſſion, comme à luy appartenant ainſi ja pieça feu noſtre tres cher & tres amé Oncle ſon Pere en eſtoit veſtu & ſaiſi de la proprieté, & nous en avoit faict foy & hommage, & depuis noſtre dit Couſin aprés le deceds de noſtre dit Oncle, nous en a faict les dictz foy & hommage; aprés leſquelles foy & hommage ainſi faictz feu noſtre tres cher & tres amé Oncle le Duc de Berry ſoit allé de vie à treſpaſſement, au quelles dictes terres appartenoient par uſufruict; & aprés ſon treſpas dit & maintient noſtre dit Couſin de Bourgongne icelles à luy appartenir en plain droict, nous voulons & nous plaiſt la poſſeſſion des dictes terres villes & forteresſes & appartenances luy eſtre rendues & reſtituées reaument & de faict plainement & paiſiblement.

ANS de J. C. 1419.

7. Item voulons & ordonnons, que toutes les offices de noſtre Royaume demeureront en noſtre diſpoſition, comme raiſon eſt, & quand noſtre dit filz ſera venu par devers nous, nous pourvoirrons en iceux offices, & en ordonnerons, comme il nous plaira par l'advis de noſtre dit fils, de noſtre dict Couſin, & de noſtre Conſeil, toutes leſquelles choſes deſſus declarées, nous, noſtre dicte Compagne & noſtre filz le Dauphin, & auſſi noſtre dit Couſin de Bourgongne & pluſieurs autres, tant de noſtre ſang & lignage, que de noſtre Couſin jureront aux ſainctes Evangiles de Dieu, ſur la vraye croix en leurs foys & loyauté avoir agreable, & entant que chacun d'eux touche, les tenir garder & entretenir & ayder à tenir, garder, & entretenir, ſans enfraindre; & ayder à punir & faire punir les tranſgreſſeurs d'icelle, ou qui allencontre en faict & en paroles ainſi, que Commetteurs de crime de leze Majeſté, pour ce eſt il, que nous ces choſes conſiderées deſirans, comme raiſon eſt, noſtre Royaume, & tous nos ſubjetz eſtre gouvernez & nourris en paix & en tranquillité, & les relever des griefs, charges & oppreſſions, qu'ilz ont euz à ſouffrir ou temps paſſé à l'occaſion des dictes guerres, diſcordz & diviſions, & à celle fin, que par plus grande amour & union de nos parens, vaſſaux & ſubjects puiſſions reſiſter à l'invaſion & entrepriſe de nos dictz anciens ennemis & adverſaires par l'advis & deliberation de nos dits Compagne, filz & Couſin, & des gens de noſtre grand Conſeil tous les dictz poincts & articles deſſus declarez iceux ſelon leur forme & teneur de noſtre pleine puiſſance & auctorité Royale, voulons & ordonnons dés maintenant eſtre & demourer fermes & ſtables, & eſtre tenus & gardez perpetuellement & inviolablement, & par ce eſtre & demourer bonne paix ferme & ſtable en noſtre dit Royaume generalement en tout & par tout, ſans que aucun quel qu'il ſoit puiſſe ou doye jamais dire ne venir allencontre en aucune maniere. Et en outre par la deliberation & auctorité que deſſus avons commandé, & commandons à tous ceux de noſtre Royaume tant ceux de noſtre ſang & lignage, comme autres de quelque eſtat, qu'ilz ſoient ſur leur lignage, feauté, loyauté qu'ilz ont en nous, & qu'ilz nous doibvent, & ſur quauques ils ſe peuvent meſfaire envers nous, & entant qu'ils doubtent encourir noſtre indignation à tousjours mais, qu'ilz & chacun d'eux, ſi comme à luy appartiendra, les tiennent, gardent & accompliſſent de poinct en poinct ſans infraction aucune; & voulons & ordonnons pour plus grande ſeureté des choſes dictes, que les gens d'Egliſe, nobles & gens des villes de noſtre Royaume jurent & promettent chacun en ſon endroict, de tenir & garder la dicte paix ſans infraction aucune de ſoy employer à toute puiſſance contre celuy ou ceux, qui enfraindront la dicte paix, non obſtant qu'ilz fuſſent leurs hommes ſerviteurs, ſubjetz ou fermentez.

8. Deſquels hommages, promeſſes & ſermens les avons des maintenant pour lors audict cas declarez, abſoubz & quites, quitons & abſolons par ces preſentes, & voulons & nous plaiſt, que chacun de nos dictz ſubjectz ainſi reunis, entant que à luy appartient ſe diſpoſe preſentement à reſiſter aus dictz anciens ennemis, au reboutement d'iceux; & avec ce voulons & nous plaiſt, que noſtre dict ſainct Pere le Pape puiſſe s'il luy plaiſt fulminer ſentence d'excommunication contre les infracteurs ou violateurs de la dicte paix, auxquelles ſentences ſoubmettons tous des maintenans pour lors nos ſubjectz au dit cas. Sy donnons en mandement par ces meſmes preſentes à tous ceux de noſtre dit ſang & lignage, à nos Conneſtables, Chancelier, & au gens de noſtre Parlement, & de noſtre Chambre des Comptes à Paris, au Prevoſt de Paris, & à tous nos Seneſchaux, Baillifs, Prevoſtz & autres nos juſticiers & officiers quelſconques preſens & advenir, ou à leurs Lieutenants, & à chacun d'eux, ſi comme à luy appartiendra, que le contenu en ces preſentes ils publient & facent publier par tout, ou meſtier ſera, & à toutes & chacunes les choſes, poinctz & articles cy deſſus contenus & exprimez, ils entretiegnent & accompliſſent & facent enteriner, entretenir & accomplir de poinct en poinct en tant, qu'il leur touche, ou pourroit toucher, & ne facent, ou ne ſouffrent aucune choſe eſtre faicte, attentée ou inouée, comment ne par quelque perſonne, que ce ſoit au contraire. Et voulons que au vidimus de ces preſentes faict ſous ſéel Royal ou autentique foy ſoit adjoutée, comme à ce preſent original. Et afin que ce ſoit ferme choſe & ſtable à tousjours, nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Pontoiſe le XIX. jour de Juillet, l'an de grace, mil quatre cens & dix neuf, & de noſtre regne le XXXIX. Signé, Par le Roy, J. de Rivel. Viſa, lecta & publicata in Curia viceſima die Julii, anno Domini M. CCCC. XIX. Clemens.

ANS de J. C. 1419.

CCCLXXII.

(a) *Lettre de* CHARLES *Duc de Berri Dauphin de France pour ſe juſtifier de la mort de* JEAN, *Duc de Bourgogne, tué à la conférence de Montereau-Faut-Yonne, en datte du* 11. *de Septembre*, 1419. Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 284.

DAUPHIN ET BOURGOGNE.

(a) Comme la mort du Duc de Bourgogne, attribuée au Dauphin, donna lieu aux Traitez ſuivans, on a jugé à propos d'inſerer ici la lettre de ce Prince.

(b) CHERS & bien-aimés, nous tenons qu'avez eu connoiſſance comment naguéres nous conveinſmes avec le Duc de Bourgongne au lieu de Pouilly. Apres ce que nous luy euſmes accordé toutes les choſes, qu'il nous requit, en faveur de paix, & pour échever la perdition de la Signeurie de Monſigneur & de nous, & qu'entre les autres choſes il nous eut promis, par la foy & ſerment de ſon corps, dedans un mois faire guerre aux Anglois, anciens ennemis de mondict Signeur & de nous, & qu'en ce faiſant il eut eſté accordé, par-entre nous deux, d'enſemble convenir de-rechef, à beſongner & pourveoir aux beſongnes de ce Royaume, & contre les ennemis deſſuſdicts, à cette cauſe nous veinſmes en cette vile de Montereau, & en icelle attendiſmes, par dixhuict jours, la venue dudict Duc de Bourgongne: auquel feiſmes bailler le chaſtel de cette vile de Montereau, en nous délogeant d'iceluy. Or eſt il qu'en convenant avec luy, en la maniére qu'il demanda, nous luy remonſtraſmes amiablement comment, nonobſtant ladicte paix & ſeſdictes promeſſes, il ne faiſoit, ny n'avoit fait, aucune guerre auſdicts Anglois, &, avec ce, n'avoit fait iſſir les garniſons qu'il tenoit: comme il avoit eſté traité, & promis par ledict Duc de Bourgongne. Deſquelles choſes le requerans, nous reſpondit pluſieurs ſoles paroles, & chercha ſon eſpee, à nous envahir, & vilener en noſtre perſonne: laquelle (comme apres nous avons ſeu) il contendoit à prendre & mettre en ſa ſugettion. De laquelle choſe, par divine pitié, & par la bonne aide de noz loyaux ſerviteurs, nous fuſmes préſervés: tellement que par ſa folie mourut en la place. Ce que nous vous ſignifions, comme à ceux, qui auront grande joye (ainſi que nous en ſommes certains) qu'en telle maniére nous ayons eſté preſervés de tel peril: & vous prions, & neantmoins commandons, ſur toute la bonne loyauté, que touſiours avez eue à mondict Signeur & à nous, que, pour quelque choſe qui avienne, vous ne laiſſiez à faire bonne réſiſtance auſdicts ennemis de Monſigneur & de nous, & vous prepariez à leur faire toute guerre: & ſoyez certains que nous vous ſecourrons, aiderons, & conforterons, avec toute noſtre puiſſance: laquelle, par la grâce de Dieu, eſt bonne & grande. Et voulons que toutes choſes, avenues, ſoyent pardonnées, & que pour icelles, à nul

(b) Cette Lettre fut adreſſée aux Villes de Paris, de Rheims, de Châlons, & à quelques autres.

ne

NS J. C. 419. ne ſoit fait dommage, ou déplaiſance : mais l'abolition, faicte par mondict. Signeur, nous garderons de poinct en poinct, & ladicte paix : & ce vous promettons en bonne foy, & en paroles de fils de Roy : & ſur ce envoyons noz lettres patentes au Prevoſt des Marchans, Eſchevins, & Bourgeois de Paris, pour icelles ſignifier à vous, & aux autres, & à publier ou il appartiendra : & donnerons telles ſeurtés, que l'on voudra, aux ſerviteurs d'iceluy Duc de Bourgongne, & à tous autres, qui ont tenu ſon parti, pour l'entreténement de la paix, comme elle fut concordee & publiee, ſans icelle enfreindre en aucune maniére, deſirant de tenir tous les ſugets de mondict Signeur, & les noſtres, en bonne paix, pour réſiſter auſdicts ennemis : & eſt noſtre intention, de nous y empleyer en noſtre propre perſonne : & voulons que les choſes deſſuſdictes faciez publier es viles & places d'autour de voz marches, & que ſemblablement icelles choſes vous aſſeuriez de-par nous. Chers & bien-aimés, noſtre Signeur vous ayt en ſa ſaincte garde. Eſcrit à Montereau, ou faut Yonne, l'onziéme jour de Septembre. Ainſi ſigné CHARLES, & au-deſſous, Champion.

CCCLXXIII.

NS J. C. 420. RANCE AN ETER- *Traité entre* CHARLES VI. *Roi de France, &* HENRI V. *Roi d'Angleterre, contenant le mariage dudit* HENRI *avec* CATHERINE DE FRANCE *fille dudit Charles, & la tranſlation du Royaume de France aux Anglois, à l'excluſion de* CHARLES *Duc de Berri Dauphin de France. Fait à Troyes en Champagne, le 21. Mai,* 1420. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 325. & Continuation de la Chronique de Flandres, par Denis Sauvage. pag. 292.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à perpetuelle memoire. Combien que pour reintegrer la paix, & oſter les diſſenſions des Royaumes de France & d'Angleterre, pluſieurs notables & divers Traitiez, qui ou temps paſſé ont eſté faits entre nos nobles Progeniteurs, de bonne memoire, & ceux de tres haut Prince, & noſtre tres chier fils HENRY Roy d'Angleterre, *Heritier de France*; Et auſſi entre nous & noſtre dit fils, n'ayent apporté le fruict de paix pour ce deſiré : Sçavoir faiſons à tous preſens & advenir, que neantmoins nous conſiderans & peſans en noſtre cueur, quants grands & irreparables maux, quantes énormitez, & quelle doleureuſe playe univerſal & incurable la diviſion des deux Royaumes deſſus dits a juſques icy mis & apporté, non pas tant ſeulement aus dits Royaumes, mais à toute Egliſe militant : Nous avons nagueres repris tratié de paix avec noſtre dit fils Henry, ouquel à la parfin, aprés pluſieurs relations & parlemens des gens de noſtre Conſeil, iceluy octroyant & donnant effect à nos deſirs, qui promet paix aux hommes de bonne volenté, entre nous & noſtre dit fils à l'œuvre de la dite deſirée paix eſt conclud & accordé en la maniere, qui s'enſuit.

1. Premierement, que pour ce que par l'alliance du Mariage fait pour le bien de la dite paix entre noſtre dit fils le Roy Henry, & noſtre tres chiere & tres amée fille CATHERINE, il eſt devenu noſtre fils & de noſtre tres chiere & tres amée compagne la Reyne, iceluy noſtre fils nous aimera & honorera, & noſtre dite compagne comme pere & mere, & ainſi comme il appartient honorer tels & ſi grands Prince & Princeſſe, & devant toutes perſonnes temporelle du monde.

2. Item, que noſtre dit fils le Roy Henry ne nous turbera, inquietera ou empeſchera, que nous ne tenions & poſſedions tant que nous viverons, ainſi que nous tenons & poſſedons de preſent, la Couronne & dignité Royale de France, & les revenus, & fruicts provenus d'iceux, à la ſouſtenance de noſtre Eſtat & des Charges du Royaume : & que noſtre dite Compagne auſſi ne tienne tant qu'elle vivra eſtat & dignité de Reyne, ſelon la couſtume du dit Royaume, avec partie des dites rentes & revenus à elle convenable. ANS de J. C. 1420.

3. Item, eſt accordé que noſtre dite fille Catherine aura & percevra ou Royaume d'Angleterre Douaire, ainſi que les Reynes d'Angleterre ont ou temps paſſé accouſtumé d'avoir & parcevoir, c'eſt à ſçavoir pour chacun an la ſomme de quarante mille eſcus, deſquels les deux valent touſjours un noble d'Angleterre.

4. Item, eſt accordé que noſtre dit fils le Roy Henry, par toutes voyes, moyens & manieres qu'il pourra, ſans tranſgreſſion ou offenſe du ſerement par luy fait, de obſerver les loix, couſtumes, uſages & droicts de ſon dit Royaume d'Angleterre, labourera & pourverra, que noſtre dite fille Catherine ſa compagne, le plustoſt que faire ſe porra, ſoit en tout evenement plainement aſſeurée de parcevoir & avoir en ſon dit Royaume d'Angleterre, du temps de ſon treſpas, le douaire devant dit de quarante mille eſcus annuels, deſquels les deux valent touſjours un noble d'Angleterre.

5. Item, eſt accordé, que s'il advient, que noſtre dite fille ſurvive à noſtre dit fils le Roy Henry, elle parcevra & aura ou Royaume de France, tantoſt aprés les treſpas de noſtre dit fils, douaire de la ſomme de vingt mil francs par an, deſſus les terres, lieux, & Seigneuries, que tint & eut en douaire noſtre tres chiere Dame, de bonne memoire, Blanche jadis femme de Philippe, de bonne memoire jadis Roy de France, noſtre tres chier & redoubté Seigneur, & grand ayeul.

6. Item, eſt accordé que tantoſt aprés noſtre treſpas, & deslors en avant, la Couronne & Royaume de France, avec tous leurs droicts & appartenances, demourront & ſeront perpetuellement de noſtre dit fils le Roy Henry, & de ſes hoirs.

7. Item, pour ce que nous ſommes tenus & empeſchez le plus de temps, par telle maniere, que nous ne pouvons de noſtre perſonne entendre ou vacquer à la diſpoſition des beſongnes de noſtre Royaume; la faculté & exercice de gouverner & ordonner la choſe publique de dict Royaume ſeront & demourront, noſtre vie durant, à noſtre dit fils le Roy Henry, avec le Conſeil des Nobles & Sages du dit Royaume, par ainſi que dés maintenant, & deslors en avant, il puiſſe icelle regir & gouverner par luy meſme, & par autres qu'il voudra deputer, avec le conſeil des Nobles & Sages deſſus dits : Leſquels faculté & exercice de gouverner ainſi, eſtans par devers noſtre dit fils le Roy Henry, il labourera affectueuſement, diligemment & loyaument à ce qu'il puiſt & doye eſtre à l'honneur de Dieu, de Nous, & de noſtre dite Compagne, & auſſi au bien public du dit Royaume, & à defendre, tranquiller, appaiſer & gouverner iceluy Royaume ſelon l'exigence de juſtice & equité, avec le conſeil & aide des grands Seigneurs, Barons & Nobles du dit Royaume.

8. Item, que noſtre dit fils ſera ſon pouvoir, que la Cour du Parlement de France ſera en tous & chacuns lieux ſubjets à nous maintenant, ou ou temps à venir, obſervée & gardée és auctorité & ſouveraineté d'elle, & à elle deubs, en tous & chacuns lieux à nous ſubjets, maintenant, ou ou temps à venir.

9. Item, que noſtre dit fils de ſon pouvoir defendra & conſervera tous & chacuns Pers, Nobles, Citez, villes, Communautez, & ſingulieres perſonnes à nous maintenant ou temps avenir ſubjettes en leurs droicts,

ANS de J. C. 1420.

droicts, couſtumes privileges, preéminences, liberteż, & franchiſes à eux appartenirans ou deubz, en tous les lieux ſubjets à nous maintenant, ou ou temps advenir.

10. Item, que noſtre dit fils diligemment & loyaument labourera, & fera de ſon pouvoir, que Juſtice ſera adminiſtrée ou dit Royaume ſelon les loix, couſtumes & droicts du Royaume de France, ſans acception des perſonnes, & conſervera & tendra les ſubjects de noſtre dit Royaume en paix & tranquillité, & de ſon pouvoir les gardera & defendra de violences & oppreſſions quelconques.

11. Item, eſt accordé, que noſtre dit fils le Roy Henry pourverra, & fera pourvoir, que aux offices tant de la juſtice de Parlement, que des Bailliages, Seneſchauſſées, Prevoſtez, & autres appartenances au gouvernement de Seigneurie, & auſſi à tous autres offices du dit Royaume, ſeront priſes perſonnes habiles, profitables, & idoines, pour le bon, juſte, paiſible & tranquille regime dudit Royaume, & des adminiſtrations, qui leur ſeront à commettre, & qu'ils ſoient tels, qu'ils doyent eſtre deputez & pris, ſelon les loix & droicts du Royaume, & pour le profit de nous & de noſtre Royaume.

12. Item, que noſtre dit fils labourera de ſon pouvoir, & le pluſtoſt que faire ſe pourra profitablement, de mettre en noſtre obeiſſance toutes & chacunes citez, villes, chaſteaux, lieux, pays, & perſonnes dedans noſtre Royaume, deſobeiſſans à nous, & rebelles, tenans la partie, ou eſtans de la partie vulgairement appellée du *Dauphin* ou d'*Armaignac*.

13. Item, Afin que noſtre dit fils puiſſe faire, excercer, & accomplir les choſes deſſus dites plus profitablement, ſeurement & franchement, il eſt accordé, que les grands Seigneurs, Barons, & Nobles, & les Eſtats du dit Royaume, tant ſpirituels que temporels, & auſſi les citez & notables communitez les citoyens & Bourgeois des villes du dit Royaume à nous obeiſſans pour ce temps feront les ſeremens, qui s'enſuivent. Premierement à noſtre dit filz le Roy Henry, ayant la faculté & exercice de diſpoſer & gouverner la dite choſe publique & à ſes commandemens & mandemens en toutes choſes, concernans l'exercice du gouvernement du dit Royaume, & par toutes choſes obeiront & entendront humblement à luy & obeiſſamment.

14. Item, que les choſes qui ſont ou ſeront appointiées & accordés entre nous, noſtre Compagne la Reyne, & noſtre dit fils le Roy Henry, avec le conſeil de ceux que nous & noſtre dite Compagne, & noſtre dit fils auront à ce commis, les dits grands Seigneurs, Barons, nobles & Eſtats de noſtre dit Royaume, tant ſpirituels que temporels, & auſſi les citez, notables Communitez les citoyens & Bourgeois des villes dudit Royaume, entant que à ceux & chacun d'eux pourra touchier en tout & par tout, bien & loyaument garderont, & feront de leur pouvoir garder par tous autres quelconques.

15. Item, que continuellement dés noſtre treſpas, & aprés iceluy, ils ſeront feaux hommes liges à noſtre dit fils, & de ſes hoirs; & iceluy noſtre fils pour leur Seigneur lige & ſouverain, & vray Roy de France ſans aucune oppoſition, contradiction ou difficulté recevront & comme à tel obeiront; & qu'aprés ces choſes jamais n'obeiront à autre que à nous comme à Roy ou Regent le Royaume de France, ſi non à noſtre dit filz le Roy Henry, & à ſes hoirs.

16. Item, qu'ils ne ſeront en conſeil, ayde ou conſentement, que noſtre dit fils le Roy Henry perde vie ou membre, ou ſoit pris de mauvaiſe priſe, ou qu'il ſouffre dommage ou diminution en perſonne, eſtat, honneur, ou biens, mais ſe ils ſçavent, que aucune telle choſe ſoit contre luy machinée, ou par force, ils l'empeſcheront de leur pouvoir, & luy feront à ſçavoir le plustoſt qu'ils pourront par eux meſmes, Meſſages ou Lettres.

ANS de J. C. 1420.

17. Item, eſt accordé que toutes & chacunes conqueſtes, qui ſe feront par noſtre dit fils le Roy Henry, hors la Duchié de Normandie, au Royaume de France ſur les deſobeiſſans deſſus dits, ſeront & ſe feront à noſtre profit: & que noſtre dit fils de ſon pouvoir, fera que toutes & chacunes terres & Seigneuries eſtans és lieux, qui ſont ainſi à conquerir, appartenans aux perſonnes à nous preſentement obeiſſans, qui jureront garder cette preſente concorde, ſeront reſtituez auſdites perſonnes, à qui elles appartiennent.

18. Item, eſt accordé que toutes & chacunes perſonnes Eccleſiaſtiques, Beneficiers ou Duchié de Normandie, ou autres lieux quelconques au Royaume France, ſubjets à noſtre dit fils, à nous obeiſſans, & favoriſans la partie du noſtre tres chier & tres amé fils le Duc de Bourgongne, qui jureront garder cette preſente concorde, jouyront paiſiblement de leurs Benefices Eccleſiaſtiques, eſtans au dit Duchié de Normandie, ou lieux devant dits.

19. Item, que ſemblablement toutes & chacunes perſonnes Eccleſiaſtiques obeiſſans à noſtre dit fils le Roy Henry, & Beneficiers au Royaume de France és lieux à nous ſubjets, qui jureront garder cette preſente concorde, joyront paiſiblement de leurs benefices Eccleſiaſtiques eſtans és lieux devant dits.

20. Item, que toutes & chacunes Egliſes, univerſitez, & Eſtudes generaux, & auſſi Colleges d'eſtudians, & autres Colleges Eccleſiaſtiques eſtans es lieux à nous ſubjects preſentement, ou pour le temps advenir en la Duchié de Normandie, ou autres lieux du Royaume de France ſubjets à noſtre dit fils le Roy Henry, joyront de leurs droicts, poſſeſſions, rentes, prerogatives, libertés, preéminences, & franchiſes à ceux au Royaume de France appartenans, comment que ce ſoit ou deuës, ſauves les droicts de la Couronne de France, & de tous autres.

21. Item, & quand il aviendra, que noſtre dit fils le Roy Henry viendra à la Couronne de France, la Duchié de Normandie, & auſſi les autres & chacuns lieux par luy conquis ou Royaume de France ſeront ſoubz la Juriſdiction, obeiſſance & Monarchie de la dite Couronne de France.

22. Item, eſt accordé que noſtre dit fils le Roy Henry de ſon pouvoir ſe parforcera, & fera que aux perſonnes à nous obeiſſans & favoriſans la partie devant dite, qu'on appelle *de Bourgongne*, auſquelles appartenoient Seigneuries, terres, revenus, ou poſſeſſions en la dite Duchié de Normandie, ou autres lieux ou Royaume de France par iceluy noſtre fils le Roy Henry conquiſes, ia pieçà par luy données, ſera faite ſans la diminution de la Couronne de France, bonne recompenſation n'eſt faite aux deſſus dits, noſtre dit fils le Roy Henry la fera és dites terres & biens, quand il ſera venu à la Couronne de France: mais ſe les terres, Seigneuries, rentes, & poſſeſſions qui appartenoient auſdites perſonnes eſdits Duchié, & és lieux n'avoient eſté données par noſtre dit fils, les dites perſonnes ſeront reſtituées à icelles ſans delay.

23. Item, que durant noſtre vie en tous les lieux à nous preſentement, ou pour le temps advenir ſubjets, les lettres communes de juſtice, de dons d'Offices, de Benefices, & d'autres donations, pardons, ou remiſſions, & privileges devront eſtre eſcrites, & proceder ſoubs noſtre nom & ſeel: toutes voyes pour ce que aucuns cas ſinguliers pourroient advenir, qui par humain engin ne peuvent pas tous eſtre preveus, eſquels pourra eſtre neceſſaire & convenable, que noſtre dit fils le Roy Henry faſſe eſcrire les Lettres en tel cas, ſi aucunes en adviennent, il ſera loiſible, à noſtre dit fils, pour le bien & ſeureté de nous & du gouvernement à luy, comme dit eſt, appartenant. Et pour eviter les perils & dommages, qui autrement pourroient vray ſemblablement avenir, eſcri-

ra les

ANS J. C. 1420.

ra les lettres à nos subjects par lesquelles il commandera, deffendra, & mandera, de par nous & de par luy comme Regent, selon la nature & qualité de la besongne.

24. Item, que de tout nostre vie nostre dit fils le Roy Henry ne se nommera ou escrira aucunement, ou fera nommer ou escrire Roy de France: mais de tous points se abstiendra tant comme nous vivrons.

25. Item, est accordé, que nous durant nostre vie nommerons, appellerons, & escrirons nostre dit fils le Roy Henry, en langue Françoise par cette maniere, *Nostre tres cher Fils Henry Roy d'Angleterre, heritier de France:* Et en langue Latine par cette maniere, *Noster præcarissimus Filius Henricus Rex Angliæ, hæres Franciæ.*

26. Item, que nostre dit fils ne imposera ou fera imposer aucunes impositions ou exactions à nos subjets sans cause raisonable & necessaire, ne autrement, que pour le bien public du dit Royaume de France, & selon l'ordonnance & exigence des loix & coustumes raisonnables & approuvées du dit Royaume.

27. Item, & afin que concorde, paix & tranquillité entre les dits Royaumes de France & d'Angleterre, soient pour le temps avenir perpetuellement observées, & que l'on obvie aux obstacles & commencemens, par lesquels entre les dits Royaumes debats, dissensions ou discordes pourroient sourdre ou temps advenir, que Dieu ne veuille, il est accordé, que nostre dit fils labourera par effect de son pouvoir, que de l'advis & consentement des trois Estats des deux Royaumes, ostez les obstacles en cette partie, soit ordonné & pourveu, que du temps, que nostre dit fils sera venu à la Couronne de France ou aucuns de ses hoirs, les deux Couronnes de France & d'Angleterre à tousjoursmais perpetuellement demourront ensemble, & seront en une mesme personne; c'est assavoir en la personne de nostre dit fils le Roy Henry, tant qu'il vivra, & de là en avant és personnes de ses hoirs, qui successivement seront les uns aprés les autres; & que les deux Royaumes seront gouvernez depuis ce temps, que nostre dit fils, ou aucun de ses hoirs pervendra ou pervendront ausdits Royaumes, non divisement soubs divers Roys pour un mesme temps, mais soubs une mesme personne, qui sera pour le temps Roy & Seigneur Souverain de l'un & de l'autre Royaume; ses droicts, libertez ou coustumes, usages & loix, non soubsmettant en quelque maniere l'un des dits Royaumes à l'autre; ne les droicts, loix, coustumes, ou usage de l'un d'iceux Royaumes aux droicts, loix, coustumes & usages de l'autre.

28. Item, que dès maintenant, & à tout temps perpetuellement se tairont, appaiseront, & de tout poincts cesseront toutes dissensions, haynes, rancunes & inimitiez, & guerre d'entre lesdits Royaumes de France & d'Angleterre; & les peuples d'iceux Royaumes adherans à la dite concorde, & entre les Royaumes dessus dits, sera & aura vigueur des maintenant eternellement, & à tousjourmais perpetuellement paix, tranquillité, concorde, affection mutuelle, & amitiez fermes & stables: & se aideront lesdits deux Royaumes de leurs aydes, conseils & assistences mutuelles contre toutes personnes qui à eux, à l'un d'eux s'efforceroient de faire donner violence, injure, grief, ou dommage, & converseront & marchanderont ensemble les uns avec les autres franchement & seurement, en payant les coustumes, devoirs deubs & accoustumez.

29. Item, que tous les confederez & alliez de nous & dudict Royaume de France, & aussi les confederez de nostre dit fils le Roy Henry, & du Royaume d'Angleterre, qui dedans huict mois, aprés le temps, que cette presente concorde de paix leur sera notifiée, ils auront declaré se vouloir fermement adherer à la dite concorde, & estre compris soubs le traitté & concorde d'icelle paix, soient compris soubz de les amitiez ou confederations, seureté & concorde d'icelle paix, sauf toutes voyes à l'une & à l'autre des dites Couronnes, à nous & à nos subjets, & aussi à nostre dit fils le Roy Henry, & à ses subjets, ses actions, droicts, & remedes quelconques convenables en cette partie, & competens en quelque maniere, que ce soit, envers les dit alliez ou confederés.

ANS J. C. 1420.

30. Item, est accordé, que nostre dit fils le Roy Henry, avec le conseil de nostre tres chier fils Philippe Duc de Bourgongne, & des autres Nobles du Royaume, qu'il conviendra & appartiendra pour ce estre appellez; pourverra pour le gouvernement de nostre personne, seurement & louablement, & honestement selon l'exigence de nostre estat & dignité Royal, par telle maniere; que ce sera l'honneur de Dieu & de nous, & aussi du Royaume de France, & des subjets d'icelluy; & que toutes personnes tant nobles comme autres, qui seront autour de nous pour nostre personne & domestique service non pas seulement en offices, mais en autres ministeres, seront tels, qu'ils auront esté nez au Royaume de France, ou des lieux de langage François, bonnes personnes, sages, loyales & idoines au dit service.

31. Item, que nous demeurerons & residerons personnallement en lieu notable de nostre obeissance, & non ailleurs.

32. Item, considerez les horribles & énormes crimes, & delictz perpetrez audit Royaume de France, par Charles soit disant Dauphin de Vienne, il est accordé, que nous ne nostre dit fils le Roy Henry, ne aussi nostre tres cher fils Philippe Duc de Bourgongne ne traicteront aucunement de paix ou de concorde avec ledict Charles, ne feront ou seront traiter, si non du Conseil & assentement de tous & chacun de nous trois, & des trois Estats des deux Royaumes dessus dits.

33. Item, est accordé que nous sur les choses dessus dictes, & chacunes d'icelles, outre nos lettres patentes sellées de nostre grand seel donnerons & ferons donner & faire à nostre dit fils le Roy Henry lettres patentes, approbatoires & confirmatoires, de nostre dite Compagne, & de nostre dit fils Philippe Duc de Bourgongne, & des autres de nostre sang Royal, des grands Seigneurs, Barons, Citez & Villes à nous obeyssans, desquels en cette partie nostre dit fils le Roy Henry voudra avoir Lettres de nous.

34. Item, que semblablement nostre dit fils le Roy Henry pour sa partie, outre ses lettres patentes sur ces memes choses, seellées de son grand seel, nous fera donner & faire lettres patentes approbatoires & confirmations de ses tres chers freres, & des autres de son sang Royal, des grands Seigneurs, Barons, & des Citez & Villes à luy obeissans; desquels en cette partie nous voudrons avoir lettres de nostre dit fils le Roy Henry.

35. Toutes lesquelles & chacunes choses dessus escrites, nous Charles Roy de France dessus dit, pour nous & nos hoirs, entant que pourra toucher nous & nos dits hoirs, sans dol, fraude, ou malengin, avons promis & promettons, juré & jurons en paroles de Roy, aux Saincts Evangiles de Dieu, par nous corporellement touchez, faire, accomplir, & observer; & qu'icelles serons par nos subjets faire, accomplir, & observer: & aussi que nous ne nos heritiers ne venrons jamais au contraire des choses dessus dites, ou d'aucunes d'icelles, en quelque maniere ou jugement, ou hors jugement, directement ou par oblique, ou par quelconque couleur exquise. Et afin que ces choses soient fermes & stables perpetuellement & à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Donné à Troyes le vingt-uniesme jour du mois de May l'an de grace mille quatre cens & vingt; & de nostre Regne le quarantiesme. Ainsy signé,

ANS signé, par le Roy noſtre Sire en ſon Conſeil, Jean de J. C. de (a) Rinel.

1420.

(a) ou Jean Rivel.

Forme du ſerment du Traité ſuſdit, lequel fut juré par les Princes, Seigneurs, Prelats, Barons, & autres Vaſſaux & Sujets, daté de la Ville de Troyes, le 21 de Mai 1420. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 330.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France; A tous ceux, qui ces preſentes lettres verront, Salut. Sçavoir faiſons, que incontinant aprés la paix final faicte, concluë, jurée & fermée ſolemnellement en cette noſtre Ville de Troyes, entre nous, & noſtre tres cher fils HENRY Roy d'Angletere heritier de France noſtre tres cher & tres amé fils le Duc de Bourgongne, pluſieurs Prelats, Barons, Chevaliers, Eſcuyers, & autres notables perſonnes de pluſieurs eſtats par noſtre ordonnance, volenté & commandement ont juré aux Sainctes Evangiles de Dieu certains poincts & articles en la maniere, que s'enſuit.

1. Premierement, vous jurez & promettez, que à tres hault & tres puiſſant Prince Henry Roy d'Angleterre comme à Gouverneur & Regent du Royaume de France, & de la choſe publique d'icelle, & à ſes mandemens ou commandemens vous entendrez & obeïrez humblement, loyaument & diligemment, en toutes choſes, touchans & concernans le gouvernement & Regime du dit Royaume de France, & de la choſe publique ſujette à tres hault & tres excellent Prince & noſtre Souverain Seigneur Charles Roy de France.

2. Item, que incontinent après le deceds de noſtre dit Souverain Seigneur Charles Roy de France, que continuellement vous ſerez loyaux hommes liges vrays ſujets du dit tres haut & tres puiſſant Prince Henry Roy d'Angleterre & de ſes hoirs perpetuellement, & iceluy comme voſtre Souverain Seigneur & vray Roy de France ſans oppoſition, contradiction ou difficulté aurez & recevrez, & à luy comme vray Roy de France obeirez; & que jamais à nul autre, comme à Roy ou Regent de France n'obeirez, ſi non à noſtre dit Souverain Seigneur Charles Roy de France, & au dict tres hault & tres puiſſant Prince Henry Roy d'Angleterre, & à ſes hoirs.

3. Item que vous ne ſerez en aide, conſeil ou conſentement, que le dict tres hault & tres puiſſant Prince Henry Roy d'Angleterre perde la vie, ou membre, ou ſoit pris de mauvaiſe priſe, ou qu'il ſouffre dommage, ou diminution en ſes perſonne, eſtat & honneur ou choſes quelſconques. Mais ſe vous ſavez ou connoiſſez aucune telle choſe eſtre contre luy penſée ou machinée, vous l'empeſcherez entant, comme vous pourrez, & par vous meſmes, par meſſage ou lettres luy ſerez à ſavoir le pluſtoſt, que faire le pourrez. Et generalement vous jurez que ſans dol, fraude ou malengin vous garderez & obſerverez & ferez garder & obſerver toutes les choſes, poicts & articles, contenus és lettres & appoinctemens de la paix finale, faite, accordée & jurée entre noſtre dict Souverain Seigneur Charles Roy de France, & le dict tres hault & tres puiſſant Prince Henry Roy d'Angleterre, ſans jamais en jugement ne dehors, directement ou indirectement, publiquement ou ſecretement par quelconque couleur ou voye que ce ſoit, ou puiſſe eſtre, venir, faire ou conſentir eſtre faict au contraire des choſes, articles, ou poincts deſſus dicts ou d'aucun d'iceux; mais en toutes manieres & voyes poſſibles tant de faict; comme de droict reſiſterez à tous ceux, qui vendront, ou attenteront, ou s'efforceront de faire venir ou attenter à l'encontre des choſes, articles & points deſſus dictz ou d'aucuns d'iceux. Leſquelles poincts & articles nous voulons & commandons eſtre pareillement jurez, par tous nos Vaſſaux & ſujetz de quelque eſtat, dignité ou condition qu'ilz ſoient, ſans contradiction, reſus, delay, excuſation quelconques. En teſmoin de ce nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Troyes, le vingt unieſme jour de May, l'an de grace mil quatre cens & vingt, ainſy ſigné, par le Roy en ſon Conſeil J. de Rivel. ANS de J. C. 1420.

Confirmation du Traité précédent, faite par Henri V. Roi d'Angleterre. à Troyes en Champagne le 21. Mai 1420. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 332.

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, hæres Franciæ, & Dominus Hiberniæ. Ad perpetuam rei memoriam; licet celebres tractatus atque varii pro Franciæ & Angliæ Regnorum reintegranda pace, evellendiſque diſſidiis inter claræ memoriæ Progenitores noſtros, ac inclytæ recordationis Progenitores Sereniſſimi Principis KAROLI Patris noſtri Franciæ, & nos hactenus habiti expectatum inde pacis fructum non attulerint. Nos nihilominus in noſtræ conſcientiæ libramine ponderantes ſinceriter, quam grandia, quam irreparabilia mala, quamque enormem læſionem, & univerſalem ac immedicabilem plagam, dictorum Regnorum deploranda diviſio intulerit hactenus, non eis ſolum, ſed & toti, proh dolor! Eccleſiæ militanti, nuper cum dicto præcariſſimo Patre noſtro pacis Tractatum reſumpſimus. In quo tandem poſt plurima noſtrorum collationes mutuas & colloquia, illo noſtris effectum deſideriis largiente, qui pacem pollicetur hominibus bonæ voluntatis, inter eundem Sereniſſimum Principem Karolum præcariſſimum Patrem noſtrum, & nos in ipſo deſideratiſſimæ pacis negotio concluſum eſt & concordatum, in eum, qui ſequitur, modum.

1. In primis, quia per fœdus conjugii pro bono dictæ pacis initi, inter nos & cariſſimam conſortem noſtram Katharinam filiam dicti Sereniſſimi Principis Karoli præcariſſimi Patris noſtri, & præcariſſimæ Matris noſtræ Y ſabellis Conthoralis ſuæ ipſi nobis effecti ſunt Pater & Mater; idcirco eoſdem ut Patrem & Matrem noſtros habebimus & venerabimur, & ut decet venerari tales & tantos Principem & Principiſſam, imò præ cunctis aliis perſonis temporalibus mundi.

2. Item quod non turbabimus, aut impediemus præfatum præcariſſimum Patrem noſtrum, quo minus teneat & poſſideat, quoad vixerit, quatenus tenet & poſſidet de præſenti coronam & dignitatem regalem Franciæ, & redditus, fructus & proventus eorumdem ad ſuſtentationem ſui ſtatus & onerum Regni, & præfata præcariſſima Mater noſtra etiam teneat, quam diu vixerit ſtatum & dignitatem Reginæ ſecundum morem Regni prædicti, cum parte præfatorum redditurum & proventuum ſibi congrua & convenienti.

3. Item concordatum eſt, quod prædicta cariſſima conſors noſtra Katherina percipiet & habebit dotem in Regno Angliæ, quemadmodum Reginæ Angliæ hactenus percipere & habere conſueverunt, videlicet ad ſummum quadraginta millium ſcutorum annuatim, quorum duo ſemper valeant unum nobile Anglicanum.

4. Item concordatum eſt, quod nos Henricus Rex ſupra dictus viis, modis & mediis, quibus poterimus abſque tranſgreſſione vel offenſa juramenti per nos præſtiti, de obſervando leges, conſuetudines, uſus & jura dicti Regni noſtri Angliæ laborabimus & providebimus, quod præfata cariſſima conſors noſtra Katherina citius, quo fieri poterit, efficiatur in omnem eventum plenè ſecura, de percipienda & habenda

ANS da in dicto Regno Angliæ à tempore obitus noſtri, J.C. dote prædicta, quadraginta millium ſcutorum annua-
1420. tim, quorum duo ſemper valeant unum nobile Angliacum.

5. Item concordatum eſt, quod ſi contingat dictam cariſſimam Conſortem nobis ſupervivere, percipiet ipſa, & habebit in Regno Franciæ immediatè à tempore obitus noſtri dotem ad ſummam viginti millium Francorum annuatim, de & ſuper illis terris, locis & dominiis, quæ tenuit & habuit in dotem inclitæ recordationis Blanchia quondam conthoralis recolendæ memoriæ Philippi Franciæ proavi dicti præcariſſimi Patris noſtri.

6. Item concordatum eſt, quod immediatè poſt obitum dicti præcariſſimi Patris noſtri Franciæ & ex tunc deinceps corona & Regnum Franciæ, cum eorum juribus & pertinentiis univerſis manebunt & erunt noſtri Regis Henrici ſupra dicti & hæredum noſtrorum in perpetuum.

7. Item quod pro eo, quod dictus præcariſſimus Pater noſter tenetur, ut plurimùm, quod dolenter referimus, & præpeditur adverſa valetudine, per eum modum, quod non commodè poterit in perſona ſua intendere ſeu vacare diſponendis Regni negotiis, quod idcircò ad totam vitam dicti præcariſſimi Patris noſtri, facultas & exercitium regendi, & gubernandi Rempublicam prædicti Franciæ, cum Conſilio nobilium & prudentium ejuſdem Regni prædicto Patri noſtro obedientium, qui commodum & honorem ipſius Regni dilexerint, penes nos Regem Henricum ſupra dictum erunt & manebunt, ita quod ex nunc deinceps ipſam per nos, ac etiam per alios, quos cum Conſilio præfatorum nobilium ad hoc duxerimus deputandos regere poſſimus & gubernare. Quibus quidem facultate & exercitio regendi ſic penes nos Regem Henricum exiſtentibus, efficaciter, diligenter & fideliter laborabimus & intendemus ad id, quod eſſe poſſit & debeat ad honorem Dei & dictorum præcariſſimorum Patris noſtri & Matris, nec non ad bonum publicum dicti Regni; & ad ipſum Regnum cum Conſilio Procerum, Magnatum & nobilium ejuſdem Regni defendendum, tranquillandum & pacificandum, ac regendum ſecundum exigentiam juſtitiæ & æquitatis.

8. Item quod nos pro poſſe noſtro faciemus, quod Curia Parlamenti Franciæ cuſtodietur & obſervetur in auctoritate & ſuperioritate ſuis, & ſibi debitis in omnibus & ſingulis locis dicto Patri noſtro, nunc aut in futurum ſubjectis.

9. Item quod nos pro poſſe noſtro tuebimur & & conſervabimus omnes & ſingulos Pares, Nobiles, Civitates, Villas, Communitates & ſingulares perſonas dicto Patri noſtro nunc aut in futurum ſubjectas, in eorum juribus, conſuetudinibus, privilegiis, præeminentiis, libertatibus & franchiſiis eiſdem competentibus ſive debitis in locis quibuſcumque dicto Patri noſtro nunc aut in futurum ſubjectis.

10. Item quod nos Henricus Rex ſupra dictus diligenter & fideliter pro poſſe noſtro laborabimus, & faciemus, quod juſtitiæ complementum adminiſtrabitur, & fiet in dicto Regno Franciæ, ſecundum leges, conſuetudines & jura ejuſdem Regni, abſque perſonarum acceptione: ac conſervabimus & tenebimus jubjectos Regni prædicti in tranquillitate & pace pro poſſe tuebimur & deffendemus eoſdem adverſus violentias & oppreſſiones quaſcumque.

11. Item concordatum eſt, quod nos Henricus Rex ſupradictus, pro poſſe noſtro providebimus & faciemus, quod ad officia tam juſtitiæ Parlamenti, quam etiam Præpoſituras, Bailliviatus, Seneſcalias, & alia ſpectantia ad gubernationem Dominii, nec non alia quæcumque officia in dicto Regno Franciæ, aſſumentur perſonæ habiles, utiles & idoneæ pro bono, juſto, pacifico & tranquillo regimine dicti Regni, & adminiſtrationum eis committendarum, ac quod ſint ANS tales, quales ſecundum leges & jura ejuſdem Regni, de J.C. & pro utilitate ac commodo dicti Patris noſtri, & ip- 1420. ſius Regni ad ea deputari deberent & aſſumi.

12. Item quod nos Henricus Rex ſupra dictus laborabimus pro poſſe noſtro, & quam citius id commodè fieri poterit, ad ponendum in obedientiam dicti Patris noſtri omnia & ſingula, civitates, villas, caſtra, loca, patrias & perſonas infra Regnum Franciæ dicto Patri noſtro inobedientia & rebellia, tenentia partem illam ſeu exiſtentia de parte illa, vulgariter nuncupata *Delphini*, ſeu *Armeniaci*.

13. Item, ut præmiſſa commodius, ſecurius & liberius facere, exercere, & implere valeamus, concordatum eſt, quod Proceres, Magnates, & Nobiles ac Status Regni prædicti, tam ſpirituales, quam temporales, nec non civitates, & notabiles communitates ac cives, & Burgenſes villarum ejuſdem Regni, dicto Patri noſtro pro tempore obedientes præſtabunt juramenta, quæ ſequuntur.

14. Imprimis, quod nobis Regi Henrico prædicto facultatem & exercitium diſponendi & regendi dictam Rempublicam gerenti, ac juſſionibus & mandatis noſtris humiliter & obedienter in omnibus exercitium Regiminis dicti Regni concernentibus, & per omnia parebunt & intendent.

15. Item quod ea, quæ inter præfatos præcariſſimos Patrem & Matrem noſtros, & nos Regem Henricum ſupra dictum cum conſilio eorum, quos iiſdem noſtri Pater & Mater & nos ad hoc duxerimus adhibendos appunctuata ſunt aut fuerunt, & concordata, ipſi Proceres & Magnates, Nobiles ac Status Regni prædicti, tam ſpirituales quàm temporales, nec non civitates ac notabiles communitates, ac cives & Burgenſes villarum ejuſdem Regni, quatenus eos & ſingulos eorum concernere poterit in omnibus & per omnia, benè & fideliter obſervabunt, & pro poſſe ſuo ſic facient ab aliis quibuſcumque obſervari.

16. Item quod continuè ab obitu & poſt obitum dicti præcariſſimi Principis Karoli patris noſtri erunt, ipſi fideles homines ligei noſtri Regis Henrici ſupra dicti ac hæredum noſtrorum, ac nos pro Domino ſuo ligeo & ſupremo ac vero Rege Franciæ abſque oppoſitione, contradictione ſeu difficultate recipient & admittent, & pro tali obedient, & quod præterquam dicto præcariſſimo Patri noſtro nulli unquam poſt hæc tanquam Regi, aut Regenti Regni Franciæ obedient, niſi nobis Regi Henrico ſupra dicto & hæredibus noſtris.

17. Item quod non erunt in conſilio, auxilio vel aſſenſu, quod nos Rex Henricus ſupra dictus perdamus vitam, aut membrum, ſeu capiamur malâ captione, aut quod patiamur damnum ſeu diminutionem in perſona, ſtatu, honore ſeu rebus; verum ſi quid tale contra nos moliri ſeu machinari noverint, illud pro poſſe ſuo impedient, ac nobis quam celerius poterunt, per ſe ipſos ſeu nuntios vel literas intimabunt.

18. Item concordatum eſt, quod omnes & ſingulæ conqueſtæ extra Ducatum Normaniæ in Regno Franciæ per nos Regem Henricum ſupra dictum ſuper prædictos inobedientes fiendæ, erunt & fient ad utilitatem Patris noſtri prædicti, & quod nos pro poſſe noſtro faciemus, quod omnia & ſingula terræ & Dominia conſtituta in locis ſic conquirendis, ſpectantia ad perſonas, nunc dicto Patri noſtro obedientes, quæ jurabunt ſervare præſentem concordiam, reſtituentur ad dictas perſonas, ad quas ſpectant.

19. Item concordatum eſt, quod omnes & ſingulæ perſonæ Eccleſiaſticæ beneficiatæ in Ducatu Normaniæ, aut aliis quibuſcumque locis in Regno Franciæ nobis ſubjectis, dicto Patri noſtro obedientes & facientes parti præcariſſimi Fratris noſtri Ducis Burgundiæ, quæ jurabunt ſervare præſentem concordiam, gaudebunt pacificè beneficiis ſuis Eccleſiaſticis in Ducatu ſeu locis proximè dictis conſtituris.

ANS de J.C. 1420.

20. Item, quod simili modo omnes & singulæ personæ Ecclesiasticæ nobis obedientes & beneficiatæ in Regno Franciæ, in locis dicto Patri nostro subjectis, quæ jurabunt servare præsentem concordiam, gaudebunt pacificè beneficiis suis Ecclesiasticis in locis proximè dictis constitutis.

21. Item, quod omnia & singula, Ecclesiæ, universitates & studia generalia, nec non Collegia Studentium, & alia Collegia Ecclesiastica constituta in locis dicto patri nostro nunc aut in futurum subjectis in Ducatu Normaniæ aut aliis locis Regni Franciæ nobis subjectis, gaudebunt eorum juribus & possessionibus, redditibus, prærogativis, libertatibus, præeminentiis & franchisiis eisdem in Regno Franciæ qualitercunque competentibus seu debitis, salvo jure Coronæ Franciæ, & alterius cujuscumque.

22. Item, quod quandocunque contigerit, favente Domino, nos Henricum Regem prædictum ad Coronam Regni Franciæ pervenire, Ducatus Normaniæ, nec non omnia & singula loca per nos in Regno Franciæ conquisita erunt sub ditione, obedientia & Monarchia Coronæ Franciæ supradictæ.

23. Item concordatum est, quod pro posse nostro nitemur, & faciemus, quod personis obedientibus dicto præcarissimo Patri nostro & favent ibus parti prædictæ, quæ dicitur Burgundiæ, ad quas spectabant Dominia, terræ, redditus seu possessiones in dictis Ducatu Normaniæ, aut aliis locis in Regno Franciæ per nos conquisitis, hactenus per nos donata, fiet absque diminutione Coronæ Franciæ recompensa per dictum præcarissimum Patrem nostrum, in locis & terris nomine ejusdem Patris nostri acquisitis, acquirendis & evincendis super rebelles & inobedientes dicto Patri nostro, & si non fiat supra dictis personis ejusmodi recompensa in vita dicti Patris nostri, nos eam faciemus in hujusmodi locis & bonis, cum contigerit, nos favente Deo ad Coronam Franciæ pervenire. Si verò terræ, dominia, redditus seu possessiones, quæ in eisdem Ducatu seu locis ad personas hujusmodi spectabant, per nos donata non fuerint, dictæ personæ ad ea restituentur indilatè.

24. Item quod ad totam vitam dicti præcarissimi Patris nostri in omnibus locis sibi nunc vel in futurum sujectis, litteræ communes justitiæ nec non concessionis officiorum, beneficiorum & aliarum donationum, remissionum & privilegiorum scribi debebunt & procedere sub nomine & sigillo dicti præcarissimi Patris nostri. Quia tamen casus aliqui singulares evenire poterunt, qui humano ingenio non omnes poterunt prævideri, in quibus perquam necessarium esse poterit & opportunum, quod nos Rex Henricus supra dictus literas nostras scribi faciamus: in hujusmodi casibus, si qui occurrerint, licebit nobis pro bono & securitate dicti præcarissimi Patris nostri, & regiminis nobis, ut perfertur, competentis, ac pro vitandis periculis & dispendiis, quæ aliàs forent de verisimili secutura, etiam in locis dicto Patri nostro subjectis, scribere nostras literas, quibus præcipiemus, prohibebimus, seu mandabimus juxta naturam & qualitatem negotii ex parte dicti præcarissimi Patris nostri, & nostri, tanquam Regentis.

25. Item quod ad totam vitam dicti præcarissimi Patris nostri, Nos Henricus Rex supra dictus nullatenus nominabimus aut scribemus, seu nominari aut scribi faciemus nos Regem Franciæ, sed ab eodem nomine penitus nos abstinebimus, quamdiu dictus præcarissimus pater noster egerit in humanis.

26. Item concordatum est, quod dictus præcarissimus Pater noster ad totam vitam suam nominabit, appellabit & scribet nos in lingua Gallicana hoc modo: *Nostre tres cher fils Henry Roy d'Angleterre, heritier de France.* In lingua verò latina hoc modo: *Noster præcarissimus filius Henricus Rex Angliæ, hæres Franciæ.*

27. Item quod nos nullas impositiones aut exactiones imponemus seu imponi faciemus subditis dicti præcarissimi patris nostri, absque causa rationabili & necessaria, nec aliquas quam pro bono publico ipsius Regni Franciæ, & secundum dictamen & exigentiam legum & consuetudinum rationabilium & approbatarum ejusdem Regni.

ANS de J.C. 1420.

28. Item ut concordia pax & tranquillitas inter prædicta Franciæ & Angliæ regna perpetuò futuris temporibus observentur, & obvietur occasionibus & principiis, ex quibus inter eadem Regna, quod absit, debata, dissensiones seu discordiæ futuris possent temporibus exoriri: Concordatum est, quod nos Henricus Rex supra dictus laborabimus pro posse nostro ad effectum, quod de advisamento & consensu trium Statuum, utriusque duorum Regnorum, amotis obstaculis in hac parte ordinetur & provideatur, quod ab eo tempore, quo pervenerimus nos, aut aliquis hæredum nostrorum ad Coronam regni Franciæ supra dicti; Ambæ coronæ, scilicet Franciæ & Angliæ perpetuò futuris temporibus simul commanebunt, & erunt in una & eadem persona, videlicet nostra, ex tunc ad vitam nostram; ex tunc deinceps in personis heredum nostrorum qui successivè erunt, unus post alium. Et quod gubernabuntur ambo regna ab eodem tempore, quo nos, aut aliquis hæredum nostrorum ad eadem pervenerimus, seu pervenerit non divisim sub diversis Regibus, pro eodem contextu temporis, sed sub una & eadem persona, quæ pro tempore erit, ut præfertur, utriusque Regni Rex & Dominus supremus. Conservando nihilominus in aliis omnibus & singulis utrique dictorum Regnorum sua jura, libertates seu consuetudines, usus & leges, non subjiciendo quoque modo unum dictorum Regnorum alteri eorundem, nec supponendo aut submittendo jura, leges, consuetudines aut usus unius eorundem Regnorum, juribus, legibus, consuetudinibus aut usibus alterius eorundem.

29. Item quod à modo perpetuis futuris temporibus silebunt, quiescent & omninò cessabunt omnia & singula dissensiones, odia, rancores, inimicitiæ & guerræ inter Regna Franciæ & Angliæ supra dicta, & populos eorundem Regnorum, dictæ pacis concordiæ adhærentes, eruntque ex nunc perpetuò & vigebunt inter eadem Regna & eorum subditos supra dictos, pax, tranquillitas, concordia & affectus mutui & amicitiæ stabiles & firmæ, juvabuntque se regna prædicta consiliis, auxiliis & assistantiis suis mutuis adversus quoscunque, qui eis aut alteri eorumdem regnorum, vim, injurias, damna, molestias, gravamina, seu dispendia inferre moliri, seu facere conabuntur aut arrogare; mutuòque conversabuntur & mercabuntur liberè & securè, solvendo consuetas & deveria debita & consueta.

30. Item quod omnes & singuli confœderati & alligati dicti præcarissimi patris nostri & Regni Franciæ supra dicti, ac etiam confœderati nostri & Regni Angliæ antedicti, qui infra octo menses à tempore hujus concordiæ pacis eis notificatæ suis literis declaraverint, se eidem concordiæ firmiter adhærere & applaudere; & velle sub ipsius pacis tractatu & concordia comprehendi, sint & comprehendandur sub ejusdem pacis fœderibus, securitate atque concordia: salvis tamen nihilominus utrique prædictarum Coronarum, nec non prædicto præcarissimo patri nostro & subditis suis, ac etiam nobis & subditis nostris, actionibus, juribus & remediis quibuscumque in ea parte congruis adversus alligatos hujusmodi seu confœderatos qualitercumque competentibus.

31. Item concordatum est, quod nos Henricus Rex supra dictus cum consilio carissimi fratris nostri Philippi Ducis Burgundiæ & aliorum ex nobilibus Regni, quos ad id congruet & decebit evocari, providemus pro regimine personæ dicti præcarissimi patris nostri Franciæ, tutè, laudabiliter & honestè secundum exigentiam status sui Regalis & dignitatis

per

NS J. C. 420.

per eum modum, quod erit ad honorem Dei & ipsius præcarissimi Patris nostri ac Regni Franciæ & subjectorum ejusdem. Et quod omnes & singulæ personæ, quæ erunt circa dictum serenissimum Principem præcarissimum patrem nostrum ad domesticum & personale obsequium eidem impendendum, non solum in officiis, verum etiam in aliis ministeriis tam nobiles quam alii erunt tales, qui nati fuerint in Regno Franciæ, seu de locis idiomatis Gallicani bonæ proinde fideles & idoneæ ad obsequium supra dictum.

32. Item quod dictus præcarissimus pater personaliter commorabitur & residebit in loco notabili suæ obedientiæ & non alibi.

33. Item consideratis exhorrendis & enormibus criminibus & facinoribus per Carolum pro Delphino Viennensi se gerentem in dicto Regno Franciæ perpetratis, concordatum est, quod nec dictus præcarissimus Pater noster, nec nos Henricus Rex supradictus, nec carissimus frater noster Dux Burgundiæ aliquem cum dicto Carolo pacis aut concordiæ tractatum inibit seu faciet, inibimus seu faciemus, nisi de consilio & assensu omnium & cujuslibet nostrorum & trium statuum utriusque Regnorum prædictorum.

34. Item concordatum est, quod dictus præcarissimus pater noster super præmissis omnibus & singulis ultra literas suas patentes, magno suo sigillo sigillatas, dari & fieri faciet nobis Henrico Regi supra dicto literas patentes approbatorias & affirmatorias, dictæ præcarissimæ conthoralis suæ Matris nostræ, & dicti carissimi fratris nostri Philippi Ducis Burgundiæ & aliarum de sanguine suo regali, ac procerum & Magnatum, ac Civitatum & villarum dicti Regni prædicto præcarissimo Patri nostro nunc vel in futurum obedientium, quas literas in eâ parte nos à dicto præcarissimo Patre nostro exigere voluerimus.

35. Item quod nos Henricus Rex supra dictus simili modo pro parte nostra ultra literas patentes, super eisdem magno sigillo nostro sigillatas, dari & fieri faciemus dicto præcarissimo Patri nostro literas patentes approbatorias & affirmatorias præcarissimorum nostrorum & aliorum de sanguine nostro Regali, procerumque & Magnatum ac Civitatum & villarum nobis obedientium. Quorum literas in ea parte dictus præcarissimus Pater à nobis exigere voluerit.

36. Quæ omnia & singula supra scripta nos Henricus Rex supra dictus pro nobis & hæredibus nostris, quatenus nos concernere poterit nos & dictos hæredes nostros absque dolo, fraude aut malo ingenio facturos, impleturos & servaturos promisimus & promittimus in verbo Regio, ac juravimus & juramus ad sancta Dei Evangelia per nos corporaliter tacta, & quod ea sic faciemus à nostris subditis impleri & observari, ac quod nec nos, nec hæredes nostri ullo unquam tempore veniemus in contrarium præmissorum, aut alicujus eorumdem, quoquo modo in judicio vel extra judicium, directè seu per aliquem alium, aut quovis exquisito colore. In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium præsentes litteras nostras magni sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum in Ecclesia Cathedrali beati Petri Trecensis, vicesimo primo die Maji, anno Dominicæ incarnationis millesimo quadringentesimo vicesimo, Regni verò nostri octavo. Signatum per ipsum Regem. Sturgeon. J. Hete.

CCCLXXIV.

ANS de J. C. 1423.

Traité de ligue entre JEAN *Duc de Betfort Regent du Royaume de France,* PHILIPPES LE BON *Duc de Bourgongne, &* JEAN *Duc de Bretagne, le 7. Avril* 1423. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 337.

ANGLETERRE, FRANCE, BOURGOGNE, ET BRETAGNE.

JEAN Regent le Royaume de France, Duc de Betfort, & PHILIPPES Duc de Bourgongne, & JEAN Duc de Bretagne &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront salut. Sçavoir faisons, que pour consideration des grandz amitiez & prochaineté de lignage, qui ja sont entre nous & moyennant les mariages concludz accordez & fermez entre Nous Jean Regent Duc de Betfort, & de nostre tres chere & tres amée Sœur & Cousine Marguerite de Bourgongne d'autre part; & pour le bien general de Monsieur le Roy, & de ses Royaumes de France & d'Angleterre, de nous & de nos Seigneuries, terres, pays, & subjectz, nous & un chacun de nous jurons & promettons estre & demourer, tant comme nous vivrons, en bonne vraye amour, fraternité & union les uns avec les autres, & nous aimerons, comme freres & bons amis, garderons & deffendrons l'honneur l'un de l'autre, tant en couvert, comme en apert, sans dissimulation quelconque. Advertirons l'un l'autre de tout ce, que nous sçaurons & entendrons estre au proffict & dommage, honneur & deshonneur l'un de l'autre & de nos Seigneuries, terres, pays, subjectz, & si aucun ou aucuns nous faisoient rapport mauvais l'un de l'autre, ny adjouterons aucune foy, mais retiendrons seurement par devers nous chacun endroict soy ceux, qui telz rapportz auront faictz & par bonne amour & vraye charité le ferons incontinent sçavoir à celuy, duquel on nous avoit faict tel rapport, pour en faire ainsi, qu'il appartiendra par raison.

2. Item se nous ou aucun de nous avons à faire & besongner pour nostre honneur, nos pays, terres & Seigneuries garder & deffendre allencontre d'aucuns autres, qui grever ou dommager nous voulsissent, & chacun de nous, serons tenus d'ayder & servir celuy d'entre nous, qui a besongner en aura, si requis en sommes, de cinq cens hommes d'armes & gens de traict à l'advenant, lequel mieux plaira à celuy, qui en aura à besongner; & seta tenu celuy, qui sera requis, souldoyer ses gens à ses despens. Et se plus grand puissance aucun de nous veut avoir, celuy qui en sera requis, sera tenu d'en aider aux despens du requerant le plus avant, que bonnement pourront ses pays raisonnablement fournir.

3. Item que de toute nostre puissance, par toutes les meilleures voyes & maniere, que sçaurons adviser pour le relevement du pauvre peuple de ce Royaume, qui tant a souffert, & souffre de miseres & pauvreté; Nous nous employrons à bouter la guerre hors iceluy Royaume, & le mettre en paix & tranquillité, afin que Dieu y soit servy & honoré, & que marchandise & labourage y puisse avoir cours.

4. Toutes lesquelles choses nous & chacun de nous promettons en paroles de Princes, faire tenir & accomplir, tant comme nous vivrons, par la maniere dessus dite sans jamais faire ne venir aucun contraire en quelque maniere, que ce soit, sous l'obligation de tous nos biens presens & à venir. En tesmoing de ce nous avons fait mettre nos seaux à ces presentes, & les avons signées de nos propres mains, & souscriptz nos propres noms. Donné à Amiens, le dix-septiesme jour d'Avril, l'an de grace mil quatre cens vingt trois. Ainsi signé: Jean Duc de Betford, Philippes de Bourgongne, Jean de Bretagne.

ANS de J.C. 1424. FRANCE ET MILAN.

CCCLXXV.

Traité d'Alliance entre CHARLES VII. *Roi de France, &* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, fait le* 17. *Février*, 1424. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 338.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis Amen. Quanta & quàm magna dilectio & indelebilis amicitia fuerit inter serenissimum Principem & Christianissimum & excellentissimum Dominum Dominum CAROLUM nunc Regem Francorum suosque progenitores; & illustrissimum Principem & excellentissimum Dominum Dominum PHILIPPUM MARIAM Anglum Ducem Mediolani, Papiæ, Angleriæque Comitem & Januæ Dominum, progenitoresque suos, retroactis temporibus enutrita, & quam nedum cultus amoris, sed & sanguinis vinculum firmavit & radicavit, non expedit memorare; tanta enim & sic altisona diu fuit illa præfatorum Dominorum benevolentia & conjunctio sanguinis & amoris, ut facilius ab hominum mentibus comprehendi possit, quàm ullâ oratione aut literis explicari; Et quia tanti Principes & Domini cupiunt, nec immeritò antiquam amoris & generis unitatem puro & sincero mentis affectu consistere imò verius augeri, Altissimo concedente.

2. Pateat universis & singulis hanc paginam inspecturis, quod anno à nativitate Domini millesimo quadringentesimo vigesimo quarto, Indictione secundâ secundum stilum & consuetudinem Mediolani; die Jovis decima septima mensis Februarii, Reverendus in Christo Pater & Dominus Artaudus Abbas Monasterii sancti Antonii Viennensis Diœcesis Procurator & procuratorio nomine prælibati Domini Regis, secum Advocato venerabili Magistro Petro Salvage juxta tenorem Regii mandati infra scripti, de cujus mandato constat litteris patentibus ejusdem Domini Regis sigillo Regio pendenti munitis, ibidem lectis, ostentis & visis infra scripti tenoris, pro præfato Domino Rege & nomine suo, & nomine & vice filiorum & heredum suorum, ac pro omnibus civitatibus, terris, castris, & locis, quas & quæ idem Dominus Rex & ejus filius Dalphinus tenent & possident, & eos tenere & possidere in futurum continget, nec non pro omnibus subditis & fidelibus, quos idem Dominus Rex habebit, pro omnibus quoque adhærentibus & colligatis ejus inferius declaratis ex parte una; & spectabilis Cunradinus de Capitaneis & Vicemercato, natus quondam nobilis & egregii Domini Thomæ Civis Mediolani Portæ Cumanæ parochia sancti Thomæ in Therramara Consiliarius, ac Secretarius præfati Domini Ducis, ut constat, publico Instrumento illius mandati hodiè paulo ante per me Notarium infra scriptum confecto tenoris infra scripti, pro seipso Domino Duce & nomine suo ac nomine & vice filiorum & heredum suorum, seu illius quem legitimaverit & habilitaverit, aut legitimabit & habilitabit ad ejus successionem & hæreditatem, de cujus quidem legitimatione & habilitatione facta vel fienda per præfatum Dominum Ducem constabit publico & authentico documento sigillo suo magno Ducali sigillato, ac pro omnibus civitatibus, terris, castris & locis, quos & quæ tenet & possidet, & eum tenere & possidere in futurum continget, nec non pro omnibus subditis & fidelibus, quos idem Dominus Dux habet & in futuro habebit, pro omnibus quoque adhærentibus & colligatis ejus inferius declaratis, ex parte altera.

3. Ad laudem & gloriam omnipotentis Dei, & totius Curiæ Cœlestis, ad honorem, conservationem, & bonum præfatorum Dominorum Regis & Ducis, ac eorum & utriusque eorum Dominii & status, harum seriè fecerunt, inierunt, celebrarunt, & concluserunt, & faciunt, ineunt, celebrant & concludunt de bonam, veram, firmam, realem, solidam & perfectam ligam, confœderationem, unionem & compositionem, & quicquid melius dici, esse & censeri potest, invicem & inter se duraturam & incorruptè bonâ fide & sine fraude per & inter eosdem Dominos Regem & Ducem his modis & nominibus, quibus supra colligatos servandam hinc ad annos centum proximè futuros, sub modis, formis, tenoribus, pactisque inferius annotatis. Videlicet. ANS de J.C. 1424.

4. Quod prædicta liga, confœderatio, unio & compositio facta sit & intelligatur modis & nominibus, quibus supra, habendo & tractando hinc inde amicos quoscumque pro amicis & inimicos quoscumque pro inimicis; qui quidem amici pro amicis, & inimici pro inimicis habendi intelligantur, de & pro iis omnibus qui vivere & mori possunt, excepto Domino nostro Papa.

5. Item quod si quis præfatorum Dominorum quidquam senserit eveniens aut evenire volens in sinistram & ad incommodum alterius quomodocunque & undecumque, id statim ille sic alteri revelabit & obviabit pro posse ne id fiat, totoque posse suo proteget & conservabit honorem, statum & commodum alterius; Et è converso insuper si grande aliquid perceperit salutiferum statui & dominationi alterius, ille sic percipiens aperiet & nuntiabit alteri, cujus interesse rit, quàm celerius, & quàm efficacioribus atque honestioribus modis poterit; & sic è contra.

6. Item, quod si alter præfatorum Dominorum indigeat & requirat alterum provisione gentium in subsidium illius indigentis & requirentis, ut supra, teneatur ille alter Dominus requisitus sibi requirenti mittere & præstare quæcumque possibilia subsidia & favores, tàm in gentibus armigeris, quàm in quibuscumque aliis subsidiis necessariis.

7. Item, quod uterque Dominorum præfatorum conducere possit ad sua servitia & stipendia gentes armorum tàm equestres quàm pedestres de territorio & per territorium alterius & suorum hinc inde colligatorum, dando gentibus illis taliter conducendis patientiam & liberum transitum, ac victualia necessaria sumptibus tamen conducentis aut conducere volentis, ut supra: hoc tamen intellecto, quod neutra prædictarum partium possit aut debeat quovis modo tentare ad sua servitia, nec aliquatenus firmare, aut conducere gentes aliquas armigeras equestres seu pedestres, quas altera pars ad sua servitia aut stipendia haberet vel cassaret sine licentia & beneplacito partis illius, ad cujus servitia vel stipendia essent, vel quæ illas cassaret.

8. Item, quod similiter alteri ex præfatis Dominis non permittatur adducere ad eorum servitia de territorio, nec propè territorium alterius Domini, & ejus colligatorum aliquas gentes armorum equestres seu pedestres.

9. Item, quod si contingeret, alteram partium prædictarum cassare è suis servitiis & stipendiis aliquos armigeros equestres seu pedestres, teneatur ipsa pars adjurare dictos armigeros sic cassatos seu cassandos, de non veniendo quovis modo, directè vel per indirectum ad offensas & damna alterius partis infra unum annum à die cassationis proximè secuturum: Et si tales gentes cassatæ seu cassandæ, ut præfertur, vel aliquæ earum contra facerent & venirent ad offensas dictæ alterius partis, quod pars prænominata, quæ illos cassaverit teneatur facere & agere toto suo posse contra ipsas sic contra facientes & venientes ad offensas, ut supra.

10. Item, quod altera prædictarum partium non possit ad aliquam, quamvis pacem seu concordiam, aut quovis concordiæ genus devenire cum aliquo quovis Principe Domino aut quavis persona, cujusvis status, præeminentiæ & dignitatis existat, in quam vel

in

NS in qua non includatur pars altera, modis & forma ra-
J. C. tionabilibus & convenientibus.

1424. 11. Item quod uterque præfatorum Dominorum teneatur præsentem ligam, confœderationem, unionem, & compositionem, & omnia & singula in præsenti instrumento contenta, ratificare infra menses sex proximè futuros, per publica documenta sigillis magnis utriusque præfatorum Dominorum munienda congruèque referenda.

12. Adhærentes verò & colligati prælibati Domini Regis, de quibus supra fit mentio sunt ii: videlicet, Rex Hispaniæ, Rex Scotiæ, Rex Ludovicus, Dux Aurelianensis, Comes Angolismensis, Dux Borbonii & ejus geniti, Dux Alençonii, Dominus Reinerius Dux Barri, Dominus Carolus frater Regis Ludovici, Comes Arminiaci, Richardus de Britannia, Comes d'Estampes, Dominus d'Ellebreto.

13. Adhærentes autem & colligati prælibati Domini Ducis sunt ii: videlicet Serenissima Domina Regina Joanna secunda, Sereniſſimus Dominus Rex Ludovicus, Illustrissimus Dominus Dux Aurelianensis, Comes Angolismi, Dux Sabaudiæ, Marchio Montisferrati, Dominium Venetorum, Marchio Estensis, Dominus Mantuæ.

14. Quam quidem ligam, confœderationem, unionem & compositionem & prædicta omnia & singula præfati Procuratores dictis nominibus promiserunt, & promittunt sibi dictis nominibus vicissim per solemnem stipulationem, & mihi Notario infra scripto personæ publicæ stipulanti & recipienti nomine, quorum interest, & interesse potest & poterit in futurum sub eorum Dominorum Regis & Ducis, & utriusque eorum bonorum obligatione, ac etiam juraverunt & jurant ad sancta Dei Evangelia in animas præfatorum Dominorum constituentium, habita congrua relatione, firmiter attendere & observare, & nullo tempore contra facere vel venire, per se nec submissas personas directè nec per indirectum, nec ullo quæsito colore.

15. Tenor mandati præfati Domini Regis talis est: Charles par la grace de Dieu Roy de France à tous ceux qui ces presentes lettres verront salut. Comme nous ayons entention & voulenté de continuer les ligues, confederations & amitiez, que les Ducs de Milan ont à nous & à nos predeceſſeurs Roys de France, & icelles entretenir avec noſtre tres cher & amé Cousin le Duc de Milan, qui à present est, sçavoir faisons: que nous confians à plein des loyauté, preudhommie & prudence de noſtre amé & feal Conseiller & Abbé de Sainct Antoine de Viennois, iceluy appellé avec luy, se bon luy semble noſtre amé & feal Conseiller Messire Pierre Sauvage, avons commis & deputé, & par ces presentes de noſtre certaine science commettons & deputons, pour aller & eux transporter de par nous devers noſtre dict Cousin, de traicter & accorder avec luy ligues & confederations pour le bien de noſtre Seigneurie & d'iceluy noſtre Cousin, & de sa Seigneurie, pareillement de traictier & chapitrer sur les dictes ligues & alliances de noſtre dict Cousin, ou ses commis & deputez, ayans à ce suffisant pouvoir, & de nous obliger à ce ainsi, que bon semblera à noſtre dict Conseiller l'Abbé de sainct Antoine, au bien, honneur & proffict de nous & de noſtre dicte Seigneurie, & à la continuation & entretenement de l'amour de nous & de noſtre dict Cousin, & generalement de faire tout ce qu'il verra estre profitable & neceſſaire, pour conclure & fermer les dictes ligues & confederations, lesquelles faictes par iceluy Abbé, nous promettons avoir fermes & agreables, & sur ce donner nos lettres telles & si bonnes, qu'il appartiendra. En teſmoing de ce nous avons faict mettre noſtre seel à ces presentes. Donné en noſtre hoſtel de Meheun sur Ciraille, le seiziesme Septembre, l'an de grace mil quatre cens vingt trois, & le premier de noſtre regne. Par le Roy en son grand conseil: Unde.

16. Tenor verò mandati præfati Domini Ducis talis est: Anno à nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo vigeſimo quarto, Indictione secundâ, die Jovis decima septimâ menſis Februarii, Illustrissimus Princeps & excellentiſſimus Dominus, Dominus Philippus Maria Anglus Dux Mediolani &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus, natus quondam Illuſtriſſimi Principis & excellentiſſimi Domini, Domini Joannis Galeas Vicecomitis, olim primi Ducis Mediolani &c. nunc iſto momento moras agens in caſtro Habeatiſgrafi Ducatus Mediolani, ſponte ac deliberatè, & ex certa animi ſcientia, omnique modo, jure, vi & forma, quibus & prout melius ac validius potuit ac poteſt, tenore præſentis mandati fecit, conſtituit & creavit, facit, conſtituit & creat ſuum certum verum & indubitatum miſſum, nuntium & procuratorem, & quicquid melius dici & eſſe poteſt, ſpectabilem Conradinum de Capitaneis de Vicemercato Conſiliarium & Secretarium ejuſdem Domini Ducis, natum quondam nobilis & egregii Domini Thomæ Civem Mediolani Portæ Cumanæ parochiæ ſancti Thomæ in Terramara, præſentem & ad hoc mandatum ſponte ſuſcipientem ſpecialiter & expreſsè ad faciendum, contrahendum, ineundum, celebrandum & concludendum pro ſe Domino Duce & nomine ſuo, ac nomine & vice filiorum & hæredum ſuorum, ſeu illius, quem legitimaverit & habilitaverit, aut legitimabit & habilitabit ad ejus ſucceſſionem & hæreditatem, de cujus quidem legitimatione & habilitatione facta vel fienda per præfatum Dominum Ducem conſtabit publico & authentico documento ſigillo ſuo magno Ducali ſigillato; ac pro omnibus Civitatibus, terris, locis & caſtris, quas & quæ tenet & poſſidet, & eum tenere & poſſidere in futurum continget, nec non pro omnibus ſubditis & fidelibus, quos idem Dominus Dux habet, & in futurum habebit, pro omnibus quoque adhærentibus & alligatis ejus declarandis ac nominandis per præfatum Conradinum procuratorio nomine ipſius Domini Ducis in Inſtrumento ligæ fiendæ, ut infra; & qui Conradinus de mente & intentione ejuſdem Domini Ducis plenius informatus, cum ſereniſſimo Principe Chriſtianiſſimo & excellentiſſimo Domino, Domino Carolo Rege Francorum, & ejus Procuratore ad hoc ſpeciale & ſufficiens mandatum habente, & maximè cum Reverendo Patre & Domino, Domino Artaudo, Abbate Monaſterii ſancti Antonii Viennenſis Diœceſis Procuratore & procuratorio nomine præfati Domini Regis pro ſe Domino Rege, & nomine ſuo, & nomine & vice filiorum & hæredum ſuorum, & pro omnibus civitatibus, terris, locis & caſtris, quas & quæ præfatus Dominus Rex, & ejus filius Dalphinus tenent & poſſident, & eos tenere & poſſidere in futurum continget; nec non pro omnibus ſubditis & fidelibus, quos idem Dominus Rex habet & in futurum habebit, pro omnibus quoque adhærentibus & colligatis ipſius Domini Regis nominandis & declarandis pro parte ejuſdem Domini Regis in dicto Inſtrumento ligæ fiendæ, ut ſupra & infra: bonam, veram, firmam, realem, ſolidam & perfectam ligam, confœderationem, unionem & compoſitionem, & quicquid melius dici, cenſeri, fieri & eſſe poteſt, invicem & per & inter præfatos Dominos Regem & Ducem ſic modis & nominibus, quibus ſuprà, colligandos duraturam, & incorruptè ac bonâ fide & ſine fraude per eos Dominos Regem & Ducem ſervandam, hinc ad annos centum proximè futuros cum & ſub modis, formis, tenoribus, capitulis & pactis, cum quibus præfatus Conradinus dicto procuratorio nomine Ducali voluerit, & de quibus ac prout ſibi videbitur & placebit, & generaliter ad omnia & ſingula, quæ eidem Conradino dicto procuratorio nomine Ducali opportuna, neceſſaria, utilia & expedientia videbuntur, in prædictis omnibus, & circa prædicta, & quodlibet prædictorum, etiamſi eſſent talia, quæ mandatum plus ſpeciale deposcerent,

ANS de J. C. 1424.

vel

ANS de J. C. 1424.

vel quæ etiam minùs generalia dici possent, & vellent in speciale mandatum verisimiliter venire, & quæ, etiamsi in eis lateat ambiguitas, idem Dominus Dux facere posset, si personaliter interesset, & ad faciendum fieri de prædictis quodlibet publicum documentum, cum promissionibus, obligationibus, pactis, capitulis, juramentis, conditionibus, solemnitatibus, & clausulis debitis, & de quibus eidem Conradino dicto procuratorio nomine Ducali videbitur & placebit.

17. Dans & concedens idem Dominus Dux constituens dicto Conradino constituto in prædictis omnibus, nec non in dependentiis & connexis plenius quam generale & speciale mandatum, cum plena, & libera, generali & speciali administratione, & totaliter vices suas; promittens quoque idem dominus Dux sub sui & bonorum suorum obligatione mihi nominato Notario infra scripto personæ publicæ stipulanti & recipienti nomine præfati domini Regis, & omnium, quorum interest, & interesse poterit quomodolibet in futurum, ac etiam juravit; & qui dominus Dux ibidem juravit & jurat ad sancta Dei Evangelia, manibus tactis scripturis, quod perpetuò, ratum, gratum & firmum habebit & tenebit præsens mandatum; rataque, grata & firma semper habebit, quæcumque præfatus Conradinus fecerit, gesserit & concluserit in prædictis & circa prædicta & quodlibet prædictorum. Et quod non faciet nec veniet contra prædicta per ipsum Conradinum dicto procuratorio nomine Ducali facienda, gerenda & concludenda, nec aliquod eorum directè nec per indirectum, nec ullo quæsito colore, & perinde etiam prædicta omnia servabit, ac si per omnia præfatus dominus Dux personaliter & irrevocabiliter peregisset. Et qui etiam dominus Dux ad cautelam, & ad majorem hujus mandati & gerendorum per ipsum Conradinum virtutem, hujusmodi mandati firmitatem & validitatem ex nunc ratificavit & approbavit, & ratificat & approbat, quæcumque per præfatum Conradinum dicto procuratorio nomine Ducali, ut præfertur, facta, gesta & concluſa fuerint, & & de prædictis sæpe dictus dominus Dux jussit per me Notarium infra scriptum confici debere publicum Instrumentum, hoc etiam mandati Instrumento, & Instrumento ligæ fiendæ, ut suprà, cum in membrana, seu in membranis per me Notarium Donatum infra scriptum conscripta fuerunt: sigillo Ducali pro majori robore muniendis.

18. Actum in prædicto castro Habeatisgrasi præsentibus sapientibus & formosis Artium & Medecinæ Doctoribus, magistris, Joseph de Castronovali filio quondam Domini Magistri Florii Physici Portæ novæ parochiæ sancti fidelis; & Joanne Francisco de Balbis, filio quondam Domini Luchini portæ Vercelinæ parochiæ sancti Petri intus vineam Physico ambobus Medicis præfati domini Ducis; Spectabili Zacharia Rizio, filio Stephani portæ Vercelinæ, parochiæ Monasterii novi, Secretario ejusdem domini Ducis; Egregiis Georgio dicto Caramuzia, domini de Sancto Georgio filio; & Sylvestro de Mangano filio quondam domini Joannis, ambobus Caudariis præfati domini Ducis, & cum eo stantibus. Et Zanino de Becario, filio quondam domini Franciſchini portæ Vercelinæ parochiæ Monasterii novi, Magistro Ducalis Curiæ; Omnibus habitatoribus Civitatis Mediolani, testibus notis, idoneis, rogatis & ad prædicta vocatis; Nec non Antoniolo de Mordegerano filio quondam domini Petri, & Ludovico de Fayde filio quondam domini Johannioli, ambobus habitatoribus terræ Habeatisgrasi ducatus Mediolani, præsentibus, similiter ad prædicta vocatis.

CCCLXXVI.

ANS de J. C. 1425.

Traité & Confédération entre JEAN *Duc de Brabant &* JAQUELINE *Duchesse de Baviére. Fait à Doüay, le* 1. *Juin* 1425. Dynter. Chronique du Duché de Brabant. Liv. 6. Feuill. 208.

BRABANT ET BAVIÈRE.

POur faire cesser la guerre, qui est presentement au Pays de Haynault, est adviſé ce que s'ensuit, premierement que Dame JACQUELINE de Baviere, Dame heritiere dudit Pays estant presentement en la Ville de Mons, s'en pourra seurement venir en pays de Monsieur de Bourgoigne & illecque soubz sa main demoura, & se tiendra jusque à ce que en la Court de Rome, soit sentence donné sur le proces estant en icelle court entre Monsieur de Brabant, & maditte Dame ou que par la mort de l'un d'eulx ledit proces soit terminé, & pour soutenir ce pendant son estat sera prinse une somme d'argent convenable sur le Pays de Haynault, Hollande & Zelande tout sans prejudice dudit proces & de la cause pendente à ladite Court de Rome. Item que Monsieur le Duc de Brabant, sera restitué à la possession dudit Pays de Haynault, & en aura l'obeissance ainsi que au Seigneur de pays appartient, laquelle possession & obeissance se prendront par mondit Sieur de Brabant ou autres que luy plaira à ce commettre, sans ce que par luy eulx soit faicte aucune punition criminelle ou civille, & icelles possession & obeissance ainsi prises, mondit Sieur de Brabant commettera un Seigneur notable, aggreable à Monseigneur de Bourgogne au gouvernement dudit Pays de Haynault, qui aura puissance de par mondit Sieur de Brabant de mettre Capitaines es villes & forteresses du Sieur & aultres dudit Pays de Haynault si besoing est, lequel Gouverneur promettra de bien & lealement garder ledit Pays de Haynault, & les privileges franchises & libertés d'iceluy & durera ledit gouvernement jusque à ce que ledit proces sera decidé ou que par la mort de mondit Sieur de Brabant, ou de madite Dame icelluy proces sera terminé, pendant lequel temps madite Dame doit demeurer es pays de mondit Sieur de Bourgoigne, & dessoubz sa main comme dessus est dict & s'il advient que ledit Gouverneur allast de vie à trespas, ou ne fit bien son debvoir ou qui il se vouliſt decharger dudit gouvernement, mondit Sieur de Brabant comettra un autre en son lieu agreable à mondit Sieur de Bourgoigne. Item que abolition generale sera faicte audit Pays de Haynault, de touttes peines criminеles & corporelles & de touttes confiscations des biens, mais pour faire punitions civiles, sur ce qui ont esté coupables des nouvelletez maulx & inconveniens advenuz audit Pays de Haynault, seront Comis de par mondit Sieur de Brabant quattre notables personnes, dont mondit Sieur de Bourgogne nomera les deux, lesquels quattre Comis avec le Gouverneur se informeront diligenment desdits coupables & seront lesdites punitions civiles, selon ce qu'il leur semblera expedient & raisonable & sy ils treuvent que aulcuns desdits en soient à banniz hors le pays faire le pourront. Et en cas ausy que aucuns desdits delinquants se absenteroient dudit Pays de Haynault, ou ne voudroient comparoir pardevant le Gouverneur & Comis dessusdits, pour estre à droict mondit Sieur de Brabant, pourra faire punir & mettre leurs biens en sa main, pour en jouir jusque à ce qu'ils vienderont estre à droict pardevant iceulx Gouverneur & Comis, & est à sçavoir que les deux desdits Comis en l'absence ou pour l'occupateur des aultres deux pourront besoigner es choses dessusdites avec ledit Gouverneur, pourveu touttefois, qu'il y eut de ces deux un que mondit Sieur de Bourgogne, aura nomé & un des aultres; faict passé & accordé en la Ville

du

NS J. C. 1426. de Douay, le premier jour de Juing l'an 1425. par mesdits Sieurs les Ducs de Bourgogne & de Brabant, presents plusieurs de Messieurs de leur conseil, J. de Gand. J. de Marchant.

CCCLXXVII.

Traité d'Alliance entré AME' VIII. *Duc de Savoye, & les Républiques de* VENISE *&* FLORENCE, *contre le Duc de* MILAN, *fait à Venise le* 11. *Juillet*, 1426. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 263. & G.G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 343.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus Sancti, Amen. Anno à nativitate ejusdem Domini nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo vigesimo sexto, Indictione quartâ, die undecima mensis Julii, ad laudem & reverentiam omnipotentis Dei, & gloriosæ Virginis Mariæ matris ejus, ac Beatorum Marci Evangelistæ, & Patriarchæ, ac Joannis Baptistæ, & totius cœlestis Curiæ triumphantis; & ad honorem, exaltationem, bonum, liberum & pacificum statum, regimen, & pacem perpetuam infra scriptorum colligatorum & colligandorum, ac cujuslibet eorum; nec non Civitatum, terrarum & locorum suorum, eorumque Civium districtualium, subditorum, & fidelium: Spectabiles, & egregii Viri Domini Manfredus ex Marchionibus Salutiarum, miles dominusque Mulazani; Henricus de Colomberio, Dominus de Vuslens; ac Petrus Marchiandi Legum Doctor, Scindici & Procuratores Illustris & excelsi D. Domini AMEDEI Ducis Sabaudiæ, Chablasii, & Augustæ Principis, Marchionis in Italia, Comitis Pedemontium, & Gebennensis, Valentinensisque, & Diensis; ut de eorum Sindicatu & mandato plenè constat publico Instrumento, scripto, publicato & corroborato per prudentem Virum Petrum Catterii Maurianensis diocesis, publicum Imperiali auctoritate Notarium & prælibati D. Ducis Sabaudiæ Secretarium, Curiarumque suarum juratum anno millesimo quadringentesimo vigesimo sexto, indictione quartâ, die vigesima secunda mensis Martii à nobis Notariis infra scriptis viso & lecto: & spectabiles & egregii viri Domini Robertus Mauroceno, quondam Marci, Leonardus Moccenigo Procurator Ecclesiæ sancti Marci, Fantinus Michael quondam Maphei, Fantinus Dandulo Juris utriusque Doctor quondam Leonardi Militis, Thomas Michael quondam Domini Laurentii, & Nicolaus Contareno Juris utriusque Doctor; honorabiles cives Civitatis VENETIARUM, Scindici & Procuratores Illustris & Excelsi D. D. Francisci Foscari Dei gratia incliti Venetiarum Ducis, Dominii, ac Communis Venetiarum; ut de eorum Scindicatu & mandato plenè constat publico Instrumento, scripto, completo, roborato & publicato per providum Virum David de Tebaldino Imperiali auctoritate, & Ducatus Venetiarum Notarium, in præsentibus millesimo, * indictione, & die à Nobis Notariis infra scriptis viso & lecto: & spectabilis, & egregius Vir Dominus Marcellus Strocæ de Strocis Legum Doctor, honorabilis civis FLORENTINUS, Scindicus & Procurator Magnificæ Communitatis Florentiæ, ut patet publico Instrumento scripto, publicato, & corroborato per prudentem Virum Antonium quondam Jacobi de Salvetis, Civem & Notarium Florentinum, in millesimo quadringentesimo vigesimo quinto indictione quarta, secundum cursum & consuetudinem Florentinorum, die vero decima nona mensis Decembris, à nobis Notariis infra scriptis viso & lecto.

2. Inierunt fecerunt, celebraverunt & contraxerunt ac firmaverunt; iniunt, faciunt, celebrant, contrahunt atque firmant inter se bonam unionem, & firmam confœderationem & ligam, ad conservandum, manutenendum & defendendum Status suos, contrà & adversus Illustrem D. Philippum Mariam Ducem MEDIOLANI &c. & successores suos, colligatos, adhærentes, recommendatos, fautores complices, subditos & sequaces, & ad diffidandum & guerrizandum dictum Dominum Ducem Mediolani, hæredes & successores suos, colligatos adhærentes, recommendatos, fautores suos ac suos subditos & sequaces, nec non eorum terras & loca, durante tempore præsentis unionis & ligæ, & cum modis, formis & capitulis infra scriptis. Videlicet primò, quod præsens liga, unio & confœderatio incipere & durare debeat inter partes prædictas, à celebratione præsentis contractus, usque ad decem annos proximè sequuturos, cum omnibus modis, formis, pactis & conditionibus, qui & quæ in præsenti instrumento & contractu istius unionis & ligæ, inserti & inserta sunt; & si dictus Illustris Dominus Dux Mediolani, finitis & transactis dictis decem annis adhuc superviveret, præfati Illustris & excelsus D. Dux, Dominium & Commune Venetiarum promittunt ex nunc procurare toto posse, quod dicta Magnifica Communitas Florentiæ, unà cum ipso D. Duce, Dominio & Communi Venetiarum erunt contenti, quod prædictus terminus præsentis ligæ, unionis & confœderationis duret & durare debeat, adhuc toto tempore vitæ prædicti D. Ducis Mediolani, & per unum annum post ipsius mortem. Quod si ipsa Magnifica Communitas facere & contentari noluerit, ex nunc se obligant prædicti D. Dux, Dominium & Commune Venetiarum, quod prædicta liga, unio & confœderatio, duret & durare debeat inter prædictum illustrem & excelsum Principem dominum Ducem Sabaudiæ, hæredesque & successores suos, ex unâ parte, & ipsum illustrem & excelsum dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum ex altera, adhuc per dictum tempus & terminum vitæ dicti Illustris Domini Ducis Mediolani, & per unum annum post ipsius mortem. ANS J. C. 1426.

3. Et viceversa dictus illustris & excelsus D. Dux Sabaudiæ, per se hæredesque & successores suos promittit & se obligat, quod præsens liga unio & confœderatio duret & durare debeat, inter ipsum, hæredes & successores suos, ex unâ parte; & præfatum Illustrem & excelsum Dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum, & Magnificam Communitatem Florentiæ, si contentari voluerit ex altera; ultra dictum terminum annorum decem, adhuc per totum tempus & terminum vitæ dicti Illustris Domini Ducis Mediolani, & per unum annum post ejus mortem: & si ipsa Magnifica Communitas Florentiæ contentari noluerit, duret inter ipsum Dominum Ducem Dominium & Commune Venetiarum, ex alia, adhuc per totum tempus & terminum supra scriptum vitæ Domini Ducis Mediolani & per unum annum post ipsius mortem; modis, formis, pactis & conventionibus omnibus præsentis unionis & ligæ seu confœderationis.

4. Item quod præfatus illustris & excelsus D. Dux Sabaudiæ, tempore guerræ habere & tenere teneatur illam quantitatem equitum & peditum quæ ei erit possibilis, & super hoc stetur bonâ side sua, & cum ipsis gentibus guerram facere Illustri domino Duci Mediolani, colligatis & adhærentibus suis, & aliis contra quos præsens liga se extendit: & similiter Illustris & excelsus Dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum, & Magnifica Communitas Florentiæ, teneatur habere & tenere dicto tempore guerræ, quantitatem equitum & peditum, quæ eis erit possibilis, & super eis stetur bonâ fide ipsorum, & cum ipsis guerram facere prædicto Domino Duci Mediolani, colligatis & adhærentibus suis, & aliis contra quos præsens liga se extendit; non tamen præjudicando

ANS de J. C. 1426.

cando propter hoc ligæ inter ipsum Dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum, & Magnificam Communitatem Florentiæ existenti: tempore verò pacis prædictus dominus Dux Sabaudiæ habeat & teneat, seu tenere faciat ejus Vasallos & subditos ita in ordine & puncto, ut quoties requisitus fuerit per alteram partium prædictarum, cum illis infra unum mensem à die requisitionis factæ inchoandum subvenire possit & debeat colligatis oppressis, & cum ipsis facere honorem & debitum ligæ, contra illustrem Dominum Ducem Mediolani colligatos, adhærentes & alios suos, ut suprà.

5. Et prædicti dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum, dicto tempore pacis habere & tenere debeant Equites bonarum gentium tres mille, & pedites mille, & Magnifica Communitas Florentiæ donec perseveraverit in liga præsenti, similiter tempore pacis tenere & habere debeat suis expensis Equites tres mille, & pedites mille: & teneantur dictæ partes sibi invicem, & vicissim cum gentibus quas habere & tenere debent, tam tempore pacis quam guerræ, vel earum parte subvenire, sicut expediens fuerit in opportunitatibus occurrentibus, contra dictum Dominum Ducem Mediolani, colligatos, adhærentes, recommendatos, subditos & alios suos ut suprà, toties quoties fuerit opportunum, & una pars ab altera, vel è contrà fuerit requisita; & hoc, durante tempore præsentis unionis & ligæ.

6. Item quod prælibatus Illustris Dominus Dux Sabaudiæ omninò teneatur & debeat, à die qua publicabitur præsens liga, in antea custodiri & claudi facere passus & transitus suos, & eorum qui ex parte sua in præsenti liga & unione comprehenduntur, quod per ipsos passus aut per terras & loca sua, & de terris & locis suis non possint transitum facere gentes aliquæ in subsidium Domini Ducis Mediolani prædicti; seu ad terras & loca sua suorumque colligatorum, adhærentium, recommendatorum, complicum, subditorum & sequacium, vel eorum cujuslibet, victualia aliqua, mercationes, seu aliæ res & bona cujuscunque generis conduci vel apportari non possint ullo modo; neque de terris & locis præfati Domini Ducis Mediolani, vel suorum, ut suprà, aliquid conduci vel portari non possit per aliquem, ad terras, passus, loca præfati Domini Ducis Sabaudiæ, tam nunc quàm alio quocumque tempore occurret guerra inter partes prædictas, & Dominum Ducem Mediolani, & suos per totum tempus præsentis unionis & ligæ: similiter etiam facere ut præmittitur, debeant prædicti Dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum, & magnifica Communitas Florentiæ, quocumque tempore per ipsas partes contingeret guerram facere, vel ad eam prosilire adversus dictum Dominum Ducem Mediolani, & suos ut suprà.

7. Quinimò etiam teneatur & debeat dictus Dominus Dux Sabaudiæ, contra ipsum Dominum Ducem Mediolani & suos superius nominatos, unà cum supra scriptis Domino Duce, Dominio & Communi Venetiarum, & Magnifica Communitate Florentiæ, usque per totum mensem Augusti proximo rumpere & prosequi cum gentibus prædictis, quas tempore guerræ habere & tenere debet, ipsumque facere & fieri facere contra dictum Dominum Ducem Mediolani & suos prædictos, cum gentibus suis prædictis. Item quod præsens liga & unio seu confœderatio, banniatur & publicetur per dictum illustrem & excelsum dominum Ducem Sabaudiæ, in suis principalibus Civitatibus die primo mensis Septembris proximè futuri, & ad ipsum terminum banniri & publicari debeat in suis principalibus Civitatibus per dictum Illustrem & Excelsum dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum & Magnificam Communitatem Florentiæ.

8. Item quod dictæ partes & illi, pro quibus agitur, ac quilibet eorum, teneantur & debeant vicissim, videlicet una alteri, & altera alteri, præbere & aperire liberè passus, transitus, & itinera per Civitates, Terras, Portus, aquas, castra, & loca, habitabiles & habitabilia, pro transitu gentium ipsarum partium, & prædictorum pro quibus agitur, ut supra cujuslibet eorum, eisdemque dare facere Victualia & alia opportuna pro ipsis gentibus pro pretio competenti: Et si contingat Campum in aliquo poni, quod tunc & eo casu, partes & colligati de victualibus dicto Campo providere teneantur, juxta eorum possibilitatem.

ANS de J. C. 1426.

9. Item quod si durante tempore præsentis unionis & ligæ, præfatus Dominus Dux Mediolani, aut ejus colligati, recommendati, complices, fautores, subduti vel sequaces, moverent guerram per mare civitati Niciæ de Provincia, vel in Comitatu vel districtu civitatis ejusdem; tunc & eo casu præfatus Dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum & Magnifica Communitas Florentiæ, donec perseveraverint in dicta liga, teneantur & debeant providere cum Galea de Monaco, vel aliis Galeis Florentinorum, quæ sunt in mari seu portibus * deinde aut per alium modum de succursu dictæ civitati: Et si providebitur de Armata per mare contra Januam pars ipsius Armatæ teneatur in portu Villæ-Franchæ, Monaci, & alibi, ubi melius videbitur, ita ut ipsa civitas Januæ facilius reducatur ad suam pristinam libertatem; & in omnem eventum, quo dicta civitas Januæ subtrahatur ab obedientia Domini Ducis Mediolani, remaneat Januensibus, & in sua pristina libertate.

10. Item quia apud Deum & mundum est opus laudabile, quærere & velle pacem, quæ supra omnia optanda est, possit dominus Dux, dominium & Commune Venetiarum tractare & practicare ac procurare pacem & treugam cum præfato Domino Duce Mediolani, sed non possit pax aliqua vel treuga concludi nisi de voluntate & consensu omnium trium partium prædictarum, videlicet, domini Ducis Sabaudiæ, domini Ducis Dominii & Communis Venetiarum, & Communitatis Florentiæ, seu duarum partium ex ipsis tribus; ita quod quidquid per duas ex ipsis tribus partibus & Potentiis deliberabitur & concludetur de pace vel treuga, sit validum atque firmum, & per aliam tertiam partem attendi debeat & inviolabiliter observari.

11. Et quia per formam unius capituli contenti in liga existente inter præfatum dominum Ducem, dominum & Commune Venetiarum, & Communitatem Florentiæ, stat in solo arbitrio & potestate præfati domini Ducis, dominii & Communis Venetiarum, procurare, tractare & firmare pacem & treugam, cum domino Duce Mediolani; ex nunc dictus dominus Dux, dominium & Commune Venetiarum, liberant & absolvunt dictam Communitatem Florentiæ ab omni promissione & obligatione contenta in dicto capitulo, quantum pertinet ad factum pacis & treugæ fiendæ cum domino Duce Mediolani: Verum si casus occurreret, quod post conclusionem hujus ligæ, aliquid ex his quæ per partes prædictas ad præsens tenentur & possidentur, perderetur, & per partem adversam occuparetur; non possit aliquo modo perveniri ad pacem, nisi omnia loca dictis partibus ablata restituatur.

12. Item si casus occurreret, quo facta pace vel treuga cum Illustri domino Duce Mediolani, postea per ipsum Dominum Ducem Mediolani vel colligatos, adhærentes & recommendatos suos, vel per aliquem vel aliquos ex illis, contra quos præsens liga & unio se extendit, rumperetur, moveretur, aut fieret guerra directè vel per indirectum, contra aliquem prædictarum partium colligatorum, vel earum recommendatis, colligatis & adhærentibus, seu alicui ipsorum vel eorum, ac cujuslibet ipsorum terris & locis, vel dictus Dux gentes suas armorum cassaret, aut transitum aliquibus gentibus armorum, vel societatis daret, quo offenderent, invaderent, guerramque facerent

ANS J. C. 1426. cerent seu facere vellent prædictis partibus colligatis, aut alteri earundem : in hiis casibus aut eorum quolibet, procedatur ad guerram contra ipsum dominum Ducem Mediolani, terras & loca sua, subditos & fideles suos, & contra illos, qui dictam guerram moverent & facerent cum gentibus ipsarum partium, quas casu guerræ tenere tenentur vigore præsentis ligæ & unionis.

13. Item quod prædictæ partes teneantur & debeant nominare suos colligatos, adhærentes, recommendatos, complices & sequaces, & omnes alios, qui pro ipsis debent beneficio hujus ligæ uti, infra tres menses à die præsentis ligæ publicationis numerandos. Item quod præsens liga, unio & confœderatio non intelligatur rupta, nec violata seu dissoluta, usque ad tempus quo durare debet, etiam si aliqua partium prædictarum, vel aliquis suorum suprà nominatorum in ipsa liga in aliquo deficeret; sed omnes defectus quantò citius fieri poterit, per partem deficientem emendentur, sub pœnâ in præsenti Instrumento contenta. Item quod omnia intelligantur, observentur & adimpleantur bonâ fide, recto & puro animo, & ad sanum & purum intellectum, quâlibet cavillatione, & malâ interpretatione cessante.

14. Quam quidem ligam, unionem & confœderationem; ac omnia & singula supra scripta, & infra scripta, promiserunt dicti Scindici & Procuratores, ac contrahentes supra scripti, & quilibet ipsorum, Scindicariis, & Procuratoriis nominibus quibus supra, sibi ad invicem & vicissim unus alteri, & alter alteri, & unus omnibus, ac omnes uni, stipulationibus debitis hinc inde intervenientibus, firmam & ratam, ac firma & rata habere, tenere, attendere, observare facere & adimplere in totum, & non contrà facere, dicere, apponere vel venire, per se vel alium seu alios, modo aliquo vel ingenio, directè vel indirectè, tacitè vel expressè, de jure vel de facto, vel aliquo exquisito colore, in Judicio vel extra in pœna & sub pœnâ ducentorum millium Ducatorum auri stipulatione præmissa. Quæ pœna toties committatur, quoties in prædictis vel aliquo prædictorum fuerit quomodolibet contrà factum, vel contraventum, aut non observatum vel obmissum : & pœna soluta, vel non exacta, vel non una vice vel pluribus, nihilominus prædicta omnia & singula, firma perdurent, & sub eadem pœnæ stipulatione debeant à partibus inviolabiliter observari.

15. Pro quibus omnibus & singulis firmiter observandis & adimplendis, obligaverunt dicti Scindici & Procuratores sibi invicem & vicissim unus alteri, & alter alteri, & unus omnibus, & omnes uni, nominibus antedictis, & debitis stipulationibus hinc inde intervenientibus, pignori omnia eorum & cujuslibet eorum, quorum sunt Scindici & Procuratores, bona mobilia & immobilia, præsentia & futura. Renuntiantes sibi invicem partes prædictæ nominibus quibus supra, in prædictis omnibus & singulis, exceptioni dictæ unionis, ligæ & confœderationis, non factæ, non sic factarum promissionum, obligationum, & conventionum supra scriptarum, & prædictorum omnium non sic gestorum, & non sic celebrati contractus, & omnium exceptionum & condictionum, sine causa, vel ex injusta causa, privilegio fori, doli mali, & in factum, novarum Constitutionum Divi Adriani de fidejussoribus, & omni alio Legum, Jurium, & Constitutionum auxilio, & Legi dicenti generalem renuntiationem non valere, nec non omni privilegio, litteris & absolutionibus impetratis vel impetrandis, quibus contra prædicta, vel aliquod prædictorum possent tueri aut dicere, facere vel venire.

16. Et ad majorem expressionem & firmitatem omnium præmissorum, prædicti Scindici, & procuratores, & quilibet ipsorum, in animabus & super animabus eorum, quorum sunt Procuratores & Scindici, tactis Dei scripturis ad sancta Dei Evangelia, sic ut præmissum est, in omnibus & singulis superius annotatis attendere & observare, & attendi & observari facere, corporaliter juraverunt. Mandantes, rogantes & volentes, quod de præmissis omnibus confici debeant unum & plura publica Instrumenta, per nos Franciscum della Siega, præfati Domini Ducis & Domini Venetiarum Secretarium, & Andream Maleti de Combaviana Taurinensis Diocesis, publicos Imperiali autoritate Notarios infra scriptos, & quemlibet nostrûm in eodem tenere similia. Actum Venetiis, in Ducali Palatio Residentiæ præfati Illustris Domini Ducis, in Sala * Præsentibus egregiis & nobilibus Viris Dominis Victore Barbaro, quondam Mafei, Ludovico Donato Domini Bartholomei, Civibus Venetiarum, cum Domino Presbytero Joanne Bartholomei Locarini de Luca & Francisco Denucanoser, Joachino Thomisano, præfati Domini Ducis, & Dominii Venetiarum Secretariis, & aliis testibus ad præmissa vocatis, habitis & rogatis, Signé Mallet, & la Siega. ANS de J. C. 1426.

CCCLXXVIII.

Déclaration de guerre faite à PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, par* AMEDE' VIII. *Duc de Savoye le* 22. *Août.* 1427. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 348. *&* S. Guichenon. Histoire des Ducs de Savoye. Preuves. pag. 267. ANS de J. C. 1427. SAVOYE ET MILAN.

AMEDEUS Dux Sabaudiæ, Chablaysii & Augustæ Princeps, Marchio in Italia; Comes Pedemontium & Gebennensis Valentinensisque & Dyensis &c. Illustri domino PHILIPPO MARIÆ Anglo Duci Mediolani &c. Exigentibus certis justis causis, resultantibus ex non modicis defectibus vestris, fide dignorum testimonio compertis, non sine cordis nostri displicentia vehementi, justè coarctamur contra vos & Vestros velut à nostrâ amicitiâ, vestrûm culpâ separatos, cum amicis nostris de cætero prosilire, ut dum licet valeamus, Altissimo concedente conspiratis injuriis obviare. Scriptum Thononi, die vicesimâ primâ Augusti, M. CCCC. XXVII.

CCCLXXIX.

Réponse de PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, à la déclaration de guerre d'*AMEDE' VIII. *Duc de Savoye, à Milan, le* 4. *Septembre*, 1427. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 349. *&* S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 267. ANS de J. C. 1427. SAVOYE ET MILAN.

PHILIPPUS, MARIA Anglus, Dux Mediolani &c. Papiæ Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus. Illustri Domino AMEDEO Duci Sabaudiæ &c. Tædet admodum, Illustris Domine, quod nulla præcedente causa legitima, debeatis contra nos & nostros prosilire velut scribitis, juraque vigentis utrimque consanguinitatis & ligæ perturbare. Quicquid literæ vestræ contineant, nullæ id exigunt justæ causæ, nulli nostri defectus, nullæ denique injuriæ conspiratæ, quibus obviare velle scribitis. De testibus autem, quos fide dignos appellatis, cum eorum nomina taceatis, nos non loquimur; sed hoc non silemus, quod facillimum nobis fuisset & esset, quoscumque testes hujusmodi reprobare.

2. Cum igitur Domini Progenitores vestri semper fidelitatis decore claruerint, nunquamve ab honestate, nunquam à debito sua inclyta progenies deviarit, vosque per retroacta tempora tuleritis fidelis & honesti

ANS de J. C. 1427.

domini semper famam; querimur, miramur, & dolemus, quod tàm immaturè & impetuosè vos gesseritis cum eo, qui vobis erat consanguinitate fœdereque astrictus, nobiscum scilicet, ut cum hostibus nostris ligam prius ingeritis, & literas diffidentiæ promiseritis, quod nobis eas volueritis intimare, causas quas justas appellatis, illas culpas, quos defectus dicitis, illas injurias, quas subjungitis conspiratas.

3. Quæ omnia si recta itum esset via, debituque fuisset ordo servatus, nobis per priùs intimare debueratis. Nam cum veritas per se ipsam semper eluceat, facillimè vobis cognitam nostram innocentiam & sinceritatem feciſſemus, dixiſſemusque defectus aliquos non posse nec debere nobis ascribi; & vos denique feciſſemus ita claros, quod procul dubio remansisset de nobis vestra Dominatio benè contenta. Non erat ita prosiliendum pro consanguinitate & liga utrinque vigenti. Nos enim semper juris determinationi stetiſſemus, & offerimus adhuc stare.

4. Verumtamen si libet prosilire, sicut scribitis, adversusque consanguineum & confœderatum vestrum agere, procedatis. Nos enim vos & vestros læto & gratioso animo expectamus, insultus vestros posse tenùs repulsuri. Confidentes etiam in divina clementia, quæ justas fovet semper causas, quæ adjutrix nobis erit & propitia in agendis. Gratius tamen esset, invicem benè vivere juxta solitum, & consanguinitatem ac ligam nostram, illæsam & inviolatam conservare; cum satis atque satis incongruum videatur & absurdum, eos qui sanguine & fœdere sunt connexi, manus debere conserere, & lædere se viciſſim. Datum Mediolani, die quarta Septembris, M. CCCC. XXVII.

CCCLXXX.

ANS de J. C. 1427.

SAVOYE ET MILAN.

Traité de Paix entre AME' VIII. *Duc de Savoye, &* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, fait à Turin, le 2. Décembre*, 1427. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 268.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus sancti, Amen. Anno à Nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo vigeſimo ſeptimo, Indictione ſexta, die ſecunda menſis Decembris. Ad laudem, honorem & reverentiam Dei Omnipotentis, & Gloriosæ Virginis ejus Matris, ac Beatorum Mauritii Martiris, & Ambrosii Confeſſoris. *Illuſtriſſimi Principes & Excellentiſſimi Domini Domini* AMEDEUS *Dux Sabaudiæ, Chablaſii & Auguſtæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium, & Gebennenſii, Valentinenſiſque & Dyenſis, ex unâ parte*, & Dominus PHILIPPUS MARIA Anglus, Dux Mediolani, Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus, ex altera. Ex mandato Sereniſſimi eorum communis Domini Sigiſmondi Romanorum Regis & ſemper Auguſti, ac moti vinculo ſanguinis & charitatis, nec non mutua & antiqua ſua & ſuorum amicitia, & ad ſoliditatem Pacis perpetuæ inter prædictos Dominos eorumque Civitates, terras & loca, ſuoſque Cives diſtrictuales, ſubditos & fideles, per ſuos veros & ſolemnes Procuratores infraſcriptos, videlicet præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Sabaudiæ, per magnificos & ſpectabiles viros Dominum Umbertum Baſtardum de Sabaudiâ, Gaſpardum Dominum Montiſmajoris, Manfredum ex Marchionibus Saluti'arum Dominum Greſiaci, Milites, Mareſcallos Sabaudiæ, & Petrum Marchiandi Legum Doctorem, Conſiliarios prædicti Illuſtriſſimi Domini Ducis Sabaudiæ, quorum mandato & poteſtate conſtat dicti Domini Ducis Sabaudiæ patentibus literis, ſuo ſigillo impendenti ſigillatis, & per ejus Secretarium Guillelmum Bolomerii confectis & ſignatis, datis Aquis die XX. quinta Octobris, anni prædicti: & Illuſtriſſimus Philippus Maria Dux Mediolani, per Reverendum in Chriſto Patrem & Dominum Dominum Dei gratia Archiepiſcopum ſanctæ Mediolanenſis Eccleſiæ, ac Venerabilem virum Dominum Fratrem Philippum de Provanis Præceptorem Domus ſancti Anthonii Mediolani, & ſpectabiles inſigneſque Juris utriuſque Doctorem Dominum Franchinum de Caſtilliono Conſiliarium, & Ludovicum Crotum Secretarium dicti Domini Ducis Mediolani, ut de eorum poteſtate & mandato conſtat publico inſtrumento Mediolani confecto, ſub anno prædicto & die Lunæ, tertio menſis Novembris præteriti, & in caſtro Portæ Jovis, in quo reſidere habet præfatus Dominus Dux Mediolani ſcripto & ſignato per Donatum de Citero de Herba, filio quondam Domini Marchiſii civitatis Mediolani, Notarium publicum & Scribam prædicti Domini Ducis Mediolani, inierunt & contraxerunt, & ineunt, & contrahunt per hæc ſcripta bonam, veram & ſtabilem ligam, confœderationem & unionem, perpetuis temporibus duraturam, in modum qui ſequitur. Videlicet, dictus Dominus Dux Sabaudiæ, pro ſe ſuiſque filiis & hæredibus naturalibus & legitimis, Ducibus Sabaudiæ & Principibus Pedemontium, nec non pro quibuſcumque aliis ſuis hæredibus, juriſdictionem, territorium & Dominium ultrà Montes, atque pro univerſo territorio ſuo & Dominio, quod habet, tenet, & in futurum habebit & tenebit, ſuiſque ſubditis & vaſſallis, proque ſuis adhærentibus, colligatis & recommendatis veris, nominandis infrà tempus unius menſis à die præſentis celebrati contractus, qui adhærentes, colligati & recommendati veri ſint eſſeque debeant tempore nominationis de ipſis faciendæ. Item convenerunt & conveniunt & promittunt prædicti Procuratores, procuratoriis nominibus quibus ſuprà, alter alteri & viciſſim, Quòd dicti Domini Duces Sabaudiæ & Mediolani, non dabunt tranſitum, reductum vel receptum, ſtantiam neque victualia aut aditum, quemvis favorem, auxilium vel ſuffragium aliquibus inimicis alterius; imò prohibebunt poſſe tenus alter alterius honorem, utilitatem & commodum in quibuſcumque caſibus quæret & procurabit, alter alteri notificabit conſeſtim quæcumque ſenſerit, perceperit vel cognoverit, quandocumque tangentem in detrimentum & nocumentum aliqualiter perſonæ, honoris, utilitatis & ſtatus alterius, eaque toto poſſe prohibebit, & rebelles qui in futurum eſſent pro rebellibus reputabit, poſt notificationem de illis rebellibus per illum cujus ſunt rebelles alteri parti factam: atque prædictus Dominus Dux Sabaudiæ, illos qui machinati fuerint in mortem Illuſtriſſimi Joannis Mariæ Ducis Mediolani, quondam fratris præfati Domini Ducis Mediolani, pro ſuis rebellibus reputabit; rebelles verò alii eſſe intelligantur illi, qui machinati fuerint in perſonam & ſtatum illius cujus rebelles eſſe dicuntur; in numero quorum rebellium Januenſes non comprehendantur, quando contingeret, quod abſit, ipſam civitatem Januæ aliud Dominium quàm Dominium Domini Ducis Mediolani quoad præſens tenet, mutaſſe. Item convenerunt prædicti Procuratores nomine quo ſuprà, quòd ſi in futurum eveniret, quod Deus avertat, alterum prædictorum Dominorum per ejus inimicos in aliqua Civitate, villa, caſtro vel oppido perſonaliter obſeſſum eſſe, tunc & eo caſu quòd alter dictorum Dominorum non obſeſſus, teneatur & debeat ipſi tali obſeſſo pro omnibus viribus ſuis dare, præbere omnem favorem, auxilium & opem ſibi poſſibilem, adverſus inimicos dicti obſeſſi, & ad ipſius obſeſſi liberationem. Item Procuratores prædicti procuratoriis nominibus quibus ſuprà, promiſerunt & convenerunt, quòd ſi nunc & ullo unquam tempore alicui prædictarum partium guerra aliquà moveretur, eo caſu & tunc altera pars in quacumque nova guerra in &

pro

ANS J. C. 1427. pro defensione status partis cui talis guerra moveretur, & adversus moventem seu moventes guerram hujusmodi, teneatur dare favorem, auxilium & suffragium alteri parti adversus quem talis guerra moveretur, de mille & quingentis Equitibus gentium armigerorum, & hoc per spatium trium mensium sumptibus suis propriis, nec non ad requisitionem partis offensæ infra quadraginta dies post ipsam requisitionem factam; quòd verò spatium trium mensium incipere debeat, quotiescumque præfatus Dominus Dux Sabaudiæ dictum subsidium præbere haberet ipso Domino Duci Mediolani & gentibus armigeris Ultramontanis, dum & quando ipsæ gentes armigeræ applicuerint in & super territorio ipsius Domini Ducis Mediolani; & vice versâ, quotiescumque prædictum subsidium per præfatum Dominum Ducem Mediolani ipso Domino Duci Sabaudiæ ultra Montanas partes præberetur, tunc & eo casu spatium dictorum trium mensium incipere debeat, dum & quando prædicti gentes armigeri dicti Domini Ducis Mediolani, territorium ipsius Domini Ducis Sabaudiæ applicuerint: si verò pars subsidium requirens, ultra spatium dictorum trium mensium prædictum subsidium, auxilium & favorem habere requisiverit usque ad consummationem totalem dictæ guerræ; tunc altera pars requisita teneatur parti requirenti dictum subsidium, auxilium & favorem præstare, sumptibus tamen partis requirentis & non partis requisitæ, usque ad consummationem totalem dictæ guerræ: & si forsan imò & eodem tempore guerra ambabus partibus moveretur & fieret; tunc & eo casu adveniente, debeat & teneatur pars quæ minorem guerram habuerit, dare favorem & auxilium parti majorem guerram habenti, de illa gentium armigerorum quantitate, quæ conveniens fuerit & videbitur respectu guerræ utrique parti incumbentis oneris gravioris, quod incumberet habenti majorem guerram; quæ tamen quantitas declarari debeat, & tanta sit quanta declarabitur per tres ex Consiliariis præfati Domini Ducis Sabaudiæ, ut in Consilio suo ordinariæ residentiæ, per prædictum Dominum Ducem Mediolani statim orta differentia colligendis, totidem ex illis Domini Ducis Mediolani inter præfatum Dominum Ducem Sabaudiæ eligendis statim ut suprà; qui omnes etiam esse debeant Cognitores & Decisores differentiæ præteritæ, quæ occasione missionis gentium prædictarum, quomodolibet oriretur inter partes, quorum vel majoris partis eorum declarationi, decisioni ac meræ voluntati, extra etiam judicium, sine aliquo ordine vel solemnitate juris vel facti, omni exceptioni & remedio nullitatis, appellationis, restitutionis, supplicationis, & alio quocumque cessante, debeant stare partes, & remanere contentæ de illa subsidii quantitate quam declaraverint dari debere, illaque decisione quam facient in prædicta differentia: in qua declaratione & decisione, si forsan discordarent, debeat ultra prædictos, esse declarator, decisor & cognitor prædictorum omnium alius communiter eligendus, qui utriusque partis sit confidens; & quidquid ipse cum aliis prædictis, vel majori aut dimidia parte eorum, declaraverint & decliderint, debeat executioni mandare, quocumque remedio cessante ut suprà.

Item convenerunt, quòd alter prædictorum Dominorum, alteri in quibuscumque capiendis impresiis, debeat suis periculis & expensis favores quoscumque possibiles, & quæcumque possibilia præsidia dare & præstare, bona fide, realiter & ex corde, qui favores quæve præsidia dari, mitti, manuteneri, declarari & limitari debeant modis & formis in proximo præcedenti capitulo annotatis; & dummodò faciens talem impresiam, ipsam faciat de voluntate alterius; & alioquin altera pars non teneatur aliquod subsidium præstare, nisi quantum de sua voluntate processerit, teneatur tamen nullum præstare subsidium, opem vel favorem, facto aut verbo, illi contra quem ipsa impresia capta esset, atque etiam nihil omnino facere, directè vel indirectè, per se vel alium, aut quovis quæsito colore, ex quo posset talis impresia impediri vel turbari aut etiam cum dictis talem impresiam facientibus, in ipsa impresia deterior fieri quovismodo. ANS J. C. 1427. de

Item convenerunt & promiserunt prædicti Procuratores nomine quo suprà, quòd omnia quæ partes acquirent in casu guerræ fiendæ tantùm secundùm formam capituli immediatè præcedentis, de bonis Inimicorum suorum, debeant ambabus partibus esse communia, & communiter dividi inter partes; ita tamen, quòd si aliquid acquireretur magis congruum uni parti quàm alteri, debeat dimitti parti cui magis congruerit, pro sufficienti contracambio dando ejus loco alteri parti, etiam in loco eidem parti magis congruenti, per partem cui dimitteretur & magis conveniret res hujusmodi, secundùm decisionem & declarationem prædictorum, ut supra nominatorum, quorum declarationi & decisioni fiendæ juxta formam de qua superiùs sit mentio, ipsæ partes super facto hujusmodi contracambii stare debeant, omni remedio cessante ut suprà.

Item convenerunt dicti Procuratores nomine illorum quorum Procuratores existunt, quòd prædictæ partes de guerra quæ mota fuerit communi consensu, nullam facere possint pacem, treugam, concordiam, sufficientiam, abstinentiam ab offensis, ligam, intelligentiam & confederationem, cum aliquo Principe, Domino, Dominio, Communitate & alia quavis Mundi persona, cujusvis status, gradus & conditionis existat, nisi interveniat utriusque partis consensus & voluntas & de communi partium voluntate procedat, de qua constet per autenticam scripturam.

Item & procuratoriis nominibus prædictorum Dominorum Ducum Sabaudiæ & Mediolani, convenerunt ipsi Procuratores ad invicem, quòd omnia & singula suprà scripta, intelligantur intelligique tantummodo volunt & intendunt, quantùm ad alios Dominos & alia Dominia, quàm contra Dominium Venetiarum, & Communitatem Florentiæ, cum suis sequacibus & colligatis in præsenti guerra, & alios Dominos & Dominia, adhærentes, colligatos & recommendatos, reservatos ut suprà, respectu quorum Dominorum, Venetorum & Communitatis Florentiæ atque colligatorum & sequacium, ipsi Procuratores procuratoriis nominibus, uno animo & consensu convenerunt & promiserunt, ut infrà; Videlicet, quòd si contingat inter præfatum Dominum Ducem Mediolani, pro una parte, & Dominium Venetorum & Communitatem Florentiæ, pro alia parte, fieri pacem, ac novam aut confirmatoriam vel reformatoriam illius quæ Venetiis die xxx. mensis Decembris proximè præteriti celebrata fuit, eadem pace nova, confirmatoria vel reformatoria non obstante, postea inter ipsum Dominum Ducem Mediolani & Dominium Venetorum & Communitatem Florentiæ vel alterius eorum, de novo guerram fieri, & hoc, non interveniente ipsius Domini Ducis consensu; aut contingeret inter prædictos guerram continuare, quæ eveniret ex eo, quia non interveniente ipsius Domini Ducis Mediolani defectu, qui stare & acquiescere dictæ Paci Venetiis agitatæ vult & intendit, prædicta Pax Venetiis facta non confirmetur, vel executioni non mandetur; tunc & eo casu teneatur idem Dominus Dux Sabaudiæ permittere Mercatores, mercantias, victualia, & alios subditos dicti Domini Ducis Mediolani transire, discurrere per territorium ipsius Domini Ducis Sabaudiæ, eo modo & forma quibus ante guerram transibant & discurrebant; nec non eo casu desistat desistereque debeat dictus Dominus

ANS de J. C. 1427.

Dux Sabaudiæ, ab omni offensa quovismodo, directè vel indirectè, publicè vel occultè, per ipsum vel alium inferenda dicto Domino Duci & ejus subditis.

Præterea convenerunt ipsi Procuratores ut suprà, quòd in omnibus suprascriptis & infrascriptis reservetur, reservatumque esse intelligatur omne, totum & integrum jus Superioritatis Serenissimi Domini Romanorum Regis semper Augusti, adversùs quem præsens liga, confœderatio & unio minimè se extendat, extendereque possit vel debeat. Acta fuerunt hæc in civitate Taurini, in Episcopali ejusdem Civitatis domo: Præsentibus egregiis & nobilibus viris Domino Joanne Marchiandi Legum Doctore, Joanne & Reguino ex Comitibus Vallispergiæ, Domino Jacobo Spinula Cantore Ecclesiæ majoris Papiæ, Simone de Morigiis, Antonio de Revoyra, Joanne Marescalli, Guidone Columbi, Amedeo de Plozasco, Angelino Provanæ, Bartholomeo de Senis; & Joanne de Oxiis, testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

CCCLXXXI.

ANS de J. C. 1427. Savoye et Milan.

Donation de la Seigneurie de VERCEIL, *faite à* AME' VIII. *Duc de Savoye, par* PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, le 2. Décembre,* 1427. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 271.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus sancti, totiusque Curiæ supernalis, Amen. Noverint universi præsentes pariter & futuri, quod anno à Nativitate Domini nostri Jesu Christi sumpto millesimo quadringentesimo vicesimo septimo, Indictione sexta, die secunda mensis Decembris, constituti in præsentia nostrûm Notariorum & testium subscriptorum, Reverendissimus in Christo Pater & Dominus Dominus Bartolomæus Dei gratia Archiepiscopus sanctæ Mediolanensis Ecclesiæ, venerabilis & Religiosus vir Frater Philippus de Provanis Præceptor Domus sancti Anthonii Mediolanensis, spectabilis & egregius vir Dominus Franquinus de Castilliono Juris utriusque Doctor Consiliarius, & spectabilis Ludovicus Crotus Secretarius Illustrissimi Principis Domini PHILIPPI MARIÆ Angli, Ducis Mediolani & Papiæ, Angleriæque Comitis, ac Januæ Domini, Nati quondam Illustrissimi Principis Domini Joannis Galeas Vicecomitis olim primi Ducis Mediolani; Procuratores & procuratoriis nominibus ejusdem Domini Ducis Mediolani, habentes speciale mandatum, etiam ad donandum cuilibet Domino Principi & personæ, cujusvis status, gradus, dignitatis & conditionis existat, quamcumque Civitatem, Terram, fortalitium, villam, quodcumque castrum, omnemque locum, Portum & Pontem dicti Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, & quæ per eum seu ejus nomine teneantur & possideantur quomodocunque, etiam si sub homagio vel in feudum teneantur, cum omnium eorum & cujuslibet eorum rationibus, actionibus, jurisdictionibus, regiminibus, honorantiis, emolumentis, intratis, honoribus & præeminentiis universis, cum cessione jurium & actionum ipsi Domino Duci Mediolani pertinentium; habentes etiam speciale mandatum ad prædicta cum libera, ut in instrumento dicti Procuratorii, recepto per Donatum de Castro de Herba, filium quondam Domini Marchisii civitatis Mediolanensis Portænovæ, Parrochiæ sancti Fidelis, Imperiali autoritate Notarium publicum, sub anno prædicto à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo vicesimo septimo, Indictione sexta, die Lunæ tertio, mensis Novembris, sigillo etiam ipsius Domini Ducis Mediolani sigillato. Constituti, inquam, præfati Procuratores, in cellulis eorum mentis revolventes, cogitantes verum amorem, quem habet & gerit ipse Illustrissimus Dominus Dux Mediolani erga *Illustrissimum Dominum* AMLDEUM *Primum Ducem Sabaudiæ, consanguineum carissimum* ipsius Illustrissimi Domini Ducis Mediolanensis, & bona & acceptabilia servitia eidem Illustrissimo Domino Duci Mediolanensi, per præfatum Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudiæ facta & impensa; & quod tempore quo fuit juvenis ipse Dominus Dux Mediolan. post mortem Illustrissimorum Dominorum Ducis Mediolan. Patris, & Ducis Mediolan. fratris ipsius Ducis moderni, quo tempore ipse Dominus Dux Mediolan. modernus à vicinis suis multùm guerris opprimebatur, dictus Dominus Dux Sabaudiæ non solùm ab oppressionibus & guerris eidem Domino Duci Mediolan. inferendis destitit, quinimò & eundem Dominum Ducem Mediolan. suis consiliis, victualibus è patria sua ad patriam Mediolanen. ac etiam aliis mercantiis vehi & transferri permisit, ac etiam omnibus aliis favoribus quibus potuit, fovit gratiosis, & omnem favorem quem potuit idem Dominus Sabaudiæ, ipsi Domino Duci Mediolan. præbuit incessanter, ac posteà continuè à prædictis non destitit: prædictis causantibus, ne ipse Dominus Dux Mediolanen. tantorum beneficiorum videatur immemor, ut ipse Dominus Dux Sabaudiæ de prædictis remunerationem consequatur, contemplatione, & ob remunerationem ipsorum meritorum, quæ merita pro notoriis habent & tenent: Nolentes ullo unquam tempore, de ipsis meritis aliquam probationem exigi nec fieri, ipsorum meritorum causa simili subsequentium existente; & etiam ex liberalitate ipsius Domini Ducis Mediolanen. super subsequentibus ore tenùs expressum mandatum ab ipso Domino Duce Mediolanen. habentes, eidem Domino Duci Sabaudiæ licet absenti, strenuisque Militibus Dominis Humberto Bastardo de Sabaudia, Gaspardo de Montemajori, & Manfredo ex Marchionibus Salutiarum, Marescallis Sabaudiæ, & spectabili & egregio Domino Petro Marchandi legum Doctori, Ambasciatoribus & Procuratoribus dicti Domini Ducis Sabaudiæ, ut de procuratione eorum constat literis autenticis ipsius Domini Ducis Sabaudiæ, sigillis suis sigillatis, & manu Vulliermi Bolomerii ejus Secretarii signatis, sub anno Domini millesimo quatercentesimo vicesimo septimo, & die vicesima quinta mensis Octobris, datis Aquis: Præsentibus & stipulantibus, ac etiam nobis Notariis præsentibus & stipulantibus more publicarum personarum, vice, nomine & ad opus ipsius Domini Ducis Sabaudiæ & suorum successorum, nec non quorum interest vel interesse poterit in futurum. Dant, donant, transferunt, cedunt, concedunt & tradunt, donatione pura, mera & irrevocabili, quæ dicitur inter vivos, nulla insinuatione indigente, nec aliqua ingratitudinis causa, vel alia facto vel jure revocanda; eidem Domino Duci Sabaudiæ, & suprà proximè nominatis, recipientibus & stipulantibus ut suprà, nomine ipsius Domini Ducis Sabaudiæ, pro se & suis hæredibus & successoribus, & quibus dare vel alienare voluerit, salvo jure, laudo & consensu cujuscumque, à quo vel quibus prædicta moveri reperirentur: videlicet, CIVITATEM VERCELLENSEM cum toto ejus territorio & districtu, castris, villis, oppidis, redditibus, censibus, jurisdictionibus, emolumentis, piscariis, furnis, molendinis, baptistoriis, aquis, aquarum decursibus, portibus, pontanagiis, pedagiis, gabellis, tributis, angariis & parangariis, bulletis, subsidiis, venationibus, leydis, & aliis suis juribus & pertinentiis quibuscumque, & quocumque nomine censeantur, etiam si hîc omnia expressa non fuerint, & cum omnibus quæ dictus Dominus Dux Mediolanens. in dicta civitate Vercellensi & territorio ejusdem, quæcumque solitus est ibidem habere, percipere, & recuperare ipse Dominus Dux Mediolanens.

ANS de J. C. 1427.

NS J. C. 1427. nens. per se vel ejus Officiarios quoscunque; & hæc omnia videlicet à flumine Sicidæ citrà à parte reliqui territorii dicti Domini Ducis Sabaudiæ: cum ista declaratione, videlicet, quòd si essent aliquæ terræ, loca, portus, vel alia ex supradictis districtus & territorii Vercellarum, ultra dictam aquam Sicidæ à parte reliqui territorii dicti Domini Ducis Mediolani, quæ loca ultra Sicidam existentia, aliquas pertinentias vel fines haberent citra Sicidam à parte territorii dicti Domini Ducis; quòd illi tales fines seu pertinentiæ debeant remanere ipsis locis ultra Sicidam: & viceversa, si sint vel existant aliquæ terræ vel loca, portus vel alia superiùs descripta, districtus ipsius loci Vercellens. citra Sicidam, quæ habeant ultra Sicidam à parte territorii dicti Domini Ducis Mediolanens. aliquas pertinentias vel fines; quòd illi tales fines & pertinentiæ debeant remanere, spectareque & pertinere ad loca dicti loci citra Sicidam existentia, & de Dominio dicti Domini Ducis Sabaudiæ, ac si essent citra Sicidam: reservatis etiam in omnibus & per omnia, singularibus personis utrorumque Dominiorum, eorum bonis & possessionibus, tam ultra quàm citra Sicidam existentibus: ita quòd de eisdem gaudere possint & debeant, sine contradictione quacunque, ea lege & conventione, quòd si aliqua dissensio vel discordia, occasione prædictorum finium & divisionis territoriorum oriretur, Decisores esse debeant Consiliarii utriusque partis, cum uno partium Confidente, secundùm modum & formam capituli, in simili ad differentias sedandas positi contractu ligæ hodie inter ipsos Dominos celebratæ, & per nos infrascriptos Notarios rogatæ. Dantes & concedentes ipsi Domini Procuratores & nuncii dicti Domini Ducis Mediolani superiùs nominati, ipsi Domino Duci Sabaudiæ, vel ejus Marescallis, alterive ipsorum, ac aliis quibuscumque ab ipso Domino Duce vel ejus successoribus, ad hoc mandatum habenti vel habentibus; plenam, puram, liberam & omnimodam potestatem, possessionem corporalem & realem, ac apprehensionem dictarum Civitatis, locorum, castrorum & territorii, ejusdemque pertinentiarum, & aliorum superiùs descriptorum, etiam vi armata si opus fuerit, absque aliqua pœna vel delicto incurrendo, apprehendendi, detinendi, conservandi, & retinendi sua propria authoritate, absque dicti Domini Ducis Mediolanens. alicujusve superioritatis, vel alterius cujuscumque Magistratus vel Judicis, seu alterius personæ licentia vel mandato: Constituentes se nomine dicti Domini Ducis Mediolanens. & ipsum Dominum Ducem Mediolani prædictam Civitatem cum ejus territorio, castris, villis, oppidis, pertinentiisque quibuscumque, & aliis supra descriptis, nomine dicti Domini Ducis Sabaudiæ & suorum successorum, possidere & tenere, quousque ipse Dominus Dux Sabaudiæ & sui, seu alii pro eo possessionem prædictorum acceperint corporalem, Mandantes ipsi Domini Procuratores & Ambasciatores, omnibus & singulis fidelibus, feudatariis, emphiteotis, subditis, & aliis quibuscumque dictæ Civitatis, territorii & locorum prædictorum, Officiariisque, custodibus castrorum, portarum citadellæ, castellanis, vicariis, cavalleriis, pedagiatoribus, gabellatoribus, receptoribus, bulletariis, & aliis quibuscumque Officiariis dicti Domini Ducis Mediolani, majoribus & minoribus, quatenùs prædicto Domino Duci Sabaudiæ, ejusve Marescallis, seu alteri ipsorum, vel alteri pro parte ipsius Domini Ducis Sabaudiæ ibi misso, & potestatem habenti, pareant, obediant & intendant, ac ipsam Civitatem, Citadellam ejusdem, Castraque & portas, ac etiam alia castra, loca, villas & oppida ipsius territorii & districtus Vercellensis ut supra donata, expediant & tradant liberè & absque quavis contradictione, & hoc sub pœna rebellionis, indignationis ipsius Domini Ducis Mediolani, cæterique Officiarii, Gabellatores, Pedagiatores, & alii superius nominati, nec non etiam & quicumque Notarii aliqua Instrumenta habentes de redditibus, servitutibus, censibus, servitiis, aliisve ad Dominum ipsius Civitatis & Dominii ejusdem pertinentibus, sub eadem pœna: etiam mandantes, ut illa omnia supra nominata, pro parte dicti Domini Ducis Sabaudiæ ibi accedentibus, illa tradant liberè & expediant, nullo eisdem impedimento apponendo; ea tamen lege & conventione, per solemnem stipulationem inter prædictos Procuratores invicem, & nobis Notariis ut supra stipulantibus factam, quod omnes & singulæ Intratæ ordinariæ & extraordinariæ tam Daciorum quam Gabellarum, taxarum & alterius cujuscumque maneriæ, ipsarumque Intratarum debitores quicunque, ratione temporis præteriti tantum, à die fiendæ traditionis dictæ Civitatis ut infra, retro sint & esse debeant ipsius Domini Ducis Mediolani, ac sibi remanere debeant: ita quod ipsas intratas & ipsos debitores pro dicto tempore præterito exigi facere possit, tam in Judicio quàm extra pro suo libito voluntatis, talique exactioni ipse Dominus Dux Sabaudiæ suique Officiales, qui in prædicta Civitate reperirentur, omne brachium, omnemque sibi possibilem favorem præbere teneantur: promittentes prædicti Procuratores Domini Ducis Sabaudiæ, ipsis Domini Ducis Mediolani Procuratoribus, nobisque Notariis ut supra recipientibus & stipulantibus, omnes & singulos Cives prædictæ Civitatis Vercellarum, ejusque districtuales, tam nobiles quàm plebeos & rusticos, & maximè omnes nobiles de Titionibus vel Cives Vercellarum, qui per ante dictam donationem subditi ipsius Domini Ducis Sabaudiæ esse veniant, clementer, gratioseè atque benignè tractare; & quòd ita per eundem Dominum Ducem Sabaudiæ, & per suos tractabuntur, neque eis imputabuntur aliqua præterita quomodocumque per eos commissa, tanquam Cives Vercellarum, nec eorum ratione contra ipsos vel aliquem ipsorum procedetur: Quæ omnia & singula suprascripta fecerunt & contraxerunt, faciunt & contrahunt prædicti omnes Procuratores utriusque partis, cum infra scriptis modis, conditionibus & formis, in singulis partibus præcedentibus intelligendis, solemnique stipulatione invicem, & nobis infra scriptis Notariis ut supra recipientibus, solemniter vallatis, & non aliter. Videlicet, quod Citadella, Castrum & omnia fortalitia, custodiæque portarum prædictæ Civitatis, liberè, vacuè & expeditè tradi & assignari debeant, hinc ad diem octavam præsentis mensis inclusivè, per totam diem Magnificis Militibus Dominis Gaspardo Domino Montismajoris, & Manfredo ex Marchionibus Salutiarum, ipsius Domini Ducis Sabaudiæ Marescallis, nomine ejusdem Domini Ducis Sabaudiæ recepturis, aut alteri eorum utriusque nomine recipienti: ea lege & conventione, quod expectari debeat & attendi, utrum ratificatio contractus Matrimonii, per supra scriptos Procuratores inter ipsum Dominum Ducem Mediolani, & *Illustrem Domicellam Dominam Mariam Filiam majorem Domini Ducis Sabaudiæ*, hodierna die contracti & rogati per nosmet Notarios infra scriptos, & similiter ratificatio contractus dotalis ut supra confecti & rogati, fiet & legitimè sequetur per eundem Dominum Ducem Sabaudiæ & filiam suam prædictam, secundum quod in eisdem supradictis Contractibus de ratificando promissum est & conventum, vel non fiet: qua ratificatione Patris & Filiæ legitimè sequente, & eidem Domino Duci vel ab eo mandatum habenti in autentica forma tradita & assignata erunt; statim locum habeant prædicta omnia & alia infra scripta, purè, verè, omni exceptione remota, de ipsaque Civitate Vercellarum, ejusque juribus & pertinentiis, declaratis & limitatis ut supra, idem Dominus Dux Sabaudiæ & prædicti Domini Marescalli, aut quicumque alii ejus nomine, disponere possint pro libito voluntatis ipsius Domini

ANS J. C. 1427.

Ducis

ANS de J. C. 1427. Ducis Sabaudiæ : idemque sit & esse intelligatur, si contingeret, quod absit, propter supervenientem obitum præfatæ Domicellæ Dominæ Mariæ, prædictam ratificationem fieri non posse : si verò contingeret prædictam ratificationem non sequi nec fieri ex voluntate ipsius Domini Ducis Sabaudiæ, ejusque Filiæ prædictæ, aut alterius ipsorum qui renuerent vel renueret eam facere ratificationem ; tunc & eo casu prædictam Civitatem cum suis Juribus & pertinentiis ut supra, antedicti Domini Marescalli & uterque eorum, ipsius Domini Sabaudiæ Ducis nomine, eidem Domino Duci Mediolani, seu ab eo mandatum habentibus, vel habenti, retro tradere & restituere liberè & expeditè teneantur & debeant, & eo casu omnia contenta in præsenti Contractu cassa, irrita & nulla esse intelligantur, & sint prorsus & omninò perinde ac si nihil eorum contractum esset, gestum vel factum : ea tamen lege & conventione, solemni stipulatione vallata ut suprà ; quòd in omnem casum prædictorum & aliorum omnium, nihilominus liga hodierna die per prædictos Procuratores inter antedictos Dominos Duces contracta, & per nos infrà scriptos Notarios publicè rogata, rata & firma maneat in omnibus & per omnia, ut jacet ad contextum ; quæ tamen liga esse debeat nulla & invalida, casu quo constaret per ipsum Dominum Ducem Mediolani, esse impeditam & negatam dispensationem per summum Pontificem super dicto matrimonio contrahendo fiendam : idem esse debeat, si ipse Dominus Dux Mediolani contractum ligæ ipsius, & contractus alios, videlicet matrimonii, constitutionis dotis, donationis Civitatis Vercellarum, & conventionum factarum de non alienando Civitatem Astensem ; simul & de operando quòd Crescentinum recognosci debeat ab eodem Domino Duce Sabaudiæ, per omnes tractatus hodie celebratos inter dictos Procuratores, & per nos infra scriptos Notarios rogatos, non ratificaverit infra terminos in dictis Contractibus appositos, aut saltem per quindecim dies post terminos ipsos in publica forma : remanentibus tamen formis in ipsis contractibus appositis, quoad omnia alia in eisdem contractibus contenta. Acto etiam, convento & in pactum expressum deducto, quòd locus, castrum, villa & territorium recepti, cum eorum pertinentiis, etiam si de territorio Vercellensi esse reperirentur, & ultra Sicidam sit, & pleno jure remaneat & remanere debeat Illustrissimo Domino Sabaudiæ Duci, ejusque hæredibus & successoribus, ac causam ab eo habituris : promittentes prædicti Procuratores & Ambassiatores dicti Domini Ducis Mediolani, per juramenta sua ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præstita, ut suprà, & sub obligatione omnium bonorum dicti Domini Ducis Mediolani, ut suprà, prædicta omnia suprà & infrà scripta ratificari facere dicto Illustrissimo Domino Duci Mediolani, hinc ad proximum festum Nativitatis Domini ; & de dicta ratificatione instrumentum publicum & solemne, sigillatum etiam sigillo ipsius Domini Ducis Mediolani, cum clausulis, promissionibus, renunciationibus, juramentis & aliis opportunis, apportari facere intrà dictum tempus, & illud tradere in manibus Illustris Domini Principis Pedemontium, vel ejus cui tradi mandaverit : similiterque prædicti Procuratores Domini Ducis Sabaudiæ promiserunt solemni stipulatione, prædictum Dominum Ducem Sabaudiæ, eo modo & infrà idem tempus ratificaturum, & ratificationem Domino Duci Mediolani, aut ejus Ambassiatoribus missurum, ut supra dictum est de ratificatione fienda ex parte Domini Ducis Mediolani. Acta fuerunt hæc in Civitate Taurini, videlicet in domo Episcopali ejusdem Civitatis : Præsentibus Egregiis & Nobilibus Viris Domino Joanne Marchandi legum Doctore, Jeannino & Aiguino ex Comitibus Vallispergiæ, Domino Jacobo Spinola Cantore Ecclesiæ Majoris Papiæ, Simone de Moringiis, Vauterio de Ravoyria, Joanne Marescalli, Guidone Columbi, Amedeo de Plozasco, Angelino Provana, Bartolomeo de Senis, & Joanne de Oxiis, testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis. ANS de J. C. 1427.

CCCLXXXII.

Contract de Mariage entre PHILIPPE MARIE *Duc de Milan, &* MARIE DE SAVOYE. *Fait le 2. Décembre* 1427. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 344. SAVOYE ET MILAN.

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejusdem millesimo quatercentesimo vigesimo septimo, Indictione sexta, die secunda mensis Decembris. Per hoc publicum instrumentum cunctis fiat manifestum : Quòd *Illustrissimi Principes & Excellentissimi Domini, Dominus Amedeus Dux Sabaudiæ, Chablaysii, & Augustæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium, & Gebennensis, Valentinensisque, & Dyensis ; & Dominus* PHILIPPUS-MARIA Anglus Dux Mediolani, &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus ; secundùm quòd infrà scripti ipsorum Dominorum Procuratores nobis infrà scriptis Notariis, & in præsentia testium infrà scriptorum, protestati sunt ex multis variisque Majorum exemplis, & rerum ipsarum experientiis apertè cognoscentes, Statui Magnorum Principum nihil esse salubrius, nihilque ad tranquillam jucundamque subditorum suorum vitam accommodatius, quàm bene & pacificè cum suis finitimis vivere, cum eorumque propinquioribus Dominis aliqua sanguinis affinitatisve necessitudine perstringi ; memoriaque repetentes quantum honoris, quantum utilitatis & boni, splendidissimum illud memoratumque dignissimum matrimoniale Sacramentum Illustrissimi quondam altæ memoriæ Prædecessorum suorum Domini Galeas Vicecomitis Avi paterni ipsius Domini Ducis Mediolani, & Dominæ Blanchæ de Sabaudia Sororis Avi paterni ipsius Domini Ducis Sabaudiæ, produxerit non modo ipsis Dominis, verum etiam subditis utriusque qui ab indè usque in hæc ferè tempora tutè & liberè invicem sunt versati ; & deinde recensentes consanguinitatem illam jam propemodum senescere ad ultimumque consanguinitatis gradum attingere ; atque à Deo esse datum, ut in hoc fluctuoso variarum turbationum tempore se se habilitas renovandæ ipsius consanguinitatis exhibeat in persona ipsius Domini Ducis Mediolani, & *Illustris Domicellæ Dominæ* MARIÆ *Filiæ majoris Domini Ducis Sabaudiæ* prædicti : scientes nihilominus consanguinitatis gradum inter eos vigentem prohibere Matrimonium istud absque Dispensatione legitimè contrahi, cùm ipsi Domini duo Duces se invicem, in tertio consanguinitatis gradu constitutos esse cognoscant, Domicellamque ipsam quartum gradum ingressam ; sed in benignitate & clementia Apostolicæ Sedis confidentes, ex certa scientia, deliberatoque animo proposuerunt firmiterque determinarunt, quòd accedente Sedis Apostolicæ consensu Matrimonium prædictum omninò fœliciter contrahatur, ut exinde non solum renovatæ, sed imò potiùs continuatæ & augmentatæ consanguinitatis & affinitatis fœdere conjuncti ipsi Domini primùm, descendentesque sui pariter, & subditi omnes cum tota eorum Patria pacificè, quietè & salubriter simul vivere possint, & veræ tranquillitatis amœnitate perfrui mereantur. Quamobrem Magnifici, & Generosi Milites Dominus Humbertus Bastardus de Sabaudia, Dominus Gaspardus Dominus Montismajoris, Dominus Manfredus ex Marchionibus Salutiarum Milites, & præfati Domini Ducis Sabaudiæ Marescalli ; Spectabilisque Dominus Petrus

ANS J. C. 1427. Petrus Marchiandi Legum Doctor famosus, omnes ipsius Domini Ducis Sabaudiæ Consiliarii, & Procuratores ad infrà scripta legitimè constituti, sicut constat publicis litteris signatis per Guillermum Bolomerii, ejusdem Domini Ducis Sabaudiæ Secretarium die vigesima quinta Octobris, anno Domini millesimo quatercentesimo vigesimo septimo, ipsius D. Ducis Sabaudiæ Procuratorio nomine. Pro quo nihilominus sub juramento, & obligatione omnium bonorum suorum promiserunt, quòd ipse D. Dux præsentem contractum ratificabit, & ultrà ratificationem suam faciet & operabitur, quòd Domina Maria Domicella prædicta ejus Filia ipsum similiter ratificabit. Et ulteriùs dicti Procuratores nomine etiam præfatæ Domicellæ D. Mariæ, pro qua licet mandatum non habeant juxta morem Patriæ ut asseruerunt, similiter tamen sub juramento, & obligatione omnium bonorum suorum de rato promiserunt ex una parte: & R. in Christo Pater, & D. D. B. Dei & Apostolicæ Sedis gratia Archiepiscop. Sanctæ Mediolan. Ecclesiæ, Maximus Dignissimusque in Ecclesia Dei Prælatus; & Venerabilis, atque Magnæ Religionis Vir D. Frater Philippus de Provanis Præceptor Domus Sancti Anthonii Mediolan. nec non Spectabiles D. Franchinus de Casteliono Juris utriusque Doctor famosus, Consiliarius, & Aluysius Crottus vir utique notabilis, Secretarius Ducalis, & omnes Oratores, & Procuratores præfati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani ad infrà scripta speciaiiter constituti, sicuti de eorum Mandato constat publico instrumento tradito & rogato per Donatum de Cistro de Herba, anni præsentis, & die tertia mensis Novembris ex altera parte: præfatorum duorum Illustriss. D. D. suorum laudabile propositum exequi volentes, ad laudem & gloriam Altissimi omnium rerum Conditoris, omniumque bonorum, præsertim Matrimonialis Sacramenti præcipui Authoris, qui non sine magno mysterio Sexta illa die qua Fabricam universam compleverat, Sanctissimum istud Matrimonii Sacramentum instituit pariter & benedixit; ad laudem etiam & gloriam Sanctæ Glorioissimæ Dei Genetricis Mariæ, quam Deus Matrimonialis Sacramenti vinculo non sine Magno Consilio astrictam esse voluit, cujus suavissimum, Sanctissimúmque Mariæ nomen utrumque prædictorum Conjugum simul stringens, futuram ipsorum invicem animorum firmissimam unionem, & abundantiam futuræ in ipsis graviter ac fortissimè bonæ prolificationis importat; & denique ad laudem & gloriam totius Cœlestis Curiæ triumphantis; nec non ad perpetuum stabilimentum, conservationem & augmentum Status ipsorum D. D. & subditorum suorum pacem perpetuam pariter & tranquillitatem ex certa scientia sponte & deliberatè nominibus quibus suprà per solemnem stipulationem in Verbo Principis, & sub fide Juramenti, manu corporaliter tactis Scripturis inierunt, firmaverunt & contraxerunt, atque ineunt, firmant & contrahunt verum, legitimum & indubitatum Matrimon. inter præfatum Illustriss. D. Philippum-Mariam Anglum Ducem Mediolani, & præfatam Illustriss. Domicellam Dominam Mariam de Sabaud. natu majorem Filiam præfati Illustriss. D. Sabaud. Ducis; accipientes prædicti Oratores & Procuratores ipsius Domini Ducis Mediolani ejus nomine eandem Domicellam Dominam Mariam in veram, legitimam & indubitatam Conjugem & Uxorem ipsius Domini Philippi-Mariæ Ducis Mediolani; & versa vice prædicti Procuratores Domini Ducis Sabaudiæ ipsius Domini Ducis, & præfatæ Domicellæ Dominæ Mariæ nomine, accipientes eundem Dominum Philippum-Mariam Anglum Ducem Mediolani in verum, legitimum & indubitatum ipsius Dominæ Mariæ Conjugem, & Maritum. Quæ omnia prædicti omnes utriusque partis Procuratores firmaverunt & contraxerunt sub ista conditione in principio, medio & fine præsentis Contractus intellecta, & non aliter; videlicet, si Sanctissimus D. noster Papa pro sui clementia, annuente D. super impedimento prædicto urgentis inter eos consanguinitatis dispensaverit, taliter quòd Matrimon. legitimum esse possit inter prædictos. Quibus sic actis prædicti Procuratores Illustriss. Principis D. Ducis Sabaud. Procuratorio nomine ejusdem constituunt in dotem, & nomine dotis præfatæ Illustris Domicellæ Dominæ Mariæ, prædicto Illustriss. D. Duci Mediolani, & nobis Notariis infrà scriptis ad opus ipsius D. Ducis Mediolani stipulantibus & recipientibus, centum millia Ducatorum seu florenorum auri, ut de ipsius dotis constitutione, ac etiam ejusdem restitutione plenius constabit instrumento per nos infrà scriptos Notarios hodie & statim recipiendo. Promittentes sibi invicem dicti Procuratores nominibus suprà scriptis per solemnem stipulationem in Verbo Principis, & sub fide juramenti ut suprà, & obligatione omnium bonorum suorum principalium, hunc Matrimonii Contractum partes subscriptas perpetuò ratum & firmum habituras, neque ullo tempore unquam directè vel indirectè, publicè vel occultè executionem vel implementum ipsius impedituras; quin imò pro posse prædictos D. operaturos, per suasque litteras & Nuncios supplicaturos, atque diligenter, sollicitè realiterque & fideliter omnem facturos instantiam possibilem apud Sanctissimum Dominum nostrum Papam, pro obtinenda antedictæ prohibitionis dispensatione. Et ita ipsi Procuratores utriusque partis suprà dictis nominibus per hoc præsens publicum instrumentum ad pedes Sanctissimi Domini nostri Papæ instantissimè, humiliter & devotissimè supplicant, quatenus pro tanto ita Singulorum, Magnorumque Principum, & subditorum suorum bono in hujusmodi Matrimonio suam dispensationem interponere dignetur pro sui clementia feliciter & votivè. De quibus omnibus & singulis suprà scriptis antedicti omnes Procuratores nominibus quibus supra mandaverunt, & rogaverunt per nos infrà scriptos Notarios publicum instrumentum fieri, nobis licentiam præbentes; & ita invicem convenientes, quòd de ipsis unum & plura exempla pro libito voluntatis ipsarum partium, & utriusque earum conficere, ipsisque partibus, vel alteri earum tradere valeamus. Acta fuerunt hæc in Civitate Thaurini, videlicet in Domo Episcopali ejusdem Civitatis, præsentibus Egregiis & Nobilibus Viris Domino Joanne Marchiandi Legum Doctore, Joanne, & Reguino ex Comitibus Vallispergiæ, Domino Jacobo Spinola Cantore Ecclesiæ Majoris Papiæ, Viterio de Rovoria, Guidone Columbi, Amedeo de Prozasco, Angelino Provanæ, testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis. ANS J. C. 1427.

ANS de J. C. 1428. BOURGOGNE ET HAINAUT.

CCCLXXXIII.

Reconciliation entre PHILIPPE *Duc de Bourgogne, & Comte de Flandres, & Dame* JAQUELINE *de Baviere, Comteſſe de Hainault; faite à Delft le 3. de Juillet*, 1428. Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 14.

PHILIPS Hertoge van Bourgoignen, Grave van Vlanderen ende Artois, van Burgoignen Palatijn, Heere van Salins ende van Mechelen, Ruwaert ende Oir der Landen van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt: Ende JACOBA by der genaden Godts Hertoginne in Beyeren, Gravinne van Henegouwen, van Hollandt, van Zeelandt, van Pontilu, ende Vrouwe van Vrieſlandt; doen cond alle luyden, dat wy aenſiende den grooten ſwaren laſt, ſchade ende afterdeel toekomende om de Veede, tweedracht ende geſchille wille, die opgeſtaen en gereſen zijn, ende langen tijdt geduirt hebben tuſſchen ons Hertoge, onſen Landen, Luyden, Onderſaten, Hulperen ende Mede-plegeren aen die eene zyde. Ende ons Hertoginne, onſen Landen, Luyden, ende Onderzaten, Hulpen ende Mede-plegeren aen de andere zyde. Ende te ſchouwen de groote bloetſtortingen ende andere hoemoet, die ſoo langer ſoo meer daer af ſpruyten ende toekomen mochte, merckende oock die heymelijckheden ende die naerheyt van Bloede weſende tuſſchen ons. Waerom wy begeren mit aller gunſt, dat die voorſz Veede, tweedracht ende geſchille nedergeleyt ende geſoent mogen weſen: Hebben om die welvaert, nutſchap ende oirbaer van ons ende onſe Landen ende Luyden voornoemt, rype raden alvooren daer op gehadt, aen beyden zyden, gedadinght, overdragen ende gheſloten ter eeren Godts, ſyner gebenedyder Moeder, ende allle Sanctен ende Sanctinnen van Hemelrijck, dadingen, dragen over, en ſluyten een goeden vaſten ſtadige ſoene, na den poincten, ende in der manieren hier nae volgende.

I. In den eerſten ſullen wy Hertoginne renunchieren ende afſtaen voor Notariſſen ende Oirkonden, der Appellatie leſt gedaen in den Hove van Romen, by onſen Procureur van den Sententie ende wijſdom, gegeven in den voorſz Hove; by den Eerwaerdigen in Gode, den Cardinael van Bouloigne, ende uytſpraecke des Vrydaeghs negen dagen in Januario leſtelijck, ter oirbaer van wylen Hertoge Jan van Brabant zal. ged., in die ſaecke, die daer langen tijt gehangen heeft op't recht van't Huwelijck vande voorſz Hertoge van Brabant ende ons, ende ſullen obedieren ende gehoorſaem zijn der voorſcheve Sententie, ende die van waerden houden.

II. Voort ſoo ſullen wy machtigen ende onſe Procureurs ſtellen, dat niet wederroepelijck, ende vorder ſulcke Perſoonen, als by onſen voorſz Neve genoemt weſen ſullen, omme ſulcke Renunchiatie te doen in handen van ons H. Vaders des Paus, ende ander waer dat behooren ende van noden weſen ſal.

III. Item dit aldus ghedaen weſende, wy Hertoge ſullen onſer liever Nichte Vrouwe Jacoba Hertogenne in Beyeren voorſz, kennen ende houden te weſen Gravinne der ſelver Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt. Des ſoo ſullen wy Hertoginne voorſz onſen voorſz Neve den Hertoge van Bourgoigne kennen voor onſen rechten Oir ende Erfgenaem, ende ook Ruwaert Gouverneur onſer voorſz Landen, ende ſullen hen *van nieuws gunnen* en overgeven't Ruwaertſchap ende Regiment van den ſelven onſen Lande, ende in ſijnre handen ſetten alle de Sloten der voorſz Landen, ende ſullen dan te ſaemen trecken over alle in den goeden Steden ende andere Plaetſen der Landen voorſz, daer dat behooren ſal

ANS de J. C. 1428. BOURGOGNE ET HAINAUT.

CCCLXXXIII.

Traduction de ce Traité.

PHILIPPE *Duc de Bourgogne, Comte de Flandres & d'Artois, de Bourgogne Palatin, Seigneur de Salins & de Malines, Grand Bailli hereditaire de Hollande, Zelande & Friſe;* & JAQUELINE *par la grace de Dieu Ducheſſe de Baviere, Comteſſe de Hainaut, de Hollande, Zelande, de Pontilu, & Dame de Friſe, ſçavoir faiſons à tous que conſiderant les grandes charges, les dommages & deſavantages qui ſont nez de l'inimitié, diſcorde & diſſention qui ont été & ont duré un long tems entre nous Duc, nos pais, peuples, ſujets, adherents & aſſiſtans d'une part; & nous Ducheſſe, nos païs, peuples, ſujets, adherents & aſſiſtans d'autre; & pour éviter la grande effuſion de ſang, & autres deſaſtres qui pouroient de plus en plus en arriver, & conſiderant auſſi la proximité de ſang qui eſt entre nous; c'eſt pourquoy nous deſirons de tout nôtre cœur que les ſuſdites inimitié, diſcorde & differens ſoient mis bas & aſſoupis. Et avons pour la proſperité, neceſſité & proffit de nous, de nos païs & ſujets ſuſdits, aprés meure deliberation là deſſus, de part & d'autre conclu, convenu, & arrêté à l'honneur de Dieu, de ſa bienheureuſe mere, & de tous les ſaints & ſaintes du Royaume des cieux; coucluons, convenons, & arrêtons une ferme & durable reconcillation, ſuivant les points & la maniere ſuivantes.*

I. Premierement nous Ducheſſe renoncerons & nous deſiſterons pardevant Notaire & témoins de l'apellation dernierement faite à la Cour de Rome par nôtre Procureur, d'une ſentence renduë en la ſuſdite Cour, par le Reverend Cardinal de Boulogne, & prononcée le vendredi neuviéme de Janvier dernier, au proffit du feu Duc Jean de Brabant d'heureuſe memoire, en l'affaire qui a été long tems agitée pour raiſon du mariage de nôtre ſuſdit Duc de Brabant & nous; & que nous obeirons à ladite ſentence, & la tiendrons pour valable.

II. Et nous établirons pour nos Procureurs irrevocables telles perſonnes qui ſeront nommées par nôtre ſuſdit neveu, pour faire ladite renonciation és mains de nôtre Saint Pere le Pape, & ailleurs où il appartiendra & ſera de beſoin.

III. Ce qui étant ainſi fait nous Duc reconnoîtrons & tiendrons nôtre chere Couſine Dame Jaqueline Ducheſſe de Baviere ſuſdite, pour Comteſſe des mêmes Païs de Hainaut, de Hollande, de Zelande & de Friſe. En quoy faiſant nous Ducheſſe ſuſdite reconnoîtrons nôtre Couſin le Duc de Bourgogne pour nôtre legitime heritier, & lui accorderons de nouveau & lui cederons, le Ruwaerſchap *& Gouvernement deſdits nos païs; & remettrons entre ſes mains tous les châteaux des ſuſdits païs; & irons aprés conjointement dans toutes les bonnes villes & places deſdits païs où il appartiendra pour y être reçus les foy & hommage, ſçavoir nous Ducheſſe ſuſdite comme heritiere & legitime Dame deſdits païs, & nous Duc comme hoir, & Gouverneur*

ANS J. C. 1428.

sal omme aldaer gehult ende ontfangen te weſen. Te weten, wy Hertoginne voorſz als Erfgenaem ende rechte Landts-Vrouwe, ende wy Hertoge als Oir ende Ruwaert der ſelver Landen. Ende wy Hertoginne, die Edelen ende goede Steden der Landen voornoemt, ſullen onſen Neve den Hertoge van Bourgondien voorſz bekennen ende houden den rechten Oir ende Erfgenaem te weſen der ſelver Landen, ende ſullen de voorſz Edelen ende goede Steden lijffelicken ſweeren ten heyligen, hem daer toe te ontfangen, als hoiren rechten Heer ende geenen anderen, indien dat wy Hertoginne voor hem afſyvigh worden, ende geen wettige Oir kome, weſende van onſen Bloede, achter en liete, niet jegenſtaende die gifte, overdrachten of voorwaerden, die wy Hertoginne voortijdts mogen gedaen hebben, ofte hier naermaels doen mogen, roerende de voorſz Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt, mit wat Perſoonen of in wat manieren dat'et zy of weſen moge. Welcke Gifte, Overdrachten, Voorwaerden wy Hertoginne voornoemt van geene waerden houden en willen ende alſoo veele alſt noot is, wederroepen die nu als dan, ende dan als nu, ende ſullen van deſen wy Hertoginne voornoemt, ende die Edelen en goede Steden Brieven geven, onſe voor-genoemden Neve in der beſter forme.

IV. Item wy Hertoge ſullen dat Regiment hebben der voorſz Landen van Henegouwe, van Hollant, van Zeelandt ende van Vrieſlandt in den name van onſer voorſz Nichte, ende van harentwegen, ende dat ſal in onſen handen blyven: Soo dat wy Hertoginne gehylickt weſen ſullen, by raede, goetduncken ende wille onſer geminder Vrouwe en Moeder, en ons voorrſz Neve des Hertogen van Bourgondien, ende den drien Staten der ſerver onſer Landen t'ſamen; des ſullen wy Hertoginne voortaen heffen, hebben ende opbeuren by de handen ende Amptluyden ons voorſz Neve, daer dat aenkleven mach, alle die Renten, opkomingen, breuken ende vervallen der Landen voorſz, die dagelijckſe behoorlijcke koſt ende redelijcke jaerlijckſe Wedden alvooren afgeſlagen.

V. Ende gebeurdet, dat wy Hertoginne voorſz ten huelijck quame met wien dattet ware, ſonder den raedt, goetduncken ende wille onſer voorſz Vrouwe ende Moeder, ons voorſz Neve, of der drie Staten der Landen voornoemt, of van eenen van hen, dat Godt verhoede. Soo willen wy ende conſenteren dat onſe Onderzaten der voorſz Landen in geenre manieren ghehoorſaem en zijn ons noch onſen wettachtigen Man, die wy alſoo genomen hebben ſouden, maer dat ſy alleenlijck ſonder wederſeggen of eenige wederroepinge obedieren onſen voorſz Neve van Bourgondien, als Ruwaert ende Oir der voorſz Landen, ende niemant anders.

VI. Item, dat wy Hertoge ordonneren ende ſtellen ſullen negen Perſoonen, omme te verſtaen de ſaecken roerende den Lande van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt; te weten drie, die onſe voorſz Nichte ons noemen ſal: Andere drie, die wy kieſen ſullen, ende drie andere van andere Landen, ſulcke als ons goetduncken ſal, goede eerlijcke Mannen, ghenegen tot Peyſe ende tot Vreede. Welcke negen Perſoonen ſullen van ons Hertoge voornoemt wel ende deughdelijck verſien, in die voorſz ſaecken naer inhoudt der Brieven van bevelinge, die ſy van ons hebben ſullen ende Eede daer af te doen in onſen handen, of in handen ons Canceliers of andere, die wy daer toe machtigen ſullen, ende gebeurtet, dat eenige groote ende laſtige ſaecken voor handen quamen, daer men meer raets toe behoefde, ſoo ſullen die negen dat aenbrengen ons Hertoge voornoemt, omme daer of te ordonneren als dat behooren ſal, ende ſal die Zegel, diemen daer af gebruycken ſal in den voorſz Lande, geleyt weſen in een Koffer, dat gheſloten wert met drie Sleutelen, daer den een of hebben ſal een van drien voor-

neur (Ruwart) *d'iceux. Et nous Ducheſſe, nobles & bonnes villes deſdits pais reconnoîtrons nôtre ſuſdit Couſin le Duc de Bourgogne & le tiendrons pour legitime hoir & heritier deſdits païs; & leſdits nobles & bonnes villes jureront ſaintement de l'y recevoir & point d'autre comme heritier & Seigneur legitime ſi nous Ducheſſe venons à mourir avant lui ſans laiſſer d'heritier legitime de nôtre ſang, nonobſtant les donations, tranſports & ſtipulations que nous Ducheſſe avons pû faire cy devant & pourions faire cy après, concernant les ſuſdits Païs de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Friſe, en faveur de quelque perſonne & en quelque maniere que ce puiſſe être leſquels dons, tranſports, ſtipulations nous Ducheſſe ſuſditte voulons être de nulle valeur, & entant que beſoin eſt les revoquons dès à preſent comme pour lors; & nous Ducheſſe ſuſditte & les nobles & bonnes villes en donnerons a nôtre neveu nos lettres en la meilleure forme.*

ANS de J. C. 1428.

IV. Item nous Duc aurons le Gouvernement des ſuſdits Païs de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Friſe au nom de nôtre ſuſditte Couſine & de ſa part, & demeurera en nos mains. En ſorte que nous Ducheſſe ſerons ſacrée, par l'avis conſentement & volonté de nôtre chere Dame & Mere & de nôtre cher Couſin le Duc de Bourgogne & des trois Etats de nos ſuſdits païs conjointement; c'eſt pourquoy nous Ducheſſe leverons par les mains des Officiers de nôtredit neveu, toutes les rentes, revenus, amendes, & émoluments des ſuſdits païs, deduction faite des frais & gages journaliers & annuels convenables & raiſonnables.

V. Et s'il arrivoit que nous Ducheſſe vinſſions à nous marier, à qui que ce fût, ſans le Conſeil, bon plaiſir & volonté de nôtre ſuſditte Dame & mere & de nôtre ſuſdit Couſin, ou des trois Etats deſdits pais, ou de l'un d'iceux, ce qu'à Dieu ne plaiſe; nous voulons & conſentons que nos ſujets deſdits pais n'obeiſſent en aucune maniere, ni à nous ni à l'époux legitime que nous aurions ainſi pris, mais qu'ils n'obeiſſent ſans aucune contradiction & irrevocabilité, qu'à nôtre ſuſdit Couſin de Bourgogne ſeul, comme Ruwart *& heritier deſ ſuſdits pais, & à nul autre.*

VI. Item que nous Duc ordonnerons & établirons neuf perſonnes pour entendre aux affaires concernant le Pais de Hollande, de Zelande & de Friſe; ſçavoir trois qui ſeront nommez par nôtre Couſine; trois autres que nous choiſirons, & trois autres par les autres pais, & tels que nous trouverons bon, bonnes & honnêtes gens, enclins à la paix & à la concorde. Leſquelles neuf perſonnes ſerons deuëment pourvuës par nous Duc, dans les affaires ſuſdittes pour agir ſelon le contenu des lettres de mandement qu'elles auront de nous, dont elles feront ſerment en nos mains, ou en celles de nôtre Chancelier ou autre à qui nous donnerons ſur ce pouvoir; & s'il arrivoit qu'il échût à régler quelques grandes affaires & de conſequence, & qui eut beſoin de plus de conſeil; les neuf les apporteront pardevant nous Duc pour en ordonner ce que de raiſon; & ſera le ſceau dont on ſe ſervira en ceſdits pais mis dans un coffre fermant à trois clefs, dont un des trois ſuſdits en aura l'une; une autre, un des trois des ſuſdits pais; & la troiſiéme un des trois des autres pais, leſquels auront un gage raiſonnable, ſelon qu'il en ſera convenu, cha-

ANS de J. C. 1428.

voornoemt, een anderen een van drien uyt den voorſz Lande, en den derden een van drien van andere Landen: De welcke redelijcke wedden hebben ſullen, ſulck als men overdragen ſal, elck na ſynen ſtaet. Ende van den Lande van Henegouwe, wy Hertoge ſullen aldaer ſulcke Amptluyden ſetten, beyde in den Gerechte ende anders, als ons goet ende oirbaerlijck duncken ſal. Ende die Reeckeninghe van alle die Amptluyden ende Dienſtluyden van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt mitten toebehoren ſal men doen voor den negen voorſz, ende daer ſullen by mogen weſen, die wy Hertoginne daer toe ſchicken ſullen, omme die te wederſpreken ende te wederleggen, daer dat behoef mochte weſen, ende ons Hertoginne recht daer in te eyſſchen ende te nemen, ſonder die vorder macht daer in te hebben. Ende die Amptluyden ende Dienſtluyden van Henegouwe ſullen haire Reeckeninghe doen voor den geenen daer dat gewoonlijck is, ende deſgelijcks ſullen wy Hertoginne daer by ſchicken mogen in der ſelver voegen.

VII. Item, dat van alle den Beeden, die voortaen gewillecoert ende gegeven worden in den voorſz Lande van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt, den tijdt duerende des voorſz Regiments de twee deelen bekeert te weſen ſullen ter ontlaſtinge ende loſſinge der geenre goeden, die uytgeweeſt hebben van der eenre ſyde ende van der andere, ende der dienſten die belaſt ſtaen, ende der ſchulden en andere laſten toekomende omme der Landen wille voorſz; ende van de andere derden-deel wy Hertoge ſullen hebben die eene helft, en wy Hertoginne die andere helft. Ende na dat de voorſz ſchulden ende laſten alſoo betaelt ende ontlaſt worden, ſoo ſullen alle de Beden die vander tijt voortgegeven ſullen weſen, gelijck ghedeelt weſen tuſſchen ons Hertoge en Hertoginne voornoemt, ſoo dat elck van ons de helft daer af hebben ſal.

VIII. Item, want tuſſchen ons Hertoge en Hertoginne voornoemt tweedracht ende geſchil ſtaet, om die Landen, Slootten ende Heerlijckheden, die wylen Hertoge Jan van Beyeren onſen Oom zal. ged. in ſynen levenden Lyve toebehooren plach in den voorſz Lande van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, de welcke elck onſer meindt, datſe hem toebehooren. Soo is overdragen, dat elck onſer kieſen ſal ende nemen vier Perſoonen uyt onſen Raede, reckelijcke Mannen ende van goeder conſcientie, die minnen onſer Zielen en Lichaem, voor de welcke ſullen ghetoont weſen tot ſulcken dage ende ſtede, als dat overdragen wort die reden, elck van ons beyden hen mede ſal willen behelpen, tot ſijnre meeninge mede te komen, het ſy in ſchrifte of ander, ende wes inder waerheyt daer of bevonden wert, dat ſullen ſy vonniſſen ende ordonneren met recht ende ſonder gunſte, ofte eenighe veynſingen. Ende of ſy des niet eens en konden werden, ſoo ſal die Grave van Viemenburgh by ſynen Eede dat helpen vonniſſen ende ordonneren mit onſen voorſz Raede wel ende deughdelijck binnen drie Jaren naeſtkomende, en of die voorſz Grave aſtyvigh worde eer die ſaeck ge-ent waer, of dat hys hem niet laſten en woude, ſoo ſullen wy Hertoge ende Hertoginne kieſen eenen anderen Vooght, of eenen redelijcken Heer, die niet te wederſeggen en zy, omme daer of te helpen ordonneren mitten anderen achten, ende daer of ſal hy oock Eede doen. Deſgelijcks geboerdet, datter eenigh van hen achten aſtyvigh of uytlandig worde, of anderen ſo belet, dat hy daer toe niet verſtaen en mochte binnen den tijdt daer op geraemt, ſoo ſullen wy Hertoge en Hertoginne, aen wes ſyde dat die alſoo aſtyvigh geworden waere, of daer ander gebreck of belet in viele, ander in heur ſtede ſetten, een of meer als dat behooren ſal. Ende om hier in wel ende deughdelijck voort mede te gaen, ſoo ſullen wy Hertoge en Hertoginne voorſz geloven by onſer trouwe ende Vorſtelijcker Eere, ende elck onſer,

cun ſelon ſon état. Et pour le Païs de Hainaut, nous Duc y créerons tels Officiers, tant pour la juſtice qu'autrement, que nous trouverons bon & profitable. Et les comptes de tous ces Officiers de Hollande, de Zelande, & de Friſe & dependance ſeront rendus pardevant les neuf ſuſdits, & y poura aſſiſter telle perſonne que nous Ducheſſe y envoirons, pour y contredire & propoſer ce que beſoin ſera; & y demander & recevoir le droit de nous Ducheſſe, ſans étendre leur pouvoir à rien de plus. Et les Officiers de Hainaut rendront leurs comptes pardevant ceux qu'il eſt accoutumé; & ſemblablement nous Ducheſſe y envoyerons comme deſſus.

ANS de J. C. 1428.

VII. Item que de toutes les tailles (ou impoſitions) qui ſeront dorenavant accordées dans les ſuſdits Païs de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Friſe, durant le tems du ſuſdit Gouvernement, les deux tiers ſeront employez à la decharge & degagement des biens de ceux qui ont été abſens de part & d'autre & des ſervices & des dettes & autres charges avenir à cauſe des païs ſuſdits; & de l'autre tiers nous Duc & Ducheſſe en aurons chacun la moitié; & après que leſdites charges & dettes auront ainſi été payées, toutes les tailles, (ou impoſitions) qui ſeront données depuis, ſeront partagées entre nous Duc & Ducheſſe ſuſdits, enſorte que chaqu'un en aura la moitié.

VIII. Item comme il y a differend entre nous Duc & Ducheſſe ſuſdits, à cauſe des païs, châteaux & Seigneuries que le feu Duc Jean de Baviere poſſedoit de ſon vivant dans leſdits Païs de Hainaut, de Hollande, de Zelande, leſquels chacun de nous pretend lui apartenir, nous ſommes convenus que chacun de nous choiſira quatre perſonnes de nôtre Conſeil, hommes équitables & de bonne conſcience, & qui aiment nos ames & corps, pardevant qui ſeront propoſées, à tel jour & lieu, les raiſons dont chacun de nous pretend ſe ſervir pour parvenir à ſes fins, ſoit par écrit ou autrement, & ce qu'ils trouveront en verité être juſte, ils le prononceront & ordonneront par droit, ſans aucune faveur ni diſſimulation. Et ſi iceux ne pouvoient s'accorder le Comte de Viemenbourg leur ſera ajoint pour, ſur ſon ſerment, les aider à terminer & ordonner de l'affaire avec nôtre ſuſdit Conſeil, & ce deuëment dans l'eſpace de trois ans prochainement venans; & ſi ledit Comte venoit à mourir avant que l'affaire fût terminée, ou qu'il ne s'en voulût charger, nous Duc & Ducheſſe choiſirons un autre Arbitre, ou un Seigneur équitable, auquel il n'y ait rien à redire, pour être adjoint aux autres, afin d'ordonner avec eux ſur l'affaire, & il fera auſſi ſerment. Semblablement s'il arrivoit que quelcun des neuf vint à mourir, ou à s'abſenter du païs, ou fut autrement empêché, qu'il ne pût point entendre à ce que deſſus dans le tems preſcript, nous Duc & Ducheſſe du côté duquel il en vient droit à mourir ou à deffaillir un par empêchement, ou autrement, en mettrons un ou pluſieurs en leur place, comme il apartiendra. Et afin de proceder en cecy bien & convenablement, nous Duc & Ducheſſe ſuſdit promettrons ſur nôtre foy & honneur de Prince, & chacun de nous, que nous ne dirons & n'avancerons rien dans cette affaire qui de nôtre ſçu ſoit deraiſonable ou injuſte, mais que pendant tout ce tems & juſques au moment que l'affaire ſera concluë, leſdites villes, châteaux, & Seigneuries ſuſdittes, enſemble,

ANS onser, dat wy in deſe saeck ons wetens niet en ſullen
J. C. doen, ſeggen of voortſetten die onredelijcke of on-
428. reckelijcke zijn, maer deſe tijdt hangende, ende tot anderen ſtont, dat anders daer af geordonneert ende geſloten ſal weſen, ſoo ſullen die Steden, Slootten ende Heerlijckheyden voornoemt, midtſgaders die Renten en Vervallen daer of blyven in handen ons Hertoge voornoemt, mit alſulcken ſtaet, als ſy nu zijn, ſoo dat wy Hertoginne voor der tijdt dat die saecke ge-ent wert, geen letſel of hinder daer in ſullen mogen doen onſen voorſz Neve, nochte den ſynen.

IX. Item, dat een yegelijck aen beyde ſyden, die omme der Oorloge wille uyt den Lande gheweeſt heeft, weder daer in komen ſal op ſijn Huyſe, Landen, Renten ende onroerende Goeden, die te aenvaerden ende te gebruycken binnen ſes Weecken naeſtkomende in ſulcke ſchijn als ſy die dan vinden ſullen, ende van dien tijdt voortaen ruſtelijck daer af te gebruycken, maer hier in en is niet begrepen die Stadt en Slot van Sevenbergen, die welcke mitte Lande, Heerlijckheden ende toebehoren ſoo blyven ſal ons Hertoge voornoemt, overmits dat wy die ghewonnen hebben mitten Swaerde.

X. Item, dat alle de vervallen, opcomingen ende profyten der geenre Huyſen, Landt ende Renten ende Goede, die omme deſe Veede wille uytgheweeſt hebben, verſchenen voor den dagh van huyden datum deſes Briefs, ende verſchynen mogen binnen de voorſz ſes weecken, den leſten dagh daer in begrepen, ſullen geheelijck ende al toebehooren ende blyven ons Hertoge voorſz, ende den genen diet by gifte van ons of van anderen gehouden hebben, noch anders daer niet of ſullen mogen eyſſchen of vervolgen in eeniger wijs.

XI. Item, van de ſchulden die de Steden ende Gemeenten ſchuldigh moghen weſen den geenen die uytgeweeſt mogen hebben, in wat maten dattet ſijn mach, het ſy van hoiren Receſſen der Reeckeningen, die ſy den Steden gedaen hebben of anders, die ſullen toebehore ende blyven ons Hertoge, of den genen, wien wy of anderen die gegeven hebben: Soo dat die gene, die alſoo uytgeweeſt zijn, noch andere voor hen eyt daer of ſullen moghen eyſſchen. Ende als van ſchulden, die men den geenen, die uytweeſt hebben, ſchuldigh weſen mach, ende op die Gerechte der Stede geleent of uytgeleyt mogen weſen, die ſullen deſgelijcks blyven ons Hertoge ende den genen wien wy of andere dien gegeven hebben, ſoo dat die voorſz die uytgeweeſt hebben noch andere voor hen eyt daer af eyſſchen of vervolgen mogen in eenigerwijs, maer als men eenigen van den genen, die uytgheweeſt hebben, eyts ſchuldigh waer van Regiments wegen der Ampten ende Dienſten, die ſy hier voortijdts gehadt hebben van der Graeffelijckheyt inde voorſchreve Landen van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt, ſoo ſullen ſy mogen eyſſchen ende vervolgen by rechte die byſondere ſchulden, die eenige byſondere Perſoonen hen ſchuldigh mogen weſen van Koopmanſchap of van geleenden gelde, dat van de Dienſten niet en roert, alſoo verre als wy Hertoge of andere, die niet gequijt en hebben noch ontfaen in onſen oirbaer, of die yemant gegeven: Ende deſgelijcks ſullen wederomme mogen doen die geene, die van ons Hertoge ſyde geweeſt zijn, alle argeliſt uytgeſeyt.

XII. Item, dat alle Profyten, Renten, Breucken, ende Vervallen der voorſz Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt, beyde van Domeynen en oock van Beeden ende Giften die gewillecoert zijn in de ſelve Landen, ende deſgelijcks die verbeurten ende verwyſinge ende gemeenlijck alle opkomingen, die verwillecoert zijn ter Heerlijckheyt der voorſz Landen van allen voorleden tyden tot deſen dage van huyden toe, datum deſes Briefs, hoewel dat eenige dagen van betaelinge noch

ble les rentes & revenus d'icelles, demeureront és mains de nous Duc ſuſdit, en tel état que le tout eſt preſentement, de ſorte que nous Ducheſſe avant que l'affaire ſoit terminée ne donnerons à nôtre Couſin ni aux ſiens aucun trouble ou empêchement.

ANS de J. C. 1428.

IX. Item qu'un chacun de part & d'autre, qui s'eſt abſenté du païs, à cauſe de la guerre, retournera dans ſes maiſons, terres, rentes & biens immeubles pour en jouir dans ſix ſemaines prochainement venant en l'état qu'il les trouvera, & les poſſedera enſuite paiſiblement; mais en ce n'eſt compris la ville & Château de Sevembergue, laquelle avec les terres & Seigneuries en dependantes demeurera à nous ſuſdit Duc, vû que nous l'avons conquis par l'épée.

X. Et quand aux rentes, revenus & profits deſdittes maiſons, terres, rentes & biens de ceux qui ſe ſont abſentez à cauſe de cette inimitié, échenës avant la datte des preſentes & à écheoir avant leſdittes ſix ſemaines, le dernier jour inclus, demeureront entierement & apartiendront à nous Duc ſuſdit, & à ceux qui l'ont par donation de nous, ou d'autres, & n'en pouront rien repeter & demander en aucune maniere.

XI. Et quant aux dettes que les villes & Communautez peuvent devoir à ceux qui ſe ſont abſentez en quelque maniere que ce puiſſe être, ſoit par leurs receptes de comptes qu'ils ont rendus aux villes ou autrement, elles demeureront & apartiendront à nous Duc, ou à ceux à qui nous les avons données. En ſorte que ceux qui ont été abſens ni autres n'en pouront rien redemander. Et quant aux dettes que l'on peut devoir à ceux qui ſe ſont abſentez, & qui peuvent avoir été prêtées aux juſtices des villes, apartiendront pareillement à nous Duc, & à ceux à qui nous pouvons les avoir données, ou qui peuvent leur avoir été données par d'autres. En ſorte que ceux qui ont été abſens ni autres pour eux n'en pouront rien pretendre en nulle maniere; mais ſi l'on devoit quelque choſe à quelqu'un de ceux qui ont été abſens, pour adminiſtration des charges ou offices qu'ils ont eus cy devant de la Comté des ſuſdits Païs de Hollande, Zelande & Friſe, ils pouront pourſuivre & demander en juſtice ſes dettes particulieres que quelques perſonnes leur pouront devoir pour marchandiſes ou argent prêté, qui ne concernent point les offices; pourvû que nous Duc ou autres ne les ayons point acquittées ou reçuës à nôtre proffit, ou que nous ne les ayons point données à d'autres, & ſemblablement pouront faire de même ceux qui ont été du parti de nous Duc, ſans nulle diſſimulation.

XII. Item que tous proffits, rentes, amendes, & revenus des ſuſdits Païs de Hainaut, de Hollande, de Zelande & de Friſe, tant des Domaines que des donations qui ont été accordez dans leſdits païs; & ſemblablement les confiſcations, & ajudications & generalement tous les revenus qui ont été accordez à la ſouveraineté deſdits païs depuis cy devant juſques à la datte des preſentes lettres, quoi qu'il y ait encore quelques jours de payement à écheoir; & enſemble la connoiſſance & utilité de toutes les choſes arrivées dans les ſuſdits

ANS noch te verſchynen zijn, ende oock mede de kenniſſe
de J. C. ende nutſchap van allen ſaecken gevallen in den Lande
1428. voorſz, voor den voorſz dagh van huyden, al iſt dat die wijſdom daer af niet gedaen en zijn, midtſgaders de hefften van allen Rentmeeſters ende andere Amptluyden in den ſelven Lande, tot op den ſelven dagh van huyden ſullen blyven ende geheelijck toebehooren ons Hertoge, ſoo dat wy Hertoginne niet daer af en ſullen eyſſchen in eenigerwijs.

XIII. Item, dat in de Steden ende Plaetſen daer ons Hertoge en Hertoginne gebeuren ſal te ſamen te trecken, om gehult te weſen in manieren voorſz ſullen naekomen de gene die daer uytgebannen of gevluchtigh zijn, ende geen andere, maer hier in en ſijn niet begrepen die Edelen, ende Dienre en Huysgeſinne van ons Hertoginne voorſz, ende ſullen die gene, die alſoo uytgeweeſt hebben, gheloven ende ſweeren tot haeren inkomen, goet ende getrouwe te weſen ons Hertoge voornoemt, ende te onderhouden de Soene in alle heure poincten, ſonder daer jegens te doen, of gaen in eenigher wijs.

XIV. Item, ſullen ſtaen Doode jegens Doode, Brandt jegens Brandt, Roof jegens Roof, als dat gewoonlijck is.

XV. Item, dat alle Gevangen van de eene zyde ende van den ander, ende alle onbetaelt gelt van den Gevangen, daer die dage van betalinge niet of geleden en zijn huyden datum des Briefs, dat deſe Soene tuſſchen ons overkomen ende gheſloten is, quijt zijn ende blyven, behoudelijck dat de voorſz Gevangen haeren redelijcken koſt betalen ſullen.

XVI. Item, ſullen deſgelijcks quijt weſen alles over Veede gedaen aen die eene zyde, ende aen die andere zyde, ende die Brieven die die Gevangen daer af gegeven hebben, wie dattet zy, begrepen in der Soene, ſullen ghelevert worden binnen ſes Weecken naeſtkomende, te weten die geenen, die gegeven hebben gheweeſt by ons Hertoge Onderſaeten, Hulperen ende Mede-plegeren, ende die gene, die hen met ons geſteecken hebben in deſer Oorloge ende Veede, Heeren Willem van Egmont ende Boudewyn van Swieten. Ende die Brieven, gegeven by onſer Hertoginne Onderſaten ende Hulperen ende Mede-plegeren, ende die geene, die hen met haer geſteecken hebben in deſen Oorloge, in handen van den Burgh-graef van Montfoort ende Heere Jan van Vyanen, omme die weder te geven den voorſz Gevangen. Maer hier en is niet in begrepen, die over Veede, die Heer Gemt van Stryen, hier voortijdts Heer van Sevenberge gedaen heeft ons Hertoge, die welcke blyven ſal in heur macht.

XVII. Item, ſoo ſullen quijt ende vergeven weſen aen die eene zyde, ende aen die andere zyde alle Breucken ende Miſdaden, hoe ende in wat manieren, die geſchiet ende toegekomen mogen weſen, van alle voorleden tyden tot huyden deſen dagh toe, omme deſer Veede wille, ſonder immermeer voortaen daer nae te taelen, uytgeſeyt die geene, die men inder waerheyt ſal mogen bevinden, dat overmits geloftenisſe wille van gevanckeniſſe binnen deſer Veede meynedigh gheworden ſijn aen eenigher zyden, de welcke in Lyve ende in Goede uyt deſer Soene blyven ſullen, ende nergens veyligh weſen in onſen Lande, of die ons te bevinden ſtaen, of ſtaen ſullen, ter tijdt toe dat ſy die genen gebetert hebben, dien ſy meyneedigh gheworden zijn. Maer hier in en zijn niet begrepen die van Amſterdamme, noch andere, die wy Hertoge om ſeeckere redenen, ons daer toe porrende, uytterlijck verboden hebben, dat ſy niet volquamen, wes ſy in de gevangeniſſe belooſt hebben, ende oft yemandt waer in eenigher ſaecken gedaen hadde, die van d'Oorloge niet en roeren, die ſouden daer voor ruymen, ende uyt den Lande blyven ter tijdt toe dat ſy dat den Heere ende de Parthyen ghebetert hebben, nae den rechte ende gewoonte der Landen daer die ſaecke geſchiet waer.

XVIII. En-

dits païs devant ce jourdhuy; encore qu'il n'y en ait point de ſentence, enſemble la creation de tous les Receveurs & autres Officiers de ces païs juſques au jour preſent, le tout apartiendra & demeurera à nous Duc, en ſorte que nous Ducheſſe n'y demanderons rien.

ANS. de C. J. 1428.

XIII. Item que dans les villes & places où il arrivera que nous Duc & Ducheſſe irons enſemble pour y être ſacrez en la maniere ſuſditte, ceux qui ont été bannis ou fugitifs viendront apres, & nuls autres; mais en cela ne ſont compris les nobles, ſerviteurs & domeſtiques de nous Ducheſſe ſuſditte; & ceux qui auront ainſi été abſens promettront & jureront à leur entrée d'être bons & fideles à nous Duc ſuſdit, & d'obſerver la reconciliation en tous ſes points, ſans rien faire au contraire en quelque maniere que ce ſoit.

XIV. Item il ne ſera rien redemandé de part ni d'autre pour les morts, embraſements & pillages qui ont été faits des deux côtez.

XV. Item que tous les priſonniers d'une & d'autre part, & tout l'argent dû par les priſonniers juſques au jour de la datte de cette, & dont le payement n'eſt pas encore échû, ſeront tenus quittes, excepté que les ſuſdits priſonniers payeront leur raiſonnable depenſe.

XVI. Item chacun de part & d'autre demeurera quitte de tous actes d'hoſtilitez, & toutes les lettres que les priſonniers en ont données, quels qu'ils ſoient, compriſes en cette reconciliation, ſeront miſes, ſçavoir celles qui ont été données par les ſujets & adherents de nous Duc, & par ceux qui ont eu part avec nous dans cette guerre & inimitié, au Seigneur Guillaume d'Egmont & Bandouin de Swieten, & les lettres données par les ſujets & adherents de nous Ducheſſe & par ceux qui ont eu part avec nous dans cette guerre, és mains du Burgh-grave de Montfort & du Sieur Jean de Vyanen, pour les rendre auxdits priſonniers. Mais en cecy n'eſt compris les violences que le Sieur Gemt van Stryen, cy devant Seigneur de Sevenbergue, à faites à nous Duc, leſquelles demeureront en leur force.

XVII. Item ſeront pardonnés de part & d'autre tous les delicts & infractions quelles qu'elles ſoient, & en quelque maniere qu'elles ayent été faites, & ſoient arrivées dès cy devant juſques à ce jourdhuy, ſans qu'il en ſoit plus parlé à l'avenir, excepté celles qui ſe trouveront ſelon la verité, ceux qui de quelque côté que ce ſoit ſe ſont trouvez parjures après avoir promis de ſe rendre priſonniers. Leſquels pour les vie & biens ſeront exclus de cette reconciliation, & ne trouveront jamais de ſureté dans nos païs; juſques au moment qu'ils auront reparé ce à l'égard dequoy ils auront été trouvez parjures. Mais en ce ne ſont compris ceux d'Amſterdam ni les autres que nous Duc pour certaines raiſons à ce nous mouvants avons interdits, parce qu'ils n'ont pas accompli ce qu'ils avoient promis en priſon. Et ſi quelqu'un ſe trouvoit avoir fait quelque choſe qui ne concernât point la guerre, ils ſeront pour ce obligez de ſortir du païs & de n'y point rentrer, juſques à ce qu'ils ayent donné ſatisfaction au Seigneur & aux parties intereſſées ſelon le droit & la coutume du païs ou l'affaire aura été faite.

XVIII. Et

NS J. C. 1428.

XVIII. Ende hoewel dat die doodtſlagh, die geſchiede op Henrick van Jorenburgh op ſynen leven-den Lyve, Schout van Alckmaer, op den Heyligen Goeden Vrydagh laetſtleden waſt twee Jaer, ende onlanghs op Jan van Egmont, Schout van Delſt, ſommige ſeggen mochten toegekomen ende gheſchiet te weſen omme deſer Veede wille: Niet te min want die voorſeyde Doodtſlagen van quaden exempel zijn, by veynſinge niet te lyden en ſtaen ſonder beteringe, en omme ſeeckere redenen ons daer toe porrende, wy zijn te ſamen overkomen, dat Jacob Jove, Gerrit Hardinc, Gerbrant Jan Sanders, Isbrant Smith, Pieter Diedinck, Gerrit Jan Geens, Pelgrom Jans, Freeſtgen Grotten, Gerrit Schoenmaecker, Pieter Valck, Isbrant die Verwer, Dirck Hoeck. De welcke beſchuldight zijn van den Dootſlagh des voorz Jorenburghs. Ende Willem Floriſz, Gerrit Isbrantſz, Jacob Floriſz, Claes de Bruyn, Alewijn Jacobſz, Arent Rotenvijl, Arent Frederickſz, Henrick Willemſz vander Hove, Jan Gijsbertſz Timmerman, Willem Muys. Die welcke beſchuldight zijn der doodt des voorſz Schout van Delſt, uytten Lande blyven ſullen tot Paeſſen toe naeſtkomende, op dat ſy binnen deſen tijdt die voorſz Doodtſlagh mit redelickheyt mogen doen ſoenen mettes Doodes Magen, ende of des Doodes Magen daer toe mit reden niet vallen en wouden, ſoo ſouden ſy daer toe bedwongen weſen by ons Hertoge voorſz, binnen Paeſſchen voorſeyt, ende of die voorſz Beſchuldighder eer geſoent konde weſen met hare Partyen, ſoo ſullen ſy terſtont, als ſy daer mede geſoent zijn, in den Landen mogen komen ſonder begrip, ende hangende den tijdt dat ſy aldus uyt moeten, ſoo ſullen ſy haer Goeden mogen gebruycken in der maniere voorſz.

XIX. Item, als van de Doodtſlagh, die gheſchiede in Brabant op Philips Willems Houts, Poorter tot Zierixzee, ſoo is genaemt ende overdragen, dat het blyven ſal aen en na den rechten des Lants van Zeelandt.

XX. Item, dat alle die geene, diemen in der waerheyt bevinden mach ſchult te hebben ter doot wylen ons Ooms Hertoge Jan van Beyeren zal. ged. ſullen buyten deſen Soene blyven, maer waer yemant die hier af ter antwoort komen wilde, dien ſalmen op doen den wegh van recht en van reden.

XXI. Item, dat wy Hertoge voornoemt behulpigh weſen ſullen onſer Nichte voorſz mit alle onſer macht, dat haere Duwarye van Porteau ende anders, dat hair die volge, na uytwyſinge der Brieven die ſy daer af heeft.

XXII. Item, alſoo ſommige Landen gelegen ende te leen gehouden zijn van de Graeffelijckheyt, ingebroocken hebben gheweeſt, ende weder bedijckt zijn door ons Hertoginne Onderſaten, die by ons gebleven zijn, ende gegoet waren, en hoir Landt en Erve met Dijck-recht afgewonnen is, overmits dat ſy van anxt haers Lijfs te voorſchijn noch ter antwoorde niet en hebben mogen noch derren komen, noch haer Landt ſelver bedijcken, ſoo is gheraemt ende overdragen, dat een yegelijck ſijn Landt en Erve ſal weder mogen aenvaerden binnen een Jaer naeſtkomende, betalende alſulcke ſomme gelts, ende in ſulcker wyſe, als by de negen Perſoonen voornoemt geſeyt ſal weſen.

XXIII. Item, dat alle Leenen gehouden van de Graeffelijckheyt in de Landen voorſz, verſocht weſen ſullen aen ons Hertoginne voorſeyt, tot allen tyden als dat gevallen ſal; maer die gene, wien de voorſz Leenen by ons verlijt werden, ſullen gelooven en ſweeren goet ende getrouwe te weſen ons Hertoge en gehoorſaem in alle ſaecken roerende den voorſz Regiment.

XXIV. Item, ſal begrepen weſen in deſer Soene die Hertoge van Geldre, in ſulcker wijs, dat hy ende ſijn Landen ende Onderſaten quijt ende onghelaſt blyven

XVIII. Et quoy que le meurtre commis en la perſonne de Henri de Jorenburg, en ſon vivant Bailli d'Alckmaer le vendredi ſaint il y a deux ans, & celuy commis depuis peu en la perſonne de Jean d'Egmont, Bailli de Delft ſont dits par quelques uns avoir été faits & ſurvenus a l'occaſion de cette guerre, neanmoins parce que ces meurtres ſont de mauvais exemple, & qu'il ne convient pas de les diſſimuler dans cette occaſion, mais d'y remedier, & pour certaines raiſons à ce nous mouvans, ſommes enſemblement convenus que Jacob Jove, Gerard Hardinc, Gerbrant Jan Sanders, Iſbrant Smith, Pierre Dicking, Gerard Jean Geens, Pelgrom Jans, Freeſtgen Grotten, Gerard Schoenmaeker, Pierre Walck, Isbrant de Verwer, Thiery Hoeck, leſquels ſont accuſez du meurtre fait en la perſonne dudit Jorenburgh, & Guillaume Floriſz, Gerard Isbrantſz, Jacob Floriſz, Nicolas de Bruyn, Alewyn Jacobs, Arent Rotenvyl, Arent Frederietſz, Henri Guillaume vander Hove, Jean Gysbertſz Timmerman, Guillaume Muys, leſquels ſont accuſez du meurtre commis en la perſonne dudit Bailli de Delft, demeureront hors du païs juſques à Paſques prochain, afin que pendant ce tems ils s'accommodent avec les parens des deffunts; & ſi leſdits parens n'y veulent point entendre, ils y ſeront contraints par nous Duc ſuſdit dans Paſques prochain; & ſi leſdits accuſez ſe peuvent reconcilier avec les parties avant ledit tems, ils pourront aprés la reconciliation rentrer dans le païs; & pendant ledit tems qu'ils ſeront ainſi obligez de s'abſenter, ils pouront jouir de leurs biens en la maniere ſuſditte.

ANS de J. C. 1428.

XIX. Item quant au meurtre commis en Brabant en la perſonne de Philippes Guillaume Houts, Bourgeois de Ziericzée, il a été convenu que l'affaire ſera remiſe à la Juſtice de Zélande.

XX. Item tous ceux que l'on trouvera veritablement être complices de la mort de feu nôtre Oncle Jean de Baviere d'heureuſe memoire, ſeront exclus de cette Reconciliation; mais s'il y a quelqu'un qui ait quelque choſe à alleguer, la voye de droit & de la raiſon leur ſera ouverte.

XXI. Item que nous Duc ſuſdit aſſignerons nôtre ſuſditte couſine de tout nôtre pouvoir, afin qu'elle jouiſſe de ſon Douaire de Porteau, aprés qu'elle aura exhibé les lettres qu'elle en a.

XXII. Item comme quelques terres qui ſont ſituées dans la Comté, & qui en relevent, ont été ſubmergées, & ont été regagnées par les digues que les ſujets de nous Ducheſſe qui ſont demeurez dans nôtre parti y ont faites, & dont ils ont été par nous mis en poſſeſſion, comme ayant acquis leſdits heritages & terres par le droit dit Dijckrecht, *vû que les proprietaires deſdits biens n'ont oſé venir au riſque de leurs vies au pais pour les recuperer en faiſant leſdittes digues, il eſt convenu qu'un chacun pourra rentrer dans ſes biens & heritages, dans un an prochain, en payant ce que par les neuf perſonnes ſuſdittes ſera ordonné.*

XXIII. Item que tous les Fiefs qui relevent de la Comté dans les païs ſuſdits ſeront redemandez à nous Ducheſſe ſuſditte dans tout le tems que le cas y écherra; mais ceux à qui leſdits Fiefs ſeront par nous remis, promettront & jureront en bonne foy d'être obeiſſants à nous Duc dans toutes les choſes concernantes nôtre gouvernement.

XXIV. Item ſera compris dans cette Reconciliation le Duc de Gueldres, en telle maniere, que luy, ſes païs & ſujets ne ſeront pas recherchez de ce qu'il a tenu

le

ANS de J. C. 1428.

ven ſullen van dat ſy hen mit ons Hertoge gheſteecken hebben in deſer Oorloge, ſoo dat daeromme noch hy noch ſijn voorſz Landen ende Onderſaten niet beſchadight ſullen weſen in Lyve noch in Goede, van ons Hertoginne, van onſen Ridderen, Knechten, van onſer Steden vander Goude en Oudewater, der Stede van Schoonhoven, noch van onſen Onderſaten ende anderen, den geenen die by ons gebleven zijn in der Veede, ende hier of ſullen wy Hertoginne den voorſz Hertoge van Gelre onſen Brieve doen geven in der beſter forme, ende deſgelijcks van onſer Ridderſchap, Steden ende Onderſaten voornoemt; of des noot ſy, ende de Hertoge van Gelre ende de ſyne ſullen ons Hertoginne en den onſen deſgelix wederom doen.

XXV. Item, ſo ſal begrepen weſen in der voorſz Soen die Biſſchop van Utrecht, die welcke verbonden ſtaet mit ons Hertoge voorſz, indien dat hy daer in begrepen wil zijn.

XXVI. Item, is overdragen, dat niemant vander eenre ſyde, noch vander ander, van wat ſtaet of conditie dat hy ſy, en vermane noch en verwijt voortaen den andere eenige ſaecken, die voortijts voorleden is, omme deſer Veede wille van Houck noch van Cabeljau: Want waert geſchiede, die ſoude daer af gecorrigeert weſen in ſulcker wijs, dat elck ander exempel daer aen nemen ſoude.

XXVII. Item, gevielt dat eenich vander eenre ſyde of van de ander ginge of dede tegens deſer Soene, of eenich van de puncten daer in ghenoemt, in wat maniere dattet gheſchiede, die ſelve Soene noch geen puncten daer in begrepen, en ſoude daerom gebroocken weſen, maer men ſouden daer af corrigeren naer gelegentheyt der ſaecken, den geenen die men waerlijck bevonde, dat die ghebroocken hadde mit raede, mit dade of mit conſent.

Welcke puncten voorſz ende elck byſonder, wy Hertoge ende Hertoginne voorſz hebben by onſer Kerckelijcker trouwe ende Vorſtelijcke Eere ghelooft, ende geloven op dat Heylige Evangelium, lijffelijck ten heyligen gheſwooren, ende ſweeren wel ende ghetrouwelijck te houden ende te doen houden ende volkomen inder maniere voorſz, elck onſer, alſoo verre alſt aenroeren mach, ſonder verbreecken, noch daer jegens te kennen of te gaen, nochte gedogen te kennen of gaen heymelick noch openbaer in eeniger wijs, alle arch ende liſt uytgeſcheyden.

Ontbieden daeromme ende bevelen allen onſen getrouwen Ridderſchap, goede Steden, Amptluyden ende Onderſaten, ende allen anderen dien dat aengaen mach, dat ſy deſe voorſz Soene ende alle de puncten vooren verklaert, ende elck byſonder, volkomelijck houden ende doen houden, ſonder daer tegens te weſen, te doen of te gaen in eeniger vougen: Want waer yemant die des contrarie dede, wy ende elck onſer ſoudem daer af alſo doen rechten ende corrigeren aen Lijf en Goede ſonder verdrach, dat alle ander daer exempel aen nemen ſoude. Ende op dat deſe voorſz Soene wel ende geſtadelijck gehouden ſy, wy Hertoge ende Hertoginne voornoemt ordonneren, dat die Prælaten ende andere Kerckelijcke Luyden, die Edelen, goede Steden ende andere Onderſaten der voorſz Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieſlandt, ende deſgelijcks onſe Raedtsluyden, ende die andere notabile Officieren ende Dienaren van onſer Herbergen geloven ende ſweeren die te houden van puncte te puncte onverbroken.

Ende des ten oirconde ſoo hebben wy onſe Zegelen doen hangen aen deſen jegenwoordigen Brief, ende die geteyckent mit onſen handen.

Gegeven tot Delft des Saturdages drie dagen in Julio, in 't Jaer ons Heeren 1428.

ANS de J. C. 1428.

le parti de nous Duc dans cette guerre, en ſorte que lui, ſes païs & ſujets n'en recevront aucun dommage en corps ni en biens de nous Ducheſſe, de nôtre nobleſſe, ſerviteurs, ni de nos Villes de Goude & Oudewater, & Schoonhoven, ni de nos ſujets & autres qui ont tenu nôtre parti dans cette guerre; & de ce nous Ducheſſe ferons donner nos lettres audit Duc de Gueldres dans la meilleure forme; & ſemblablement celles de nôtre nobleſſe, villes & ſujets ſuſdits; ſi beſoin eſt; & le Duc de Gueldres & les ſiens en feront de même à l'égard de nous Ducheſſe.

XXV. Item ſera l'Evêque d'Utreck qui eſt Allié de nous Duc ſuſdit compris dans la ſuſdite Reconciliation, s'il le veut.

XXVI. Item eſt convenu qu'aucun de part ni d'autre, de quelque état & condition que ce ſoit, ne fera aucun reproche l'un a l'autre pour les choſes qui ſe ſont paſſées à cauſe de ces troubles de Houck & de Cabelian, & s'il s'en fait, en ſera fait châtiment pour exemple aux autres.

XXVII. Item, s'il arrivoit que quelcun de part ou d'autre contrevint à la preſente Reconciliation, en quelque maniere que ce fût, la dite Reconciliation ni aucuns points d'icelle, n'en recevront point pour cela d'atteinte; mais on châtiera ſelon l'exigence des cas, ceux qui les auront enfreint, ſoit de conſeil, de fait ou de conſentement.

Leſquels points ſuſdits & chacun en particulier, nous Duc & Ducheſſe ſuſdit avons ſur nôtre ſainte foy & honneur de Prince, promis & promettons ſur les Saints Evangiles, & avons juré & jurons ſaintement d'obſerver & faire obſerver fidelement & parfaitement en la maniere ſuſdite, ſans les enfraindre ni y contrevenir; ni conſentir ſecretement ou publiquement y être contrevenu en nulle maniere, renonçans à tout dol & diſſimulation.

Si donnons en mandement à nôtre fidelle nobleſſe, bonnes villes, Officiers, & ſujets & tous autres qu'il appartiendra, qu'ils ayent a obſerver & faire obſerver entierement tous les points cy deſſus, & chacun en particulier, ſans y contrevenir en quelque maniere que ce ſoit. Et s'il y avoit quelqu'un qui y contrevint, nous & chacun de nous le ferons juger & châtier par corps & biens ſans les épargner; & pour ſervir d'exemple aux autres. Et afin que ladite Reconciliation ſoit ferme & ſtable, nous Duc & Ducheſſe ſuſdits ordonnons, que les Prelats & autres gens d'Egliſe, les Nobles, bonnes villes & autres ſujets des ſuſdits Païs de Hainaut, de Hollande, de Zélande & de Friſe, & ſemblablement nos Conſeillers & autres notables Officiers & ſerviteurs de nos Palais, promettent & jurent de les entretenir inviolablement de point en point.

En temoin dequoy nous avons fait mettre nos ſeaux à ces preſentes lettres, que nous avons ſigné de nos mains.

Donné à Delft le 3. de Juillet l'an de nôtre Seigneur 1428.

NS
J.C.

CCCLXXXIV.

28. ANCE AN- TER-

Traité entre CHARLES VII. *Roi de France, &* JAQUES I. *Roi d'Ecosse, pour le Mariage de* MARGUERITE *Fille de Jaques, avec* LOUIS *Daufin de France. Fait à Chinon le* 30. *Octobre* 1428. *Lequel Mariage fut consommé à Tours le* 25. *Juin* 1436. *le Daufin n'ayant pas* 14. *ans, en vertu de la Dispense donnée par l'Archevêque de Tours comme Diocesain.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 23.

CAROLUS Dei gratiâ Francorum Rex, Universis præsentes literas inspecturis, salutem in eo qui dat salutem Regibus cujusque bonitate & virtute crescunt unita ac per charitatem conjuncta quæque in melius prosperantur. Regum potentatus ac regalium domorum dignitates & viribus crescunt & elucescunt honoribus, cum præclarissimæ domus per alterutrius appropinquationem & mixturam sanguinis dignificantur, sicque utique robur crescit & claresçit honorum, insigniorumque radicatio, & amor charitativus vivaciùs intenditur. Cum igitur inter Illustrissimum Principem Fratrem, consanguineum & confœderatum nostrum Charissimum JACOBUM Dei gratiâ Scotorum Regem, & nos per dilectissimos Consiliarios nostros Regir aldum Archiepiscopum, & Ducem Rhemensem Parem Franciæ, Joannem Stewart Comitem Ebroïcensem, & Dominum de Devile consanguineum nostrum, & Magistrum Alanum Aurigæ Cancellarium Bajocensem Secretarium, Ambaxiatores nostros ad prædictum fratrem nostrum, hac de causa destinatos & sufficienti potestate fulcitos, nomine nostro & nostra parte fuerit concordatum & conclusum matrimonium inter charissimum primogenitum nostrum LUDOVICUM Delphinum Viennensem, in minoribus annis, & sub paterna nostra potestate constitutum, & dilectam filiam & consanguineam nostram MARGARETAM primogenitam dicti fratris nostri Regis Scotiæ, in minoribus annis, & sub paterna potestate etiam constitutam, prout ex literis patentibus dicti fratris nostri super dicto tractatu ipsis Ambaxiatoribus nostris sua de parte traditis constare potest, quarum tenor sequitur, & est talis.

Jacobus Dei gratiâ Rex Scotorum, universis præsentes literas inspecturis, in omnium datore bonorum & Sacramentorum fonte Deo dilectionem & salutem. Cum Regum inclita celsitudo & felicia incrementa Regnorum per fœdera & conjunctiones ligarum tanquam muro inexpugnabili contra inimicorum incursus, & ut unum corpus ad invicem conjungantur; hæcque vincula per matrimonium catenata, cujus effectus dispersos colligit, & de diversis ac extraneis personis quasi de uno eodemque utero exeuntibus constituit unam carnem, unamque & eandem utriusque voluntatem, ornantur & splendidissimè decorantur, siquidem cum pro parte Christianissimi Principis fratris, confœderati, ac consanguinei nostri Charissimi Caroli Dei gratiâ Regis Francorum Illustris, nobis suos solemnes Ambaxiatores, videlicet Reverendum in Christo Patrem Reginaldum permissione divinâ Archiepiscopum & Ducem Rhemensem, Parem Franciæ, Joannem Stewart Comitem Ebroïcensem, Dominum de Devile militem, consanguineum nostrum, & Magistrum Alanum Aurigæ Cancellarium Bajocensem destinantis, & per præfatorum Ambaxiatorum medium propositum fuerit, quod præfatus Christianissimus Princeps frater noster, & etiam inclitum ejus unigenitum Ludovicum Delphinum Viennensem, adhuc in minori ætate & sub potestate paterna constitutum desiderabat, & obtulit filiæ nostræ primogenitæ Margaretæ dare in conjugem & maritum. Quique Ambaxiatores prædicti ad hoc potestatem & commissionem præfati Christianissimi Principis fratris nostri sufficientes & plenas habentes, & easdem producentes coram nobis, dictam filiam nostram Margaretam præfato Ludovico dari in conjugem & uxorem, cum eâ quâ decuit honestate obtulerunt. Attendentes etenim & digna meditatione pensantes, tantam tamque magnificam præfati inclitæ prolis Ludovici oblationem nobis factam fore & esse sicut decet, cum gratiarum actione sincerè & cordialiter acceptandum. Nos pro nobis & dicta filia nostra Margareta, adhuc sub nostra potestate constituta, purè, simpliciter & absolutè cum prædictis Ambassiatoribus ad hoc potestatem habentibus, & mandatum speciale à præfato Christianissimo Principe fratre nostro, & pro se & ejus dicto filio Ludovico, in minori etiam ætate constituto, de nostri generalis Consilii avisamento & deliberatione despondemus, dictamque nostram filiam Margaretam daturos in conjugem & uxorem Ludovico memorato & tanquam pro ejus perpetua conjuge quantum possumus, contraximus pro eadem cum præfatis Ambaxiatoribus, convenientes, tractantes, concordantes, componentes, & etiam concludentes; dictusque Archiepiscopus præfatorum Ambaxiatorum principalior atque primus, & ex parte præfati Christianissimi Principis Patris nostri &c. assentientibus & consentientibus suis collegis in dicta Ambaxiata contentis, autoritate, potestate, & mandato prædictis convenit, tractavit & nobiscum concordavit, composuit & concluſit, ac dictum Ludovicum autoritate præmissa, ut præfertur, præfatæ nostræ filiæ Margaretæ purè & simpliciter ac etiam absolutè spopondit, obligavit, submisit in futurum ac perpetuum conjugem ac maritum, quantum potuit contrahendo pro eodem omni fraude & contradictione seclusis, liberaliter, sponte, sub pœnis, juramentis, sponsionibus, obligationibus, & confirmationibus ab utraque parte subeundis, & compromissis hinc & inde prout in articulis capitularibus præsentibus literis insertis plenius continetur.

ANS
J. C.
1428.

Primò dicti Principes & quilibet eorum, quantum eum tangit, habent gratum & acceptum dictum matrimonium, placetque eis ipsum tractare, concordare & promittere, ac contrahi & consummari facere per dictum Dominum Ludovicum, & Dominam Margaretam, cum ad ætatem legitimam pervenerint, super hoc prædictis filio & filia suis in minoribus annis constitutis, quilibet pro parte sua spondentes, ac etiam paciscentes.

Item, quatenus dicti Principes pendente tempore ante consummationem matrimonii tenebunt & acceptabunt, videlicet dictus Rex Franciæ dictam Dominam Margaretam pro filia, & dictus Rex Scotiæ dictum Dominum Ludovicum pro filio, juvando, fovendo, & confortando eos in suis honoribus, dignitatibus, juribus præsentibus & futuris, ac bonum, utilitatem & honorem eorum promovendo, malumque & incommodum & damnum eorum evitando toto posse sicut decet, pro filio & filia, ac si matrimonium consummatum esset.

Item dicta Domina Margareta, cùm ratione dicti Domini Ludovici tempore, futuro ad Dignitatem Reginalem Coronæ Franciæ, devenerit, dotabitur secundum quod Reginæ Franciæ per leges & consuetudines dicti Regni solent esse, & fuerunt dotatæ.

Item, si contingat dictum Dominum Ludovicum decedere antequam ad Coronam Regiam pervenerit, matrimonio consummato dicta Domina dotabitur, ut solent dotari sponsæ primogeniti Regis Franciæ: at si magis placet dos nominata, dotabitur de duodecim mille libris in redditu juxta æstimationem librarum Franciæ, & constituetur dos in fortalitiis & Dominiis

ANS de J. C. 1428.

miniis honori & ſtatui tantæ Dominæ condecentibus.

Item, ſi quis prædictorum Principum infregerit præſentem tractatum & concordiam matrimonii, infractor obligabitur & tenebitur ſolvere alteri ſummam centum millium coronarum auri talis ponderis & valoris, quam marca Franciæ ſexaginta & quatuor de dictis coronis non excedat.

Item & quoad hoc dictæ partes coërcitioni Sanctæ Sedis Apoſtolicæ ſubmittentes uſque ad pœnas generalis interdicti incluſivè, non obſtante quocumque generali aut ſpeciali privilegio eiſdem Principibus aut alicui eorum conceſſo ſuper non interdicendis perſonis aut Dominiis eorumdem.

Item his non obſtantibus tam de augmentatione pœnarum à parte contraveniente levandarum, quàm ampliatione dotis & reddituum pro vitâ dictæ Dominæ Margaretæ aſſignandorum quædam alia Regis Scotiæ Ambaſſiatori petenda & exigenda committuntur. Ad quæ quidem omnia, & ſingula nos, & dilectiſſima conſors noſtra Regina pro nobis, & præfatâ filiâ noſtrâ Margareta ac præfatus Archiepiſcopus conſentientibus, & præſentibus duobus ſuis collegis prædictis pro præfato Chriſtianiſſimo Principe fratre noſtro, &c. Regum hæredibus, & ſucceſſoribus Regni, Principibus, & Prælatis, Baronibus, Communitatibus, & ſubditis ac obedientibus utrorumque præſentibus, & futuris perpetuò, & inviolabiliter obſervanda tactis Sacro-Sanctis Dei Evangeliis juramenta præſtitimus corporalia, & etiam noſtrum quilibet juramentum præſtitit corporale. Præterea cùm ex frequenti cohabitatione conjugum fervor dilectionis, & ipſorum mutua dilectio intenſius creſcant, & validius radicentur, nec decet conjuges alterius ſolatio diu ſeu eorum præſentia deſtitui, aut privari præfatorum Ambaſſiatorum petitionibus annuentes per præfati conſilii noſtri adviſamentum promittimus, & tenore præſentium ſpondemus, quod præfatam filiam noſtram Margaretam eidem fratri noſtro Regi, ac noſtro filio dilectiſſimo Ludovico memorato, in proximo navigio uſque ad Regnum noſtrum tranſmittendo, pro eadem quandocumque poſt Feſtum Purificationis Beatæ Mariæ, proximo futurum infra annum cum ſex millibus hominum ipſam concomitantibus ſeu concomitaturis tranſmittemus prout, & ſecundum quod de ejus tranſmiſſione, & dictorum ſex millium hominum ordinatione per noſtram Ambaſſiatam ſupradictam dum venerit cum præfato Chriſtianiſſimo Principe fratre noſtro, &c. tractabitur, ordinabitur, & finaliter concludetur. Datum ſub teſtimonio magni ſigilli noſtri, apud Perch, decimo nono Julii anno Domini milleſimo quadringenteſimo viceſimo octavo, & Regni noſtri viceſimo tertio. Sic ſignatum in noſtro Conſilio Generali, Taillefer.

Nos attendentes, & digna meditatione penſantes tantam tamque magnificam amicitiæ fortificationem, & appropinquationem ſanguinis ad utriuſque Regni robur, & honeſtatem, ac fœderum vigorem dudum initorum nunc per matrimonii prædicti copulam roborandorum, fore, & eſſe ſicut decet cum gratitudine ſincerâ affectuoſius & cordialiter acceptandam, prædicti matrimonii tractatum ſicut præfertur promiſſum, concluſum, & juratum, gratum habuimus, & acceptum modo, & forma quibus in articulis literis præinſertis deſignatis continetur. Verum quia in dicto tractatu præfatus frater noſter ſibi aliqua reſervavit à nobis poſtulanda, & per nos addenda, & declaranda, atque ad petendas, & requirendas à nobis dictas additiones, & declarationes ac ratificationem, & approbationem dicti tractatus nos perſonaliter fieri & jurari, idem frater noſter ad noſtram præſentiam ſuos deſtinavit Ambaſſiatores ſolemnes, videlicet Henricum Epiſcopum Abredinenſem, Patricium Dogilbs Militem, Vicecomitem Auguſtæ, & Magiſtrum Edwardum de la Wadre, Archidiaconum Laodoniæ, ſuper dictis additionibus, declarationibus, approbatione, & juramento nos inſtantiſſimè requirentes. Nos auditis ipſis Ambaſſiatoribus in noſtro magno Conſilio, & omnibus per eos propoſitis, & deinde expreſſiùs petitis, diligenter conſideratis, & attentis, & maximè quod auxilium, & ſuccurſum dicti fratris noſtri copioſum, & potentem adverſus utriuſque Regni hoſtes nobis venturum, & ſerviturum obtulerunt, & promiſerunt, habitâ maturâ dicti magni Conſilii ſuper his deliberatione ad articulos capitulares per dictos Ambaſſiatores noſtros tractatos, concordatos, & compromiſſos prout præinſertis literis continetur, addi pro parte noſtra voluimus, & ordinavimus quæ ſequuntur.

ANS de J. C. 1428.

Primò volumus, & addimus ad prædicta quod ſi contingat filiam noſtram Margaretam ratione dicti filii noſtri primogeniti ad coronam reginalem Franciæ non devenire matrimonio conſummato, de quindecim mille libris annui redditus dotetur, quæ quidem libræ talis valoris, & monetæ ſint, quod marca argenti ad ſextum dimidia dictarum librarum æſtimetur.

Secundò, quod pœna contra partem infringentem appoſita, & alteri parti ſolvenda, quæ ad centum mille coronas æſtimabatur, uſque ad trecenta millia coronarum augmentetur.

Tertiò, quod ſi contingat dictum filium noſtrum Ludovicum decedere matrimonio non conſummato cum dicta filia noſtra Margareta, ſecundo-genitus noſter, ſi Deus nobis aliquem dederit, contrahet cum eadem Margareta, & in caſu ſimili mortis ſecundi cum tertio, & ſic deinceps uſque ad conſummationem matrimonii alicujus inter dictas proles; hoc tamen ſub tali conditione, & pacto non conſummati matrimonii. Similiter, in caſu mortis dictæ Margaretæ, dictus Ludovicus filius noſter contrahet cum ſecunda, & in caſu mortis ſecundæ cum tertia, hoc tamen pacto intelligendum eſt quod de dictis filiabus viventibus poterimus eligere quamcumque voluerimus pro filiis noſtris prædictis, quodque in perſonis ſit idoneitas, & talis convenientia in annis, quòd una pars alteram ultra ſeptennium non excedat, atque hoc capitulum locum habebit in filiis, & filiabus ante mortem primogenitorum, & primogenitarum utrorumque alteri matrimonio non obligatis.

Quarto, quod ſi contingat dictum filium noſtrum Ludovicum decedere matrimonio non conſummato, & non vivente aut ſuperſtite nobis altero filio, cum quo poſſit per matrimonium dicta filia noſtra Margareta copulari; adductaque ad nos, & dictum filium noſtrum fuerit in Regno noſtro, nos in recompenſationem laborum, & onerum dictæ filiæ noſtræ Margaretæ eidem dabimus, & perſolvi faciemus quadraginta millia coronarum auri. Quibus additionibus, & declarationibus per nos cum dictis Ambaſſiatoribus concordatis, & ad cetera capitula per dictos noſtros Ambaſſiatores tractata, & concluſa adjunctis, Nos pro nobis, & dicto filio noſtro ſub paterna noſtra poteſtate conſtituto, purè, ſimpliciter, & abſolutè cum præfatis Ambaſſiatoribus ad hoc poteſtatem habentibus, & mandatum ſpeciale à præfato fratre noſtro per ſe, & dicta filia ſua Margareta in minori etiam ætate conſtituta, de noſtri magni Conſilii adviſamento & deliberatione, deſpondimus dictum filium noſtrum Ludovicum dare in conjugem, & maritum Margaretæ memoratæ, & tanquam pro ejus perpetuo marito quantum poſſumus, contraximus, pro eodem cum præfatis Ambaſſiatoribus convenientes, tractantes, concordantes, componentes, & etiam concludentes acta per dictos Ambaſſiatores noſtros rata, & grata habentes, laudantes, & confirmantes, ac ſuper additis, & declaratis per nos pacifcentes; & compromittentes de novo prout ſuprà declaratum eſt, omni fraude, & contradictione ſecluſis, liberè atque ſponte,

ANS e J.C. 1428.

te, sub pœnis, juramentis sponsionibus ab utraque parte subeundis, & compromissis hinc & inde, ut superius extitit declaratum. Ad quæ quidem omnia & singula nos, & charissima consors nostra Regina ac charissima Mater nostra Regina Siciliæ, pro nobis, & dicto filio nostro Ludovico Regibus, hæredibus, & successoribus Regno, Principibus, Prælatis, Baronibus, Communitatibus, & subditis ac obedientibus nostris præsentibus & futuris perpetuò, & inviolabiliter observanda tactis Sacro-Sanctis Dei Evangeliis juramenta præstitimus corporalia, præsentibus charissimo nepote nostro Duce Alenconii, Comitibus Vindocinensibus, & consanguineis nostris, dilectis Rhemensi & Turonensi Archiepiscopis, Episcopis Sagiensi, Lodevensi, Bitterrensi, Aurelianensi, Agathensi, Nemausensi, & Tarbiensi, Abbatibus Talemond, & Alen. Dominis de la Trimoüille, d'Orval, de Gravilla, Magistro Balistariorum, & de Trevis, Vicecomite de Rupecavardi pluribusque viris Ecclesiasticis, Baronibus, & Nobilibus, atque civibus notabilibus in multitudine copiosa in nostro magno Consilio, qui etiam super præmissis omnibus inviolabiliter observandis sua corporalia præstiterunt juramenta. In quorum omnium testimonium præmissorum nostrum præsentibus literis duximus apponi sigillum. Datum in Castro nostro (a) Caynonis, die penultima mensis Octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo octavo, Regni vero nostri septimo. Per Regem in suo magno Consilio. Malliere.

(a) Chinon.

(b) *Commission de Charles VII. Roi de France, au Chancelier & autres, pour comparoir devant l'Evêque Diocesain, & sur le défaut d'âge de Monseigneur le Daufin, obtenir dispense, requerir, & poursuivre le Mariage dudit Daufin avec Marguerite d'Ecosse, bien qu'il soit mineur de quatorze ans. Donnée à Bourges le 3. Juin 1436.*

Quoi ie cette om- ission soit ie de nnée 36. de ême e la ivante, à jugé propos la ettre , par- que st une te du écé. nt aité.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis præsentes literas inspecturis, salutem. Cum inter nos pro nobis, & charissimo filio nostro primogenito Ludovico Delphino Viennensi, ex una parte; & Illustrissimum Principem fratrem, & confœderatum nostrum Charissimum Jacobum, eadem gratia Scotiæ Regem, pro se & dilectissima nostra Margareta ejus filia primogenita, parte ex altera: Matrimonium inter dictum filium nostrum primogenitum, & dictam Margaretam, Altissimo concedente contrahendum tractatum, & plenè concordatum extiterit, nosque certis de causis ad hoc animum nostrum moventibus ipsum matrimonium ex nunc quantum convenientius fieri poterit, & debebit solemnisari, perfici, & compleri desideremus, quod tamen obstante eo quod prædictus filius noster, licet proximus pubertati dicatur, nondum 14. suæ ætatis annum complevit, nisi canonica ordinarii dispensatione, aut alio processu interveniente, communi juris dispositioni non plenè consonare forsitan videretur. Notum facimus quod nos ad plenum confidentes de personis dilectorum, & fidelium nostrorum Reginaldi Archiepiscopi & Ducis Remensis, Paris Franciæ, Cancellarii; Magistri Adæ, Primi Præsidentis in Parlamento nostro; Magistri Petri de Briveria, Canonici Turonensis; & Magistrorum Henrici Manloüe, & Petri Alain Notariorum & Secretariorum nostrorum, & de eorum discretione, & provida circumspectione, fidelitate, probitate, ac bona diligentia, eos & ipsorum quemlibet in solidum melioribus modo, via, jure, & forma quibus melius, & efficacius possumus, & debemus nostros facimus, constituimus, & ordinamus per præsentes Procuratores, & nuntios speciales, ac etiam generales specialiter, & expresse ad comparendum, & se repræsentandum pro nobis, & de nostro nomine coram dilecto, & fideli Consiliario nostro Archiepiscopo Turonensi, præfati filii nostri primogeniti Diocesano, seu ejus in spiritualibus Vicariis generalibus, aut aliis ab eo deputatis, seu deputandis in hac parte ac cum dicto filio nostro primogenito de & super defectu ætatis suæ, & quatenus opus, vel expediens fuerit, dispensari cum clausulis opportunis petendum, requirendum, & obtinendum, nec non ad promittendum, & jurandum ac alia dicendum, & faciendum nomine nostro, & pro nobis quæ juxta tractatus prædicti tenorem, & formam promittenda, & juranda, dicendaque fuerint, & facienda, dantes, & concedentes præfatis procuratoribus nostris, & eorum cuilibet in solidum plenum ac speciale mandatum in præmissis, & quolibet præmissorum, & alium seu alios, Procuratorem seu Procuratores loco sui substituendi qui similem habeant potestatem, & quem vel quos substituerint revocandi. Promittentes bona fide, & in verbo regio, nos ex nunc ratum, gratum, & firmum habere, & habituros, omne id totum, & quicquid per dictos Procuratores nostros, & eorum quemlibet in præmissis, & ea tangentia actum factumve fuerit, sive gestum. In quorum testimonium sigillum nostrum præsentibus literis duximus apponendum. Datum Bitturis, die tertia Junii, anno Domini 1436. Regni verò nostri 14. *Sur le repli est écrit*, Per Regem in suo Consilio. *Et plus bas est signé*, Malliere. *Scellé d'un Sceau pendant en parchemin.*

ANS de J.C. 1428.

Commission de Charles VII. Roi de France, à son Fils Loüis Daufin de France, pour comparoir devant l'Archevêque de Tours, & contracter Mariage avec Marguerite Fille aînée de Jaques Roi d'Ecosse. Donnée à Bourges le 3. Juin 1436.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis præsentes literas inspecturis, salutem. Cum matrimonium inter charissimum filium nostrum primogenitum Ludovicum, Delphinum Viennensem, nunc decimo-quarto ætatis suæ anno, proximum, & dilectissimam nostram Margaretam, Illustrissimi Principis Jacobi eadem gratia Scotorum Regis, fratris consanguinei, & confœderati nostri charissimi, filiam primogenitam contrahendum per nos ex una parte: & dictum fratrem nostrum parte ex altera tractatum & concordatum extiterit, restet quod ipsum matrimonium solemnisandum, & perficiendum. Nos dicto filio nostro primogenito, licet absenti dedimus, & concessimus, damus, & conferimus tenore præsentium auctoritatem licentiamque, & assensum pro præmissis comparendi, & se repræsentandi coram dilecto, & fideli Consiliario nostro Archiepiscopo Turonensi, ejusdem filii nostri Diocesano, seu ejus in spiritualibus Vicariis generalibus, aut aliis ab eo deputatis, seu deputandis in hac parte, ipsumque filium nostrum habilem, & capacem ad matrimonium hujusmodi contrahendum, & solemnisandum pronuntiari, & declarari ac cum eo de & super ætatis defectu, quatenus opus fuerit, & aliis præmissis dispensari, processusque debitos, & juridicos, super hæc fieri & expediri, prosequendi, petendi, requirendi, & obtinendi, nec non tractatum prædictum ratificandi, omologandi ac se obligandi promittendique, & jurandi ac alia dicendi, & faciendi quæ juxta tractatus prædicti tenorem, & formam dicenda fuerint, & facienda; & si sibi visum fuerit expedire, in & pro præmissis eorumque emergen. inden. deppen. & connexis Procuratorem seu Procuratores constituendi cum potestate, & clausulis opportunis. In cujus rei Testimonium sigillum nostrum præsentibus literis duximus

ANS de J. C. 1428. mus apponendum. Datum Bitturis, die tertiâ Junii, anno Domini 1436. Regni vero noſtri 14. *Et ſur le repli eſt écrit*, Per Regem in ſuo Conſilio. *Et au deſſous ſigné*, Malliere. *Scellé d'un ſceau pendant en parchemin.*

Diſpenſe d'âge octroyée par l'Archevêque de Tours, comme Dioceſain, ſur le mariage de Louïs Daufin, fils du Roy Charles VII. & de Marguerite d'Ecoſſe, à cauſe que lui n'avoit encore atteint l'âge de quatorze ans, & qu'elle n'en avoit que douze. Concedée à Tours le 13. Juin 1436.

PHILIPPUS, Dei gratia Archiepiſcopus Turonenſis. Quia poſt certa ſponſalia inter Chriſtianiſſimum Franciæ Regem, nomine ſereniſſimi Principis Domini Ludovici ſui primogeniti, Delphinique Viennenſis ex altera, & illuſtriſſimum Principem Dominum Regem Scotiæ, nomine ſereniſſimæ Dominæ Margaretæ ſuæ primogenitæ ex alia, inter ipſos Ludovicum & Margaretam per Procuratores jam diù contracta & hactenus inviolabiliter obſervata, deſiderant tam ipſi Reges quam ſponſi antedicti ſponſalia prædicta ad effectum matrimonii quam ociùs perducere, cujus gratia ſereniſſima Domina antedicta ex ſincero & maritali affectu ad ipſum Dominum Ludovicum jam pervenit ex ſui genitoris ordinatione ad hoc regnum, ſperantes in Domino tam Reges præfati, quam ſponſi & conſilia & regna eorundem quam quanto prius ipſa ſponſalia ad matrimonium deducantur, tanto actore matrimonii favente, qui eſt ſolus Deus, bona matrimonii, puta fides, proles & Sacramentum tanto citiùs ad ſuorum regnorum commodum, imo ad totius fidei & cunctæ rei Chriſtianæ profectum exinde ſubſequentur. Cum vellent ac proponerent ad hujuſmodi matrimonii in facie Eccleſiæ, prout tantas decet perſonas ſolemniſationem in noſtra urbe Metropolitana, procedere, occurrit juris quæſtio coram nobis, qui ſumus ſpiritualis ordinarius ſereniſſimi Domini Ludovici prædicti, & per Dei gratiam conſequenter, futurus ſimiliter ordinarius ſereniſſimæ ſponſæ ejuſdem, puta circa pubertatem utriuſque ſponſi & ſponſæ prædictorum, nonnullis dicere volentibus, adhuc non poſſe matrimonium, ætate prohibente, ſubſiſtere inter eos, quamvis dictus Dominus Ludovicus fere principium quarti decimi, & ipſa ſponſa quaſi duodecimi finem anni attingeret. Aliis autem contrarium juncta quorumdam majorum ſummas tenentibus, nos actu ordinarius ipſius ſereniſſimi ſponſi & in ſpe ipſius Dominæ, ut præfertur, atque pro parte ſponſæ ejuſdem, ad difficultatis jam dictæ terminationem, necnon ad omnem canonicam proviſionem ad effectum matrimonii ſæpedicti tam de jure communi, quam etiam ſpeciali, puta, per diſpenſationem & aliter nominatus, acceptatus, & electus etiam in canonicis & aliis debitis ſubmiſſionibus, quæ quomodolibet poſſent requiri ad præmiſſa & pro parte Regum, & ſponſi ac ſponſæ prædictorum per eorum procuratores literatoriè conſtitutos, & de quorum nobis ſufficienter conſtitit poteſtate atque conſtat; cum vehementi inſtantia requiſitus unanimiter & rogatus procedere ad executionem omnium præmiſſorum videlicet pro parte Chriſtianiſſimi Franciæ Regis, ac ejus primogeniti Domini Delphini Viennenſis ſæpedicti, per Dominos Adam de Cameraco primum Præſidentem Curiæ Parlamenti, & Balduinum de Campania, Dominum de Tuſſe, Baillivum etiam Turoniæ, milites & Conſiliarios Regios, nec non pro parte illuſtriſſimi Regis Scotiæ, & ejus primogenitæ prædictorum per Reverendum in Chriſto Patrem Dominum Joannem Epiſcopum Brechmenſem, & Magiſtrum Joannem Scelbart, Præpoſitum Eccleſiæ Collegiatæ de Metphen, Conſiliarios ipſius illuſtriſſimi Scotiæ Regis, & per quemlibet eorumdem, attendenteſque de jure omnia, quæ adhuc de diſputationi ſunt relicta & arbitrio debent judicantium ſubſiſtere, qui juxta rerum vel perſonarum, temporum ac locorum ſeu cauſarum neceſſitatem & exigentiam tunc poſſunt, quorum voluerint opinionem ſeu ſummam immutare; hinc eſt quod nos illorum nunc ſummam qui dicunt, non ſolum ex carnis copula ſive inter ſponſos ad invicem, ſive cum aliis infrà annos pubertatis numeralis ſubſecuta poſſe pubertatem eamdem ipſo facto præveniri, ſed etiam hoc poſſe contingere ex ſola diſpoſitione & habitu corporum atque animorum ſponſi, ſimul atque ſponſæ, certificati ſufficienter de ætate ipſius ſereniſſimi ſponſi ſupradictâ, necnon de habitu & virili diſpoſitione ejuſdem, tam ex multiplici noſtra converſatione cum eodem, quam etiam ex accurato aſpectu noviſſimè ex cauſa & occaſione præmiſſorum ad corpulentiam & membra ſuæ ſerenitatis. Et inſuper informati judicialiter de ætate & virili potentia etiam ipſius ſponſæ, de qua ſupra, ac de ipſius viri potentia conſiderata per nos ſolicitè ſponſi & ſponſæ prædictorum habitudine corporum atque animorum nutritione, & ætate cujuſlibet ipſorum inſuper, & bona diſciplina quæ multum juxta prudentem ſententiam feſtinat ad maturitatem virtutis ſeminalis: conſiderato denique decurſu ætatis humanæ, quæ quanto plus laxatur, tanto citiùs omnem ſummum ætatis gradum attingit, & aſſequitur ſuam perfectionem; conſiderato amplius mutuo amore ſponſi & ſponſæ ad ſe invicem, & deſiderio converſationis conjugalis, quod plurimùm accendit vim conjugalem: Conſiderato noviſſimè tanto bono, quod ſicut dictum eſt ex ipſo matrimonio poteſt veriſimiliter adeſſe tranquillitati rei Chriſtianæ, & corroborationi antiquarum amicitiarum atque confœderationum inter Regna Franciæ & Scotiæ, quas non minoris eſt virtutis conſervare, quam de novo inire. Super hoc judicialiter de prædictorum omnium conſenſu ſententiantes Chriſti nomine primitùs invocato, decernimus ſponſum & ſponſam ſæpe dictos eſſe diſpoſitos, atque aptos ad ipſum matrimonium per verba de præſenti efficaciter in facie Eccleſiæ celebrandum, & ad ipſum quoad vixerint inviolabiliter obſervandum. Diſpenſantes nihilominus, quantum opus eſt, tanquam juris miniſter cum ipſis, & quolibet eorum, ſuper defectu ætatis antedictæ, ſupplentes eamdem quantum opus eſt ex cauſis prædictis, & plurimis aliis ad hoc noſtrum animum moventibus. Datum Turonis, ſub ſigillo majori noſtro, die 13. menſis Junii, anno Domini 1436. *Et ſur le repli eſt écrit*, De mandato Domini. *Et plus bas eſt ſigné*, Lucaſo, *avec paraphe. Scellé d'un Sceau pendant en parchemin.*

ANS de J. C. 1428.

CCCLXXXV.

Teſtament de BONNE DE SAVOYE *Princeſſe d'Achaïe. Fait le 19. Octobre*, 1429. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 131.

ANS de J. C. 1429. ACHAÏE.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti Amen. Anno Nativitatis ejuſdem Domini Milleſimo quatercenteſimo vigeſimo nono, indictione ſeptima, die decima nona Menſis Octobris. Actum in caſtro Stapinuſii videlicet in camera cubiculari infra ſcriptæ Illuſtris Dominæ BONNÆ DE SABAUDIA Principiſſæ Achayæ Teſtatricis, præſentibus venerabilibus Religioſis Dominis Fratre Donato de Pinerolio Confeſſore, Fratre Jacobino de Alexandria, Fratre Antonio de Moreta, Domino Joanne Bartholomæo Gerſii de Pinerolio Cappelanis, Spectabilibus, Egregiis & Nobilibus viris Domino Ludovico Baſtardo Achayæ, Domino Guillermo de Conſencio Legum Docto-

NS Doctore, Magistro Antonio Bealecii Phisico, Bar-
J. C. tholomæo Provanæ Magistro Hospicii Consiliariis,
29. Gabriele Provanæ Filio dicti Bartholomæi, Jacobo Filio Georgii de Buenis Domino Cersenaschi, & Stephano de Cabureto de Montecalerio Scutiferis infra scriptæ Illustris Dominæ Principissæ Testatricis, testibus ad infra scripta vocatis, & rogatis ore proprio ipsius Dominæ Testatricis, in hunc qui sequitur modum, suum testamentum, sine scriptis nuncupativum facere procuravit. In Primis quidem ejus animam quandocumque eam ab hoc sæculo migrare contigerit, Altissimo Creatori, Beatæque Mariæ Virgini ejus Matri & toti Curiæ Cœlesti commendavit. Item ordinavit sepulturam sui corporis fieri in Capella Illustrium Dominorum Principum Achayæ, sita in Ecclesia S. Francisci de Pinerolio, cum solemnitatibus decentibus. Item ordinavit quòd in dicta Capella pro anima sua celebretur per Fratres dicti Conventus, qualibet die una Missa solemnis *de Requie in cantu*, exceptis diebus quibùs in dicto Conventu prædicabitur, quibus diebus celebretur una Missa basse, & hoc usque ad tempus duodecim millium annorum, à die ejus decessus inchoandorum, & pro præmissis Missis celebrandis, legavit dicto Conventui omnia, & singula paramenta Capellæ ipsius Dominæ Testatricis, tam Calices, Reliquiaria, Cruces, Candelabra argentea, & aurea, & alterius cujusque metalli, libros, & vestimenta sacerdotalia. Item legavit occasione prædictâ dicto Conventui, sexaginta florenos annuales solvendos per infra scriptum suum hæredem, durantibus duodecim millibus annis suprà scriptis. Item legavit Monast. Monialium S. Jacobi de Pinerolio ordinis sanctæ Claræ pro anima sua, centum florenos solvendos semel tantum, per ejus hæredem infra scriptum. Item legavit Conventui S. Francisci de Montecalerio pro anima sua, quinquaginta florenos solvendos semel tantum per hæredem suum infra scriptum. Item legavit Conventui S. Francisci de Thaurino, quinquaginta florenos solvendos semel tantum per dictum ejus hæredem infra scriptum. Item legavit Monasterio S. Claræ de Thaurino pro ejus anima, viginti quinque florenos solvendos per dictum ejus hæredem semel tantùm. Item legavit Conventui S. Francisci de Querio pro ejus anima, viginti quinque florenos solvendos per dictum ejus hæredem semel tantùm. Item legavit Monasterio S. Claræ de Querio, viginti quinque florenos solvendos semel tantum per dictum ejus hæredem. Item legavit Conventui S. Francisci de Fossano, viginti quinque florenos solvendos semel tantum per dictum ejus hæredem. Item legavit Monasterio Monialium sanctæ Claræ de Carignano pro ejus anima, quinquaginta florenos solvendos per dictum ejus hæredem semel tantum. Item legavit Conventui S. Francisci de Monteregali pro ejus anima viginti quinque florenos solvendos semel tantum per dictum ejus hæredem. Item legavit onerando conscientiam infrà scripti sui hæredis, quingentos seu quinquies centum florenos pro maritandis quinque pauperibus virginibus, solvendos per dictum suum hæredem infra annum, post ipsius Dominæ Testatricis decessum. Et quia quæ speciali sunt digna nota, ideò infrascriptum ejus hæredem rogat, ut specialiter habeat recommissum in bonis suæ hæreditatis, & aliis suis quibuscumque peragendis, attentis benemeritis ipsius, & laboribus per eum supportatis, ob reverentiam ipsius Dominæ Testatricis spectabilem Dominum Ludovicum Bastardum Achayæ ejus dilectissimum. Item legavit *Illustri Domine Domine Joanne de Sabaudia Marchionissæ Montisferrati, ejusdem Domine Testatricis Sorori*, ducentos florenos parvi ponderis solvendos semel tantum per ejus hæredem infrà scriptum. Item jure restitutionis relinquit *Illustrissime Domine Domine Bone de Biturio ejus matri*, trecentos florenos parvi ponderis solvendos semel tantum per ejus hæredem infrà scriptum de, & pro quibus ipsam jussit, & voluit esse tacitam, & contentam; sic quòd ulterius nil petere possit, aut habere in bonis, & hæreditate ipsius Dominæ Testatricis. In omnibus autem bonis suis mobilibus, & immobilibus, juribus, & actionibus, ac nominibus debitorum, suum hæredem universalem instituit *Illustrissimum Dominum nostrum, Dominum Amedeum Sabaudie Ducem ejus Fratrem* dilectissimum, & ipso deficiente eidem Illustrissimo Domino nostro Duci substituit ejusdem Domini nostri Ducis hæredem universalem; De quibus omnibus ipsa Domina Testatrix præcepit fieri unum, vel plura publica instrumenta unius, & ejusdem tenoris ad opus quorum intererit per me Notarium infra scriptum, præsentibus testibus suprà scriptis. Signé Maglocus. ANS de J. C. 1429.

CCCLXXXVI.

Traité de Mariage entre SIGISMOND *d'Autriche fils de Frederic Duc d'Autriche, &* RADEGONDE *fille ainée de Charles VII. Roi de France. Fait à Inspruck, le 22. Juillet* 1430. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 349. ANS de J. C. 1430. Autriche et France.

FRedericus Dei gratia Dux Austriæ, Stiriæ, Carinthiæ & Carniolæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ ac portus Naonis, Comes in Habspurg, Tirolis, Ferretis & in Kiburg, Marchio Burgoyæ ac Landgravius Alsatiæ &c. recognoscimus pro nobis & hæredibus nostris per præsentes: quod nos * & diligenter consideramus, quod dignissimum regnum Franciæ & laudabilis Domus Austriæ à longis temporibus in verâ & bonâ unitate singularique amore & naturali amicitia insimul conjuncta fuerè, huc usque fœliciter permanserint, & ut in tali dilectione & amicitia permaneant, & per amplius in melius augmententur; nos erga Serenissimum Principem Dominum nostrum Dominum Carolum Regem Franciæ quæsivimus, & gratiam ejus magnâ cum diligentiâ rogavimus, ut Illustrissimam Dominam, Dominam RADEGUNDEM ejusdem Serenitatis filiam primogenitam dilectissimo filio nostro primogenito SIGISMUNDO Duci Austriæ causa Matrimonii daret atque concederet conthoralem & consortem. Qui quidem Dominus noster Serenissimus Rex aspectis & intellectis nostris diligentibus supplicationibus, cum nostra sincera & bona voluntate, quam erga sacram coronam Franciæ semper habuimus gessimusque huc usque & gerimus, consanguinitate * perutili & confœderatione, in quibus prædecessores ejusdem Serenitatis Reges Franciæ, nec non nostri meritis plurimùm attollendi celebris laudabilisque memoriæ * unà cum ejusdem Majestate hunc in consensum nostrorum unanima voluntate pervenimus, & specialiter propter nostram majorem pacem invicem & securitatem, ambarumque nostrarum domorum & subditorum Franciæ & Austriæ tranquillitatem & honorem: videlicet quod præfatam Illustrissimam Dominam Dominam Radegondem præfatæ Serenitatis Domini nostri filiam primogenitam Sigismundo dilecto filio nostro etiam primogenito in veram & perpetuam conthoralem & uxorem spopondit dare & concessit, prout hæc omnia in literis ejusdem Serenitatis super his confectis plenius & latius enodantur & continentur.

2. Quapropter promisimus & affirmavimus, promittimusque & affirmamus & juramus, per honorem, dignitatem & fidem nostram, quod præfatus Domicellus Sigismondus filius noster primogenitus dilectissimus, prænominatam illustrissimam Dominam Radegundem in Uxorem & sponsam, ipsamque secundum formam & legem sacrosanctæ Rom. Ecclesiæ, dummodo & quando ad annos discretionis pervenerint, pro uxore suæ legitima accipiet, ac ei carnaliter copulabitur, ut moris est; & ad hæc debemus & te-

ANS de J. C. 1430.

nebimus ipsum informare & inducere, omni dolo & fraude penitus semotis.

3. Amplius concordavimus & per præsentes consentimus, quod si prædictus noster carissimus filius viam universæ carnis ingrederetur, quod Deus per suam piissimam misericordiam avertat, & priusquam carnaliter copularetur prædictæ Illustrissimæ Dominæ Radegundi, & Dei clementia aliam nos ducere contingeret Uxorem; * quod eadem Domina Radegundis prædictæ Majestatis filia primogenita detur eidem filio nostro legitimo simili modo & forma, quibus supra dictum est de dilectissimo filio nostro Sigismundo, in uxorem & sponsam perpetuam.

4. Item, & si nullum futuris temporibus haberemus filium legitimum insuper concordavimus, quod eadem Domina R. uni de filiis inclytæ memoriæ fratris nostri illustris Principis Ernesti Ducis Austriæ, & præsertim primogenito Filio Duci Friderico nepoti nostro perdilectissimo detur in uxorem; si autem forte vita idem nepos obiret, quod absit, vel aliam mulierem duceret uxorem, prædicta Dom. Radeg. dilecto nostro Nepoti Alberto secundogenito dabitur & concedetur: & nisi idem supervixerit, aut aliam duxerit, alteri nostro nepoti Ernesto Fratri prædictorum, & tertio genito dabitur in Uxorem eidem, & simili modo de uno ad alium descendet, sicut dictum est de dilectissimo filio nostro Sigismundo: dum tamen alter nepotum nostrorum, cui nuptura esset, succederet nobis, sicut faceret Sigismundus filius noster, si viveret. Quæ sæpefatus Dominus noster Rex universa cum filiabus suis legitimis consimiliter & pariformiter facere provisit & affirmavit, seque ad hæc literis suis patentibus astrinxit, ut ipsa nostra amicitia & mutua Confœderatio consanguinitas debita & affinitas ex ambabus partibus certius, firmius & inviolabilius fervetur, & inconcussè permaneat, omni dolo & fraude procul motis. In cujus rei testimonium perpetuamque firmitatem sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum. Datum Insprugg. 22. die mensis Julii, Anno Domini 1430. Scellé d'un seau pendant à un cordon de soye rouge & blanche.

ANS de J. C. 1430.

muni nostro & utriusque nostrûm consensu, edicto ac constitutione mandaverimus; & super his, determinatis tamen & certis in conditionibus & modificationibus in dictis capitulis & articulis nostra utrinque unanimi, concordi & eadem voluntate satis declaratis, consensum præbuerimus, & illa & singula, quæ in eisdem capitulis & punctis contenta, deliberata & concluſa, decenti cum solemnitate obligationeque & pertinentiis facere, perficere & complere promiserimus; veluti præfatus noster consanguineus & confœderatus ad ipsa & cuncta eorum opere & ad effectum realiter producere & complere liberaliter compromisit, & sua spontanea & bona voluntate spopondit & astrinxit; prout hæc omnia seriosius sunt inserta in literis nostris, & ejusdem consanguinei nostri super his confectis, & plenius enodantur, quarum literarum tenor subsequitur de verbo ad verbum, & est talis.

ANS de J. C. 1430.

2. Carolus Dei gratia Francorum Rex, universis præsentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus, recognoscimusque præsentium tenore pro nobis hæredibusque nostris & successoribus in futurum Regibus Franciæ universis, quod nos solerti mente considerantes bonam voluntatem, sinceræque devotionis affectum, quem huc usque erga Matrem nostram inconcussè gessit, assiduèque gerit illustris ac potens Princeps, Dux Austriæ, Fridericus Consanguineus noster carissimus, & qui nobis in nostris gerendis bellis contra hostes nostros in auxilium esse, subsidiumque præstare, singulari semper cum affectione desideravit, quinimo & personam suam propriam, bona quæcunque & potentiam ejus iteratis vicibus liberali animo & bono ex corde præfatæ nostræ Majestati in subventionem & præsidium esse obtulit: proinde ad ejusdem honestæ & perfectæ voluntatis & egregiæ intentionis ampliorem confirmationem, & ut cæteris eam voluntatem decenti in modo innotesceret ad Regni nostri & dominiorum aliorum nostrorum subditorumque & suorum potentatium, unà cum subditis ejusdem protectionem & tutelam, tutiorem, majorem & perfectorem potentiam, nec non tranquillitatem & omnis incolæ eorumdem pacem perpetuam; convenit, concordavit, appunctuavit, compromisit & concluſit cum dilectis & fidelibus nostris Ambassiatoribus Magistro Simone Caroli Consiliario & Hospitii nostri Requestarum Magistro, & Joanne Frambergio Scutifero ac custode scutiferiæ dilectissimæ consortis nostræ Reginæ Franciæ, ad ejusdem nobilitatis præsentiam nostrâ ex parte dicta de causa transmissis, & cum sufficienti potestate à nobis delegatis, & ad infra scripta subsequentia specialiter commissis & deputatis; articulos, puncta & capitula inferius declaratos & declarata: & ipsi præfati Ambassiatores nostra etiam ex parte, & nomine, virtute ipsorum Commissionis & potestatis à nobis ut præfertur eisdem concessæ, eadem concordarunt, compromiserunt & consenserunt modo & formâ immediatè subsequentibus.

3. Et primò quod nos sub honore & dignitate nostris promittimus & juramus, quod nos erimus de cætero, & deinceps etiam hæredes nostri & successores Regni Franciæ, in præsidium & defensionem magnifico Principi consanguineo nostro carissimo Friderico Duci Austriæ & ejus hæredibus & posteritati; procurabimusque toto ex posse, & custodiemus honorem, utilitatem & commodum eorumdem, ut decens fuerit; & consilium & auxilium in omnibus licitis & honestis per æterna tempora præstabimus, quando & quotiens fuerimus requisiti, sicuti amicitiæ virtus & sanguinis præclari proximitas amicos & confœderatos jure astringunt & obligant; modo & forma, quibus dictus consanguineus noster sua libera voluntate & gratis nobis obtulit, & suis literis se ad ea perficienda obligavit: illis duntaxat exceptis, cum quibus Serenissima Domus Franciæ & nos confœderati sumus & nostris subditis, omni dolo & fraude penitus semotis. Insuper sperantes, divinâ favente clementiâ digna

CCCLXXXVII.

ANS de J. C. 1430.

FRANCE ET AUTRICHE.

Alliance entre CHARLES VII. *Roi de France &* FREDERIC *Duc d'Autriche, qui promet de déclarer la guerre par un Heraut, à Henri Roi d'Angleterre & à Philippe Duc de Bourgogne, Ennemis de Charles son Beaupére, fait à Sens, le 15. de Septembre*, 1430. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 351.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis præsentes litteras inspecturis, salutem. * Omninò esse putamus, quo Principes magis eluceant vel clarioribus soleant ad cœlum laudibus ferri, quam cum veritatem videntur & fidem colere; quoniam in rebus humanis nihil ipsa fide meritis præstantius excogitari potest, nam ejus virtute gratiaque amicitiæ, dilectiones & fœdera digna cum honestate inconcussâ observantur: proinde cùm nuper ob causam & in favorem dilectionis & amicitiæ capitula quædam, puncta, & articulos, in materia mutuæ confœderationis & bonæ colligantiæ inter nos nostrosque hæredes & successores Regni Franciæ parte ex una; & illustrissimum & præpotentem Principem FRIDERICUM Ducem Austriæ Consanguineum nostrum carissimum, atque dilectissimum alia etiam ex parte: ad utilitatem, honorem & commodum utriusque nostri Regni & Principatuum, dominiorumque & subditorum nostrorum pacem perpetuam, tranquillitatem & tutelam ampliorem concordaverimus, concluserimus ac observari ab omnibus nostris subditis com-

NS digna cum honestate futuris temporibus magnificien-
. C. tiam consanguinei nostri prædicti Ducis Frederici Au-
30. striæ de laboribus suis justissimis recompensare; nobis
per eundem & per suas patentes literas obligationem
factam & præsentatam, de faciendo guerram ex patria
sua Alsatia, in favorem nostri; quamvis ejus nomine,
& querela, perfidis Burgundis, qui Majestati nostræ
& inobedientes & rebelles existunt, & damna quam
plurima intulerunt, & hoc infra festum beati Michae-
lis proximè futuri facere spopondit, acceptamus * certo animo ejusdem affectionem susc epimus.

4. Etiam voluit & promisit dictus noster consan-
guineus & confœderatus, nobis mittere literas suas
diffidentiæ Henrico (pro Rege Angliæ se gerenti) an-
tiquo nostro hosti, & Philippo de Burgundia nobis
inobedienti & rebelli pertinentes, & eas dare seu trans-
mittere per suum Heraldum, nobis vel à nobis deputatis infra festum natalis Domini proximè futurum,
ut prædictis Henrico & Philippo transmittentur cum
solemnitate, modo & formâ in talibus fieri consue-
tis. De quarum literarum traditione ac præsentatione,
& de tempore, quo præsentabuntur, eundem nostrum
consanguineum & confœderatum faciemus certificari,
ut ipse super ea sit advisatus absque etiam dolo & frau-
de quacunque. Et quæ ulterius nobis jam dictus con-
sanguineus noster & confœderatus armata cum poten-
tia ejusdem parare, & eam paratam fore & esse intra
octavum diem mensis Aprilis in proximum venturi,
in patria ejusdem Alsatia, propriis sumtibus, & ex-
pensis compromisit, & propria voluntate liberaliter
præsentavit, & ex post ad nostri beneplacitum dictum
regnum nostrum intrare, ac in ipso Regno nostro per
menses cum dicta sua Armata & sociis suis propriis
sumtibus & expensis nostros inimicos, hostes & rebel-
les meliori modo, quo poterit, invadere, damnificare
& molestare, eisdemque inimicis nostris hostibus &
rebellibus juxta velle nostrum unà cum gentibus no-
stris guerram facere, prout in literis ipsius super hoc
confectis latius inseritur.

5. Hoc itaque grato animo susc ipimus & accepta-
mus, promittimusque infra dictum terminum de no-
stris gerendis negotiis, singulariter & maximè bello-
rum, ad plenam nobilitatem ejusdem consanguinei &
confœderati nostri certificare; nos insuper intuitu
meritorum laudabilium ejusdem consanguinei & con-
fœderati nostri erga nostram Serenitatem aliisque va-
riis rationibus ad hoc animum nostrum moventibus
consentimus, & dicto nostro consanguineo & confœ-
derato Friderico Duci Austriæ concedimus; quod si
quæ Civitates, villæ, oppida, castra, vel alia loca de-
fensibilia, existentes & pertinentes, sive existentia &
pertinentia ex proprio hæreditagio & domanio, ho-
stibus & inimicis nostris per ipsum nostrum consan-
guineum & confœderatum & ejusdem exercitum, sua
potentia aut compositione vel alia via licita ab ipsis
hostibus & inimicis nostris recuperentur & conquiran-
tur, ac nostræ bonæ & veræ obedientiæ reducantur;
idem noster consanguineus & confœderatus talia te-
nere & possidere valeat ex nostro consensu & volun-
tate, ipsaque regere & gubernare ac gaudere plenariè
omnibus fructibus, proficuis, emolumentis & obven-
tionibus hujusmodi Civitatum, villarum, oppido-
rum, castrorum, aliorumque locorum defensibilium,
ac suarum pertinentiarum, quousque per nos & dic-
tum nostrum consanguineum, vel à nobis vel ab eò
super hoc utriusque commisso, aliis fuerit ordinatum
& appunctuatum.

6. Amplius etiam consentimus & concordamus,
ut de captivis & prisonnatis, qui per gentes exercitus
Consanguinei nostri & confœderati, quamdiu tamen
erit in nostri subsidium & auxilium, & vires suas &
potentiam in nostri favorem & pro nostra querela ex-
posuerit, detenti & captivi fuerint, sive in conflicti-
bus, aut aliis insultibus seu bellicis actibus, aut etiam
in captione seu redditione villarum, civitatum seu ca-
strorum; idem Consanguineus noster & confœdera- ANS
tus possit liberè disponere ad sui beneplacitum & vo- de J. C.
luntatem ordinare, & hoc semper absque dolo, fraude 1430.
& fallacia quibuscumque.

7. Ulterius consentimus & promittimus, quod si
de cætero, aliquis præsumeret dicto consanguineo no-
stro & confœderato aut suis & dominiis ejus guerram
facere seu damnum inferre, hoc nos tenebimus & de-
bemus prævenire & impedire, ut melius poterimus,
& in illis & contra illos, quandocumque fuerimus re-
quisiti, consilii, subsidii & auxilii esse, & juvamen
præstare, sine aliqua fallacia aut dolo.

8. Placet etiam nobis, consentimus & concedimus
in majorem favorem jam dicti consanguinei nostri &
confœderati & amorem perfectiorem, intuituque hu-
jus præsentis tractatus & colligantiæ, ut de cætero
cum prædictis nuntiis nostris aut aliis quibuscunque,
cum quibus ex nostra communi amicitia & confœde-
ratione contingeret, nos esse futuris temporibus in
guerram, treugas, abstinentias guerræ aut tractatum
aliquem pacis & concordiæ non faciamus aut fieri con-
sentiamus; verum etiam cum aliis Principibus, pote-
statibus & communitatibus quibuscunque confœde-
rationes seu amicitias (non) tractemus, quin illa antea
significare & notificare habeamus dicto consanguineo
nostro & confœderato seu significare faciamus: nisi
tamen in illis treugis, guerræ abstinentiis pacis &
concordiæ tractatibus, amicitiis, confœderationibus
& colligantiis comprehensus etiam per expressum exi-
stat & nominatim comprehendatur, si fuerit suæ vo-
luntatis aut beneplaciti, quod ipse indilatè nobis inti-
mare eademque vice versa adimplere, complere, & fa-
cere tenebitur. Nos insuper ut (ob) causam veræ ami-
citiæ & obsequiorum, quæ grato & liberali animo no-
bis impendere disposuit præfatus noster consanguineus
& confœderatus Fridericus Austriæ Dux affirmamus,
quod deinceps personam suam unà cum illustri & ma-
gnifico Principe Sigismondo Duce etiam Austriæ
consanguineo nostro carissimo ejus filio primogenito
eorumque hæredes singulari cum affectione habebi-
mus, ut decet, recommissos & specialiter recommen-
datos, ipsosque voluntate perfecta amicabilibus auxi-
liis, specialibus gratiis & favoribus inter cæteros pro-
sequemur, & de bonis à Deo nobis collatis feudis,
Dominiis & possessionibus tempore futuro liberaliter
eisdem impartiemur, ut per amplius nobis obligati &
astricti tanto ferventius & libentius nobis servitia &
obsequia impendant & facere teneantur. Quæ omnia
& singula præinserta cum eorundem circonstantiis,
modo & forma declaratis, & quæ acta, concordata &
concluса fuerunt per dictum nostrum consanguineum
& confœderatum, aut ejus ex parte cum Ambassiato-
ribus nostris prædictis, & prout superius de verbo ad
verbum sunt exposita, ratificamus, approbamus &
confirmamus, ac ipsa complere & perficere in verbo
Regio pronuntiamus & juramus.

9. In quorum omnium fidem & testimonium
sigillum nostrum in absentia magni ordinatum, præ-
sentibus literis fecimus apponi. Datum Sen. die 15.
mensis Septembris anno Domini 1430. Regni verò
nostrò octavo. Et postmodum insequuntur literæ no-
stri antedicti consanguinei Ducis Friderici Austriæ in
substantia & verborum sententia conformes ut præmit-
titur, & consimiles nostris præscriptis literis. Frideri-
cus Dei gratia Dux Austriæ, Stiriæ, Carinthiæ & Ti-
rolis, Carniolæque Comes &c.

ANS de J. C. 1431. SAVOYE ET MILAN.

CCCLXXXVIII.

Traité entre AME' VIII. *Duc de Savoye, &* PHILIPPE-MARIE *Duc de Milan, fait le* 18. *de Decembre* 1431. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 282.

IN nomine Domini, Amen. Anno Nativitatis ejusdem millesimo quatercentesimo trigesimo primo, Indictione decima, die decima octava mensis Decembris. Per hoc publicum Instrumentum cunctis fiat manifestum, quòd cùm Illustris Joannes Jacobus Marchio Montisferrati, præter & contra voluntatem Serenissimi Principis Domini nostri Domini Sigismundi Dei gratia Romanorum Regis semper Augusti, inhibitionesque & mandata eidem, per literas & solèmnes Ambassiatas autoritate Regia sæpissime factas, inhærendo voluntati Dominii Venetorum Manifestorum rebellium Sacri Romani Imperii, cum ipsis conspirationem & ligam fecerit in guerra quam incepit adversus ipsius Sacri Romani Imperii terras, feuda & vassallos, signanter contra Illustrissimum Principem & Excellentissimum Dominum Dominum PHILIPPUM-MARIAM Anglum Ducem Mediolani, Papiæ Angleriæque Comitem ac Januæ Dominum, Serenissimi Domini nostri Romanorum Regis filium & fidelem; tentando tam vi armorum quàm diversarum seditionum tractatibus, opem præstans & auxilium dicto Venetorum Dominio, statum ipsius Illustrissimi Domini Ducis Mediolani subvertere, terrasque & oppida quæ ab Imperiali Majestate in feudum possidet, usurpare, fueritque necessarium & expediens ipsi Domino Duci Mediolani, tum pro defensione sui Status, tum etiam propter requisitiones & mandata Serenissimi Domini nostri Domini Romanorum Regis, non solùm ipsi Domino Marchioni resistere, sed etiam sibi tanquam colligato ipsius Dominii Venetorum Sacri Romani Imperii rebellium & inimicorum guerram inferre, ut ita esse & fuisse veritatem dixit & protestatus fuit prælibatus Dominus Dux Mediolani, per medium personæ Egregii utriusque Juris Doctoris Domini Nicolai de Arcemboldis de Parma Nuntii & Procuratoris sui, in præsentia nostrorum Notariorum infrascriptorum, cumque *Illustrissimus Princeps & Excellentissimus Dominus Dominus* AMEDEUS *Dux Sabaudiæ, Chablasii & Augustæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium & Gebennarum, Valentinensisque & Dyensis*, similiter Imperialis feudatarius & fidelis, tam per ipsum Serenissimum Dominum nostrum Regem Romanorum, quàm dictum Dominum Ducem Mediolani velut fidelem Imperialem, multipliciter & instantissimè requisitus fuerit & debitè interpellatus, imò etiam per ipsum Dominum nostrum Romanorum Regem sub gravissimis pœnarum arctationibus, & sub vinculo fidelitatis comminatus, ut ad defensionem fidelium Imperii, & maximè ipsius Domini Ducis Mediolani, Civitatumque, Villarum, Castrorum & aliorum territoriorum quæ sub Imperiali feudo possidebat, nec non propulsationem & offensam sibi guerram inferentium, cum toto suo exercitu perseveret; ipseque Illustrissimus Dux Sabaudiæ, attendens affinitatem qua tam ipse Dominus Dux Mediolani quàm dictus Dominus Marchio Montisferrati, erga eum conjuncti sunt, mitiùs agere volentes, præfatum Dominum Marchionem per literas & solemnes Ambassiatas fraternè requisivit, ut præfati Domini nostri Romanorum Regis jussibus obtemperaret, & ab ulterioribus offensis vassallorum & feudorum Imperialium se vellet abstinere, quòd tamen minimè facere curavit; imò quod deterius est, multos Capitaneos & alios strenuos, per magnarum rerum & financiarum pollicitationes, adversus ipsum Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudiæ incitavit, propter quod ipse Dominus Dux Sabaudiæ videns, rerum notorietate edocente, ipsum Dominum Marchionem in contemptu Imperialis Majestatis mansuescere nolle, sed totis conatibus priora prioribus irrefragabiliter tam contra dictum Dominum Ducem Mediolani, quàm etiam ipsum Dominum Ducem Sabaudiæ palàm & clandestinè conspirare; non valens etiam ipse Dominus Dux Sabaudiæ, debito suæ fidelitatis exigente, ulteriùs differre prædictis Imperialibus, mandatis continuè super emergentibus, pro posse obtemperare, nec etiam dicto Illustrissimo Domino Duci Mediolani ejus Genero à proximiori subventione derogare, imò nec prætermittere sui ipsius propriæ Domini Ducis Sabaudiæ saluti providere; & conspicatis versutiis ipsius Domini Marchionis obviare, ut ita esse & fuisse veritatem, in præsentia nostrorum infrà scriptorum Notariorum dixerunt & protestati fuerunt Illustris Dominus Manfredus Marchio Saluciarum, Marescallus Sabaudiæ, & spectabilis Miles & Doctor Dominus Petrus Marchiandi Præsidens Consilii præfati Domini Ducis Sabaudiæ citrà Montes residentes, Oratores, Nuntii & Procuratores prælibati Illustrissimi Domini & Excellentissimi Domini Ducis, sponte & ex certa animi scientia deliberaverunt præfati Domini Duces, contra & adversus ipsum Dominum Marchionem, unionem, ligam & confœderationem facere: pro quibus quidem firmiùs stabiliendis & roborandis, prædicti Domini Oratores, Nuntii & Procuratores præfati Domini Ducis Sabaudiæ, & dictus Dominus Nicolaus similiter Nuntius & Procurator prælibati Domini Ducis Mediolani, habentes ad prædicta & infrascripta plenam & liberam potestatem specialeque mandatum, ut per ipsorum Dominorum Ducum patentes literas in pergameno scriptas, munitasque sigillis eorum, non cancellatas, nec in aliqua ipsarum parte suspectas. Constituti in præsentia nostrorum Notariorum infrascriptorum, scientes & spontanei, mutuis & validis stipulationibus hinc inde intervenientibus, fecerunt, inierunt & contraxerunt, faciunt & contrahunt declarationes & limitationes pactaque & conventiones quæ sequuntur. Et Primò, convenerunt prælibati Illustrissimi Domini Duces Sabaudiæ & Mediolani, per medium supradictorum Procuratorum suorum, quòd ipsi Domini Duces in præsenti guerra adversus dictum Dominum Marchionem Montisferrati, jam per dictum Dominum Ducem Mediolani mota, & per prælibatum Dominum Ducem Sabaudiæ movenda, tenebunt quilibet ipsorum usque quò ipsa guerra de communi consensu ipsorum Dominorum Ducum Sabaudiæ & Mediolani, per pacem sopita fuerit adversùs dictum Dominum Marchionem ejusque subditos, terras & dominia; videlicet, quingentos equites & totidem pedites ad guerram legaliter procedendum, aut plus aut minùs secundùm casuum occurrentiam, prout ipsi Domini Duces de communi consensu fuerunt concordes: ita tamen, quòd prædicti equites quingenti & pedites totidem, per præfatum Dominum Ducem Mediolani ut præmittitur, tenendi sint ad nutum & voluntatem Dominorum Marescallorum Sabaudiæ, aut alterius nomine ejusdem Domini Ducis Sabaudiæ, ad ipsam guerram faciendam deputati; sic quòd dicti Domini Duces de communi consensu fuerint concordes, Marescalli, seu alius deputatus ut præmittitur, prædictos equites quingentos & pedites totidem, possit & valeat constituere adversùs terras, subditos & dominia dicti Domini Marchionis & suorum, & quæ eidem placuerint & videbuntur juxta ipsius liberi arbitrii voluntatem. Item convenerunt, quòd omnes subditi, terræ, loca & territoria præfatorum Dominorum Ducum Sabaudiæ & Mediolani, sint pariter & esse

ANS de J. C. 1431.

NS J. C. 1431. esse debeant in guerra adversùs dictum Dominum Marchionem Montisferrati, ejus territoria & subditos, prout & quemadmodum dicti Domini Duces erunt; & quoad invicem ipsa territoria & subditi receptare victualia pretiis competentibus, dare opem, & auxilium mutuò præstare gentibus armigeris, equitibus & peditibus ac subditis utriusque ipsorum debeant & teneantur. Item pariter convenerunt & in pactum expressum deduxerunt, quòd ex nunc in antea non liceat cuiquam ipsorum Dominorum Ducum Sabaudiæ & Mediolani, per se aut alias interpositas personas, pacem neque treugam cum dicto Domino Marchione, terris aut subditis suis facere, nec aliquo modo ipsam pacem contendere, sine expressis scitu pariter & consensu utriusque ipsorum Dominorum Ducum; liceat tamen per utrumque ipsorum Dominorum aut suos, ipsam pacem tractare aut tractari facere, absque tamen aliqua conclusione fienda, nisi de communi consensu utriusque Dominorum Ducum prædictorum. Item pacto expresso convenerunt & concordaverunt, quod omnes dignitates, Civitates, Villæ, castra, fortalitia, loca & quælibet territoria prædicta Domini Marchionis Montisferrati & suorum subditorum, homagiaque, feuda & retrofeuda ad eos quomodolibet spectantia, ubicumque consistant & valeant quomodolibet nuncupari, existentia tamen citra Tanagrum, & jam acquisita per præfatum Dominum Ducem Mediolani & ejus gentes, colligatos & adhærentes, cum suis omnibus & singulis pertinentiis, fortalitiis, juribus, & jurisdictionibus, tradi debeant per dictum Ducem Mediolani, præcisè & sine exceptione quacumque præfato Domino Duci Sabaudiæ, quando ad hoc fuerit requisitus ad faciendum de illis ad omnimodam dispositionem ejusdem Domini Sabaudiæ Ducis & suorum; salvis tamen manentibus infrà scriptis, quibus non intelligit aliquo modo per præsens capitulum derogari. Item quòd ejus Civitates, dignitates, Villæ, castra, fortalitia, territoria & loca quæcumque, homagiaque, feuda, retrofeuda & fidelitates, quæ per ipsum Dominum Marchionem ejusque subditos tenentur aut tenebantur tempore guerræ contra ipsum motæ per præfatum Dominum Ducem Mediolani, inde vel & super territorio, districtu, dominio & pertinentiis Civitatis & Communis Januæ, Civitatis & Comitatus Papiæ, Terra Casalis Sancti Evasii, terræ & loca Sancti Salvatoris, Castelleti & Lusenluc, cum suis omnibus & singulis pertinentiis ipsis pertinentibus, tam ultra Tanagrum quàm citrà, sint & remaneant in solidum sine ulla exceptione prælibato Domino Duci Mediolani, ita ut ad ejus libitum & sui disponere possent, & ille aut illi quem aut quos legitimaverit, ad eam suam successionem habilitaverit, de qua legitimatione & habilitatione constet per publicum documentum sigillo suo magno sigillatum. Item propterea convenerunt, quòd omnes Civitates, castra, Villæ, territoria & loca quæcumque, homagiaque feuda, retrofeuda & fidelitates etiam quæ spectarent Ecclesiæ Astensi, quæ per ipsum Dominum Marchionem ejusque subditos tenentur aut tenebantur, tempore guerræ contra ipsum motæ per præfatum Ducem Mediolani, ubicumque sint tam citra quàm ultra Tanagrum, in, de & super territorio & districtu Civitatis seu Patriæ Astensis, cum omnibus suis pertinentiis spectantibus; quæ tamen tenta aut possessa fuerunt per Præsidentes aut Episcopos, aut eos qui dominati sunt dictæ Civitati, Patriæ, Dominio aut Gubernio Astensi ab annis septuaginta citrà inclusivè, sint & remaneant in solidum, & expediri debeant sine ulla exceptione, prælibato Domino Duci Mediolani. Item convenerunt ut suprà, quòd pariter omnes Civitates, dignitates, castra, Villæ, & loca quæcumque dicti Domini Marchionis Montisferrati & suorum subditorum, homagiaque, feuda & retrofeuda ad eos quomodolibet spectantia, & seu quæ tempore dicti ingressus guerræ per ipsos tenebantur quoquomodo ultra Tanagrum existentia, quæ tamen per dictum Dominum Ducem Mediolani & ejus gentes & subditos acquisita fuére, sint & pertineant præfato Domino Duci Mediolani & suis; exceptis tantum locis Rochæ Silierii, & ipsa Villa Silierii, quæ loca Rochæ Silierii & ipsa Villa Silierii, cum suis juribus & pertinentiis sint & pertineant in solidum & pleno jure, tradique & expediri debeant per præfatum Dominum Ducem Mediolani, præcisè & sine exceptione quacumque, dicto Domino Duci Sabaudiæ, quàm primùm parte ipsius Domini Ducis ad hoc fuerit requisitus ad faciendum de illis ad omnimodam dispositionem ipsius Domini Ducis Sabaudiæ & suorum. Item prænominatæ partes, salvis manentibus omnibus & singulis suprascriptis, convenerunt, quòd omnes Civitates, castra, Villæ, territoria, & loca quæcumque Domini Marchionis Montisferrati & suorum subditorum, homagiaque feuda & retrofeuda ad eos spectantia ubicumque consistant, tam citra quàm ultra Tanagrum existentia, & quæ nondum per dictum Dominum Ducem Mediolani & ejus gentes acquisita fuerunt, dum & quando per aliquem præfatorum Dominorum Ducum Sabaudiæ & Mediolani, ipsorúmque subditos, gentes, armigeros, pedites, colligatos & adhærentes in futurum quomodolibet acquiri contigerit, cum suis omnibus & singulis pertinentiis, fortalitiis, jurisdictionibus ipsis spectantibus, sive spectent insolidum, & pleno jure tradi & expediri debeant præcisè & sine exceptione quacumque, ipsi Domino Duci Sabaudiæ ad omnimodam dispositionem ipsius & suorum faciendum, exceptis Civitate Albæ cum suis finibus & limitibus, territorio & Jurisdictione, quæ ad præsens dictæ Civitati spectant, & per eam possidentur, Joanne Cerrati de Alba pro loco Guerdunii, Anthonio Bursuyni pro loco & castro Roddi, & Nobilibus de Falletis pro locis suis de Morra, Berolio & Serralonga, quæ sic exceptata dumtaxat spectent & remaneant, ac dum acquisita forent expediri debeant præfato Domino Duci Mediolani & suis. Item ulteriùs fuit actum inter prædictas partes, quòd præfatus Illustr. Dom. Dux Mediolani, omnia præmissa loca ultra Tanagrum existentia, nondum tamen acquisita, & quæ præfato Domino Duci Sabaudiæ spectare debent, acquirere debeat & teneatur suis propriis sumptibus præfato Domino Duci Sabaudiæ & suis, cum omni celeritate possibili, & ante conclusionem pacis fiendæ inter præfatos Dominos Duces ex una, & dictum Dominum Marchionem partibus ex altera, nisi aliter prædictis Dominis Ducibus fiendum de communi concordia videretur; ita & taliter, quòd si à quandocumque aliquæ Villæ, castra, fortalitia vel loca per præfatum Dominum Ducem Mediolani, memorato Domino Duci Sabaudiæ acquirenda ut præmittitur, per vim aut eorum spontanea voluntate se submittere velint Jurisdictioni, subjectioni & Dominio præfati Domini Sabaudiæ Ducis; licitum sit eidem Domino Sabaudiæ Duci & ejus Marescallis & deputandis ab eisdem ipsas terras, castra, villas, fortalitia, & loca recipere, Jurisdictionique & Dominiis ipsius Domini Ducis Sabaudiæ, submittere absque contradictione quacumque. Item, quia præfatus Dominus Dux Mediolani asserit se dedisse loca Mirabelli, Albianæ, & Baldeschi, Magnifico Comiti Francisco Vicecomiti, filio & genero suo, & loca Conzani, Camagniæ, Cucharæ & Orzani, Spectabilibus Francisco de Barbanaria, Alvisio Crotto, & michi Joanni Francisco Gallinæ fidelissimis suis; fuit conventum inter dictas partes, quòd præfatus Dominus Dux Sabaudiæ in prædictis locis nihil petere, querelare possit aut valeat, sed ipsa loca Mirabelli, Albianæ & Baldeschi prædicto Comiti Francisco, & suprædicta loca Conzani, Camagniæ, Cucharæ & Orzani ipsis Francisco de Barbanaria, Alvisio Crotto & michi

ANS de J. C. 1431.

ANS de J. C. 1431. Joanni Franciſco Gallinæ remanere debeant, & ad eos pleno jure ſpectare, quacumque exceptione ceſſante, cum omnibus ſuis juribus & pertinentiis. Item, quia ſummus Pontifex per Apoſtolicas literas conceſſit prædicto ſpectabili Franciſco de Barbanaria locum & caſtrum Planæ cum juribus, juriſdictionibus & pertinentiis ſuis, tanquam rem Eccleſiaſticam; ideo convenerunt dictæ partes, quòd dictum caſtrum & dictus locus prædictus Planæ cum juribus & pertinentiis ſuis, ſive acquiſita ſive non ſint, liberè remaneant dicto Franciſco. Item convenerunt dictæ partes, quòd Nobiles de Coconato pro locis Coconati & Trineti ac omnibus aliis ſuis locis, tam per Marchionem Montisferrati uſurpatis, quàm aliis quibuſvis remaneant & ſint præfati Domini Ducis Mediolani; & quia nonnulli ex ipſis Nobilibus pro certis ſuis locis fidelitatem & homagium fecerunt Domino Duci Sabaudiæ, cum reſervatione tamen adhærentiæ & recommendiſiæ quibus antea prælibato Domino Duci Mediolani tenebantur & obligati erant; convenerunt dictæ partes, quòd ipſi Nobiles pro dictis locis, fidelitate & homagio remaneant prædicto Domino Duci Sabaudiæ, reſervatis ſemper ipſi Domino Duci Mediolani eorum adhærentia & recommendiſia, ac obligationis eorum cauſa, factis quibus non intelligatur & dictis fidelitate & homagio aliqualiter derogari, quin imò earum vis & robur augeri. Actum in terra Abiatæ diſtrictus Mediolani, in Hoſpitio Sancti Anthonii ſito prope Caſtrum, præſentibus Nobili Ludovico de Salutiis Domino de Mulaſſano & aliis. Signé Joannes Franciſcus Gallina.

CCCLXXXIX.

ANS de J. C. 1432. Savoye et Cypre.

Contract de Mariage entre LOUIS *Fils Aîné d'Amé VIII. Duc de Savoye, &* ANNE *Fille de Janus Roi de Jeruſalem, de Cypre & d'Armenie. Fait à Niçoſie, le* 1. *Janvier* 1432. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 364.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Anno à Nativitate Domini M. CCCC. XXXII. & die prima menſis Januarii; nonæ Indictionis, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Domini Eugenii Divina providentia Papæ IV. anno I. Princeps Sereniſſimus & Dominus Dominus Janus Dei gratia Jeruſalem, Cypri & Armeniæ Rex ex una; & Nobilis ac Egregius vir Simoninus de Puteo Scutifer & Procurator & ſpecialis Nuncius ad infra ſcripta peragenda, ſtipulanda & annuenda, & Procuratorio nomine, viceque *Illuſtriſſimi Principis & Domini Domini noſtri Amedei Ducis Sabaudiæ, Chablaiſii & Auguſtæ Principis, Marchionis in Italia, Comitis Pedemontium & Gebennarum, Valentinenſiſque & Dyenſis*, conſtantibus ſuper his ejuſdem Illuſtriſſimi Domini Ducis Literis patentibus Procuratoriæ poteſtatis, ipſi Nobili Simonino attributæ, dicti Illuſtriſſimi Domini Ducis ſigillo impendenti & cera rubea roboratis, partibus ex altera, in Teſtium meique publici Notarii ſubſcriptorum præſentia. Perſonaliter conſtituti, ſcienter eorumque ſpontaneis voluntatibus, nulloque lapſi errore ut aſſeruerunt, aut dolo ſeducti, præmiſſa intrinſecè animadvertentes, ipſeque potiſſimè Sereniſſimus Dominus Dux affectans inter eum & dictum Illuſtriſſimum Dominum Ducem jam inveteratæ proſapiæ conſanguinitatem, Divinâ operante Clementiâ renovare, & mutuam affinitatem ac amicitiam firmo cingulo glorare & augere, paciſcendo viciſſim ſolemnique ſtipulatione vallando, iniendo, conveniendo, concordando, promittendo & jurando ſignanter idem Sereniſſimus Princeps ſub verbo Regali, amboque nihilominus Juramentis ſuis tactis Scripturis Sacro-Sanctis, prout & quemadmodum in caſu ſimili aliàs inter eoſdem Principes, ſeu illorum Procuratores actum fuerat agitatumque ac tractatum, & ut infra denotatur: Convenit, inquam, idem Sereniſſimus Dominus Rex, & promiſit ſe procuraturum & cum effectu daturum Illuſtrem Dominam ANNAM ejuſdem Primogenitam, in Uxorem & Sponſam legitimam per verba de præſenti, *Illuſtri Domino* LUDOVICO *de Sabaudia Comiti Gebennarum, ipſius Illuſtriſſimi Domini Ducis Primogenito*, quamprimum pro illius parte fuerit requiſita, omnibus dolo, fraude, exceptione aut excuſatione remotis; quodque per ipſam Illuſtrem Dominam Annam nihil actum extitiſſe, aut in futurum non fieri, quominus Matrimonium hujuſmodi (Deo tamen Eccleſiaque Sacro-Sancta permittentibus) debitum ſortiatur effectum, eodem Nobili Simonino Procuratore prædicto, conventionem & promiſſionem hujuſmodi acceptante: ac imò & nomine prædicti Illuſtriſſimi Domini Ducis ſui Principalis, meque publico infra ſcripto Notario ut publica perſona, ad quorum opus poteſt & poterit in futurum intereſſe, ſtipulantibus; ipſeque Nobilis Simoninus viceverſa Procuratorio nomine antefato promiſit ſolemniter & convenit eidem Sereniſſimo Domino Regi, mihique dicto Notario, nomine dictæ Dominæ Annæ ſtipulantibus, ipſum Illuſtriſſimum Dominum Ducem ſe Procuraturum & infallanter peracturum, quòd præfatus Illuſtris Dominus Comes Ludovicus ejus Primogenitus, in Uxorem legitimam & Sponſam, eandem Illuſtrem Dominam Annam recipiet, quamprimum pro parte ipſius fuerit requiſitus, Deo ac Sancta Matre Eccleſia annuentibus, etiam bona fide, omni dolo, fraude, & exceptione ceſſantibus; eundemque Dominum Ludovicum Comitem nil feciſſe aut facere in futurum, quominùs præſens Matrimonium adimpleatur; convenit ac etiam dictus Sereniſſimus Dominus Rex, & promiſit præfato Nobili Simonino Procuratori & Procuratorio nomine jam dicto acceptanti, ac mihi Notario infraſcripto, in hujuſmodi futuri Matrimonii contemplationem ac favorem dare ac realiter aſſignare dictæ Dominæ Annæ ejus Primogenitæ Ducatos auri Venetiarum centum millia, terminis & ſub obligationibus, maneriebus & formis in dictis Procuratorii ipſius Simonini patentibus Literis ſpecificatis. Et mutuò idem Nobilis Simoninus Procuratorio nomine quo ſupra, in vim ſuper hiis attributæ poteſtatis, promiſit & ſolemniter convenit dicto Sereniſſimo Domino Regi, mihique ipſi Notario ut præmittitur, ad opus ejuſdem Dominæ Annæ, & quorum in futurum poterit intereſſe ſtipulantibus, procurare & peragere procul fallo, quod prænarratus Illuſtriſſimus Dominus Dux dabit & realiter conſignabit ſuper ejus bonis & redditibus ipſius Illuſtris Dominæ Annæ in dotalicium & dotalicii cauſâ Ducatos annuales decem millia, per eandem Dominam Annam in vita ejus percipiendos, ſi Matrimonium hujuſmodi diſſolvi contingeret, & per obitum dicti Domini Comitis ſui Viri, ac etiam in omnem eventum reſtitutionis dotis eidem Dominæ Annæ aſſignandæ; videlicet ſi dictum Dominum Comitem ejus futurum Sponſum, poſtquam conſummatum eſſet Matrimonium prædemori contingat, eadem Domina Anna ſuperſtite in humanis, aut è converſo eandem Dominam Annam ſine liberis in ipſo Matrimonio procreandis, dotem prædictam reſtitui debere in Civitate Avinionenſi, forma & terminis atque modis in eiſdem patentibus expreſſis, præmiſſáque omnia & alia ſingula in dictis patentibus Procuratorii ipſius Simonini literis contenta, de ſcripta & notata, illam genereque & ſpecie laudando, homologando & approbando, ut in illis conceduntur, & fieri ac annui petuntur partes eidem & una quæque tangitur. Idem videlicet Sereniſſimus Dominus Rex

NS J. C. 132. suo & dictæ ejus Primogenitæ nominibus, præfatusque Nobilis Simoninus procuratorio nomine quo suprà, vicissim unus alii & alter alteri; Promittentes & solemni stipulatione pacisçendo solemniter convenerunt sub juramentis præscriptis, conditionibusque pœnarum, adjectionibus & obligationibus, submissionibus & renuntiationibus adhibitis, necessariis pariter & cautelis ad unguem inviolabiliter observare & adimplere, quemadmodum in ipsis patentibus Procuratoriis literis ejusdem Simonini declarantur, annuuntur & fieri petuntur; Illa hîc volentes haberi pro sufficienter expressis, super eis ritè & scienter ut asseruerunt consulti, ac si proprio eorundem ore de verbo ad verbum formaliter evolassent, & dixissent sigillatim quæ in præsenti Instrumento specificarentur, contraque eadem aut ex illis aliqua per se aut alios directè vel per obliquum non facere, dicere vel venire. De quibus omnibus & singulis suprascriptis dictæ Partes utrimque petierunt sibi fieri duo consimilia publica Instrumenta per me Notarium infrascriptum, quæ dictari possint, corrigi & emendari ad dictamen Sapientis, facti subsistantiam non mutando. Acta fuerunt hæc Nicosiæ Regni Cypri, in Camera retractus Palatii, quod principaliter Idem præmissus Dominus Rex inhabitat, Anno, die mense, Indictione & Pontificatu prædictis, in præsentia Inclyti & Illustrium Dominorum Joannis de Lusignano ejusdem Serenissimi Domini Regis Primogeniti Principis Antiochiæ, Petri de Lusignano Comitis Tripolen. Reverendorum in Christo Patrum Dominorum A. Dei gratia Paphensis. N. Famagusthensis & B. Dertonensis Episcoporum, ac Spectabilium & Egregiorum Militum Dominorum Jacobi de Caffano Maresçalli dicti Regni Cypri, Baldini de Nores Maresçalli Regni Jerusalem, Hugonis Soldani Cambellani Cypri, Petri Peleſtrini Vicecomitis Nicosiæ, Henrici de Gibleto Magistri hospitii, &c. ad præmissa Testium vocatorum specialiter & rogatorum.

CCCXC.

NS J. C. 432. CILE SA- TE. *Contract de Mariage entre* LOUIS *Roi de Sicile & de Jerusalem, &* MARGUERITE DE SAVOYE, *fait au Château de Thonnon, le* 31. *Août*, 1432. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 346.

IN nomine Domini, Amen. Per hoc publicum Instrumentum cunctis fiat manifestum, Quod cum pridem Matrimonium per verba de futuro contractum fuerit in facie Sanctæ Matris Ecclesiæ, solemnizandum inter Serenissimum Principem Dominum LUDOVICUM Tertium Dei gratia Jerusalem & Siciliæ Regem, Ducem Andegaviæ, Comitatuumque Provinciæ, Forcalquerii, Cenomaniæ Comitem, Magnifico Domino Petro Domino Bellevallis primo Cambellano, in Provincia Regio Gubernatore, ac Procuratore ad hæc specialiter constituto pro eo agente ex una; Et *Inclitam Domicellam* MARGARETAM DE SABAUDIA *Filiam naturalem & legitimam Illustrissimi Principis Domini nostri Domini Amedei Ducis Sabaudiæ, Chablaisii & Augustæ Principis, Marchionis in Italia, Comitis Pedemontium & Gebennarum, Valentinensisque & Dyensis*, ipso Illustrissimo Domino nostro Duce Patre per ea contrahente partibus ex altera. Constante publico Instrumento dato Thononi die vigesima secunda mensis Julii anni millesimi quatercentesimi trigesimi primi nonæ Indictionis. Hinc est quòd ipsa Inclyta Domicella Margarita ad annos pubertatis perventa, desiderantes prædictæ partes hujusmodi Matrimonii contractum ut convenit solemnizare, constituti propterea in Testium subscriptorum & mei Notarii subscripti præsentia, ac Procurum, Peritorum & aliorum Notabilium multitudine copiosa coram Reverendissimo in Christo Patre Domino Joanne de Bertrandis miseratione Divina Archiepiscopo Tarentasiensi, ad Divina celebrandum officia in Pontificalibus existente; Videlicet memoratus Magnificus Dominus Petrus Dominus Bellevallis Procurator ipsius Serenissimi Domini Regis Ludovici ad hujusmodi Matrimonium per verba de præsenti contrahendum, Ipsamque Inclytam Domicellam desponsandum de novo specialiter constitutus, ut edocebat per alias ipsius Domini Regis patentes Literas ejus propria manu signatas, suoque sigillo cera rubea impendenti sigillatas, quarum etiam tenor de verbo ad verbum inferiùs est insertus, tunc assistentibus secum Spectabilibus & Egregiis Regiis Consiliariis, qui in dicto Matrimonii contractu cum eo affuerunt, ac etiam pluribus aliis Notabilibus Militibus & Scutiferis, tam per ipsum Dominum Regem, quàm etiam Serenissimam Principissam Dominam Violandam Jerusalem & Siciliæ Reginam ipsius Domini Regis Genitricem, ad hujusmodi solemnia Matrimonii auspicia decoranda destinatis ex una parte: Et supradicta Inclyta Domicella Margarita de & cum authoritate, jussu & licentia præfati Illustrissimi Domini Ducis ejus Patris, cum multorum Principum, Prælatorum, Baronum, & aliorum Procerum præfulgenti Comitiva, astantis jubentisque & authorizantis ex altera parte, & ibidem visis ac solerti indagine prospectis per ipsum Dominum Archiepiscopum prædictis tam Dispensationis quàm novæ Regiæ Procurationis Literis, & aliis necessariis ambabus partibus mutuis consensibus Matrimonium fieri applaudentibus, ipse idem Regius Procurator nomine præfati Serenissimi Domini Regis Ludovici per formalium verborum de præsenti ad hæc necessariorum expressionem, Annulique sacra Benedictione infusi in digito appositionem, præfatam Inclytam Domicellam Margaritam Uxorem legitimam ipsius Domini Regis recipit; & vice mutua ipsa Inclyta Margarita de authoritate & consensu præfati Illustrissimi Domini Ducis dictum Dominum Regem Ludovicum in ejus verum & legitimum Virum in personam memorati ejus Procuratoris recipit, subsequentibus etiam Missarum solemniis Benedictionisque munere. Pro quorum indubia firmitate & perpetua observantia, ipse Regius Procurator promisit sub suorum omnium bonorum expressa obligatione, præmissa omnia laudari & ratificari facere per dictum Dominum Serenissimum Regem infra tres menses proximos, &c. Acta in Platea magnarum Logearum castri Thononii, die ultima mensis Augusti, M. CCCC. XXXII. Indict. 10. Præsentibus Illustr. Ludovico Comite Gebenn. & Philippo de Sabaudia Fratribus: Reverend. Patribus Dominis Francisco de Crista Abbate Filliaci; Joanne de Arciis Præposito Montis-Jovis; nec non Magnificis, Spectabilibus & Egregiis Dominis Joanne de Balma Comite Montis-Revelli, Urbano Domino Cameræ, Antonio de Levis Domino Vallis-viridis; Joanne de Grimaldis Barone Bolii; Joanne de Belloforti Cancellario; Humberto Bastardo de Sabaudia; Manfredo ex Marchionibus Saluciarum Maresçallo Sabaudiæ, Richardo de Terniaco Domino Montis Canuti; Joanne de Montelupello Domino Choutagniæ, Henrico Domino Mentonis; Antonio Domino Groleæ; Ludovico Bastardo Achayæ; Guillelmo de Luyriaco Domino Cuilliæ; Amedeo de Chalant Domino Vareti; Henrico de Colomberio Domino de Voufflans; Nycodo de Mentone Domino Chouysiaci; Joanne de Compeysio Domino Grusiaci; Rodulpho de Alyngiis Domino Coudreæ; Aymone Domino Castriveteris; Jacobo Orioli Judice Bressiæ; Roberto de Montevagnardo Magistro Hospitii, Petro de Mentone Baillivo Gebennesii; Guygone Gerbasii & Guigone de Rovorea, &c.

ANS de J. C. 1432.

ANS de J.C. 1434. FRANCE ET CASTILLE.

CCCXCI.

Traité d'Alliance entre CHARLES VII. *Roi de France &* JEAN II. *Roi de Castille par lequel on confirme les anciens Traitez entre Charles V. Ayeul de Charles VII. & Jean I. & Henri II. Rois de Castille, &c. & dans lequel est inseré le Traité de Vailladolid du 7. Décembre* 1407. *entre Charles VI. & Catherine Mere de Jean II. & Ferdinand son Oncle, Tuteurs dudit Jean. Fait à Madrid, le 29. Janvier,* 1434. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 354.

JOANNES, Dei gratia, Castellæ & Legionis Rex. Universis & singulis has nostras litteras inspecturis, tam præsentibus quam futuris, salutem & gratiam in domino. Cum abundantia tranquillitatis & pacis æterni Regis providentia disponente, inter Serenissimum & Christianissimum Principem, charissimum fratrem & consanguineum nostrum, CAROLUM nunc Franciæ Regem, ac procuratores & Ambaxiatores & nuntios suos, ac sui nomine; ad hoc specialem potestatem habentes, pro ipso carissimo Rege fratre nostro, ac primogenito suo, nato vel nascituro, vel primo Regnorum suorum hærede, terris & subditis ac ditionibus, Dominiis & adhærentibus suis ex parte una; & Nos & nonnullos Procuratores nostros, nostri vice & nomine ad hoc specialiter & plenâ cum potestate deputatos pro nobis & primogenito nostro, nato vel nascituro, vel primo Regnorum nostrorum hærede, terris, regnis & subditis, dominiis, ditionibus & adhærentibus nostris ex parte altera; ordinatæ, conceptæ, & confirmatæ fuerint, certæ, ligæ, amicitiæ, confœderationes, compositiones, conventiones & pacta ad exterminium malorum, & utriusque Reipublicæ pacificum incrementum; eaque & eorum singula, sibi præpositis, tactisque sacrosanctis Evangeliis, & venerabili signo crucis, nostri nomine, & in animam nostram semper & omni tempore custodire, manutenere & inviolabiliter observare, pro nobis & primogenito nostro nato vel nascituro, & pro Regnorum nostrorum hærede, Regnis, terris & subditis, dominiis, ditionibus, & adhærentibus, nostris, promiserunt & firmiter juraverunt; & nos nunquam contra facere vel venire, per nos vel alium seu alios, aliqua ratione vel causa, publicè vel occultè, sub hypotheca & obligatione Regnorum & omnium bonorum nostrorum, & certa sub pœnâ; prout hæc & alia per suas hinc inde patentes literas, suis nominibus roboratas, ac sigillis suis communitas, & per Fernandum Didaci de Toleto decretorum doctorem, & auctoritate Apostolica Notarium publicum, Auditorem, Referendarium, Cælatorem & Secretarium nostrum confectas, & manu sua propria signatas, plenissimè constat: Tenor vero literarum per dictos nostros Procuratores, vice & nomine nostri, initarum, concessarum & firmatarum sequitur, & est talis.

2. In Dei nomine, Amen. Alvarus de Luna Connestabellarius Castellæ, Comesque sancti Stephani, Joannes miseratione divina Archiepiscopus Hispalensis, & Rodericus Pimentel, Comes de Benavento, Consiliarii Serenissimi ac Christianissimi Principis & Domini, Domini nostri Joannis, Dei gratia Castellæ & Legionis Regis ejusque Procuratores ad infra scripta potestatem & mandatum speciale habentes, sicut per literas ejusdem Domini nostri Regis præsentibus insertas constat evidenter.

3. Notum facimus universis præsentibus & futuris, quod cum æterna providente clementia, multis evolutis annorum curriculis, inter inclitissimæ recordationis defunctos Sereniſſimum & Christianissimum Dominum Henricum primum, quondam Regem Castellæ & Legionis, proavum præfati Domini nostri Regis Castellæ & Legionis moderni; & inclitissimæ recordationis Sereniſſimum & Christianissimum Regem, Dominum Carolum quintum, quondam Regem Francorum, avum Sereniſſimi Principis & Domini, Domini Caroli Regis Francorum moderni; certæ confœderationes, pactiones, ligæ, conventiones & amicitiæ fuerint initæ, conceptæ, ordinatæ & firmatæ; & postmodum per clarissimæ memoriæ defunctum Sereniſſimum & Christianissimum Dominum Joannem avum, ac etiam per consimilis memoriæ Sereniſſimum Dominum Henricum secundum, Genitorem dicti Domini nostri Joannis secundi Regis Castellæ & Legionis moderni, pro se & ipso Domino nostro Joanne, primogenito suo, Castellæ & Legionis Rege moderno, ex unâ parte; & per clarissimæ memoriæ defunctum, Sereniſſimum & Christianissimum, Dominum Carolum sextum, tunc Regem Francorum filium præfati Domini Caroli quinti, genitoremque præfati Sereniſſimi Principis, Domini Regis Francorum moderni, pro se & primogenito suo vel primo Regni sui hærede, ex alia parte; approbatæ, confirmatæ, renovatæ, & roboratæ, prout per eorum patentes literas potest apparere, quarum quidem literarum tenores hic haberi volumus pro expressis & insertis.

4. Et consequenter ipse Dominus noster Rex Castellæ & Legionis modernus, nec non recolendæ memoriæ defuncta Domina Catherina Genitrix sua, ac ejusdem memoriæ defunctus Dominus Ferdinandus, Infans Castellæ, patruus suus, ejusdem Domini nostri Regis Castellæ & Legionis moderni, suorumque Regnorum tunc tutelam, curam & regimen habentes, ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito, aut hærede, ac Regnis, terris & subditis suis, existentibus in ejusdem Sereniſſimi nostri Castellæ & Legionis Regis, Majestatis præsentia, nec non dictorum matris Patrisque sui bonæ memoriæ, defuncto Domino Gerardo tunc Episcopo sancti Flori, Domino Roberto de Bracquamonte milite, Consiliariis, & Magistro Huonis Secretario, Ambaxiatoribus & Procuratoribus dicti defuncti Domini Caroli sexti tunc Francorum Regis, per ipsum ad dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis modernum destinatis; ipsisque virtute potestatis eis propter hæc specialiter attributæ & concessæ, per literas dicti defuncti Domini Caroli sexti, tunc Regis Francorum, ac prænominatis suis Procuratoribus & Ambaxiatoribus, ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito aut hærede ac Regno, terris & subditis suis; confœderationes, tractatus, compositiones, pactiones, ligas & amicitias confirmaverint, innovaverint, inierint & fecerint, modo & forma contentis in literis præfati Domini Joannis Regis Castellæ & Legionis, quarum tenor talis est.

5. Joannes Dei gratia Rex Castellæ & Legionis, universis & singulis Christi fidelibus præsentium seriem inspecturis & audituris salutem & gratiam in Domino, cum abundantia tranquillitatis & pacis &c. Notum facimus & cunctis fieri volumus manifestum, quod cum æterna providente clementia, multis jam evolutis annorum curriculis, inter præclaræ memoriæ defunctos Reges, Carolum quondam Franciæ & Henricum quondam Castellæ & Legionis Regem proavum nostrum, quorum gesta magnifica per universa mundi climata solemniter divulgantur; certæ confœderationes, pactiones, ligæ, conventiones, amicitiæ, initæ, conceptæ & ordinatæ fuerint & firmatæ, & postmodum per Sereniſſimum & Christianissimum Principem Carolum Regem Franciæ modernum præclarissimum fratrem nostrum pro ipso & primogenito suo, vel primo Regni sui hærede ex una parte; & tam per inclitæ recordationis Sereniſſimum Principem Joan-

ANS de J.C. 1434.

ANS J. C. 1434. Joannem avum, quam Henricum Genitorem noſtros Reges Caſtellæ, pro ipſo Genitore noſtro & nobis ex parte altera; approbatæ, renovatæ, confirmatæ & roboratæ, ſicut per eorum litteras patentes & autenticas ſuis magnis ſigillis debitè communitas, poteſt luculentius apparere: quarum ſiquidem literarum originalia in Archivis utriuſque partis non immeritò, debitè conſervantur, ipſorumque tenores hic haberi volumus pro expreſſis & inſertis.

6. Nos revolventes in animo, quam laudabile, quam ſalubre, quamque dulce ſemper extitit, in unitatis amore, vinculum charitatis obſervare, quæ ſua virtutis efficacia Eccleſiæ membra fortiter ligat, & ad invicem, & cum Chriſto, qui non permittit eos, quos perfectè ſemel junxerit, ab invicem ſeparari, neque conſilium & auxilium ſibi mutuo denegari: cum potius eorum omnia facit eſſe communia, & inſuper operatur in ipſis identitatem voluntatum; noſtræque conſiderationis aciem dirigentes ad utilitates innumeras & ineſtarrabilia beneficia, quæ vero lapſis temporibus, Regibus & Regnicolis utriuſque Regnorum, ex amicitiis hujuſmodi pervenerunt bona; cupientes & deſiderabiliter affectantes memoratam fraternæ charitatis unionem; quæ tam diu permanſit illibata, non diminutionem noſtris temporibus recipere, ſed creſcere ſemper & proficere potius in augmentum; omnemque cujuſlibet occaſionem amputare materiamque, quæ tam ex verborum, quam ſententiarum dictarum literarum antiquarum obſcuritate, ambiguitate, aut forſan inæqualitate, vel alio quovis modo cauſam afferre poſſet diſſentionis, alterationis ſeu contentionis in futurum.

7. Conſtitutis in noſtræ Majeſtatis præſentia, nec non præclariſſimæ Genetricis noſtræ Catharinæ Reginæ, & Illuſtris patrui noſtri Ferdinandi Infantis Caſtellæ, gerentium ad præſens noſtri Regnorumque noſtrorum Regimen, curam & tutelam, Ambaxiatoribus, procuratoribus & Nuntiis prædicti chariſſimi Germani noſtri Regis Franciæ ad vos propter hoc ſpecialiter deſtinatos, videlicet reverendo Patre Gerardo Dei gratia Epiſcopo ſancti Flori; nec non Domino Roberto de Bracquemont Domino de Tinvilla milite, & magiſtris Joanni Huonis Archidiacono Amalonenſi; ipſiſque virtute poteſtatis eis attributæ, per literas præfati Germani noſtri Regis Franciæ, ſuo majori ſigillo roboratas, quarum tenor inferius inſeretur; nomine præfati Germani noſtri & pro eo, proque filio ſuo primogenito, nato vel naſcituro, aut primo Regni ſui hærede, ac pro Regno, terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis & aliis & ſingulis, quorum intereſt vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum; recipientibus, acceptantibus & ſolemniter ſtipulantibus, conſœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas & amicitias: Tam ex noſtra certa ſcientia, quam de prædictorum Genitricis & Patrui Tutorum noſtrorum, nec non aliorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Peritorum Regni & Conſilii noſtri propter hoc ſpecialiter & perſonaliter vocatorum, conſilio, voluntate pariter & aſſenſu; tractamus, inimus, facimus & firmamus ſub formis & modis infra ſcriptis.

8. Primò quod nos Joannes Caſtellæ & Legionis Rex prædictus, filiuſque noſter primogenitus naſcituruſ, ſive primus Regnorum noſtrorum hæres, Regna, terræ, Patriæ, Dominia & ſubditi noſtri, ſumus ex nunc & erimus de cætero, una cum dicto Carolo Franciæ Rege fratre noſtro chariſſimo, filioque primogenito, nato aut naſcituro, ſeu primo Regni ſui hærede, Regno, terris, patriis, Dominiis & ſubditis ſuis; boni, veri, fideles, confœderati & adhærentes amici, tanquam noſtro vero fratri naturali & germano: tali modo videlicet, quod nos & filius noſter primogenitus naſcituruſ, ſeu primus Regnorum noſtrorum hæres damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus dicti fratris noſtri chariſſimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis, Regni, terrarum, patriarum, dominiorum & ſubditorum ſuorum; non procurabimus ullo modo, nec cuiquam perſonæ viventi, cujuſcunque ſtatus, conditionis, præeminentiæ aut dignitatis exiſtat, etiamſi perſona fuerit Regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri noſtro chariſſimo Regi Francorum, filio primogenito nato aut naſcituro, ſeu primo Regni ſui hæredi, Regno, terris, Patriis, Dominiis, & ſubditis ſuis guerram, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus facere, perpetrare voluerit vel voluerint, aut inferre; conſilium, auxilium præſtabimus ſeu favorem.

ANS J. C. 1434.

9. Quæ quidem ligæ ſeu conſœderationes, pacta, amicitiæ, conventiones, tractatus ſupra & infra ſcriptæ, durabunt quoad vitam fratris noſtri chariſſimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati aut naſcituri & primi Regni ſui hæredis, noſtrique Regis Caſtellæ & Legionis præfati filii primogeniti naſcituri, ſive primi Regnorum noſtrorum hæredis prædictorum, & quamdiu ipſi & nos vitam duxerint ſeu duxerimus in humanis.

10. Item prædictum fratrem noſtrum chariſſimum Regem Franciæ, filium primogenitum natum aut naſciturum, ſive primum Regni ſui hæredem, tam per mare, quam per terram, contra quaſcumque perſonas, quæ poſſunt vivere ſive mori, cujuſcunque ſtatus, conditionis, præeminentiæ aut dignitatis exiſtant, etiamſi perſona fuerit Regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri noſtro chariſſimo Regi Franciæ, ſibi primogenito nato aut naſcituro, ſive primo Regni ſui hæredi, Regno, terris, Patriis, Dominiis & ſubditis ſuis, guerram, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus facere, perpetrare voluerint aut inferre; bonâ fide juvabimus & juvare tenebimur, abſque fraude; noſque guerram dicti fratris noſtri chariſſimi Regis, filii primogeniti nati aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis, in nos & in perſonam noſtram tam quam propriam noſtram recipiemus, & ut caput guerræ recipere tenebimus; ac in Regnis & Dominiis noſtris, tanquam noſtram propriam, cum per literas patentes, ſigillo dicti Regis Franciæ fratris noſtri chariſſimi, aut filii ſui primogeniti nati aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis ſigillatis certificati fuerimus, quod guerra fuerit aperta, & in Regno Franciæ præconizata, inter eundem Regem Franciæ, aut filium ſuum primogenitum natum ſive naſciturum, ſive primi Regni ſui hæredem, ex una parte; & Regem Angliæ, ſeu quemcumque aliud, ex parte altera, infra decem dies, à die prædictæ certificationis nobis factæ, facere præconizari jubere tenebimur.

11. Sic tamen, quod ſi dictus frater noſter chariſſimus Rex Franciæ, filiuſque primogenitus, natus aut naſciturus, ſeu primus Regni ſui hæres, ſive alter eorundem; nos aut primogenitum noſtrum natum ſeu naſciturum ſeu primum Regnorum hæredem requiſiverit, ſeu per eos, aut eorum alterum, fuerimus de juvamine ſubditorum noſtrorum armatorum ſeu galeatorum, aut aliorum navigiorum ad opus dictæ guerræ ſubvenire requiſiti; nos, primogenitus noſter, naſcituruſ, ſeu primus Regnorum hæres; hoc facere, galeaſque & alia navigia, & gentes armorum, tam per terram, quam per mare, ad ſervitium & juvamen dicti fratris noſtri chariſſimi Regis Franciæ, filii primogeniti, nati aut naſcituri, & primi Regni ſui hæredis prædictorum, ejus tamen vel eorum ſumtibus & expenſis, fideliter & efficaciter, omni fraude ceſſante, mittere tenebimur. Jurabuntque Capitanei armatorum hujuſmodi, tam per terram quam per mare ſint, Admiraldi vel alii quicunque, & facient juramentum ſolemne coram perſona vel perſonis, per dictum fratrem noſtrum ad hoc deputata vel deputatis, quod ambarum partium honorem, utilititatem & commodum diligenter obſervabunt, ac totis viribus fideliter procurabunt.

ANS de J. C. 1434.

12. Item poterunt Vaſalli & ſubditi noſtri liberè & abſque offenſa qualibet per eos incurrenda ad ſervitium & juvamen dicti fratris noſtri chariſſimi, filii primogeniti nati aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis, tam per terram, quam per mare, ad opus dictæ guerræ noſtræ, tamen Regnorum noſtrorum neceſſitate ceſſante, quoties eis placuerit, ſe transferre.

13. Item guerrâ nomine fratris noſtris chariſſimi Regis Francorum prædicti, filiique primogeniti, nati aut naſcituri, ſive primi Regni ſui hæredis, ſeu nomine noſtro, ſive primogeniti noſtri, naſcituri, aut primi Regnorum noſtrorum hæredis contra quemcunque, incepta ſive incipienda; nos, primogenitus noſter naſcituruſ aut Regnorum noſtrorum primus hæres ex parte adverſa, pactum, tractatum, accordum, treugam ſeu pacem facere, tractare, accordare abſque conſenſu & voluntate expreſſis prædicti fratris chariſſimi, ſeu primogeniti, nati aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis, firmare non poterimus, ſeu poterit quomodolibet, aut inire.

14. Poterit tamen prædictus Germanus noſter, filius primogenitus natus aut naſcituruſ ſive primus Regni ſui hæres, cauſis exigentibus, treugas particulares ad annum vel ad aliud breve tempus, citra præſentium offenſam tractare & inire, ſi & quando ſibi videbitur expedire; proviſo, quod dictas treugas particulares nobis, aut primogenito, naſcituro vel hæredi noſtro ſignificare teneatur, & quod in eiſdem nos, primogenitus naſciturus vel hæres, cum Patriis & ſubditis noſtris comprehendamur, ſi nobis placuerit comprehendi; quodque prædictæ treugæ particulares unius anni vel temporis brevioris, nequeant ad longius tempus ſine expreſſo conſenſu noſtro, primogeniti naſcituri, aut primi Regnorum noſtrorum hæredis, prorogari vel extendi: ceſſantibus in præmiſſis, & cæteris ſequentibus univerſis, omni fraude atque dolo.

15. Item caſtra, civitates, villæ, fortalitiæ ſive loca, quæ & quas nos, primogenitus aut hæres, ſive gentes noſtræ, tam in Regno & terra Angliæ & Ducatu Aquitaniæ, quam in aliis Regnis, terris & dominiis, contra quæ & quas dictus frater noſter, primogenitus natus aut naſciturus, ſive primus Regni ſui hæres guerram inceptam habuerit vel inceperit, acquiſiverimus, occupaverimus, acquiſiverit ſeu occuparit, per mare vel per terram, dicto fratri noſtro chariſſimo Regi Franciæ, ejuſque primogenito; nato ſive naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, ſeu ſuo certo nuntio aut mandato, nos & gentes noſtræ prædictæ, & filius noſter primogenitus, naſciturus, ſive primus hæres Regnorum noſtrorum liberè dare & reſtituere tenebimur, ac etiam tenebuntur. Bona tamen mobilia capta vel occupata efficiantur capientis, & eidem concedentur ſecundum morem & conſuetudinem Regnorum Franciæ & Caſtellæ prædictorum.

16. Item volumus, quod ſi Rex Angliæ, aut ſuus primogenitus, quicunque Regni ſui hæres, aut Ducatus Aquitaniæ, aut aliquis alius de ſanguine Regali Angliæ fuerit captus, per nos, primogenitum, naſciturum, aut primum Regnorum noſtrorum hæredem, ſive per gentes noſtras, tam per mare, quam per terram, vel quicunque alius Rex, Dux, ſive Comes contra quem principaliter dictus frater noſter, Rex Franciæ, ejuſque primogenitus, natus aut naſciturus, primus Regni ſui hæres, guerram inceptam habuerit, vel inceperit; ad arbitrium voluntatem & ordinationem dicti fratris noſtri chariſſimi Regis Franciæ, vel ejus primogeniti, nati aut naſcituri, ſive primi Regni ſui hæredis, noſtrique vel primogeniti noſtri naſcituri, aut primi Regnorum noſtrorum hæredis, teneatur captus & captivus: inſimulque poterimus, una cum dicto fratre noſtro chariſſimo, ſuper expeditione dicti capti ſive captivi ordinare, prout ambarum partium placuerit voluntati. Quicunque vero alius ex prædictis captus ſive captivus exſtiterit, conſentimus & volumus, quod ſit & efficiatur capientis, & eiſdem concedatur. ANS de J. C. 1434.

17. Super quibus & eorum quolibet, tam ſuper guerra, quam perſonis ſupra dictis, & omnibus aliis ad hoc neceſſariis factum guerræ utilitatem & commodum dicti fratris noſtri chariſſimi Regis Franciæ, primogeniti, nati aut naſcituri, ſeu primi Regni ſui hæredis, Regni, terrarum & ſubditorum ſuorum concernentibus; nos aut primogenitus noſter naſcituruſ, ſive primus noſtrorum Regnorum hæres relationi ſimplici & aſſertioni, per dictum fratrem noſtrum Regem Franciæ, aut primogenitum natum ſive naſciturum, ſive litteris ſuper hoc, aut certo ſuo nuntio, ad hoc ſpecialem poteſtatem habenti, nobis aut primogenito noſtro naſcituro, ſeu primo Regnorum noſtrorum hæredi, factus abſque alia probatione ſeu informatione quacunque, per dictum fratrem noſtrum chariſſimum Regem Francorum, aut primogenitum natum ſeu naſciturum, ſive primum Regni ſui hæredem, faciendum fidem indubiam tenebimur & tenebitur adhibere: intimationeque, prout prædicitur, nobis facta, nos & primogenitus naſciturus, aut primus Regnorum noſtrorum hæres, prædictum fratrem noſtrum chariſſimum Regem Franciæ, primogenitum ſuum, natum aut naſciturum, ſeu primum Regni ſui hæredem, tam de facto tenebimur & tenebitur utiliter adjuvare.

18. Sanè à ligis, confœderationibus, pactis, conventionibus & tractatibus prædictis, excipimus & excipi volumus perſonam Sanctiſſimi in Chriſto Patris Romani Pontificis, nec non ſimiliter Regem Arragonum, & filium ſuum promigenitum, qui nunc ſunt; dum tamen idem Rex Arragonum & filius ſuus primogenitus, eorumve alter, contra dictum fratrem noſtrum chariſſimum Regem Franciæ, primogenitum, natum, aut naſciturum, ſeu primum Regni ſui hæredem, Regnum, terras, dominia & ſubditos ſuos, ſive nos primogenitum, naſciturum, aut primum Regnorum noſtrorum hæredem, Regna, terras, dominia & ſubditos noſtros, nullam guerram, damnum, vituperium aut dedecus ſive detrimentum faciat, inferat ant procuret, ſive fieri, inferri, aut procurari faciant per alium quovis modo. Quod ſi, quod abſit, idem Rex Arragonum, aut ſuus primogenitus contrarium facerent, ceſſabit prædicta exceptio, & nos, primogenitus noſter naſciturus, aut primus Regnorum noſtrorum hæres, cum dicto fratri noſtro chariſſimo Rege Franciæ, ejus primogenito, nato vel naſcituro, ſeu primi Regni ſui hærede, erimus, prout ſumus, unanimiter confœderati contra Regem Arragonum, & ſuum primogenitum prælibatos.

19. Quæ omnia prædicta & ſingula, nos prædictus Rex Joannes, ſeria & proviſa deliberatione conſilii ſuper hæc habita pro nobis, primogenito naſcituro, & primo Regnorum noſtrorum hærede, terris, dominiis & ſubditis noſtris promittimus & juramus in animam noſtram, promiſeruntque, & jurarunt prænominati Genitrix & Patruus noſtro tutelæque noſtræ nomine ſuper imaginem & memoriam Domini noſtri Jeſu Chriſti Crucifixi, Evangeliaque ſua Sancta, per nos & ipſos corporaliter tactam & tacta: promittimuſque verbo Regio, bona fide, fidemque & homagium eidem præfato chariſſimo fratri noſtro Carolo Francorum Regi, primogenito, nato aut naſcituro, ſeu primo Regni ſui hæredi, præſtando, tenere, facere, & de puncto ad punctum, fraude & malo ingenio ceſſantibus quibuſcunque, adimplere & inviolabiliter obſervare; & hoc ſub hypotheca & obligatione omnium bonorum noſtrorum, hæredum & ſucceſſorum noſtrorum præſentium & futurorum, nec non & ſub pœna perjurii, quam Rex poteſt incurrere tali caſu; inſuper ſub pœna centum millium mar-

NS marcharum auri. In quibus obligationibus & pœnis
.C. nos dictus Rex Castellæ & Legionis, interveniente
64. dictorum tutorum nostrorum autoritate & consensu,
Regna & omnia bona nostra, hæredum & successo-
rum nostrorum, dicto fratri nostro charissimo Regi
Franciæ, ejusque primogenito, nato sive nascituro,
forte seu primo Regni sui hæredi (a) applicandi, tanquam
ga- pro judicato, condemnato, confessato; & in ipsas
pœnas, si contra prædicta nos aut primogenitus, na-
sciturus, sive primus Regnorum nostrorum hæres fe-
cerimus aut fecerit, consitemur nos & primogenitum
nascicurum, primumque Regnorum nostrorum hæ-
redem incurrisse, & tam de jure, quam de facto ad-
judicamus totaliter incidisse, & nos ipsos de auctori-
tate & consensu prædictorum, primogenitum nasci-
turum, Regnorumque nostrorum hæredes & succes-
sores, Regna, dominia, terras & bona nostra, hæ-
redum & successorum nostrorum, præsentia & futura
pro præmissis firmiter adimplendis, supponimus &
suppositimus cohibitioni & compulsioni Cameræ se-
dis Apostolicæ.

20. Volumusque & consentimus, quod ad majo-
rem firmitatem prædictorum omnium & singulorum,
litteras Apostolicas super ipso fortiores dicto sapien-
tum, subsantia non mutata, nos & dictus primoge-
nitus nasciturus, primusque Regnorum nostrorum
hæres, dicto fratri nostro charissimo Regi Franciæ,
ejusque primogenito nato aut nascituro, primoque
hæredi Regni sui facere & concedere teneamur, ac
etiam teneantur, quoties per dictum Regem Fran-
ciæ, fratrem nostrum charissimum, seu primogeni-
tum, natum aut nascicurum, sive primum hæredem
Regni sui, nos aut primogenitus noster nascicurus,
sive primus Regnorum nostrorum hæres, fuerimus ac
fuerint requisiti.

21. Cætera verò alia omnia & singula inter utriusque nostrorum prædecessores ipsumque fratrem nostrum charissimum Francorum Regem, & nostros progenitores hactenus hinc inde, per quæcunque instrumenta, litteras & tractatus publicos vel privatos, conjunctim vel divisim, qualitercunque inita, firmata, ratificata seu declarata, etiamsi juramentis & promissionibus sint vallata, quæ iis in tractatibus non sint inserta, volumus deinceps esse nulla, irrita, & cassata; & cassamus, irritamus, revocamus, & penitus annullamus. In quorum omnium fidem & testimonium præsentes litteras, sigilli nostri munimine, nec non ad amplioris certitudinis firmitatem, præfatorum Genitricis & Patrui nominum subscriptione, sigillique, una cum signo Notarii publici fecimus & jussimus communiri. Datum in Valleoleti die septima Decembris, Anno Domini 1408.

22. Nos verò supra nominati Alvarus Connestabularius, Joannes Archiepiscopus, Rodericus Alfonsi Pimentel, Comes de Benavento, Procuratores præfati Serenissimi & Christianissimi Principis & Domini nostri, Domini Joannis Regis Castellæ & Legionis moderni; sperantes, prædictas ligas, confœderationes, amicitias, compositiones, conventiones, tractatus & promissiones inter dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis moderni, pro se & pro suo primogenito, vel hærede, Regnis, terris, & subditis suis ex una; & dictum defunctum Dominum Carolum Sextum tunc Regem Francorum, Genitoremque ejusdem Domini Regis Francorum, pro se & pro suo primogenito, vel hærede ac Regno, terris & subditis suis ex altera, partibus, sicut præmittitur, initas, conceptas & firmatas, fore ac futuras ad Dei laudem, malorumque exterminium, & utriusque prædictorum Regum ac Regnorum Reipublicæ prosperum incrementum, præsentibus una & pariter convenientibus: videlicet ex una parte nobis, pro dicto nostro Rege Castellæ & Legionis, & ex alia Reverendissimo in Christo Patre Domino Dionysio Archiepiscopo Tolosano, nec non nobili & spectabili Domino Joanne de Bonnay Milite Seneschallo Tolosæ, Theodorico le Comte Militibus & Consiliariis ac Henrico de Frenoy Secretario, Ambaxiatoribus & Nuntiis ac Procuratoribus dicti Domini Franciæ Regis moderni, pro & ad hoc specialiter constitutis & ordinatis per litteras ipsius Domini Regis Francorum moderni, & pro eo proque suo primogenito, nato aut nascituro, aut primi Regni sui hærede, ac pro Regno, terris, dominiis, subditis & adhærentibus suis, aliisque omnibus & singulis, quorum interest, aut interesse poterit, quomodolibet in futurum; recipientibus, acceptantibus & solemniter stipulantibus, virtute potestatis nobis, ut supradictum est, attributæ, & concessæ, per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis; vice & nomine ejus, & pro eo, proque filio suo primogenito nato sive nascituro, aut primo Regnorum suorum hærede, ac pro Regno, terris, dominiis, subditis & adhærentibus suis, cæterisque omnibus & singulis, quorum interest vel interesse poterit, quomodolibet in futurum: confœderationes, tractatus, compositiones, pactiones, ligas & amicitias, & omnia alia & singula in prædictis, & circa prædicta per Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis modernum, per ejusque supradictos tutores, ejus nomine & vice, una cum dicto Domino defuncto Carolo Sexto tunc Rege Francorum, Genitore dicti Regis Franciæ moderni, & ad supra nominatis Ambaxiatoribus & Procuratoribus suis, ejus vice & nomine, ut præmittitur, acta, gesta, habita, conventa, prout in superius insertis litteris suis contenta & expressata sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, ac etiam validamus; interimque de novo tractamus, inimus, facimus & firmamus sub pœnis, forma, modis, obligationibus & qualitatibus supra scriptis, pro dicto Domino nostro Rege Castellæ & Legionis moderno, proque primogenito suo, nato vel nascituro, aut primo Regnorum suorum hærede, Regnis, terris, dominiis, subditis & adhærentibus suis, & omnibus aliis, quorum interest vel interesse poterit in futurum, unà cum dictis Consiliariis, Ambaxiatoribus & Procuratoribus dicti Domini Regis Franciæ, ejus vice & nomine agentibus, ac pro eo & filio suo primogenito, nato aut nascituro, ac Regnorum suorum hærede, proque Regnis, terris, dominiis, subditis & adhærentibus suis, & aliis omnibus, quorum interest aut interesse poterit quomodolibet in futurum, & conformes pactiones, conventiones, obligationes & submissiones, consentientibus & facientibus, nobis stipulantibus & recipientibus, pro & vice dicti Domini nostri Regis Castellæ & Legionis, ejusque primogeniti nati aut nascituri, aut primi Regnorum suorum hæredis, ac pro Regnis, terris, dominiis, subditis, adhærentibus & aliis supra tactis, prout continentur in eorum litteris consimilibus & conformibus istis, quas nobis tradiderunt. ANS de J. C. 1431.

23. Verum tamen non intendimus in præmissis comprehendi clausulam contentam in superius insertis literis, facientem mentionem de exceptione inclytæ memoriæ defuncti Domini Martini tunc Regis Arragonum, & sui primogeniti, qui tunc erant; sed hinc inde tolli & abjici, & pro nulla haberi: cum etiam sit supervacua, quia ipse Martinus & ejus filius ab hoc seculo dudum, sicut Domino placuit, migraverunt.

24. Promittimus insuper & juramus in animam dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, super imaginem & repræsentationem Crucifixi Domini nostri Jesu Christi ac sua Sancta Evangelia, per nos corporaliter tactam & tacta, bonâ fide, cessantibusque fraude & malo ingenio quibuscunque; omnia & singula præmissa, prout & quemadmodum per nos, quibus supra, vice & nomine firmata, gesta & facta sunt teneri & tenenda, & de puncto ad punctum adimpleri & ad-

ANS de J. C. 1434. & adimplenda, & inviolabiliter observari & observanda; per dictum Dominum Regem Castellæ & Legionis, pro se & pro suo primogenito, nato vel nascituro, aut primo Regnorum suorum hærede, & Regno, terris, dominiis, subditis & adhærentibus suis; ac etiam per eum, & per ejus patentes litteras supra & infra scripta, acceptanda & confirmanda, easque litteras dandas & tradendas dicto Domino Regi Franciæ, quamprimum per ejusdem Regis Franciæ litteras aut nuntios requiretur; similes seu conformes ac ejusdem virtutis & efficaciæ dicti Domini Regis Franciæ recipiendo; & hæc sub hypotheca & obligatione omnium bonorum, hæredum, suorumque successorumque, præsentium & futurorum, nec non sub pœna perjurii, quam Rex potest incurrere tali casu, ac etiam sub pœna centum millium marcharum auri: in quibus obligationibus & pœnis nos eundem Dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, sua Regna pariter, & sua suorumque heredum & successorum bona quæcunque eidem Domino Regi Francorum, ejusque primogenito, nato sive nascituro, aut primo Regni sui hæredi, & erga eum, tanquam pro confessato, judicato & condemnato teneri, & ipsas pœnas, si contra prædicta idem Dominus noster Castellæ & Legionis Rex, seu primogenitus suus, natus aut nasciturus, seu primus Regnorum suorum hæres fecerit, aut fecerint, confitemur ipsum Dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, primogenitumque suum, natum aut nasciturum, sive primum Regnorum suorum hæredem incurrisse, & tam de jure quam de facto adjudicamus totaliter incidisse; & ipsum primogenitumque suum, natum vel nasciturum, sive primum Regnorum suorum hæredem, & successores suos, ejusque Regnum, dominia, terras & bona, ac hæredum, & successorum suorum, præsentia & futura, pro præmissis firmiter adimplendis, supposuimus & supponimus coertioni & compulsioni Cameræ sedis Apostolicæ. Volumusque & consentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum litteras Apostolicas super ipsis fortiores & meliores, dicto sapientum, substantia non mutata, idem Dominus noster Castellæ & Legionis Rex, aut primogenitus suus natus aut nascturus, sive primus Regnorum suorum hæres, dicto Domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato aut nascituro, aut primo Regni sui hæredi facere & concedere teneatur, ac etiam teneantur; quoties per ipsum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum seu nasciturum, aut primum Regni sui hæredem, idem Dominus noster Castellæ & Legionis Rex, aut primogenitus suus, natus aut nasciturus, sive primus Regnorum suorum hæres, fuerit aut fuerint requisiti.

25. In quorum omnium robur & testimonium præsentibus litteris nomina nostra propriis manibus subscripsimus, & sigilla nostra fecimus apponi, unà cum signo & subscriptione Notarii publici infra scripti. Datum & actum in oppido de Majorito Toletanæ Diœcesis, vigesima nona die Januarii, anno à nativitate Domini secundum morem Ecclesiæ Hispaniæ millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, Yo el Condestable, Joannes Archiepiscopus Ispalensis, Electus Ecclesiæ Toletanæ. El Conde, & ego Ferdinandus Didaci de Toleto Decretorum Doctor Publicus Apostolica auctoritate Notarius, ac dicti Serenissimi ac Christianissimi Domini nostri Castellæ & Legionis Regis Auditor Referendarius atque Secretarius, præmissis omnibus & singulis dum sic, ut præmittitur, agerentur & fierent, unà cum infra scriptis testibus, ad hæc vocatis specialiter & rogatis, videlicet egregiis & spectabilibus viris, Petro Nugno Comite de Guelva, Roderico Didaci de Mendoça Majordomo & Petro Alvari de Osorio Custode Majori nostri corporis, Petro Manuel avunculo, præfati Serenissimi Domini nostri Regis Consiliariis, ac nobilibus, Bartholomæo de Montesquin Milite Joanne de Bretaigne Armigero; Magistro Seguino de Courchardis, Magistro in artibus & Baccalaureo in Medicina, Petro Normani Presbytero Tolosanæ, Rhemensis, Cenomanensis & Senonensis Diœcesis, præsens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, & de mandato dictorum Dominorum Comitis Stabularii, Archiepiscopi Ispalensis ac Comitis de Benavento, præfati Serenissimi ac Christianissimi Domini nostri Regis Castellæ & Legionis Procuratorum hoc præsens publicum instrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium scribi feci, & in publicam formam redigi, signoque meo, una cum nominibus, & sigillorum appensione ipsorum dicti Domini nostrum Regis Procurator solito signari, rogatus pariter & requisitus in fidem & testimonium omnium singulorum præmissorum. Ferdinandus Doctor & Referendarius, Notarius Apostolicus. ANS de J. C. 1434.

CCCXCII.

Traité de Ligue & de Confédération entre PHILIPPE *Duc de Bourgogne*, & AMÉ VIII. *Duc de Savoye contre le Duc de Bourbon. Fait à Chamberi*, le 12. *Février* 1434. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 288. ANS de J. C. 1434. BOURGOGNE ET SAVOYE.

PHELIPPE par la grace de Dieu Duc de Bourgongne, de Lothier, de Brabant & de Lembourg, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgongne, Palatin de Haynault, de Hollande, de Zellande & de Namur, Marquis du Sainct Empire, Seigneur de Frise, de Salins & de Malines: & AMÉ *Duc de Savoye, de Chablays & d'Ouste, Prince, Marquis d'Italie, Comte de Piemont, de Geneve, de Valentinois & Dyois, Baron de Vuaud & de Foucigny, Seigneur de Nice & de Verseil.* A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme au jourd'huy entre nous ayent esté accordés & passés certains points & articles contenus en une cedulle signé de nos propres mains, de laquelle cedulle la teneur de mot à mot s'ensuyt. Phelippe Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant & de Lembourg, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgogne, Palatin de Haynault, de Hollande, de Zellande & de Namur, Seigneur de Frise, de Salins & de Malines; & *Amé Duc de Savoye, de Chablays & d'Ouste, Prince, Marquis d'Italie, Comte de Piemont, de Geneve, de Valentinois & Dyois, Baron de Vuaud & de Foucigny, Seigneur de Nice & de Verseil:* A tous ceux qui ces lettres verront, savoir faisons; que pour tousjours entretenir, continuer & augmenter la bonne amour, affinité & alliance qui sont, & tant longuement ont esté entre les Maisons, & Seigneurs de Bourgogne & de Savoye, & plus convenablement povoir demander, poursuir & obtenir les droits que chacun de nous a sur les Terres, Villes, Chasteaux, Souverainetés, & Ressorts des Baronnies de Beaujolois & de Villars; scitués tant delà que deçà la Soufne, à l'encontre du Duc de Bourbon, & de tous autres qui les occuperoient. Nous d'un commun accord, pour nous, nos hoirs & successeurs Ducs de Bourgogne, & de Savoye, avons faict & faisons par ces presentes, bonne, ferme & stable alliance, ligue & convention en la maniere qui s'ensuyt, sans aucunement deroger és autres alliances qui jà sont entre nous. Premierement, que pour obvier és maux & innumerables inconveniens qui entreviennent de guerre, & à mettre Dieu & Justice de nos parties, ferons d'un commun accord, quant & ainsy qu'en semble mieux nous apparra de faire, sommer & requerir ledit Duc de Bourbon, & tous autres qui lesdites terres,

ANS de J. C. 1434.

res, fiefs, rerefiefs, ſouverainetés, & reſſorts occuperoient, de faire leur debvoir envers un chacun de nous. C'eſt aſſavoir, à nous Duc de Bourgogne, des fiefs, hommages, ſouveraineté, & reſſors des Chaſteaux, Villes, Chaſtellenies, & mandement de Thiſy, Belleville, & autres qui ſe treuveront mouvoir de nous en fiefs, rerefiefs, ſouverainetés, ou reſſort; & à nous Duc de Savoye, des Chaſteaux, Villes, Chaſtellenies, & mandemens de Chalemont, Lant, Villeneuve, Toyſſey, Montmerle, Beauregard, Trevoux, Chaſtellard, Amberieu, en la terre de Dombes, & autres qui ſe treuveront mouvoir de nous en fief, rerefief, ſouveraineté & reſſort; & en outre à nous deux, des autres querelles que chacun de nous pourroit avoir contre ledit Duc de Bourbon, qui ſeront declarées en la ſommation qu'eſt cy apres mentionnée, & ou temps d'icelle ſeront trouvées juſtes & licites de pourſuir conjointement par nous deux; & s'il advient qu'ilz veüillent faire envers chacun de nous leur debvoir, les recevrons ſelon Dieu & Juſtice, mutuellement chacun pour la partie qui luy debvra appartenir, ſans anticiper ne obmettre l'un le faict & honneur de l'autre. Item que s'il advenoit, que Dieu ne veüille, qu'ilz ne vouliſſent, ou refuſoient de faire leur debvoir envers un chacun de nous pour ſa partie mutuellement, & enſemble comme dit eſt; en celuy cas faites premierement, & nous rapportées leſdites ſommations, contradicions & refus; nous d'un commun accord procederons, & ſerons tenus de proceder contre le non faiſant deüment envers un chacun de nous, ce dont conjointement aura eſté ſommé, & requis par voye de guerre, à toute puiſſance, ou autrement és Pays places, & ainſi que entre nous, ou nos à ce commis ſera communement convenu & accordé, ayant regard à ſecourir l'un l'autre loyalement, & de bonne foy. Item que tout ce qui s'en conqueſtera par nous, & chacun de nous delà la Riviere de Souſne de toute la terre de Beaujeullois, demeure & ſoit deſlivré à nous Duc de Bourgogne, pour en fere à noſtre diſpoſition & volenté: & ſemblablement, tout ce qui ſe conqueſtera deçà ladite Riviere de Souſne, demeure & ſoit deſlivré à nous Duc de Savoye, pour en faire noſtre volenté & plaiſir, ſans demander l'un à l'autre pour les choſes qui luy ſeront acquiſes, comme dit eſt, aucune reſtitution de deſpens. Item s'il advenoit que faiſant cheſcun ſon effort & debvoir, l'un de nous avoit pluſtoſt prins & recouvert ſes droits & portion, que l'autre; en celuy cas ſera tenu de ayder & ſouvenir à l'autre, à avoir & conqueſter ſes droits, & portion, de mil combatans durant quatre moys aux deſpens de celuy qui en ſera requis. Item que aucun de nous ne puiſſe des querelles que deſſus, & de la depence qui par nous s'en feroit, non excediſſant par chacun de nous la ſomme de cinquante mille ducats, faire paix ne trieſve generale ne particuliere, ſans le ſçeu & exprés conſentement de l'autre; ne auſſy recevoir ne accepter aucun traitty particulier, ains les rebouter, & ſignifier l'un à l'autre loyaument, & de bonne foi: & ſe traitté general ſe mouvoit, cheſcun de nous le pourra recevoir, & demenner par devant celuy auquel ſera ouvert; c'eſt aſſavoir, nous Duc de Bourgogne en nos Pays de Bourgogne, & lieux convenables, & nous Duc de Savoye auſſy en lieux convenables de nos Pays decza les Monts, ſigniffiant encontinant à l'autre, lequel ſoit tenus d'y envoyer, & tenir ſes gens pour y entendre ſans fraude ne mal engin. Leſquelles conventions & alliances avons jüré, convenu & promis l'un à l'autre, pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs: en parolles de Princes, & ſur l'obligation de tous nos biens, avoir fermes & agreables, & les entretenir en tous leurs points & articles, ſans faire ne venir au contraire. En teſmoin deſquelles, avons ſigné ces preſentes de nos mains propres, à Chambery, le douziéme jour de Febvrier, mil quatre cents trente quatre. Ainſi ſigné, Phelippe & Amé. Et il ſoit ainſi, que pour plus grand ſeurté, fermeté & entretenement des chouſes contenües en ladite Cedulle, ayt eſté adviſé, conclud & promis entre nous d'ung coſté & d'autre, que de & ſur les chouſes exprimées en la Cedulle devantdite, ſe feroient de par nous lettres patentes ſcellées de nos ſeaux; ſçavoir faiſons que nous, & chacun de nous, ayant ladite Cedulle, & tout le contenu en icelle agreable par la maniere qu'il eſt cy deſſus eſcript; & le voulans de noſtre part entretenir, & faire entretenir par nos hoirs, & ſucceſſeurs & ayans cauſe, promettons en parolle de Prince, & chacun de nous en ſon endroit, & pour tant que touchier luy puet ſur les foy & ſerment de nos corps, & l'obligation de tous nos biens preſens & advenir; pour nous & chacun de nous, noſdits hoirs, ſucceſſeurs & ayans cauſe, & de chacun de nous, avoir tenir, obſerver & accomplir, & faire tenir, obſerver & accomplir inviolablement, toutes & ſingulieres les chouſes contenuës, declarées & ſpecifiées en ladite Cedulle, ainſi incorporée & tranſcripte cy deſſus, ſans preſentement ne au temps advenir aller ne fere; ou ſouffrir aller à l'encontre en aucune maniere, pour quelque cauſe, couleur, ou occaſion que ce ſoit, & tout ſans fraude, barat, deception ou mal engin, & iceux du tout ceſſans. En teſmoing & approbation de verité, des chouſes deſſuſdites, Nous & chacun de nous, avons fait mettre nos ſeaulx à ces preſentes lettres tacites, & accordées doubles, dont chacun de nous aura un Original par devers luy. Donné à Chambery, le douziéme jour de Fevrier, l'an de Grace mille quatre cents trente-quatre. Signé par Monſeigneur le Duc, Dommeſſent, par Monſeigneur le Duc de Savoye, Bolomier, & ſeellées de ſeaux en cire verte en laz de ſoye róuge & verte, au ſeau du Duc de Bourgogne; & en cordons de ſoye verte en celuy du Duc de Savoye.

CCCXCIII.

ANS de J. C. 1434. Bourgogne et Utrecht.

Traité fait entre PHILIPPE *Duc de Bourgogne, Comte de Hollande &c. &* RODOLPHE DE DIEPHOUT *Evêque d'Utrecht, en date du dernier Février* 1434. Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 191.

RUDOLPH VAN DIEPHOUT, by der genaden Godts Biſſchop tot Utrecht. Doen kondt allen luyden, dat onſe lieve geminde Heere, die Hertoge van Bourgoenien, Grave van Hollandt, Ons doen thoonen, ende te kennen gegeven heeft dat ſijn Onderſaten van Hollandt, Zeelandt en-

CCCXCIII.

ANS de J. C. 1434. Bourgogne et Utrecht.

Traduction de ce Traité.

(a) RODOLPHE DE DIEPHOUT *par la grace de Dieu Evêque d'Utrecht, à tous ſçavoir faiſons, que nôtre cher amé Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande, nous ayant fait remontrer & connoître, que ſes ſujets de Hollande, Zelande & Friſe ſont journellement grevez par nôtre Juriſdic-*

(a) Ce Traité fut renouvellé le 6. Septembre, 1462.

ANS de J. C. 1434. de Vrieſlant, dagelijcks ſeere beſwaert ende belaſt worden, met Onſer Geeſtelijcker Juriſdictien; ende ſonderlinge van den Proviſoren ende Deeckenen in den voornoemden Lande weſende, 't welck wy immer niet gehengen en willen, Wy en willen daer in voorſien, ſoo dat Ons lieſs Heeren Onderſaten, Onſer ende Onſer Dienaren immer niet beklagen en ſullen, ende dat overmidts die groote gunſte en liefde die Wy dragen tot Onſen lieven genadigen Heere, den Hertoge voorſchreve, ende tot ſynen Landen, Luyden ende Onderſaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt; maer hebben minnelijck overgedragen ende geſloten by goeden rypen Raede, ende by goetduncken van Onſer beyder Raeden, ſulcke puncten als hier nae gheſchreven ſtaen, om Onſe Geeſtelijcke Juriſdictie Onſer Kercken van Utrecht, voortaen daer na te regeren op ſynen Onderſaten van Hollant, Zeelant ende Vrieſlandt.

In den eerſten ſoo ſal men die Dekenie, ende Proviſorie, al inder voorſchreven Lande regeren, alleen midt eenen notabelen ende redelijcken Man, in elcken Proviſorie ende Dekenie, die hem des Geeſtelijcks Rechts verſtaet, ende daer nutte toe zijn.

Item, ſoo en ſal geen Man der vryheyt van der Clerckſchap genieten, die geen Cruyn noch Clerckhabijt en draget, als behoorlijck is, noch die niet en leeft als een Clerck ſchuldigh is te doen. Ende waert dat eenigh Pape, ofte Clerck, overdaet bedreve binnen der Graeflijckheyt van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, 't ware in vredebraecke, in vechtelijck, in dronckenſchap, of in eenigen ondaedelijcke ſaecken, die geen redelijcken Clerck toe en behoorden, die ſal Onſe lieve Heere den Hertoge van Bourgoenien, Grave van Hollandt, vangen by ſynen Baliuwen ofte Rechteren, en dien leveren Ons Deecken of Proviſoor, daer die ſaecke geſchiet ware, indien dat ſy Clerck waren, ende die miſdadige Pape of Clerck, en ſullen Wy, noch die Proviſoor of Deecken niet uytlaten, eer ſy Onſen lieven Heere, den Hertoghe van Bourgoenien, Grave van Hollandt, van der breucken die ſy binnen ſynen Landen miſdaen hadden, ghebetert hebben.

Item, ſoo en ſal men die Onderſaten van Hollandt, Zeelandt en Vrieſlandt niet dagen t'Utrecht te rechte te komen om eenigen ſaecken wille, alſoo verre als die geene die men dage wilde, te recht ſtaen wille voor den Geeſtelijcken ofte Wereltlijcken Rechter daer hy Onderzaet is, ende die ſaecke alſoo is, dat die Geeſtelijcke Rechter daer van kennen mach, ende oock dat die Rechters haer rechten met vreden vorderen ſullen mogen.

Item, ſoo en ſal men niemandt moeyen, met moveren of midt bannen, ten zy dat ſy eerſt ghedaeght zijn, ende dat men bewyſen mach proeffelijck, dat die die daeginge totter geenre kenniſſe gekomen zy, die men moveren of bannen ſouden, en die Deecken of Proviſoor en ſullen om geen miſdaden wille, die eenigh Perſoon gedaen hadde, by Sententien van Juriſdictien, fulmineeren ſonder kenniſſe der ſaecke.

Item, of yemandt om eeniger miſdaden wille, die hy miſdaen hadde, inder Kercken, of op het Kerckhof, die der vryheyt van der Kercken niet en ſouden mogen beſchutten, volkomelijck nae beſchreven rechten; die Miſdadige ſal Onſe lieve geminde Heere die Hertoghe van Bourgoenien, Grave van Hollandt, mogen doen nemen van den Kerck-Hove, ſonder daeromme dat te violeren, of interdict te weſen. Oock mede ſal de vryheyt van der Kercken niet te bate komen, die met ingeſetter lage yemandt doot ſloegh, dat kennelijck op hem beproeft waer, noch oock den genen die van Onſen lieven Heere, den Hertoge voorſz, of van den Gerechte in den Lande gebannen zijn, om ondaedelijcke ſeyten, als miſdaen te hebben teghen den Prince van den Lande, of tegen ſynen Lande dat men hieten mach *Crimen leſæ Majeſtatis*, of anders dierghelijcke,

tion Eccleſiaſtique & particulierement par les Proviſeurs & Doyens qui ſont dans les ſuſdits païs, ce que pourtant ne voulons ſouffrir, & y voulant pourvoir, afin que les ſujets de nôtre cher Seigneur, ne s'en plaignent plus à nous ni à nos ſerviteurs; & en conſideration de la grande affection & amitié que nous portons à nôtre cher & gratieux Seigneur le Duc ſuſdit & à ſes païs gens & ſujets de Hollande, Zelande & Friſe, ſommes convenus & avons conclu amiablement par bonne & meure deliberation & par l'avis de nos deux Conſeils les points cy deſſous ſpecifiez, pour regler la deſſus à l'avenir nôtre Juriſdiction Eccleſiaſtique de l'Egliſe d'Utrecht à l'égard des ſujets de Hollande, Zelande, & Weſtfriſe. ANS de J. C. 1434.

Premierement on gouvernera le Doyenné & le Proviſorat dans les ſuſdits païs ſeulement par un homme notable & raiſonnable qui ſera mis dans chaque Proviſorat & Doyenné qui entende le droit Canon, dont il eſt de beſoin.

Item, nul homme ne jouïra de l'immunité de la Clericature qu'il ne porte la couronne & l'habit, comme il eſt convenable, non plus que celuy qui ne vit pas comme un Eccleſiaſtique doit vivre; & s'il arrivoit que quelque prêtre ou Clerc fit quelque inſolence dans la Comté de Hollande, Zelande & Friſe, ſoit en troublant la paix, ſe battant ou s'enivrant, ou en faiſant d'autres choſes qui ne fuſſent à faire, & qui ne conviennent pas à un Eccleſiaſtique raiſonnable, nôtre cher Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande le fera prendre par ſes Baillifs ou juges, & le remettra entre les mains de nôtre Doyen ou Proviſeur, où le fait aura été perpetré, ... & nous ne laiſſerons aller, non plus que leſdits Proviſeurs & Doyens leſdits Prêtres ou Clercs qu'au preallable, ils n'ayent donné ſatisfaction à nôtre cher Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande pour la peine encourüe dans ſes païs.

Item on n'ajournera point les ſujets de Hollande, Zelande, & Friſe a comparoir en Juſtice à Utrecht pour quelque cauſe que ce ſoit, tant que ceux, qu'on voudroit ajourner, voudront être mis en cauſe pardevant le juge Eccleſiaſtique, ou ſeculier du lieu où il eſt ſujet, & la choſe étant telle que le juge Eccleſiaſtique en puiſſe connoître, il y procedera ſans y pouvoir être troublé.

Item l'on ne pourra moleſter perſonne, ſoit par exil ou banniſſement, à moins d'avoir été auparavant ajourné, & que l'on ne puiſſe prouver que l'ajournement eſt venu a la connoiſſance de ceux qu'on voudroit exiler ou bannir, & le Doyen ou Proviſeur, pour quelque crime que ce ſoit, qu'une perſonne auroit fait, ne pourra fulminer de ſentence de juriſdiction, ſans connoiſſance de cauſe.

Item ſi quelqu'un pour quelque crime qu'il auroit commis & dont le privilege de l'Egliſe ne pourroit pas le mettre à couvert, ſelon le droit écrit, venoit à ſe refugier dans l'Egliſe ou dans le cemetieze, nôtre cher amé Seigneur le Duc de Bourgogne Comte de Hollande, pourra le faire prendre des mains de la Cour Eccleſiaſtique ſans la violer, & ſans pouvoir être interdit. Comme la liberté des Egliſes ne ſervira de rien à ceux qui de guet à pens auroient commis quelque aſſaſſinat, & qui pourra être prouvé tel; non plus qu'à ceux par nôtre cher Seigneur le Duc ſuſdit, ou par la juſtice du païs, pour faits ou crimes perpetrez contre le Prince du païs ou contre ledit païs, que l'on nomme crimen leſæ Majeſtatis, *ou autres ſemblables, mais nôtre cher Seigneur le Duc ſuſdit les fera prendre dans l'Egliſe ou d'entre les mains de la Cour Eccleſiaſtique, ſans que*

ni

ANS J. C. 1434.

lijcke, maer Onſe lieve Heere, die Hertoge voorſz, ſal die moghen doen nemen van den Kerck of Kerck-hove, ſonder die Kercke of Kerck-hove, daer mede beſlagen te weſen, of interdict te komen.

Item, ſoo en ſullen die Deeckenen of Proviſoren niemandt moeyen, overmidts dat ſy op Heylighe daghen ghewrocht hadden, eenigh werck dat hem noot-druſtigh waer, daer ſy den Vierdagh mede gebroocken hadden, dat is te verſtaen van noodts wegen, op den Dijck ende Waterſchap, of in der Oeſt den Coorn zijn oorbaer te doen, of ander gemeyn noot oorbaer, hoe dat gebeuren ſal.

Item, van den genen die in Overſpel ſitten, of in fornicatien, ende diergelijcke andere dingen, daer of ſal men houden die manier ende gewoonte, als zy tot hier toe gehouden zijn, behoudelijck dat men den Wyven die Gemannet zijn, niet beſchaemen, of daerom moeyen en ſal, ten zy dat ſy in openbaer Overſpel ſitten, of dat ſy daer in ſouden beſchuldight zijn.

Item, ſoo en ſullen die Dekenen of Proviſoren, die Onderſaten van Hollandt, Zeelandt en Vrieſlant, niet vorder belaſten, in gelde te nemen, van Citatien, van Sententien, ende van andere ſaecken in den rechten dienende, maer ſy ſullen hem daer in ghelijcken, ende conformeren den Hove van Utrecht, ende want men in Zeelandt dat voorſz recht pleget veele, ſoo en ſullen die Deekenen en Proviſoren, aldaer van den Onderſaten van daegh-Brieven te ſchryven en te zegelen, niet meer nemen dan een Ingelſche ſulcx payements als men nu munt in Vlaenderen, en gelijck in Hollandt; ende alſoo voort van Maen-brieven, van Ban-brieven, ende andere Brieven, nae beloop als daer toe behoort. Ende waer yemandt die ſtorve, ende in den Ban ware van ſchulden, of van andere ſaecken, dat men kennelijck ende openbaer proeven mocht, dat hy wel beteren ſoude mogen, ende dat hy dat gelaten hadde in verſmadeniſſe der Heyliger Kercker midt wille, midt dien ſal die Deecken of Proviſoor om gaen redelijcke ende beſcheydelijck nae ouder ghewoonten; maer armen luyden die ſtorven, ende in den Ban weſende voor ſchulden, ende anders dies niet beteren en mochten, daer of ſullen die Dekenen of Proviſoren nemen van haren Erfgenamen dubbelt contumatie gelt, dats te verſtaen, twee-werf alſoo veele als ſy levendigh gegeven ſouden hebben, gelijck van oudts ghewoonelijck plagh te weſen, van correctien, van contumacien, eer men hem geabſolveert ſoude hebben, ende dat uſeren gelijck als in elcken Landen, Proviſorien ende Dekenien plach te zijn, nae ouder gewoonten.

Item, want vele Luyden in Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt hylicken ende malkanderen trouwen, eer dat ſy haer geboden hebben in der Heyliger Kercken, ſoo en ſullen die Deecken of Proviſoor niet meer nemen van der abſolutien, van eenen Man ende Wijf, die alſoo malkander trouwen ſullen, by haren Vrienden ende Magen, of midt haren moedt wille, dat die tot haren mundigen jaren gekomen zijn, ten hooghſten een Engelſche Nobel, ende daer beneden ende voort beſcheydelijck nae den ſtate der Perſonen die trouwen ſullen inder manieren voorſchreven; maer met deſer Ordonnantien en ſullen niet beſwaert weſen die Onderſaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, die eeckere Ordonnantie ende Coſtume hebben, dat ſy Mijn hier of te geven plegen, die ſullen haer oude gewoonten en heerkomen gebruycken.

Item, ſoo en ſullen die Deecken of Proviſoor, geen abſolutie geven, die Vrouwen of Maeghden ontvoeren, buyten haren of haren naeſten Maegen of Vrienden wille, ten zy dattet haren naeſten of Vrienden te wille zy; noch oock geen Papen en ſullen die trouwen, ten ware dat ſy des beyde midt haren wille begeerden, ſonder allen bedwangh weſende, ende hier op ſullen Wy gebodt doen, allen Proviſoren, Deeckenen ende Papen, ende waer eenigh Proviſoor, Deecken ofte Pape, die hier boven dede, die Proviſoor, Deec-

ni l'une ni l'autre puiſſent être excommuniez ni interdits.

ANS de J. C. 1434.

Item les Doyens ou Proviſeurs n'inquiéteront perſonne, pour avoir travaillé un jour de fête, en quelque ouvrage qui lui aura été neceſſaire, par où ledit jour auroit été violé, bien entendu ſi c'eſt pour cauſe de neceſſité, comme d'avoir travaillé aux digues, ou à la moiſſon, ou autre beſoin proffitable.

Item pour ceux qui ſeront atteints d'adultere, paillardiſe ou choſes ſemblables, on obſervera la maniere & coutume qui a été obſervée juſques à preſent en pareille matiere, excepté qu'on ne diffamera pas les femmes mariées, & même qu'on ne les inquiétera point, à moins d'être convaincuës d'adultere public, ou d'en être accuſées.

Item les Doyens & Proviſeurs ne ſurchargeront pas les ſujets de Hollande, Zelande & Friſe, en prenant d'eux de l'argent, de citations, ſentences, & autres choſes ſervant en juſtice; mais ils ſe conformeront à la Cour d'Utrecht; & comme ce droit eſt fort ordinaire en Zelande, les Doyens & Proviſeurs, n'y prendront pas davantage pour les exploits écrits & ſellez qu'un Anglois, *monnoye qu'on bat preſentement en Flandres, & de même en Hollande, & ainſi de ce qu'on apelle Maen-brieven, lettres d'exil & autres ſelon le cours que de raiſon. Et s'il y avoit quelqu'un qui mourût étant banni pour dettes, ou pour autre choſe, & que l'on pût prouver qu'il pouvoit y ſatisfaire, & qu'il ne l'eût pas fait au mépris de l'Egliſe, & à deſſein, les Doyens & Proviſeurs en uſeront avec diſcretion & raiſon, comme de coutume ancienne; quand aux pauvres qui mouront étant bannis pour dettes, & auxquelles ils ne pouvoient ſatisfaire, les Doyens & Proviſeurs en prendront de leurs heritiers double* contumatie gelt, *c'eſt à dire deux fois autant qu'ils auroient donné étant vivans, comme d'ancienneté on étoit accoutumé de faire, pour correction & contumace, avant qu'on eût pû être abſous, & comme en uſent dans chaque païs les Proviſeurs & Doyens, ſelon l'ancienne coutume.*

Item comme pluſieurs en Hollande, Zelande, & Friſe ſe marient enſemble avant que d'avoir leurs bans dans la Sainte Egliſe, les Doyens & Proviſeurs ne prendront plus, pour les abſolutions d'un homme & d'une femme qui ſe ſeront ainſi mariez par leurs amis & parens, & de leur franche volonté, qu'un noble Anglois au plus des Majeurs & en outre differemment ſelon l'état des perſonnes qui ſe marieront de la maniere ſuſditte, mais à cette ordonnance ne ſeront point aſſujettis les ſujets de Hollande, Zelande & Friſe qui ont certaines Ordonnances & Coutumes, & ils ſuivront en cela leurs anciennes Coutumes & Privileges.

Item les Doyens & Proviſeurs ne donneront point d'abſolution aux femmes ni aux filles enlevées ſans leur conſentement, & ſans celui de leurs parens & amis, à moins que leurs dits parent & amis n'y conſentent, qu'auſſi nul Prêtre ne les marie, à moins qu'ils n'y ſoient conſentans l'un & l'autre ſans contrainte, & ſur ce nous donnerons nos mandements à tous Proviſeurs, Doyens ou Prêtres; & s'il y avoit quelque Proviſeur, Doyen ou Prêtre qui fit au contraire, nous ou nos Succeſſeurs, ou nos Fiſcaux les corrigerons & punirons pu-

ANS de J. C. 1434.

Deecken ofte Pape, ſullen Wy of Onſe Naekomelingen, of Onſe Officiael, daer of alſoo openbaerlijck corrigeren ende puneren, dat ſy anderen een exempel weſen ſullen, tot alre tijdt als Wy, of Onſen Officiael des vermaent ſullen weſen.

Item, ſoo en ſullen Wy noch Onſen Dienaers, van den Onderſaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, niet meer nemen van inſtitutien, proclamatien, abſentien, officiatien, permutatien, dan gewoonlijck plagh te weſen, over twintigh of vijf-en-twintigh jaren.

Item, ſoo waer men Onſen Suffragaen ergent behoeven ſal, in Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, om Kercken, Kerck-hoven, ende Outaren te wyen, ende anders, ſoo ſal Onſe Suffragaen aldaer komen, opter geenre koſte die hem behoeven ſal, ende hy ſal hem voor ſynen dienſt ende arbeyt genoegen met eenen redelijcken hoesheyt die hem gegeven ſal werden, by den geenen die des behouwen nae gelegentheyt der ſaecken.

Item, ſoo ſullen die Deeckenen of Proviſoren, die Onderſaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt niet moeyen, om dat yemandt ſijn Kinderen by ongevalle of verſuymeniſſe van water, of van vuyr, of anders verlooren hadde. Ende want noch veele andere ſaecken zijn Onſer Geeſtelijcker Juriſdictien aengaende, daer die Onderſaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt mede beſwaert zijn, ofte beſwaest mochten worden, die men nu niet wel en weet te noemen; ſoo zijn Wy overdragen met Onſen lieven gemunden Heere den Hertoge van Bourgoenien, Grave van Hollandt, waer dat in den voorſz puncten, ofte in eenige andere puncten Onſer Geeſtelijcker Juriſdictien aengaende, eenige queſtie ofte geſchille geviele, ſoo ſal Onſe lieve Heere, die Hertoge van Bourgoenien, Grave van Hollandt, daer toe nemen ende ſetten twee van ſynen Raede, ende Wy twee van den Onſen, omme Onſe voorſz Juriſdictie te modereren; ende die vier niet eens en konden werden, ſoo ſullen ſy kieſen Ons lieſs Heeren des Hertoghen Cancelier van Bourgoenien, nu eer tijdt weſende, tot een Overman, ende waert dat hy affwigh geworden waer, ſoo ſullen dan die vier kieſen eenen gelijcken Overman, ende wes ſy dan met den voorſchreven Overman ordonneren ende moderen ſullen in der voorſz Juriſdictie, dat ſullen Onſen lieven Heere die Hertoge voorſz, ende Wy van waerden houden, ende met deſe overdracht en ſullen niet vermindert weſen die oude zoene ghemaeckt tuſſchen der Graeffelijckheyt van Holjant, ende Ons Biſdom van Utrecht, maer ſullen alle in haren volkomen macht blyven, gelijck ſy voortijdts bedinget ende bedrieſt zijn, ende want Wy deſen voorſz overdrachte in allen puncten, gelijck voorſz ſtaet, gelooft hebben Onſen lieven Heere den Hertoge van Bourgoenien, Grave van Hollandt, ende ſyne Naekomelingen, ende oock ſyne Lande van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, vaſte, ſtade, ende onverbreeckelijck te houden, ende doen houden, behoudelijck in allen anderen ſaecken hier boven niet begrepen, Ons Eede die Wy den Stoel van Romen, en der Heyliger Kercken gedaen hebben: Soo hebben Wy des tot eenen oorkonde Onſen Zegel hier aen doen hangen, gegeven op den leſten dagh van Februario, in't Jaer Ons Heeren duyſent vier hondert vier-en-dertich, nae 's cours van Utrecht.

ANS de J. C. 1434.

bliquement, pour ſervir d'exemple aux autres, & ce toutes les fois que nous, ou nos Fiſcaux en ſerons avertis.

Item nous ni nos Officiers ne prendrons des ſujets de Hollande, Zelande, & Friſe pour inſtitutions, proclamations, abſences, permutations que ce qui étoit accoutumé, il y a vingt, ou vingt cinq ans.

Item ſi l'on a beſoin de nôtre ſuffragant en quelque lieu de Hollande, Zelande & Friſe pour conſacrer quelque Egliſe, cimetiere, & autel & autres, nôtre ſuffragant s'y rendra au depens de qui il appartiendra; & il ſera ſatisfait pour ſon ſervice & travail par une diſcretion raiſonnable qui luy ſera donnée par ceux qui l'auront requis, ſuivant les circonſtances des affaires.

Item les Doyens ou Proviſeurs n'inquiéteront point les ſujets de Hollande, Zelande & Friſe, pour avoir perdu leurs enfans par accident ou negligence d'eau, de feu ou autrement. Et comme il y a encore pluſieurs autres choſes concernant nôtre Juriſdiction Eccleſiaſtique par où les ſujets de Hollande, Zelande, & Friſe ſont ou pourroient être leſez, & leſquelles on ne peut pas bien nommer à preſent; nous ſommes convenus avec nôtre cher amé Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande, que s'il arrivoit quelque different à l'égard des ſuſdits points ou quelques autres concernant nôtre Juriſdiction Eccleſiaſtique; nôtre cher Seigneur le Duc de Bourgogne Comte de Hollande mettra deux de ſes conſeillers, & nous deux des nôtres pour moderer nôtre ſuſdite juriſdiction; & ſi les quatre ne pouvoient tomber d'accord, ils choiſiront le Chancelier de nôtre cher Seigneur le Duc de Bourgogne qui eſt preſentement en charge, pour ſur-arbitre, & s'il arrivoit qu'il mourût, les autres quatre choiſiront un ſemblable ſur-arbitre; & ce qu'eux & le ſuſdit ſur-arbitre ordonneront & modereront dans la ſuſdite juriſdiction nôtre cher Seigneur le Duc ſuſdit & nous le tiendrons pour vallable, & ce traité ne donnera point d'atteinte à l'ancienne Reconciliation faite entre la Comté de Hollande & nous Evêque d'Utrecht; mais toutes choſes demeureront en leur force & vertu comme elles ont été conçues & redigées auparavant. Lequel preſent traité dans tous les points qui y ſont contenus, nous avons promis à nôtre cher Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande, & à ſes Succeſſeurs, & auſſi a ſes Pais de Hollande, Zelande, & Friſe de le tenir & faire tenir, ferme, ſtable & inviolable, ſauf dans les autres choſes non exprimées cy deſſus, le ſerment par nous prêté au Siege de Rome & à la Sainte Egliſe, en témoin dequoy nous avons fait ſceller ces preſentes, données le dernier jour de Fevrier l'an de nôtre Seigneur 1434. ſelon le ſtile d'Utrecht.

ANS J.C. 1434. AVOYE MI- N.

CCCXCIV.

Traité de Ligue & de Confédération entre AME' VIII. *Duc de Savoye &* PHILIPPE-MARIE *Duc de Milan, fait à Milan le* 14. *Octobre*, 1434. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 291.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis perenniter triumphantis, laudem & gloriam Beatorum Victoriosissimi Martiris Mauritii Thebeorum Ducis, & Ambrosii Confessoris, hujus publici Instrumenti tenore, cunctis modernis & posteris patens esse volunt *Illustrissimi Principes & Excellentissimi Domini*, AMEDEUS *Dux Sabaudiæ, Chablasii & Augustæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium & Gebennarum, Valentinensisque & Dyensis fecer*; & PHILIPPUS-MARIA Anglus, Dux Mediolani &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus, ejus gener. Quòd cùm dudum de anno Domini millesimo quadringentesimo vigesimo septimo, die secunda mensis Decembris, in civitate Taurinensi, per ipsorum Dominorum Ducum Ambasciatores solemnes, cum authoritate, consensu & exhortatione, quinimò, etiam ex mandato persæpe reïterato Serenissimi Principis eorum communis Domini Domini Sigismundi Divina favente clementia tunc Regis & nunc Romanorum Imperatoris, simpliciter & generaliter sine ulla limitatione volentis, consentientis atque mandantis, Ligam strictissimam & fraternam unionem inter ipsos Dominos Duces fieri debere, etiam ad observationem Pacis inter ipsos Dominos & eorum colligatos tunc Venetiis de proximo inita, & à qua ipsi Domini Duces Sabaudiæ & Mediolani debito & honore suis exigentibus nusquam invicem descendere voluerunt, licet pax illa inter ipsum Dominum Ducem Mediolani, Illustrissimum Dominum Venetorum & Magnificam Communitatem Florentiæ non fuerit observata; post quam pacem subsequuta sunt talia, ex quibus non remanet idem Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ obligatus ad faciendum contra Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani, vigore ligæ ante ipsam pacem cum dicto Dominio Venetorum initæ & contractæ, solemnes confœderationes & uniones, perpetuis temporibus inter præfatos Dominos Duces Sabaudiæ & Mediolani duraturas, modis & formis seriosiùs descriptis quibusdam publicis Instrumentis per me Joannem Franciscum Gallinam, & Beraudum Masuerii, quondam notarios publicos, ipsorum Dominorum Ducum Secretarios, receptis, & confectis quæ pro insertis habentur: Cumque novissimè inter ipsos Dominos Duces, ad vitanda quæcumque futura dissidia reincidenda aut aliàs quomodolibet orunda, resolidandumque & majoribus vinculis roborandum amorem & necessitudinis unitatem inter eos indissolubiliter existentem, per nonnullos eorum intimos servitores, utriusque ipsorum status & honoris zelatores, tractatum fuerit de ipsis confœderationibus & ligis repetendis, & majoribus adminiculis roborandis, Hinc est quòd propter infrascripta peragenda, constituti in testium & nostrorum Notariorum publicorum infrascriptorum præsentia, spectabiles Domini Petrus Marchandi Miles & Legum Doctor Præsidens Consilii Taurini residentis, & Guillelmus Bolomerii Secretarius Consiliarii & Ambasciatores ipsius Illustrissimi Domini Ducis Sabaudiæ, & ab eo ad infrascripta omnia plenum & expressum mandatum habentes, cum potestate libera ut dicebant per ipsius Domini Ducis patentes literas, ejus sigillo impendenti sigillatas, datas Thononi die duodecima Septembris, anno Domini millesimo quadringentesimo trigesimo quarto; & per Franciscum Fabri ejus Secretarium signatas ex una. Et Magnificus Dominus Gaspar Vicecomes, Miles consanguineus & Consiliarius Illustrissimi Principis Domini Ducis Mediolani, & ab eo similiter ad infrascripta omnia plenum & expressum mandatum habens, cum potestate libera ut dicebat per ipsius Domini Ducis literas patentes, ejus sigillo cera alba in illorum finem citra medium affixa sigillatas, datas Abiati die XII. Octobris anni præsentis, per Aluisium Crotum ejus Secretarium signatas, partibus ex altera. Quæ siquidem partes nominibus prædictis, scienter nulloque errore aut metus causa lapsæ, ac perpetuam securitatem statuum utriusque, unionemque earum ac ipsarum hæredum & successorum, patriarum & subditorum, aliisque laudabilibus moti causis, mutuis & solemnibus stipulationibus utrobique intervenientibus, reformaverunt & contraxerunt, repetuntque & contrahunt hujus publici instrumenti serie bonas, veras, stabiles & indissolubiles ligas, confœderationes & uniones, ad & pro octuaginta annis proximis continuis & integris hodie inchoandis duraturis, sub capitulis rescriptionibusque modis & formis infrascriptis; videlicet dictus Dominus Dux Sabaudiæ pro se & suis filiis, hæredibus naturalibus & legitimis, Ducibus Sabaudiæ & Principibus Pedemontium quandocumque fuerint, nec non pro quibuscumque aliis filiis ejus ut præmittitur naturalibus & legitimis, & ab eis naturaliter & legitimè descendentibus, jurisdictionem, territorium, aut Dominium in tota Italia & alibi habentibus, atque pro universo territorio & Dominio suo quod habet & tenet, in futurumque habebit & tenebit; suisque subditis & vassallis, & ulteriùs pro suis adhærentibus, colligatis & recommendatis veris quos habet de præsenti, nominandis & verificandis infrà terminum duorum mensium à die celebrati præsentis contractus inchoandorum. Dictus verò Dominus Dux Mediolani pro se & suis filiis hæredibus Ducibus Mediolani & Comitibus Papiæ, quandocumque fuerint, & pro quibuscumque aliis filiis suis ut præmittitur naturalibus & legitimis, jurisdictionem, territorium aut Dominium in tota Italia & alibi habentibus, atque pro universo territorio & Dominio suo, quod ad præsens habet & tenet, in futurumque habebit & tenebit, suisque subditis & vassallis, & ulteriùs pro suis adhærentibus, colligatis & recommendatis veris quos habet de præsenti, nominandis infrà tempus dictorum duorum mensium, à die celebrati contractus hujusmodi inchoandorum; qui sic colligati, adhærentes & recommendati veri, utrobique nominandi, infra quatuor mensium spatium à die celebrati contractus hujusmodi inchoandorum, teneantur & debeant nominationem de ipsis factam ratificare, in quantum beneficio hujusmodi ligæ voluerint congaudere; ubi autem non ratificaverint respectu nominantis, & per eum habeantur prout ante hujusmodi initam ligam habebantur. ANS J.C. 1434.

In primis convenerunt & polliciti sunt ipsæ partes quibus suprà nominibus, bona fide, omni sublata machinatione, se deinceps perpetuò mutuò diligere, honorare & fovere alter alterius personam, statum, honorem & commodum in quibuscumque quærere & procurare; jacturam verò & aliud quodcumque detrimentum toto posse vitare, illaque alter alteri cùm primùm noverit, sine moræ dispendio veraciter prout senserit, perceperit aut aliàs cognoverit, notificare eis, fide & mentis sinceritate, quibus inter bonos & mansuetos socerum & generum, amicos, parentes, confœderatos & tantis unitatis vinculis conjunctos fieri debet; & insuper quòd ipsi Domini Duces & ipsorum prædicti filii successores, nullo unquam tempore dabunt, patientur, tolerabunt, aut aliàs qualitercumque præbebunt per se aut eorum subditos transitum, ingressum, reductum, receptum, stanciam, victualia, armigeros aut alia quæcumque suffragia, auxilia vel favores aliquibus inimicis alterius; nec etiam aliquos armigeros cassabunt, aut aliàs cassatis transitum

ANS de J. C. 1434. dabunt, ex quibus damnum, invasio, jactura aut aliud quodcumque detrimentum verisimiliter fieri vel inferri possit alteri statui, territoriis, & subditis; quinimò rebelles si qui ei aut ipsorum alteri supervenirent qualitercumque in futurum, pro rebellibus communibus reputabunt confestim post notificationem de ipsis rebellibus alteri factam per illum cujus fuerint rebelles; & ex nunc pro rebellibus reputat præfatus Dominus Dux Sabaudiæ illos, qui notoriè machinati fuerint in mortem inclytæ memoriæ Domini Joannis-Mariæ Ducis Mediolani, ejus consanguinei, fratris dicti Domini Ducis Mediolani moderni; Rebelles verò alii esse intelligantur illi, qui machinati fuerint in personam vel statum illius cujus rebelles esse dicentur; in quorum tamen Rebellium numero Januenses non comprehendantur, quando contigerit quod absit, civitatem Januensem aliud Dominium, quàm Dominium dicti Domini Ducis Mediolani mutare, sed Domino Duce Mediolani Januam tenente; idem de ipsis Januensibus, quod de aliis intelligatur.

Item quòd si in futurum evenerit, quod Deus avertat, alterum prædictorum Dominorum per ejus inimicos in aliqua Civitate, Villa, Castro vel Oppido personaliter obsessum esse; tunc & eo casu alter dictorum Dominorum non obsessus, teneatur & debeat eum cum toto suo exfortio ipsi tali obsesso omnibus viribus suis dare & præbere omnem favorem, auxilium & operam sibi possibiles, adversùs inimicos dicti obsessi, & ad ipsius obsessi liberationem & juvamen.

Item quòd si tunc & ullo unquam tempore alicui dictarum partium guerra aliqua moveretur, tunc & eo casu altera pars in quacumque nova guerra, in & pro defensione status partis cui talis guerra moveretur, & adversus moventem seu moventes guerram hujusmodi, dare teneantur favorem & auxilium alteri parti adversùs quam talis guerra moveretur; sibique subvenire ad primam requisitionem ipsius partis offensæ, & infra quadraginta dies ipsam requisitionem immediatè sequentes, de mille equitibus & totidem peditibus bonarum gentium armigerarum, & hoc, per spatium trium mensium continuorum propriis sumptibus impendentis; quod quidem spatium trium mensium incipere debeat, quotiescumque præfatus D. Dux Sabaudiæ, dictum præsidium haberet præbere ipsi Domino Duci Mediolani de gentibus armigeris Ultramontanis, dum & quando dictæ gentes armigeræ applicuerint in loco Secusiæ. Si verò de gentibus armigeris Citramontanis tale subsidium præberetur, tunc spatium dictorum trium mensium incipere debeat, dum & quando prædictæ gentes armigeræ applicuerint in & super territorio dicti Domini Ducis Mediolani: & versa vice, quotiescumque prædictum subsidium per præfatum Dominum Ducem Mediolani ipsi Domino Duci Sabaudiæ ad partes Ultramontanas præberetur; tunc & eo casu spatium dictorum trium mensium incipere debeat, dum & quando prædictæ partes armigeræ ipsius Domini Ducis Mediolani Laneburgum applicuerint; quòd si contingeret ipsum subsidium in partibus Citramontanis præbere, tunc spatium dictorum trium mensium incipere debeat, dum & quando prædictæ gentes armigeræ prædicti Domini Ducis Mediolani, territorium ipsius Domini Ducis Sabaudiæ applicuerint. Si verò pars subsidium requirens, ultra spatium dictorum trium mensium prædictum, auxilium habere requisiverit usque ad consummationem totalem dictæ guerræ, tunc altera pars requisita teneatur parti requirenti dictum subsidium & auxilium præstare, sumptibus tamen partis requirentis, & non partis requisitæ, usque ad consummationem totalem dictæ guerræ. Et si forsan uno & eodem tempore guerra ambabus partibus moveretur, tunc ipso casu adveniente debeat & teneatur pars quæ minorem guerram habuerit, dare auxilium parti majorem guerram habenti, de illa gentium armigerarum quantitate quæ conveniens fuerit, quæ tamen quantitas declarari debeat & tanta sit, quanta declarabitur per tres ex Consiliariis dicti Domini Ducis Sabaudiæ in Consilio suo ordinariè residentibus, per præfatum Dominum Ducem Mediolani statim orta differentia eligendis; totidemque ex illis Domini Ducis Mediolani per præfatum Dominum Ducem Sabaudiæ similiter eligendis, qui omnes etiam esse debeant cognitores & decisores differentiæ prædictæ, quæ occasione missionis gentium prædictarum quomodolibet oriretur inter ipsas partes, quorum vel majoris partis eorum declarationi, decisioni ac meræ voluntati etiam extra judicium sine aliquo ordine vel solemnitate juris & facti, omni exceptione & remedio nullitatis, appellationis, restitutionis, supplicationis & alio quocumque cessante, debeant stare partes & remanere contentæ de illa subsidii quantitate, quam declaraverint dare debere; illique decisioni si forsan discordarent, debeat ultra prædictos esse declaratos cognitor & decisor prædictorum omnium alius communiter eligendus, qui utriusque partis sit confidens, & quicquid ipse cum aliis prædictis vel majori aut dimidia parte eorum declaraverit & deciderit, debeat executioni mandari, quocumque remedio ut suprà cessante; ita tamen, ut ex hoc non retardetur; quia in casu necessitatis & periculi subsidium præstò & bona fide exhibeatur, juxtà possibilitatem partis à qua postulabitur.

ANS de J. C. 1434.

Item convenerunt ut suprà, quòd alter prædictorum Dominorum alteri in quibuscumque capiendis impresiis, debeat suis periculis & expensis favores quoscumque possibiles & quæcumque præsidia possibilia dare bona fide realiter, qui favores quæve subsidia dari, mitti, manuteneri, declarari & limitari debeant modis & formis in proximo præcedenti Capitulo annotatis; & dummodo faciens talem impresiam, ipsam faciat de voluntate alterius; alioquin altera pars non teneatur aliquod subsidium præstare, nisi quantum de sua voluntate processerit; præterquam si cum Dominis Ducibus Borbonii aut Venetorum guerra oriretur, quo casu servetur speciale Capitulum quod de ipsis infrà loquitur. Item ulteriùs convenerunt & promittunt ipsæ partes, quòd non liceat tamen nullum omninò præbere subsidium vel favorem facto aut verbo, illi contra quem ipsa impresia capta esset, atque etiam aliquid omninò facere directè vel indirectè, per se vel alium, aut quovis quæsito colore, ex quo posset talis impresia impediri vel turbari.

Item ut suprà convenerunt ipsæ partes, & pacto expresso promiserunt, omnia quæ partes ipsæ acquirerent in casu guerræ fiendæ, tamen secundum formam dictorum Capitulorum immediatè præcedentium, de bonis inimicorum suorum, debeant ambabus partibus esse communia, & communiter dividi inter ipsas partes; ita tamen, quòd si aliquid acquireretur magis congruum uni parti quàm alteri, debeat dimitti parti cui tale quòd magis congruet, pro sufficienti contracambio, dando ejus loco alteri parti etiam in loco eidem parti magis congruenti, per partem cui dimitteretur, & magis conveniret res hujusmodi; & ita etiam quòd illa pars cui minùs conveniret, possit ab alia parte cui magis conveniret, petere sibi dari æquivalens cambium talis rei acquisitæ in loco sibi magis congruenti, secundum decisionem & declarationem prædictorum ut suprà nominatorum; quorum declarationi & decisioni fiendæ juxta formam suprà expressam, ipsæ partes super facto hujusmodi contracambii stare debeant, omni remedio ut suprà cessante; hoc tamen salvo, & pacto expresso specialiter reservato, quòd si quando & quotiescumque quis ipsorum Dominorum Ducum inceperit esse, & sine alio ipsorum Dominorum Ducum, aliquam impresiam seu guerram contrà quamcumque personam, Dominationem, Dominium, Commune, Collegium vel Universitatem, quo casu altera pars non tenetur sibi aliquod subsidium præstare; & eo casu si ille qui

sic

NS .C. 64.

sic de se sine alio incœperit, vel diffidendo vel invadendo, per se vel per alium, ceperit vel occupaverit aliquid de terris, castris, villis, bonis seu rebus, subditis, adhærentibus, colligatis vel recommendatis illius contra quem ita inceperit, seu suorum subditorum, vassallorum, adhærentium, colligatosque vel recommendatos; tunc & eo casu illud totum sic captum seu occupatum, sit & esse debeat integrè, licet illius ita id sic capientis seu occupantis, licet per alterum subsidium gratuitum fuerit impensum. Ille autem dictorum Dominorum Ducum, qui non inceperit, non possit nec sibi liceat ut præmittitur, gratuitum subsidium præbuerit absque alterius qui ita inceperit licentia expressa, aliquid capere vel occupare de terris, castris, villis, bonis seu subditis, adhærentibus, colligatis vel recommendatis, illius contra quem ita fuerit inceptum; imò si quid ceperit, vel occupaverit, illud sit & esse debeat totaliter illius qui ita inceperit & suorum, & sibi tradi & expediri debeat liberè per ipsum qui ceperit vel occupaverit, & suos, sine ulla oppositione aut alia difficultate quacumque.

Item convenerunt dictæ partes prout suprà, quòd ipsæ partes de guerra quæ mota fuerit communi consensu, nullam facere possint pacem, concordiam, treugam, ligam, intelligentiam aut confœderationem cum aliquo Principe, Domino, Dominio, Communitate & alia quavis Mundi persona cujusvis status, gradus & conditionis existat, nisi interveniat utriusque partis consensus & voluntas expressa, & de cummuni partium voluntate procedatur, de qua constet per autenticam scripturam.

Item quòd omnia & singula suprascripta intelligantur, intelligique volunt dictæ partes quantùm ad alios Dominos & alia Dominia, quàm contra Dominium & Communitatem Florentiæ, suosque adhærentes & recommendatos, & alios Dominos & Dominia, pro adhærentibus, colligatis & recommendatis, ut in principio hujusmodi Ligæ ad nominandum reservatis; inter quos per dictum Dominum Ducem Sabaudiæ nominati non possint dari, haberi, vel aliter teneri pro adhærentibus, colligatis, sequacibus vel recommendatis supra scriptum Illustrissimum Dominium Venetorum, illorumque Vassalli & subditi; nec etiam intelligantur ipsum Dominium Venetorum ratione alicujus colligationis prædictorum Dominiorum Florentinorum quovismodo exceptatum: & viceversa, per dictum Dominum Ducem Mediolani non possint nominari, vel alias teneri pro adhærentibus, colligatis & recommendatis; seu etiam Vassallis & subditis, Illustr. Dominus Jo. Jacobus Marchio Montisferrati, ejusque liberi, homines & subditi; nec etiam possint ipse Dominus Dux Mediolani, & sive illorum Civitates, castra, villas, loca, territoria & subditos, in aliquam protectionem quoddam Dominium vel tutelam recipere directè vel indirectè, quovis titulo vel colore, exceptis dumtaxat illis quæ per Dominum Ducem Mediolani pro præsenti veraciter possidentur.

Item conveniunt & promittunt pacto expresso ipsæ partes quibus suprà nominibus, & earum quælibet prout eam tangit, sic præscriptis Capitulis non derogando, quòd Illustrissimus Dominus Dux Mediolani nullo unquam tempore, quovis casu pacis aut guerræ, aliquo modo qui dici vel excogitari possit, per territoria & dominia sua, tam præsentia quàm futura ubilibet consistentia, non dabit nec per quemcumque dari patietur transitum, reductum, conductum aut aliud receptaculum, seu etiam victualia aliquibus gentibus armigeris, equestribus vel pedestribus, qualitercumque euntibus contra Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudiæ ejusque liberos & exercitus, seu ad munitionem vel defensionem aliquorum Dominorum vel locorum, adversus quos ipse Dominus Dux Sabaudiæ aut illi guerram haberet, aut aliàs facerent ubilibet; sed potiùs bona fide toto posse obviabit, resistet tanquam bonus & verus Filius, ad hæc tam vinculo sanguinis quàm confœderationis hujusmodi: & viceversa, præfatus Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ, nullo unquam quovis casu pacis aut guerræ, aliquo modo qui dici possit, per territoria & Dominia sua, tam præsentia quàm futura ubilibet consistentia, non dabit nec dari patietur transitum, reductum, conductum vel receptaculum, seu etiam victualia aliquibus gentibus armigeris, equestribus & peditibus qualitercumque euntibus, vel qui ire seu venire possent quavis ex causa contrà Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani ejusque liberos & exercitus; sed ad defensionem aliquorum Dominiorum vel locorum, adversus quos ipse Dominus Dux Mediolani aut sui guerram haberent, aut aliàs facerent ubilibet; sed potiùs bona fide & toto posse obviabit tanquàm bonus & verus Pater, ad hæc tam vinculo sanguinis quàm confœderationis hujusmodi, præ cæteris adversus quos ipsæ confœderationes se ostendunt obligatæ.

ANS de J. C. 1434.

Item ulterius conveniunt & promittunt ipsæ partes, & earum quælibet prout eam tangit, quòd in omni casu quo præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani guerram ageret contrà Venetos, Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ ejus Pater indistinctè, purè & sine quavis contradictione eidem præstabit subsidium equitum mille & totidem peditum, suis ipsius Domini Ducis Sabaudiæ propriis sumptibus & expensis, & hoc, per tres menses continuos inchoandos juxta formam tertii Capituli hujus Ligæ incipientis.

Item quòd si nunc & ullo unquam tempore, & hoc, infra quadraginta dies postquam primùm fuerit requisitus, licet guerra ipsa absque consensu, scitu & voluntate ipsius Domini Ducis Sabaudiæ aliquo modo subsequeretur, procederet & quocumque casu processerit, & sive Veneti inchoaverint, seu dubium esse videretur quæ pars incœpisset, & jam sive ipse Dominus Dux Mediolani ad recuperationem ablatorum, seu aliam offensam contra ipsos Venetos procedere velit; & ita quòd huic Capitulo derogari non possit neque intelligatur in aliquo derogatum, propter Capitulum quod exigit consensum partis, nec ex aliquibus aliis Capitulis in præsenti contractu contentis; & viceversa, in omni casu quo memoratus Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ quandocumque guerram ageret contra Dominum Ducem Borbonii, ejusque fratrem Comitem de Montpensier, Illustrissimus Dominus Dux Mediolani ejus filius indistinctè, purè & sine quavis contradictione eidem præstabit subsidium equitum mille & totidem peditum ipsius Domini Ducis Mediolani propriis sumptibus & expensis, & hoc per tres menses continuos inchoandos juxta formam tertii Capituli hujus ligæ, & hoc infra quadraginta dies postquam primum fuerit requisitus, licet guerra ipsa absque consensu, scitu & voluntate ipsius Domini Ducis Mediolani aliquomodo subsequeretur, procederet, & quocumque casu processerit, & sive dicti Domini fratres de Borbonio inchoaverint, sive dubium esse videretur quæ pars incœpisset, etiam sive ipse Dominus Dux Sabaudiæ ad recuperationem jurium suorum seu ad aliam offensam contra ipsos fratres de Borbonio procedere vellet; & ita quòd huic Capitulo derogari non possit aut derogatum in aliquo non intelligatur, propter Capitulum quod exigit consensum partis, nec ex aliquibus aliis Capitulis in præsenti contractu contentis. Acta & data fuerunt præmissa in Civitate Mediolani, videlicet in Domo habitationis dicti Domini Gasparis Vicecomitis Portæ Vercellinæ, Parrochiæ Sancti Prothasii, die Jovis decimo quarto mensis Octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo trigesimo quarto, decima tertia Indictione.

CCCXCV.

ANS de J. C.

CCCXCV.

1435. MILAN, SAVOYE ET MONFERRAT.

Promesse & Déclaration de PHILIPPE-MARIE *Duc de Milan, pour l'observation du Traité fait avec* AME' VIII. *Duc de Savoye, & le Marquis de* MONFERRAT, *fait à Milan, le 17. Février* 1435. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 353.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen, anno à Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, tertia decima Indictione, die Jovis decimo septimo Februarii, in Castro portæ Jovis Mediolani, videlicet in Camera cubicularia infrascripti Illustrissimi Principis & Excellentissimi Domini Domini Ducis Mediolani, ibique Illustrissimus Princeps & Excellentissimus Dominus Dominus PHILIPPUS-MARIA Anglus Dux Mediolani, &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus, Filius quondam nunquam delendæ memoriæ Illustrissimi Domini Domini Joannis Galeaz primi Ducis Mediolani, &c. certificatus spectabiles & solemnes Oratores suos, quos ipse Dominus Dux sentiens novissimis temporibus exortam esse bellorum & guerrarum materiam inter Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudiæ Patrem suum charissimum, seu Illustrem Dominum Principem Pedemontium ejus Primogenitum ac ipsius Domini Ducis Mediolani Fratrem ex una parte; & Illustres Dominum Marchionem MONTISFERRATI, & Joannem ejus Primogenitum parte ex altera, occasione certorum pactorum, alias inter ipsas partes initorum, ad pacem & compositionem instituendam & firmandam miserat (annuente æterno omnium rerum Conditore) omnes differentias, difficultates & debata tunc subortas & vigentia inter prædictos Illustres Dominos composuisse, & per eorum sententiam emologatam per prædictos Dominos terminasse, & partes ipsas pro securitate & firmamento conventorum invicem convenisse; quod aut Illustris Dominus Marchio remittat in manibus & potestate prædicti Illustris Domini Principis, Castra & fortalitia Montiscalvi, & Pontisturiæ, aut curet & operam effectualem adhibeat, quod ipse Dominus Dux promittat observantiam omnium prædictorum pro prædictis Domino Marchione & Filio, & contra eos vi & armis agere, si in prædictis conventis & compositis deficerent, aut in aliquo contra facerent; Inclinatus, & motus reiteratis precibus & instantiis prædicti Domini Marchionis, qui ipsum Dominum Ducem Mediolani attentissimè suis Litteris & Nuntiis exoravit, ut pro corroboranda compositione & pace inter ipsos Principes sanctissimè celebrata, firmandamque benevolentiam & charitatem inter ipsas partes, dictam promissionem faciat pro ipso Domino Marchione, Tenore præsentium sponte & ex certa scientia, animoque deliberato, nulloque errore ductus promisit & efficaciter promittit, & in fide sui corporis, ac Veri & Justissimi Principis pollicetur sub sui & omnium bonorum suorum obligatione, pignori & hypothecæ, Illustri Fratri, & Filio suo carissimo Domino Principi Pedemontium generali Locumtenenti, & Primogenito prædicti Illustris Domini Ducis Sabaudiæ Patris sui carissimi, & mihi Urbano de Jacoppo Secretario, & Notario suo personæ publicè stipulanti & recipienti nomine & vicè præfatorum Dominorum Ducis, & Principis, ac omnium & singulorum aliorum quorum interest & intererit, ac interesse poterit in futurum, quod præfati Illustres Domini Marchio & Joannes ejus Primogenitus, omnia & singula conventa, & per suos Oratores judicata & composita implebunt, servabunt ac exequentur, bona fide, integrè, inviolabiliter & sine exceptione, nec in aliquo deficient aut contrafacient, & in quantum in prædictis & aliquo prædictorum deficerent, contrafacerent vel non implerent, contra ipsos Dominum Marchionem & Filium vi & armis insurgere & agere, atque ipsos ad omnimodam observantiam conventorum compellere, & cum prædicto Domino Principe esse, & ipsos Dominos Marchionem & Filium si contra fecerint debellare; & similiter promisit, ac promittit insurgere & agere contra omnes & singulos Vassallos & subditos dicti Domini Marchionis in omnibus & per omnia, prout & secundum quod ex forma pronunciamenti Oratorum suorum, & eorum quæ dicti Oratores judicaverunt, aut fidem dederunt, vel eorum interpositione, dictæ partes invicem convenerunt. Renuntians exceptioni hujsmodi promissionis non factæ, & omnium præmissarum, ut præmittitur non actorum, & cuicumque probationi, & defensioni in contrarium. Et inde prædictus Dominus-Dux Mediolani jussit per me Urbanum Secretarium & Notarium supra scriptum, & infra scriptum de prædictis fieri debere publicum Instrumentum, idque solito ejus sigillo muniri. Præsentibus Spectabilibus & Egregiis Arasmino de Trivultio filio quondam Domini Antonii, Alvisio Crotto filio quondam Domini Lucæ Consiliariis, Joanne-Antonio de Rembaldis de Brissia filio quondam Domini Bartholomei, & Georgio de Caresana filii Jacobi, Camerariis præfati Domini Ducis, inde testibus notis, vocatis, & specialiter ad præmissa rogatis.

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen. Anno à Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, tertia decima Indictione, die Veneris, decimo octavo Martii, in Castro Portæ Jovis Mediolani Parochiæ Sancti Protasii intus, videlicet in Camera cubicularia infrascripti Illustrissimi Domini Domini Ducis, ibique Illustrissimus Princeps & Excellentissimus Dominus Dominus Philippus-Maria Anglus Dux Mediolani, &c. Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus, Filius quondam Gloriosæ & nunquam delendæ bonæ memoriæ Illustrissimi & Excellentissimi Domini Domini Joannis Galeas primi Ducis Mediolani, &c. Tenaciter memoriæ retinens per publicum & authenticum Instrumentum traditum & rogatum per me Urbanum de Jacoppo Secretarium & Notarium infra scriptum, de anno præsenti millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, tertia decima Indictione, die Jovis decimo septimo Februarii, solemniter & efficaciter promisisse in fide sui corporis, & Veri ac Justissimi Principis, & sub sui & omnium bonorum suorum obligatione pignori & hypothecæ Illustri Fratri, & Filio suo carissimo Domino Principi Pedemontium Generali Locumtenenti & Primogenito Illustrissimi Domini Ducis Sabaudiæ Patris sui carissimi, & mihi Urbano de Jacoppo Secretario & Notario suo personæ publicè stipulanti & recipienti nomine & vice prædictorum Dominorum Ducis & Principis, ac omnium & singulorum aliorum quorum interest & intererit, & interesse poterit in futurum, quod Illustris Dominus Marchio Montisferrati, & Joannes ejus Primogenitus, omnia & singula inter prædictos Dominos Ducem Sabaudiæ, & Principem Pedemontium, seu ipsum Principem & eosdem Dominum Marchionem, & Joannem ejus Primogenitum conventa, & per Oratores prædicti Domini Ducis Mediolani judicata & composita implebunt, servabunt & exequentur bona fide, integrè, inviolabiliter & sine exceptione, nec in aliquo deficient aut contrafacient; & in quantum in prædictis & aliquo prædictorum deficerent, contrafacerent vel non implerent, contra ipsos Dominum Marchionem, & Filium vi & armis insurgere & agere, atque ipsos ad omnimodam observantiam conventorum com-

ANS de J. C. 1435

NS J. C. 134. compellere, & cum prædicto Domino Principe esse; & ipsos Dominum Marchionem, & Filium si contrafecerint debellare, & in omnibus & per omnia prout in prædicto promissionis & obligationis instrumento ad quod relatio habeatur, & cujus tenorem & continentiam ipse Dominus Dux Mediolani haberi voluit & vult, hîc pro specificatis & sufficienter expressis habetur mentio. Nunc sponte, & ex certa scientia, animoque deliberato, nulloque ductus errore declaravit & declarat, ac solemniter protestatur intentionis suæ fuisse & esse, quod non solum ipse Dominus Dux Mediolani, verum etiam omnes & singuli hæredes & successores sui, solemniter & efficaciter obligati sint ad observandum, & effectualiter adimplendum omnes & singulas promissiones & obligationes factas per ipsum prædicto Illustri Domino Principi Pedemontium, & mihi Urbano Secretario & Notario suo suprascripto, de quibus superiùs, & in dicto ipsarum promissionum & obligationum Instrumento habetur mentio, & non solum contra & adversus prædictos Dominum Marchionem & Joannem ejus Primogenitum, verum etiam contra quoscumque alios, filios, hæredes, successores, vassallos, & subditos ejusdem Domini Marchionis, si & quotiescumque in aliquo contra fecerint aut non servaverint & adimpleverint promissa, conventa & adjudicata; prout superius dictum est; & quod prædictæ promissiones & obligationes ita se extendant ad hæredes & successores ipsius Domini Ducis Mediolani, & pariformiter eos ligent & obligent, non solum contra & adversus prædictum Dominum Marchionem, & Joannem ejus Primogenitum, sed etiam contra omnes alios ejus filios, hæredes, successores, vassallos & subditos prout supra, quemadmodum & prout si de hoc specialiter actum esset, & de prædictis in supra scripto promissionum & obligationum Instrumento facta fuisset solemnis & specialis inclusio; promittens efficaciter, & in fide sui corporis, ac Veri & Illustrissimi Principis, sub sui, & omnium bonorum suorum obligatione, pignori & hipothecæ prædicto Illustri Fratri & Filio suo carissimo Domino Principi Pedemontium, Generali Locumtenenti & primogenito prædicti Illustris Domini Ducis Sabaudiæ Patris sui carissimi, & mihi Urbano de Jacoppo Secretario & Notario suo personæ publicè stipulanti, & recipienti nomine & vice prædictorum Dominorum Ducis & Principis, ac omnium & singulorum aliorum, quorum interest & intererit ac interesse poterit in futurum, effectualiter observare & exequi ac inviolabiliter adimplere prædictam declarationem & protestationem, & omnia & singula supradicta; & contra ea, vel aliquod eorum ullo tempore quovismodo non facere nec venire; renuntianisque exceptioni non factæ hujusmodi declarationis & protestationis, & omnium præmissorum, ut præmittitur non actorum, & cuicunque probationi, & defensioni in contrarium. Et inde prædictus Dominus Dux Mediolani jussit per me Urbanum Secretarium & Notarium supra scriptum & infrascriptum de prædictis fieri debere publicum Instrumentum, idque solito ejus sigillo muniri, præsentibus Spectabilibus & Egregiis Viris Arasmino de Trivultio filio quondam Domini Antonii, Alvisio Crotto filio quondam Domini Luce Consiliariis, Antonello de Serratico filio quondam Domini Gabrielis Castellano Castri Portæ Jovis Mediolani, & Magistro Alvisio de Terzago filio quondam Domini Luce Physico prædicti Domini Ducis, inde testibus notis, vocatis & specialiter ad præmissa rogatis.

CCCXCVI.

ANS de J.C. 1435. FRANCE ET BOURGOGNE.

Traité de Paix entre CHARLES VII. *Roi de France, &* PHILIPPE LE BON *Duc de Bourgogne, par lequel Charles VII. desavoüe le meurtre de Jean Duc de Bourgogne, Pére de Philippe, promet d'en faire punir les Auteurs, lui donne une somme considérable, & lui céde Mâcon, S. Jeugon, Bar-sur-Seine, &c. Fait à Arras dans l'Abbaye de S. Vaast, le 21. Septembre* 1435. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 1. & Placards, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. III. Liv. V. Tit. I. Chap. III. pag. 600.

(a) PHILIPPE, par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, d'Autriche, de Brabant & de Limbourg, Comte de Flandre, d'Artois & de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, de Salins & de Malines. Savoir faisons à tous presens & à venir, que comme pour parvenir à Paix generale en ce Roiaume, aient été tenuës plusieurs conventions & assemblées, & mêmement en nôtre Ville & Cité d'Auxerre, en la Ville de Corbeil, & dernierement ait été accordé de tenir en nôtre Ville d'Arras, certaine journée & convention, sur le fait de ladite Paix generale: à laquelle mon tres-redouté Seigneur le Roi CHARLES ait envoiez, & y sont venus, nos tres-chers, & tres-amez Freres & Cousins, le Duc de Bourbon & d'Auvergne; le Comte de Richemont, Connétable de France; le Comte de Vendôme, Grand-Maître d'Hôtel; & tres-reverend Pere en Dieu l'Archevêque & Duc de Reims, Grand Chancelier de France; Christofe de Harcourt; Gilbert Seigneur de la Fayette, Maréchal de France; Maître Adam de Cambrai, Premier Président en Parlement; Maître Jean Tudart, Doien de Paris, Conseiller, & Maître des Requêtes de l'Hôtel du Roi; Guillaume Chartier, Etienne Moreau, Conseillers; Jean Chastignier, & Robert Marlier, Secretaires de Monditseigneur le Roi; tous ses Ambassadeurs. Et de la part de mon tres-cher Seigneur & Cousin, le Roi d'Angleterre, & y sont venus tres-reverends Peres en Dieu le Cardinal de Vincestre; l'Archevêque d'Iork; nos amez Cousins les Comtes de Hontindon, & de Suffolk; nos reverends en Dieu les Evêques de Norwich, de Saint-David, & de Lisieux, & plusieurs autres gens d'Eglise, & Ambassadeurs de mon tres-cher Frere & Cousin le Roi d'Angleterre. Et aussi y sommes venus & comparus en nôtre personne, accompagnez de plusieurs de nôtre sang, & autres nos feaux & sujets en grand nombre. A laquelle journée & convention de par Nôtre Saint Pere, ait été envoié tres-reverend Pere en Dieu, nôtre tres-cher & special ami, le Cardinal de Sainte-Croix, à tout bon & suffisant pouvoir de Nôtre Saint Pere: & de par le Saint Concile de Bâle, semblablement aient été envoiez, & soient venus tres-reverend Pere en Dieu nôtre tres-cher & tres-aimé Cousin le Cardinal de Chipre; tres-reverends Peres en Dieu, les Evêques de Veronne, d'Albigue; Nicolas Prevost, & Calconie Huche, Archidiacre de Metz en Lorraine, Ambassadeurs d'icelui Concile, & aians pouvoir suffisant sur ce, dudit Concile. Pardevant lesquels Cardinaux, Legats, & Ambassadeurs de Nôtre Saint Pere & du Saint Concile, sont venus & comparus lesdits Ambassadeurs de France, d'une part; & ceux d'Angleterre, d'autre; & nous aussi en nôtre personne toutes les fois qu'il a été besoin: & par iceux Ambassadeurs aient été faites plu-

(a) Ce Traité fut confirmé par Loüis, Dauphin, depuis Roi de France XI. du nom, & cela en l'année 1456. On verra cette piéce ci-dessous, sur l'année 1456.

ANS de J. C. 1435.

plusieurs ouvertures, & oblations d'un côté & d'autre. Et combien, que finalement de la part de Monseigneur le Roi, par lesdits Ambassadeurs, aient été faites aux gens & Ambassadeurs d'Angleterre, grandes & notables offres, afin de parvenir à ladite Paix generale; lesquelles, comme il semble ausdits Cardinaux, autres Legats & Ambassadeurs de Nôtredit Saint Pere & du Concile, être justes & raisonnables, & ne les pouvoient ou devoient raisonnablement refuser lesdits Ambassadeurs d'Angleterre: & que lesdits Cardinaux de Sainte Croix, de Chipre, & autres Ambassadeurs dudit Saint Concile, eûssent prié & requis à iceux Ambassadeurs d'Angleterre, de les accepter, en leur disant, & remontrant qu'autrement & au cas qu'ils ne voudroient entendre à l'effet de ladite Paix generale, ils avoient charge & commandement de Nôtre Saint Pere le Pape, & du Concile, de nous exhorter, requerir, & sommer d'entendre avec Monditseigneur le Roi à Paix particuliere, & réünion avec lui en tant que toucher nous pouvoit. Toutefois lesdits Ambassadeurs d'Angleterre n'ont voulu accepter lesdites offres à eux faites, mais se sont départis de nôtre Ville d'Arras, sans aucune conclusion, & sans vouloir prendre ni accepter jour certain, ni competent de retourner. Pourquoi aprés leur partement par lesdits Cardinaux, Legats, & Ambassadeurs de nôtredit Saint Pere, & du Concile aions été exhortez, requis & sommez de vouloir entendre par effet à ladite Paix particuliere, & réünion avec Monditseigneur le Roi; moiennant que par le cas de la mort de feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu pardonne, & pour nôtre interest en cette partie, nous seroient par Monditseigneur le Roi, & par ses Ambassadeurs dessus nommez, à ce suffisamment fondez pour lui, & en son nom, fait offres raisonnables, à fin de satisfaction, recompensation, & autrement qu'en devrions être contens; lesquelles offres faites par lesdits Ambassadeurs de Monditseigneur le Roi, aient été baillées par écrit en un rolle de papier audits Cardinaux, & Ambassadeurs de Nôtredit Saint Pere, & du Concile, & par eux à nous presentées, duquel rolle la teneur s'ensuit.

Ce sont les offres, que nous Charles de Bourbon, & d'Auvergne; Artus, Comte de Richemont, Connétable de France; Louis de Bourbon, Comte de Vendôme, Regnaut de Chartres, Archevêque, & Duc de Reims, Grand Chancelier de France; Gilbert Seigneur de la Fayette, Maréchal de France; Adam de Cambrai, Premier President en Parlement; Jean Tudart, Doïen de Paris, Conseiller, & Maître des Requêtes de l'Hôtel du Roi; Guillaume Chartier, & Etienne Moreau, Conseillers; Jean Chastignier & Robert Marlier, Secretaires, & tous Ambassadeurs de Charles, Roi de France nôtre Souverain Seigneur, étans presentement en la Ville d'Arras; faisons pour & au nom dudit Roi à Monseigneur le Duc de Bourgogne & de Brabant, pour son interest, & querelle qu'il a & peut avoir à l'encontre du Roi, tant à la cause de la (*a*) mort de feu Monseigneur le Duc Jean de Bourgogne, son Pere, comme autrement, afin de parvenir à Traité de Paix, & concorde.

(*a*) Charles VII. n'étant encore que Dauphin le fit tuer en 1419. à une Conférence où il l'attira sur le Pont de Montereau-Faut-Yonne. Ce fut Tanneguy du Chastel, ancien Domestique du Duc d'Orleans qui fit le coup. Jean de Bourgogne avoit fait assassiner ce Duc à Paris en 1407. *Mezerai, Hist. de France, Tom. II. in fol. Liv. IV. Hist. de Charles VII. sur les années* 1407. *&* 1419.

Premierement. (*b*) Que le Roi dira, ou par ses gens notables suffisamment fondez, fera dire à monsdit Seigneur le Duc de Bourgogne, que la mort de feu Monseigneur le Duc Jean son Pere (que Dieu absolve) fut iniquement, & mauvaisement faite par de ceux, qui perpetrerent ledit cas & par mauvais conseil, & lui en a toûjours déplû, & à present déplaît de tout son cœur; & que s'il eût sçû ledit cas, & eut tel âge & entendement qu'il a de present, il y eût obvié de tout son pouvoir; mais il étoit bien jeune, & avoit pour lors petite connoissance, & ne fut point si avisé que d'y pourvoir. Et priera à mondit Seigneur de Bourgogne, que toute haine & rancune, qu'il peut avoir à l'encontre de lui à cause de ce, il ôte de son cœur, & qu'entr'eux y ait bonne paix & amour, & se fera de ce expresse mention és lettres, qui seront faites de l'acord & traité d'eux.

ANS de J. C. 1435.

II. Que tous ceux qui perpetrerent ledit mauvais cas, ou furent consentans, le Roi les abandonnera, & sera toutes les diligences à lui possibles de les faire prendre & aprehender quelque part qu'ils pouroient estre trouvez, pour être punis en corps & en biens; & si aprehendez ne peuvent être, ils les bannira à toûjours, & sans rapel hors du Roiaume & du Dauphiné, avec confiscation de tous leurs biens, & seront hors de tous traitez.

III. Ne souffrira le Roi aucuns d'eux être reçûs, ou favorisez en aucun lieu de son obeïssance & puissance, & fera crier & publier par tous les lieux des Roïaumes, & Dauphiné, accoûtumez à faire cris & proclamations, qu'aucuns ne les reçoive ou favorise, sur peine de confiscation de corps & de biens.

IV. Et que mondit Seigneur de Bourgogne, le plûtôt qu'il poura bonnement après ledit acord passé, nommera ceux dont il est, ou sera lors informé, qui perpetrerent ledit mauvais cas ou en furent consentans, afin qu'incontinent & diligemment soit procedé contr'eux de la part du Roi, comme dit est. Et en outre pour ce que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne n'a encore pû avoir connoissance vraie de ceux, qui perpetrerent ledit mauvais cas, ou en furent consentans, toutes les fois que ci-aprés en sera informé dûement d'aucuns autres, il les poura nommer & signifier par ses Lettres Patentes, ou autrement suffisamment au Roi, lequel en ce cas sera tenu de faire proceder tantôt & diligemment à l'encontre d'eux par la maniere dessusdite.

V. Que pour l'ame de feu Monseigneur le Duc Jean de Bourgogne, de feu Messire Archambault de Foix, Comte de Noailles, qui fut mort avec lui, & de tous les autres trépassez, à cause des divisions & guerres de ce Roiaume, seront faites les fondations & édifices, qui s'ensuivent. C'est à savoir, en l'Eglise de Monstreau, en laquelle fut premierement enterré le corps de mondit feu Seigneur le Duc Jean, sera fondée une Chapelle & Chapellenie d'une Messe basse de *Requiem* chacun jour perpetuellement, laquelle sera rentée & doüée convenablement de rentes amorties, jusqu'à foixante livres parisis par chacun an, & aussi garnie de calices & d'ornemens d'Eglise bien & suffisamment, & tout aux dépens du Roi; & laquelle Chapelle sera à la collation de mondit Seigneur de Bourgogne, & de ses successeurs Ducs de Bourgogne à toûjours.

VI. Qu'en ladite Ville de Monstreau, ou au plus prés d'icelle, que faire ce poura bonnement, sera fait, construit & institué par ledit Roi, & à ses frais & dépens, une Eglise, Couvent & Monastere de Chartreux; c'est à savoir, pour un Prieur & douze Religieux, avec les cloîtres, salles & refectoirs, grange, & autres edifices, qui lui seront necessaires & convenables; & lesquels Chartreux; c'est à savoir, le Prieur & douze Religieux, seront fondez par le Roi, & de bonnes rentes annuelles & perpetuelles, & bien amorties suffisamment & convenablement, tant pour le vivre desdits Religieux, & entretenement du divin service, comme pour les soûtenemens des edifices dudit Monastere, & autrement jusqu'à la som-

(*b*) On ne doit pas être surpris de voir que ce Traité fût si avantageux au Duc de Bourgogne. Charles VII. avoit donné la carte blanche à ses Députez, pour arrêter la paix avec lui à quelque condition que ce fût, pourvû qu'ils le retirassent de l'alliance avec l'Angleterre; en quoi ils eurent le bonheur de réüssir. *Mezerai, Hist. de France, Tom. II. in fol. Liv. IV. Hist. de Charles VII. sur l'année* 1435.

ANS J. C. 1435. somme de huit cens livres parisis par an de revenuë, à l'Ordonnance, & par l'avis de tres-Reverend Pere en Dieu Monseigneur le Cardinal de Sainte Croix, ou de celui ou ceux qu'il voudra à ce commettre.

VII. Que sur le Pont de Monstreau au lieu où fut fait ledit mauvais cas, sera faite, edifiée & bien entaillée, & entretenuë à toûjours aux dépens du Roi, une belle Croix de belle façon, & ainsi qu'il sera divisé par ledit Monseigneur de Sainte Croix, ou ses Commis.

VIII. Qu'en l'Eglise des Chartreux lés Dijon, en laquelle gist & repose à present le corps dudit feu Monseigneur le Duc Jean, sera fondée par le Roi, & ses descendans, une haute Messe de *Requiem*, qui se dira chacun jour perpetuellement au grand Autel de ladite Eglise, à telle heure qui sera divisée. Et laquelle fondation sera donnée & assignée de bonnes rentes amorties, jusqu'à la somme de cent livres parisis de revenuë par an, & aussi garnie de calices & ornemens, comme dessus.

IX. Que lesdites fondations & edifices, seront commencez à faire le plûtôt que bonnement faire se poura. En special commencera-t'on à dire & celebrer lesdites Messes, incontinent aprés ledit accord passé. Et au regard des edifices qui se doivent en ladite Ville de Monstreau, ou plus prés d'icelle faire, on y commencera à ouvrer dedans trois mois aprés que ladite Ville sera reduite en l'obéïssance du Roi, & continuera-t'on diligemment sans interruption, que iceux edifices seront tous parfaits & achevez dedans cinq ans aprés ensuivans: & quant aux dessusdites fondations on y besognera sans delai le plûtôt que faire se poura. Et pour ces causes tantôt aprés ledit accord passé, sera faite & assignée la haute Messe aux Chartreux de Dijon, dont dessus est faite mention, avec ce qui en dépend; c'est à savoir, de livres, calices, & autres choses à ce necessaires, & aussi y sera dite & celebrée aux dépens du Roi, la basse Messe quotidienne, qui doit etre fondée en l'Eglise de Monstreau, si-tôt qu'elle sera reduite en l'obeïssance du Roi; & au surplus touchant les edifices & fondations, qui se doivent faire en la Ville de Monstreau, & auprés d'icelle, de la part du Roi sera mise dedans lesdits trois jours aprés qu'icelle Ville sera reduite en l'obeïssance du Roi és mains d'icelui, ou ceux que y voudra commettre Monseigneur le Cardinal de Sainte Croix, certaine somme d'argent suffisant pour commencer à faire lesdites ouvrages & edifices, & acheter les calices, livres, & ornemens, & autres choses à ce necessaires & convenables. Et d'autre part seront lors aussi avisées, assises & délivrées les rentes dessus declarées, montans pour ledit lieu de Monstreau huit cens livres parisis par an, bien revenans, seurement, amorties & assises au plus prés que bonnement faire se poura dudit lieu de Monstreau, sans y comprendre les cent livres parisis de rente qui doivent être assises pour la fondation de ladite haute Messe des Chartreux de Dijon.

X. Que pour & en recompensation des joïaux, & autres biens meubles qu'avoit feu mondit Seigneur le Duc Jean au temps de son decés, qui furent pris & perdus, & pour en avoir & acheter d'autres, & en lieu d'iceux le Roi paiera & fera realement paier, & de fait à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, la somme de cinquante mille écus d'or vieux de poids de soixante-quatre au marc de Troyes, huit onces pour le marc, & à vingt-quatre Karats d'aloi, ou autre monnoie d'or courante de la valeur aux termes qui s'ensuivent; c'est à savoir quinze mille au terme de Pâques prochain venant en un an, qui commencera l'an 1437. & 15000. aux Pâques ensuivans, qui sera l'an 1438. & les vingt mille qui resteront aux Pâques ensuivans, qui sera l'an 1439. Et avec ce sera sauvé & reservé à mondit Seigneur de Bourgogne son action, & poursuite au regard du beau collier de feu mondit Seigneur son pere, contre ceux qui l'ont eu, & l'ont, pour l'avoir & recouvrer, & pareillement de autres joiaux à son profit, en outre & par dessus lesdits cinquante mille écus. ANS J. C. 1435.

XI. Et que de la part du Roi à mondit Seigneur de Bourgogne pour partie de son interest, seront delaissées, & avec ce baillées & transportées de nouveau pour lui, ses hoirs procréez de son corps, & les hoirs de ses hoirs & descendans toûjours de droite ligne, soit mâles ou femelles, les Terres & Seigneuries qui s'ensuivent; c'est à savoir, la Cité & Comté de Mâcon, & S. Jangon & les mettes d'iceux, & avec ce ensemble toutes les Villes, Villages, Terres, censes, rentes & revenus quelconques, qui sont & apartiennent, & doivent competer & apartenir en domaine au Roi, & à la Couronne de France; & par tous les Villages roiaux de Mâcon & de S. Jangon, & mettes d'iceux, avec toutes les apartenances d'icelle Comté de Mâcon, & autres Seigneuries que tient & doit tenir le Roi en domaine ancien, en & par tout lesdits Villages de Mâcon & de S. Jangon, tant en Fief, Arrierefief, Confiscations, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, comme en autres droits & profits quelconques, sans y rien retenir de la part du Roi de ce qui touche & peut toucher le Domaine, la Seigneurie, la Jurisdiction ordinaire des Comtez & lieux dessusdits, & est sauvé & reservé au Roi semblablement les fiefs & hommages des choses dessusdites, & le ressort & souveraineté des Eglises, & sujets d'icelles de fondations roiaux, étans aussdits Bailliages & és mettes enclavées en iceux, & le droit de Regale, là où il a lieu, & autres droits roiaux apartenans d'ancienneté à la Couronne de France & Bailliages dessusdits; pour à ladite Comté de Mâcon, ensemble des Villes, Villages, Terres & Domaines dessusdites, joüir & user par mondit Seigneur de Bourgogne, & sesdits hoirs & successeurs à toûjours, & les tenir en foi & hommage du Roi, & de la Couronne de France, & en Pairie sous le ressort du Roi & de sa Cour de Parlement sans moien, pareillement & en telles franchises, droits & prerogatives comme les autres Pairs de France. Avec ce de la part du Roi seront transportées & baillées à mondit Seigneur de Bourgogne, & celui de sesdits hoirs & successeurs legitimes procréés de son corps, ausquels il delaissera aprés son decés & trepas, ladite Comté de Mâcon, tous les profits & émolumens quelconques, qui écherront esdits Villages roiaux de Mâcon & Saint-Jangon, à cause des droits roiaux & de souveraineté apartenans au Roi, & en iceux Bailliages seront par le moien de la garde & souveraineté des Eglises qui sont de fondation roiale, & des sujets d'icelle, droits de Roialle, ou autrement, tant en confiscations pour quelque cas que ce soit, amendes, droits, exploits de justices, & les profits & émolumens de la Monnoye, comme autres profits quelconques, pour en joüir par mondit Seigneur de Bourgogne & sondit hoir durant leurs vies, & du suivant d'eux tant seulement, en & par la maniere qui s'ensuit; C'est à savoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de sondit hoir aprés lui, le Roi commettra & ordonnera à celui qui sera Bailly de Mâcon pour mondit Seigneur de Bourgogne, Juge roial & commis de par lui, de connoître de tous cas roiaux, & autres choses procedans des Bailliages des païs & lieux, & enclaveures dessusdites, aussi avant, & tout en la maniere & forme que l'ont fait, & accoûtumé de faire les Baillifs roiaux de Mâcon, & de Saint-Jangon, qui ont été le tems passé; lequel Bailliage de Saint-Jangon est & sera aboli par ce moien. Et semblablement seront commis de par le Roi, à la nomination de par mondit Seigneur de Bourgogne, & de sondit hoir, tous autres Officiers necessaires pour ladite Jurisdiction, & droits roiaux, tant Capitaines, Châtelains, Prevosts, Seigneurs, comme Receveurs, & autres qui exerceront leurs Offices au nom du Roi,

ANS de J. C. 1435.

au profit de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son hoir aprés lui, comme dit est dessus.

XII. Semblablement de la part du Roi, seront transportez & baillez à mondit Seigneur, & à son hoir dessusdit aprés lui, tous les profits des Aydes; C'est à savoir, des Greniers à Sel, quatriemes de Vins vendus à détail, impositions de toutes denrées, Tailles, Foüages, Aydes, & subventions quelconques, qui ont ou auront cours, & qui sont ou seront imposées és Elections de Mâcon, Châlon, Autun, & Langres, ci-avant qu'icelles Elections s'étendent, en & par le païs & Duché de Bourgogne, & la Comté de Charolois, & ladite Comté de Mâcon, tout le païs de Mâconnois, & és Villes & Terres quelconques enclavées en icelle Duché, Comté & Païs, pour jouir de la part de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de son hoir aprés lui, de toutes lesdites Aydes, Tailles, & autres subventions, en avoir le profit durant le cours de leurs vies, & du survivant d'eux. Auquel mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à sondit hoir, appartiendra la nomination de tous les Officiers à ce necessaires, soit Eleus, Clercs, Receveurs, Sergens, ou autres, & auroient la commission & institution, comme dessus est dit.

XIII. Et aussi sera par le Roi à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, transporté & baillé à toûjours, pour lui, ses hoirs legitimes procréés de son corps, & les hoirs de ses hoirs, soit mâles ou femelles descendans de droite ligne en heritage perpetuel, la Cité & Comté d'Auxerre, avec toutes les appartenances & dependances quelconques, tant Justice, Domaine, Fiefs, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, comme autrement, à les tenir du Roi, de la Couronne de France, & de sa Cour de Parlement sans moien, & en telles franchises & droits de prerogatives comme les autres Pairs de France.

XIV. Et avec ce seront transportées & baillées par le Roi à mondit Seigneur de Bourgogne, & à celui de ses hoirs, à qui il delaissera aprés son decés ladite Comté d'Auxerre, tous les profits & émolumens quelconques qui écherront en ladite Comté & Cité d'Auxerre, & en toutes les villes & terres enclavées en icelles, qui ne sont point en ladite Comté, soit Eglises ou autres, à cause des droits Roiaux, en quelque maniere que ce soit, tant en regales, confiscations, amendes, & exploits de justice, le profit & émolument de la Monnoye, comme autrement durant leurs vies, & du survivant d'eux tant seulement, en & par la maniere dessus declarée; C'est à savoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son hoir aprés lui, le Roi commettra & ordonnera celui qui sera Bailly d'Auxerre pour mondit Seigneur de Bourgogne, Juge roial & commis de par lui, à connoître tous cas roiaux, & autres choses, & mettes de la Comté d'Auxerre, & és enclavemens d'icelle, aussi avant, & tout en la même forme & maniere que l'ont fait & accoûtumé faire par ci-devant les Baillifs de Sens audit lieu d'Auxerre: & lequel Bailly de Sens ne s'entremettra aucunement durant les vies de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de son hoir; mais on en laissera convenir ledit Bailly d'Auxerre, qui sera commis de par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de sondit hoir. Et semblablement seront commis par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de sondit hoir, tous autres Officiers necessaires pour l'exercice de ladite jurisdiction & droits roiaux en ladite Comté d'Auxerre, tous Châtelains, Capitaines, Prevosts, & autres, comme Sergens & Receveurs qui exerceront leurs Offices au nom du Roi, au profit de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son hoir aprés lui.

XV. D'autre part, de la part du Roi seront transportez & baillez à mondit Seigneur de Bourgogne, & à sondit hoir aprés lui, tous les profits des Aydes; C'est à savoir, de Grenier à Sel, Quatriesmes de vins vendus en détail, Impositions de toutes denrées, Tailles, Foüages, & autres Aydes & subventions quelconques qui ont ou auront cours, & qui sont & seront en ladite Cité, Comté, & Election d'Auxerre, ci-avant que icelle Election s'étend en la dessusdite Comté, & au païs d'Auxerrois, & és Villes enclavées en iceux, pour en jouïr par mondit Seigneur de Bourgogne, & sondit hoir aprés lui, & en avoir les profits le cours de leur vie durant, & du survivant d'eux tant seulement. Ausquels mondit Seigneur de Bourgogne, & à sondit hoir, lui appartiendra la nomination de tous les Officiers à ce necessaires, soit Eleus, Clercs, Sergens, & autres, & au Roi la commission & institution comme dessus est dit.

ANS de J. C. 1435.

XVI. Et aussi seront par le Roi baillées & transportées à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, pour lui & ses hoirs legitimes procréés de son corps, & les hoirs de ses hoirs, soit mâles & femelles descendans en directe ligne à toûjours, & en heritage à perpetuité, les Chatel, Ville & Châtelenie de Bar sur Seine, ensemble toutes les apartenances, & dependances d'icelle Châtelenie, tant en Domaine, Justice, Jurisdiction, Fief, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices; comme autres profits & émolumens quelconques, à les tenir en foi & en hommage du Roi & en Pairie de France, sous le ressort de la souveraineté du Roi, & de la Cour de Parlement sans moien. Et avec ce apartiendra à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de la partie du Roi lui seront baillez & transportez par lui, & ceux de ses hoirs à qui il delaissera aprés son decés ladite Seigneurie de Bar, tous les profits des Aydes, tant du Grenier au Sel, si Grenier y a accoûtumé avoir, & quatriémes des vins vendus à détail, impositions de toutes denrées, Tailles, Foüages, & autres Aydes & subventions quelconques qui ont & auront cours, ou sont & seront imposées en la Ville & Châtelenie de Bar sur Seine, & és villes & villages sujets & ressortissans à icelle Châtelenie, pour jouir de la part de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de sondit hoir aprés lui, d'icelles Tailles & subventions, & avoir les profits de la main des Grenetiers & Receveurs roïaux qui seront à ce commis par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, durant les vies de lui, & de sondit hoir aprés lui, & les survivans d'eux.

XVII. Et aussi de la partie du Roi, sera transportée & baillée à mondit Seigneur de Bourgogne, pour lui & ses hoirs, la Comté de Bourgogne pour toûjours, en heritage perpetuel; la garde de l'Eglise & Abbaye de Luxeuil, ensemble tous les droits, profits, & émolumens quelconques apartenant à la dessusdite Garde, laquelle comme Comté, à cause de sa Comté de Champagne, dit & maintient à lui apartenir, combien que les Comtes de Bourgogne predecesseurs à mondit Seigneur, aient par ci-devant pretendu en querelle au contraire, disant & maintenant icelle Abbaye, qui est hors du Roiaume, & mettes de la Comté de Bourgogne, devoit estre de leur Garde. Et pour ce pour le bien, utilité, & profit du païs, & pour obvier à tous débats & noises, sera delaissé par le Roi à mondit Seigneur de Bourgogne, & lui en demeurera ladite Garde toute entierement.

XVIII. Aussi seront par le Roi transportées à mondit Seigneur de Bourgogne, pour lui & ses hoirs mâles legitimes, procréés de son corps, & les hoirs de ses hoirs mâles tant seulement, procréés de leur corps, & descendans d'eux en ligne directe, à toûjours & heritage perpetuel, les Châteaux, Villes, Châtelenies, & Prevôtez foraines de Peronne, Mondidier, & Roye, avec toutes les apartenances & dependances quelconques, tant en Domaines, Justices, & Jurisdictions, Fiefs & Arrierefiefs, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, comme autres droits, profits, & émolumens quelconques, à les tenir du Roi & de la Couronne de France, en foi & en hommage, & en

ANS J. C. 1435. & en Pairie de France, sous le ressort & souveraineté de sa Cour de Parlement sans moien. Et avec ce baillera & transportera le Roi à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à celui de ses hoirs dessusdits mâles, auquel il delaissera aprés son decés lesdites Villes & Châtellenies de Peronne, Montdidier & Roye, tous les profits & emolumens quelconques, qui écheront en icelles Villes, Châtellenies & Prevôtez Foraines, à cause des droits roiaux, en quelque maniere que ce soit, tant en regales, confiscations, amendes, exploits de Justice, comme autrement, pour en jouïr par mondit Seigneur le Duc de Bourgogne & sondit hoir aprés leurs vies, & du survivant d'eux, tant seulement & par la maniere dessus declarée; c'est à savoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne & de son hoir mâle aprés lui, le Roi commettra & ordonnera celui qui sera Gouverneur & Baillif desdites Villes, & Châtellenies, pour mondit Seigneur le Duc de Bourgogne Juge roial, & commis de par lui à connoître de tous cas, & autres choses procedans desdites Villes, Châtellenies & Prevôtez Foraines, & és Villes sujetes & ressortissans à icelles, aussi avant & par la maniere que l'ont fait, & accoûtumé de faire par ci-devant les Baillifs roiaux de Vermandois & d'Amiens. Et en outre seront commis, si métier est, par le Roi à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de sondit hoir mâle, tous autres Officiers necessaires pour l'exercice de ladite Jurisdiction & droits roiaux, comme Châtelains, Capitaines, Prevôts, Sergens, Receveurs, & autres qui exerceront leurs Offices au nom du Roi, & au profit de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de sondit hoir mâle aprés lui, comme dit est dessus. Et semblablement par le Roi seront transportez & baillez à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & sondit hoir mâle aprés lui, tous les profits des Aydes; c'est à savoir, du Grenier à Sel, quatriémes de vins vendus en détail, impositions de toutes Denrées, Tailles, Foüages, & autres Aydes & subventions quelconques, qui ont ou auront cours, & qui sont ou seront imposez esdites Villes, Châtellenies & Prevôtez foraines de Peronne, Montdidier, & Roye, & és Villages & Terres sujetes, & ressortissans à icelles Villes, Châtellenies & Prevôtez foraines, pour en jouïr par mondit Seigneur de Bourgogne & sondit hoir mâle, durant le cours de leurs vies, & du survivant d'eux. Auquel mondit Seigneur de Bourgogne, & sondit hoir mâle aprés lui, apartiendra la nomination de tous les Officiers à ce necessaires, soit Eleus, Clercs, Receveurs, Sergens, ou autres, & au Roi leur commission & institution comme dessus.

XIX. En outre de la part du Roi sera delaissé à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ou à celui de ses heritiers, auquel aprés son decés il laissera la Comté d'Artois, la compensation des Aydes en ladite Comté d'Artois, ressorts & enclavemens d'icelle, montans à present icelles compensations à quatorze mille francs par an ou environ, sans ce que mondit Seigneur le Duc ou sondit hoir aprés lui durant leurs vies, soient astreints d'en avoir autre don, ni octroi du Roi, ni de ses successeurs. Et nommeront mondit Seigneur, & sondit hoir aprés lui, tels Officiers que bon leur semblera, pour le fait de ladite composition, tant Eleus, Receveurs, Sergens que autres; lesquels ainsi nommez le Roi sera tenu d'instituer & commettre lesdits Officiers, & leur en faire bailler les Lettres.

XX. Que le Roi baillera & transportera à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne pour lui, ses hoirs & aians cause à toûjours, toutes les Citez, Villes, Forteresses, Terres, & Seigneuries apartenans à la Couronne de France dessus la Riviere de Somme de l'un côté & de l'autre, comme S. Quentin, Corbie, Amiens, Abbeville, & autres, ensemble toute la Comté de Ponthieu, deçà & delà la dessusdite Riviere de Somme, Dourlens, S. Riquier, Crevecœur, Arleux, Mortaigne, avec les apartenances & dependances quelconques, & toutes autres Terres qui peuvent apartenir à ladite Couronne de France, depuis ladite Riviere de Somme inclusivement; comprenant aussi au regard des Villes entrans du côté d'Artois, de Flandres, & de Hainaut, tant du Roiaume, comme de l'Empire, en y comprenant aussi au regard des Villes seans sur ladite Riviere de Somme du côté de France, les banlieuës & échaumaiges d'icelles Villes, pour en jouïr par mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, sesdits hoirs & aians cause à toûjours, desdites Citez, Villes & Forteresses, Terres & Seigneuries, en tous profits & revenus, tant en Domaine comme des Aydes ordonnées par la guerre, & aussi Tailles & émolumens quelconques, & sans y retenir de la part du Roi, fors les foi & hommages de souveraineté. Et lequel transport & bail se fera, comme dit est, par le Roi au rachapt de la somme de quatre cens mille écus d'or vieux de soixante-quatre au marc de Troyes, huit onces pour le marc, & d'aloi à vingt-quatre karas, & un quart de karat de remede, & autre monnoie d'or courant; à la valeur duquel rachapt de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, seront baillées Lettres bonnes & suffisantes, par lesquelles il promettra pour lui & les siens, que toutes & quantes fois qu'il plaît au Roi, & aux siens faire ledit rachapt, mondit Seigneur de Bourgogne & les siens, seront tenus en recevant ladite somme d'or, de rendre & laisser au Roi, & aux siens, toutes lesdites Citez, Villes, Forteresses, & Seigneuries comprises en ce present Traité tant seulement. Et sera content en outre mondit Seigneur le Duc de Bourgogne de recevoir le paiement de quatre-cens mille écus d'or à deux fois; c'est à savoir, à chacune fois la moitié, pourvû qu'il ne sera tenu rendre lesdites Villes, Citez, Forteresses, Terres, & Seigneuries ni aucunes d'icelles, jusqu'à-ce que ledit paiement soit accompli, & qu'il ait reçû le dernier des quatre-cens mille écus d'or. Et cependant seront à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne les frais siens de toutes lesdites Citez, Villes, Forteresses & Seigneuries, tant des Domaines comme des Aydes, & autrement, sans en rien deduire ni rabatre du principal. Et est à entendre que audit transport & bail que fera le Roi (comme dit est) ne seront point compris les Citez de Tournay, Tournesis & S. Amand; mais demeureront és mains du Roi reservé Mortaigne qui est comprise, & demeure és mains & gouvernement de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ainsi que dessus est dit. Et combien que ladite Cité de Tournay ne doive point être baillée à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ce nonobstant est reservé à mond. Seigneur de Bourgogne, l'argent à lui accordé par ceux de Tournay, par certain traité & accord qu'il a avec eux, durant jusqu'à certain tems & années avenir, & lequel argent lesdits de Tournay paieront pleinement à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne.

XXI. Et pour ce que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne pretend avoir droit en la Comté de Boulogne sur la Mer, laquelle il tient & possede, & pour bien de paix, icelle Comté de Boulogne sera & demeurera à mondit Seigneur de Bourgogne, & en jouïra & possedera en tous profits, & emolumens quelconques, pour lui, ses enfans & hoirs mâles procréez de son corps seulement, & en aprés demeurera icelle Comté à ceux, qui droit y ont ou auront, & sera tenu le Roi d'apaiser & contenter lesdites parties pretendans avoir droit en icelle Comté, tellement qu'en cependant ils ne demandent, ni quierent rien, ni fassent aucune poursuite à l'encontre de mondit Seigneur de Bourgogne & sesdits enfans.

XXII. Que les Châtel, Ville, Comté & Seigneurie de Gien sur Loire, qu'on dit avoir été données & transportées avec la Comté d'Estampes, & la Seigneurie de Dourdan, par feu Monseigneur le Duc de Berry, & feu Monseigneur le Duc Jean, pere de

ANS de J. C. 1435. mondit Seigneur de Bourgogne, ſeront de la part du Roi miſes & baillées reaument, & de fait és mains de nous Duc de Bourbonnois & d'Auvergne. Et tantôt aprés ledit accord paſſé pour tenir & gouverner l'eſpace d'un an enſuivant, & juſqu'à-ce que durant ledit an Jean de Bourgogne, Comte d'Eſtampes, ou mondit Seigneur pour lui, auront montré ou fait montrer au Roi ou à ſon Conſeil, les Lettres dudit don fait à mondit Seigneur de Bourgogne par feu mondit Seigneur de Berry; leſquelles vûës, ſi elles ſont trouvées ſuffiſantes & valables, ſommierement & de plein, & ſans quelconque procés, nous Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, ſerons tenus de les bailler & délivrer aud. Comte d'Eſtampes, ou à mondit Seigneur de Bourgogne pour lui, leſdites Ville & Châtel de Gien ſur Loire, comme à lui apartenans par le moien & tranſport que lui a fait mondit Seigneur de Bourgogne, ſans ce que de la part du Roi l'on puiſſe ni doive alleguer au contraire aucune preſcription, ou laps depuis le decés de feu mondit Seigneur de Berry, & auſſi nonobſtant quelconques conditions ou opoſitions d'autres, qui voudront prendre droit en ladite Comté de Gien, auſquels ſi aucuns y en a, ſera reſervé leur droit pour le pourſuivre par droit de Juſtice, quand bon leur ſemblera, contre ledit Comte d'Eſtampes.

XXIII. Que par le Roi ſera reſtitué & paié à mondit Seigneur le Comte d'Eſtampes, & mondit Seigneur le Comte de Nevers ſon frere, la ſomme de trente-deux mille deux cens écus d'or, que feu le Roi Charles dernierement trépaſſé, fait comme on dit, prendre en l'Egliſe de Rouën, ou icelle ſomme étoit en dépoſt, comme deniers de Mariage apartenans à feuë Madame Bonne d'Artois mere deſdits Seigneurs, au cas qu'on en ſera directement apparoir que telle ſomme ſoit & ait eſté alloüée au compte, & au profit dudit Roi Charles, à paier icelle ſomme de trente-deux mille deux cens écus à tels termes comme raiſonnables, qui ſeront aviſez aprés le paiement fait & accompli à mondit Seigneur de cinquante mille écus, dont deſſus eſt faite mention. Et au regard des dettes que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, dit & maintient à lui être tenuës, & dûës par feu ledit Roi Charles, tant à cauſe des dons, penſions, comme autrement montant à moult grande ſomme de deniers, ſon droit tel qu'il a, & doit avoir pour la recouvrance d'icelles dettes lui demeurera ſauf & entier.

XXIV. Que mondit Seigneur de Bourgogne, ne ſera tenu faire foi, ni hommage ni ſervice au Roi, des Terres & Seigneuries qu'il tient à preſent au Roiaume de France, ni de celles qui lui pouroient écheoir ci-aprés par ſucceſſions audit Roiaume; mais ſera & demeurera exempt de ſa perſonne en tous cas de ſubventions, hommages, reſſorts, ſouverainetez, & autres du Roiaume durant la vie de lui; mais aprés le decés du Roi mondit Seigneur de Bourgogne, ſera à ſon fils & ſucceſſeurs en la Couronne de France, les hommages, fidelitez & ſervices qui à ce ſont apartenans. Et auſſi ſi mondit Seigneur de Bourgogne alloit de vie à trépas devant le Roi, ſes heritiers & aians cauſe, feront au Roi leſdits hommages, & fidelitez & ſervices, ainſi qu'il apartiendra. Et pour ce que ci-apres mondit Seigneur de Bourgogne, tant és Lettres qui ſe feront de la paix, comme és autres Lettres & Ecritures, & auſſi de bouche reconnoîtra & nommera, & poura nommer & reconnoître le Roi ſon ſouverain, offrant & preſentant leſdits Ambaſſadeurs du Roi, que leſdites nominations & reconnoiſſances, tant par écrit comme de bouche, ne portent aucun prejudice à ladite exemption perſonnelle de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne ſa vie durant, & que ladite exemption demeure en ſa vertu, ſelon le contenu en l'article precedent; & auſſi qu'icelle nomination & reconnoiſſance ne s'étende que aux Terres & Seigneuries qu'icelui Monſeigneur de Bourgogne tient, & tiendra en ce Roiaume.

XXV. Et au regard des ſeaux & ſujets de mondit Seigneur de Bourgogne des Seigneuries qu'il tient & doit avoir par ce preſent Traité, & qui lui pouroit en écheoir par ſucceſſion au Roiaume de France durant les vies du Roi, & de lui, ils ne ſeront point contraints d'eux armer au commandement du Roi, ni de ſes Officiers, ſupoſé ores qu'ils tiennent avec ce du Roi aucunes Seigneuries & Terres; mais eſt content le Roi, que toutes les fois qu'il plaira à mondit Seigneur de Bourgogne, mander ſes ſeaux & ſujets pour ſes guerres, ſoit au Roiaume ou dehors, ils ſeront contraints d'y aller ſans pouvoir, ni vouloir venir au mandement du Roi, ſi lors il les mandoit. Et pareillement ſera fait au regard des ſerviteurs de mondit Seigneur de Bourgogne, qui ſont ſes familieres & ſerviteurs de ſon Hôtel, ſupoſé qu'ils ne ſoient point ſes ſujets. Et toutefois s'il avenoit, que les Anglois ou autres leurs Alliez, faſſent guerre ci-aprés à mondit Seigneur de Bourgogne, ou à ſes païs & ſujets à l'occaſion de ce preſent Traité, ou autrement, le Roi ſera tenu de ſecourir & aider mondit Seigneur de Bourgogne, & ſes païs & ſujets auſquels on feroit guerre, ſoit par mer ou par terre à toute puiſſance, ou autrement, ſelon que le cas requerra, & tout ainſi comme pour ſon propre fait. Et de la part du Roi & de ſes ſucceſſeurs Rois de France, ne ſera faite, ni promiſe, ni ſouffert faire par les Princes & Seigneurs deſſuſdits, aucune paix, traité ou accord avec ſon adverſaire; & ceux de la part d'Angleterre, ſans le ſignifier & faire à ſavoir à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à ſon heritier principal aprés lui, & ſans leur exprés conſentement, & les y apeller & comprendre, ſi compris y veulent être, pourvû que pareillement ſoit fait du côté de mondit Seigneur de Bourgogne, & de ſon heritier principal au regard, & en tant que lui touche la guerre d'Angleterre.

XXVI. Et que mondit Seigneur de Bourgogne, & tous ſes feaux & ſujets, & autres qui par ci-devant ont porté en armes l'Enſeigne de mondit Seigneur; c'eſt à ſavoir, la Croix S. Andrieu, ne ſeront point contraints de prendre autre Enſeigne en quelconque mandement ou armée, qu'ils ſoient en ce Roiaume ou dehors, ſoit en la preſence du Roi, ou de ſes Connétables, & ſoient à ſes gages ou ſouldoier, ou autrement. Que le Roi ſera reſtituer & dedommager de leurs pertes raiſonnables, & auſſi de leurs rançons ceux qui furent pris le jour de la mort dudit feu Monſeigneur le Duc Jean, à qui Dieu pardonne, & qui y perdirent leurs biens, & furent grandement rançonnez.

XXVII. Qu'au ſurplus abolition generale ſoit faite de tous cas avenus, & de toutes choſes dites, paſſées & faites à l'occaſion des diviſions de ce Roiaume excepté ceux qui perpetrerent ledit mauvais cas, ou qui furent conſentans de la mort dudit feu Monſeigneur le Duc Jean de Bourgogne, leſquels ſeront & demeureront hors de tout Traité, & qu'au ſurplus chacun de côté & d'autre retourne au ſien; c'eſt à ſavoir, les gens d'Egliſe à leurs Egliſes & Benefices, & les ſeculiers à leurs terres, rentes, heritages poſſeſſions & biens immeubles en l'état qu'ils ſont, reſervé les Terres & Seigneuries étans en la Comté de Bourgogne; leſquelles mondit Seigneur de Bourgogne, ou feu Monſeigneur ſon pere ont euës & retenuës; & ont données à autrui, comme confiſcations & confiſquées à eux à cauſe deſdites guerres & diviſions, leſquelles ſeront & demeureront, nonobſtant ladite abolition & accord à ceux qui les tiennent & poſſedent; mais par tout ailleurs chacun reviendra à ſes terres & heritages, comme dit eſt, ſans ce que pour demolition & empiremens, gardes des places, ou reparations quelconques, on puiſt rien demander l'un à l'autre, & ſera chacun tout quitte de rentes, décharges écheuës du tems qu'il n'aura joüi de ſes terres & heritages; mais au regard des meubles pris, ou eux d'un côté & d'autre,

NS J. C 35. tre, jamais n'en poura estre aucune chose, poursuite, querelle ni question faite d'un côté ni d'autre. Et qu'en ce present Traité soient astraintes & abolies toutes injures, malveillances & rancunes, tant de paroles & de fait, comme autrement avenuës ci-devant à l'occasion des divisions, partialitez & guerres, tant d'une part comme d'autre, sans ce que aucun en puisse aucune chose demander, ni faire question ni poursuite par prochaineté, ni autrement, ni le reprocher, ni donner le blâme pour avoir tenu aucun parti; & que ceux qui feront ou diront le contraire, soient punis comme transgresseurs de fait selon la qualité du fait.

XXVIII. Et en ce present Traité seront compris de la part de mondit Seigneur de Bourgogne, toutes les gens d'Eglise, Nobles, bonnes Villes, & autres de quelque état qu'ils soient, qui ont tenu son parti & de feu Monseigneur son pere, & jouïront du benefice de ce present Traité, tant au regard de l'abolition comme de recouvrer, & avoir tous leurs heritages & biens immeubles à eux empêchez, tant au Roïaume qu'au Dauphiné à l'occasion desdites divisions, pourvû qu'ils acceptent ce present Traité, & qu'ils en veüillent jouïr. Et renoncera le Roi à l'alliance qu'il a faite avec l'Empereur contre mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à toutes autres alliances par lui faites avec quelconques autres Princes, ou Seigneurs quels qu'ils soient à l'encontre de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, pourvû que mondit Seigneur de Bourgogne le fasse pareillement: & sera tenu en outre, & le promettra à mondit Seigneur de Bourgogne de le soutenir & aider à l'encontre de tous ceux qui le voudroient guerroier, ou faire dommage par voie de guerre ou autrement: & pareillement le fera & promettra à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, sauvé toutefois à l'exemption de sa personne à sa vie, comme dessus est declaré.

XXIX. Et consentira le Roi & baillera ses Lettres, que s'il arrivoit ci-aprés que de sa part fut enfraint ce present Traité, ses vassaux, feaux & sujets presens & avenir, ne soient plus tenus de l'obeïr & servir; mais soient tenus desiors de servir mondit Seigneur de Bourgogne, & ses successeurs à l'encontre de lui; & qu'audit cas tous lesdits feaux, vassaux, sujets & serviteurs, soient absous & quittes de tous sermens de fidelité, & autres, & de toutes promesses & obligations de services, en quoi ils pouroient estre tenus par avant envers le Roi Charles, sans ce que pour le tems aprés à venir il leur pût être imputé à charge, & qu'on leur pust rien demander, & que dès maintenant pour lors le Roi Charles leur commande de ainsi faire, & les quitte & décharge de toutes obligations, & sermens au cas dessusdit: & que pareillement soit fait & consenti au côté de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, au regard de ses vassaux, feaux, sujets & serviteurs.

XXX. Et seront de la part du Roi Charles faites les promesses, obligations, & soubmissions touchant l'entretenement de ce present Traité, és mains de Monseigneur le Cardinal de Sainte Croix, Legat de nôtre Saint Pere le Pape, & de Monseigneur le Cardinal de Chipre, & autres Ambassadeurs du Saint Concile de Bâle, le plus ample que l'on poura aviser. Et sur les peines d'excommuniemens, aggravation, reaggravation, interdit en ses Terres & Seigneuries, & autrement le plus avant que la censure de l'Eglise poura étendre en cete partie, selon la puissance & pouvoir qu'ont mesdits Seigneurs les Cardinaux de nôtre Saint Pere le Pape & du S. Concile, pourvû que pareillement soit fait du côté de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne. Avec ce fera le Roi avec son scellé bailler à mondit Seigneur de Bourgogne les scellez des Princes & Seigneurs de son Sang de son obeïssance, comme Monseigneur le Duc d'Anjou, Charles son frere, Monseigneur le Duc de Bourbon, Monseigneur le Comte de Richemont, Monseigneur le Comte de Vendosme, le Comte de Foix, le Comte d'Auvergne, le Comte de Perdiac, & autres qu'on avisera; esquels scellez desdits Princes & Seigneurs sera incorporé le scellé du Roi. Et promettront d'entretenir & maintenir de leur part le contenu dudit scellé, & s'il étoit enfraint de la part du Roi d'en ce cas être aidans, & confortans mondit Seigneur de Bourgogne & les siens à l'encontre du Roi, & pareillement sera fait du côté de mondit Seigneur de Bourgogne. Et que pareillement le Roi fera bailler semblables scellez de gens d'Eglise, & autres Nobles & bonnes Villes de ce Roïaume de son obeïssance & appartenances; c'est à savoir, ceux desdites gens d'Eglise & bonnes Villes que mondit Seigneur voudra nommer, avec seureté de peines corporelles & pecunielles, & autres seuretez que Messeigneurs les Cardinaux, & autres Prelats ci-envoiez de par nôtredit Saint Pere le Pape & le Concile, y aviseront apartenir.

ANS de J. C. 1435.

XXXI. Et s'il avenoit ci-aprés qu'il y eût aucune faute ou obmission, ou aucune infraction ou attentats faits sur le contenu desdits articles d'une part & d'autre, ce nonobstant à cete presente paix, traité & accord, seront & demeuront vertuables, & en leur pleine force, vertu & vigueur, & ne sera pourtant icelle paix reputée, cassée ni annullée, mais les attentats seront reparez & amendez, & aussi les défautes & omissions accomplies & executez, deüement selon ce que dessus est écrit, & à ce contraints ce qu'il apartiendra par la forme & maniere que dit est. Comme aions derechef été tres-instamment exhortez, requis & sommez par lesdits Cardinaux, Ambassadeurs, & Messagers du Saint Concile, ne vouloir entendre, & de nous incliner & condescendre moiennant les sommes dessusdites, qui leur semblent être raisonnables & suffisantes, & ne les pouvoient ni devoient par raison refuser, ainsi qu'il nous ont dit, à paix & réünion avec mondit Seigneur le Roi Charles, en nous disant & remontrant en outre, que ainsi le devions faire selon Dieu & raison, & tout honneur, nonobstant les sermens, alliances & promesses pieça faites entre feu mon tres-cher & tres-aimé Seigneur le Roi d'Angleterre dernier trépassé, & nous, pour plusieurs causes & raisons à nous remontrées & alleguées par lesdits Cardinaux, & autres Ambassadeurs dessusdits de par nôtre Saint Pere & du Concile: Nous pour reverence de Dieu principalement pour la pitié & grande compassion que nous avons du pauvre peuple de cedit Roïaume, qui tant a souffert en tous états, & aux prieres, requestes & sommations à nous faites par lesdits Cardinaux & Ambassadeurs de nôtredit Saint Pere le Pape & le S. Concile de Bâle, que nous tenons & reputons pour commandement, & comme Prince Catholique & obeïssant Fils de l'Eglise, en sur ce grands avis & deliberation de Conseil avec plusieurs grands Seigneurs de nôtre Sang & lignage, & autres nos feaux, vassaux, sujets, & autres gens de Conseil en grand nombre, avons pour nous & nos successeurs, feaux, vassaux, sujets, & autres gens de Conseil adherens en cete partie, fait & faits, bonne & loiale, ferme, sure, & tres-entiere paix & réünion avec mondit Seigneur le Roi, & ses successeurs, moiennant les offres, & autres choses dessus écrites, qui de la part mondit Seigneur le Roi & ses successeurs, nous doivent être faites & accomplies; & lesquelles offres de nôtre part, & en tant qu'il nous touche, tenons agreables & les acceptons, & dés maintenant consentons & faisons les renonciations, promesses, soumissions, & autres promesses & choses dessus declarées, qui sont à faire de nôtre part, & reconnoissons mondit Seigneur le Roi Charles de France nôtre souverain Seigneur au regard des Terres & Seigneuries, que avons en ce Roiaume; promettons pour nous, & nos hoirs par la foi & serment de nôtre corps, en parole de Prince sur nôtre honneur, & l'obligation de tous nos biens presens & avenir quelconques, ladite paix & réünion

ANS de J. C. 1435. réünion en toutes & singulieres choses ci-dessus trandescrites, tenir de nôtre part, & en tant que toucher nous peut inviolablement & à toûjours, de point en point tout par la forme & maniere dessus écrite, sans faire ou venir, ou souffrir faire au contraire couvertement, ou en appert ou autrement, en quelque maniere ou façon que ce soit. Et pour les choses dessusdites & à chacune d'icelles, tenir, entretenir & accomplir, nous soumettons à la coertion, conclusion & contrainte de nôtredit Saint Pere le Pape, dudit S. Concile & des dessusdits Cardinaux; lesquels & autres Ambassadeurs du Concile, & à toutes Cours, tant Eglise comme Seculiers, veillans & octroians icelles, & chacune d'icelles, être contraint & compellé par la censure de l'Eglise, tant & avant qu'il semblera expedient ausdits Cardinaux, & Ambassadeurs de nôtredit Saint Pere le Pape & du S. Concile; au cas que faute y auroit de nôtre part és choses dessusdites ou aucuns d'icelles, renonçons à toutes allegations & exemptions, tant de droit comme de fait, que pourions dire ou alleguer au contraire, & par special au droit, disant que generale renonciation ne vaut si l'especiale, & tout sans fraude, barat, ou mal-engin. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes. Donné en nôtre Ville d'Arras le 21. jour du mois de Septembre l'an 1435. Ansi signées par Monseigneur le Duc de Bourgogne en son Conseil.

Protestation & Declaration faite par Philippe, Duc de Bourgogne, en presence des Ambassadeurs du Roi Charles VII. qu'il n'entendoit avoir compris dans le Traité de Paix, fait à Arras, René Duc d'Anjou & de Bar, son prisonnier, à Arras le 21. Septembre 1435.

IN nomine Domini, Amen. Tenore præsentis publici instrumenti cunctis pateat evidenter & sit notum, quod anno à Nativitate Domini ejusdem millesimo quadringentesimo tricesimo quinto indictione 13. die verò Mercurii vicesima prima mensis Septembris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Eugenii, divinâ providentiâ Papæ quarti, anno quinto, sacroque Basilienſi Concilio vigente, Illustrissimis ac Illustribus Principibus ac Dominis Dominis Philipo Burgundiæ, Brabantiæ, &c. Duce ex una, necnon Carolo, Duce Borbonii; Arturo Richemondiæ, Conneſtabulario Franciæ; L. Vendomiæ, Comitibus; & Reverendo Domino Patre Reginaldo Remensi Archiepiscopo, Cancellario Franciæ, Nunciis & Ambassiatoribus Serenissimi & Christianissimi Principis Domini Caroli Francorum Regis in Choro Ecclesiæ Monasterii Sancti Vedasti Atrebatensis Ordinis Sancti Benedicti, pro missa de Sancto Spiritu audienda, deinde tractatu pacis inter præfatum Dominum Carolum Regem, & eundem Dominum Ducem Burgundiæ inito publicando & juramentis ab hoc per partes hinc inde præstandis, videlicet juxta oratorium præfati Domini Ducis Burgundiæ ad dextrum latus Chori ipsius Ecclesiæ positum & apostatum constitutis, & Congregatis Partibus ex altera, in nostrum Notariorum publicorum & Dominorum testium ad hoc vocatorum & rogatorum præsentia, ipse Illustrissimus Princeps Dominus Dux Burgundiæ coram præfatis Dominis Duce Borbonii, Richemondiæ, & Vendomiæ Comitibus, ac Domino Archiepiscopo Remensi Cancellario Franciæ, Ambassiatoribus præfatis ibidem, ut præfertur constitutis per organum nobilis ac strenui militis Domini N. Raulini Cancellarii præfati Illustrissimi Domini Ducis Burgundiæ, dixit & expressè protestatus fuit, quod non intendit, nec suæ intentionis fuit, nec est, Illustrem Principem Dominum Renatum Ducem Andegavensem & Barrensem suum nunc prisionarium nullatenus in dicto tractatu pacis ut præfertur inter præfatum Dominum Regem Carolum & eundem Dominum Ducem Burgundiæ inito, ac de proximo firmando & publicando debere comprehendi; nec per eundem Dominum Ducem Burgundiæ de manibus ejusdem Domini Ducis fore liberatum, sed ipsum Dominum Ducem Andegavensem & Barrensem in statu quo erat ante dictum tractatum debere remanere, qua quidem protestatione sicut præfertur per Illustrissimum Principem Ducem Burgundiæ per organum cujus suprà facta, præfati Domini Dux Borbonii & Comites Richemondiæ & Vendomiæ, ac Dominus Archiepiscopus Remensis Cancellarius Franciæ, Ambassiatores, & alii eorum Collegæ, in hac parte initi, præsentes nominibus Ambassiat. quibus supra, per organum eorumdem Dominorum Duci Borbonii & Archiepiscopi responderunt & quilibet eorum respondit, quod eo modo quo præfatus Illustrissimus Princeps Dominus Dux Burgundiæ factum concernens dictum Dominum Ducem Andegavensem & Barrensem intelligebat, etiam ipsi Domini Ambassiatores præfati Domini Caroli Franciæ Regis eo modo intelligebant, & eorum quilibet intelligebat, videlicet eundem Dominum Ducem Andegavensem & Barrensem non debere in hujusmodi tractatu pacis comprehendi seu includi, nec de manibus potestateque ejusdem Domini Ducis Burgundiæ liberatum fore, de quibus omnibus & singulis præmissis prælibatus Illustrissimus Princeps Dominus Burgundiæ, Brabantiæ, &c. Dux nomine suo privato petiit à Nobis Notariis publicis sibi & omnibus, quorum interest, fieri & tradi unum & plura instrumentum & instrumenta publicum & publica. Acta fuerunt hæc Atrebati in prædicto Monasterio Sancti Vedasti sub anno, indictione, die, mense, Pontificatu, & loco quibus supra, Præsentibus ibidem venerabilibus ac circumscriptis Viris Dominis & Magistris Johanne Caprioli, Archidiacono de Unequetin in Ecclesia Rothomagensi, Quintino Menardi Præposito Sancti Audomari de Sancto Audomaro Morinensis Diœcesis, Nobili Viro Johanne de Brimeu Domino de Humbercourt, & Philippo Maugart Licentiato in Legibus Atrebatensis Diœcesis, testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis, sic signatum. Et me Petro Brimeti, Bacalario in Decretis, Canonico Atrebatensi, publico Apostolica & Imperiali auctoritatibus, Sacro-Sanctique Concilii Generalis Basilienſis Notario & scriba jurato, qui præmissis omnibus & singulis, dum sic ut præmittitur per præfatum Illustrissimum Dominum Ducem Burgundiæ fierent & agerentur una cum prænominatis Dominis testibus, & Notario infra scripto præsens interfui; eaque sic fieri vidi & audivi, ideoque huic præsenti publico instrumento, manu aliena fideliter scripto hic me propria manu subscribentem una cum signo & subscriptione Notarii subscripti signum meum appossui consuetum requisitus & rogatus in fidem & testimonium præmissorum. Et me Thoma Gauquerii Accolito Cameracensis Diœcesis, Bacalario in Decretis, Litterarum Apostolicarum abreviatore publico, Apostolica & Imperiali auctoritatibus Notario, qui præmissis omnibus & singulis, dum sicut præmittitur per præfatum Illustrissimum Dominum Ducem Burgundiæ, aliosque Dominos Ambassiatores Serenissimi Domini Caroli Francorum Regis dicerentur & fierent, una cum prænominatis Dominis Testibus & Notario suprascripto præsens interfui eaque sic fieri vidi & audivi, ideo huic publico instrumento inde confecto, manu alienâ fideliter scripto, me subscribentem una cum signo & subscriptione dicti Notarii signum meum appossui consuetum in fidem & testimonium præmissorum requisitus & rogatus. *Plus bas.* Collatio facta est de præsenti copia cum litteris originalibus superius transcriptis per me, de Glamandre.

ANS de J. C. 1435.

Con-

NS J. C. 435.

Confirmation du Traité d'Arras donnée par le Concile de Bâle, du 5. Novembre 1435.

IN nomine Domini, Amen. Tenore præsentis publici instrumenti cunctis pateat evidenter, & sit notum, quod anno à nativitate ejusdem 1435. indictione XIII. die vero Sabbati quinta mensis Novembris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris ac Domini nostri Domini Eugenii divina Providentia Papæ IV. anno quinto, Reverendissimis in Christo Patribus ac Dominis Dominis Juliano Tituli Sanctæ Sabinæ, Sanctæ Sedis Apostolicæ in Germania Legato, Ludovico Tituli Sanctæ Cæciliæ Arelatensi Presbyteris, Prospero Sancti Georgii ad velum aureum Diacono de Columna, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus vulgariter nuncupatis, Joanne Archiepiscopo Tarentino, Petro Episcopo Paduano, Joanne Antiocheno, Ludovico Aquileiensi Patriarchis, Amedeo Lugdunensi, Henrico Bituricensi Franciæ, Reverendis Patribus Dominis Bernardo Aquensi Angliæ, Alvaro Conchensi, Alphonso Burgensi Castellæ & Legionis, Nicolao Vexionensi Daciæ, &c. Petro Dignensi Siciliæ, &c. venerabili viro Domino Nicolao præposito Cracoviensi Poloniæ Regum serenissimorum, Dominis Joanne Nivernensi Burgundiæ, Matthæo Albinganensi Episcopis Mediolani Ducum Illustrissimorum, Joanne Cisterciensi, Alexandro Virziliacensi, ordinis Sancti Benedicti Cabillonensis & Æduensis Diœceseon, monasteriorum Abbatibus, Joanne Pulcripatris, Dionysio Sambrenays in Sacra pagina Doctoribus Almæ Universitatis Studii Parisiensis, in Sacro Basileensi Concilio Nuntiis & Ambassiatoribus, aliisque Reverendissimis & Reverendis Patribus & Dominis Dominis Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Doctoribus, & Magistris in magna multitudine & numero copioso Sacrum Basileense Concilium repræsentantibus & celebrantibus, in generali congregatione de mane in Majori Ecclesia Basileensi more solito Congregatis præfatis Reverendissimis Patribus Dominis, Cardinali Legato, Archiepiscopo Tarentino, & Episcopo Paduano, pro & nomine Sanctissimi Domini nostri Papæ præsidentibus in eadem, in Dominorum, testium, & nostrorum Notariorum publicorum infrascriptorum præsentia, lectis primitùs deliberationibus sacrârum deputationum pro dicta generali congregatione hac die de mane celebranda, ad audiendum Reverendissimi Patris Domini Hugonis Episcopi Prænestini Cardinalis de Cypro, Legati cum potestate de latere, ac reverendorum Patrum & venerabilium virorum Dominorum Nicolai Vexionensis, Matthæi Albenganensis, Episcoporum, Nicolai præpositi Cracoviensis, & Guilielmi Hugonis Archidiaconi Metensis, Sacri Concilii Ambassiatorum, missorum ad conventionem Atrebatensem, pro pace Christianissimi Regni Franciæ tractanda, & de eadem conventione redeuntium, de gestis per eos circa hujusmodi pacem relationem faciendam. Conclusoque per Reverendissimum Dominum Cardinalem Legatum, alterum dictorum præsidentium, nomine & auctoritate, Sacri Concilii super hujusmodi generali congregatione celebranda, præfati Domini legatus & Ambassiatores accesserunt ad dictam generalem congregationem pro hujusmodi sua relatione facienda. Et sedentibus ipsis Dominis Legato & Ambassiatoribus in altiori bancha, in qua Reverendissimi Patres Domini Cardinales & præsidentes Sanctissimi Domini nostri Papæ in generalibus congregationibus sedere consueverunt, requisitisque & exhortatis Dominis & Patribus de Sacro Concilio per eundem Reverendissimum Dominum Cardinalem de Cypro Legatum, ut ipsi haberent eundem Dominum Cardinalem & alios Dominos Ambassiatores in hujusmodi sua relatione facienda patienter & benignè audire. Deinde facta prius per dictum Dominum Episcopum Vexionensem solenni collatione sub themate, *Gaudium & lætitia invenientur in ea, gratiarum actio & vox laudis*, &c. præfatus venerabilis & circumspectus vir Dominus Archidiaconus Metensis dixit eorum instructiones fuisse tripartitas. Primo instruebantur Episcopi partes contendentes exhortari tam in genere quam in specie ad pacem & concordiam per omnia media possibilia. Secundo eis committebatur pacis & concordiæ præfatæ specialis prosecutio facto & opere. Tertio eis dabatur facultas singula bene gesta interpretandi, roborandi, ac pœnis & censuris validandi, dicebatque quod ex harum instructionum directione, quantum fieri potuit, eis commissa fideliter peregerunt: ipsaque gesta per eos secundum ordinem instructionum suarum, specificè & articulatim recitavit: Primo juxta primam partem earum declaravit, qualiter post adventum partium in Civitate Atrebatensi coram Illustrissimo Domino Burgundiæ proposuit solemniter Dominus Nicolaus de Polonia, persuadendo sibi pacem & concordiam. Deinde ad idem coram Ambassiatoribus Christianissimi Domini Regis Franciæ Dominus Episcopus Albenganensis: postremo Dominus Vexionensis coram Ambassiatoribus Serenissimi Domini Regis Angliæ, ipsos ad pacem mediis & viis possibilibus inducendo. Recitavit ulterius dictus Dominus Archidiaconus quomodo tractatum ipsius pacis & concordiæ specialiter fuerunt prosecuti. Juxta secundam partem suarum instructionum, aperiendo & declarando articulatim & successivè omnes oblationes factas hinc inde inter Gallicos & Anglicos, quarum ultimæ finales, & in quibus partes ipsæ immutabiliter persistebant, fuerunt hæ: pro parte Ambassiatorum Christianissimi Regis Franciæ oblatum est Anglicis omne Dominium quod tenent & occupant in Ducatu Aquitaniæ, nec non totus Ducatus Nortmanniæ, modo & forma contentis in quadam litera sigillis omnium dictorum Ambassiatorum sigillata, & Illustrissimo Domino Duci Burgundiæ tradita. Pro parte Anglicorum fuit oblatum Regi Christianissimo Franciæ totum id quod tenet & possidet in Francia tam citra Ligerim quam ultra: hoc adjecto, quod terræ, dominia & oppida ujus obedientiæ, inclusæ seu inclusa in Dominiis alterius obedientiæ, commutabuntur ad alias terras & alia oppida, sita seu inclavata inter dominia alterius obedientiæ, secundum commodiosiorem usum alterutrius partium. Item hoc mediante, offerebant matrimonium sui Regis sine alio onere dotis, etiam liberationem Domini Ducis Aurelianensis mediante finantia competenti. Narravit postmodum, quod finaliter Legati & Oratores Sacri Concilii & sedis Apostolicæ, dixerunt Dominis Ambassiatoribus Angliæ, attento quod Pater moderni Regis Franciæ Christianissimi, avus, proavus, & alii sui prædecessores, à tanto tempore, & per tantum tempus, cujus principii memoria non existit, fuerunt in possessione quieta & pacifica Coronæ Franciæ, & tales habiti, ac etiam per Sacra Concilia generalia, summos pontifices, imperatores, & alios omnes principes orbis sic nominati verbo & literis. Certe propterea eis videbatur, quod ipsius Regis oblationes erant rationabiles pro pace & concordia, & nullo modo per Anglicos refutandæ, sed omnino acceptandæ. Et casu quo eas non acceptarent, volebant adire præfatum Dominum Ducem Burgundiæ, ipsum exhortando, ut Regno Franciæ, quantum in eo erat, daret pacem & tranquillitatem, pacem cum Rege faciendo, prout etiam in mandatis haberent. Deinde dixit idem Dominus Archidiaconus, quod quia ipsi Domini Ambassiatores Angliæ recesserant absque conclusione vel acceptatione oblationum Gallicorum, quæ (ut supra) eisdem Dominis Legatis rationabiles quamplurimum videbantur, adiverunt realiter præfatum Dominum Ducem Burgundiæ, ipsumque tam auctoritate Sacri Concilii, quam Sanc-

ANS de J. C. 1435.

ANS de J. C. 1435.

tissimi Domini nostri Papæ exhortati sunt, & requisierunt omnibus melioribus modis & viis quibus potuerunt, ad hujusmodi pacem & concordiam cum Christianissimo Domino Rege Franciæ, de qua domo ipse Dominus Dux & sui progenitores traxerunt originem, iniendam & faciendam. Tandem datis & oblatis per Dominos Ambassiatores Domini Francorum Regis certis oblationibus, quæ justæ & rationabiles videbantur, dicto Domino Duci Burgundiæ pro suo interesse, ipse Dominus Dux volens parere exhortationibus, requisitionibus, imo verius mandatis Sacri Concilii & Sanctissimi Domini nostri Papæ, declarato prius per præfatos Dominos Legatos & Ambassiatores, auctoritate qua supra, quod licitè & sine nota seu jactura honoris ipsius Domini Ducis præfatus Illustrissimus Dominus Dux, non obstantibus prætensis conventionibus, per eundem Dominum Ducem, alias divæ memoriæ progenitori moderni Regis Angliæ, & Regi Angliæ moderno initis & factis, poterat & debebat pacem & concordiam cum Rege Franciæ facere & inire. Respondit se velle parere & obedire. De qua quidem declaratione & aliis præmissis prælibati Domini Legati & Ambassiatores, auctoritate qua supra, literas opportunas eorum sigillis sigillatas præfato Illustrissimo Domino Duci illas postulanti dederunt & obtulerunt. Qua quidem relatione sic (ut præfertur) facta, præfati Domini Legatus & Ambassiatores per organum ipsius Domini Archidiaconi petierunt & requisierunt à Sacro Concilio, quatenus dignaretur omnia acta & gesta per eos circa hujusmodi tractatum pacis habere rata & grata, ac illa approbare defectusque, si in hujusmodi tractatu intervenissent, supplere. Hoc idem venerabiles Viri Magistri Aimarus de Roussilione, Hugo Barardi, & Bartholomæus de Fraxino, promotores Sacri Concilii, nomine promotorio ejusdem petierunt & requisierunt, & quilibet eorum petiit & requisivit. Super quo per Sacrum Concilium & Dominos & Patres ipsius Sacri Concilii, nemine discrepante, responsum extitit per verbum, Placet. Quibus sic actis, reverendissimus Pater Dominus Cardinalis Legatus & præsidens nomine & auctoritate Sacri Concilii, de hujusmodi Sanctissima pace inter præfatos Dominos Regem Franciæ & Ducem Burgundiæ reformata, dedit laudes Sanctissimæ Trinitati, regratiando Sanctissimo Domino nostro summo pontifici, præfatis Dominis Legatis & Ambassiatoribus, de laboribus per eos in hujusmodi sancto negotio assumptis, exhortatusque est Dominos de Sacro Concilio, ut hujusmodi paci generali velint operam dare usque ad consummationem ejusdem. Adjiciens contra detrahentes Sacro Concilio, quod si Concilium durasset per viginti annos, & non fuisset aliud agitatum, nisi de illa benedicta pace Franciæ, adhuc non deberent Sacrum Concilium diffamare, imo illud laudare & benedicere. De & super quibus omnibus singulis præmissis præfati Domini promotores, nomine promotorio, quo supra, petierunt, & quilibet eorum petiit à nobis Notariis Publicis & dicti Sacri Concilii scribis infrascriptis, sibi & omnibus quorum interest fieri atque tradi unum, vel plura, publicum & publica, instrumentum & instrumenta. Acta fuerunt hæc Basileæ in dicta generali congregatione, sub anno, indictione, die, mense & pontificatu quibus supra, præsentibus ibidem venerabilibus & circumspectis Viris Dominis & Magistris Joannis Pulcripatris, Dionysio Sambrenays, Radulpho de Porta, in sacra pagina Doctoribus, & Guidone de Vercellis Magistro in artibus Parisiensi, una cum pluribus aliis testibus ad præmissa adstantibus.

CCCXCVII.

ANS de J. C. 1436. FRANCE ET SAVOYE.

Contract de Mariage entre Madame YOLAND DE FRANCE, *Fille de Charles VII. Roi de France, avec le Prince* AMÉ DE SAVOYE, *qui fut depuis Duc, dit* Amé IX. *A Tours, le 16. Août* 1436. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 451. *&* S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 416.

(a) AU nom de Dieu le Pere, du Fils, & du Benoist Saint Esprit, Amen. Par ce public instrument à tous presens & à venir aparoisse évidemment, que aujourdui personnellement, & spécialement étant commis & constituez pour faire & accomplir les choses ci aprés écrites és presences des Seigneurs témoins, & nous Notaires & Secretaires dessous écrits; c'est à savoir, Tres-Chretien, tres-excellent & triomphant Roi de France, Charles VII. de ce nom, d'une part; & Reverends Peres en Dieu les Evéques de Geneve & (b) de Valais; & aussi spectables, Nobles, & Puissans Seigneurs, Messeigneurs Jean de Seyssel, Seigneur de Barat, Maréchal de Savoie; Amé de Challand, Seigneur de Varoy; Jean du Saix, Seigneur de Bannens; Jâques Criol, Chevalier, Docteur en Loix & en Decret; & Guillaume Rigaud, Maître-d'hôtel; Conseillers, Ambassadeurs, & Procureurs de tres-excellent & puissant Prince, Monseigneur (c) AMÉ, Duc de Savoie, de Chablais, & d'Aouste, Prince Marquis en Italie, Comte de Piémont, de Genevois, de Valentinois, & de Diois, ainsi que plus pleinement apert par les Lettres patentes données à Ripaille, le quatrieme jour du mois de Juillet dernierement passé, faites & signées par la main de François Fevre Secretaire, & scellées en cire vermeille au scel pendant de Monditseigneur le Duc de Savoie, en deû & grand honneur ont dit & exposé audit tres-excellent Roi, que Monditsieur le Duc de Savoie attendu la grande proximité de lignage, & autres amitiez & bienveillances, par lesquelles lui & Messeigneurs ses predecesseurs de tres-bonne memoire ont été & sont liez & conjoints avec ledit tres-excellent Roi, & ses tres-nobles & dignes predecesseurs; aussi que ses Terres & Seigneuries de Savoie, & autres sont prochaines & contigües sans moien du Roïaume de France, & Pais du Daufiné. Lesquelles proximité de lignage, amitié & bienveillance, ledit Seigneur Duc est toûjours desirant d'entretenir, affermir & continuer, & encore plus aprocher à ce que ses Seigneuries, Pais, & sujets, soient & demeurent en bonne Paix, concorde, & union avec le Roi, ses Roïaume, Pais, & sujets, ainsi qu'ils ont toujours accoûtumé; iceux Seigneurs Ambassadeurs & Procureurs mondit Sieur de Savoie avoit envoié pardevers ledit tres-excellent Roi, expressément & spécialement pour le requerir, pratiquer, & entendre, s'il étoit de son bon plaisir de faire & contraire mariage entre tres-noble Madame YOLAND DE FRANCE sa fille; & moult Noble Amé Monsieur de Savoie, aîné-fils de haut & puissant Monsieur Louis de Savoie, Prince de Piémont, fils-aîné, & Lieutenant General dudit trés-excellent & puissant Prince mondit Seigneur de Savoie, ainsi que paravant avoit été parlé entre aucuns Seigneurs, parens & amis de mesdits Seigneurs de Savoie & Prince, avec aucuns autres Parens & Serviteurs dudit tres-excellent Roi. De laquelle chose ledit tres-excellent Roi, pour la singuliere amour & dilection qu'il a, & sesdits predecesseurs de moult long-tems ont eû à mondit Sieur de Savoie & son Hôtel, lesquelles pareillement desire continuer, & toûjours entretenir, & par plus grande proxi-

(a) Ou a suivi l'Edition de Leonard parce qu'elle est moins fautive, quoi que l'on s'y soit donné la liberté d'y changer le langage & l'orthographe, ce qui n'est pas nécessaire dans ces vieilles pieces.

(b) Communément dit l'Evéque de Sion.

(c) Amé ou Amedée VIII. qui s'étant démis de ses Etats se fit élire Pape par le Concile de Basle en 1419. Remarquez qu'en 1436. Amé n'étoit plus Duc de Savoie, mais simple religieux Hermite, & que par consequent il ne lui appartenoit point d'envoier des Ambassadeurs en son nom, pour traiter le mariage du Prince Amé, son petit Fils, dont le Pere étoit alors en pleine & paisible possession des Etats de Savoye.

ANS proximité de sang & lignage encore plus affermir,
J. C. pour les causes dessusdites, & plusieurs autres justes
1436. & raisonnables, par l'avis & deliberation d'aucuns des Seigneurs de son sang, & autres de son Conseil, a voulu, veut & consent ledit mariage être fait, promis, traité, & convenancé par & sous les convenances, promesses, & pactions faites, passées, accordées, & consenties entre lui en sa personne, d'une part, pour lui & ladite Madame Yoland sa fille, & lesdits Ambassadeurs & Procureurs, aians à ce pouvoir & procuration speciale pour lesdits Seigneurs Duc de Savoie, aieul; & Prince, Pere d'icelui Monsieur Amé, pour eux, & pour lui, d'autre part, en la maniere qui s'ensuit.

Premierement, que ledit tres-excellent Roi, pour soi, ses hoirs, & successeurs, a promis & promet, qu'il fera & pourchassera à tout son loial pouvoir, que être parvenus lesdits Amé Monsieur, & Madame Yoland sa fille, en âge legitime, que ladite Dame prendra par paroles de present ledit Amé Monsieur pour son mari & loial époux, si Dieu & Sainte Eglise s'y accordent. Et pareillement les dessus nommez Seigneurs, Ambassadeurs & Procureurs au nom dessus ont promis & promettent, que mesdits Seigneurs les Duc & Prince son fils, Pere dudit Monsieur Amé, feront & pourchasseront à tout leur loial pouvoir, que ledit Amé Monsieur prendra à femme madite Dame Yoland étant en âge legitime, si Dieu & Sainte Eglise s'y accordent; obtenuë aussi sur ce premierement, si mestier est, dispensation de nôtre Saint Pere le Pape, laquelle mondit Sieur de Savoie pourchassera d'avoir à ses dépens; & pour ce que plûtôt & convenablement elle se puisse avoir, le Roi affectueusement en écrira à nôtredit Saint Pere le Pape, & à tous autres, à qui il semblera être expedient & necessaire.

Et pour contemplation dudit mariage, le Roi dessusdit donne & constituë audit Amé Monsieur en mariage de madite Dame Yoland sa fille, pour, en nom & à cause de dot, pour le droit, partage, & portion qu'elle pouroit avoir és biens paternels & maternels, c'est à savoir, la somme de cent mille écus de bon or & de poids, aians cours à present audit Roiaume de France, à raison de soixante-dix au marc pour une fois, à paier audit Amé Monsieur, & aux siens, qu'il apartiendra par raison, où à ses deputez, és termes & lieux qui s'ensuivent.

C'est à savoir, en la Ville de Montluel au Pais de mondit Sieur le Duc de Savoie, à la solennisation dudit mariage, laquelle au plaisir de Dieu se fera, lesd. Seigneur & Dame, comme dit est, parvenus en âge legitime, trente mille écus d'or & de poids, à la valeur, & raison que dessus; les autres soixante mille écus seront paiez par le Roi & les siens audit Amé Monsieur, & aux siens, esquels il apartiendra par raison audit lieu de Montluel, & à tel jour que ladite solennisation sera faite dedans quatre ans aprés & continuellement ensuivans l'an revolu de ladite solennisation, c'est à savoir chacune des trois années vint-mille écus, & la quarte année aprés ensuivant pour plein païement de ladite somme dotale, les autres dix mille écus d'or, à la valeur & raison que dessus.

Et pour ce qu'apresent ladite Dame Yoland convenablement ne se peut enjoüailler ni vêtir, comme il apartiendroit si elle étoit d'âge, ledit tres-excellent Roi & les siens, à ladite solennisation, sont & seront tenus de l'enjoüailler, vêtir, & garnir honorablement, ainsi qu'a une telle Dame apartiendra.

Et pareillement lesdits Seigneurs, Ambassadeurs & Procureurs au nom que dessus, pour cause & contemplation dudit mariage, au cas que ledit Amé Monsieur iroit de vie à trépassement avant madite Dame Yoland sa femme, le mariage d'eux contrait par paroles de present, & solennisé en âge legitime & consommé; en celui cas, & non autrement donnent & constituissent à madite Dame Yoland pour cause ANS
de son doüaire, pour tenir son état & à sa vie tant seu- de J. C.
lement, la somme de dix mille écus d'or semblables 1436.
& de telle valeur que dessus, de revenu par chacun an, par telle condition & maniere, que madite Dame Yoland ne prendra ni recevra à cause dudit doüaire, le cas avenant, tant que mesdits Seigneurs les Duc & Prince vivront, ou l'un d'eux, fors tant seulement huit mille écus de revenu par an, à la valeur que dessus. Et eux allez de vie à trépassement, au cas qu'elle survivroit, prendra & recevra entierement lesdits dix mille écus; lesquels au cas que dessus lui seront assis & assignez en Terres, Villes, Places, & Seigneuries honorables pour sa demeurance, & autrement assises deçà les monts, au plus prés l'un de l'autre, que bonnement faire se poura, qui seront designées avant la solennisation dudit mariage; tellement que icelle Madame Yoland ait & puisse avoir chacun an desdites Terres & Seigneuries pour le moins ladite somme de huit mille ou dix mille écus és cas dessudits, pourvû que madite Dame Yoland les Châteaux, & autres édifices, qui pour ce lui seront baillez, fera souster de couverture, & les maintenir & reparer en égal & bon état, que à elle seront delivrez, & en tel cas a été accoûtumé de faire; sauf toûjours à mondit Sieur le Duc, & son heritier principal sur lesdites choses, la souveraineté & ressort.

Item. A été convenu & accordé entre lesdites parties, au cas que ledit Amé Monsieur iroit de vie à trépassement, ladite Madame Yoland survivant, ou que autrement restitution de dot auroit lieu, mondit Sieur le Duc, ou son heritier & successeur principal, sera tenu de rendre & restituer à madite Dame Yoland, ou à ses heritiers, lesdits cent mille écus donnez pour elle en mariage, si paiez avoient été; ou autrement ce que paié en seroit, à semblables termes qu'ils auront été paiez; & aussi tous les joiaux & biens meubles apartenans à ladite Dame Yoland. Et pareillement, si elle alloit de vie à trépassement sans enfans dudit mariage, & que restitution dudit dot autrement auroit lieu, sera restituée ladite somme dotale, & biens meubles dessusdits à ses heritiers, ou à ceux qui auront cause d'elle, esdits termes, & par la forme & maniere que dessus, commençant toutefois le premier païement l'an revolu du jour dudit trépassement, ou de tel jour que le cas de restitution par autre maniere, que par mort, auroit lieu.

Item. A été convenu & accordé entre lesdites parties, s'il avenoit, ce que Dieu ne veüille, ledit Amé Monsieur aller de vie à trépassement, sans avoir enfans mâles descendans de son propre corps, & de Madame Yoland sa femme, & qu'ils n'eüssent qu'une fille ou plusieurs, ledit Monsieur le Duc de Savoie, ou son heritier principal, sera tenu de dûement maintenir l'état desd. filles jusqu'à ce qu'elles seront mariées; & aussi elles parvenuës en âge legitime, de les marier honorablement selon leur état, & de leur donner, & constituer en mariage, c'est à savoir, à la premiere & aînée fille cent mille écus d'or pour une fois, à raison de soixante-dix pour marc, comme dit est; & à chacune des autres, si plus en y a, soixante mille écus pour une fois, semblables que dessus, outre le droit qu'elles auroient en dot, & autres biens de leur Mere; sauf toûjours la liberalité dudit Monsieur le Duc, ou de celui, qui lors sera son principal heritier, si plus leur vouloit donner: lesquelles sommes seront païées par les termes, & selon la forme que aux contrats de mariages seront accordées; & en outre les vestira & enjoüaillera selon son état & desdites filles; & pourtant lesdites filles, & chacune d'icelles seront contenuës & excluses de tous les biens paternels, & qui sont & seront au tems à venir à mesdits Seigneurs les Duc & Prince, & à leurs heritiers & successeurs quelconques, tant comme il aura mâle legitime vivant du nom de Savoie. Et s'il avenoit, que Dieu ne

ANS de J. C. 1436.

veuille, que tous les mâles legitimes, qui sont & seront du nom de Savoie allassent de vie à trepassement sans enfans mâles, un ou plusieurs, tellement qu'il ne demeurât que filles legitimes du nom de Savoie; en celui cas, lesdits filles, les filles des filles descendans desdits Madame Yoland & Amé Monditsieur, succederont en leurs degrez, comme sera de raison.

Item. A été convenu & accordé entre lesdites parties, que ledit tres-excellent Roi incontinant être accordé ledit mariage baillera madite Dame Yoland pour la mener & conduire à l'hôtel de Monditsieur le Duc de Savoie, & la fera accompagner suffisamment, comme il sera de son bon plaisir, jusques au lieu de Villefranche, à ses dépens, & lesdits Sieurs Ambassadeurs l'accompagneront aux dépens de Monditsieur de Savoie.

Item. Et s'il avenoit, ce que Dieu ne veuille, que ledit Amé Monsieur allât de vie à trepassement avant ledit mariage contrait par paroles de present, ou consommé, & Monditseigneur le Prince son pere eût autres enfans mâles d'âge convenable au regard de ladite Dame, que l'aîné desdits enfans aura ladite Dame Yoland pour femme, & sera ledit aîné fils principal heritier de Savoie, comme seroit Amé Monsieur, s'il vivoit. Et s'il avenoit, que madite Dame Yoland allât de vie à trepassement devant le mariage contrait par paroles de present, ou consommé, & le Roi eût autre fille d'âge convenable au regard dudit Monsieur Amé, laquelle ne fût mariée ni promise ailleurs pour mariage, qu'il la donnera pour femme audit Amé Monsieur, & selon la forme & teneur des chapitres & convenances contenuës & écrites en ce present contrat, tant par l'une des parties comme l'autre.

Item. A été convenu & accordé entre lesdites parties, au cas que ledit Amé Monsieur iroit de vie à trepassement, avant que ledit mariage fût parfait & solennisé, & le Roi voulût, que madite Dame Yoland sa fille retournât à son hôtel; & par avanture Monditsieur le Prince n'avoit autre fils mâle d'âge convenable pour prendre à femme ladite Dame Yoland; en celui cas Mesditsseigneurs les Duc & Prince, & leurs heritiers seront tenus icelle Dame Yoland avec ses biens liberalement & quitte de toutes provisions, tant de mariage qu'autrement, rendre & bailler au Roi, ou à ses deputez, & la faire conduire honorablement à leurs dépens jusqu'audit lieu de Villefranche, auquel elle leur sera baillée.

Item. A été convenu & accordé entre lesdites parties, que ledit Monseigneur le Duc de Savoie baillera audit Amé Monsieur en titre les Comtez de Maurienne deçà, & de Vercellois, delà les monts, dedans la prochaine feste de Noël.

Item. A été convenu & accordé entre icelles parties, qu'au cas que Monditsieur le Prince allât de vie à trepassement avant Monditsieur le Duc son pere, que ledit Amé Monsieur, ou le premier mâle descendant de lui & de ses enfans mâles de loial mariage, sera heritier principal de Monditsieur le Duc de Savoie, & representera comme heritier principal la personne de Monditsieur le Prince, ainsi & pareillement que seroit Monditsieur le Prince, s'il vivoit; jaçoit que Mesditsseigneurs les Duc & Prince aient & eûssent autres enfans, lesquels en icelui cas seront apanagez & portionnez chacun selon son état & devoir.

Item. Semblablement a été convenu & accordé entre lesdites parties, qu'au cas que ledit Amé Monsieur iroit de vie à trespassement, survivant Mesditsseigneurs les Ducs & Prince, ou l'un d'eux, & auroit enfans mâles, un ou plusieurs de son propre corps, & de loial mariage, de madite Dame Yoland; en ce cas son premier fils, & les autres descendans mâles de lui, chacun en son ordre, auront tel & semblable droit, & seront heritiers des Mesditsseigneurs les Duc & Prince, par la forme & maniere que fût & seroit ledit Amé Monsieur, s'il étoit en vie; pourvû que le premier mâle soit toûjours principal heritier de Savoie.

ANS de J. C. 1436.

Item. Ont convenu & accordé lesdits Seigneurs Ambassadeurs & Procureurs, que Mesdits Seigneurs les Duc & Prince ratifieront & promettront toutes les choses dessusdites, avant que madite Dame Yoland soit mise hors du Roiaume de France; lesquelles pactions & convenances entre lesdites parties, ainsi faites & accordées en la presence des Seigneurs têmoins, & de nous Secretaires & Notaires dessous écrits, recevans & stipulans comme dessus, ledit tres-excellent Roi en parole de Roi a promis & juré pour soi, ses hoirs, & successeurs quelconques, par son loial serment sur les Saints Evangiles de Dieu manuellement touchez, & en outre par la foi & serment de son corps, & sur l'obligation de tous ses biens meubles & immeubles, presens & à venir quelque part qu'ils soient, avoir, tenir, observer, & faire observer par lesdits hoirs & successeurs, fermes, stables, & agreables perpetuellement, & de non jamais par lui, ou autre interposée personne, faire, venir, ni souffrir être fait aucunement au contraire, directement ou par indirect, publiquement ou autrement, par quelque couleur ou occasion que ce soit; & pareillement lesdits Seigneurs Ambassadeurs au nom que dessus ont promis & juré, que Mesdits Seigneurs les Duc & Prince tiendront, observeront, & feront pleinement tenir & observer toutes les choses dessusdites; & en outre les ratifieront & aprouveront iceux Messeigneurs les Duc & Prince, & feront, consentiront, & promettront, de nouvel, si mestier est, ainsi que par lesdits Seigneurs Ambassadeurs a été dit & convenu. Et au cas que lesdites parties, ou aucune d'icelles, ou les siens, feroient aucuns frais, missions, & dépens, ou soustenissent interests & dommages par les convenances, pactions, & promissions dessusdites non atenduës, observées, & accomplies ainsi que dessus, ont voulu & veulent par exprés, que la partie non attendant & non faisant les choses promises par elle comme dessus, soit tenuë de rendre à l'autre, & restituer entierement lesdits dommages, interests, missions, & dépens, sans contradiction ou dificulté quelconque.

Et à ce que toutes les choses dessusdites plus valablement se puissent acomplir & observer, lesdites parties & chacune d'icelles, c'est à sçavoir, ledit tres-excellent Roi, pour lui & les siens dessusdits; & lesdits Seigneurs Ambassadeurs & Procureurs au nom que dessus, ont soumis, obligé, & hipotequé, & dés maintenant, specialement & expreslément soumettent, obligent, & hipotequent toutes les citez, villes, terres, châteaux, Domaines, Seigneuries, & generalement tous les autres biens, meubles & immeubles, presens & à venir dudit tres-excellent Roi, & de Mondit Seigneur de Savoie; tellement que lesdites parties & chacune d'icelles, tant qu'il lui touche & peut aparteuir, & les siens dessusdits, en puissent être contraints, comme il apartiendra, jusqu'à totale satisfaction & dûë observation de toutes les choses dessusdites, nonobstant quelconque droit & constitution, par lesquels l'on pourroit venir au contraire; renonçant lesdites parties & chacune d'icelles au nom que dessus, sur leurs sermens, promissions, soumissions, & obligations avantdites, en la presence des Seigneurs têmoins, & de nous Notaires & Secretaires dessous écrits, stipulans & recevans comme dessus, à toutes actions, deceptions, barat, griefs, erreurs, exceptions, refcrits, privileges, apellations, suplications, dispensations de sermens, cavillations, & à tout droit, canon & civil, subterfuges, coûtumes de païs, & generalement à tous autres droits, par lesquels pouroient objicer, dire, ou venir au contraire des choses dessusdites, ou d'aucune d'icelles, & mêmement au droit disant, la generale renonciation non valoir, si la speciale ne precede.

Desquelles choses dessusdites, ledit tres-excellent Roi,

Roi, & lesdits Seigneurs Ambassadeurs au nom que dessus, ont voulu, commandé & requis par nous Notaires & Secretaires dessus écrits, être faits, au profit de chacune desdites parties, un ou plusieurs instrumens d'une même substance & teneur.

Fait & donné à Tours en Touraine en l'hôtel, où étoit logé ledit tres-excellent Roi, le seizieme jour d'Août, l'an de grace mille quatre-cens-trente-six, indiction quatorzieme. Presens hauts & puissans Princes & Seigneurs, Messieurs, Charles d'Anjou, Comte de Mortaing; Louis de Bourbon, Comte de Vendôme & de Chartres, Grand-maître d'Hôtel de France; & tres-Reverends Peres en Dieu, Messeigneurs, (*) Renaud Archevêque de Reims, Chancelier de France; Denis, Archevêque de Toulouse; Robert, Evêque de Maguelonne; Thibaut, Evêque de Maillezais; le Comte de Tancarville; Christofe d'Aricourt, Seigneur d'Aurex; Jean, Bâtard d'Orleans; le Comte de Perigord; Jean, Seigneur de Granville, Maître des Arbalestriers de France; Raoul, Seigneur de Gaucourt, Gouverneur du Daufiné; les Seigneurs de Bueil, & de Chaumont; Messire Robert le Maçon, Seigneur de Treves; Theode, Comte de Valpergue, Senéchal de Lion; Messire Hugues de Noyers, Maître d'Hôtel; Maître Geoffroy Vassal, Archidiacre d'Albe; & Maître Jean Putard, Conseillers du Roi témoins à ce presens & apellez. Et moi Jean Courtinelles, Notaire & Secretaire du Roi pour têmoin des choses dessus écrites, ai du commandement du Roi nôtredit Seigneur, mis mon seing manuel à ces presentes, signé *Courtinelles*; & moi Antoine Bolomier de Ponciens du Diocese de Lion, Notaire public, & Secretaire de mesdits tres-redoutez Seigneurs les Duc & Prince en toutes les choses dessusdites, avec lesdits Seigneurs têmoins, ai été present, & d'icelles avec ledit Maître Jean requis en ai reçû ce present instrument, lequel ai fait écrire par Pierre Martin des Croses, Notaire public, & souscrit de ma propre main, & signé de mon grand seing accoûtumé, en témoin de verité de toutes les choses dessus écrites.

(*) Renaud de Chartres, fut Archevêque de Reims, & Chancelier de France.

CCCXCVIII.

Traité & Accord entre l'ABBE' & le SEIGNEUR TEMPOREL *de la Ville d'*EGMOND *conclu par Philippe le bon Duc de Bourgogne, selon la commission, qu'il en avoit reçue du Pape Eugene IV. fait le 24. Septembre,* 1437. Aubert le Mire, Donationum Belgicarum, Tom. I. Cap. CXXXVI. pag. 292.

EUGENIUS Episcopus servus servorum Dei... Sanè pro parte dilectorum filiorum ABBATIS & Conventus monasterii S. Adalberti, loci ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, ordinis S. Benedicti, ac nobilis viri JOANNIS DE EGMONDA, militis Trajectensis diocesis, nobis nuper exhibita petitio continebat, quòd olim ipsi frequenti libramine recensentes, quòd inter Abbatem & Conventum prædictos, ac suos inibi prædecessores ex una, nec non militem præfatum & ejus progenitores ex altera partibus, super DOMINIO TEMPORALI ac territorio dicti loci, nec non quibusdam aliis terris, bonis, libertatibus, superioritatibus, subjectionibus, servitutibus, juribus atque rebus, & illorum occasione, multis ab horum curriculis, gravissimæ dissensiones & discordiæ viguerunt: & propterea partes ipsæ, dictumque monasterium (quòd à dilecti filii nobilis viri Philippi Ducis Burgundiæ progenitoribus, Hollandiæ Comitibus, solemniter dotatum fuerat) damna plurima pertulerant, & nisi desuper celeris acceptaretur via provisionis, ipsum monasterium magnæ desolationis periculo subjaceret.

ANS de J.C. 1437.

Ac cupientes Abbas & Conventus, nec non miles, prædicti, dissensionibus & discordiis ejusmodi finem quantotiùs imponi; super præmissis omnibus in eumdem Ducem, sub certa forma compromittere curarunt, ei per se vel alium desuper, ubicumque locorum, de alto & basso, nec non in toto & parte stando vel sedendo, etiam juris ordine prætermisso, sententiandi, arbitrandi, & laudandi concedentes potestatem...

Postmodum verò prædictus Dux, ipso compromisso in se sponte susceptò, arbitralem super his, in earumdem tunc præsentia partium, sententiam promulgavit: quam Abbas Conventus & miles, prædicti, suis hinc inde sigillis appensis, efficaciter approbarunt, ut in utilitatem dicti monasterii cedere dignoscitur evidentem.

Quare pro parte Abbatis & Conventus ac militis eorumdem nobis fuit humiliter supplicatum, ut ejusmodi sententiæ, pro illius subsistentia firmiore, robur Apostolicæ confirmationis adjicere, & aliàs super his oportunè providere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur....

Datum Ferrariæ anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo tricesimo septimo, XV. Kalendas Aprilis, pontificatus nostri anno octavo.

Philippi Boni Burg. Ducis sententia.

Philippus Dei gratia Dux Burgundiæ.... notum facimus universis, quòd multis annis discordia & inimicitiæ fuerunt inter R. in Christo Patrem Abbatem, & Conventum Egmondensem ex una parte, & Dominum Egmondensem, & suos vicinos Egmondenses ex altera parte. Tandem ad hoc deductum est, quòd dictæ partes venerunt Hagam Comitis, in Cameram Concilii, in præsentia fidelis nostri Domini de Santes, & aliorum Consiliariorum Hollandiæ, & integraliter submiserunt se nobis & Consiliariis nostris, seu in absentia nostra, fideli nostro Domino de Santes, cum prædictis nostris Consiliariis.....

De qua compromissione confectæ sunt litteræ sigillatæ ex utraque parte: & per dictum Dominum de Santes, & alios nostros Consiliarios, omnes causæ benè fuerunt perspectæ & visitatæ, & partes ad longum auditæ: & eorum arbitratio est talis.

In primis quòd Dominus Egmondensis bona sua & Dominium suum de Egmonda in feudum accipiet à monasterio Egmondensi in omni forma sua, sicut à Comitatu nostro Hollandiensi obtinuit, secundùm tenorem suarum litterarum, cum Advocatia ejusdem monasterii, scilicet quòd ipse defensor & protector erit, secundùm suam possibilitatem, in omnibus, in quibus requisitus fuerit, & non aliter. Et idcirco pro augmentatione sui feudi tenebit & habebit à jam dicto monasterio in feudum ministeria curtuum in *Rynegom*, & omnia alia ministeria, quæ villani de Rynegom monasterio sæpè dicto exhibere consueverunt.... & in recompensam Dominus Egmondensis resignabit monasterio decimas in Hillegom.... In Ecclesia parochiali Abbas & Conventus de nullis rebus habebunt se intromittere, excepta collatione...

Et quia volumus hoc nostrum arbitrium in omnibus articulis observari, ideo in hujus rei testimonium sigillum nostrum appendimus, & nos Wilhelmus de Mathenes Dei gratia Abbas, Prior & omnes Conventuales monasterii Egmondensis ex una parte, & nos Joannes Dominus de Egmonda, pro me & vicinis nostris de Egmonda ex altera parte, volentes illud arbitrium in omnibus suis articulis, pro nobis & nostris successoribus, in perpetuum observari, ideo in hujus rei testimonium, sigilla nostra appendimus, die 24. Septembris, anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo septimo.

ANS de J. C. 1437. Per Dominum & Ducem noſtrum, in præſentia Guidonis Domini de Anthinie, Cancellarii Epiſcopi Ultrajectenſis, Magiſtri Joannis Bont, Cancellarii Brabantiæ, Magiſtri Philippi de Morviller, Domini de Santes, Præſidis Hollandiæ, Domini de Trieuceux, Magiſtri Wilhelmi Bont, Magiſtri Petri de Renes, Doctorum, Magiſtri Henrici Utenhout, Magiſtri Bartholomæi Alatruye, & aliorum plurimorum de Conſilio.

CCCXCIX.

ANS de J. C. 1438. FRANCE ET BOURGOGNE *Contract de Mariage entre* CHARLES *Comte de Charolois, fils de Philippe le Bon, Duc de Bourgogne, avec Madame* CATERINE DE FRANCE, *fille de Charles VII. Roi de France & de Marie d'Anjou, fait à Blois le* 30. *Septembre, & ratifié à Tours le treizieme Octobre* 1438. Freder. Leonard. Tom. I. pag. 31.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France. Savoir faiſons à tous preſens & à venir, nôtre tres-cher & tres-amé frere & Couſin Phelipe Duc de Bourgogne, & nôtre tres-chere & tres-amée ſœur & Couſine la Ducheſſe de Bourgogne, ſa compagne, nous avoir fait remontrer que jaçoit ce que icelui nôtre frere & couſin, ſoit iſſu & deſcendu en droite ligne de nôtre Hôtel & Maiſon Roiale de France, & par ce ſoit tres-grandement conjoint & allié à Nous, & à nôtre Roïaume; neanmoins pour le tres-grand deſir, & affection qu'ils ont de toûjours continuer, entretenir, & accroître les grandes amitiez, & conjonctions deſſuſdites, & de icelles plus affermir & rapprocher par nouvelles affinitez & lien de Mariage, ils nous ont fait requerir par nôtre tres-cher & tres-amé Couſin le Duc de Bourbon, & en ſa compagnie Jâques Seigneur de Crevecœur, Chevalier, Chambellan; Maître Etienne Armenier, Preſident des Parlemens des Païs de Bourgogne; & Maître Phelipe de Nanterre, Maître des Requêtes de l'Hôtel, Conſeillers & Ambaſſadeurs de nôtredit frere & couſin, pour ce expreſſement de par lui envoiez pardevers nous, qu'il nous plût donner & accorder par Mariage nôtre tres-chere & tres-amée fille CATHERINE, à nôtre tres-cher & amé Couſin Charles, Comte de Charolois, ſeul fils & heritier de noſdits frere & ſœur de Bourgogne. Nous, conſiderant la ſinguliere amour, & entiere affection, que noſdits frere & ſœur ont à nous, pour toûjours eſtre & demeurer joints, unis, & alliez avec nous, auſſi les tres-hautes, nobles & puiſſantes Terres, & Seigneuries que nôtredit frere & couſin tient, tant en nôtre Roïaume, que dehors és païs & marches voiſines de nôtredit Roïaume; parquoi peut à nous, & au bien de nôtre Roïaume, faire mains, & pluſieurs grans, hauts, & notables plaiſirs & ſervices, voulant lui complaire de tres-bon cœur en toutes choſes à nôtre pouvoir, avons tres-agreablement voulu, & conſenti ledit Mariage eſtre fait, & pour traiter & appointer les convenances à ce neceſſaires, avons commis & deputé nos tres-chers, & tres-amez frere & Couſin Charles d'Anjou, Comte du Maine & de Mortaing, frere de nôtre tres-chere & tres-amée compagne la Reine; Charles, Comte d'Eu, Loys Comte de Vendoſme, & aucuns Prelats, & autres de nôtre Grand Conſeil, pour eſtre aſſemblez, & beſongner ſur ce avec nôtredit Couſin de Bourbon, & leſdits Ambaſſadeurs de noſdits frere & ſœur; leſquels nous ont exhibé & preſenté le pouvoir à eux ſur ce donné par noſdits frere & ſœur, duquel la teneur s'enſuit.

PHELIPE par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, & de Limbourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, Zelande, & de Namur, Marquis du Saint-Empire, Seigneur de Friſe, de Salins, & de Malines: Et Yſabelle fille du Roi de Portugal, par la meſme grace Ducheſſe, Comteſſe, Marquiſe, & Dame des Païs deſſuſdits. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Savoir faiſons que pour la tres-grande, & ſinguliere affection que toûjours avons euë à la Maiſon de France, de laquelle Nous Duc de Bourgogne ſommes iſſu, & jaçoit ce que y ſoient tant unis & alliez que guere plus ne pouvons: toutes fois pour toûjours de plus en plus entretenir ladite alliance, amour & affection, que avons à Monſeigneur le Roi & à ſa Maiſon, & pour l'augmenter & accroitre, nous faiſans forts en cete partie de nôtre tres-cher & tres-amé fils & ſeul heritier Charles, Comte de Charolois, Seigneur de Châtelbelin, & pour la grande & entiere confiance que avons en nos amez & feaux Conſeillers Meſſire Jâques, Seigneur de Crevecœur, Chevalier, Chambellan de nous Duc & de nôtredit fils; Maître Etienne Armenier, Preſident des Parlemens de nos Païs de Bourgogne; & Maître Phelippe de Nanterre, Maître des Requeſtes de nôtre Hôtel, iceux avons fait & faiſons par ces preſentes & chacun d'eux pour le tout, & meſmement je ladite Ducheſſe de l'autorité de mon tres-redouté Seigneur Monſieur le Duc deſſus nommé à moi donnée & octroiée en cete partie, & laquelle autorité j'ay agreablement reçûë, nos Ambaſſadeurs, Procureurs, & certains Meſſages eſpeciaux, pour de par nous au nom & nous faiſans forts de nôtredit fils le Comte de Charolois, comme dit eſt, demander & requerir à mondit Seigneur le Roi, & à Madame la Reine, Dame Caterine, fille de Monditſeigneur, pour être femme & épouſe d'icelui nôtre fils le Comte de Charolois, auſquels nos Ambaſſadeurs & Procureurs deſſus nommez, & à chacun d'eux, nous meſmement ladite Yſabelle, de l'autorité que deſſus, avons donné & donnons par ceſtes pouvoir, autorité, & mandement eſpecial d'icelle Dame Caterine, demander & requerir à femme & épouſe pour noſtredit fils le Comte de Charolois, d'icelui mariage traiter, pourparler, & conclure, de requerir, & demander le dot & mariage de ladite Dame, & icelui accepter tel, & ainſi que bon & expedient leur ſemblera; & auſſi offrir & conſentir de par Nous doüaire, ſoit coûtumier, ou convenance tel & ainſi qu'il leur ſemblera bon, avec toutes autres promeſſes, & convenances pertinentes au fait dudit mariage, & ſur ce paſſer, bailler, & accorder devant Notaires, Auditeurs roïaux, ou autres perſonnes publiques, pour & au nom de nous, les Lettres des Traité, promeſſes & convenances, ainſi que au cas appartiendra, & que bon & expedient leur ſemblera; & ſi métier eſt d'icelle Dame Caterine fiancer pour & au nom de noſtredit fils, par paroles de preſent, ou de futur, ſelon les eſtabliſſemens & Ordonnances de Sainte Egliſe: & generalement de faire par nos Ambaſſadeurs & Procureurs devant nommez, chacun d'eux tout ce que en fait de Traité & convenance de mariage entre Princes, compéte & appartient, & que en ce cas leur ſemblera eſtre neceſſaire, & expedient de faire. Promettant mêmement nous ladite Yſabelle, de l'autorité de Monditſeigneur, & chacun de nous, & nous faiſans fors de nôtredit fils le Comte de Charolois, comme dit eſt, loiaument, en bonne foi, en parole de Prince & Princeſſe, & ſur l'obligation de tous nos biens, avoir & tenir ferme, eſtable, & agreable à toûjours, tout ce que par noſdits Ambaſſadeurs ſera fait, beſogné, traité, accordé, & conclu touchant le mariage deſſuſdit, & le faire agréer, conſentir, & accorder par noſtredit fils, ſans jamais aller, faire, ne ſouffrir aller au contraire ores ne au temps à venir en aucune maniere. En témoin de ce nous avons fait mettre nos ſceaux à ces preſentes. Donné en nôtre Ville de Bruxelles le 8. jour de Septembre l'an de grace 1438.

ANS de J. C. 1438.

Tous

NS C. 38. Tous lesquels dessus nommez, commis & deputez de par nous, & nosdits frere & sœur, se sont depuis par plusieurs fois assemblez, & ont sur le fait dudit mariage traité & pourparlé certains points & articles, lesquels ont esté rapportez pardevers nous en nôtre Grand Conseil, & iceux veûs & visitez à grande & meure deliberation, avons accordé, voulons & accordons, & consentons par ces presentes ledit mariage estre fait & accompli par la forme & maniere, & selon les articles qui s'ensuivent.

Premierement, que tant pour nous, que Nous faisans fort de nôtredite compagne la Reine, avons promis, juré, & enconvenancé, promettons, jurons, & enconvenançons par ces presentes, de bonne foi & en parole de Roi, faire & procurer avec tout effet, que ladite Caterine nôtre fille venuë en âge de puberté, prendra à mari & époux nôtredit Cousin de Charolois, lui semblablement estre venu en âge de puberté. Et pareillement les Ambassadeurs dessusdits, tant pour nôtredit frere & Cousin le Duc de Bourgongne, que pour nôtredite sœur & Cousine la Ducheſſe sa compagne, & eux faisans forts pour nôtredit Cousin de Charolois, l'ont juré & promis par vertu du pouvoir à eux donné: Pour lequel mariage faire & accomplir, & avant la solemnisation d'icelui seront obtenuës les dispensations à ce necessaires.

Item, pour le bon œuvre, & accroissement dudit mariage, avons promis, & promettons comme dessus, bailler, payer, & délivrer à nosdits frere & Cousin de Bourgogne ou de Charolois, realement & de fait, la somme de six-vint mille écus d'or, de la taille, poids, & aloy, que presentement faisons forger en nos Monnoyes, & ce pour le dot & mariage de ladite Caterine nôtre fille; & avec ce vestirons & enjoyallerons, & serons tenus de vestir & enjoyaller ladite Caterine nôtre fille, deuement & convenablement, de robes, joyaux, & estoremens, tels que à fille de Roi appartient, & comme accoûtumé est de faire en tel cas.

Item serons tenus, avons promis, & promettons de paier, faire, & enteriner les payemens de ladite somme de six-vint mille écus d'or; c'est à savoir, la moitié de ladite somme, qui est de soixante mille, au temps de la solemnisation dudit mariage; & l'autre moitié se payera dedans un an aprés la solemnisation dudit mariage, ou plûtost, si c'est nôtre plaisance.

Item, pour seureté d'avoir les paiemens de ladite somme de six-vint mille écus, tels & en la maniere que dit est: & en défaut d'iceux paiemens, dés maintenant pour lors, & en faveur dudit mariage, avons traité, voulu, consenti, & accordé, voulons, consentons, & accordons par ces presentes, que les Comtez Terres, & Seigneuries de Ponthieu, Montreüil, Crevecœur, Arlieux, & Mortagne, & leurs appartenances & dépendances, lesquelles nôtredit frere & Cousin de Bourgogne tient de present, avec plusieurs autres Terres, par le Traité de la Paix faite dernierement à Arras, au rachapt de certaine somme d'or declarée és articles de ladite Paix, soient derechef pardessus, & d'abondant baillées, affectées, & chargées de & pour ladite somme de six-vint mille écus d'or, lesdits premiers transports & obligations dudit Traité d'Arras demeurant sauf & entiers, & sans y rien innover ou prejudicier: pour laquelle somme de six-vint mille écus d'or deûs pour ledit dot de ladite Caterine nôtre fille, en outre & pardessus ladite charge du Traité d'Arras, voulons, consentons, octroyons, & accordons par ces presentes, que nosdits frere & Cousin de Bourgogne & de Charolois, ladite Caterine nôtre fille, & les hoirs qui yſtront dudit mariage, jouïssent desdites Terres & Seigneuries, appartenances & dépendances, & icelles tiennent & doivent tenir, posseder & exploiter en tous droits, & appartenances de Domaine, de Justice, & en Pairie, jusques au plein & entier paiement de ladite somme de six-vint mille écus, & tout sans prejudice des droits & obligations, pour lesquels nôtredit frere & cousin de Bourgogne, tient de present icelles Terres, appartenances & dépendances, & sans pour les fruits & jouïssance dessusdits, rabatre ou deduire aucune chose de ladite somme de six-vint mille écus par nous deûs, promis, & accordez pour ledit dot de ladite Caterine nôtre fille. ANS de J. C. 1438.

Item, seront tenus nosdits Frere & Cousin de Bourgogne, & de Charolois son fils, & chacun d'eux, de convertir & emploier la moitié de ladite somme de six-vint mille écus, c'est à savoir soixante-mille quand receuë l'auront, en achat de Seigneuries, Terres, & revenus, qui seront le propre heritage de ladite Caterine nôtre fille, & de ses hoirs, par l'avis & conseil de nous, ou de nos commis, & de ceux desdits beaufrere & cousin de Bourgogne, & de Charolois. Et au regard des autres soixante-mille écus, nosdits frere & Cousin de Bourgogne, & de Charolois son fils, en pouront faire leur bon plaisir & volonté.

Item, serons tenus, & avons promis & accordé, promettons & accordons par ces presentes, de faire conduire & mener ladite Caterine nostre fille honorablement, & comme à nôtre estat & au sien appartient, & icelle rendre à nos frais & dépens en l'un des Pais & marches de Bourgogne, ou de Picardie; c'est à savoir en la Ville de Dijon, pour les marches de Bourgogne; & en la Ville d'Arras, pour les marches de Picardie, lequel d'iceux lieux plaira choisir de élire à nosdits Frere & Cousin de Bourgogne, & de Charolois son fils, & ce quatre mois aprés que l'élection & choix de l'un desdits lieux nous sera signifiée, & que sur ce en aurons esté requis.

Item, est expressement traité & convenancé, & par lesdits Ambassadeurs desdits beaufrere & cousin de Bourgogne, & de ladite Ducheſſe sa compagne, & par vertu du pouvoir à eux donné, promis & accordé que nosdits frere & cousin de Bourgogne, & nôtredite sœur & cousine sa compagne, & ledit nôtre cousin de Charolois leur fils, si cas de doüaire advient qu'il ait lieu, doüairont, & feront tenus de doüer, & faire doüaire à ladite Caterine nôtre fille de six mille francs ou livres tournois de rente, à compter vint sous tournois pour franc ou livre tournois, durant la vie de nôtredit frere & cousin de Bourgogne, & douze-mille francs ou livres tournois, telles que dit est aprés son trépas, ou de tel & semblable doüaire, dont par nôtredit frere & cousin fut doüée feuë nôtre très chere & tres-amée sœur Michelle de France, premiere femme & épouse de nôtredit frere & cousin; & aurons nous & ladite Caterine nôtre fille, le choix quel doüaire voudrons élire; c'est à savoir où lesdits six-mille ou douze-mille és cas dessusdits, ou tel doüaire qui fut constitué à ladite feuë Michelle de France nôtre sœur, & sera ledit doüaire assis en nôtredit Roiaume; c'est à savoir és Païs de Bourgogne, & de Picardie, bien & convenablement selon la coûtume des Païs, en parties & Terres notables & paochaines l'une de l'autre, & avec forteresses & places honorables, tant pour la demeure de ladite Caterine nôtre fille, que pour la garde & seureté d'elle, de ses biens, & dudit doüaire, lesquelles places, forteresses, & autres choses à elle baillées pour ledit doüaire, ladite Caterine nôtre fille sera tenuë de maintenir en bon & convenable estat, comme doüairiere doit & est tenuë de faire.

Item, s'il avenoit, que Dieu ne veüille, que nôtredit cousin de Charolois alât de vie à trépassement avant la solemnisation dudit mariage, nosdits frere & cousin de Bourgogne, & nôtre sœur & cousine la Ducheſſe sa compagne, seront tenus de nous restituer la personne de ladite Caterine nôtre fille, franche, & sans aucun lien de mariage, avec tous ses meubles,

ANS de J. C.

ournemens, & eſtoremens de ſa perſonne, toutefois que par nous requis en ſeront.

1438. Item, pour pourvoir aux promeſſes, pourparlez, & requiſes de nôtre part ſur la reſtitution de la perſonne de nôtredite fille, ſi nôtredit couſin de Charolois trépaſſoit aprés ledit mariage ſolemniſé, & auſſi que les enfans mâles qui viendront dudit mariage de nôtredite fille, & de nôtredit couſin de Charolois, & leur poſterité, viennent par repreſentation & autrement, aux ſucceſſions de noſdits frere & ſœur de Bourgogne, & de nôtredit couſin de Charolois, nonobſtant toutes Coûtumes au contraire. Sera par nous ou nos commis d'une part, & noſdits frere & couſin de Bourgogne & ſa compagne, ou leurs commis d'autre, aviſé de pourvoir ſur les ſucceſſions & cas avant dits, & d'y mettre & donner telle & ſi convenable proviſion qu'il appartiendra, & que l'on verra eſtre à faire au profit de nôtredit couſin de Charolois, & des hoirs mâles, qui yſtront dudit mariage de lui & de ladite Caterine nôtre fille, & ſur le tout y conclure & appointer ainſi que raiſonnnablement faire ſe devra.

Toutes & ſingulieres leſquelles choſes deſſuſdites & écrites, & chacune d'icelles, nous, tant en nôtre nom que nous faiſant fort de nôtredite compagne la Reine, avons promis, accordé, & juré, promettons, accordons, & jurons en bonne foi & en parole de Roi, d'icelles faire procurer, enteriner, & accomplir entierement, & par effet garder, tenir, & obſerver à toûjours, ſans les corrompre ou enfreindre par nous ou par autre en maniere quelconque, en tout, ne en partie, pour quelconque couleur, cauſe, ou occaſion que ce ſoit. Et pour les choſes deſſuſdites, & chacune d'icelles garder, enteriner, & accomplir fermement & perpetuellement, comme dit eſt, avons obligé & obligeons par ces preſente s nous, nos ſucceſſeurs, & biens quelconques, & voulons y eſtre contraints par toutes voyes raiſonnables: & avec ce avons donné, & par ces mêmes preſentes donnons à nôtredite compagne la Reine, autorité, pouvoir, & commandement eſpecial, de paſſer & accorder, promettre, & convenancer toutes & ſingulieres les choſes avant dites, & en faire & bailler de tres bonnes & valables à ſeûreté perpetuelle, avec toutes clauſes à ce appartenans & neceſſaires. Et pareillement noſdits frere & ſœur de Bourgogne pour leur part, en tant que les peut & poura toucher, conſentiront, approuveront, & ratifieront les choſes deſſuſdites, & les jureront, promettront & accorderont, & en donneront leurs letres patentes, ſcellées de leurs ſceaux en forme deuë, leſquelles ils nous feront avoir dedans Pâques prochainement venant. Et afin que ce ſoit choſe ferme & eſtable à toûjours, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné à Blois le dernier jour du mois de Septembre l'an de grace 1438. & de nôtre Regne le ſeiziéme. Sur le repli, par le Roi en ſon Grand Conſeil, Malliere.

En 1454. le même Prince Charles épouſa en ſecondes nopces, Iſabelle de Bourbon, on n'a point trouvé le Contrat, mais ſeulement la Diſpenſe du Pape qu'on trouvera ci-aprés.

ANS de I. C.

C D.

1438. *Traité de Harcourt fait entre les* FRANCOIS *&* ANGLOIS *par les Députez de Charles d'Anjou, Comte du Maine, pour le Duc Jean d'Alençon, & pour lui, d'une part; & les Députez du Comte de Dorſet, Gouverneur pour le Roi d'Angleterre és Pais d'Anjou & du Maine, de l'autre. Conclu le 20. de Decembre 1438. & ratifié le deuxieme de Janvier enſuivant.* Frederic Leonard. Tom. II. pag. 457.

FRANCE ET ANGLETERRE.

EMond, Comte de Dorſet, de Mortaing, & de Harcourt, Capitaine General, & Gouverneur pour Monſeigneur le Roi des Pais d'Anjou & du Maine, à vous hauts & puiſſans Seigneurs, Jean, vous diſant Duc d'Alençon; & Charles d'Anjou, vous diſant Comte du Maine; nos amez & feaux Conſeillers, Meſſire Richard Guethin, Chevalier; Thomas Gower, Ecuier, Commiſſaires de par nous en cette partie, nous ont raporté, que entre iceux Commiſſaires, & autres nos Commis en nôtre nom, d'une part; & Etienne du Pleſſis, dit Courcol, & Guiot du Coing, Ecuiers, & autres à ce Commis, pour vous, & autres Seigneurs de vôtre parti, d'autre part; a été fait & accordé certaines ordonnances & apointemens touchant le bien deſdits Pais d'Anjou & du Maine; & que pour icelles tenir & garder, ils ont accordé vous bailler, & envoier nos ſcellez & promeſſes, moiennant quoi vous devez bailler pareillement vos ſcellez & promeſſes à nous adreſſans. Pourquoi nous vous envoions ces preſentes de nôtre part, contenant leſdits apointemens & ordonnances, deſquelles la teneur s'enſuit.

Ordonnances & Apointemens faits & conclus pour le bien, utilité, & repopulement & entretenement du pauvre peuple des Pais d'Anjou & du Maine, entre Meſſire Richard Guethin, Chevalier, & Thomas Gower, Ecuier, Commiſſaires, & aians le pouvoir en cette partie de par haut & puiſſant Prince Monſieur le Comte de Dorſet, Gouverneur deſdits Pais, d'une part; & Etienne du Pleſſis, dit Courcol, & Guiot du Coing, Ecuiers, Commiſſaires & aians pouvoir en icelle partie, de par tres-haut & puiſſant Prince, Monſieur Charles d'Anjou, d'autre part; en la forme & maniere qui s'enſuit.

PRemierement, afin de repeupler & remparer pluſieurs paroiſſes deſdits pais à preſent inhabitées, & dont les habitans d'icelles par l'hoſtilité de la guerre, par famine, & autres neceſſitez, ſe ſont departis & allez, tant en un parti, qu'en l'autre; a été ordonné, conclu, & apointé, que tous ceux qui ainſi ſe ſeroient departis & retirez deſdites paroiſſes, en quelque lieu qu'ils ſoient allez, pouront retourner & revenir, ſeurement demeurer és paroiſſes dont ils ſont natifs, ou dont ils ſeroient departis depuis trois ou quatre ans en çà, ſoit en un parti, ou en l'autre, où ils ſeront reçûs ſans aprehenſion, & ſans qu'il leur ſoit beſoin d'avoir autre ſeureté; par ainſi, que dedans trois jours aprés leur retour ainſi fait, ils ſeront tenus venir devers les Officiers du parti, où ils ſeront retournez, c'eſt à ſavoir au Mans, & à Sablé, renouveller leur ſerment; & en auront lettres, dont ils ne paieront ſinon deux ſols ſix deniers pour la peine & ſalaire

NS J. C. 38. laire du Clerc & Greffier seulement. Et est ce entendu au regard des gens du pais, qui ne se feront entremis de fait de guerre, ni de trahison contre ceux du parti, dont ils seront defuis: & si à cause dudit departement aucun debat mouvoit, deux des plus prochains voisins dignes de foi en seront crûs par serment.

Lesquels ainsi retournez seront quittes, francs, & exemts de paier aucuns apatis, tailles, & autres subsides quelconques à l'un parti, ni à l'autre, jusqu'au premier jour de Juillet prochain venant seulement. Toutefois, si aucuns demeurans de present en paroisses habitées, retournoient, ou alloient demeurer esdites paroisses non habitées, ils, ou les Collecteurs pour eux, seront tenus porter leur taux pareil, comme ils faisoient au quartier precedent en la paroisse, dont ils seront partis, & à iceux paier pouront lesdits habitans ainsi departis être contraints par les dessusdits Collecteurs à l'ordonnance de justice. Et si aucuns desdits defuis étoient & sont tenus en aucuns restes du tems passé de tailles ou apatis, ils en seront francs & quittes à toûjours.

Item. Que tous & chacuns les Châteaux, quels qu'ils soient, qui seront en un parti & en l'autre; & pareillement les fruits & heritages de ceux, qui droitement en sont heritiers de ligne, ou qui les ont aquis d'iceux heritiers, chacun en son parti, c'est à savoir és paroisses apatissées, ne seront plus au tems à venir de nulle prise, ou proie, mais seront en seureté esdites paroisses, posé ores qu'ils soient ou apartiennent à gens de guerre, Officiers, gens d'Eglise, ou autres demeurans en Ville, ou Forteresse, d'un parti ou d'autre. Et si autrement est fait ou attenté au contraire, les Sieurs du parti delinquant en seront tenus faire, ou faire faire promte & dûë reparation & restitution, eux, ou leurs Commis sur ce requis & avertis.

Item. A été pareillement ordonné, conclu, & apointé, qu'une paroisse, tant de l'un parti, que de l'autre desdits pais, ne sera apatissée, ni contrainte à paier aucun apatis, sinon à une seule Ville ou Forteresse, à laquelle elle devra être par ordonnance; & si autrement est fait, sera reparé promtement, ainsi qu'il est dit en l'article precedent.

Item. Et au regard des sergens des petites Seigneuries, & autres gens du pais entremeteurs de petites recettes, a été ordonné & apointé, que tous tels sergens, & autres tels Officiers, dont leurs recettes n'excederont soixante livres tournois, auront lettres & pouvoir par quartier, de ce faire pour un angelot d'or, & pour cinq sols tournois pour le greffe. Et ceux, dont la recette n'excedera trente livres tournois, pour dix sols tournois, & ledit greffe. Et n'est point ce entendu pour les Officiers, ni au regard des Seigneuries, dont paravant le jourdui l'on a accoûtumé à lever lettres, lesquelles paieront ainsi qu'ils ont accoûtumé au tems passé.

Item. Et au regard du rabaissement des apatis, a été ordonné & apointé, que les paroisses, tant d'un parti, que d'autre, demeureront au taux, en la maniere que par lesdits Commissaires d'apresent à été ordonné, sans être cruës ni haussées, jusqu'audit premier jour de Juillet prochain venant; & si aprés ledit jour passé, aucun haussement, ou rabaissement, est fait de la partie de mondit Sieur de Dorset sur les paroisses apatissées, & Villes de sa charge; ceux de la part de mondit Sieur Charles, & autres de son parti, ne pouront exceder, ni lever plus grand haussement d'apatis sur les autres paroisses dudit Comté, sinon à Pâques pareille somme, que mondit Sieur de Dorset levera sur sondit apatis, & aussi faire pareil rabaissement qu'il feroit.

Item. A été ordonné & apointé, que chacun Collecteur de paroisse ne poura soi entremettre de fait de prisonniers de guerre, ni de fait d'autre paroisse, que de la sienne, ni aussi d'autre chose, ni être reçû à soi obliger pour autre cause que pour sadite paroisse, si non qu'il ait prealablement expresse commission ou procuration speciale de sa paroisse, pour ce faire: & si aucun prend autrement seureté, obligation, ou promesse de lui, elle sera nulle, & de nulle valeur. ANS de J. C. 1438.

Item. A été semblablement ordonné & apointé, que si aucune paroisse apatissée defaut de faire son paiement dedans le tems à lui prefix & ordonné, elle ne poura être couruë que une fois seulement par chacun quartier; & si plus en est fait, il n'en sera paié qu'une course, pour laquelle, si elle est faite par gens de guerre non aians saufconduit, sera payé demi salut pour chacune lieuë; & si icelle course est faite par pages, il n'en sera paié pour chacune paroisse pour toute course, que vint sols tournois.

Item. A été ordonné, conclu, & apointé, que toutes gens d'Eglise demeurans sur leurs benefices, & leurs chapelains servans lesdits benefices, qui sont entremetteurs de Conseil de Sieurie, ni de fait de la guerre, non entrans en autre parti qu'au leur, sinon sous congé ou seureté; & aussi femmes, de quelque état qu'elles soient, tant de Villes fortes, que dehors, sinon celles qui ont été & sont mariées à Sieurs portans bannieres; & semblablement leurs enfans mâles, nobles ou non nobles, de l'âge de deux ans, ou au dessous, ne seront de nulle quelconque prise; mais pouront aller & venir sans aucune autre seureté, seurement & sauvement, chacun en son parti: & si aucunement étoit attenté au contraire, il sera reparé comme dessus.

Item. Et aussi a été ordonné & apointé, que s'il y a aucuns trangresseurs ou infracteurs desdites ordonnances & apointemens; & afin d'iceux prendre & aprehender, & en faire punition selon l'exigence du cas, seront faits & donnez saufconduits d'un parti & d'autre, pour tel nombre de gens qui sera avisé, & que besoin sera, sans rien paier. Et mêmement, pour mettre sieges devant lesdits transgresseurs, qui ne voudront obeïr ausdites ordonnances, & aux frais & mises qu'il conviendra, pour ce faire sera contribué par l'un parti & par l'autre par moitié, si le cas y échet: & si sur lesdits transgresseurs est fait ou trouvé aucune forfaiture & amende, ce qui sera ainsi pris sera premierement emploié esdits frais, de quelque part que ce soit.

Item. A été ordonné & apointé, qu'icelles ordonnances & apointemens afin qu'elles soient notoirement tenuës & gardées, seront criées & publiées solennellement és Villes & Forteresses prochaines des Frontieres. Et pour icelles garder & conserver, ont été & sont Commis de la partie de mondit Sieur le Comte de Dorset, lesdits Messire Richard Guethin, Thomas Gower, & Thomas le Clerc, Ecuiers: & de la partie de mondit Sieur Charles, Messire Olivier de Sechat, Chevalier; ledit Etienne du Plessis, dit Courcol; & Jean Beauvoisin, Ecuiers; lesquels & chacun d'eux de sa part auront autorité & puissance de connoître & discuter des debats, qui pouront mouvoir à ladite cause, qui se determineront esdits lieux du Mans & Sablé, par l'avis & deliberation des gens de conseil étans illec pour chacune partie: Et pour ce faire & conduire, lesdits sieurs d'un parti & d'autre seront tenus bailler & delivrer saufconduit en forme valable ausdits Commissaires de tems, sans dificulté, ni rien paier.

Et pour ce que dit est, tenir, entretenir, & fermement accomplir, seront baillez de la partie de mondit Sieur le Comte de Dorset son scellé & promesse pour tous ceux tenans son parti; & de la part de mondit Sieur Charles, les scellez de lui, & de Monsieur d'Alençon, eux faisans forts pour tous ceux tenans leur parti; lesquels scellez seront baillez dedans le huitieme jour de Janvier prochain venant, & s'adresse-

ANS de J. C. 1438. ront, c'eſt à ſavoir, ceux de mondit Sieur de Dorſet à mondit Sieur d'Alençon, & Charles d'Anjou; & ceux deſdits Sieurs d'Alençon & Charles d'Anjou, à mondit Sieur de Dorſet: & ſeront icelles ordonnances & apointemens en force & vertu juſqu'à deux ans prochains venans enſuivans le jourdui.

Et nous Richard Guethin, Chevalier; & Thomes Gower, Ecuier, deſſus nommez de nôtre part; & nous Etienne du Pleſſis, & Guion du Coing, Ecuiers, auſſi deſſus nommez de nôtre part; par vertu du pouvoir à nous commis & donné en icelle partie, ainſi que deſſus eſt dit, promettons chacun endroit ſoi, faire bailler & delivrer leſdits ſcellez en forme dûë & valable, pour entretenir les choſes deſſuſdites de point en point, ſelon leur forme & teneur. En têmoin de ce, nous avons ſigné ces preſentes de nos ſeings manuels, le vintieme jour de Decembre, l'an 1438.

Leſquelles ordónnances & apointemens deſſuſdits nous avons pour agreables, promettant par nous ſur nôtre foi & honneur le contenu en iceux articles, & chacun d'iceux avoir ferme & ſtable, & iceux tenir, & faire tenir & entrenir pour la partie de mondit Seigneur le Roi de point en point ſans enfreindre, ſelon leur forme & teneur: & ſi aucune choſe eſt faite ou atentée au contraire, par ceux tenans, ou eux diſans tenir le parti de mondit Seigneur le Roi, nous promettons à vous, ou au porteur de cettes, & nous obligeons ſur nôtre honneur, rétablir & reparer dûëment le tort fait, dedans un mois aprés qu'il aura été fait, ſavoir à nous, ou à nos commis; & le faire remettre au premier état & dû. Donné au lieu de Harcourt, ſous nôtre ſcel, le ſecond jour de Janvier, l'an deſſuſdit 1438.

Donné ce preſent tranſcrit au Mans ſous le ſcel de nous Emond, Comte de Dorſet deſſus nommé, le dix-huitieme jour de Fevrier, l'an mille quatre-cens-trente-huit.

CDI.

ANS de J. C. 1439. SAVOYE.

Teſtament (a) *d'*AME' VIII. *du nom, premier Duc de Savoye, fait au Monaſtére de Ripaille, le 6. de Décembre* 1439. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 353.

(a) Il mourut à Genéve le 7. Janvier 1451. âgé de 69. ans.

IN nomine Beatiſſimæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Per hoc publicum inſtrumentum univerſis & ſingulis, præſentibus & futuris fiat notum atque manifeſtum. Quòd ſumpto à præclariſſima Domini noſtri Jeſu Chriſti humana nativitate milleſimo quadringenteſimo trigeſimo nono, Indictione tertia cum eodem anno ſumpta, & die ſexta menſis Decembris, in præſentia Reverendorum Patrum ac Venerabilium Virorum teſtium, & noſtrorum Notariorum publicorum, Secretariorumque ſubſcriptorum; perſonaliter conſtitutus Illuſtriſſimus Princeps & Dominus noſter Excelſus Dominus AMEDEUS Dux Sabaudiæ, Chablayſii, & Auguſtæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium & Gebennenſium Valentinenſiſque & Dyenſis, ac Dominus Civitatum Niciæ, & Vercellarum, circunſpectiſſimè conſiderans ut dicebat, quàm ſit honeſtum, utile pariter & ſalutare, perſonis legitimis condere Teſtamentum, quo ſalus animabus, concordia hæredibus, mercenariis retributio, creditoribus & gravatis ſatisfactio, ac dilectis munificentia propinantur, quòd quàm ipſi teſtamentariæ conditioni conſultiùs indulgetur, dum uſu rationis, & corpore ac ſanitate vigentibus, utriuſque hominis ſubſtantia congrua temperie ſtabilitur. Volens propterea caſus inopinatos & incertos, quibus interdum teſtandi facultas adimitur, prævenire, mente & corpore per Dei gratiam ſanus, prout ipſius Domini noſtri ſtatus & geſtus inde faciebant & faciunt cunctis cernentibus evidens argumentum; ad laudem & honorem Dei Omnipotentis, Beatiſſimæque Mariæ Virginis, ac omnium Sanctorum, animarumque ſuffragium, hæredum ſuorum pacem & concordiam, ac ſuæ conſtantiæ jucunditatem, & quietem ſuorum Principatuum, & Dominiorum, dignitatum, rerum & bonorum diſpoſitionem per præſens ejus nuncupativum Teſtamentum facit, ſub forma, modo & ordine ſequentibus. ANS de J. C. 1439.

In Primis, prænominatus Dominus noſter Dux Teſtator, animam ſuam nunc & in perpetuum, & præſertim dum Altiſſimo diſponente egredietur à ſuo corpore, humiliter & devotè recommittit Omnipotenti Deo, qui eam creavit & redemit, Beatiſſimæ Mariæ Virgini, Beato Michaeli Archangelo, cæteriſque Spiritibus Angelis, ac omnibus Sanctis; Corpus verò ſuum, excepto corde dumtaxat, vult & jubet ipſe Dominus noſter Dux Teſtator, honorabiliter deferri & conduci ad Monaſterium Altæcombæ Ciſtercienſis Ordinis, & ibidem in Capella infrà Eccleſiam ipſius Monaſterii, per Inclitæ recordationis Dominos Progenitores ejuſdem D. Teſtatoris ab antiquo fundata, videlicet, in ſepulchro prædictorum Progenitorum ſuorum, in quo celebritate, ac cæteris eleemoſynarum & orationum ſuffragiis decenter inhumari eligens idem Dominus noſter Teſtator inibi dicti ſui corporis ſepulturam, ubicumque ipſum Dominum Teſtatorem contingat ab humanis decedere. Cor autem ſuum vult & jubet idem Dominus Teſtator poſt ejus deceſſum de corpore ſuo ſumi, & ſumptum incapſari, & deinde deferri in Eccleſiam Monaſterii Ripalliæ Ordinis Sancti Auguſtini, per eundem Dominum Teſtatorem pridem fundati & dotati, & ibidem ante Magnum Altare Beatæ Mariæ Virginis Eccleſiæ, per ipſum Dominum Deo authore conſtrui & ædificari inchoatæ, tempore obitus ipſius Domini Teſtatoris, ipſa Eccleſia vel ſaltem Chorus ſeu Presbyterium ejuſdem ſint conſtructa; ſin autem, ante magnum Altare Sancti Mauricii Eccleſiæ præſentis prædicti Monaſterii, cum Miſſarum & ſuffragiorum ſolemnitate tradi Eccleſiaſticæ ſepulturæ inibi eligens dictus Dominus Teſtator prædicti ſui cordis ſepulturam.

Item vult & jubet præfatus Dominus Teſtator ſepulturam & exequias ſuas, pes hæredem ſuum univerſalem infrà ſcriptum honorificè celebrari, & fieri in prædicta Eccleſia Monaſterii Altæcombæ, ubi dictum corpus ejus erit ut præmittitur inhumatum, infrà unum annum à die ipſius inhumationis numerandum, omni occaſione ceſſante, per modum infrà ſcriptum.

Cæterùm animadvertens idem Dominus noſter Dux Teſtator, circa laudabilia ſervitia per Magnificum, Strenuumque Militem Dominum Humbertum Baſtardum de Sabaudia, eidem Domino Teſtatori à ſuis puerilibus annis, & conſequenter Illuſtribus ipſius Domini Teſtatoris liberis obſequioſè impenſa, etiam actus ſtrenuos, & notabilia peregrinationis vota, quibus in partibus Turoniæ, aliiſque tranſmarinis & ſemotis mundi regionibus perſonam ſuam exercuit, & vehementibus diſcriminibus exponere non erubuit: volens præterea ipſe Dominus Teſtator eidem Domino Humberto ejus fratri Baſtardo, quantum ſibi præſentialiter adeſt facultas pro meritis reſpondere, & ipſum juxta ſuorum meritorum exigentiam majoribus honoribus & præeminentiis extollere, vult, jubet & in vim legati ordinat, Caſtra, Villam, Caſtellaniam, Mandamentum, & Reſſortum Rotondi Montis in Patria Vaudi ſituata, cum ſuis ſolitis pertinentiis univerſis extolli & erigi in Comitatum dignitatemque Comitalem, & erecta cum ipſorum hominibus, homagiis, feudis, retrofeudis, & ſo-

ANS J. C. 1439. & nobilibus & ignobilibus, mero & mixto Imperio, Jurisdictione omnimoda alta, media & bassa, redditibus, cæterisque pertinenciis & appendenciis universis, in augmentum feudi nobilis & ligii, ad quod ipsi Domino Testatori aliunde est adstrictus, eidem Domino Humberto pro se suisque liberis masculis, naturalibus & legitimis, ex suo proprio corpore & legitimo matrimonio procreatis, & ab eis naturaliter & legitimè per lineam masculinam descendentibus tradi, & expediri per ejus hæredem universalem infrà scriptum, quàm citò ad hæreditatem suam admittetur; nisi tamen ipse Dominus Testator hoc antea fecerit, adimpleverit nihil in illis ulteriùs retinendo præterquam jus feudi, fidelitatis, homagii directi, feudi Dominii, superioritatisque & ressorti, cum illorum præeminenciis, & juribus universis indifferenter, prout idem Dominus Testator illas percipere & exercere consuevit super cæteris Baronibus & Banneretis Baroniæ Vaudi, ac etiam omnibus donis & subsidiis per alias bonas Villas dictæ Baroniæ generaliter imponendis & concedendis, quæ dona & subsidia ipse Dominus noster Dux Testator pro se & suis hæredibus, qui erunt Duces Sabaudiæ, retinet & reservat habenda & percipienda, quandocumque locus evenerit in futurum tam super ipso loco & pertinenciis Rotundi montis, quàm loco, & pertinenciis Stavayaci, sibi etiam per ipsum Dominum Testatorem jam pridem in augmentum concessi, indifferenter prout illa habebat & percipere consueverat, antequam ipsa eidem Domino Humberto, ut præmittitur, tradita legataque fuissent & concessa, nec non juribus Patronatus Ecclesiæ Parrochialis, ac cæterorum beneficiorum Ecclesiasticorum, infrà locum & territorium dicti loci Rotondi montis situatorum, eidem Domino Testatori pertinentibus; ita etiam quòd ipse Dominus Humbertus ratam habeat traditionem factam Domino Francisco de Bussy de certis rebus in dicto mandamento situatis.

Præterea circa nonnullorum antiquorum intimorum Servitorum ipsius Domini Testatoris ut asserit merita animadvertens, signanter spectabilis consanguinei Maresallique sui Sabaudiæ Domini Joannis de Scyssello, Domini Bariatti & Rupetulæ, nec non dilecti fidelis Secretarii Conciliariique ac Prioris Magistri Requestarum Ducalis hospicii, Guillermi Bolomerii, ab ipsorum juventutis primordiis in ipsius Domini Testatoris serviciis & hospitio alitorum, vult, & disponit idem Dominus Testator, quòd licet illos aliorsùm occupare habeat, nihilominus eorum quibuscumque officiis, præeminentiis, prærogativis & commoditatibus, tam in hospitio hæredis universalis ipsius Domini Testatoris, quàm extrà ex nunc in anteà, sine detractione & turbatione quacumque in omnibus continuè præserventur.

Item considerans prædictus Dominus noster Dux Testator gratissima & familiarissima, tam Deo quàm sibi impartita huc usque servitia, per spectabiles & Egregios Commilitones suos Ordinis sui militaris Ripalliæ, Dominos Claudium de Saxo, Lambertum Oddineti Legum Doctorem, qui tam in loginquis Ambassiatis quàm præsidentiarum Concilii, & Cameræ Computorum Chamberiaci Officiis, eidem Domino Testatori decentissimè & fructuosè servierunt, nec non Dominos Francisco de Bussy, Amedeum Championis, & Ludovicum de Chevelluto Milites, Vult, disponit & jubet hæredi suo universali infrà scripto ibidem præsenti, quatenùs ipsos Dominos Commilitones suos, & eorum liberos in suis negociis favorabiliter & specialiter habeat recommissos.

Item quia in quodam priori Testamento ejusdem Domini Testatoris, per me Nicodum Festi Notarium publicum, ac ipsius Domini Testatoris Consiliarium & Secretarium subscriptum, recepto sub anno Domini millesimo quatercentesimo trigesimo secundo, Indictione decima, & die nona mensis Decembris, pluribus suis Servitoribus pro remuneratione suorum servitiorum certa legata fecerat, quæ pro maxima parte realiter solvit, aliis verò nonnullis legatariis, quibus nondum extiterat realis facta solutio, de assignationibus per ipsius Domini nostri Ducis Testatoris patentes litteras fecit, prout ipse asserit pro tutiori eorum satisfactione in ejus vita fienda de eisdem Legatis, & suorum servitorum præteritorum remunerationibus, tunc obmisit facere mentionem. ANS de J. C. 1439.

Item vult & jubet idem Dominus Testator per hæredem suum universalem infrà scriptum dari, & solvi omnibus servitoribus ipsius Domini Testatoris præsentibus & futuris, mercedem condignam secundum gradus & qualitates personarum, & Officiorum, seu serviciorum suorum, ac quantitatem temporis ipsorum serviciorum, arbitrio Exequutorum hujus sui Testamenti.

Postmodum præfatus Dominus Testator ad institutiones hæredum suorum descendens, processit seu procedit hoc ordine.

In Primis, Illustrissimam Dominam Mariam de Sabaudia, ejusdem Domini Testatoris Filiam naturalem & legitimam, charissimam, Duchissam Mediolani, sibi hæredem instituit idem Dominus Testator in centum nullibus Ducatis boni auri & boni ponderis, olim sibi pro ea Illustrissimo Principi Domino Philippo Mariæ Anglo Duci Mediolani conjugi dictæ Dominæ Mariæ, in dotem ipsius Dominæ Mariæ per præfatum Dominum Testatorem constitutis, in contractu matrimonii seu sponsaliorum ipsorum Domini Ducis & Duchissæ Mediolani, & per ipsum Dominum Ducem habere confessatis, ut asserit idem Dominus Testator in publico Instrumento, seu publicis Instrumentis inde confectis contineri; & ultrà dotem prædictam in quinque millibus Ducatis seu florenis Italicis auri & ponderis prædictorum, quós ipse Dominus Testator unà cum dicta dote, & ultrà eam præfatæ Dominæ Mariæ jure institutionis relinquit; volens & jubens ipse Dominus Testator ipsam Dominam Mariam, pro dictis dote & quinque millibus Ducatis seu florenis sibi, ut præfertur, jure hæreditario relictis, esse contentam de omni jure, legitima, & portione sibi competentibus in omnibus & singulis rebus, & bonis Paternis, Maternis, Fraternis, & fororinis ipsius Dominæ Mariæ; & ita quòd nihil aliud præterquam prædicta sibi relicta possit in futurum, vel sui ab hærede universali dicti Domini Testatoris, vel suis, occasione successionum, Paternæ, Maternæ, Fraternæ, & sororinæ, seu legitimæ, aut aliter petere vel exigere; salvis tamen eidem Dominæ Mariæ, & suis, substitutionibus infrà scriptis in suis casibus; quos quidem quinque mille Ducatos vult, jubet & ordinat dictus Dominus Testator solvi realiter, & cum effectu eidem Dominæ Mariæ, vel suis per hæredem universalem ipsius Domini Testatoris, infrà tres annos à die obitus ejusdem Domini Testatoris numerandos, si tamen illos duxerit exigendos. Verùm quia hujusmodi Dos sua centum millium Ducatorum fuit sibi per dictum ejus Virum in territoriis semotis assignata, si fortè contingeret ipsam Dominam Mariam Duchissam dicto ejus Viro supervivere, & dictam ejus dotem, seu assignationem ejusdem dotis effectualiter assequi non posse, si non velit ad secunda vota convolare, vultque hæres suus universalis sibi quòad vixerit statum suum secundum illius decenter ministrare, aut si ipsa maluerit sibi ad hoc assignationem condignam facere; ubi autem convolaverit, teneatur idem hæres universalis ipsam Dominam Mariam iterùm dotare usque ad summam centum millium ducatorum; hoc tamen mediante, quòd ipsa Domina Maria Duchissa eidem hæredi universali teneatur facere validam cessionem, & remissionem jurium & actionum sibi competentium

ANS de J. C. 1439.

super dicta assignatione, sibi per dictum ejus Virum facta, tam erga successores dicti ejus Viri quàm alios quoscumque.

Item Serenissimam Dominam Margaritam ipsius Domini Testatoris filiam naturalem & legitimam, carissimam, Reginam Siciliæ & Jerusalem, sibi hæredem instituit præfatus Dominus Testator in centum & viginti millibus Ducatis seu florenis Italicis, nuper eidem Dominæ Margaritæ, seu pro ea Serenissimo Principi Domino Ludovico Regi Siciliæ & Jerusalem Conjugi ipsius Dominæ Margaritæ; in contractu sponsaliorum ipsorum Dominorum Regis & Reginæ, per eundem Dominum Testatorem in dotem ejusdem Dominæ Margaritæ constitutis, prout in Instrumentis publicis, seu litteris indè confectis dicitur contineri, unà cum etiam mille Ducatis seu florenis Italicis, quos ultra dictam dotem jure institutionis eidem Dominæ Reginæ relinquit. Pro quibus centum, & viginti millibus Ducatis dotalibus, & mille Ducatis, per dictum Dominum Testatorem eidem Dominæ Margaritæ Reginæ constitutis, jureque institutionis relictis, Vult & jubet idem Dominus Testator ipsam Dominam Margaritam Reginam esse contentam de omni jure, legitima & portione sibi competentibus, & competituris in omnibus & singulis bonis, rebus Paternis, Maternis, Fraternis & sororinis ipsius Dominæ Margaritæ Reginæ; ita quòd nihil aliud præterquam & ultrà prædictos centum & viginti mille Ducatos seu florenos Italicos dotales, & mille Ducatos jure institutionis sibi relictos, possit ipsa Domina Margarita Regina vel sui in futurum ab hærede universali ipsius Domini Testatoris, vel suis, occasione successionis Paternæ, Maternæ, Fraternæ, & Sororinæ seu legitimæ, aliud petere vel exigere; salvis tamen eidem Dominæ Reginæ Margaritæ & suis, substitutionibus infrà scriptis in casibus suis.

Et si forsan præfatas Dominas Mariam Duchissam Mediolani, & Margaritam Reginam Siciliæ & Jerusalem, vel earum alteram ab humanis decedere contigerit sinè liberis naturalibus & legitimis, ex suis propriis corporibus procreatis, quandocumque eisdem, & earum cuilibet sic decedentibus seu decedendis, substituit idem Dominus Testator pleno jure hæredem suum universalem infrà scriptum, & ejus liberos naturales & legitimos masculos, primogenitos, gradatim & successivè succedentes, in Ducali dignitate Sabaudiæ.

Item Illustrissimum Dominum Philippum de Sabaudia ipsius Domini Testatoris Filium naturalem & legitimum, hæredem sibi instituit idem Dominus Testator, videlicet in dignitate & toto Dominio Comitatus Gebennensis, scilicet in omnibus & singulis juribus ipsius Comitatus eidem Domino Testatori pertinentibus, exceptis, reservatis & omnino retentis per ipsum Dominum Testatorem, ad opus hæredis sui universalis infrà scripti, & suorum successorum in prædicta Ducali dignitate Castris, Villis, Territoriis, & Mandamentis Rumilliaci in Albanesio, Balleysonis, Trochiarum, Gaillardi, & Terniaci, cum Pedagiis Pontis Arvæ, Gebennarum & Variaci, ac aliis prædictorum retentorum pertinentiis universis, nec non homagiis, fidelitatibus, feudis, mero & mixto Imperio, omnimoda Jurisdictione, superioritatibus, & ressortis Dominorum & Dominiorum, Castrorum, Locorum, & Mandamentorum Aulænovæ, & Altævillæ.

Item ultra dictum Comitatum Gebennensem, salvis præmissis retentis, præfato Illustri Domino Philippo Filio suo jure institutionis relinquit idem D. Testator totam Baroniam & Terram Foucigniaci, incluso castro, loco, territorio, & mandamento Bellifortis, quæ vult & disponit idem D. Testator esse perpetuò incorporata, & incorporat dictæ Baroniæ Foucigniaci, prout erat antiquitùs; salva tamen semper infeudatione ipsorum castri, & mandamenti Bellifortis Spectabili D. Joanni de Belloforti, Militi, Cancellario Sabaudiæ, per ipsum D. Testatorem pridem facta, cui per hoc in aliquo non intendit derogare, exclusis, retentis & reservatis per præfatum D. Testatorem, ad opus prædicti hæredis sui universalis, & successorum suorum in prædicta Ducali dignitate, castro, villa, territorio, & mandamento Hemenciæ, quæ vult & disponit idem D. Testator esse perpetuò decorporata, & decorporat à dicta Baronia Foucigniaci, & incorporat Dominio Ducali.

ANS de J. C. 1439.

Item ultra præmissa, in recompensationem uberiorem, ut præmittitur, detractorum de prædictis Comitatu Gebennensi, & Baronia Foucigniaci, idem Dominus Testator prædicto jure hæreditariæ institutionis relinquit dicto D. Illustri Philippo filio suo castra, villas, territoria, & mandamenta de Fabricis, Greysiaci in Gebennesio, Sessens, veteris & novi Arlodi, turrisque Comitalis de Chaste, & de Monthous, ac etiam de Ugina; volens, jubens & disponens idem Dominus Testator, quòd in casu quòd ipse D. Testator in vita sua non liberabit & expedierit prædicta castrum, villam & mandamentum de Ugina ab hypotheca cui submissa sunt, & obligantur de præsenti erga Dominum de Chivrone hæres universalis infrà scriptus ipsius Domini Testatoris teneatur, & efficaciter sit adstrictus hujusmodi castrum, villam & mandamentum de Ugina à prædicta hypotheca penitùs liberare, & expedire statim post obitum ipsius D. Testatoris, nisi fortè pactiones cum ipso D. Chivronis per ipsum D Testatorem ultimo initæ consequenter locum habere possint, sic quòd præfatus illustris D. Philippus ipsas castrum, villam & mandamentum de Ugina, tunc vel subsequenter vigore dictarum pactionum liberas, & debrigatas habere valeat & possidere, aut prædicto Illustri Domino Philippo tradere, & assignare convenienti arbitrio exequutorum suorum præsentis Testamenti, & aliorum Conciliariorum dicti Domini Testatoris tunc temporis viventium, tantam quantitatem pecuniæ & victualium redditualem, quantum valent hujusmodi castrum, villa, & mandamentum de Ugina annuatim in revenuta ordinaria tenenda, pacificè possidenda per ipsum Illustrem Dominum Philippum & suos, interim & quousque prædictus hæres universalis dicti Domini Testatoris vel sui, præmissa castrum, villam & mandamentum de Ugina à prædicta hipotheca liberaverint, & expedierint dicto Illustri Domino Philippo vel suis prædictis.

Item ulteriùs in uberiorem præmissorum ut supra detractorum recompensationem, relinquit jure institutionis idem Dominus Testator dicto Domino Philippo castrum, villam & mandamentum de Gordanis in Vallebona situata, ita & taliter quòd præfatus hæres universalis ipsius Domini Testatoris teneatur, & debeat prædicta Castrum Villam, & mandamentum penitus liberare, & debrigare erga Magnificum Dominum Comitem Montisrevelli, & quoscumque alios in eisdem portiones in illis habere prætendentes.

Relinquit autem præfatus Dominus noster Dux Testator prædicto Illustri Domino Philippo filio suo & hæredi particulari, prædictos Comitatum, Baroniam, castra, villas, loca, territoria & mandamenta, nec non omnes & singulas successiones castrorum, dominiorum & aliarum rerum, & bonorum quorumcumque situatorum in prædictis Comitatu Gebennesii, & Baronia Foucigniaci, in casibus suis obventuras, unà cum omnibus & singulis hominibus, homagiis, feudis nobilibus & ignobilibus, mero, mixto Imperio, omnimoda Jurisdictione, superioritatibus, ressortis, directis, & utilibus Dominiis, reachetis, rehabendisque facultatibus, talliis, censibus, servitiis, & tributis personalibus & realibus, Decimis, prædiis, venationibus, piscariis, aquarum decursibus, pedagiis,

NS J. C. 1439. pedagiis, pontangiis, foris, nundinis, leydis, juribus patronatus Ecclesiasticorum Beneficiorum, cæterisque Dominiis, præeminentiis, prærogativis exitibus, emolumentis, juribus, & pertinenciis universis Comitatus, Baroniæ, Castrorum, Villarum, Locorum, & mandamentorum prædicto Illustri Domino Philippo, per ipsum Dominum Testatorem ut præmittitur, jure institutionis relictorum, & ipsis relictis pertinentibus quibus bonæ memoriæ Domini Comites Gebennenses, utebantur & usi sunt; salvis semper Domino Duci Sabaudiæ pro tempore existente, omnibus & singulis super & infrà per dictum Dominum Testatorem reservatis, sub tamen modis, reservationibus, obligationibus & conditionibus infrà scriptis, quos & quas præfatus Dominus Testator disponit, jubet, statuit & ordinat perpetuè & inviolabiliter observandos.

In Primis, vult, jubet, disponit & ordinat idem Dominus Testator, quòd prædictus Illustris Dominus Philippus de Sabaudia Filius & hæres particularis ipsius Domini Testatoris, & ejus liberi & liberorum liberi masculi, naturales & legitimi successores in præmissis eidem illustri Domino Philippo jure institutionis relictis, teneant & possideant, tenereque & possidere debeant prædictos, Comitatum Gebennesii, Baroniam Faucigniaci, cæteraque castra, villas, loca, territoria & mandamenta eidem Illustri Domino Philippo jure institutionis ut præmittitur relictos & relictas, nec non omnes & singulas dignitates, terras, atque Dominia per Illustrem Dominum Philippum & suos prædictos quomodolibet acquirendos & acquirenda, infrà limites seu spatium duodecim leucarum à finibus Patriæ præsentis dicti Domini Testatoris, cum Dominiis, & terris contiguis de puro & francho allodio, non adstricta ad fidelitatem & directum Dominium alteri Dominio quàm Imperio, ab hærede universali dicti Domini Testatoris infra scripto, & suis liberis & successoribus, videlicet, illi qui gradatim succedent & præsidebunt in Ducali dignitate Sabaudiæ, in feudum ligium & nobile, ac de ejus immediato directo Dominio, superioritatè & ressorto, siveque pro eis vassalli perpetui ipsorum hæredis universalis, & prædictorum liberorum, & successorum suorum in prædicta Ducali dignitate, ac eidem hæredi universali, & suis hujusmodi successoribus ad homagium ligium nobile & fidelitatem ligiam præ cunctis Dominis & personis mundi, perpetuè & indissolubiliter maneant, sintque obligati & adstricti; nec non ad petendum & obtinendum ab eodem hærede universali, & successoribus suis prædictis in Ducatu Sabaudiæ, tanquàm a Dominis & superioribus suis immediatis, quoties mutationis Dominii, vel Vassalli casus occurret, investituram legitimam de prædictis Comitatu, Baronia, castris, villis, locis & mandamentis, ac cæteris præfato Illustri Domino Philippo, per dictum Dominum Testatorem jure institutionis ut præmittitur relictis, nec non de aliis ut præfertur franchè ac liberè, alteriúsque Imperii infrà dictos limites acquirendis, faciendumque & præstandum tunc & quotiescumque fuerint requisiti, dictis hæredi universali & suis præmissis successoribus in prædicta Ducali dignitate, homagium, ligium, & fidelitatem ligiam præ cunctis aliis quibuscumque Dominis & personis, cum recognitione & specificatione singularum omnium rerum & feudalium præmissarum, ac aliarum acquirendarum ut dictum est, ac præstatione juramenti fidelitatis secundum Capitula novæ & antiquæ formæ fidelitatis, aliisque servatis solemnitatibus, obedientiis & modis debitis, & in talibus consuetis & oportunis. Et ut imposterum super hujusmodi acquirendis inter præfatos Dominos Ludovicum & Philippum ipsius Domini testatoris liberos, omnis tollatur de medio ambiguitatis subtilitas; voluit & disposuit idem Dominus Testator, quòd quandocumque præfatus Dominus Philippus aliquas terras, villas, Castra, bona, aut Dominia infrà prædictos limites acquisierit de francho allodio, aut aliàs non adstricta ad feudum & directum Dominium alterius quàm Imperii, teneantur & debeant idem Dominus Philippus, & sui prædicti successores, quandocumque fuerint requisiti parte dicti hæredis universalis, & suorum successorum in prædicta Ducali dignitate, titulo donationis conferre eisdem hujusmodi Castra, Villas, Terras, & alia Dominia per eos acquisita, & in possessionem naturalem vel civilem transferre, sic quod efficaciter in eos conferatur Dominium. ANS de J. C. 1439.

Quibus peractis, iidem hæredes universales, ac eorum successores in dicta Ducali dignitate, ante divisionem ad alios actus, teneantur eidem Domino Philippo ac suis quibus supra, eadem bona sic eis ut præmittitur collata in feudum tradere, sub eodem homagio & fidelitate quibus eisdem adstringuntur pro dictis Comitatu, Baronia, & aliis castris, villis & locis eidem Domino Philippo per dictum Dominum Testatorem ut supra relictis; & de illis eos investire, ac illorum possessionem vacuam pacificè tradere & relinquere. Si verò contingat dictum Dominum Philippum Comitem, aut ejus liberos, imposterum acquirere terras, seu Dominia quæcumque ultra limites prædictos duodecim leucarum à finibus præsentis Patriæ præfati Domini Testatoris distantes; illas & illa teneant & possideant perpetuè, cùm libertatibus, præeminentiis & conditionibus earundem, nec pro illis ipse Dominus Comes vel sui ad feudum, vel homagium erga prædictum hæredem universalem, & ejus successores Duces Sabaudiæ quovismodo teneantur, nec sint adstricti.

Item vult, disponit & jubet prædictus Dominus Testator, quod in perpetuum omnes & singuli Barones, Bannereti, Vassalli, homines nobiles, & ignobiles, Communitates, & quicumque subditi prædictorum Comitatus Gebennesii, & Baroniæ Faucigniaci, aliorumque castrorum, villarum, locorum, & mandamentorum, præfato illustri Domino Philippo jure institutionis hæreditariæ, ut præmissum est, relictorum primitùs, & ante ipsum Dominum Philippum, & ejus liberos, ac successores prædictos, nec non quoscumque alios Dominos & personas, sint indissolubiliter, immediatè & perpetuè obligati & adstricti ad fidelitatem ligiam, & universa fidelitatis obsequia prædicto hæredi universali, ac suis prædictis in Ducali dignitate successoribus pro tempore existentibus, ipsam fidelitatem in recognoscendo, & homagiando præfato Illustri Domino Philippo, & suis liberis, hæredibus, & successoribus prædictis in Instrumentis hujusmodi recognitionis, & homagiorum, specialiter & expressè declarare, & sine quacumque exceptione reservare.

Item vult, disponit & jubet præfatus Dominus Testator, quòd dictus Illustris Dominus Philippus, & sui liberi, ac successores prædicti, nec non Barones, Bannereti, Vassalli, & quicumque alii subditi eorundem ad causam dictorum Comitatus, Baroniæ, Castrorum, Villarum, & Mandamentorum prædictorum, nec non & quorumcumque Dominiorum, Villarum, terrarum & bonorum per eundem Dominum Philippum, & suos successores acquirendo infrà dictos limites de francho allodio vel aliàs, non adstrictorum feudo & directo Dominio alterius quàm Imperii, perpetuè reservantur, ressortirique teneantur prædicto hæredi universali, suisque liberis, & successoribus qui pro tempore erunt Duces Sabaudiæ, & ad ipsos Dominos Duces Sabaudiæ pro tempore existentes, per viam recursus, & secundarum appellationum ut infrà declarabitur, in quibuscumque tam civilibus quàm criminalibus, possit & debeat per quoscumque revocari, ac in ipsis recursu, & appellationibus habeant

ANS de J. C. 1439. & teneantur ipsi DD. Comites, Barones, Bannereti, & cæteri Officiarii, ac subditi eisdem parere ac efficaciter obedire, quibus etiam non liceat nec possint hujusmodi recursus & secundarum appellationum medium obtinere, vel ipso tacito aut obmisso, ad alium quemcumque recurrere, provocare, supplicare aut querelare quovis modo. Et ulteriùs voluit & disposuit, ne permixtione Jurisdictionum turbentur Officia Justitiæ, ut tam ipse Dominus Comes quàm Barones & Bannereti ejus subditi, habentes Jurisdictionem & Imperium, suos habeant Judices ordinarios, qui de causis ordinariis tàm civilibus quàm criminalibus, primam habeant cognitionem & decisionem Jurisdictionis immediatè ipsius Domini Philippi; ac etiam cognitionem causarum, appellationum à suis Baronibus & Bannerensis emittendarum; à quibus appelletur & appellari possit quoties occurret gravaminis illatio, ad ipsum Dominum Comitem seu ejusdem Consilium, coram quo cognosci & decidi debeant omnes appellationum & gravaminum causæ. In quo quidem Consilio unà cum cæteris ejusdem Domini Comitis, quos deputare voluerit Consiliariis, sit unus Præsidens, de cujus quidem ordinationibus, sententiis, & gravaminibus appelletur & recurratur, appellarique & recurri possit & debeat ad præfatum hæredem universalem & ejus successores, qui pro tempore præerunt Ducali Sabaudiæ dignitati; coram cujus Consilio cum eodem residente cognoscatur, ventiletur & decidatur talis appellationis recursus, seu gravaminis causa.

Item voluit & disposuit idem Dominus Testator, quòd in prædictis Comitatu Gebennensi, & Baronia Foucigniaci, ac aliis castris, villis, & mandamentis, per ipsum Dominum Testatorem præfato Domino Philippo jure institutionis ut suprà relictis, præfatus hæres universalis, ac ejus successores in Ducali Sabaudiæ dignitate persistentes, habeant & percipiant in perpetuum cavalcatas, & succursus indifferenter, quotiescumque opus fuerit, tam à Nobilibus quàm Popularibus, prout & quemadmodum illa percipient & habebunt à subditis immediatis ejusdem hæredis universalis.

Item quòd in quibuscumque subsidiis tam imponendis, quàm concedendis, & tam ab hominibus & subditis ejusdem Domini Comitis immediatis, quàm ab hominibus & subditis Ecclesiasticorum & Nobilium, eidem Domino Comiti in præmissis sibi jure institutionis relictis subsistentium, servetur forma quæ sequitur; Videlicet, quòd ipse Dominus Comes & supradicti, habeant & percipiant omnia illa subsidia, quæ habent & communiter percipiunt, percipere quoque consueverunt Barones, & Bannereti Patriæ Cismontanæ ditionis ipsius Domini Testatoris; alia verò subsidia quæ eidem Domino Testatori solvuntur, & solvi consueverunt per ipsos Barones & Bannerenos ac eorum subditos, similiter solvant & solvere teneantur prædicto hæredi universali, tam ipse Dominus Comes, ejus subditi immediati, quàm etiam Barones & Bannereti in prædictis jure institutionis relictis subsistentes, & intendentes quòd idem Dominus Testator in concessione hujusmodi subsidiorum per Barones & Bannerenos concedendorum, prædictus Dominus Comes & sui se reddant, erga primogenitos capitales & hæredes principales taliter obsequiosos, quòd ipsi primogeniti erga ipsos Comites tam se exhibeant liberales, quòd meritò ipsi Comites debeant contentari, & quòd successuris temporibus in aliis consimilibus concedendis materiam non habeant resiliendi.

Item vult, disponit & jubet idem Dominus Testator, quòd dictus Dominus Philippus, & sui prædicti successores non possint, nec sibi liceat monetas aliquas cudere seu cudi facere, nec titulum seu jus eas cudendi habere, neque super ipsis monetis quicquam statuere vel ordinare; sed prorsùs monetis prædicti hæredis universalis dicti Domini Testatoris, suorumque successorum prædictorum Ducum Sabaudiæ in præfatis Comitatu Gebennensi, Baronia Faucigniaci, & aliis villis, locis, territoriis & mandamentis, sibi ut præfertur jure institutionis relictis, ac etiam franchè & liberè infrà dictos limites acquirendis, plenè uti, Statutisque & Ordinationibus Ducalibus circa ipsas monetas factis & fiendis omnino parere, obedire, & eas inviolabiliter observare teneatur. Hoc tamen salvo, quòd si imposterùm præfatos Illustrem Dominum Philippum aut ejus successores contingat acquirere aliquas Dignitates seu Dominia extra Patriam dicti Domini Testatoris, videlicet aliàs à sibi relictis, in quibus esset, & competeret titulus & possessio cudendi monetas, tum ibidem monetas consuetas cudere, seu cudi facere, & ipsis uti liberè valeant in ipsis terris & locis acquisitis, jus monetas cudendi habentibus.

ANS de J. C. 1439.

Item dat & legat idem Dominus Testator præfato Illustri Domino Philippo secundo-genito suo & hæredi particulari, ultrà omnia sibi suprà relicta, quartam partem omnium & singulorum bonorum mobilium, videlicet jocalium, ornamentorum, utencilium, veyssellæ, & garnimentorum auri, argenti, gemmarum, & aliorum metallorum, arnesiorum, tapisseriorum, & pannorum laneorum, & lineorum ipsius Domini Testatoris ubicumque existentium; nisi tamen in ejus vita aliter inter eos duxerit distribuendum; exceptis & reservatis in integrum ad opus hæredis sui universalis, & successorum suorum Ducum Sabaudiæ, magna Cruce Capellæ, Corona & Collari cum Fermallio majori, & Annulo sancti Mauritii auro & gemmis fulcito, ejusdem Domini Testatoris; & reservatis etiam ad opus eorumdem Dominorum Ludovici & Philippi, & suorum prædictorum, omnibus & singulis artillieriis, & munitionibus Castrorum, ad custodiam & defensionem earum facientibus, & ibidem existentibus, quas vult, jubet idem Dominus Testator in ipsis Castris dicti Domini Testatoris ubi sunt de præsenti, omnino remanere, & ipsis Castris ac eorum Dominiis pacificè pertinere.

Item vult, disponit & jubet idem Dominus Testator, quòd præfatus Illustris Dominus Philippus filius suus & hæres particularis, & sui liberi hæredes & successores prædicti, pro præmissis eidem Illustri Domino Philippo jure institutionis & legati relictis, debeant & maneant contenti de omni jure, legitima & portione, eidem Illustri Domino Philippo quomodolibet & ex quacumque causa competentibus & competituris, in bonis & rebus paternis, maternis, fraternis & sororinis ipsius Illustris Domini Philippi; & ita quòd occasione seu causa successionis paternæ, fraternæ & sororinæ, legitimæque, idem Illustris Dominus Philippus vel sui, nihil aliud ultrà sibi relicta & legata petere possint vel exigere; salvis tamen eidem Domino Philippo & suis, prædictis substitutionibus infrà scriptis in casibus earumdem, nec non duodecim millibus franchis auri boni ponderis, ad rationem sexaginta quatuor pro marcha, & hoc pro juribus & actionibus eidem Domino Philippo quomodolibet pertinentibus in dote Inclytæ recordiæ Dominæ Mariæ de Burgundia Duchissæ Sabaudiæ, ejus quondam Genitricis; & ita quòd ipse Dominus Philippus ac sui prædicti, pro dictis duodecim millibus franchis, sint & remaneant contenti de omni jure, parte & portione sibi spectante in dicta dote materna; nec ipse Dominus Philippus & sui prædicti, in & de prædicta dote Materna aliud quicquam petere possint, præter prædicta duodecim millia franchorum, ut suprà declarata, semper salvâ sibi & suis prædictis, legali escheutâ in ipsis bonis dotalibus Maternis causâ eveniente.

Item

ANS J. C. 1439.

Item vult & disponit idem Dominus Testator, quòd quandocumque contingeret dictum Dominum Philippum Comitem ab humanis decedere sine liberis suis masculis, naturalibus & legitimis superstitibus, Primogenitum ejusdem, & eo deficiente sine liberis masculis, naturalibus & legitimis, alium primogenitum, & subsequenter de gradu in gradum primogenitum primogeniti in Comitali dignitate substituit; alios verò ejusdem liberorum liberos masculos, naturales & legitimos, eidem Domino Philippo etiam substituit, ita quòd inter eos ordinare possit & disponere de bonis ejusdem ultra dictum Comitatum, proùt eidem videbitur expedire, salvis semper respectu dicti hæredis universalis suprà reservatis.

Item vult & disponit ac ordinat idem Dominus Testator, quòd si forsan, quòd absit, præfatum Illustrem Dominum Philippum filium suum & hæredem particularem sine liberis naturalibus & legitimis masculis, aut postmodum liberos naturales & legitimos masculos ipsius Domini Philippi primi, secundi, vel ulteriorum graduum decedere contigerit ab humanis, quandocumque, & in quacumque ætate, sine liberis naturalibus & legitimis masculis, de suis propriis corporibus procreatis, eidem Illustri Domino Philippo, ejusque liberis prædictis sic decedenti, seu decedentibus ut præfertur, substituit prædictus Dominus Testator in omnibus & singulis bonis & rebus præmissis, hæredem universalem ipsius Domini Testatoris infrà scriptum, & ejus liberos masculos, naturales & legitimos, videlicet illos qui gradatim & successivè erunt Duces Sabaudiæ pleno jure.

Item voluit & disposuit idem Dominus Testator, quòd si contingeret dictum Dominum Philippum Comitem hæredem suum particularem, ejusque liberos masculos, naturales & legitimos, in quos devenissent ipsa Comitalis dignitas, juxtà præmissam dispositionem, decedere sine liberis masculis, naturalibus & legitimis, superstitibus aliquibus filiabus; quòd ille in quem juxta hujusmodi testamentariam Ordinationem esset devoluta prædicta Comitalis dignitas, teneatur & debeat easdem filias debitè juxta earum statum alimentare usque ad nubilem ætatem, ac in ipsa ætate eas maritare, dotesque congruas dare & assignare, cum earum munimentis statui ipsarum congruentibus.

In omnibus autem & singulis aliis dignitatibus Ducalibus, Principatibus, Marchionatibus, Comitatibus, Baroniis, Dominiis, Civitatibus, Villis, Castris, Oppidis, Locis, mandamentis, territoriis, debitorum nominibus & creditis, reachetis successionibusque, juribus, actionibus, rebusque & bonis mobilibus & immobilibus, ac aliis quibuscumque præsentibus & futuris ipsius Domini Testatoris superiùs non legatis, vel aliàs relictis seu dispositis; Idem Dominus Testator hæredem universalem sibi instituit ore proprio nominando; Videlicet, Illustrem Dominum Ludovicum de Sabaudia primogenitum suum naturalem & legitimum carissimum, & ejus liberos naturales & legitimos masculos, post ipsum Illustrem Dominum Ludovicum, etiam hæredes sibi substituit; ita & taliter, quòd primogenitus filius naturalis & legitimus masculus dicti Illustris Domini Ludovici, deindè primogenitus primogeniti, & sic deinceps primogeniti primogenitorum descendentium naturaliter & legitimè in masculino sexu à prædicto Illustri Domino Ludovico gradatim & successivè, sint semper Duces Sabaudiæ Principesque & Domini immediati omnium & singulorum aliorum, à prædicto Illustri Domino Ludovico descendentium: & ipsi omnes & singuli descendentes à præfato Illustri Domino Ludovico, sint perpetuè homines ligii, vassalli & subditi immediati præ cunctis Dominis & personis, illius qui pro tempore erit Dux Sabaudiæ: ita quòd totam terram eorum à Domino & Dominio Ducali Sabaudiæ dependentem, de unà cum omnibus & singulis dominiis, terris & rebus immobilibus, per eos & eorum quemlibet de puro & francho allodio, aut quæ aliàs non moveantur de alterius feudo & directo dominio quàm Imperiali acquirendis, teneant perpetuè, tenereque & recognoscere debeant & teneantur à Domino Duce Sabaudiæ qui fuerit pro tempore, in feudum nobile ac sub fidelitate & homagio ligiis, præ cunctis Dominis & personis, unà cum jure feudi, directi dominii, superioritatisque, & ressorti de subjectionibus, obedientiis, conditionibus, & ordinationibus appellationum, monetarum, & aliis quæ superiùs in Capitulo institutionis hæreditariæ, præfato Illustri Domino Philippo filio & hæredi particulari dicti Domini Testatoris, per eundem Dominum Testatorem vult, disponit atque jubet perpetuis temporibus irrefragabiliter observari per omnes & singulos descendentes à prædicto Illustri Domino Ludovico, qui non erunt Duces Sabaudiæ, erga illos qui ipsi Ducali dignitati præsidebunt.

Per quem quidem hæredem universalem, & suos prædictos successores in prædicta Ducali dignitate, vult, præcipit & ordinat præfatus Dominus Testator, debita & legata sua solvi, clamores seu injustitias damna passis emendari, omnesque & singulas præmissas testamentarias dispositiones prorsus adimpleri, & inviolabiliter observari.

Item vult & disponit præfatus Dominus Testator, casu quo prædictum Illustrem Dominum Ludovicum filium suum, & hæredem universalem decedere contigerit ab humanis, relictis sibi duobus vel pluribus liberis masculis naturalibus & legitimis, primogenitus eorum ut suprà dictum est, & deinde gradatim & successivè de stirpe in stirpem masculinæ genealogiæ primogeniti primogenitorum, à prædicto Illustri Domino Ludovico descendentium, eidem Domino Ludovico hæredi universali pleno jure succedant in prædicta Ducali dignitate. Sed si forsan primogenitus filius masculus naturalis & legitimus dicti Illustris Domini Ludovici decesserit ab humanis, sine liberis masculis, naturalibus & legitimis, seu defecerit tota proles masculina, naturalis & legitima ipsius primogeniti; tunc in eo casu vult & jubet præfatus Dominus Testator admitti, & substituit pleno jure ad prædictam Ducalem dignitatem, filium masculum naturalem & legitimum ipsius Illustris Domini Ludovici, & ipsius secundogeniti filium masculum naturalem & legitimum primogenitum, & deinde ejusdem primogeniti liberos masculos, naturales & legitimos primogenitos gradatim & successivè. Deficiente verò secundogenito sine similibus liberis uno vel pluribus, vult admitti idem Dominus Testator tertiogenitum, & deinceps gradatim alios, ex dicto Illustri Domino Ludovico naturaliter & legitimè descendentes in sexu masculino.

Item vult & disponit idem Dominus Testator, quòd non obstante dicta substitutione simpliciter facta dicto Domino Ludovico ejus hæredi universali, de dictis ejus liberis masculis naturalibus & legitimis, salva semper Ducali dignitate Sabaudiæ primogenito ac primogenitis primogenitorum; ipse Dominus Ludovicus hæres universalis, ejusque successores prædicti in dicta Ducali dignitate, in casu existente plurium liberorum masculorum eorumdem legitimorum & naturalium, possint salva semper ipsa dignitate Ducali, primogenito de cæteris dignitatibus, dominiis & bonis ejusdem Domini Testatoris inter ipsos liberos disponere, quarum dispositioni habeant ipsi liberi stare & parere.

In casu verò quo dictum Illustrem Dominum Ludovicum hæredem universalem ipsius Domini Testatoris decedere (quod absit) contigerit ab humanis sine liberis masculis naturalibus & legitimis, vel liberos

ANS de J. C. 1439.

beros masculos naturales & legitimos ejusdem Illustris Domini Ludovici, seu deficere totam lineam masculinam naturalem & legitimam, ab ipso Illustri Domino Ludovico hærede universali dicti D. Testatoris descendentem ; idem D. Testator in eo casu vult & disponit pleno jure admitti, & substituit ad successionem hæreditariam prædictam universalem, præfatum Illustrem Dominum Philippum de Sabaudia secundogenitum ipsius Domini Testatoris, & ipsius Illustris Domini Philippi liberos, ac liberorum liberos masculos naturales & legitimos, ita quòd semper primogenitus ipsius, & primogeniti primogenitorum gradatim descendentium ab ipso Illustri Domino Philippo, ad prædictam Ducalem dignitatem præferantur gradatim & successivè, juxta modum & ordinem suprà dictos.

Item voluit & disposuit idem Dominus Testator, quòd si contingeret dictum ejus hæredem universalem, ejusque liberos masculos naturales & legitimos in quos devenissent ipsius Ducalis Sabaudiæ dignitas, juxtà præmissam ejus dispositionem, decedere sine liberis masculis naturalibus & legitimis, superstitibus aliquabus filiabus, & ille in quem juxta hujusmodi testamentariam dispositionem esset devoluta prædicta Ducalis dignitas, teneatur & debeat easdem filias debitè & juxtà earum statum alimentare usque ad ætatem nubilem, ac in ea eas maritare, dotesque congruas dare cum earum munimentis statui ipsarum congruentibus.

Et casu quo (quod absit) præfatum Dominum Testatorem, vel dictos Illustres Dominos Ludovicum & Philippum filios ipsius Domini Testatoris, omnes ab humanis decedere contigerit sine liberis naturalibus & legitimis masculis, & liberos masculos liberorum masculorum eorumdem, ac deficere totam liberorum naturalium & legitimorum masculorum ipsorum Dominorum Testatoris Ludovici & Philippi propagationem, in casu hujusmodi prædictus Testator vult admitti, & ultimo ex eis descendenti substituit hæredes pleno jure prænominatam Illustrissimam Dominam Mariam Duchissam Mediolani, primogenitam filiam carissimam ipsius Domini Testatoris, & ejus liberos naturales & legitimos masculos, ita quòd primogenitus ipsorum masculorum filiorum habeat titulum, dignitatem & dominium Ducatus Sabaudiæ, & tam ipse quàm ejus liberi omnes ab eo descendentes naturales & legitimi masculi, teneantur perpetuò assumere, retinere & deferre cognomen, arma & insignia ipsius Domini Testatoris; qui quidem liberi in præmissis rebus & bonis hæreditariis succedere debeant, secundum gradus & ordinem per ipsum Dominum Testatorem inter ejus liberos suprà dictos, superius dispositos & ordinatos. Et si forsan dictus Primogenitus præfatæ Dominæ Mariæ esset tantæ dignitatis, quòd non posset seu vellet arma sua propria relinquere, & cognomen armaque & insignia dicti Domini Testatoris assumere, retinere perpetuò & deferre; in ipso casu vult & jubet idem Dominus Testator admitti, atque substituit sub eisdem modis & conditionibus secundum genitum filium naturalem & legitimum masculum prædictæ Dominæ Mariæ; & illo præmissa adimplere renitente, tertiogenitum, & sic successivè de gradu in gradum juxta ordinem geniturae eorumdem.

Item in casu quo contingeret prædictas Dominam Mariam Duchissam Mediolani, & ejus filios naturales & legitimos masculinos substitutos ut præfertur, ante vel post eventum prædictæ eorum substitutionis non acceptare dictam substitutionem, aut eâ acceptatâ decedere ab humanis, sine liberis naturalibus & legitimis masculis; in ipso casu præfatus Dominus Testator substituit pleno jure, & vult admitti in præmissis Sereniissimam Dominam Margaritam, Siciliæ & Jerusalem Reginam, ipsius Domini Testatoris filiam naturalem & legitimam carissimam, & ejusdem Dominæ Margaritæ Reginæ filios naturales & legitimos masculos, sub eisdem conditionibus, modis, & ordine, quibus suprà substituit præfatam Dominam Mariam Duchissam Mediolani, & ejus liberos suprà dictos. ANS de J. C. 1439.

Item in casu quo prædictas Illustrissimam & Sereniissimam Dominas Mariam Duchissam Mediolani, & Margaritam Reginam Siciliæ & Jerusalem, ipsius Domini Testatoris filias, ac eorum liberos omnes masculos naturales & legitimos substitutos ut præfertur, contigerit defungi ab humanis sine liberis masculis naturalibus & legitimis, quandocùmque & in quacumque ætate; in ipso casu præfatus Dominus Testator vult admitti, & substituit pleno jure in præmissis, filiam primogenitam naturalem & legitimam præfati Illustris Domini Ludovici, filii & hæredis universalis ipsius Domini Testatoris si tunc superfit, & ipsius filiæ filium naturalem & legitimum masculinum primogenitum; & deficiente ipso primogenito sine liberis masculinis naturalibus & legitimis, uno vel pluribus, vult admitti, & substituit pleno jure secundogenitum; & deficiente simili modo secundogenito, tertiumgenitum; & deinceps gradatim alios succedentes: deficientibus autem dictis Primogenito præfati Illustris Domini Ludovici, ac ejus liberis masculis prædictis, sine liberis masculis naturalibus & legitimis uno vel pluribus; vult admitti, & substituit in ipso casu ipse Dominus Testator pleno jure in præmissis secundogenitam filiam naturalem & legitimam ejusdem Illustris Domini Ludovici si tunc superfit; & ipsius secundægenitæ Filium primogenitum naturalem & legitimum masculum; & deficiente primogenito, secundogenitum; & deinde gradatim alios succedentes: deficientibus verò ipsis secundogenita, & liberis suis prædictis sine similibus liberis, vel non extantibus; tunc vult admitti idem Dominus Testator ad præmissa tertiogenitam filiam naturalem & legitimam dicti Illustris Domini Ludovici, ac ejus filium naturalem & legitimum primogenitum, & deficiente ipso primogenito sine liberis similibus, secundogenitum; & post secundogenitum, tertiogenitum; & subsequenter gradatim succedentes, prout suprà: & si forsan primò vel secundò aut tertiò vel ulteriùs genito dicti Illustris Domini Ludovici, aut eorum liberi prædicti omnes & singuli defecerint ab humanis sine liberis masculis prædictis, vel non superfint; tunc in ipso casu vult admitti, & substituit idem Dominus Testator in præmissis pleno jure filiam primogenitam naturalem & legitimam præfati Illustris Domini Philippi, filii & hæredis particularis ipsius Domini Testatoris, & ipsius primogenitæ filium naturalem & legitimum masculum primogenitum; & deficiente primogenito sine similibus liberis uno vel pluribus, secundogenitum, & post secundogenitum tertiogenitum & deinde gradatim ex ipsa primogenita succedentes: & si ipsa primogenita & ejus liberi omnes defecerint sine similibus liberis; vult tunc admitti secundogenitam; & post secundogenitam, tertiogenitam, & alias succedentes ex dicto Domino Philippo, & eorum liberos masculos naturales & legitimos gradatim & successivè, juxta & secundum ordinem ac modum suprà dictos. Volens & jubens idem Dominus Testator, quòd semper primogeniti dictarum filiarum & primogeniti primogenitorum, ad quos successio hæreditaria prædicta deveniret proùt suprà, sint Duces Sabaudiæ, & cognomen armaque & insignia ipsius Domini Testatoris ex hinc assumere, & perpetuè pro se & suis successoribus retinere teneantur, proùt suprà dispositum est de filiis præfatarum Dominarum Duchissæ Mediolani, & Reginæ Siciliæ & Jerusalem.

In casu quo prædictos ipsius Domini nostri Ducis filios & filias, ac eorum & earum liberos institutos & substitutos ut præfertur, decedere contigerit ab humanis

ANS nis ſine liberis naturalibus & legitimis maſculis, & de J. C. deficere totam progeniem maſculinam & femininam 1439. ipſius Domini Teſtatoris (quod Deus avertat) in ipſo caſu vult admitti, & ſubſtituit pleno jure dictus Dominus Teſtator in præmiſſis, Illuſtrem Dominam Janam de Sabaudia Marchioniſſam Montisferrati, ipſius Domini Teſtatoris ſororem cariſſimam, & ejus liberos naturales & legitimos maſculos, eiſdem modo & ordine & ſub conditionibus, quibus ſuprà idem Dominus Teſtator ſubſtituit prænominatas Dominas Mariam Duchiſſam Mediolani, & Margaritam de Sabaudia Reginam Siciliæ & Jeruſalem, filias ſuas ac eorum liberos.

Et ut prænominati omnes hæredes præfati Domini Teſtatoris, minus detrahere valeant ſeu præjudicare utilitati dictarum ſubſtitutionum ſibi ut ſuprà factarum, idem Dominus Teſtator prohibuit & prohibet ipſis omnibus & ſingulis hæredibus ſuis, omnem Falcidiam, & quartæ Trabellianicæ detractionem, volens & omnino diſponens matres omnium & ſingulorum hæredum ſuorum ſubſtitutorum utriuſque ſexus, in omni caſu & eventu ſubſtitutionis prædictarum, ab omni ſucceſſione eorundem eſſe penitus repulſas & excluſas.

Exequutores verò hujuſmodi ſui nuncupativi Teſtamenti facit & conſtituit idem Dominus Teſtator, Reverendos in Chriſto Patres Dominos Archiepiſcopum Tharentaſien. & Epiſcopos Gebenn. & Lauſanen. pro tempore exiſtentes, quibus aut duobus ex ipſis qui commodiùs hujuſmodi executioni vacare poterunt, dat & contribuit idem Dominus Teſtator omnimodam poteſtatem ac plenum mandatum, omnes & ſingulas Teſtamentarias diſpoſitiones ſuprà ſcriptas, de & ſuper bonis ejuſdem Domini Teſtatoris liberè exequendi & adimplendi, cum deliberatione Conſiliariorum Ducalium exiſtentium pro tempore.

Hanc autem ultimam ſuam voluntatem ſuumque nuncupativum Teſtamentum eſſe voluit & vult idem Dominus Teſtator, ut expreſſè quam & quod vult valere jure Teſtamenti nuncupativi, & ſi non valet vel valebit jure Teſtamenti nuncupativi, voluit valere jure codicillorum, aut alterius cujuſcumque ultimæ voluntatis, omnique vult jure & modo, quo & quibus meliùs valere poterit & debebit, ſecundum utriuſque Juris diſpoſitionem: Revocans, ceſſans & penitus annullans idem Dominus Teſtator tenore ultimi ſui præſentis Teſtamenti, omnia alia & ſingula Teſtamenta, omneſque & ſingulos codicillos, per ipſum Dominum Teſtatorem ſub quacumque verborum forma hactenus condita & conditos; volens & jubens ipſos & ipſa, ac eorum prothocolla & regiſtra prorſus deſtrui & aboliri, ſic quòd de ipſis nihil remaneat.

Quibus omnibus Teſtamentariis diſpoſitionibus ſic peractis & publicatis, præfati Illuſtres Domini Ludovicus & Philippus de Sabaudia, filii & hæredes dicti Domini Teſtatoris, ibidem præſentes & audientes ad conſolationem & mandatum ipſius Domini Teſtatoris eorum Clariſſimi Genitoris, ſcienter & ſponte, per ſe & ſuos ſucceſſores prædictos, univerſa & ſingula in hujuſmodi Teſtamento contenta, videlicet quilibet eorum prout, & in quantum ad eum ſpectat, & ſpectare poteſt & poterit in futurum, rata, grata & firma ſemper habere & tenere, & inviolabiliter obſervare, ſuper Sanctis Dei Evangeliis, per nos & Notarios infrà ſcriptos eis porrectis, & ad opus omnium & ſingulorum quorum intererit, ſtipulantes juramentum corporale præſtiterunt.

De quibus omnibus & ſingulis diſpoſitionibus & ordinationibus Teſtamentariis ſuprà ſcriptis, ac ipſa hujus Teſtamenti nuncupativi conditione & factione, prænominatus Illuſtriſſimus Princeps Dominus noſter Dux Sabaudiæ Teſtator voluit & juſſit, per Notarios publicos ejus Secretarios ſubſcriptos, fieri & expediri tot publica inſtrumenta quot fuerint neceſſaria, & habere voluerint & petierint præfati Domini hæredes inſtituti, & ſubſtituti, ac legatarii, & alii quorum intererit. ANS de J. C. 1439.

Actum, conditum & publicatum fuit hujuſmodi Dominicum Teſtamentum nuncupativum, in his ſcriptis redactum in domo Decanali prædicti Monaſterii Ripalliæ, videlicet in Camera propria prædicti Domini Teſtatoris: Præſentibus, Reverendo in Chriſto Patre Domino Ogerio Epiſcopo Maurianenſi, nec non Venerabilibus & Egregiis Dominis Petro Mutonis Priore dicti Monaſterii Ripalliæ, Ludovico Pariſeti Decano Anneſſiaci, Fratre Claudio Revelli Priore Heremitarum B. Auguſtini Thononii, Claudio de Saxo, Amedeo Charenſonis, Lamberto Oddineti, ac Ludovico de Chevelluto, Militibus Ordinis Militaris S. Mauricii Ripalliæ, teſtibus per ipſum Dominum Teſtatorem ore ſuo proprio ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.

CDII.

Sentence Arbitrale, touchant le différend, pour la ſucceſſion du Duché de Lorraine entre ISABELLE DE LORRAINE *Reine de Sicile, Fille de Charles I. Duc de Lorraine, & ſon Couſin Germain* ANTOINE DE LORRAINE *Comte de Vaudemont; par laquelle il eſt ordonné, que le dit Comte de Vaudemont renoncera à tout droit de proprieté & Seigneurie au Duché de Lorraine; & ce droit lui eſt reſervé, ſi ladite Iſabelle, & ſes hoirs mâles & femelles vont de vie à trépas ſans hoirs iſſus de leur corps. Fait à Reims, le 24. Mars* 1440. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 371. ANS de J. C. 1440. LORRAINE.

CHARLE, par la grace de Dieu Roy de France; A tous ceux, qui ces preſentes lettres verront Salut. Comme nagueres nous eſtants en noſtre Ville de Bar ſur Aube pour & afin de pourveoir aux grandes charges maux - - - - - & autres innumerables griefz & inconvenientz, que tant longuement ont ſouffert, dont eſt - - - - - - - & Comte de Champagne, nos Vaſſaux, feaux ſubjectz & peuple, & autres gens de tous eſtatz & iceux relever - - - - - miſeres & excez deſſus dicts au bien de juſtice, de toute la choſe publique enſemble de nos dictz - - - - - - - peuple, à ce que juſtice doreſnavant puiſſe & doive eſtre deuement adminiſtrée ſans haine, faveur ou autre illicite regard - - - - - - - marchandiſe avoir cours, & un chacun vivre, terres labourer, & demeurer en ſon hoſtel & meſnage, ſeurement & en bonne paix concorde & union ſans aucune charge ou aultre oppreſſion; euſſions deuement eſté advertiz & informez, que la plus part des maux, griefz & excez deſſus dictz procedoient & commis eſtoient & perpetrez en noſtre baillage de Chaumont & pays de Baſſigny, & en pluſieurs aultres lieux, pays, & contrées de noſtre Royaume eſtants és extremités, metes & confins des pays de Bar & Lorraine ſoubs ombre & couleur, & à l'occaſion de la guerre, differents, debats & queſtions eſtants, & qui ja longuement ont eſté continuels, entre noſtre tres cher & tres amé Couſin & Frere le Roy de Sicile & ſes ſubjects deſdicts pays & Bar & de Lorraine d'une part; & noſtre tres cher & amé Couſin le Comte de Vaudemont d'aultre part; en faiſant & commettant par les deſſus dictz leur gens, vaſſaux & ſubjectz ſervants, bienveillants & alliez pluſieurs delictz, excez, & exploictz de guerre à l'importable de nos dicts ſubjects & peuple, & meſ-

ANS de J. C. 1440.

ment des dictes partyes, & de leurs pays & subjectz.

2. Et affin de faire ceſſer ces griefs & tant prejudiciables maux deſſus dictz, & appaiſer par bons moyens & convenables manieres les dictz debatz & querelles, euſſions en noſtre dicte Ville de Bar ſur Aube mandé venir devers nous noſtre dict Couſin le Comte de Vaudemont, & ſemblablement de la partye de noſtre dict frere euſſions faict venir & comparoir par devant nous noſtre tres cher & tres amé Frere & Couſin Charle d'Anjou Comte du Maine & de Mortaing, frere de noſtre dict frere le Roy de Sicile, & nos Amez & feaux Jacque de Haraulcourt & Vuary de Fleville Chevaliers; Philippe de Lenoncourt, & Jean de Proiſy ſouffiſamment fondez de pouvoir ſur ce de noſtre trés cher & amé nepveu le Marquis de Pont, fils de noſtre dict frere, ayant en l'abſence de luy adminiſtration & gouvernement des dicts pays de Bar & de Lorraine, avec plein pouvoir & authorité de noſtre dict frere, ainſy que par les lettres ſur ce faictes nous eſt ſuffiſamment apparu: ſe fuſſent les dictes partyes aprés pluſieurs remonſtrances par nous à eux faictes, & par les gens de noſtre conſeil condeſcenduz, & euſſent voulu conſenti & accordé chacune partie, en tant qu'il luy pouvoit touchier, d'eux ſoubmettre de tous debats, actions & querelles à noſtre ordonnance, jugement & à droict, tout ce que par nous, & noſtre dict conſeil de leurs dictz debats & querelles ſeroit dict, prononcé, jugé & * a droict; & de ce faire & accomplir, promirent faire & bailler telles ſeuretez, que par nous ſeroit adviſé, & ordonné, ſuppliant les dictes partyes, que de leurs differents, debats & querelles voulſiſſions, pour le bien d'eux prendre la charge de la dicte ſoubmiſſion.

3. Et en oultre conſiderant les dictes partyes l'affinité desja faicte, & traictée en mariage en noſtre tres chiére & tres amée Niepce Yolande fille aiſnée de noſtre dict frere, & noſtre tres cher & amé Couſin & Nepveu Ferry de Lorraine, aiſné fils du dict Comte, & auſſi la proximité de lignage, en quoy noſtre dict Couſin Comte deſſus dict atteinct à noſtre tres chere & tres amée Sœur la Royne de Sicile, & même, que la voye de jugement & à droict eſt aucunement dangereuſe, & la fin ſouventes fois aprés la ſentence donnée perilleuſe, de peu de paix & dilection, & à la fois s'enſuit inconvenients & morts; prierent & ſupplierent icelles partyes, que pour mettre bon accord & paix finale ſur les dictz debats & querelles par amiables & convenables traictez icelles pacifier, & du tout faire ceſſer.

4. Pourquoy nous, eu eſgard aux choſes deſſus dictes, au bien des dictes partyes, & pour pluſieurs aultres cauſes & conſiderations à ce nous mouvants, inclinants favorablement, à leurs humbles prieres & requeſte; ſcavoir faiſons, que ce jourdhuy vingt & quatrieſme de Mars mil quatre cents quarante, aprés pluſieurs pourparlées & ouvertures faictes par nous, & ¶ les Seigneurs de noſtre ſang, & les gens de noſtre grand conſeil, avec les dictes partyes & chacunes d'icelles; ſur les dictz differents, debatz & querelles, & meſme ſur le tiltre, droict, & action que noſtre dict Couſin le Comte ſe pretend avoir en la Duchié de Lorraine, & ſemblablement ſur l'hommage, que noſtre dict frere demande luy eſtre faict par noſtre dict Couſin le Comte de Vaudemont, & ſelon la nature d'iceluy fief; ſur leſquels debats & queſtions, en debattant icelles, & en noſtre preſence les Seigneurs de noſtre ſang, & les gens de noſtre grand conſeil & les partyes ayant eſté par pluſieurs fois ouyes, dict & remonſtré par raiſons de faict & de droict, lettres & aultres enſeignements & articles, touchant la demande, que l'un chacune des dictes partyes demandoit & entendoit de faire; & finalement tout veu & conſideré, ce qui faiſoit à voir & conſiderer en la matiere & de faict & de droict, de l'advis & Conſeil des dictz Seigneurs de noſtre ſang eſtants devers nous, & des gens de noſtre grand conſeil; de la volonté, accord & conſentement des dictes partyes & de chacune d'icelles par amiable accord traicté & appoinctement: avons appoincté ſur les dictz debatz, queſtions & querelles; appoinctons & ordonnons par la teneur de ces preſentes; & voulons & mandons à touts inviolablement eſtre gardé & obſervé par les dictes parties, & tout ſelon la forme & maniere des articles cy aprés declarez, afin de paix finale, bon amour & dilection entre les dictes partyes ores, & pour le temps advenir, leurs hoirs, ſucceſſeurs, & ayans cauſe, & ainſy, qu'il eſt dict & contenu és articles enſuivants faictz, accordez & conſentiz par icelles parties en noſtre preſence.

ANS de J. C. 1440.

5. Premierement pour faire ceſſer, & de tout appaiſer les dictz debatz, queſtions & querelles, & ſpecialement à cauſe du droict, tiltre & querelle que Meſſire Antoine Comte de Vaudemont dict & pretend avoir en la Duché de Lorraine, & à ce que doreſnavant luy, ſes hoirs & ayants cauſe puiſſent & doivent vivre en paix, en bonne amour & dilection, avec le Roy & Royne de Sicile, dont il eſt prouchain parent; leurs heritiers & ayants cauſe; & que toutes cauſes de querelles, de faict & de droict ceſſent & doibvent ceſſer; & meſmement, que Monſeigneur Ferry de Lorraine aiſné fils du dict Comte a eſpouſé Yolande fille aiſnée du dict Roy & Royne, luy ſeront baillez, pour le bien de luy en faveur de paix & des dictz enfans, terres & Seigneuries valants chacun an deux mil deux cents livres tournois monnoye royale; & ſeront les dictes terres & Seigneuries baillées en dedans deux ans prochainement venants.

6. Item, & pour faire l'achapt des dictes terres & Seigneuries juſques à la dite ſomme deux mil deux cents livres tournois, en terres, Seigneuries & Juſtices commettra & ordonnera le Roy noſtre Souverain Seigneur dès maintenant deux notables perſonnes, qu'en toute diligence feront poſſible devoir, & dedans le temps deſſus dict, & pluſtoſt, ſi faire ſe peut, tout le mieux, & plus favorablement au bien du dict Comte, & de ſes hoirs, & ayants cauſe, que faire ſe pourra.

7. Item, & en greigneur faveur dudict bien de paix, & de ce preſent traitté, & à ce, que les partyes ſoyent plus enclines & aſtrainctes d'iceluy garder & entretenir inviolablement, & à tousjours ſans enfraindre, le Roy noſtre Souverain Seigneur donnera audict Monſeigneur le Comte l'émolument & profſict de ſon Grenier de Joinville, & toute telle part & portion, qu'il y a ſans aucune choſe en retenir, ne y reclamer la vie durant de Monſieur le Comte. Et ainſy à Monſeigneur Ferry ſon fils après ſon treſpas ſemblablement ſa vie durant, & ſera pourveu des Officiers Grenetiers & Controlleurs du dict grenier, à la nomination du dict Comte, & après ſon trespas à la nomination de ſon dict fils, & le Roy les confirmera; toutesfois le grenetier du dict grenier de Joinville, qui ores eſt ou qui ſera, ſera tenu de rendre compte en la Chambre des Comptes du faict & deſpenſe du dict grenier.

8. Item, & moyennant ce que dict eſt, & pour ſi grand bien de paix, le dict Monſeigneur le Comte promettra de renoncer pour luy & ſes hoirs à tout le droict, action & querelle, qu'il dict & pretend avoir, de faict & de droict & de couſtume en la proprieté, de la dicte Seigneurie des Duché & Marchiſié de Lorraine & ſes appartenances.

9. Item, & ſemblablement renoncera & quittera mon dict Seigneur le Comte à toutes autres actions ou querelles, qu'il peut, ou dire pourroit avoir depuis la guerre encommencée entre le Roy de Sicile & luy, en quelque maniere que ce ſoit, & envers quelſconques perſonnes, quels qu'ils ſoient à cauſe ou couleur de la dicte guerre; ſoient ſubjectz ou ſervantz du Roy

de

ANS J. C. 1440. de Sicile, amis & alliez, & en la dicte guerre, ou durant icelle, & en faveur du Roy de Sicile, ou autrement ont eſté favoriſants, ſervants ou aydants; ſans ce que jamais à cauſe de ce que dict eſt, ledict Comte de Vaudemont, * * & deſquels il ſe dict avoir ſeels & promeſſes, & a intention de les pourſuivre par juſtice par devant le Roy ou aultre part, ou bon luy ſemblera.

10. Item, & pareillement ſera faict de la part du Roy de Sicile ſes ſubjects ſervants & aydans envers Monſeigneur de Vaudemont, ſes ſubjectz, ſervants & aydants durant le temps de la dicte guerre.

11. Item, toutes aultres lettres, droictz & querelles, qui ne touchent point ne deſpendent de faict des dictes guerres, ſont reſervées pour les pourſuir par voye de Juſtice, & non aultrement, & par devant les Juges, & és lieux ordinaires & accouſtumez és Seigneuries de chacune partie.

12. Item, baillera mon dict Seigueur le Comte ſes lettres à Ferry Monſeigneur ſon fils aiſné, en la maniere qui s'enſuit: Nous Antoine de Lorraine &c. Comte de Vaudemont, Seigneur de Ruminy, de Boue, de Fainville, & Seneſchal de Champagne, faiſons ſçavoir & connoiſtre à touts, que pour certaines cauſes à ce nous mouvants, nous avons donné, & donnons par ces preſentes congé, licence, pouvoir, & authorité à noſtre tres chier & tres aimé fils Ferry de Lorraine, de relever, & de reprendre de Monſeigneur le Roy de Sicile, Duc de Bar &c. ou en ſon abſence de noſtre tres chier Seigneur, Couſin & filleul le Marquis de Pont, les fiefz de la Comté de Vaudemont, & terre de Monſtier ſur Saulx, & les appartenences, en la forme & maniere, que nôtre feu tres redoubté Seigneur & Pere, & nous l'avons faict; & de ce baille ſes lettres, ſi meſtier eſt, en la forme de celles de noſtre dict Seigneur & Pere pour d'icelle Comté & terres jouir & poſſeder, par noſtre dit fils Ferry aprés noſtre treſpas. Donné &c. Et ſe ſera cette repriſe dedans la Sainct Jean prochainement venant.

13. Item, le Roy de Sicile quittera & ſera tenir quitte de touts ceux, qu'il appartiendra mon dict Seigneur le Comte de Vaudemont, de tout ce qu'il doibt, ou pourra debvoir d'icy à deux ans prochains à venir à cauſe de la Halle de Verzeliſe.

14. Item, ſera & demeurera le Roy de Sicile quitte par ce preſent traitté envers le Comte de Vaudemont de la reſte de dixhuict mil florins, montant à ſeize cents cinquante florins, & des arrerages de la rente aſſignée pour le Mariage de Madame Yoland, & ſera tenu ledict Comte de faire rendre les lettres obligatoires des dictz dix huit mil florins, que Meſſire Thiebault Seigneur de Neufchaſtel a en garde.

15. Item, ſeront quittes touts priſonniers, que tient le dict Comte tant à cauſe de la guerre du Roy de Sicile, comme de Meſſire Jean de Haſſoinville, Vuauterin de Theuliers & autres hommes, ſubjects, alliez & ſervants d'iceux, tant gentilshommes comme compagnons de guerre avec toutes rançons, compoſitions & appatis non payez, affin d'oſter & faire ceſſer ores & pour le temps avenir toutes cauſes, matieres & querelles de diviſion, & pareillement ſera faict de la part du Roy de Sicile.

16. Item, & à cauſe de la délivrance & quittance des dicts priſonniers mon dict Seigneur le Comte aura & emportera la ſomme de cinq mil florins & avec iceluy ſeront rendues les lettres, qu'a de luy * Vuauterinviſſe montant à mil florins, & ſera la dicte ſomme de cinq mil florins payée audict Monſeigneur le Comte dans un mois apres Paſques commençants prochainement venant.

17. Item l'Abbé de Goiſe quittera les priſonniers qu'il tient du dict Comte, moyennant qu'ils jureront & promettront, qu'à cauſe de leur priſe jamais mal ne dommage n'en vendra. Et en ce faiſant le dict Abbé ſera compris en ce preſent traicté de paix. ANS de J. C.

18. Item pour mieux aſſurer ce dict traicté final nommement & expreſſement y ſeront compris Meſſire Jean de Haſſonville Vauterin de Theuliers leurs aydans & ſervants Jean de Ligneville ceux de la Cité de Verdun, l'Eveſque, Chapitre & ceux de la Cité de Thoul. 1440.

19. Item, & en mettant à execution le preſent traitté de paix final toutes choſes advenues à l'occaſion de la guerre ſoubs l'ombre & couleur d'icelle, ſeront remiſes, perdonnées, oubliées & abolyes d'une part & d'aultre; & tout ainſy, que ſi elles ne fuſſent point advenues, pourront paiſiblement & ſeurement touts ceux, qui ont ſervi en la guerre, en quelque maniere, que ce ſoit aller, venir, ſejourner & demeurer, jouir, uſer & poſſeder de leurs terres, poſſeſſions & Seigneuryes, tout ainſy, qu'ils faiſoient avant le commencement de la guerre.

20. Item, & pareillement les ſubjects & habitans des pays de Bar & Lorraine, & auſſy de la Comté de Vaudemont, & des Seigneuryes & terres de mon dict Seigneur le Comte converſeront & communiqueront doreſnavant enſemble en bon amour & dilection, comme voyſins & amis doivent faire l'un avec l'aultre faiſant leurs beſongnes & labours, tout ainſy, & le plus amiablement, qu'ils faiſoient avant la dicte guerre, & retournera & jouira un chacun de ſes terres & poſſeſſions.

21. Item, pour mieux faire & reſerver à un chacun le droict & action, qui de droict legitimement luy peut advenir; eſt à entendre, que non obſtant la dicte renonciation à la Duché de Lorraine qui ainſy ſoit faicte par le dict Comte, que s'il advenoit, que Dieu ne veille, que la Royne de Sicile & ſes hoirs maſles & femelles allaſſent de vie à treſpaſſement ſans hoirs iſſants & deſcendans de leurs corps, en ce cas mon dict Seigneur le Comte, comme legitime & habile à ſucceder par voye de Juſtice, & aultrement deuement vendra à tel droict, qu'il y debvra & pourra avoir.

22. Item, auſſi ſe ainſy eſtoit, que pour les empeſchemens, qui pourroient advenir, ou aultres cauſes raiſonables - - - - - - - - valeur de deux mil deux cents livres tournois de la condition deſſus dicte ne peut eſtre aſſiſe - - - - - - tenu, & preſent traitté enfraint ains ſe continuera & tendra touſjours en ſa vertu & - - - - - - le Roy en ce cas ſera tenu de faire payer la dicte rente de deux mil deux cents livres tournois ou ce - - - - - toutes fois il eſt à entendre, que la dicte rente n'excedera point plus hault, que cinq cens livres tournois, ou ce qui en reſtera, ſera tenu le dict Comte de faire la renonciation deſſus dicte, juſques à ce que la dite aſſiette de deux mil deux cens livres tournois luy ſoit du tout parfaite & accomplye.

23. Item, de - - - - - - & par effect realement accomplir ce preſent traicté de paix final les poincts & articles deſſuſdicts chacun d'iceux leurs circonſtances & dependances inviolablement à touſjours ſans enfraindre, promettront & jureront les dictes parties, c'eſt à ſçavoir Monſeigneur Charles d'Anjou frere du dict Roy de Sicile, Monſeigneur le Marquis du Pont, ou ſes Commis & Deputez ayants ſur ce ſuffiſant pouvoir pour la partye du dict Roy de Sicile, ſes Vaſſaux & ſubjects & habitans de ſes dictz pays de Bar & de Lorraine, ſes ſervants, aydants, bienveillants, amis & alliez & compris en ce dict traicté, à Monſeigneur le Comte de Vaudemont & Monſeigneur Ferry ſon aiſné fils en leurs perſonnes ſur leur foy & honneur en la main du Roy noſtre dit Seigneur, & eux ſoubmettans à eſtre deshonorez; & ſur la peine de cent mil eſcus d'or à payer, par l'ordonnance de noſtre dit Seigneur par les tranſgreſſeurs de ce dit traitté.

ANS de J. C. 1440.

24. Et s'aucuns debats ou discordz survenoient pour le temps advenir entre les dictes partyes, à l'occasion des choses dessus dictes ou d'aucunes d'icelles, ce dict traitté ne sera pour ce enfrainct, ains demeurera en sa vertu, & se tireront devers le Roy nostre dict Seigneur en luy soubsmettant sur la peine dessus dicte en son ordonnance & jugement, cessant toutes fois toutes voyes de faict & de guerre.

25. Item, & pour plus grande seureté des choses dessus dictes faire & accomplir inviolablement sans enfraindre, garder & observer, bailleront leur seellez soubs leurs seaux de leurs armes authentiques; & ainsy que par le Roy nostre dit Seigneur sera advisé & ordonné, & iceux feront approuver par le Roy & Royne de Sicile & Monseigneur le Duc de Calabre leur fils aisné, au plutost, que bonnement faire se pourra. En tesmoing de ce nous avons faict mettre nostre seel à ces presentes. Donné à Reims, le vingt & septiesme jour de Mars l'an de grace, mil quatre cens quarante, avant Pasques, & de nostre Regne le dix neufviesme. Et sur le reply est escript: par le Roy en son grand Conseil, ouquel Monseigneur Charle d'Anjou, le Comte de Richemont Conneſtable, l'Evesque de Maguelonne, le Comte de Tancarville l'Amiral, le Sieur de la Varanne, & aultres plusieurs estoient, Signé, Chaligan; & seellé du seel du dict Roy Charle, pendant en queue de parchemin.

ANS de J. C. 1440.

CDIII.

ANS de J. C. 1441.

HOLLANDE, ZE'LANDE, &c. ET LUBEC, HAMBOURG, &c.

Trêve entre les Païs de HOLLANDE, ZELANDE *&* FRISE, *& les six Villes des Vandales, savoir* LUBEC, HAMBOURG, ROSTOCK, STRAELSOND, WISMAR *&* LUNEBOURG; *concluë à Copenhague, l'an* 1441. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre, &c. Tom. I. pag. 90.

IN nomine Domini Amen. Kenlijck sy, alsoo lange tijt Oorloge, Tweedracht, en geschille geweest heeft tusschen den Landen, lieden, ende Ondersaten van HOLLAND, ZEELANT en VRIESLANT een sijde, en des ses Wendischen Steden als LUBIKE, HAMBORG, ROSTIKE, STRAELSONDE, WISSEMER ende LUNENBORG, hare Landen, Luyden, en Ondersaten aen die andere sijde. Om welcke oorlogen, tweedracht, en geschille neder te leggen en tot een goede eynde te brengen, die Doorluchtighe ende vermoghende Vorst Coninck Christoffel van Denemarcken &c. geschreven heeft aen den Hoochgebooren vermogende Vorst den Hertoge van Bourgoignen ende van Brabant, Grave ende Heere van den voorsz landen van Hollant, Zeelant en Vrieslandt; en de ses Steden voornoemt, dat sy haer Raden en sendeboden senden wouden tot syne Genade tot Coppenhaven in Denemarcken, op hoope dat by syne Genade by middel die voorsz geschille geeynt souden worden: die welcke Hoochgebooren en vermogenden Vorst en des ses Wendischen Steden dit gaerne tot syne beden gedaen hebben, en syn daerom gekomen tot Coppenhaven als van wegen die voorsz Hertoge ende syn Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieslandt, voorsz Heeren Sampson van Lalaingh Heere van Opprebaix, Heer Arent van Gent Heere van Giessenburch Riddern, Meister Lodewijck van der Eijcke, Jan Jan Heymenssoons uyt synen Rade, Meister Jan Rose syn Secretarius, Gerrit van Noortich ende Wynant Dircxsen van Haerlem, Claes Duyst van Delst, Willem van Alckmaer, Dirck van Wormer, Jan Claesen, Jan Pouwelsen van Amsterdam, Matthias Simons van Hooren, Jacob Pieter Nanningsen van Ziericzee, Willem Paesse ende Jan Pieters Coppensen van den Briele. Ende van wegen des voornoemden ses Wendischen Steden, Heer Jan Tolman, Willem van Kalven Burgemeesteren, Jan Lunenborgh Raetman, ende Meester Jan Proto Notarius van Lubecke, Hendrick Truorinck Burgemeester, Erick van Eytzen Raetman, ende Meester Jan Pensionaris van Hamborgh, Henrick Boek, Gerrit Wenman Burgemeester, Isack Lubike Raetman, ende Erich Sperlinck Secretaris van Rosticke, Albert Jonge, Henrick Steenwech Raetmannen tot Straelsonde, Henrick Peel Burgemeester, Pieter van Borchel

CDIII.

ANS de J. C. 1441.

HOLLANDE, ZE'LANDE, &c. ET LUBEC, HAMBOURG, &c.

Traduction de ce Traité.

AU nom du Seigneur, Amen. Soit notoire comme il y a eu une longue guerre, dissention & differend entre les païs, peuples & sujets de HOLLANDE, ZÉLANDE *&* FRISE *d'une part, & les six Villes des Vandales, sçavoir* LUBEC, HAMBOURG, ROSTOCK, STRAELSOND, WISMAR *&* LUNEBOURG, *leurs païs, peuples & sujets d'autre. Pour lesquelles guerre, dissention & differend terminer & amener à une bonne fin le serenissime & puissant Prince Christofle Roi de Danemarck &c. a écrit à puissant Prince le Duc de Bourgogne & de Brabant, Comte & Seigneur des susdits pais de Hollande, Zélande & Frise, & aux six Villes susdites, afin qu'ils envoyassent leurs Conseillers à sa Majesté à Copenhague en Danemark, sous esperance de terminer par elle lesdits differens: ce que le susdit puissant Prince & les six Villes susdites ont fait volontiers, & de la part dudit Duc & de ses païs de Hollande, Zélande & Frise, sont venus à Copenhague les Sieurs Samson de Lalaing, Seigneur d'Oprebaix; le Sieur Arent de Gent, Seigneur de Gissembourg Chevaliers; Maître Loüis van der Eijcke; Jean Jean Heymenssons de son Conseil; Maître Jean Rose, son Secretaire; Gerard de Noortich, & Winant Dircksen de Harlem; Nicolas Duyst de Delft; Guillaume d'Alcmar; Thieri de Wormer; Jean Claesen; Jean Pouwelsen d'Amsterdam; Mathias Simon de Hoorn, Jacob Pierre Hanningsen de Ziericzée; Guillaume Paesse & Jean Pierre Coppensen de la Brille. Et de la part desdittes six Villes des Vandales, le Sieur Jean Tolman; Guillaume de Kalven Bourguemaîtres; Jean Lunebourg Conseiller, & Maître Jean Proto Notaire de Lubec; Henry Truoring Bourguemaître, Erick d'Eytzen Conseiller, & Maître Jean Pensionaire de Hambourg; Henri Boeck; Gerard Wenman Bourguemaîtres; Isaack Lubeck Conseiller, & Erig Sperling Secretaire de Rostock, Albert Jonge, Henri Steenwech Conseillers de Straelsond; Henri Peel Bourguemaître; Pierre de Borchel Conseiller de Wismar, & Harck Schoemaker Conseiller de Lunebourg, avec pouvoir des deux côtez de connoître desdites affaires; & comme le serenissime & puissant Roi a dans ce tems d'autres grandes & importantes affaires dans son Royaume de Suede & ailleurs, de sorte qu'il ne pouvoit pas lui même entendre aux dites affaires, ni y être pre-*

NS chel Raetman tot Wismar, ende Harck Schoenmaker
J. C. Raetman tot Luneborgh, met volkomen macht aen
1441. beyden sijden die voorsz saken te handelen, ende overmits dat die Doorluchtige vermogende Coninck op desen tijt andere groote treffelijcke saecken te doen hadde in syn Rijcke van Sweeden ende anders waer, soo dat hy in deser saecken selver niet verstaen en konde noch teghenwoordich wesen mochte. Soo heeft hy dan daer toe gheordineert van synre Genade wegen van synen Hoogen Raet, die eerwaerdige ende Eerbare Heeren Jan Aertsbisschop van Londen, Jan Jacobs Bisschop van Rodenschilt in Denemarcken, Benedictus Prior tot Antwesdekon, Heere Martijn Janssen, Heere Steenwasser, Riddern, Avelinge ende Albert Buldebaer, Knapen, voor dewelcke de voorsz partyen haere klachten ende onderwijs vande toekomst van den voornoemdem oorloghe ende tweedracht ghedaen hebben, ende na veel dachvaerden daer op gehouden, soo is by tusschenspreken Rade ende onderwijse van de voorsz Eerwaerdighe ende Eerbare Heeren des Koninex Raden, ende by consent van de Gedeputeerde ende sendeboden van beyde partyen getracteert ende geslooten om des besten wille, dat geene't welck hier na geschreven volght:

I. In den eersten, dat een goet vast ende seeckere Bestande blijven sal tusschen den partyen voorsz 10. jaeren langh geduyrende ende achter een volghende, ingaende te Lande op Sondach naestkomende over 14. dagen, dat namentlijck is den 10. dach in September, ende te Water op Sinte Dyonisius dach, oock naestkomende, dat namelijck is de negende dach in Octobri, binnen welcken Bestande alle die Ingheseetenen ende Inwoonderen niemant uytgesondert of uytgeseyt van de voorsz Landen van Hollant, Zeelandt ende Vrieslandt Coopmans ghewijse sullen moghen vaeren te water ende te lande, met haer Schepen, Goederen ende Coopmanschappen in de Wendischen Steden en in alle plaetsen wesende onder haer bewint, ende haer Coopmanschappen aldaer handtierende in sulcker manieren ende alsoo vry als sy plegen te doen in voortijden ende van outs, ende alle nieuwigheyt die die vande voorsz Steden op hem mogen ghedaen of geset hebben, sullen af ende te niet wesen ende blyven. Ende dagelijcx wederom alle die Ingesetenen van de voorsz ses Steden sullen moghen vry en weligh varen ende keeren met hare Scheepen, Goederen ende Coopmanschappen te Water ende te Lande over alle de voorsz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieslandt, ende haer Coopmanschap aldaer te hanttieren in sulker maniere ende alsoo vry als sy in voortijden ende van outs plegen te doen, ende alle de nieuwicheden, die die van Hollandt, Zeelant ende Vrieslant voorsz op hem moghen gedaen of geset hebben, sullende mede af, te niet, doot, ende van geenre waerden syn ende blijven.

II. Op dat dese saecke tot eene goede eynde ghebracht mach werden, soo hebben die Gedeputeerden ende Raetsendeboden, elcx van sijne sijden vijf Steden ghenoemt; dats te weten van de sijden van Hollandt, Zeelant ende Vrieslant: Utrecht, Amersfoort, Antwerpen, Mechelen ende Nymwegen, ende van de sijde der voorsz ses Wendichen Steden Maegdeborgh, Brunswich, Goting, Hanover ende Campen: van welcke Steden elcker sijde twee of drie verwerven sal die haer Gedeputeerden nootsakelijck senden, ende hebben sullen overtochlijck binnen der Stede van Campen op den Pinxterdagh naestkomende over twee jaren, die welcke vier Steden alsoo vergadert tot Campen, macht hebben sullen elcx van de sijne die beklachten eyschen ende schade van beyde zijden te ontfangen, ende dese saecke, ende al dat daer aenkleeft te sluyten met recht oft in't gevoegh als hem best, nutste, ende oirbaerlijckst duncken sal of moghen, binnen derthien weecken na dat sy binnen de voorsz Steden van Campen gekomen zijn, ende waert dat sy onder

present, il a deputé de sa part, d'entre ceux de son grand ANS
Conseil, l'honorable & noble Seigneur Jean Archevê- de J. C.
que de Londres. Jean Jacob Evêque de Rodenschilt 1441.
en Danemarck, Benoit Prieur de Antwesdekon; le Sieur
Martin Janssen, le Sieur Steenwasser Chevaliers;
Aveling & Albert Buldebaer, Chevaliers, pardevant
lesquels les susdittes parties ont proposé leurs plaintes &
instructions de ce qui a donné lieu a la susdite guerre
& dissention; & aprés avoir tenu plusieurs conferences
à ce sujet, il a été par l'instruction & ensuite des pour-
parlers, advis & instructions des susdits honorables
Sieurs du Conseil du Roy & du consentement des Depu-
tez des deux parties contracté & conclu pour le mieux
d'icelles, comme s'ensuit.

I. Premierement qu'une bonne ferme & sure Trêve
demeurera entre les susdittes parties dix ans durans &
ensuivant l'un l'autre, à commencer, par terre, de
Dimanche prochain en quinze jours qui sera le 10. de
Septembre & par eau au jour de St. Denis, aussi pro-
chain qui sera le 9. d'Octobre, pendant laquelle Trêve
tous les sujets & habitans, nuls exceptez, des susdits
Païs de Hollande, Zélande & Frise, comme mar-
chands, pouront aller par eau & par terre avec leurs
navires, biens en marchandises dans les Villes des Van-
dales, & dans tous les lieux étant de leur ressort, &
trafiquer de leurs marchandises en telle maniere & aussi
librement comme ils étoient accoutumez de faire cy de-
vant d'ancienneté, & toutes les choses qui peuvent
leur avoir été dittes ou faites seront & demeureront mi-
ses au neant. Et semblablement les habitans desdittes
six Villes pouront aller & revenir librement & sure-
ment avec leurs vaisseaux, biens & marchandises, par
eau & par terre par tous les Païs de Hollande, Zelan-
de, & Frise, & y trafiquer avec leurs marchandi-
ses de la même maniere & avec la même liberté qu'ils
étoient accoutumez de faire cy devant, & toutes les
choses que ceux de Hollande, Zelande & Frise susdits
peuvent leur avoir dites ou faites, seront reciproquement
assoupies & mise au neant, & demeureront de nulle
valeur.

II. Afin que ces affaires puissent être amenées à une
bonne fin ont lesdits Deputez & Conseillers, chacun de
son côté nommé cinq Villes, sçavoir de la part de Hol-
lande, Zelande & Frise, Utrecht, Amersfoort, An-
vers, Malines & Nimegue, & du côté des susdit-
tes six Villes des Vandales, Magdebourg, Brunswick,
Goting, Hanover, & Campen; desquelles Villes,
deux ou trois de chaque côté obtiendront d'envoyer ne-
cessairement leurs Deputez dans la Ville de Campen de
la Pentecôte prochaine en deux ans, lesquelles quatre
Villes ainsi assemblées à Campen, auront le pouvoir de
recevoir les demandes, plaintes, & pretentions des deux
parties, & de terminer ces affaires & tout ce qui en de-
pend, de la maniere qu'ils le trouveront le plus utile &
convenable, & ce dans treize semaines aprés qu'elles
se seront assemblées dans ladite Ville de Campen; &
s'il arrivoit qu'entre elles quatre, elles ne pussent dans le
susdit tems s'accorder, elles choisiront unanimément dans
lesdittes treize semaines une ville, (telle qu'il leur plai-
ra) pour être surarbitre, lequel surarbitre ainsi choisi,

ANS de J. C. 1441.

der hem vieren binnen den ſelven tijdt des niet over een en konde komen ofte geworden, ſo ſullen ſy binnen de ſelve derthien weecken eendrachtelijck een Stede (die hem naeſt duncken ſal) kieſen om een Overman ende een ſcheyts-Heere daer af te weſen, dewelcke Overman alſoo gekoren, ſchuldich ende ghehouden weſen ſal ſijn uytſpraecke van deſer ſaecke te doen binnen twee jaeren, nae dat hy gekoren ſal geweeſt hebben tot Campen in der maniere als boven geſchreven ſtaet.

III. Als die van Lunenborgh die gheen macht-Brieven ten voorſz dage gebrocht en hebben, ſeggende ende meynende dat ſy geen vyanden en waren met die van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt voorſz, ende met hem niet en wiſten anders dan minne ende vriendtſchappen, ende die van Hollandt ſeggende contrarie, dat ſyſe altijdt voor haer vyanden gehouden hebben met den anderen vijf Steden, ende in allen dachvaerden ende beſtande te ſamen begrepen geweeſt hebben tot allen tijden, daer af is overdragen, ende hebben belooft die ſende-Boden van de andere vijf Steden, dat die van Lunenborgh voorſz in deſen dadinge begrepen ſullen weſen, ende dat ſy die vaſt ende van waerden houden ſullen, als die andere vijf Steden in tegenwoordigheyt des Konings Raden voorſchreven.

IV. Waert ſaecke dat eenige der onderſaten der voorſz ſes Steden, den onderſaten van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt voorſz of eenigh van hem beklagen woude in eenige van de ſes Steden voorſz van eenige ſaken hoedanigh ſy waren, die in den voorſz vrede ende oorlogh geſchiet waren, daer af en ſoude geen bekommeringe ofte recht-vorderinge geſchieden, maer ſouden aldaer van dier ſaecken vry ende quijt weſen, ende deſgelijcx ſullen geſchieden van den onderſaten van de voorſz ſes Steden over alle die Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt. Ende waert dat eenige onderſaten van den voorſz partyen den anderen na de voorſz Sinte Dionyſius dage, name of ſchade dede, alſulcke goederen ſal men aen beyde zijden oprechtelijcken weder geven, gelijck als men vrienden goedt ſchuldigh is te doen.

V. Oft ſaecke waer, dat Godt verhoede, dat in de uytſpraecke van de vier beſcheyden Steden ende Heeren, of van der Overmans, die alſoo gekooren ſouden weſen tot Campen, eenige verſuymeniſſe of gebreck gheviel, nochtans en ſoude dit voorſz teghenwoordige Beſtandt niet ghebroocken werden, maer ſoude ſtaen ende vaſt blijven de voorſz thien jaren geduyrende, elcx op ſynen goeden Recht blijvende, ende alle dinck ſonder argeliſt, ende alle die voorſz puncten ende Articulen die Ambaſſadores ende ſende-Boden van beyde zijden uyt kracht harer macht-Brieven voorſz, ende in tegenwoordigheyt van den Eerwaerdigen Eerbare Heeren van den Rade des Doorluchtigen Konings voorſz gelooft, vaſt, ſtade, ende van waerden te doen houden, ende die te doen veſtigen ende confirmeren, dats te weten die Ambaſſadeurs, Raden, ende ſende-Boden des voorſz Hertoghe van Bourgoignien, by den ſelven haren genadigen Heere ende by ſyne Brieven, ende oock by vier of vijf van de beſte Steden ſyner Landen voorſz van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlant, ende den ſende-Boden vande ſes Steden voornoemt, met Brieven bezegelt van de vijf van de ſelfde Steden, als Lubecke, Hamborgh, Roſtock, Straelſont ende Wiſmar, welcke Brieven men ſal ſchuldigh weſen te leveren aen beyde zijden in handen van den Oldermans van der Duytſcher Hanſe tot Brugghe, om die te beſchicken ende te verantwoorden elcx daer ſy behooren, tuſſchen dit ende alre Gods Heylighen dagh naeſt-komende. Ende des tot verſeeckertheyt ende ghetuyghe hebben doen van wegen des Hooghgebooren Vorſt des Hertoghe van Bourgoenien, &c. ende ſyne voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, Heer Sampſon van Lalaing Heere van Oppre-

ANS de J. C. 1441.

ſera tenu & obligé, de rendre ſa ſentence dans deux ans aprés qu'il aura été choiſi à Campen en la maniere cy deſſus.

III. Si ceux de Lunebourg au jour ſuſdit n'aportoient pas de plein-pouvoirs, diſant qu'ils ne croyent pas être en inimitié avec ceux de Hollande, Zelande & Friſe ſuſdits, & qu'ils croyoient être en bonne correſpondence avec eux, & que ceux de Hollande diſſent le contraire, & qu'ils les ont toûjours tenus pour leurs ennemis avec les cinq autres Villes, & qu'ils ont toûjours été compris enſemble dans toutes les Treves & Negociations, il eſt convenu & ont promis les Deputez des cinq autres Villes que ceux de Lunebourg ſeront compris dans le preſent Traité, & qu'ils le tiendront pour ferme & ſtable & valide comme les autres cinq Villes en preſence des ſuſdits Conſeillers du Roy.

IV. S'il arrivoit que quelqu'un des habitans des ſuſdittes ſix Villes formaſſent quelque plainte contre les ſujets de Hollande, Zelande & Friſe ſuſdits ou quelqu'un d'eux dans l'une deſdites ſix Villes pour quelque choſe que ce fut arrivé pendant cette guerre, il n'en ſera point fait de recherche ni de demande en juſtice, mais ils en demeureront dechargez; & ſemblablement il en ſera fait de même à l'égard des ſujets deſdittes ſix Villes dans les Païs de Hollande, Zelande & Friſe. Et s'il arrivoit que quelque ſujet des ſuſdittes parties prit quelque choſe ou fit quelque dommage à l'autre aprés le ſuſdit jour de Saint Denis, tels biens ſeront rendus de bonne foy de part & d'autre, comme de bons amis ſont obligez de le faire.

V. Et s'il arrivoit, (ce qu'à Dieu ne plaiſe) qu'à la ſentence des quatre Villes & Seigneurs, ou du Sur-Arbitre qui ſera ainſi choiſi à Campen, il y eût quelque negligence ou deffaut, ce preſent Traitté ne ſera pourtant pas rompu pour cela; mais demeurera ferme pendant les ſuſdittes dix années, chacun demeurant dans ſon droit & le tout ſans diſſimulation; tous leſquels points & articles leſdits Ambaſſadeurs Deputez de part & d'autre en vertu de leurs plein-pouvoirs & en preſence des honorables Seigneurs du Conſeil du Sereniſſime Roy ſuſdit ont promis tenir pour fermes, ſtables, & de valeur, & de les faire confirmer & ratifier, ſçavoir les Ambaſſadeurs, Conſeillers & Deputez du ſuſdit Duc de Bourgogne par iceluy leur Souverain & par ſes lettres, & auſſi par quatre ou cinq des meilleures Villes de ſes Païs de Hollande, Zelande, & Friſe, & les Deputez des ſix Villes ſuſdittes par lettres ſcellées des cinq deſdittes Villes comme Lubeck, Hambourg, Roſtock, Straelſont & Wiſmar, leſquelles lettres on ſera obligé de delivrer de part & d'autre entre les mains des Conſeillers de la Hanſe Allemande à Bruge, pour les envoyer & repondre où & comme il apartiendra entre-cy & la Touſſaint prochaine. En ſureté & témoin dequoy ont le Sieur Samſon de Lalain Seigneur de Opprebais, le Sieur Arent van Gent, le Sieur van Giſſenberg Chevaliers. Louis vander Eycke, Jean Jean Heinenſoons, Maître Jean Roſe, Gerard de Noortich pour eux tous de la part de Puiſſant Prince le Duc de Bourgogne & ſes Païs de Hollande, Zelande, & Friſe; & le Sieur Jean Tolman Bourguemaitre de Lubeck, Erick van Eytſen Conſeiller de Hambourg; Henry Bueck Bourguemaitre; Albert Jonge Conſeiller de Straelſonde, & Henry Peel

Opprebays, Heer Arent van Gent, Heere van Gieſſenberg, Ridderen. Lodewijcke vander Eycke, Jan Jan Heynenſoons Soon, Meeſter Jan Rooſe, Gerrit van Noortich over hem aller: ende van wegen ende over al die ſes Steden voorſz, Heere Jan Tolman Borghemeeſter tot Lubeck, Erich van Eytſen Raedtman tot Hamborgh: Henrick Bueck Borgemeeſter, Albert Jonge Raedtman tot Straelſonde, ende Henrick Peel Borgemeeſter tot Wiſmar, hare Zegelen doen hangen aen deſen voorſz Brief, daer twee zijn alleens luydende. Actum tot Coppenhaven voorſchreven, *in profeſto Bartholomæi*, Anno duyſent veerthien hondert een ende veertich.

Peel Bourguemaitre de Wiſmar de la part & pour les ſix Villes ſuſdittes, fait appoſer leurs ſçeaux à ces preſentes, faites doubles. Fait a Copenhagne ſuſdit la veille du jour de St. Barthelemi l'an 1441.

ANS de J. C. 1441.

CDIV.

Traité de Paix entre la HOLLANDE, *la* ZELANDE, *& la* FRISE, *d'une part, & les Villes Hanſéatiques, de* LUBEC, HAMBOURG, ROSTOC, STRAELSOND, *&c. d'autre, fait à Copenhague, l'an* 1441.

Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. I. pag. 91.

IN Nomine Domini Amen. Wittelijck ſy alſoo langhe tijdt, Oorloghe, tweedracht, Vrede ende gheſchille gheweeſt heeft tuſſchen den Landtluyden ende Onderſaten van HOLLANDT, ZEELANDT, ende VRIESLANDT, aen die eene zyde, ende de ſes Wendiſchen Steden, als LUBECK, HAMBORGH, ROSTICKE, STRAELSONDE, Wiſſemer, ende Lunenborgh, ende haer onderſaten aen die andere zijde; om welcke oorloghe, tweedracht ende geſchille neder te legghen, ende tot eenen goeden eynde te brengen, die Doorluchtighe ende vermoghende Vorſt by Godes ghenade van Denemarcken, der Gotten ende der Sweden Koninck, &c. geſchreven heeft aen den Hooge-gebooren vermogende Vorſt ende Heere den Hertoghe van Bourgoigne ende Brabandt, Grave ende Heere der voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, &c. dat hy van ſijnen Raden ende Luyden van ſyner voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt ſenden woude tot Coppenhaven in Denemarcken, op hoope dat by ſijner ghenade middelen, die voorſz tweedracht ende gheſchille gheeyndt ſoude worden, die welcke vermogende Vorſt die Hertoge van Bourgoignien dat gaerne om ſyn liefden wille gedaen heeft, ende heeft daerom geſendt tot Coppenhaven den Eerbaren ende gheboertighen Heere Sampſon van Lalaing, Heere van Opprebays, Heere Arent van Gent, Heere van Gieſſenbergh Ridderen, Meeſter Lodewick van der Eycke, Jan Jan Heynen Soon ſijnen Raedt, en Meeſter Jan Roſe ſijn Secretarius, met ſommige Gedeputeerden ſynre voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlant, met brieven ende volkomene macht van ſynre ende van ſynre voorſz Landen weghe die ſaecken te handelen; ende als ſy aldaer gekomen ſyn, ſoo hebben ſy gevonden den voorſz Doorluchtighen Coninck op ſyn reyſe in ſyn Rijcke van Sweden ende anders waer, daer hy nootlijcke ende treffelijcke ſaecken te doen heeft, ſoo dat hy ſelver in perſoone tot deſer ſaken niet en heeft moghen verſtaen, ende heeft daerom van ſynre genaden wegen geordineert ende ghemachtight van ſynen Rade de Eerwaerdighen in Gode ende Eerbaren Heeren ende ſtrenge Mannen Jan Eertsbiſſchop van Londen, Jan Biſſchop van Rodenſchilt in Denemarcken, Benedictus Prior tot Antwerdeskon, Heern Martyn Janſſen, Heern Steenwaſſer Ridderen Abſinge Alber-Buſdeback, dewelcke onder anderen ſaecken den Deputeerden des voorſz Hertoge van

CDIV.

ANS de J. C. 1441.

HOLLANDE, ZELANDE, &c. ET LUBEC, HAMBOURG, &c.

Traduction de ce Traité.

AU nom du Seigneur, Amen. Soit notoire qu'y ayant eu une longue guerre, diſcorde & diſſention entre les ſujets & Peuples de HOLLANDE, ZELANDE *&* FRISE *d'une part, & les ſix Villes des Vandales, ſçavoir* LUBECK, HAMBOURG, ROSTOCK, STRAELSONDE, *Wiſmar & Lunebourg & leurs ſujets d'autre; & que pour icelles guerre, diſcorde & diſſention terminer & amener à une bonne fin, le Sereniſſime & Puiſſant Prince par la grace de Dieu Roy de Danemarck, des Gots & de Swede &c. a écrit à Haut & Puiſſant Prince & Seigneur le Duc de Bourgogne & de Brabant, Comte & Seigneur deſdits Païs de Hollande, Zelande & Friſe &c. qu'il luy plût envoyer des gens de ſon Conſeil & de ſeſdits Païs de Hollande, Zelande & Friſe à Copenhague en Danemarck ſous l'eſperance que par le moyen de ſa Maj. leſdits differents & diſſentions fuſſent terminées, ce que ledit Puiſſant Prince & Duc de Bourgogne à bien voulu faire; & a à cette fin depêché à Copenhague l'honorable Seigneur Samſon de Laling, Seigneur d'Oprebais, le Sieur Arent de Gent, Seigneur de Gieſſenberg Chevaliers; Maître Louïs vander Eycke; Jean Jean Heynenſoon ſon Conſeiller, & Maître Jean Roſe ſon Secretaire avec quelques Deputez de ſeſdits Païs de Hollande, Zelande & Friſe, avec des lettres & plein-pouvoirs d'en ſon nom & en celuy de ſeſdits païs traiter deſdittes affaires; & étant la arrivez, ils ont trouvé ledit Sereniſſime Roy en chemin pour ſon Royaume de Suede & ailleurs où il a des affaires neceſſaires & importantes, enſorte qu'il n'a pû entendre en perſonne auxdittes affaires, & de la part de S. M. ordonné & authoriſé de ſon Conſeil le Reverend en Dieu & honorable Seigneur Jean Archevêque de Londres; Jean Evêque de Rodenſchilt en Danemarck; Benoit Prieur d'Anwerdekon, le Sieur Martin Janſſen, le Sieur Steenwaſſer Chevalier Abſinge & Alber-Buſdeback, leſquels entre autres choſes ont donné à entendre aux Deputez dudit Duc de Bourgogne & de ſes Païs de Hollande, Zelande & Friſe les grands & irreparables dommages qui leur ont été faits par les ſujets de Hollande, Zelande & Friſe, & qu'ont ſouffert ſon Royaume & ſes ſujets par les incendies qu'ils ont fait en Danemarck, de ſorte que pour s'en deffendre, vû que tous les jours il luy étoit raporté que les Hollandois venoient avec toutes leurs forces contre les Royaumes de ſadite*

ANS de J. C. 1441.

van Bourgoignien ende syne voorsz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieslandt, te kennen gheghe-ven hebben van den grooten swaeren ende onverwinlijcken schaden die hem van den Onderseten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieslandt, gheschiet soude wesen, hem mede syn Rijcke ende Onderseten met verdedinge swaerlijcker gheschat hebben, ende dat sy in Denemarcken ghebrant hebben, soo dat hy daerom ende om die te wederstaen, gemerckt dat hem alle dagen tijding quam dat die Hollanders quamen met alle hare macht teghens sijnre genaden ende Rijcken voorschreve, ende heeft moeten verseetten een gants Hertochdom ende andere vreemde Luyden hout in sijn soudie, dat hem ghekost heeft over hondert duysent Rijnsche gulden, behalven groote swaere Hantvesten ende verbanden die hy heeft moeten geven aen vreemde Heeren, steden ende luyden, om bystandicheyt van hen te hebben, dat hy noode ghedaen heeft, als die voorsz Eerwaerdige Eerbare Heeren dat klaerlijcken gheseyt in't langhe ende verklaert hebben, begeerende van des voorsz Conincks weghen, datmen hem die voorsz schaede ende oock die schade van sijnre Onderseten uytrechten wouden, op dat die oude Vruntschap tusschen den Rijcken voorschreve, ende den voorschreve Landen van Hollandt, Zeelant ende Vriesland, onderhouden wesen mochte, waer op die Gedeputeerde des voorsz Hertoge ende sijner Landen voorschreve verantwoort hebben, dat van den schade in den Rijcke geschiet of dat die voorsz Koninck schade daerom geleden heeft, hem metter herten is leedt, ende dat niet gheweest en is by haren wille, consent, ende beveel: want in allen haren Ordonnantien van Oorloghe altijt uytgescheyden ende beveel ghedaen hebben, dat niemant den drie Rijcken beschadigen soude, ende daerom en waren sy in gheener wijs schuldich Restitutie of wederkeringe van den schade voorschreve te doen op den gheene die dat ghedaen hadden, alsmen dat met recht vervolghen woude, met veel meer woorden daer toe dienende: segghende ende toonende voort die groote sware schade die hem gedaen sijn, van de Onderseten van de drie Rijcken voorsz, ende namelijck, by den Onderseten van Sweden ende van Norweghen, ende oock die groote ende goede diensten die sy tot allen tijden den drie Rijcken ghedaen hebben, ende noch bereyt waren te doen als't hem van noode waer, teghens hare Vyanden, welcke dienste hem ghebracht heeft in grooten onverwinnelijcke schade, ende waren daerom in die vrede gekomen als sy al wel weten mochten, ende daerom ende veele andere redenen daer toe dienende: seggende datmen hem schuldigh was gunstich te wesen ende alle saecken met goedertierentheyt aen te sien ende te mercken, begeerende daerom datmen haer aenghemoeyt woude laten van den schade geschiet vande Gedeputeerde voorsz ende daer toe, dat hen die Doorluchtige Coninck voorsz confirmeeren ende vestighen woude haer oude Handt-Vesten ende Privilegien, die sy van outs plegen te hebben in de Rijcken voornoemt, welcke Privilegien die de voorsz Coninck meynt dat sy verbroocken hebben, mette voorsz Brantschattinge ende anders, na welcke woorden ende weder-woorden ende veel dach-vaerden daer af gehouden, de voorsz Gedeputeerden aen beyden sijden op dattet goede Vruntschap ende Maechschap wesen ende blijven mach, tusschen den voornoemden Doorluchtigen Coninck zijn Rijcken, Landen, Luyden ende Onderseten, ende den voornoemden Hoochboren Vorst den Hertoghe van Bourgoignen &c. sijne Landen, Luyden, ende Onderseten, ende op dat die Coopmanschap loop hebben mach, versproocken, gedadingt ende geslooten hebben, die Puncten ende Articulen hier na volgende.

I. In den eersten, dat die oude Vruntschap die altijt geweest heeft tusschen den drie Rijcken van Denemarcken van Noorwegen ende van Sweeden, ende die

ANS de J. C. 1441.

sadite Majesté, il a été obligé de bouleverser un Duché entier & de prendre des étrangers à sa solde, qui lui ont couté plus de cent mille livres, outre de grands privileges & obligations qu'il a été obligé de passer à des Seigneurs Etrangers, Villes & Peuples pour en obtenir du secours; par où il s'est mis en necessité, comme les susdits honorables Seigneurs l'ont demontré clairement & au long, desirant au nom dudit Roy qu'on l'eût à indemniser dudit dommage à lui fait & à ses sujets, afin de rétablir l'ancienne amitié entre luy & les susdits Païs de Hollande, Zelande & Frise, à quoy les Deputez du susdit Duc & de ses païs susdits ont répondu qu'ils sont tres marris du dommage que le Roy & son Royaume ont soufferts, & que cela n'est point arrivé de leur volonté, consentement & ordre; puisque dans toutes leurs Ordonnances Militaires ils ont toûjours ordonné que personne des trois Royaumes ne reçût aucun dommage, & qu'ainsi ils n'étoient nullement tenus de faire aucune restitution du dommage susdit, si on voulôit les poursuivre par la voye de droit, avec plusieurs autres paroles servantes à ce: disant & remontrant le grand dommage qui leur a été fait par les sujets des trois Royaumes susdits, & nommément par les Sujets de Suede & de Norwegue, & aussi les grands & bons services qu'ils ont rendus de tout tems aux trois Royaumes, & qu'ils sont encore prêts de rendre si besoin est, contre leurs ennemis, lesquels services leur ont causé de trés grands & irreparables dommages; & étoient pour cela venus à la paix comme ils le sçavoient bien tous, & pour plusieus autres raisons servant à ce: disant qu'on étoit obligé de leur être favorable, & de considerer toutes choses benignement, demandant qu'on ne les obligeât pas à l'indemnité des dommages alleguez par les Deputez, & que le Serenisme Roy eût a leur confirmer leurs Chartres & Privileges qu'ils ont accoutumé d'ancienneté d'avoir dans les Royaumes susdits, lesquels Privileges, le susdits Roy croit qu'ils ont enfraint par lesdits incendies & autrement; aprés lesquelles paroles & reponses & plusieurs conferences tenuës à ce sujet, les susdits Deputez de part & d'autre, afin qu'une bonne amitié demeurât entre le susdit Serenissime Roy, ses Royaumes, Païs, Peuples & Sujets & le susdit grand Prince & Duc de Bourgogne, ses Païs, Peuples & Sujets, & afin que le negoce pût avoir son cours, ont convenu & arrêté les points qui s'ensuivent.

I. Premierement que l'ancienne amitié qui a toûjours été entre les trois Royaumes de Danemarck, Norwegue, Suede & les susdits Païs de Hollande, Zelande

NS J. C. 1441. die voorſz Landen van Hollant, Zeelandt ende Vrieſlandt voortaen vaſt onderhouden, weſen ende blijven ſal, ſonder de een den anderen eenich ſchade te doen in eeniger wijs, ende ſullen terſtont daerom die Gedeputeerden des voorſz Coninex, ſchrijven en gebieden van ſijne Genaden wegen, ende doen openbaren over al die drie Rijcken voorſz, die Vereenighde ende overdracht van Vruntſchap voorſchreve, ende dat daerom niemant wie hy ſy, hem ſelver Rechten en ſal van eenighe ſchade die hem ghedaen moghen geweeſt hebben tot deſen dage op Lijf ende Goet, ende op al dat ſy verbeuren mogen; welcke Gebodt die voorſz Coning noch doen ende verkonden ſal met ſijne Brieven als hy weder in Dennemarcken ghekoomen ſal weſen, ende derghelijcx alſulcke ghebooden ſullen die Ambaſſadeurs des Hoochgheboren ende vermoghende Vorſt die Hertog van Bourgoignien doen over alle die Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, alſoo geringe als ſy immermeer ſullen konnen of mogen. Ende waert ſaecke dat eenigh ſchade tuſſchen beyden gheſchiede eer dat voorſz gebodt gedaen waer, of daer na, dat God verhoede, daer af ſoude een ygelick goet onvertogen recht doen op den geenre Lijf ende Goedt die 't ghedaen hebben ſonder verdrach, indien men 't vervolcht ende goede waerachtige bewijſinghe ende certificatie van waerden daer af brenght alſoo dat behoort.

II. Als van de ſchade die die van Hollant, Zeelant ende Vrieſlant den Onderſaten des Rijckes van Denemarcken mogen gedaen hebben ſint dattet Beſtant van deſelve Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt ende den ſes Wendiſchen Steden uyt ginck, daer af ſalmen een goet overtogen Recht doen den klagers aen beyden ſijden, alſoo wel over die Onderſaten des Rijcks van Denemarcken als over die van Hollandt &c. doen elcx in den ſijn, aen der geener Lijf ende goet die 't ghedaen hebben, indien dat ſy dat vervolgen ende tot haren ſchaeden brenghen goede bewijſinghe ende certificatie van waerden als behoort, dats te weten van den Rijcke van Denemarcken, voor den Heere van Hollandt; ende die van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, voor den Coninck van Denemarcken ende ſijnen Rade.

III. 'tIs overdraghen dat die voorſz Coninck ſal moghen ordineeren een, twee, of drie die macht hebben ſullen te vervolghen in Hollant voor den Rade aldaer, alle die ſaecken van ſijn Onderſaten van Dennemarcken die hen gedaen ſijn by dien van Hollandt, Zeelant, ende Vrieſlant, ſint den tijt dattet voorſz Beſtant tuſſchen den ſes Wendiſchen Steden uytginck, dewelcke voorſz Perſone of perſonen alſoo gemachticht ſullen vry ende vaſt geleyde hebben, en men ſal hen goet en overtogen recht doen ende hantieren hem deuchdelijck, als of ſy uytten voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlant waren, alle dinck ſonder Argheliſt, ende deſgelijcx ſalmen doen onder den voorſchreve Coninck den geenen diemen by ſijne Genade machtighen ſal, om den ſchade van de Hollanderen ende Zeelanderen te vervolghen.

IV. Ende als van den ſchade oude ende nieuwe tot deſen dagen toe, die van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt voornoemt, moghen ghedaen hebben den Onderſaten van Sweden ende van Noorwegen, ende die Onderſaten der ſelver Landen van Sweden ende van Noorweghen, den Onderſaten van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt voorz gedaen moghen hebben, of die van Denemarcken ende die van Hollandt Zeelandt ende Vrieſlandt die een den anderen gedaen hebben van outs, die ſullen den een teghens den anderen blyven ſtaen, in ſulcken State ende poſture als ſy nu ſtaen, ter tijdt toe dat die voorſeyde Koninck weder in ſijn Rijck gekoomen ſal weſen, die dan terſtont ſchrijven ſal aen den voornoemden Hoochgheboren Hertoge van Bourgoigne &c. ſijn Neve, aen deſe ſaken te hangen aen haer beyder Raden, die ſy daer toe

de & Friſe, ſera dorenavant entretenuë ſans ſe faire de tort l'un à l'autre en aucune maniere, & leſdits Deputez du ſuſdit Roy écriront, declareront & auſſi-tôt au nom de S. M. par tous les trois Royaumes le ſuſdit traitté de païs, & que perſonne, qui que ce ſoit, n'ait à ſe faire juſtice d'aucun dommage qui lui pourroit avoir été fait, ſoit en corps ou biens juſques à ce jourdhuy laquelle ordonnance le ſuſdit Roy declarera derechef par ſes lettres lorſqu'il ſera de retour en Danemarck; & ſemblable publication feront les Ambaſſadeurs de Haut & Puiſſant Prince le Duc de Bourgogne par tous les Païs de Hollande, Zélande, & Friſe, le plûtôt que faire ſe poura. Et s'il arrivoit que l'une des parties ſouffrit quelque dommage avant ladite publication ou cy aprés, ce qu'à Dieu ne plaiſe, il en ſera fait juſtice prompte & bonne ſur les corps & biens de celuy qui aura fait ledit dommage, pourvû qu'il en ſoit aporté une preuve certaine comme il apartient.

ANS de J. C. 1441.

II. Quant au dommage que ceux de Hollande, Zélande & Friſe peuvent avoir fait aux ſujets du Royaume de Danemarck depuis la publication de la Trêve entre leſdits Païs de Hollande, Zélande, & Friſe, & les ſix Villes de Vandales, il en ſera fait bonne & prompte juſtice au plaignant de part & d'autre, tant à l'égard des ſujets dudit Royaume de Danemarck que de ceux de Hollande &c. chacun en droit ſoy, & ce ſur les corps & biens de ceux qui l'auront fait pourvû que le plaignant aporte de bonnes & ſuffiſantes preuves du fait, ſçavoir ceux du Royaume de Danemarck pardevant le Souverain de Hollande, & ceux de Hollande, Zélande & Friſe pardevant le Roy de Danemarck & ſon Conſeil.

III. Il eſt convenu que le ſuſdit Roy poura en ordonner un, deux, ou trois, qui auront pouvoir de pourſuivre pardevant le Conſeil de Hollande toutes les choſes qui ont été faites à ſes ſujets de Danemarck, par ceux de Hollande Zélande & Friſe, depuis la publication de la ſuſditte Trêve, d'entre les ſix Villes des Vandales, laquelle perſonne, ou leſquelles perſonnes ainſi autoriſez auront un ſauf conduit, & on leur fera bonne & prompte juſtice, les traittant convenablement comme s'ils étoient ſujets deſdits Païs de Hollande, Zélande & Friſe, le tout ſans diſſimulation; & ſemblablement il en ſera uſé de même ſous ledit Roy a ceux qui ſeront autoriſez par S. M. pour pourſuivre le dommage des Hollandois & Zélandois.

IV. Et à l'égard du dommage ancien & nouveau que ceux de Hollande, Zelande & Friſe ſuſdits peuvent avoir fait juſques à ce jour, aux Sujets de Suede & de Norwegue; & les ſujets des ſuſdits Païs de Suede & de Norwegue aux Sujets de Hollande, Zelande & Friſe, ou que ceux de Danemarck, & ceux de Hollande, Zelande & Friſe peuvent s'être fait l'un à l'autre anciennement, les choſes demeureront en l'état qu'elles ſont preſentement, juſques à ce que le ſuſdit Roy ſoit de retour en ſon Royaume, qui alors écrira auſſi-tôt à ſon Couſin le ſuſdit Duc de Bourgogne de remettre les affaires pardevant leurs Conſeils qu'ils commettront & autoriſeront à cet effet, & que pour cet effet il ſera choiſi un certain jour & ville où par leur conſentement leſdits Conſeils s'aſſembleront, pour traitter dudit dommage de part & d'autre ſelon l'équi-

ANS de J. C. 1441.

Committeeren ſullen ende machtigen, ende daerom eenen redelijcken dach ende Stede te raemen by haer beyder conſent daer deſelve Raden vergaderen ſullen, om van de voorſz ſchaede te handelen aen beyde ſijden na der Redelicheyt. Maer waert ſaecke dat van nu voortaen van beyden ſijden eenighe ſchade ghedaen werde, dat Godt verhoede, daer af ſal men oock aen beyde ſijden een onvertoghen Recht doen, in der manieren als men doen ſal dien van Dennemarcken, ghelijck in 't voorſz Articul begrepen ſtaet.

V. Als van der verſettinghe van ſchade ende beteringhe die de voorſz Koninck begeert ghedaen te hebben van die van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, daer af is overdraghen dat die van Hollant, Zeelandt, ende Vrieſlandt Koninck Chriſtoffel voornoemt ter eeren, ende om al dat ſy tegens ſijn Genade gedaen mogen hebben, en op dat hy hem alle ſaken vergave ende voortaen in goede gratie hebben mach, ende confirmeeren ende veſtigen alle haer oude Handtveſten ende Privilegien die ſy plegen te hebben over alle ſijn Rijcken, ende daer af goede Brieven hem gheven, betalen ende ſchencken ſullen tot heuſcheyt vijf duyſent Rhijnſche gulden, te betalen drie duyſent tot Sinte-Jans-Miſſe te midſomer naeſtkomende, dat weſen ſal in den Jare ons Heeren duyſent vier hondert twee en veertigh, ende die ander twee duyſent tot Sinte-Jans-Miſſe daer naeſtvolghende, dat weſen ſal in 't jaer 1443. ende hier mede ſoo ſullen alle ſaecken vergeven weſen, ende voort die oude goede vrundtſchap onderhouden tuſſchen den voornoemden Koninck ende ſijn drie Rijcken, ende die voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, ende hy ſal haer oude Handsveſten ende Privilegien met Brieven confirmeren ende veſtigen.

VI. Ende van deſen voorſz Tractaet ende overdrachten hebben die voorſz Ambaſſadeurs aen beyde zijden gelooft by haren Koninghe ende Hertogh te doen confirmeeren, ende daer af die een den anderen bezegelde Brieven te ſenden als dat behoort; ende des tot ghetuyghe ende tot vaſtigheyt, ſoo hebben die Eerwaerdige in Gode ende Eerbare Heeren Jan Aertsbiſſchop van Londen, Jan Biſſchop van Rodenſchult in Denemarcken, Benedictus Prior tot Antwerdeskon, Heer Martijn Janſſen, ende Heer Steenvaſſer, Ridderen, voor alle den voorſz Rade van des Konings wegen, ende Heer Sampſon van Lalaing, Heere van Opprebays, Heeren Arent van Gent, Heere van Gieſſenborg, Jan Jan Heymens-ſoons Soon, Meeſter Jan Rooſe, ende Gerrit van Noortich, voort alle die Ambaſſadeurs van den voorghenoemden Hertoghe van Bourgoigne ende ſijnre Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlant voorſchreven, haer Zeghelen aen deſen Brief die twee zijn al-eens luydende, doen hanghen. Gedaen tot Coppen-Haven in Denemarcken, op Sinte Bartholomæus avont, in 't jaer ons Heeren duyſent vier hondert een ende veertigh.

té. Mais s'il arrivoit que d'icy en avant, fut fait quelque dommage de part ou d'autre, ce qu'à Dieu ne plaiſe, on en fera auſſi juſtice reciproquement en la maniere qu'il ſera fait à ceux de Danemarck, comme il eſt contenu dans le ſuſdit article.

ANS de J. C. 1441.

V. Quant à l'indemnité & reparation que le ſuſdit Roy a demandé être faite par ceux de Hollande, Zélande & Friſe, il eſt convenu que ceux de Hollande, Zélande & Friſe, feront preſent audit Roy Chriſtofle, afin que S. M. leur pardonne tout ce qui a été fait contre lui, qu'ils rentrent en grace & qu'il leur confirme les Chartres & Privileges qu'ils ont toûjours eu dans ſes Royaumes, dont il donnera ſes lettres en bonne & deuë forme, de la ſomme de cinq mille livres Imperiales, à payer, ſçavoir trois mille à la Saint Jean mi-été, qui ſera l'an 1442. & les deux autres mille à la St. Jean de l'année ſuivante 1443. par le moyen dequoy toutes choſes ſeront aſſoupies & pardonnées, & l'ancienne amitié entretenuë entre les ſuſdits Roy, ſes trois Royaumes, & leſdits Païs de Hollande, Zélande & Friſe, & il confirmera leurs anciens Chartres & Privileges par ſes lettres.

VI. Lequel Traitté & accord leſdits Ambaſſadeurs ont promis de part & d'autre faire ratifier par leur Roy & Duc & d'en envoyer les uns & les autres leurs lettres ſcellées comme il apartient, en témoin & fermeté dequoy les Reverends en Dieu & honorables Seigneurs l'Archevêque de Londres & l'Evêque de Rodenſchilt en Danemarck, Benoit Prieur d'Antwerdeskon, le Sieur Martin Janſſen, & le Sieur Steenwaſſer Chevaliers, tous du Conſeil & de la part du Roy, & le Sieur Samſon de Lalaing, Seigneur d'Opprebais; le Sieur Arent de Gent, Seigneur de Giſſenbourg; Jean Jean Heymers-ſoons fils; Maître Jean Roſe, & Gerard de Noortich Ambaſſadeurs des ſuſdit Duc de Bourgogne & de ſes Païs de Hollande, Zélande & Friſe ſuſdit ont apoſé leurs ſceaux à ces preſentes faites double. Fait à Copenhague en Danemarck la veille de St. Barthelemi, l'an 1441.

CDV.

ANS de J.C. 1441.

HOLSTEIN, ET HOLLANDE, ZELANDE, &c.

Traité de Trêve & de Réconciliation entre le Duc de HOLSTEIN, *d'une part, & les Païs de* HOLLANDE, ZELANDE & FRISE, *d'autre, fait à Copenhague, l'an* 1441. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre, &c. Tom. I. pag. 93.

IN nomine Domini, Amen. Kenlijck zy, alſoo die Ambaſſadeurs der Hoogh-gebooren Vorſt des Hertoghe van Bourgoignien ende van Brabant, &c. ende ſijnre Landen van HOLLANDT, ZEELANDT, ende VRIESLANDT, die ten dage geweeſt hebben

CDV.

ANS de J.C. 1441.

HOLSTEIN, ET HOLLANDE, ZELANDE, &c.

Traduction de ce Traité.

AU nom du Seigneur, Amen. Soit notoire; que les Ambaſſadeurs de très Haut Prince le Duc de Bourgogne & de Brabant &c. & ſes Païs de HOLLANDE, ZÉLANDE & FRISE, *qui ſe ſont aſſemblez à Copenhague contre les ſix Villes des Vandales,*

ANS J. C. 1441.

tot Coppen-Haven, tegens den ſes Wendiſchen Steden, als Lubeke, Hamborgh, Roſticke, Straelſondt, Wiſſemer, ende Lunenburgh, in haren woorden geſeyt ende geroert hebben, dat die Hertoghe van Sleeſwich, Grave van HOLSTEIN, met den voorſz ſes Wendiſchen Steden haer vyant was, ende dat ſy hem mede in den Beſtandt hebben wouden, of het ſoude hen niet mede gaen voor haren zijde, ende die Ambaſſadeurs ende ſende-Boden van den voorſz Steden antwoorden die contrarie, ende dat hy met hen in die vrede ende oorloge niet geweeſt noch bezegelt en hadde, ende en waren ſijnre niet machtigh, maer waert ſake datmen hen verſeeckeren ende betaelden die ſomme van ſeſthien hondert Lubicke Marcke die hy den voornoemden Lande van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt eyſchet van wien die hem voortijts genomen ſouden weſen, ſy ſouden ſo veel doen dat de voornoemde Hertoge te vreden ſoude weſen, ende die voorſz Landen ongemoeyt laten van allen ſpraken. Soo iſt, dat by tuſſchen-ſpreecken ende middel van de Eerwaerdige ende Eerbare Heeren van den Rade, de voorſz Doorluchtigen Koninck Chriſtoffel van Denemarcken gedadingt en geſloten dat die voorſz ſes Wendiſche Steden, tuſſchen dit en Sint Dionyſius dagh naeſtkomende, haer beſt doen ſullen, bearbeyden en onderwijſen den voornoemden Hertoghe van Schleſwich, dat die voorſz ſomme ghemindert ſal werden, ende mach dat niet weſen, ſoo ſullen die van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt voorſz. den Hertoge betalen binnen den twaelf nachten van Kers-avondt, die voorſz ſomme van ſeſthien hondert Mercken, ende die leveren in den handen van den Oldermans van der Duytſchen Hanze tot Brugghe, ende die voornoemde Hertoch ſal dan brieven doen leveren den geenen die 't geldt bringen ſal, daer hy mede quijt ſchelt den voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, van alle dat hy hen eyſchen of manen mach tot deſen dagen toe, ende tuſſchen dit ende Kermiſſe voornoemt, dat hy ſyn geldt ontfangen ſal, ſal hy Beſtandt of Vrede geven die van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlant voorſz. ende daer en t'eynde ſullen ſy goede vrienden zijn, ende blijven wel verſoent van allen ſaecken, alle dinck ſonder argh ende liſt: ende deſe Tractaet hebben de Ambaſſadeurs des voornoemden Hertoge van Bourgoignien ghelooft, doen veſtighen ende confirmeren by den ſelven Hertoge haren genadigen Heere met ſijn Brieven: ende des tot ghetuygheniſſe ſoo hebben wy Heere Sampſon van Lalaing Heere van Opprebays, Heer Arent van Gent Heere van Gieſſenborgh Ridderen, en Meeſter Jan Roſe van wegen des Hertoge van Bourgoignie, en ſijnre voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, ende Heer Jan Tolman Burgemeeſter tot Lubike, Erick van Eytzen, Raetman tot Hamborgh, ende Henrick Buyck Burgemeeſter tot Roſticke, van de voorſz ſes Steden wegen haren Zegelen aen deſen Brieve, die twee zijn al-eens luydende, doen hangen. Gedaen op Sinte Bartholomæus avondt, in 't jaer ons Heeren duyſent vier hondert een en veertigh.

dales, comme Lubeck, Hambourg, Roſtock, Straelſonde, Wiſmar & Lunebourg, ont dit que le Duc de Sleſwick Comte de HOLSTEIN *avec les ſuſdittes ſix Villes étoient leurs ennemis, & qu'ils ſouhaittoient qu'ils fuſſent compris dans la Trêve, ou autrement que cela n'iroit pas bien pour eux; & que les Ambaſſadeurs & Deputez deſdittes ſix Villes ont repondu le contraire qu'ils n'avoient point été dans cette guerre & qu'ils n'avoient pas non plus ſigné la paix & qu'ils ne pouvoient pas l'obliger a rien. Mais que ſi on lui vouloit aſſeurer & payer la ſomme de ſeize cent marcks de Lubeck qu'il demandoit aux dits Païs de Hollande, Zélande & Friſe, laquelle ſomme luy a été cy devant priſe par eux, ils feroient enſorte que le ſuſdit Duc ſeroit content, & que leſdits païs ſeroient quittes de toutes pretentions, il eſt convenu, aprés avoir conferé de cette affaire avec les honorables Seigneurs du Conſeil du Sereniſſime Roy Chriſtophle de Danemarck & conclu par leur moyen, que les ſix Villes des Vandales ſuſdittes, entre-cy & la Saint Denis prochain feront de leur mieux auprés du Duc de Sleeſwick, afin que la ſuſditte ſomme ſoit diminuée, & cela ne ſe pouvant pas, ceux de Hollande, Zélande & Friſe payeront audit Duc dans le tems de la Chandeleur la ſuſditte ſomme de ſeize cens marcks, & les remettront entre les mains des Conſuls de la Hanſe Teutone à Bruge; & alors ledit Duc fera donner ſes lettres à celui qui aportera l'argent, par leſquelles il tiendra quitte leſdits Païs de Hollande, Zélande & Friſe de tout ce qu'il peut leur demander juſques à ce jour. Et entre-cy & la Chandeleur prochain qu'il recevra ſon argent, il accordera Trêve & Paix à ceux de Hollande, Zélande & Friſe ſuſdits, & par ce moyen demeureront bons amis & reconciliez de toutes choſes, le tout ſans diſſimulation. Et leſdits Ambaſſadeurs ont promis de faire ratifier ce preſent Traitté par ledit Duc leur Seigneur par ſes lettres, en temoin dequoy nous Samſon de Lalaing Seigneur d'Oprebays, Arent de Gent Seigneur de Gieſſembourg Chevaliers, & Maître Jean Roſe de la part du Duc de Bourgogne & de ſes ſuſdits Païs de Hollande, Zélande & Friſe, & Jean Tolman Bourguemaître de Lubeck, Erick d'Eytzen Conſeiller de Hambourg, & Henry Buyck Bourguemaître de Roſtock de la part des ſuſdittes ſix Villes avons appoſé nos Sceaux à ces preſentes, faites doubles, la veille de St. Barthelemi l'an* 1441.

ANS de J. C. 1441.

CDVI.

Traité de Paix entre les Païs de HOLLANDE, ZE'LANDE *&* FRISE, *d'une part, & les Païs de* PRUSSE *&* LYFLAND, *d'autre, fait à Copenhague, le 6. Septembre* 1441. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre, &c. Tom. I. pag. 93.

HOLLANDE, ZE'LANDE, &c. ET PRUSSE, &c.

In nomine Domini, Amen. Wittelijck zy alle den gheenen die deſen tegenwoordigen Schrift, Scheydinge,

CDVI.

ANS de J. C. 1441.

Traduction de ce Traité.

HOLLANDE, ZE'LANDE, &c. ET PRUSSE, &c.

IN nomine Domini, Amen. *A tous ceux qui ces preſentes Lettres d'amitié & d'accord verront ou*

ANS de J. C. 1441.

dinge, Vrundtſchap ende verlijckinghe ſullen ſien oft hooren leſen, dat die Eerbare ende ſtrenge Heeren Sampſon van Lalaing Heere van Opprebays, Arent van Gent Heere van Gieſſenborg, Ridderen, Meeſter Lodewijck van der Eycke, Jan Jan Heymenſoons Soon, Meeſter Jan Roſe, Gerrit van Noortich met meer andere perſoonen uyt Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, alſoo ghemachtight van weghen des Hooghgebooren Vorſte des Hertoghe van Bourgoignien ende ſijnre Landen van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt voorſz ende dat daer aenkleeft, aen die een zijde, ende die Eerbare Heeren Nicolaes Poſter van Danſwijck, Wilrijck van Wreda Vooght tot Darſoo, Otto van Seleniſchou Ridder in den Koelmoetſchen Lande geſeten. Meynert Cuelnaer, Henrick Buyck, ende Nicolaes Wreth van Danſwicke, ende Dirck van Bodeken, ende Jan Swijn van Lijſlande, als volmachtigh van die van Pruyſſen ende Lijſlandt, ende dat daer aenkleeft, aen die andere zijde, na veele Daghvaerden ende handelinghen van beyde zyden ghehadt, vrundtlijcken verlijcket, verſcheyden ende vereffent zijn in der manieren als hier na gheſchreven volghet:

I. In den eerſten, dat alle die ghevangenen ende die om der twee ende twintigh Schepen op ter Trade ghenomen, in Pruyſſen ende Lijflandt toe behoorende, bekommert ende onbekommert ſullen vry ende quijt weſen, ende waert ſaecke dat eenigh man van beyde zyden gheſchattet waer gheweeſt, ofte eenigh geldt ghegeven hadden, dat ſal hem weder ghegeven worden.

II. Ende om die neminge die die van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlant ghedaen hebben, op ter Trade, van twee ende twintich ſchepen, ende goederen daer in weſende, dat in Pruyſſen of in Lijflandt, of haren inwoonenden toebehoort, ſullen die ſelve van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt, die van Pruyſſen ende Lijflandt voornoemt, ende haren volmachtige Procuratores daer af bevele ende macht hebbende, wel vernoeghen ende betalen die ſomme van negen duyſent Pondtgroot Vlaemſche tot Brugghe, tot vier jaren, ende vier termijnen, dat is te weten, twee duyſent vijf hondert Pondtgroot tot Kers-avondt naeſt komende anno veerthien hondert twee en veertigh, ende twee duyſent vijf hondert Pont tot Kers-avont anno veerthien hondert drie en veertich ende 2000. Pontgroot anno vier en veertich, ende vijf en veertich ſonder langer vertreck.

III. 't Is gedadingt dat die Ambaſſadores des Hertoghe van Bourgoignien voorſz, bearbeyden ende verwerven ſullen aen die ſelve Hertogh haren Heere, dat dat ſelve gelt vry ende ongehindert voor alle man uyt alle ſijne Landen gevoert ſal worden alle dinck ſonder arch ende liſte.

IV. Waert ſake dat eenich Onderſate des Landts van Pruyſſen hem meer toe reeckende, ende oock van Lijflant van den ſchade van de twee en twintigh ſchepen ende Goederen voorſz, dan in Lijflandt ende in Pruyſen toebehoorende, dat men met recht bewijſen mach, ſoo ſal die Heere der ſelver Lande daer toe ſo veel doen dattet weder gekeert ſal werden den geenen die 't gevoert hebben.

V. Als van den anderen Schepen ende Goederen die voor, na, ende boven die twee en twintigh Schepen voornoemt die van Pruyſen ende Lijflant haren Onderſaten by die van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt ghenomen ſijn, ende allen ſchaden geſchille ende twee-dracht aen beyde ſijden, ſal ſtaen tot haer beyder Heeren als totten Hertoghe van Bourgoignien ende totten Hof-meeſter van Pruyſen om dage ende Stede te ramen alſo beyden Heeren dat wert weſen bequame, daer beyde Partyen voorſz volmachtigh komen ſullen om op den dagh voorſz deſe ſake totten eynde, doch ſal ſoo dat die een Heere den anderen den ſelven dagh een half jaer te minſten voor beſchrijven op dat elcx den ſijn ten merckelijcken dage ſenden moghen.

VI. So

orront, ſoit notoire que l'honorable Seigneur Samſon de Laling Seigneur d'Opprebais; Arent de Gent, Seigneur de Gieſſembourg Chevaliers; Maitre Louis vander Eycke; Jean Jean Heymerſoon, fils; Maitre Jean Roſe; Gerard de Noortich, avec pluſieurs autres perſonnes de HOLLANDE, ZÉLANDE *&* PRISE, *authoriſez du grand Prince, le Duc de Bourgogne & de ſes Païs de Hollande, Zélande & Friſe ſuſdit & dependances, d'une part; & les honorables Seigneurs Nicolas Poſter de Danſwick; Wilryck de Wreda Gouverneur de Darſoo; Otton de Seleniſchon Chevalier demeurant au Pais de Koelmoet; Meynert Cuelnaer, Henry Buyck & Nicolas Wreth de Danſick, & Theri de Bodeken, & Jean Swyn de* LYFLANDT, *& dependances d'autre part; aprés pluſieurs conferences tenuës enſemble, il a été convenu & accordé amiablement comme s'enſuit.*

ANS de J. C. 1441.

I. En premier lieu que tous les priſonniers qui étoient ſur les vingt deux vaiſſeaux pris ſur le Trade *en* PRUSSE *& Lyffiande & apartenants auxdits pais ſeront relâchez & remis en liberté ſans rien payer: & s'il eſt ainſi que quelqu'un d'un ou d'autre côté, a été taxé & obligé de payer quelque choſe, il lui ſera rendu.*

II. Et pour la priſe que ceux de Hollande, Zélande & Friſe ont faite ſur le Trade *deſdits vingt & deux vaiſſeaux, apartenants auxdits Pais de Pruſſe & de Lyffland, ou a leurs habitans; ceux de Hollande, Zélande & Friſe payeront auxdits de Pruſſe & de Lyfland ſuſdits ou a leurs Procureurs, ayant charge, la ſomme de neuf mille livres de gros, monoye flamande, a Bruge dans le terme de quatre ans & en quatre termes, ſçavoir deux mil cinq cens livres de gros au jour de la Chandeleur prochain, l'an quatorze cent quarante deux; & deux mille cinq cens au même jour de l'année 1443. & deux mil livres de gros l'an 1444. & 1445. ſans autre delay.*

III. Eſt convenu que les Ambaſſadeurs du Duc de Bourgogne ſuſdit, travailleront à obtenir dudit Duc leur Souverain, que ledit argent ſoit envoyé de ſon païs ſans empêchement, le tout ſans fineſſe ni diſſimulation.

IV. Et s'il arrive qu'à quelque ſujet des Païs de Pruſſe & auſſi de Lyfland il revienne davantage pour le dommage des vingt deux vaiſſeaux & biens ſuſdits qui appartiennent auxdits Païs de Lyfland & Pruſſe, ſi cela peut-être prouvé, le Seigneur deſdits païs fera ſi bien enſorte que cela ſoit reſtitué à qui il apartient.

V. Quant aux autres vaiſſeaux & biens au delà des vingt deux vaiſſeaux cy deſſus, que ceux de Hollande, Zélande & Friſe ont pris à ceux de Pruſſe & de Lyfland, & tous les differents que les parties ont de part & d'autre, cela ſera remis aux deux Seigneurs, ſçavoir le Duc de Bourgogne & aux Gouverneurs de Pruſſe pour nommer un jour & un lieu qu'ils trouveront convenir, & les parties s'y trouveront par leurs deputez pour terminer l'affaire, & l'un des Seigneurs ſera obligé d'avertir l'autre un moins un demi an auparavant, afin que chacun puiſſe envoyer le ſien au jour marqué.

VI. Les

ANS J. C. 1441.

VI. So en ſullen die Schepen genomen by den Onderſaten van Hollandt, Zeelandt, ende Vrieſlandt toe behoorende den Onderſaten van Pruyſen ende Lijflandt, niet weder gebracht worden, de ſake ſy eerſt by den Voerbaren van den Hertoge van Bourgongnie ende den Hof-meeſter van Pruyſen of haren volmachtigh ſende-Boden daer toe geordineert, by beyden partyen ge-eynt, geſloten, ende beſijden ge-eynt; als daer toe behooren ſal.

VII. Om den ſchade wille die geſchiet is by die van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, om neminge der anderen Schepen ende Goederen voornoemt, ende naer der twee en twintigh Schepen ende Goederen voornoemt, die van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt ende hare hulperen in die voorſz ſaecke, die voornoemde Landen voorſz van Pruyſen ende van Lijflandt met haren Lijf ende Goederen verſoecken vry ende ongehindert van allen ſaken wegen; ende die voorſz Ambaſſadeurs der voorſz Hertogen hebben gelooft ſo veele te doen ende te bearbeyden aen den ſelven haren Heere, dat die voorſz ſake ghe-eynt ſal worden binnen de voorſz vier Jaren, immer dat dat gebreck aen ſijnen ſijde niet weſen en ſal, ende deſgelijcx die Ambaſſadeurs van Pruyſen ende Lijflandt, ſullen dat bearbeyden aen haer Heer den Hof-meeſter.

VIII. So ſullen alle de nieuwicheden die by dien van Pruyſſen en Lijflandt in deſe twiſten mogen op die voorſz van Hollant, Zeelandt ende Vrieſlant op geſet ſijn te niet weſen, dergelijcken ſal gebeuren by die van Pruyſen ende Lijflandt in Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, of daer eenige geordineert of geſchiet ſijn, ende hier mede ſullen alle ſaken als verklaert is ge-eynt weſen, behouden elcke Landen ende Steden haer echter ende alle deſe voorſz Punctten ende Articulen hebben die Ambaſſadores ende ſende-Boden aen beyde ſijden uyt krachte van haren macht-Brieven ghelooft, vaſt, Stede ende van waerden te doen houden ende te doen Veſtingen, ende confirmeren; dat is te weten die Ambaſſadores ende ſende-Boden des Hertoghe van Bourgoignie voorſz, by den ſelven haren Genadigen Heere, ende by ſijne Brieven ende oock by vier of vijf van den beſten Steden ſijnre Landen voorſz van Hollant, Zeelandt ende Vrieſlandt, ende de ſende-Boden van Pruyſen ende Lijflandt by haren Heere die Hof-meeſter, ende by den voorſz Steden van Thoren, van Elbingh, van Danſwijcke ende van Lijflandt; welcke Brieven men ſal ſchuldigh ſijn te leveren aen beyden ſijden in de handen van de Oldermans van der Duytſcher Landen tot Brugghe, om die te ſchicken ende verhantreycken elck daer ſy behooren, tuſſchen dit ende onſen Lieven Vrouwen dach purificatie naeſtkomende, ende des tot verſekerheydt ende getuyge van den wegen des Hooch-geboren ende Heere des Hertogen van Borgognien ende ſijne voorſz Landen van Hollandt, Zeelandt ende Vrieſlandt, hebben wy Heer Sampſon van Lalaing Heere van Opprebays, Heeren Arent van Gent Ridderen, Jan Jan Heymenſſoons Soon, Mr. Jan Roſe ende Gerrit van Noortigh voornoemt voor hen allen, ende van weghen Pruyſen ende Lijflandt Heere Claes Poſter, Wiltich van Wreda, Otto van Selenſchou, Meinert Cnobier, ende Dirck van Bodeken voornoemt, voor hen allen haer Seghelen aen deſen Brieve die twee ſijn alleens luydende doen hanghen. Ghegheven tot Coppen-Haven in 't jaer ons Heeren 1441. des middewekes voor Nativitatem Marie dat namelijcken was den ſeſten dach van September.

VI. Les vaiſſeaux pris par les ſujets de Hollande, Zélande & Friſe apartenants aux ſujets de Pruſſe & de Lyfland ne ſeront pas ramenez, a moins que le Duc de Bourgogne & le Gouverneur de Pruſſe, ou leur Deputez, a ce authoriſez par les deux parties n'en ayent ordonné, comme il apartient.

ANS J. C. 1441.

VII. Pour le dommage qui a été fait par ceux de Hollande, Zélande & Friſe par la priſe des autres vaiſſeaux & biens cy mentionnez, & au dela des vingt deux ſuſdits, ceux de Hollande, Zélande & Friſe & leurs adherans dans ladite affaire prient ceux de Pruſſe & de Lyflande de n'être point inquietez ni en leurs corps ni en leurs biens pour cette affaire; & leſdits Ambaſſadeurs du ſuſdit Duc ont promis de faire en ſorte auprés de luy, que l'affaire ſoit terminée dans les ſuſdits quatre ans, & ſemblablement leſdits Ambaſſadeurs de Pruſſe & Lyfland en feront de même auprés du Seigneur leur Gouverneur.

VIII. Toutes les choſes qui par ceux de Pruſſe & de Lyfland, contre ceux de Hollande, Zélande & Friſe & de ceux cy contre les autres, auront été dites au ſujet de cette affaire, ſeront miſes au neant au cas qu'il y en ait eu; moyenant quoy toutes choſes ſeront apaiſées & terminées, excepté les points & articles cy deſſus, que leſdits Ambaſſadeurs de part & d'autre, en vertu de leurs plein-pouvoirs ont promis d'entretenir fermes & ſtables, & les faire ratifier; c'eſt à ſçavoir les Ambaſſadeurs & Deputez du Duc de Bourgogne par icelluy leur Souverain & par ſes lettres, & auſſi par cinq ou ſix des meilleures Villes des ſuſdits Pais de Hollande, Zélande & Friſe; & les Deputez de Pruſſe & de Lyfland par leur Seigneur Gouverneur, & par les ſuſdites Villes de Thoren, Elbingh, Danſick & de Lyfland; leſquelles lettres on ſera obligé de delivrer de part & d'autre entre les mains des Conſuls des Païs Allemands à Bruge, pour les envoyer & faire tenir à qui il apartient, entre-cy & la purification de nôtre Dame prochain; en témoin & ſureté dequoy ont, de la part du Duc de Bourgogne ſuſdit & de ſes Païs de Hollande, Zélande & Friſe, le Sieur Samſon de Lalaing Seigneur d'Opprebais, le Seigneur Arent de Gent Chevaliers; Jean Jean Heimenſoons fils, Mr. Jean Roſe & Gerard de Noortig ſuſnommez pour eux tous; & de la part de Pruſſe & de Lyflandt le Sieur Nicolas Poſter; Wiltich de Wreda; Otton de Selenſchon; Meinart Cnobier & Thieri de Bodeken ſuſnommez, pour eux tous; oppoſé leurs ſeaux à ces preſentes lettres faites doubles; donné à Copenhague l'an de nôtre Seigneur 1441. mi-ſemaine de la nativité de Nôtredame qui étoit le ſixiéme jour de Septembre.

ANS de J. C. 1443. SAXE ET SAVOYE.

CDVII.

Contract de Mariage entre FREDERIC *Duc de Saxe*, *&* CHARLOTE DE SAVOYE. *Fait à Lausanne*, *le* 11. *Mars* 1443. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 368.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi fœliciter, Amen. Jacobus de Sirch miseratione Divina Sanctæ Treverensis Ecclesiæ Archiepiscopus, Sacri Romani Imperii Princeps Elector, ac per Galliam, & Regnum Arelatense Archicancellarius, universis modernis, & posteris serie Præsentium fiat manifestum: quòd cùm per interpositionem nostram diutiùs tractatum fuerit de Matrimonio inter Illustrem Principem Fridericum de Saxonia Primogenitum Illustris Principis Consanguinei nostri carissimi Domini FRIDERICI Dei gratia Sacri Romani Imperii Archimarescalli, & Principis Electoris, Ducis Saxoniæ, Marchionis Minensis, Thuringiæ, & Burggravii in Aldemburgh ex una; *& Illustrem Carolam de Sabaudia*, *Secundogenitam Illustris Principis Consanguinei nostri carissimi Domini Ludovici Dei gratia Ducis Sabaudiæ*, *Chablasii & Augustæ*, *Sacri Romani Imperii Principis*, *& Vicarii perpetui*, *Marchionis in Italia*, *Comitis Pedemontium*, *Valentinensis*, *Dyensis & Baugiaci*, *Baronis Vuaudi*, *Niciaque*, *& Vercellarum Domini*, partibus ex altera; pro quo quidem contractu prosperè iniendo ad hanc Civitatem Lausanensem nostros gressus direxerimus, in qua in nostri præsentia personaliter constituti Ambassiatores & Procuratores utriusque partis, ad hæc specialia & plenissima mandata habentes per ipsorum Dominorum Ducum patentes Litteras in pergameno scriptas, eorumque propriis sigillis sigillatas, omni prorsùs suspicione carentes, quorum tenores de verbo ad verbum inferiùs sunt inserti: videlicet Spectabilis Miles Guillermus Bolomerii Consiliarius, & Magister Requestarum Sabaudiæ; Ambassiator & Procurator, procuratorioque nomine præfati Consanguinei nostri Ducis Sabaudiæ: & Spectabilis Miles Abilo Viczchimi Magister Curiæ, & Consiliarius, nec non Ambassiator & Procurator dicti Consanguinei nostri Ducis Saxoniæ; qui siquidem Ambassiatores, Nuntii & Procuratores ipsorum duorum Ducum, vota memoratorum Dominorum suorum imitari volentes circa renonciationem fœderum affinitatis inter eos, qui ambo ab Inclita domo Saxoniæ educti sunt ab antiquo, scientes, prudentes & spontanei, nulloque errore lapsi, mutuis & solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus, pacta, conventiones & tractatus quæ sequuntur, de & super Matrimonio celebrando inter præfatos Illustres Fridericum Saxoniæ Primogenitum, & Carolam Sabaudiæ Secundogenitam fecerunt, inierunt & contraxerunt, faciunt, ineunt & contrahunt puris animis sinceriisque mentibus, & ab bonum verumque intellectum cujuslibet rectè sentiente. In Primis, quòd ipse Illustris Consanguineus noster Dominus Fridericus Dux Saxoniæ Pater, & legitimus Administrator dicti Illustris Friderici ejus Primogeniti, pro quo ad hæc se fortem facit, procurabit cum effectu, & faciet sine defectu quòd dictus Illustris Fridericus ejus Primogenitus recipiet in Uxorem, & Sponsam suam legitimam dictam Illustrem Carolam de Sabaudia, quamprimum ipsa Illustris Carola duodecimum suæ ætatis annum adimpleverit; & inde ipsam favore conjugali in omnibus pertractabit, & hoc sub pœna quinquaginta millium florenorum Renensium, per ipsos Patrem & Filium si in præmissis aliquatenus deficerent committenda, & dicto Illustri Consanguineo nostro Duci Sabaudiæ applicanda & solvenda omni exceptione semota; & viceversa sub eadem pœna ipse Consanguineus noster Dux Sabaudiæ procurabit cum effectu, & faciet, & sine defectu, quòd dicta Illustris Carola ejus Filia, postquam dictum duodecimum suæ ætatis annum compleverit, recipiet in Virum suum & legitimum Sponsum dictum Illustrem Fridericum de Saxonia: pro quo quidem Matrimonio faciliùs authore Domino celebrando, tenebitur & debebit ipse Dominus Dux Sabaudiæ, ipsam Carolam postquam x v. annum suæ ætatis adimpleverit, die penultima mensis Maii immediatè secuturi cum honorifico & sufficienti decore, ornatu & suppellectili, statui utriusque ipsorum Dominorum contrahentium convenienti transducere ad Civitatem Argentinensem; in quo ipse Consanguineus noster Dux Saxoniæ tenebitur similiter illam per suos ad hoc deputandos & ordinandos honorificè recipere ac munire aliis dicto statui utriusque ipsorum Dominorum convenientibus. Secundò, in favorem hujusmodi futuri Conjugii tenebitur & debebit ipse Consanguineus noster Dux Saxoniæ, ipsum Ducem Fridericum ejus Primogenitum, & liberos suos masculos ex hujusmodi Matrimonio descendentes hæredes principales & capitales relinquere in Ducatu Saxoniæ, Electioneque, & Archimarescallatu Sacri Romani Imperii ultra alias partes & portiones eisdem competentes & competituras, in dictis Marchionatu Misonensi Lantgraviatu Thuringiæ, Burggraviatu, Aldemburg, & in omnibus & singuiis aliis Principatibus & Dominiis ipsius Consanguinei nostri Saxoniæ Ducis. Tertiò, quia pro oneribus matrimonialibus faciliùs supportandis, dotes ex parte mulierum provenire solitæ sunt, ipse Consanguineus noster Dux Sabaudiæ seu ejus Procurator pro eo ex nunc constituit, & assignat dicto Illustri Friderico de Saxonia futuro Sponso, in & pro dote dictæ Illustris Carolæ, ac pro omni jure, parte, portione, dreytura, quarta legitima, successione, & alia qualibet reclamatione, sibi qualitercumque competentibus & competituris in bonis suis Paternis, Maternis, Fraternis, & Sororinis; salva tamen semper remanente eidem Inclitæ Carolæ legitima successione seu escheyta, aliis non extantibus liberis in futurum eminente; videlicet centum mille florenos Renenses boni auri legitimi ponderis & valoris, solvendos per ipsum Consanguineum nostrum Ducem Sabaudiæ & suos dicto Illustri Friderico futuro Sponso, aut legitimè agentibus pro eo in locis & terminis qui sequuntur; scilicet viginti millia florenorum Renensium in dicta Civitate Argentinensi, quando ut præmittitur ipsa Illustris Carola in eadem Civitate transducetur & recipietur, & consequenter simili die de anno in annum, videlicet penultima die mensis Maii cujuslibet anni in Civitate Basiliensi decem mille florenos Renenses usque ad integram solutionem ipsorum centum millium florenorum Renensium; ita tamen quòd medio tempore ipse Illustris Consanguineus noster Dux Sabaudiæ, procurare & obtinere, nec non ad manus memorati Consanguinei nostri Ducis Saxoniæ ante terminos solutionum transmittere debeat litteras validæ securitatis, quæ non obstantibus quibuscumque diffidiis ortis & oriundis, ipse Illustris futurus Sponsus & sui nullatenus impedientur in ipsa Civitate Basiliensi & ejus districtu, in exactione & dispersatione ipsarum solutionum. Versa autem vice dictus Consanguineus noster Dux Saxoniæ, seu dictus ejus Ambassiator & Procurator pro eodem, constituit & assignat dictæ Illustri Carolæ in dotalicium & pro ejus dotalicio decem millia florenorum Renensium annui redditus & valoris; & hoc tam in pecunia, bladis, vinis, redditibus & nemoribus, exitibus, quàm aliis annuis proventibus quibuscumque usque ad valorem ipsorum decem millium florenorum Renensium; quod dotalicium ipse Consanguineus noster Dux Saxoniæ, & sui tenebuntur & debebunt eidem Illustri

NS C. 43. ſtri Carolæ ſufficienter aſſignare infra duos menſes poſt ejus receptionem in dicta Civitate Argentinenſi immediatè ſequentes, de & ſuper tribus aut pluribus notabilibus Oppidis, Caſtris & Villis ſuæ ditionis in locis contiguis beneque reſpondentibus, & ſecuris, & ad manſionem ipſius Illuſtris Carolæ ſufficientibus, quorum tamen ædificia Oppidorum, Caſtrorum, & Villarum, in & pro hujuſmodi dotalicio tradendarum, etiam emolumenta ex Juriſdictione illorum provenientia in defalcationem ſeu diminutionem ipſorum decem millium florenorum annualium ſeu annui valoris, debeant intelligi vel computari. Quod quidem dotalicium ipſa Illuſtris Carola habebit, tenebit & poſſidebit, ſi & quandocumque contingeret dictum ejus futurum Sponſum poſt ſolemnizationem hujuſmodi Matrimonii cum liberis vel ſine liberis prædecederet; & hoc quamdiu ipſa Carola fuerit in humanis præciſè, pacificè, & quietè, & ſine turbatione quacumque; quin imò eam, & ab ea deputandos in pacifica poſſeſſione, & fruitione dicti dotalicii manutenebunt, & tuebuntur fideliter, quamdiu ipſa Illuſtris Carola vitam ut præfertur duxerit in humanis; ita quòd ipſa defuncta prædicta loca aſſignationis hujuſmodi dotalicii ad hæredes legitimos dicti ejus viri pleno jure revertantur, & ita quòd ipſa Illuſtris Carola teneatur & debeat ipſa loca hujuſmodi dotalicii poſtquam fuerint ſibi expedita manutenere in bono ſtatu, & illis frui & gaudere dicto dotalicio durante boni viri arbitrio. Quartò, inter ipſos contrahentes expreſſè actum eſt & conventum, quòd ſi fortè quandocumque in futurum contingeret ipſos futuros conjuges, aut alterum ipſorum decedere ante ſolemnizationem hujuſmodi Matrimonii, quòd ipſe Illuſtris Fridericus futurus Sponſus, aut ſui hæredes teneantur & debeant dictæ Illuſtri Carolæ, ſi tunc ſupervixerit dicto Conſanguineo noſtro Duci Sabaudiæ ejus Patri, aut ſuis hæredibus Sabaudiæ Ducibus reddere & reſtituere omne id, & quidquid reperietur de ipſa dote fuiſſe veraciter perſolutum, & hoc purè, præciſè & ſine contradictione quacumque in dicta Civitate Argentinenſi, per conſimiles terminos quibus reperietur fuiſſe perſolutum; & ſi fortè ipſa Illuſtris Carola conſummato priùs dicto Matrimonio, decederet ſine liberis antè dictum Illuſtrem Fridericum ejus futurum Sponſum, quòd eo caſu ipſe Illuſtris Fridericus teneatur & debeat reſtituere præfato Illuſtri Principi Conſanguineo noſtro Duci Sabaudiæ, ſeu ejus hæredibus Sabaudiæ Ducibus medietatem ipſius Summæ dotalis, ſeu id quod de ipſa medietate reperietur tunc fuiſſe perſolutum in Civitatibus Argentinenſi, & Baſilienſi per terminos quibus fuerit perſolutum; aliam verò medietatem ipſius Summæ dotalis poſſit & valeat ipſe Illuſtris Sponſus futurus exigere ſi jàm exacta non fuerit, & exactam retinere ad ejus vitam naturalem dumtaxat, de illiuſque uſufructu frui & gaudere arbitrio boni viri, ita quòd illicò ipſo ſublato de medio teneantur & debeant ipſius Illuſtris Friderici hæredes & fidejuſſores ipſius dotis medietatem ſic retentæ reſtituere integraliter & ſemel dicto Conſanguineo noſtro Duci Sabaudiæ, ſeu ejus hæredibus Sabaudiæ Ducibus, in dicta Civitate Argentinenſi infrà duos menſes poſtquam ſuper hoc fuerint requiſiti; ſi verò ipſa Illuſtris Carola decederet quandocumque ante ejus futurum Sponſum ſuperſtitibus liberis ex hujuſmodi Matrimonio procreatis; tunc ad ipſos liberos perveniat & ſpectet quidquid de ipſa dote reperietur perſolutum; in omnem enim caſum in quem contigerit ipſum Illuſtrem Fridericum decedere ante ipſam Illuſtrem Carolam, ſuperſtantibus liberis uno vel pluribus ex hujuſmodi Matrimonio procreandis; eo caſu ipſa Illuſtris Carola gaudeat & gaudere debeat quamdiu fuerit in humanis, ultrà dictum dotalicium de dicta ejus dote; & ſi fortè ad ſecunda vota convolaverit, & ex illo conjugio alios liberos habuerit; tunc medietas dictæ ejus dotis ad liberos primi Viri, & alia medietas liberis alterius Conjugii poſt mortem ſuam perveniat & ſpectet. Quintò, de & ſuper præmiſſis, & pro illis omnibus & ſingulis hinc inde meliùs obſervandis, utraque ipſarum Partium tenebitur ad proximum Feſtum Omnium Sanctorum idoneè cavere per Fratres Principes, & ſuos Comites & Barones ſecundùm formam minutarum hinc inde ſub dictorum Conſanguineorum noſtrorum Saxoniæ, & Sabaudiæ Ducum ſigillis expeditorum, & ſuper hoc altera pars alteri literas hujuſmodi cautionis mutuè expedire tenebitur die feſti Beati Andreæ immediatè ſequuti in eadem Civitate Argentinenſi; ita tamen quòd ſi infra ipſum terminum aliqua ipſarum partium deficeret in iſtis cautionibus præſtandis, quòd illas poſt ipſum terminum, & ſine moræ diſpendio præſtare teneatur, & nihilominus contractum hujuſmodi in omnibus ſuis punctis & capitulis adimplere & obſervare inconcuſſè; tam ipſi Domini Duces quàm dicti eorum liberi futuri Conjuges. Sextò, ulteriùs inter ipſas Partes actum & conventum extitit, quòd ipſi futuri Conjuges præmiſſa omnia & ſingula in bona & valida forma ratificare & emologare teneantur, quam primum ad ætatem adultam pervenerint, & ſuper hoc requiſiti extiterint. Quæ omnia & ſingula ſuprà & infrà ſcripta promiſerunt dictæ partes, & earum quælibet prout eam concernere poteſt, & ſub expreſſa obligatione & hipotheca omnium & ſingulorum bonorum ſuorum mobilium & immobilium, præſentium & futurorum, rata, grata & firma perpetuò habere, illaque una ipſarum partium alteri, & è contrà in omnibus & per omnia tenere, adimplere & inviolabiliter obſervare, & nunquam per ſe vel alium contrà facere, dicere vel venire, nec alicui contra facere volenti in aliquo conſentire clàm vel palàm, tacitèque vel expreſſè: renunciantes hoc ideo ipſæ partes in hoc facto, ſub vi ſuorum dictorum jam præſtitorum juramentorum, omni actioni & exceptioni doli, mali & in factum, omnique læſioni, fraudi & errori, ac juribus quibus deceptis in ſuis contractibus ſubvenitur, omni appellatione ſupplicationis, & bonorum ceſſionis remedio, ac in integrum reſtitutionis beneficio, omnique abſolutioni & diſpenſationi juramenti, omnibuſque privilegiis, preeminentiis, beneficiis & indultis Patriæ, & Locorum conſuetudinibus, omnibuſque juribus Canonicis, Civilibus, Municipalibus, & aliis quibus ad veniendum contra præmiſſa, Juri dicenti generalem renunciationem non valere niſi præceſſerit ſpecialis. De quibus omnibus ipſæ partes contrahentes voluerunt & requiſierunt, per nos memoratum Archiepiſcopum Trerenenſem fieri facere tria conſimilia, videlicet ad opus cujuſlibet ipſarum partium unum, & tertium pro nobis tanquam Mediatore ipſius contractus; publica documenta per Tabellionem publicum ſubſcriptum recipienda, ſtipulanda & ſignanda, ac ſigillo noſtro, etiam ſigillis cujuſlibet ipſarum partium, in robur & teſtimonium præmiſſorum munienda. Quæ ſic acta, geſta & concluſa fuerunt in dicta Civitate Lauſanenſi, in Albergaria Angeli noſtri Logiamenti, die undecima Martii, anno ſalutiferæ Chriſti Nativitatis M. CCCC. XLIII. ſextæ Indictionis: præſentibus & adſtantibus R. R. in Chriſto Patribus Dominis Joanne de Grolea, & Lanceloto de Luſigniano Apoſtolicis Protonotariis, nec non Venerabilibus Decretorum ac Legum Doctoribus Antonio Piocheti Sacriſta Gebenn. & Guillermo Hugonis Archidiacono Meten. pro Teſtibus ad ea vocatis ſpecialiter, & rogatis. Signé Bolomier.

ANS de J. C. 1443.

ANS de J. C. 1444.

CDVIII.

FRANCE ET SAXE.

Traité d'Alliance entre CHARLES VII. *Roi de France, d'une part, &* FREDERIC DE SAXE *Electeur, &* GUILLAUME *Duc de Saxe, d'autre, fait à Nanci, le 23. Février,* 1444. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 375.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis & singulis præsentium seriem inspecturis salutem. Ut verus & perfectus amor, & ingentis benevolentiæ nexus, qui semper inter Christianissimos Francorum Reges, progenitores nostros, & Illustres Principes Romani Imperii Electores, laudabiliter viguerunt, ad nos non quidem minori dilectionis fervore, sed quantum fieri poterit majori, ut decet, propagetur & extendatur; cum Illustribus Principibus FRIDERICO Romani Imperii Archimareschallo & Electore, nec non WILLIERMO Germani Ducibus Saxoniæ, Landgraviis Turingiæ, Marchionibus Mysniæ ac Burgraviis Aldeburgensibus, (Magdeburgensibus) consanguineis nostris carissimis, novum fœdus ut fixâ conficiatur amicitiâ, inivimus in vim, formam, & effectum qui sequitur.

2. In primis, quod nos statum, honorem, decus, & commodum prædictorum Ducum Friderici & Williermi ad vitam ipsorum, toto posse procurare, tractare, & in hâc parte ad conservationem eorundem pro viribus concurrere, ac damnum, jacturam, molestiam, & status diminutionem evitare tenebimur, quantum cum honore facere poterimus. Item quod ad defensionem & offensionem, si Domini præfati Duces vexarentur, & nos requisiti fuerimus, concurrere; amicos quoque ipsorum pro amicis, & inimicos pro iſimicis habere tenebimur: ita tamen quod nos nullum, qui dictorum Ducum subditus aut Vasallus fuerit, pro amico dicere, nominare, vel reputare poterimus; nec amicitiæ velamine, ubi contra talem suum subditum sive Vasallum ipsorum Ducum guerram movere placuerit, aliquid in contrarium dicemus, proponemus, vel allegabimus; sed si opus fuerit, & per ipsos Duces nos requiri contigerit, auxilium, succursum, aut favorem pro viribus elargiri tenebimur: quantum, hæc, ut præferuntur, per nos cum requisiti fuerimus cum honore fieri poterunt. Item ubi per antedictos Duces contra communem nostrum & ipsius subditum sive Vasallum, guerram moveri contigerit, nos contra talem Vasallum & communem subditum favorem dare non tenebimur, sed licitè valebimus in hoc casu à succursu & auxilio abstinere. Item, subditos seu Vasallos dictorum Ducum, qui nobis minimè subjiciuntur, pro amicis reputabimus, ita quod contra tales nobis guerram facere non licebit, aut molestiam inferre.

3. Item, Dominia, ditiones, terras, castra, oppida, villagia, civitates, & loca dictorum Ducum præsentia & futura, cum armatorum copia, seu armorum gentibus non ingrediemur, neque gentes nostræ armatæ ingredientur, nisi ad succursum vocati per ipsos Duces, aut eorum licentia concederetur. Item non obstante hujusmodi confœderatione liberum erit omnium rerum & victualium, præterquam armorum, commercium, etiam inter hostes & diffidatos, nec per hujusmodi commercium inter hostes nostros, & dictos Duces hæc confœderatio in aliquo violata censebitur: ita quod subditi & vasalli nostri, aut dictorum Ducum, per terras & aquam mercari, & merces hinc inde ferre, emere, vendere, & permutare, inter hostes & loca hostium, ut præfertur, poterint pro libito voluntatis. Item, præfati Duces succursum à nobis petentes, illum habere debebunt, & à nobis consequi, suis quidem sumptibus & expensis, ad rationem pro quolibet armorum homine, & archeriis consuetis, juxta ritum Franciæ, & morem hactenus in guerris observatum: videlicet pro quolibet armorum homine, ad rationem quindecim Francorum, & pro quolibet archerio & rationem septem Francorum cum dimidio per mensem, & quilibet - - - - - uni archerio æquiparetur.

ANS de J. C. 1444.

4. Item, nos expressè personas Summi Pontificis, & Illustrissimorum Hispaniæ, Siciliæ & Scotiæ Regum præsentium & futurorum, ac Illustrem Principem filium nostrum carissimum Sigismundum Austriæ Ducem, eorumque & cujuslibet ipsorum Dominia excipimus, ita quod nulli præscriptorum, ac terris, locis castris, & dominiis suis per dictos Duces guerra moveri debebit aut molestia inferri, sed ut amici utriusque partis esse censebuntur, horum prædictorum exceptorum numero dilectum Consiliarium & Cambellanum nostrum, Joannem Dominum de Feneſtrangis Militem, ejus terras & dominia subjungentes, ita quod dictis Ducibus eidem Cambellano nostro, suisque dominiis guerram inferre minimè liceat, sed ut amicus & confœderatus hinc inde censeatur. Item, quoniam optima est & quasi spes pacis indubitata inter nos & Illustrissimum Angliæ Regem, communi nostro & dictorum Ducum consensu idem Rex Angliæ pro excepto habebitur; ita quod nec nobis ipsorum Ducum auxilium & favorem, neque ipsis Ducibus nostrum auxilium & favorem contra Angliæ Regem implorare licebit; nobis quoque non licebit eidem Angliæ Regi contra ipsos Duces, nec ipsis Ducibus contra nos præfato Angliæ Regi succursum aut favorem quovis modo elargiri.

5. Præmissa omnia & singula nos bona fide, & in verbo Regio loco præstiti juramenti, præsentium tenore prælatis Ducibus pollicemur firmiter observare, quantum cum honore possumus, dolo & fraude prorsus exclusis. In cujus rei Testimonium præsentes litteras exinde fieri, & sigillo nostro jussimus communiri. Datum Nancei in Lotharingia, die vigesimâ tertiâ mensis Februarii, anno Domini millesimo quadringentesimo quadragesimo quarto, Regni nostri vigesimo tertio. Per Regem in suo Consilio. Chaligant.

CDIX.

Accord entre ceux de LOUVAIN, BRUXELLES *&* ANVERS, *d'une part, & la Ville de* MALINES, *d'autre, fait le* 1. *Mars* 1444. Placards, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. IX. pag. 563.

UNiversis præsentes litteras inspecturis Magistri civium scabini & Consules oppidi Bruxellensis salutem cum notitia veritatis noverint Universi: nos sub anno Domini, millesimo quadringentesimo quadragesimo quinto, mensis Septemb. die decima tertia, vidisse, inspexisse ac diligenter examinasse quasdam litteras metuendi Principis & Domini nostri, Domini Philippi, Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgiæ Ducis, Flandriæ, Artheſiæ, Burgundiæ, Palatini, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ & Namurcensis Comitis Sacrique Imperii Marchionis, ac Domini Frisiæ de Salinis, & de Mechlinia, sigillo suo in cera rubea, ut prima facie apparebat patentes sigillatas, non cancellatas, non abrasas, non abolitas, nec in aliqua earum parte vitiatas, immo sanas, veras & integras tenorem qui sequitur de verbo ad verbum in se continentes.

PHILIPS by der gratien Godts, Hertoghe van Bourgongnien, van Lothrijck van Brabant ende van Limborch, Grave van Vlaenderen, van Arthois, van Bourgoignien, Palatin van Henegouwe, van Hollant, van Zeelant ende van Namen, Marckgrave des Hyelichs Rijcks, Heere van Vrieslant, van Salins ende van Mechelen. Allen den ghenen die desen Brieff sullen sien oft hooren lesen nu zijnde ende naermaels wesende, Saluyt. Alsoo als eene wijle tijts sekere gheschillen ghehanghen hebben tusschen onse goede Steden, van LOVEN, van BRUSSEL ende van ANTWERPEN aen d'een zijde, ende onser goeder Stadt van MECHELEN aen d'andere, om der overleverijen wille van onser voorschreven drije Steden poortieren ghesleten binnen den Lande van den divisien, welcke Poirteren onse voorschreven Stadt van Mechelen meynt dat die dienaren van de plaetsen daer die zijn gesleten schuldich souden sijn van allen gheloeften die sy doen binnen onser voorschreven Stadt van Mechelen over te leveren, ende die binnen Mechelen tot heuren gheloeften te doen koemen onse voorschreven drije Steden van Loven, Brussel ende Antwerpen, houdende de cóntrarie, ende meynende dat heure Poorteren binnen den voorghenoempden Lande van den divisien ghesleten niet schuldich en souden sijn ghelevert te werden, maer dat sy te rechte souden behooren in den ghemeene, van de selve drije Steden daer sy Poorters sijn, ende die vrijheyt hebben ende nergens els, van welcker saecken voorsz. vast veele handelinghen heeft gheweest, tusschen onse voorsz. goede Steden, die welcke oock om minnelijck daer aff te overkoemen eenighe dachvaerden onderlinghe ghehouden hebben ghehadt, ende ten uyttersten hebben wy eenighe van onse Raedtslieden beyde uyt onsen hove, ende uyt onser Raedt-camere van Brabandt daerom ghesonden ghehadt by onse voorschreven vier goede Steden ghedeputeerde in notablen ghetale, daerom vergadert sijnde, by middel van welcke onse Raedtslieden die selve onse goede Steden om rust vrede eendrachticheyt, ende goede naerbuerschap onder ende tusschen hen te vueden, ende t'onderhouden, ende te verhueden, alle lasten ende inconvenienten, die anders daer aff hadden moghen comen zijn van de voorschreven gheschillen ende des daer aen cleeft minnelijck overkomen voor nu ende den toecommenden tijde, in der manieren hier naer beschreven.

CDIX.

ANS de J. C. 1444. LOUVAIN BRUXELLES, &c. ET MALINES.

Traduction de ce Traité.

A Tous ceux qui ces presentes lettres verront les Magistrats, Eschevins & Consuls de la Ville de Bruxelles, salut avec connoissance de la verité: qu'en l'année de nôtre Seigneur 1445. *le* 13. *de Septembre, nous avons vu & examiné diligemment certaines lettres de redoutable Prince le Duc de Bourgogne, de Lorraine, de Brabant & de Limbourg; Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin, du Hainaut, de Hollande, Zélande & de Namur; Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, de Salins & de Malines nôtre Souverain, scellées de son sceau en cire rouge; lesdittes lettres ainsi scellées nous ayant aparu bien saines & entieres en toutes ses parties, n'y ayant aucune rayeure, raure, ni usure, dont la teneur s'ensuit de mot à mot.*

PHILIPPES *par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lorraine, de Brabant, & de Limbourg; Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin du Hainaut, de Hollande, de Zélande & de Namur, Marquis du St. Empire, Seigneur de Frise, de Salins, & de Malines. A tous ceux qui ces presentes lettres verront ou orront, presens & avenir salut, comme pendant quelque tems il y auroit eu certains differens entre nos bonnes Villes de* LOUVAIN, BRUXELLES *&* ANVERS *d'une part, & nôtre bonne Ville de* MALINES *d'autre; sur ce que ladite Ville de Malines pretend que les Bourgeois desdittes Villes de Louvain, Bruxelles & d'Anvers resídens dans le Païs de partage, doivent être traduits par les Officiers des lieux de leur residence pardevant la justice dudit Malines à cause des obligations qu'ils y ont passées, lesdittes Villes de Louvain, Bruxelles & Anvers soutenant le contraire, & que leurs dits Bourgeois resídens dans le susdit Païs de partage ne sont pas obligez de souffrir qu'ils y soient traduits, mais seulement de repondre pardevant la justice commune des susdittes trois Villes dont ils sont Bourgeois, & qu'ils ont ce privilege, & non autrement, sur laquelle affaire y ayant déja eu plusieurs conferences entre nos susdittes bonnes Villes, pour laquelle terminer à l'amiable; ils ont tenu aussi diverses assemblées particulieres; & enfin nous avons envoyé pour cet effet quelques Conseillers de nos deux Cours & de nôtre Chambre des Comptes de Brabant, auprés des Deputez de nos quatre bonnes Villes susdittes en nombre raisonnable, par le moyen desquels nos Conseillers, & pour entretenir & conserver nosdittes bonnes Villes en une bonne union & voisinance, & empêcher tout trouble & inconvenient qui auroient pû autrement s'en ensuivre, lesdits differens & tout ce qui en depend ont été pour le present & pour l'avenir terminez en la maniere suivante.*

ANS de J. C. 1444.

I. In den eerſten dat van nu voortaen onſe bovenghenoempde Steden van Loven, Bruſſelen ende Antwerpen Poorteren geſeten binnen den voorſchreven Lande van diviſien die in onſe voorſchreven Stadt van Mechelen doen ſelen eenighe gheloften renonchierende alle haere vrijheyt, daer mede hy hen daer teghen ſouden moghen behelpen, by egheenre van onſe voorſchreven drij Steden daer ſy die vrijheyt van der Poorteryen hadden, van den ſelve gheloften beſchudt noch verantwoort, en ſelen worden, maer ſelen by de Officieren daer onder ſy in den voorſchreven Lande van diviſien ſelen zijn gheſeten, ten verſuecke van onſer voorſchreven Stadt van Mechelen in der ſelver werden ghelevert tot heuren gheloften, by alſoo dat der gheenre van onſe voorſchreven dry Steden daer ſy poorteren waren by certificatien van onſer voorghenoempde Stadt van Mechelen oft by der overheyſ-brieven die ſy daerom aen die voorſchreven Officieren ſal doen, ſchrijven, blijcke dat die voorſchreven Poorteren die voorſchreven gheloften ghedaen hebben, renunchierende alle heure Vryheyt inder manieren voorſchreven ende anders ſelen ſy mogen ghenieten der Vryheyt daer ſy toebehooren, niet teghenſtaende den gheloften die zy in onſer voorſchreven Stadt van Mechelen ghedaen mochten hebben, ende altoos ten coſte van den onghelijcke.

II. Item, dat in onſer dry goeder Steden Poorteren, gheſeten in den voorſchreven Lande van diviſien, die voor deſen tijdt in onſe voorſchreven Stadt van Mechelen eenige gheloften gedaen hebben gehadt, eer zy in eenighe van onſe voorſchreven dry Steden Poorteren waren, ſelen ten verſuecke der ſelver onſer Stadt Mechelen overghelevert moeten werden tot heuren gheloften, ſonder hen daer teghen mette voorſz. Poorteryè te mogen behelpen.

III. Item, dat de Poorteren onſer voorghenoempde drye Steden geſeten in den voorghenoempden Landen van den diviſien, die in eenighe van de ſelve drye Steden Poorteren zijnde voor deſen tijdt in onſe voorſchreven Stadt van Mechelen eenighe gheloften hebben ghedaen, ende by der ſelver Stadt verſocht ſelen werden om overghelevert te werden tot heure gheloften, ſelen totte ſelve gheloften moghen overkommen, oft ſy willen, ende wouden ſy hen daer tegen weeren verſuecken aen der Stadt daer ſy Poorter waren, daer aff beſchudt oft verantwoordt te zijn, ſoo ſal die ſelve Stadt hen ſegghen dat alſoo verre als ſy in onſe voorſchreven Stadt van Mechelen eenighe gheloften hebben ghedaen, dat ſy die voldoen, ende willen ſy dan loochenen oft ontkennen eenighe geloften in de ſelve onſe Stadt ghedaen te hebben, oft te houden dat ſy daer aff hadden voldaen, ſoo ſal de ſelve Stadt hare ghedeputeerde met heure Poorteren ſeynden by die Wethouderen onſen voorſchreven Stadt van Mechelen, ende met hen ſamentlijck die kenniſſe daer aff nemen, ende werden dan hare Poorteren in onghelijcke bevonden, ſoo ſelen die ſelve Poorteren betalen die coſten van den ghenen die van onſen voorſz. Stede weghen daerom uytgheſonden ſelen weſen, ende oock van partije, ende daer teghen en ſelen ſy niet beſchudt noch verantwoordt worden, uyt oorſaecke dat die ghene die den overheyſch verſochten in 't onghelijcke worden bevonden, ſoo ſelen ſy deſghelijcx die coſten betalen in der manieren voorſchreven.

IV. Item, dat als van Gielieſe van voor de Poorter tot Loven ende merten de maeyer Poorter tot Antwerpen die welcke over gheheyſcht zijn ende die de ſelve onſe Stede daer aff hebben willen verantworden, daer aff ſal gheſchien ghelijck in den naeſten punte hier voren is verclaert.

V. Item, ſoo wien eenighe gheloften naer der diviſien recht gheſchiet zijn, daer aff die daeghen van betaelinghen oft voorwaerden te voldoen voor deſen tijdt al gheleden zijn, dat die trecht van den diviſien, ende de overheyſch daer aff ſal moeten brengen ende ver-

I. En premier lieu que d'icy en avant, les Bourgeois de noſdittes Villes de Louvain, Bruxelles & Anvers reſidens dans le Païs de partage, qui paſſeront quelque obligation dans la ſuſditte Ville de Malines en renonçant a leur privilege, dont ils auroient pû ſe ſervir, ne ſeront ſoutenus ni excuſés par aucune deſdittes trois Villes dont ils avoient le privilege de Bourgeois; mais ſeront par les Officiers du Païs de diviſion où ils feront leur reſidence, traduits pardevant la juſtice de Malines à ſa requiſition en conſequence de leurs obligations, à moins que ceux de nos ſuſdittes trois Villes dont ils ſeront Bourgeois ne prouvent par un certificat de nôtre ſuſditte Ville de Malines ou par les lettres qu'ils feront écrire aux Officiers ſuſdits que les ſuſdits Bourgeois qui ont paſſé leſdittes obligations, renonçantes à leur liberté en la maniere ſuſditte, & autrement, pourront jouir de la liberté des lieux où ils demeurent nonobſtant les obligations qu'ils pourroient avoir fait dans nôtre Ville de Malines; & toûjours aux depens de celui qui aura tort.

II. Item que les Bourgeois de noſdittes trois Villes, reſidens dans le ſuſdit Païs de partage, qui auront cy devant paſſé quelque obligation dans nôtre ſuſditte Ville de Malines, avant qu'ils fuſſent Bourgeois de l'une de nos dittes trois Villes, ſeront renvoyez, à la requiſition de nôtre dite Ville de Malines pardevant icelle, ſuivant leur obligation, ſans qu'ils ſe puiſſent ſervir de leur ſuſditte Bourgeoiſie.

III. Item que les Bourgeois de nos ſuſdittes trois Villes, reſidens dans ledit Païs de partage, qui étant Bourgeois d'une deſdittes trois Villes ont paſſé devant ce tems là quelque obligation dans nôtre ſuſditte Ville de Malines, & qui ſeront requis par icelle ville d'être renvoyez pardevant elle, ſuivant leur obligation, ils y ſeront renvoyez, s'ils le veulent, & s'ils s'en vouloient deffendre, & demander d'être maintenus & excuſez par la ville où ils ſeroient Bourgeois, ladite ville leur dira qu'au cas qu'ils ayent paſſé quelque obligation en nôtre dite Ville de Malines, qu'ils y ſatisfaſſent, & s'ils veulent nier d'avoir fait quelque obligation dans nôtre dite ville, ou ſoutenir qu'ils y ont ſatisfait, ladite ville envoyera ſes Deputez avec leurs Bourgeois devers les Bourguemaîtres, leſquels prendront enſemble connoiſſance de l'affaire, & ſi les Bourgeois ſe trouvent avoir tort, ils payeront les depens de ceux qui auront été Deputez pour cette affaire, & auſſi de la partie, & ils ne ſeront pas maintenus ni excuſez, quoy que ceux qui auroient demandé plus qu'ils ne devoient, fuſſent trouvez avoir tort, ils payeront les depens en la maniere ſuſditte.

IV. Item quand à ce qui regarde Gilles van Voorde Bourgeois de Louvain, & Martin de Mayer Bourgeois d'Anvers, qui ont été redemandez, & leſquels noſdittes Villes ont voulu excuſer, il en ſera fait de même que dans les points cy deſſus declarez.

V. Item ſi l'on a fait quelque obligation à quelqu'un ſelon le droit de partage, & que le jour de payement ou condition de ſatisfaire eſt écheu avant ce tems, que le droit de partage & demande en ſera faite dans deux ans prochain à celui qui aura fait ladite obligation ou à ſes heri-

NS J. C. 1444. ſuecken binnen twee jaeren naeſtcommende, over den ghenen die de ſelve gheloften ghedaen heeft, oft over ſijne erffghenaeme daer aff ſijnre ghebraecke, ende d'executie van den rechte van den diviſie begeerden binnen eenen jaere naer dat den overheyſch daer affghedaen ſal zijn, ende die binnen den ſelven jaere ten eynde uyt vervolghen, alſoo verre alſt in hem is, ende oft hy alſoo des niet en dade, laetende dien tijdt verſtrijcken dat hy dan metten rechte van den diviſien van den ſelve gheloften hem niemermeer en ſoude moghen behelpen.

VI. Item, dat inſghelijckx van nu voortaen alle die ghene dien eenighe gheloften naer de diviſien recht gheſchiet ſijn oft ghedaen ſelen werden, daer aff die daeghe van betaelinghe oft voorwaerden te voldoen comen ende verſchynen ſelen, van den ſelve gheloften t'recht van den diviſien ende den overheyſch daer aff over de ghene die de ſelve gheloften ghedaen hebben, oft over haere erffghenamen ſelen moeten begeren ende verſuecken binnen twee jaeren naer dat alle die termijnen van betaelinghen daer aff oft van den voorwaerden te voldoen verſchenen ſelen zijn, ende binnen eenen jaere naer den ſelven heyſch, d'executie daer aff begheren ende vervolghen in der manieren voorſchreven.

VII. Item, dat in den ſelven tijde niet begrepen en ſullen zijn de over-jaerde kinderen dien de gheloften toebehooren mochten, by verſterffeniſſen oft anderſſints, maer dat die daer aff onbegrepen ſelen zijn, tot dat ſy xviij. jaren oudt zijn, ende als dan ſelen ſy daer naer oock moeten binnen den voorſchreven tijde t'recht verſuecken ende achtervolghen in der manieren voorſchreven, op dat haeren Momboir, oft vrienden van heuren 't wegen t'recht niet verſocht en hadden.

VIII. Item, dat in den ſelven tijde oock niet begrepen en ſelen zijn lieden die buyten 's Landts zijn oft anderſſints met ghevanckeniſſen oft ſonderlingen openbare nootſaecken bevaen ende belaſt, alſoo dat ſy qualijck t'ſelve recht niet verſuecken oft vervolghen en mochten, die welke binnen den voorſchreven tijde van twee jaren naer dat ſy wederomme, oft tot hen ſelven comen ſelen zijn, t'voorſchreven recht ſelen moeten verſuecken, ende binnen den derden jare vervolghen in der manieren voorſchreven.

IX. Item, oft eenighe perſoonen die alſoo eenighe gheloften ghedaen hebben, oft doen ſelen naer den voorſchreven termijne van den ſelven ghelooften oft daer voor ruymden vluchtich worden oft vertrocke, in andere plaetſen, dat de ghene dien de gheloften ghedaen zijn t'recht van de diviſien, verſuecken ende den overheyſch dan aff doen ſelen moghen, ende t'recht volghen op diere vluchtiger perſoonen goeden, alſoo dat naer den ſelven rechte behoort, ende oft ſy met dien goeden tot haren volle betalinghe niet en quame, ſoo ſelen ſy dat ghebreck altijt moghen verhalen op die vluchtende oft vertreckende perſoon naer den voorſchreven rechte van de diviſien, ſoo wanneer hy wederomme ſal weſen binnen den Lande van de diviſien na der manieren voorſchreven, overmits welcke voorſchreven punten onſe voorghenoempde vier goede Steden van Loven, Bruſſel, Antwerpen ende Mechelen, van heuren voorſchreven gheſchille, geutelijck met malcanderen zijn verleken, ende hebben dien ghelooft elck den anderen te onderhouden nu ende voortaen tot eeuwighen daghen in der manieren voorſchreven. Behoudelijck ons onſe heerlijckheydt ende onſe voorſchreven goede Steden van Loven, Bruſſel, Antwerpen ende Mechelen, heuren rechte van heuren Poorterijen ende diviſien ende anders ſonder in eenighe andere puncten in toecommenden tijde in prejuditie van iemanden van hen ghheallegeert te worden ende al ſonder argheliſt, by alſoo dat ons ghelieſde onſe conſent daer toe te gheven ende t' voorſchreven opdracht ende vriendelijck appoinctement te rati-

heritiers à ſon deffaut, & que l'execution du droit de partage fut demandé par eux dans le tems d'un an aprés que la demande en aura été faite, & qu'il eut à faire ſes pourſuittes dans l'an autant qu'en lui eſt, s'il ne le fait pas & qu'il laiſſe paſſer ledit tems, il ne pourra plus ſe ſervir de ſadite obligation en vertu du droit de partage.

ANS de J. C. 1444.

VI. Item ſemblablement que d'icy en avant tous ceux à qui on aura fait, ou à qui on pourroit faire quelque obligation aprés le droit de partage, dont le jour de payement ou la condition de ſatisfaire écherront, le droit de partage de ladite obligation ſera demandé à celui qui aura fait ladite obligation ou à ſes heritiers dans deux ans aprés que tous ces termes de payement ou condition de ſatisfaire ſeront échus; & l'execution en ſera demandée dans l'an de la demande.

VII. Item que dans ledit tems ne ſeront compris les enfans au deſſous de dix huit ans à qui les obligations apartiendront par ſucceſſion ou autrement, mais qu'ils n'y ſeront compris juſques à ce qu'ils ayent atteints l'âge de dix huit ans, & alors ils ſeront obligez de demander & pourſuivre leur droit en la maniere ſuſditte, ſi leurs tuteurs ne l'avoient pas encore fait.

VIII. Item en ce tems ne ſeront auſſi compris les perſonnes qui n'auront pas été en état par empriſonnement ou empêchement neceſſaire, parce qu'ils ne pouvoient pas pourſuivre leur droit, mais ils ſeront obligez d'en faire la demande dans le ſuſdit tems de deux ans aprés leur retour ou qu'ils auront pû agir, & pourſuivre l'execution dans la troiſiéme année en la maniere ſuſditte.

IX. Item ſi quelques perſonnes qui auront ainſi paſſé quelque obligation, ou en paſſeront, s'enfuyoient ou s'abſentoient aprés le terme deſdittes obligations échû & ſe retiroient dans d'autres lieux, que ceux à qui leſdittes obligations ſeront faites pourront demander le droit de partage & le pourſuivre ſur les biens deſdits abſens, comme ſelon ledit droit apartient, & ſi leſdits biens ne ſont pas capables de les ſatisfaire juſqu'à entier payement, ils pourront toûjours demander le ſurplus auxdittes perſonnes qui ſe ſeront enfuyes ou retirées ſelon ledit droit de partage, lors qu'elle ſeront de retour audit païs de partage en la maniere ſuſmentionnée, au moyen deſquels points les differens de nos ſuſdittes quatre bonnes Villes de Louvain, Bruxelles, Anvers & Malines ont été terminez, & ont promis l'une l'autre de les obſerver dés à preſent & à jamais, ſauf à nôtre égard, nôtre droit de Souveraineté, & à l'égard de nos bonnes Villes de Louvain, Bruxelles, Anvers & Malines celui de leur Bourgeoiſe, de partage, & autres, ſans que cecy leur ſoit préjudiciable en tout autre point, & le tout ſans diſſimulation; & comme nos ſuſdittes bonnes Villes nous ont prié tres humblement d'y donner nôtre aprobation, conſentement & ratification, ſçavoir faiſons qu'oui en cela le raport de noſdits Conſeillers que nous avons deputez à noſdittes bonnes Villes & aprés une meure delibération là deſſus, & pour le profit, utilité & avantage de nous & noſdittes bonnes Villes, & auſſi pour entretenir une bonne correſpondance & union entre elles, nous avons le ſuſdit accord & amiable apointement, & tous les points cy deſſus bien

ANS de J. C. 1444

ratificeren ende approberen, daerom onſe voorſz. goede Steden ons ootmoedelijck hebben ghebeden. Soo doen wy te weten dat wy ghehoort in deſen die relatie van onſe voorſchreven Raetſlieden die wy daerom by onſen voorghenoempden goede Steden gheſonden hebben ghehadt, ende goeden rijpen Raedt eerſt daer op ghehadt hebben om ghemeyn oirboor nutſchap ende proffijt van ons ende onſe voorſz. goede Steden, ende om die in goeden Vrede minnen ende eendrachticheden met malcanderen te houden t'voorſchreven over-dracht ende minnelijck appoinctement, ende alle die puncten boven gheſchreven belieft gheratificeert ende gheapprobeert ende van ſunderlinghe gratie, believen ratificeren ende approberen met deſen Brieve, willende ende oft noodt is, ſtatuerende ende verleenende onſe voorghenoempde goede Steden ende elcken van hen die voorſchreven punten ende elcken van hen ghelijck ende in alle der mannieren die hier boven ſtaen beſchreven om die nu ende voortaen tot eeuwighen daghen vaſt Stede ende onverbrekelijck gehouden te werden, behoudelijck ons altijt onſe heerlijckheyt ende onſe voorſchreven Steden ende elcken van hen heuren rechten van heure Poorteryen diviſien, ende anders ſonder in eenighe puncten in toekoemenden tijde in prejuditie van imanden van hen ghealleghheert te werden in eenigher mannieren, ontbieden daerom ende bevelen onſen Droſſate van Brabandt onſen Meyer van Loven onſen Amman van Bruſſel onſen Schoutteten van Antwerpen ende Marckgrave van Rijen onſen Schoutteten van Mechelen, ende allen anderen onſe Ambachteren, Richteren ende dinaeren ende heure Stedehouderen nu ſijnde ende naermaels weſende ende elcken van hen beſondere, alſoo hem toebehoort dat ſy t' voorſchreven opdracht in alle poincten boven gheſchreven nu ende voortaen volcomentlijck onderhouden, ende van de voorſchreven partijen, ende elcken van hen in alſoo verre alſt hem aencleeſt doen onderhouden, die wederſpannighe van onſen tweghe daer toe bedwinghen met alle behoorelijcke wegen daer toe dienende, ende des toorconden hebben wy voor ons onſe erve ende naercommelinghen Hertoghen ende Hertoginnen van Brabant Heeren ende Vrouwen van Mechelen, onſen ſeghel aen deſen brieff doen hanghen, ghegheven in onſer Stadt van Bruſſel op den eerſten dach van Meert in't jaer ons Heeren M. CCCC. end vier en veertich nae coſtume ons Hoofs.

In quarum ſiquidem viſionis, inſpectionis ac diligens examinationis prædictarum litterarum Teſtimonium, nos Magiſtri civium ſcabini & Conſules oppidi Bruxellenſis prædicti ſigillum ad cauſſas ejuſdem oppidi præſentibus Dominis apponendum curavimus, datum anno Domini & die menſis ſuperius pronotati.

Ghecollationneert teghens het groot pampir privillegie boeck, is daer mede by my Secretaris der Stadt van Antwerpen bevonden t'accorderen. P. V. Valken.

voulu ratifier & aprouver de nôtre ſinguliere grace, & les ratifions & aprouvons par ces preſentes, voulant, ſi beſoin eſt, ſtatuant, & accordant a nos ſuſdittes bonnes Villes, & à chacune d'icelles, de tenir leſdits points & chacun d'iceux, & en la maniere qu'ils ſont cy deſſus exprimés, pour fermes & ſtables a toûjours; nous reſervant toûjours nôtre droit de Souveraineté, & celui de Bourgeoiſie, partage & autres de noſdittes bonnes Villes, ſans que cela leur puiſſe porter prejudice ou à perſonne dans aucun point, ſi donnons en mandement à nôtre Droſſart de Brabant, a nôtre Maire de Louvain, nôtre Magiſtrat de Bruxelles, nôtre Bailli d'Anvers le Marquis de Ryen, nôtre Bailli de Malines, & tous autres Officiers & Chevaliers & leurs Lieutenants, preſens & futurs, & à chacun d'eux en particulier, d'obſerver ledit accord en tous ſes points, & de les faire obſerver par les ſuſdittes parties en general, & par chacune d'icelles en particulier, & d'y contraindre les contrevenants, par toutes les voyes raiſonnables; en témoin dequoy, nous avons, pour nous, nos heritiers & Succeſſeurs, Ducs & Ducheſſes de Brabant, Seigneurs & Dames de Malines, fait appoſer nos ſçeaux à ces preſentes lettres, donné en nôtre Ville de Bruxelles le premier de May l'an de nôtre Seigneur 1444. ſelon le ſtile de nôtre Cour, & plus bas étoit en Latin.

En témoin de l'inſpection & examen des lettres ſuſdittes, nous Bourguemaîtres, Eſchevins & Conſuls de la Ville de Bruxelles ſuſditte, avons fait appoſer nos ſçeaux à ces preſentes préſens leſdits Seigneurs, le jour, mois & an que deſſus, & encore plus bas étoit encore écrit.

Collationé ſur le grand Livre des Privilèges en grand Papier, par moy Secretaire de la Ville d'Anvers, & trouvé conforme, ſigné. P. V. Valken.

CDX.

ANS de J. C. 1444. SAVOYE ET BAVIERE.

Contract de Mariage, entre LOUIS *Duc de Baviere, &* MARGUERITE *de Savoye, fait le 22. Octobre,* 1444. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 347.

IN nomine Domini, Amen. Ex hujus veri & publici inſtrumenti ſerie, modernis & poſteris notum ſit. Quod hac ſolerti prævia deliberatione conſilii ſpeculantes Præclari Principes, & Orthodoxæ Fidei Cultores, videlicet *Illuſtriſſimi Principes Domini* LUDOVICUS *Dux Sabaudiæ, Chablaſii, & Auguſtæ, Sacri Romani Imperii Princeps, Vicariuſque perpetuus,* MARCHIO *in Italia, Comes Pedemontium, Gebennenſis, Baugiaci, Valentinenſis & Dienſis, Baro Vaudi, Foucigniaci, & Beugeſii, Niciæque, & Vercellarum Dominus*; nec non Ludovicus Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Princeps, Elector & Archidapifer, ac Bavariæ Dux, qui licet conſanguinitatis gradu juncti ſint, animadvertentes tamen Zelum Fraternum inter Inclitiſſimos Principes ipſorum Progenitores diutiùs continuatum affectantes, itaque ſuorum inhærendo veſtigiis Progenitorum, hujuſmodi diutiùs continuata affinitatis fœdera, quæ fluentis temporis progreſſus jugiter elongat, propa-

NS J. C. 1444. propagare pariter & augere. Idcirco his & aliis juſtis & laudabilibus moti conſiderationibus, propter infra ſcripta ſpecialiter peragenda in Civitate Maguntina præſentibus Dominis Teſtibus, ac nobis Secretario, Notariiſque & Tabellionibus publicis ſubſcriptis, Perſonaliter conſtituti Illuſtriſſimus Princeps Dominus Ottho Comes Palatinus Rheni, & Bavariæ Dux, præfati Domini Ducis Ludovici Comitis Palatini Rheni Patruus ex una; nec non Reverendiſſimus in Chriſto Pater Dominus Joannes de Grolea Apoſtolicæ Sedis Pronotarius, & Vicecamerarius, Adminiſtratorque perpetuus præpoſituræ Montis-jovis, Procuratores, & Procuratoriis nominibus eorundem Illuſtriſſimorum Dominorum Principum Bavariæ, & Sabaudiæ Ducum, conſtantibus ipſorum Dominorum Ducis Otthonis, & Vicecamerarii Procuratorum Litteris patentibus, quarum tenores de verbo ad verbum inferius inſeruntur partibus ex altera. Ipſis namque Partibus ſeu veriùs ipſarum Procuratoribus præcipuè per ſolertem interpoſitionem, ac ſinceram perſuaſionem Reverendiſſimorum in Chriſto Patrum, ac Illuſtriſſimorum Dominorum Jacobi Trevirenſis per Galliam & Regnum Arelatenſe, ac Theodorici Colonienſis Eccleſiarum Archiepiſcoporum ac Weſtphaliæ, & Angariæ Ducis per Italiam, Sacri Romani Imperii Principum, Electorum, & Archicancellariorum tractantibus & invicem conferentibus de Matrimonio inter *Sereniſſimam Dominam Margaretam de Sabaudia, Jeruſalem & Siciliæ Reginam, Sororem præfati Illuſtriſſimi Domini Ducis Sabaudiæ*, & memoratum Illuſtriſſimum Dominum Ludovicum Ducem Bavariæ Deo, ac ipſius Sancta Matre Eccleſia annuentibus fœliciter contrahendo, unanimiter & ſponte, mutuis & ſolemnibus ſtipulationibus hinc inde intervenientibus, ad laudem Supremi Patris, & Almæ Virginis Glorioſæ ejus Matris, quæ ſolo verbo fœcunda extitit, fecerunt, inierunt & contraxerunt Matrimonialia fœdera, pacta, conventiones, & tractatus quæ ſequuntur. In Primis quidem Illuſtriſſimus Princeps Dominus Ludovicus Sacri Romani Imperii Princeps, Elector, & Dux Bavariæ accipiet in Uxorem ſuam legitimam Sereniſſimam Dominam Margaretam de Sabaudia, Jeruſalem & Siciliæ Reginam, & recipiet Ipſa eum in ejus Virum, & Sponſum legitimum, ſeque in facie Sanctæ Matris Eccleſiæ deſponſabunt ut infra ſcribitur: Videlicet, quod Illuſtriſſimus Princeps Dominus Ludovicus Dux Sabaudiæ præfatus pro dote ejuſdem Margaretæ eidem Illuſtriſſimo Principi Domino Duci Bavariæ conſtituet Summam centum & viginti quinque millium florenorum Renenſium, & hoc pro dote omnique jure, parte, portione, quarta legitima, & alia qualibet reclamatione ſibi qualitercumque competentibus, & competituris in bonis ſuis Paternis, Maternis, Fraternis & Sororinis, ſalva tamen ſemper & remanente eidem Dominæ Margaretæ legitima ſucceſſione, prout de Jure communi aliis non extantibus liberis in futurum adveniente. Quæquidem ſumma dotalis eidem Dominæ Sponſæ ſolvetur modo ſequenti; Scilicet in adventu præfatæ Dominæ Margaretæ in Baſilea quinquaginta millia florenorum ſimilium, Reſiduum verò ad tres annos à tempore tranſductionis ejuſdem Dominæ immediatè ſequentis in fine cujuſlibet anni viginti quinque millia florenorum prædictorum, ſine prohibitione & impedimento quibuſcumque, ſalvis tamen in ſupra & infra ſcriptis quibuſdam proteſtationibus per præfatos Dominos Ottonem, & Vicecamerarium die dati præſentis publici inſtrumenti factis, & per eoſdem alternativè dictis procuratoriis nominibus hinc inde receptis & acceptatis prout in inſtrumento proteſtationis hujuſmodi per nos Secretarium, & Notarios publicos hodie ſuper inde confecto latiùs continetur. Item ipſa Domina per dictum Dominum Ducem Sabaudiæ eidem Domino Sponſo tranſmittetur in civitate Baſilienſi prædicta infra Feſtum Beatiſſimæ Trinitatis proximè futurum, cum honorifico decore, ornatu & ſupellectili utriuſque duorum ſtatui convenientibus; in qua civitate, & tempore jam dictis, ipſe Dominus Sponſus ſuis ſumptibus ipſam Dominam per ſe vel ſuos tenebitur honorificè recipere, munireque totaliter, & aliis dicto ſtatui utriuſque ipſorum Dominorum convenientibus, & ad Heydelbergam deducere ubi continuò in adventu Dominæ Sponſæ ſe ſe in facie Sanctæ Matris Eccleſiæ deſponſabunt, & nuptiæ celebrabuntur. Item ipſe Dominus Sponſus pro dotalitio ejuſdem Dominæ Margaretæ eidem dabit ad rationem mille florenorum pro decem millibus annui redditus, qui eidem Dominæ infra duos menſes poſt ejus receptionem in prædicta Civitate Baſilienſi ſufficienter aſſignabuntur per ipſum Dominum Sponſum de & ſuper tribus aut pluribus Caſtris, Oppidis, & Theloneis ſuæ ditionis bene reſpondentibus & ſecuris, & ad manſionem ipſius Dominæ ſufficientibus, ædificiis tamen etiam emolumentis Juriſdictionis eorundem in defalcationem ipſius augmenti minimè computandis. Quodquidem dotalicium habebit & percipiet ipſa Domina Margareta, quandocumque ipſum Dominum Sponſum poſt ſolemniſationem hujuſmodi Matrimonii cum liberis vel ſine liberis prædecedere contingeret, ad ratam dotis tunc ſolutæ, & non aliter, & hoc quandiu ipſa Domina fuerit in humanis præcisè, & ſine turbatione quacumque; ita quod ipsâ defunctâ prædicta Loca aſſignationis hujuſmodi dotalicii ad hæredes legitimos dicti Domini Sponſi revertantur. Item conſummato hujuſmodi Matrimonio, ſi fortè contingat ipſam Dominam ſine liberis decedere ante dictum Dominum Sponſum; tunc ipſe Dominus Sponſus poſſit & debeat uti & gaudere ad ejus vitam dumtaxat, illa portione ipſius dotis quæ eo tempore fuerit ſoluta, & per ipſum tunc recepta; ita quòd ipſo illicò ſublato de medio, teneantur & debeant hæredes & ſucceſſores ac fideijuſſores ipſius Domini Sponſi dictam ſummam reſtituere integraliter, ſimul & ſemel dicto Domino Duci Sabaudiæ, ſeu ejus hæredibus Sabaudiæ Ducibus, in prædicta civitate Baſilienſi intra duos menſes poſtquam primum ſuper hoc fuerint requiſiti. Si verò ipſa Domina decederet ante dictum Dominum Sponſum, ſupervenientibus liberis ex hujuſmodi Matrimonio procreandis; tunc ad ipſos Liberos perveniat quidquid de ipſa dote reperietur ſolutum, & quod reſtabit ſolvendum; ſi autem dictum Dominum Sponſum ante ipſam Dominam Margaretam decedere contingat ſuper extantibus liberis; eo caſu ipſa Domina gaudere debeat de dicta ejus dote ultra prædictum dotalicium quandiu fuerit in humanis. Item poſt deceſſum ipſius Domini Sponſi, liberi maſculi ex hujuſmodi Matrimonio Deo auſpice procreandi, liberorumque liberi maſculi primogeniti per rectam lineam deſcendentes, erunt hæredes principales, Comites Palatini Rheni, & Principes Electores Imperii, ultra alias portiones eiſdem de Jure & conſuetudine competentes in omnibus aliis bonis & Dominiis ipſius Domini Sponſi. Item remanebit purè & liberè eidem D. Sponſæ jus ſive actio ſui primi dotalicii, ſibi dudum conſtituti per quondam bonæ memoriæ Regem Ludovicum primum ſuum Maritum, quoad ſummam quinque millium Ducatorum proſequi poterit nomine & pro parte dictæ D. Sponſæ ejus Conſortis, contra & adverſus hæredes & ſucceſſores præfati quondam D. Ludovici primi ſui Mariti, modo & forma melioribus quibus poterit; hoc ſalvo, quòd nullam proſecutionem ſeu actionem habeat, aut habere poſſit ratione hujuſmodi dotalicii, dictus Dominus Sponſus, ad ulteriorem ſeu majorem ſummam quinque millium Ducatorum proximè expreſſam; nec hæredes aut ſucceſſores dicti quondam Regis Ludovici poſſint per ipſum Dominum Comitem occaſione hujuſmodi dotalicii, ultrà præmiſſa per quemque ipſorum compelli, conſtringi vel quoviſmodo coerceri, non obſtantibus Litteris dicti primi

ANS de J. C. 1444.

ANS de J. C. 1444.

mi dotalicii; quæ in Basilea in transductione dictæ Dominæ eidem Domino Sponso aut suis parte dicti Domini Sabaudiæ Ducis realiter expediantur. Item si forsitan eundem Dominum Sponsum quemcumque decedere contingeret ante dictam Dominam Margaretam, & ipsa Domina domum Paternam redire vellet, maximè non supervenientibus liberis ex hujusmodi Matrimonio procreandis; quod eo casu hæredes ipsius Domini Sponsi eorum sumptibus illam cum suis jocalibus & aliis bonis mobilibus, honorificè remittere & conduci facere teneantur usque ad prædictam Civitatem Basilienſem inclusivè; & nihilominus quòd ipsa Domina prædictis ejus dote & dotalicio gaudere possit & debeat quamdiu ut præfertur fuerit in humanis, ac si in Patria dicti Domini Sponsi resideret. Item præfatus Dominus Dux Sabaudiæ si voluerit mittet unum ex suis cum Domina quando reddetur aut post, ad videndum sicut suprà sufficienter assignationem prædicti Dotalicii. Item pro præmissis uberiùs observandis, quælibet pars idoneè cavebit per Principes, Comites, & Barones suos secundum formam Minutarum hinc inde fiendarum; ita quòd Litteræ hujusmodi cautionis in valida forma factæ, & sigillatæ mutuè expediantur die & terminis quibus ipsa Sereniſſima Domina Margareta in prædicta civitate Basilienſi transducetur. Item præmissa ratificabuntur causa honoris & securitatis per sanctissimum Dominum nostrum Fœlicem Papam quintum, Dominos conjuges, ac Ducem Sabaudiæ quemlibet seorsum in valida forma. Quæ omnia & singula suprà & infrà scripta promiserunt dictæ Partes, seu utrius earum legitimi Procuratores nominibus quibus suprà, quælibet prout eam concernere potest pro se & suis hæredibus, & successoribus universis, juramentis suis, tactis Evangeliis Sacro-sanctis, & sub suorum omnium mobilium & immobilium, præsentium & futurorum expressa obligatione bonorum rata, grata & firma perpetuò habere; Renunciantes hoc ideo dicti Domini Procuratores eisdem nominibus in hoc facto, sub vi suorum jam præstitorum juramentorùm, omni actioni & exceptioni doli, mali & in factum, omnique læsioni, circumventioni, fraudi, gravamini & errori, ac juribus quibus deceptis in suis contractibus subvenitur, omnique appellationis, supplicationis, provocationis, & bonorum cessionis remedio, ac in integrum restitutionis beneficio, omnique absolutiōni, relaxationi, & dispensationi juramenti, omnibusque privilegiis, præeminentiis, beneficiis, & indultis Patriæ, & Locorum consuetudinibus ac omnibus Juribus Canonicis, Civilibus, Municipalibus, & aliis quibus ad veniendum contra præmissa, seu ipsorum aliqua se juvare possent quomodolibet vel tueri, signanter Juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi speciali præcedente. De & super quibus omnibus & singulis præmissis, ipsi Domini Procuratores quibus suprà nominibus contrahentes, voluerunt & præceperunt per nos Secretarium, Notariosque, & Tabelliones publicos susciptos, ad opus cujuslibet ipsarum partium unum vel plura tenoris ejusdem publicum seu publica fieri atque confici instrumentum & instrumenta, tot quot erunt necessaria ad dictamen cujuslibet Sapientis, quæ sic acta, gesta, expedita & conclusa fuerunt in dicta Civitate Maguntinensi, in Domo Illustrissimi Principis Domini Ottonis Comitis Palatini, Rheni, & Bavariæ Ducis præfati, vulgariter in Girdemberg nuncupata, sub Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo quadragesimo quarto, Indictione septima, die verò Jovis vigesima secunda mensis Octobris.

CDXI.

ANS de J. C. 1444.

Traité fait entre LOUIS *Dauphin de Vienne, depuis Roi de France, XI. du nom, & quelques Cantons* SUISSES; *savoir, Basle, Berne, Lucerne, Soleure, Ury, Schuitz, Undervald, Sug & Glares. A Ensisheim le* 28. *d'Octobre* 1444. Frederic Leonard. Tom. IV. pag. 1.

DAUPHIN ET SUISSES.

LE Dauphin, pour la gloire de Dieu, & pour l'avancement de l'honneur de la Couronne de France, à la requeste & priere des Legats & Envoyez du Saint Concile, declare vouloir establir bonne & sincere intelligence & amitié perpetuelle avec les Communautez ou Cantons susnommez, & avec tous leurs Sujets ou Alliez de quelque qualité qu'ils puissent estre, Comtes ou Ducs; sçavoir avec Monsieur LOUIS Duc de Savoye; Jean Comte de Fryburg & de Neuchastel; Jean Comte d'Arberg, & de Valengin; comme aussi avec les Villes de Bienne, & la Neuville; en outre tous leurs Bourgeois, Sujets ou Habitans, ensorte qu'elle soit inviolablement observée, & que presentement & à l'avenir il y aura paix & amitié, non autrement que si M. le Dauphin, ses gens & adherans, n'eussent jamais rompu, & fait la guerre ausdites Communautez & leurs Alliez, qui leur promettent paix, repos & asseurance pour eux, leurs Alliez, Bourgeois, Sujets, Habitans & appartenans, tant Ecclesiastiques que Laïques, pour leurs Chasteaux, Terres, possessions, & biens mobiles & immobiles, ensorte qu'ils ne pouront estre attaquez, blessez, ou pris, ni aucunement endommagez par lui, ses Sujets, ses Troupes, Alliez, ou adherans.

Et pouront les susdites Communautez avec leurs Alliez, Bourgeois, Sujets, Nobles, & autres leurs Habitans, avec tous leurs biens & appartenances, passer & demeurer dans tous les Païs & Royaume du Roy Tres-Chrétien, & du benin Seigneur le Dauphin, sans aucun empeschement.

Monseigneur le Dauphin procurera que les Nobles qui se sont declarez contre la Ville de Basle & les autres Cantons, dont les noms seront marquez, seront à l'avenir bons amis desdits Cantons: & contre ceux qui ne voudront pas s'accommoder & se rendre, ledit benin Seigneur assistera les Cantons pour les y forcer par guerre.

Ledit Seigneur Dauphin fera ensorte, que des Villes, Chasteaux & Places, & de ceux qui y demeurent, qui presentement sont dans son pouvoir, & pouront y venir deçà & delà le Rhin, il ne soit fait tort ni dommage ausdits Cantons, leurs Alliez & Sujets, à ceux qui voudront y aller, & de là s'en retourner, ni à leurs biens ni corps, mais qu'ils y pouront passer & repasser seurement, y demeurer, trafiquer, & faire toutes autres choses sans empêchement.

Et ne poura ledit benin Seigneur Dauphin en vertu de cet accommodement de paix, entrer ou passer, ni demeurer ou sejourner avec son armée dans les Villes, Seigneuries, Terres, & appartenances des Cantons. Pour les Envoyez du Roy Tres-Chrestien Charles, & du Seigneur Dauphin, leurs Pelerins & Marchands, il leur sera permis d'y entrer, & d'y demeurer. Et semblablement la même liberté & franchise sera accordée aux Envoyez, Pelerins & Marchands desdits Cantons dans le Royaume & Terres de Sa Majesté Tres-Chrestienne, & du Seigneur Dauphin, le tout sans fraude & empeschement aucun.

Que si du costé du Prince, par hazard ou autrement, il arrive aucune contravention à ce qui est dit & ac-

NS & accordé cy-dessus, il promet de faire ensorte que la
J. C. reparation soit faite pour remettre les choses en l'estat
44. où elles auront esté.

Pareillement les Cantons & Communautez susdites, promettent audit benin Seigneur le Dauphin, bonne intelligence, amitié, & toute bonne volonté; comme aussi toute seureté, ensorte que si par aucun de ceux qui leur appartiennent, il est fait quelque chose qui puisse estre contraire au contenu du present Traité, ils seront de mesme obligez à la reparation.

Et sur ce que le tres-haut Prince le Dauphin s'est offert de moyenner la paix & un accommodement entre le tres-haut Prince d'Austriche, les Nobles, & la Communauté de Zurich d'une part, & les Cantons cy-dessus dits d'autre, l'on est content qu'il le fasse, & cela de l'aveu & consentement des deux parties, & autant qu'il lui sera possible; à condition neanmoins que tout ce qui est dit & accordé cy-dessus aura lieu & force, quand mesme il ne pouroit venir à bout de son dessein, & que l'on ne pût tomber d'accord, le tout loyalement & sans fraude.

Le Seigneur Dauphin donnera ordre que tous ses Capitaines qui presentement sont avec lui, feront ferment sur l'Evangile, d'observer inviolablement ce Traité en tous ses points, & de n'y contrevenir ni en particulier ni en general, par eux-mesmes ou par d'autres, en quelque forme ou maniere que ce puisse estre. La mesme chose sera faite par les Capitaines à venir, sans qu'ils puissent faire aucune difficulté, le tout sans dol & fraude.

Finalement que par le moyen des choses cy-dessus dites, il y a & aura paix, union, & sincere intelligence, entre ledit Seigneur Dauphin, ses gens, & autres cy-dessus mentionnez, & les Communes ou Cantons cy-dessus nommez; ainsi toutes les mes-intelligences, difficultez, plaintes, & autres inconveniens passez seront oubliez & abolis, sans qu'il en soit plus parlé, si bien que quand mesme on contreviendroit en aucune façon aux articles de ce Traité, il ne laissera pas que de demeurer dans sa vigueur & force, & la partie contrevenante sera obligée à la reparation, se déportant de toutes les Coûtumes & Usages qui pouroient apporter alteration quelconque à ce Traité.

Et ainsi nous Louis Dauphin de Vienne, sçavoir faisons qu'aprés y avoir pensé meurement, & par l'avis de nostre Conseil, nous avons consenti & accepté ce Traité en tous ses points & articles, fait & accordé par le surnommé Gabriel de nostre part, confirmant & ratifiant le tout sans y rien changer, ajoûter ni diminuer; & que nous promettons de bonne foi & en fils de Roy, d'observer & effectuer tout le contenu en icelui, sans y contrevenir par paroles, par effet ni autrement. En foi de ce nous l'avons signé, & y avons fait appoſer nostre grand Scel. Fait à Ensisheim le 28. d'Octobre de 1444. Signé, Louis. Par Monseigneur le Dauphin dans son Conseil, où ont assisté Messieurs de Bueil, de Chastillon, de Stisac, de Malicorne, de Bons, de Roguets, & autres. Signé, Pontiese.

ANS de J.C.

CDXII.

Traité entre LOUIS *Dauphin, depuis Roi de France XI. du nom, &* LOUIS *Duc de Savoye, touchant les Comtez de Valentinois & de Diois, & l'hommage de Foucigny, à Bayonne le* 3. *de Mars* 1445. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 356. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 36.

1445. FRANCE ET SAVOYE.

Ludovicus Regis Francorum Primogenitus Delphinus Viennensis. Notum facimus universis præsentibus pariter & futuris, quod cum verteretur seu verti formidaretur controversiæ materia inter nos ex una, & Illustrem consanguineum nostrum Ludovicum Sabaudiæ Ducem partibus ex altera; ex eo quod præfatus consanguineus noster dicebat & proponebat Comitatus Valentinensem & Diensem cum ipsorum pertinentiis universis sibi pertinere debere, ex dispositione Testamentaria dilecti consanguinei nostri Ludovici de Pictavia Valentinensis & Diensis quondam Comitis, ex secundo gradu institutionis per eum factæ in ejus Testamento de persona Ducis Sabaudiæ ipsius Ducis moderni consanguinei nostri genitoris, cujus institutionis conditionem asserebat evenisse pluribus mediis per ipsum, seu ipsius nomine specificatis & declaratis, & propterea quod loca, Castra, Villæ, & aliæ res quæ & quas tenemus seu alii sub nostra protectione de ipsis Comitatibus, debebant sibi relaxari & expediri, petendo & requirendo cum maxima instantia, ita sibi fieri, offerendo quod habita pacifica possessione prædictorum locorum, Castrorum, Villarum, & aliorum membrorum dictorum Comitatuum paratus erat, tam erga Metuendissimum Dominum meum quam nos, facere quidquid debebat & tenetur ad causam feudi, ob quod prædictis Comitatibus potest esse astrictus. Ex adverso pro parte nostra diceretur & proponeretur, quod imo dicti Comitatus Valentinensis & Diensis nobis pertinent & pertinere debent ex primo institutionis gradu, in Testamento dicti quondam Ludovici de Pictavia consanguinei nostri Comitis Valentinen. & Dien. descripto, in quo Delphinus Vienn. quisquis sit fuit hæres universalis institutus, negando præscriptam conditionem adjectam in secundo substitutionis gradu evenisse. Et ulterius quòd præfatus consanguineus noster Dux Sabaudiæ pro Terra & Baronia Foucigniaci, ac aliis pluribus Castris, Villis, locis, feudis, retrofeudis, traditis in excambium, permutatis, & etiam aliis infeudatis, seu feudum per bonæ memoriæ Illustrem Principem Dominum Carolum primogenitum Serenissimi Domini Joannis Francorum Regis Delphinum Viennensem, nostrumque proavum, & cum assensu & auctoritate ejusdem præfati Serenissimi Regis Joannis nostri abavi, Illustri quondam Domino Amedeo tunc Sabaudiæ Comite proavo præfati consanguinei nostri Ludovici Ducis Sabaudiæ nobis erat astrictus ad feudum, fidelitatem & homagium juxta modum & formam in litteris supradictis excambii factis contentos & descriptos; cujus feudi recognitionem & fidelitatis juramentum præstari nobis petebamus. Atque pro parte ipsius consanguinei nostri replicabatur: quod nostris minime obstantibus propositis, conditio institutionis factæ de prædicto Duce Sabaudiæ præfati nostri consanguinei genitoris in Testamento dicti Ludovici de Pictavia Valent. & Diensis Comitis, extitit purificata per media jam ipsius ex parte proposita, quæ latius, dum opus foret, declarabitur. Quamobrem eidem nostro consanguineo prædicto Duci Sabaudiæ pertinent & pertinere debeat, ut asserebatur, ipsi Comitatus. Et

quia

ANS de J. C. 1445. quia respectu dictorum feudorum Foucigniaci, & aliorum locorum & terrarum in excambium permutationem in feudum datórum seu datarum, paratus erat facere ea ad quæ rationabiliter teneretur, pariterque Comitatuum prædictorum Valentin. & Dienſ. habita omnium Villarum, Castrorum, & membrorum ipsius Comitatus pacifica possessione, pluraque alia hinc inde dicerentur & proponerentur: tandem considerantes nos & dictus consanguineus noster Dux Sabaudiæ modernus consanguinitatem & affinitatem, quibus ad invicem conjungimur, mutuum & sincerum amorem Domorum Franciæ atque Delphinatus & Sabaudiæ ab antiquitate jam longæva, cupientes via amicabili omnem ambiguitatis & contentionis materiam occasione præmissorum inter nos tollere. Et ut pax & finis apponatur negotio & discordiarum tollatur omnis occasio atque sopiatur, nos & ipse consanguineus noster Dux Sabaudiæ prænominatus, seu nostri Commissarii Communes Procuratores ad hoc deputati, nostrisque jussu & præcepto expressi, & quorum factum habuimus & habemus ratum & gradatum, de autoritate, beneplacito, consensu & voluntate prædicti Domini mei Metuendissimi, fecimus, immunivimus, captavimus, appunctavimus & concordavimus, concordiamque, transactionem, accordium & appunctuamentum de præmissis fecimus in modum qui sequitur. Et primò ipse præfatus consanguineus noster Dux Sabaudiæ pro se & suis hæredibus ac successoribus quibuscumque, pro nunc in futurum cedit, quittat, transfert & transmittit nobis, & nostris successoribus Delphinis, pro nobis & præfatis successoribus nostris, omne & quidquid juris, actionis, rationis, petitionis, dreituræ, partis, proprietatis & possessionis habet, seu sibi competere potest & debet occasione dictæ institutionis in secundo gradu, sibi aut suo parti factæ, aut aliàs quovismodo in ipsis Comitatibus Valent. & Dien. ipsorumque pertinentiis & dependentiis quibuscumque: volens ut de ipsis juribus, actionibus, rationibus, petitionibus, dreituris, proprietatibus & possessionibus & aliis quibuscumque rebus, nobis & successoribus nostris per eum cessis, quittatis & remissis, agere & excipere, nosque & successores nostri eisdem tueri possimus, quemadmodum ipse ante hanc cessionem, quittationem & remissionem facere poterat & potuisset: constituens nos in eisdem procuratorem in rem nostram propriam & in locum suum in eisdem juribus, actionibus, & rationibus per eum in ipsis Comitatibus prætentis, nobis & successoribus nostris cessis, quittatis & remissis, nos & dictos successores nostros ponendo, nihil juris, actionis, rationis vel alterius relevationis in eisdem retinendo, sed in nos & nostros successores totaliter transferendo, nosque de eisdem præsentium litterarum traditione investiendo: promittens insuper castrorum & locorum de Baiz, Surbatii, Ponsini, Chalanconis, & omnium aliorum locorum, terrarum, ceterarumque rerum, quæ & quas ipse tenet, seu sub ejus manu tenentur & possidentur in dictis Comitatibus, seu occasione dictæ institutionis in secundo gradu factæ, aut alias possessionem naturalem, civilem, realem, actualem & corporalem nobis seu nostris Nunciis sufficientem potestatem aut mandatum à nobis habentibus, realiter & de facto tradere & expedire, seu tradi & expediri facere infra ultimum diem mensis Maii proximè futuri, cessantibus minimeque obstantibus difficultatibus altercationibus & controversiis quibuscumque; eidem tamen consanguineo nostro reservatis fructibus retroacto tempore per eum & suos prædecessores & officiarios, in & de dictis Comitatibus, Castris, Villis, locis & rebus, quæ ipsorum tenuerunt manibus perceptis absque aliqua restitutionis de illa unquam fienda. Item dictum, actum & conventum fuit inter nos & dictum consanguineum nostrum, eidemque consanguineo nostro accordavimus & concessimus, quòd omnes & singuli processus, inquisitionales condemnationes & expleta facti & facta contra quascumque de personas cujuscumque conditionis fuerint, in Curiis Delphinatus & dictorum Comitatuum, quæ tenuerunt & foverunt partem præfati consanguinei nostri in dictis Comitatibus Valentin. & Dienſi & sine consensu cassantur & annullantur, & pro cassis, nullis & irritis habeantur, ita quod de cetero nulla molestia vel inquietatio eisdem personis possit vel deberet fieri: mandantes ex nunc Gubernatori, Consilio, & ceteris Officiariis Delphinalibus & dictorum Comitatuum, quod ita faciant absque difficultate quacumque. Ulteriusque inter nos & dictum consanguineum nostrum Ducem Sabaudiæ actum & conventum extitit, quod ipse teneatur & debeat Nobis, seu Nuncio nostro aut Procuratori mandatum sufficiens & potestatem à nobis habentem recipiendi, recepisse confitendi, acquittationem dandi, & liberatam faciendi, dare ac solvere, & realiter & de facto expedire & tradere in Civitate Gebennensi summam quinquaginta quatuor millium scutorum auri ponderis sexaginta decem pro marca per terminos infra scriptos, videlicet in nundinis Paschæ proximæ viginti quinque millia scutorum auri, & in nundinis mensis Augusti proximè sequentis viginti mille scuta auri, & in nundinis festi Omnium Sanctorum proximè inde sequentis, novem mille scuta auri; quæ summæ ascendunt ad dictam summam quinquaginta quatuor millium scutorum auri ponderis supradicti. Item nos Delphinus memoratus de consensu & autoritate prædictorum, præmissis mediantibus, & ex causa præsentis concordiæ & transactionis, pro nobis & successoribus nostris ex nunc in futurum cedimus, quittamus, transferimus, & perpetuò remittimus præfato consanguineo nostro Duci Sabaudiæ, pro se & suis hæredibus & successoribus universis feudum, fidelitatem, & homagium, ad quæ ipse nobis tenetur & teneri potest & est astrictus pro dictis Terra & Baronia Foucigniaci ac aliis Castris, Villis, locis, feudis, retrofeudis, & rebus ceteris quibuscumque in excambium & permutationem, & etiam alias in infeudationem prædictorum dicto Amedeo quondam Sabaudiæ Comiti, ipsius moderni Sabaudiæ Ducis proavo traditis per dictum Sereniſſimum Dominum Carolum Delphinum Viennensem nostrum proavum, ac quicquid juris, rationis, dreituræ, proprietatis, aut alterius reclamationis in eisdem feudo, fidelitate, homagio, ac rebus quibuscumque de ipso feudo moventibus, aut movere valentibus habemus & habere possumus, nos devestientes pro nobis & nostris successoribus quibuscumque de eisdem feudo, fidelitate & homagio, ac omni jure directi Dominii, & alio quocumque, quod habere possumus quovismodo in rebus, Castris, Villis, & locis de ipso feudo moventibus, occasionibus supra dictis; dictumque consanguineum nostrum Ducem Sabaudiæ de prædictis præsentium traditione investiendo, nihilque juris, actionis, rationis, partis, proprietatis, aut alterius reclamatione in præmissis & quolibet eorum retinendo; sed illa omnia in præfatum consanguineum nostrum Sabaudiæ Ducem totaliter transferendo, ipsum etiam in eisdem juribus feudi, fidelitatis, homagii, & directi Dominii rerum prædictarum & aliis quibuscumque Procuratorem in rem suam propriam constituendo, & in locum nostrum ponendo & inducendo. Item actum extitit & conventum inter nos memoratum Delphinum, & Illustrem consanguineum nostrum Ducem Sabaudiæ prædictos, quod etiam occasione remissionis & remissionis dictorum homagii, feudi, & fidelitatis Terræ & Baroniæ Foucigniaci ceterorumque in excambium datorum & aliorum infeudatorum dicto quondam Sabaudiæ Comiti, teneatur & debeat ipse Dux nos quittare & liberare, nosque quittat & liberat, cum pacto de ulterius à nobis vel nostris successoribus aliquid non petendo de summa trium millium duca-

ANS de J. C. 1445.

NS ducatorum, in quibus eidem consanguineo nostro te-
. C. nemur ex causa mutui nobis gratioſè facti, ut apparet
45. per cedulam manu noſtra ſignatam. Idem actum fuit & conventum inter nos & dictum conſanguineum noſtrum, quod nos tenebimur & debebimus per Officiarios Cameræ noſtræ Computorum Gratianopol. perquiri facere omnia & ſingula inſtrumenta & informationes, dictam Terram & Baroniam Foucigniaci & alia Caſtra, Villas, Terras, loca, feuda, retrofeuda, & alias quaſcumque res in dictis permutationibus, excambiis & infeudationibus expreſſas & deſignatas, concernentia & concernentes, præſente aliquo perito ad hoc parte dicti conſanguinei noſtri Sabaudiæ Ducis deputando, & alias ac illa tradere tradique & expediri præfato conſanguineo noſtro ſeu ejus Nuncio ad hoc poteſtatem habenti, infra ſex menſes à data præſentium immediatè ſequentes. Et pariter fiet ex parte conſanguinei noſtri Ducis Sabaudiæ reſpectu inſtrumentorum & informationum concernentium dictos Comitatus Valentinen. & Dienſ. in Crota ſua Chamberiacenſi aut alibi exiſtentium, quorum & quarum fiet nobis, aut Nuntio noſtro, liberatio & expeditio modo & forma ſuperius tactis. Quæ omnia ſupra & infra ſcripta volentes nos præfatus Delphinus noſtri ex parte adimplere, promittimus bona fide & in verbo Principis, in quantum nos tangit & tangere poteſt, ſtipulante etiam ſubſcripto noſtro Secretario Regioque Notario, nomine & ad opus ipſius conſanguinei noſtri Sabaudiæ Ducis, & ſuorum ac omnium & ſingulorum quorum intereſſe, aut intereſſe poterit in futurum, nos perpetuo tenturos & obſervaturos, & nunquam contra ea directè vel indirectè venire, nec alicui contravenire volentes quoviſmodo conſentire, ſub obligatione & expreſſa hipotheca omnium & ſingulorum bonorum, &c. In quorum Teſtimonium præſentes litteras fieri juſſimus & noſtro ſigillo ſigillari. Datum Bayonæ tertia die menſis Aprilis, anno Domini 1445. Ainſi ſiguées, per Dominum Delphinum in ſuo Conſilio, in quo erant Domini de Caſtillione, de Bueil, d'Eſtiſſac, du Pleſſis, de Boiſrogues, de Targe, Magiſter Regnerius de Boulligny, & plures alii, Bochetel.

Ratification du ſuſdit Traité, par Charles VII. Roi de France, Pere de Loüis XI. à Chinon, au mois d'Avril 1445.

CHARLES par la grace de Dieu, Roi de France. Savoir faiſons à tous preſens & à venir, comme à l'occaſion des Comtez de Valentinois & de Diois, pluſieurs grands debats, queſtions & controverſes aient été pieça meûs entre nous, lors que tenions le Dauphiné en nos mains, d'une part. Et nôtre trescher & tres-amé Couſin le Duc de Savoie d'autre. Et depuis que avons ledit Dauphiné baillé à nôtredit trescher & tres-amé Fils le Dauſin de Viennois, entre nôtredit Fils d'une part, & nôtredit Couſin d'autre; entre leſquels noſdits Fils & Couſin ait puis nagueres pacifié, tranſigé, & accordé ſur leſdits debats en certaine forme & maniere, plus à plein contenuës és lettres ſur ce faites; ſavoir faiſons, que vûës par nous leſdites lettres, & en ſus icelles grand avis & meure deliberation, leſdites letres & le contenu en icelles, de nôtre certaine ſcience avons loüé, ratifié, aprouvé, & confirmé, & par la teneur de ces preſentes, loüons, ratifions, aprouvons & confirmons, & accordons de point en point ſelon leur forme & teneur. Si donnons en mandement par ces preſentes à nos amez & feaux Conſeillers les Gens de nôtre Parlement, de nos Comptes, & Treſoriers de Paris, au Senéchal de Baucaire, Baillis de Vivarois & de Valentinois, & à tous nos autres Juſticiers, ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, ſi comme à lui apartiendra, que leſdites letres deſſus tranſcrites, & le contenu en icelles, ils tiennent & faſſent tenir & garder ſans les enfrein-

dre, ni ſouffrir aller aucunement à l'encontre. Car ainſi nous plaît-il, & voulons être fait par ces preſentes, auſquelles en témoin de ce nous avons fait mettre nôtre ſcel. Donné à Chinon au mois d'Avril, l'an de grace 1445. & de nôtre Regne le vint quatrieme. Par le Roi, Giroudeau. ANS de J. C. 1445.

CDXIII.

Conceſſion du Pape EUGENE IV. *accordée à la requête de l'Empereur* FREDERIC III. *pour faire exécuter en Allemagne, les Decrets du Concile de Bâle acceptez par le Roi Albert, juſques à ce qu'ils ſoient moderez. A Rome le 5. de Février* 1446. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 391. ANS de J. C. 1446. LE PAPE ET L'ALLEMAGNE.

EUGENIUS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, ad futuram rei memoriam. Ad tranquillitatem & commoda omnium Chriſti fidelium, & præſertim Nationis Germanicæ, quam Apoſtolica ſedes ſingulari affectione proſequitur, diligenti ſtudio intendentes, ea libenter concedimus, per quæ ipſius nationis perſonarum quieti & commoditatibus conſulatur.

2. Sane ad inſtantiam cariſſimi in Chriſto filii noſtri FREDERICI Romani Regis, Illuſtris & venerabilis fratris noſtri Teodorici Archiepiſcopi Maguntin. ac dilecti filii nobilis Viri Friderici Marchionis Brandenburgenſis per alias noſtras litteras nonnulla circa Concilium Conſtantienſe ejuſque decreta, nec non futuri convocationem Concilii mentem noſtram concernentia declaravimus, prout in ipſis literis plenius continetur. Super aliis autem decretis Baſilææ editis, & per claræ memoriæ quondam Albertum Roman. Regem acceptatis, ex quorum obſervantia natio Germanica præfata ex pluribus gravaminibus dicitur relevari; contenti ſumus, volumus ac decernimus, quod omnia & ſingula vigore decretorum hujuſmodi cum ſuis modificationibus acceptatorum, per eos, qui illa acceptarunt, vel acceptantibus in natione præfata adhæſerunt uſque in præſentem diem quomodolibet geſta vel acta ſunt, cum omnibus inde ſecutis rata, firma, & inviolabilia perſiſtant; nec in poſterum à quoquam quâvis auctoritate ceſſari, annullari aut irritari, quovis modo valeant, vel revocari: quodque omnes & ſinguli, qui uſi ſunt illis, ac in vim dictorum decretorum, à die acceptationis eorundem quicquam conſecuti ſunt, ſecuri ſint & quieti, nec propterea impeti, turbari aut moleſtari poſſint, quomodolibet in futurum.

3. Super obſervatione verò & modificatione decretorum eorundem, cum nonnulli Prælati nationis præfatæ ex eiſdem decretis gravatos ſe fore conqueſti ſint, cumque in illis Apoſtolicæ ſedi, quæ multum in ſuis juribus ex ipſis decretis gravata dignoſcitur, recompenſatio promiſſa ſit, decrevimus Legatum noſtrum cum ſufficienti poteſtate ad partes Germaniæ hujuſmodi tranſmittere, qui mediantibus Rege, Archiepiſcopo & Marchione præfatis ac aliis ejuſdem nationis Principibus & Prælatis, cum quibus fuerit opus ſuper obſervantia & modificatione decretorum hujuſmodi, nec non ſuper proviſione ſedi prædictæ faciendis, tractare poterit & finaliter concordare.

4. Permittentes interim & indulgentes, quod omnes & ſinguli, qui præfata decreta receperunt vel recipientibus, ut præmiſſum eſt, adhæſerunt in præfata natione, illis ſimiliter cum modificationibus, quibus recepta ſunt, liberè & licitè uti poſſint, quos etiam circa ſingula præmiſſa manuteneri & defenſari volumus, donec per Legatum hujuſmodi ut prædictum eſt, concordatum fuerit, vel per Concilium, quod ad prædictorum Regis, Prælatorum & Princi-

ANS de J. C. 1446.

pum exhortationem convocare proponimus, aliter fuerit ordinatum; non contraventuri, nec contravenientibus consensuri quovis modo. Speramus autem & à certo tenemus dictos Regem, Archiepiscopum, Marchionem & alios Principes & Prælatos tanquam devotos ipsius sedis non passuros medio tempore Romanam Ecclesiam remanere in suis juribus spoliatam.

5. Hanc autem concessionem ad eos, qui declarationi vel obedientiæ per suos Prælatos vel superiores nobis factæ, aut infra sex menses faciendæ se opponerent, nullatenus extendi volumus, vel eis opitulari. Nos enim ex nunc irritum decernimus & inane, si secus super his à quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attemptari. Nulli ergò omnino homini liceat hanc paginam nostræ Constitutionis, permissionis, concessionis & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quadringentesimo quadragesimo sexto, nonis Februarii, Pontificatus nostri anno sexto decimo.

CDXIV.

ANS de J. C. 1446.

Declaration du Pape EUGENE IV. *sur divers Indults, Dispenses, & Concessions accordées à l'Empereur* FREDERIC III. *& aux* PRINCES *d'Allemagne, qui s'étoient soumis à lui. Faite à Rome, le 7. Février* 1446. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 392.

LE PAPE ET L'ALLEMAGNE.

EUGENIUS Episcopus servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Inter cætera desideria cordis nostri filios quoslibet ad nostram & Apostolicæ sedis obedientiam exoptantes adduci, illa, temporum qualitate pensata, aliquando concedimus, ordinamus & statuimus, per quæ Christi Fidelium tranquillitati & commodis, remotis dissensionibus & scandalis, consulatur, & exinde animarum salutem valeant adipisci. Sanè cum propter dissensionem inter nos & eos, qui Basileæ sub nomine generalis Concilii remanserant, dudum exortam, nonnulli Principes tam Ecclesiastici quam seculares nationis Germanicæ in quadam neutralitate, & animorum suspensione, à die decima septima mensis Martii de anno millesimo quadringentesimo tricesimo octavo usque in præsentem diem se tenuerint; ea mente, ut asserunt, ut postmodum unanimi consensu in nostra & sedis Apostolicæ obedientia & reverentia paribus gressibus incedere possent: & carissimus in Christo filius noster FRIDERICUS Rex Romanorum Illustris, ac venerabilis frater noster Theodericus Archiepiscopus Maguntinen. & dilectus filius nobilis vir Fridericus Marchio Brandeburgensis Sacri Imperii Electores; ac venerabiles fratres nostri Fridericus Magdeburgensis, Fridericus Salzeburgensis, & Gerardus Bremensis Archiepiscopi, ac quidam alii Prælati & Principes dictæ nationis nobis debitam obedientiam per suos Oratores præstiterint, ac nos solum Jesu Christi Vicarium recognoverint & professi fuerint.

2. Nos, attentis, quod dictæ neutralitatis & suspensionis tempore plurima in ipsa natione acta, gesta, & facta fuerint, quæ confirmationem, indulgentiam & dispositionem super eis Apostolicæ auctoritatis requirunt; præfatorum Regis, Archiepiscoporum, Marchionis, ceterorumque Prælatorum & Principum supplicationibus inclinati, omnes & singulos, tam Metropolitanarum, quàm Cathedralium, aliarumque Ecclesiarum, nec non dignitatum, etiam Abbatialium, ac post Pontificales majorum, & in Collegiatis Ecclesiis principalium, & aliorum beneficiorum ac officiorum Ecclesiasticorum quorumcunque, etiamsi Ecclesiæ curatæ, Canonicatus & præbendæ fuerint; electiones, postulationes, confirmationes, collationes, provisiones & dispositiones, nec non processus, sententias, aliaque acta judiciaria auctoritate ordinaria hujusmodi suspensionis & neutralitatis tempore factas seu facta, quæ omnia & singula hic haberi volumus pro sufficienter expressis, ac ea rata & grata habentes auctoritate Apostolica, ex certa scientia confirmamus.

ANS de J. C. 1446.

3. Volentes ac etiam statuentes, ut nulli qui in possessione Ecclesiarum, Monasteriorum, dignitatum, beneficiorum, & officiorum hujusmodi, quacunque etiam eorum qui Basileæ post translationem & dissolutionem Concilii ibidem remanserunt, auctoritate, ea fuerunt assecuti, super hujusmodi Ecclesiis, dignitatibus, beneficiis & officiis, ac sententiis & processibus, (etiamsi in Romana Curia vel extra eam lis cujus statum præsentibus habemus pro expresso, indecisa pendeat, etiamsi super eis, ad ea vel contra ea fuerit alteri jus quæsitum, seu jus aliqui se habere prætenderent) ex nunc in antea, in ipsa Curia vel extra eam; Apostolica vel alia quavis auctoritate impeti, aut quomodolibet ex quavis ratione vel causa molestari possint, sed in suis possessionibus pacificè remaneant.

4. Lites quoque & causas quascunque super hujusmodi Ecclesiis, dignitatibus, beneficiis & officiis pendentes (illis duntaxat exceptis, quæ coram ordinariis judicibus, apud quos juxta formam dictæ suspensionis & protestationis exinde secutæ licuit litigare, indecisæ pendent) ad nos advocantes, auctoritate & scientia prædictis extinguimus, & super eis adversariis eorum perpetuum silentium imponimus; possessores verò ipsos volumus in suis Ecclesiis, monasteriis, dignitatibus, beneficiis & officiis pacificè remanere; quibus omnibus ipsas Ecclesias, monasteria, dignitates, beneficia & officia, quocunque modo vacaverint auctoritate & scientia præfatis tenore præsentium conferimus, & providemus de eisdem: ac illis, qui pallium dictorum, qui Basileæ post nostram translationem sub nomine generalis Concilii remanserunt, auctoritate receperunt, ut illo uti possint, præsentibus concedimus & indulgemus; illis autem, qui non habent, sine difficultate dabimus, & etiam liberè concedemus: illis tantum personis exceptis, quæ occasione privationum propter nostram aut Basiliensem adhæsionem factarum beneficia detinent, in quibus habeat locum provisio & dispositio super his, quæ contra protestationem facta forent; per præfatum Regem & Electores Imperii conjunctim vel divisim promulgata.

5. Per hoc autem nulli contendentium super titulo & juribus Ecclesiarum Frisingen: & * Osilien: volumus aliquod præjudicium afferri, aut etiam generari, sed liberum sit unicuique eorum jus suum prosequi justitia mediante.

6. Præterea omnia & singula, quæ dictis suspensione & protestatione durantibus in præjudicium, gravamen vel læsionem jurisdictionis juris vel possessionis Metropolitanorum, Diocesanorum, Principatuum, Dominiorum, Terrarum Regis & Electorum ac Archiepiscoporum prædictorum, nec non aliorum Episcoporum, Prælatorum, Collegiorum, personarum seu rerum quarumcunque contra fœdus protestationis & suspensionis hujusmodi quomodocunque vergentia; Apostolicâ vel alia quavis auctoritate concessa, ac in judicio vel extra obtenta: insuper Ecclesiasticas censuras, muletas & pœnas, nec non cujuscunque irregularitatis & inabilitatis maculas, tam à jure, quam ab homine propter præmissa quomodolibet promulgatas * quoque seu infligendas, quoad

NS J. C. 1446. quoad Regem, Archiepiscopos & Marchionem præfatas, eorumque Dominia, Clericos, subditos & Vasallos, & ad eos quoque qui infra sex menses à dato præsentium computandos se declaraverint pro nobis, aut eidem declarationi adhæserint; cassamus, irritamus & annullamus, nulliusque esse decernimus roboris vel momenti; omnem irregularitatis & infamiæ maculam sive notam per eos præmissorum occasione contractam penitus abolentes; at eos reabilitantes & restituentes ad eorum Ecclesias, beneficia, officia, dignitates & honores quæcunque, ac in pristinum statum, & eum in quo erant ante præmissa reponentes; nec non illis, qui contra ipsos impetratis, concessis vel obtentis seu impetrandis, concedendis & obtinendis quomodolibet niterentur, etiamsi eis, aut eorum alicui jus quæsitum foret, ex certâ scientia de potestatis plenitudine perpetuum silentium imponentes.

7. Insuper quascunque obligationes super annatis seu communibus & minutis servitiis, cæterisque juribus, nobis & Cameræ Apostolicæ seu Collegio venerabilium fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium cæterisque officialibus debitis, seu quæ deberi dicerentur occasione quarumlibet Metropolitanarum & Cathedralium Ecclesiarum, Monasteriorum, dignitatum, officiorum & beneficiorum quorumque usque in præsentem diem; remittimus, de nostra liberalitate relaxamus, pariter & donamus, eosque qui in hujusmodi debitis obligati essent ab omni eorum solutione absolvimus, & etiam liberamus.

8. Dispensationes præterea quascunque, nisi tales forent, quas hactenus sedes Apostolica concedere non consuevit, indulta quoque forum conscientiæ respicientia, etiam in casibus sedi Apostolicæ reservatis, nec non novas pro possessoribus sine præjudicio juris quæsiti, ipsa suspensione durante, vel etiam antea à nobis, aut ab eis, qui Basileæ sub nomine Concilii remanserunt, aut Legatorum suorum, vel alia quavis auctoritate obtentas, impetratas, concessas seu concessa, ac omnia inde secuta à die datæ concessionis earundem eâdem auctoritate confirmamus, perindeve si à nobis impetrata fuissent.

9. Super sententiis autem in Romana Curia, vel in Basilea sub nomine generalis Concilii ante ipsam suspensionem vel eâ durante in causis, in quibus uterque litigantium extraordinario titulo nititur latis, quæ executioni nondum sunt demandatæ; volumus, statuimus & ordinamus, quod hujusmodi sententiæ coram Judice ordinario tractentur, & quicquid utraque pars vellet producere, pro jure suo coram eo debeat exhibere, qui quidem judex summariè simpliciter & de plano sola facti veritate inspecta procedens negotium ipsum unica valeat terminare sententiâ, à qua nulli partium appellare liceat aut provocare, aut restitutionem aliquam obtinere: per hoc autem nullatenus præjudicare intendimus, eis qui possessionem dignitatum, etiam Metropolitanarum, Cathedralium & Abbatialium seu beneficiorum quorumcunque ordinaria vel alia auctoritate sub eadem natione obtinentes, durante neutralitate vel suspensione prædictorum vigore processuum in Romana Curia, vel in Basilea sub nomine generalis Concilii obtentorum, aut aliàs violenter fuerunt spoliati; sed tam spolia, quam jura eorum denuò coram judicibus ordinariis cognoscantur, & fine debito terminentur.

10. Insuper omnes & singulas præfatæ nationis aut alterius in ea beneficia vel officia obtinentes, personas Ecclesiasticas & seculares, etiam si Regalis, Archiepiscopalis, Episcopalis, vel alterius dignitatis fuerint, qui post dissolutionem sive translationem præfati Concilii per nos factam congregationi Basiliensium sub nomine generalis Concilii adhæserunt, obediverunt, aut incorporati fuerunt, qui jam ad nostram obedientiam sunt reversi vel infra sex menses post declarationem pro nobis factam rediérint seu declarationi ipsi adhæserint; ab omnibus & singulis juramentis, perjurii reatu, ac aliis censuris & pœnis, si quibus tenerentur aut incurrissent, inflictis, & in tales promulgatis aut propterea infligendis; auctoritate præfatâ absolvimus, & liberamus, ac omnem irregularitatem, inabilitatis & infamiæ maculam sive notam exinde quandolibet forsan contractam, abolemus, & in pristinum statum restituimus & reponimus, perinde ac si talia minimè emanassent. ANS de J. C. 1446.

11. Præterea omnes & singulas personas nationis præfatæ sive alterius beneficia in ea vel officia sicut præmissum est obtinentes, quæ sub declaratione hujusmodi pro nobis facta vel facienda continebuntur, quæ post hujusmodi Concilii translationem Basileæ remanserunt, aut ipsi congregationi adhæserunt, faverunt, officiis in eadem præfuerunt, aut in legatione eorum missi sunt quandoque, aut eis crediderunt; ab omnibus excommunicationis, suspensionis, interdicti, aliisque censuris & pœnis in eas per processus nostros, aut alias inflictis & promulgatis absolvimus; cum hiis qui ibidem, seu à provisis ab ipsis aut eorum autoritate sacros ordines dicto tempore receperant, ut in susceptis ordinibus ministrare valeant, dispensantes.

12. Volumus insuper, quod singuli Metropolitani nationis ejusdem, actu jam nobis obedientes, vel qui infra sex menses, ut præfertur nobis & Apostolicæ sedi debitam obedientiam præbuerint; consimiles bullas sive literas Apostolicas habeant, super quibus petentibus quibuscunque quoties opus fuerit sub eorum sigillis transumpta concedere valeant, eisque in judicio vel extra plena fides, sicut originalibus literis, per omnia præbeatur. Super Ecclesiis autem Trevirensi & Colonien si, de quibus in petitionibus Regis, Archiepiscopi Maguntinensis & Marchionis præfatorum specialis est positus articulus, per alias nostras literas desuper editas specialiter providimus, prout in eis latius continetur.

13. Ut autem præmissa eò firmius observentur, pro nobis & successoribus nostris Romanis Pontificibus, de venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium Consilio & assensu, pollicemur omnia & singula supradicta inviolabiliter observare, & contra ea, vel ipsorum aliquod in toto vel in parte, nullo unquam tempore, quicquam innovare * & quod nobis licere non patimur eisdem successoribus indicamus; Decernentes ex nunc irritum & inane, si secus super hiis à quoquam, quavis etiam Apostolica auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attemptari; Quin imò, si adversus præmissa literæ aliquæ aut mandata ad cujuscumque instantiam, vel etiam si motu proprio seu ex certa scientia, etiam cum derogatoriis clausulis, sub quacunque verborum forma à nobis seu nostra auctoritate ab alio quovis emanassent, seu in futurum emanarent; tales ex nunc pro infectis volumus haberi, quodque is contra quem emanassent, aut concessæ fuissent, aut emanarent, & in futurum concederentur, illis minimè obedire teneatur.

14. Non obstantibus quibuscunque Constitutionibus Apostolicis, & etiam cum decreto irritante, quocunque tenore existant, in genere vel in specie, per nos seu prædecessores nostros concessis seu concedendis privilegiis vel indultis, de quibus ac totis tenoribus eorum specialis & expressa etiam de verbo ad verbum mentio in nostris literis foret facienda; nec non quarumcunque Ecclesiarum statutis & consuetudinibus, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quacunque alia firmitate roboratis, cæterisque in contrarium facientibus quibuscumque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrorum confirmationis, voluntatis, statuti, advocationis, extinctionis, impositionis, collationis, provisionis, concessionis, cassationis, irritationis, annullationis,

ANS de J. C. 1446. constitutionis, abolitionis, reabilitationis, repositionis, remissionis, relaxationis, donationis, absolutionis, liberationis, ordinationis, intentionis, dispensationis, pollicitationis & indicationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quadringentesimo, quadragesimo sexto, septimo Idus Februarii, Pontificatus nostri, Anno sexto decimo.

CDXV.

ANS de J. C. 1446. FRANCE ET ANGLETERRE. *Traité fait entre* CHARLES VII. *Roi de France &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre, touchant leurs prétentions sur plusieurs Terres. Fait au Prieuré de Jusiers, entre Mante & Meulan, le 15. Decembre 1446. ratifié par le Roi d'Angleterre le 23. Decembre suivant, à Rouen.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 41.

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront, &c. Premierement, pour ce que l'apointement & accord fait en la Ville de Louviers le 27. jour du mois de Mai dernier passé, au regard de l'altercation & debat étant entre les deux Rois & Princes, à cause des Terres & Châtellenies de Pontorson, & Sainte Jame, de Beuvron, & des Paroisses étant entre les Rivieres de Seluné & Cresnon, expira & finit au jour de S. Michel dernier passé, apointé & accordé est, pour éviter toutes voies de fait, entreprises & surprises, qui à ladite cause se pouroient entrevenir contre le saint propos & intention desdits deux Rois & Princes, au prejudice desdites Treves, & à la charge & opression du peuple, que l'apointement fait, comme dit est, en la maniere à Louviers, est & sera prorogé & continué en sa forme & teneur, jusqu'au premier jour du mois d'Avril prochain venant.

Item, & en tant que touche les seigneurie, possession, & jouïssance des Comté, Terre & Seigneurie de Beaumont le Rogier, pour ce que l'apointement qui en fut fait & pris à Rouën, le 19. jour du mois de Juillet dernier passé, finira & expirera à Noël prochainement venant, accordé & apointé est que la surseance sera, & est de fait prorogée & continuée en sa forme & teneur, jusqu'audit premier jour d'Avril prochain venant; & outre ce est accordé que par le Receveur & Controlleur commis à ce, sera promptement assis sur les Habitans & Paroisses comprises en ladite surseance, la somme de deux cens livres tournois, laquelle sera levée & cueillie en tems & terme competent, & demeurera és mains dudit Receveur, sans aucune distribution en être faite, jusqu'à-ce que par lesd. deux Rois & Princes, ou leurs Commis soit ordonné.

Item, & pour ce qu'il semble tres-expedient, voire necessaire, pour l'honneur desdits deux Rois & Princes, la conservation & bonne entretenuë desd. Treves, & pour le soulagement du peuple, proceder & entendre vigoureusement & sans deport, plus avant fait n'a été jusqu'à ores à la reparation de plusieurs excés, attentats, crimes & delits, qui ont été, & pouroient être faits, commis & perpetrez en maintes manieres, contre & au prejudice d'icelles Treves, & pour y mettre & donner regle & ordre, apointé & accordé est, que pour vaquer & entendre diligemment esdites matieres, & y donner & faire la provision, telle que au cas apartiendra, irons & nous transporterons és pais des Basses Marches, sur les lieux & frontieres desdites deux obeïssances, dedans le quinzieme jour du mois de Fevrier prochain venant. C'est à savoir, nous pour la partie du Roi nôtredit Seigneur; & pour la partie dudit tres-haut & puissant Prince son oncle ledit Comte de Dunois. Et que avec nous deux, ou en nôtre absence, & que bonnement en nos personnes vaquer n'y pourions, avec deux autres Seigneurs de bonne autorité, qui seroient commis & ordonnez à ce par lesdits deux Rois & Princes, de chacun à son égard, & ausquels sera, & sans difficulté poura être donnée & baillée bonne & vraie obeïssance en tous cas, par les Seigneurs & Capitaines de chacun de son parti; seront quatre personnes, deux d'un côté, & deux d'autre, experts & connoissans en telles matieres, pour servir & conseiller en icelui, & icelles. Lesquelles quatre personnes vaqueront & entendront diligemment, aussi bien avec nous, ou desdits Commis, comme en nos absences, à faire lesdites provisions & reparations selon les termes de Justice, de tout ce qu'il leur aperra par informations duement faites ou à faire, & és matieres esquelles par avanture seroient par eux faites difficultez, en feront raport par devers lesdits Comte de Dunois, ou nous, ou lesdits deux autres Seigneurs commis, ou à commettre, afin d'y pourvoir selon l'exigence des cas. ANS de J. C. 1446.

Item, est apointé que pour signifier ladite journée prise d'être esdites basses Marches, aux Capitaines du Mont S. Michel & de Grandville, ledit Comte de Dunois y envoiera personne propre, & leur sera défendu que pendant lad. journée ils n'attentent, & souffrent aucune chose être attentée, ou innovée, dont plaintes puissent venir, & est accordé que tout surseoira d'une partie & d'autre jusqu'à ladite journée, sur les peines au cas apartenant.

Item, est ordonné, apointé & accordé que les peages, aquits, travers & passages pris & levez à Nogent le Roy & Passy, nouvellement mis sus ou parti, & en l'obeïssance dudit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, & qui d'ancienneté n'ont accoûtumé d'être levez, cesseront & n'auront plus aucun cours ni execution, jusqu'audit jour premier d'Avril prochain; & semblablement celui étant à Ivry, s'il est trouvé toutefois qu'il ne fust aquit, ou peage ancien. Et pour ce que par ledit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, ont été mis sus de nouvel autres peages & aquits, tant sur la Riviere de Loire, comme à la Rochelle, illec, environ, & autre part, dont de nôtre côté ont été faites complaintes en cete presente convention, ledit Comte de Dunois a promis de bonne foi parler bien brievement de la matiere, & le plûtost que bonnement il poura, audit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, & icelui en avertir, pour y faire & donner provision à la conservation, & bonne entretenuë desdites Treves.

Item, en tant que touche la Terre & Seigneurie de Hotor prés Dieppe, en laquelle de la part de Monsieur le Marquis Comte de Suffolk, est pretendu droit d'obeïssance & jouïssement; & au contraire de la part du Sire d'Estouteville apointé est, que tout surseoira jusqu'à la journée prise pour le Païs d'embas, qui est au quinzieme jour dudit mois de Fevrier prochain: & que cependant ne sera d'une part ni d'autre aucune chose attentée ou innovée au contraire.

Item, en tant que touche les debats des Terres litigieuses d'environ Louviers & Evreux, & autres questions, controverses & debats, mouvans & dépendans desdites Treves, à quelle cause s'est ensuivie, prise de bonne gens, courses par forme de marque, & autres excés, comme l'on dit, apointé est, que par un ou deux Commissaires de chacun parti qui seront envoiez à Louviers & marches d'Evreux, en sera discuté: & cependant d'une part & d'autre cesseront tous excés, entreprises & exploits de guerre, & défend-on dés maintenant pour lors à tous, tant d'une part que d'autre, toutes voies de fait; & à cete cause y seront envoiez pour la part du Roi nôtredit Seigneur, lesdits

ANS J. C. 1446. dits Messire Guillaume Chambellan, & Maître Loys Galet : & de la part dudit très-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, lesdits Maîtres Jean Veson & Jean Herbet, qui se trouveront illec dedans le jour de l'Epiphanie prochain venant.

Item, & en tant que touche aucunes Paroisses situées & assises és Comté de Beauvais, & Vidame de Gerberoy, discordables entre lesdits deux Rois & Princes, apointé & accordé est, que ledit très-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, aura durant ledit tems jusqu'au premier jour dudit mois d'Avril prochain, le jouïssement & la possession des Villages & Paroisses de S. Pol aux Nonnains, le Plois, Lebecquet, Sorcy, S. Germain, la Poterie, le Mont sur S. Pol, Pierrefites, Armentieres, le Hamel de Juingmes, Verderel, Fournel, & Lehuz : & que le Roi nôtredit Seigneur aura durant ledit tems le jouïssement & la possession des Villages & Paroisses du Hamel, de la Chapelle en Bray, la Paroisse de Haute-Espine, la Neufville sur Ondeul, Rotengy, Marceilles, Thermes & Morvillier ; & que au regard de Senantes & Goulencourt, & aussi de Landelle, ils seront & demeureront en surseance jusqu'à la Convention qui se tiendra à Louviers, ou és Marches, dedans le jour de l'Epiphanie prochainement venant, auquel jour chacun de son parti aportera toutes ses évidences, & informera des droits pretendus, & ce fait en sera apointé ; pour lesquelles informations faire, est ordonné & commis pour la part du Roi nôtredit Seigneur, Guillaume Bellebache : & pour la part de sondit oncle, Maître Jean de Feuquieres.

Item, en tant qu'il touche le spirituel des Eglises, dont plusieurs complaintes ont été faites pour les troubles & empêchemens, qui ont été mis, apointé & accordé est, qu'un chacun, tant d'un parti que d'autre aura la pleine jouïssance & possession du spirituel de son Benefice tant seulement, en quoi n'entendons aucunement toucher au droit de Regale, ni à la disposition d'aucuns Benefices qui puissent cheoir à la collation des deux Rois & Princes.

Item, & en tant que touche le peage & aquit du Sel montant par la Riviere de Seine ; lequel peage & aquit pour la part du Roi nôtredit Seigneur, est maintenu devoir être païé & reçû à Mante : & de la partie dudit très-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, est maintenu devoir être païé & reçû à Meulan, apointé est que plus ample information sera faite de la matiere, que faite n'a été ; laquelle vûë sera de ce apointé & ordonné, ainsi qu'il apartiendra par raison : & cependant les Marchands pour ledit aquit passeront par ledit lieu de Mante en baillant caution, ainsi que par ci-devant ils ont fait.

Item, & pour ce que de la partie d'aucuns Marchands de l'obeïssance dudit très-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, ont été faites plaintes de la défense, qui a été faite & publiée en general, de non laisser extraire ne partir de l'obeïssance du Roi nôtredit Seigneur, aucuns bleds ou grains, apointé & accordé est à la conservation desdites Treves, que lesdits Marchands, qui feront descendre par la Riviere de Seine bleds & autres grains pris & levez en leur parti & obeïssance, les pouront faire mener & conduire où bon leur semblera, par ainsi toutefois que par certification de la Chambre des Comptes à Paris, ou d'autre à ce commis par ledit très-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, il apert suffisamment des lieux, où lesdits bleds & grains auront été pris, & de la quantité d'iceux.

Item, en tant que touche les Terres & Seigneuries d'Anet, Breval & Monchauvet, que chacun desdits Princes dit & maintient être de son obeïssance, apointé est, qu'elles demeureront en surseance en l'état qu'elles sont, sans rien y être innové, pris, ou exigé aucune chose d'une part ni d'autre, jusqu'au premier jour d'Avril prochain venant.

Item, au regard des quatre Paroisses de S. Martin, du Vieil-Verneüil, Saint Maurice, Hermantiere, & Cherantes de la Châtellenie de la Ferté-Ernauld, ou de la Comté de Perche, apointé est, que les parties de chacun côté comparoitront au jour des Rois. Et cependant le Vidame de Chartres par la Justice de Verneüil, poura contraindre les Habitans desdites Paroisses à contribuer à l'argent deû à Monsieur de Stafford, pourvû que si lesdits Habitans sont trouvez par raison non être contribuables à ladite somme, en ce cas mondit Sieur le Vidame sera tenu de restituer ausdits Habitans ce qu'ils auront païé. ANS de J. C. 1446.

Toutes lesquelles choses dessus declarées, nous Thomas Hoc dessus nommé pour la part du Roi nôtredit Seigneur, avons faites, appointées, accordées, & consenties, faisons, apointons, accordons & consentons pour & au nom du Roi nôtredit Seigneur, & promettons icelle faire entretenir, accomplir, garder & entretenir de point en point, sans faire ni souffrir faire, ou venir en aucune maniere alencontre, & les faire loüer, apouver & ratifier, & cesdites presentes confirmer par le Roi nôtredit Seigneur, & en bailler ou faire bailler ses Lettres Patentes à la Chambre des Comtes à Paris où ailleurs, & à telle personne que par ledit très-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, sera sur ce ordonné dedans le quinzieme dudit mois de Janvier prochain venant : & pareillement doit être fait de la partie dudit très-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtredit Seigneur, lequel en sera tenu bailler ou faire bailler ses Letres Patentes en la Ville de Rouën, aux gens du Grand Conseil du Roi nôtredit Seigneur, ou à celui, qui aura le Gouvernement pour lui deçà la mer dedans ledit terme. En têmoin de ce nous avons ces presentes signées de nôtre sein manuel ; & semblablement les ont signées les dessus nommez de nôtre compagnie, & y avons mis & aposé nôtre scel. Donné au Prieuré de Jusiers le 15. jour de Decembre, l'an de grace 1440. Ainsi signé, Hoc. Chamberlan. L'enfant. Galay. Drosay. & Lombart.

CDXVI.

Concordat & Modification des Décrets du Concile de Bâle, fait entre la NATION GERMANIQUE *& Jean Cardinal de S. Ange Legat* à Latere, *par lequel les Concordats precédens & les Concessions, principalement ceux des Conciles de Constance & de Bâle sont confirmez. Fait le* 17. *Février*, 1448. *& ratifié par le Pape* NICOLAS V. *par sa Bulle, du* 1. *Avril* 1448. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 396. ANS de J. C. 1448. LE PAPE ET L'ALLEMAGNE.

IN nomine Domini Amen. Anno à nativitate ejusdem millesimo quadringentesimo quadragesimo octavo, die decima septima mensis Februarii, inter sanctissimum in Christo Patrem ac Dominum nostrum, Dominum NICOLAUM divina providentia Papam Quintum, Apostolicamque sedem, ac nationem Alamanicam : Sanctissimi Domini nostri & sedis eorundem nominibus per Reverendum in Christo Patrem ac Dominum, Dominum Johannem sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalem Legatum ad NATIONEM GERMANICAM de Latere missum, plena in ea parte auctoritate & potestate munitum ; & pro ipsa natione Alamanica per gloriosissimum Principem ac Dominum nostrum, Dominum Fridericum Romanorum Regem semper Augustum &c. ; plurimorum sacri Romani Imperii Electorum aliorumque ejusdem nationis tam Ecclesiasticorum, quam secularium Principum consensibus accedentibus ; concluſa, laudata, & acceptata sunt concordata sub-

ANS de J. C. 1448.

subscripta : Sanctissimus Dominus noster Nicolaus Papa Quintus super provisionibus Ecclesiarum beneficiorumque quorumcumque utetur reservationibus Juris scripti ; & (a) Constitutionibus Execrabilis, & ad Regimen modificatis ut sequitur :

(a) On les trouve dans les *Extravagantes Communes, Tit. de Præbendis.*

1. Ad regimen Ecclesiæ generalis quanquam immeriti suprema dispositione vocati, gerimus in nostris desideriis, ut debemus ; quod per nostræ diligentiæ studium ad quarumlibet Ecclesiarum & monasteriorum Regimina & alia beneficia Ecclesiastica juxta divinum beneplacitum & nostræ intentionis affectum, viri assumantur idonei, qui præsint & prosint, committendis eis Ecclesiis, monasteriis & beneficiis præfatis. Præmissorum itaque consideratione inducti, & suadentibus nobis aliis rationalibus causis, nonnullorum prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum vestigiis inhærentes, omnes Patriarchales, Archiepiscopales, Episcopales Ecclesias, Monasteria, Prioratus, Dignitates, personatus & officia ; nec non Canonicatus & præbendas & Ecclesias, cæteraque beneficia Ecclesiastica, cum cura vel sine cura, seculara & regularia, quæcunque & qualiacunque fuerint, etiamsi ad illa personæ consueverint seu debuerint per electionem, seu quemvis alium modum assumi ; nunc apud sedem Apostolicam quocunque modo vacantia, & in posterum vacatura ; nec non per depositionem vel privationem seu translationem (b) per nos seu autoritate nostra factas & in antea faciendas ubilibet ; nec non ad quæ aliqui in concordia seu discordia electi vel postulati fuerint, quorum electio cassata seu postulatio repulsa, vel per eos facta renunciatio & admissa auctoritate nostra extiterit ; seu quorum electorum vel postulatorum, & in antea eligendorum vel postulandorum (c) electionem cassari seu postulationem repelli, aut renunciationem admitti per nos auctoritate nostra contigerit, apud sedem prædictam vel alibi ubicunque. Et etiam per obitum Cardinalium ejusdem Ecclesiæ Romanæ, aut officiariorum dictæ sedis, quandiu ipsa officia actualiter tenebunt, (d) videlicet Vice-Cancellarii, Camerarii, septem Notariorum, (e) Auditorum literarum contradictarum & Apostolici Palatii causarum Auditorum correctorum, centum & unius scriptorum literarum Apostolicarum, & viginti quatuor pœnitentiariæ præfatæ sedis, (f) viginti quinque Abbreviatorum, nec non verorum commensalium nostrorum & aliorum viginti quinque capellanorum sedis ejusdem in epitaphio descriptorum & quorumcunque Legatorum (g) seu collectorum ac in terris Romanæ Ecclesiæ Rectorum & thesaurariorum, deputatorum seu missorum hactenus, vel deputandorum aut mittendorum imposterum (nunc) vacantia & in antea vacatura ; ubicunque dictos legatos vel collectores seu rectores aut thesaurarios antequam ad Romanam Curiam redierint seu venerint, rebus eximi contigerit ab humanis. Nec non quorumlibet pro quibuscunque negotiis ad Romanam Curiam venientium seu etiam recedentium ab eadem, si in locis à dicta Curia ultra duas dietas legales non distantibus jam forsan obierint, vel eos in antea ab hâc luce transire contigerit ; & etiam simili modo quorumcunque Curialium, peregrinationis, infirmitatis seu recreationis, vel aliâ quacunque causa ad quævis loca secedentium, si eos antequam ad dictam Curiam redierint, in locis ultra duas dietas, ab eadem Curia, ut præmittitur, non remotis, dummodo eorum proprium domicilium non existat ibidem, jam forsan decesserint, vel imposterum eos contigerit de medio submoveri & (etiam) nunc per obitum hujusmodi vacantia vel in posterum vacatura : Rursus monasteria, Prioratus & Decanatus, dignitates, personatus, administrationes, officia, Canonicatus, præbendas & Ecclesias, cæteraque beneficia Ecclesiastica, secularia & regularia, cum cura vel sine cura, quæcunque & qualiacunque fuerint ; etiamsi ad illa personæ consueverint seu debuerint per electionem, seu quemvis alium modum assumi, quæ promoti per nos vel auctoritate nostra (ad) Patriarchalium, Archiepiscopalium, & Episcopalium Ecclesiarum, nec non Monasteriorum regimina, obtinebant tempore promotionum de ipsis factarum, nunc quocunque modo vacantia, aut in posterum vacatura ; nec non etiam quæ per assecutionem pacificam, quorumcunque prioratuum, dignitatum, personatuum, officiorum, canonicatuum, præbendarum, Ecclesiarum aut beneficiorum aliorum per nos, seu auctoritate nostrarum literarum immediatè collatorum seu conferendorum imposterum, præterquam si virtute gratiæ expectativæ assecutio fiat, nunc vacantia & in antea vacatura (plena super præmissis omnibus & singulis cum fratribus nostris collatione prahabita, & matura deliberatione secuta) ordinationi, dispositioni ac provisioni nostræ (h) de ipsorum fratrum consilio auctoritate Apostolica reservamus. Decernentes ex nunc irritum & inane, si secus super præmissis & quolibet eorum per quoscunque quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attemptari.

(b) Ces mots sont ajoutez *Tit. de Præbendis. Aut muneris consecrationis suspensionem.*

(c) Dans le même *Tit. & renunciationem.*

(d) Cela ne se trouve point dans ce *Tit.*

(e) Ou *Auditoris.*

(f) Ou *Viginti quatuor.* On a omis ces nombres dans le *Tit. de Præbendis.*

(g) Dans le même *Tit.* on lit *Legatorum sive Nuntiorum.*

(h) Dans les Concordats de Martin V. le tems est limité à cinq ans.

3. Item in Ecclesiis Metropolitanis & Cathedralibus etiam Apostolicæ sedi immediatè non subjectis, & in monasteriis Apostolicæ Sedi immediatè subjectis, fiant electiones Canonicæ, quæ ad Sedem Apostolicam deferantur, quas etiam ad tempus constitutum in Constitutione Nicolai (Papæ III) quæ incipit : *Cupientes*, Papa expectet ; quo facto si non fuerint præsentatæ, vel si præsentatæ minus canonicæ fuerint, Papa provideat ; si verò Canonicæ fuerint, Papa eas confirmet ; nisi ex causa rationabili & evidenti, & de fratrum consilio de digniori & utiliori personâ duxerit providendum. Proviso, quod confirmati & provisi per Papam, nihilominus Metropolitanis & aliis præstent debita juramenta & alia, ad quæ de jure tenentur.

4. In monasteriis, quæ non sunt immediatè subjecta sedi Apostolicæ, nec non aliis beneficiis regularibus, super quibus pro confirmatione seu provisione non consuevit haberi recursus ad sedem Apostolicam ; non teneantur venire electi, seu illi quibus providendum est ad Curiam ad habendum confirmationem seu provisionem ; nec etiam dicta beneficia regularia cadant in gratiis expectativis. Ubi autem in Monasteriis ad Curiam Romanam venire seu mittere consueverunt, ibi Papa aliter non confirmet seu provideat, quam superius de Cathedralibus Ecclesiis est expressum. De Monasteriis Monialium Papa non disponat, nisi sint exempta & tunc per commissionem in partibus. De cæteris dignitatibus & beneficiis quibuscunque secularibus & regularibus vacaturis, * ultra reservationes jam dictas, majoribus dignitatibus post Pontificales in Cathedralibus, & principalibus in collegiatis Ecclesiis exceptis, de quibus jure ordinario provideatur per illos inferiores, ad quos alias pertinet. (i)

(i) Dans les Concordats de Martin V. on ajoute *nec competentur in turno seu vice eorum.*

5. Item sanctissimus Dominus noster per quamcunque aliam reservationem, gratiam expectativam, aut quamvis aliam dispositionem sub quacunque verborum forma, per eum aut ejus auctoritate factam vel fiendam non impediet, quo minus de illis cum vacabunt de mensibus Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris, & Decembris liberè disponatur per illos, ad quos collatio, provisio, præsentatio, electio, aut alia quævis dispositio pertinebit. Reservationibus aliis aut promissis ac dispositionibus auctoritate ejusdem Domini nostræ Papæ factis vel faciendis, non obstantibus quibuscunque. Quoties verò aliquo vacante beneficio de mensibus Januarii, Martii, Maji, Julii, Septembris & Novembris specialiter dispositioni Apostolicæ sedis reservatis, non apparuerit infra tres menses à die notæ vacationis in loco beneficii, quod alicui de illo Apostolica auctoritate fuerit provisum, ex tunc & non antea ordinarius vel alius, ad quem illius dispositio pertinebit de illo liberè disponat.

6. Item

S C. 6. Item ad finem ut hæc ordinatio collationis beneficiorum non reservatorum per alternos menses possit
7. per nationem publicari, & omnes qui ipsa gaudere voluerint tempus congruum habeant eandem acceptandi, tunc quoad Apostolicam sedem in Kalendis Junii proximè futuris ipsa currere incipiet, durabitque deinceps, nisi in futuro Concilio de Consensu Nationis aliter fuerit ordinatum.

7. Item circa provisionem Apostolicæ sedi ordinandam modus annatarum hoc modo curret: De Ecclesiis Cathedralibus omnibus & Monasteriis virorum duntaxat vacantibus & vacaturis, solventur pro fructibus primi anni à die vacationis summæ pecuniarum in libris Cameræ Apostolicæ taxatæ, quæ communia servitia nuncupantur. Si quæ verò excessivè taxatæ sunt, justè retaxentur; & provideatur specialiter in gravatis regionibus secundum qualitatem rerum, temporum & regionum, ne nimium prægraventur: ad quod sanctissimus Dominus noster patentibus dabit Commissarios in partibus, qui diligenter inquirant & retaxent. Taxæ autem prædictæ pro media parte infra annum à die habitæ possessionis pacificæ totius vel majoris partis solvantur, & pro media parte infra sequentem annum. Et si infra annum bis vel pluries vacaverint, semel tantum solvetur; nec debitum hujusmodi in successionem in Ecclesia vel monasterio transeat. De cæteris dignitatibus, personatibus, officiis & beneficiis secularibus quibuscunque & regularibus, quæ auctoritate sedis Apostolicæ conferentur, vel de quibus providebitur, (præterquam vigore gratiarum expectativarum, aut causa permutationis) solvantur annatæ seu medii fructus juxta taxam solitam à tempore possessionis infra annum, & debitum hujusmodi in successorem in beneficio non transeat. De beneficiis verò quæ valorem viginti quatuor florenorum (auri) de Camera non excedunt, nihil solvatur, curratque hæc observantia deinceps, nisi eam similiter in futuro Concilio de Consensu (nationis) immutari contingat.

8. In aliis autem, quæ per felicis recordationis Dominum Eugenium Papam quartum pro natione præfata, usque ad tempus futuri Concilii permissa, concessa, indulta atque decreta, & per memoratum sanctissimum Dominum nostrum Papam Nicolaum confirmata fuere, in quantum illa concordiæ præsenti non obviant ista vice nihil extitit immutatum.

9. Voluit etiam memoratus Dominus Legatus, quod super concordatis præsentibus, singuli Metropolitani prædictæ nationis petentibus quibuscunque quantum opus eis videbitur, sub suis sigillis transumpta concedere valeant, quodque transumtis eisdem in judicio vel extrà stetur & adhibeatur, tanquam huic originali cartæ, per omnia plena fides. Per hoc autem quod in concordatis hujusmodi sive quibusvis aliis earum occasione conficiendis litteris propter competentiorem (compendiosiorem) descriptionem Alamania specialis (specialiter) appellatur, natio ipsa censeri non debet à Germanica natione distincta, seu quomodolibet separata. Ad fidem igitur & robur ac testimonium omnium præmissorum Nos Fridericus Romanorum Rex, & Nos Johannes Cardinalis Legatus supradicti cartam præsentem nostris appensis mandavimus communiri sigillis.

ANS de J. C.

CDXVII.

1448.

(a) *Concordat entre* FREDERIC III. *Empereur, & les* PRINCES *d'Allemagne, d'une part, & le* SIE'GE APOSTOLIQUE, *d'autre; fait à Rome, le 19. Mars*, 1448. Heiss. Histoire de l'Empire. Tom. III. pag. 309.

(a) Ce Concordat & d'autres qu'on verra dans la suite, ont été faits pour pourvoir aux griefs de la nation Germanique, rapportez dans le livre intitulé *Fasciculus rerum expetendarum & fugiendarum.*

(b) NIcolas Evêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à la memoire perpetuelle de ce qui s'ensuit. Etans élevez par la disposition divine sur le SIEGE APOSTOLIQUE, nous employons volontiers nôtre prévoyance Apostolique à toutes les choses que nous croyons dévoir servir pour l'union, la paix & la tranquillité de l'Eglise universelle, & nous donnons le plus efficacement que nous pouvons tous nos soins pour la poursuite & la consommation heureuse de toutes ces choses. Et comme dernierement nôtre tres-chers fils en Jesus-Christ FREDERIC illustre Roi des Romains & quelques autres de nos bien-aimez fils PRINCES Ecclesiastiques & seculiers de la celebre nation Germanique d'une part; & nôtre bien aimé fils Jean Cardinal Diacre du titre de saint Ange, Legat *a latere* en ces parties-là du Siege Apostolique, envoyé par nous lesdites parties, autorisé à cet égard d'un suffisant pouvoir de nous & du Siege Apostolique d'autre part; firent & conclurent diverses Ordonnances & Statuts raisonnables & utiles, approuvez de part & d'autre par lesdites parties, tant au nom de l'Eglise Romaine qu'en celui de ladite Nation, pour l'union de ladite Eglise, & pour affermir & conserver à perpetuité la paix & tranquillité entre l'Eglise, & ladite nation; & qu'ils nous ont fait humblement supplier qu'il nous plût y ajoûter la force de l'affermissement Apostolique & une plus grande autorité, & nôtre decret pour leur plus ferme & plus assurée subsistance.

(b) Nicolas V. qui succeda à Eugéne IV. par une élection unanime & par la cession d'Amé de Savoye, surnommé Felix V. élû intermediairement, ladite cession procurée par la France.

Nous donc qui avons fait examiner & diligemment discuter lesdits Statuts, Ordonnances, & Concordats par aucuns de nos venerables fréres Cardinaux de la sainte Eglise Romaine, personnages de grande maturité, autorité & litterature, & qui avons trouvé qu'ils seroient utiles & salutaires tant à l'Eglise qu'à ladite nation, du Conseil & consentement des susdits & autres nos venerables fréres Cardinaux de ladite Eglise, d'autorité Apostolique & de certaine science; nous les approuvons, ratifions, loüons, acceptons & autorisons par ce present écrit, selon la maniere & la forme suivante.

Il nous plait donc pour la provision des Eglises & Benefices Ecclesiastiques, quels qu'ils soient, de nous servir de la reserve du droit écrit & des constitutions qui commencent par ces mots: *Execrabilis & ad regimen*, modifiées comme il s'ensuit.

Etant appellez, quoi qu'indignes, au gouvernement de l'Eglise universelle, par l'Ordonnance souveraine, nous souhaitons, comme nous devons, que par le soin & l'étude particulier de nôtre exactitude, il soit choisi pour le gouvernement des Eglises, quelles qu'elles soient, Monasteres, & autres Benefices Ecclesiastiques, des personnes qui soient selon le bon plaisir de Dieu & le zéle de nôtre intention propres & capables d'avoir la conduite, & de faire le profit des Eglises, Monasteres, & autres Benefices qui leur seront commis.

Etant donc portez par la consideration de ce que dessus & par d'autres causes raisonnables, marchans sur les vestiges & sur les pas de quelques Pontifes Romains nos predecesseurs, nous d'autorité Apostolique & du Conseil de nos fréres les Cardinaux, aprés avoir eû une pleine conference & une meure déliberation sur toutes & chacune les choses susdites, reservons à nôtre ordina-

ANS de J. C. 1448.

ordination, disposition & provision, toutes les Eglises Patriarchales, Archiepiscopales, Episcopales, & même les Monasteres, Prieurez, Dignitez, Personats & Offices, comme aussi les Canonicats, Prébendes, Eglises, & tous autres benefices Ecclesiastiques avec charge d'ames & sans charge d'ames, séculiers & réguliers, de quelque qualité qu'ils soient, quand bien ils auroient accoutumé & devroient étre obtenus par élection ou par quelqu'autre moyen, lesquels sont à présent vacans de quelque maniere que ce soit; en la Cour Apostolique, ou en Cour de Rome; ou y vacqueront dorénavant; méme les vacans par dépositon, privation ou translation, privation par nous ou de nôtre autorité, faite cy-devant ou à faire en quelque lieu que ce soit; & pareillement les Benefices de ceux qui étant élûs ou postulez en concorde ou discorde, leur élection, été cassée & leur postulation refusée; ou qui ayant renoncé, la renonciation a été admise d'autorité Apostolique; ou desquels à élire ou à postuler il arrivera que l'élection sera cassée, ou la postulation refusée, ou la renonciation admise par nous, ou de nôtre autorité par devers le dit Siege Apostolique, ou ailleurs, & en quelque lieu que ce soit: de même les Benefices vacans par le décés de Cardinaux de la même Eglise Romaine, & des Officiers dudit Siege, tant qu'ils tiendront lesdits Offices (c'est à savoir de Vice-Chancelier, de Camerier, des sept Notaires, d'Auditeurs des Lettres contredites &, des Auditeurs des causes du Palais Apostolique, Correcteurs, cent & un Ecrivains de Lettres Apostoliques, & vingt-quatre de la Penitencerie dudit Siege, & vingt-cinq Abbreviateurs; comme aussi de nos vrais commensaux & d'autres vingt quatre Chapelains dudit Siege décrits dans le rôlle) & de tous les Legats, ou Collecteurs, ou des Recteurs dans les territoires de l'Eglise Romaine, & des Treforiers députez ou envoyez à présent, ou à députer & envoyer dorenavant, qui vaquent maintenant, ou qui vaqueront cy-aprés en quelque lieu que lesdits Legats, Collecteurs, ou Recteurs & Treforiers viendront à mourir avant qu'ils soient retournez en Cour de Rome, ou qu'ils y soient venus; même de tous ceux qui venans pour quelque affaire que ce soit, ou s'en retournans de ladite Cour, seroient peut-étre déja decedez dans les lieux non distans de ladite Cour au delà des deux journées de chemin légales, ou qui seroient dés auparavant décédez; & même & par semblable moyen de tous ceux qui suivent la Cour de Rome, se retirans pour cause de pélerinage, d'infirmité, de récreation ou toute autre cause, en quelques lieux que ce soit, s'il étoit arrivé qu'ils fussent décédez, ou que cy-aprés il arrivât qu'ils décedassent dans les lieux qui ne seroient éloignez de ladite Cour que de deux journées, comme il a été dit cy-dessus, avant que d'être retournez en ladite Cour (pourvû que ce lieu ne soit point le lieu de leur propre domicile;) même ceux qui vaquent dés à présent par semblables decés, ou qui vaqueront dorenavant. Comme encore les Monasteres, Prieurez, Dignitez, Personats, Doyennez, Administrations, Offices, Canonicats, Prebendes & Eglises, & tous autres benefices Ecclesiastiques, séculiers & réguliers avec charge & sans charge d'ames, quels qu'ils soient, bien qu'ils eussent coûtume ou dûssent étre obtenus par élection ou quelqu'autre moyen, lesquels les promûs par nous ou d'autorité Apostolique au gouvernement des Eglises Patriarchales, Archiepiscopales & Episcopales, & des Monasteres obtenoient lors des promotions faites de leurs personnes, vaquans maintenant & en quelque façon ce soit, & qui vaqueront à l'avenir. Et même par l'obtention pacifique de quelques Prieurez que ce soit, Personats, Offices, Canonicats, Prébendes, Eglises, ou autre Benefices par nous ou de l'autorité de nos Lettres, conferez immediatement ou qui seront conferez cy-aprés, excepté si l'impetration s'en fait par vertu de grace expectative, maintenant vaquans, ou qui auront vaqué cy devant; ordonnans dés à present que tout ce qui sera fait & attenté à cet égard par de qui que ce soit, de quelque autorité que ce soit, sera nul & sans force.

ANS de J. C. 1448.

Il nous plait encore que dans les Eglises Metropolitaines & Cathedrales, méme non sujettes immediatement, & dans les Monasteres sujets, immediatement au Siege Apostolique, il soit fait des élections Canoniques, qui soient portées audit Siege, que nous attendrons jusqu'au tems de la constitution du Pape Nicolas III. d'heureuse memoire, (a) qui commence par ce mot, *Capientes*. Et ledit tems passé, si elles n'ont été presentées, ou si ayant été presentées, elles sont peu Canoniques, nous y pourvoirons; & si elles sont Canoniques, nous les confirmerons; si ce n'est que pour cause évidente, ou du conseil de nosdits freres, nous estimions devoir y pourvoir d'une personne plus digne & plus utile à l'Eglise, à la charge que lesdits confirmez & par nous pourvûs prétent les serments dûs & accoûtumez à leurs Metropolitains, & autres choses auxquelles ils sont tenus de droit.

(a) La constitution du Pape Nicolas III. est sous le titre de *électione*.

Et dans les Monasteres, qui ne sont immediatement sujets audit Siege, & autres Benefices reguliers, à l'égard desquels on n'a pas accoûtumé d'avoir recours audit Siege, pour la confirmation & provision, les élûs ou ceux qui doivent prendre des provisions, ne seront point obligez de venir à ladite Cour, pour leur confirmation ou provision, & méme les Benefices reguliers ne tomberont point sous les expectatives; & où on aura accoûtumé de venir ou envoyer à ladite Cour, nous ne confirmerons ni pourvoirons autrement, que comme il a été dit cy-dessus, pour les Eglises Cathedrales. Et nous ne disposerons en façon quelconque des Monasteres des Moniales & Religieuses, si ce n'est qu'ils soient exents, & alors nous le ferons par commission sur les lieux. Et de toutes les autres dignitez & benefices quelconques, seculiers & reguliers, qui viendront à vaquer hors les susdites reserves, excepté les premieres dignitez & les plus grandes aprés les Pontificales dans les Cathedrales, & les principales dans les Collégiales, desquels il est pourvû de droit ordinaire par les inferieurs, auxquels ils apartiennent.

Il nous plait aussi, que par quelque reserve que ce puisse étre, grace expectative, ou quelqu'autre disposition que ce soit, faite par Nous sous quelque forme de parole que ce puisse étre, ou à faire de nôtre autorité, nous n'empécherons point qu'il n'y soit pourvû, & n'en soit disposé librement, quand ils vaqueront dans les mois de Février, Avril, Juin, Aoust, Octobre & Decembre, par ceux auxquels en apartenoit la collation, provision, presentation, élection, ou quelqu'autre disposition, faite ou à faire de nôtre autorité.

Et quant vacance arrivant d'aucun Benefice dans les mois de Janvier, Mars, May, Juillet, Septembre & Novembre, qui sont particulierement reservez à la disposition dudit Siege, il n'apparoîtra point, que dans les trois mois de la vacance, connuë dans le lieu du Benefice, qu'il y ait été pourvû d'aucunes personnes d'autorité Apostolique, de ce jour & non auparavant; l'Ordinaire ou autre à qui la disposition en appartiendra, pourra en disposer librement.

Et afin que cette disposition des Collations des Benefices non reservez, à faire alternativement & de mois en mois, puisse étre renduë publique par ladite Nation; & que ceux qui voudront joüir d'icelle, ayent un tems convenable de l'accepter: alors pour le regard dudit Siege elle commencera à courir du troisiéme des Calendes du mois de Juin prochain & venant, & durera dorenavant, s'il n'en est ordonné autrement au futur Concile du consentement de ladite Nation.

Il nous plait pareillement, qu'à l'égard de l'ordre qui doit étre apporté pour les provisions à faire par ledit Siege, la mesure des annates coure de cette sorte; Que de toutes les Eglises Cathedrales, & Monasteres

stéres d'hommes seulement, qui sont vacantes & viendront à vaquer, il soit payé de fruits de la premiere année, à compter du jour de la vacance les sommes d'argent taxées dans les livres de la Chambre Apostolique, qui sont appellez les services communs. Et si quelques-unes sont trop & excessivement taxées, qu'elles soient de nouveau taxées, & qu'il soit pourvû dans les païs trop chargez, selon la qualité des Egliſes, des tems & des païs, à ce qu'ils ne soient trop chargez: pour raison dequoi nous donnerons des Commissaires sur les lieux, aux demandeurs pour s'en informer diligemment, & les taxer de nouveau.

Et soient payées lesdites taxes pour la moitié dans l'an de la prise de possession pacifique, du tout, ou de la plus grande partie des revenus, & pour l'autre partie dans l'autre année suivante. (a) Et si dans la même année ils vaquent deux ou plusieurs fois, que lesdites taxes ne soient payées qu'une fois, & que cette dette ne passe au successeur dans ladite Egliſe ou Monastere. Et pour ce qui est de toutes les autres dignitez, Personats, Offices, & Benefices seculiers & reguliers quelconques qui seront conferez de l'autorité dudit Siege, ou auxquels il sera pourvû, (non toutefois par vertu de graces expectatives, ou pour cause de permutation) les annates, ou la moitié des fruits en seront payés selon la taxe accoutumée, dans l'an de la possession; & cette dette pareillement ne passera point au successeur du Benefice. Mais des Benefices qui n'excedent point vingt-quatre florins d'or de la Chambre, qu'il n'en soit rien payé. (b) Et que cet ordre soit ainsi gardé dorenavant, s'il n'y est changé dans le futur Concile, du consentement de ladite Nation, & pour toutes les autres choses, qui ont été permises, concedées, accordées, & ordonnées par Eugene IV. d'heureuse memoire nôtre Predecesseur, pour ladite Nation, jusques au tems du futur Concile, & qui ont été confirmées par Nous, entant qu'ils ne contredisent point au present concordat, nous ne voulons point qu'il y soit rien changé pour cette fois.

Et à cause que dans lesdits Concordats, ou dans d'autres lettres à expedier à l'occasion d'iceux, pour abreger, l'on employe specialement le nom d'Allemagne, l'on ne doit pas entendre que ce soit une Nation separée ou distinguée de la Nation Germanique.

Et en outre parce qu'il seroit difficile que ces presentes lettres fussent portées en tous les lieux, dans lesquels il faudroit peut-être en justifier, Nous ordonnons de la même autorité, qu'au transcrit d'icelles, confirmé par le seau des Metropolitains de la Nation, il y soit pleine foi ajoûtée, comme il seroit à ces presentes, si elles étoient representées; & que l'on s'y arrête, de même que si lesdites presentes étoient representées ou montrées.

Et en outre Nous declarons nul & de nul effet tout ce qui sera attenté à ces presentes, par qui que ce soit, de quelque autorité que ce soit, de dessein, ou par ignorance.

Qu'il ne soit donc permis à aucun homme d'enfraindre cette page de nôtre approbation, ratification, agréement, acceptation, commutation, reservation, constitution, & volonté; & où il arriveroit d'y contrevenir par aucune temeraire tentative, & que quelqu'un presumât d'y attenter, qu'il sache, qu'il encourra l'indignation de Dieu tres-puissant, & de ses Saints Apôtres Pierre & Paul.

Donné à Rome, à S. Pierre, l'an de l'Incarnation de Nôtre Seigneur 1448. le quatorziéme des Calendes d'Avril, l'an second de nôtre Pontificat. B. de Callio.

Pris & extrait du Regiſtre des Bulles du Pape Nicolas V. Livre 2. des Secrets, feüillet 203. & s'accorde aprés collation.

CDXVIII.

ANS de J. C. 1448. FRANCE ET BOURGOGNE.

Lettres de CHARLES VII. *Roi de France, par lesquelles il accorde à* PHILIPPE LE BON, *Duc de Bourgogne, la permission de prendre le titre de* par la grace de Dieu, *sans que pour cela il puisse prétendre plus de droit qu'il n'en avoit sur les Terres tenuës en souveraineté du Royaume, suivant la Déclaration, que ce Duc en avoit donnée à Hesdin, le 26. Novembre* 1448. *à Tours le* (a) 28. *Janvier* 1448. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 44.

(a) Il faut se souvenir que l'année ne commençoit qu'à Pâques.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Savoir faisons, Nous avoir veuës les Lettres Patentes de nôtre tres-cher, & tres-amé frere & cousin le Duc de Bourgogne, qui de sa part nous ont esté presentées & baillées, desquelles la teneur s'ensuit.

PHILIPPE par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, & de Limbourg, Comte de Flandre, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces presentes Letres verront, Salut. Comme aprés la succession à nous échenë des Duchez & Seigneuries de Lothier, Brabant, & Limbourg, par le trépas de feu nôtre trescher & tres-amé Cousin le Duc Philippe de Brabant, dernier trépassé, dont Dieu ait l'ame, nous aions en toutes nos Letres Patentes, au commencement de nôtre titre, & aprés nôtre propre nom, fait mettre & écrire ces mots, *Par la grace de Dieu*, savoir faisons, que nous connoissons & confessons par ces presentes, que par ce nous n'avons entendu ne entendons vouloir avoir ou pretendre és Païs & Seigneuries que avons & tenons au Roiaume de France, aucun plus grand droit que y avions auparavant lesdits Duchez & Seigneuries à nous échenës, & que nos predecesseurs y avoient & pouvoient avoir & pretendre; & connoissons ce nonobstant Monseigneur le Roi estre nôtre souverain Seigneur, à cause des Terres & Seigneuries, que avons & tenons en son Roiaume, sauf & reservé à nous nôtre exemption à nôtre vie, selon le contenu ou Traité de la Paix faite entre mondit Seigneur le Roi, & nous. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné en nôtre Châtel de Hesdin le vingt-sixieme jour de Novembre l'an de grace mille quatre-cens quarante-huit. Ainsi signé par Monseigneur le Duc, J. de Molesines.

Lesquelles Letres dessus transcrites nous avons eû & avons pour agreables, & moiennant ce, & pour les causes contenües en icelles, avons esté & sommes contens, que lesdits mots, *Par la grace de Dieu*, soient & demeurent au titre de nôtredit frere & cousin, ainsi & par la maniere qu'il les y a fait mettre & écrire, sans ce que ci-aprés & au tems à venir, aucune question en soit faite à nôtredit frere & cousin, & aussi sans prejudice de nos droits & souveraineté. En têmoin de ce nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes. Donné à Tours le vint-huitiéme jour de Janvier l'an de grace mille quatre-cens quarante huit, & de nôtre regne le vint-septieme. Et sur le repli estoit écrit, Par le Roi, G. Cht. & scellé du grand sceau de cire jaune pendant à une attache de parchemin representant le Roi Charles VII. séant en son siege de Justice, & au revers l'écu de France.

ANS de J. C. 1449. FRANCE ET BRETAGNE.

CDXIX.

Traité de Confédération entre CHARLES VII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE, *contre les Anglois, du 17. Juin* 1449. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 45.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut, &c.

Et premierement, que le Roi aidera & fournira secours à mondit Seigneur de BRETAGNE en tout ce que possible lui sera, & si lesdits Anglois venoient descendre en Bretagne par mer ou par terre, fust pour mettre siege audit païs, ou faire autres maux, qui en guerre se peuvent commettre, le Roi y remediera à tout son pouvoir, comme il feroit en ses propres places & païs qui sont à lui nuëment.

Item, pareillement si lesdits Anglois descendoient à puissance pour mettre sieges devant aucunes des places du Roi, ou de ses païs, Monditseigneur de Bretagne y servira le Roi à tout son pouvoir.

Item, & si le Roi se mettoit sur les champs pour entrer à puissance au Païs de Normandie, ou ailleurs en son Roiaume, Monditseigneur de Bretagne l'y servira en personne accompagné au mieux que faire se poura.

Item, le Roi n'abandonnera Monditseigneur de Bretagne pour quelconque chose que ce sera; mais l'aidera & secourra à tout son pouvoir, tant par mer que par terre, jusqu'à fin de guerre; & ne prendra treves ne fera paix avec lesdits Anglois, sans ce que lesdites ville, & chastel de Fougeres, & autres places, s'il avenoit que lesdits Anglois en prensissent ou emparassent aucunes audit Païs de Bretagne, soient renduës & délivrées à Monditseigneur de Bretagne, & sans l'y apeller & demander conseil, & que lui & ses païs, & sujets y soient compris à leur honneur, bien & sureté, comme les places & païs du Roi qui sont à lui nuëment; & au cas que lesdites ville & chastel de Fougeres ne seroient délivrées à Monditseigneur de Bretagne dedans la fin du mois de Juillet prochain venant, le Roi se declarera de tout en guerre ouverte, & fera tout pouvoir & diligence de les mettre en l'obeïssance de Monditseigneur de Bretagne.

Item, semblablement Monditseigneur de Bretagne servira le Roi à l'encontre desdits Anglois à tout son pouvoir, tant par mer que par terre jusqu'à fin de guerre, & ne prendra paix ni treve avec lesdits Anglois, sans le vouloir, congé, & consentement du Roi.

Item, s'il avenoit que dedans la fin du mois de Juillet lesdittes ville & chastel de Fougeres fussent renduës & délivrées à Monditseigneur de Bretagne, & que ladite treve fust continuée & entretenuë, ou que nouvelle paix ou treve fust prise par le Roi, & que lesdits Anglois sous icelle treve ou paix prensissent ou emparassent audit Païs de Bretagne aucun chastel, ville, ou forteresse, ou y fissent guerre, en ce cas le Roi se declarera en guerre, aidera & secourera Monditseigneur de Bretagne à tout son pouvoir; & pareillement Monditseigneur de Bretagne le Roi, comme dit est.

Item, & si par les Gens du Roi estoit prise sur lesdits Anglois ou autrement, aucune ville ou forteresse appartenant à Monditseigneur de Bretagne, le Roi la lui fera delivrer promptement & sans delai, & sans aucune charge de mise sous ombre de soulday, salaire, emparement, ou autre couleur quelconque: & pareillement, si par les gens de Monditseigneur de Bretagne estoit prise sur lesd. Anglois ou autrement aucune ville ou forteresse appartenant au Roi, Monditseigneur de Bretagne la lui fera promptement sans aucune charge de mise délivrer aux occasions dessusdites, ou autres quelconques. ANS de J. C. 1449.

Toutes lesquelles choses ainsi par nous accordées & apointées, nous promettons en bonne foi au nom que dessus, tenir & faire avoir au Roi nôtredit Seigneur, agreables, fermes, & stables, & icelles loüer & aprouver, ratifier & confirmer, & sur ce bailler ses lettres en forme, deuë & valable, & telle qu'au cas appartient, dans le quinzieme jour dudit mois de Juillet.

En têmoin de ce nous avons signé ces presentes de nos seings manuels, & scellé de Sceaux des armes de nous Comte de Dunois, Admiral, & Seigneur de Pressigny. Donné à Rennes le dix-septieme jour de Juin l'an 1449.

Savoir faisons, que nous voulans en ce user de bonne foi, comme raison est, avons lesdites lettres, & tous les points & articles contenus en icelles, agreables, fermes, & stables, & les loüons, aprouvons, ratifions & confirmons par ces presentes, promettant en bonne foi & parole de Roi les tenir, entretenir, garder & observer selon leur forme & teneur, sans aller ni venir à l'encontre.

En têmoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné aux Roches Trenchelyon le vint sixieme jour de Juin, l'an de grace 1449. & de nôtre Regne le vingt-septieme. Et sur le repli est écrit: par le Roi en son Conseil, auquel Monsieur le Comte du Maine, vous le Sire de Bogy, Maistre Jean de Xaincons, & plusieurs autres estoient, avec seing, parafe & scellé.

CDXX.

Traité de Ligue & de Confédération entre ALFONSE *Roi d'Arragon & de Sicile, &* LOUIS *Duc de Savoye. Fait à Naples, le 27. Juin* 1449. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 361. *&* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 399. ANS de J. C. 1449. ARRAGON ET SAVOYE.

CONventiones & capitula super universali Intelligentia & Liga tractata & concordata inter Serenissimum Principem & Dominum Dominum ALFONSUM Aragoniæ & utriusque Siciliæ Regem ex una parte; & *Illustrissimum Dominum Dominum* LUDOVICUM *Sabaudiæ* Ducem ex parte altera, non solum pro communi Status ipsorum Dominorum Principum defensione, casu quo aliquis Italicus, hoc est aliqua Communitas, aliqua Potestas, aliquis Cappitaneus, aliquod Dominium, vel aliquis Dominus in Italia contra Statum ipsorum Dominorum Principum communiter vel divisim insurgeret; sed etiam pro conservatione & defensione Status & libertatis Mediolanensium, ad quorum occupationem Franciscus Sfortiæ Comes Cotignolæ & nonnulli alii Itali manu militari laborant, ac etiam pro totali exterminio & confusione ejusdem Comitis, depulsione quoque aliorum Italicorum, Mediolanensium Statum & libertatem opprimentium, inita & firmata per eandem Regiam Majestatem & Magnificum Virum Dominum Nicodum de Menthone Dominum Nerniaci Militem, Consiliarium & Cambellanum ejusdem Domini Ducis, Oratorem, Nuntium & Procuratorem, ut de ejus procuratione constat, dictoque procuratorio nomine firmatum sub pactis, conventionibus, reservationibus & conditionibus inferiùs declarandis. In Primis siquidem dictæ partes convenerunt inter se, ac una alteri adinvicem, & viceversa promiserunt quòd si aliquis, hoc est, aliqua Communitas, aliqua Potestas, aliquis Cappitaneus, aliquod Dominium vel aliquis Dominus in Italia commu-

ANS J. C. 1449. communiter vel divisim ex quavis consideratione vel causa insurgeret, sed etiam Statum ipsius Regiæ Majestatis vel ejusdem Domini Ducis in Italia & Nicia, teneantur eadem Regia Majestas, & idem Dominus Dux mutua invicem sibi præstare auxilia & juvamina juxta posse, nullo Domino, nulla Communitate, nulla Potestate, nullo Cappitaneo, nulloque Dominio in Italia Ecclesiastico vel Temporali, etiam si de eis facienda esset mentio specialis: exceptis præterea cum ad depellendum, expugnandum & exterminandum hostiles impetus ejusdem Comitis & aliorum, etiam qui vel principaliter vel eidem Comiti adhærendo Mediolanensium Statum & libertatem opprimunt, oporteat eandem Regiam Majestatem & eundem Dominum Ducem circa viginti ducentum armigerorum numero tam equitum quàm peditum castrametari; convenerunt Partes hujusmodi inter se, ac una alteri sibi adinvicem & viceversa, promiserunt quòd earum exercitus teneatur & debeat castrametari ac incipere offendere eundem Comitem Franciscum & alios quoscumque, libertatem & Statum Mediolanensium offendentes, hinc ad quintam decimam diem mensis Augusti proximè instantis, & inde successivè usque ad exterminium ipsius Comitis & aliorum libertatem, ut prædicitur, Mediolanensium, & Statum manu militari opprimentium; & quòd hujus exercitus coninvicem vel divisim prout eisdem Dominis Principibus vel eorum Ministris visum fuerit, teneatur & debeat cum effectu ac cum omni diligentia & cura defendere Statum & libertatem Mediolanensium cum recuperatione Terrarum & Castrorum prædictorum, contra eundem Comitem Franciscum, & contra quascumque Communitates, Potestates & quosvis Cappitaneos & Dominos in Italia, nunc vel in futurum Mediolanensium Statum & libertatem opprimentes, continuando hujusmodi offensionem & defensionem usque ad totale exterminium & depulsionem ejusmodi Comitis & aliorum opprimentium ut prædicitur libertatem Mediolanensium, & eorum Statum. Etiam dictæ Partes convenerunt inter se ac una alteri adinvicem, & viceversa promiserunt quòd de gagiis seu stipendiis totius exercitus utriusque partis, de quinque partibus tres partes solvat ipsa Regia Majestas, & reliquas duas partes eidem Dominus Dux. Ulterius dictæ Partes convenerunt inter se ac una alteri adinvicem, & viceversa promiserunt quod salvis semper remanentibus & illæsis quibusvis appunctuamentis, capitulis, conditionibus, reservationibus & pactis inter eandem Regiam Majestatem eundemque Dominum Ducem, ipsosque Mediolanenses hinc inde initis, conventis & firmis, omnia & singula quæ à dictæ initæ Ligæ hujusmodi ac confirmationis & ratificationis per dictum Dominum Ducem fiendæ inter eos acquirentur, sic inter prælatos Dominos Principes dividantur, vt de quinque partibus tres partes habeat ipsa Regia Majestas, & duas partes idem Dominus Dux, & inter eas censeantur & intelligantur esse divisa & acquisita à tempore ipsorum acquisitionis per alteram partium prædictarum. Nihilominus partes hujusmodi inter se convenerunt, ac una ad invicem & viceversa promiserunt, quod si ante vel post ipsius Civitatis Mediolani plenam liberationem & ipsius Comitis Franciscí & aliorum quorumvis, Statum Mediolanensium & libertatem opprimentium, totale exterminium & depulsionem quamcumque ipsi Mediolanenses in alterum ipsorum Dominorum Principum liberam & sine oppressione aliqua & dolo electione in Dominium duxerunt facienda, quilibet ipsorum Dominorum Principum, hoc est, ipsa Regia Majestas & idem Dominus Dux Electionem hujusmodi à tempore hujus notitiæ in antea ratam & acceptam habere promittunt & conveniunt; pactis tamen conventionibus, reservationibus, conditionibus & Capitulis inter ipsam Regiam Majestatem eundemque Dominum Ducem seu eorum alterum, ipsosque Mediolanenses hinc inde initis, conventis & firmatis, salvis semper remanentibus & illæsis. Cæterum dictæ Partes voluerunt & convenerunt inter se ac promiserunt una alteri ad invicem & viceversa, hujusmodi confœderationem & Ligam omniaque supra & infra scripta, & eorum singula esse efficaciter duratura, non solum usque ad totale exterminium & depulsionem ipsius Comitis & ejus Status, & aliorum quoruncumque vexantium & opprimentium Mediolanensium Statum & libertatem eorum, nec non usque ad pacificam liberationem ipsorum Mediolanensium, integramque recuperationem eorum Comitatuum, Castrorum & Terrarum; sed etiam vita ipsorum Dominorum Principum durante, & hæredum eorum. Sed ut solutionis onus gagiorum seu stipendiorum armigerorum hujusmodi inter eosdem Dominos Principes juxta partes inter eos conventas superius æqua laude distribuatur & succedat, & ab altero emendetur, quicquid alter ultra partem sibi contingentem habuerit: convenerunt inter se dictæ Partes ac promiserunt una alteri ad invicem & viceversa, quod dictæ personæ exigendæ una per eundem Dominum Ducem de tribus in tribus mensibus accipient monstras & revistas armigerorum & peditum hujusmodi, vel sic eis visis si alter ipsorum ampliori numero castrametetur, quod sibi incumbat jure conventionis præsentis ab altera parte emendetur infra unum mensem à die monstrarum & revisionum hujusmodi in antea computandarum, salvo justo impedimento. Convenerunt præterea dictæ Partes & promiserunt una alteri ad invicem & viceversa, nullam inire confœderationem seu ligam ac aliquod genus fœderis seu alicujus intelligentiæ, cum aliquo Domino, Potestate vel Communitate, quæ directè vel indirectè, tacitè vel expressè esse possent, venire seu redimere in aliquam intruncationem, læsionem seu præjudicium aut impedimentum conventionis, ligæ & intelligentiæ præsentis, aut alicujus superius vel inferius scriptorum. Item est Conventum & in pactum deductum inter Partes prædictas, quod idem Dominus Dux Sabaudiæ hinc ad quintam decimam Augusti proximè futuri & anni præsentis inclusivè, ratificet personaliter & confirmet, ratamque & gratam habeat in fide Principis & virtute juramenti per eum ad sancta quatuor Dei Evangelia præstandi, & sub obligatione omnium bonorum suorum firmam præsentium Capitulorum, per dictum Magnificum Dominum Nicodum de Menthone Dominum Nerniaci ejus Oratorem & Procuratorem factam, & omnia & singula quæ superius continentur præmissa, itaque omnia & singula superius & inferius descripta dictæ Partes in fide Principum & virtute juramenti per eos præstandi convenerunt & promiserunt, hoc est una Pars alteri ad invicem & viceversa, Prothonotario infra scripto tanquam publicæ personæ & autenticæ, nomine & ad opus omnium illorum quorum interest, intererit aut interesse poterit in futurum stipulanti & recipienti, attendere, complere & observare, & in aliquo non contra facere vel venire modo aliquo, ratione vel causa, sub pœna centum millium Ducatorum auri, danda, solvenda & acquirenda Parti tenenti & observanti quæ superius & inferius continentur, per partem contra facientem vel non servantem quæ desuper invicem conventa sunt & promissa pro pœna & nomine pœnæ, damno & interesse ejusdem; quæ pœna totiens committatur & eum effectu à contra faciente & non observante & bonis suis & vassallorum suorum exigi possit & valeat, quotiens fuerit contrafactum, vel cum effectu non fuerit observatum, rato semper manente pacto quo pœna semel & pluries commissa, exacta vel non exacta aut gratiosè remissa vel non nihilominus præmissa & infrascripta omnia & eorum singula suam obtineant roboris firmitatem. Pro cujus quidem pœnæ exequutione, casu quo committatur, dictæ Partes ex pacto convenerunt

ANS de J. C. 1449. inter se voluerunt & statuerunt, quod à parte contra faciente vel non servante quæ superius vel inferius sunt descripta, bonisque suis & vassalorum suorum, Pars altera cui ex contraventione pœna ejusmodi fuerit acquisita, etiam manu militari exigere possit & commoditatibus inferre. Data & acta in nostro dicti Regis Castellonovo Civitatis Neapolis, die XXVII. Junii M. CCCC. XLIX. Signé Alfonce & Nicodus de Menthone.

CDXXI.

ANS de J. C. 1450. FRANCE ET BRETAGNE. *Lettres de Confirmation de* CHARLES VII. *Roi de France, données au Duc de* BRETAGNE, *touchant la provision des Offices de Normandie, du 30. Juin* 1450. Freder. Leonard. Tom. I. pag. 47.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme puis n'a gueres nôtre tres-cher & tres-amé Neveu le Duc de BRETAGNE, en demontrant le grand & parfait vouloir qu'il avoit au bien de nous, & au recouvrement de nôtre Païs & Duché de Normandie, que nos anciens ennemis les Anglois avoient longuement usurpé & détenu, se fust mis en armes & entré à grande puissance en nôtre Païs de la Basse Normandie, & en icelui par force, & autrement pris & reduit en nôtredite obeïssance plusieurs Citez, Villes, & autres places; par quoi nous connoissans par effet le bon vouloir de nôtredit Neveu, lui eussions donné pouvoir bien ample, & par icelui lui eussions entr'autres choses donné pouvoir de reduire & remettre en nôtre obeïssance, toutes les Villes, Citez, Chasteaux, & places de ladite Basse Normandie, & autres occupées par nosdits ennemis, & de pourvoir aux offices roiaux, qui seroient esdites Villes, places & lieux, qui seroient par lui & par son moien ainsi reduites en nôtredite obeïssance; lequel nôtre Neveu en execution des choses dessusdites, & usant du pouvoir par nous à lui sur ce donné, ait pourvû plusieurs offices desdites Villes, places & lieux par lui reduits, & sur ce baillé ses lettres de provision, ainsi que faire le pouvoit, selon la teneur de sondit pouvoir, & depuis aions lesdites provisions ratifiées par nos lettres patentes, toutes fois que par nôtredit Neveu avons sur ce été requis, & qu'il nous en est dûement aparu; & combien que par nosdites lettres de ratification aions voulu & octroié, que ceux ausquels nôtredit Neveu a pourveu desdits offices, & qui ont sur ce eû lettres de nous à sa provision, aient & tiennent lesdits offices en ôtant & deboutant d'iceux tous autres, à qui en pourions avoir fait don autrement qu'à la provision de nôtredit Neveu. Toutefois pour ce que icelui nôtre Neveu par inadvertance ou autrement, a souventefois octroié ses lettres de provision à diverses personnes à un même êtat & offices, lesquelles nous avons pareillement ratifiées, & aussi qu'aucuns, qui paravant la reduction dudit Païs de la Basse Normandie, & des lieux & places où sont établis lesdits offices, se disoient avoir don desdits offices, & en avoir pris possession en nos places du Mont S. Michel & de Grandville, durant le tems qu'il n'y avoit audit Païs autres places ni lieux à nous obeïssans, & à ces causes pretendoient avoir droit en iceux offices, ont par ce moien mis & mettent trouble & empêchement à plusieurs de ceux, qui ainsi y ont été par nous pourvûs depuis ladite conquête desdites places à la provision de nôtredit Neveu, & les ont mis & mettent chacun jour en grandes involutions de procez, & par ainsi seroient en voie de n'y être jamais surs, si par nous n'est sur ce faite aucune declaration comme nous a fait remontrer nôtredit Neveu, requerant humblement icelle.

Savoir faisons, que nous ces choses considerées, & mêmement, que par le pouvoir que nous avons sur ce donné à nôtredit Neveu, nous avons voulu que ceux à qui il pourvoiroit desdits offices aprés la reduction des Villes, qui seroient reduites en nôtre obeïssance par son moien, & qui auroient sur ce lettres de nous à sa provision, seroient & demeureroient en iceux offices, nonobstant quelconques autres dons que en eussent autres paravant ladite reduction, & par nos autres lettres subsequens l'aions derechef octroié, voulu, & aprouvé, voulons obvier à procez, & nourir paix entre nos sujets; & sur les choses dessusdites euë grande & meure deliberation avec les gens de nôtre Conseil, avons pour les causes dessusdites, & autres considerations à ce nous mouvans, voulu, ordonné, & declaré, voulons, ordonnons & declarons par ces presentes, que nôtre volonté & intention a été & est encore, que tous ceux qui ont par nôtredit Neveu de Bretagne été pourveus aux offices roiaux des Villes & lieux qui ont par lui, & par son moien été reduits en nôtredit Païs de Normandie aprés la reduction desdites places & lieux, & qui sur lesdites provisions ont obtenu de nous lettres de ratification, soient & demeurent esdits offices, nonobstant quelconques autres dons, qu'autres en pouroient avoir de nous paravant & depuis lesdites reductions, & autrement qu'à la provision de nôtredit Neveu, en quelque couleur de possession qu'ils s'en dient avoir prise esdits lieux du Mont S. Michel, Grandville, ni autre part qu'és lieux principaux ou sont lesdits offices, & dont ils sont principalement denommez, oppositions ou apellations quelconques, & lesquels dons ainsi pretendus paravant lesdites reductions, nous avons cassez, revoquez, & annullez, cassons, revoquons & annullons, en mettant au neant tous procez pour ce encommencez quelque part qu'ils soient intentez par cesdites presentes. Par lequelles nous mandons à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans, & qui tiendront nôtre Parlement à Paris, & nôtre Eschiquier en Normandie, les Maîtres des Requestes de nôtre Hôtel, les Gens de nos Comptes, les Generaux de la Justice des Aides, aux Baillifs de Caën & de Coûtantin, aux Vicomtez desdits Bailliages, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, si comme à lui apartiendra, que nôtre presente ordonnance, volonté & declaration, ils fassent garder & entretenir, entretiennent & gardent de point en point selon sa forme & teneur, & icelle enregistrer & publier chacun en son pouvoir & jurisdiction, en mettant lesdites parties hors de cour & de procés, sans plus en tenir aucune cour ni connoissance, & si aucune chose avoit été ou étoit faite au contraire, si l'ôtent & fassent ôter & mettre sans délai au premier état & dû, car ainsi nous plaist-il être fait. Et pour ce que de ces presentes on poura avoir affaire en plusieurs & divers lieux, nous voulons qu'au Vidimus d'icelles fait sous le scel roial, soit ajoûté foi comme à l'original. En têmoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné en l'Abbaie d'Ardenne devant nôtre Ville de Caën, le dernier jour de Juin, l'an de grace 1450. & de nôtre Regne le vint-huitieme. Et sur le repli est écrit: par le Roi en son Conseil, signé de la Loere, avec parafe. De plus est écrit aussi sur le repli, *Lecta, publicata Parisiis in Parlamento 15. die Februarii, anno Domini* 1450. Signé, Cheveteau, avec parafe.

ANS de J. C. 1450.

NS
J. C.
51.
ANCE
SA-
IE.

CDXXII.

Contract de Mariage de LOUIS *Dauphin, depuis Roi de France XI. du nom, avec* CHARLOTE DE SAVOYE, *fait à Genéve le* 14. *de Février* 1451. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 371. *&* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 49.

IN nomine Domini, Amen. Ad conſpectum ſupremi orbis machinæ Conditoris pronus jacens Protoplaſtus, inter opera rerum quæ ſummus Opifex ille jam patrarat, nihil quidem ſalubrius, nihilque ſuæ compagini convenientius profeſſus eſt, quàm terreſtre illud adjutorium muliebre, quod carnem de carne, & os de oſſibus, infuſo potius divino quam humano præſagio eſt agnitus. Memorabile igitur & propagandum tale foret matrimoniale Sacramentum, quod præcipuus Autor Cunctipotens Deus ipſe ſexto die quo fabricam Univerſi expleverat, digito ſuo primum inſtituit, & ineffabili veneratione ſuſcepit, dum filium ſuum unigenitum ex nupta naſci decrevit; ex hoc enim Deifico miniſterio nedum ſpirituali nexitudine duo in unum cenſentur. Sed humanæ ſpeciei fragilitas, quæ in ſuis individuis ſervando conteritur, legitima prolis eductione in ſuo ſimili conſervatur. Nec tantum hoc cœleſti munere roboratum conjugium bona in terris confert hominibus bonæ voluntatis, ſed etiam ſceptrigeras regnantium poteſtates diverſimodè interdum laceſſitas, divina opitulante gratia compeſcens pacem propitiat, unionem ſolidat, ſubditis unanimitatem confert, rerum commercia concedit, commeantibus arridet, & quos gradatim à prioris originis identitate temporum ſucceſſus ſermone ſpirituali, quadam cognatione reunit. Quæ omnia ſedula meditatione revolventes *Sereniſſimi Illuſtriſſimique Principes & Domini Domini* LUDOVICUS *Regis Francorum Chriſtianiſſimi Primogenitus, Dalphinus Vienn. Comeſque Valentinenſ. & Dienſis, & Ludovicus Dux Sabaudiæ, Chablaiſii, Auguſtæ, Sacri Romani Imperii Princeps, Vicariuſque perpetuus, Marchio in Italia, Comes Pedemontium, Gebenn. & Baugiaci, Baro Vuaudi; Foucigniaci, Niciæque & Vercellarum Dominus*, & maximè conſiderantes ſingularem amoris devotionem, & intimæ dilectionis zelum, quo ipſa Illuſtriſſima Domus Sabaud. erga ipſam Sereniſſimam glorioſiſſimam Franciæ Domum ſemper claruit, non poſtponentes etiam ſanguinis & affinitatis fœdera, aliaſque conjunctiones & amicitias hactenus utrinque contractas; deſiderantes quoque ipſi Inclitiſſimi Principes Domini Domini Delph. & Dux in ea benevolentia & affinitatis nexu nedum perſeverare; verum etiam illa ſemper in dies propagare, jam ſæpenumero à biennio citra Oratores ſuos ſolemnes hinc inde deſtinaverunt, quorum opera & tractatu ſermones habiti fuerint, multaque partita in medium deducta dataque & aperta, pro matrimonio & ſponſalitiis inter prælibatum Sereniſſimum Dominum Delphinum, & inclytam Dominam Carolam filiam præfati inclitiſſimi Domini Ducis Sabaudiæ, auctore Chriſto contrahentis. Hinc ideo fuit & eſt, quod propter infra ſcripta ſpecialiter peragenda in Dominorum Teſtium noſtrorumque Tabellionum publicorum, & Secretariorum ſubſcriptorum præſentia perſonaliter conſtituti præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Sabaudiæ ſuo & dictæ Dominæ Carolæ ejus filiæ nominibus, Magnifici & Spectabiles Viri Joannes Baſtardus Armaigniaci, Chambellanus & Mareſcallus; & Antonius Bolomerii, Generalis Financiarum, Conſiliarii, Ambaſſiatoreſque, Nuntii & Procuratores ſpeciales antelati Domini Delphini, de ſuis mandato & poteſtate edocentes, litteris patentibus ipſius Domini Delphini, ſigillo ejus Cancellariæ ad duplicem caudam cera rubea impendenti ſigillatis inſerius de verbo ad verbum inſertis. Qui ſiquidem Domini Dux & Ambaſſiatores nominibus prædictis, & infrà viciſſim & mutuis conſenſibus, ſponteque & deliberatè, ut aſſerunt, inierunt, contraxerunt, convenerunt & concludunt fœdera pactaque matrimonialia ſequentia. In primis convenit, promiſit, promittitque & convenit ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux Pater ipſius Dominæ Carolæ, memoratis Dominis Ambaſſiatoribus, ac nobis Notariis & Secretariis prædictis ut decet ſtipulantibus & recipientibus, dare dicto Sereniſſimo Domino Domino Delphino in ejus uxorem & ſponſam legitimam præfatam Dominam Carolam, illamque cum effectu ſineque defectu conducere, aut conduci facere infra octavas proximi Feſti Paſchæ, uſque ad locum ſeu oppidum Coſtæ Sancti Andreæ, aut Civitatem Gratianopolis, aut alterum ipſorum locorum, & in eo, quem ipſe Dominus Delphinus voluerit eligere pro illa ibidem ipſi Domino Delphino reddenda, ſupra dicta cauſa expediendaque & deſponſanda. Verſa autem vice, memorati Domini Ambaſſiatores quo ſupra nomine convenerunt & promiſerunt præfato Illuſtriſſimo Domino Duci, & nobis dictis Notariis & Secretariis ut ſuprà ſtipulantibus, quod ipſe Sereneſſimus Dominus Delphinus in loco & termino prædictis, Deo permittente, ſe memoratam Dominam Carolam in ejus uxorem & ſponſam legitimam per verba de præſenti accipiet, & in facie Sanctæ Matris Eccleſiæ prout decet deſponſabit; aſſerentes ipſi Domini contrahentes nominibus prædictis, nullum eſſe impedimentum, quominus hujuſmodi matrimonium veniat retardandum, aut aliàs impediendum. Item, quia ex conſimilibus matrimoniis quamplurimi onera veniunt ſupportanda, ipſe Dominus Dux Pater pro illis uberius ſuſtinendis, etiam quia ſic ſibi placet, ex ejus certa ſcientia ac voluntate ſpontanea, pro dote nomineque & ex cauſa dotis ipſius Dominæ Carolæ ejus filiæ, tenore hujuſmodi publici inſtrumenti, Dominis Ambaſſiatoribus nomine quo ſupra, ac nobis Notariis & Secretariis prædictis ut decet ſtipulantibus & recipientibus, dedit & conceſſit, datque & concedit dicto Domino Delphino pro ſe & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus univerſis, ad quos dos hujuſmodi de jure ſpectaret, ſummam ducentorum millium ſcutorum auri ad rationem ſeptuaginta pro marca, & hoc pro omni jure, portione, parte, & alia qualibet reclamatione ſibi qualitercumque competentibus & competituris in bonis paternis, maternis, fraternis & ſororinis, de quibus ducentùm millium ſcutis tenebitur & debebit ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux aut ſui prædicti, ſolvere & realiter in numeratis expedire dicto Sereniſſimo Domino Delphino aut ab eo deputandis quinquaginta millia ſcuta terminis ſequentibus; videlicet die celebrationis ſponſalium prædictorum, & receptionis prædictæ Dominæ Carolæ quindecim millia ſcutorum. Item & alia quindecim millia ſcuta poſt ſex menſes celebrationem & receptionem prædictas immediatè ſequentes; reliqua vero viginti millia ſcuta ex dictis quinquaginta millibus reſtantia infra alios ſex menſes tunc & immediatè ſecuturos, ſcilicet in Coſta Sancti Andræ, vel Civitate Gratianopolis, ſeu uno ipſorum locorum, & in eo quem ipſe Dominus Delphinus duxerit eligendum. Item pro majori ſecuritate aliorum centum & quinquaginta millium ſcutorum ex conſtitutione dotis prædictæ reſtantium, item pro ipſorum faciliori ſolutione, ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux ex nunc pro ſe & ſuis prædictis, illos impoſuit & aſſignavit, imponitque & aſſignat per præſentes ipſi Domino Delphino dictis Dominis Ambaſſiatoribus nominibus quibus agunt, ac nobis Tabellionibus & Secretariis jam dictis ut ſupra ſtipulantibus & recipientibus, ſuper quibuſcumque emolumentis & valoribus Gabellæ ſalis Civitatis Niciæ, daciiſque & in-

ANS
de J. C.
1451.

ANS de J. C. 1451. tratis Civitatis Vercellarum, & pertinentiis earumdem universis; ita tamen quod illarum exactores sint & esse debeant solvendo, securique & de facili conveniendo, teneanturque solvere in Civitate Gebennensi ipsi Domino Delphino aut ab eo deputandis anno quolibet quindecim millia scutorum duobus terminis; videlicet medietatem ipsorum XV. millia scutorum in Festo Omnium Sanctorum, incipiendo de anno proximè futuro currente millesimo quatercentesimo quinquagesimo secundo; & aliam medietatem in Festo Paschæ ipsum Festum Omnium Sanctorum immediatè secuto, & sic annualiter usque ad complementum dictorum centum & quinquaginta millium scutorum; & de his sic solvendis ipsi exactores se sufficienter obligare & astringere debeant erga præfatum Serenissimum Dominum Delphinum, ex nuncque prout ex tunc, & è contra intelligantur sic obligati & astricti quibuscumque aliis assignationibus super dictis gabella, daciis, & intratis quomodolibet factis, aut imposterum fiendis non obstantibus; quoniam illis ipse Illustrissimus Dominus Dux scienter & sponte derogavit derogatque, & derogatum esse vult hujus instrumenti per tenorem, conditione tamen per pactum validum & expressum adjecta, quòd si emolumenta dictarum Gabellæ & intratarum summam prædictam quindecim millium scutorum annualium non valerent, eo casu teneatur ipse illustrissimus Dominus Dux id quod deficeret alibi de suo supplere & integrè satisfacere; ubi autem plus valerent emolumenta ipsa, illud plus eidem Domino Duci, & suis remanebit. Vice autem reciproqua prænominati Domini Ambassiatores vigore potestatis prædictæ memorati sereniſſimi Dom. Delphini nomine, eidem Dominæ Carolæ futuræ sponsæ ipso illustrissimo Domino Duce ejus Patre, & nobis Tabellionibus & Secretariis prædictis ut convenit stipulantibus, pro dotalitio ipsius Dominæ Carolæ, similiter & nunc donarunt & constituerunt, dantque & solemniter constituunt summam decem millium similium scutorum annualium, de quibus casu adveniente ipsa Domina Carola quoad vixerit pacificè gaudebit, consummato priùs tamen dicto matrimonio, aut dum ad ætatem duodecim annorum legitimam consummandi ipsum matrimonium pervenerit, & non aliàs, neque ante; quam quidem dicti Domini Ambassiatores nomine quo suprà, ex nunc generaliter imponunt pariter & assignant super quibuscumque Villis, Castris, Terris, aliorumque redditibus & pertinentiis universis tam patriæ suæ Delphinatus, quàm ipsorum Comitatuum Valentinensis & Diensis. Et ulterius pro uberiori securitate ipsius Dominæ Carolæ, pacto expresso actum extitit, quod ipse Dominus Delphinus communitates ipsarum patriarum particulariter nominandas, & ad hoc sufficientes, validè obligari faciet erga ipsam Dominam Carolam, quod ipso casu adveniente eidem Dominæ Carolæ obedient, sibique quoad vixerit dictum dotalitium, videlicet quamlibet ipsorum ratam respondendam, & sibi contingentem, quam in promissionibus hujusmodi facient declarari, infallibiliter persolvent sub pœna centum millium scutorum dictorum, pro semel eidem Dominæ Carolæ actu contrario, & in defectu solutionis hujusmodi pro suo interesse applicanda; quas siquidem obligationes & promissiones ipse Dominus Delphinus fieri facere tenebitur, scilicet de medietate dicti dotalitii infra dictas octavas proximi festi Paschæ, & de alia medietate infra sex menses post & immediatè sequentes. Item similiter actum est, quod ipse Dominus Delphinus teneatur, & debeat sufficienter fidejubere pariter & assecurare, de restituendo eidem Dominæ Carolæ, seu illi vel illis cui pertinebit, casu restitutionis adveniente (quod Deus advertat) id quod de ipsa summa dotali ducentûm millium scutorum fuerit persolutum, & per similes terminos quibus reperiretur esse solutum, inchoando tamen infra unum annum postquam primum restitutio ipsa haberet locum. Item pro ampliori declaratione ipsarum cautionum & assecurationum sic præstandarum similiter actum extitit, quod ipse de Dominus Delphinus tantummodo in quolibet termino supra declaratorum terminorum, fidejubere & assecurare debeat de quantitate seu summa quæ sibi ut supra solvetur, & non de pluri; hoc tamen intellecto, si fortè ipse Dominus Delphinus deficeret aut protelare vellet, hujusmodi sic dandas securitates, tam respectu ipsius dotalitii, quàm etiam aliarum quantitatum de ipsa summa dotali ut suprà præstandarum & recipiendarum, eo casu memoratus Dux Sabaudiæ non teneatur quicquam ulterius solvere de prædicta summa dotali, quousque ipse Dominus Delphinus debitè assecuraverit, ut dictum est, prædictum dotalitium seu doarium, & prædictas dotales summas ut prædicitur recipiendas. Item etiam actum extitit, quod prælibatus sereniſſimus Dominus Delphinus, quam primum dicta Domina Carola ad ætatem annorum duodecim pervenerit, curabit & curare teneatur cum effectu & absque defectu, quod ipsa præmissis mediantibus, renuntiabit omnibus bonis paternis, maternis, fraternis, & sororinis, & prædicta dote vocabit se contentam, & hoc sub obligatione omnium & singulorum ipsius Domini Delphini bonorum præsentium & futurorum. Item quoad jocalia, vestimenta & alia ornamenta ipsius Dominæ Carolæ, quælibet dictarum partium pro sua dignitate & debito facere teneatur & debeat secundum utriusque partium honoris & status decentiam, & prout in similibus casibus & inter tales Principes est fieri assuetum. Quæ omnia & singula supra & infra scripta promiserunt & promittunt dictæ partes nominibus quibus supra, & quælibet ipsarum partium prout eam concernere potest, pro se & suis hæredibus & successoribus universis, juramentis suis factis Evangeliis sacrosanctis, subque suorum, imo verius pro quibus agunt omnium & singulorum præsentium & futurorum expressa obligatione bonorum grata, rata, valida & firma habere perpetuo & tenere, illaque una partium alteri & è contra attendere assecurare solvereque, & in omnibus & per omnia inviolabiliter observare terminis statutis, & numquam per se vel alium contra facere, dicere, vel venire, nec alicui contra facere, dicere, vel venire volenti in aliquo consentire clam vel palam, tacitè vel expressè, quovis quæsito colore; quinimo ipsi Domini Ambassiatores ipsa omnia & singula supra & infra scripta emologari, approbari & ratificari facere per prælibatum sereniſſimum D. Delphinum, infra diem octavam proximi mensis martii per autentica scripta, in bonaque & valida forma ipsi D. Duci per memoratos Dominos Ambassiatores interea temporis mittenda & expedienda; renunciantes propterea præfati Domini contrahentes nominibus præmissis, & illorum quilibet in hoc facto sub vi suorum jam præstitorum juramentorum, omni actione & exceptione doli mali, vis, metus & in factum, omnique læsione, circumventione, fraude, gravamine, & errore, ac juribus quibus deceptis suis in contractibus subvenitur, omnique appellationis, supplicationis, provocationis, ac bonorum cessionis remedio, in integrum restitutionis beneficio, & omni appellationi, relaxationi & dispensationi juramenti, etiam omnibus privilegiis, præeminentiis, beneficiis & indultis impetratis & impetrandis, patriæque & locorum consuetudinibus, necnon omnibus juribus canonicis, civilibus, ac municipalibus, & aliis quibus ad veniendum contra præmissa seu ipsorum aliqua se juvare possent quomodolibet vel tueri, signanter juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi speciali præcedente. De quibus præmissis omnibus & singulis ipsi Domini contrahentes quibus supra nominibus, voluerunt & præceperunt per nos Tabelliones & Secretarios prædictos, ad opus cujuslibet ipsarum partium, fieri unum & plura, si opus sit, tenoris ejusdem publica instrumenta, peritorum dictamine si fuerint necesse dictanda, & corrigenda, facti tamen substantia

ANS de J. C. 1451.

S. C. I. tia in aliquo non mutata, sigillis ipsorum Dominorum sigillanda & roboranda; quæ sic acta, gesta & concluſa fuerunt in civitate Gebennensi, videlicet in Domo Conventus Fratrum Minorum, in Camera dicti D. Ducis in qua præsentialiter suam facit residentiam, anno à Nativitate Domini currente 1451. Indictione 14. mensis Februarii; præsentibus illustribus Dominis antedicti D. Ducis primo secundogenitis Amedeo Principe Pedemontium, & Ludovico Comite Gebennensi, necnon Reverendis, Magnificisque & Spectabilibus Viris D. D. G. de Salucis Episcopo Lausanensi, Jacobo de Turre Cancellario, Joanne Domino Bariati Sabaudiæ Marescallo, Jacobo de Balma Domino Albergamenti, Petro de Grolea D. sancti Andreæ, Jacobo de Vallepergia, Jacobo de Challand, Hectore Josselin Consiliariis, & Francisco Fabri Secretario præfati Domini Ducis ad præmissa adstantibus, & pro testibus rogatis. Signé, P. Bolomerii, & P. de Annessiaco Notarii & Secretarii Domini Ducis. Quorum quidem Dominorum Ambassiatorum supra nominatorum potestatis præmentionata tenor sequitur & est talis.

Louïs aîné-fils du Roi de France, Dausin de Viennois, Comte de Valentinois & de Diois: A tous ceux qui ces presentes Letres verront & orront, Salut. Comme par plusieurs & diverses fois & journées, certaines Ambassades aient été faites tant d'une part que d'autre, entre nous & nôtre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Savoie, en esperance, & intention de parvenir au traité & accompliſſement du mariage de Nous & de Damoiselle Charlote de Savoie, fille de nôtredit cousin. Surquoi combien que plusieurs ouvertures de traité & offre aient été faites de chacune des parties, n'a encor été prise aucune finale resolution; & il soit ainsi que nous considerant les grandes, & anciennes consanguinitez, & proximité de lignage, & les affinitez, longues lignies & amitié qui de long-tems ont été & sont entre Monseigneur, Nous & nos predeceſſeurs, & nôtredit cousin & les siens, desirant l'entretenement & augmentation d'iceux. Savoir faisons, que nous considerant les choses dessusdites, & pour plusieurs autres causes qui raisonnablement à ce nous ont meûs & meuvent, de nôtre certaine science, & propos déliberé, & meſmement eû sur ce grande & meure déliberation avec les Gens de nôtre Conseil, confians à plein des sens, discretion, prudence, loiauté, & prud'hommie de nos amez & feaux Conseillers, Jean Bâtard d'Armagnac, Seigneur de Gourdon nôtre Chambellan, & Maréchal de nôtredit Dauphiné, & Maistre Antoine Bolomier, General de toutes nos Finances, iceux avons aujourdhui constitué, commis & ordonné, établis & deputez & par ces presentes constituons, commettons, ordonnons, établiſſons, & députons nos Procureurs, Ambassadeurs & Messagers speciaux, ausquels nous avons donné, & donnons par ces presentes, pleine & entiere puiſſance, autorité, commiſſion, & mandement special de eux transporter par devers nôtredit cousin, & autres qu'il apartiendra & besoin sera, & illec traiter, apointer, accorder, accepter, & du tout conclure ledit mariage, & si besoin est épouser ladite Damoiselle, pour & en nom de nous accepter, consentir, & avoir agreable les sommes de deniers à nous autrefois presentées, offertes & promises en faisant ledit mariage; de icelle somme moderer & diminuer, si besoin est, & de muer, changer, & prolonger les termes & paiemens d'icelle, & en quitter, remettre & delaiſſer telle partie ou portion qu'ils verront estre expedient, de promettre, accorder, & aſſurer tel doüaire qu'ils verront bien être, de jurer pour & en nom de nous, & nous obliger d'entretenir, consommer, & accomplir ledit mariage sans aucune interruption, & nous en soumettre à toutes astrictions spirituelles & temporelles, de pouvoir nous obliger nous, & nos terres & seigneuries quelconques presentes, & à venir, tant pour le doüaire que pour les sommes qui se recevront à cause dudit mariage, le cas de restitution avenant (que Dieu ne veuille) & de se faire donner, & passer telles obligations, lettres, actes & instrumens qu'ils verront être à faire & neceſſaires, & generalement de faire en tout & par tout touchant ledit mariage, & dépendances d'icelui, tout ainsi que ferions, & faire pourions, si presens & en personne y étions, jaçoit que les choses requierent mandement plus special, promettant en bonne foi, en parole de fils de Roi, & sur l'obligation de tous, & un chacun nos biens, païs, terres, & seigneuries quelconques presens & à venir, avoir agreable, & tenir ferme, & stable à toûjours, mais perpetuellement, sans jamais aller à l'encontre pour quelconque cause que ce soit, ou puiſſe être, tout ce que par nosdits Conseillers, Ambassadeurs, & Procureurs, sera fait, procuré, & accordé en ladite maniere, & les circonstances & dépendances d'icelles, les relever, garder & défendre de tous interests, charges & dommages qu'il pouroit avoir d'icelle cause. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné à Alexan prés nôtre Ville de Romans, le 28. jour de Janvier, l'an de grace 1451. par Monseigneur le Dauphin en son Conseil. Signé, Thoreau.

ANS de J. C. 1451.

CDXXIII.

Donation faite par RENE' *Roi de Sicile, à* FREDERIC *Duc de Lorraine, du Péage de Gontard & de quelques autres droits en Provence. Fait à Anjou, le 1. Janvier*, 1452. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 381.

ANS de J. C. 1452. SICILE ET LORRAINE.

RENATUS Dei gratia Rex Jerusalem & Siciliæ, Andegaviæ & Barri Dux, Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Comes; universis & singulis præsentes literas inspecturis tam præsentibus quam futuris; etsi ad beneficia placida nostrorum fidelium servitorum liberalitatis promptitudo nos attrahit, in liberis tamen & aliis nostris committendis, conferendis compendiis, nos ratio naturalis perstrictius astringit. Sanè attendentes, conjunctionem grataque & accepta servitia Illustris & excelsi filii nostri FRIDERICI de Lotharingia præstita & impensa, quæve præstat indefessè, eidem Friderico genero nostro pedagium dictum de Gontard cum juribus, emolumentis & pertinentiis suis quibuscumque situm in Patria nostra Provinciæ in Vicaria Aquensi, quod ad nos & Curiam nostram pertinet & spectat, tenore præsentium de certa nostra scientia, & nostri proprii motus instinctu ac liberalitate mera donamus & concedimus, donatione pura, mera, simplici & irrevocabili habita inter vivos; investientes eundem filium & generum nostrum Fridericum de Lotharingia de dicto pedagio, & juribus ac commoditatibus & pertinentiis suis per traditionem præsentium, ut est moris: Quam Investituram, vim, robur & efficatiam veræ realis & actualis possessionis dicti pedagii ac jurium & pertinentiarum ejusdem volumus obtinere per præsentes. Quocircà Seneschallo nostro Provinciæ, necnon Gentibus Consilii nostri damus ipsarum tenore præsentium in mandatis, quatenus visis præsentibus litteris de dicta donatione pedagii præfatum filium & generum nostrum Fridericum, seu ejus legitimum Procuratorem in possessionem realem, corporalem & actualem, seu quasi, dicti pedagii ac jurium & pertinentiarum ejusdem ponant, immittant, & inducant, seu poni & induci & immitti faciant, & de juribus, commoditatibus, redditibus, & emolumentis ejusdem solitis, debitis & consuetis faciant integraliter responderi; contradictores ad id debitè & rigidè compellendo. In cujus rei testimonium præsentes litteras exinde fieri fecimus nostræ propriæ manus subscriptione, sigilloque Majestatis

ANS de J. C. 1452. statis noſtræ impendenti communitas. Datum in caſtro noſtro Andegavenſi, per manus noſtri Regis Renati, die 1. menſis Januarii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo quinquageſimo ſecundo, per Regem, Domino Seneſcallo Andegaviæ, Dominis Love de Prignono, & de Claro Monte præſentibus Joannes.

CDXXIV.

ANS de J. C. 1452. CALABRE ET SICILE. *Don du Duché de Lorraine à* JEAN *Duc de Calabre par ſon Pére* RÉNE' *Roi de Jeruſalem & de Sicile. A Angers, le 26. Mars* 1452. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 382.

REné par la grace de Dieu Roy de Hieruſalem & de Sicile, Duc d'Anjou, de Calabre & de Bar, & de Lorraine, Comte de Provence, de Forcalquier, & de Piedmont. A tous ceux, qui ces preſentes lettres verront & orront, Salut. Comme ja pieça feue de louable memoire noſtre tres amée Sœur & compagne Iſabel, que Dieu abſolve, Ducheſſe & Dame heritiere, en ſon vivant, des Duché, Marchiſié, Pays & Seigneurie de Lorraine, à cauſe de feu, de noble memoire ¶ noſtre tres chier Seigneur Charle jadis Duc de Lorraine & Marchis ſon Pere ¶, dont Dieu aye l'ame, & nous, ayions eſté enſemble & par long temps conjoinctz par mariage, durant lequel pour pluſieurs conſiderations à ce nous mouvants, & de nos pures volontez nous entreſoyons faict donation mutuelle au ſurvivant de nous, & entre aultres choſes nous euſt noſtre dicte Compagne par cette donation faict don des dictes Duchié, Princerie, Marchiſié, Pays & Seigneuryes de Lorraine; & puis naguere par la volonté, & ordonnance de noſtre Seigneur Jeſus Chriſt ayt icelle noſtre dicte Compagne finy ſes jours, & ſoit allée de vie à treſpaſſement, & delaiſſé entre aultres noſtre tres chier & tres amé premier, & ſon fils d'elle & de nous, JEAN Duc de Calabre.

2. Et - - - - au moyen de la dicte donation les dictz Duchié, Princerie, Marchiſié, Pays & Seigneurye de Lorraine avec toutes les appartenances nous doivent competer & appartenir, & nous ſoit loyſible d'en faire & diſpoſer - - - - - & volonté; ſçavoir faiſons; que nous conſiderants les bonnes mœurs & grandes vertuz, que par experience, & en maintes manieres ſçavons & connoiſſons eſtre en la perſonne de noſtre dict fils le Duc de Calabre, enſemble les grands ſervices & bonnes & vrayes obeyſſances, qu'il nous à tousjours au temps paſſé faictes & rendues, & faict chaque jour de bien en mieux comme enfant trés naturel, deſirants par ce & par amour & affection paternelle, que nous avons aux accroiſſements en bien de ſes vertus, honneur & eſtat; & affin, que puiſſions mieux connoiſtre & veoir le bon gouvernement, que au playſir de noſtre Seigneur entendons & eſperons, qu'il ayt aprés noſtre decez, & en & ſur nos Royaumes, Duchiés, Comtez, Pays & Seigneuryes, & nos ſubjectz d'iceux.

3. Pour ces cauſes & autres à ce nous mouvants & par eſpecial, pour ce que de droict de ſucceſſion maternelle, icelle Duchié, Princerie, Marchiſié, Pays & Seigneurie de Lorraine deuvroient naturellement competer & appartenir à noſtre dict fils aprés le treſpaſſement de noſtre dicte compagne ſa Mere ſelon la couſtume obſervée de toute ancienneté audict Pays de Lorraine, ſe ne fuſt la dicte donation mutuelle faicte entre nous & elle comme dict eſt, à iceluy noſtre fils Jean de Calabre preſent, ayons donné, cedé, tranſporté & delaiſſé realement, & de faict par ces preſentes, donnons, cedons, tranſportons & delaiſſons pour luy & ſes hoirs à tousjourſmais, hereditairement, les deſſus dictes Duché, Princerie, Marchiſié, Pays & Seigneurie de Lorraine avec toutes & chacunes leurs appartenances & dependances, tant en ſouveraineté & de haults hommaiges, domaines, gardes temporelles & d'Egliſe, & en touts aultres droictz, Seigneuryes & revenues quelconques. Et nous en ſommes du tout deſnuez & deſaiſis, & en avons enveſtu, ſaiſi, & mis en poſſeſſion noſtre dict fils, & ſes dictz hoirs à tousjours, enſemble de tout le droict, raiſon & action, que nous y avions, & pouvions avoir, tant par le moyen de la dicte donation, comme aultrement, en maniere, que ce ſoit, ſans rien y retenir ne reſerver pour nous, nos Succeſſeurs ou ayants cauſe ſoit d'aucun droict commun où eſpecial; pour jouir & faire doreſnavant par noſtre dict fils, ſes hoirs & ayants cauſe du dict Duchié, Princerie, Marchiſié, Pays & Seigneuries de Lorraine, & de toutes ſes appartenances en chief, & en nombre & de touts les droictz, haulteurs & ſouverainitez & nobles prerogatives, proffictz & emolumens d'iceux, à leurs plaiſirs & volontez, comme de leur propre heritage à tousjourſmais; & avons voulu & conſenty, voulons & conſentons par ces dictes preſentes, que doreſnavant noſtre dict fils, ſes hoirs & ayants cauſe puiſſent prendre & apprehender la ſaiſine & poſſeſſion des dictz Duché, Princerie, Marchiſié, Pays & Seigneuries toutes fois, que bon leur plaira, & que bon leur ſemblera, commettre & ordonner gens ou gouvernement d'iceux donner & conferer les benefices & offices, deſquels la preſentation & collation luy appartiennent & competent à cauſe dudict Duchié, recevoir les fois & hommaiges des vaſſaux & ſubjectz d'iceux pays, convoquer & aſſembler les eſtats des dictz Pays & Seigneuries, retraire, rachepter & recouvrer touts les meubles, Terres, & Seigneuries, qui ſont en gage, appartenants à la dicte Duchié & Marchiſié de Lorraine, tant d'heritages comme de cenſives & gagieres, par quelque maniere que ſe ſoit, & faire toutes aultres choſes, que vray Duc & Marchis de Lorraine, heretier & proprietaire, peut & doibt faire: voulant & conſentant, que ceſte preſente donation vaille, tienne, & ſorte ſon plein & entier effect irrevocablement & ſolemnellement faicte entre les vifs, ſans ce que jamais la puiſſions revoquer, caſſer, annuller, ny mettre empeſchement, par raiſon d'ingratitude, ordonnance de Teſtament, ne aultrement, & en maniere, que ce ſoit.

4. Et avons promis & promettons pour nous & nos hoirs à noſtre dict fils & ſes hoirs de bonne foy, & en parole de Roy, que contre la dicte donation, renontiation & ceſſion deſſus dicte ne viendrons par nous ne par aultre; mais la tiendrons & ferons tenir à tousjours ferme & eſtable ſans contrevenir en maniere que ce ſoit ou puiſſe eſtre: en outre mandons par ces meſmes preſentes à touts les Prelatz & gens d'Egliſe, ſeaux hommes, vaſſaux, feaux bourgeois, communitez & ſubjectz des dictz Duchié, Princerie, Marchiſié, Seigneurie, & Pays de Lorraine & de leurs appartenances, & à chacun d'eux comme à luy appartiendra, preſents & advenir, que doreſnavant veillent avoir, tenir, & recevoir noſtre dict fils Jean Duc de Calabre, vray Duc & Marchis naturel & heretier du dict Duchié & Marchiſié de Lorraine, & à luy & à ſes dicts hoirs ayants cauſe, faire la foy & hommage, & le ſerment de fidelité & obeyſſance, qui y appartient, ainſy & par la maniere, que eſtoient tenuz de faire à nous du vivant de noſtre dicte compagne & amée, deſquels hommages, ſerments, fidelitez ou obeiſſances, qu'eſtoient tenus de nous faire, comme dict eſt, à cauſe de noſtre dict Duché de Lorraine & appartenances, tenons iceux Prelatz & gens d'Egliſe, habitans, hommes, vaſſaux, feaux bourgeois, communitez & ſubjectz du dict Duché & de ſes appartenances quittes & deſchargez par la teneur de ces preſentes lettres.

5. Et

NS J. C. 452. 5. Et afin que ce soit chose ferme & estable à tous-jourſmais, nous avons signé ces dictes presentes de nostre main, & à icelles faict mettre & apposer nostre grand seel. Donné en nostre Chastel d'Angers, le vingt & sixiesme jours de Mars, l'an de grace mil quatre cens cinquante deux, Signé soubs le reply, René. Et sur le reply, par le Roy en son grand Conseil, auquel le Comte de Vendosme Ferry Monseigneur de Lorraine, Bernard Monseigneur de Baude, & le Sire de Beauveau Seneschal d'Anjou, les Sires de Precigné, de Loué & du Couldray, les Juges & Threſorier d'Anjou, Maistre Jean Geoffroy & - - - - avec plusieurs aultres estoient. Signé Tourneville, & seellé du seel du dict Roy René, en cire verde, pendant d'un cordon de soye rouge, verde & bleue.

CDXXV.

NS J. C. 452. ANCE Suis- *Première Alliance des Cantons* SUISSES *avec* CHARLES VII. *Roi de France. Du 8. de Novembre* 1452. Frederic Leonard. Tom. IV.

AU nom de la tres-Sainte & indiviſe Trinité, Pere, Fils, & Saint Esprit, Amen. Comme par la chute du premier homme les choses ont tellement changé de face, que souvent ce qui se faisoit pour la posterité s'obscurcissoit & s'oublioit aisément par la suite des tems, pour n'être pas bien imprimé dans la memoire, il est neceſſaire de rediger par écrit ce qui se passe pour en conserver un eternel souvenir. C'est pourquoi nous souſſignez, Bourguemestres, Advoiers, Capitaines des Pais, Conseillers, Communautez, Bourgeois & Habitans des Cantons & Villes suivantes, savoir Zurich, Berne, Soleure, Ury, Schuits, Undervald haut & bas, Zug, & Glaris, declarons & faisons savoir à tous ceux qu'il apartiendra par ces presentes lettres, que pour éviter beaucoup de choses, attaques & guerres, qui nous ont été faites par plusieurs nations, à nôtre grande perte, dont Dieu nous veüille conserver à l'avenir; & pour mettre nôtre pais en paix & seureté: nous avons prié & suplié tres-humblement S. M. T. C. CHARLES par la grace de Dieu Roi de France nôtre tres-haut & tres-puiſſant Seigneur, de vouloir faire avec nous une alliance, & nous accorder sa bonne amitié, pour avoir toute sureté pour nous & nôtre Païs, & n'être incommodez en aucune chose par Sad. M. & ses sujets, soit par eux, ou d'autres à leur sollicitation, tant pour nous, que pour nos marchands, messagers, voiageurs, & autres trafiquans, qui sous cette protection pouront vaquer à leurs affaires chacun en particulier par tout, & principalement en France, sans qu'obstacle ni empêchement leur soit fait. Le Roi Prince tres-juste, & defenseur de la Chretienté, a accordé à nos instantes prieres cette grace en termes positifs; ce qui nous a fait engager pareillement avec nos succeſſeurs à Sadite Majesté, comme s'ensuit.

Savoir, que nous, qui sommes des Cantons de l'ancienne Alliance de la Haute Allemagne, savoir Zurich, Berne, Lucerne, Soleure, Ury, Schuits, Undervald haut & bas, Zug, & Glaris, avons promis & promettons, tant pour nous, que pour nos succeſſeurs, en vertu de cette Alliance qu'aucun tort ne sera fait à Sad. M. ni à ses sujets, par nous, ni ceux de nos Cantons, ni même à nôtre sollicitation. Promettons de plus de ne laiſſer passer par nôtre pais desdits Cantons qui que ce soit, qui puiſſe porter prejudice à S. M. & à son Royaume, ni leur donner aucune assistance. Tous habitans, sujets, messagers, voiageurs, nobles & roturiers, de quelque condition, qu'ils soient, passeront auſſi & menageront librement par lesd. Cantons, sans qu'aucun tort leur soit fait, à condition cependant que les susdits ne feront rien contre l'Alliance faite entre le Roi T. C. & nous. Cependant, nous qui sommes des Cantons de l'ancienne Alliance de la Haute Allemagne, promettons & protestons de suivre, conserver, & faire valoir l'Alliance faite entre le Roi Charles VII. & nous, en toute sa teneur, tant pour nous, que pour nos succeſſeurs, sans aucun prejudice. En foi de quoi nous avons tous signé & mis nôtre sceau. Fait le huitiéme Novembre 1452.

ANS de J. C. 1452.

Les Ambaſſadeurs des Cantons aiant presenté cette lettre au Roi Charles VII. Sa Majesté les retint jusqu'à la semaine de Pâques, & leur donna la réponse qui suit en les renvoiant.

CDXXVI.

Lettres de CHARLES VII. *Roi de France, pour la premiére Alliance des* SUISSES, *avec les François, données la 4. Férie aprés la Fête de Pâques* 1453. Frederic Leonard. Tom. IV. (a) G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 405. Preuves & Illuſtrations ſur les Mémoires de Philippe de Comines. pag. 154.

ANS de J. C. 1453. FRANCE ET SUISSES.

(a) G. G. Leibnitz, qui met ce Traité, n'a pas celui qui précéde immédiatement.

CHARLES par la grace de Dieu, Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Letres verront, Salut: Comme ainsi soit que l'etat de la condition humaine soit muable selon les divers mouvemens des affaires du monde, & n'y ait, ici bas qu'une chose qui nous represente l'image de la vie bien-heureuse & celeste, à sçavoir la dilection laquelle ne s'altere point par les evenemens fortuits, ni bien souvent ne se divise par les mesmes evenemens qui sont assistez de la raison, qui ne peut s'éloigner, ni estre corrompuë par le long cours des années; certainement nous estimons estre fort raisonnable & bien seant à nostre humanité, clemence & benignité, pour conserver la bienveillance, paix & tranquillité d'un chacun, de nous munir de cette dilection, ce que nous voulons de bon cœur, voires encores le desirons: Partant, comme ainsi soit que les Bourgmaistres, Advoyers, Ammans, Conseils, Citoyens, Communautez, & Patriotes des Citez, Villes, & Terres ci-aprés nommées, & Cantons de la Vieille Ligue de la Haute Allemagne: sçavoir de Zurich, Berne, Soleure, Lucerne, Ury, Swits, Underwald dessus & dessous le bois, Zoug, & Glaris, bruslant de cette dilection, & desirant fort de s'allier au Sceptre des Lis, & converser en nostre Roiaume: nous aiant nagueres requis de les recevoir dans les bras de nostre amitié & bien-veillance, & qu'il nous pleust entrer en bonne intelligence avec eux: nous à ces causes desirant universellement la conservation d'un chacun, & principalement de ceux qui s'efforcent de vivre en bonne paix & tranquillité, aprés avoir meurement consideré la sincere volonté & entiere affection qu'ont envers nous les Bourgmaistres, & autres sousnommez touchant le Traité d'Amitié, qu'ils desirent contracter avec nous & nos sujets, afin d'oster les perturbateurs de la Paix, & qui haïssent le repos des hommes: avons traité & consenti, traitons & consentons avec les susdits Bourgmaistres, Advoyers, Ammans, Conseils, Citoyens, Communautez, Patriotes des Citez, Villes, Terres, & Cantons de la Vieille Ligue de la Haute Allemagne; savoir de Zurich, Berne, Soleure, Lucerne, Ury, Swits, Underwald, dessus & dessous le bois, Zoug & Glaris, l'amitié, intelligence & conventions suivantes.

En premier lieu, nous avons promis & promet-

ANS de J. C. 1453. tons par ces presentes pour nous & nos successeurs un accord & convention durable a tousiours de n'estre jamais contraires par nous, ni les sujets de nostre Roiaume, ni aller à l'encontre desdits Bourgmaistres, Advoyers, Ammans, Conseils, Citoyens, Communantez, & Patriotes des susdites Citez, Villes, Terres, & Cantons de la Vieille Ligue de la Haute Allemagne, ni contre leurs successeurs, ni donner aide, secours, ni faveur à aucune personne qui veüille entreprendre contre-eux, ni recevoir ou consentir estre receu par nostre Roiaume, ou autre lieu de nostre domination aucun qui veüille attenter à l'encontre deux.

Item, que les susdits habitans desdites Citez, Villes, Terres, & Cantons de la Vieille Ligue de la Haute Allemagne, Ambassadeurs, Gentilshommes, Marchands, passagers, & autres quelconques du païs, de quelque condition, degré, estat, ou dignité qu'ils soient, puissent passer & retourner avec tous leurs biens & equipage, armez & non armez, à pied, & à cheval, par nostre Roiaume, & Terres de nostre domination, sans recevoir aucun trouble ni facherie reelle ou verbale, pourveu qu'à l'occasion de cette permission, il ne soit apporté aucun dommage, prejudice, griefs, ou incommodité à nous, ou à nos sujets, aux Princes de nostre Sang, à nos confederez, ni à nos Alliances: lesquelles choses, afin qu'elles soient plus fermes & stables à l'advenir, nous avons en fof & parolle de Roi confirmé, & corroboré, confirmons & corroborons de nostre Seau ces presentes. Donné la quatriesme ferie d'apres la Feste de Pâques, l'an de nostre Seigneur, mille quatre cens cinquante-trois, & de nostre regne le, &c.

CDXXVII.

ANS de J. C. 1454. BOURGOGNE ET BOURBON.

Dispense donnée par le Pape Nicolas V. pour le Mariage entre CHARLES *Comte de Charolois, &* ISABELLE DE BOURBON. *A Rome le 28 Juin* 1454. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 55.

NIcolaus Episcopus, servus servorum Dei. Venerabilibus fratribus Tornacensi, & Atrebatensi Episcopis, salutem & Apostolicam benedictionem. Romani Pontificis præcellens auctoritas rigorem juris mansuetudine temperans, interdum nonnulla concedit, quæ fieri dicti juris severitas prohibet; presertim dum rationabiles causæ persuadent, ac personarum, & locorum qualitate pensatâ id conspicit in Domino salubriter expedire; oblatæ siquidem nobis nuper pro parte dilecti filii nobilis viri CAROLI, Comitis de Caroleis, & dilectæ in Christo filiæ nobilis mulieris YSABELLÆ dilecti filii nobilis viri Caroli Ducis Borbonii natæ petitionis series continebat, quod pridem sui consanguinei & amici, ut mutua quæ inter ipsos benevolentia longo tempore viguit, firmius perseveraret, & conservaretur; ac etiam Comitatus de Caroleis, cujus ipse Carolus Comes existit, tutiùs gubernari, ac per ipsum Comitem, & successores suos in statu pacifico, & tranquillo manuteneri possit, concorditer disposuerunt, & tractarunt, ut præfati Carolus & Ysabella insimul matrimonium contraherent, & propterea, ac ex certis aliis rationabilibus causis ipsi Carolus, & Ysabella desiderant invicem matrimonialiter copulari. Sed quia secundo consanguinitatis gradu invicem sunt conjuncti, eorum desiderium hujusmodi in hac parte adimplere nequeunt, dispensatione Apostolicâ super hoc non obtentâ. Quare pro parte Caroli Comitis, & Ysabellæ prædictorum nobis fuit humiliter supplicatum, ut præmissis attentis eisdem Carolo Comiti, & Ysabellæ providere in hac parte de opportunæ dispensationis gratiâ, de benignitate Apostolicâ dignaremur. Nos igitur, qui pacem & concordiam inter cunctos Christi fideles, & præsertim generis nobilitate pollentes, vigere semper, & augeri supremis affectibus desideramus, hujusmodi supplicationibus inclinati, fraternitati vestræ de qua in his & aliis specialem in Domino fiduciam obtinemus, per Apostolica scripta committimus, & mandamus quatenus vos, vel alter vestrum, si est ita, dictaque Ysabella propter hoc rapta non fuerit, cum eisdem Carolo, & Ysabella, ut impedimento quod ex consanguinitate hujusmodi provenit, non obstante, matrimonium inter se liberè contrahere, & in eo postquam contractum fuerit, licitè remanere possint, & valeant, auctoritate nostra dispensetis, seu alter vestrum dispenset, prolem suscipiendam exindè legitimam nuntiando. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quadringentesimo quinquagesimo quarto, quarto Kalendas Julii, Pontificatus nostri anno octavo. Signé Pe. de Noxeto. Sur le repli, gratis. De mandato Domini nostri Papæ, A. de Veneriis. Scelé d'une Bulle de plomb pendante à double ficelle.

ANS de J. C.

CDXXVIII.

ANS de J. C. 1454. LE PAPE ET LE PORTUGAL.

Bulle du Pape NICOLAS V. *qui donne à* ALFONSE *Roi de Portugal, l'Empire de Guinée, & défend à tous autres d'y aller sans la permission des Portugais. A Rome le* 8. *Janvier* 1454. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 406.

ROmanus Pontifex Regni cœlestis clavigeri successor, & Vicarius Jesu Christi; cuncta mundi climata omniumque nationum in illis degentium qualitates paternâ consideratione discutiens, ac salutem quærens & appetens singulorum, illa perpensâ deliberatione salubriter ordinat & disponit, quæ grata divinæ Majestati fore conspicit, & per quæ oves sibi divinitùs creditas ad unicum ovile Dominicum reducat & acquirat eis felicitatis æternæ præmium, ac veniam impetret animabus, quæ eò certius, auctore Domino, provenire credimus, si condignis favoribus & specialibus gratiis eos Catholicos prosequamur Reges & principes, quos veluti Christianæ fidei athletas & intrepidos pugiles, non modo Saracenorum cæterorumque infidelium Christiani nominis inimicorum feritatem reprimere, sed etiam ipsos eorumque Regna ac loca, etiam in longissimis, nobisque incognitis partibus consistentia, pro defensione & augmento fidei debellare, suoque temporali Dominio subdere, nullis parcendo laboribus & expensis, facti evidentia cognoscimus, ut Reges & principes ipsi, sublatis quibusvis dispendiis ad tam saluberrimum tamque laudabile prosequendum opus per amplius animentur.

2. Ad nostrum siquidem nuper, non sine ingenti gaudio, & nostræ mentis lætitia pervenit auditum, quod dilectus filius nobilis vir Henricus Infans Portugaliæ, Charissimi in Christo filii nostri ALFONSI Portugaliæ & Algarbii Regnorum Regis Illustris, Patriis inhærens vestigiis claræ memoriæ Joannis dictorum Regnorum Regis ejus genitoris ac zelo salutis animarum, & fidei ardore plurimum succensus, tanquam Catholicus & verus omnium Creatoris Christi miles, ipsiusque fidei acerrimus ac fortissimus defensor, & intrepidus pugil, ejusdem Creatoris gloriosissimum nomen per universum terrarum orbem etiam in remotissimis & incognitis locis divulgari, extolli & venerari, nec non illius ac vivificæ, qua redemti sumus crucis inimicos perfidos Saracenos videlicet, ac quoscumque alios infideles ad ipsius fidei gremium redu-

NS J. C. 1454. reduci, ab ejus ineunte ætate totis aspirans viribus, post Ceptensem Civitatem in Africa consistentem per dictum Joannem Regem, ejus subactam Dominio, & post multa per ipsum Infantem nomine dicti Regis contra hostes & infideles prædictos, quam etiam in propriâ persona, non absque maximis laboribus & expensis, ac rerum & personarum periculis & jactura, plurimorumque naturalium suorum cæde gesta bella, ex tot tantisque laboribus, periculis & damnis non fractus neque territus, sed ad hujusmodi laudabilis & pii propositi sui persecutionem in dies magis atque magis exardescens, in Oceano mari quasdam solitarias insulas fidelibus propalavit, ac fundari & construi inibi fecit Ecclesias, & alia pia loca, in quibus divina celebrantur officia, ex dicti quoque Infantis laudabili opera & industria quamplures diversarum in dicto mari existentium insularum, incolæ seu habitatores, ad veri Dei cognitionem venientes, sacrum baptismum susceperunt ad ipsius Dei laudem & gloriam, ac plurimarum animarum salutem, orthodoxæ quoque fidei propagationem, & divini cultus augmentum.

3. Prætereà cum olim ad ipsius Infantis pervenisset notitiam, quod nunquam, vel saltem à memoria hominum non consuevisset per hujusmodi Oceanum mare versus Orientales plagas navigari, illudque nobis occiduis adeò foret incognitum, ut nullam de partium illarum gentibus certam notitiam haberemus, credens se maximè in hoc Deo præstare obsequium, si ejus operâ & industriâ mare ipsum usque ad Indos, qui Christi nomen colere dicuntur, navigabile fieret, sicque cum eis participare, & illos in Christianorum auxilium adversus Saracenos, & alios hujusmodi fidei hostes commovere posset, ac nonnullos gentiles seu paganos nefandissimi Machometi sectâ minimè infectos populos inibi medio existentes continuò debellare, eisque incognitum Sacratissimum Christi nomen prædicare, ac facere prædicari, Regiâ tamen semper auctoritate munitus, à viginti quinque annis citra, exercitum ex dictorum Regnorum gentibus, maximis cum laboribus periculis & expensis in velocissimis navibus, caravellis nuncupatis ad perquirendum mare, & Provincias maritimas versus meridionales partes & polum antarcticum annis singulis ferè mittere non cessavit, sicque factum est, ut cum naves hujusmodi quamplures portus, insulas & maria perlustrassent, ad Ghineam Provinciam tandem pervenirent, occupatisque nonnullis insulis, portubus ac mari, eidem Provinciæ adjacentibus, ulterius navigantes ad ostium cujusdam magni fluminis Nili communiter reputati pervenirent, & contra illarum partium populos, nomine ipsorum Alfonsi Regis & Infantis per aliquos annos guerra habita extitit, & in illa quamplures inibi vicinæ insulæ debellatæ, ac pacificè possessæ fuerunt, prout adhuc cum adjacenti mari possidentur. Exindè quoque multi Ghinei & alii Nigri vi capti, quidam etiam non prohibitarum rerum permutatione seu alio legitimo contractu emptionis ad dicta sunt Regna transmissi. Quorum inibi in copioso numero ad Catholicam fidem conversi extiterunt, speraturque divinâ favente clementia, quod si hujusmodi cum eis continuetur progressus, vel populi ipsi ad fidem convertentur, vel saltem multorum ex eis animæ Christo lucrifient.

4. Cum autem, sicut accepimus, licet Rex & Infans prædicti, qui cum tot tantisque periculis, laboribus & expensis, nec non perditione tot naturalium regnorum hujusmodi, quorum inibi quamplures perierunt, ipsorum naturalium dumtaxat freti auxilio, provincias illas perlustrari fecerunt, ac portus, insulas & maria hujusmodi, acquisiverunt & possederunt, ut præfertur, ut illorum veri Domini; timentes ne aliqui cupiditate ducti, ad partes illas navigarent, & operis hujusmodi perfectionem, fructum & laudem sibi usurpare, vel saltem impedire cupientes, propterea seu lucri commodo aut malitiâ ferrum, arma, lignamina, aliasque res & bona ad infideles deferri prohibita portarent vel transmitterent, & ipsos infideles navigandi modum edocerent, propter quæ eis hostes fortiores ac duriores fierent, & hujusmodi prosecutio vel impediretur, vel forsan penitùs cessaret, non absque offensa magna Dei, & ingenti totius Christianitatis opprobrio; ad obviandum præmissis, ac pro suorum juris & possessionis conservatione, sub certis tunc expressis gravissimis pœnis prohibuerint, & generaliter statuerint, quod nullus, nisi cum suis nautis ac navibus, & certi tributi solutione, obtentaque prius desuper expressâ ab eodem Rege vel Infante licentiâ, ad dictas provincias navigare, aut in earum portubus contractare, seu in mari piscari præsumeret; tamen successu temporis evenire posset, quod aliorum regnorum seu nationum personæ invidiâ, malitiâ, aut cupiditate ducti contra prohibitionem prædictam absque licentia & tributi solutione hujusmodi ad dictas provincias accedere, in sic acquisitis provinciis, portubus & insulis, ac mari navigare, contractare, & piscari præsumerent, & exinde inter Alfonsum Regem ac Infantem, qui nullatenus se in iis sic deludi paterentur, & præsumentes prædictos, quamplura odia, rancores, dissensiones, guerræ & scandala in maximam Dei offensam, & animarum periculum verisimiliter subsequi possent & subsequerentur: Nos præmissa omnia & singula debita meditatione pensantes, & attendentes, quod cum olim præfato Alfonso Regi quoscumque Saracenos ac paganos, aliosque Christi inimicos ubicumque constitutos, ac regna, Ducatus, Principatus, Dominia, possessiones, & mobilia & immobilia bona quæcumque per eos detenta ac possessa invadendi, conquirendi, expugnandi, debellandi & subjugandi, illorumque personas in perpetuam servitutem redigendi, ac Regna, Ducatus, Comitatus, Principatus, Dominia, possessiones & bona sibi & successoribus suis applicandi, appropriandi, ac in suos successorumque usus & utilitatem convertendi, aliis nostris literis plenam & liberam inter cætera concessimus facultatem; dictæ facultatis obtentu idem Alfonsus Rex, seu ejus auctoritate prædictus Infans justè & legitimè insulas, terras, portus & maria hujusmodi acquisivit ac possedit, & possidet, illaque ad eundem Alfonsum Regem & ipsius successores de jure spectant & pertinent, neque quivis alius ex Christi fidelibus, absque ipsorum Alfonsi Regis & successorum suorum licentia specialia de illis se hactenus intromittere licitè potuit, nec potest quoquo modo; ut ipse Alfonsus Rex ejusque successores & Infans eò sinceriùs huic tam piissimo ac præclaro, & omni ævo memoratu dignissimo operi, (in quo cum animarum salus, fidei augmentum, & illius hostium depressio procurentur, Dei ipsiusque fidei ac Reipublicæ universalis Ecclesiæ rem agi conspicimus,) insistere valeant & insistant, quos sublatis quibusvis dispendiis, amplioribus, seu per nos & sedem Apostolicam favoribus & gratiis munitos fore conspexerint; de præmissis omnibus & singulis plenissimè informati, motu proprio, non ad ipsorum Alfonsi Regis & Infantis vel alterius pro eis nobis sur hoc oblatæ petitionis instantiam, maturaque prius desuper deliberatione præhabita, auctoritate Apostolicâ, & ex certa scientia de Apostolicæ potestatis plenitudine; literas facultatis præfatas, (quarum tenores de verbo ad verbum præsentibus haberi volumus pro insertis, cum omnibus vel singulis in eis contentis clausulis) ad Ceptensem & prædicta, & quæcumque alia, etiam ante datam dictarum facultatem literarum acquisita, & ea, quæ in posterum nomine dictorum Alfonsi Regis suorumque successorum & Infantis in ipsis ac illis circumvicinis, & ulterioribus ac remotioribus partibus de infidelium seu paganorum manibus acquiri poterunt, provincias, insulas, portus & maria quæcumque, extendi, & illa sub ejusdem facultatis literis comprehendi, ipsarumque facultatis & præsentium litera-

ANS de J. C. 1454.

ANS de J. C. 1454. terarum vigore, jam acquisita, & quæ in futurum acquiri contigerint, postquam acquisita fuerint, ad præfatum Regem & successores suos ac infantem, ipsamque conquestam, quam à capitibus de Barador & de Nam usque per totam Ghineam, videlicet versus illam meridionalem plagam extendi, harum serie declaramus, etiam ad ipsos Alfonsum Regem, successores suos ac Infantem, & non ad aliquos alios spectasse & pertinuisse, ac in perpetuum spectare & pertinere de jure; nec non Alfonsum Regem, & successores suos ac Infantem prædictos in illis & circa ea, quæcumque prohibitionis, statuta & mandata, etiam pœnalia, & cum cujusvis tributi impositione facere, & de ipsis, ut de rebus propriis & aliis ipsorum Dominiis disponere & ordinare potuisse, ac nunc & in futurum posse liberè & licitè tenore præsentium Decernimus & declaramus. Ac pro potioris juris & cautelæ suffragio, jam acquisita, & quæ in posterum acquiri contigerit, provincias, insulas, portus, loca, & maria quæcumque, quotcumque & qualiacunque fuerint ipsamque conquestam à capitibus de Baradoch & de Nam prædictis Alfonso Regi & successoribus suis Regibus dictorum regnorum ac Infanti præfatis perpetuò, donamus, concedimus & appropriamus per præsentes.

5. Præterea cum ad perficiendum opus hujusmodi multipliciter sit opportunum, quod Alfonsus Rex & successores ac Infans prædicti, nec non personæ, quibus hoc duxerint, seu aliquis ipsorum duxerit committendum, illius dicto Joannis Regi, per felicis recordationis Martinum V. & alterius indultorum, etiam inclytæ memoriæ Eduardo eorundem Regnorum Regi, ejusdem Alfonsi Regis genitori, per piæ memoriæ Eugenium IV. Romanos Pontifices prædecessores nostros concessorum versus dictas partes cum quibusdam Saracenis & infidelibus, de quibuscumque rebus & bonis ac victualibus emptiones & venditiones, prout congruit, facere; nec non quoscumque contractus inire, transigere, pacisci, mercari, ac negotiari, & merces quascumque ad ipsorum Saracenorum & infidelium loca, dummodò ferramenta, lignamina, funes, naves, seu armaturarum genera non sint, deferre, & ea dictis Saracenis & infidelibus vendere; omnia quoque alia & singula in præmissis, & circa ea opportuna vel necessaria facere, gerere vel exercere, ipsique Alfonsus Rex, successores, & Infans in jam acquisitis, & per eum acquirendis provinciis, insulis, ac locis quascumque Ecclesias, monasteria, & alia pia loca fundare, ac fundari & construi nec non quascumque voluntarias personas Ecclesiasticas, seculares, quorumvis etiam mendicantium ordinum regulares (de superiorum tamen suorum licentia) ad illa transmittere, ipsæque personæ inibi etiam, quæ advenerint, commorari, ac quorumcumque in dictis partibus existentium, vel accedentium confessiones audire, illisque auditis, in omnibus, præterquam sedi prædictæ reservatis casibus, debitam absolutionem impendere, ac pœnitentiam salutarem injungere, nec non Ecclesiastica Sacramenta ministrare valeant, liberè ac licitè decernimus; ipsique Alfonso & successoribus suis Regibus Portugalliæ, qui erunt in posterum & Infanti præfato, concedimus & indulgemus, ac universos & singulos Christi fideles, Ecclesiasticos, seculares, & ordinum quorumcunque regulares, ubilibet per orbem constitutos, cujuscumque status, gradus, ordinis, conditionis vel præeminentiæ fuerint, etiamsi Archiepiscopali, Episcopali, imperiali, regali, reginali, ducali, seu alia quacumque majori, Ecclesiasticâ vel mundanâ dignitate præfulgeant, obsecramus in Domino, & per aspersionem sanguinis Domini nostri Jesu Christi, cujus, ut præmittitur, res agitur, exhortamur, eisque in remissionem suorum peccaminum injungimus, nec non hoc perpetuo prohibitionis edicto districtius inhibemus, ne ad acquisita, seu possessa nomine Alfonsi Regis, aut in conquista hujusmodi consistentia provincias, insulas, portus, maria & loca quæcumque, seu aliàs ipsis Saracenis infidelibus vel paganis arma, ferrum, lignamina, aliaque à jure Saracenis deferri prohibita quoquomodo; vel etiam absque speciali ipsius Alfonsi Regis, & successorum suorum & infantis licentia, merces, & alia à jure permissa deferre, aut per maria hujusmodi navigare, seu deferri, vel navigari facere, aut in illis piscari, seu de provinciis, Insulis, portubus, maribus & locis, seu aliquibus eorum, aut de conquista hujusmodi se intromittere, vel aliquid, per quod Alfonsus Rex & successores sui, & infans prædicti, quominus acquisita & possessa pacificè possideant, ac conquistam hujusmodi prosequantur, & faciant per se vel alium seu alios, directè vel indirectè, opere vel consilio facere aut impedire quoquo modo præsumant. ANS de J. C. 1454.

6. Qui verò contrarium fecerit, ultra pœnas contra deferentes arma & alia prohibita Saracenis quibuscumque à jure promulgatas, quas illos incurrere volumus ipso facto, si personæ fuerint singulares, excommunicationis sententiam incurrant; si communitas, vel universitas, civitas, castri, villæ, seu loci; ipsa civitas, castrum, villa seu locus interdicto subjaceat eo ipso, nec contra facientes ipsi vel aliqui eorum ab excommunicationis sententia absolvantur, nec interdicti hujusmodi relaxationem Apostolicâ, seu alia quavis auctoritate obtinere possint, nisi ipsi Alfonso, & successoribus suis ac Infanti prius pro præmissis congruè satisfecerint, aut desuper amicabiliter concordaverint cum eisdem: Mandantes per Apostolica scripta venerabilibus fratribus nostris Archiepiscopo Ulixbonensi, Silvensi, ac Ceptensi Episcopis, quatenus ipsi, vel duo, aut unus eorum per se, vel alium seu alios, quotiens pro parte Alfonsi Regis & illius successorum ac Infantis prædictorum, vel alicujus eorum desuper fuerint requisiti, vel aliquis ipsorum fuerit requisitus, illos, quos excommunicationis & interdicti sententias hujusmodi incurrisse constituit, tamdiu Dominicis aliisque festivis diebus in Ecclesiis, dum inibi major populi multitudo convenerit ad divina, excommunicatos & interdictos, aliisque pœnis prædictis innodatos fuisse & esse auctoritate Apostolica declarent & denuntient, nec non ab aliis nuntiari & ab omnibus arctius evitari faciant, donec pro præmissis satisfecerint seu concordaverint, ut præfertur. Contradictores, &c. Dat. Romæ apud S. Petrum, anno incarnationis Dominicæ M. CCCC. LIV. VI. Jd. Januarii. Pontificatus nostri anno VIII.

CDXXIX.

Contract de Mariage de JEAN *Marquis de Montferrat, avec* MARGUERITE DE SAVOYE, *fille de Loüis Duc de Savoye, fait à Chamberi. Le 2. Juillet*, 1454. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 375. ANS de J. C. 1454. SAVOYE ET MONTFERRAT.

EX hujus veri publici Instrumenti serie modernis & posteris lucidè notum sit, Quod in Testium, Notariorum & Secretariorum infra scriptorum præsentia, Personaliter constituti *Illustrissimus Princeps & Excelsus Dominus noster Dominus Ludovicus Dux Sabaudiæ, Chablasii & Augustæ, Sacri Romani Imperii Princeps, Vicariusque perpetuus, Marchio in Italia, Princeps Pedemontium, Gebenn. & Baugiaci Comes, Baro Vuaudi & Fouciguiaci, Niciaeque, Versellarum & Friburgi Dominus*, ex una: & Illustris Dominus JOANNES Marchio Montisferrati ex alia: Nec non *Illustris Domina* MARGARETA DE SABAUDIA, Filia prælibati Illustr. Domini nostri Sabaudiæ Ducis ex altera partibus. Sequutum

ANS J. C. 1454. tum est inde, Quod dictus Dominus Marchio consentit, accipit & retinet per verba & consensum de præsenti in suam & legitimam Sponsam & Uxorem antelatam Dominam Margaretam de Sabaudia; & ipsa D. Margareta de consensu præfati Domini nostri Ducis ibidem præsentis consentit, accipitque & retinet per consimilia & eadem verba de præsenti prædictum Dominum Marchionem in ejus Virum & Sponsum legitimum plenarièque cum omni interventu solemnitatis opportunæ invicem Matrimonium contrahentes. Quibus sic actis præfatus Illustrissimus Dominus noster Dux, pro omni jure, parte, portione & portagio, legitima, aliaque qualibet reclamatione sibi qualitercumque competentibus & competituris in bonis Paternis, Maternis, Fraternis & Sororinis ipsius Dominæ Margaritæ ac ipsius hæredum & successorum, donat atque constituit in dotem & pro dote, donat & cedit præfatæ Dominæ Margaretæ pro se & suis liberis & ab eisdem descendentibus; Videlicet centum mille scuta auri nova de Sabaudia ad rationem sexaginta sex scutorum pro marcha, quæ solvere promittit ipse Illustr. D. noster Dux per Juramentum suum ad sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, & sub obligatione omnium bonorum suorum mobilium, immobilium, præsentium & futurorum in quavis rerum specie & ubilibet consistentium, antedicto D. Marchioni vel suis per terminos & solutiones infra scriptas. Videlicet in prima solutione fienda tantum ad quantum ascendere poterit pars quæ ultrà Montes in ditione præfati Illustriss. D. nostri Ducis Sabaud. prætextu subsidii ad causam hujusmodi Matrimonii imponendi percipietur & habebitur, salvo & per expressum reservato, quòd si dictus Illustrissimus Dominus noster Dux ex urgenti causa vel alio (quod Deus avertat) inconveniente forsitan contingente, dictam partem subsidii seu aliquam partem ejusdem caperet & perciperet, quòd eo casu alibi tantundem dicto Domino Marchioni assignare efficaciter sit astrictus & solvere atque supplere, Anno verò sequente sex mille scuta, & sic successivè, & de anno in annum; anno revoluto quolibet sex mille scuta singulis terminis ad singula bene relatis, usque ad complementum solutionis dictæ dotalis Summæ; Retento in insuper per præfatum Illustrissimum Dominum nostrum, ad opus sui & suorum de voluntate & consensu præfatorum Dominorum Marchionis & Margaritæ Sponsorum promissorum, quòd casu quo ipsa Domina Margarita decederet ab humanis sine liberis naturalibus & legitimis, quòd eo casu prædicta dos ad præfatum Dominum nostrum Ducem & suos hæredes & successores revertatur, pertineatque & spectet pleno jure. Cujusquidem Matrimonii contemplatione ipse Dominus Marchio pro se & suis hæredibus & successoribus quibuscumque, dat & constituit causa dotalicii seu dotarii antefatæ Dominæ Margaritæ, videlicet quatuor mille scuta auri consimilis valoris & ad rationem prætactam annualia; Quodquidem dotalicium habebit & percipiet ipsa Domina Margarita sine turbatione quacumque, si & quandocumque ipsum Dominum Marchionem Sponsum cum liberis & sine liberis præcedere contigerit, & hoc, quandiu ipsa Domina Margarita fuerit in humanis & non ultrà; & ulterius ad rationem pro quolibet centenario quinque scuta annui redditus, de eo quod de supradicta dote solutum reperiretur; quæ assignatio ad sui opus & suorum Successorum esse debeat, quandiu ipsa Dos apud ipsos successores remanebit. Et pro securitate dicti dotalicii seu Dotarii, casu prædicto eveniente, ad opus dictæ Dominæ Margaritæ fienda, ipse Dominus Marchio ex nunc prout ex tunc & vice versa affectat, obligat & assignat eidem Dominæ Margaritæ castra Locagii & territoria Tridini, Motam Burgi sancti Martini & Montis Barucii pro mansione & habitatione sua, unà etiam cum juribus, pertinentiis, fructibus, exitibus, censibus, obventionibus, emolumentis & aliis quibuslibet valoribus eorundem; & ita quòd ipso casu eveniente, Dominus Marchio qui pro tunc fuerit, constituere debeat atque possit in dictis Locis assignatis Castellanos & alios Officiarios; qui Castellani & Officiarii respondere teneantur dictæ Dominæ Margaritæ ejusve causam habituris, aut Procuratoribus & Nuntiis specialibus ad hoc deputandis; de præmentionatis sibi ut præmittitur assignatis, computareque de eisdem, & plenariam rationem reddere sequente condigna satisfactione; eosdemque fructus, exitus valores habeat & percipiat, illisque gaudeat eadem Domina Margarita casu adveniente prædicto (quod absit) quamdiu vitam duxerit in humanis; Et se & suos & ejus bona obligat ipse Dominus Marchio & astringit; Acto per actum solemne & expressum inter dictas partes, quòd casu quo præ assignata sufficientia non essent, & prædictæ annuæ Summæ dotalitii non correspondarent, eo casu Dominus Marchio & tunc successores ejus super aliis suis Dominiis, Jurisdictionibus, & Territoriis, etiam redditibus, exitibus & valoribus sufficientibus ejusdem Marchionatus; videlicet in Locis propinquioribus dictorum Locorum assignatorum supplere effectu teneantur & debeant, atque reficere condecenter, & prædicta quatuor Loca ut cætera & infra scripta manutenere, attendereque pleno cum effectu usque ad dictum valorem; sic quod omnimodè juxta præmissorum formam eadem Domina Margarita assequi valeat & obtinere dictam annuam dotalicii Summam quatuor mille scutorum. Item casu dotis restituendæ eveniente, ipse Dominus Marchio vel sui hæredes dotalem Summam superiùs constitutam, si tamen soluta fuerit, seu partem quæ inde expedita extabit, restituere teneantur & debeant per consimiles solutiones & terminos quibus reperiretur persoluta dicto Domino nostro Duci Sabaudiæ seu ejus hæredibus; & propter ea ipse Dominus Marchio pro se & suis omnia & singula bona sua quæcumque in quavis specie consistentia obligat, & tenore præsentium astringit. Item est ulterius actum hoc per pactum validum & expressum, quòd Primogenitus ex præfatis Dominis Marchione & Margarita sponsatis præmissis de hujusmodi Matrimonio procreandus succedere debeat in dicto Marchionatu, secundum bonos usus & consuetudines in talibus observatos. De quibus ommnibus supernominati contrahentes per nos dictos Notarios Secretariosque inferiùs nominatos, fieri jusserunt pariter & requisiverunt ad opus cujuslibet partium unum & plura si opus fuerit tenoris ejusdem publica Instrumenta, corrigenda, etiam reficienda si opus sit ipsis in judicio, vel ne productis Peritorum consilio & dictamine, facti tamen substantia in aliquo non mutata. Acta & data fuerunt præmissa universa & singula in Castro Chamberiaci, videlicet in Camera in qua præfatus Illustrissimus Dominus noster Dux Sabaudiæ pernoctare solet; die secunda Julii, anno salutiferæ Nativitatis Christi currente millesimo quatercentesimo quinquagesimo quarto, Indictione secunda, cum eodem anno sumpta, ubi Testes ad præmissa omnia & singula fuerunt præsentes vocatique specialiter & rogati; Videlicet, Illustris Dominus Amedeus de Sabaudia Primo natus Pedemontium Princeps, nec non Ludovicus de Sabaudia Comes Gebennensis Secundo-genitus præfati Illustrissimi Domini nostri Sabaudiæ Ducis; & Petrus de Borbonio, Ludovicus de Cabillone, ac Reverendus in Christo Pater Dominus Bernardus de Carreto ex Marchionibus Savonæ, Abbas sancti Quintini Diœcesis Savonensis Decretorum Doctor, Spectabilesque Jacobus de Balma Albergamenti, Petrus de Balma Ruppis Domini, Joannes de Montelupello Dominus Chautagnæ, Guillelmus de Viriaco Præsidens Computorum Milites, ac Nobiles & Egregii Scutiferi Joannes de sancto Georgio, Guidetus de sancto Georgio ex Comitibus Blandratæ, Georgius & Ludovicus ex Comitibus Valperguæ.

ANS J. C. 1454.

ANS de J. C. 1454. MILAN ET SAVOYE.

CDXXX.

Contract de Mariage de PHILIPPE-MARIE *Fils de François Sforce Duc de Milan, & de* MARIE DE SAVOYE, *fait à Milan le* 13. *Septembre*, 1454. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 379.

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus sancti, Amen. Anno à Nativitate Ejusdem millesimo quatercentesimo quinquagesimo quarto, Indictione tertia, die Veneris tredecima mensis Septembris. Cum superioribus diebus ex nonnullis differentiis quæ insurrexerunt inter *Illustrissimos Principes & Excellentissimos Dominos Dominum Ludovicum Sabaudiæ &c. Ducem*, & Dominum Franciscum Sfortiam Vice-Comitem Ducem Mediolani &c. deventum sit ad confirmationem pacis olim inter eos firmatæ, & certas pactiones per utriusque Principis Procuratores solemnibus promissionibus & juramentis firmatas; Magnifici & Generosi Milites D. Jacobus ex Comitibus Valpergiæ, & Maxini Sabaudiæ Ducalis Cancellarius & Ludovicus de Sabaudia Nothus quondam bonæ memoriæ Ill. D. Ludovici Achayæ Principis, ac Consanguineus præfati D. Sabaudiæ Ducis, D. Raconixii & Marescallus Sabaudiæ Consilarii & Procuratores prælibati Domini Sabaudiæ Ducis, ad infrascripta omnia & singula plenum Mandatum habentes: Nec non Magnifici & Præstantes Viri Domini Franciscus de la Mirandula Comes Concordiæ, Bartholomæus Moronus Juris utriusque Doctor Ducalis Consiliarius, Georgius de Mayno Miles Ducalis Aulicus, Cichus de Calabria Ducalis Secretarius, Conciliarii & Procuratores præfati Domini Ducis Mediolani, ad infra scripta omnia & singula plenum mandatum habentes. Animadvertentes quòd præcipuum amoris & benevolentiæ vinculum & solidum Pacis ac conservandæ Concordiæ firmamentum est affinitatis conjunctio, per quam inter Posteros ad sanguinis conjunctionem devenitur; Considerantes inter Progenitores præfati Illustrissimi Domini Sabaudiæ Ducis, & Prædecessores in Ducatu præfati Domini Ducis Mediolani, centum fermè annis continuis per multiplicata Matrimonia vinculum sanguinis & amoris perseverasse, Illustrissimam Dominam Blancham Filiam quondam Illustrissimi Domini PHILIPPI MARIÆ Ducis Mediolani, & Consortem prælibati Domini Francisci Sfortiæ moderni Ducis Mediolani, nomen & originem traxisse ab Illustri Domo Dominorum Ducum ac Comitum Sabaudiæ Progenitorum prænominati moderni Domini Sabaudiæ Ducis; Intendentes in præsentiarum quoque concordiam impunè factam novo & firmiori vinculo solidare, & veteres affinitates, conjunctionesque per novum Matrimonium renovare, ad inscriptas pactiones & conventiones solemni stipulatione vallatas, procuratoriis nominibus quibusdam concorditer pervenerint ut infrà, videlicet: In Primis, quòd fiat celebretur & contrahatur verum, justum ac legitimum Matrimonium superveniente tempore debito inter scriptos Illustres Dominum Philippum-Mariam, & Dominam Mariam; & pro eo perficiendo & Deo dante celebrando ac inhærendo, cùm legitima ætas supervenerit, prælibatus Illustrissimus Dominus Dominus Ludovicus Dux Sabaudiæ &c. teneatur & astrictus sit facere & curare, ac faciet & curabit cum effectu quòd ipsa Illustris Domina Maria ipsius Illustrissimi Domini Ducis Sabaudiæ Filia legitima, & ex eo ac Illustrissima Domina Anna de Cypro Sabaudiæ Ducissa & præfati Illustrissimi Domini Ducis Sabaudiæ Conjuge legitima nata, cùm pervenerit ad ætatem aptam ad Sponsalia contrahenda, solemniter ac legitimè contrahet sponsalia per verba de futuro apta, & in talibus requisita, cum præfato Illustri Domino Philippo-Maria secundogenito prælibati Illustrissimi Domini Domini Ducis Mediolani; & ex eo Illustrissima Domina Blancha-Maria Ducissa Mediolani, Filia videlicet quondam nunquam delendæ memoriæ Illustrissimi Principis Domini Domini Philippi-Mariæ Vicecomitis Ducis Mediolani, & deinde successivè superveniente ætate ad Matrimonium habili eadem Illustrissima Domina Maria Matrimonium solemne verum & legitimum contrahet & celebrabit cum præfato Illustri Domino Philippo-Maria, per verba de præsenti ad verum ac justum Matrimonium apta & consueta; Et versa vice præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani teneatur & astrictus sit facere & curare, ac faciet & curabit cum effectu, quòd memoratus Illustris Dominus Philippus-Maria cum pervenerit ad ætatem aptam ad Sponsalia contrahenda, solemniter ac legitimè contrahet Sponsalia per verba de futuro apta & in talibus requisita, cum præfata Illustrissima Domina Maria, & deinde successivè superveniente ætate ad Matrimonium habili; Idem Illustris Dominus Philippus-Maria solemne, verum & legitimum Matrimonium contrahet & celebrabit cum præfata Illustrissima Domina Maria, per verba de præsenti ad verum ac justum Matrimonium apta & consueta; præfatique Illustrissimi Domini Domini Duces congrua relatione habita temporibus antedictis, debitos consensus dictis eorum Filiis ad prædicta perficienda & executioni mandanda, per se vel legitimos & solemnes Procuratores præstabunt. Item quòd tempore quo contrahetur Matrimonium, ut prælibatus Dominus Dux Sabaudiæ teneatur & astrictus sit constituere, & cum effectu constituet dotem ipsi Dominæ Mariæ Filiæ suæ de Scutis centum millibus auri ponderis & cunei Sabaudiensis, solvendis præfato Domino Duci Mediolani, temporibus tunc per ipsas partes limitandis; eo pacto, quòd adveniente casu (quem Deus avertat) dissolutionis Matrimonii per mortem Dominæ Mariæ sine liberis decedentis; dicta Dos restituatur Domino Duci Sabaudiæ; si verò dictum Matrimonium dissolveretur per mortem Domini Philippi-Mariæ, eo casu dos ipsa restitui debeat dictæ Dominæ Mariæ. Item quòd præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani tempore consummandi Matrimonii ut suprà, teneatur creare & decorare dictum Illustrem Dominum Philippum-Mariam de Titulis Comitatus, Civitatis & districtus Papiæ, his modo & forma quibus præfatus Illustrissimus Dominus Dux de præsenti possidet, ac eidem in Titulum etiam assignare Civitatem & districtum Tortonæ cum Juribus & pertinentiis, ita tamen quòd dictus Dominus Dux Mediolani earumdem Civitatum Dominium & superioritatem toto tempore vitæ suæ habeat, post cujus decessum transeant in sæpè dictum Illustrissimum Dominum Philippum-Mariam qui eadem omnia recognoscere teneatur in feudum ab Illustri Domino Comite Galeacio Vicecomite primogenito dicti Domini Ducis cum creatus fuerit Dux Mediolan. Item quia asseritur moris esse in partibus Gallicanis ac etiam inter aliquos Principes Italicos quando accipiunt uxores Ultramontanas ut eis constituatur Dotalicium, convenerunt prædicti Magnifici Domini Oratores quòd casu adveniente præfatus Dominus Dux Mediolani dictæ Dominæ Mariæ futuræ Nurui suæ constituere doüarium ad arbitrium Illustrissimarum Dominarum Dominarum Ducissarum Sabaudiæ & Mediolani superiùs nominatarum. Item quòd præfatus Illustrissim. Dominus Dominus Dux Sabaudiæ teneatur infra menses viginti unum proximè venturos consignare prælibatam Dominam Mariam Filiam suam personaliter in manibus dicti Domini Ducis Mediolani seu Nuntiorum suorum in Civitate Vercellarum, maximè ut secundum

S cundum mores hujus & consuetudines Italicos seu C. Lombardos inibi instruatur & regatur, &c. Actum in 4. Mediolano in Domibus residentiæ prælibati Illustrissimi Domini Domini Ducis Mediolani, &c. Signé de Gasconibus & de Perego.

CDXXXI.

S *Traité de Reconciliation entre* PHILIPPE LE BON *Duc de Bourgogne, &* C. *la Ville de* GAND, *l'an* 1454. Pierre 4. d'Oudergheeſt, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CXCVI. Feuill. 334.

SCavoir que de la en avant les deux Doyens ne se mesleront du renouvellement de la loy directement ny indirectement, ains que ladite loy, se resera d'an en an conformement a l'ordonnance du Roy PHILIPPE LE BEL par gens notables, & suffisants bourgeois de ladicte ville, prendre en ce regard aux tisserans, mestiers, ni aux trois membres d'icelle ville, le tout nonobstant coustumes & usages au contraire. Que lesdits de GAND, useront de leur bourgeoisie, selon les privileges qu'ils en ont par escript & non autrement. Que la cognoissance des officiers en tous cas, tant criminels qui civils, concernants leurs offices, appartiendra a mondit Seigneur seul, & pour le tout. Qu'ils ne pourront bannir personne, ny faire aucuns edicts, ordonnances, ou statuts, sans le consentement du Duc ou de son bailly de Gand: & sy ledict bailly ny vouloit estre present, ledict Duc a la plaincte desdits de Gand y pourvoyra. Que les vrays bourgeois de Gand, qui auront commis quelque delict au plat païs, hors des bonnes villes, pourront choysir d'estre a droit au lieu ou le cas sera advenu, ou pardevant eschevins dudict Gand. Que lesdicts de Gand n'useront plus descripre en teste ny en marge, mais se regleront en ce, selon que font les autres membres de Flandre. Qu'ils apporteront leurs bannieres, & les presenteront a mondict Seigneur, ou au Comte de Charrolois son fils, pour en faire a leur volonté. Qu'ils n'useront plus de blancs chapperons, ny d'autres gens de telle condition soubs quelque nom qu'ils puissent estre appellez. Qu'ils n'useront plus d'evocquer pardevant eulx les causes pendantes pardevant les loix des villes & chastelenyes d'Audenarde, Courtray, Alost, Wast, quatre mestiers, Biervliet, & Tememonde, ny d'autre. Que lesdictes villes & chastelenies demoureront en tous cas francs, & exempts du povoir, & authorité de ceux de Gand, pour demy an, a compter du jour que lesdicts de Gand auront faict ce qu'ils seront tenus de faire a mondit Seigneur pour l'amende honnorable, pendant lequel temps, sera en ceste matiere appoincté, & ordonné par voye amiable, ou de justice ainsy qu'il appertiendra. Que pour amende honnorable deux mille hommes pour le moins, viendront au devant de mondict Seigneur, ou de Monsieur de Charrolois, a demy lieuë hors de ladicte ville a tel jour qu'il plaira a mondict Seigneur, & en la maniere quy sensuyt. Scavoir les hoofmans, & conseillers en leurs chemises & petits draps, & tous les autres, deschaincts & testes nuës, lesquels par ensemble se mectront a genouilx devant mondict Seigneur & feront dire par un d'eux en langaige François, que fausement, mauvaisement & comme rebelles, & entreprendants grandement contre mondict Seigneur & en son authorité, ils se sont mis en armes, ont crée hoofmans, & couru sus a mondict Seigneur & ses gens faisants & commectants plusieurs invasions, & voyes de faict, dont ils se repentent, & en requierent en toute humilité pardon & merchy: ce faict, que tous ensemble & d'une mesme vois prieront merchy, & luy demanderont grace, & misercorde. Que les deux portes de Gand, l'une nommée la Precillepoorte, & l'autre de Overpoorte par lesquelles lesdicts de Gand yssirent sur un jeudy pour assieger Audenarde, seront closes perpetuellement chascun jour de Jeudy, en toutes les sepmaines de l'an, desorte que pour ce jour personne, ny pourra entrer ny sortir. Que un autre porte nommée d'Hospital poorte par laquelle lesdicts de Gand sortirent pour aller audict Ruppelmonde, & contir sus a l'armée de mondict Seigneur seroit a tousiours fermée, murée, & condampnée, sans jamais la povoir ouvrir, sy ce n'est du bon plaisir de mondict Seigneur ou de ses successeurs, Contes ou Contesses de Flandre. Que pour amende prouffitable ils payeroyent a mondict Seigneur trois cents mille Ridders d'or, & pour la reparation plus ample, & redification de plusieurs Eglises destruictes en Flandre, & mesmes audict Ruppelmonde, ensemble pour faire epitaphes, fundations, & messes audict Rupelmonde, & ailleurs cincquante mille Ridders d'or. Ce fut ainsy faict & accordé en l'an mil quatre cents cincquante quatre. ANS de J. C. 1454.

CDXXXII.

Traité entre RENE' *Roi de Jerusalem, & de Sicile, Duc d'Anjou & de Bar, Comte de Provence, & de Forcalquier; &* MARGUERITE DE SAVOYE *Comtesse de Wirtemberg. Fait au Château d'Anjou, le 27. Mars,* 1456. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 350. ANS de J.C. 1456. JERUSALEM ET SAVOYE.

IN nomine Domini, Amen. Per hoc præsens publicum Instrumentum cunctis pateat evidenter; & sit notum, Quòd anno à Nativitate ejusdem Domini M. CCCC. LVI. mensis vero Martii die XXVII. in vigilia Festi Resurrectionis Dominicæ, Indictione IV. Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris ac Domini nostri Domini Calisti divinâ providentiâ Papæ III. Anno I. coram Serenissimo Principe Domino RENATO Dei gratia Jerusalem & Siciliæ Rege, Andegaviæ & Barri Duce, Provinciæ & Forcalcherii Comite; in nostrum Notariorum publicorum, Testium subscriptorum, ad hæc vocatorum & rogatorum præsentia, præsentes & personaliter constituti Venerabiles Viri, Magister Joannes Bertonnelli de Campidenario Præceptor generalis de Yseuhem Ordinis sancti Anthonii Basilienſis Diocesis, & Franciscus Maleti, Procuratores, Oratores & Nuntii literatorie destinati, *Illustris Domine* MARGARETÆ DE SABAUDIA, *Serenissimi quondam Principis recolendæ memoriæ Domini Ludovici III. tunc Jerusalem & Siciliæ Regis*, nunc verò præexcellentis Domini Domini Ulrici Comitatus de Wirtemberg Comitis legitima Conthoralis ab eadem Domina Margareta, etiam cum consensu & authoritate præfati Domini Comitis constituti, deputati & commissi, cum speciali potestate transigendi, pacificandi & concordandi cum præfato Serenissimo Rege Renato, de & super dote, ac etiam dotalitio, seu donatione propter nuptias, ac arreragiis ejusdem dotalitii; nec non super corona, jocalibus, & ornamentis Regiis, enceniis, donis & aliis tunc expressis, quas & quæ præfata Domina, causa & occasione Matrimonii inter præfatum Dominum Ludovicum III. & ipsam Dominam Margaretam contracti prætendebat per dictum Regem Renatum supradicti Domini Ludovici Fratrem & hæredem sibi deberi, prout de hiis ad plenum constitit & constat, atque constare potest, & poterit per literas Dominæ Margaretæ Comitissæ, & Comitis prædictorum suis sigillis sigillatas, ac signis & subscriptionibus Sifridi Sehinggeri & Laurentii Rutel Notariorum publicorum, ut prima facie apparebat signatas & sub-

ANS de J.C. 1456. & subscriptas, datas in oppido Stungarter Constantiensis Diocesis, sub anno à Nativitate Domini M. CCCC. LVI. die prima mensis Martii. Qui quidem Procuratores vigore & authoritate potestatis, & Procuratorii eisdem in hac parte concessis, de & super dote prædicta specialiter, de & super summa quindecim millium Ducatorum, per quondam Dominum Ducem Sabaudiæ ipsius Domini Genitorem, pro parte dictæ dotis ut asserebat, præfato quondam Regi Ludovico solutorum; ac de & super summa novem millium similium Ducatorum annualium pro dotalicio ipsius Dominæ, ut etiam asserebatur, ex parte & nomine dicti quondam Regis Ludovici constitutorum, ac super arreragiis hujusmodi novem millium Ducatorum à tempore obitus dicti quondam Regis Ludovici, nec non de & super Corona, Jocalibus & ornamentis Regalibus, ipsi Dominæ promissis, ac super donis & enceniis sibi factis veniendo de Sabaudia ad Villam Tarasconis, nec non ad præfatum Ludovicum, & generaliter de & super omnibus & singulis quibuscumque, aliisque occasione Matrimonii, & contemplatione ipsius factorum & appositorum præfata Domina petere posset, cum præfato Serenissimo Rege Renato transigerunt, composuerunt, appunctuaverunt, pacisçaverunt & concordaverunt, tenoreque præsentis publici instrumenti transigunt, componunt, appuntuant, pacisçunt, & concordant in hunc modum; videlicet, quòd dicti Procuratores pro & nomine supradictæ Dominæ Margaretæ, de & super dote, dotalitio, seu donatione propter nuptias, & arreragiis prædictis, nec non de dicta summa quindecim millium Ducatorum, ac de Corona, Jocalibus, ornamentis Regiis, donis & enceniis prædictis, & quibuscumque aliis quæ occasione prædictorum præfata Domina Margareta petere valeret, dictum Illustrissimum Regem Renatum, suosque hæredes, & causam habentes nunc & in futurum, & quoscumque alios quorum interest vel intererit communiter & divisim quittaverunt, liberaverunt & absolverunt, quittos, liberos & absolutos tenuerunt & fecerunt, ac præsentis publici instrumenti tenore quittant, liberant & absolvunt, solemneque pactum dicti Procuratores præstiterunt, & juraverunt, & fide media nomine præfatæ Dominæ Margaretæ de ulterius occasione præmissorum nihil petendo præter summam trium millium scutorum auri annualium, vita ipsius Dominæ Margaretæ durante, solvi & dumtaxat prout infra dicetur. Et præter hoc videlicet pro dote & pro dictis quindecim millibus Ducatorum, nec non pro dotalitio seu donatione propter nuptias, & arreragiis ejusdem dotalitii à tempore obitus dicti Regis Ludovici, si quæ debeantur, ac etiam pro Corona, Jocalibus, ornamentis Regiis, donis & enceniis prædictis, & generaliter pro omnibus aliis quæ occasione dicti Matrimonii præfata Domina Margareta petere posset; ita ut de præmissis omnibus & singulis Serenissimus Rex Renatus, & ejus causam habentes & habituri, sint & remaneant perpetuò quitti, liberi & absoluti: quam quidem summam trium millium scutorum auri nunc & in Regno Franciæ cursum habentium, præfatus Serenissimus Rex Renatus solvere promisit eidem Dominæ Margaretæ, quamdiu ipsa vixerit duntaxat in Civitate Avinionensi in Sancti Joannis Baptistæ pro una, & Domini nostri Jesu Christi Nativitatum Festivitatibus pro alia medietate. Quam transactionem, compositionem & concordiam dicti Procuratores juraverunt & jurant, pro & nomine dictæ Dominæ Margaretæ, per fides suas corporales in manibus nostrum Notariorum subscriptorum, & legitimè stipulantium præstitas & datas, firmiter tenere & observare, & nunquam in contrarium venire: & ad hoc obligaverunt & obligant præfatam Dominam, suaque bona quæcumque, & quoad hoc Jurisdictioni Curiæ Parlamenti Regii, & cæterarum Curiarum Ecclesiasticarum & Sæcularium Regni Franciæ, & aliarum quaruncumque, dictam Dominam Margaretam, & sua bona quæcumque submiserunt & submittunt. Et insuper, quia dicti Procuratores per effectum cognoverunt præfatum Dominum Regem Renatum magnis & multis oneribus & gravaminibus esse oppressum; volentes eidem Domino Regi pro viribus complacere, terminos solutionum dictorum trium millium scutorum pro prima solutione in dicti Sancti Joannis Baptistæ Nativitatis Festivitate proxime futura facienda, usque ad Festum Omnium Sanctorum; & pro secunda solutione in Nativitatis Domini nostri Jesu Christi Festo proximè futuro usque ad Festum Paschæ prorogaverunt; quam quidem prorogationem dicti Procuratores promiserunt bona fide, per dictum Dominum Comitem & Dominam Margaretam ratificari facere. Acta fuerunt hæc in Castro Andegavensi, sub anno, mense, die, Indictione, & Pontificatu quibus supra; præsentibus Nobili & Potenti Milite Domino Bertrando de Bellavalle Domino de Pressigueio; Honorabilibus Viris Magistris Joanne Breslay, & Guilelmo Præpositi Licentiatis Andegavi commorantibus, vocatis & rogatis. Signé Robertus Asse.

ANS de J.C. 1456.

CDXXXIII.

Traité de Confédération & d'Alliance, entre CHARLES VII. *Roi de France, &* CHRISTIERNE I. *Roi de Danemarc. A Cologne le 27. Mai* 1456. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 56.

ANS de J.C. 1456. FRANCE ET DANEMARC

PRimo, quod inter Christianissimum Franciæ, & Serenissimum Daciæ Reges, quoad vixerint contrahatur fraternus amor & favor.

2. Item quod præfati Domini Reges præmissis amicitiis, non obstantibus novas poterunt contrahere amicitias cum quibusvis aliis Regibus, Principibus, Civitatibus, & Communitatibus, dum tamen præfati Domini, Serenissimus Daciæ, & Christianissimus Franciæ, Reges mutuò sibi non adversentur.

3. Item quod prædicti Domini Reges cum quibusvis aliis Regibus, Principibus, Civitatibus, aut Communitatibus etiam unius, aut alterius Regis adversariis, subsistentibus evidentibus utilitatibus, & necessitatibus, nova poterunt contrahere fœdera & in illis persistere, salvo tamen quod uterque ipsorum contra alterum vi, armis aut potentia nil prorsus agat vel attentet quodque alter Regum fœdera sicut præmittitur iniens alteri Regi, id primitùs per litteras suas patentes significet.

4. Item & præmissis non obstantibus, si contingat Serenissimum Regem Daciæ cum adversariis Christianissimi Regis fœdus sive amicitiam contrahere aut inire & præfatus Christianissimus Rex Francorum, infra tempus fraterni fœderis, & amicitiarum hujusmodi præfatum Dominum Regem Daciæ pro succursu armorum de quadraginta aut quinquaginta navibus, sex vel septem aut plurium hominum armatorum millibus, aut minus contra Regem Angliæ vel suos subditos requireret, quod ex tunc idem Dominus Rex Daciæ, dicto Domino Christianissimo Regi Francorum de succursu hujusmodi subvenire, & succurrere debeat; ejusdem tamen Christianissimi Regis, tam pro navibus quam pro armatorum hujusmodi stipendiis, impensis. Quodque idem Christianissimus Rex pro hujusmodi succursu, consequendo ad dictum Serenissimum Regem Daciæ suis impensis aliquem destinare debeat cum plena facultate super modo tempore & solutione dicti succursus tractandi, & concludendi. Et quicquid de super tunc rationabiliter tractatum & conclusum fuerit illius conclusioni stabitur. Eritque liberum Christianissimo Regi pro dicto

IS dicto succursu módo præmisso tractari facere aut pro
C. ipso succursu tantum solvere quantum consuetudo
6. Regni Daciæ meritò requirit.

5. Item in casum & eventum requisitionis, & succursus hujusmodi ex tunc idem Serenissimus Rex Daciæ de damnis, interesse, expensis, & periculis per ipsum propterea ineundis debeat per præfatum Christianissimum Francorum Regem illius expensis debitè relevari. Quodque si etiam potentia, assistentia, vi aut suffragio dicti Serenissimi Domini Regis Daciæ, aut suorum homines, aut loca in Regno Angliæ debellarentur, caperentur, subjugarentur, aut obtinerentur, ex tunc dictus Serenissimus Dominus Rex Daciæ debet in illis æqualem cum Christianissimo Francorum Rege habere portionem, aut unus faciat alteri super illis juxta & secundum eorumdem Dominorum Regum & Consiliariorum utriusque Regis prædictorum cognitionem & ordinationem.

6. Item quod incolæ Regnorum & Dominiorum utriusque Regis prædictorum pro ipsorum commoditatibus liberum habeant ad ambo Regna hujusmodi ingressum & egressum etiam stando, & remanendo pro mercantiis, & bonis aliisque ipsorum peragendis commerciis juxta & secundum mores, consuetudines, & plebiscita in eisdem Regnis hactenus observari solita.

7. Item quoad quintum articulum apertum per Dominum mediatorem, videlicet, quod Anglici nullas mercantias, nec libertates in Regnis præd. exerceant, placet utriusque oratoribus quod iste articulus maneat sub arbitrio utriusque Regum.

8. Item si contra Fœdus per aliquem, vel aliquos subditorum Regnorum hujusmodi attentaretur, placet cum modificatione infra scripta videlicet. Si verò aliquis incolarum Regnorum prædictorum aut ditionum eisdem Dominis Regibus subjectorum delinqueret aut forefaceret, ex tunc ille in loco delicti hujusmodi ut juris est, aut juxta consuetudines longævas ejusdem loci hactenus observatas judicetur, sic tamen ut hujusmodi delictum præjudicium non afferat nisi delinquenti, amore & favore fraternis hujusmodi nihilominus in suis robore & firmitate duraturis.

9. Item placet utriusque oratoribus quod presentes amicitiæ, & favores fraterni sic initi & contracti inter ambos Reges publicentur in Civitatibus famosis & Oppidis utriusque Regni, & maximè in finibus dictorum Regnorum, ut fama ipsarum amicitiarum ad vicinas, & exteras regiones convolare possit.

10. Item Rex Franciæ in signum fœderis, & amicitiæ prædictorum vices suas amicabiliter interponet, & operam dabit, quod Rex Scotiæ plenariè, prout dicto Christianissimo Regi Francorum ex litteris, & documentis desuper confectis justum atque consonum videbitur rationi, satisfaciet Regi Daciæ &c. Et in casu, quod dictus Rex Scotiæ dictamini Regis Franciæ hujusmodi minimè parere vellet, ex tunc præfatus Francorum Rex occasione fraterni amoris hujusmodi exhibebit se talem in facto hujusmodi pro parte Domini Regis Daciæ, qualem vellet sibi per præfatum Regem Daciæ, viceversa in casu simili, seu quomodolibet alteri exhiberi juxta continentiam earumdem liberare dicto Serenissimo Regi Daciæ, & Norvegiæ per Regem Scotiæ, & ejus antecessores super venditione certorum Dominiorum, videlicet Terræ Sodorensis &c. traditarum.

11. Item Christianissimus Rex Franciæ, procurabit fraternum amorem, & favorem Serenissimo Regi Daciæ, adversus Regem Sueciæ similiter, & contra Civitates, & Communitates Hanzæ, si quæ fuerint sibi adversæ, & prædictis Civitatibus sic eidem Regi Daciæ adversantibus favores, & amicitias sic contractas per suas litteras notificabit, si opus sit, & per dictum Serenissimum Regem Daciæ requisitus fuerit; & si aliquos de dictis Civitatibus adversantibus post notificationem hujusmodi ad partes Regni Franciæ declinare contigerit, ita favorabiliter, & fraternè Rex Franciæ, se exhibebit, quemadmodum in simili casu per Regem Daciæ, sibi fieri optaret etiam personas, & bona ipsorum si opus fuerit arrestando. Tertio nihilominus articulo supra scripto in suo robore permanente. ANS de J. C. 1456.

12. Item cedulæ desuper per utrosque oratores, sub sigillis ac signis suis, & litteræ patentes per Dominum mediatorem sub sigillo, & manu propriis ejusdem Domini Ducis per quas quidem litteras fœdera, favores, & amicitiæ hujusmodi inter utrosque Reges eisdem Dominis Regibus conjunctim aut divisim dirigendis conficientur, inientur & contrahentur, prout dicti oratores ex nunc invicem faciunt, ineunt, & contrahunt, articulos prædictos in ipsis litteris Domini Ducis cum mandatis sive Procuratoriis eorumdem Dominorum Regum ad longum inserendo, submittuntque oratores præfati ratificationem & approbationem articulorum hujusmodi tam conjunctim quam divisim dictamini, & voluntati amborum Dominorum nostrorum Christianissimi Franciæ, & Serenissimi Daciæ Regum prædictorum, unusque alteri suis scriptis aut documentis legitimis litteras ratificationis hujusmodi præfato Illustri Domino Duci ac Comiti in Spanheim, tanquam bono hujus negotii mediatori, infrà hinc, & Festum Sancti Martini hiemalis Episcopi proximè, futuri transmittet in uberiori forma. Actum in Civitate Colonienſi, sub sigillis, & signis dictorum Oratorum seu Ambassiatorum, die jovis vigesima septima mensis Maii, anno Domini, millesimo quadringentesimo quinquagesimo sexto.

CDXXXIV.

Traité fait par le Duc de Bourgogne avec CHARLES VII. *Roi de France, pour Monsieur le* DAUPHIN, *depuis Roi Louis XI. qui s'étoit retiré sur ses Terres. Fait au mois de Juillet* 1456. Extrait de la Cronique de Saint Denis, en la vie de Charles VII. & raporté par Frederic Leonard. Tom. I. pag. 463. ANS de J. C. 1456. LA FRANCE, LE DUC DE BOURGOGNE ET LE DAUPHIN.

APrés que Monseigneur le DAUFIN eût été par certain tems avec Monseigneur le Duc de Bourgogne, sans le congé du Roi, & que ledit Daufin lui eût envoié certaines requestes, desquelles il n'obtint rien du Roi; icelui Duc de Bourgogne envoia ses Ambassadeurs devers le Roi portans ses lettres touchant le fait dudit Monseigneur le Daufin, lesquelles étoient reduites en quatre points, lesquelles furent depuis baillées par écrit pour greigneur memoire, en la maniere qui s'ensuit.

Le premier est de la remontrance, que Monseigneur de Bourgogne fait au Roi, qu'il ne doit point être mal content de la reception, qui a été faite de Monseigneur le Daufin en ses Pais & Seigneuries; car il a été meû à faire icelle reception pour l'honneur du Roi, duquel il est aîné-fils, & qu'il étoit venu pardevers lui de lointain Pais, & que sans charge de son honneur envers toutes Nations Chretiennes, il ne l'eût pû refuser en ses Terres & Pais, & ne lui faire honneur & service tel qu'il lui apartient.

Le second, comme ledit Duc de Bourgogne, quand il a été arrivé à Bruxelles devers Monseigneur le Daufin, en parlant ensemble, il se trouva fort épouvanté, & lui dit, comme il avoit envoié devers le Roi, & lui avoit fait faire plusieurs offres & requestes, & que le Roi avoit bien accepté les offres; mais au regard des requestes, il ne lui en avoit rien accordé ni apointé.

ANS de J. C. 1456.

Le tiers point & article eſt, comme Monſeigneur le Daufin lui avoit dit la volonté, qu'il avoit de ſoi employer contre le Turc, & quand il plairoit au Roi lui donner charge de ce faire, & bailler gens pour l'accompagner, ainſi qu'à aîné-fils de France il apartient, ledit Duc s'offre de ſoi mettre ſous lui, & de l'accompagner & ſervir audit voiage.

Le quart, qu'il plaiſe au Roi recevoir mondit Seigneur le Daufin en ſa bonne grace, & le reduire & attraire à lui, & à ce s'offre ledit Duc, ſi c'eſt le bon plaiſir du Roi. Et entant que touche le Païs de Daufiné, ſe tenir à tant ſans plus avant proceder. Sur leſquels quatre points a été repondu auſdits Ambaſſadeurs, en la maniere qui s'enſuit.

Premierement, quant à la reception de mondit Seigneur le Daufin, le Roi a bien connoiſſance, qu'à lui eſt bien deû être fait honneur & bon recuëil par ledit Duc de Bourgogne, & autres Princes de ce Roiaume, quand ils ſauroient & connoîtroient, que mondit Seigneur le Daufin ſe maintiendroit envers le Roi ſon Pere comme bon & obeïſſant fils eſt tenu de faire; & autrement ne ſe doit faire, car l'honneur, qui lui eſt deû, depend du Roi.

Quant à ce que ledit Duc de Bourgogne a trouvé mondit Seigneur le Daufin fort épouvanté, deſirant de tout ſon cœur être & demeurer en la bonne grace du Roi, & qu'il lui octroie ſes humbles requêtes, que le Roi ne lui a voulu accorder: le Roi eſt fort emerveillé & ébahi dudit épouvantement, & ne ſait connoître ni apercevoir la cauſe pourquoi; car il a été toûjours enclin à le recevoir en ſa bonne grace: même l'année paſſée, que mondit Seigneur le Daufin a envoié devers le Roi par pluſieurs fois, & encore dernierement Gabriel de Vernes, & le Prieur des Celeſtins d'Avignon, il leur a dit de bouche, en la préſence du Cardinal d'Avignon, envoié & tranſmis par le Pape, & de pluſieurs autres Seigneurs du ſang roial, & notables hommes en grand nombre, dit qu'il étoit content & vouloit, que mondit Seigneur le Daufin vint pardevers lui, & de le recevoir & traiter comment un bon Seigneur doit recevoir & traiter ſon bon & obeïſſant fils; lui pardonner, & oublier toutes les choſes paſſées quelconques fuſſent. Et pour ce que les deſſuſdits Gabriel de Vernes, & le Prieur des Celeſtins d'Avignon, envoiez par le Pape, comme deſſus a été dit, diſoient, que mondit Seigneur le Daufin avoit de grandes craintes; le Roi leur répondit, ou leur a fait repondre, que quand il lui feroit ſavoir ce dont icelles craintes lui viennent, il lui en fera telle & ſi bonne réponſe, qu'il ſeroit bien content, & n'auroit cauſe de rien douter.

Ainſi n'a pas tenu au Roi, ni ne tient, que mondit Seigneur ne ſoit en ſa bonne grace, & hors deſſes doutes & craintes.

Mais au regard des requêtes, qui lui fit faire, c'eſt à ſavoir de non venir devers lui, & de ce qui touche le fait de ſes ſerviteurs, leſquelles ont toûjours été de la part de mondit Seigneur, miſes & couchées comme conditionnelles, en faiſant les offres par lui avancées: jamais le Roi ne pouroit être meû ni conſeillé de les lui accorder; car ce ſeroit directement aller contre le deſir & volonté de tous ceux du Roiaume, mêmement contre le Conſeil de mondit Seigneur de Bourgogne, & des autres Seigneurs du Sang & des nobles hommes de ce Roiaume, qui tous lui ont donné Conſeil, & l'ont requis de reduire mondit Seigneur le Daufin à ſon devoir, & avec ce, le pourvoir de Serviteurs & Conſeillers prudens, & notables hommes, qui aient égard à ſon honneur & bien, & le porter à s'emploier au ſervice & bien du Roi & de ſon Roiaume, ainſi qu'il eſt tenu & obligé de le faire par raiſon. Et quand le Roi lui auroit accordé leſdites requêtes, Meſſieurs de ſon ſang, & generalement tous ceux de ſon Roiaume, auroient eû grande cauſe de penſer, que la longue abſence de mondit Seigneur le Daufin ſeroit arivée par le Roi, & de ſon vouloir; ANS de J. C. 1456. ce qui n'eſt pas; car quand mondit Seigneur partit de lui, il n'eût congé de demeurer que quatre mois; & il a demeuré prés de dix ans, au grand regret & deplaiſir du Roi, qui eût été moult joieux, que durant le tems de ſon abſence, il ſe fût trouvé és victorieuſes beſognes, qui ſe ſont faites pour la recouvrance du Roiaume; car la gloire du Pere eſt quand le fils fait œuvres loüables. *

* Prov. 10. & 15.

Et quant à ſes ſerviteurs, le Roi eût bien deſiré & deſireroit encore, que mondit Seigneur ſe ſervît de gens de bien, & de notables perſonnes, qui toûjours le conſeillaſſent & induiſiſſent à toutes choſes, qui fuſſent pour ſon bien & honneur; au lieu qu'en laiſſant autour de lui gens qui autrement le fiſſent, ce ne ſeroit pas pour bien redreſſer cette matiere, ainſi que le Roi le deſire; & que pour le bien & l'honneur de mondit Seigneur il lui eſt expedient & neceſſaire.

Sur le troiſieme point touchant la volonté, que mondit Seigneur dit avoir de s'emploier au voiage de Turquie: quand le Roi a veû les lettres, que mondit Seigneur lui a écrites de Saint-Claude, faiſans mention dudit voiage, a été moult émerveillé, qui a meû mondit Seigneur ſi ſoudainement, à prendre cette nouvelle imagination, de laquelle il n'avoit auparavant rien fait favoir au Roi: & ſemble bien, que ce ſoit une nouvelle couleur, pour toûjours s'éloigner de ſe reduire, & de venir & aprocher devers le Roi ſon Pere, pour le ſervir, & lui obéir ainſi qu'il doit; car quand il auroit eû un veritable deſir de faire ledit voiage, il devroit prealablement avoir mis peine de ſe ſoumettre au Roi, & de lui obeïr, ainſi que ſelon Dieu & raiſon, il doit deſirer le faire: aprés quoi il lui eût pû dire & remontrer l'affection, qu'il avoit audit voiage, pour ſavoir ſur ce le bon plaiſir du Roi, ſans l'autorité & conſentement duquel il ne peut ni ne doit faire telles entrepriſes, mêmement en ſi grandes matieres: attendu que les Anglois, anciens ennemis de ce Roiaume de France, chacun jour s'éforcent, & mettent leur eſprit plus que jamais à invader les Païs, Seigneuries, & ſujets du Roi; & que depuis aucun tems, par grands & ſubtils moiens, ils ont pourchaſſé d'y avoir entrée, & ont fait de grandes entrepriſes, deſquelles, ſi elles eûſſent ſorti à effet, ſe fuſſent enſuivis d'auſſi grands maux & perilleux inconveniens en ce Roiaume de France, qu'il y eût y a long-tems. Conſideré auſſi, que leſdits Anglois ont fait une réponſe au Legat, que nôtre Saint-Pere le Pape avoit envoié pardevers eux, qu'ils ne veulent aucunement entendre à la paix, mais ſont en continuelle volonté de guerroier contre le Roi, & ſon Roiaume. Il apert bien, que mondit Seigneur n'a pas grandement penſé à l'état & ſeureté de cedit Roiaume; car ce ſeroit mettre icelui Roiaume en trop évident peril, que d'en vuider la Chevalerie & Nobleſſe, & demeurer en guerre avec ſes anciens ennemis, qui continuellement mettent leur entente à y avoir entrée par divers & ſubtils moiens, comme dit eſt: à quoi le Roi a bien pourvû juſques ici, & a intention de toûjours pourvoir à l'aide de Dieu. Et quand le Roi par Paix, longues Treves, ou autrement, auroit vû & verroit ſeureté en ſondit Roiaume, ainſi qu'il a fait dire & remontrer à nôtre Saint-Pere, il n'y a Roi, ni Prince Chretien, qui plus avant ſe voulût emploier au ſecours de la Chretienté, qu'il eût fait, & encore ſeroit.

Sur le quatrieme point, portant qu'il plaiſe au Roi retenir mondit Seigneur en ſa bonne grace, & auſſi touchant le Pais de Daufiné, ſe tenir à tant, ſans plus avant proceder: le Roi a été toûjours preſt, & encore eſt, de recevoir benignement mondit Seigneur, quand de ſa part il ſe mettra en ſon devoir; ainſi que le Roi a toûjours dit, & fait dire aux gens de mondit Seigneur le Daufin, quand il ſont venus pardevers lui.

Et

NS Et au regard du Pais de Dauſiné, quand le Roi a vû
. C. la maniere, comme Monditſeigneur a été conſeillé
56. de ſe departir & abſenter ainſi ſoudainement dudit Pais, nonobſtant les douces & gracieuſes réponſes, qu'il lui avoit fait, le Roi pour obvier aux inconveniens, qui à l'exhortement de ceux qui ainſi ont conſeillé mondit Seigneur, eûſſent pû venir; leſquels puiſqu'ils ont ainſi avanturé ſa perſonne par voies dangereuſes, ainſi que leſdits Ambaſſadeurs l'ont dit & expoſé; il étoit à douter, que par le moien dudit Pais, & des places & forteresſes d'icelui, ils eûſſent pû faire ou entreprendre des choſes au deplaiſir du Roi, & grand prejudice de mondit Seigneur & du Pais: le Roi donc à ce ſujet a été conſeillé de ſe tranſporter audit Pais, pour y donner proviſion, & le mettre en ſeureté, de maniere qu'aucun inconvenient n'y puiſſe avenir; en quoi toutefois il a tellement procedé, que tous ceux dudit Pais, quand ils ont aperçû le bon vouloir du Roi en cette matiere, en ont été tres-joieux. Et a été le Roi content, qu'ils envoiaſſent devers mondit Seigneur, pour lui remontrer la douceur, que le Roi a tenuë en eſſaiant à le reduire. Et a bien le Roi eſperance, que oüies les remontrances de ceux dudit Pais, & par le bon Conſeil & exhortement dudit Seigneur de Bourgogne, mondit Seigneur ſe reduira, & fera ſon devoir envers lui, ainſi qu'il le doit; quoi faiſant, le Roi oubliera toutes les deplaiſances du tems paſſé, le recevra en ſa bonne grace, & le recueïllera bénignement, comme bon Seigneur & Pere doit faire ſon bon & obeïſſant fils.

CDXXXV.

NS *Lettres de Confirmation par* LOUIS *Dauphin de Viennois, depuis Roi* LOUIS
. C. XI. *Fils aîné de Charles VII. Roi de*
56. *France, du Traité de Paix qui avoit été*
ANCE *conclu à Arras le* 21. *Septembre* 1435. *entre le Roi ſon Pere, & Philippe le Bon*
OUR- *Duc de Bourgogne. Donné à Bruxelles,*
NE- *où le Dauſin s'étoit retité du vivant du Roi ſon Pere, le* 28. *Janvier* 1456. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 20.

LOUIS aîné-fils du Roi de France, Dauſin de Viennois; ſavoir faiſons à tous preſens & avenir nous avoir vû & fait voir & viſiter par les gens de noſtre Conſeil à grande & mûre deliberation les Lettres Patentes de Monſeigneur ſur le fait de la Paix & réunion faite de noſtre tres-cher & tres-amé Oncle & Couſin Phelippe Duc de Bourgogne & de Brabant, avec mondit Seigneur, deſquelles la teneur s'enſuit.

Charles par la grace de Dieu Roi de France, le tres-glorieux Roi des Rois Dieu nôtre créateur, par lequel nous vivons & regnons, & duquel ſeulement nous tenons nôtre Roïaume, nous enſeigne & donne exemple par ſoi-même à avoir comme vrai paſteur, le ſalut & le repos de nôtre peuple, & le preſerver des tres-grans & innumerables maux & dommages de guerre, laquelle choſe nous avons toûjours deſirée de tout nôtre cœur, & procurée à tres-ſoigneuſe diligence, connoiſſant que par le bien de Paix eſt élevée & exercée juſtice, par laquelle les Rois regnent, & les tems paſſez nôtre Roïaume a été exhauſſé & conſervé. Et comme nous toûjours portant à tres-amere déplaiſance les diviſions & guerres de nôtre Roïaume, leſquelles paravant nôtre avenement à la Roiale Majeſté, étoient encommencées, & juſques à ores ont duré à la tres-grande afliction, opreſſion & deſtruction de nôtredit peuple, avons, dés qu'il a plû à Dieu nous donner âge & tems de diſcretion, vaqué, entendu, & travaillé, & fait par pluſieurs de nos parens, gens & Officiers, vaquer, entendre & travailler à trouver l'apaiſement deſdites diviſions & guerres, & mettre Paix & union en nôtre Roïaume, & reconcilier & réunir avec nous nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin Phelippe Duc de Bourgogne. Sur quoi aïent été tenuës pluſieurs conventions & journées en divers lieux de nôtredit Roïaume, avec les Anglois nos anciens ennemis, & nôtredit Frere & Couſin de Bourgogne, & entre autres en la Ville de Nevers, en laquelle eût été priſe, acordée & acceptée autre journée & convention en la Ville d'Arras. Auſquels lieu & journée d'Arras aïons envoié pour nous nos tres-chers & tres-amez Couſins le Duc de Bourbon, le Comte de Richemont, nôtre Connétable, le Comte de Vendôme Grand-Maître de nôtre Hôtel, & nos amez & féaux l'Archevêque de Reims Chancelier, Chriſtofle de Harcourt nôtre Couſin, & le Sire de la Fayette Maréchal de France, Maître Adam de Cambrai Premier Preſident en nôtre Parlement, Maître Jean Tudert Maître des Requêtes de nôtre Hôtel, Maître Guillaume Chartier Docteur en Droit Canon & Civil, Etienne Bernard dit Moreau, nos Conſeillers, & Maître Jean Chaſtenier & Robert Mailliere nos Secretaires, & tous nos Ambaſſadeurs; & à iceux lieu & convention d'Arras aïent été de par nôtre Saint-Pere le Pape, nôtre tres-cher & ſpecial ami le Cardinal de Sainte-Croix, & de par le Saint Concile de Baſle, nôtre tres-cher Couſin le Cardinal de Chipre, & autres pluſieurs Prelats & Gens d'Egliſe, notables; par le moien deſquels Cardinaux & Gens d'Egliſe aïent été pourparlées & avancées pluſieurs voïes & ouvertures des Paix generale & particuliere, tant avec leſdits Anglois, comme avec nôtredit Frere & Couſin de Bourgogne. Et finalement par le moien d'iceux Cardinaux & autres Gens d'Egliſe, ait été concluë & fermée par noſdits Couſins & Ambaſſadeurs, pour & ou nom de nous & icelui nôtre Frere & Couſin, bonne Paix, concorde, & réünion de lui avec nous, & fait, conſenti, promis & accordé les choſes declairées & contenuës és articles qui de mot à mot s'enſuivent.

Ce ſont les offres, &c.

Leſquelles choſes contenuës és articles deſſus écrits, noſdits Couſins & Ambaſſadeurs aient promis faire conſentir, approuver, ratifier, & confermer par Nous & en bailler nos Lettres confirmatoires & Patentes en forme deuë à nôtredit Frere & Couſin de Bourgoigne, & ſur ce aient baillié leurs Letres à icelui nôtre Frere & Couſin, lequel a fait & juré bonne, loiale, ſeure, ferme, & entiere paix & réünion avec nous, & a conſenti & fait letres, renonciations, promeſſes, ſubmiſſions, & autres choſes deſſus declarées, qu'il doit & eſt tenu faire de ſa part, & nous a reconnu ſon Souverain Seigneur.

Savoir faiſons à tous preſens & avenir, que nous oüi à plein noſdits Couſin & Ambaſſadeurs ſur les choſes deſſuſdites, & icelles bien conſiderées, & tout ce que par eux y a eſté fait & paſſé pour nous & en noſtre nom, à l'honneur & pour reverence principalement de Nôtre Sauveur Jeſus-Chriſt, tous d'eſtre de honneurs mondains & biens temporels arriere mis, & pour eſthenêr l'effuſion du ſang humain, & pour pitié & compaſſion de nôtre peuple, & afin qu'ils puiſſent vivre ſous nous en Paix & tranquilité; pour l'honneur auſſi & contemplation de nôtre Saint-Pere, dudit Concile, & deſdits Cardinaux, & pour certaines autres cauſes & conſiderations à ce nous mouvans, ledit Traicté de Paix accordée réünion de noſtredit Frere & Couſin Phelippe Duc de Bourgoigne avec nous, conſentons, ratifions, aprouvons & confermons, &, ſe métier eſt, faiſons de nouvel tout ainſi & par la forme & maniere qu'il eſt contenu és articles deſſus tranſcrits, & qu'il a eſté promis & paſſé par noſdits Couſins & Ambaſſadeurs. Prometans de bonne foi & en parole de Roi, & ſous l'obli-

ANS de J. C. 1456.

ANS de J. C. 1456.

gation de tous nos biens presens & avenir pour nous, nos hoirs & successeurs, tenir, garder entretenir & accomplir à nôtre loial pouvoir, sans fraude, deception ou malengin ladite Paix & réünion, & toutes les choses dessus transcrires, & chacune d'icelles de nôtre part, & en tant qu'il nous touche & peut toucher à toûjours, tout par la forme & maniere dessus écrite inviolablement & sans enfreindre, sans faire ne venir, ne souffrir faire ou venir au contraire, couvertement ou en appert, en quelque maniere que ce soit. Nous soumetant quant à ce à la censure, cohertion, compulsion, & contrainte de nostredit Saint-Pere, dudit saint Concile, & desdits Cardinaux, & de toutes autres Cours tant d'Eglise que Seculieres; Voulant & octroiant par icelles estre contraints & compellez tant & si avant comme faire se peut en tel cas se faute y avoit de nostre part : & renonçons à toutes allegations & exceptions tant de droit que de fait que pourrions dire ou alleguer au contraire : En especial au droit disant que generale renonciation ne vaut se especial ne precede, & tout sans fraude, deception & malengin.

Et afin que ce soit chose ferme & estable à toûjours, nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes. Donné à Tours le dixiéme jour de Decembre l'an de grace mil quatre cens trente-cinq, & de nôtre Regne le quatorziéme. Par le Roi en son Grand Conseil, Fresnoy.

Nous ayant agreable comme bien raison est, ce que par mondit Seigneur fait a été en cette partie, ledit Traicté de paix accordée, & réünion de nôtre dit oncle & cousin avec mondit Seigneur, & tout le contenu és Letres ci-dessus transcrites, avons loüé, gréé, ratifié & aprouvé, loüons, gréons, ratifions, aprouvons & confermons, tout ainsi & par la maniere qu'il est contenu esd. Letres dessus incorporées. Prometant par les foi & serment de nôtre corps, & en parole de fils de Roi, & sous l'obligation de tous nos biens presens & avenir pour nous, nos hoirs & successeurs, tenir, garder, entretenir, & acomplir, & faire tenir, garder, entretenir & acomplir de point en point, sans fraude, deception, ou malengin lad. paix & réünion, & toutes les choses contenuës esd. Letres dessus transcrites, & chacune d'icelles à toûjours, tant par la forme & maniere esdites Letres contenuës inviolablement & sans enfreindre, sans faire ne venir, ne souffrir faire ou venir au contraire, couvertement ou en apert, en quelque maniere que ce soit : Nous soumetant quant à ce, à la censure, cohertion, compulsion & contrainte de nôtredit Saint-Pere, dudit saint Concile, & desdits Cardinaux, & de toutes autres Cours, tant d'Eglise que Seculiers, veuillant & octroiant par icelles, & mêmement par nôtre dit Saint-Pere, être contraints & compellez tant & si avant comme faire se peut se faute y avoit de nôtre part, & renonçons à toutes allegations & exceptions, tant de droit que de fait, que pourrions dire ou alleguer au contraire, en spécial au droit disant que generale renonciation ne vaut, se l'especial ne precede, & tout sans fraude, barat, deception ou malengin. Et afin que ce soit chose ferme & estable à toûjours; nous avons fait mettre à ces presentes nôtre Scel de secret en l'absence du grand. Donné à Bruxelles le vingt-huitiéme jour du mois de Janvier l'an de grace mille quatre-cens cinquante & six. *Au dessous est écrit de la main du Daufin.* Beaulx oncle Phelipe Duc de Bourgoigne, Nous vous prometons par la foi & serment de nôtre corps, d'entretenir & garder de point en point le Traité & apointement de la paix fait entre Monseigneur & vous, tout ainsi qu'il est cidessus écrit, sans aucunement faire ne venir à l'encontre, & quand il plaira à Dieu que parvenions à la Couronne de France, vous prometons encore baillier nos Letres Patentes de telle substance que ces presentes. Ecrit de ma main. Signé, Loys. Scellé du Sceau secret du Daufin de cire verte pendant en lacs de soye rouge & verte.

Et sur le repli est écrit. Par Monseigneur le Daufin, Jehan de Montaulban; Jehan Bastard d'Armagnac, Marêchal du Daufin; George de la Tremouille S. de Craon; Loys Sieur de Crussol; Jehan de Montapedon, Sieur de Beauvoir, & autres presens. Signé, Bourre.

ANS de J. C. 1456.

CDXXXVI.

Déclaration du Pape CALIXTE III. *que le Royaume de* NAPLES *est dévolu au S. Siége après la mort d'Alfonse d'Aragon Roi de Naples, ofrant néanmoins de rendre justice, à quiconque prétendroit avoir droit sur ce Royaume. Fait à Rome, le 12. Juillet,* 1458. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 417.

ANS de J. C. 1458.

L'EGLISE ET NAPLES.

(a) G. G. Leibnitz remarque, que Calixte ne fait point mention de Ferdinand Fils naturel, de Jean frére, & de René Roi de Sicile, qui prétendoient au Royaume de Naples.

(a) CALLISTUS Episcopus servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Regis æterni, per cujus inscrutabilem providentiam Reges regnant, vices (quamvis immeriti) gerentes in terris, si de singulorum Christianorum regnorum Reginibus, ut in spiritualibus salubriter regantur cogitare debeamus; de illorum etiam regnorum, quæ ad Romanam Ecclesiam immediatè pertinent, & quæ per prædecessores nostros in sacri Petri sede sedentes in feudum interdum concessa fuerunt, cum concessio hujusmodi cessat, salubri nedum in eisdem spiritualibus, verum etiam in temporalibus gubernaculo cogitare nos convenit; ut Petri hæreditas nullo modo distrahatur, sed ad manus ejusdem Ecclesiæ omnium regnorum matris & Dominæ reducatur, & personis, de quibus præsidentis in specula circumspectioni visum fuerit, prudentia ac matura deliberatione prævia regenda committatur, & subditi Regis pacifici quieta gubernatione lætentur.

2. Sanè cum regnum Siciliæ citra Pharum, quod de patrimonio B. Petri existit, & quod olim per nonnullos Romanos Pontifices prædecessores nostros diversis Regibus & aliis Dominiis temporalibus successivè in feudum sub certis modis & formis, quos præsentibus haberi volumus pro expressis, concessum extitit, quodque nuper claræ memoriæ Alfonsus Rex Aragonum à Romana Ecclesia in feudum obtinebat, per obitum ejusdem Alfonsi Regis, qui sicut Domino placuit, debitum naturæ persolvit, infeudatione hujusmodi per ipsius obitum cessante, sit ad eandem Ecclesiam legitimè devolutum, atque in ipsum regnum, quod ad nos pertinet, nemo se intromittere quoquomodo debeat, sive possit.

3. Nos cupientes singulos ipsius Regni regnicolas tanquam nobis, & nulli alteri immediatè subditos per nostræ provisionis ministerium sub nostro felici regimine in pacis & quietis amœnitate gubernari, universis & singulis ipsius Regni Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis, & aliis Ecclesiasticis Prælatis; nec non Ducibus, Marchionibus, Principibus, communitatibus, universitatibus, Baronibus, militibus, civibus, regnicolis & habitatoribus quibuscumque tam Ecclesiasticis, secularibus & ordinum quorumcumque regularibus, quam laicis cujuscumque dignitatis, status, gradus, ordinis, nobilitatis conditionis & præeminentiæ existant, sub interminatione divini judicii, necnon anathematis, maledictionis æternæ, excommunicationis in singulos, & interdicti in communitates, universitates, capitula, conventus, & collegia pœnis, quas ex tunc prout ex nunc, in singulos contrafacientes proferimus ipso facto; de venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium consilio pariter & assensu, ac potestatis plenitudine districtiùs inhibemus, ne ipsi aut eorum aliquis per se vel alium seu alios directè vel indirectè quovis quæsito ingenio vel colore, alicui præterquam

NS terquam nobis aliquod fidelitatis juramentum ratione
. C. civitatum, terrarum, castrorum, oppidorum, villa-
58. rum, locorum, aut feudorum, quæ in dicto Regno obtinent præstare præsumant seu præsumat.

4. Quod si fortè ipsi aut eorum aliquis hujusmodi juramentum hactenus præstiterint seu præstiterit, nos omnes & singulos, qui juramentum ipsum præstiterint, ut præfertur, ab hujusmodi juramentis & temeritate jurandi auctoritate Apostolica tenore præsentium absolvimus, ipsaque juramenta eis & eorum cuilibet relaxamus, ipsosque & quemlibet eorundem ad hujusmodi juramentorum observationem minimè teneri, dictumque regnum per obitum hujusmodi ad nos & Romanam Ecclesiam prædictam devolutum fuisse & esse, ac ad nos dictam Ecclesiam immediatè & nullum alium pertinere & de illo per alium quam per nos ordinari seu disponi nullo modo potuisse sive posse, auctoritate & tenore prædictis decernimus & declaramus.

5. Si verò aliquis in ipso Regno vel ad illud jus habere prætenderit, aut super eo sua interesse quomodolibet putaverit, nos ad justitiam cuilibet desuper ministrandam, cum in ea singulis debitores simus, offerimus nos paratos. Est denique officium Pastorale nostrum sic utiliter providere, ne regnum ipsum tyrannide devastetur, aut vepribus laceretur, sive in prædam detur, ut oves gregis Dominici regni nostri illæsæ & integræ conserventur in pace & quiete vivendo; justitia enim & pax osculatæ sunt.

6. Præterea ne quis de præmissis ignorantiam prætendere possit, seu quomodolibet allegare, præsentes litteras in valvis basilicæ B. Petri Apostolorum Principis de urbe, ad quam de diversis mundi partibus quamplurimi continuè confluunt, affigi publicè mandamus, ita ut minimè sit ambigendum, quin ad Patriarcharum, Archiepiscoporum, Episcoporum, Prælatorum, Ducum, Marchionum, Principum, Comitum, Baronum, Communitatum, universitatum, militum, procerum, civium, regnicolarum, & habitatorum, aliorumque notitiam quantocius deveniant &c. Dat. Romæ apud S Petrum anno M. CCCC. LVIII. IV. Jd. Julii, Pontificatus nostri anno IV.

CDXXXVII.

NS *Contract de Mariage entre* LOUIS DE
J.C. SAVOYE *Comte de Genéve, &*
58. CHARLOTE DE CHIPRE
OYE *Princesse d'Antioche. Fait à Turin, le*
HAI- 10. *Octobre*, 1458. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 386.

EN nom de Nostre Seigneur, de sa Glorieuse Mere, & de toute la Court Celestiel, s'ensuivent les Chapitres faiz touchant le Traittié de Mariage entre *Tres-haulte & Puissante Dame* CHARLOTTE *Fille du Roy de Chypres, Princesse d'Antioche; & Tres-hault & Puissant Prince Monseigneur* LOYS DE SAVOYE *Comte de Geneve, Fils de Tres-haut & Tres-excellent Prince Monseigneur le Duc de Savoye, de Chablais, & d'Aouste, &c.*

Premierement, pour l'accomplissement du Mariage dessusdit, Magnifiques & Puissans Seigneurs Messeigneurs Janus de Montolif Mareschal de Chypres, & Oddet Bossat Gouverneur de madite Dame la Princesse, Chivalliers, Ambassadeurs & Procureurs especiaulx à ce deputés par lesdits Roy & Princesse, comme il s'appert deuëment par Lettres autentiques, dés maintenant par parolles de present, promettent au nom que dessus pour leurs serement sur les Saints Evangiles, & sur l'obligation de tous leurs biens, que ladite Princesse prend & prendra pour son loyal & vray Espoux & Mary selon le commandement de Sainte Mere Eglise, & ensuivant & moyennant les dispensations à ce opportunes, mondit Seigneur de Geneve de maintenant par parolles de present, de l'autorité & exprés consentement de mondit Seigneur le Duc son Pere, & ledit Seigneur de Geneve prendra & prend pour sa vraye & loyale Epouse ladite Princesse d'Antioche. ANS de J. C. 1458.

Item que lesdits Ambassadeurs & Procureurs comme dessus, pour contemplation dudit Mariage de maintenant, & par vertu de la puissance sur ce à eux donnée, donnent à mondit Seigneur de Geneve pour luy, ses hoirs & successeurs descendant de madite Dame la Princesse, les tiltres & preeminences de ladite Principauté d'Antioche, & promettent de faire ratifier à la Majesté du Roy de Chypre, aprés ce qu'ils seront arrivés en Chypres.

Item que estant arrivé mondit Seigneur de Geneve en Cnypres, seront tenus lesdits Contrahants d'accomplir & consomer ledit Mariage; & cependant promettent non avoir fait fere, ne procurer estre faicte chose pour laquele ledit Mariage se puisse dissolvir ne empescher.

Item mesdits Seigneurs Ambassadeurs; & Procureurs au nom que dessus, dés maintenant constituissent & donnent pour & en nom de Mariage & de dote à mondit Seigneur de Geneve les Chasteaux, Villes, Vassaulx & autres biens cy-aprés declairés & specifiés; lesqueulx promettent comme dessus fere valoir de revenuë annuele tant en vivres comme autre prinses & rentes, selon la coustume de la Secrete Royal; la somme de six mille Ducats; & en outre luy constituissent en nom de dote tout ce que le Roy a donné & peut avoir donné à madite Dame la Princesse depuis la mort de la Royne sa Mere, lesquels Places & Chasteaulx tiendra & sera tenu de tenir mondit Seigneur de Geneve, selon l'usaige du Pays, & d'en fere fidelete & homage au Roy.

Item promettent lesdits Ambaxeurs & Procureurs pour & au nom que dessus, que sitoſt que mondit Seigneur de Geneve sera arrivé en Chipres, & estant consomé ledit Mariage; les Comtes, Barons, Chevaliers, Escuyers, & autres hommes liges du Royaume, viendront devers luy & luy promettront de le tenir & recevoir en leur Roy; cas advenant que le Roy moruſt sans Enfans masles de loyal Mariage; & ce à cause de Madite Dame la Princesse sa Femme en pact & convention que defaillant au Roy, comme dit est sans Enfans masles de loyal Mariage, & aussi madite Dame la Princesse sans Enfans (que Dieu ne vueille) ledit Royaume soit & doyet appartenir & appartienne pleinement & entierement à mondit Seigneur de Geneve, reservé toutes fois tous autres droits & decisions qu'il pourroit appartenir aux autres Messieurs Enfans de Savoye nés de Madame la Ducheſſe de Savoye Fille dudit Roy de Chipres.

Item promettent de fere bien & aultement enjoyeler, en cas qu'elle ne le fuſt, madite Dame la Princesse selon qu'il appartient à son estat & à Fille de Roy; & en outre que tout ce que luy a esté donné par feu Monseigneur son Mary en quelque maniere que ce soit & pareillement par la Reyne sa Mere; doye demourer pour elle & les siens, & aprés elle cas advenant demourer à mondit Seigneur de Geneve pleinement & entierement.

Item semblablement pour contemplation dudit Mariage, promet mondit Seigneur de Geneve, de l'authorité que dessus, de s'en aller personnellement audit Royaulme, accompagné & fourny ainsi qu'il appartient à son Estat.

Item luy estant arrivé de par delà & consomé ledit Mariage, promet comme dessus de maintenir les assizes, coustumes & usaiges dudit Royaume, & de non venir au contraire d'icelles, ains tenir & observer toutes confederations, alliances & promesses que ledit Roy & ses Predecesseurs ont eu cy-de-

ANS de J. C. 1458.

vant, & meſmement avecques les Venitiens & Genonois.

Item promet mondit Seigneur de Geneve de l'autorité & conſentement que deſſus, les Gens qu'il menera avecque luy, c'eſt aſſavoir ceulx dequoy il ſera requis par ledit Roy, promettront d'eſtre bons & loyaulx au Roy, durant le temps qu'ils ſeront audit Royaume.

Item pource qu'il a pluſieurs charges & affaires audit Royaume, & meſmement des bonnes & grandes gageres qui ne ſe peuvent bonnement racheter & mettre à point ſans argent; promet mondit Seigneur de Geneve comme deſſus, de fournir en Chypres les ſommes, pour les employer à rachepter & recouvrer certaines rentes & revenües au prouffit du Royaume qu'il ſont engagée comme dit eſt, en condition que s'il advenoit que le Roy euſt Enfans ou Enfant maſles de loyal Mariage, que en celuy cas leſdites ſommes employées à rachapter leſdites choſes, doyie eſtre entierement renduë & reſtitué par le Roy en eſdits Enfans à mondit Seigneur de Geneve, ou que leſdites choſes rachaptées devoient demourer à mondit Seigneur de Geneve.

Item en cas que madite Dame la Princeſſe deffauldroit ſans Enfans (que Dieu ne vueille) devant le Roy ſon Pere, les joyaulx & veyſelles que le Roy ſon Pere luy auroit donné deſpuis la mort de la Reyne ſa Mere, doyent retourner audit Roy.

Et toutes les choſes deſſus eſcriptes promettent leſdites parties avoir fermes & eſtables, & meſmement leſdits Ambaſſadeurs & Procureurs icelle fere ratifier au Roy apres ce que mondit Seigneur de Geneve ſera arrivé en Chipres, avec toutes autres ſubmiſſions, renonciations & autres clauſules à ce neceſſaires & opportunes. Donné à Turin, l'an de noſtre Seign. M. CCCC. LVIII. Indiction ſixieſme, & le dixiéme jour d'Octobre; Preſens Tres-reverends Pere en Dieu, & Magnifiques & Puiſſants Seigneurs Meſſeigneurs l'Archeveſque de Tharſes, Loys des Marquis de Romagnan Eveſque de Turin, Aymé Provana Eveſque de Nice; Henry Abbé de Filly; Loys Marquis de Saluces; Antoine des Marquis de Romagnan Chancellier de Savoye; Loys de Savoye Seigneur de Raconis Mareſchal de Savoye; Aymé Comte de la Chambre; Mercurin de Reciez Preſident de Piemont; Yblet Seigneur de Fruzaſque; Guiothin de Norés, Antoine de la Balme dit l'Aſne, Chevaliers; Michel Canal; Eſtienne Scaille, & Michel Provane Docteurs és Loix; Jaques Meynier General de Savoye; & Pierre Buhan Seigneur de Mirigna, Teſmoins appellés.

CDXXXVIII.

ANS de J. C. 1462.

Traité de Paix & d'Alliance, entre LOUIS XI. *Roi de France &* JEAN *Roi d'Aragon. Fait à Sauveterre. Le 3. Mai* 1462. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 58.

FRANCE ET ARAGON.

JOANNES Dei gratia, Rex Aragonum, Navarræ, Siciliæ, Valenciæ, Majoricarum, Sardiniæ, & Corſicæ, Comes Barchionæ, Dux Athenarum, & Neopatriæ, ac etiam Comes Roſſilionis & Ceritaniæ, univerſis præſentem litteram inſpecturis, Salutem. Cùm inter aliquos conſiliariorum noſtrorum per nos ad hæc ſpecialiter deputatos ex unâ, & alios etiam deputatos per ſereniſſimum ac Chriſtianiſſimum Principem, & cariſſimum conſanguineum noſtrum LUDOVICUM eâdem gratia Regem Francorum ex alterâ partibus, certæ ligæ, confœderationes, intelligentiæ, & amicitiæ tractatæ fuerint, & concordatæ pro nobis, & nomine noſtro, & etiam pro ipſo cariſſimo conſanguineo noſtro Francorum Rege, & pro regnis, terris, Dominiis, & ſubditis noſtris, & utriuſque noſtrûm ſub modo, & formâ in articulis ſequentibus contentis. Sequuntur articuli facti, & concordati inter deputatos Chriſtianiſſimi, & potentiſſimi Principis Domini Ludovici Dei gratia Francorum Regis moderni, & etiam deputatos ſereniſſimi Principis, & Domini Domini Joannis eadem gratia Regis Aragonum, Navarræ, Siciliæ &c. ſuper amicitiis, ligis, intelligentiis, & confœderationibus inter ipſos Principes pro eis, & pro regnis, terris, Dominiis, & ſubditis ſuis. ANS de J. C. 1462.

Primò videlicet quod prædictus Chriſtianiſſimus Ludovicus Francorum Rex modernus, & prælibatus Dominus Joannes modernus etiam Aragonum, Navarræ, & Siciliæ Rex, erunt deinceps perpetuò boni, veri, & fideles amici, unus erga alium ad invicem pro conſervatione, deffenſione, & tuitione, ſuæ vitæ, ſuarumque perſonarum, bonorum, ſtatuum, regnorum, terrarum, Dominiorum, & ſubditorum.

Item, quod ſi aliqui cujuſcunque ſtatus aut conditionis ſint aut fuerint, futuris vellent temporibus alicui ipſorum Regum, vel eorum regnis, terris, Dominiis, & ſubditis guerram facere aut movere, vimque aut violentiam inferre, aut aliquid de ſuo indebitè, & contra eorum voluntatem detinere vel occupare, alter prædictorum Regum tenebitur ipſum ſuſtinere, deffendere, ſibi favorem exhibere contra inimicos ſuos, & omnes alios per facti violentiam aut aliàs indebitè ſuum occupantes, omnibus viis, & modis ſibi poſſibilibus quando fuerit requiſitus, quemadmodum bonus, verus, & fidelis amicus, frater, & confœderatus facere debeat alteri, ſine fictione quacunque.

Item, quod ſi unus prædictorum Regum pro ſuo volebat auxilio aliquas gentes armorum, ſagittarios vel baliſtarios, equites, vel alios, armatos pedeſtres alter tenebitur ſibi præbere uſque ad numerum quingentarum lancearum cum gentibus de tractu illis convenientibus ſecundum formam regni Franciæ quoad Regem Franciæ, & ſecundum formam regnorum Aragonum, Navarræ, & Cathaloniæ Principatus, quoad Regem Aragonum; & etiam tenebitur unus quiſque ex dictis Regibus alteri de tali numero peditum armatorum quibus opus fuerit, & ille ipſorum Regum qui hoc requiret ab alio habere voluerit, ille tamen prædictorum Regum, qui prædictos armatos tam equites quam pedites requiſierit, in exitu regni illius Regis à quo miſſi fuerint, & antequam alterius regnum, & Dominia ingrediantur, eis ſtipendia ſolvere tenebitur ſecundum modum, & formam conſuetam in Regno, & Dominio, unde prædictæ gentes armorum miſſæ fuerint, ſingula ſingulis referendo, & pro tanto tempore quo Rex requirens eaſdem gentes armorum detinere voluerit, & uſque ad exitum regni & Dominiorum ſuorum, & hoc ſine fraude, dolo, vel malo ingenio quocunquè.

Per iſtas tamen confœderationes, nec per aliqua quæ in eis contineantur prædicti Reges nec aliquis eorum quidquam agere intendunt quod autoritati, & reverentiæ ſanctiſſimi Domini noſtri Papæ, tanquam Vicario Chriſti, aut Sanctæ Sedi Apoſtolicæ poſſet, in aliquo derogare.

Prædictus etiam Chriſtianiſſimus Francorum Rex, per ea quæ ſuperius tractata ſunt non intendit in aliquo derogare aut præjudicium inferre antiquis confœderationibus, tractatibus, & amicitiis inter Francorum, Caſtellæ, & Legionis Reges, & regna eorum factis, contractis & initis, & ſemper ad plenum obſervatis, nec etiam confœderationibus, & amicitiis inter prædictum ſereniſſimum Francorum Regem, & ſereniſſimum Regem Scotiæ, & eorum regna hactenus factis & initis, conſanguinitatique amicitiæ, & benevolentiæ ſereniſſimi Regis Siciliæ Renati, Dominique Ducis Calabriæ ejus primogeniti, & cujuſlibet eorum. Et ſimiliter dictus ſereniſſimus Rex Aragonum per hanc confœderationem non intendit derogare amicitiis, conſanguinitati, affinitati, & benevolentiæ, quæ

ſunt

S C. 2. sunt inter eum & illustrissimos Alfonsum Portugaliæ, & Ferdinandum Siciliæ Reges nepotes suos, & illustrem Franciscum Sforciam, Ducem Mediolani, & quemlibet eorum.

Nos de prædictis articulis, & de omnibus, & singulis in eis, & quolibet eorum contentis, ad plenum instructi, & informati, & pro quorum conclusione nos, & prædictus carissimus Rex Francorum consanguineus noster simul hodierna de convenimus, assidua cogitatione præscientes quod regnis, & regibus pro eorum stabilitate principatus nil accommodatius concordia valeat inveniri, nostri amoris, & dilectionis radicem ad finem debitum deducere cupientes prædictos articulos, omniaque & singula in eis contenta firmamus, laudamus, & approbamus: & promittimus sub nostra fide, & verbo regio ea facere, tenere, adimplere, & inviolabiliter observare secundum modum & formam in eis, & quolibet eorum contentum.

In quorum omnium fidem, & testimonium has præsentes litteras manu nostra propria signavimus, sigillumque nostrum in pendenti jussimus apponendum. Datum circa locum de Salvaterra in quodam campo sito in Regno Franciæ in territorio de Mallerne de sola, die tertia mensis Maii, anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo secundo.

Dominus Rex mandavit mihi Antonio Nogueras ejus Prothonotario, præsentibus illustri Joanne de Aragonia administratore perpetuo Archiepiscopatus Cesar-augustæ, Reverendo Ofia Deping Archiepiscopo Montisregalis, magnificis & nobilibus Petro Durrea Camarlengo, Fratre Bernardo Vigonis de Rupebertino Commendatori Montissoni ordinis sancti Joannis Hierosolimitani, Petro de Peralta Majordomo majori, Ferrario de la Nuça, Justitia regni Aragoniæ, & Roderico de Robolledo Camerlengo, militibus consiliariis suis. Et sur le repli, Bessta.

Collatio facta est cum originali existente in Thesauro cartarum Domini nostri Regis per me custodem, & Thesaurarium dictarum cartarum, die septima Maii, anni Domini millesimi quingentesimi decimi sexti. Signatum, Bude.

CDXXXIX.

S C. 2. RR *Transaction passée entre* CHARLOTE *Reine de Chypre, &* LOUIS *Duc de Savoye, sur certains différens survenus entr'eux. Fait le* 18. *Juin*, 1462. S Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 391.

AU nom de Dieu Tout puissant soit ce commencé, medié & conclu Pour ce qu'il a esté estably, aussi comme il est expedient pour esquiver differences, reduire par escritures & instrumens publics les appointemens, pacts, conventions & conclusions, qu'auront esté faits, & se feront; afin mesmement que par laps de temps, ou defaut de memoire qui est labile, la verité ne laisse d'avoir son lieu: Par la teneur de ce present public Instrument, reçeu & stipulé par moy Claude Peclet de Seysel, Clerc de la Diocese de Geneve, Imperial Notaire public, & Secretaire de *Tres-haut & Puissant Prince, & mon Tres-redouté Seigneur Monsieur le Duc de Savoye*, requis à ce faire par les parties cy dessous nommées, à ce eleu specialement par icelles; Fais notoire & manifeste à tous qui ce verront, que estans aucunes differences, ou qui doutoient & esperoient d'estre entre *Tres-haute & Tres-excellente & Tres-puissante Princesse Dame* CHARLOTTE *Reyne de Hierusalem, de Chypre & d'Armenie, Fille de feu Tres-haut, Tres-excellent, & Tres-puissant Prince le Roy Jean, Roy desdits Royaumes d'une part; Et Tres-haut, & Puissants, Prince, & Princesse, Messire* LOUYS *Duc de Savoye, de Chablais & d'Aouste, Prince & Vicaire perpetuel du S. Empire; & Dame Anne des Royales de Chypre, Ducheſſe de Savoye Fille de feu Tres-haut, Tres-puissant & Tres-excellent Prince le Roy Janus, Roy desdits Royaumes, Pere dudit Roy Jean d'autre partie:* Demandans de la part de mesdits Seigneurs Duc, & Ducheſſe par ainsi qui peut toucher l'un ou l'autre, Venerables Docteurs Messire Estienne Scaglie, & Antoine de Judicibus Conseilers, Ambassadeurs, & à ce Procureurs speciaux de mesdits Seigneur & Dame, Duc & Ducheſſe, à ce par eux deputés & ordonnés, comment s'appert par Lettres deüement faites, données à Tonon le dixiéme jour de ce present mois de Juin, signées de la main de mondit Seigneur le Duc, & sellées de son seel, aussi d'iceluy de madite Dame la Ducheſſe, & cy dessous mentioné estre faites par la Reyne susnommée à mesdits Seigneur & Dame, Duc & Ducheſſe deüe satisfaction, ou au moins recompensation. Premierement de quatre vints & cinq mille Ducats qui leur sont deus, & esquels est tenüe ladite Reyne, pour le reste de la somme de cent mille ducats donnée, constituée & promise en Mariage à mesdits Seigneur & Dame par feu ledit Roy Pere de madite Dame Ducheſſe, comme de ce s'appert par le contract & instrument de Mariage; reçeu par noble Antoine Bolomier Notaire Imperial, & Secretaire de mondit Seigneur le Duc: Et aussi demandoient lesdits Ambassadeurs, & Procureurs estre faite par ladite Reyne deüe recompensation ausdits Messeigneurs Duc & Ducheſſe; des grands frais & depens qu'ils avoient de-ja faits pour la recuperation dudit Royaume de Chypre, & de ceux qu'ils feront, par ainsi qu'il a esté appointé, & devoir mander à Gennes, & la faire assigner à l'Office de S. George, ou ailleurs sur la Gabelle de Nice de mondit Seigneur, six mille escus de Savoye pour chascun de six ou huict ans, & moins comme sera accordé, & veu par les Ambassadeurs qui là iront; laquelle despence tant faite comment devoit à faire comme dessus est dit, monte beaucoup plus que ladite reste de Mariage. Esquelles demandes & requestes, disoit ladite Reyne par la bouche de ceux de son Conseil cy dessous nommés, & du commandement d'icelle, fait à eux en la presence de moy Notaire, & des Tesmoins cy dessous nommés, comment les interprettes appellés commurement truchemans, aussi cy-dessous nommés, ont referé de commun accord, ce que des choses cy dessous proposées & demandées, faites mesmement à cause de la reste du Mariage qui se demande, autrefois n'avoit esté faite finale conclusion, & pareillement sur beaucoup d'autres choses, mesmement au contract de Mariage de ladite Reyne, & du Roy Louys son Mary la dessus nommé, aussi à la Coronation d'iceluy Roy Louys; esquelles paſches & conclusions disoient au nom que dessus qu'il ne devoit estre rien fait au contraire, & plusieurs autres proposites & repliques ont esté faites & dites d'une part & d'autre, qui seroient longues à reciter. Or est ainsi que l'an de Grace courant mille quatre cens soixante deux, l'Indiction dixiéme, & le dixhuictiéme jour du mois de Juin, en la presence de moy dit Notaire & Secretaire tant comme personne publique, & des Tesmoins cy dessous nommés. Personnellement de la Grace de S. M. constituée & establie ladite Reyne Charlotte, Reyne comme est dit de Hierusalem, de Chypre & Armenie, & avec elle son Conseil representant sa Haute Cour, esquels estoit Messire Phœbus de Lusignan Seigneur de Saiette, Messire Jean de Nores, Messire Hugues l'Anglois & Messire Pollin Clax Chevaliers tous entendans langue Grecque & Françoise d'une part; & lesdits Messieurs Scaglie, & Antoine de Judicibus Docteurs, Ambassadeurs, Procureurs, & Messagers speciaux de Mesdits Seigneur, & Dame, pour & au nom d'iceux Duc & Ducheſſe, & chascun d'eux ainsi que le peut toucher d'autre part;

ANS de J. C. 1462.

ANS de J. C. 1462. part; lesquelles parties de leur bon & franc vouloir, la Reine pour soy, & les siens hoirs, & successeurs, quoy qu'ils soient de la deliberation & approbation des dessus nommés de son Conseil, & comme en sa Haute Cour, & les dessus nommés Ambassadeurs & Procureurs, pour & au nom de Mesdits Seigneur & Dame, Duc & Ducheſſe & chacun d'eux ainsi que le peut toucher, & leurs hoirs & successeurs quels qu'ils soient; Ont fait appointement, pacts, contracts & transaction, durables & valables perpetuellement, & irrevocables & par la teneur de ce present Instrument appointent, accordent & transigent comme s'ensuit stipulant & recevant moy dit Notaire comme personne publique, les choses dessus & dessous faites & escrites, pour & au nom desdits Reyne, Duc & Ducheſſe, & leurs hoirs & successeurs. Premierement, que deffaillant de ce Monde ladite Reine (que Dieu ne veüille) sans Enfans dudit Roy Louis present, ledit Roy demeure Seigneur & Roy du Pays & Royaume de Chypre, & les siens, par ainsi qu'il fut accordé comme confeſſe la Reine, par feu le Seigneur d'Aix, & autres Ambassadeurs de Mesdits Seigneur & Dame, à la Coronation du Roy, & paravant traitté au contract de Mariage, comme confessent lesdites Parties en approuvant iceluy accord, & sans y deroger aucunement de tout ce qui est contenu audit contract. Le second, que deffaillant le Roy Louis sans enfans, & demeurant la Reine, & ne prenant autre Mary, Mesdits Seigneur & Dame ne luy demandent rien à sa vie. Le tiers, que prenant la Reine autre Mary, Mesdits Seigneur & Dame, & les siens doivent avoir tant en payement de la reſte du Mariage de Madite Dame, qu'est quatre-vints & cinq mille Ducats, comment pour les frais & despens qu'ont supporté Mesdits Seigneur & Dame, à cause de ce Royaume, & pour ceux qui se feront, comme au departir de la Reine a esté accordé; C'est de mander à Gennes de part Mondit Seigneur à devoir obliger la Ferme de sa Gabelle du Sel pour six mille escus de Savoye pour an, & pour six ans au plus juſques à huit, & moins, comme sera accordé par les Ambassadeurs qui là iront, qui montent tant & plus que celle reste du Mariage, par ainsi que confeſſe ladite Reine; C'est assavoir dix mille bons Ducats devoir à payer promptement à Mesdits Seigneur & Dame, & leurs hoirs, par ladite Reine, & les siens un chascun an, commençant alors contrait ledit second Mariage, & devoir à prendre & lever sus la meilleure & plus seure entrée qui soit au Royaume sans aucune diminution desdites Sommes. Item, & le Quart, que deffaillant (que Dieu ne veüille) lesdits Roy & Royne sans Enfans, le Royaume demeure à Madite Dame la Ducheſſe & les siens entierement, lesquelles conventions & transactions ainsi faites, concluses & arrestées, premier bien entenduës par la Majesté de ladite Reine, & son Conseil, & à elle données à entendre de point en point, de Chapitre en Chapitre, aussi de Clause en Clause par le dessus nommé son Conseiller Messire Polin Clax Chevalier pour Interprete dit Truchement, pour & au nom de ladite Reine, & par icelle Reine alors entenduës, approuvées & confirmées, comme de sa propre bouche en parole Grecque, elle dit & afferme par ainsi qu'à moy dessus nommé Notaire en la presence desdits Temoins ce faisant, referirent ledit Messire Polin, & Venerable Frere Merle de Piozasque Chevalier de l'Ordre saint Jean de Jerusalem presens & eleus pour Interpretes du consentement des Parties de la part de Mesdits Seigneur & Dame, Duc & Ducheſſe, entendans tous deux langue Grecque & Chyprienne, & faisant cette relation à moy dit Notaire de commun accord, aussi bien entenduës par lesdits Ambassadeurs & Procureurs de Mesdits Seigneur & Dame, icelles deux parties & chacune d'elles ont promis & promettent, la Reine en parole de Reine, mettant la main sur sa Teste, & promettant & jurant par les saintes Evangiles estans devant elle, en la main de moy dit Notaire & Secretaire, & ce pour soy & les siens, & sur l'obligation de tous ses biens; & lesdits Ambassadeurs & Procureurs pour & au nom que dessus, en promettant la foy de Prince & Princeſſe, au nom de Mesdits Seigneur & Dame, Duc & Ducheſſe, & obligeant les personnes & biens desdits Messeigneur & Dame, d'avoir, tenir, observer, faire tenir & observer perpetuellement les choses dessus appointées, concluses, arrestées, transigées & accordées, & non jamais venir au contraire par soy ny par autre, ou voir souffrir qu'autre y vienne, & non jamais demander ou faire demander soy restituer, tant comme gravés à l'encontre de contract, & du contenu d'iceluy, & mesmement ladite Reine tant comme moindre d'eage de vingt-cinq ans, & Majeure de dix huit, comme affermoit ladite Reine & ceux de son Conseil par la bouche desdits Interpretes, ou par autre quelconque cause: Renonçant lesdites Parties, & une chacune comme il luy appartient, & sous la vigueur desdits sermens, mesmement la Reine de la deliberation de son Conseil estant avec elle, & comme sa Haute Court, & de la relation que dessus est dit, moy dit Notaire & Secretaire stipulant & recevant comme dessus, à tous Droits Canons & Civils, & toutes Coustumes, Ordonnances, Constitutions Royales, & du Pays & Royaume de Chypre, aussi de Savoye, par lesquels & quelles l'on pourroit venir aucunement au contraire des choses dessus appointées, accordées & transigées, en tout ou en partie; & mémement la Reine de la deliberation de son Conseil & Haute Court, comme dessus, au benefice de la minorité d'eage, & de pouvoir demander se faire restituer pour cette ou autre cause au premier Estat, & soy faire absoudre du serment qu'elle a fait: Veüillant & expressement consentant les Parties contrahisantes, que sous cette generale renonciation soit compriſe toute autre speciale necessaire à la validité de ce contract, & qu'elles soient & se tiennent comme pour suffisamment exprimées; Requerant & commandant à moy dit Notaire & Secretaire, faire de ce deux ou plusieurs Instrumens publics, lesquels se puissent dicter & corriger produits en Jugement, & non produits, au dictier de Sage, sans toutesois muer substance. Donné, fait & conclud par lesdites Parties comme dessus, & par moy accepté, recevoir & faire cét Instrument à S. Mauris l'Agaunois en la Duché de Chablais, en la Dioceſe de Sions, en la Maison de l'Abbaye dudit Lieu, en la Chambre où estoit alors ladite Reine, avec les dessus nommés ses Conseillers, Chambellans, & aussi Procureurs ordonnés & acceptés pour Interpretes; Presens aussi, demandés & requis, Temoins Reverend Pere en Dieu Messire Bartolomier Abbé du Noble Monastere de S. Mauris, Venerables Messire Pierre George Enfermier, Messire Jean de Chatonay Chantre, Messire Anselme Augier Sacristain, & Messire Pierre de S. Michel Chanoine d'icelle Abbaye, Nobles Puissant Guillaume Seigneur de Coudrée Conseiller & Chambellan, Claude de Veigier, & Michel Martin Escuyers de Monsieur le Duc, & Claude Vignod du Mandement de Seysel. Signé Peclet.

ANS de J. C. 1462.

CDXL.

Abregé d'un Traité de Confédération de quelques PRINCES, SEIGNEURS, *&* VILLES, *contre les Juges de* WESTPHALIE, *fait au commencement de Décembre*, 1462. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 422.

ANS de J. C. 1462. ALLEMAGNE ET WESTPHALIE.

IN hâc confœderatione nonnulli, PRINCIPES, Fridericus Comes Palatinus Rheni, Albertus Archidux Austriæ, Rupertus Episcopus Argentoratensis,

ANS J. C. 1462. tensis, Carolus Marchio Badensis aliique Comites, Senatus quarundam Civitatum, ut Argentinæ, Basileæ, Hagenoæ, Colmariæ, Seleſtadii, Sebuſii, Mülhauſen, Keyſersberg, Ober-Eheim, Roſsheim & Turingheim, Offenburg, Gengenbach & Zelle. Item Friburgi, Breyſach, Nuenburg, & Endingen; de infinitis & extremis injuriis ac violentis ſententiis atque executionibus malitioſis à WESTPHALICIS Judiciis, quæ Imp. Carolus Magnus, conſtituerat, conqueſti, ad impediendas in poſterum ejuſmodi violentias, inter ſe conveniunt, ac pacifcuntur, 1. ne quis in poſterum vel ſe vel ſubditorum quemquam coram iſtis Judiciis Weſtphalicis ſiſtat, ſed coram foro alio competente litem dijudicari curet, qui ſecus fecerit, corpore luat. 2. ut omnes tabellarii publici ab illis Tribunalibus Weſtph. literas vel citationem afferentes præhendantur, literiſque acceptis ſi tolerabiles ſint dimittantur, vel pro re natâ pœnâ corporis afflictivâ afficiantur. 3. ut ſibi invicem auxiliis ſubveniant, ita tamen ut piè omnia agantur.

CDXLI.

ANS J. C. 1463. EMPIET HONRIE. *Traité d'Alliance entre* FREDERIC III. *Empereur, &* MATTHIAS *Roi de Hongrie, par lequel il eſt dit, que ſi le dit Matthias meurt ſans Enfans, ledit Frederic, ou un de ſes fils lui ſuccedera. Fait en* 1463. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 422.

FRIDERICUS divina favente clementia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Rex, ac Auſtriæ, Stiriæ, Charinthiæ & Carniolæ Dux, Dominus Marchiæ Slavoniæ, & portus Naonis, Comes in Habſpurg, Tirolis, Ferretæ, & in Kyburg, Margravius Burgoviæ &c. recognoſcimus, cum alias occaſione differentiarum & controverſiarum inter nos ex una, & dictum Regnum Hungariæ, Prælatoſque, Barones, nobiles, proceres, incolas, & inhabitatores ejuſdem Regni Hungariæ parte ex altera ſubortarum & vertentium, ad nonnullos articulos, & capitula pacis & concordiæ, in præſentia venerabilis Hieronymi Archiepiſcopi Cretenſis tunc Apoſtolicæ ſedis legati miſſi deventum fuerit, quod nos ad exhortationem ſanctiſſimi Domini noſtri Papæ Pii, in præſentia & medio venerabilium Dominici Epiſcopi Torcellani, Apoſtolicæ ſedis ſimiliter Legati miſſi cum poteſtate Legati de latere, & Rudolphi de (*a*) Rudeſtraim præpoſiti Friſingenſis & Wormatienſis Eccleſiarum Decani, ejuſdem ſanctiſſimi Domini noſtræ Papæ referendarii, Apoſtolicæ ſedis Oratoris, & nuntii in præſenti cauſa ſanctitatis ſuæ Commiſſarii; cum venerabilibus & magnificis Stephano Colocenſis & Bathienſis Eccleſiarum Archiepiſcopo, locique ejuſdem Colocenſis Comite perpetuo, Joanne Epiſcopo Waradienſi Principibus, Nicolao de Wylakez Waywoda Tranſylvano, & Machovien. & Regni Sclavoniæ Bano compatre noſtro Comite, Ladiſlao de Palotz judice Curiæ Regiæ, & Emerico de Zapolia ſummo Theſaurario regio, & Capitaneo partium ſuperiorum Regni Hungariæ, devotis fidelibus noſtris dilectis; nomine ſereniſſimi Principis Domini MATTHIÆ præfati Regni Hungariæ Regis, filii noſtri chariſſimi, prælatorumque, Baronum, procerum & nobilium ejuſdem Regni ad finalem, & ultimatam concluſionem eorundem articulorum ſponte, liberè, bonâ & ſincerâ voluntate, in hunc, qui ſequitur, modum devenimus.

2. Imprimis ad finem optatæ pacis & concordiæ deliberatum & concluſum eſt, quod nos Fridericus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Hungariæ idem Rex, Dux Auſtriæ &c. præfatus, & hæredes noſtri à nobis per rectam lineam deſcendentes infrascripta caſtra & oppida, quæ in metis, & limitibus regni Hungariæ conſtituta poſſidemus, & in noſtris manibus per nos, & alios noſtri nomine tenemus, videlicet * Vorctenſtein & Kobelsdorf cum ſuis pertinentiis omni Imperio & Juriſdictione poſſideamus, teneamus, ac illis liberè utamur, & gaudeamus pacificè & quietè, abſque ſereniſſimi Principis Matthiæ dicti regni Hungariæ Regis filii noſtri chariſſimi, ac hæredum & ſucceſſorum ſuorum prælatorumque, Baronum, procerum, & nobilium ejuſdem Regni quorumcunque, per ſe aut alios, eorum inquietatione, turbatione, exactione, gravamine & moleſtia quibuſcumque de jure, & de facto, ac ceſſione juris eorum præſentium, qui intereſſe ad loca prænominati ſe habere prætendunt in favorem quorumcunque, quovis quæſito colore facta aut fienda; ſalvis tamen decimis & cauſis Eccleſiaſticis, quæ in foro ſuo ventilari, & agitari poterunt, prout juris eſt & rationis: In foro verò ſeculari in perſonalibus actionibus & realibus contra & adverſus noſtros ſubditos, & caſtrorum præfatorum quomodolibet motis aut movendis coram judicibus per nos, Imperatorem præfatum, in locis hujuſmodi pro tempore deputatis, actor juſtitiam poſtulet & requirat, quæ ad requirentis inſtantiam expeditè adminiſtrari debet, proviſo, quod eo ordine ad requiſitionem prædictorum ſubditorum noſtrorum, & dictorum caſtrorum per regem pro tempore, & ipſum regnum Hungariæ, eorumque officiales procedatur, & procedi curetur.

3. Et ſi paſſagium generale contra Turcos pro defenſione fidei, & ipſius regni fieri contigerit, in ea, requiſitione prævia à nobis, iſdem ſubditi maneant incluſi, ſic tamen, quod in eum caſum hujuſmodi exactionis per nos ſupra dictum Romanorum Imperatorem debita fiat diſpoſitio, & adverſus contravenientes, qui quomodolibet etiam pro ſuo intereſſe aliquid attentarent contra ea, quæ præterita ſunt, aut nos & hæredes noſtros, tanquam contra violatores pacis, & Rex ipſe pro tempore, & regnum nobis potenter aſſiſtentiam faciant.

4. Adjectum etiam eſt & concluſum, quod poſt obitum noſtrum Rex pro tempore & Regnum Hungariæ facultatem habeant dicta caſtra Vorckhenſtain & Kobeldorf, & eorum redditus, caſu quo idem caſtrum Kobeldorf per nos demolitum non fuerit, attento quod modicæ extimationis & ruïnoſum exiſtit, redimendi ab hæredibus noſtris pro ſumma quadraginta millium florenorum Ungaricalium & ducatorum boni auri & juſti ponderis.

5. Item quia nos ſupra nominatus Fridericus Romanorum Imperator &c. bonis & honeſtis reſpectibus hucuſque titulo & nomine Regis Hungariæ uſi ſumus, deliberatum eſt & concluſum, quod nos hujuſmodi titulo Regis à Prælatis, Baronibus, Proceribus, nobilibus, & aliis regnicolis regni Hungariæ ut antea liberè & quietè in eorum literis & ubilibet honorati & decorati, quoad vixerimus, remaneamus, & Rex dicti Regni Hungariæ, & aliorum regnorum eidem Regno cohærentium nominari & vocari, & eo titulo uti & frui poſſimus & valeamus: impedimento, contradictione & turbatione Regis pro tempore, Dominorum & inhabitatorum ipſius Regni prorſus amotis.

6. Item ut Reſpublica & felix ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Chriſtianæque religionis ſtatus augeri & promoveri eò ſalubrius & utilius poſſit, nos Fridericus Romanorum Imperator præfatus prædictum ſereniſſimum Matthiam Regem Hungariæ pro filio noſtro adoptivo habebimus, & paternè amplectemur, & in præſentiarum in filium recepimus & adoptamus, eique & regno amicitiam, favores & promotiones paternas in antea faciemus, eundemque Regem Matthiam filium noſtrum nominabimus: & in recognitionem tantæ clementiæ, quæ multis reſpectibus, nobis & eidem

(*a*) Forte Rudesheim.

ANS de J. C. 1463.

eidem Regi Matthiæ ad honorem & commoda cedet, ut dignâ vicissitudine gratitudinis debitæ se erga nos exhibeat, concluſum est, quod idem Rex Matthias adoptivus filius noster nos Imperatorem Romanorum prætactum ex adverso, quoad vixerimus, pro patre honorare, reputare, nominare, scribere & tenere debeat, prætactique Stephanus Colocensis Archiepiscopus, Joannes Waradiensis Episcopus, Nicolaus de Wylaktz Waywoda, Ladislaus de Palotz, & Emericus de Zapolia, nomine Prælatorum, Baronum, Procerum, nobilium, incolarum & inhabitatorum dicti regni Hungariæ atque suo annuerunt, quod idem Rex Matthias nos Fridericum Imperatorem prædictum patrem suum & Regem nominet, honoret, reputet & nobis patri suo & Regi Hungariæ scribat.

7. Insuper cum præfati Stephanus Colocensis Archiepiscopus, Joannes Episcopus Waradiensis, Nicolaus de Wylacktz Waywoda, Ladislaus de Palotz & Emericus de Zapolia prædictum Regem Matthiam, nec non Prælatos, Barones, Proceres, nobiles, incolas, & inhabitatores regni Hungariæ prædicti, ac ipsum regnum vigore mandati ipsis traditi suis literis obligaverint, & astrinxerint, ad servandum inconcussè perpetuo nobiscum, & hæredibus, terrisque & Dominiis nostris pacem inviolabilem (ligis & conscriptionibus in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque, imò sublatis eisdem) nobisque & filio nostro charissimo Maximiliano consilia, auxilia, & consubsidia cunctis in adversis contra quoscumque, toties quoties opportunum fuerit (sanctissimo Domino nostro Papa, sede Apostolica, & sancta Romana Ecclesia dumtaxat exceptis) efficaciter pro posse danda, facienda & prosequenda, ad nostram & præfati filii nostri requisitionem, præfatorum regni Hungariæ & Regis pro tempore expensis, dum tamen in expeditione generali contra Turcos in hoc non fuerint præpediti, ac mora irrationabili ac contradictione quibusvis in his omninò cessantibus, libertatibus dicti regni in aliis semper salvis: ob hoc nos præfatus Fridericus Romanorum Imperator, nos ac hæredes nostros, terras & Dominia nostra, ac incolas & inhabitatores eorumdem vice reciproca obligamus & astringimus per præsentes, ad servandum similiter inconcussè perpetuo cum præfato filio nostro Rege Matthia, hæredibus ac successoribus suis, ac ipso regno Hungariæ, Prælatisque, Baronibus, Proceribus, nobilibus incolis, & inhabitatoribus ejusdem regni Hungariæ, pacem inviolabilem, ligis & inscriptionibus in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque, imo sublatis eisdem.

8. Præterea grata vicissitudine favoribus & promotionibus dictum filium nostrum Matthiam Regem Hungariæ, ejusque statum, signanter contra Turcam, & infideles Christi hostes, apud sanctissimum Dominum nostrum summum Pontificem, sedem Apostolicam, Principes sacri Romani Imperii, & alios, ubi opportunum fuerit, sincerè promovebimus. Et si, præmissis tamen signanter ad causam castrorum, ut supra ordinatis semper salvis, nos supradicti Fridericus Imperator, & Matthias filius noster, aut subditi nostri, utcunque inter se, aut nos alter ad alterum querelas aut petitiones quascumque habere prætenderimus, illas & de jure & non aliter prosequi debebimus, quorum occasione justitia ad conquerentium requisitionem expeditè erit administranda.

9. Item ad finem, quod sincera affectio nostri Friderici Romanorum Imperatoris præfati, quàm ad dictum Matthiam Regem filium nostrum, & prætactum Regnum Hungariæ gerimus ab omnibus amplius cognosci valeat, nos venerabilibus & magnificis Stephano Colocensi Archiepiscopo, & Joanni Waradiensi Episcopo, Nicolao de Wylachtz Waywodæ, Ladislao de Palotz, & Emerico de Zapolia præfatis sacram coronam ipsius Regni Hungariæ, nobis Imperatori Friderico prætacto per quondam sereniſſimam Elizabeth Reginam una cum sereniſſimo olim bonæ memoriæ Rege Ladislao ad fideles manus assignatam & huc usque fideliter tentam & custoditam, ne ad alienas manus illam devenire contingeret, oppidumque Sopronienſe nomine dicti Matthiæ Regis filii nostri, & ipsius Regni Hungariæ gratioſè assignavimus, & omnem obligationem super eodem remisimus. ANS de J. C. 1463.

10. Item ad majorem solidationem paterni amoris, ac in retributionem clementissimæ affectionis nostræ ad præfatum Matthiam Regem filium nostrum, & ipsum Regnum Hungariæ, quodque nos eo promtius, & ad ipsius Regni commoda, & boni status incrementa accuratius promovenda alliciamur, deliberatum & concluſum est, quod vacante Regno Hungariæ, filiis seu nepotibus legitimis ex præfati Regis Matthiæ lumbis procreatis non extantibus, nos supra dictus Fridericus Romanorum Imperator, aut filius noster, quem ad hoc deputandum duxerimus, & post nostrum decessum filius noster, quem reliquerimus, aut si plures à nobis fuerint relicti, alter ex istis, quem Regnum ipsum prælegerit in Regem, ipsi Regno Hungariæ præficiamur, aut præficiatur cum plena ejusdem Regni administratione.

11. Item, si ut præfertur, præfatum Regnum Hungariæ vacaverit, provideri debet per Prælatos, Barones, Proceres, nobiles, incolas, & inhabitatores ejusdem Regni, quod nos Fridericus Romanorum Imperator prænominatus, aut filius noster, ut præmittitur, consilio & potenti auxilio ejusdem Regni Hungariæ, ut moris est, coronemur, seu coronetur, & in administratione plena regni in pace recognoscamur, seu recognoscatur, & efficaciter pro Rege teneamur, seu teneatur.

12. Item concordatum & concluſum est, quod omnes injuriæ, differentiæ, dissensiones, impetitiones quæcumque, & actiones inter nos partes præfatas, etiam occasione felicis recordationis Regis Ladislai, ac alias quomodolibet subortæ, etiam nobis hinc inde ex quacumque causa competentes quoad nos, & hæredes & successores nostros, utrinque penitùs remissæ & extinctæ esse debent, omnisque indignatio, & displicentia, quas nos præfatus Fridericus Romanorum Imperator, & dictus Matthias filius noster Reges contra quoscumque Prælatos, Barones, Proceres, nobiles, incolas & inhabitatores dicti Regni, & alios Ecclesiasticos & seculares occasione adhæsionis nobis utrinque hinc inde factæ concepimus, in futurum minimè ulciscantur, neque via facti neque juris, sed similiter remissæ & extinctæ esse debent; pollicentes & promittentes in verbo Imperiali, nos omnia & singula in prætactis articulis & capitulis contenta & conscripta, * & per nos fieri debere, facturos, prosecuturos & completuros, ac à præfato Commissario sanctissimi Domini nostri Papæ, ad id potestatem habente, & nihilominus ex post etiam à sua sanctitate & sede Apostolica, confirmationes oportunas ex certa scientia petituros & obtenturos, quibus stabimus & parebimus realiter & cum effectu, dolo & fraude in his omnibus cessantibus quibuscunque. In cujus rei testimonium Imperialis nostræ Majestatis sigillum præsentibus fecimus appendi. Dat. in Nova Civitate feria tertia ante festum B. Mariæ Magdalenæ, anno Domini M. CCCC. LXIII. Imperii nostri XII. Regnorum nostrorum Romani XXIV. Hungariæ vero V.

ANS
e J. C.
463.
HON-
RIE ET
ENISE.

CDXLII.

Traité d'Alliance entre MATTHIAS *Roi de Hongrie, & le* DOGE, *& la Seigneurie de* VENISE, *fait le* 12. *de Septembre* 1463. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 426.

IN nomine Dei æterni, Amen. Postquam perfidus Turchus perpetuus Christiani nominis hostis victoriarum cursu vehementius elatus in dies factus est insolentior, modo hos modo illos potius quadam ejus sævitia, quam rei militaris peritia domuit, & ditioni suæ Græciam, Bulgariam, Serviam, Constantinopolim urbem olim opulentissimam, Peloponesum, Trapesundam, Moldaviam, & alia maritima loca, postremoque Bosniam, Provincias omnes Christianum nomen profitentes, nullo propemodum repugnante subegit, ac etiam Christianæ Religionis Cultores, de quorum excidio jam dudum molitus est, sternere non desinit; est sperandum in divina Clementia summi Creatoris nostri, qui pro redemptione nostra tormentum Crucis subire dignatus est, quod ab hujusmodi persecutionibus Turcorum hostium nunc fidelem populum suum Christianum liberabit, jamque ipse Pater omnipotens assiduis deprecationibus fidelium suorum, divinum auxilium implorantium, placatus, & quorum eversæ sunt domus, dissipatæ fortunæ, liberi in servitutem tracti, parentes crudeliter interempti, misericordia motus, victoriis illis tot Christianorum cruore pollutis, finem imposuit. Et ut victoriarum cursus adversum Turcos citius dirigatur, Illustrissimum Dominium Ducale Venetiarum, in Turcorum nomen semper infestum, ad hoc bellum adversus Turcos suscipiendum una cum Serenissimo Domino Rege Hungariæ in hanc hodiernam diem excitavit, simulque societate & fœdere junxit, ut effrænata Turcorum audacia, quæ ulterius ferenda non est, cum Mahometana fide tam ex mari, quam ex terra penitùs deleatur, & ipsi flavissimi Turci sceleratissimi facinoris meritas pœnas luant.

2. Itaque divino numine adducti Serenissimus & Excellentissimus Dominus, Dominus MATTHIAS Dei gratia Rex Hungariæ &c. ex una, ex altera parte Illustrissimus Dominus, Dominus Christophorus Mauro Dei gratia Dux, & inclytum Dominium VENETIARUM unionem, intelligentiam, & ligam contra infidum Turcum optimo animo, & sinceriſsima mente unanimiter, & simul conveniunt cum his modis infra scriptis, pactis, capitulis, conventionibus, promissionibus, & obligationibus pro conservatione Sanctissimæ Christianæ Religionis & amplificatione nominis Christi summi Creatoris nostri. [Prima hujus fœderis pactio hæc fuit, venetos tandiu aperto bello Turcam infectaturos, quandiu Matthias Rex cum eo bellum gereret: illos præterea instructuros classem quadraginta triremium, atque in loca maritima incursuros; per Dalmatiam etiam perque Peloponesum pedestres equestresque acies ad distrahendum in pluribus locis hostem educturos. Obstrinxit se vicissim Hungarus per loca Turcico imperio contermina irrupturum cum exercitu validissimo adversus infideles: constitutumque est, ut nihil Veneti in limite Hungarico, nihil Hungarus in Veneto novarent, nec pars altera, altera non assentiente cum Turca pacem conficeret. Reservatum præterea jus universis Regibus, Principibus, ac Ducibus accedendi huic fœderi, quod idoneis denique formulis communitum ac promulgatum est, adjecta loci & temporis nota his verbis:] Actum in Sirimio in Waradinopeta, in aula Serenissimi & Excellentissimi Domini Regis prædicti, anno Domini M. CCCC. LXIII. Indictione XI. die XII. Septembris, præsentibus Reverendissimis & dignissimis Dominis, Stephano Archiepiscopo Colocensi, & Joanne Episcopo Waradiensi; ac magnificis & potentibus Dominis Michaele dignissimo Comite Palatino Regni Hungariæ, Nicolao Weywoda Bano Sclavoniæ, Comite Stephano de Frangipanibus Bano Croatiæ, Pamano Comite Zagoriæ Bano Sclavoniæ, ac Magnifico Domino Emerico Zapol Regio Thesaurario dignissimo, & aliis Dominis præsentibus & astantibus ad hæc vocatis & specialiter rogatis. ANS de J. C. 1463.

CDXLIII.

Ratification du Traité d'Alliance fait par CHARLES VII. *Roi de France, avec les* SUISSES; *ladite Ratification faite par* LOUIS XI. *Fait à Abbeville le* 27. *Novembre* 1463. Traitez, Contracts, Testamens, &c. servans de Preuve aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 157. *&* G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 427. *&* Frederic Leonard. Tom. IV. ANS de J. C. 1463. FRANCE ET SUISSE.

LOUYS par la grace de Dieu Roy de France, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit que vivant d'heureuse memoire, nostre Pere & Seigneur, (à l'ame duquel Dieu face mercy,) ayent esté entre luy d'une part, & nos tres-chers & bien aimez les Conseils, Citoyens, Communauté, & Patriotes des Citez, Villes, Terres, & Cantons de la vieille Ligue de la haute Alemagne cy-dessous nommez sçavoir de Zurich, Berne, Soleurre, Lucerne, Ury, Swits, Underwald dessous le bois, Zoug & Glaris, d'autre; faites, traitées & arrestées certaines Ligues, Pache *, Conventions, Amitiez & Intelligences, ce requerans lesdits Conseils, Citoyens, & Communautez: Sur quoy iceluy nôtre Seigneur & Pere auroit lors fait ses Lettres, contenans ce qui s'ensuit. CHARLES *par la grace de Dieu Roy de France, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit que l'estat de la condition humaine soit muable*, &c. maintenant les susdits Conseils, Citoyens, & Communautez des Villes, Terres, & Cantons de la vieille Ligue de la haute Allemagne nous ont envoyé leurs Ambassadeurs, nous exhortans par tres-instantes supplications de confirmer, ratifier, & continuer les susdites Ligues, Amitiez, Paches, Conventions, & Intelligences, à quoy leurs vertus ce requerans, & considerés le zele de sincere dilection & reverence, qu'ils ont eu jusques icy envers nous & nostre susdit Seigneur & pere, nous avons esté meritoirement inclinez: nous donques qui desirons de toute nostre affection amplifier la Paix & l'amour entre les peuples Chrestiens: sçavoir faisons, que pour les causes susdites, & autres à ce nous mouvans, loüons, approuvons & ratifions; & aprés la ratification avons loüé & approuvé, & eu agreable, comme nous avons par ces presentes lesdites Intelligences, Amitiez, Paches, Conventions, & toutes autres choses susdites, voulons & consentons les tenir & observer fermement à jamais par nous, nos sujets, amis & Confederez, tout ainsi qu'elles estoient tenuës & observées par nostre susdit Seigneur & Pere, comme il est contenu & exprimé és Lettres cy-dessus escrites: en tesmoin de quoy nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes. Données à Abbeville le vingt-septiesme Novembre mille quatre cens soixante trois, & de nostre Regne le troisiesme.

* Pacts.

ANS de J. C. 1465.

SAVOYE ET LUXEMBOURG.

CDXLIV.

Contract de Mariage de JANUS DE SAVOYE *Comte de Genéve, avec* HE'LEINE DE LUXEMBOURG, *fait au Château de Beaurevoir Diocéſe de Cambrai le 2. Mars* 1465. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 365.

EN la preſence de nous Notaires & Tabellions publiques & des teſmoins cy-deſſous nommés à ce requis & ſpecialement appellés, comparant Monſieur Loys d'Avanchier Seigneur dudit Lieu, Conſeiller & Chambellan de *Monſeigneur* JANUS DE SAVOYE *Comte de Geneve*, en vertu de la charge, Ordonnance & puiſſance verbale, que ſur ſon honneur & en parolle de verité, il a affermé à luy avoir eſté bailliée par ledit Monſeigneur Janus Comte de Geneve, à ſouffiſance quant à tout ce faire, recognoiſtre & paſſer que cy-apres s'enſuit; à dit, recogneu & confeſſé, que pour parvenir au Mariage, que au plaiſir de Dieu ſe fera ſelon l'Ordonnance de Noſtre Mere Saincte Egliſe, entre ledit Monſeigneur le Comte de Geneve d'une part, & haulte & tres-Noble Demoyſelle Demoyſelle HELAINE DE LUXEMBOURG Fille de Monſeigneur le Comte de S. Pol & de feüe Dame Jehenne de Bar en ſon vivant ſa Femme, d'autre part, ils avoient enſemble par cy-apres, grand & meurs advis & deliberations ſur ce eus, tant par chacun d'eulx & leurs Seigneurs, Amys & Conſeilliers à part, comme encore eulx enſemble traictié, accordé & conclu, traictent accordent & concluent les deviſes & conditions dudit futur Mariage eſtre telles que cy-apres ſeront declarées: premiers ledit Monſeigneur le Comte de S. Pol Conneſtable donnera, payera & deſlivrera à ſadite Fille pour ſondit Mariage la ſomme de ſoixante mille francs à payer aux termes qui s'enſuivent; c'eſt aſſavoir en dedans la S. Remy prochainement venant la ſomme de trente cinq mil francs, dont les quinze mille ſe payeront au jour des Eſpouſailles, & le reſidu montans vingt cinq mille de la S. Remy deſſuſdit en un an: aſſavoir eſt à la S. Remy an ſoixante ſept. Item veſtira & habillera ladite Demoyſelle ſa Fille ainſi que à ſon eſtat appartient, luy doura auſſy deux Chambres de Tapiſſerie telle qu'il luy plaira, & de la Veſſelle d'argent pour l'eſtat d'elle comme à ſa Fille, ainſi qu'il luy venra à plaiſir, & moyenant ce madite Demoyſelle Helaine a renoncé & renoncera au proffit de mondit Seigneur ſon Pere ou de ſon Commis, tel qu'il luy plaira, quand ou en quel temps que bon luy ſemblera de nommer & eſlire, à toute la ſucceſſion, heritage, droit de Quint & Requint, mobiliaire & immobiliaire, qui luy eſt & peut eſtre eſcheue par le treſpas de Madame ſadite Mere; & qui ſemblablement luy pourroient eſcheyr cy apres par le treſpas de mondit Seigneur ſon Pere, & auſſy tous autres Dons de meubles & immeubles, que luy ont & peuvent avoir eſté faits par cy devant, tant par iceux Seigneur & Dame ſes Pere & Mere, comme par autres, pour de tout ce diſpoſer au bon plaiſir & volenté de mondit Seigneur ſon Pere, pour icelle diſpoſition ſortir effect dés le vivant du deſſuſdit Monſeigneur ſon Pere, ou apres ſondit trepas; & pour tout ce ſolemnellement recognoit paſſer par tout là où il appartiendra mondit Seigneur le Comte de Geneve, & madite Demoyſelle apres le Mariage conſommé ſeront tenus delivrer Procuration eſpeciale au Los du Conſeil de mondit Seigneur de Saint Pol, portant ratification de la diſpoſition telle que madite Demoyſelle ara faite ou volra faire, & puiſſance pour l'entretenement de faire rappors, deſmiſſions, deſſaiſines, promeſſes de garantir, & autres tels devoirs en Juſtice que meſtier ſera ſelon l'uſage & Stil des lieux ou les heritages biens de meubles & immeubles, eſquels madite Demoyſelle euſt peu avoir ou pourroit avoir droit par les moyens deſſuſdits, ſont & peuvent eſtre ſituées & aſſis. Toutesfois ſi bon ſemble à madite Demoyſelle ou à ſes hoirs, apres le trepas de mondit Seigneur ſon Pere, venir à la ſucceſſion d'iceluy Monſeigneur ſon Pere, nonobſtant ladite renonciation, faire le porra ou porront en rapportant en commun la Somme de vingt mil francs pour une fois ſeulement, à laquelle renonciation conſentira Monſeigneur le Comte de Geneve devant & apres le parfait dudit Mariage. Item ou cas que le plaiſir de mondit Seigneur de Geneve ſera de venir eſpouſer par deça, dont ledit Monſeigneur le Conneſtable ſeroit moult joyeux; en ce cas iceluy Monſieur le Conneſtable feroit la miſe des neupces telle qui luy plairoit à ſes deſpens. Et ſe mondit Seigneur de Geneve ne vouloit venir eſpouſer par deça, mondit Seigneur le Conneſtable fera mener ſadite Fille à ſes couſts & deſpens juſques à Dijon en Bourgogne. Et d'autre part ledit Seigneur d'Avanchier comme Ambaſſadeur & Procureur du deſſuſdit Monſieur le Comte de Geneve, & tant en vertu des lettres de ſes Procuration & inſtructions, comme de la charge qu'il affermoit luy avoir eſté de bouche donnée par mondit Seigneur ſon Maiſtre, promit & eut convenu, que ledit Monſieur de Geneve donnera & aſſignera à ladite Demoyſelle Helayne pour ſon doaire, ou cas qu'elle le ſourviveroit, ſoit qu'il euſt eû ou delaiſſé hoir ou non, toute ladite Baronnie, Terre & Seignourie de Foucigny, avec toutes ſes appendances & appartenances, pour par elle en tous proffits, effruits, revenus, emolumens, juriſdictions, amandes, adventices & autres choſes quelconques, comment que les l'en puiſſe nommer, tant ordinaires comme extraordinaires, enſemble toutes les Places, Villes, Fortereſſes, & Maiſons d'icelle en joye ſa vie durant tant ſeulement, à la charge de retenir iceulx Lieux en la maniere que les Dames & Demoyſelles Vefves ſont tenuës en France de retenir leurs Maiſons & Fortereſſes de doaire, & non plus avant, ou autrement la Somme de cinq mil florins du Pays de Geneve chacun an icelle dite vie de ladite Demoyſelle durant, ſur toutes les Terres, biens, & Seignouries de mondit Seigneur le Comte de Geneve preſens & advenir, pour doaire prefix, avec l'une des Maiſons de mondit Seigneur le Comte de Geneve, telle que à l'eſtat d'elle appartient, lequel des deux deſſuſdits que mieux plaira à ladite Demoyſelle prendre & eſtre apres le decés & trepas de mondit Seigneur le Comte de Geneve ſe elle le ſurvit; & ce en l'aſſignation de ce preſent doaire ſont aucunes ſolemnités à garder, ou que il conviegne le conſentement d'aucun ou aucuns obtenir, ledit Monſeigneur de Geneve gardera leſdites ſolemnités à ſes deſpens, & obtenra le conſentement ou les conſentemens de ceux qu'il appartenra; & ſeront toutes les Lettres dudit Doaire doubles, dont les unes ſeront delivrées audit Monſieur le Comte de Saint Pol ou à ſon Commis, & les autres à ladite Demoyſelle Helaine ou ſon Commis; & avec ce ara ladite Demoyſelle ou cas deſſuſdits ſe bon luy ſemble, & apprehender les veut, tous les biens meubles onque ilz ſoient qui demourront au jour du treſpas dudit Monſeigneur de Geneve, en payant par elle les debtes; & ou cas qu'elle renoncera auſdits meubles, elle ara & emportera avec ſon Doaire ſes joyaux & habits de ſon corps, avec une chambre eſtoffée ainſi qu'à ſon Eſtat appartendra, ſans à cauſe de ce payer aucunes debtes; & s'il advenoit qu'auparavant le treſpas d'icelluy Seigneur de Geneve ladite Demoyſelle alaſt de vie à treſpas ſans enfant lors vivant, ledit Monſeigneur de Geneve & ſes ayant cauſe ſeroient tenus rendre, & renderont pour le rapport dudit mariage qu'icelle Demoyſelle avoit apporté, la ſomme de dix

ANS de J. C. 1465.

ANS de J. C. 1465.

dix mil francs à mondit Seigneur de Saint Pol, ſes hoirs ou ayant cauſe. Item promet ledit Monſieur d'Avanchier ou nom que deſſus, que ſe ladite Demoyſelle aloit de vie à trépas ſans délaiſſer hoir maſle de ſon corps, & que elle delaiſſaſt pluſieurs Filles d'icelluy Seigneur; en ce cas chaſcune d'icelles Filles ara & emportera en Mariage autant & pareille Somme & valeur, comme ladite Demoyſelle ara & emportera en ceſtuy ſon Mariage avec mondit Seigneur de Geneve; & ou cas que d'icelluy Mariage ne demouroit qu'une Fille à marier ſans filz comme dit eſt, icelle Fille ara & emportera à ſondit Mariage cent mil florins du Pays de Geneve, ſa n'eſtoit qu'il en euſt autres ou autres precedemment mariés, ouquel cas elle ara comme deſſus eſt dit. Tous leſquels points, traittiés, accords, & articles & chacun d'eulx les deſſuſdits Monſeigneur Loys Comte de S. Pol Conneſtable de France pour luy, ſes hoirs & ayans cauſe, & Loys Seigneur d'Avanchier ou nom d'Ambaſſadeur & Procuratoire dudit Monſeigneur Janus Comte de Geneve pour luy ſes hoirs ou ayans cauſe, ont en la main de nous Notaires deſſous nommés & de chaſcun de nous ſolemnellement ſtipulant pour tous ceux auſquels il porroit ou porra toucher, Juré, creancié & promis; c'eſt aſſavoir, ledit Monſeigneur de S. Pol en parolle de Prince, & ſubz ſon honneur, & ledit Procureur en l'amè & ſubz l'honneur de ſondit Seigneur, conſtituant tenir, furnir, garder & obſerver de point en point entant qu'il regarde eulx & chacun d'eulx de ſon coſté, ſans jamais par eulx ou autres directement ou indirectement, ne ſous quelque ombre, couleur ou engin venir ne faire, ou ſouffrir venir contre, du tout ou en partie, en quelque maniere que ce ſoit, & expreſſement quant à toutes & chaſcunes deſdites choſes obligeant & hipotequant ledit Monſeigneur de S. Pol tous ſes biens meubles, immeubles & heritaiges, & ceux de ſes hoirs preſens & advenir, ou qu'ils ſoient ou puiſſent eſtre ſitués ou aſſis; & ledit Seign. d'Avanchier pareillement tous les biens meubles, immeubles & heritaiges dudit Seigneur de Geneve, de ſes hoirs & ayans cauſe preſens & advenir par tout, en les ſubmettant chacun de ſon coſté à toutes Juridictions, cohercions & contraintes de tous & ſinguliers Seigneurs & Juges Eccleſiaſtiques en Temporels, conſentant que celuy, ſes hoirs ou ayans cauſe, qui ſe complaindront de l'autre ſes hoirs ou ayans cauſe, pour la nonobſervation du contenu en cet Inſtrument, ſi elle advenoit que ia naviengne puiſſent pourſievir, la partie deffaillant devant quelque Juge pour par expletation de leurſdits biens & heritaiges contraindre ledit deffaillant, ſeſdit hoirs & ayans cauſe, tant au plain accompliſſement des choſes deſſuſdites, comme à la refuſion & reſtitution de tous deſpens, dommages & intereſts qu'il aroit ſoubſtenu & ſoubſtenir, porroit la partie porſievant. Pour lequel contenu en ceſt Inſtrument demourer ferme & eſtable, ont leſdits comparans és noms que deſſus, & par ſerment renunchié, & renunchent à toutes exceptions de faire force, crainte ou erreur de deception, ou ſeduction que la choſe n'ayt pas ainſi eſté paſſée, ne faire qu'elle ait aucunement eſté dite que eſcripte ou au contraire, & à tout ayde de Droit eſcript & couſtumier, Privileges de Pays, Cités, Villes ou Fortereſſes, & generalement à toutes & ſingulieres choſes qui d'une part ou d'autre porroient eſtre faites, dites ou allegués pour venir contre la teneur de ce preſent Inſtrument, & eſpecialement au Droit diſant generale renonciation non valoir ſe l'eſpecial ne precede. En outre pour plus grande ſeureté, a promis & juré ledit Loys Seigneur d'Avanchier tant oudit nom procuratoire, comme en ſon propre & privé nom, & à peine de tous deſpens, dommages & intereſts qui autrement s'en enſievroient, faire toutes les choſes deſſuſdites avec les traittiés, accords, articles, promeſſes, ſermens, hypothecques, obligations, conſentemens, ſubmiſſions, renonciations & generalement tout le contenu en cet Inſtrument, devant les Eſpouſailles des deſſus nommés Seigneur & Demoyſelle, par ledit Monſeigneur le Comte de Geneve, ratifier, loüer & appreuver tant devant Notaires publiques & Teſmoins, par Inſtrument publique où ſera incorporé ce preſent Inſtrument de mot à mot comme ſoubs ſon ſeellé, & que ledit Inſtrument & Lettres ſeront devant leſdites Eſpouſailles delivrées en double, les unes audit Monſeigneur de S. Pol ou ſon Commis, & les autres à ladite Demoyſelle ou ſon Commis, meſmement la procuration dont cy-deſſus eſt faite mention. De & ſur toutes leſquelles choſes deſſuſdites & chacune d'icelles, les deſſuſdits Seigneurs comparans ont demandé à nous Notaires publiques & chacun de nous eſtre à eulx & à tous ceulx qu'il appartiendra fait Inſtrument publique un ou pluſieurs. Ces choſes furent faites au Chaſtel de Beaurevoir dudit Dioceſe de Cambray, le ſecond de Mars M. CCCC. LXV. Preſens Laurent de la Val Comte Palatin du S. Empire, Capitaine de Gordans & d'Arinthoz, & Meſſire Daniot de Poix Chevalier Seigneur de la Verriere. Signé Bouchet & Pingret.

ANS de J. C. 1465.

CDXLV.

Propoſitions préſentées au Roi de CHYPRE, *pour le recouvrement de ſon Royaume, par Robert de S. Severin, Comte de Cayazze & Capitaine de Gendarmes, en l'an* 1465. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 395.

ANS de J. C. 1465. CHYPRE.

PRemierement promet ledit Meſſire Robert de conduire, & mener en CHYPRE la quantité de ſept cent Chevalx, & mil Soldoyers bien en point & en ordre; & avecq ceux fere bonne guerre aux occupans d'iceluy Royaume & Ennemys dudit Roy de Chypre, & ainſi comme il appartient à bon droit & loyal Capitaine à faire en tel cas.

Item promet que par toutes les Kalendes de Septembre prochain de cét an preſent M. CCCC. LXV. ſera en ordre ou Royaume de Naples, de pouvoir monter là où les Navires ſeront appareillés.

Par ainſi que ledit Roy de Chypre promettra de preſter audit Meſſire Robert la ſomme de Ducats LX. mil, c'eſt aſſavoir XXX. mil par tout ceſt preſent mois de May, & les autres XXX. mil par tout Juin prochain enſuivant.

Item qu'il s'entende que ladite ſomme de LX. mil Ducats ſoit ſervie & gaignie par ledit Meſſire Robert par tout le mois de May de l'an M. CCCC. LXVI. ou cas que depuis leſdites Kalendes de Septembre aura ſervy & employé leſdits mil Soldoyers, & Chevalx CCCCCCC. fin & par tout ledit moix de May; c'eſt aſſavoir au ſervice dudit Roy, & recouvrement de ſon Royaume; & ſe cas ſera que avant ledit terme de May de l'an LXVI. fut iceluy Royaume recouvré & delivré des Ennemys, que ledit Roy de Chypre ſoit obligé de faire remettre le deſſus eſcript Meſſire Robert & toute ſa compaignie audit Royaume de Naples; c'eſt aſſavoir en la part là où il deliberera de deſcendre, & avecq les Naſuiles, edifices de boix, ſangles & cordes à entretenir les Chevalx en Mer, bottes à porter eauë, & vin, & autres choſes neceſſaires; & combien que par tout ledit May ne fut iceluy Royaume recouvré entierement, neantmoins que iceluy paſſé, ſoit ledit Roy obligé de les remettre audit Royaume de Naples, & avecq les choſes deſſus eſcriptes; car pour riens cauſant le mauvais air d'iceluy Royaume de Chypre, n'y voldroit ledit Meſſire Robert demeurer avecq ſa Compaignie.

Item que ſoit ledit Roy de Chypre obligé, qu'il

ANS de J. C. 1465. aura ausdites Kalendes de Septembre fait appreſter les Naſuiles neceſſaires à pourter leſdites Gens & Chevalx, comme ſont quatre Naſues groſſes, & quatre Galeaſſes fournies des choſes expedientes, comme ſont edifices de boix, ſangles, cordes, & botte à porter eauë & vin, ainſi que deſſus eſt eſcript & deviſé.

Item promettra ledit Roy de Chypre, qu'en icelle empriſe ſera ledit Meſſire Robert ſon Capitaine General.

Item que nulle perſonne quelle que ſoit pour quelconque excés ou malefices ayt à pugnir ou congir les Soldoyers dudit Meſſire Robert, fors que luy meiſmes.

Item que le Soldan ne s'empeſtrera de cette empriſe, car impoſſible ſeroit avecq ſi peu de Gens reſiſter à tant grant puiſſance.

Item que le Roy fournira deux Bombardes chaſcune de CCC. livres, fournies de tout ce que ſera meſtier, & traire tant de cops que ſera neceſſaire; & que pareillement l'on ayt Serpentines & les choſes à ce appartenant, enſemble les hommes à les ſçavoir tirer, conduire & gouverner.

Item que l'on ſe pourvoye de plomb, de trait, de pulvere, & fil pour les Arbaleſtes, & Colevriniers que ſe conduiront de par delà.

Item que ainſi que l'Illuſtriſſime Duc de Milan promettra de faire obſerver toutes les choſes deſſus eſcriptes par iceluy Meſſire Robert, que ledit Roy de Chypre de ſa part doit promettre d'ainſi le faire.

CDXLVI.

ANS de J. C. 1465. FRANCE, LIEGE ET BOUILLON. *Ratification par* LOUIS XI. *Roi de France, du Traité d'Alliance & de Ligue, fait avec ceux du Païs de* LIEGE, BOUILLON *&c. pour faire la guerre aux Ducs de Bourgogne & de Bourbon, & Comte de Charolois. A Paris au mois de Juillet* 1465. Freder. Leonard. Tom. I. pag. 60.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France: Savoir faiſons à tous preſens & à venir, comme nagueres nous avons envoié nos amez & feaux Conſeillers & Chambellans, le Sire de Chaſtillon nôtre couſin, Aimard de Poiſieu, dit Cadorat, nôtre Bailli de Mante, Maître Jean du Vergier auſſi nôtre Conſeiller, & Preſident en nôtre Cour de Parlement de Toulouſe, & Jâques de la Royere, nôtre Secretaire pardevers nos tres-chers & grands amis les Regent, Maîtres Jurez, Conſeil & Univerſité de la Cité du LIEGE, pour leur dire & communiquer aucunes choſes de par nous, leſquels nos Conſeillers & Ambaſſadeurs, par vertu du pouvoir par nous à eux donné, ont fait pour & au nom de nous avec leſdits du Liege les Traitez, promeſſes & apointemens deſquels la teneur s'enſuit. Loüis de Laval, Seigneur de Chaſtillon, Aimard de Poiſieu, dit Cadorat, Bailli de Mante, Maître d'Hôtel, Conſeillers & Chambellans de tres-haut, tres-excellent & puiſſant Prince, Loüis par la grace de Dieu, Roi de France tres-Chrêtien, Jean du Vergier auſſi Conſeiller dudit Seigneur, & Preſident en ſa Cour de Parlement à Toulouſe, & Jâques de la Royere Secretaire dudit Seigneur, & ſes Ambaſſadeurs de par lui envoiez en cette bonne cité & Païs du Liege, & pour nous Marc par la grace de Dieu, Marquis de Bauden, Gouverneur & Regent des Païs du Liege, Duché de BOUILLON & Comté de Loz; & nous les Maîtres Jurez, Conſeil & Uuiverſité, generalement de ladite cité, franchiſe & banlieuë dudit Liege. A tous ceux qui ces preſentes lettres verront & oiront, Salut. Savoir faiſons, que pour obvier à la mauvaiſe & damnable intention, & ſurpriſe apparente des Ducs de Bourgogne & de Bourbon, du Comte de Charolois, & de leurs adherans & complices, leſquels nagueres ſe ſont élevez, & mis ſus de ANS de J. C. 1465. en armes à l'encontre du Roi leur ſouverain Seigneur & le nôtre, de nous Ambaſſadeurs deſſuſdits, & auſſi pour pourvoir le plûtôt que faire ſe poura à ce que par eux, ou leur moien, aucun dommage ou inconvenient n'avienne au Roi nôtredit Seigneur, ni à ſon Roiaume, ni ſemblablement auſdits Païs de Liege, de Bouillon, de Loz, ni ſujets d'iceux: Nous Ambaſſadeurs Regent, Maîtres, Gouverneurs, Jurez, Conſeil & Univerſité deſſuſdits, deſirant d'une part & d'autre, garder & entretenir inviolablement la bonne & ancienne amitié qui a été continuellement, & ſans enfraindre gardée & entretenuë, entre les Tres-Chrêtiens Rois de bonne memoire, & la Couronne de France, & le Roi nôtredit Seigneur, & nous leſdits du Liege, de Bouillon & de Loz, & ſujets d'iceux païs, avons tous enſemble pour donner bon ordre & proviſion, à ce que dit eſt traité, appointé, conclu & accordé, les choſes qui s'enſuivent.

Et premierement, nous Ambaſſadeurs deſſuſdits, au nom du Roi nôtre ſouverain Seigneur, aiant quant à ce de lui pleine puiſſance, ainſi qu'il appert par ſes lettres patentes ci-aprés incorporées; Et nous les Regent, Maîtres, Gouverneurs, Jurez, Conſeil, & Univerſité deſſuſdits, pour & au nom d'icelles cité & païs deſſuſdits, avons de nouveau, traité, appointé, accordé, fermé & conclu, traitons, appointons, fermons, concluons & accordons, enſemble au nom que deſſus, toute bonne amitié d'une part & d'autre, au moien & par vertu de laquelle amitié, nous deſſuſdits du Liege, de Bouillon, & de Loz, avons promis & promettons de nôtre part, ſervir de nôtre puiſſance, porter & favoriſer le Roi nôtredit Seigneur, à l'encontre deſdits Ducs de Bourgogne, de Bourbon, Comte de Charolois, leurs adherans & complices, & autres ſes adverſaires, rebelles & deſobéiſſans, ſans mal-engin. Et ſemblablement, nous Ambaſſadeurs deſſuſdits, de la part du Roi nôtre ſouverain Seigneur, avons promis & promettons à vous Seigneurs Regent, Maîtres, Jurez, Conſeil & Univerſité de ladite cité & païs deſſuſdits, au nom que deſſus, que le Roi nôtre ſouverain Seigneur vous aidera, portera, ſoûtiendra, & favoriſera de toute ſa puiſſance en tous vos affaires, à l'encontre des deſſuſdits, & de tous vos autres ennemis & adverſaires, ſans mal-engin. Item, & pour ce qu'il eſt beſoin dés maintenant, & promptement ſoi mettre ſus en armes à l'encontre des deſſuſdits, & leur faire guerre ouverte, a été traité, appointé, accordé, & conclu comme deſſus, traitons, appointons, & accordons par ces preſentes, que pour mieux faire, mener & conduire la preſente guerre, le Roi nôtredit Seigneur, paiera & ſoûdoiera incontinent deux-cens lances, à trois hommes & à trois chevaux pour lance, & aura chacune lance par mois quinze livres tournois, durant ladite guerre à l'encontre deſdits de Bourgogne, de Bourbon, de Charolois, & leurs complices & adherans, & pour la conduite d'iceux gens d'armes, nous leſdits du Liege, commettrons & élirons tel Capitaine idoine, & ſuffiſant que bon nous ſemblera, lequel aura de par le Roi, nôtre Seigneur, la charge & conduite deſdites lances durant ladite guerre, comme dit eſt; & poura ledit Seigneur, ſi ſon bon plaiſir eſt, commettre homme de par lui, pour prendre & recevoir les montres dudit Capitaine & deſdites lances, & les ſermens des gens de guerre de ladite charge, de bien & loialement ſervir le Roi, nôtre Seigneur. Et nous leſdits du Liege, de Bouillon & de Loz, ſous la charge dudit Capitaine, qui à ce ſera nommé, commis & élû. Item, au moien & par vertu de ladite amitié, a été traité & accordé que le Roi ſouverain Seigneur de nous Ambaſſadeurs deſſuſdits, fera toute diligence à lui poſſible envers nôtre Tres Saint Pere le Pape, & les Cardinaux, que ledit Seigneur Regent & Gouverneur, ſoit confirmé; & ne

NS J. C. 65. & ne prêtera icelui Roi nôtredit Seigneur, obéïſſance à nôtredit Tres Saint Pere, juſques à ce que de tout ſon pouvoir il ſe ſera emploié de faire faire ladite confirmation; & par ce, ſera loiſible à nous leſdits du Liege, de Bouillon, & de Loz, ſi bon nous ſemble, nous joindre & adherer, aux Loix, Coûtumes, & Ordonnances, reſervations & défenſes touchant l'état & gouvernement de l'Egliſe de France, qui de preſent ſont au Roiaume, ou qui ſe feront avant que le Roi nôtredit Seigneur, faſſe ladite obéïſſance, ou en icelle faiſant à nôtredit Tres Saint Pere, & avecque ce tiendra & ſera tenir le Roi nôtre Seigneur, nous dudit Liege, en tous nos privileges, libertez, franchiſes, paix faites, regiment, uſages & coûtumes anciennes, & en tout ce que loi nous ſauve & garde, & peut ſauver & garder ſans mal-engin. Item, a été conclu & apointé comme deſſus, que nous leſdits du Liege, ne nous pourons ne devrons accorder avec leſdits Monſeigneur de Bourgogne, Comte de Charolois, ni de Bourbon, ſinon par le gré, volonté, & conſentement du Roi nôtredit Seigneur; & par ce le Roi nôtredit Seigneur, ne ſe devra accorder avec leſdits Duc de Bourgogne, Comte de Charolois, ni de Bourbon, que nous leſdits du Liege ne ſoions unis & accordez de nos cauſes & differences avec les deſſuſdits. Et eſt en ce entendu, que nous leſdits du Liege ne nous pourrons ne devrons entremettre des terres & Seigneuries mouvans du Roi, nôtre Seigneur, ou étans dedans ſon Roiaume. Item, qu'au moien & par vertu de ladite amitié, Nous leſdits du Liege, de Bouillon, & de Loz, ne ſerons tenus ſervir le Roi nôtre Seigneur, ne iſſir hors de la cité de Liege, outre trente lieuës de ladite cité, ſi bon ne nous ſemble. Item, a été appointé & accordé comme deſſus, que le Roi nôtredit Seigneur, ſera fournir & pourvoir à ſes dépens, par homme à ce habile & ſuffiſant, tel qu'il lui plaira, de ſalpêtre, & autres poudres neceſſaires pour l'artillerie ou fait de ladite guerre, & avec ce envoiera à ſes dépens à nous du Liege, deux bons Maîtres pour tirer de l'artillerie, ladite guerre durant. Item, a été traité, conclu, & appointé comme deſſus, que le Roi ſouverain Seigneur de nous Ambaſſadeurs deſſuſdits, ſera tenu de ſa part entrer ou faire entrer gens d'armes à puiſſance, dedans le Païs de Henault, pour faire guerre ouverte audit païs, & auſdits Monſeigneur de Bourgogne, Comte de Charolois, leurs terres & Seigneuries, & de leurs adherans & complices Et en pareil cas, nous leſdits du Liege, ſerons tenus de nôtre part incontinent que le bon plaiſir du Roi nôtredit Seigneur ſera, nous mander & faire ſçavoir le jour de ladite entrée, entrer en armes & à puiſſance dedans la Duché de Brabant, pour faire guerre ouverte auſdits Monſeigneur de Bourgogne, Comte de Charolois, & leurs complices & adherans, & leur faire & porter, & à tous les païs, qui les porteront & ſoûtiendront, tout le dommage & nuiſance que pourrons, toutes choſes entenduës ſans mal-engin. Leſquelles amitiez, promeſſes, & appointemens, & toutes autres choſes deſſus écrites & declarées, Nous Ambaſſadeurs deſſus nommez, pour & au nom du Roi nôtre ſouverain Seigneur, par vertu du pouvoir par lui à nous donné, avons promis & promettons en bonne foi & loiaument, dol & fraude ceſſant, tenir, garder, & inviolablement obſerver, ſans jamais faire ni venir au contraire, & avecque ce avons promis, & par ces mêmes preſentes, promettons de faire ratifier, agréer & approuver, & conformer leſdites Ordonnances, accord & appointement par le Roi nôtredit ſouverain Seigneur, & iceux corroborer & ſceller de ſon ſcel roial, en forme dûë, dedans le jour Monſieur ſaint Jâques prochain venant. Et nous les Regent, Maîtres Gouverneurs, Jurez, Conſeil, & Univerſitez deſſuſdits, pour & au nom deſdites cité & païs, de nôtre part avons promis & promettons en bonne foi, tout dol & fraude ceſſant comme deſſus, tenir fermes & ſtables, garder & accomplir inviolablement les choſes deſſuſdites, ſans jamais faire, aller, ni venir au contraire, en nulle maniére quelconque, ſans mal-engin. S'enſuit la teneur de la puiſſance de nous Ambaſſadeurs deſſus nommez. ANS de J. C. 1465.

Louis par la grace de Dieu Roi de France, à nos amez & feaux Conſeillers, & Chambellans, le Sire de Chaſtillon nôtre couſin; Aimard de Poiſieu, dit Cadorat, nôtre Bailli de Mante; Maître Jean du Vergier, auſſi nôtre Conſeiller & Preſident en nôtre Cour de Parlement à Toulouſe; & Jâques de la Royere nôtre Secretaire, Salut & dilection. Comme à cauſe de la bonne & ancienne amitié qui a été continuellement, & ſans enfreindre, gardée & entretenuë entre nos predeceſſeurs Rois de France, que Dieu abſolve, & nous & nos tres-chers & grands amis les Maîre, Jurez, Conſeil & Univerſité de la cité du Liege; & pour la grande confiance que nous avons auſdits du Liege, nous aions deliberé d'envoier pardevers eux une Ambaſſade notable, pour leur communiquer de nos affaires, & des choſes nouvellement ſurvenuës en nôtre Roiaume, & auſſi pour leur dire aucunes choſes touchant l'avertiſſement qui nous a été fait, des durs & étranges termes, que le frere du Duc de Bourbon, ſoi diſant leur Evêque, leur a tenus, pour ce eſt-il que nous confians à plein de vos grans ſens, prudence, loiauté, ſuffiſance, prudommie, & bonnes diligences, vous avons commis & ordonnez, commettons & ordonnons par ces preſentes nos Ambaſſadeurs, pour aller pardevers leſdits du Liege, & vous avons donné & donnons par ceſdites preſentes, pouvoir de leur dire & remontrer bien amplement de par nous les choſes deſſuſdites, & autres concernans & dependans du fait deſdites matieres, & ſur ce traiter, appointer, faire & conclure tels appointemens & promeſſes avec leſdits du Liege, que verrez être utiles & profitables pour nous, nôtre Roiaume, & le bien deſdites matieres, & tout ainſi que ſerions, & faire pourrions en nôtre propre perſonne; & ſur ce leur faire & bailler vos lettres en forme dûë, leſquelles en tout ce que par vous ſera fait & beſogné, pour & au nom de nous avec leſdits du Liege, nous promettons de bonne-foi & en parole de Roi, avoir agreable & tenir ferme & ſtable, & en bailler nos lettres de ratification telles qu'il appartiendra, toutesfois que requis en ſerons. Donné à Tours le vint-unieme jour d'Avril, l'an de grace, mille quatre-cens ſoixante & cinq, & de nôtre regne le quatrieme. Ainſi ſigné, par le Roi, Sire de Montereul, & autres preſens, J. Bourre. En têmoin de ce, nous Ambaſſadeurs deſſuſdits au nom que deſſus, & nous Regent devant dit, avons ſcellé ces preſentes de nos propres ſcels. Et nous Maîre, Jurez, Conſeil & Univerſité deſſuſdits eſdits noms, les avons auſſi ſcellées du grand ſcel de ladite cité du Liege, vulgairement appellé le ſcel de Saint Jâques. Fait & donné en ladite cité du Liege, le dix-ſeptieme jour du mois de Juin, l'an de grace, mille quatre-cens ſoixante & cinq. Leſquels traitez, promeſſes, & appointemens, eu ſur ce l'avis & deliberation des gens de nôtre Grand Conſeil, avons de nôtre grace ſpeciale, pleine puiſſance, & autorité roiale, conſentis & accordez, conſentons & accordons, & de nôtre plus ample grace, les avons confermez, omologuez, ratifiez, autoriſez & approuvez, & par ceſdites preſentes, confermons, omologons, ratifions, autoriſons, & approuvons ſelon la forme & teneur, & ainſi qu'il eſt contenu es lettres de noſdits Ambaſſadeurs, & celles deſdits Regent, & autres dudit lieu de Liege deſſus tranſcrites. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdites preſentes, ſauf en autres choſes nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Juillet, l'an de grace, mille quatre-cens ſoixante & cinq, & de nôtre regne le quatrieme.

CDXLVII.

ANS de J. C.

CDXLVII.

1465. FRANCE BOURGOGNE ET LIGUE DU BIEN PUBLIC.

Traité de Paix entre LOUIS XI. *Roi de France, d'une part,* CHARLES *Comte de Charolois, & les Princes Liguez, sous le nom du* Bien Public, *d'autre. Fait à Conflans près Paris, le 5. Octobre* 1465. Divers Traitez, Contracts, &c. Servans de Preuves aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 20. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 64.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France: à tous ceux qui ces presentes Letres verront, Salut. Comme nôtre tres-cher & tres-amé Frere, & Cousin CHARLES, Comte de Charolois, du vouloir & commandement de nôtre tres-cher & tres-amé Oncle le Duc de Bourgogne son Pere, (pour venir & s'assembler avec nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Duc de Normandie, naguere Duc de Berry, & autres Seigneurs de nôtre Sang, aiant vouloir & intention de besogner & entendre en aucunes matieres concernant le bien public, & universel de nôtre Roiaume, l'état & appaisement desdits Seigneurs envers nous) ait depuis cinq ans en ça mis sus grande & puissante armée, sans laquelle il ne pouvoit surement venir, & soi trouver à ladite assemblée. Pour ce mesmement qu'aucuns raports lui avoient été faits en lui donnant aucunes charges, donnant à entendre, que nous le tenions nôtre ennemi, & aussi que le Comte de Nevers, le Sire de Croy, & autres qu'il tenoit & reputoit pour ses ennemis, par l'aide, port & faveur de nos gens de Guerre, Villes & Forteresses s'étoient mis en armes en la Frontiere des Païs de nôtredit Oncle, & sur les passages de nôtredit Frere & Cousin, & occasion de ces matieres, tant avant l'assemblée d'icelui nôtre Frere & Cousin, avec nôtredit Frere de Normandie, & autres Seigneurs de nôtre Sang, que depuis plusieurs discors, divisions, & voies de fait, soient ensuivies jusqu'à grande effusion de sang, entre nous & nôtredit Frere, & autres Seigneurs de nôtre Sang; pour lesquelles apaiser, afin d'achever, & mettre à fin les grands maux & inconveniens inestimables commencez, & qui étoient aparens à venir à cause desdites divisions, à ce que nous & lesdits Seigneurs de nôtre Sang, puissions être & demeurer en amour, union & concorde, que Dieu nôtre Createur, auteur & largiteur de paix pût être servi, & reveré, & nôtredit Roiaume & tous états, regi & gouverné en paix, tranquillité, police, & bonne justice, nous aions fait faire & tenir plusieurs assemblées d'aucuns nos parens, Conseillers, & serviteurs, avec aucuns desdits Seigneurs de nôtre Sang, & autres leurs commis & députez, entre lesquels d'une part & d'autre, aprés plusieurs belles & notables ouvertures faites, tant pour le bien public de nôtredit Roiaume, police, & gouvernement d'icelui, que pour l'apaisement, & réunion de nôtredit Frere de Normandie, & autres Seigneurs de nôtre Sang envers nous, les commis & députez de nôtredit Frere, & Cousin le Comte de Charolois, aient fait plusieurs remontrances, plaintes & doleances, & entre autres, que tant pour lesdits raports faits à nôtredit Frere & Cousin, que pour autres causes touchant l'état de sa personne, dont relation nous a été faite, & aussi pour ce qu'il étoit averti qu'aucuns de nos gens & serviteurs, au nom de nous, avoient procuré & fait certaines alliances, qui lui pouvoient être prejudiciables; icelui nôtre Frere & Cousin a été contraint de mettre sus ladite armée, pour la conduite de laquelle il a fait & soutenu plusieurs grands frais, mises & depenses montans à plus de quatre-cens mille écus; & avec ce, pour ce que par le moien desdites alliances & sollicitations d'aucuns nos serviteurs les Ligeois, s'étoient nagueres mis en armes en intention d'envahir le Païs de nôtredit Oncle, & faire & porter dommage; icelui nôtre Oncle pour resister à l'entrepriſe desdits Liegeois, avoit mis sus autre grande armée, à grands frais & dépens; & d'autre part, pour ce que nous avons naguere racheté de nôtredit Oncle, les terres étans sur la Riviere de Somme, lesquelles par le Traité d'Arras lui appartenoient, nonobstant que nôtredit Frere & Cousin, à bonne & juste cause, s'attendoit que ne les dûssions racheter du vivant de nôtredit Oncle, que icelui nôtre Oncle n'a joüi des profits desdites terres sa vie durant, ainsi qu'il avoit sa fiance, & que lesdites terres n'ont pas été rachetées selon la forme dudit Traité d'Arras, icelui nôtredit Frere & Cousin, a été & est grandement interessé & dommagé, disant que des charges, mises, & dépens, dommages & interests dessusdits, & autres, qui nous ont été declarez, nous étions raisonnablement tenus de faire à nôtredit Frere & Cousin, recompense convenable; sur lesquelles choses, dont rapport nous a été fait, & sommes certiorez bien à plein, nous avons eû bonne & meure deliberation par plusieurs fois, avec aucuns des Seigneurs de nôtre Sang, les gens de nôtre Grand Conseil, & autres notables hommes de nôtre Roiaume. Savoir faisons, que nous, de nôtre certaine science & bonne volonté, desirant réünir & rejoindre à nous nôtredit Frere & Cousin, à ce que par les bons & grands services, aides & secours qu'il peut, & a vouloir de faire à nous & à la Couronne, nôtredit Roiaume puisse être gardé & defendu à l'encontre de nos anciens ennemis, & autres nos adversaires, paix, union & tranquillité, être nourrie & entretenuë entre nous, nôtredit Frere & Cousin, & autres Seigneurs de nôtre Sang, & que toutes voies de fait puissent cesser, & Justice être obeïe, gardée, & administrée en nôtredit Roiaume: Et aussi pour consideration & remuneration des grands services, mises & dépenses, que nôtredit Oncle nous a faites, & a soûtenuës pour nous du vivant de feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu absolve, pardevers lequel, & en ses Païs, pour éviter les dangers esquels nous étions vrai-semblablement de nôtre personne, nous retirâmes, & tant pour l'entretenement de l'état de nous, de nôtre tres chere & tres-amée compagne la Reine, que pour plusieurs notables Ambassades envoiées devers nôtre dit feu Seigneur & Pere, devers nôtre Saint Pere le Pape, & ailleurs, pour nos grands affaires, touchant nôtre état à venir à la Couronne, & d'autres grands frais & dépens faits par nôtredit Oncle & nôtredit Frere & Cousin pour nous accompagner en nôtre Sacre à Rheims, & nôtre entrée à Paris, à grand nombre de gens-d'armes, par doute que avions de trouver contradiction en nôtredit Roiaume: de tous lesquels frais, mises & dépenses, nous avons souventefois promis & accordé à nôtredit Oncle, & à nôtredit Frere & Cousin, de les recompenser. Et aussi pour recompenser icelui nôtre Frere & Cousin, de la pension de trente-six mille francs, que nous lui avions donnée & accordée, & laquelle, certain temps avant lesdites divisions, lui a été empêchée & rompuë: Par l'avis & deliberation de nôtredit Frere de Normandie, & de nos tres-chers & tres-amez Cousins les Ducs de Bretagne, de Calabre, de Bourbon, & de Nemours, les Comtes du Maine, du Perche, d'Eu, d'Armagnac, des gens de nôtre Grand Conseil, de nôtre Parlement, & autres notables hommes de nôtre Roiaume, avons baillé & transporté, baillons & transportons par ces presentes à nôtredit Frere & Cousin le Comte de Charolois, pour consideration & recompensation des choses dessusdites; & aussi pource que nôtredit Frere & Cousin s'est liberalement & pleinement accordé, entant qu'à lui étoit, & grandement emploié envers nôtredit Frere & autres Seigneurs du Sang, à l'appaisement desdites divisions, & pour le bien de paix, pour lui & ses hoirs mâles ou femelles, descendans de lui en directe ligne,

ANS J. C. 1465. ligne, & les hoirs de sesdits hoirs aussi descendans d'eux en directe ligne, à toûjours, les Villes, Citez, Terres, Forteresses, & Seigneuries appartenans à nous de & sur la Riviere de Somme, d'un côté & d'autre, comme Amiens, Saint-Quentin, Corbie, Abbeville, ensemble tout le Comté de Pontieu deçà & delà ladite Riviere de Somme, Dourlens, Saint Riquier, Crevecœur, Alleux, Monstreüil, le Crotoy, Mortagne, avec leurs appartenances & appandances quelconques, & toutes autres, qui nous peuvent appartenir à cause de nôtredite Couronne, depuis ladite Riviere de Somme inclusivement, en tirant du côté d'Artois, de Flandres, & de Hainault, tant de nôtredit Roiaume, que de l'Empire, lesquelles nôtredit Oncle de Bourgogne, tenoit & possedoit naguere au moien dudit Traité d'Arras, & avant le rachat & desengagement que nous en avons fait. En y comprenant aussi, au regard des Villes seantes sur ladite Riviere de Somme, du côté de nôtredit Roiaume, les Banlieuës & Echevinages d'icelles Villes, & tout ainsi & en la forme & maniere, que nôtredit Oncle les tenoit & possedoit, pour joüir par nôtredit Frere & Cousin, & sesdits hoirs, & les hoirs de sesdits hoirs, mâles ou femelles, descendans d'eux en directe ligne, desdites Citez, Forteresses, Villes, Terres & Seigneuries, en tous profits & revenus, tant de Domaine, comme des Aides, ordonnez pour la guerre, & aussi tailles & autres émolumens quelconques, ainsi que faisoit nôtredit Oncle, & sans y retenir aucune chose, fors les foi & hommage, ressort & souveraineté: & lequel transport nous avons fait & faisons, au rachat de deux-cens mille écus d'or, bons & de poids, à present ayans cours; lequel rachat nous & nos successeurs, ne pourront faire de nôtredit Frere & Cousin, ni durant sa vie; mais seulement nous & nosdits successeurs le pourront faire desdits hoirs de nôtredit Frere & Cousin, descendans de lui en directe ligne, & des hoirs de sesdits hoirs, aussi descendans d'eux en directe ligne, qui tiendront icelles terres parmi, leur baillant & paiant à une fois ladite somme de deux-cens mille écus, à present courans; pour la seureté duquel rachat, nôtredit Frere & Cousin nous baillera ses lettres patentes en bonne forme. Et voulons & entendons, que nôtredit Frere & Cousin, & sesdits hoirs descendans de lui, & qui tiendront lesdites terres, pourront commettre & ordonner pleinement à leur volonté, tous Officiers qui seront necessaires à mettre & instituer au regard du Domaine desdites Citez, Villes, Forteresses, Terres & Seigneuries dessusdites, & que les autres Officiers, qui seront necessaires pour les droits roiaux, Aides, & Tailles, soient instituez de par nous & nosdits successeurs, à la nomination de nôtre Frere & Cousin, & de sesdits hoirs, pour icelles Aides & Tailles, imposer & lever ainsi qu'il se faisoit du tems que nôtredit Oncle de Bourgogne les tenoit & possedoit; & en outre comme par ledit Traité d'Arras, entre-autres choses ait été accordé, que la Comté de Bologne seroit & demeureroit à nôtredit Oncle le Duc de Bourgogne, & à ses enfans mâles, procréez de son propre corps, & que nôtredit feu Seigneur & Pere seroit tenu de recompenser ceux qui pretendroient y avoir droit. Nous pour les causes & considerations dessusdites, & sans deroger audit Traité d'Arras, avons accordé & declaré, accordons & declarons à nôtredit Frere & Cousin, que lui & ses enfans mâles ou femelles, procréez en mariage de son propre corps, tant seulement durant leur vie, tiennent & puissent tenir ladite Comté de Bologne, par la forme & maniere, que par ledit Traité d'Arras, nôtredit Frere & Cousin, la peut tenir, & en faire les fruits leurs, comme de leur heritage; & à ce nous ferons consentir ceux qui pretendent droit audit Comté, & serons tenus de faire les recompensations qui appartiendront, & en tenir nôtredit Frere & Cousin, & sesdits enfans: Et aussi avons promis & accordé, promettons & accordons à nôtredit Frere & Cousin, que nous lui ferons bailler & depêcher pleinement, purement & franchement, & entant qu'à nous est, lui baillons & delivrons dés maintenant les Châteaux, Villes, Chastellenies, & Prevôtez de Peronne, Montdidier, & Roye, avec toutes leurs appartenances & appendances quelconques, déchargées de toutes gageries & rachats, en tels & semblables droits qu'elles furent baillées & transportées à nôtredit Oncle son Pere, par ledit Traité d'Arras, pour les tenir & en joüir ainsi, & par la maniere contenuë & declarée audit Traité, & ferons & procurerons par effet, que nôtre tres-cher & tres-amé Cousin ledit Comte de Nevers transporte & remette à nôtredit Frere & Cousin, tout tel droit qu'il a & pretend avoir esdits Châteaux, Villes, Prevôtez & Châtellenies, & que de ce qu'il en tient, il vuide & depêche la possession és mains de nôtredit Frere & Cousin, ou de son Commis; & avec ce, avons baillé & transporté à nôtredit Frere & Cousin, pour lui, ses hoirs & successeurs quelconques, & en heritage perpetuel le Comté de Guynes, & ses appartenances & appendances quelconques, pour en joüir par nôtredit Frere & Cousin, & sesdits hoirs & successeurs, en tous droits, profits & émolumens, tant de Domaine, que des Aides, Tailles, & autres obventions quelconques, sans rien y reserver ni retenir pour nous, fors les foi & hommage, ressort & souveraineté; & du droit que le Sire de Croy, ou autres, pouroient avoir & pretendre en ladite Comté, nous serons tenus le recompenser; & d'icelui Comté faire & tenir nôtredit Frere & Cousin, & sesdits hoirs, quites & paisibles envers ledit de Croy, & tous autres, toutes lesquelles choses nous avons promis & promettons en bonne foi, & par parole de Roi, par nôtre serment, & sous l'obligation de tous nos biens presens & à venir, pour nous, nos hoirs & successeurs, tenir, garder, entretenir, enteriner & accomplir de point en point en la forme & maniere dessusdite, inviolablement & sans enfreindre, ni jamais venir au contraire, par nous ou par autre, ne souffrir qu'autre y vienne directement ou indirectement, couvertement, ou en appert, le tout sans fraude, dol, ou malengin, & nous sommes soûmis & soûmettons pour l'accomplissement, enterinement & entretenement des choses dessusdites, & chacune d'elles, à la cohertion & contrainte de Nôtre Saint Pere le Pape, & à toutes Cours tant d'Eglise comme Seculieres, pour lesquelles & chacune d'elles, nous voulons & consentons nous & nosdits successeurs, être contraints à observer toutes & chacunes les choses dessusdites, en renonçant à tous droits, privileges, ordonnances, édits roiaux, exceptions, & choses quelconques, par lesquelles on pourroit en tout ou en partie, venir au contraire des choses dessusdites, tout ainsi que si tous lesdits droits, ordonnances, édits, exceptions, ou autres renonciations étoient expressement declarées, & specifiées en cesdites presentes. Et en outre, mandons & expressement enjoignons, à nôtre amé & feal Chancelier, & à nos amez & feaux Conseillers, les gens de nôtre Grand Conseil, les gens qui tiendront nos Parlemens avenir, gens de nos Comptes, les Generaux de nos Finances, Baillifs, Senéchaux, & autres nos Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux comme à eux appartiendra, que ces nos presentes, & le contenu en icelles, ils gardent entierement, & accomplissent de point en point, & ne fassent ou souffrent faire, aucune chose au contraire; & quand aucune chose sera faite à l'encontre, ils la reparent & remettent incontinent & sans delai, au premier état & deu; & mêmement esdits de Parlement, des Comptes, & des Finances, que cesdites presentes ils verifient & approuvent, & les fassent publier & enregistrer par tout où il appartiendra, nonobstant quelconques ordonnances faites de non aliener, ne mettre hors de nos mains les Domaines de nôtredite Couronne, & toutes restrictions, promesses, & sermens, que nous, ou aucuns

ANS J. C. 1465.

ANS de J. C. 1465. cuns de nosdits Officiers auroient pû faire en general, ou en particulier, sous quelconque forme de paroles, par lesquelles on pourroit & voudroit empêcher l'effet, accomplissement & enterinement de tout le contenu en cesdites presentes ; lesquelles ordonnances, restrictions, promesses, obligations & sermens, nous, pour le bien de paix, ne voulons, quant au cas present, deroger ou prejudicier aux transports, & autres choses dessusdites ; & desdites promesses, sermens, ou autres astrinctions que nosdits Officiers pourront avoir envers nous, au contraire des choses dessusdites, nous les tiendrons & tenons par cesdites presentes, & en accomplissant le contenu en icelles, pour quittes & suffisamment déchargez. Et pource que d'icelles on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait sous scel roial, foi soit ajoûtée comme à l'Original. En têmoin de ce, nous avons fait mettre & apposer nôtre grand scel à ces presentes. Donné à Paris le cinquiemę jour d'Octobre, l'an de grace, mille quatre cens soixante & cinq, & de nôtre regne le cinquieme. Ainsi signé, Par le Roi, le Comte de Saint Paul, Connétable, le Sire de Montauban, Amiral de France, le Sire d'Elandes, Maître Jean Dauvet, Premier President de Toulouse, & autres presens. J. Bonore : Et sur le repli desdites Lettres étoit écrit, *Lecta & publicata Parisiis in Parlamento duodecima die Octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo quinto.* Ainsi signé, *Cheneteau.* : Et avec ce est écrit plus bas sur ledit repli, *Registrata, præsente Procuratore Regis, & non contradicente. Actum in Parlamento die decima-septima Octobris, anno millesimo quadringentesimo sexagesimo quinto*, Cheneteau. *Similiter lecta, publicata & Registrata in Camera Computorum Domini nostri Regis Parisiis, decima nona die dicti mensis Octobris, anno quo supra.* Badoüiller.

CDXLVIII.

ANS de J. C. 1465. FRANCE BOURGOGNE ET PRINCES LIGUEZ.

Traité de Paix fait à Saint-Maur des Fossez, prés Paris, entre LOUIS XI. *Roi de France d'une part, & les Ducs de* NORMANDIE, *de* BRETAGNE, *de* CALABRE, *de* LORRAINE, *de* BOURBONNOIS, D'AUVERGNE *& de* NEMOURS, *les Comtes de* CHAROLOIS, D'ARMAGNAC, *de* S. PAUL, *& autres Princes de France, soûlevez sous le nom de Bien public, d'autre, du 29. Octobre*, 1465. Divers Traitez, Contracts, &c. Servans de Preuves aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 35. *&* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 68.

CHarles Fils & Frere de Roi de France, Duc de NORMANDIE, François Duc de BRETAGNE, Jean Duc de CALABRE & de LORRAINE, Charles de Bourgogne, Comte de CHAROLOIS, Jean Duc de BOURBONNOIS & D'AUVERGNE, Jâques Duc de NEMOURS, Comte de la Marche, Jean Comte D'ARMAGNAC, Loüis de Luxembourg, Comte de SAINT PAUL, Charles Comte d'Albret, & Jean Comte de Dunois. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour appaiser les differends & divisions meuës entre Monsieur le Roi d'une part, Nous & plusieurs notables hommes de ce Roiaume, joints & adherans avec nous d'autre part, certains traitez & appointemens, ayent été avisez & accordez entre mondit Sieur le Roi & nous, ainsi que plus à plein est contenu en certains articles, dont la teneur s'ensuit & est telle: Comme Monsieur le Duc de Normandie, & naguere Duc de Berri, & plusieurs autres des Seigneurs du Sang, joints & adherans avec lui, aient fait remontrer au Roi qu'ils s'étoient unis & assemblez ensemble pour venir pardevers lui, & pour lui faire aucunes remontrances & requêtes touchant le fait & ordre de la Justice, & bien public du Roiaume : ce qu'ils n'ont pû faire ni accomplir pour aucuns rapports à eux faits, portans menaces ; & à cette cause, & pour la seureté de leurs personnes, s'étoient mis-sus en armes & en assemblée de gens, sur quoi se sont ensuivies aucunes divisions & voies de fait: pour obvier ausquelles, & aux dommages & inconveniens qui en pourroient arriver, & aussi pour nourrir bonne paix, amour & union, entre le Roi & lesdits Seigneurs, afin qu'on puisse mieux vaquer aux choses necessaires, pour le bien & utilité de la chose publique du Roiaume, ont été traitées & appointées entre-eux les choses qui s'ensuivent. ANS de J. C. 1465.

Premierement, Que toutes manieres de guerre & voies de fait, d'entre le Roi & lesdits Seigneurs, leurs hommes, vassaux, & sujets, leurs adherans, alliez, amis & bienveillans, de quelque état ou condition qu'ils soient, en quelque Païs, terre & Seigneurie que ce soit, au Roiaume ou dehors, à cause desdites divisions ou differends, cesseront doresnavant de part & d'autre, & demeureront en bonne paix, amour & tranquillité, & feront le Roi & lesdits Sieurs retirer leurs gens de guerre sur leurs lieux, sans faire sejour, au plûtôt que faire se pourra.

Item, Que de quelconques choses qui se soient ensuivies à cause desdites divisions, d'un côté & d'autre, ne poura jamais aucune chose être imputée, reprochée, ou demandée, ni molestation faite par procez, ni autrement, en quelque maniere que ce soit, à aucun desdits Seigneurs, ni des adherans, serviteurs, sujets, alliez, amis & bienveillans, d'une part & d'autre, ainçois demeureront en bonne seureté quelque part qu'ils soient, ou demeurent au Roiaume, ou dehors, sans que de la part du Roi ni desdits Seigneurs, leur puisse, ni à aucun d'eux, aucune chose être imputée, reprochée, ou demandée.

Item, Que lesdits Seigneurs ne feront ou mouveront par eux, ni par autres, à l'occasion desdites choses passées ni autrement, guerre ou dommage au Roi, & ne procureront, que guerre ou dommage lui soit fait par autres Seigneurs, ou Communautez, & n'y bailleront aide & secours en quelque maniere que ce soit, pour cause desdites choses passées, ni autres quelconques, ainçois serviront & obeïront le Roi, ainsi que tenus y sont.

Item, Aussi que le Roi, ni par lui ni par autre, à l'occasion desdites choses passées, ni autrement, ne sera ou mouvera guerre, ou dommage ausdits Seigneurs, ni à leurs adherans, sujets, serviteurs, ou alliez, ni procurera, que guerre ou dommage leur soit faite, par autres Seigneurs ou Communautez, & ne baillera aide ni secours, en aucune maniere pour cause desdites choses passées, ni autres quelconques, ainçois les aidera & secourera comme ses bons parens & sujets, sans toutefois pour ce empêcher la voie & poursuite de Justice, ni l'autorité du Roi és cas, & ainsi qu'il apartient selon raison, en autres cas qui n'apartiennent, & ne concernent lesdits differens & divisions.

Item, Que les hommes & vassaux, sujets, serviteurs & adherans, tant du Roi comme desdits Seigneurs qui ont tenu parti, tant d'un côté que d'autre, retourneront & retournent franchement, & quitement en leurs maisons, places, heritages, rentes, revenus, & biens immeubles, quelque part qu'ils soient, soit au Roiaume ou dehors, & sans qu'à cete cause rien leur en puisse être retenu, querellé, ou demandé le tems avenir, & feront & demeureront, sont & demeurent par cedit Traité en leurs jouïssances, possessions & saisines, ainsi qu'ils étoient auparavant lesdites divisions,

ANS de J. C. 1465.

visions, nonobstant quelconques dons, cessions, transports, occupations, ou empêchemens qui leur aient été faits par le Roi ou lesdits Seigneurs, ou par autres à leurs causes & moiens, sous couleur de justice ou autrement, depuis lesdites divisions, & à l'occasion d'icelles, lesquels empêchemens sont & seront nuls, & de nul effet, comme choses non avenuës, & est permis à tous les dessusdits d'entrer en leursdits biens comme devant le leur autorité, & sans (a) aucun ministere, & si mestier étoit en seront baillées Lettres à ceux qui les requerront, telles que besoin sera.

(a) Ou sans aucun Ministére ou Mystére de justice.

Item, Que les biens meubles étans en nature de choses qui ont été pris & empêchez sous couleur de justice, ou autrement par voie & exploit de guerre, seront délivrez, depêchez & restituez à ceux ausquels ils apartenoient paravant lesdites divisions. Et pareillement seront rendus & restituez tous les biens qui auront été pris, ou empêchez durant les treves.

Item, Que les Villes & Communautez, qui ont obeï & adheré à un ou à l'autre parti, ne seront pour ce mal traitées, & ne leur sera fait ou donné aucun trouble, détourbier, ou empêchement en leurs droits, privileges, octrois, franchises & libertez, ainçois y demeureront ainsi qu'ils étoient auparavant lesdites divisions.

Item, Et tant par le Roi que par lesdits Seigneurs, seront renduës & délivrées les Villes & Places prises & occupées de l'un parti sur l'autre, à cause d'icelles divisions.

Item, Le Roi ne contraindra lesdits Seigneurs à venir devers lui, & ne seront tenus d'y venir en leurs personnes, sans toutefois que par ce iceux Seigneurs soient exempts des services qu'ils doivent au Roi à cause de leurs fidelitez, quand besoin sera pour la défense & bien évident du Roiaume.

Item, Et quand le plaisir du Roi sera de venir és maisons & places desdits Seigneurs, esquelles ils seront en leurs personnes, il leur sera savoir trois jours devant sa venuë. Aussi lesdits Seigneurs ne viendront devers le Roi, sans premierement envoier devers lui, pour savoir son bon plaisir & consentement.

Item, Si on vouloit imposer ou imputer ausdits Seigneurs, ou à leurs adherans & serviteurs, aucuns cas ou malefices, le Roi ne procedera ni fera proceder à l'encontre d'eux par voie de fait, prise, arrest, ou detention de leurs personnes ou autrement, que ce ne soit par bonne & meure deliberation de conseil, & à bonne & suffisante cause, information precedente, & en termes de bonne justice, & en gardant les droits, dignitez, & prerogatives desdits Seigneurs, & de leurs personnes. Et pareillement lesdits Seigneurs, & leurs Officiers, ne procederont à l'encontre des serviteurs & adherans du Roi pour aucun cas & malefice que l'on leur voudroit imposer par voie de fait, prise, arrest, ou detention de leur personne, ne autrement, que ce ne soit par bonne & meure deliberation, & ainsi que dessus a esté dit de la part du Roi.

Item, Pour pourvoir aux plaintes & doleances, que de la part desdits Seigneurs, & de plusieurs sujets du Roi de divers états, lui ont été faites d'aucuns desordres, & fautes que l'on dit être au fait de l'Eglise, de la Justice, & de plusieurs griefs, exactions, & vexations induës, à la grande charge, foule & dommage du peuple, & du bien public du Roiaume, a été traité & appointé, que le Roi commettra trente-six notables hommes de son Roiaume, & lesquels il a commis, c'est à savoir, douze Prelats & notables gens d'Eglise, douze notables Chevaliers & Ecuiers, & douze notables gens de Conseil & de Justice, ausquels le Roi donnera & a donné plein pouvoir & commission d'eux assembler en la Ville de..... & d'eux enquerir & informer des fautes & desordres dessusdits, & autres choses touchant le bien public & universel du Roiaume, & d'oüir & recevoir toutes les remontrances & avertissemens, qui touchant ce que dit est leur seront faites & baillées; & sur toutes les choses dessusdites, leurs circonstances & dependances, aviser, deliberer, & conclure les provisions, reparations, & remedes convenables au bien du Roi, desdits Seigneurs, de ses sujets, & de la chose publique du Roiaume, à la conservation & bon ordre de Justice, des droits, libertez, & franchises de l'Eglise, des Nobles, & autres vassaux & sujets, soulagement & décharge du peuple & du Roiaume, & à ce que doresnavant Dieu nôtre Createur & sainte Eglise, puissent être reverez, & le divin service fait, Justice administrée, marchandise avoir son cours, & tout le peuple du Roiaume demeurer en repos, liberté, & bonne tranquillité.

ANS de J. C. 1465.

Item, Lesquels avis, deliberations & conclusions, ainsi & par la maniere qu'ils auront été faits, accordez, & conclus par lesdites trente six personnes, ou la pluspart d'entre eux, tant par forme d'Ordonnance, Edits perpetuels, Declarations ou autrement, le Roi veut & ordonne dés à present comme pour lors, & desiors comme à present (b) valoir, sortir leur plein & entier effet, & être entretenus & gardez selon leur forme & teneur, comme si lui-même en personne les avoit faits. Et d'abondant, dedans quinze jours aprés qu'ils auront été apportez au Roi, il les autorisera & approuvera, ainsi & par la forme & maniere que par lesdits trente-six aura été avisé & conclu, & en baillera ses Lettres Patentes, lesquelles Lettres seront publiées & enregistrées en la Cour de Parlement, en la Chambre des Comptes, & Bailliages & Senechaussées Roiaux, & les gardera & fera garder en tous leurs points; & mandera à ladite Cour de Parlement, aux Baillifs, Senéchaux, & autres Officiers dudit Roiaume, de les garder entretenir, sans enfreindre ni jamais venir au contraire. Et dés maintenant veut & ordonne, que les Baillifs, Senéchaux, & Justiciers, jurent & promettent ainsi le faire; & ne seront baillées Lettres par le Roi en sa Chancellerie, ni ailleurs, à l'encontre desdits avis faits & accordez, comme dit est; ausquelles Lettres, si elles étoient baillées par le Roi en ladite Chancellerie, ou ailleurs, ne sera en ce cas obeï par lesdits Conseillers de Parlement, Baillifs, Senéchaux, & autres Justiciers. Et pareillement lesdits Seigneurs seront tenus de garder & entretenir lesdits avis, deliberations, & conclusions, & de les faire garder en tous leurs points par leurs Officiers, qui les promettront & jureront comme dit est.

(b) Ou *vouloir sortir.*

Item, Durera le pouvoir & commission desdits trente-six, deux mois, à conter du tems qu'ils commenceront à besogner, & auront puissance de proroger quarante jours pour une fois; & s'il avenoit qu'aucuns desdits trente-six allassent de vie à trépas, fussent malades, ou tellement occupez, qu'ils n'y pûssent vaquer ou entendre, en ce cas, les autres y subrogeront d'autres, tels qu'ils verront en leurs consciences, & commenceront à besogner le quinzieme jour de Decembre prochainement venant.

Item, Le Roi & lesdits Seigneurs tiendront, garderont, & accompliront entierement, & en tous leurs points, les traitez, accords, & autres appointemens faits & accordez entre-eux, tant touchant l'appanage de Monsieur de Normandie, que autres choses faites & accordées ausdits Seigneurs, & à chacun d'eux, & autres leurs adherans, sans jamais faire ou procurer directement ou indirectement, aucune chose au contraire, tout ainsi que si tous lesdits traitez, accords & appointemens, étoient nommément & expressément inserez & incorporez en ces presens articles.

Item, Et pource qu'à cause desdits differends, le Roi a fait prendre & mettre en ses mains les terres & Seigneuries de Parthenay, Vouvent, Mairevent, Secondigny, le Coudray, Salvart, & Chasteillallon, lesquels au moien dessusdit, & aussi par le moien de certain don & transport, que feu le Roi Charles en fit au Roi, qui à present est, le Roi en a fait don & transport à Monsieur le Comte du Maine son Oncle, lequel

ANS de J. C. 1465. en a pris & apprehendé la poſſeſſion, en deſapointant Monſieur le Comte de Dunois deſdites Places, Terres, & Seigneuries qu'il tenoit & poſſedoit au moien du don & tranſport, qui lui en avoient été faits par ledit feu Roi Charles, & depuis confirmé par le Roi qui eſt à preſent, dont les Lettres avoient & ont été verifiées tant en la Cour de Parlement qu'en la Chambre des Comptes, a été appointé & accordé pour le bien de la Paix, en quoi Monſieur de Dunois s'eſt grandement emploié, que mondit Sieur du Maine, lequel dés à preſent, delaiſſe & renonce entre les mains du Roi, tout le droit qu'il pouvoit & pretendoit avoir eſdites Terres de Parthenay, &c. & qu'il en bailloit ſes Lettres de renonciation à mondit Sieur de Dunois; enſemble les Lettres des dons à lui faits, & que le Roi confermeroit & bailleroit ſes Lettres de confirmation de creance, du don fait à mondit Sieur de Dunois par le feu Roi ſon Pere, en declarant qu'il veut & ordonne, que ledit don ſortiſſe ſon plein & entier effet. Et d'abondant, afin que ledit Sieur de Dunois ne fût empêché ou moleſté, ſous ombre dudit don fait au Roi par le feu Roi ſon Pere, que le Roi fait don & tranſport à mondit Sieur de Dunois du droit qui lui pouvoit appartenir, au moien dudit don à lui fait par le feu Roi & autrement, delaiſſé & tranſporté à mondit Sieur du Maine; & qu'à mondit Sieur de Dunois ſoit baillée & delivrée reaument & de fait, la poſſeſſion & paiſible joüiſſance deſdites Terres & Seigneuries, laquelle le Roi tant par lui que par mondit Sieur du Maine, ſera tenu de bailler promptement, & ſans delai à mondit Sieur de Dunois, & ſeront baillées & renduës à mondit Sieur de Dunois les Lettres du don fait par ledit feu Roi au Roi qui eſt à preſent.

Item, & au regard de mondit Sieur du Maine, pour & auſſi qu'il s'eſt grandement emploié à la pacification, & pour la recompenſe du droit, que le Roi lui avoit donné & tranſporté, le Roi ſera tenu de le recompenſer, & lui donner & bailler pour icelle recompenſe la terre & Seigneurie de Taillebourg, laquelle le Roi fera delivrer à mondit Sieur du Maine, & fera recompenſer ceux à qui elle appartient.

Item, en faveur de ce preſent Traité, pour bien de Paix, & à la tres-humble requeſte deſdits Seigneurs, le Roi a reſtitué, reintegré, & rétabli, Antoine de Chabanes, Comte de Dammartin, en ſes honneurs, Châteaux, Places, Terres & Seigneuries, rentes, & revenus, droits, & autres biens immeubles, ainſi & par la maniere qu'icelui Comte de Dammartin, & Damoiſelle Marguerite de Nanteüil ſa femme, les tenoient, & en joüiſſoient au tems du feu Roi Charles dernierement trépaſſé; & auſſi en ſes biens meubles, étant en nature, quelque part qu'ils ſoient, nonobſtant l'Arreſt prononcé par la Cour de Parlement, à l'encontre dudit Comte de Dammartin, & tous dons, ceſſions & venditions, publications & verifications d'iceux, que le Roi, au moien dudit Arreſt, auroit fait, ou fait faire deſdites Terres, Seigneuries & biens, ou d'aucunes d'icelles; & leſquelles Places, Terres, & Seigneuries, & biens deſſuſdits, ſeront pleinement & quitement delivrez, & depêchez audit Comte de Dammartin, & les detenteurs d'iceux à ce contraints, ſans avoir égard audit Arreſt, dons, ceſſions, venditions, publications & verifications d'iceux, ni que lui ou ſes hoirs, ils portent ou puiſſent porter préjudice ou dommage, & ſur ce lui ſeront baillées lettres telles que beſoin ſera.

Item, le Roi de bonne foi, en parole de Roi, & par ſon ſerment, & auſſi leſdits Sieurs de bonne foi, & par leurs ſermens, promettront, & jureront de tenir, garder, accomplir, & obſerver, toutes les choſes deſſus dites, en tous leurs points, & articles, de les faire garder, accomplir, entretenir & obſerver, par leurs Officiers & ſujets, ſans jamais par eux ou par autres, directement ou indirectement, couvertement ou en appert, venir au contraire, ne ſouffrir que autres y viennent en aucune maniere, ou ſous quelque couleur ou occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être. Et ſi le Roi, ou leſdits Seigneurs, vouloient faire aucune choſe au contraire, ne leur ſera obeï par leurſdits Officiers ou ſujets; & auſſi ſi aucuns des Seigneurs du Sang, le Connêtable, Maréchaux, & Admiral, Comtes, Barons, & autres notables hommes, la Cour de Parlement, les Prelats, & bonnes Villes qui ſeront nommez de la part du Roi, & auſſi les Comtes, Barons, & notables hommes qui ſeront nommez de la part deſdits Seigneurs, promettront & jureront de tenir, garder, entretenir, & accomplir en tant qu'à eux eſt & ſera, toutes les choſes deſſus dites, ſans jamais venir au contraire, par eux ni par autre, ni ſouffrir qu'autre y vienne; & que ſi le Roi ou leſdits Seigneurs vouloient faire aucune choſe au contraire des choſes deſſuſdites, en tout ou en partie, ils n'y aideront, ſerviront, ni aſſiſteront, ni feront, ni donneront aucun aide, ſervice, faveur, ou aſſiſtance, en façon & maniere que ce ſoit; mais feront, procureront, & promettront de tout leur pouvoir, que toutes choſes faites au contraire ſoient reparées & miſes au premier état & dû, ſelon le vrai entendement des choſes ſuſdites. ANS de J. C. 1465.

Item, & avec ce, le Roi, leſdits Seigneurs, & tous les deſſuſdits, jureront & promettront, que deſdites promeſſes, traitez & ſermens, ils ne pourſuivront, procureront, ni obtiendront diſpenſation, relevement, ou reſciſion ſous couleur d'autres promeſſes, ſermens, traitez, ou proteſtations precedentes, ni d'autre couleur, ou occaſion quelconque; & s'ils obtenoient leſdites diſpenſations, relevement, ou reſciſion, ou qu'elles leur fuſſent octroiées & accordées, ils ne s'en aideront, & ſeront de nul effet & valeur.

Item, s'il avenoit qu'aucun deſdits Seigneurs, fit ou voulſit faire & entreprendre à l'encontre du Roi, contre & au préjudice deſdits traitez & appointemens, en ce cas, les autres ſeront tenus de ſervir & aider le Roi, à l'encontre de celui, ou ceux, qui auroient fait, ou voulu faire au contraire, comme dit eſt, ſans leur faire ou bailler audit cas, aide ou faveur quelconque.

Item, auſſi ſi le Roi faiſoit ou vouloit faire, aucune entrepriſe à l'encontre deſdits Seigneurs, ou aucun d'eux, contre & au préjudice deſdits traitez & appointemens, iceux Seigneurs pourront aider & ſecourir les uns les autres, ſans que de ce leur puiſſe aucune choſe être imputée ou demandée. Et ſeront faites lettres, tant du Roi que deſdis Seigneurs, entant que beſoin ſera, eſquelles ſeront incorporez ces preſens articles, & ſeront publiez & enregiſtrez en la Cour de Parlement, & au *vidimus* d'icelles, ſera foi ajoûtée comme au vrai original.

Savoir faiſons que nous, de nôtre certaine ſcience, pure & franche volonté, par bonne & meure deliberation de Conſeil, avons loüé, conſenti, & approuvé, loüons, conſentons, & approuvons par ces preſentes, les traitez, accords, & appointemens, dont mention eſt faite és articles deſſus tranſcrits, & tout le contenu en iceux. Et avons promis & promettons de bonne foi, & par nos ſermens, de les tenir, garder, & accomplir de nôtre part inviolablement, tout ainſi en la forme & maniere que leſdits articles le contiennent. En témoin dequoi nous avons fait mettre nos Sceaux à ces preſentes. Donné à Saint-Maur des Foſſez le vint-neuvieme jour d'Octobre mil quatre cens ſoixante cinq. *Sic ſignatum ſuper plicam*, par le commandement de Meſſieurs les Ducs & Comtes deſſus nommez J. Gros. *Et in dorſo erat ſcriptum, lecta, publicata, & regiſtrata Pariſiis in Parlamento quindecima die Novembris anno* 1465. *Sic ſignatum*, Cheneteau. *Collatio facta eſt. Extractum a Regiſtris Ordi-*

ANS de J. C. 1465. *Ordinationum Regiarum in Curia Parlamenti registrarum.* Pichon.

CDXLIX.

RANCE, OURGO- NE ET RINCES GUEZ. *Protestation de* LOUIS XI. *Roi de France, en sa Cour de Parlement de Paris, contre les Traitez de Conflans & de S. Maur, prés Paris, faite en Octobre* 1465. Divers Traitez, Contracts, &c. Servans de Preuves aux Memoires de Philippe de Comines. pag. 46. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 74.

QUe les susdits Traitez de Conflans & de Saint-Maur, faits en l'an 1465. avec les Princes mécontens, s'étoient faits contre sa volonté, par force & par contrainte, & qu'ils ne pourroient lui préjudicier.

Que ledit Roi LOUIS XI. ne pouvoit donner en appanage à son frere Charles le Duché de Normandie, puisqu'il avoit été uni à la Couronne par les Rois ses Predecesseurs.

CDL.

ANS de J. C. 1465. RANCE & BRE- AGNE. *Alliance faite entre* LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Caën le 23. Décembre* 1465. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 75.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme de tout tems & ancienneté, entre nos Predecesseurs Rois de France, & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu, & Cousin le Duc de BRETAGNE, & ses predecesseurs Ducs dudit Duché, ait toûjours eu grande & roiale amitié, confederation & bienveillance, & que nosdits predecesseurs & nous, aions toûjours été bons & loiaux parens, amis & bienveillans de nôtredit Cousin & de ses predecesseurs; & aussi icelui nôtre Cousin, & sesdits predecesseurs, bons, vrais, & loiaux serviteurs, & parens de nosdits predecesseurs, & de la Couronne, qui a été & peut être cause de l'entretenement desdits Païs & sujets d'iceux, en bonne Paix, état, vertu, magnificence, & tranquillité.

Savoir faisons, que nous qui desirons ensuivre les hauts & loüables faits de nosdits predecesseurs, & entretenir nôtredit Neveu, en bonne Paix, amour & union: avons fait & faisons, avec nôtredit Neveu & Cousin, le Duc de Bretagne, amitié & confederation, en la maniere qui s'ensuit.

C'est à savoir, que toutes questions & differences, qui peuvent avoir été par ci-devant entre nous & nôtredit Neveu, rejettées & reputées d'une part & d'autre, comme non avenuës, & non faites, nous sommes & serons doresnavant à perpetuité, bon, vrai, & loial Seigneur, ami & bienveillant, de nôtredit Neveu & Cousin, l'aimerons & soûtiendrons, conforterons & aiderons, de tout nôtre pouvoir, à garder, sauver, & défendre son honneur, état, Païs, Terres & Seigneuries, & sujets, ainsi que voudrions faire les nôtres propres, sans different aucun, contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, & qui la personne de nôtredit Neveu & Cousin, ou sesdits Païs, Terres, & Seigneuries, voudroient grever, guerroier, ou usurper, en quelque maniere que ce fût, & avec ce, en toutes les querelles & entrepriſes de nôtredit Neveu & Cousin, nous lui promettons nous declarer ami de son ami, & ennemi de son ennemi, de nous mettre & emploier en faveur de lui, & en son aide, en nôtre personne, si besoin est, & tous nos sujets, Païs & Seigneuries, & tout ainsi que nôtredit Neveu & Cousin le voudra demander & requerir. ANS de J. C. 1465.

Et en outre, tout ce que pourrons savoir être, ou avoir été fait, ou pourchassé au préjudice de nôtredit Neveu & Cousin, ou de sesdits Païs, Terres, Seigneuries & sujets, nous lui signifierons, l'en avertirons, &, de tout nôtre pouvoir, l'en garderons & défendrons.

Et avec ce, avons compris & comprenons en ces presentes, nôtre tres-cher & amé Cousin le Comte de Dunois, & nos Cousins les Sires de Loheac, & Comte de Dammartin, le Sire de Lescun, Maître Jean de Rouville, Vicechancelier de Bretagne, & autres Serviteurs de nôtredit Neveu & Cousin, & iceux avons reçûs & recevons, prenons & mettons en nôtre bonne grace, & en nôtre protection & sauvegarde, sans ce que ores, & pour le tems avenir aucune chose leur puisse être demandée ou reprochée, ni à leurs parens & amis, pour cause des choses faites & avenuës, pendant & durant le tems desdites differences & questions; mais en sont & demeurent dechargez, & absous perpetuellement, & à toûjours, & par cesdites presentes, promettons par la foi & serment de nôtre corps, & sur nôtre honneur, & en parole de Roi, & sur peine d'encourir les censures Ecclesiastiques, esquelles nous nous soûmettons, tenir & accomplir, toutes & chacune les choses devant dites, de point en point, selon leur forme & teneur, sans jamais aller, ni faire chose au contraire, en quelque maniere que ce soit, en renonçant par ladite foi & serment de nôtre corps, & sur nôtre honneur, à toutes exceptions, deceptions, fraudes, baras, & allegations de fait de droit & de coûtume, à tous relevemens, dispenses, & absolutions de sermens, obligations, alliances, appointemens, promesses écrites & non écrites, & generalement à toutes les choses quelconques, parquoi on pouroit aller contre la teneur de cesdites presentes. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné à Caën ce 23. jour de Decembre, l'an de grace 1465. & de nôtre Regne le cinquieme. Et sur le repli est écrit, par le Roi en son Conseil, auquel vous l'Evêque d'Evreux, l'Admiral, les Sires du Lau, de Crussol, de la Soge, Maître Adam Fumée, & autres, étoient; ainsi signé, Roland, avec paraphe, & scellé d'un scel de cire jaune, sur une bande de parchemin.

CDLI.

*Don du Comté d'*EU *par* LOUIS XI. *Roi de France, à* MARIE DE SAVOYE, *Comtesse de S. Paul. Fait à Montargis le* 14. *Août* 1466. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 383. ANS de J. C. 1466. FRANCE ET SAVOYE.

LOUYS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme au Traitté du Mariage n'agueres fait de nostre tres-cher & amé Cousin Louys de Luxembourg Comte de S. Paul, de Liney, de Conversan, & de Brienne, & de nostre *tres-chere & tres-amé Sœur & Cousine* MARIE DE SAVOYE, nous ayons entre autres choses promis & accordé pour l'accomplissement & en faveur dudit Mariage, qu'au cas que nostre Cousin le Comte d'Eu qui est à present, va de vie à trepas sans hoirs masles de son corps, bailler, delaisser & delivrer à nosdits Cousins de S. Paul, Sœur & Cousine, & aux hoirs procrées d'eux deux, ladite Comté d'Eu avecque toutes ses appartenances, & de ce dez maintenant passer Lettres en la meilleure forme que faire se pourroit, & qui seront verifiées &

ANS de J. C. 1466. expediées par tout comme l'on aviseroit pour la seureté de la chose; pourveu que apres le trespas d'eux deux, & le survivant d'eux s'ils ne laissent hoir masle, ladite Comté de Eu retournera à la Couronne, ainsi qu'il est contenu plus à plain au Traitté dudit Mariage; Sçavoir faisons, que nous voulans tenir & accomplir bien & deüement les choses par nous promises & accordées, eüe consideration aux services que nostre dit Cousin de Sanct Paul nous a faits, fait chacun jour, & esperons que plus fasse; & aussi affin que les Enfans qui istront dudit Mariage, soient pourveus de Seigneuries dont ils puissent honorablement eux & leur Estat entretenir; & à ce qu'ilz ayent mieux dequoy servir nous & la Couronne de France le temps advenir: pour ces causes, & plusieurs autres considerations qui à ce nous ont meu & meuvent, eü sur ce l'advis & deliberation de plusieurs de nostre Sang & Gens de nostre Grand Conseil, avons aujourdhuy de nostre certaine science, Grace speciale, pleine puissance & authorité Royale, baillé, delaissé & transporté à nostredit Cousin le Comte de S. Paul, & à nostre ditte Sœur & Cousine Marie de Savoye, & aux hoirs procrées d'eux deux la Parrie & Comté de Eu, avec toutes les appartenances, pour les apprehender, tenir, avoir & en joüir si tost que nostredit Cousin le Comte d'Eu, qui à present est possesseur d'icelle, ira de vie à trepas sans hoirs masles procrées de son corps en loyal Mariage; & dés maintenant pour lors à nosdits Cousin & Cousine donnons, cedons, delaissons & transportons par ces mesmes Lettres pour nous nos hoirs, & successeurs Roys de France lesdits Parrie & Comté de Eu, pour en jouyr, & user eux & le survivant d'eux, & leurs hoirs masles procrées dudit Mariage perpetuellement, heréditablement & à tousiours, tout ainsi & par la forme & maniere qu'en a joüy & joüit nostredit Cousin le Comte de Eu, & d'icelle Parrie & Comté de Eu, Villes, Chasteaux & autres appartenances & dependances quelconques, prendre la possession & detention actuelle & reelle, si-tost que ledit Comte d'Eu ira de vie à trépas sans hoirs masles procrées de son corps en loyal Mariage; sans ce qui leur soit besoin avoir & obtenir autres Lettres de nous ou nos Successeurs, à ladite cause que cesdites presentes; reservé à nous seulement & à nosdits Successeurs Roys de France, les foy & hommage, ressort & Souveraineté, quand le cas y escherra; & aussi s'il advenoit que nosdits Cousin de S. Paul, Sœur & Cousine de Savoye allassent de vie à trépas sans hoirs masles demeurés d'eux deux; que ladite Parrie & Comté d'Eu, ses appartenances & dependences retourneront entierement en iceluy cas & seront entierement appliqués au Domaine de la Couronne de France, ainsi que estoient ou seroient auparavant ledit don & transport, ainsi par nous fais, & ne fust iceluy. En tesmoin de ce, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. Donné à Montargy, le quatorziéme jour d'Aoust, l'an de grace M. CCCC. LXVI. & de nostre Regne le sixiéme, les Sires de Craon, de la Foreſt, de Crussol & autres presens. Signé le Roux.

CDLII.

ANS de J. C. 1467. ANGLETERRE ET BOURGOGNE.

Traité de Mariage de CHARLES *Duc de Bourgogne, avec* MARGUERITE, *Fille d'Edoüard IV. Roi d'Angleterre, à Bruxelles, le* 16. *Fevrier* 1467. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 76.

EDwardus, Dei gratia Rex Angliæ, & Franciæ, & Dominus Hiberniæ; omnibus ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem. Sciatis quod cum nuper Reverendus Pater Ricerus, Episcopus Sarisburiensis consanguineus noster; Magister Willelmus Hattecliff, Secretarius noster; & Thomas Vaghan, Thesaurarius Cameræ nostræ, Oratores, Procuratores, & Nuncii nostri ad ea per Litteras nostras patentes à nobis specialiter commissi & deputati, de & super matrimonio, Deo favente, contrahendo & celebrando inter Illustrissimum & potentissimum Principem consanguineum nostrum Carissimum CAROLUM, Ducem Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Lemburgiæ, & Luxemburgi, Comitem Flandriæ, Artheſii, Burgundiæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zellandiæ, & Namurci, Frisiæ, Salinarum, & Machilinii Dominum ex una parte, & carissimam germanam nostram Dominam MARGARETAM parte ex altera, cum Illustrissima Principe Isabella, filia Regis Portugaliæ, Ducissa Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, &c. præfati Ducis consanguinei nostri matre etiam ab eo ad id specialiter per litteras ipsius patentes commissa & deputata tractaverint, contraxerint, & concluserint, modo, formâ, ac prout in dictorum nostrorum oratorum & procuratorum litteris inde confectis plenissimè continetur, & declaratur; quarum litterarum tenor sequitur sub his verbis. ANS de J. C. 1467.

Nos Ricerus Dei gratia Sarisburiensis Episcopus; Willelmus Hattecliff, Secretarius; & Thomas Vaghan Scutifer, Thesaurarius Cameræ, Procuratores, & Ambassiatores, Commissarii, & Nuncii Serenissimi ac Excellentissimi Principis Domini nostri supremi Edwardi, Dei gratia Regis Angliæ, & Franciæ, ac Domini Hiberniæ, sufficiente potestate suffulti per litteras ejus patentes in fine præsentium incorporandas, notum facimus universis præsentes litteras inspecturis, quod nos pro & nomine præfati Domini nostri supremi, ac in vi potestatis, & commissionis per ipsum nobis, ut præmittitur, attributæ, de & super matrimonio inter Illustrissimum & Potentissimum Principem Dominum Carolum Dei gratia Ducem Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Limburgiæ & Luxemburgi, Comitem Flandriæ, Artheſii, Burgundiæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, & Namurci, Sacri Imperii Marchionem, Frisiæ, Machliniæ & Salinarum Dominum ex una, & Illustrissimam Dominam Margaretam prælibati Domini nostri supremi sororem ex alia partibus, favente Deo, contrahendo, & consummando tractavimus, concordavimus, & contraximus cum Illustrissima & Potentissima Principe Domina Isabella, filia Regis Portugaliæ, Ducissa Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, &c. prænominati Domini Ducis matre, ac ab ea potestate seu commissione sufficienti munita, modo, & forma contentis, & specificatis in articulis & capitulis inferius descriptis, & qui seu quæ de verbo ad verbum immediatè subscribuntur. Sequuntur ea quæ articulatim concepta sunt, & avisata inter Illustrissimam Potentissimamque Principem Dominam Ducissam Burgundiæ, pro & nomine Illustrissimi Potentissimique Principis Domini Ducis Burgundiæ sui filii ex una, & Reverendum in Christo Patrem, generosumque Dominum Dominum Ricerum, Episcopum de Sarisburi; Willelmum Hattecliff, Secretarium; Thomam Vaghan Scutiferum, Thesaurarium Cameræ Serenissimi Principis Edwardi Regis Angliæ, ac ipsius Ambassiatores, & Oratores inpræsentiarum existentes in Oppido Bruxellensi virtute Potestatis, & commissionis ab eo Rege emanatæ, cujus tenor inferius & juxta finem præsentium erit insertus ex alia partibus, super matrimonio, Deo dante, consummando inter prædictum Dominum Burgundiæ Ducem ex una, & Illustrissimam generosamque Principem Dominam Margaretam germanam ipsius Angliæ Regis ex altera partibus.

Primò, quod præfata Domina Ducissa nomine prælibati Domini Burgundiæ Ducis, promittit, quod ipse Dominus Dux filius suus ducet in uxorem prænominatam Dominam Margaretam, si super impedimentis

NS J. C. 67. mentis graduum consanguinitatis inter eosdem Sedes Apostolica sufficienter dispensaverit, & in eventum hujusmodi dispensationis prædicti Ambassiatores auctoritate, & ex mandato, quibus supra promittunt nomine jam dicti Domini Regis ipsum Dominum Regem Angliæ procurare de facto, quod præfata Domina Margareta in prædictum matrimonium, ac omnia in præsentibus articulis contenta, suum dabit consensum, & quod sua ex parte tenebit, & adimplebit ea omnia, & singula, in hujusmodi articulis contenta, & etiam non contravenire quovis quæsito colore vel ingenio, per litteras suas patentes promittet.

Item, quod ad perfectionem istius matrimonii procedendum Dominus Dux prædictus suis expensis obtinebit à Sanctissimo Domino nostro Papa dispensationem sufficientem in hac parte propter proximitatem sanguinis inter ipsum, & præfatam Dominam Margaretam existentem necessariam.

Item, quod Rex pro se & suis heredibus, successoribusque in Anglia Regibus promittet, dictique Ambassiatores nomine dicti Domini Regis promittunt solvere pro dote, & matrimonio ipsius Dominæ Margaretæ, suæ sororis, summam ducentorum millium scutorum auri Franciæ, bonorum & legalium de viginti tribus caratis cum medio, quorum sexaginta, & duodecim faciunt marcam auri ponderis Trecensis, aut aliam monetam legalem, & cursum habentem ad valorem quinquaginta grossorum monetæ Flandriæ pro quolibet scuto, infra terminos inferius declaratos.

Item, quod prædicta ducenta millia scutorum auri solventur infra terminos, & in modum qui sequitur, videlicet quinquaginta millia scutorum auri dicti ponderis, aut talis valoris, sicut supradictum est, die solemnizationis matrimonii, quinquaginta millia scutorum anno revoluto, quinquaginta millia scutorum anno subsequenti, & residuum ad consimilem summam ascendens anno immediatè post sequenti, ita quod centum millia scutorum auri solventur infra unum annum, & alia centum millia infra duos annos, videlicet quolibet anno quinquaginta millia.

Item, quod solutiones istæ fient ex parte Regis in Oppido Brugensi, & non alibi, suis sumptibus & expensis.

Item, antequam procedatur ad solemnizationem matrimonii prædicti Rex ipse pro securitate solutionis prædictorum quinquaginta millium scutorum auri, quæ solvi debebunt in die solemnizationis matrimonii, ut profertur, hanc summam in manibus mercatorum Brugis residentium per quindecim dies ante ipsam solemnizationem realiter faciet consignari.

Item, quod præfati Ambassiatores auctoritate qua supra promiserunt, & promittunt nomine dicti Domini Regis, solvere summas prædictas modo, & forma, ac terminis superius declaratis, & pro solutione hujusmodi obligaverunt, & obligant dictum Dominum Regem, suosque heredes, & successores, ac omnia Dominia, & bona ipsorum dicti Regis, heredum, & successorum suorum præsentia & futura.

Et ulterius promittunt dicti Ambassiatores quod dictus Dominus Rex litteras dabit obligatorias, per quas ipse in verbo regio, ac bona fide, promittit solvere summas prædictas præfato Domino Duci, seu deputatis ab eo, terminis, ac modo prædeclaratis, & ad hoc obligabit se ac heredes & successores suos, atque bona & Dominia quæcumque præsentia & futura ipsius, & heredum ac successorum prædictorum.

Nec non etiam promittunt iidem Ambassiatores, quod prænominatus Dominus Rex faciet & procurabit cum effectu, quod mercatores Stapulæ Calesii tanquam Corpus & Collegium, & etiam tanquam particulares personæ, qui nunc sunt, & qui pro tempore erunt, ita quod obligatio Corporis seu Collegii non deroget obligationi particulari, nec contra, aut alii mercatores Anglici in Oppido Brugensi, ac alibi in Dominiis præfati Domini Ducis residentes, sufficientes, & idonei bona sufficientia in iisdem Dominiis habentes, vel mercatores Italici etiam ad hoc sufficientes se constituent promissores ac principales debitores, nomine dicti Domini Regis, pro dictis centum, & quinquaginta millibus scutis auri valoris supradicti ad solvendum restantibus de dicta dotali summa ducentorum millium scutorum auri, modo, ac terminis præscriptis dicto Domino Duci, seu deputatis suis sine difficultate seu mora quacumque dandis, & solvendis, videlicet dicti de stapula modo ante dicto pro tota summa prædicta; aut dicti mercatores Anglici Brugis, vel alibi, in Dominiis ejusdem Domini Ducis residentes etiam pro tota summa, vel dicti mercatores Italici similiter pro tota summa, seu dicti de stapula pro parte, mercatores Anglici pro parte, aut Italici etiam pro parte, ita quod tota summa prædicta per unum genus obligationum prædictarum, vel per alia genera similiter assecuretur, & super his tradi, expediri & deliberari faceret ipse Dominus Rex litteras obligatorias in debita & sufficienti forma, in dicto Oppido Brugensi in manus Thomæ Portunarii, mercatoris socii & gubernatoris societatis Petri de Medicis in Brugis, per unum mensem antequam præfata Domina Margareta ad Dominia ejusdem Domini Ducis adducatur, quæ litteræ tempore & loco prædictis deliberatæ videbuntur, & visitabuntur per deputatos dicti Domini Ducis, & casu quo repertæ fuerint sufficientes quantum ad personas obligatas, & quantum ad formam obligationum dicti Thomæ Portunarii, dicto Domino Duci seu deputatis suis litteras hujusmodi deliberabit & expediet, & si fortè litteræ prædictæ comperirentur minus sufficientes respectu personarum obligatarum, aut etiam formæ dictarum obligationum, dictus Dominus Rex tenebitur antequam eadem Domina, ut prædictum est, adducatur, alias litteras sufficientes in loco, & manibus prædictis deliberari & expediri facere, aut in ipsarum litterarum & obligationum defectu, idem Dominus Rex deliberabit & expediet infra tempus prædictum in manibus dicti Thomæ Portunarii, pro securitate totius summæ prædictæ aut partis, pro quâ sufficientes obligationes mercatorum prædictorum traditæ & deliberatæ non fuerint, pignora mobilia valore sufficienti ad extimationem expertorum ad hoc notitiam habentium.

ANS de J. C. 1467.

Item, Quod prædicta Domina Margareta veniet & succedet in omnibus successionibus collateralibus, in quibus ipsa ex jure, vel ex consuetudine, tam in regno quam alibi posset, & deberet, succedere qualitercunque.

Item, Quod Rex tenebitur prædictam Dominam suam germanam honorificè vestire, jocalia & alia ornamenta, & alia supellectilia sibi dare quæ ad personam suam, & decorem Cameræ suæ secundum statum ipsius spectabunt & pertinebunt.

Item, Quod Rex faciet suis expensis adducere prædictam germanam suam in Oppido Brugensi, & postquam erit ibi adducta, erit expensis Domini Ducis.

Item, Quod contemplatione istius matrimonii prædicta Domina Ducissa nomine dicti Domini Ducis promittit, quod idem Dominus Dux pro dotalitio ipsius Dominæ, & pro omni jure quod in bonis ejusdem Domini Ducis prætendere & habere posset, assignabit ipsi Dominæ pro dotalitio suo per eam casu quo ipsa eundem Dominum Ducem supervixerit, capiendam summam sexdecim millium scutorum auri annui reditus pro quinquaginta grossis monetæ Flandriæ quolibet scuto computato, qua quidem summa prædictorum sexdecim millium scutorum annui reditus

ANS de J. C. 1467. ditus ipsa Domina gaudebit, & utetur in modum dotalitii, quamdiu vixerit in humanis, & non aliàs.

Item, quod prædicta assignatio sexdecim millium scutorum fieri debebit in & super reditibus & proventibus oppidorum, territorii Mechlinienſis, Tendremontenſis & Audenardæ, & si prædicta assignatio non posset ibidem integra fieri, id quod restabit, assignabitur in partibus vicinis, & propinquis oppidis, & territorio prædictis, quæ quidem assignatio assecurabitur in modum qui sequitur, videlicet per consensum, & judicium hominum feudalium curiæ & locorum à quibus descendunt, & dependent prædicta Dominia.

Item, est actum & in pactum deductum quod dicta assignatio debebit integra fieri de prædicta summa sexdecim millium scutorum annui reditus ad opus ipsius Dominæ, & quod percipiet eundem, si supervixerit Dominum Ducem prædictum, in casu quo dicta summa ducentorum millium scutorum fuerit dicto Domino Duci integrè persoluta, & si aliqua partium adhuc debeatur in die obitus ipsius Domini Ducis, dictis omnibus terminis expletis dicta assignatio annui reditus supradicti diminuetur secundum quotam & portionem quæ non fuerit soluta, & quæ restabit de prædicta summa ducentorum millium ad utilitatem & exonerationem heredum suorum prædictorum, sed dicta summa dotis etiam post mortem dicti Domini Ducis tota persoluta heredes ejusdem tunc tenebuntur totam illam assignationem prædicti annui reditus integrè facere.

Item, præmissorum consideratione prædicta ducenta millia scutorum auri erunt & manebunt ipso Domino Duci absque eo quod Rex ipse, prædicta Domina, nec eorum heredes debeant ea repetere, si soluta fuerint, & etiam jus aliquod prætendere, quovis quæsito colore vel ingenio, in Dominiis aut bonis quibuscumque ipsius Domini Ducis, vel suorum heredum præsentibus & futuris, salvis tantummodo ipsi Dominæ si superstiterit, dotalitio suo prædicto, vestibus & aliis ornamentis, & jocalibus sibi pertinentibus, aut etiam servientibus ad decorem suæ cameræ, aliisque donis & gratuitatibus per eundem Dominum Ducem constanti dicto Matrimonio de quibuscunque ejusdem Domini Ducis Dominiis aut bonis præfatæ Dominæ Margaretæ ad ejus vitam fiendis.

Item, est actum & conventum, quod si præfata Domina Margareta dicto Matrimonio consummato decedat ante complementum solutionis summæ prædictæ ducentorum millium scutorum auri, superstitibus ex eodem Matrimonio liberis masculis vel femellis, eo casu præfatus Dominus Dux, vel dicti liberi, summam ad solvendum de dictis ducentis millibus scutorum auri restantem, sive termini solutionem prædictarum præterierint, sive non, petere & exigere poterunt absque difficultate quacumque. Si vero tempore mortis ejusdem Dominæ Margaretæ nulli ex prædicto Matrimonio liberi superstites fuerint, eo casu prænominatus Dominus Dux, suique heredes summas pro terminis tunc elapsis debitas dumtaxat petere & exigere poterunt; pro residuo autem terminis tunc futuris solvendo præfatus Dominus Rex suique heredes quieti, & immunes erunt & remanebunt.

Item, erunt sigillatæ & expeditæ litteræ patentes ex parte Regis, in quibus præsens tractatus Matrimonialis inseretur, quæ expedientur deputatis dicti Domini Ducis infra vigesimam quartam diem mensis Martii proximè futuram in dicto oppido Brugensi, & in domo de Pourtunariis, promittentes per easdem facere tenere, & adimplere ex sua parte, & prout sibi contingit, omnia quæ & prout supra continentur, & non contravenire quovismodo, non obstante jure scripto & non scripto, usagiis & consuetudinibus præsenti contractui contrariis, renunciantes eisdem, necnon juribus, allegationibus, exceptionibus, defensionibus, privilegiis, cautelis, recisionibus, dispensationibus, juramentis, & omnibus aliis quibuscumque; quæ per ipsum Regem aut successores suos possent dici, allegari, & in contrarium proponi, præcipuè juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi præcesserit specialis. ANS de J. C. 1467.

Item, sigillabuntur, & erunt similiter expeditæ litteræ tales & consimiles ex parte Domini Ducis, quæ etiam expedientur deputatis dicti Domini Regis infra terminum prædictum, ac in loco prædeclarato. Quæ omnia in præfatis articulis contenta, specificata & declarata, nos Ambassiatores, Procuratores, Commissarii & Nuncii prenominati pro & nomine prelibati supremi Domini nostri ac vigore protestatis supradictæ, & inferius insertæ cum & sub obligationibus, promissionibus in eisdem articulis designatis tenere, attendere, observare, & effectualiter adimplere bona fide, & ipsis nec alicui ipsorum nec vel in futurum quovis quæsito colore per jamdictum Dominum nostrum supremum & heredes suos & successores, seu alium quemcumque, non contravenire, quinimo, quod idem Dominus noster Rex litteras approbatorias, & etiam obligatorias in forma terminoque ac loco in dictis articulis contentis præfato Domino Duci seu deputatis ab eo tradet & expediet, promisimus & convenimus ac per præsentes promittimus bonâ fide quibuscumque juribus, consuetudinibus, Privilegiis, Statutis, aliisque exceptionibus quibuscumque, quæ contra contenta in articulis supradictis aliquodve ipsorum quomodolibet objici possent vel opponi per expressum renunciando, præsertim juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi præcesserit specialis. In quorum omnium testimonium has præsentes litteras sigillis nostris sigillari, ac per me Willelmum Hattecliff, Secretarium Regium prænominatum subscribi & signari fecimus. Datum Bruxellæ in Ducatu Brabantiæ die decima sexta mensis Februarii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo septimo. Sequitur tenor potestatis seu commissionis per præfatum Dominum nostrum supremum nobis in hac parte concessæ.

Edwardus, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ. Omnibus ad quos præsentes litteræ pervenerint, salutem. Sciatis quod nos de fidelitatibus, circumspectionibus & industriis dilectorum, & fidelium nostrorum, venerabilis Patris consanguinei nostri Riceri, Episcopi Sarisburiensis; Willelmi Hattecliff, Secretarii nostri; Thomæ Vaghan, Thesaurarii Cameræ nostræ; & Joannis Russell, Doctoris in Decretis, plenariè confidentes, ipsos nostros veros, & indubitatos Ambassiatores, Commissarios, Procuratores, & Nuncios ad infrascriptà fecimus, constituimus, & ordinavimus prout tenore præsentium facimus, constituimus, & ordinamus, dantes & concedentes eisdem Ambassiatoribus, Commissariis, Procuratoribus, & Nunciis nostris, tribus aut duobus eorum quorum cum præfato Reverendo Patre dictum Secretarium nostrum, aut præfatum Thomam unum esse volumus, plenam potestatem, auctoritatemque ac mandatum pro nobis, & nomine nostro cum illustrissimo Principe carissimo consanguineo nostro Carolo Duce Burgundiæ, Brabantiæ, Lemburgi, & Lucemburgi, Comitem Flandriæ, Artheſii, Burgundiæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, & Namurci, Sacri Imperii Marchione, Frisiæ, Salinarum, & Machliniæ Domino, seu ejus Ambassiatoribus, Commissariis, Procuratoribus, aut Nunciis, sufficientem potestatem, auctoritatem, & mandatum in ea parte ab eodem consanguineo nostro Duce habentibus de & super Matrimonio inter præfatum consanguineum nostrum Carolum Ducem, & nobilem Dominam Margaretam sororem nostram carissimam contrahendo & celebrando, doteque & donatione propter nuptias, ac etiam tempore, & loco, & ceteris circumstantiis idem Matrimonium concernentibus quibuscunque tractandi, communicandi, conveniendi, & concordandi,

ac

NS ac tractatum super eodem Matrimonio concludendi,
J. C. ac pro firmitate, roboratione, & observatione pacto-
467. rum, & conventionum quarumcumque in ea parte per eos pro nobis & nomine nostro faciendarum, juramentum in animam nostram præstandi, ceteraſque cautiones, obligationes, & securitates quaſcumque dandi, præstandi, acceptandi & recipiendi, atque omnia, & singula in præmiſſis seu circa ea neceſſaria seu quomodolibet opportuna faciendi, exercendi & expediendi, etiamsi talia sint quæ de ſua natura mandatum exigunt magis ſpeciale, promittentes bona fide, & in verbo regio nos ratum, gratum & firmum pro perpetuo habituros totum & quicquid per ſupradictos Ambaſſiatores, Commiſſarios, Procuratores & Nuncios noſtros in forma prædicta actum, geſtum, seu procuratum fuerit in præmiſſis abſque contraventione quacumque. In cujus rei teſtimonium has litteras noſtras fieri fecimus patentes. Datum apud Weſtmunſter quinto die Januarii, anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo ſeptimo, regni verò noſtri ſeptimo, per ipſum Regem, & de data prædicta auctoritate Parliamenti, Ive.

Notum facimus quod nos litteris prædictis diligenter viſis & inſpectis, maturaque conſilii deliberatione, ſuper eis habitâ ex noſtra certa ſcientia litteras ipſas ac omnia in ipſis contenta laudavimus, ratificavimus, confirmavimus, & approbavimus, tenoreque præſentium laudamus, ratificamus, confirmamus, & approbamus in omnibus ſuis paſſibus & articulis, modo, & forma in eiſdem contentis, promittentes bona fide ac in verbo regio ea omnia grata, rata, firma & ſtabilia perpetuò habere, tenere, adimplere, & inviolabiliter obſervare cum effectu, & nunquam per nos, dictoſve heredes & ſucceſſores noſtros ſeu alios quoſcumque in judicio vel extra, directè vel indirectè contravenire quovis quæſito colore, ac cum & ſub illis obligationibus & renunciationibus, quæ in præinſertis articulis continentur & declarantur, quas obligationes & renunciationes nos talem vigoris & efficaciæ firmitatem erga nos, heredes & ſucceſſores noſtros ac bona noſtra obtinere volumus, quemadmodum ſi iterum eſſent à nobis ſpecialiter & expreſsè repetita. In quorum omnium robur & teſtimonium has noſtras litteras ſigilli noſtri appenſione juſſimus communiri. Datum apud Weſtmunſter quarto decimo die Martii, anno Incarnationis Dominicæ milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo, regni verò noſtri anno octavo. Sic ſignatum, per ipſum Regem, Ive.

CDLIII.

ANS *Traité d'Alliance entre* AME' IX. *dit le*
e J. C. Bienheureux, *Duc de Savoye &* PHI-
1467. LIPPE *Duc de Bourgogne, fait à Bruges, le* 4. *Avril*, 1467. S. Guichenon Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 406.

SAVOYE ET BOURGOGNE.

PHILIPPE par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, & de Lembourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgoigne, Palatin de Haynau, de Hollande, de Zeelande & de Namur; Marquis du S. Empire, Seigneur de Friſe, de Salins & de Malines. Sçavoir faiſons, à tous que enſuivant ce que n'agaires a eſté fait & conclud par nos Ambaſſadeurs & ceulx de noſtre treschier & tres-amé Couſin AMÉ Duc de Savoye aſſemblez en noſtre Ville de Chalon ſur Saone pour le fait des aliances & confederations d'entre nous & noſtredit Couſin. Nous affermons pour verité & confeſſons que nous avons fait & faiſons par ces preſentes pour nous, noz hoirs & ſucceſſeurs Ducs & Comtes de Bourgoigne nos Pays, Terres, Seignories & ſubgects bonnes & vrayes confederations, amiſtiez, unions, aliances & intelligences avecques noſtredit Couſin de Savoye, pour luy ſes maiſons, hoirs & ſucceſſeurs Duc de Savoye, ſeis Pays, Terres, Seignories & ſubgects, fermes & durables à touſiours, mais perpetuelement. Et luy pareillement avecques nous en la forme & maniere qui s'enſuit. C'eſt aſſavoir que nous promes & promectons en parole de Prince nous entretenir enſemble & nos maiſons, hoirs & ſucceſſeurs, Pays, Terres Seignories & ſubjects deſſuſdits en bonne & vraye amour & dilection & deffendre, ſecourir & ayder noſtredit Couſin ſes maiſons, hoirs & ſucceſſeurs, Pays Terres, Seignories & ſubgects toutes les fois que beſoing ſera & requis en ſerons envers & contre tous ceulx qui tors, griefs ou domaiges leur vouldroient faire & en ce employer nos perſonnes ſe meſtier eſt; nos chevances & toutes nos puiſſances ſans y rien eſpargnier & tout le plus avant que faire le pourrons ſaulve & reſervé de noſtre part le Comte Palatin du Rin, & de la part de noſtredit Couſin ſes anciens aliés & confederés de Berne tant ſeulement, & ſera & demoura vaillable perpetuelement ceſte preſente confederation & aliance, nonobſtant certaines autres aliances par aucuns nos Ambaſſadeurs faites avecques les Ambaſſadeurs de noſtredit Couſin le Duc de Savoye du XX. jour de Mars derrier paſſé. Leſquelles autres aliances en tant qui touche les reſervations & contenuës leſquelles ſont plus amples que celles devant declarées. Nous du conſentement d'icelluy noſtredit Couſin avons limités, declairées, & reſtraintes, limitons & declarons & reſtreignons par ces preſentes en telle maniere que en icelles nos aliances ne ſeront aucuns reſerves, fore que ledit Comte Palatin de la part de nous & de noſtre tres-chicr & tres-amez fils le Comte de Charoloys & de nos hoirs & ſucceſſeurs. Et de la part de noſtredit Couſin & de ſes hoirs & ſucceſſeurs Ducs de Savoye ſes anciens aliés de Berne. En teſmoin de ce, nous avons fait mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné en noſtre Ville de Bruges le IV. jour d'Avril l'an de grace M. CCCC. LXVII. apres Paſques. Par Monſeigneur le Duc. I. de Moleſmes.

ANS de J. C. 1467.

Ratification de cette Alliance par le Comte de Charolois, fils de Philippe Duc de Bourgogne. A Bruges le 4. *Avril*, 1467.

CHARLES Conte de Charrolois Seigneur de Chaſteau-bellin & de Bethune, Lieutenant general de mon tres-redoubté Seigneur & Pere. Comme par les Ambaſſadeurs de mondit Seigneur & Pere, & ceulx de noſtre tres-cher & tres-amé Couſin Amé Duc de Savoye pour ce aſſemblez en la Ville de Chalon ſur Saone, certaines aliances & confederations aient eſté faites, paſſées & accordées entre mondit Seigneur & Pere & noſtredit Couſin, leſquelles mondit Seigneur & Pere a euës pour agreables. Et afin de les entretenir de ſa part a baillées & expediées ſes Lettres patentes de la date du jourd'huy. Sçavoir faiſons que nous ayans agreables les deſſuſdites aliances, & vuillans de noſtre part icelles ſortir effet ſelon que par mondit Seigneur & Pere ont eſté promiſes & ſeellées comme dit eſt, avons promis & promettons de bonne foy & en parole de Prince pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs entretenir, garder, obſerver & accomplir de noſtre part les deſſuſdites aliances, telles & en la forme & maniere, & ſoubz les reſervations, conditions & limitations contenuës, ſpecifiées & declairées eſdites Lettres patentes de mondit Seigneur & Pere deſſus tranſcriptes. En teſmoin de ce nous avons fait mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Bruges le IV. jour d'Avril, l'an de grace M. CCCC. LXVII. apres Paſques. Par Monſeigneur le Conte. I. de Moleſmes.

ANS de J. C. 1467. SAVOYE ET CALABRE.

CDLIV.

Traité d'Alliance entre JEAN *Duc de Calabre, &* AME'IX. *Duc de Savoye, fait devant Gironne le 29. Mai* 1467. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 407.

PREMIEREMENT ont appoincté & accordé que conſiderant l'afinité, amiſtié & vicinité de Pays qu'a eſté de long temps, & eſt à preſent entre leſdits Seigneurs Ducs & leurs Maiſons pour touſiour mieulx entretenir bonne & vraye amour enſemble, font & accordent ſeure & ferme alliance, & confederation perpetuelle pour eulx leurs hoirs & ſucceſſeurs. C'eſt aſſavoir és Marches & Pays d'Italie, & touchant icelles tant ſeulement. Item que pour la preſente alliance & intelligence leſdits Seigneurs ſeront tenuz & oubligez de ſervir en armes, & ſecourir l'un l'autre de tout leur povoir, Terres, Seigneuries, Parens, adherens & alliez contre tous leurs Ennemis & autres quelxconques que grever les vouldroient, & auſſi ayder à ſecourir l'un l'autre comme deſſus en toutes leurs entrepriſes qu'ilz ont ou auront eſdites Marches & Pays d'Italie. Item a eſté accordé entre les ſuſdits ou nom que deſſus que par quelcumque promeſſe faite entre eulx és parolles deſſuſdites, ne ſoit point compriz le Roy, ſa perſonne, ne ſon Eſtat par quelque voye directe ou indirecte, ains en tout & par tout, ſoit excepté & reſervé, car leſdits Seigneurs n'entendent faire entreulx ne accorder choſe que luy doye deſplaire. Et pource ledit mon tres-redoubté Seigneur Monſeigneur le Duc de Calabre en preſence de ſon Conſeil, & de moy Loys Durant ſon Secretaire a promis en foy de Prince auſdits Ambaxadeurs entrevenans ou nom que deſſus toutes les choſes ſuſdites & chaſcune d'icelles tenir, accomplir & obſerver & contre non venir. Et en teſmoin de ce ledit Seigneur a ſigné les preſents Chapitres de ſa propre main & les a fait ſeeler de ſon ſeel ſecret. Donné en ſon Camp devant Geronne le XXIX. de May M. CCCC. LXVII. Signé Jehan & plus bas par ledit Monſeigneur le Duc de Calabre &c. le Sire de Sault, le grand Preſident de Provence, l'Eſcuyer Carrion, Gaſpart Coſſe Conſeillers dudit Seigneur & autres preſents. Signé Durant.

CDLV.

ANS de J. C. 1467. NORMANDIE ET SAVOYE.

Traité de Confédération entre CHARLES DE FRANCE *Duc de Normandie, &* YOLAND DE FRANCE *ſa Sœur Ducheſſe de Savoye, fait à Gaure, le 15. Juin* 1467. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 408.

CHARLES Filz & Frere de Roy de France, Duc de Normandie. A tous ceulx qui ces preſentes Lettres verront Salut, Sçavoir faiſons que pour la tresgrande & ſinguliere amour & confiance que avons à noſtre Tres-chere & Tres-amée Sœur la Ducheſſe de Savoye, outre la proximité de lignage, dont elle nous attient & pour touſiours plus nous perpetuer, obliger d'amour inſeparable avecques noſtredite Sœur. Avons aujourd'huy prins & fait alliance avecques elle, tant en ſon nom, comme ayant le Gouvernement du Duché de Savoye par les trois Eſtats dudit Duché pour Nous & pour nos Aliés à la maniere qui s'enſuit. C'eſt aſſavoir que nous tant en noſtre nom que pour nos alliés ayderons, ſouſtendrons, favoriſerons & ſecourrons noſtredite Sœur en toutes ſes affaires à venir & contre tous ceulx qui vouldroient entreprendre aucune choſe contre noſtredite Sœur, ſa perſonne, ſes Terres & Seignouries preſens & à venir, tendrons & reputerons ſes Ennemys pour nos Ennemys & ſes bienveillans pour nos Amis ſans nul excepter ou reſerver, fors ſeulement noſtre Tres-chier & Tres-amé Couſin le Duc de Bretaigne & noſtre Tres-chier & Tres-amé Frere le Comte de Charolois. Auſſi noſtredite Sœur ſera tenuë pareillement nous ſervir, ayder & ſecourir de ſon pouvoir envers & contre tous, ſans nul excepter, fors ſeulement les deſſuſdits Duc de Bretaigne & Comte de Charolois & par expres nous ayder, noſtredite Sœur au recouvrement de noſtre Duché de Normandie, lequel entendons à recouvrer de bref à l'ayde de Dieu & de nos amys & alliés, & tout ſelon le contenu du Scellé de noſtredite Suer, lequel elle nous a envoyé pour cette matiere en la forme de ce preſent Scellé, pourveu que noſtredite Sœur ſera tenuë fere ratifier ſondit Scellé par noſtre Tres-chier & Tres-amé Frere le Duc de Savoye ſon Mary & par les trois Eſtats dudit Duché & ladite ratification elle nous envoyera, & afin que ces choſes ſoient fermes & eſtables; Nous avons Juré & promis en bonne foy & en parolle de Prince les obſerver & garder. En teſmoin de ce Nous avons Signé ces preſentes de noſtre main & fait ſceller de noſtre ſcel. Donné A Gaure le XV. jour de Juin, l'an de grace M. CCCC. LXVII.

ANS de J. C. 1467.

CDLVI.

Traité d'Alliance & de Ligue entre CHARLES *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé & Seigneur de Breſſe. Fait à Bruxelles, le 20. Juillet*, 1467. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 437. BOURGOGNE ET SAVOYE.

CHARLES par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Lembourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin, de Haynaut, de Hollande, de Zellande, & de Namur, Marquis du Sainct Empire, Seigneur de Frize, de Salins, & de Malines. A tous qui ces preſentes lettres verront, ſalut; Sçavoir faiſons que pour la ſinguliere, parfaite & entiere amour que nous avons & portons à la Tres-noble Maiſon de Savoye comme nos Predeceſſeurs Ducs de Bourgogne ont touſiours fait, ſpecialement pour l'affection cordiale que avons à la perſonne de noſtre tres-chier & tres-Amé Couſin PHELIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugié & Seigneur de Breſſe*; Nous enſuivant les bonnes & loüables amitiés & confederations n'agueres & derrannement faites entre feu noſtre tres-chier Seigneur & Pere, dont Dieu ayt l'ame & nous d'une part, & noſtre tres-chier & tres-amé Couſin le Duc de Savoye, qui eſt à preſent d'autre; Avons fait & faiſons alliance, confederation, & intelligence perpetuelle avec noſtredit Couſin Phelippe de Savoye & ly pareillement avec nous en la maniere qui s'enſuit: C'eſt aſſavoir que de ce jour en avant nous ly ſommes, & ſerons vray & loyal amy ſa perſonne, ſon honneur, ſes Pays Seigneuries & ſubgets contre ceux qui grever ou dommagier le vouldroient, tout ce que ſaurons ou pourrons ſavoir par qui ne comment que ce ſoit nuyſable ou prejudiciable à la perſonne de noſtredit Couſin, & à ſeſdits Pays, Seigneuries & Subgets ly ſignifierons, l'en advertirons & en toutes autres manieres & façons à nous poſſibles y obvierons & l'empeſcherons en tout ce qu'il aura, & pourra avoir à faire doreſnavant, ſoit pour conqueſte de ſon heritage ou autre juſte querelle le conſeillerons, & ferons conſeillier ſe requis en ſommes au

mieux

ANS J. C. 1467. mieux & le plus loyaumment que faire le pourrons & pour l'addreſſe & ſouſtenance de ce que ly conſeillerons ly ferons toute ayde, confort & aſſiſtance à nous poſſible, de laquelle alliance noſtredit Couſin le Comte de Baugyé nous a baillé ſes lettres patentes ſeellées de ſon ſeel de la datte du jour dhuy en telle & pareille forme que leſdites preſentes, leſquelles en teſmoin de verité nous avons ſignées de noſtre main & à icelles fait mettre & appendre noſtre Seel. Donné en noſtre Ville de Brucelles le vingtieſme jour de Juillet l'an de grace mil quatre cents ſoixante-ſept. Signé Charles, & plus bas I. Gros.

CDLVII.

ANS J. C. 1468. MILAN SAYE. *Contract de Mariage entre* GALEAS-MARIE *Vicomte, Duc de Milan, &* BONNE DE SAVOYE, *fait le 9. Mai*, 1468. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 377.

IN nomine Domini, Amen. Noverint ſerie præſentis publici Inſtrumenti univerſi, quòd anno ejuſdem Domini M. CCCC. LXVIII. Indictione prima, menſis verò Maji nona, Pontificatus ſancti in Chriſto Patris & Domini noſtri D. Pauli divinâ providentiâ Papæ II. anno IV. Sereniſſimus ac Chriſtianiſſimus D. noſter D. Lodovicus Francorum Rex, nec non Illuſtriſſimus Dominus D. Franciſcus Comes de Longavilla, Procuratores & procuratoriis nominibus *Illuſtriſſimæ Domicellæ* BONÆ DE SABAUD. ex una; nec non Magnificus, & Strenuus Miles D. Triſtanus Sforcia Vicecomes Frater, Conſiliarius, ac Procurator Illuſt. Principis D. GALEAS-MARIÆ Sforciæ Vicecomitis Ducis Mediolani parte ex altera, in Caſtello Ambaſiæ Turonenſis Dioceſis exiſtentes, deſtinati prout nobis Philippo le Bernier, & Petro Borruem Apoſtolica & Imperiali autoritatibus Notariis ſubſcriptis, conſtitit hinc inde inſerius inſertis Procuratorum mandatis una. Videlicet dictorum Chriſtianiſſimi D. noſtri Regis, & D. Comitis de Longavilla ſub ſigillo Regio ad contractus ineundos in Villa Ambaſiæ conſtituto appenſo, & duobus dicti D. Triſtani ſub ſigillo prædicti D. Ducis Mediol. in cera alba eiſdem mandatis ac eorum cuilibet applicatis, confectis de Matrimonio contrahendo inter prædictos Illuſtriſſim. Domicellam Bonam de Sabaud. & Illuſt. D. Galeas-Mariam Sforciam Ducem Mediolani pertractantes de & ſuper Matrimonio hujuſmodi, contemplatione favoreque ejuſdem convenerunt inter ſe, fecerunt, tractarunt & iniverunt nominibus procuratoriis jam dictis, coram nobis Notariis prædictis, pacta, tractatus & conventiones ſequentes. Et Primò promiſerunt dicti Chriſtianiſſ. D. Rex, ac D. Comes de Longavilla procuratores, & nomine procuratorio Illuſtriſſ. Domicellæ de Sabaud. prædicto Magnifico D. Triſtano Sforciæ Vicecomiti, Fratri, & Oratori, Nuncio, Mandatario, & ſpeciali Procuratori prædicti Illuſtr. D. Galeas-Mariæ Sforciæ Vicecomitis Ducis Mediolani ad infrà ſpecialiter deputato, quòd ipſa Illuſtr. Domic. Bona Matrimonium contrahet cum prædicto Illuſtriſſ. D. Duce Mediolani, & cum prædicto D. Triſtano tanquam Procuratore, & nomine procuratorio ipſius Illuſtr. D. Ducis Mediolani. Item declaravit prædictus Chriſtianiſſimus D. noſter Rex nomine procuratorio quo ſuprà, illius Illuſtr. Domicellæ dotem eſſe de centum millibus ſcutorum auri novorum in Regno Franciæ currentium, ſuper bonis, rebus & rationibus competentibus ad eam, & competituris jure ſucceſſionis defunctorum Illuſtriſſimi D. Ducis, ac Illuſtriſſimæ D. Duciſſæ de Sabaudia ſuorum Patris & Matris dum viverent. Item quòd prædicta Regia Majeſtas dum fuerit per prædictum Illuſtriſſim. D. Ducem Mediolani, & ſuos requiſita, dabit eidem D. Duci & ſuis pro effectuali ſolutione ipſius dotis conſequenda, omnimodum favorem, auxilium, ſuccurſum & juvamen quòd in verbo Regis ipſa Regia Majeſtas impartiri pollicita eſt, quotiens expediens fuerit. Item promiſit dictus D. Triſtan. Sforcia procuratorio nomine quo ſuprà, voluit, & conſenſit, quòd adveniente caſu mortis prædicti Illuſtr. D. Ducis Mediol. (quod abſit) dicta Illuſt. Domicella Bona erit reintegrata de totali Summa prædictorum centum millium ſcutorum auri pro dicta dote perſolutorum, & ſibi reſtituentur in illis terminis & modis, quibus reperietur fuiſſe ſoluta. Item quòd prædictus D. Triſtanus Sforcia, nomine procuratorio quo ſupra, adveniente caſu ſuprà ſcripto (quòd abſit) promiſit aſſignare prædictæ Illuſtr. Domic. Bonæ pro ſuo dotalicio & augmento dotis, dum vixerit, ſeu ſervet viduitatem, ſive non, Summam quindecim millium Ducatorum auri de Camera, de Intrata annuali quæ ſibi ſolvetur annis ſingulis ſine aliqua detractione aut diminutione & ex nunc idem D. Triſtan. nomine quo ſuprà, illam Summam quindecim millium ducatorum dictæ Illuſt. Domic. Bonæ aſſignat, & pro aſſignatis vult haberi ſingulis annis ſuper Intrata, ſive Recepta Civitatis Papiæ in caſu ſuprà ſcripto, vultque eidem D. Triſtanus nomine quo ſuprà procuratorio, quòd Referend. & Theſaurar. prædictæ Civitatis pro tempore jurent in manu dictæ Illuſt. Domic. quòd reſpondebunt ſibi de dicta Intrata quindecim millium Ducatorum auri de Camera; & præterea vult & conſentit ipſe D. Triſtan. Procurator, quòd quando Intratæ prædictæ Papiæ in caſu prædicto reperirentur quoviſmodo aſſignatæ, quòd ex nunc prout ex tunc in caſu antedicto dotalitium ſive doarium antedictum cenſeatur eſſe aſſignatum ſuper Intratis Civitatis Mediol. modo & forma aſſignatis ſuper prædictam Civitatem Papiæ; quas Intratas Papiæ & Mediol. caſibus antedictis ad hæc hypothecavit, & hypothecat. Item quòd præfatus D. Triſtanus nomine procuratorio, jam dicto caſu prædicto (quod abſit) adveniente, ex nunc aſſignavit dictæ Illuſt. Domic. Bonæ ſuperſtiti remanenti, terram & fortalitium de Abiate Graſſo, pro ſua & ſuorum reſidentia, fultum & munitum ornamentis & utenſilibus, ipſi convenientibus & neceſſariis; quodque cum prædicta Illuſt. Bona in partibus tranſlata fuerit, dicta Illuſt. Domic. videbit omnia Loca, prædia, Dominia & & ſtantias dicto D. Duci & ſuo Dominio ſubditas & ſpectantes, quæ eligere poterit alium Locum ſi maluerit ex Locis prædictis, qui ſibi placidior, & animo ſuo acceptabilior fuerit, & illum quem elegerit, ſibi aſſignare promiſit idem D. Triſt. procuratorio nomine ſuprà dicto. Item promiſit præfatus D. Triſt. nomine jam dicto, quòd caſu prædictæ mortis præfati Illuſtr. D. Ducis adveniente, Primogenitus ex hujuſmodi Matrimonio procreandus ſuccedet D. & Ducatui Mediolani, alii verò Filii & Filiæ ex dicto Matrim. procreandi & procreandæ, ſuccedent, ſeu aliàs collocabuntur & dotabuntur ſecundum morem & conſuetudinem Ducatus & Patriæ Mediolani. Item conſenſit & promiſit ſupràdictus D. Triſt. nomine procuratorio ſæpè dicto, quòd adveniente caſu ſæpè dicto mortis Illuſt. D. Ducis, & dicta Illuſt. Domic. ſupervivente, omnia jocalia uſque ad Summam L. millium Ducatorum, quæ per dictum D. Ducem ſibi donata fuerint, aut per aliam Perſonam, & Communitatem contemplatione ejuſdem D. Ducis, nec non veſtimenta, & bona parafernalia, ac omnia ejus causâ parata, quæ tempore mortis ipſius Illuſtriſſ. D. Ducis ejus Mariti tunc habebit, eidem Illuſt. Domicellæ Bonæ plenariè & integraliter remaneant, de quibus diſponere poterit ſine contradictione quacumque ad ſuæ voluntatis arbitrium; ita tamen quòd ſi prædicta Illuſt. Domic. Bona decedat ſine Filiis, ſuprà dicta omnia & ſingula quæ tempore mortis fuerint in

ANS J. C. 1468.

ANS de J. C. 1468.

rerum natura, ſpectabunt & pervenient ad hæredes dicti defuncti D. Ducis; reſervato, quòd dicta Illuſt. D. Bona pro ſalute animæ ſuæ, vel quoad pias cauſas diſponere poterit uſque ad Summam decem millium ducatorum. Item promiſerunt dicti Chriſtianiſſimus D. Rex, D. Comes de Longavilla, & D. Triſt. Procuratores Procuratoriis nominibus prædictis nobis Notariis ſubſcriptis, ſeu alteri noſtrûm ſtipulanti, facere ratificari præmiſſa omnia & ſingula. Videlicet idem Chriſtianiſſimus D. Rex, & D. Comes per prædictam Illuſtr. Bonam; & viceverſa antedictus D. Triſt. per dictum Dominum Ducem Mediolani præſentibus ibidem Reverendiſſimis in Chriſto Patribus ac D. Domino Carolo Archiepiſcopo Lugdunenſi Galliarum Primate, Geraldo Archiepiſcopo Turonenſi, & Venerabili ac circunſpecto Viro Magiſtro Petro Doriole ejuſdem Chriſtianiſſimi Domini Regis Familiari, cum pluribus, atque ibidem adſtantibus. Die vero Martis decima dicti menſis Maii inde ſequentis, anno, indictione, & Pontificatu prædictis, ante oſtium Capellæ dicti Caſtri Ambaſiæ prædicti, Illuſtriſſima Domicella Bona de Sabaudia ex una, & D. Triſtano Sforcia Procuratore, & Procuratorio nomine quo ſupra parte ex alia, Perſonaliter conſtitutis cauſa contrahendi in facie Eccleſiæ, & ſolemnizandi Matrimonium jam dictum in præſentia Chriſtianiſſimi D. noſtri Regis, nec non Sereniſſimæ D. D. Carolæ Francorum Reginæ, ac Illuſtriſſimarum Principum D. D. Agnetis de Burgundia Illuſtriſſimi Principis D. Ducis Borbonenſis Matris, Joannæ Duciſſæ Borbonenſis & Reverendiſſimorum ac Reverendorum D. D. Caroli Lugdunenſis, & Geraldi Turonenſis Archiepiſcoporum prædictorum, Joannis Abricenſis Epiſcopi, ac Nobilium Virorum Arnaudi du Chaſtelet, & Yvonis du Fou Scutiferorum dicti Chriſtianiſſimi D. noſtri Regis Familiarium, aliorum quoque plurium Dominorum, & Dominarum in multitudine copioſa aſtantium, antedictus Chriſtianiſſimus D. noſter Rex interrogavit prædictum Dominum Triſtanum ſe gerentem Procuratorem dicti D. Ducis, an Procuratorii ſui mandatum eſſet revocatum à prædicto D. Duce Mediolani ejus Domino; qui quidem D. Triſtanus reſpondendo aſſeruit, quod non erat revocatum; & continuò Reverendiſſimus in Chriſto Pater & D. D. Joannes tit. S. Suſannæ Cardinalis Andegavenſis vulgo nuncupatus, præſtitis juramentis ſolitis hinc inde nominibus prædictis: videlicet quod dicti Illuſtriſſimus D. Dux Mediolani, & Illuſtriſſima Domicella Bona ſibi invicem alter alteri fidelitatem & legalitatem tenebunt, & ſe ſe invicem cuſtodient in proſperitate & infirmitate, neque ſe ſe permutabunt pro alteris æque bonorum, meliorum, aut deteriorum, dicto D. Cardinali ſtipulante prout ſtipulatus eſt à dictis Illuſtriſſima Domicella Bona & Magnifico D. Triſtano nomine quo ſupra, per verba de præſente ad Matrimonium contrahendum cum reſponſione affirmativa ſubſecuta, Annulum benedictum in altero digitorum ejuſdem Illuſtriſſimæ Domicellæ poſuit hiſque actis ut præfertur dictam Cappellam Caſtri introierunt ad Miſſam audiendam. De quibus præmiſſis omnibus & ſingulis, Chriſtianiſſimus D. noſter Rex, & D. Triſtanus Sforcia Procuratores, & Procuratoriis nominibus quibus ſupra, petierunt & requiſierunt à nobis Notariis ſubſcriptis ſibi fieri ſeu confici unum, ſeu plura publica inſtrumenta.

CDLVIII.

ANS de J. C. 1468.

Ratification du Duc de BRETAGNE, *de la Paix d'Ancenis, faite avec* LOUIS XI. *Roi de France. A Nantes le* 17. *Septembre* 1468. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 82.

FRANCE ET BRETAGNE.

FRançois, par la grace de Dieu Duc de BRETAGNE, Comte de Montfort, de Richemont, d'Etampes, & de Vertus: à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme pour appaiſer les differends d'entre Monſeigneur le Roi, Monſeigneur Charles ſon Frere, & nous & autres, mondit Seigneur le Roi, pour les cauſes & conſiderations contenuës en ces lettres, eût donné autorité, faculté, & puiſſance ſpeciale, à nôtre tres-cher & trés-amé Couſin, le Duc de Calabre & de Lorraine, de traiter, pacifier, & appointer leſdits differends pour la part de mondit Seigneur le Roi, & nous ſemblablement, pour les cauſes & raiſons, declarées en nos lettres ſur ce faites, euſſions commis & deputé, nos chers amez, & feaux Conſeillers & Chambellans, Guillaume Chauvin, Seigneur du Bois, Chancelier de Bretagne, Antoine de Beauvau, Seigneur de Gilly & de Pinpean, & Michel de Partenay, Chevalier, Seigneur de Perrigny, & iceux faits, & conſtituez nos Procureurs, Deputez, & Ambaſſadeurs, & leur euſſions pareillement donné pouvoir exprés, & ſpecial, de traiter, pacifier, & appointer pour nôtre part, ſur iceux differends, par vertu & en uſant deſquels pouvoirs, nôtredit Couſin de Calabre, pour & au nom de nous, aient au lieu d'Ancenis, fait certain Traité & Accord, ſur leſdits differends, ainſi que plus à plein eſt contenu, & declaré és articles, de ce faiſans mentions, leſquels enſemble leſdits pouvoirs ſont incorporez és lettres qu'ils en ont baillé les uns & autres, & leſquels chacun a promis de ſa part faire ratifier, ainſi que plus à plein eſt contenu eſdits articles, & deſquelles lettres baillées par noſdits commis, la teneur s'enſuit.

Guillaume Chauvin, Seigneur du Bois, Chancelier de Bretagne, Antoine de Beauvau, Seigneur de Pinpean, & Michel de Partenay, Chevalier, Seigneur de Perrigny, tous Conſeillers & Chambellans du Duc de Bretagne, nôtre ſouverain Seigneur; à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme pour l'appaiſement des differends, qui à preſent ont cours entre le Roi d'une part, Monſeigneur Charles ſon Frere, & mondit Seigneur Duc, d'autre, aient été faites pluſieurs ouvertures pour le bien de Paix, tant par haut & puiſſant Prince, Monſeigneur le Duc de Calabre & de Lorraine, pour la part dudit Seigneur Roi, comme aiant puiſſance de lui, comme par nous aiant auſſi pouvoir dudit Seigneur Duc, deſquels pouvoirs la teneur enſuit.

François, par la grace de Dieu Duc de Bretagne, Comte de Montfort, de Richemont, d'Eſtampes, & de Vertus: à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Savoir faiſons, que nous confiant à plein des ſens, loiauté, prûdommie, & bonne diligence, de nos bien amez & feaux, Guillaume Chauvin, nôtre Chancelier, Antoine de Beauvau, Sieur de Gilly, & Meſſire Michel de Partenay, Seigneur de Perrigny, nos Conſeillers & Chambellans, iceux & chacun d'eux, avons inſtituez & établis, & par ces preſentes inſtituons, & établiſſons nos Procureurs, Ambaſſadeurs, & Deputez, quant à fin d'eux tranſporter, & aller au lieu, où beau Couſin de Calabre, & autres gens de mondit Seigneur le Roi, en ſa Compagnie, ayans pouvoir ſuffiſant de lui, ſe trouveront, auſquels nos Chancelier & Conſeillers deſſus nommez, & aux deux d'eux, avons donné & donnons pou-

ANS pouvoir par ces presentes, plein pouvoir de prendre,
e J. C. accepter, conclure, fermer, & accorder avec nôtre-
1468. dit Cousin de Calabre, & autres gens de mondit Seigneur le Roi, tout ce qu'ils verront être à faire, selon les ouvertures, pourparlemens, & traitez, qui seront faits, & ouverts d'une part & d'autre, pour parvenir à pacifier & accorder les differends, qui ont été, & à present sont entre mondit Seigneur le Roi, d'une part, & mondit Seigneur son Frere, nous & nos alliez d'autre; promettant en bonne foi, sur nôtre honneur, & en parole de Prince, avoir & tenir agreable, ferme, & stable, tout ce que par nosdits Chancelier, Sires de Gilly & de Perrigny, & les deux d'eux, aura été dit, traité, convenu, promis, passé & accordé, sans jamais aller à l'encontre, en quelque maniere, ni pour quelque cause, ni occasion que ce soit. Donné à Nantes le septieme jour de Septembre, l'an mille quatre-cens soixante-huit; ainsi, signé, François. Par le Duc de son commandement, Milet.

Loüis, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme puis naguere aucunes ouvertures aient été faites, de traiter, pacifier, & accorder les differends d'entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Cousin, le Duc de Bretagne, ausquels traité & pacification, pour l'honneur & reverence de Dieu, nôtre Createur, & pour éviter l'effusion du sang humain, & la desolation du pauvre peuple, qui vraisemblablement, au moien desdits differends, s'en pourroient ensuivre, avons toûjours été contens d'entendre, & mettre Dieu, & raison de nôtre part; parquoi soit besoin, commettre aucuns grands & notables personnages, de grande autorité, & à nous seurs & feables, & par qui plus convenablement lesdites matieres se puissent traiter envers chacune partie, à qui il peut toucher; savoir faisons, que nous dûëment, & à plein acertainez, des grands sens, vaillance, loiauté, bonne conduite, & experience, de nôtre tres-cher & tres-amé Cousin, le Duc de Calabre & de Lorraine, qui est prochain parent de nous & d'eux, grand Seigneur, & qui a bien interest, que lesdites matieres soient conduites, & menées à bonne conclusion, pour le bien de la Couronne, confiant entierement de lui, comme de nôtre propre personne, à icelui nôtredit Cousin: pour ces causes, à ce nous mouvans, avons donné & donnons plein pouvoir, autorité, commission, & mandement special par ces presentes, de oüir toutes ouvertures, qui lui seront faites sur lesdites matieres, de pourparler, traiter, & accorder, avecque nôtredit Frere Charles, & nôtredit Neveu & Cousin de Bretagne, ou leurs Commis & Deputez, aiant pouvoir suffisant, sur l'accord & pacification finale desdits differends, de promettre, jurer, consentir, accorder, octroier, appointer, & conclure pour ce au nom de nous, tant sur le partage & appanage de nôtredit Frere, la seureté de lui, ses serviteurs, & de son état, que aussi sur toutes autres choses, dont pourroit être difference entre nous, & nôtredit Neveu de Bretagne, & generalement sur toutes les dépendances desdites matieres, tout ce qu'il verra être expedient & convenable, & sur ce, bailler ses lettres telles, & en telle forme qu'il avisera, promettant par ces presentes, en parole de Roi, & par la foi & serment de nôtre corps, sur nôtre honneur, & sur l'obligation de tous nos biens, avoir agreable, & tenir, garder, & observer perpetuellement, ferme & stable, sans enfreindre, ni jamais venir au contraire, tout ce que par nôtredit Cousin sera fait, conclu, & appointé, comme si nous mêmes l'avions fait, accordé, promis, & juré en nôtre propre personne, & lesdites choses jurer, & promettre par serment solemnel, & sur ce bailler nos lettres patentes de ratification, confirmatoires des siennes, en la meilleure & plus autentique forme, que faire se pourra, dés si-tôt que requis en serons. ANS
En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de de J. C.
nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre grand scel. 1468.
Donné à Senlis le 22. jour d'Aoust l'an de grace 1468. & de nôtre Regne le huitieme; ainsi, signé, Loüis: par le Roi en son Conseil. B. Meurin.

Et sur icelles ouvertures, mondit Seigneur de Calabre & nous, soions condescendus & accordez, tant d'une part que d'autre, en la maniere contenuë és articles, ci-aprés touchez & inserez.

Ce sont les points & articles pourparlez entre Monseigneur le Duc de Calabre, & Messeigneurs les Ambassadeurs du Duc, touchant l'appaisement des differends qui courent à present entre le Roi, d'une part, & Monseigneur son Frere, & le Duc de l'autre.

Et premierement, que touchant le partage & appanage de mondit Seigneur Charles, Messeigneurs le Duc & Connêtable, connoîtront quel partage & appanage, & en quelle part de ce Royaume, & de quel revenu, lui doit être baillé, & au cas que eux d'eux, ne se pourroient accorder, choisiront, & nommeront un tiers, lequel ensemble avec eux, en connoîtra, & ce que les deux des trois en diront, sera tenu par lesdites parties.

Item, & le Roi de sa part, sera tenu & obligé de donner à mondit Seigneur, icelui partage, que par mes susdits Seigneurs aura été avisé, & aussi mondit Seigneur son Frere, sera tenu icelui accepter, & prendre, & renoncer à tous autres partages & appanages, qu'il pourroit pretendre à lui appartenir.

Item, & auront tems les dessusdits Seigneurs le Duc & Connétable, de connoître & aviser sur ledit partage l'espace d'un an, commençant à ce premier jour d'Octobre prochainement venant.

Item, & afin que mondit Seigneur Charles durant ledit tems d'un an, ait façon de soi entretenir és Païs & Seigneuries du Duc; où il pourra être ledit tems durant, sans qu'aucune chose se puisse entreprendre contre sa personne, ni ses serviteurs par la part du Roi, le Roi sera tenu lui faire delivrer par maniere de provision, la somme de soixante mille francs, en la façon qui s'ensuit. C'est à savoir, par quartier, & du premier quartier lui sera fait paiement en la Ville d'Angers pour tout le mois d'Octobre prochain venant, & puis ensuite durant ledit tems d'un an, de quartier en quartier.

Item, & au cas que les susdits Seigneurs Duc & Connêtable, ne pouront connoître dudit partage durant ledit an, pouront, si à eux semblera, alonger par autre an, durant lequel auront la puissance de connoître dudit apanage. Et aussi durant ledit an, qui ainsi seroit alongé, le Roi fournira par quartiers à mondit Seigneur son Frere de ladite somme, d'autre soixante-mille francs pour son entretenement, & pour rate de tems que durera ladite prorogation.

Item, & pour ce que à present le Duc n'est prés de mondit Seigneur Charles, & le Duc ne peut promettre pour lui, aura le Duc tems de quinze jours à conduire, & faire accorder les dessusdits points & articles à mondit Seigneur, & promettra le Duc sur foi & parole de Prince, de faire son loial devoir, & y faire consentir mondit Seigneur.

Item, & au cas que mondit Seigneur Charles ne s'y voulsit consentir & accorder comme dessus, le Duc demeurera bon serviteur, parent, & ami du Roi, & le servira, secourera, & aidera envers tous & contre tous, qui sa personne, & son Roiaume voudroient grever, & le semblable fera le Roi au Duc, & entretenant toutes les choses conteuës en ces presens articles, & les apointemens faits à Paris & à Caën, entre le Roi & lui, sans que le Duc se messe dé ci en avant en façon quelconque dudit partage, & apanage de mondit Seigneur Charles, contre le vouloir du Roi.

ANS de J. C. 1468.

Item, au cas que mondit Seigneur Charles dedans le terme desdits quinze jours, ne s'y voudroit accorder, le Duc sera tenu de faire incontinent vuider des Places de Caën & d'Avranches, tous ses Serviteurs & sujets qui seront esdites Places, afin que le Roi sans resistance les puisse recouvrer, & n'y donnera suport, faveur, ni aide, à personne quelconque, qui voulsit détourber ou empêcher au Roi le recouvrement desdites Places.

Item, & pardonnera le Roi à tous manans & habitans desdites Villes de Caën & Avranches, tous crimes & délits de leze Majesté, ou autres, esquels ils pouroient avoir mépris contre le Roi, & leur en donnera bons & suffisans remedes & seuretez, en façon que seurement & sans aucun reproche, pouront demeurer en leurs maisons saufs & sains de leurs personnes, biens & honneurs quelconques.

Item, au cas que mondit Seigneur sera content dudit appointement & articles, & les ratifiera dedans le terme de quinze jours prochains venans, les dessusdites Places de Caën & Avranches, seront mises par le Duc és mains de mondit Seigneur de Calabre; & aussi par le Roi seront mises Saint-Lo, Coutance, Bayeux, & Gauray, pour icelles tenir & garder au nom & pour part du Roi, pour seureté que à mondit Seigneur seront paiez lesdits soixante-mille francs, durant le tems que sondit partage ou apanage sera connu & decidé par les dessusdits Seigneurs le Duc & Connétable, & le tiers ainsi que dessus: & puis cela fait les baillera franchement & quittes és mains du Roi.

Item, & dés-à-present sera cessation de guerres & œuvres de fait entre le Roi & le Duc, tant par Mer que par Terre, & se levera l'Armée du Roi du Païs du Duc, & s'en ira en autre Païs.

Item, & demeurera le Duc en possession & tenuë de toutes Places, Villes & Seigneuries qu'il tient à present, & en outre lui seront renduës & restituées tous Châteaux, Villes, & Seigneuriers qui lui auront été prinses durant ces differends de maintenant.

Item, & touchant les Châteaux & Places d'Ancenis & Champtocé, ils demeureront en la main de mondit Seigneur de Calabre, jusques à ce que Caën & Avranches soient mises en sa main, comme dessus est dit, & ce fait les rendra promptement au Duc, & quittes, & sera tenu le Duc tandis que mondit Seigneur de Calabre les tiendra neutres, prendre, ni faire œuvre de fait par soi, ni par autre sur lesdites Places.

Item, & demeureront en leur fermeté tous apointemens & obligez, passez & accordez entre le Roi & le Duc, tant à Paris qu'à Caën, & seront de nouveau confirmez & ratifiez.

Item, pour seureté desdites parties, & de l'observation du contenu, tant en ces presens articles & apointemens, que ceux de Paris & Caën en donneront, le Roi au Duc, & le Duc au Roi, leurs scellez & promesses, ensemble promesses & scellez des Seigneurs de leur sang, gens d'Eglise, Nobles, & Universitez, Capitaines, & gens de guerre de leur Païs, lesquels scellez seront mis en la main de mondit Seigneur de Calabre. Et est à savoir ceux du Duc de Bretagne dedans la Toussaint prochainement venant, & ceux du Roi dedans la Chandeleur aprés ensuivant, & lors mondit Seigneur de Calabre delivrera au Roi ceux du Duc & de son Païs, & ceux du Roi au Duc, & les choses dessusdites feront confermer au Saint-Siege Apostolique, en soi soumettant lesdites parties, pour l'observation des choses dessusdites, aux censures Ecclesiastiques.

Item, seront tenus le Roi, mondit Seigneur, & le Duc, chacun de sa part, de pardonner, & recevoir en grace, tous leurs serviteurs & sujets, qui auront tenu le parti l'un de l'autre, & leur rendre tous leurs biens & honneurs, sans aucun reproche, pour en joüir comme auparavant ces differends. ANS de J. C.

Savoir faisons, que lesdits articles dessus touchez & inserez, & tout le contenu en iceux, nous avons promis, & accordez par la part de nôtredit Souverain Seigneur le Duc, & par vertu du pouvoir sur ce à nous donné, & promettons qu'il les ratifiera, & entretiendra de point en point, & de ce baillera ses lettres en forme dûë, toutesfois que métier sera. En têmoin de ce, nous avons signé ces presentes de nos mains, & scellées de nos sceaux. Donné au Bourg d'Ancenis, le dixiéme jour de Septembre, l'an mille quatre-cens soixante & huit; ainsi signé, G. Chauvin. A. de Beauvau, Michel de Partenay, & scellé des Sceaux de leurs armes. 1468.

Savoir faisons, que nous veu à grande & meure deliberation de Conseil, les articles inserez és lettres de nosdits commis, faisant mention desdits Traité, Accord, & appointement, iceux articles, & tout le contenu, avons loüez, ratifiez, & approuvez, loüons, approuvons, & ratifions, & avons agreable, & promettons en bonne foi, & parole de Prince, sur nôtre honneur, & sur l'hipoteque, & obligation de tous nos biens, entretenir lesdits Accord, Traité, & appointement, ainsi qu'il gît, & est plus à plein contenu en iceux articles, de point en point, selon leur forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, en quelque forme ou maniere que ce soit; & quant à ce, nous soûmettons aux censures Ecclesiastiques. En têmoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre grand scel. Donné à Nantes le dix-septieme jour de Septembre l'an 1468. Signé, François. Et sur le repli: par le Duc, de son commandement, & en son Conseil, Richard. Et scellé d'un grand Sceau de cire rouge, sur queuë de parchemin.

CDLIX.

Ratification faite par LOUIS XI. *Roi de France, du Traité de Paix d'Ancenis avec le Duc de* BRETAGNE. *Compiégne le* 18. *Septembre* 1468. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 87. ANS de J. C. 1468. FRANCE ET BRETAGNE.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour apaiser les differends d'entre nous, nôtre Frere Charles, & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Cousin le Duc de BRETAGNE, & autres, nous pour l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, pour obvier à l'effusion du sang humain, & à la desolation du pauvre peuple, qui vraisemblablement à l'occasion desdits differends se pouvoit ensuivre, & toûjours mettre Dieu & raison de nôtre part, nous eussions donné autorité, faculté & puissance especiale à nôtre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Calabre & de Lorraine, de traiter, pacifier, & apointer pour nôtre part lesdits differends: & semblablement nôtredit Neveu de Bretagne, ait Commis & Deputé de sa part Guillaume Chauvin son Chancelier; Antoine de Beauvau, Sieur de Gilly, & Michel de Partenay, Sieur de Perrigny, ses Conseillers & Chambellans, & iceux eût fait & constitué ses Procureurs, Deputez & Ambassadeurs, & leur eût pareillement donné pouvoir exprés & especial pour sa part, de traiter, pacifier & apointer sur lesdits differends, par vertu & en usant desquels pouvoirs, nôtredit Cousin de Calabre pour & au nom de nous; & lesdits Chauvin, de Beauvau, & de Partenay, pour & au nom de nôtredit Neveu de Bretagne, aient fait certain Traité & Accord sur lesdits differends, ainsi que plus à plein est contenu & declaré és articles de ce faisans mention, lesquels ensemble lesdits

NS J. C. 68. lesdits pouvoirs, sont incorporez és Lettres qu'ils en ont baillé les uns aux autres, & lesquels chacun a promis de sa part faire ratifier, ainsi qu'il est plus à plein contenu esdits articles, desquelles Lettres baillées par nôtredit Cousin de Calabre, la teneur s'ensuit.

Jean fils du Roi de Jerusalem, d'Aragon & de Sicile, &c. Duc de Calabre & de Lorraine, Marquis, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour l'apaisement des differends, qui à present ont cours entre Monseigneur le Roi d'une part, Monseigneur Charles son Frere, & nôtre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Bretagne d'autre, aient été faites plusieurs ouvertures pour le bien de paix, tant par nous pour la part de mondit Seigneur le Roi, comme aiant puissance de lui: comme aussi par Guillaume Chauvin, Seigneur du Bois, Chancelier de Bretagne; Antoine de Beauvau, Sieur de Pinpean, & Messire Michel de Partenay, Seigneur de Perigny, tous Conseillers & Chambellans de nôtredit Cousin, pour la part d'icelui nôtre Cousin, aians pareillement pouvoir de par lui, desquels pouvoirs la teneur s'ensuit.

Loüis par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme puis naguere aucunes ouvertures aient été faites de traiter, pacifier & accorder les differends, &c. Donné à Senlis le 22. jour d'Aoust l'an de grace 1468. & de nôtre Regne le huitieme. Ainsi signé, Loüis. Par le Roi en son Conseil, B. Meurin.

François par la grace de Dieu Duc de Bretagne, Comte de Montfort, de Richemont, d'Etampes, & de Vertus: à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Savoir faisons que nous confiant à plein des sens, loiauté, &c. Donné à Nantes le 7. jour de Septembre l'an 1468. Ainsi signé, François. Par le Duc de son commandement, Milet.

Et sur icelles ouvertures nous & les dessusdits Chancelier, de Beauvau, & de Partenay, nous soions condescendus & accordez, tant d'une part que d'autre, en la maniere contenuë és articles cy-aprés couchez & inserez.

Ce sont les points & articles pourparlez entre Monseigneur le Duc de Calabre, & Messieurs les Ambassadeurs du Duc, touchant l'apaisement des differends qui courent à present entre le Roi d'une part, & Monseigneur son Frere, & le Duc de l'autre.

Et premierement que touchant le partage & apanage de mondit Seigneur Charles, Messeigneurs le Duc & Connétable, &c.

Savoir faisons, que nous veû & à grande & meure deliberation de Conseil, les articles inserez és Lettres de nôtredit Cousin de Calabre, faisans mention desdits Traitez, Accord, & apointement, iceux articles, & tout le contenu, avons loüez, ratifiez & aprouvez, loüons, ratifions, aprouvons, & avons agreable, & promettons en bonne foi & parole de Roi, sur nôtre honneur, & sur l'hipoteque & obligation de tous nos biens, entretenir lesdits Accord, Traité & apointement, ainsi qu'il gist, & est plus à plein contenu en iceux articles, de point en point, selon leur forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, en quelque forme & maniere que ce soit, & quant à ce nous soumettons aux Censures Ecclesiastiques, nonobstant nos privileges, par lesquels le Saint-Siege Apostolique ne nous peut ou doit compeller par lesdites Censures Ecclesiastiques, desquels ne nous voulons aider, en tant que touche l'entretenement desdits traité & apointement, pour cette fois seulement, & sans consequence, ni qu'il nous fasse ou porte aucun prejudice, & à nosdits privileges, ni à tous nos autres droits roiaux, & privileges quelconques. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Compiegne le 18. jour de Septembre l'an de grace 1468. & de nôtre Regne le huitieme. Signé, Loüis. Et sur le repli, par le Roi, Monseigneur le Cardinal d'Angers, Monseigneur le Duc de Bourbon, l'Archevesque de Lion, Tannegui du Chastel, Vicomte de Beliere, Maistre Pierre Doriole, & autres presens. Signé, B. Meurin, & scellé d'un grand Sceau de cire blanche sur queuë de parchemin, ledit Sceau rompu à moitié. ANS de J. C. 1468.

CDLX.

Traité de Paix entre LOUIS XI. *Roi de France, &* CHARLES *dernier Duc de Bourgogne. Fait à Peronne le 14. Octobre 1468. & ratifié par le Roi à Amboise le 24. Mai ensuivant.* Divers Traitez, Contracts, &c. Servans aux Memoires de Philippe de Comines. pag. 60. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 89. ANS de J. C. 1468. FRANCE ET BOURGOGNE.

(a) LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme depuis certain tems en-çà, plusieurs debats, questions & differends, se soient mûs entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin, le Duc de Bourgogne, tant au moien de ce que nôtredit Frere & Cousin disoit, que plusieurs troubles & empêchemens lui avoient été faits, & donnez par nous & nos Officiers, à l'encontre des transports que nous lui avons fait par le Traité de Conflans, depuis icelui Traité, & autrement; & mêmement que le Traité de Paix fait à Arras, entre feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, & feu nôtre Oncle Philippe de Bourgogne, que Dieu pardonne, n'avoit pas été par nous entretenu, & accompli en aucuns points; tellement qu'à l'occasion des choses dessusdites, & autres moiens, & rapports tenus & faits, les courages de nous, & de nôtredit Frere & Cousin, ont été émûs en défiance, & ont causé tumeur de guerre, & d'hostilité parmi le Roiaume, entre nous & nôtredit Frere; en telle maniere, que nos sujets n'ont osé converser és Païs de nôtredit Frere, ni les siens és nôtres; & à ce moien, & autrement, ont été faites grandes assemblées de gens de guerre, tant de nôtre part que de la sienne, & si avant y a été procedé, & les choses si prêtes & preparées, qu'elles étoient disposées à toute guerre, si ce n'eût été la grace de Dieu; & que pour obvier aux grands maux, dommages, & inconveniens, qui s'en fussent ensuivis de part & d'autre, plusieurs nobles & notables hommes de nôtre Roiaume, de tous états, se sont travaillez & entremis envers nous, & nôtredit Frere & Cousin, de trouver aucuns bons moiens pour faire cesser toutes voies de fait, & d'appointer & appaiser lesdites questions & differends; & par ce moien conclure, nourrir & entretenir, & garder bonne, seure, parfaite, finale, & perpetuelle Paix entre nous, nos Païs, & sujets, & nôtredit Frere & Cousin, ses Païs & sujets; à laquelle fin, & pour à ce que dit est, parvenir, nous aions envoié, au mois de Septembre dernier passé, Ambassadeurs de la Ville de Ham en Vermandois, auquel lieu nôtredit Frere ait pareillement envoié de ses gens & Ambassadeurs, lesquels de sa part ont mis avant les doleances; qu'il avoit touchant lesdits Traitez d'Arras & de Conflans, & les transports, & autres remontrances, desquelles nôtredit Frere & Cousin se douloit, complaignoit, & requeroit y avoir provision; sur quoi plusieurs communications ont été tenuës, & bonne & grande ouverture faites, par lesdits Ambassadeurs d'un côté & d'autre, & ladite journée continuée, & remise en cette Ville de Peronne, en laquelle nous & nôtredit Frere, nous sommes trouvez, auquel lieu derechef par ceux de nôtre Conseil, lesdites doleances, remon-

(a) Ceux qui ont écrit la Vie de Loüis XI. remarquent, que Jean Cardinal de la Balue avoit un grand pouvoir prés de lui: que ce Cardinal le trahit au Traité de Peronne. Car ce Traité lui fut fort honteux, & desavantagé de l'Etat. Aussi le fit-il étant prisonnier. Le Roi étant hors de prison, commença à reconnoître la trahison du Cardinal qui avoit été corrompu par le Duc de Bourgogne, tellement qu'il ne vit plus si volontiers le Cardinal.

ANS de J. C. 1468. montrances, & requêtes de nôtredit Frere & Cousin, avec aucuns de son Conseil, ont été debatuës bien à plein. Et finalement, avons sur icelles donné & accordé les provisions, & réponses telles, en la forme & maniere, que particulierement est contenu sur chacune doleance, remontrance, & requête de nôtredit Frere & Cousin, écrites à la fin de ces presentes. Savoir faisons, que nous desirant de tout nôtre cœur, obvier aux grands esclandres, dommages, & inconveniens, qui eussent peu, & pourroient avenir au moien desdites differences, & dissidences d'entre nous & nôtredit frere, voulant pourvoir à ce que nos sujets puissent vivre en bonne paix, repos, & tranquillité sous nous, considerant aussi la proximité de lignage & d'affinité, en quoi nous attient nôtredit Frere & Cousin; & pour la grande & singuliere affection, que nous avons & desirons avoir à lui, & le bon & parfait desir, vouloir & affection, que nous savons & connoissons, que semblablement il a de nous complaire, & faire service, ainsi que de sa propre bouche il nous a dit, avons aujourdui, avec nôtredit Frere & Cousin, fait, conclu, accordé, promis, & juré sur la vraie Croix, és mains de nôtre tres-cher & feal ami, le Cardinal d'Angers, & en la presence de plusieurs de nôtre Sang, & lignage, & d'autres nobles & notables hommes, tant de nôtre part, que de nôtredit Frere & Cousin, & par la teneur de ces presentes, promettons & jurons bonne paix, amour, union, & concorde perdurablement, & demeurer à toûjours esdites paix, amour, union, & concorde, sans jamais par quelque voie, moien, querelle, ou occasion que ce soit, ou puisse être, faire, donner, procurer par nous, ni par autre, guerre, mal, deplaisir, grief, prejudice, ni dommage, à nôtredit Frere & Cousin, ses Païs & sujets; & en outre, avons promis & juré solennellement, & sur ladite croix promettons & jurons, par cesdites presentes, d'entretenir, garder, & observer à toûjours ledit Traité d'Arras, le contenu en icelui, ledit traité de Conflans, & tout ce qu'il contient, en tant que toucher peut à nôtredit Frere & Cousin, & tous les dons & transports, que lors & depuis lui avons faits; lesquels traitez d'Arras, & de Conflans, entant qu'icelui de Conflans peut toucher à nôtredit Frere & Cousin, & aussi lesdits dons & transports, nous tenons, & voulons être tenus pour ici repetez, connoissant, & affirmant savoir, & avoir d'iceux traitez & dons, & de tout le contenu és lettres qui en sont faites, vraie, & bonne souvenance; promettons aussi, & jurons entretenir, & garder toutes les provisions, & réponses faites, & données sur lesdites doleances, remontrances, & requêtes de nôtredit Frere & Cousin, declarées en la fin de ces presentes, comme dit est; & icelles, & chacune d'icelles, faire mettre à dûë execution, le tout selon leur forme & teneur; & nonobstant cette presente paix & reunion, & le contenu esdits traitez d'Arras, & de Conflans, nous à la requête de nôtredit Frere & Cousin, avons de nôtre certaine science, consenti & accordé, consentons, & accordons par la teneur de ces presentes, pour nous, nos hoirs & Successeurs, que nôtredit Frere & Cousin, puisse tant & si longuement qu'il lui plaira, garder & entretenir, & faire garder & entretenir par tous ses vassaux & sujets, toutes les alliances, & aussi les traitez de Treve, & de l'entre-cours de la marchandise, qu'il a faits & passez avec le Roi Edoüard, nôtre ennemi & adversaire, & le Roiaume d'Angleterre, pour la defense & seureté de sa personne, de son Etat, de ses Successeurs, de ses Païs & sujets, & aussi icelles alliances, & traitez que nôtredit ennemi, & le Roiaume d'Angleterre ont faites avec nôtredit Frere & Cousin, sans que nôtredit Frere & Cousin, sesdits Successeurs ou sesdits sujets, en puissent être repris, blâmez, ni reprochez; mais neanmoins nôtredit frere ne donnera aide ausdits Anglois, aide en leurs querelles, pour envahir ou endommager nous & nos sujets en nôtre Roiaume, ni aussi nos Païs ou Roiaume; & ne baillera faveur de passer par ses Païs, pour guerroier, grever, ou nuire à nous, nos Païs & sujets, en aucune maniere; & par cesdites paix, avons declaré & declarons toutes entreprises, voies de fait, & autres choses perpetrées, & avenuës de tout le tems passé, à cause des differends qui ont été entre nous & nôtredit Frere & Cousin, tant par les citez & Villes de nôtredit Roiaume, comme par nos serviteurs & sujets, & ceux de nôtredit Frere & Cousin, de ses alliez, & de lursdits serviteurs & sujets, ou qui ont servi, ou tenu le parti d'icelui nôtre Frere & Cousin, ou de sesdits alliez, qui seront & voudront être compris en cette paix, pour non faites, & pour non avenuës, & sans qu'à l'occasion d'icelles, aucune chose en puisse être demandée, querellée, ou imputée ores, ni pour le tems à venir, en quelque maniere que ce soit; mais entant que métier seroit, lesdites choses avons abolies, & abolissons par ces presentes, consentant, & accordant en outre par ce present traité, que toutes & chacune les Seigneuries, places, terres, heritages, & possessions quelconques, prises, occupées, saisies, ou empêchées d'une part & d'autre, & autres choses perpetrées, & advenuës du temps passé à l'occasion desdites differences, sont & seront renduës & restituées pleinement, franchement, & quittement, à ceux à qui elles appartiennent, lesquels y pourroient entrer, les prendre, & apprehender de leur propre autorité, sans aucune œuvre ou mistere de Justice, ni autre consentement avoir ou requerir de nous, ni de nôtredit Frere & Cousin; & avec ce, ferons bailler & expedier nos lettres de main levée & d'abolition, particulierement pour les sujets de nôtredit Frere, & pour ceux qui l'ont servi, ou tenu son parti, & de sesdits alliez, qui les voudront avoir; & specialement à la requête de nôtredit Frere & Cousin, voulons & consentons, qu'à nôtre tres-cher & amé Frere & Cousin, Philippe de Savoie, seront renduës & delivrées, les places & châteaux, villes & terres, qui de par nous & nos gens ont été prises, & empêchées és Comtez de Baugé, Païs de Bresse, & autres terres & Seigneuries appartenantes à nôtredit Frere & Cousin, Philippes de Savoie, ou à ses serviteurs & sujets, & iceux ses serviteurs & sujets, pris & empêchez, ou mis à rançon par la guerre, delivrez francs & quittes d'icelle rançon; & seront nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin, le Duc de Savoie, lequel Duc & Maison de Savoie, nous tenons aussi pour nôtre allié, & nôtre tres-chere & tres-amée sœur la Duchesse de Savoie, & nos tres-chers & amez Freres & Cousins, l'Evêque de Geneve, ledit Philippe, le Seigneur de Romont, & tous les autres alliez de nôtredit Frere & Cousin de Bourgogne, leurs sujets, ceux qui les ont servis, ou tenu leur parti, compris en cette presente paix & traité, si compris y veulent être; auquel cas, si compris y veulent être, & dont lesdits alliez seront tenus de faire declaration dans le terme d'un an, ils & chacun d'eux, joüiront de l'effet de ce present traité, & du contenu en ces presentes. Si toutesfois nos alliez, ou ceux de nôtredit Frere & Cousin, ou aucun d'eux, ne vouluſſent en ladite paix être compris, nous neanmoins & nôtredit Frere & Cousin, & chacun de nous, demeurons entiers en toutes nos alliances, lesquelles nous avons reservées, & reservons par ces presentes, sans par ce present traité à icelles, entant qu'à nous ou à lui toucher peut, prejudicier aucunement; laquelle paix & lesdits traitez d'Arras, & de Conflans, entant qu'icelui de Conflans à nous, & nôtredit Frere & Cousin, toucher peut, les dons & transports par nous à lui faits, ensemble nos provisions & réponses, par nous données & octroiées sur les doleances, remontrances, & requêtes de nôtredit Frere & Cousin, & tout le contenu en cettes, nous avons promis & juré, promettons & jurons de bonne foi, sur nôtre honneur & en parole de Roi, & sous l'obligation de tous nos biens,

ANS de J. C. 1468.

NS J. C. 468. biens, presens, & à venir, pour nous, nos hoirs, & Successeurs, entretenir, garder, & accomplir à nôtre loial pouvoir, sans jamais ores, ni pour le tems à venir, faire ni venir, ni souffrir faire ni venir au contraire, directement ou indirectement, en maniere quelconque; & avec ce, au cas que par nous, ou par autre de nôtre sçû, ou consentement, directement, ou indirectement, ladite paix, seroit enfreinte, ou contrevenu au contenu en ces presentes, & esdits traitez d'Arras & de Conflans, entant qu'à nôtredit Frere & Cousin icelui traité de Conflans peut toucher, ou esdits transports, dons, & provisions par nous fait à nôtredit Frere & Cousin ou que fussions refusans ou en demeure, de faire mettre nôtredit Frere & Cousin, en possession paisible, & joüissance des choses contenuës, & declarées esdits traitez, & és lettres desdits transports & dons, ou de tout; entant qu'à nous peut toucher, & ce qui est accomplissable de nôtre part, executer, ou faire executer dûëment, selon la forme & teneur de ces presentes, & des lettres que sur lesdites provisions à nous aujourdui octroiées, ou que par nous fût fait, ou donné aucun détourbier, ou empêchement à l'encontre, & au contraire desdits traitez, transports, dons, provisions, & autres choses, ou l'une d'icelles, en ces presentes declarées, nous avons consenti, traité, & accordé, consentons, traitons, & accordons à nôtredit Frere & Cousin, pour lui, ses hoirs, & ayans cause, que ils, leurs vassaux & sujets, soient & demeurent quittes, & absous perpetuellement, & à toujours, des foi & hommage, services, & sermens de fidelité, de toute obeïssance, sujetion, ressort, & souveraineté, qui par lui, ses hoirs, & aians cause, & sesdits vassaux & sujets, nous sont & seront dûs à cause des Duché, Comtez, Païs, Terres, & Seigneuries, qu'il tient ou tiendra ci-aprés de nous, à cause de nôtredite Couronne, & de nôtre Roiaume, & sous la dessusdite peine; à savoir, que nôtredit Frere & Cousin, ses hoirs, & Successeurs, ses feaux & sujets qu'il a, & aura en nôtredit Roiaume, seront quittes & absous perpetuellement desdites foi & hommage, services, & sermens de fidelité, d'obeïssance, ressort, & souveraineté; nous avons promis & juré, promettons & jurons, que les provisions par nous accordées à nôtredit Frere & Cousin, ci-aprés declarées, qui sont en promte & prête execution, desquels de date d'aujourdui, avons fait expedier nos lettres, nous ferons icelles nos lettres verifier & enteriner par ceux, & où il appartiendra, & sans aucun delai, & tout le contenu en icelles, dûëment executer; & par ceux de nos Officiers, qu'il appartiendra mettre nôtredit Frere & Cousin en paisible possession & joüissance des choses contenuës & declarées esdites réponses, & lettres de provision, accordées sur les doleances, & remontrances de nôtredit Frere & Cousin. Et au regard des autres provisions, qui ne se peuvent mettre prestement à execution, fors que par delivrance des lettres, lesquelles aussi nous avons fait expedier de la date du jourdui, nous avons promis & promettons, sous la même peine, de faire enteriner lesdites lettres, entant que métier est, & de faire & procurer être fait de nôtre part, & entant qu'à nous toucher peut, que en dedans trois ans ensuivant la date de cettes, (lequel tems, nous & nôtredit Frere & Cousin, pourrons concordialement, & de l'assentement de nous, & lui prolonger) les procez & differens desquels est faite mention esdites réponses, provisions, & lettres, seront appointez, decidez, & determinez à fin dûë par les Commissaires, arbitres, & superarbitres, ou autres qu'il appartiendra, selon la forme & teneur d'icelles réponses, provisions & lettres. Et sera appointé, jugé & determiné, d'entretetenir, accomplir, garder, & obferver si avant, que nous touchera, & toucher pourra, & ce que appointé, jugé, & decidé sera, executer dans six mois, & pour tous delais, aprés le jour & ensuivant le jour de la prononciation desdits jugemens, decision, ou appointemens: & aussi executer ou faire executer, accomplir, entretenir, garder & observer tout ce que nous sommes tenus, devons, & avons promis de faire, contenu & declaré esdits traitez, transports, dons, & provisions, & en ces presentes; sans de nôtre côté, entant que à nous touche, ou peut toucher, y faire, donner, ou souffrir faire, ou donner aucun détourbier, ou empêchement. Et si par nos Officiers, ou autres, pour & au nom de nous, aucun détourbier, retardement, ou empêchement, fût donné à nôtre dit Frere & Cousin, és choses dessusdites, ou aucunes d'icelles, nous, & sous la même peine, promettons, & jurons, que dedans un an aprés, que de la part de nôtredit Frere & Cousin, en serons requis & sommez, le ferons reintegrer & sommer, & le tout remettre en état dû, & tel qu'il appartiendra, selon la forme & teneur desdits traitez, transports, dons, & lettres desdites provisions. Et outre plus, avons consenti & accordé, consentons & accordons, que les Princes de nôtre Sang, tels que voudra nommer, & avoir nôtredit Frere & Cousin, jureront & promettront sur leur foi & honneur, d'entretenir & garder ladite paix, & tout le contenu en cettes, sans rien faire, ni souffrir faire au contraire; & qu'ils & chacun d'eux assisteront, & serviront nôtredit Frere & Cousin à l'encontre de nous en leurs personnes, de toute leur puissance, & de leurs Païs & Sujets, au cas que par nous, ou par autre de nôtre sçû & consentement, ladite paix soit enfreinte, ou contrevenu au contenu en cettes; & dés maintenant leur commandons, & expressément enjoignons d'ainsi le faire, & en bailler leurs lettres & scellez, en forme dûë à nôtredit Frere & Cousin, sans delai, contredit, ou difficulté, & declarons qu'au cas de ladite infraction, & du contrevenement à ces presentes, lesdits Princes seront & demeureront quittes, absous, & exempts envers nous, & nosdits Successeurs, de tous sermens, devoirs & services, qui par eux ou leursdits sujets nous sont dûs; & dés maintenant pour lors audit cas, les en quittons, absolvons, & exemtons, & leur commandons, & ordonnons par la teneur de cettes, qu'ils sans méprendre, envers nous & nosdits Successeurs, servent audit cas nôtredit Frere & Cousin contre nous, comme dit est, & dequels consentement, ordonnance, absolution, ou quittance, nous promettons bailler nos lettres à nôtredit Frere, pour chacun desdits Princes qu'il nommera, requerra, ou voudra avoir pour sa seureté, & pour l'observation, entretenement, & accomplissement des choses dessusdites, & de chacune d'icelles, nous avons renoncé & renonçons, par ces presentes, à tous Privileges donnez à Nous, aux Rois, & à nôtre Roiaume de France, & dont pourrions user, pour non être contraints par les censures de l'Eglise, ou autrement, & aussi à toutes dispensations, que pourrions obtenir de Nôtre Saint Pere, des Saints Conciles generaux, ou d'autres constitutions, édits roiaux, ou ordonnances quelconques, faits & à faire, contraires, ou prejudiciables à ces presentes, ou aucunes d'icelles, & à toutes exceptions, que nous ou nos Successeurs pourions alleguer, tant de fait comme de droit, & autrement; & mêmement à l'exception du droit, qui dit que la generale renonciation ne vaut, si la speciale ne precede, & tout, sans fraude, barat, ou mal-engin; & avec ce, nous avons soûmis & soûmettons, nous, nos hoirs & Successeurs, & les leurs, à la jurisdiction, & cohertion Ecclesiastique; à savoir, de Nôtre Saint Pere, du Saint Siege Apostolique, des Saints Conciles generaux à venir, pour par Nôtre Saint-Pere, ledit Saint-Siege, & Conciles generaux, & par chacun d'eux, être contraints par toutes censures d'Eglise, à savoir, d'excommuniement, agravation, reagravation, interdit en nôtredit Roiaume, & autres nos terres & Seigneuries, & plus avant en la forme, & ainsi que la censure d'Eglise se pourra étendre, lequel nôtre Saint Pere & ses Successeurs,

ANS de J. C. 1468.

ANS de J. C. 1468. ceſſeurs, nous avons élû, éliſons, & acceptons nôtre Juge, pour connoître & decider tous differends, qui pourroient être à cauſe de ce preſent traité. *S'enſuivent les doleances, remontrances, & requêtes de nôtre-dit Frere & Couſin, avec les proviſions & réponſes, par nous à lui accordées ſur chacune d'icelles.*

Ce ſont les remontrances & doleances, faites par les Ambaſſadeurs de Monſieur le Duc de Bourgogne, les réponſes faites de la part du Roi, à la Journée tenuë à Ham en Vermandois, le vint-unieme jour du mois de Septembre, l'an mille quatre-cens ſoixante-huit, & entretenuë juſques au Jeudi vint-neuvieme jour dudit mois enſuivant; & depuis continuée & remiſe en la Ville de Peronne, en ce preſent mois d'Octobre audit an, ſoixante-huit.

Et premierement, touchant les fiefs & hommages des Comtez de Pontieu, & autres terres deçà & delà la Riviere de Somme, & des trois Prevôtez de Vimieu, Beauvoiſis, & Foulloy, tranſportées par le Roi, leſquels fiefs & hommage, ont été demontrez appartenir à mondit Sieur, à cauſe dudit tranſport, par pluſieurs raiſons; & pour ce, ſupplient que le plaiſir du Roi ſoit en ce nom, ne bailler empêchement aucun à mondit Sieur, ains le laiſſer paiſiblement joüir dudit droit, & qu'il puiſſe contraindre les refuſans, ainſi qu'il eſt accoûtumé, & en tel cas faire ſe doit. Sur ce a été répondu de par le Roi, qu'il declarera leſdits fiefs & hommages appartenir à mondit Sieur, comme les autres choſes contenuës audit tranſport, & en toutes les terres ſpecifiées audit article, & que les vaſſaux qui n'ont encore fait le ſerment de fidelité & hommage, le faſſent en la maniere accoûtumée, pour ſervir mondit Sieur, ainſi que la nature & condition dudit fief le requiert, reſervé contre le Roi; & de ladite declaration, le Roi baillera ſes lettres patentes, par leſquelles il déchargera, & ſous la reſervation deſſuſdite, les vaſſaux des hommages & ſermens d'iceux, & qu'ils doivent à cauſe deſdites terres; & avec ce, mandera à tous Officiers qu'il appartiendra, qu'ils faſſent ceſſer tous troubles, & empêchemens au contraire, & auſdits vaſſaux tenans leſdits Païs, qu'ils entrent dans la foi & hommage de mondit Sieur, & lui faſſent ledit ſerment de fidelité, en la maniere & reſervation deſſus declarée.

Item, Touchant les tailles, & aides deſdites Prevôtez, eſquelles aucuns Officiers du Roi ont mis certains empêchemens, & avec ce Guillaume Lamoureux a été inſtitué par le Roi élû eſdites Prevôtez, en deſappointant quant à ce l'élû d'Amiens, contre la forme deſdits tranſports; & pour ce, a convenu remontrer, que mondit Sieur ne ſoit troublé, ni empêché touchant leſdites aides, & autres droits à lui competans eſdites Prevôtez. Et en outre, qu'il plaiſe au Roi faire ceſſer les troubles & empêchemens, faits à l'occaſion des lances & tailles des gens-d'armes, & francs-archers en icelles Prevôtez, & ledit élû remis en ſon Office, pour icelui exercer eſdites Prevôtez. Sur ce, de par le Roi a été répondu, que mondit Sieur joüira deſdites Prevôtez, & en levera tous les profits, & joüira des droits roiaux, tout ainſi & par la même forme & maniere qu'il doit joüir des Prevôtez Roiales, étans ſur ladite Riviere du côté d'Amiens. Et auſſi ceſſeront les tailles miſes ſus pour les lances, francs-archers, & autres gens-d'armes, ſans que deſdites aides, tailles de gens-d'armes, ni autres profits venans des droits roiaux, y ſoit rien prix ou demandé de la part du Roi, & ſera à la nomination de mondit Sieur, & à l'inſtitution du Roi, rétabli l'élû d'Amiens. Et doreſnavant les mandemens pour impoſer leſdites aides ſeront baillez ſans delai ou difficulté, & en baillera le Roi ſes lettres en forme dûë. Et pource que la matiere du grenier de Grand-Villiers depend deſdits tranſports, à ce propos ont été remontrées les forces, violences, troubles, & empêchemens faits audit grenier, & és Officiers de mondit Sieur le Duc illec, par les Officiers du Roi, tant au pourchas de ceux de Beauvais, comme autrement, dont a été requis reparation; & que telle proviſion y ſoit faite, que doreſnavant leſdits troubles & empêchemens ceſſent. Sur quoi a été répondu, que le Roi fera ceſſer leſdits troubles & empêchemens mis audit grenier, tant au pourchas de ceux de Beauvais, comme autrement; & ſur ce, baillera ſes lettres patentes de proviſion telles qu'il appartiendra, ſelon la forme dudit tranſport.

ANS de J. C. 1468.

Item, Touchant les terres & Seigneuries de Mortagne tranſportées à mondit Sieur, eſquelles & à ſes Officiers inſtituez par le Roi à ſa nomination, ſont faits journellement pluſieurs troubles & empêchemens, contre le contenu des lettres dudit tranſport; ſur quoi ont leſdits Ambaſſadeurs fait les remontrances à ce appartenantes, & requis qu'il ſoit mandé au Bailli de Tournay & de Tournefis, & à ſon Lieutenant, & autres Officiers du Roi, ſe deporter deſdits troubles & empêchemens, & en laiſſer joüir mondit Sieur paiſiblement, & ſes Officiers, ſelon la forme du traité d'Arras, & leſdits tranſports de ce fait, & auſſi ſelon le contenu des lettres, & ſpecialement ſur ce par le Roi octroiées. Sur ce a fait répondre le Roi, qu'il eſt content que mondit Sieur joüiſſe deſdites terres & Seigneuries de Mortaigne, & qu'il nomme tous Officiers pour les cas roiaux, & qu'à ſa nomination ſoient par le Roi inſtituez; & mandera au Bailli & autres Officiers de Tournay & de Tournefis, eux deporter deſdits troubles & empêchemens, le tout ſelon le contenu deſdits traitez d'Arras, & des lettres de tranſport, & non autrement.

Item, A été remontré au regard de la Prevôté de Saint-Quentin, des terres & lieux étans de-là la Riviere de Somme, que l'on dit & nomme l'*exemtion de la Prevôté*, que Maître Georges Duret, en pourſuivant l'enterinement des lettres ſur ce octroiées par le Roi à Monditſieur Duc, bailla l'original d'icelles de bonne foi à Maître Jean de Reilhac, leſquelles depuis n'ont été renduës, pour ce eſt demandé reſtitution d'icelles. Monditſieur le Duc de Bourgogne, s'eſt deporté audit article de l'effet deſdites lettres, & du droit qu'il avoit en ladite exemtion, au profit du Roi; & ce au moien de certains dons faits par le Roi à mondit Sieur, & dont ils ont été & ſont d'accord; mais pource que aſſez-toſt aprés leſdits tranſports, le Roi & mondit Sieur étant à Villerlebel, fut ſupplié le ſel de Salins avoir cours en Mâconnois; laquelle choſe le Roi avoit octroiée, ſi le dommage de ce n'excedoit quatre-mille francs. Sur ce point a été remontré, qu'en enſuivant ledit don, & aiant regard, que de toute ancienneté, icelui ſel de Salins a eû cours en Mâconnois, & que illec la gabelle du ſel doit appartenir à mondit Sieur, par le traité d'Arras, & pluſieurs autres cauſes au long declarées; il plaiſe au Roi permettre le cours de ſel de Salins audit Mâconnois, ainſi que dit eſt, & defendre le cours de ſel de Salins, pour lequel la gabelle aura été reçûë au Pont Saint-Eſprit, ou ailleurs, au profit du Roi; & rendre les dommages & intereſts de mondit Sieur, montant à plus de cent mille francs, à comter de ce que eût valu à mondit Sieur la Gabelle, depuis que ledit traité d'Arras fut fait juſques à preſent. Le Roi a accordé les greniers à ſel à mondit Sieur de Bourgogne és Comté de Mâcon, & Païs de Mâconnois, & és lieux & Villes roiaux enclavez en iceux, pour lui, ſes hoirs, & Succeſſeurs, Comtes & Comteſſes de Mâcon, comme il appert par ſes lettres patentes ſur ce expediés. Le ſecond point concerne les matieres dependantes du traité d'Arras, & premierement au regard de l'impoſition foraine, laquelle ſe devoit lever és extremitez du Roiaume, & par ledit traité doit appartenir à mondit Sieur en ſes Païs. Sur quoi leſdits Ambaſſadeurs ont fait deux doleances & remontrances. La premiere, que mondit Sieur eſt troublé en la perception dudit droit. La ſeconde, de ce qu'on la veut lever és lieux non accoûtumez, & que

NS J. C 468. que l'on contraint les Marchands à bailler caution en forme non accoûtumée; & mêmement, qui eſt choſe bien nouvelle & bien étrange, les Officiers du Roi s'efforcent de lever le droit de ladite impoſition des danrées & marchandiſes, que l'on deſcend és Païs de Bourgogne, Bar-ſur-Seine Auxerrois, Artois, & eſdites terres tranſportées, comme ſi fuſſent terres de l'Empire, où eſquelles les aides n'euſſent cours, & ſpecialement audit Auxerrois, des biens appartenans à ladite Comté, & en icelles mêmes des lieux voiſins. Pource ont requis, que ladite nouvelleté ſoit ôtée, & que mondit Sieur joüiſſe de ſondit droit ſelon la forme dudit traité, & que leſdits Marchands ne ſoient contraints à bailler ladite caution autrement, que d'ancienneté ils ont fait; à ſavoir, de décharger les danrées en aucuns lieux du Roiaume, auſquels les aides aient cours. Sur cet article a été dit par le Roi, qu'il eſt & ſera content, que la caution qui ſe baille par les Marchands, à cauſe de l'impoſition foraine, ſoit en la forme & maniere de toute ancienneté obſervée, à ſavoir de décharger les danrées en aucun lieu du Roiaume, auquel les aides aient cours de par le Roi, ſuppoſé que mondit Sieur par l'octroi du Roi, prenne à ſon profit icelles aides, ſans les faire cautionner de vendre & diſtribuer leſdites danrées, és Païs du Roiaume auſquels leſdites aides ont cours, comme le Païs d'Artois, & auſſi autres Païs appartenans, & tranſportez par le traité d'Arras, & autrement à mondit Sieur, & eſquels Païs leſdites aides ont cours, le tout ſans fraude. Toutefois, ſi cy-aprés appert, que d'ancienneté telle n'étoit la maniere de cautionner, le tout ſera reduit à la forme & façon de faire, qui ſe trouvera par les ordonnances roiaux anciennes, & autrement, avoir été gardé & obſervé. Et à cette fin, & pareillement quant à la Duché de Bourgogne, en laquelle mondit Sieur pretend ſemblable nouvelleté avoir été faite, ſeront Deputez deux Commiſſaires, l'un par le Roi, & l'autre de la part de mondit Sieur de Bourgogne; leſquels deux Commiſſaires verront leſdits ordonnances roiaux, & enquerront quant à l'uſance, & autrement, là verité; & le tout veu, en ordonneront, & appointeront ſelon qu'ils trouveront être à faire de raiſon, ſans renvoi ou appellation; & abregeront, decideront, & definiront leſdits Commis, leſdits differends en dedans un an prochain pour tous delais; & avec ce, fera le Roi ôter tous troubles, nouvelletez, & empêchemens, & conſent que mondit Sieur joüiſſe du droit de ladite impoſition foraine, és Païs du Roiaume à lui tranſportez, ſelon que par le traité d'Arras faire ſe doit; & ſeront toutes appellations miſes par les ſujets de mondit Sieur, de ſes Villes d'Arras, Saint-Omer, Heldin, Teroüenne, Auxerre, & autres, à cauſe de ce que l'on leur a voulu faire bailler ladite caution, autrement qu'en ladite maniere accoûtumée d'ancienneté, miſes au neant, ſans amende & ſans dépens; & auſſi tous procés mûs & encommencez, quant au principal à l'occaſion deſſuſdite, & ce qui en depend, tant en la Cour de Parlement, devant les gens des Comptes, comme par devant les generaux, qu'ailleurs, tenus en état & ſurſeance juſques à ce que leſdits Commiſſaires auront leſdits differends appointez, le tout ſans prejudice du droit du Roi, & de mondit Sieur de Bourgogne. Et au regard du droit des hauts paſſages, qui eſt d'autre nature, les Commiſſaires ci-aprés aviſez auront pouvoir d'y appointer, & d'en faire joüir mondit Sieur, ainſi que par ledit traité d'Arras appartiendra, en & par toutes les terres Roiales, appartenantes à mondit Sieur par ledit traité d'Arras, & auſſi és terres delà & deçà la Riviere de Somme, appartenantes à mondit Sieur, par le don & tranſport à lui fait par le Roi.

Item, Touchant les enclaves au Duché de Bourgogne, & auſſi touchant aucunes Villes & Villages des Comtez de Mâconnois, Auxerrois, & de Bar-ſur-Seine, deſquels mondit Sieur ne joüit pas entierement, ni par la maniere qu'il doit ſelon la forme dudit traité, & les appointemens depuis ſur ce rendus, de leſdits Ambaſſadeurs ont requis, que mondit Sieur ſoit mis en ſa paiſible poſſeſſion deſdites Villes, Villages, & autres droits tranſportez par ledit traité d'Arras, pour en avoir & lever les profits, & que reſtitution lui ſoit faite deſdits profits échûs, & perçûs par les Officiers Roiaux, depuis ledit tranſport fait, & les empêchemens y mis. Et à cette fin leſdits Ambaſſadeurs de mondit Sieur ont requis, que l'on ordonne, & commette quatre notables Commiſſaires, deux de la part du Roi, & deux de la part de mondit Sieur, auſquels ſera commis & ordonné, qu'ils ſe tranſportent és lieux, dont ils ſeront requis de la part de mondit Sieur, pour eux informer ſommairement des droits pretendus par mondit Sieur, ſi déja information n'en eſt pas faite; & ſi information eſt faite à ſuffiſance, qu'elle ſoit preſtement veuë, & ſur icelle faite declaration des droits de mondit Sieur, pour l'en faire joüir incontinent & reellement, ſelon que par la forme dudit traité d'Arras appartiendra, ſans y garder aucune forme de procés, ou de figure de jugement, ni en faire relation, ni renvoi au Roi, ni à aucuns autres Officiers quels qu'ils ſoient, & nonobſtant appellations. Sur cet article a été de par le Roi répondu, qu'il ſera content, d'ordonner de ſa part quatre Commiſſaires, pour beſogner eſdites matieres, & les decider avec quatre autres Commiſſaires, qui ſeront nommez de la part de mondit Sieur; & ſi leſdits huit Commiſſaires n'y veulent ou pouvoient vaquer, les ſix, à ſavoir, trois du côté du Roi, & trois du côté de mondit Sieur, y pourront vaquer; & ſi les ſix n'y veulent, ou peuvent vaquer, les quatre; à ſavoir, deux de chacun côté, y pourront & devront vaquer, & beſogner ſelon la forme declarée audit article.

ANS J. C. 1468.

Item, au regard des troubles & empêchemens, mis és greniers appartenans à mondit Sieur par ledit traité d'Arras, & contraintes faites à pluſieurs ſes ſujets, és Païs de Bourgogne, Mâconnois, Charolois, Bar-ſur-Seine & Auxerrois, de prendre ſel ailleurs qu'eſdits greniers, contre la forme dudit traité d'Arras, & à ſon grand intereſt & dommage. Pourquoi ont leſdits Ambaſſadeurs requis, que ſemblablement il y ſoit pourvû, & tellement que leſdits troubles & empêchemens doivent ceſſer. Sur quoi a été répondu, que, comme deſſus touché, le Roi veut que mondit Sieur joüiſſe de tout ce qui lui doit appartenir, à cauſe dudit traité d'Arras; & que tous troubles & empêchemens faits és greniers de mondit Sieur, & contrainte de ſes ſujets à prendre ſel ailleurs, contraires audit traité, ſoient ôtez; & pour mettre la choſe à dûë execution, leſdits Commiſſaires ſe tranſporteront ſur les lieux, & ſommairement enquerront de la verité, & y tiendront telle & ſemblable forme & maniere, qu'en l'article precedent, & puis en feront joüir mondit Sieur, ſi faire ſe doit, & ſans renvoi ou appellation, comme dit eſt.

Item, Et pareillement iceux Ambaſſadeurs ont fait remontrances & requêtes, touchant aucunes terres, lieux, & Villages étans des Bailliages, & reſſorts de Mâconnois, & de Saint-Gengon, & aucunes autres de la Comté d'Auxerrois, & les autres de Bar-ſur-Seine, appartenans à mondit Sieur par le traité d'Arras, lequel eſt empêché en la joüiſſance d'iceux. Sur cet article auſſi a été répondu, que dés maintenant, le Roi declare qu'il veut que mondit Sieur joüiſſe des Villages & reſſorts deſdits Bailliages de Mâcon, de Saint-Gengon, & auſſi des reſſorts & Villages d'Auxerre, & de Bar-ſur-Seine, ſelon le contenu dudit traité d'Arras, nonobſtant tous empêchemens y mis au contraire; & à cette fin, leſdits huit Commiſſaires, les ſix, ou les quatre, en la maniere deſſus declarée, auront commiſſion par lettres du Roi & de mondit Sieur, pour entendre, vaquer, & beſogner en cette matiere, & la decider ainſi que de raiſon, & par le

ANS de J. C. 1468. Traité d'Arras appartiendra, & par la forme & maniere qu'il eſt declaré au huitieme article precedent, & en la réponſe faite ſur icelui.

Item, que mondit Sieur eſt troublé, & empêché en la joüiſſance de pluſieurs fiefs & hommages à lui appartenans, à cauſe dudit Traité eſdites Comtez, & Bailliages de Mâcon, de Saint-Gengon, & Auxerre, & en leurs reſſorts; & ſpecialement du Païs de Beaujollois, qui doit reſſortir au Bailliage de Mâcon, dont leſdits Ambaſſadeurs ont fait doleances & remontrances, afin qu'il y fût pourvû, & qu'il en pût paiſiblement joüir. Sur quoi a été dit par le Roi, que comme deſſus eſt declaré en cas ſemblable, le Roi ne veut empêcher mondit Sieur en la joüiſſance des choſes contenuës en cet article, s'ils lui competent par ledit Traité d'Arras; ains veut que ſoit donné forme pour l'en faire joüir, ſi faire ſe doit. Et pourtant le Roi eſt content, que pareillement leſdits Commiſſaires aillent ſur les lieux, & ſommairement, & ſans figure de procés s'informent, pour aprés y apointer, & le tout determiner & executer, dont auront pouvoir & autorité, nonobſtant comme deſſus, en enſuivant le contenu dudit huitieme article, & la réponſe faite ſur icelui; & au regard des autres points & articles, contenus & declarez audit Traité d'Arras, iceux Ambaſſadeurs ont requis au nom de mondit Sieur, que ceux qui ſeront trouvez non accomplis, ou eſquels l'on a donné empêchement, & que mondit Sieur n'en aura la connoiſſance, que leſdits Commiſſaires ordonnez en la maniere deſſuſdite aient pouvoir d'enquerir ſommairement & ſans procés, & ſans autre renvoi, delai, ou difficulté, l'en faire joüir nonobſtant toutes contradictions & appellations, comme deſſus eſt dit. Sur cet article a été répondu de par le Roi, qu'il eſt content, que mondit Sieur joüiſſe des choſes contenuës & declarées audit Traité d'Arras, & pour appaiſer tous les differends qui pourroient être, tant à cauſe dudit Traité, que des dependances d'icelui, y mettre une fin le plûtôt que faire ſe pourra, ſeront ordonnez leſdits huit notables Commiſſaires; à ſavoir, quatre de la part du Roi, & autant de la part de mondit Sieur; auſquels, ou aux ſix, ou aux quatre d'eux, ſera donné plein pouvoir & autorité, touchant les differends, & matieres declarées audit Traité, pour, vûës les informations & procés déja faits, & les informations qu'il ſemblera être à faire, les titres & enſeignemens, qui ſe bailleront d'un côté & d'autre; & auſſi par inſpection des lieux ſommairement, & ſans forme de procés en appointer, juger, & determiner, & leur jugement mettre à execution dûë, & faire joüir mondit Sieur de ce qu'ils trouveront à lui appartenir, à cauſe dudit Traité, & des dependances d'icelui, nonobſtant contradictions, ou appellations quelconques, & ſans en faire aucun renvoi. Et ſi métier eſt, commettrons aucuns qui enquerront la verité, & promettra le Roi dés maintenant, non muer leſdites forme & procedure, & en donner ſes lettres patentes en forme dûë; & pourvû que ſi leſdits huit Commiſſaires n'y veulent, ou peuvent vaquer, les ſix, à ſavoir, trois du côté du Roi, & trois de la part de mondit Sieur, y pourront vaquer; & ſi leſdits ſix n'y peuvent vaquer, les autres, à ſavoir, deux de chacun côté, y vaqueront & beſogneront, comme dit eſt. Le tiers point principal concerne les choſes competans à mondit Sieur le Duc, à cauſe des Seigneuries qu'il tient, tant au Roiaume, que hors icelui. Et premierement, touchant les limites du Roiaume, de la Comté de Bourgogne, & des Terres du reſſort de Saint-Laurens, qu'iceux Ambaſſadeurs ont fait remontrances des procés ſur ce faits, pour le fait deſdits limites, requerant que Commiſſaires notables, & agreables à mondit Sieur ſoient ordonnez de la part du Roi, & mondit Sieur de ſa part en ordonnera en tel & ſemblable nombre que ſera le Roi, pour juger & determiner leſdits differends, ſans en faire renvoi, nonobſtant contradiction ou appellation quelconque. Sur quoi a été dit, que le Roi eſt content que huit Commiſſaires ſoient ordonnez, aians plein pouvoir d'appaiſer les differends deſdites limites du Roiaume, & de la Comté de Bourgogne, & deſdites Terres du reſſort de Saint-Laurens; à ſavoir, quatre de la part du Roi, & quatre de la part de mondit Sieur, és mains deſquels ſeront mis les procés faits pour les juger par diffinitives; & s'ils ne ſont parfaits & inſtruits, les parferont & inſtruiront, comme il appartiendra, pour les juger & decider, ſi par autre moien ils ne peuvent être appointez. ANS de J. C. 1468.

Item, & entant que touche les limites des Païs & Terres appartenantes à mondit Sieur, joignantes aux Comtez de Flandres & d'Artois, & autres Païs du Roiaume; pour le fait deſquels limites, aucuns procés ont été mûs, au moien d'aucunes appellations relevées par aucun particuliers en la Cour de Parlement, requierent leſdits Ambaſſadeurs, qu'il plaiſe au Roi tenir, & mettre en ſurſeance tous leſdits procés, à cauſe du fait deſdits limites, pendans, meus, & à mouvoir, ſans y être procedé, ni aucun exploit fait par ladite Cour, ni autres Officiers du Roi, juſques à long-tems, comme de douze ans, afin que ſans procés & ſommairement, aucune voie ſoit aviſée, ſous le bon plaiſir du Roi & de mondit Sieur, par laquelle, ce qui ſera en difficulté touchant leſdits limites, puiſſe être appointé à moindres frais, que fait n'a été au procés deſdits limites du Comté de Bourgogne. Sur cet article, le Roi eſt content de bailler ſurſeance de huit ans, ſans par le moien de ladite ſurſeance prejudicier, ni deroger au droit de reſſort qui peut, ou doit competer au Roi, ni ladite ſurſeance tirer à quelque poſſeſſion, ou conſequence en aucune maniere, contre le droit du Roi, & de mondit Sieur; & que quand la matiere cherra en procedure, quelle ſoit appointée par Commiſſaires commis, comme deſſus eſt touché, des autres Commiſſaires.

Item, ont iceux Ambaſſadeurs de mondit Sieur fait doleances des appellations, que l'on reçoit des appointemens & jugemens faits par les quatre principales Loix de Flandres, contre les Loix & Privileges dudit Païs, en troublant ſur ce mondit Sieur en la joüiſſance toute notoire; mêmement au fait de la marchandiſe, ſur laquelle icelui Païs de Flandres eſt principalement fondé, & pourtant ont requis ſur ce leur être pourveû. Touchant cet article, le Roi a ordonné, & declaré par ſes lettres patentes, leſdites quatre principales Loix de Flandres être franches & exemptes de ſa Cour de Parlement, & de ſes Officiers quelconques; & que par droit de reſſort ne pourront & ne devront doreſnavant être attraites, ni évoquées en ladite Cour, ni ailleurs au Roiaume, & dudit reſſort, fait don & tranſport à mondit Sieur le Duc, & à ſes ſucceſſeurs Comtes & Comteſſes de Flandres, ſelon le contenu deſdites lettres, & ainſi qu'elles le declarent plus à plein.

Item, ont remontré, que ſelon le droit du Païs de Flandres, la Cour de Parlement ne doit avoir aucunes appellations, des autres Loix & Juges de Flandres, *omiſſo medio*, car le reſſort doit premier appartenir à mondit Sieur, & ne doit point mondit Sieur être travaillé de requerir le renvoi à ladite Cour, comme l'on fait pour les reſſorts des autres Païs du Roiaume; car l'on ne doit bailler aux ſujets de Flandres reliévement en cas d'appel, ſi l'appellation ne procede immediate du jugement du Comte, ou de la Chambre de ſon Conſeil en Flandres; & pour ce a été requis, qu'il plaiſe au Roi ſur ce donner ſes lettres patentes de proviſion en forme dûë. Sur cet article, a été répondu de par le Roi, qu'il eſt convenu, que du contenu audit article ſoit fait ſelon les droits & coutumes deſdits Païs, & ainſi qu'a été de long-tems obſer-

ANS le J. C. observé, & que tous troubles & empêchemens faits au contraire soient ôtez.

1468. Item, a été faite remontrance par lesdits Ambassadeurs, des troubles & empêchemens faits és appellations emises és causes de ressort, és Terres & Châtellenies de Lisle, Doüai, & Orchies, en la Chambre du Conseil en Flandres, contre toutes bonnes raisons & moult évidentes, & dont mondit Sieur a été en paisible joüissance de tres long-tems, sans aucune difficulté, excepté depuis peu de tems en çà, qu'aucune contradiction y a été mise; requerant sur ce, que lesdits troubles & empêchemens si notoires dûssent cesser, attendu que lesdites Châtellenies, de leur premiere & ancienne condition, ont été de la Comté de Flandres, & depuis que le Roi les a tenuës, en faisant & traitant le mariage de feu le grand Duc Philippe, Bisaieul de mondit Sieur, elles furent reunies & rejointes audit Comté de Flandres, pour les tenir par ledit Comte en un seul fief avec ledit Comté. Le Roi a accordé & accorde, que doresnavant aucunes appellations, ne soient reçûës en la Cour de Parlement, procedans des Loix & Justices, des Châtellenies de Lisle, Doüay, & Orchies; mais se releveront lesdites appellations prealablement en la Chambre du Conseil de Flandres, ou devant le Gouverneur de Lisle, ou celui d'eux, devant qui lesdites appellations de leur droit ordinaire, & sans moien, doivent, & ont accoûtumé d'ancienneté ressortir, & être premierement relevées. Et pareillement a été accordé par le Roi, que les appellations, qui sont interjettées dudit Gouverneur de Lisle, & de ses Sentences & jugemens, soient relevées en premier lieu, en ladite Chambre de Flandres, de laquelle Chambre, ou des sentences, jugemens, ou appointemens d'icelle, s'il en est appellé, les appellations seront relevées, & discutées en la Cour de Parlement.

Item, pource que le Roi, ni sa Cour de Parlement, n'a aucun interest, si Monsieur, ou son Grand Conseil, des causes de ses sujets au Roiaume, connoît en l'Empire: *& è contra*, considerés, que l'appellation, & le ressort par ce ne sont empêchez, pour plusieurs raisons, & bonnes considerations, par lesdits Ambassadeurs, remontrées, ont prié & requis, qu'en ce, ne soit fait par le Roi ou ses Officiers, aucun trouble, ou empechement; & que les ressorts, souveraineté, & autres droits, tant du Roi, que de mondit Sieur, y soient gardez. Sur quoi le Roi a fait répondre, qu'il est & sera content, que mondit Sieur, ou son Grand Conseil, connoisse des causes des Païs & sujets, étans au Roiaume en l'Empire, sauf la declinatoire des parties, & de celles de l'Empire, ou Roiaume, le tout sans prejudice de souveraineté, & ressort du Roi, quant à ce qui est du Roiaume, & des droits & souveraineté competans à mondit Sieur, en ce qui est de l'Empire, & durera ledit consentement, tant que vivront le Roi, & mondit Sieur de Bourgogne.

Item, touchant les quatre-mille livres de rente annuelle, appartenans à mondit Sieur, à cause de ses predecesseurs Comtes de Hainault & d'Ostrevant, sur la recette de Vermandois, appartenant au Roi, & dont les arrerages sont dûs de plusieurs années. Sur quoi les Ambassadeurs ont fait plusieurs grandes remontrances, & ont requis joüissance de ladite rente, & paiement des arrerages, comme raison est. Sur cet article, le Roi a fait répondre, qu'il est content, que ses lettres, faisans mention desdites quatre-mille livres de rente, soient vûës par lesdits Commissaires commis, lesquels auront pouvoir d'y appointer & determiner, & en faire la raison à mondit Sieur, & icelle mettre à dûë execution, sans renvoi ou appellation.

Item, iceux Ambassadeurs ont fait doleances, & remontrances des contraintes faites és sujets & serviteurs de mondit Sieur, natifs, aucuns en sa Comté de Bourgogne, és Terres situées hors du Roiaume, les autres du Duché de Bourgogne, & autres Païs de mondit Sieur, à faire nouvel, & non accoûtumé serment de servir le Roi envers & contre tous, & specialement contre mondit Sieur, sans avoir égard à ce que lesdits sujets sont Vassaux de mondit Sieur; & mêmement les aucuns natifs du Comté de Bourgogne; & pource qu'ils en ont été delaians, jaçoit qu'ils aient ja fait le ferment de fidelité, en la forme accoûtumée; & qu'ils ont été prests de servir, selon la nature & qualité de leurs fiefs. Toutefois mondit Sieur de Chastillon, & autres Officiers du Roi, ont procedé contre eux, par plusieurs indûës & déraisonnables voies, tant de main-mises en leurs Terres & Seigneuries, & perception des fruits, profits & émolumens d'icelles, assauts faits en aucunes desdites Terres, comme en Terres d'ennemis, que confiscation de corps & de biens, & ont appliqué lesdits fruits à leur singulier profit. Et qui plus est, ledit Sieur de Chastillon a ainsi procedé à l'encontre de mondit Sieur le Duc, à cause de la Seigneurie de Fouvans, laquelle lui appartient. Au contenu en cet article, & és articles suivans 21. 22. 23. & 24. le Roi est content, que toutes & telles voies declarées esdits articles cessent doresnavant à l'encontre des sujets & serviteurs de mondit Sieur, & que la main-mise és Terres desdits sujets, & serviteurs de mondit Sieur, à l'occasion specifiée audit article, soit entierement levée, & qu'ils en joüissent, ainsi qu'ils faisoient auparavant. Et quant aux fruits d'icelles, reçûs par ledit Sire de Chastillon, ou autre, les arrests & prises faites, tant par terre que par mer, des fruits de mondit Sieur, exprimées esdits articles, les pertes & dommages ensuivis, que restitution en soit faite. Et pour y ordonner forme, le Roi y commettra personne notable, auquel les commis de mondit Sieur feront apparoir des choses dessusdites; lequel commis de par le Roi aura pouvoir de pourvoir & appointer touchant lesdites reparations, & restitutions; & ses appointemens & ordonnances on executera sans appel, ou renvoi; & avec ce, le Roi mandera delivrer tous prisonniers franchement, & donnera seureté pour tous sujets des Païs de mondit Sieur, de pouvoir seurement aller, converser, & pescher sans empêchement; au *vidimus* de laquelle seureté foi sera ajoûtée, & pareillement restitution sera faite, & seureté baillée, aux gens, serviteurs, & sujets du Roi, endommagez & emprisonnez par les gens de mondit Sieur de Bourgogne. Et en outre, le Roi a accordé, que les Vassaux & sujets de mondit Sieur, demeurans, & residans en ses Païs, & aussi ses serviteurs domestiques, qui ont Terres, fiefs, & Seigneuries au Roiaume, à cause desquelles ils doivent service, quand le Roi fait mandement general de son Roiaume, pour la defense d'icelui, ne seront contraints à faire ledit service en leurs propres personnes; mais seront quittes & déchargez d'icelui service parmi, baillant, & delivrant par chacun d'eux, autre personne, une ou plusieurs, habiles, & en point pour servir, ainsi, & comme la nature & condition des fiefs le requierent; semblablement sera fait au regard des sujets, Vassaux, & serviteurs du Roi.

ANS de J. C. 1468.

Item, en outre, ledit Sieur de Chastillon, & autres Officiers du Roi, ont mis dehors Langres les gens d'Eglise, aians illec Benefices, pource qu'ils étoient natifs des Païs de mondit Sieur le Duc, & publiquement defendu que eux, & autres natifs des Païs de mondit Sieur ne puissent demeurer és lieux de leurs Benefices, ni ailleurs en son Roiaume. Sur ce, le Roi est content, que les gens d'Eglise natifs des Païs de mondit Sieur puissent retourner és lieux de leurs benefices, & d'iceux paisiblement joüir; & que les fruits perçûs à cause de leur absence, faite à l'occasion declarée, soient entierement restituez par ceux qui les ont reçus. Et de ce, aura pouvoir ledit

ANS de J. C. 1468. Commissaire ordonné par le Roi, d'y appointer comme dessus.

Item, mondit Sieur de Chastillon, & autres Officiers du Roi, ont pris les biens de ceux de Valenciennes, és foires de Reims, & d'autres plusieurs notables Marchands & sujets de mondit Sieur, en passant par la Champagne, & fait plusieurs arrests de personnes, sur les gens de l'hôtel de mondit Sieur, & autres ses serviteurs, Officiers, & sujets, à sçavoir, Monsieur Desternant, Guillaume de Villiers, Maître Jean Jacquelin, le receveur d'Auxois, Jean Gormont, & autres, ausquels n'a été faite restitution de leur perte, interests, & dommages; avec ce, par aucuns Officiers du Roi, fut arrêté sans cause Maître Jean de Jauli, Envoié par mondit Sieur le Duc devers Monsieur de Calabre, & le Roi d'Aragon, à cause de leur different, & dont fut fait grande injure à mondit Sieur le Duc. Sur ce a été répondu, ainsi qu'au vintiéme article precedent.

Item, lesdits Ambassadeurs ont requis, que telles voies & contraintes, nouvelles & non raisonnables, quant aux sujets de mondit Sieur le Duc, doresnavant dûssent cesser; que ladite main-mise és Terres des sujets de mondit Sieur soit entierement levée; & en telle maniere, qu'ils puissent joüir & user paisiblement, ainsi qu'ils faisoient auparavant, de leursdites Terres & Seigneuries; & que les fruits & émolumens d'icelles reçûs soient entierement restituez; & aussi les pertes, interests & dommages, à l'occasion dessusdite, & lesdits gens d'Eglise demeurer à Langres, & ailleurs, sur leurs Benefices, & joüir des fruits d'iceux, comme raison est. Sur ce a été répondu, comme sur l'article precedent, semblablement soit faite restitution entierement des biens pris ausdits sujets de mondit Sieur, tant de Hollande, Zelande, Brabant, & Flandres, depuis peu de tems en-çà, dont lesdits deputez de mondit Sieur le Duc ont fait de grandes doleances, & remontrances, afin que lesdits biens fussent restituez, & les corps prisonniers mis à delivrance; & avec ce, fût restitution faite de leurs pertes, interests, & dommages, & mander par lettres patentes, de cesser doresnavant de ces voies de fait & hostilité. Et pour lesquels lesdits sujets de mondit Sieur ont eu grands dommages, pour l'empêchement qu'ils en ont eu, en la pescherie du harang, tant au Païs de Hollande, Zelande, Brabant, que Flandres, & Boulogne, & pour avoir prêté provision pour le fait de ladite pescherie qui se passe, qu'il plaise au Roi, octroier ses lettres de seureté, pour tous les sujets des Païs de mondit Sieur, afin qu'ils puissent seurement pescher, & être sur la mer; & que au *vidimus* desdites lettres de seureté foi soit ajoûtée; car il est à douter, que les provisions qui seroient à prendre de Monsieur l'Amiral, ou de son Lieutenant, ne soient trop longues; & que par ce moien, la harangaison se passera, & se perdra entierement pour cette année. Sur ce a été répondu, comme sur l'article precedent. Aussi ont iceux Ambassadeurs de mondit Sieur demontré le don à lui fait par le Roi, des aides de Châtel-Chinon, & dont appert par ses lettres verifiées, & lequel don étoit de six ans entiers, mais mondit Sieur n'en a joüi qu'un an, ou deux ans. Pourquoi a été requis, que le plaisir du Roi fût, mander à Messeigneurs les Generaux, de faire joüir mondit Sieur desdites aides, le tems de six ans. Sur cet article, le Roi est content, que mondit Sieur de Bourgogne joüisse des aides pour le terme de six ans, deduit le tems qu'il en a joüi, tout selon la forme, & teneur au surplus des lettres du don declaré audit article, & ainsi le commandera aux gens de ses Finances. Avec ce, par plusieurs bonnes causes, & remontrances, ont iceux Ambassadeurs de mondit Sieur requis, qu'il plaise au Roi évoquer les causes pendantes en sa Cour de Parlement, entre Jean Boutilhac, & Messire Christien, & Jean de Digoine Freres, laquelle fut faite pour le tems des divisions, & par ordonnance de mondit Sieur le Duc, de Maître Jâques de la Galée, & Messieurs de Lalain, & de Montigny, Guerard, le Febvre, & ceux de Bruges, & le Procureur du Roi, joint esdites causes, évoquer devant lui; & aprés, eu enfuivant l'abolition faite à Conflans, & le contenu des lettres, autrefois par le Roi sur ce octroiées, faire entretenir lesdites lettres d'abolition, & pour plusieurs bonnes causes, par lesdits deputez au long demontrées. Sur cet article, le Roi est content, d'évoquer les causes declarés audit article, devant lui, ou son Grand Conseil, ou devant les Commis à la reformation de la justice universelle de son Roiaume, & dont Monsieur le Chancelier de France est l'un. Et au regard de la cause de Jean Boutilhac, & le Procureur du Roi joint, à l'encontre de Monsieur Christien de Digoine, à cause de la prise dudit Boutilhac, en ensuivant le Traité de Conflans, & l'abolition sur ce faite, renvoier lesdits de Digoine, & imposer silence audit Boutilhac, & Procureur. Et au regard des causes desdits de Lalain, pource que lesdites causes dependent des matieres des limites dessusdits, esquels a été baillé sursceance, donner main-levée de leurs biens arrêtez & empêchez à cette occasion; & que d'iceux biens, qui sont és mains des Commis, ou de ceux qui les doivent, & qui écherront ci-aprés, ils joüissent paisiblement, jusques à ce que par lesdits Commissaires commis ladite question des limites soit appointée, & decidée selon la forme dessusdite, pourveû qu'eux, & tous leurs biens, demeureront obligez & executables, pour finir & accomplir ce qu'il appartiendra de leur part, le jugement desdits Commissaires, donné & rendu en cette partie. Et quant aux appellations interjettées par Guerard, le Febvre, ou autres, des jugemens, & sentences de ladite Loi de Bruges, elles seront mises au neant, & les parties renvoiées devant ladite Loi, ainsi & que selon le contenu des lettres Octroiées par le Roi, touchant l'exemtion des quatre principales Loix de Flandres, faire se doit.

ANS de J. C. 1468.

Item, qu'il plaise au Roi, de bailler ses lettres patentes, par lesquelles toute poursuite soit interdite à toûjours, au Sieur de Torci, & ses hoirs, & aians cause, touchant certain arrest par lui obtenu, contre feu le Sieur (*a*) de Saveuse, contre la teneur du Traité d'Arras; & lequel arrest a été, depuis qu'il fut donné, mis en sursceance, jusques au trépas du feu Roi, & par le Roi, qui est à present, jusques à quinze ans, à commencer en l'an soixante. Le Roi répond, que ladite sursceance de quinze ans s'entretiendra, & qu'aprés lesdits quinze ans expirez, encore sera tenuë l'execution dudit Arrest en sursceance, sans aucunement être executé, jusques à vint ans ensuivans; & neanmoins dés maintenant, & aussi lesdits vint-ans passez, le Roi & mondit Sieur, demeureront quant à ce, & du droit qui à chacun d'eux peut competer, en leur entier.

(*a*) Jean de Saveuse.

Item, ont été faites remontrances & doleances au long, par lesdits Ambassadeurs de mondit Sieur le Duc, touchant la denegation des mandemens en cas d'appel, & autres provisions de justice, és Officiers & sujets de mondit Sieur; & mêmement quand ses Officiers ont appellé, & requis provision pour la conservation de sa Justice & Seigneurie, & de ses droits, requerant sur ce doresnavant convenable provision leur être faite. Sur cet article, le Roi commandera à tous ses Officiers, mêmement à ceux qui tiennent ses Chancelleries, que bonne & briéve justice, soit faite aux sujets de mondit Sieur, & que toutes lettres & mandemens de justice, en cas d'appel, ou autrement, leur soient octroiées sans difficulté, & tellement qu'un chacun connoisse, que le Roi veut les sujets de mondit Sieur être bien, & en bonne justice traitez.

Item,

NS . C. 68.

Item, ont lesdits Ambassadeurs requis, qu'il plaise au Roi, faire mondit Sieur joüir des Terres, Seigneuries, & droits par lui transportez, & de lui bailler nouvelles lettres de ratification desdits transports; & que par icelles lettres, les troubles & empêchemens faits au contraire soient declarez nuls, & de nulle valeur, ou au moins rappellez, & mis au neant, & tellement que mondit Sieur puisse demeurer paisible joüissant, du contenu aux lettres d'icelui transport. Le Roi sera content de confirmer tous les transports, par lui faits à mondit Sieur, selon leur forme & teneur, & tout le Traité de Conflans, entant que mondit Sieur peut toucher, & de ce en bailler ses lettres patentes, en forme dûë, & contenant les clauses à ce appartenantes; & que lesdites lettres seront verifiées, & enregistrées par tout où il appartiendra.

Item, ont requis qu'il plaise au Roi, avoir égard aux grands dommages, & interests, soûtenus par mondit Sieur, & ses sujets, au moien des troubles & empêchemens faits de la part du Roi, és cas, & en la maniere ci-dessus declarez, que l'on pourroit loialement estimer à plus de deux cens mille écus d'or. Sur ce point a été dit, que des interests, & dommages des sujets de mondit Sieur, le Roi fera faire restitution, comme dessus a été répondu & declaré. Et pareillement aux sujets du Roi, fera faire mondit Sieur le Duc restitution, ainsi que ci-devant est exprimé.

Item, plaise au Roi, defendre au Bailli de Sens, de non recevoir doresnavant, les appellations, ni bailler relievement en cas d'appel, aux sujets du Duché de Bourgogne, attendu que ladite Duché, est la premiere pairrie de France, à cause de laquelle mondit Sieur, & sesdits sujets, ne doivent par appel sortir ailleurs qu'en Parlement, si bon ne leur semble. Le Roi a accordé ledit article.

Item, de non empêcher doresnavant, les Bailli, Juges, & Officiers de mondit Sieur, de prendre connoissance des sujets d'icelui Duché, sous ombre que lesdits sujets se font Bourgeois de Ville-neuve-le Roi; & qu'il soit defendu audit Bailli de Sens, & à tous autres, de bailler gardes, & debits aux sujets de mondit Sieur en sondit Duché, sous couleur de ladite Bourgeoise: le Roi a aussi accordé le contenu audit article.

Item, qu'il plaise au Roi octroier ses lettres patentes, & declarer par icelles, que toutes executions qui se feront par vertu du scellé dudit Duché, portent main-garnie, selon, & ensuivant le privilege dudit scellé, & nonobstant appellations à faire, & sans préjudice d'icelles. Le Roi semblablement a accordé le contenu audit article.

Item, & semblablement, que toutes complaintes, en cas de nouvelleté, qui seront données par mondit Sieur, en sondit Duché, & autres ses Païs, tenus du Roiaume, ou par les Juges esdits païs, qui peuvent & ont accoûtumé bailler lesdites complaintes, soient executées, & fournies réellement; & de fait, & par les executeurs d'icelles, nonobstant quelconques appellations, & sans prejudice d'icelles: aussi le Roi a accordé le contenu en icelui article.

Item, jaçoit que les Villages de Digrandes, Maillay, Saint-Guilleu, (a) Duvay, & autres joignans d'iceux, soient nuëment du Duché de Bourgogne, appartenans à mondit Sieur, & ressortissans au Bailliage (b) d'Autun. Toutesfois les Officiers du Roi se sont entremis de les faire ressortir à Lion, tant en justice comme en aides, au prejudice de mondit Sieur; & aussi contre le Traité d'Arras, par lequel tous les profits, & droits roiaux, és Bailliages de Mâcon, & de Saint-Gengon tant seulement, & pour ce, feu Monsieur le Duc en fit complainte à feu le Roi Charles, & depuis au Roi qui est à present; & fut avisé, que Messire Guichard Bastier, Juge mage dudit Lion, s'informeroit de la verité, & l'information vûë, y seroit appointé; laquelle information a été faite par ledit Messire Guichard. Et pourtant requierent lesdits Ambassadeurs, que ladite information soit vûë, & visitée par lesdits Commissaires, qui seront ordonnez pour les autres matieres dessus declarées, pour aprés appointer & rétablir mondit Sieur sur le fait desdits Villages, dont il a été desappointé à tort, & sans raisonnable cause, au cas toutefois que ladite information soit suffisante pour ce faire; autrement y soit procedé par lesdits Commissaires, en la maniere dessusdite. Sur cet article a été répondu, que ladite information sera mise és mains desdits huit Commissaires, pour en faire selon le contenu audit article, & ainsi que de raison appartiendra.

ANS de J. C. 1468.

Item, & pource qu'il y a aucuns articles, qui ne se peuvent presentement executer, mais convient qu'ils soient vuidez, decidez, & determinez par Commissaires aians ample pouvoir par le Roi, & mondit Sieur par main commune, & que pour ce faire, convient aussi avoir tems convenable. Et pourra être, que jaçoit que lesdits Commissaires aient ample pouvoir du Roi, & de mondit Sieur, pour determiner les affaires & matieres à eux commises; neanmoins pour les difficultez qui pourroient survenir entre-eux, tant en la connoissance, comme à faire la declaration du droit des parties, & en l'execution réelle qui se devroit faire, lesdites matieres demeureroient en delai. S'il plait au Roi, il baillera, & fera expedier ses lettres, & mondit Sieur les siennes, par lesquelles sera accordé d'une part & d'autre, que audit cas iceux Commissaires, s'ils sont en discorde & different, pourront élire, & choisir un sur-arbitre, personne suffisante qu'ils aviseront, non être suspecte, ou favorable à l'une des parties, ni à l'autre; auquel superarbitre, ils communiqueront, & declareront leurs difficultez & differends; & aprés qu'il aura été du tout instruit, il declarera son opinion selon sa conscience, & sans quelconque faveur; & selon icelle, sera jugé & appointé selon l'avis de ceux desdits Commissaires, qui seront de l'avis desdits superarbitres, nonobstant la contradiction des autres, sauf toûjours la plus grande & saine partie, en nombre de personnes, & d'opinions desdits Commissaires, par l'avis de laquelle plus saine partie, en nombre de personnes, la chose se decidera, determinera, & demeurera valable, tout ainsi que si par tous lesdits Commissaires, & d'un commun accord, elle auroit été faite. Et encore si iceux Commissaires ne peuvent accorder entre-eux d'élire ledit super-arbitre, en ce cas, ceux du Roi seront tenus de nommer deux personnes notables, & ceux de mondit Sieur seront tenus d'en nommer deux autres; & lesquels ainsi nommez, ne seront natifs, ou sujets du Roi, ni de mondit Sieur, ni aussi suspects aux parties; desquels quatre, ainsi élûs & choisis, sera l'un élû par sort & gît de fortune, sans fraude, barat, ni mal-engin; & celui à qui surviendra & écherra ledit sort, sera & demeurera, super-arbitre, pour faire en cette partie, en la maniere que dit est; & si les Commissaires qui seront ordonnez pour le Roi, ne sont d'accord à consentir, de choisir & élire le super-arbitre, en la maniere devant declarée; en ce cas, les Commissaires de mondit Sieur, le pourront faire sans ceux du Roi; & au contraire, si lesdits Commissaires de mondit Sieur, n'en sont d'accord, ceux du Roi le pourront semblablement faire, sans ceux de mondit Sieur. Et laquelle élection, & ce que par vertu d'icelle sera fait és mains dessusdites, sera aussi valable, & sortira tel effet, comme si par tous lesdits Commissaires d'un côté & d'autre, & de commun accord, la chose étoit faite. Et pourront lesdits Commissaires d'un côté besogner en cette matiere, au deffaut, & refus des autres Commissaires de l'autre côté, & de proceder avec ledit super-arbitre, tout ainsi comme si tous lesdits Commissaires étoient ensemble; &

tout

(a) ou cray.

(b) ou ostun.

ANS de J. C. 1468. tout ce qui sera fait, appointé, & executé esdites matieres en la maniere dessusdite sera & demeurera bon, & valable perpetuellement & à toûjours; & lesquels Commissaires, & chacun d'eux jureront, & feront serment solennel, de besogner, vaquer, & entendre és choses dessusdites, par la maniere que dit est, & de garder loialement le droit de chacune partie, & d'y proceder sans delai, ou interruption, & sans alleguer aucune excuse, excepté de mort ou de maladie; au lieu de laquelle excuse audit cas, sera mis un autre Commis par celui qu'il appartiendra, lequel Commis procedera avec les autres, selon la forme & maniere dessusdite. Le Roi a accordé le contenu audit article, toutes les provisions, & réponses sur chacun article, ainsi que ci-devant sont écrites, specifiées, & declarées, ont été accordées & acceptées, par le Roi & Monditsieur le Duc de Bourgogne, eux deux étant en la Ville de Peronne, le quatorzieme jour d'Octobre l'an 1468. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Chancelier, & gens de nôtre Grand Conseil, les gens de nôtre Parlement, gens de nos Comtes, Tresoriers de France, Generaux de la Justice, Baillifs, Senéchaux, & à tous autres nos Justiciers, & Officiers quelconques, presens & à venir, leurs Lieutenans, & à chacun d'eux endroit soi, & si comme à lui appartiendra, que le contenu en ces presentes, & aussi és articles, & appointemens ci-dessus specifiez & declarez, ils entretiennent, gardent, observent, & accomplissent, & par ceux qu'il appartiendra, fassent entretenir, garder, observer, & accomplir de point en point inviolablement, & sans faire ni souffrir faire, aucune chose au contraire; & mêmement ausdits gens de nôtre Grand Conseil, & ausdits gens de nôtre Parlement, gens de nos Comtes, Tresoriers, & Generaux de la Justice, que cesdites presentes, & tout le contenu en icelles, & esdits appointemens, ils publient & enregistrent, & les fassent publier & enregistrer par tout où il appartiendra, nonobstant quelconques ordonnances par nous faites, ou à faire, de non aliener, ou mettre hors de nos mains le domaine de nôtre Couronne, les peines & astrictions indictes, & sermens faits par les gens de nôtredit Parlement, lesdites gens des Comtes, & autres nos Officiers quelconques, & lesquels ils ont pû faire en general & en particulier, sous quelconques formes de paroles qu'elles soient faites ou écrites, par lesquelles l'on voudroit, ou pourroit empêcher l'effet, accomplissement, & entretenement de cesdites presentes, & desdits appointemens; & lesquelles ordonnances, restrictions, promesses, obligations & sermens, Nous, pour le bien de paix, ne voulons deroger, ni prejudicier aux choses dessusdites, & desdites promesses, sermens, & autres obligations que nosdits Officiers pourroient avoir envers nous, au contraire de ce que dit est, nous les tiendrons, & tenons par cesdites presentes, & en accomplissant le contenu en icelles, pour quittes & suffisamment déchargez; & pource que de cesdites presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait sous scel roial, & collationné, & signé par l'un des Greffiers de nôtredit Parlement, ou de ladite Chambre des Comptes, foi soit ajoûtée comme à l'original. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné audit lieu de Peronne, le quatorzieme jour d'Octobre, l'an de grace, mille quatre-cens soixante-huit, & de nôtre regne le huitieme. *Sic signatum*, Par le Roi en son Conseil, J. de la Locre. *Lecta, publicata & registrata, præsente & consentiente Procuratore generali Regis, Parisiis in Parlamento, secunda die Martii, anno milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo octavo* (a) Brimat. *Extractum è Regiſtris Ordinationum regiarum in Curia Parlamenti regiſtratarum*, Du Tillet. *Collatio facta eſt.*

(a) Ou *Brunat.*

CDLXI.

ANS de J. C. 1469. FRANCE ET SAVOYE.

Promeſſe de LOUIS XI. *Roi de France à* YOLAND DE FRANCE *Ducheſſe de Savoye ſa Sœur, de ne point faire de dégat ſur ſes Terres, &c. donnée à Amboiſe, le* 11. *Mars*, 1469. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 408.

LOUYS par la grace de Dieu Roy de France à tous ceulx qui ces presentes Lettres verront Salut. Sçavoir faisons que Nous considerans les anciennes alliances, confederations & amitiés que de long-tems ont esté entre Nous, nos Predecesseurs Roys de France & la Maison de Savoye; & la fraternité, Sang & lignage d'entre nous & nostre tres-chiere & tres-amée Sœur la Ducheſſo de Savoye, & les grans proximités & affinités qui ont esté & sont de present entre lesdites Maisons, tant par Mariages des Enfans d'Icelles que autrement. Voulans & desirans de tout nostre pouvoir continuer lesdites anciennes alliances, Confederations & amitiés & entretenir & garder l'union & singuliere amour fraternelle d'entre nous & nostredite Sœur. Avons aujourd'huy date de ces presentes de nostre propre mouvement & voulenté promis & Juré, promettons & Jurons par la foy & serement de nostre Corps sur nostre honneur & en parolle de Roy que de par Nous nostre Voulenté, Conseil ou consentement, publiquement ne occultement nostredite Sœur la Ducheſſe de Savoye, ladite Duchié ne les Terres & Seigneuries d'Icelle quelque part qu'elles soient ne feront Invadées, dampnifiées ou domagées en aucune maniere. Mais les preserverons & garderons de toute nostre possibilité & puissance comme les nostres propres, & la deffendrons, ayderons & secourrons de tout ce que pourrons envers tous & contre tous ceux qui vouldroient invader, guerroyer ou dampnifier elle ou ladite Duchié & les Terres & Seigneuries d'icelles; Lesquelles choses ainsi par nous en forme de scellé promises & jurées avons fermes & agreables, & Promettons & Jurons comme dessus de les entretenir & garder de point en point, sans jamais venir au contraire & en tesmoin de ce, Nous avons Signé ces presentes de nostre main & icelles fait Sceller de nostre grant Scel. Donné à Amboise le 11. jour de Mars l'an de grace mille quatre cents soixante-neuf, & de nostre Regne le neufviesme. Signé Louys, & sur le reply. Par le Roy, le Marquis du Pont, le Comte de Dunois, le Baillif de Sens & autres.

CDLXII.

ANS de J. C. 1469. L'EGLISE ET VENISE.

Traité d'Alliance entre le Pape PAUL II. *& la République de* VENISE. *Fait à Rome, le* 28. *Mai*, 1469. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 427.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus ſancti, & gloriosæ Virginis Mariæ, & beatorum Apoſtolorum Petri & Pauli, ac B. Marci Evangeliſtæ, totiusque Cœleſtis curiæ triumphantis, anno à nativitate Domini M. CCCC. LXIX. Die verò XXVIII. menſis Maji indictione II. Pontificatus ſanctiſſimi Domini noſtri, Domini PAULI divina providentia ſacroſanctæ Romanæ, ac univerſalis Eccleſiæ ſummi Pontificis anno V. &c. Primò ipſe Reverendiſſimus Dominus S. Marci, nomine ſanctiſſimi Domini noſtri pro ſe & ſucceſſoribus ſuis canonicè intrantibus, & pro ſanctiſſima Romana Eccleſia ſuiſque adhærentibus confœdera-

NS J. C. 469. fœderatis, complicibus & obligatis; etiam præfatus magnificus Dominus Orator nomine Sereniſſimi Domini Ducis, & Illuſtriſſimi Domini VENETORUM faciunt, firmant, ineunt, & contrahunt bonam, meram, & veram invicem confœderationem, intelligentiam & ligam duraturam uſque ad annos XXV. & ultra ad illud totum tempus, quod ipſis partibus placitum fuerit, ad mutuam conſervationem, & defenſionem ſtatuum, & contra omnes de cætero, non provocatos, ac laceſſitos offendere volentes Sanctiſſimum Dominum noſtrum, & Illuſtriſſimum Dominum Venetorum, vel eorum alterum, ſeu eorum ſtatus: & hoc fieri intelligatur pro conſervatione & tranquillitate pacis Italiæ.

2. Item convenerunt & concordarunt, quod ipſe Sanctiſſimus Dominus noſter tenere & habere debeat equites quatuor mille, & pedites tres mille paratos, & ipſum Illuſtriſſimum Dominium ſimiliter tenere & habere debet equites quatuor mille, & pedites tres mille, ut ſupra prædictum eſt, propriis ſumptibus uniuſcujuſque partis, declarando, quando dictas gentes illuſtre Dominium prædictum mittere debeat facta ſigillatione capitulorum in Romandiolam ad omnem requiſitionem ſanctiſſimi Domini noſtri, ireque debeant ad ea loca, ad quæ ſua Sanctitas, & Illuſtriſſimum Dominium prædictum judicaverint mittendas eſſe, habita omni conſultatione, & deliberatione ad defenſionem ſtatus & terrarum ſanctiſſimi Domini noſtri, & ſanctæ Romanæ Eccleſiæ: quo caſu Sanctitas prædicta ipſis gentibus ſic miſſis, vel earum parti, provideret facere debeat de allogiamentis, ſtationibus & victualibus, quæ vendi debeant gentibus prædictis eo pretio & avantagio, quo venderentur gentibus Sanctiſſimi Domini noſtri.

3. Item convenerunt, & concordes remanſerunt dictæ partes, quod Illuſtriſſimum Dominium prædictum, cum omni tempore ſuper mare teneat potentem claſſem, obligatum ſit, & ſe obtulit occurrente bello, quod Deus avertat, quocumque modo ſucceſſerint negotia, quoad maritimas vires attinet, ſufficienter, & tempeſtativè providere ad omnia commoda ſtatuum, & rerum ſanctiſſimi Domini noſtri prædicti, & ſanctæ Romanæ Eccleſiæ ſupradictæ, abſque aliqua impenſa ſanctitatis ſuæ.

4. Item convenerunt & concordarunt partes prædictæ, quod occurrente caſu, quo Illuſtriſſimum Dominium prædictum ab aliquo Dominio vel potentatu non laceſſito ſive provocato offenderetur, Sanctiſſimus Dominus noſter prædictus obligetur præſtare, & mittere in ſuccurſum præfati illuſtriſſimi Domini, equites duo mille, & pedites mille, illoſque tenere propriis impenſis toto tempore belli; quemadmodum præfatum Illuſtriſſimum Dominium præſtare, & mittere ſe obligat in Romandiolam, & aliò, ubi neceſſarium judicatum fuerit per communem conſultationem ambarum partium, & tenere uſque ad bellum finitum prædictos equites quatuor mille, & pedites tria millia ſuis propriis impenſis [Additæ ſunt aliæ pactiones, ut fœdus cum nullo Principe, vel populo Italico iniri poſſet, niſi pars altera pari conſpiratione conſentiret: daretur autem ſingulis facultas ut huic fœderi accederent: lapſo ab hujus promulgatione menſe: ſocios pars quæque ſuos deſignaret: ſi bello pars altera implicaretur, altera pacem conficere, altera diſſentiente, nequeat.]

CDLXIII.

ANS de J. C. 1470.

Traité & Confédération entre LOUIS XI. *Roi de France & les Cantons* SUISSES. *Fait à Tours le* (a) 20. *Septembre* 1470. Divers Traitez, Contracts & Teſtamens ſervans aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 158. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 430. Frederic Leonard. Tom. IV.

FRANCE ET SUISSES.

(a) G. G. Leibnitz, qui a ce Traité en Latin dit, qu'il fut fait le 23 Septembre. Il a auſſi ſur la fin les qualitez des Magiſtrats des Suiſſes au nom deſquels ce Traité s'eſt fait, ce qu'on ne trouve pas ici; mais cela eſt peu important.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France, Et nous les Bourgmaiſtres, Advoyers, Ammans, Conſeils, Citoiens, Communautez, & Habitans des Citez, Seigneuries, Provinces, & Cantons de la Grande Ligue de la Haute Allemagne ci-aprés nommez, ſavoir de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Swits, & Underwald d'autre part: Savoir faiſons par ces preſentes à tous preſens & advenir, Que nous de part & d'autre pour la conſervation de noſtre ſincere & ancienne amitié, laquelle s'eſt juſques ici notoirement maintenuë entre nos Seigneurs Predeceſſeurs & Majeurs, & nous, & pour continuer une bonne intelligence & union, nous nous ſommes accordez en la forme & maniere qui s'enſuit.

Savoir faiſons, que Nous Roi de France ſuſdit, en nul temps à jamais ne donnerons par nous ou les noſtres, conjointement ou diviſement, directement ou indirectement au Duc de Bourgogne aucun ſecours, aide, aſſiſtance, ni faveur, contre nos ſuſdits treschers Amis de la Ligue, au moien dequoi, ou les leurs en general ou ſpecial, puiſſent recevoir quelque détriment en leurs corps ou biens, ou en quelqu'autre façon qui puiſſe arriver: Nous ſemblablement ſuſdits Confederez de la Ligue, promettons de ne jamais donner directement ou indirectement aucun ſecours, faveur, ou aſſiſtance au ſuſdit Seigneur Duc de Bourgogne contre le ſuſnommé Sereniſſime Seigneur, le Tres-Chretien Roi de France, au moien dequoi puiſſe arriver à lui ou aux ſiens en general ou ſpecial aucun detriment de corps & de biens, ou de quelconque autre choſe, le tout ſans dol, fraude, ou machination: Sauf toutefois les Intelligences faites dés long-temps entre les ſuſdits Roi, & nous la Ligue, en ce qu'en tous leurs points & articles elles demeurent ſauves, & en leur perpetuelle force & vigueur: Pour aſſeurance dequoi, nous avons à ces preſentes fait mettre nôtre ſcel. Donné chez le Roi en la Ville de Tours le vintiéme Septembre 1470. & de noſtre Regne le dixiéme.

ANS de J. C.

CDLXIV.

1470. FRANCE ET BOURGOGNE.

Déclaration de LOUIS XI. *Roi de France contre* CHARLES, *dernier Duc de Bourgogne, sur l'avis des Princes de son Sang, & autres notables assemblez à Tours, par laquelle il est declaré, que lesdits notables auroient été d'avis, que à cause des conspirations dudit Duc de Bourgogne, contre ledit Loüis XI. il étoit quitte, & déchargé des promesses qu'il lui auroit faites par le traité de Peronne, & autrement; & que ses terres & Seigneuries lui doivent être confisquées. Et par même moien, les Princes furent declarez quittes, & déchargez des scellez & promesses, que du sû dudit Roi Loüis ils lui auroient faites. A Amboise, le 3. Decembre.* 1470. Traitez, Contracts, &c. servant de Preuves aux Mémoires de Philippe de Comines, pag. 100. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 108.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Pource que de la part de nôtre Procureur general, & des Princes & Seigneurs de nôtre Sang, gens d'Eglise, nobles, Marchands, & autres personnes de divers états de nôtre Roiaume, nous a été remontré, que depuis aucun tems en çà, nôtre Cousin le Duc de Bourgogne, mauvaisement, & comme desobeïssant, & entreprenant grandement à l'encontre de nous, & de nôtre Souveraineté, a mis sus plusieurs gens en armes, & a tout grand nombre de gros navires, garnis d'habillemens de guerre, fait partir de ses Païs, & venir és havres en nos Païs, & Duché de Normandie, où ils se sont efforcez faire diverses invasions, & voies de fait contre nous, nos sujets, & bienveillans, en proferant les plus rudes, injurieuses, & outrageuses paroles qu'ils pouvoient de nôtre personne, sans eux en vouloir deporter, pour quelque requête, ou remontrance qui leur fut faite; mais en continuant leurs mauvaises, & damnables entrepriſes, descendirent à terre à bannieres élevées, & déploiées, & par grande hostilité, armez & embâtonnez, vinrent courir sus à nos gens, & sujets, bouterent le feu és navires & maisons, tuerent, & meurtrirent les aucuns, & les autres prirent, & firent prisonniers, en intention de vouloir appliquer, & usurper à eux la Seigneurie, & tout le Païs, si nos loiaux & feaux, à l'aide de Nôtre-Seigneur, n'y eussent resisté. Et avec ce, nous a été remontré comment ledit Duc de Bourgogne, en démontrant vouloir de demeurer nôtre perpetuel ennemi, & de la Couronne, (a) a pris la Jartiere, & Ordre de nôtre ancien ennemi Edoüard de la Marche Anglois, & porte son enseigne, qui est la croix rouge, & avec lui fait, & contracté diverses alliances indûës, & à lui non permises, & contraint nos sujets & vassaux, à lui faire ferment, & promesse de le servir envers & contre tous, sans vouloir que en ce, aucunement nôtre personne fut exceptée. Et qui plus est, avoir écrit ledit Duc de Bourgogne à ceux de Calais certaines lettres, par lesquelles il declare évidemment le mauvais, damnable, & detestable vouloir qu'il a dés pieça eu, & a de present à nous, & à la Couronne de France, & la grande & singuliere amour, & affection qu'il a euë ausdits Anglois, afin que toûjours ils prosperassent: Nous a été aussi par les dessusdits exposé, que sans cause raisonnable, ledit Duc de Bourgogne, en contrevenant à la seureté par lui baillée à tous venans à la Foire d'Anvers, a fait prendre reellement, & par œuvre de fait, les biens, deniers, danrées, & Marchandises que l'on a pû trouver, que nos sujets avoient menez, & achetez à ladite foire d'Anvers, & ailleurs en ses Païs. Et depuis encore sans connoissance de cause, & sans demander, ni faire demander justice à nous, ni à nos Juges, ainsi qu'il est tenu de faire, comme nôtre vassal justiciable & sujet, a donné, & contre toute forme de justice, lettres de marques à un nommé (b) Jâques de Saveuse, Chevalier, sur nos-dits sujets, a mandé vendre, & adenerer leurs Marchandises, pour restituer ledit de Saveuse de certains biens qu'il disoit être demeurez en la Ville de Blois, de la succession de feu Jean de Saveuse, laquelle il maintient lui devoir appartenir; jaçoit ce que à cause de icelle succession, soit procés pendant indecis aux requêtes de nôtre Palais à Paris; & desdits biens l'on ne peut pretendre quelque querelle sur les biens de nos-dits sujets, à qui la matiere ne touche en rien, avec plusieurs autres entrepriſes sur les droits, & autoritez de la Couronne de France, & nôtre seigneurie. Et en ce, & autrement traitant, & pourchassant par maintes, mauvaises, & iniques voies, plusieurs maux, seditions, guerres, rebellions, & desobeïssances contre nôtredit Roiaume, & la chose publique d'icelui, & dont si provision n'y étoit donnée, s'ensuivroient inconveniens irreparables, & la subversion de la justice, & de toute la paix, & tranquillité d'icelui Roiaume. Et avec ce, ledit Duc de Bourgogne n'a fait, tenu, ni accompli plusieurs choses, que par traitez il étoit tenu de faire, & qu'il avoit solennellement promises & jurées. Parquoi raisonnablement, nous, & tous les Princes & Seigneurs de nôtre Sang, sont quittes, & deliez du tout de l'effet & contenu esdits traitez. Requerant, & pour donner exemple à tous autres, que par nous fut sur ce pourveu de remede convenable, & tel que au cas appartient; & combien qu'aprés lesdites remontrances, aions longuement differé & patiemment toleré lesdits outrages, toutesfois parce que de plus en plus les plaintes se continuoient, au moien que de la part dudit Duc de Bourgogne, les detestables maux se multiplioient, & accroissoient de jour en jour, avons, pour en ces matieres proceder, par grande & meure deliberation de Conseil, fait assembler en nôtre Ville (c) de Tours aucuns des Princes, & Seigneurs de nôtre Sang, Prelats, Comtes, Barons, & autres Nobles, & gens notables & de conseil, C'est à sçavoir, nôtre tres-cher & tres-amé Oncle, le Roi de Sicile, nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin, le Duc de Bourbon, nôtre tres-cher & tres-amé Fils & Cousin, le Marquis du Pont, nôtre tres-cher & amé Cousin, le Comte d'Eu, nôtre tres-cher & amé Cousin, l'Archevêque & Comte de Lion, nos tres-chers & amez Cousins, les Comtes de Guise, & du Perche, Baron de Beaujeu, & Comte Dauphin d'Auvergne, nôtre tres-cher & amé Cousin, le Comte de Saint-Paul, Connétable de France, le Chancelier, nôtre tres-cher & amé Cousin le Comte de Dunois, & nos amez & feaux Cousins & Conseillers, l'Evêque & Duc de Langres, Pair de France, les Evêques d'Avranches, de Soissons, & de Valence, le Comte de Vaudemont, le Comte de Dammartin, Grand-maître d'Hôtel, le Sire de Rohan, les Sires de Loheac, & de Gamaches, Maréchaux de France, le Comte de Roussillon, Admiral de France, les Sires de Chastillon, de Craon, de la Foreſt, de Briquebec, de Maulevrier, Grand Senéchal de Normandie, de Cursol, du Lude, Maître Jean le Boulanger, President, Jean de Lorraine, Gaston du Lion, Senéchal de Toulouse, Gui Pot, Chevalier Baillli de Vermandois, Jean de Sallezart, Chevalier, Sire de Saint-Just, Guillaume Cousinot, Chevalier, Seigneur de Montreüil, Saladin d'Anglure, Seigneur de Nogent,..... N.... de Beaumont, Sieur de Bresuire, Jean du Fou, Grand Echançon, Olivier de Bron, Seigneur de Maraudaie, Tristan l'Ermite, Chevalier, Prevost des Maréchaux, May de Houlfort, Bailli de Caën, Maître Jean de Ladriesche, President de nos

(a) Voyez les Mémoires de Comines. pag. 34. 106. 136.

(b) Voyez les mêmes Mémoires, pag. 62.

(c) Voyez les mêmes Mémoires, pag. 134.

ANS J. C. 1470. nos Comptes, & Treſorier de France, Pierre Doriole, & Jean Hebert generaux de France, Jean de Popincourt, Preſident deſdits Comptes, Pierre Poignant, Jâques de Baternai, Regnault des Dormans, Adam Fumée, Simon Davy, & Jean Gerard, Maître des Requêtes ordinaires de nôtre Hôtel, Guillaume Compains, Pierre Salat, Pierre Grûel, Preſident du Dauphiné, Aubert de Vailly, Raporteur de nôtre Chancellerie, Jean Choüart Lieutenant-Civil, Bernard Laureti, nôtre Avocat en nôtre Cour de Parlement à Toulouſe, Loüis Aſtales, Jean du Molin, Charles Aſtars, Chevalier, & Guillaume de Ceriſay, Greffier de nôtre Cour de Parlement à Paris: Es preſences deſquels bien au long, particulierement, & à la verité leſdites deſobeïſſances, maux, entrepriſes, griefs, forces, & malveillances ont été recitées, & à toutes fins longuement, & grandement debatuës & arguées, ainſi que ſelon droit & raiſon appartient, & tellement, & ſi évidemment que d'iceux nul n'en pouvoit avoir, ou pretendre ignorance. Et ce fait, & les matieres entenduës, & ce que à icelles ſervir pouvoit, comme traitez, lettres, ſcellez, & appointemens vûs, & lûs publiquement, demandée opinion à un chacun, de ce que ſelon Dieu, raiſon & juſtice, touchant les choſes deſſuſdites, nous devions, & étions tenus de faire. Et conſideré que deſdits faits en la graigneur partie, la verité eſt ſçûë & connuë par notorieté de fait, & parce qu'il en eſt fame publique, & commune renommée, & que pluſieurs des opinans ont à l'œil veu, & connû partie deſdites entrepriſes, invaſions, voies de fait, deſobeïſſances, infidelitez & outrages, & ſemble à tous concordablement, & ſans diſcrepance, ou diverſité aucune; & ainſi l'a dit chacun par ſon opinion, & en ſa conſcience, que par diſpoſition de tout droit, & auſſi par honneur, & ſelon raiſon, que nous étions, & ſommes quittes & déchargez de toutes promeſſes, & autres choſes dont au moien des traitez de Peronne, & autrement, ledit Duc de Bourgogne pourroit dire, pretendre, ou maintenir, nous avoir été tenu obligé, & qu'il avoit envers nous tres-grandement mépris & offenſé, en faiſant les hoſtilitez, deſobeïſſances, invaſions, voies de fait, entrepriſes indûës, & autres griefs, & torts par lui perpetrez; & que à l'occaſion d'iceux toutes ſes terres & Seigneuries ſont & doivent à nous être forfaites & aquiſes, & que pour tant Nous, qui ſommes le chef & Souverain, & Protecteur de la Couronne de France, & des droits roiaux, veu les fermens que nous avons faits comme (*a*) Roi à nôtredit Sacre, ne pouvons, ni devons honnêtement diſſimuler, ni differer d'en faire punition; mais à icelle proceder vigoureuſement, & à puiſſance & autorité roiale, comme contre rebelles, deſobeïſſans, & malveillans à nous, & à la Couronne de France appartient; offrant d'eux-mêmes, & ſans requête aucune, noſdits Oncle Roi de Sicile, Duc de Bourbon Frere, & autres nos Couſins, Barons & Seigneurs, chacun particulierement, & en ſon endroit, veu l'enormité des outrages deſſuſdits, nous y ſervir, aider, & ſecourir de leurs perſonnes, & de toutes leurs puiſſances; laquelle opinion & deliberation concordable par devers nous rapportée, Nous conſiderant que en conſiſtoire public, & és preſences l'un de l'autre, elle avoit été faite & declarée, pour de plus en plus, & de mieux en mieux, être conſeillé en cette partie, & nous y conduire par tres-meur & parfait avis & conſeil, requiſmes à tous ceux qui de cette deliberation étoient, que derechef voulſiſſent penſer à la matiere, & aprés que encores y auroient meurement penſé, retourner chacun à part lui, & de ſon liberal arbitre, & devant Tabellions publics, en dire ce que en honneur & conſcience, & ſans faveur quelconque, leur ſembleroit, & que nous voulſiſſent loiaument conſeiller de ce que nous aurions a faire, & depuis par divers intervales, és preſences deſdits Tabellions, ont dit, opiné, deliberé, & nous ont conſeillé comme deſſus, & ſans varier, & changer en aucune maniere, comme par leſdits Tabellions nous a été relaté & rapporté: Oüi lequel rapport, pource qu'étions ſouvenans, que de nôtre congé par noſdits Oncle, Frere, Neveu, & Couſins, & autres, certains ſcellez avoient été baillez audit Duc de Bourgogne, mêmement par noſdits Oncle, Frere, & Neveu, nous pour de toutes parts honneur garder, & nous mettre en devoir, & en la preſence de nôtredit Oncle le Roi de Sicile, à qui le cas touchoit, ordonnâmes, que conſeil, & deliberation fuſſent tenus, ſi nôtredit Oncle, nôtredit Frere de Guienne, nôtredit Neveu de Bretagne, & autres nos Freres & Couſins, étoient quittes des ſcellez, qu'ils par nôtre ſçû avoient baillez audit Duc de Bourgogne; & afin d'y deliberer ſeurement & ſainement, nous fiſmes plus acerter, & meurement debatre ladite matiere que n'avions nôtre fait propre, lire, & expoſer le contenu dudit ſcellé, par le double d'icelui, & iceux tous, & par opinion unique, & d'un commun accord & deliberation, dirent, opinerent, delibererent, & prirent ſur leurs conſciences, preſent nôtredit le Roi de Sicile, & leſdits Tabellions, que icelui nôtre Oncle, nôtre Frere de Guienne, nôtre Neveu de Bretagne, & autres, étoient par honneur, & ſelon raiſon, quittes, francs, deliez, delivrez, & dechargez de leurſdits ſcellez, & en leur entier & liberal arbitre, comme ils étoient devant iceux baillez. Deſquelles deliberations, avis, & conſaulx ont été ces preſentes lettres octroiées, auſquelles nous avons fait mettre, & apposer nôtre ſcel. Donné à Amboiſe le tiers jour de Decembre, l'an de grace mille quatre-cens ſoixante-dix, & de nôtre regne le dixieme. Et eſt écrit ſous le repli: *Ego Thomas de Mardeaux, Clericus Redonenſis Diœceſis oriundus, in legibus licentiatus, auctoritate Apoſtolica Notarius juratus & Tabellio publicus, Principum, Prælatorum, Comitum, Nobilium, & Conſiliariorum deliberationibus, & opinionibus prænarratis, una cum Venerabilibus Notariis publicis, ſcriptis præſens fui, illaſque fieri vidi & audivi, inſtrumentaque publica, ſecundum quæ hæc coram nobis Notariis geſta ſunt, confeci. Idcirco huic Litterarum Regiarum margini ſignum meum conſuetum, in teſtimonium veritatis, una cum ſignis & ſubſcriptionibus dictorum Notariorum ſubſcriptorum appoſui, requiſitus & rogatus.* Ainſi ſigné; *de Mardeaux. Ego Petrus de Rennes, Clericus Andegavenſis Diœceſis oriundus, in Legibus Baccalaureus, publicus auctoritate Apoſtolica Notarius & Tabellio juratus, Principum Prælatorum, Comitum, Nobilium & Conſiliariorum deliberationibus, & opinionibus prænarratis, una cum venerabilibus Notariis publicis ſupra, & infra ſcriptis præſens fui, illaſque fieri vidi & audivi, inſtrumentaque publica, ſecundum quæ hæc ſingula coram nobis Notariis geſta ſunt, confeci. Ideoque huic Literarum Regiarum margini ſignum meum conſuetum, & in teſtimonium veritatis, una cum ſignis & ſubſcriptionibus dictorum Notariorum appoſui, requiſitus & rogatus.* Ainſi ſigné *de Rennes. Ego Guillermus Saintier Clericus Turonenſis, in Decretis Baccalaureus, auctoritate Apoſtolica Notarius juratus & Tabellio publicus, Principum, Prælatorum, Comitum, Nobilium, & Conſiliariorum deliberationibus, & opinionibus prænominatis, una cum Venerabilibus Notariis publicis ſupra ſcriptis præſens fui, illaſque fieri vidi & audivi, inſtrumentaque publica, ſecundum quæ hæc ſingula coram nobis Notariis geſta ſunt, confeci, ideo huic Litterarum Regiarum margini, ſignum meum conſuetum in teſtimonium veritatis, una cum ſignis, & ſubſcriptionibus dictorum Notariorum appoſui requiſitus & rogatus.* Ainſi ſigné, *Sainctier.* Et ſignées ſur le repli, Par le Roi en ſon Conſeil, *Roland.* Sur le dos; *Copie de la Declaration faite à Amboiſe par le Roi le tiers jour de Decembre* 1470.

ANS J. C. 1470.

(*a*) Voïez le Cérémoniel François. tom. I. pag. 76.

ANS de J. C. 1470. ITALIE.

CDLXV.

*Traité d'Alliance & de Paix générale entre les principaux Princes d'*ITALIE, *faite par l'entremise du Pape Paul II. le 22. Décembre* 1470. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag 429.

IN Dei nomine Amen. Anno à nativitate Domini nostri Jesu Christi M. CCCC. LXX. Indictione III. die Sabbathi XXII. Decembris hora XXII. Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Pauli divina providentia Papæ II. anno VII. cum idem Sanctissimus Dominus noster Papa ab ipso sui Pontificatus initio in Sacri sui pectoris scrinio perfæpe revolveret, quod post captam ab immanissimis Turcis Constantinopolim, & Orientale occupatum imperium tunc duodecim, nunc verò septendecim anni fermè sunt, quod ab Ægeo mari usque ad Danubium & Alpes (*a*) Julias quotidie Christianorum sanguis effunditur, ac quod Thraciam, Macedoniam, Epirum, Mysiam, Illiricum &c. inimici nominis Christi vastarunt, diripuere, & occupavere, pii, boni, atque providi Pastoris more tantæ Christianorum infelicitati providere cupiens, proposuit inter ITALIÆ potentatus, & principes pacem primum firmare, & successivè generalem unionem, confœderationem, & ligam tempore felicis recordationis Domini Nicolai Papæ V. die videlicet XXX. Augusti, anno Domini M. CCCC. LIV. Venetiis initam, & XXVI. Januarii subsequentis anni Neapoli firmatam, de cujus robore & firmitate propter multa, quæ postea acciderunt, non improbabiliter dubitabatur, confirmare & renovare, ut pacata & unita Italia, & charitatis atque unionis vinculo conglutinata ferocitati Turcorum quam celerrimè occurreret.

(*a*) S. Hieron.

2. Et licet ad hoc tam Sanctum piumque opus peragendum perpluribus annis elaborasset, atque legatos de latere, ac nuntios ad prædictos potentatus persæpe mandasset, ita ut pacem primum in omnem Italiam opera, industria, & vigiliis dedisset, firmasset atque constituisset; non minori studio atque diligentia ad colligendos & unanimes constituendos prædictos Italiæ Potentatus elaboravit, ut omnium Christianorum ad Sanctam expeditionem contra eundem Turcum ineundam cor esset unum, & anima una: tandem Serenissimus Dominus, Dominus Ferdinandus Siciliæ &c. Rex, ac Illustrissimus Dominus Dominus Galeas Dux Mediolani &c. & Illustris & Excellens Communitas Florentinorum, dum ligam Neapoli die VIII. Julii proximè decursi particularem inter se inirent atque contraherent, ob admonitionem Sanctissimi Domini nostri, & fidei defensionis universalis rationem, inter cætera voluere, & solemni stipulatione promiserunt, quod quandocumque prædictus Sanctissimus Dominus noster una cum Illustrissimo Venetorum Dominio, vel aliquis eorum supradictam ligam generalem confirmare seu renovare dignaretur atque vellet, ut facilius ad fidei defensionem deveniretur, omnium animis pacatis tenerentur partes prædictæ, & earum quælibet cum præfata Sanctitate & Dominio, ut præfertur, in confirmationem seu renovationem hujusmodi concurrere, firmis semper inter dictas partes manentibus omnibus, & singulis capitulis in prædictæ ligæ contractu. [Pluribus interjectis de eo fœdere adversus Turcam instaurato subdit.]

3. Reverendissimus in Christo Pater & Dominus, Dominus Marcus tit. S. Marci Presbyter S. R. E. Cardinalis Episcopus Vicentinus ibidem simul cum infra scriptis aliis Reverendissimis Dominis S. R. E. Cardinalibus consistorialiter in conspectu præfati Sanctissimi Domini nostri Papæ congregatis existens, de mandato ejusdem Sanctissimi Domini nostri Papæ; de ejus, nobis omnibus & aliis illic astantibus, audientibus, & intelligentibus, vivæ vocis oraculo facto; confœderationem & ligam eandem generalem, sicut præmittitur per dictos Dominos Oratores confirmatam & renovatam pro effectu & complemento verborum, quæ supra posita sunt, videlicet, * ut præfatus Sanctissimus Dominus noster prædictam ligam generaliter pariter benedixit & confirmavit, benedicit, confirmat, & renovat; hoc tamen declarato pro ipso Sanctissimo Domino nostro Papa, ejusque successoribus Romanis Pontificibus canonicè intrantibus, & eorum statu, cum omnibus & singulis reservationibus & declarationibus supra in dicto loco hinc inde factis, ac promissionibus, obligationibus & aliis in ea & præsenti confirmationis, & revocationis contractu contentis & appositis similiter confirmavit & renovavit, &c.

ANS de J. C. 1470.

CDLXVI.

Contract de Mariage de PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé, Seigneur de Bresse, & de* MARGUERITE DE BOURBON, *fait à Tours, le 6. Janvier* 1471. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 446.

ANS de J. C. 1471. SAVOYE ET BOURBON.

SAichent tous presens & advenir. Que en la Court du Roy nostre Sire, à Tours pardevant nous personnellement establys tres-hault, & puissant Prince Monseigneur le Duc de Bourbon, & d'Auvergne d'une part. Et Messire Boniface de Chalant Seigneur de Retourtour, Theodore Roëre Seigneur de Gourennez, & Pierre Bolomier Maistre des Requestes de Savoye Conseilliers de haut, & puissant Seigneur Philippes de Savoye Comte de Baugé, & Seigneur de Bresse, & ses Procureurs souffisamment fondés de procuration contenant pouvoir especial de faire passer, consentir, & accorder les choses cy-apres deliberées, de laquelle procuration, la teneur est cy dessous inserée d'aultre part, soubmettans à sçavoir est mondit Seigneur de Bourbon en son nom, soy, & ses hoirs, & ayans cause avec tous, & chascuns de ses biens, meubles, & immeubles presens & advenir qu'il a au Royaume de France, & lesdits Procureurs par vertu de leurdite procuration mondit Seigneur de Bresse ses hoirs, & ayans cause avec tous, & chacuns ses biens, & choses, meubles, & immeubles, ou qu'ils soient presens, & advenir, à la jurisdiction, cohercion, pouvoir, & ressort de ladite Court, lesquelles parties és noms que dessus ont cogneu, & confessé, cognoissent, & confessent en droit en ladite Court avoir en traittant, parlant, & accordant le mariage dont cy apres sera faicte mention fait, passé, consenty, & accordé toutes, & chascunes les choses cy apres declairées en la forme, & maniere que s'ensuit. C'est assavoir que à l'honneur, & loüenge de Dieu, & par le bon plaisir, vouloir, & consentement du Roy, & pour tousiours perpetuellement conserver, & entretenir les Princes Messeigneurs de Bourbon, de Savoye, & de Bresse en bonne union, amour, alience, consanguinité, & confederation, ensemble en l'obeyssance, & service dudit Seigneur, & au bien, honneur & exaltation de la Couronne de France dont ils sont issus, & aliés ont esté, & sont accordés, consentus, & ouctroyés sur le Traictié du Mariage de *hault & puissant Seigneur* PHILIPPES DE SAVOYE, *Comte de Baugé, & Seigneur de Bresse*, & de tres-noble Damoyselle MARGUERITE DE BOURBON Sœur naturelle, & legitime de tres-haut & puissant Prince Mon-

ANS J. C. 1471. Monſeigneur le Duc de Bourbonnois, & d'Auvergne, en la preſence du Conſeil, Traictié, & conſentement de haut, & puiſſant Seigneur tres-reverend Pere en Dieu Monſeigneur Charles de Bourbon Archeveſque, & Conte de Lyon les articles, pacts, & conventions qui s'enſuivent. Premierement, que mondit Seigneur le Duc eſtant en preſence promets de faire, & procurer par effect que madite Damoiſelle ſa Sœur prendra, & eſpouſera ledit Monſeigneur de Breſſe à ſon vray Eſpoux, & Mary dedans temps deheu ſolempnellement, & en face de Sainte Mere Egliſe ſe Dieu, & noſtredite Sainte Mere ſoy accordent. Item perſonnellement eſtablys Meſſire Boniface de Chalant Seigneur de Retourtour, Theodore Roëre Seigneur de Gourennes, & Pierre Bolomier Maiſtre des Requeſtes de Savoye, Conſeillers de mondit Seigneur de Breſſe, Procureurs, & ayans pouvoir ſouffiſamment fondés pour mondit Seigneur de Breſſe, duquel pouvoir la teneur eſt cy deſſoubs inſerée, ont promis, & promettent au nom des Procureurs deſſuſdits, que mondit Seigneur de Breſſe prendra, & epouſera à Femme, & vraye Eſpouſe madite Damoyſelle Marguerite de Bourbon en face de Saincte Mere Egliſe, & dedans temps deu ſera ſolempniſé ledit Mariage, & afferment, & jurent leſdites Parties qu'ils an aucun d'eulx n'ont fait ne feront d'un coſté ne d'autre choſe pourquoy ledit Mariage ne puiſſe, ou doye eſtre accomplir, & ſortir ſon plain effect. Item & en faveur, & contemplation dudit Mariage, & afin que plus convenablement il ſortiſſe ſon plain effect, mondit Seigneur de Bourbon donne, conſtitue, & aſſigne en dot à madite Damoyſelle Marguerite de Bourbon ſa Sœur, & pour, & au nom, & au profit d'elle, des ſiens, & de ceulx qui d'elle auront cauſe, & pour tous droicts, querelles, actions, partaige, appenaigue, ſucceſſions, & autres droicts quelconques en bien de Pere, Mere, Freres, & Sœurs, & autres lignaigiers, & ſucceſſions directes, & collateralles preſentes, paſſées, & advenir quelconques la ſomme pour une fois de ſoixante mil eſcus d'or neufs, à preſent ayant cours au Royaume de France, deſquels les vingts-ſept ſols ſix deniers tournois vallent l'eſcu, & les promet à payer pour la cauſe deſſuſdite à madite Damoyſelle, & audit mondit Seigneur de Breſſe pour elle aux termes, ſolucions, & payemens qui s'enſuivent; c'eſt aſſavoir le jour de la ſolempnization en Saincte Egliſe dudit Mariage la ſomme de douze mil livres tournoiſes de l'or, ou monnoye preſentement ayans cours audit Royaume de France, & apres le jour de la ſolempnization dudit Mariage l'an revolu la ſomme de cinq mil livres tournoiſes de l'or, ou monnoye deſſuſdits, & en apres l'aultre an revolu autres cinq mil livres tournoiſes, & ainſi conſequemment les années finies, & revoluës, & apres un an deſdits payemens de an en an ſemblable ſomme de cinq mil livres tournoiſes juſques à fin de payement de ladite ſomme totalle de ſoixante mil eſcus en la valeur de deſſuſdits montans en ſomme toute à raiſon de quatre-vingts deux mil cinq cens livres tournoiſes. Item, & pour ladite ſomme de ſoixante mil eſcus d'or deſſuſdits promiſe payer par mondit Seigneur de Bourbon pour raiſon, & à cauſe, & aux termes, & payemens, & ainſi que deſſus mondit Seigneur de Bourbon oblige, aſtrainct, & hypotecque toutes ſes Terres, Places, & Seigneuries, & autres biens à luy appartenans audit Royaume de France, leſqueulx mondit Seigneur de Bourbon veult, & conſent eſtre affectés, obligés & hypotecqués pour ladite ſomme, & par expres les cens, rentes, eſmolumens, & revenus d'ung chaſcun an dés Chaſtelleniez de Montluçom, Heriçon, Murat, Chantelle, & Bourbon, leſquels cens, rentes, emolumens, & revenus d'ung chaſcun an, & les fonds d'icelles rentes, & revenus ſans pour ce toucher, ne comprendre les Chaſteaux, Maiſons fortes, Juriſdictions, & Juſtices deſdites places, mondit Seigneur de Bourbon veult, octroye, & conſent eſtre aſtrainct, & affectez obligées, & hypotecquées pour la ſeheureté des payemens deſſuſdits. Et à faute d'iceux payemens, icelles eſtre pour la contraincte, authorité, cohercion du Roy, ou de ſa Court de Parlement apres le terme d'ung chaſcun deſdits payemens eſcheu, prinſes, ſaiſies, arreſtées, & exploictées au payement, & acquittement dudit dot & les Recepveurs deſdits cens, rentes, & revenus au deffault d'eulx leurs plaiges eſtre contraincts à faire payement deſdits deniers ſi beſoin eſtoit, tout ainſi que ſi arreſt de la Court de Parlement en avoit eſté donné au prouffit de mondit Seigneur de Breſſe, de madite Damoyſelle, & des leurs. Item, & en cas que reſtitution dudit dot aura lieu, mondit Seigneur de Breſſe, ou les ſiens ſeront tenus, & ainſi le promettent, & accordent ſeſdits Procureurs à rendre, & reſtituer à madite Damoyſelle, ou aux ſiens deſcendans d'elle, ou deſcendans des deſcendans, & à faulte d'eulx à mondit Seigneur le Duc de Bourbon, ou à ceux qui auront cauſe de luy, ou cas que madite Damoiſelle, ou les ſiens n'en auront autrement diſpoſé, leſdits dot, ou ce qui en aura eſté payé à tels, & ſemblables termes, ſolucions, & payemens qu'ils ſont promis à payer, & ainſi que deſſus ſont eſcripts, c'eſt aſſavoir apres le decés, & treſpas de mondit Seigneur de Breſſe que reſtitution dudit dot auroit lieu l'an revolu, & paſſé douze mil livres, & ainſi de an en an conſequemment juſques à fin de plainiere, & entiere reſtitution dudit dot, & de ce que de celuy en auroit eſté receu. Item, & eſt convenu, accordé, & paſſé entre leſdites parties que au cas que mondit Seigneur de Breſſe ira de vie à treſpas avecques Enfans, ou ſans Enfans, madite Damoyſelle ſurvivant audit mondit Seigneur de Breſſe pour luy, & les ſiens, donne purement, & abſoluement dés maintenant en augment, & accroiſſement dudit dot à madite Damoyſelle pour elle, & les ſiens, & ceux qui d'elle auront cauſe la ſomme de dix mil eſcus d'or deſſuſdit pour ice le ſomme de dix mil eſcus eſtre prinſe, exigée, levée ſur les biens preſens, & advenir de mondit Seigneur de Breſſe, ou les ſiens, ſes hoirs, & ſucceſſeurs quelconques, leſquels biens, & ſeſdits hoirs, & ſucceſſeurs ſont, & demeureront obligés, affectés, & hypotecqués à madite Damoyſelle, & aux ſiens, & qui d'elle auront cauſe juſques à ſatisfaction, & plain payement de ladite ſomme audit cas advenu. Item auſſi au cas que madite Damoyſelle ira de vie à treſpas ſans Enfans ſurvivant mondit Seigneur de Breſſe, mondit Seigneur de Bourbon, veult, ouctroye, & conſent que mondit Seigneur de Breſſe ayt en gain, prouffit, & advantage ſur ledit dot de madite Damoyſelle ſemblable ſomme de dix mil eſcus, laquelle luy demeurera ſans ce qu'il, ou les ſiens ſoient tenus de faire reſtitution de ladite ſomme deſdits dix mil eſcus. Item, & pour la ſeheureté de la reſtitution de dot, & de l'accroiſſement d'iceluy dot és cas deſſuſdits leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe obligent, hypotecquent tous les biens, meubles, immeubles preſens, & advenir de mondit Seigneur de Breſſe, & de ſes Succeſſeurs, & par expres les Terres, Places, & Seigneuries, Chaſteaux, & Chaſtellenies, rentes, prouffits, & revenus de Sainct Trivier de Courtoux, de Jaſſeron, de Sayſiria, de Treffort, & le Pontdevaulx avec leurs appartenances, deppendences, & appendences quelconques; leſquels leſdits Procureurs ou nom que deſſus ont promis fornir, & faire valoir leſdites ſommes de ladite reſtitution, dot, & augmentation d'icelle és payemens deſſuſdits: & pource qu'elles ne valent pas par cheſcun an leſdites ſommes deües pour leſdits payemens, madite Damoyſelle, ou les ſiens pourront prendre des fruicts, & rentes des plus prouchaines Terres, & Seigneuries deſdites places appartenans à mondit Seigneur

ANS de J. C. 1471.

ANS de J. C. 1471. gneur de Breſſe, le ſurplus juſques à pleine, & entiere reſtitution dudit dot, ou de ce que en auroit eſté payé en augment d'iceluy, icelles, & chaſcune d'elles affectent, obligent, & expreſſement hypotecquent pour ladite ſomme totale de ſoixante mil eſcus, ou de ce que en auroit eſté receu; & pour leſdits dix mil eſcus pour l'augment, & accroiſſement dudit dot voulans, & conſentans que madite Damoyſelle, ou les ſiens ſi bon luy ſemble, les puiſſent apprehender, entrer, & icelles tenir, & poſſeder de ſon auctorité, & ſans autre mandement, faire prendre les fruicts, prouffits, revenus, & eſmolumens d'icelles juſques à pleniere reſtitution, & ſatisfaction dudit dot, & augmentation d'iceluy, ou de ce que auroit eſté receu comme dit eſt, dudit dot, en comptant leſdits fruicts en ſort deſduiz les deſpences raiſonnables, & non comptés les demourances, & places d'icelluy; & neantmoins madite Damoyſelle, ou les ſiens ſe pourront ayder de tous droicts, & privileges de dot, & d'expreſſe hypotecque, & d'autres privileges, & raiſons de droict, ou de couſtume faiſons pour elle en eux, & toutes chaſcunes les Places, Terres, Seigneuries, & rentes deſſuſdits, ſoubſmettans quant aux choſes en ce preſent contract contenues, & eſcriptes à la Juriſdiction, cohercion, & contrainte du Roy, & de ſadite Court de Parlement, comme ſi arreſt en eſtoit enſuivy au prouffit de madite Damoyſelle, & des ſiens, non entendans leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe pour les ſoubſmiſſions deſſuſdites faire & accorder aucune choſe qui porte prejudice en autres que en celles qui ſont en ce preſent contract deſclairés à la Seigneurie de Savoye, & de Breſſe en la Souveraineté pretenduë en icelle. Item, & au cas deſſuſdits que mondit Seigneur de Breſſe ira de vie à treſpas avec Enfans, ou ſans Enfans avant madite Damoyſelle, & icelle ſurvivant, audit cas leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe pour, & au nom d'iceluy donnent, conſtituent, & aſſignent dés maintenant à madite Damoyſelle pour en joyr, & uſer, les tenir, & poſſeder, & faire les fruicts ſiens ſa vie durant ſeulement en douhaire, & pour nom, & tiltre de douayre pour maintenir, & entretenir ſon Eſtat, & luy ayder à ſoupporter ſes charges la ſomme de quatre mil livres de rente à l'aſſiette, & couſtume du Pays de Breſſe, en ce cas que ladite aſſiette de Breſſe n'eſt, ou ne ſeroit d'autre eſmolument, valeur, ou revenus que l'aſſiette du Pays de Beaujolois, ou de Fourez, leſdits quatre mil livres de rente pour ledit douayre ſeront baillés, & deſlivrés à madite Damoyſelle de Bourbon à tel valeur, prouffit, & eſmolument que valent, & ont accouſtumé de valoir quatre mil livres de rente à l'aſſiette deſdits Pays de Fourez, ou de Beaujolois, ou de la meillieur aſſiette d'un chaſcun deſdits Pays..... de ladite Damoyſelle, leſquels quatre mil livres deſſuſdits ſeront baillés & aſſignés, & dés maintenant comme deſlors au cas advenu leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe ou nom que deſſus baillent, conſtituent, & aſſignent ou nom, & tiltre de douhaire ſus les Villes, Chaſteaux, & Chaſtellenies de Montluel, Meribel, Montdidier, Peroges, & Pontdains, avec toute Juſtice, & Juriſdiction haute, moyenne, & baſſe, rentes, revenus, prouffits, eſmolumens, & autres droicts, & appartenances quelconques deſdites Places, Villes, Chaſteaux, & Chaſtellenies deſſuſdites, & leurs appartenances, & deppendances, & en cas qu'elles ne ſuffiroient, toutes choſes payées pour ladite ſomme de quattre mil livres de rente à l'aſſiette, & valeur que deſſus pour ledit doüaire, audit cas madite Damoiſelle aura, & prendra le reſidu, & ce qui reſtera deſdites quatre mil livres de rente ſur les autres plus prouchaines Terres, Places, & Seigneuries deſdites Villes, Chaſteaux & Chaſtellenies deſſuſdites declariées qui ſont, & appartiegnent, & pour le temps advenir ſeront, & appartiendront à mondit Seigneur de Breſſe, & aux ſiens; en ce non compris, & pour rien comptés les attouchans, & circonvoyſins, demaines, boys, chaſſes, paſquiers, garennes, maiſons, demourance, & habitations que madite Damoyſelle aura, & prendra eſdits Chaſteaux, Places & Chaſtellenies, & maiſons d'icelle, leſquelles elle tiendra, poſſedera, & joüira, & fera les fruicts ſiens comme Douhairiere deſſuſdite, & en la poſſeſſion d'elle, & chaſcune d'icelles, pourra madite Damoyſelle par elle, ou ſes Procureurs, familliers, & ſerviteurs por le commandement d'elle entrer, & ladite poſſeſſion, & joüyſſance apprehender audit cas advenu, ſans attendre ne requerir autre congié, licence, ou permiſſion d'autruy, & ſera tenu madite Damoyſelle maintenir leſdites places comme Douhairiere doit faire. Item, & pour l'entretenement, conſervation, & accroiſſance de la Maiſon & Seigneurie de mondit Seigneur de Breſſe & des ſiens, & que en ſon entier & grans prouffits, revenus & prinſes, ladite Maiſon puiſſe perpetuellement eſtre conſervée, & eu mieulx augmentée, leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe ou nom de luy, & comme ſes Procureurs veullent, conſentent & accordent que le premier né maſle de ce preſent Mariage emporte, & par ces preſentes decy, & deſia comme deſlors luy donnent à avoir à prendre apres le dexces & treſpas de mondit Seigneur de Breſſe, la Conté & Seigneurie de Baugié, & les Villes, Chaſtel, & toute la Chaſtellenie & Mandement de Bourg; enſemble toutes les Terres, Places & Seigneuries, Villes, Chaſteaux, Chaſtellenies & rentes, revenus, droicts, querelles, actions & reclamations quelconques, qui ſont & appartiegnent, & pour le temps advenir ſeront & appartiendront à mondit Seigneur de Breſſe, à cauſe deſdits Conté de Baugé, Ville & Chaſtellenie de Bourg, & leurs appartenances & dependances quelconques, avec toute Seigneurie, Juſtice haute, moyenne & baſſe, fiefz & rereſiez, droicts & autres devoirs quelconques; & neantmoins la moitié de toutes ſes autres Terres, Villes, Chaſteaux, droicts, devoirs, Chaſtellenies, rentes, prouffits, eſmolumens & revenus ſoient demunis, ou autrement qui ſont & appartiegnent ou pour le moins advenir ſeront & appartiendront à mondit Seigneur de Breſſe en precipuité, oultre & par deſſus tous autres Enffans maſles ou femelles de mondit Seigneur de Breſſe, avec le nom & les Armes pures, & le Cry de mondit Seigneur de Breſſe, ſi ledit premier né maſle eſt ſouffiſant & habille à ſucceder, & à pourter armes, ſeculier & non homme d'Egliſe; & ſi ledit premier né maſle ne ſeroit tel que dit eſt, oudit cas, l'autre qui à ce ſera habille, aura & prendra ledit advantage, & au deffaut de luy qu'il ne ſeroit tel à l'autre ou autres maſles enſuyvans ſelon l'ordre d'Aiſneſſe, en preferant touſiours l'Aiſné habille au Puiſné. Et que leſdits Enfans dudit Mariage & les deſcendans d'eulx, repreſentent la perſonne dudit Aiſné apres luy, & ſuccedent eſdites Terres & Seigneuries, ſelon l'ordre d'Aiſneſſe & de primogeniture; retenu toutesfois, & reſervé par leſdits Procureurs de mondit Seigneur de Breſſe, quant à ladite moitié tant ſeulement deſdites Terres, Pays, biens & Seigneuries données audit Aiſné Fils, & ainſy que deſſus eſt eſcript la voulenté, bon vouloir & plaiſir de mondit Seigneur de Breſſe, dont il ſera tenu ſoy declairer en aggreant & ratiffiant le contenu de ce preſent Contract; le ſurplus quant auſdits Conté de Baugié, Ville, Chaſtel, Chaſtellenie, Mandement de Bourg, & les appartenances purement & abſolument, & ſans aucune reſervation octroyé, conſentu & accordé. Item, & ſera tenu mondit Seigneur de Bourbon veſtir & habiller des habillemens & veſtemens nuptiaux madite Damoyſelle Marguerite de Bourbon ſa Sœur, bien & honnorablement ainſy qu'il affiert & appartient à Damoyſelle de telle maiſon. Item auſſy mon-

ANS de J. C. 1471.

NS mondit Seigneur de Bresse enjoyaulera madite Da-
J. C. moyselle de nobles & riches Joyaux tels qu'il affiert
71. & appartient à Femme de tel Seigneur que mondit Seigneur de Bresse, & de telle maison qu'est madite Damoyselle, lesquels avec ses robbes & autres joyaux, vestemens, utensilles, vaisselle d'or & d'argent s'aucune elle en a ou aura, seront & demeureront à madite Damoyselle comme propres & siens, pour en faire & disposer à son prouffit & voulenté, sans estre aucunement ypothecques pour les debtes & charges de mondit Seigneur de Bresse si aucuns en y avoit. Item, & madite Damoyselle par le moyen de la constitution dudit dot à elle constitué toutesfois & quantefois que de par mondit Seigneur de Bourbon, les siens, ou leurs Procureurs pour eulx sera requise; renoncera une fois ou plusieurs avant la solempnization de ce present Mariage, & apres ladite renonciation d'abondant ratiffiera pour elle & les siens au profit de mondit Seigneur de Bourbon & des siens successeurs Ducs de Bourbon ou ayans cause à tous droicts de succession, presens, passés & advenir, partaige, apenaige, ou portion, action, querelles ou reclamations és biens de ses tres-redoubtés Seigneurs & Dame, Pere & Mere, Freres & Sœurs, parens, lignagiers & successeurs, directes ou collaterales, presentes, passées & advenir, tant qu'il y aura masles ou descendans de masles soient masles ou femelles de feu de bonne memoire Monseigneur le Duc Charles Pere de mondit Seigneur le Duc; reservé en autre cas à madite Damoyselle loyale escheyte, ausquelles renonciations & ratifications à faire une fois ou plusieurs, & par intervalles comme dit est; mondit Seigneur de Bresse sera tenu de aggréer, consentir & autoriser madite Damoyselle entant qu'il est, est, & sera besoin à plus grand effect, fermeté & valeur. Item, & sera tenu mondit Seigneur de Bresse à la corroboration, valeur, effect & fermeté de toutes & chascunes les choses dessus escriptes, passées, consenties & accordées par cesdits Procureurs, ce present Contract, & le contenu en iceluy ratiffier & aggréer entant que mestier est ou seroit, icelluy passer, octroyer, consentir & accorder d'abondant & de nouveau sans innovation, immutation d'icelles soubs ypothecque & obligations de tous ses biens presens & advenir quelconques, contraintes & cohercions dessusdites, avec les clauses à ce necessaires, convenables & opportunes. Item, & promettent, & jurent lesdites parties, & chascune d'icelle endroit soy, toutes & chascunes les choses dessusdites cy-dedans contenues avoir agreables, tenir, garder & observer de point en point, & non contrevenir de droict ou de faict en jugement ou dehors, avec rendre & restituer l'une à l'autre tous dommages, interests & despens qui seroient ou auroient esté soubstenus par deffaut des choses dessusdites non gardées ou non observées entierement, avec soubmission de toutes Cours du Roy nostre Sire, de sadite Court de Parlement, & autres temporelles, tant ordinaires qu'extraordinaires, sans prejudicier en autres choses de la Seigneurie de Savoye comme dessus en cas semblable est declairé; renonçants à tous droicts escripts & non escripts, & mesmement à toutes coustumes, usages, styles de Pays, Edicts, Statuts, Ordonnances, derogatoires, droicts, actions & autres choses quelconques, par lesquelles l'en pourroit venir de droict ou de faict en Jugement ou dehors aucunement contredire ou empescher les choses dessusdites, ou aucunes d'icelles qu'elles ne fortifient leur plain & entier effect, & mesmement au droict disant generale renontiation non valoir si l'especial ne precede, & avec toutes autres clauses opportunes & necessaires; pour la plus grand valeur & corroboration des choses dessusdites, & chascune d'icelles ou dictié & Conseil de gens Clercs expers, & cognoissans en tel cas, sans toutefois changer ou innover aucune chose de la substance & vray effect des choses dessusdites: Les choses dessus declerées, & chascune ANS
d'icelles passées & accordées audit Tours, & jugées à de J. C.
tenir par le jugement de ladite Court, mondit Sei- 1471.
gneur de Bourbon & Procureur dessusdits à ce presens & consentans, lesquels & chascun d'eulx mesmement lesdits Procureurs en l'ame de mondit Seigneur de Bresse ont promis & juré par la foy & serement de leurs corps sur ce corporellement baillés en nos mains de non jamais fere ne venir encontre en aucune maniere; Et ont esté seellées lesdites presentes à leurs requestes du Seel Royal estably en la Ville de Tours, donné le sixiéme jour de Janvier mil quatre cens septante-un. Presens nobles & puissans Seigneurs Messieurs Tannegui du Chastel Gouverneur de Rossillon, & Vicomte de la Belliere, Anthoine de Chasteau-neuf, Seigneur de Lau, le Marquis de Canilliac, Anthoine Doillac Chevaliers, Jean de Trenchelion Seigneur de Marteau, Anthoine de la Fin Seigneur de Beauveoir, Jean de Foulet Seigneur dudit lieu, Jean de Ferrieres, Baillif du Beaujolois, André de Latiere Seigneur dudit lieu, Maistre Jean Peletier President de Bourbonnois, Jean de la Goute general des Finances, &c. Signé Lappelin, & Tard.

CDLXVII.

Donation du Comté de Lauraguais & de la Seigneurie de Ville-longue à PHILIP- ANS
PE DE SAVOYE *Comte de Bau-* de J. C.
gé, Seigneur de Bresse par LOUIS XI. 1471.
Roi de France. Faite à Amboise, au mois FRANCE
de Février 1471. S. Guichenon. Histoi- ET SA-
re Généalogique de la Maison de Savoye. VOYE.
Preuves. pag. 437.

LOYS par la grace de Dieu Roy de France. Sçavoir faisons à tous presents & avenir. Que pour consideration de la proximité de lignaige & affinité esquels nous attient nostre *tres-chier & tres-amé Frere & Cousin* PHELIPPES DE SAVOYE, *Conte de Baugé & Seigneur de Bresse*, & des grans, notables & recommendables services qu'il nous a faits par cy-devant & de plus grans qu'il nous a promis & esperons & confions qu'il nous fera cy-apres tant à l'entour de nostre Personne que au fait de nos guerres & autres nos plus grans & principaulx affaires en plusieurs manieres; En faveur & pour raison desquelles choses ayons n'agaires promis à nostredit Frere & Cousin la Conté de Valentinois & de Dyois, ou luy bailler autres Terres & Seigneuries en recompense de la Conté d'Ast que liberalement luy avions donnée se en povions bonnement recouvrer, à icelluy nostre Frere & Cousin pour les causes & considerations dessusdites & autres à ce nous movans. Avons donné, cedé, quitté, transporté & delaissé, donnons, cedons, quittons, transportons & delaissons par ces presentes de nostre certaine science, grace especiale, plaine Puissance & authorité Royale pour luy, ses hoirs & Successeurs nos Pays, Jugerie, Terre & Seigneurie de Lauraguez, leurs appartenances & appendances situées en nostre Seneschaussée de Thoulouse, ainsi qu'elles se comportent & extendent de toutes Pays, tant en Villes, Places, Chasteaux & Forteresses, Justice & Jurisdiction haute, moyenne & basse, mere, & mixte Impere, hommes, hommaiges, Lots, Ventes, quincts, Rerequints, deniers, foires, marchés, fours à ban, forests, bois, garennes, rivieres, pescheries, estangs, molins, viviers, colombiers, vignes, prés, pasturaiges, terres labourables & non labourables; cens, rentes, en deniers & en grains, Corvées & toutes autres rentes & revenus, prouffits & emoluments quelconques; ensemble la Jugerie de Villelongue située en ladite Seneschaussée de Thoulouse avec tout le

ANS de J. C. 1471.

le revenu & proffit d'icelle, & des Judicatures des Bayllies, Notaireries, Janleries, les Albergues de ladite Judicature & les gros exploicts de la Court du Seneschal audit lieu de Villelongue, & generalement tous autres droits appartenans à icelles Jugeries, Terres & Seigneuries sans aucune chose y retenir ni reserver pour nous & les nostres, fors seulement les foy & hommaige, ressort & Souveraineté pour lesdits Pays, Jugeries, Terres & Seigneuries & leursdittes appartenances & appendances, le Domaine & revenu desquelles monte & peut valoir communes années la somme de six mille livres tournois ou environ que l'on dit valoir & monter aussi communs ans ladite Conté d'Ast, avoir, tenir, posseder, exploicter & en jouyr par nostredit Frere & Cousin le Conte de Baugyé, sesdits hoirs & Successeurs doresenavant perpetuellement & à tousiours & autrement en faire comme de leur propre chose & heritage, en payant les charges & faisant les devoirs deuz & accoustumés où & ainsi qu'il appartiendra. Si donnons en mandement à nos amés & feaulx Conseillers les Gens de nostre Court de Parlement establye en nostre Pays de Languedoc, de nos Comptes, & Treſoriers à Paris, au Seneschal de Thoulouse, & à tous nos autres Justiciers & Officiers ou à leurs Lieutenants presens & avenir & à chacun d'eulx, si comme à luy appartiendra; Que nostredit Frere & Cousin & sesdits hoirs & Successeurs ils facent, souffrent & laissent jouyr & user pleinement & plaisiblement de nos presens grace, don, cession, quictance & transport, en baillant à iceluy nostre Frere & Cousin ou à ses Procureurs ou Commis à ce reaument & de fait, la possession & sayſine desdits Pays, Jugeries, Terres & Seigneuries de Lauraguez & de Villelongue & des Villes, Places, Chasteaux, Forteresses situées & estans en iceulx & de leursdites appartenances & appendances. Et par rapportant cesdites presentes signées de nostre main ou *Vidimus* d'icelles & recognoissance sur ce suffisant de nostredit Frere & Cousin tant seulement, Nous voulons nostre Treſorier & Receveur ordinaire de ladite Seneschaussée de Tholouse present & à venir & tous autres qu'il appartiendra, en estre & demourer quittes & deschargés par nosdites Gens des Comptes, ausquels nous mandons ainsi le faire sans difficulté, nonobstant que lesdits Pays, Jugeries, Terres & Seigneuries de Lauraguez & de Villelongue soient de nostre ancien Dommaine, que on vueille dire que d'icelluy ne povons ne devons donner ou aliener aucune chose, & quelques Ordonnances faites par nos Predecesseurs Roys de France & nous sur le fait & alienation d'icelluy nostre Dommaine & autres Ordonnances, Mandements ou Deffences à ce contraires. Et affin que ce soit chose ferme & estable à tousiours, Nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autruy en toutes. Donné à Amboyse ou mois de Fevrier l'an de grace mille quatre cents soixante-unze, & de nostre Regne le unziesme. Signé Loys. Par le Roy le Viconte de la Bellie Gouverneur de Roussillon, les Sires de la Poreſt, du Lude, de Monglat, Maistre Jean Herbert & autres presens. Signé Fameng.

CDLXVIII.

ANS de J. C. 1471.

Pouvoir donné par CHARLES, *Duc de Bourgogne, à Claude de Dinteville, pour avec les Commissaires de* LOUIS XI. *Roi de France aviser à l'exécution de la Trêve ci-devant faite entre eux, à Abbeville le* 28. *Juin* 1471. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 113.

FRANCE ET BOURGOGNE.

CHARLES, par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Friſe, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces presentes Letres verront, Salut. Comme en traitant, & accordant la Tréve, seûr état, & abstinence de guerre nouvellement prise entre Monsieur le Roi & nous, commençant le dixieme jour de ce present mois, & finissant le premier jour de Mai, que l'on dira mille quatre-cens soixante-douze prochain venant, icelui jour inclus, la presente Tréve encore durant demeurant en sa force & vertu, ait été ent'autres choses, & sous les obligations & astrictions de ladite Tréve, traité, consenti & accordé, que Monditsieur le Roi remettra dés maintenant en nos mains toutes les Villes, Places, & Terres, qui par lui, ou ses gens ont été prises, & occupées en nos Duché, Comté, & Païs de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, Auxerrois, & de Liege, en l'état qu'elles étoient au tems d'icelle Treve nouvellement prise; & à cette fin envoiera incontinent Monditsieur le Roi sur les lieux gens & commis de par lui, aians ses letres patentes de pleine puissance & commission, pour faire bailler & delivrer à nous, ou à nos gens, commis & Députez, lesdites Villes & Places étans és mains de lui, ou de sesdits gens, en nosdits Duché, Païs & Comté de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, Auxerrois, & Liege. Et pour ce que nous maintenons aucunes desd. Villes, Places & Terres, avoir été prises & occupées par lesdits gens de Monsieur le Roi depuis & pendant ladite Treve, qui finira ledit quatrieme jour de Juillet prochain, & que par ce elles nous doivent être restituées sans charge de les rendre, ni remettre en la main de Monditsieur le Roi; ait été aussi apointé que de la part de Monditsieur le Roi sera ordonné un commis, & de nôtre part un autre; lesquels deux commis s'informeront par lettres, têmoins, & autrement dûement du tems & des jours que lesdites Villes, Places, & Terres ont été prises, renduës, & occupées, & aussi sans prejudice d'icelle Treve, du tems que ladite Treve derniere encore durant a été publiée, ou seuë és marches d'icelles Villes & Places; laquelle information, & tout ce que par lesd. deux commis aura été fait & trouvé, sera raporté à la prochaine journée & convention, qui se tiendra des gens commis de Monditsieur le Roi, & des nôtres, Lundi aprés la mi-Août prochainement venant, & des Villes & Places, qui par lad. information, seront trouvées avoir été prises & renduës durant ladite Treve, nous ne serons tenus de faire aucune restitution en fin de cette nouvelle Treve, & pour savoir en particulier lesquelles d'icelles Villes & Places ont été prises durant lad. Treve, ladite information & les lettres d'icelle Treve seront vûës par les commis & Deputez à ladite assemblée d'une part & d'autre, & de ce qu'ils trouveront par ladite information, sera faite declaration à ladite assemblée, & acte signé de Secretaires de Monditsieur le Roi & de nous, toutes les Villes & Places qui par les gens de Monditsieur le Roi ont été prises sur nous, ou nos gens devant lad. Treve nouvellement prise, & qui nous seront restituées

ANS J. C. 1471.

stituées de la part de Monditsieur le Roi, ou qui par nos gens, ou autres à nôtre profit, auroient été prises sur les gens d'icelui Monsieur le Roi durant icelle Treve, nous serons tenus les rendre & restituer à Monditsieur le Roi, ou à ses gens, commis & Deputez à la fin de lad. Treve presentement accordée, qui finira ledit premier jour de Mai prochain; Savoir faisons, que nous confiant à plein és sens, prudence, loiauté, & bonne diligence de nôtre amé & feal Chevalier Conseiller & Chambellan Messire Claude de Dinteville, Seigneur des Chenetz, icelui avons commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, pour de par nous & en nôtre nom aller & soi transporter en nosdits Païs de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, & Auxerrois, & en iceux prendre & recevoir de par nous, & en nôtre nom desdits gens & commis, & de Monditsieur le Roi la delivrance, & restitution desdites Villes & Places, par lui, ou sesdits gens, prises & occupées en iceux nos Païs, Duchez & Comtez, & esdites Villes & Places mettre & ordonner les Capitaines, qui depuis la prise & reddition d'icelles en ont obtenu Lettres & Commissions de nous, & en celles esquelles depuis ladite Treve accordée n'auront encores ordonné aucuns Capitaines, tels gens qu'il verra & connoîtra à ce propices & idoines, pour la garde & seureté d'icelles, en prenant & recevant d'eux le serment, à ce pertinent, & ce par maniere de proyision, & jusqu'à-ce que nous y aions autrement pourvû & ordonné, & avec ce pourvoir & faire pourvoir à ladite garde d'icelles Villes & Places, selon qu'il trouvera être expedient & necessaire, & audit Seigneur des Chenetz avons donné & donnons pouvoir & autorité, de requerir & sommer ledit Commis pour l'accomplissement des choses dessusdites, leurs circonstances & dépendances, & aussi incontinent que la derniere desdites Villes & Places lui sera au nom de nous renduë & restituée, par la forme & maniere contenuë esdits articles, & lettres de Monditsieur le Roi, rendre & delivrer ausdits gens & commis de Monditsieur le Roi, le scellé qu'il nous a fait bailler & delivrer touchant ladite delivrance, en retenant devers lui le procés verbal d'iceux gens & commis d'icelui Monsieur le Roi, le double de leur commission, & le vidimus dudit scellé, pour faire aparoir qu'icelles Villes & Places nous auront été renduës & delivrées du vouloir, & consentement d'icelui Monsieur le Roi. Et en outre avons aussi commis, ordonné, & deputé, commettons, ordonnons, & deputons par cesdites presentes, le dessusdit Seigneur des Chenetz en lui donnant pouvoir & autorité de par nous, pour avec le Commis tel que Monditsieur le Roi ordonnera & deputera, s'informer par lettres, têmoins, & autrement dûement du tems, & des jours que lesdites Villes, Places & Terres, lesquelles maintenons avoir été prises & occupées depuis & pendant ladite Treve encore durant, qui finira ledit quatrieme jour de Juillet prochain, & que par ce elles nous doivent être renduës sans charge de restitution, ont été prises, renduës & occupées, & aussi sans prejudice d'icelle Treve du tems que ladite derniere Treve encore durant a été publiée ou seuë és marches d'icelles Villes & Places, & au surplus en cette matiere faire proceder, & besogner de par nous & en nôtre nom avec ledit Commis d'icelui Monsieur le Roi, tout ainsi, & par la forme & maniere que dessus est declaré. En têmoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné en nôtre Ville d'Abbeville le 28. jour de Juin, l'an de grace 1471. Sur le repli étoit écrit: Par Monseigneur le Duc. Signé, N. Gros. Et apendoit un grand sceau de cire rouge pendant en double bande de parchemin.

(&c.)

CDLXIX.

ANS de J. C. 1471.

Traité d'Alliance & de Confédération entre AME' IX. *Duc de Savoye, &* GALEAS-MARIE, *Duc de Milan. Fait à Mirebel, le* 13. *Juillet*, 1471. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 409.

SAVOYE ET MILAN.

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate Ejusdem M. CCCC. LXXI. Indictione quarta, die verò Sabbati tertio decimo mensis Julii, secundum cursum Inclytæ Civitatis Mediolani. Cupientes Illustrissimus D. GALEAS-MARIA Sforcia Vicecomes, Dux Mediolani & Papiæ, Angleriæque Comes, ac Genuæ & Cremonæ D. pro se, Illustrissima quoque Domina Ducissa Mediolani, præcordialissima Consorte sua, & Illustr. D. Joanne Galeas-Maria ipsorum Jugalium Primogenito, & futuro (Deo permittente) in Ducatu & D. successore; Et *Illustrissimi Excellentissimique D. Amedeus & Yolant Dux & Ducissa Sabaud. pro se ipsis, & Illustrissimo ipsorum Jugalium Primogenito Principe Pedemontium*, nec non Illustrissimo & Rever. D. Joanne Ludovico de Sabaudia Episcopo Gebennensi præfati Domini Ducis Sabaudiæ Fratre. Quemadmodum affinitate, jure Sanguinis & benevolentia junguntur, ita & novo fœdere, Liga & intelligentia, pace & unione conjungi & obligari, ut omnes intelligant eorum benevolentiam eò firmiorem & solidiorem futuram, cùm arctiori vinculo & nexu uniuntur, ad novum fœdus, Ligam, pacem, unionem, & intelligentiam ut infrà devenerunt & deveniunt, eamque ligam, unionem, pacem & intelligentiam faciunt, firmant & contrahunt pro se ac Filiis, hæredibus & successoribus suis, ac pro ipsarum partium & cujuslibet earum colligatis & confœderatis, adhærentibus & recommendatis infra scriptis congruè referendo, ubi convenit, hæc omnia supra scripta & infra scripta fecit & facit præfatus Dominus Dux Mediolani cum voluntate, interventu, & in præsentia Magnifici Domini Caroli Regii Oratoris Majestatis suæ consensum præfato Domino Duci Mediolani, præstantis ad ea ipsa omnia & singula ac ipsis omnibus & singulis consentientis, prout ipse Dominus Carolus in præsentia subscriptarum & infra scriptarum partium contrahentium, & nostrûm Notariorum infrascriptorum, stipulantium & recipientium nomine & vice omnium quorum interest, intererit vel interesse poterit quomodolibet in futurum, dixit & protestatus est, dicit & protestatur.

Primò namque præfatus Illustriss. D. Galeas-Maria Sforcia Dux Mediolani &c. pro se & suis prædictis parte una, ac Reverendus in Christo Pater D. Urbanus Bonivardi Episcopus Vercellensis præfatæ D. Ducissæ Compater, nec non præfatus Magnificus D. Carolus des Astards Séren. & Christianiss. Principis & D. Regis Francorum Orator, Spectabilisque Matheus Consallonerius Capitaneus sanctæ Agathæ, omnes Oratores, Procuratores, Nuncii & Mandatarii speciales præfatæ Illustrissimæ Dominæ Ducissæ Sabaudiæ suo proprio nomine & conjunctorio nomine Illustrissimi Domini Ducis Sabaudiæ præfati Consortis sui & tanquam Tutrice, & Gubernatrice & Administratrice, de consensu, voluntate & deliberatione trium Statuum, ut constat Literis patentibus ejusdem Dominæ Ducissæ Sabaudiæ, datis Gratianopoli die quinto mensis Julii, anno M. CCCC. LXXI. Signatis Yolant, Richardon & prælibatæ Dominæ Ducissæ Sigillo sigillatis parte altera, sibi vicissim & invicem nominibus quibus suprà; Videlicet una pars alteri, & altera alteri promiserunt & promittunt de cætero durante præsenti Liga, pace, unione & intelligentia,

ANS de J. C. 1471. in concordia & pace benevolè vivere; & quòd unus alium non offendet, aut earum partium aut alicujus earum Recommendatos vel Subditos lædere in re, nec in persona per rectum, vel indirectum, aut alio quovis quæsito colore; Remittentes sibi invicem nominibus quibus suprà, omnes injurias, inimicitias & damna hinc inde illata, ut promittentes promiserunt & promittunt dictæ partes, & quælibet earum quibus suprà nominibus, deinceps habere amicos pro amicis & inimicos pro inimicis ipsarum partium contrahentium & cujuslibet earum congruè & debitè referendo. Quam quidem intelligentiam, ligam, pacem & unionem durare voluerunt & volunt partes ipsæ per annos duodecim proximè futuros hodie incohandos, & ultrà ad beneplacitum ambarum partium contrahentium; Quodquidem Beneplacitum durare semper intelligatur, nisi per aliam partium de illius revocatione in scriptis facta fuerit notitia per tres Menses alteri parti.

Item quòd præmissa & infra scripta omnia intelligantur & intelligi volunt partes ipsæ cum reservationibus infrascriptis; Videlicet Primò namque præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani reservavit & reservat Serenissimum & Christianissim. Dominum Regem Francorum, & quascumque ligas, & intelligentias quas habet cum Majestate Sua ad Statuum defensionem. Item reservavit omnes ligas & intelligentias quas habet cum Serenissimo Domino Rege Ferdinando, & Excelsa Republica Florentinorum, ac cum Illustrissimo D. Borcio Duce Ferrariæ & Mutinæ, Magnificis Dominis de Liga Confœderatorum Alamaniæ, & Illustri Marchione Montisferrati; Cæteris omnibus colligatis & confœderatis in hoc instrumento non nominatis, exclusis penitùs à beneficio præsentis Ligæ & contentis in ea. Ac etiam reservavit & reservat alios omnes & singulos ipsius Domini Ducis Mediol. complices, adhærentes & recommendatos, quos nominare promisit & promittit infra Menses duos proximè futuros, à die quo præfati Domini Dux & Ducissa Sabaudiæ præsentem ligam, pacem, intelligentiam & unionem ratificaverint & publicaverint; quam ratificationem & publicationem facere teneantur infra tempus & terminum in sequenti Capitulo proximo declaratum. Et prædicti Oratores nominibus quibus suprà reservaverunt & reservant Majestatem prælibati Christianissimi Regis Francorum, Illustrissimum Principem & Excellentissimum Dominum Carolum Ducem Aquitaniæ, cum eorum colligatis, confœderatis & subditis, nec non Magnificos Dominos Confœderatos Bernenses, cum eorum Confœderatis Alamaniæ, cæteris omnibus colligatis, confœderatis non nominatis in præsenti Instrumento, exclusis penitùs à beneficio præsentis Ligæ & contentis in ea; ac etiam reservaverunt omnes præfatorum Dominorum Ducis & Ducissæ Sabaudiæ adhærentes & recommendatos, quos nominare teneantur infra terminum dictum duorum Mensium, ut præmittitur.

Item præfati Oratores & Mandatarii nominibus quibus suprà solemniter convenerunt & promiserunt, conveniunt & promittunt præfato D. Duci Mediolani præsenti & recipienti pro se ac suis prædictis, quòd si dicti DD. Dux & Ducissa Sabaudiæ ac Illustrissimus Carolus ipsorum Jugalium Primogenitus Princeps Pedemontium, & quilibet eorum infra terminum dictorum Mensium à die stipulationis præsentis contractus numerandorum, præsentem pacem, ligam, intelligentiam & unionem, & omnia & singula in præsenti contractu contenta ad abundantiorem cautelam solemniter publicabunt ac confirmabunt; ac ipsam ligam & omnia in ea contenta ratificari facient per tres Status Citramontanos infra dictum terminum duorum Mensium, per publicum Instrumentum, & ea ipsa omnia & singula in præsenti Ligæ contractu attendent & observabunt realiter & cum effectu, sub pœnis in præsenti Instrumento contentis & appositis. ANS de J. C.

Item salvis præmissis, præfati Oratores & Mandatarii quibus suprà nominibus promiserunt & promittunt præfato D. Duci Mediolani præsenti & stipulanti ut suprà; quòd dicti DD. Dux & Ducissa Sabaud. & eorum Primogenitus Princeps Pedemontium, durante præsenti Liga & unione excludent & denegabunt omnes passus, portus, receptacula & victualia ac iter cuicumque D. & Potentatui, Galeis triremibus, navibus ac gentibus armigeris, equestribus, pedestribus volentibus & tentantibus transire per Loca & Territoria ipsorum Dominorum Ducis & Ducissæ, contra prædictum Dominum Ducem Mediolani aut ejus Statum, vel colligatos, confœderatos, complices, adhærentes vel recommendatos suos; & quòd toto posse suo impedient, resistent & obviabunt, ne aliqui transeant contra præfatum Ducem Mediolani aut ejus Statum vel suos prædictos, sine licentia & voluntate ipsius D. Ducis Mediolani; Et si fortè ob nimiam potentiam præfati Dux & Ducissa Sabaudiæ non essent sufficientes ad resistendum & prohibendum hujusmodi transitum; tunc immediatè notificare teneantur & debeant præfato Illustriss. Duci Mediolani, & eo in tempore quo præfatus Dominus Dux gentes suas mittere posset ad ipsum transitum obviandum, ab eo recipere auxilium ac gentes armorum, illasque receptare in eorum Dominio, illisque subveniri facere de victualibus & aliis necessariis, expensis tamen honestis ipsius Domini Ducis Mediolani. Et viceversa præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani promisit & promittit excludere & denegare omnes portus, passus, receptacula & victualia, ac iter cuicumque Domino & Potentatui, Galeis triremibus, Navibus ac gentibus armigeris, Equestribus & pedestribus volentibus & tentantibus transire per Loca & Territorium ipsius Illustrissimi Ducis Mediolani, contra præfatos Dominos Duces Sabaudiæ & suos ut suprà. 1471.

Item præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani promisit & promittit præfatis Oratoribus & Mandatariis nominibus quibus suprà recipientibus & stipulantibus; quòd defendet præfatos Dominos Ducem & Ducissam Sabaudiæ ac eorum Statum cum Equitibus duobus millibus & Peditibus quatuor millibus, semper & quandocumque opus fuerit, contra quoscumque venientes aut violentiam inferentes eisdem aut Statui suo; & hoc, toto tempore præsentis ligæ, videlicet dictorum duodecim annorum, & quotiens requiretur, & expensis ipsius Domini Ducis Mediolani.

Item convenerunt Partes prædictæ proprio & quibus supra nominibus, quòd subditi utriusque partis, exclusis tamen Rebellibus, possint liberè & pacificè ac securè & absque ullo impedimento mercari, stare, pratiquare in Terris, Locis & Territorio utriusque partis cum mercantiis bonisque suis & rebus, & tractentur & tractari debeant bene, & tanquam subjecti proprii, ac juxta & secundum quod continetur in Capitulis pacis factæ Mediolani M. CCCC. LXVII. XIV. Novembris inter præfatos Dominos Duces Mediolani, & Sabaudiæ, seu eorum Prædecessores vel Agentes pro eis, ad quam congrua habeatur relatio.

Item præfati Oratores & Mandatarii nominibus quibus suprà promiserunt & promittunt, quòd præfati Illustrissimi Domini Dux & Ducissa, ac Princeps Pedemontium quibuscumque gentibus Equestribus & Peditibus Christianissimi Domini Regis Francorum, venientibus in auxilium, subsidium, favorem & juvamen ac beneficium præfati Domini Ducis Mediolani & suorum ut superiùs, statim dabunt passum, transitum & receptum liberum & expeditum veniendo & redeundo per Terras, Loca & Territoria præfatorum Dominorum de Sabaudia, ac Feudatariorum

suorum,

ANS de J. C. 1471.

suorum, similiter quibuscumque gentibus Equestribus & Peditibus ut suprà præfati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, euntibus ad servicia & beneficium præfati Christianissimi Domini Regis Francorum, quotiescumque & quandocumque opus fuerit, & requisitum extiterit præfatis Dominis Duci & Ducissæ. Et item dabunt victualia oportuna prædictis gentibus eundo & redeundo, ut suprà. Actum in Loco Mirabelli Parci Papiæ &c.

CDLXX.

ANS de J. C. 1471. SAVOYE ENE'-, BRES- ET O- ONT.

Traité de Paix fait entre YOLAND DE FRANCE, *Ducheſſe, Régente de Savoye, à cauſe des infirmitez de ſon Epoux, l'Evêque de* GENE'VE *& les Comtes de* BRESSE *&* de ROMONT, *fait à Montmellian, le* 8. *d'Août*, 1471. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 412.

POur pacifier les queſtions & differences qui ſont de preſent en ce Pays de Savoye, ont eſté par les Ambaxadeurs de Berne & de Fribourg faites certaines promeſſes, & appointements en la maniere qui s'enſuit. Premierement que les Ville & Chaſteau de Chamberry ſeront dés maintenant miſes, & baillées és mains deſdits Ambaxadeurs qui les tiendront ou nom de Monſieur le Duc de Savoye, & de Madame, juſques à ce que Monſieur le Gouverneur de Roſſillon ſera venu par deça, & qu'il ſera dit, tant par luy que par les Ambaxadeurs à qui leſdites Ville, & Chaſteau ſeront baillées. Item que les Villes & Places de Vaud que tient de nouveau Monſieur de ROMONT, deſquelles eſt contention, ſeront remiſes & baillées dés maintenant és mains de meſdits Sieur & Dame, & des Officiers qui les tenoient au nom d'eux pour les regir & gouverner, comme paravant, ſans prejudice du droit dudit Sieur de Romont pour lequel s'il veut quereler meſdits Sieur & Dame ſeront tenus de luy faire bonne & brieve raiſon. Item a eſté dit par leſdits Ambaxadeurs que les Ville, & Chaſteau de Montmellian ſeront miſes, & baillées és mains de Monſieur le Mareſchal de Savoye, Meſſire Claude de Seyſſel, & de Monſieur Nicolas de Diesbach Chevalier & Ambaxadeur de Berne, qui pareillement les tiendront, & garderont ou nom de meſdits Sieur & Dame, juſques à ce que ledit Gouverneur de Rouſſillon ſera venu par deça, & qu'il ſera dit, & appointé par luy & par les deſſuſdits Ambaxadeurs à qui leſdits Ville & Chaſteaux ſeront baillées. Et ne ſeront leſdits Mareſchal & Monſieur Nicolas que chacun luy huitieme dedans leſdites Ville & Chaſteau, & toutes & quantes fois madite Dame voudra entrer, ſejourner & demeurer eſdites Villes & Chaſteaux de Chambery & de Montmellian, qu'elle le puiſſe faire, pourveu que elle ne y amene que ſon Eſtat, ainſi que elle a accouſtumé, & que elle promette en parolle de Princeſſe de non y mettre autres gens. Item a eſté dit & appointé que les Villes & Chaſteaux deſſuſdits ainſi baillées & delivrées, comme dit eſt, Monſieur de Romont, & les gens d'armes eſtans de preſent à Chambery ſe departiront, & s'en iront chacun en leurs maiſons, & le lendemain dudit departement les gens de l'armée de madite Dame ſe departiront pareillement, & s'en iront chacun en leurs maiſons. Item ont dit, & promis leſdits Ambaxadeurs que apres ce que les gens d'armes d'un coſté, & d'autre, ſeront departis comme dit eſt. Il feront venir Monſieur le Duc en ladite Ville de Chambery & le remettront en ſon Eſtat comme paravant il eſtoit, & adonc pourra madite Dame ſeurement, & ſaulvement aller, & demourer en la compagnie de mondit Sieur ainſi que Dieu & raiſon le veulent. Item a eſté dit, & appointé que les ſerviteurs & familles d'un coſté & d'autre; c'eſt à dire de madite Dame, & de meſdits Sieurs Philippes, & de Romont, & pareillement ceux de Monſieur l'Eveſque de GENEVE, ne ſeront offendus, n'y moleſtés en corps ne en biens, en aucune maniere par nulle deſdites parties. Mais par forme de Juſtice tant ſeulement ſera procedé contre ceux qui auront offendu. Item a eſté dit que au cas que ils ſeroient aucuns de quelque eſtat, & condition qu'ils ſoient, qui ne voudroient tenir entierement ce preſent appointement, & pareillement ce que ſera dit & appointé par les deſſuſdits Gouverneur & Ambaxadeurs, iceux Ambaxadeurs promettent ou nom des Villes & Communités de Berne & Fribourg pour leſquelles ils ſe font forts, comme ayans de eux plaine puiſſance ainſi qu'ils dient & afferment, qu'ils ſerviront madite Dame envers tous & contre tous ceux qui voudroient faire au contraire, & prennent en leur charge de faire entretenir & garder leſdits appointemens ſelon leur forme & teneur, & faire auſſi & enſuivre en tout & par tout ce qui a eſté par leſdites Villes juré, & promis és lettres, confederations & alliances par eux jurées, & promiſes à la Maiſon de Savoye, & pareillement madite Dame promet de entretenir & faire entretenir leſdits appointemens de ſon couſté, & s'il y a aucuns des Sujets de mondit Sieur, & de elle qui ſoient aucunement refuſans ou contredi ſans, madite Dame s'efforcera à ſon pouvoir de les y compellir & contraindre, & au cas que elle ne ſera puiſſante de le faire, requiert par ces preſentes les deſſuſdits Ambaxadeurs ou nom de leurs Maiſtres qu'ils luy aydent, & la facent forte, leſquels ou cas deſſuſdits ſe offrent, & permettent ainſi le faire, & eſtre generalement pour la partie obtemperante, & à l'encontre de la contredyante. Faict, paſſé & ſigné des mains de ladite Dame, deſdits Sieurs Philippes & de Romont, & deſdits Ambaxadeurs & ſellé de leurs ſeaux le VIII. jour d'Aouſt M. CCCC. LXXI. au Chaſteau de la Perrouſe en la grand Salle d'iceluy Meſſieurs les Comtes de Comminges & de Villars; les Seneſchaux de Poitou; de Guyenne; de Beaucaire & d'Armagnac; le Mareſchal de Daufiné, & Meſſire Charles des Aſtars Chevalier, & Maiſtre Jean de Vento Conſeiller du Roy. Signé Bovis & de l'Eſtelley.

ANS de J. C. 1471.

CDLXXI.

Lettres de JEAN *Roi d'Aragon & de Sicile, par leſquelles il déclare de conſentir & vouloir bien être compris avec ſon fils Ferdinand Roi de Sicile, dans la Tréve faite par* CHARLES *dernier Duc de Bourgogne, leur Allié, avec Loüis XI. Roi de France, à Saragoſſe le* 10. *Août* 1471. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 115.

FRANCE ARAGON ET BOURGOGNE.

IN Dei nomine. Pateat univerſis quod nos JOANNES, Dei gratia Rex Aragonum, Navarræ, Siciliæ, Valentiæ, Majoricarum, Sardiniæ & Corſicæ, Comes Barchinonæ, Dux Athenarum & Neopatriæ, & Comes Roſſillionis & Ceritaniæ, intellexerimus nuper Illuſtriſſimum & potentiſſimum CAROLUM Ducem Burgundiæ, &c. conſanguineum & confœderatum noſtrum tanquam fratrem cariſſimum, poſt ingentiſſimos bellorum turbines, voluiſſe tandem pauliſper à præliis deſiſtere, & animum ad quietis ſtudia convertiſſe, ſtatuiſſeque inducias cum Chriſtianiſſimo Rege Francorum duraturas ad menſem Majum anni ſequentis, & pro ſua in nos amicitia ac veteri neceſſitudine inter Sereniſſimas domos noſtras, locum nobis relinqui, atque in earum celebratione nominari curaviſſe, ſi illas ingredi vellemus,

ANS de J. C. 1471. Nos, & Illustrissimus Ferdinandus Rex Siciliæ, Princeps Castellæ & Aragonum, noster carissimus primogenitus, dommodo intra mensem Septembrem hujus anni eas inducias & induciarum conditiones ratas habere, & illis velle comprehendi significaremus. Cùm verò nobis eadem sit mens mutuaque benevolentia erga præfatum Illustrissimum Burgundiæ Ducem, nec minùs studiis & voluntate, quàm sanguinis, fœderis, & ordinis vinculis eidem conjungamur, statuimus ipsis induciis interesse, & earum conditiones, pace sequestra quantum in nobis erit illæsas inviolatasque servare. Declaramus igitur & testamur tenore præsentium, nos inducias & bellorum supersessiones, de quibus ante diximus, ab Illustrissimo Duce Burgundiæ consanguineo & confœderato nostro tanquam fratre carissimo initas cum eodem Christianissimo Ludovico Rege Franciæ in mensem majum duraturas, cum illis conditionibus & pactionibus, de quibus inter ipsos cautum est, laudare, approbare, asserere, & ratas habere, veluti harum testimonio laudamus, approbamus, asserimus, & ratificamus, tam pro nobis, quam pro Illustrissimo & carissimo primogenito nostro Rege Siciliæ, Castellæ, Aragonumque Principe, atque ita verbo & fide regia promittimus & pollicemur, & juramus in potestate dilecti Secretarii nostri Antonii Geraldini Notarii publici subscripti, hæc à nobis pro omnibus quorum interfit stipulantis & recipientis, nos contra eas, earumque cautiones nec recto nec indirecto tramite facturos, aut venturos, neque ullo modo permissuros, quod quisquam aliqua ratione, causâ, vel occasione aut colore ullo, qui dici seu excogitari possit conquisito, contra faciat, veniatve, aut pacto aliquo adversetur, sub obligatione omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, dummodo illa omnia per Regem Francorum sicut per nos inviolata serventur. Mandantes harum serie ex sententia & præmeditato universis & singulis magistratibus, officialibus, & subditis nostris cujuscunque ordinis, & quavis Jurisdictione, potestate, & præeminentia fungentibus, ubique ditionis nostræ constitutis & constituendis, dictorumque officialium locatenentibus præsentibus & futuris, sub iræ nostræ & indignationis periculo, & sub debito fidelitatis, quo nobis astringuntur, quòd nostram hujusmodi induciarum laudationem, approbationem, assertionem & ratificationem, teneant penitus & observent, tenerique & observari per quoscunque omnino curent & perficiant, & caveant ulla ratione secus agi. In quorum testimonium præsentes fieri jussimus nostro communi regioque sigillo pendenti munitas, & idiographo nostro signatas. Datæ Cæsaraugustæ 10. Augusti, anno à Nativitate millesimo quadringentesimo septuagesimo primo, regnique nostri Navarræ anno quadragesimo sexto, aliorum verò regnorum quartodecimo. Signum Joannis, Dei gratia Regis Aragonum, Navarræ, Siciliæ, Valentiæ, Majoricarum, Sardiniæ & Corsicæ, Comitis Barchindnæ, Ducis Athenarum & Neopatriæ, ac etiam Comitis Rossilionis & Ceritaniæ, qui hæc omnia laudamus, approbamus, asserimus, & rata habemus. Testes sunt qui prædictis interfuerunt, venerabilis in Christo Pater F. Episcopus Majoricensis, & Guilielmus de Peralta Regens Thesaurariæ, Consiliarii ejusdem Serenissimi Domini Regis. Signum Antonii Geraldini Amerini, Secretarii Serenissimi Domini Regis, ejusdem auctoritate per omnem ejus ditionem Notarii publici, qui præmissis omnibus, una cum prænominatis testibus interfui, eaque de ejusdem Domini Regis mandato scripsi, & in publicum instrumentum redegi.

ANS de J. C.

CDLXXII.

1471.

SAVOYE, GENEVE, BRESSE ET ROMONT.

Traité de Paix entre YOLAND DE FRANCE *Ducheſſe Regente de Savoye, l'Evêque de* GENEVE, *& les Comtes de* BRESSE *& de* ROMONT *ſes Beau Freres. Fait à Chamberi, le 5. Septembre* 1471. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 414.

POur ce que pour pacifier, & mettre à bon accord & appointement les diviſions & differences qui nouvellement ſont advenuës en ce Pays de Savoye; meſmement entre Madame la Ducheſſe, & Monſeigneur l'Eveſque de GENEVE d'une part, & Meſſieurs les Comtes de BRESSE & de ROMONT d'autre. Les Bienveillants amys, & alliés, ſubjects & ſerviteurs de chacune partie, furent par Nobles hommes Pierre de Wabren Advoyer, Nicolas de Dyesbach ancien Advoyer de Berne Ro. de Wupens Chevalier & Advoyer & Jean de Praromant ancien Advoyer de Fribourg Ambaxadeurs deſdites Communités au lieu de Montmeillan faits certains appointemens du vouloir & conſentement de madite Dame le huictiéme jour d'Aouſt prochainement paſſé mil quatre cents ſeptente-un, par leſquelles eſtoit remis ce qui eſtoit à conclurre & appointer, deſdites differences, à la venuë de Monſeigneur Meſſire Tanneguy du Chaſtel Conſeiller & Chambellan du Roy noſtre Sire, Vicomte de la Belliere & Gouverneur de Rouſſillon, & à ce que luy & les Ambaxadeurs deſſuſdits en diroient & appointeroient apres ce que Monſeigneur de Comminges Mareſchal de France & Gouverneur du Daufiné, mondit Sieur le Gouverneur de Rouſſillon, Monſieur Dulude Baillif de Contantin, & François Royer Baillif de Lyon, Conſeillers & Chambellans du Roy, Ambaxadeurs envoyés de par luy; ſe ſont appliqués en cette Ville de Chambery pour les pacifications deſſuſdites, eux, & les Ambaxadeurs deſſuſdits, voulans proceder à ce dont ils avoient la charge, deſirans de tout leur cœur, mettre bonne paix, amour & union entre les parties deſſuſdites. Apres ce que tant pour la partie de madite Dame, que par leſdits Ambaxadeurs, ont eſté faites certaines ouvertures & advertiſſements, meſdits Sieurs les Ambaxadeurs & anciens des Gens du Conſeil de Madite Dame, & ceux de mondit Sieur de Breſſe enſemble du commun conſentement deſdites parties ont procedé à faire certaines concluſions & appointements, tant ſur leſdites differences, auſſi ſus la Creation nouvelle du Conſeil, & des Conſeillers, & l'ordre de la Juſtice, que ſus la Lieutenance & Gouvernement dudit Pays & de la Seigneurie, deſquels meſdits Sieurs les Ambaxadeurs avoient fait mention en certains aviſements par eux baillés en la maniere que s'enſuit. Et premierement ont dit & appointé meſdits Sieurs les Ambaxadeurs, que bonne paix, amour & union fraternelle ſeroit doreſnavant entre leſdites parties, en remettant toutes melancolies, rancunes, & deſplaiſances qui leur peuvent eſtre ſurvenuës à cauſe des diviſions deſſuſdites. Item que toutes guerres, aſſemblées de Gens d'Armes & voyes de faict en forme d'hoſtilité, ou autrement ſeront deffenduës d'un coſté & d'autre, leurs adherents, familiers & ſerviteurs. Item & que par ce moyen Meſſieurs & Dame ſeront remis enſemble ainſi qu'il a eſté dit & appointé par les Articles faits à Montmelian. Item que en procedant en ce dequoy eſtoit faite mention audit appointement de Montmelian, les Villes, Chaſteaux & Places de Chambery, & de Montmelian, ſeront dés maintenant remiſes & baillées és mains de meſdits Sieur & Dame, & ſera mis

ANS J. C. 1471. mis de par eux pour Capitaine audit Montmelian, Meſſire François, Seigneur & Comte de Grueres, Mareſchal de Savoye & les places prinſes en Vaud ſeront pareillement rendues & remiſes és mains de meſdits Sieur & Dame, ou de leurs Officiers ainſi qu'il a eſté appointé par leſdits articles de Montmelian. Item a eſté dit & appointé que pour donner ordre ou fait du Conſeil eſtroit des Officiers & de la Juſtice, meſdits Sieurs les Ambaxadeurs nommeront & éliront de preſent huit notables gens Chevaliers ou Eſcuyers de bonne & approuvée renommée, compris les deux Mareſchaux, pour eſtre & reſider avec meſdits Seigneur & Dame outre & par deſſus les autres Conſeillers ordinaires comme le Chancellier, le Maiſtre des Requeſtes, & autres, par leſquels les affaires de la Seigneurie de la Maiſon ſeront conſeillés & conduits, & ſans leſquels, ou au moins la preſence & conſentement des trois Eſleus deſſuſdits & de cinq des autres ordinaires rien ne ſe conclurra ne paſſera. En deffendant à tous Secretaires ſus peine de faux, qu'ils n'eſcrivent ou facent actes, proviſions ou Ordonnances ou dit Conſeil és matieres deſſuſdits ſi ledit nombre n'y eſt complet; & afin que deüement il en puiſſe apparoir, mettront aux Ordonnances & proviſions deſſuſdites les noms des preſents, & aſſiſtans oudit Conſeil, auquel toutesfois pourront entrer, aſſiſter & eſtre tous Meſſieurs les Freres toutefois que bon leur ſemblera, comme eſt bien raiſon. Item quand il y aura aucunes matieres de grant poids qui toucheront en general les affaires du Pays, du Domaine & de la Seigneurie, apres ce que elles ſeront deliberées par le Conſeil deſſuſdit, ſeront deputés aucuns qui en feront le rapport à madite Dame, afin que elle entende les matieres; & ſe apres ledit rapport, elle fait aucun doubte ou remonſtrance ſe rapportera derechef oudit Conſeil pour y deliberer & aviſer. Item & toutes les fois que aucuns de meſdits Seigneurs les Freres, ſoit Monſieur de Breſſe ou autres, quelque autorité qu'ils ayent, auront aucunes matieres, à mettre en deliberation pour les decider & determiner oudit Conſeil, ſoit pour eux ou pour leurs ſerviteurs, ſe abſtentiront & departiront dudit Conſeil, juſques à ce que la matiere qui les concerne ſera vuidée. Item a eſté dit & appointé que outre les Officiers deſſuſdits ſeront nommés par leſdits Conſeillers, & Conſeil, autres notables perſonnages juſques au nombre qui ſera adviſé, qui auront la totale connoiſſance du fait des Finances, tant pour en l'Eſtat chacune année ſous l'authorité que deſſus, comme pour donner & faire depeſcher tous mandemens, deſcharges, & aſſignations aux Officiers comptables & autres, pour en ouyr les comptes & en receüillir les reſtes, afin de les mettre au Threſor de mondit Sieur le Duc, pour ſoubvenir aux neceſſités & affaires extraordinaires de la Maiſon, dont la diſtribution ſera faite par madite Dame & ledit Conſeil, & non autrement. Item & quand il adviendra aucunes matieres audit Conſeil qui requerront plus grand nombre de Conſeillers que leſdits Eſleus, & nommés, ſoit par ſuſpicions allegués ou autrement, d'un commun conſentement iceux Eleus y pourront appeller tels autres Chevaliers, Eſcuyers ou Clercs qu'ils verront eſtre à faire ſelon l'exigence du cas. Item que ou Conſeil deſſuſdit les Conſeillers n'y pourront ou devront laiſſer ou faire entrer aucune perſonne autre que meſdits Seigneurs les Freres; s'il n'eſt que par eux tous, & d'un commun conſentement y ſoient appellés. Item ſeront ordonnés & appointés gages ou penſions raiſonnables aux Officiers & ſerviteurs de ladite Maiſon, & par eſpecial à ceux qui ſeront commis & deputés oudit Conſeil; & pareillement à tous les Officiers de la Juſtice, & des Finances; afin que par ce deffaut ils n'ayent matiere ou occaſion d'eſtre corrompus, prendre argent ou autres dons, & faire aucune exaction illicite autre que de raiſon; & s'il advient que aucuns deſdits Officiers ſoient treuvés faire le contraire par information legitime, ſeront par la Juſtice pugnis corporellement ou civilement par privation d'Offices ou autrement. Item a eſté dit & appointé que de toutes autres querelles ou queſtions qui peuvent dependre deſdites diviſions, ou que autrement pourroient ſourdre ou temps advenir entre les ſujets & ſerviteurs de l'une, ou de l'autre partie, & generalement de toutes les Seigneuries de mondit Seigneur le Duc & de eux, ne ſera aucunement procedé par voye de fait, mais ceux qui auront matiere de quereller ou demander aucune choſe aux autres en pourront faire leurs demandes à la Juſtice de mondit Seigneur le Duc, pour en avoir la raiſon telle qu'il appartient, en deffendant à un chacun de quelque eſtat ou condition qu'il ſoit, faire le contraire pour cauſe qui puiſſe advenir, & ce ſus peine de pugnition corporelle & confiſcation de biens, ou autre arbitraire. Item quant il y aura aucuns cas qui requerront pugnition corporelle, ou amande pecuniaire, & les criminels, & deffaillants ou autres pour eux pourchaſſeront grace, abolition & remiſſion deſdites peines, ne leur ſera donné aucune grace ou remiſſion, ſinon par la deliberation & advis de tout le Conſeil bien aſſemblé, ou des huit deſſus declairés. Item a eſté dit & appointé d'un commun conſentement deſdites parties que touchant la pacification finale deſdites diviſions, & par eſpecial le fait de la Lieutenance ou Gouvernement du Pays, ſus quoy les Ambaxadeurs deſſuſdits n'ont peu bonnement appointer, leſdites parties deſſuſdites traitteront & remettront ladite matiere au Roy, pour en eſtre dit & appointé par luy & les Ambaxadeurs de Berne, & de Fribourg, leſquelles parties promettront tenir de point en point tout ce que par eux ſera dit & appointé; meſdits Seigneurs & Dame, & pareillement mondit Seigneur de Breſſe prealablement ouys, & y envoyera Monſieur de Guyenne de ſes Gens, pour y eſtre preſents, ſi c'eſt ſon plaiſir, & pareillement Meſſieurs les Freres de mondit Seigneur le Duc, enſemble les Ambaxadeurs du Duc de Milan, & du Marquis de Montſerrat, ou ceux des deſſuſdits, qui aller ou envoyer y voudront, ſans ce toutes voyes que pour ce qu'il en ſera dit, le Roy puiſſe prendre en autre cas aucune connoiſſance en cecy, ſinon en forme d'arbitrage, & pour cette fois tant ſeulement par maniere de ſouveraineté ou autrement. Item que durant le tems que le Roy & leſdits de Berne & de Fribourg mettront à dire ce que dire voudront, madite Dame ſera & demeurera en toute telle authorité, comme elle eſtoit paravant les premieres diviſions, & pareillement mondit Seigneur de Breſſe & tous Meſſieurs ſes Freres. Item ſe le bon plaiſir du Roy eſt de prendre de ſa part la charge de la matiere deſſuſdite comme dit eſt, madite Dame & mondit Seigneur de Breſſe ſeront tenus d'aller devers luy dedans la feſte de Touſſaints prochainement venant, ou y envoyer gens de par eux, qui auront de eux toute plaine puiſſance pour beſogner en ladite matiere, & au cas que ils ou les aucuns d'iceux n'y aillent ou envoyent dedans le terme deſſuſdit, ils conſentent dés maintenant que le Roy & les Ambaxadeurs deſſuſdits puiſſent proceder à l'appointement & declaration du fait, tout ainſi comme ſe ils y eſtoient ou y euſſent envoyé. Toutesfois ſe pendant ledit terme, leſdites parties ſe pouvoient appointer, faire le pourroient, par ainſi toutes voyes que leſdits Ambaxadeurs du Roy aſſeureront madite Dame, & auſſi mondit Seigneur de Breſſe par ce preſent appointement, & promettront que le Roy ne leur fera, n'y pourra faire guerre, & ne prendre aucune alliance à l'encontre d'eux, ne dudit Pays, ou autrement avec quelque perſonne que ce ſoit, ſans y comprendre premierement mondit Seigneur le Duc & eux, & pareillement leſdits de Berne & de Fribourg. Item a eſté dit & accordé que ſe le temps advenir il ſourdoit aucun doute, queſtion ou debat

ANS J. C. 1471.

ANS de J. C. 1471. pour l'entendement & interpretation des articles desſuſdits, leſdits Ambaxadeurs ont à eux reſervé la deciſion & determination d'iceux; leſquelles choſes deſſuſdites madite Dame & Monſeigneur de Breſſe les acceptent pour eux, leurs adherens, bien-veillans, amys & alliés, promettans en parolle de Princeſſe & de Prince les entretenir, & garder de point en point, & en ſigne de vray conſentement, madite Dame, auſſi mondit Seigneur de Breſſe ont ces preſentes ſignées de leurs mains, & ſellées de leurs ſeaux, comme ont pareillement fait Meſſieurs les Ambaxadeurs. Fait, conclud, promis & paſſé au Chaſteau de Chambery en la Chambre de mondit Seigneur le Duc, le Jeudy v. jour de ce preſent moys de Septembre M. CCCC. LXXI. preſens Meſſieurs les Comtes de Geneve, de Villars & de la Chambre, Meſſieurs les Abbés d'Abondance, & du Lac de Joux, Meſſieurs les Mareſchaux de Savoye, de Grueres & de Seyſſel, Anthoine Seigneur du Lau, Jean de Coligny Seigneur d'Andeloſt, Meſſire Humbert de Montluel Seigneur de Chautagne, Bernard Seigneur de Menthon, Jean de la Baume Seigneur de Bon-Repos, Sibuet Oriol Preſident de Savoye, Meſſire Bertrand de Dorée Preſident de Genevois, Meſſire Jean de Ventes Conſeiller du Roy, Meſſire Nicod de Menton Seigneur de Montrotier, Jean du Saix Seigneur de la Baſtie, Claude Seigneur de Meſſimieu, Antoine d'Avanchey Gouverneur de Vaud, les Seigneurs de Vaſſallieu & de Corſant, Louys de Genoſt Seigneur de Chilés, Pierre Bouvart Seigneur de la Barre, Antoine Bolomier, Antoine Morel, Pierre Bolomier Maiſtre des Requeſtes.

CDLXXIII.

ANS de J. C. 1471. FRANCE ET BOURGOGNE. *Traité entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* CHARLES *Duc de Bourgogne, par lequel ils confirment les Traitez d'Arras, de Conflans, & de Peronne, &c. Fait au Château de Crotoy, le* 3. *Octobre* 1471. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 116.

CHARLES, par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du S. Empire, Seigneur de Friſe, de Salins, & de Malines: à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme pour du tout pacifier les guerres, queſtions, & differences, étans entre Monſieur le Roi & nous, aient été faites certaines ouvertures pour parvenir au bien ineſtimable de Paix finale, auſquelles ouvertures pour l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, éviter l'effuſion de ſang humain, & les maux, inconveniens, & dommages irreparables, qui pouroient avenir à cauſe de la guerre, à nous & à toute la choſe publique de nos Païs & Seigneuries, auſſi pour conſideration de la proximité de lignage, en quoi nous attenons mondit Sieur le Roi, & la ſinguliere amour que nous avons euë & deſirons avoir à lui, & à la Couronne de France, nous ſoions liberalement condeſcendus. Savoir faiſons, que nous pour les cauſes deſſuſdites, mêmement pour le grand deſir que nous avons d'entretenir noſdits Païs, Seigneuries, & ſujets, en bonne Paix & tranquillité, & que mondit Sieur le Roi & nous, puiſſions dorenavant vivre en bonne amour, union, & concorde, & pour autres grandes & raiſonnables cauſes & conſiderations à ce nous mouvans, avons de noſtre certaine ſcience & propre mouvement, & ſur ce bien conſeillez & avertis, fait, paſſé, traité, fermé, accordé & conclu, faiſons, paſſons, traitons, fermons, accordons, & concluons Paix finale avec mondit Sieur le Roi, en la forme & maniere qui s'enſuit. ANS de J. C.

Premierement, bonne, ſeure, loiale, ferme, finale & durable Paix à toûjours eſt faite, paſſée, fermée, accordée & concluë entre mondit Seigneur le Roi & nous, pour mondit Seigneur le Roi, ſes Roiaumes, Païs, Seigneuries & ſujets d'une part; & pour nous, nos Païs, Terres, Seigneuries & ſujets, d'autre part. Et ceſſeront dorenavant & à toûjours, entre mondit Seigneur le Roi & nous, ſeſdits Roiaume, Païs, Seigneuries, & ſujets, & les nôtres, toutes guerres, hoſtilitez & œuvres de fait par mer, eau douce, & par Terre, ſans ce que à l'occaſion deſdites guerres paſſées aucune choſe puiſſe être imputée ou reprochée de nous ou des nôtres, à mondit Sieur le Roi, à ſeſdits ſujets, ni autres, qui ont tenu ſon parti, ains ſeront tous les exploits de guerre faits d'une part & d'autre durant le temps deſdites queſtions & differences, tenuës & reputées pour non faites & non avenuës. 1471.

Item. Et à ce que mieux & plus convenablement ladite Paix finale ſoit inviolablement gardée & entretenuë, & que jamais guerre ou diviſion ne puiſſe venir entre nous, mais que dorenavant nous puiſſions vivre en bonne, parfaite & vraie amour, union, & concorde, mondit Sieur le Roi de ſa part, & nous de la nôtre, avons ratifié, confermé & approuvé, ratifions, confermons, & approuvons les Traitez de Paix faits à Arras entre feu le Roi Charles Pere de mondit Sieur le Roi, & feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu abſolve, auſſi le Traité de Conflans, en tant que à mondit Sieur le Roi & à nous toucher peut: & ſemblablement le Traité de Peronne, tout ainſi que ſi iceux Traitez, & tout leur contenu, étoient expreſſement & au long inſerez & incorporez en ce preſent Traité, connoiſſant & affermant deſdits Traitez, & de tout le contenu en iceux, avoir bonne & vraie ſouvenance. Et leſquels Traitez d'Arras & de Conflans, en tant que touche à mondit Sieur le Roi & à nous, & de Peronne, nous de nôtre certaine ſcience en tant que beſoin eſt, & ſans innovation ou derogation d'iceux, avons fait, Traité, conſenti & accordé, & de nouveau faiſons, contractons, conſentons & accordons avec mondit Sieur le Roi, ſous les promeſſes, ſermens, aſtrictions, peines, cenſures, & ſoumiſſions telles & ſemblables que contiennent leſdits Traitez. Et ſeront & demeureront dorenavant leſdits Traitez d'Arras & Peronne, & celui de Conflans, en tant que toucher peut mondit Sieur le Roi & nous, en leur pleine & entiere force, vigueur, vertu & valeur, en tous leurs points, articles, & choſes dedans contenuës ſelon leur forme & teneur. Et ſeront tous leſdits points & articles dudit Traité de Peronne, qui encore reſtent à executer & accomplir, fournis, executez, & accomplis par la forme, & maniere, & dedans ſemblable tems & termes contenus & declarez audit Traité de Peronne.

Item. Et par cedit preſent Traité de Paix a été dit & accordé, que mondit Sieur le Roi rendra & fera rendre réellement & de fait, à nous ou à nos gens Commis & Deputez, les Cités & Villes d'Amiens & Saint-Quentin, emſemble les Prevôtez de Vimeu, Foulloy, en Beauvoiſis, & leurs appartenances & dépendances quelconques, & generalement tout ce qui auroit été ſur nous pris, occupé & ſouſtrait depuis un an en çà, en quelque maniere & par qui que ce ſoit, de toutes les Terres à nous tranſportées par leſdits Traitez de Conflans & Peronne, pour en joüir par nous avec les autres Villes, Places, Terres, & Seigneuries par mondit Seigneur le Roi à nous tranſportées par leſdits Traitez de Conflans & Peronne, par la forme, maniere, nature, état & condition contenus & declarez eſdits Traitez de Conflans & Peronne, & ſelon le tranſport, qui par iceux Traitez nous en a été

fait

NS fait par mondit Sieur le Roi. Et pareillement nous
.C. rendra & fera rendre reellement les Villes, Places,
71. Prevôtez, Terres, & Seigneuries de Roye & Mondidier, & leurſdites appartenances & dépendances, & auſſi ce qui auroit été pris de la Prevôté de Peronne, pour en joüir & le tout tenir & poſſeder en tels & ſemblables droits, prerogatives, rentes, revenus, profits, & émolumens, & en la propre maniere & état, que faiſions paravant icelles diviſions. Et ſi aucunes deſdites Villes, Places, Terres, ou Seigneuries nous avoient été ſouſtraites depuis un an en çà, mondit Sieur le Roi les nous fera ſemblablement reſtituer & rendre pour en joüir comme paravant. Et au regard des Places, Villes, Châteaux, & Forteresſes des Duché, Comté, & Païs de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, Auxerrois, & de Liege, que mondit Sieur nous a fait rendre & reſtituer, nous en joüirons, enſemble de leurs appartenances & dépendances quelconques, & de tout ce que eſdits Duché, Comté & Païs auroit été empêché, tout ainſi que faiſions paravant leſdites queſtions & diviſions, & ſans difference aucune.

Item. Et au regard de tous les biens meubles, quels qu'ils ſoient, pris & occupez par ceux de l'un des partis ſur l'autre, ou donnez par mondit Sieur le Roi ou nous, auſſi pris & occupez, & des profits, revenus, & émolumens des Terres, Seigneuries, rentes, & heritages, qui auroient été pris, perçûs, levez, & reçûs par ceux de l'un parti ſur l'autre, n'en ſera jamais fait queſtion ou demande en jugement ni dehors, ni auſſi des dettes, qui ont été levées ou reçûës, ou qui ont été données, cedées, remiſes, ou quitées par mondit Sieur le Roi, ou nous; & n'en pouront ceux à qui leſdits biens, meubles, dettes, profits, & émolumens deſdites Terres, Seigneuries, rentes & heritaiges competoient & apartenoient, faire aucune queſtion ou demande par juſtice, ou autrement, ni quelque choſe à reprocher, quereller, ou demander.

Item. Par cedit preſent Traité de Paix a été & eſt accordé & conclu, que tous les ſujets & ſerviteurs d'une part & d'autre, ſeront pleinement & entierement reſtituez en toutes leurs Terres, Seigneuries, heritages, rentes heritables & viageres, & generalement en tous les heritages, poſſeſſions, & biens immeubles quiconques, en l'état qu'ils ſont de preſent; auſſi en leurs biens meubles étans en nature de choſe ſur les lieux de leurſdites Seigneuries & heritages, & aux arrerages qui ne ſeront point levez de Terres, Seigneuries, rentes heritables & viageres, & revenus quelconques, & s'en pouront enſaiſiner, & eux mettre en poſſeſſion & ſaiſine de leur plein chef, & ſans aucune ſolemnité ou miſere de juſtice, & en joüir pleinement & paiſiblement, enſemble deſdits biens meubles étans en nature, ſi aucuns en ſont par eux trouvez ſur les lieux de leurſdites Terres, Seigneuries, & heritages, & deſdits heritages non levez, comme dit eſt, ſans aucun contredit, debat, ou empêchement quelconques, tout ainſi qu'ils faiſoient, ou euſſent pû faire auparavant leſdites diviſions dernieres paſſées.

Item. A été & eſt accordé, que toutes choſes faites, commiſes, perpetrées, ou aucunes durant leſdites guerres, queſtions, & differences dernieres paſſées par ceux de l'un parti ſur l'autre, en quelque maniere, ni pour quelconque cauſe qu'elles aient été faites, ſont remiſes, quitées, pardonnées & abolies d'un côté & d'autre, tout ainſi que ſi jamais n'avoient été faites, commiſes, ou perpetrées, & ſans qu'aucune action ou pourſuite en puiſſe être faite ou intentée de l'un à l'autre en jugement ou dehors ni qu'aucun en puiſſe être arreſté, detenu, ou empêché en corps, ni en biens, d'office de juſtice, ni autrement, en quelque forme ou maniere, ni pour quelconque cauſe ou occaſion que ce ſoit.

Item, & que pour ce que à l'encommencement ANS
deſdites dernieres queſtions & differences, furent fai- de J. C.
tes défenſes de par mondit Seigneur le Roi, à tous ſes 1471.
ſujets, de non communiquer marchandement, ni autrement en nos Païs, Terres, & Seigneuries, & pareillement le fiſmes à tous nos ſujets, a été accordé & conclu, que toutes leſdites défenſes d'une part & d'autre, ſont abolies, annullées, & miſes du tout au neant; & pouront tous les ſujets & ſerviteurs d'une part & d'autre, aller, marchander, & communiquer les uns avec les autres pour toutes leurs marchandiſes enſemble ou ſeparement, & tous leurs autres affaires quelconques, aller en toutes les Villes, Païs, Places, Terres, & Seigneuries de mondit Sieur le Roi, & de nous, par tout ailleurs où bon leur ſemblera, par mer, eaües douces, & par Terre, tout ainſi qu'ils faiſoient paravant leſdites défenſes, queſtions, guerres, & differences.

Item, pour ce qu'il eſt à douter, que pendant leſdites queſtions & differences aucuns arreſts, ſentences, jugemens, deffauts, congez, & autres exploits de juſtice, aient été faits ou donnez par la Cour de Parlement, ou autres Juſticiers & Officiers de mondit Sieur le Roi, à l'encontre d'aucuns nos ſerviteurs & ſujets, qui du commencement deſdites guerres ſe ſont declarez tenir nôtre parti contre lui, & pareillement par nos Juſticiers & Officiers, à l'encontre d'aucuns des ſujets ou ſerviteurs de mondit Sieur le Roi, qui du commencement d'icelles guerres ſe ſont declarez tenir ſon parti, a été & eſt Traité & Accordé, que tous leſd. arreſts, ſentences, jugemens, deffauts, congez, condamnations, & autres exploits de juſtice, qui pendant & durant leſdites queſtions & differences ont été ou ſeront donnez & prononcez par la Juſtice de mondit Sieur le Roi contre noſdits ſujets ou ſerviteurs, & pareillement par nôtre juſtice contre leſd. ſujets ou ſerviteurs de mondit Sieur le Roi, ſoit par deffaut, coutumace, non comparence, ou autrement, en quelque maniere que ce ſoit, juſqu'au tems de la publication de cette preſente Paix finale, ſeront & demeureront de nul effet & valeur, tout ainſi que s'il n'en avoit été aucune choſe dite, ſententiée, jugée, & prononcée, & ſeront receües les parties contre leſquelles leſdits arreſts, ſentences, jugemens, condamnations, défauts, congez, ou autres exploits de juſtice auroient été ainſi donnez & prononcez, à elles deffendre ou agir en jugement & dehors, tout ainſi qu'elles pouvoient faire auparavant leſdites dernieres queſtions & differences; & dés à preſent ſont remiſes au propre point & état qu'elles étoient paravant l'encommencement d'icelles.

Item, & ſeront compris en cedit preſent Traité de Paix les Alliez d'une part & d'autre, qui y voudront être compris, auquel cas ſi compris y veulent être, ils ſeront tenus d'en faire declaration par leurs lettres patentes dedans un an prochainement venant; & ſeront tenus mondit Sieur le Roi & nous, ſignifier l'un à l'autre ceux qui auront fait ladite declaration & nomination, dedans deux mois aprés ledit an paſſé, & en ce faiſant ils joüiront de l'effet de ce preſent Traité de Paix: & au cas que aucune declaration ou nomination n'en ſeroit faite, ſi ſera ou demeurera neanmoins ce preſent Traité de Paix en ſa force & vertu, ſelon ſa forme & teneur, & mondit Sieur le Roi & nous entiers en nos alliances. Toutes leſquelles choſes deſſuſdites & chacune d'icelles nous avons jurées & promiſes, jurons, & promettons par la foi & ſerment de nôtre corps, en parole de Prince, ſur nôtre honneur, & ſur l'hipoteque & obligation de tous nos biens, meubles & immeubles, preſens & futurs, & ſur les meſmes peines, aſtrictions, cenſures, & obligations contenuës & declarées és lettres deſdits Traitez d'Arras, Conflans, & Peronne, & en chacune d'icelles, garder, tenir, obſerver, & entretenir, & faire garder, tenir, & obſerver inviolablement,

ſans

ANS de J. C. 1471. sans enfreindre en quelque forme ou maniere, ni pour quelconque cause ou occasion que ce soit, ou pût être. Et d'abondant, quant à ce nous soumettons aux censures Ecclesiastiques, lesquelles nous voulons & consentons en cas de contravention, que Dieu ne veuille, être contre nous promulguées par nôtre Saint Pere le Pape, ou par tels Legats, Archevêques, Evêques, ou autres Juges Ecclesiastiques quelconques; c'est à savoir, d'excommuniement, agravation, reagravation, interdit, anatematization, & par toutes autres plus fortes censures & fulminations, que Monditsieur le Roi voudra requerir & dés à present nous en tenons & reputons pour admonestez les premiere, seconde, tierce & quatre fois d'abondance. Et quant à ce renonçons par exprés à tous Privileges papaux, par lesquels l'on ne pouroit proceder contre nous par sentence d'excommuniement, & à tous Privileges, & autres choses quelconques; qui pouroient retarder ou empêcher le plein & entier effet, ou execution de cesdites presentes; & voulons, consentons, & nous plaît, que audit cas de contravention l'on puisse proceder à l'encontre de nous par lesdites censures, tout ainsi que l'on pouroit faire contre une privée & particuliere personne, non aiant privilege quelconque. Si donnons en mandement à nos tres-chers & feaux Chancelier & gens de nôtre Grand Conseil, aux Gens qui tiendront nos Parlemens de Bourgogne, à nos President & Gens de nôtre Grand Conseil, & de nos Comptes à Dijon, & à nos Baillifs, & autres Justiciers & Officiers de nos Duché & Comtez de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, & Auxerrois, à nos President & Gens de nôtre Conseil, & de nos Comptes en Brabant, residens en nôtre Ville de Bruxelles, à nos Gouverneur & Gens de nôtre Conseil en nos Païs & Duché de Luxembourg & Comté de Chiny, à nos President & Gens de nôtre Chambre de Conseil en Flandres, residens en nôtre Ville de Gand, à nôtre Grand Bailli de Hainaut, & Gens de nôtre Conseil à Mons, à nos Senéchaux de Boullenois & de Pontieu, à nôtre Bailli d'Amiens, à nôtre Gouverneur d'Arras, & à tous nos Baillis d'Artois, à nôtre Gouverneur de Peronne, Mondidier, & Roye, à nos Lieutenant & Gens de nôtre Conseil ordonnez en nos Païs de Hollande, Zelande & Frise, residens à la Haye, à nos Lieutenant de Liege, & Gouverneur de nôtre Comté de Namur, & à tous nos autres Baillifs, Justiciers & Officiers, que ce peut & poura toucher, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux endroit soi, que cesdites presentes ils enregistrent, & publient ou fassent enregistrer & publier par tout ou métier sera, és lieux & places en tel cas accoutumez, & icelles en tous leurs points & articles gardent, entretiennent, & observent, & fassent garder, entretenir, & observer à toûjours, selon leur forme & teneur, sans faire ou aller, ni souffrir faire ou aller au contraire, en quelque maniere que ce soit; & pour ce que de cesdites presentes l'on poura avoir à faire en plusieurs & divers lieux, voulons en outre & nous plaît, que aux vidimus d'icelles, faits sous les sceaux de Monditsieur le Roi ou de nous, ou signées par l'un des Notaires & Secretaires d'icelui Monsieur le Roi, ou par l'un de nos Secretaires, pleine soi soit ajoûtée comme à ce present original. En têmoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes, & icelles avons signées de nôtre main. Donné à nôtre Chastel du Crotoy le 3. jour d'Octobre, l'an de grace 1471. Sur le repli est écrit, par Monseigneur le Duc. Signé, Gros. Et scellé d'un grand sceau de cire rouge pendant à double bande de parchemin.

CDLXXIV.

ANS de J. C. 1471.

Articles de ce qui a été promis par les Etats de L'EMPIRE *à* FERDINAND III. *Empereur, à la Diéte de Ratisbonne, en l'an* 1471. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 430.

L'EMPEREUR ET L'EMPIRE.

BArbaris Muhametanis in Austriam usque excurrentibus Imp. FRID. III. Comitia indixerat Ratisbonam, ubi Status IMPERII maxima etiam comparuerunt frequentia, quibuscum varia de futura expeditione contra Turcas acta & decreta sunt, & hic tandem factus inter Imp. & Proceres ac Principes Recessus: 1. Unanimi Principum ac Statuum consensu conclusum est, ut Friderico III. 10000. milites, equites ac pedites armis ac tormentis instructi, in subsidium contra barbaros mitterentur. 2. Hi omnes sub Cæsareo Duce supremo ad arces limitaneas Hungariæ ocius contenderent. 3. Consiliarii Imperiales eligerentur: quorum consiliis dirigerentur. 4. Omnes viæ publicæ securitatem haberent ad vina, esculenta, ac commeatus advehendos: item varii generis merces: 5. Quas & ex Foro Julio procuraret Cæsar, mediocri ac parabili pretio. 6. Si urgerentur à barbaris hæc auxilia Imperii, Cæsar iis subvenire teneretur. 7. Copias auxiliares suas unusquisque Principum ac Statuum in tres annos alere teneretur. 8. Imperator ipse, quas contra barbaros paratas habeat vires, significaret. 9. Omne interim bellum in Germaniâ cessaret. 10. Si opus sit, etiam Regum Christ. auxilia peterentur. 11. Hæ copiæ auxiliares optima fide defenderentur, nec hosti temerè conterendæ offerrentur. 12. Principes Consiliarii pro exercitus commodo sese obstringerent jurejurando. 13. Papa Romanus intra illud triennium plenam indulgentiam omnibus pœnitentibus præberet, eamque ex absolutione redemptam pecuniam adversus barbaros expendere non recusaret; nec minus in omnibus regionibus Crucem prædicari juberet. (Qui autem Cruce insigniri cuperent, suis sumptibus armati militare promitterent.) 14. Ad Regem Franciæ & Ducem Burgundiæ, Imperii nomine, insignis mitteretur Legatio, ut aut ipsi veniant, aut auxilia mittant; Item Regis Daniæ Legatus Ratisbonæ præsens, de iisdem auxiliis solicitaretur, ut & Rex Hungariæ, qui si Cæsarem urgeri ab hostibus contingeret, suo exercitu eum liberare promitteret. 15. Navales quoque copiæ ex Italia paratæ essent. 16. Moneta commerciis apta distribuetur. 17. Populus ibique ad jejunia & supplicationes sub pœnâ compelleretur. 18. De pecuniâ publicâ huic conditioni destinatâ, certò caveretur; viri boni, collectores & œconomi ordinarentur. 19. Denique ab hâc de collectâ publicâ nec Judæi, nec ordines Mendicantium liberi essent. Tandem 20. Statuum Legationes suas exceptiones adjungunt.

CDLXXV.

ANS de J. C. 1473.

Ratification faite par LOUIS XI. *Roi de France, de la prolongation de la Trêve qui avoit été conclue en son nom par ses Commissaires, avec ceux de* CHARLES *Duc de Bourgogne, donnée à Senlis, le premier Mars* 1473. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 121.

FRANCE ET BOURGOGNE.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme par nos autres lettres patentes, & pour les causes contenuës en icelles, nous aions commis

S mis & Deputez nos amez & feaux Pierre Doriole,
C. Chevalier, Seigneur de Loire en Aunix, Chancelier
73. de France; Triſtan, Evêque d'Aire; nos chers & amez Couſins Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand-Maiſtre d'Hôtel de France; Georges de la Trimoüille, Seigneur de Craon nôtre premier Chambellan, Chevalier de nôtre Ordre; nos amez & feaux Conſeillers Maiſtres Guillaume Compaing, Archidiacre en l'Egliſe d'Orleans, Guillaume de Paris, & Nicole Bataille tous nos Conſeillers, pour beſongner avec les Ambaſſadeurs, Commis & Deputez de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Duc de Bourgogne, ſur la pacification des differences & queſtions, qui à preſent ſont entre nous, en laquelle pacification, concluſion n'a encore pû être priſe aux journées qui ont été tenuës durant la Treve, qui à preſent à cours entre nous & nôtredit Frere & Couſin, & qui encore dure juſqu'au premier jour d'Avril prochain venant; par quoi & pour pouvoir parvenir à ladite paix ait été aviſé être expedient, & neceſſaire de faire abſtinence de guerre, prolonger & continuer ladite Treve dudit premier jour d'Avril juſqu'au quinzieme jour de Mai prochain venant. Laquelle abſtinence de guerre & continuation de ladite Treve, ait été faite, accordée & concluë par noſdits Commis & Deputez deſſus nommez, avec les Commis & Deputez de nôtredit Frere & Couſin de Bourgogne, ainſi qu'il apert plus à plein par les lettres ſur ce faites & baillées par noſdits Commis, deſquelles la teneur s'enſuit. Pierre Doriole, Chevalier, Seigneur de Loire en Aunix, Chancelier de France; Triſtan, Evêque d'Aire; Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand-Maiſtre d'Hôtel de France; Georges de la Trimoüille, Seigneur de Craon, premier Chambellan du Roi nôtre Seigneur; Guillaume Compaing, Archidiacre en l'Egliſe d'Orleans; Guillaume de Paris, & Nicole Bataille, tous Conſeillers du Roi nôtre Seigneur de par lui commis & Deputez, & aians pleine & entiere puiſſance de faire traiter, paſſer, conclure, & accorder les choſes qui s'enſuivent, ainſi qu'il apert plus à plein par les lettres patentes dudit Seigneur, leſquelles ſont ci-dedans incorporées.

A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme par le moien de Monſeigneur le Duc de Bretagne certaines Treves aient été par ci-devant traitées, faites, & concluës entre le Roi noſtredit Seigneur, & Monſeigneur le Duc de Bourgogne, leurs Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, durant juſqu'au premier jour d'Avril prochain venant icelui inclus, pour pendant icelles ouvrir, traiter & pratiquer moiens pour pacifier, accorder, & mettre à bonne paix & union les queſtions, diviſions, & differences étans à preſent entre le Roi noſtredit Seigneur & Monditſeigneur de Bourgogne, durant laquelle Treve aucunes journées aient été tenuës, tant en la Ville de Senlis, que dernierement en celle de Compiegne, entre nous, & autres Commis & Deputez de par le Roi nôtredit Seigneur. Et Reverend Pere en Dieu Meſſire Ferry de Cluni, Evêque de Tournay; Meſſire Philipes de Croy, Chevalier, Comte de Cymay; & Maiſtre Artus de Bourbon, Protonotaire du Saint Siege Apoſtolique, & autres Commis & Deputez de Monditſeigneur de Bourgogne. Auſſi aient auſdites journées été preſens Reverend Pere en Dieu Meſſire Vincent, Evêque de Leon; Jean de Coëtgmen, Seigneur dudit lieu, Grand-Maiſtre d'Hôtel de Bretagne; Euſtache de Leſpinay, Ecuier Seigneur de Trient, Chambellan; & Maiſtre Nicolas de Hermeno, Procureur General, Commis & Deputez de Monditſeigneur le Duc de Bretagne comme Mediateurs, pour aider à la concluſion deſdites matieres; auſquelles journées l'on n'ait encore pû faire ni prendre concluſion ſur la pacification deſdites queſtions & differences, par quoi veu que ladite Treve qui à preſent à cours, ne dure que juſqu'audit premier jour d'Avril prochainement venant, dedans lequel tems ne ſeroit bonnement poſſible de bien beſogner, & prendre concluſion ſûr le fait de ladite paix & pacification deſdites differences, ſoit beſoin de prolonger encore par aucun tems ladite Treve, pour pendant icelle pouvoir plus amplement traiter & pratiquer les moiens de ladite paix, & apaiſement deſdites differences. Savoir faiſons, que nous par vertu du pouvoir à nous donné par le Roi nôtredit Seigneur, avons pour & au nom de lui avec leſdits Meſſire Ferry de Cluni, Evêque de Tournay; Meſſire Philippes de Croy, Comte de Cymay; & Maiſtre Artus de Bourbon, Protonotaire, Ambaſſadeurs, Commis & Deputez de Monditſeigneur de Bourgogne aians puiſſance de lui, fait, accepté, pris, conclu & accordé, & par ces preſentes faiſons, acceptons, prenons, concluons & accordons pour & au nom du Roi nôtredit Seigneur, abſtinence de guerre & continuation de ladite Treve depuis ledit premier jour d'Avril prochain venant, juſqu'au quinzieme jour de Mai aprés enſuivant ledit jour inclus, tout ainſi & par la forme & maniere, & ſelon les clauſes & conditions contenuës, miſes & apointées en ladite Treve qui à preſent à cours, & dure juſqu'audit premier jour d'Avril prochain venant; & ſont dés à preſent en icelle abſtinence de guerre & continuation de Treve, qui preſentement a été par nous prolongée juſqu'audit quinzieme jour de Mai, compris tous les Alliez d'une part & d'autre, qui ſont compris en ladite Treve qui preſentement a cours: & ſeront tenus les conſervateurs nommez d'une part & d'autre en ladite Treve qui encore à cours, faire proceder, exploiter, & beſogner ſur les entrepriſes qui ſe ſont faites, & ſeroient au prejudice d'icelle Treve, tant du tems paſſé que durant le tems de cette preſente prolongation, tout ainſi & par la forme & maniere qu'ils pouroient, & peuvent faire par les lettres de ladite preſente Treve durant, juſqu'au premier jour d'Avril prochainement venant. Laquelle abſtinence de guerre; prolongation, & continuation de Treves, & autres choſes deſſus declarées, nous avons promis & promettons pour & au nom du Roi nôtredit Seigneur faire garder, accomplir, & entretenir inviolablement pour la part d'icelui Seigneur, & icelle prolongation de Treve faire publier par tout où il appartiendra dedans la fin du mois de Mars prochainement venant, & auſſi de bailler dedans le huitieme jour d'Avril auſſi prochainement venant, lettres patentes du Roi nôtredit Seigneur, bonnes & valables de ratification & confirmation de ladite abſtinence de guerre, prolongation de Treve, & autres choſes deſſuſdites, en baillant auſſi lettres patentes de Monditſeigneur de Bourgogne de ratification & confirmation des choſes deſſuſdites, en forme deuë & valable. S'enſuit la teneur des lettres du pouvoir à nous donné par le Roi nôtredit Seigneur.

ANS de J. C. 1473.

Louis par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme par le moien de nôtre tres-cher, & tres-amé Neveu & Couſin le Duc de Bretagne, certaine Treve ait par ci-devant été priſe entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Frere, & Couſin le Duc de Bourgogne, laquelle dure encore juſqu'au premier jour d'Avril prochainement venant, pour pendant icelle pouvoir traiter, & pratiquer la pacification des queſtions & differences étans entre nous, durant laquelle Treve aient été tenuës certaines journées, tant en nôtre Ville de Senlis, que dernierement en nôtre Ville de Compiegne, & à icelles journées aions envoié nos Commis & Deputez, c'eſt à ſavoir, nos amez & feaux Pierre Doriole, Chevalier, Seigneur de Loire en Aunix, Chancellier de France; Triſtant, Evêque d'Aire; nos chers & amez Couſins Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand Maiſtre d'Hôtel de France; Georges de la Trimoüille, Seigneur de Craon

ANS de J. C. 1473.

Craon, nôtre premier Chambellan; & nos amez & feaux Maiſtre Guillaume Compaing, Archidiacre en l'Egliſe d'Orleans, Guillaume de Paris & Nicole Bataille, tous nos Conſeillers. Et auſſi y ait nôtredit Frere & Couſin de Bourgogne envoié Maiſtre Ferri de Cluny, Evêque de Tournay; Philippes de Croy, Chevalier, Comte de Cymay ſon Chambellan; & Maiſtre Artus de Bourbon, Protonotaire du Saint Siege Apoſtolique, ſes Conſeillers par lui Commis & Deputez. Et ſemblablement nôtredit Neveu & Couſin de Bretagne y ait envoié de par lui l'Evêque de Leon; Jean, Seigneur de Coëgmen ſon Grand Maiſtre d'Hotel; Euſtache de Leſpinay, Seigneur de Trient; & Maiſtre Nicolas de Hermeno, Procureur General de Bretagne, ſes Conſeillers, Commis & Deputez, pour aider comme Mediateur au fait de ladite pacification, ſur quoi auſdites journées n'a pû, & ne pouroit encore bonnement être priſe concluſion dedans ledit premier jour d'Avril prochainement venant, auquel faut & expire ladite Treve qui à preſent à cours; & à cette cauſe ait été expedient de faire abſtinence de guerre, continuer & prolonger ladite Treve juſqu'à quelques tems, pour pendant icelui pouvoir plus amplement traiter & pratiquer les moiens de venir à bonne paix & union ſûr leſdites queſtions & differences; laquelle abſtinence de guerre, continuation & prolongation de Treve, ne ſe pouroit faire ſans y commettre gens notables, & de grande autorité, ſurs & feables à nous, pour icelle accepter, prendre, & conclure avec les Commis & Deputez de nôtred. Frere, & Couſin de Bourgogne. Savoir faiſons, que nous pour honneur & reverence de Dieu nôtre Createur pour eſquiver l'effuſion de ſang humain, & autres maux, inconveniens & dommages qui à cauſe de la guerre peuvent avenir, deſirant de tout nôtre cœur la pacification deſdites differences, dûement acertenez, & confians entierement des ſens, prudence, loiauté, prudhommie, experience, bonne conduite, & diligence des deſſuſdits Pierre Doriole, nôtre Chancelier; Triſtan, Evêque d'Aire; Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin; Georges de la Trimoüille, Seigneur de Craon; Maiſtres Guillaume Compaing, Guillaume de Paris, & Nicole Bataille, iceux avons Commis & Deputez, commettons & deputons, & par ces preſentes leur avons donné plein pouvoir, autorité, mandement, & commiſſion ſpeciale d'accorder, accepter, prendre, & conclure avec leſdits Maiſtre Ferri de Cluny; Philippes de Croy, Comte de Cymay; & Maiſtre Artus de Bourbon, Commis & Deputez de nôtredit Frere, & Couſin, abſtinence de guerre; & prolongation de ladite Treve, ou autre Treve, traiter & faire de nouvel entre nous, & nôtred. Frere & Couſin de Bourgogne, ainſi pour tel tems, & par la forme & maniere qu'ils verront être à faire, & de bailler leurs lettres patentes des choſes, qui entre eux ſeront accordées & concluës, & generalement de faire tout ce que faire pourions ſi y étions preſent en nôtre perſonne. Leſquelles lettres, & tout ce qui par noſdits commis ſera fait, accordé, & conclu, nous promettons de bonne foi en parole de Roi, & ſur nôtre honneur, tenir, garder, & accomplir de point en point, ſans jamais faire ni ſouffrir au contraire, directement ou indirectement en maniere que ce ſoit, & en bailler nos lettres patentes de confirmation, ratification & aprobation en forme bonne, deuë, & valable, en dedans le tems qui ſera par noſdits Commis, & Deputez conſenti & accordé. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné à Senlis le vint-ſixieme jour de Fevrier, l'an de grace mille quatre-cens ſoixante-treize, & de nôtre regne le treizieme. Ainſi ſigné, par le Roi, Pechot. En témoin de ce nous Commis & Deputez de par le Roi nôtredit Seigneur deſſus nommez, avons ſigné ces preſentes de nos mains, & fait ſceller des ſceaux de nous Chancelier, Evêque d'Aire, Comte de Dammartin, & Seigneur de Craon deſſus nommez. Donné à Senlis le dernier jour de Fevrier, l'an mille quatre-cens ſoixante-treize. Ainſi ſigné P. Doriole, T. Evêque d'Aire, A. de Chabannes, Craon, G. Compaing, G. de Paris, N. Bataille. Savoir faiſons, que nous pour honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, pour eſquiver l'effuſion de ſang humain, & autres maux & dommages, qui par la guerre peuvent avenir, deſirant de tout nôtre cœur la pacification deſdites differences, ladite abſtinence de guerre, continuation & prolongation de Treve accordée, faite, acceptée, priſe, & concluë par noſdits Commis juſqu'audit quinzieme jour de Mai prochainement venant, ledit jour inclus, & leſdites lettres deſſus tranſcrites par eux ſur ce baillées avec tout l'effet & contenu d'icelles, avons eû, & avons agreables, & icelles avons loüé, ratifié, confirmé, & aprouvé, & par la teneur de ces preſentes, loüons, ratifions, confirmons, & aprouvons, promettant en bonne foi ſur nôtre honneur, & en parole de Roi, garder, tenir, faire, accomplir, & obſerver de point en point le contenu eſdites lettres, ſelon leur forme & teneur, ſans faire, ni venir encontre. Et pour ce que de ces preſentes l'on poura avoir à faire en pluſieurs & divers lieux, nous voulons, que au vidimus d'icelles fait ſous le ſcel roial, foi ſoit ajoûtée comme à ce preſent original. En témoin de ce nous avons ſigné ceſdites preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné à Senlis, le premier jour de Mars, l'an de grace 1473. & de nôtre regne le treizieme. Signé, Louïs. Et ſur le repli: Par le Roi, Pechot.

ANS de J. C. 1473.

CDLXXVI.

Contract de (a) *Mariage entre* CHARLES DE SAVOYE; *depuis Duc de ce Pays I. du nom, &* LOUYSE DE SAVOYE *ſa Couſine, fait à Annecy, le* 10. *Avril*, 1473. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 432.

SAVOYE.

(a) Ce Mariage ne s'accomplit pas dans la ſuite; mais Charles épouſa Blanche de Montferrat, fille de Guillaume Marquis de Montferrat.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, Amen. Anno Domini milleſimo quatercenteſimo ſeptuageſimo tertio, Indictione ſexta cum eodem anno ſumpta, die verò decima menſis Aprilis, hujus præſentis inſtrumenti tenore cunctis fiat manifeſtum. Quod cùm pro conſervatione amoris, fœderis & amicitiæ, ac manutentione Status Inclytæ Domus Sabaudiæ proque utilitate & quiete Reipublicæ & ſubditorum totius Patriæ tractatum fuerit de ſponſaliis & Matrimonio contrahendis inter *Illuſtrem Dominum* CAROLUM DE SABAUDIA *ſecundo-genitum fœlicis recordiæ Illuſtriſſimi Principis Domini noſtri metuendiſſimi Amedei Ducis Sabaudiæ nuper defuncti ex Illuſtriſſima Principiſſa Domina noſtra metuendiſſima Domina Yolant primogenita & ſorore Sereniſſimorum Chriſtianiſſimorumque Francie Regum Duciſſa Sabaudiæ ejus quondam conjuge ſuſceptum* ex una parte, & *Illuſtrem Domicellam* LOYSIAM DE SABAUDIA *primogenitam Illuſtris Principis Domini noſtri Domini Janus de Sabaudia Comitis Gebennarum, Baronis Foucigniaci & Bellifortis ac Ugine Fabricarum & de Gordanis Domini, ex Illuſtri Domina Helena de Lucemburgo Comitiſſa Gebennarum ejus conjuge*, habitam ex alia parte. Hinc eſt quod in noſtrum Humberti Grueti & Petri de Thuriaco Notariorum publicorum Ducaliumque Sabaudiæ & præfati Domini noſtri Comitis Secretariorum ac ſubnominatorum Teſtium præſentia conſtituti perſonaliter & exiſtentes propter infraſcripta peragenda præfatus Illuſtris Dominus noſter Dominus Janus Comes Gebennarum agens in hac parte ſuo & dictæ Illuſtris Filiæ ſuæ nominibus

minibus hinc; nec non spectabilis & potens vir Antonius de Orliato Dominus Sancti Innocentii, Gubernatorque Niciæ & terræ Provinciæ sibi adjacentis, ac Reverendus Dominus Anton. Lamberti Decretorum Doctor Decanusque Sabaudiæ ac Cantor Ecclesiæ Gebenn. Ambassiatores & Procuratores ad hæc deputati per supranominatam Illustriss. Principissam Dominam nostram Ducissam Sabaudiæ agentem equidem in hac parte suo & Illustris Domini Caroli ejus Filii nominibus indè de suo procuratorio hujusmodi edocentes literis patentibus ab ipsa Illustrissima Domina nostra emanatis, datis Vercellis die tertia mensis hujus Aprilis. Qui quidem Illustris Dominus noster Comes ac Ambassiatores & Procuratores procuratorio nomine ejusdem Illustrissimæ Dominæ nostræ insequendo voluntatem illius ac formam Ambassiatæ eis commissæ vigore & prætextu facultatis attributæ gratis & eorum spontaneis voluntatibus contraxerunt & contrahunt ad invicem sponsalia pro & nomine dictorum Illustrium Caroli & Loysiæ absentium singula singulis debitè referendo. Promittentes ipsi Domini Ambassiatores & Procuratores per juramenta sua super Sanctis Dei Evangeliis corporaliter præstita in animam ejusdem Illustrissimæ Dominæ nostræ Ducissæ, ac sub obligatione expressa & hypotheca omnium & singulorum bonorum mobilium & immobilium ipsius Dominæ dotalicii seu douarii, Parafernalium, & adventitiorum omniumque jurium & actionum suarum præsentium & futurorum quoruncumque procurare cum effectu & sine defectu; quòd præfatus Illustris Dominus noster Carolus de Sabaudia quàm primum ad annos devenerit pubertatis, accipiet in ejus Uxorem & Sponsam legitimam præfatam Illustrem Domicellam Loysiam de Sabaudia, ipsamque in facie Sanctæ Matris Ecclesiæ desponsabit & cum ea contrahet Matrimonium, & prælibatus Illustris Dominus noster Comes Gebennarum pro se & suis hæredibus & successoribus quibuscumque promittit per juramentum suum ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum & sub expressa obligatione & hipotheca omnium & singulorum bonorum suorum mobilium & immobilium præsentium & futurorum quoruncumque similiter procurare cum effectu & sine defectu; Quòd prælibata Illustris Domicella Loysia ejus Filia accipiet in ejus Virum & Sponsum legitimum, ac in facie Sanctæ Matris Ecclesiæ desponsabit præfatum Illustrem Dominum Carolum, quam primum ad annos pervenerit pubertatis & cum ipso Matrimonium contrahet. Quibus sic actis, ipse Illustris Dominus noster Dominus Janus de Sabaudia Comes præfatus consideratione & contemplatione hujusmodi sponsalium & Matrimonii contrahendi pro se, & suis prædictis dat, donat & constituit prælibato Illustri Domino nostro Carolo, licet absenti, nobis tamen Notariis publicis suprà nominatis stipulantibus & recipientibus vice, nomine & ad opus ejusdem Domini nostri Caroli, suorumque hæredum & successorum quoruncumque ac omnium & singulorum quorum interest & interesse poterit quomodolibet in futurum in dotem, pro dote nomineque & ex causa dotis præfatæ Illustris Loysiæ ejus Filiæ videlicet quinquaginta millia florenorum auri parvi ponderis valente quolibet floreno duodecim denarios grossæ monetæ in Patria Sabaudiæ cursalis, & ulterius prælibata Illustris Domina nostra Domina Helena de Lucemburgo Comitissa Gebennarum ibidem præsens & ad infrascripta peragenda in nostrum Notariorum prædictorum & testium subnominatorum præsentia personaliter constituta gratis & ejus spontanea voluntate pro se & suis hæredibus & successoribus quibuscumque, de authoritate tamen, licentia & consensu prælibati Illustris Domini nostri Comitis ejus Viri ibidem præsentis & authoritatem præbentis, contemplatione equidem prænarratorum sponsalitiorum & Matrimonii futuri, Dat, donat & constituit præfato Illustri Domino Carolo, licet absenti ut suprà, nobis tamen dictis Notariis ut præmittitur stipulantibus in dotem & nomine dotis seu pro melioramento ipsius dotis præfatæ Illustris Domicellæ Loysiæ ejus Filiæ, videlicet decem millia florenorum auri parvi ponderis & valoris prædictorum, solvendos per ejus hæredes post ipsius Dominæ constituentis decessum bona sua quæcumque præsentia & futura, mobilia, immobilia, juraque & actiones propter ea obligando & hipothecando. Et viceversa prælibati Domini Ambassiatores & Procuratores procuratorio nomine præfatæ Illustrissimæ Dominæ Ducissæ Sabaudiæ agentis suo & dicti ejus Filii Illustris nominibus dictorum Matrimonii & sponsalitiorum contemplatione gratis & spontanee pro ipsa Illustr. Domina nostra Ducissa, suisque hæredibus & successoribus universis, Dant, donant & constituunt eidem Illustri Domicellæ Loysiæ, licet absenti, prælibato Illustri Domino nostro Comite ejus genitore & nobis Notariis prædictis stipulantibus & recipientibus ad opus ejusdem & suorum hæredum & successorum quoruncumque ac omnium aliorum quorum interest & intererit, aut interesse poterit in futurum, in & pro dotalitio seu doüario ejusdem Illustris Domicellæ, videlicet quinque millia florenorum annualium auri & valoris prædictorum percipiendorum & levandorum per ipsam Illustrem Domicellam singulis annis ejus vita naturali durante dumtaxat & hoc in casu quo contingeret ipsum Illustrem Dominum Carolum celebrato & consummato priùs dicto Matrimonio ab humanis decedere ante prænominatam Illustrem Domicellam Loysiam, sive supersint ab eisdem liberi communes, sive non, sive exinde transeat ad secunda vota, sive non. Quos quinque mille florenos annuales dotalicii, prænominati Domini Ambassiatores & Procuratores procuratorio nomine prædicto promittunt juramentis suis præstitis in animam prælibatæ Illustrissimæ Dominæ nostræ Ducissæ, ac sub obligatione & hipotheca consimilibus prædictis assignare, imponere & assettare seu assignare, imponi & assettari facere sufficienter eidem Illustri Domicellæ in & super bonis & sufficientibus redditibus, & demanio tantùm aut plus annuali in revenuta valentibus, & hoc infra tempus solemnizationis dicti Matrimonii prærnentionatasque dotium quantitates eidem Illustri Domicellæ Loysiæ aut suis, in omni casu restitutionis dotis restituere, videlicet per terminos & solutiones consimiles, quibus ut suprà solvi fuerunt ordinatæ, videlicet soluto Matrimonio quindecim millia florenorum, & singulis annis sequentibus quatuor millia florenorum, usque ad complementum dictarum quantitatum dotalium. Promittentes insuper præfati Domini Ambassiatores & Procuratores procuratorio nomine prædicto tradere & expedire infrà tempus solemnizationis & celebrationis dicti Matrimonii, eidem Illustri Domino Carolo, licet absenti, nobis dictis Notariis, pro eodem ut suprà, stipulantibus & recipientibus Demanium seu Chevanciam sufficientes, illamque & illa facere valere in revenuta annuali & perpetua summam duodecim millium florenorum annualium, præmissaque omnia & singula ratificari facere per eandem Illustrissimam Dominam nostram Ducissam quàm primum super hoc fuerint requisiti. Qua ratificatione facta ipsi Domini Ambassiatores & Procuratores sint liberati ab omni obligatione suprà & infrà scripta. Promittentes ipsæ partes prænominatæ jam dictis nominibus & ipsarum quælibet quantum eam concernit juramentis & obligationibus suis prædictis præmissa omnia & singula observare, tenere, attendere & complere inviolabiliter & nunquam contrafacere, dicere vel venire seu contra venire volenti in aliquo consentire clàm, palàm, tacitè vel expresè quovis exquisito colore. De quibus præmissis prælibatus Illustris Dominus noster Comes jussit; dicti vero Ambassiatores & Procuratores requisierunt per nos Notarios prænominatos sibi fieri duo ejusdem

ANS de J. C. 1473.

ANS de J. C. 1473. substantiæ publica Instrumenta ad opus cujuslibet partis unum & tot quot fuerint necessaria. Acta fuerunt hæc in Castro Annessiaci in Camera existente suprà Gallerias super putheum ejusdem Castri, præsentibus Magnifico Bernardo Domino Menthonis, spectabilibúsque Dominis Bertrando de Derea Præsidente Gebennarum, & Nicodo de Menthone Domino Montistroterii Milite, nec non Nobilibus & Potentibus Viris Claudio de Menthone Domino Ruppisfortis, Guillermo de Forax Magistro hospitii, Claudio de Avanchiaco, Guillermo de Gorrevod, & Thoma Lamberti Clavario & ex Receptoribus computorum Gebenn. testibus ad hæc vocatis, adstantibus & rogatis. Signé Gruet & de Thuriaco.

CDLXXVII.

ANS de J. C. 1473. FRANCE ET ORLEANS.

Contract de Mariage de LOUIS *Duc d'Orleans, depuis Roi de France XII. du nom, avec Madame* JEANNE DE FRANCE, *Fille du Roi Loüis XI. A Jargeau le 28. Octobre* 1473. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 467.

IN nomine Domini, Amen. Noverint universi præsentes pariter & futuri, quòd cùm matrimonium, sive sponsalia contrahi sperarentur & affectarentur, inter Illustrissimam JOANNAM DE FRANCIA, filiam legitimam & naturalem Serenissimi & inclitissimi ac Christianissimi Principis & Domini nostri, Domini LUDOVICI Regis Franciæ, & Illustrissimum Principem Dominum Ludovicum, Ducem Aurelianensem: supra quo quidem matrimonio, sive sponsalibus contrahendis, nonnullæ conventiones matrimoniales inter eumdem Dominum nostrum Regem, & Illustrissimam Dominam Mariam de Cleves, Matrem, Tutricem, sive Curatricem, ac legitimam Administratricem ipsius Domini Ludovici, Ducis Aurelianensis, conventæ, initæ & concordatæ fuerint, prout ibidem dictum fuit & assertum; tandem constituti personaliter die & anno infrà scriptis, in nostrorum Notariorum publicorum & testium subscriptorum præsentia, præfatus Christianissimus Dominus noster, Dominus Ludovicus Rex Franciæ; & prædicta Illustrissima Domina Maria de Cleves, Mater ipsius Domini Ludovici, Ducis Aurelianensis: quæ quidem Domina Maria ibidem humiliter se inclinans coram præfato Domino nostro Rege, verbo & ore proprio, proposuit eidem supplicando, quatenus suâ benignissimâ gratiâ dignaretur dare & copulare in conjugem sive sponsam præfatam Dominam Joannam, ejus filiam, prædicto Domino Ludovico, Duci Aurelianensi, filio Illustrissimi Principis Domini Caroli, quondam Ducis Aurelianensis, & ejusdem Dominæ Mariæ legitimo & naturali. Qui quidem Dominus noster Rex voluntati & supplicationi prædictæ Dominæ Mariæ acquiescendo, se contentum fore & velle dare in conjugem sive sponsam præfatam Dominam Joannam ejus filiam dixit & respondit, cum pactis & conditionibus in conventionibus matrimonialibus contentis & expressatis, ac inter eosdem Dominum nostrum Regem, & prædictam Dominam Mariam concordatis, prout & quemadmodum præfatus Dominus noster Rex, & prædicta Domina Maria latiùs in quibusdam articulis, in papiro scriptis, ibidem realiter exhibitis, dixerunt contineri. Quorum quidem articulorum, tenor est talis.

Madame la Ducheſſe d'Orleans, tant pour elle, que pour & au nom de Monſieur le Duc d'Orleans, ſon fils, ſoi faiſant fort pour lui, a conclu, juré, promis, & accordé le Mariage de Madame Jeanne de France, fille du Roi, avec Monſieur Loüis, Duc d'Orleans: & a promis audit nom de faire ſolenniſer & accomplir ledit Mariage en face de Sainte Egliſe, toutes & quantes fois que par permiſſion de l'Egliſe de faire ſe poura, & que par l'une des parties l'autre requiſe en ſera. ANS de J. C. 1473.

Item. Et en faveur de ce Mariage, le Roi a promis & accordé de donner à madite Dame ſa fille, par maniere de dot, la ſomme de cent mille écus d'or, du coin dudit Seigneur, à preſent aians cours: laquelle ſomme il ſera paier bien & loiaument à trois termes, à chacun la tierce partie; dont le premier terme & paiement ſe fera à l'annuel & au jour de la ſolenniſation des noces; & les autres deux tierces parties, és deux années prochaines aprés, ainſi en chacune année la tierce partie.

Item. Et de laquelle ſomme de cent mille écus, ou de ce qui en aura été paié, mondit Sieur le Duc d'Orleans poura diſpoſer de la tierce partie à ſon plaiſir, ſans qu'icelle tierce partie vienne en reſtitution aprés la diſſolution dudit mariage.

Item. Et les deux parts d'iceux cent mille écus, ou de ce qui en aura été paié, comme dit eſt, ſeront emploiez & convertis en acquiſition de Terres, qui ſera le propre heritage paternel de madite Dame. Et en cas, que madite Dame iroit la premiere de vie à trepaſſement, mondit Sieur d'Orleans joüira durant le Cours de ſa vie deſdits acqueſts, qui auroient été faits, ou des deux parts de ce qui auroit été paié de ladite ſomme de cent mille écus; & aprés ſon trepas, leſdits acqueſts, ſi faits étoient, ou leſdites deux parts de ce qui auroit été paié, retournera aux enfans, & autres heritiers de madite Dame Jeanne.

Item. Et donnera le Roi à madite Dame Jeanne, ſa fille, robes, habillemens, & joiaux de noces, ainſi qu'il apartient à fille de Roi. Et en cas, qu'aprés le Mariage conſommé & accompli, mondit Sieur d'Orleans iroit le premier de vie à trepas, madite Dame Jeanne, fille du Roi, aura & prendra durant le cours de ſa vie, par forme de doüaire, la ſomme de ſix mille livres tournois de rente, qui lui ſeront aſſiſes en bons lieux & ſurs, avec logis ſeur, honneſte, & convenable ſelon ſon état. Lequel doüaire ſe poura prendre, c'eſt à ſavoir trois mille livres tournois ſur les rentes de l'apanage; & les autres trois mille livres, ſur les autres Terres & Seigneuries de mondit Sieur d'Orleans, qui ne ſont point d'apanage.

Item. Et entend madite Dame d'Orleans, que par cedit Traité ſoit expreſſément dit, que en rien ne ſera prejudicié au dot, doüaire, & autres droits qu'elle a par le Traité de ſon Mariage, & autrement ſur les Terres de feu Monſieur d'Orleans, & qui lui appartenoient au tems de ſes épouſailles; ainçois d'iceux droits elle joüira paiſiblement, ſelon les contrats ſur ce faits, & nonobſtant ce preſent Traité.

Quibus quidem conventionum matrimonialium articulis, ſicut præmiſſum eſt, exhibitis, & per Magiſtrum Antonium Diſome, Notarium publicum infrà ſcriptum, publicè ibidem perlectis, præfatæ partes, volentes & affectantes, & quælibet earum pro parte ſua volens & affectans, quantum eamdem tangit, & tangere poteſt, omnia & ſingula conventa, contenta, & concordata in eiſdem de puncto ad punctum tenere & ſervare, eorum gratis, meris, & ſpontaneis voluntatibus, non inducti nec circumventi aliquo dolo malo, fraude, ſeu mala machinatione alicujus ſeu aliquorum, tenere & etiam ſervare ac complere, præfatus Dominus noſter Rex pro ſe, & dicta Domina Joanna ejus filia; & dicta Domina Maria pro ſe, & dicto Domino Ludovico, ejus filio; ac per eumdem ejus filium facere ratificare promiſerunt & convenerunt: ac pro majori firmitate præmiſſorum habenda, præfatus Dominus noſter Rex, & dicta Domina Maria eorum manibus dextris corporaliter in manu dextra mei Raimundi Joannis de Avenxis, Preſbiteri & notarii infra ſcripti, præmiſſa omnia & ſingula in præinſertis conventionum matrimo-

ANS J. C. 1473. trimonialium articulis contenta, tenere, servare, & nullomodo contravenire, directè vel indirectè ullis temporibus in futurum, jurarunt, renunciantes super præmissis prædictæ partes, & quælibet earum pro se, nobis Notariis publicis infra scriptis, ut communibus & publicis personis, stipulantibus solemniter, & recipientibus, scienter & consultè, specialiter & expressè, exceptioni dictorum articulorum conventionalium matrimonialium, sic non actorum, conventorum, & concordatorum, & tenere & servare per easdem partes, & quamlibet earum, non promissorum, & doli mali, fori fraudis, condictioni indebiti, sive in factum actioni, libelli oblationi copiæ, præsentis instrumenti, & omni futuræ provocationi & appellationi interponendæ: & prædicta Domina Maria expressè omni Privilegio & Auxilio Juris Canonici, & etiam civilis, in favorem mulierum introducto expressè, ac si de verbo ad verbum de eisdem juribus fuisset certificata, & eidem ibidem fuissent declarata, renunciavit. Et omni lesioni & deceptioni, & in integrum, seu in partem, restitutioni, & omni juri, per quod in integrum, seu in partem restitutio conceditur; & omni juris auxilio & beneficio quibuscumque, quibus contra præmissa vel præmissorum aliqua possint facere vel venire aliqua ratione, vel causa, ullo modo, ullis temporibus in futurum: renunciantes expressè, tam præfatus Dominus noster Rex, quàm dicta Domina Maria, legibus & juribus dicentibus generalem renunciationem non valere, nisi expressè renunciatum fuerit illi juri, cui renunciari intenditur, vel cui erat renunciandum. Pro quibus quidem omnibus & singulis præmissis, attendendis, complendis, & inviolabiliter observandis, præfatus Dominus noster Rex, pro se & suis successoribus universis, & dicta Domina Maria, pro se & suis etiam successoribus universis, se & omnia bona sua, & dictorum suorum successorum, mobilia & immobilia, præsentia & futura obligaverunt & hipotecarunt, & quilibet eorum obligavit & hipotecavit, ac obligata & hipotecata haberi voluerunt, stipulationibus quibus super repetitis, & ad tenendum & complendum omnia & singula præmissa, ac de puncto ad punctum observandum, prout & quemadmodum in prædictis conventionibus matrimonialibus, in præsenti publico instrumento insertis, continentur. Prædictus Dominus noster Rex, & prædicta Domina Maria, se & prædicta sua bona, & cujuslibet ipsorum, rigoribus & compulsionibus Curiæ Cameræ Apostolicæ auditorum & viceauditorum ejusdem Romanæ vel Avenionensis submiserunt, & per eamdem Curiam voluerunt & consenserunt posse & deberi cogi atque compelli; & quilibet eorum volunt & consenserunt: & hoc per sententiam, monitionem, excommunicationem, aggravationem, reaggravationem, usque ad invocationem brachii secularis inclusivè, & prout rigor & stilus dictæ Curiæ Cameræ Apostolicæ postulant & requirunt, tanquam pro re liquidi, clara, manifesta & in judicio confessata, & quæ jam in rem transivit judicatam. Et pro majori omnium & singulorum præmissorum firmitate habenda, præfatus Dominus noster Rex, pro se; & dicta Domina Maria, pro se etiam; & quilibet eorum, ad confitendum omnia & singula fuisse & esse per eosdem Dominum nostrum Regem, & dictam Dominam Mariam, & inter eos conventa, concordata, ratificata, promissa, & obligata; suumque debuisse & debere sortiri effectum, prout per eos concordata, ratificata, promissa, approbata & obligata fuere in dicta Curia Cameræ Apostolicæ auditorum & viceauditorum ejusdem Romanæ, vel Avenionensis, necnon juramenta per eosdem Dominum nostrum Regem, & dictam Dominam præstita fuisse, & esse licita & honesta, & in casu licito & honesto præstita servanda fore, & debere servari citra revocationem aliorum procuratorum suorum, omnibus melioribus modo, via, forma, & jure, quibus potuerunt, fecerunt, crearunt, ordinaverunt & constituerunt; & quilibet eorum fecit, constituit, creavit & ordinavit suos veros, certos, & indubitatos procuratores speciales & generales, videlicet procuratores fiscales, & Notarios ordinarios dictæ Curiæ Cameræ Apostolicæ auditorum aut viceauditorum ejusdem Curiæ Romanæ, vel Avenionensis, & eorum quemlibet in solidum; dantes & concedentes præfatus Dominus noster Rex pro se; & dicta Domina Maria, etiam pro se, dictis suis procuratoribus, & eorum cuilibet in solidum, plenam & liberam potestatem, & speciale mandatum ac generale, præmissa omnia & singula in præsenti instrumento contenta, inter eosdem Dominum nostrum Regem, & dictam Dominam Mariam, fuisse juste & canonicè promissa, conventa, concordata, hipotecata, & approbata coram præfatis Dominis auditoribus, vel viceauditoribus, vice & nomine ipsorum Dominorum constituentium, & cujuslibet ipsorum, confitendi, & præceptum, sive injunctionem de tenendo, observando, & complendo omnia & singula, sicut præmissum est, per eos & inter eos conventa, concordata, promissa, & obligata; ac etiam de solvendo in terminis, in prædictis conventionibus & matrimonialibus contentis & expressatis; necnon quascumque fulminationes sententiarum per dictos Dominos auditores, seu viceauditores, in personas dictorum suorum procuratorum promulgandas & ferendas, pro eisdem Dominis constituentibus, & nomine ipsorum, & cujuslibet eorum in solidum, gratis acceptandi & suscipiendi, ac tenere & conservare promittendi; cæteraque alia universa & singula faciendi, dicendi, gerendi, procurandi, & exercendi, quæ in præmissis & circa ea erunt necessaria & opportuna, & quæ ipsi Domini constituentes facerent & facere possent, si in præmissis, & quolibet eorum, præsentes personaliter interessent: promittentes insuper præfati Dominus noster Rex, fide regiâ; & dicta Domina Maria, & quilibet eorum, pro parte sua, constituentes, nobis Notariis publicis infra scriptis, ut communibus & publicis personis stipulantibus solemniter & recipientibus, vice & nomine, ac ad opus omnium & singulorum, quorum interest aut interesse poterit, quomodolibet in futurum, se ratum, gratum & firmum perpetuò habere totum & quidquid per dictos suos procuratores superiùs constitutos, seu eorum alterum, actum, dictum, gestum, confessatum, acceptum, susceptum, seu aliàs quomodolibet fuerit procuratum in præmissis, & quolibet præmissorum id ratum habere, judicioque sisti, & judicatum solvi cum suis clausulis universis, dictosque procuratores suos ab omni onere satisdandi penitus relevare; & hoc sub expressa hipoteca, & obligatione omnium bonorum suorum, & cujuslibet ipsorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum, & sub quacumque juris & facti renunciatione ad hoc necessaria, qualibet pariter & cautela. Et simili juramento super iis præstito, præfatus Dominus noster Rex, & dicta Domina Maria, & quilibet eorum, dictos suos procuratores superiùs constitutos minimè revocare jurarunt. De quibus omnibus & singulis præmissis præfatus Dominus noster Rex pro se, & dicta Domina Joanna ejus filia; & dicta Domina Maria pro se, & dicto Domino Ludovico, ejus filio; petierunt & requisierunt, sibi fieri & confici per nos Notarios publicos infra scriptos publica instrumenta duplicata, etiam de consilio sapientum ordinanda, tot quot erunt eisdem & cuilibet ipsorum necessaria & opportuna. Acta fuerunt hæc in loco de Jargeau Diœcesis Aurelianensis, die vigesima octava mensis Octobris, anno ab incarnatione Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo tertio, indictione sextâ, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Sixti divinâ

ANS de J. C. 1473.

nâ providentiâ Papæ quarti, anno tertio. Præsentibus ibidem, &c.

La ratification, par Louis Duc d'Orleans, du Contrat de Mariage relatif aux articles contenus en l'acte ci-dessus, est du lendemain vint-neuvieme Octobre 1473.

CDLXXVIII.

ANS de J. C. 1473. FRANCE ET BOURBON.

*Contract de Mariage d'*ANNE DE FRANCE, *Fille du Roi Loüis XI. avec* PIERRE DE BOURBON *Sieur de Baugé, depuis second du nom Duc de Bourbon. Fait à Jargeau, le 3. de Novembre* 1473. Divers Traitez, Contracts, Testamens, &c. servans de Preuves aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 232.

PIERRE DE BOURBON Seigneur de Beaujeu, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme puis nagueres nous ayons tres-humblement fait supplier & requerir à mon tres-redouté & Souverain Seigneur Monseigneur le Roy, que son plaisir fust nous faire l'honneur de nous bailler par Mariage ma tres-redoutée Dame Madame ANNE DE FRANCE sa fille aisnée: sur quoy iceluy mon tres-redouté & Souverain Seigneur reduisant à memoire l'ancienne consanguinité & affinité que nostre tres-redouté Seigneur & Frere (*a*) Monseigneur le Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, nous & nos predecesseurs de la Maison de Bourbon, qui est extraite & descenduë de la Maison de France, ont tousiours eu, & qu'avons à mondit Seigneur le Roy & à ses predecesseurs, & les services à eux faits par nosdits predecesseurs: ayans aussi regard à ce que feu mon tres-redouté & Souverain Seigneur Monseigneur le Roy, que Dieu absolve, durant sa vie bailla par Mariage ma tres-redoutée Dame & Sœur Madame (*b*) Jeanne de France sa fille, à nostredit Seigneur & Frere Monseigneur le Duc de Bourbon, perseverant en semblable vouloir & affection pour consideration de la singuliere amour que de sa grace il a à nous & à ladite Maison de Bourbon, voulant icelle approcher de luy & traiter en plus grande faveur, eu sur ce advis & deliberation avec plusieurs des Seigneurs de son Sang & lignage, & gens de son grand Conseil, pour les causes & considerations dessusdites, & plusieurs autres à ce le mouvans, ait aujourd'huy voulu, consenty, octroyé & accordé ledit mariage, & icelle promise à nous bailler à femme & espouse. Sçavoir faisons, que nous recognoissans lesdites choses, & le grand honneur que mondit Seigneur le Roy nous fait en ce faisant, desirans de tout nostre pouvoir la perfectoin & accomplissement dudit Mariage, & en toutes choses accomplir son vouloir & plaisir, avons audit jourd'huy de nostre part voulu, consenty, & accordé, voulons, consentons & accordons par ces presentes ledit Mariage, & icelle Madame Anne de France avons promis & promettons de prendre à femme & espouse, & en faire & solenniser les nopces & espousailles en face de Saincte Eglise, toutesfois que sera le bon plaisir de mondit Seigneur le Roy, & avons agreable le dot que mondit Seigneur le Roy luy a constitué & ordonné de cent mil escus d'or pour une fois, à iceux payer à trois termes, à chacun terme la tierce partie, dont le premier terme sera dedans l'an de la solennité des nopces, & les autres deux termes se payeront és deux années prochaines ensuivans en chacune année le tiers desdits cent mille escus, de laquelle somme de cent mille escus nous demeurera, & aux nostres la tierce partie qui n'escherra point en restitution, & les autres deux tiers seront le propre heritage paternel de madite Dame Anne, & le pourront elle ou ses enfans & heritiers recouvrer sur tous nos biens au *prorata* de ce qui en aura esté payé, au cas que lesdits deux tiers n'auroient esté employez en acquisition de terres ou heritages, & s'ils y avoient esté employez, il sera au choix de madite Dame Anne, & des siens, de prendre lesdites terres qui en auroient esté acquises, ou ladite restitution desdits deux tiers d'iceux cent mille escus, comme dit est; & aussi aura & prendra, au cas que nous irons le premier de vie à trespas, la somme de six mille livres de rente pour son doüaire, durant le cours de sa vie, selon la coustume des pays où l'assiete sera faite, lesquelles luy seront assises de prochain en prochain és meilleures & plus claires Terres, Seigneuries, revenus, & biens immeubles que nous avons, & qui nous peuvent à present competer & appartenir, & aussi sur celles qui par le temps advenir nous appartiendront, competeront, & pourront obvenir par succession, appanage, acquest, ou autrement: en quelque maniere que ce soit, & seront icelles six mille livres de rente logées & hebergées des Places, Chasteaux, Villes, Fortereresses, & Maisons qui appartiendront esdites Terres, & Seigneuries de ladite assiete, lesquelles Places, Villes, Chasteaux, Fortereresses, & Maisons de ladite assiete demeureront és mains de madite Dame Anne durant le cours de sa vie. Et par ce present Traité, en tant qui nous peut toucher, & pourra pour le temps advenir: avons voulu & consenty, voulons & consentons expressement, que toutes les Duchez, Comtez, Terres, & Seigneuries qui sont à present en la Maison de Bourbon, qui tant par l'ancien appanage de France, que par les Traitez des Mariages de madite Dame & Sœur Madame Jeanne de France, avec nostredit Seigneur & Frere, & de feuë nostre tres-redoutée Dame & ayeule Madame Marie, fille de feu nostre tres-redouté Seigneur & Oncle Monseigneur le Duc Jean de Berry, avec feu nostre tres-redouté Seigneur & ayeul paternel Monseigneur le Duc Jean de Bourbon, & par autres Traitez quelconques ont esté mises comme tenuës en appanage, & qui par lesdits Traitez doivent retourner à la Couronne, retourneront à mondit Seigneur le Roy, & à ses Successeurs Roys de France, (*c*) au cas que nous irons de vie à trespas sans hoirs masles descendans de nostre corps en droite lignée en loyal Mariage, & aussi mondit Seigneur le Roy a voulu & consenty que au cas que nostredit Seigneur & Frere iroit de vie à trespas, sans hoirs masles descendans de sa chair en droite lignée, en loyal mariage, que nous & nosdits hoirs masles descendans de nostre chair & loyal Mariage, succedions & puissions succeder en toutes & chacunes lesdites Duchez, Comtez, Terres & Seigneuries dessusdites, sans toutesfois en rien prejudicier ne deroger au doüaire de Madame & Sœur Jeanne de France, Duchesse de Bourbon, ne en la seureté des choses Traitées de sondit Mariage, tant pour elle, que pour les hoirs qui d'elle descendront, si aucuns en avoit, & aussi voulons, consentons, & accordons expressement, que les hoirs qui descendront de madite Dame Anne de France, & de nous ayent tous tels semblables, & pareils advantages en tous nos biens, & meubles, & immeubles, Terres & Seigneuries quelconques de nostre succession, que par le Traité, & Contract dudit Mariage de nostredit Seigneur & Frere, & de madite Dame & Sœur Madame Jeanne de France sa femme, a esté accordé pour les hoirs descendans de leurdit Mariage, & que cettuy nostre present consentement soit de telle valeur, comme s'il estoit icy expressément recité & declaré, toutes lesquelles choses dessus specifiées & declarées: nous avons consenty, accordé, promis, & juré, consentons, accordons, promettons, & jurons par la foy & serment de nostre corps, pour nous, nos hoirs, successeurs, & ayans cause, tenir, garder, & accomplir, sans jamais faire ne venir au contraire soubs l'hypotheque & obligation de tous

(*a*) Jean Duc de Bourbon.

(*b*) Jeanne de France fille du Roi Charles VII. & de la Roine Marie d'Anjou son espouse.

(*c*) Claude bien notable dont l'effet écheut depuis, lesdits Contractans n'ayans laissé qu'une fille nommée *Suzanne*, Mariée à Charles II. Duc de Bourbon, & Connétable de France.

NS J. C. 473. tous noſdits biens, meubles, & immeubles, preſens, & à venir quelconques, leſquels nous avons obligez & hypothequez, obligeons, & hypothequons expreſſement pour l'entretenement, & accompliſſement de toutes les choſes deſſuſdites, & chacunes d'icelles; & avons renoncé & renonçons à toutes & chacunes les choſes qui nous pourroient aider à faire ou venir contre la teneur de ceſdites preſentes: leſquelles nous avons voulu & voulons ſortir leur plein & entier effet. En teſmoin de ce, nous avons fait ſeeller ces preſentes de noſtre ſeel, leſquelles nous avons ſignées de noſtre main. Donnée à Jargeau le 3. jour de Novembre, l'an de grace 1473. Et ſur le reply, Par Monſeigneur de Beaujeu en ſon Conſeil, Signé G. Courtin, & ſeellé.

CDLXXIX.

NS J. C. 474. ANCE Suis-

Traité d'Alliance entre LOUIS XI. *Roi de France, & les Cantons des* SUISSES, *du* 10. *Janvier* 1474. Frederic Leonard. Tom. IV.

NOus Bourgmaiſtres, Advoyers, Ammans, Conſeils, & Communautez des Villes & Provinces de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Switz, Underwald, Zoug & Glaris, de la Grande Ligue de la Haute Allemagne; enſemble les Advoyers & Conſeils des Communautez de Fribourg & Soleurre, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, ſavoir faiſons que pour ce qu'à ce jourd'hui il y a eû, & y a encores une ſeable charité & dilection, voire perdurables intelligences entre Tres-Chretien & Sereniſſime Seigneur & Maiſtre, à nous tres-gracieux par deſſus tous autres, nous avons peſé & conclu en nous mêmes d'affermir & acroître ces mêmes intelligences & amitiez mutuelles, eſperant que de ce fondement l'Eſtat & commodité des deux Parties en aquêrra une grande & durable ſolidité, à l'ocaſion dequoi nous avons traité & acordé avec ledit Seigneur Roi cette intelligence & union de ſincere & inviolable foi, en la maniere qui s'enſuit.

En premier lieu, qu'icelui Seigneur Roi en toutes & chacunes nos guerres, & ſpecialement contre le Duc de Bourgogne, & tous autres, il nous doit fidelement donner aide, ſecours, & défenſe à ſes dépens.

Outre plus tant qu'il vivra, il nous fera tenir & paier tous les ans en ſa Ville de Lion, en témoignage de ſa charité envers nous, la ſomme de vint-mille-francs, ſavôir cinq-mille à chaque quartier d'année, pour eſtre diſtribuez également entre nous Parties ſuſdites. Et ſi ledit Seigneur Roi en ſes guerres & armées avoit beſoin de noſtre ſecours, & d'icelui nous requeroit, dés lors nous ſerons tenus lui fournir à ſes dépens tel nombre de ſoldats armez qu'il nous ſemblera honneſte, & que le pourrons faire; c'eſt à ſavoir, au cas que ne fuſſions point occupez en nos propres guerres: & ſera la paie de chaque ſoldat de quatre florins & demi de Rhin par mois, comprenant douze mois en l'an.

Quand ledit Seigneur Roi voudra nous demander tel ſecours, il fera tenir dans l'une des Villes de Zurich, Berne, ou Lucerne, la paie d'un mois pour chaque ſoldat de la levée qui lui ſera acordée, & pour les autres deux mois ſuivans en la Cité de Geneve, ou autre lieu qui nous ſera commode, à noſtre choix & volonté.

Du jour que les noſtres ſeront ſortis de leurs maiſons commencera la paie deſdits trois mois, ils joüiront de toutes les franchiſes, immunitez, & privileges, deſquels les ſujets du Roi joüiſſent. Et ſi en quelque temps que ce ſoit nous requerions ledit Seigneur Roi de nous preſtrer ſecours en nos guerres contre le Duc de Bourgogne, & que pour autres ſiennes guerres il ne pût nous ſecourir, dés lors afin de pouvoir ſoûtenir noſdites guerres ledit Seigneur Roi nous fera délivrer en ſa Ville de Lion tant & ſi longuement que nous les continuërons à main armée, la ſomme de vint-mille florins de Rhin par quartier, ſans préjudice de la ſomme ci-deſſus mentionnée. ANS J. C. 1474.

Et quand nous voudrons faire Paix ou Tréves avec le Duc de Bourgogne, ou autre ennemi du Roi, ou de nous, ce qui nous ſera loiſible de faire, nous devons & ſommes tenus de reſerver ſpecifiquement icelui Roi: & lui ſemblablement comme nous doit en toutes ſes guerres avec le Duc de Bourgogne & autres, pourvoir que faiſant Paix ou Tréves (ce qui lui ſera auſſi loiſible) nous ſoions ſpecifiquement & ſinguliérement reſervez comme lui.

En toutes ces choſes nous reſervons de noſtre part nôtre Saint Pere le Pape, le Saint Empire Romain, & tous ceux avec leſquels nous avons juſques aujourd'hui contracté alliance, union, intelligences, ou obligation par letres ſcellées. Le même ſera de la part du Roi, hormis le Duc de Bourgogne, à l'endroit duquel l'un & l'autre nous nous comporterons ainſi que dit a eſté.

Et ſi ſelon que les choſes ſe trouvent diſpoſées, il arrive que nous ſoions maintenant enveloppez de guerres avec le Duc de Bourgogne, dés lors & à l'inſtant icelui Roi doit mouvoir puiſſamment & ſerieuſement la guerre contre ledit Duc, & faire les choſes accoûtumées en guerre qui ſoient à lui & à nous commodes & profitables, le tout ſans dol & fraude aucune.

Et pour autant que cette amiable union doit eſtre de bonne foi gardée, ferme, & inviolable, & à icelle ſatisfait durant la vie d'icelui Roi (laquelle Dieu par ſa bonté lui doint longue & heureuſe) à cette cauſe nous avons à icelui Roi fait delivrer ces preſentes ſcellées des ſeaux, deſquels nous uſons dans nos Villes & Païs, aians receu de Sa Majeſté les ſemblables ſcelées & confirmées de ſon ſeau.

Et de noſtre part, nous ſuſdites Communautez de Fribourg & Soleurre confeſſons & advoüons tout ce que deſſus, & le recevons & avons pour agreable. En témoignage dequoi nous avons fait attacher nos ſeaux à ces preſentes. Donné le dixieſme jour du mois de Janvier l'an 1474.

Déclaration plus ample du contenu aux précedens articles, & Alliances faites par le Canton de Berne, à Berne le 2. Octobre 1474.

NOus Advoyer & Conſeil de la Ville de Berne, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront. Sçavoir faiſons, que comme ainſi ſoit que ci-devant ait eſté fait un Traité de ligue & confederation amiable entre Tres-Chreſtien & Sereniſſime Roi & Seigneur Louis Roi de France noſtre tres-redouté Seigneur, & les Magnifiques Seigneurs de la Vieille Ligue de la Haute Allemagne, & certains articles aient eſté eſcrits & arreſtez ſur ledit Traité entre les Ambaſſadeurs Roiaux & ceux deſdits Seigneurs de la Ligue, contenans la forme de ladite confederation, leſquels ont eſté portez & monſtrez audit Seigneur Roi, toutefois pource que leſdits articles à cauſe de leur generalité ſe trouvent ambigus, ce qui pourroit à l'advenir apporter de la diſcorde entre ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien & leſdits Seigneurs de la Ligue. Pour cette cauſe, pour la ſinguliere affection qu'icelui Roi porte auſdits Seigneurs de la Ligue, & pour couper chemin à toute queſtion à l'advenir, devant que du tout terminer ledit Traité & Alliances, Sa Majeſté a voulu pour plus ample declaration du contenu auſdits articles, eſtre eſclairci de la volonté & intention deſdits Sei-

ANS de J. C. 1474.

Seigneurs de la Ligue, Pour ce eſt-il que nous Advoyers & Conſeils recognoiſſant ledit Traité de Ligue & confederation amiable, utile audit Seigneur Roi & auſdits Seigneurs de la Ligue, afin qu'il ne ſoit interrompu, mais conclu par une bonne fin, pour oſter toute occaſion de ſcrupule & doute, aprés avoir eſté bien & deuëment informez de l'intention & volonté deſdits Seigneurs de la Ligue, en declarant les choſes ſuſdites qui eſtoient revoquées en doute, nous aſſeurons, interpretons, & declarons, que ledit Seigneur Roi ne ſe doit aucunement mettre en peine pour le ſecours de la Ligue, ſinon au cas qu'il en ſoit par eux requis: & encore en ce cas ne leur doit donner ſecours contre leurs ennemis, ſinon entant qu'ils euſſent ſi grande puiſſance, que leſdits Seigneurs de la Ligue preſſez & en urgente neceſſité, euſſent beſoin neceſſairement d'eſtre ſecourus, & ne puſſent autrement reſiſter à leur ennemi: Et ſi à l'advenir leſdits Seigneurs de la Ligue demandoient ſecours au Roi contre le Duc de Bourgogne, & ledit Seigneur Roi occupé en ſes guerres propres ne pouvoit les ſecourir d'hommes, en ce cas il leur fera tenir & delivrer dans la Ville de Lion vint-mille florins de Rhin par chacun quartier d'année, tant que la guerre effectuellement durera: Et de noſtre part nous promettons, ſoubs noſtre foi & honneur, que toutes & quantes fois que ledit Roi demandera ſecours auſdits Seigneurs de la Ligue, nous aurons le ſoin & ferons effectuellement qu'ils le ſecoureront & aideront de ſix-mille hommes en ſes guerres, & expeditions, ſuivant la teneur de la derniere union & alliance faite entr'eux, toutefois en paiant: Et de ce nous nous rendons reſponſables vers ledit Seigneur Roi. Pour plus grande aſſeurance de laquelle declaration, nous avons fait mettre le ſeau de noſtre Ville à ces Preſentes données le ſecond jour du mois d'Octobre 1474.

CDLXXX.

ANS de J. C. 1474.

L'ANGLETERRE ET LES VILLES HANSEATIQUES.

Traité de Paix entre (a) EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, & les* VILLES HANSEATIQUES. *Fait à Utrecht, le dernier de Février*, 1474. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. IV. pag. 389.

EDUARDUS Dei Gratia Rex Angliæ & Franciæ, Dominus Hyberniæ, univerſis & ſingulis, præſentia viſuris, ſeu audituris ſalutem, & fidem eidem indubiam adhibere. Cum dudum menſe videlicet Februarii ultimo præterito dilecti & fideles noſtri Wilhelm. Hatteclijf Secretarius, Joannes Ruſſel Decretorum Doctor, Archidiaconus Berckshire in Eccleſia Sarisburienſ. Wilhelmus Roſſe Vitellarius Villæ noſtræ Cales, Oratores, Commiſſarii, Procuratores, Nuncii & Deputati noſtri in Civitate Trajectenſi comparuiſſent, tuncque & ibidem cum ſpectabilibus & circumſpectis viris Domino Johanne Oſthuſen, utriuſque Juris Doctore, & Johanne Berſenbruggen Secretario Lubecenſi, Henrico Murmeſter legum Doctore, Proconſule Hamburgenſi, ac Bernhardo Paweſe Conſule de Dantſigk, Communitatum, Civitatum & Oppidorum Hanſæ Teutonicæ Oratoribus, Nunciis, Procuratoribus una cum aliis ſibi adjunctis particularium Civitatum, Communitatum, Oppidorum & Burgorum Hanſæ Teutonicæ Oratoribus infra nominatis de modis, viis ac formis, quibus differentiæ, lites, guerræ, injuriæ & diſcordiæ inter homines partium prædictarum motæ & pendentes finaliter pacificari, aboleri omneſque & ſinguli homines utriuſque partis prædictæ ad priſtinam amicabilem & mutuam communicationem & converſationem, liberumque intercurſum mercandi, reſtitui & reduci poſſent abunde & cum matura deliberatione communicaſſent & tractaſſent. Ipſi tandem cum Oratoribus Hanſæ ſupradictæ appunctuarunt, convenerunt, concordarunt & concluſerunt vice & nomine noſtris in omnibus & per omnia, prout in eorum literis tenore ſubſequenti deſuper expeditis pleniſſime continetur. Univerſis & ſingulis præſentium ſeriem inſpecturis, nos Wilhelmus Hatteclijf Excellentiſſimi & Potentiſſimi Principis Domini Eduardi Dei Gratia, Regis Angliæ & Franciæ, & Domini Hyberniæ Secretarius, Johannes Ruſſel decretorum Doctor, Archidiaconus Barckſoriæ in Eccleſia Sarisburienſi ac Wilhelmus Roſſe Vitellarius Villæ Cales, Oratores, Commiſſarii & Procuratores ejuſdem Domini Regis ex una; ac Johannes Oſthuſen, utriuſque Juris Doctor, & Johannes Berſenbrugge Secretarii Lubecenſ. Henricus Murmeſter legum Doctor, Proconſul Hamburgenſis, ac Bernhardus Paweſe Conſul de Danſigk, cum aliis adjunctis videlicet Spectabilibus & Circumſpectis Dominis Oratoribus Chriſtophoro Hinpſtebergh Proconſule Tremonienſi, Henrico Rentſinck Conſule Monaſterienſi, Magiſtro Johanne Marquareli & Johanne Bornen Proconſulibus, ac Magiſtro Stephano Gilberd, Secretario Daventrienſi, Magiſtro Tidemanno de Wen, & Henrico Kumetorf Proconſulibus & Magiſtro Jacobo Byndop Secretario Campenſi, Johanne Durkop Aldermanno & Magiſtro Gehardo Bruns Secretario Mercatorum Hanſæ in Bruggis, nec non Magiſtro Hermanno Wamate Secretario Mercatorum Hanſæ in London. Communium Civitatum & Oppidorum Hanſæ Teutonicæ Oratores, Procuratores & Nuncii ex altera partibus, per literas ſuperiorum noſtrorum quarum tenores de verbo ad verbum inferius inſeruntur, ad infra ſcripta authoriſati & commiſſi notum facimus, quod poſt nonnullos tractatus per certos Angliæ & Hanſæ Oratores in hac Civitate Trajectenſi menſibus Julii & Septembris ultimo effluxis, de & ſuper quam plurimis differentiis, litibus, guerris, injuriis & diſcordiis inter homines partium prædictarum motis & pendentibus indiſcuſſis, habitos atque factos tandem comparentibus nobis inſtanti menſe Februarii in dicta Civitate Trajectenſi poſt maturam plenamque deliberationem ſuper omnibus hinc inde propoſitis habitam & obſervatam, inſpirante pacis autore, pro pacificandis & abolendis differentiis, litibus, guerris, inimicitiis & diſcordiis hujuſmodi, atque pro reducendo & reſtituendo omnes & ſingulos homines utriuſque partis prædictæ, ad priſtinam amicabilem & mutuam communicationem & converſationem, liberumque intercuſſum mercandiſandi, appunctuatum, conventum, concordatum, & concluſum eſt inter nos, vice, autoritate & nominibus ſuperiorum noſtrorum pro ſe ſuiſque ſucceſſoribus & ſubditis univerſis ac ſingulis præſtantibus & futuris in modum ſubſequentibus & ſubſcriptis articulis comprehenſum.

1. In primis appunctuatum, conventum, concordatum & concluſum exiſtit, quod ab hac die in perpetuum, inter Sereniſſimum Regem Angliæ ſuoſque hæredes & ſucceſſores ipſius & eorum ligios atque ſubditos ex una, atque communitates, atque homines de Hanſa Teutonica præſentes & futuros ex altera partibus, ceſſabunt de cetero & penitus conquieſcent ac finaliter exterminabuntur omnes bellorum motus, hoſtilitates atque inimicitiæ, ubique per terram, mare, & in aquis dulcibus, ita quod homines utriuſque partis omnes & ſinguli poſſint, & debeant, libere, tute & ſecure ubique locorum, inſimul aut ſeparatim ad eorum beneplacitum, ire, redire, navigare, morari & converſari, abſque eo quod una pars ſuper alteram aliquod damnum, gravamen ſeu moleſtiam per captiones perſonarum, navium, mercium, bonorum, ſeu rerum quarumcunque faciat ſeu attemptet facere quovis modo.

2. Item appunctuatum, conventum, concordatum

ANS de J. C. 1474.

NS . C 74. tum & conclusum existit, quod futuris perpetuis temporibus cessabunt inter partes prædictas, earum subditos & successores universos omnes lites, quæstiones & actiones inter easdem partes & successores earum occasione & causa injuriarum, litium, discordiarum, guerrarum, captionum personarum, navium, mercium seu rerum quarumcunque sive in mari publico, sive in portubus maris, aut quibuscunque aliis locis, aut hostilitatum, inimicitiarum & turbationum quarumcunque antehac quocunque tempore hinc inde exortæ, intentatæ, seu intentandæ, etiam per viam Repræsaliarum, aut aliter coram quocunque judice aut quibuscunque judicibus in Regno Angliæ aut alibi institutæ seu instituendæ. Ita quod omnis Processus in quocunque statu fuerit jam pendens in Anglia aut alibi coram quocunque judice aut quibuscunque judicibus in Curia aut Consiliis quorumcunque Principum aut Dominorum inter Anglicos & personas sive loca quæcunque Hanseæ supradictæ, & præsertim inter quosdam Anglicos, & Oppidum Campense in magno Consilio Domini Ducis Burgundiæ, &c. nec non arrestationes & exinde subsequentes promissiones, obligationes & cautiones quacunque virtute quarumcunque literarum, repræsaliarum sive arrestationis factæ, cessent, sint abolitæ & penitus conquiescant, nec alicui cujuscunque nationis existat, permittetur, in Regno Angliæ aut alibi per viam repræsaliarum aliasve vias, contra subditos unius aut alterius partis procedere, ex eo forsan, quod sibi naves aut bona tempore aliquo præterito ablata, aut alias injuriæ illatæ sint, adeo quod bene licebit tam Anglicis, quam hominibus Hanseæ prædictæ naves & alia bona usque in hunc diem taliter capta, in Regnum Angliæ & alia Dominia Serenissimi Domini Regis atque alibi ubicunque libuerit, secure & libere adducere & abhinc reducere, ac pro libitu suo vendere, distribuere & alienare, absque eo quod primi Domini proprietarii aut possessores eorundem ipsa vendicare aut recuperare valeant. Quodque exercitores, Capitanei navium, eorum familiares, servitores & alii quicunque uni & alteri partium prædictarum tempore hujusmodi guerrarum adhærentes, cum universis rebus ejusdem dissensionis occasione captis, nullo modo per unam vel alteram partem in quacunque etiam regione fuerint, ex causis prædictis arrestentur, turbentur, molestentur, aut quomodolibet inquietentur.

Item appunctuatum, concordatum, conventum & conclusum existit, quod ad majorem securitatem hominum Hanseæ prædictæ providebitur eis & eorum Successoribus per literas Domini Regis Angliæ validas & efficaces & per actum Parliamenti, ne ipsi aut eorum aliquis graventur, onerentur, seu impediantur in futurum, in eorum personis, navibus, bonis, mercibus sive rebus occasione alicujus sententiæ latæ aut judicii redditi repræsaliarum sive concessarum & indultarum per dictum Dominum Regem & suum Consilium in & adversus nationem seu personas ejusdem Hanseæ, quandocunque ante præsentem diem, ita quod ab ulteriori executione sententiæ & judicii hujusmodi superfederi debet omnino; quodque simpliciter & omnino omnes & singulæ promissiones, obligationes & fidejussiones prætextu hujusmodi sententiæ aut literarum repræsaliarum à mercatoribus Hanseæ tunc in Anglia existentium factæ, sint sublatæ, & iidem Mercatores per Regiam Celsitudinem ab iisdem simpliciter absoluti.

Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est inter Oratores prædictos, quod omnes & singuli Mercatores & alii subditi & ligii Domini Regis Angliæ pro tempore existentes, cujuscunque status fuerint, poterint & possint, totiens, quotiens eis libuerit & placuerit, salvo & secure terram Pruciæ, & alia loca Hanseæ intrare, ibidem morari & conversari, exire & redire, emere & vendere cum quibuscunque personis, ita & in eo modo ac adeo libere sicut unquam ante hæc tempora emere & vendere, intrare & exire potuerunt & consueverunt solutis Custumis & denariis de Mercandisis suis debitis & consuetis, quodque omnes & singuli Mercatores & alii subditi & ligii Domini Regis Angliæ hujusmodi in terra Pruciæ & aliis locis Hanseæ omnibus & singulis illis libertatibus & liberis consuetudinibus uti plene debeant & gaudere, quibus unquam aliquo tempore rationabiliter usi sunt & gavisi, nullæque prisæ & actiones novæ, seu præstationes aliquæ super eorum personas vel bona imponentur aliter vel alio modo quam ante decem, viginti triginta, quadraginta, imo & centum annos, & ultra, impositæ sunt vel fuerunt: simili modo quod versa vice omnes & singuli Mercatores & homines de Hansa prædicta præsentes & futuri, cujuscunque status fuerint, poterint & possint toties quoties eis libuerit & placuerit, terram Angliæ & potestatem & Dominia Serenissimi Domini Regis intrare, ibidem morari, conversari, exire salvo & secure emere & vendere, secundum formam & tenorem cartarum, privilegiorum eis seu eorum prædecessoribus indultorum, solutis tamen Custumis & aliis denariis inde debitis secundum eorundem Privilegiorum vim, formam & effectum. Quodque iidem omnes & singuli Mercatores & homines de Hansa prædicta præsentes & futuri quibuscunque Privilegiis & libertatibus ipsis aut eorum antecessoribus, per Reges Angliæ indultis & concessis, uti plene debeant & gaudere, prout unquam ante hæc tempora eis rationabiliter usi sunt & gravisi, nullæque prisæ, præstationes, exactiones novæ, aut aliqua subsidia super eorum personas vel bona imponantur ultra vim atque formam privilegiorum eis uti permittitur concessorum, & ad omne dubium quod in præmissis seu circa ea possent oriri, removendorum, ne videlicet occasione guerrarum & turbationum jam nuper contingentium prætendi valeat, tam memorata Privilegia Hanseæ in Regno & Dominiis Regis Angliæ, quam libertates & liberas consuetudines Anglicorum supradictas, in terra Pruciæ & aliis locis Hanseæ tanquam foris facta seu confiscata viribus vacuari seu minoris roboris esse aut momenti, conclusum est, quod providebitur tam dictis Mercatoribus & hominibus de Hansa præsentibus & futuris per literas authenticas, & patentes Domini Regis, & per actum Parliamenti quam subditis & ligiis Coronæ Angliæ præsentibus & futuris per decreta & literas authenticas nomine & authoritate totius Hanseæ sub Sigillo Civitatis Lubecensis prout moris est validas & efficaces de & super confirmatione & innovatione omnium & singulorum Privilegiorum, libertatum & liberarum Consuetudinum prædictarum ad finem & effectum, ut ambæ partes suis hujusmodi privilegiis libertatibus & liberis consuetudinibus uti & gaudere de cætero possint, sicut usi & gravisi sunt, seu uti & gaudere debuissent, si guerræ & turbationes hujusmodi non contigissent, & cum de termino morari, qui persæpe in præsentibus continetur, ante hac disceptatio orta est, concordatum est, quod nihil aliud in ejus significatione contineat, quam aliquamdiu in aliquo loco perseverare, non ut Civis aut Incola. ANS de J. C. 1474.

5. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod in causis & querelis movendis infra Reg. Angliæ adversus Mercatores & homines Hanseæ prædictæ, vel ab eis, ubi agitur de Contractu vel quasi, aut delicto, vel quasi, qui vel quod prætenditur, initus seu factus, initum seu factum, extra Corpus cujuscunque, communi Regni Angliæ deputabuntur autoritate Regia duo vel plures judices juxta quod rei qualitas videbitur exigere, coram quibus & per quos hujusmodi causæ sive querelæ levato velo, ac sine strepitu & figura judicii citius & compendiosius quo fieri poterit audiri debeant & terminari, si videlicet hoc ipsum petatur & requiratur à Mercatoribus aut hominibus supradictis per quos

ANS de J. C. 1474. contigerit, actionem hujusmodi moveri vel attentari. Et quod eo casu nullus Mercatorum vel nauta de Hansa judicium Admiralitatis subire teneatur, nec ad hoc arctetur quomodolibet in futurum & quod fiant prohibitiones Regiæ Admirallo & ejus Officiariis ac alii vel aliis quibuscunque judici vel judicibus (prout opus erit) ne se de vel in hujusmodi causis seu querelis intromittant vel interponant partes suas quoque modo. Consimili provisione observanda subditis Regis Angliæ in terris Hansæ & districtibus quibuscunque.

6. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod confirmatis sive innovatis certis Privilegiorum & concessionum omnibus & singulis memoratis Dominis, Rex expediet per Cancellariam suam literas, brevia & mandata Edictaque & proclamationes publicas ad omnes & singulos portus atque loca Regni Angliæ, de quibus videbitur expedire ad finem, ut dicta privilegia ipsis Mercatoribus juxta omnem vim, formam & effectum eorundem conserventur, utque abusionibus, interruptionibus, & impedimentis olim per Officiarios Domini Regis, ut prætenditur contra & adversus tenores privilegiorum hujusmodi intervenientibus atque factis de cætero efficacius obvietur, & hoc toties, quoties dictus Dominus Rex aut suus Cancellarius ad hoc per Mercatores fuerit requisitus.

7. Item pariformiter appunctatum, conventum, concordatum, & conclusum est, casu quo civitas, villa vel Oppidum aliquod, vel Officialis, aut Custumarius vel alius subditus quicunque Illustr. Domini Regis Mercatorem vel nautam de Hansa in aliquo contra tenorem & contenta cartæ privilegiorum suorum gravare, onerare, arrestare, vel molestare præsumpserit, ex tunc Dominus Cancellarius Angliæ pro tempore oportuna brevia concedet & dabit congrua mandata ad illum vel illos sic gravantem vel gravantes, ut à talibus oneribus, gravaminibus, & molestationibus sub pœna statim desistant. Et quod sub certa pœna Officiarii & Custumarii in futurum talia non tentabunt, & quod ab eis desistent, jam cæptis si quæ fuerint.

8. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod Serenissimus Rex Angliæ ad uberiorem satisfactionem & recompensam omnium & singulorum damnorum, injuriarum & contumeliarum, de quibus per subditos Coronæ Angliæ hominibus Hansæ factis & perpetratis multipliciter querulatum est, præter & ultra alias recompensas quascunque concordatas & advisatas certas domos & mansiones his & eorum successoribus in perpetuum possidendum, & habendum appropriabit, seu appropriari faciet, videlicet quandam Curiam London sitam vocatam Staelhof aliàs Streyliard, cum eidem adhærentibus ædificiis & ejusdem universis juribus usque ad Guildehallam Teutonicorum inclusive se extendentem. Item in villa de Bostou, Curiam de Staelhof, alias dicta Steyliard. Et quod in villa de Lenna una domus consimilis pro usu & utilitate dictorum Mercatorum Hansæ juxta aquas ordinetur ac similiter per eundem Dominum Regem eis & eorum successoribus in perpetuum possidendum approprietur, proviso quod onera perpetua prædictæ domui, videlicet Staelhof cum sibi adhærentibus petitis in London ex antiquis fundationibus seu Christi fidelium ultimis voluntatibus ad exhibitionem personarum Ecclesiasticarum, seu ad alios pios usus annexa & incumbentia per dictos Mercatores & eorum Successores agnoscantur, supportentur, & perimpleantur in omnibus & per omnia, prout proprietarii earundem moderni ipsa onera agnoscere, supportare & perimplere tenentur. Ac proviso per literas Regias quod Mercatoribus Hansæ prædictæ & eorum successoribus licebit supradictas domus & mansiones regere & gubernare, antiqua earundem tigna submovere & nova jungere, ipsasque domos & mansiones cum universis earum ædificiis in toto vel in parte simpliciter tollere, & alia pro sua voluntate reædificare, cum plenissima potestate utendi & fruendi ad libitum suæ voluntatis absque alicujus novæ præstationis ultra præmissa vel alterius cujuscunque oneris impositione, cumque renunciatione & cessione perpetua & irrevocabili eorum ad quos ipsæ mansiones & domus pertinebant. Omnibus & singulis statutis & consuetudinibus Regni Angliæ cæterisque universis exceptionibus tam juris quam facti, & dolo & fraude quantum ad præmissa penitus semotis & cessantibus aliisque non obstantibus quibuscunque. ANS de J. C. 1474.

9. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod in satisfactionem omnium & singulorum damnorum Mercatoribus & aliis hominibus Hansæ, quibuscunque ab Anglicis usque in præsentem diem illatorum, ac pro omnibus & singulis odiis & displicentiis de animis hominum ipsius Hansæ adversus subditos Coronæ Angliæ extirpandis & abolendis, Idem Dominus Rex de sua gratia & munificentia sua Regia largietur Civitatibus Hansæ ultra domos & mansiones ante dictas certam, notabilem summam pecuniæ Sterlingorum, quorum solutionem consequi debent proxime futuris continuis annis, ex omnibus & singulis Custumis ad Regem pertinentibus, de ipsorum mercibus licitis & non prohibitis, quas in idem Regnum adduci seu ab eodem Regno educi contigerit, eo & tali modo quod illas Custumas Mercatores Hansæ London residentes, in solutionem præfatæ summæ recipiant, quousque ad integram solutionem ejus perveniant, proviso quod nullum, qui non sit de eorum Guildâ vel societate, neque ipsius bona advocent vel colorent aliquo modo. Quam quidem summam licet olim ad quindecim millia librarum taxatam attento, quod per Oratores Angliæ ad Instantiam Oratorum Hansæ jam concordatum existit, quod Dominus Rex Angliæ sui hæredes & successores omnes & singulos mercatores & homines Hansæ manutenebunt & servabunt indemnes erga quoscunque subditos suos ab omni actione, quæstione, & lite quæ occasione injuriarum aut captionis personarum navium mercium seu rerum, quarumcunque, temporibus quibuscunque præteritis eis aut eorum alicui adversus ipsos de Hansa competebat seu competere potuit, dicti Oratores Hansæ moderarunt & taxarunt ad summam decem millium librarum Sterlingorum dumtaxat, quarum decem millium librarum retentionem & solutionem ipsi Mercatores de eorum Custumis consequi & habere debent annis proximis futuris, ut præfertur obligatione Regia in meliori & efficaciori forma per literas suas patentes dictis Mercatoribus desuper facienda, in quo casu & præmissis bene & fideliter perimpletis dicti Oratores Hansæ fatentur & recognoscunt nomine totius Hansæ ipsum Dominum Regem suosque successores subditos & ligios Coronæ Angliæ præsentes & futuros ab omnibus & singulis damnis, injuriis, spoliationibus, rapinis, incarcerationibus, arrestationibus personarum, bonorum, & mercandisarum alienationibus, distributionibus, partitionibusque earundem in, & adversus Mercatores & homines Hansæ per Regem & Reges Angliæ suosve subditos per viam facti, per viam judicii & sententiæ seu executionis aut aliter quomodocunque commissis, seu attemptatis exoneratos, absolutos, & quietos, ipsosque & eorum quemlibet in eventum & casum supradictum, de iisdem acquietant & absolvunt, firmiter per præsentes: Est insuper pro majore certitudine præmissorum inter præfatos Oratores dictum, advisatum & concordatum, quod in omnibus & singulis portubus & locis sub obedientia Domini Regis Angliæ, ubi Mercatores Hansæ Mercandisas suas adduxerint, seu eduxerint, durante tempore quo in satisfactionem summæ prædictæ Custumas suas retinere debent, ut præfertur, debeant fieri scripta

NS J. C. 1474. scripta intenta de tempore in tempus inter Officiarios Domini Regis sive sint Custumarii sive alii per Regem ad id deputandos, ex una parte, & Mercatorem seu Mercatores Hanseæ ex altera parte ad finem, ut Dominus Rex possit de anno in annum super summa antedicta & quantum de eadem solvendum, restiterit, certificari, ut est justum.

10. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod ante omnia Rex præfatus dictis Mercatoribus solutionem faciat quadragintarum octuaginta quatuor librarum Sterlingorum, quæ dictos Mercatores exclusis Colonienſibus, pro rata sua contingunt, quas suæ Majestati novissime in Anglia carceribus mancipati mutuo amicabili concesserunt vel saltem eosdem assecuret, de modo & forma solutionis hujusmodi faciendæ si & in quantum constiterit pecuniam hujusmodi mutuatam & non solutam.

11. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod si quæ Civitatum, Communitatum aut personarum quarumcunque confœderationis Hanseæ Teutonicæ per aliarum Civitatum & communitatum ejusdem Hanseæ Oratores ex causis eos moventibus à cæteris Civitatibus & locis Hanſam facientibus separata aut dimembrata existat, aut futuris ullis temporibus separetur aut dimembretur, aut quæ earundem sua sponte se ipsam separet & dimembret, Dominus Rex Angliæ ad Certificationem & requisitionem Oratorum earundem Civitatum & Communitatum Hanseæ hujusmodi statim sine ulteriori causæ cognitione toties quoties ipsam fieri contigerit, reputabit, Civitates, Communitates, aut personas sic sibi certificatas, tanquam alienigenas & forenses, nulloque privilegio munitas, quod Regnum suum Angliæ nec eisdem nova majora aut similia Hanseæ privilegia dabit, aut talibus in Regno Angliæ gaudere permittet, donec per literas Oratorum Hanseæ de Civitatum, Communitatum aut personarum hujusmodi reunione, & reconciliatione certioratus fuerit.

12. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod Civitas London acceptare debebit, quoscunque tractatus, compacta, & obligationes, inter eundem Dominum Regem & Civitates & Oratores Hanseæ intervenientes atque factas, absque contradictione perpetuis temporibus observandas, nec non sub ejusdem Civitatis authentico & ad hujusmodi sufficienti Sigillo, & literis patentibus omnes & singulas compositiones & contractus antiquos, & per eorum Consilium pro Mercatoribus Hanseæ quascunque latas sententias renovare & reassumere, supradictos Mercatores illis omnibus & aliis quibuscunque suis libertatibus & antiquis consuetudinibus quatenus per Dominum Regem modernum, autoritate Parliamenti sui, aut aliter quomodocunque innovatæ & confirmatæ fuerint, etiamsi aliquoties per contrarium actum, aut alias interruptæ fuerint, uti & gaudere, prout ab antiquo consueverunt, permittendo non obstantibus aliquibus privilegiis ipsis Londinensibus concessis, quibus nec contra præfatos Mercatores gaudere debebunt.

13. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod Mercatores Hanseæ possessionem & custodiam nanciscantur cujusdam portæ Londinensis sic dictæ vulgariter Bishop gate, juxta omnem vim, formam, & effectum compositionis inter eandem Civitatem & ipsos Mercatores quondam factæ.

14. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod cum Mercatores Hanseæ multipliciter se gravatos & læsos esse in Anglia dicant, in judiciis certarum Curiarum contra tenorem certi sui privilegii incipientis: Quod in omnibus generibus placitorum salvo casu criminis pro quo infligenda sit pœna mortis, &c. Dominus Rex providebit, quod non aliter debeant conveniri neque trahi ad judicia, quam juxta vim, formam & effectum privilegii antedicti. ANS de J. C.

15. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod ad finem ut occurratur pluribus fraudibus, quibus Mercatores Hanseæ occasione ponderationis & stateræ se damnificatos conqueruntur, contra certi sui privilegii tenorem sequentem, videlicet quod ante ponderationem statera in præsentia venditoris & emptoris vacua videatur, & ex tunc ponderator ponderet in æquali & cum stateram posuerit in æquali statim amoveat manus ita quod re maneat in æquali, &c. Dominus Rex mandabit his qui Officium ponderationis hujusmodi ex donatione sua nunc habent, sub pœna amissionis, & foris facturæ officii hujusmodi, quod officium ipsum indifferenter juste & fideliter exequantur, quod si post monitiones legitimas in ea parte culpabiles inventi fuerint, Dominus Rex pro quiete Mercatorum Hanseæ aut providebit eis de singulari ponderatore, aut de alio remedio convenienti, & rationabili, de quo debebunt merito esse contenti, proviso, quod lingua stateræ extendatur ultra longitudinem pedis. His quæ de Officio ponderatoris jam dicta sunt ad Officium mensuratoris pannorum lineorum extensis, per omnia & de eodem pariformiter intellectis. 1474.

16. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod Dominus Rex de tempore in tempus providebit contra certum gravamen quo plurimum gravantur per Custumarios dicti Mercatores, ratione mercium suarum advenientium in Angliam, quas Anglici ipsos Mercatores mora protracta, occasione statuendæ Custumæ non permittunt pro sua libertate commutare.

17. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod Dominus Rex providebit, ne scrutatores qui nullum defectum reperiunt circa merces Mercatorum Hanseæ faciant aliqua impedimenta quo minus ipsos Mercatores & Nautas sine aliquo onere cum suis bonis relinquant.

18. Item appunctuatum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod providebitur ne Mercatores Hanseæ à litoribus per terram venientes cum fœderaturis (barbare pro Bont, Gallice forrure) aliisque pretiosis pellibus & mercibus, graventur, per Custumarios aut alios quoscunque ibidem ex parte Regis aut aliorum existentes, præsertim in Civitate Cantuarienſi aut Roffen. aut in Villa de Gravesende, aut alibi in apertura vasorum, in quibus hujusmodi pelles reponi contigerit, casu quo Fœderaturæ (Bohtwerck) & prædicta bona post præstitam Custumam sigillata, ac Warantum desuper datum fuerit, attento, quod apertura hujusmodi sine magno præjudicio & notabili damno fieri non possit.

19. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod providebitur quod Mercatores prædicti exonerabuntur à quadam exactione vulgariter dicta Princemoney sive Lufkop, & à præstatione quatuor denariorum per quondam assertum Officiarium vocatum Leprikkez ultra Custumas solitas illas extorquentes, si de jure non debeant eos habere.

20. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod Dominus Rex faciet provisionem, qua naves & bona, quibus onustantur naufragium in Anglia qualitercunque passa saltem condigna pro illis salvandis mercede laboris constituta eis restituantur, quibus ante naufragium pertinuerunt, dummodo aliquid vivum animal ex navi hujusmodi periclitante sit homo, canis, gallus, cattus, aut aliud animal ad terram salvum adveniat.

21. Item appunctuatum, conventum, conclusum & concordatum est, quod providebitur per totum Regnum Angliæ de his, qui casu fortuito ex aliqua navi in pelagus maris præcipitati aut alias intra vel extra navim, ex conflictu vel alia causa quacunque vulnerati,

ANS de J.C. 1474.

nerati, vel mortui fuerint, ne de iis aut aliis quibuscunque causis Mercatores tangentibus Admirallus cognitionem habeat, aut jurisdictionem exerceat, nec propterea navis merces & bona in eadem navi existentia in commissum cadant, neque mercatores aliquod damnum vel periculum patiantur, aut sustineant, sed quod eo casu & aliis quibuscunque fiat causæ cognitio prout singulari statuto provisum existit in Parliamento Domini Regis Richardi secundi apud Westmonasterium Anno Regni sui quinto decimo edito, quod incipit, quod de omnibus contractibus placitis & querelis & de omnibus aliis rebus factis, sive emergentibus infra corpora communitatis, tam per terram, quam per aquam ac etiam Wrectum Maris.

22. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod Dominus Rex adhibebit diligentiam pro oportuna provisione facienda circa pannos laneos Angliæ, ut defectus in eis reperti, tam in quantitate lanarum quam in pannorum longitudine & latitudine possint reformari.

23. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod providebitur per Dominum Regem, ut sufficiente cautione præstita de standō juri, per Mercatores Hanseæ ex causis quare bonorum suorum Arrestationes fieri contigerit ipsi Mercandisas suas libere consequantur, ac easdem vendere proque suo libitu distribuere valeant.

24. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod providebitur eisdem Mercatoribus, quod vina Rhenensia minutatim & ad retalliam futuris temporibus vendere valeant prout ab antiquo soliti sunt & consueti, & quod ad illam quotam quam major civitatis London, de sale ibidem adducto capere consuevit, dicti Mercatores & sui successores debent ab eadem in perpetuum exonerari.

25. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod prædicta appunctuata, conventa, concordata & concluſa, nullæ obligationes, quæ à Domino Rege Angliæ aut suis prædecessoribus, Mercatoribus aliisve particularibus personis erga civitates Hanseæ, ac earum personas, etiamsi jure depositi, & bona fide aut alias qualitercunque emanarunt, pro quibus non est satisfactio plenaria in articulis memoratis, concordata, & vice versa, quæ à civitatibus, Mercatoribus, aut aliis personis Hanseæ erga Dominum Regem Angliæ suosque prædecessores & subditos, similiter emanarunt, quarum occasione debita jure extincta, aut ad finem persecuta non sunt auferantur, verum potius in suis maneant robore atque firmitate.

26. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod omnia appunctuata, conventa, concordata, & concluſa duntaxat ad Dominum Regem Angliæ, suosque ligios & subditos ex una, ac civitates Hanseæ earumque Mercatores & homines partibus ex altera se extendant, adeo quod si forte alterutra partium erga alios Principes, Dominos, aliosve quoscunque, qui sub antedicti Regis Angliæ ditione aut civitatibus Hanseæ non existant aliquod sibi jus aut actionem competere, ex eo, quod tempore prædictarum guerrarum & dissensionum, aut earum occasione quid actum prætenderet, id ipsum per prædicta appunctuata, conventa, concordata & concluſa minime debet esse ablatum, imo ut partium unaquæque suum jus prosequi valeat, & finiri sit permissum.

27. Item appunctuatum, conventum, concordatum & conclusum est, quod per præmissa omnia & singula in præsentibus descripta & contenta, nullis literis, privilegiis, libertatibus, concessionibus indultis, concordiis, & tractantibus ante tempora datis præsentium per Illustr. Reges Angliæ & alios quoscunque Mercatoribus & hominibus Hanseæ datis & concessis, aut inter dictos Reges & alios, ac Mercatores & homines Hanseæ qualitercunque factis, & concordatis præjudicium aliquod generetur, sed quod illa omnia & singula cum præsentibus universis & hæc eadem cum illis in suis permaneant robore & virtute, sic quod Mercatores Hanseæ communiter & singuli præfatis literis, libertatibus & concessionibus, indultis, concordatis & tractatibus cum præsentibus appunctuatis, conventis, concordatis & conclusis quibuscunque suis Articulis & punctis, prout eis ad utilitatem eorum melius ac pertinentius interpretari, æ etiam ipsis liberius & utilius valere & convenientius expedire poterunt, in perpetuum libere & pacifice frui debeant, contraria vel antiqua alia interpretatione circa ea minime facienda, ac contradictione cujuscunque non obstante.

ANS de J.C. 1474.

Quæ omnia & singula nos Oratores Angliæ supra nominati promittimus bona fide, & pollicemur per metuendissimum Dominum Regem nostrum suosque hæredes & successores Ligeosque & subditos Coronæ Angliæ universos & singulos præsentes & futuros quoad ipsos concernunt, aut concernere poterunt, tenenda inviolabiliter in perpetuum pariter, & observanda, ac per literas authenticas & patentes ejusdem Domini Regis ratificanda, approbanda, pariter confirmanda literis hujusmodi confirmatoriis in Oppido Burgensi sub visu Aldermanni mercatorum Hanseæ, ibidem in manus ejusdem Aldermanni, aut alterius ad hoc potestatem ex parte Hanseæ habentis literas similes confirmationis pro parte Hanseæ apportantis & tunc cum effectu Nuntio Regio ad hoc mittendo tradere parati. Primo die mensis Augusti proxime futuro deliberando, pariter consignando, in quorum omnium & singulorum testimonium atque fidem has literas penes Oratores Hanseæ supra nominatos pro parte Hanseæ remanentes. Nos Wilhelmus Hatteclif, Joannes Russel, & Wilhelmus Rosse Oratores in literis Procuratoriis infra insertis specialiter nominati, sigillis, nominibusque & signis nostris manualibus subscriptis roborari fecimus pariter & communiri, &c.

Nos igitur Eduardus Rex suprascriptus habentes certam, discretam, & indubiam notitiam de omnibus & singulis tractatibus communicatis, appunctuatis, conventis, concordatis, & conclusis inter præfatos Oratores, Nuncios, & Procuratores nostros, ex una parte, ac dictos spectabiles & circumspectos viros Hanseæ ex altera prout in Articulis memoratis seriosius est expressum, ea omnia & singula nomine nostro facta atque gesta de certa scientia nostra, nullo juris seu facti errore ducti, atque omnem quantum in nobis est defectum supplentes gratanter acceptamus, approbamus, ratificamus & confirmamus, volentes & decernentes eadem per nos hæredes & successores nostros quantum in nobis est, nec non per vasallos, ligios & subditos nostros & successorum nostrorum, quoscunque perpetuis futuris temporibus inviolabiliter observari debere nec eisdem aut eorum alicui contraveniri ullo modo. In cujus rei testimonium has literas nostras, fieri fecimus patentes. Teste me ipso apud Westmunster vigesimo die Julii, anno Regni nostri quarto decimo, &c.

Tenores vero literarum procuratoriarum de quibus supra fit mentio, sequuntur & sunt tales. Eduardus Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hyberniæ, omnibus ad quos præsentes literæ pervenerint, Salutem. Cum in quadam dicta mensibus Julii & Septembris ultimo elapsis in Civitate Trajectensi per certos pro parte nostra, & per alios pro parte Civitatum Hanseæ Teutonicæ Oratores non nulla media pacis & pristinæ amicitiæ inter Incolas & subditos utriusque partis renovandæ excogitata, communicata, tractata, & sub spe conclusionis appunctuata fuerunt, prout in actis ejusdem dictæ inter Oratores hinc inde conscriptis, & per eos subscriptis, de dato in Civitate Trajectensi decimo nono die Septembris, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo

mo

NS J. C. 474. mo tertio, plenius continetur, ſicque ipſa dicta primum ad quintum decimum diem menſis Decembris, deinde ad quintum decimum diem menſis Januarii proxime & tunc ſequenti continuata, ad finem ut tunc de & ſuper materiis & rebus remanentibus indiſcuſſis finalis concluſio caperetur paxque firma & perpetua inter partes componeretur & ſtabiliretur. Hinc eſt quod nos volentes cepta hujuſmodi debitum ſortiri effectum de fidelitate, circumſpectione & induſtria dilectorum & fidelium noſtrorum Joannes Scote Militis Mareſchalli Villæ noſtræ Cales; Magiſtrorum Wilhelmi Hatteclijf Secretarii, Joannes Ruſſel Archidiaconi Berck, Conſiliariorum noſtrorum, & Wilhelmi Roſſe Vitillarii Villæ noſtræ Cales plenarie confidentes ipſos noſtros veros & indubitatos Ambaſſiatores, Commiſſarios, Procuratores, Deputatos, & Nuncios generales & ſpeciales conſtituimus deputavimus & ordinavimus ac tenore præſentium conſtituimus deputamus & ordinamus, dantes & concedentes eiſdem Ambaſſiatoribus, Commiſſariis, Procuratoribus, Deputatis & Nunciis noſtris tribus ſeu duobus eorum quorum præfatum Joannem Scotte, Wilhelmum Hatteclijf, aut Joannem Ruſſel unum eſſe volumus, plenam & liberam poteſtatem ac mandatum generale & ſpeciale pro nobis, heredibus & ſucceſſoribus Regnis, Terris, Dominiis, ſubjectis, amicis, alligatis, confœderatis, faventibus & adherentibus noſtris quibuſcunque, cum ſpectabilibus & Egregiis viris gubernatoribus Provinciarum & Civitatum Hanſæ Teutonicæ, ſeu eorum Ambaſſiatoribus, Commiſſariis, Procuratoribus, Deputatis & Nunciis ſufficientem in ea parte poteſtatem habentibus, ac etiam cum quibuſcunque Univerſitatibus, Societatibus, Principibus, Dominis, Gubernatoribus & Rectoribus, Terrarum, Provinciarum, Civitatum, Oppidorum, Villarum & Dominorum quorumlibet Terræ Alimanniæ, aut cum ipſorum Ambaſſiatoribus, Commiſſariis, Procuratoribus, Deputatis & Nunciis poteſtatem ſufficientem habentibus conveniendi, appunctuandi, concordandi, & finaliter concludendi, de & ſuper omnibus & ſingulis differentiis, litibus, quæſtionibus & diſcordiis inter nos, noſtroſque ſubditos, ex una parte, & præfatos honorabiles & diſcretos viros gubernatores Provinciarum & Civitatum Hanſæ prædictæ, ac etiam Univerſitatis Societates, Principes, Dominos, Gubernatores & Rectores Terrarum, Civitatum, Oppidorum, Villarum & Dominiorum quorumlibet dictæ Terræ Allimanniæ Terras, Civitates, Oppida, Villas, Caſtra, Provincias & Dominia, ſubditos, amicos, alligatos, confœderatos & adhærentes ſuoſque quoſcunque ex parte altera pendentibus indiſcuſſis ipſaſque differentias, lites, quæſtiones & diſcordias diſcutiendi, determinandi, & finaliter omnibus modis quibus ipſis videbitur, pacificandi, abolendi ac de & ſuper perpetua & reali pace atque concordia tam per mare quam per Terram, flumina & aquas dulces nec non ligis, amicitiis & confœderationibus quibuſcunque inter nos heredes & ſucceſſores noſtros ac Regna, Terras, Dominia noſtra, ſubditos, amicos, alligatos, confœderatos, faventes & adherentes noſtros, quoſcunque ex parte una & præfatos Egregios & Spectabiles viros Gubernatores Provinciarum & Civitatum Hanſæ prædictæ ac etiam inter Univerſitates, Societates, Principes, Dominos, Gubernatores, & Rectores Terrarum, Civitatum, Oppidorum, Villarum & Dominiorum quorumlibet dictæ Terræ Alimanniæ, Terras, Civitates, Oppida, Villas, Caſtra, Provincias & Dominia ſua ſubditos, amicos, alligatos, confœderatos, faventes & adhærentes ſuos quoſcunque ex parte altera contrahendis, ineundis & firmandis, tractandi, appunctuandi, pariter & concludendi, nec non pacem & concordiam, ligas, amicitias & confœderationes hujuſmodi viis & modis omnibus, quibus expedire videbitur, vallandi & roborandi communicationemque mutuam ac liberum inter- ANS curſum mercandiſandi, ſecurumque ſtatum pro ho- de J. C. minibus utriuſque partis præſentibus & futuris, tam 1474. in Regnis, Provinciis, Civitatibus, Dominiis & locis unius & alterius partis prædictæ, quam alias ubilibet tam in Terra quam in Mari, fluminibus & aquis dulcibus, una cum treugis, abſtinentiis guerrarum aliaque dicta, ſi ipſis viſum fuerit appunctuandi, concordandi, pariter & concludendi, ſub modis, forma & conditionibus, de quibus inter dictos noſtros Ambaſſiatores, Commiſſarios, Procuratores, Deputatos & Nuncios ac præfatos, ſpectabiles & Egregios viros, ac etiam Univerſitates, Societates, Principes, Dominos, Gubernatores & Rectores prædictos, ſeu ipſorum Ambaſſiatores, Commiſſarios, Procuratores, Deputatos & Nuncios prædictos poterit concordari, cæteraque omnia & ſingula faciendi, exercendi & expediendi, quæ in præmiſſis ſeu aliquo præmiſſorum ſeu circa ea conjunctim & diviſim neceſſaria fuerint, ſeu quomodolibet oportuna ac quæ qualitas & natura hujuſmodi Negotii exigunt & requirunt, & quæ noſmet ipſi faceremus aut facere poſſemus, ſi præſentes perſonaliter eſſemus, ac etiam ſi talia forent, quæ de ſe mandatum magis exigant ſpeciale: promittentes bona fide & in verbo Regio nos ratum, gratum & firmum habituros, quicquid per prædictos Ambaſſiatores, Commiſſarios, Procuratores, Deputatos & Nuncios noſtros in forma prædicta actum, geſtum, ſeu procuratum fuerit in præmiſſis ſeu aliquo præmiſſorum. In cujus rei teſtimonium has literas noſtras fieri fecimus patentes teſte me ipſo apud Weſtmunſter vigeſimo ſecundo die Decembris anno Regni noſtri tertio decimo per ipſum Regem & de dato prædicta autoritate Parliamenti, &c.

Univerſis & ſingulis præſentes literas inſpecturis, lecturis, ſeu legi audituris, nos Proconſules & Conſules totius Conſultatus & Communitatis Imper. Civitatis Lubecenſis, cæterarumque Civitatum, Burgorum, Communitatum, Oppidorum, Villarum & locorum totius Hanſæ Theutonicæ Oratores & Nuncii ad Communem earundem Civitatum, Burgorum, Communitatum, Oppidorum, Villarum & locorum dictæ Hanſæ, & ex eis ubicunque exiſtentium mercatorum & perſonarum quietem & utilitatem procurandi in ipſa inclita Civitate Lubecenſi ſpecialiter conſtituti, Salutem in Domino & præſentibus fidem indubiam adhibere, cum pridem inter Excellentiſſimi & Potentiſſimi Principis ac Domini Domini Eduardi Angliæ & Franciæ Regis, & Domini Hyberniæ venerabiles & egregios viros Dominos Wilhelmum Hatteclijf Secretarium, Johannem Ruſſel Decretorum Doctorem, Archidiaconum Berck, in Eccleſia Sacra & Wilhelmum Roſſe Vitellarium Villæ Cales, Oratores, Commiſſarios & Procuratores ex una, ac circumſpectos atque Providos viros Dominos Henricum Caſtorpum Proconſulem, Johannem Oſthuſen Doctorem utriuſque Juris Secretarium, & Johannem Luneborch Conſulem Conſilii & Communitatis Civitatis Lubecenſis cum aliis ſibi adjunctis ſpectabilibus & circumſpectis Dominis Oratoribus videlicet Bernhardo Balfer Proconſule, Eylardo Lubberdes Conſule, & Johanne Grane Secretario Bremenſi, Henrico Murmeſter Legum Doctore Proconſule, Henningo Buringk Conſule, & Laurentio Rotideken Secretario Hamburgenſi: Chriſtophoro Henxſtenberch Proconſule, Henrico Bracke Conſule Tremonienſi, Henrico Warendopf Proconſule, Henrico Rentſingk Conſule, & Johanne Kakesbeecke Secretario Monaſterienſi, Bernhardo Paweſe, Rodo Velſtede Conſulibus & Magiſtro Johanne Lindawe Secretario de Dantſick, Johanne Marguardi, Johanne Borren Proconſulibus & Magiſtro, Stephano Jeilbert Secretario Daventrienſi, Tidemanno de Veen Proconſule, Henrico Korerſtorp Conſule Campenſi, Johanne Durekoep, Bertramo Berghof,

ANS de J. C. 1474. hof, & Magistro Gerhardo Bruns. Secretario, ex parte Mercatorum in Bruggis, Hermanno Wantuate Secretario Mercatorum Londonensium, & Domino Christiano de Gore Capellano & Secretario Mercatorum Burgensium in Norvegia Communium Civitatum & Oppidorum Hanseæ Teutonicæ Oratores, Nuncios & Procuratores ex altera partibus. Post varios Tractatus in Civitate Trajectensi mensibus Julii & Septembris anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo tertio, de & super plurimis differentiis, litibus, guerris, injuriis & discordiis inter homines partium prædictarum motis & pendentibus habitos atque factos tandem inspirante pacis autore pro pacificandis & abolendis differentiis, litibus, guerris, injuriis & discordiis hujusmodi, atque pro reducendo & restaurando omnes & singulos homines utriusque partis prædictæ ad pristinam amicabilem & mutuam communicationem & conversationem, liberumque intercursum mercandisandi quædam concordata & concluſa, quædam verò per modum advisamentorum appunctuata sunt, inter prædictos Oratores & Commissarios hinc inde & eorum occasionem inter eosdem Oratores finaliter concluſum & concordatum existit. Quod tam præfatus Serenissimus Rex Angliæ &c. quam Civitates Hanseæ prædictæ utriusque suos Oratores & Ambassiatores cum sufficienti Mandato & plena instructione, in supradicta Civitate Trajectensi, decima quinta die Januarii, proxime sequenti habeant, ad omnia & singula supra tacta concludenda ac pacem firmam ac perpetuam stabiliendam, &c. in modis patentibus & sigillatis eorundem Oratorum & Commissariorum literis ipsis Oratoribus & Commissariis supra scriptis alterutrum exhibitis & datis in Civitate Trajectensi anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo tertio, die vero decima nona Septembr. Dominica. quas hic pro infectis haberi placet, comprænsum. Hinc est quod in eventum & finem præfatos de natura circumspectione & probitate spectabilium & circumspectorum Dominorum Civitatum & Oppidorum. Videlicet Joannis Osthusen utriusque juris Doctoris & Johannis Berssenbruggen Secretariorum Lubecensium : Henrici Murmester legum Doctoris Proconsulis, & Laurentii Rotideken Secretarii Hamburgensis, ac Bernardi Paweſe Consulis de Dantſigk plenissime confidentes, ipsos omnes & eorum quemlibet in solidum præsentium exhibitores & exhibitorem, ita tamen quod non sit melior conditio primitus occupantis nec deterior subsequentis, sed quod per unum eorum, inceptum fuerit, alius prosequi valeat, mediare & finire, omnibus melioribus modo, via, jure, causa, stylo & forma, quibus melius & efficacius potuimus & debuimus, possumusque & debemus ad præmissa omnia & singula fecimus ac tenore præsentium facimus, constituimus & ordinamus nostrosque præfatæ Hanseæ veros, certos, legitimos & indubitatos Procuratores, Nuncios, & Oratores generales & speciales, sic tamen quod generalitas specialitati non deroget, nec è contra, dantes, concedentes eis omnibus & eorum cuilibet in solidum plenam & omnimodam potestatem & auctoritatem mandatum & facultatem per se duntaxat aut una cum aliis honorabilibus quarumcunque Civitatum & Oppidorum dictæ Hanseæ veris Oratoribus, Procuratoribus, sive Nunciis ad præmissa specialiter deputatis vel deputandis in præfata Trajectensi Civitate præmentionata decima quinta die mensis Januarii. Ac posterius quandocumque se nostro & totius Hanseæ prædictæ nomine constituendi & præsentias suas exhibendi, ac cum universis & singulis supradicti Potentissimi & Excellentissimi Principis Domini Angliæ & Franciæ Regis &c. venerabilibus & Egregiis Dominis Oratoribus Procuratoribus & Nunciis specialibus in ea parte potestatem & mandatum habentibus eorum causa & occasione, quæ ut prædicitur inter prænominatos Oratores & Commissarios, sive per modum concordatorum & concluſorum, sive per modum advisamentorum appunctuata sunt in eadem Civitate Trajectina conveniendi & communicandi ac de & super præfatis universis & singulis in modum advisamentorum appunctuatis etiam concordandi & concludendi, prout hæc & alia quæcunque per utriusque partis Oratores Commissarios atque Procuratores antedictos in omnibus suis punctis atque clausulis appunctuata sunt, concordata, concluſa & advisata, ac etiam cum ipsis regiis Oratoribus, Procuratoribus sive Nunciis conveniendi & concordandi de loco & tempore ac modo & forma convenientibus quibus, tam ipsa præmentionata concordata & concluſa quam adhuc concordanda & concludenda, postquam concordata fuerint & concluſa nec non perpetua pax & firma futuris temporibus inviolabiliter observanda, approbari, & ratificari per principales partium prædictarum Dominos constituentes ac quoscunque alios quorum interest finaliter atque confirmari debeant de & supra præmissis omnibus & singulis patentibus & sigillatis approbationis, ratificationis & confirmationis & aliis quibuscunque literis pro firmiori prætactorum perpetua observantia partibus hinc inde, vel saltem earundem veris procuratoribus & Commissariis supra dictis, vel aliis ipso facto & realiter exhibendis. Aliaque omnia & singula faciendi, dicendi, gerendi & exercendi, quæ in præmissis, & circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna etiamsi mandatum exigant magis speciale quam superius est expressum. Unum quoque vel plures procuratorem vel procuratores loco eorum & cujuslibet ipsorum cum simili potestate substituendi & substitutos aut substituendos, totiens quotiens eis vel eorum alteri expediens videbitur, revocandi & alium vel alios iterum substituendi, promittentes nihilominus bona fide nos & mercatores ac quoscunque alios subditos nostros perpetuo firmum, ratum & gratum habituros, quicquid per eos vel substitutos aut substituendos ab eis actum, factum, dictum, conventum & concluſum, gestumve, fuerit, in præmissis vel quomodolibet procuratum, dolo & fraude cessantibus penitus & semotis, in quorum omnium & singulorum fidem & testimonium præsentes literas sigillo Civitatis Lubecensis quo eisdem appendente ad præsens utimur, communiri fecimus. Datæ in eadem Civitate Lubecensi anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quarto, die prima mensis Januarii. Datæ in Civitate Trajectensi ultimo die mensis Februarii. Anno Domini secundum cursum & computationem Ecclesiæ Romanæ millesimo quadringentesimo septuagesimo quarto. Ecclesiæ vero Anglicanæ anno septuagesimo tertio.

ANS de J. C. 1474.

CDLXXXI.

Testament de RENE' *Roi de Sicile & Comte de Provence, fait le 22. Juin* 1474. Noël Gailhard. Remontrances de la Noblesse de Provence au Roi. pag. 75. & Divers Traitez, Contracts, Testamens, &c. servans de Preuves aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 166.

ANS de J. C. 1474. SICILE.

CE sont en bref les clauses du Testament de tres-excellent, & tres-puissant Prince RENÉ par la grace de Dieu Roy de Jerusalem, d'Arragon, des deux Siciles, de Valence, Majorque, Sardaigne & Corse, d'Anjou & de Bar, Comte de Barcelone, Provence, Forcalquier, & Piedmont.

Premierement, recommande son Ame au jour de son trepas de ce monde à Dieu le Createur, à la glorieuse Vierge Marie, & à toute la Cour celeste.

Item, ledit Roy Testateur veut que en quelconque

ANS J. C. 1474. que lieu qu'il treſpaſſera, ſelon la volonté de Dieu, ſon corps ſoit porté en l'Egliſe d'Angers, pour eſtre en icelle ſevely & inhumé ou lieu qu'il a ja eſleu & preparé pour ſa ſepulture, & ou quel eſt ja ſevely le corps de la feuë Reyne Iſabel de tres-noble memoire en ſon vivant ſon eſpouſe.

Item, ledit Roy Teſtateur veut & ordonne que a touſiours-mais chacun jour perpetuellement ſoit dite & celebrée une Meſſe baſſe pour ſon intention à l'Autel qu'il a fait edifier & eriger devant ſadite ſepulture en ladite Egliſe d'Angers.

Item, ledit Seigneur veut & ordonne que chacun an à touſiours-mais, ſoient dites & celebrées deux Meſſes ſolemnelles à notte audit Autel, l'une pour ſon intention, & à tel jour qu'il treſpaſſera de ce monde, l'autre à tel jour que treſpaſſa ladite feuë Reyne Iſabeau, pour le remede & intention de leurs Ames, & de leurs parens & amis treſpaſſez, & les Vigiles ſolemnelles des Treſpaſſez le jour devant à Veſpres.

Item, ledit Sieur veut & ordonne que chacun an à touſiours-mais le ſecond jour de Novembre, qui eſt le jour de la Commemoration des Morts ſoit faite ſolemnelle Commemoration & Oraiſon des Treſpaſſez devant leſdites ſepultures & auſſi devant les ſepultures de feu le Roy Louys ſecond ſon Pere, de tres-digne memoire, & de la feuë Reyne Yoland ſa Mere, & de la Reyne Marie ſon ayeule, & que devant chacunes deſdites ſepultures, ſoit chanté un Reſpons des Morts, enſemble les Verſet & Collecte accouſtumez: c'eſt à ſçavoir *Inclina*, & *Fidelium*, & pour les ſervices deſſuſdits, ledit Sieur laiſſe, ordonne, & baille à ladite Egliſe d'Angers la ſomme de cinquante livres tournois de rente annuelle & perpetuelle, pour laquelle avoir & acheter, ledit Sieur veut & ordonne eſtre baillé aux Doyen, & Chapitre de ladite Egliſe pour une fois la ſomme de mil cinq cens livres.

Item, ledit Sieur donne & laiſſe à ladite Egliſe la belle Croix d'or dont le pied eſt d'argent doré qui a accouſtumé de ſervir au grand Autel de ſa Chapelle aux bonnes Feſtes, en laquelle a une grande piece de la vraye Croix.

Item, donne & laiſſe à icelle Egliſe ſa belle tapiſſerie, en laquelle ſont contenuës toutes les figures & viſions de l'Apocalypſe.

Item, ledit Sieur veut & ordonne, que ſon cœur ſoit porté le lendemain de ſon obit en l'Egliſe des Freres Mineurs dudit lieu d'Angers, pour eſtre inhumé & ſepulturé en la Chapelle de Sainct Bernardin qu'il a fait eriger, edifier, parer, & fournir, contiguë à l'Egliſe deſdits Freres Mineurs.

Item, ledit Sieur veut & ordonne, que en ladite Chapelle de Sainct Bernardin, ſoit dite & celebrée chacun jour de l'an à touſiours-mais perpetuellement une baſſe Meſſe, & chacun an à tel jour qu'il treſpaſſera une Meſſe à notte, & le jour devant Vigiles des Treſpaſſez ſolemnelles pour le remede & le ſalut de ſon Ame, & de ſes predeceſſeurs parens & amis Treſpaſſez, & pour leſdits ſervices eſtre faits & continuez, delaiſſe & donne auſdits Freres Mineurs en aumoſne perpetuelle chacun an à touſiours-mais le nombre & quantité de trente ſeptiers de fourment, & pour le luminaire deſdites Meſſes auſſi chacun an à touſiours la ſomme de dix livres tournois, leſquelles quantité de trente ſeptiers de fourment, & ſomme de dix livres, ledit Sieur aſſiet & aſſigne ſur les rentes & revenus de la Meniſtre.

Item, veut & ordonne ledit Sieur, que le jour de l'inhumation de ſon corps, cinquante pauvres ſoient veſtus de noir à ſes deſpens, leſquels porteront chacun une torche du poids de trois livres, & veut en outre que les luminaires de cierges, torches & flambeaux, ſoient mis par dedans l'Egliſe tout à l'environ, comme eſt accouſtumé à faire pour les Roys, tant le jour de l'inhumation du corps, comme le jour du ſervice, & que la Chapelle ardante qui ſera deſſus le corps ſoit fournie de luminaire & de paremens, comme en tel cas pour les Roys eſt accouſtumé, & auſſi que par dedans l'Egliſe tout à l'environ, ſoit une lite de bougran, ornée & ſemée des Armes dudit Sieur, avec les paremens ſemblables à ceux qui furent mis en ladite Egliſe à la ſepulture ou inhumation de ladite feuë Reyne Iſabel, & que le grand pulpite de l'Egliſe ſoit auſſi couvert de ſemblable bougran noir.

Item, ledit Seigneur Roy Teſtateur, veut & ordonne que tous Chapelains qui voudront comparoir & aſſiſter à ladite inhumation de ſon corps, & illec celebrer Meſſe ils ſoient receus, & que pour les Meſſes par eux celebrées, ils ſoient payez ſans delay en la maniere en tel cas accouſtumée.

Item, ledit Sieur veut & ordonne, que tous les Religieux des Monaſteres & Convents, & auſſi tous les Colleges de ladite Ville & Faux-bourgs d'Angers ſoient à conduire ſon corps juſques à ladite Egliſe d'Angers, & que chacun deſdits Colleges, Monaſteres, & Convents facent une commemoration ſur le corps, laquelle faite, ils retournent en leurs Egliſes, pour dire & celebrer le ſervice accouſtumé en tel cas pour les Treſpaſſez, & pour leſdits ſervices & proceſſion, ledit Sieur laiſſe & donne à chacun deſdits Colleges & Monaſteres la ſomme de dix livres tournois, & à chacun deſdits Convents Mandians la ſomme de cent ſols.

Item, ledit Sieur Teſtateur laiſſe & donne à l'Egliſe d'Angers pour la proceſſion & conduite de ſon cœur juſques à l'Egliſe deſdits Freres Mineurs, la ſomme de quinze livres tournois, & à chacun deſdits Colleges & Monaſteres la ſomme de ſoixante ſols tournois, & à chacun deſdits Convents Mandians la ſomme de quarante ſols tournois, veut auſſi & ordonne tous ſemblables ſervices, proceſſions, & luminaires eſtre faits à l'inhumation du cœur, comme à la ſepulture du corps, & que toutes leſdites choſes ſoient faites le lendemain de la ſepulture de ſondit corps.

Item, veut & ordonne ledit Sieur Roy Teſtateur, que les ſervices de proceſſion, ſtation, luminaire, chapeaux, adminiſtration de pain & vin par luy inſtituez, & ja accouſtumez de faire à l'Egliſe d'Angers, à cauſe de l'une des (*a*) hydries eſquelles Noſtre Seigneur fit miracle en converſion d'eauë en vin és nopces (*b*) d'Architriclin, & laquelle hydrie il a donné à ladite Egliſe, & fait icelle colloquer en lieu honorable prés du grand Autel d'icelle Egliſe, ſoient entretenus & continuez à touſiours, mais perpetuellement en la forme par luy inſtituée & compoſée, & pour la fondation deſdites choſes, il laiſſe & donne à ladite Egliſe d'Angers trente livres de rente annuelle, & perpetuelle, pour laquelle avoir & acheter, ledit Sieur veut eſtre payé aux Doyen & Chapitre pour une fois la ſomme de mil livres tournois.

(*a*) Cruches.

(*b*) On peut voir par cette bévuë, quelle étoit la ſcience de ce tems-là.

Item, ledit Sieur laiſſe & donne à ladite Egliſe la ſomme de cent livres tournois de rente annuelle & perpetuelle, pour dire & celebrer à jamais, perpetuellement une Meſſe baſſe à l'Autel de Monſieur Sainct Maurice dernierement conſtruit & édifié en la croiſée de ladite Egliſe à main dextre, & pour fournir de luminaire, veſtemens, & ſonnerie à l'heure qu'elle a accouſtumé eſtre ſonnée, & dite, & appellée la Meſſe de l'ordre du Croiſſant, pour laquelle rente eſtre achetée par les Doyen & Chapitre, ledit Sieur veut & ordonne leur eſtre payé pour une fois la ſomme de trois mil livres.

Item, veut & ordonne ledit Sieur, qu'en lieu de la charité ou aumoſne accouſtumée de donner aux pauvres és jours des funerailles & ſervices des Roys, Princes, & grands Seigneurs, afin qu'oppreſſion, bleſſure, ou mort de gens ne s'enſuive, comme autres-

ANS de J. C. 1474. tresfois on a veu advenir, aumosnes soient distribuées à l'equipolent, & divisées en quatre parties, c'est à sçavoir à pauvres filles à marier, pauvres malades ou indigens demeurans aux champs, à pauvres ladres, & hospitaux mal garnis de licts, linceuls, & autres choses necessaires; pourveu que les pecunes ne soient point baillées és Maistres desdits hospitaux, mais seront achetées lesdites choses plus necessaires par les mains de ses Executeurs qui seront cy-aprés nommez: & pour lesdite charité & aumosne accomplir, il donne & laisse la somme de mil livres tournois, à payer pour une fois & pour estre divisées en quatre parties esgalles, pour fournir à ce que dit est; & laquelle somme il veut estre prise sur les plus clairs deniers venans à la Treforerie & main du Treforier d'Anjou.

Item, ledit Sieur donne & laisse à sa tres-chere & tres-amée fille Marguerite Reyne d'Angleterre pour son droit d'institution, la somme de mil escus d'or à payer pour une fois: en laquelle somme de mil escus il instituë & nomme ladite fille heritiere: & se il advient que ladite Marguerite Reyne, laquelle est à present vefve par la mort du feu Roy Henry d'Angleterre jadis son espoux, se transporte és parties de France, ledit Sieur veut & ordonne que tant que ladite Dame Marguerite demoura en vefvage, elle ait & prenne chacun an deux mil livres tournois sur les rentes & revenus de son Duché de Bar, en laissant en outre à ladite Dame sa fille son habitation & demeure au Chasteau de Koevres: & ou cas qu'elle voudroit lever les fruicts & emolumens dudit Chasteau, ledit Sieur veut que lesdits fruicts par icelle levez, soient comptez en deduction de ladite somme de deux mil livres tournois; & commande ledit Sieur que icelle Dame sa fille soit contente des choses dessusdites, & quelle ne puisse autre chose demander.

Item, donne & laisse ledit Sieur à sa tres-chere & tres-amée fille Madame Yoland à present Duchesse de Lorraine, pour son droit d'institution, la somme de mil escus d'or; & en icelle somme de mil escus, avec le doüaire à elle constitué, il instituë & nomme ladite Dame heritiere commandant que de ce soit contente, & que autre chose ne puisse demander.

Item, ledit Sieur Roy Testateur par son present Testament, de sa certaine science & propos deliberé, confirme, loüe, ratifie, & approuve les dons, & toutes & chacunes les donations par luy autresfois faites, & qu'il fera un temps advenir avant son deceds à tres-excellente Dame Jeanne la Reyne son espouse, pour toute sa vie durant; & desquels dons & donations il peut & pourra apparoir tant par les Lettres de son mariage que par autres plusieurs Lettres depuis & constant ledit Mariage faites & passées, & tant és parties d'Anjou, de Barrois, que de Provence, selon les teneurs desdites Lettres, soit que icelles donations soient entre les vifs & par transport fait à ladite Dame ou autrement, en quelques manieres qu'elles ayent esté faites, desquelles donations la declaration s'ensuit de mot à mot.

Premierement, au Duché d'Anjou le Comté de Beaufort, ensemble toutes ses appartenances, le Chastel, Ville & Chastellenie de Mirebeau, avec toutes & chacunes ses appartenances, l'imposition foraine, les sayens de la Riviere de Mayne, les lieux de Chauze & de la Rive, les Lieux de Lannois & du Palais, l'Isle-bonnet, les Prez de Loyau, & les Bois de Lespau, ensemble toutes les appartenances en la Comté de Provence, les Terres, Chasteau & Domaine de Sainct Remy; ensemble toutes les appartenances, droits, juriſdictions, tenemens, rentes, emolumens, dons, aydes faits & à faire par les sujets du lieu, tant en vassaux, hommes, sujets, comme en possessions de terres cultivées, non cultivées, prez, champs, pastures, bois & eauës en offices, & autres choses quelconques, la Ville, Terre & Domaine de Perthuis, avec la Capitainerie dudit lieu, la Seigneurie, haute & basse Jurisdiction, ensemble tous les dons & aydes qui seront faits par les sujets dudit lieu, & toutes autres choses appartenantes illec à la Seigneurie dudit Seigneur, les Chasteaux des Vaux, de Castillon, de Moreres, & de Vaguieres situez audit Païs de Provence, & toute la Baronnie des Vaux, ensemble la Vicairie & Capitainerie desdits Chasteaux, avec les dons & subsides que feront les sujets desdites Terres.

ANS de J. C. 1474.

Item, les Terres, Chasteau & Ville d'Albaigne, avec tous les droits & appartenances: & aussi le Chasteau de Chastelet, ensemble tous les dons & aydes desdits lieux.

Item, la grande Traite de sel des Villes de Yeres & de Toulon, & generalement de tout les Païs de Provence, & tout le droit qui peut venir audit Seigneur à cause de ladite Traitte.

Item, le (a) payage de Tarascon, ensemble ses dependances & appartenances.

(a) ou peage.

Item, les Villes, Terre & Domaine de Brignoles, ensemble toutes les appartenances & vassaux, hommes, subjets, possessions, Terres cultivées & non cultivées, vignes, prez, champs, bois, eauës, offices, & autres choses quelconques.

Item, les quartons des salines de Vervette, de la Ville de Notre-Dame de la Mer, ensemble tous les droits, rentes, & emolumens appartenans ausdits quartons tans de droit que de coustume.

Item, plus donne ledit Testateur dés à present, pour en joüyr aprés son decez, à ladite Dame son espouse, si elle le survit, la Ville & revenus de Sainct Canat avec toutes ses appartenances, & les bastides d'Aix & de Matz, ainsi qu'ils se comportent, ensemble tous les meubles estans esdits lieux, pour en joüir sa vie durant seulement.

Ou Duché de Bar les Villes, Chasteaux, Terres & Seigneuries d'Estain & de Bouconville; ensemble tous les droits, aydes, emolumens & apppartenances desdits lieux, & aussi le Chasteau & Domaine de Morlay, avec le Capitainerie, dons & aydes dudit lieu: veut aussi ledit Sieur que toutes les donations dessusdites sortissent leur plein & deu effet, nonobstant rigueur de droit, usages de Païs, coustumes, constitutions, mesme la coustume d'Anjou, par laquelle une femme mariée, aprés le decez de son mary, ne peut avoir ensemble doüaire & donation, & toutes autres coustumes & usages à ce contraires: & pource que ledit Sieur a tousiours aimé & aimera parfaitement ladite Dame jusques à la mort, tant en faveur de mariage, comme pour les grandes vertus & bonté d'elle, comme aussi pour les agreables services & bons termes qu'elle luy a tousiours tenu, il veut, ordonne & commande à ses heritiers cy aprés escrits, qu'ils honorent & reverent ladite Dame, & la laissent aller, venir, resider & demeurer par toutes & chacunes les Places, Seigneuries & Domaines que ledit Seigneur tient à present, & qu'il pourra tenir au jour de son decez.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que ladite Dame Reyne son espouse ait tous les biens meubles qu'elle a à present avec elle, & qu'elle aura en ses offices & maisons au temps qu'il decedera de ce siecle.

Item, plus ledit Seigneur laisse à ladite Dame son espouse, & donne les joyaux qui s'ensuivent, c'est à sçavoir le grand balay, le diamant à la (b) cesse, le grand collier, un autre moyen balay, le petit collier à diamant, les tasses & drageoüer d'or, les grandes tasses d'argent, les bassins d'or, la coupe & esguiere d'or garnie de pierres, une croix de diamans.

(b) ou lesse.

Item, ledit Testateur donne & laisse aprés son deceds, & de ladite espouse, à Jean son fils naturel les Villes de Sainct Remy & Sainct Canat, avec toutes & chacunes leurs appartenances & dependances pour

en

NS en joüyr luy & les siens descendans de son corps en
J. C. leal mariage à tousiours-mais : & s'il alloit de vie à
74. tresPas, ou sans enfans, sans hoirs legitimes descendans d'eux, lesdites choses retourneroient au Comté de Provence.

Jean Item, donne & laisse à sondit (a) fils le Marquisat
njou du Pont situé & assis en son Duché de Bar, avec tou-
ard tes & chacunes ses appartenances quelconques, pour
i sont les en joüyr luy, & les siens descendans de son corps en
is les Mariage à tousiours, & s'il alloit que luy & les siens
rs de allassent de vie à tresPas sans hoirs legitimes descen-
liers, dans d'eux, ledit Marquisat retourneroit au Duc de
emy, Ca- Bar.

Item, ledit Seigneur veut & ordonne que en l'Eglise de Sainct Anthoine de Pont à Mousson, en laquelle est inhumé & sevely le corps de feu Monseigneur Louys jadis Marquis du Pont son fils, soit faite une sepulture honneste, selon la condescence de son estat, & pour ce faire seront pris les deniers sur les rentes du Marquisat du Pont.

Item, veut & ordonne que en ladite Eglise de Sainct Anthoine soit dite & celebrée une Messe chacun jour de l'an à tousiours perpetuellement, pour le remede & salut de l'ame dudit feu Sieur Marquis : & pour la fondation de ladite Messe ledit Seigneur Testateur laisse & donne à ladite Eglise de Sainct Anthoine la somme de cinq cens florins de Rhin à payer pour une fois, laquelle somme sera convertie à achepter rentes à la discretion des Commandeur, Religieux & Gouverneurs de ladite Eglise, lesquelles en recevans ladite somme s'obligeront à celebrer ladite Messe à tousiours, comme dit est, & seront pris lesdits deniers sur les rentes & revenus dudit Marquisat du Pont.

Item, ledit Sieur laisse & donne à l'Eglise de la benoiste Magdelaine au lieu de Sainct Maximin la somme de six mil six cens florins de Provence, à payer par égale portion chacun an dedans dix ans, qui est en chacun desdits ans cinq cens soixante florins, laquelle somme il veut & ordonne estre convertie à la continuation & accomplissement de l'ouvrage de ladite Eglise, par les mains des Syndics de ladite Ville, & du Prieur de l'Eglise dudit lieu de Sainct Maximin, lesquels seront tenus ensemble & conjointement faire ferment solemnel, que ladite somme ne sera en autre chose convertie que à l'ouvrage de ladite Eglise, comme dit est, & veut & ordonne ledit Seigneur que lesdits deniers pour ce faire soient pris & levez sur les gabelles de Rosne, nonobstant toutes autres assignations faites & à faire sur lesdites gabelles, esquelles ledit Seigneur prefere, & veut estre preferé cette presente donation ou legs, en faveur d'icelle glorieuse Saincte, & de sadite Eglise.

Item, ledit Sieur donne & laisse à la grande Eglise de Strasbourg la somme de cent florins de Rhin une fois payée, lesquels il veut estre pris & levez sur les plus clairs deniers de son Pays de Barrois, & estre portez à ladite Eglise, & offerts à une Chapelle estant en ladite Eglise, fondée de Saincte Croix, en laquelle a grande quantité de vœux.

Item, ledit Seigneur donne & laisse à l'Eglise de
ou Nostre-Dame de (b) Lience un marc d'or, lequel il
. veut estre pris & levé sur les deniers plus clairs des rentes & revenus de sondit Païs de Barrois.

Item, il veut & ordonne que les heritiers cy-aprés escrits, entretiennent à leur pouvoir son Ordre de Sainct Maurice, selon la maniere & forme contenuë és statuts & ordonnances dudit Ordre.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, qu'en cas que la Saincte & religieuse fraternité de Paix ne seroit entierement erigée & publiée au temps de son deceds, ses heritiers doivent solliciter & procurer la publication d'icelle tant en Cour de Rome que autre part, tellement qu'elle puisse sortir effet selon l'intention dudit Seigneur, qui en a esté premier commenceur & ANS
promoteur, & selon la teneur des Bulles, par le Sainct de J. C.
Siege Apostolique sur ce octroyées & passées, & en ce 1474.
eux employer.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que en cas que le vœu du voyage par luy promis au Sainct Sepulchre ne soit accomply avant son deceds, ses heritiers & executeurs soient tenus incontinent aprés sondit deceds, envoyer homme propre & exprés audit Sainct Sepulchre, pour ledit vœu bien & deuëment accomplir : & pour ce faire ledit Sieur laisse & donne la somme de trois mille Ducats, pour estre convertie tant au voyage de celuy qui ira, comme pour les oblations & bienfaits qui se feront audit lieu, pourveu que les despens de celuy qui fera le voyage seront taxez à l'arbitre & jugement desdits executeurs, pris sur lesdits trois mil Ducats & le residu de toute ladite somme de trois mille Ducats ledit Voyager sera tenu de porter & offrir loyaument au nom dudit Seigneur, & de ce rapporter ausdits heritiers & executeurs suffisante certification.

Item, veut & ordonne ledit Roy Testateur, commande & enjoint à ses heritiers, qu'ils ayent pour recommandez tous & chacuns ses serviteurs, en maintenant & conservant ceux qui sont pourveus en leurs estats, pensions, offices & autres provisions, sans aucunement les leur lever & oster pour quelconque cause que ce soit. Et ceux qui ne sont pourveus, leur donner pension ou provision pour leur entretenement, jusques à ce qu'ils soient pourveus d'offices condescents à leur estat, ou autrement, ausquels offices ledit Seigneur veut iceux ses serviteurs estre recommandez & preferez à tous autres, & ainsi le commande à sesdits heritiers.

Item, veut ordonne & commande ledit Sieur Roy, que toutes & chacunes ses vrayes debtes soient entierement payées par les mains de ses executeurs, & ses forfaits amendez à toutes personnes & crediteurs, qui de ce feront apparoir suffisamment, & veut en outre ledit Seigneur, que au serment de chacun crediteur, soit creu, & adjousté foy jusques à la somme de vingt livres, pourveu que lesdits executeurs auront regard à la qualité des demandans, & aux causes des debtes, & que pour ce faire soient pris des plus clairs deniers des rentes & revenus ordinaires de ses Pays, esquels lesdites debtes seront deuës à la discretion, advis, & ordonnance de ses executeurs cy-aprés nommez.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que les Testamens & dernieres volontez de feuës tres-excellens Princes le Roy Louys second, son Pere, & du Roy Louys tiers son frere, & aussi de tres-noble Dame Jeanne Reyne tierce soient accomplis, en tant que se pourra faire des biens du Roy de Sicile, quand il sera és mains dudit Seigneur, ou de ses heritiers, & successeurs.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que les Testamens & dernieres volontez de feu tres-reverend Pere en Dieu Monsieur le Cardinal de Bar, & de Madame Marguerite de Baviere, en son vivant Duchesse de Lorraine, soient accomplis c'est à sçavoir dudit Cardinal sur les biens du Duché de Bar, & de ladite Duchesse sur les biens du Duché de Lorraine.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que toutes & chacunes les fondations faites par lesdits Seigneurs Roys ses predecesseurs, & principalement par ses ayeul, & ayeule de tres-digne memoire, desquelles sont faites assignations sur la recepte ordinaire de son Pays d'Anjou, & autres de ses Pays, soient entierement accomplies selon la volonté desdits Seigneurs, ou que ses heritiers qui tiendront les Terres & Seigneuries, sur lesquelles ont esté faites telles assignations, payent une somme d'argent pour une fois à la raison de ce que peuvent monter

ANS icelles fondations par l'ordonnance & advis desdits de J. C. executeurs.

1474. Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que toutes les fondations par luy faites & ordonnées en quelque lieu que ce soit, soient parfaites & entretenuës de poinct en poinct sans aucune mutation par sesdits heritiers.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur que au cas que tous & chacuns les ouvrages, edifices, peintures & autres choses par luy commencées, ou commandées à commencer en aucune Eglise, comme à Sainct Pierre de Saumur, à la Chapelle de Sainct Bernardin d'Angers, à sa sepulture erigée à Sainct Maurice d'Angers & autre part, n'estoient accomplies & parfaites au temps de son deceds, ses heritiers, qui tiendront les Terres & Seigneuries desdits lieux soient tenus de les accomplir & parfaire en la maniere qu'elles sont commencées, & selon son intention.

Item, ledit Sieur Roy Testateur, en tous ses Royaumes, Duchez, Comtez, Vicomtez, Baronnies, Dignitez & Seigneuries, actions, raisons, &c. Il instituë & nomme de sa propre bouche ses heritiers par parties, & respectivement ceux qui s'ensuivent; c'est à sçavoir tres-noble & puissant Seigneur Monseigneur (a) Charles d'Anjou, Duc de Calabre, Comte du Maine son Nepveu, portant le nom & les Armes d'Anjou, comme son premier principal & universel heritier en toutes les choses dessusdites, & tant de successions, comme d'acquests faits par ses predecesseurs & luy, excepté de ceux dont il auroit disposé & disposeroit jusques à son deceds, excepté ce qui s'ensuit: c'est à sçavoir le Duché de Bar, auquel & en toutes ses appartenances & dependances, sans y comprendre le Marquisat du Pont, lequel il à donné à Jean son fils naturel, il nomme & instituë son heritier particulier Monseigneur (b) René à present Duc de Lorraine son Nepveu, fils de Madame Yoland, Duchesse de Lorraine sa fille, voulant, ordonnant, & commandant par ce present Testament, que ledit Monseigneur René soit tenu & obligé accomplir toutes & chacunes les choses par luy leguées, ordonnées, laissées, & disposées és Duchez de Bar, & de Lorraine: ensemble toutes les fondations, dotations, augmentations des Eglises, Chapelainies, & autres lieux piteux & Ecclesiastiques, & aussi entretenir, & faire payer les pensions & provisions par luy faites à ses gens & serviteurs, & autres personnes quelconques audit Païs de Bar & de Lorraine & garder aussi & maintenir ceux qui seront constituez en Offices, ou qui auront Terre, Seigneurie, ou autre provision ausdits Pays, & porter toutes les charges qui seront à porter par raison & droict ausdits Pays, & selon la teneur de ce present Testament toutes autres choses contenuës & designées en ce present Testament sera tenu accomplir ledit Monseigneur Charles, premier & principal heritier, & generalement faire observer, garder, entretenir & accomplir tout ce que bon heritier & successeur doit estre tenu & obligé. Et entend ledit Seigneur cettes presentes institution & nomination de heritier avoir lieu réellement & par effet, en cas qu'il n'aura enfans legitimes procreez de son corps en loyal (c) mariage: car en tel cas il veut les enfans legitimes estre preferez à tous autres, comme de raison est; & pour toutes les choses susdites bien loyaument & diligemment accomplir, ledit Seigneur Roy Testateur a esleu, deputé, nommé & ordonné les executeurs de son present Testament ceux qui s'ensuivent.

(a) Charles d'Anjou dernier Comte du Maine, Neveu & principal heritier dudit René.

(b) René Duc de Lorraine fils de sa fille heritier du Duché de Bar.

(c) De son mariage avec Jeanne de Laval qu'il avoit épousée l'an 1455. & qui lui a survêcu 18. ans étant decedée l'an 1498. Substitution au prejudice de laquelle on a voulu pretendre que Charles instituë heritier, n'a peu disposer au profit de Loüis XI. & de ses successeurs à la Couronne, comme il a fait par son Testament de l'an 1481. mais cette pretention est ridicule, étant ici parlé seulement des enfans de René, & non de ceux de sondit Neveu. Executeurs de ce Testament.

ANS Premierement, tres-noble & tres-excellente Dame la Reyne Jeanne son espouse qu'il a de present, Mon- de J. C. seigneur Charles Comte du Mayne son premier & 1474. principal heritier, Monseigneur René Duc de Lorraine son second heritier, Messire Guillaume de Harcourt Comte de Tancarville, Messieurs Guy de Laval Chevalier Seigneur de Loüé Seneschal d'Anjou, Maistre Jean de la Vignole Doyen d'Angers, Président des Grands-jours & des Comptes d'Anjou, Maistre Jean Perrot Docteur en Theologie son Confesseur, Maistre Pierre le Roy dit Benjamin, Vis-Chancelier dudit Seigneur & Esleu d'Angers, Messire Jean (d) Vinel Docteur en Loix & Juge d'Anjou, & Maistre Guillaume (e) Tourneville Archiprestre d'Angers, & Maistre des Comptes: & ou cas que ledit Seigneur trespasseroit en son Païs de Provence, il constituë & ordonne, avec les susdits ses Executeurs, tres-reverend Pere en Dieu Monseigneur l'Archevesque d'Aix & noble Seigneur Monseigneur le grand Seneschal de Provence, qui sont à present, ou qui pour lors seront, donnant & octroyant ledit Seigneur Testateur à sesdits executeurs, & chacun d'iceux licence, pleniere puissance & faculté d'executer pleinement & franchement toutes & chacunes les choses dessusdites, ainsi disposées & ordonnées comme dit est: & s'il advient que aucun, ou aucuns desdits executeurs meurent avant l'execution & accomplissement de ce present Testament, & de toutes les choses devant dites, les survivans, un ou plusieurs auront, & aura puissance pleniere d'executer tout le residu dudit sieu Testament; & sera licite ausdits executeurs, & à chacun d'eux agir en jugement, & dehors pour ladite execution, & constituer Procureurs ou Acteurs pour toutes les choses dessusdites executer & accomplir.

(d) ou Burel.

(e) ou Burneville.

Item, veut & ordonne ledit Seigneur, que ou cas que tous les executeurs dessusdits nommez, decederoient avant l'accomplissement & totale execution de ce present Testament, que lesdits heritiers soient tenus toutes & chacunes les choses ainsi disposées, leguées, & ordonnées, loyaument & diligemment executer & accomplir & pour toutes les choses dessusdites parfaire, accomplir & executer, ledit Seigneur oblige & hypotheque par la teneur de ce present Testament, tous & chacuns ses biens meubles & immeubles, en quelque lieu qu'ils soient, mesme tous les fruits, rentes, revenus & emolumens quelconques, ordinaires & extraordinaires de tous les Païs, Terres & Seigneuries qu'il tient à present, & qu'il tiendra au jour de son deceds: & specialement ledit Seigneur veut & ordonne que dés à present toutes les rentes, revenus & emolumens de ses Prevostez & Receptes de Dun-le-Chastel, la Chaussée avec l'estang dudit lieu, situez en son Duché de Bar, tant ordinaires comme extraordinaires, tous les emolumens du grenier à sel de Freins en son Païs de Provence, & mille francs au Païs d'Anjou, pris de ses deniers premiers & plus clairs du trespas, demeurent chacun an tant qu'il vivra & aprés son deceds, soient dés à present mis és mains de ses executeurs, pour estre appliquées au payement de ses debtes, & à l'accomplissement de sondit present Testament: tellement que les derniers qui seront receus chacun an des rentes & revenus dessusdits, ne pourront jamais estre appliquez à autre chose ne venir au profit desdits heritiers, jusques à ce que sondit Testament soit entierement parfait & accomply.

NS
J. C.
475.
URGNE
Mi-
.

CDLXXXII.

Traité de Ligue entre CHARLES *dernier Duc de Bourgogne &* GALEAS SFORCE *Duc de Milan par l'entremise d'Yolande de France Ducheſſe de Savoye. Fait à Moncalier, le 30. Janvier,* 1475. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 425.

IN nomine Domini, Amen. Anno Nativitatis ejuſdem milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quinto, indictione VIII. die lunæ XXX. menſis Januarii. Cùm maximè dignos Principes deceat in omnibus quæ occurrunt ſibi ante oculos ponere majorum ſuorum geſta, eorumque veſtigia imitari, & eam ipſam quoque naturam & conditionem ſapiant. Illuſtriſſimi Principes & Excellentiſſimi Domini KAROLUS Dux Burgundiæ & GALEAS SFORCIA Vicecomes Dux Mediolani, memoriæ ſiquidem retinentes quòd ſtrictiſſimo amicitiæ, benevolentiæ & neceſſitudinis vinculo conjunctæ ſemper fuerint Illuſtriſſimæ Burgundiæ & Vicecomitum familiæ, & præcipuè non immemores quòd fraternè & intrinſecè & invicem vixerint dùm in humanis agerent Illuſtriſſimi Principes Domini Philippus Dux Burgundiæ & Philippus Maria Anglus ac Franciſcus Sfortia Duces Mediolani Patres & Avus ipſorum Ducum Karoli & Galeas-Mariæ, Operæpretium etiam cenſuerunt iidem Duces Burgundiæ & Mediolani, ſi quod per Majores ſuos inchoatum, tam ſincero animo & voluntate fuerat, illud non minore benevolentia & animorum conjunctione proſequantur & augeant. Idcircò decreverunt uterque pro quiete, ſinceritate, defenſione & ſtabilimento ſtatuum eorum ſe invicem confœderare & colligare, & ita tenore præſentis Inſtrumenti ex certa ſcientia animo maturè deliberato & omni meliore modo & forma quibus validiùs & efficatiùs fieri poteſt devenerunt & deveniunt ad infra ſcriptam ligam & Intelligentiam medio Magnificorum Dominorum Guillelmi de Rupeforti Juris utriuſque Doctoris ipſius Illuſtriſſimi Domini Karoli Ducis Burgundiæ Oratoris, & Orphei de Ricano, Joannis Angeli de Florentia Juris utriuſque Doctoris Conſiliariorum & Anthonii de Applano Aulici præfati Illuſtriſſimi Domini Galeas-Mariæ Ducis Mediolani Oratorum, qui omnes à Dominis ſuis Principalibus opportuna & ſufficientia ad hæc mandata habent per nos infraſcriptos Cancellarios & Notarios viſa & lecta, & ad hoc etiam prædicti omnes Oratores & Mandatarii devenerunt & deveniunt accedente ad hæc opera & interpoſitione *Illuſtriſſimæ Dominæ Yolant de Francia Duciſſæ Sabaudiæ*, quæ quidem Illuſtriſſima Domina Duciſſa mediatrix ut ſuprà, ad majorem declarationem & ex abundanti intendit continuare & perſeverare in ligis & intelligentiis quas habet pro ſe & pro Illuſtriſſimo Domino Philiberto Duce Sabaudiæ Filio ſuo, nec non pro aliis Filiis ſuis & Statu ſuo, cùm præfatis Illuſtriſſimis Dominis Duce Burgundiæ & Duce Mediolani, ac intendit quòd per præſens Inſtrumentum, nec per aliqua in eo contenta non fiat prædictis ligis & Intelligentiis de quibus ſuprà directè nec per indirectum præjudicium aliquod, & ita prædicti omnes Oratores & Mandatarii nominibus quibus ſuprà prædictam declarationem, perſeverationem, & continuationem cum omnibus in eis contentis acceptarunt & acceptant. In Primis itaque præfati Magnifici Domini Guillelmus Orator Mandatarius ac nomine prælibati Illuſtriſſimi Domini Karoli Ducis Burgundiæ ex una, & Orpheus de Ricans, Joannes Angelus de Florentia & Antonius de Applano Oratores & mandatarii, ac aliis meliori modo & forma ut ſuprà nomine prælibati Illuſtriſſimi Domini Galeas-Mariæ Ducis Mediolani ex altera partibus, fecerunt, firmarunt, inierunt & contraxerunt, ac faciunt, firmant, ineunt & contrahunt bonam, puram, & meram Intelligentiam, ligam, unionem & confœderationem & quicquid meliùs dici & eſſe poſſit perpetuò duraturam & irrevocabilem pro ſe ſe eorumque Illuſtriſſimorum Ducum Burgundiæ & Mediolani, Liberis, hæredibus & ſucceſſoribus, eorumque ſtatibus & Dominiis; & promiſerunt & promittunt prædicti omnes Oratores & Mandatarii ſibi invicem & viciſſim nominibus quibus ſuprà, quòd dicti Illuſtriſſimi Domini Principales ſui nullas auxiliares Copias, nullum ſubſidium pecuniarum, nullum denique conſilium vel favorem præſtabunt directè, nec per indirectum palam aut clam, aut alio quovis quæſito colore hoſtibus præſentibus & futuris alterius ipſorum Principalium, ſeu quibuſvis Principalibus aut Communitatibus & perſonis turbantibus, moleſtantibus, inquietantibus, vel turbare, moleſtare atque inquietare volentibus præfatos Illuſtriſſimos Dominos Principales aut alterum eorum, Statuſque & Dominia eorum, ſeu alterius eorum ſingula ſingulis congruè & debitè referendo, quos Status & quæ Dominia prædicti Domini Principales tenent & poſſident de præſenti. Quin imò, prædicti omnes Oratores & Mandatarii promiſerunt & promittunt ſibi invicem quòd Domini Principales defendent, & adjuvabunt invicem, & viciſſim ſe ſe, liberos, hæredes, & ſucceſſores ſuos, Statuſque eorum & Dominia quæ habent, & poſſident de præſenti ut ſuprà de armigeris quatuor centum tantum, cum equis ſex pro quolibet armigero ſumptibus partis mittentis durante guerra aperta tantùm prout infra bene paratis & in ordine ſecundum conſuetudinem & morem prædictorum Dominorum Principalium ſive de ducatis ſexaginta millibus auri tantum ſingulo anno durante guerra aperta, & infra prout melius elegerit pars quæ obligata fuerit mittere, quæ pars poſſit mittere ſive armigeros prædictos ſive dictos ſexaginta mille Ducatos prout maluerit, & hoc totiens quotiens parti requirenti expediet, ut infra declarabitur, contra omnes & ſingulos non procuratos aut laceſſitos cujuſcumque gradus, conditionis & dignitatis eſſe dicantur, neminem excipiendo, etiam ſi tales forent, qui nominatim venirent excipiendi & de quibus habenda eſſet mentio ſpecialis & expreſſa. Item quia in capitulo præcedenti continetur quòd pars poſſit mittere in auxilium partis offenſæ, ſive dictos quatuor centum armigeros, ſive dictos ſexaginta mille Ducatos auri prout maluerit, voluerunt & convenerunt, ac volunt & conveniunt prædicti omnes Oratores & Mandatarii nominibus quibus ſupra quòd caſu quo Illuſtriſſimo Domino Duci Burgundiæ contigerit hujuſmodi auxilium mittere Illuſtriſſimo Domino Duci Burgundiæ & ejus exercitia elegerit mittere prædictos quatuor centum armigeros, tunc & eo caſu ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux Burgundiæ teneatur & obligatus ſit dare liberum & ſecurum tranſitum dictis quatuor centum armigeris quo conducere ſe poſſint à partibus Status dicti Domini Ducis Mediolani ad partes Status ipſius Domini Ducis Burgundiæ & illos inſuper obligatus ſit tractare & tractari facere citra ſolutionem benè & commodè quemadmodum & prout tractantur reliquæ gentes armigeræ Italicæ quæ ſunt in ſerviciis prælibati Illuſtriſſimi Domini noſtri Ducis Burgundiæ. Caſu vero quo præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani elegerit dare dictos ducatos ſexaginta mille auri, tunc ejus Excellentia teneatur & obligata ſit exburſare ſive exburſari facere hujuſmodi ducatos ſexaginta mille auri in civitate Mediolani cuicunque legitimo Nuncio & Mandatario præfati Illuſtriſſimi Domini Ducis Burgundiæ, ſive in loco Bragiæ per literas Cambii prout maluerit ipſe Dominus noſter Dux Burgundiæ. E contra vero ſi contigerit Domi-

ANS de J. C. 1475.

ANS de J. C. 1475.

no Duci Burgundiæ mittere prædictum auxilium Domino noſtro Duci Mediolani & ejus exercitui elegerit mittere quatuor centum armigeros, eò caſu Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani teneatur & obligatus ſit in dando ſive dari faciendo liberum tranſitum prædictis armigeris citra tamen ſolutionem ut ſupra & in tractando illos prout & quemadmodum tenetur præfatus Dominus noſter Dux Burgundiæ virtute præſentis Capituli ſingula ſingulis congruè referendo. Si vero Dominus noſter Dux Burgundiæ elegerit dare dictos Ducatos ſexaginta mille auri, tunc ejus Excellentia teneatur & obligata ſit exburſare hujuſmodi ducatos ſexaginta mille auri in terris dicti Domini noſtri Ducis Burgundiæ cuicumque legitimo Nuncio & Mandatario prælibati Domini noſtri Ducis Mediolani ſive in civitate Mediolani prout maluerit dictus Dominus Dux Mediolani per literas Cambii. Item quia in prædictis capitulis dictum eſt de defendendo ſe invicem & viciſſim dictos Principales totiens quotiens parti requirenti expediret, ad tollendum omnem difficultatem quæ in futurum ſuboriri poſſet: Declararunt & declarant ac convenerunt & conveniunt dicti omnes Oratores & Mandatarii nominibus quibus ſupra, quod defenſio & ſubſidium quod invicem dicti Domini Principales ſui ſibi invicem præſtare tenentur, de armigeris quatuor centum, ſive de ducatis ſexaginta mille auri, tunc & eo caſu teneantur ſibi invicem præſtare & defendere dicti eorum Principales durante guerra aperta tantum non autem in trega vel ullo alio tempore. Item quia forte accidere poſſet, quod illa pars quæ mitteret dictos armigeros de quibus ſupra, in ſubſidium alterius partis, non eſſet ſufficiens ad dandum ſive dari faciendum tranſitum liberum & expeditum ipſis armigeris, Declararunt & declarant, obligaverunt & obligant dicti omnes Oratores & Mandatarii, quod tunc & eo caſu ambo dicti Domini Principales invicem facient pro poſſe, quod dicti armigeri qui mitterentur ab altero eorum alteri liberè tranſibunt & expeditè. Item prædicti omnes Oratores & Mandatarii promiſerunt ſibi invicem quod Domini Principales ſui in quacumque trega, pace, appunctamento, liga, intelligentia & confœderatione cujuſcunque naturæ & materiei ſit quæ fieri contigerit in futurum cum quacumque potentia, ſtatu, perſona, Collegio, Univerſitate ac Principe cujuſcumque conditionis exiſtat, etiam ſi tales eſſent de quibus quacumque ratione vel cauſa fienda eſſet ſpecialis & expreſſa mentio, ſe invicem & viciſſim includent & nominabunt pro Colligatis & confederatis. Item convenerunt dictis nominibus ut ſupra, quod præſens liga & confœderatio ſolemniter publicetur die ex poſt declaranda per præfatam Illuſtriſſimam Dominam noſtram Duciſſam Sabaudiæ, cum ſolemnitatibus conſuetis, prout Dominationi ſuæ videbitur. Actum in arce Montiſcalerii Diœceſis Taurinenſis, videlicet in Camera ſuperiore cubiculari Illuſtriſſimæ Dominæ Yolant Duciſſæ Sabaudiæ, coram ejus Excellentia, Præſentibus Reverendo Domino Urbano Bonivardi Epiſcopo Vercell. Magnificis Dominis Petro de Sancto Michaële magno Cancellario, & Antonio ex Comitibus Plozaſchi Præſidente Sabaudiæ teſtibus nominatis, vocatis, & rogatis. Signé Cichus.

CDLXXXIII.

ANS de J. C. 1475. ANGLETERRE ET FRANCE.

Traité en forme de compromis entre LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'arbitres, fait au Camp près d'Amiens, le 29. Août* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 125.

EDUARDUS IV. Dei gratia Rex Franciæ, & Angliæ, & Dominus Hiberniæ, univerſis, ad quorum notitiam præſentes litteræ noſtræ pervenerint, Salutem. Cum inter Potentiſſimos Anglorum, Francorumque Principes, calumnioſa retroactis temporibus bella, cædes, innumeraque diſcrimina ad damna ſubditorum eorum immenſa, enormeque univerſæ Religionis Chriſtianæ diſpendium hactenus acta fuere, quæ & maturius & ſanctius nequeunt terminari, quam ut eorum lites debite cedantur, atque ſuæ cuique jura rite examinata, juſte tribuantur: hinc eſt igitur quod nos Chriſticolarum ſanguinis effuſionem vitare, omninopere anhelantes, juraque noſtra potius aliorum laudo & arbitrio, quam cruentæ enſis formidine obtinere cupientes, cum Illuſtriſſimo Principe LUDOVICO Franciæ conſanguineo noſtro cariſſimo perfecimus, convenimus, concluſimus, & appunctuavimus, & per præſentes perficimus, convenimus, concludimus, & appunctuamus, ea omnia & ſingula quæ & prout in articulis & capitulis ſequentibus continentur.

In primis conſentimus, volumus, convenimus, & appunctuamus, quod omnes lites, quæſtiones, quærelæ, & demandæ pendentes impræſentiarum indiſcuſſæ inter nos & conſanguineum noſtrum Franciæ ante dictum, in Reverendiſſimum Patrem Th. Archiepiſcopum Cantuerienſem, Cardinalem, avunculum noſtrum, & cariſſimum fratrem noſtrum Georgium, Ducem Clarentiæ, per nos & ex parte noſtra, & Reverendiſſimum Patrem Carolum Archiepiſcopum Lugdunenſem, & Joannem Comitem de Duneſio per dictum conſanguineum noſtrum & ex parte ſua arbitros ſeu amicabiles compoſitores in hac parte nominatos & electos, ſupponantur & compromittantur. Sic quod ſi contingat, aliquem vel plures dictorum arbitrorum decedere, aut adverſa laborare valetudine, quominus dictarum litium examinationi commodè vacare valeat, aut valeant alius ſeu alii in ejus eorumve locum per nos, ſi de noſtris, aut per dictum conſanguineum noſtrum, ſi de ſuis, ſubrogentur, & deputentur.

Dantes & concedentes eiſdem arbitris poteſtatem & libertatem ipſas lites & quæſtiones à data præſentium uſque ad tres annos proxime futuros incluſivè componendi, decidendi, & terminandi, promittentes & obligantes nos ſtare laudo, arbitrio, & determinationi dictorum arbitrorum ſuper promiſſis, ſub pœnæ trium millium ſcutorum ab eo qui dicto eorum laudo non ſteterit, obtemperanti in fine dictorum trium annorum ſolvendorum. Et quod iidem arbitri aut loco eorum, ut præmittitur deputati & ſubrogati, primo coram nobis in Anglia pro ipſarum deciſione litium citra feſtum Paſchæ proximè futurum, & de poſt coram dicto conſanguineo noſtro in Francia, citra feſtum Sancti Michaelis Archangeli ex tunc proximè futurum, conveniant, atque noſtra, ipſiuſque jura debite examinent ut felici tramite terminent.

Item volumus, promittimus, convenimus, & concludimus, quod poſtquam receperimus de præfato conſanguineo noſtro Franciæ ſeptuaginta quinque millia ſcutorum aureorum, unoquoque eorum ſcutorum triginta tres magnos albos valente, aut prædictam ſummam in alia legali & bona moneta tanti valoris, quod ex tunc omni convenienti maturitate, & cum

NS cum effectu, exercitum & armatam noſtram, quam
. C. hic nunc nobiſcum habemus, abſque fraude in Anglia
75. retrahemus, à guerra contra dictum conſanguineum noſtrum, & ejus ſubditos, omnino ceſſantes, nullam civitatem, villam, aut caſtrum regni Franciæ in dicto noſtro regreſſu modo hoſtili capiendo, & ad opus noſtrum retinendo, dedimuſque proinde in obſides Dominum de Howard, & Joannem Cheny unum armigerorum pro corpore noſtro, qui apud dictum conſanguineum noſtrum manebunt, & quouſque nos cum majori dictæ noſtræ armatæ parte fuerimus in regno noſtro Angliæ, ſicque poſtquam nos cum dicta majori parte noſtræ armatæ in Angliâ fuerimus, ex tunc ipſi obſides exinde acquitentur & deliberentur, adeo ut partes ſuas proprias aut alibi libere aggredi poſſint & valeant. In quorum omnium & ſingulorum promiſſorum fidem & teſtimonium his præſentibus litteris noſtris patentibus manu propria ſubſcriptis magnum ſigillum noſtrum apponi fecimus. Datum in Campo noſtro prope civitatem Ambianenſem, viceſima nona die menſis Auguſti, anno Domini 1475. & regni decima quinta. Sic ſignatum, Edoüard, per ipſum Regem, Morton.

CDLXXXIV.

NS J. C. 75. ANCE AN- TER- *Compromis entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'arbitres pour terminer leurs differents, à Amiens le 29. Août* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 129.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis, Salutem. Cum inter potentiſſimos Francorum Anglorumque Principes calamitoſa retroactis temporibus bella per innumeraque diſcrimina ac damna eorum ſubditorum immenſa, enormeque univerſæ Religionis Chriſtianæ diſpendium hactenus acta fuere, quæ & maturius, & ſanctius nequeunt terminari, quàm eorum lites debitè cedantur atque ſua cuique jura rite examinata juſtè tribuantur. Hinc eſt igitur, quod nos Chriſticolarum ſanguinis effuſionem vitare ſummopere anhelantes, juraque noſtra potiùs aliorum blando arbitrio, quam cruentæ enſis formidine obtinere cupientes, cum Illuſtriſſimo Principe Rege Angliæ, conſanguineo noſtro cariſſimo, perfecimus, convenimus, concluſimus, & appunctuavimus, & per præſentes perficimus, convenimus, concludimus & appunctuamus ea omnia & ſingula, quæ & prout in articulo, & capitulis ſequentibus continentur.

In primis conſentimus, volumus, convenimus, & appunctuamus, quod omnes lites, quæſtiones, querelæ, & demandæ pendentes inpræſentiarum indiſcuſſæ inter nos, & conſanguineum noſtrum Regem Angliæ antedictum in Reverendum Patrem Carolum, Archiepiſcopum Lugdunenſem, & Galliarum Primatem, conſanguineum noſtrum cariſſimum, & conſanguineum noſtrum Joannem Comitem de Duneſio per nos & ex parte noſtra, & Reverendiſſimum Patrem Thomam, Archiepiſcopum Cantuarienſem, Cardinalem, & Illuſtrem Principem Georgium, Ducem Clarentiæ, per dictum Regem Angliæ conſanguineum noſtrum, & ex parte ſua arbitros ſeu amicabiles compoſitores in hac parte nominatos & electos ſupponantur & compromittantur. Quod ſi contingat aliquem vel aliquos arbitrorum amicorum decedere aut adverſa laborare valetudine, quominus dictarum litium examinationi commodè vacare valeat, aut valeant, alius ſeu alii in ejus eorumve locum per nos ſi de noſtris; aut per dictum conſanguineum noſtrum, ſi de ſuis ſint, deputentur & ſubrogentur.

Dantes & concedentes eiſdem arbitris poteſtatem & autoritatem ipſas lites & quæſtiones à data præſentium uſque ad tres annos proximè futuros incluſivè compo- ANS de J. C. nendi, decidendi, & terminandi, promittentes & 1475. obligantes nos ſtare laudo, arbitrio, & determinationi dictorum arbitrorum ſuper præmiſſis, ſub pœna trium millium ſcutorum auri ab eo qui dicto laudo non ſteterit, obtemperanti in fine trium annorum ſolvendorum. Et quod iidem arbitri aut loco eorum, ut præmittitur, deputati & ſubrogati primo dicto noſtro conſanguineo noſtro in Anglia pro ipſarum deciſione litium citra feſtum Paſchæ proximè futurum, & de poſt coram nobis in Francia citra feſtum Sancti Michaelis Archangeli ex tunc proximè futurum conveniant, atque noſtra ſuaque debitè examinent & felici tramite terminent.

Item, Conventum, concordatum & concluſum eſt, quod poſtquam præfatus conſanguineus noſter Rex Angliæ receperit à nobis ſeptuaginta quinque millia ſcutorum auri, quod ex tunc omni convenienti maturitate, & cum effectu exercitum & armatam ſuam, quam hic nunc ſecum habet, abſque fraude in Angliam retrahet, à guerra contra nos & ſubditos noſtros omnino ceſſando, nullamque civitatem, villam, aut caſtrum regni noſtri Franciæ in dicto regreſſu ſub modo hoſtili capiendo, & ad opus ſuum retinendo, datis proinde nobis per eum obſidibus Domino de Hawart, & Joanne Schene, uno armigerorum pro corpore dicti Regis Angliæ, qui apud nos manebunt, donec & quouſque tempore conſanguineus noſter Rex Angliæ cum majori dictæ ſuæ armatæ parte fuerit in regno ſuo Angliæ, & quod poſtquam ipſe cum dicta ſua majori armatæ parte in Anglia fuerit, ex tunc ipſi obſides exinde acquietentur, & per nos deliberentur, adeo ut partes eorum proprias vel alibi liberè aggredi poſſint & valeant.

In quorum omnium & ſingulorum præmiſſorum fidem & teſtimonium, his præſentibus litteris noſtris patentibus manu propria ſubſcriptis magnum ſigillum noſtrum apponi fecimus. Datum in civitate noſtra Ambianenſi die viceſima nona menſis Auguſti, anno Domini milleſimo quatuorcenteſimo ſeptuageſimo quinto, & regni noſtri decimo quinto.

CDLXXXV.

Treve pour ſept ans, concluë à Amiens entre LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, le 29. Août* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 126. ANS de J. C. 1475. FRANCE ET ANGLETERRE.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes litteras inſpecturis, Salutem, &c. Notum facimus, quod cum Illuſtriſſimo Principe Eduardo Rege Angliæ, conſanguineo noſtro cariſſimo, inivimus, contraximus, perfecimus, convenimus, concluſimus, & appunctuavimus, & per præſentes inimus, contrahimus, perficimus, convenimus, concludimus, & appunctuamus bonas, ſinceras, veras, firmas, perfectas treugas, guerrarum abſtinentias, ligas, intelligentias, & confœderationes inter nos, regnum noſtrum Franciæ, provincias & Dominia noſtra, hæredes, ſucceſſores, vaſſallos, ſubditos præſentes & futuros, alligatos & confœderatos noſtros quoſcunque qui in ipſis etiam treugis velint comprehendi per ſeptem annos à data præſentium proxime futuros, duraturos modo & forma in articulis ſeu capitulis ſequentibus contentis, quorum tenor ſequitur & eſt talis.

In primis, quod bonæ, ſinceræ, firmæ & perfectæ ſint & inviolabiliter habeantur treugæ, guerrarum abſtinentiæ, ligæ, intelligentiæ, & confœderationes inter dictos potentiſſimos Franciæ & Angliæ Principes, provincias & Dominia omnia quæcunque,

ANS de J. C. 1475. hæredes, succeſſores, vaſſallos & ſubditos præſentes & futuros, alligatos & confœderatos utriuſque eorum, qui in ipſius treugis ut præmittitur comprehendi voluerint, nec non inter Illuſtriſſima Franciæ & Angliæ regna per terram, mare, portus maris, & aquas dulces, & quod dictæ treugæ, guerrarum abſtinentiæ, ligæ & confœderationes incipiant quoad Principes antedictos & eorum Patrias, Dominia, ſubditos & vaſſallos ab hac die, & quoad dictorum Principum aut alterius eorum alligatos & confœderatos, à tempore quo ſe declaraverint in dictis treugis comprehendi velle, & ipſa declaratio antedictis Principibus notificata fuerit; ſic tamen, quod ipſi alligati qui in ipſis treugis velint comprehendi, taliter ſe declarent Principi cum quo confœderantur, & tempore Princeps cui ſic declaratur alteri Principi ſuis litteris id referat infra tres menſes poſt datam præſentium proximè ſequentes, & quod ab hac eadem die durent uſque ad finem ſeptem annorum proximè ſequentium incluſivè, ſic quod finiant in viceſimo nono die menſis Auguſti poſt ſolis occaſum ejuſdem diei, qui erit in anno Domini milleſimo quadringenteſimo octuageſimo ſecundo.

Item, Quod durante dicto ſeptennio & treugis prædictis, bella, guerræ & hoſtilitates quæcunque inter præfatos Franciæ & Angliæ Principes, utriuſque eorum hæredes, ſucceſſores, vaſſallos, ſubditos, & confœderatos quoſcunque, qui in dictis ipſis treugis, ut præmittitur, velint comprehendi, necnon inter dicta inclitiſſima Franciæ & Angliæ regna, Patrias, & Dominia ſua quæcunque ubique locorum per terram, mare, & aquas dulces omnino ceſſabunt.

Item, Quod omnes & ſinguli utriuſque dictorum Principum, aut eorum alligatorum in his treugis comprehenſorum vaſſalli & ſubditi, ſive ſint Archiepiſcopi, Epiſcopi, Duces, Comites, Barones, Mercatores, aut cujuſvis ſtatus, conditioniſve exiſtant, durantibus treugis antedictis ubivis locorum ſe ſe mutuis officiis proſequantur, & honeſta affectione pertractent, poſſintque, libere, tute & ſecure abſque alterius ejuſve ſubditorum offenſa, ſine impedimento ubique perluſtrare terram, per mare navigare hinc indeque ad portus, Dominia & diſtrictus quoſcunque utriuſque ipſorum Principum citra & ultra mare, dum tamen ultra numerum armatorum centum ſimul non accedant; in eiſque quandiu volent morari, mercari, merces, mercimonia, arma, & jocalia quæcunque emere, vendere, & ut eis placet ab illinc ad partes proprias, vel alibi liberè quoties duxerint abeundum, abire cum ſuis aut conductis aut commodatis navigiis, plauſtris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, ſeu aliis bonis & rebus ſuis quibuſcunque, abſque ullo impedimento, offenſa, arreſtatione ratione marchæ, contramarchæ, repreſſaliarum, aut alia reſtrictione quacunque, tam in terra quam in mari & aquis dulcibus, quemadmodum Patriis in propriis hæc omnia facerent aut eis ea facere liceret, ita quod nullo alio ſalvo conductu generali aut ſpeciali indigeant.

Item, Quod munera ſive onera ab aliquo dictorum Principum in cujuſvis eorum Patriarum ſive Dominiorum partibus à duodecim annis citra impoſita mercatoribus & ſubditis alterius Principis nociva penitus extincta ſint & rejecta, & quod talia aut conſimilia durantibus his treugis amodo non imponantur, ſalvis tamen ſemper quoad alia omnibus regionum, urbium & locorum aliis legibus, ſtatutis & conſuetudinibus, quibus nihil quoad eorum jura per præmiſſa cenſetur derogatum.

Item, Quod ſi infra dictos ſeptem annos durantibus ipſis treugis aliquid contra vires & effectus earundem treugarum, & abſtinentiarum guerrarum, per terram, mare, aut aquas dulces, per aliquos ipſorum Principum, hæredes, ſucceſſores, ſubditos, vaſſallos aut alligatos utriuſque eorum in his treugis comprehendi ſe velle, ut prædicitur, fuerit attentatum, actum, ſive geſtum, quod omnia geſta ſic attentata per conſervatores ipſarum treugarum ab ipſis Principibus, ſeu ſaltem à Principe eorum ſic damnificantium nominatos, infra menſem poſt requiſitionem ſuper inde confectam una cum expenſis ſic damnificati aut damnificatorum reſtaurentur, reficiantur, & reparentur, ſic quod propter nulla, durante harum treugarum termino, in contrarium attentata hujuſmodi treugæ rumpantur, nec terminentur, ſed in ſuis viribus uſque ad finem dictorum ſeptem annorum permaneant, & pro ipſis attentatis ſolummodo puniantur ipſi attentantes & damnificantes, & non alii. ANS de J. C. 1475.

Item, Pro matura & inviolabili harum treugarum, abſtinentiarum, guerrarum, ligarum, & confœderationum obſervantia, & conſervatione, electi & nominati ſunt ex parte Chriſtianiſſimi Franciæ Regis conſervatores cariſſimus frater & conſanguineus ſuus Comes de Bellojoco, & Joannes Baſtardus de Borbonio, Admirallus Franciæ; & ex parte dicti Illuſtriſſimi Principis Angliæ Regis, cariſſimi fratres ſui Dux Clarenciæ, & Dux Gloceſtriæ, Cancellarius Angliæ, cuſtos privati ſigilli, & cuſtos quinque portuum in Anglia, præfectus ſive locum tenens dicti Regis tales pro tempore exiſtentes. Qui quidem conſervatores dictorum Principum ac utriuſque eorum, & duo aut unus eorum ex parte ſaltem Principis ſubditorum damnificantium, ſi qui ſint ſic nominati, nominatuſve autoritatem & poteſtatem habeant, & habeat ipſos damnificantes puniendi, attentata & damna contra vires harum treugarum illata una cum expenſis damnificatorum reficiendi & reparandi. Et ſi contingat ipſos conſervatores per ipſos Principes, ut præmittitur, nominatos ſuper reformationem aliquorum attentatorum fore diſcordes, & inter eos ſuper inde concordare non valentes, quod ex tunc cauſa illa referatur conſilio Principis ſubditorum ſic damnificatorum, aut ſi opus ſit, utriuſque Principis, dum tamen cauſa illa ſummarie, & de plano coram eis examinetur & felici marte terminetur.

Item, Quod in præſentibus treugis, abſtinentiis guerrarum, ligis & confœderationibus, comprehenduntur alligati & confœderati hinc inde poſtea nominati, ſi in eis comprehendi velint, videlicet pro parte Chriſtianiſſimi Franciæ Regis Rex Romanorum, Sacri Imperii Electores, Rex Caſtillæ & Leonis, Rex Scotiæ, Rex Daciæ, Rex Hieruſalem & Siciliæ, Rex Hungariæ, Duces Sabaudiæ, Mediolani, & Mantuæ, & Lotharingiæ, Epiſcopus Metenſis, Dominium & communitas Florentiæ, Dominium & communitas villæ Bernenſis, & eorum alligati & confœderati, item illi de Liga Altæ Allemaniæ, & illi de Patria Leodienſi, qui ſe declaraverint pro dicto Franciæ Rege, & in ejus obedientiam ſe retraxerint.

Et ex parte dicti Illuſtriſſimi Regis Angliæ Sereniſſimus & Illuſtriſſimus Princeps ſemper Auguſtus Rex Romanorum, Rex Caſtilliæ & Leonum, Rex Scotiæ, Rex Portugalliæ, Rex Hieruſalem & Siciliæ citra farum, Rex Aragoniæ, Rex Siciliæ ultra farum, Rex Daciæ, Rex Hungariæ, potentiſſimique Duces Burgundiæ & Britanniæ, necnon communitas & ſocietas de Henſa Theutonica; qui quidem alligati utriuſque dictorum Principum teneantur declarare Principi, cum quo confœderantur, ſe in his treugis velle comprehendi, ſi in eis comprehendi velint, & idem Princeps alteri teneatur referre Principi, ut præmittitur, infra tres menſes proximos poſt datam præſentium ſequentes.

Quas quidem treugas Principes antedicti & eorum uterque promiſerunt, & promiſit, in verbo Principis & bona fide juxta vires manutenere, & inviolabiliter obſervare, obſervarique facere.

In quorum omnium & ſingulorum præmiſſorum fidem & teſtimonium, his præſentibus litteris noſtris manu

manu propria subscriptis, magnum sigillum nostrum apponi fecimus. Datum in civitate nostra Ambianensi, die 29. mensis Augusti, anno Domini 1475. & regni nostri decima quinta.

CDLXXXVI.

Promesse de LOUIS XI. *Roi de France à* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, de faire épouser au Dauphin son fils la Princesse Elisabet, fille aînée d'Edoüard, ou la Princesse Marie son autre fille, au cas qu'Elisabet vienne à mourir avant le Mariage accompli, à Amiens le 29. Août* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 130.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, universis præsentes litteras inspecturis, Salutem. Cum res inter secundas nihil pretiosius, nihil dignius, aut pace laudabilius existimetur, qua cives vigent, Principes honorantur & sublimantur, jacturis & calamitatibus pressi eriguntur, innumeraque bona à pace proficiscuntur, Notum facimus, quod imminentia instantis temporis totius Christianitatis perfidorum rabie Turcorum pericula & discrimina maturè contemplantes, cum Serenissimo Principe EDUARDO Angliæ Rege, consanguineo nostro carissimo, amicitiam, ligam, intelligentias, atque confœderationes inivimus, contraximus, perfecimus, convenimus, & conclusimus modo & formâ in articulis, qui sequuntur, contentis, quorum tenor sequitur, & est talis.

In primis quod inter Serenissimum Regem Franciæ, & Serenissimum Principem Regem Angliæ, consanguineum suum carissimum, vera, sincera & perfecta sit amicitia à data præsentium, vita utriusque eorum manente duratura sit, quod quandiu vixerint, guerræ, bella, & hostilitates inter eos omninò cessabunt; imo & benevolentia, & amore se & sua mutuo pertractabunt.

Item, quod præfatus Illustrissimus Rex Angliæ in & adversùs subditos Regis Franciæ, qui eum armis invadent, & in regno Franciæ, Patriis & Dominiis suis rebellionem facient, eum succurret & adjuvabit: & pariformiter Christianissimus Rex Franciæ in & adversùs subditos dicti consanguinei sui Regis Angliæ, qui eum armis invadent, & in Patriis & Dominiis suis rebellionem facient, eum succurret & adjuvabit.

Item, Quod neuter dictorum Franciæ & Angliæ Principum auxilium & juvamen eorum alterius subditis, ad guerram apertam in suis Patriis, & subditis Dominiis adversus eum faciendam nullatenus impendet & præstabit, nec tales subditos ac invadentes in alterius Principis præjudicium in ejus Patriis & Dominiis receptabit, & sustinebit.

Item, Si contingat aliquem dictorum Principum dolo, calliditate, & inobedientia subditi, subditorumve alicujus eorum à Patriis & Dominiis suis, quod Deus avertat, expelli, alteriusque eorundem Principum partes propter ejus succursum petere & interpellari, quod ex tunc ipse Princeps requisitus, & interpellatus, ipsum regem sic expulsum omni cum humanitate recipiet, & eum atque suos, juxta vires, suis facultatibus sustinebit, seque & sua, ut in statum proprium, & pristinum reponatur & restituatur guerram, apertam faciendo cum omni diligentia, & affectione exponet.

Item, Quod neuter dictorum Principum aliquas ligas seu intelligentias amodò cum aliquo alterius eorum confœderato, & alligato contrahet & faciet, nisi prius ipso Principe cum quo sic confœderatur, superinde consulto, & hoc consentiente.

Item, Quod infra annum à data præsentium per antedictos Principes nova statuatur dieta, in qua eorum de legati & deputati talem pecuniæ & monetæ utriusque Regni Franciæ & Angliæ æstimationem, & valorem apponant, & statuant, quo ipsa regna, dictorumque Principum subditi exinde magis abundare, & ad commune eorum bonum utilius prosperari valeant. ANS J. C. 1475.

Item, Casu quod aliquid in hac amicitia in præsentiarum contentum infringi amodò contingat, quòd ea propter præfata amicitia inter prædictos Principes ut præmittitur, contracta, minimè violetur sive rumpatur, sed talia contra dictam amicitiam sic attentata matutiori modo, quo fieri poterit, reparentur, & in statum debitum reducantur, ipsa amicitia in suo robore, & effectu semper permanente.

Item, Ad inviolabilem dictæ amicitiæ observantiam inter Principes ante dictos, promissum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod Matrimonium contrahetur inter Illustrissimum Principem Carolum, dicti Christianissimi Regis Franciæ filium, & Serenissimam Dominam Elisabeth, invictissimi Regis Angliæ filiam, cum ad annos nubiles pervenerint; & quod idem Christianissimus Rex Franciæ ipsam Dominam Elisabeth à regno Angliæ pro solemnisatione Matrimonii ejusdem in partes Franciæ sumptibus, & expensis ejusdem Regis Franciæ honorificè conducet, conducive faciet, ipsamque ad sexaginta millia librarum reditus annui in assieta secundum consuetudinem Franciæ annuatim dotabit, & quod illa dos assignetur & detur eidem Dominæ quamprimum ipsa ad annos nubiles pervenerit: Et si contingat ipsam Dominam Elisabeth ante contractum, ut præmittitur, Matrimonium antedictum, quod Deus avertat, decedere, quod tunc inter ipsum Principem Carolum, & Serenissimam Dominam Mariam, aliam supradicti Regis Angliæ filiam, Matrimonium contrahetur, ipsaque à regno Angliæ in partes Franciæ honorificè conducetur, & modo præmisso dotabitur, & quod Matrimonium antedictum, ut prædicitur, absque fallo celebrabitur, præfati potentissimi Franciæ & Angliæ Principes in verbo Principis, & fide præstita promiserunt; & uterque eorum promisit omnibus viribus suis suas apponere manus adjutrices, & cum effectu suos ad hoc continuè impendere labores.

In quorum omnium, & singulorum præmissorum fidem & testimonium his præsentibus literis nostris patentibus manu propriâ subscriptis, magnum sigillum nostrum apponi fecimus. Datum in civitate nostra Ambianensi die 29. mensis Augusti, anno Domini 1475. & regni nostri decimo-quarto.

Obligatio annui census.

LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex, universis præsentes litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus, quod concessimus, promisimus, & obligavimus nos; & per præsentes concedimus, promittimus & obligamus nos solvere, & realiter & cum effectu deliberare in civitate Londinensi in Anglia, Illustrissimo Principi Eduardo; eadem gratia Angliæ Regi, consanguineo nostro carissimo, singulis annis vita utriusque nostrum durante, quinquaginta millia scutorum auri uno quoque eorum scutorum triginta tres magnos albos valente, sub modo & forma quæ sequitur, videlicet solvemus & deliberabimus, solvive & deliberari faciemus eidem consanguineo nostro Regi Angliæ in civitate Londinensi viginti quinque millia scutorum auri ejusdem æstimationis & valoris prædicti in festo Paschæ proximè futuro, & viginti quinque millia scutorum auri ejusdem æstimationis, & valoris in festo S. Michaelis Archangeli ex tunc proximè sequenti, & sic de anno in annum solvemus, & deliberabimus, solvive & deliberari faciemus dicto consanguineo nostro, loco, & terminis præfatis vita utriusque

ANS de J. C. 1475.

utriusque nostrum durante, quinquaginte millia scutorum auri valoris antedicti ad dictos duos Paschæ, & Sancti Michaëlis singulorum annorum terminos, per æquales, ut præmittitur, portiones, ad quam quidem solutionem fideliter, & firmiter singulis annis, ut præfertur, vita utriusque nostrum durante, continuo faciendam promittimus, adstringimus, & obligamus nos bona fide, & in verbo Regio, tactis superinde Sacrosanctis Evangeliis, heredes, executores, & successores nostros, Regnum, Patrias, Dominia, & bona nostra præsentia, & futura, singulos subditos nostros, atque eorum bona ubicunque fuerint reperta; & ad omnium, & singulorum præmissorum securiorem observantiam, obligamus nos sub pœnis Apostolicæ Cameræ, & per obligationem de Nisi. Ac insuper per præsentes promittimus, & obligamus nos, quod procurabimus, & faciemus societatem, & socios Banci de medicis pro antedictis quinquaginta millibus scutorum eidem consanguineo nostro Regi Angliæ, modo & forma prædictis annuatim solvendi debitè, & legitimè obligari, eorumque cautionem inscriptam ritè superinde confectam eidem consanguineo nostro præstari & deliberari, aut præscriptum Apostolicum sigillo plumbeo munitum sumptu & ære nostro impetrare & obtinere, ipsique Serenissimo Regi Angliæ citra festum Purificationis Beatæ Mariæ Virginis proximè futurum in Anglia deliberare, deliberarive realiter facere, quo omnia, & singula præmissa Sedis Apostolicæ autoritate confirmentur, appositis pœnis interdicti in Regnum, Patrias, Dominia nostra antedicta, atque excommunicationis in personam nostram, si omnia & singula præmissa, ut præfertur, non servaverimus, & perimpleverimus.

In quorum omnium, & singulorum præmissorum fidem, & testimonium his præsentibus litteris nostris patentibus manu propria subscriptis magnum sigillum nostrum apponi fecimus. Datum in Civitate nostra Ambianensi, die 29. mensis Augusti, anno Domini 1475. & Regni nostri decimo quinto.

Obligatio de Nisi.

IN Dei nomine, Amen. Per hoc præsens publicum sive authenticum instrumentum cunctis liqueat evidenter, quod anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, indictione octava, mensis Augusti die tricesimo, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Sixti divina providentia Papæ quarti anno quinto, in Civitate Ambianensi in alta Camera Domus Episcopi Ambianensis, Serenissimus & Christianissimus Princeps Ludovicus, Dei gratia Francorum Rex, personaliter constitutus ex sua benignitate, & spontanea voluntate, suppositit & submisit se quoad infra scripta Curiæ Ambianensi, & nobis Officiali Reverendi in Christo Patris & Domini, Domini Joannis divina gratia Ambianensis Episcopi, nostræque jurisdictioni, ipsamque nostram jurisdictionem in eum sic quo ad infra scripta ritè, legitimè, & debitè prorogavit, coramque nobis Officiali antedicto judice sic in ea parte competente, & pro tribunali sedente, præsente etiam Notario Apostolico hic subscripto dictus Illustrissimus Princeps Ludovicus recognovit, & confessus fuit, se justè tenere, & obligari rite Illustrissimo Principi Eduardo eadem gratia Regi Angliæ, ad solvendum ei Regi Angliæ quinquaginta millia scutorum in Civitate Londinensi in Anglia singulis annis, in terminis Paschæ & S. Michaëlis per æquales portiones, quandiu ipsi duo Principes antedicti Franciæ, & Angliæ vixerint, promisitque solvere, ut præmittitur, annuatim dicta quinquaginta millia scutorum eidem Regi Angliæ, loco & temporibus antedictis, sub omnibus pœnis Ecclesiasticis, & Cameræ Apostolicæ, renunciando in ea parte omni privilegio, cautelæ, aut juris Beneficio sibi competenti aut competituro.

ANS de J. C. 1475.

Insuper requisivit nos dictum Officialem tunc, & ibidem in eum sententiam excommunicationis fulminare ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, nisi annuatim, sicut prædiximus, ipsi Regi Angliæ, quandiu vixerint, loco & temporibus prædictis persolvat.

Nos igitur Officialis antedictus Deum præ oculis habens, & pro tribunali sedens, visis prædictis confessatis præfatum Serenissimum Principem monuimus, & injunximus, & præsentium tenore monemus, & injungimus quod annuatim à singulis annis solvat, solvive faciat eidem Regi Angliæ, aut ejus deputato, deputativve, quandiu, ut prædicitur, vixerint, quinquaginta millia scutorum, loco & temporibus antedictis, & hoc sub pœna excommunicationis, quamquidem sententiam excommunicationis nos Officiales antedictus in eundem Serenissimum Principem Ludovicum Francorum Regem ex nunc prout ex tunc &c. fulminavimus, & profecimus in his scriptis, nisi singulis annis terminis Paschæ & S. Michaëlis quinquaginta millia scutorum dicto Regi Angliæ, loco & temporibus prædictis, ut præmittitur, solverit, solvive fecerit, ipsum sic excommunicatum publicè nunciari volumus, sicque fieri faciemus & mandabimus. In quorum omnium, & singulorum præmissorum fidem, & Testimonium, nos Officialis antedictus præsenti publico instrumento sigillum Curiæ Ambianensis unà cum signeto nostro ac signo, & subscriptione Notarii publici subscripti duximus apponendum. Acta fuerunt hæc anno, indictione, mense, die, loco, & Pontificatu, quibus suprà.

Et ego Joannes Fabri Clericus Ambianensis publicus autoritate Apostolica & Imperiali, Tabellioque curiæ spiritualis, & ordinariæ Ambianensis juratus Notarius, & scriba, qui præmissis omnibus & singulis, dum, sicut præmittitur, agerentur, dicerentur, & fierent, præsens interfui, eaque sic fieri & dici vidi & scivi, id circo huic publico instrumento aliena manu fideliter scripto de mandato ipsius Domini Officialis unà cum signeto suo, & sigilli curiæ prædictæ appensione signum meum Apostolicum solitum, & consuetum appossui, me hic propria manu subscribendo, in Testimonium veritatis requisitus.

CDLXXXVII.

Traité, ou Trêves Marchandes faites pour neuf ans, entre LOUIS XI. *Roi de France, &* CHARLES, *dernier Duc de Bourgogne. A Soleurre, le 13. Septembre* 1475. Jean Molinet. Chroniques Manuscrites. Tom. I. pag. 30. Les Mémoires d'Olivier de la Marche, publiez par Denis Sauvage. pag. 397. Divers Traitez, Contracts, Testamens, &c. Servans aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 126. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 134.

ANS de J. C. 1475. FRANCE ET BOURGOGNE.

CHARLES par la grace de Dieu, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, &c. Comte de Flandres, &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par ci-devant plusieurs journées aient été tenuës en divers lieux entre les gens à ce Commis, & Deputez de par le Roi & nous, pour trouver moien à reduire, & mettre en bonne Paix & union, les questions, divisions, & differends entre nous, & sur icelle trouver, recevoir, & accepter une Paix finale; laquelle chose jusques

NS . C. 75.

ques ici n'a peû prendre conclusion, considerant qu'à l'honneur, & loüange des Princes Chrêtiens, rien n'est plus convenable que desirer & aimer la Paix, de laquelle le bien, & le fruit des choses terriennes est si grand que plus ne pourroit : nous desirant envers Dieu nôtre Createur nous montrer par effet vertueux, & obeïssant en toutes nos operations, afin que l'Eglise en vacant au service divin, puisse prendre vigueur, & demeurer en seure, & vraie franchise & liberté, les nobles & courages des hommes, abonder en repos & tranquillité, sans servitude d'armes; & que l'entretenement de nos Païs & Seigneuries, tant au fait de la marchandise, ou autrement, puisse être permanent à l'état d'un chacun, demeurer en son entier, & consequemment le pauvre & menu peuple, ensemble tous nos sujets, puissent labourer, & vaquer chacun endroit soi, à leur industrie & artifice, sans quelconque violence ou oppression; & le tems avenir, moiennant la grace de Dieu, entr'eux vraie & perpetuelle Paix, & justice necessaire à toute la terre Chrêtienne, gardée, entretenuë, & conservée; & en icelle vivre, & mourir inviolablement, aions par avis & deliberation de plusieurs Sieurs de nôtre Grand Conseil, fait, conclu, & accordé entre le Roi & nous, pour nous, nos hoirs, & succes-

tre- *Si-* nais apa- ment fau-

seurs, & pour tous les Ports, Terres, & (a) Seigneuries d'une part & d'autre, Tréves generales en la forme & maniere, qui s'ensuit.

Premierement, bonne, seûre, & loiale Tréve, seûr état, & abstinences de guerres, font prises, & acceptées, fermées, concluës, & accordées, par Terre, par Mer, & par eaux douces, entre le Roi, & mondit Sieur Duc de Bourgogne, leurs hoirs, & successeurs, Païs, Terres, Sieuries, sujets, & serviteurs, icelle Tréve, seûr état, & abstinence de guerre, commençant ce jourdui treizieme jour de Septembre, durant le tems, & terme de neuf années, & finissant à semblable le treizieme Septembre, lesdits neuf ans revolus, que l'on dira l'an 1484. Pendant lesquelles Tréves, seur état, & abstinence de guerre, cesseront d'une part & d'autre, toutes guerres, hostilitez, & voies de fait, & ne seront faits par l'un, ni par l'autre parti, de quelque état qu'ils soient, aucuns exploits de guerre, prises, ou entreprises de Villes, Citez, Châteaux, Forteresses, ou places tenuës, ou étans és mains ou obeïssance, de l'un ou de l'autre, quelque-part qu'elles soient situées, & assises, par assauts, sieges, amblées, échellemens, compositions, pour occasion, ne sous couleur de marque, contre-marque, repressaille, sous couleur de dettes, obligations, titres, ni autrement, en quelque forme ou maniere que ce soit, ou puisse être supposé, ores que les Seigneurs, ou les habitans desdites Villes, Citez, Châteaux, Places, ou Forteresses, ou ceux qui en auront la garde, les voulussent rendre, bailler, & delivrer de leur volonté, ou autrement, à ceux du parti & obeïssance contraire; auquel cas, s'il avenoit, celui pour lequel, ou à l'aveu duquel auroit été prise la Ville, ou Villes, Places, Châteaux, ou Forteresses, les seront tenus faire rendre, & restituer pleinement à celui, sur qui ladite prise auroit été faite, sans en declarer la restitution par quelque cause, occasion, ou maniere que ce soit avenu, ou en dedans huit jours aprés la sommation sur ce faite desdites parties, & l'autre; & en ce cas, que defaut y auroit de ladite restitution, celui sur le parti duquel ladite prise auroit été faite, pourra recouvrer ladite Ville, ou Villes, Citez, Châteaux, Places, & Forteresses, par sieges, assauts, échellemens, amblées, compositions, par voie, & hostillité de guerre, ou autrement, ainsi qu'il pourra, sans que l'autre y donne resistance, ou empêchement; ni qu'à l'occasion desdites Tréves, seur état, & abstinence de guerre, puissent être dites, ni entenduës, rompuës, ni enfreintes, mais demeureront ledit tems durant en leur pleine & entiere force & vertu; & si sera tenu, qui n'aura fait ladite restitution, rendre, & paier tous coûts & dommages, qui auront été, ou seront faits ou soûtenus en general & particulier, par celui, ou ceux sur qui ladite prise auroit été faite. ANS de J. C. 1475.

Item, & par les gens de guerre, ou autres du parti & alliance de mondit Sieur de Bourgogne, qui voudront être compris, ne seront faites aucunes prises de personnes, courses, roberies, pilleries, logis appartenir, rançonnemens, prises, ou détrousses de personnes, de bêtes, ou d'autres biens quelconques, sur les Terres, Villes, Places, Seigneuries, & autres lieux étans du parti, & alliance du Roi, qui voudront être compris sur les Terres, Villes, Places, Sieuries & autres lieux étant du parti, & obeïssance de mondit Sieur de Bourgogne; ains seront & demeureront tous les sujets, & serviteurs d'un côté & d'autre, de quelque état, qualité, condition, ou nation qu'ils soient, chacun en son parti & obeïssance, seurement, sauvement, & paisiblement de leurs personnes, & de tous leurs biens, y pourront labourer, marchander, faire, & pourvoir à toutes leurs autres besognes, marchandises, negociations, & affaires, sans détourbier, ou empêchement quelconque.

Item, pendant & durant lesdites Tréves, seur état, & abstinence de guerre, les sujets, Officiers, & serviteurs d'une part & d'autre, soit Prelats, gens d'Eglise, Princes, Barons, Nobles, Marchands, Bourgeois, laboureurs, ou autres, de quelque état, qualité, ou condition qu'ils soient, pourront aller, venir, sejourner, quelque marchandement, & autrement, ou habilement que bon leur semblera, pour quelconques leurs negoces & affaires, les uns és Païs, Sieuries, & obeïssance des autres, sans sauf-conduits; & tout ainsi que l'on pourroit communiquer, aller, & marchander en tems de Paix, & sans aucuns détourbiers, ou empêchemens, si ce n'est par voie de justice, & pour leurs dettes, ou pour leurs delits, abus, & excés qu'ils y auroient d'ici en avant perpetrez, & commis, sauf aussi que gens de guerre en armes, & puissance ne pouront entrer de l'un parti en l'autre, en plus haut nombre de quatre-vint à cent chevaux, & au dessous, & ne seront dits, ni proferez à ceux qui iront, & commenceront d'une part & d'autre, aucune injures & opprobres, à cause du parti; & si aucuns font le contraire, seront punis comme infracteurs de Tréves.

Item, tous Prelats, gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, Marchands, & autres sujets, Officiers, & serviteurs d'un parti ou d'autre, de quelque état & condition qu'ils soient, pendant cette abstinence de guerre, auront, & retourneront en la jouïssance, & possession de leurs Benefices, Places, Terres, & Seigneuries, & autres biens immeubles en l'état qu'ils les trouveront, & y seront reçûs sans empêchement, contredit, ou difficulté, & sans en obtenir autres lettres de mainlevée, ni être contrains en faire nouvelle feauté, ni hommage, en faisant ferment en leurs Procureurs en la main du Baillif, ou Lieutenant, sous qui seroient lesdits Benefices, Terres, Seigneuries, & biens, immeubles, de non traiter, ou pourchasser d'iceux quelconques choses prejudiciables au parti où ils seront, & les Seigneurs d'un parti ausquels appartiennent les Places, étans és Frontieres de l'autre parti, en recevant la delivrance d'icelle, promettront, jureront, & bailleront leurs scellez de non en faire guerre, au parti où elles sont, & que cette Tréve expirée, les delaisseront en la pleine obeïssance dudit parti où elles sont, toutesfois pour aucunes causes & considerations. Le Roi est content que la Place de Rambures soit entierement baillée, & delivrée au Seigneur d'icelle, sans y mettre aucun Capitaine ou garde, pourveu qu'il fera ferment, & aussi baillera son scellé en la main de celui qui lui fera ladite restitution, que durant cette presente Tréve, ni

ANS de J. C. 1475. aprés icelle finie, il ne fera, ni pourchassera chose prejudiciable au Roi, ni à ses Païs, & Seigneuries, ni aussi à mondit Sieur de Bourgogne, ses Païs, & Seigneuries, & ne mettra garnison en icelle Place, qui porte, ou fasse, dommage à l'une ou à l'autre des parties.

Et quant aux Places & Forteresses de Beaulieu & Vervin, mondit Sieur de Bourgogne consent, qu'en lui faisant la delivrance réelle des Villes, & Bailliages de Saint-Quentin, & des Places, dont Traité est fait entre le Roi & lui, les Forteresses desdits lieux soient abbatuës, & que le revenu en demeure entierement aux Seigneurs d'icelles.

Et aussi est Traité, & accordé pour plus ample delivrance, que les Terres & Seigneuries de la Fere, & Chastelier Vandeul, & Saint-Lambert dependantes de la Comté de Marle, demeurent au Roi en obeïssance, pour y prendre tailles, aides, & tous autres droits, comme és autres Terres de son obeïssance, la Seigneurie, & revenu d'icelle demeurant au Comte de Marle.

Et pareillement les Châteaux, Villes, Terres, & Châtellenies, & Seigneuries de Marle, Gersfy, Moncornet, Saint-Goubain, & Ardi, demeurent à mondit Sieur de Bourgogne en obeïssance, pour y prendre tailles, aides, & tous autres droits dessusdits, la Seigneurie & revenu demeurant au Comte de Marle, selon le contenu de l'article precédent.

Et aussi esdites presentes Tréves, & abstinence de guerre, en tant qu'il touche lesdits articles de Communication, hantise, retour, & jouïssance de biens, ne seroit compris M. Baudoüin, soi disant bâtard de Bourgogne, le (*a*) Seigneur de Renti, Messire Jean de Chassa, & Messire (*b*) Philippe de Comines, ains seront, & demeureront de tout forclos & exceptez.

(*a*) Ou le *Sire de Ren.*

(*b*) Il avoit quitté le service du Duc de Bourgogne, pour entrer dans celui de Loüis XI. sans qu'on en ait jamais bien sû la raison.

Item, & se aucune chose étoit faite, ou attentée au contraire de cette presente Tréve, seur état, & abstinence de guerre, ou d'aucuns points, & articles qui y sont contenus, cela ne tournera, ni portera préjudice, fors qu'à l'infracteur, ou infracteurs seulement, ladite Tréve toûjours demeurant en sa force & vertu, ledit tems durant, lesquels infracteur, ou infracteurs, en seront punis si griévement que le cas le requerra, & seront les infractions d'aucunes reparées & remises au premier état & dû par les conservateurs ci-aprés nommez, promtement, si la chose y est disposée; & au plus tard commenceront à y besogner dedans six jours aprés que lesdites infractions seront venuës à leur connoissance, & ne departiront lesdits conservateurs d'une part & d'autre d'ensemble, jusques à ce qu'ils auront appointé, & fait faire lesdites reparations, ainsi qu'il appartiendra, & que les cas le requerront.

Item, & pour la part du Roi, feront conservateurs pour la (*c*) Tréve de Eu, de Saint-Valleri, & des autres Places à l'environ, Monsieur le Maréchal de Gamaches; pour Amiens, Beauvoisin, & marches à l'environ, Monsieur de Torci; pour Compiegne, Noion, & marches à l'environ, le Bailli de Vermandois; pour le Comté de Guise en Tierache, & Rethelois, le Seigneur de Villiers; pour la Châtellenie de la Fere & Laon, le Prevost de la Cité de Laon; pour toute la Champagne, Monsieur le Gouverneur illec y pourra commettre; pour le Païs du Roi environ les marches de Bourgogne, Monsieur de Beaujeu y pourra commettre; pour le Bailli de Lionnois, le Bailli de Lion; pour toute la côte de la Mer de France, Monsieur l'Admiral y pourra commettre.

(*c*) Je lis dans les Mémoires d'Olivier de la Marche, *pour la Comté de * & S. Valeri*, & l'on avertit à la marge, qu'il y avoit ainsi dans l'exemplaire dont on se servoit, mais qu'on croyoit, que par ce premier Comté, il faloit entendre le Comté d'Eu.

Item, pour la part de mondit Seigneur de Bourgogne, seront conservateurs pour le Païs de Ponthieu & de Vimieu, Messire Philippe de Crevecœur, Seigneur (*d*) des Cordes; pour Corbie, & la Prevôté de Feüilloi & Beauquesne, le Seigneur de Contes; & pour la Prevôté de Peronne, le Seigneur de Cleri, & en son absence, le Seigneur de la Hargerie: & pareillement pour les Prevôtez, & Villes de Montdidier, & Roie, & Païs à l'environ. Pour Artois, Cambresis & Beauvais, Jean de Longueval, Seigneur de Vaux; pour la Comté de Marle, Monseigneur de Hambercour; pour le Païs de Hainaut, Monsieur Daimeries, grand Bailli de Hainaut; pour le Païs de Liege & de Namur, mondit Sieur de Hambercour, Lieutenant de mondit Sieur le Duc esdits Païs; pour le Païs de Luxembourg, le Gouverneur dudit Païs de Luxembourg, & le Marquis de Rothelin; pour le Païs de Bourgogne, Duché & Comté, Villes, & Places à l'environ étans en obeïssance de Monseigneur, Monsieur le Maréchal de Bourgogne, qui y commandera en chacun lieu, particulierement où il sera besoin; pour le Païs de Mâconnois, & pour à l'environ, Monsieur de Clessy, Gouverneur dudit Mâconnois; pour le Païs & Comté d'Auxerre, & Places à l'environ, Messire Tristan de Thoulonjon, Gouverneur dudit Auxerre; pour la Ville & Chastellenie de Bar-sur-seine, & places à l'environ, (*e*) le Seigneur d'Eschavelez; pour la Mer de Flandre, Messire Josse de Lalain, Admiral; pour la Mer de Hollande, Zelande, Artois, & Boulonnois, Monsieur le Comte de Boulian, Admiral esdits lieux.

ANS de J. C. 1475.

(*d*) Ou *Desquerdes.*

(*e*) Ou la *Seigneurie.*

Item, & s'il avenoit, que pendant & durant le tems de ladite Tréve, aucuns des conservateurs nommez d'une part & d'autre, allassent de vie à trépas, en ce cas le Roi de sa part, & mondit Sieur de Bourgogne de la sienne, seroient tenus de nommer, commettre, & établir autres conservateurs, qui auront tel & semblable pouvoir comme les precedens, & le signifier aux conservateurs prochains, afin qu'aucun n'en puisse pretendre ignorance.

Item, lesquels conservateurs particuliers, qui ainsi seront commis pour la part du Roi, & pour la part de mondit Sieur de Bourgogne, ou leurs sujets, & & comme s'ils avoient legitime excusation de non y vaquer en personne, qui est à savoir les deux de chacune marche pour les deux côtez, seront tenus de eux assembler chacune semaine le jour du Mardi une fois és limites du Roi, & autre fois és limites de mondit Sieur de Bourgogne, és lieux propres & convenables qu'ils aviseront, pour communiquer illec de toutes les plaintes, & doleances, qui seront survenuës d'un côté, & d'autre touchant lesdites tréves, en appointer, & faire reparation ainsi qu'il appartient. Et s'il avenoit, que pour aucune grande matiere, il y eût difficulté entr'eux, dont ils ne pûssent appointer, ils seront tenus de le signifier, & faire savoir incontinent; c'est à savoir les conservateurs de la part du Roi, pour les marches de pardeça (*f*) à . . . . . & . . . . . N. . . . . & les conservateurs de la part de mondit Seigneur de Bourgogne, és marches de pardeçà à Monseigneur le Chancelier, & à ceux du Conseil de Monseigneur de Bourgogne, & és marches de Bourgogne, à mondit Seigneur le Maréchal, & aux gens du Conseil étans à Dijon, la nullité desdites plaintes, & ce qu'ils auront trouvé, lesquels seront tenus de incontinent, & le plus brief que faire se pourra aprés ladite signification, vuider & decider lesdites plaintes & doleances, & en faire jugement & decision, tel que en leurs consciences ils aviseront être à faire.

(*f*) Cette Lacune n'est point dans les Mémoires d'Olivier de la Marche; mais il paroit, qu'il doit y en avoir une.

Item, & au cas qu'à cause desdites difficultez, lesdits conservateurs renvoiassent lesdites plaintes, ainsi que dit est, & s'il y a personne empêchée, lesdits conservateurs leur pourvoiront d'élargissement, & s'il avenoit qu'aucuns desdits conservateurs se voulussent excuser d'entendre esdites reparations, maintenant; & pretendant lesdites infractions non être avenuës en leurs limites, ils seront en ce cas tenus le signifier

ANS gnifier au conservateur, és limites duquel ils main-
J. C. tiendront lesdites infractions être avenuës, lequel
1475. conservateur au cas qu'il ne voudra entreprendre la charge d'entendre seul à ladite reparation, sera tenu de soi assembler avec l'autre conservateur, qui lui aura fait, ou fait faire ladite signification; pour ensemble avec le conservateur, ou conservateurs de l'autre côté, besogner esdites reparations par la maniere dessusdite.

Item, & seront les jugemens que feront lesdits conservateurs d'une part & d'autre, executez reellement & de fait, à ce seront contraints les sujets d'une part & d'autre, nonobstant oppositions, ou appellations quelconques, & sans que les condamnez puissent avoir, ni obtenir aucuns remedes au contraire, en quelque maniere que ce soit.

Item, en cette presente Treve, sont compris les alliez d'une part & d'autre, ci-aprés nommez, si compris y veulent être; c'est à savoir, pour la part du Roi, tres-haut & tres-puissant Prince, le Roi de Castille & de Leon, le Roi d'Ecosse, le Roi de Dannemark, le Roi de Jerusalem & de Sicile, le Roi de Hongrie, le Duc de Savoye, le Duc de Lorraine, l'Evêque de Metz, la Seigneurie & Communauté de Florence, la Seigneurie & Communauté de Berne, & leurs alliez, qui furent compris en la Tréve precedente, faite en l'an mille quatre-cens septante-deux, & non autres. Ceux de la Ligue de la haute Allemagne, & ceux du Liege, qui se sont declarez pour le Roi, & retirez en son obeïssance, lesquelz alliez seront tenus de faire leur declaration, s'ils voudront être compris en ladite Tréve, & icelle signifier à mondit Seigneur de Bourgogne, en dedans le premier jour de Janvier prochain venant. Et pour la part de mondit Seigneur de Bourgogne, y seront compris, si compris y veulent être, tres-haut, & tres-puissant Prince le Roi d'Angleterre, le Roi d'Ecosse, le Roi de Portugal, le Roi de Jerusalem, & de Sicile, le Roi d'Aragon, le Roi de Castille, & Sicile son Fils, le Roi de Dannemarc, le Roi d'Hongrie, le Roi de Pologne, le Duc de Bretagne, Madame de Savoie, le Duc son Fils, le Duc de Milan, & de Gennes, le Comte de Romont, & Maison de Savoie, le Duc & Seigneurie de Venise, le Comte Palatin, le Duc de Cleves, & le Comte de Juilliers, les Archevêque de Cologne, Evêque de Liege, & Archevêque de Treves, lesquels seront tenus de faire declaration s'ils veulent être compris en ladite Tréve, & le signifier au Roi dedans ledit premier jour de Janvier prochainement venant. Ce toutefois entendu, que si lesdits alliez compris de la part du Roi, ou aucuns d'eux à leur propre querelle, ou en faveur & aide d'autrui, mouvoient, ou faisoient guerre à mondit Seigneur de Bourgogne, il se pourra contre eux défendre, & à cette fin les attendre, faire & exercer la guerre, ou autrement remedier, & obvier de toute sa puissance, les contraindre, & reduire par armes & hostilitez, ou autrement, sans que le Roi leur en puisse donner, ou faire donner secours, aide, faveur, ni assistance à l'encontre de mondit Seigneur le Duc, ni que ladite Tréve soit pour ce enfreinte.

Item, pour ôter toute matiere, & occasion de guerre & debat pendant ladite Tréve, le Roi se declarera pour mondit Seigneur de Bourgogne à l'encontre de l'Empereur des Romains, & ceux de la Cité de Cologne, & tous ceux qui leur feront ci-aprés aide, & service à l'encontre de mondit Seigneur de Bourgogne, & promettra ledit Roi de non leur faire aide, secours, ni assistance quelconque à l'encontre de mondit Seigneur de Bourgogne, ses Païs, Seigneuries, & sujets en maniere que ce soit, ou puisse être.

Item, pour consideration de ce present Traité, fut des pieça mêmement au mois de Mai en l'an 74. pourparlé & conclu entre les gens du Roi, & mondit Sieur de Bourgogne, que le Roi consent & accorde, que toutes les Places, Villes, & Terres, qui depuis les pourparlemens de cedit present Traité, ont été prises & occupées sur mondit Sieur de Bourgogne, soit sujets ou serviteurs, en quelque Païs que ce soit, par les gens du Roi, ou autres, qui de sa part ont, & voudront être compris en cette presente Tréve, soient renduës, & restituées à mondit Sieur de Bourgogne, & à sesdits sujets & serviteurs, & ainsi le fera faire par effet, le Roi de toutes celles qui sont en son obeïssance, & les autres, qui sont de sa part en cette Tréve, seront tenus de le faire comme à celles qui sont en leur obeïssance, avant qu'ils puissent joüir de l'effet d'icelles, ni être reputez y compris. ANS de J. C. 1475.

Item, pour meilleur entretenement de cette dite Tréve, est accordé que les Places de Harci & Gerondelles seront abbatuës, si déja ne le sont, & les Terres dameureront de telles Seigneuries qu'elles sont.

Item, pour consideration de laquelle Tréve, & mieux preparer & disposer toutes choses au bien de Paix perpetuelle, le Roi sera tenu de bailler, & delivrer, & par écrit, baillera, & delivrera à mondit Seigneur de Bourgogne la Ville de S. Quentin, & Bailliage dudit S. Quentin, pour le tenir en tel droit qu'il faisoit avant le commencement des presentes guerres & divisions; & dedans quatre jours aprés la delivrance de toutes les lettres accordées, le Roi en baillera, ou fera bailler l'entiere & pleine delivrance, & obeïssance à mondit Sieur de Bourgogne, ou à son Commis à ce, & en telle puissance, & en tel nombre de gens qu'il plaira à mondit Sieur de Bourgogne, en tirant seulement par le Roi de ladite Ville de Saint-Quentin (a) son Artillerie, telle qu'il y a fait mettre & amener depuis qu'icelle Ville s'étoit mise en son obeïssance, sans toucher à l'Artillerie appartenante au corps de ladite Ville, ni à autre y étant avant que ladite Ville fut mise hors de l'obeïssance de mondit Sieur de Bourgogne, ou appartenante à autre qu'au Roi, ou ses Capitaines: & à cette fin, pourra mondit Sieur de Bourgogne, ou aucuns de ses gens pourront commettre pour voir charger, & amener ladite Artillerie appartenante au Roi, & pour faire recueïllir, & garder celle qui appartient à ladite Ville, ou à autre qu'au Roi, ou à sesdits Capitaines, & en recevant ladite ouverture, obeïssance, & délivrance de ladite Ville de Saint-Quentin, par mondit Sieur de Bourgogne, icelui Sieur baillera, ou delivrera és mains des gens & Commis du Roi, à faire icelle delivrance, ses lettres pour les manans, & habitans dudit Saint-Quentin, de les garder, & entretenir en leurs droits, biens, & privileges, & de ce non les travailler, ou molester pour les choses passées, & aussi main levée de leurs biens immeubles, & de leurs meubles étans en nature de dettes, non reçûës ou acquittées, étans és Païs de mondit Sieur de Bourgogne, & de les Traiter ainsi que bien bon Seigneur doit faire ses sujets.

(a) Dans les Mémoire d'Olivier de la Marche, on ajoute pour rendre le sens complet, entre *S. Quentin* & *son Artillerie* ces mots *en sorte qu'il en pourra retirer*: mais on avoüe que ces mots n'étoient pas dans la copie d'où l'on a tiré ce Traité.

Item, quant à toutes Villes, Places, & autres choses quelconques, dont ci-dessus n'est faite expresse mention, ni declaration, & sur lesquelles n'est autrement disposé & ordonné, elles demeureront en tel état, parti, & obeïssance, durant & pendant ladite Tréve, qu'elles sont de present.

Et icelle Treve, abstinence de guerre, & autres articles ci-dessus declarez, le Roi, & mondit Seigneur de Bourgogne, pour eux, leurs hoirs, & successeurs, promettront en bonne foi, & parole de Roi & de Prince, par leurs sermens donnez sur les Saints Evangiles sur leur honneur, & sous l'obligation de tous leurs biens, & Seigneuries, avoir & tenir fermes & stables, & icelles garder, entretenir, & accomplir inviolablement, durant le tems, & par les manieres ci-dessus specifiées, & declarées, sans aller

ANS de J. C. 1475. faire aucune choſe, ou ſouffrir qu'autre faſſe aucune choſe au contraire, directement, ou indirectement, ſous quelque cauſe, couleur, ou occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être; & en ſeront faites & dépêchées lettres d'une part & d'autre, en telle forme qu'il appartiendra.

Et ſera ladite Treve publiée dedans le . . . . . jour de . . . . . d'une part & d'autre, ſauf toutefois que s'il avenoit (que Dieu ne veüille) que de la part du Roi, ladite Ville & Balliage de Saint-Quentin ne fut baillée; & delivrée à Monditſeigneur de Bourgogne dedans le tems deſſus declaré, & les choſes contenuës és articles de ce faiſans mention, & dont lettres ſeront faites, & depêchées ne fuſſent accomplies, Monditſeigneur de Bourgogne, nonobſtant ladite publication ne ſera tenu, s'il ne lui plaiſt, de tenir, garder, ni obſerver ladite Treve de neuf ans, & les articles contenus en icelle, plus avant qu'au premier jour de Mai prochainement venant, que l'on dira l'an 1476. juſques auquel premier jour de Mai, ladite Treve neanmoins demeurera en ſa force & vertu. Savoir faiſons, que pour conſideration des choſes deſſuſdites, ſingulierement en l'honneur de nôtre Createur, auteur & Seigneur de paix, lequel ſeul peut donner victoire aux Princes Chrêtiens telle qu'il lui plaît, & pour envers lui nous humilier, afin de fuir plus grande effuſion de ſang humain, & que par les inconveniens precedans de la guerre, ne ſoions abdiquez ni ôtez de la Maiſon de Dieu le Pere, & exheredez de la ſucceſſion du Fils, & perpetuellement alienez, & privez de la grace du benoît Saint-Eſprit, deſirant la ſeureté, repos, & décharge de l'oppreſſion qu'avons ſoûtenu, & ſoûtenons de jour en jour à cauſe de la guerre, en eſperance de parvenir à paix finale, comme dit eſt, nous leſdites Treves, ſeur état, & abſtinence de guerre, avons faites, acceptées, promiſes, concluës & accordées: Et par la teneur de ces preſentes, par l'avis, & deliberation que deſſus, faiſons, acceptons, prenons, fermons, concluons, promettons, & accordons pour nous, noſdits hoirs, & Succeſſeurs, & avons promis & juré, promettons & jurons en parole de Prince, par la foi & ſerment de nôtre corps, ſur la foi & la loi que nous tenons de Dieu nôtre Createur, & que nous avons reçû au Saint-Sacrement de Baptême, & auſſi par le Saint-Canon de la Meſſe, ſur les Saints-Evangiles de Nôtre-Seigneur, ſur le fût de la vraie, & precieuſe Croix de Nôtre-Sauveur Jeſus-Chriſt; leſquels Canon, Evangiles, & vraie Croix, avons manuelement touchez pour cette cauſe, de tenir icelles Treves, & toutes les choſes contenuës eſdits articles, & chacunes d'icelles particulierement, & ſpecialement les choſes que nous devons faire de nôtre part, ainſi qu'elles ſont contenuës eſdits articles, ſans rien en laiſſer, ni jamais faire, ni venir au contraire, ni querir quelque couleur, ou excuſation pour y venir, ni pour en rien prejudicier, ni faire quelque évitation d'aucune des choſes ſuſdites. Et ſi aucune choſe étoit faite, attentée, ou mouvée au contraire par nos Chefs de guerre, ou autres nos ſujets, & ſerviteurs, de le faire reparer; & des tranſgreſſeurs, ou infracteurs, faire telle punition que le cas le requerra, en maniere que ce ſera exemple à tous autres; & à toutes les choſes deſſuſdites, nous ſommes ſoûmis & obligez, ſoûmettons, & obligeons par l'hipoteque, obligation de tous & chacun nos biens, preſens & à venir quelconques, ſur nôtre honneur, ſur peine d'être perpetuellement deshonorez, reprochez, & vilipendez en tous lieux. Et avec ce, avons promis & juré, promettons & jurons par tous les ſermens deſſuſdits, de jamais mouvoir, ni pourchaſſer de nôtre Saint-Pere le Pape, de Concile, Legat, Penitencier, Archevêque, Evêque, ni autre Prelat, ni autres perſonnes quelconques, diſpenſations & abſolutions, ni reliévement de toutes les choſes deſſuſdites, ni d'aucunes d'icelles; & quelque diſpenſation qui en ſeroit obtenuë, & donnée par nous, ou par d'autres, ſoûs quelque cauſe, couleur, & excuſation que ce ſoit, nous y renonçons dés à preſent, pour lors, & voulons qu'elle ſoit nulle, & de nulle valeur & effet, & qu'elle ne nous ſoit, ou puiſſe être valable ni profitable, & que jamais nous ne nous en puiſſions aider en quelque maniere que ce ſoit, ou puiſſe être. Et pource que de ces preſentes l'on pourra avoir beſoin en divers lieux, nous voulons, qu'au *vidimus* d'icelles, faits, & ſignez par l'un des Notaires & Secretaires du Roi, ou de l'un de nos Secretaires, ou ſous ſceaux roiaux, nôtres, ou autres autentiques, foi ſoit ajoûtée comme à ce preſent original. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable, nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & icelles fait ſceller de nôtre ſcel. Donné au Chaſtel de Soleuvre le treizieme jour de Septembre, l'an de grace, mille quatre-cens ſoixante & quinze. Ainſi ſigné, Charles, & du Secretaire par Monſieur le Duc, Le Gros. ANS de J. C. 1475.

CDLXXXVIII.

Copie des Lettres de LOUIS XI. *Roi de France, par leſquelles il explique un article du Traité de Trêve faite pour neuf ans entre lui & le Duc de* BOURGOGNE, *lequel article concerne la Sardaigne, le Rouſſillon, & Comté de Ferrette, à Soiſſons le* 13. *Septembre* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 142. ANS de J. C. 1475. FRANCE ET BOURGOGNE.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme en traitant, concluant, & accordant entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Duc de BOURGOGNE, Treve & abſtinence de guerre, aient entre autres articles été conçûs, traitez, & accordez les points & articles, dont la teneur s'enſuit.

Eſt dit & accordé, que pour la preſente Treve le Roi ne laiſſera point à garder, défendre, & mettre en ſa main les Comtez & Seigneuries de Rouſſillon & Sardaigne, ainſi qu'il les a tenuës depuis douze ou treize ans: & leſd. Villes & Païs reduire, & remettre en ſon obeïſſance pleine, & entiere par puiſſance d'armes, ou autrement, ainſi que bon lui ſemblera, ne par ce ne ſera point rompuë ladite Treve, toutefois Monditſeigneur de Bourgogne nonobſtant les choſes avant dites, demeurera avec le Roi d'Aragon pour tout le ramenant de ſes Seigneuries entier en toutes ſes alliances, & ſemblablement demeurera entier en toutes ſes autres alliances, & avec ſes alliez deſſus nommez. Et pour ſignifier, ce que dit eſt, au Roi d'Aragon, Monditſeigneur de Bourgogne poura envoier devers lui meſſage tel qu'il lui plaira, lequel le Roi ſera conduire ſeurement, & ſauvement par ſon Roiaume, juſques il ſera mis en ſeureté és Païs dudit Roi d'Aragon ſans empêchement quelconque, ſur peine d'infraction de ladite Treve. Et ne poura le Roi proceder à aucune empriſe ſur leſdits Païs de Rouſſillon & Sardaigne, & Villes d'iceux, juſqu'à-ce que Monditſeigneur de Bourgogne aura la jouïſſance & poſſeſſion réelle dudit Saint-Quentin, & des Places de Ham & Bohain. Et auſſi Monditſeigneur de Bourgogne pour la preſente Treve ne laiſſera point à garder & défendre, & mettre en ſa main ſes Comtez & Païs de Ferrette & Daneſois, & autres Villes & Places à l'environ, qu'il a tenuës depuis ſix ans en çà, & reduire & remettre par puiſſance d'armes, ou autrement, ainſi que bon lui ſemblera en ſon obeïſſance pleine & entiere les Villes & Places qui en tout, ou en partie, s'en ſont nouvellement ſouſtraites, ou s'en ſouſtrairont ci-aprés, ne par ce ne ſera point rompuë ladite Treve. Et au cas que ceux de la Communauté de Berne,

ANS ne, & leurs alliez, feront aufdits de Ferrette & Da-
e J. C. nefois, leurs aidans, alliez, & adherans aucune aide,
assistance, ou faveur, soit en y envoiant, ou y souf-
475. frant, & permettant aller & demeurer aucuns de leurs gens, & sujets, leur baillant & administrant artillerie, ou vivres, retraite & communication en leurs Villes & Païs, ou en autre façon & maniere quelconque, Monditseigneur de Bourgogne poura contre lesdits de Berne & leurs alliez, proceder par armes, hostilitez, ou autrement comme il lui plaira, & ne leur donnera, ou fera donner le Roi aucun aide, ou secours, ne par ce sera ladite Treve enfreinte.

Item, Et poura Monditseigneur de Bourgogne mener, conduire, passer, repasser, ou par ses Capitaines faire mener, conduire passer, & repasser ses gens de guerre en armes de ses Païs de Bourgogne, és marches de ses païs de par deçà, & de sesdits païs de par deçà, és marches de sesdits Païs de Bourgogne, par les lieux & chemins à eux plus propices & convenables, pour aprés s'en aider ainsi que bon lui semblera, & toutes les fois qu'il lui plaira, en paiant raisonnablement sans y sejourner, faire guerre, pillerie, ni autre grief, ou oppression au peuple, & sans ce que pour ledit passage ladite Treve puisse être dite ni tenuë être enfreinte, & ne pouront entrer en villes closes que par compagnies, qui ne seront plus fortes, que ceux desdites Villes. Savoir faisons, que jaçoit que pour certaines causes ait été dit, consenti, & accordé de non inserer iceux articles dessus transcrits és principales lettres de ladite Treve, & d'en faire lettres à part, nous avons neanmoins promis & promettons par ces presentes en parole de Roi, sur nôtre honneur, & par nôtre serment pour ce corporellement fait en la forme & maniere contenuës esdites lettres principales de ladite Treve, & sur les mêmes soumissions, obligations, peines & astrictions declarées en icelles lettres, de tenir, garder, & accomplir de nôtre part tout le contenu esdits articles ci-dessus transcrits, tout ainsi que s'ils étoient incorporez, & écrits esdites principales lettres. Et que si lesdites obligations, peines, & astrictions étoient au long & particulierement declarées en ces presentes, sans ce que pour quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit, on pût dire ni alleguer les articles dessus incorporez non être des membres & articles de ladite Treve. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné à Soissons le 13. jour de Septembre, l'an de grace 1475. & de nôtre regne le quinzieme. Ainsi signé, Louïs. Et sur le remploi desdites lettres: Par le Roi, l'Admiral, les Sieurs du Bouchage, & de Saint-Pierre, Maistres François Hale, Guillaume de Cerisay, & autres presens, & du Secretaire, Turillot.

CDLXXXIX.

ANS de J.C. 1475. France et Castille.

Confirmation & Renouvellement des Traitez entre la FRANCE, *& le Roiaume de* CASTILLE, *à Paris le 23. Septembre* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 143.

DOminus Alvarus de Taide, miles, consanguineus Illustrissimi ac inclitissimi Domini nostri Alphonsi, Dei gratia Regis CASTELLÆ, Legionis & Portugalliæ, ejusque Consiliarius, & Joannes Delnas, miles, in jure civili Licentiatus, dicti excellentissimi Regis Consiliarius ejusque fisci Advocatus, ambo pariter sui Ambassiatores, Oratores, Procuratores, & Commissarii ad infra scripta specialiter deputati, salutem in omnium salvatore. Quum primum propositum rectè regnantium, finalisque intentio justè principantium esse debeat bonum commune subditorum privatis præferre commodis, quando revera tunc cautius procurari speratur, cum Christianissimi Reges & Principes in vera unitate & de obedientia sacro-sanctæ Romanæ Ecclesiæ persistentes in unam mentis consonantiam conveniunt & invicem indissolubilis amoris fœdere colliganturs hoc equidem Serenissimus & Dominus noster excellentissimus supradictus in profundæ suæ mentis revolvens examine, conjectansque quod antiquæ ligæ, confœderationes, & amicitiæ priscis jam temporibus inter excellentissimos & Christianissimos FRANCORUM Reges, & præclarissimos Reges Castellæ & Legionis, dictaque regna, initæ, conventæ, tractatæ, finitæ, & confirmatæ, & hactenus inviolabiliter observatæ fuere, optansque quod prædictæ ligæ, uniones, & antiquæ amicitiæ & confederationes confirmentur, corroborentur, & in dies incommutabiliter observentur, nobis præfatis Domino Alvaro de Taide, & Joanni Delnas, suis oratoribus & procuratoribus, autoritatem, potestatem, facultatem, & mandatum dedit, cessit, & concessit speciale nomine suo, dictorumque regnorum Castellæ & Legionis, confirmandi, corroborandi & convalidandi, & de novo faciendi & tractandi antedictas ligas, confœderationes & antiquas amicitias inter Illustrissimum & Christianissimum Dominum Ludovicum Francorum Regem, suum consanguineum, fratrem & amicum fidelissimum, & ipsum Dominum Alphonsum Regem supra dictum, dictaque sua regna, prout in litteris mandati & procuratorii suo nomine & manu roboratis suoque sigillo communitis, quæ infra scribentur luculenter apparebit, quarum antiquarum ligarum, confederationum, & amicitiarum tenor de verbo ad verbum sequitur, & talis est. ANS de J.C. 1475.

Henricus, Dei gratia Rex Castellæ & Legionis, universis & singulis harum seriem inspecturis, præsentibus & futuris salutem & gratiam regiam ac prosperorum successuum incrementum. Sceptrigera regum sublimitas & à supernis sedibus collapsa dominandi imperandique autoritas & potentia, tunc sui solii & magnitudinis triumphat gloriâ, & excellentiâ, tunc honorum & obsequiorum ubertate referta status sui alacritate potitur & gaudet, quando divinam illam pacis hereditatem pro tutelâ fidelis populi à Christo relictam accurato indagine, sollicitoque studio investigare conatur, & ardenti desiderio prosequitur & defendit, quod nimirum eo fit præclarius, eo conducitur felicius ac commodius, tantoque Respublicæ regnorum, principatuum, & Dominiorum quorumvis, pacis & tranquillitatis per amplius inestimabili perfruuntur beneficio & munificentia, dum terrarum Principes & Domini pro eliminandis postergandisque dissentionum & seditionum scandalis, in pacis autore animos suos sibi conciliant & potentiarum suarum vires glutino amore confederant & connectunt. Ea igitur consideratione monefacti Serenissimus ac Christianissimus Princeps frater & consangineus noster carissimus Carolus, nunc Francorum Rex, & nos ad usum, perseverantiam, & continuationem traducere cupientes, ac commodo prætactæ hereditatis suavissimum fructum, ut ex pace in virtute Dei facta, ejus & abundantia turribus permunita regalis præsidii nos & nobis confœderati, adhærentes, & subditi tranquillius & felicius de virtute in virtutem procedentes ambulare possemus in domo Domini, cum consensu temporibus nuper retroactis certos nostros Ambassiatores, Nuncios, & rerum nostrarum gestores sufficienti ad hoc mandato suffultos hinc inde ordinavimus, constituimus, & deputavimus, qui divinâ cooperante clementiâ inter eundem Serenissimum & Christianissimum Regem Francorum fratrem & consanguineum nostrum carissimum pro ipso ac primogenito suo nato, vel nascituro, aut primo regnorum suorum hærede, terris & subditis ac ditionibus, Dominiis & adhærentibus suis ex una, & nos pro nobis ac primogenito nostro nato vel nascituro, aut primo regnorum

ANS de J. C. 1475.

noſtrorum hærede, terris, regnis, ſubditis, Dominiis, ditionibus, adhærentibus noſtris partibus ex altera, conceperunt, inierunt, & confirmarunt certas ligas, amicitias, confœderationes, compoſitiones, conventiones, & pacta pro exterminio malorum, & pacifico utriuſque regni ſtatu & incremento. Eaſque & ea ac eorum ſingula ſemper, & omni tempore cuſtodire, manutenere, & inviolabiliter obſervare pro nobis, ac primogenito noſtro nato vel naſcituro, & pro regnorum noſtrorum primo hærede, ac regnis, terris, ſubditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus noſtris, antepoſitis ſibi tactiſque ſacroſanctis Evangeliis, ac venerabili ſigno ſanctæ Crucis noſtro nomine, & in animam noſtram præfati Ambaſſiatores, Nuncii, & Procuratores noſtri ex parte deputati ſub certis pœnis & obligationibus juraverunt promiſeruntque nos ac primogenitum noſtrum, aut primum dictorum regnorum noſtrorum hæredem, ac pro regnis, terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus noſtris, etiam per noſtras patentes litteras præmiſſa omnia & ſingula ad requiſitionem & voluntatem præfati Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Principis Caroli, Regis Francorum, fratris & conſanguinei noſtri cariſſimi acceptaturos, approbaturos, & confirmaturos, ac alia facturos, quæ in litteris patentibus nominibus propriis & ſigillis dictorum noſtrorum Ambaſſiatorum, Procuratorum, ac Nunciorum communitis, ac per dictum nobis & fidelem ſpectabilem virum Fernandum Didacum de Toleto decretorum doctorem, publicum Apoſtolica autoritate notarium, conſiliarium, auditorem, referendarium, relatorem & Secretarium noſtrum, confectis & ſignatis plenius continentur, hujuſmodi qui ſequitur verborum ſub tenore.

(a) Ou *Lupus.*

In nomine Domini. Amen. Erricus (a) Lopez de Mendoça, Marchio de Santillana, & Comes del Real, & Joannes Pacheco, Marchio de Villena, ac Majordomus Sereniſſimi ac potentiſſimi Principis & Domini Henrici, Dei gratia Regis Caſtellæ & Legionis, conſiliariique & procuratores ſui ad infra ſcripta ſpecialiter deputati, univerſis præſentibus pariter & futuris præſentes litteras viſuris & audituris ſalutem in eo qui perfecta caritas eſt: ſacris erudimur doctrinis ut fraternitatis fœdus, & vinculum caritatis tanquam plenitudinem legum, perfectioniſque ſtabilem columnam, quæ nunquam excidit, juxta commiſſum nobis onus ſolliciti ipſi proſequamur, & eos qui ſub autore pacis imperant ad unitatem ſpiritus, & fraternam dilectionem per quam regum amor, pax populorum, filiorum hæreditas, & ſpes æterni regni conſervantur, accuratiſſimè incitemus. Sane cum Æterni Regis providente clementia, multis evolutis annorum circulis, inter inclitiſſimarum recordationum defunctos Francorum ex una, ac Caſtellæ & Legionis quondam Reges, ex altera partibus, & noviſſimè anno Domini milleſimo quadringenteſimo triceſimo quarto, inter Illuſtriſſimum & Chriſtianiſſimum Principem & Dominum, Dominum Carolum Dei gratia Regem Francorum, & glorioſæ memoriæ defunctum Dominum Joannem tunc Regem Caſtellæ & Legionis, genitorem dicti Sereniſſimi Domini noſtri Domini Henrici Regis moderni, pro ipſis & ſuis hinc inde primogenitis natis, vel naſcituris, ſive regnorum ſuorum primis hæredibus, ac pro ſuis regnis, terris, ſubditis, Dominiis, & adhærentibus ſuis, ac omnibus aliis quorum intererat, vel intereſſe poterat, certæ confœderationes, pactiones, ligæ, fraternitates, & amicitiæ fuerint initæ, conceptæ, & ordinatæ, & firmatæ, prout continetur in litteris præfati quondam Sereniſſimi Regis Joannis, quarum tenor ſequitur, & eſt talis.

Joannes, Dei gratia Caſtellæ & Legionis Rex, univerſis & ſingulis has noſtras inſpecturis, tam præſentibus quam futuris, ſalutem & gratiam in Domino cum abundantia tranquillitatis & pacis. Cum Æterni Regis providentia diſponere, inter Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Principem, cariſſimum fratrem & conſanguineum noſtrum Carolum, nunc Francorum Regem, ac Procuratores & Ambaſſiatores, & Nuncios, ac ſui nomine ad hoc ſpecialem poteſtatem habentes pro ipſo præcariſſimo Rege fratre noſtro, ac primogenito ſuo nato, vel naſcituro, vel primo regnorum ſuorum hærede, terris ac ſubditis, & ditionibus, Dominiis & adhærentibus ſuis ex parte una; & nos, & nonnullos procuratores noſtros, noſtri vice ac nomine ad hoc ſpecialiter & plena cum poteſtate deputatos pro nobis, & primogenito noſtro nato, vel naſcituro, vel primo regnorum noſtrorum hærede, terris, regnis, & ſubditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus noſtris ex parte altera, ordinatæ, conceptæ, initæ, & confirmatæ fuerint certæ ligæ, amicitiæ, & confœderationes, compoſitiones, conventiones, & pacta ad exterminium malorum, & utriuſque Reipublicæ pacificum incrementum, eaque & eorum ſingula, ſibi præpoſitis, tactiſque ſacroſanctis Evangeliis, & venerabili ſigno Crucis noſtri nomine, & in anima noſtra, ſemper & omni tempore cuſtodire, manu tenere, & inviolabiliter obſervare pro nobis, & primogenito noſtro nato, vel naſcituro, & pro regnorum noſtrorum hærede, regnis, terris, & ſubditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus noſtris promiſerunt, & firmiter juraverunt, & nos nunquam contrafacere, vel venire per nos, vel alium, ſeu alios aliqua ratione, vel cauſa, publicè vel occultè, ſub hipotheca & obligatione regnorum & omnium bonorum noſtrorum, & certâ ſub pœnâ prout hæc & alia per ſuas hinc inde patentes litteras ſuis nominibus roboratas, ac ſigillis ſuis communitas, & per Ferdinandum Didacum de Toleto decretorum Doctorem, autoritate Apoſtolica Notarium publicum, auditorem, referendarium, relatorem, ac Secretarium noſtrum confectas, & manu ſua propria ſignatas pleniſſimè conſtat; tenor vero harum per dictos noſtros procuratores vice & nomine noſtri initarum, conceſſarum & firmatarum ſequitur, & eſt talis.

In Dei nomine, Amen. Alvarus de Luna, Coneſtabularius Caſtellæ, Comeſque Sancti Stephani, Joannes miſeratione Divina Archiepiſcopus Hiſpalenſis, & Rodericus Pimentel, Comes de Benavente, conſiliarii Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Principis & Domini Domini noſtri Joannis, Dei gratia Caſtellæ & Legionis Regis, ejuſque procuratores ad infraſcripta poteſtatem & mandatum ſpeciale habentes, ſicut per litteras ejuſdem Domini noſtri Regis præſentibus inſertas conſtat evidenter. Notum facimus univerſis præſentibus & futuris, quod cum æterna providente clementia, multis evolutis annorum circulis, inter inclitæ recordationis defunctos Sereniſſimum Dominum Henricum primum, quondam Regem Caſtellæ & Legionis, proavum præfati Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis moderni, & inclitiſſimæ recordationis Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Carolum quintum, quondam Regem Francorum, avum Sereniſſimi Principis, & Domini Domini Caroli, Regis Francorum moderni, certæ confœderationes, pactiones, ligæ, conventiones, & amicitiæ fuerunt initæ, conceptæ, ordinatæ, & firmatæ, & poſtmodum per clariſſimæ memoriæ defunctos Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Principem & Dominum Joannem avum, ac etiam per tam ſimilis memoriæ Sereniſſimum Dominum Henricum Secundum, genitorem Domini noſtri Joannis Secundi, Regis Caſtellæ & Legionis moderni, pro ſe ipſoque Domino noſtro Joanne primogenito ſuo Caſtellæ & Legionis Rege moderno ex una parte, & præclariſſimæ memoriæ defunctum Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Carolum ſextum, tunc Regem Francorum, filium præfati Domini Caroli Quinti, genitoremque prædicti Sereniſſimi Principis Domini Regis Francorum moderni, pro ſe & primogenito ſuo vel primo

regni

regni sui herede, ex alia parte, approbatæ, confirmatæ, renovatæ & roboratæ, prout per eorum patentes litteras poteſt apparere, quarum quidem litterarum tenores hic haberi volumus pro expreſſis inſertis, & conſequenter ipſe Dominus noſter Rex Caſtellæ & Legionis modernus, necnon recolendæ memoriæ defuncta Domina Catharina Regina genitrix ſua, & ejuſdem memoriæ defunctus Dominus Fernandus, Infans Caſtellæ, patruus ſuus, ejuſdem Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis moderni, ſuorum regnorum tunc tutelam, curam, & regimen habentes, ejus nomine & vice, & pro eo, & pro ejus primogenito aut herede, & regnis, terris & ſubditis ſuis exiſtentibus, in ejuſdem Sereniſſimi Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regiæ Majeſtatis præſentia, necnon dictorum matris, patruique ſui bonæ memoriæ defunctorum, Domino Gerardo, tunc Epiſcopo Sancti Flori, & Domino Robino de Bracamonte, milite, conſiliario & magiſtro, ac Secretario, Ambaſſiatoribus & Procuratoribus dicti defuncti Domini Caroli Sexti, tunc Francorum Regis, per ipſum ad dictum Dominum Regem Caſtellæ & Legionis modernum deſtinatis, ipſiuſque virtute poteſtatis eis propter hoc ſpecialiter attributæ & conceſſæ per litteras dicti defuncti Domini Caroli Sexti, tunc Regis Francorum, recipientibus, acceptantibus & ſolemniter ſtipulantibus, unà cum ipſo defuncto Carolo Sexto, tunc Rege Francorum, ac prænominatis ſuis Procuratoribus & Ambaſſiatoribus ejus nomine & vice, & pro eo, proque primogenito, aut hærede, ac regno, terris, ſubditis ſuis, confœderationes, pactiones, ligas, & amicitias confirmarunt, innovaverunt, & fecerunt, modo & forma contentis in litteris præfatis Domini Joannis Regis Caſtellæ & Legionis, quarum tenor talis eſt.

Joannes, Dei gratia Rex Caſtellæ & Legionis, univerſis & ſingulis Chriſti fidelibus præſentem ſeriem inſpecturis & audituris ſalutem, & gratiam in Domino cum abundantia tranquillitatis & pacis, notum facimus, & cunctis fieri volumus manifeſtum, quod æterna providente clementia, multis jam evolutis annorum circulis, inter præclaræ memoriæ defun'ctos Reges Carolum quondam Franciæ, & Henricum quondam Caſtellæ & Legionis, proavum noſtrum, quorum geſta magnifica per univerſa mundi climata ſolemniter divulgantur, certæ confœderationes, pactiones, ligæ, contentiones, amicitiæ, initæ, conceptæ, & ordinatæ fuerint & firmatæ, & poſtmodum per Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Principem Carolum, Regem Franciæ modernum, præcariſſimum fratrem noſtrum, pro ipſo & primogenito ſuo, vel primo regni ſui hærede ex una parte, & tam per inclitæ recordationis Sereniſſimum Joannem avum, quàm Henricum genitorem noſtros, Reges Caſtellæ, pro ipſo genitore noſtro, & nobis ex parte altera approbatæ, confirmatæ, roboratæ, quarum ſicut per eorum litteras patentes, & autenticas ſuis magnis ſigillis communitas, poteſt luculentiùs apparere, quarum quidem litterarum originalia in archivo utriuſque partis non immerito diligenter conſervantur, ipſarumque tenores hic haberi volumus pro expreſſis & inſertis.

Nos revolventes in animo, quàm laudabile, quàm ſalubre, quàmque dulce ſemper extitit, in unitatis amore vinculum caritatis obſervare, quæ ſuæ virtutis efficacia membra fortiter ligat ad invicem, & cum Chriſto, nec permittit eos quos perfectè ſemel junxit, ab invicem ſeparari, neque conſilium, & auxilium ſibi mutuo denegare, cùm potius eorum omnia facit eſſe communia, & inſuper operatur in ipſis identitatem voluntatum, noſtræque conſiderationis actus dirigentes ad utilitates innumeras, & inenarrabilia beneficia, quæ retro lapſis temporibus, regibus, & regnicolis utriuſque regnorum, & amicitiis hujuſmodi pervenerunt, cupientes, & deſiderabiliter affectantes memoratam ſervare caritatis unionem, quæ tandiu permanſit illibata, non diminutionem his temporibus recipere, ſed creſcere ſemper, & proficere potius in augmentum, omnemque cujuſlibet occaſionis amputare materiam, quæ tam ex verborum quam ſummarum dictarum litterarum antiquarum obſcuritate, ambiguitate, aut forſan inæqualitate, vel alio quovis modo, cauſam afferre poſſet diſſenſionis, altercationis, ſeu contentionis in futurum, conſtitutis in noſtræ Majeſtatis præſentiâ, necnon præcariſſimæ genitricis noſtræ Catharinæ Reginæ, & Illuſtris patrui noſtri Fernandi, Infantis Caſtellæ, gerentium ad præſens noſtri, regnorumque noſtrorum regimen, curam & tutelam, Ambaſſiatoribus, Procuratoribus, & Nuntiis prædicti cariſſimi germani noſtri Regis Franciæ, ad nos propter hoc ſpecialiter deſtinatis, videlicet Reverendo Patre Gerardo, Dei gratia Epiſcopo Sancti Flori, necnon Domino Robino de Bracamont, Domino de Tramilla, milite, & Magiſtro Joanne Hugonis Archidiacono ipſiſque virtute poteſtatis eis attributæ per litteras præfati germani noſtri Regis Franciæ, ſuo majori ſigillo roboratas, quarum tenor inferius inſeretur, nomine præfati germani noſtri, & pro filio quoque ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo regni ſui hærede, ac pro regno, terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, & aliis omnibus, & ſingulis quorum intereſt, vel intereſſe poterit, quomodolibet in futurum recipientibus, acceptantibus, & ſolemniter ſtipulantibus, confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas, & amicitias, tam ex noſtra certa ſcientia, quam de prædictorum genitricis, & patrui tutorum noſtrorum, nec non aliorum Prælatorum, Baronum, magnatum, & peritorum regni, & conſilii noſtri propter hoc perſonaliter, & ſpecialiter vocatorum, conſilio, voluntate, pariter & aſſenſu, tractamus, inimus, facimus, & firmamus ſub forma, & modo infra ſcriptis.

ANS de J. C. 1475.

Primo videlicet, quod nos Joannes Rex Caſtellæ & Legionis prædictus, filiuſque noſter primogenitus naſcituruſ, ſive primus regnorum noſtrorum hæres, regna noſtra, Patriæ, Dominia, & ſubditi noſtri ſumus ex nunc, & erimus deinceps unà cum dicto Francorum Rege, fratre noſtro cariſſimo, filioque primogenito nato, aut naſcituro, ſeu primo regni ſui hærede, terris, Patriis, Dominiis, & ſubditis ſui boni veri fideles confœderati, & adhærentes amici tanquam vero noſtro fratri naturali & germano, tali modo videlicet, quod nos, & filius noſter primogenitus naſciturus, ſeu primus regnorum hæres, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus dicti fratris noſtri cariſſimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut naſcituri, ſeu primi regni ſui hæredis, regni, terrarum, Patriarum, Dominiorum, & ſubditorum ſuorum, non procurabimus ullo modo, nec alicui perſonæ viventi cujuſcumque ſtatus, conditionis, præeminentiæ, aut dignitatis exiſtat, etiam ſi perſona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri noſtro cariſſimo Regi Francorum, filio primogenito nato, aut naſcituro, ſeu primo regni ſui hæredi, regno, terris, Patriis, Dominiis, & ſubditis ſuis guerram, damnum, vituperium, detrimentum, dedecus facere, perpetrare voluerit aut inferre, conſilium, auxilium præſtabimus, ſeu favorem. Quæ quidem ligæ, confœderationes, pacta, amicitiæ, conventiones, tractatus ſupra, & infra ſcriptæ, & ſcripti durabunt quoad vitam fratris noſtri cariſſimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut naſcituri, & primi regni ſui hæredis, noſtrique Regis Caſtellæ, & Legionis præfati, filii primogeniti naſcituri, ſive primi regnorum noſtrorum hæredis prædictorum, & quandiu ipſi, & nos vitam duxerint, ſeu duxerimus in humanis.

Item, prædictum fratrem noſtrum cariſſimum Regem Franciæ, filium primogenitum natum, aut naſci-

ANS de J. C. 1475.

nascíturum, sive primum Regni sui hæredem, tam per Mare, quam per Terram contra quascunque personas, quæ possent vivere & mori, cujuscunque status, conditionis, præeminentiæ aut dignitatis existant, etiam si persona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri nostro Carissimo Regi Franciæ, filio primogenito nato, aut nascituro, sive primo Regni sui hæredi, Regno, Terris, Patriis, Dominiis, & subditis suis guerram, damnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus facere, perpetrare voluerit aut inferre, bona fide juvabimus, & juvare tenebimur absque fraude; nosque guerram dicti fratris nostri Carissimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi Regni sui hæredis in nos, & in personam nostram tanquam propriam nostram recipiemus, & ut caput guerræ recipere tenebimur, & in Regnis & Dominiis nostris, tanquam nostram propriam, cùm per litteras patentes sigilloque dicti Regis Franciæ, fratris nostri Carissimi, aut filii sui primogeniti nati, aut nascituri, sive primi Regni sui hæredis certificati fuerimus quod guerra fuerit aperta, & in Regno Franciæ præconizata inter eundem Regem Franciæ, aut suum primogenitum natum, seu nascíturum, seu primum Regni sui hæredem ex una parte, & Regem Angliæ, seu quemcunque alium ex parte alia, infra decem dies à die prædictæ certificationis nobis factæ, facere præconizari jubere tenebimur, sic tamen quod si dictus frater noster Carissimus Rex Franciæ, filius ejus primogenitus natus, aut nascíturus, seu primus Regni sui hæres, sive alter eorundem nos aut primogenitum nostrum nascíturum, seu primum Regnorum nostrorum hæredem requisierint, sive per eos aut eorum alterum fuerimus de juvamine subditorum nostrorum, armatorum seu galearum, aut aliorum navigiorum ad opus dictæ guerræ subvenire requisiti, nos, primogenitus noster nascíturus, seu primus Regnorum nostrorum hæres hoc facere, galeasque & alia navigia, & gentes armorum, tam per Terram quam per mare ad servitium & juvamen dicti fratris nostri Carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, & primi Regni sui hæredis prædictorum, ejus tamen vel eorum sumptibus & expensis fideliter & efficaciter, omni fraude cessante, mittere tenebimur, jurabuntque Capitanei armatorum hujusmodi tam per Terram, quam per Mare, sive Admiraldi, vel alii quicunque, & facient solemne juramentum coram persona, vel personis per Dominum fratrem nostrum ad hoc deputatis, vel deputandis, quòd ambarum partium honorem, utilitatem & commodum diligenter observabunt, ac totis viribus fideliter procurabunt.

Item, poterunt vassalli & subditi nostri liberè & absque offensa qualibet per eos incurrenda, ad servitium & juvamen dicti fratris nostri Carissimi filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi Regni sui hæredis, tam per Terram, quam per Mare, ad opus dictæ guerræ, nostrâ tamen, aut Regnorum, & Dominiorum necessitate cessante, quoties eis placuerit se transferre.

Item, guerrâ nomine fratris nostri Carissimi Regis Francorum prædicti, filiique primogeniti, nati aut nascituri, sive primi sui Regni hæredis, sive nomine nostri, sive primogeniti nostri nascituri, aut primi Regnorum nostrorum hæredis, contra quemcumque incœptâ, sive incipiendâ, nos, primogenitus noster nascíturus, aut Regnorum nostrorum primus hæres, cum parte adversâ, pactum, tractatum, accordum, treugam seu pacem facere, tractare, accordare, absque consensu & voluntate expressis prædicti fratris nostri carissimi, seu primogeniti nati, aut nascituri, seu primi Regni sui hæredis, firmare non poterimus, aut quomodolibet inire. Poterit tamen prædictus germanus noster, primogenitus natus, aut nascíturus, sive primus Regni sui hæres, causis exigentibus, treugas particulares ad annum, vel ad aliud brevius tempus citra tractare & inire, si & quando sibi videbitur expediens, proviso quod dictas treugas particulares nobis, aut primogenito nascituro, vel hæredi nostro significare teneatur, & quod in eisdem nos, primogenitus nascíturus, vel hæres cum Patriis & subditis nostris comprehendamur, si nobis placuerit comprehendi; quodque prædictæ treugæ particulares unius anni, vel temporis brevioris, nequeant ulterius ad longius tempus sine expresso consensu nostro, primogeniti nascituri, aut primi Regnorum hæredis, prorogari vel extendi, cessantibus in præmissis, & cæteris sequentibus universis omni fraude ac dolo.

ANS de J. C. 1475.

Item, Castra, Civitates, Villæ, Fortalitia, sive loca, quæ, vel quas primogenitus, aut hæres, sive gentes nostræ tam in Regno, & Terra Angliæ, & Ducatu Aquitaniæ, quam in aliis Regnis, Terris, & Dominiis, contra quæ, & quas dictus frater noster, primogenitus natus, aut nascíturus, sive primus Regni sui hæres, guerram incœptam habuerit, vel incœperit, acquisíverimus, occupaverimus, acquisierit, sive occupaverit per Mare, vel per Terram, dicto fratri nostro Carissimo Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, sive nascituro, aut primo Regni sui hæredi, seu certo nuncio aut mandato nos & gentes nostræ prædictæ, & filius noster primogenitus nascíturus, sive primus hæres Regnorum nostrorum, liberè dare, restituere tenebimur, ac etiam tenebuntur, bona tamen mobilia capta vel occupata efficientur capientis, & eidem concedentur secundum morem & consuetudinem Regnorum Franciæ & Castellæ prædictorum.

Item, volumus quod si Rex Angliæ, aut suus primogenitus, seu quicunque Regni sui heres, & Ducatus Aquitaniæ, aut aliquis alius de sanguine Angliæ fuerit, captus per nos, primogenitum nascíturum, aut primum Regnorum nostrorum heredem, sive per gentes nostras, tam per Mare, quam per Terram, vel quicumque alius Rex, Dux, sive Comes, contra quem principaliter dictus frater noster Rex Franciæ, ejusque primogenitus natus, aut nascíturus, sive primus sui Regni heres, guerram incœptam habuerit vel incœperit, ad arbitrium, voluntatem, & ordinationem dicti fratris nostri Carissimi Regis Franciæ, vel ejus primogeniti, aut nascituri, seu primi Regni sui heredis, nostrique, vel primogeniti nostri nascituri, aut primi Regnorum nostrorum heredis, teneatur captus & captivus, insimulque poterimus unà cum dicto fratre nostro Carissimo super expeditione dicti capti sive captivi ordinare, prout ambarum partium placuerit voluntati; quicumque vero alius à prædictis captus sive captivus extiterit, consentimus, & volumus, quod sit efficaciter capientis, & eidem concedatur. Super quibus, & eorum quolibet, tam super guerra, quam personis supradictis, & omnibus aliis ad hoc necessariis factum, guerræ utilitatem & commodum dicti fratris nostri Carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, sive primi Regni sui heredis, Regni, Terrarum, & subditorum suorum concernentibus, nos autem, primogenitus noster nascíturus, sive primus Regnorum heres relationi simplici, & assertioni per dictum fratrem nostrum Regem Franciæ, aut primogenitum natum, sive nascíturum, seu primum Regni sui heredem, sive litteris suis super hoc, aut suo certo nuncio ad hoc specialem potestatem habenti, nobis, aut primogenito nostro nascituro, seu primo Regnorum nostrorum heredi factis, absque alia probatione seu informatione quacunque, prædictum fratrem nostrum Carissimum Regem Francorum, aut primogenitum natum, seu nascíturum, seu primi Regni sui heredem, faciendi fidem indubiam tenebimur, & tenebuntur adhibere, intimationeque, prout prædicitur, nobis facta,

nos

ANS nos & primogenitus naſciturus, aut primus Regno-
e J. C. rum noſtrorum heres, prædictum Dominum Cariſ-
1475. ſimum fratrem noſtrum Regem Franciæ, primoge-
nitum ſuum natum, vel naſciturum, ſeu primum
Regni ſui heredem, tam de facto tenebimur, & te-
nebuntur utiliter adjuvare. Sane à ligis, confœdera-
tionibus, pactis, conventionibus & tractatibus præ-
dictorum excipimus, & excipi volumus perſonam
Sanctiſſimi in Chriſto Patris Romani Pontificis, nec-
non ſimiliter Regem Aragonum, & filium ſuum pri-
mogenitum, qui nunc ſunt; dum tamen idem Rex
Aragonum, & filius ſuus primogenitus, qui nunc
ſunt, eorumve alter contra dictum fratrem noſtrum
Cariſſimum Regem Franciæ, primogenitum natum,
aut naſciturum, ſeu primum Regni ſui heredem,
Regnum, Terras, Dominia, & ſubditos ſuos, ſi-
ve nos, primogenitum naſciturum, aut primum Re-
gnorum noſtrorum heredem, Regna, Terras, Do-
minia, & ſubditos noſtros, guerram, damnum, vi-
tuperium, aut dedecus, ſive detrimentum non fa-
ciant, inferant, aut procurent, faciat, inferat, aut
procuret, ſive fieri, inferri, aut procurari faciant
per alium quovis modo; quod ſi, quod abſit, idem
Rex Aragonum, aut ſuus primogenitus, contra-
rium facerent, ceſſabit dicta exceptio, & nos, pri-
mogenitus naſciturus noſter, aut primus Regnorum
noſtrorum heres, cum dicto Cariſſimo fratre noſtro
Rege Franciæ, ejuſque primogenito nato, vel naſ-
cituro, ſeu primo Regni ſui herede, erimus prout
ſumus unanimiter confœderati contra Regem Aragō-
num, & ſuum primogenitum prædictos.

Quæ omnia prædicta, & ſingula nos prædictus
Rex Joannes, ſana & proviſa deliberatione Conſilii
ſuper hoc habita, pro nobis, primogenito naſcitu-
ro, & primo Regnorum noſtrorum herede, Re-
gnis, Terris, Dominiis, & ſubditis noſtris pro-
mittimus, & juramus in animam noſtram, promiſe-
runtque & juraverunt prænominati genitrix & pa-
truus noſtro tutelæque noſtræ nomine ſuper imagi-
nem & memoriam Domini noſtri Jeſu Chriſti Cru-
cifixi, Evangeliaque ſita Sancta per nos & ipſos cor-
poraliter tactam, & tacta, promittimuſque verbo
Regio, bona fide, fidemque & homagium eidem
præfato Cariſſimo noſtro Carolo Francorum Regi,
primogenito nato, aut naſcituro, ſeu primo Regni
ſui heredi, præſtando tenere, facere de puncto ad
punctum, fraude & malo ingenio ceſſantibus quibuſ-
cunque adimplere, & inviolabiliter obſervare, &
hoc ſub hipotheca & obligatione omnium bonorum
noſtrorum, heredum, & ſucceſſorum noſtrorum
præſentium, & futurorum, necnon & ſub pœna
perjurii, quam Rex incurrere poteſt tali caſu, inſu-
per ſub pœna centum millium marcharum auri, in
quibus obligationibus & pœnis nos dictus Rex Caſtel-
læ & Legionis, interveniente dictorum tutorum noſ-
trorum autoritate & conſenſu, Regna, & omnia bo-
na noſtra, hæredum & ſucceſſorum noſtrorum dic-
to fratri noſtro Cariſſimo Regi Franciæ, ejuſque pri-
mogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo Regni ſui
hæredi, applicandi tanquam pro judicato, condem-
nato, & confeſſato, & in ipſas pœnas, ſi contra
prædicta nos, aut primogenitus noſter naſciturus,
ſeu primus Regnorum noſtrorum hæres fecerimus,
aut fecerit, confitemur, nos & primogenitum naſ-
citurum, primumque Regnorum noſtrorum hære-
dem, incurriſſe, & tam de jure quam de facto ad-
judicamus totaliter incidiſſe; & nos ipſi de autorita-
te & conſenſu prædictis primogenitus naſciturus,
Regnorumque noſtrorum hæredes & ſucceſſores,
Regna, Dominia, Terras, & bona noſtra, hære-
dum, & ſucceſſorum noſtrorum præſentia & futura
pro præmiſſis firmiter adimplendis ſupponimus, &
ſuppoſuimus cohertioni & compulſioni Cameræ Sedis
Apoſtolicæ, volumuſque & conſentimus, quod ad
majorem firmitatem prædictorum omnium, & ſin-

gulorum, litteras Apoſtolicas ſuper ipſis fortiores & ANS
meliores dicto ſapientum ſubſtantiâ non mutatâ, nos de J. C.
dictus primogenitus naſciturus, primuſque Regno- 1475.
rum noſtrorum hæres, dicto Cariſſimo fratri noſtro
Regi Franciæ, ejuſque primogenito nato, vel naſci-
turo, primoque hæredi Regni ſui, facere & conce-
dere teneamur, ac etiam teneantur, quoties per dic-
tum Regem Franciæ fratrem noſtrum Cariſſimum,
ſeu primogenitum, natum aut naſciturum, ſive pri-
mus Regnorum noſtrorum hæres fuerimus, aut fue-
rint requiſiti. Cætera vero omnia alia, & ſingula in-
ter utriuſque noſtrum prædeceſſores, ipſumque fra-
trem noſtrum Cariſſimum Francorum Regem, &
noſtros progenitores, hactenus hinc inde per quem-
cunque, inſtrumenta, litteras, & tractatus publicos
& privatos conjunctim, vel diviſim qualitercumque
inita, firmata, ratificata, ſeu declarata, etiam ſi ju-
ramentis & promiſſionibus ſint vallata, quæ his in
tractatibus non ſunt inſerta, volumus deinceps eſſe
nulla, irrita, & caſſata, & caſſamus, irritamus, re-
vocamus, & penitus annullamus.

In quorum omnium fidem, & teſtimonium præ-
ſentes litteras ſigilli noſtri munimine, necnon, ad
ampliorem certitudinis firmitatem præfatorum geni-
tricis & patrui nominum ſuſcriptione, ſigilliſque unà
cum ſigno Notarii publici fecimus, & juſſimus com-
muniri. Datum in Valleoleti, die ſeptima Decem-
bris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo oc-
tavo.

Nos vero ſupra nominati Alvarus Coneſtabularius,
Joannes Archiepiſcopus, Rodericus Comes de Be-
navento, Procuratores præfati Sereniſſimi Principis
& Domini noſtri, Domini Joannis Regis Caſtellæ &
Legionis moderni, ſperantes prædictas ligas, con-
fœderationes, amicitias, compoſitiones, conventio-
nes, tractatus, & promiſſiones inter dictum Domi-
num noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis moder-
num, pro ſe, & pro ſuo primogenito, vel hærede,
Regnis, Terris, & ſubditis ſuis ex una, & dictum
defunctum Dominum Carolum Sextum, tunc Re-
gem Francorum, genitoremque ejuſdem Domini
Regis Francorum moderni, pro ſe, & pro ſuo pri-
mogenito, vel hærede, ac Regno, Terris, & ſub-
ditis ſuis ex altera partibus, ſicut præmittitur, ini-
tas, conceptas, & firmatas fore, & futuras ad Dei
laudem, malorumque exterminium, & utriuſque
prædictorum Regum, ac Regnorum, Reipublicæ
proſperum incrementum, præſentibus unà & pariter
convenientibus, videlicet ex una parte nobis pro dic-
to Domino noſtro Rege Caſtellæ & Legionis; & ex
alia Reverendiſſimo in Chriſto Patre Domino Dio-
nyſio, Archiepiſcopo Tholoſano, necnon nobili
& ſpectabili Domino Joanne de Bonay, milite, Se-
neſcallo Tholoſæ, Conſiliariis; ac Herveo de Freſ-
noy Secretario, Ambaſſiatoribus & Nunciis, ac pro-
curatoribus dicti Domini Francorum Regis moderni
pro & ad hoc ſpecialiter conſtitutis & ordinatis, &
per litteras ipſius Domini Regis Francorum moderni.
Quarum tenor inferius inferetur, vice & nomine di-
cti Domini noſtri Regis Francorum moderni, & pro
eo, proque ſuo primogenito nato, vel naſcituro,
aut primo Regni ſui hærede, ac pro Regno, Terris,
Dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, aliiſque
omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut intereſſe
poterit quomodolibet in futurum, recipientes, ac-
ceptantes, & ſolemniter ſtipulantes virtute poteſtatis
nobis, ut prædictum eſt, attributæ & conceſſæ per
dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Le-
gionis, vice & nomine ejus, & pro eo hærede, ac
pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhæ-
rentibus ſuis, cæteriſque omnibus & ſingulis quo-
rum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in
futurum, confœderationes, tractatus, compoſitio-
nes, pactiones, ligas, & amicitias, & omnia alia
& ſingula in prædictis & circa prædicta per dictum

ANS de J. C. 1475. Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis moderni, per ejuſque ſupradictos tutores ejus nomine & vice, unà cum dicto Domino defuncto Carolo Sexto, tunc Rege Francorum, genitore dicti Dominoſtri Regis Francorum moderni, & cum ſupra nominatis Ambaſſiatoribus & Procuratoribus ſuis ejus vice & nomine, ut præmittitur, acta, geſta, habita & conventa, prout in ſuperius inſertis litteris ſuis contenta & expreſſa ſunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, ac etiam validamus, iterumque de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus, ſub pœnis, forma, modis, & obligationibus & qualitatibus ſupra ſcriptis pro dicto Domino noſtro Rege Caſtellæ & Legionis moderno, proque primogenito ſuo nato, vel naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, & omnibus aliis quorum intereſt vel intereſſe poterit in futurum, unà cum dictis Conſiliariis, Ambaſſiatoribus & Procuratoribus dicti Domini Regis Francorum ejus vice & nomine agentibus, ac pro eo, & filio ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut Regnorum ſuorum hærede, proque Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, & aliis omnibus quorum intereſt, aut intereſſe poterit quomodolibet in futurum, ſimiles & conformes pactiones, conventiones, obligationes, & ſubmiſſiones conſentientibus & facientibus, nobis ſtipulantibus & recipientibus pro & vice dicti Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis, ejuſque primogeniti nati, aut naſcituri, aut primi Regnorum ſuorum hæredis, pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus, & aliis ſuprà citatis, prout continetur in eorum litteris conſimilibus & conformibus iſtis, quas nobis tradiderunt. Verumtamen non intendimus in præmiſſis comprehendi clauſulam contentam in ſuperius inſertis litteris, facientem mentionem de exemptione inclitæ memoriæ defuncti Domini Martini, tunc Regis Aragonum, & ſui primogeniti, qui tunc erant; ſed hinc inde tolli & abjici, & pro nulla haberi, cum etiam ſit ſupervacua, quia ipſe Martinus, & ejus filius, ab hoc ſeculo dudum, ſicut Domino placuit, migraverunt. Promittimus inſuper & juramus in animam dicti Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis, ſuper imaginem & repræſentationem Crucifixi Domini noſtri Jeſu Chriſti, ac ſua Sancta Evangelia per nos corporaliter tactam & tacta bonâ fide, ceſſantibus fraude & malo ingenio quibuſcumque, omnia & ſingula præmiſſa, prout & quemadmodum per nos quibus ſupra nomine & vice firmata, geſta, & facta ſunt, teneri & tenenda, ac de puncto ad punctum adimpleri & adimplenda, ac inviolabiliter obſervari & obſervanda per dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, pro ſe, & pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, ac Regno, Terris, Dominiis ſubditis, & adhærentibus ſuis, ac etiam per eum, & per ejus poteſtatem, litteras ſuprà & infrà ſcriptas acceptandum, approbandum, & confirmandum, eaſque litteras dandum, & tradendum Domino Regi Francorum, quamprimùm per ejus Domini Regis Francorum litteras, aut nuncios requiretur, ſimiles, ſeu conformes, ac ejuſdem virtutis, & efficaciæ litteras dicti Regis Francorum recipiendum, & hoc ſub hipotheca, & obligatione omnium bonorum, hæredumque, & ſucceſſorum ſuorum præſentium, & futurorum, necnon ſub pœna perjurii, quam Rex poteſt incurrere tali caſu, ac etiam ſub pœna centum millium marcarum auri; in quibus obligationibus, & pœnis nos, eumdem Dominum noſtrum Caſtellæ & Legionis Regem, ſua Regna, pariter & ſua, ſuorumque hæredum, & ſucceſſorum bona quæcumque eiſdem Domino Regi Francorum, ejuſque primogenito nato, ſive naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, & erga eum tanquam pro confeſſato, judicato, & condemnato teneri, & ipſas pœnas, ſi contra prædicta idem Dominus noſter Caſtellæ & Legionis Rex, aut primogenitus ſuus natus, aut naſciturus, ſive primus Regnorum ſuorum hæres fecerit, aut fecerint, confitemur ipſum Dominum noſtrum Caſtellæ & Legionis Regem, primogenitumque ſuum natum, & naſciturum, ſive primum Regnorum ſuorum hæredem incurriſſe, & tam de jure, quàm de facto adjudicamus totaliter incidiſſe, & ipſum, primogenitum ſuum natum, vel naſciturum, ſive primum Regnorum ſuorum hæredem, & ſucceſſores ſuos, ejuſque Regnum, Dominia, Terras, & bona, ac hæredum, & ſucceſſorum ſuorum præſentia & futura, pro præmiſſis firmiter adimplendis ſuppoſuimus, & ſupponimus cohertioni, & compulſioni Cameræ Sedis Apoſtolicæ, volumuſque, & conſentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium, & ſingulorum litteras Apoſtolicas ſuper ipſis fortiores & meliores, dicto ſapientum, ſubſtantiâ non mutatâ, idem Dominus noſter Caſtellæ & Legionis Rex, ſeu primogenitus ſuus natus, aut naſciturus, ſive primus Regnorum hæres, dicto Domino noſtro Regi Francorum, ejuſque primogenito nato, aut naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, facere, & concedere teneatur, quoties per ipſum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, aut naſciturum, aut primum Regni ſui hæredem, idem Dominus noſter Caſtellæ & Legionis Rex, aut primogenitus ſuus natus, aut naſciturus, ſive primus Regnorum ſuorum hæres fuerit, aut fuerint requiſiti. In quorum omnium robur, & teſtimonium præſentibus litteris nomina noſtra propriis manibus ſubſcripſimus, & ſigilla noſtra fecimus apponi unà cum ſigno & ſubſcriptione Notarii publici infrà ſcripti. Datum, & actum in Oppido de Majorito Toletano, die viceſima nona Januarii, anno à Nativitate Domini ſecundum morem Eccleſiæ Hiſpaniæ milleſimo quadringenteſimo triceſimo quinto. *Yo el Condeſtable*, Joannes Archiepiſcopus Hiſpalenſis, Electus Eccleſiæ Toletanæ; *el Conde*, & ego Fernandus Didacus de Toleto, Decretorum Doctor, publicus Apoſtolica autoritate Notarius, ac dicti Sereniſſimi & Chriſtianiſſimi Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regis Auditor Referendarius, ac Secretarius, præmiſſis omnibus, & ſingulis, dum, ſicut præmittitur, agerentur, & fierent unà cum infrà ſcriptis teſtibus ad hoc vocatis ſpecialiter & rogatis, videlicet egregiis, & ſpectabilibus viris, Petro Nunio Comite de Buelna, Roderico Diaz de Mendoça, Majordomo, Petro Alvare de Oſorio, Cuſtode Majori, Petro Manuel, præfati Sereniſſimi Domini Regis Conſiliariis, ac nobilibus, Bartholomeo de Monteſchieu, Milite, Joanne de la Bricorgne, Armigero, Magiſtro Seguino de Courthardo, Magiſtro in Artibus, & Bacalario in Medicina, Petro Normani Preſbytero Tholoſano, & aliis, præſens interfui, eaque ſic fieri vidi, & audivi, & de mandato dictorum Dominorum Coneſtabularii, Archiepiſcopi Hiſpalenſis, & Comitis de Benavento, præfati Sereniſſimi Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regis, Procuratorum, hoc præſens publicum inſtrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium ſcribi feci, & in publicam formam redegi, ſignoque meo unà cum nominibus, & ſigillorum appenſione ipſorum dicti Domini noſtri Regis Procuratorum ſolitis ſignavi, rogatus pariter & requiſitus in fidem, & teſtimonium omnium, & ſingulorum præmiſſorum, Fernandus Doctor Referendarius, Notarius Apoſtolicus.

ANS de J. C. 1475.

Notum facimus, quòd nos Joannes, Rex Caſtellæ & Legionis præfatus, cupientes decenter, aſpirante Deo, conſolidare tam ſinceram inter utrumque Regem, utramque Domum, & utraque Regna, ditiones, & gentes, conjunctionem, quæ ſua vetuſtate pariter & integritate meruit conſervari, ac præſtanti

ANS de J. C. 1475. stanti sedulitate foveri, confœderationes, ligas, amicitias, compositiones, pacta, conventiones, promissiones, obligationes, ac quæcunque alia in superius insertis litteris contenta per prædictos nostros Procuratores acta, gesta, habita, concordata & passata, quæ omnia, & singula perspicaciter intuentes, nos ipsi firmiter intelleximus, & comprehendimus de nostra certa scientia, & ex nostri Magni Consilii Prælatorum, Baronum, Magnatum, Peritorumque, & proborum Regnorum nostrorum ingenti copia referti, maturâ & diu digestâ deliberatione pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, sive Regnorum nostrorum hærede, Regnis, Terris, subditis, ditionibus, Dominiis, adhærentibus nostris, ac omnibus aliis quorum interest, & interesse poterit, prout & quemadmodum superius inserta sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus, iterumque, ac de novo, quantùm opus est, facimus, & promittimus per præsentes; quæ quidem omnia & singula cum suis dependentiis, tangentibus, & connexis, ad hoc præsentibus nominatis Ambassiatoribus & Procuratoribus præfati fratris nostri Regis Francorum, pro ipso fratre nostro, proque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui hærede, aut pro Regno, subditis, Terris, ditionibus, Dominiis, & adhærentibus suis, ac omnibus aliis quorum interest, vel interesse poterit, recipientibus, & acceptantibus, præpositis nobis, tactisque per nos corporaliter Sacrosanctis Evangeliis, præmissoque venerabili signo Crucis Domini super, in omni tempore custodire, & custodiri, manutenere, & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare, & observari facere; nec unquam per nos vel alium, seu alios publice, vel occulte, vel alio quovismodo, aliqua ratione, causa, vel occasione contrafacere, aut venire polliciti sumus, & pollicemur, promisimusque, & promittimus, juravimus etiam, & juramus, ac solemniter expromisimus, & fecimus, expromittimus, & facimus Sacramentum in verbo Regio, & per animam, fidem, & homagium, præfato Fratri nostro Regi Francorum moderno dictove primogenito, vel hæredi suo præstando, & sub pœnâ perjurii, quam Rex potest incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter sub aliis omnibus, & singulis pœnis, obligationibus, & submissionibus latiùs contentis in superius insertis litteris; pro quibus omnibus, & eorum singulis, firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis, obligamus, hypothecamus, & supponimus Regna, & bona nostra, ac hæredum nostrorum quorumcumque. In quorum omnium testimonium præsentes nostras litteras per Secretarium ac Notarium nostrum infrà scriptum fieri, & publicari mandavimus, ac nominis, sigillique Regii majoris nostri plumbei munimine roborari, Consiliariis nostris, videlicet nobili, fideli nostro Alvaro de Luna Conestabulario, Castellæ, ac Sancti Stephani Comite, Reverendisque in Christo patribus, Joanne Archiepiscopo Hispalensis Ecclesiæ, Toletanæ Electo confirmato, ac Petro Episcopo avunculo, & nobili Roderico Alfonsi Pimentel, Comite de Benavento, ac Garcia Fernandi Maria, Comite de Castaneda, Petro Maurici Præside Majori Regni nostri Legionis, Petro Nunio Comite de Buelna, Petro Alvare de Osorio, custode Majori nostri corporis, Petro Manuel Avunculo, Roderico Diaz de Mendoça, Majordomo, Fernando Lupi de Saldagna, Majori nostro Rationale, Doctore, Petro Joannis, & pluribus aliis præsentibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis. Datum in Oppido de Majorito, anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo quinto, more Hispanico, & Regnorum nostrorum vicesimo nono, die verò ultima Januarii.

Nos igitur Ericus & Joannes, Marchiones præfati, Consiliarii, & Procuratores prædicti, sufficienti ad hoc facultate, & autoritate suffulti, convenientes vice & nomine memorati Serenissimi Principis & Domini nostri, Domini Henrici Castellæ & Legionis Regis, pro ipso, ac primogenito suo nascituro, seu primo Regnorum suorum hærede, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, subditis, & adhærentibus suis, aliisque omnibus & singulis, quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, unà cum Reverendissimo in Christo Patre, ac spectabilibus & nobilibus viris Dominis, Joanne miseratione divina Archiepiscopo Turonensi, Gerardo de Bursico Magistro Requestarum ordinario Hospitii, Guillelmo de Stagno, Milite, Domino locorum de Vervinis, de Valle, & Lugarda, Seneschallo Ruthenensi, & Cambellano, Errico de Arceo, Scutifero, Bursario Hispaniæ, Consiliariis Illustrissimi ac Christianissimi Principis & Domini Domini Caroli Dei gratia Francorum Regis, & Nicolao de Brolio Notario, & Secretario ejusdem Principis, Ambassiatoribus, Oratoribus, & Nuntiis suis apud præfatum & Serenissimum Principem Regem Castellæ & Legionis, ad hoc specialiter, & expressè destinatis, & plenam potestatem habentibus, prout per litteras utriusque Regis infrius inferendis luculenter apparebit, recipientibus, acceptantibus, & solemniter stipulantibus pro eodem Christianissimo Rege Domino Carolo, ac pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui hærede, necnon pro Regno, Terris, Dominiis, subditis, & adhærentibus suis aliis omnibus, & singulis quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, confœderationes, tractatus, compositiones, pactiones, ligas, fraternitates, & amicitias, ac omnia, & singula in præmissis litteris contenta, & expressata virtute potestatis nobis attributæ & concessæ, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & validamus, iterumque, & de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus sub pœnis, forma, modis, obligationibus, qualitatibus, submissionibus, & clausis, ac omnibus aliis superius præmissis. Promittimus insuper bona fide, cessantibus fraude, & malo ingenio quibuscunque, pollicemur, & juramus super imaginem, & representationem Crucifixi Domini nostri Jesu Christi, ac Sancta Evangelia per nos corporaliter tacta, & in animam dicti Domini nostri Regis Castellæ & Legionis, sub obligatione omnium bonorum, hæredumque, & successorum suorum, præsentium, & futurorum, nec non & sub pœna perjurii, quam Rex incurrere potest tali casu, & centum millium marcarum auri, omnia & singula præmissa, prout & quemadmodum per nos, quibus suprà vice & nomine firmata, inita & tractata sunt, teneri & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri & adimplenda, atque inviolabiliter observari & observanda per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, pro se, & primogenito suo nascituro, aut primo Regnorum suorum hærede, ac Regnis, Terris, Dominiis, subditis, & adhærentibus suis, ac etiam per eum, & per ejus patentes litteras acceptanda, approbanda & confirmanda, easque litteras dandas & tradendas dicto Domino Francorum Regi, quamprimùm per Suæ Serenitatis litteras, aut nuntios requiretur, similes, seu conformes, ac ejusdem tenoris, virtutis & efficaciæ litteras ejusdem Suæ Serenitatis recipiendo, atque omnia adimplenda & observanda, nos eundem Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, Regna pariter & sua, suorumque hæredum, & successorum bona quæcumque; eidem Domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, confessato, & condemnato teneri, & in ipsas pœnas ipsum Dominum Regem Castellæ & Legionis, primogenitumque suum nascturum, vel primum Regnorum suorum

ANS de J. C. 1475.

ANS de J. C. 1475.

hæredem, si contra prædicta fecerint, aut fecerit, confitemur incidisse, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incurrisse, & ipsum, primogenitumque suum nasciturum, aut primum regnorum suorum hæredem, & successores suos, ejusque regna, Dominia, terras, & bona, ac hæredum, & successorum suorum præsentia, & futura pro præmissis firmiter adimplenda suppositimus, & supponimus cohertioni & compulsioni Cameræ Apostolicæ. Volumus etiam & consentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum litteras Apostolicas super ipsis fortiores & meliores dicto sapientium, substantiâ non mutatâ, idem Dominus noster Rex, seu primogenitus suus nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres dicto Domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hæredi facere & concedere teneatur, ac etiam teneantur, quoties per ipsum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, vel nasciturum, aut primum regni sui hæredem, idem Dominus noster Rex Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres, fuerit requisitus, vel fuerint requisiti. Tenor autem facultatis per dictum Christianissimum Principem Regem Francorum Ambassiatoribus suis supradictis concessæ sequitur, & est talis.

Carolus, Dei gratia Francorum Rex, universis præsentes litteras inspecturis, salutem. Solidius regibus & regnis esse comperimus stabilimentum, dum veris studiis diutissimè comprobatas amicitias confovere, & amplitudine cumulata factas adaugere studet accurata utriusque sollicitudo; nam unica eorum potentia mutuâ vicissitudine solidata fortius resistit, & constantius perdurat. Considerantes igitur longas amicitias, & intemeratos confœderationum & ligarum nexus inter nostros, & Serenissimi Principis carissimi fratris, ac consanguinei nostri Henrici, Dei gratia Castellæ & Legionis Regis moderni, prædecessores, & inter nos & ipsum, ultra sanguinis affinitatem qua invicem attingimur, & etiam inter utramque domum, & utrumque regnum, priscis temporibus hactenus inviolabiliter observata, felicem utriusque domibus, & regnis valetudinem præbuisse, ac in adversis, ut in prosperis, æquâ utilitate perseverasse, sincerâ voluntate movemur, ut quod à prædecessoribus nostris tam celebriter initum, & actum extitit, à nobis valida firmitudine corroboretur. Notum igitur facimus, quòd nos confidentes de sapientia, fidelitate, peritiâ, probitate, & solertia dilectorum & fidelium nostrorum consiliariorum Archiepiscopi Turonensis, Girardi de Burfico, Magistri Requestarum ordinarium hospitii nostri, Guillioti de stagno, militis, ac Cambellani nostri, & Senescalli Ruthensis, Ynigi de Arceo, etiam Consiliarii nostri, necnon Magistri Nicolai de Brolio, Notarii & Secretarii nostri, quos destinamus ad præfatum fratrem consanguineum, & confederatum nostrum Regem Castellæ & Legionis, ex nostra certa scientia, & matura nostri consilii deliberatione, constituimus, & ordinamus per præsentes Ambassiatores, Oratores, Procuratores, Tractatores, Nunciosque speciales & generales, dantes eisdem, & eorum tribus, quorum dictus Archiepiscopus sit semper alter, plenam, generalem & liberam potestatem, facultatem, autoritatem, & mandatum speciale, amicitias, confœderationes, & ligas inter nostros, & præfati fratris nostri Regis Castellæ & Legionis prædecessores, initas & conservatas, vice & nomine nostri pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris, ac regno, ditionibus, subditis, amicis & benevolis nostris, nobis adhærentibus & adhæsuris, unà cum ipso fratre nostro pro se, & suis hæredibus, & successoribus, regnis, Dominiis, & subditis, seu cum deputatis, aut deputandis ab eo, cum sufficienti ab ipso potestate confirmandi, continuandi, tractandi, faciendi, & perficiendi, in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas sub antiquarum confœderationum, vel sub alterius tenoris forma, prout ipsis Ambassiatoribus, & Procuratoribus videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, si quæ in dictarum confœderationum litteris aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur, jurandique in animam nostram, & in verbo regio pro nobis, promittendi prædicta omnia, & singula per eos tractata, concordata, & confirmata, per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, similesque juramentum, obligationes, & stipulationes à prædicto nostro fratre Rege Castellæ & Legionis, & à suis quorum interierit, requirendi, petendi, exigendi, ac recipiendi, & insuper omnia alia, & singula exercendi, & gerendi, disponendi, faciendi, & experiendi, quæ in præmissis, & circa ea fuerint necessaria, utilia, seu etiam opportuna, & quæ faceremus, & disponeremus, seu facere, & disponere possemus, si præsentes, & personaliter interesse-mus, etiam si talia essent, quæ mandatum specialius exigerent. Promittimus etiam bona fide, & verbo regio, ac sub obligatione bonorum nostrorum quorumcunque, pro nobis, hæredibusque, successoribus, ac regno, subditis, amicis, & benevolis nostris, nobis adhærentibus & adhæsuris, nos ratum, gratum, firmum, & stabile habere, & perpetuò habituros, quicquid per dictos Ambassiatores, & Procuratores nostros, vel per tres eorum, quorum dictus Archiepiscopus semper alter sit, confirmatum, tractatum, continuatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promissum, actum, dictum, gestum, conclusum, dispositum, factumve fuerit in præmissis, & eorum quolibet, vel circa ea una vice, aut iteratis, & diversis, eaque omnia, & singula irrefragabiliter observaturos, tenturos, expleturos, ac confirmaturos, etiam nostras litteras super his, quotiescunque erimus requisiti, fæpedicto fratri nostro daturos, ab eodem fratre nostro conformes recipiendo. In quorum omnium fidem & testimonium præmissorum, sigillum nostrum litteris præsentibus duximus apponendum. Datum apud Magdunum supra Ebram, vicesima die mensis Januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo quarto, & regni nostri tricesimo tertio. Per Regem in suo Consilio, de la Here. Tenor verò facultatis Procuratoribus nostris concessæ, est talis.

Henricus, Dei gratia Rex Castellæ & Legionis, &c. Universis & singulis præsentes litteras inspecturis, salutem, & gratiam in Domino. Cum mira illustratione reperiamus, longævam amicitiæ copulationem grandes afferre quietudines hominibus, quorum animi illam appetunt habere conciliationem, quam à Principio pacti sunt præsertim eorum Regum, & Principum, qui mutuo affectu & consanguinitate laudabilem optant obtinere fœderationem; & quia justum judicamus, & animo nostro admodum desiderabile est, quæ inter progenitores nostros recolendæ memoriæ, & Serenissimum Principem Regem Franciæ, fratrem nostrum modernum, suosque progenitores stabilita comperimus ad perpetuam validamque amicitiam concernentia in robur firmitatis contrahere, necnon progenitorum nostrorum vestigia prosequendo, adversa pariter & prospera utrorumque regnorum, & subditorum nostrorum in proprium reputare commodum, & interesse. Notum igitur facimus, quòd nos confidentes, de sufficientia, prudentia, magna fidelitate ac probitate dilectorum nostrorum, strenuorumque militum, Errici Lupi de Mendoça, Marchionis de Sanctillana, Comitis del Real, & Joannis Pacheco, Marchionis de Villena, majordomi nostri, ex nostra certa scientia, & maturâ nostri consilii deliberatione constituimus, facimus, & ordinamus per

ANS de J. C. 1475.

NS per præsentes Procuratores, Tractatores, Oratores
J. C. nostros generales & speciales, dantes eisdem plenam,
1475. generalem potestatem, facultatem, autoritatem & mandatum speciale, amicitias, confœderationes, & ligas inter nostros, & præfati nostri Regis Franciæ prædecessores, initas & conservatas vice & nomine nostri, & pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris, ac regno, ditionibus, subditis, amicis, & benevolis nostris, nobis adhærentibus & adhæsuris, unà cum ipso fratre nostro pro se, & suis hæredibus, successoribus, regnis, Dominiis, & subditis, seu cum deputandis, aut deputatis ab eo, cum sufficienti ab ipso potestate confirmandi, continuandi, tractandi, faciendi, perficiendi in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas sub antiquarum confœderationum, vel sub alterius tenoris forma, prout ipsis Marchionibus nostris Procuratoribus videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, si quæ in dictarum confœderationum litteris, aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur; jurandique in animam nostram, & verbo regio pro nobis promittendi prædicta omnia, & singula per eos tractata, accordata, & confirmata per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, simileque juramentum, obligationes, & stipulationes à prædicto fratre nostro Rege Franciæ, & à suis, quorum interest, requirendi, petendi, exigendi, ac recipiendi, & omnia insuper, & singula exercendi, gerendi, & disponendi, faciendi, & excipiendi, quæ in præmissis, & circa ea fuerint necessaria, utilia, seu etiam opportuna, & quæ faceremus, & disponeremus, seu facere, & disponere possemus, si præsentes, & personaliter interessemus, etiam si talia essent, quæ mandatum specialius exigerent. Promittimus etiam bonâ fide & verbo regio, ac sub obligatione omnium bonorum nostrorum quorumcumque, pro nobis, hæredibusque, successoribus, ac regno, subditis, amicis, & benevolis nostris, nobis adhærentibus, & adhæsuris, nos factum, gratum, firmum, & stabile habere, & perpetuò habituros quidquid per dictos Ambassiatores & Procuratores nostros sit confirmatum, tractatum, continuatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promissum, actum, dictum, gestum, conclusum, dispositum, factumve fuerit in præmissis, & eorum quolibet, vel circa ea una vice, aut iteratis & diversis, eaque omnia, & singula irrefragabiliter observaturos, expleturos, ac confirmaturos, etiam nostras super his, quotiescumque erimus requisiti, sæpedicto fratri nostro daturos, ab eodem fratre nostro conformes recipiendo. In quorum omnium fidem, & testimonium præmissorum sigillum nostrum litteris præsentibus duximus apponendum. Datum in civitate Cordubensi, decima die mensis Julii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo quinto, & regni nostri anno primo. *Yo el Rey*, per Regem in suo consilio relator. In quorum omnium robur, & testimonium præsentibus litteris nomina nostra propriis manibus subscripsimus, & sigillorum nostrorum fecimus appositione roborari, unà cum signo, & subscriptione venerabilis Notarii publici infrà scripti. Datum, & actum Cordubæ in Ecclesia majori, die decima mensis Julii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo quinto. *El Marques de Villena*, & ego Fernandus Didacus de Toleto decretorum Doctor, Secretarius, ac publicus autoritate Apostolica Notarius, & prædicti Serenissimi Domini nostri Castellæ & Legionis Regis consiliarius, auditor referendarius, ac Secretarius, & Regalium Privilegiorum major Notarius, præmissis omnibus, dum sicut præmittitur, agerentur & fierent unà cum infra scriptis testibus ad hoc vocatis, & specialiter rogatis, videlicet egregiis, & spectabilibus viris & Dominis, Domino Frederico Admiraldo majore, & Fernando Alvare de Toleto, Comite de Alva, & Didaco Fernandez de Corgula, & Pagio de Ribera, Marescallis, & Didaco Arias majori Rationario, & Andrea de Catena in decretis licentiato auditore, & referendario, omnibus de consilio dicti Domini nostri Regis, & Magistro Nicolao de Argongis, Licentiato, & Franscisco Tonares Bacalario in Legibus Canonicis Ecclesiæ Turonensis, necnon nobilibus viris, Stephano Bernardi, Domino Escuerleyo, Adeneto Malsabre, Domino de Cormeil, hoc præsens publicum Instrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium scribi feci, & in publicam formam redigi, signoque meo unà cum nominibus ipsorum nobilium, & spectabilium virorum Marchionum, Procuratorum prædicti Serenissimi Domini nostri Regis Castellæ & Legionis, ac sigillorum appositionum eorum dictorum Dominorum Procuratorum, signavi rogatus pariter & requisitus in fidem, & testimonium omnium, & singulorum præmissorum, Fernandus Doctor Referendarius, & Apostolicus Notarius. ANS de J. C. 1475.

Nos igitur Henricus Castellæ & Legionis Rex supradictus, volentes promissioni pro nobis & nostro nomine per præfatos Consiliarios, & Procuratores, ac Oratores nostros factæ pro consolidatione tam sinceri, tamque præclari fidelis contracti inter utrumque Regem, utramque domum, ac utraque regna, ditiones, & gentes, quod sua vetustate pariter & integritate conservari meruit, ac constanti sedulitate foveri, convenienter satisfacere, ac præmissis omnibus robur, & munimen adhibere nostræ regalis autoritatis, ad nostræ notitiam deduximus confœderationes, ligas, amicitias, compositiones, pacta, conventiones, promissiones, obligationes, & quæcunque alia in superius insertis litteris contenta, per dictos hinc inde Procuratores acta, gesta, habita, concordata & passata; quæ omnia, & singula perspicaciter intuentes nos ipsi firmiter intelleximus, & comprehendimus de nostra certa scientia, & ex nostri Magni Consilii, Prælatorum, Baronum, peritorumque, & proborum regnorum nostrorum ingenti copia referti, maturâ & diu digesta deliberatione, pro nobis, ac primogenito nostro nascituro, sive regnorum nostrorum hærede, regnis, terris, subditis, ditionibus, Dominiis, & adhærentibus nostris, ac omnibus aliis quorum interest, & interesse poterit, prout & quemadmodum superius inserta sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus; iterum, ac de novo, quatenus opus est, facimus, & promittimus per præsentes. Quæ quidem omnia, & singula cum suis dependentiis, emergentiis, & connexis ad hoc præsentibus in supra scriptis litteris, etiam nominatis Reverendo Patre, ac nobilibus viris, Joanne, Archiepiscopo Turonensi, Giraldo le Bourfier, Guillelmo de Stagno, milite, Errico de Arceo, & Nicolao de Brolio, Consiliariis, Ambassiatoribus, & Procuratoribus præfati nostri Regis Francorum pro ipso fratre nostro, proque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hærede, ac pro regno, subditis, terris, ditionibus, Dominiis, & adhærentibus suis, ac omnibus aliis quorum interest, vel interesse poterit, stipulantibus, recipientibus, & acceptantibus, antepositis nobis, tactisque per nos corporaliter sacrosanctis Dei Evangeliis, præmissoque venerabili signo sanctæ Crucis, semper, & omni tempore custodire, & custodiri, manutenere, & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare, & observari facere, nec unquam per nos, vel alium, seu alios publicè, vel occultè, vel alio quovis modo, aliqua ratione, causa, vel occasione contrafacere, aut venire polliciti sumus, & pollicemur; promisimusque, & promittimus, juravimus etiam, & juramus, ac solemniter expromisimus, & fecimus; expromittimusque, & facimus Sacramentum, in verbo regio, & per animam nostram, fidem, & homagium, præfato fratri nostro Regi

ANS de J. C. 1475.

Francorum moderno, dictove primogenito, vel hæredi suo præstando, & sub pœna perjurii, quam Rex potest incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter sub omnibus aliis, & singulis pœnis, obligationibus, & submissionibus latiùs contentis in superius insertis litteris, pro quibus omnibus eorum, & singulis, firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hypothecamus, & supponimus regna & bona nostra, ac hæredum nostrorum quorumcunque. In quorum omnium testimonium præsentes nostras litteras per Secretarium ac Notarium nostrum, suprà & infrà scriptum, fieri, publicari mandavimus, ac nominis, sigillique nostri regii majoris plumbei munimine roborari. Datum, & actum in civitate nostra Cordubensi in Ecclesia majori, die decima mensis Julii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo-quinto, & regni nostri anno primo. *Yo el Rey*, per Regem in suo Magno Consilio Relator. Ego Fernandus Diaz Doctor Consiliarius, Auditor Referendarius, Secretarius, & publicus autoritate Apostolica Notarius, præmissis omnibus, dum sic, ut præmittitur, per præfatum Serenissimum & Dominum nostrum Regem agerentur & fierent in suo Magno Consilio, præsentibus, stipulantibus, & recipientibus nomine præfati Serenissimi ac Christianissimi Domini Regis Francorum, supradictis Reverendissimo in Christo Patre & Domino Archiepiscopo Turonensi, ac spectabilibus & nobilibus viris Dominis Ambassiatoribus & Nunciis Majestatis ejusdem ad hoc potestatem habentibus, hoc præsens publicum Instrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, manu propriâ prædicti Serenissimi Domini, Domini nostri Regis roboratum, ejusque majori plumbeo sigillo munitum, per alium scribi feci, & in publicam formam redegi, signoque meo signavi, requisitus, & mandatus in fidem, & testimonium omnium, & singulorum præmissorum. Constat autem mihi de rasuris, sicut & de interlineis tanquam de non factis vitio, sed scribentis errore, quas approbo. Sic signatum, Fernandus Apostolicus Notarius, ac Regius Referendarius & Secretarius. Tenor verò facultatis, & potestatis prædictorum Procuratorum & Ambassiatorum ipsius fratris & consanguinei nostri Alfonsi, Castellæ Legionis & Portugaliæ Regis, sequitur, & est talis.

(a) C'est Alfonse V Roi de Portugal, qui prenoit le titre de Roi de Castille & de Leon, en vertu du droit de sa femme *Doña Juana*, qu'ils apellent en Espagne *la Beltraneja*, parce que selon l'opinion commune de ce tems-là, elle étoit fille de Don Beltran de la Cueva, & non point d'Henri IV. Roi de Castille, tenu universellement pour impuissant. *Voi Comines, chap. 7. du liv. 5. de ses Memoires, & Mariana, chap. 4. & 7. du liv. 23. de son Histoire d'Espagne.*

(a) Alfonsus, Dei gratiâ Rex Castellæ, Legionis, & Portugalliæ &c. universis præsentibus pariter & futuris has nostras litteras inspecturis, salutem & gratiam. Notum facimus, quòd nos confidentes de legalitate, fidelitate, & magna prudentia dilecti consanguinei nostri Domini Alvari de Ataide, consiliarii nostri fidelissimi, nec non egregii viri Licentiati Joannis Delnas, Fiscalis Procuratoris, eos ex nostra certa scientia, maturaque consilii nostri deliberatione constituimus, facimus & ordinamus, per præsentes, Procuratores, Tractatores, & Oratores nostros generales & speciales, dantes eisdem plenam, generalem & liberam potestatem, facultatem, autoritatem, & mandatum speciale, amicitias, confœderationes & ligas inter nostros, ac Serenissimi consanguinei & fratris nostri carissimi Regis Franciæ, prædecessores initas & confirmatas vice & nomine nostro, & pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris, ac regnis Castellæ & Legionis, & ditionibus, subditis & vassalis nostris, & nobis adhærentibus & adhæsuris, unà cum præfato Serenissimo Rege Franciæ, fratre nostro carissimo, pro se, & suis hæredibus & successoribus regnis, Dominiis, vel cum ejus Ambassiatoribus, Procuratoribus, & Oratoribus ejus nomine confirmandi, tractandi, faciendi, & percipiendi in perpetuum, vel ad certum tempus, sub antiquarum confœderationum, vel alterius tenoris formâ, prout ipsis videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, addendi, diminuendi, si quæ in dictis confœderationibus, aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur, jurandique in animam nostram, & in verbo regio pro nobis promittendi prædicta omnia, & singula, per eos tractata, concordata, & confirmata per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, similesque juramentum, obligationes, & stipulationes à prædicto Rege, vel ejus Ambassiatoribus, & Oratoribus præfati carissimi Regis Franciæ fratris nostri requirendi, petendi, exigendi ac recipiendi, & super omnia alia, & singula, exercendi, gerendi, & disponendi, ac expediendi quæ in præmissis, & circa ea fuerint necessaria, utilia, seu etiam opportuna, & quæ faceremus, & disponeremus, seu facere & disponere possemus, si actum in propria persona gereremus, etiam si talia sint, quæ mandatum specialius exigerent. Promittimus etiam bonâ fide, & in verbo regio, & sub obligatione bonorum nostrorum quorumcumque, pro nobis, hæredibusque & successoribus, ac regno, subditis, amicis, & benevolis nostris adhærentibus & adhæsuris, ratum, gratum, firmum & stabile habere, & perpetuò habituros quidquid per præfatos Procuratores nostros, confirmatum declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promissum, actum, & conclusum, factumve fuerit in præmissis, & eorum quolibet, vel circa ea una vice, aut iteratis & diversis, eaque omnia & singula irrefragabiliter observaturos, expleturos, & confirmaturos, etiam nostras patentes litteras super his, quoties erimus requisiti, præfato carissimo fratri nostro daturos, à præfatis Ambassiatoribus conformes recipiendo. In quorum omnium fidem & testimonium præmissorum sigillum nostrum in absentia magni ordinarium litteris præsentibus manu propriâ firmatis duximus apponendum; datum in civitate Placentina tertia die Junii, anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-quinto, sic signatum. *Yo el Rey*, de mandato Domini nostri Regis in suo Consilio, Eduardus Galno Secretarius.

Nos itaque Oratores, Ambassiatores, Procuratores prædicti ad hoc prædicto sufficienti mandato suffulti & communiti, vice & nomine præfati Principis Domini nostri Alfonsi, ac vice & nomine Illustrissimæ & Augustæ Reginæ dictorum regnorum Castellæ, Legionis, & Portugaliæ, excellentissimæ Dominæ Joannæ ejus prædilectæ & amantissimæ sponsæ, quam pollicemur, spondemus, promittimus, & juramus grata, rata firma, illibata habituram & confirmaturam omnia per nos, & ejus vice & nomine gesta, acta, tractata & firmata pro ipsis Rege, & Regina, & pro suo filio primogenito nascituro, sive pro primo dictorum regnorum suorum Castellæ & Legionis hærede, ac pro dictorum regnorum, terris, Dominiis, proque suis subditis, & vassallis, & sibi adhærentibus & adhæsuris, aliisque omnibus quorum interest, vel interesse poterit, quomodolibet in futurum præfato Christianissimo ac excellentissimo Francorum Regi Ludovico, ac pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hæredi, necnon pro regno, terris, Dominiis, subditis, & adhærentibus suis & adhæsuris, aliisque omnibus, & singulis quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, confœderationes, Tractatus, compositiones, pactiones, ligas, fraternitates, amicitias, & firmitates, ac omnia, & singula in præinsertis litteris contenta & expressata, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & validamus; iterumque & de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus sub pœnis, forma, modis, obligationibus, qualitatibus, submissionibus, & clausulis, ac omnibus aliis suprà scriptis, & juramus per nos corporaliter tactis sacrosanctis Evangeliis & sanctis scripturis

coram

NS coram sacra Majestate prædicti excellentissimi Ludo-
J. C. vici Francorum Regis, & in conspectu suæ celsitudi-
75. nis inpræsentiarum constitutæ pro ipso rege, & pro suo filio primogenito, aut nascituro, seu pro primo dicti sui regni hærede, promittimusque, & juramus nos facturos, & curaturos, prout realiter faciemus & curabimus, quod præfatus Rex Alfonsus, ejusque prædilecta & amantissima sponsa Regina Domina Joanna, ratificabunt, approbabunt, laudabunt, confirmabunt & jurabunt prædictas ligas, & confœderationes, & omnia & singula præinserta per nos suos Oratores & Ambassiatores acta & tractata, firmata & jurata. Promittimus insuper bonâ fide, cessantibus fraude & malo ingenio quibuscunque, pollicemur, & juramentum præstamus in animam dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, & sub hipotheca obligationis omnium bonorum, hæredumque, ac successorum suorum præsentium, & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex incurrere potest tali casu, & centum millium marcarum auri, omnia & singula præmissa, prout & quemadmodum per nos, quibus suprà vice & nomine firmata, inita, facta, & tractata sunt, teneri & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri, & adimplenda, atque inviolabiliter observari & observanda per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, ac dictam Dominam Joannam, ejus sponsam, pro se, & primogenito suo nascituro, aut primo regnorum suorum hærede, ac dictorum regnorum Castellæ & Legionis terris, Dominiis, subditis, & adhærentibus suis & adhæsuris, ac etiam per eos, & eorum patentes litteras suis magnis sigillis, & omni majori solemnitate communitas acceptanda, approbanda, & confirmanda, easque litteras dandas & tradendas sæpe dicto Christianissimo Regi, aut ejus Ambassiatoribus, seu nuntiis, à cujus serenitate similes, seu conformes, & ejusdem tenoris, virtutis, & efficaciæ litteras jam recepimus, atque omnia adimplenda & observanda nos eosdem Dominum nostrum Regem, & Dominam Reginam Castellæ & Legionis, regna pariter & sua, suorumque hæredum, successorum bona quæcunque Christianissimo Francorum Regi, ejusque primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, confessato & condemnato teneri, & in ipsas pœnas ipsos Dominum Regem, & Reginam Castellæ & Legionis, primogenitumque suum nascturum, vel primum regnorum suorum hæredem, si contra prædicta fecerit, aut fecerint, confitemur incidisse, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incurrisse & ipsum, primogenitumque suum nascturum, aut primum regnorum suorum hæredem, & successores suos, ejusque regna, Dominia, terras, & bona, ac hæredum, & successorum suorum præsentia & futura pro præmissis firmiter adimplendis suppossuimus & supponimus cohertioni & compulsioni Cameræ Apostolicæ, volumusque & consentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium, & singulorum litteras Apostolicas super ipsis fortiores & meliores dicto sapientium substantiâ non mutatâ, idem Dominus noster Rex, seu primogenitus suus nascturus, sive primus regnorum suorum hæres dicto Domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hæredi, facere & concedere teneatur, ac etiam teneantur, quoties per ipsum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, vel nascturum, aut primum regni sui hæredem, idem Dominus noster Rex Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus nascturus, sive primus dictorum regnorum suorum hæres fuerit requisitus, vel fuerint requisiti.

Verumtamen nos præfati Ambassiatores nomine prædicti Domini nostri Regis Castellæ, ejusque prædilectæ sponsæ Reginæ Dominæ Joannæ annullamus, cassamus, & irritamus illam clausulam, & exceptionem, quâ in præinsertis antiquis ligis erat exceptatus Rex Aragonum, & filius suus primogenitus natus, aut nasciturus, & primus sui regni hæres, & eam habemus pro cassa, non apposita, irrita, & inani. ANS de J. C. 1475.

In quorum omnium testimonium has præsentes litteras manibus & nominibus nostris signavimus, & firmavimus, & nostris sigillis communivimus, & roborari fecimus, signis & subscriptionibus notariorum publicorum & Apostolicorum infrà scriptorum. Datum & actum Parisiis in domo claustrali scientifici viri Magistri Francisci Hallé, Archidiaconi Parisiensis, sub anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, indictione octava, mensis vero Septembris die vicesima tertia, Pontificatus sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Sixti divinâ providentiâ Papæ quarti, anno quarto.

Et ego Franciscus Ferrebouc, Presbyter Parisiensis, in Jure Canonico Licentiatus, publicus Apostolicâ & Imperiali, autoritatibus, curiarumque conservationis Privilegiorum almæ matri Universitati Parisiensi à sancta Sede Apostolicâ indultorum, & specialis Parisiensis Notarius juratus, ipsiusque specialis scriba, postquam ipsi Domini Ambassiatores præsentes litteras in forma subscripta nobis exhibuerunt, & manu propriâ signaverunt, & eorum sigillis sigillaverunt, & contenta in eisdem esse vera, & ita per eos fuisse & esse facta & concordata affirmaverunt, ad ipsorum Dominorum Ambassiatorum instantiam & requestam, & pro approbatione & verificatione promissionum, confœderationum, obligationum, & aliorum contentorum in eisdem, signum meum publicum & fieri solitum cum signo & subscriptione conscripti Notarii, me hîc manu propria subscribendo apposui requisitus. Signatum, Ferrebouc.

Et ego Joannes Merati, Parisiensis Universitatis in decretis Baccalarius, Apostolica & Imperiali autoritatibus, curiarumque specialis & conservationis Privilegiorum Apostolicorum almæ Universitati Parisiensis concessorum, Notarius juratus. Postquam præfati Domini Ambassiatores præsentes litteras in forma subscripta exhibuerunt, & eas in Notarii conscripti, & testium infra scriptorum præsentiâ manu propriâ signaverunt, & eorum sigillis sigillaverunt, & contenta in eisdem esse vera, & ita per eos fuisse & esse facta & concordata affirmaverunt, ad ipsorum Dominorum Ambassiatorum instantiam & requestam, & pro approbatione & verificatione promissionum, consœderationum, obligationum, & aliorum contentorum in eisdem, signum meum publicum & fieri solitum unà cum signo & subscriptione dicti Notarii hic me manu propria subscribendo apposui requisitus. Signatum, J. Merati.

Et ad præmissa peragenda fuerunt præsentes, nobilis & generosus vir Dominus Carolus de Gaucourt, miles, ejusdem loci Dominus, & præfatus Dominus Archidiaconus Parisiensis, ac Balastus de Souze, Capitaneus villæ Credulii; Magister Robertus Luillier, magnus Vicarius Ecclesiæ Parisiensis; Paulus Fumée scutifer, Carolus de Goulat, & Carolus de Furnellis, necnon etiam Joannes de Montemor, Didacus Prato, Joannes Ludovici, Joannes Alveri, Didacus Roderici, & Stephanus Fernandi, testes ad hæc vocati & rogati. Signatum F. Ferrebouc, & J. Merati.

ANS de J. C. 1475.

CDXC.

FRANCE ET BRETAGNE.

Traité de Paix fait entre LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE, *à Nôtre Dame de la Victoire prés Senlis, le 9. Octobre* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 165.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme depuis le trepas de feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu absolve, plusieurs guerres, divisions & differences, aient été mûës & suscitées entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Cousin le Duc de BRETAGNE, dont innumerables maux & inconveniens s'en sont ensuivis. Nous desirant de tout nôtre cœur appaiser & éteindre lesdites divisions & differences, pour relever le pauvre peuple de misere, le garder d'oppression, & éviter la cruelle effusion de sang humain, considerant que à l'honneur & loüange des Princes Chrêtiens, rien n'est plus convenable que de desirer & aimer Paix, de laquelle le bien & le fruit és choses terriennes & mortelles est si grand que plus ne pourroit, en aiant regard singulier à la bonne & loiale amour, qui le tems passé a été entre nos predecesseurs Rois de France, & les predecesseurs de nôtredit Neveu Duc de Bretagne. Aprés plusieurs ouvertures & pourparlés sur ce eûs entre nous, & nôtredit Neveu & Cousin, ou les Gens de son Conseil à ce Commis, par l'avis & deliberation de plusieurs Gens de nôtre Sang, de nôtre Grand-Conseil, & autres, avons Traité & accordé avec nôtredit Neveu & Cousin, en la forme & maniere contenuë & declarée és articles, dont la teneur s'ensuit.

Et premierement ont fait, pris, & contracté, font, prennent, & contractent ensemble Paix perpetuelle, amitié, alliance, confederation, bonne & vraie union, & reçoit le Roi ledit Duc comme son bon parent & Neveu, en sa bonne grace & amour, & promet de lui secourir & aider, & deffendre envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul excepter, & n'entreprendra, ne souffrira entreprendre, faire ne pourchasser à sa personne, ni à ses Païs & Seigneuries, mal, ennui, dommage, ne inconvenient, par quelque moien, ne pour quelque chose que ce puisse être, & quitte, éteint, & met hors de son courage tous déplaisirs, inimitiez, guerres, malveillances, haines, discords, & toutes choses avenuës au tems passé, & les met au neant, tout ainsi que si onquemais n'eussent été ou fussent avenuës, sans ce que jamais lui, ses hoirs, ne successeurs, en puissent faire ne mouvoir aucune question ou demande, en maniere quelconque, de quelque qualité que soient ou puissent estre lesdites choses. Voulant & octroiant, veut & octroie le Roi, que cette presente quittance generale vaille, & soit de tel & si grand effet, comme si les déplaisirs, guerres, malveillances, & choses devant touchées, leurs qualitez, & tout ce que s'en est ensuivi, étoient expressément specifiez & declarez en ces presentes. Et pareillement le Duc aidera & servira le Roi en la deffense de lui & de son Roiaume, envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul excepter, & n'entreprendra, ne souffrira entreprendre, faire, ne pourchasser en sa personne, son Roiaume, ne à ses Païs & Seigneuries, mal, ennui, dommage, ne inconvenient, par quelque moien, ne pour quelque chose que ce puisse estre.

Item. Et pour ce que à l'occasion des divisions, questions, & differences, qui par ci-devant ont été entre le Roi & le Duc, icelui Duc a été meû & contraint de faire & contracter par écrit, par serment, promesses, ou en autre façon quelconque, aucunes fraternitez, alliances, & confederations, ledit Duc les abolit, & s'en départ du tout, sans jamais en user, ores, ne pour le tems avenir, allencontre du Roi & de son Roiaume. ANS de J. C. 1475.

Item. Et demeurera le Duc en son Duché tenu envers le Roi, & lui obeïra en la maniere comme il faisoit au tems du feu Roi Charles VII. de bonne memoire son Pere.

Item. Et le Roi de sa part gardera & maintiendra le Duc en toutes les franchises & libertez de sa personne, ainsi que lui & ses predecesseurs ont été és tems passez: & laissera ledit Duc pour son Païs & Duché de Bretagne, jouïr & user paisiblement & franchement des droits, noblesses, prééminences, franchises, libertez, & prerogatives d'icelui Duché, & qui appartiennent, & desquelles lui & ses predecesseurs ont joüi & usé, sans lui faire ou donner, ne souffrir estre fait ou donné aucun trouble, empêchement, question ou molestation quelconques, reservez les droits dûs & accoûtumez au Roi, ainsi qu'en usoit le Roi Charles VII. de bonne memoire.

Item. Et si aucun ou aucuns s'efforçoient ou s'avançoient de faire aucune entreprise à l'encontre de la personne dudit Duc, ses Païs & Seigneuries, le Roi sera tenu secourir & aider ledit Duc, & le garder & deffendre envers tous ceux qui le voudroient grever, sans aucun excepter, & en ce emploier ses gens de guerre, tant de son Ordonnance, que de son Arriere-ban, & toute sa puissance, tant par Mer que par Terre; & incontinent qu'il aura connoissance de ladite entrepriſe, en fera avertir ledit Duc, & de soi-même y resistera de tout son pouvoir, en y donnant toutes les provisions à lui possibles, tout ainsi qu'il feroit pour sa propre personne, & pour son Roiaume, nonobstant toutes autres alliances faites par le Roi avec autres Princes, & ausquelles sera dérogé par ces presentes, en tant que touche & peut toucher les faits & interests du Duc, ses Païs, Seigneuries, & sujets; icelles alliances neanmoins demeurant en leur forme & vertu en autres choses. Et le Duc aussi de son côté, si le cas avenoit d'aucune entrepriſe sur le Roi, son Roiaume, Païs & Seigneuries, ledit Duc sera tenu aider & servir le Roi, & le garder & deffendre envers tous ceux qui peuvent vivre & mourir, & qui le voudroient grever, sans aucun excepter, & y emploier ses gens de guerre, soit d'Ordonnance, Ban & Arriere-ban, & toute sa puissance, tant par Mer que per Terre; & incontinent qu'il en aura connoissance en fera avertir le Roi, nonobstant toutes autres alliances faites, & de soi-même y resistera de tout son pouvoir, en y faisant donner toutes les provisions à lui possibles, tout ainsi qu'il feroit pour sa propre personne, & pour ses Païs & Seigneuries.

Item. Et en tant que touche les sujets du Duc, & aussi ses serviteurs, de quelque Païs, état ou condition qu'ils soient, le Roi dés à present rejette, quitte, & entierement delaisse tous déplaisirs, inimitiez, & malveillances, & generalement toutes les choses, qui pour occasion des méfiances, divisions, & differences touchées ci-dessus, ont été & sont avenuës, les met du tout à neant, & les tient & repute le Roi pour non faites & non avenuës, sans ce que ores pour le tems à venir leur en soit & puisse être fait aucun ennui, dommage ou déplaisir, & les a reçus & reçoit le Roi à tous leurs biens, Terres, Seigneuries, & possessions immeubles, nonobstant toutes saisines, main-mises, & tous dons & transports que le Roi en pourroit avoir fait: & pour quelque chose passée, le Roi ne leur fera, ne souffrira estre fait, ennui, déplaisir, ou dommage, en corps ne en biens, en aucune maniere. Toutefois au regard de P ncet de Riviere, & de Pierre d'Urfé, le Roi leur octroie lettres d'abolition, selon les modifications, & forme & maniere declarées és lettres particulieres sur

ANS sur ce faites. Et pareillement au regard des gens servi-
e J. C. teurs du Roi, & autres, de quelque Païs, état &
475. condition qu'ils soient, ils retourneront, & les reſtituë ledit Duc à tous leurs biens, Terres, & poſſeſſions immeubles étant audit Duché, nonobſtant quelconques ſaiſines, main-miſes, dons, tranſports, alienations, & autres empêchemens quelconques, que le Duc en pourroit avoir faits, ou autres de par lui; & pour quelque choſe paſſée le Duc ne leur fera, ne ſouffrira eſtre fait ennui, déplaiſir, ou dommage, en corps ne en biens, en aucune maniere.

Item. Que le Roi fera reſtituer & remettre ledit Duc, en la poſſeſſion & ſaiſine réelle de toutes les Terres & Seigneuries, qui à l'occaſion des queſtions & differences deſſuſdites auroient été priſes & ſaiſies en ſa main, revoquant, caſſant, annullant, & mettant du tout au neant leſdites ſaiſines, main-miſes, enſemble tous dons, contrats, alienations, & tranſports que par le Roi, ou autres aians pouvoir, commiſſion, ou droit de lui, auroient été faits à quelconques perſonnes, & par quelque titre que ce ſoit, ſans faire ne ſouffrir aucun trouble ou empêchement lui eſtre mis ou donné en la poſſeſſion & joüiſſance deſdites Terres & Seigneuries.

Item. Et s'il avenoit que aucuns ſiniſtres rapports fuſſent faits au Roi de la perſonne dudit Duc, par écrit ou autrement, contre l'effet & ſubſtance de cette preſente Paix & Union, le Roi en fera avertir le Duc le plûtoſt que poſſible lui ſera, afin que ledit Duc puiſſe informer le Roi de la verité. Et auſſi ſi aucuns rapports étoient faits audit Duc de la perſonne du Roi, en quelque maniere que ce ſoit, ledit Duc ſera tenu d'en avertir le Roi en toute diligence, & le plûtoſt qu'il pourra.

Item. Que le Roi & ledit Duc, ont promis & juré, & accordé en parole de Prince, & ſur leur honneur, & par les foi & ſerment de leur corps, & ſur la vraie Croix de S. Lou, les reliques de Monſeigneur S. Hervé, & de S. Jude, & ſur l'obligation de tous leurs biens meubles & immeubles, preſens & à venir, de tenir, obſerver, & garder inviolablement, & ſans enfreindre, toutes les choſes deſſuſdites, & chacunes d'icelles, ſans jamais aller ne venir à l'encontre en aucune maniere, pour quelque cauſe ou occaſion que ce ſoit, & de ce bailleront leurs lettres en forme autentique, & des ſermens qu'ils feront ſur leſdites reliques, ſeront baillez lettres d'une part & d'autre.

Savoir faiſons, que pour conſideration des choſes deſſuſdites, & ſingulierement en l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, ladite Paix, amour, Union, & Alliance, d'entre nous, & nôtredit Neveu & Couſin, enſemble toutes & chacune les choſes deſſuſdites, contenuës & declarées eſdits articles ci-deſſus inſerez, & chacun d'iceux, avons jurées, promiſes, & accordées, & par ces preſentes jurons, promettons, & accordons, promettant en parole de Roi, ſur nôtre honneur, & par la foi & ſerment de nôtre corps, ſur les Saints Evangiles de Dieu, pour ce par nous manuellement touchez, & ſur l'obligation de tous & chacuns nos biens, les tenir, entretenir, garder, obſerver, faire, & accomplir de point en point ſelon leur forme & teneur, ſans jamais faire, aller, ne venir, ne faire aller ne venir à l'encontre, par nous ne par autres, en quelque maniere que ce ſoit. En témoin de ce nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné à Nôtre-Dame de la Victoire prés Senlis, le neuvieme jour d'Octobre l'an de grace 1475. & de nôtre Regne le quinzieme. Eſt écrit ſur le repli: par le Roi, l'Evêque d'Evreux, les Sires de Torcy, de Gié, d'Achon, d'Argenton, M. Raoul Pichon, & pluſieurs autres preſens. Ainſi ſigné, Petit, par duplicata, & eſt ledit acte ſcellé d'un grand ſcel de cire jaune, ſur une bande de parchemin.

Tom. I.

ANS de J. C.

Pour le Traité de Paix de Senlis, entre Louis XI. Roi de France, & le Duc de Bretagne, à la Victoire les Senlis, le 16. Octobre 1475. 1475.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme pour le bien, ſeûreté, tuition, & deffenſe de nous, nôtre Roiaume, Païs, Terres, Seigneuries, & ſujets, preſerver & garder le pauvre peuple d'oppreſſion, moleſtations & travaux, & le relever de miſere, conſiderant les grands maux, inconveniens, & dangers qui euſſent pû avenir à cauſe des guerres, diviſions, & differences, ſi elles euſſent été continuées en nôtre Roiaume, ainſi que par ci-devant elles y ont eû cours, & été encommencées, & pour obvier à la cruelle effuſion de ſang humain, aions fait, pris, & contracté avec nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Couſin le Duc de BRETAGNE, Paix perpetuelle, amitié, alliance & confederation, bonne & vraie union, & l'aïons reçu, comme nôtre bon parent & Neveu, en nôtre bonne grace & amour, & promis le ſecourir, aider, & ſupporter envers & contre tous, ainſi que plus à plein eſt contenu & declaré és articles accordez entre nous & nôtredit Neveu, ou les Gens de ſon Conſeil à ce commis de par lui, inſerez és lettres de ladite Paix & Union ſur ce faites & paſſées: & ſemblablement nôtredit Neveu, de ſa part, nous ait promis aider, & ſervir envers & contre tous.

Savoir faiſons, que nous deſirant de tout nôtre cœur entretenir, garder, & accomplir inviolablement ladite Paix, amour & union, & appaiſer & éteindre leſdites diviſions & differences, promettons en parole de Roi, ſur nôtre honneur, & par la foi & ſerment par nous fait ſur la vraie Croix, & les reliques de Monſieur S. Hervé & S. Jude, & ſur les Saints Evangiles de Dieu, & le Saint Canon de la Meſſe, pour ce par nous manuellement touchez, tenir, & entretenir ladite Paix, amitié, union, alliance, & confederation d'entre nous & nôtredit Neveu, inviolablement, ſans jamais aller, faire, ne venir à l'encontre, & quant à ce tenir & garder, nous ſoumettons & obligeons par ces preſentes aux cenſures du Saint-Siege Apoſtolique.

Et en outre pour plus grande ſeûrete de la perſonne de nôtredit Neveu, nous promettons que dedans la feſte de Noël prochainement venant, nous baillerons, & ferons bailler les ſcellez des Seigneurs de nôtre ſang, & autres Seigneurs de nôtre Roiaume, qui alors ſeront nommez & declarez: & dedans Pâques prochainement venant, baillerons, & ferons bailler les lettres confirmatoires de la Paix, par les Gens d'Egliſe, les Nobles, & autres Etats de nôtredit Roiaume, à condition que dedans leſdits termes nôtredit Neveu & couſin ſera ſemblablement tenu bailler & fournir de ſa part ſemblables lettres.

En témoin de ce nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné à la Victoire lés-Senlis, le ſeizieme jour d'Octobre, l'an de grace 1475. & de nôtre Regne le quinzieme. Ainſi ſigné, Loüis. Et ſur le repli eſt écrit: par le Roi, l'Archevêque de Lion, les Sires de Curton, de Gié, du Lude, d'Achon, de Grandmont, de l'Iſle, & autres preſens. Ainſi ſigné, Petit, & ſcellé d'un ſceau de cire jaune à demi rompu.

ANS de J. C. 1475.

Promeſſe de Loüis XI. Roi de France, au Duc de Bretagne, de le maintenir en ſes libertez. Donnée à Nôtre Dame de la Victoire près Senlis, le 16. Octobre 1475.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Savoir faiſons, que par le Traité & apointement de la Paix finale, union & amitié, preſentement pris, faits, conclus, & accordez entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Couſin le Duc de BRETAGNE, nous avons voulu & octroié, accordé & promis, & par ces preſentes voulons, accordons, octroions, & promettons en parole de Roi, à nôtredit Neveu, tenir & garder ſa perſonne en toute franchiſe & liberté, ſans le contraindre à aller, ne partir ſa perſonne hors ſon Païs & Duché de Bretagne, ſi ce n'eſt de ſon bon vouloir & plaiſir; & ainſi l'avons juré & jurons par nos foi & ſerment tenir, ſans jamais faire ou aller, ne ſouffrir eſtre fait à l'encontre en aucune maniere. En témoin de ce nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & icelles fait ſceller de nôtre ſcel. Donné à la Victoire le ſeizieme jour d'Octobre, l'an de grace 1475. Signé, Loüis. Et ſur le repli: par le Roi, l'Archevêque de Lion, les Sires de Curton, de Gié, du Lude, d'Achon, de Grandmont, de l'Iſle, & autres preſens. Signé, Petit, & ſcellé ſur double queuë de velin en cire jaune.

(a) Quoique cette Main-levée ſoit plus nouvelle d'un mois que le Traité ſuivant on la met pourtant ici, parce que c'eſt une dépendance du Traité de Senlis.

(a) *Main-levée aux ſujets de Loüis XI. Roi de France, & du Duc de Bretagne, par la Paix faite entre eux. Donnée au Pleſſis-les-Tours, le 25. Novembre 1475.*

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous nos Juſticiers, & Officiers, ou à leurs Lieutenans, Salut. Comme par le Traité, apointement, & accord depuis naguere faits entre nous & nôtre tres-cher & tres-amé Neveu & Couſin le Duc de BRETAGNE, ait expreſſement été dit, que tous les ſujets & ſerviteurs, tant d'une part que d'autre, de quelque Païs, état, ou condition qu'ils ſoient, retourneront dans tous leurs biens, Terres, Seigneuries, & poſſeſſions immeubles, qui à cauſe des guerres & diviſions, qui par ci-devant ont eû cours entre nous, & nôtredit Neveu & Couſin, avoient été empêchez, nonobſtant toutes ſaiſines, main-miſes, & tous dons & tranſports qui en peuvent avoir été faits; & que cette reſtitution n'ait encore été faite d'une part ne d'autre; pour ce eſt-il que nous voulant entretenir, faire, & accomplir tout ce que a été promis de nôtre part, vous mandons & commandons par ces preſentes; & à chacun de vous endroit ſoi, ſi comme à lui appartiendra, que nôtre main, & tout autre empêchement mis & apoſé en & ſur quelconques Terres, Seigneuries, heritages, ou poſſeſſions immeubles appartenans aux ſujets & ſerviteurs de nôtredit Neveu & Couſin, à cauſe des guerres & diviſions, qui ont eû par ci-devant cours entre nous & nôtredit Neveu, en quelque lieu qu'ils ſoient ſituez & aſſis, en nôtre Roiaume & obeïſſance, vous leviez & ôtiez à pur & à plein, ainſi que nous l'avons levée & ôtée, levons & ôtons par ces preſentes, & d'icelles Terres & Seigneuries, heritages, & poſſeſſions immeubles, les faſſiez, ſouffriez, & laiſſiez jouïr & uſer pleinement & paiſiblement, en contraignant, ou faiſant contraindre à ce faire & ſouffrir les Commiſſaires commis au regime & gouvernement d'icelles Terres & poſſeſſions, & tous autres qui pour ce ſeront à contraindre, reellement & de fait, par toutes voies & manieres duës & raiſonnables. Car ainſi nous plaiſt-il, & voulons eſtre fait nonobſtant quelconques ſaiſines, main-miſe, dons, & tranſports qui en puiſſent par nous avoir été faits. Et pour ce que de ces preſentes l'on pourra avoir à beſoin en pluſieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, fait ſous ſcel Roial, foi ſoit ajoûtée comme à ce preſent original. Donné au Pleſſis du Parc lés-Tours, le 25. jour de Novembre l'an de grace 1475. & de nôtre Regne le quinzieme. Et plus bas eſt écrit: par le Roi, les Archevêques de Lion, & de Vienne, les Sires de Beaujeu, d'Angoulême, de Dunois, de Narbonne, de la Belliere, d'Achon, de Grandmont, de Concreſſault, de Mauny, M. Jean Pellien, & autres preſens. Ainſi ſigné, Petit, & ſcellé d'un grand ſceau de cire jaune en ſimple queuë, & paroît avoir été ſcellé d'un autre ſceau.

ANS de J. C. 1475.

CDXCI.

Traité d'Alliance des SUISSES, *avec* LOUIS XI. *Roi de France, qui leur promet* 20000. *livres de penſion, réglant la ſolde des Suiſſes qui ſerviront la France, du* 26. *Octobre* 1475. Frederic Leonard. Tom. IV.

FRANCE ET SUISSES.

NOs Burgimagiſter, Sculteti, Ammani, Conſules & Communitates Oppidorum, & Provinciarum Zurich, Berne, Lutzerne, Uri, Swytz, Ondreweldeæ, Zug, & Glaris Magnæ Ligæ Alamaniæ ſuperioris, & Sculteti, & Conſulatus Communitatum, Friburgi & Soladri: univerſis præſentes inſpecturis patefacimus, quia inter Chriſtianiſſimum, Sereniſſimumque Dominum Ludovicum Regem Franciæ, herum nobis præ cæteris longè gratioſiorem, & nos in hunc uſque diem fida charitas & dilectio, unio, & perennes intelligentiæ extiterunt, & exiſtunt, animo ponderavimus, & concluſimus eaſdem intelligentias, amicitiaſque mutuas roborare, extenſiùs producere, eâ ſpe ut ex hoc, ceu fundamento noſtrarum omnium partium ſtatus, & commoditas firmitatem nanciſcatur non mediocrem. Horum itaque occaſione cum præfato Domino Rege hanc ſinceræ & intemeratæ fidei intelligentiam unionemque amplexi ſumus eo modo qui ſequitur.

In primis quod Rex ipſe nos in omnibus, & ſingulis noſtris guerris, ſpecialiter contra Ducem Burgundiæ, omneſque cæteros ſuis in expenſis fidele auxilium, juvamen, & defenſionem impartiri debet. Præterea quoad vixerit, ſingulis annis pro caritatis ſuæ comprobatione, nobis in Civitate ſua Lugdunorum expedire, & ſolvi diſponere viginti millia Francorum qualibet quatuor anni partium quinque millia æqualiter inter nos præfatas partes diſtribuendorum: & ſi Rex ipſe ſuis in agilibus, & guerris auxilio noſtro egeret, noſque ſuper eo requireret, ex tunc debemus illud numero virorum armatorum, prout nobis honeſtum & poſſibile fuerit, ſibi impendere, ſi & in quantum nos propriis guerris non fuerimus occupati, ſuis tamen in expenſis. Rex autem cuilibet armatorum, pro menſis ſpatio, annum duodecim menſibus computando, tribuere debet quatuor florenos Rheni, & medium. Et cum hujuſmodi auxilia requirere duxerit, debebit Rex ipſe ſalarium cuilibet ex eis pro ſpatio unius menſis competens ad unum ex Oppidis Zurich, Berne, vel Lutzerne tranſmittere, & pro duobus alteris menſibus ſalaria in Civitate Gebennenſi, vel alio in loco nobis apto & grato, ennumerari faciet, & quamprimùm noſtrates domos ſuas egreſſi fuerint incipiet curſus temporis trimeſtris, ipſique reſervatæ ſunt omnes & ſingulæ immunitates privilegiaque quibus cæteri Soldati Regii gaudent, & potiuntur. Et ſi nos ullis temporibus, noſtris in guerris contra & adverſùs Ducem Burgundiæ Regem ipſum

ANS J. C. 1475. ipſum nobis ut auxilium impenderet, requireremus, & ipſe aliàs propter guerras ſuas nobis ſuccurrere non poſſet; ex tunc quo magis nos ipſi tales guerras continuare poſſimus, Rex ipſe nobis quandiu eaſdem manu efficaci proſequemur, qualibet quatuor anni partium in Civitate ſua Lugdunorum numerari faciet viginti millia florenorum Rheni, & nihilominus ſummam Francorum ſupra nominatam. Et cùm nos cum Duce Burgundiæ, vel alio Regis vel noſtro inimico, pacem vel treuguas facere voluerimus, quod etiam poſſumus, debemus & tenemur nos Regem ipſum, ſpecificè & ſingulariter reſervare, & ſicut nos providere, vice verſâ Rex ipſe in omnibus guerris ſuis cum Duce Burgundiæ & cæteris, ſi & in quantum pacem, vel treuguas facere voluerit, quod etiam poteſt, debet & tenetur nos ſicut ſe ſpecificè & ſingulariter providere, & reſervare. Et in iis omnibus pro parte noſtra excipimus Sanctiſſimum Dominum noſtrum Pontificem, Sacro-Sanctum Romanum Imperium, & omnes & ſingulos, cum quibus nos fœdera, uniones, intelligentias, aut obligationes litteris & ſigillis munitas, in hunc uſque diem contraximus; pariformiter ex parte Regis itidem ſemoto Duce Burgundiæ, verſùs quem Rex ipſe, & nos id efficiemus quod ſupra cautum eſt. Et ſi juxta diſpoſitionem rerum ipſarum cum Duce Burgundiæ impræſentiarum guerris involuti fuerimus, ex tunc incontinenti debet Rex ipſe erga eundem Ducem guerras, & pecunias cum manu efficaci movere, & ex parte ſua ſolerter operari, quæ pro conſuetudine guerrarum ſolita & ſibi & nobis proficua, commodoſaque exiſtunt, omni dolo & fraude excluſis. Et quia hæc amica unio per dies quibus Rex vitam colet, quos Deus ipſe clementiâ ſua in longum deducat, bona fide, firma illibataque ſervari, & eidem ſatisfieri debebit, ea propter Regi ipſo has litteras, ſigillis Oppidorum & Provinciarum quibus utuntur, munitas, aſſignari fecimus: nam pares à Majeſtate ſuâ ſigillo ejuſdem roboratas accepimus. Nos vero præfatæ communitates Oppidorum Friburgi & Solodarenſis, ea omnia & ſingula fatemur, grataque, & accepta fecimus, & habemus, in quorum evidentiam ſigilla noſtra præſentibus etiam appendi fecimus. Datas 26. menſis Octobris anno à Nativitate Domini 1475.

CDXCII.

ANS J. C. 1475. EMPIRE ET LA FRANCE. *Confédération entre* FREDERIC III. *Empereur, &* LOUIS XI. *Roi de France, confirmant tous les Traitez faits entre l'Empire & la France, depuis le tems de S. Charles Empereur, du dernier Décembre,* 1475. *ratifiée à Paris le dix-ſeptiéme Avril ſuivant.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 171.

FRIDERICUS divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Rex, & Auſtriæ, Stiriæ, Karinthiæ, & Carniolæ Dux, Comeſque Tirolis; & nos LUDOVICUS Dei gratiâ Francorum Rex, recognoſcimus, & notum facimus univerſis, pro nobis, ſucceſſoribus, & heredibus noſtris, quòd nos animadvertentes ſane veterem benevolentiam, amorem, & amicitiæ vinculum, quibus prædeceſſores noſtri Domini Romanorum Imperatores, ac Reges, ſacrumque Romanum Imperium, & Sereniſſimi Reges, inclitumque Regnum Francorum, à temporibus divæ memoriæ Sancti Caroli, Romanorum Imperatoris, ſe mutuo colebant, & invicem confœderabantur; nos tam ſalubri eorum fœdere moti, ſtudenteſque prædeceſſorum noſtrorum veſtigia imitari, ad laudem omnipotentis Dei, & ad exaltationem Chriſtiani nominis, pacemque & tranquillitatem Terrarum, & Dominiorum nobis ſubjectorum, & ut hujuſmodi fœdus amicitiæ, ac amoris & benevolentiæ vinculum inter nos continuetur, & in dies magis ac magis augeatur & ſtabiliatur, utriuſque noſtrum imperium, Regna, ac ſtatus in ſuis dignitatibus & honoribus conſerventur, & incrementum accipiant, & ſubditi noſtri felici otio, ac pace gaudeant, & tranquillitate fruantur, pro renovatione priſtini fœderis, benevolentiæ, ac amoris, nos invicem univimus, confœderavimus, & colligavimus, unimus, confœderamus & colligamus per præſentes, ita & taliter, quòd ex nunc in futurum, perpetuò & mutuò, ac invicem uniti, confœderati & colligati erimus, & cum perſonis, imperio, Regnis, principatibus, Dominiis, & ſubditis noſtris omnibus, quos nunc tenemus, & concedente Deo in futurum acquiremus, & poſſidebimus, indiſſolubilem, perpetuam, firmam, chriſtianam, ſinceram, & mutuam pacem, & amicitiam conſtanter & inviolabiliter ſervabimus, & tenebimus, nec clam, nec apertè, nobis invicem adverſabimur, neque ullus noſtrûm alteri, neque Imperio, Regnis, Principatibus, Terris, Dominiis, neque ſubditis ſuis bellum, aut damna inferet, neque à ſubditis ſuis inferri patietur, ſed nos mutuo Conſilio & Auxilio fideliter & ſincerè adjuvabimus, & invicem aſſiſtemus, in omnibus incrementum Imperii, Regnorum, ſtatuum, dignitatum & honorum noſtrorum concernentibus & promoventibus; nulluſque noſtrûm ad alterius Imperium, Regna, Principatus, Terras, Dominia, ſubditos, dignitates, aut honores, quos modò tenemus, &, largiente Domino, in futurum poſſidebimus, ſeu ad quos, & quæ alteri noſtrûm, ac ejus Imperio, ac Regnis jus competit, in alterius præjudicium aſpirabit, anhelabit, recipiet, acceptabit, manutenebit, neque ejus adverſarios, & rebelles tuebitur, neque favorizabit, nec quicquam clam, vel apertè faciet quod alteri noſtrûm, ac ejus Imperio, Regnis, & ſubditis adverſari, aut damnoſum eſſe poſſit; ſed unuſquiſque noſtrûm alterius bonum & commodum procurabit, & damna pro poſſe ſuo avertet. Si quis verò cujuſcunque conditionis, ſtatus, aut honoris exiſtat, ſolo Domino noſtro Sanctiſſimo, ac Sede Apoſtolica demptis, nobis, aut alteri noſtrûm, Imperio, Regnis, aut ſubditis noſtris, aut alterius noſtrûm bellum inferre voluerit, aut honorem, dignitatem, imperium, Regna, Terras, Dominia, aut ſubditos noſtros, aut alterius noſtrûm in toto, aut ex parte ſibi uſurpare, & vindicare contenderet; aut ſi unus noſtrûm pro recuperatione eorum, quæ ſibi, aut ejus Imperio, ac Regno ablata ſunt, aut alia neceſſitate exigente alicui bellum indixerit; aut ſi, quod Deus avertat, ab aliquo noſtrûm ſubditi ſui defecerint, aut rebellaverint, in quibus caſibus quibuſcumque unus noſtrûm alterum ſuper hoc requiſierit, nos mutuò, fideliter & conſtanter adjuvabimus, & auxiliabimur, prout ſuper hujuſmodi juvamine & auxiliis conveniemus, & per nos ſuper hoc fuit concordatum. Præterea, ſi unus noſtrûm cum aliquo, aut pluribus concordiam, pacem, treugas, belli ſufferentias, aut fœdus inibit, faciet, aut acceptabit, illud cum alterius ſcitu & voluntate facere, & cum ſibi expediet, & ipſe hoc deſideraverit, unà ſecum in his includere & comprehendere debet, nec quoquo modo ab his excludere, niſi voluntas ejus ad hoc acceſſerit. Nolumus etiam per quaſcumque ligas, intelligentias, confœderationes, & inſcriptiones per nos ante hanc noſtram ligam, intelligentiam, confœderationem, & inſcriptionem cum quibuſque, nemine dempto, factas, aut quas in futurum faciemus, huic ligæ, confœderationi, & unioni noſtræ, in aliquo præjudiciari, antiquitatibus tam pro pace utriuſque Sacri Romani Imperii, quàm Regni Francorum hactenus obſervatis in omnibus, & per omnia in ſuo robore duraturis, quibus

ANS de J. C. 1475. per hanc noſtram ligam, confœderationem, & unionem, nolumus in aliquo derogari, dolo & fraude ſemotis quibuſcumque. In cujus rei teſtimonium nos Imperator prædictas has litteras ſub utriuſque Majeſtatum noſtrarum ſigillorum appenſione fecimus muniri, in Andernaco die ultima menſis Decembris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-quinto, regnorum Romani triceſimo-quinto, Imperii viceſimo-tertio, Hungariæ verò decimo-ſexto. Et nos Ludovicus Rex Francorum prædictus eaſdem litteras Pariſiis ſigillari fecimus die 17. menſis Aprilis, anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-quinto, & regni noſtri decimo-quinto.

CDXCIII.

ANS de J. C. 1475. L'EMPIRE ET LA FRANCE.

Traité d'Andernach, ſur l'Alliance faite entre l'Empereur FREDERIC III. *& les* ELECTEURS *d'une part, &* LOUIS XI. *Roi de France d'autre, contre* CHARLES *Duc de Bourgogne, du dernier Decembre* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 173.

FRIDERICUS divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ Rex, ac Auſtriæ, Stiriæ, Karinthiæ, Carniolæ Dux, Dominus Marchiæ, Sclavoniæ, ac Portuſnaonis Comes in Habſpurg, Tirolis, Ferretis, & in Friburg, Marchio Burgoviæ, & Lantgravius Alſaciæ. Notum facimus per præſentes, quòd nos animadvertentes veterem benevolentiam, & amicitiæ vinculum, quibus Domini Romanorum Imperatores, ac Reges, Sacrumque Imperium, & Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Reges, inclitumque regnum Francorum longè retroactis temporibus ſe mutuo ſincerè ſunt proſecuti; Nos ad laudem omnipotentis Dei, ac exaltationem Chriſtiani nominis, necnon pro pace, & tranquillitate terrarum, & Dominiorum nobis ſubjectorum, cum Sereniſſimo ac Chriſtianiſſimo LUDOVICO Francorum Rege, univimus, confœderavimus & colligavimus, unimus, confœderamus & colligamus per præſentes, juxta tenorem quorumdam articulorum per noſtros Oratores, ac de mandato noſtro conceptorum, quorum tenor ſequitur in hæc verba.

Ex quo Dux Burgundiæ ſe longis retrò temporibus in reſiſtentiis & guerris contra Coronam Franciæ cum caſtrametationibus, obſidientiis, & aliis notabilibus detrimentis, & damnis exercuit, & nunc ſimiliter contra Sacrum Romanum Imperium nititur, & inſurgit, Dominia Eccleſiæ Colonienſis ingreſſus, & caſtrametatus; ob quam cauſam Sereniſſimus noſter Imperator ad reſiſtendum dicto Duci, unà cum Sacri Imperii Electoribus, & Principibus, ac aliis Imperii ſubditis, ſe diſpoſuit, & jam in exercitio eſt. Verùm, ut tam pertinacibus conatibus dicti Ducis, qui pro nunc per eum in Sacro Romano Imperio fiunt, & hucuſque in Corona Franciæ facti ſunt, fructifera reſiſtentia fieri valeat, per quam terræ, quæ hucuſque multipliciter devaſtatæ ſunt, & dictum Imperium deinceps in pace & quiete conſervari, atque à jacturis, & damnis tueri poſſint, Sereniſſimus Dominus Romanorum Imperator pro ſe, & ſuis ſucceſſoribus in Romano Imperio, & Chriſtianiſſimus Rex Franciæ pro ſe, & ſuis hæredibus, & ſucceſſoribus in Corona Franciæ, ſe invicem ad laudem omnipotentis Dei, in roborationem Chriſtianæ fidei, & ad conſervationem, & tuitionem terrarum amicabiliter concordarunt, confœderarunt & unierunt contra jam dictum Ducem Burgundiæ, in modum qui ſequitur.

Primò, ut Dominus noſter Imperator unà cum Sacri Imperii Electoribus, Principibus, & aliis Imperii ſubditis, notabilem exercitum ducat contra Ducem Burgundiæ, uſque ad triginta millia armatorum quod id debet; & ut Dominus Rex Franciæ triginta millia armatorum equeſtrium & pedeſtrium mittat, cum armis, bombardis, & machinis bellicis ad bellum benè expeditis, ſuis expenſis, & ſoldario milite, qui Dominica poſt feſtum Circumciſionis Domini proximè venturæ in campis erunt in terra Lucemburgenſi prope Arlunum. ANS de J. C. 1475.

Item, ſi Sereniſſimus Dominus Imperator dictorum triginta millia armatorum ad expeditionem ſuam non indigeret, tunc Chriſtianiſſimus Rex hujuſmodi triginta millia mittet ad alia loca dicti Ducis Burgundiæ, ad invadendum & damnificandum eadem propinquiora; tamen illis locis, ubi Dux inpræſentiarum caſtra tenet, vel in aliis locis dicti Ducis, ubi convenientius, poſſibile, & utilius erit, de conſenſu tamen ambarum partium.

Item, Si adjutorio altiſſimi in hujuſmodi expeditione aliqua caſtra, civitates, oppida, terræ, Dominia ipſius Ducis caperentur, aut ſuâ ſponte ſe redderent, quæ ad Imperium pertinerent, ideo quod de Imperio, titulo pignoris tenerent, aut dependerent in feudum, ſeu in Imperio ſitæ, vel ſita eſſent, illæ, vel illa debent ad ſolum Imperium redire, & eidem remanere, ſive per exercitum Domini Imperatoris, vel etiam Domini Regis, ſive per utrumque fuerint devictæ, ſeu devicta, prout præmittitur.

Item, pariformiter quæcunque caſtra, civitates, terræ, & Dominia devincerentur ad Coronam Franciæ pertinentia, ideò quod ab eâ titulo pignoris tenerent, aut dependerent in feudum, aut aliàs in regno Franciæ ſitæ, vel ſita forent, illæ vel illa ſoli Coronæ Franciæ attinebunt, ſive per Dominum Imperatorem, aut Dominum Regem Franciæ, ſive per utrumque evincerentur; nec unus eorum alteri in promiſſis aliquo modo impedimentum, aut moleſtiam præſtabit.

Item. Si contingeret Ducem Burgundiæ à Nuizia recedere, & caſtra movere, ex quò ſemper tamen temeritatem, & invaſiones dicti Ducis formidari oportebit, expeditio contra eum nihilominus progreſſum habebit, per Dominum Imperatorem, ac etiam Regem, modo, ut præmittitur, in Dominiis hæreditariis ipſius Ducis, aut etiam aliis terris, quas nunc poſſidet in his locis, ubi commodiùs fieri poterit, vel ipſi inter ſe convenerint, atque fieri expediet.

Item, Nulla partium præter alterius ſcitum & voluntatem campum dimittet, niſi id propter unam aut aliam notabilem neceſſitatem fieri oporteat, & ſi hujuſmodi caſus ſe obtulerit, eo tunc etiam id fieri debet de ſcitu alterius partis.

Item, Nulla partium inibit pacem, treugas, aut ſufferentias cum Duce Burgundiæ, niſi id fiat de ſcitu & bona voluntate alterius partis. Verùm, ſi contingeret hujuſmodi bellum & differentiam inpreſentiarum, vel inpoſterum de ſcitu & conſenſu ambarum partium ſedari, & Dux Burgundiæ per ſe, aut ſuos adhærentes aliqua attentaret contra Imperium, vel ipſius ſubditos, aut contra Coronam Franciæ, vel ipſius ſubditos, ſi tunc hujuſmodi invaſio facta fuerit in regnum Franciæ, ut præmittitur; ex tunc Dominus Imperator debebit cum Imperio intrare cum armis in Dominia, & terras Ducis Burgundiæ proximiores, quantò validiùs id fieri poterit abſque mora, & in eiſdem perſeverare, nec ex eiſdem exercitum reducere, quouſque Dux ab hujuſmodi invaſione ceſſaverit, niſi ex neceſſitate notabili recedere oporteret. Si autem invaſiones hujuſmodi contingerent contra Romanum Imperium, ac ſuos ſubditos, tunc Rex Franciæ debebit, quantò validiùs fieri potuerit abſque mora, cum armis intrare Dominia Ducis Burgundiæ, & ibidem perſeverare, ut præmittitur. Verùm, ſi contingeret invaſionem Ducis Burgundiæ fieri in his locis,

ANS locis, ubi cum exercitibus Imperii, & etiam Coro-
e J. C. næ Franciæ posset conveniri, & exercitus ad eum du-
1475. ci, hoc debebit per utrasque partes fieri fideliter, & absque fara.

Nos verò Fridericus Romanorum Imperator prædictus, promittimus & pollicemur in verbo Principis, in iis scriptis omnia & singula in præinsertis articulis conscripta firmiter & inviolabiliter observare, ac in eis contenta, quantum nos, & Romanorum Imperium concernit, effectualiter & fideliter adimplere, nec eis in aliquo velle contravenire in toto, vel in parte, dolo & fraude penitus amotis & seclusis. In cujus rei testimonium has litteras sigilli nostræ Majestatis fecimus appensione muniri.

Nos verò Adolphus Maguntinensis, & Joannes Treverensis Archiepiscopi, Ernestus Dux Saxoniæ, & Albertus Marchio Brandeburgensis, Sacri Romani Imperii Principes Electores, attendentes hanc unionem, confœderationem, & colligationem, Sacro Romano Imperio, nobisque, ac terris, & Dominiis nostris plurimum fore utilem, & necessariam, idcircò ad eandem tam quod nos Principes Electores, & in quantum nos, terras, & Dominia nostra tangere potest, nostrum benevolum impartimur consensum pariter & assensum, necnon unà cum glorioſissimo & invictissimo Domino nostro Imperatore, tum præfato Serenissimo ac Christianissimo Domino Ludovico, Francorum Rege, juxta tenorem præscriptorum articulorum, univimus, confœderavimus, & colligavimus per præsentes, promittimusque & pollicemur pro nobis, nostrisque successoribus, & hæredibus, per præsentes, bona fide præfatam unionem, confœderationem & colligationem, omniaque, & singula suprà scriptis articulis contenta, firmiter & inviolabiliter observare, atque præfato Domino nostro Imperatori unà cum Sacri Imperii Principibus, & subditis fideliter & effectualiter assistemus, & eundem totis viribus juvabimus, ut omnia & singula in præinsertis articulis conscripta, in quantum Romanum concernunt Imperium, terras, & Dominia nostra, effectualiter & fideliter possit, & valeat perficere, & adimplere, dolo & fraude penitus seclusis. Et in testimonium promissorum sigilla nostra his litteris apud sigillum Majestatis Imperialis sunt appensa. Datum in Andernaco ultima die mensis Decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-quinto, regnorum nostrorum Romani tricesimo quinto, Imperii vicesimo tertio; Hungariæ verò decimo sexto.

Déclaration faite par l'Empereur Frederic III. touchant l'alliance du Roi Louis XI. avec les Suisses, contre le Duc de Bourgogne, du dernier Décembre 1475.

Fridericus divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ Rex, ac Austriæ, Karinthiæ, & Carniolæ Dux, Comesque Tirolis. Notum facimus per præsentes, quòd cum nos, ut Dux Austriæ, & Serenissimus Princeps Ludovicus Rex Francorum, frater noster carissimus, invicem ac mutuò sumus confœderati, uniti, & colligati juxta continentiam litterarum desuper confectarum, quod nos per illud fœdus nolumus esse derogatum fœderi, ac unioni, quæ idem frater noster carissimus Rex Francorum cum Suiticensibus habet adversùs Ducem Burgundiæ, & sibi adhærentes; sed suis debent gaudere robore, & firmitate, ita tamen quod ipse Rex Francorum ipsis Suiticentibus adversus Duces Dominii Austriæ, nullum auxilium, neque favorem præstare poterit, semotâ fraude: in cujus rei testimonium has litteras sigilli nostri appensione fecimus communiri. Datum in Andernaco, die ultima mensis Decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, Imperii nostri vicesimo-tertio, regnorum nostrorum Romani tricesimo-quinto, Hungariæ verò sexdecimo, ad mandatum Domini Imperatoris proprium.

ANS de J. C. 1475.

CDXCIV.

Traité fait entre LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, pendant la Trêve, touchant le commerce & la liberté des Marchands allans & venans d'un Roiaume à l'autre; au Plessis lés Tours le* 8. *Janvier* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 176.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Louis, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme naguere en prenant la Treve d'entre Nous, & nôtre tres-amé Cousin le Roi d'Angleterre, ait été par exprés dit & declaré par icelle Treve, entre autres choses, que tous Marchands, & autres, tant d'une part que d'autre, pouroient durant le tems d'icelle Treve & amitié, aller & venir seurement, & sauvement, de l'un Roiaume à l'autre, marchandement & autrement, sans qu'il soit besoin d'en avoir & obtenir sur ce aucunes lettres de saufconduit; au moien de laquelle Trevé, plusieurs Marchands, & autres gens du Roiaume d'Angleterre sont venus, tant par mer que par terre, pour faire fait de marchandise en cetui nôtre Roiaume, & mêmement au Port & Havre de Bordeaux, lesquels ont intention d'y frequenter, & venir doresnavant plus souvent qu'ils n'ont fait par ci-devant. Et à cette cause le Roi d'Angleterre, nôtre Cousin, considerant le bien & utilité qui peut venir à cause desdits Marchands, ait presentement envoié pardevers nous Thomas de Montgommeri, Chevalier, son Conseiller & Chambellan; & Thomas Galle d'Ortenne, du Païs d'Angleterre, ses Ambassadeurs, lesquels nous ont fait plusieurs remontrances touchant le fait & entretenuës de ladite marchandise, & sur ce nous ont baillé plusieurs articles par maniere de remontrance; desquels articles, aussi de la reponse par nous sur ce faite sur chacun d'iceux, la teneur s'ensuit.

Ce sont les articles & remontrances, que Messire Thomas de Montgommeri, Chevalier, Conseiller & Chambellan du Roi d'Angleterre; & Thomas Galle d'Ortenne, ses Ambassadeurs, ont baillé au Roi nôtre Sire, touchant les Marchands, qui frequentent marchandise en ce Roiaume, pour l'entretenement d'eux & de la Treve prise entre lesdits deux Rois; ausquels articles & remontrances, a été faite reponse en la maniere ci-aprés declarée.

Premierement, sur ce que lesdits Ambassadeurs ont remontré, qu'il convient avoir ausdits Marchands saufconduit de l'Admiral de France, lequel n'étoit valable en la Duché de Guyenne; pour lequel saufconduit, ils paient pour chacun tonneau que le navire pourroit porter, deux francs & demi Bourdelois.

Item. Pour le *vidimus* d'icelui saufconduit, deux francs Bourdelois.

Item. Et aussi convient avoir ausdits Marchands un saufconduit de l'Admiral de Guienne, qu'ils dient ne leur estre valable sur la mer, & pour lequel avoit ils paient pour chacun tonneau, deux francs & demi Bourdelois.

Item. Pour le *vidimus* d'icelui saufconduit, deux francs Bourdelois.

Le Roi, en faveur & contemplation du Roi d'Angleterre, son beau-frere & Cousin, ne veut point,

ANS de J. C. 1475.

que aucuns sujets du Roi d'Angleterre soient dorenavant contraints à prendre aucuns saufconduits, ne pour & au lieu d'aucuns d'iceux paier aucun droit, & a deffendu le Roi, que d'ici en avant n'en soit levé aucune chose.

Item. Et quand lesdits Marchands entrent dedans la Riviere de Gironde, devant Nôtre-Dame, à quinze lieuës de Bordeaux, il leur convient là leur arrester & tenir à l'ancre, & envoier leurs bâtons à Bordeaux, pour avoir leur congé & licence de venir avec leurs navires & biens devant ladite Ville de Bordeaux, pour lesquels congé & licence paient pour chacun tonneau quatre hardis bordelois.

Item. Et aprés ce que iceux Marchands avoient leursdits congé & licence, il leur convient veiller jusques à Blaye, distant à dix lieuës de Bordeaux, où ils ont accoûtumé d'attendre à l'ancre jusqu'à ce on ait envoié à eux chercher leurs navires, pour savoir s'ils sont gens de guerre, ou marchands, laquelle cherche coûte à chacun navire, sans autres frais & dons, quatre francs bordelois.

Item. Et que la pluspart du tems lesdits Marchands sont là tergez, & demeurent à l'ancre un mois, ou plus, avant qu'ils puissent estre cherchez, & qu'on leur ait permis de venir devant ladite Ville de Bordeaux.

Item. Et quand lesdits Marchands sont cherchez, on les contraint de mettre à terre tous leursdits harnois d'artillerie, & autres habillemens de guerre, en une maison audit lieu de Blaye, jusques à ce qu'ils retournent dudit lieu de Bordeaux, & pour eux en retourner sont contraints de paier quatre hardis pour chacun tonneau que leur navire porte.

Le plaisir du Roi est, que combien que le contenu en ces quatre articles precedens prochains, soit chose accoûtumée de tout tems & d'ancienneté, & qu'il ait été & soit introduit par lettre & juste cause; neanmoins le Roi nôtre Seigneur, qui desire complaire au Roi d'Angleterre, son beaufrere & Cousin, a accordé que d'ici en avant pendant ladite Treve, lesdits sujets du Roi d'Angleterre ne seront contraints à eux arrester à l'entrée de Gironde à Nôtre-Dame, ne pareillement devant Blaye, mais pourront aller tout droit devant ladite Ville de Bordeaux, faire & exercer leur fait de marchandise, ainsi qu'ils aviseront pour le mieux.

Item. Quand leurs navires viennent devant ladite Ville de Bordeaux, iceux Marchands sont tenus que chacune personne, soit homme, ou enfant, ait billet du Maire de Bordeaux, avant qu'ils osent descendre à terre, sur peine d'être prisonniers, & paie rançon; pour lequel billet chacun Maistre de navire a de coûtume de paier deux francs bordelois.

Item pour chacun Marchand chef, deux francs bordelois.

Item chacun Boursier, deux francs bordelois.

Item pour chacun Marchand, autre quarante hardis bordelois.

Item chacun Marinier & chacun enfant, dix hardis bordelois.

Lesquels billets ne durent que un mois: & si le navire, & gens dedans, demeurent un jour seulement aprés le mois passé, il leur convient chercher d'autres billets pour un autre mois, ou autrement ils demeurent prisonniers, & paient autant comme pour le premier billet, & pour le retardement du jour aprés ils sont contraints que chacun ait un autre billet, & qu'ils en paient autant que pour le mois entier.

Le plaisir du Roi est, que combien que les choses contenuës en ces articles prochains precedens soient anciens droits du Maire, & autres Officiers de Bordeaux, & que de tout tems ils ont accoûtumé de lever; neanmoins le Roi nôtre Sire, qui desire & veut singulierement faire traiter les sujets du Roi d'Angleterre son bon Frere & Cousin, en aussi grande douceur & faveur, comme les siens propres, a exprés ordonné, & commandé à tous ses Officiers, que dorenavant pendant ladite Treve n'en soit levé aucune chose.

ANS de J. C. 1475.

Item. Et pour ce que dés toûjours, quand lesdits Marchands sont arrivez, & entrez dedans ladite Ville de Bordeaux, on a accoûtumé leur bailler logis par un Fourier ou Hebergeur à ce faire ordonné, lequel coûtoit à chacun Marchand pour être logé en sureté de lui & de ses biens, deux francs bordelois: le Roi ne veut point qu'il y ait Fourier ni autre, qui leve tribut pour loger les sujets du Roi d'Angleterre son bon Frere & Cousin, mais ainçois veut & ordonne le Roi nôtre Sire, que lesdits Marchands se logent és hostelleries, aux Hôtels desdits Marchands, & autrement, ainsi que bon leur semblera, tout ainsi que les propres sujets du Roi, & sans difference aucune.

Item. Ont accoûtumé lesdits Marchands, que quand ils sont venus devant ladite Ville de Bordeaux, ils sont tenus de montrer leur saufconduit au Maire, lequel en prend la copie, dont ils étoient contraints de paier pour chacun saufconduit deux francs Bordelois.

Par la Treve ils ne sont tenus avoir aucun saufconduit, aussi ils ne seront contraints à en montrer aucun.

Item. Et aussi que si les navires avoient été par l'espace de quinze jours, ou trois semaines devant ladite Ville de Bordeaux, & que lesdits Marchands n'avoient encore vendu les denrées qu'ils avoient amenées, ni aussi acheté vins, ni aussi autres marchandises pour recharger leurs navires, le Maire de ladite Ville leur commandoit soudainement partir de ladite Ville, ni plus y sejourner, sur peine d'y forfaire leurs navires, biens, & personnes, dont par plusieurs fois iceux Marchands sont contraints faire grande perte, & aussi d'acheter les vins, & autres choses à trop grand prix; parquoi & pour obvier leur convient souventefois composer avec le Maire de ladite Ville, pour avoir de lui nouvelle licence & congé, en quoi ils sont grandement interessez & endommagez.

Le Roi veut & ordonne, que les navires des sujet du Roi d'Angleterre soient devant ladite Ville tant qu'ils voudront, & fassent leur fait de marchandise, tout ainsi que bon leur semblera.

Item. Que chacun navire au dessous de cent tonneaux a accoûtumé de paier au Prevost de Bourdeaux la somme de quatre francs bordelois.

Le Roi a ordonné, que dorenavant ledit Prevost ne prendra que cinq sols tournois pour navire du port de cent tonneaux, & le reste prorata.

Item. Et qu'il n'est permis à nul navire Anglois de venir contremont lad. Riviere de Gironde, jusqu'à ce que le main, ou pillot de ladite Riviere, qui coûte à chacun navire à la raison de cent tonneaux de vin, cinquante hardis, nonobstant que les Maistres desdits navires soient suffisans pour en faire eux-mêmes la conduite.

S'ils veulent des hommes, ils en prendront au meilleur marché qu'ils pouront, & ne seront point contraints d'en avoir s'il ne leur plaist.

Aussi est ordonné en ladite Ville de Bordeaux, que nul Anglois ne parte de son logis au matin, jusqu'a ce que la cloche de ladite ville ait sonné, qui ne sonne communement qu'à sept heures du matin: & si aucun d'eux est trouvé faisant le contraire, il sera prisonnier, & paiera rançon, & pareillement sont contraints de retourner à leurdit logis à cinq heures de vespres: & si aucun est trouvé hors de son logis aprés le son de ladite cloche, il sera semblablement prisonnier, & paiera rançon, nonobstant son saufconduit.

Le plaisir du Roi a été, que les sujets du Roi d'Angleterre, son bon Frere & Cousin, soient en pleine liberté à Bordeaux, tout ainsi que ses propres sujets.

Item.

NS
J. C.
75.

Item. Quand les navires ſont chargez de vivres, ou autres marchandiſes, que leſdits Marchands ont paié leurs coûtumes, & ſont preſts de voiler bas ladite Riviere, ils ſont ſujets de demeurer juſqu'a ce que chacun navire ait une branche de cipres, laquelle coûte à la raiſon du port du navire, pour chacun cent tonneaux que le navire poura porter prorata, douze francs bordelois.

Le Roi entend, que dorenavant on ne prendra que cinq ſols tournois pour chacun cent tonneaux, au lieu deſdits douze francs.

Item. Et ſi aucun navire part avant qu'il ait ladite branche, & qu'il ait paié pour icelle, il perdra le navire & biens, & tous les Marchands & Mariniers ſeront priſonniers.

Pour ce que de tout tems, & meſmement du tems que le Païs de Guienne étoit en obeïſſance du Roi d'Angleterre, cet article a eû toûjours lieu pour les inconveniens qui s'en pouroient enſuivre, il demeurera comme il a été de toute ancienneté; car il ne ſeroit pas licite ni honneſte que leſdits navires partiſſent ſans avoir ladite branche.

Item. Ceux de ladite Ville de Bordeaux ont ordonné & conſtitué un homme à meſurer & auner les draps, lequel prend ſi grand meſure, qu'il n'y a drap contenant vingt-quatre verges ou aunes, qui ne faſſe deception de deux verges ou environ, & mi-douzaine de draps devers le freſt d'Angleterre, contenant douze verges ou aunes bonne meſure, où ledit auneur ait meſuré, & en faſſe plus de dix verges, ſans ce que leſdits Marchands en paient moins à la coûtume, que aprés la qualité d'Angleterre.

Item. Le Roi a commandé, & ordonné faire lettres à ceux de Bordeaux, en quoi leur ſera cet article enclos, & leur ſera mandé, qu'ils faſſent auner bien & loiaument; & au cas que leſdits Marchands Anglois ne ſeront contens du premier aunage, ſeront en liberté de le faire auner une autre fois par le premier auneur, ou autre juré, & ſera paiée la coûtume ſelon la meſure qui ſera trouvée.

Item. Et ſi leſdits Marchands aportent aucune quantité de fer hors d'Eſpagne en aucun navire d'Eſpagne, ou en leurs navires, & ils le veüillent envoier au Roiaume d'Angleterre pour l'alaitage de leurdit navire, les coutumiers contraignent de paier coûtume pour ledit fer, combien qu'ils n'aient jamais mis ni deſcendu ledit fer à terre, ni exploité en vente.

Le Roi veut & ordonne, que ſi leſdits Marchands ne deſcendent ledit fier à terre, ils n'en paieront rien.

Item. Au tems de paix & ſous ſaufconduit, on ne veut ſouffrir auſdits Marchands de partir hors de ladite cité de Bordeaux à charier leurs marchandiſes, ni charier aucuns vins en aucun autre païs, contrée, ou place fors en ladite cité de Bordeaux.

Le Roi veut, que les ſujets du Roi d'Angleterre, ſon bon Frere & Couſin, puiſſe aller & venir par tout, pourveu que de ce en ſoit au tems accoûtumé.

Item. Et en tant que touche la grande coûtume ordonnée au tems du Roi Charles que Dieu abſolve, qui eſt de douze deniers tournois pour livre, de toutes & chacunes les marchandiſes entrans & ſaillans au Païs de Guienne:

Le Roi a ordonné, veut, & declare, que les ſujets du Roi d'Angleterre ne paieront dorénavant que la moitié, qui eſt de ſix deniers tournois pour livre, & l'autre moitié leur a donné en contemplation & faveur du Roi d'Angleterre ſon bon Frere & Couſin.

Item. Auſſi en tant que touche la grande coûtume des vins, qui ſe tirent hors de Guienne, ſurquoi le Roi a accoûtumé prendre ſur chacun tonneau de vin, du Païs d'Amont, vint ſols tournois; & ſur chacun tonneau de vin de Gaſcogne, vint-cinq ſols tournois.

Le Roi a voulu, & ordonné, que dorenavant les ſujets du Roi d'Angleterre, ſon bon Frere & Couſin, ne paieront pour tonneau de vin qu'ils chargeront pour tirer & mener hors du Païs de Guienne, ſoit du haut ou bas de Gaſcogne, que douze ſols tournois pour tonneau; au regard de la petite coûtume qui eſt de quatre deniers pour tonneau, elle ſe levera, ainſi que de toute ancienneté elle a été levée.

ANS
de J. C.
1475.

Item. La coûtume de Royen, qui eſt de deux deniers obole pour tonneau, ſe levera, ainſi qu'on a fait pardevant.

Item. La coûtume de la Tour Cordoüan, qui eſt pour l'entretenement de la lanterne de ladite Tour, ſe levera neuf ſols tournois pour une fois, comme il a été toûjours fait par ci-devant.

Item. Et afin que les Marchands, & les Sujets du Roi, n'entreprennent rien ſur les franchiſes du Roi d'Angleterre, & que par ce moien ladite Treve ſe puiſſe mieux entretenir & garder, le Roi de ſa part fera publier par tous les havres de ſon Roiaume, que durant ladite Treve nul ne ſoit ſi hardi de faire aucunes priſes, ou détrouſſes és franchiſes du Roi d'Angleterre. Et auſſi le Roi d'Angleterre ſera tenu de ſa part de le faire ſemblablement publier és havres d'Angleterre, afin que le Roi ſoit entretenu auſſi en ſes franchiſes, & ce ſur peine de confiſcation de corps & de biens aux infracteurs.

Item. Et que ſi aucun navire d'Eſpagne, tenant le parti du fils du Roi d'Aragon, eſt pris au large de la mer hors les franchiſes du Roi d'Angleterre, par les François, icelui Roi d'Angleterre conſent que la priſe ſoit bonne, & qu'il n'en ſera, ou fera faire pourſuite. Et pareillement, quand leſdits navires d'Eſpagne retourneront d'Angleterre, ou d'ailleurs, pourvû qu'ils ſoient hors deſdites franchiſes, ſeront ſemblablement de bonne priſe, & toutes les marchandiſes qu'ils porteront, ores qu'il y eût des marchandiſes des Anglois.

Item. Et a été par exprés & accordé par les Ambaſſadeurs du Roi d'Angleterre, que durant ladite Treve les Marchands & ſujets de ce Roiaume ne porteront, ne rapporteront dudit Roiaume d'Angleterre aucunes marchandiſes en Angleterre, ſinon és navires de France, ou d'Angleterre: & ſemblablement ceux d'Angleterre ne rapporteront dudit Roiaume d'Angleterre aucunes marchandiſes en Angleterre, ſinon és navires de France ou d'Angleterre, ſur les peines de confiſcation de corps & de biens; en quoi ne ſont en rien compris ni entendus les navires de Bretagne, de Flandres, ni d'autres, ſinon ceux qui ſont nuëment en obeiſſance deſdits deux Rois.

Leſquels articles, & le contenu en iceux, avec les réponſes ſur ce par nous faites, leſdits Ambaſſadeurs de nôtredit Couſin nous ont requis que les vouluſſions corroborer & confirmer par nos lettres patentes, & les faire publier, ſi métier eſt, en nôtredite Ville de Bordeaux, & ailleurs où métier eſt, en maniere qu'aucun n'en puiſſe pretendre cauſe d'ignorance.

Savoir faiſons, que nous voulons leſdits articles, & réponſes ſur ce faites, eſtre entretenuës & gardées, ſans enfreindre pour le bien de la marchandiſe, avons pour ces cauſes, & autres à ce nous mouvans, & en faveur de nôtredit Couſin le Roi d'Angleterre, les articles deſſuſdits incorporez, & le contenu en iceux, avec les réponſes & ſubſecutives, ratifiez & approuvez, loüons, ratifions, & approuvons par ces preſentes, & que le contenu en iceux ſoit entretenu & gardé de point en point durant ledit tems de ladite Treve & amitié, que nous avons à nôtredit Couſin le Roi d'Angleterre, ſans fraude.

Si donnons & mandons à tous nos Admiraux, Vice-Admiraux, au Senéchal de Guienne, Maire de Bordeaux, Prevoſt de Lombriere, & à tous nos autres Juſticiers & Officiers, & à leurs Lieutenans, & à cha-

ANS de J. C. 1475. à chacun d'eux, ſi comme à lui appartiendra, que le contenu en ceſdites preſentes, ils entretiennent & gardent, ou faſſent entretenir & garder, & obſerver de point en point ſelon leur forme & teneur, ſans aucunement les enfreindre, en les faiſant publier en leurs lieux, & juriſdictions, où ils verront eſtre à faire, en maniere qu'ils n'en puiſſent pretendre cauſe d'ignorance. Car ainſi nous plaiſt-il eſtre fait. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes.

Et pour ce que d'icelles on pouroit avoir à beſongner en pluſieurs & divers lieux, nous voulons que au *vidimus* fait ſous ſceaux roiaux, pleniere foi y ſoit ajoûtée comme à ce preſent original. Donné au Pleſſis du Parc lés-Tous, le 8. jour de Janvier l'an de grace 1475. Ainſi ſigné par le Roi en ſon Conſeil, auquel M. l'Archevêque de Lion, l'Admiral, les Sieurs de Montagu, d'Argenton, du Bouchage, & autres étoient. M. Picot.

Louis, par la grace de Dieu Roi de France: à tous nos Admiraux, Vice-Admiraux, Maires de Bordeaux, de Baionne, Prevoſt de Lombriere, & à tous nos autres Juſticiers, Officiers, & ſujets Commis, ou à leurs Lieutenans ou Commis, Salut & dilection. Comme par nos autres patentes, auſquelles ces preſentes ſont attachées, ſous le contreſcel de nôtre Chambre, ſoient inſerez & declarez certains articles touchant le fait des Marchands d'Angleterre, communement Marchandans en ce Roiaume, & autres choſes accordées entre nous, & Thomas de Montgommeri, Conſeiller & Chambellan de nôtre Frere & Couſin le Roi d'Angleterre, & Thomas Galle de Terne, Ambaſſadeurs de nôtredit Couſin. Et pour ce qu'en l'un deſdits articles a été par exprés dit & accordé, que pour mieux garder & entretenir la Treve naguere par nous priſe entre nous & nôtredit Couſin, & que cependant nos ſujets & les ſiens n'entreprennent aucune choſe au prejudice de ladite Treve, nous faſſions publier par tous les lieux & havres de nôtredit Roiaume, que durant icelle Treve nul de nos ſujets ne ſoit ſi hardi de faire aucunes priſes & détrouſſes és franchiſes de nôtredit Couſin: & auſſi que icelui nôtredit Couſin ſera tenu de ſa part de le faire ſemblablement publier és lieux & havres d'Angleterre où beſoin ſera, afin que les tranſgreſſeurs & infracteurs en ſoient punis par confiſcation de corps & de biens, ainſi que par ledit article a été dit & ordonné. Parquoi pour entretenir icelles franchiſes, ſoit beſoin d'une part, ou d'autre d'en avoir declaration. Et à cette cauſe nous ont fait bailler par écrit leſdits Ambaſſadeurs, pour la part d'icelui nôtredit Couſin, la declaration de leurſdites franchiſes, juriſdiction, & coûtume d'Angleterre, qui ſont dedans compriſes, ainſi qu'il s'enſuit.

Ce ſont les Rades de la côte d'Angleterre qui ſont dedans, & compriſes és franchiſes, juriſdictions, & coûtume dudit Pais.

Et premierement Gka la Rade devant Baukourk, une Rade Appade dans l'eſprons, une Rade apellée les Seon Depuis, une Rade apellée Dune Deppys avec Sans & Mondueſſe, la Rade de Katielly or ubelles Wonoys, & le dedans, les Blaz Deppys de l'entrée de la Tamiſe, Margate Rade les Dames, la Rade Debbre, la Cambre davant, Wyoushallſey, la Rade de S. Olerme, & tout le dedans de celle d'Ouyeic, la Rade de Kork ſey, la Rade Portebande Terretay, la Rade des Limothes, Salmonth Hay, le Fort Monteſbay, les Rades de Celly, la Rade de Port Haya, la Rade de Bauday, la Rade de Il S. Couil, la Rade de Martey de Auulfort, la Rade de Calday, la Rade dedans de Monviches, la Rade de Calais, le nouveau Abbé prés de Calais.

Leſquels lieux & franchiſes, juriſdictions, & coûtumes deſſus écrites, leſdits Ambaſſadeurs de nôtredit Couſin nous ont ſuplié & requis qu'il nous plût les faire garder & publier; parquoi nous qui deſirons entretenir ce que par nous, & leſdits Ambaſſadeurs de J. C. a été dit & accordé, vous mandons, & commandons, & par ces preſentes expreſſement enjoignons, & à chacun de vous premier ſur ce requis, & commettant, où métier ſera, que leſdites franchiſes, & juriſdictions, & coûtumes deſſus nommées & inſcrites, vous faſſiez crier & publier par tous les lieux & endroits de nôtre Roiaume, & meſmement en nôtredite Ville de Bordeaux, Bayonne, où ailleurs és Païs de Guienne, où métier ſera, en maniere que nul n'en puiſſe pretendre cauſe d'ignorance, & icelles faſſiez entretenir & garder durant ladite Treve ſans en rien enfreindre, à toutes manieres de gens de nôtredit Roiaume & obeïſſance, ſur peine de confiſcation de corps & de biens aux tranſgreſſeurs, & infracteurs, comme dit eſt, de ce faire vous avons donné, & donnons pouvoir, autorité & puiſſance, commiſſion, & mandement ſpecial. Mandons & commandons à tous nos Juſticiers, Officiers, & Sujets, que à vous, vos Commis & Deputez, en ce faiſant obeïſſent, & entendent diligemment. ANS de J. C. 1475.

Donné au Pleſſis du Parc-lés-Tours, le huitieme jour de Janvier, l'an de grace 1475. & de nôtre Regne le quinzieme. Par le Roi en ſon Conſeil, auquel M. l'Archevêque de Lion, l'Admiral, les Sieurs de Montagu, d'Argenton, du Bouchage, & autres étoient. M Picot.

Publié en la Ville de la Rochelle, par les carrefours d'icelle, le douzieme jour de Janvier l'an 1475.

CDXCV.

Don fait à LOUIS XI. *Roi de France, par* MARGUERITE *Reine d'Angleterre, des droits qui lui apartiennent és Duchez d'Anjou, de Lorraine, & de Bar, & au Comté de Provence, du* 7. *Mars* 1475. Divers Traitez, Contracts, &c. Servant de Preuve aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 109. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 184. ANS de J. C. 1475. FRANCE ET ANGLETERRE.

A Tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Philippes Bouer, Licentié en Loix, Garde du ſcel établi aux Contrats de la Prevoſté de Bourges, & Procureur General du Roi nôtre Sire en Berry, Salut. Savoir faiſons, que en la preſence de Jaquet Compaing, & Guillaume de Briele, Clercs Jurez, & Notaires du Roi nôtre Sire, uſans de nôtre autorité & pouvoir, & de Guillaume Robin, & David Ouvre, Clercs Notaires Apoſtoliques, pour ce perſonnellement établie tres-haute & tres-puiſſante Dame Marguerite, fille de tres-haut & tres-puiſſant Prince René, Roi de Sicile & de Jeruſalem, Duc d'Anjou, & de Bar, & Comte de Provence, & de feuë Iſabelle de Lorraine jadis ſa femme, en ſon vivant Ducheſſe de Lorraine, icelle Dame Marguerite veuve de feu Henri, en ſon vivant Roi d'Angleterre, étant de ſes droits, conſiderant les grands plaiſirs, curialitez, courtoiſies; enſemble les grands & ſomptueux dépens que le Roi nôtredit Sire, duquel elle eſt Couſine Germaine, a fait & ſoûtenu pour elle, tant pour le recouvrement du Roiaume d'Angleterre, pour ledit feu Roi Henri ſon mari, & le Prince de Galles ſon fils, en faveur & contemplation ſinguliere de ladite Reine Marguerite. Et auſſi la grande aide, ſecours, & confort, que le Roi nôtre Sire a donné auſdits défunts, & pareillement à ladite Dame Marguerite; & les grands dangers, inconveniens, & perils auſquels ladite Dame Marguerite s'eſt trouvée audit Roiaume d'Angleterre aprés la mort deſdits défunts, parce quelle étoit és mains, & en la puiſſance du Roi Edoüard d'Angleterre, leur enne-

ANS ennemi, & pour la racheter & mettre hors des dan-
e J. C. gers dudit Roi Edoüard, qui la tenoit comme pri-
1475. sonniere. Et que le Roi en continuant le bon vouloir qu'il avoit envers elle, afin de la mettre en sa franchise & liberté, & la mettre hors des dangers où elle étoit, à la grande priere, & requeste de ladite Dame Marguerite, & de son consentement, a paié & baillé content audit Roi Edoüard la somme de cinquante-mille écus d'or, & par ce moien l'a fait venir & descendre en France, ainsi que desiroit ladite Dame Marguerite: laquelle de sa certaine science, sans aucune contrainte, ains de sa franche liberté, connoissant les choses dessusdites être vraies, non voulant être reprise du vice d'ingratitude, mais voulant & desirant de sa part reconnoître envers le Roi nôtredit Seigneur, lesdits grands plaisirs, & dépenses, & aussi être & demeurer quitte envers le Roi nôtredit Seigneur, de ladite somme de cinquante-mille écus, & de tout ce que le Roi lui eût pû demander à l'occasion des choses dessusdites, pour & en acquit, solution & paiement de ladite somme de cinquante-mille écus; ensemble desdits frais, plaisirs, courtoisies, & autres choses dessusdites, desquels plaisirs, curialitez, courtoisies, frais, impenses, & somme dessusdites, ladite Dame Marguerite s'est & tient pour contente, & en a quitté & quitte le Roi nôtredit Seigneur, & l'en a relevé, & déchargé de toute preuve, a ladite Dame Marguerite donné, cedé, quitté, transporté, & du tout en tout perpetuellement délaissé, purement & simplement par donation mere, simple, pure, & irrevocable, faite solennellement entrevifs, & sans aucune condition, ou esperance de jamais le revoquer ni venir au contraire, au Roi nôtredit Seigneur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, combien qu'il soit absent: nous Garde & Procureur dessusdits presens avec lesdits Notaires, stipulant & acceptant pour le Roi nôtredit Seigneur, sesdits hoirs, successeurs, & aians cause, tout tel droit, nom, raison, action, proprieté, Seigneurie, vrai domaine, possession & saisine, que ladite Dame Marguerite a pu & doit avoir, & qui lui compete & apartient, peut & doit competer & apartenir à cause de la succession de sadite feuë Mere, en son vivant Ducheſſe de Lorraine, tant audit Duché de Lorraine, & en toutes & chacunes les apartenances & apendances d'icelui Duché, que autres Terres, & Seigneuries à elle avenuës & écheuës à cause & par le trépas de sadite feuë Mere. Et avec ce a icelle Dame Marguerite donné, cedé, quitté, transporté, & perpetuellement delaissé au Roi nôtredit Seigneur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, tous & chacuns les droits, noms, raisons, actions, vrai domaine, proprieté, & Seigneurie qui lui pouront & devront competer & apartenir és Duchez d'Anjou, & de Barrois, & en la Comté de Provence, tant aprés le decés & trépas dudit Roi de Sicile son Pere, que autrement, par quelque cause, titre, ou moien que ce soit ores, ou pour le tems à venir, sans aucune chose y retenir ni à elle reserver, voulant & consentant ladite Dame Marguerite que le Roi nôtredit Seigneur puisse, & lui soit loisible dés à present prendre, aprehender, retenir, conserver, & garder de sa propre autorité lesdits droits, part, & portion, échus & avenus à ladite Dame Marguerite, à cause de la succession de sadite feuë Mere. Et en tant que touche ladite succession dudit Roi de Sicile son Pere, ladite Dame Marguerite a voulu & consenti, veut & consent, que le Roi nôtredit Seigneur, incontinent aprés le decés dudit Roi de Sicile, Pere de ladite Dame Marguerite, puisse & lui loise de sa propre autorité prendre, aprehender, retenir, conserver, & garder la possession & saisine réelle, actuelle, & corporelle de tous & chacuns lesdits droits, part & portion, qui apartiendront, pouront & devront competer & apartenir à ladite Dame Marguerite, au moien de la succession à venir dudit Roi de Sicile son Pere, que autrement lesdits Duchez d'Anjou, de Bar, & Comté de Provence. Promettant ladite Dame Marguerite par sa foi pour ce baillée corporellement és mains desdits Notaires, & convenant exprés que contre lesdites donations, bail, cession, transport, & autres choses dessusdites, ou aucunes d'icelles, elle ne viendra, ne venir fera par elle, ne par autre en aucune maniere, & ne donnera à aucun, ou aucuns cause, matiere, aide, faveur, ou occasion de jamais contrevenir; ains a promis ladite Dame Marguerite garantir, défendre, & délivrer au Roi nôtredit Seigneur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, lesdits droits, & autres choses dessusdites, ainsi par elle cedées & transportées, que dit est, en tant que touche, & poura toucher le fait d'icelle Dame Marguerite seulement: & avec ce a promis ladite Dame Marguerite rendre, restaurer, & refartir au Roi nôtredit Seigneur, sesdits hoirs, ou aians cause, tous couſts, interests, dommages, & dépens, que le Roi nôtredit Seigneur, sesdits hoirs, & aians cause, pouront avoir, encourir, & loiaument soutenir pour faute d'accomplissement, & observance des choses dessusdites: & quant aux choses dessusdites, & chacune d'icelles faire, tenir, garder, & accomplir en la maniere que dit est, a obligé & oblige ladite Dame Marguerite au Roi nôtredit Seigneur, à ses hoirs & successeurs, elle, ses hoirs, & tous & chacuns ses biens, meubles, & immeubles, presens & à venir, qu'elle a pour ce soumis & supposez à la jurisdiction, force, correction, compulsion, & contrainte dudit scel roial de ladite Prevôté de Bourges, & des Cours de la Chambre Apostolique, & de l'Auditeur General, Viçauditeur, Lieutenant, & Commissaire d'icelle, & de toutes autres Cours Ecclesiastiques; renonçant en ce fait ladite Dame Marguerite à toutes actions & exceptions de dol, de mal, de fraude, de barat, d'erreur, lesion & circonvention és choses dessusdites, à l'exception desdites donation, bail, cession, transport, & autres choses dessusdites non avoir été faites, dites, passées, consenties, & accordées en la maniere que dit est, & que plus ou moins ait été dit, que écrit, & écrit, que dit, à la relaxation de foi & serment, au benefice d'enterine, restitution à tout, aide de droit écrit, & non écrit, canon & civil, & par special au benefice du Senatusconsult Velleian, & à tout autre privilege, & benefice introduit, & à introduire en la faveur des femmes, & au droit disant, que paction ou transport fait de future succession ne vaut rien; & generalement à toutes, & singulieres autres actions, exceptions, opositions, apellations, allegations, raisons, & défenses, cautéles, & cavillations de fait & de droit quelconques, qui contre les choses dessusdites, ou aucune d'icelles, pouroient être alleguées, objicées, dites, ou proposées, & au droit disant generale renonciation non valoir, si la speciale n'est avant mise: & c'est à savoir, que incontinent & sans delai les choses dessus dites, ainsi faites, consenties, & accordées, ladite Dame Marguerite de sa certaine science pure & franche volonté, par la meilleure forme, voie, & maniere qu'elle a mieux pû & dû, tant de droit que de coûtume, a fait, constitué, créé, établi & ordonné, & par ces presentes, fait, constituë, crée, établit, & ordonne ses procureurs generaux, & certains messages speciaux, en telle maniere que la specialité ne déroge à la generalité, ne au contraire tous & chacuns les Procureurs & Notaires des Cours de la Chambre Apostolique, de l'Auditeur General, Viçauditeur, Lieutenant & Commissaire d'icelle, & de toutes autres Cours Ecclesiastiques quelles & ou qu'elles soient, en laquelle ou esquelles il aviendra ce present contrat, ou instrument, être exhibé, produit, porté, montré, & chacun d'eux seul, & pour le tout, pire ou meilleure de l'autre: mais tout ce que par en telle maniere que la condition de l'un d'eux ne soit

ANS
de J. C.
1475.

ANS de J.C 1475. l'un d'eux aura été encommencé, l'autre puisse poursuivre & mener à fin, specialement & expressément à comparoir pour ladite Dame Marguerite constituante, & en son nom en tout tems, à toûjours, & à toutes heures, feriez & non feriez, toutes & quantes fois qu'il plaira au Roi nôtredit Seigneur devant lesdits Auditeur, Viçauditeur, Lieutenant, Commissaire, & devant tous autres Juges, Officiaux, ordinaires, extraordinaires, deleguez, sous-deleguez, & Commissaires des Cours dessusdites, & à connoître & confesser une fois ou plusieurs, ladite Dame Marguerite constituante auroit de son bon gré fait les donations, cessions, transports, promesses, obligations, & autres choses ci-dessus en ce present contrat, ou instrument contenuës, declarées, & écrites, à vouloir & consentir ladite Dame Marguerite être par lesdits Auditeur, Viçauditeur, Lieutenant, Commissaire, Juges, Officiaux ordinaires, extraordinaires, deleguez, sous-deleguez, & chacun d'eux, être condamnée, & contrainte par censure Ecclesiastique, à garder & entretenir les donations, cessions, transports, promesses, obligations, & autres choses dessusdites, selon la forme & teneur d'icelles, à aquiescer & consentir aux condamnations, & commandemens, qui pour ce par lesdits Auditeur, Viçauditeur, Lieutenant, Commissaire, Juges, Officiaux ordinaires, extraordinaires, deleguez, sous-deleguez, & chacun d'eux, feront faites & données, faits & donnez, & à souffrir, pour icelle Dame Marguerite constituante, & en son nom, tous commandemens, toutes condamnations, & monitions sous censures Ecclesiastiques, qui pour les choses susdites seront par les dessusdits Auditeur, Viçauditeur, Lieutenant, Commissaires, Juges, Officiaux ordinaires, extraordinaires, deleguez, sous-deleguez, & chacun d'eux, faits, proferez & donnez, ou faites, proferées & données, & à soumettre, & resoumettre ladite Dame Marguerite constituante, quant à observer, & entretenir toutes & chacunes les choses dessusdites sans enfreindre, à la jurisdiction, & compulsion de chacune des Cours dessusdites, & generalement à dire, faire, procurer, & exercer pour icelle Dame Marguerite constituante, & en son nom, toutes & chacunes les autres choses, qui seront en & pour les choses dessusdites necessaires & oportunes à faire, & que ladite Dame Marguerite constituante feroit, & faire pouroit, si presente y étoit en sa personne, donnant, & octroiant ladite Dame Marguerite constituante à sesdits Procureurs, & à chacun d'eux seul, & pour le tout, plein pouvoir, autorité, & mandement special, en & pour toutes & chacunes les choses dessusdites; promettant neanmoins ladite Dame Marguerite constituante par sa foi & serment, pour ce corporellement baillez en la main desdits Notaires dessus nommez, stipulans & acceptans pour, & au profit de tous & chacuns ceux, qui en ce ont, & pouront avoir interest, en quelque maniere pour le tems à venir, sous l'hipoteque, & obligation de tous & uns chacuns, ses biens, meubles & immeubles, presens & à venir, & sous toute renonciation, & cautelle de droit & de fait à ce necessaires, elle dés maintenant avoir agreable, ferme, & stable tout ce que par sesdits Procureurs, & chacun d'eux seul, & pour le tout, sera, ou aura été fait, dit, voulu, consenti, soumis, confessé, aquiescé, & autrement exercé, & procuré és choses dessusdites, & en chacune d'icelles, leurs circonstances & dépendances, & paier l'adjugé contre elle, si métier est, & les relever, & dés maintenant les releve de toutes charges de satisfdation, si comme nous Garde dessusdit avons vû & oüi avec les Notaires, & Têmoins dessus, & ci-aprés nommez, toutes & chacunes les choses dessusdites, par ladite Dame Marguerite être faites, dites, passées, vouluës, consenties, & accordées. En têmoin desquelles choses nous avons mis & aposé à ces presentes lettres le scel dessusdit avec les seings, & souscriptions desdits de Notaires Apostoliques dessus nommez, le 7. jour du mois de Mars, l'an de grace 1475. nobles & honnorables hommes, & sages, Messire Jean de Hangest, Chevalier, Seigneur de Janly; Maîtres François Gaultier, Pierre du Breulh, Licentié en Loix, & Jean Lalement, Bourgeois & Marchand de Bourges, têmoins à ce presens requis, & apellez, fait & donné comme dessus, Compaing, de Brielle. ANS de J.C. 1475.

Et ego Guillelmus Robin, Lemovicensis Diœcesis publicus, autoritate Apostolica, venerabilisque Metropolitanæ ac Bituricensis Primatialis Curiæ Notarius & Juratus, quia suprascriptis donationi, cessioni, demissioni, quittationi, promissioni, obligationique, renunciationi, ac procuratorum constitutioni, potestatis dationi, ratihabitioni, præmissisque aliis omnibus & singulis, dum sic, ut præfatur, dicerentur, agerentur, & fierent, unà cum Domino Custode, Notariis publicis supra & infrà subscriptis, ac testibus ante nominatis, præsens interfui, eaque sic fieri vidi, & audivi. Ideo præsentes litteras, seu præsens publicum instrumentum, manu aliena fideliter scriptum, unà cum præfatis Notariis publicis, recepi, publicavi, & in hanc publicam formam redegi, hicque manu propria me subscripsi, & signum meum solitum unà cum præfati Custodis sigilli appensione, atque signo & subscriptione Notarii publici infra subscripti apposui, in fidem & testimonium omnium, & singulorum præmissorum requisitus, & rogatus.

Ego verò David Ouvre, Clericus Bituris oriundus, Apostolica autoritate & Curiarum Metropolitanæ Domini Archidiaconi, ac venerabilium virorum Dominorum Decani & Capituli Sanctæ Primatialis & Metropolitanæ Ecclesiæ Bituricensis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, Notarius Juratus: quia donationi, cessioni, demissioni, & quittationi, promissioni, obligationi, & renunciationi, procuratorum constitutioni, potestatis dationi, ratihabitioni, ac cæteris præmissis, omnibus & singulis, dum sic, ut præmittitur, agerentur, & dicerentur, ac fierent unà cum Domino Custode, Notariis publicis, & testibus prænominatis, præsens fui, eaque omnia & singula sic fieri & dici vidi, & audivi. Idcirco præsentibus litteris, seu huic publico instrumento aliena manu, me aliis occupato negotiis, fideliter scriptis, sive scripto, me subscripsi, & signum meum publicum solitum unà cum sigilli ad contractus in Præpositura Bituricensi statuti appensione, signis ac subscriptione Notariorum publicorum prædictorum apposui, requisitus in fidem, & Testimonium eorumdem præmissorum, & rogatus.

Et au dos, *Littera acquisitionis & transportûs Ducatus Lotharingiæ facti Regi Franciæ, per Dominam Margaritam, filiam Renati Regis Siciliæ.* Item, *Juris Ducatus Andegaviæ, Barri, ac Comitatus Provinciæ, tam post decessum sui patris, quàm aliàs sibi competentium, in anno* 1475. Signé & scellé.

CDXCVI.

Alliance faite entre l'Empereur FREDERIC III. *les* ELECTEURS DE L'EMPIRE, *&* LOUIS XI. *Roi de France, contre le Duc de* BOURGOGNE. *A Cologne le* 25. *Mars* 1475. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 183. ANS de J.C. 1475. L'Empereur la France contre Bourgogne.

FEDERICUS, divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ Rex, Austriæ, Stiriæ,

ANS riæ, Karinthiæ & Carniolæ Dux, Dominus Marchiæ, Esclavoniæ, ac Portusnaonis, Comes in Hasde J. C. purg, & Tirolis, Feretis, & in Friburg, Marchio
1475. Burgoviæ, & Lantgravius Alsaciæ, tenore præsentium recognoscimus, quòd cùm in fœderibus inter Nos, & venerabiles Adolphum Archiepiscopum Maguntinensem per Germaniam, & Joannem Archiepiscopum Trevirensem per Galliam, & Regnum Arelatense, nostros & Sacri Romani Imperii Archicancellarios, ac Illustres Ernestum Ducem Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Mareschallum, & Albertum Marchionem Brandeburgensem, Sacri Romani Imperii Archicamerarium, Principes ELECTORES, & nepotes, & agnatos nostros Carissimos ex una; & Serenissimum Principem LUDOVICUM Regem Francorum Fratrem, confœderatum, & consanguineum nostrum Carissimum ex alterâ partibus, initis & confectis caveatur, quòd quilibet nostrûm tam Nos, quàm idem Rex Francorum, triginta millia armatorum equestrium & pedestrium contra Ducem BURGUNDIÆ tenere debemus, & quòd ipse Francorum Rex eadem sua triginta millia post festum Circumcisionis Domini proximè præteritum habere debuerat in terra Lucemburgensi juxta continentiam litterarum desuper confectarum, nos toleramus, & tolerare volumus per præsentes, quòd præfatus Rex Francorum pro dictis triginta millibus, viginti millia armatorum equestrium & pedestrium cum bombardis, & aliis machinis bellicis, prout in dictis litteris fœderum expressum est, mittat directè contra Ducem Burgundiæ, infra huc, & festum Sancti Gregorii martyris proximè futurum, in terram Lucemburgensem, ad invadendam eandem terram; & si per Imperialem nostram Majestatem Rex super hoc fuerit requisitus, tunc infra idem tempus eadem viginti millia armatorum cum exercitu ac castris nostris jungat, si fieri potest, absque dolo & fraude; infra quod quidem tempus nos similiter adiemus cum viginti millibus armatorum equestrium & pedestrium, nostris, & præfatorum Electorum, ac aliorum Sacri Romani Imperii Principum, & subditorum salario expensis, pariter ut ipse Rex cum bombardis & machinis bellicis contra dictum Ducem Burgundiæ, illi præcedere volumus & debemus, cæteris omnibus in dictis litteris fœderum expressis & contentis, in suo robore duraturis, quibus per has nostras litteras nolumus in aliquo derogari, harum Testimonio litterarum Majestatis nostræ sigilli appensione munitarum. Nos verò supra nominati Maguntinensis, Trevirensis, & Brandemburgensis, uti hoc tempore majori parte Collegii Principum Electorum, absente præfato confratre nostro Duce Ernesto, omnia supradicta, in quantum Romanum concernunt Imperium, Terras, & Dominia nostra, approbamus, ratificamus, & ad ea præstamus consensum fœderibus tum supra tactis, in omnibus aliis suis articulis salvis remanentibus, secluså penitus fraude. Et in testimonium præmissorum sigilla nostra his litteris juxta sigillum Imperialis Majestatis sunt appensa. Datum Coloniæ vicesima-quinta die mensis Martii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-quinto, Regnorum nostrorum Romani tricesimo-quinto, Imperii vicesimo-quarto, Hungariæ verò decimo septimo, ad mandatum proprium Domini Imperatoris.

CDXCVII.

ANS de J. C. 1475. FRANCE ET BOURGOGNE.

Projet de (a) *Mariage entre* CHARLES *Dauphin, depuis Roi de France VIII. du nom, Fils du Roi* LOUIS XI. *&* MARIE, *Héritiére des Pays-Bas. Sans date; mais mis dans cette année par* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 188.

(a) Ce mariage ne fut point accompli, Loüis XI. croyant avoir les Pays-bas, sans être obligé de donner son fils à Marie, ce qui a été la cause de tous les malheurs auſquels ces Pays ont été exposez dans la suite.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France. A tous presens & à venir, Salut. Comme puis naguere, pour toûjours de plus en plus nourrir & accroître l'amour, union, & prochaineté, de nous & de nôtre tres cher & tres amé aîné fils, CHARLES Daufin de Viennois, & de nôtre tres-chere, & tres-amée Cousine, MARIE fille de nôtredit Frere & Cousin de Bourgogne. Savoir faisons, que pour le singulier desir & affection qu'avons à nôtredit Frere & Cousin, & à sa Maison de Bourgogne, avons de nôtre certaine science, & par grande & meure deliberation, de plusieurs des Seigneurs de nôtre sang & lignage, & autres de nôtre Grand Conseil, fait, Traité, accordé, conclu, promis & juré, & par la teneur de ces presentes, tant en nôtre nom, comme pour & au nom de nôtredit fils, & nous établissant, & faisant forts pour lui, faisons, traitons, accordons, concluons, jurons, & promettons ledit Mariage d'icelui nôtre aîné fils, & de nôtredite Cousine de Bourgogne, lequel Mariage nôtredit Frere & Cousin, le Duc de Bourgogne, & aussi nôtredite Cousine sa fille, ont promis & juré de leur part, faire & accomplir. Et en faveur & contemplation d'icelui, nous avons donné & octroié par forme de douaire à nôtredite Cousine, au cas que aprés ledit Mariage consommé & accompli, elle survivroit nôtredit fils, la somme de (*b*) cent mille écus d'or de rente, & revenu par chacun an sa vie durant, & au dessous à icelle asseoir, assigner, parfournir, & continuer en nos Païs & Comté de Champagne, & autres Païs adjacens & contigus, jusques au parfournissement de ladite somme, & pour plus grande seureté dudit Traité de Mariage, nous avons donné, & donnons par cesdites presentes, plein pouvoir, autorité, commission, & mandement special, à nôtre cher & feal Cousin, Conseiller, & premier Chambellan, George de la Trimoüille, Seigneur de Craon, de Rochefort, & de Lisle-Bouchard, de conclure par paroles de present ledit Mariage, & de fiancer & épouser en face de Sainte Eglise, pour & au nom de nôtredit fils, icelle nôtredite Cousine de Bourgogne, ou en prendre & bailler telle obligation & seureté, qu'il verra être à faire. Promettant de bonne foi, en parole de Roi, sur nôtre honneur, & sur l'hipoteque & obligation de tous nos biens, de tenir de nôtre part, & faire tenir, & accomplir par nôtredit fils, tout l'effet & contenu de cesdites presentes, & le lui faire ratifier & avoir agreable; & au surplus, accomplir & consommer ledit mariage, si-tôt qu'il sera venu en âge suffisant pour ce faire; & quant à ce, nous soûmettons aux censures Ecclesiastiques, & de n'en pouvoir être absous sans le consentement de nôtredit Frere, & d'icelle nôtre Cousine.

(*b*) Doüaire excessif.

Sur le dos est écrit: Minute premiere faite par M. le Greffier Maître Guillaume de Cerisay, du Mariage de Monseigneur le Dauphin & de Mademoiselle Marie de Bourgogne.

ANS de J. C. 1476.

CDXCVIII.

FRANCE ET BOURGOGNE.

Acte par lequel les Etats du Comté de BOURGOGNE *remettent ce Pays à* LOUIS XI. *Roi de France, pour le garder pour* MARIE *Heritiére de Bourgogne. Fait à Dole, le* 18. *Fevrier* 1476. Jean Molinet, Chroniques Manuscrites. Tom. I. pag. 56.

LEs gens des trois Estats de la Comté de BOURGOIGNE, assemblez en la Ville de Dole, sur ce que R. P. en Dieu Monsieur l'Evesque, Nobles & Puissans Seigneurs George de la Trimouille Comte de Ligny & Seigneur de Craon, & Charles d'Amboise Comte de Brienne, Seigneur de Chaultmont & Lieutenant du Roy, tous Commis de par luy en cette partie, avoient requis & demandé, que ladicte Comté de Bourgoigne, fut mise en la main & obeyssance du Roy, duquel Pays il vouloit prendre la charge, pour le bien de luy, & de tres-haute, & tres-noble Princesse Mademoiselle MARIE de Bourgoigne, sa proche parente & fiilleule, le droict de laquelle il vouloit garder, & mesmement en faveur & contemplation du Mariage pourparlé, & indubitablement esperé, de tres-haut, & Excellent Prince, Monsieur Charles Dauphin de Viennois, & de Mademoiselle de Bourgoigne comme ils disoient, aprez plusieurs remontrances faictes ausdicts Sieurs par lesdicts Estats, tant du droict & heritage de madicte Damoiselle, de la nature & condition de ladicte Comté, comme d'avoir tamps de delay suffisant pour envoyer vers madicte Damoyselle, afin de sçavoir son bon plaisir, à esté dict & declaré, qu'ils ne pouvoient differer l'execution, dont ils avoient charge & ordonnance disants qu'ils se donnoient merveille de la longue contradiction & resistence faicte par ledict Pays touchant ce que dessus, veu la tresgrande Armée & puissance de gens d'armes, que le Roy avoit presentement audict Pays, à laquelle ledict Pays ne pouroit resister, veu aussy que plusieurs ennemis de ladicte Comté journelement s'efforçoient d'y entreprendre, parquoy estoit besoing d'y pourveoir à main forte, ce que le Roy a bonne & honneste intention desiroit faire, & non a autre fin, dont lesdicts Seigneurs d'Alby, de Craon, & de Chautmon se disoient bien estre informez, & ainsy l'affermoient en leurs honneurs & consciences offrants de la part du Roy appaiser tous les ennemis du Pays, quels qu'ils soient, & que iceluy Pays soit entretenu en tous & singuliers, ses privileges franchises, & libertez, sans ce qu'il fut jamais travaillé d'aucuns effouages, gabelles, emprunts, ny autres prestations quelconques, ou charges extraordinaires, & de tout ce que dict est, promectoient iceux Seigueurs delivrer lettres patentes du Roy en bonne & ample forme ausdicts Estats, pour lesdictes causes, & autres plusieurs, mesmement afin de soulager ladicte Comté, conserver le pauvre peuple, & eschever effusion de sang humain, avec autres innumerables maux, inconveniens & esclandres apparans iceux Estats soubs le tres-noble plaisir du Roy, & de madicte Damoiselle pour autant qu'en eux est, & que faire le peuvent, sauf leurs honneurs & loyautez en tout & par tout ont consenty & consentent, que ledict Pays soit tenu, soubs la main & protection du Roy, & de madicte Damoiselle moyennant toutefois, qu'ils facent par voye de Paix finale asseurer ledict Pays de tous les ennemis d'iceluy Pays, quels qu'ils soyent, & incontinent que autres desdicts ennemis, qui y sont entrez vuident sans le piller, ny endommager aucunement, & au regard des gens de guerre qui y sont du Roy, ils se departiront des à present, & point n'y retourneront, pour tenir garnison, ny autrement, sinon qu'il fut necessité à la deffence dudict Pays, & par l'advis desdicts Commis du Roy, & des notables desdicts trois Estats, auquel cas lesdicts gens de guerre seront tenus de payer raisonnablement leurs despens, sans faire pillerie quelconque, oppression ou violence. Au surplus est entendu, que les Offices, & Officiers dudict Pays demeureront tous en leurs Estats entierement aux anciens gages, droicts & prousits, comme au vivant de tres-noble memoire Philippe Duc de Bourgogne que Dieu absolve. Aussy seront entretenues les pensions de tous les Pensionnaires, tant presens comme absens. En outre les selz de toutes les saulneries de Salins, auront leur plain cours, & tels qu'ils avoient au tamps de mondict Seigneur le Duc Philippe, lequel Pays demourera deschargé à tousiours mais, tant pour le tamps passé, que pour le tamps avenir de tous affouages, gabelles, aydes, subsides, emprunts & autres prestations, & charges extraordinaires quelsconques sans ce que jamais les manans des Pays, habitans & ayans domicile audict Pays y soient astraints, & contraints, sans ce aussy, que aucune chose de nouveau soit entreprinse, sur leurs Terres, Seigneuries, Jurisdictions ou chevances, ny qu'ils soient tirez hors dudict Pays, par quelconque cause que ce soit, en ensuivant les privileges, franchises, libertez, & anciennes coustumes dudict Pays.

Et si a l'occasion des exploicts des guerres, ou divisions passées aucunes Terres, Seigneuries ou heritages desdicts manans, & habitans & ayans domicile audict Pays tant presens, comme absens avoient esté empeschées ou données, ceux dudict Pays qui les souloient tenir y retourneront de plein droict, & recommenceroient leurs possessions, & ce qu'ils trouveroient en nature des choses, sans difficulté quelconque, nonobstant les donations, confiscations ou commises, qui en pourroient estre faictes, par le Roy ou autres quels, qu'ils soient. Toutes lesquelles ont esté consenties par lesdicts Estats, soubs les moiens, & modifications, que dessus, & tout sans prejudice des droicts de toutes les parties, & supplient treshumblement lesdicts Estats, qu'il plaise au Roy conserver madicte Damoiselle en tous ses droicts hauteurs, & preéminences. En tesmoing de ce, lesdicts Estats ont faict seeller ces presentes du seel du Parlement de Dole armoyé aux armes de ladicte Comté, & faict signer par le Greffier dudict Parlement le 18. jour du mois de Fevrier, l'an 1476. ainsy signé, P. Warnier.

CDXCIX.

Alliance entre l'Empereur FREDERIC III. *&* LOUIS XI. *Roi de France, contre le Comte Palatin. A Paris le* 17. *d'Avril* 1476. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 204.

ANS de J. C. 1476.

L'EMPEREUR ET LA FRANCE.

LUnovicus, Dei gratia Francorum Rex, recognoscimus, & notum facimus per præsentes, quòd per fidem quæ inter Sacrum Romanum Imperium & inclitum Regnum Franciæ ab antiquo constitit, mutuamque benevolentiam, quæ inter Serenissimum Principem FREDERICUM Romanorum Regem, fratrem & consanguineum nostrum carissimum, & Nos est, & perpetuò esse debet, contra Ducem Fredericum Bavariæ, Palatinum Rheni, se asserentem propter rebellationem & contumaciam, quam prædictus Dux Fridericus contra præfatum Fredericum Romanorum Regem, factiosasque insidias, quas contra nos, & inclitum regnum nostrum Franciæ plurimum machinari & moliri consuevit, nos cum dicto Romanorum Rege, fratre & consanguineo nostro

NS J. C. 476. noſtro cariſſimo, amicabiliter & ſincere conſœderavimus, univimus, ac fœdus amicitiæ fecimus juxta infrà ſcripta; quod quilibet noſtrûm alteri contra eundem Ducem Fredericum, purè, ſincerè & fideliter juvare, auxiliari, & nobis invicem aſſiſtere debemus, & quàcumque dictus Fredericus Romanorum Rex dictum Ducem Fredericum pro hujuſmodi ſuis exceſſibus & rebellione compeſcere, & nos in hoc ad auxilia ferenda requirere voluerit, hoc prius intimare debebit, tunc pòſt lapſum trium menſium poſthabitâ ulteriori morâ illico unum notabilem ac deputatum Capitaneum cum viginti millibus armatorum, cum armis, bombardis, telis, & aliis machinis, & ingeniis bellicis ad bellum, & caſtrorum metationem opportunis, & requiſitis, noſtris propriis ſtipendiis & expenſis ad terras & Dominia dicti Ducis Frederici pro loco & tempore, in quibus melius videbitur expedire, & magis neceſſarium erit, prout nos tunc mutuò ſuper hoc accordabimus, & deliberabimus, mittemus & deſtinabimus; quæ quidem gentes armatorum unà cum gentibus hoc tempore per dictum fratrem noſtrum Romanorum Regem ad hoc deputatis & miſſis in uno, aut duobus locis, debent contra præfatum Ducem Fredericum exercitualiter ac hoſtiliter procedere, & terras, ac ſubditos ſuos expugnare, & de manibus ſuis auferre, & à Principio hujuſmodi belli uſque ad ejus finem invicem ac ſimul permanere, & bellum ipſum ſecundum omnem opportunitatem ac neceſſitatem ſimul ducere & continuare, nec unus noſtrûm ab altero recedere, niſi alterius, aut Capitaneorum ſuorum, qui ſpecialiter ad hoc deputati erunt, & mandatum habebunt, liber conſenſus & voluntas acceſſerit; nec dictus fratrer noſter Romanorum Rex, neque nos Francorum Rex, neque utriuſque noſtrûm Capitanei cum præfato Duce Frederico, neque cum adhærentibus & auxiliatoribus, ullam pacem, concordiam, belli ſufferentiam, treugas, aut tractatus acceptabimus, neque conſentiemus, niſi liber conſenſus, ac bona voluntas alterius noſtrûm, aut Capitaneorum ſuorum, qui ad hoc ſpecialiter deputati erunt, ad hoc acceſſerit, ac ipſe, & ejus auxiliatores, terræ, Dominia, ac ſubditi ſint ſpecialiter in hoc comprehenſi, ac proviſum eis ſufficienter pro ſua ſecuritate exiſtat; ſin autem cum eodem Duce Frederico aliquam pacem, aut concordiam inire volumus, tunc in ea excipere & cavere debemus, quod ea pace, aut concordia non obſtante, nihilominus aſtricti eſſe debemus, & teneamur præfato fratri noſtro cariſſimo Romanorum Regi, cum per Serenitatem ſuam ſuper hoc requiſiti fuerimus, contra eundem Ducem Fredericum auxilium & aſſiſtentiam præſtare & præbere, quemadmodum in fœderibus inter Serenitatem ſuam, & Nos initis, eſt comprehenſum. Pari modo præfatus frater noſter cariſſimus Romanorum Rex in hoc ita obſervare debebit, ut ſi ejuſdem fratris noſtri cariſſimi Romanorum Regis, & noſtræ gentes præfatæ inſimul ac conjunctim, aut una partium in ſpeciali, cum adjutorio omnipotentis Dei, eidem Duci Frederico, & ſuis auxiliatoribus, civitates, oppida, caſtra, munitiones, vectigalia, ſeu teloniæ, aut villis auferrent, ſeu auferret, aut expugnarent, ſeu expugnaret, ad Sacrum Romanum Imperium, aut ad ipſum Palatinatum ſpectantia, aut quæ ipſi Palatinatui impignorata forent, illa ſolùm fratri noſtro Frederico Romanorum Regi, ac Sacro Romano Imperio acquiri & cedere debeant; & Nos Francorum Rex, neque noſtri Capitanei, neque gentes, ullam in his portionem partiri, ſortiri, neque habere debeamus: ſi quæ verò caſtra, civitates, oppida, villæ, aut alia non ſpectantia ad Sacrum Romanum Imperium, neque ad ipſum Palatinatum, ipſi Duci Frederico ablata fuerint, in illis dictus frater noſter cariſſimus Romanorum Rex æqualem portionem nobiſcum ſortiri, & habere debebit juxta numerum gentium ſuarum, quæ hujuſmodi expugnationi & acquiſitioni interfuerint, pari modo cum machinis, ac ingeniis bellicis, & ipſis Capitaneis, qui acquiſiti fuerint, debet obſervari; & juxta numerum gentium, quem uterque noſtrûm in hujuſmodi lucris & acquiſitionibus habuerit, inter Serenitatem ſuam, & Nos æqualiter dividi debebit; numerata vero pecunia, ac bona militaria, ſeu caſtrenſia acquiſita debent in diviſionem venire, & inter utriuſque noſtrûm gentes, qui hujuſmodi lucro interfuerint, & ad hoc auxiliati ſint prout hujuſmodi diviſionis jus & conſuetudo exiſtit, æqualiter dividi, ſemotis dolo & fraude. In quorum teſtimonium præſentes litteras ſigilli noſtri appenſione fecimus communiri. Datum Pariſiis die decima-ſeptima menſis Aprilis.

ANS de J. C. 1476.

D.

Traité de Paix & de Ligue, entre LOUIS XI. *Roi de France, &* GALEAS, *Duc de Milan, du 9. Août* 1476. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 189.

ANS de J. C. 1476.

FRANCE ET MILAN.

IN nomine Domini, Amen. Noverint univerſi præſens publicum inſtrumentum inſpecturi, Quòd anno ejuſdem milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo ſexto, indictione nona, menſis verò Auguſti die nona, Pontificatus ſanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Sixti divinâ providentiâ Papæ quarti anno quinto, in noſtrum Notariorum, & teſtium infra ſcriptorum, ad hæc ſpecialiter vocatorum & rogatorum, præſentiâ perſonaliter conſtitutus ſpectabilis, & circumſpectus vir Dominus Franciſcus de Petra ſancta, Secretarius, Procurator, & mandatarius Illuſtriſſimi ac excellentiſſimi Principis Domini, GALEAS Mariæ Sfortiæ Vicecomitis, Ducis Mediolani ac Papiæ, Angleriæque Comitis, Januæ ac Cremonæ Domini, dixit & expoſuit, quòd cum aliàs Sereniſſimus ac Chriſtianiſſimus Princeps, & excellentiſſimus Dominus, Dominus LUDOVICUS Dei gratiâ Francorum Rex, cum Illuſtriſſimo & excellentiſſimo quondam Principe Domino Franciſco Sfortia Vicecomite, Duce Mediolani, quem Majeſtas ſua paternâ caritate dilectione, & ſingulari amore complectebatur, fœdus intelligentiæ & conſœderationis, & pacta inierit & firmaverit, & poſtea nedum confirmavit, & de novo contraxit ipſe Dominus noſter Rex; verùm quo majore gratia ipſum Dominum Franciſcum, Mediolani Ducem, amplecteretur, eumdem Dominum Franciſcum Ducem Mediolani, ac Illuſtriſſimam Dominam Blancam Mariam, Duciſſam Mediolani, ipſius Domini Ducis Franciſci conſortem, pro ipſis jugalibus, eorumque filiis legitimis maſculis, natis tunc, & naſcituris, inveſtivit in feudum nobile & gentile ac honorificum de civitatibus Januæ & Saonæ, cum earum, & cujuſlibet earum, civitatibus, Epiſcopatibus, ripariis, diſtrictionibus, locis, terris, villis, ac juribus ſuis tam maritimis, quàm terreſtribus. Cumque poſtea ſublatis ab humanis prælibatis Illuſtriſſimis quondam Dominis, Franciſco Duce, & Blanca Maria Duciſſa, in ducatu & Dominio Mediolani, & feudo, ac Dominio Januæ & Saonæ, & in univerſo Dominio ipſorum Illuſtriſſimorum quondam Dominorum jugalium, ſucceſſerit Illuſtriſſimus Princeps ac excellentiſſimus Dominus Galeas Maria Sfortia Vicecomes, Dux Mediolani &c. eorum primogenitus, & legitimus hæres & ſucceſſor; & ipſe Illuſtriſſimus Dominus Galeas Maria Dux Mediolani, tum ut veſtigia imitetur, tum quòd prælibato Sereniſſimo Domino noſtro Regi, quodam ab ipſa natura innato amore, & reverentiâ, quibus Regiam ipſam Majeſtatem proſecutus eſt, proſequitur, & proſequi in futurum immutabili propoſito omni tempore intendit. Omnia fœdera, conventiones, pacta, & obligationes omnes, ac feudum prædictarum civitatum Januæ & Saonæ,

ANS de J. C. 1476. prout inita & firmata, initæ & firmatæ fuerunt inter prælibatum Sereniſſimum Dominum noſtrum Regem, & dictos quondam Dominos parentes ſuos confirmaverit & renovaverit in loco Ambaſiæ de anno milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo ſeptimo, die vigeſima quinta Martii, medio Reverendi Domini Stephani de Nardinis, Archiepiſcopi Mediolani; & deinde ea ipſa repetita fuerunt, renovata, & confirmata cum certis adjectionibus de anno milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-tertio, decima-ſexta die Januarii, in civitate Lugdunenſi, inter præfatam Regiam Majeſtatem, & prædictum Illuſtriſſimum Dominum Galeas Mariam, Ducem Mediolani, ſeu eorum Mandatarios, & Procuratores, prout latiùs in Inſtrumentis, patentibus litteris, & documentis publicis inter prædictas partes reciprocè & viciſſim celebratis & factis, ad quæ condigna relatio habeatur, continetur. Cumque poſtremò partibus prædictis, etſi fœdera, conventiones, & mutuæ obligationes, de quibus ſuprà fit mentio, nulla videantur indigere confirmatione, vel renovatione, cùm utrinque ſervata & continuata ſint, continuenturque & ſerventur, viſum eſt dignis reſpectibus, & legitimis cauſis, & rationibus, medio & interventu ipſius ſpectabilis Franciſci de Petra ſancta, Mandatarii & Procuratoris præfati Illuſtriſſimi Ducis Mediolani, ad infra ſcriptas confirmationes, recognitiones, renovationes, & renunciationes, ut infrà, ſolemniter devenire.

Imprimis prædictus Franciſcus de Petra-ſancta, ſuprà ſcripti Domini Galeas Mariæ, Ducis Mediolani &c. & Illuſtriſſimæ Dominæ Bonæ Duciſſæ conſortis ſuæ Secretarius, Procurator, & mandatarius, ut de ipſius procuratione & mandato conſtat, inſtrumento rogato per Marcum Trottum, Ducalem Cancellarium nominatum, tenoris infrà inſerti ſolemni ſtipulatione intervenientem nomine prædictorum Ducis, & Duciſſæ Mediolani, & cujuſlibet eorum, vigore & virtute præſentis inſtrumenti, omnibus meliori modo, jure, viâ, cauſâ, & formâ, quibus meliùs, validiùs, & efficaciùs potuit & poteſt, cum interventu cujuſlibet ſolemnitatis, tam de jure, quàm de conſuetudine in ſimilibus debitæ & requiſitæ, ſeu apponi conſuetæ, autoritate & arbitrio dicti ſui mandati in manibus noſtrûm Notariorum infrà ſcriptorum, ſtipulantium, & recipientium nomine & vice, & ad partem & utilitatem dicti Domini noſtri Regis, ſolemniter approbavit, ratificavit, & confirmavit, ac approbat, ratificat, & confirmat quæcunque fœdera, omnes intelligentias, & quaſcunque obligationes inter dictas partes, ut præmittitur, initas, celebratas, & factas, ac inita, celebrata & facta tam in dictis locis Ambaſiæ & Lugduni, quàm alibi; & ea ipſa omnia, & ſingula, ut contracta fuerunt, de novo contrahit, init, firmat, & facit cum omnibus & ſingulis capitulis, conditionibus, pactis, punctis, articulis, reſervationibus, modis, & formis in ipſis, & qualibet earum, ipſarumque, & cujuſlibet earum inſtrumentis patentibus, documentis publicis, vel eorum quolibet contentis, ſpecificatis, & quæ hic prædictus Procurator & Mandatarius Ducalis, nominibus, quibus ſuprà, pro expreſſis, ſpecificatis, & inſertis haberi voluit, vultque, & intendit.

Item, prædictus Franciſcus de Petra-ſancta, Mandatarius & Procurator dictorum Domini Ducis & Duciſſæ Mediolani, renovavit, & renovat, fecit & facit feudum & homagium dictæ Regiæ Majeſtati ratione dictarum civitatum Januæ & Saonæ, earumque, & cujuſlibet earum jurium, & pertinentiarum, juravitque & jurat in manibus noſtrûm Notariorum infrà ſcriptorum, legitimè ſtipulantium & recipientium pro dicto Domino noſtro Rege, ad ſacra Dei Evangelia corporaliter tactis ſcripturis, & præfati Domini Dux & Duciſſa, ſuique filii legitimè deſcendentes ab eis, & ſibi in prædicto ducatu & univerſo Dominio Mediolani ſuccedentes, ſemper & omni tempore erunt veri & fideliſſimi feudales & feudatarii præfatæ ſereniſſimæ Regiæ Majeſtatis, & ſucceſſorum ſuorum de prædictis civitatibus Januæ & Saonæ, earumque, & cujuſlibet earum juribus, & pertinentiis, & omnia & ſingula facient & obſervabunt, quæ aliàs promiſſa, conventa, & jurata fuere præfatæ ſereniſſimæ Regiæ Majeſtati, & ejus Procuratoribus & Ambaſſiatoribus, per Procuratores, Nuncios, & Ambaſſitores tam præfatorum defunctorum Dominorum Ducis & Duciſſæ Mediolani, quàm ſupradictorum Dominorum Ducis & Duciſſæ modernorum, quæ in litteris ſuper his confectis Ambaſiæ & Lugduni continentur. ANS de J. C. 1476.

Item, Cum Illuſtriſſimus Dominus Carolus Dux Burgundiæ his proximis diebus poſt conflictum ab Alamanis habitum vi & manu armata conduxit, ſeu conduci fecit Illuſtriſſimam Dominam Yolant, ſororem præfati ſereniſſimi Domini noſtri Regis, & Duciſſam Sabaudiæ ad partes Burgundiæ, & pariter Illuſtriſſimum Dominum Philibertum, præfatæ Dominæ Duciſſæ filium, Ducem Sabaudiæ, cæteroſque ipſius natos conducere, ſeu conduci facere nixus eſt, in maximam præfati Domini noſtri Regis, & Domûs Sabaudiæ injuriam, ac ſtatus prædicti Domini Ducis Sabaudiæ non parvum detrimentum, contra fœdera per ipſum Dominum Ducem Burgundiæ, & dictam Dominam Duciſſam Sabaudiæ inſimul, ut dicitur, contracta, quibus eam, natos, ac ſtatum defendere, & ab omni violentia & injuria tueri tenebatur, manifeſtè videtur eundem Dominum Ducem Burgundiæ, ligæ & intelligentiæ aliàs de anno milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo-quinto, die 30. Januarii inter ipſum, & præfatum Illuſtriſſimum Dominum Mediolani contractæ defeciſſe, & ab ea, & contentis in ipſa, ſua culpâ & cauſa diſceſſiſſe: cum ejus virtute prælibatam Dominam Duciſſam Sabaudiæ, dictumque Dominum Philibertum generum & Ducem, & ſtatum, tanquam datos per dictum Dominum Ducem Mediolani pro ejus colligatis, & ab ipſo Domino Duce Burgundiæ acceptatos, non modò non offendere, & injuriari, ſed defendere teneretur. Prædictus Franciſcus de Petra ſancta, Procurator & Mandatarius, ut ſuprà, nomine præfati Domini Ducis Mediolani &c. ſolemniter, & ut ſuperius in manibus noſtrûm infrà ſcriptorum Notariorum, & recipientium nomine & vice, & ad partem prædictæ Regiæ Majeſtatis, & ſuorum, ut ſuprà, renunciavit & renunciat, prædictæ ligæ & intelligentiæ cum dicto Domino Duce Burgundiæ, ut præmittitur, celebratæ & factæ cum omnibus & ſingulis in ea contentis. Quæ liga & intelligentia tum facta & celebrata fuit, tum per prælibatum Illuſtriſſimum Dominum Ducem Mediolani, ſeu agentes pro eo, animo & intentione, quod nullomodo præjudicaret, ſeu præjudicare poſſet ligæ & intelligentiæ, quam habebat, & habet cum præfato ſereniſſimo Domino noſtro Rege Francorum, nec aliquibus in ea contentis & ſpecificatis, prout dictus Franciſcus nominibus, quibus ſuprà, dixit, & proteſtatus eſt, dicitque & proteſtatur in manibus noſtrûm Notariorum infrà ſcriptorum, ſtipulantium & recipientium ut ſuprà. Quæ omnia & ſingula prædictus Franciſcus Ducalis Procurator, Secretarius, & Mandatarius nominibus, quibus ſuprà, ſolemniter, ut præmittitur, promiſit & promittit, ac juravit & jurat in animam Dominorum ſuorum, manibus corporaliter tactis ſcripturis in manibus noſtrûm Notariorum infrà ſcriptorum, ſtipulantium & recipientium, nomine & vice, & ad partem & utilitatem præfati ſereniſſimi Domini noſtri Regis, aliorumque omnium, & ſingulorum quorum intereſt, intererit, aut intereſſe poterit in futurum, ſemper, & omni tempore exequi & adimplere, ac obſervare bonâ fide, & ſine fraude, & ſine aliqua ſiniſtrâ interpreta-

NS J. C. 476. pretatione, cavillatione, vel exceptione, & nullo unquam tempore in aliquo contrafacere, dicere, apponere, vel allegare, directè, nec per indirectum, aliqua ratione, vel causâ, quæ dici, aut excogitari posset, aut aliquo quovis quæsito colore, sub obligatione sui, & prædictorum suorum principalium, omniumque suorum bonorum præsentium & futurorum, mobilium & immobilium, renuntians prædictus Franciscus Ducalis Secretarius, Procurator, & Mandatarius, quibus suprà nominibus solemniter, ut suprà, renunciavit & renuntiat exceptioni doli mali, metus, in factum, condictionique sine causâ, vel ex injusta causa, prædictorumque omnium & singulorum, non sicut suprà actorum, promissorum, aut gestorum, aut aliter quàm ut suprà factorum, omnique alii probationi juvium, & legum auxilio, ac defensioni in contrarium, ac omnibus, & singulis aliis rationibus, & allegationibus, quæ contra præmissa dici possent, vel objici quomodolibet in futurum; promittens, prout promisit & promittit præfatus Franciscus, Secretarius, & Mandatarius, ut suprà, quod præfati Domini sui Dux & Ducissa, infra terminum dierum sexaginta proximè secuturorum, omnia & singula in præsenti instrumento contracta, promissa, & comprehensa per suas patentes litteras suis sigillis roboratas, & ipsorum manibus signatas ratificabunt, confirmabunt, & approbabunt; de, & super quibus præmissis omnibus & singulis præfatus Franciscus de Petra-sancta, Secretarius, Procurator & Mandatarius, ut suprà, petiit à nobis Notariis infra scriptis unum, vel plura, publicum, seu publica instrumenta, ad utilitatem dicti Domini nostri Regis fieri, confici, atque dari. Acta fuerunt hæc Turonibus, in domo hospitii, in qua pendet imago Sancti Joannis, in Parochia Sancti Petri de Vallo, sub anno, mense, die, indictione, & Pontificatu, quibus suprà; præsentibus ad hæc Reverendo Magistro Patre & Domino, Domino Urbano Bonviardi, Episcopo Vercellensi, magnifico Domino Angelo Maneto, Oratore Florentino, & viro circumspecto Pantaleone, in artibus, & Medecina magistro, unà cum pluribus aliis ibidem assistentibus testibus ad præmissa vocatis, specialiter & rogatis. Tenor verò mandati Procuratorii ejusdem Francisci de Petra-sancta sequitur, & est talis.

In nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo sexto, indictione nonâ, die veneris quinto mensis Julii, cùm Illustrissimus Princeps & excellentissimus Dominus noster, Dominus Galeas Sforcia Vicecomes, Dux Mediolani, ac Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ & Cremonæ Dominus, quippe qui suapte naturâ erga Serenissimum Christianissimum Principem, & excellentissimum Dominum suum observandissimum Dominum Ludovicum Francorum &c. Regem, sincero cordis affectu, & maximâ, ut decet, reverentiâ affectus fuerit semper, & de præsenti afficiatur, prætet fœderis, ligæ, ac feudalis concessionis mutuas obligationes, statuerit proposito immutabili, & constanti animo cum eadem Regia Majestate perseverare in eo amoris, charitatis, fœderis, & affinitatis vinculo, quo continuis præteritis temporibus fuit; cùmque ipse Illustrissimus Dominus Dux Mediolani litteris egregii viri Antonii Domini de Appiano, aulici sui, certioratus sit Illustrissimum Dominum Philibertum Ducem Sabaudiæ, & generum suum, accedente consensu Dominorum Patruorum, aliorumque Dominii sui Dominorum, & Baronum legitimis respectibus, & rationabilibus causis decreviisse, pro conservatione status sui, honorisque ac dignitatis suæ, & totius domûs Sabaudiæ ad nonnullas conventiones, pacta, & intelligentias devenire cum prædicto serenissimo Domino Francorum Rege, & idem Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ prælibatum Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani, socerum suum atque Patrem adhortari admodum videatur, ut velit cum eo concurrere ad prædicta cum Regia Majestate prædictâ contrahenda, vel ad fœderis & veteris ligæ renovationem & confirmationem faciendam. Quo ipse Illustrissimus Dominus Philibertus Dux Sabaudiæ, & gener suus, status conservationem & assecurationem faciliùs, & meliorem consequi queat; volens & intendens ipse Illustrissimus Dominus Dux Mediolani &c. prædictis motus de causis, & respectibus, addito etiam quòd prædictum Dominum Philibertum Sabaudiæ Ducem, & generum suum, statumque, & ejus honorem tueri & defendere, omnemque ipsius injuriam propulsare tenetur, virtute ligæ aliàs de anno millesimo quadringentesimo septuagesimo-primo, die decimo-tertio Julii, cum Illustrissima & excellentissima Domina Yolant, Ducissa Sabaudiæ, & sorore prædictæ serenissimæ Regiæ Majestatis, pro se ipsa, & dicto Domino Philiberto ejus filio, & Duce Sabaudiæ celebratæ, eidem Domino Philiberto Duci Sabaudiæ morem gerere ad ea ipsa peragenda personaliter nequens interesse, confisus de prudentia, fidei integritate, & in omnibus solertiâ & experientiâ prædicti Antonii, aulici & oratoris, ac egregii viri Francisci de Petra-sancta, Secretarii Excellentiæ suæ ex certâ scientiâ, & aliis omnibus, modo, jure, via, causa, & forma, quibus magis, meliùs, validiùs, & efficaciùs potuit, & potest, intervenientibus omnibus solemnitatibus in similibus tam de jure, quàm ex consuetudine debitis & requisitis solemniter constituit, creavit, fecit, & ordinavit, ac facit, constituit, creat, & ordinat prædictum Antonium, & Franciscum, absentes tanquam præsentes, suos veros & indubitatos Nuntios, Procuratores & Mandatarios, & utrumque eorum in solidum, ita ut occupantis conditio melior non existat, sed quòd unus inceperit, alter mediare & finire possit, & quidquid melius dici & esse possit, ad, nomine ipsius constituentis, ac nomine & vice Illustrissimæ Dominæ Bonæ, Ducissæ Mediolani consortis suæ præcordialissimæ, filiorumque, hæredum, & successorum, ac colligatorum, adhærentium, recommendatorum, ac subditorum suorum, sese conveniendum & præsentandum tam unà cum prædicto Domino Philiberto Duce Sabaudiæ, vel ab eo legitime ad suprà scripta, & infrà scripta deputatis, seu deputandis, quàm sine, & tam simul, quàm divisim, coram prædicta Regia Majestate, seu quibuscunque ab eâdem ad suprà scripta, & infrà scripta legitimè deputatis, vel deputandis, & ad ea ipsam autoritatem & potestatem habentibus; ibique etsi liga, confœderatio, & mutuæ obligationes inter prædictam Regiam Majestatem, & ipsum Dominum constituentem nullâ indigere videantur confirmatione, cùm inter ipsos ea sit mentis & cordis affectio, caritas, animorum unitas, & bona voluntas, quæ fuerit unquam; & inter quoscunque affinitatis, ac fœderis vinculo astrictos conveniat, aut esse possit, ad confirmandum, approbandum, & ratificandum, ac, ubi expedit, imprimis renovandum, & seu de novo faciendum, ligam, intelligentiam, & fœdera quæcumque, ac renovationem & recognitionem feudi civitatum Januæ & Saonæ, ejusque, & cujuslibet earum districtuum, riperiarum, terrarum, villarum, oppidorum, locorum, & jurium tam terrestrium, quàm maritimorum, aliàs de anno millesimo quadringentesimo sexagesimo septimo, die vigesimo quinto Martii, inter prædictam Regiam Majestatem, & ipsum Dominum constituentem, seu Reverendum Dominum Stephanum de Nardinis, Archiepiscopum Mediolani, Procuratorem & Mandatarium tunc suum, initas & factas, inita & facta, seu renovatas & renovata, ut constat publicis documentis inde confectis in loco Ambasiæ, ac demum repetitas & repetita, seu confirmatas & confirmata, denuòque initas & inita, contractas & contracta in civitate Lugdunensi die decima sexta mensis Januarii,

ANS de J. C. 1476.

ANS de J. C. 1476. nuarii, milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo tertio, inter eamdem Regiam Majeſtatem, & prædictum Dominum Ducem Mediolani, ſeu ipſorum tunc Mandatarios & Procuratores, ut publico inſtrumento inde confecto cum clauſulis, promiſſionibus, obligationibus, pactis, & conditionibus in ipſis documentis & inſtrumentis tam Ambaſiæ, quàm Lugduni, ut præmittitur, celebratis, plenius conſtat, ad quæ congrua & plena relatio habeatur.

Item, Quùm Illuſtriſſimus Dominus Carolus Dux Burgundiæ &c. his proximis diebus poſt conflictum ab Alamanis habitum, neſcitur quâ ratione, vel quo ſpiritu ductus, vi & manu armata conduxit, ſeu conduci fecit prælibatam illuſtriſſimam Dominam Yolant, ſororem prædicti Domini Regis, & Duciſſam Sabaudiæ, ad partes Burgundiæ, & pariter prædictum Dominum Philibertum ejus Dominæ Yolant filium, & Ducem Sabaudiæ, & prædicti Domini conſtituentis generum, cæteroſque natos ſuos conducere, ſeu conduci facere nixus eſt in maximam Domini Regis prædicti, & domûs Sabaudiæ injuriam, & ſtatus non parvum detrimentum, contra etiam fœdera per ipſum Dominum Ducem Burgundiæ, & dictam Dominam Duciſſam inſimul, ut dicitur, contracta, quibus eam, natos, & ſtatum defendere, & ab omni violentiâ & injuriâ tutari tenebatur; apertè videtur eumdem Dominum Ducem Burgundiæ, ligæ & intelligentiæ aliàs de anno milleſimo quadringenteſimo ſeptuageſimo quinto, die trigeſimo Januarii, inter ipſum, & prædictum Illuſtriſſimum Dominum Ducem Mediolani contractæ, defeciſſe, & ab eâ, & contentis in eâ, ſuâ culpâ & causâ diſceſſiſſe, cum ejus virtute prælibatam Dominam Duciſſam Sabaudiæ, dictumque Dominum Philibertum Ducem, & ſtatum, tanquam datos per dictum Dominum Ducem Mediolani pro ejus colligatis, & ab ipſo Domino Duce Burgundiæ, acceptatos, non modò offendere & injuriari, ſed defendere teneretur, ad, coram Majeſtate prædictâ Regiâ, vel ab ea, ut præmittitur, deputatis, vel deputandis, renuntiandum prædictæ ligæ, & omnibus in ea contentis, ut præmittitur, cum dicto Domino Duce Burgundiæ, anno & die ſuprà ſcriptis celebratæ; quæ tamen facta & celebrata tunc fuit per ipſum Illuſtriſſimum noſtrum Dominum Ducem Mediolani, animo & intentione, quòd nullomodo præjudicaret, ſeu præjudicari poſſet ligæ & intelligentiæ, quam habebat & habet cum prædicto Sereniſſimo Domino Rege Francorum, nec aliquibus in ea contentis, vel ſpecificatis, prout ipſe Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani dixit & proteſtatus eſt, ac dicit & proteſtatur in manibus mei infrà ſcripti Notarii, ſtipulantis & recipientis, vice & nomine, & ad partem & utilitatem omnium & ſingulorum, quorum intereſt, intererit, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, & generaliter ad alia omnia & ſingula in prædictis, & circa prædicta, & quolibet prædictorum tantum, & non aliter, faciendum, gerendum, dicendum, & procurandum quæ prædictis Antonio & Franciſco, vel alteri eorum, Procuratoribus & Mandatariis de mente prælibati Domini pleniſſimè inſtructis, neceſſaria & utilia viſa fuerint, tribuens & concedens inſuper prædictus Illuſtriſſimus Dominus Mediolani pro ſe, & ſuis prædictis ex certa ſcientia, modo, & forma ſuperſcriptis, prædictis Antonio & Franciſco, ejus Excellentiæ Procuratoribus & Mandatariis, & cuilibet eorum in ſolidum, ut ſuprà in prædictis, & circa prædicta, & quodlibet prædictorum dumtaxàt, & non aliter plenum, largum, & generale mandatum, cum plena, larga & generali adminiſtratione, omnia & ſingula dicendi, faciendi, gerendi, procurandi, firmandi, concludendi, jurandi, obligandi, promittendi, ſtipulandi, & recipiendi, ac cætera omnia faciendi, quæ neceſſaria & utilia erunt; & quæ ipſe Dominus conſtituens facere poſſet, & faceret, ſi perſonaliter intereſſet. Promittentes præterea, promiſerunt & promittunt, ac juraverunt & jurant prædictus Dominus conſtituens, & dicta Illuſtriſſima Domina Bona, Duciſſa Mediolani, ejus Domini conſtituentis conſors, eorum propriis manibus tactis ſcripturis in manibus mei Notarii infrà ſcripti ſtipulantis & recipientis, nomine & vice, & ad partem & utilitatem omnium & ſingulorum, quorum intereſt, intererit, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, ſemper & omni tempore ſeſe ratum, gratum & firmum, rata, grata & firma habituros quidquid per dictos Antonium & Franciſcum, Procuratores & Mandatarios ſuprà ſcriptos, vel alterum eorum, actum, geſtum, dictum, procuratum, juratum, & concordatum fuerit in prædictis, & circa prædicta tantum, & non aliter, nec alio modo, eaque omni tempore bona fide, & ſine fraude impleturos & obſervaturos, & in nullo contrafacturos, vel venturos directè, nec per indirectum aliqua ratione vel cauſa, quæ dici aut excogitari poſſit, vel alio quovis quæſito colore, in verbo legalis Principis, & ſub pœna juramenti prædicti, ac ſub obligatione ſui, ac omnium & ſingulorum bonorum ſuorum præſentium & futurorum, & eorum quæ non comprehenduntur in obligatione generali. Renunciantes renunciaverunt & renunciant prælibati illuſtriſſimi Domini Dux & Duciſſa Mediolani, & quilibet eorum exceptioni non facti & celebrati præſentis mandati, dicti juramenti præſtiti, dictarumque factarum obligationum, & promiſſionum, omniumque prædictorum, ut præmittitur, factorum, aut aliter quàm ut ſuprà geſtorum, exceptioni doli mali, ſine cauſa, vel ex injuſta cauſa, & omni alii probationi & defenſioni in contrarium. Et inde de prædictis præfati Domini Dux & Duciſſa Mediolani juſſerunt & jubent, per me Marcum Trottum Notarium & Cancellarium infrà ſcriptum, publicum confici debere inſtrumentum, menſibus tribus valiturum, unum & plura ejuſdem tenoris. Actum in ſala magna Caſtri Papiæ ſolitæ habitationis prælibati illuſtriſſimi Domini noſtri Ducis Mediolani, præſentibus illuſtribus, magnificis, & egregiis viris, Domino Sfortia Maria Vicecomite, Duce, Barone, Comite Valentiæ, Domino Ludovico Maria Sfortia Vicecomite Mortarii, & Brixilii Comite, fratribus; Domino Joanne Marchione Pallavicino de Scipiono, Domino Auguſtino Rubeo, Doctore & milite, Domino Alexandro Spinula Doctore, Petro de Gallarate, Domino Luca Grimaldo, Doctore; Orpheo de Ricano, Domino Joanne Angelo de Florentia, Doctore, Conſiliariis; Domino Joanne Baptiſta de Quartariis, Salarum Comite, Camerario à Camera; Jacobo Alifero Secretario, & Alexandro Collecta, Cancellario, Ducalibus teſtibus, teſtibus ad prædicta vocatis, & rogatis. Et ſic ſcribitur in fine: Galeas Maria Sfortia, Vicecomes, manu propria. Sequitur ſubſcriptio manus Notarii. Ego Marcus Trottus filius Dominici, publicus Imperiali ac Ducali autoritatibus Notarius, & prælibati illuſtriſſimi Domini noſtri Domini Ducis Mediolani Cancellarius; prædictis omnibus, & ſingulis, dum, ſicut ſuprà, agerentur, interfui, & de eis inſtrumentum tradidi, illudque in hanc formam manu alterius perſonæ ſcriptum, & manu propria prælibati illuſtriſſimi Domini Ducis ſubſcriptum cum meis imbreviaturis auſcultavi, & nihil variare inveni. Ideo in fidem & teſtimonium præmiſſorum me propriâ manu ſubſcripſi, ſignumque mei Tabellionatus appoſui conſuetum. Sequitur alia ſubſcriptio prædicti Domini Ducis Secretarii. Et Ego Cichus Simoneta, miles, præfati Illuſtriſſimi Domini, Domini Ducis Mediolani Secretarius, de ejuſdem mandato præſens inſtrumentum ſubſcripſi, ſignumque mei Secretariatus appoſui, ac ſolito ducali ſigillo muniri feci in fidem omnium præmiſſorum. Cichus. Sfortia.

ANS de J. C. 1476.

Et ego Petrus du Ban, Clericus Turonenſis diœceſis

NS J. C. 76. cessis oriundus, publicus Apostolica & Imperiali autoritatibus, Curiæque Metropolitanæ Turonensis Notarius juratus, quia præmissis omnibus & singulis, dum, sicut præmittitur, dicerentur, agerentur, & fierent, unà cum Notariis infrà scriptis & testibus prænominatis præsens interfui, eaque sic exponi, dici, ac fieri vidi & audivi; idcircò huic præsenti publico instrumento manu aliena scripto signum meum appositi consuetum, in fidem, robur, & testimonium veritatis omnium & singulorum præmissorum, requisitus & rogatus.

Et quia ego Guillelmus Saintier, Clericus Turonensis, in decretis Baccalarius, publicus Apostolica & Imperiali autoritatibus, Curiæque Metropolitanæ Turonensis Notarius juratus, præmissis omnibus & singulis, dum, sicut superius, referrentur, dicerentur, agerentur, & fierent, præsens unà cum prænominatis testibus ac Notariis infrà scriptis interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, ac in notam sumpsi; ideò huic præsenti publico instrumento manu alterius fideli scripto, me circa alia legitimè præpedito, signum meum solitum & consuetum hîc me subscribendo appositi requisitus & rogatus, in fidem & testimonium veritatis præmissorum omnium & singulorum.

Et ego Jobus, quondam Antonii de Vechiis de Scandiano Regiensis Diœcesis, publicus Apostolica autoritate Notarius, Judex ordinarius, quia præmissis omnibus & singulis, dum sic dicerentur, agerentur & fierent, unà cum suprædictis testibus & Notariis interfui, ac præsens fui, & sic exponi, dici & fieri vidi & audivi: Ideò rogatus & requisitus huic præsenti instrumento in fidem, robur, ac testimonium præmissorum & singulorum, signum meum appositi consuetum. Signatum, Jobus Vechius. P. du Ban. G. Saintier.

D I.

NS J. C. 76. ANCE BRE- NE. *Ratification du Duc & des Etats de* BRETAGNE, *assemblez à Redon le 23. Août.* 1676. *du Traité de Paix fait à Senlis, entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* FRANCOIS *Duc de Bretagne.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 197.

SAchent tous presens & à venir, que aujourdui tres-haut & tres-puissant Prince, FRANÇOIS, par la grace de Dieu Duc de BRETAGNE, Comte de Montfort, de Richemont, d'Etampes, & de Vertus, nôtre Souverain Seigneur, étant & seant en cette Ville de Redon, en la Grand' Salle de l'Abbaie d'icelui lieu, pour tenir les Etats de son Païs & Duché de Bretagne, presens, & assistans Reverends Peres en Dieu, & tres-honorez Seigneurs Messeigneurs les Prelats & Barons, & aussi Bannerets, Bacheliers, Chevaliers, Ecuiers, gens de Chapitres, & de bonnes Villes, à cette fin convoquez, & assemblez audit lieu de Redon, faisans & representans iceux Etats, a fait entre autres choses dire, declarer, & remontrer, & de fait, par tres-honoré Seigneur Guillaume Chauvin, Seigneur du Bois & du Ponthus, Chancelier de Bretagne, leur a été par commandement de nôtredit Souverain Seigneur, dit, declaré, & remontré, que dés le neuvieme jour d'Octobre dernier, le Roi pour lui, son Roiaume, Païs, Terres, Seigneuries, & sujets d'une part, & le Duc par ses Commis & Deputez, pour lui, ses Païs, Seigneuries, & sujets d'autre part, sur les differends qui paravant avoient été entr'eux, & plus grands pûssent ensuivre, avoit fait, pris & accordé, & contracté ensemble paix perpetuelle, amitié, alliance, confederation, bonne & vraie union, selon la forme & articles d'icelle paix, bien à plein contenus & declarez par les lettres sur ce faites & données, savoir, les lettres du Roi du date dessusdit, & les lettres du Duc datées du cinquieme jour de Novembre dernier, de laquelle paix ainsi traitée, accordée, & contractée, le Roi doit, & avoit promis bailler lettres par les gens d'Egliſe, les Nobles, & autres Etats de son Roiaume, & le Duc de sa part, doit, & avoit promis bailler semblables lettres des gens d'Eglise, Nobles, & autres Etats de ce Païs & Duché, confirmatoires de ladite paix & amitié, & des lettres d'icelle faites & octroiées. A quoi & à toutes autres choses de sa part, promises & octroiées par le traité d'icelle paix, le Duc veut & desire de tout son cœur fournir, & à cette fin a fait convocation, & assemblée desdits Etats, demandant avoir d'eux lesdites lettres confirmatoires, pour les rendre & bailler au Roi, en retirant & recevant de lui les semblables, ainsi que bailler le doit. ANS de J. C. 1476.

Surquoi aprés que les lettres, contenant la forme & articles de ladite paix, furent vûës & lûës en presence desdits Etats, iceux par intervalle de tems les virent & visiterent pour y avoir bonne & meure deliberation, desquelles lettres du Duc la teneur ensuit.

François, par la grace de Dieu Duc de Bretagne, Comte de Montfort, de Richemont, d'Etampes, & de Vertus. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme depuis le trépas de feu mon tres-redouté Seigneur, Monseigneur le Roi Charles, que Dieu absolve, plusieurs guerres, divisions, & differences aient été mûës & susciteés entre Monseigneur le Roi de present, & nous, dont innumerables maux & inconveniens s'en sont ensuivis, Nous qui toûjours avons desiré & desirons de tout nôtre cœur, appaiser & éteindre lesdites divisions & differences, aussi pour relever le pauvre peuple de misere, le garder d'oppression, & éviter la cruelle effusion de sang humain, considerant que à l'honneur & loüange des Princes Chrétiens rien n'est plus convenable, que de desirer & aimer paix, de laquelle le bien & le fruit és choses terriennes & mortelles est si grand que plus ne pourroit, en aiant regard singulier à la bonne & loiale amour que le tems passé Monditseigneur le Roi, & ses Predecesseurs Rois de France, ont euë & tenuë, à nous & à nos Predecesseurs Ducs de Bretagne, aprés plusieurs ouvertures & pourparlez sur ce eûs entre Monditseigneur le Roi & nous, & les gens de nôtre Conseil à ce Commis, par l'avis & deliberation de plusieurs Prelats, Barons, & autres gens de nôtre Grand Conseil, avons traité & accordé avec Monditseigneur le Roi, en la forme & maniere contenuë & declarée és articles, dont la teneur s'ensuit.

Et ce sont les articles accordez entre le Roi & le Duc de Bretagne.

Et premierement, ont fait, pris, & contracté, font, prennent, & contractent, &c. *Voiez l'Acte du 9. Octobre 1475. pag. 632.*

Savoir faisons, que pour consideration des choses dessusdites, & singulierement en l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, & pour le bien, desir, & grande affection que de tout tems avons eû & avons de vivre, & nous gouverner envers Monditseigneur le Roi & son Roiaume, en toute bonne amour & union, ladite paix, amour, union, & alliance d'entre Monditseigneur le Roi & nous, ensemble toutes & chacunes les choses dessusdites, contenuës & declarées esdits articles ci-dessus inserez, & chacun d'eux avons jurées, promises, & accordées, & par ces presentes, jurons, promettons, & accordons, promettant en parole de Prince, sur nôtre honneur, & par la foi & serment de nôtre corps, sur les Saints Evangiles de Dieu, pour ce par nous manuellement touchez, & sur l'obligation de tous & chacuns nos biens, les tenir, entretenir, garder & observer, faire, & accomplir de point en point, selon leur forme & teneur,

ANS de J. C. 1476.

teneur, sans jamais faire, aller, ni venir, ni faire faire, aller, ni venir à l'encontre par nous, ni par autre, en quelque maniere que ce soit. En têmoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné en nôtre Ville de Nantes, le cinquieme jour de Novembre, l'an mille quatre cens soixante & quinze, ainsi signé, François, écrit de sa main. Par le Duc de son commandement, le Comte de Laval, vous l'Evêque de Saint Malo, les Sires de la Roche, de Rieux, de Quentin, de Guimené, Guingamp, & de Coetmen, l'Admiral, le Grand-Maitre d'Hôtel, le Seigneur de Parigni & autres presens, G. Richard, & scellé.

Ceux Prelats, Barons, Bannerets, Bacheliers, Chevaliers, Ecuiers, gens de Chapitres, & bonnes Villes, congregez & assemblez, comme dit est, faisant & representant lesdits Etats, parlant & faisant parler par Messire Etienne Millon, Abbé de Saint Jagu, ont confirmé, loüé, ratifié, consenti & approuvé, & par la teneur de cettes, loüent, consentent, confirment, & approuvent ladite paix en la forme traitée, contractée, & contenuë par lesdites lettres, & selon la forme & articles d'icelle, donnée & baillée tant du Roi comme du Duc, ont voulu, promis, & se sont obligez icelle paix, union, amitié, alliance & confederation, tenir, garder, & entretenir inviolablement, sans jamais faire, aller, ni venir à l'encontre, en requerant, & de fait ont requis les Notaires Apostoliques ci-aprés subscrits, de faire, former, & signer instrument, ou instrumens, un ou plusieurs, en forme autentique & valable, pour faire foi & temoignage des confirmations, approbations, & autres choses ci-devant dites & contenuës; & d'abondant, ont tres-humblement supplié au Duc nôtredit Souverain Seigneur, que son bon plaisir soit y faire apposer & ajouter le sceau de sa Chancellerie, pour plus grande roheur & fermeté. Ce fut fait à Redon, lesdits Etats tenant en la Grand' Salle de l'Abbaie dudit lieu, le vint-troisieme jour d'Aoust, l'an mille quatre-cens soixante seize.

Et quia ego Michaël Andrée, Thesaurarius Dolensis, necnon Canonicus Nannetensis Ecclesiarum, in decretis Licentiatus, publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius, prædictæ pacis, confœderationis, amicitiæ, & unionis confirmationi, laudationi, ratificationi, consensui, & approbationi, promissioni, & obligationi, ac cæteris omnibus & singulis, dum, sicut suprà scribuntur, agerentur, dicerentur, & fierent in vulgari Patriæ lingua Gallicana, unà cum infra scripto Notario præsens & personaliter interfui, eaque, & eorum singula sic fieri atque dici vidi & audivi; idcircò huic præsenti publico instrumento inde confecto alterius manu, me aliis legitimè impedito negotiis, de mei jussu fideliter scripto, signum meum unà cum Notarii prælibati signi & sigilli prædicti appensione solitum & consuetum apposui, in præmissorum omnium, & singulorum veritatis testimonium atque fidem, requisitus, & rogatus. Signé, M. Andrée.

Et ego Guillelmus de la Houlle, Canonicus Maclovien sis, in decretis Licentiatus, publicus Imperiali autoritate Notarius. Quia prædictæ pacis, confœderationis, amicitiæ, & unionis confirmationi, laudationi, ratificationi, consensui, & approbationi, promissioni & obligationi, ac cæteris præmissis omnibus & singulis, dum, sicut præmittitur, in vulgari Patriæ lingua Gallicana dicerentur, agerentur & fierent, unà cum suprà dicto Notario præsens interfui, eaque & singula sic fieri, & dici vidi & audivi; idcirco præsentibus litteris, seu publico instrumento exinde confecto, manu alterius, me aliis impedito negotiis, fideliter scripto, signum meum unà cum signo ipsius Notarii, & sigilli prædicti appensione solitum appositi in fidem & testimonium veritatis præmissorum, requisitus & rogatus. Signé, de la Houlle.

Et quia ego Guido Richardi, Clericus Nannetensis diœcesis, Apostolicâ autoritate Notarius, sereniss. mique Principis Domini Ducis Britanniæ Secretarius, prædictæ pacis confirmationi, consensui & approbationi, promissionique, obligationi, ac cæteris præmissis omnibus, & singulis, dum, sicut præmittitur, in vulgari Patriæ lingua Gallicana dicerentur, agerentur & fierent, unà cum suprà scriptis Notariis præsens interfui, eaque & singula sic fieri & dici vidi & audivi; idcircò præsentibus literis, seu publico instrumento exinde confecto, manu alterius, me aliis occupato negotiis, fideliter scriptis, signum meum unà cum sigilli ipsorum Notariorum prædictorum appensione solitum apposui, in fidem, robur, & testimonium veritatis præmissorum, requisitus & rogatus. Signé, G. R.

ANS de J. C. 1476.

DII.

Confirmation du Traité de Paix entre LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE, *fait à Senlis le 9. Octobre* 1475. *avec les éclaircissemens, modifications, & declarations contenuës en cet acte, fait au Plessis-lés-Tours le 20. Decembre* 1476. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 200.

ANS de J. C. 1476. FRANCE ET BRETAGNE.

Et premierement, pour ce que par le premier article d'icelui traité, est entr'autres choses contenu, que le Roi promet secourir & aider le Duc, & le défendre envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir sans nul excepter, est éclairci, appointé & accordé, que cette promesse doit être & sera entenduë seulement, de secourir & aider le Duc en la defense de lui, & de son Païs & Duché de BRETAGNE, envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul excepter, tout ainsi & en la forme & maniere, comme par autre subsequente clause d'icelui. Par le premier article, le Duc doit, & est tenu servir & aider le Roi en la défense de lui & de son Roiaume, contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir sans nul excepter pareillement, & tout le surplus d'icelui article demeure en roheur, ainsi qu'il est écrit.

Item, Et pour ce que à l'occasion des diverses questions & differences, qui par ci-devant ont été entre le Roi & le Duc, icelui Duc a été meû & content de faire & traiter par écrit, par sermens, promesses, ou en autre façon quelconque, aucunes alliances, fraternitez, confederations, ou obligations quelconques à l'encontre du Roi, le Duc, par cette presente paix, amour, & alliance, les abolit, & s'en depart du tout, sans jamais en user ores, ni pour le tems à venir à l'encontre du Roi, ni de son Roiaume, demeurant éclairci, appointé & accordé, que par icelui article doit être entendu que le Duc a renoncé & renonce ausdites alliances, sans jamais en user à l'encontre du Roi, ni de son Roiaume.

Item, Et sur le quart article contenant en la fin d'icelui ce qui ensuit, *reservez les droits dûs & accoûtumez au Roi, ainsi qu'en usoit le Roi Charles septieme de bonne memoire*, est éclairci & appointé, que par icelle reservation écrite audit article, & ledit traité de paix, est reservé & entendu, que le Duc & ses sujets de Bretagne doivent obeïr en ressort à la Cour de Parlement à Paris, ainsi & és cas que les feus Ducs François, Pierre, & autres derniers trepassez, & le Duc de present le faisoient au tems dudit feu Roi Charles septieme, que Dieu absolve.

Item, Et sur le cinquieme article commençant. Item, *Si aucun ou aucuns s'efforcent ou s'avancent de faire aucune entreprise à l'encontre de la personne*, &c. est éclairci, appointé & accordé, que le Duc est tenu

ANS J. C. 1476. nu & obligé servir & aider le Roi en la defense de lui & de son Roiaume, à l'encontre de tous ceux qui à lui, ou à son Roiaume, feront ou feront faire guerre, soit par Mer seulement, ou par Terre seulement, ou par les deux ensemble, aprés que cette guerre sera declarée & ouverte; & durant icelle guerre, ne pourra le Duc faire Paix, Treve, amitié, ni Alliance quelconque, avec ceux qui ainsi la feront, sans l'exprés consentement du Roi.

Et semblablement doit être & sera entendu par ce present Traité, & le contenu audit article, que le Roi est tenu & obligé aider & secourir le Duc en la defense de lui & de son Duché, à l'encontre de tous ceux qui à lui & à son Duché, feroient ou feroient faire guerre, soit par Terre seulement, ou par Mer seulement, ou par Mer & par Terre ensemble, aprés que cette guerre sera declarée & ouverte; & durant icelle ne fera Paix, Treve, amitié, ni Alliance quelconque, avec ceux qui ladite guerre feront.

Item, est éclairci & appointé, que le Duc aidera, gardera, & entretiendra ledit Traité de Paix, ensemble le contenu en ces presentes, envers le Roi, son Roiaume, & ses heritiers & successeurs Rois de France.

Et le Roi gardera & entretiendra celui Traité de Paix, ensemble le contenu en ces presens articles, envers le Duc, son Duché de Bretagne, & ses heritiers & successeurs.

Item, & au moien de l'appointement, éclaircissement & declaration des choses dessusdites, est appointé & accordé, que le Roi jurera sur le *Corpus Domini* ledit Traité de Paix, & ces presens articles & éclaircissemens; & outre jurera sur la Croix de Saint Lo, les faits qui serviront & suffiront pour la seureté de la personne du Duc, & du Païs & Duché de Bretagne.

Et le Duc fera semblables sermens sur le *Corpus Domini*, & sera ladite Croix de Saint Lo.....

Nota, *qu'il est marqué dans le registre, que le reste du feuillet, d'où on a tiré cette piece, est coupé environ la moitié.*

LE ROI.

JE Louis, par la grace de Dieu à present Roi de France, jure à François à present Duc de Bretagne, mon Cousin remué de germain, par la vraie Croix ci-presente, que tant qu'il vive, je ne le prendrai, ni tuerai, ni consentirai qu'on le prenne, ni qu'on le tuë, ne le souffrirai ni consentirai de mon pouvoir prendre ni tuer à personne vivant sans nul excepter; & si je sai que personne le veüille faire, l'en avertirai, & l'en garderai à mon pouvoir, comme je ferois ma propre personne.

Item, jure audit François à present Duc de Bretagne, par ladite vraie Croix, que tant qu'il vive, par quelque occasion que ce soit ou puisse être, je ne lui commencerai guerre, ni à sa Duché de Bretagne, ni soûtiendrai creature vivante sans nul excepter à la lui faire.

Item, jure comme dessus, que si personne vivant, sans nul excepter, lui fait guerre à sondit Duché de Bretagne, pour quelconque occasion que ce soit, ou puisse être, que le secourerai & aiderai comme mon propre Roiaume, & me declarerai pour lui, & contre ceux qui la lui feront sans quelconque faute, leur ennemi en guerre ouverte, & ne ferai jamais appointement à ses ennemis ni aux miens, contre lesquels il se sera declaré, si ce n'est de son consentement, mais ferai la guerre jusques au bout de mon pouvoir, sans jamais l'abandonner, & du serment dessusdit renonce à toute dispense.

Fait au Plessis du Parc-lés-Tours, le vintieme jour de Decembre l'an mille quatre-cens soixante seize. Ainsi signé, J. Mesme.

Donné & fait par copie, collation faite à l'original le dernier jour dudit mois de Decembre l'an susdit 1476. ANS de J. C. 1476.

LE DUC DE BRETAGNE.

JE François à present Duc de Bretagne &c. jure à Loüis Roi de France à present regnant, mon Cousin remué de germain, par la vraie Croix ci-presente, que tant qu'il vive je ne le prendrai, ni tuerai, ni consentirai qu'on le prenne, ni qu'on le tuë, ni le souffrirai de mon pouvoir prendre, ni tuer à personne vivant sans nul excepter; & si je sai que personne le veüille faire, l'en avertirai, & l'en garderai à mon pouvoir, comme je ferois ma propre personne.

Item. Jure audit Loüis Roi de France à present regnant, par ladite vraie Croix, que tant qu'il vive, pour quelque occasion que ce soit, ou puisse être, je ne lui encommencerai guerre, ni à son Roiaume, ni soutiendrai creature vivante, sans nul excepter, à la lui faire.

Item. Jure comme dessus, que si personne vivant, sans nul excepter, lui fait guerre en sondit Roiaume, pour quelque occasion que ce soit, ou puisse être, que je le servirai & aiderai comme mon propre Duché, & me declarerai pour lui, & contre ceux qui la lui feront, sans quelconque feinte, leur ennemi en guerre ouverte, & ne ferai jamais apointement à ses ennemis ni aux miens, contre lesquels il se sera declaré, si ce n'est de son consentement, mais ferai la guerre jusques au bout de tout mon pouvoir, sans jamais l'abandonner.

Item. Et en recompense de ce que le Roi Loüis dessusdit, mon Cousin remué de germain, jure de ne me faire guerre, pour quelconque occasion que ce soit, ou puisse être, & ne reserve point de me la faire pour les droits de sa Couronne, je jure comme dessus, de ne les lui ôter en rien, ni l'empêcher à en joüir, ni les lui souffrir empêcher, ni dénier, ni perdre en mondit Duché; mais jure comme dessus, de lui garder lesdits droits & joüissances, ainsi qu'ils lui apartiennent; & comme le Roi Charles VII. Pere dudit Loüis Roi de France à present regnant en joüissoit devant le trépas du Duc François mon predecesseur, & comme il en a depuis joüi du tems du Duc Pierre son Frere, qui lui a succedé, & pareillement comme il en a joüi & joüissoit de mon tems devant son trépas, & ce de tout mon pouvoir, & comme je voudrois garder les miens propres, sans venir au contraire, & du serment dessusdit renonce à toute dispense.

Fait au Plessis du Parc-lés-Tours le vintieme jour de Decembre mille quatre cens soixante-seize. Signé, J. Mesme.

Donné & fait par copie, collation faite à l'original le dernier jour de Decembre l'an susdit 1476.

Extrait d'un autre éclaircissement, dont le commencement est pareil à celui ci-devant, jusques à l'article qui commence, & semblablement doit être & sera entendu, &c. *& qui finit par*, ne alliance quelconque avec ceux qui ladite guerre feront.

POur mieux éclaircir, & declarer le Traité de la Paix fait entre le Roi & le Duc de Bretagne, & dont le Roi bailla ses lettres à la Victoire, le 9. jour d'Octobre l'an 1475. & aussi le Duc ses lettres de ratification à Nantes, le cinquieme jour de Novembre ensuivant, audit an 1475. & afin que ladite Paix, & la bonne amour d'entre le Roi & le Duc, se puisse mieux & plus seurement toûjours entretenir, sans quelconque difference ou alteration, ont été faits,

ANS de J. C. 1476. conclus, & accordez entre les gens du Roi & du Duc, pour ajoûter à ladite Paix, & aux amitiez & alliances accordées par icelle, & par forme d'éclairciſſement & declaration, les articles qui s'enſuivent; icelle Paix en toutes choſes demeurant en ſa force & vertu avec leſdits éclairciſſement & declaration, & nonobſtant quelconques choſes depuis avenuës.

Premierement, qu'en enſuivant le Traité de ladite Paix, le Roi aura & entretiendra toûjours le Duc en ſa bonne grace, & ſinguliere amour, comme ſon bon, vrai, & loial parent & Neveu, le portera, ſoutiendra, ſervira, & aidera de tout ſon pouvoir envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans perſonne quelconque excepter, à la défenſe de ſa perſonne, de ſon Duché, & à la conſervation des droits de ſondit Duché. Et auſſi le Duc ſera & demeurera toûjours bon, vrai, & loial parent & Neveu du Roi, le ſervira & aidera de tout ſon pouvoir envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans perſonne quelconque excepter à la défenſe de ſa perſonne, & de ſon Roiaume, & à la défenſe & conſervation des droits du Roiaume, & de la Couronne de France.

Et pour ce que à preſent y a Treve & abſtinence de guerre entre le Roi & le Roi d'Angleterre, il a été dit en éclairciſſant ladite Paix, que toutes & quantes fois que le Roi & ledit Roi d'Angleterre retourneront & feront en guerre, le Duc, & ſes ſujets du Duché de Bretagne, ſeront & demeureront en guerre par Mer & par Terre contre leſdits Roi & Roiaume d'Angleterre, pareillement que le Roi, ſans que le Duc puiſſe faire Paix, Treve, ou abſtinence de guerre avec leſdits Anglois; & auſſi le Roi ne poura faire Paix, Treve, ni abſtinence de guerre avec leſdits Anglois, ſans expreſſément comprendre le Duc, ſon Duché, & ſes ſujets.

Item. Ne poura le Duc faire Paix, Confederation, ni Alliance avec perſonne, Païs, Nation, ou Seigneurie quelconque, qui ſeront ennemis du Roi, ni avoir Treve, ou abſtinence de guerre avec eux, tant qu'il y aura guerre ouverte & declarée entre le Roi & eux: & pareillement le Roi ne poura faire Paix, Traité, Treve, ni abſtinence de guerre avec perſonne, Païs, Seigneurie, ou Nation quelconque, que le Duc, ſon Païs, & ſes ſujets, n'y ſoient expreſſément compris.

Item. Et auſſi ne poura le Duc donner ſecours, faveur, ni aide contre le Roi à perſonne, Prince, Païs, Seigneurie, ou Nation quelconque, en quelque, ni pour quelque cauſe ou occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être; ni pareillement le Roi ne poura donner ſecours, faveur, ni aide contre le Duc à perſonne, Prince, Païs, ou Nation quelconque, en quelque querelle, ni pour cauſe ou occaſion que ce ſoit, ou puiſſe être.

Item. Et ont le Roi de ſa part, & le Duc de la ſienne, & chacun d'eux, renoncé & renoncent expreſſément à toutes Alliances, Confederations, Traitez, ſermens, promeſſes, ou obligations quelconques, qu'ils ont, ou pouroient avoir faits par ci-devant à quelconques Princes, Païs, Seigneuries, ou Nations quelconques, entant qu'elles ſeroient contraires, dérogeans ou prejudiciables audit Traité fait à la Victoire, & à ces preſens articles.

Item. Et demeureront le Duc & ſes ſujets tenus & obeïſſans envers le Roi, & ſa Cour de Parlement, és cas, ainſi, & par la forme & maniere que les feus Ducs de Bretagne François, Pierre, & Artus derniers trépaſſez, & le Duc qui à preſent eſt, ont été & étoient du vivant du feu Roi Charles VII. dernier trépaſſé, que Dieu abſolve.

DIII.

ANS de J. C. 1477.

Acte du Traité de Paix fait entre LOUIS XI. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Arras le 27. Juillet* 1477. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 205.

FRANCE ET BRETAGNE.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces lettres verront, Salut. Comme pour donner fin & concluſion à pluſieurs differences, qui par aucun tems ont été entre Nous & nôtre tres-amé Neveu & Couſin le Duc de Bretagne, icelui nôtre Couſin ait dés pieça envoyé devers nous pluſieurs ſes Ambaſſadeurs, pour beſogner avec leſquels, & trouver moyen de pacifier leſdites differences, avons à diverſes fois Commis & Deputé pluſieurs grands & notables perſonnages de nôtre Grand Conſeil, & autres, & aient été leſdites matieres pluſieurs fois ouvertes & debatuës, tellement que le neuvieme jour d'Octobre 1475. par nos gens Commis & Deputez, & ceux de nôtredit Neveu & Couſin, aient fait, pris & contracté Paix perpetuelle, amitié, Alliance, Confederation, bonne & vraie union entre nous & icelui nôtre Neveu & Couſin, ſelon les articles de ce faiſant mention, octroiâmes lors nos lettres; ſur leſquels articles d'icelle Paix, ſe ſoient depuis trouvez pluſieurs doutes & difficultez, pour l'ambiguité & équivocation des paroles contenuës és articles d'icelle Paix, & autrement en diverſes manieres, pour leſquelles choſes clarifier, & en ôter tous doutes & ſcrupules pour le tems à venir, icelui nôtre Neveu & Couſin ait pluſieurs fois envoié devers nous, à ce que pour la ſtabilité & permanence d'icelle Paix, toutes choſes fuſſent clarifiées & miſes en tel ordre, que jamais aucun differend ne s'en puſt enſuivre.

Et ait icelui nôtre Neveu & Couſin preſentement envoié devers nous Guillaume Chauvin, Sieur du Bois & de Ponthus, ſon Chancelier; Jean, Seigneur de Coeſquen & de Bauruffier, ſon Grand-Maiſtre d'Hôtel; Guy du Boſchet, ſon Vicechancelier; & Nicolas de Kemeur, ſon Senéchal de Broerech, tous ſes Conſeillers & Ambaſſadeurs, par leſquels il nous ait fait faire pluſieurs tres-humbles requeſtes & remontrances touchant les matieres deſſuſdites, & l'obſervation & entretenement de ladite Paix & amitié. Et pour ſur ce plus amplement beſogner avec leſdits Ambaſſadeurs d'icelui nôtre Neveu & Couſin, avons Commis & Deputé nôtre amé & feal Chancelier, nôtre cher & feal Couſin Pierre de Rohan, Comte de Marle, Seigneur de Gié, Maréchal de France; nos amez & feaux Conſeillers, Guy Pot, Chevalier, Seigneur de la Pougne, Comte de Saint-Paul, nôtre Chambellan; Maître Jean de Monchenu, Protonotaire du Saint Siege Apoſtolique, & Commandeur de Revers; Jean Chambon, Maître des Requeſtes ordinaire de nôtre Hôtel; & Guillaume de Ceriſay, Greffier de nôtre Cour de Parlement, & Maire d'Angers.

Et aprés ce que tout le contenu en ladite Paix, enſemble toutes les choſes dont au tems à venir pouvoit avenir aucun differend, ont été bien à plein ouvertes & debatuës par divers jours, ont été entre noſdits Commis & Deputez, & les Ambaſſadeurs de nôtredit Neveu & Couſin, le Duc de Bretagne, traitez, conclus, & accordez, ſous nôtre bon plaiſir, les articles dont la teneur s'enſuit.

Pour mieux éclaircir & declarer le Traité de la Paix faite entre le Roi & le Duc de Bretagne, & dont le Roi bailla ſes lettres à la Victoire le neuvieme jour d'Octobre l'an 1475. & auſſi le Duc ſes lettres de ratification à Nantes, le cinquieme jour de Novembre enſuivant audit an 1475. & afin que ladite Paix & la bon-

NS J. C. 477. bonne amour d'entre le Roi & le Duc se puisse mieux & plus seurement toûjours entretenir, sans quelconque difference ou alteration, ont été faits, conclus, & accordez entre les gens du Roi & du Duc, pour ajoûter à ladite Paix, & aux amitiez & alliances accordées par icelle, par forme d'éclaircissement & declaration, les articles qui s'ensuivent, icelle Paix demeurant en toutes choses en sa forme & vertu, avec lesdits éclaircissement & declaration, & nonobstant quelconques choses depuis avenuës, lesquelles par ce present Traité sont rejetées & mises au neant, tout ainsi que si elles n'eussent onques été.

Premierement, qu'en ensuivant le Traité de ladite Paix, le Roi aura & entretiendra toûjours le Duc en sa bonne grace & singuliere amour, comme son bon, vrai, loial, & obeïssant parent & Neveu, le portera, soûtiendra, secourera & aidera de tout son pouvoir, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans personnes quelconques excepter, à la défense de sa personne, de son Duché, & à la défense & conservation des droits de sondit Duché: & aussi le Duc sera & demeurera toûjours bon, vrai, loial, & obeïssant parent & Neveu du Roi, le servira, secourera & aidera de tout son pouvoir, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans personnes quelconques excepter, à la défense de sa personne & de son Roiaume, & à la défense & conservation des droits du Roiaume & de la Couronne de France.

Item. S'il y a quelques Princes, Seigneuries, & Païs, ou Nations quelconques, qui invadent le Roiaume de France, ou fassent Guerre par Mer ou par Terre, au Roi, son Roiaume, & sujets d'icelui, en ce cas le Duc, aprés ladite Guerre declarée & ouverte, ne poura durant icelle faire, prendre, ni avoir Paix, Confederation, Alliance, Treves, abstinence de Guerre, ni entrecours de Marchandises avec eux, mais sera & demeurera le Duc en Guerre à l'encontre d'eux, tant que icelle Guerre sera entre le Roi & eux, sans leur pouvoir faire ni donner secours, faveur, ni aide contre le Roi, ni le Roiaume, sauf au Duc à bailler ses saufsconduits pour le fait de la Marchandise, ainsi que lui & ses predecesseurs ont accoûtumé faire és tems passez. Et aussi s'il y a quelques Princes, Seigneurs, Païs, ou Nations quelconques, qui invadent le Duché de Bretagne, ou fassent Guerre par Mer ou par Terre au Duc, ou à son Duché, & sujets d'icelui, en ce cas le Roi, aprés ladite Guerre declarée & ouverte, ne poura durant icelle faire, prendre, ni avoir Paix, Confederation, Alliance, Treves, abstinence de Guerres, ni entrecours de Marchandises avec eux, mais sera & demeurera le Roi en Guerre alencontre d'eux, tant que icelle Guerre sera entre le Duc & eux, sans leur pouvoir faire ni donner secours, faveur, ni aide contre le Duc ni le Duché de Bretagne.

Item. Et ont le Roi de sa part, & le Duc de la sienne, & chacun d'eux, renoncé & renoncent expressément à toutes Alliances, Confederations, Traitez, sermens & promesses, ou obligations quelconques, qu'ils ont, ou pouroient avoir faits par ci-devant à quelconques Princes, Païs, Seigneuries, ou Nations quelconques, entant qu'elles seroient contraires, derogeans, ou prejudiciables audit Traité de Paix fait à la Victoire, & à ces presens articles.

Item. Et demeureront le Duc & ses sujets tenus & obeïssans envers le Roi & sa Cour de Parlement, és cas, ainsi, & par la forme & maniere que les feus Ducs de Bretagne, François & Pierre, derniers trepassez, & le Duc qui à present est, ont été & étoient du vivant du feu Roi Charles VII. dernier trepassé, que Dieu absolve.

Item. Le Roi de sa part, & le Duc de la sienne, jureront entretenir & garder, sans jamais faire au contraire, ce present Traité & articles, & aussi ledit Traité de la Paix, sur telles reliques que l'un d'eux voudra administrer à l'autre, & de jamais n'en avoir ni obtenir dispense, ni d'en user ni s'en aider, reservé toutefois que le Roi ni le Duc ne seront point tenus faire ledit serment sur le precieux corps de Nôtre-Seigneur Jesus-Christ, ni sur la vraie Croix étant en l'Eglise de M. S. Lo d'Angers. ANS J. C. 1477.

Savoir faisons, que nous considerant qu'il n'est rien plus agreable à Dieu, ni plus salutaire entre les hommes, que le bien de Paix, par lequel l'Eglise est entretenuë en sa liberté, & augmentation & continuation du divin service, les Nobles en leurs autoritez & prerogatives, les Ecoliers en leurs études, les Marchands & gens de métier en leurs Marchandises, & arts mécaniques, & les Laboureurs en leur labourage; & d'icelui bien de Paix procedent autres biens infinis & innumerables; desirant de tout nôtre cœur tenir & garder nôtre Roiaume en Paix & tranquillité, au bien & salut de tous nos sujets, & obvier aux maux, dangers, perils, & inconveniens qui adviennent souventefois à cause de la guerre, tant de l'effusion de sang humain, comme de la ruine & desolation du pauvre peuple, & pour autres grandes, justes, & raisonnables causes, qui à ce nous ont meu & meuvent, aprés que avons fait lire lesdits articles en nôtre presence, eû sur ce grand avis & meure deliberation avec plusieurs Princes & Seigneurs du sang & lignage de Nous, & gens de nôtre Grand Conseil:

Avons iceux articles, & tout l'effet & contenu de ce que dessus est écrit & incorporé, loüé, ratifié, aprouvé, & par la teneur de ces presentes, loüons, ratifions, & aprouvons, & voulons être de tel effet, vertu & valeur, comme si nous mêmes en nôtre personne les avions Traitez, promis, conclus, & accordez, promettant en parole de Roi, sur nôtre honneur, par la foi & serment de nôtre corps, sur les Saints Evangiles de Dieu, pour ce par nous manuellement touchez en la presence desdits Ambassadeurs de nôtredit Neveu & Cousin, & sur l'obligation de tous nos biens presens & futurs, avoir & tenir fermes, stables, & agreables lesdits articles, & tout l'effet & contenu de ce que dessus est écrit & inseré, & les entretenir, observer & garder, & faire entretenir, observer & garder inviolablement de point en point, selon leur forme & teneur, sans faire, ni souffrir faire aucune chose au contraire, en quelque forme ou maniere que ce soit.

En têmoin de ce nous avons signé cesdites presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Arras le 27. jour de Juillet, l'an de grace 1477. & de nôtre Regne le dix-septieme. Ainsi signé, Loüis. Et sur le repli est écrit: par le Roi en son Conseil, auquel les Comtes d'Angoulesme, & Daufin d'Auvergne, l'Evêque de Lombez, le Comte de Marle, Maréchal de France; le Sire de Torcy, Maistre des Ambassadeurs; le Comte de Brenne, Gouverneur de Champagne; le Sire de Guedes, Capitaine General de Picardie; le Sire de la Pougne, Comte de S. Pol; les Sires de Crevecœur, de Jenly, Clery, de Concressaut, de Maigne, de Boisy, le Commandeur de Revers; Maistres Jean Bourre, Maistre des Comptes, & Treforier de France, Jean Chambon, Maistre des Requestes, Guillaume Picard, General des Finances, & autres étoient. Ainsi signé, de Cerizay, avec parafe, & scellé d'un scel de cire jaune.

ANS de J. C. 1477. AUTRICHE ET BOURGOGNE.

DIV.

Articles du Traité de Mariage, entre MAXIMILIEN D'AUTRICHE, *&* MARIE DE BOURGOGNE, *passé à Gand le* 18. *Août* 1477. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 208.

IN tractatu matrimonii contrahendi inter Illustrissimum ac Excellentissimum Principem Dominum MAXIMILIANUM, Ducem Austriæ, &c. parte ex una, & Illustrissimam & Excellentissimam Domicellam MARIAM, Ducissam Burgundiæ, &c. parte ex altera, inter ipsos futuros conjuges tractata, conventa, in pactumque & stipulationem deducta sunt, quæ sequuntur.

Primò. Quod dictus Dominus Maximilianus accipiet dictam Domicellam Mariam in suam veram & legitimam uxorem, & similiter ipsa Domicella Maria accipiet dictum Dominum Maximilianum in suum verum & legitimum maritum.

Item. Quòd dicto matrimonio in facie Sanctæ Matris Ecclesiæ solemnisato & consummato, quotiescumque contiget alterum dictorum conjugum ab hac luce decedere, liberis superstitibus ex dicto matrimonio procreatis, uno vel pluribus, ipsi liberi, unus vel plures, succedent dicto præmorienti in omnibus & quibuscumque suis Ducatibus, Comitatibus, Principatibus, Terris, Dominiis, juribus, prærogativis, & aliis bonis immobilibus, seu solo adhærentibus quibuscumque absque eo, & præter id quod superstes dictorum conjugum in ipsis Ducatibus, Comitatibus, Principatibus, Terris, Dominiis, juribus, prærogativis, aliisque bonis immobilibus, seu solo adhærentibus quibuscumque, possit aliquod jus proprietatis, vel usufructus, vel aliud quodcumque prætendere virtute cujuscumque consuetudinis, vel statuti generalis, vel localis cujuscumque, vel aliàs quomodocumque; ipsis enim consuetudinibus, statutis, aliisque juribus, dicti futuri conjuges, & quilibet ipsorum, renunciaverunt & renunciant.

Item. Et similiter dicto prædecedenti succedent dicti liberi superstites, unus vel plures in omnibus clenodiis, jocalibus, argenteriis, tapisseriis, & aliis bonis mobilibus quibuscumque, seu quocumque nomine censeantur, absque eo, & præter id quod superstes ipsorum conjugum in dictis clenodiis, jocalibus, argenteriis, tapisseriis, aliisque bonis mobilibus à dicto prædecedente relictis, possit seu debeat prætendere aliquod jus virtute, seu prætextu cujuscumque consuetudinis, vel statuti generalis, vel localis cujuscumque, vel aliàs quomodocumque; ipsis enim consuetudinibus, statutis & juribus, dicti futuri conjuges, & quilibet ipsorum, renunciaverunt & renunciant.

Et si contingat dictum prædecedentem nullos derelinquere liberos, & sic ex dicto matrimonio nullam extare prolem, dicti Ducatus, Comitatus, Principatus, cæteraque Dominia, jura, prærogativæ, aliaque bona immobilia, seu solo adhærentia, dicti prædecedentis, clenodia quoque, jocalia, argenteriæ, tapisseriæ, cæteraque ipsius prædecedentis bona mobilia quæcumque & quocumque nomine censeantur, pertinebunt & obvenient his, quibus de jure & consuetudine obvenire & pertinere debent, absque eo & præter id quod dictus superstes, in ipsis bonis mobilibus & immobilibus ab ipso prædecedente relictis, possit aliquod jus proprietatis vel usufructus habere, vel prætendere, virtute seu prætextu cujuscumque consuetudinis, vel statuti generalis, seu specialis, vel aliàs quomodocumque, ipsis enim consuetudinibus, statutis, & juribus, dicti conjuges, & quilibet ipsorum renunciaverunt & renunciant. ANS de J. C.

Item. Et ne per confusionem, vel immixtionem, quæ hinc inde fieri poterit de dictis clenodiis, jocalibus, argenteriis, tapisseriis, aliisque bonis mobilibus dictorum conjugum, contingat in posterum ignorari, quæ fuerint bona mobilia cujuslibet ipsorum, tractatum & conventum est inter ipsos futuros conjuges, quod quamprimum commodè fieri poterit, clenodia, jocalia, argenteriæ, tapisseriæ, cæteraque bona mobilia ipsorum conjugum describentur, & inventoriabuntur, appreciabunturque, & taxabuntur, ad utilitatem tàm ipsorum futurorum conjugum, quàm eorum ad quos in futurum pertinebit. 1477.

Item. Et in omnibus aliis punctis & articulis matrimonialibus superius non expressis dicti futuri conjuges, & eorum societas matrimonialis regulabunt tàm durante ipsâ societate, quàm post dissolutionem ejus, secundum dispositionem juris communis scripti, non obstantibus quibuscumque consuetudinibus, statutis, vel aliis dispositionibus scriptis, & non scriptis, generalibus, aut localibus quibuscumque in contrarium facientibus, quibus dicti futuri conjuges, & quilibet ipsorum in quantum ad eum spectat & pertinet, specialiter & expressè renunciaverunt & renunciant.

DV.

Trêves accordées entre LOUIS XI. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche. A Lens en Artois le* 18. *Septembre* 1477. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 210. ANS de J. C. 1477. FRANCE ET AUTRICHE.

BOnne, seure, & loiale Treve & abstinence de guerre est faite, Traitée, prise, concluë, & accordée, entre les gens Commis & Deputez du Roi nôtre Souverain Seigneur, d'une part: & les Commis & Deputez de Monsieur & Dame les Duc & Duchesse, d'autre part, à commencer incontinent que les presentes Treves d'accommodement prises pour dix jours finiront, qui sera le dix-neuvieme jour de ce present mois de Septembre, à Soleil Levant, durant jusques à ce qu'elles soient dédites par l'une partie ou par l'autre, & quatre jours aprés le jour du dédit; lequel dédit s'il se fait, se fera de plein jour par Officiers d'Armes, & par écrit; c'est à savoir pour la part du Roi, en le faisant signifier en la Ville de Lille, au Gouverneur de Lille, ou à son Lieutenant; & pour la part de mondit Sieur & Dame d'Autriche, en la Ville d'Arras, à M. du Lude, Lieutenant pour le Roi illec, ou au Gouverneur d'Arras, ou à son Lieutenant. Et s'il avenoit qu'on ne voulût donner entrée ausdits Officiers d'Armes, pour le signifier aux dessusdits esdites Villes d'Arras & de Lille, en ce cas il suffira de le signifier aux Gardes des portes, & leur laissant la signification par écrit. Pendant lesquelles Treves, & jusques à quatre jours entiers aprés le jour dudit dédit, cesseront toutes voies de fait, hostilitez, & exploits de guerre d'une part & d'autre, par Mer, eaux douces, & par Terre: & pourront tous les sujets d'un côté & d'autre aller de l'un parti en l'autre durant ladite Treve, soit en pelerinage, pour le fait de leurs marchandises, & autrement, en leurs affaires & negociations, sans détourbier ou empêchement, pourveu qu'ils ne feront ni pourchasseront chose prejudiciable au parti où ils iront.

Item. Aussi pendant lesdites Treves, tous laboureurs pouront dépoüiller leurs biens & labourer leurs Terres, sans ce qu'on leur puisse bailler empêchement, sous ombre que durant ces divisions ils se soient

NS
.C.
77.

soient retraits en l'un ou en l'autre des partis, & si pourront mener lesdites dépoüilles en tels lieux forts ou non forts que bon leur semblera, sans avoir regard en quel Bailliage, Prevôté, ou Châtellenie, sont les Terres qu'ils laboureront & dépoüilleront.

Item. Et pendant le temps de ladite Treve, l'on traitera toûjours du fait de la Paix, & des moiens pour pacifier toutes les questions & differends.

Item. Et durant le tems d'icelle Treve, les gens du parti du Roi pourront mener vins, sel, vivres, marchandises, & toutes autres choses quelconques prises & chargées en l'obeïssance du Roi, où bon leur semblera; & pour ce faire pouront passer seurement & sauvement par les lieux, passages, & détroits du parti contraire, où besoin leur sera, sans qu'on leur puisse faire ou donner aucun empêchement en allant ne retournant. Et aussi ceux du parti de mondit Sieur & Dame Duc & Ducheſſe d'Autriche, pourront avitailler leurs places de vins & de vivres pris en leur parti, & y mener Marchandises, & autres choses quelconques, & pour ce faire passer seurement & sauvement par tout où besoin leur sera, dedans le tems d'icelle Treve, sans qu'on leur puisse faire ou donner detourbier ou empêchement.

Item. Seront conservateurs desdites Trevés pour la part du Roi, Messire Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand Maître d'Hôtel de France, au Quesnoy & marches d'environ; Messire Jâques de Saint-Paul, Sieur de Richebourg, à Lens & à la Bassée; & Messire Jean de Daillon, Sieur du Lude, Gouverneur du Dauphiné, à Arras, Cambray, Cambresis, à Bouchain & à l'Escluse; M. Descordes à Boulogne, Montreüil & Hesdin; M. de Maigne à Bethune & Lillers; M. de Saint-André à Terouenne; & M. de Moy à Tournay & Tournesis. Et pour la part de mondit Sieur & Dame d'Autriche, seront conservateurs pour le Païs de Hainaut, le Sieur d'Ayme, & le Sieur de Bossu; pour Doüay, Cambresis & Artois, le Sieur de Fiennes, & le Sieur de Sallenouë; pour Lille, le Sieur Wabrin, & le Sieur Hammes; pour Saint-Omer & Aire, le Sieur de Beure, & le Sieur de Cohen; pour Courtray & Oudenarde, le Sieur de Legrat, & Messire Loüis d'Estornay; pour Flandres, Messire Jean de Luxembourg, & le Sieur de Dourlieu, lesquels seront Juges de toutes les instructions, tant de celles qui se sont faites durant ladite derniere Treve de dix jours, que de celles qui se feront durant la Treve qui à present se traite, & icelles infractions feront reparer chacun en sa marche & en son parti.

Ces presentes Treves prises & concluës par nobles & puissans Seigneurs Messire Pierre Doriole, Chevalier, Sieur de Loire en Aunis, Chancelier de France; Reverend Pere en Dieu Messire Pierre, Evêque d'Arras; Philebert Boutillat, Sieur d'Apremont, Tresorier de France; & Thomas Turquin, tous Chevaliers, Conseillers & Chambellans du Roi nôtredit Seigneur, & ses Commis en cette partie. Et nobles hommes Messire Jean, Sieur de Lanoy, Messire Gontart de Staremberg, Chevaliers, Chambellans; & Maistre Pierre Bougard, Doien de S. Douast de Bruges; Jean Dauffay, Maistre des Requestes; & Josse Chappes, tous Conseillers de mondit Sieur & Dame les Duc & Ducheſſe d'Autriche, Commissaires & Ambassadeurs ordonnez de par eux, en ce que dit est.

Fait à Lens en Artois, le 18. jour de Septembre l'an 1477. Signé, P. Doriole. P. de Ranchicourt, Evêque d'Arras. Boutillat. Thomas Turquin. J. de Lanoy. G. de Staremberg. P. Bogart. J. Dauffay. J. Chappes.

DVI.

ANS de J. C. 1477.

FRANCE VENISE, ET FLORENCE.

Traité de Paix & Alliance perpétuelle entre LOUIS XI. *Roi de France, & la Seigneurie de* VENISE, *du neuviéme Janvier 1477. auquel est aussi compriſe la Seigneurie & Communauté de* FLORENCE. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 210.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes, &c.

Premierement. Que bonne Paix, vraie, & loiale amitié & bienveillance est dés à present Traitée, faite, concluë, appointée, & sera dorenavant perpetuellement entretenuë & gardée entre Nous, & nos successeurs Rois de France, nôtre Roiaume, & tous nos Païs, Terres, Seigneuries, & sujets, étans & qui seront en nôtre obeïssance: & les Duc & Seigneurie de VENISE, & toutes leurs Terres, Païs, Seigneuries & sujets, en quelques lieux ou regions que lesdites Terres & Seigneuries soient, tant de nôtre part que de la leur.

Item. Que Nous, nosdits Païs, Terres, Seigneuries, & sujets d'une part; lesdits de Venise, & leurs Païs, Terres, Seigneuries, & sujets d'autre, seront & demeureront dorenavant perpetuellement les uns avec les autres, comme bons amis & bienveillans, en mettant au neant, & quitant toutes prises, courses, & autres choses, qui par violence & forme d'hostilité auroient été faites, soit par Terre, par Mer, ou autrement, par les sujets des uns sur les autres, & les tenant & reputant comme non avenuës, sans que jamais à cause d'icelles, soit ne puisse estre faite quelque question, petition, ni demande d'une part ni d'autre, de tout le tems passé jusques aujourd'hui. En quoi toutefois nous n'entendons aucunement comprendre les choses, qui à cause de Marchandise, de prests & déposts, ou autrement, seroient dûës par contrats ou promesses faites de franc & liberal consentement, & sans violence precedente; desquelles choses l'on pourra faire question par Justice, selon la nature & qualité des matieres.

Item. Que dorenavant tous nosdits sujets, tant de nôtredit Roiaume, que de quelconque autre Païs, Terres, & Seigneuries qu'ils soient à eux obeïssans; avec toutes les nefs, gallées, & autres navires armez & desarmez, danrées, Marchandises, & biens quelconques, tant de nôtre part que de la leur, pourront aller, venir, marchander, & naviger seurement par Terre & par Mer, soit en Ponant, en Levant, ou ailleurs, en quelque Païs, Terre, Region, ou Nation que ce soit, sans que par Nous, nos sujets & obeïssans, ausdits de Venise, ni à leurs sujets, ni par lesdits de Venise, ou leurs sujets & obeïssans, aux nôtres, soit fait guerre, hostilité, empêchement, ou détourbier, ni porté aucun detriment, prejudice ou dommage.

Item. Lesdits Duc & Seigneurie de Venise ne donneront dorenavant quelque secours, faveur, support, ni aide contre nous, à aucuns de nos ennemis, adversaires, rebelles, & desobeïssans, quels qu'ils soient; ni à quelque Roi, Prince, Princesse, Seigneur, Seigneurie, Païs, ou Nation que ce soit, en quelconque querelle; ni pour quelque cause que ce soit ou puisse estre, sans personne, Païs, ou Nation quelconque excepter, tant par Mer que par Terre, & tant à ceux qui nous feroient guerre, comme à ceux ausquels nous la ferions, à quelque cause ou occasion que ce fût; reservé toutefois & demeurant sans prejudice l'Alliance que à present lesdits de Venise ont avec le Duc de Milan, & la Seigneurie de FLORENCE, à la conservation & défense

ANS de J.C. 1477.

fense de leur Etat seulement. Et pareillement Nous de nôtre part, ne donnerons quelque secours, faveur, support & aide contre lesdits de Venise, à aucuns de leurs ennemis, rebelles & desobeïssans, pour quelque occasion que ce soit.

Item. Et en ce present Traité nous avons aussi de nôtre part expressément reservé & reservons toutes les amitiez, confederations, & alliances, que nous avons avec la Seigneurie & Communauté de Florence, ausquelles nous ne voulons & n'entendons en quelque maniere prejudicier ni déroger; mais voulons & entendons icelles entretenir & garder, nonobstant ce present Traité, & sans que par icelui y soit en quelque maniere, ni en quelque partie dérogé.

Aprés lesquelles choses ainsi Traitées, concluës, appointées, & à nous bien au long dites & raportées, le Sieur Dominique Gradenigo, pour & au nom desdits de Venise, nous a requis & fait requerir, qu'il nous plût les avoir agreables, & sur ce octroier nos lettres en forme dûë, offrant par vertu du pouvoir à lui donné en bailler ses lettres, & en outre dedans le quinzieme jour du mois de Mai prochainement venant, nous rendre ou envoier lettres patentes desdits Duc & Seigneurie de Venise, en forme dûë & autentique, confirmatoires desdites choses, promettant & soi obligeant icelles tenir, garder, & accomplir. Savoir faisons que pour consideration du grand desir & affection, que lesdits Duc & Seigneurie de Venise démontrent avoir à la pacification des differences qui sont entre eux & nous, & d'avoir nôtre amour & bienveillance, reduisant à memoire les anciennes amitiez qu'ils ont eû avec nos tres-chretiens progeniteurs, desirant de nôtre part les avoir pour nos bons, vrais, & speciaux amis. Nous sur ce bien & dûëment acertenez & avertis, icelles Paix, amitié, & bienveillance entre Nous & nos successeurs Rois de France, nos Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries, & sujets; & lesdits Duc & Seigneurie de Venise, leurs Païs, Terres, Seigneuries, & sujets, & toutes les autres choses Traitées, concluës, & apointées avec ledit Dominique Gradenigo, ainsi, & par la forme & maniere qu'elles sont ci-dessus exprimées & declarées, avons pour Nous, & nos successeurs Rois de France, ratifié, confirmé, & approuvé, & par la teneur de ces presentes ratifions, confirmons, & approuvons, promettant en bonne foi & parole de Roi, icelles tenir, garder, & observer de point en point, tout ainsi, & par la forme que ci-dessus est contenu, sans jamais faire ni venir à l'encontre, pourvu toutesfois que lesdits Duc & Seigneurie de Venise, & leurs successeurs, les garderont, observeront, & entretiendront entierement de leur part.

Et pource que de ces dites presentes l'on pourra avoir a faire en plusieurs & divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait sous scel roial, foi soit ajoûtée comme à ce present original.

En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné au Plessis du Parc-les-Tours, le neuvieme jour de Janvier, l'an de grace mille quatre-cens soixante-dix-sept, & de nôtre Regne le dix-septieme. Signées sur le repli: par le Roi en son Conseil, auquel Monseigneur le Cardinal de Foix, vous les Archevêques de Vienne & de Sens, les Evêques d'Alby, d'Agen, d'Agde, le Comte de Dunois, le Protonotaire de Cluny, les Sires de Bressuyre, & de Saint-Pierre, Grand-Senechal de Normandie; d'Argenton, Senechal de Poitou; Maistres Adam Fumée, Maistre des Requestes ordinaire de l'Hôtel, Raoul Pichon, Jean Pellieu, Conseillers en Parlement; Aubert le Viste, Correcteur en la Chancellerie, & plusieurs autres étoient. D'Isoine, & scellé sur double queuë du grand scel de cire jaune.

DVII.

ANS de J.C. 1478. FRANCE ET SAVOYE.

Traité d'Alliance & de Ligue entre LOUIS XI. *Roi de France, &* PHILIPPE DE SAVOYE, *Comte de Baugé & de Bresse. A Bourg, le* 14. *Août* 1478. *& signé par le Roi le* 13. *Septembre audit an.* S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 439. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 214.

COmme au mois de Mars dernier passé, Monsieur PHILIPPE, Comte de Baugé, Seigneur de Bresse, du Revermont, de Dombes, & de la Valbonne, eût envoié Messires Hugues, Seigneur de Chandée, & Amé de Geneve, Seigneur de Boringe, Chevaliers, ses Ambassadeurs & Deputez, aians de lui puissance pleniere, devers le Roi nôtre Souverain Seigneur, lesquels traiterent, promirent, & accorderent pour & au nom dudit Seigneur de Bresse à nôtredit Seigneur plusieurs choses, qui n'ont pas été entierement accomplies, au moien de quoi le Roi ait differé de faire paiement audit Seigneur de Bresse de certaines sommes de deniers, & autres choses concluës avec lesdits Ambassadeurs; & à cette occasion ait ledit Seigneur de Bresse derechef envoié devers le Roi nôtred. Seigneur lesdits de Chandée, & de Boringe, ses Ambassadeurs & Deputez, aians de lui pouvoir & puissance pleniere, comme apert par la teneur d'icelui ci-aprés inseré de mot à mot, lesquels ont fait au Roi plusieurs remontrances de la grande & singuliere amour qu'avoit & a ledit Seigneur de Bresse envers le Roi, & tout son Roiaume, & du grand vouloir, & singulier desir & affection qu'il avoit & a de le servir; ainsi est que finalement eût le Roi nôtredit Seigneur d'une part, & lesdits Ambassadeurs, pour & au nom dudit Seigneur de Bresse, & par vertu de leurdit pouvoir d'autre, ont été traitées, consenties & accordées les choses, & articles qui s'ensuivent.

Premierement, ont promis & promettent au Roi nôtredit Seigneur lesdits Ambassadeurs, pour & au nom dudit Seigneur de Bresse, & par vertu de leurdit pouvoir, que dorenavant ledit Seigneur de Bresse lui sera bon & loial parent, & serviteur, & le servira de tout son pouvoir, de sa personne, de ses Païs, Terres, Seigneuries & sujets, en toutes manieres qu'il poura, & qui lui seront possibles envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, soit Rois, Ducs, Princes, Princesses, Communautez, ou autres de quelque état, autorité, ou condition qu'ils soient, ou puissent être, sans nul reserver, excepté seulement la Maison de Savoie, laquelle lesdits Ambassadeurs ont reservée en cette partie, & nommément ont promis, & promettent lesdits Ambassadeurs au nom & comme dessus, que ledit Seigneur de Bresse servira le Roi envers & contre le Duc Maximilien d'Austriche, & la Ducheſſe sa femme, & tous autres ennemis que le Roi peut & poura avoir ci-aprés.

Item. Ont promis & promettent iceux Ambassadeurs au nom, & comme dit est, que ledit Seigneur de Bresse, incontinent aprés leur retour devers lui, se declarera serviteur du Roi, prendra & tiendra son parti par effet, & promettra de non jamais tenir autre parti contraire ni prejudiciable au Roi, & que dorenavant il n'aura, tiendra, ni fera tenir paroles aucunes avec ledit Duc Maximilien, ni aucuns autres des ennemis du Roi, ni n'aura, ni fera avoir avec eux aucun entendement, apparemment, secretement, ni autrement en quelque maniere que ce soit, & sur ce, & autres choses fera le ferment tel, & selon la forme que le Roi lui envoie par écrit par lesdits Ambassadeurs, sans y rien ajoûter, ni diminuer, & dont lesdits Ambassadeurs dans la S. André prochaine venant ont promis

ANS de J. C. 1478.

mis d'envoier bonne, & deuë certification au Roi dudit ſerment, ainſi être fait par ledit Seigneur de Breſſe; aprés laquelle certification receuë, le Roi ſera en preſence d'iceux qui l'aporteront, & qui la lui bailleront, le ſerment de faire entretenir, & accomplir les choſes deſſus & ci-aprés declarées.

Item. Que ſi ledit Seigneur de Breſſe eſt averti par aucune maniere d'aucunes choſes touchant les perſonnes du Roi, de la Reine, & de Monſieur le Daufin, ſoit de machinations, entrepriſes, ou autres choſes quelconques que l'on veuille faire machiner, ou entreprendre contre eux, ou aucun d'eux, & contre la choſe publique du Roiaume, aparemment, ſecretement, ou autrement, à toute diligence il en avertira, & ſera avertir le Roi, afin d'y obvier & y pourvoir ainſi que la matiere requerra, & que même ledit Seigneur de Breſſe de toute ſa puiſſance y obviera & pourvoira en maniere que deshonneur, dommage, ni inconvenient n'en aviendra au Roi, ni aux deſſuſdits.

Item. Que dorenavant ledit Seigneur de Breſſe gardera & procurera de ſon pouvoir l'honneur, le bien, profit & utilité du Roi, de la Reine & de Monſieur le Daufin, & de toute la choſe publique du Roiaume, & évitera leur deshonneur, inconvenient & dommage, comme dit eſt.

Item. Que ledit Seigneur de Breſſe dorenavant ne recevra en ſon hôtel, Païs, & ſervice aucuns, ſoit nobles ou autres de quelque condition qu'ils ſoient, qu'ils ne ſoient bons pour le Roi, & tenans ſon parti; & ſi aucun y en a de preſent, incontinent aprés le retour deſdits Ambaſſadeurs, ledit Seigneur de Breſſe les mettra hors de ſondit hôtel & ſervice.

Item. Que ledit Seigneur de Breſſe ne ſera dorenavant traitez, promeſſes, alliances, ou confederations avec Rois, Princes, Princeſſes, Communautez, ou autres de quelque autorité, & qualité qu'ils ſoient, ou puiſſent être, ſans nul reſerver, contre ni prejudiciables au Roi, à la Reine, à Monſieur le Daufin, & à la choſe publique du Roiaume, ſans le ſeu, vouloir, ou conſentement exprés du Roi, & ſi aucunes en a faites ci en arriere, qu'il y renoncera incontinent aprés le retour de ſeſdits Ambaſſadeurs; & dés maintenant iceux Ambaſſadeurs pour & au nom dudit Seigneur de Breſſe, & par vertu dudit pouvoir à eux donné, y ont renoncé, & renoncent expreſſément.

Item. Que ſi ledit Seigneur de Breſſe a aucunes lettres devers lui touchant leſdites alliances, ou autres choſes prejudiciables au Roi, ou à la choſe publique de ſon Roiaume, incontinent les rendra, & renvoiera au Roi comme caſſées & annullées, & de nul effet & valeur dés ledit tems de la S. André, avec ladite certification dudit ſerment.

Item. Que ledit Seigneur de Breſſe ratifiera, agréera, & aprouvera toutes & ſingulieres les choſes devant dites par ſes lettres patentes ſignées de ſon nom, & ſcellées de ſon ſcel, armorié de ſes armes, & icelles ſes lettres envoiera au Roi nôtredit Seigneur dedans ledit tems, & finalement aprés le retour de ſeſdits Ambaſſadeurs fera ledit Seigneur de Breſſe incontinent publier par tous ſes Païs les traitez, promeſſes, & autres choſes deſſus accordées, & écrites en maniere que nul ne puiſſe pretendre cauſe d'ignorance, & moiennant les choſes devant dites, & chacunes d'icelles, le Roi a promis & promet audit Seigneur de Breſſe en la perſonne de ſeſdits Ambaſſadeurs, de non faire Traitez, Alliances, ou Treves avec Rois, Princes, Princeſſes, Communautez, ou autres de quelque état ou autorité qu'ils ſoient, que ledit Seigneur de Breſſe n'y ſoit compris nommément.

Item. Promet le Roi d'aider & défendre ledit Seigneur de Breſſe, ſes Païs, Terres, Seigneuries, & ſujets envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, de toutes forces, violences, guerres & voies de fait que l'on voudroit faire, & entreprendre contre lui, & en ce faire comme il voudroit faire pour la défenſe de ſa perſonne, & de la choſe publique de ſon Roiaume.

ANS de J. G. 1478.

Item. Remet le Roi tous regrets qu'il a eû, & pû avoir en quelque maniere que ce ſoit de tout le tems paſſé juſqu'à aujourdui à l'encontre dudit Seigneur de Breſſe, ſes ſujets, & ſerviteurs, & ne lui procurera, ni ſera procurer mal ni dommage en corps & en biens, ni en nuls de ſes ſerviteurs & ſujets, ains lui ſera bon maître, & poura ledit Seigneur de Breſſe & les ſiens aller & venir, entrer, & faillir par tout le Roiaume ſeurement, ſans à leurs perſonnes, ni à leurs biens attenter. Et afin que ledit Seigneur de Breſſe ait mieux de quoi ſoi entretenir pour ſervir le Roi, & auſſi pour les autres conſiderations avant dites, le Roi a promis & promet donner audit Seigneur de Breſſe douze mille francs de penſion, de laquelle penſion le Roi a fait bailler ſes lettres auſdits Ambaſſadeurs, expediées comme il apartient, & leur a baillé les cedules de l'aſſignation de ladite penſion pour l'année prochaine à venir bien & convenablement, & en maniere que leſdits Ambaſſadeurs en ont été bien contens; & entretiendra le Roi audit Seigneur de Breſſe ladite penſion dorenavant, & tellement que icelui Seigneur de Breſſe en ſera bien paié, & avec, le Roi a fait bailler auſdits Ambaſſadeurs pour & au nom dudit Seigneur de Breſſe les cedules de l'aſſignation ſur les deniers de l'année à venir de la ſomme de ſix-mille francs que le Roi a donné audit Seigneur de Breſſe pour lui aider, & ſoi mettre en point pour venir devers lui, & de laquelle aſſignation en cedules leſdits Ambaſſadeurs ſe ſont tenus & tiennent pour bien contens.

Item. Outre plus promet le Roi, & pour les mêmes conſiderations que deſſus, donne une Comté en France audit Seigneur de Breſſe, en valeur de quatre mille livres de rente, & de lui en faire & paſſer lettres de tranſport ſeures, & valables, & d'icelle Comté le faire paiſiblement joüir dedans un an; & juſqu'à ce que ledit Seigneur de Breſſe ait icelle Comté, le Roi outre & par deſſus ladite penſion annuelle, & autres choſes avant dites, a promis & promet de faire paier, & de bailler & delivrer audit Seigneur de Breſſe chacun an la ſomme de quatre mille francs, & d'icelle lui bailler & faire avoir bonne & ſeure aſſignation, & telle qu'il en ſera paié, ſatisfait, & contenté; & dés maintenant le Roi a fait bailler les cedules de l'aſſignation ſur leſdits deniers de ladite année à venir de ladite ſomme de quatre mille francs, de laquelle ſomme & aſſignation iceux Ambaſſadeurs ont été & ſont contens.

Item. Le Roi a promis & promet audit Seigneur de Breſſe, és perſonnes de ſeſdits Ambaſſadeurs, que quand il aura la joüiſſance de la Comté de Bourgogne, il ſouffrira joüir ſans aucun empêchement les ſujets & ſerviteurs dudit Seigneur de Breſſe de leurs terres, Seigneuries, & heritages, qu'ils ont en ladite Comté, & auſſi de leurs terres, Seigneuries, & heritages, qu'ils ont en la Duché de Bourgogne, Comté de Máconnois, & ailleurs és Païs du Roi, leſquels ſujets ne ſe ſont armez contre le Roi depuis le trépas de feu le Duc Charles de Bourgogne, à qui Dieu pardonne, ſans leur bailler, ou faire bailler aucun empêchement au contraire, toutes leſquelles choſes en la forme, & maniere que dit eſt, ont été paſſées, conſenties, & accordées par le Roi nôtredit Seigneur, & par leſd. Ambaſſadeurs par vertu de leurdit pouvoir, dont la teneur s'enſuit de mot à mot.

PHILIPPE DE SAVOYE, Comte de Baugé, Seigneur de Breſſe, & du Revermont, de Dombes, & de la Valbonne: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme pour aucuns nos grands affaires aions deliberé d'envoier preſentement devers Monſeigneur le Roi nos tres-chers amez & feaux Conſeillers les Seigneurs de Chandée, Gouverneur de Breſſe,

ANS de J. C. 1478. Bresse, & Amé de Geneve, Seigneur de Boringe; savoir faisons, que nous confiant des sens, loiauté, prudhommie, & bonne diligence des dessusdits, à iceux, & à chacun d'eux pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, & de nôtre certaine science, & bonne volonté, avons donné, & par ces presentes donnons plein pouvoir, autorité, & mandement special d'eux comparoir pour & en nôtre nom devant Monditseigneur le Roi, accepter, prendre & reprendre, si besoin est, apointement traité, former, & accomplir avec ledit Seigneur, ou ses Commis & Deputez, de nos affaires, tout ainsi, & par la forme & maniere que si étions en propre personne, aprouver, loüer, & aussi ratifier l'apointement dernierement avec ledit Seigneur pris par ledit Seigneur de Chandée, Jâques de Bussi, Humbert, Seigneur de Lucinge, & Pierre Bolomier, & en faire autres de nouveau, si bon leur semble. Promettant en bonne foi, en parole de Prince, & sur les Saints Evangiles, avoir ferme & stable tout ce que par les dessusdits Seigneur de Chandée & Seigneur de Boringe, ou de l'un d'eux au nom que dessus aura été fait, promis, juré, & conclu, ratifié, & accordé avec ledit Seigneur, ou ses Commis & Deputez, sans venir, ni souffrir être venu en maniere que ce soit au contraire. En témoignage de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre propre main, & fait signer de nôtre Secretaire, & scelle de nôtre scel de nos armes. Donné à Bourg le quatorzieme jour d'Aoust, l'an de grace mille quatre-cens soixante & dix-huit, pris à la Nativité. Ainsi signé, Philippe de Savoie. Et au dessous : Par Monseigneur le Comte, Chivillardi. En témoin de ce, ces presens articles ont été signez de la main du Roi, & desdits Ambassadeurs, & scellez de leur scel ci mis en placart, le treizieme jour du mois de Septembre, l'an mille quatre-cens soixante dix-huit. Signé, Louis.

DVIII.

ANS de J. C. 1478. TARENTE ET SAVOYE.

Contract de Mariage de FREDERIC D'ARRAGON *Prince de Tarente*, *&* D'ANNE DE SAVOYE. *Fait le* 1. *Septembre*, 1478. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 420.

IN Dei nomine, Amen. Pateat universis quòd inter Christianissimum, & Excellentissimum Principem, & Dominum Ludovicum Dei gratia Francorum Regem ex una parte, & Serenissimum ac Illustrissimum Principem, & Dominum Ferdinandum Dei gratia Regem Siciliæ, Hierusalem, & Hungariæ, seu Magistros Anthonium de Alexandro utriusque Juris Doctorem, Thomasium Tacqui, & Lancelotum Macedonum milites, Oratores, & Procuratores ipsius Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ, prout de eorum mandato & procuratione constat per litteras patentes ipsius Serenissimi Domini Regis Siciliæ, ejus manu subscriptas, & sigillo pendenti sigillatas, quarum tenor de verbo ad verbum inferiùs in fine præsentis instrumenti inseretur, agentes, & intervenientes, Procuratores ipsos ad subscripta omnia, & eorum singula procuratorio nomine, & pro parte ipsius Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ ex parte altera, infra scripta capitula Matrimonialia, conventiones, & pacta fuerunt inita, firmata, & jurata ac vallata solemnibus stipulationibus per utramque partem hinc indè interpositis, & ad singula capitula repetitis super Matrimonio (concedente Domino) feliciter contrahendo, inter Illustrissimum Dominum Dom. Frederícum ejusdem Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ Filium secundogenitum & *Illustrissimam Madamisellam* Annam de Sabaudia, *dicti Christianissimi Domini Ludovici Regis Francorum Neptem ex Sorore, ac Filiam Illustrissimi quondam Domini Amedei Ducis Sabaudiæ, & Illustrissimæ Dominæ Jolandæ Ducissæ Sabaudiæ ejusdem Christianissimi Domini Regis Francorum Sororis.* Videlicet in primis præfatus Dominus Christianissimus Ludovicus Francorum Rex promisit supradictis Anthonio de Alexandro, Thomasio Tacqui, & Lanceloto Macedono Oratoribus & Procuratoribus recipientibus, & stipulantibus procuratorio nomine, & pro parte jam Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ, se ipsum Christianissimum Dominum Ludovicum Francorum Regem curaturum, & facturum modis omnibus, & cum effectu quòd prænominata Illustrissima Damisella Anna de Sabaudia sua Neptis, scilicet Filia Illustrissimæ Dominæ Ducissæ Sabaudiæ ipsius Christianissimi Domini Regis Sororis ad omnem requisitionem dicti Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ, seu præfati Illustrissimi Domini Dom. Frederici, eundem Illustrissimum Dominum Dom. Fridericum in suum verum, & legitimum Virum, & Maritum accipiet, ac cum ipso Illustrissimo Domino Dom. Frederico præsente, vel per medium sui legitimi Procuratoris, ipsa Illustrissima Damisella Anna solemniter, & legitimè Matrimonium contrahet per verba apta, & congrua, mutuum consensum exprimentia de præsenti, & successivè Matrimonium prædictum, ipsa Illustrissima Damisella Anna cum eodem Illustrissimo Dom. Friderico per carnis copulam consummabit secundum usum, & consuetudinem sanctæ Romanæ Ecclesiæ in talibus observatum. Et è converso præfati Anthonius de Alexandro, Thomasius Tacqui, & Lancelotus Macedonus Procuratores videlicet dicti Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ procuratorio nomine, & pro parte ipsius Serenissimi Regis Siciliæ eorum principalis, promiserunt dicto Christianissimo Domino Ludovico Regi Francorum recipienti, & stipulanti, se ipsos Anthonium, Thomasium, & Lancelotum procuratorio nomine quo suprà, & præfatum Serenissimum Dominum Ferdinandum Regem Siciliæ eorum principalem curaturos, & facturos modis omnibus, & cum effectu quòd præfatus Illustrissimus Dominus Dom. Fredericus ejusdem Serenissimi Domini Ferdinandi Regis Siciliæ Filius secundogenitus, ad omnem requisitionem dicti Christianissimi Domini Ludovici Regis Francorum eandem Illlustrissimam Damisellam Annam de Sabaudia in suam veram, & legitimam Uxorem accipiet, ac cum ipsa Illustrissima Damisella Anna de Sabaudia idem Illustrissimus Dom. Fridericus solemniter legitimum Matrimonium contrahet per verba apta & congrua mutuum consensum exprimentia de præsenti, & successivè Matrimonium prædictum ipse Illustrissimus Dom. Fridericus cum eadem Illustrissima Damisella Anna per carnem consummabit secundum usum, & consuetudinem Sacro-sanctæ Romanæ Ecclesiæ in talibus observatum. Item præfatus Christianissimus Dominus Ludovicus Rex Francorum dictis Anthonio, Thomasio, Lanceloto recipientibus, & stipulantibus procuratorio nomine quo suprà promisit dare, & assignare dicto Illustrissimo Dom. Frederico, in dote, & pro dote Damisellæ Illustrissimæ Annæ contemplatione dicti Matrimonii unum Statum consistentem in Vassallis, terris, castris & locis in iis Regnis ipsius Christianissimi Regis Francorum cum titulo Comitatus qui sit valoris, & redditus anno quolibet duodecim mille Francorum monetæ hujus Regni Franciæ cum pacto solemni stipulatione vallato, quod cum primum inter ipsum Christianissimum Dominum Ludovicum Francorum Regem ex una parte, & Serenissimos Dominos Reges Aragonum, & Castellæ firmari contingat concordiam, per quam Comitatus Rossilionis, & Ceritaniæ sint apud ipsum Christianissimum Dominum Regem Francorum remanfuri,

ANS de J. C. 1478.

ANS de J. C. 1478.

manſuri, ipſe Chriſtianiſſimus Dominus Ludovicus Rex Francorum teneatur, & ita promiſit dictis Procuratoribus ſtipulantibus quo ſupra nomine dare, & aſſignare dicto Illuſtriſſimo Domino Dom. Frederico præfatos Comitatus Roſſilionis, & Ceritaniæ, cum omnibus juribus, rationibus & pertinentiis eorum tenendos quidem Comitatus ipſos, in dotem, & pro dote dictæ Illuſtriſſimæ Dominæ Annæ Uxoris ſuæ, & eo caſu præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dom. Fredericus teneatur, & debeat reſtituere ipſi Chriſtianiſſimo Francorum Regi prædictum Statum quem de præſenti recepit, intelligendo ſemper in quemcumque ſupradictorum caſuum quòd dictus Illuſtriſſimus Dom. Fredericus teneatur, & debeat præſtare, & facere homagium ipſi Chriſtianiſſimo Domino Francorum Regi, & ſuis ſucceſſoribus pro dictis Statibus, ſecundùm uſum & conſuetudinem dicti Regni Franciæ, & ſecundùm quòd alii Nobiles tenentes in partibus Regni Franciæ conſueverunt, & tenentur facere, & ſimiliter gaudeat Privilegio aliorum Parium dicti Franciæ Regni juxta qualitatem ſtatus quem ipſe Illuſtriſſimus Dominus Fredericus recipiet, & prout præſtant, & faciunt alii tenentes Comitatus in Regnis ipſius Chriſtianiſſimi Domini Regis Francorum, & ſi placuerit præfato Illuſtriſſimo Dom. Frederico ante concordiam ſupra dicto modo cum dictis Sereniſſimis Dominis Regibus Aragonum, vel Caſtellæ firmatam, dictos Comitatus Roſſilionis, & Ceritaniæ accipere, & præſtare, & facere pro illis homagium eidem Chriſtianiſſimo Domino Francorum Regi modo quo ſuprà dictum eſt, eo caſu dictus Chriſtianiſſimus Dominus Ludovicus Francorum Rex contentus extitit, & ita promiſit dictis Procuratoribus nomine quo ſuprà ſtipulantibus dare, & aſſignare eidem Illuſtr. Dom. Frederico dictos Comitatus Roſſilionis & Ceritaniæ, & recuperare Statum qui de præſenti eidem Illuſtr. Dom. Frederico aſſignabitur, intelligendo ſemper quòd idem Illuſtr. Dom. Fredericus in recuperatione dictorum Comitatuum Roſſilionis, & Ceritaniæ debeat præſtare, & facere pro illis homagium ipſi Chriſtianiſſimo D. Regi Francorum, & ſucceſſoribus ut ſuprà dictum eſt. Item præfatus Chriſtianiſſimus Dominus Ludovicus Francorum Rex promiſit jam dictis Procuratoribus recipientibus, & ſtipulantibus quo ſuprà nomine, quòd ſi contingat fieri aut firmari concordiam inter ipſum Chriſtianiſſimum Dominum Regem, & Reges Aragonum, aut Caſtellæ, per quam concordiam dicti Comitatus remaneant loco pignoris apud ipſum Chriſtianiſſimum Dominum Regem pro aliqua pecuniarum quantitate, qua ſoluta veniant iidem dictis Regibus Aragonum vel Caſtellæ reſtituendi; Tunc & eo caſu (ſi placuerit eidem Domino Dom. Frederico quod ille quantitates pecuniarum in quibus erit declaratus creditor, ut idem Chriſtianiſſimus Rex Francorum convertantur in dotem, & pro dote Illuſtriſſimæ Damiſellæ Annæ) ipſe Chriſtianiſſimus Rex Francorum aſſignabit jam dicto Illuſtriſſimo Dom. Frederico Comitatus Roſſilionis, & Ceritaniæ, tenendo in pignus, & loco pignoris uſque ad recuperationem, & ſatisfactionem dictarum pecuniarum. Quos quidem Comitatus Roſſilionis, & Ceritaniæ dictus Illuſtriſſimus Dom. Fredericus debeat tenere illis modo, & forma quibus (ſecundum formam dictæ concordiæ) per ipſum Chriſtianiſſimum Dominum Regem Francorum tenendi eſſent, & eo caſu dictus Illuſtriſſimus Dom. Fredericus reſtituere debeat eidem Chriſtianiſſimo Domino Regi Francorum illum Statum quem de præſenti recipiet, & teneatur præſtare homagium Domino Regi Francorum, & fidelitatem pro Comitatibus ipſis, tenendis uſque ad ſolutionem debiti, ſolito vero debito, ſit liber à juramento, & pecuniæ exigendæ ab ipſis Aragonum, & Caſtellæ debeant conſervari ad ordinem D. Regis Francor. pro emendis terris, & ſtatu pro dote ipſius Damiſellæ Annæ, pro quo ſtatu emendo ipſe Illuſtriſſimus Dom. Fredericus faciet homagium dicto Domino Regi in plena forma ut ſuprà dictum eſt. Item præfatus Chriſtianiſſimus Dominus Ludovicus Rex Francorum promiſit dictis Antonio, Thomaſio, & Lanceloto Procuratoribus recipientibus, & ſtipulantibus dictam dotem (modo quo ſuprà conſiſtentem) tradere, & aſſignare prædicto Illuſtriſſimo Dom. Frederico in infrà ſcripto, pacto & conditione videlicet, quòd ſi caſu contingat dictum Matrimonium diſſolvi per obitum dictæ Illuſtriſſimæ Damiſellæ Annæ ſuperſtite dicto Illuſtriſſimo Dom. Frederico, tali caſu exiſtentibus Filiis ex dicto Matrimonio, ipſe Illuſtriſſimus Dom. Fredericus durante vita ſua remaneat Dominus dictæ dotis, ſeu dicti ſtatus, qui pro dote ipſa aſſignabitur, & poſt mortem ſuam deveniat ad Filios ſeu Filias dicti Matrimonii. Si verò ex dicto Matrimonio non remanſerint Filii, tunc ipſe Illuſtriſſimus Dom. Fredericus remaneat integraliter Dominus dictæ dotis, & dicti Status, & accipiendo deinde aliam Uxorem, & procreando Filios, dictus Status remaneat apud ipſum Illuſtriſſimum Dom. Fredericum, & ejus Filios ex ſecundo Matrimonio procreandos, & in caſu quo ipſe Dom. Fredericus moriatur, dictus ſtatus revertatur ad Coronam Regni Franciæ, & è converſo præfatus Antonius, Thomaſius, & Lancelotus Oratores, & Procuratores quo ſuprà nomine promiſerunt eidem Chriſtianiſſimo Domino Regi Francorum recipienti, & ſtipulanti conſtituere quòd præfatus Illuſtriſſimus Dom. Fredericus conſtituit præfatæ Madamiſellæ Annæ Uxori ſuæ dotarium condecens habito reſpectu ad quantitatem dotis quam recipiet, quod dotarium conſtitui debeat ſecundùm uſum Baronum, Comitum, & Magnatum Regni Franciæ, & debeat dotarium ipſum aſſecurari ſuper bonis, & Statu ipſius Illuſtriſſimi Dom. Frederici emendis ex illis ducentum mille ducatis quos dictus Sereniſſimus Dominus Ferdinandus Rex Siciliæ donare intendit ipſi Illuſtriſſimo Dom. Frederico Filio ſuo, & ad majorem cautelam dictus Sereniſſimus Dominus Rex Siciliæ Pater ipſius Illuſtriſſimi Dom. Frederici obligat ſe ad dictum dotarium, & ſuos hæredes, & ſucceſſores. Item præfati Antonius, Thomaſius, & Lancelotus Oratores, & Procuratores quo ſuprà nomine jam dicto Chriſtianiſſimo Domino Regi Francorum recipienti, & ſtipulanti promiſerunt quòd ipſe Sereniſſimus Dominus Ferdinandus Rex Siciliæ donabit, & donationis titulo irrevocabiliter inter vivos dabit, & ſolvet dicto Illuſtriſſimo Dom. Frederico Filio ſuo ducatos ducentum mille ſeu illorum valorem in iis terminis, videlicet in continenti in adventu ipſius Illuſtriſſimi Domini Frederici ad ipſum Chriſtianiſſimum Regem ducatos triginta mille, & deinde in anteà anno quolibet ducatos triginta mille uſque ad integram ſatisfactionem dictorum ducatorum ducentum mille qui ducentum mille ducati converti debeant ad emptionem terrarum, & Status pro proprio Patrimonio ipſius Illuſtr. Dom. Frederici, quæ quantitates pecuniarum deponi debeant, & conſervari quolibet anno, & ſecuro in loco in hoc Regno Franciæ, ut converti poſſint in emptionem prædictam. Et quoniam dictus Chriſtianiſſimus Rex Francorum prætendit dictos ducentum mille ducatos debere eſſe aureos, dicti vero Oratores dicunt præfatum Sereniſſimum Dominum Regem Siciliæ intellexiſſe de ducatis currentibus in dicto Regno Siciliæ, ſcilicet ad rationem Carlinorum Liliatorum decem pro quolibet ducato, qui valent unum ſcutum auri monetæ Regni Franciæ; Conventum, & accordatum eſt inter partes prædictas, quòd de valore prædictorum ducatorum ducentum mille ſtari debeat voluntati, & declarationi ipſius Sereniſſimi Regis Siciliæ, & demùm pro majori firmitate, & ſecuritate dicti Matrimonii contrahendi quælibet partium prædictarum, una ſcilicet alteri, & altera alteri, videlicet præfatus

ANS de J. C. 1478.

Christianissimus Dominus Ludovicus Rex Francorum dicto Serenissimo Domino Ferdinando Regi Siciliæ, & præfatis Antonio, Thomasio, & Lancelòto Procuratoribus quo suprà nomine, & præfati Procuratores ipsi Christianissimo Domino Domino Ludovico Regi Francorum confessi fuerunt ad invicem, & in veritatis testimonio recognoverunt recepisse, & manualiter habuisse quælibet ipsarum partium ab altera pro arrhis dicti Matrimonii contrahendi ducatos auri centum mille tenendos ut prædicitur, per quamlibet ipsarum partium arrharum nomine, & pro arrhis dicti Matrimonii, & restituendos quadruplatos per illam ipsarum partium per quam steterit quin dictum Matrimonium contrahatur, & ad effectum deducatur, & ità partes ipsæ ad invicem sibi ipsis quo suprà nomine legitimè stipulantibus promiserunt. Quæquidem suprà inserta capitula, & iplorum quodlibet ac omnia & singula contenta in eis prænominatæ partes, & quælibet ipsarum sibi ipsi invicem una videlicet alteri, & altera alteri quibus supra nominibus recipienti, & stipulanti, & nobis infra scriptis Notariis tanquam personis publicis ab ipsis partibus, & earum qualibet pro omnibus quorum interest aut interesse poterit quomodolibet in futurum, prædicta, & infra scripta omnia solemniter & legitimè stipulantibus spoponderunt, & promiserunt, prout ad quamlibet ipsarum partium spectat, & pertinet omni futuro tempore attendere, observare, & adimplere, & in nullo contra facere, dicere, opponere vel venire directè vel indirectè, aut per interpositam personam ad pœnam & sub pœna ducatorum quingentorum millia per partem contra facientem, aut modo quocumque prædicta, vel eorum aliquod non implentem alteri parti indiminutè, & integrè persolvendam, quam pœnam partes prædictæ sibi ipsis quo supra nomine & nos prædicti, & infra scripti Notarii tanquam publicæ personæ pro omnibus quorum interest aut interesse poterit, in futurum fuimus legitimè stipulati: Quæ pœna toties committatur, petatur & exigatur cum effectu, quoties fuerit contraventum, ipsaque exacta vel non exacta soluta vel non soluta, aut gratiosè remissa nihilominus prædicta capitula, & præsens instrumentum inde reassumptum, cum omnibus & singulis contentis in eis, in suo semper robore & efficacia perseverent. Rato semper manente pacto, & cum integrâ refectione omnium, & singulorum damnorum, interesse, & impensarum quæ per adversam, partem prædicta observantem & in pactis ipsis persistentem fierent propterea quoquomodo in judicio sive extrà, de quibus quidem damnis, expensis & interesse, credi debeat, & stari (& ita partes ipsæ ad invicem promiserunt) simplici verbo cum juramento, ipsius partis damnum passæ, nulla alia probatione quæsita, ità quod reclamari non possit, aut reduci ad arbitrium boni viri. Quam quidem pœnam una cum damnis, interesse, & expensis, ita ut prædicitur taxandis, præfatæ partes ad invicem promiserunt (in casu contraventionis) solvere Parisiis, Romæ, Neapoli, Avenione, Mediolani, Venetiis, & ubique locorum, & pro observandis prædictis omnibus, & eorum singulis, præfatæ partes, & earum quælibet sibi ad invicem, & nobis Notariis (tanquam personis publicis pro omnibus quorum interest, aut interesse poterit in futurum stipulantibus) obligaverunt, & hypothecaverunt bona omnia ipsarum partium, & cujuslibet earum mobilia, & immobilia, status, & Dominia, Regna, Provincias, Civitates, Terras, Castra, & loca, jura & actiones, debita & nomina debitorum, & alia quæcumque cujusvis vocabuli appellatione distincta, & etiam illa quæ sine speciali pacto obligari non possunt, & in generali non veniunt hypothecâ: Quodque in casu contraventionis prædictorum aut alicujus ex eis licitum sit parti alteri observanti, & à prædictis non discedenti, auctoritate propria absque alicujus Judicis, seu superioris licentia capere, & apprehendere, tot, & tanta de bonis alterius partis contra facientis sicut suprà dicitur hypothecatis; quod sit ei de omnibus supradictis, & de dicta pœna, damnis, & interesse, ac restitutione dictarum arrharum (ut supra dicitur) quadruplatarum integraliter, & plenariè satisfactum; Quæ bona sic (ut prædicitur) capta liceat capienti absque decreto judicis, aut superioris licentia, & absque alia solemnitate quacumque à jure requisita, solum præsentis instrumenti vigore (prout sibi melius placuerit) vendere, vel aliter alienare, aut in solutum sibi retinere; Quoniam sic inter partes ipsas actum extitit, & expressè conventum, lege, constitutione, ritu vel consuetudine aliqua non obstante: Quæ quidem bona sic (ut prædicitur) hypothecata, quælibet ipsarum partium ex nunc pro tunc constituit (in casu contraventionis) se procuratorio nomine alterius partis possidere quod precarium liceat parti alteri (quandocumque sibi placuerit) revocare, & bona ipsa corporaliter apprehendere modo prædicto. Et renunciaverunt partes ipsæ super omnibus, & singulis prænarratis, & promissis exceptioni doli provenientis ex proposito vel re ipsa, ratione cujusvis enormis, aut enormissimæ læsionis, exceptionis vel metus, simulationis, & rei sic non gestæ (ut prædictum est) pecuniæ non numeratæ vel non solutæ, exceptioni in factum, condictioni indebitæ vel sine causa, legi dicenti pœnam in contractibus non posse apponi, nec appositæ exigi ultra certum modum, legi dicenti probationis modum non esse angustandum, vel bona hypothecata, & capta, non posse propria authoritate, & absque decreto judicis alienari, privilegio fori scripto, & non scripto, beneficio restitutionis in integrum, & generaliter omnibus exceptionibus, juribus, privilegiis, beneficiis etiam in corpore juris clausis, quibus adversus prædicta, vel aliquod prædictorum, possent modo aliquo se tueri, Certioratæ partes ipsæ (ut diximus) de beneficiis ipsis, & affectibus earundem, & pro majori certitudine & firmitate omnium prædictorum, præfatæ ambæ partes, videlicet dictus Christianissimus Dominus Ludovicus Rex Francorum proprio nomine, & dicti Antonius, Thomasius, & Lancelotus (procuratorio nomine quo suprà) in animam dicti Serenissimi Regis Siciliæ eorum Principalis ad Sancta Dei quatuor Evangelia eorum manibus corporaliter tacta juraverunt prædicta omnia & singula vera esse & eorum quodlibet observare. In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium præsens publicum instrumentum jussu ejusdem Christianissimi Francorum Regis dictorumque Ambaxiatorum itidem petentium confecimus in Hospitio Regis in Villagio de Landa Carnotensis Diocesis. Sub anno Domini M. CCCC. LXXVIII. Indict. II. die verò I. mensis Septembris, Pontificatus in Christo Patris & Domini nostri Domini Sixti divina Providentiâ Papæ quarti anno VIII. Præsentibus ad hæc Reverendo in Christo Patre & Domino Guillelmo de Clugny Dei & Sanctæ Apostolicæ sedis gratia Apostolico Protonotario, Nobilibusque Viris Dominis Ludovico Domino de Joyeuse, Harduino de Mailley Domino Castri de Mailley, Guillemo de Biche Domino de Clery Militibus testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis. Signé Ludovicus Poulain & Dionisius Themy.

ANS de J. C. 1478. FRANCE ET ANGLETERRE.

DIX.

Traité de Trêves entre LOUIS XI. *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, durant leur vie, & cent ans après la mort de l'un ou de l'autre. A Londres le* 13. *Février* 1478. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 217.

UNiverſis & ſingulis has litteras inſpecturis, &c.

Imprimis, quòd bonæ, ſinceræ, firmæ & perfectæ ſint, & inviolabiliter habeantur & fiant treugæ, guerrarum abſtinentiæ, ligæ, intelligentiæ, & fœdera inter potentiſſimos LUDOVICUM Franciæ, & EDUARDUM Angliæ Principes, Patrias, & Dominia ſua quæcumque, hæredes, ſucceſſores, vaſſallos, atque ſubditos ſuos præſentes & futuros quoſcumque, alligatos & confœderatos utriuſque eorum, qui in ipſis comprehendi voluerint, nec non inter Illuſtriſſima Franciæ & Angliæ Regna per Terram, Mare, portus Maris, & aquas dulces, & quod dictæ treugæ, guerrarum abſtinentiæ, ligæ, & fœdera ſuum habeant effectum immediatè poſt datam præſentium, & durante vitâ dictorum Franciæ & Angliæ Principum, juxta dictarum litterarum vim & vigorem, & per centum annos poſt mortem alterius ipſorum Principum primò decedentis proximè ſequentes, & uſque ad finem ipſorum centum annorum ſic proximè ſequentium.

Item. Quòd durante ipſorum Principum vitâ, & dictorum centum annorum termino, bella, guerra, hoſtilitates quæcumque inter præfatos Franciæ & Angliæ Principes, utriuſque eorum hæredes, ſucceſſores, vaſſallos, ſubditos & confœderatos quoſcumque, qui in ipſis Treugis, ut præmittitur, velint comprehendi, necnon inter inclitiſſima Franciæ & Angliæ Regna, Patrias, & Dominia ſua quæcumque, ubicumque locorum, per Terram, Mare, & aquas dulces, omninò ceſſabunt.

Item. Quòd omnes & ſinguli utriuſque dictorum Principum, eorumque hæredum, & ſucceſſorum, aut eorum, alteriuſve eorum obligatorum, in his treugis comprehenſorum, vaſſalli, & ſubditi, ſive ſint Principes, Archiepiſcopi, Epiſcopi, Duces, Comites, Barones, Mercatores, aut cujuſvis ſtatus, conditioniſve exiſtant, durantibus treugis antedictis ubivis locorum ſeſe mutuis officiis proſequantur, & honeſtâ affectione pertractent; poſſintque liberè, tutè, & ſecurè abſque alterius, aut ejus hæredum & ſucceſſorum, ſubditorumve offenſâ, ſive impedimento, aut ſalvo conductu, ſive licentia, ubique perluſtrare Terram, per Mare navigare, hinc inde ad portus, & Dominia, & diſtrictus quoſcumque utriuſque ipſorum Principum, ſuorumque hæredum & ſucceſſorum citra & ultra Mare; dum tamen ultra numerum armatorum centum ſimul non accedant, in eis quandiu volent morari, mercari; merces, arma & jocalia quæcumque emere & vendere; &, ut eis placet, ab illinc ad partes proprias, vel alibi liberè, quoties duxerint abeundum, ſi jura localia jam ſancita non obſtent abire cum ſuis, aut conductis, vel commodatis navigiis, plauſtris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, ſarciunculis, bonis, & rebus ſuis quibuſcumque, abque ullo impedimento, offenſa, arreſtatione, ratione marcæ, contramarcæ, repreſſaliarum, aut aliâ diſtrictione quâcumque, tam in Terra, quàm in Mari, & aquis dulcibus, quemadmodum Patriis in propriis hæc omnia facerent, aut eis ea facere licet; ita quod ultra & præter has treugas nullo alio ſalvo-conductu generali aut ſpeciali indigeant.

Item. Quòd omnia munera, ſive onera ab aliquo dictorum Principum in cujuſvis eorum Patriarum, ſive Dominiorum partibus citra aut infrà duodecim annos, dictis 29. die Auguſti, anno Domini 1473. præcedentes, impoſita mercatoribus, & ſubditis alterius Principis, ejuſve hæredum & ſucceſſorum nociva, durantibus his treugis, penitus extincta ſint & rejecta, & quòd talia, aut conſimilia eiſdem treugis durantibus amodò non imponantur, ſalvis tamen ſemper quoad alia omnibus Regionum, urbium, & locorum aliis legibus, ſtatutis, & conſuetudinibus, quibus nihil quoad eorum jura per præmiſſa cenſetur derogatum. ANS de J. C. 1478.

Item. Quòd omnes mercatores, etſi Veneti, Florentini, & Genuenſes ſint, poſſint per Mare, & aquas dulces, modo mercatorio & non hoſtili, cum ſuis propriis mercibus, aut alienis in navibus, carracis, aut galeis propriis, ſive alienis, in Regna Franciæ & Angliæ, & eorum utrumque tutè, liberè & ſecurè venire, & de illinc quò velint abire, durantibus treugis antedictis, quandocumque & quotieſcumque voluerint, abſque licentia, diſturbio, moleſtia, aut gravamine quocumque per dictos Franciæ & Angliæ Principes, ſeu eorum aliquem, aut hæredes, ſucceſſores, ſive eorum, aut alterius eorum ſubditos quoſcumque.

Item. Quòd ſi durantibus præfatis treugis aliquid contra vires & effectus earumdem treugarum, & abſtinentiarum guerrarum per Terram, Mare, aut aquas dulces, per aliquem ipſorum Principum, hæredes, ſucceſſores, ſubditos, vaſſallos, aut alligatos alicujus eorum Principum, eorumve hæredum & ſucceſſorum in his treugis comprehenſos, fuerit attentatum, actum, aut geſtum, quod omnia ipſa ſic attentata per conſervatores ipſarum treugarum ab ipſis principibus, eorumve hæredibus & ſucceſſoribus, ſeu ſaltem à principe eorum ſic damnificantium nominatos, ſive nominandos infra menſem, poſt requiſitionem ſuper indè eis factam unà cum expenſis ſic damnificati, aut damnificatorum, reſtaurentur, reficiantur, & reparentur; ſic quod propter nulla durante harum treugarum termino in contrarium attentata hæ treugæ rumpantur, nec terminentur, ſed in ſuis viribus, durante dictorum Principum vitâ, & uſque ad finem dictorum centum annorum poſt mortem primò decedentis eorum proximè, ut præmittitur, ſequentium, permaneant, & pro ipſis attentatis ſolummodò puniantur ipſi attentantes & damnificantes, & non alii.

Item. Si contigerit poſthac aliquem de ipſis, qui ſunt deputati inpræſentiarum à dictis Principibus, alterove eorum prædictarum treugarum antea, ut præmittitur, mitarum conſervatoribus vitam finire, quod ex tunc ipſe Princeps, ejuſve hæres & ſucceſſor, ex cujus parte ipſe conſervator ſic mortuus fuerat nominatus, habeat infra tres menſes ipſius conſervatoris mortem proximè ſequentes alium in ejus locum pro ipſarum treugarum conſervatione deputare, & ipſam ſic deputationem alteri Principi, ejuſve hæredibus & ſucceſſoribus infra alios tres menſes proximos ex tunc ſequentes debitè notificare; & hoc quotieſcumque caſus ſic exegerit à data præſentium, durante vitâ dictorum Principum, & per centum annos poſt mortem alterius eorum primò decedentis proximè ſequentes, qui quidem conſervatores, aut duo, vel unus eorum, ex parte ſaltem Principis ſubditorum damnificantium, ſi qui ſint, ſic nominati, nominatuſve, autoritatem & poteſtatem habeant, habeatve, ipſos damnificantes puniendi, attentata & damna contra vires harum treugarum illata unà cum expenſis damnificatorum reficiendi & reparandi; & ſi contingat ipſos conſervatores per ipſos Principes, ut præmittitur, nominatos ſuper reformatione aliquorum dictorum attentatorum fore diſcordes, & inter eos ſuperinde concordare non valentes, quòd ex tunc cauſa illa referatur Conſilio Principis ſubditorum ſic damnificantium,

ANS de J. C. 1478.

tium, aut si opus sit, Consilio utriusque Principis referatur, ita tamen quod causa illa summariè & de plano coram eis examinetur, & debito fine terminetur.

Item. Quod in præsentibus guerrarum abstinentiis, ligis, & fœderibus comprehendantur alligati & confœderati dictorum Principum hinc inde postea nominati, si in eis comprehendi velint, videlicet pro parte Serenissimi Francorum Regis supradicti, ejusque hæredum & successorum, Rex Romanorum, Sacri Imperii Electores, Rex Castellæ & Legionis, Rex Scotiæ, Rex Hierusalem & Siciliæ, Rex Hungariæ, Duces Sabaudiæ, Mediolani, Januæ, & Lotharingiæ, Episcopus Metensis, Dominium & Communitas Florentiæ, Dominium & Communitas Villæ Bernensis, & eorum alligati & confœderati; item illi de Liga Altæ Alamaniæ, & illi de Patria Leodiensi, qui se declaraverunt pro prædicto Principe Franciæ, & in ejus obedientiam se retraxerunt.

Et ex parte Illustrissimi Principis Regis Angliæ antedicti, ejusque hæredum & successorum, Illustrissimus Dominus Princeps semper Augustus Rex Romanorum, Sacri Imperii Electores, Rex Castellæ & Legionum, Rex Scotiæ, Rex Portugalliæ, Rex Jerusalem & Siciliæ citra Farum, Rex Aragoniæ, Rex Siciliæ ultra Farum, Rex Daciæ, & Rex Hungariæ, potentissimique Duces Burgundiæ, Britanniæ, & Venetiæ, necnon Communitas & Societas de Hansa Teutonica.

Item. Quod præfatus Illustrissimus Princeps Franciæ dictas treugas & guerrarum abstinentias, sic inter eum, ejusque hæredes & successores, & antedictum Regem Angliæ, atque ipsius hæredes & successores, ut præmittitur, contractas, atque omnia & singula prædicta in his litteris contenta, suis literis patentibus magno suo sigillo sigillatis, manuque propriâ subscriptis, innovabit, aut ratificabit & confirmabit, ipsasque treugas & guerrarum abstinentias, & dicta capitula sic per eum innovata, aut ratificata & confirmata, per tres status Regni Franciæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & plebem ejusdem Regni infra duodecim menses proximos post datam præsentium, ratificari, confirmari & autorisari faciet; & peræquè dictus Serenissimus Rex Angliæ treugas & capitula antedicta suis literis patentibus magno suo sigillo sigillata, atque manu propria subscripta innovabit, atque ratificabit & confirmabit, ipsasque treugas, & ea capitula sic per eum innovata, aut ratificata, & per tres status Regni sui confirmata, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & plebem ejusdem Regni infra alios duodecim menses proximè sequentes, ratificari, confirmari & autorisari faciet; quodque uterque Principum prædictorum prædictas treugas, & omnia capitula antedicta per Sedem Apost. & per autoritatem ejusdem confirmari, vallari & roborari pro viribus procurabit, & cum effectu faciet; ea tamen modificatione præsentibus adhibitâ, quòd treugæ, guerrarum abstinentiæ, cæteraque alia in civitatibus Ambianensi & Londinensi inter prædictos Principes, & eorum deputatos, ut præmittitur, contra conventa, concluſa, his præsentibus minimè tollantur, innoventur ve, nec eis præjudicium aliquod in parte, vel in toto inferatur, sed in suo robore secundum literarum super inde confectarum tenorem maneant cum effectu.

Insuper ego Carolus de Martigny, Episcopus Elnensis, Serenissimi Francorum Regis deputatus, polliceor, promitto, & eumdem Francorum Regem, Dominum meum supremum, potestate, ut præmittitur, ab ipso mihi commissâ, per præsentes obligo, quod idem Francorum Rex omnia & singula præmissa ratificabit, autorisabit & confirmabit, eaque realiter & cum effectu pro parte sua exequetur & faciet quæ præmissorum tenor exigit & requirit, suasque literas patentes superinde confectas magno suo sigillo munitas, Illustrissimo Principi Confratri & consanguineo suo Carissimo Angliæ Regi supra dicto, debitè deliberabit, deliberarive faciet, salvis omnibus & singulis aliis pactionibus, conventionibus, confœderationibus, amicitiis, intelligentiis, promissionibus, & obligationibus quibuscumque inter antedictos Franciæ & Angliæ Principes, nominibusve eorum, aut pro eis ante hæc tempora quovis pacto initis, celebratis, aut conventis.

ANS de J. C. 1478.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, his præsentibus manu nostra subscriptis sigillum meum appossui. Datum in Civitate Londinensi die decima-tertia mensis Februarii, anno Domini secundum cursum & computationem Ecclesiæ Anglicanæ, millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo; sic signatum, Carolus Episcopus Elnensis.

Obligatio facta cum Notario quinquaginta millium scutorum annualium durante termino centum annorum.

IN Dei nomine, Amen. Per præsens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter, quòd anno ab Incarnatione Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-octavo, indictione duodecima, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini. Sixti divinâ providentiâ Papæ quarti, anno octavo, mensis verò Februarii die penultimo, in quadam alta Camera Domûs Religiosorum Virorum Fratrum Prædicatorum Civitatis Londinensis situata, Reverendus in Christo Pater & Dominus, Dominus Carolus de Martigny, Dei & Apostolicæ Sedis gratiâ Episcopus Elnensis, Serenissimi Principis Francorum Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nuncius, Procurator, ad infrà scripta sufficienter, ut asseruit, deputatus & ordinatus, tunc ibidem in præsentia mei Walterii Bedlou, publici autoritatibus Apostolica & Imperiali Notarii, ac venerabilium Virorum Guilermi Stolilis, Militis, & Thomæ Hamal, Aldermanorum Civitatis prædictæ, testium ad hoc vocatorum specialiter & rogatorum, personaliter constitutus, habens & tenens in manibus suis quasdam ipsius Serenissimi Principis Domini Ludovici Francorum Regis litteras, ejus sigillo & subscriptione, ut apparuit, sigillatas & munitas, illas Reverendo in Christo Patri & Domino, Domino Joanni, Dei & Apostolicæ Sedis gratia Episcopo Elensi, & præpotenti Domino, Domino Joanni Dudley, Militi, Domino de Dudley, Illustrissimi Principis & Domini, Domini Eduardi Dei gratia Regis Angliæ Commissariis, deputatisque & procuratoribus, die & loco prædictis personaliter præsentibus, tradidit inspiciendas, quarum tenor sequitur, & est talis.

LUDOVICUS, Dei gratiâ Francorum, &c. Quibus quidem litteris, sicut præmittitur, exhibitis, traditisque, & ex mandato præfatorum Reverendi in Christo Patris Domini Joannis Episcopi, & Domini Joannis Dudley, Militis, Commissariorum, Deputatorumque & Procuratorum prædictorum, per me Walterum Bedlou, Notarium publicum prædictum perlectis, & diligenter auscultatis, præfatus Reverendus Pater Dominus Carolus, Episcopus, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciusque, & Procurator antedictus, nomine, ut asseruit, dicti Domini Ludovici Francorum Regis, Domini sui supremi, cum præfatis Commissariis, Deputatisque & Procuratoribus supradicti Illustrissimi Principis & Domini, Domini Eduardi Regis Angliæ prædicti, commissionem, potestatem, & mandatum Procuratorium, cujus tenor inferiùs describitur, tunc ibidem sub ejusdem Domini Regis sigillo sigillata habentibus, & publicè, tunc

ibidem

ANS J. C. 1478.

ibidem oſtendentibus, & deſuper nonnullis articulis & capitulis in litteris prænominatis Domini Ludovici Francorum Regis deſcriptis & contentis, ad tempus tractavit & communicavit, ac poſt tractatum & communicationem hujuſmodi idem Reverendus Pater Dominus Carolus de Martigny, Orator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, Nunciuſque, & Procurator antedictus nomine quo ſupra, ex cæteris cauſis tunc eum, ut dixit, moventibus, non vi, metu, nec dolo, ad hoc, ut apparuit, inductus, vel aliqua ſiniſtra marchinatione circumventus, ſed ipſius mera, libera, & ſpontanea voluntate, animoque deliberato, & ex ejus ſcientia, ut dixit, & liquebat, cum dictis Dominis Reverendo Patre Joanne Epiſcopo, & Joanne Dudley, Milite, Commiſſariis, Deputatis, & Procuratoribus præfati Domini Eduardi Regis Angliæ, concludebat, & pro concluſione in tractatu & communicatione prædicta pro parte dicti Domini Ludovici Francorum Regis, ut aſſeruit, haberi voluit, ſpoponditque, & conſtanter promiſit, quòd idem Dominus Ludovicus Francorum Rex, ac ipſius hæredes, executoreſque & ſucceſſores dicto Domino Eduardo Regi Angliæ, ipſiuſque hæredibus & ſucceſſoribus, durante ipſorum Principum vitâ, atque per centum annos poſt mortem alterius eorum primò decedentis proximè ſequentes, in Civitate Londinenſi ſingulis annis ad feſta Paſchæ, & S. Michaëlis Archangeli, quinquaginta millia ſcutorum auri, boni & juſti ponderis, unoquoque eorumdem ſcutorum valente ſecundum curſum & æſtimationem pecuniarum in Regno Franciæ impræſentiarum habitarum, per æquales portiones ſolvent, ſeu ſolvi facient; & ad ſic ſolvendum, ſeu ſolvi faciendum per idem temporis ſpatium tenebuntur in futurum, atque ad hujuſmodi ſummam quinquaginta millium ſcutorum in forma prædicta, terminis & loco prædictis, ut præfertur, ſolvendam, prælibatum Dominum Ludovicum Francorum Regem, ejuſque hæredes, ſucceſſores & executores vigore poteſtatis hujuſmodi ſibi, ut prædicitur, commiſſæ, ac mandati præfati, & in hac parte dati & conceſſi, dicto Regi Angliæ ſuiſque hæredibus & ſucceſſoribus, etiam in & ſub pœnis Cameræ Apoſtolicæ oneravit, adſtrinxit, & obligavit, necnon ad ſolutionem, ut præmittitur, eorumdem quinquaginta millium ſcutorum per quoſcunque judices tam Eccleſiaſticos, quàm ſeculares, per quaſcunque ſententias, cenſuras, & pœnas Eccleſiaſticas & temporales adſtringi, arctari, & compelli expreſſè voluit, conſenſit & promiſit, tunc ibidem ſubmittendo, & ſubmiſit dictus Reverendus Pater Dominus Carolus Epiſcopus, Legatus, Ambaſſiator, Orator, Commiſſarius, Nuncius, & Procurator antedictus nomine quo ſupra, dictum Illuſtriſſimum Principem Dominum Ludovicum Francorum Regem, ipſiuſque hæredes, executores, & ſucceſſores, propter ſolutionem, & defectum ſolutionis præmiſſorum quinquaginta millium ſcutorum, modo & formâ, locoque & temporibus præmiſſis, juriſdictioni, poteſtati, coertioni, compulſioni, & mero examini Curiæ Cameræ Apoſtolicæ, ac ipſius & cujuſcumque Domini noſtri Papæ, ſive Sedis Apoſtolicæ; generalis Auditoris, Viceauditoris locum-tenentis, ſive Commiſſarii, aliorumque quorumcumque judicum, ſive officialium cujuſlibet alterius Curiæ Eccleſiaſticæ, vel ſecularis. Et pro firmiori ſubſiſtentia prædictorum idem Reverendus Pater Dominus Carolus, Orator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, Nunciuſque & Procurator præfatus, per pactum expreſſum ſolemni ſtipulatione Vallatum, Commiſſariis, Deputatis, & Procuratoribus præfati Domini Regis Angliæ, nomine ſupranominati dicti Domini Ludovici Francorum Regis, promiſit, & ultra hoc quatenus potuit, eumdem Dominum Ludovicum oneravit, adſtrinxit & obligavit, quam citiùs fieri poterit, coram aliquo Notario publico, fideli & legali, ac teſtibus omni exceptione majoribus, per illum ad infrà ſcripta convocandum, pro ſe ipſo Domino Ludovico, ac ipſius hæredibus & ſucceſſoribus dictam ſummam quinquaginta millium ſcutorum, modo & forma, loco, & terminis ſuperiùs deſcriptis, & prout ſuprà deſcribuntur, fideliter ſolvere promiſſurum, & ad ſolutionem ejuſdem ſummæ, abſque fraude & dolo quibuſcumque, ſe ipſum Dominum Ludovicum Francorum Regem, ſuoſque hæredes, ſucceſſores, & executores, ſub quibuſcunque pœnis, ſententiis, & cenſuris Eccleſiaſticis, in forma Cameræ Apoſtolicæ debita & conſueta, oneraturum, & obligaturum, eumdemque Dominum Ludovicum, ac ejus hæredes, ſucceſſores, & executores, juriſdictioni, coertioni, & compulſationi judicum prænominatorum, & cujuſlibet eorumdem, ob ſolutionem & non ſolutionem ſummæ prædictæ, vel alicujus partis ejuſdem quolibet termino ſuperiùs ſtatuto, ſubmiſſurum, ejuſdem Cameræ Apoſtolicæ, ac eorumdem judicum, & ipſorum cujuſlibet, decreto & ſententiæ in omnibus parituram & obtemperaturum, atque ipſum Dominum Ludovicum Francorum Regem pro ſe, hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcunque, per ſe, vel procuratorem, ſeu procuratores ſuos in ea parte ſufficienter conſtituendos, cuicumque exceptioni doli mali, vis, metus, fraudis in factum, actioni indebiti ob turpem cauſam, ſine cauſa, & ex injuſta cauſa, non ſic celebrari contractus, aliter fuiſſe dictum ſive recitatum, quàm ſcriptum, vel factum, & converſo petitioni libelli, necnon privilegiis feriarum, vindemiarum, appellationum, querelarum, & ſupplicationum remedio, & recurſui ad arbitrium boni viri, quibuſcunque conſtitutionibus contrariis, privilegiis indultis, aut indulgendis, ſtatutis ſpiritualibus & generalibus, localibus & temporalibus, à jure, vel ab homine editis, ac in genere, vel ſpecie conceſſis, vel concedendis, omnibus & ſingulis aliis exceptionibus, juribus & defenſionibus, per quos, quas, & quæ hujuſmodi ſummæ quinquaginta millium ſcutorum, ut prædicitur, ſolutio ullomodo impediri, vel differri poterit, & ſpecialiter juri dicenti generalem renunciationem non valere, niſi præceſſerit ſpecialis coram Notario, & teſtibus ſuprà ſcriptis, expreſſè & cum effectu renunciaturum. Quibus omnibus & ſingulis exceptionibus antedictis idem Reverendus Pater Dominus Carolus, Orator, Legatus, Ambaſſiator Commiſſarius, Nunciuſve, & Procurator præfatus nomine dicti Regis Francorum, ſuorumque hæredum & ſucceſſorum, & pro eo, & eis, poteſtate ſibi in hac parte commiſſa, palam & expreſſe renunciavit, necnon coram eiſdem Notario, & teſtibus omnibus, via juris, modo, & forma melioribus, quibus de jure fieri potuit, dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, quoſcumque in Romana Curia, vel aliis Curiis Eccleſiaſticis, ſive ſecularibus, officium procurationis impræſentiarum, aut in futurum quoquo modo exercentes, quos idem Rex Angliæ aliquo tempore nominaverit, conjunctim aut diviſim, ac eorum quemlibet per ſe & in ſolidum, ita quod non ſit melior conditio occupantis, nec deterior ſubſequentis; ſed quod unus illorum inceperit, alter ipſorum id liberè proſequi & mediare valeat, & finire, ſuos veros & legitimos, certos & indubitatos procuratores, actores, factores, ſyndicos, negotiorum ſuorum geſtores, & Nuncios ſpeciales ordinaturum, facturum incontinenti, daturumque & conceſſurum eiſdem procuratoribus ſuis incontinenti, poſtquam, ſicut præmittitur, ordinati, facti, & conſtituti fuerint, conjunctim, & eorum cuilibet diviſim & in ſolidum, plenam, liberam, & generalem poteſtatem, & mandatum tam generale quàm ſpeciale, ita quod ſpecialitas non deroget generalitati, nec è contra, pro præfato Domino Ludo-

ANS de J. C. 1478.

ANS de J. C. 1478. Ludovico Francorum Rege, & ejus nomine, coram præfato Domino Camerario, seu aliis judicibus suprà-dictis, aut aliquo sive altero eorundem in curia, seu curiis supradictis, semel vel plures, tempore dieque & hora feriatis & non feriatis, ante cujuslibet hujusmodi solutionis terminum faciendum, in ipso termino, & post ipsum terminum, ad omnem voluntatem dicti Domini Eduardi Regis Angliæ, & hæredum suorum, & aliorum jus & interesse in ea parte habentium, seu habiturorum, comparendi, dictamque summam præfatorum quinquaginta millium scutorum per dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, pro se, hæredibus & successoribus suis, præfato Domino Eduardo Regi, modo & forma, locoque & terminis præmissis, solvi promissam, atque ex causa legitima eidem Domino Eduardo, ejusque hæredibus & successoribus pro eorum Principum vita, & termino dictorum centum annorum, debitè confitendi & recognoscendi, eumdemque Dominum Ludovicum Francorum Regem, ejusque hæredes, successores & executores ad solutionem dictorum quinquaginta millium scutorum in civitate Londinensi in Anglia, ad festa Paschæ, & Sancti Michaëlis Archangeli, quolibet anno faciendam, durante vitâ dictorum Principum, & termino sive spatio centum annorum post mortem alterius eorum, ut præfertur, decedentis proximè sequentium, utiliori & efficaciori modo, quoad commodum & emolumentum dicti Domini Eduardi Regis, suorumque hæredum & executorum fieri & adimpleri poterit, onerandi & obligandi, & quodcunque præceptum, sive mandatum, monitionemque & sententiam quamcunque, atque omnem & alium, & ulteriorem processum, quod, quam, & quem præfati, Dominus Camerarius, & alii judices supradicti, seu eorum aliquis contra dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, ipsiusque hæredes & successores, seu eorum aliquem, dare, facere, ferreve, aut promulgare voluerint, seu voluerit eorum aliquis, seu alter, audiendi, petendi & recipiendi, hujusmodique monitioni, præcepto, mandato, & sententiæ obediendi, prælibatumque Dominum Ludovicum Regem, ejusque bona mobilia & immobilia quæcunque foro, & jurisdictioni judicum & curiarum præfatarum, in, & pro dictorum quinquaginta millium scutorum modo & forma præmissa solutionis, & occasione non solutionis eorumdem toties quoties supponendi & submittendi; atque ut dictus Dominus Camerarius, & cæteri judices antedicti, & eorum quilibet, contra dictum Dominum Ludovicum, ipsiusque hæredes, successores, & executores, & unumquemque eorumdem, post lapsum uniuscujusque termini, ad solvendum dicta quinquaginta millia scutorum, ut præmittitur, statuti, occasione non solutionis eorumdem, & promissi prædicti non observationis procedant, seu procedat, ad interdicti excommunicationis aggravationem & reaggravationem, sententiam, seu sententias, ac eam, vel eas ferant & promulgent, ac ferat & promulget, eamque vel eas publicent, seu publicari faciant, aut publicet, seu publicari faciat, expresse consentiendi, ac consensum & assensum in ea parte præbendi, necnon renunciationem & renunciationes superiùs descriptas pro dicto Domino Ludovico Rege, & ejus nomine faciendi, ac expresè & cum effectu in forma præmissa renunciandi, aliumque, sive alios, Procuratorem sive Procuratores eorum nomine, quoties eis & eorum cuilibet videbitur, loco ipsorum, & eorum cujuslibet substituendi, ipsosque substitutos, revocandi. Præterea obligavit & oneravit præfatus Reverendus Pater Dominus Carolus Episcopus, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciusque & Procurator antedictus prædictum, Dominum Ludovicum Francorum Regem, se ipsum pro se, hæredibus & successoribus suis, fideliter etiam per juramentum suum ad sancta Dei Evangelia per illum corporaliter tangenda coram Notario & testibus, quos pro constitutione procuratorum præfatorum, & aliis præmissis, duxerit evocandos, & evocaverit, promissorum potestatem eorumdem Procuratorum, postquam in forma prædicta, & subscripta constituti fuerint, aut eorum aliquem, sive potestatem eis, seu eorum alicui, in ea parte datam, sive concessam nullo modo revocare, sive diminuere, donec & quousque dicto Domino Eduardo Regi, suisque hæredibus & executoribus, modo & formâ præmissis, de summa quinquaginta millium scutorum quolibet anno, durante termino centum annorum post mortem alterius eorum primò decedentis, ut prædicitur, proximè sequentium, unà cum eorum damnis & expensis, ac interesse, si qui sustinuerint, in hac parte plenariè satisfactum fuerit, & solutum, ac ratum, gratum, & firmum perpetuò habiturum totum, & quidquid dicti Procuratores, seu eorum aliquis, substitutisve, aut substituendis ab eisdem, sive eorum aliquo, fecerint, seu fecerit in præmissis, vel aliquo præmissorum, cum clausula de relevando eosdem Procuratores ab onere satisdandi, ac judicio sistendum, & judicatum solvendum, aliisque promissionibus & clausulis opportunis. ANS de J. C. 1478.

Insuper prælibatus Reverendus Pater Dominus Carolus Episcopus, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciusque & Procurator antedictus, nomine dicti Domini Ludovici Francorum Regis, prænominatis Dominis Commissariis, deputatis, & Procuratoribus præfati Domini Eduardi Regis, constanter promisit, & in quantum vigore Commissionis & potestatis sibi commissæ potuit, eumdem Dominum Ludovicum Regem oneravit, adstrinxit, & obligavit se ipsum Dominum Ludovicum Regem, hujusmodi Notarium coram quo ipsum Dominum Ludovicum Francorum Regem, Procuratores constituere, ac eis mandatum & potestatem hujusmodi, ut præfertur, dare & concedere, aliaque præmissa peragere continget, de & super hujusmodi constitutionibus, & potestatibus, aliisque per eumdem Dominum Ludovicum Francorum Regem dicendis, & tunc ibidem peragendis, ut ipse Notarius unum vel plura, publicum seu publica, instrumentum seu instrumenta conficiat, atque sibi, parti dicti Domini Eduardi Regis Angliæ tradat, seu tradi faciat, testesque adstantes veritatis testimonium in ea parte perhibeant rogaturum, & requisiturum, & per se, vel alium, aut alios, eidem Regi Angliæ hujusmodi instrumentum realiter deliberaturum. Tenor verò literarum potestatem & mandatum prænominatis Reverendo Patri Domino Joanni Elienſi Episcopo, & Domino Joanni Dudley, militi, per prælibatum Dominum Eduardum Angliæ Regem præmemoratum, ut præfertur, concessum, atque datum, in se continentium, & de quibus suprà fit mentio, sequitur, & est talis.

Eduardus Dei gratiâ Rex Angliæ &c. super quibus omnibus & singulis præmissis tam præfatus Reverendus Pater Dominus Carolus Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nuncius & Procurator præfati Domini Regis Francorum, quàm prædicti Reverendus Pater Dominus Joannes Elienſis Episcopus, & Dominus Joannes Dudley, miles, Commissarii, deputatique & Procuratores præfati Domini Regis Angliæ, Principum illustrissimorum prædictorum, me Walterum Bedlou, Notarium publicum prædictum subscriptum, eis unum vel plura, publicum seu publica, instrumentum vel instrumenta confici petierint, atque tradi.

Acta fuerunt hæc omnia & singula, prout suprà scribuntur & recitantur, sub anno Domini, indictione, Pontificatu, mense, die, & loco in capite præsentis instrumenti superiùs descriptis, præsentibus tunc ibidem prænominatis Willelmo Stolilide, & Thoma Ham, testibus, ut præmittitur,

ad

ANS e J.C. 1478.

ad præmissa vocatis specialiter & rogatis, sic signatum.

Et nos Carolus Elnensis Episcopus, Orator, Procurator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, & Nuncius illustrissimi Principis & Domini, Domini Ludovici Francorum Regis, de quo suprà fit mentio, in fidem omnium & singulorum præmissorum, per nos nomine ejusdem Regis, ut præmittitur, factorum, gestorum, & dictorum, huic præsenti publico instrumento sigillum nostrum apposuimus, & illud manu nostra propria subscripsimus, die vicesima octava mensis Martii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-nono. Carolus Elnensis Episcopus.

Et ego Walterus Bedlou, Clericus Lincolniensis diœcesis, publicus autoritatibus Apostolica, & Imperiali Notarius, quia suprædicti reverendi in Christo Patris & Domini, Domini Caroli de Martigny Elnensis Episcopi, Oratoris, Legati, Ambassiatoris, Nunciique & Procuratoris nominati præpotentis Principis & Domini, Domini Ludovici Francorum Regis, ipsius Regis literas superiùs descriptas in manibus suis, ut præfertur, habentis, ac eas supra nominatis Reverendo in Christo Patri & Domino, Domino Joanni Episcopo Elienſi, & prænobili Domino Domino Joanni Dudley, Domino de Dudley, prædicti illustrissimi Principis & Domini, Domini Eduardi Regis Angliæ Commissariis, deputatisque & Procuratoribus antedictis, ejusdem Domini Regis literas suprà insertas, ut præfertur, habentibus & ostendentibus tradentis, tractatui, communicationi, conclusioni, promissioni, voluntatisque & consensus expressi præstationi, ac submissioni, onerationi, obligationi, & renunciationi, prædictis, cæterisque præmissis omnibus & singulis, dum, sicut præmittitur, per eumdem Reverendum Patrem Dominum Carolum Episcopum, Oratorem, Legatum, Ambassiatorem, Commissarium, Nunciumque & Procuratorem, sub anno Domini, indictione, Pontificatu, mense, die, & loco, in capite hujus instrumenti publici superiùs designatis, agebantur, dicebantur, & fiebant, unà cum prænominatis Guillelmo Lestolili & Thoma Ham, testibus prænominatis, præsens personaliter interfui, eaque sic fieri & dici, vidi & audivi, ideò hoc præsens publicum instrumentum per alium, me aliunde occupato, superiùs scriptum, exinde confeci, publicavique, & in hanc publicam formam redegi, ac signo & nomine meis solitis & consuetis signavi, meque hic manu propriâ subscripsi rogatus, & ut præfertur, requisitus, in fidem & testimonium præmissorum; & constat mihi de interlineatione hujus dictionis, *contraxerint*, supra nomina, & horum verborum, *vitâ ipsorum Principum durante*, supra octuagesimam, & hujus dictionis, *Archiepiscopi*, supra quadragesimam tertiam, lineas, à capite hujus instrumenti computando. Fact. &c.

D X.

ANS e J.C. 1478. FRANCE ET AUTRICHE.

Traité de Trêve pour un an entre LOUIS XI. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche Fait au Camp lez le Vieux Voendin, le* 11. *Juillet* 1478. Jean Molinet, Chroniques Manuscrites. Tom. I. pag. 91.

MAXIMILIAN & Marie &c. A tous &c. come pour eschever les grands maux & inconveniens, qui sont avenus & encores peuvent avenir, a cause des guerres, divisions, questions, & differents entre le Roy d'une part & nous d'autre, plusieurs journées ayent esté tenues entre aucuns Commis & Deputez de par le Roy, & d'autres Commis & Deputez de par nous, pour pacifier & accorder icelle guerre & division, ausquelles journées lesdites questions, & differens n'ayent peu estre pacifiez, & encores ne se pourroient mettre à fin durant les troubles, & rigueurs, qui surviennent chaque jour à cause de la guerre. Pourquoi a semblé à plusieurs gens notables d'un party & d'autre, necessaire de faire & prendre quelque Treve & abstinence de guerre pendant laquelle les moyens se puissent mieux & plus honorablement traicter, & praticquer pour à l'ayde de Dieu parvenir au bien d'une paix finale à laquelle nous ayons touſiours eu, & encores avons le cœur, & affection, considerant que ledict bien de paix, est le plus grand, plus fructueux, & le plus acceptable à Dieu, qui puisse estre en ce monde & à cette cause pour l'honneur de Dieu nôtre Createur pour eschever l'effusion du sang humain, & les autres maux & inconveniens, foules & oppressions, qui par la dureté de la guerre peuvent chaque jour souffrir le pauvre peuple, duquel tout Prince vertueux doibt avoir compassion.

ANS e J.C. 1478.

Nous par l'advis & deliberation de plusieurs Seigneurs de nôtre Sang & lignage, gens de nôtre grand conseil avons faict, conclud, & accordé entre le Roy & Nous & tous les Pays, Terres, & Seigneuries, & subjects d'une part & d'autre Treves generales en la forme & maniere contenues es articles dont la teneur s'ensuit.

Premierement seure & loyale Treve, seur estat & abstinence de guerre a esté faicte prinse, conceue & accordée entre le Roy d'une part, & les Duc & Duchesse d'Austriche d'autre part, tous les Pays, Terres Seigneuries & subjects tant d'une part come d'autre, par Terre, par Mer, & par eaues douces pour un an entier comenceant le 11. jour de ce present mois de Juillet & finissant ensamble pour l'an revolu, que l'on dira l'an 1479. l'un & l'autre jour inclus, & jusques au soleil levant le jour ensuivant le dernier jour de ladicte Treve.

Item durant laquelle Treve cesseront d'une part & d'autre toutes hostilitez & voyes de faict, & ne seront faicts par ceux de l'un party sur l'autre aucuns exploicts de guerre, Prinses de Villes, citez, chasteaux, Places ou Forteresses à present estans es mains & obeissance de l'un ou de l'autre party, quelque part qu'elles soient scituées par assaults, par siege, d'emblée, par eschellemens, composition ou autrement, en quelque maniere que ce soit pour occasion ne soubs couleur de debtes, obligations, hypotecques, donations de mariage, alienation, vendition, cession, transport, douaire, usufruict, tiltre d'hoirie, succession, ou autrement par quelque titre ou droict que aucuns des Princes, ou de leurs subjects ou autres quelconques ils voudroient ou pourroient demander ou pretendre semblable de marcq ou contremarcq, represaille, ne soubs couleur autre quelconque, ne en quelque maniere que ce soit, supposé ores, que les Seigneurs ou habitans desdictes Villes, citez, chasteaux, Places ou Forteresses, ou ceux qui en auront la garde les vouluſſent rendre, bailler ou delivrer de leur volonté ou autrement à ceux du party & obeissance contraire, & s'il advenoit que par quelque voye & maniere, lesdites Villes, citez, Chasteaux ou Forteresses fussent prinses par les Princes, ou aucuns de l'un party sur l'autre duquel sera faicte ladicte subſtraction, ou surprinse sera tenu de rendre & restituer, plainement, la Ville ou Chasteaux, Places ou Forteresses à celui sur qui ladicte surprinse auroit esté faicte dedans 40. jours aprez la sommation sur ce faicte de l'une partie à l'autre, ou plutost si bonnement faire se peut, sans dilayer ladicte restitution, pour quelque cause ou action que ce soit, ou puisse estre, & au cas qu'il y auroit faute de ladicte restitution dedans lesdicts 40. jours, le party duquel ladicte surprinse auroit esté faicte pourra recouvrer ladicte Ville ou Villes, citez, Chasteaux, Places ou

ANS de J. C. 1478. Forteresses, par siege, assaults, eschelemens, emblée, composition, par voye d'hostilité, de guerre, ou autrement sans ce que le Prince ou aucuns subjects de l'autre party y donne resistence ou empeschement, & sans ce que à l'occasion de ce, & de la guerre & hostilité, qui se feroit par le recouvrement de ladicte place le seur estat & abstinence de guerre ne puissent estre dictes ni entendues, rompues ou enfraintes, mais demourera cependant en leur force & vigueur & avec ce le Prince, qui dedans lesdits 40. jours ou plutost si faire se peut n'aura faicte ladicte restitution sera tenu de rendre, & payer tous les ousts, fraiz, despens, dommages, & interests qui auroient esté ou seroient faicts, & soustenus en general & particulier à celuy ou ceux sur qui ladicte surprinse auroit esté faicte, & ne pourra celuy qui aura faict ladicte surprinse, avoir grace ou pardon de son Prince sans le consentement de l'autre Prince sur qui ladicte surprinse auroit esté faicte.

Item durant icelle Treve tous les subjects de l'un ou de l'autre party soient gens de guerre, Marchands ou autres, de quelque estat ou qualité qu'ils soient pourront comuniquer, marchander, & faire toutes leurs negociations, & besoignes les uns avec les autres seurement, saulvement sans ce qu'aucun mal, empeschement ou destourbier leur soit ou puisse estre faict en corps ni en biens, par quelque maniere ou action que ce soit, si ce n'est par voye de justice, & pour debtes ou delicts, qu'ils auroient Commis depuis le temps de ces presentes Treves aucune chose puisse estre demandée par eux de l'un party à l'autre de povoir entrer dedans les Villes & Places Fortes sans demander congé, pourveu qu'ils ne feront n'y pourchasseront chose prejudiciable au party & obeïssance auquel seront les Villes, ou Places de ceux ou ils viendront.

Item & au regard des nobles, & autres gens de guerre ils ne pourront entrer dedans aucunes desdictes Villes & Places Fortes, & par tel tamps que ledict congé leur sera donné, & semblablement n'y pourront entrer sans ledict congé, & par le tamps qui leur sera donné, les Prelats Seigneurs ou autres qui auront en leur Compagnie plus de 12. chevaulx.

Item pendant ladicte Treve le Roy de sa part, & lesdicts Duc & Ducheſſe d'Austriche de la leur jouiront & demoureront saisis chacun des Villes, Places & Pays qu'ils tiennent à present reservé que le Roy dedans un mois prochain venant fera delivrer à mondict Sieur d'Austriche, ou es mains de qui il luy plaira tout ce qu'il tient en la Comté de Bourgogne, & es appartenances d'icelle, & semblablement en la Comté de Haynaut.

Item tous les Prelats d'Eglise aussi nobles, Marchands & autres de quelque estat qu'ils soient jouiront pendant ce tamps de ladicte Treve, du revenu de leurs benefices, Terres, Seigneuries, Rentes heritables, ou viageres sur qui lesdictes Rentes soient deues par les Princes, ou par autres aux subjects de l'un party ou de l'autre, nonobstant quelque don ou declaration, qui ait esté faicte à l'occasion de ces dernieres guerres, & quelque rachapt qu'auroit esté faict desdictes Rentes, ou quelque bannissement faict par ceux de l'un party d'aucunes personnes de l'autre party, & au regard des Places Fortes elles demeureront es mains, & en l'obeïssance ou elles sont & seront gardées lesdictes Places aux despens du revenu d'icelles. Et pour ladicte garde sera prinse la tierce partie du revenu des Terres, & Seigneuries dependans desdictes Places Fortes.

Item & pourront ceux qui auront ledict revenu desdictes Places Terres & Seigneuries commettre un Receveur & Officier de Justice, pourveu qu'ils ayent tenu & tiennent le party & obeïssance du Prince soubs l'obeïssance & party duquel lesdictes Places & Seigneuries sont à present, par les mains desquels Receveurs, & sur les plus clers deniers de leurs receptes, & au termes qu'elles escherront sera baillé, payé, & delivré la tierce partie desdicts revenus, à ceux es mains desquels seront lesdictes Places Fortes. ANS de J. C. 1478.

Item & s'il estoit question ou different touchant les Rentes & revenus, ou autre chose à quoy l'on doibt revenir par vertu de cette Treve, il sera au choix & option de demander de soy pourvoir sur ce devers les Conservateurs de ladite Treve, ou devers le Bailly ou Officiers ordinaires, en l'obeïssance povoir, & jurisdiction, esquelles seront scituées, & assises lesdictes Rentes & entr'autres choses, à quoy ledict demandeur voudra revenir par vertu de cette Treve.

Item nulles des Villes, Places, Villages ou Maisons estans es mains dont est debat ou querelle entre lesdicts Princes ne seront gastées, pillées, ou detenues durant ladicte Treve par boutement de feu en quelque maniere que ce soit.

Item durant cette dicte Treve ne seront par les gens de guerre, de l'une des parties sur l'autre, [illegible] de leurs Alliez, qui y voudront estre comprins faictes aucunes prinses, ou rançonnement de prisoniers, de besles autres biens quelconques, destrousses, pilleries, logis appostis de quelque maniere que ce soit, ains feront & demoureront tous les subjects de l'un party, & de l'autre, & de leurs Alliez qui y voudront estre comprins en cette presente Treve, de quelque estat, qualité, nation ou condition qu'ils sont chacun en son party & obeïssance seurement, saulvement & paisiblement de leurs personnes, & de tous leurs biens, & pourront marchander, labourer & faire pourvoir à toutes leurs autres besoignes, Marchandises, negociations & affaires sans destourbier n'y empeschement quelconque & tout ainsi que en tamps de paix.

Item a été expressement dict, que si aucune chose estoit faicte ou attemptée au contraire de cette Treve, seur estat ou abstinence de guerre, ou aucuns des poincts, ou articles contenus en iceux, ce ne tournera, ni portera prejudice fors seulement à l'infracteur ou Infracteurs & ce nonobstant demourera tousiours ladicte Treve durant le tamps d'icelle en sa force & vertu, lesquels Infracteurs ou Infracteur en seront punis si grievement, que les cas le requerront, & seront les infractions reparées & remises en leur premier estat & deu par les Conservateurs desdictes Treves cy aprez nommez ou leurs substituts, lesquels commenceront à besoigner sur les reparations dedans six jours aprez qu'elles seront venues à leur cognoissance, & pour faire icelles lesdicts Conservateurs se rassembleront ou leurs substituts d'une part & d'autre, au lieu qu'il sera advisé, & ne partiront d'ensamble jusques à ce qu'ils auront appoincté & pourveu sur lesdictes reparations & y besoigneront le plus promptement que faire se pourra.

Item aux marches de pardeça y aura deux Conservateurs, à scavoir pour la part du Roy Monsieur de Baudricourt, & pour la part de Messeigneurs & Dame d'Austriche, Monsieur de Fiennes; & pareillement es marches de Bourgogne y aura deux Conservateurs à scavoir pour la part du Roy Monsieur de Chaumont Comte de Brienne Gouverneur pour le Roy en Bourgogne, & de Champaigne, & pour la part de mesdicts Seigneur & Dames d'Austriche Monsieur de la Bastie, & pour les marches de Luxembourg ledict Monsieur de Baudricourt y commettra Conservateur tel qu'il advisera, & pour la part de mesdicts Sieur & Dame d'Austriche, Messire Claude de Noenschastel Sieur du Fay, & semblablement pour toute la mer y aura deux Conservateurs, scavoir pour la part du Roy Monsieur l'Admiral de France, & pour la part de mesdicts Sieur & Dame d'Austriche Messire Josse de Lalaing Sieur de Montigny, lesquels Conservateurs chacun en ses marches pourront substituer & commettre en leur lieu, là ou ils voiront, qu'il

sera

ANS de J. C. 1478.

ſera beſoing, auſquels Subſtituts & Commis leſdicts Conſervateurs ſi bon leur ſamble donneront puiſſance pareille à la leur.

Item & leſquels Conſervateurs ou leurs ſubſtituts d'une part & d'autre ſeront tenus de s'aſſembler pour le moins de quinze en quinze jours, es limites du Roy, & une fois es limites de meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche es lieux propices & convenables, qu'ils adviſeront pour y comuniquer les doleances, qui y ſeront ſurvenues d'une part & d'autre touchant ladicte Treve preſentement en appoincter de faire reparations telles, qu'il appartiendra, & ſeront les jugemens & ſentences deſdicts Conſervateurs d'une part & d'autre touchant les choſes dependantes de cette dicte preſente Treve executées réelement & de faict, & à ce contraincts les ſubjects de l'un & de l'autre party, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans ce que les condamnez puiſſent avoir n'y obtenir aucuns Remedes au contraire, pour quelque matiere que ce ſoit.

Item s'il advenoit, que pendant le temps de ladicte Treve aucuns des Conſervateurs nommez d'un des party & d'autre allaſſent de vie à trepas, en ce cas le Roy de ſa part, & meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche ſeront tenus dedans un mois aprez nommer ou mectre & eſtablir en lieu de celuy, ou ceux qui ſeront trepaſſez autres Conſervateurs, qui auront telle ou ſemblable puiſſance, que ceux qui ſont nommez en cette preſente Treve, & cependant les ſubſtituts, qui auront eſté Commis pourront uſer de leur puiſſance, & ſubſtitution pour la conſervation d'icelle Treve.

Item & en cette Treve ſont comprins les Alliez d'une part & d'autre cy aprez nommez ſi comprins y veulent eſtre à ſcavoir pour la part du Roy Tres-Haults & Puiſſants Princes l'Empereur & les Princes Electeurs du Saint Empire le Roy d'Angleterre, le Roy de Caſtille & de Leon, le Roy d'Eſcoce, le Roy de Dannemarck, le Roy de Jeruſalem & de Sicille, le Roy de Hongrie, la Ducheſſe de Savoye, le Duc Sigiſmond d'Auſtriche, le Duc de Lorraine, le Duc de Milan, les Duc & Seigneuries de Veniſe, la Seigneurie & Comunauté de Florence, la Seigneurie & Comunauté de Berne, l'Eveſque de Metz, les confederez & Alliez de la grande & ancienne Ligue d'Allemaigne, auſſi les Princes confederez de la nouvelle Ligue d'Allemaigne, ceux du Pays de Liege, qui ſe ſont declarez pour le Roy, & qui ſe ſont declarez ou veulent declarer pour ſon party. Et pour la part de meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche y ſeront comprins ſi comprins y veulent eſtre à ſcavoir l'Empereur Pere de mondict Sieur d'Auſtriche, le Roy d'Angleterre, le Roy de Caſtille & de Leon, le Roy de Hongrie, le Roy de Portugal, le Roy d'Arragon, le Roy Fernande de Naples, le Roy d'Eſcoce, le Roy de Poloigne, le Roy de Danemarcq, les Electeurs du Saint Empire, le Duc Sigiſmond d'Auſtriche, le Duc de Bretaigne, le Duc de Baviere, le Duc Louis en Baviere Comte de Veldens, la Ducheſſe de Savoye, & la Maiſon de Savoye, le Duc de Cleves, l'Eveſque de Liege, l'Eveſque de Metz, le Duc de Julliers, le Comte Palatin du Rhin, les Duc & Seigneurie de Veniſe, le Duc de Milan, le Comte de Romont, le Marquis de Baden, l'Eveſque de Cambray, l'Eveſque d'Utrecht, l'Eveſque de Munſter, & les Ligues d'Allemaigne anciennes & nouvelles, leſquels Alliez d'une part & d'autre ſeront tenus de faire leurs declarations dedans quatre mois prochains venants s'ils veulent eſtre comprins ou non en cette dicte Treve.

Item & pour venir au bien d'une paix finale ſeront eſleus par le Roy d'une part ſix notables homes, & par meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche autres ſix, leſquels come Mediateurs & Arbitres auront puiſſance de juger, decider & determiner dedans ſix mois prochainement venans de toutes les queſtions querelles & differens eſtants entre le Roy & meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche, en comenceant à celles des querelles, que meſdicts Sieur & Dame voudront premierement mettre en avant, & en enſuivant à celles du Roy, & au cas que leſdicts Arbitres ne pouroient accorder, ſera eſleu & choiſi du conſentement du Roy, & de meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche concordablement un ſuperarbitre, pour avec leſdicts Arbitres decider & determiner des choſes dont iceux Arbitres ſeront demourez en diſcord tout ſelon le contenu des lettres, qui ſur ce ſont faictes.

ANS de J. C. 1478.

Item le Roy de ſa part, & meſdicts Sieur & Dame de la leur requerront le Roy d'Angleterre, & ceux des Ligues d'Allemaigne s'il y a aucuns d'eux, qui par force, hoſtilité ou guerre ouverte par ſiege, par aſſauts, par emblée, par eſchellement ou autrement prenne aucune Ville, Place ou Forteresſe ſur l'autre party en enfraignant leſdictes Treves, qu'ils veullent donner aide & aſſiſtence à celuy ſur qui ladicte Place ou Forteresſe ſera ainſi ſurprinſe au cas qu'il ne ſoit reparé, & ſemblablement contre celuy, qui ſera refuſant de tenir la ſentence deſdicts Arbitres.

Item & au cas que le Roy de ſa part ou meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche de la leur romperoient par guerre ouverte cette preſente Treve, pourveu que par ladict guerre ouverte rompra Treves, perdra le droict, & action qu'il pretend, es choſes contentieuſes entre le Roy & meſdicts Sieur & Dame d'Auſtriche. Scavoir faiſons que pour conſideration des choſes deſſuſdictes, & principalement de Dieu noſtre Createur Autheur de Paix, meſmement ayant eſgard à la proximité du lignage, qui eſt entre le Roy & Nous, & ſingulierement en eſperant de parvenir au bien d'une Paix finale. Nous par Padvis & deliberation deſdicts Seigneurs de noſtre Sang & lignage, des gens de noſtre grand conſeil, leſdictes Treves, ſeur eſtat & abſtinence de guerre, avons faictes, acceptées, prinſes, fermées, promiſes, conclues & accordées, & par la teneur de ces preſentes faiſons, acceptons, prenons, concluons & accordons, & avons promis & juré, promettons & jurons en parolle de Prince, par la foy & ſerment de noſtre honneur, & ſoubs obligation de tous nos biens, ſur les Saints Evangiles, canon de la meſſe par nous manuelement touchez pour cette cauſe de garder, obſerver, entretenir, & accomplir, & faire tenir & obſerver de poinct en poinct ladicte Treve, & toutes les choſes contenues, & articles mentionnez en icelles ſans rien en laiſſer ne jamais faire, ni venir au contraire, ne querir quelques moyens pour y venir, ne pour en rien parvenir, ne faire ou faire faire quelques mutations des choſes deſſuſdictes, & ſi aucune choſe eſtoit faicte attentée ou innovée au contraire par nos Officiers & ſubjects, de la faire reparer, & des tranſgreſſeurs ou infracteurs en faire telle punition que le cas le requiert, & en maniere, que ce ſera exemple à tous autres, & en toutes les choſes deſſuſdictes nous nous ſommes ſubmis, ſubmettons & obligeons par l'hypotecque & obligation de tous nos biens preſens & avenir quelconques, & afin que ce ſoit ferme choſe, & ſtable nous avons ſignées ces preſentes de noſtre main, & icelles faict ſeeller de noſtre ſeel. Donné en noſtre Camp lez le Vieux Wendin le 11. jour de Juillet l'an de grace 1478. Ainſi ſigné Maximilianus, par Monſieur le Duc & Madame la Ducheſſe, & de Secretaire Walée. Ce ſont les ſix perſonages prins du coſté du Roy pour dire, decider & determiner des queſtions & differens eſtans entre le Roy & Monſeigneur le Duc, & Madame la Ducheſſe d'Auſtriche, & dedans demy an prochain venans en la Ville & cité de Cambray. A ſcavoir Maiſtre Louys d'Amboyſe Eveſque d'Alby Couſin du Roy, Meſſire Johan de Montchenu Eveſque de Viners, Commandeur Odet d'aidie, Comte de Comigne Sieur de l'Eſcu, Bouſle de Juge Comte

ANS de J. C. 1478. de Castre, Messire Johan Chambon Maître des Requestes de l'hostel du Roy, & Raoul Pinchon Conseiller en la Cour de Parlement à Paris.

DXI.

BOSNIE ET ROME. *Testament de* CATHERINE *Reine de Bosnie, en faveur du* SAINT SIE'GE. *Fait à Rome, le* 20. *Octobre* 1478. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 438.

IN nomine Sancti & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii & Spiritus Sancti, Amen. Anno incarnationis Dominicæ M. CCCC. LXXVIII. Indictione XI. die vero XX. mensis Octobris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri, Domini Sixti divina providentia Papæ IV. In mei Notarii, & testium infra scriptorum & subscriptorum ad omnia & singula infra scripta vocatorum specialiter, & rogatorum præsentia Illustrissima Domina CATHARINA quondam Ducis Stephani filia Regina Bosniæ, nunc in alma urbe in regione Pineæ in Domo suæ solitæ habitationis prope Ecclesiam S. Marci de urbe constituta, ægra corpore, sana tamen & compos mente, & infra, volens quod, licet per immanissimum Christianæ Religionis hostem Turcum retroactis temporibus de facto, & per tyrannidem prædicto Regno Bosniæ pulsa & spoliata sit, propterea tamen jus Regni præfati non amisit, nec amittit, quod spectat ad eam, propter incapacitatem & inhabilitatem filiorum suorum legitimorum & naturalium, & Illustrissimi Regis Thomæ memorati Regni Bosniæ ex professione Mahometanæ sectæ contractam; habensque fiduciam in Domino, qui nullum violentum finit esse perpetuum, quod prædictum Regnum aliquando de manu tyrannica & hostili excidet; & revertetur ab ea, & Christianæ subjicietur ditioni; volens propterea incolis Regni prædicti, & Regno consulere, ne ad manus veniat aliquorum nullum habentium jus in Regno sed suum juridicum & legitimum habeat Regem: præfata Regina ex præmissis, & quibusdam aliis rationabilibus causis animum suum moventibus, ac memor munificentiæ, gratiarum & beneficiorum à Sancta Romana Ecclesia, & Apostolica sede, à felice & Sancta memoria Pauli Papæ II. & Sanctissimo Domino nostro Sixto Papa IV. collatorum, quo eam gratissima hospitalitate sunt semper prosecuti, subveniendo eidem secundum Regiam dignitatem condigno annuali stipendio & provisione, seu sufficiente pro suis necessitatibus: in prædicto Regno Bosniæ cum omnibus & singulis juribus, pertinentiis, dependentibus, connexis & annexis præfati Regni Civitatibus, Castris, Terris, Villis, juribus & jurisdictionibus, ac utili & directo ejusdem Dominio Sacrosanctam Romanam Ecclesiam & sedem Apostolicam ac prædictum Sanctissimum Dominum nostrum Dominum Sixtum divina providentia Papam IV. & suos successores canonicè electos, & intrantes universales hæredes ac successores instituit.

2. Rogavitque & rogat per solemne fideicommissum dictam sedem Apostolicam, ac prædictum Sanctissimum Dominum nostrum, & prædictos successores, ejusdemque prædictæ sedis fidei commisit, & committit, & ita voluit & ordinavit, quod filio suo, & prædicti Regis Thomæ legitimo & naturali Sigismundo, si (quod Deus per infinitam suam permittat clementiam) ex Mahometanorum vomitu, in quo degit de præsenti, ad veram Christi fidem realiter, & cum effectu revertatur; prædictum Regnum & Regni jura, Dominia, & Jurisdictiones absque detractatione legis Trebellianicæ plenè restituat, eumque Regem in prædicto Regno nominet, instituet, & investiat, quantum in prædicta sede Apostolica fuerit. Si verò dictus Sigismundus ejus filius ad Christianam fidem non venerit, ut præfertur, tunc illo casu dicta Illustrissima Domina Regina voluit dictum fidei commissum esse nullum, irritum & inane, nulliusque roboris vel momenti, ac si factum non fuisset; sed in tali casu iterum rogavit, & rogat dictam sedem Apostolicam, & Sanctissimum Dominum nostrum, & suos successores præfatos, & ejus ac prædictorum fidei committit, quod si filia ejus Catherina, quæ similiter de præsenti Mahumetanorum vomitum sequitur, revertatur realiter, & cum effectu ad Sanctam Christianam fidem, eidem filiæ suæ modo & forma præmissis Regnum prædictum integraliter restituant, quantum fuerit in eisdem: ambobus autem & filio & filia prænominatis in perfida Machometana secta perseverantibus dictum fideicommissum prædicta Regina voluit similiter esse nullum, irritum & inane, modo, quo supra est præmissum. Et interim dictam sedem Apostolicam posse plenè & liberè de prædicto Regno ejus juribus, & titulo disponere ad suam voluntatem, & beneplacitum tanquam de re, patrimonio, hæreditate, ac bonis suis propriis, quibusvis contradictionibus non obstantibus. ANS de J. C. 1478.

DXII.

Deux Traitez faits à Saint-Jean de Luz, le 9. *Octobre* 1478. *entre* LOUIS XI. *Roi de France, &* FERDINAND *&* ISABELLE, *Roi & Reine de Castille; l'un principalement, pour la revocation de l'Alliance dudit Roi de Castille avec* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche, & sa Femme, & l'autre, pour le renouvellement & confirmation de quatre Anciens Traitez, qui y sont insérez; l'un de Valladolid, du septième Décembre* 1408. *l'autre de Madrid, du* 29. *Janvier* 1435. *le troisième de Cordouë, du* 10. *Juillet* 1455. *& le quatrième encore de Cordouë, du* 19. *Juin* 1479. *le tout ratifié par lesdits Ferdinand & Isabelle, au Monastére de Gaudaluppe, le* 10. *Janvier* 1479. *sous la formalité de la clause de la foi, hommage, & serment de les garder & observer. Registré au Parlement le* 14. *Décembre* 1480. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 230. ANS de J. C. 1479. CASTILLE ET AUTRICHE.

FERDINANDUS & ELISABETHA, Dei gratiâ Rex & Regina Castellæ, & Legionis, Siciliæ, Toleti, Portugalliæ, Galiciæ, Hispalis, Cordubæ, Murciæ, Giennæ, Algarbæ, Algesiræ, & Gilbraltar, & Provinciæ de Guipuzera, Principes Aragonum, Domini de Viscaya & de Molina, Universis & singulis has nostras litteras inspecturis, tam præsentibus quàm futuris, Salutem & gratiam in Domino, cum abundantia tranquillitatis & pacis. Nostræ Regiæ celsitudinis proprium esse existimamus, qui Pastoris munere fungimur, nocentissimos quosque, qui bellorum licentiâ in genus humanum, velut in pecudes, sæviunt, tanquam lupos ab ovili arcere; propterea non ab re factum esse existimamus, ullum bonum mortalibus à Deo datum fuisse, neque utilius, neque præstantius amicitiis. Igitur si nova, quæ Principes inter se fœdera quotidie percutiunt, eò spectare videantur, ut mutuis præsidiis se, suosque populos, non modò ab exterorum injuriis defendant faciliùs, atque tueantur, verum etiam subditorum, qui nonnunquam res novas exoptant,

ANS de J. C. 1479.

tant, audaciam cohibere possint, non nos amicitiis, si quando interruptæ sunt, refarcire magis, quàm novis & incognitis inhærere decet. Quare, ne populi nostri, qui cum Gallis mutuam, atque diutius benevolentiam conservant, & spe, & fructu veteris diuque spectatæ amicitiæ fraudarentur, nomini Christiano non parum conducere existimavimus, ut pacem, atque antiqua & optata fœdera eisdem populis nostris redderemus, & minaces utriusque gladios ab ipsorum viscеribus in Christianæ Reipublicæ hostes converteremus.

Cum igitur Dei optimi maximique providentiâ disponente, inter Christianissimum & Serenissimum Principem, fratrem atque consanguineum nostrum Carissimum, LUDOVICUM Francorum Regem modernum, & Oratores, Procuratores, & Nuncios suos, ipsius nomine ad hoc specialem potestatem habentes, pro ipso Christianissimo Rege, fratre nostro, atque primogenito suo nato, vel nascituro, vel primo Regnorum suorum hærede, Terris, & subditis, ac ditionibus, Dominiis, & adhærentibus suis parte ex una, & Nos, & nonnullos Procuratores nostros, nostris vice ac nomine ad hæc specialiter, & plena cum potestate deputatos, pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, vel primo Regnorum nostrorum hærede, Terris, Regnis, & subditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus nostris parte ex altera, ordinatæ, conventæ, initæ & firmatæ fuerunt certæ ligæ, amicitiæ, confœderationes, compositiones, conventiones, & pacta ad exterminium malorum, & utriusque Reipublicæ pacificum statum & incrementum, eaque, & eorum singula sibi præposita, tactisque Sacro-Sanctis Evangeliis, & venerabili signo Crucis, nostri nomine, in anima nostra, semper, & omni tempore custodire, manutenere, & inviolabiliter observare, pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, & pro nostrorum Regnorum hærede, Regnis, Terris, & subditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus nostris, promiserunt, & firmiter juraverunt, nos nunquam contra facere, vel venire per nos, vel alium, seu alios, aliqua ratione vel causa, publicè vel occultè, sub hipoteca & obligatione Regnorum, & omnium bonorum nostrorum sub certa pœna, prout hæc, & alia per suas hinc inde patentes literas suis nominibus roboratas, ac sigillis suis pendentibus communitas, & per Carolum Mercerii, Presbyterum Laudonensis Diœcesis, publicum Apostolicâ & Imperiali autoritatibus Notarium, & Reverendi Episcopi Lombariensis Secretarium, & Joannem de Landa, Presbyterum Diœcesis Baionensis, publicum autoritate Apostolicâ Notarium confectas, & manu ipsorum propriâ signatas plenissimè constat. Tenor verò literarum per dictos nostros Procuratores, vice & nomine nostris initarum, concessarum, & firmatarum sequitur, & est talis.

IN Dei nomine, Amen. Joannes Luppi de Medina, in decretis Licentiatus, Archidiaconus de Almaçan, & Canonicus Sanctæ Ecclesiæ Toletanæ, & Joannes de Gamboa, Generalis Capitaneus in Provinciis de Guipuzera, Biscaya, & Alava, ac Major Cavallericius, Oratores, Nuncii, & Procuratores generaliter & specialiter à Serenissimis & Potentissimis Dominis nostris Fernando Rege, & Elisabetha Regina Castellæ & Legionis, &c. ad infra scriptà constituti, creati, & destinati, & eorum Consiliarii, omnibus & singulis, præsentibus & futuris hoc præsens publicum instrumentum visuris & inspecturis, Salutem in Domino, qui est largitor pacis, & amator caritatis. Cum in naturalium rerum proprietate contemplamur hanc vim innatam, reperimus, ut si eas ordinem naturalem prætermittere casus accidentalis compellat, ad pristinum tamen cursum redire semper suo desiderio trahuntur. Hinc est, cùm glorioſæ memoriæ quondam Reges Castellæ & Legionis Catholici attenderent, quòd pacem nobis Christus dedit, concordes, atque unanimes esse præcepit, dilectionis & caritatis fœdera incorrupta atque inviolata servari mandavit, pro se, filiisque suis primogenitis natis, vel nascituris, sive primis in Regnis & Dominiis suis, hæredibus, proque Regnis, ac Dominiis, & subditis suis, confœderationes, amicitias, pacem, fœdera, unanimitates, ligas, & confraternitates dudum cum Christianissimis Regibus Franciæ, & cum filiis suis primogenitis natis, vel nascituris, sive primis in Regno suo hæredibus, & Terris, Patriis, Dominiis, & subditis suis contraxerunt, atque solemniter pepigerunt, & divinâ protegente clementiâ inviolabiliter eas multis annorum curriculis observaverunt, & observari fecerunt; nihilominus antiquus hostis attendens tam salutare lumen inter tantos Excellentissimos Reges effulgere, excogitavit novas fraudes, & ut falleret incautos, per suos Ministros & artifices corrumpendæ pacis, his noviſſimis temporibus dissensiones invenit, & zizaniam inter eosdem Serenissimos Dominos nostros Regem & Reginam, & Christianissimum Dominum Ludovicum modernum Regem Franciæ, seminavit, quibus subverteret antiquam fidem, veritatem corrumperet, scinderet unitatem, caritatem, & dilectionem; quorum quidem Ministrorum sermo, ut cancer serpuit, quorum tactus, pectoribus, & cordibus eorumdem Catholicorum Regum mortale vulnus infudit, sagacitatem tamen, & hanc fraudulentam rabiem iidem invictissimi Domini Rex & Regina Castellæ & Legionis, divinâ tuitione persentientes, & animo advertentes, quòd vera salus, & quæque bona operatio in dilectione Dei & proximi consistit, ac præ oculis cordium suorum habentes illud divinum documentum manu Dei conscriptum, quo Dominus ad Reges Terræ ait, *postquam sederit Rex in solio Regni sui, discat timere Deum, & custodire mandata ejus, nec elevetur cor suum in superbia super fratres suos, ut longo tempore regnet, & filii ejus*; & ne antiqua pax, & inviolabilis amicitia progenitorum suorum hoc in tempore pereat, etiamsi casus accidentalis eosdem Christianissimos Serenissimosque Regem & Reginam, priorem ordinem, & antiqua fœdera prætermittere compulit; ad primum tamen cursum fraternitatum, ac pacis, & veritatis originem ipsi omnes redire, & Doctrinam Cœlestis Magistri servare volentes, dignati sunt iidem Excellentissimi Rex & Regina, supremi Domini nostri, Oratores & Procuratores suos nos constituere, ut eorum nomine cum eodem Christianissimo Domino Ludovico Franciæ Rege præfato, seu cum suis Oratoribus, Nunciis, & Procuratoribus ad hæc per eum specialiter constitutis, antiqua fœdera, pacta, confœderationes, ligas, fraternitates, & amicitias laudaremus, ratificaremus, & approbaremus, &, si necesse foret, eas de novo contraheremus & iniremus; quarum quidem confœderationum antiquarum tenor sequitur sub his verbis.

HENRICUS, Dei gratiâ Castellæ & Legionis, &c. Rex, Universis & singulis præsentes litteras inspecturis, Salutem & gratiam in Domino. Magnæ sapientiæ, magnæ dignitatis est, non levitatis aut inconstantiæ, si quod per effusam temporis caliginem à Regibus elicit falsa suggestio, vel ignoratio rerum, illud aperta veritatis luce rescinditur; sic nempe necessitas rerum, mosque clarissimorum Principum habet, sic etiam afflatus divino spiritu Rex Artaxerxes in Sacris litteris abunde docuit plerumque homines quosdam, qui omnium laude digni sunt, mendaciorum cuniculis subrecti, dum aures principum simplices, & ex sua natura alios æstimantes, collida fraude decipiunt: nec putare debetis, inquit, si diversa jubeamus ex animi nostri venire levitate, sed pro qualitate & necessitate temporum, ut reip.

ANS de J. C. 1479.

posset utilitas, ferre sententiam. Hoc quidem nobis omninò contigit, dum nuper turbine bellorum jactaremur, ex libertate & pravitate quorumdam hominum, qui conjunctissimum nobis, ac nostris Regnis amicissimum fratrem ac consanguineum, & fœderatum, alligatumque nobis Ludovicum Serenissimum atque Christianissimum Franciæ Regem, ut caveremus admonebant; illum verò, ut sibi à nobis metueret, exasperabant. Unde factionibus simultatibusque obortis loco pristinæ benevolentiæ, cum uterque nostrûm alienis technis traheretur, nos per nuncios nostros, procuratoresque speciales, fœdus ac pacem cum Illustrissimo Eduardo Rege Anglorum, consanguineo nostro, percussimus. Verum nunc ad nos in hac nostra Cordubensi Civitate concessit cum Oratoribus, Legatis, ac Procuratoribus ipsius Christianissimi Principis Ludovici Francorum Regis, Reverendissimus in Christo Pater nobis plurimum dilectus, Joannes, Sancti Martini in montibus presbiter Cardinalis, Albiensis Episcopus, qui multis rationibus diluit, & falsas esse ostendit illas inimicitiarum suspiciones, quibus ab ipso fratre nostro Ludovico Francorum, Rege juste nos dissidere putavimus, simulque aperuit vim, vetustatem, Religionem, formamque fœderum initorum à nostris majoribus, & nobis ipsis cum majoribus ejusdem Serenissimi Ludovici, Regis Francorum, atque cum ipso, quibus non solum Regnum Franciæ, ac Hispaniæ, sed Regnorum societas, ac fœdus erat indissolubile quiddam, & quod neuter nostrûm poterat culpâ solâ vel facto, vel voluntate perfringere. Accessit spectata in hoc subditorum, Regnorumque nostrorum commoditas, voluntasque multis ex locis Oratorum nos obsecrantium, & per Procuratores, nunciosque suos nos orantium, atque obtestantium, ut fœdus Hispanorum cum Francis consectaremur, autoritatemque vetustatis amplecteremur, recisâ factâ, repudiatâ novitate fœderis ita cum Anglicis, & Illustrissimo Rege Eduardo præfato, quod, dum negotiis pluribus, bellisque distringeremur, antiquorum fœderum à nobis ignorata potestas, falsarumque suspicionum insinuatio, atque tempestatis quædam procella peperierunt. Itaque nos Henricus, Castellæ & Legionis &c. Rex, repetentes animo quanto amore Serenissimi majores nostri Serenissimos Francorum Reges semper complexi sunt, pensantes etiam ipsius Reverendissimi Patris Cardinalis in istis rebus interventoris, erga nos benevolentiam, scientes præterea commoditatem Regnorum, voluntatemque subditorum nostrorum propensiorem, ad Francorum fœdera, quasi ex flumine vi tempestatis solitas ripas supergresso ad alveum antiquum redire studemus, ac volumus. Igitur omnibus fœderibus, pactis, conventis, societatibus, alligationibus factis cum præfato Illustrissimo Eduardo, Rege Anglorum, Regnis, ac subditis suis, atque adhærentibus renunciamus pro nobis, & hærede nostro nato, vel nascituro, Regnis, ac subditis nostris, penitus & omninò, easque per præsentes cassamus, annullamus, rejicimus à nobis, ac Regnis, & subditis nostris; fœdera verò à Serenissimis majoribus nostris cum Christianissimis Francorum Regibus, atque à nobis cum præfato consanguineo, alligato, ac fœderato nostro Ludovico, Rege Francorum amplectimur, renovamus, ac in suo vigore, potestate, ac robore manere, perseverareque, ac vigere volumus. Quorum fœderum tenor sequitur, & est talis.

IN nomine Domini, Amen. Henricus Luppi de Mendoça, Marchio de Santillana, ac Comes del Real, & Joannes Pacheco, Marchio de Villena, & Majordomus Serenissimi ac Potentissimi Principis & Domini, Domini Henrici, Dei gratiâ Regis Castellæ & Legionis, Consiliariique & Procuratores sui ad infra scripta specialiter deputati, universis præsentibus pariter & futuris præsentes litteras visuris & audituris, salutem in eo, qui perfecta caritas est. Sacris erudimur Doctrinis, ut paternitatis fœdus, & vinculum caritatis tanquam plenitudinem legis, perfectionisque stabilem columnam, quæ nunquam excidit, juxta commissum nobis onus sollicitè ipsi prosequamur, & eos qui sub autore pacis imperant, ad unitatem spiritus & fraternam dilectionem, per quam Regum amor, pax populorum, filiorum hæreditas, & spes æterni Regni conservantur, accuratissimè incitemus: sane cum superni Regis providente Clementiâ multis evolutis annorum curriculis inter inclitissimarum recordationum defunctos Francorum ex una, & Castellæ & Legionis quondam Reges, ex altera partibus, & novissimè anno Domini 1435. inter Illustrissimum & Christianissimum Principem & Dominum, Dominum Carolum, Dei gratiâ Francorum Regem, & gloriosæ memoriæ defunctum Dominum Joannem, tunc Regem Castellæ & Legionis, genitorem dicti Serenissimi Domini nostri, Domini Henrici, Regis moderni, pro ipsis, & suis hinc inde progenitis natis, vel nascituris, sive Regnorum suorum hæredibus primis, ac pro suis Regnis, Terris, subditis, ac Dominiis, & adhærentibus suis, ac omnibus aliis quorum intererat, vel interesse poterat, certæ confœderationes, pactiones, ligæ, fraternitates, & amicitiæ fuerunt initæ, conceptæ, concordatæ, & firmatæ, prout continetur in litteris præfati Serenissimi quondam Regis Joannis; quarum tenor sequitur, & est talis.

JOANNES, Dei gratiâ Castellæ & Legionis Rex, Universis & singulis has nostras litteras inspecturis, tam præsentibus quàm futuris, salutem & gratiam in Domino cum abundantiâ tranquillitatis & pacis. Cùm æterni Regis providentiâ disponente, inter Serenissimum ac Christianissimum Principem, Carissimum, fratrem & consanguineum nostrum Carolum, nunc Francorum Regem, ac Procuratores, Ambassiatores, & Nuncios suos, ac sui nomine ad hæc specialem potestatem habentes, pro ipso præclarissimo Rege fratre nostro, ac primogenito suo nato, vel nascituro, vel primo Regnorum suorum hærede, Terris, & subditis, ac ditionibus, Dominiis, & adhærentibus suis ex parte una, & Nos, & nonnullos Procuratores nostros, nostris vice ac nomine ad hæc specialiter plenâ cum potestate deputatos pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, vel primo Regnorum nostrorum hærede, Terris, Regnis, & subditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus nostris ex parte altera, initæ, conceptæ, ordinatæ, & confirmatæ fuerint certæ ligæ, amicitiæ, confœderationes, compositiones, & conventiones, & pacta ad exterminium malorum, & utriusque Reipublicæ pacificum incrementum, eaque & eorum singula sibi præpositis tactisque Sacro-Sanctis Evangeliis, & venerabili signo Crucis, nostri nomine, & in anima nostra, semper & omni tempore custodire, manutenere, & inviolabiliter observare pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, aut primo Regnorum nostrorum hærede, Regnis, Terris, & subditis, Dominiis, ditionibus, & adhærentibus nostris, promiserunt, & firmiter juraverunt, nos nunquam contra facere, vel venire per nos, vel alium, vel alios, aliqua ratione, vel causa publica, vel occulta, sub hipoteca & obligatione Regnorum, & omnium bonorum nostrorum, & certa sub pœna, prout hæc & alia per suas hinc inde patentes litteras suis nominibus roboratas, ac sigillis suis communitas, & per Ferdinandum Diaz de Toledo, decretorum Doctorem, autoritate Apostolica Notarium publicum, auditorem, referendarium, relatorem & Secretarium nostrum confectas, & manu sua propria signatas plenissimè constat. Tenor verò litterarum per dictos nostros Procuratores,

ANS de J. C. 1479.

ANS ratores, & nomine noſtri initarum, conceſſarum, de J. C. & firmatarum, ſequitur, & eſt talis.

1479. IN Dei nomine, Amen. Alvarus de Luna, Comes Stabulionis Caſtellæ, Comeſque Sancti Stephani, Joannes, miſeratione divinâ Archiepiſcopus Hiſpalenſis, & Rodericus Pimentel, & Comes de Benavento, Conſiliarii Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Principis & Domini, Domini noſtri Joannis, Dei gratiâ Caſtellæ & Legionis Regis, atque Procuratores ad infra ſcripta poteſtatem & mandatum ſpeciale habentes, ſicut per litteras ejuſdem Domini noſtri Regis præſentibus inſertas conſtat evidenter; Notum facimus univerſis præſentibus & futuris, quòd cum æternâ providente clementiâ, multis evolutis annorum curriculis, inter inclitiſſimæ recordationis defunctos Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Henricum primum, quondam Regem Caſtellæ & Legionis, & inclitiſſimæ recordationis Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Carolum quintum, Regem quondam Francorum, avum Sereniſſimi Principis & Domini, Domini Caroli Regis Francorum moderni, certæ confœderationes, pactiones, & ligæ, conventiones, & amicitiæ fuerint initæ, conceptæ, ordinatæ, & firmatæ, & poſtmodum per præclariſſimæ memoriæ defunctos, Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Joannem avum, ac etiam per conſimilis memoriæ Sereniſſimum Dominum Henricum ſecundum, genitorem dicti Domini noſtri Joannis ſecundi, Regis Caſtellæ & Legionis moderni, pro ſe & dicto Domino Joanne primogenito, ſeu Caſtellæ & Legionis Rege moderno, ex una parte; & præclariſſimæ memoriæ defunctum Sereniſſimum & Chriſtianiſſimum Dominum Carolum ſextum, tunc Regem Francorum, filium præfati Domini Caroli quinti, genitoremque prædicti Sereniſſimi Principis Domini Francorum moderni, pro ſe & primogenito ſuo, vel primo Regni ſui hærede ex alia parte, approbatæ, confirmatæ, renovatæ, & roboratæ, prout per eorum patentes litteras poteſt apparere. Quarum quidem litterarum tenores hîc haberi volumus pro expreſſis & inſertis; & conſequenter ipſe Dominus noſter Rex Caſtellæ & Legionis modernus, nec non recolendæ memoriæ defuncta Domina Catharina Regina, genitrix ſua, & ejuſdem memoriæ defunctus Dominus Ferdinandus, Infans Caſtellæ, patruus ſuus, ejuſdem Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regis moderni, ſuorumque Regnorum tunc tutelam, curam, & regimen habentes, ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito, aut hærede, ac Regnis, Terris, & ſubditis ſuis exiſtentibus in ejuſdem Sereniſſimi Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis Majeſtatis præſentia, necnon dictorum matris, patruique, ſive bonæ memoriæ defuncto Domino Giraldo, tunc Epiſcopo Sancti Flori, Domino Robino de Bracmonte, Milite, Conſiliariis, & Magiſtro Joanne Huonis Secretario, Ambaſſiatoribus, & Procuratoribus dicti Domini defuncti Caroli ſexti, tunc Francorum Regis, per ipſum, ad dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis modernum deſtinatis, ipſiſque virtute poteſtatis eis propter hæc ſpecialiter attributæ, & conceſſæ per litteras dicti defuncti Domini Caroli ſexti, tunc Regis Francorum, recipientibus, acceptantibus, & ſolemniter ſtipulantibus, unà cum ipſo Domino defuncto Carolo ſexto, tunc Rege Francorum, ac prænominatis ſuis Procuratoribus, & Ambaſſiatoribus ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito, aut hærede, ac Regno, terris, & ſubditis ſuis confœderatis, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas, & amicitias confirmaverint, juraverint, inierint, & fecerint, modò & formâ contentis in litteris præfati Domini noſtri Joannis, Regis Caſtellæ & Legionis, quarum tenor talis eſt.

JOANNES, Dei gratiâ Rex Caſtellæ & Legionis, univerſis & ſingulis Chriſti fidelibus præſentium ſeriem inſpecturis & audituris, ſalutem & gratiam in Domino cum abundantia tranquillitatis, & pacis. Notum facimus, & cunctis fieri volumus manifeſtum, quòd cum æternâ providente clementiâ, multis jam evolutis annorum curriculis inter præclaræ memoriæ defunctos Reges, Carolum quondam Franciæ, & Henricum quoque Caſtellæ & Legionis, proavum noſtrum, quorum geſta mirifica per univerſa mundi climata ſolemniter divulgantur, certæ confœderationes, pactiones, ligæ, conventiones, & amicitiæ, initæ, conceptæ, & ordinatæ fuerint, & firmatæ; & poſtmodùm per Sereniſſimum ac Chriſtianiſſimum Principem Carolum, Regem Franciæ modernum præcariſſimum fratrem noſtrum, pro ipſo, & primogenito, vel primo Regni ſui hærede ex parte una; & tàm per inclitæ recordationis Sereniſſimum Joannem avum, quàm Henricum genitorem noſtros, Reges Caſtellæ, pro ipſo genitore noſtro, & nobis ex parte altera, approbatæ, confirmatæ, renovatæ, & roboratæ, ſicut per eorum litteras patentes, & autenticas, ſuis magnis ſigillis debitè communitas, poteſt luculentiùs apparere. Quarum ſiquidem litterarum originalia in archivis utriuſque partis non immeritò debitè conſervantur, ipſarumque tenores hîc haberi volumus pro expreſſis & inſertis. ANS de J. C. 1479.

Nos revolventes animo quàm laudabile, quàm ſalubre, quamque dulce ſemper extitit in unitatis amore vinculum caritatis obſervare, quæ ſuæ virtutis efficacia Eccleſiæ membra fortiter ligat ad invicem, & cum Chriſto, nec permittit eos, quos perfectè ſimul junxit, ab invicem ſeparari, neque Conſilium & auxilium ſibi mutuò denegari, cum pœnis omnia facit eſſe communia; & inſuper operatur in ipſis indemnitatem voluntatum; noſtræque conſiderationis aciem dirigentes ad utilitates innumeras, & innumerabilia beneficia, quæ elapſis temporibus, Regibus, & regnicolis utriuſque Regnorum ex amicitiis hujuſmodi pervenerunt, cupientes & deſiderabiliter affectantes memoratam fuæ caritatis unionem, quæ tandem permanſit illibata, non diminutionem noſtris temporibus recipere, ſed creſcere ſemper, & proficere potius in augmentum, omnemque cujuſlibet occaſionis amputamus materiam, quæ tàm ex verborum, quàm ſententiarum dictarum literarum antiquarum obſcuritate, ambiguitate, aut forſan inæqualitate, vel alio quovifmodo cauſam afferre poſſet diſſenſionis, altercationis, ſeu contentionis in futurum, conſtet in noſtræ Majeſtatis præſentia, necnon præclariſſimæ genitricis noſtræ Catharinæ Reginæ, & Illuſtris patrui noſtri Ferdinandi, Infantis Caſtellæ, gerentium ad præſens noſtri, Regnorumque noſtrorum Regimen, curam, atque tutelam, Ambaſſiatoribus, Procuratoribus & Nunciis prædicti Cariſſimi germani noſtri, Regis Franciæ, ad nos propter hoc ſpecialiter deſtinatis, videlicet Reverendo Patre Domino Giraldo, Dei gratiâ Epiſcopo Sancti Flori, necnon Domino Robino de Bracquemont, Domino de Tudevilla, Milite, & Magiſtro Joanne Huonis, Archidiacono Alvaravenſi, ipſiſque virtute poteſtatis eis retributæ per literas præfati germani, ſeu Regis Franciæ, ſuo majori ſigillo roboratas, quarum tenor inferiùs inferetur, nomine præfati noſtri germani, & pro eo, proque filio ſuo unigenito nato, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, & aliis omnibus & ſingulis, quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, recipientibus, acceptantibus, & ſolemniter ſtipulantibus, confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas, & amicitias, tàm ex noſtra certa ſcientia, quàm de prædictorum genitricis & patrui, tutorum noſtrorum, nec-

non

ANS de J. C. 1479. non aliorum Prælatorum, Baronum, magnatum, & peritorum regni & consilii nostri, propter hoc speciaLiter & personaliter vocatorum, consilio, & voluntate, pariter & assensu, tractamus, facimus, inimus, & firmamus sub forma, & modo infrà scriptis.

Primò videlicet, quòd nos Joannes Rex Castellæ & Legionis prædictus, filiusque noster primogenitus nasciturus, sive primus regnorum nostrorum hæres, regna nostra, Dominia, & subditi nostri, sumus ex nunc, & erimus de cætero unà cum dicto Carolo Francorum Rege, fratre nostro carissimo, filioque primogenito nato, vel nascituro, seu primo regni sui hærede, regno, terris, Patriis, Dominiis, & subditis suis, boni, veri, fideles, confœderati & adhærentes amici, tanquam vero fratri nostro naturali, & Germano, tali modo videlicet, quòd nos, & filius noster primogenitus nasciturus, seu primus regnorum nostrorum hæres, damnum, vituperium, aut dedecus dicti fratris nostri carissimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui hæredis, regni, terrarum, Patriarum, Dominiorum, & subditorum suorum non procurabimus ullo modo; nec cuiquam personæ viventi cujuscumque statûs, conditionis, præeminentiæ, aut dignitatis existat, etsi persona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri nostro carissimo Regi Francorum, filio primogenito nato, aut nascituro, seu primo regni sui hæredi, regno, terris, Patriis, & Dominiis, ac subditis suis, guerram, damnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus facere & perpetrare voluerit, aut inferre, consilium, auxilium præstabimus, & favorem. Quæ quidem ligæ, confœderationes, pacta, amicitiæ, tractatus, suprà & infrà scripta durabunt quoad vitam fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, & primi regni sui hæredis, nostrique Regis Castellæ & Legionis præfati, filii primogeniti nati, aut nascituri, sive primi regnorum nostrorum hæredis prædicti, & quandiu ipsi, & nos vitam duxerint, seu duxerimus in humanis.

Item prædictum fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, filium primogenitum natum, aut nasciturum, sive primum regni sui hæredem, tàm per mare, quàm per terram, contra quascumque personas, quæ possunt vivere, sive mori, cujuscumque statûs, conditionis, præeminentiæ, aut dignitatis existant, etiamsi persona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri nostro carissimo Regi Franciæ, filio primogenito nato, vel nascituro, sive primo regni hæredi, regno, terris, Patriis, Dominiis, & subditis suis, guerram, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus facere & perpetrare voluerint, aut inferre, bonâ fide juvabimus, & juvare tenebimur absque fraude; nosque guerram dicti fratris nostri carissimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui hæredis, in nos, & nostram personam tanquam propriam nostram recipimus, & ut caput guerræ tenebimur, ac in regnis, & Dominiis nostris tanquam in nostram propriam, cum per literas patentes sigillo dicti Regis Franciæ fratris nostri carissimi, aut filii sui primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui hæredis, certificati fuerimus quòd guerra fuerit aperta, & in regno Franciæ præconisata inter eumdem Regem Franciæ, aut suum primogenitum natum, aut nasciturum, sive primum regni sui hæredem ex una parte, & Regem Angliæ, seu quemcumque alium ex parte alia, infra decem dies à die certificationis prædictæ nobis factæ, facere præconisari jubere tenebimur; sic tamen quòd si dictus frater noster carissimus Rex Franciæ, filiusque primogenitus natus, aut nascturus, seu primus regni sui hæres, sive alter eorumdem, nos, aut primogenitum nostrum natum, aut nasciturum, seu primum nostrorum regnorum hæredem requisierint, super eos, aut eorum alterum fuerimus de juvamine subditorum nostrorum armatorum, seu galearum, aut aliorum navigiorum ad opus dictæ guerræ subvenire requisiti, nos, primogenitus noster natus, aut nascturus, seu primus nostrorum regnorum hæres, hoc facere, galeasque, aut alia navigia, & gentes armorum tàm per terram, quàm per mare, ad servitium & juvamen dicti fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, & primi regni sui hæredis, prædictorum tamen ejus, vel eorum sumptibus aut expensis, fideliter & efficacîter, omni fraude cessante, mittere tenebimur; jurabuntque Capitanei armatorum hujusmodi tàm per terram, quàm per mare, sint Admiraldi vel alii quicumque, facere solemne juramentum coram personâ, vel personis, per dictum fratrem nostrum ad hæc deputatâ, vel deputatis, quòd ambarum partium honorem, & utilitatem, & commodum diligenter conservabunt, ac totis viribus fideliter procurabunt. ANS de J. C. 1479.

Item. Poterunt vassalli, & subditi nostri liberè, & absque offensâ qualibet per eos incurrendâ ad servitium & juvamen dicti fratris nostri carissimi, filii primogeniti nati, & nascituri, seu primi regni sui hæredis, tàm per terram quàm per mare, ad opus dictæ guerræ, nostra tamen, & regnorum nostrorum, Dominiorumque necessitate cessante, quoties ei placuerit, sic transferre.

Item. Guerra nomine fratris nostri carissimi Regis Francorum prædicti, filiique primogeniti nati, aut nascituri, sive primi regnorum nostrorum hæredis, contra quemcunque incepta, sive incipienda, nos, primogenitus noster natus, aut nascturus, aut regnorum nostrorum hæres primus cum parte adversa pactum, tractatum, accordatum, treugam, seu pacem facere, tractare, accordare absque consensu & voluntate expressa prædicti fratris nostri carissimi, seu primogeniti nati, aut nascituri, sive primi regni sui heredis, firmare non poterimus, sive poterit quomodolibet, aut inire; poterit tamen prædictus Germanus noster, primogenitus natus, aut nascturus, sive primus regni sui hæres, causis exigentibus, treugas particulares ad annum, vel ad aliud tempus brevius & tractare, & inire, si, & quando sibi videbitur expedire; proviso quòd dictas treugas particulares nobis, aut primogenito nascituro, vel hæredi nostro significare tenentur, & quòd in eisdem nos, primogenitus noster nascturus, vel hæres, cum Patriis & subjectis nostris comprehendamur, si nobis placuerit comprehendi, & quòd prædictæ treugæ particulares unius anni, vel temporis brevioris, nequeant ulteriùs & longiùs sine expresso consensu nostro, primogeniti nascituri, aut primi regnorum nostrorum hæredis, prorogari, vel extendi, cessantibus in præmissis & ceteris omni fraude atque dolo.

Item. Castra, civitates, villæ, fortalitia, sive loca, quæ & quas nos, primogenitus, aut hæres, sive gentes nostræ, tam in regno & terra Angliæ, & Ducatu Aquitaniæ, quàm in aliis terris, & Dominiis, contra quæ, & quas, dictus frater noster, primogenitus natus aut nascturus, sive primus regni sui hæres, guerram inceptam habuerit, vel inceperit, acquisiverimus, acquisiverit, aut occupaverit per mare, aut per terram, dicto carissimo fratri nostro Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, aut nascituro, sive primo regni sui hæredi, seu suo certo nuncio aut mandato, nos, & gentes nostræ prædictæ, & filius noster primogenitus nasciturus, sive primus hæres regnorum nostrorum, liberè dare, & restituere tenebimur, ac etiam tenebuntur; bona tamen mobilia capta, vel occupata efficientur capienti, & eidem concedentur secundum morem & consuetudinem regnorum Franciæ & Castellæ prædictorum.

Item. Volumus quòd, si Rex Angliæ, aut suus primogenitus, seu quicumque regni sui hæres, vel Ducatus Aquitaniæ, aut aliquis alius de sanguine regali Angliæ, fuerit captus per nos, primogenitum nasci-

ANS J. C. 1479. nascíturum, aut primum regnorum nostrorum hæredem, sive per gentes nostras, tàm per mare quàm per terram, vel quicumque alius Rex, Dux, sive Comes, contra quem principaliter dictus frater noster Rex Franciæ, ejusque primogenitus natus, vel nascíturus, sive primus regni sui hæres, guerram inceptam habuerit, vel inceperit, ad arbitrium, voluntatem, & ordinationem dicti fratris nostri carissimi Regis Franciæ, vel ejus primogeniti nati, vel nascíturi, sive primi regni sui hæredis, nostrique, vel primogeniti nostri nascíturi, aut primi regnorum nostrorum hæredis, teneatur captus, & captivus insimulque potemus unà cum dicto fratre nostro carissimo, super expeditione dicti capti, vel captivi, prout ambarum partium placuerit voluntati: quicumque verò alius à prædictis captus, sive capti us extiterit, consentimus, & volumus quòd sit efficaciter capienti, & eidem concedatur; super quibus & eorum quolibet, tàm super guerram, utilitatem & commodum dicti fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascíturi, sive primi regni, sui hæredis, regni, terrarum, & subditorum suorum concernentium, nos, aut primogenitus noster nascíturus, sive regnorum nostrorum primus hæres, relationi simplici, & assertioni prædictum fratrem nostrum Regem Franciæ, primogenitum natum, sive nascíturum, seu primum regni sui hæredem, sive litteris suis super hæc, aut suo certo nuncio ad hæc specialem potestatem habenti, nobis aut primogenito nostro nascíturo, seu primo regnorum nostrorum hæredi, factis absque alia probatione, seu informatione quacumque per dictum fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, aut primogenitum natum, vel nascíturum, sive primum regni sui hæredem, faciendo fidem indubiam tenebimur, & tenebitur adhibere, intimatione, prout prædicitur, nobis factâ, nos, & primogenitus nascíturus, aut primus regnorum nostrorum hæres, prædictum fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, primogenitum suum natum, aut nascíturum, seu primum regni sui hæredem, de facto tenebuntur, & tenebitur utiliter adjuvare: sane à ligis, confœderationibus, pactis, conventionibus, & tractatibus prædictis, excipimus, & excipi volumus personam sanctissimi in Christo Patris Romani Pontificis, necnon similiter Regem Aragonum, & filium suum primogenitum, qui nunc sunt; dum tamen idem Rex Aragonum, & filius suus primogenitus eorum, vel alter, contra dictum fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, primogenitum suum natum, vel nascíturum, seu primum regni sui hæredem, regnum, terras, Dominia, & subditos suos, sive nos, primogenitum nascíturum, aut primum regnorum nostrorum hæredem, regna, terras, Dominia, & subditos nostros, guerram, damnum, vituperium, & dedecus sive detrimentum non faciant, inferant, aut procurent, faciat, inferat, aut procuret, sive fieri, inferri aut procurari faciant per alium quovismodo. Quod si, quod absit, idem Rex Aragonum, aut suus primogenitus, contrarium faciant, cessabit prædicta exceptio, & nos, primogenitus noster nascíturus, aut primus regnorum nostrorum hæres cum dicto fratre nostro carissimo Rege Franciæ, ejusque primogenito nato, vel nascíturo, seul primo regni sui hærede, erimus, prout sumus, unanimiter confœderati contra Regem Aragonum, & suum primogenitum prælibatum.

Quæ omnia prædicta, & singula nos prædictus Rex Joannes, sanâ & provisâ deliberatione consilii super hæc habitâ pro nobis, primogenito nascíturo, aut primo regnorum nostrorum hærede, regnis, terris, Dominiis, & subditis nostris promisimus & juravimus in animam nostram, promiserunt, & juraverunt prænominati genitrix & Patruus, nostri tutelæque nostræ nomine, super imaginem & memoriam Domini nostri Jesu Christi crucifixi, Evangeliaque sua sancta per nos, & ipsos, corporaliter tactas, & tacta, promittimusque regio verbo, & bonâ fide, fidemque & homagium eidem præfato Serenissimo fratri nostro carissimo Carolo, Francorum Regi, primogenito nato, aut nascíturo, seu primo regni sui hæredi præstando facere & tenere, & de puncto ad punctum fraude & malo ingenio cessantibus quibuscumque adimplere, & inviolabiliter observare, & hoc sub hipoteca & obligatione omnium bonorum nostrorum, hæredum, & successorum nostrorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex potest incurrere tali casu, insuper sub pœna centum millium marcarum auri; in quibus obligationibus & pœnis nos dictus Rex Castellæ & Legionis, interveniente dictorum tutorum nostrorum autoritate & consensu, regna, & omnia bona nostra, hæredum & successorum nostrorum, dicto fratri nostro carissimo Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, vel nascíturo, seu primo regni sui hæredi, applicandi tanquam pro judicato, condemnato, & confessato, & in ipsas pœnas, & contra prædicta, nos, aut primogenitus noster nascíturus, sive primus regnorum nostrorum hæres, fecerimus, aut fecerit, confitemur, nos & primogenitum nostrum nascíturum, primumque regnorum nostrorum hæredem, & tamde jure quàm de facto adjudicamus totaliter incidisse, & nos, ipsis de auctoritate & consensu prædictis, primogenitum nascíturum, primumque regnorum nostrorum hæredem & successorem, & regna, Dominia, terras, & bona nostra, & hæredum & successorum nostrorum, præsentia & futura pro præmissis firmiter adimplendis supponimus & supposuimus cohertioni & compulsioni Cameræ Sedis Apostolicæ, volumusque & consentimus quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum litteras Apostolicas super ipsas fortiores & meliores dicto sapientum, substantiâ non mutatâ, nos, & dictus primogenitus nascíturus, aut primus regnorum nostrorum hæres, dicto fratri nostro carissimo Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, aut nascíturo, primoque hæredi regni sui, facere & concedere tenemur, ac etiam tenentur, quoties per dictum Regem Franciæ fratrem nostrum carissimum, seu primogenitum natum, aut nascíturum, sive primum hæredem regni sui, nos, aut primogenitus noster nascíturus, seu primus regnorum nostrorum hæres, fuerimus, aut fuerint requisiti.

Cætera verò alia omnia & singula inter utriusque nostrum prædecessores, ipsumque fratrem nostrum carissimum Francorum Regem, & nostros progenitores hactenus hinc inde per quæcumque instrumenta, litteras, & tractatus publicos, vel privatos, conjunctim vel divisim, qualitercumque inita, firmata, ratificata, seu declarata, etiamsi juramentis, seu commissionibus sint vallata, quæ his in tractatibus non sunt inserta, volumus deinceps esse nulla, irrita, & cassata, & cassamus, irritamus, revocamus, & penitus annullamus.

In quorum omnium fidem & testimonium præsentes litteras sigilli nostri munimine, necnon ad amplioris certitudinis firmitatem, præfatorum genetricis & Patrui nominum subscriptione, sigillisque, unà cum signo Notarii publici fecimus & jussimus communiri. Datum in Valleoliti, die septima mensis Decembris, anno Domini millemo quadringentesimo octavo.

ANS de J. C. 1479.

NOs verò supranominati, Alvarus Conestabilis, Joannes, Archiepiscopus, Rodericus, Comes de Benavento, præfati Christianissimi & Serenissimi Principis & Domini nostri, Domini Joannis, Regis Castellæ & Legionis moderni, consiliarii & Procuratores, &c. sperantes prædictas ligas, confœderatores amicitias, compositiones, conventiones, tractatus, & promissiones inter dictum Dominum Regem Castellæ & Legionis modernum, Serenissimum Dominum, Dominum Carolum Francorum Regem moder-

ANS de J. C. 1479. modernum, pro se, & pro suo primogenito, vel hærede, Regnis, & Terris, & subditis suis, ex altera partibus, sicut præmittitur, initas, conceptas, ac firmatas fore & futuras ad Dei laudem, malorumque exterminium, & utriusque prædictorum Regum ac Regnorum, rei publicæ prosperum incrementum, præsentibus unà & pariter convenientibus, videlicet ex una parte nobis pro dicto Domino nostro Rege Castellæ & Legionis, & ex alia Reverendissimo in Christo Patre & Domino, Domino Dionisio, Archiepiscopo Tholosano, necnon nobili & spectabili Domino Joanne de Bonay, Milite, Senescallo Tholosæ, Consiliariis, ac Herveo de Fresnoy, Secretario, Ambassiatoribus & Nunciis ac Procuratoribus dicti Domini Francorum Regis moderni, pro & ad hoc specialiter constitutis & ordinatis per litteras ipsius Domini Regis Francorum moderni, vice & nomine dicti Domini Regis Francorum moderni, & pro eo, proque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, subditis, & adhærentibus suis, aliisque omnibus & singulis, quorum interest, aut interesse poterit quomodolibet in futurum, recipientes, acceptantes, & solemniter stipulantes virtute potestatis nobis, ut prædictum est, attributæ, & concessæ per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, vice & nomine ejus, & pro eo, proque ejus filio primogenito nato, seu nascituro, aut primo Regnorum suorum hærede, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, subditis, & adhærentibus suis, cæterisque omnibus & singulis, quorum interest, vel interesse poterit quomolibet in futurum, confœderationes, tractatus, compositiones, pactiones, ligas & amicitias, ac omnia & singula in prædictis, & circa prædicta per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis modernum, per ejusque supradictos tutores ejus nomine & vice, unà cum dicto Domino defuncto Carolo sexto, tunc Rege Francorum, genitore dicti Domini Regis Francorum moderni, cum supradictis Ambassiatoribus suis, ejus vice & nomine, ut præmittitur, acta, gesta, habita & conventa, prout in superiùs insertis litteris suis contenta & expressata sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, inimus, facimus & firmamus sub pœnis, formâ, modis, obligationibus, & qualitatibus suprà scriptis, pro dicto Domino nostro Rege Castellæ & Legionis moderno, proque primogenito suo nascituro, aut primo Regnorum suorum hærede, Terris, Regnis, Dominiis, subditis, & adhærentibus suis, & omnibus aliis quorum interest, & interesse poterit in futurum, unà cum dictis Consiliariis, Ambassiatoribus, Procuratoribus dicti Domini nostri Regis Francorum, ejus vice & nomine agentibus, & pro eo, & filio suo primogenito nato, aut nascituro, aut Regnorum suorum hærede, proque Regnis, Terris, Dominiis, subditis, & adhærentibus suis, & aliis omnibus quorum interest, aut interesse poterit quomodolibet in futurum, similes & conformes pactiones, conventiones, obligationes, & submissiones consentientibus, facientibus, nobis stipulantibus & recipientibus pro & vice dicti Domini nostri Regis Castellæ & Legionis, ejusque primogeniti nati, aut nascituri, aut primi Regnorum suorum hæredis, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, subditis, adhærentibus, & aliis supradictis, prout continentur in eorum litteris consimilibus & conformibus istis, quas nobis tradiderunt. Verumtamen non intendimus in præmissis comprehendi clausulam contentam in superiùs insertis litteris, facientem mentionem inclitæ memoriæ defuncti Domini Martini, tunc Regis Aragonum, & sui primogeniti, qui tunc erant, sed hinc inde tolli & abjici, & pro nulla haberi, cum etiam sit supervacua; quia ipse Martinus, & ejus filius, ab hoc seculo dudum, sicut Domino placuit, migraverunt. Promittimus insuper, & juramus in animam dicti Domini nostri Regis Castellæ & Legionis, super inaginem & repræsentationem Crucifixi Domini nostri Jesu Christi, ac sua Sancta Evangelia per nos corporaliter tactam & tacta, bona fide, cessantibusque fraude & malo ingenio quibuscumque, omnia & singula præmissa, prout, & quemadmodum per nos, quibus supra vice & nomine, firmata, gesta & facta sunt, teneri & tenenda, ac de puncto ad punctum adimpleri, & adimplenda, & inviolabiliter observari & observanda per dictum Dominum Regem Castellæ & Legionis, pro se, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regnorum suorum hærede, ac Regnis, Terris, & Dominiis, subditis, & adhærentibus suis, ac etiam per eum, & per ejus patentes litteras suprà & infrà scriptas, acceptandum, approbandum, & confirmandum, easque litteras dandum & tradendum dicto Domino nostro Regi Francorum, quamprimùm per ejusdem Domini Regis Francorum litteras aut Nuncios requiretur, similes seu conformes, ac ejusdem virtutis & efficaciæ litteras dicti Domini Francorum Regis, recipientes, & hæc sub hipoteca & obligatione omnium bonorum, hæredumque, & successorum suorum præsentium & futurorum, necnon sub pœna perjurii, quam Rex potest incurrere tali casu, ac etiam sub pœna centum millium marcarum auri, in quibus obligationibus, & pœnis, nos eumdem Dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, sua Regna, pariter & sua suorumque hæredum & successorum bona quæcunque eisdem Domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, seu nascituro, aut primo Regni sui hæredi, & erga eum tanquàm pro confessato, judicato, & condemnato, teneri, & ipsas pœnas, si contra prædicta idem Dominus noster Rex Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus natus, aut nasciturus, sive primus Regnorum suorum hæres, fecerit, aut fecerint, confitemur ipsum Dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, primogenitumque suum natum, aut nascituram, sive primum Regnorum suorum hæredem, incurrisse, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incidisse, & ipsum, primogenitumque suum natum, vel nasciturum, sive primum Regnorum suorum hæredem, & successores suos, ejusque Regnum, Dominia, Terras, & bona, ac hæredum & successorum suorum, præsentia & futura, pro præmissis firmiter adimplendis, supposuimus & supponimus cohertioni & compulsioni Cameræ Sedis Apostolicæ, volumusque & consentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum, litteras Apostolicas super ipsis fortiores & meliores dicto sapientum, substantiâ non mutatâ, idem Dominus noster Rex Castellæ & Legionis, seu primogenitus suus natus, aut nasciturus, sive primus Regnorum suorum hæres, dicto Domino Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, aut nascituro, sive primo Regni sui hæredi, facere, dare, & concedere teneatur, ac etiam teneantur, quoties per ipsum Dominum Francorum Regem, vel ejus primogenitum natum, seu nascituram, aut primum Regni sui hæredem, idem Dominus noster Rex Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus natus, seu nasciturus, sive primus Regnorum suorum hæres, fuerit aut fuerint requisiti.

ANS de J. C. 1479.

In quorum omnium robur, & testimonium præsentibus litteris nomina nostra propriis manibus subscripsimus, & sigilla nostra fecimus apponi unà cum signo & subscriptione Notarii publicii infrà scripti. Datum, & actum in Oppido de Majorito Toletanæ Diœcesis, vicesima nona die Januarii à Nativitate Domini, secundum morem Ecclesiæ Hispaniæ, millesimo quadringentesimo tricesimo quinto, *Yo el Conestable*, Joannes Hispalensis, Electus Ecclesiæ Toletanæ, *el Conde*.

Et

ANS
e J. C.
479.

ET ego Ferdinandus Diaz de Toleto, Decretorum Doctor, publicus autoritate Apoſtolica Notarius, ac dicti Sereniſſimi Domini noſtri Caſtellæ & Legionis Regis, auditor, referendarius, atque Secretarius, præmiſſis omnibus & ſingulis, dum ſic, ut præmittitur, agerentur & fierent, unà cum infra ſcriptis teſtibus ad hæc vocatis ſpecialiter & rogatis, videlicet egregiis & ſpectabilibus viris, Patrono, Comite de Berlua, Roderico Didaci de Mendoça, Majordomo, Petro Alvari de Auſolio, Cuſtode Majori, Petro Manne, præfati Sereniſſimi Domini noſtri Regis Conſiliariis; ac nobilibus, Bartholomeo de Monteſquieri, Milite, Joanne de la Britogna, Armigero, Petro Norma, Preſbytero Tholoſanæ, Remenſis, Cenomanenſis, & Senonenſis Dioœceſis, interfui, eaque ſic fieri vidi & audivi, & juſſu mandatoque dictorum Dominorum Coneſtabularii, Archiepiſcopi Hiſpalenſis, ac Comitis de Benavento, præfati Sereniſſimi ac Chriſtianiſſimi Domini noſtri Regis Caſtellæ & Legionis procuratorum, hoc præſens publicum inſtrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium ſcribi feci, & in hanc publicam formam redigi, ſignoque meo, unà cum nominibus, & ſigillorum appenſione ipſorum dicti Domini noſtri Regis procuratorum, ſolito ſignavi rogatus, pariter & requiſitus, in fidem & teſtimonium omnium & ſingulorum præmiſſorum; Fernandus Doctor referendarius, Notarius Apoſtolicus.

Notum facimus, quòd nos Joannes Rex Caſtellæ & Legionis præfatus, cupiens condecenter, aſpirante Deo, conſolidare tam ſinceram inter utrumque Regem, utrumque Dominum, & utraque Regna, ditiones & gentes, conventionem, quæ ſua vetuſtate pariter & integritate meruit conſervari, grandique ſedulitate foveri, confœderationes, ligas, amicitias, compoſitiones, pacta, conventiones, promiſſiones, obligationes, ac quæcumque alia in ſuperiùs inſertis litteris contenta, per prædictos hinc inde Procuratores acta, geſta, habita, concordata & paſſata; quæ omnia & ſingula perſpicaciter intuentes, nos ipſi firmiter intelligimus & comprehendimus de noſtra certa ſcientia, & ex noſtri Magni Conſilii, Prælatorum, Baronum, Magnatum, peritorumque & proborum Regnorum noſtrorum ingenti copia referti, matura & diu digeſta deliberatione pro nobis, & primogenito noſtro nato, vel naſcituro, ſive Regnorum noſtrorum hærede, Regnis & Terris, ſubditis, ditionibus, Dominiis, & adhærentibus noſtris, ac omnibus aliis quorum intereſt, & intereſſe poterit, prout & quemadmodum ſuperius inſerta ſunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus, iterumque, ac de novo, quatenus opus eſt, facimus & promittimus per præſentes. Quæ quidem omnia & ſingula cum ſuis dependentiis, emergentibus, & connexis, ad hæc præſentibus in infrà ſcriptis litteris nominatis Ambaſſiatoribus præfatis, fratri noſtro Regi Francorum, pro ipſo fratre noſtro, proque ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo hærede Regni ſui, ac pro Regno, ſubditis, Terris, ditionibus, Dominiis, & adhærentibus ſuis, ac omnibus aliis quorum intereſt, aut intereſſe poterit, recipientes & acceptantes, præpoſitis nobis, tactiſque corporaliter per nos Sacroſanctis Dei Evangeliis, præmiſſoque venerabili ſigno Crucis Dominicæ, ſemper & omni tempore, cuſtodire & cuſtodiri, manutenere, & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum obſervare & obſervari facere, neque unquam per nos, vel alium, ſeu alios, publicè vel occultè, aut alio quoviſmodo, aliqua ratione, cauſa, vel occaſione contra facere, aut venire polliciti ſumus, ac pollicemur, promittimuſque & promiſimus, juravimus etiam & juramus, & ſolemniter expromiſimus & fecimus, expromittimus & facimus ſacramentum in verbo Regio, & per animam noſtram, fidem, & homagium præfato fratri noſtro Regi Francorum moderno dicto, vel primogenito, vel hæredi ſuo præſtandum, & ſub pœnis perjurii, quas Rex poteſt incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter ſub omnibus aliis, & ſingulis pœnis, obligationibus, & ſubmiſſionibus latiùs contentis in ſuperiùs inſertis litteris; pro quibus omnibus & eorum ſingulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hipotecamus, & ſupponimus Regna & bona noſtra, ac hæredum noſtrorum quorumcumque.

ANS
de J. C.
1479.

In quorum omnium teſtimonium præſentes noſtras litteras, per Secretarium noſtrum infra ſcriptum fieri, & publicari mandavimus, ac noſtris, ſigillique Regii majoris noſtri plumbei munimine roborari, conſiliariis noſtris, videlicet, nobili & fideli noſtro Alvaro de Luna Coneſtabulario Caſtellæ, ac Sancti Stephani Comite, Reverendiſque in Chriſto Patribus Joanne, Archiepiſcopo Hiſpalenſi, Eccleſiæ Toletanæ Electo confirmato, ac Petro Epiſcopo Exonienſi avunculo, & nobilibus Roderico Didaci de Mendoça, Majordomo, Fernando Luppi de Saldona, Majori noſtro Rationario, Doctore, Petro Joannis, & pluribus aliis præſentibus, ad hæc vocatis ſpecialiter & rogatis. Datum in Oppido de Majorito, anno à nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo triceſimo-quinto, more Hiſpanico, & Regnorum noſtrorum viceſimo-nono, die verò ultima Januarii.

NOs itaque Erricus & Joannes, Marchiones præfati, Conſiliarii & Procuratores prædicti, ſufficienti ad hoc facultate & autoritate ſuffulti, convenientes vice & nomine memorati Sereniſſimi Principis Domini, Domini Henrici Caſtellæ & Legionis Regis, pro ipſo, ac primogenito ſuo naſcituro, ſeu primo Regnorum ſuorum hærede, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, aliiſque omnibus & ſingulis quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, una cum Reverendiſſimo in Chriſto Patre, ac ſpectabilibus & nobilibus viris Dominis, Joanne miſeratione divinâ Archiepiſcopo Turonenſi, Geraldo le Bourſier, Magiſtro Requeſtarum Ordinario Hoſpitii, Guillermo de Stagno, Milite, Domino locorum de Vervins, de Valle, & Lugarda, Seneſcallo Ruthenenſi & Cambellano, Errico de Arceo, Scutifero, Burſario Hiſpaniæ, Conſiliariis Illuſtriſſimi ac Chriſtianiſſimi Principis & Domini, Domini Caroli, Dei gratiâ Francorum Regis; & Nicolao de Brolio, Notario & Secretario ejuſdem Principis, Ambaſſiatoribuſque, Oratoribus & Nunciis ſuis apud præfatum Sereniſſimum Principem Regem Caſtellæ & Legionis, ad hæc ſpecialiter & expreſſè deſtinatis, & plenam poteſtatem habentibus, prout per litteras utriuſque Regis inferiùs inſerendas luculenter apparebit, recipientibus, acceptantibus, & ſolemniter ſtipulantibus pro eodem Chriſtianiſſimo Rege Domino Carolo, & pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hærede, necnon pro Regno, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus, aliiſque omnibus & ſingulis quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, confœderationes, tractatus, compoſitiones, pactiones, ligas, fraternitates, amicitias, & omnia & ſingula in præmiſſis litteris contenta & expreſſata, virtute poteſtatis nobis attributæ & conceſſæ, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & validamus, iterumque & de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus ſub pœnis, forma, modis, obligationibus, qualitatibus, ſubmiſſionibus, clauſulis, ac omnibus aliis ſuprà ſcriptis. Promittimus inſuper bona fide, ceſſantibus fraude & malo ingenio quibuſcumque: pollicemur & juramus ſuper imaginem & repreſentationem Crucifixi Domini noſtri Jeſu Chriſti, ac Sancta Evangelia per nos corporaliter tacta, & in ani-

ANS de J. C. 1479. mam dicti noſtri Regis Caſtellæ & Legionis, & ſub hipoteca & obligatione omnium bonorum hæredumque, ac ſucceſſorum, præſentium & futurorum, necnon & ſub pœna perjurii, quam Rex incurrere poteſt tali caſu, & centum millium marcarum auri, omnia & ſingula præmiſſa, prout & quemadmodum per nos, quibus ſupra vice & nomine, firmata, inita, facta & tractata ſunt, teneri & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri & adimplenda, atque inviolabiliter obſervari & obſervanda per dictum Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, pro ſe, & primogenito ſuo naſcituro, aut primo Regnorum ſuorum hærede, ac Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, ac etiam per eum, & per ejus patentes litteras acceptanda, approbanda, & confirmanda, & eas litteras dandas & tradendas dicto Domino noſtro Francorum Regi, quamprimùm per ſuæ Serenitatis litteras aut Nuncios requiretur, ſimiles aut conformes, ac ejuſdem tenoris virtutis & efficaciæ, litteras Serenitatis ſuæ recipiendo; ad quæ omnia adimplenda & obſervanda nos eumdem Dominum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, Regis pariter & ſua, ſuorumque hæredum & ſucceſſorum bona quæcumque eidem Domino Regi Francorum, ejuſque primogenito nato, vel naſcituro, aut primo Regni ſui hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, confeſſato, & condemnato teneri, & in ipſas pœnas ipſum Dominum Regem Caſtellæ & Legionis, primogenitumque ſuum naſciturum, aut primum Regnorum ſuorum hæredem, ſi contra prædicta fecerit, aut fecerint, confitemur incidiſſe, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incidiſſe, & ipſum primogenitum ſuum naſciturum, aut primum Regnorum ſuorum hæredem, & ſucceſſores ſuos, ejuſque Regna, Dominia, Terras, & bona, ac hæredum & ſucceſſorum ſuorum, præſentia & futura pro præmiſſis firmiter adimplendis ſuppoſuimus & ſupponimus cohertioni & compulſioni Cameræ Apoſtolicæ, volumuſque, & conſentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & ſingulorum litteras Apoſtolicas ſuper ipſis fortiores & meliores dicto ſapientum, ſubſtantiâ non mutata, idem Dominus noſter Rex, ſeu primogenitus ſuus naſciturus, ſive primus Regnorum ſuorum hæres, dicto Domino Francorum Regi tradat, & tradant, quoties per ipſum fuerit requiſitus, vel fuerint requiſiti.

Tenor autem facultatis, per dictum Chriſtianiſſimum Principem Regem Francorum Ambaſſiatoribus ſuis ſupradictis conceſſæ, ſequitur & eſt talis.

CAROLUS, Dei gratiâ Francorum Rex, Univerſis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem. Solidius Regibus & Regnis eſſe comperimus ſtabilimentum, dum veris ſtudiis diutiſſimè comprobatas amicitias confovere, & amplitudine cumulata factas adjungere ſtudet accurata utriuſque ſolicitudo; nam unica eorum potentia mutua viciſſitudine ſolidata fortiùs reſiſtit, & conſtantius perdurat. Conſiderantes igitur longas amicitias, & intemeratas, confœderationum & ligarum nexus inter noſtros, & Sereniſſimi Principis Cariſſimi fratris & conſanguinei noſtri Henrici, Dei gratiâ Caſtellæ & Legionis Regis moderni, prædeceſſores, & inter nos, & ipſum ultra ſanguinis affinitatem, qua invicem attingimur, ac etiam inter utramque Domum, utramque Regnum, priſcis temporibus hactenus inviolabiliter obſervare, fœlicem utriſque Domibus & Regnis valetudinem præbuiſſe, ſic in adverſis ut in proſperis, ut fœdus nomine noſtro tam celebriter initum & actum à nobis valida firmitudine corroboretur. Notum facimus, quòd nos confidentes de ſapientia, fidelitate, peritia, probitate & ſolertia dilectorum & fidelium noſtrorum Conſiliariorum, Archiepiſcopi Turonenſis, & Giraldi le Bourſier, Magiſtri Requeſtarum Ordinariarum Hoſpitii noſtri, Guilloti de Stagno, Militis, Cambellani noſtri, & Seneſcalli Ruthenenſis, de Ynigi Dareti, etiam Conſiliarii noſtri, necnon Magiſtri Nicolai de Brolio, Notarii & Secretarii noſtri, quos deſtinamus ad præfatum fratrem & conſanguineum, & confœderatum noſtrum Regem Caſtellæ & Legionis, eos ex noſtra certa ſcientia, & matura noſtri Conſilii deliberatione conſtituimus, facimus, & ordinamus, per præſentes, Ambaſſiatores, Oratores, Procuratores, Tractatores, Nuncios generales & ſpeciales, dantes eiſdem, & eorum tribus, quorum dictus Archiepiſcopus ſit ſemper alter, plenam, generalem, & liberam poteſtatem, facultatem, autoritatem, & mandatum ſpeciale, amicitias, confederationes, & ligas inter noſtros, & fratris noſtri præfati Regis Caſtellæ & Legionis prædeceſſores, initas, & confirmatas vice & nomine noſtri, & pro nobis, hæredibuſque, & ſucceſſoribus noſtris, ac Regno, ditionibus, ſubditis, amicis, & benevolis noſtris, nobis adhærentibus & adhæſuris, unà cum ipſo fratre noſtro, pro ſe, & ſuis hæredibus, ſucceſſoribus, Regnis, Dominiis, & ſubditis, ſeu cum deputatis, aut deputandis, ab eo cum ſufficienti ab ipſo poteſtate, confirmandi, continuandi, tractandi, faciendi, & perficiendi, in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, ſub antiquarum confœderationum, vel ſub alterius tenoris forma, prout ipſis Procuratoribus & Ambaſſiatoribus videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, ſi qua in dictarum confœderationum litteris, aut verbis ambigua, obſcura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur, jurandique in animam noſtram, & in verbo Regio, pro nobiſque promittendi prædicta omnia, & ſingula per eos tractata, concordata, & confirmata, per nos firmiter teneri, & inviolabiliter obſervari ſimileque juramentum, obligationes, & ſtipulationes, à prædicto fratre noſtro Rege Caſtellæ & Legionis, & à ſuis quorum intererit, requirendi, petendi, exigendi, & recipiendi; & inſuper omnia alia, & ſingula exercendi, gerendi, diſponendi, faciendi, & expediendi, quæ in præmiſſis, & circa ea fuerint neceſſaria, utilia, ſeu etiam opportuna, & quæ faceremus, diſponeremus, ſeu facere & diſponere poſſemus, ſi præſentes & perſonaliter intereſſemus, etiamſi talia eſſent, quæ mandatum ſpecialius exigerent; promittentes etiam bona fide, & in verbo Regio, & ſub obligatione bonorum noſtrorum quorumcumque, pro nobis, hæredibuſque, ſucceſſoribus, ac Regno, ſubditis, amicis, & benevolis noſtris nobis adhærentibus & adhæſuris, nos ratum, gratum, firmum, & ſtabile habere, & perpetuò habituros quidquid per dictos Ambaſſiatores & Procuratores noſtros, vel per tres alios, quorum dictus Archiepiſcopus ſemper alter ſit, confirmatum, tractatum, continuatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promiſſum, actum, dictum, geſtum, concluſum, diſpoſitum, factumve fuerit in præmiſſis, & eorum quolibet, vel circa ea, una vice, aut iteratis & diverſis, eaque omnia & ſingula irrefragabiliter obſervaturos, tenturos, expleturos, ac confirmaturos, etiam noſtras litteras ſuper hoc, quotieſcumque erimus requiſiti ſæpe dicto fratri noſtro daturos, ab eodem fratre noſtro conformes recipiendo.

ANS de J. C. 1479.

In quorum omnium fidem & Teſtimonium præmiſſorum, ſigillum noſtrum litteris præſentibus duximus apponendum. Datum Magduni ſupra Ebram, viceſima die menſis Januarii, anno Domini 1454. & Regni noſtri triceſimo tertio. Per Regem in ſuo Conſilio, de la Here.

Sequitur vero tenor facultatis Henrici Regis Caſtellæ, &c.

HEN-

ANS de J. C. 1479.

HENRICUS, Dei gratiâ Rex Castellæ & Legionis: Universis & singulis præsentes litteras inspecturis, Salutem & gratiam in Domino. Cùm mira illustratione reperiamus, longævam amicitiæ copulationem grandes afferre quietudines hominibus, quorum animi in naturam piæ consuetudinis redacti, Sanctam appetunt habere conciliationem, quam à principio pacti sunt, præsertim eorum Regum & Principum, qui mutuo affectu à consanguinitate laudabilem optant obtinere fœderationem; & quia justum judicamus, & animo nostro admodùm desiderabile est, quæ inter progenitores nostros recolendæ memoriæ, & Serenissimum Principem Regem Franciæ modernum, fratrem Carissimum & Consanguineum nostrum, suosque progenitores, stabilita comperimus, ad perpetuam validamque amicitiam concernentia, in robur firmitatis contrahere, necnon ipsorum progenitorum nostrorum vestigia prosequendo, adversa pariter & prospera utrorumque Regnorum, & subditorum nostrorum in proprium reputare commodum & interesse.

Notum facimus, quòd nos confidentes de sufficientia, prudentia, magna fidelitate, ac probitate dilectorum nostrorum, strenuorumque militum Erici Luppi de Mendoça, Marchionis de Santillana, Comitis del Real, & Joannis Pacheco, Marchionis de Villena, Majordomi nostri, ex certa scientia, maturaque Consilii nostri deliberatione, constituimus, facimus, & ordinamus, per præsentes, Procuratores, tractatores, nostros Oratores generales & speciales, eosque Ericum & Joannem cum potestate amicitias, confœderationes, & ligas inter nostros, & præfati nostri fratris Regis Franciæ prædecessores, initas & conservatas, vice, & nomine nostri, & pro nobis, hæredibusque, & successoribus nostris, ac Regno, ditionibus, subditis, amicis, benevolis nostris, nobis adhærentibus & adhæsuris, unà cum fratre nostro præfato, pro se, & suis hæredibus & successoribus, Regnis, Dominiis, & subditis, seu cum deputandis, aut deputatis ab eo cum sufficienti ab ipso potestate, confirmandi, tractandi, faciendi, ac perficiendi in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, sub antiquarum confœderationum, vel sub alterius tenoris forma, prout ipsis Marchionibus, nostris Procuratoribus, videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, si qua in dictarum confœderationum litteris, aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut alias mutanda videantur, jurandique in animam nostram, & in verbo Regio pro nobis promittendi prædicta omnia & singula per eos tractata, confirmata, & concordata per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, similesque juramentum, obligationes, & stipulationes à prædicto fratre nostro Rege Franciæ, & à suis quorum interierit, requirendi, petendi, exigendi & recipiendi, & insuper omnia alia, & singula exercendi, gerendi, disponendi, faciendi, & expediendi, quæ in præmissis, & circa ea fuerunt necessaria, utilia, seu etiam opportuna, & quæ faceremus & disponeremus, seu facere & disponere possemus, si præsentes, & personaliter interessemus, etiamsi talia forent, quæ mandatum specialius exigerent. Promittimus etiam bona fide, & in verbo Regio, & sub obligatione bonorum nostrorum quorumcunque, pro nobis, hæredibusque, successoribus, ac Regno, subditis, amicis, & benevolis nostris, nobis adhærentibus & adhæsuris, nos ratum, gratum, firmum & stabile habere, & perpetuò habiturum quidquid per dictos Ambassiatores & Procuratores nostros sit confirmatum, tractatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promissum, actum, dictum, gestum, conclusum, dispositum, factumve fuerit in præmissis, & eorum quolibet, vel circa ea, una vice, aut iteratis & diversis, eaque omnia, & singula irrefragabiliter observaturos, expleturos, & confirmaturos, & etiam nostras litteras super his, quotiescumque erimus requisiti, sæpedicto fratri nostro daturos, ab eodem fratre nostro conformes recipiendo. ANS de J. C. 1479.

In quorum omnium fidem & testimonium præmissorum, sigillum nostrum præsentibus litteris duximus apponendum. Datum in Civitate Cordubensi, decima die mensis Julii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo-quinto, & Regni nostri anno primo. *Yo el Rey*, per Regem in suo Consilio, Relator.

In quorum omnium fidem, robur, & testimonium præsentibus litteris nomina nostra propriis manibus subscripsimus, & sigillorum nostrorum fecimus appensione roborari, unà cum signo & subscriptione venerabilis Notarii publici infrascripti. Datum, & actum Cordubæ in Ecclesia Majori, die decima mensis Julii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo-quinto.

EGo Fernandus Diaz de Toleto, Decretorum Doctor, Secretarius, & publicus autoritate Apostolica Notarius, & prædicti Serenissimi Domini nostri Castellæ & Legionis Regis Consiliariis, auditor, referendarius, atque Secretarius, & regalium privilegiorum Major Notarius, præmissis omnibus & singulis, dum, sicut præmittitur, agerentur, & fierent, unà cum infrà scriptis testibus ad hæc vocatis specialiter & rogatis, videlicet, magnificis & spectabilibus viris & Dominis, Domino Friderico Admiraldo Majore, Fernando Alvari de Toleto, Comite de Alva, Didaco Fernandi de Corduba, Payo de Ribera, Didaco Aroc, Majori Rationali, Andrea de Catena, in decretis licentiato, auditore, & referendario, omnibus de Consilio præfati Domini nostri Regis; ac Magistris Nicolao de Argouges, Licentiato, Francisco Thouars, Baccalario in Legibus Canonicis Ecclesiæ Turonensis, & nobilibus viris Stephano Bernardi, Domino de Sculero, Adeneto Mansabit, Domino de Corentill, præsens publicum instrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium scribi feci, & in publicam formam redigi, signoque meo unà cum nominibus ipsorum magnificorum, & spectabilium virorum Marchionum, Procuratorum prædicti Serenissimi Domini nostri Regis Castellæ & Legionis, ac sigillorum appositione dictorum Dominorum Procuratorum signavi, rogatus pariter & requisitus, in fidem & testimonium omnium & singulorum præmissorum. Sic signatum Ferdinandus, Doctor, & Apostolicus Notarius.

Contra istius ergo fœderis tanti temporis, tantæ Religionis autoritatem, ut præmisimus, cum Illustrissimo Eduardo Rege Anglorum, suoque Regno, percussum fœdus juste rescindimus, cassamus, & aspernamur, quod quidem cum ipsis Anglicis, ignorata primorum cum Francis fœderum forma, decepti fecimus, malisque & conventitiis suggestionibus invitati, ac tenebris & bellorum tempestate coacti, decurrimus, non modo nullo Regnorum nostrorum studio, sed vix ullo intercedente nostrorum populorum consensu; imò verò nunc circumstantes nos populorum nostrorum Oratores & Procuratores veterem consuetudinem benevolentiæ ipsorum cum Francis fixæ à nobis efflagitantes, de Anglicis dixerunt se non secus quàm de cæteris hostibus opinari; quòdque fœdera cum eisdem Anglicis icta effugiunt auribus, respuunt animo, & aspernantur, nec utilitatem suam præfati nostri subditi asseruerunt tam in quacumque orbis Provincia, quàm in Francorum commerciis & negociatione versari: affines quoque & continentes se Hispaniam & Franciam nostro tempore disjungi questi sunt, simulque ostenderunt nobis integrum non fuisse, cùm susceptis jam Religionibus

ANS de J. C. 1479.

in Francorum fœdera impediremur Anglicis altera Religione alligari, pluriſque oportere à nobis fieri fœdus Francorum, quod abundantes Conſilio, florentes integra Regnorum ſuorum poteſtate, ſumma prudentia nixi noſtri majores firmarunt, & illibatum ſervarunt, quàm fœdus factum cum Anglicis, quod ſciſſis per inteſtinum bellum Regnis noſtris, quædam quaſi tempeſtas & violentia fortunæ ſurripuit. Qua propter, ut in exordio diximus, nos Henricus Caſtellæ & Legionis etiam Rex, Hiſpanorum atque Francorum mutuam benevolentiam gratiſſima recordatione penſantes & ſpectantes, etiamſi Religio vetuſtior impediret, quantopere tam mos noſtrorum majorum, & exempla nobis aperta, quæ imprimis ſpectare Regii muneris eſt, quàm ſubditorum noſtrorum ſalus, utilitas, & commoditas nos vehementer dehortarentur à perſeverando in fœdere icto cum Anglicis, ipſum per nos nuper factum cum præfato Illuſtriſſimo Rege Eduardo, Regno Angliæ, ſubditis, & adhærentibus, per præſentes rejicimus, & prorſus abjicimus à nobis, à Regnis, ſubditis, atque adhærentibus noſtris, ipſique omninò renunciamus; fœdus verò, amicitiam, pacem perpetuam, ſocietatem, alligationem noſtri, ac proximi hæredis, Regnorum noſtrorum, cum Chriſtianiſſimo Ludovico Francorum Rege, conſanguineo noſtro Cariſſimo, ejuſque proximo hærede, ſuis Regnis, Dominiis, ſubditis, ac adhærentibus, juxta inſerta præſentibus litteris pacta amplectimur, renovamus, & confirmamus, juramus, atque in verbo Regio promittimus firmiter & inviolabiliter ſervare. Ne verò aſtuta calliditate quiſquam in ſcirpo nodum quærens, impoſterum hæc pacta, ſolemneſque promiſſiones & juramenta noſtra conetur infringere, declaramus omnes motus ſuſpicionum & diſſenſionum à nobis cum præfato Cariſſimo fratre noſtro Ludovico, Chriſtianiſſimo Francorum Rege, aut ab ipſo nobiſcum ortos, omneſque pœnas pactis & fœderibus noſtris appoſitas, quantum ad præterita ſpectat, evanuiſſe & evaneſcere per præſentes, omnemque impoſterum ex præteritis ſimultatibus exceptionem, quæ fœderibus, aut pactis ſupra ſcriptis objici poſſet, conſentientibus ad hæc præfato Reverendiſſimo Patre Cardinali Albienſi, ac ipſius Chriſtianiſſimi Francorum Regis Legatis & Oratoribus, nullius eſſe volumus roboris & momenti. Verùm inter agendum per noſtros Conſiliarios ipſis oratoribus Ludovici Sereniſſimi Francorum Regis apertum eſt interceſſiſſe ipſius conſanguinei & fratris noſtri Cariſſimi Franciæ Regis, fœdera cum Illuſtriſſimo Joanne Aragonum aſſerto Rege, noſtro avunculo, repugnantia fœderibus ſuprà ſcriptis, aliaque inita fœdera cum aliquibus aliis Principibus obnitentia iſtis; quam rem dixerunt ſe neſcire, neque arbitrari, vixque credere ſuum Dominum ac Regem aliter ad prædicta fœdera cum Rege Aragonum, aut aliis, ut præfertur, decurriſſe, niſi intentione nihil agendi, quod fœderibus ictis, certæque nobiſcum benevolentiæ repugnaret. Itaque ut omnis ſcrupuli, dubitationis, aut altercationis auferatur occaſio, tam præfatus Reverendiſſimus Cardinalis, quàm Oratores prænominati, omnibus fœderibus cum Joanne Aragonum Rege ictis, aut aliis, hactenus Regis ſui nomine renunciaverunt, quatenus præſentibus fœderibus repugnant, prout in ipſorum litteris nobis datis liquet apertiùs. Nos etiam fœderibus, quæ præſentibus contrariantur, vel obeſſe poſſunt, per nos ſorte percuſſis ſimiliter renunciavimus, & renunciamus per præſentes.

In quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimonium præmiſſorum, præſentes litteras manu propria ſubſcripſimus, & ſigillum noſtrum majus plumbeum duximus apponendum. Datum & actum Cordubæ in caſtro Regio, decima nona menſis Junii, anno à nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo nono. Sic ſignatum, *Yo el Rey*. Alfonſus Licentiatus &c. de Illuſtriſſimo Regis mandato, *Joan. de Oviedo*, Secretarius.

ANS de J. C. 1479.

IDeoque nos Joannes Lopez de Medina, Archidiaconus de Almaçan, & Joannes de Gamboa, Capitaneus generalis in Provinciis de Guipuzera, Biſcaia, & Alava, Ambaſſiatores, Procuratores, & Nuncii præfati ad ſupra & infrà ſcripta deſtinati, & ſuper his plena & ſufficienti poteſtate muniti, prout in litteris Regiæ Majeſtatis nominibus ſuis roboratis, ac ſigillo Regio plumbeo impendenti munitis, inferiùs inſerendis latiùs continetur; attendentes quòd in unitate concordia eſt, quæ ſervat imperia; & in diverſitate diſcordia, quæ maxima Regna ſubvertit; ſperantes, & confidentes in eo, qui fuit cum tribus pueris in camino ignis ardentis, cùm in Deum, atque inter ſe unanimes in concordia permanebant, flammis ambientibus medios ſpiritu oris animavit, ac liberavit; & per Apoſtolum Paulum mandatum nobis tradidit, dicens, [non ſint in vobis ſchiſmata, ſupportantes invicem in caritate, ſolliciti ſervare unitatem ſpiritus in vinculo pacis:] quod ſuâ ſolitâ miſericordiâ, & pietate ſuper hos Chriſtianiſſimos Regem & Reginam, & hanc unitatem, pacem, & concordiam in perpetuum inter eos duraturam manus ſuæ protectionis extendet. Autoritate & de mandato eorumdem Sereniſſimorum Dominorum noſtrorum, Dei gratiâ Regis Fernandi & Eliſabetæ Reginæ Caſtellæ & Legionis, ac eorum nomine, & pro eis, ſuoque primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo Regnorum ac Dominiorum ſuorum hærede, & pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus, aliiſque omnibus & ſingulis, quorum intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, unà cum Reverendo in Chriſto Patre & Domino Joanne, Epiſcopo Lombarienſi, Abbate Sancti Dionyſii in Francia, Odeto Daydie, Milite, Regii ordinis, Comite Convennarum, ac Domino de Leſcuto, Cambellano Regis, Joanne de Chaſſagnes, Præſidente in Curia Parlamenti Burdegalæ, (*a*) Guillelmo de Supplenvilla, Ballivo de Monteargivo, ac Majore Civitatis Bajonæ, & Joachim Ricart, Notario & Secretario, omnibus Conſiliariis, Oratoribus, Nunciis, & Procuratoribus præfati Chriſtianiſſimi Ludovici Regis Francorum, ad hoc ſpecialiter deſtinatis, & plenam ac ſufficientem facultatem habentibus, prout per patentes litteras inferiùs copiendas abunde conſtabit, pro ipſo potentiſſimo Rege Francorum, ac pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo Regni ſui hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, ſubditis & adhærentibus ſuis, aliiſque quorum intereſt, vel intereſſe poterit in futurum, recipientibus, acceptantibus, & ſolemniter ſtipulantibus, confœderationes, amicitias, tractatus, compoſitiones, pactiones, renunciationes, capitula & articulos, ligas, & fraternitates, & antiqua fœdera, ac omnia & ſingula in præmiſſis & præinſertis litteris, & in aliis quibuſvis articulis & capitulationibus contenta, declarata, & expreſſata, per eoſdem glorioſæ memoriæ Reges, & per ſuos Oratores, Procuratores & Nuncios, virtute poteſtatis nobis traditæ & attributæ, laudamus, acceptamus, ratificamus, & approbamus; iterumque & de novo inter ſæpedictos Excellentiſſimos Dominos noſtros Fernandum Regem & Eliſabetam Reginam Caſtellæ & Legionis, pro ſe, & pro ſuo primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo Regnorum & Dominiorum ſuorum hærede, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, aliiſque quorum intereſt, vel intererit, cum eodem Chriſtianiſſimo Ludovico Rege Francorum, & cum ſuo primogenito nato, vel naſcituro, ſeu primo Regni ſui hærede, ac cum Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, & adhærentibus ſuis, aliiſque quorum intereſt, vel intererit, pacem, concordiam, amicitias, fraternitates,

(*a*) Comines parle de ce Gentilhomme dans l'onziéme Chapitre du Livre 3. de ſes Mémoires.

ANS J. C. 1479. tes, ligas, confœderationes, atque fœdera, ut præmittitur, tractamus, inimus, facimus, contrahimus, & firmamus, sub pœnis, modis, forma, obligationibus, restrictionibus, qualitatibus, submissionibus, omnibus aliis renunciationibus, & singulis clausulis supra & infra scriptis, ipsis Oratoribus, Procuratoribus & Nunciis prædicti Christianissimi Regis Franciæ, vice & nomine suo agentibus, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui hærede, & pro Regno, Terris, Dominiis, subditis, & adhærentibus suis, & aliis quibuscunque, quorum interest, vel interesse poterit in futurum, similes & conformes pactiones, conventiones, obligationes, submissiones, & renunciationes, & sub paribus & similibus pœnis, nobiscum convenientibus, contrahentibus, & facientibus, & nobis nomine, quo suprà, acceptantibus, prout in eorum litteris conformibus & similibus istis, quas nobis tradiderunt, latiùs continetur. Promittimus insuper bona fide, & cessantibus omni fraude & malo ingenio, pollicemur, & juramus super imaginem & representationem Crucifixi Domini nostri Jesu Christi, & sua Sancta Evangelia per nos corporaliter tacta, in animas dictorum Dominorum nostrorum Regis & Reginæ Castellæ & Legionis, & sub obligatione & hipoteca omnium bonorum, hæredumque & successorum suorum, præsentium & futurorum, necnon & sub pœnis perjurii, quod Rex potest incurrere tali casu, & sub pœna centum millium marcarum auri, omnia & singula præmissa, prout & quemadmodum per nos, quibus suprà vice & nomine firmata, inita, facta, & tractata sunt teneri, & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri, & adimplenda, ac inviolabiliter observari, & observanda per eosdem Serenissimos Dominos nostros Regem & Reginam Castellæ & Legionis, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regnorum suorum hærede, ac Regnis, Terris, Dominiis, subditis, & adhærentibus suis, & etiam per eos, & per eorum patentes litteras acceptanda, approbanda, & confirmanda, easque litteras dandas, & tradendas dicto Domino Regi Franciæ, quamprimùm per suæ Serenitatis litteras aut Nuncios requirentur, similes, seu conformes, ac ejusdem tenoris, virtutis & efficaciæ litteras suæ Serenitatis Regis Franciæ recipiendo, ad ea omnia adimplenda & observanda. Nos autem Dominos nostros Regem & Reginam Castellæ & Legionis, Regna pariter & sua suorumque hæredum & successorum bona quæcumque, eidem Domino Regi Franciæ, ejusdemque primogenito nato; vel nascituro, aut primo Regni sui hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, & confessato & condemnato teneri, & in ipsas pœnas eosdem Dominos nostros, Regem & Reginam Castellæ & Legionis, primogenitumque suum, sive primum Regnorum suorum hæredem, si contra prædicta fecerint, confitemur incidisse, & tam de jure quàm de facto volumus suo nomine totaliter incurrisse, & ipsos Dominos Regem & Reginam, primogenitumque suum natum, vel nasciturum, aut primum Regnorum suorum hæredem, & successores suos, eorumque Regna, Dominia, Terras, ac hæredum, & successorum suorum, & bona omnia illorum tam præsentia quàm futura, pro præmissis firmiter adimplendis supposuimus & supponimus coërtioni & compulsioni Cameræ Apostolicæ: volumusque & consentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum, litteras super ipsis fortiores & meliores dicto sapientum, substantiâ non mutatâ, iidem Domini nostri Rex & Regina, seu primogenitus suus natus, aut nascturus, sive primus Regnorum suorum hæres, dicto Domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, aut nascituro, sive primo Regni sui hæredi, facere & concedere teneantur, quoties per ipsum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, vel nasciturum, aut primum Regni sui hæredem, vel per ejus ad hoc Deputatum, seu Deputatos, iidem Domini nostri Rex & Regina Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus natus, vel nasciturus, sive Regnorum suorum primus hæres, super hoc fuerit requisitus, aut fuerint requisiti, dummodò alias similes & emendatas litteras eisdem Dominis nostris Regi & Reginæ Castellæ & Legionis, seu eorum primogenito, vel primo Regnorum suorum hæredi, per eosdem Christianissimum Regem Franciæ, suumque primogenitum, ejusque Regni primum hæredem, pari modo, & eodem tempore tradantur. Volumus etiam nomine eorumdem Serenissimorum Dominorum nostrorum Regis & Reginæ Castellæ & Legionis, quòd eisdem ligis, confœderationibus, amicitiis, & fœderibus, comprehendatur Excellentissimus Dominus Rex Aragonum, Pater eorumdem Dominorum Regis & Reginæ Castellæ & Legionis, ac ejus Regna, & Dominia, si ipse comprehensus esse voluerit. Et si forte ipse Dominus Rex Aragonum voluerit comprehendi in iis fœderibus, ligis, & amicitiis, volumus illum, & ejus Regna, durante ipsius vitâ, excipere, & per præsentes excipimus in istis ligis, confœderationibus, & amicitiis, sub formis, conditionibus, & modis, prout in Capitulationibus & Articulis per nos factis & Concordatis cum Oratoribus Christianissimi Regis Franciæ, latiùs continetur; ac etiam volumus quòd in istis ligis, fœderibus, & amicitiis comprehendatur Illustrissima Principissa Navarræ, eorumdem Regis & Reginæ Castellæ (*a*) soror, ita ut durante ejus vita debeat conservari & defendi in suo statu, Dominio, & honore: simili modo, nomine eorumdem Dominorum nostrorum Regis & Reginæ, volumus, quòd in his ligis, amicitiis, & confœderationibus comprehendatur Excellentissimus frater suus Fernandus, Rex Siciliæ, & Jerusalem. Voluerunt etiam Oratores Christianissimi Domini Regis Franciæ, quòd in istis confœderationibus, ligis, & amicitiis, comprehendatur Rex (*b*) Renatus.

(*a*) *Donna Leonor Sœur de Ferdinand, dit le Catolique.*

(*b*) René Roi de Sicile, & Comte de Provence, Oncle de Loüis XI. *current* du Roi Ferdinand le Catolique.

Postremò quoniam ultra generales renunciationes superius juxta formam antiquam confœderationum factas, Domini Oratores Christianissimi Domini Regis Francorum, ejus vice ac nomine specialiter & expressè revocarunt, cassarunt, & annullarunt quascumque confœderationes, ligas, & fraternitates initas & factas quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis generaliter, vel specialiter expressè factas, & initas ab eodem Christianissimo Domino Francorum Rege, vel ejus nomine, cum Rege (*c*) Alphonso dudum Portugalliæ Rege, & ejus primogenito, seu cum Domina (*d*) Joanna, ejusdem Regis nepte, quæ filia Dominæ Joannæ quondam Reginæ Castellæ, ejusdem Regis Alphonsi sororis, nuncupatur; ideo simili modo voluerunt iidem Oratores Christianissimi Domini Francorum Regis, quòd ultra renunciationes generales juxta formam antiquarum confœderationum factas, specialiter & expressè revocentur, cassentur, & annullentur per nos, & per Serenissimos Dominos Regem & Reginam Castellæ & Legionis, quæcumque confœderationes, ligæ, ac fraternitates initæ & factæ quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptationibus, juramentis, & verborum formis, generaliter vel specialiter expressis cum Domino Maximiliano, Duce Austriæ, ac ejus uxore, & eorum filio primogenito. Ideoque nos autoritate & nomine, quibus suprà; ultra generales renunciationes superiùs juxta formam antiquarum confœderationum factas, specialiter & expresè revocamus, cassamus, & annullamus quascumque confœderationes, ligas, ac fraternitates initas & factas quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, vinculis, promissionibus exceptationibus, juramentis,

(*c*) Alfonse V.

(*d*) *Donna Juana, communément dite la Beltranoja.*

ANS de J. C. 1479. tis, & verborum formis, generaliter vel ſpecialiter expreſſis ab iiſdem Sereniſſimis Dominis noſtris Rege & Regina Caſtellæ & Legionis ſeu eorum nomine, cum eodem Domino Maximiliano, Duce Auſtriæ, & ejus uxore, & eorum filio primogenito.

Tenor verò facultatis per eoſdem Sereniſſimos Dominos noſtros Regem & Reginam Caſtellæ & Legionis, nobis Oratoribus, Nunciis, & Procuratoribus ſuis præfatis conceſſæ, ſequitur & eſt talis.

FERNANDUS & ELISABETA, Dei gratiâ Rex & Regina Caſtellæ & Legionis, Siciliæ, Toleti, Portugalliæ, Galiciæ, Hiſpalis, Cordubæ, Marciæ, Giennæ, Algarbæ, Algezitæ, de Gilbraltar, & Provinciæ de Guipuzera, Principes Aragonum, Domini de Viſcaya, & de Molina; univerſis, & ſingulis præſentes litteras, ſive præſens publicum inſtrumentum inſpecturis, Salutem. Regibus, & Regnis ſtabilimentum comperimus eſſe ſalutare, dum comprobatas eorum amicitias accurata utriuſque ſollicitudo diutiſſimè ſtudet augere; nam unita eorum potentia mutua viciſſitudine ſolidata fortiùs reſiſtit, & conſtantius perdurat. Conſiderantes igitur diuturnas amicitias, & intemeratas, & confœderationum & ligarum nexus inter nos, & Chriſtianiſſimi Principis & conſanguinei noſtri Cariſſimi Ludovici, Dei gratiâ Francorum Regis moderni, prædeceſſores, ſincera voluntate movemur, ut quod à prædeceſſoribus noſtris tam celebriter initum & actum extitit, à nobis valida firmitate corroboretur.

Notum idcircò facimus, quòd nos confidentes de fidelitate, legalitate, doctrina & probitate veſtrùm, Joannis Lopez de Medina, in Decretis Licentiati, Archidiacone de Almaçan, & Joannis de Gamboa, Cavallericii Majoris noſtri, & Capitanei Generalis in Provincia Guipuzeræ, de noſtro Conſilio, quos ad Regnum ejuſdem Francorum Regis deſtinamus, ex noſtra certa ſcientia, & matura noſtri Conſilii deliberatione, eoſdem Archidiaconum, & Joannem de Gamboa, conſtituimus, facimus, & ordinamus, per præſentes, Procuratores, & Nuncios noſtros generales & ſpeciales, dantes & concedentes eiſdem plenam, generalem & liberam poteſtatem, facultatem, autoritatem, & mandatum ſpeciale, amicitias, confœderationes, & ligas inter noſtros, & præfati Francorum Regis prædeceſſores initas, & concordatas, vice & nomine noſtro, ac pro hæredibus, & ſucceſſoribus noſtris, ac Regnorum ditionibus, ſubditis & amicis, adhærentibus & adhæſuris, unà cum eodem Francorum Rege, pro ſe, ſuiſque hæredibus, ſucceſſoribus, Regnis, Dominiis, & ſubditis, ſeu cum deputatis, aut deputandis ab eo, tractandi, faciendi in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, ſub antiquarum confœderationum forma confirmandi, faciendi, & perficiendi, prout ipſis, Joanni Lopez de Medina, & Joanni de Gamboa, Procuratoribus noſtris videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, addendi, & diminuendi, ſi quæ in dictarum confœderationum rationibus aut verbis ambigua, obſcura, imperfecta, aut aliàs mutanda videantur, ita ut in perpetuum remaneant firmiter obſervata & obſervanda, & ad jurandum in animas noſtras, & in verbo Regio, ac pro nobis promittendum prædicta omnia & ſingula per eos tractata, & concordata, per nos firmiter teneri, & inviolabiliter obſervari, ſimileque juramentum, obligationes, & ſtipulationes à prædicto Rege Francorum, ſeu deputatis, vel deputandis ab eodem, & poteſtatem ad id habentibus, requirendi, petendi, & exigendi ac recipiendi, necnon quaſcumque differentias, cauſas, & contentiones inter nos, & eumdem Francorum Regem, ſuper rebus quibuſcumque, & ſuper Comitatibus Ruſſilionis & Ceritaniæ determinandi, decidendi, & finiendi, & ſuper hoc litteras, & quaſcumque alias cautiones, vel obligationes pro nobis, quas ipſi Procuratores neceſſarias judicaverint, dandi, & concedendi, aliaſque ſimiles ex alia parte petendi, & exigendi; & inſuper omnia alia, & ſingula exercendi, gerendi, & diſponendi, quæ in præmiſſis, & circa ea fuerint neceſſaria, utilia, ſeu etiam quomodolibet opportuna, & quæ nos faceremus & diſponeremus, ſeu facere & diſponere poſſemus, ſi præſentes & perſonaliter intereſſemus, etiamſi talia eſſent, quæ mandatum noſtrum exigerent magis ſpeciale. Promittimus inſuper, & in verbo Regio, & ſub obligatione bonorum noſtrorum quorumcumque, pro nobis, hæredibus, ſucceſſoribus, Regnis, ac ſubditis noſtris convenimus, nos gratum, ratum, firmum, & ſtabile habere, & habituros perpetuò quidquid per dictos nuncios & procuratores noſtros fuerit tractatum, confirmatum, declaratum, interpretatum, obligatum, additum, diminutum, juratum, promiſſum, actum, dictum, geſtum, concluſum, & diſpoſitum, una vice aut pluribus, eaque omnia & ſingula obſervaturos, tenturos, compleuros, & confirmaturos per noſtras litteras; dum tamen ad id deputati, ſeu deputandi à prædicto Francorum Rege, ſimiles & conformes litteras ab eodem obtinere promittant, & ſe obligent.

In quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimonium præſentes litteras, ſive hoc præſens inſtrumentum fieri fecimus, noſtroque ſigillo muniri: & ad majorem corroborationem noſtra propria manu ſubſcripſimus. Datum in civitate Hiſpalenſi, die tertia menſis Decembris, anno à Nativitate Domini 1477. Sic ſignatum, *Yo el Rey*, *Yo la Reyna*. Et inferiùs erant ſubſcriptæ litteræ ſub hac forma, Alfonſus, Licentiatus, Cancellarius Regis & Reginæ. Item inferiùs erat ſcriptum de manu altera & diverſa, ſic: Per Dominos Regem & Reginam, Gaſpar Arimus, Secretarius.

Tenor verò facultatis per eumdem Chriſtianiſſimum Regem Franciæ, oratoribus, nunciis, & procuratoribus ſuis conceſſæ, ſequitur, & eſt talis.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex: Univerſis præſentes litteras viſuris, Salutem. Cum citra aliquod tempus, ad occaſionem aliquarum interceptionum, quas altiſſimus & potentiſſimus Princeps, ac cariſſimus conſanguineus noſter Rex Aragonum, facere nitebatur, & realiter fecit contra nos, & propter aliquas alias cauſas, quæſtiones, & differentias, quæ ſupervenerint inter nos, & altiſſimos & potentiſſimos Principes, cariſſimos conſanguineum & conſanguineam noſtros, Fernandum prædicti Regis Aragonum filium, & Eliſabetam, Regem & Reginam Caſtellæ & Legionis, & Siciliæ, Principem & Principiſſam Aragonum, propter quas alianciæ, quæ ab antiquo ſemper fuerunt inter nos, & glorioſæ memoriæ Chriſtianiſſimos progenitores noſtros, Franciæ Reges, & Reges Caſtellæ & Legionis, ac noſtra, & ſua regna, Dominia, Patrias, & ſubditos fuerint interruptæ, & inter nos, & eos, ac prædicta regna noſtra, & ſubditos, fuerit & adhuc ſit guerra & hoſtilitas, cum noſtra maxima diſplicentia, ſuper quibus per nonnullos amicos communes utriuſque partis extiterit facta demonſtratio perveniendi ad aliqua bona media pacis, & recipiendi, renovandi, ineundi, & de novo faciendi, ſi opus foret, confœderationes & alianctas, quæ fuerunt inter nos, & præfatos noſtros conſanguineum & conſanguineam, ac prædicta regna noſtra, Patrias, & ſubditos, ad quod quemadmodum fuimus certificati, quòd prædicti noſtri conſanguineus & conſanguinea bonam habent voluntatem, & ſunt inclinati & diſpoſiti intendere, & pariter ſumus Nos pro parte noſtra; dum tamen per bona, honeſta, & rationabilia media id fieri poſſit, principaliter ad honorem Dei Creatoris noſtri, ad evitandam ſanguinis humani effuſionem, & conſide-

ANS
e J. C.
479.

considerationè maximi amoris, qui semper fuit inter regna Franciæ & Castellæ, & Patrias, Dominia, ac subditos Principum, qui hactenus in eis fuerunt; quem quidem amorem semper cordi habuimus, & habemus. Quapropter ad veniendum ad pratticam dictarum materiarum, & illas ad bonam conclusionem perducendum, opus sit committere aliquas magnas, & notabiles personas nobis securas & fideles, habentes super hoc plenam potestatem à nobis.

Notum facimus, quòd nos confidentes ad plenum de magnis sensu, prudentia, experientia, legalitate, probitate, sufficientia, bono conductu, & diligentia dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, Joannis Episcopi Lumbariensis, Abbatis Sancti Dionisii in Francia, Odeti Daydie, militis nostri Ordinis, Comitis Convenarum, ac Domini de Lescuto, consanguinei & Cambellani nostri, Magistri Bernardi Laureti, primi Præsidentis in Curia nostra Parlamenti Tholosæ, Magistri de Chassaignes, Præsidentis in nostro Parlamento Burdegalæ, Joannis de Blanchefort, militis, nostri Cambellani, & Majoris Burdegalæ, Guillermi de Souplenville, nostri Ballivi de Monteargivo, & Majoris Baionæ, & Magistri Joachimi Ricart, Notarii & Secretarii nostri, eos omnes, & sex, quinque, & quatuor ipsorum, inter quos præfati Episcopus Lumbariensis, & Comes Convenarum semper sint præsentes, commisimus, deputavimus, & ordinavimus, committimus, deputamus, & ordinamus ad negotiandum in dictis materiis, & ipsis donavimus & donamus tenore præsentium plenam potestatem, autoritatem, mandatum, & commissionem specialem interloquendi, tractandi, pratticandi, communicandi, appunctuandi, concludendi, affirmandi, & accordandi, pro & nomine nostro, cum consanguineo & consanguineis nostris Rege & Regina Castellæ, Legionis, & Siciliæ, prænominatis, aut eorum commissis, & deputatis in tali & tanto numero, quo eis placuerit, super facto prædictæ pacis inter nos, & ipsos, & pariter inter Regem Aragonum, & ejus Regna & Dominia, si ad hoc velit intendere, & etiam faciendi prædictas aliancias, & illas, si opus est, renovandi, accordandi, & concludendi juxta formam antiquarum, quæ lapsis temporibus factæ fuerunt & passatæ inter Reges & Regna Franciæ, & Castellæ & Legionis, vel taliter eas amplificandi, seu restringendi, aut de novo faciendi, quemadmodum ipsis videbitur faciendum pro bono dictarum materiarum; & super iis solemne juramentum faciendi pro & nomine nostro, & in tali forma, quâ viderint faciendum; etsi forsan dicta pax, & aliancia non possent fieri, accordari, & concludi in præsenti, prorogandi treugas, quæ per antea fuerunt factæ inter nos, & antedictos consanguineum & consanguineam nostros Regem & Reginam Castellæ, & etiam prædictum Regem Aragonum, si in ipsis comprehendi voluerit; vel si opus est, dictas treugas de novo faciendi per tantum & tale temporis spatium, quo videbunt faciendum; & generaliter faciendi omnia alia, quæ nosmetipsi faceremus, vel facere possemus, si præsentes essemus in propria persona, posito quòd essent qui requirerent mandatum Regis speciale, & etiam de hoc quod fecerint, concedendi suas litteras patentes in forma debita secura, & valitura, & recipiendi, ac recuperandi similes à præfatis consanguineo & consanguinea nostris, vel ab eorum commissis, & omnia quæ per antedictos nostros commissos, & deputatos superiùs nominatos, cum sex, quinque, vel quatuor ex ipsis, inter quos præfati Episcopus Lumbariensis, & Comes Convenarum, semper sint præsentes, tractabuntur, pratticabuntur, promittentur, jurabuntur, appunctuabuntur, concludentur, accordabuntur super materiis prædictis, & eorum dependentibus, nos promittimus bona fide, & verbo regio, sub obligatione omnium bonorum nostrorum, habere grata, servare, & tenere firma, & stabilia, & nullo unquam tempore contra facere, vel venire, & concedere nostras litteras confirmatorias, de J. C. postquam de hoc requisiti fuerimus.

ANS

In quorum testimonium fecimus sigillum nostrum 1479. præsentibus apponi. Datum au Plessis-du-Parc, die octava Januarii, anno Domini 1477. & Regni nostri decimo septimo. Deinde in replica sic scriptum erat: Per Regem, vobis Episcopo Albiensi, Dominis du Lude & d'Argenton, & aliis præsentibus: Sic signatum, J. Mesme.

In quorum omnium, & singulorum robur, & testimonium præsentibus litteris, nos Oratores præfati propriis manibus subscripsimus. Acta fuerunt hæc in loco Sancti Joannis de Luz, diœcesis Baionensis, die nono mensis Octobris, in qua festum Beati Dionysii in Francia celebratur, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo, præsentibus ibidem nobilibus viris & Dominis Odeto de la Granlar, milite, Petro de Alvis, Capitaneo Domini Regis Castellæ, Lubato Daydie, Domino de Ongras, præposito Baionæ, Gundesalvo Monliez de Artiaga, Bertrando de Selignac, Ballivo de la Bourc, Garcia de Arabian, Francisco de Talansa, præposito Aquensi, Stephano de Villicis, Roderico de Salazar &c. & multis aliis pro testibus sumptis ab ipsis Dominis oratoribus, nunciis, & Procuratoribus ipsorum Serenissimorum Dominorum Regis & Reginæ, pro præmissorum omnium & singulorum fide & testimonio rogatis, & specialiter requisitis. Jo. Archidiacono de Almaçan, Don Juan de Gamboa, & me Joanne de Landa, Presbytero Diœcesis Baionensis, publico autoritate Apostolica Notario, qui præmissis omnibus & singulis in præsenti instrumento contentis, dum sicut præmittitur, agerentur, & fierent, unà cum prædictis nobilibus & venerabilibus testibus, ac Notario infrà scripto, præsens fui, eaque sic fieri vidi, & audivi, ideoque hoc præsens publicum instrumentum per alium mihi fidelem, me aliis occupato negotiis, scriptum, signo meo, quo in talibus uti soleo, signavi, in fidem & testimonium præmissorum rogatus & requisitus. Et me Carolo Mercerii, Presbytero Laudunensis Diœcesis, publico Apostolica, & Imperiali autoritatibus Notario, qui præmissis omnibus & singulis in præsenti instrumento contentis, dum sic, ut præmittitur, agerentur, & fierent, unà cum prædictis nobilibus & veneralibus testibus, ac collega meo Notario suprà scripto præsens interfui, eaque sic fieri vidi, & audivi, & facultatem à Christianissimo Domino meo Rege Francorum, oratoribus suis concessam, de vulgari Gallico in Latinum de verbo ad verbum fideliter transtuli, de qua vera translatione, fidem facio; ideoque hoc præsens publicum Instrumentum per me Notarium prædictum mea manu propria scriptum, signo meo, quo in talibus utor, signavi in fidem & testimonium præmissorum rogatus & requisitus.

NOs igitur Fernandus Rex, & Elisabeta Regina, præfati, volentes promissionibus, pactis, conventionibus, obligationibus, renunciationibus, exceptationibus, & aliis omnibus & singulis, pro nobis, & nostro nomine per præfatos Consiliarios, & Procuratores, ac Oratores nostros facta pro consolidatione tam sinceri, tamque præclari fœderis contracti inter nos, & præfatum Christianissimum Regem Franciæ, fratrem, consanguineum & confœderatum nostrum, regnaque nostra, & sua, ditiones, & gentes, quod sua vetustate, pariter & integritate conservari meruit, ac constanti sedulitate foveri, convenienter satisfacere, ac præmissis omnibus robur & munimen adjicere nostræ regalis autoritatis, ad universitatis vestræ notitiam deducimus, quòd confœderationes, ligas, amicitias, compositiones, pacta, conventiones, promissiones, obligationes, renunciationes, generales & speciales exceptationes, ac quæcum-

ANS de J. C. 1479.

que alia & singula in superiùs insertis litteris contenta, per prædictos hinc inde Oratores, & Procuratores acta, gesta, habita, concordata, & conventa; quæ omnia, & singula perspicaciter intuentes nos ipsi firmiter intellexímus, & comprehendimus de nostra certa scientia, & ex nostri magni Consilii, Prælatorum, Baronum, peritorumque, & procerum Regnorum nostrorum ingenti copia referti, matura & diu digesta deliberatione, pro nobis, ac primogenito nostro nato, vel nascituro, sive primo Regnorum nostrorum hærede, & successore, Regnis, Terris, Subditis, Ditionibus, & omnibus aliis quorum interest, aut interesse poterit, prout & quemadmodum superius inserta sunt; exceptis tamen illis quæ in præinsertis antiquis fœderibus continentur in præjudicium Serenissimi Regis Aragonum, Patris nostri colendissimi, cum illa potius quæ nuperrimè per dictos Oratores & Procuratores utriusque nostrûm, tam in præsentibus litteris quàm seorsum, & ad partem in quibusdam capitulis conventa & inita, & per nos de præsenti & infrà scripto firmata & jurata fuerunt, velimus per utrumque nostrûm teneri & observari, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus, ac de novo, quatenus opus est, facimus & inimus cum prædictis renunciationibus per præsentes. Quæ quidem omnia & singula cum suis dependentiis, emergentibus, & connexis, ad hoc præsente Reverendo in Christo Patre Joanne Episcopo Lumbarienſi, Abbate Sancti Dionysii in Francia, Consiliario, Oratore & Procuratore præfati fratris nostri Regis Francorum, pro ipso fratre nostro, proque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo Regni sui hærede, ac pro Regno, Subditis, Terris, Ditionibus, Dominiis, & adhærentibus suis, ac omnibus aliis quorum interest, aut interesse poterit, stipulante, recipiente, & acceptante, antepositis nobis tactisque per nos corporaliter Sacrosanctis Dei Evangeliis, præmissoque venerabili signo Sanctæ Crucis, semper, & omni tempore custodire & custodiri, manutenere & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare, & observari facere, nec unquam per nos, vel alium, seu alios, publicè vel occultè, vel alio quovis modo, aliqua ratione, causa, vel occasione contrafacere, aut venire, polliciti sumus, & pollicemur, promisimusque & promittimus, juravimus & juramus, ac solemniter promisimus, & fecimus, promittimus, & facimus Sacramentum in verbo Regio, & per animam nostram, fidem & homagium præfato fratri nostro Regi Francorum moderno, dictove primogenito, vel hæredi suo præstando, & sub pœnis perjurii, in quas Reges possunt incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter sub aliis omnibus & singulis pœnis, obligationibus, & submissionibus latiùs contentis in superius insertis litteris; pro quibus omnibus & eorum singulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis, obligamus, hipotecamus, & supponimus Regna, & bona nostra, ac hæredum nostrorum quorumcumque.

In quorum omnium fidem, & testimonium præsentes nostras litteras per Notarios, & Secretarium nostrum infrà scriptum fieri & publicari mandavimus, ac nominis sigillique nostri Regii majoris plumbei munimine roborari. Datum apud Monasterium de Guadaluppe, die decima mensis Januarii, anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-nono, Regnorum nostrorum, videlicet Castellæ & Legionis sexto, Siciliæ verò duodecimo.

Tenor vero Capitulorum per prædictos Oratores utriusque partis initorum, & firmatorum, de quibus suprà fit mentio, quæque hic ad calcem prædictarum confœderationum, fraternitatum, & amicitiarum inseri jussimus, sequitur, & est talis.

ANS de J. C. 1479.

IN nomine Domini, & divino cooperante adjutorio, ea quæ nos Joannes Lopez de Medina, in decretis Licentiatus, Archidiaconus de Almaçan, & Canonicus Sanctæ Ecclesiæ Toletanæ, & Joannes de Gamboa, generalis Capitaneus in Provincia de Guipuzera, Oratores, nuncii, & Procuratores generaliter & specialiter à Serenissimis & Potentissimis Dominis nostris, Dominis Fernando Rege, & Elisabeta Reginæ Castellæ & Legionis, & ad infra scripta constituti, creati, destinati, ac eorum Consiliarii, ex parte una, & Reverendus in Christo Pater, Dominus Joannes Episcopus Lumbarienſis, Abbas Sancti Dionisi in Francia, Odetus Daydie, miles Regii Ordinis, & Comes Convenarum, Dominus de Lescuno, Cambellanus Regis, Joannes de Chassagnes, Præsidens in Curia Parlamenti Burdegalæ, Guillelmus de Suppleinvilla, Ballivus de Monteatgivo, Major civitatis Baionæ, & Joachim Ricart, Notarius & Secretarius, omnes Consiliarii, Oratores, Procuratores & nuncii Christianissimi Domini Ludovici Regis Franciæ, ex altera, virtute mandatorum & facultatum nobis ab Excellentissimis Dominis nostris concessorum super pace, concordia, ligis, fraternitatibus, & fœderibus antiquis inter eosdem Serenissimos Regem & Reginam, eorumque Regna & Dominia reformandis, approbandis, & laudandis, ac de novo conficiendis, pepigendis, & jurandis, fecimus, concordavimus, & in hanc formam redegimus, quæ sequitur.

Primò, ut omnis occasio belli suscitandi è medio tollatur, quod Christianissimus Francorum Rex, ac Serenissimus Rex Aragonum, ac Rex & Regina Castellæ & Legionis, faciant & firment compromissa sub una & eadem forma, quibus infrà annum, à die quo pax & fœdera infrà scripta per nos, eorum Oratores concluſa, & firmata, atque publicata fuerint, computandum, eligant quatuor personas, duas ex parte Christianissimi Regis Francorum, & alias duas ex parte Serenissimorum Dominorum Regis Aragonum, & Regis ac Reginæ Castellæ & Legionis, ita quòd isti electi infrà quatuor annos à tempore, quo fuerint compromissa ipsis personis nominandis præsentata computandos, debeant formam, & modum dare, arbitrari, laudare, pronuntiare, & sententiare; ad quod unusquisque ipsorum Regnum, & ipsa Regna, & eorum hæredes, ac successores teneantur super quæstionibus & differentiis, quæ hactenus fuerunt inter ipsos, & hodie sunt super Comitatibus Russilionis & Ceritaniæ, & etiam super quibusvis aliis quæstionibus, controversiis, & differentiis, quæ sunt, & esse possunt inter ipsos, ac super omnibus litigiis, controversiis, differentiis, & dubiis, quæ sunt vel esse possunt inter ipsos Reges Francorum ex parte una, & Reges Aragonum, & Castellæ, ex alia, super dictis rebus, & aliis quibuscumque, coram eisdem personis, per quamlibet ipsarum partium proponendis & adducendis, cum suis connexis, accessoriis, & dependentiis; & quòd dicti electi præfatas quæstiones, & controversias decidere, declarare, ac determinare possint & valeant, tanquam arbitri, arbitratores, & amicabiles compositores; ita quod si quatuor arbitri, arbitratores, seu amicabiles compositores, concordare nequiverint, possint & teneantur eligere aliam personam, quæ similem cum eis habeat potestatem secundum formam juris.

Item, Quòd in fœderibus & amicitiis inter præfatos Christianissimos Regem & Reginam Franciæ & Castellæ fiendis, comprehendatur Excellentissimus Dominus Rex Aragonum, & ejus Regna & Dominia, tam durante ejus vitâ, quàm post felices & longævos dies ipsius, dum iidem Rex & Regina Castellæ in prædictis Regnis & Dominiis succedent; quæ quidem Regna & Dominia ex nunc gaudeant dictis confœderationibus, & amicitiis, sicut Regna & Dominia Castellæ & Legionis, dummodo idem Excellen-

ANS de J. C. 1479.

cellentissimus Rex Aragonum infra octo menses à die publicationis hujus pacis, in loco confectionis istorum articulorum faciendæ, computandos, acceptet & ratas habeat dictas confœderationes, ligas, & amicitias in favorem suum factas, & in eis comprehensus esse velit; de qua tamen acceptatione & ratihabitione, vel refutatione, si refutaverit, tenebuntur Serenissimi Domini Rex & Regina Castellæ, infrà duos menses à tempore dictæ ratihabitionis & acceptationis, vel refutationis hujusmodi, computandos, præfatum Christianissimum Franciæ Regem certificare, & hanc acceptationem & ratihabitionem, vel refutationem ad ipsum in forma autentica transmittere; ac tamen, si ipse Excellentissimus Rex Aragonum forte ratas habere dictas confœderationes, aut in eis comprehendi noluerit, nihilominus post ipsius felices annos, omnia Regna & Dominia Aragonum, in quibus Serenissimi prædicti Domini Rex & Regina Castellæ succedent, ex nunc prout ex tunc sint & maneant in dictis confœderationibus & amicitiis, quemadmodum ipsa Regna Castellæ & Legionis.

Item, Quòd ordinentur ex utraque parte Instrumenta confœderationum, amicitiarum & fraternitatum, & coram Notariis & testibus per Oratores utriusque partis laudentur, approbentur, confirmentur, & de novo fiant cum clausulis, vinculis, renunciationibus & juramentis, secundum formam observatam antiquitùs inter Oratores progenitorum eorumdem Dominorum Regum, & Regnorum.

Item, Quòd in eum casum, in quo præfatus Rex Aragonum comprehendi in dictis fœderibus, aut ea rata habere noluerit, fuit concordatum inter Oratores utriusque partis, quòd à dictis confœderationibus, ligis, & amicitiis excipiatur & sit exceptus idem Excellentissimus Dominus Rex Aragonum, Serenissimorum Regis & Reginæ Castellæ Pater, sub hac tamen forma, ac conditione, quòd si Christianissimus Rex Franciæ, quod absit, moveat bellum seu guerram contra eumdem Dominum Regem Aragonum, & ipsum aggrediatur, seu insultet, quòd eo casu iidem Serenissimi Domini Rex & Regina Castellæ juvare, favere, & auxiliari possint eidem Regi Aragonum, & contra ipsum Regem Franciæ, tanquam hujus fœderis violatorem, & bello causam dantem, guerram facere. Si verò, quod absit, Rex Aragonum moveat guerram contra ipsum Regem Francorum, vel eum aggrediatur, seu insultet, quòd præfati Serenissimi Domini Rex & Regina Castellæ teneantur supplicare eidem Domino Regi Aragonum, Patri suo, & apud ipsum instare, ut à tali guerra desistat; & quòd, si idem Rex Aragonum à guerra desistere noluerit, & ipsi Rex & Regina Castellæ velint illum juvare, cum gentibus & potestate Regnorum Castellæ & Legionis hoc facere non possint; & si contrarium fecerint, possit idem Francorum Rex contra eos, tanquam hujus fœderis violatores, & bello causam dantes, guerram facere.

Item, Voluerunt iidem Excellentissimi Rex & Regina Castellæ, quòd in eisdem amicitiis & fœderibus comprehendatur Illustrissima Principissa Navarræ, eorumdem Dominorum Regis & Reginæ Castellæ soror; sicque durante ejus vita debeat conservari, & defendi in statu, Dominio, & honore.

Item, Simili modo voluit Christianissimus Francorum Rex, quòd in eisdem amicitiis & fœderibus comprehendatur præfata Illustrissima Domina Principissa Navarræ, prout in præfato articulo continetur.

Item, Voluit Christianissimus Rex Francorum, quòd in iis fœderibus & amicitiis comprehendatur Illustrissimus avunculus suus Renatus, Rex Siciliæ & Jerusalem.

Item, Voluerunt iidem Rex & Regina Castellæ, quòd in iis confœderationibus & amicitiis comprehendatur Excellentissimus frater suus Fernandus, (a) Rex Siciliæ & Jerusalem.

ANS de J. C. 1479.

Item, Quòd specialiter & expresè in confirmatione fienda per Oratores Serenissimorum Regis & Reginæ Castellæ, revocentur, cassentur, & annullentur, & per ipsos potentissimos Regem & Reginam Castellæ, quæcumque confœderationes, ligæ, & fraternitates, initæ & factæ, & quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, promissionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis, generaliter vel specialiter expressis, cum Domino Maximiliano, Duce Austriæ, ac ejus uxore, vel eorum filio primogenito.

Item, Quòd specialiter & expresè in confirmatione fienda per Oratores Christianissimi Francorum Regis, revocentur, cassentur, & annullentur, & per ipsum potentissimum Regem Francorum, quæcumque confœderationes, ligæ & fraternitates, initæ & factæ, quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis, generaliter & specialiter expressis, cum Rege Alfonso dudùm Portugalliæ Rege, & ejus primogenito, seu cum Domina Joanna, quam idem Alfonsus Rex (b) uxorem suam vocat.

Item, Approbantur & ratificantur per Oratores prædictos omnia capitula inter inclitæ memoriæ Reges Franciæ, & supradictum Christianissimum Ludovicum Franciæ Regem modernum, ex una parte; & glorioſæ memoriæ Reges Castellæ & Legionis, progenitores prædictorum Dominorum Regis & Reginæ Castellæ & Legionis, vel eorum Procuratores & Ambassiatores, concordata, tàm super salvis conductibus dandis, & observandis per terram & per mare, quàm super Riparia de Fontarabia, & etiam super Privilegiis concessis Mercatoribus Regnorum & Dominiorum utriusque partis, & super aliis materiis, prout in Capitulationibus & Articulis per Oratores, & Procuratores utriusque partis factis, & concordatis latiùs continetur.

Item, Quòd fiat restitutio ab utraque parte captivorum, navium, mercium, & bonorum mobilium & immobilium, & etiam fiet satisfactio damnorum, quæ à tempore pacis & treugarum fuerunt capta, ablata, & illata, postquam regnare cœperunt iidem Rex & Regina Castellæ & Legionis; itaque provideatur cum effectu, ut partes justitiam nanciscantur, & quòd bona immobilia, sicut sunt terræ, reditus, & proventus, ac etiam mobilia, quæ sunt in rerum natura, si qua fuerint per alteram partium capta, vel occupata, incontinenter restituantur.

Item, Quòd postquam omnia supradicta fuerint per nos Oratores utriusque partis facta, concordata, & in publicam formam redacta, & cuilibet parti Instrumenta sibi competentia tradita, debeat pax publicari & præconisari inter eosdem Reges, & Regna ac Dominia eorum, tàm per mare, quàm per terram, in præsentia eorumdem Oratorum, deinde in curiis dictorum Dominorum Regum, & alibi, prout Serenitates illorum jubebunt; & quòd omnia per nos Oratores utriusque partis inpræsentiarum acta, concordata, articulata, scripta, & in animas ipsorum constituentium jurata, & eorum nomine promissa, corroborentur, ratificentur, juramento firmentur, & observentur per eosdem Serenissimos Dominos, Regem Francorum, ac Regem & Reginam Castellæ, & de omnibus Instrumenta conficiantur, & propriis suis nominibus subscribantur, & sigillis regalibus muniantur, & utrique parti Instrumentum sibi competens tradatur, prout inter glorioſæ memoriæ antiquos progenitores suos extitit observatum.

In quorum supradictorum omnium, & singulorum fidem, approbationem, concordiam, & corroborationem, & pro eorum manutentione, nos Oratores utriusque partis, nomine Dominorum nostro-

(a) Le Roi Ferdinand avoit fait en 1472. une ligue défensive pour 60. ans avec le Duc de Bourgogne, contre Louis XI.

(b) *Doña Juana* étoit véritablement femme de ce Roi Alfonse, qui l'épousa pour devenir Roi de Castille: & Mariana le dit aussi bien que les Historiens Portugais.

ANS de J. C. 1479.

rum constituentium, manibus propriis hanc capitulationem nominibus nostris subscripsimus, & sigillis nostris munivimus, & in animas nostrorum Dominorum constituentium juravimus ad Sancta Dei Evangelia nostris manibus tacta, quòd ipsi Domini nostri Rex & Regina bona fide, omni dolo ac fraude cessante, omnia supradicta realiter cum effectu adimplebunt.

Acta fuerunt hæc in loco Sancti Joannis de Luz, Baionensis Diœcesis, die nona mensis Octobris, in qua festum Sancti Dionysii in Francia celebratur, anno Domini 1478.

Item, quia à nonnullis asseritur, quòd inter præfatum Christianissimum Dominum Francorum Regem modernum, & glorioſæ memoriæ Dominum Henricum, quondam Castellæ & Legionis Regem, fuerunt factæ & initæ nonnullæ confederationes, mediante Domino Joanne, quondam Cardinale Sancti Martini in montibus, Episcopo Albiensi, de quibus nos Oratores prædicti utriusque partis impræsentiarum non habemus copiam in forma autentica; ideò concordavimus, quòd in confirmationibus fiendis per præfatos Dominos nostros, Christianissimum Franciæ Regem, ac Serenissimos Regem & Reginam Castellæ & Legionis, tenores dictarum confœderationum inter præfatos Reges, mediante dicto Domino Cardinale, factarum & initarum, inserantur & transcribantur, dum ipsis in forma autentica de illis constiterit. Datum, & actum ubi supra. Jo. Archidiaconus, Don Juan de Gamboa, Jo. Episcopus Lumbariensis, Abbas Sancti Dionysii, Odet Daydie, J. de Chassaignes, Guillaume de Soupplainville, Ricart.

Nos igitur volentes prædictis omnibus & singulis in præinsertis capitulis, sicut per dictos Oratores, & Procuratores utriusque partis conventa, inita, transacta, promissa, & firmata sunt, robur & munimen adjicere nostræ regalis autoritatis, ad universitatis vestræ notitiam deducimus, quòd prædicta capitula, pacem, amicitiam, & confirmationem, renunciationes, & alia in se continentia, & omnia & singula in eis contenta, per prædictos hinc inde Oratores, seu Procuratores, inita & firmata cum prædictis renunciationibus, habitâ maturâ & digestâ deliberatione in nostro Sacro Consilio, de nostra certa scientia, & consulto, laudamus, ratificamus, ac de novo, quatenus opus est, inimus & firmamus cum prædictis renunciationibus per præsentes, ac etiam in nostra bona fide Regia promittimus, ac Sacrosanctis Evangeliis, signoque venerabili Crucis coram positis, & nostris manibus corporaliter tactis, juramus nos illa omnia, quatenus ad nos spectant, facturos, atque adimpleturos cum effectu, nec contraventuros ullo tempore, aut quempiam alium contravenire passuros, sub pœna perjurii, in quam Reges incurrere possunt.

Pro quibus omnibus & singulis firmiter & inviolabiliter tenendis & observandis, atque adimplendis, obligamus, atque hipotecamus & supponimus Regna, & bona nostra omnia, ac hæredum nostrorum quorumcumque.

In quorum omnium & singulorum fidem, robur, & testimonium, præsentes nostras litteras fieri & publicari per Secretarium nostrum, & Notarios infrà scriptos, mandavimus, nominumque nostrorum ac sigilli nostri Regii plumbei munimine roborari, unà cum signo, & subscriptione Secretarii, & Notariorum infrà scriptorum. Datum, & actum in Ecclesiâ Monasterii Beatæ Mariæ de Guadaluppe, die decima mensis Januarii, anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-nono, Regnorum nostrorum, videlicet Castellæ & Legionis, anno sexto, Siciliæ verò duodecimo. Sic signatum, *Yo el Rey, Yo la Reyna.* Alfonsus Xantes, Legionis Cancellarius Regius, sigillavit.

Registrata in Curia Parlamenti Parisiensis, decima quarta die Decembris 1480.

ANS de J. C. 1479.

DXIII.

Lettres de Ratification de l'Accord fait par le Sieur de Chaumont, Comte de Brienne, Gouverneur de Bourgogne, & Champagne, pour & au nom de LOUIS XI. *Roi de France, avec la Ville de* BEZANCON, *ſuivant lequel le Roi entre en partage avec ladite Ville des droits de Juſtice & de la Gabelle, pour en joüir, ainſi qu'avoient fait les Ducs Philippes & Charles de Bourgogne. Donné à Nemours le* 8. *Juillet* 1479. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 227.

FRANCE ET BESANÇON.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme puis nagueres nôtre cher & feal Cousin, Conseiller & Chambellan, Charles d'Amboise, Comte de Brienne, & Seigneur de Chaumont, nôtre Lieutenent General, & Gouverneur par nous ordonné en nos Païs, Duché, & Comtez de Bourgogne & de Champagne, étant pour & au nom de nous en nosdits Païs de Bourgogne, les gens d'Eglise, Nobles, Recteurs, Gouverneurs, Citoiens, manans & habitans de l'Université & Communauté de la Cité de BEZANÇON, aient envoié certains leurs deputez pardevers lui, & lui aiant dit & remontré, que eux reduisant à memoire la singuliere amour & reverence que toûjours leurs predecesseurs ont euë aux Rois, à la Couronne, & à ceux qui sont issus de la Maison de France, considerant, qu'il n'est chose si seure, si convenable, ni de si grande utilité pour eux, & pour le bien & seureté de ladite Cité, que d'être en nôtre garde & protection, & faire association avec nous de la justice, revenus, & autres droits de la Cité, & aient offert à nôtredit Cousin & Lieutenant, mettre entre nos mains, & en nôtre garde & protection, ladite Cité de Bezançon, ainsi qu'ils étoient du tems des feus Ducs Philippes & Charles de Bourgogne, & avec ce nous associer pour nous, & les nôtres perpetuellement, en la justice, & en la perception des autres droits, aides, & revenus de ladite Cité, ainsi que les Ducs Philippes & Charles Comtes de Bourgogne, les prenoient, lui suppliant & requerant qu'il lui plût de les recevoir pour & au nom de nous, & comme nôtre Lieutenant, laquelle chose nôtredit Cousin Comte de Brienne, & Seigneur de Chaumont, ait fait, consenti, & accordé pour & au nom de nous, & comme nôtre Lieutenant, par vertu du pouvoir general à lui donné, & sur ce ait nôtredit Cousin & Lieutenant, & lesdits de Bezançon, Traité, accordé, & appointé ensemble, en la forme & maniere contenuë és articles, dont la teneur s'ensuit.

C'est l'accord fait en brief par les souscrits de Bezançon, avec Monsieur le Gouverneur de Bourgogne, Lieutenant General du Roi, sauf la grace qu'il plaira au Roi leur faire.

Et premierement a été Traité & accordé, que lesdits de Bezançon demeureront en la garde du Roi, par la forme & maniere qu'ils étoient aux feus Ducs Philippes & Charles de Bourgogne dernier trepassé, ainsi & selon qu'il est contenu plus à plein en ladite garde.

Item, a été accordé par lesdits souscrits au Roi, & à ses successeurs Comtes de Bourgogne perpetuellement, l'association qu'ils ont faite au feu Duc Philippes, c'est à savoir, qu'il commettra audit Bezançon Capitaine, qui aura autorité & connoissance des

Forti-

ANS Fortifications de la Ville, & autres choſes touchant
e J. C. le fait de la guerre.
1479. Item, auſſi aura touchant le fait de la Juſtice un Commis à la juſtice, ſans lequel les Recteurs & Gouverneurs dudit Bezançon ne pourront moderer les amendes qui viendront à la juſtice, eſquelles le Roi prendra la moitié.

Item, auſſi aura le Roi la moitié de toutes les Gabelles dudit Bezançon, tant de celles qui y ſont de preſent, que autres qui pour le tems à venir y pourront être.

Item, le Roi auſſi pourra commettre un Receveur pour recevoir à ſon profit la moitié deſdits exploits de juſtice & gabelle d'icelle Ville, & ne pourront ceux dudit Bezançon bailler à ferme leſdites gabelles, ſans appeller leſdits Capitaines Commis à la Juſtice, Receveur, ou leur Lieutenant.

Item, & pareillement a été accordé, que ſi aucun debat ou controverſe ſe mouvoit à cauſe deſdites juſtice & gabelle, le Roi ſera tenu tenir la main avec les Gouverneurs dudit Bezançon, d'appaiſer leſdits debat & controverſe, & tout ainſi & par la forme & maniere qu'il eſt plus à plein contenu en ladite aſſociation.

Item, & ce en outre, à été promis & accordé par leſdits de Bezançon, que doreſnavant ils ne feront ni ſouffriront faire aucunes aſſemblées, ou monopoles, par Etats, ni autrement, qui ſoient au prejudice du Roi nôtredit Seigneur, & de ſeſdits Païs & ſujets, & l'en avertiront, & y obvieront à leur pouvoir; & avec ce, ne ſouffriront ni recepteront audit Bezançon aucuns des ennemis du Roi. Fait au lieu de Valeſſon le troiſieme jour de Juin, l'an mille quatre-cens ſoixante dix-neuf. Ainſi ſigné, H. de Neufchaſtel, Geoffroy, E. Mouchet, L. Deſpectois, P. Bonvalet, J. Chaudet & G. Mormelle.

Et depuis aient leſdits gens d'Egliſe, Nobles, Recteurs, & Gouverneurs, Citoiens, manans & habitans de l'Univerſité & Communauté d'icelle Cité de Bezançon, envoié pardevers nous leurs Procureurs, c'eſt à ſavoir, Henri de Neufchaſtel Prêtre, Chambrier & Chanoine de Bezançon, J. Geoffroy, Chevalier, Seigneur de Gouzans, Etienne Mouchet, Eſcuyer, Maître Leonard Deſpectois, licentié en Loix, Pierre Bonvalet, Maître Jean Chaudet, & Guillaume Mormelle, Citoiens de Bezançon, avec puiſſance ſur ce ſuffiſante, leſquels nous ont ſuplié & requis, qu'il nous plût avoir agreable ce que par nôtredit Couſin & Lieutenant a été fait & appointé, & mettre ladité Cité en nos mains, & la recevoir en nôtredite garde, laquelle choſe nous leur aions liberalement octroié; avec ce, aient leſdits Procureurs promis & juré ladite aſſociation ſelon le contenu deſdits articles, & pour ce aient leſdits Procureurs, au nom que deſſus, paſſé inſtrument autentique és mains de Notaires Apoſtoliques, & és preſences de nos amez & feaux Conſeillers, Pierre Doriolle, Chevalier, nôtre Chancelier, & Jean de Daillon, auſſi Chevalier, Seigneur du Lude, & Gouverneur de nôtre Païs du Daufiné, ſtipulans & acceptans pour nous, & à ce faire par nous Commis, par lequel inſtrument leſdits Procureurs ont obligé tous les biens de ladite Cité, & Communauté de Bezançon, à tenir & garder perpetuellement, ſans enfreindre, tout l'effet & contenu deſdits articles; ont auſſi promis de faire ratifier & approuver à ceux de ladite Communauté tout l'effet & contenu audit inſtrument, & que ſur ce leſdits gens d'Egliſe, & Communauté de Bezançon, bailleront leurs lettres bonnes, valables, & en forme dûë. Et au ſurplus, nous aient leſdits Procureurs ſupplié & requis, qu'il nous plût leur bailler nos lettres confirmatoires des choſes deſſuſdites, ſelon le contenu deſdits articles, & ainſi que par nôtredit Couſin & Lieutenant leur a été accordé. Savoir faiſons, que pour conſideration de la reverence & bonne affection, en laquelle ceux de ladite Cité de Bezançon ANS
ſont venus devers nous, & nôtredit Couſin & Lieu- de J. C.
tenant, deſirant les avoir toûjours en nôtre ſinguliere amour & affection, en loüant, ratifiant, & approuvant tout ce que par nôtredit Couſin & Lieutenant le Comte de Brienne, Seigneur de Chaumont, a ſur ce été fait, Traité, & accordé, avons ladite Cité de Bezançon, Nobles, Bourgeois, manans & habitans en icelle, tant gens d'Egliſe, que autres avec leurs biens, quelque part qu'ils ſoient en nôtre obeïſſance, pris & reçûs, prenons & recevons par ces preſentes, en nos mains & en nôtre garde & protection, & au ſurplus, pris & accepté, prenons & acceptons pour nous & les nôtres, perpetuellement, l'aſſociation de la juſtice, & autres droits que leſdits Ducs Philippes & Charles de Bourgogne avoient & tenoient du tems qu'ils ont tenu noſdits Duché & Comté de Bourgogne, tous ſelon le contenu eſdits articles, promettant en bonne foi & en parole de Roi, garder, & faire entretenir audit Bezançon tout ce que par leſdits articles deſſuſdits tranſcrits eſt contenu, & les entretenir en leurs privileges, franchiſes, & libertez, ſelon la forme contenuë en la garde qu'ils avoient deſdits Ducs Philippes & Charles de Bourgogne. Et afin que nul n'en puiſſe prétendre cauſe d'ignorance, avons voulu & voulons, qu'ils puiſſent ces preſentes faire publier par tous les lieux de nôtre Roiaume, & de nos autres Païs, Terres, & Seigneuries, que bon leur ſemblera. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdites preſentes. Donné à Nemours le 8. Juillet l'an de grace mille quatre-cens ſoixante dix-neuf, & de nôtre regne le dix-huitiéme. Ainſi ſigné ſur le repli: Par le Roi, le Seigneur de Montaigu, du Bouchage, & autres preſens. J. le Mareſchal. 1479.

DXIV.

Commiſſion pour faire le Procès à Maître ANS
CHARLES DE MARTIGNY, de J. C.
Evêque d'Elne, pour avoir outrepaſſé ſon 1480.
pouvoir dans le Traité, fait à Londres le FRANCE
13. *Fevrier* 1478. *Ladite Commiſſion du* ET AN-
9. *Juillet*, 1480. Frederic Leonard. Tom. GLETERRE.
I. pag. 263.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: Au premier Huiſſier de nôtre Parlement, ou autre nôtre Sergent qui ſur ce ſera requis, Salut. Nôtre Procureur General nous a fait expoſer, comme Maître CHARLES DE MARTIGNY, Evêque d'Elne, puis naguere avoit été par nôtre Ordonnance au Roiaume d'Angleterre en Ambaſſade, & ſous couleur de certain pouvoir, & commiſſion par Nous à lui baillée, pour beſogner en aucunes matieres, concernant le bien de nous & de nôtre Roiaume, a Traité, fait, paſſé, & accordé pluſieurs choſes, au grand prejudice & dommage de Nous & de nôtre Couronne, & de toute la choſe publique de nôtre Roiaume, en excedant les termes de ſondit pouvoir & commiſſion, & grandement delinquant & méprenant, & leſquelles ne ſe peuvent paſſer par diſſimulation, ſans le grand grief, prejudice, & dommage de Nous, & de la choſe publique de nôtredit Roiaume; en nous requerant ſur ce nôtre proviſion. Pourquoi Nous, ces choſes conſiderées, & aprés que ledit pouvoir, & certaines choſes faites & paſſées par ledit Evêque d'Elne, eſquelles il a excedé, ont été vûës en nôtre Conſeil, Nous, par grande & meure deliberation, avons ordonné ladite matiere eſtre diſcutée en nôtre Cour de Parlement, en laquelle elle pourra mieux eſtre terminée, que ailleurs. Si te mandons & commettons par ces preſentes, que ledit Charles de Martigny, Evêque d'Elne, tu adjournes à comparoir en perſonne en nôtredite Cour de Parlement, à cer-

ANS de J. C. 1480.

certain & competent jour ordinaire ou extraordinaire de nôtredit preſent Parlement, nonobſtant qu'il y ait, & que les parties ne ſoient pas des jours dont l'on plaidera lors, pour répondre à nôtredit Procureur General, à telle demande, requeſte, & concluſions qu'il voudra faire & donner à l'encontre de lui, touchant les cas deſſuſdits, leurs circonſtances & dépendances, iceux voir, corriger, & reparer, & proceder en outre comme de raiſon; en certifiant audit jour nos amez & feaux Conſeillers de nôtredite Cour de Parlement, de tout ce que fait auras ſur ce, auſquels nous mandons, &, pour ce que ladite matiere eſt grande, & touche les droits & prerogatives de nôtre Couronne, & de la choſe publique de nôtredit Roiaume, commandons, que de ladite matiere connoiſſent, decident & déterminent, ainſi qu'ils verront eſtre à faire par raiſon. Car ainſi nous plaît-il eſtre fait. Donné à la Mote d'Eſgry en Gâtinois, le neuviéme jour de Juillet l'an de grace 1480. & de nôtre Regne le dix-neuviéme. Ainſi ſigné, par le Roi en ſon Conſeil, J. du Ban.

DXV.

ANS de J.C. 1480.

FRANCE LORRAINE, PROVENCE, &c.

Seconde Ceſſion & Tranſport fait à LOUIS XI. *Roi de France, à ſes hoirs & ayans cauſe, par* MARGUERITE *Reine d'Angleterre, Veuve du Roi Henri VI. & ſeconde Fille de René Roi de Sicile, & d'Iſabelle Ducheſſe de Lorraine, des droits qui lui pouvoient lors apartenir, ou lui apartiendroient au futur, és Duchez de Bar & de Lorraine, au Marquiſat du Pont-à-Mouſſon, & és Comtez de Provence, de Forcalquier, & du Piémont, & ce en conſideration de ce qu'elle étoit Couſine germaine dudit Roi Loüis, & des grands bienfaits & entretenemens qu'elle avoit reçûs de lui. A Angers le 19. Octobre* 1480. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 264.

SAchent tous preſens & à venir, que en nôtre Cour pour le Roi nôtre Sire à Angers en droit, pardevant nous perſonnellement établie tres-haute & tres-excellente Princeſſe Madame MARGUERITE, Reine d'Angleterre, Veuve de tres-haut, tres-excellent & puiſſant Prince, & de bonne memoire, feu Henri en ſon vivant Roi dudit Roiaume d'Angleterre; & fille de tres-excellens & puiſſans Prince & Princeſſe, de loüable memoire, René en ſon vivant Roi de Jeruſalem, d'Aragon, & de Sicile, Duc d'Anjou & de Bar, Comte de Provence, de Barcelone, de Forcalquier, & de Piémont, Marchis, & Marquis du Pont, & de Dame Iſabelle de Lorraine, Ducheſſe de Lorraine, & Dame deſdits lieux, jadis ſon épouſe. Soumettant ladite Dame Marguerite elle, ſes hoirs, avec tous & chacuns ſes biens meubles & immeubles, preſens & à venir, au pouvoir, détroit, reſſort & juriſdiction de nôtredite Cour, quant à ce qui s'enſuit, laquelle ſouvent reduiſant à memoire les choſes qui s'enſuivent; c'eſt à ſavoir, la proximité du lignage qui eſt entre le Roi nôtre Souverain Seigneur & elle. Et pour aucune remuneration des grands & innumerables honneurs, aides, & ſecours, qu'elle a eûs en pluſieurs manieres, tant dudit Sire, que de feu tres-excellent Prince, & de glorieuſe memoire, le Roi Charles VII. de ce Nom, Pere du Roi nôtredit Sire, par le moien & honneur duquel, & par ſa grande conduite, peines & labeurs qu'il y prit, elle fut hautement colloquée en Mariage avec ledit feu Roi Henri, paiſible dudit Roiaume d'Angleterre; & ſi hautement élevée en honneur que mieux n'eût ſeû être, comme il eſt tout notoire; auſſi tres-bien connoiſſant les loüables ſuports, faveurs, & aides que depuis elle a euës & a du Roi nôtredit Sire, auquel elle eſt Couſine germaine, tant au fait de guerres & diviſions, qui depuis ſondit Mariage ſont ſurvenuës contre ledit Roi ſon époux & elle, pour obvier auſquelles elle a toûjours eû ſon certain, ſeul, & propre recours au Roi nôtredit Sire, qui l'a benignement ſecouruë en toutes ſes neceſſitez, baillé genſdarmes, navires, & conduites contre les adverſaires, & ennemis de ſondit feu époux & d'elle, par diverſes fois, qu'elle eſt venuë fuitive d'Angleterre en ce Roiaume, ce qu'elle ne pouvoit ailleurs trouver; & tellement que par les bons termes, aides, & confort du Roi nôtredit Sire, elle a longuement reſiſté par armes, & obtenu pluſieurs batailles & victoires contre leſdits adverſaires, ledit feu Roi Henri étant étroitement detenu priſonnier en leurs mains. Aprés ce d'abondant lui a le Roi nôtredit Seigneur pourchaſſé alliance de Mariage à ſes grands frais pour le feu Prince de Galles ſon fils, où le Roi nôtredit Sire fraia moult pour toûjours les fortifier d'amis: & encore en ſoi montrant plus fervent en la vraie amitié qu'avoit & a toûjours eû ledit Sire envers ladite Dame établie ſa parente, voiant la piteuſe detreſſe en quoi elle fut detenuë de ſa perſonne aprés la mort de ſeſdits fils, & époux, pour ce que leſdits adverſaires la detenoient, & par long-tems l'ont detenuë, & encore de preſent, & toute la vie d'elle, l'euſſent pû detenir en grande captivité, pauvreté, miſere, & ſervitude à elle inſuportable, ſi ce n'eût été la grande bonté, liberalité, & parfait amour que le Roi nôtredit Sire lui a toûjours montré par vraie évidence, en procurant à grands frais & miſes la liberté & delivrance de la perſonne d'elle; à laquelle cauſe a convenu entre autres miſes, que le Roi nôtredit Sire en ait paié la ſomme de cinquante mille écus d'or, qui eſt un ſi ſingulier bien à elle fait, comme elle diſoit, qu'il n'eſt perſonne qu'il lui en ſeut faire ſuffiſante eſtimation, & toûjours en ſoi montrant envers elle piteux & debonnaire, aprés qu'il l'a retirée de ladite ſervitude, il l'a pourveuë, & pourvoit continuellement de ſes bien-faits, & lui a ſoutenu & ſoutient vie & état d'elle, & de ſes ſerviteurs, deſquels & autres gracieux & liberaux bienfaits & ſecours, dont elle ne ſauroit le tout raconter, & dont elle ſe tient tres contente, & tant s'en tient obligée vers ledit Seigneur, & les ſiens, que pour bien qui lui ſeût avenir, elle ne voudroit être notée du vice d'ingratitude: & pour ces cauſes & autres à cela mouvans, bien pourvûë & conſeillée de ſon cas, non induite, ni ſeduite par fraude ni autrement en quelque maniere que ce ſoit, aprés qu'elle a affirmé par ſon ſerment, & en parole de Reine, non avoir autre choſe dequoi elle pût, ou ſeût recompenſer le Roi nôtredit Sire en tout, ni en partie, & que ainſi lui plaiſt, & veut être fait, pour aucunement recompenſer le Roi nôtredit Sire, pour les cauſes deſſus declarées, a connu & confeſſé, & par la teneur de ces preſentes, connoît & confeſſe de ſon bon gré, ſans aucun forcement, toutes & chacunes les choſes deſſuſdites être vraies, & avoir donné, baillé, & octroié, quitté, cedé, delaiſſé & tranſporté, & par la teneur de ces mêmes preſentes, donne, baille, octroie, quitte, cede, delaiſſe, & tranſporte dés maintenant, & à preſent, à toûjours & perpetuellement par heritage, & à titre irrevocable, & en toutes les meilleures formes & manieres que faire elle peut, au Roi nôtredit Seigneur, pour lui, ſes hoirs & aians cauſe, tous & chacuns les droits, noms, raiſons, actions, petitions, demandes, droits d'avoüer, d'annoncer, & de demander, que ladite Dame établiſſant a & peut avoir, & qui lui pouroient, peuvent, ou doivent competer & apartenir, ſoit en tout ou en partie és Duchez de Bar, & de Lorraine, Mar-

NS J. C. 480. Marquisat du Pont, & autres Terres & Seigneuries, apartenances & dependances desdites Seigneuries, & chacunes d'icelles; & aussi és Comtez de Provence, Forcalquier, & Piémont, & generalement tous les droits par action & pretention qu'elle a, peut, & doit avoir en toutes lesdites Terres & Seigneuries, & chacunes d'icelles, tant à cause de la succession, & échoite de feus sesdits Seigneur & Dame, Pere & Mere, ou autres ses predecesseurs, comme autrement, en quelque maniere que ce soit, avec tous les droits, honneurs, profits, revenus, prerogatives, & émolumens, qui en dependent, & peuvent dependre, pour en jouïr perpetuellement par heritage par le Roi nôtredit Seigneur, ses hoirs & ayans cause de lui, comme de ses propres choses à lui aquises par droit d'heritage, sans rien en retenir, reserver, ou excepter pour ladite Dame, ni pour les siens, en quelque maniere que ce soit, & s'en est devétuë & dessaisie, & par ces presentes s'en devest & desaisit, & en a vétu & saisi le Roi nôtredit Seigneur par ces mêmes presentes, & a voulu & consenti, veut, & consent ladite Dame établissant, que ledit Seigneur par lui, ou par ses Procureurs, Facteurs, ou Entremeteurs, Commis, ou Deputez, dés maintenant, ou toutes fois qu'il lui plaira, de son autorité & puissance puisse entrer, & prendre possession réelle, corporelle & actuelle, pour en jouir & user comme de ses propres choses à lui aquises par droit d'heritage, sans que ladite Dame, ni autres, pour, ni au nom d'elle, y puisse ores, ni pour le tems à venir y pretendre, demander, querir, ni reclamer, & avoir aucun droit en petitoire ni possessoire, en quelque maniere que ce soit: & sans que en ce faisant soient faites & observées aucunes autres solemnitez, qui tant de droit comme de coûtume y pouroient ou devroient étre requises & faites, ausquelles & à chacunes d'icelles ladite Dame, de sadite certaine science & volonté, y a renoncé & renonce par ces presentes au profit du Roi nôtredit Seigneur: & en outre a voulu & consenti, veut, & consent icelle Dame établissant, que si autres clauses, ou choses particulierement étoient necessaires ou profitables être dites, declarées, ou ajoûtées, qu'elles y soient mises, declarées, specifiées, ou ajoûtées à la seureté, intention, bon plaisir, profit, utilité du Roi nôtredit Seigneur, pour mieux valider ce present transport, cession, & tout le contenu en ces presentes. Ausquels donation, quittance, baillée, cession, & transport, & tout ce que dessus est dit & devisé, tenir, garder, & entretenir fermement & loialement de point en point en tous articles, sans jamais faire ni venir encontre par aplegement, & contraplegement, opositions, apellation, recision, ni autrement en quelque maniere, ni par quelque cause que ce soit: & lesdites choses ainsi données, baillées, quittées, cedées, & transportées, garantir, sauver, delivrer, & défendre de tous quelconques empêchemens envers tous, & contre tous, à obligé & oblige ladite Dame, elle, ses hoirs, avec tous & chacuns ses biens, presens & à venir. Et quant à ce a renoncé & renonce par ces presentes à toutes graces, relievemens de Princes, dispense de Pape, & d'autres Prelats, deception, d'outre-moitié de juste prix, ou autre, & par special au benefice & aide du droit Velleien, elle sur ce de nous acertenée, & generalement à tous droits faits & introduits en faveur des femmes, & à toutes & chacunes les choses, qui tant de fait, de droit, que de coûtume, pouroient être dites, alleguées, ou objicées contre l'effet & la teneur de ces presentes, en quelque maniere que ce soit: & au droit disant generale renonciation non valoir, & de tout ce que dessus est dit, tenir & accomplir, sans jamais faire ni venir encontre en aucune maniere, en est tenuë ladite Dame par la foi & serment de son corps sur ce donnée en nôtre main, dont nous l'avons jugée & condamnée par le jugement, & condamnation de nôtredite Cour de son consentement. Donné à Recullée prés & hors les murs de la Ville d'Angers, sous les seeaux établies aux contrats de nôtredite Cour, le 19. jour d'Octobre, l'an de grace 1480. Et étoient à ce présens Reverend Pere en Dieu Monsieur Guillaume, Evêque de Poitiers; noble & puissant Seigneur Monsieur Guiot Pot, Comte de Saint Pol; venerables personnes Jean de la Vignolle, Doien d'Angers; Jean Vinel, Juge d'Anjou; Jean Binel, Procureur du Roi nôtredit Seigneur; Hervé Regnault, President du Conseil dudit Signeur; Emeri Loüet, Messire Guillaume de la Barre, Prestre, Aumônier de ladite Dame; Robert Tyrine son Maître d'Hôtel, & d'autres plusieurs. Lesquelles lettres nous avons autrefois faites, renduës, & baillées par nous Notaires ci-soussrits à Messeigneurs du Conseil & des Comptes du Roi à Angers, pour le profit dudit Seigneur, & depuis par ordonnance & commandement de Maître Lienard Baronnat, Conseiller dudit Seigneur, & Maître de ses Comptes à Paris. Derechef ont été refaites, & regrossées pour ledit Seigneur, pour icelles porter à Paris en la Chambre desdits Comptes, pour ce que l'on a adiré & égaré l'autre grosse & n'en peut-on finer: refaites & baillées audit Baronnat le 10. jour de Fevrier l'an 1492. Signé, Peletier, & G. de Laisir. ANS de J. C. 1480.

DXVI.

Taxes des PRINCES CHRE'TIENS, *pour ce qu'ils doivent fournir pour la guerre contre le* TURC, *& autres accords à ce sujet faits par la mediation du Pape Sixte IV. l'an* 1481. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 443. ANS de J. C. 1481. PRINCES CHRE'TIENS, contre LE TURC.

IN nomine Domini, Amen. Anno incarnationis Dominicæ M. CCCC. LXXXI. indictione XIV. Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini, Domini Sixti divinâ providentia Papæ IV. anno X. Pateat omnibus evidenter præsens publicum instrumentum inspecturis, qualiter cum proxima superiore æstate, dum TURCI Christianæ Religionis & Orthodoxæ fidei, ac profitentium eam atrocissimi hostes insulam Rhodi arcta obsidione tenerent, & in Apulia Hydruntinam Civitatem, cum miserabili incolarum illius clade, & horrenda crudelitate occupassent, præfatus Sanctissimus Dominus noster, qui cum Serenissimo Ferdinando Rege Siciliæ Illustri, & nonnullis aliis Italiæ Potentatibus pro Insulæ defensione & Hydruntinæ Civitatis recuperatione possibilia remedia ex tempore adhibuit, & pro sedandis, & submovendis non sine labore grandi per Sanctitatem suam potentatuum Italiæ dissensionibus, in quibus plurimum Turci confidebant, inter eosdem potentatus treugas, & sufferentias ad certum tempus expressum indixit; proinde attendens rempublicam Christianorum, Turcis jam Italiam calcantibus, quod antea inauditum fuerat, in longè majori periculo constitutam fore, quam unquam retroactis temporibus fuisset, & ejus defensionem etiam Romanorum Imperatori, ac universis Catholicis Regibus, & potentatibus fidelium incumbere; ex parte Domini nostri Jesu Christi, cujus vices gerit in Terris eosdem Imperatorem, Reges, Principes, & Potentatus Christianorum ubilibet existentes, tam intra quam extra Italiam per Legatos, Nuntios, & literas cum instantia requisivit; ut per eorum Oratores instructos cum opportunis mandatis in alma urbe coram Sanctitate sua certo, & determinato tempore convenirent ad consultandum, deliberandum & concludendum cum eadem Sanctitate, & Reverendissimis in Christo Patribus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus

ANS de J. C. 1481. nalibus ſuper hujuſmodi imminenti graviſſimo periculo, & Chriſtianæ Religionis defenſione: convenerint quoque ad hanc dietam Oratores habentes ad infra ſcripta plenum, & ſufficiens mandatum per illorum authenticas literas, & inſtrumenta per eos exhibita, & penes Sanctiſſimum Dominum noſtrum, & Cameram Apoſtolicam exiſtentia, & in diverſis, ac repetitis conventionibus, & tractatibus ſuper defenſione prædicta habitis inter eos, ut dixerunt, quam plurima ſalubria & utilia ac perneceſſaria ad defenſionem eandem remedia propoſita, diſcuſſa, & mature examinata fuerint, & præſertim ſalubre Conſilium prædicti Chriſtianiſſimi Francorum Regis, conſulentis, quod præfato Sanctiſſimo Domino noſtro, utpote Capiti Chriſtianæ Religionis & fidei univerſæ Chriſtianorum, Imperator, Reges, Principes, & alii potentatus debeant ſeipſos, eorumque ampliſſimas vires ad profugandos fidei hoſtes, propugnatores adjungere, & unire; & ad hoc faciendum juxta ſuarum virium facultates ſe ſuæ Sanctitati obligare, & unam Sanctiſſimam unionem animorum, & virium earundem cum ſua Sanctitate inire.

2. Quod non immerito fuit à Sanctiſſimo Domino noſtro & Reverendiſſimis Dominis Cardinalibus & Oratoribus præfatis collaudatum, cum nihil conſultius, nihil ſalubrius, & ad expellendos à finibus Chriſtianorum Redemptoris noſtri immaniſſimos hoſtes efficacius, quam ut ii, qui militiæ Chriſtianæ ſtipendiis ſunt obſtricti, quique unum Deum colunt, unam fidem, unum profitentur baptiſma eidem omnipotenti Deo, ejuſque vicario tanquam capiti, adhæreant; confirmentur, uniantur omnes, ſicut vir unus eadem mente, unoque Conſilio in id ipſum conveniant, ut quorum unum eſt myſticum Chriſti corpus, unus ad benè operandum, & expugnandum communes hoſtes ſit animus; & ſicut una fides, una etiam ſit pietas actionum. Idcirco præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter, ad quem ut Jeſu Chriſti Vicarium hujuſmodi Orthodoxæ fidei, & Evangelicæ veritatis, illiuſque cultorum, quorum pater eſt, defenſio principaliter pertinet: quique dum adventus prædictorum Oratorum ultra quam rei magnitudo, & imminens periculum exigeret, differre videretur, cum prædicto Sereniſſimo Rege Ferdinando defenſioni hujuſmodi intendere ſub certis tunc expreſſis modo & forma convenit; & deinde triennales inducias inter univerſos Imperatorem, Reges, & alios diſſidentes per totum orbem conſtitutos noviter indixit, hos continuatos labores ad effectum deducere cupiens; ſuadente præſertim hoc ut præfertur, Chriſtianiſſimo Francorum Rege, qui inter alios Catholicos Reges & Principes ſpontaneus ad hoc opus adjutor, & cooperator accedit, & tantæ expeditionis molem amplecti, & cum ſuo potentiſſimo exercitu prædeceſſorum ſuorum Regum Francorum ſequendo veſtigia, hoſtes ejuſdem infeſtiſſimi atroces injurias ulciſci totâ mente affectat; cum præfatis Reverendiſſimis Dominis S. R. E. Cardinalibus in Conſiſtorio ſuo ſecreto congregatis vice, & nomine Romanæ Eccleſiæ, & Oratores præfati, agentes omnia & ſingula infra ſcripta vice & nomine eorum potentatuum, à quibus reſpectivè ad dictam dietam miſſi ſunt, volentes conſulta, diſcuſſa, examinata, tractata & concluſa inter eos ad optatum finem perducere, coram nobis Notariis & teſtibus infra ſcriptis devenerunt ad hujuſmodi ſanctam & unanimem, ac laudabilem convenientem concordiam, ac animorum & virium cujuſlibet eorundem Regum, Principum & Potentatuum cum præfato Sanctiſſimo Domino noſtro Romana Eccleſia & ſede Apoſtolica, illiuſque potentia & viribus unionem ſolemni ſtipulatione interveniente vallatam, per quam voluerunt, quod præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter, & caput Chriſtianæ unionis ad hujuſmodi fidei confeſſionem caput, ductor & director exiſteret, & una cum Collegio præfatorum Reverendiſſimorum S. R. E. Cardinalium pro ejuſdem fidei defenſione & hoſtium profligatione viginti quinque triremes inſtruere & armare annis ſingulis teneatur, Sereniſſimo Rege Ferdinando prædicto quadraginta triremes ſecundum conventionem inter eundem, & ipſum Regem alias unitam inſtruente & armante, ac aliis Potentatibus Italiæ ſummas & quantitates infra ſcriptas juxta taxas eis per Sanctiſſimum Dominum noſtrum alias proinde moderatas modo & forma in præſentibus capitulis expreſſa ſolventibus. Et cum per præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum & alios incorporatos ſeu incorporandos fuerit deliberatum, quod Sereniſſimus Dominus Rex Hungariæ contra Turcum bellum gerat, eadem Sanctitas quinquaginta millia florenorum auri de Camera, & Rex Ferdinandus prædictus centum millia, & alii Potentatus taxam eis convenientem prædicto Regi Hungariæ dare & ſolvere teneantur, modo & forma per præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum ac incorporatos prædictos ſtatuendis & ordinandis. ANS de J. C. 1481.

3. Item voluerunt, quod præfatus Chriſtianiſſimus Francorum Rex cum ſua potentia ex nunc præfato Sanctiſſimo Domino, Romanæ Eccleſiæ & ſedi Apoſtolicæ, illiuſque potentiæ, & viribus ad ejuſdem fidei defenſionem unita ſit, & in unione hujuſmodi ut una ex principalioribus ejuſdem Sanctiſſimæ unionis, eo laudante initæ, columnis interveniat, & pro ejuſdem fidei defenſione, ac illius perſecutoris exterminatione, eam qualitatem dumtaxat, ad quam Rex ipſe ſeipſum in pecunia, vel in claſſe taxabit anno quolibet, ſimiliter ſtatutis temporibus ad perneceſſarium opus defenſionis hujuſmodi perſolvere debeat; ſperantes, quod Rex ipſe, more ſuorum prædeceſſorum Chriſtianiſſimorum Francorum Regum qui pro fide præfata & Apoſtolica ſede ſe, & ſua ſe exponere ſæpenumero non formidarunt, ſeipſum tali ſolutionis onere prægravabit; quale recognoſcet rei magnitudinem exigere, & ſuæ Regiæ Celſitudini in tanta Catholicæ fidei neceſſitate convenire.

4. Item, ſimiliter voluerunt, quod ſinguli alii Potentatus prædicti, pro quibus Oratores præfati reſpectivè, ut præfertur, intervenerunt, ex nunc cum omni eorum potentia Sanctiſſimæ Dominæ noſtræ Romanæ Eccleſiæ, & ſedi Apoſtolicæ præfatis cenſeantur uniti, & in hujuſmodi Sanctiſſima, & apud Deum meritoria, ac commendabili animorum & virium unione, ad fidei præfatæ defenſionem ordinata, recepti & incorporati, ut præfatæ unionis honorabilia & principalia membra, teneantur ad opus defenſionis & expugnationis perſecutorum fidei memoratæ ſolvere annis ſingulis ſummas & quantitates infra ſcriptas, juxta taxas per præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum alias provide moderatas.

5. Item, voluerunt quod Sereniſſimus Imperator & omnes & ſinguli alii Catholici Reges, Principes & Potentatus Chriſtianorum, cujuſcunque ſtatus, gradus & conditionis exiſtant, & quacumque Eccleſiaſtica vel mundana dignitate præfulgeant, poſſint ſeipſos, & eorum vices, & potentiam in fidei favorem præfato Sanctiſſimo Domino noſtro unire & adjungere, prout pro eorum Zelo fidei & Religionis indubitanter eos facturos eſſe ſperatur: debeantque ſuper hoc per præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum ſolicitari, & eis de quibus Sanctitati ſuæ videbitur, mediis induci ad intrandum, & ſe incorporandum hujuſmodi unioni, & contribuendum pro eorum virili ad fidei memoratæ defenſionem.

6. Item, quod omnes & ſinguli incorporati, & quos incorporari contingat in unione, & Sanctiſſima concordia præfata debeant quantitates, ad quas taxæ eorum aſcendunt, promptas & paratas tenere quolibet anno, & dum deſuper requiſiti per præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum fuerint, illas in aliquo

loco

ANS 1481. loco certo & tuto déponere ad opus ipsum perneceſſarium defenſionis fidei, & non in alios uſus exponendas juxta Declarationem præfatorum Sanctiſſimi Domini noſtri, & Collegii Reverendiſſimorum Dominorum Cardinalium, ac Potentatuum unioni hujuſmodi incorporatorum, & deinde incorporandorum in locis, & cauſis, quæ expoſitionem hujuſmodi, & ſubventionem celerius indigere, & majori periculo ſubjici videbuntur; nec in hujuſmodi taxis, & quantitatibus poſſint aut debeant computari illæ quantitates, quas unus Potentatuum prædictorum virtute particularium confœderationum earundem perſolvere teneretur, & ſolveret etiam in defenſionem ejus, cui * ſolveret ab infidelibus memoratis.

7. Item, quod præfata Sanctiſſima unio & concordia ad hoſtium fidei exterminationem duret, & durare debeat per triennium, à die ſtipulationis præſentis contractus computanda, & ultra; ad Sanctiſſimi Domini noſtri, & Regum, ac Potentatuum unioni hujuſmodi incorporatorum, & deinceps incorporandorum, vel majoris partis ipſorum beneplacitum.

8. Item voluerunt & convenerunt, quod omnes & ſinguli Reges, Principes & Potentatus, qui in hac unione, ut præfertur, incorporati ſunt, & uniti, ad majoris roboris firmitatem teneantur & debeant, omni excuſatione ſemota, ultramontani videlicet infra tres, citramontani verò infra unum menſes, in forma de jure valida omnia & ſingula in præſenti Sanctiſſimæ unionis, & concordiæ fidelium in Turcos inſtrumento contenta, ratificare: & idem Chriſtianiſſimus Rex Francorum infra trimeſtre taxam ſuam declarare, & per publica deſuper confecta inſtrumenta, aut literas authenticas cum inſertione tenoris præſentis inſtrumenti de ratificatione & taxatione hujuſmodi præfatum Sanctiſſimum Dominum noſtrum, vel Reverendiſſimum Cardinalem Sabinenſem ſedis Apoſtolicæ Legatum, nomine & vice ſuæ Sanctitatis certificare, qui ut ejuſdem unionis caput hujuſmodi, ratificationes, & taxationes ad ſingulorum ejuſdem unionis membrorum & Potentatuum notitiam deducere non poſtponet.

9. Item voluerunt & convenerunt, quod omnia & ſingula præmiſſa bonâ fide efficaciter adimplere debeant ſub pœna mille marcarum argenti per illos, qui non adimplerent, eo ipſo incurrenda, medietate videlicet ad opus hujuſmodi defenſionis & expugnationis præfatæ, & reliqua aliis adimplentibus applicanda: quam pœnam Sanctiſſimus Dominus noſter & ſingulorum Potentatuum Oratores præfati dare, & ſolvere promiſerunt toties quoties fuerit contra factum; volentes quod pœna hujuſmodi commiſſa exacta, vel non exacta, nihilominus præmiſſa, omnia in ſua firmitate remaneant & obſerventur. Pro quibus omnibus adimplendis & obſervandis, ac jam dicta pœna præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter ſe, & omnia bona Romanæ Eccleſiæ, Oratores verò præfati eorum Potentatus prædictos, & cujuſque illorum bona præſentia & futura ſolemniter invicem reſpectivè obligarunt, &c. (Quantitates autem quas ſolvere tenentur Potentatus prædicti taxati præfatæ Sanctiſſimæ unioni incorporati ſunt infra ſcriptæ, videlicet: Sereniſſimus Rex Ferdinandus quadraginta triremes, & * Sereniſſimo Regi, ut præfertur, centum millia ducatorum: Dux Mediolanenſis triginta millia ducatorum: Januenſes quinque triremes annis ſingulis dicto durante triennio: Florentini viginti millia ducatorum: Dux Ferrariæ quatuor triremes: Senenſes quatuor triremes: Lucenſes unam triremem; Marchio Mantuanus & Montiferrati unam triremem: Bononienſes duas triremes.)

DXVII.

ANS de J. C. 1481. CASTILLE ET PORTUGAL.

Traité & Confédération entre les Rois de CASTILLE *&* PORTUGAL *au ſujet des Iſles Canaries, confirmé par le Pape Sixte IV. A Rome, le 21. de Juin* 1481. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 438.

VOluerunt præfati Rex & Regina CASTELLÆ & Aragoniæ & Siciliæ, & illis placuit, ut iſta pax ſit firma & ſtabilis, & ſemper duratura: promiſerunt ex nunc & in futurum, quod nec per ſe nec per alium ſecretè ſeu publicè, nec per ſuos heredes, & ſucceſſores turbabunt, moleſtabunt, aut inquietabunt de facto vel de jure in judicio vel extra judicium Dominos Regem & Principem PORTUGALLIÆ nec Reges qui in dicto Regno Portugalliæ regnabunt, nec ſua Regna ſuper poſſeſſione, & quaſi poſſeſſione, in qua ſunt, in omnibus Commerciis, Terris & permutationibus ſive reſignatis Guineæ cum ſuis mineris ſive aurifodinis, & quibuſcumque aliis inſulis, littoribus, ſeu Caſtris, Maris, Terris detectis ſeu detegendis inventis inſulis de Madera, de Portu Sancto, & inſula deſerta, & omnibus inſulis dictis de los Açores, id eſt Accipitrum, & inſulis Florum, & etiam in inſulis de Caboverde, id eſt promontorio viridi, & inſulis, quæ deinceps invenientur, aut acquirentur ab inſulis de Canaria ultra, & circa in conſpectu Guineæ, ita quod quicquid eſt inventum eſt, & detectum, remaneant dictis Regi & Principi de Portugallia, & ſuis Regnis: exceptis dumtaxat inſulis Canaria, Lanzarota, Palma, Forte ventura, la Gomera, Hoſiero, Hagratioſa, Hagran, Canaria, Canariſe & omnibus aliis inſulis de Canaria acquiſitis aut acquirendis, quæ remanent Regnis Caſtellæ, & ita non turbabunt, nec moleſtabunt, nec inquietabunt quaſcumque perſonas, quod dicta mercimonia & contratas Guineæ, ac dictas Terras & littora, aut contratas inventas, & inveniendas nomine aut potentia, & manu dictorum Dominorum Regis & Principis Portugalliæ, (nonnulliſque in eam ſententiam adjectis de Phutenſis Regni jure additum eſt.)

2. Præterea Rex & Regina Caſtellæ & Legionis promiſerunt & conceſſerunt, modo ſupra dicto pro ſe & ſucceſſoribus, ut ſe non intromittant ad inquirendum, & intendendum aliquo modo in conqueſta Regni de Fez, ſicuti ſe non intromiſerunt Reges anteceſſores ſui præteriti Caſtellæ, imò libenter dicti Domini Rex & Principes Portugalliæ, & ſua Regna, & ſui ſucceſſores poterunt proſequi dictam conqueſtam &c. Datum Romæ apud S. Petrum anno M. CCCC. LXXXI. XI. Kal. Julii, Pontificatus noſtri anno X.

ANS de J.C. 1481.

DXVIII.

ANJOU.

(a) *Testament de* CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence, par lequel il légue le Vicomté du Martigues à François de Luxembourg son Cousin; fait plusieurs autres legs à ses Serviteurs & Domestiques: institué Loüis XI. Roi de France & après lui le Dauphin, & autres Successeurs des Rois de France, à l'exclusion de sa propre Sœur Mariée dans la Maison d'Armagnac. Fait à Marseille le 10. Décembre* 1481. Noël Gailhard. Remontrances de la Noblesse de Provence au Roi. pag. 88.

(a) On trouve un Abregé de cette piéce & des deux suivantes, dans les Piéces servant aux Mémoires de Philippe de Comines, & dans le Recuëil de Leonard.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo primo, & die decima mensis Decembris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Sixti divina providentia Papæ quarti anno undecimo. Universis & singulis hoc verum & publicum Instrumentum, visuris, lecturis, ac etiam audituris, tàm præsentibus quàm futuris, evidenter pateat & sit notum quòd cùm nihil morte certius sit, nihilque incertius hora mortis, & in manu Dei mors & vita consistant, ac fragilitatis humanæ conditio nullius status certitudinem habeat, nulliusque divitiis aut potentia à mortis nexibus liberetur, sed omnibus humaniter viventibus mors ipsa comes habeatur: discretione igitur provida consulente melius est sub spe mortis vivere in hoc mundo, & de bonis suis providere & ordinare quàm sub spe vivendi ad mortem subitò pervenire, quia tunc humana conditio mortis cogitatione turbata, & passionum agitata doloribus nequit aliquando illa potissimè quæ animæ saluti congruunt, & rerum temporalium dispositionem concernunt memoriæ commendare. Quapropter Serenissimus & Excellentissimus Princeps & Dominus noster Dominus Karolus Andegaviæ Dei gratia, Hierusalem & Siciliæ Rex, Comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii Comes, sanus mente & in memoria ejus bona persistens, quamvis permittente Altissimo in lecto jaceret infirmitate gravatus, volens & admodùm cupiens dum sibi licet de Regiis Comitatibus, Vice-Comitatibus, Baroniis, Dominiis, Terris, cæterisque bonis & rebus juribusque, fortunis & facultatibus suis ab eo testando disponere, ac etiam ordinare, quòd nulla inter Successores suos imposterùm oriri valeat materia quæstionis, suum ideo Testamentum ultimum nuncupativum suamque ultimam voluntatem, dispositionem & ordinationem finalem fecit, condidit & ordinavit, in modum qui sequitur infrascriptum.

In primis namque & ante omnia ipse Serenissimus Dominus noster Rex Testator, & verus & fidelis Christicola, commendavit animam suam corde devoto & humili Altissimo omnium Creatori Domino nostro Jesu Christo, & gloriosæ beatæque Virgini Mariæ Matri suæ, totique Curiæ Cælestium Supernorum; & voluit & ordinavit corpus suum tumulari atque sepeliri quandoque de hoc sæculo à vita miserabili Christus dignabitur eum vocare, videlicet in Ecclesia Beati Salvatoris Civitatis Aquensis, exequias verò & funeralia fienda & impendenda tàm dùm ejus corpus tradetur Ecclesiasticæ sepulturæ quàm etiam post quandocumque, omninò remisit dispositioni Excellentis Francisci Domini de Luxemburgo ejus consobrini Carissimi, & aliorum suorum executorum infrascriptorum: & pro sua sepultura in eadem Ecclesia Sancti Salvatoris arbitrio & determinatione dictorum suorum gardiatorum & executorum construenda & fabricanda legavit sive reliquit dictus Testator duo millia scuta per hæredem suum infrascriptum semel tantùm exsolvenda. ANS de J.C. 1481.

Item legavit sive reliquit dictus Testator Dominus noster Rex pro fabrica Capellæ Nunciationis, quam fœlicis recordationis Domina Regina Joanna ejus consors in suo ultimo per eam condito Testamento ordinavit fieri construi & fabricari in Ecclesia Venerabilis Conventus Fratrum Prædicatorum dictæ Civitatis Aquensis, ad honorem & laudem gloriosæ beatæque semper Virginis Mariæ, ac exsolvi & exburſari voluit & ordinavit per suum hæredem infrascriptum summam duorum millium quingentorum scutorum semel tantùm.

Item voluit, disposuit & ordinavit memoratus Dominus noster Rex Testator fundari in dicta Capella fabricanda & constituenda in eo loco prope fores sive portas dictæ Ecclesiæ, quem ipse Dominus noster jam designari fecit, unam Missam perpetuam in eadem Capella pro redemptione peccatorum dictæ Serenissimæ Dominæ Reginæ singulis diebus perpetuis temporibus celebrandam; & pro eadem Missa legavit sive reliquit jam dicto Conventui ipsorum Prædicatorum summam annualem tricentarum librarum Turon. de & super pecuniis Gabellæ Salis Rhodani ipsi Conventui anno quolibet per in perpetuum exsolvendas.

Item exinde legavit sive reliquit jam dictus Dominus Rex Testator Venerabili Conventui Fratrum Prædicatorum Ecclesiæ Beatæ Mariæ Magdalenæ Villæ Sancti Maximini, amore Dei, & ad honorem ejusdem gloriosæ Sanctæ, omnes & quoscumque Libros suos, exceptis dumtaxat Libris Medicinæ, quos legavit sive reliquit Egregio Viro Magistro Petro Maurelli ejusdem Serenissimi Domini nostri Regis Physico & Consiliario, tanquàm sibi dilecto, & de ipso optimè merito.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator dicto Venerabili Conventui eorumdem Fratrum Prædicatorum Villæ Sancti Maximini sex millia librarum Turon. ipsi eidem Conventui per hæredem suum infrascriptum, ad opus Fabricæ ipsius Ecclesiæ semel tantùm exsolvenda.

Item pariter legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Testator Ecclesiæ Beatæ Mariæ Villæ de Castro-Ayraudo quondam ejus Domini vulgariter dictæ *la Berlandiere*, sitæ in territorio Vioz, prope eandem Villam Castri Ayraudi, per in perpetuum, cum juribus & pertinentiis suis quibusc. sine quacumque reservatione tacita vel expressa.

Item equidem disposuit, voluit & ordinavit jam dictus Dominus noster Rex Testator constitui, apponi, ordinari & manuteneri in eadem Ecclesia nostræ Dominæ Castri-Ayraudi duos Vicarios, qui Vicarii sint, Venores, & duos Elergonos, ultra numerum consuetum, manutenendos, alimentandos, ac stipendiandos, ad Dei laudem, & pro servitio ipsius Ecclesiæ per in perpetuum, inde & super melioribus denariis à redditibus totius receptæ Vicecomitatus Castri-Ayraudi, propterea prædictæ Ecclesiæ dandis & consignandis, ita quidem quòd ipsis Vicariis & Elergonis sit omni tempore benè & sufficienter provisum.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Ecclesiæ Sancti Juliani Cenoman. pro uno Anniversario annuo, & solùm in eadem Ecclesia, pro salute animarum & remissione peccatorum jam fœlicis recordationis Domini Karoli sui honorandissimi genitoris, & suorum prædecessorum quàm etiam ipsius Testatoris annatim celebrando, tricentas libras Turon. singulis annis perpetuò recipiendas & recuperandas in & super denariis, juribus & redditibus de la Fertè-Bernard.

Item pariter legavit sive reliquit ipse Serenissimus Domi-

ANS de J. C. 1481. Dominus noſter Rex Venerabili & Religioſo Viro Fratri Brancaſſio Bernardi Sacrarum Scripturarum Magiſtro, ejuſdem Domini noſtri ordinario & continuo Confeſſori, amore Dei, & pro ſervitiis ſibi impenſis, ac propter labores quos in ejuſdem Domini noſtri ſervitio toleravit, ſummam quadringentorum ſcutorum auri ſibi exſolvendam per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Venerabili Viro Domino Joanni Cerizier ejus Capellano & Eleemoſinario, quæ fuit quibuſdam quondam deſſariis al. ſibi donatam, pro quadam Miſſa dicenda & celebranda pro ſalute Illuſtriſſimæ Dominæ quondam ejuſdem Domini noſtri Regis genitricis, quam quidem donationem ipſius Domus & ſuprafatam idem Dominus noſter pro quanto opus eſt acceptavit, ratificavit, approbavit, & confirmavit.

Item nihilominùs legavit ſive reliquit cuilibet Eleemoſinariorum ſuorum, amore Dei, & pro ſervitiis ſibi impenſis, ac laboribus quos etiam in ſuo ſervitio tolerarunt, ducenta ſcuta exſolvenda ut ſuprà ſemel tantùm, quorum quidem Eleemoſinariorum nomina & cognomina ſunt hæc, videlicet Dominus Petrus Cureti, Dominus Petrus Berengarii, & Dominus Joannes Cirizier.

Item pariter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator cuilibet ex Cantoribus ſuæ Capellæ centum ſcuta per dictum & infraſcriptum hæredem exſolvenda ſemel tantùm, & hoc amore Dei, & pro ſervitiis ſibi impenſis.

Item legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Joanni Domino Baſtardo de Cenomania Fratri ſuo naturali ſummam duorum millium centorum ſibi exſolvendam per eumdem hæredem ſuum infraſcriptum ut ſuprà ſemel tantùm.

Item etiam legavit ſive reliquit Nobili Domicillæ Marguaritæ de Calabria filiæ naturali æternæ memoriæ Domini Nicolai Ducis Calabriæ & Lotharingiæ, ac ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque in perpetuum octingentas libras Turon. habendas, exigendas, recipiendas & recuperandas annatim in & ſuper denariis, juribus & redditibus Vicecomitatus Caſtri-Ayraudi.

Item pariter præterea jocalia ſupradictæ quondam Dominæ noſtræ Reginæ Joannæ, videlicet *les diamans*, & cæteros lapides pretioſos; reliquas verò bagas legavit ſive reliquit Ludovico Domino de Antonno & Michaëli de Grammont Valletis Cameræ prædicti Domini noſtri Regis Teſtatoris.

Item pariter legavit ſive reliquit jam dictus Excellentiſſimus Dominus noſter Rex Teſtator Excellenti Franciſco Domino de Luxemburgo ejus conſobrino Cariſſimo, & ſuis hæredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque, per in perpetuum proque pluribus gratis & acceptis ſervitiis per ipſum Franciſcum Dominum de Luxemburgo ſibi omni tempore bellorum & pacis fideliter & curioſe præſtitis: item & in compenſationem multorum laborum quos ipſe Franciſcus de Luxemburgo non ſine magnis ſumptibus in ſuo ſervitio toleravit, pro quibus & confeſſus eſt idem Dominus noſter Rex Teſtator ipſi Franciſco Domino de Luxemburgo multum deberi, Vicecomitatum Martici totum cum omnibus juribus, Dominiis, proprietatibus, redditibus, proventibus, ac emolumentis ipſius Vicecomitatus.

Item & cum tenoribus, fortaliciis, domibus, ædificiis, ac omnibus & ſingulis vaſſallis hominibus & fœminis in eodem Vicecomitatu, & locis ac terminis ejuſdem habitantibus & habituris, & cum montibus, planis, ſylvis, nemoribus, garriguis, pratis, paſcuis, deveſiis, & vetatis; ac cum omnibus & ſingulis juribus & pertinentiis ſuis.

Item, pariter cum aquis, aquæductibus, molendinis, furnis, & aliis univerſis & ſingulis rebus & bonis ad dictum Vicecomitatum pertinentibus & ſpectantibus, ac pertinere ſeu ſpectare potentibus & debentibus modo quocumque, & quacumque ratione ſeu cauſa; etiam cum omni Juriſdictione alta & baſſa civili & criminali, meroque & mixto imperio, ac cum omnibus & ſingulis præeminentiis, prærogativis, ſervitutibus, cenſibus & ſervitiis, & demùm generaliter cum omnibus & ſingulis juribus realibus & perſonalibus, & aliis quibuſcumque, quæcumque & qualiacumque ſint, & quocumque nomine. ANS de J. C. 1481.

Item ſimiliter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator ipſi præfato Franciſco de Luxemburgo ultra præmiſſa omnem ejus Tapiſſariam.

Item *& tout le linge* quam & quod ipſe Dominus noſter Rex Teſtator habet & habere poteſt tàm in Loco Caſtri Ayraudi quàm etiam in Francia, ubicumque & penes quoſcumque ſine quacumque diminutione.

Item legavit ſive reliquit Generoſo Scutifero Guillelmo de Montmorenci Domino d'Eſconem ejus Conſiliario & Cambellano, tanquàm de eo optimè merito, pro gratis & acceptis ſervitiis per ipſum Dominum d'Eſconem ſibi libenter & liberaliter præſtitis.

Et item legavit ſive reliquit, & in compenſam & aliqualem retributionem multorum laborum per eum in ejus ſervitio paſſorum & ſubſtentorum, videlicet ſex millia ſcuta ipſi eidem Domino d'Eſconem per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm danda & exſolvenda.

Item legavit ſive reliquit idem Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Ludovico de Miolans Domino de Serve etiam ejuſdem Domini noſtri Cambellano & Conſiliario, tanquàm de eo ſimiliter benè imò optimè merito, & pro gratis & acceptis ſervitiis ſibi utroque tempore bellorum & pacis laudabiliter impenſis & præſtitis, & in compenſam & aliqualem retributionem tantorum laborum quos ipſe Dominus de Serve in ejus ſervitio non ſine magnis ſumptibus toleravit, videlicet ſummam trium milliorum ſcutorum auri eidem Domino de Serve per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm dandam & exſolvendam.

Item pariter Generoſo Scutifero Petro de Leſtrange Domino ejuſdem Loci, ejus Conſiliario & Cambellano, dictus Dominus noſter Rex Teſtator legavit ſive reliquit, tanquàm de eo optimè merito, quandam ejus navem vulgariter appellatam *Sainte Marthe*, cum ſuis furminentis, rebus, bonis, juribus & pertinentiis quibuſcumque.

Item etiam legavit dicto Domino de Leſtrange ultra præmiſſa omnem ejus tapiſſariam quam habet in Provincia ubicumque & in quibuſcumque locis exiſtat, ſine diminutione quacumque.

Item pariter legavit ſive reliquit Generoſo Domino Scutifero Ruffo de Leſtrange Fratri ipſius Domini de Leſtrange mille ſcuta tantùm ut ſupra exſolvenda.

Item legavit ſive reliquit Dominus noſter Rex Teſtator Generoſo Scutifero Yvoni d'Allegre Domino de Rieux etiam ejus Conſiliario & Cambellano, tanquàm ſibi Cariſſimo, & de eo optimè merito, quandam ſuam Navem vulgariter appellatam *Saint Michel*, cum ſuis furminentis, bonis, rebus, juribus & pertinentiis quibuſcumque.

Item nihilo minùs legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator ipſi præfato Domino de Rieux ultra dictam Navem pro viagio per eum faciendo ad Sanctum Jacobum mille ſcuta ſibi ut ſuprà ſemel exſolvenda.

Item pariter legavit ſive reliquit dictus Dominus noſter Rex Teſtator Domino Joanni de Benaud Domino de Villanova ejus Conſiliario & Cambellano, tan-

ANS de J. C. 1481. tanquàm de eo optimè merito, pro servitiis sibi impensis & præstitis, ac laboribus quos in ejus servitio laudabiliter toleravit, videlicet summam mille quingentorum scutorum auri eidem per hæredem suum infrascriptum dandam, & realiter exsolvendam semel tantùm.

Item similiter reliquit sive legavit præfatus Dominus noster Testator Generoso Scutifero Imberto Gasti Domino de Lupo, etiam ejus Consiliario & Cambellano, tanquàm sibi Carissimo, & de eo optimè merito, quandam Navem cum qua ad Insulam Siciliæ transfretat, vulgariter appellatam *la Madalena*, cum suis furminentis, bonis, rebus & juribus quibuscumque.

Item & ultra præmissa sibi legavit sive reliquit idem Dominus noster Testator summam mille scutorum auri eidem per hæredem suum infrascriptum semel tantùm exsolvendam.

Item, equidem legavit sive reliquit memoratus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Gaspari Cussa dicto vulgariter *Gaspar Long*, tanquàm de eo optimè merito: item & pro servitiis sibi hactenùs laudabiliter impensis & præstitis, ac in compensationem laborum quos ipse Gaspar in suo servitio non sine magnis sumptibus toleravit, videlicet summam trium milliorum scutorum ipsi dicto Gaspari per hæredem suum infrascriptum semel tantùm exsolvendam.

Item, legavit sive reliquit ipse Dominus noster Rex Testator Generoso Militi Domino Joanni de Chassa ejus Consiliario & Cambellano, tanquàm de eo benè merito, mille scuta semel tantùm ut suprà sibi exsolvenda.

Item equidem legavit sive reliquit jamdictus Dominus noster Rex Testator Generoso Militi Gabrieli de Montefalione Domino ejusdem loci, ejus Consiliario & Cambellano, velut de eo benè merito, mille scuta auri sibi ut suprà semel tantùm exsolvenda.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Hectori de Montebruno Scutifero Scutiferiæ ac Capitaneo Gardæ ejusdem Domini nostri Regis ad vitam suam tantùm Castellaniam de Primillerieu, cum bonis, rebus, juribus, & pertinentiis suis quibuscumque.

Item, pariter legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Guillermo de Berno Scutifero Scutiferiæ ejusdem Domini nostri, Castellano sive Capitaneo Villæ Castellanæ, pro servitiis per eum ipsi Domino nostro hactenùs fideliter præstitis, & tanquàm de eo optimè merito, summam duorum millium scutorum sibi ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item pariter idem Dominus noster Rex Testator legavit sive reliquit ipsi eidem Guillermo de Berno quoad vixerit ultra præmissam summam duorum millium scutorum dictam Castellaniam sive Capitaneriam jam dictæ Villæ Castellanæ, cum suis bonis, rebus, juribus, fructibus & redditibus quibuscumque, & alio modo & forma quibus eandem Castellaniam sive Capitaneriam hactenùs tenuit & possedit.

Item, legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Antonio de Gimel Cambellano & Consiliario ipsius Domini nostri, tanquàm de eo optimè merito, mille scuta auri semel tantùm sibi ut suprà exsolvenda.

Item etiam legavit sive reliquit Generoso Scutifero Herno de Brancais Scutifero Scutiferiæ præfati Domini nostri, tanquàm de eo optimè merito, similem summam mille scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam, & hoc tàm contemplatione matrimonii per eum noviſſimè contracti medio favore & ad intercessionem ipsius Domini nostri cum Nobili Domicella Perreta Simone ejus uxore, quàm etiam pro servitiis & beneplacitis per eum sibi impensis & præstitis: item & pro laboribus quos in suo servitio toleravit. ANS de J. C. 1481.

Item, legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Pregent de Crolhon sui Hospitii Magistro, tanquàm de eo optimè merito, pro gratis servitiis per eum sibi hactenus impensis & præstitis, pro quibus sibi multum debetur, sexcenta ipsi eidem Pregent semel tantùm insuprà exsolvenda.

Item equidem legavit sive reliquit ipse Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Renato de Crolhon pariter Magistro Hospitii ipsius Domini nostri Regis, tanquàm de eo optimè merito, similem summam sexcentorum scutorum insuprà semel tantùm exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Nobili Scutifero Ludovico de Hectrai Magistro Hospitii prædicti Domini nostri Regis, tanquàm de eo optimè merito, parem summam sexcentorum scutorum ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Guillermo Pierre pariter Magistro Hospitii dicti Domini nostri Regis, tanquàm de ipso Domino nostro benè merito, parem summam sexcentorum scutorum ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Testator Egregio & Nobili Viro Magistro Petro Domino de Gravesione Artium & Medicinæ Magistro ac Physico, & Consiliario ejusdem Domini nostri Regis, pro pluribus gratis & acceptis servitiis per ipsum Dominum de Gravesione sibi ei hactenùs diligenter & laudabiliter præstitis, & pro aliqua satisfactione eorumdem summam duorum millium scutorum in suprà semel tantùm exsolvendam.

Item legavit sive reliquit Domino Egregio & Nobili Viro Magistro Petro Maureli Artium & Medicinæ Magistro, tanquàm de eo optimè merito, & hoc in solutum, pagam & satisfactionem, ac pro resta gagiorum suorum sibi debitorum, tàm pro tempore quo servivit æternæ memoriæ Domino Karolo Illustrissimo & recolend. genitori suo, quàm etiam sibi, ac equidem pro pluribus servitiis & beneplacitis sibi hactenùs laudabiliter præstitis.

Item & in compensam laborum quos idem Magister Petrus in servitio prædicti Domini nostri Regis, non sine magnis expensis & sumptibus toleravit.

Item & propter eumdem Magistrum Petrum ac ejus amore & gratia suis hæredibus & successoribus quibuscumque quandam Domini nostri Regis Testatoris metariam vulgariter appellatam de Biou, sitam in Baronia de la Ferté Bernard, cum suis juribus, pertinentiis, & dependentiis universis; aut si maluerit summam duorum millium scutorum sibi eidem Magistro Petro Maureli semel tantùm exsolvendam, & in hoc eidem optionem nihilominùs reservavit.

Item similiter legavit sive reliquit Generoso Scutifero Simoni Tinteveau, tamquàm de dicto Domino nostro Rege benemerito, summam sexcentorum scutorum in suprà semel tantùm dandam atque exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit infrascriptis, videlicet Generosis Scutiferis Georgio & Antonio Valori, Maturino de Sancto Masse, Domino de Mossa, Petro d'Aubigni, Simoni de Anglura, Petro Fretart, Ludovico Petri, Joanni Chaperon, & Claudio de Brisai, Scutiferis suis dilectissimis, tanquàm benemeritis & condignis, summam quatuor millium scutorum semel tantùm in suprà exsolvendam, & inter eos æquis portionibus dividendam.

Item

ANS Item pariter legavit sive reliquit idem Dominus
e J. C. noster Rex Testator Generoso Scutifero Bonifacio
1481. de Castellana ejus Scutifero & domestico sibi dilecto, tanquàm de eo optimè merito, & pro servitiis & beneplacitis sibi hactenùs fideliter & laudabiliter præstitis.

Item & in compensam multorum laborum quos Bonifacius ipse in suo servitio toleravit, summam sexcentorum scutorum ut suprà eidem semel tantùm exsolvendam; & nihilominùs legavit sive reliquit Georgio de Castellana, ipsiusmet Bonifacii Fratri, etiam Scutifero dicti Domini nostri Regis Testatoris, similem summam sexcentorum scutorum ut suprà exsolvendam.

Item legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Testator Generoso Scutifero Joanni de Glandeves Domino de Porreriis equidem Scutifero ejus dilecto, ut de eo optimè merito, parem summam sexcentorum scutorum in supra semel tantùm exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Bernardo de Series etiam ejus Scutifero, tanquàm de ipso optimè merito, summam mille scutorum eidem semel tantùm in suprà exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit ipse Dominus noster Rex Testator Claudio de Chastains, tanquàm sibi dilecto, & de eo benemerito, summam sexcentorum scutorum semel tantùm in suprà eidem exsolvendam.

Item exinde legavit sive reliquit Dominus noster Rex Testator Reverendo Patri Domino Joanni Colereau Sanctæ Sedis Apostolicæ Protonotario Decano Castri Ayraudi ejus Secretario sibi Carissimo, tanquàm de eo optimè merito, & pro servitiis & beneplacitis ipsi Domino nostro hactenùs fideliter & laudabiliter præstitis, necnon in compensam & retributionem multorum laborum quos ipse Dominus Protonotarius & Decanus in suo servitio non sine magnis sumptibus toleravit, summam mille scutorum sibi eidem Domino Protonotario & Decano per hæredem suum infrascriptum semel tantùm exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Testator Nobili Viro Magistro Macegauvain Secretario ejus dilecto, ut de eo adinstar jam dicti Domini Protonotarii & Decani benemerito, ex causis præmissis, videlicet summam quingentorum scutorum eidem Magistro Masse semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item equidem legavit sive reliquit Nobili Viro Magistro Joanni Lange Secretario suo dilecto, tanquàm de eo etiam benè merito, ex causis præmissis, similem summam quingentorum scutorum eidem ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Nobili Viro Magistro Joanni Defarges Secretario ejus dilecto, tanquàm de ipso optimè merito, ad instar prædictorum Secretariorum, similem summam quingentorum scutorum semel tantùm ut suprà eidem exsolvendam.

Item, pariter legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator ac exsolvi voluit & ordinavit Gaufrido Tallamer ejus Secretario tàm pro complemento solutionis duorum millium florenorum sibi debitorum, ac exsolvi jussorum & ordinatorum per fœlicis recordationis Dominum Regem Renatum ejus Patruum honorandissimum, quàm etiam proque pluribus gratis & acceptis servitiis per eumdem Tallamer præstitis, ac etiam in compensam & retributionem laborum quos Tallamer ipse in suo servitio omni tempore toleravit, summam mille scutorum auri sibi ut suprà dandam & exsolvendam, ita quidem quòd dictis mille scutis priùs exsolutis ipse Tallamer nihil ultra petere possit pro dicta summa duorum millium florenorum, quin imò ipsis mille scutis mediantibus de summa ipsa tacitus remaneat & contentus. ANS de J. C. 1481.

Item, pariter legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Testator Boysseto de Antonio Valleto Cameræ ejusdem, tanquàm de eo optimè merito, & pro gratis acceptis servitiis per ipsum sibi laboriose præstitis quadringenta scuta auri semel tantùm ut suprà exsolvenda.

Item Michaëli de Grammont Valleto Cameræ sibi dilecto, & de eo optimè merito, similem summam quadringentorum scutorum, & jam semel tantùm exsolvendam; & ultra hæc legavit sive reliquit dictis Boysseto & Michaëli omnes bagas supradictæ Illustrissimæ Reginæ Joannæ, præter *les diamans*, & cæteros lapides pretiosos, quos ut suprà demonstratum est legavit Domicillæ Margaritæ de Calabria.

Item legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Testator, ac exsolvi voluit & ordinavit Thomæ Lami, tàm pro servitiis per eum sibi præstitis, quàm etiam pro quadringentis scutis per ipsum Thomam de Sua propria pecunia exbursatis in rebus extraordinariis, sive *aux menus plaisirs* præfati Domini nostri summam octingentorum scutorum ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item etiam legavit sive reliquit Joanni Boëri ejus Barberio & Valleto Cameræ centum scuta auri in suprà semel tantùm exsolvenda.

Item pariter legavit sive reliquit dictus Testator Guise ejus Heraudo, tanquàm sibi dilecto, & de eo benè merito, & pro servitiis eidem præstitis & laboribus susceptis, summam quingentorum scutorum auri semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Testator omnibus & singulis Officiariis Domus suæ absentibus & præsentibus, quos voluit ut infrà nominari, tanquàm de eo deque tota eadem domo sua benè meritis, & sibi optimè dilectis, & pro servitiis & beneplacitis per ipsos & quemlibet ipsorum in eorum Officio præstitis & impensis: item & pro laboribus quos in suo servitio toleraverunt, summas sequentes, & in modum qui sequitur infrascriptum, Paneterio primo Hugueto Briot, Somelerio scuta centum, Guillermo Guilteroni etiam Somelerio centum scuta, Robino de Sinier Somelerio scuta centum, Petro Episcopi Somelerio centum scuta, Perrineto Tocheti Bolangerio scuta centum, Eschanssonerio Guillermo Audardy Somelerio scuta centum, Charloto Charpanterii etiam Somelerio dictæ Eschanssoneriæ scuta centum, Andreæ Ciciliæ Somelerio ad idem scuta centum, Hectori Cornuam etiam Somelerio scuta centum, Girardo de Bellegarde *Ayde* Eschanssonneriæ scuta centum, Jacobo Cardinati Portitori Eschanssonneriæ scuta centum, Martino Guigoneau Scutifero Coquinæ centum scuta, Joanni Sausoni etiam Scutifero Coquinæ scuta centum, Nicolao Jannoti Scutifero Coquinæ centum scuta, Petro Viam dicto Ponetoar Coquo scuta centum, Salgrenée scuta centum, Petro Popetau Portitori Coquinæ scuta centum, *Aides de Cuisine*, Abello Hussoni, Joanni Bezansoni, Jaspino & Piono, Guillermo Borgesii, Servitori aquæ Coquinæ, videlicet cuilibet ipsorum scuta centum, quæ omnia exsolvi debeant semel tantùm, Saussieriæ, Joanni Petit & Guillermo Toreau Saussieriis, cuilibet ipsorum scuta centum, Fourrerio, Jacobello Fourrerio scuta centum, Ludovico Rouloni Fourrerio scuta centum, Champiño etiam Fourrerio scuta centum, Domengeon de Trinquet dicto Moreo Fourrerio scuta centum, Colmeto Fourrerio scuta centum, Guillermo Fourrerio scuta centum, Ludovico Maleume etiam scuta centum ut suprà semel tantùm exsolvenda, Escuyerio Chastelherault le Poursuivant dicto Perrineto scuta centum, Ludovico Radoel dicto

ANS de J. C. 1481. Verjult Armurario scuta centum, Joanni le Chevaucheur centum scuta, Antonio Chaussemille Chevaucheur scuta centum, Joanni de Campis Chevaucheur scuta centum, Artaudo Chevaucheur scuta centum, Guilberto Villart Chevaucheur scuta centum, Haguemaut Palefernerio scuta centum, Joanni de Lespinai Palefernerio scuta centum, Thomassio Davril Valleto Stabuli scuta centum: item Mauro Valleto Stabuli etiam scuta centum, Yvoni Checourt Porterio scuta centum, Joanni Iade etiam Porterio scuta centum semel tantùm ut suprà exsolvenda.

Item similiter legavit Dyonisiæ Levanderiæ domus dicti Domini nostri Regis pro laboribus per eam susceptis in servitio ejusdem Domini nostri Testatoris, & in illorum compensam & retributionem scuta centum.

Item pariter non solùm ratificavit dictus Dominus noster Rex Testator quandam donationem al. factam dictæ Dyonisiæ de quadam metaria vulgariter appellata Bessa sita in territorio Villæ Castri Ayraudi, videlicet circa quartam partem unius leucæ prope eandem Villam, verùm etiam jam dictam metariam ipsi Dyonisiæ & suis hæredibus & successoribus quibuscumque, legavit sive reliquit, cum juribus, pertinentiis & appendentiis universis.

Item pariter legavit sive reliquit Joanni Demont marito dictæ Dyonisiæ, Huisserioque ipsius Domini nostri Regis, pro servitiis sibi præstitis, & laboribus quos in ejus servitio toleravit, scuta centum ut suprà exsolvenda.

Item similiter legavit sive reliquit memoratus Dominus noster Rex Testator infrascriptis suis Valletis Custodiæ Rauxonnæ, sive *valets de garderobe*, tanquàm sibi dilectis, & de eo beneméritis, pecuniarum summas sequentes semel tantùm ut suprà exsolvendas, videlicet Collino Guinoti scuta centum, Adheurè scuta centum, & Petro Tillet alia scuta centum semel tantùm exsolvenda.

Item pariter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex suis Tubicenis sive *Trompettes*, etiam de eo beneméritis, & ab ipso dilectis, quos voluit nominari, summas sequentes ut suprà semel tantùm exsolvendas.

Primò Michaëli de la Haye scuta centum.
Item Henrico Bonihois scuta centum.
Item Joanni Desiderii scuta centum.
Item Francisco Blanqui scuta centum.
Item Antonio Galaudi scuta centum.
Item & Girardo Auvelli scuta centum.

Item equidem legavit sive reliquit ipse Dominus noster Rex Testator honestæ mulieri Colletæ Chardone ejus nutricæ, tanquàm sibi dilectæ, & de eo optimè meritæ, mille scuta auri ipsi eidem Colletæ semel tantùm ut suprà exsolvenda.

Item similiter legavit sive reliquit jam dictæ Colletæ & suis hæredibus & successoribus quibuscumque per in perpetuum ultra dictam summam mille scutorum quoddam vulgariter appellatum *le Pred de Vienne*, cum juribus, redditibus, pertinentiis, appendiciis & dependentiis suis quibuscumque.

Item pariter legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Testator Gerardo Guinoti Valleto Cameræ ipsius Domini nostri, tanquàm de eo benè merito, ac suis hæredibus & successoribus quibuscumque per in perpetuum, & pro servitiis per eum sibi libenter ac liberaliter præstitis *les Bordes*, cum suis juribus, redditibus, pertinentiis, appendiciis & dependentiis quibuscumque.

Item similiter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Testator cuilibet ex Sagittariis sive Archeriis suæ Custodiæ sive Gardæ absentibus sive præsentibus centum scuta semel tantùm ut suprà exsolvenda.

Item legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Testator Joanni de Fosse Scutifero familiarique domestico fideli suo dilecto, tanquàm de ipso benemerito, vita sua durante tantùm Capitaniam de Castri de Lair, cum juribus, redditibus, & emolumentis, pertinentiisque, appendentiis & dependentiis suis universis. ANS de J. C. 1481.

Item pariter Joanni Chaperon & ejus uxori legavit sive reliquit pro servitiis & beneplacitis sibi libenter & liberaliter hactenùs præstitis mille libras Turon. semel tantùm ut suprà exsolvendas.

Item similiter legavit sive reliquit ipse Excellentissimus Dominus noster Rex Testator quandam ejus Caravellam dictam Chamore, Joanni Saloni tanquàm sibi dilecto, cum suis furminentis, bonis, rebus, juribus, & pertinentiis universis.

Item voluit & ordinavit idem Dominus Rex Testator Nobilibus Ludovico & Guillermo Boquini filiis & hæredibus Bernardi Boquini quondam eorum patris mercatoris hujus Civitatis Massiliæ, dari, exsolvi & deliberari mille scuta ejusdem hæredibus debita causa empturis, & pro pretio certarum mercantiarum per dictum quondam Bernardum Boquini venditarum, traditarum & expeditarum de tempore fœlicis recordationis Domini Regis Renati, & quas mercantias idem Rex ab ipso Bernardo diebus suis ad opus ejus recipi fecit atque mandavit, & hoc per hæredem suum infrascriptum semel tantùm.

Item pariter voluit & ordinavit ipse Dominus noster Rex Testator exsolvi, tradi & deliberari Nobili Georgio de Beigneto mercatori dictæ Civitatis Massiliæ, per hæredem suum infrascriptum semel tantùm ut suprà, videlicet summam mille centum florenorum sibi eidem Gregorio debitorum, pro certis expensis per eumdem Gregorium factis in Nave vulgariter appellata *la Marthe*.

Item equidem exsolvi voluit & ordinavit memoratus Testator hæredibus Nobilis Juvenalis Vento quondam mercatoris jam dictæ Civitatis per hæredem suum infrascriptum, semel tantùm ut suprà, summam quingentorum florenorum eisdem hæredibus debitorum causa veri mutui d. supradicto Domino Regi Renato diebus suis facti.

Item denique voluit & ordinavit dictus Dominus noster Rex Testator exsolvi realiter & cum effectu omnia & quæcumque ipsius Domini nostri Testatoris debita, de quibus legitimè apparuerit sine lite & contradictione quacumque.

Item tandem & pariter voluit & ordinavit ipse jam dictus Dominus Rex Testator satisfieri suis omnibus & singulis servitoribus de eorum & cujuslibet ipsorum gagiis qualitercumque debitis usque in præsentem diem inclusivè.

Item voluit nihilominùs & ordinavit exsolvi realiter & cum effectu Guillelmo Chauveti ejus Taillanderio sive Sartori id quod sibi justè debetur tàm causa sui laboris quàm aliter quomodocumque, & præterea eidem legavit sive reliquit, tanquàm de eo optimè merito, mille libras Turon. sibi ut suprà semel tantùm exsolvendas.

Item tandem præfatus Dominus noster Rex Testator quocumque jure Officiales, majores scilicet & minores, cujuscumque sint Officii, authoritatis seu dignitatis, & quocumque nomine, sive vocabuli nuncupentur, ratificavit & confirmavit, ad eos & quemlibet ipsorum, in eorum & cujuslibet ipsorum quoad vixerint Officiis manuteneri & conservari voluit & ordinavit per hæredem suum infrascriptum, sine quacumque mutatione.

Et quia hæredis institutio est caput & fundamentum cujuslibet Testamenti, ultimæ voluntatis & dispositionis finalis, dictus Serenissimus Dominus noster Rex Testator, ob id & ex certis aliis causis moventibus justè & rationabiliter mentem ejus, his melioribus modo, via & forma quibus de jure, more, ritu, stilo vel consuetudine facere potest & debet in omnibus, universis & singulis Regnis, Comitatibus,

ANS bus ; Vicecomitatibus, Baroniis, Terris, Domi-
e J. C. niis, rebus, bonis, actionibus, juribus, ration-
1481. bus, fortunis & facultatibus sive mobilibus & immo-
bilibus, ac per se moventibus, ac nominibus debi-
torum ad eumdem Serenissimum Dominum nostrum
Regem Testatorem de jure, more, ritu, stilo, &
consuetudine : & item quavis ratione, occasione si-
ve causa pertinentibus, competentibus & spectanti-
bus, seu pertinere & spectare potentibus & debenti-
bus, nunc vel in futuris, videlicet præsentibus ac fu-
turis, quæcumque, qualiacumque & quantacumque
sint, & in quibuscumque locis, Terris, prætiis ac
regionibus, & penes quascumque personas existant,
& quocumque nomine seu vocabulo nuncupentur,
fecit, instituit & ordinavit, ac ore suo proprio no-
minavit sibi hæredem suum universalem & in solidum
Christianissimum ac Excellentissimum Principem
Dominum Dominum Ludovicum Dei gratia Franco-
rum Regem ejus consobrinum ac Dominum Carissi-
mum atque Reverendissimum, & post eum Illustris-
simum & Clarissimum Principem Dominum Karo-
lum Dalphinum ejusdem Excellentissimi Domini
Francorum Regis primogenitum, & consequenter
omnes & quoscumque successores suos descendentes
ex Corona Franciæ, per quem siquidem Christianis-
simum ac Præclarissimum Dominum Francorum Re-
gem tanquàm hæredem suum universalem ac in soli-
dum idem Serenissimus Dominus noster Rex Testa-
tor exsolvi, exequi, compleri & adimpleri voluit
ac ordinavit omnia ut suprà per eum legata, relicta,
dispositа & ordinata, post ipsius Domini nostri Re-
gis fœlices dies : post hæc autem præfatus Serenis-
simus Dominus noster Rex Testator, de ejus certa
scientia ac proprio motu instructus, Patriam suam
Provinciæ ac Terras illi adjacentes ipsi Christianis-
simo Domino Francorum Regi hæredi suo jam dicto
mente & animo commendavit, eumdemque Christian-
issimum Regem Dominum studiosè rogavit ac humili-
ter deprecatus est, rogatumque facit atque deprecatur
per hoc suum ultimum Testamentum ut pro Deo &
amore quem ipse Dominus noster Rex Testator habet
ac visceribus gerit erga ipsum dictum Clarissimum
Dominum Dalphinum Patriam ac Terras ipsas adja-
centes non solùm intuitu precium suarum, quas ite-
rùm ac iterùm preces precibus accumulando infundit,
suscipiat amabiliter, commendatissimè, ac brachiis
suæ humanitatis ac mansuetudinis amplectatur, ve-
rùm etiam in suis Pactionibus, Conventionibus, Pri-
vilegiis, Libertatibus, Franchisiis, Statutis, Ca-
pitulis, Exemptionibus ac Prærogativis : etiam &
item in Usibus, Ritibus, Moribus, Stilis, ac lau-
dabilibus Consuetudinibus, quas, quæ & quos ac-
ceptare, ratificare, approbare ac confirmare dignetur
ac velit, quemadmodum idem Dominus noster Rex
Testator post fœlices dies æternæ recordationis Do-
mini Regis Renati ejus immediati Prædecessoris, ac
Patrui recolendi, in Consilio Trium Statuum dictæ
Patriæ Provinciæ ratificavit, acceptavit, approbavit,
confirmavit, ac observare, tenere & adimplere, te-
nerique, observari, mandari, & cum effectu facere
pollicitus est, ac jurejurando promisit, suscipiat,
habeat, manuteneat ac defendat, easdemque Patriam
ac Terras adjacentes etiam amplioribus privilegiis,
gratiis ac beneficiis prosequatur.

Item pariter jam dictus Dominus noster Rex Tes-
tator subsecutivè memoratum Christianissimum Do-
minum Regem Francorum hæredem suum rogavit,
& quàm humiliter deprecatus est, rogatque ac depre-
catur hujusmodi sui Testamenti tenore, non vulga-
riter quidem, sed ita ut non majori studio magisve ex
animo rogare ac deprecari possit quatenùs Francisc-
um Dominum de Luxemburgo consobrinum suum dilec-
tissimum commendatum, imò commendatissimum
habeat ac suscipiat, & in ejus servitio ac penes se re-
tineat, sibique nedùm Vicecomitatum Marticii, &
cætera quæ ut suprà eidem Francisco legavit sive reli- ANS.
quit, acceptet, ratificet & approbet, ac in quantum de J. C.
opus erit, iterùm ac de novo det, donet atque con- 1481.
cedat, & incommutabiliter teneat ac observet, quin
imò pro ejus amore ipsum eumdem Franciscum Do-
minum de Luxemburgo, cùm sit sibi & singulari
amicitia & tanta consanguinitate conjunctus & arctiùs
copulatus carum habeat, ac gratiis atque majoribus
beneficiis prosequatur amabiliter.

Item consecutivè memoratus Dominus noster Rex
Testator dictum Excellentissimum Dominum Fran-
corum Regem hæredem suum magnopere rogavit &
deprecatus est, rogat & humiliter deprecatur per hoc
suum ultimum Testamentum, & Officiales suos ma-
jores & minores communiter omnes, & particulari-
ter quemlibet illorum cujuslibet sui Officii, autho-
ritatis sive dignitatis quoad vixerint in eorum & cu-
juslibet eorumdem Officiis sine quacumque mutatio-
ne manuteneat, contineat & observet, & pro quanto
opus erit confirmet, eosque generaliter particulariter
quandocumque benè ac fideliter egerint caros habeat,
protegatque, & amabiliter prosequatur.

Item exinde dictus Dominus noster Rex Testator
ipsi præfato Christianissimo Domino Francorum Re-
gi quatenùs ex Sagittariis sive Archeriis suis vulgariter
appellatum *le grand Picard* providendum & amabili-
ter prosequendum singulariter commendavit : Gar-
diatores verò & hujus sui ultimi Testamenti nuncupa-
tivi seu voluntatis extremæ ac dispositionis finalis
executores fecit, constituit ac ordinavit jam dictus
Excellentissimus Dominus noster Rex Testator Ex-
cellentes ac strenuos Ludovicum Dominum Bastar-
dum Cenomaniæ Fratrem naturalem, supradictum
Franciscum Dominum de Luxemburgo consobri-
num, Joannem Dominum Bastardum de Harainona
Senescallum Cenomaniæ Cambellanum, Reverendos
Patres Patres Elziarum Garnerii Priorem Sancti Maxi-
mini & Brancassium Bernardi Sacrarum Scripturarum
Magistros, Confessores & Consiliarios ipsius Domi-
ni nostri Regis, absentes tanquàm præsentes, &
quemlibet ipsorum in solidum ; ita quidem quòd pri-
mitùs occupantis conditio potior non existat, sed
quod unus ipsorum inceperit alter prosequi valeat,
mediator prætereat & finire ac ducere totaliter ad ef-
fectum, rogans eos ac eorum utrumque per fideicom-
missum, ac omnia & singula per eum ut suprà dispo-
sita ac fieri ordinata faciant debita executione comple-
ri ; quibus propterea ac eorum utrique dedit tribus
ac concessit dictus Serenissimus noster Rex Testator,
de certa sua scientia, consultò ac deliberatò, plenam
licentiam ac omnimodam potestatem & speciale man-
datum prædicta omnia faciendi, debere complere,
ac demùm generaliter omnia alia ac singula faciendi ac
exequendi quod quilibet verus ac legitimus executor
Testamentorum facere potest tàm de consuetudine
quàm de jure, & gardiatores ac executores ipsi co-
gantur circa præmissa propriis sumptibus militare :
præfatus ergo Dominus noster Rex Testator legavit
sive reliquit cuilibet ipsorum gardiatorum ac executo-
rum pro eorum labore mille scuta auri per jam dictum
Excellentissimum Dominum Francorum Regem hæ-
redem suum universalem semel tantùm exsolvenda :
hoc autem est & esse voluit dictus Serenissimus Do-
minus noster Rex Testator, de certa ejus scientia,
suum ultimum Testamentum, & suam ultimam vo-
luntatem sive dispositionem finalem omnium Regno-
rum, Comitatuum, Vicecomitatuum, Baronias,
Terras, & Dominiorum, cæterorumque bonorum,
rerum, jurium, fortunarum, & facultatum suarum,
& suorum præsentium & futurorum ; quod & quam
valere voluit jure Testamenti ultimi nuncupativi fir-
mi & validi, ac voluntatis extremæ, & dispositionis
finalis ; & si non valeat jure Testamenti ultimi nun-
cupativi, voluit saltem quòd valeat jure Codicillo-
rum, & donationis causa mortis, vel ut cuilibet vo-
lunta-

ANS de J. C. 1481.

Juntatis extremæ, & alt. eo jure, ritu, ſtilo, more ſeu conſuetudine quo ſeu qua meliùs ac firmiùs valere poterit & tenere; caſſans, rumpens, irritans penitùs & annullans præfatus Dominus noſter Rex Teſtator, de certa ſua ſcientia, ut ſuprà, per hoc ſuum Teſtamentum ultimum nuncupativum, & ejus virtute omnia alia Teſtamenta, Codicillos & donationes cauſa mortis, & quaſcumque ultimas voluntates per eum ſi quæ ſive hinc retrofactas & facta, & ipſis omnibus rejectis, & pariter annullatis, iſtud valere voluit & tenere, ac habere de cætero roboris perpetuam firmitatem; ſuppleens nihilominus de ſuæ Poteſtatis plenitudine omnem defectum ac ſolemnitatem tàm Juris quàm facti, ſi quis forſan intervenerit in præmiſſum & contra quodlibet præmiſſorum atque volens inſuper quòd omnes ſolemnitates & clauſulæ quæ in Teſtamentis Regum & Principum ex more, ritu, ſtylo & conſuetudine, vel etiam de jure conſueverunt apponi pariter & deſcribi hoc in eodem Teſtamento ſic intelligantur ac ſi particulariter & ſigillatim in eodem deſcripta, annotata & expreſſa forent: rogans inſuper & requirens dictus Excellentiſſimus Dominus noſter Rex Teſtator Magiſtros Egregioſque & honorabiles Viros teſtes infraſcriptos per eum in primis notos, cognitos, & ſingulariter nominatos, ut de prædictis omnibus & ſingulis ut ſuprà per ipſum legatis, relictis, diſpoſitis, & fieri ordinatis, tanquàm teſtes ad hæc omnia convocati, dum locus & tempus aſſicerint, ferant utique Teſtimonium veritatis: me quoque Gaufridum Tallamer civem Aquenſem, ejuſdem Domini noſtri Regis Teſtatoris Secretarium, & Notarium publicum, & Collegam meum infraſcriptum, rogatos & juſſos fecit, ac ſimiliter requiſivit idem Excellentiſſimus Dominus noſter Rex Teſtator, & memorato Chriſtianiſſimo ac Excellentiſſimo Domino Francorum Regi hæredi ſuo Cariſſimo & Honorandiſſimo, ac omnibus aliis & ſingulis quorum intereſt & intererit vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, quàm primùm requiſiti facere & extrahere debeamus publicum & publica & tot quot ſcilicet habere voluerit Inſtrumentum & Inſtrumenta, quod & quæ ſemel & pluries ac toties quoties opus erit poſſit & poſſint dictari, corrigi, refici & emendari, addendo & detrahendo Concilios dictamine cujuſlibet in Jure periti, facti tamen ſubſtantia in aliquo non mutata. Acta fuerunt hæc omnia recitata Maſſiliæ in domo dicti Domini noſtri Regis, videlicet in Camera in qua Rex ipſe Dominus noſter ægrotus jacebat. Præſentibus ibidem Reverendiſſimis Patribus, Magnificiſque, Egregiis, Nobilibus & Honorabilibus Viris Fratribus Elziario Garneri Priori Sancti Maximini, Brancaſſio Bernardi, Ordinis Prædicatorum, Sacrarum Scripturarum Magiſtris Confeſſoribus, Magiſtro Petro Robini Phyſico, Domino de Graveſione, Joanne Baptiſta de Morano, Domino de Carcairana, cive Arelat. Matelino de Saint Mas, Domino de Moſſa, Stephano Frenart, Hoctore de Montebruno Capitaneo Gardæ, Bernardo de Sara, Conſiliariis Scutiferis, Joanne de Rieux Apoticario, & Joanne Salonis loci Inſulæ Martici, domeſticis & familiaribus prædicti Domini noſtri Regis: Item & Fulcone de Senaſſio, Karolo Gaſſini, Conſulibus, Domino Bertrando Duranti, Jurium Doctore, Guillermo Paulo, Gregorio de Langueto, & Ludovico Boquini, tàm Burgenſibus quàm mercatoribus dictæ Civitatis Maſſiliæ, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis, notis, cognitis, & per ipſum Dominum noſtrum Regem Teſtatorem ut ſuprà ſingulariter nominatis, & me Gaufrido Tallamer Regis Secretario, ac me Jacobo Gaufridi Regis Secretario, &c.

Extrait des Archifs du Roy en ſon Pays de Provence, & du Regiſtre où le Teſtament cy-deſſus tranſcrit eſt regiſtré, avec tous autres Teſtamens & Codicilles, & à iceluy collationné par Nous Conſeillers du Roy, Secretaires & Archivaires pour Sa Majeſté en Provence, ſouſſignez.

ANS de J. C. 1481.

MALBEC & BOISSON.

Extrait des Regiſtres du Bureau des Finances de la Generalité de Provence par Nous Conſeiller, Secretaire du Roy, Greffier en iceluy, ſouſſigné.

TRAVERSERY.

DXIX.

Premier Codicile de CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence. Fait à Marſeille le* 11. *Décembre* 1481. Noël Gailhard. Remonſtrances de la Nobleſſe de Provence au Roi. pag. 100.

ANS de J. C. 1481. ANJOU.

Codicillus Sereniſſimi ac Excellentiſſimi Principis & Domini noſtri Domini Karoli Andegaviæ, Dei gratia Hieruſalem, Siciliæ Regn. Regis, Comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii Comitis.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno Incarnationis ejuſdem milleſimo quadringenteſimo octuageſimo-primo, & die undecima menſis Decembris, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Sixti divina providentia Papæ quarti anno undecimo. Univerſis ac ſingulis hoc verum & publicum Inſtrumentum viſuris, lecturis, ac etiam audituris, evidenter pateat ac ſit notum qualiter Sereniſſimus ac Excellentiſſimus Princeps ac Dominus noſter Dominus Karolus Andegaviæ Dei gratia Hyeruſalem, Siciliæ Rex, Comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii Comes, non immemor, imò commemoratus, & in ejus mente recolens die herina, quæ fuit decima dicti menſis Decembris, ſuum condidiſſe Teſtamentum, extremam voluntatem & diſpoſitionem finalem ſumptum & ſumptas per me Gaufridum Tallamer ejuſdem Domini noſtri Regis Secretarium ac Notarium publicum & Collegam meum infraſcriptum, & in eodem Teſtamento; poſtquàm plurima legata per eum facta & ordinata ſibi hæredem univerſalem & in ſolidum inſtituiſſet, feciſſet, & ordinaſſet, ac ore ſuo proprio nuncupaſſet Chriſtianiſſimum ac Excellentiſſimum Principem & Dominum noſtrum Dominum Ludovicum eadem Dei gratia Francorum Regem conſobrinum & Dominum ſuum Cariſſimum & honorandiſſimum, quemadmodum in Teſtamento ipſo ſic & pleniùs continetur: hinc eſt quia præfato Excellentiſſimo Domino noſtro Regi & unicuique licitum eſt ac etiam permiſſum de jure uſque ad extremum vitæ codicillari, ac etiam Codicillos & Teſtamenta unum & plura facere ac ordinare; quapropter dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex ſanus mente, & in ſua bona exiſtens memoria, firmaque, rationabili & diſerta loquela, gratiâ Jeſu Chriſti, licet jacens permaneat in lecto quadam prot. dolor. infirmitate gravatus, volens & admodum cupiens Codicillare, & Codicillare Codicillando aliqua ipſo Teſtamento ſuo addere quæ ſibi à voto ſuo aſſidua & deſiderabili meditatione concurrunt: ex his igitur & aliis juſtiſſimis cauſis moventibus ad hoc ſingulariter mentem ejus, memoratus Sereniſſimus Dominus noſter Rex, ſcienter, conſultè ac deliberatè Codicillando, ut ſibi fas eſt, prædicto ſuo Teſtamento addidit ea omnia particulariter quæ ſequuntur.

In primis namque ipſe memoratus Dominus noſter Rex ſic Codicillando legavit ſive reliquit Magiſtro Legum eximio Profeſſori Domino Joanni de Luperiis ipſius Domini noſtri Regis Conſiliario & Cambellano, tanquàm de eo optimè merito, & maximè pro multis ſervitiis & beneplacitis ſibi præſtitis, & in com-

ANS de J. C. 1481.

compensam pariter retributionem & satisfactionem plurimorum laborum quos ipse Dominus Joannes de Luperiis diligenter & curiose in ejusdem Domini nostri servitio non sine magnis sumptibus toleravit.

Item & pro satisfactione gagiorum suorum sibi adhuc debitorum de tempore quo secum fuit, de quibus hactenùs non sibi extitit integraliter satisfactum, summam videlicet trium millium scutorum per supradictum Christianissimum Dominum Francorum Regem, tanquàm hæredem suum universalem & in solidum semel tantùm ipsi eidem de Luperiis dandam & exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex justè & non indignè motus generosæ Domicillæ Helionoræ de la Rocha felezenæ strenui quondàm Comitis Troyæ magni Senescalli Provinciæ, summam videlicet duorum millium scutorum ipsi eidem Helionoræ tanquàm bene meritæ, per jam dictum Excellentissimum Dominum Regem Francorum hæredem suum semel tantùm ut suprà exsolvendam, & maximè pro servitiis per eandem Domicellam fœlicis recordationis Reginæ Joannæ ejusdem Domini nostri consorti factis, ac laboriose & fideliter præstitis: item & pro laboribus quos ipsa Domicella in ipsius Reginæ Joannæ servitio nihilominùs toleravit, ac demùm in mediante eadem summa duorum millium scutorum dicta Domicella possit decentiùs & honorificentiùs maritari.

Item pariter legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex cuilibet ex suis Sacerdotibus, atque similiter Domino Joanni Theodon Presbytero Excellentis Domini Francisci de Luxemburgo ipsius Domini nostri Regis consobrini centum scuta semel tantùm ut suprà exsolvenda, tàm amore & ob reverentiam Dei, quàm etiam pro laboribus per eosdem Capellanos in suo servitio hactenùs passis & toleratis.

Item legavit sive reliquit memoratus Dominus noster Rex Renato Clerico suæ Capellæ, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, scuta centum semel tantùm ut suprà exsolvenda, tàm amore & ob reverentiam Dei, quàm etiam pro laboribus per eum in suo servitio passis & toleratis.

Item pariter legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Joanni Domino Bastardo ejus Fratri naturali, tanquàm sibi Carissimo, ac suis hæredibus & successoribus quibuscumque per in perpetuum ultra summam duorum millium scutorum per ipsum Dominum nostrum Regem in suo dicto ultimo Testamento ipsi Domino Bastardo legatam sive relictam quendam locum suum vulgariter appellatum Charon, cum quibuscumque juribus, redditibus, fructibus, emolumentis & pertinentiis suis, & modo & forma quibus Dominus noster Rex prædictum locum de Charon hactenùs habuit, tenuit & possedit, sine reservatione quacumque tacita vel expressa.

Item legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Excellenti Francisco Domino de Luxemburgo consobrino suo Carissimo ultra alia sibi legata in jam dicto ejus Testamento suas duas Caravellas novas, cum universis & singulis furminentis, juribus, bonis, rebus & pertinentiis suis.

Item pariter legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Antonio Cacaudi ejus Contrarotulo, tanquàm sibi dilecto, atque de eo deque tota domo ejus optimè merito, & pro servitiis & beneplacitis per eumdem Cacaudi tàm æternæ memoriæ Illustrissimo Domino Karolo ejusdem Domini nostri recolendissimo genitori, quàm etiam sibi per longum tempus libenter ac laudabiliter præstitis, ac pariter in compensam & retributionem variorum laborum quos jam dictus Cacaudi in eorum & cujuslibet ipsorum servitiis toleravit, videlicet summam quingentorum scutorum, semel tantùm eidem Contrarotulo exsolvendam.

Item equidem legavit sive reliquit memoratus Dominus noster Rex magnifico & generoso Scutifero de ..... de Grimaldis Domino de Monacho, tanquàm sibi fidissimo & dilectissimo: item & de eo optimè merito duas suas Triremes novas nondùm perfectas sive completas, cum suis furminentis, juribus, bonis, rebus, & pertinentiis universis.

ANS de J. C. 1481.

Item etiam legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Claudio de Castaing, tanquàm sibi dilecto atque accepto, & de eo benè merito, ultra alia sibi legata in dicto suo Testamento, locum de Biou totum cum juribus, redditibus, fructibus, emolumentis & pertinentiis suis, & alit. modo & forma quibus ipse Dominus noster Rex locum ipsum hactenùs habuit, tenuit & possedit, & hoc vita sua durante dumtaxat.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Nobili Antonio Pineti Scutifero Scutiferiæ ipsius Domini nostri, tanquàm sibi benè dilecto, & de eo optimè merito, tàm pro gratis & acceptis servitiis ac beneplacitis eidem Domino nostro per ipsum Antonium libenter ac fideliter præstitis, quàm laboribus quos in ejus servitio laudabiliter toleravit.

Item similiter legavit sive reliquit Egregiis ac Nobilibus Viris Petro Guiramandi Domino de Pana & Elziario Almarici Domino d'Esclangono, ejus Hospitii Magistris.

Item omnibus ac singulis Scutiferis & Nobilibus domus suæ vulgò dictis *les Gentils-hommes de sa Maison*, qui non sunt nominati in prædicto suo Testamento, sive etiam in præsenti Codicillo, pro gratis & acceptis servitiis per eos tàm conjunctim quàm divisim fideliter & laudabiliter sibi præstitis, ac etiam laboribus ejus in servitio passis ac toleratis, videlicet cuilibet ipsorum summam tricentorum scutorum auri semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item nihilominùs legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex omnibus ac singulis suis & domus suæ Servitoribus non nominatis in dicto suo Testamento, aut præsenti Codicillo, & qui non sunt Nobiles, nec pro talibus habentur, pro laboribus per eos in servitio suo passis ac toleratis, videlicet ipsorum cuilibet scuta centum semel tantùm ut suprà exsolvenda.

Item legavit sive reliquit cuilibet Domicillæ æternæ memoriæ Illustrissimæ Reginæ Joannæ ejusdem Domini nostri Regis quondàm sponsæ, quæ non fuerint nominatæ in jam dicto suo Testamento, videlicet mille libras Turon. semel tantùm ut suprà exsolvendas.

Item pariter legavit sive reliquit memoratus noster Rex Nobili Joanni Chaperon Scutifero tanquàm sibi dilecto, ac de eo optimè merito, ac suis hæredibus & successoribus quibuscumque, per in perpetuum, pro quampluribus gratis & acceptis servitiis per ipsum Chaperon eidem hactenùs libenter & liberaliter præstitis: item & pro laboribus in ejus servitio passis ac toleratis, Castrum dictum suum Coadevache, cum omnibus, juribus, redditibus, fructibus, emolumentis ac pertinentiis suis, & alio modo ac forma quibus ipse Dominus noster Rex prædictum Castrum suum tempore habuit, tenuit ac possedit.

Item exinde jam dictus Dominus noster Rex motus devotione quam habet ad Beatam Mariam Magdalenam ejusque Ecclesiam ac Conventum Prædicatorum Sancti Maximini; & certior factus qualiter fœlicis recordationis Serenissimus Rex Renatus ejus recolendissimus patruus ac immediatus prædecessor duas metretas olei quas in donatione ac infeudatione per eum factis de loco & territorio de Carcairana, ejusque districtu, Nobili Viro Joanni Baptistæ de Morano civi Arelat. ac Domino ejusdem Loci, in ac super dictis Loco, territorio ac districtu, pro servi-

ANS de J. C. 1481.

tio sive censu annuo retinuit ac reservavit prædicto Conventui, pro aliquibus lampadibus in dicta Ecclesia assiduè & inextinguibiliter concremandis, per jam dictum Dominum de Carcairana exsolvi voluit ac ordinavit, quemadmodum in suis ejusdem Domini Regis Renati Literis super hoc concessis dignoscitur seriosiùs contineri : & quòd jam dictus Dominus de Carcairana præfatas duas metretas olei ad jam dictam Ecclesiam Sancti Maximini, ut suprà demonstratum est, pertinentes ac spectantes, per aliquos annos exsolvere cessavit atque distulit, impræsentiarumque cessat ac differt, maximè propter litem motam sibi per universitatem ac homines Villæ Arelat. de ac prædictis loco, territorio atque districtu de Carcairana ; opponensque quia prædictarum donationis ac infeudat. lædimus formam Literarum jam dicti Domini Regis Renati, obstantibus ac resistentibus dictis universitate atque hominibus ejusdem Villæ de Areis, nusquàm potuit effectualem ac completam executionem persequi ; ac per consequens ad solutionem prædicti servitii seu census annui non teneri. Ex his & ex aliis igitur justis ac piis causis moventibus ad hoc singulariter mentem ejus, & præcipuè quia in contradictorio judicio sententiam super his in ejus favorem reportavit dictus de Morano contra Universitatem prædictam Arearum, quæ nusquàm fuit revocata, scienter ac deliberatè prædictas donationem & infeudationem, nec non ordinationem & voluntatem præfati Regis Renati circa solutionem prædictarum duarum metretarum olei ut suprà ante dictæ Ecclesiæ faciendam non solùm approbavit, acceptavit, ratificavit, & confirmavit : verùm etiam voluit & ordinavit easdem donationem atque infeudationem integrè observari, mandarique executioni quemadmodum in præfatis suam ejusdem inclytissimi Regis Renati expressiùs continetur, de cujus voluntate & de votione in hoc proprio auditu ad plenum informatum se dixit, rogatum faciens propterea supernominatum Christianissimum Dominum Francorum Regem hæredem suum universalem & in solidum affectu & valdè devotum ipsi Sanctæ & ejus Ecclesiæ, quatenùs prædictam donationem & infeudationem, item & Literas memorati Regis Renati nihil de contentis in eisdem obmittendo teneri, observari ac exequi mandet & faciat, cum effectu sit, namque quòd dictus Dominus de Carcairana propter dictam oppositionem, & ob defectum & retardationem executionis earumdem Literarum & sententiæ prædictæ non se excuset quominùs dictas duas metretas olei ut suprà singulis annis ad effectus prædictos integraliter, pro & devotè & insallanter det & solvat.

Item voluit ac ordinavit jam dictus Dominus noster Rex quòd supradictus Christianissimus ac Excellentissimus Dominus Francorum Rex, tanquàm ejus hæres universalis & in solidum, teneatur & debeat dare & solvere Guillelmo Chauveti ejus Sartori sive Taillanderio centum quinquaginta scuta auri sibi eidem Guillelmo debita per Joannem Boërii Barberium & Valletum Cameræ ipsius Domini nostri Regis, ex causa certarum rerum & mercantiarum per eumdem Boërii à dicto Guillelmo, ex commissione, & ad opus præfati Domini nostri Regis habitarum & receptarum.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Testator Magistro Michaëli de Vienna ejus Seriagio, tanquàm de eo optimè merito & sibi dilecto, tàm pro gratis & acceptis servitiis per eumdem Magistrum Michaëlem ipsi Domino nostro laudabiliter præstitis, & pro multis laboribus & expensis quas & quos ipse Magister Michaël in ejus servitio curiosiùs toleravit, summam videlicet quadringentorum scutorum auri eidem ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item pariter jam dictus Dominus noster Rex in mente ejus sæpiùs commemorando revolvens Magistrum Gaufridum Tallamer ipsius Domini nostri Secretarium ordinarium, & continuam sumpsisse notam ultimi Testamenti, extremæ voluntatis & dispositionis finalis supradictæ felicis recordationis Serenissimi ac Domini Regis Renati, & ex nota ipsa plura Instrumenta ad requisitionem & mandatum ipsius Domini nostri in publicam formam extrahi ac redigi fecisse, & inde illa dicto Domino nostro & deputatis ab eo semel & plures ac toties quoties fuit requisitus diligenter ac curiosè expedisse & consignasse, pariter sumpsisse notam Testamenti æternæ memoriæ Reginæ Joannæ præfati Domini nostri Regis consortis, & ex illa nihilominùs quædam Instrumenta fecisse extrahi & grossari, ac tandem consignari : item equidem sumpsisse notas omnium homagiorum & juramentorum fidelitatis post decessum ipsius memorati Domini Regis Renati ipsi jam dicto Domino nostro Regi usque nunc factorum ; & item pariter sumpsisse omnes & quoscumque actus quos ipse Dominus noster Rex cum hac Patria sua Provinciæ & Terris illi adjacentibus in suo fœlicissimo adventu gessit, habuit atque fecit, & tempore guerræ quæ superioribus diebus in dicta Patria viguit semper ac omni tempore in comitiva jàm dicti Domini nostri Regis adfuisse, omnesque actos & celebratos ipsius guerræ prætextu & occasione sumpsisse, & his in omnibus prout fuit expediens laudabiliter se gessisse & strenuè usque nunc, Curiam & D. dicti Domini nostri Regis insudando servitiis ac negotiis sibi commissis diligentiùs frequentasse, ac denique supradictum ipsius Domini nostri Regis ultimum Testamentum, & ejus notam etiam sumpsisse, ac de tantis laboribus sic susceptis non sine magnis sumptibus ac expensis ipsum Tallamer nullam satisfactionem hactenùs consecutum fuisse in solidum vel in parte : ex his igitur & aliis justis considerationibus motus & persuasus ipsi eidem Tallamer, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, in compensum & aliqualem satisfactionem & retributionem prædictorum laborum & servitiorum ut suprà factorum & præstitorum, legavit sive reliquit ultra mille scuta eidem Tallamer in prædicto suo ultimo Testamento legata sive relicta, illa tria Tabularia quæ idem Tallamer tàm & gratis & largitione prædicti Regis Renati, quàm etiam ipsius Domini nostri hactenùs habuit & possedit, ac impræsentiarum habet & possidet, videlicet unum in Curia Magnificorum Dominorum Magistrorum Rationalium, alterum in Curia Cameræ Rationum Civitatis Aquensis, tertium verò in Curia ordinaria ejusdem Civitatis, præter alia sua Officia per jam dictum Tallamer ejus vita durante liberè, pacificè & quietè habenda, tenenda & possidenda, simul cum juribus, scripturis, proventibus, redditibus & emolumentis quibuscumque ad Tabularia ipsa pertinentibus ac spectantibus, sive pertinere ac spectare potentibus & debentibus de more, ritu, stilo, consuetudine, vel de jure, & hoc absque onere vel solutione alicujus pretii, pensionis sive firmæ annualis dictorum Tabulariorum, & cujuslibet ipsorum, quamcumque firmam sive annuam pensionem, vel firmas & pensiones quæ pro dictis tribus Tabulariis fieri & exsolvi solitæ sunt, pro quanto dicto Tallamer tangitur, non solùm extinxit & amortisavit, verùm etiam eumdem Tallamer quoad vixerit à pensionibus sive firmis ipsis, & qualibet earumdem : item & ab ulteriori paga & solutione illarum privilegiavit, quitavit, ac omninò & penitùs liberavit ex nunc, mandans atque ordinans ipsi eidem Tallamer fieri & expediri si & dum voluerit Literas opportunas.

Item similiter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Magistro Jacobo Gaufridi ipsius Domini nostri Regis Secretario, tanquàm sibi dilecto, & de eo bene merito, qui semel jam dictum Tallamer in receptione jam dicti sui Testamenti vocavit, & præsens fuit, Tabularium Curiæ Regiæ Civitatis

Tho-

ANS le J. C. 1481. Tholon. totum cum juribus, scripturis, proventibus, atque emolumentis quibuscumque ad Tabularium ipsum ejusdem Jacobi Gaufridi vita durante pertinentibus & spectantibus, ac pertinere & spectare debentibus, de more, ritu, stilo, consuetudine, vel de jure, per jam dictum Gaufridi ex nunc juvante quoad vixerit, liberè, pacificè & quietè habendum, tenendum & possidendum sine solutione alicujus annuæ pensionis sive firmæ quæ hactenùs pro jam dicto Tabulario annuatim fieri atque exsolvi consuevit, quam siquidem annuam pensionem sive firmam jam dictus Dominus noster Rex ad opus & in favorem jam dicti Magistri Jacobi Gaufridi ejus vita durante extinxit & amortisavit, ac Jacobum ipsum tanquàm de eo benemeritum ut suprà de eadem annua pensione seu firma relaxavit, quitavit & liberavit penitùs & omninò, concedendo eidem si & quando habere voluerit & opus erit Literas opportunas.

Item similiter legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Nobili & prudenti Viro Joanni de Riciis ejus Apoticario fidissimo, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro quampluribus servitiis ac beneplacitis per dictum Joannem tàm supradicto inclytissimo Regi Renato quàm etiam eidem Domino nostro laudabiliter ac diligenter omni tempore præstitis, atque pariter pro laboribus quos idem Joannes in servitio utriusque prædictorum Principum toleravit, videlicet summam tricentorum scutorum ipsi Joanni ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Renato de Bellavalle Scutifero Scutiferiæ ipsius Domini nostri tanquàm sibi dilectissimo, & de eo optime merito, & pro servitiis ac beneplacitis ipsi Domino nostro per eumdem Renatum factis & præstitis, ac laboribus quos in suo servitio toleravit, summam videlicet duorum millium scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item pariter legavit sive reliquit Francisco de la Sale Scutifero, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, summam mille scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item equidem legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex . . . . . Domino de Mauge Scutifero, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, summam duorum millium scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item equidem legavit sive reliquit memoratus Dominus noster Rex Egregio & magnæ circumspectionis Viro Magistro Petro Cahardi Jurium Doctori, Judici Cenomaniæ, tanquàm sibi dilectissimo, atque de eo benè & optimè merito, & pro quampluribus servitiis & beneplacitis eidem per ipsum Judicem factis & præstitis, ac in aliqualem satisfactionem & retributionem multorum laborum quos Judex ipse in suo servitio non sine magnis sumptibus toleravit, summam videlicet duorum millium scutorum semel tantùm exsolvendam.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Joanni de Barges Archerio, tanquàm dilecto, & de eo benè & optimè merito, & suis hæredibus & successoribus quibuscumque per in perpetuum, pro quampluribus gratis & acceptis servitiis per ipsum Joannem eidem Domino hactenùs fœliciter & laudabiliter præstitis: item & in compensam & retributionem multorum laborum quos Joannes ipse in suo servitio toleravit, videlicet quondam ipsius Domini nostri Regis metariam Garenæ de la Ferté: item & etiam aliam metariam de la Place, totas cum pluribus universis & singulis juribus, redditibus, proventibus, emolumentis ac pertinentiis, & alio modo & forma quibus jam dictus Dominus noster Rex prædictas metarias hactenùs tenuit, habuit & possedit.

Item memoratus Excellentissimus Dominus noster Rex ad instar Regis Regum & Domini Dominantium, qui non vult mortem peccatoris, sed ut convertatur & vivat, quique libenter parcit peccantibus, & nusquàm se properat ad vindictam: his igitur & aliis variis considerationibus motus, omnibus universis & singulis tàm Nobilibus quàm etiam plebeis, & cæteris quibuscumque Ecclesiasticis & sæcularibus, sine quacumque reservatione, exceptione, & retentione tacita vel expressa, qui adversus eum & Suam Majestatem sive Statum suum, tàm ante supradictam guerram quæ in dicta Patria Provinciæ superioribus mensibus vigebat, quàm etiam in eadem guerra & post ipsam guerram mente, animo, cogitatione, opere, verbo, facto, conjuratione, conspiratione, tractatu, machinatione, diffamatione, denigratione, palam vel occultè, rebellione, proditione, mora, inobedientia, offensa, aut aliter hactenùs qualitercumque, quomodocumque deliquerint, etiam his omnibus ac singulis qui juxta formam Capitulorum finis dictæ guerræ non se præsentaverunt infra terminum propterea præfixum, statutum, & eisque communiter omnibus & particulariter singulis quascumque pœnas civiles, criminales, pecuniarias, & corporales, quantumcumque atroces, imò atrocissimas, culpasque, injurias & offensas hactenùs qualitercumque immissas & commissas penitùs remisit & relaxavit, concessitque de illis atque fecit indulgentiam & remissionem specialem & generalem, ipsosque præfatos quibus insuprà indulsit, & remissionem fecit generalem, reduxit, reintegravit ad Patriam, ac bona, famam & honores pristinos; voluitque, disposuit & ordinavit insuper dictus Dominus noster Rex omnia Castra, Dominia, Terras, bona, res, fortunas, & facultates eorum cujuslibet ipsorum ad manus suas jam retrò annotata & annotatas eidem generaliter & particulariter relaxari atque restitui, quemadmodum idem Dominus noster Rex libenter & liberaliter restituit & relaxavit, pariter & relaxat & restitui mandat per hoc publicum Instrumentum quoad in hoc habere voluit authoritatem, efficaciam & roborem patentum Literarum.

ANS de J. C. 1481. Item pariter Serenissimus memoratus Dominus noster Rex quanquàm in prædicto suo jam facto ultimo Testamento rogaverit & fuerit humiliter deprecatus suprà nominatum Excellentissimum & Christianissimum Dominum Francorum Regem hæredem suum universalem & in solidum, ut Franciscum Dominum de Luxemburgo consobrinum suum Carissimum susciptat commendatum, retineatque in ejus servitio, atque amabiliter prosequatur, tanquàm sibi ingenti amicitia & consanguinitate propinquum, atque legatum eidem consobrino suo de Vicecomitatu Martici, item & cætera legata facta latiùs in prædicto ejus Testamento contenta & declarata acceptet, confirmet, ratificet & approbet, quemadmodum in Testamento ipso seriosiùs continetur; nihilominùs tamen ad magis atque magis exprimendum & etiam declarandum suæ mentis conceptum, atque voluntatem extremam, memoratum Christianissimum Invictissimum Regem Francorum hæredem suum iterùm atque iterùm mente, corde & animo rogavit, & cum quanta potuit humili reverentia deprecatus est, rogatque vehementer atque deprecatur per hos suos Codicillos ut præmissa omnia nihil obmittendo de contingentibus faciat, adimpleat, atque benigniùs exequatur.

Et item prælibatus Dominus noster Rex jam dictum Franciscum Dominum de Luxemburgo ejus consobrinum Carissimum Gentibus inclyti Consilii Trium Statuum Provinciæ post ejus fœlices dies revocandi & congregandi facit nihilominùs commendatissimum, eosque hortatur imò deprecatur & humaniùs requirit eumdem Franciscum consobrinum suum prout seipsum in omnibus suis agendis favore, amore & benevolentia omnique reverentiali amicitia libentiùs

ANS tiùs profequantur, fibique præftent omni tempore de J. C. Confilium, adjutorium & favorem.

1481. Item conſequenter dictus Dominus noſter Rex memoratum Chriſtianiſſimum & Excellentiſſimum Dominum Francorum Regem hæredem ſuum ſtudioſe & magnopere rogavit, humiliter requiſivit & deprecatus eſt ut Venerabilem Virum Dominum Petrum Aureti ejus Eleemoſinarium, tanquàm ſibi dilectiſſimum & acceptum, providendum & amabiliter proſequendum ſuſcipiat commendatum, & ſub protectione ſpecialique ſauvegardia protegat, & benigniùs amplectatur, & pariter ſuſcipiat commendatum, protegatque, & favorabiliter proſequatur Joannem Thoreau Magiſtrum Portuum ſibi fidiſſimum & dilectum.

Item equidem jam dictus Dominus noſter Rex pura affectione ſtudioque memorato Chriſtianiſſimo Domino Francorum Regi hæredi ſuo univerſali ſoli & in ſolidum commendavit & commendatos fecit omnes & quoſcumque ſuos Servitores; tanquàm ſibi fidiſſimos, & optimè meritos de eodem, eumdemque Excellentiſſimum Dominum Francorum Regem rogatum fecit rogatque & humiliter deprecatur ut ejus amore ipſos eoſdem Servitores cujuſcumque ſint ſtatus, gradus & conditionis, generaliter & particulariter habeat caros, & eis apud ſe locum & proviſionem det condecentem: item & ipſis eiſdem Servitoribus ſatisfieri faciat atque mandet de eorum & cujuſlibet ipſorum gagiis debitis, ſcilicet à jam rétro uſque in hodiernum diem inclusivè: cætera verò omnia & ſingula in ſupradicto Teſtamento per dictum Excellentiſſimum Dominum noſtrum Regem legata, diſpoſita & ordinata, & ſignanter inſtitutionem hæredis factam de ſupradicto Chriſtianiſſimo Domino Francorum Rege, ac Illuſtriſſimo Principe Domino Delphino ipſius Chriſtianiſſimi Domini Francorum Regis primogenito, & ſuis ſucceſſoribus deſcendentibus à Corona Franciæ idem Dominus noſter Rex per præſentes ſuos Codicillos approbavit, acceptavit, ratificavit, & confirmavit: hos autem ſuos ultimos Codicillos idem præfatus Dominus noſter Rex voluit in perpetua firmitate manere, omnes alias ultimas voluntates ab ipſo olim factas revocans, & viribus deſtituens, prædeſignato tamen ſuo ultimo jam facto Teſtamento ut ſuprà ſumpto per Nos dictos Tallamer & Gaufridi, cum hujuſmodi Codicillis cunctis temporibus ubilibet valituris; volens tamen & ordinans omnia & ſuprà per eum diſpoſita, legata, relicta & ordinata per jam dictum Excellentiſſimum Dominum Francorum Regem tanquàm hæredem ſuum univerſalem & in ſolidum exſolvi, fieri, adimpleri, & cum effectu obſervari, ac ſi in eodem dicto ſuo Teſtamento diſpoſita, legata, relicta, & ordinata, ac omninò deſcripta forent: de quibus omnibus univerſis & ſingulis præmiſſis, & quorumcumque præmiſſorum, memoratus Dominus noſter Rex voluit & expreſſe mandavit jam dicto Chriſtianiſſimo Domino Francorum Regi hæredi ſuo univerſali, quàm aliis quibuſcumque quorum intereſt, intererit vel intereſſe poterit in futurum, fieri unum & plura publicum & publica, & tot quot habere voluerit Inſtrumentum & Inſtrumenta, quod & quæ poſſint corrigi, refici & meliorari, & illis addi atque ab eis detrahi ſemel & pluries, & aliter toties quoties opus erit, Conſilio & dictamine cujuſlibet in Jure periti, facti tamen ſubſtantia in aliquo non mutata. Acta fuerunt hæc omnia, recitata & publicata Maſſiliæ in domo jam dicti Excellentiſſimi Domini noſtri Regis, videlicet in Camera in qua ipſe ægrotus jacebat & quieſcebat. Præſentibus ibidem Reverendis Patribus Elziario Garnerio Priore Sancti Maximini & Brancaſſio Bernardi Ordinis Fratrum Prædicatorum, Sacrarum Scripturarum Magiſtris Confeſſoribus, Egregiiſque, Nobilibus & honorabilibus Viris Magiſtris Petro Robino Domino de Graveſione, & Petro Moiran Artium & Medicinæ Magiſtris Phyſicis, Joanne Baptiſta de Morano cive Arelatenſi Domino de Carcairana, Antonio de Pineto, Franciſco Graſſeau, Stephano Audrici, Scutiferis, Joannello de Riciis Apoticario, & Thoma Lamy Valleto Cameræ prædicti Domini noſtri Regis Teſtatoris, teſtibus ad præmiſſa vocatis, ſpecialiter rogatis, & me Jacobo Gaufridi Regio Secretario, &c. ANS de J. C. 1481.

Extrait des Archifs du Roy en ſon Pays de Provence, & du Cayer & Regiſtre où le Codicille cy-deſſus tranſcrit eſt regiſtré, avec autres Codicilles & Teſtamens, & à iceluy collationné par Nous Conſeillers du Roy, Secretaires & Archivaires pour Sa Majeſté audit Pays, ſouſſignez.

MALBEC & BOISSON.

Extrait des Regiſtres du Bureau des Finances de la Generalité de Provence par Nous Conſeiller, Secretaire du Roy, Greffier en iceluy, ſouſſigné.

TRAVERSERY.

DXX.

Second Codicile de CHARLES D'ANJOU *dernier Comte de Provence. Fait à Marſeille le* 11. *Décembre* 1481. Noël Gailhard. Remonſtrances de la Nobleſſe de Provence au Roi. pag. 168. ANS de J. C. 1481. ANJOU.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno Incarnationis ejuſdem milleſimo quadringenteſimo octuageſimo-primo, & die undecima menſis Decembris, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Sixti divina providentia Papæ quarti anno undecimo. Univerſis & ſingulis hoc verum & publicum Inſtrumentum viſuris, ac etiam audituris, tàm præſentibus quàm futuris, evidenter pateat & ſit notum qualiter Sereniſſimus & Excellentiſſimus Princeps & Dominus noſter Karolus Andegaviæ Dei gratia Hyeruſalem, Siciliæ Rex, Comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii Comes, non immemor, imò commemoratus & recolens die herina, quæ fuit decima dicti menſis Decembris, ſuum condidiſſe ultimum Teſtamentum, extremam voluntatem & diſpoſitionem finalem ſumptam & ſumptas per me Gaufridum Tallamer ejuſdem Domini noſtri Regis Secretarium, & Notarium publicum, & Collegam meum infraſcriptum, & in eo Teſtamento poſtquàm plura legata per eum facta & ordinata, ſibi hæredem univerſalem & in ſolidum inſtituiſſe, feciſſe, & ordinaſſe, ac ore ſuo proprio nominaſſe Chriſtianiſſimum & Excellentiſſimum Principem Dominum Dominum Ludovicum eadem Dei gratia Francorum Regem conſobrinum & Dominum ſuum Cariſſimum & honorandum, quemadmodum in Teſtamento ipſo ſit & plenius continetur: & conſequenter exinde hac die præſenti undecima prædicti menſis Decembris, de mane inter octavam & novam horam, vel circa, certos feciſſe Codicillos, & Codicillandos, quædam ſibi occurrentia jam dicto Teſtamento addidiſſe, ſicut de Codicillis ipſis conſtat penes me dictum Tallamer, qui illos ſumpſi, ſicut & cum Collega eodem ſuprà & infraſcripto: hinc eſtque quia ipſi præfato Excellentiſſimo Domino noſtro Regi & unicuique licitum eſt ac etiam permiſſum de jure uſque ad extremum vitæ iterùm atque iterùm codicillare, & Codicillos & Teſtamenta unum & plura facere, ac etiam ordinare; quapropter dictus Sereniſſimus Dominus noſter Rex, ſanus mente, & in ſua bona memoria, firmaque, rationabili & diſcreta loquela, gratiâ Jeſu Chriſti, licet jaceret in lecto, quadam prot. doloris infirmitate gravatus, volens

ANS lens & admodùm cupiens iterùm Codicillare, & Co-
le J.C. dicillando aliqua ipso suo Testamento addere quæ si-
1481. bi ac voto suo assidua & desiderabili meditatione con-
currunt: ex his igitur & aliis justissimis causis mo-
ventibus singulariter mentem ejus, memoratus Sere-
nissimus Dominus noster Rex scienter, consultè ac
deliberatè Codicillando, ut sibi fas est, prædicto
suo Testamento addidit ea omnia particulariter quæ
sequuntur.

In primis namque dictus Excellentissimus Domi-
nus noster Rex Codicillando legavit sive reliquit ejus
Regi Armorum vulgariter dicto Provence, tanquàm
sibi fideli dilectoque, ac de eo optimè merito, pro
quibusdam servitiis & beneplacitis ipsi eidem Domi-
no nostro Regi per eumdem suum Regem Armorum
utroque tempore bellorum & pacis laborioſe fideli-
terque & laudabiliter præstitis, item & in aliqualem
retributionem multorum laborum quos idem Rex
Armorum in ejusdem Domini nostri Regis servitio
non sine magnis sumptibus toleravit, summam an-
nuam centum quinquaginta florenorum Provincia-
lium, recipiendorum, levandorum & exigendorum
per dictum Regem Armorum singulis annis quoad
vixerit in & super melioribus denariis sive pecuniis
Tabulæ Mariæ Civitatis Massiliæ.

Item pariter legavit sive reliquit jam dictus Domi-
nus noster Rex Joanni le Mercier, & Joanni Yvoni,
tanquàm sibi dilectis, & de eo benemeritis, quan-
dam suam Caravellam vulgariter appellatam *l'Espinas-
se*, cum suis furniментis, rebus, juribus & pertinentiis quibuscumque.

Item nihilominùs præfatus Dominus noster Rex
quandam donationem factam per fœlicis recordationis
Serenissimum Regem Renatum ipsius Domini nostri
immediatum Prædecessorem, & Patruum recolen-
dissimum, prudenti Viro Magistro Antonello de
Ricciis ejus Apoticario, de quadam domo sita in Ci-
vitate Aquensi, videlicet in Carreria Campanæ,
quam domum ipse Magister Anthonellus impræsen-
tiarum tenet & possidet, ac omnia & singula quæ
continentur in Literis ipsius donationis, concessam
per jam dictum Regem Renatum, acceptavit, rati-
ficavit, approbavit, & confirmavit modo & forma
quibus eisdem in Literis continetur.

Item equidem ipse memoratus Dominus noster
Rex nedùm præfato Magistro Antonello de Ricciis,
verùm etiam Joanni de Ricciis ejus filio Apotecario
ordinario & continuo jam dicti Domini nostri Regis,
& cuilibet ipsorum tàm conjunctim quàm divisim,
omnia eorum & cujuslibet ipsorum Officia: item do-
nationes, largitiones & Literas eis & cuilibet eorum-
dem tàm per ipsum Excellentissimum Dominum nos-
trum Regem quàm ipsum Dominum Regem Rena-
tum hactenùs qualitercumque factas & facta, conces-
sas & concessa, quemadmodum in eisdem Literis
continetur, acceptavit, ratificavit, approbavit &
confirmavit, ac tenere & valere voluit, secundum
earumdem Literarum mentem, continentiam & te-
norem.

Item similiter legavit sive reliquit idem Dominus
noster Rex Egregio Militi Domino Basco de Aroya
habitatori Civitatis Massiliæ, tanquàm sibi dilecto,
pro quampluribus servitiis & beneplacitis per dictum
Dominum Bascum eidem Domino nostro benè &
laudabiliter præstitis, atque libentiùs factis: item &
in retributionem laborum quos idem Miles in ejus
servitio utroque tempore bellorum & pacis non sine
magnis sumptibus toleravit, quoddam ipsius Domi-
ni nostri Regis vendarum siluum trans portum jam
dictæ Civitatis Massiliæ, videlicet illud idem quod
ipse Dominus Bascus ex donatione sive concessione
dicti Domini nostri Regis tenet ac possidet, cum do-
mibus, mansionibus, pratis, vineis, ac aliis uni-
versis & singulis bonis, rebus, juribus, & suis per-
tinentiis, & hoc ad vitam jam dicti Domini Baschi,
& ejus uxoris, ac supervenientiis cujuslibet eorum- ANS
dem: item & idem memoratus Dominus noster Rex de J.C.
ex causis præmissis certisque aliis moventibus ad hoc 1481.
singulariter mentem ejus, legavit sive reliquit ipsi
Domino Basco de Aroya Jurisdictionem altam &
bassam eidem Domino Basco per dictum Dominum
nostrum Regem novissimis diebus donatam ac con-
cessam in Loco sive Beguta de Septemes, cum mero
& mixto imperio, alta bassaque ac omnimoda Juris-
dictione, cumque territoriis, limitationibus, aliis-
que bonis, rebus ac juribus latiùs designatis & decla-
ratis in Literis sive privilegio dictæ donationis, quas
omniaque & singula in illis contenta in quantum opus
est ratificavit, approbavit & confirmavit, atque ite-
rùm ac de novo concessit perpetuis temporibus vali-
turas.

Item pariter memoratus Dominus noster Rex lega-
vit sive reliquit Nobili Renato Carion, tanquàm si-
bi dilecto, & de eo optimè merito, & pro servitiis
eidem Domino nostro per ipsum Renatum benè ac
laudabiliter præstitis, ac laboribus quos ipse in suo
servitio toleravit, videlicet mille scuta ipsi eidem
Renato semel tantùm ut suprà exsolvenda.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster
Rex Egregio ac Nobili Viro Domino Joanni Guiran
Jurium Doctori, ipsius Domini nostri Hospitii Ma-
gistro Requestarum ac Consiliario Regio, tanquàm
sibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro gratis
& acceptis servitiis per ipsum Dominum Magistrum
Requestarum benè, laudabiliter atque diligenter præ-
stitis: item & pro laboribus quos idem Dominus Ma-
gister Requestarum in suo servitio toleravit, videli-
cet mille scuta semel tantùm ut suprà eidem exsol-
venda.

Item Egregio ac Nobili Scutifero Hectori de
Montebruno Capitaneo Gardæ dicti Domini nostri
Regis, idem Dominus noster Rex legavit, sive reli-
quit ac dari & exsolvi voluit ac ordinavit per dictum
Christianissimum ac Excellentissimum Dominum
Francorum Regem hæredem suum universalem vigin-
ti quinque marchas argenti per ipsum Dominum Ca-
pitaneum Gardæ expositas ac exbursatas in faciendo
fieri jaquetonos Sagittariorum sive Archeriorum dicti
Domini nostri Regis.

Item similiter legavit sive reliquit præfatus Domi-
nus noster Rex Nobili Nicolao Jehannoti Scutifero
Coquinæ ipsius Domini nostri Regis, tanquàm sibi
dilecto, & de eo benè ac optimè merito, atque suis
hæredibus ac successoribus quibuscumque per in per-
petuum, pro gratis & acceptis servitiis per eumdem
Nicolaum ipsi Domino nostro Regi hactenùs fideli-
ter, laudabiliter ac diligenter factis ac præstitis, item
& pro laboribus quos ipse idem Nicolaus utroque
tempore bellorum & pacis in ejus servitio toleravit,
non sine magnis sumptibus ac expensis, suum Viri-
darium sive Jardinum situm in territorio Civitatis
Aquensis, illud idem scilicet quod prædictus Nico-
laus pro eodem Domino nostro, ac sub ejus nomine
impræsentiarum gubernat ac regit totum ac munitum
prout nunc, & cum domibus, mansionibus, pra-
tis, vineis, terris, bonis, rebus, juribus, ac per-
tinentiis suis quibuscumque: item ac cum bonis
mobilibus etiam existentibus in jam dicto Viridario
sive Jardino, aut suis dictis domibus ac mansioni-
bus, vel altera ipsarum, sine quacumque reserva-
tione.

Item pariter legavit sive reliquit memoratus Do-
minus noster Rex Joanni Boërii Barberio ac Varleto
Cameræ ipsius Domini nostri, tanquàm sibi dilecto,
ac de eo optimè merito, atque suis hæredibus ac suc-
cessoribus quibuscumque per in perpetuum, quon-
dàm jam dicti Domini nostri Regis molendinum vul-
gariter appellatum *de Sone*, situm ac positum in ripa-
ria, ductum totum, cum omnibus furniментis, ar-
tificiis, rebus, bonis, juribus, ac pertinentiis suis,

ANS de J. C. 1481.

& hoc ultra legatum sibi eidem Joanni factum in dicto suo ultimo Testamento.

Item similiter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Thomæ Lamy ejus varleto Cameræ, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, ac suis hæredibus & successoribus quibuscumque per in perpetuum, quandam ipsius Domini nostri Regis domum sitam in dicta Civitate Aquensi, videlicet extra Regale Palatium ipsius Civitatis subtus coquinas ejusdem Palatii, & hoc ultra legatum sibi factum in jam dicto suo ultimo Testamento.

Item legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Karolo filio pupillo Stephani Gumerian quondàm Contrarotuli ipsius Domini nostri Regis, & suis hæredibus & successoribus quibuscumque, per in perpetuum, in memoriam ipsius quondàm ejus genitoris, & pro gratis & acceptis servitiis per dictum Stephanum usque ad mortem inclusivè ipsi memorato Domino nostro Regi factis & præstitis, & laboribus quos in suo servitio fideliter & laudabiliter toleravit, Locum sive Castrum de Petrolis, totum cum omnibus bonis, rebus, juribus, & pertinentiis suis universis, sine quacumque retentione.

Item pariter legavit sive reliquit memoratus Dominus noster Rex supradicto ejus Regi Armorum dicto & vulgò nominato Provence, tanquàm de eo optimè merito, ultra legatum ut suprà eidem factum, videlicet summam tricentorum scutorum semel tantùm per supradictum suum hæredem ut suprà exsolvendam.

Item similiter legavit sive reliquit Stephano Audrici, tanquàm sibi dilecto, & de eo benè merito, similem summam tricentorum scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item legavit sive reliquit Nobili Christophoro du Cloistre, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro quampluribus gratis & acceptis servitiis per ipsum Christophorum eidem Domino nostro fideliter & laudabiliter factis & præstitis, & in retributionem multorum laborum quos Christophorus in suo servitio nihilominùs toleravit, summam annuam centum librarum Turonensium redditus per dictum Christophorum annis singulis recipiendam, levandam, exigendam, & recuperandam de & super denariis, pecuniis & juribus loci de Nogent le Rotrou, salvo tamen & cum hac restrictione quòd supradictus Christianissimus & Excellentissimus Dominus Rex Francorum ejus hæres universalis, & sui exinde hæredes & successores possint & valeant redimere & recuperare dictas centum libras annuales, solvendo priùs jam dicto Christophoro semel tantùm mille scuta, quod idem Dominus noster Rex sic fieri voluit, declaravit & ordinavit.

Item etiam legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex cuilibet ex Mangonibus suis, sive Gallicè *à chacun de ſes Pages*, summam tricentorum scutorum ut suprà semel tantùm exsolvendam.

Item consequenter voluit & ordinavit jam dictus Dominus noster Rex quòd Egregius Miles Frater Poncius de Mallavila Ordinis Sancti Joannis Hyerosolimitani Præceptor des Vaux, & Baillius de Manuasca, habeat pacificam & expeditam possessionem Villæ prædictæ Mannuascæ, illiusque Baillivæ, juriumque & pertinentiarum suarum exinde eadem possessione pacifica gaudeat & fruatur sine impedimento quocumque auferendo manum Curiæ in & super dicta Baillivia appositam.

Item voluit & ordinavit dictus Dominus noster Rex exsolvi Nobilibus Jacobo de Sancto Egidio & Petro Imberti Civitatis Massiliæ summam quingentorum viginti duorum florenorum & grossorum duorum, quæ summa illis debetur pro gagiis, custodia & conservatione Castri de Briganson, & reparationibus utilibus & necessariis factis in eodem Castro.

Item similiter legavit sive reliquit jam dictus Dominus noster Rex Joanni de Montemirallo Scutifero, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, summam tricentorum scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam. ANS de J. C. 1481.

Item legavit sive reliquit idem Dominus noster Rex Guillelmo Petit Scutifero ejusdem Domini nostri Regis Hospitii Magistro, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, & suis hæredibus & successoribus quibuscumque per in perpetuum, pro gratis & acceptis servitiis per eumdem Guillermum Petit ipsi Domino nostro Regi diligenter & fideliter præstitis: item & pro laboribus quos idem Magister Hospitii in suo servitio non sine magnis sumptibus toleravit, quamdam ipsius Domini nostri Regis metariam, videlicet illam de Autonne, cum omnibus & singulis juribus, redditibus & emolumentis, fructibus & pertinentiis suis, absque aliquali retentione.

Item pariter legavit sive reliquit Nobili Viro Magistro Sixto Athanulphi ejus Secretario, tanquàm sibi dilecto, & de eo optimè merito, & pro servitiis tàm ipsi eidem Domino nostro Regi quàm etiam felicis recordationis Domino Regi Renato præstitis, & pro laboribus quos in servitio utriusque ipsorum toleravit, videlicet summam quingentorum scutorum semel tantùm exsolvendam.

Item consequenter memoratus noster Rex voluit & ordinavit quòd exsolvatur Generoso Jacobo de Thierry Domino de Raincois Senescallio Tholosæ id quod petit in & supra Baronia de Lunello.

Item exinde legavit sive reliquit ipse Dominus noster Rex Perrineto Serideleau, tanquàm sibi dilecto, & de eo benemerito, & suis hæredibus & successoribus quibuscumque per in perpetuum, & pro servitiis domui suæ factis, ac laboribus quos ipse Perrinetus in eadem domo & in ejus servitio toleravit, quandam Plateam vacuam sitam in Castro Ayraudo, loco vulgariter dicto *la petite Fourriere*, confrontantem cum Curte domus de Haracuria, & cum domo Virguæ & ab alia parte cum Carreria publica, & cum domo quadam Salomon. sine quacumque reservatione.

Item pariter legavit sive reliquit præfatus Dominus noster Rex Demenjour de Casa Veteri Mareschallo Logiciorum prædicti Excellentissimi Domini nostri Regis, tanquàm sibi dilecto, deque eo optimè merito, & pro gratis acceptisque servitiis & beneplacitis per ipsum Demenjour eidem Domino nostro benè & laudabiliter præstitis, ac laboribus quos idem Demenjour in ejus servitio toleravit, videlicet summam tricentorum scutorum semel tantùm ut suprà exsolvendam.

Item legavit sive reliquit dictus Dominus noster Rex Claudio Damille ejus Calsaterio, tanquàm de eo bene merito, pro quampluribus servitiis per Dominum Claudium præfato Domino nostro Regi sumptuosè præstitis, ac laboribus quos in ejus servitio toleravit, summam quadringentorum scutorum semel tantùm ut suprà sibi exsolvendam: cætera verò omnia & singula in supradicto Testamento per jam dictum Excellentissimum Dominum nostrum Regem legata, dispositа & ordinata, & signanter institutionem hæredis factam de supradicto Christianissimo Domino Francorum Rege, ac Illustrissimo Principe Domino Dalphino ipsius Christianissimi Domini Francorum Regis primogenito, & suis successoribus descendentibus à Corona Franciæ.

Et item pariter alios Codicillos ab illo ante præcedentes factos idem memoratus Dominus noster Rex per ipsos præsentes suos Codicillos approbavit, ratificavit & confirmavit: hos autem suos ultimos Codicillos idem præfatus Dominus noster Rex voluit in perpetua firmitate manere, omnes alias ultimas voluntates ab ipso olim factas revocans & viribus destituens; prædesignato tamen suo ultimo jam facto Testamento, ac subsequutis & inde factis aliis Codicillis paulò

ante

ante præsentes ut suprà sumptis per me dictum Gaufridum Tallamer & Collegam meum infrascriptum, cum hujusmodi Codicillis cunctis temporibus ubilibet valituris: volens & ordinans omnia per eum ut suprà disposita, legata, relicta & ordinata per jam dictum Christianissimum Dominum Francorum Regem, tanquàm hæredem suum universalem & in solidum, exsolvi fieri, adimpleri, & cum effectu observari, ac si in eodem dicto suo Testamento legata, ordinata & disposita forent. De quibus omnibus universis singulis præmissis & quolibet præmissorum memoratus Dominus noster Rex voluit & expresse mandavit tàm dicto Christianissimo Domino Francorum Regi hæredi suo universali quàm aliis quibuscumque quorum interest, intererit vel interesse poterit in futurum fieri unum & plura publicum & publica & tot quot habere voluerint Instrumentum & Instrumenta, quod & quæ possint corrigi, resici ac meliorari, & in eis addi atque ab eis detrahi semel & pluries & aliter toties quoties erit opus, Consilio & dictamine cujuslibet in Jure periti, facti tamen substantia in aliquo non mutata. Acta fuerunt hæc omnia, recitata & publicata Massiliæ, in domo jam dicti Excellentissimi Domini nostri Regis, videlicet in Camera in qua Dominus noster ipse jacebat & quiescebat. Præsentibus ibidem Reverendis Presbyteris Fratribus Eliziario Garneri Priore Sancti Maximini, & Brancassio Bernardi Ordinis Prædicatorum, Sacrarum Scripturarum Magistris Confessoribus: Egregiis quoque Nobilibus & honorabilibus Viris Magistro Petro Robini Domino de Gravesione Artium & Medicinæ Magistro Physico, Ludovico de Autono, & Michaële de Grammonte, varletis Cameræ; Joanne de Riciis Apotecario, Antonio de Pineto Scutifero, Joanne Boëri, & Thoma Lamy etiam varleto Cameræ præfati Domini nostri Regis, testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis, & me Jacobo Gaufridi Regio Secretario, &c.

ANS J. C. 1481.

Extrait des Archifs du Roy en son Pays de Provence, & du Cayer & Registre où est le Codicille cy-dessus transcrit, registré avec autres Codicilles & Testamens, & à seeluy collationné par Nous Conseillers du Roy Secretaires & Archivaires de Sa Majesté audit Pays, soussignez.

MALBEC & BOISSON.

DXXI.

ANS e J. C. 1481. aisses.

Acord fait entre les huit Cantons des Ligues, qui sont ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SCHVITS, UNDERWALD, *dessus & dessous les* BOIS, ZUG, *&* GLARIS. *Fait le premier Samedi après la Fête de Saint Thomas Apôtre* 1481. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 440.

AU nom de Dieu la Saincte Trinité, Dieu le Pere, le Fils & le Sainct Esprit, Amen. Nous les Bourguemeistres, les Avoyers, les Ammans, Conseillers, Bourgeois, Paysans, & Communautez generalement des Villes & Pays cy aprés nommez, nommement de ZURICH, BERNE, LUCERNE, URY, SCHVITZ, UNDERVALDEN dessus & dessoubs les BOIS, ZUG, avec les offices forains, & GLARIS, appellez les huict Cantons de ligues; Confessons publiquement, & faisons sçavoir, à tous ceux, qui verront & oyront ces presentes lettres, comme il soit, qu'en vertu de noz perpetuelles alliances, jurées, lesquelles par l'ayde & assistance de Dieu eternel ont jusques à present grandement servy au bien, repos, Paix & tranquillité de nos predecesseurs & de nous, nous soyons perpetuellement conjoincts par ensemble, & pour plus ferme & vigilante solicitude les uns sur les autres; aussi, afin, que les dictes nos alliances demeurent tant plus stables, & en plus grande efficace & vertu pour conserver & entretenir tous nos pays & subjects en bonne paisible tranquilité & repos; nous pour ces causes d'un commun advis & conseil par bonne & utile confederation, avons unanimement & amiablement accordé, declaré & conclud les choses cy aprés escriptes, lesquelles en tous leurs poincts & articles sans aucune mutation par nos bonne foy, voulons & entendons pour nous & nos perpetuels Combourgeois & successeurs estre inviolablement observez & entretenuz par cy aprés perpetuellement. ANS J. C. 1481.

2. Premierement nous les dicts huict Cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Schvitz, Undervalden, Zug & Glaris par nous mesmes ny par nos subjects, Bourgeois, paisans, ou par quelques autres ne debvons & ne pouvons marcher ou sortir les uns les autres temerairement & de force privée ny autrement dommager ou molester en façon que ce soit aux corps, aux biens, aux Villes, Pays, subjects, Bourgeois, paisans, ny à ceux qui nous sont conjoincts & alliez par alliances perpetuelles, de non prendre & saisir les biens des uns des autres user de force, fascher ny tourmenter en façon que ce soit encores moins l'entreprendre en aucune maniere; & si aucuns d'entre nous les dits huict Cantons (ce que Dieu toutes fois veuille obvier) generalement ou particulierement vouldisseut entreprendre les uns contre les autres des choses cy devant escrites, pour y obvier & donner ordre, que nos perpetuelles alliances jurées soient inviolablement observées, protegées & deffendues, & que tant plus etroictement nous tous demeurerons les uns envers les autres en bonne fraternelle Amitié, Paix & Union, le Canton auquel ou à ses subjets telles insolences aviendroient; en ce cas nous les autres Cantons debvrons & voulons tous en general le proteger, maintenir & deffendre fidellement sans que chose quelconque nous y donne empeschement de telles molestations & facheries, tous dolz exceptez. Et si aucunes personnes privées d'entre nous une ou plusieurs vouluſt entreprendre & user de telles presomtions & de temeritez, comme, dict est, envers aucuns des nostres, ou de ceux cy devant declarez, iceux quels qu'ils soient ou de quel Canton entre nous qu'ils le commettront, en seront incontinent selon leurs demerites & exigence d'eux par leurs Seigneurs & Superieurs sans aucun empeschement ne contredict punis; reservant toutes fois, & si aucuns des nostres nous faisoient quelque emotion ou acte punissable riere les jurisdictions des autres Cantons, un tel sera apprehendé & puny pour ses demerites, selon le droict & la Coustume du lieu ou il les auroit Commises.

3. Nous avons aussi advisé & conclud, que nul d'entre nous & de nostre Pays des ligues, aux Villes ny aux champs, ne fera ne entreprendra ouvertement ou occultement aucunes particulieres assemblées ou dangereuses communes, au moyen desquelles aucuns en pourroient estre faschez ou molestez sans le scen ou consentement de ses Sieurs ou Superieurs, à sçavoir de Zurich, de Bourgemeistre & des Conseillers de Berne, de l'Advoyer & ses Conseillers de Lucerne, & de ceux d'Ury, de Schvitz, d'Undervalden, de Zug & de Glaris, des Amands des Conseillers & de leurs Communautez; & si aucun sans le dict consentement entreprenoit ce que dessus, ou y donnast son consentement & advis, tel & tels seront promptement & incontinent punis par leurs Seigneurs & Superieurs, selon ce qu'ils auront merité sans aucun delay.

4. Nous avons pareillement entre nous expressement arresté & conclud, que doresnavant en nostre

Pays

ANS de J. C. 1481. Pays des ligues parmy nous ne debvrons, & ne pourrons, pour le debvoir de nostre serment, les uns les autres suborner & promouvoir à se rebeller contre les Seigneurs & Superieurs, n'entreprendre les divertir du debvoir qu'ils leur seront tenus, & si quelques uns des subjects d'aucuns d'entre nous se voulloient demonstrer, tels que dessus, en ce cas seront tenus y mettre & donner si bon ordre & fidellement y pourvoir, qu'ils rendent à leurs Superieurs l'obeissance, & le debvoir qu'ils leur sont tenus, en vertu & selon le contenu de nos alliances jurées.

5. Et pour ce que par les lettres dressées par nos Superieurs de bonne memoire, aprés la Bataille de Sembach, l'année aprés la nativité de nostre Seigneur Jesus Christ 1393. ans, touchant l'ordre, que devons tenir aux guerres, ou nous irons avec nos bannieres desployées, ont esté dressez & concluds aucuns articles, nous avons pour plus ample declaration d'iceux & pour le bien de nous & de nos Successeurs en cette presente declaration & appoinctement conclud & arresté advenant, que voudrions marcher contre nos Ennemis pour cy aprés avec nos bannieres ou enseignes desployées tous en general, ou autrement de nos Villes ou Pays particulierement, & tous ceux, qui lors marcheront avec nos bannieres ou enseignes demeureront auprés d'icelles, comme gens de bien; ainsy, que tousjours ont faict nos predecesseurs, quelque necessité, que à nous ou à eux pourroit advenir, fust en combattant ou en assaillant comme plus amplement cela & d'autres poincts & articles seront specifiez & declarez es dictes lettres dressées apres la dicte journée de Sempach.

6. Davantage avons conclud & arresté, que en premier lieu des dictes Lettres de Sembach consequemment elles faisant mention des prestres & d'autres choses, pour nos predecesseurs dressez en l'an de nostre Seigneur courant 1370. en tout leur contenu, poincts & articles comme aussi le present amiable appointement doresnavant demeureront & seront entretenus & observez en leur force & vigueur pour perpetuelle memoire, lesquelles aussi toutes & quantes fois que jureront nos perpetuelles alliances seront entre nous & tous les Cantons ouvertement pardevant les Communes leues & publiées.

7. Nous avons aussi conclud & arresté entre nous toutes & quantes fois, que ferons la guerre contre aucuns, le pillage soit en argent ou autres biens, qui en telles guerres, assauts & combats sera avec l'ayde de Dieu par nous gaigné & recouvert, qui soit selon la valeur & le nombre des gens que un chacun Canton auroit fourny esgalement distribué aux personnes, qui auront esté en tel voyage; & si en telles guerres nous venions à gaigner quelques Pays, Villes ou Chasteaux, cens, rentes, peages, & autres jurisdictions, sera parmy nous & entre un chascun Canton esgalement, comme du passé amiablement distribué. Et si les choses, que dessus, estoient racheptées de nous pour quelque somme d'argent, telle que elle pourroit estre, sera tel argent aussi egalement divisé parmy nous lesdits Cantons amiablement tous dols exceptez.

8. Nous avons aussi declarée & expressement conclud, que en ce present amiable & perpetuel appointement sont & doivent estre comprins, tant nous les dessusdicts Cantons des ligues, que tous ceux, qui marchent à la guerre avec nous, nos subjets, Bourgeois, paysans, & tous ceux, qui sont en perpetuelle alliance & confederation avec nous; exceptez les Villes, Chasteaux, Pays, subjets, censes, rentes, peages, & Seigneuries, qui par nous les Villes & Pays des susdicts Cantons, comme dict est auroient esté gaignées, divisées & distribuées; nous reservons aussi expressement, que tout ce que dessus est dict & declaré ne doit en façon, que ce soit porter prejudice à nos perpetuelles confederations, ains par vertu de cette cy doivent demeurer en leur force & vigueur en tout leur contenu sans aucune mutation fermement & inviolablement, tous dolz exceptez. ANS de J. C. 1481.

9. Et pour ferme corroboration des choses cy dessus escrites, nous lesdits huict Cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Schviz, Undervalden, Zug & Glaris, pour nous & nos perpetuels Successeurs avons faict mettre nos sceaux à ces presentes huict Lettres, & en avons retiré chascun de nous une semblable forme & substance, qui furent faictes le premier Samedy aprés Sainct Thomas Apostre, l'an aprés la nativité de nostre Seigneur Jesus Christ, 1481.

DXXII.

Traité de Paix entre LOUIS XI. *Roi de France, d'une part, &* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche, & ses Enfans d'autre. A Arras, autrement, Franchise, le* 23. *Décembre* 1482. Placards, Ordonnances, &c. de Brabant. Tom. III. Part. III. Liv. V. Tit. I. Chap. IV. pag. 616. *&* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 270. ANS de J.C. 1482. FRANCE ET AUTRICHE.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France; savoir faisons à tous presens & à venir, que comme pour mettre fin aux querelles, questions, debats, & à la guerre meüe à cette occasion d'entre nous & nôtre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc MAXIMILIEN d'Autriche, nos tres-chers & tres-amez Cousin & Cousine le Duc Philippe, & Damoiselle Marguerite d'Autriche, ses Enfans, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, plusieurs Communications, Parlemens, & assemblées aient par diverses fois été tenuës de nos gens, Ambassadeurs & Commis d'iceux nos Cousins, & de leursdits Païs, par lesquels, pour parvenir à bien de Sainte & fructueuse Paix, ont été faites plusieurs ouvertures, & finalement en la Ville de Franchise *alias* Arras, en la convention & assemblée illec tenuë, ont par nosdits Ambassadeurs & les leurs, été deliberez, accordez, & conclus plusieurs points & articles, sur lesquels ait été faite, concluë, jurée, & publiée Paix finale, union, & intelligence à toûjours entre nous, nôtre tres-cher & tres-amé fils Charles, Daufin de Viennois, nôtre Roiaume, Païs, Seigneuries, & Sujets, d'une part; nosdits Cousin & Cousine, leurs Païs, Seigneuries & Sujets, d'autre. Et mêmement pour plus grande seureté d'icelle, ait été consenti, conclu, & accordé le Mariage de nôtredit fils le Daufin, & de nôtredite Cousine d'Autriche, selon, & en la forme & maniere que contenu est és Lettres sur ce faites & expediées par nosdits Ambassadeurs, & ceux de nosdits Cousins, & leursdits Païs, desquelles Lettres la teneur est telle.

Philippe de Crevecœur, Seigneur Desquordes, & de Lannoi, Conseiller & Chambellan du Roi nôtre Sire, son Lieutenant & Capitaine General au Païs de Picardie, Chevalier de son Ordre, Olivier de Quateman, aussi Chevalier, Conseiller & Chambellan du Roi nôtre Sire, & son Lieutenant en la Ville de Franchise *alias* Arras, Jean de la Vacquerie Conseiller du Roi nôtredit Seigneur, & Premier Président en sa Cour de Parlement à Paris, Jean Guerin, Maître d'Hôtel, tous Ambassadeurs Commis du Roi nôtre Souverain Seigneur; Jean de Lannoy Abbé de Saint Bettin, Chancelier de l'Ordre de la Toison d'Or, Philippe Abbé de Saint Pierre lez Gand, Gossuin Abbé d'Afflighem, Guillaume Abbé d'Aumont, de l'Ordre de Saint Benoît, Jean, Seigneur de Lannoi, de Rume, & de Sebourg, Jean de Berges, Sieur de Walhain, Baudouin de Lannoi, Seigneur

ANS de J. C. 1482. gneur de Molembais, Chevaliers dudit Ordre, Conseillers & Chambellans, Jean de la Bouverie, Sieur de Bierbeque & de Wierre, Chancelier de Brabant, Paul de Baeuſt, Sieur de Boirmizéele, Preſident de Flandre, Jâques de Goy, Sieur d'Aubi, Chevalier, Conſeiller & Chambellan, & haut Bailli de Gand, Jean Daufai, Conſeiller & Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel, Gerard Numan & Jean de Beere, Secretaires en ordonnances de nôtre tres-redouté Seigneur, Monſeigneur le Duc Maximilien d'Autriche, Jean Pumot, Chevalier, Bourgmeſtre, Jean Rolland, Echevin de la Ville de Louvain, Nicolas de Hetuelde, Roland Mol, Chevaliers, Gort Rolland, Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Bruxelles, Jean Collegheux, Bourgmeſtre, Jean de Hymerzeelle, Chevalier, Echevin de la Ville d'Anvers, George de la Moere, premier Echevin de la Ville d'Anvers, Guillaume Rins, premier Conſeiller, Jâques d'Eſteemberper, Conſeiller des Echevins des Parchons de la Ville de Gand, Jean de Vitre, Sieur de Ruddervoirde, Bourgmeſtre de la Ville de Bruges, Jean de Newenhouë, Chevalier Chambellan, Gilles Guiſclin, Conſeiller, & Jean Creue, Penſionnaire de la Ville d'Ypres, Jâques de Landas, Echevin, Jean François, Conſeiller de la Ville de Lille, Simon de Bercus, premier Echevin, Jean de la Vacquerie, Conſeiller de la Ville de Doüay, Chriſtofe Gautier, premier Echevin de la Ville de Mons, Jean Fourneau, Clerc du Bailliage de Hainaut, Servais Wandart, Conſeiller de ladite Ville de Mons, Thierri le Poivre, Echevin, Gobert Herin, Conſeiller de la Ville de Valenciennes, Robert de Manneville, Chevalier Bailli, Nicolas Daverout, Maieur, David Dandenfort, Echevin, Philippes de Saint Leger, Conſeiller, & Robert des Prez, Procureur de la Ville de Saint-Omer, tous Ambaſſadeurs, Commis & Deputez de mondit Seigneur le Duc, tant en ſon nom, que au nom de Monſieur le Duc Philippe, & de Madamoiſelle Marguerite d'Autriche, ſes Enfans, nos Princes & Seigneurs naturels, & des Etats de leur Païs, tant pour eux, que auſſi pour & au nom d'iceux Duc Philippe & Damoiſelle; à tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Salut: ſavoir faiſons, que en vertu des pouvoirs à nous donnez, & ci-aprés inſerez, nous avons fait, conclu, accepté, promis, & juré, faiſons, concluons, acceptons, promettons, & jurons Paix finale, union, intelligence, & alliance perpetuelle entre le Roi, Monſeigneur le Daufin, le Roiaume, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, d'une part; & mondit Seigneur le Duc, Monſeigneur le Duc Philippe, & Damoiſelle Marguerite ſes Enfans, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, d'autre; enſemble le Traité du Mariage, qui au plaiſir de Dieu ſe fera, ſolemniſera, & parfera de mondit Seigneur le Daufin, & d'icelle Damoiſelle Marguerite, ainſi, par la forme & maniere qu'il eſt contenu & declaré és articles ſur ce par nous aviſez, conſentis, & accordez, deſquels la teneur s'enſuit.

Premierement, au nom, & à la loüange de Dieu nôtre Createur, de la glorieuſe Vierge Marie, & de toute la Cour celeſte, Paix finale, union, alliance, & intelligence à toûjours eſt faite, promiſe, & jurée entre le Roi, Monſeigneur le Daufin, le Roiaume, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, d'une part; & Monſieur le Duc Maximilien d'Autriche, Monſieur le Duc Philippe, & Mademoiſelle Marguerite d'Autriche, ſes Enfans, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, d'autre; par laquelle toutes rancunes, haines, & malveillances des uns envers les autres ſont miſes jus & ôtées, & toutes injures de fait & de paroles remiſes & pardonnées.

Item, pour plus grande ſeureté de ladite Paix, Traité & Alliance de Mariage eſt fait, promis, conſenti, & accordé entre mondit Seigneur le Daufin, ſeul fils du Roi, & heritier apparent de la Couronne, & madite Damoiſelle Marguerite d'Autriche, ſeule fille de mondit Seigneur le Duc, & de feuë Madame Marie de Bourgogne, fille unique de feu Monſieur le Duc Charles, que Dieu abſolve; & ſe parfera & ſolemniſera ledit mariage, ladite Damoiſelle venuë en âge requis de droit. ANS de J. C. 1482.

Item, & incontinent ladite Paix publiée, & les ſcellez, promeſſes, obligations, Lettres & ſeuretez baillées aux Ambaſſadeurs dudit Duc, & des Etats deſdits Païs, en la Ville, de Lille ou de Doüay, madite Damoiſelle ſera en toute diligence, ſans mettre la choſe en delai, amenée en cette Ville de Franchiſe *alias* Arras, & miſe & delaiſſée és mains de Monſieur de Beaujeu, ou autre Prince du Sang, Commis de par le Roi; & ſa fera le Roi garder, nourrir, & entretenir comme ſa fille primogenite, épouſe de mondit Seigneur le Daufin.

Item, qu'en faiſant ladite delivrance, mondit Seigneur de Beaujeu, ou autre Prince Commis de par le Roi aiant pouvoir eſpecial à ce, en la preſence des Princes & Seigneurs, qui auront conduit & amené icelle Damoiſelle, promettra par ſerment ſolennel ſur le fût de la vraie Croix, & Saints Evangiles de Dieu, pour le Roi, tant en ſon nom, que comme Pere, & ſoi faiſant fort de mondit Seigneur le Daufin, que madite Damoiſelle venuë en âge requis de droit, mondit Seigneur le Daufin la prendra à femme & épouſe legitime; & procedera au ſurplus au parfait & conſommation du Mariage de lui & d'elle, ſelon l'ordonnance de Sainte Egliſe.

Item, pareil ſerment & promeſſe fera mondit Seigneur de Beaujeu, ou autre Prince Commis aiant pouvoir ſufiſant à ce, de mondit Sieur le Daufin, autoriſé & diſpenſé par le Roi de ſon jeune âge, pour & au nom d'icelui Seigneur.

Item, en faveur dudit Mariage, iceux Seigneur Duc d'Autriche, & les Etats de ſeſdits Païs, ont conſenti & accordé tant en leurs noms, que pour & au nom dudit Duc Philippe, & pour ſon mineur âge, comparans en ſon lieu, que les Comtez d'Artois, de Bourgogne, & les Terres, & Seigneuries de Mâconnois, Auxerrois, Salins, & Bar-ſur-Seine, & de Noiers, ſoient le partage, dot, & portement de Mariage de madite Damoiſelle avec mondit Sieur le Daufin, pour en joüir par eux, leurs hoirs mâles & femelles, qui iſſiront dudit mariage, heritablement & à toûjours: & en faute d'iceux, retourneront audit Duc Philippe, ou à ſes hoirs. Et pource que le Roi tient en ſa main, & occupe preſentement leſdits Comtez de Bourgogne, Mâconnois, Auxerrois, Salins, Bar-ſur-Seine, Noiers, & la plûpart de ladite Comté d'Artois, il conſent pour autant que la choſe lui peut toucher, qu'icelles Comtez & Seigneuries ſoient le dot, heritage, & patrimoine de ladite Damoiſelle, pour en joüir par mondit Seigneur le Daufin comme ſon futur mari, par elle, & leurs hoirs iſſus de ce Mariage; & en faute d'iceux, retourneront comme deſſus.

Sauf, que s'il avenoit, que leſdites Comtez, Terres, & Seigneuries, vinſſent & échûſſent en autre main que de mondit Seigneur le Daufin, ou des hoirs iſſus d'icelui Mariage; en ce cas le Roi, mondit Seigneur le Daufin, & leurs ſucceſſeurs Rois de France, pourront poſſeder & retenir leſdites Comtez d'Artois & de Bourgogne, & autres Terres & Seigneuries deſſus dites, juſques à ce qu'il ſoit appointé du droit prétendu par le Roi és Villes & Châtellenies de Lille, Doüay, & Orchies, eſquelles trois Villes & Châtellenies, ſi ledit cas de retour n'avient, le Roi & ſes ſucceſſeurs ne pretendront aucun droit; mais en joüiront les Comtes & Comteſſes de Flandres comme ils ont fait par ci-devant. Et ſi ledit cas de retour avient, le Roi, & auſſi le Comte de Flandres qui lors ſeront, feront diligence chacun de ſa

ANS de J. C. 1482. part d'appointer dudit different. Et dedans trois ans ensuivans la venuë dudit cas, ou plûtôt, si faire se peut, que madite Damoiselle venuë en ladite Ville de Franchise *alias* Arras, sera du consentement du Roi, par mondit Seigneur de Beaujeu, en la presence des personnes des Etats d'Artois, & des autres Terres & Seigneuries de son dot, qui illec seront trouvez, lesquels, sans en faire autre assemblée, representeront les trois Etats d'Artois, tenuë, reçûë, & declarée Comtesse d'Artois, de Bourgogne, & Dame des autres Seigneuries; & seront mondit Seigneur le Daufin comme futur mari d'elle, & elle, tenus par le Roi pour diligens, touchant les devoirs qu'ils seront tenus de faire pour lesdites Terres qui sont du Roiaume.

Item, de là en avant ledit Païs & Comté d'Artois, sauf la Ville, Chastel, & Bailliage de Saint-Omer, dont ci-aprés sera touché, sera regi & gouverné en ses droits, usages, & privileges acoûtumez, tant au regard des corps des bonnes Villes, comme du plat Païs, sous la main & nom de mondit Sieur le Daufin futur mari, & bail de madite Damoiselle, & le domaine & revenu d'icelui Païs & Comté reduit au plus grand profit que l'on poura; & les Officiers de Justice & de Recepte desdits Païs & Comté, & les Loix des Villes créées & renouvellées de par lui, au nom que dessus.

Item, sera pareillement fait de la Comté de Bourgogne, & autres Terres & Seigneuries, qui sont du dot de ladite Damoiselle.

Item, sur la requeste, que lesdits Ducs & Etats font, que le plaisir du Roi soit mettre la Ville de Franchise *alias* Arras, en son ancienne police & gouvernement sous la main de mondit Seigneur le Daufin, en y commettant Officiers de par lui, comme dit est. Le Roi s'attend à Monsieur le Daufin futur mari de ladite Damoiselle, d'entretenir & traiter ladite Ville en ses gouvernemens, & privileges anciens & accoûtumez, comme les autres Villes d'Artois.

Item, au regard de la Ville, Château, & bailliage de Saint-Omer, qui est de ladite Comté d'Artois, elle est comprise, & tout ledit bailliage, avec ledit Comté d'Artois, au dot & portement de Mariage, que madite Damoiselle fait avec mondit Sieur le Daufin, sous les limitations qui s'ensuivent. Ladite Ville, Château, & bailliage, seront mis & delivrez en la possession de Monsieur le Daufin & d'elle, incontinent ledit Mariage parfait & consommé, & non devant, pour en joüir par eux, leurs hoirs, & successeurs, comme de ladite Comté d'Artois, & autres Païs & Seigneuries dessus dites.

Item, dés à present lesdits Ducs & Etats, tant en leurs noms que pour & au nom dudit Duc Philippe, remettent la garde de ladite Ville, Château & bailliage, & les delaissent du tout à la garde & entretenement qu'en seront & seront tenus faire les Gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, Manans & Habitans de ladite Ville, pour la garder & delivrer à mondit Sieur le Daufin, ledit Mariage consommé, tous lesquels Manans & Habitans, & trois Etats de ladite Ville, seront dés à present tenus faire serment solennel és mains du Roi, ou de ses Commis, de faire bonne & seure garde de ladite Ville durant ladite minorité de madite Damoiselle, & non permettre ou souffrir à leur pouvoir, que ledit Duc d'Autriche, & ledit Duc Philippe son fils, ni autres de par eux, y aient aucun port, autorité, ni aucunes gens, mais demeurera icelle Ville au gouvernement desdits Etats, pour la bailler, rendre & delivrer en pleine obeïssance à mondit Sieur le Daufin, mari de madite Damoiselle, incontinent elle venuë en âge ledit Mariage consommé, cessans tous contredits, excuses, ou delais.

Item, pareil serment seront tenus faire lesdits Habitans & trois Etats à mondit Sieur le Duc d'Autriche, de non delivrer ladite Ville au Roi, ni à mondit Sieur le Daufin, ni autres de par eux, durant ladite minorité, & jusqu'à ce que ledit Mariage soit consommé. ANS de J. C. 1482.

Item, que en particulier les Prelats, Gens d'Eglise, Nobles, Majeur, Echevins, Manans & Habitans de ladite Ville, qui sont Chefs d'Hôtel, & autres qui viendront demeurer en icelle Ville durant ladite minorité, de quelque état ou condition qu'ils soient, feront serment sur la Croix, ou Saints Evangiles, d'entretenir ledit Traité, sur peine d'être tenus & reputez parjures & deloiaux ausdits Princes & à la Ville; & aussi comme infracteurs & violateurs de Paix, être punis à la volonté & ordonnance de justice, & sera ledit serment enregistré en un livre & registre à ce servant.

Item, afin que ladite Ville ait mieux dequoi pour soi garder & entretenir, le domaine d'icelle Ville, banlieuë, & bailliage, tel que au Comte d'Artois doit appartenir, demeurera durant la minorité de ladite Damoiselle, au profit de ladite Ville pour l'entretenement d'icelle: & si seront lesdites Ville, & bailliage, durant ledit tems, quittes de leur portion de l'Aide ordinaire d'Artois; & s'il leur convient faire plus grande mise pour ladite garde, le Roi, & aussi mondit Seigneur d'Autriche, leur secoureront & aideront.

Item, & au regard de l'institution des Officiers, que le Comte d'Artois à acoûtumé d'instituer, comme Bailli, Sous-Bailli, Châtelain, Burgrave, Aumauster, Procureur, Receveur, Sergens, & autres, mondit Seigneur le Duc, comme Pere de madite Damoiselle, en aura durant ledit tems la nomination, & Monsieur le Daufin, comme futur mari d'icelle, l'institution, & seront iceux Officiers tenus en obtenir Lettres de Monsieur le Daufin, & faire le serment és mains des Etats de ladite Ville, ainçois qu'ils puissent exercer lesdits ofices; & leur seront lesdites Lettres expediées sans frais: & si madite Damoiselle alloit de vie à trépas, paravant ledit mariage consommé, ladite Ville, Château, & Bailliage, seront par lesdits Manans & Habitans remis en l'obeïssance desdits Ducs d'Autriche, & Duc Philippe son fils, ou ses successeurs.

Item, que pendant & durant la minorité de ladite Damoiselle, la Loi de ladite Ville se fera & renouvellera par ceux d'icelle Ville en la maniere acoûtumée; & si auront lesdits Majeur & Echevins pouvoir de creer les Officiers en dessous eux, & comme ils ont fait par ci-devant; & se fera la justice en ladite Ville & banlieuë par les Majeur & Echevins, qui seront entretenus en leurs anciens droits & prerogatives; & au bailliage, la justice s'y fera & exercera comme il s'est fait de tout tems, & sous le ressort où il appartiendra; & entant que touche la garde, les trois Etats de ladite Ville, pourront faire telles ordonnances & statuts qu'ils aviseront être requis pour leur seureté, soit pour tenir, ou soudoier mortes-paies pour la garde de ladite Ville & Château, où ils entendent en leurs consciences qu'il leur soit besoin; pourront commettre & élire un chef entre-eux pour la garde d'icelle, tel qu'ils aviseront, de l'un d'eux, en tenant toûjours à eux la charge & gouvernement de ladite Ville, pour la delivrer, comme dit est.

Item, quant aux Forts & Châteaux prochains de ladite Ville, par lesquels ils pourront être tenus en aucune sujetion, ils auront les scellez & promesses des Seigneurs d'iceux Forts & Forteresses de non leur nuire, mais les assister à la garde & delivrance de ladite Ville, comme dit est.

Item, Et si aucune guerre sortoit entre le Roi & ledit Duc d'Autriche, ou autres voisins de ladite Ville, ils ne s'en mêleront, ni ne recevront aucune garnison d'un côté ni d'autre.

Item,

ANS de J. C. 1482.

Item, que les Bourgeois, Manans, & Habitans de ladite Ville, banlieuë, & bailliage, de quelque état ou condition qu'ils soient, pourront aller, hanter, & frequenter marchandement, ou autrement, par tout le Roiaume de France, par les Païs de mondit Sieur d'Autriche, Monsieur le Duc Philippe son fils, & en autres Roiaumes & Païs voisins: & pareillement les sujets desdits Roiaumes des Païs de mondit Seigneur le Duc, & autres Païs voisins, pourront seurement hanter & converser en ladite Ville & banlieuë, marchandement, & autrement; sans aucune repriſe, ni en ce faire ou donner aucun empêchement, pour marques, contremarques, ordonnances, ou defenses au contraire.

Item, si lesdits de Saint-Omer ne sont contens de Lettres, scellez, & seuretez qui se bailleront pour la generalité de ce Traité, le Roi pour sa part, & aussi mondit Sieur le Duc d'Autriche pour la sienne, leur bailleront Lettres en particulier, & feront bailler par les Etats de leur Païs, & telles Villes & Communautez qu'ils requerront; par lesquelles, chacun en son regard, promettra entretenir, & faire entretenir tous les points consentis & accordez, touchant la garde de ladite Ville.

Item, qu'en faisant par lesdits Manans & Habitans la delivrance & pleniere obeïssance de ladite Ville de Saint-Omer à mondit Seigneur le Daufin, & à madite Damoiselle, le Mariage consommé, comme dit est, iceux Seigneurs & Damoiselle feront serment d'entretenir & garder ladite Ville, Château, Banlieuë, & Bailliage, comme membre de ladite Comté d'Artois, & aussi icelle Comté d'Artois, en leurs droits, franchises & libertez, usages, & privileges acoûtumez, comme les predecesseurs Comtes & Comtesses d'Artois ont fait, sans les dérégler, ni mettre le gouvernement & la police de ladite Ville, ni des autres Villes d'Artois, en autre train que par ci-devant a été.

Item, confirme dés maintenant le Roi les provisions obtenuës par ladite Ville, tant de feuë Madame la Ducheſſe d'Autriche, comme aussi de mondit Sieur le Duc d'Autriche, & mari d'elle, pour la quitance & moderation des dettes & rentes dûës par ladite Ville, & aussi pour le delai du paiement d'icelles rentes & dettes; lesquelles provisions demeureront en leur force, & leur seront valables.

Item, les Ambassadeurs dudit Duc d'Autriche ont remontré, que ladite défunte Ducheſſe d'Autriche, le Duc Charles son Pere, & autres predecesseurs posſeſſeurs desdites Comtez & Seigneuries, ont emprunté plusieurs deniers, & vendu rentes, & icelles assignées être paiées sur le domaine, rentes, & revenu dudit Comté, Terres, & Seigneuries; requerant, que pour l'aquit & décharge des ames desdits défunts, le Roi & mondit Seigneur le Daufin, posſeſſeur desdites Terres & Seigneuries, fassent paier lesdites charges & dettes à ceux, à qui elles sont dûës. En obtemperant à ladite requête, le Roi & mondit Seigneur le Daufin, posſeſſeur desdites Terres, feront doresnavant paier, & aquiter les cours des rentes dûës par les corps des Villes, & autres qui en sont obligez pour lesdits desunts; lesquels en seront rembourſez, & leur sera deduit ce qu'ils devront par le receveur des domaines desdits Comtez.

Item, quant aux deniers prêtez en la Comté de Bourgogne, ceux qui ont fait lesdits prêts, bailleront leurs Lettres, enseignemens, & assignations qu'ils ont, és mains de ceux qui seront commis à faire l'état du domaine dudit Comté, pour en faire rapport à mondit Seigneur le Daufin, & les appointer comme par raison.

Item, au regard des anciens Officiers, qui par ladite Ducheſſe, le Duc Charles, & le Duc Philippe son aieul, ont été assignez d'aucune somme annuelle par forme de proviſion pour leur vivre, à la prendre sur le domaine desdits Comtez & Seigneuries, ils y seront entretenus, & en seront paiez selon leursdites assignations. ANS de J. C. 1482.

Item, sur ce aussi que lesdits Ambassadeurs ont requis, que le plaiſir du Roi soit faire entretenir par mondit Seigneur le Daufin les serviteurs de feuë madite Dame, & de mondit Sieur d'Autriche, en offices à eux donnez esdits Comtez & Seigneuries, en faisant serment és mains de mondit Seigneur le Daufin, a été répondu, que ci-aprés on pourra informer le Roi de l'idoneïté desdits Officiers; & en sera fait pour le mieux.

Item, que moiennant le dot & partage fait à madite Damoiselle des Comtez & Seigneuries dessus declarées, le Roi au nom de Monseigneur le Daufin, & pareillement mondit Seigneur le Daufin autoriſé, & diſpenſé de son âge, comme futur mari de madite Damoiselle, promettent lui faire ratifier, elle venuë en âge; renonçant à tout tel droit, part, & action, qu'icelle Damoiselle, & ledit Sieur à cause d'elle, pourroient avoir, clamer, & demander en Duchez, Comtez, Terres, & Seigneuries, biens meubles & immeubles quelconques, demeurez du trépas de Madame la Ducheſſe Mere d'icelle Damoiselle, si nouvelle succeſſion n'échet.

Item, que l'intention de mondit Sieur le Duc, & desdits Etats, est que le dot & partage consenti à madite Damoiselle, & en faveur & contemplation du Mariage de mondit Seigneur le Daufin & d'elle, ait son effet; mais s'il avenoit par quelque cas de mort, ou autrement, que ledit Mariage ne parvint, lesdits dot & partage seront tenus pour non faits; & seront lesdites Comtez & Seigneuries delivrées, renduës, & reſtituées à mondit Sieur le Duc, au cas que sesdits enfans soient encore en bas âge; & lesdits enfans étans âgez, à mondit Sieur le Duc Philippe, comme heritier principal de madite Dame sa Mere; sauf à icelle Damoiselle sa sœur son droit & partage annuel, tel que avoir le devra, par les droits & coûtumes desdits Païs & Seigneuries; entendu aussi qu'en ce cas, le Roi seroit entier au droit qu'il pretend esdites Villes, & Châtellenies de Lille, Doüay, & Orchies, selon la reservation dessusdite.

Item, que le Mariage parfait & consommé, s'il avient que mondit Seigneur le Daufin, à qui Dieu par sa grace donne bonne vie & longue, allât de vie à trépas, delaiſſant, ou non, enfans de madite Damoiselle, icelle joüira desdits Comtez d'Artois, de Bourgogne, & autres dessus nommez, comme de son dot & heritages; & avec ce aura pour son doüaire cinquante mille livres tournois par an, qui lui seront assignées; premierement, commençant au Bois-de-Vincennes, Creil, Montargis, & autres les plus belles Places & demeures que l'on saura aviser, en Champagne, Berri, & Touraine.

Item, au contraire, s'il avenoit qu'elle voise de vie à trépas, paravant mondit Seigneur le Daufin, les enfans issus d'eux succederont esdites Comtez & Seigneuries qui sont du dot & partage d'elle: & s'il n'y a nuls enfans, lesdits Comtez & Seigneuries retourneront à ses plus prochains hoirs, sauf la limitation dessusdite de Lille, Doüay, & Orchies.

Item, que sous ombre de cette alliance de Mariage, le Roi, ni mondit Seigneur le Daufin, durant la minorité dudit Duc Philippe, ne prétendront avoir le gouvernement desdits Pais de Brabant, Flandres, & autres appartenans audit Duc, mais les laiſſeront en tel état qu'ils seront.

Item, si le jeune Duc Philippe alloit de vie à trépas en minorité d'âge, que Dieu ne veüille, parquoi ladite Damoiselle succedât aux Duchez, Comtez, & Seigneuries de sondit Frere, en ce cas le Roi & mondit Seigneur le Daufin acordent, que le gouvernement desdits Pais demeure en l'état qu'il sera trouvé, tant qu'elle sera venuë en âge, en faisant par les-

ANS de J. C. 1482.

dits Païs à mondit Seigneur le Daufin, au nom d'elle, les devoirs que ceux du Païs doivent à leurdit Seigneur.

Item, auſſi s'il avenoit, madite Damoiſelle étant en âge, & le Mariage conſommé, que mondit Sieur le Duc Philippe mourût ſans delaiſſer hoirs de ſa chair, ou par quelque autre cas, les Païs & Seigneuries d'icelui mondit Sieur le Duc Philippe, vinſſent à madite Damoiſelle ſa ſœur, & les hoirs iſſus d'elle, & qu'ils fuſſent heritiers de la Couronne de France, le Roi & mondit Seigneur le Daufin promettront & bailleront leurs Lettres pour eux & leurs ſucceſſeurs, & feront bailler par les Etats de France à chacun deſdits Païs; & audit cas traiter leſdits Païs ſelon leur nature, & de les entretenir en leurs anciens droits, exemtions, uſages, coûtumes & privileges, & les Villes en leurs privileges, franchiſe, police, & gouvernement acoûtumez. Et quant aux Païs qui ſont hors du Roiaume, que les ſujets d'iceux ne ſeront Traitez par appellation, ni autrement en la Cour de Parlement à Paris, Grand Conſeil du Roi, ni ailleurs hors deſdits Païs.

Item, iceux Seigneurs, leurs Païs, Seigneuries, & Sujets, pour la conſervation de la Paix, amour & union perpetuelle, procedant de ladite Alliance & Mariage, aideront & aſſiſteront l'un l'autre, comme amis, envers & contre tous ceux qui voudront entreprendre ſur l'Etat, & perſonnes deſdits Princes, ou de l'un d'iceux; ou auſſi ſur ledit Roiaume, leurs Païs, Seigneuries & Sujets.

Item, reconnoiſſent leſdits Ducs étant au Roi la ſouveraineté en la Comté de Flandres, ſelon ce qui a été au tems paſſé, & promettent, que ledit Duc Philippe venu en âge y fera les foi, hommages & devoirs comme il appartient, & que l'on a acoûtumé de faire; & de ce bailleront Lettres mondit Sieur le Duc d'Autriche, & les trois Membres de Flandres.

Item, que le Roi de ſa certaine ſcience, puiſſance, & autorité, a confirmé & confirme tous privileges anciens & nouveaux, accordez & confirmez par icelle feuë Dame, avant ſon Mariage, & par ledit Seigneur Duc & elle conſtant leur Mariage, tant aux trois Membres de Flandres en general, qu'en particulier aux Villes & Communautez deſdits Païs de Flandres, Villes & Châtellenies de Lille, Doüay, & Saint-Omer; enſemble tous les droits, loix, uſages, & coûtumes deſdites Villes & Communautez de Flandres, Villes & Châtellenies de Saint-Omer, Lille, Doüay, & Orchies.

Item, auſſi à le Roi confirmé aux Manans & Habitans de la Ville d'Anvers les privileges qu'ils ont des predeceſſeurs Rois de France, pour la Franchiſe de la Foire d'icelle Ville.

Item, entant qu'il touche le droit d'iſſuë du Roiaume, impoſition foraine, & autres droits que l'on pouroit demander pour les Vivres, Danrées & Marchandiſes, qui ſeront amenées & conduites au Païs & Comté de Flandres, Villes & Châtellenies de Lille, Doüay, & Orchies, en ſera fait comme du tems de feu le Duc Philippe dernier, & auparavant.

Item, que les appellations des Sieges de la Gouvernance de Lille, Doüay, & Orchies, qui ſe releveront en la Chambre de Flandres, comme reſſort immediat de ladite Chambre, iront en ladite Cour de Parlement à Paris; & ce tant que leſdites Villes & Châtellenies ſeront poſſedées par les Comtes & Comteſſes de Flandres, & ſous la reſervation deſſus dite.

Item, que les appellations des Loix de Flandres, de la Riviere du Lis, qui par moien, ou ſans moien, ſe releveront en la Cour de Parlement, ſeront muées & converties en reformation, & ce executera le Juge, reparable par diffinitive, à caution, ſelon les ordonnances, qui pour le bien & cours de la Marchandiſe audit Païs de Flandres, en ont été faites au tems paſſé.

ANS de J. C. 1482.

Item, qu'en ce Traité de Paix eſt compriſe la perſonne de Madame Marguerite, Ducheſſe de Bourgogne, Veuve de feu Monſieur le Duc Charles, & lui ſera renduë la pleine joüiſſance des Terres de Chauſſins, & de la Perriere, au rachat de vint mille écus d'or, au Païs de Bourgogne; & ſur ce lui octroiera le Roi ſes Lettres patentes ſelon le contenu qu'elle en a deſdits Duc & Ducheſſe; & s'il avenoit, que Dieu ne veüille, que Monſieur le jeune Duc allât de vie à trépas, & qu'à ce moien les Païs eſquels madite Dame a ſon doüaire, & autres Terres à elle données ſa vie durant, vinſſent en la main du Roi, ou de Monſeigneur le Daufin, en ce cas promettront par leurs Lettres laiſſer joüir madite Dame de ſon doüaire, & autres Terres, ſa vie durant paiſiblement à elle, ſans faire ou ſoufrir faire aucun empêchement; & ſi elle a métier de l'aide ou nom du Roi & de mondit Seigneur le Daufin, iceux la conforteront en ſes affaires, & aideront comme leur parente & couſine; & auſſi entretiendront à madite Dame, audit cas, les Traitez & pactions qu'elle a eûes avec madite Dame d'Autriche, pour la reſtitution du dot & des deniers de ſon Mariage.

Item, par cette Paix eſt faite abolition generale, rapel de tous bans, défauts & contumaces, aux ſujets d'un parti & d'autre, de quelconques cas, délits, crimes, ou offences, que l'on leur pourroit impoſer; à ſavoir que le Roi, de ſa pleine puiſſance & autorité Roiale, fera & fait abolition generale à tous les ſerviteurs & ſujets, tant des Païs de Bourgogne, que par deçà, & autres qui ont tenu le parti de feu Monſieur le Duc Charles, de Madame la Ducheſſe Marie ſa fille, de Monſieur le Duc, & de Meſſieurs ſes Enfans, de tous quelconques cas commis & perpetrez depuis le commencement des guerres audit Duc Charles, ſoit en aiant tenu leur parti, les aiant ſervi, & avoir été en Ambaſſade pour eux en Angleterre, vers le Duc de Bretagne, ou ailleurs, ou eux avoir armé & ſervi en guerre contre le Roi, conſeillé, aidé, & favoriſé de fait, de parole, ou par écrit, la partie & querelle d'iceux Ducs & Ducheſſe, avoir été contre leurs ſermens ou promeſſes, ou en quelque autre maniere que ce ſoit, ou puiſſe être, avoir offenſé, delinqué envers le Roi, & leur remet, quitte, & pardonne le Roi, toute offenſe, & peine corporelle & civile, enſemble toutes peines & amendes adjugées au tems paſſé; impoſant ſur ce ſilence perpetuel à ſon Procureur, ſans qu'il ſoit beſoin à nuls deſdits ſujets & ſerviteurs en obtenir aucune abolition & pardon en particulier. Et neanmoins ceux qui en voudront avoir lettres; les auront ſans frais; & pareille abolition offre faire & fait mondit Sieur le Duc, pour ceux qui ont tenu le parti du Roi, auſſi pour les Manans & Habitans de la Ville, Banlieuë & Bailliage de Saint-Omer: & particulierement eſt accordée par le Roi abolition generale, en telle façon que pour choſe faite, dite, ou reſcrite pour le tems paſſé, l'on ne les pourra jamais redarguer en juſtice, ni autrement.

Item, qu'auſſi les ſujets & ſerviteurs d'un parti & d'autre, tant Prelats, Chapitres, Couvents, Nobles, Corps de Villes & Communautez, & les particuliers de quelque état ou condition qu'ils ſoient, retourneront à leurs dignitez, benefices, fiefs, Terres, Seigneuries, & autres heritages, deniers d'heritages, rentes heritieres ou viageres dûës par les Princes, comme celle dûë à Monſieur de Hamez, ſur le domaine d'Amiens, que par Corps de Villes, ou particuliers, à en joüir & poſſeder depuis le jour de la Paix, en tel état qu'ils les trouveront; qui eſt à entendre, que ceux qui retourneront à leurſdits biens par cette paix, ſeront tenus en telle poſſeſſion & joüiſ-

ANS de J. C. 1482. joüissance de leurs dignitez, benefices, & autres biens, qu'ils étoient paravant l'empêchement survenu à cause de la guerre, sans que l'on pût objecer interruption de possession, ou prescription pour le tems que la guerre a duré, depuis qu'elle commença du tems dudit feu Duc Charles; & ce nonobstant quelconques dons, ou dispositions à tems, ou à toûjours, faits au contraire par le Roi en son parti, ou par mesdits Sieurs les Ducs, ou leurs successeurs, nonobstant quelconques declarations de confiscations, de sentences ou arrests obtenus par contumace, qui d'un parti & d'autre pour le bien de cette Paix, seront mis au neant & declarez nuls, nonobstant aussi quelconques venditions d'iceux heritages, ou rachats desdites rentes, faits durant la guerre par ceux, ou à ceux qui ont eû don desdits heritages & rentes.

Item, si aucuns heritages ou rentes ont été venduës par decret pour dettes hipoteques, dont les dettes fussent en parti contraire, lesdits debiteurs, ou leurs heritiers, pourront retourner incontinent aprés ladite Paix, à leurs heritages ainsi vendus, en satisfaisant en dedans l'an du deû, pour lequel ils seroient vendus tant seulement; & s'ils n'avoient satisfait en dedans ledit tems, le decret demeurera en sa force, & retournera de plein droit ledit acheteur en sa possession: mais si le proprietaire vouloit debatre ou soutenir contre la dette, il y sera reçû en nantissement des deniers, comme s'il eût été present; si toutefois par ladite adjudication de decrets aucunes rentes avoient été soupites, icelles seront du jour de cette Paix remises en leur cours comme paravant ladite adjudication.

Item, aussi si les dettes, pour le paiement desquelles l'on avoit procedé à vendre les heritages de celui, ou ceux qui étoient en parti contraire, étoient pures personnelles, non hipoteques, desquelles eût été fait don par recompense au parti, où leur debiteur étoit demeurant, icelui debiteur retournera à son heritage ainsi vendu, sans restituer les deniers principaux, ni autres choses à l'acheteur desdits heritages, ou à son aiant cause.

Item, en toutes autres matieres Ecclesiastiques & profanes, où sont données quelques défauts ou contumaces contre eux, étans au parti contraire, ils se pourront juger en dedans l'an, contre qui qu'ils soient obtenus.

Item, les sujets d'un côté ou d'autre retourneront à leurs biens & immeubles, à savoir tant ceux dont ils joüissoient avant les divisions commencées du tems du feu Duc Charles, que ceux qui depuis leur sont succedez & échus; supposé ores que le trépas de celui, duquel viendroient lesdits biens, fût avenu, & que lesdits biens soient situez au parti contraire, auquel s'est tenu son plus prochain heritier, sans que l'on pût objicer à l'heritier, que son predecesseur soit mort ennemi du Prince sous lequel il avoit ses biens, ou en service de guerre contre lui, ou audit heritier, qu'il soit inhabile à succeder, parce qu'il auroit tenu parti contraire du lieu où lesdits biens sont échus.

Item, & quant aux fruits & levées des heritages & rentes, tout ce qui est donné & levé depuis le commencement des divisions du Duc Charles, jusques au jour de la Paix, par mandement des Princes, leurs Lieutenans, ou Commis, demeurera levé & donné, & n'en poura jamais estre fait poursuite contre les Commissaires qui s'en sont entremis, ni ceux qui les ont reçûs, ou qui en ont profité, ni aussi contre ceux qui les ont paiez & contentez. Et quant aux arrerages des reptes & censes dont les termes sont échus, ou pour pied coupé, qui encor ne sont levez, afin d'ôter toutes matieres de procez, ils demeureront à ceux qui en ont le don des Princes.

Item, pareillement toutes dettes personnelles données par les Princes ou leurs Lieutenans, supposé, ANS de J. C. 1482. que rien ne soit levé, demeurent au profit de celui, ou ceux qui en auront le don; & quant à toutes autres choses mobiliaires, quelque don qui en ait été fait, si elles n'ont été levées, ou qu'il n'en soit procez, ce qui se trouvera en être aprés la Paix publiée, appartiendra à celui, ou ceux ausquels lesdits biens étoient auparavant la guerre, & les pourront prendre & lever par tout où ils les trouveront, sans qu'on leur puisse donner aucun contredit ou empêchement pour quelconque cause que ce soit.

Item, semblablement est accordé pour lesdits de Saint-Omer, que pour quelconque recompense reçûë, remission, quittance obtenuë par le corps de la Ville, & aussi par les particuliers Bourgeois, Manans, & Habitans d'icelle Ville, banlieuë, & bailliage, de quelque état ou condition qu'ils soient, ils en demeureront déchargez, & n'en pourra contre eux être fait poursuite.

Item, que sous la generalité de ce Traité, mondit Sieur le Duc d'Autriche, & sesdits Enfans, sont & demeurent quittes & déchargez de toutes dettes, qu'ils peuvent devoir à ceux qui ont tenu parti à eux contraire, & ne seront lesdits creanciers pour quelque cause que sesdits procedent, être jamais reçûs à en faire poursuites contre mondit Sieur le Duc, mesdits Sieurs ses Enfans, ou leurs biens, sauf toutefois des rentes & pensions à venir, qui se paieront de ce jour en autre.

Item, que pour retourner à ce sien, l'on ne sera tenu de faire aucun serment au Prince ou Seigneur, sous qui lesdits biens sont, sauf les tieffez & vassaux, qui seront tenus de faire serment de fidelité pour leurs fiefs; lequel serment se pourra encore faire par procureur aiant pouvoir special.

Item, sur ce que les Ambassadeurs de mondit Sieur le Duc, & des Etats de ses Païs, ont requis, que Madame Veuve de Messire Pierre de Luxembourg, & Damoiselles Marie & Françoise ses filles, retournent à leurs biens, tant ceux dont ont joüi en leur vivant Messire Loüis de Luxembourg Comte de Saint-Paul, Madame Jeanne de Bar sa femme, Messire Jean de Luxembourg, Comte de Merle leur fils aîné, & ledit Messire Pierre de Luxembourg; & ce nonobstant quelconques arrests, sentences, declarations de confiscation, & forclusion de Tréves faites par ci-devant; & pareillement Monsieur de Crouy, Comte de Porcien, pour lequel ils ont requis qu'il retourne en ses biens, Terres, & Seigneuries, dont feu Monsieur de Crouy son Pere, & Madame Marguerite de Lorraine sa Mere, ont été joüissans; & nommément à la Comté de Porcien, les greniers à sel du Château de Cambarsoi, Montcornet, & autres appendances dudit Comté, à la Seigneurie de Barsur-Aube, & autres Terres en Picardie, ladite Veuve, & Enfans dudit feu Messire Pierre de Luxembourg, & ledit Sieur de Crouy joüiront du benefice de la Paix, sauf qu'ils ne retourneront presentement à leurs biens, & pourront poursuivre leur cas devers le Roi, quand bon leur semblera.

Item, quant à ce que lesdits Ambassadeurs ont requis, que le Roi fasse rendre & restituer à Monsieur le Comte de Romont, sa Comté de Romont, son Païs de Vaux, & autres Terres & Seigneuries, qui lui apartiennent au Païs de Savoie à cause de son partage; lesdites Terres ne sont point en la possession du Roi, ni d'autres de sa sujettion; & quand ledit Seigneur de Romont voudra faire diligence à les recouvrer, le Roi en ce le favorisera.

Item, touchant les Princes & Princesses d'Orange, le Comte de Joigni, Liepart de Châlon, Sieur de Lorme, Messire Guillaume de la Baume, Seigneur du Laim, Messire Claude de Thoulongeon, Sieur de la Bastie, pour lesquels lesdits Ambassadeurs ont semblablement requis, qu'ils soient compris en

ANS de J. C. 1482.

cette Paix, a été répondu, qu'ils y sont compris, & retourneront à leurs biens où qu'ils soient, tant au Roiaume, qu'au Daufiné & Comté de Bourgogne, sous la generalité comme les autres.

Item, pareillement les Religieux, Abbé, & Couvent d'Achin, sont compris en la generalité du retour au sien, tant pour les biens de l'Abbé, comme du Couvent, & en auront les dessus nommez, & autres, lettres particulieres, si avoir les veulent.

Item, semblablement les Religieux de l'Eglise & Abbaie de Saint Wast d'Arras, qui se sont tenus en l'obeïssance de mondit Sieur le Duc d'Autriche, pour lesquels lesdits Ambassadeurs ont fait requête, pourront retourner à leur-dite Abbaie, & vivre des biens d'icelle.

Item, sur ce que lesdits Ambassadeurs requierent, que les habitans de la Ville de Franchise *aliàs* Arras, qui sont épars & retraits en divers lieux, tant en l'obeïssance du Roi, qu'en l'obeïssance de mondit Sieur le Duc, puissent franchement retourner à leurs maisons & habitations, faire leurs marchandises, métiers, & stiles, comme ils faisoient devant la guerre, sans que de chose faite ou avenuë en tems passé depuis le commencement desdites divisions, l'on leur puisse rien imposer. L'on entend par ce Traité, que ceux de ladite Ville qui sont retraits és Païs dudit Duc d'Autriche, retourneront à leurs biens sous la generalité de tous les autres, & pourront aller, converser, & demeurer en ladite Ville, & y faire leurs Marchandises & métiers, & és autres lieux du Roiaume; & quant aux autres habitans, qui sont demeurez en l'obeïssance du Roi, l'on y a déja pourvû.

Item, les heritiers de ceux, qui ont été executez & mis à mort pour cause de la guerre, & pour avoir tenu le parti, & adheré à autres qu'à celui où ils étoient demeurans, retourneront à leurs biens, qu'ils trouveront en nature, & succederont & aussi les Veuves desdits executez, à leurs droits & doüaires, si n'étoit que telles executions aient été faites par procez, & Juges ordinaires.

Item, pour avoir la joüissance du sien, l'on ne sera tenu venir, ou faire residence en l'un ou l'autre desdits partis; mais joüiront ceux, qui sont du parti du Roi, des biens qu'ils ont és Païs de mondit Sieur le Duc, & Messieurs ses Enfans; & pareillement ceux qui sont demeurans en Païs & obeïssance de mondit Sieur le Duc, tant lesdits susnommez qu'autres, de quelque état ou condition qu'ils soient, des partis de Bourgogne, & des Païs de par deçà, joüiront des biens à eux appartenans, ou qui leur avienDront, au parti ou obeïssance du Roi, & de mondit Seigneur le Daufin, sans qu'ils soient contraints de venir, demeurer, & resider sur lesdits biens.

Item, sur ce que lesdits Ambassadeurs ont remontré, que pour resoudre le Païs & Comté d'Artois, il plaise au Roi consentir & accorder, que la Ville de Franchise *aliàs* Arras, Aire, Lens, Bapaume, Bethune, les Villages desdits Lieux, & la Châtellenie de Lillers, & leurs enclavemens, soient tenus quittes & paisibles de l'aide ordinaire d'Artois, ces premiers douze ans, & que nul autre aide, ni taille extraordinaire, ne soit levée ce tems pendant; & pareillement de tous les arrerages dudit aide ordinaire du tems passé, afin que les habitans desdites Villes & bailliages, qui la plupart sont inhabitées, & au plaisir de Dieu, la Paix faite, se repeupleront, n'en puissent être poursuivis, mais en soient quittes & déchargez: le Roi a quitté tous lesdites aides pour le tems passé aux Villages inhabitez, & ceux qui ont delaissé à paier à cause de la guerre: & aussi afin qu'ils se puissent mieux resoudre & labourer, il les tiendra quittes de leurs portions d'aides l'espace de six ans, à compter du jour d'icelle Paix. Et pource que defunte Madame d'Autriche, aprés qu'elle fut venuë à la Seigneurie, elle joüissoit de la Comté d'Artois, au moins de la Ville de Franchise *aliàs* Arras, a consenti & octroié à ceux de la Ville de Doüai, pour les Bourgeois, Manans & Habitans, bonnes Maisons, & Hôpitaux de ladite Ville, qu'ils fussent & demeurent quittes, exemts, & affranchis de paier tailles audit Païs d'Artois pour les heritages qu'ils ont illec, dont ils ont lettres par forme de chartes, en lacs de cire verte, le Roi, à la requête desdits Ambassadeurs, tant pour lui, que pour mondit Seigneur le Daufin, confirmera & octroiera de nouveau lesdits privileges.

Item, que ceux qui retourneront à leurs biens par la Paix, ne seront, ni aussi leurs heritages, poursuivibles de rentes foncieres & surcens pour le tems de la guerre, mais seront tenus les décharger ceux qui en auront joüi par recompense; & si ce sont heritages, qui pour cause des guerres aient été ruinez, & sans labour, ils demeureront déchargez desdites rentes & surcens, pour le tems qu'ils n'ont été labourez, jusques au jour de Noël, instant & inclus; mais dudit jour en avant, soit que l'on les laboure ou non, les rentes & surcens se paieront.

Item, pour ce aussi que plusieurs soûtiendront, qu'ils seront tenus entrer en la joüissance de biens, fiefs, & heritages à eux avenus durant la guerre, faire & paier les reliefs, & autres devoirs, aux Seigneurs de qui lesdits fiefs & heritages seront tenus, consenti & accordé est, que ceux qui doivent faire lesdits devoirs, auront terme & induce de trois mois du jour & date de la Paix, pour faire lesdits devoirs; en faisant lesquels, ils joüiront de ce qui sera échû le jour & date de cette dite Paix, sans avoir égard à ce que lesdits reliefs & devoirs ne soient encore faits.

Item, que les nobles & fieffez desdits Païs de mondit Sieur le Duc d'Autriche, & de mondit Sieur le Duc Philippe son fils, qui auront Seigneuries & fiefs au Roiaume, ne seront contraints à servir que sous mesdits Sieurs, ou leurs Lieutenans, ou Commis, en cas qu'ils, ou l'un d'eux, soient au service du Roi; & si mesdits Sieurs, ou l'un d'eux, n'étoient en personne audit service, lesdits fieffez ne seront contraints de servir en personne, mais pourront faire servir par autrui, selon la valeur de leurs fiefs.

Item, les sentences & appointemens rendus au Grand Conseil de feu Messieurs les Ducs Philippe, Charles, & Ducheſſe, & Monsieur le Duc present, & aussi en la Cour, qui s'est tenuë à Malines, d'entre les sujets d'iceux Duc & Ducheſſe, ou pour heritages, contrats, clameurs, arrests, ou successions de biens lors à eux sujets, sortiront leur effet, pourvû que lesdits cens ne touchent directement le droit du Roi, ou qu'il n'en y eût question en la Cour de Parlement à Paris, ou autre Cour souveraine; où le Procureur du Roi fût adjoint avec la partie.

Item, que les causes & procez par ci-devant introduits esdits Grand Conseil, & Cour de Malines, qui encores ne sont décises, du Païs d'Artois, des ressorts, & enclavemens d'icelui, & des Terres sur la Riviere de Somme, qui lors tenoient le parti de feu le Duc Charles, tant celle de la premiere instance, qu'en cas d'appel; & semblablement les appellations de bouche, ou par écrit, & mises de la Chambre de Flandres, relevées en ladite Cour de Malines audit Grand Conseil, seront renvoiées en l'état qu'elles sont en la Cour de Parlement à Paris; & y pourront ceux, qui voudront poursuivre leur droit, faire assigner jour à leurs parties adverses; & seront lesdits procez reçûs, à savoir ceux qui sont conclus en droit, pour les juger & decider à fin dûë, & les autres, pour les parfaire & instruire, & y proceder par les parties, selon les retraits & derniers appointemens.

Item,

ANS J. C. 1482. Item, pareillement les amortiſſemens, compoſitions, nouveaux aquêts, & annobliſſemens faits par leſdits Duc & Ducheſſe, demeureront en valeur, & ſortiront leurs effets, en prenant par les ſujets du Païs d'Artois nouvelles lettres d'annobliſſement, leſquelles leur ſeront baillées ſans frais, & ſans forme de finance; ou s'ils n'en obtiennent aucunes lettres, ſe pourront aider de ce preſent Traité.

Item, auſſi les abolitions, remiſes, & pardons faits, & baillez par Monſieur le Duc Charles, Mademoiſelle ſa fille, & par mondit Sieur le Duc d'Autriche, & elle depuis ſon Mariage, aux Villes & Communautez, & auſſi aux particuliers de leur Païs de Flandres, Lille, Doüai, Artois, & de Bourgogne, ſeront entretenus, en prenant par les ſujets d'Artois lettres, comme en l'article precedent; & ne ſera nul reçû à faire le procez pour reparation de mort, ou d'autres injures contre les corps & particuliers deſdites Villes & Communautez, pour les cas contenus eſdites abolitions.

Item, que pour le tems à venir eſt conſenti par ces Traitez de Paix, que les Bourgeois, Manans, & Habitans és Villes & Païs de Frontieres deſdits Ducs d'Autriche & ſes Enfans, & autres étans ſujets à la Couronne, adjournez à comparoir en perſonne en ladite Cour de Parlement, ou pardevant autres Juges Roiaux, pour quelconque cas qu'on voudra dire avoir été par eux commis, ſeront reçûs à comparoir par procureurs, nonobſtant leſdits adjournemens perſonnels, durant le tems & eſpace de la minorité de madite Damoiſelle: & pareillement eſt accordé pour les habitans de ladite Ville, banlieuë, & bailliage de Saint-Omer.

Item, que pour les dignitez, auſquelles les ſujets, & tenans le parti de mondit Sieur le Duc, ont été pourvûs par élection, graces expectatives, ou autres proviſions de Cour de Rome, benefices donnez par ledit Duc Charles, par feuë madite Dame avant ſon Mariage, & depuis, par mondit Sieur le Duc & elle, conſtant leur Mariage & leur patronage; & auſſi par les collateurs tenans leur parti, ou qui ont été exceptez par leſdites graces expectatives, ou autres proviſions de Cour de Rome; les poſſeſſeurs, & ceux qui ont ainſi été pourvûs, ne pourront être inquietez ou travaillez pour icelles dignitez ou benefices, ſous couleur de la Pragmatique, ou quelque autre cas, ordonnances, ou defenſes, loix, ſtatuts faits au Roiaume, en petitoire ni en poſſeſſoire. Et ſi aucun competiteur ſe apparoiſſoit, les pourſuites s'en feront pardevant Juges communs, en Païs dudit Duc d'Autriche; & ne pourront leſdits ſujets être tirez au dehors ſous ombre des privileges des étudians és Univerſitez de Paris, Orleans, ou ailleurs.

Item, en icelle Paix ſont compris les Villes, bailliage de Tourmai, Tourneſis, Saint Amand, & Mortagne, & les ſujets & habitans d'icelles, & en joüiront entierement comme les autres Païs, Villes, & Sujets du Roi.

Item, & ſi le Roi, ou autre aiant cauſe de lui, tient aucune Place, Forts, ou non Forts en la Duché de Luxembourg, & Comté de Chiny, elles ſeront renduës, & reſtituées audit Duc d'Autriche, & Philippe ſon fils, ou aux ſujets auſquels elles appartiennent, nonobſtant quelconques dons faits par le Roi, leſquels il revoque.

Item, les Maiſons de Flandres à Paris & Conflans, ſeront renduës audit Duc d'Autriche, & à ſon fils, & la Maiſon d'Artois audit lieu de Paris demeurera à madite Damoiſelle: & ſur ce que leſdits Ambaſſadeurs ont remontré, que feuë Madame la Ducheſſe, pour conſideration des loiaux ſervices, que lui avoit fait Monſieur le Prince d'Orange, & proximité de lignage de madite Dame, & de Mademoiſelle la Princeſſe, lui donna les Seigneuries de Chaſteaubelin, Orgelet, & autres contenuës és lettres de don, ſituées au Comté de Bourgogne, leſquelles ſont anciennement partie de la Maiſon de Châlons, dont mondit Sieur le Prince eſt chef; requerant iceux Ambaſſadeurs qu'il plût au Roi, au nom de mondit Seigneur le Daufin, conſentir & accorder, que ledit don demeure valable, conſideré que quand il a été fait, madite Dame étoit Dame & en poſſeſſion de ladite Comté, le Roi ne ſait que c'eſt, & l'en pourront leſdits Princes & Princeſſes faire informer.

ANS de J. C. 1482.

Item, la remontrance que leſdits Ambaſſadeurs d'Autriche & des Etats dudit Païs ont fait, que pour l'entrecours de Marchandiſes, communication des ſujets d'un parti & d'autre, & ſoulagement des Frontieres, auſſi afin qu'il ne leur faille tenir garniſon ſur les Frontieres, le plaiſir du Roi ſoit qu'aprés que madite Damoiſelle ſera amenée & delivrée entre ſes mains pour mondit Seigneur le Daufin, faire partir les genſdarmes des Frontieres; le Roi fera partir les Garniſons de toutes leſdites Places, comme Lens, l'Ecluſe, & autres ſemblables. Et quant à ceux qui ſeront ordonnez pour la garde des grandes Villes ſur les Frontieres, à ſavoir, Arras, Bethune, Aire, Teroüanne, Heſdin, Saint Paul, Guiſe, & Saint-Quentin, il les diminuëra, & mettra regle en telle façon, que mondit Sieur le Duc, & ceux des Etats & Païs qui font cette requête, auront cauſe d'être contens.

Item, ſur ce que leſdits Ambaſſadeurs ont requis, que pour certains regards & conſiderations, qu'ils ont remontré au gens du Roi, que ſon plaiſir ſoit comprendre en cedit Traité de Paix, le Roi d'Angleterre, & le Duc de Bretagne; a été répondu, que les Anglois ſont en Tréve avec le Roi, & que ce Traité ne leur touche de rien; & quant au Duc de Bretagne, le Roi n'y a point de guerre, & a Paix finale, & ferment entre le Roi & lui, que le Roi de ſa part veut entretenir.

Item, ſur ce que leſdits Ambaſſadeurs ont requis, que le plaiſir du Roi ſoit declarer par cette Paix, qu'il ne ſera, ni ſouffrira bailler par quelque voie directe, ou indirecte, aucun aide, ſecours, ou aſſiſtance de gens ou d'argent, à Meſſire Guillaume d'Aremberg & Liegeois adherens à lui, faiſant guerre au Païs & Duché de Brabant, ni à ceux de Cleves, & de la Cité de Treves, faiſant guerre contre ceux de Gueldre & de Hollande; & mêmement, que ſon bon plaiſir ſoit mettre hors de ſon ſervice & abandonner ledit Meſſire Guillaume; a été répondu, qu'en enſuivant l'article ci-deſſus, faiſant mention des amitiez & alliances, le Roi, la Paix faite, aſſiſtera & aidera à mondit Sieur, à ceux de Brabant, & autres des Païs dudit Duc, contre tous ceux qui leur voudront nuire.

Item, que pour ſeureté des Païs & Sujets d'une part & d'autre, qui ſont ſur la Côte de la Mer en bonne ſeureté, en façon que les Sujets d'une part & d'autre y pourront ſeurement labourer, & eux y tenir pour peſcher, ou quelque autre negociation faire, & auſſi pourront ſeurement, & fauvement aller, venir, hanter, frequenter à tout leurs Navires, danrées, & Marchandiſes, par la Mer, & par Eau douce du Roiaume, és Païs, & Seigneuries de mondit Sieur le Duc, & de Meſſieurs ſes Enfans, audit Roiaume de France, & autres Païs & Roiaumes, ſejourner, demeurer és portes, ports, & havres, en aucun deſdits Païs, & eux en partir à tout leurſdits Navires, Vivres, & Marchandiſes à leur plaiſir & volonté, ſans que aux Sujets du Roi ſoit fait aucune offence, détourbier, ou empêchement par les Officiers, & Sujets dudit Duc d'Autriche, ni aux Sujets d'icelui Duc, par les Officiers & Sujets dudit Roiaume; ainçois ſeront leſdits Officiers & Sujets toute amitié, aide, & aſſiſtance l'un à l'autre.

Item,

ANS de J. C. 1482. Item, encore eſt conſenti, ſi aucunes priſes ou détrouſſes ſe faiſoient en la mer en aucuns ports ou havres d'icelui, depuis la publication de la paix, en ce cas, le tout ſera entierement rendu, & reſtitué à celui, ou ceux, ſur leſquels ladite priſe ſera faite, nonobſtant que les facteurs, ou preneurs, ne fuſſent avertis de ladite publication; & fera chacun de ſa part incontinent ladite publication faite, avertir ceux de ſon parti, afin de faire ceſſer par ladite mer, comme par la terre, tous exploits de guerre.

Item, s'il avenoit aprés ladite paix publiée, que aucuns malfaicteurs ſe retinſſent en un parti, ou l'autre, pour eux garentir, aiant commis quelques delits, ceux du parti où ils auront delinqué en feront l'information; & ce fait, en avertiront les prochains Juges du lieu, où l'on apprendra qu'ils ſeront refugiez, leſquels ſeront tenus prendre & apprehender leſdits delinquans ſi faire ſe peut, ou avertir les autres Juges, ſous leſquels entendroient étre leſdits malfaicteurs, pour par eux les prendre, & punir ſelon l'exigence des cas, ou les rendre aux Juges du parti, ſous qui les delits auroient été commis.

Item, pareillement les infracteurs & violateurs de cette Paix, ſi aucuns s'en trouvent, de quelque parti, état, ou condition qu'ils ſoient, ſeront punis, ſans deport ou diſſimulation, des peines ordonnées de droit, à l'exemple de tous autres, en lieux où ils ſeront trouvez & apprehendez, ſans en faire aucun renvoi; & ſi aucuns pour eux cuider ſauver s'abſentent, ou refugient d'un parti à l'autre, l'on ſera tenu au parti où ils ſeront refugiez les prendre & apprehender, & ſur les affirmations, qui ſeront renvoiées du parti dont ils ſeront abſentez, en faire la juſtice.

Item, & neanmoins, ſi à celle paix étoit ci-aprés contrevenant, que Dieu ne veüille, en aucuns de ſes points, un ou pluſieurs, par qui que ce ſoit, pourtant ne ſera-t'elle tenuë ni reputée étre enfreinte, mais ſera incontinent les entre-faites reparée; & ſous couleur d'aucune enfreinte, ou de la juſtice & reparation non faite, l'on ne pourra proceder par voie de fait, ou courvange, marque, ou contremarque, ni retourner à la guerre, que premierement les Ambaſſadeurs du Roi, & de mondit Sieur le Duc, Monſieur le Duc Philippe ſon fils, & les Etats de leurs païs n'aient enſemble parlementé, attendu les debats & diſcords qui ſeront, pour les appaiſer amiablement, ſi faire ſe peut.

Item, que par ce preſent traité, le Roi, mondit Seigneur le Daufin d'une part, & mondit Sieur le Duc, & Monſieur le Duc Philippe ſon fils, d'autre, demeurent entiers en autres choſes non compriſes en icelui, pour les pouvoir demander & pourſuivre par juſtice, & non autrement.

Item, madite Damoiſelle amenée en la ville de Lille ou Doüai, prealablement & avant qu'elle ſoit amenée en la ville d'Arras, *alias* Franchiſe & delivrée és mains du Roi, ſeront faites & baillées auſdits Ducs & Etats, pour l'entretenement & accompliſſement de ce que dit eſt, les ſcellez, promeſſes, & ſeuretez qui s'enſuivent: Que s'il avenoit, que Dieu ne veüille, que madite Damoiſelle venuë en âge, mondit Seigneur le Daufin ne voulût proceder au parfait ou conſommation dudit mariage, ou que ledit mariage rompît par le Roi, mondit Seigneur le Daufin, ou autre de leur part, durant la minorité de ladite Damoiſelle, ou aprés, en ce cas madite Damoiſelle ſera aux dépens du Roi, ou mondit Seigneur le Daufin, renduë, remiſe, & reſtituée à mondit Sieur le Duc ſon pere, ou à Monſieur le Duc Philippe ſon frere, franchement & livrément déchargée de tous liens de mariage, & de toutes autres obligations, en l'une des bonnes villes des païs de Braboant, Flandres, Hainaut, en lieu ſeur, étans lors de l'obeïſſance d'iceux Ducs; & audit cas, le Roi pour lui, mondit Seigneur le Daufin, & leurs ſucceſſeurs en la Couronne, ſe ſoûmettront, & promettront dés maintenant, pour lors, de eux départir de la détention & occupation des païs & comté d'Artois & de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, Auxerrois, ſeigneuries de Salins, Bar-ſur-Seine, & de Noiers; & d'iceux audit cas, ſouffriront, & laiſſeront joüir Monſieur le Duc, au nom de mondit Sieur Duc Philippe ſon fils, étant en bas âge, & icelui mondit Sieur le Duc Philippe venu en âge, comme ſon vrai & ancien heritage, ſauf & reſervé ſeulement au Roi, & à ſes ſucceſſeurs, le reſſort, ſouveraineté, & droits qui en dépendent. ANS de J. C. 1482.

Item, & pareillement, au cas ſuſdit de la rupture d'icelui mariage, le Roi, pour lui & ſeſdits ſucceſſeurs Rois de France, renoncera, & renonce au rachat des villes & châtellenies de Lille, Doüai, & Orchies, & conſentira qu'elles demeurent à perpetuité aux Comtes & Comteſſes de Flandres, ſans que audit cas ſoit plus avant enquis, ni connu du droit prétendu par le Roi eſdites Comtez ſeigneuries deſſuſdites, ni pareillement eſdites trois villes & châtellenies par rachat, ni autrement.

Item, que le Roi pour lui, mondit Seigneur le Daufin, & ſeſdits ſucceſſeurs Rois de France, par ſes lettres patentes en lacs de ſoie de cire verte, conſentira, ratifiera, approuvera, & confirmera tous les points & articles ci-deſſus declarez, & en parole de Roi, les promettra entretenir, garder, & obſerver; & pour l'obſervation d'iceux, ſoûmettra ſa perſonne, celle de mondit Seigneur le Daufin, & ſon Roiaume, à toutes coërctions, & cenſures Eccleſiaſtiques, nonobſtant le privilege qu'il a de non pouvoir être, & pareillement ſon Roiaume, aſtraints & contraints par cenſures.

Item, mondit Sieur le Duc, pour lui, & Monſieur le Duc Philippe ſon fils, & auſſi les Etats des païs, fera & feront de leur part pareille confirmation & ratification de ce preſent traité, ſur cenſures, & en toutes autres telles forme & maniere que le Roi, Monſeigneur le Daufin, leurs gens, & commis le requerront.

Item, que encore que le Roi, & mondit Seigneur le Daufin, autoriſé, & diſpenſé de ſon jeune âge, en la preſence des Ambaſſadeurs & commis de mondit Sieur le Duc, & icelui Monſieur le Duc, en la preſence des Ambaſſadeurs, & commis de par le Roi, jureront ſolennellement ſur le precieux corps de nôtre Seigneur, ſur le fût de la vraie Croix, Canon de la Meſſe, ou ſaints Evangiles, entretenir ce preſent traité de paix & de mariage en ſes points & articles, & non jamais aller, ni ſouffrir être allé au contraire, par quelque voie & moien que ce ſoit.

Item, que pour plus grande ſeureté, ce preſent traité de paix ſera enteriné, regiſtré, & verifié en la preſence, & du conſentement du Procureur du Roi en la Cour de Parlement de Paris, Chambre de Comptes, & du Treſor.

Item, & ſe fera le Roi bailler & dépêcher lettres par les trois Etats de ſon Roiaume, leſquels promettront, & par ordonnance & commandement du Roi, s'obligeront d'entretenir cedit traité, & tous les points & articles y contenus. Et s'il avenoit, que Dieu ne doint, que le Roi ou mondit Seigneur le Daufin, ou leurs ſucceſſeurs Rois de France, y contrevinſſent, en ce cas, ils ne les aideront, aſſiſteront, & favoriſeront, ainçois au contraire, porteront toute aide, faveur, & aſſiſtance à mondit Sieur le Duc, à ſon fils, & à ſes païs pour l'entretenement dudit traité; & outre ce, fera le Roi bailler à mondit Sieur le Duc, & aux Etats de ſes païs, les lettres & ſcellez en particulier de Meſſieurs les Ducs d'Orleans, d'Angouleſme, de Bourbon, Cardinal de Lion, du Comte de Nevers, de Monſieur de Beaujeu & de Vendôme, comme Princes du Sang, ſubrogez au lieu des Pairs, l'Archevêque & Duc de Rheims, des Evêques & Ducs de Laon & de Langres, & des Evêques

ANS de J. C. 1482.

ques & Comtes de Noion, Châlons, Beauvais, Pairs de France, de l'Université de Paris, & des villes, citez, & Communautez de Paris, Roüen, & Orleans, Tournai, Lion, Troies, Bourdeaux, la Rochelle, Angers, Poitiers, Toulouſe, Rheims, Amiens, Abbeville, Montreüil, Saint-Quentin, Peronne, Franchiſe, *alias* Arras, Heſdin, Teroüenne, Aire, Bethune, Boulogne, Salins, Dole, Poligny, Arbois, Prelats & Nobles deſdits Comtez d'Artois & de Bourgogne; tous leſquels promettront par leurs lettres & ſcellez, entretenir ledit traité en tous ſes points & articles y étans, & ſpecialement en ce qu'il touche, que par mondit Seigneur le Daufin ſera procedé au parfait du mariage de lui, & de madite Damoiſelle, icelle venuë en âge, & que jamais ne ſe conſentiront en autre mariage; & au cas que ledit mariage ne parvint, de rendre madite Damoiſelle franche, libre, & déchargée de tous liens de marige, & autres obligations, en la puiſſance dudit Duc d'Autriche, ſon pere, ſelon l'article deſſus touché, de ce faiſant mention; & pareillement les articles qui touchent la reſtitution des Comtez & ſeigneuries baillées en dot à ladite Damoiſelle, au cas que ledit mariage ne parvint, & que icelles échûſſent à retour ſur mondit Sieur le Duc Philippe, ou ſes hoirs; & encore que mondit Seigneur le Daufin, & madite Damoiſelle, ne pretendront ni querelleront jamais autre droit, ſi de nouvelle ſucceſſion n'échet en païs & ſeigneuries venans de madite Dame la Ducheſſe Marie; auſſi entant que touche ce point & article, que ſi par faute d'hoir iſſu de mondit Sieur le Duc Philippe, les païs de Brabant, de Flandres, Hainaut, Hollande, Zelande, & autres qui lui appartiennent, ſuccedaſſent ſur madite Damoiſelle, ou ſes hoirs iſſus d'elle, heritiers de la Couronne, que le Roi les traitera en leur ancienne nature, ſans de rien les déregler, comme il eſt contenu ci-deſſus; & encor que de la part du Roi, de mondit Seigneur le Daufin, ou autre de par eux, ne ſera faite aucune entrepriſe, ou pratique au contraire du traité, & ſeuretez accordées aux trois Etats de la ville de Saint-Omer, durant le tems de la minorité de madite Damoiſelle, & qu'en ce, il les aideront & aſſiſteront par effet, & generalement d'aider & aſſiſter à l'entretenement de tous les autres points, & articles ci-deſſus ſpecifiez & contenus audit traité; & que s'il avenoit que de la part du Roi, & de mondit Seigneur le Daufin, y eût aucune enfreinte ou contravention, de, en ce cas, être aidans, & confortans mondit Sieur le Duc, Monſieur le Duc Philippe ſon fils, & leurs païs; & à cette fin, le Roi dés maintenant leur accorde, & ordonne audit cas ainſi le faire, & les a déchargez & décharge de leur ſerment.

Item, ſeront baillées de la part dudit Duc d'Autriche, & des Etats deſdits païs, pareilles ſeuretez, des Prelats, Nobles, Villes, & Communautez, des Païs & Duchez de Brabant, Limbourg, Gueldre, Comtez de Flandres, de Hainaut, Hollande, Zelande, Namur, que le Roi voudra avoir.

Item, que leſdits habitans de Saint-Omer bailleront leurs lettres & ſcellez au Roi, & à mondit Seigneur le Daufin, futur mari de madite Damoiſelle, par leſquels ils promettront & s'obligeront par leur foi, & ſerment ſur leur honneur, de bien & loiaument garder leſdites villes & châteaux, durant ladite minorité de madite Damoiſelle, & de non ſouffrir & permettre, que du parti ou quartier de mondit Sieur le Duc, ou de Monſieur le Duc Philippe ſon fils, ſoit fait, procuré, ou pratiqué directement ou indirectement, aucune choſe au préjudice du traité; & que madite Damoiſelle venuë en âge, & le mariage de mondit ſeigneur le Daufin & d'elle conſommé, ils bailleront par effet, ceſſant tous contredits & excuſes, ou delais au contraire, leſdites villes & chaſtel, en la pleine & entiere obeiſſance de mondit Seigneur le Daufin, comme mari d'elle.

ANS de J. C.

Item, & pareillement leſdits de Saint-Omer bailleront leurs lettres & ſcellez, à meſdits Sieurs les Ducs, & aux Etats de leurs païs, par leſquels ils promettront & s'obligeront par leur foi & ſerment, & ſur leur honneur, que durant ladite minorité, & juſques à ce que le mariage de mondit Seigneur le Daufin ſoit conſommé, ils ne délivreront leſdites villes & château au Roi, ni à mondit Seigneur le Daufin, ni à perſonne de par eux, mais les tiendront en bonne & ſeure garde; & outre ce, que s'il avenoit, que ledit mariage ne parvint, par la main de mondit Sieur le Duc, (que Dieu par ſa bonté veüille garder) ou par quelque-autre cas procedant du fait du Roi, ou d'icelui Monſeigneur le Daufin, ou autre de leur part; ou auſſi par la mort de ladite Damoiſelle durant ſa minorité, de, & en chacun d'iceux cas, rendre leſdites villes & chaſtel, pour & au nom de mondit Sieur le Duc Philippe ſon fils, ou à mondit Sieur le Duc Philippe, s'il étoit en âge. Lequel traité de paix & mariage, en tous & ſinguliers les points & articles ci-deſſus contenus, nous avons promis & promettons loiaument, de bonne foi, ſous nôtre honneur: nous leſdits Ambaſſadeurs du Roi, au nom d'icelui, & nous les Ambaſſadeurs de mondit Sieur le Duc, de noſdits Sieurs ſes enfans, & des Etats de leurſdits païs, au nom d'iceux, fournir, & entretenir, & accomplir de point en point, & les faire ratifier, confirmer, greer, & approuver par iceux Princes, & leſdits Etats; & de ce, en faire bailler & delivrer leurs lettres patentes en forme dûë & ſuffiſante d'une part & d'autre. 1482.

DXXIII.

Concordat entre la Juſtice Spirituelle de CAMBRAI, *& la Temporelle de* HAINAULT, *fait à Mons, le 12. Janvier*, 1483. Placards, Ordonnances, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. I. Tit. I. Chap. II. pag. 3.

ANS de J. C. 1483. CAMBRAI ET HAINAULT.

PHILIPPES par la grace de Dieu Archiduc d'Auſtrice, Duc de Bourgoingne, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldre, Comte de Flandres, d'Arthois, & de Bourgoingne, Palatin, & d'Haynault, de Hollande, de Zelande, de Namur, & de Zutphen, Marquis du Sainct Empire, Seigneur de Frize, de Salins, & de Malines, à nos grand Bailly de HAYNAULT, & gens de noſtre Conſeil illec, & à tous nos aultres Baillifz, Juſticiers, & Officiers de noſtredit Pays d'Haynault, & à leurs Lieutenans Salut, de la part de nos treſchers & bien amez, Les gens des trois Eſtatz de noſtredit pays d'Haynault, Nous a eſté preſentement entre autres choſes expoſé & remonſtré que feu noſtre treſcher Seigneur & Ayeul le Duc Philippes de Bourgoingne, Comte de Haynault, que Dieu abſolve, pour le bien, & entretenement de ſes droicts, haulteur, & Seigneurie en iceluy noſtre Pays, & pour obvier aux nouvelletez que les gens & Officiers des Juriſdictions Spirituelles s'efforchoient de faire attenter & emprendre ſur luy, ſa haulteur, Seigneurie & ſubjects, audit pays accordé en l'an xlvij. & xlix. certaines proviſions par ſes lettres patentes, dont la teneur s'enſuit.

Philippes par la grace de Dieu Duc de Bourgoingne &c. A noſtre treſcher & leal Couſin Capitaine General & grand Bailly d'Haynault, & à nos amez & feaulx autres gens de noſtre Conſeil illec, & à tous noz aultres Baillifz, Juſticiers, & Officiers de noſtredit pays d'Haynault, ou leurs Lieutenans Salut & dilection. Comme à la requeſte & Inſtance des

ANS de J. C. 1483. gens des trois Eſtatz de noſtredit pays d'Haynault pour l'entretenement & conſervation de noſtre droict, haulteur & Seigneurie en iceluy noſtredit pays, & pour obvier aux nouvelletez & emprinſes que les gens & Officiers des Juriſdictions ſpirituelles audit pays, comme eſtons advertis, s'efforçoient de faire attenter & entreprendre ſur nous & noz droictz & Seigneuries en iceluy noſtre pays d'Haynault, nous ayons depuis certain temps ença par l'advis de bons Baillifz & gens de noſtre Conſeil octroyé, accordé, & baillé certaines noz lettres patentes & mandemens, deſquelles la teneur s'enſuit.

Philippes par la grace de Dieu Duc de Bourgoingne &c. A noſtre grand Bailly d'Haynault Salut & dilection: comme les gens des trois Eſtatz de noſtre Pays d'Haynault ayent humblement ſupplié que pour l'entretenement de noſtre haulteur & Seigneurie, & du bien public des ſubjectz d'iceluy noſtre pays d'Haynault, nous ne veuliſſions ſouffrir, comme faict n'a eſté par noz predeceſſeurs Comtes & Seigneurs de noſtredit pays d'Haynault, que les Preſtres, Clercs, ny autres au nom de la Juſtice ſpirituelle peuſſent faire citer, ne bailler quelque empeſchement à perſonne quelconque demeurant en noſtredit pays d'Haynault és Eveſchez & Dioceſes de CAMBRAY, Liege, & Arras en iceluy noſtre pays d'Haynault, pour quelconques cauſes, couleurs, & occaſions que ce ſoit, ſinon pour choſe touchant la foy & le Sacrement de mariage, au regard de la perfection, conſommation, ou divorce & ſeparation de mariage; Attendu que des obligations des diſmes & des teſtaments, auſſi des promeſſes de mariage reelles & perſonelles & de debtes noſtre Court de Mons a eu de tout temps la cognoiſſance, comme Court ſans rappel, en nous Remonſtrant, que pource que par aucun temps & en lieu l'on a delaiſſé d'ainſi en uſer dont grandes charges, foulles, & dommages en ſont advenuës à noz ſubjectz de noſtre pays d'Haynault, & ſeroient encor plus en temps advenir, ſi par nous n'eſtoit ſur ce pourveu de remede convenable; Sçavoir faiſons que eu ſur ce bon advis & meure deliberation de Conſeil avec vous & les gens de noſtre Conſeil en noſtredit pays d'Haynault, veuillans noſtre haulteur & Seigneurie entretenir & garder, & auſſi preſerver noſdits ſubjects des charges, frais & dommages qu'ilz pourroient avoir & ſouſtenir, à cauſe des grandes involutions des procés, en quoy ils pourroient cheoir pardevant les juges des Courts ſpirituelles à l'occaſion de pluſieurs cas, dont nous & noz Juſticiers pouvons & devons cognoiſtre, vous mandans expreſſement & commandans par ces preſentes que par toutes les villes & lieux de noſtre Comté d'Haynault, où l'on a accouſtumé faire cris & publications, vous faictes crier & publier de par nous, que nul de quelque eſtat qu'il ſoit au nom & par la Juſtice ſpirituelle éſdits Eveſchez & Dioceſe de Cambray, Liege & Arras, ne puiſſent quelque perſonne demeurant en noſtredit pays d'Haynault faire citer, ne bailler ou faire bailler quelque empeſchement pour quelque cauſe, couleur, ou occaſion que ce ſoit, ſinon pour choſes touchantes la foy & le Sacrement de Mariage, au regard de la perfection & conſommation, ou divorce, & ſeparation de Mariage, ſur peine d'encourir envers nous par celuy, ou ceux, qui feront ou feroient faire le contraire, en telz peines, loix & amendes que par nous & les gens de noſtre Conſeil d'iceluy noſtre pays d'Haynault ſeront pour ce admis & ordonnez, toutesfois noſtre intention n'eſt pas d'empeſcher que les Preſtres & Clercs non marriez, conſtituez és ſainctes Ordres demeurans en iceluy noſtre pays d'Haynault ne ſoyent ou puiſſent eſtre citez ou pourſuivis éſdites Courts ſpirituelles en action perſonnelle tant civiles que criminelles; Et auſſi les Clercs non marriez & non conſtituez és ſainctes Ordres en matieres beneficielles ſur le petitoire & droict de benefices non eſtans de collation lays, ou en partronage lays. Et d'autre part leſdits Preſtres & Clercs non marriez & conſtituez és ſainctes Ordres pourront auſſi eſtre attraits & pourſuivis en noſtre Court à Mons & perdevant nos Officiers & juges en noſtredit pays d'Haynault éſdites actions perſonnelles, civiles & criminelles, és cas, dont d'icelle noſtre Court de Mons & autres noz Officiers peuvent & ont accouſtumé de cognoiſtre, & voullons qu'ainſi ſoit crié & publié de par nous, & en cas que pour l'accompliſſement & entretenement de ce que dict eſt, ſeroit expedient de ſur ce faire plus ample ordonnance ou declaration de peines, nous, en ce cas voulons & accordons que vous & iceux de noſtre Conſeil les faictes de par nous telles & ainſi qu'il appartiendra, & que trouverez eſtre neceſſaires, pour le bien & conſervation de noſtre haulteur & Seigneurie, & le Relevement de noz ſubjectz. Si vous mandons & expreſſement commandons que ces preſentes, & tout le contenu en icelles, vous entretenés, gardés, & obſervés, & faictes entretenir, garder & obſerver inviolablement ſelon leur teneur, ſans aller, ny ſouffrir aller au contraire en aucune maniere, car ainſi nous plaiſt il, & le voulons eſtre faict. Donné en noſtre Ville de Mons le 2. Jour du Mois de Febvrier l'an de grace mil quatre cent quarante ſept. Ainſi ſigné en deſſoubz, Par Monſieur le Duc, & ſigné Jean le Gros. Et depuis faire publier icelles lettres, en & par my noſtredit pays & Comté d'Haynault, à fin que l'effect & teneur d'icelles y fuſſent entretenus, gardez & obſervez. Et il ſoit ainſi que depuis ledit octroy & publication ainſi faictes de noſdites lettres patentes, Reverend Pere en Dieu noſtre treſcher & feal l'Eveſque de Cambray, de ce adverty ſe ſeroit traict par devers nous & les gens de noſtre Conſeil eſtans lez nous, griefvement ſoy dœuillant & complaindant pour & à l'occaſion deſdits octroy & publication ainſi de par nous faictes, de noz lettres deſſuſdites: Diſant & remonſtrant leſdites lettres & la publication d'icelles eſtre fort contraires & prejudiciables à luy & à ſon Egliſe & à ſa Juriſdiction ſpirituelle & contre les droictz, uſances & poſſeſſions anciennes de ſadite Juriſdiction ſpirituelle, & ſeroit encore plus, en cas que voudrions faire entretenir cy apres le contenu en icelles noſdites lettres, & icelle ſa Juriſdiction ſpirituelle en voye de peril, & aller du tout à neant en noſtredit pays d'Haynault, au grand grief & foulle de luy & de ſon Egliſe (ſi comme il diſoit) requerant par grande inſtance noſdites lettres eſtre par nous revocquées & miſes à neant, ou autrement luy eſtre pourveu de remede convenable. Sçavoir faiſons, que nous deſirans garder noſtre droict, haulteur & Seigneurie ainſi enſemble le droict & Juriſdiction de l'Egliſe ainſi qu'il appartient, ſans ce que par les Officiers de la Juriſdiction ſpirituelle ſoit faict nouvelleté ou acquis nouveau droict ſur & contre nous, & noſtredit haulteur & Seigneurie, ne auſſi de noſtre part par noz gens & Officiers de noſtredit Pays d'Haynault, ou autres ſur le droict d'icelle Juriſdiction ſpirituelle, & voulans ſçavoir la verité de la choſe, & au vray en eſtre informez pour la conſervation du droict d'un chacun. Nous par deliberation & advis des gens de noſtre grand Conſeil eſtans lez nous, pour le bien de la choſe avons ordonné & commis aucuns noz Commiſſaires & Conſeilliers notables pour par eux s'informer bien & au loing, & au vray tant des faicts & choſes propoſées & miſes en avant par iceluy Eveſque de Cambray, comme des choſes & raiſons que de noſtre part par aucuns des gens de noſtre Conſeil & autres noz Officiers, & meſmement de la part des gens des trois Eſtatz de noſtredit Pays d'Haynault ont eſté dictes, remonſtrées, & alleguées au contraire, par ladite information faicte & parfaicte, eſtre rapporté par devers nous & noſtredit grand Conſeil & tout veu & la verité ſceuë y eſtre par nous pourveu & ordonné pour la conſervation de noſtredit droict & celuy

ANS de J. C. 1483.

ANS de J. C. 1483.

celuy dudit Eveſque comme de raiſon il appartiendra. Et pource qu'il eſt bien vray ſemblable, veu la qualité de la matiere, qui eſt grande & de grand poix & que de leger ny en brief temps ladite information ne ſe poudra faire, ne parfaire, ne par nous concluſion eſtre miſe telle qu'il appartient, mais eſt taillié la choſe de prendre grand traict de temps, parquoy ce pendant pourroient de nouvel ſoudre queſtions, differentz, & debatz entre noz gens & Officiers de noſtre Païs d'Haynault, & ceux dudit Eveſque de Cambray ſoubz ombre & à l'occaſion de noſtre ordonnance, & mandement deſſuſdits ou des dependances, avons ordonné & appoinctié, en oultre par maniere de proviſion & ſans prejudice de noſtre droict & de celuy dudit Eveſque ledit temps pendant & juſques à ce que ladite information faicte & parfaicte par noſdits Commiſſaires & à nous rapportée & veuë en noſtredit grand Conſeil concluſion y ſera miſe par nous telle qu'il appartiendra, & qu'autrement en aurons ordonné, noſdites lettres cy deſſus tranſcriptes & noſtre ordonnance y contenuë avec tout l'effect d'iceluy ſeront tenuës en ſurſeance & ſuſpenſe, reſervé que ſur les poincts cy apres declarez, dont diſcord, different & debat eſtoit & entre nous, noz gens, & Officiers de noſtredit Pays & Comté d'Haynault d'une part, & ceux dudit Reverend Pere en Dieu l'Eveſque de Cambray de ſa Juriſdiction ſpirituelle autre part, ſoit & ſera de la part d'iceluy Eveſque & par ſeſdits Officiers procedé & noz Officiers auſſi entant qu'il nous peut toucher, d'oreſnavant le temps de ladite information pendant, & juſques à ce que y ſera conclud, ou qu'autrement en avons ordonné ſans prejudice de noſtre droict & d'iceluy dudit Eveſque & de ladite Juriſdiction ſpirituelle en la forme & maniere que s'enſuit.

Premier: entant qu'il touche les ches eſt adviſé que quand par la vertu des Statutz & Ordonnances de l'Egliſe de Cambray ches devra eſtre mis non pour cauſe ou coulpe des Officiers de la Juſtice temporelle du lieu, mais pour faict de perſonne privée, comme pour mort ou batture enorme advenuë en la perſonne d'aucun Preſtre, ou autre homme d'Egliſe eſtant és ſainctes Ordres, & porteur des lettres de la Court dudit Cambray & des Commiſſaires d'icelles, ou pour avoir empeſché l'execution de ſes lettres ou commiſſion d'icelles, enfraint l'immunité de l'Egliſe, ou commis autre cas ſemblable & plus grand, ledit ches ne ſe mettera qu'en en la paroiſſe où ledit delict ſeroit perpetré, ce n'eſtoit que ledit delict fut advenu en la paroiſſe de la Mere Egliſe, laquelle ceſſante, tous les autres ceſſeront, & ſera entendu la paroiſſe par la maiſon plus prochaine du lieu du delict, mais ſi ledit ches ſe devoit mettre pour faulte commiſe par les Officiers de la Juſtice temporelle, lors ſeroit le ches par toutes les Egliſes de la ville où ladite faulte ſeroit faicte.

2. Item quand le ches ſera mis par la maniere dicte pour faict de perſonne privée, mondit Seigneur de Cambray ſera par ſon Doyen du lieu ou autre Officier endedans douze heures apres ledit ches mis relaxer iceluy ches juſques à huict jours enſuyvans inclus, pendant lequel temps les Officiers temporels du lieu où ledit delict ſera commis feront diligence de prendre le delinquant ſi faire le peuvent, pour le rendre & le mettre en la main de mondit Seigneur de Cambray, s'il eſt Clerc devant jouyr des privileges de Clerc, de par luy eſtre puny, ſi non le punir par leſdits Officiers temporels ſelon l'exigence du cas, & au cas qu'apprehender ne le pouvoient, le bannir dudit Pays d'Haynault, duquel ban ledit delinquant ne pourra eſtre delivré que preallablement mondit Seigneur de Cambray n'en ſoit content, & lors que les Officiers auront rendu à mondit Seigneur de Cambray ledit delinquant, s'il eſt Clerc comme dict eſt, ou l'auront puny quant à eux, la cognoiſſance en appartiendra ou faict ledit banniſſement, & de ce faict foy au Doyen du lieu, ledit ches ſerat oſté & du tout mis jus, ſans quelque frais.

ANS de J. C. 1483.

3. Item toutes fois que le ches ſera mis en quelque lieu pour les cauſes dictes ou ſemblables, ſi la Juſtice du lieu, ou autre perſonne à qui ce peut toucher, vouloit maintenir ledit ches avoir eſté mis à tort, & de ce eſtre à droict pardevant l'Official de mondict Seigneur de Cambray, ledit ches ſera le procés pendant, relaxé juſques en diffinitive.

4. Item au regard des Adulteres entant qu'il touche les femmes la Court ſpirituelle n'en fera pourſuitte aucune contre elles, n'eſt qu'elles ſoyent ſeparées par l'Egliſe ou autrement de leurs marris & publiquement ſe meffaiſent: Et quant aux hommes pareillement, & auſſi ſi eux en leurs maiſons avec leurs femmes, ou ailleurs ils en tenoient notoirement & à part, dont ils fuſſent eſclandé, entendu toutesfois que les Officiers de la Juſtice temporelle demeureront entiers à prendre, exiger, & lever pour ledit cas telles loix & amendes qu'ils ont accouſtumez.

5. Item quand aux Sortileges la Court ſpirituelle cognoiſtra du tout qui ſe font par invocation du mauvais eſprit, ou en abuſant des Saincts Sacraments & des autres ſortileges, les Officiers de la Juſtice temporelle en cognoiſtront ainſi qu'ils ont accouſtumez.

6. Item entant qu'il touche les diſmes ladite Court ſpirituelle cognoiſtra de toutes diſmes groſſes & menües qui ſeront deuës & cogneuës quand queſtion ſera, ſi mal on les paye; ou moins qu'il n'appartient, mais ſi queſtion eſt que ſi les heritages doivent diſme ou non, ou de qu'elle part & portion elle eſt, ladite Court ſpirituelle n'en prendra point de cognoiſſance.

7. Item quand aux Sepultures que quelque fois on denie aux treſpaſſez à cauſe des teſtaments non faicts, ou pource que leſdits treſpaſſez n'ont point eſté confeſſez à l'heure de la mort, appoinctié eſt qu'à une perſonne qui trepaſſe en ſa paroiſſe on ne doit aucunement denier terre ſaincte, s'il n'appert premier qu'icelle perſonne fut en ſentence d'excommunication, ou qu'elle euſt commis crime, dont elle euſt par droict perdu ſepulture ſaincte, ou euſt eſté plus d'un an entier avant ſon treſpas ſans eſtre confeſſée & communiée, ſi n'eſt que de ladite communion ſoit abſtenu par le conſeil de ſon Curé. Auſſi ne devra ſepulture ſaincte eſtre deniée à ceux d'Haynault qui hors de leur paroiſſe iront de vie à treſpas en iceluy pays, pourveu que ſemblablement n'apparut qu'ils ſoient en ſentence d'excommunication ou ayent commis cas pourquoy ſepulture ſaincte leur doit eſtre deniée, ou auſſi que par leur Curé ou Chappellain de leur paroiſſe il ſoit teſmoigné de bonne foy qu'ils ſoyent bons filz & enfans de la ſaincte Egliſe, & ayent eſté puis un an paravant confeſſez & communiez. Si n'eſt de ladite communion ils ſe ſoyent abſtenus par le conſeil de leur Curé, mais au regard des autres eſtrangers de dehors le pays, qui dedans iceluy Païs d'Haynault pourroient aller de vie à treſpas, ſans avoir Lettres de leur Curé ſur & avec eux, l'on poudroit bien differer de leur bailler & adminiſtrer terre ſaincte juſques à ce qu'il en aura prins & eu appaiſement de leur eſtat, vie, & converſation.

8. Item quant au faict de tous teſtaments, codicilles, & dernieres volontez des Preſtres, Curez & gens d'Egliſe beneficiers & Officiers portants habits d'Egliſe & Clercs de paroiſſes tonſurez, puiſſants & habils de ce faire faicts & paſſez pardevant notaires, ou teſmoins ou par autre forme, ſelon l'ordonnance de l'Egliſe la cognoiſſance ſera & appartiendra à la Juſtice ſpirituelle ſeulement, & auront iceux teſtaments, codicilles & derniere volonté, plaine execution audit Pays d'Haynault, ſans prejudice touſteſois de ceux qui ſeront exempts de la juriſdiction de mondit Seigneur de Cambray, qui demeureront pardevant leurs

ANS de J. C. 1483.

juges, & d'autres testaments la cognoissance en demeurera à la Justice temporelle, comme il est accoustumé.

9. Item quant au faict du Promoteur est advisé que ledit Promoteur ne recouvrera nuls despens quand la partie par luy traictée en cause sera quitte & absoult de ses demandes, soit par purge, ou autrement.

10. Item quant aux cas civils est advisé que de toutes debtes dont il n'apperra par lettres passées pardevant personnes de loy, ou soubz les seaulx ou seings manuels des debteurs que devront tous gens d'Eglise tant Prestres Clercs constituez és saincts Ordres, comme tous autres portans habits d'Eglise, beneficiez ou non, la cognoissance en appartiendra à la Justice spirituelle, sans toutesfois les exempts qui demeuront pardevant leurs juges, mais des debtes apparentes par lettres desdits de la loy ou soubz les seaux & seings des debteurs, les juges temporelz en cognoistront ainsi qu'ilz ont accoustumez, & les metteront en execution, comme on a faict par cy devant. Et pource aussi que lesdits Prestres & Clercs debveront & pourront devoir à mondit Seigneur le Duc, à cause & pour raison de son domaine, des ses aydes, ou autrement, il en sera exploicté par les Officiers de mondit Seigneur, ainsi que par cy devant a esté accoustumé.

11. Si vous mandons & commandons & expressement injoindons à chacun de vous endroict soy, & si comme à luy appartiendra, que de nostre appoinctement & provision dessusdit avec le contenu & effect de ces presentes vous entretenés & faictes entretenir bien & deüement & chacun de vous en son endroict, le temps dessusdit durant, sans y faire, ny souffrir estre faict nouvelleté quelconque au contraire, car ainsi nous plaist il estre faict, & l'avons octroyé & accordé par maniere de provision, octroyons, & accordons sans prejudice de nostre droict & celuy dudit Eveſque de Cambray, comme dessus est dict par ces presentes. Donné en nostre Ville de Bruges le xxix. jour de Novembre l'an de grace mil quatre cens & quarante neuf. Ainsi signé, par Monseigneur le Duc, A. de la Porte. Et combien que les provisions contenuës és dits lettres de nostredit feu Seigneur cy dessus escrites ayent depuis le temps de la concession d'icelles esté gardées & observées, neantmoins il est advenu depuis n'agueres aucuns Officiers desdites jurisdictions & mesmement de l'Eveſque de Cambray se sont ingerés & advanchés de contrevenir à aucuns poincts & articles contenus és dites lettres, au grand grief & prejudice de nous & de nostredite haulteur & Seigneurie, & plus seroit de par nous y estre pourveu & remedié ainsi que disent lesdits trois Estatz, exposans humblement & le requerans, pour ce est il que nous les choses dessusdites considerées, desirans entretenir & faire ce que par grand & meur advis faict, ordonné & estably par nosdit feu Seigneur & Ayeul touchant les choses dessusdites selon & par la maniere qu'il est contenu en sesdites Lettres patentes dessus escrites pour la conservation de nostre haulteur & Seigneurie au bien & consoulagement de nos bons subjectz de nostredit Pays d'Haynault, vous mandons & commandons expressement que cesdites presentes & tout le contenu en icelles vous publiez & faictes incontinent publier & denoncer par tout en nostredit Pays & Comté d'Haynault, où l'on a accoustumé faire cris & publications, & que-tout le contenu és dits lettres de nostre feu Seigneur & Ayeul y incorporez vous gardés & observés & entretenés, & faictes garder observer & entretenir bien & deüement de poinct en poinct par tous nosdits subjects, & autres qu'il appartiendra de quelque estat ou condition qu'ils soyent, en les contraignant à ce, si mestier est, & chacun d'eux par toutes voyes & manieres de contraincte deuës & raisonnables & punissans les transgresseurs de telles punitions & mulctes que vous nosdits Bailly & gens de nostredit Conseil voyrez au cas appartenir, car ainsi nous plaist il, & de ce faire vous donnons pouvoir & authorité par cesdites presentes. Donné en nostre Ville de Mons le xij. jour de Janvier l'an de grace mil quattre cens quattre vingt & trois, ainsi signé par Monseigneur Archiduc, A. le Flameng.

ANS de J. C. 1483.

DXXIV.

Traité entre CHARLES VIII. *Roi de France, & les* VILLES ANSE'ATIQUES, *fait le* 4. *Avril* 1484. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 447.

ANS de J. C. 1484. FRANCE ET VILLES ANSE'ATIQUES.

NOs Pro-Consules & Consules totius Consulatus & Communitatis Imperialis Civitatis Lubecensis, cæterarumque Civitatum, Burgorum, omnium Oppidorum, Villarum & locorum totius Hanſæ Teutonicæ ad infra scripta faciendum specialiter auctorizati, atque plenipotentes & nuncii, pro eorundem Civitatum, Burgorum, Communium, Oppidorum, Villarum & locorum dictæ Hanſæ, & ex eis ubicumque existentium Mercatorum & personarum, quiete procuranda; omnique utilitate in ipsa inclita Civitate Lubecensi personaliter congregati notum facimus universis & singulis, quorum conspectibus præsentes literas contigerit exhiberi, postquam superioribus annis inter quondam Christianissimum potentissimumque Principem & Dominum Ludovicum divina favente clementia tunc Francorum Regem Dominum metuendissimum, Regnumque, Dominia & subditos suos ex una; & nos supradictos, totius Hanſæ homines prædecessoresque nostros parte ex altera, bellorum inducíæ seu treugæ pactæ & initæ fuerint, ut tandem pax firma & perpetua sequeretur, ipseque Christianissimus nobiscum à cæteris Proconsulibus Aldermannis mercatoribus & incolis prædictarum Civitatum & Communitatum ipsius Hanſæ Teutonicæ pro se Clarissimoque ejus filio tunc Delphino Viennensi aliisque successoribus Francorum Regibus, Regno, Dominiis subditisque suis præsentibus & futuris Pacem, amicitiam, benevolentiam & concordiam firmam, stabilem perpetuisque temporibus duraturam certa sua scientia fecerit, inierit & concluserit prout innata virtutis suæ clementia pro re nostra publica hæc & alia nobis gratiose condonata suis patentibus Regiis litteris desuper datis lucidius continentur, illasque ac omnia & singula in eisdem contenta extrema die functo Rege supradicti idem Chariſſimus ejus filius, qui nec suæ prolis quidquam gratius acceptiusque unquam præstari nobis poterat, quam hunc uti piissimam sobolem, quod Deus omnipotens tantæ Regiæ stirpis suæ successorem elargitus est, etiam suis patentibus Regiis literis Princeps quidem & Dominus metuendissimus Dominus CAROLUS divina providentia Rex Francorum Christianissimus ratas & gratas; rataque & grata habens eas, & ea plurimorum sui Consilii deliberatione laudaverit, approbaverit, ratificaverit ac confirmaverit, quod id circa nos & successores nostros pari Pacis fœdere amicitiæ, benevolentiæ & concordiæ in perpetuum obligari volentes cum eodem Serenissimo Principe & Domino Carolo Christianissimo Francorum Regibus Regno, Dominiis, subditis suis præsentibus & futuris universis & singulis omninò consimilem Pacem, amicitiam, benevolentiam & concordiam, firmam, stabilem, perpetuisque temporibus duraturam pro nobis Aldermannis mercatoribus & incolis nostrumque ac illorum omnium successoribus prædictarum Civitatum, Burgorum, Communium, Oppidorum, Villarum & locorum ipsius Hanſæ præfatæ ex certa nostra scientia fecimus, inivi-

ANS de J. C. 1484.

inivimus & concluſimus, facimuſque, inimus & concludimus per præſentes, ac deinde omnibus & ſingulis & ejuſdem Domini metuendiſſimi Regis moderni Regnis, Dominiorum ejus omnibus & ſingulis mercatoribus, navium Magiſtris, naucleris & quibuſlibet aliis cujuſcunque ſtatus, aut præeminentiæ aut conditionis exiſtant, per nos prædeceſſoreſque noſtros, omnia & ſingula ſub quacumque verborum forma conceſſa privilegia, quæcumque fuerunt, ac ſi de verbo ad verbum præſentibus forent inſerta laudamus, ratificamus & confirmamus, ac de novo in quantum opus eſt concedimus.

2. Volentes etiam & concedentes, ut ipſi omnium & ſingulorum bonorum, navigiorum, aliarumque rerum eiſdem hactenus per ſubditos noſtros, aut quoſcumque alios dictæ Hanſæ nomines occaſione diſſenſionum præteritarum vel alias quovis modo vi & ultra eorum velle, & noviſſimis durantibus treugis ablatorum reſtitutionem coram antefatis Pro-Conſulibus, & Conſulibus totius Conſulatus & Communitatis Imperialis Civitatis Lubecenſis aut quibuſcumque aliis cæterarum Civitatum, Burgorum, Communium, Oppidorum, Villarum & locorum ſupradictæ Hanzæ judicibus liberè & licitè poſſint tam conjunctim quam diviſim proſequi, quibus judicibus quæcunque in Dominiis & diſtrictibus noſtris exiſtentia aſportare, & ad Civitates & loca ſua devehi facere, & pecunias aliaſque res per noſtrates ſibi debitas exigere, & id faciundo totiens, quotiens eis oportunum fuerit eodem anno ire, redire, morari, & deinde ad propria reverti, tutè, quietè & liberè poſſint & valeant; abſque eo, quod ullum in corporibus, navigiis, naucleris, mercantiis, bonis rebuſque ſuis prædictis damnum, impedimentum, aut alia quævis inquietatio aut moleſtia ullatenus inferre debeat. Inſuper Reverendiſſimos & Reverendos Patres noſtros, Dominos Archiepiſcopos, Epiſcopos & alios quoſcumque viros Eccleſiaſticos curam & regimen animarum habentes, * ut cum aliquem Francigenarium in Dominiis & diſtrictibus noſtris mortem obire contigerit, quod talium morientium cadavera in terra benedicta, uti noſtrates veri & indubitati Catholici decedentes ſepeliri ſolent, ſepelientur, exportari curabimus.

3. Inſuper ſi nobis contingat in futurum, cum quovis Rege Sereniſſimo aut alio Principe, externiſve nationibus bellum gerere, aut diſſenſiones habere, ipſe tamen Rex ſupradictus, ſuique ſucceſſores Francorum Reges, Regnique, Dominiorum, ſuorum ſubditi cum eorum navibus, naucleris, bonis & mercantiis quibuſcumque, peres eorundem Regum, Principum & nationum Civitates, portus, loca & diſtrictus quibus eidem fore opportunum videbitur, pro ſuis mercantiis aliiſque negotiis exercendis, ire, morari, & deinde redire poterunt toties, quoties eiſdem placuerit liberè & quietè, quoad nos hominesque & ſubditos noſtros attineret, abſque eo, quod hujuſce Pacis, amicitiæ & benevolentiæ perpetuæ infractores cenſeri, nominarive, aut reputari debeant quovis modo. Quod etiam in eo caſu omnibus noſtratibus ſimili modo licebit. Et ſi aliqua obſcuritas aut ambiguitas ſuper articulis prædictis, aliiſque ſuperius contentis in futurum oriretur, ipſas clarioribus & licentioribus verbis & ſententiis in prædicti Domini Regis ſucceſſorumque ejus Francorum Regum, Regni, Dominiorum & ſubditorum eorundem favorem & utilitatem nos interpretaturos & declaraturos ſemper pollicemur.

4. Et demum, ut hujuſmodi perpetua pax, concordia, amicitia & benevolentia felicius & facilius obſervetur offerente ſe caſu de quibuſcumque litibus & controverſiis, per quoſcumque ejuſdem Domini Regis ſucceſſorumque ejus Francorum Regum, Regni, & Dominorum prædictorum ſubditos, contra quoſlibet, noſtris in Dominiis & diſtrictibus mercatores, & incolas præfatæ Hanſæ Teutonicæ in futurum movendis & oriundis, volumus, conſtituimus, decernimus & ordinamus, quod actor in loco rei primò cauſam perſequendo experiri debebit; quam ſi in hujuſmodi prima inſtantia conſequi non poterit, quod tunc coram Pro-Conſulibus & Conſulibus ſupradictæ Civitatis Lubecenſis præſentibus & futuris partibus, hinc inde auditio per eoſdem ſummarie & de plano, abſque ſtrepitu & figura judicii celeris juſtitiæ complementum miniſtretur; promittentes bonâ fide, verboque veritatis, prædictam benevolentiam, concordiam, amicitiam, perpetuamque Pacem, & omnia & ſingula ſuperius enarrata, & per nos facta inviolabiliter perpetuò nos velle obſervare & obſervari facere omni dolo & fraude ſemotis.

ANS de J. C. 1484.

5. Quocirca totius ſupradictæ Hanſæ, & ejuſdem confœderationis hominibus, univerſiſque & ſingulis noſtris Capitaneis & Gubernatoribus, eorundemque loca tenentibus Juſticiariis, Officiariis, Vaſallis ligiis ſubjectiſque dilectis & fidelibus, ac aliis cujuſcumque ſtatus aut conditionis exiſtentibus, præſentibus & futuris, & ipſorum cuilibet, harum ſerie ſupplicamus, præcipimus & mandamus, quatenus has noſtras præſentes literas, in omnibus Curiis, auditoriis, aliiſque locis ſuis ad hoc neceſſariis publicare, ſeu publicari facere prædictamque amicitiam, confœderationem & perpetuam Pacem atque concordiam, ac omnia & ſingula ſuperius declarata, facta & enarrata inviolabiliter obſervent, & obſervari faciant, nihil penitus in contrarium agendo, nec attemptando. Quod ſi forte aliqua acta aut attemptata forent, ea reparare ſeu reparari, & ad priſtinum & debitum ſtatum reduci facere ſtudeant indilatè compellendos ad hoc appellatione ſemota viriliter & debitè compellendo; infractores quoque, ſi qui ſunt, pœna debita & publica plectendo. Et ut omnia & ſingula præinſerta perpetuæ firmitatis robur obtineant, has noſtras literas, quarum vidiſſe ſeu tranſumpta uno vel pluribus, ſi opus fuerit, ſub antefatæ Imperialis Civitatis Lubecenſis ſigillo ſecreto confectis indubiam fidem, veluti huic originali volumus adhiberi, ejuſdem Civitatis Lubecenſis magni ſigilli munimine fecimus roborari. Datum anno Domini milleſimo quadringenteſimo octuageſimo quarto, die verò quarta menſis Aprilis.

DXXV.

Traité de Confédération entre CHARLES VIII. *Roi de France, & les* SUISSES, *du 4 Août* 1484. Frederic Leonard. Tom. IV.

ANS de J. C. 1484.

France et Suisse.

IN nomine Sacro-Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, feliciter: Amen. Nos Burgimagiſter, Sculteti, Ammani, Gubernatores, Conſules, Cives, Patriotæ, & Communitates de Turrego, Berno, Lucerna, & Uravia, Scwizia, & Salodoro Communitatibus & partibus Provinciarum magnæ, & veteris ligæ confœderatorum Alemanniæ ſuperioris: univerſis & ſingulis præſentes litteras inſpecturis, ſeu audituris, notum fieri volumus cum ſalute. Quod cùm majores noſtri, & nos jam multis annis exactis cum cæleſtium Sacro-Sanctorum liliorum ſceptro, & Chriſtianiſſimis ac Sereniſſimis Regni Francorum Regibus certas amicabiles intelligentias, & tandem præſertim cum quondam Chriſtianiſſimo atque Glorioſiſſimo Domino Ludovico, Rege Francorum, ſummæ & præexcelſæ memoriæ Domino noſtro multum gratiſſimo protinùs defuncto, cujus animæ propitietur Altiſſimus, uniones laudabiles, & confœderationes habuerimus, quæ auxiliante Deo optimo, & vicinitatis ſtudio, & benevolentia ex utraque parte hactenus

ANS de J.C 1484.

perſeveratæ ſunt & introductæ, ut maxime, & tempore bellorum & guerrarum non importunam utriuſque partis utilitatem Pacis & augmentationem accreverint, & pro illarum renovatione multo major utrique patri, ſuis ſubditis, & hominibus in dies, & Pacis utilitas & augmentatio ſuccedi poſſit & præſtari, animo reſolventes, hujuſmodi impartitam nobis Regiam benevolentiam noſtræque ſervitutis affectum erga præfatum Sanctæ Coronæ Regnum, & præſertim Chriſtianiſſimum & Sereniſſimum Dominum CAROLUM, jam Regem Francorum prænominati ſui genitoris ſucceſſorem, Dominum noſtrum gratioſiſſimum feliciter augmentari. Idcirco nos, ut propenſus noſter ad utriuſque partis commoditatis tranquillitatem animæ agnoſcatur bona præmeditatione noſtra, & deliberatione, Conſilio quoque unanimi primo ad laudem Dei omnipotentis pro augmentatione & communis Pacis, & Reipublicæ cum præfato Chriſtianiſſimo Rege, & Sacro-Sancta ejus Regia Majeſtate, vitâ ſuâ durante, præſentes intelligentias, & amicabiles uniones fecimus, inivimus, contraximus, & concluſimus, facimus, inimus, contrahimus atque concludimus in hunc qui ſequitur modum.

Primò, quod ambæ partes, videlicet ipſe Chriſtianiſſimus Rex Francorum, & nos confœderati prænominatarum Civitatum & partium pro nobis noſtriſque ſubditis, & hominibus, ut antea durante hujuſmodi intelligentiæ, & unionis tempore, nullis temporibus aut nullis in rebus ſe invicem offendat guerris aut injuriis, nec tempore guerrarum vel extra inter nos nulla pars contra ullam eſſe debeat directè vel indirectè, publicè nec occultè.

Item & ſecundò, quod ambæ partes inter nos ut ſupra nullo unquam tempore debent directè, nec per indirectum publicè nec occultè per Regna, ditiones, territoria, ſeu diſtrictus eorum, paſſum, tranſitum, favorem, auxilium, ſuſtentationem aut ſuffragium alicui perſonæ ſive Dominiis aut Communitatibus, æmulis aut injuriis & conatibus injuriam, nocumentum, bellum aut guerram alteri ex ipſis partibus, eorum ſubditis aut collegatis inferre, ſed pro neceſſitate & tempore præſentis unionis in rebus bona fide ſe invicem diligant & foveant.

Item & tertiò, quod omnes & ſinguli ipſarum partium ſubditi, mercatores, cives, compatriotæ, Communitates, Oratores, Nuncii, Peregrini, ac inhabitatores gentes, nobiles & ignobiles, pedeſtres & equeſtres, cujuſcumque nominis, conditionis, dignitatis, aut ſtatus fuerint, cum mercimoniis, rebus & corporibus ſuis eundo, & redeundo tam per Terram, quàm per aquas, impunè, liberi & ſecuri uſque ad eorum ſecuritatem eſſe debeant & permanere in alterius partis Regno, ditionibus, territoriis & diſtrictibus.

Item & quartò, quod ipſe Chriſtianiſſimus Rex Francorum tempore hujuſmodi unionis, & amicabilis intelligentiæ nullos de gentibus aut hominibus noſtris, præter voluntatem, ſcitum, & licentiam noſtram ad ſtipendia bellorum aut guerrarum ſuæ Regiæ Majeſtatis recipere aut provocare debet, nec per alios provocari facere ſine dolo & fraude, ut ſupra, contra voluntatem noſtram.

Item & quintò, quod ſingulis temporibus, rebus & cauſis una quæque pars alteri parti & ſuis ſubditis, mercatoribus & inhabitatoribus in ſuis Regno, Dominiis, ditionibus & territoriis, amicè & ſine inhibitione, pro competenti pecunia libere admittere debeat mercimonia, & alias quaſcumque res vendibiles ſollicitando, emendo, & vendendo prout hactenus inter partes conſuetum fuit; ſalvis tamen ex utraque parte teloniis conſuetis huc uſque introductis.

Item & ſextò, quod inter nos, ambæ partes, & quælibet partium præſenti in amicabili unione ac intelligentia excipere, & reſervare poſſint, ſicuti nos prænominati confœderati noſtra parte per præſentes excipimus, primò Sacro-Sanctam Apoſtolicam ſedem, Sacro-Sanctum Romanum Imperium, omnes & ſingulas noſtras ligas, & libertates hactenus introductas, ſimiliter omnes & ſingulas perſonas, Dominos, Civitates, & Communitates, cum quibus nos ante concluſionem, & datum dicti præſentiæ amicabilis intelligentiæ vinculo alicujus confœderationis, unionis, aut intelligentiæ, quæ ſigillis aut litteris noſtris roborata ſunt, colligati ſumus, promittentes inſuper, ut ſupra bona fide firmiter pro nobis, & ſubditis noſtris, omnia & ſingula prænarrata tempore, quo ſupra, rata, grata, inviolata & firmare, obſervare, omni dolo, & fraude penitus ceſſantibus, in quorum omnium & ſingulorum fidem, robur, & evidens Teſtimonium nos prænominati Burgimagiſter, Sculteti, Ammani, Gubernatores, Conſules, Cives, Patriotæ, & Communitates de Turrego, Berna, Lucerna, Svizia, Undervalden, ſuper & ſub Silva de Friburgo & Solodoro præſentes litteras ſigillis noſtris appendentibus fecimus muniri, atque eas ſic roboratas & ſigillatas præfatæ Regiæ Majeſtati aſſignavimus, pareſque ejuſdem Regio ſigillo confirmatas accepimus. Datum die quarta menſis Auguſti anno à Nativitate Domini milleſimo quadringenteſimo octuageſimo quarto.

ANS de J.C 1484.

DXXVI.

Commiſſion donnée par Charles VIII. Roi de France, au Cardinal de Foix, & à l'Evêque d'Alby, d'aller en Foix, pour accommoder le diférend ſur la prétention de JEAN DE FOIX, *Vicomte de Narbonne, à la Comté de Foix, Bigorre &c. contre* CATERINE *Reine de Navarre, ſa Niéce. A Montargis, le premier jour d'Octobre* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 290.

ANS de J.C 1484. FOIX ET NAVARRE.

A été derechef conclu le partement de Monſieur le Cardinal de Foix, pareillement de Monſieur d'Alby, pour aller en Guienne, pour l'appaiſement du diférend de Madame la Princeſſe, & de Monſieur de Narbonne, & ſe doivent rendre leſdits Cardinal & Evêque d'Alby à Toulouſe, dans le vint troiſieme jour de ce preſent mois, pour traiter l'appointement d'entre leſdites parties, ſelon leur pouvoir & articles: deſquels pouvoir, articles, & ſeureté du Roi la teneur s'enſuit.

Le Roi dés à preſent prend en ſa main le diférend étant entre ſa Tante Madame la Princeſſe de Viane, & ſa Fille ſa Couſine d'une part, & ſon Couſin Meſſire Jean de Foix, Vicomte de Narbonne, d'autre.

Et ſeront tenuës leſdites parties aquieſcer à l'appointement & ordonnance qui s'en donnera par leſdits Etats, & par iceux Ambaſſadeurs ſera referé au Roi ce qui aura été fait en cette matiere; & à celui, à qui par leſdits Etats aura été dit, appointé, ordonné & jugé, avoir l'évident droit, le Roi à icelles parties tiendra la main de tout ſon pouvoir, pour faire obeïr, tenir, & accomplir leſdits appointement & jugement à celui qui aura tort en cette partie, & baillera à ladite partie, aïant l'évident droit la main forte de Genſdarmes, d'Artillerie, & autres choſes neceſſaires, en maniere que leſdits ſentence & appointement ſortiront leur plein & entier effet, tant de ce qui eſt dans le Roiaume, que dehors: & ainſi l'a voulu, ordonné, & promis faire le Roi, & en bailler ſes lettres de ſeureté, & pareillement Meſſieurs d'Orleans & de Bourbon.

Item, le Roi, pendant ladite année, baillera ſous

ſa

ANS de J. C. 1484.

sa main l'une desdites cinq Places audit de Foix, pour la demeure de Madame sa Femme; & fournira & baillera madite Dame la Princesse trois mille livres pour l'entretenement de ladite Dame Femme dudit de Foix, durant ladite année que se vuidera le diférend, & sans préjudice du droit des parties, desquelles trois mille livres le Roi en baillera mille.

Item, lesdites parties viendront ausdits Etats en leur simple état, & sans aucuns habillemens de guerre, ni autres bâtons nuisibles.

Item, le Roi contraindra réellement & de fait lesdites parties à tenir ce present appointement, & principalement celle, qui n'aura voulu obeïr.

Item, de ce qui est dans le Roiaume, le Roi veut & ordonne, que la connoissance du diférend se vuide pardevant lui, pour amiablement les appointer si faire se peut; & au cas qu'il se puisse faire, fera ou fera faire ausdites parties, raison & justice dedans un an prochain venant, par la Cour de Parlement de Paris.

Item, & entant que touche les cinq Places de la Comté de Foix, dont est procedé l'arrest donné au Grand Conseil du Roi, en ensuivant icelui arrest, lesdites Places préalablement seront mises en la main du Roi, & delivrées és mains de tels personnages, qui seront avisez par Monsieur le Cardinal de Foix, & Evêque d'Albi, pour les garder, par ledit Seigneur, jusques à sentence definitive.

Et au regard de Bearn, seront assemblez les Etats, & en la presence des gens notables, que le Roi de sa part y commettra, seront les enfans de la maison pour ouïr ledit diferend, lequel & le droit de chacune desdites parties sera jugé par lesdits Etats; & seront lesdits Etats en liberté telle qu'il appartient à Juges, & en maniere qu'ils n'aient cause de douter de nulle des parties, & tenus en une Ville bien seure audit Païs de Bearn. Et pendant que lesdits Etats se tiendront pour decider de la matiere, il n'y aura point de Gendarmes, ni de Garnison audit Païs de Bearn; mais demeurera le Païs en la forme qu'il a accoûtumé être en tems de Paix, & seront les parties tenuës en bonne seureté par lesdits Etats, & bailleront aussi lesdites parties bonne seureté l'une à l'autre, ainsi qu'il sera avisé.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par plusieurs fois soit venu à nôtre connoissance, qu'au moien du diférend étant entre nôtre tres-chere & tres-amée Tante, la Princesse de Viane, & sa Fille nôtre Cousine, d'une part, & nôtre tres-cher & amé Cousin Jean de Foix, Chevalier, Vicomte de Narbonne, d'autre, plusieurs grands maux, larcins, pilleries, & autres infinis inconveniens soient avenus en nôtre Roiaume, Païs, Seigneuries, & sujets; & pour y obvier aions par ci-devant fait prendre, saisir, & mettre en nôtre main les Places, dont ledit diférend est encommencé entre lesdites parties, & depuis interdit & defendu à icelles parties toutes voies de fait, & ordonné qu'ils retiraſſent leurs gens, & les envoiaſſent en leurs maisons, afin de faire cesser la pillerie, que par les gensdits tenans les champs, de leur autorité privée, & sans nôtre sçû & ordonnance, & qui avoüent le fait, & continuent chacun jour de plus en plus, au moien dequoi nôtre pauvre peuple est si fort oppressé & foulé, que plus ne peut: neanmoins nosdites Tante, Cousine sa Fille, & Cousin de Foix, & leursdits gens n'ont point cessé ni differé de faire la guerre les uns contre les autres; mais la font & continuent chacun jour plus aspre que jamais, & sont lesdits maux, larcins, & voies de fait, pilleries, assemblées de gens sans autorité de nous, & autres excez en voie de pulluler, & multiplier en nôtredit Roiaume, dont la totale destruction de nôtredit pauvre peuple se pourroit du tout ensuivre, si par nous n'étoit sur ce promptement pourvû. Pourquoi avons par l'avis & deliberation de plusieurs Seigneurs de nôtre Sang & lignage, & gens de nôtre étroit Conseil, conclu, avisé, & deliberé envoier devers lesdites parties, aucuns grands notables personnages, de grande autorité, sages, prudens, & discrets, aiant puissance de nous de traiter, & faire condescendre lesdites parties à quelque bon appointement, & plusieurs autres choses requises & servant en cette matiere. Savoir faisons, que nous desirant voir icelles pilleries & voies de fait cesser, & lesdites parties vivre en bonne Paix, amour & union; ensemble pour la tres-grande, parfaite, & entiere confiance que nous avons, des personnes de nôtre tres-cher & tres-amé Cousin le Cardinal de Foix, & de nôtre amé & feal Cousin l'Evêque d'Alby, & de leur sens, discretion, experience, conduite, loiauté, prudhommie, & bonne diligence, à iceux pour ces causes & autres à ce nous mouvans, & par l'avis & deliberation que dessus, avons donné & donnons, par ces presentes, plein pouvoir & autorité de eux transporter pardevers les personnes de nosdites Tante & Cousine, & ledit Messire Jean de Foix nôtre Cousin, pour par eux, & appellez avec eux, s'ils voient que bon soit, tel nombre de gens, tant de nôtre Cour de Parlement de Toulouse, que autres qu'ils aviseront, traiter, appointer, transiger, & accorder l'appointement final de tout ce dont est question entre lesdites parties, ou tel autre appointement qu'ils pourront, & qu'ils aviseront pour le mieux, d'abolir, quitter, remettre, & pardonner tout cas, crimes, & malefices quelconques, qui à cause dudit diférend, & depuis icelui encommencé, se sont ou pourroit être ensuivis; de rendre & faire rendre, & restituer les Places, Maisons, Chevances, & biens-meubles, à ceux à qui l'on les auroit ôtez, pris, & ravis, tant d'un parti que d'autre, depuis ladite guerre commencée, & à cause d'icelle. Et au cas qu'ils ne pourront faire condescendre lesdites parties à faire lesdits appointemens tant final que autre, les seront condescendre à entretenir l'appointement par écrit contenu en certains articles signez de nôtre main, que nous avons baillez à nosdits Cousins les Cardinal de Foix & Evêque d'Alby. Toutesfois quand ils seront pardelà, s'ils trouvoient que lesdites parties fissent quelques difficultez sur aucuns points contenus esdits articles, ou sur tous iceux articles ensemble, nous entendons qu'ils en fassent & appointent, tout ainsi qu'ils verront en leur conscience être à faire pour le mieux; & à iceux nos Cousins, nous avons donné & donnons derechef plein pouvoir & autorité par cesdites presentes, en cas de refus, de faire entierement obeïr lesdites parties à ce qu'ils auront avisé & appointé; ensemble de faire vuider & departir les gens de guerre, & les envoier en leurs maisons avec telle conduite que bon sera, soit par main Armée, assemblée de nos gens de Guerre, de nos Ordonnances, Arriereban, gens de plat Païs, de Charroi, Artillerie, Vivres, & toutes autres choses en tels cas requises, & qui par eux seront avisées, tellement que la force & autorité nous en demeure; & generalement faire en cette matiere entiérement ce qu'ils verront être à faire pour la pacification & appaisement d'icelle, en maniere que en l'une des façons ci-dessus contenuës ledit diférend soit appaisé, la pillerie ostée, & lesdits gensdarmes envoiez, & tout ainsi que feriions, & faire pourrions, si presens en propre personne y étions; promettant en bonne foi & parole de Roi, avoir agreable, ferme & stable, tout ce que par nosdits Cousins & Deputez aura été fait en cette partie, sans jamais aller ou venir, ni faire aller ou venir aucunement au contraire, & de confirmer, ratifier, & approuver toutes fois que métier sera ou requis seront. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre main, & icelles fait sceller de nôtre scel. Donné à Montargis, le deuxieme jour d'Octobre,

ANS de J. C. 1484.

ANS de J. C. 1484. tobre, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vint-quatre, & de nôtre regne le deuxieme. Ainsi signé, Charles. Et J. Mesme.

DXXVII.

FRANCE ET BRETAGNE. *Articles de* FRANCOIS *Duc de Bretagne, apportez à* CHARLES VIII. *Roi de France par Monsieur de Vienne, par lesquels il offre au Roi de renouveller les Traitez faits avec lui, s'il le juge nécessaire pour son service. L'an* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 293.

LA réponse, que le Duc de Bretagne fait au Roi, dit, que pour ce que quelque mauvais rapport qui lui ait été fait du Roi, il n'a point vû d'effet au contraire des appointemens faits & jurez entre-eux; il desire toûjours avoir la bonne grace du Roi, & être son tres-humble serviteur.

Et si le Roi a eû imagination, ou doutoit que de la part du Duc y eût eû aucune faute, le Duc pour plus grande confirmation desdits appointemens, & montrer son bon vouloir envers le Roi, est content que de nouveau lesdits appointemens soient d'un côté & d'autre renouvellez & jurez tout ainsi qu'ils ont été faits premierement.

Et quand il plaira au Roi envoier devers le Duc aucun qui soit feable au Roi, ou que le Duc lui envoie quelqu'un de ses gens, pour l'informer plus à plein de l'intention du Roi, le Duc le fera volontiers, & l'aura tres-agreable.

Et si ce fait il plaît au Roi faire aucune demonstration de fiance & de bienveillance au Duc, & son plaisir soit l'emploier en quelque chose, le Roi le trouvera toûjours disposé de lui faire tout plaisir & service.

DXXVIII.

ANS de J. C. 1484. FRANCE ET BRETAGNE. *Traité entre* CHARLES VIII. *Roi de France & les Seigneurs & Etats de* BRETAGNE *pour la confirmation de leurs privileges. A Montargis le 22. Octobre* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 293.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France. Comme à nôtre sacre, en ensuivant les loüables coûtumes & anciennes observations de nos Predecesseurs Rois de France, nous avons promis & juré solennellement, d'entretenir l'autorité & préeminence de la Couronne, & les droits d'icelle & de nôtre Roiaume, garder, & défendre aussi de non aliener, ou diminuer aucuns d'iceux, mais de les augmenter & accroître par tous bons moiens licites & convenables, & qu'il soit ainsi qu'en après le decés de nôtre tres-amé Cousin le Duc de BRETAGNE, icelle Duché nous doit appartenir, & appartient à bon & juste titre, duquel, quand métier en seroit, pouvons faire dûëment apparoir, à celle fin que si le cas avenoit, que Dieu ne veüille, nous puissions plus paisiblement & au soulagement des habitans d'icelle, user de nôtre droit, & en prendre la possession, sans que à cette cause aucun trouble ou frais de guerre en puissent avenir audit Païs, Duché, & habitans d'icelle, que pour rien ne voudrions permettre ni tolérer, ains telles voies éviter, & y obvier à nôtre pouvoir. Pour ce est-il que ces choses considerées, nous confiant à plein des bons sens, conduite, loiauté & bon vouloir, que nos tres-chers & amez Cousins le Prince d'Orange, Jean Seigneur de Rieux, & nos bien-amez & feaux Jean du Perrier, Seigneur de Sourdiac, Pierre de Ville-Blanche, Sieur de Bront, & Jean le Bouteillier, Chevalier, Seigneur de Mauper-tuis, ont à nous & à la chose publique de nôtre Roiaume, & que nous confions que par leur bon moien, aide, emploi & service, les choses dessusdites peuvent être plus seurement traitées. A cette cause, eûe sur ce meure deliberation, nous leur avons pour le bien de ladite Duché, Seigneurie, Nobles, & habitans dudit Païs, & conservation de nos droits, accordé les articles qu'ils nous ont requis, dont la teneur s'ensuit ci-aprés. ANS de J. C. 1484.

Premierement, que la Justice dudit Duché sera entretenuë & exercée tout ainsi qu'elle a été du tems des Ducs precedens, & le cas dessusdit échû, seront les Officiers natifs dudit Païs & Duché commis par nous, de laquelle nous garderons, & entretiendrons les coûtumes, préeminences, & privileges tout ainsi, & par la forme qu'elles ont été paisiblement par ci-devant gardées, tenuës, & observées.

Item, que les Seigneurs, Nobles, & sujets dudit Païs & Duché demeureront, & seront entretenus en leurs libertez, droits, & privileges, tout ainsi qu'ils ont été du tems des precedens Ducs, sans que aucune chose leur soit innovée ou demandée plus avant.

Item, ne seront par nous levez ni exigez aucunes tailles, fouages, impossts, ni autres subsides, sans l'avis & deliberation des Etats dudit Païs, & comme il a été accoûtumé de faire du tems des feus Ducs precedens, & du Duc de present.

Item, ne seront lesdits Seigneurs & Nobles du Païs & Duché dessusdits, tenus d'aller en guerre, si non és cas & lieux dits & limitez par nous du consentement desdits Seigneurs.

Item, pour la garde de la côte de la Mer de Bretagne, nous ordonnerons & mettrons deux cens ou douze-vints-hommes d'armes dudit Païs, desquels nous donnerons la charge ausdits Seigneurs.

Item, pour le gouvernement principal dudit Païs & Duché, nous ordonnerons & établirons un notable personnage, par l'avis & consentement des Etats dudit Païs.

Item, que à la garde des principales Places & Forteresses dudit Païs, nous mettrons & deputerons les Seigneurs & Nobles d'icelui, tout ainsi que par lesdits Sieurs & Etats dudit Païs sera avisé, lesquels nous feront ferment de bien & loiaument les nous garder.

Item, au cas que la Ducheſſe survive aprés le trépas du Duc, nous lui entretiendrons, delivrerons, & ferons joüir paisiblement de tel doüaire & état, qu'il sera avisé par les Seigneurs & Etats dudit Duché de Bretagne; aussi promettons d'entretenir l'état des Ducheſſes femmes des Ducs precedens, ainsi qu'il a été accoûtumé, & qu'il sera avisé par lesdits Seigneurs & Etats dudit Païs.

Item, que aux filles du Duc nous constituerons & donnerons bon & grand mariage, comme il appartient à filles de telle maison, ou plus grand qu'il n'est de coûtume, & ainsi que par lesdits Seigneurs sera avisé.

Item, si le cas presupposé avenoit, nous promettrons & jurerons à nôtre entrée à Rennes, d'entretenir & garder les points & choses dessusdites, & autres, que les Ducs ont accoûtumé de jurer; & au cas que bonnement ne pourions nous transporter audit lieu, nous à ce faire envoierons & ordonnerons aucun Prince de nôtre Sang, ou autre grand personnage, pour faire ledit ferment, & accomplir les choses en tel cas requises, lequel aprés nous ratifierons & confirmerons és mains de ceux qui par lesdits Sieurs & Etats seront envoiez devers nous, tout ainsi, & par la forme & maniere, que par eux sera avisé. Et au cas que nous, ou nos Successeurs aurions plus d'un fils, nous avons voulu & declaré, voulons & declarons, que l'un d'eux

ANS d'eux succede à ladite Duché de Bretagne, ainsi que
e J. C. par lesdits Seigneurs & Etats sera avisé.
484. Item, s'il y a aucunes autres choses que les dessus-dites, qui soient necessaires & utiles pour le bien desdits Païs & Duché, nous avons promis & promettons les accorder & passer, ainsi qu'il sera avisé par les dessusdits presens, & autres Seigneurs dudit Païs & Duché absens & Etats d'iceux, quand besoin & métier en sera. Toutes lesquelles choses & chacune d'icelles, nous, par la foi & serment de nôtre corps, & en parole de Roi, avons promis & promettons entretenir, garder & accomplir, sans pour quelconque cause venir au contraire du contenu en ces presentes, lesquelles nous avons signées de nôtre main, & fait sceller de nôtre scel secret. Donné à Montargis le 22. jour d'Octobre, l'an de grace 1484. & de nôtre regne le deuxieme. Signé, Charles. Et scellé, & en queuë, Lebert.

DXXIX.

ANS J.C. 484. ANCE BRE- GNE.

Promesse de divers Seigneurs de BRETAGNE, *faite à* CHARLES VIII. *Roi de France, de le reconnoître pour Souverain aprés le decés du Duc François, à condition d'être maintenus en tous leurs Droits, Libertez, & Franchises. A Nantes le 28. Octobre* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 295.

JEAN, Sire de Rieux, Jean du Perrier Sire de Sourdiac, Pierre de Ville-Blanche, Sire de Bront, & Jean le Bouteillier, Sire de Maupertuis. Comme nous soions deuëment informez, que nôtre Souverain Seigneur le Roi doit succeder à la Duché de BRETAGNE en defaut d'hoirs mâles, aprés le trépas du Duc qui est de present, & ce par bon & juste titre & évident droit, & que ladite Duché, Seigneurs, Nobles, & autres habitans d'icelle, pouroient être, le cas avenu, en grands & merveilleux affaires & necessitez, si de bonne heure & par bon avis, & moiens n'étoit à ce pourvû. Et nous, ces choses considerées, desirant de tout nôtre pouvoir le bien, autorité & prééminence de ladite Duché, aussi les droits, libertez, & franchises des Seigneurs, Villes & habitans d'icelle, & generalement de tout le Païs & Duché de Bretagne, être gardées, entretenuës, & inviolablement observées; & aussi bien assurez, que sous la main, gouvernement, protection & Seigneurie naturelle de nôtredit Souverain Seigneur le Roi, auquel Seigneur ladite Duché doit apartenir, comme il a été dit, seront iceux Duché, Seigneurs, Nobles & Habitans mieux entretenus & guidez: pour cette cause nous sommes tirez vers ledit Seigneur, & lui avons remontré l'état & affaires dudit Duché, comme il est plus à plein contenu és articles sur ce par nous baillez audit Seigneur, lui supliant tres-humblement, que pour les causes dessusdites & autres, son plaisir fût nous accorder le contenu d'iceux: ce que de sa grace, par grande & meure deliberation ledit Seigneur nous a liberalement concedé, comme il peut aparoir par les Lettres qu'il a commandé nous être sur ce depêchées. Et comme il soit tres-raisonnable, & pour le bien des . . . . . expedient & necessaire, que nous declarions audit Seigneur le desir, & affection, que nous avons de le servir & obeïr en toutes choses à nous possibles, mesmement à parvenir à ladite Duché & possession d'icelle au cas dessusdit; nous Jean, Seigneur de Rieux, Maréchal de Bretagne, Jean du Perrier, Sire de Sourdiac, Pierre de Ville-Blanche, Sire de Bront, Jean le Boutillier, Sire de Maupertuis . . . . . avons juré & promis, jurons & promettons par la foi & serment de nôtre corps, la leauté, obeissance, & service que nous devons au Roi nôtre Souverain Seigneur, que le cas supposé avenu nous mettrons nos corps & nos biens, & emploirons tous nos alliez, amis & sujets, & toute nôtre puissance au service de nôtredit Souverain Seigneur, & mesmement à l'ensaisiner & faire jouir comme vrai Duc & Seigneur de la Duché & Païs de Bretagne, aprés le trepas du Duc, qui est de present en defaut de hoir mâle descendant de lui; & aussi que nôtredit Souverain Seigneur nous tiendrons & reputerons pour nôtre naturel Seigneur & Duc de Bretagne, & comme à tel obeirons de tout nôtre pouvoir comme bons & loiaux sujets sont tenus deuëment faire vers leur naturel & Souverain Seigneur, sans jamais dire ni faire le contraire. Et s'il avenoit, que aucun Prince, Seigneur, ou autre voulût d'icelle Duché prendre le titre ou nom, ou par quelque moien ou couleur s'efforçast de s'en ensaisiner, nous en ce cas avons juré & promis, jurons & promettons sur nôtre honneur, & obligeons nos corps & tous nos biens comme dessus, que nous lui resisterons de tout nôtre pouvoir, & par tous moiens à nous possibles, sans jamais entendre ni consentir à lui, ou lui donner aveu, ni obeir pour quelque raison ou cause que ce soit. Promettons aussi & jurons comme dessus, que par quelque apointement que nous fassions avec le Duc, nous n'enfraindrons aucunes choses des dessusdites, & pour quelconque raison ne nous departirons de la promesse, que nous avons faite & jurée au Roi. Toutes lesquelles choses & chacune d'icelles nous avons juré & promis, jurons & promettons comme dessus, entretenir, garder pour nous, & pour . . . . . sans jamais venir au contraire. En têmoin de ce nous avons signé ces presentes Lettres de nos mains, & fait sceller du sceau de nos armes. Donné à Nantes le 28. jour d'Octobre 1484. ANS de J. C. 1484.

DXXX.

Lettres d'amitié, Confédération, & Alliance, entre PIERRE, *Seigneur de Beaujeu, & sa Femme* ANNE DE FRANCE, *& ceux des trois Membres de* FLANDRES. *A Montargis le 25. Octobre* 1484 Frederic Leonard. Tom. I. pag. 296. ANS de J. C. 1484. BEAUJEU ET FLANDRES.

PIERRE de Bourbon, Comte de Clermont & de la Marche, Seigneur de Beaujeu, & nous ANNE DE FRANCE, Comtesse de Clermont & de la Marche, Dame de Beaujeu. Comme nos tres-chers & tres-speciaux amis, ceux des trois Membres de la Comté de FLANDRES, puis nagueres aient fait declarer la singuliere affection qu'ils ont de servir & obeir nôtre tres-redouté & Souverain Seigneur le Roi, & nôtre tres-redoutée & Souveraine Dame la Reine, comme leurs bons & loiaux sujets, pour le bien de nôtredit Seigneur & Dame, du Roiaume, & de nôtre tres-honoré Seigneur & tres-amé neveu, le Duc Phflippe Comte de Flandres, & de ce ils veüillent bailler leurs Lettres d'obligation & scellé, ce que ledit Seigneur a eû tres-agreable. Comme du tout avons été à plein informez, & tost aprés les dessusnommez nous aient fait savoir qu'ils desirent avoir & entrer en bonne amitié, intelligence, & alliance avec nous, & qu'il soit ainsi qu'entre les autres Seigneurs & Puissances du Roiaume, lesdits trois Membres de Flandres puissent autant eux emploier au service de nôtredit Seigneur le Roi, au bien aussi & entretenement de sa Couronne, que autres grands personnages dudit Roiaume. Pour ces causes, & afin que nous avec eux, & eux avec nous, puissions mieux nous emploier au service du Roi, bien & utilité de la chose publique du Roiaume, dont sommes desirans & deliberez sur toutes autres choses de ce monde, aussi faire plaisir, & nous emploier pour nôtredit tres-

ANS de J. C. 1484.

tres-honoré Seigneur & tres-amé neveu le Duc Philippe, Comte de Flandres, en toutes choſes poſſibles & raiſonnables, nous avons pris & prenons avec eux vraie & bonne amitié, intelligence & confederation, ferme & ſtable alliance, & eux avec nous, pour enſemble ſervir, & obeïr nôtredit Seigneur le Roi & le Roiaume, & nous emploier au bien & honneur de nôtredit tres-honoré & tres-amé neveu. Jurons auſſi par la foi & ſerment de nos corps, & promettons en parole de Prince & de Princeſſe, que de tout nôtre pouvoir nous entretiendrons nôtredit neveu le Duc Philippe Comte de Flandres, auſſi nos tres chers & tres-ſpeciaux amis leſdits des Membres & le Païs de Flandres, en la bonne grace, union, & recommandation du Roi, & les aiderons, favoriſerons & aſſiſterons envers & contre tous ceux, qui s'efforceront faire ou porter dommage à nôtredit tres-honoré neveu, lui étant en bonne obeïſſance, amitié, & intelligence avec le Roi, ou à ſon Païs & Comté de Flandres, & auſdits des Membres, ou qui par quelque voie ou moien que ce ſoit, voudroient entreprendre ſur la garde & gouvernement de lui & dudit Païs, contre la volonté & intention d'iceux deſdits Membres. Promettons auſſi & jurons comme deſſus, que toutes fois que requis en ſerons, nous declarerons amis & alliez des deſſuſdits des Membres & Païs de Flandres, tous Princes, Païs & Communautez, dont par leſdits de Flandres ſeront requis, & d'aider l'un de nous à l'autre, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, excepté toutefois la perſonne dudit Seigneur, ſi aucuns y en avoit qui vouluſſent grever, & porter prejudice ou dommage à nos perſonnes, biens, honneurs & état, & neanmoins de pourchaſſer l'accroiſſement du bien, honneur & utilité les uns des autres, comme bons amis & alliez doivent & ſont tenus de faire, par tous moiens poſſibles & convenables. Et s'il vient à nôtre notice aucune choſe, qui ſoit ou pût être au prejudice deſdits des trois Membres, nos amis & alliez, icelle nous leur notifierons à toute diligence. Réſervons auſſi expreſſément, que ſi en cette amitié, confederation, & alliance, aucuns des Princes nos alliez & confederez veulent entrer & être compris, que du bon gré & conſentement deſdits des trois Membres nos alliez, ils y ſoient reçûs dedans le terme d'un an, à commencer du date d'aujourdhui, en eux obligeant & baillant leur ſcellé comme nous, & leſquels en ce cas nous y recevons. Leſquelles choſes & chacune d'icelles, nous jurons & promettons par la foi & ſerment de nôtre corps, en parole de Prince & de Princeſſe, tenir, obſerver, & inviolablement accomplir & garder tout l'effet & contenu de ces preſentes, ſans pour quelque occaſion ou cauſe y contrevenir; leſquelles pour plus grande fermeté nous avons ſignées de nos mains, & fait ſceller du ſceau de nos armes. Donné à Montargis ce vint-cinquieme jour d'Octobre, l'an mille quatre-cens quatre-vints-quatre. Signé de la main propre, Pierre, Anne de France. Leſdites Lettres ſcellées de deux petits ſceaux de cire rouge, pendans à bandes de parchemin, remplis des écuſſons des armoiries de France & de Bourbon.

DXXXI.

ANS de J. C. 1484.

FRANCE AUTRICHE ET FLANDRE.

Lettre de CHARLES VIII. *Roi de France, à* MAXIMILIEN *Duc d'Autriche, par laquelle il lui déclare, que ſur l'avis qu'il a eû qu'il tâchoit de s'emparer du Païs & des Villes appartenans à* PHILIPPE *Comte de Flandres, pour avoir la gardenoble de ce Prince, il s'eſt uni d'amitié & confédération avec lui, contre tous ceux qui voudroient entreprendre ſur ſa perſonne, & ſes Païs, & en même tems le ſomme de remettre les choſes en l'état qu'elles étoient avant la ſurpriſe faite de la Ville de Teuremonde. A Montargis le 27. Décembre* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 298.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France, &c. A nôtre tres-cher & tres-amé Pere & Couſin MAXIMILIEN Duc d'Autriche, ſalut & dilection. Nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Duc PHILIPPE, Comte de Flandres, par l'avis & déliberation de ceux de ſon Sang & de ſon Conſeil, nous a fait remontrer, comme en faiſant & concluant le mariage de nous & de nôtre tres-chere & tres-amée compagne la Reine vôtre fille, ait auſſi été traité, fait, conclu & accordé par perpetuelle, amour & union, entre feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu abſolve, nous nos Roiaumes, Païs, Seigneuries, & ſujets d'une part, vous nôtredit Frere & Couſin, vôtre fils, & les Etats des Païs & Seigneuries à lui appartenans d'autre part, par lequel traité ait été expreſſement dit, que vous, nous, & nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe Comte de Flandres, ſerions tenus de nous aider, ſecourir, & aſſiſter l'un à l'autre envers & contre tous ceux qui quelque choſe voudroint entreprendre ſur l'état & perſonne de nous, & de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, Comte de Flandres, auſſi ſur nôtre Roiaume, ou ſur les Païs, Terres, & Seigneuries & ſujets de l'un ou de l'autre de nous, & depuis, à l'occaſion de certain diférend qui eſt ſurvenu entre vous & ceux dudit Païs de Flandres touchant la Mainbourgie de la perſonne, & biens de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, & de ſondit Païs & Comté de Flandres, qui ſont de nôtre Roiaume, ſujets de nous & de la Couronne de France, comme de leur Souverain Seigneur, icelui vôtre Frere & Couſin leſdits de ſon Sang & du Conſeil & Membres de ſondit Païs de Flandres, par l'avis deſquels, ſous le nom de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, ſe ſont & dépêchent, & ont accoûtumé ſe faire & dépêcher toutes les affaires dudit Païs de Flandres, vous ont offert & fait offrir la voie de juſtice, c'eſt à ſavoir, que ſur tout ce que voudriez pretendre, demander, & quereller audit Païs & Comté de Flandres, ſoit droit de Mainbourgie de la perſonne & biens de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, ou autre droit quelconque que voudriez pretendre, ils offroient en répondre, & eſter à droit pardevant nous, & les Pairs de France, ou en nôtre Cour de Parlement, auſquels la connoiſſance & reſſort en apartient, & doit apartenir, attendu que leſdits Païs & Comté de Flandres ſont du Roiaume de France, une des principales & anciennes parties d'icelui, ſujets en Souveraineté à Nous & à nôtre Couronne. Conſideré auſſi que feuë nôtre Mere & Couſine Marie Mere de nôtredit Frere & Couſin le Duc Philippe, & de laquelle il eſt principal heritier, eſt allée de vie à trépas en la Ville de Bruges, qui eſt de la Souveraineté & reſſort de nôtredite Cour de Parlement & de nôtre Roiaume. Leſquelles

ANS de J. C. 1484. quelles offres vous ont été faites & réïterées de bouche & par écrit, en assemblées publiques en la Ville de Bruxelles, par nos Ambassadeurs envoiez devers vous, & nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe, & depuis à l'assemblée de Tenremonde où étoient aucuns Chevaliers de la Toison d'or, & aucuns vos Commis & Ambassadeurs; laquelle voie de justice vous n'avez voulu accepter, mais avez commencé & attenté voie de fait, en soustraiant & vous efforçant de soustraire la Ville de Tenremonde, & autres de l'obeïssance de nôtredit Frere & Cousin, plusieurs Villes & Places Fortes de sondit Païs & Comté de Flandres. Nous ait aussi été remontré, comment ceux du Païs de Flandres ont été la cause principale desdits Traitez de Paix & de mariage, & sont ceux qui de leur part les veulent & desirent entretenir; & avec ce il est bruit assez commun que aucuns de vos gens sement & font courir voix & parole que si vous aviez une fois subjugué ledit Païs de Flandres, vôtre intention est de recouvrer par force & puissance d'armes, à l'aide des Anglois nos anciens ennemis, les Païs & Seigneuries, qui par ledit Traité de Paix appartiennent à nous & à nôtredite compagne la Reine. Pour lesquelles considerations, & pour obvier aux inconveniens qui en pourroient avenir, & pourveoir à la seureté tant dudit Païs de Flandres, que des autres parties de nôtre Roiaume, nous avons derechef puis naguere pris & reçû en union, amitié, & confédération avec nous, nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe, pour lui, ceux de son Sang & de son Conseil, ensemble lesdits trois Membres, & generalement tout son Païs & Comté de Flandres nos sujets, & avons promis leur aider, assister, & donner faveur & secours de gens, & autrement contre tous ceux qui par voie de fait voudront entreprendre sur l'état & garde de la personne de nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe, & sur le gouvernement de sondit Païs de Flandres; lesquelles pour tant qu'il nous peut toucher comme Seigneur Souverain, nous avons par nos autres Lettres eû agreables, approuvé, & autorisé entant que besoin en seroit. Nous ont encore avec ce remontré, que la querelle par vous pretenduë d'avoir la garde & Mainbourgie de la personne & biens de nôtredit Frere & Cousin, touche directement nôtredite compagne, qui est seule sœur & heritiere apparente de nôtredit Frere & Cousin, en tous les Païs, Seigneuries, & autres biens esquels voulez pretendre & quereller droit. Et combien que comme Seigneur Souverain dudit Païs & Comté de Flandres, eûssions tant à vous que ausdits de Flandres par nos Lettres à vous presentées par Lionnois nôtre Officier d'armes, defendu la voie de fait, neanmoins depuis aucuns briefs jours en çà, aucuns de vos gens, par vôtre charge, sont venus en ladite Ville de Tenremonde, étant de l'ancien heritage & domaine de nôtredit Frere & Cousin, & par emblée ont trouvé moien de gagner la porte & entrée de ladite Ville; & incontinent vous en personne, à grande Compagnie de gens de pied & de cheval, y étes entré à puissance d'armes, & y avez fait & souffert faire tous exploits de guerre & hostilité, tuer & meurtrir plusieurs des pauvres habitans, butiner & piller leurs biens & maisons, combien qu'ils ne doutassent être en guerre ni inimitié contre vous, & que jamais n'eûssent été par vous sommez & requis. Et disent en outre lesdits de Flandres être bien informez, que tendez à leur nuire & porter dommage le plus que pourrez par voie de fait & exploit de guerre, sans vouloir reparer ce que par vous & vos gens y a été fait, en nous requerant humblement, veû qu'ils sont de nôtre Roiaume & nos sujets, que nous, ensuivant les Traitez dessusdits, leur veüillions donner faveur, secours & aide. Pourquoi nous aians regard aux choses dessusdites, lesquelles considerées, & mêmement l'offre de la justice où ils se sont mis, ne pouvons, sauf nôtre honneur, abandonner nôtredit Frere & Cousin, ni ceux dudit Païs de Flandres, par l'avis & deliberation des Princes & Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Grand Conseil, vous avertissons des choses dessusdites, & vous signifions & declarons par ces presentes, que nous avons pris & reçû, prenons & recevons nôtredit Frere & Cousin pour lui, lesdits de son Sang & Conseil étans lez lui, & les gens des trois Membres, & le general de son Païs & Comté de Flandres, en nôtre union, amitié & confederation, envers & contre tous ceux, qui entreprendront par voie de fait sur l'Etat & garde de la personne de nôtredit Frere & Cousin, & le gouvernement de sondit Païs de Flandres. Si vous prions & requerons, & neanmoins sommons par ces presentes, que vous desistiez desdites voies de fait, & n'attentiez, ni fassiez ou souffriez attenter choses quelconques, qui sont contre ni au prejudice de nôtredit Frere & Cousin & de sondit Païs, ni contre l'Etat & garde de sa personne, ni dudit Gouvernement de Flandres, qui s'est fait ou sera pour le tems à venir sous son nom, & par l'avis desdits de son Sang & Conseil, & des dessusdits des Membres de Flandres, & que ce qui par vous ou les vôtres aura été fait, attenté, ou innové, tant en la surprise de ladite Ville de Tenremonde, que en toutes autres voies & exploits de guerre, & tout ce que par vous ou les vôtres, ou sous vôtre aveu, s'en seroit ensuivi, le repariez & remettiez en toutes choses au premier état. Et si par voie de justice vous pretendez aucun droit de Mainbourgie ou autres, sur la personne & biens de nôtredit Frere & Cousin, nous vous offrons de vous administrer, ou faire administrer si bonne & briéve justice, que par raison vous devrez être content: & si autrement le faites, & continuez en ladite voie de fait, ou differez de faire reparer ce qui a été attenté à la surprise dudit Tenremonde & autrement, nous vous signifions & declarons dés maintenant & pour lors, que en nous acquittant ainsi que tenus y sommes par les moiens dessusdits, nous donnerons aide, secours, & faveur, de tout nôtre pouvoir à nôtredit Frere & Cousin, & ceux de son Sang & Conseil, & desdits Membres & Païs de Flandres, contre vous, & tous ceux qui en cette matiere vous aideront & assisteront. Sur quoi nous vous requerons nous faire réponse par Guienne ce present porteur, lequel envoions expressément pardevers vous pour cette cause. Donné en nôtre Châtel de Montargis le vint-septieme jour de Decembre 1484. Signé, Charles. Et plus bas, Damont, avec paraphe.

ANS de J. C. 1484.

DXXXII.

Lettres de CHARLES VIII. *Roi de France, par lesquelles il veut, que* JAQUES DE SAVOYE, *Sieur de Romont*, MARIE DE LUXEMBOURG *sa Femme, &* FRANÇOISE DE LUXEMBOURG, *Sœur de Marie, soient compris au Traité d'Arras. A Melun le* 28. *Janvier* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 301.

ANS de J. C. 1484. FRANCE, SAVOYE ET LUXEMBOURG.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Savoir faisons, que comme puis naguere, en traitant par nous de plusieurs grandes matieres & affaires de nôtre Roiaume où étoient plusieurs des Seigneurs de nôtre sang & lignage, & gens de nôtre Conseil, nôtre tres-cher & tres-amé Oncle & Cousin JAQUES DE SAVOYE, Comte de Romont & de Saint Paul, & nôtre tres-chere & tres-amée Tante & Cousine MARIE DE LUXEMBOURG sa compagne, tant pour eux que pour & au nom de FRANÇOISE DE LUXEMBOURG

ANS de J. C. 1484.

nôtre Cousine, lesdites Marie & Françoise filles & heritieres de feu nôtre Cousin Pierre de Luxembourg, & de Marguerite de Savoie nôtre Tante, en leur vivant Comtes de Saint Paul, de Ligny, & de Brienne, nous aient fait dire & remontrer, que à cause de droite & legitime succession leur competent & apartiennent les Comtez dudit Saint Paul, Brienne, & plusieurs autres Comtez, Terres & Seigneuries, que leurs predecesseurs dont ils ont le droit & action ont par ci-devant tenuës & possedées, & que jaçoit que en faisant le Traité de Paix dernierement faite entre feu nôtre très-cher Seigneur & Pere, que Dieu absolve, pour nos Roiaume, Pais, Seigneuries & sujets d'une part, & nôtre très-cher & très-amé Frere le Duc Philippe son fils, les gens & états de leurs Pais & Terres, eussent par leurs Ambassadeurs & Deputez desdits Ducs & Etats de leursdits Pais requis & prié nôtredit feu Seigneur & Pere, que ladite Marguerite de Savoie nôtre Tante, & lesdites Marie & Françoise de Luxembourg, ses filles, fussent comprises audit Traité, & que en ce faisant elles retournassent à leurs biens; & que neanmoins par les Deputez de nôtredit feu Seigneur & Pere, au moien des ports & faveurs qu'avoient envers lui & lesdits Deputez les detenteurs des biens des dessusdits, & à ce que iceux detenteurs eussent encore la joüissance desdits biens, fut differé, & répondu que nosdites Tante & Cousine Veuve & Fille dudit feu Pierre de Luxembourg nôtre Cousin, joüiroient du benefice de la Paix, reservé que pour lors ne retourneroient à leurs biens, mais en pourroient faire poursuite devers nôtredit feu Seigneur & Pere, & nous, quand bon leur sembleroit: pour laquelle poursuite faire, & obtenir delivrance desdits biens, nosdits Pere & Frere d'Autriche, & les gens de leurs Pais & Seigneuries nous ont depuis tres-instamment suplié & requis par grands & notables Ambassadeurs, qu'ils ont envoié par devers nous pour cette matiere, nous suplians & requerant que en aiant égard à la proximité, sanguinité, & lignage, dont icelui nôtredit Oncle de Romont, & ceux de la Maison de Luxembourg, à laquelle étoit allié par Mariage avec ladite Marie de Luxembourg nôtre Tante, & aussi aux dons & transports, tant de confiscation qu'autrement, qui par feu nôtredit Seigneur & Pere avoient été faits desdits biens, & feu nôtre Cousin le Duc Charles de Bourgogne, tant à la conclusion de la Treve de neuf ans faite avec lui, qu'à la prise dudit feu Loüis de Luxembourg, que aussi aprés l'arrest, declaration de confiscation & sentence prononcée contre ledit feu Loüis de Luxembourg, desquels dons & transports ainsi faits par nôtredit feu Seigneur & Pere desdits biens à feu nôtre Cousin de Bourgogne pour lui & les siens, dont il joüit jusqu'à son trépas, qui les laissa à feu nôtre Cousine Marie de Bourgogne, sa seule Fille & heritiere, dont nosdits Oncle & Tante de Romont ont le droit & action, au moien d'autres dons & transports, que d'iceux biens, elle considerant les alienations & transports faits à feu nôtredit Cousin le Duc son Pere, tous & chacuns iceux biens en quelque maniere qu'ils lui puissent competer & apartenir, ou qu'aucun droit ou titre lui fût aquis en iceux tant & au moien desdits dons, que à cause desdits droits, que feu nôtredit Cousin le Duc Charles de Bourgogne son Pere y prétendoit, donna, sedé, quitta, & transporta à feu nôtredit Cousin Pierre de Luxembourg, & ladite Marguerite de Savoie sa Femme, Pere & Mere de nôtredite Tante de Romont, heritiers dudit feu Loüis, pour en joüir entre leurs hoirs, successeurs & aians cause, comme ils firent de ce aparoir par les lettres d'icelle nôtredite Cousine; au moien desquels dons, transports, & autres droits aquis & apartenans à nosdits Oncle & Tante de Romont, & à ladite Françoise pour ce qui lui peut toucher, leur competent & apartiennent lesdites Comtez de Saint Paul, de Brienne, & toutes & chacunes, les autres Comtez, Villes, Terres, Places, Maisons, & Seigneuries quelconques, qui furent & apartinrent aux dessusdits feus Loüis de Luxembourg, Jeanne de Bar sa Femme, & Jean & Pierre de Luxembourg leurs Enfans, lésquelles Terres nôtredit Oncle de Romont nous a humblement fait suplier & requerir lui faire rendre, restituer & delivrer à nôtredite Tante sa Femme, & d'icelles leur ôter tout trouble & empêchement, & main mise, qui sous couleur desdits dons & confiscations, ou autrement, y pourroient par nosdits feu Seigneur & Pere, ou par nous y avoir été mis ou aposez, en les declarant être compris audit Traité de Paix en corps & en biens pour en joüir, tout ainsi qu'ont fait & font les sujets d'un parti & d'autre qui y ont été compris, & sans avoir égard à ladite reservation, & comme si elle n'y eût été mise, & sur ce en aiant agreables lesdits dons & transports faits de tous & chacuns lesdits biens, tant par feu nôtredit Seigneur & Pere, que par ladite Marie de Bourgogne nôtre Mere & Cousine, leur impartir nôtre grace & liberalité. Pourquoi nous, ces choses considerées, inclinant favorablement à leurs prieres & requestes, desirant nosdits Oncle & Tante de Romont, & ladite Françoise, traiter en toute grace & douceur, tant pour la proximité & consanguinité de lignage dont ils nous attiennent, que en faveur & contemplation de nosdits Frere & Cousin, & des gens de ses Pais, que aussi en consideration des grands & recommandables services, que nôtredit Oncle de Romont nous a déja faits en plusieurs nos principaux affaires & de nôtre Roiaume, fait & continuë chacun jour, & que esperons qu'il fasse au tems à venir. Pour ces causes & autres justes & raisonnables à ce nous mouvans, avons par l'avis & deliberation desdits Princes & Seigneurs de nôtre sang, & gens de nôtre Conseil étans entour nous, voulu, consenti, declaré & accordé, & par ces presentes, de nôtre grace speciale, pleine puissance & autorité Roiale voulons, consentons, declarons, & accordons, que nosdites Tante & Cousine Marie & Françoise de Luxembourg, & nôtredit Oncle de Romont, comme mari & époux de ladite Marie nôtre Tante, joüissent du benefice de la Paix en tous les points & articles contenus en icelle, tout ainsi & par la forme & maniere qu'en ont joüi & joüissoient les autres sujets d'un parti & d'autre, & qu'il a été requis de la part de nosdites feuë Tante Marguerite de Savoie, & Cousines de Luxembourg ses Filles, en faisant ledit Traité de Paix, nonobstant ladite reservation, qui pour lors en fut faite, & laquelle ne leur voulons nuire ni prejudicier en quelque maniere que ce soit, & comme si elle n'y eût oncques été mise ni aposée. Et de plus ample grace, nôtre main mise, & tout autre empêchement, qui par ci-devant pourroit avoir été mis & aposé esdites Comtez de Saint Pol, Brienne, & en quelconques autres Comtez, Terres, Villes, Places, Maisons, & Seigneuries, leurs apartenances & dépendances quelconques, quelque part qu'elles soient situées, & assises en nôtre Roiaume & obeïssance, qui par ci-devant ont été & apartenu, tant aux dessusdits feus Loüis de Luxembourg, que à Jean & Pierre ses Enfans, & desquels nosdits Oncle & Tante de Romont & ladite Françoise ont le droit, sont à cause desdits dons tant de confiscation faits par nôtredit feu Seigneur & Pere, & nôtredit feu Cousin de Bourgogne, ou autre quelconque, & à quelque personne que ce soit, ou autrement, avons levez & ôtez, & par ces presentes levons & ôtons pour & au profit de nosdits Oncle & Tante de Romont, & de ladite Françoise de Luxembourg leur Sœur, pour doresnavant en joüir, eux, leurs hoirs, successeurs & aians cause à toûjours comme de leur propre chose & vrai heritage, nonobstant lesdites confiscations, dons & declarations qui s'en pour-

ANS de J. C. 1484.

ANS de J. C. 1484. pourroient être enfuivis, alienations & verifications qui d'icelles Villes, Comtez, Places, Maisons, Terres & Seigneuries, pourroient avoir été faites par nôtredit feu Seigneur & Pere, nous ou autres quelconques, & à quelconque autre personne que ce soit, & lesquelles en faveur de nosdits Oncle & Tante de Romont, & pour les causes dessusdites nous avons de present cassées, revoquées, & annullées, & par cesdites presentes, cassons, revoquons, & annullons, & icelles Comtez, Villes, Places, Maisons, Terres, & Seigneuries, restituons & delivrons à leur profit & utilité, & de leursdits successeurs & aians cause. Si donnons en mandement, par ces mêmes presentes, au premier des Maîtres des Requêtes de nôtre Hôtel, Conseiller en nôtre Cour de Parlement, aux Prevost de Paris, Bailli d'Amiens, Vermandois, Chaumont, Troies, Sens & Vitri, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, qui sur ce sera requis, que du contenu en cesdites presentes, & desdites Comtez, Terres, Villes, & Seigneuries ci-dessus declarées, & de chacune d'icelles leurs appartenances & dependances, ils fassent, souffrent & laissent joüir & user nosdits Oncle & Tante de Romont, leursdits hoirs & aians cause, sans leur faire ni souffrir être fait, mis ou donné aucun détourbier ou empêchement au contraire, & à ce faire & souffrir contraignent reellement & de fait tous ceux qui detiennent & occupent lesdites Comtez, Terres, Villes, Places & Seigneuries, à s'en departir, & en laisser joüir nosdits Oncle & Tante de Romont, & ce par prise, venduë, & exploitation de leurs biens, & main forte, si métier est, & autrement, ainsi qu'ils verront être à faire, nonobstant comme dessus & quelconques oppositions & appellations faites & à faire, relevées & à relever, & sans prejudice d'icelles, & lettres impetrées ou à impetrer à ce contraires. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné à Melun le vint-huitieme jour de Janvier, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints & quatre, & de nôtre Regne le second. *Sic Signatum.* Par le Roi, Monsieur le Duc de Lorraine, les Comtes de Clermont, de Vendôme, & de la Roche en Ardenne, les Evêques de Perigueux & de Lombez, les Sieurs de Granville, de Lisle, le Bailli de Meaux, & autres presens. Damont.

DXXXIII.

ANS de J. C. 1484. FRANCE ET FLANDRES. *Lettres de* CHARLES VIII. *Roi de France, par lesquelles il reçoit, comme Souverain Seigneur, les* FLAMANS *en son amitié, & promet les aider & assister envers & contre tous. A Paris le 5. Février* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 304.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme depuis nôtre avenement à la Couronne, aucuns desirant le bien, Paix & tranquillité de nous, & de nôtre Roiaume, aussi la Paix, repos & entretenement en seureté de nos tres-chers & bien-amez les Manans & Habitans du Païs & Comté de Flandres, & des Trois Membres d'icelui, nous aiant dit & exposé la singuliere amour & affection, & loiale obeïssance, que lesdits du Païs & Comté de Flandres ont & desirent avoir envers Nous & la Couronne de France, comme à leur Souverain Seigneur, & l'esperance qu'ils ont en nous de les porter, aider, soûtenir, & défendre en toutes leurs affaires, comme Souverain Seigneur doit ses bons & loiaux sujets, & pour mieux nous asseurer de l'amour, loiauté, & obeïssance qu'ils desirent nous garder, aussi pour donner à connoître à ceux dudit Pais de Flandres le bon vouloir, singulier amour & dilection que avons à eux, ait par les dessusdits été faite ouverture de sur ce bailler lettres & scellez d'une part & d'autre, en communiquant desquelles matieres ceux dudit Païs de Flandres & des Membres d'icelui, ont dit, declaré & offert, que s'il nous plait sur ce leur bailler nos lettres, & icelles leur baillant ils nous bailleroient leurs lettres patentes, & scellez autentiques & en forme dûë, par lesquelles ils promettent & jurent d'être bons, leurs, vrais & loiaux sujets, à Nous & à la Couronne de France, comme à leur Souverain Seigneur, & d'entretenir avec les Sujets, Manans & Habitans de nos Roiaumes, Païs & Seigneuries, bonne, seure, ferme, & perpetuelle amitié, hantise, & communication, marchandement & autrement, & de ne donner ou porter à nos ennemis, quelconques ils soient, aucune faveur, adherence, ni quelque secours ou assistance de gens, ni autre aide en quelque maniere que ce soit, ni iceux recepter, ou les souffrir prendre ni avoir leur refuge ou descente étant en habillemens ou Navires de Guerre, en aucuns lieux, Villes, Places, Havres, ou Ports dudit Païs de Flandres, contre nous, nos Roiaume, Païs, & Seigneuries ou Sujets. Et encore plus promettent & jurent par leursdites lettres, de donner à nous & à nôtre tres-chere & tres-amée compagne la Reine, aide, secours, faveur, adherence & service de gens, & autrement de tout leur pouvoir contre tous ceux, qui contre nôtre personne, de nôtredite compagne la Reine, ou l'Etat de nôtre Roiaume, Païs, & Seigneuries, voudroient quelque chose entreprendre, sans que pource toutefois ceux dudit Païs de Flandres fassent ou soient tenus faire aucune rupture de l'entrecours de la Marchandise des Païs voisins. Savoir faisons, que nous aiant consideration à ce que ledit Païs de Flandres est un des plus puissans Païs de nôtre Roiaume, ancienne & naturelle Pairie de France, reduisant à memoire le bon amour & affection qu'ils nous ont par effet montrée dés le vivant de nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu absolve, en traitant le Mariage de nous & de nôtre compagne la Reine, & la Paix qui dernierement a été faite; aiant avec ce regard à la loiale & bonne affection qu'ils ont à nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Duc Philippe Comte de Flandres, leur naturel Seigneur, desirant entre tous autres avoir ledit Païs de Flandres, & tous les Etats, Manans, & Habitans d'icelui en cordiale amour, & speciale recommandation, & en toutes choses leur donner port, faveur, soûtenement & aide, avons eû & avons lesdites ouvertures tres-agreables, & avons accepté & acceptons l'offre desdites lettres & scellez, que lesdits de Flandres nous ont offert en la maniere dessusdite. Et au surplus, voulant de nôtre part leur bailler sur ce nos lettres, ainsi qu'il a été dit & accordé, Nous, par grande & meure deliberation de plusieurs Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Grand Conseil, pour les considerations dessusdites; & autres à ce nous mouvans, avons accordé, octroié, promis, & juré, accordons, octroions, promettons, & jurons par ces presentes, par la foi & serment de nôtre corps, & en parole de Roi, de donner à ceux dudit Païs de Flandres & des Membres d'icelui, aide, confort, secours, & assistance de gens & autrement, contre tous ceux qui quelque chose voudroient entreprendre sur la personne de nôtredit Frere & Cousin le Duc Philippe Comte de Flandres, Frere germain de nôtredite compagne la Reine, ou sur la garde de sa personne, & gouvernement dudit Pais de Flandres, ou qui en autres manieres s'efforceroient faire & porter dommage au general dudit Païs, ausdits des Trois Membres, ou aucuns d'eux, ou voudroient entreprendre sur leurs privileges, franchises, ou usages à eux confirmez par ledit Traité de Paix, & que depuis, iceux, ou les aucuns

ANS de J. C. 1484.

d'eux ont obtenu de feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu absolve, lesquels, entant que besoin est, avons derechef confirmé & confirmons. En témoin desquelles choses nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre & apposer nôtre grand scel. Donné à Paris le cinquieme jour de Fevrier, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-quatre, & de nôtre Regne le deuxieme. Signé, Charles. Et sur le repli étoit écrit. Par le Roi, Monsieur le Duc de Lorraine, le Comte de Clermont & de la Marche, Sieur de Beaujeu, le Comte de Vendôme, l'Evêque de Perigueux, le Comte de la Roche, grand bâtard de Bourgogne, les Sieurs de la Trimoüille, Desquerdes, de Graville, du Bouchage, de Piennes, & de Lille, Messire Jean Bourre, Chevalier, Tresorier de France, le Bailli de Meaux, & autres presens. Et plus bas, Signé, Parent, avec paraphe.

DXXXIV.

ANS de J. C. 1484.

France, Autriche et Bourgogne.

Traité entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* PHILIPPE D'AUTRICHE, *Duc de Bourgogne, Comte de Flandres &c. A Gand le 26 Février* 1484. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 305.

PHILIPPE D'AUTRICHE, par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise & de Malines: à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme depuis que mon tres-redouté & Souverain Seigneur Monsieur le Roi est venu & succedé à la Couronne, nous aions par diverses assemblées, journées, & communications, qui se sont tenuës de ses gens, Ambassadeurs & Commis, & des nôtres, sçû & entendu à plein le grand desir & affection, que icelui Sieur a de faire entretenir, garder & observer en tous ses points, la Paix derniere faite entre le feu Roi, que Dieu absolve, icelui Seigneur, son Roiaume, Païs, Seigneuries & Sujets d'une part, nous, nos Païs, Seigneuries & Sujets d'autre; & le Traité de Mariage fait pour plus grande seureté de ladite Paix, de lui & de ma tres-redoutée Dame & Sœur Madame la Reine; & encore pour plus grande roboration & fermeté de l'alliance, amitié, & intelligence, qui doit être entre icelui Sieur, comme Seigneur Souverain de nôtre Païs & Comté de Flandres, nous, ceux de nôtre Sang étant lez nous, les gens de nôtre Conseil, & des Trois Membres de nôtredit Païs & Comté de Flandres, par l'avis & deliberation desquels se conduisent & dépêchent sous nôtre nom, tous les affaires de nôtredit Païs qui nous touchent & regardent, ait par aucuns desirans le bien, Paix & tranquillité de nous & de nôtredit Pais, été avisé de faire continuer & renouveller par lettres & scellez d'une part & d'autre, lesdites alliances, amitiez & confederations, & pour à ce parvenir, ait été declaré par lesdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, que si le plaisir de Monsieur le Roi étoit bailler ses lettres scellées, par lesquelles sa grace fût nous recevoir, & lesdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, & son alliance, amitié, & confederation, & nous promettre de nous donner, & ausdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, & au general de nôtre Pais & Comté de Flandres, Manans & Habitans d'icelui, aide, confort, & assistance de gens, & autrement, contre tous ceux qui aucune chose voudroient entreprendre sur nôtre Etat, sur la garde de nôtre personne, ou sur le gouvernement & conduite des affaires de nôtredit Pais de Flandres, ainsi & par la maniere qu'il a été gouverné depuis an & jour en çà, & est de present, & de non recepter, & soûtenir ceux qui voudront entreprendre sur lesdites garde de nôtre personne & gouvernement, ni aussi soûtenir, ni souffrir soûtenir en son Roiaume, ou donner faveur à ceux de nôtredit Pais & Comté de Flandres, qui déja se seroient déjoints & separez, ou qui ci-aprés se voudroient déjoindre & separer de nôtre obeïssance, & eux autrement conduire & regler que le residu & general de nôtredit Païs, mais de nous aider & lesdits de nôtre Sang, & des Membres, par toutes voies qu'il appartiendra, à les reduire & remettre en nôtre obeïssance, Nous de nôtre part, lui baillerons nos lettres & scellez, lesquelles ferons sceller & depêcher par tels de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, que son bon plaisir seroit, par lesquelles entrerons avec lui, & madite Dame & Sœur la Reine, en bonne, seure & perpetuelle amitié, alliance, & confederation, ce que mondit Sieur le Roi a de sa benigne grace pris & accepté. Savoir faisons, que voulant & desirant de tout nôtre cœur nous entretenir en la singuliere amour, affection, & obeïssance que devons à icelui Sieur, comme à mon Seigneur Souverain de mondit Païs & Comté de Flandres, & à madite Dame & Sœur comme à ma Sœur germaine; & considerant que pour la seureté de nôtre Etat & de nôtre personne, & aussi pour le bien public de nôtredit Païs & Comté de Flandres, ne pouvons faire ni contrat de plus grands profits, ni plus honorables alliances, qu'avec icelui; avons par meure & grande deliberation, & par l'avis desdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, promis & juré, promettons & jurons, d'être bon, seur & loial sujet, à cause de nôtredit Pais & Comté de Flandres, à mondit Sieur le Roi, & à la Couronne de France, comme à mon Seigneur Souverain, & d'entretenir & faire entretenir avec les Sujets, Manans, & Habitans du Roiaume, Pais & Seigneuries d'icelui Sieur, & de madite Dame & Sœur la Reine, bonne, seure, ferme, & perpetuelle amitié, hantise & communication, marchandement & autrement, & de non donner ou porter aux ennemis du Roi & de la Couronne, quels qu'ils soient, aucune adherence, secours, ou assistance de gens, ni autre aide, ni iceux recepter, ou les souffrir prendre leur refuge ou décente, étant en habillement ou Navires de Guerres, en aucuns lieux, Villes, Places, Havres, ou Ports de nôtredit Païs de Flandres, contre mondit Sieur le Roi, son Roiaume, Païs, Seigneuries & Sujets; & encore plus, promettons & jurons de donner à mondit Sieur le Roi, & à madite Dame & Sœur la Reine, aide, secours & faveur, adherence, & service de gens, & autrement, selon nôtre loial pouvoir, contre tous ceux qui contre leurs personnes, l'Etat, & gouvernement du Roiaume, Pais & Seigneuries à eux appartenans, voudront quelque chose entreprendre contre leur plaisir & volonté, sauf toutefois que par lesdits aide & secours ne soit fait & souffert par nous être fait aucune rupture de commun entrecours de la Marchandise entretenuë en nôtredit Païs de Flandres, tant de l'Estable de nôtre Ville de Bruges, de la demeure & frequentation de tous Marchands & Nations y residans, & qui ont accoûtumé y frequenter, des privileges de ladite Estable, & d'icelle nôtre Ville, comme aussi des privileges de toutes les Nations & Marchands hantans & frequentans ledit Pais, qui par cidevant ont été donnez & octroiez au general de nôtredit Pais, & en particulier à aucuns des Membres d'icelui, ou desdits Marchands & Nations, dont ils ont usé d'ancienneté, ni qu'en quelque autre maniere la hantise & frequentation, & communication Marchande de nôtredit Pais de Flandres, aux Roiaumes & Pais étrangers, soit empêchée; & outre consideré, que mondit Sieur le Roi par lettres de sommation qu'il

ANS de J. C. 1484.

ANS de J. C. 1484. qu'il a écrites à nôtre requête, à mon tres-redouté Seigneur & Pere, aux gens des Etats de nos Pais de Brabant, Hainaut, Zelande, Namur, Villes de Malines, Valenciennes, & Doüai, s'eſt declaré pour nous, & que ſommes duëment certiorez, qu'il eſt deliberé nous faire & donner promt ſecours & aide de gens, & autrement pour reſiſter à la guerre & voie de fait, que déja mondit Sieur Duc & Pere, par l'envie & inſtigation des malveillans de nous & de nôtredit Pais de Flandres, veut armer & commencer ſur & à l'encontre de nous & de nôtredit Pais, nous par l'avis que deſſus avons promis, juré & declaré, promettons, jurons, & declarons, que ne ferons ou prendrons aucun Traité, accord, ou appointement, de & ſur les diférends étans entre mondit Sieur & Pere, & ceux de nôtredit Pais de Flandres, ſans le ſçû de mondit Sieur le Roi, lequel avons déja fait avertir des devoirs, offres & ouvertures eſquels leſdits de nôtre Sang, du Conſeil & des Membres, au nom de nous, & pour le bien de Paix, & éviter les grands & innumerables maux & inconveniens, qui viennent de la guerre, ſe ſont mis envers mondit Sieur & Pere; & à cette fin avons ſupplié & requis, & encore ſupplions & requerons à mondit Sieur le Roi, que ſon plaiſir ſoit ordonner & commettre aucuns de par lui qui ſoient preſens aux journées, aſſemblées, & communications qui ſe tiendront de gens & commis d'un parti & d'autre pour ledit bien de Paix. Et derechef quand par la grace de Dieu nôtre Createur, Paix, Traité ou appointement, aura été conclu, s'il avenoit ou avient, que mondit Seigneur & Pere, ou ſes adherans, veüillent faire aucune guerre ou autres exploits & voies de fait à l'encontre de mondit Sieur le Roi, ou du Roiaume, ſes Païs & Seigneuries, ſoit pour le recouvrement d'aucunes des Terres données & delaiſſées par le Traité de Paix à madite Dame & Sœur, ou en quelque autre maniere entreprendre ſur l'état du Roi & du Roiaume, contre & au préjudice dudit Traité de Paix, nous, par l'avis que deſſus, avons dés maintenant pour lors, & dés lors pour maintenant, & enſuivant & conformement ledit Traité de Paix, promis, juré & declaré, promettons, jurons & declarons, de non donner aucune aide, faveur, ſecours, & aſſiſtance en ce à mondit Sieur & Pere, ou à ſes adherans; mais au contraire, donnerons & ferons donner ſecours, faveur, & aſſiſtance de gens, ou autrement, à mondit Sieur le Roi, à l'encontre de tous ceux qui lui voudront mouvoir guerre, & qui ſeroient aidans, aſſiſtans, ou adherans aux entrepriſes, voies, & exploits de fait deſſuſdits; & au ſurplus avons prié & requis à mondit Sieur le Roi, que ſi aucuns des Etats de nos autres Païs & Seigneuries veulent entrer ſous & avec nous en cette preſente alliance, ce qu'ils peuvent faire & declarer en dedans un an de la date de cettes, que ſon plaiſir ſoit les y recevoir. Et pour plus grande ſeureté & fermeté de ces preſentes alliances, amitié & confederation, leſquelles nous conſentons être notifiées à tous Princes, Seigneurs, Communautez, & autres, que le plaiſir de mondit Sieur le Roi ſera, nous avons prié & requis à nos tres-chers & tres-amez Couſins, Meſſire Adolfe de Cleves & de la Mark, Sieur de Raveſtein, nôtre plus proche parent de la côte & ligne dont ſont venus & décendus, les Pais & Seigneuries à nous appartenans; Meſſire Jâques de Savoie, Comte de Romont & de Saint Paul, nôtre Lieutenant General; nos amez & feaux Meſſire Wulfart de Borſele, Sieur de la Vere, Comte de Grandpré; Meſſire Loüis de Bruges, Sieur de Laientmiſe, auſſi nos Couſins, & tous Chevaliers & Confreres de nôtre Ordre de la Toiſon d'Or, & Meſſire Adrian Vilain, Chevalier Sieur de Roſſeghen, nôtre premier Chambellan; avec auſſi nos amez & feaux les Echevins des deux Bancs, & Doiens de nôtre Ville de Gand; les Bourgmeſtres & Echevins de nôtre Ville de Bruges; les Advoüé & Echevins de nôtre Ville d'Ypres, tant pour eux & les Communautez deſdites Villes, que pour le general de nôtredit Païs & Comté de Flandres, que leur plaiſir ſoit avec nous, & tant en nôtre nom que pour ledit Païs, conſentir, accorder, jurer, & ſceller ces preſentes alliances, amitié & confederation. Et nous les deſſus nommez Adolfe de Cleves, Jâques de Savoie, Wulfart de Borſele, Loüis de Bruges, Adrian Vilain, & nous les Bourgmeſtres & Echevins de la Ville de Gand, & de la Ville de Bruges, Advoüé, & Echevins de la Ville d'Ypres deſſuſdits, conſiderant le grand bien qui peut avenir deſdites alliances, amitié & confederation, mémement pour la ſeureté, garde, & entretenement de la perſonne de mondit Sieur nôtre Prince & Seigneur naturel, & du bien public de ſondit Païs & Comté de Flandres; avons leſdites alliances, ainſi par la maniere que ci-deſſus ſont declarées en tant que en nous eſt, conſenti, promis, juré & accepté, & par ces preſentes, conſentons, promettons, jurons & acceptons. En témoin deſquelles choſes deſſuſdites, nous avons à ces preſentes ſignées, pour & au nom de nous, & pour nôtre jeune âge, des mains de noſdits Couſins, & premier Chambellan, fait mettre nôtre grand ſceau, & ordonné auſdits Commis & premier Chambellan, les pareillement ſceller de leurs ſceaux, & auſdits de nôtre Ville de Gand, du ſcel d'icelle Ville, pour & au nom d'eux, & de nos Villes de Bruges & d'Ypres; ce que nous les deſſus nommez, en obtemperant à l'ordonnance & commandement de nôtredit tres-redouté Seigneur & Prince avons fait. Donné en nôtre Ville de Gand le vint-ſix jour de Février, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vint-quatre. Ainſi ſigné, Adolfe, Jâques de Savoie, Wulfart, Loüis, & Vilain. Et ſur le repli eſt écrit, par Monſieur le Duc en ſon Conſeil, auquel Meſſieurs de Raveſtein, de Romont, les Sires de la Vere, de la Guithuſe, l'Abbé de Saint Pierre de Gand, le Sieur de Roſſeghen, le Preſident de Flandres, Meſſire Jean Dauffai, Philippe Wieland, les Deputez des trois Membres de Flandres, & pluſieurs autres preſens étoient. Ainſi ſigné, Heime: & eſt l'original ſcellé de ſept ſceaux pendans en parchemin; le premier en cire rouge, ſur lequel eſt empreinte la figure d'un Cavalier tenant l'épée à la main; les autres cinq de plus petite figure, en cire rouge, & le ſeptieme de cire verte.

DXXXV.

ANS de J. C. 1485. SAVOYE ET MONTFERRAT.

Contract de Mariage entre CHARLES I. *Duc de Savoye, &* BLANCHE DE MONTFERRAT. *Fait à Caſal, le* 1. *Avril*, 1485. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 434.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus ſancti Amen. Anno Nativitatis Domini noſtri Jeſu Chriſti M. CCCC. LXXXV. indictione III. die I. menſis Aprilis, horâ circiter ſecundâ noctis. Conſtituti præclari Principes Orthodoxæ fidei cultores: videlicet *Illuſtriſſimus Princeps, & Excellentiſſimus Dominus, Dominus* CAROLUS *Dux Sabaudiæ, Chablaſii, & Auguſtæ, S. R I. Princeps, Vicariuſque perpetuus, Marchio in Italia, Princeps Pedemontium, Comes de Villariis, Baro Vaudi at Niciæ, Vercellarum, & Friburgi, &c.* Dominus hinc, & Illuſtriſſimus Princeps, & Excellentiſſimus Dominus, Dominus BONIFACIUS MARCHIO MONTISFERRATI S R.I. Princeps, Vicariuſque perpetuus, inde. Licet hactenus eorum Illuſtriſſimi progenitores fuerint ſynceræ Pacis; benevo-

ANS de J. C. 1485. nevolentiæ zelo atque continuatis affinitatibus devincti; Tamen hujusmodi affinitatis fœdera renovare, & augere cupientes, & summo opere affectantes, habitoque inter præfatos Illustrissimos Principes longo tractatu de Matrimonio inter prælibatum Illustrissimum, & Excellentissimum Dominum, Dominum Ducem Sabaudiæ, & Illustrissimam Domicellam Dominam Blancham Filiam legitimam, & naturalem Illustrissimi & Excellentissimi quondam Domini Guilelmi Marchionis Montisserrati Fratris ejusdem Illustrissimi Domini Bonifacii Marchionis moderni (Domino nostro Jesu Christo, & ipsius sancta Matre Ecclesia annuentibus) Ecce quòd in Dominorum testium, nostrûmque Notariorum, & Secretariorum infra scriptorum præsentia personaliter constitutis Præfatis Illustri, & Excellentissimo Domino Bonifacio Marchione ad hoc Matrimonium consentiente, nec non ipsa Illustrissima Domina Blancha ex una parte, & Magnifico Domino Antonio de Foresta Domino Riani Gubernatore Niciæ præfati Illustrissimi Domini Caroli Ducis Sabaudiæ Consiliario, & Cambellano atque Procuratore, & Oratore ad hoc specialiter deputato ex altera parte. Cùm nihil a iud superfit nisi ad ipsius actus Matrimonii contrahendi expressum, & mutuum consensum ambarum partium devenire. Quòd vocata, & interrogata præfata Illustrissima Domina Blancha per spectabilem I. V. Doctorem Dominum Georgium Natam Marchionalem Consiliarium, & similiter dictus Dominus Antonius de Foresta dicto Procuratorio nomine utium vellent illud Matrimonium contrahere, & in eum consentire per verba de præsenti secundum leges Romanas, & decreta Apostolica; qui cum ambo respondissent se illud velle annuente Deo, mutuo etiam interveniente osculo, in vehementius signum firmati Matrimonii devenerunt dictæ partes ad conventiones, pacta, & capitula stipulationibus hinc inde intervenientibus. Quæ quidem pacta fuerunt prius in hac Civitate Casalis practicata, & concluſa. Quorum quidem conventionum, & capitulorum licet sub vulgari fermone Italico celebrata, & scripta fuerint, ad Latinum tamen sermonem redacta tenor sequitur. In primis convenerunt quòd casu quo prælibatus Illustrissimus Dominus Marchio ab hac vita migraret relictis post se Filiis masculis legitimis, & naturalibus uno vel pluribus, Illustrissima Domina Blancha Neptis sua in dotem, & nomine dotis habeat ut præfatus Illustrissimus Dominus Marchio ex nunc eidem constituit, Ducatos octuaginta millia solvendos in terminis infra scriptis. Videlicet omni anno quinque mille Ducatos usque ad complementum solutionis. Cujus primus terminus incipere debeat post mortem prælibati Illustrissimi Domini Marchionis, & non antea, obligando pro cautione solutionis dictæ dotis terras, & loca ultra Padum existentia. Item quòd casu quo præfatus Illustrissimus Dominus Marchio Montisserrati diem suum claudat extremum nullis post se relictis Filiis Masculis naturalibus, & legitimis ex nunc constituit pro dote, & dotis nomine Illustrissimæ Dominæ Blanchæ, omnes terras, loca, Jurisdictiones, homagia, superioritates, & Jura quæ habet ultrà Padum, faciendo eo casu quòd vassalli, & Castellani præsentes, & qui in futurum erunt pariter, & homines dictarum terrarum promittent, & jurabunt observare sine strepitu, & aliqua contradictione suprà scriptam promissionem, & remissionem facient dictorum castrorum, & locorum liberè, & sine exceptione. Item convenerunt quod reliquum dicti Marchionatus, videlicet civitates, Castra, terras, loca, Jurisdictiones, jura, & Dominia mediata, & immediate existentia citra Padum ubicumque, tam in Monteferrato, quàm in partibus ultra Tanagrum, & in quibuscumque aliis partibus in dicti Illustrissimi Marchionis mera, & libera voluntate, & dispositione remanèant, quæ tanquam reservata esse voluit. Item convenerunt quòd præfatus Illustrissimus Dominus Dux pro se, & suis hæredibus ex nunc constituit ipsi Illustrissimæ Dominæ Blanchæ pro augmento dictæ dotis summam ducatorum viginti mille, & quòd ipsa dos unà cum augmento prædicto, & quinque mille florenis Sabaudiæ eidem Illustrissimæ Dominæ Blanchæ constitutis dummodo vitam vidualem honestè duxerit restituantur præfatæ Illustrissimæ Dominæ Blanchæ, suisque hæredibus liberè, integrè, & absque aliqua exceptione Juris vel facti, & pro majori cautione, & assecuratione dictæ dotis, Augmenti, & doarii dictus Dominus Antonius nomine prædicto obligat terras, & loca infrascripta ejusdem Illustrissimi Domini Ducis cum ipsorum redditibus, & emolumentis, taleis, censibus, & præstationibus quibuscumque, videlicet Terram, & locum Montiscalerii, Terram, & locum Vigoni, ac Villæ-franchæ, Carignani, Lancei, & omnes alias terras quæ sunt correspondentes ad solutionem dictæ dotis, Augmenti, & Doarii. Promittens ipse Dominus Antonius nomine quo suprà, quòd Castellani, & factores seu agentes pro præfato Illustrissimo Domino Duce præsentes, & futuri, ac homines dictarum Terrarum jurabunt (omni exceptione, & contradictione remota) prædictos omnes, & singulos redditus, census, & emolumenta, & omnes alias præstationes solvent prælibatæ Illustrissimæ Dominæ Blanchæ, suisque hæredibus, & successoribus usque ad complementum, & satisfactionem dictæ dotis, Augmenti, & doarii. Item promiserunt, & convenerunt quòd casu quo suprædicta Illustrissima Domina Blancha (quod Deus avertat) in Matrimonio sine Filiis ex se procreatis decesserit, præfatus Illustrissimus Dominus Dux, suique Illustrissimi hæredes, & successores supradictam dotem restituant integrè pro ea videlicet quantitate quæ soluta fuerit, similiter quoque restituent omnia quæcumque loca, terras, Jurisdictiones, homagia, & Jura existentia ultra Padum, de quibus superiùs, & quæ ad manus prælibati Illustrissimi Domini Ducis occasione suprà scriptæ dotis præmisso in casu, quo propter decessum prædicti Illustrissimi Domini Marchionis sine Filiis masculis, legitimis, & naturalibus, ut suprà dictum est pervenissent. Item convenerunt, & solemniter pepigerunt quòd casu quo Illustrissimus status, sive Dominus Dux Mediolani cessaret solvere annualem provisionem quindecim millium Ducatorum prælibato Illustrissimo Domino Marchioni promissorum, eo quidem casu, & ex tunc præfatus Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ eidem Illustrissimo Domino Marchioni pro toto tempore vitæ suæ singulis annis, & cum effectu tradet, & solvet Ducatos quatuor mille in tribus terminis solvendos, videlicet de quatuor mensibus in quatuor menses, & casu quo præfatus Illustrissimus Dominus Dux Sabaudiæ prædictam pecuniarum summam non solverit modis quibus suprà, aut totum, aut in parte, ipse Illustrissimus Dominus Marchio, suique legitimi hæredes liberè possint, & valeant diminuere, vel defalcare de dote præfatæ Illustrissimæ Dominæ Blanchæ. Quæ omnia, & singula dictæ partes sibi vicissim, & ad invicem mutua stipulatione, & solemni juramento tactis scripturis corporaliter promiserunt, & promittunt una pars alteri attendere, & observare bona fide sine fraude sub obligatione omnium, & singulorum bonorum suorum præsentium, & futurorum. Acta fuerunt hæc in Castro Civitatis Casalis, videlicet in Camera audientiarum, præsentibus Magnificis Dominis Henrichino ex Comitibus Vallispergiæ Milite Ducali Consiliario, & Magistro Hospitii, Fratre Pereivallo de sancto Georgio ex Comitibus Blandratæ Milite Hierosolymitano Marchionalis Consilii Præside, Henrichino Domino Rovigliaschi &c. Signé Vulpus, & Queyresii.

ANS de J. C. 1485.

DXXXVI.

ANS de J. C. 1485. AUTRICHE ET FLANDRES.

DXXXVI.

Traité de Reconciliation entre MAXIMILIEN *Archiduc d'Autriche, & les trois Membres du Pays de* FLANDRES, *fait le* 28. *Juin*, 1485. Jean Molinet, Chroniques Manuscrites. Tom. I. pag. 164.

LEs trois Membres & Estats du Pays & Comté de FLANDRES recognoissent Monsieur d'Austriche Pere & Mambour de Monsieur le Duc Philippe son fils, & en cette qualité luy laisseront le gouvernement de la personne de sondict fils & dudict Pays, le tiendront tel, & luy feront en la Ville de Gand tel serment en tel lieu & ainsi qu'il appartient, aprez ce qu'il aura faict le serment pertinent.

Moyennant ce Monsieur d'Austriche confirmera tous privileges, droicts, coustumes, & usages dudict Pays, aussi bien les generaux, que les particuliers.

Mondict Sieur d'Austriche confirmera tous octroys, remissions, reliefs, graces & autres cas de Justice expediez par ceux, qui ont le Gouvernement dudict Pays, ou par aucuns particuliers Officiers de loy depuis le trepas de feue de bonne memoire Madame sa compagne, & aussi bien depuis, que tous cas ont esté expediez soubz le nom de Monsieur son fils, que paravant.

Ceux de Flandres ameneront Monsieur le Duc Philippe au devant de Monsieur son Pere, jusques au dehors de la porte par laquelle il entrera dans Gand & illec le presenteront es mains de Monsieur sondict Pere lequel illec promettra de ne mener sondict fils hors de Flandres, jusques à ce que par les Estats des Pays sera sur ce conclud autrement, & amenera mondict Sieur en la Ville de Gand tel nombre de gens, qu'il a mené en la Ville de Bruges, pour la garde de sa personne.

Que doresnavant le Pays de Flandres demourera entier de tel ressort & de telle maniere, qu'il estoit devant la guerre.

Que tous Officiers ayans accoustumé de compter à Lille ressortiront & retourneront illec, come d'ancien tamps ils ont faict.

Tous bannis & autres, qui se sont absentez de Flandres à cause qu'ils ont tenu le party de mondict Sieur d'Austriche, ou luy ont esté favorables pourront retourner audict Pays sans à cause de leur dict bannissement, ou absence povoir estre aucunement reprins.

Si aucuns differens, ou trouble sourdoit, pour scavoir si aucuns sont bannis ou absentez pour la cause dicte, ou par meffaicts ou delicts, l'interpretation de ce en est reservée à mondict Sieur d'Austriche, & son conseil ordonné en Flandres.

Touchant Messire Jehan de Blois, Messire Louys de Edinghem Sieur de Kestergate, Messire Philippe du Chesne Sieur de Gerinbus, Messire Augustin de Bouchene, Wouter de Wesembeck, Messire Jehan Lobe, Gerardus & autres bannis de Brabant, mondict Sieur sera content de mettre à neant le ban prononcé contr'eux par contumace, & ce qui s'en est ensuyvy, moyennant qu'ils devront estre à droict des cas dont mondict Sieur ou son Procureur en Brabant pour luy, les imposeront sans leur faire mention d'aucuns cas touchant à la guerre ny au Pays de Flandres.

Touchant la somme de deniers requise par mondict Sieur d'Austriche pour les dommages & pesans frais, & choses par luy soustenus par la guerre, ceux de Flandres considerans lesdicts dommages, frais & interests, & ayans aussi regret à la desolation dudict Pays accorderont & consentiront à mondict Sieur d'Austriche une raisonnable somme de deniers à lever sur tout ledict Pays selon les transports en trois ans dont premier payement & tiers, escherra au jour de Noel prochain, l'autre tiers dudict jour en un an, & le 3. au Noel ensuivant. ANS de J. C. 1485.

Au regard de Madame la Douagiere sa mercy requerant certaine raisonable somme luy sera accordée pour ses despens, dommages & interests, & à tels termes que devant.

Moyennant ces choses Monsieur d'Austriche est content donner absolution generale, & excepter les Sieurs de l'Ordre, certaines personnes baillées par escrit, & autres qui se sont rendus fuytifs depuis le 7. de ce mois, & qui sont chargez & rendus fuytifs en doubte d'estre prisoniers, lesquels seront tenus d'estre à droict de tel juge come à eux appartient, selon les droicts & privileges du Pays, & en ce que l'on trouve par droict les biens de chacun d'eux devoir estre confisquez on y emploiera iceux biens a refaire les maisons & places, qui en Flandres sont demolies par la guerre, & ce par l'ordonnance de mondict Sieur d'Austriche.

Chacun retournera à ses biens tels qu'il les trouvera aussi bien en Flandres que dehors.

Et moyennant ces choses mondict Sieur d'Austriche sera content de faire bonne, ferme, & seure paix pour luy & pour tous autres Pays estans en son obeyssance, come Pere & Mambour de mondict Sieur son fils d'une part, & les habitans dudict Pays de Flandres pour eux & tous autres ayants leur party d'autre part, & de ce bailler ses Lettres seellées en forme pertinente. Ainsi faict & conclud par les trois Membres du Pays de Flandres le 28. de Juing.

DXXXVII.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE, *fait à Bourges, & ratifié par le Duc à Nantes, le* 9. *Août; & par le Roi, à Bourges le* 2. *Novembre* 1485. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 309. ANS de J. C. 1485. FRANCE ET BRETAGNE.

CHarles, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme feux de tres-excellente memoire, nos progeniteurs les Rois de France, que Dieu absolve, aient toûjours porté & par effet démontré tres-grande & tres-bonne affection & bienveillance aux Ducs & Païs de BRETAGNE, & nous voulant les imiter & ensuivre, soions entierement deliberez aimer singulierement nôtre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Bretagne, qui est à present, &, entre tous autres Princes, le traiter honorablement & favorablement en ses affaires.

Parquoi aprés plusieurs bons avertissemens à nous faits, aions été contens de faire, concevoir, accorder, & conclure par les commis & Deputez à ce d'une part & d'autre, les points & articles, dont la teneur s'ensuit.

Premierement, que entre le Roi & le Duc sera prise, faite, contractée, accordée, & conclüe paix perpetuelle, amitié, alliance, confederation, bonne & vraie union, par laquelle le Duc promet vivre en bonne paix, amour, & union avec le Roi, & en telle obeissance que lui & les Ducs ses Predecesseurs ont vécu avec les Rois de France. Aussi promettra le Duc, aider, servir, & secourir le Roi à la défense de lui & de son Roiaume, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul en excepter, qui contre le Roi & sondit Roiaume, sous quelque couleur & occasion que ce soit, ou puisse être, s'éleveront & mettront sus en armes, soient des sujets du Roi ou autres.

ANS de J. C. 1485.

Et n'entreprendra le Duc, ni souffrira entreprendre, faire ni pourchasser à la personne du Roi, ni à son Roiaume, mal, dommage, ou inconvenient, par quelque moien ni occasion que ce soit ou puisse être.

Et pareillement le Roi de sa part promettra vivre en bonne paix, amour, & union avec le Duc, & le traiter ainsi que les Rois ses progeniteurs ont traité le Duc & ses Predecesseurs: mémement promettra aider & secourir le Duc, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul en excepter, qui contre le Duc & son Duché s'éleveront, & mettront sus en armes, sous quelque couleur ou occasion que ce soit, ou puisse être.

Et n'entreprendra le Roi ni souffrira entreprendre, faire, ni pourchasser à la personne du Duc, ni à son Duché, mal, dommage, ni inconvenient, par quelque moien, ni pour quelque chose passée, ni autre occasion que ce soit, ou puisse être.

Et si le Duc avoit fait par écrit, ferment de bouche, ou autrement, aucunes Alliances à l'encontre du Roi ou son Roiaume, ou prejudiciables au Roi ou à son Roiaume, avec quelconques Rois, Princes, Seigneurs, ou Communautez, soit du Roiaume, ou hors du Roiaume, le Duc par cette presente paix, amitié, union & alliance, les revoquera, cassera, & annullera, & à icelles renoncera sans jamais en user, ni soi aider ores, ni pour le tems à venir.

Et semblablement, si le Roi avoit fait par écrit, ferment de bouche, ou autrement, aucunes Alliances à l'encontre du Duc & de son Duché, ou prejudiciables au Duc & à son Duché, avec quelconques Rois, Princes, Seigneurs, ou Communautez, soit du Roiaume, ou hors du Roiaume, le Roi par cette presente paix, amour, union & alliance, les revoquera, cassera, & annullera, & à icelles renoncera sans jamais en user, ni soi en aider ores, ni pour le tems à venir.

Aussi le Roi maintiendra & gardera le Duc, ses Païs & Duché, & les laissera joüir & user paisiblement & franchement des droits, noblesses, franchises, libertez, prerogatives, & prééminences, desquelles lui & ses Predecesseurs ont joüi & usé, sans lui faire ou donner, ni souffrir être fait, ou donné aucun trouble, question, ou empêchement au contraire.

Et si aucuns Rois, Princes, Seigneurs, Communautez, ou autres, invadoient le Roi, ou son Roiaume, par vrai exploit de guerre, le Duc ne pourra prendre, ou avoir avec tels invaseurs, paix, confederation, amitié, Treves, assistement de guerre, ni entrecours de marchandise, mais sera & demeurera le Duc en guerre à l'encontre d'eux, durant le tems que icelle guerre sera audit Roiaume entre le Roi & eux, sans que le Duc leur puisse faire, ni donner secours, faveur, ni aide contre le Roi ni le Roiaume, soit de harnois, artilleries, vivres, ou autres choses prejudiciables au Roi & au Roiaume.

Et n'entendent lesdites parties, par les pactions & accords dessusdits, empêcher que le Duc ne puisse avoir, entretenir, & garder de marchandise audit Païs de Bretagne, & hors icelui où bon lui semblera, ainsi qu'il a été fait, gardé, & observé le tems passé.

Et outre promettra le Duc entretenir en sa bonne grace & seureté les Barons & sujets de ses Païs, en lui obeissant, & le servant comme ils sont tenus de faire.

Item, jureront & promettront le Roi & le Duc, sur les Evangiles de nôtre Seigneur, tenir, garder, & inviolablement observer, sans fraude, barat, ni malengin, ledit Traité de Paix, confederation, alliance, bonne & vraie union, sans l'enfreindre, ni venir à l'encontre, & jamais n'impetrer ou faire impetrer à l'encontre absolution, ni relaxation de ferment, soit du Pape, Legat, Cardinal, Prelat, ou autre personne quelconque, & si obtenu ou impetré l'avoient, ou s'il avoit été octroié de propre mouvement, ou autrement, à non en joüir, ni eux en aider ni user en aucune maniere. ANS de J. C. 1485.

Et pour plus grande seureté d'accomplissement & entretenement de ce que dessus, bailleront le Roi & le Duc l'un à l'autre leurs scellez en bonne forme & valable.

Savoir faisons, que nous desirant de tout nôtre cœur, continuer, entretenir, garder & observer, l'amour, affection, & bienveillance, que nosdits progeniteurs ont porté à icelui nôtre Cousin & ses Predecesseurs, & obvier à tous discords & diférends, pour ces causes, & aprés que avons veû & fait lire de mot à mot, en nôtre presence, les articles dessus incorporez, eû sur ce avis & meure deliberation avec les Princes & Seigneurs de nôtre Sang & lignage étans lez nous, & gens de nôtre Conseil, iceux articles avons eûs, & avons agreables, & les avons loüez, ratifiez, & approuvez, & par la teneur de ces presentes, loüons, ratifions, & approuvons, & voulons qu'ils soient de tel effet & valeur, comme si nous mémes en personne les avons traitez, accordez, & conclus; promettant & promettons par ces presentes en parole de Roi, & par la foi & ferment de nôtre corps, par nous fait aux Saints Evangiles de Dieu par nous pour ce corporellement touchez en la presence des Ambassadeurs de nôtredit Cousin, lesdits articles dessus transcrits, & tout le contenu en iceux, garder, observer, & entretenir, & faire entretenir inviolablement, sans faire ni souffrir être fait aucune chose au contraire. En têmoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Bourges, le second jour de Novembre, l'an de grace 1485. & de nôtre regne le troisieme. Signé, Charles. Et sur le repli est écrit: Par le Roi, Monseigneur le Duc de Lorraine, les Comtes de Clermont, de Bresse, de Vendôme, & de Comminges, les Evêques de Perigueux & de Verdun, les Seigneurs de Richebourg, & de Gié, Maréchal de France, de Curton, Gouverneur de Limousin, de Graville, du Fou, de la Barbe, de Lille, & autres presens, Signé J. Camont, & scellé d'un grand sceau sur queuë de parchemin.

LE Mardi neuvieme jour d'Aoust mille quatre-cens quatre-vint & cinq, ont été les articles & chacun ci-devant écrits, lûs de mot en autre au Duc, en la presence de tres Reverend Pere en Dieu, l'Archevêque de Bordeaux, le Seigneur de Rochechoüart, Chambellan, & Maîtres Jean Bochart & Jean Pellien, tous Conseillers & Ambassadeurs du Roi. Aprés la lecture desquels articles ledit Duc les a octroiez, consentis, & eûs agreables, & fait serment solennel sur les Evangiles de Nôtre-Seigneur, lesquelles il a corporellement touchées, de les entretenir & garder selon leur forme & teneur, sans enfreindre, moiennant que le Roi de sa part le fasse semblablement. Fait au Château de Nantes le jour & an dessusdit. Signé, l'Archevêque de Bordeaux, Rochechoüart, Bochart, Pellien.

ANS de J. C. 1485. FRANCE ET ANGLETERRE.

DXXXVIII.

Placard portant que la Trêve a été accordée entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre, à commencer le 17. Décembre 1485. du premier Décembre 1485.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 312.

L'On vous fait à savoir de par le Roi nôtre Sire, & de par Monseigneur le Gouverneur de Guienne, que Treve & abstinence de guerre ont esté prises, accordées, & concluës entre le Roi nôtredit Souverain Seigneur, & tres-haut & tres puissant Prince le Roi HENRI d'Angleterre, & leurs sujets, pour le terme de trois ans, à commencer le 17. jour du mois de Decembre, l'an de Nôtre Seigneur 1485. & finissant le 17. jour du mois de Janvier, soleil couchant, que l'on dira 1488. durant lequel tems desdits trois ans toutes guerres & hostilitez cesseront, tant par Terre que par Mer, & par eaux douces, entre lesdits Rois, leurs Roiaumes, Païs, & Sujets; & pouront lesdits sujets, de quelque état & condition qu'ils soient, aller & venir par terre, naviger par mer, & par eaux douces, marchander de l'un parti pour l'autre & retourner, tant par Terre, par Mer, que par eaux douces, avec leur biens & marchandises, sans doute d'aucun Arrest ou empêchement, soit par marque ou contremarque, repressaille, ou autres restrictions quelconques, sans qu'il leur soit besoin d'autre, ni obtenir pour ce faire aucun saufconduit general ou special.

Plus vous fait-on à savoir de par mondit Seigneur le Gouverneur, que s'il y a aucuns Marchands Anglois, ou autres à qui aient été faites aucunes extorsions ou actions induës, viennent pardevers mondit Seigneur le Gouverneur, & parties ouïes sommairement & de plain, il leur sera fait raison & justice.

Et afin que lesdits Marchands dorenavant ne soient vexez ni molestez sous ombre des droits & devoirs qu'ils sont tenus paier, tant au Roi nôtredit Seigneur, que à autres, mondit Seigneur le Gouverneur a ordonné, que lesdits droits & devoirs seront mis par écrit en un beau tableau, au Château Roial de Lombricu, & autres parts, & seront commis & Deputez de par mondit Seigneur le Gouverneur aucuns notables hommes, qui auront la charge & commission touchant cette matiere, & expedieront & feront expedier lesdits Marchands de main à main sommairement & de plain.

DXXXIX.

ANS de J. C. 1485. FRANCE ET PORTUGAL.

Traité d'Alliance entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* JEAN II. *Roi de Portugal. Fait à Monte-Major le 7. Janvier* 1485. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 312. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 452.

JOANNES, Dei gratia Rex Portugalliæ & Algarbiorum, citra & ultra mare in Africa, universis & singulis has nostras patentes litteras inspecturis, salutem in Domino, qui est omnium vera salus. Prosperorum successuum felicia incrementa, Regum & Principum gesta nulla in re verius laudari probarique solent, nihil sane majus aut præclarius videri solet, quàm si suorum majorum vestigiis inhærentes, ea, quæ hæreditario quodam jure successerunt, colant, imitentur, & probent, præsertim si suorum subditorum quietem, profectum, & commodum omni ex parte respiciant, tueantur, & foveant. Hinc est, quod prospicientes nos, ac animo volutantes singularem dilectionem & amorem, quæ jam dudum extiterunt inter potentissimos inclitissimæ recordationis Reges prædecessores nostros, dum in humanis agerent, Serenissimum Principem Ludovicum Christianissimum Francorum Regem, cujus nomine gestarum rerum gloria & accumulata laude mirificè recreamur, necnon Dominum Alphonsum Portugallensium inclitissimum Regem genitorem nostrum: quæ res invicem non modo nostris Regnicolis attulit non mediocre commodum tranquille atque amice vivendi, sed præclarum & singulare exemplum. Quorum gloriosissimorum Regum institutis refragari, aut quidquam detrahere indignum esse ducimus, si officia quæ abundè Patres inter se exhibuerunt præstiteruntque, nos qui filii sumus optimo jure imitari, prosequi debeamus; quibus fit ut nostro Regnorum subditorumque nostrorum, gentium & incolarum, consolidemur realiter & cum effectu in eodem amore & benevolentiæ securitate cum potentissimo Domino CAROLO moderno Gallorum Christianissimo Rege consanguineo nostro carissimo, & cum omnibus subditis & vassallis suis, in quibus Patres nostri dum viverent extiterunt, dantes, & concedentes eisdem subditis & suis rebus, navigiis, navibus & nautis, naucleris & mercibus plenam & integram securitatem veniendi, standi & redeundi per terram aut per mare, sicut illis melius & expediens videatur, commeandi & remeandi, navigandi & standi in nostris regnis, civitatibus, locis, villis, & oppidis, portubus ac littoribus, vendendi, mercandi & distrahendi libere & secure omnes & singulas merces, quas ducere, emere, comparare ac distrahere consueverunt tempore inclitissimorum Regum nostrorum Patrum, servatis semper antiquis nostris confederationibus & aliis constitutionibus, ordinamentis, juribus, & obligationibus Regnorum nostrorum, quibus in aliquo non intendimus derogare, aut præjudicium facere, sicut eas semper firmas & stabiles tenere & observare decrevimus. Et si quando, quod absit, alteri nostrûm Regum videatur expediens ab hac concordia & commercio subsistere, pars desistere volens, debeat & teneatur alteri parti ante quatuor menses notam facere talem desistentiam, seu discordiam, ut suis rebus consulant, ne sui subditi, resque suæ sub fide publica & justo clipeo periclitentur. In cujus rei testimonium veritatis permittimus has nostras literas manu propria subscriptas & nostri sigilli pendentis robore communitas. Datas in oppido nostro Montis-majoris septima die mensis Januarii, anno salutis millesimo quadringentesimo octuagesimo-quinto. Sic signatum, *El Rey.*

ANS de J. C. 1485.

DXL.

Donation & Cession du Royaume de Chypre faite par CHARLOTE *Reine de Chypre, à* CHARLES I. *Duc de Savoye. Faite le 25. de Février*, 1485. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 401.

CHYPRE ET SAVOYE.

IN nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Hujus publici, & autentici instrumenti tenore cunctis fiat manifestum. Quod anno à Nativitate Domini sumpto M. CCCC. LXXXV. Indictione tertia, Pontificatus verò Domini nostri Innocentii divina providentia Papæ VIII. anno primo, & die vicesima quinta mensis Februarii, in præsentia Reverendissimorum in Christo Patrum, & Dominorum Juliani Episcopi Ostiensis Tituli S. Petri ad vincula, & Dominici de Ruvere Tituli S. Clementis Presbyt. S. R. E. Cardinalium, nec non Reverendorum Dominorum Caroli

ANS de J. C. 1485. roli de Seyſſello Præceptoris S. Antonii de Chamberiaco, Diœceſis Gratianopol. Hugonis de Saxo Canonici Lauſanenſ. Andreæ de Provanis ex Dominis Laynei Apoſtolicor. Prothonotarior. Venerabilis Domini Joannis Chafforici Confeſſoris, & ſpectabilis Jacobi Anglici, Conſiliarii Sereniſſimæ Reginæ Cypri amborum de Nicoſia de Cypro, omnium propter infra ſcripta peragenda pro teſtibus vocatorum ſpecialiter, & rogatorum. Conſtituti videlicet *Sereniſſ. Domina* CARLOTTA *Dei gratia Hieruſalem, Cypri, & Armeniæ Regina* ex una parte, & Reverend. in Chriſto Pater Dominus Joannes de Varax Epiſcopus Bellicenſis, Frater Merulus ex Comitibus Piozaſqui miles Hieroſolimitan. Admiratus Rhodi, & Magnificus Dominus Philippus Cheurerii Juris utriuſque Doctor Sabaudiæ Præſidens Procuratorio nomine *Illuſtriſſimi Principis, & Domini, D.* CAROLI *Sabaudiæ, &c. Ducis* ex altera. Ipſa ſiquidem Carlotta Regina Sereniſſima de juribus ſuis ad plenum certificata, conſiderans, & attendens humanitates, curialitates, benemerita, & ſubventiones habitas, & receptas à præfato Illuſtr. Domino D. Carolo Sabaudiæ, &c. Duce ejus Nepote cariſſimo, ex quibus non immeritò orta eſt obligatio antidoralis, & quæ merita ſuo mediante juramento tactis Sacroſanctis Dei ſcripturis, aſſerit forè vera, & à talium probatione hujus inſtrumenti tenore, vult eundem Principem Illuſtriſſimum relevatum eſſe, & exemptum; ſperans inſuper majora in futurum conſequi; Memoria etiam revolvens proximitatem ſanguinis qua invicem conjuncti ſunt, cupiens præterea præfatum D. Ducem Illuſt. ſuum Nepotem cariſſimum tanquam benemeritum *titulo, & dignitate Regali inſignire, & decorare.* Conſiderato præcipuè quod dictum Regnum Cypri vi, armis, & potentia Venetorum occupatur, & ipſi Reginæ Sereniſſimæ penitùs eſt infructuoſum. Pro quo recuperando tot ſuſtinuit labores, & expenſas quòd ferè viribus, & potentia prorsùs remanſit exhauſta, propter quæ non vi, non dolo, metu, fraude, aut aliqua machinatione ſeducta, aut in aliquo circumventa; ſed ex ejus certa ſcientia, ſponanea voluntate, animoque deliberato, maximè ob dicta benemerita pro ſe, & ſuis hæredibus, & ſucceſſoribus quibuſcumque, Dat, donat, cedit, transfert, & concedit, purè, merè, liberè, & ſimpliciter donatione, pura, mera, ſimplici, & irrevocabili quæ dicitur inter vivos, nullo unquam tempore, occaſione vel cauſa revocanda ſine ſpe ulteriùs rehabendi prælibato Principi Illuſtr. Domino Carolo Sabaudiæ Duci, in quo tanquam filio ſibi cariſſimo unicam, atque totalem ſuam repoſuit ſpem pro ſe ſuiſque hæredibus, & ſucceſſoribus quibuſcumque, licet abſenti, dictis tamen Reverendis, & magnificis Dominis Procuratoribus, & nobis infra ſcriptis Notariis, & Secretariis præſentibus ſtipulantibus, & recipientibus vice & nomine prælibati Principis Illuſtriſſimi, ejuſque hæredum, & ſucceſſorum quorumcumque intereſt, & intererit, aut intereſſe poterit quomodolibet in futurum *Regnum Cypri*, cum omnibus, & ſingulis actionibus, & directis & utilibus, realibus, & perſonalibus tam ſimplicibus quam mixtis quas ipſa Sereniſſima Regina in ipſo Regno quocumque jure directo, vel utili habuit, habere potuit habetque, & habere poteſt unà cum mero, mixto Imperio, & omnimoda Juriſdictione Regalibuſque urbibus, villis, Oppidis, Caſtris, terris, territoriis, hominibus, homagiis, aquis, aquarum decurſibus, piſcationibus, venationibus & omnibus aliis dicto Regno quomodolibet pertinentibus, adjacentibus, dictæque Reginæ Sereniſſ. pertinentibus & pertinere valentibus, nihil juris, actionis, rationis, portionis, dreyturæ, aut Dominii in præmiſſis retinendo, ſed à ſe prorſus, & in totum abdicando, & in præfatum D. Dominum Ducem Illuſtriſſimum, ejuſque hæredes & ſucceſſores transferendo, & ſe per traditionem unius annuli, quem dedit in digito prælibati D. Philippi Cheurerii Præſidentis Sabaudiæ, alterius ex Procuratoribus prædictis, deveſtiendo. Jurans eadem Sereniſſima Regina tactis corporaliter Sacro-ſanctis ſcripturis nunquam ſe feciſſe, nec facturam aliam donationem, ceſſionem, vel remiſſionem de prædictis Regno, & pertinentiis ſupra donatis, ſalvis tamen & reſervatis in principio, medio & fine præſentis contractus infraſcriptis, ſcilicet quod dicta Sereniſſima Regina ad ejus vitam naturalem poſſit, & valeat hoc nomine, dignitate, Regina Cypri, verbo & ſcriptis appellari. Quamquidem nominationem, & appellationem ſibi expreſſe reſervat ut ſupra nonobſtante præſenti contractu citra tamen illius præjudicium & derogationem. Ita & taliter quod non obſtante hac reſervatione poſſit etiam Illuſtriſſimus Princeps, & Dux prælibatus prout ſibi videbitur *eodem titulo, nomine, & dignitate, verbo & ſcriptis uti, frui & gaudere.* Ponens ipſa Sereniſſima Regina Illuſtriſſimum D. Ducem præfatum in locum ſuum, ita quod ab inde in ultra virtute dictæ donationis poſſit, & valeat uti & experiri omnibus actionibus directis, utilibus, realibus perſonalibus, meris, ſive mixtis adverſus quaſcumque perſonas tam Eccleſiaſticas quam ſeculares, ac Potentatus quoſcumque, & præmiſſorum occaſione in judicio, & extra agere, & experiri, & de dicto Regno pro ſuæ voluntatis libito facere & diſponere, etiam de ipſius Regni fructibus, & intratis præteritis, præſentibus & futuris de expenſis, etiam damnis & intereſſe paciſci, donare & componere, & concordare. Illa omnia petere, Procuratores ad præmiſſa conſtituere, omniaque alia, & ſingula facere, & exercere quæ præfato Illuſtriſſimo D. Duci neceſſaria fuerint, & oportuna, prout & quemadmodum ipſamet Sereniſſima Regina ante præſentem donationem facere poterat, & valebat. Conſtituens ſe tenere & poſſidere nomine præfati Illuſtriſſimi Domini Ducis donec, & quouſque de eodem Regno corporalem apprehenderit poſſeſſionem, & hujuſmodi donationem, ceſſionem & remiſſionem promiſit Sacro-ſanctis ſcripturis corporaliter tactis nunquam renovare, vel contra eandem venire de jure vel de facto, ex quacumque ratione vel cauſa, nunquamque impetrare abſolutionem à juramento ad finem contraveniendi donationi, & remiſſioni ſupra factæ, vel aliquibus in ea contentis, & quatenus impetraverit ſe dicta impetratione non juvare, vel illa uti. Renuncians inſuper dicta Regina Sereniſſima, mediante juramento, tactis corporaliter ſcripturis per eam præſtito exceptioni doli mali, vis, metus, & juri dicenti contractum reſcindi debere ſi dolus dederit cauſam contractui, aut inciderit in contractum, juri dicenti donationem excedentem quingentos aureos non valere, niſi fuerit inſinuata, juri dicenti contractus facilitate mulierum celebratos reſcindi poſſe, juri dicenti donationem factam ex cauſa ingratitudinis, vel immenſitatis revocari, juri dicenti generalem renunciationem non valere, niſi præceſſerit ſpecialis & generaliter omnibus aliis exceptionibus, juribus canonicis, & civilibus, quibus adverſus præmiſſa, vel eorum aliqua quoquomodo contravenire poſſet: De omnibus renunciationibus, & reliquis præſcriptis prius informata, adviſata & certificata per nos Secretarios, & Notarios infra ſcriptos vulgari ſermone interveniente interprete D. Jacobo Anglico de Nicoſia de Cypro ejuſdem Reginæ Sereniſſimæ Conſiliario, & familiari, qui lingua græca in præſentia teſtium ſupra, & infra nominatorum, eidem Sereniſſimæ Reginæ & partibus omnia ſupra ſcripta ſigillatim, & articulate explanavit, interpretatus eſt & retulit. Et quatenus requireretur alicujus ſuperioris conſenſus propter defectum cujus præſens donatio, ſive contractus invalidaretur, annullaretur, aut alias fieret aliqua feudi apertura, vel commiſſio, vult & expreſſe reſervat præfata Regina

ANS de J. C. 1485.

Sere-

ANS de J. C. 1485. Sereniſſima dictum conſenſum, & beneplacitum, & ita illo reſervato præſentem donationem celebrat, & non aliter, nec alio modo, ſed dictam donationem illo non interveniente vult eſſe reſolutam, & pro infacta habitam. Si vero alicujus Superioris non requiratur conſenſus, vult, expreſſè jubet, & ita actum eſt, & conventum inter partes, quòd præſens clauſula, & reſervatio de præſenti donatione tollatur, & amoveatur, & quam ex nunc eo caſu ipſa Regina Sereniſſima tollit, & amovet, & ad majorem roboris firmitatem requirit quoſcumque Judices tàm Eccleſiaſticos, quàm ſeculares quatenus præſenti donationi authoritatem, & decretum interponere dignentur. Acta fuerunt hæc in urbe, videlicet in Eccleſia Majori Sancti Petri in Capella propè Sacriſtiam, præſentibus præfatis Reverendiſſimis Patribus in Chriſto Dominis Juliano Epiſcopo Oſtienſi, tituli S. Petri ad vincula, & Dominico de Ruvere tituli Sancti Clementis Præsbytero S. R. E. Cardinalibus, nec non Reverendiſſimis Dominis Carolo de Seyſſello Præceptore S. Antonii de Chamberiaco, Hugone de Saxo Canonico Lauſanenſi, Andrea de Provanis ex Dominis Laynei Apoſtolicis Protonotariis, Venerabili Domino Joanne Chafforicii Confeſſore, & Spectabili Jacobo Anglico Conſiliario præfatæ Sereniſſimæ Reginæ, Ambobus de Nicoſia de Cypro teſtibus ad præmiſſa adſtantibus vocatis ſpecialiter, & rogatis. Signé Ranzo & Cohenart.

DXLI.

ANS de J. C. 1487. ORLEANS ET SAVOYE. *Contrat de Mariage de* CHARLES D'ORLEANS *Comte d'Angouleſme, Père de François I. Roi de France, & de Dame* LOUISE *ſa Femme, Fille de Philippe de Savoie, & de feuë Dame Marguerite de Bourbon. A Paris le 16. Février* 1487. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 313.

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Jâques d'Eſtouteville, Chevalier, Seigneur de Beine, Baron d'Ivry, & de S. André en la Marche, Conſeiller, Chambellan du Roi nôtre Sire, & Garde de la Prevôté de Paris, Salut. Savoir faiſons, que pardevant Antoine Satin, & Pierre Pichon, Clercs Notaires du Roi nôtredit Seigneur par lui établis en ſon Châtelet de Paris, furent preſens en leurs perſonnes hauts & puiſſants Seigneurs & Princes Monſieur CHARLES Comte d'Angouleſme pour lui, & en ſon nom d'une part, & Monſieur Philippe de Savoie, Comte de Baugé, & Seigneur de Breſſe, en ſon nom, & à cauſe de Damoiſelle LOUÏSE de Savoie fille de lui, & de haute & puiſſante Dame Madame Marguerite de Bourbon, jadis ſa Femme, d'autre part, leſquelles parties de leur bon gré, bonne volonté, propre mouvement, certaine ſcience, ſans force, fraude, erreur, contrainte, ou decevances aucunes, ſi comme elles diſoient, reconnurent & confeſſerent en la preſence deſdits Notaires, comme pardevant nous endroit jugement comme du gré, vouloir, & conſentement du Roi nôtredit Seigneur, auquel leſdites parties attiennent par proximité de lignage, & par l'avis, conſeil & deliberation de pluſieurs Princes, Seigneurs leurs parens & amis, elles avoient & ont fait enſemble les Traité, accord, doüaire, promeſſes, convenances, & autres choſes ci-aprés declarées pour raiſon du Mariage de mondit Sieur le Comte d'Angouleſme, & de ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie, ſa future épouſe, c'eſt à ſavoir ledit Monſieur de Breſſe avoit promis, & promet donner & bailler à femme & épouſe icelle Damoiſelle Loüiſe de Savoie, ſa fille, franche & quitte audit Monſieur d'Angouleſme, qui icelle a promis & promet prendre par nom de Mariage le plutoſt que bonnement faire ſe pourra, & dedans le tems qu'il plaira au Roi nôtredit Seigneur, ſi Dieu & Sainte Egliſe s'y accordent. En faveur & contemplation duquel Mariage icelui Monſieur de Breſſe ſera tenu, promet, & gage paier, & baille audit Monſieur le Comte d'Angouleſme, ou au porteur de ces lettres pour lui, la ſomme de trente-cinq mille livres Tournois en cette maniere; c'eſt à ſavoir, quinze mille livres Tournois dedans le jour des épouſailles deſdits mariez futurs, dix mille livres Tournois au jour S. Jean-Baptiſte prochainement venant en un an qu'on dira 1489. & le reſidu montant autre dix mille livres Tournois au jour S. Jean-Baptiſte enſuivant, qu'on dira 1490. & deſdites deux ſommes montans à vint mille livres Tournois, ledit Monſieur de Breſſe baillera bon pleige & caution, & ce pour tout tel droit de ſucceſſion quelconque, qui à icelle Damoiſelle Loüiſe eſt déja venu & écheu par le trépas & ſucceſſion de ſadite feuë Mere, & auſſi pour tel droit & hoirie & ſucceſſion, qui lui pourra competer & apartenir par le trépas dudit Monſieur Philippe de Savoie ſon Pere, & auſquelles ſucceſſions & hoiries de ſeſdits Pere & Mere, ainſi que deſſus eſt dit, & auſſi à toute autre ſucceſſion collaterale, qui lui pouroit écheoir, & avenir du côté paternel tant ſeulement; icelui Monſieur le Comte d'Angouleſme pour lui, & ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie ſa Femme future, a renoncé & renonce par ces preſentes au profit dudit Monſieur de Breſſe, & de ſes hoirs mâles, tant qu'il y ait hoir mâle deſcendant de mâle, & en fit & fait ceſſion & tranſport à icelui Seigneur de Breſſe, de laquelle ſomme de trente-cinq mille livres Tournois les deux parts ſeront converties & emploiées en heritages, qui ſera le propre de ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie, & de ſes hoirs de ſon côté & lignée, & le tiers ſortira nature de meubles: & en cas que ledit Monſieur d'Angouleſme, ou ladite Damoiſelle Loüiſe de Savoie allaſſent de vie à trépas ſans hoirs dudit Mariage auparavant que les deux parts de ladite ſomme euſſent été emploiées en heritages, en ce cas ledit Monſieur d'Angouleſme, ou ſes heritiers, ſeront tenus de rendre & reſtituer leſdites deux parts de ladite ſomme de trente-cinq mille livres Tournois dedans l'an aprés enſuivant à ladite Damoiſelle de Savoie, ſi elle eſt vivante, ou à ſeſdits hoirs tenans ſon côté & ligne; & à faute de paiement, mondit Sieur d'Angouleſme dés maintenant comme deſſors pour manutention, conſtituë, aſſiet & aſſigne mille livres Tournois de rente ſur toutes ſes Terres & Seigneuries, & ſur chacun lieu, piece, partie, ou portion d'iceux, pour le tout qu'il en chargea & charge, oblige & hipoteque du tout, au cas deſſuſdit envers ladite Damoiſelle de Savoie, & ſeſdits hoirs tenans ſon côté & ligne, pour ladite rente de mille livres Tournois, à faute dudit paiement, & reſtitution deſdites deux parts de ladite ſomme de trente-cinq mille livres Tournois, rendre, paier, fournir, & faire valoir bonne, ſolvable, & bien paiable par chacun an lors enſuivant, ſans aucun déchet, ou diminution, & juſqu'à plein paiement entier, & fait à une fois ſeulement deſdites deux parts de ladite ſomme de trente-cinq mille livres, & ſans en pouvoir diminuer, ou rabatre aucune choſe pour raiſon de la perception de ladite rente. Et outre ce qui dit eſt, & en accroiſſement & augmentation dudit mariage, diſoient leſdites parties, que le Roi nôtredit Seigneur par ſes lettres patentes, conſiderant qu'à ſa requeſte & pourchas, ledit Traité de Mariage a été Traité & accordé, la grande proximité de lignage que leſdites parties lui attiennent, les ſervices qu'ils lui ont faits & font chacun jour, & auſſi afin que au moien de ladite alliance, icelles parties ſoient plus enclines à ſon ſervice, de procurer ſon bien, & de ſon Roiaume, & pour donner courage à ſes bons, vrais

ANS de J. C. 1487.

ANS de J. C. 1487. vrais parens, & serviteurs, de bien & loiaument le servir, & autres causes à ce nous mouvans, a donné & donne audits mariez futurs en faveur dudit Mariage la somme de vint-mille livres Tournois pour une fois, & que en seureté d'icelle somme, il a donné & transporté à iceux mariez futurs la Terre & Seigneurie de Melle située & assise au Païs de Poitou, ses apartenances & dependances pour eux, & leurs hoirs à la faculté de rachat pour ladite somme de vint mille livres Tournois à un seul paiement, & aussi que le Roi nôtredit Seigneur avoit & a donné & transporté audits mariez futurs la faculté de pouvoir avoir & retrai re pour & au nom de lui la Châtellenie & Seigneurie de Chisey, apartenances & dependances quelconques d'icelles, que tient & occupe de present Monsieur le Duc de Nemours, & ses coheritiers pour onze mille deux-cens trente Roiaux d'Or, comme l'on dit, ainsi que tout ce lesdites parties disoient à plein être contenu és lettres de don, données & octroiées, & qui se donneront & octroieront par le Roi nôtredit Seigneur; & que s'il avenoit que lesdites Terres se rachetassent par le Roi nôtredit Seigneur, la moitié dudit rachat apartiendroit à ladite Damoiselle, & aux siens, & au surplus ledit Monsieur d'Angoulesme a donné & donne par ces presentes à ladite Damoiselle Loüise de Savoie, sa Femme future, la somme de trois mille livres Tournois en assiette de Terres, aux us & coûtumes des Païs, où les Terres ci-aprés declarées sont situées & assises, les Châteaux & Places pour sa demeurance pour rien comtez en l'assiette desdites trois mille livres, à icelui doüaire avoir & prendre sitôt & incontinent que doüaire aura lieu sur les Terres, Places & Seigneuries de Romorantin & Châteauneuf sur Charente, qu'il en charge, oblige, assied & hipoteque du tout envers ladite Damoiselle Loüise de Savoie, & au cas qu'elles ne pouroient fournir ledit doüaire, & que assiette n'en pust être entierement faite, mondit Sieur d'Angoulesme veut & consent, que ladite Damoiselle prenne de prochain en prochain sur ses autres Terres & Seigneuries, tellement que ledit doüaire lui soit entierement aquis, & assigné. Et s'il avenoit que ledit Monsieur d'Angoulesme allât de vie à trépas, auparavant que Madame sa Mere, qui tient de present lesdites Seigneuries, & qu'à cette cause ladite Damoiselle Loüise de Savoie ne pût joüir desdites Terres de Romorantin & Châteauneuf, & autres Terres pour fondit Doüaire, en ce cas icelui Seigneur dés maintenant pour lors, & desiors pour maintenant, veut & consent, que ladite Damoiselle Loüise de Savoie ait & prenne pour fondit Doüaire la Terre & Seigneurie de Cogniac, & autres Terres circonvoisines, jusqu'à ladite somme de trois mille livres Tournois par chacun an en assiette comme dessus, & si elles ne sufisoient, que ce qui s'en faudra lui soit baillé sur le revenu de ses autres Terres de prochain en prochain; & aprés le trépas de Madame d'Angoulesme ladite Damoiselle Loüise de Savoie prendra fondit Doüaire sur lesdites Terres de Romorantin & de Châteauneuf, jusqu'à la valeur d'icelui, selon les formes dessusdites, & delaissera ledit lieu de Cogniac, & aussi a promis & promet ledit Monsieur d'Angoulesme faire ratifier, confirmer, & aprouver ce present Traité par madite Dame sa Mere, & consentir que les Enfans, qui isseront dudit Mariage, si elle survit ledit Monsieur d'Angoulesme, viennent à sa succession, & representant leur Pere, & si a été accordé entre lesdites parties en faisant ce present Traité, que lesdits futurs époux seront tous joints & communs és biens meubles, & conquests immeubles qui se feront durant & constant leur Mariage, selon la coûtume des lieux; & a promis en outre ledit Monsieur d'Angoulesme faire ratifier & aprouver le contenu en cesdites presentes par madite Damoiselle Loüise de Savoie, sa Femme future, & de lui faire faire lesdites renonciations, cessions & transports, incontinent aprés que ledit Mariage sera consommé & accompli, & en bailler à mondit Sieur de Bresse Lettres de Ratification d'icelle Damoiselle. Toutes lesquelles choses dessusdites, & en cesdites lettres contenuës & écrites, ledit Monsieur le Comte d'Angoulesme, & Monsieur de Bresse promirent en Parole de Princes, & par la foi & serment de leurs corps, pour ce par eux baillez, & jurez corporellement és mains desdits Notaires, à avoir chacun endroit soi à bien agreable, les tenir fermes & stables à toûjours, icelles entretenir & accomplir de point en point, selon leur forme & teneur, sans jamais aucunement venir à l'encontre, fût & soit par voie d'erreur, d'ignorance, de circonvention, ou decevance, ou autrement comme que ce soit, ou pût être, ainçois rendre, paier, & restituer à pur & à plein, & sans aucun plaid, ou procez, tout coûts, frais, mises, dépens, dommages & interests, qui faits & encourus seroient par deffaut des choses dessusdites par eux non faites, tenuës, & accomplies deuëment, ainsi & par la maniere que dit est, sous l'obligation de tous leurs biens, & de ceux de leurs hoirs, meubles & immeubles presens & à venir, qu'ils en soumirent & soumettront chacun endroit soi pour ce du tout à la jurisdiction & contrainte de ladite Prevôté de Paris, & de toutes autres Justices & Jurisdictions, où trouvez seront pour l'accomplissement du contenu en cesdites presentes, & rénonceront en ce faisant expressement, par leursdits sermens & foi, à toutes exceptions de deception, fraude, barat, cauteles, cavillations, raisons, défenses, opositions à tout droit écrit, & non écrit, canon & civil, us, stile & coûtumes, établissemens de Villes, & lieux; & à toutes autres choses generalement quelconques que l'on pouroit faire, dire, proposer, ou alleguer contre ces presentes lettres, l'effet, & teneur d'icelles, & au droit disant generale reconciation non valoir. En témoignage de ce, nous, à la relation desdits Notaires, avons mis le scel de ladite Prevôté de Paris à cesdites lettres, qui passées & accordées furent doubles l'an de grace 1487. le Samedi 16. jour de Fevrier. Signé, Satin & Pichon.

ANS de J. C. 1487.

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Jâques d'Estouteville, Chevalier, Seigneur de Beyne, Baron d'Ivri, & de Saint André en la Marche; Conseiller Chambellan du Roi nôtre Sire, & Garde de la Prevôté de Paris, Salut. Savoir faisons, que pardevant Pierre Pichon, & Antoine Satin, Clercs Notaires du Roi nôtredit Seigneur, de par lui établis en son Châtelet de Paris, fut presente en sa personne, haute & puissante Dame, Madame Loüise de Savoie, Femme de haut & puissant Prince, Monseigneur Charles, Comte d'Angoulesme, laquelle de son bon gré, pure, franche & liberale volonté, sans contrainte, & en la presence du congé, licence, & autorité de mondit Seigneur d'Angoulesme son mari, laquelle autorité elle reçût de lui en elle pour bien agreable pour faire passer ce qui s'ensuit. Reconnut & confessa en la presence, & pardevant lesdits Notaires, comme pardevant nous en droit jugement avoir ratifié, confirmé, approuvé, & par ces presentes, ratifie, confirme, approuve, & a pour bien agreable tout le contenu és lettres de Traité de Mariage dudit Monsieur d'Angoulesme & d'elle, faites & passées pardevant lesdits Notaires, & sous le scel de ladite Prevôté, parmi lesquelles lettres ces presentes sont annexées sous ledit scel, & en ce faisant, en confirmant le contenu audit Traité, a renoncé & renonce par cesdites presentes, moiennant icelui Traité, & du congé & licence dessusdit, au profit de haut & puissant Prince Monseigneur Philippe de Savoie son Pere, Comte de Baugé & Seigneur de Bresse, & de ses hoirs mâles, tant qu'il ait hoir mâle descendant de mâle, à tout tel droit de hoirie & suc-

ANS J. C. 1487. & succession, qui déja lui est avenu & échû par le trépas & succession de feuë haute & puissante Dame Madame Marguerite de Bourbon, jadis sa Mere, & pareillement à tout tel droit de hoirie & succession qui lui pourra competer, & appartenir par le trépas dudit Monsieur Philippe de Savoie son Pere, & aussi à toute autre succession collaterale, qui lui pourroit écheoir & avenir du côté paternel, tant seulement & desdites successions, ainsi que dessus est dit, madite Dame Loüise de Savoie fit & fait par cesdites presentes cession & transport audit Monseigneur Philippe de Savoie, & s'en est désaisie, demise, & devétue du tout és mains desdits Notaires, comme en la nôtre souveraine, pour le Roi nôtredit Seigneur, pour & au profit dudit Monseigneur Philippe de Savoie, & de sesdits hoirs mâles descendans de mâles. Promettant ladite Dame par les foi & serment de son corps, pour ce par elle baillez & jurez corporellement, és mains desdits Notaires, d'avoir à bien agreable, tenir ferme, & stable à toûjours, lesdites ratification, renonciation, cession, transport, & tout le contenu ci-dessus, sans jamais aucunement venir à l'encontre, fût ou soit par voie d'erreur, d'ignorance, de circonvention, ou decevance, ni autrement, comment que ce soit ou pût être, ainçois rendre, paier & restituer à pur & à plein, & sans aucun plaid, ou procez, tous coûts, frais, mises, dépens, dommages, & interests, qui faits & encourus seroient par défaut de ce, sous l'obligation de tous ses biens, & de ceux de ses hoirs, meubles & immeubles, presens & à venir, qu'elle en soûmit & soûmet pour ce du tout à la jurisdiction, cohertion, & contrainte de ladite Prevôté de Paris, & de toutes autres Justices & Jurisdictions, où trouvez seront, pour l'accomplissement du contenu & effet de cesdites presentes; & renonça en ce faisant expressement par sesdits serment & foi, de l'autorité dessusdite, à toutes exceptions de deception, fraude, barat, cautelles, cavillations, raisons, défenses, ou oppositions, & à toutes autres choses generalement quelconques, que l'on pourroit faire dire, proposer, ou alleguer contre ces presentes lettres, l'effet, teneur, & execution d'icelles, mêmement tous droits, statuts, privileges, franchises, & libertez, faits, donnez, & introduits pour les Femmes, & en leur faveur, & au droit disant generale renonciation non valoir. En témoin de ce nous, à la relation desdits Notaires, avons mis le scel de ladite Prevôté de Paris à cesdites lettres, qui passées furent doubles, l'an mille quatre-cens quatre-vint & sept, le Mercredi vintieme jour de Fevrier. Pichon, A. Satin.

DXLII.

ANS J. C. 1488. BRABANT, MIDDELBOURG, LIMBOURG, LUXEMBOURG, FLANDRES, &c.

Traité d'Alliance, d'Union &c. entre les trois Etats du Duché de BRABANT, *& les Etats de* MIDDELBOURG, LIMBOURG, LUXEMBOURG, FLANDRES, *&c. Fait à Gand, le 1. Mai* 1488. Jean Molinet. Chroniques Manuscrites. Tom. II. pag. 73.

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Nous, &c. Representants les trois Estatz du Duché de BRABANT, & nous de MIDDELBOURG, LEMBOURG & de LUXEMBOURG, de FLANDRES, de Haynaut, de Valenciennes, de Zelande, de Namur, Marchionné d'Anvers, Seigneurie de Frize & de Malines, Salut. Pour ce que pour la garde & conservation de toutes polices gouvernements & bien publicq n'est rien plus utile, ny plus necessaire, que Paix, amitié & bonne union par ensemble qui sont Mere de tous biens & vertus, & à cause que le service divin est augmenté, l'estat des nobles honoré, la Marchandise hantée, & le Pays cultivé en grand repos & seureté, & au contraire n'y a rien plus dommageable, ny prejudiciable audict bien publicq, que dissention & confusion dereglée, qui sont Nourrice & Mere de tous maux, commencement & occasion de toutes divisions, guerres & differens, au moyen de quoy les Pays, Villes, Provinces & Royaume eschoient en de grandes confusions, desolations & ruynes, & souvente fois sont transtrées des gens en autre, & comme il soit ainsy, que lesdicts Pays de par deçà appartenants à nostre tresredoubté & naturel Sieur & Prince Monseigneur le Duc Philippe, ont puis n'agueres esté mis en grandes charges & dissentions, en telle sorte que Justice, Paix, amitié, & union & Marchandises en ont esté chassées & estrangées, au grand desplaisir detriment & dommage du povre commun peuple, & au prejudice de nostre tresredoubté Seigneur & Prince naturel, qui est soubs eage, & lequel nous comme bons & loyaux subjects devons & sommes tenus de garder & preserver de tout nostre pouvoir, comme à ce sommes tenus & obligez par tous droicts naturel, divin, canonique & civil. Nous avons pour mettre & reduire lesdicts Pays en Paix & bonne police, lesquelz sont contigus & voysins les uns aux autres & appartenant à un Seigneur faict conclud & juré, faisons, promectons & jurons par meure deliberation & auctorité de nostredict tresredoubté & naturel Seigneur, & par le sceu adveu du Roy des Romains Pere de nostredict tres-redoubté Seigneur & de Messieurs de son sang, & aussy du consentement du Roy de France prochain & apparant hoir de nostredict Seigneur à cause de la Royne sa Compagne, Sœur d'iceluy nostre tres-redoubté Seigneur, Paix, union, amitié, alliance & bonne & constante intelligence entre nous & par ensemble a l'honneur de Dieu, & prousit de nostredict tres-redoubté Seigneur & de sesdicts Pays & Subjects sur les conditions & articles qui cy aprez s'ensuyvent.

Ladicte union entant qu'il touche la hauteur, Seigneurie & Gouvernement desdicts Pays & Villes durant la minorité de nostredict tres-redoubté Seigneur & Prince naturel Monsieur l'Archiducq d'Austriche, & en tant qu'il touche la police, dureront a perpetuité, & sauf les droicts, honneurs & Seigneuries de nostredict Seigneur, & demourant chacun desdicts Pays & Villes en leurs loix, privileges, usages, coustumes, libertez & franchises.

Premierement, nous avons quitté & pardonné, quittons & pardonnons à tousiours toutes offences injures & meffaicts, qui paravant la date de cettes sont & peuvent estre advenus par & entre lesdicts Pays & Villes par fortune de guerre, & hostilité soit par parolles ou de faict, ensamble tous dommages pertes & interest, qui en peuvent estre yssus & ensuyvis en quelque maniere que ce soit, les mettant en oubly comme non advenus, en telle sorte que chacun desdicts Pays de quelque estat qu'il soit soyent reservez par la Paix de Flandres sans aucune exception, aussy bien Messire Johan de Bloys, Messire Louys de l'Esterquet, Messire Philippe du Chesne, Messire Jehan l'Abbé, Wautier de Werseberque, & autres semblables, pourront paysiblement retourner en leur Pays, & au leur, & l'apprehender en tel estat, qu'il le trouvera, & par ce seront tous proces meus a cause desdictes divisions avichilez & mis a neant.

Item & neantmoings si aucuns ayants eu administration des deniers de nostredict tres-redoubté Seigneur ou d'aucunes Villes, s'estoient mesusez en icelle administration, & applicqué à leur prousit aucuns d'iceux dessusdicts en respondront à droict par devant les loix ou ils seront arrestez ou judiciables.

Item en outre promectons de faire extreme diligence

ANS de J. C. 1488.

gence devers le Roy des Romains, afin qu'incontinent il face partir toutes garnisons & gens de guerre, quelque part qu'ils soyent dedans & sur les Frontieres desdicts Pays, afin que de tant mieux & plutoſt la Marchandise puisse avoir cours, & que la labeur puisse labourer & cultiver la Terre, & si aucuns des Capitaines & gens de guerre desdictes garnisons faisoyent difficulté de partir, ou de laisser leurs armes, Nous avons promis & promectons tous d'un accord d'y mettre telle provision, que le Pays en seroit incontinent quitté & delivré, & que Paix & repos y sera comme devant tousiours.

Item & pour mettre lesdicts Pays en Paix avec la Couronne de France, Nous avons accordé & accordons par ensamble, & avec les trois Membres de Flandres, que nous nous tiendrons à la Paix de l'an 1482. & avons advisé & conclud d'envoyer le plutoſt que pourrons une notable Ambassade, devers Monsieur d'Esquerdes, Mareschal de France & Lieutenant du Roy és Marches d'Artois & de Picardie, que son plaisir soit nous recevoir à ladicte Declaration, ainsy que luy comme Commissaire, avec lesdicts des trois Membres, en a la puissance & auctorité par lettres patentes dudict Roy.

Item en outre pour mettre ordre & regle en l'estat & gouvernement de tres-noble personne de nostredict tres-redoubté Seigneur, & pour ce qu'il est soubs eâge, Nous avons advisé & conclud par commun accord, que iceluy redoubté Seigneur durant sa minorité sera entretenu & regy des Domaines de tous les Pays à sçavoir en la Comté de Flandres, par Messieurs de son Sang au contentement des Estatz, & Membres desdicts Pays, & en la Duché de Brabant & autres Pays par le Roy des Romains, comme Pere & Mambour de nostredict Seigneur, aussy de mesdicts Seigneurs de son sang estans par deça, & par l'advis des Estatz de ces Pays.

Item que nous ny autres aucuns de nous, ne donnerons, ny souffrirons donner passage parmy ledict Pays & Villes à aulcunes gens de guerre, qui seroient levez & mis sus pour faire la guerre a nuls desdicts Pays.

Item & aussy est advisé, & conclud, que en faisant l'Ordonnance de l'Estat de nostredict tres-redoubté Seigneur, l'on advancera & promouvra, les plus nobles, notables & idoines desdicts Pays, sans y mettre aucuns Estrangers, que mesdicts Seigneurs du Sang avec le Conseil, tiendront & transporteront la personne de nostredict tres-redoubté Seigneur, & en telz lieux Villes de ses Pays & Seigneuries de par deça, que par eux sera advisé, & non autrement.

Item est aussy conclud, que toutes matieres en tous lesdicts Pays, seront expediées à scavoir à la Comté de Flandres, soubs le nom de nostre tres-redoubté Seigneur tant de Justice, de Finance & de grace comme autres, par l'advis de Messieurs du Sang & du Conseil, & es autres Pays par le Roy comme Pere & Mambour de nostre tres-redoubté Seigneur, & de ceux de son Conseil.

Item pour relievement de la justice, ordre & police des Villes, & aussy la seureté des Chasteaux, & lieux Forts scituez au Pays & Comté de Flandres est advisé & ordonné, que quand il escherra de mettre esdicts Pays & Villes aucuns nouveaux Officiers, comme Capitaines desdictes Villes, ou des Forteresses estants en icelle Gouvernance, Prevostes, Escoutetes, Baillis & autres semblables Chiefs d'Office, que mesdicts Seigneurs du Sang & du Conseil y commectront gens notables, & vertueux personages ausquelz ny ayt aucun soupçon, & ce au contentement des loix & justices des lieux ou ce adviendra, afin d'éviter les pertes, & inconveniens, qui se pourroient ensuyvre, & dommage de nostre tres-redoubté Seigneur & des Manans & Habitans esdites Villes, & si par inadvertence, importunité de requestes, ou autrement se faisoit le contraire, qu'il soit permis ausdicts loix, justice & aux souldoyers, & gardes des Villes & Forteresses de ne les recevoir tant & jusques à ce que eux oye autrement en soit ordonné.

ANS de J. C. 1488.

Item nous avons en outre promis, & promectons, que si cy-aprez aucun qui vouluſſe praticquer, ou traficquer au prejudice de ce dict gouvernement en alliance, en tenant de ce paroles ou communication, avec qui que ce soit recevant aucunes lettres secretes, ou messages concernans cette matiere sans le donner à cognoistre ou il appartient, & dont il apparut à suffisance, que la punition & correction s'en feroit par l'exemple de tous par les loix & justice ou il appartiendra.

Item semblablement avons promis, & promectons que si cy-aprez il advenoit, que aucun quel qu'il fut vouluſſe à ceux du Sang demander aucune chose pour la mutation de ce gouvernement à ceux du Conseil, ou à aucuns de nous autres en general, ou en particulier, d'avoir faict cette bonne Paix & Alliance, ou pour quelsconques autres choses passées, que nous tous par main commune, & chacun en son regard y resisteront, & ne permectront aucuns vexer, ny travailler en corps, en biens, ny autrement en quelque maniere que ce soit.

Item en outre est advisé & conclud, advisons & concluons par l'auctorité que dessus en advanchement de la Marchandise, que toutes exactions & tonlieux nouveaux mis sus tant par Eaue que par Terre, sans le sceu & consentement desdicts des Estatz seront ostez & mis jus, & que d'ores en avant le Marchand pourra mener sa denrée, & Marchandise d'un Pays à l'autre sur le droict des anciens tonlieux, & conduitte ancienne.

Item en outre est advisé & conclud, que par la main commune l'on s'employera devers les Seigneurs d'Allemaigne, que les nouveaux tonlieux mis sur le Vin de Rhin soient ostez, ou si non que l'on obviera de ce party par remede convenable, & de ne plus souffrir, que en ces Pays se facent aucunes nouvelletez au moyen desquelles la Marchandise d'entre le Pays puisse estre chargée, retardée ou empeschée en aucune maniere.

Item semblablement est advisé pour le grand desordre qui est en la monnoye, que durant la minorité de nostredict Seigneur, sera forgée une commune monnoye esdicts Pays par l'auctorité que dessus, & par l'advis & d'un commun accord des nostres des monnoyes & ouvriers, & autres deputez de chacun Pays à ce cognoissans, & sur tel pied que pour le plus grand proufit l'on ordonnera, lequel pied dessusdict l'on ne pourra empirer ne changer, ny les prix des deniers hausser ny rabaisser sans le consentement de tous les Pays, & d'ores en avant l'on forgera sur la chaudiere, & non sur amende ou peines pecuniaires, le tout en ensuivant les privileges de chacun desdicts Pays.

Item avons en outre promis & promectons, que nul de nous doresnavant, ne prendra guerre contre qui que ce soit sans sur ce avoir premierement assemblé tous lesdicts Estatz, & quand par commun accord la guerre sera entreprinse l'on ne pourra faire la Paix sans le commun accord & consentement de tous lesdicts Pays.

Item en outre avons promis & promectons, chacun en son endroict pour autant que la chose luy touche à maintenir & accomplir tous les Traictez, Paix, Accords & Alliance, que par cy-devant d'entre lesdicts Pays ou aucuns d'iceux ont esté faicts, & en nostre entendement que par cette nouvelle intelligence tous lesdicts Traictez, & accords sont corroborez & approuvez.

Item & afin que toutes les choses dessusdictes puissent

ANS sent de mieux estre conduittes à la plus grande utilité,
e J. C. & prouſit de noſtre Seigneur & deſdicts Pays, &
1488. deſpeſcher toute nouvelleté, qui au prejudice de ce pourroit eſtre faicte, nous avons adviſé & conclud, adviſons & concluons, que d'ores en avant les eſtatz de tous leſdicts Pays, ſe raſſembleront une fois l'an à ſçavoir au premier jour d'Octobre, en l'une des Villes du Pays de Brabant, Flandres & Haynaut, ſans ce qu'on puiſſe tenir icelle aſſemblée deux fois de route en un Pays, que premier elle n'ait eſté tenue en chacun deſdicts Pays, & ainſy continuer d'an en an durant le tamps & minorité de noſtredict tres-redoubté Seigneur, & eſquelz lieux tous iceux Pays ſeront tenus d'envoyer leurs deputez ſans eſtre mandez, leſquelz auront charge de recevoir toutes manieres de plaintes & doleances, concernans la generalité deſdicts Pays pour par les Officiers & loix, où les deffaults ſeront advenus en enſuivant leurs privileges, couſtumes, ou franchiſes incontinent eſtre remedié, ou par leur defaut y eſtre pourveu par meſdicts Seigneurs du Sang, du Conſeil & de l'Eſtat, & pour la premiere aſſemblée eſt conclud de la tenir en la Ville de Bruxelles, le premier jour d'Octobre prochainement venant de cet an 1488. l'autre an enſuivant le premier jour d'Octobre en la Ville de Gand. La 3. aſſemblée jour & an enſuivant en la Ville de Mons, & en telle autre Ville & lieux, que par leſdicts eſtatz ſera adviſé.

Item & pour ce que comme un chacun ſçait & void parce que les elections faictes, par ceux à qui il appartient aux Prelatures des Abbayes & autres dignitez principales d'Egliſe, ne peut ſortir leur effect comme de droict commun devroient obſtant que revelations eſpeciales & generales, ains ſont ſouvent icelles Prelatures données en commande, & dignitez conferées aux eſtrangers, qui ne deſſervent auſdites Prelatures & dignitez, & auſſy les lieux a eux commis ſont en totale ruyne & deſolation en la grande confuſion deſdicts Pays, nous en enſuivant le privilege general deſdicts Pays, promectons & d'ores en avant nous tiendrons la main à ce que leſdictes elections, ainſy faictes par ceux à qui il appartiendra ſeront entretenus ſelon le droict eſcrit, & reſiſterons de noſtre povoir auſdictes commandes, ou charges de penſions & autres proviſions faictes à l'encontre deſdictes elections, & ne ſouffrirons icelles commandes ou proviſions ainſy faictes avoir lieu & execution en aucune maniere.

Item & afin que les choſes deſſuſdictes puiſſent demourer fermes & ſtables, nous avons cette Paix, Alliance, Confederation & Intelligence ratifiée chacun de nous par ſon ferment & ſur les Saints Evangiles de Dieu, les entretenir ſans contrevenir ny departir l'un de l'autre, & ſi aucun de faict ſe departit, ou par aucunes voyes fut contraint ſoy ſeparer, neantmoins ſi ne ſera ladicte Paix & Alliance pour ce entendue eſtre enfrainte, mais demeurera en ſa vigueur, & avons ordonné & ordonnons que tous Officiers & loix & chacun Pays à l'inſtruction de leur Office, promettront & jureront expreſſément d'entretenir la Paix & Alliance, ſans aucunement y contrevenir ſoubs ombre de juſtice ny autrement en maniere que ce ſoit, & ſi aucun y contrevenoit nous avec leſdicts du Sang y reſiſterons aux deſpens communs ſoit par juſtice, ou de faict ſelon que les matieres ſeront à ce diſpoſées, & pour plus grande ſeureté, & que de ce ſoit perpetuelle memoire chacun de nous à ſcéellé ces preſentes de ſon ſcéel, & avons requis en toute humilité à treshaut & tres-puiſſant Prince le Roy de France, comme plus prochain & plus apparant hoir de noſtre tres-redoubté Seigneur, à cauſe de la Royne ſa compagne Sœur de noſtre avant dict Prince, que par ſa grace plaiſe de confirmer, ratifier & approuver ladicte Paix & Alliance par ſon grand Sceau, & nous ayder à reſiſter par force, quand la matiere le requerra, & auſſy de punir par juſtice les infracteurs d'icelle es metes de ANS
ſon Royaume, avons en outre requis Meſſieurs du de J. C.
Sang, à ſçavoir Reverend Pere en Dieu David Eveſque d'Utrecht, Jehan Duc de Bourbon, Conneſtable de France, Jehan Duc de Cleves, Monſieur de Beaujeu, Comte de Clermont, Meſſire Adolff de Cleves, Seigneur de Winendale, Anthoine Baſtard de Bourgoigne, Comte de la Roche, en Ardenne, Philippe de Bourgoigne, Seigneur de Beures, & Louys de Bruges, Seigneur de la Gruthuyſe, Comte de Vinceſtre, comme parens & amis de noſtre tres-redoubté & naturel Seigneur, du coſté maternel dont leſdicts Pays ſont ſuccedez, qu'en approbation & plus grande ſeureté de tout ce que dict eſt, ils vouluſſent mettre leurs Sceaux à cettes avec les noſtres, & nous Charles par la grace de Dieu Roy de France, conſiderant le grand bien & prouſit, que noſtredict Couſin & Frere & ſeſdicts Pays & ſubjects, ſont apparans d'avoir par ladicte Paix & Alliance, avons à la requeſte de ſeſdicts Eſtatz ſcéellé ces preſentes de noſtre Sceau promettant en parolle de Roy les faire entretenir, & d'ayder & aſſiſter a punir tous tranſgreſſeurs comme dict eſt. 1488.

Et ſemblablement nous David Eveſque d'Utrecht, Jehan Duc de Bourbon, &c. conſiderant que en cette bonne Paix qui eſt grande & utile avons juré & promis, de par cettes jurons & promectons les choſes deſſuſdictes, & de nous joindre avec leſdicts Eſtatz & Pays, & faire tout ce que parens & amis dudict Duc doivent, & ſont tenus de faire pour l'entretenement d'icelle, & en teſmoing de ce avons nos Sceaux cy mis, & eſt dict & conclud, que en cette Paix ſeront comprins les autres Pays & Villes de noſtre tres redoubté Seigneur, qui n'ont point eſté preſentes à cettes nos aſſemblées & unions.

Semblablement ceux du Pays de Liege, du Sticht d'Utrecht & Pays voyſins de ſeſdicts Pays s'il leur plaiſt, qui n'ont eſté preſens & n'ont eſté comprins eſdictes alliances, ſeront tenus de le declarer par leurs Lettres patentes ſcéellées de leurs Sceaux, & leſquelles Lettres ils delivreront entre les mains deſdicts Eſtatz, en tel lieu qu'ils les trouveront aſſemblez. Ce fut faict & conclud à Gand en l'aſſemblée deſdicts Eſtatz le premier jour de May de l'an 1488.

DXLIII.

Traité de Paix entre MAXIMILIEN *Roi des Romains, & les Etats & trois Membres de* FLANDRES. *Fait à Bruges, le 16. de Mai* 1488. Jean Molinet. Chroniques Manuſcrites. Tom II. pag. 68. ANS de J. C. 1488. AUTRICHE ET FLANDRES.

MAximilian par la grace de Dieu Roy des Romains, &c. faiſons ſçavoir à tous preſens & advenir, que pour mettre jus & parvenir à un bon Traicté de Paix, de telz meſus, queſtions, diviſions & debats, qui ſont advenus depuis la my-Aouſt ença entre nous d'une part, & les habitans de la Ville de Gand, avec ceux de la Ville de Bruges & Ipre adherents deſdicts de Gand, tous enſamble repreſentans les trois Membres de FLANDRES, d'autre; pluſieurs communications du conſentement de nous ont eſté faictes entre nos beaux Couſins, les Sieur de Raveſtain, Meſſire Philippe ſon filz, & le Sieur de Beures auſſy noſtre Conſeillier, enſamble ceux des Eſtats des Pays de Brabant, Haynaut, Hollande, Zelande, & Namur, d'une part, & ceux des Eſtats de Flandres, d'autre part, ſi avant que par l'entre parler d'aucuns à l'honneur de Dieu Souverain Roy & acteur de Paix, ayants pitié & compaſſion des grandes pertes, du ſang humain des Chreſtiens reſpandu, de l'intereſt, deſplaiſir, & dommages, qui advien-

ANS de J. C. 1488.

viennent journellement & encores peuvent advenir à cause desdicts differens & divisions, le tout au prejudice de nostre tres-chier, & bien amé filz Philippe Archiduc d'Austriche & de ses Pays & subjects. Nous qui comme celuy qui avons touliours esté inclinez plus au bien du Pays que autrement, avons avec les inhabitans & subjects au Pays de Flandres spirituelz & temporelz faict une bonne seure & stable Paix, moyennant certaines reparations honorables, & manifestes, que ceux de la Ville de Bruges nous ont faictes soubs les poincts & conditions cy aprez escrites.

Premierement, que les trois Membres de Flandres ont permis & feront tenus de nous mettre sur nos pieds en nostre liberté, pour incontinent qu'il nous plaira retirer, où bon nous semblera de ce laisserons en seureté & hostage dans la Ville de Bruges, le Sieur de Volkestain, & le Comte de Hanou, & en la Ville de Gand, Messire Philippe de Cleves.

Item lesquelz Sieurs Comte & Messire Philippe jureront à la requeste de nous sur le fust de la Sainte Croix, & sur les Evangiles, & aussy sur leur foy & honneur, qu'ils ne se departiront desdictes Villes jusques à ce que tous les poincts & articles, contenus en cette presente Paix seront bien & leaument furnis & accomplis.

Item encore pour plus grande seureté avons prié & requis ledict Messire Philippe, que en cas, que nous fussions aucunement en faute, de non accomplir iceux poincts, ou que aucun quel qu'il fusse en nostre faveur, ou autrement s'advancer d'y mettre empeschement, que en ce cas iceluy Messire Philippe avons deschargé & deschargeons de tous serments de fidelité & autres qu'il nous peut avoir faict, & assistera ceux de Flandres à l'encontre de nous de tout son povoir & de toute sa puissance, & de ce fera ledict Messire Philippe serment, & en baillera lettres ausdicts de Flandres en tel cas pertinentes.

Item & par dessus ce avons consenty ordonné, & commandé aux deputez des Etats des Pays de Brabant, de Haynaut, de Zelande, de Namur, & des Villes de Valenciennes, de Lille, de Doüay, & autres presentement assemblez en la Ville de Gand, qu'ils ne se departent hors de ladicte Ville, mais y demeurent, & les aucuns d'eux, tant que la Paix de France, les Alliances d'entre les Pays, & tous autres poincts concernants cette matiere soyent concluds & asseurez.

Item promectons de promptement faire cesser nos gens d'armes de tous exploicts de guerre, & les faire ensemble toutes garnisons de nostre costé partir hors de Flandres, en deans quatre jours aprez que soyons mis à delivre, & quatre jours aprez hors de tous les autres Pays ou plutost s'il est possible, & deffendons que en deslogeans & partants, iceux gens ne bruslent pillent, desrobent, prennent, rançonnent, ne facent aucuns maux en iceux Pays, & aussy qu'ils n'emmenent hors de Flandres nuls prisoniers, & si aucuns en ont seront tenus de les mettre à raisonable rançon, sans les povoir transporter, n'y mener avec eux, & s'il advient, qu'ils facent au contraire l'on recouvrera l'interest de ce, & le dommage sur la pension que ceux de Flandres nous ont consenty ou consentiront.

Item & pareillement seront tenus lesdicts de Flandres, de faire cesser leurs gens de guerre, & garnisons, & aussy partir hors desdicts Pays, & garderont que d'eux ne viendra nul mal ausdicts Pays.

Item & afin que nous puissions tant plus facilement faire desloger & departir nosdicts gens de guerre, & garnisons, les Estatz de tous lesdicts Pays par ensamble, nous ont accordez payer en dedans un mois prochainement, venant la somme de 25. mil livres de 40. gros monnoye de Flandres la livre, à condition, que si iceux gens de guerre, & garnisons ne sont partis dehors de tous les Pays dedans ledict tamps, que en ce cas lesdicts 25. mille livres seront employez au payement d'autres gens de guerre, pour par force si autrement faire ne se peut les expulser & dechasser, en ensuyvant les alliances & unions faictes entre lesdicts Pays.

ANS de J. C. 1488.

Item en outre avons consenty, & sommes tenus de mettre incontinent toutes Fortereresses & Chasteaux du Pays & Comté de Flandres, es mains des Sieurs du Sang au proufit de nostre fils pour en iceux estre mis tels Chastelains & Officiers, qu'il appartiendra selon les droicts & privileges des Pays de Flandres, par l'advis & consentement desdicts trois Membres.

Item avons à la tres-instante priere & requeste des deputez desdicts Estats, & aussy à la tres-humble supplication des Bourgeois, Manans & Habitans de la Ville de Bruges aboly, quitté & pardonné à tousiours la prinse & detention de nostre personne, ensemble tout ce qui est advenu devant ou aprez, par qui, quand, comment ny en quelque maniere que ce soit.

Item semblablement à la requeste que dessus avons pardonné & remis tout ce que par les trois Membres de Flandres, & chacun d'eux en general ou particulier peut avoir esté faict, ou mesprins envers nous soit en adherant au peuple de Bruges, en nous detenant en leur nom, en nous faisant hostilité en guerre à part, ou par ensamble, en blasmant ou injuriant nous ou les nostres par faict, ou par parolles ou autrement en quelque maniere que ce soit, sans que à l'occasion de ce, ny de toutes autres choses passées nous leurs puissions jamais rien demander en general, ny en particulier, en corps, ny en biens, ny dedans le Pays ou autrement en nulle maniere, & mesmement de ce qui advint en l'an 1485. & autres.

Item lesdicts de Flandres à la contemplation de nous & de ceux du sang, aussy à la requeste des deputez des Estatz ont amiablement, & franchement pardonné toutes offences injures & vilenies, qui leur ont esté faictes à cause desdictes divisions, par qui ny en quelque maniere que ce soit, sans aucune exception, ny reservation aussy bien en consentant plusieurs, & diverses aydes faictes sans le sceu & consentement des Membres comme autrement, en le mettant totalement en oubly, comme non advenu sans aucune exception ou reservation, consentent & accordent que chacun pourra paisiblement retourner au sien, en l'estat qu'il le trouvera, sans que à cause des guerres, & divisions ils puissent jamais rien demander.

Item que tous autres lesquelz à cause & soubs ombre desdictes divisions ont esté offencez, injuriez & vilenez soit en corps, en biens ou autrement en maniere que ce soit pardonneront semblablement le tout, & le mettront hors de leur entendement sans plus le ramentevoir ny faire question.

Item si aucuns ayants eu administration de nos deniers, de nostredict fils, ou d'aucunes Villes, Chastelenies, Terres ou Pays, & d'iceux se fusse mes-usé en leurdicte administration, ou que l'on trouvasse, qu'ils ont appliqué aucunes sommes à leur singulier proufit seront tenus en respondre par devant les juges & les loix ou il appartiendra.

Item & si aucuns avant les divisions sans cause ou raison, par menace, force, ou puissance, par malice ou mal noise ou praticque a obtenu, & applicqué à son proufit les biens, joyaux, argent & meubles d'autruy sera semblablement tenu en respondre la ou il appartiendra, & d'attendre droict sur la restitution desdicts biens.

Item & pour certaines causes & considerations à ce nous mouvans, & mesmement pour éviter tous procez, & questions au moyen de l'appellation interjectée par lesdicts de Flandres estoient apparents de mouvoir, nous avons renoncé & renonçons à la Manbournie de Flandres, & avons quitté & quittons tous ser-

ments

ANS de J. C. 1488.

ments que en telle qualité, ou autrement nous ont esté faicts par iceux de Flandres, & avons consenty & accordé que celuy Pays & Comté de Flandres, en tous ses Membres deformais durant la minorité de nostre fils, sera regy & gouverné soubs son nom tant en souveraineté que autrement par l'advis des Seigneurs du Sang, & du Conseil telz que lesdicts du Sang ordonneront par l'advis & consentement des trois Estatz de Flandres, en ensuivant le contenu de l'union faicte par tout le Pays.

Item que moyennant ladicte renonciation, lesdicts de Flandres nous ont accordé pour nostre entretenement chacun an, durant la minorité de nostredict fils la somme de mille livres de gros, six livres monnoye de Flandres la livre, que leverons par les mains du Receveur de Flandres, à deux payements à sçavoir moictié au Noël, & l'autre moictié à la St. Jean Baptiste, dont le premier payement escherra au Noël prochain venant, sans que jamais nous puissions plus rien demander, exiger ny lever en iceluy Pays & Comté de Flandres, & pour ce sont quittes de tous arrierages, qui nous peuvent estre deubs à cause des aydes, & subventions passées, si aucunes en sont.

Item nous avons declaré, que n'en prendrons nul droict de proprieté, ny autres quelconques au Pays & Comté de Flandres, & avons promis, que doresenavant n'en porterons plus le tiltre ny les armes.

Item nous acceptons la Paix, que le Roy de France par ses lettres closes & patentes offre aux trois Membres de Flandres, & à tous autres, qui se voudroient joindre & adherer avec eux & declarer pour la Paix de l'an 1482., & sommes contents que tous les autres Pays se declarent pour icelle Paix, & confirmerons, ratifierons & tiendrons inviolablement tout ce que par mes Ambassadeurs si aucuns envoyer en voulons, ou que par les Ambassadeurs des Estats sera faict & conclud.

Item que nous avons promis de mettre la personne de nostre fils, es mains desdicts du Sang pour deformais estre gouverné, & entretenu honorablement sur l'estat qu'on luy ordonnera, & d'estre transporté de Pays en autre, par tamps & par ordre ainsy que autrefois a esté consenty & avisé, ou ainsy que pour le mieux on adviséra en faisant ledict estat, à l'entretenement duquel estat lesdicts Pays contribueront à rate & portion.

Item nous avons promis de tenir lesdicts de Flandres, quittes & indemnes envers nostredict fils, & tous autres a qui en tamps advenir il pourra toucher de telz joyaux & tapisseries, que aprez la Paix de Flandres de l'an 1480. nous eusmes dehors de leurs mains appartenants à iceluy nostre fils.

Item demeureront ceux de Flandres tant en general que en particulier, en touts & quelconques leurs privileges, franchises, libertez, coustumes & usages, ainsy & par la maniere qu'ils ont esté de tout tamps auparavant, sans avoir regard à ce qui peut avoir esté faict au prejudice d'iceux restituez comme cassez & de nulle valeur.

Item nous avons promis, que jamais ne ferons ny procurerons directement ou indirectement, chose qui puisse venir & tomber au prejudice & dommage dudict Pays & Comté de Flandres, ny aux Marchands, ny Marchandises d'iceluy, & si aucun en a esté faict par nous ou les nostres soit par censures ecclesiastiques, ou autrement, nous ferons revocquer incontinent, & mettre à neant, & si baillerons lettres de seureté à tous Marchands & autres, qui le requerront, pour franchement aller & converser Marchandement & autrement es Allemaignes, & par tout ailleurs, sans pour l'occasion des choses passées estre travaillez en corps, en biens ny autrement en quelque maniere.

Item & pour la seureté de tout ce que dict est nous jurerons sur les Saincts Evangiles, sur la Saincte vraye Croix de Dieu, sur le canon de la messe, & sur le Sainct Sacrement, que nous observerons inviolablement, & entretiendrons ce Traicté de Paix de poinct en poinct, sans jamais faire ou procurer estre faict rien au contraire, & nous submectons à toutes censures ecclesiastiques nonobstant les privileges, que comme Roy des Romains puissions avoir au contraire.

ANS de J. C. 1488.

Item en outre ce que dict est cy-dessus à nostre requeste feront nostre Sainct Pere le Pape, Monsieur l'Empereur nostre Pere, les sept Princes Electeurs de l'Empire, les Sieurs du Sang, & des Estatz dudict Pays au contentement desdicts de Flandres, & aussy par les Evesques d'Utrecht & de Liege, les Ducs de Cleves, de Juilliers, tenus de confirmer ladicte Paix par leurs lettres patentes, & si promectons d'entretenir icelle sans faire, ny donner assistence au contraire; & avec ce lesdicts Evesques de Liege & d'Utrecht, ensamble les Ducs de Cleves & Juilliers, promecteront & s'obligeront de ne donner passage par leurs Pays, ou Rivieres a aucunes gens de guerre, qui voudroient venir pour porter dommage audict Pays & Comté de Flandres.

Item & si nous obligeons, consentons & promectons, & s'il advenoit que Dieu ne vueille en aucune maniere, nous contrevinssions ou fissions contrevenir à cedict present Traicté, ou à aucuns poincts d'iceluy, que en ce cas sans autre declaration faire, lesdicts du Sang, les Seigneurs de l'ordre, Estatz, Manans & Habitans de tous lesdicts Pays seront ipso facto des maintenant, & pour lors quittes & absoubs de leurs serments, & aussy deschargez de toutes aydes, subventions, pensions, & autres gratuitez accordées, & à accorder, & de tous arrierages ensamble lesdicts de Flandres de la pension que dessus, & les autres Pays quittes de nostre subvention seront tenus d'assister, & de bailler secours ausdicts de Flandres, & dessors en avant seront gouvernez dessoubs le nom de nostredict fils le Duc Philippe, par l'advis desdicts du Sang, & du Conseil de chacun Pays, ainsy que presentement seront regis par ceux de Flandres.

Item & ce present Traicté de Paix sera confirmé par le Roy de France, comme le plus prochain ou hoir & heritier apparent de nostredict fils, à cause de la Royne sa compaigne nostre fille.

Item & si ledict Traité estoit enfraint par aucun, ou aucuns, il seroit puny & corrigé à l'exemple de tous autres quelque part qu'ils soyent trouvez, & appreshendez, comme infracteurs de Paix.

Item s'il advenoit cy-aprez, que Dieu ne vueille que par aucun de nous ce present Traicté, fut enfrainct en aucuns ses poincts & articles, que toutefois ledict Traicté de Paix demeure en sa force & vertu, & pourra poursuyvre sans proceder par voye de faict.

Item si aucun desdicts Princes ou autre par delay, negligence, ou autre defaut ne vouluſſe appendre ou mettre son scéel à ce present Traicté, pour ce ne sera iceluy Traicté entendu, ny tenu de moindre effect, ny valeur, & soit ainsy que nous ayons compassion & pitié du povre peuple afin d'éviter iceluy de tous dangers, & inconveniens qui peuvent advenir & sourdre par division, & guerre, avons en l'honneur de Dieu consenty & accordé, confirmé & approuvé & par ces presentes signées de nostre propre main consentons & accordons, confirmons & approuvons en article de bonne foy & Prince de entretenir, & faire entretenir ce present Traicté de Paix en tous ses poincts & articles cy-dessus escrits, par nous accordez & promis, sans jamais faire ny souffrir faire au contraire de ladicte Paix, ou aucuns des poincts & articles d'icelle, & pour le tout deuement entretenir sans enfraindre ou interruption, nous nous submectons d'encourir, en toutes peines & censures Ecclesiastiques nonobstant le droict & le privilege que nous

ANS de J. C. 1488.

avons au contraire, & s'il advenoit, que Dieu ne vueille, que nous ou autre en noſtre nom fit faire quelque choſe, contre ny au prejudice des poincts & articles cy-deſſus eſcripts. Nous voulons, conſentons, & accordons, ordonnons en donnant commandement aux Princes cy-deſſoubs nommez, & auſſy aux gens des Eſtatz de nos Pays de Brabant, Lembourg, Luxembourg, Gueldres, Zutphen, Villes de Vallenciennes & de Malines, que tout le ſecours, faveur, & aſſiſtence, que poſſible leur ſera de faire le facent par effect à ceux de Flandres, & à leurs adherents, afin que ladicte Paix en tous ſes poincts & articles ſoit de tant mieux entretenue, & ce que enfrainct pourra eſtre ſoit reparé & remis en ſon eſtat, & pour ces choſes eſtre mieux faictes & conclues ſans aucun meſpris requerons, que ſur ce que dict eſt, nos beaux Couſins cy-deſſoubs nommez, & auſſy les Eſtatz des Pays vouloir ſcéeller ces preſentes de leurs Sceaux avec le noſtre, & ſur ce conſentir leurs lettres à part, abſouldrons & deſchargerons auſſy iceux des Eſtatz des ſerments qu'ils ont a nous, & ferons commandement à noſtre amé & feal le Chancelier & Conſeil de Brabant, noſtre Gouverneur & Conſeil de Luxembourg, de Gueldres, de Haynaut, de Hollande, de Zelande, Namur & tous autres Juſticiers, & Officiers & chacun d'eux qu'il appartiendra, que ladicte Paix ils entretiennent, & facent entretenir en chacun deſdicts poincts & articles, ſans faire ou ſouffrir faire au contraire en aucune maniere, car ainſy nous plaiſt-il, & pour ce que de ces preſentes l'on pourra avoir affaire en pluſieurs & divers lieux, l'on adjouſtera foy aux vidimus, qui en ſeront faicts ſoubs Sceaux authenticques comme aux lettres origineles, & afin que le tout demeure ferme & ſtable, nous avons à ceſdictes preſentes lettres faict mettre & appendre noſtre ſcéel de verité, & ſi requerons en outre noſtre beau Couſin le Sieur de Beures, auſſy noſtre Couſin le Sieur de Raveſtain, & Philippe ſon filz, & ſemblablement les Prelats, Nobles, & Villes deſdicts Pays de Brabant, de Luxembourg, Gueldres, Haynaut, Hollande, Zelande, Namur, Zutphen, Vallenchiennes & Malines, vouloir auſſy mectre & appendre leurs Sceaux à ceſdites lettres. Et Nous Adolph de Cleves & de la Marck, Seigneur de Raveſtain, Philippe de Cleves & de la Marck, Seigneur de Winendale, Philippe de Bourgoigne, Seigneur de Beures, Goſſuyn Abbé d'Affleghem, Martin Abbé de Sainct Bernard, Marc Abbé de Grimberghe, Dierick Abbé de Pareq, Anthoine de Brabant Chevalier, Arnout de Hornes, Seigneur de Brimeux, Guillaume de Fontaines, Seigneur de Melen, Jehan de Gaures, Pierre de Herbaix, Jehan Bernaige, Seigneur de Poucke Chevalier, Daniel Buxoren Bourguemaiſtre, Jehan Pinock Chevalier, Michiel Abſolons Chevalier, Philippe de Nele Penſionaire, Deputez de la Ville de Louvain.

Roland de Mol Chevalier, Henry de Mol Bourguemaiſtre, Jehan de Combliel Chevalier, Pierre de Obberghem, Adrien de Scapre, Jehan van Erke Penſionaire, Deputez de la Ville de Bruxelles.

Martin van Rede, Simon van Ghelle Penſionaire, Deputez de la Ville de Tirlemont.

Henry Boinch, Deputé de la Ville de Leeuwe.

Walerin Stevins, Deputé de la Ville de Nivelle, repreſentans tous enſamble les trois Eſtatz des Pays de Brabant.

Raphael Eveſque de Roſence, Abbé de Sainct Bavon, Philippe Abbé de Sainct Pierre, Gerard Abbé de Enain, Guillaume Abbé de Bandeloo, Jehan Abbé de Dronghens, Raſſe Clement de Sainct Martin d'Ipre, Pierre Bogaert, Prevoſt de Sainct Donat à Bruges, Pierre van de Honte, Prevoſt de Renay, Wautier Seigneur du Foſſé, Johan Scalent Chevalier, Seigneur de Izenghien, Colart de Halewyn Chevalier, Adrien du Foſſé Chevalier, Seigneur de Scardau, Cornille de la Barre, Seigneur de Mouſcron, Johan de Clarout, Seigneur de Puthem, Andrieu de la Woeſtyne, Seigneur de Beſſelaere, Joſſe de le Porte, Seigneur de Morſelede, Adrien Vilain Chevalier, Seigneur de Raſſenghien, Gerard van Hangherel, Jehan de Picq, Jacques van de Heule Eſchevins, Pierre Ghiſelins Grand Doyen, Lyevin de Moor, Doyen des Tiſſerands, Deputez de la Ville de Gand.

ANS de J. C. 1488.

Joes de Denbrecq Bourguemaiſtre, Jehan van Lend', Steven van den Gheerſt, Jehan Berth Penſionaire, Deputez de la Ville de Bruges.

Pieter de Langhe, Adrien Paulin, Guillaume de Come, Deputez de la Ville d'Ipre.

Hugue Ganthois, Jehan de Lattre, Jehan François Penſionaire, Deputez de la Ville de Fille.

Amé Pinchon, & Jehan de le Vacquerie, Deputez de la Ville de Doüay.

Arnould d'Eſpineux Chevalier, Jehan le Leu, Jehan le Maire Penſionaire, Deputez de la Ville d'Audenaerde.

Gerard Deſpilkel, Deputé d'Aloſt, & pluſieurs autres Deputez des petites Villes du quartier de Weſt, repreſentants les trois Eſtatz de Flandres.

Guillaume Abbé d'Aumont, Anthoine Abbé de Bonne Eſperance, Michel des Sars Chevalier, Seigneur de Cleryay, Izembar Piettin, Chriſtoffle Gauthier, Servais Wandart, Deputez de Haynaut.

Anthoine de Sains Eſcuyer, Thomas de Karouble, Gobert Herny, Deputez de Vallenciennes tous enſamble repreſentans les trois Eſtatz du Pays de Haynaut.

Jehan Filz, Jacques de Middelbourg en Zelande.

Loüis de Praet Chevalier, au nom de Monſieur de Raveſtain.

Daniel de Herſewes Chevalier, au nom de Monſieur de Beures.

Jehan Vierlos, Meſſire Jehan Dinkas, Meſſire Cornelis Boon, Thierry Fils Cornille, Claes Fils Jacop, Deputez de Ziriczée.

Johan Fils Dierick, & Pierre de Grave, Deputez de la Ville de Romerſwale.

Pierre Fils Simon, & Jehan Fils Gabriel, Deputez de ter Goes.

Guido Fils Jehan, & Henry, Deputez de la Ville de ton Lieu, tous enſamble repreſentans les trois Eſtatz du Comté & Pays de Zelande.

Jehan de l'Eſpinet, Louys Lodenet, & Jacques Sezillon, Deputez du Pays de Namur.

Avons faict mettre nos Sceaux à ces preſentes lettres ſignées de nos mains en abſence d'iceux.

Donné en la Ville de Bruges, le 16. jour de May de l'an 1488. & de noſtre Regne le 3. Ainſy ſigné, Maximilianus, & le Secretaire Hawel.

DXLIV.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, & le Duc de* BRETAGNE. *A Sablé, le 20. Août*, 1488. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 318.

ANS de J. C. 1488.

FRANCE ET BRETAGNE.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France; A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme pour obvier aux guerres & diviſions, & abattre du tout les tres-perilleuſes & tres-dangereuſes entrepriſes faites à l'encontre de nous & de nôtre Roiaume, il ait été beſoin & neceſſaire, qu'aions mis par deux fois une grande & puiſſante Armée, tant l'année paſſée, que cette preſente; ait été auſſi beſoin qu'aions fait marcher nôtre Armée au Païs de Bretagne; ce que nous faiſions à grand regret, pour l'amour qu'avions toûjours porté à nôtre tres-

cher

ANS de J. C. 1488.

cher Cousin le Duc de Bretagne, & à icelui Païs, parquoi eussions bien voulu, que l'on eût pû desors pacifier les différends qui étoient entre nous & nôtredit Cousin. Et combien que avons mis en nôtre obeissance, plusieurs Villes & Places dudit Païs de Bretagne, tellement que par ce moien, & aussi au moien de la Bataille, dont il a plû à nôtre Createur nous donner la victoire, il étoit bien en nous de tirer plus avant; toutefois aiant égard aux remontrances & requêtes à nous faites de par nôtredit Cousin, qui a envoié grande & notable Ambassade devers nous, pour faire & conclure quelque bon Traité de Paix: Nous pour l'honneur & reverence de Dieu, & que verrions la destruction de nôtredit Cousin, & de sondit Païs, avons commis plusieurs grands & notables personnages, pour travailler sur le fait de ladite Paix; & aprés avoir oüi leur rapport, avons finalement été contens de faire cesser nôtredite Armée, & d'accorder à nôtredit Cousin icelle paix. Et sur ce a été fait, passé, accordé, & conclû entre nous & nôtredit Cousin, un bon & fructueux Traité de Paix, en la forme & maniere que s'ensuit.

Premierement, bonne seureté, vraie & perpetuelle paix, & amitié, union, & concorde est, & dorenavant sera à toûjours inviolablement entre le Roi, & le Duc, leursdits hoirs, Successeurs, Païs & Seigneuries.

Et pour ôter les occasions, au moien desquelles ladite Paix se pourroit enfreindre, s'il n'y étoit pourvû, le Duc fera promptement vuider de son Païs tous les étrangers, qui audit Païs se sont mêlez de la guerre contre le Roi, & les envoiera le Duc incontinent hors dudit Païs.

Et avec ce, jamais en quelque tems que ce soit, icelui Duc, ses hoirs, Successeurs, & ceux de sondit Païs, ne recevront ni entretiendront audit Païs aucuns étrangers, qui soient gens pour susciter, pratiquer, ou faire guerre au Roi, & à son Roiaume. Et ainsi l'a promis & juré le Duc solennellement, & le promet & jure sur les Saints Evangiles de Dieu, & sur le fust de la vraie Croix, pour lui, sesdits hoirs, & Successeurs.

Semblablement, pour cette même consideration, & afin d'obvier aux merveilleux inconveniens, qui pourroient avenir audit Païs de Bretagne, si le Duc marioit les Dames ses Filles à aucuns Seigneurs, qui fussent enclins & portez à émouvoir guerres & divisions, icelui Duc voulant à ce obvier, ne permettra que lesdites Dames ses Filles soient mariées au déplaisir & mécontentement du Roi, & contre son gré. Et pour ce a promis & juré, promet & jure solennellement, comme dessus, que toutes les fois que ses affaires seront disposées à faire quelque Traité de Mariage pour lesdites Dames, ce sera par le conseil, avis, & consentement du Roi, & non autrement; attendu mêmement que ledit Seigneur a declaré, qu'il delibere traiter lesdites Dames amiablement & favorablement, comme ses parentes.

Et pour garder, tenir, observer, & accomplir loiaument & de bonne foi tout ce que dit est, tant de faire vuider dudit Païs de Bretagne, & non jamais y recevoir les étrangers, qui se sont mêlez, ou voudroient se mêler ci-aprés de faire guerre au Roi, & à sondit Roiaume, ont accordé, que des mariages d'icelles Dames le Duc fera bailler les scellez des Prelats, Chapitres, Seigneurs d'Eglise, Barons, Nobles, bonnes Villes, & gens des trois Etats dudit Païs de Bretagne, en la meilleure & plus seure forme que faire se pourra. Tous lesquels, avec icelui Duc, s'en obligeront sous les plus grandes censures d'Eglise, qu'ils se pourront obliger, & aussi sous peine de deux-cens mille écus d'or, à appliquer au profit du Roi, en cas de contravention. Le pact & promesse dessus dits neanmoins demeurant en force & vigueur, pour le paiement de laquelle somme de deux-cens mille écus d'or, lesdites bonnes Villes generalement, & specialement la Ville & Comté de Nantes, seront expressément hipotequées, obligées, & affectées. ANS de J. C. 1488.

En outre, vu que le Roi a déja mis en son obeissance les Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin du Cormier, & plusieurs autres dudit Païs de Bretagne; & que si l'ost & Armée du Roi tiroit en avant, ce seroit la totale destruction & perte dudit Païs; le Duc connoissant cela clairement, a voulu & consenti, veut & consent, pour le bien & salvation de sondit Païs, & aussi de lui & desdites Dames ses filles, que lesdites Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, demeurent en la main du Roi, avec leurs Banlieuës, Châtellenies, étenduës, ports, havres, passages, jurisdictions, ressorts, offices, prerogatives, prééminences, droits, profits, & émolumens, & appartenances quelconques, tant sur la mer que en eau douce, & en terre ferme. Esquelles Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, le Roi aura toute puissance de commettre, ordonner, instituer, & destituer tous Officiers, quels qu'ils soient, sans que le Duc ou ses gens y aient que voir, ni que connoître, soit en la mer, soit en eau douce, ou en la terre, sauf en ce qui sera dit & declaré ci-aprés.

Et moiennant ces choses, & aussi pour contemplation des mariages à venir d'icelles Dames, & de ce que le Duc veut & entend traiter, faire, & conclure lesdits mariages, par l'avis, conseil, & consentement du Roi, & non autrement, icelui Seigneur dés à present fait & fera retirer son Ost & Armée hors dudit Païs de Bretagne, en delaissant garnison seulement esdites Villes, qui sont en son obeissance, ou en aucunes d'icelles, ainsi qu'il verra que besoin sera, & pour autant de tems que bon lui semblera.

Et combien que le Roi ait fait plusieurs grans frais, coûts & dépens en cette guerre de Bretagne, & à cause d'icelle, dont il pourroit faire question & demande au Duc, toutefois en faveur & contemplation que dessus, icelui Duc en demeurera quitte & dechargé, & l'en a quitté & quitte le Roi entierement.

Et davantage, le Roi est & sera content, que le Duc reçoive le revenu ordinaire & extraordinaire desdites Villes & Places de Dinan & Saint-Aubin, en retenant par le Roi en sa main la force, autorité, & tout le surplus desdits lieux, mêmement les Clôtures, Ceintures, Murailles, Tours, Portaux, Châteaux, Forteresses, Fossez, Fauxbourgs, & Banlieuës, avec le pouvoir de pourvoir aux offices, & de mettre gens de guerre à la garde desdits lieux, en tel nombre que bon lui semblera, s'il voit que métier en soit. Pour laquelle garde le Duc ne sera tenu de paier aucune chose, fors seulement les reparations necessaires, & les gages ordinaires des Officiers: c'est à savoir, tant ceux qui d'ancienneté y ont accoûtumé d'estre, que ceux qui y étoient au tems que lesdites Villes & Places sont venuës és mains du Roi, à prendre le tout sur le revenu. Pour lequel revenu lever & recevoir, celui ou ceux que le Duc à ce commettra, seront tenus d'avertir prealablement les chefs, qu'il plaira au Roi ordonner esdits lieux, & de faire serment qu'ils n'y viendront pour autre cause, que pour lever & exiger ledit revenu.

Et si pourra neanmoins le Duc faire poursuite par requeste, & non autrement, pour l'entier recouvrement de tout ce que le Roi retient à present esdits lieux de Dinan & Saint-Aubin, aprés que le Duc aura fourni à ce qu'il est tenu de fournir de son côté, quant aux choses dessus dites.

Mais entant que touche lesdites Villes de Saint-Malo & de Fougeres, & leurs appartenances, le Duc n'en pourra faire poursuite de son vivant. Toutefois le Roi a consenti & consent, en faveur & contemplation desdits mariages, que lesdites Dames, aprés le

ANS de J. C. 1488.

trepas du Duc leur Seigneur & Pere, puiſſent faire ladite pourſuite : & s'il eſt lors connû & trouvé, que le Roi n'y ait droit, ſoit à cauſe du titre, qu'il peut & pourra avoir, & qu'il pretend en la totalité dudit Païs & Duché de Bretagne, aprés le trepas du Duc, ſoit par autre juſte titre & moien ; en ce cas, icelui Seigneur rendra & reſtituera pleinement leſdites Villes de Saint-Malo & de Fougeres auſdites Dames, ou à celle d'elles à qui il appartiendra, ou à leurs hoirs procréez de leurs corps, qui naîtront deſdits mariages, faits par l'avis, conſeil, & conſentement du Roi, comme deſſus eſt dit, pourvu qu'il ſoit prealablement rembourſé des miſes & dépenſes qu'il aura faites pour les meliorations, reparations, & Fortifications deſdites Villes & Places de Dinan & Saint-Aubin, en tout & par tout, ſi d'icelles Villes & Places de Dinan & Saint-Aubin, n'eſt autrement appointé entre le Roi & le Duc, avant le trepas d'icelui Duc.

Mais s'il avenoit, que leſdites Dames, ou aucune d'icelles, fuſſent mariées ſans le conſentement, avis & conſeil du Roi, les deſſuſdites Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, enſemble toutes leurs appartenances quelconques, demeureront perpetuellement audit Seigneur, pour en joüir audit cas par lui, & ſes Succeſſeurs Rois de France, comme de leur propre heritage & domaine : & néanmoins ſeront commiſes les peines deſſus declarées.

Au ſurplus, pource que les gens de guerre du Roi auront aucunes fois à loger en la terre du Duc, pour aller & venir auſdites Places & Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, le Duc a conſenti & conſent, qu'ils le puiſſent faire licitement, & loger à Dol, & és-lieux déclos ou deſemparez ; moiennant qu'ils paieront leur écot raiſonnablement, & ne méferont à perſonne, & auſſi qu'ils ne paſſeront outre la Riviere de Dinan.

Et au regard des Villes & Places de Vitré & de Cliſſon, étans pieçà en la main du Roi, il ne ſera tenu de les remettre à autres maintenant, ni pour le tems à venir, fors aux Seigneurs qui les tenoient, lors qu'ils les mit en ſadite main.

Et quant aux autres Places & lieux du Païs de Bretagne, qui par les gens du Roi avoient été priſes & occupées, & qui ne ſont des appartenances deſdites Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, elles ſeront renduës à ceux qui en étoient Poſſeſſeurs au tems de la priſe d'icelles.

Et ſi les gens du Roi, ou autres en ſa faveur, de quelque nation qu'ils ſoient, prenoient ci-aprés aucunes Villes ou Places audit Païs de Bretagne, le Roi en ſera incontinent reparation & reſtitution, à peine de perdre tout le droit qu'il peut avoir & pretendre maintenant, & pour le tems à venir, eſdites Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, & l'appliquer au Duc, & à ſes Succeſſeurs ; & neanmoins demeurera le Roi obligé & tenu à ladite reſtitution.

Et pareillement ſi les gens du Duc, ou autres en ſa faveur, de quelque nation qu'ils ſoient, par ſurpriſe, emblée, ou autrement, prenoient ci-aprés aucunes deſdites Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, le Duc en ſera faire incontinent reparation, & reſtitution, à peine de perdre entierement tout le droit qu'il, & ſes Heritiers & Succeſſeurs, pourroient pretendre eſdites Villes & Places de Saint Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin, à appliquer au Roi, & à ſes Succeſſeurs ; & neanmoins demeurera le Duc obligé & tenu à ladite reſtitution. Ainſi accordé & conclu à Sablé, le vintieme Aouſt 1488.

DXLV.

ANS de J. C. 1488. ANGLETERRE ET AUSTRICHE.

Traité de Confédération & d'Alliance entre MAXIMILIEN *Roi des Romains l'Archiduc ſon Fils, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. Fait à Dordrecht, le 14. de Février*, 1488. Jean Molinet. Chroniques Manuſcrites. Tom. II. pag. 108.

PRemierement que de ce jour en avânt ſera bonne, ſeure entiere & durable amitié, Alliance, Confederation & Union par Terre & par Mer, eaue douce & Rivieres à touſiours durer entre les Princes ſuſdicts, leurs hoirs, leurs Seigneuries, Pays, Dominations, Vaſſaux & tous leurs ſubjects preſents & à venir, Eccleſiaſticques & ſeculiers, de quelque degré ou condition qu'ils ſoyent, tellement que tous leurs Vaſſaux & Subjects d'un coſté & d'autre feront plaiſir & amitié les uns aux autres en tous lieux & Places, & chacun des autres devront enſuivant toute bonté & honneur traicter en amour, & que franchement & certainement de chacun coſté devront revenir à tous leurs biens meubles Seigneuries & gaignage autant du coſté de la Mer, que de l'autre des deſſuſdicts Princes en tout ou en partie, ils reviendront & demoureront tant qu'ils vivront, & franchement pourront partir toutes & quantes fois qu'il leur plaira avec leurs navires ſoient à eux empruntez ou louez, chariots, charrettes, chevaulx, armures, marchandiſes, biens & autres choſes quelles qu'elles ſoyent ſans avoir empeſchement tant par Terre come par Mer & eaue douce, ainſi qu'en leur propre Pays & marché ſeroit donné congé de ce faire, ſi que par ce moyen ne leur convient ny conviendra quelque ſaufconduit general ny particulier, ſauf touſiours les bons Statuts & Couſtumes des Villes, Royaumes & Places, par leſquelles ce deſſuſdict traicté ne ſoit corrompu, ny amoindry.

Item que Nous, nos hoirs, ou ceux à venir en toutes leurs autres Confederations & Alliances, qui avec autres Princes, Univerſitez, Compagnies ou quelques autres perſonnes ont faict contract, qui puiſſe regarder ou toucher au Roy d'Angleterre ſeront comprins par cela endroict tous ceux qui y voudront eſtre comprins enſamble leurs hoirs, & ceux à venir, & de l'autre coſté devront ledict Roy d'Angleterre ſes hoirs, ceux à venir, & tous leurs confederez & Alliez, qu'ils ont avec autres Princes, Univerſitez, Generalitez, Compagnies ou aucunes autres perſonnes pourront traicter & beſoigner touſiours, ſauf Nous, nos hoirs, & ceux advenir, y comprendre ceux, qui y vouluſſent eſtre comprins.

Item eſt accordé & baillé, que nulles deſdictes parties ne pourra donner, faire, ny ayder de conſeil ou faveur les Ennemis apparents de l'autre coſté, que iceux voudront faire grief, ou nuiſance par Terre, par Mer, par eaue douce & riviere, ains devront ſecourir l'un & l'autre fidelement de nobleſſe & de gens de guerre toutes & quantes fois il en ſeroit beſoing.

Toutes leſquelles amitiez, Confederations & Alliances enſamble leurs Traitez, Accords & Concluſions, Nous MAXIMILIAN Roy des Romains, & Philippe Duc deſſus nommez promettons en parolle de Roy & Prince par ces preſentes pour noſtre coſté, & d'autant & ſi avant, qu'il nous regarde, touche & eſt en nous, en tous leurs poincts & chacun d'eux ſans enfraindre, mais accomplir. En cognoiſſance de toutes & chacune des choſes deſſuſdictes ſi en avons nous ces lettres ouvertes & patentes par nous faict faire & ſceeller de noſtre ſceel y appendant en abſence de noſtre grand ſceel. Donné en noſtre

ANS de J. C. 1488.

stre Ville de Dordrecht, le 14. jour de Fevrier de l'an 1488. & de noſtre Regne le 3. le contenu de cette Alliance fut publiée à Vallenchiennes le 4. jour du mois de Mars, come auſſi es autres Villes voiſines.

DXLVI.

ANS de J. C. 1489. FRANCE ET AUTRICHE.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* MAXIMILIEN *Roi des Romains. A Francfort le 22. Juillet* 1489. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 321.

AU nom & à la loüange de Dieu nôtre Createur, & de toute la Cour celeſte, Paix finale, bonne Alliance, & intelligence à toûjours eſt faite, promiſe, & jurée entre tres-hauts & tres-puiſſans Princes, MAXIMILIEN, par la grace de Dieu Roi des Romains, tant en ſon nom, qu'au nom & ſoi faiſant fort de Monſeigneur Philippe, Archiduc d'Autriche, mineur d'ans, leurs hoirs, Païs, Seigneuries & Sujets d'une part; & tres-haut, tres-excellent, tres-puiſſant & tres-Chretien Prince CHARLES, par icelle même grace Roi de France, & Marguerite ſa femme & épouſe, leurs hoirs, Païs, Seigneuries & Sujets, d'autre part, par laquelle toutes rancunes, haines & malveillances des uns envers les autres ſont miſes jus, & ôtées, & toutes injures de fait, & de paroles remiſes & pardonnées.

Item. Eſt aviſé, que pour plus grande ſeureté de ladite Paix, & pour être perpetuelle à toûjours la preſente union & amitié, que la vûë des deux Rois eſt neceſſaire; & à cette fin, dés à preſent le Roi des Romains envoiera ſes Ambaſſadeurs devers le Roi tres-Chretien ſon beaufils, pour aviſer du jour & du lieu prés la frontiere, où ils devront convenir enſemble & s'entre-voir; auquel jour & lieu ainſi conclu, un chacun d'eux ſe trouvera ſans aucune difficulté.

Item. Quant à la reſtitution des Duché de Bourgogne, & Comté de Charolois, enſemble des fruits & levées d'iceux demandez par les Ambaſſadeurs & Orateurs du Roi des Romains, nagueres étans pardevers le Roi tres-Chretien ſon beaufils, pour ce que le Roi tres-Chretien a répondu en vouloir faire ſelon juſtice, enſuivant le Traité de Paix de l'an 1484. comme plus amplement il entend de dire à ladite aſſemblée, ledit Roi des Romains ſon beaupere, pour le bien Paix, conſent que cette demande ſoit differée & remiſe juſqu'à ladite vûë & aſſemblée.

Item. Sur ce que le Roi tres-Chretien demande la Ville de Saint-Omer lui être dés à preſent renduë, le diférend de ce preſent article ſera remis à la vûë & aſſemblée deſdits deux Rois.

Item. Au regard de ce que leſdits Ambaſſadeurs ont demandé touchant le fait des Païs de Flandres, Brabant, & leurs adherans, ledit Roi tres-Chretien deſire de tout ſon cœur pour le bien de mondit Seigneur l'Archiduc ſon beaufrere, qu'ils ſoient remis en bonne Paix, & qu'ils ſe conduiſent honneſtement & reveremment envers ledit Seigneur Roi des Romains, ainſi qu'il apartient. Et à ce faire les induira par toutes voies deuës & poſſibles; & promet de bonne foi, autant qu'il peut promettre, d'y faire & de s'y emploier loiaument & diligemment pour ledit Roi des Romains, tout ainſi qu'il voudroit être fait pour lui en pareil cas, & d'y garder de tout ſon pouvoir l'honneur & le profit dudit Sieur Roi des Romains, dautant qu'il reputera dorenavant leurs fortunes être communes, puiſque l'on vient à réünir & reintegrer la paix, amour, bien-veuillance, & alliance entr'eux; & pour plutoſt y donner fin & concluſion, l'on fera envoier par les Etats dudit Païs, d'un parti & d'autre, des gens aians ample pouvoir de travailler & conclure en la pacification des diférends, qui peuvent être entre ledit Sieur Roi des Romains & eux, ſans qu'il ſoit plus beſoin de retourner devers ceux qui les envoieront pour la concluſion deſdites matiéres; & cependant ne ſe fera aucun exploit de guerre d'un côté, ni d'autre. Et aſſure le Roi tres-Chretien ledit Roi des Romains ſon beaupere, qu'il entend en cette matiere, & en toutes autres, garder ſon honneur & ſon profit, & n'y avoir point d'autre regard, comme par experience il le montrera; car il ſait bien qu'en gardant l'amitié de ſondit beaupere, il la doit preferer à toutes autres amitiez; ce qu'il lui promet en bonne foi, & parole de Roi de France.

ANS de J. C. 1489.

Item. Et entant que touche les priſonniers & ſerviteurs d'icelui Roi des Romains, qui furent pris à Bruges, & qui de preſent ſont detenus à Gand, ou ailleurs, le Roi tres-Chretien fera tellement qu'ils ſeront delivrez à pur & à plein, quittes de toutes compoſitions & dépenſes; & ſi aucuns avoient déja compoſé, ou paié finance, ils en ſeront rembourſez.

Item. Et au ſurplus, le Roi des Romains, à la requeſte dudit Roi tres-Chretien ſon beaufils, reprendra en ſa bienveillance Meſſire Philippe de Cleves, & lui permettra joüir des terres & biens, qui lui pouvoient competer & apartenir, tant par lui comme à cauſe de Madame ſa femme.

Item. Et ſeront compris en ce preſent Traité de Paix, les Alliez d'un parti & d'autre, pour eux, leurs hoirs & ſujets, ſi compris y veulent être, ce qu'ils ſeront tenus de declarer dedans ſix mois prochains venans; & d'iceux leurſdits alliez ſeront tenus leſdits Rois faire expreſſe declaration; lors qu'ils jureront d'entretenir ce preſent Traité de Paix.

Item. En ce preſent Traité eſt compriſe la perſonne de Madame la Ducheſſe de Bourgogne, veuve du feu Duc Charles, & lui ſera renduë la joüiſſance de ſes Terres de Chauſſin & de la Perriere; & autres choſes qui lui peuvent competer & doivent apartenir, tant à cauſe de ſon doüaire, qu'autrement, ſelon la forme & les conditions contenuës à plein, & declarées és articles faiſans mention d'icelle reſtitution au Traité de Paix de l'an 1482. leſquels articles ſeront tenus pour inſerez de mot à mot en ce preſent traité.

Item. Les ſujets d'un côté & d'autre retourneront en leurs biens immeubles, à ſavoir, les ſujets & ſerviteurs du Roi des Romains, & de mondit Seigneur l'Archiduc ſon fils, à tels biens qu'ils peuvent avoir ſituez dans les Roiaumes, Païs & Seigneuries du Roi tres-Chretien; & les ſujets & ſerviteurs d'icelui Roi tres-Chrétien, aux biens qu'ils peuvent avoir és Païs & Seigneuries deſdits Roi des Romains, & Archiduc ſon fils, tant à ceux dont ils joüiſſoient devant les diviſions, que depuis le Traité de Paix de l'an 1482. Et quant aux fruits & levées des heritages & rente, tout ce qui aura été donné & levé depuis le commencement deſdites diviſions, juſqu'au jour de la Paix, par commandement des Princes, leurs Lieutenans, ou commis, demeurera donné & levé, & n'en pourra jamais eſtre faite pourſuite contre les Commiſſaires qui s'en ſont entremis, ni contre ceux qui les ont receus, ou qui en ont profité. Quant aux arrerages des rentes & cens, dont les termes ſont échus, afin d'en oſter toutes matieres de procés, ils demeureront à ceux qui en ont le don par lettres patentes.

Item. Quant à toutes autres choſes mobiliaires, quelque don qui en ait été fait, ſi elles n'ont été levées & tranſportées des lieux & maiſons, où elles étoient auparavant leſdites guerres & diviſions, ce qui s'en trouvera eſtre en iceux lieux & maiſons aprés la paix publiée, appartiendra à celui ou ceux à qui leſdits lieux étoient auparavant la guerre, & les pourront pren-

ANS de J. C. 1489.

prendre & lever, s'ils les y trouvent, sans qu'on leur puisse bailler sur iceux aucun trouble ou empêchement, pour quelque cause que ce soit.

Item. Touchant Frere Jean d'Euffigny, Abbé du Montier Saint Jean, Messires Claude de Thoulongeon, Seigneur de Bastie, Antoine Raulin, Seigneur d'Esmeryes, Claude de Thoulongeon, Seigneur de Traves, le Seigneur de Villerval, Frere Jean de Gommebaut, Estienne Dunereſt, & Jean Breseille, pour lesquels les Ambassadeurs & Commis du Roi des Romains ont requis qu'ils fussent compris en ce present Traité de Paix, a été repondu qu'ils y sont compris, & pourront retourner seurement au Roiaume, Païs, & Seigneuries du Roi tres-Chretien, & rentrer dans leurs biens, où qu'ils soient situez, tant audit Roiaume, qu'au Dauphiné, & ailleurs.

Item. Aprés la dessusdite veuë & assemblée, & que le Roi tres Chretien aura declaré finalement audit Seigneur Roi des Romains, son beaupere, les causes, de la detention de Monsieur d'Orleans, si ledit Sieur Roi des Romains persiste en la requeste qu'il a faite pour ledit Sieur d'Orleans, il sera lors avisé de la forme d'y proceder, en baillant seureté & caution raisonnable & sufisante, au Roi, & au Roiaume de France, qu'il ne leur aviendra jamais mal ni dommage pour le fait dudit Sieur d'Orleans.

Item. Et outre plus, le Roi tres-Chretien accorde en faveur & à la requeste dudit Roi son beaupere, que les Villes & Places Fortes quelconques du Païs de Bretagne, qui étoient en la puissance & jouïssance du Duc dernier trépassé, au tems du traité & apointement dernier fait entre icelui Seigneur & ledit Duc, soient dés maintenant remises és mains de Madame Anne de Bretagne, aînée fille d'icelui feu Duc, moiennant & à condition qu'elle sera tenuë de faire vuider & sortir entierement les Anglois hors dudit Païs de Bretagne, & baillera bonne caution & seureté de ne mettre ci-aprés lesdits Anglois esdites Places & Forts.

Avec ce, au cas dessusdit, c'est à savoir, que ladite Dame Anne sasse vuider entierement lesdits Anglois hors du Païs de Bretagne, & qu'elle baille ladite caution & seureté; le Roi tres-Chretien, en faveur dudit Roi son beaupere, consent en outre, que les Places & Villes de Saint-Malo, Fougeres, Dinan & Saint-Aubin, dont mention est faite audit traité, soient mises en neutralité, & que Messeigneurs les Ducs de Bourbon & Prince d'Orange tiennent lesdites Places neutres, c'est à savoir, ledit Seigneur Duc de Bourbon, en son nom, & ledit Prince d'Orange sous le nom dudit Sieur Roi des Romains.

Et pour ce que lesdites Villes & Places de Saint-Malo, Fougeres, Dinan, & Saint-Aubin sont mises en neutralité és mains desdits Sieurs Roi des Romains, & de Bourbon, par la maniere devant dite, ils promettront & bailleront leurs scellez de les rendre & delivrer à celle des parties à qui le droit en apartiendra.

Duquel droit, & de toute la question qui peut en être entre ledit Roi tres Chretien & ladite Dame Anne, sera dit au plutost que possible sera, & au plus tard dedans un an prochain venant, par Juges non suspects, à ce ordonnez, du consentement des parties.

Et ladite Dame Anne poura envoier à ladite assemblée des susdits deux Rois, ses Ambassadeurs, Conseillers & serviteurs, de quelque état ou condition qu'ils soient, jusqu'au nombre de cent personnes, & au dessous, sans que pour cela ils soient tenus demander ni avoir autre seureté ou saufconduit.

Item. Et par ce present Traité les deux Rois demeureront en leur entier en autres choses non compriſes en icelui, pour les pouvoir demander & poursuivre par voie de justice comme il apartiendra, & non autrement.

Item. Et feront dés à present lesdits Rois publier le Traité de Paix de l'an 1482. dont és articles precedens est fait mention. ANS de J. C. 1489

Item. Et pour plus grande seureté des choses accordées & concluës, ils bailleront l'un à l'autre reciproquement leurs scellez avec les scellez des Princes, Seigneurs & bonnes Villes, qui seront avisez & nommez par ledit Roi tres-Chretien, & les Ambassadeurs que de present envoie devers lui ledit Sieur Roi des Romains son beaupere; lesquels scellez desdits Princes, Seigneurs, & Villes, ainsi avisez, une chacune desdites parties fournira à l'autre au jour & au lieu qui seront pris & accordez par ledit Roi tres-Chretien, & les Ambassadeurs dessusdits; & avec ce, les parties se soumettront à la coërtion & contrainte de nôtre Saint-Pere le Pape, sous les fulminations & censures de l'Eglise.

Lequel Traité de Paix, en tous & chacuns les points & articles ci-dessus contenus, nous susdits Ambassadeurs, Procureurs, & Commis desdits Rois & Princes, avons promis & promettons loiaument & de bonne foi, sous nôtre honneur, au nom d'iceux, de fermement entretenir & accomplir de point en point, & les faire solennellement jurer, ratifier, confirmer; & aprouver par iceux Princes; & de ce, en faire bailler & delivrer leurs lettres patentes en forme deuë & suffisante, d'une part & d'autre.

Double de la confirmation d'iceux articles faite par le Roi des Romains, tant en son nom, que pour son fils l'Archiduc.

MAXIMILIEN, &c. Nous en exerçant office de Roi, & voulant avoir la fruition des biens qui viennent de Paix, & à nôtre pouvoir éviter les maux infinis & detestables, qui de la guerre s'ensuivent & proviennent, à l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, qui n'a voulu à nul mortel laisser aucune faculté de donner paix, mais s'en est voulu reserver la totale distribution, comme auteur & Prince d'icelle, & en reverence de sa glorieuse vierge mere, avons agréé, ratifié, & aprouvé, agréons, ratifions, & aprouvons par ces presentes signées de nôtre main, & en bonne foi & parole de Roi promettons & jurons entretenir, & faire entretenir ledit Traité de Paix en tous & chacuns ses points & articles ci-dessus accordez, & ce tant en nôtre nom, que pour & au nom de nôtre tres-cher fils l'Archiduc, duquel nous nous sommes faits & faisons forts; & aussi aux noms de nos Successeurs & des siens, sans jamais aller pour nous, nôtredit fils, ou nosdits Successeurs au contraire dudit Traité, & d'aucuns des points & articles ci-dessus écrits & accordez. Et s'il avenoit, ce que Dieu ne veüille, que par nous, nôtredit fils, nos Successeurs ou autres de par nous, il fût contrevenu à aucuns desdits points & articles ci-dessus accordez, Nous consentons, que les Princes, tant de nôtre sang, comme autres nos sujets, & les trois Etats des Païs & Seigneuries de nous, & de nôtredit tres-cher fils, ne nous donnent aucune aide, faveur, secours, ou assistance; & que la contravention & défaut, si aucuns sont faits, soient reparez & remis. Et pour mieux encore faire, nous avons audit cas les susdits Princes & Seigneurs de nôtre sang, gens des Etats des Païs & Seigneuries de nous, & de nôtre tres-cher fils, qui par nôtre ordonnance bailleront ci-aprés leurs scellez pour l'entretenement & seureté d'icelui traité, quitté & quittons par ces presentes de tous services, aides & assistances, que faire nous pouroient. Si donnons en mandement aux gens du Grand Conseil de Nous, & de nôtre tres-cher & tres-amé fils, & à tous nos Baillifs, Senéchaux, Prevosts Juges, Officiers, ou leurs Lieutenans, & à chacun sur ce requis, si comme à lui apartiendra, que ces presentes ils verifient & enregistrent en leurs Cours & Audi-

ANS de J. C. 1489. Auditoires, & tout le contenu en icelles gardent & observent de point en point, sans aller, ni souffrir aller ou faire au contraire, en quelque maniere que ce soit: car ainsi nous plaist-il, voulons, & ordonnons être fait. Et pour ce que de ces presentes l'on pouroit avoir affaire en plusieurs & divers lieux, voulons qu'au *vidimus* d'icelles, ou à l'extrait d'aucuns des points & articles ci-devant contenus, fait sous les sceaux par nous ordonnez aux contrats dans les Païs & Seigneuries de Nous, & de nôtredit fils, ou sous autre scel autentique, foi soit ajoûtée en jugement & dehors comme à ces presentes. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toûjours, nous avons fait mettre & aposer nôtre scel à cesd. presentes, sauf en autre chose nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Francfort le 22. jour de Juillet l'an 1489. & de nôtre regne le quatrieme. Ainsi signé, Maximilien. Et au dessous: Par le Roi, Monseigneur le Comte de Nassau, la Mouche de Vere, le Prevost du Liege, & autres presens, de Brioul.

DXLVII.

ANS de J. C. 1489. AUTRICHE ET FLANDRES.

Traité de Paix entre MAXIMILIEN *Roi des Romains, & l'Archiduc* PHILIPPE *son Fils, d'une part, & ceux du Pays de* FLANDRES, *d'autre. Au Montils-lés-Tours, le premier Octobre* 1489. Jean Molinet, Chroniques Manuscrites. Tom. I. pag. 129. *&* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 326.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme naguere nous aions fait bonne, loiale, & perpetuelle paix, amitié & alliance, avec tres-haut & tres-puissant Prince, nôtre tres-cher & tres-amé frere & beaupere, le Roi des Romains, tant en son nom, que pour & au nom de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin, l'Archiduc PHILIPPE d'Autriche Comte de Flandres, son fils, ainsi que plus à plein est contenu au traité d'icelle paix faite & concluë en la Ville de Francfort, par lequel traité entre autres choses a été appointé & entendu, que pour la pacification des diférens, qui pouvoient être entre eux d'une part, & ceux du Païs de FLANDRES d'autre, lesdits de Flandres députeront gens aians toute puissance d'y besogner, & à cette cause nôtredit beaupere ait presentement envoié pardevers nous nôtre cher & amé Cousin Engelbert, Comte de Nassau, Chevalier, son premier Chambellan, & nos chers & bien-amez Philippe de Veron, dit la Mouche, premier Ecuier d'écurie de nôtredit Frere & Cousin l'Archiduc, Maître François de Busteidin, Prevost de Liege, Conseiller & Maître des Requêtes de l'Hôtel de nôtredit beau-pere, ses Ambassadeurs, & avec eux Maître Paul de Bacust, Président de la Chambre du Conseil en Flandres, Philippe de Contai, Sieur de Foreest, Maître Jean Sauvage, ses Conseillers, & Maître Loüis Courroi, son Secretaire, & il soit que pareillement lesdits de Flandres nous aient envoié leurs Deputez, c'est à savoir, nos chers & bien-amez, Raphaël, Evêque de..... Abbé de Saint-Bavon, Louis de Bruges, Seigneur de la Gruthuze, Chevalier, Prince de Stechuze, Adrian Villan, Sieur de Resseghem, Jean de Nieuwenhouë, aussi Chevalier, Maître Pierre de Ligne, Prevost de Renais, Antoine de Fontaines, Maître Jean de Bure, Jean de la Vallée.... Savoir faisons, que nous, ce consideré, & la grande & singuliere amour, confiance & seureté, que nôtredit beaupere prend en nous, ainsi que lesdits Comte de Nassau, Philippe de Veron, & le Prevost de Liege, ses Ambassadeurs, nous ont certifié & affirmé, & attendu que desdits diférends lesdits de Flandres se sont entierement soumis à nous comme à leur Souverain, ainsi qu'il nous a apparu par le pouvoir donné à leursdits Députez, lequel tenons pour sufisant. Nous, pour ces causes, & autres raisons à ce nous mouvans, & mêmement pour le bien de paix, & afin d'éviter les innumerables maux & inconveniens de la guerre, avons par l'avis & deliberation des Princes de nôtre Sang, & gens de nôtre Conseil, fait concevoir & rediger par écrit certains Articles de Paix, en quoi a été tellement besogné, que aprés plusieurs grandes & notables communications sur ce tenuës par les gens de nôtredit Conseil, tant avec lesdits Ambassadeurs d'icelui nôtre beaupere, que avec lesdits Deputez de Flandres, a été fait, passé, & conclu un Traité de Paix en la forme & maniere qui s'ensuit.

ANS de J. C. 1489.

Premierement, ledit Seigneur Roi des Romains sera reintegré pleinement & paisiblement en la Mainbourgie, & tutelle de Monseigneur l'Archiduc Philippe son fils, Comte de Flandres, & en ce nom aura plein, paisible, & entier Gouvernement dudit Païs & Comté de Flandres, & en tel état, autorité & obeissance, qu'il avoit avant le commencement desdits diférends entre lui & ceux de Gand, Bruges, Ypres, & leurs adherans.

Item, ceux qui depuis le commencement desdits diférends ont été * en loi esdites Villes de Gand, Bruges, & Ypres, supplieront en toute reverence & humilité, audit Seigneur Roi des Romains, en. sa presence, ou de celui qui à ce sera de par lui commis, que le plaisir dudit Seigneur soit de les recevoir en sa grace, & leur pardonner toute l'offense qu'ils pourroient avoir faite & commise envers lui & mondit Seigneur l'Archiduc son fils, & diront que s'ils l'avoient à faire, ils ne le feroient jamais; laquelle requête se fera en chacune desdites Villes, ou au devant des Portes d'icelle Ville, ainsi que mieux plaira audit Seigneur Roi des Romains, & par chacune desdites loix separément. Et seront ceux qui la feront, vétus de noir, desceints, nuë tête, & à genoux.

* C'est-à-dire, qui ont été Echevins.

Item, sur ce que les Ambassadeurs dudit Seigneur Roi des Romains, ont demandé la Maison de Cracimbourg, assise sur le marché de Bruges, être démolie, à cause que icelui Seigneur y fut detenu; & que en ce lieu fût construite une Chapelle avec certaines fondations; il a été avisé que ce point & article sera remis à la vûë des deux Rois, dont mention est faite au Traité de Francfort, lesquels Seigneurs alors aviseront ce qui en devra être fait pour le bien & seureté d'icelle paix, & semblablement aviseront sur certaines autres fondations, que lesdits Ambassadeurs aviseront être faites esdites Villes de Gand & Bruges, pour le remede des ames de ceux qui ont été executez durant lesdits diférends.

Item, pour faire vuider les gens de guerre d'icelui Seigneur Roi des Romains hors du Païs de Flandres, & pour recouvrer sa bonne grace, & aussi pour consideration des grandes pertes, dommages, & interests, que icelui Seigneur & mondit Seigneur l'Archiduc son fils ont eûs, en ce qu'ils n'ont joüi dudit Païs de Flandres durant lesdits diférends, duquel Païs ils n'ont cependant reçû aucuns profits, ceux d'icelui Païs de Flandres paieront audit Seigneur Roi des Romains, la somme de trois-cens mille écus d'or, de trente-six sols Parisis piece, revenans à la somme de cinq-cens vint-cinq mille livres tournois, ou à la valeur qu'ils seront paiez à la monnoie aiant cours audit Païs de Flandres, selon la reduction qui sera faite des monnoies par ledit Seigneur Roi des Romains, & les Etats d'icelui Païs, laquelle reduction lesdits de Flandres dés à present consentiront, dont le paiement se fera à trois ans, & à trois termes pour chacun an; c'est à savoir, à Noel, Pâques, & Saint Jean, qui est pour chacun an le tiers de ladite somme, sauf que pour plustôt faire partir lesdits gens de guerre hors d'icelui

ANS de J. C. 1489.

Païs de Flandres, les paiemens des deux premiers termes se feront à Noel prochainement venant, de laquelle somme de cinq-cens vint-cinq mille livres tournois, mondit Seigneur l'Archiduc aura six-vints mille livres tournois, & Madame la Duchesse Marguerite Doüairiere, vint & un mille livres tournois, pour les dommages qui lui ont été faits pendant lesdits diférends, à laquelle Dame sera paié pardessus tel reste qui lui peut être dû par lesdits de Flandres, à cause de la composition par eux faite en l'an quatre-vints. Et à l'égard de ceux qui ont été endommagez hors exploit de guerre, pour lesquels les Ambassadeurs dudit Seigneur ont fait doleance, ils auront aussi la somme de quarante mille livres tournois, qui seront distribuées & départies entre eux, par l'ordonnance & bon plaisir dudit Seigneur Roi des Romains.

Item, que le Domaine dudit Païs & Comté de Flandres sera remis & reduit à ce qu'il étoit du vivant des feus Ducs Philippe & Charles, Seigneurs d'icelui Païs, sauf les parties venduës par eux, & par feuë Madame la Duchesse Marie, Comtesse de Flandres, leur fille.

Item, que lesdits de Flandres accompliront ce qui est contenu en certain Article dudit Traité de Francfort, faisant mention de la délivrance des prisonniers, qui furent menez à Gand, le tout selon ledit article, & comme s'il fût ici inseré; & demeure Messire Volfang de Polham quitte de la foi qu'il peut avoir donnée audits de Flandres, ou autre pour eux.

Item, que sur le paiement de ladite somme de cinq-cens vint-cinq mille livres, sera faite à ceux de la Ville d'Ypres, touchant leur cotte & portion, telle moderation & déduction, que l'on a accoûtumé quand aucuns deniers sont imposez, & mis sus audit Païs de Flandres, & ce qui leur sera ainsi moderé & rabatu se recouvrera sur les autres Villes & quartiers contribuables, à laquelle somme de cinq-cens vint-cinq mille livres ne contribueront aucunement ceux des Villes d'Oudenarde, Allost, Tenremonde, Hulst, Nieuport, Furnes, Dixmude, Dunkerque, Bergues, Bourbourg, Gravelines, Furnes-Ambacht, Bergues-Ambacht, Bourbourg-Ambacht, Loo, & Lombardic; & au cas que és Villes qui contribueront à ladite somme, soit fait assiete par têtes, ceux desdites Villes qui se seront retirez en l'obeissance dudit Seigneur Roi des Romains durant lesdits diférends, n'y seront assis.

Item, & pour le bien & seureté de cette paix, est faite pleine, generale, & entiere abolition, & pardon à tous ceux qui se sont mêlez desdits diférends depuis l'an 1482. Et à l'égard d'aucuns, qui furent reservez par la Paix de Flandres faite en l'an 1485. ils seront & sont compris en cette presente paix, pour l'honneur & reverence de ce qu'il a plû au Roi en faire instance, & que le Roi des Romains son beaupere lui voudroit bien complaire en plus grandes choses.

Item, que tous banniſſemens, de quel parti qu'ils aient été faits, mouvans des diférends, partialité, & Gouvernement desdits Païs depuis ladite Paix de l'an 1482. seront & sont mis au neant, & toutes rancunes, injures, & malveillances pardonnées, réservé ce dont il y a procés; lesquels procés seront renvoiez où il apartiendra selon le Traité de ladite Paix de 1482. & l'article qui ci-aprés sera touché.

Item, que chacun d'un parti & d'autre retournera à tous ses biens, quels qu'ils soient, assis en l'Empire, au Roiaume, & és Païs de mondit Seigneur l'Archiduc, selon les articles & provisions de ladite Paix de l'an 1482. & dudit Traité de Francfort.

Item, que tout ce qui a été donné, levé, & quitté des frais & revenus des heritages, ou arrerages des rentes, tant sur les Corps des Villes, que sur les particuliers, appartenans à ceux qui étoient pour lors en Païs contraire, demeurera ainsi quitte, & ne s'en pourra faire poursuite; & si les personnes, biens, ou Marchandises des Bourgeois & manans és Villes du Parti des deux Rois, ou dudit Païs de Flandres, qui devoient lesdites rentes, étoient de present ou au tems à venir, arrêtez, ou empêchez pour lesdits arrerages, donnez, levez, ou quittez, ledit empêchement sera incontinent ôté.

ANS de J. C. 1489.

Item, que ledit Seigneur Roi des Romains, comme Procureur & Mainbourg de mondit Seigneur l'Archiduc son fils, sera donner tel ordre & police audit Païs de Flandres, que marchandise y aura cours seur & paisible, & que ceux de Flandres qui seront en Païs voisins, ne seront point empêchez en corps, ni en biens, par gens de guerre, ni autrement, pour soldes, ou choses aucunes du tems passé.

Item, que pour satisfaire aux sommes de deniers qu'il conviendra fournir à cause de ce present Traité, ledit Seigneur Roi des Romains, comme Procureur & Tuteur de mondit Seigneur l'Archiduc, consentira & consent, que lesdites Villes de Gand, Bruges, Ipres, & autres contribuables à la somme dessus declarée, puissent vendre rentes sur elles, & à ce dés-à-present ledit Seigneur les autorise, & aussi les venditions des rentes qui ont été passées par icelles Villes durant lesdits diférends, si avant que le peuple y aura consenti en la maniere accoûtumée.

Item, pareillement tout ce qui a été fait durant lesdits diférends au nom de mondit Seigneur l'Archiduc, en icelui Païs de Flandres, par Monseigneur Philippe de Cleves son Lieutenant, la Chambre du Conseil.... demeurera fait, & n'en sera rien retracté, sauf entant qu'ils pourroient avoir engagé ou aliené aucune chose du Domaine ou des droits appartenans à mondit Seigneur l'Archiduc, & sur ce que mondit Seigneur Philippe de Cleves, a fait requête pour être reçû à remontrer en tout honneur & reverence ses justifications, & aussi qu'il soit entretenu en ses états, offices, & pensions, qu'il a toûjours eûs d'iceux Roi des Romains & Archiduc, desquels il s'est continuellement tenu & tient tres-humble serviteur & sujet, a été dit, que ledit Monseigneur Philippe est compris audit Traité de Francfort, & que le Roi tres-Chrêtien parlera de cette requête au Roi des Romains quand ils se verront.

Item, que l'estape de Bruges & les nations, seront pour le bien de la marchandise, gardez & entretenus comme ils ont été de tout tems en ladite Ville.

Item, que les procés qui sont au Grand-Conseil desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc son fils, pour raison des personnes ou des biens étans du ressort de la Cour de Parlement à Paris, seront renvoiez selon l'Article de ladite Paix de l'an 1482. & à faute de renvoi, les parties à qui il touche se pourront pourvoir par justice là où il appartiendra.

Item, que des sentences renduës par défaut & contumace d'une part & d'autre durant lesdits diférends, sera fait tout ainsi qu'il fut en pareil cas ordonné & avisé par ladite Paix de 1482.

Item, que les prisonniers de guerre d'un parti & d'autre, qui ont paié leurs rançons, seront delivrez, & ceux qui ne l'ont encore paiée, seront mis à gracieuse finance & rançon, & moiennant icelle delivrez.

Item, & quant au fait des privileges, les Deputez de Flandres ont répondu qu'ils n'ont aucun pouvoir de besogner en cette matiere, mais au contraire ont charge expresse de requerir la confirmation de tous & quelconques leurs privileges, selon & ensuivant ladite Paix de 1482. Il a été apointé que lesdits de Flandres seront entretenus és privileges & usages, dont ils ont joüi du vivant des feus Ducs Philippe & Charles, & auparavant du tems de leurs Predecesseurs Comtes de Flandres; & en tant que touche les nouveaux privileges, qu'ils ont obtenus depuis le trépas dudit feu Duc Charles, à la prochaine vûë & assemblée desdits deux Seigneurs Rois ils envoieront leurs gens & dépu-

ANS de J. C. 1489.

& députez, aiant pouvoir, instruction, & charge suffisante pour besogner sur la moderation desdits privileges nouveaux, en ce que l'on trouvera que aucune moderation en devra être faite; & par ce present Traité & apointement de Paix est mis au neant le dernier traité & apointement fait en ladite Ville de Bruges l'an 1488. & en seront renduës les Lettres comme cassées & de nulle valeur.

Item, que lesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc bailleront leurs Lettres patentes au Roi tres-Chretien, & aussi à ceux de Gand, Bruges, & Ipres, par lesquelles ils promettront, & jureront sur leur honneur, & en parole de Roi & Prince, entretenir ausdits de Flandres, & faire entretenir tant en general qu'en particulier ce present Traité, & ladite Paix de 1482. en tous ses points & articles y contenus concernant le fait de Flandres, sans jamais aller, ni venir, ni soufrir aller au contraire, en quelque maniere que ce soit. Et feront iceux Seigneurs bailler semblables promesses par les Ducs de Cleves & de Juliers, & par les Prelats & Nobles, que lesdits de Flandres pour leur seureté voudront & requerront avoir: & s'il étoit contrevenu audit traité, ce que Dieu ne veüille, le Roi tres-Chretien, comme Souverain dudit Païs de Flandres, y pourvoira, & pourra donner confort, pour faire reparer ce qui aura été fait contre ledit traité; & aussi si aucune declaration ou interpretation étoit à faire ci-aprés, il le pourra faire au bien & entretenement de cette paix.

Lequel Traité de Paix a été par plusieurs fois vû, visité & examiné bien & diligemment, en tous ses points & articles, par lesdits Ambassadeurs de nôtredit beaupere, & autres assistans avec eux, & par lesdits Deputez de Flandres. Et finalement aprés que lecture d'icelui traité leur a été publiquement faite en presence de nous, des Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conseil, ils ont tous d'un même accord, franchement, purement, liberalement, & de leur franche volonté, tant par vertu & autoriré de leur pouvoir, & eux faisans forts de leurs Seigneurs & Maîtres, & autrement, en la meilleure forme & maniere que faire se peut, consenti, agréé, homologué, aprouvé, & reçû ledit Traité de Paix; laquelle paix, au nom de leursdits Seigneurs & Maîtres, ils ont solennellement en nôtre main & aux Saints Evangiles de Dieu, promis faire garder, tenir, & accomplir loiaument & de fait, perpetuellement & à toûjours, & tout le contenu en icelui traité, de point en point selon sa forme & teneur, sans jamais aller au contraire; & aussi de le faire ratifier suffisamment comme il apartient. Et pour ce faire, iceux Ambassadeurs de nôtre beau-pere seront tenus de fournir Lettres de Ratification de nôtredit beau-pere, bonnes & valables, en forme dûë, lesquelles lettres seront portées dans nos mains à cette fin dans Noel prochain; & aussi l'ont promis à nous & ausdits Ambassadeurs de nôtredit beau-pere, les Deputez de Flandres; & au surplus ont voulu & consenti lesdits Ambassadeurs & Deputez d'une part & d'autre, que au *vidimus* de cettes sous scel autentique foi soit ajoûtée comme à ce present original, le tout sans fraude, barat, ni mal-engin. En temoin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné au Montils lez Tours, le premier Octobre, l'an mille quatre-cens quatre-vints-neuf, & de nôtre regne le septieme. Ainsi signé, Par le Roi, le Duc de Bourbon, le Cardinal de Bordeaux, les Comtes de Baugé, les Seigneurs de Bresse & de Vendôme, l'Archevêque de Sens, le Vicomte de Rohan, le Marquis de Rotelin Maréchal de Bourgogne, les Sieurs d'Orval, de la Trimoüille, Desquerdes, Maréchal de France, de Curton, Gouverneur de Limousin, de Baudricourt, Gouverneur de Bourgogne, de l'Isle, du Bouchage, de Grimaut, President des Comptes, de Piennes, d'Anjou, d'Escars, de Champeron, de Mourillon, du Plessis-Bourré, Maître Pierre de Sacierges, Estienne Pascal, Charles Despontoz, Maîtres des Requêtes, & plusieurs autres presens, Parent. Et nous en témoin de ce avons mis à ce present transcrits, ou *vidimus*, le scel de ladite Prevôté de Paris, l'an & jour dessusdits. Signé, Beaufils.

ANS de J. C. 1489.

DXLVIII.

Procuration de MAXIMILIEN *Roi des Romains, pour traiter du Mariage d'entre lui &* ANNE, *Duchesse de Bretagne. Donnée à Inspruch le* 20. *Mars* 1489. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 331.

ANS de J. C. 1489. AUTRICHE ET BRETAGNE.

MAximilien, par la grace de Dieu Roi des Romains, toûjours Auguste, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, & de Gueldres, Comte de Flandres, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, de Namur, de Zutphen, & de Malines, Marquis du Saint-Empire, Seigneur de Frise & de Salins: à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme dés pieçà & du vivant de feu nôtre Cousin, le Duc François de Bretagne, dernier trépassé, à qui Dieu pardoint, nous eüssions par nos gens & Ambassadeurs, & les siens, tenu certains pourparlers & Traitez d'Alliance & de Mariage, entre nous, d'une part, & haute & puissante Princesse Dame Anne, sa fille aînée, à present Ducheſse de Bretagne, d'autre part, lesquels Traitez & pourparlers, au moien du trépas dudit feu Duc, sont demeurez à conclure, & il soit que pour y besogner si avant que de nôtre part le desirons, aprés que sur ce en avons eû les avis de nôtre tres-redouté Seigneur Monseigneur l'Empereur, & des Princes de l'Empire, nous soit chose agréable envoier aucuns de par nous pardevers ladite Ducheſse, aiant sur ce pouvoir tel qu'en tel cas appartient. Savoir faisons, que nous confiant à plein és sens, grande loiauté, bonne prudence, discretion, & suffisance que savons être és personnes de nos amez & feaux le Comte de Nassau, nôtre Cousin, le Seigneur de Polham Maréchal, Maître Jâques de Gondebault, nôtre Secretaire, & aussi de Loupian, nôtre Maître d'Hôtel étant par delà, iceux avons commis, ordonnez, & établis, commettons, ordonnons, & établissons, nos Ambassadeurs, Orateurs, & Procureurs speciaux, en leur donnant plein pouvoir, autorité, & mandement exprés par ces presentes, de pour & au nom de nous, les trois ou les deux desdits Sieurs, qui mieux vaquer y pourront, exprés transporter pardevers ladite Ducheſse de Bretagne, lui dire & declarer, & à ceux de son Sang, aussi aux Barons, Nobles, & Sujets de ladite Duché, si besoin fait, nôtre vouloir, intention, & desir au fait dudit Traité & Alliance de Mariage d'entre nous & elle, entendre & savoir sur ce le sien, & passer & conclure de nôtre part lesdits Traité & Alliance, selon que l'avons dit & declaré ausdits Ambassadeurs, fiancer pour & au nom de nous, ladite Dame Anne Ducheſse, & faire promesse & serment solennel en l'ame de nous, que la prendrons en nôtre femme & épouse, aussi de en ce cas recevoir le reciproque, à savoir de nous prendre à vrai & leal époux & mari, selon Dieu & nôtre Mere Sainte-Egliſe, & au surplus faire en ce que dit est tout ce que bons & loiaux Ambassadeurs, Procureurs, & Orateurs peuvent & doivent faire, & jusques à la consommation dudit Mariage, ainsi que faire pourrions si presens y étions, & de ce en bailler leurs lettres telles que besoin sera, promettant en parole de Roi, d'avoir & tenir pour agreable, ferme, & stable à toûjours,

ANS de J. C. 1489. jours, tout ce que par les deſſuſnommez les trois, ou les deux d'iceux, ſera fait, juré, promis, conclu, & paſſé, & d'en bailler nos lettres de confirmation, & ratification en forme dûë, quand requis en ſerons. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné en nôtre Ville d'Inſpruk, le vintieme jour de Mars, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-neuf, & du Regne de nous Roi le cinquieme. Signé, Maximilien. Et plus bas, par le Roi, Numans. Et ſcellé.

DXLIX.

ANS de J. C. 1490. ANGLETERRE ET AUTRICHE. *Traité de Ligue entre* HENRI VIII. *Roi d'Angleterre*, MAXIMILIEN *Roi des Romains, &* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, ſon Fils, contre* CHARLES VIII. *Roi de France. A Oking, le* 11. *Septembre* 1490. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 332.

UNiverſis & ſingulis, ad quos præſentes litteræ pervenerint. Nos Thomas Louell, Miles, Theſaurarius Cameræ Potentiſſimi Principis & Domini noſtri HENRICI, Dei gratia Regis Angliæ & Franciæ, & Domini Hiberniæ, & Henricus Aynesworth, Legum Doctor, in officio privati ſigilli ejuſdem Potentiſſimi Domini noſtri Secundarius, Commiſſarii, Procuratores, & Deputati, Salutem. Noveritis, quod cum bellum eo felicius & ſecurius agatur, quo plurimorum Principum auctoritate, Conſilio, ope & auxilio conducatur, ac communis hoſtis virtus infirmior & debilior exiſtat, quo in plures adverſarios diviſa fuerit, idcirco nos Commiſſarii & Deputati antedicti cum ſpectabilibus & prænobilibus viris, Domino Ladrone de Guevara, Milite, Conſiliario & Camerario, & Magiſtro Jacobo de Gondebault, Secretario in ordinantiis & guerris, Sacratiſſimi Principis MAXIMILIANI Romanorum Regis Ambaſſiatoribus, negotiorum geſtoribus & Commiſſariis, ad Dominandi libidinem Illuſtriſſimi Principis Franciæ CAROLI Regis reprimendam mutuò communicantes, ex certis cauſis & conſiderationibus dictos Principes noſtros ad hoc ſpecialiter hinc inde moventibus, præter & ultra cæteras quaſlibet pactiones, conventiones, & confederationes inter dictum Dominum noſtrum Metuendiſſimum Angliæ & Franciæ Regem, ac ſupradictum Potentiſſimum Principem Maximilianum Romanorum Regem initas & contractas, & eiſdem in robore ſuo nihilominus remanſuris, ſpeciales quaſdam intelligentias, pactiones, conventiones, amicitias, alligantias, & confederationes de conſenſu, voluntate, & mandato expreſſis ipſius dicti Domini noſtri Regis, ac virtute poteſtatis per litteras ſuas patentes, quarum tenor infra ſequitur, nobis attributæ, cum ſupradictis Commiſſariis Sacratiſſimi Romanorum Regis, poteſtate ſimiliter ſufficienti per litteras dicti Regis patentes, quarum tenor etiam ſubſequitur, munitis, communicavimus, appunctuavimus, contraximus, concluſimus, & concordavimus, ac per præſentes appunctuamus, contrahimus, concludimus & concordamus articulos, promiſſiones, pactiones, conventiones, alligantias, amicitias & confederationes, quæ ſequuntur.

Imprimis, conventum, concordatum, & concluſum eſt, quod inter dictos Illuſtriſſimos & Potentiſſimos Romanorum & Angliæ Reges, hæredes & ſucceſſores ſuos, ſit una, vera, firma, & inviolabilis pax & amicitia, futuris temporibus perpetuò per Dei gratiam duratura; & quod in ea, aliiſque conventionibus ſubſequentibus, comprehendantur Sacratiſſimus Dominus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Illuſtriſſimi Principes Caſtellæ & Legionis Rex & Regina, eorumque primogenitus, Sereniſſimus Rex Daciæ, Norveciæ, &c. Rex Portugalliæ, Electores & Principes Imperii, atque Britanniæ Duciſſa, ſi in eis comprehendi velint. ANS de J. C. 1490.

Item, cum Carolus Gallorum Princeps, ſuique progenitores nonnulla Oppida, Inſignia, Caſtra, Dominia, aliaque quamplurima jura Illuſtriſſimorum Principum Romanorum, Anglorumque & Hiſpanorum Regum, Illuſtriſſimi PHILIPPI Archiducis Auſtriæ, & Burgundiæ Ducis, necnon Sereniſſimæ Principis Annæ Britanniæ Duciſſæ, cæterorumque Chriſtianæ Religionis Principum, contra omnem juris æquitatem, viribus & aſtutia nequiter uſurpaverint, uſurpaveritque, atque injuſte detineat in præſenti: inter nos Oratores, Commiſſarios, Procuratores, negotiorum geſtores & deputatos antedictos, vice, nomine, & auctoritate Illuſtriſſimorum Regum & ſupremorum noſtrorum, concordatum, conventum & concluſum eſt, quod ſi dictus Carolus Gallorum Princeps, vel aliquis hæredum aut ſucceſſorum ſuorum, aliquem præfatorum Principum ſupremorum noſtrorum Philippum Auſtriæ Archiducem & Burgundiæ Ducem, ſeu Britanniæ Duciſſam, vel alicujus eorumdem ſubditos per Terram aut Mare invaſerit, aut guerram de facto fecerit, aut fieri mandaverit, aut aliquis ſubditorum ſuorum ſine ejus mandato guerram fecerit, & Gallorum Princeps requiſitus ſuperinde juſtitiam denegaverit, aut facere neglexerit, & dictus Rex ſic per ſe aut ſuos ſubditos invaſus, propter invaſionem ſibi aut ſuis ſic factam, aut alter Regum prædictorum, propter invaſionem Duci aut Duciſſæ prædictis factam, aut juſtitiam ſuperinde requiſitam, & ab ipſo Gallorum Principe denegatam neglectamve, contra eumdem Gallorum Principem ſe hoſtem manifeſte declaraverit, bellum contra eumdem indicendo realiterque agendo, tunc ſi Rex ſic invaſus alium Regem non invaſum, aut alter Regum prædictorum, propter invaſionem Ducis aut Duciſſæ prædictorum, alterum Regem ad hujuſmodi bellum requiſierit, ſtatim poſt ipſam requiſitionem, Rex ſic requiſitus ſe ipſius Gallorum Principis hoſtem fore declarabit, ac manifeſtabit, ac bellum contra eumdem Gallorum Principem, ſecluſa mora, indicet, guerram per Terram & Mare contra eumdem realiter & ſuis expenſis agendo & proſequendo.

Item, concordatum, conventum & concluſum eſt, quod immediatè poſt ſex menſes, poſt requiſitionem, ut prædicitur, per alterum dictorum Dominorum Regum invaſum, alteri non invaſo factam, vel citius, ſi iiſdem duobus Regibus id utile & conducibile viſum fuerit, uterque Regum Romanorum & Anglorum prædictorum Regnum Franciæ cum tali armatorum potentia, qua poſſit campum tenere, ſeque & ſuos contra ipſum Carolum Regem communem eorum adverſarium tueri & defendere, ac veriſimiliter ſua jura ab eo recuperare in propria perſona ingredietur, & ſuis expenſis dictum Principem Carolum eorum hoſtem invadet & realiter proſequetur.

Item, concordatum, conventum & concluſum eſt quod ſi propter invaſionem Duciſſæ Britanniæ, ut præmittitur, factam, alter Regum Romanorum & Anglorum prædictorum alterum requiſierit, uterque eorum immediate poſt ſex menſes à tempore requiſitionis hujuſmodi proxime futuros, vel citius, ſi utrique eorum utile viſum fuerit, Regnum Franciæ cum ſua potentia, ut ſupra, perſonaliter ingredi, dictumque Principem Carolum eorum hoſtem invadere infeſtareque, ut præfertur, teneatur, dummodò Britanniæ Duciſſa per dictum Francorum Principem invaſa omnem & omnimodam Guerram, tam per Terram quam per Mare, contra eumdem Gallorum Regem & ſuos prò viribus fecerit & realiter proſequatur.

Item,

ANS de J. C. 1490.

Item, inter nos Oratores & Commiſſarios antedictos communicatum, concordatum, conventum, & concluſum eſt, quod poſtquam uterque Romanorum & Angliæ Regum prædictorum Regnum Franciæ cum ſua potentia perſonaliter ingreſſus fuerit, bellumque invaſivum, ut prædicitur, inibi fecerit, neuter eorumdem Regum ſine alterius Regis notitia & conſenſu à bello incepto deſiſtet.

Item, concordatum, conventum & concluſum eſt inter nos Oratores antedictos, & auctoritate qua in hac parte fungimur, noſtros ſupremos ſupradictos aſtringimus, & per præſentes obligamus, quod ſi poſt invaſionem in Regnum Franciæ per utrumque Romanorum & Angliæ Regum prædictorum factam, aliquis eorumdem Regum, aliqua Caſtra, Villas, Munitiones, Fortalitia, vel Oppida ad alterum eorumdem duorum Regum de jure ſpectantia evicerit, aut quoquomodo adquiſierit, ille ſic adquirens per alterum Regem ad quem ea de jure ſpectare noſcuntur, requiſitus magna ſine difficultate & dilatione eadem eidem requirenti reddere, tradere & deliberare debebit.

Item, concordatum & concluſum eſt inter nos Oratores & Commiſſarios antedictos, quod neuter dictorum Romanorum & Angliæ Regum treugas, amicitias, confœderationes, aut aliquas alias intelligentias, abſque aſſenſu & conſenſu eorumdem alterius cum Carolo Gallorum Principe, aut aliquo ſucceſſorum ſuorum, poſt invaſionem per eoſdem, ut præfertur, in Regnum Franciæ inchoatam inibit, aut faciet, ſeu iniri aut fieri faciet, aut acceptabit.

Sequitur commiſſionis tenor Illuſtriſſimi Anglorum Regis Oratoribus antedictis conceſſæ.

HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ, omnibus has præſentes litteras viſuris, Salutem. Sciatis, quod pro ſingulari & ſumma benevolentia, amore & affectione, quam nos habemus ad Excellentiſſimum & Potentiſſimum Principem Cariſſimum & dilectiſſimum Fratrem noſtrum, Maximilianum Regem Romanorum ſemper Auguſtum, Archiducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, & Gueldriæ, Comitem Flandriæ, Tirolis, Arteſiæ, Burgundiæ, Palatinum de Haynaut, Hollandiæ, Zelandiæ, Namur, Zuytphen, & de Malines, Marchionem Sacri Imperii, & Dominum Friſiæ & de Salinis, ſcientes & bene aſſecurati, quod non minori dilectione nos proſequitur, ſicut ipſemet ampliſſime dixit, declaravit, & pro certo affirmavit per ſuos Oratores ad nos tranſmiſſos, & ſicuti ad nos ſcripſit, & diverſis vicibus nunciari fecit, nos deliberavimus capere & habere cum prædicto fratre noſtro majores intelligentias, confœderationes, & alligantias, & cum opus ſit ad eaſdem tractandas conſtituere aliquas notabiles perſonas nobis ſecuras & fideles. Notum facimus, quod nos plenè confidentes de induſtria, fidelitate, prudentia, & doctrina dilectorum & fidelium noſtrorum Thomæ Louell, Militis, Theſaurarii Cameræ noſtræ, & Magiſtri Henrici Ayneſworth, Legum Doctoris, in officio privati ſigilli noſtri ſecundarii, Conſiliariorum noſtrorum, eiſdem pro hujuſmodi cauſis & aliis nos moventibus per bonum aviſamentum & deliberationem dedimus & damus per præſentes manu noſtra ſignatas auctoritatem, facultatem, & plenam poteſtatem tractandi, faciendi, & concludendi pro nobis & nomine noſtro cum ſpectabilibus viris, Domino Ladrone de Guevara, Milite, Conſiliario & Camerario ejuſdem Fratris noſtri, & Magiſtro Jacobo de Gondebault, ſuo in ordinantiis & guerris ſuis Secretario, auctoritatem, facultatem, & plenam poteſtatem ab eodem Fratre noſtro ad hoc habentibus, omnes intelligentias, confœderationes, & alligantias, quæ videbuntur eſſe bonæ & utiles pro commodo & honore utriuſque noſtrum, patriarumque & ſubditorum noſtrorum, promittentes in verbo Regio ratum, firmum, acceptum & ſtabile habere omne & totum illud, quod in hac parte per dictos Conſiliarios noſtros tractatum, factum, & concluſum fuerit, ſicut ſi per perſonam noſtram factum, tractatum, & concluſum fuiſſet, quamvis in eis requiratur mandatum magis ſpeciale. In cujus rei Teſtimonium præſentibus ſigillum noſtrum apponi fecimus. Data apud Oking ſeptima die Septembris, anno Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo, & noſtri Regni ſexto. Subſcriptio autem talis eſt ut ſequitur: per ipſum Regem, & de data prædicta auctoritate Parlamenti, Bachelet.

ANS de J. C. 1490.

D L.

Traité de MAXIMILIEN *Roi des Romains, & de* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, avec la Ville de* BRUGES, *à qui ces Princes pardonnent. Fait à Bruges, le 6. Décembre* 1490. Jean Molinet. Chroniques Manuſcrites. Tom. II. pag. 147.

ANS de J. C. 1490. AUTRICHE ET BRUGES.

MOnſeigneur le Comte de Naſſou & de Vienne, eigneur de Breda, Lieutenant du Roy des Romains noſtre Sire, & de Monſieur l'Archiduc ſon fils, eſt content au nom de meſdicts Sieurs, de recevoir à grace & mercy la Ville de BRUGES, enſamble les Bourgeois, Manans & Habitans en icelle ſoubs les poincts & articles cy-aprez declarez.

Et premier en enſuivant la preſentation par ceux de Bruges iceux feront amende honnorable a l'ordonnance de Monſieur le Comte de Naſſou.

Item que pour amende civile, dommage, & intereſt ils payeront au Roy noſtre Sire, & à Monſieur l'Archiduc ſon fils, 150. mille florins à la Croix Sainct André, à ſçavoir les 50. mille en deans 8. jours, & ſeront levez & cueillez par une commune aſſiette ſur les Bourgeois, Manans & Habitans de ladicte Ville, & en ce ne ſeront reſervez ſinon ceux, qui ſe ſont abſentez de ladicte Ville, & tenus en l'obeyſſance de mondict Sieur, avant que Picquavet fut accepté Capitaine de ladicte Ville de Bruges, & les autres cent mille ſe payeront à trois termes cy-aprez declarez à ſçavoir un tiers à la Sainct Jehan de l'an 1491. prochain venant, l'autre tiers au noel enſuivant, & le reſidu à la Sainct Jehan 1492. lors enſuivant. Laquelle ſomme de cent mille florins ſera levée & impoſée, par l'advis & ordonnance de mondict Sieur de Naſſou, & le plus notable & greigneure partie de ladicte Ville à la moindre foulle & dommage d'icelle, & pour ce qu'il convient que leſdicts 50. mille ſoyent preſts en dedans 8. jours, & que icelle ſomme ne ſe peut brievement trouver ſi haſtivement, eſt accordé que leſdicts de Bruges, ſeront tenus quittes en payant pour chacun florin, une once d'argent du nouveau poinçon de Bruges, ou d'autre argent en valeur à l'advenant.

Item ſeront tenus d'accomplir tout ce entierement, en quoy ils ſont tenus par le Traité de la Paix de Tours, & payant les deniers & payements, leſquelz a cauſe dudict Traicté, ils doivent en monnoye ayant cours, ſelon la reduction ſur ce faicte à ſçavoir chacun un florin à la Croix Sainct André, ou la valeur d'iceluy.

Item que en enſuivant ledict Traicté de la Paix, & l'acte ſur ce baillé par leurs Deputez, qui furent preſens a faire ladicte Paix de Tours, leſdicts de Bru-

ANS de J. C. 1490.

ges feront icelle publier incontinent, & entretenir ladicte ordonnance de la monnoye, ſans jouir du mois ſur ce introduict.

Item auront abſolution & pardon genteral de tout ce qu'ils peuvent avoir offencé, & forfaict reſervé un certain nombre des principaux malfaicteurs, qui ont eſté cauſe de la guerre, leſquelz ſeront reſervez, pour d'iceux, enſamble de leurs biens eſtre faict au bon plaiſir de meſdicts Sieurs, & les noms deſquelz l'on leur envoye par eſcrit, & pour ce que mondict Sieur de Naſſou eſt au plain informé, que aucunes perſonnes ſont preſentement hors de ladicte Ville de Bruges, leſquelz depuis la Paix de Tours ſe ſont mes-uſez, envers & contre la hauteur du Roy noſtre Sire, & de mondict Sieur l'Archiduc ſon filz, ſeront auſſy reſervez de cette Paix, pour par mondict Sieur de Naſſou, au nom comme deſſus povoir proceder à l'encontre de tels malfaicteurs par Juſtice, & ſelon l'exigence de leurs meffaicts, & moyennant ce leſdicts de Bruges jouiront entierement de ladicte abſolution. Et incontinent retourneront en leurs biens, en tel eſtat qu'ils les trouveront, nonobſtant don de confiſcation ou autres proviſions qui leur pourroient ſur ce eſtre contraires, & ſans ce qu'il leur ſoit beſoing avoir autre main levée.

Item jouiront doreſenavant de l'eſtaple de la Marchandiſe de la Franchiſe de Confiſcation, & encore de tous autres leurs privileges en enſuivant ladicte Paix de Tours, & ainſy qu'ils firent au treſpas de feu Monſeigneur le Duc Charles.

Item que doreſenavant ils ne pourront reprocher l'un à l'autre, ou injurier, ny faire queſtion ou action de ce qui eſt faict & paſſé à cauſe deſdictes guerres, & dependances d'icelles ſur peine d'en eſtre punis à la diſcretion de mondict Sieur de Naſſou à l'exemple des autres, & toutes autres matieres concernants la Paix & le bien de ladicte Ville, leſdicts de Bruges s'en rapporteront à la volonté & diſcretion de mondict Sieur de Naſſou, lequel y pourvoira tellement, qu'ils auront cauſe de le remercier.

DLI.

ANS de J. C. 1491.

FRANCE ET BRETAGNE.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, & la Ducheſſe* ANNE DE BRETAGNE. *Fait au Fauxbourg de Rennes, le 15 Novembre* 1491. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 335.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme pour l'honneur & reverence de Dieu le Createur, & afin d'obvier à la foule du peuple & aux inconveniens de la guerre, nous deſirant de tout nôtre cœur la pacification du diférend ci-aprés declaré étant entre nous & nôtre tres-chere & tres-amée Couſine ANNE DE BRETAGNE, aions volontiers oüi & entendu ce qui nous a été dit & expoſé de ſa part. Sur quoi finalement au moien d'aucuns nos bons & loiaux parens & des ſiens, & d'autres gens de bien, qui s'y ſont emploiez, certain apointement de Traité ait été fait, conclu, paſſé, & redigé par écrit, du bon gré & conſentement de nous & de nôtredite Couſine, en la forme & maniere qui s'enſuit.

Premierement à été dit & convenu, que le Roi envoiera en la Ville & Cité de dedans le jour de la fête de Saint Jean-Baptiſte prochainement venant, douze notables perſonnages, garnis, informez, & bien inſtruits des droits, raiſons, titres, cauſes, queſtions, diférends, & moiens, qu'il pretend & maintient avoir au Païs du Duché de Bretagne, & leur donnera pleniére & entiere puiſſance, faculté, autorité, & mandement ſpecial, de communiquer leſdits droits, raiſons, titres, cauſes, queſtions, diférends, & moiens, aux Commis & Deputez de ladite Dame étans en ſemblable nombre; & auſſi de voir & entendre meurement, loiaument, & au vrai, les droits, titres, raiſons, cauſes, queſtions, diférends & moiens, qui ſeront lors alleguez, & mis en avant d'un côté & d'autre, pour iceux droits veûs en apointer enſemble d'un commun accord & conſentement, & en connoître & dire ainſi qu'ils verront être à faire en leur loiauté, ſelon Dieu, droit, & raiſon, dedans un an prochainement venant, & ſi cas étoit que ledit diférend ne ſe puiſſe vuider dedans ledit an, les Deputez d'une part & d'autre pourront prolonger le tems pour un autre an lors enſuivant. ANS de J. C. 1491.

Et pareillement ladite Dame envoiera au jour & lieu que deſſus douze notables perſonnages, garnis, informez, & bien inſtruits des droits, titres, cauſes, queſtions, diférends, & moiens, leſquels elle maintient & pretend avoir audit Païs & Duché de Bretagne, & leur donnera pleniere, & entiere puiſſance, faculté, autorité, & mandement ſpecial, de communiquer leſdits droits, raiſons, titres, cauſes, queſtions, diférends, & moiens, aux perſonnages, qui ſeront Commis & Deputez de par le Roi, & auſſi leur donnera pleniere & entiere puiſſance, faculté & autorité, & mandement ſpecial, de voir & entendre meurement, loiaument, & au vrai, leſdits droits, titres, cauſes, queſtions, & moiens, qui ſeront lors alleguez, & mis en avant d'un côté & d'autre, pour iceux veûs en apointer enſemble, d'un commun accord & conſentement, & en connoître & dire ainſi qu'ils verront être à faire ſelon Dieu, droit, & raiſon, dedans un an prochainement venant: & ſi cas étoit, que ledit diferend ne ſe puiſſe vuider dedans ledit tems d'un an, les Deputez d'une part & d'autre pourront prolonger le tems pour un autre an lors enſuivant.

Item, que les gens de guerre tant de la Nation d'Allemagne, que d'Angleterre, & autres étrangers étans preſentement en la Cité & Ville de Rennes, partiront d'icelle Cité dedans dix jours prochainement venans, au plus tard, ſauf ce qu'en retiendra ladite Dame pour ſa garde & conduite, ſous le nombre de quarante étrangers, & le ſurplus s'en ira hors dudit Païs de Bretagne, paiſiblement, & ſans pourchaſſer ni entreprendre choſe prejudiciable au Roi, ni au Roiaume, ni à Païs qu'il ait en ſon obeïſſance; & pour eux en aller avec leurs biens quelconques, ſoit par Mer ou par Terre, le Roi baillera bonne ſeureté, conduite, paſſage, & ſaufconduit.

Item, a été dit & convenu, que ladite Cité & Ville de Rennes ſera dés à preſent miſe en neutralité és mains de Meſſeigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & que ſous eux Monſeigneur le Prince d'Orange ſera & eſt commis irrevocablement du conſentement de toutes parts, ſans à l'avenir y commettre autre, à bien & loiaument garder ladite Cité & Ville comme neutre, pour être conduite & regie ſous ladite neutralité, & finalement rendre à celle des parties que l'on trouvera ce devoir être par la vuidange deſdites queſtions & diférends, & de ce meſdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & auſſi ledit mondit Seigneur le Prince, bailleront leurs ſcellez en forme duë, tant au Roi, que à ladite Dame, & aura & joüira icelui Monſeigneur le Prince du revenu de la Ville, Recette, & Châtellenie dudit Rennes, en toutes choſes, hors les deniers de foüage, & en prendra les fruits & levées, pendant ladite neutralité, pour partie de l'entretenement de ſon Etat, & pour ce qu'il conviendra avoir un bon nombre de Mortes paies, à ladite Cité & Ville de Rennes, afin d'icelle garder ſeurement, il à été appointé, que le Roi fera delivrer audit Monſeigneur le Prince, le paiement de quatre-cens Mortes paies, qu'il

ANS de J. C. 1491.

qu'il mettra à ladite garde, sous les mains & autorité de mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, qui asseureront ledit Monseigneur le Prince, & promettront qu'il n'y aura point de faute, tant & si longuement que ladite neutralité durera, lequel paiement se fera par quartiers d'année, ainsi qu'il est accoûtumé de faire en tel cas, & pour rate du tems, & ne seront receûs ni mis aucuns autres gens de guerre en ladite Cité & Ville de Rennes, que par le consentement de mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon. Et s'il avenoit que aucuns étrangers, ou autres quels qu'ils soient, se parforçassent d'entreprendre sur ladite Ville de Rennes, mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & ledit Monseigneur le Prince, & un chacun d'iceux, en avertiront le Roi aussi-tôt que telles dangereuses entreprises viendront à leur connoissance: & pour y obvier & resister ausdites entreprises en cas d'éminent peril, mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, bailleront force & aide, pour garder ladite Ville és mains de mondit Seigneur le Prince, & pour la tenir en seureté sous ladite neutralité; & sera tenu Monseigneur le Prince de les recevoir, & les Officiers qui sont à present à Rennes, exerceront leur offices pendant ladite neutralité, sous les noms de mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & dudit Monseigneur le Prince sous eux; & moiennant le partement desdits étrangers à deux journées loin de ladite Cité, le Roi fera du tout retirer & departir son Ost & Armée, étant auprés dudit Rennes, & laissera passer parmi ses Roiaume, Païs, & Seigneuries, seûrement, & amiablement en toute seureté, amitié & honneur, ladite Dame, & tous ceux de sa Compagnie, pour aller en Allemagne, ou ailleurs, devers le Roi des Romains, & de ce baillera son scellé, & fera bailler les scellez de mesdits Seigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & des autres Seigneurs de son Sang, & autres qui seront avisez. Et en outre, pendant & jusques à la vuidange dudit diférend, ledit Seigneur fera delivrer par chacun an à ladite Dame, la somme de six-vints mille livres Tournois, à paier par quartiers en la Cité de Lion, ou d'Avignon, lequel qu'il plaira à ladite Dame, sur laquelle somme pour la demie année, il fera avancer & bailler contant dés à present à ladite Dame la somme de soixante mille livres Tournois pour le partement d'elle, incontinant aprés le partement desdits étrangers hors de ladite Ville de Rennes. Et davantage, ledit Seigneur fera bailler encore dés à present à ladite Dame, autres soixante mille livres Tournois pour une fois, à ce qu'elle puisse tant mieux accoûtrer aucuns ses affaires, desquels ledit Seigneur a été averti, & elle sera tenuë bailler bons ôtages tant étrangers que du Païs, de faire vuider lesdits étrangers dedans ledit terme de dix jours.

Item, pour ce que les Ambassadeurs de ladite Dame ont remontré au Roi, que ladite Dame s'entendoit aider d'aucunes lettres és titres, qu'elle dit être à Nantes, & ailleurs, és Places qui sont és mains du Roi, és Villes & Places qu'il tient au Païs & Duché de Bretagne, & qui servent à son cas particulier, icelui Seigneur a liberalement accordé à ladite Dame, lui bailler le double des lettres & titres qui sont entre ses mains, qui toucheront la cause sur laquelle est prise la dessusdite journée, ainsi qu'il sera requis, lesquels doubles seront baillez, afin qu'elle puisse consulter sa matiere, en attendant ladite journée à laquelle se porteront les originaux necessaires, pour en bailler & prendre les *vidimus*. Et au regard des autres lettres, titres, documens, & monumens, qui concernent les affaires dudit Païs de Bretagne, & sont en la puissance dudit Seigneur, ils demeureront és lieux où ils sont, jusqu'à-ce qu'il soit dit par l'issuë desdites questions & diférends qui les devra avoir. Et si ladite Dame a aucuns documens, & enseignemens servans au Roi, ladite Dame sera tenuë lui en bailler des doubles, & à ladite journée des *vidimus*, comme le Roi fait de sa part; & se pourra aider ladite Dame des gens de Conseil de Bretagne, tels qu'elle voudra choisir pour ladite journée, consultation, & conduite d'icelle matiere durant ledit tems, lesquels pourront aller & venir seurement pour le fait de ladite matiere.

ANS de J. C. 1491.

Item, a voulu le Roi & accordé à ladite Dame, qu'elle puisse recouvrer tous les meubles du feu Duc François dernier decedé, à qui Dieu pardoint, quelque part qu'ils soient, ou l'estimation d'iceux.

Item, a été dit & accordé, que les hipoteques & assignations faites & contractées, tant par ledit feu Duc François, qu'aussi par icelle Dame, dont les Ambassadeurs de ladite Dame ont baillé la declaration signée de leur main, & autres, soient aquittées & paiées sur le revenu dudit Duché, & en fera icelui Seigneur approprier les creanciers, pour en être paiez par termes & années raisonnablement selon leurs qualitez, ainsi qu'il appartiendra, sans en ce comprendre aucunes dettes faites pour quelque occasion que ce soit à étrangers, quels qu'ils soient, ni à autres, qui ne soient à present au service de ladite Dame, excepté les dettes declarées en la declaration signée desdits Ambassadeurs; de laquelle declaration le Roi baillera certification ausdits Ambassadeurs. Et au regard desdits hipoteques, contractemens, & dettes du tems dudit feu Duc & du tems de ladite Dame, a bonne & raisonnable cause dûës à autres que ausdits étrangers & ceux qui ne sont au service d'elle, comme dit est, elles sortiront leur effet selon le contenu en la declaration, sans toutefois prejudicier à nulle des parties en autres choses.

Item, a voulu & consenti ledit Seigneur, que ladite Dame puisse lever & percevoir les restes, qui pourront être dûs paravant le decez dudit feu Duc, & depuis tant à cause des impositions, fermes, ports, & havres d'icelui Païs, & autres tels & semblables droits que autrement. Et au regard des fouages échûs audit Païs de Bretagne, depuis le decez dudit Duc, a été accordé, que tous les deniers, qui en auront été reçûs par les receveurs desdits foüages, soient & demeurent au profit d'elle. Et entant que touche les autres deniers d'iceux foüages, qui encore ne sont venus és mains desdits receveurs, ledit Seigneur a accordé & consent, que ladite Dame les puisse avoir & prendre à son profit, jusques à la somme de cinquante mille livres Tournois pour une fois, & si tant en est pour ce dû, & si diférend avient au recouvrement desdits deniers, les difficultez seront vuidées par la Chambre de Bretagne, ou Juges ordinaires, sans prejudice du droit des parties.

Item, que ledit Seigneur ne tirera les Nobles dudit Païs de Bretagne hors d'icelui Païs, pour aller en ses guerres & armées, si ce n'est de leur bon gré, vouloir, & consentement, pendant la vuidange dudit diférend, & demeureront en leurs privileges & libertez.

Item, que la justice & sujets seront conduits audit Païs & Duché, selon les stiles, us, & coûtumes gardées & observées par ci-devant en icelui Païs.

Item, a été accordé, que les Franchises & exemptions, que ladite Dame a faites à aucuns en reconnoissance des services qu'ils lui ont rendus, sortiront leur effet, & demeureront en leur vertu jusques à la somme de deux-cens livres Tournois par an, & au dessous.

Item, que tant les gens d'Eglise que les seculiers de ladite Ville de Rennes, seront gardez & entretenus en leurs anciens privileges, libertez, & franchises accoûtumées.

Item, sont & seront revoquées, abatuës, annullées, & mises au neant, toutes confiscations d'une

part

ANS de J. C. 1491.

part & d'autre, & retournera chacun au ſien, pour joüir des biens qui ſeront trouvez en eſtre & nature, tout ainſi que auparavant deſdites confiſcations, & nonobſtant icelles, & les declarations & dons, qui s'en ſont enſuivis.

Item, que les ſerviteurs de ladite Dame pourront aller, ſejourner, & demeurer avec elle, en Allemagne, ou ailleurs, auquel Païs pourront aller & venir ſans danger pendant ladite vuidange dudit diférend, en eux gardant de méprendre, & de faire choſe qui ſoit au préjudice de ce preſent Traité.

Item, qu'en faveur de ladite Dame, le Roi traitera honnêtement les Capitaines & Nobles Hommes, qui l'ont ſervie, & les appointera amiablement ſelon leur état, s'ils ſe retirent devers lui, & en ſon ſervice.

Item, que au *vidimus* de ce preſent Traité, & de chacun article extrait d'iceluí ſous ſcel autentique, ſera ajoûté foi comme à l'original.

Tous leſquels points & articles deſſuſdits ſont ainſi accordez par le Roi & par ladite Dame, ſans préjudicier à nulle des parties en autres choſes, ni icelles relever en principale matiere.

Savoir faiſons, que pour le bien de Paix, & auſſi pour l'amour que nous portons à nôtredite Couſine Anne de Bretagne, voulant toûjours proceder en toute honnêteté, & faire tellement, que chacun connoiſſe nôtre bonne intention, nous pour ces cauſes & autres grandes conſiderations, par l'avis des Princes & Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conſeil, avons fait, loüé, paſſé, & accordé, faiſons, paſſons, loüons, & accordons par ceſdites preſentes, en la meilleure & plus ſeure forme que faire ſe peut, les traitez, pactions, convenances, & articles ci-deſſus inſerez & écrits, & tout le contenu en iceux; promettant de bonne foi & en parole de Roi, ſous l'expreſſe hipotéque, & obligation de tous nos biens, preſens & à venir quelconques, garder, & entretenir inviolablement, & accomplir de point en point leſdits traitez, pactions, convenances, & articles, ſans aucunement aller ni venir au contraire, & ainſi l'avons juré aux Saints Evangiles de Dieu, pour ce corporellement touchez. En témoin de ce, nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné aux Fauxbourg de Rennes le 15. jour de Novembre, l'an de grace 1491. & de nôtre Regne le neuvieme. Ainſi ſigné, Charles. Sur le repli eſt écrit, Par le Roi, Meſſeigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, Iss Evêques d'Alby, & de Montauban, les Sires de Lille, du Bouchage, Maître Guillaume Briçonnet, General des Finances, & autres preſens. Ainſi ſigné, Petit, avec paraphe. Ledit acte ſcellé d'un grand ſcel de cire jaune ſur une bande de parchemin.

DLII.

ANS de J. C. 1491.

Traité de Mariage entre CHARLES VIII. *Roi de France, & ANNE Ducheſſe de Bretagne. A Langeais le* (a) 13. *Décembre* 1491. En Latin & en François dans les Divers Traitez, Contracts, Teſtamens, &c. Servant aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 278. & en François ſeulement. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 340.

FRANCE ET BRETAGNE.

(a) ou ſelon d'autres le 6.

SACHENT tous preſens & à venir, que comme par ci-devant eûſſent eſté, & par grandes & meures deliberations, & precedens traitez, paroles de mariage entre tres-Chretien, & ſuperilluſtriſſime Prince, CHARLES Roi de France à preſent regnant, d'une part: & tres-illuſtre Ducheſſe, Madame ANNE, fille & heritiere ſeule & unique de feu de bonne memoire Prince François, Duc de Bretagne, ſecond de ce nom, dernier decedé, d'autre part. Oüi le Conſeil de pluſieurs tres-illuſtres Princes & Seigneurs du Sang Roial, & autres, & auſſi de pluſieurs gens de Conſeil, & Zelateurs du bien, honneurs, & profit, tant commun que particulier deſdites Parties & Païs. Aujourdui date de ces preſentes, leſdites parties, eû l'avis & meure deliberation, & pour les cauſes que deſſus, au lieu de Langeais & Dioceſe de Tours, en la Cour du Roi noſtre Sire au Chaſtel dudit lieu de Langeais perſonnellement eſtablis, & auſſi tres-haut & tres-puiſſant Seigneur Meſſire Jean de Chalon, Prince d'Orange, ſoi voulant, conſentant, & mêmement ledit Sieur, de ſa grace & bien ordonnée volonté, ſoumettent & ont ſoumis eux, leurs hoirs, avec tous & chacuns leurs biens & choſes, meubles & immeubles preſens & à venir, à la juriſdiction, correction, pouvoir, & reſſort de ladite Cour, quant à ce qui enſuit par forme de contrat, aiant force & vigueur entant que beſoin ſeroit, de conſtitution & autorité de loi, & toute autre vertu, autorité, fermeté & ſtabilité, tels que mieux leſdits Sieur & Dame pouroient deſirer tant de droit que de coûtume, ont connu & confeſſé en ladite Cour avoir fait & font entre eux les traitez, pactions, donaiſons & convenances ci-aprés declarées & ſpecifiées, & en la forme & maniere qui enſuit.

ANS de J. C. 1491.

C'eſt à ſavoir, que leſdits Sieur & Dame, de leur pleine, pure, franche, & liberale volonté, à l'honneur de Dieu noſtre Createur, & de toute la Cour Eccleſiaſtique de Paradis, à l'exaltation de la Foi Catolique, & des Saints Sacremens, l'honneur & bien deſdites parties & de leurſdits Païs, ont promis, & dés-à-preſent conſentent prendre l'un l'autre par nom & loi de Saint Sacrement, inſtitué & autoriſé en ſon exorde par Dieu nôtre Createur en Paradis, pour eſtre entre nos premiers parens & eſtat d'innocence: c'eſt à ſavoir le Roi nôtre Sire ladite Dame & Princeſſe Madame Anne, en femme & épouſe; & ladite Dame le Roi noſtredit Sire en mari & époux, par le moien & miniſtere de nôtre mere Sainte Egliſe.

Item. Et en faveur & contemplation dudit mariage, & pour le bien perpetuel & indiſſoluble de paix entre le Diadême & Couronne de France, & auſſi le Duché de Bretagne, pource que chacune deſdites parties, par divers moiens qui ſeroient longs à reiterer, pretendent leur competer & appartenir ledit Duché de Bretagne, pour le bien de paix & tranquillité deſdits Païs, par ci-devant inquietez & affligez de guerres, & en contemplation de l'honneur, qu'en contractant ledit mariage, le Roi nôtre Sire exhibe à ladite, & pour les affections conjugales qu'elle a, & doit avoir ladite Dame audit Sire, pour elle, ſes Succeſſeurs, & aians cauſe, a donné, cedé, quitté, tranſporté & delaiſſé à toûjours mais, perpetuellement, irrevocablement & à heritage audit Sieur, ſes Succeſſeurs Rois de France, par titre de donation faite par cauſe & raiſon dudit mariage, ſans jamais la revoquer par teſtament, ni autrement, au cas qu'elle * ira de vie à trépas paravant ledit Sieur, ſans aucuns hoirs procréez d'eux legitimement en leurdit mariage, ce qui n'avienne par le bon plaiſir de Dieu, tous & chacuns les droits, proprietez, poſſeſſions, noms, raiſons, actions, & obligations competans à ladite Dame audit Duché, en cedant & tranſportant dés-à-preſent comme pour lors pour ladite Dame audit Sieur, tous & chacun ſes droits de proprieté, poſſeſſion, ſeigneurie, noms, raiſons & obligations par ci-devant à elle competans & appartenans, en le conſtituant & le conſtituë dés-à-preſent, audit cas, comme pour lors, en choſes que deſſus & chacunes d'icelles, ſon Procureur comme en ſa propre choſe, & ce tout en corroborant & fortifiant, entant que beſoin ſeroit, le droit par ci-devant competant audit Seigneur.

* Ce cas n'arriva pas, car elle ſurvêquit à Charles VIII.

Et pareillement ledit Sieur, en faveur & contemplation

ANS de J. C. 1491.

plation que deſſus, voulant exhiber égale faveur maritale à ladite Dame pour les cauſes deſſuſdites, a donné, cedé, quitté, delaiſſé, & tranſporté irrevocablement, perpetuellement, & à heritage, au cas que ledit Sieur, ce qu'à Dieu ne plaiſe, aille de cette vie mortelle ſans hoirs procréés legitimement de leur chair audit mariage, tout tel droit, nom, raiſon, action, obligation, proprieté, poſſeſſion, par ci-devant competant audit Sieur en ladite Duché, ſans rien ni aucune choſe reſerver, en cedant & tranſportant dés à preſent comme pour lors, par ledit Sieur à ladite Dame, tous & chacuns ſes droits de proprieté, poſſeſſion, ſaiſine, noms, raiſons, actions & obligations, par ci-devant lui competans & appartenans, en conſtituant & conſtituë ladite Dame dés-à-preſent, audit cas comme pour lors, és choſes que deſſus & chacunes d'icelles, ſon Procureur, comme en ſa propre choſe, & ce tout en corroborant & fortifiant, entant que beſoin ſeroit, le droit par ci-devant competant à ladite Dame audit Duché.

Et pour éviter leſdites incommoditez de guerres, & ſiniſtres fortunes vrai-ſemblablement à enſuivre entre les Païs, que ladite Dame ne convolera à autres nopces, (a) fors avec le Roi futur, s'il lui plaiſt, & faire ſe peut, ou à autre prochain & preſomptif futur Succeſſeur de la Couronne, & lequel prochain hoir ſera tenu en icelui cas faire & exhiber au Roi les reconnoiſſances & redevances, tant honorables que profitables deuës par ci-devant pour raiſon dudit Duché & appartenances, en la forme & maniere qu'ont fait les Ducs & Predeceſſeurs de ladite Dame; & ne pourront aliener ladite Duché & ſes appartenances, en autres mains que dudit Sieur, & de ſes Succeſſeurs Rois de France, que pour le prix deſdites alienations, les hoirs dudit Sieur Roi de France, ne la puiſſent avoir ni recouvrer; & en cas qu'il y auroit enfans procréés deſdits Sieur & Dame, & ladite Dame ſurvivroit ledit Sieur, icelle Dame jouïra & poſſedera entierement ledit Païs & Duché de Bretagne, comme à elle appartenant.

(a) Elle épouſa effectivement Louis XII Roi de France Succeſſeur de Charles VIII.

Item. En outre ledit Sieur a voulu & conſenti, veut & conſent, conſtituë & a conſtitué par ces preſentes, en faveur dudit mariage, à ladite Dame, tout, tant & tel doüaire, que ledit Sieur auroit voulu, conſenti & conſtitué pour dot à feu de noble memoire la Reine dernierement trépaſſée, mere dudit Sieur, que Dieu abſolve, à l'inſtrument duquel dot ledit Sieur ſe rapporte, lequel & toute ſa teneur de point en point il a voulu & veut eſtre inſeré & incorporé en ces preſentes, & de tel effet comme s'il y étoit incorporé.

Item. A voulu & conſenti, veut & conſent ledit Sieur, au cas qu'il ira de vie à trépas devant ladite Dame, que ladite Dame ait, perçoive, & faſſe ſien les meubles, ſoient joiaux, de quelque & tant grand prix qu'ils pourroient étre, leſquels elle aura au tems du trépas dudit Seigneur, ſoient des biens avec ſa perſonne, & pour le ſervice de ſadite perſonne, & ailleurs que pour l'entretenement de ſa maiſon, leſquels il veut être & appartenir perpetuellement à ladite Dame & aux ſiens à toûjours.

Et quant à tout ce que deſſus eſt dit, tenir & accomplir, ſans jamais faire ni tenir au contraire, leſdits Sieur & Dame, & chacun d'eux ont obligé & obligent eux, leurs hoirs, avec tous & chacuns leurs biens & choſes, meubles & immeubles, preſens & à venir; & mêmement ladite Dame, en la preſence & du conſentement, entant que beſoin ſeroit, dudit tres-haut & puiſſant Seigneur Monſieur le Prince d'Orange, parent, & heritier de ladite Dame, lequel, aprés qu'il a oüi les choſes deſſuſdites, & chacunes d'icelles, en tant & pour tant que lui peut toucher pour quelconque intereſt, qui lui puiſſe competer & apartenir, ſoi ſoumettant comme deſſus, a ratifié, loüé, & aprouvé ce que deſſus, & audit cas d'abondant ſondit droit & intereſt eſdits Duché, Comté, & leurs appartenances, en telle & quelconque maniere, ou qualité que ce pourroit monter, taxer ou eſtimer, du conſentement de ladite Dame, ledit Prince d'Orange a cedé, quitté & tranſporté à toûjours mais, irrevocablement audit Sieur & aux ſiens, parce que audit cas le Roi nôtre Sire a promis lui faire recompenſe ailleurs, que audit Duché, & ont renoncé & renoncent leſdits établis & ſoûmis comme deſſus, à toute exception & deception, à tous plegemens, contreplegemens, & oppoſitions quelconques, & principalement ladite Dame au benefice du Velleien, & à toutes & chacunes les choſes à ce contraires.

ANS de J. C. 1491.

Deſquelles choſes les deſſuſdits Seigneur & Dame, & Prince d'Orange, ont paſſé autres ſemblables lettres en effet, & ſubſtance, en la preſence de Maître Pierre Bourreau, licentié aux Loix, Notaire de l'autorité Apoſtolique, pour plus grande fermeté & corroborance des choſes deſſuſdites, & ſans que l'une deſdites lettres puiſſe ou doive aucunement prejudicier à l'autre. Ce fut fait audit Langeais leſdits Seigneur & Dame preſens, & le Prince d'Orange preſent & conſentant, en preſence, conſeil & conſentement des tres-hauts & puiſſans Princes, Meſſieurs Loüis Duc d'Orleans, & Pierre Duc de Bourbon; Charles, Comte d'Angouleſme; Jean, Comte de Foix; François, Comte de Vendôme; Meſſire Gui de Rochefort, Chevalier & Chancelier de France; Reverends Peres Meſſires Loüis d'Amboiſe, Evêque d'Alby; Jean de Reli, Docteur en Theologie, Confeſſeur dudit Seigneur, élû en Evêque d'Angers; avec pluſieurs autres de la part dudit Seigneur, & ledit Monſieur le Prince, Meſſire Philippe de Montauban, Chancelier de Bretagne, le Sire de Guemené, le Sieur de Coëtquen, Grand-Maître dudit Bretagne, & pluſieurs autres de la part de ladite Dame auſſi preſens.

Et promirent leſdits Seigneur & Dame, en promeſſes & paroles roiaux, & ledit Prince d'Orange, par foi & ſerment de ſon corps, pour ce baillez corporellement, de non jamais faire ni venir encontre & incontinent, ſans divertir à autres actes leſdits Seigneur & Dame, procedans en la Salle dudit Châtel de Langeais, où étoit preparé pour celebrer la meſſe, & ſolenniſer leſdites épouſailles deſdits Seigneur & Dame, & illec en la preſence des Notaires ci-deſſous ſignez, les deſſuſdits & pluſieurs autres Ducs & Comtes, tres-illuſtriſſime Princeſſe, Madame Anne de France, Ducheſſe de Bourbon, Sœur dudit Sieur, & autres Seigneurs & Dames en grand nombre, leſdits Seigneur & Dame, par le Miniſtere dudit Reverend Pere en Dieu, Evêque d'Alby, ſolenniſerent, & firent publiquement leurdit mariage, & par paroles de preſent, prirent & épouſerent l'un l'autre, comme en tel cas il eſt accoûtumé, & par le Miniſtere dudit Reverend Pere en Dieu, élû en Evêque d'Angers, fut celebrée meſſe avec la benediction nuptiale. Donné audit lieu de Langeais, & ſcellé du ſceau dont on uſe aux contrats roiaux en la Ville, Châtelenie, & reſſort de Tours, en témoignage de verité, &c. le treizieme jour de Decembre mille quatre-cens quatre-vints-onze.

ANS de J. C. 1492.

DLIII.

Savoye. *Teſtament de* PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Baugé & Seigneur de Breſſe. Fait au Château du Pont-d'Ains, le 26. Juin*, 1492. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 443.

AU nom de la Saincte Trinité Amen. Nous PHILIPPES DE SAVOYE, *Comte de Baugé Seigneur de Breſſe, de Dombes, du Reuermont & de la Valbonne, de Chaſey & Loyettes* filz de feu bonne memoire Monſeigneur Louys Duc de Savoye, de Chablais & d'Aoſte, Prince & Vicaire perpetuel du Sainct Empire, Prince de Piemont, Marquis en Italie, Comte de Geneve & de Baugé, Baron de Vaud & de Foucigny, Seigneur de Nicej, de Verceil & de Fribourg. A tous preſens & à venir Salut & dilection. Sçavoir faiſons que Nous, conſiderant la fragilité de cette humaine & mortelle vie & qu'il n'eſt rien plus incertain que l'heure de la mort, ne choſe plus certaine que la mort veüillant à l'ayde de Dieu omnipotent en noſtre bonne ſanté diſpoſer & ordonner des Seigneuries, biens & heritages, ſucceſſion, droicts & actions que Dieu nous a donné & qui de preſent nous competent & pourroient competer pour l'advenir en quelque maniere que ce ſoit, afin que apres nous, different & contentions ne puiſſent entrevenir entre nos hoirs & Succeſſeurs. Avons fait & aujourd'huy cy apres eſcript, faiſons par ce preſent de noſtre certaine ſcience & voulenté, eſtans graces à Dieu en bonne ſanté & proſperité de noſtre perſonne noſtre preſent Teſtament ſolemnel, par lequel avons diſpoſé, fait & ordonné, faiſons, diſpoſons & ordonnons de noſtre Ame, noſdites Seigneuries, biens, heritages, meubles & immeubles, actions, droicts, ſucceſſions quelconques en la maniere que s'enſuit, premettant le ſaint ſigne de la † & invocant le nom de Jeſus-Chriſt, diſant au nom Pere, du Filz & du Saint Eſprit, Amen. Premierement recommendons tres-humblement noſtre Ame à Dieu noſtre Createur, quand ſon plaiſir ſera qu'elle ſoit ſeparée du corps, & pareillement à ſa doulce Mere la Glorieuſe Vierge Marie, Monſieur Sainct Philippes & toute la Cour Celeſtielle de Paradis. Item voulons & ordonnons eſtre enſevelis en l'Egliſe de Brou lez noſtre bonne Ville de Bourg du Diocеſe de Lyon en noſtre Chappelle, laquelle par la grace de Dieu avons propoſé y faire edifier & conſtruire à l'honneur de noſtre Createur & de ſa glorieuſe Mere du nom & de nomination de Monſieur Sainct Marc Evangeliſte, & d'y fonder une Religion de l'Obſervance de Sainct Benoit, du vouloir de Meſſire Bernardin Oudry à preſent Prieur Commandataire dudit Brou, pour tousjours celebrer & decanter une grand Meſſe quotidiane du jour & toutes les Heures Canoniales en ladite Egliſe de Brou & Chappelle par leſdits obſervations du remede de noſtre Ame & Succeſſeurs, & illec eliſons noſtre ſepulture toutes les fois que le plaiſir dudit noſtre Createur plaira nous fere paſſer de ce monde en l'autre; & en cas que deffalliſſons de ce monde avant la fondation de ladite Chappelle & fondations deſdits Obſervantins, voulons & ordonnons que de nos propres biens ſoient faites & accomplies par nos hoirs Succeſſeurs cy-deſſoubs nommés toutes les choſes deſſous & apres eſcrites.

Item laiſſons la Luminaire des jours de noſtre Inhumation & enterrement à la diſpoſition & ordonnance de noſtre tres-chere & tres-amée Compaigne & de noſtredit hoir, & ſemblablement le nombre des Meſſes & des obſeques qui ſe doivent fere & celebrer iceluy jour de noſtre enterrement, & apres pour le remede de noſtre Ame & de nos Predeceſſeurs. ANS de J. C.

Item donnons & delaiſſons pour honneur de noſtre Createur & remede de noſtre Ame & Succeſſeurs à marier pauvres filles pucelles, fere aumoſne, dire Meſſes & accomplir autres œuvres pies, la ſomme de trois mille florins, leſquels voulons eſtre payés entierement & par noſtredit hoir & Succeſſeur dans un an & jour apres noſtre treſpas par l'ordonnance de noſtredite Compaigne ou cas que avant noſtre treſpas ne nous ſerions declairés à noſtredite Compaigne. 1492.

Item voulons, ordonnons que le jour de noſtre Inhumation ſoient données vingt-quatre Robbes à vingt-quatre pouvres pour honneur de Dieu de drap blanc, enſemble chauſſe & chaperons de tel drap qu'il ſemblera à noſtredite Compaigne & heritier.

Item ordonnons & voulons que tous ceux à qui nous ſommes obligé ou autrement tenus, ſoyent payés par noſtredit hoir & qu'ils ſoient creûs par bon & vallable ſerment de ce qui leur ſera deu, pourveu que ce ſoient gens de bonne reputation & fame.

Item voulons, ordonnons que nos ſerviteurs ſoyent guerdonnés chacun en ſa qualité au plaiſir de noſtredite Compaigne & ſuyvant qu'il luy apparera de fere pour le moins & en façon que ne puiſſions avoir charge de conſcience.

Item donnons & leguons & par droit d'Inſtitution delaiſſons à noſtre tres-chere Fille Loyſe & autres que Dieu nous vouldra donner de noſtredite Compaigne & à cheſcune d'elles, c'eſt aſſavoir à l'Eſnée vingt-mille francs, & à une cheſcune des autres ſix mille francs & outre plus ſelon les partys que l'on treuvera tel mariage & telle dotte que par noſtredite Compaigne & heritier univerſel leur conſtitueront & ordonneront, & ce pour tous droicts, pourtion, part, partage, legitime, querelle, reclamations que leur porroient appartenir en quelque maniere que ce ſoit en noſdites Seigneuries, biens, meubles & immeubles, droicts & actions en condition qu'elles doivent eſtre contentes de leur Inſtitution de droit, ſans plus avant demander ny quereler en nos biens, car en ce les inſtituons & une chacune d'icelles nos heritieres particulieres, & pour tant les voulons eſtre excluſes de noſtre hoyrie.

Item donnons & leguons dix mille florins pour une fois à payer par noſtredite Compaigne à noſtre Amé Confeſſeur ſur noſtre hoirie ou nous, luy avons ordonné pour le bien de noſtre Ame & deſcharge de noſtre conſcience, & voulons que dedans l'an apres noſtre decez il y ſoit ſatisfait.

Item voulons, conſtituons & ordonnons noſtre tres-chere & tres-Amée Compaigne Dame Marguerite de Bourbon Sœur germaine de haut & puiſſant Prince Monſeigneur le Duc de Bourbon & d'Auvergne, eſtre Dame Tutrice & Gouvernereſſe des perſonnes & biens, meubles, immeubles quels qu'ils ſoient de nos hoirs & autres nos Enfans maſles & femelles procrées de cette heure, & par la grace de Dieu à procréer d'icelle durant ſa vie & meſmement juſques à ce que noſtre heritier ſoit en l'eage de vingt-cinq ans, & ſans rendre compte à nully; & ce faiſons oultre les autres droicts & aſſignations que deja lui avons paſſé promis & ordonné & plus amplement declaré au Contract de Mariage d'icelle & de nous, leſquelles choſes derechef ratiffions, approuvons par ce preſent en tant que beſoin eſt.

Et d'autre part pour les bons & agreables ſervices qu'elle nous a fait & fait chacun jour & eſperons qu'elle fera pour le temps advenir. Voulons & Ordonnons qu'elle puiſſe diſpoſer, fere & donner à ſon plaiſir & voulonté auquel qu'il luy plaiſe de nos Enfans maſles ou femelles des dix mille eſcus, leſquels luy avons donné en noſtre Contract de Mariage, & pareillement fere & diſpoſer de tous ſes Joaux.

Item laiſſons par droit d'Inſtitution à noſtre ſecond Filz ſe du temps de noſtre treſpas nous l'avons ou au poſthu-

ANS de J. C. 1492.

posthume s'il y en a de nous tous nos aquiſes que lors pourrions avoir faites hors de noſtre Pays de Breſſe & appannaige à nos donné que deſſus, & qui ne ſoyent entre les Rivieres de Roſne, d'Ains, de Saone & de Seille; car leſdites acquiſes eſtans entre leſdites Rivieres, voulons demourer & appartenir à noſtre Heritier univerſel cy-deſſous nommé; delaiſſons neantmoins l'uſu-fruict de toutes nos acquiſes à noſtre ditte & tres-Amée Compaigne, & ſe au cas que ledit ſecond ne fera vertueux & bien diſpoſé de ſa perſonne & obeyſſant à noſtreditte Compaigne, autrement s'il en y avoit apres luy d'autres plus vertueux, obeyſſans & agreables à elle, Nous voulons & ordonnons que à celuy-là qu'elle jugera & declarera eſtre plus diſpouſé, que noſdits acqueſts hors deſdites Rivieres ſoyent & appartiennent & en iceulx l'inſtituons noſtre Heritier, & voulons qu'il ne puiſſe quereler, ny demander autre choſe en noſtre hoirie.

Item ou cas que noſtredit ſecond Fils ne nous ſuccedera en noſdits acqueſts, comme dit eſt, & il en ayt un autre ou pluſieurs delaiſſés de nous, nous delaiſſons à luy & à un chacun d'eux mille francs de pention à leur vie juſques ils ſoient pourveus en l'Egliſe ou du Monde, pour vivre convenablement, & en ce les faiſons nos heritiers, & voulons que de tant ils ſe doivent contenter, ſans pouvoir autre choſe quereler ne demander en noſdites hoyries, & ou cas que noſtredit ſecond maſle ou autre qui ſuccedera en nos acqueſts ira de vie à treſpas ſans hoirs maſles, ou ſes hoirs maſles ſans hoirs maſles, Nous luy ſubſtituons de plain droit noſtredit heritier à celuy que lors ſera deſcendu de luy & ſon Succeſſeur en noſtredite hoirie univerſelle par telle condition qu'il doye marier les Filles, ſe aucunes en y auroit convenablement ſelon leur Etat, compregnant au mariage la legitime de leur Pere.

Au ſurplus en tous nos autres biens, droicts, & actions quels qu'ils ſoient à preſent & pour l'advenir que deſſus n'avons donné ou legué, & que cy-apres ne donnerons ne leguerons, Nous faiſons, inſtituons, & de noſtre propre bouche nommons & eſtre voulons noſtredit Heritier univerſel noſtredit Ainſné Fils *Philibert* & ſes Enfans & les Enfans de ſes Enfans maſles procréés en loyal Mariage, tant qu'il en y aura, avecques condition que l'Aiſné Fils deſcendant de nous, ou des Enfans qui deſcendront de nos Enfans ſoit Seigneur & doye touſiours avoir en titre & prerogative nos Seigneuries telles qu'elles nous furent baillées en heritage & tiltre par feu de digne memoire noſtre tres-redouté Seigneur & Pere, parmy ce auſſi que ledit Ainſné ſera tenu d'alimenter & adrecer les autres maſles, marier les Filles ſelon leur Eſtat, comme dit eſt, & ſe paravanture que Dieu ne veuelle noſtredit Filz, ſes Enfans & les Enfans de ſes Enfans maſles procrées en loyal mariage deffailloyent ſans Enfans maſles procreés de leur corps en loyal mariage comme deſſus, & en celuy cas leur ſubſtituons ſon Frere ſecond, ſe aucun il en aura & ſes Enfans maſles & les Enfans de ſes Enfans nés en loyal mariage, & au tiers & quart Frere de leurs Enfans & Enfans des Enfans maſles nés en loyal mariage, s'ils viennent à deffaillir ſans Enfans maſles, leur ſubſtituons le cinquiéme maſle, ſi tant en y aura, & les Enfans de ſes Enfans procreés en loyal mariage & deſcendans de nous par droite lignée maſculine, *uſque in Infinitum*. Et voulons & entendons que à jamais noſtre Aiſné & les aiſnés de luy & à leur defaut les autres maſles plus prochains heritiers deſcendants d'eux, ſoyent & dient eſtre Seigneurs de noſtre Comté de Baugé & toutes autres nos Seigneuries à nous données & delaiſſées par noſtredit Seigneur & Pere comme dit eſt avecques leſdits acqueſts, en telle maniere qu'ils ne puiſſent ne leur ſoit loyſible aliener aucune de noſdits hoyries ne partie d'icelle, leſquelles nous voulons eſtre inalienables. Et au cas que leſ deſſus defaudroient ſans Enfans maſles, nous leur ſubſtituons mon tres-redouté Seigneur Monſeigneur le Duc de Savoye lors eſtant & ſes Enfans maſles Ducs de Savoye en tous noſdits biens, meubles & immeubles quelque part qu'ils ſoient; & ſe par avanture que Dieu ne veuelle, ils vinſſent à deffaillir, nous ſubſtituons en noſdits biens le plus proche du lignage de nous & armes de Savoye.

ANS de J. C. 1492.

Les Exequuteurs de noſtre preſente ordonnance, volenté & Teſtament ſolemnel ſeront tres-Reverend Pere en Dieu Monſieur le Cardinal de Bourbon Archeveſque & Comte de Lyon, Frere Germain de de noſtredite Compaigne; noſtre tres-cher & tres-amé Frere Monſieur Jean de Savoye Comte de Geneve; nos tres-chers, bien amés & feaux Monſieur Jean Cloppet Chancellier de Savoye; Boniface de Chalant Seigneur de Varey; Amé de Geneve Seigneur de Boringe & de Meillonnas; Jacques de Buſſi Eſcuyer de noſtre Eſcuyerie, & à deffaut d'eulx les Seigneurs de Chaſtillon de la Palu, Filippe de Geneve Seigneur de Wilens, Guigues Seigneur de Chaſteau-vieux & le Seigneur du Saix. Fait au Chaſteau du Pont-d'ains le XXVI. Juin, M. CCCC. LXXXXII. Signé Aycard.

DLIV.

Ligue D'ANNE *Reine de France*, de LOUIS *Duc d'Orleans*, de PIERRE *& d'*ANNE *Duc & Ducheſſe de Bourbon, pour le ſervice de Charles VIII. Roi de France. A Paris le 5. Juillet* 1492. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 343.

ANS de J. C. 1492. BRETAGNE, ORLEANS ET BOURBON.

NOus ANNE, par la grace de Dieu Reine de France, LOUIS Duc d'Orleans, PIERRE & ANNE Duc & Ducheſſe de Bourbon, voiant & conſiderant les grandes affaires & damnables entrepriſes, que les ennemis de Monſeigneur le Roi, font de jour à autre à l'encontre dudit Seigneur, & de ſon Roiaume, & le grand deſordre qui aujourdui eſt auſſi en la maiſon dudit Seigneur, au moien dequoi icelui Seigneur & ſes ſujets pourroient être en danger de tomber en grands inconveniens, s'il n'y étoit pourveû. Parquoi nous, qui de tout nôtre cœur déſirons le bien, ſeureté, & proſperité dudit Seigneur & de ſon Roiaume, & de tout nôtre pouvoir nous emploier & ſervir, comme ceux à qui plus la choſe touche, aprés nôtredit Seigneur le Roi, & qui plus y ſont tenus, ſoit requis, & tres-neceſſaire, que bon amour, union, & intelligence, ſe prenne par entre nous, afin que mieux puiſſions ſervir au bien dudit Seigneur, & de ſon Roiaume, & obvier, reſiſter, & pourvoir contre ceux qui à ce voudroient venir au contraire. Et pour toûjours entretenir les amitiez, ſermens, & promeſſes, qui par ci-devant ont été faits à cette intention, & que iceux ſoient plus ſeurement tenus & obſervez, ſans feinte, fraude, ni mal engin; & auſſi que doreſnavant l'amitié, dont dépendent leſdits ſermens, puiſſe être plus ſeure & en plus grande fermeté & ſeureté entre nous. Aujourdui cinquieme jour de Juillet, en la preſence & entre les mains de l'Archevêque de Narbonne, tenant le fuſt de la vraie Croix, & autres ſaintes & precieuſes reliques, promettons, & jurons en parole de Princes, par la foi & ſerment de nos corps, & damnation de nos ames, privation de nôtre part de Paradis, & par le Saint Sacrement de Batême, que nous avons reçû, de bien & loiaument ſervir le Roi, & de nous aimer, entretenir, favoriſer, ſoûtenir, & ſupporter l'un l'autre comme ſoi-même, en la bonne grace dudit Seigneur, nous emploier ſans faute nulle aux affaires l'un de l'autre, comme ſes propres affaires; porter & ſoûtenir,

ANS de J. C. 1492.

tenir, requerir & faire requerir l'un pour l'autre, de toutes choſes, qui ſeront pour le bien, honneur, & profit du Roi, du Roiaume, & de nous; & quand aucun voudra entreprendre ſur aucuns de nous, comme ſur nôtre honneur, état, & biens, & de nos ſerviteurs, que tous enſemble nous y obvierons, & courrons ſus de toute nôtre puiſſance. Et pour ce qu'il peut être, qu'aucuns pourroient par ci-aprés porter paroles, & faire entrepriſes & pratiques, de nous mettre en défiance & ſoupçon, malveillance, & malcontentement les uns contre les autres, pour quelque maniere & couleur que ce ſoit, voulant faire nouvelle amitié, ou autre pratique qui pourroit porter prejudice aux fins pour leſquelles nous faiſons cette preſente amitié, & entre autres le Seigneur de Graville, Amiral de France, par lui, ou autres; nous ſerons tenus le relever, ou declarer l'un à l'autre de ceux qui ſeront ſur les lieux, ou aux environs, dedans vint-quatre-heures; & ſi n'y ſommes, à la plus grande diligence que poſſible nous ſera, aiant égard à la diſtance du Païs où nous ſerons pour lors, & de ne faire avec ledit Amiral, procurer, ou faire procurer aucune amitié ou intelligence, ni à autre de par lui, ſans le ſçû, vouloir, & conſentement de tous nous. Et en outre, nous Ducs d'Orleans & de Bourbon, qui devons être appellez aux affaires dudit Seigneur & de ſon Roiaume, promettons & jurons par le ſerment deſſuſdit, faire appeller l'un l'autre, ou gens pour nous auſdites affaires. Et s'il avenoit, que aucuns vouluſſent empêcher que ne nous y trouvaſſions, que l'un n'y demeure ſans l'autre, ſi n'eſt par le vouloir & conſentement l'un de l'autre. Au ſurplus, promettons & jurons comme devant, faire tenir & obſerver à nos amis & ſerviteurs, à qui en donnerons connoiſſance, les choſes deſſuſdites; & au cas que noſdits amis & ſerviteurs en feroient refuſans, nous declarerons à l'encontre d'eux.

Item, promettons & jurons comme deſſus, de porter & ſoûtenir nos ſerviteurs à qui de ce baillerons connoiſſance, qui nous ſerviront eſdites choſes, comme nos propres perſonnes. Donné à Paris ſous nos ſeings manuels, & ſcels de nos armes, le jour que deſſus, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-douze. Signé, Anne, Loüis, Pierre, Anne de France.

DLV.

ANS de J. C. 1492.

AUTRICHE ET L'ESCLUSE.

Traité entre le Duc de Saxe, Lieutenant Général des Troupes de MAXIMILIEN *Roi des Romains, & de* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche ſon Fils, & le Sieur de Raveſteyn, Seigneur de* L'ECLUSE, *pour la reddition de ladite Place & de ſes dépendances; fait le* 12. *Octobre* 1492. Jean Molinet. Chroniques Manuſcrites. Tom III. pag. 11.

MOnſieur de Raveſtain fera ſerment entre les mains du Duc de Saxe au nom, & comme Lieutenant General de la Majeſté Royale des Romains, & de Monſieur l'Archiduc ſon Filz, de leur eſtre & demourer bon & loyal, & de faire tout ce que bon & loyal vaſſal & ſubject eſt tenu de faire, & les ſervir envers & contre tous ſans exception aucune, ſur la requeſte faicte par Monſieur de Raveſtain, pour le rappel du Ban Imperial mondict Sieur de Saxe. Meſſieurs de l'Ordre & autres preſens feront volontiers diligence vers la Majeſté Royale, & luy eſcriveront & requerront, que ſon plaiſir ſoit de pourſuyvre vers la Majeſté Imperiale, d'oſter & anichiler ledict Ban, lequel touche ſeulement à la Majeſté Imperiale, & Royale Monſieur l'Archiduc, Monſieur de Saxe, Meſſieurs de l'Ordre & autres du Conſeil, ne feront ny ſouffriront faire à mondict Sieur de Raveſtain, és Pays de pardeça, tant qu'en eux ſera aucun empeſchement à cauſe dudict Ban. ANS de J. C.

Monſieur de Raveſtain livrera incontinent le grand Chaſteau de l'ESCLUSE, és mains de Monſieur le Duc de Saxe, Lieutenant General en livrant les clefs d'iceluy, & ce faict mondict Sieur de Saxe, remettra incontinent leſdicts Chaſteaux, és mains de mondict Sieur de Raveſtain, entendu que ledict Sieur de Raveſtain, ſera tenu & promettra de remettre ledict Chaſteau, és mains du Roy à toute heure, que en perſonne luy en requerra au lieu de l'Eſcluſe, ou és mains de Monſieur l'Archiduc, luy venu en l'âge de 18. ans, & reçeu en ſes Pays, & ſi ledict Monſieur l'Archiduc, terminoit vie par mort avant ledict âge, ledict Sieur de Raveſtain, ſera tenu aprez ledict terme de remettre ladicte Place, és mains du vray heritier de mondict Sieur l'Archiduc, & à toute heure qu'il plaira au Roy, ou audict Sieur Archiduc de venir en perſonne audict Chaſteau, il les lairra dedans à telle puiſſance qu'il leur plaira ſans condition, & incontinent ledict Sieur de Raveſtain, ſera ſerment ſur obligation de corps & de biens, que pendant ce tamps il ne ſera ny ſouffrira faire, audict Chaſteau au dehors par Mer ou par Terre, aucun dommage à meſdicts Sieurs Roy & Archiduc à leurs Pays & Subjects, ny au Roy d'Angleterre ſes Pays & Subjects ny à leurs Alliez. 1492.

Item mettra incontinent le petit Chaſteau, és mains de Monſieur l'Archiduc le livrant és mains de Monſieur de Saxe, comme leur Lieutenant General ſans moyen.

Aura ledict Sieur de Raveſtain telle penſion continuelle, qu'il eſt accouſtumé à ſçavoir ſix mille livres de 40. gros, tant qu'il plaira à meſdicts Seigneurs.

Joüira de tous ſes biens quelconques à luy ſuccedez par le trepas de Pere & Mere, & autrement tout ce que de droict & raiſon luy appartient, en quoy le Roy, Monſieur l'Archiduc & Monſieur de Saxe, ne luy feront empeſchement.

Le ſuyvront les rentes des biens appartenants de droict à ſa compagne, & outre ce des Villes, Chaſteaux & Terre d'Enghien, & par deſſus ce ledict Sieur de Raveſtain joüira & prouſitera de toutes les rentes, & biens de Madame de Vendoſme ſa belle Sœur, eſtants es Pays de meſdicts Sieurs, & commettra receveurs pour recevoir les rentes, & deniers ſauf qu'il n'aura auctorité de commettre les Officiers de Juſtice ny les renouveller, tant & ſi longuement que leſdictes Dames de Vendoſme & de Raveſtain, auront faict leur partaige, & qu'il plaira au Roy.

Tous les Serviteurs dudict Sieur de Raveſtain, de quelque eſtat ou condition qu'ils ſoyent, & ceux leſquelz ont tenu ſon party, de quelque tamps que ce ſoit depuis le commencement des preſens differens tant preſens que abſens, enſamble les Bourgeois & habitans de la Ville de l'Eſcluſe, & ceux leſquelz en icelle ou ailleurs ſe ſont refugiez pour cauſe deſdicts differents, pourront demourer, aller, hanter & converſer par tout les Pays du Roy, & de mondict Sieur l'Archiduc, & ſeront en iceux auſſy francs & paiſibles, qu'ils eſtoient avant leſdicts differents, ſans que pour cauſe d'iceux, ny des choſes advenues durant iceux contre qui que ce ſoit par Mer ou par Terre de faict, de parolle ou autrement on leur puiſſe demander aucune choſe, mais toutes choſes paſſées par ce preſent Traicté ſeront remiſes, abolies & tenues comme choſes non faictes, & non advenues.

Et ſi ledict Sieur de Raveſtain à aucuns Serviteurs ou gens de guerre en France, à la Baſſée ou en Chaſtel à Cambreſis, iceux ſeront comprins en ce preſent Traicté, & auront abolition s'ils veullent de retourner pardeça en dedans 15. jours aprez la Publication de

ANS de J. C. 1492.

de cette, par quoy à leur requeſte leur ſera faict & baillé ſauf conduit, ſauf que les Traictez de Louvain, de Bruxelles, de Gand & de Bruges, demeureront en leur vigueur, reſervez hors mis Jehan de Riebes, lequel ſera comprins en ce Traicté moyennant qu'il n'entrera en la Ville de Bruges, ſans le congé du Roy & de Monſieur de Saxe, & ſera par ce ledict Traicté remis & aboly le faict advenu en la perſonne de feu le Sieur de Raſſenghien, en tant qu'il touche le Roy & Monſieur, ſans que à cauſe de ce à requeſte de partie, ou autrement aucune pourſuitte criminele en puiſſe eſtre faicte, és Pays & Seigneuries du Roy & de mondict Seigneur, ſur ceux leſquelz pourroient eſtre coulpables dudict faict, mais ſera ledict Sieur de Raveſtain tenu de contenter partie en deans ſix mois prochains, civilement ſeulement s'il luy eſt poſſible, & partie ſe veüille gracieuſement contenter, & ſi icelle differoit, & ne ſe vouluſſe contenter ainſy que dict eſt, ledict Sieur de Raveſtain ſera tenu quitte, en accompliſſant ce que par le Prince ou ſes Commis en ſera ordonné.

Et ſi ledict Sieur de Raveſtain, pendant leſdicts ſix mois ne contente partie, leſdictes parties auront leur action de povoir intenter civilement ſeulement.

Tous les priſonniers de guerre d'un party & d'autre eſtants à rançon payeront icelle, & ceux leſquelz ne s'y ſont encore mis ſeront delivrez moyennant gracieuſe Finance.

Chacun d'un coſté & d'autre preſent, & abſent des Pays du Roy & de mondict Sieur l'Archiduc, comprins en ce Traicté retourneront en leurs biens en tel eſtat, qu'ils les trouveront, & ſi des biens immeubles quelque choſe eſtoit venduë ou alienée, ce ne prejudiciera à l'entier, mais ſeront telles venditions tenuës de nulle valeur, & les rentes & hypotecques ſe payeront des heritages, leſquelz auront eſté conſiſquez d'un party & d'autre, à la charge de ceux leſquelz auront jouy & proufité d'iceux heritages, au nom du proprietaire ou heritier, hors mis Guy de Baenſt, lequel a eu ſa Maiſon dedans l'Eſcluſe razée, qui n'eſt pas exploict de guerre, pourquoy ceux de l'Eſcluſe, d'Oſtende & de Cadſant, lors eſtans dedans la Ville de l'Eſcluſe, ou y ayans eſté durant ce preſent ſiege, luy payeront pour reparation de ladicte Maiſon la ſomme de ſix mille livres de 40. gros, en dedans trois ans prochains, dont le premier terme eſchéera le 1. jour d'Octobre de l'an 1493. le 2. dedans un an aprez & le 3. enſuivant dont luy ſera baillée bonne ſeureté.

Si aucuns Serviteurs dudict Sieur de Raveſtain, ou autre ayant tenu ſon party eſtoient en procez auparavant, & durant ces differents pour quelconque cauſe que ce ſoit en demandant ou en deffendant, ils ſeront receus en juſtice à pourſuivre leur droict, & tenus en tel eſtat, qu'ils eſtoient au commencement deſdicts differents, nonobſtant les appoinctements contr'eux donnez, & prononcez par coutumace durant leur abſence.

Et quant aux procez leſquelz ſont ou auront eſté pour cauſe d'aucuns exploicts de guerre, advenus par Mer ou par Terre, depuis la Paix de Bruges de l'an 1487. iceux procez, & toutes procedures en enſuivant ſeront abolis, & mis a neant par ce preſent Traicté.

Si ledict Sieur de Raveſtain, ou aucuns de ſes Serviteurs durant ces diviſions, ou auparavant s'eſtoient endebtez & obligez en aucuns deniers, ils pourront icelles leurs debtes en dedans deux mois prochains, enſuivants la Publication de ce Traicté, en baillant or ou argent à tel prix ou valeur, qu'il avoit cours au jour, que leſdictes debtes furent faictes, & ſemblablement pourront faire ceux leſquelz doivent audict Sieur de Raveſtain, ou à ceux de ſon party.

Tous dons de confiſcations faicts par ledict Sieur de Raveſtain, & deniers par luy & à ſon proufit receus, & ceux auſquelz il a de ce donné quittance, & ſingulierement au corps de la Ville de l'Eſcluſe ſoit du Domaine du Roy, de Monſeigneur, ou d'autres deniers & debtes leſquelz leur eſtoient deubs, pour quelconque cauſe que ce ſoit, ou aucunes particulieres perſonnes de rente, meubles, & arrierages demoureront donnez, quittes, & receus, ſans que à cette cauſe l'on n'en puiſſe rien retracter ou demander, ſemblablement tout ce que ledict Sieur de Raveſtain, les Bailly, Bourguemaiſtres, Eſchevins & Conſeil de la Ville de l'Eſcluſe a eſté ordonné, appoincté & jugé, & executé durants leſdicts differens ſur ceux eſtans dedans l'Eſcluſe en quelque maniere que ce ſoit, nonobſtant les privileges & franchiſes à ce contraires.

ANS de J. C. 1492.

Pour ce que ledict Sieur demande au Roy, & à Monſieur grande ſomme de deniers, qu'ils luy doivent pour cauſe d'aucuns ſervices, qu'il leur a faict, comme appert par certain compte ſigné de la main du Roy, & d'aucuns de ſes Financiers, comme il dict, & que avec il demande 80. mille florins d'or pour les deſpens, & reparations par luy faicts au grand Chaſteau de l'Eſcluſe, Monſieur de Saxe à appoincté avec ledict Sieur, que pour tout ce qu'il pourroit demander au Roy & à mondict Sieur, juſques à ce jour il aura la ſomme de 30. mille livres à 40. gros, laquelle ſomme luy ſera aſſignée ſur les 4. Pays, à ſcavoir Brabant, Flandres, Hollande & Zelande, à payer les dix mille en dedans 2. mois prochains venans, & les autres 20. mille à 2. demie années prochaines ſuivantes leſdicts deux mois, & quant le Roy ou mondict Sieur, reprendront ledict Chaſteau hors des mains de mondict Sieur de Raveſtain, s'il leur plaiſt lors luy donner aucune choſe pour leſdites reparations & deſpens, ce eſt remis en leur bon plaiſir.

Toutes les Navires de Guerre eſtants preſentement au havre de l'Eſcluſe, appartenants aux habitans dudict lieu, ou aux Serviteurs, Domeſtiques de mondict Sieur de Raveſtain, demoureront illec paiſibles, & jouiront de ce Traicté, ſauf & pourveu, qu'ils n'exploicteront la guerre ſur les Alliez, & bien vueillans du Roy & de mondict Sieur l'Archiduc, ſur peine d'eſtre tenus pour ennemis & infracteurs de la Paix.

Et quant aux eſtrangers non reſidens à l'Eſcluſe, & ne ſont Domeſtiques dudict Sieur, ſe retireront en dedans 15. jours aprez la Publication de cette, & ſeront ſerment que à leur partement de ladicte Ville de l'Eſcluſe, & un mois aprez cette dicte Publication, ils ne feront aucun dommage au Roy, à Monſieur, ny à leurs Pays & Subjects.

Touchant ce que Monſieur de Raveſtain requiert, que pour obvier, que es Pays de pardeça ou ailleurs n'advienne aucuns proces, diſſenſions ou querelles pour cauſe des priſes & exploicts de guerre, faicts ſur les corps & biens des Marchands Eſtrangiers de quelque eſtat, nation ou condition qu'ils ſoient durant les ſuſdicts differents, le Roy, & mondict Sieur luy promettent, que pour pourſuitte quelconque ny à la requeſte de qui que ce ſoit pour cauſe des deſſuſdictes priſes, ils ne feront ou permettront aucunement endommager ceux leſquelz ont tenu le party, & querelle dudict Sieur de Raveſtain, ny leurs biens Navires, ny Marchandiſes par Juſtice, ny autrement; mais demoureront & feront par ce preſent Traicté, francs & paiſibles en tous les lieux de l'obeyſſance de meſdicts Sieurs. Eſt dict par ce preſent Traicté que le Roy, mondict Sieur, le Duc de Saxe & Meſſieurs de l'Ordre, & du Conſeil eſcrivront & prieront aux Roys d'Angleterre, d'Eſpagne & autres Princes, auſquelz ſera beſoing qu'ils veulent induire leurs ſubjects, & tant faire qu'ils laiſſent ledict Sieur de Raveſtain, & ceux ayant tenu ſon party paiſible du

ANS de J. C. 1492.

contenu de ce presént article Et le Roy, mondict Sieur, le Duc de Saxe, les Sieurs de l'Ordre, & autres du Conseil ne souffriront ny permettront, que audict Sieur de Ravestain, & à ceux ayant tenu son party soit es Pays du Roy de mondict Sieur faict aucun arrest, poursuitte, empeschement ou dommage pour cause des choses faictes, & advenues par Mer & par Terre durants ces presens differents, mais seront de ce deschargez, & pourront paisiblement demourer & converser par tous les Pays de mes avant dicts Sieurs.

Tous les gens de guerre, marchands & autres, de quelque Estat, Pays & Nation, qu'ils soyent estants presentement à l'Escluse, ils se pourront avec leur Marchandise, & biens quelconques retirer ou bon leur semblera soit en France, ou aillieurs en dedans 15. jours aprez la Publication de cette, sans que l'on leur puisse faire, ou donner ny mettre arrest aucun, mais si besoin faict pour plus grande seureté, ils leur feront bailler Sauconduict pour eux & leurs biens, & si aucuns d'iceux en vertu de ce present Traicté vouloient demourer en l'obeyssance du Roy, & de mondict Sieur, & jouir de cedict Traicté ils le pourront faire, sans que pour cause des choses par eux faictes, & qui sont advenues durant lesdictes divisions on leur puisse demander aucune chose.

Les Bourgmaistres, Eschevins, Conseil, Bourgeois & Habitans de la Ville de l'Escluse, jouiront doresnavant de la grace, & quittance à eux faicte par le Roy & mondict Sieur l'Archiduc, en l'an 1486. laquelle est des trois Pays pour leur portion de toutes aydes, & subventions à mesdicts Sieurs lors accordez, ou à accorder durant 10. ans lors ensuivants.

Tous dons, privileges, franchises, coustumes & octroys, desquelz ladicte Ville a usé des le temps du Roy, de feue Madame Marie, que Dieu absolve & de feus les Ducs Philippe, & Charles de Bourgoigne, & leurs predecesseurs Comtes & Comtesses de Flandres, sont confirmez & ratifiez par ce present Traicté, & pourront iceux doresnavant paisiblement jouir comme ils ont faict jusques ores.

Accomplissant lesquelles choses nous au nom, & comme Lieutenant devant dict, &c.

Signées sur le ply par Monsieur le Duc de Saxe, Lieutenant General, Engelbert Comte de Nassou, Lieutenant en Flandres, Monsieur le Prince de Chimay, Adolf Comte de Nassou, les Sieurs de Beures, & de Chievres, de Merode, & plusieurs autres presens du Secretaire J. Barry, & scéellé des Sceaux desdicts Sieurs.

DLVI.

ANS de J. C. 1492.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Traité de Paix entre CHARLES VIII. *Roi de France, &* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. Fait à Etaples, le 3. Novembre* 1492. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 344 G. G. Leibnitz. Codex Diplomaticus. pag. 46.

PHILIPPUS DE CREVECŒUR, Dominus Desquerdes, & de Lannoi, Marescallus Franciæ, Locum-tenens, & Capitaneus Generalis Domini nostri Regis in suis Patriis Artesii & Picardiæ, ac miles sui ordinis, Ludovicus de Hallewin, Dominus de Pienne, Franciscus de Crequi, dominus de Deurrier, Radulphus de Lannoi, Dominus de Morvilliers, Milites, Consiliarii & Cambellani, Joannes d'Offay, Consiliarius & Magister Requestarum Hospitii, Ambassiatores, Procuratores, & Commissarii in hac parte Serenissimi ac metuendissimi Principis, Domini nostri supremi CAROLI, Dei gratia Francorum Regis Christianissimi: Omnibus & singulis præsentes litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus, quod cum probiora de mortalibus dona à superis tradi nequeant, quam bona Pacis, & longo rerum usu acquisitione semper cognitum sit, Pacem esse summum illud & præcipuum munus, quod humano generi conducere queat, satisque compertum sit, quot calamitates & ærumnæ passim è bello exoriantur, quot vero commoda pax certa & stabilis undique attulerit; idcirco nos, quantum fructus & utilitatis Franciæ & Angliæ Regnorum incolis ex Pace & amicitia antehac inter ipsorum Regnorum Reges & Principes initis & contractis accreverit plene cognoscentes; Nos pro dicto Serenissimo Principe nostro Francorum Rege Christianissimo antedicto suisque hæredibus & successoribus, atque ejus & eorum nomine, autoritate nobis ab eodem Rege nostro per suas litteras patentes commissa, quarum tenor sequitur, & de talis.

ANS de J. C. 1492.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme depuis aucuns tems en-çà nous aions donné charge à nôtre amé & feal Conseiller & Chambellan le Sieur Desquerdes, Chevalier de nôtre Ordre, Marêchal de France, nôtre Lieutenant & Capitaine General de nos Païs de Picardie & Artois, & autres en sa Compagnie, de tenir paroles, & communiquer avec le Sieur d'Aubenay, Chevalier, Lieutenant General pour nôtre Frere & Cousin le Roi d'Angleterre, & Capitaine à Calais, touchant le bien de Paix, Tréves, intelligences, & bonnes amitiez d'entre nous & nos Roiaumes, Païs, Seigneuries, & Sujets, tellement que de present les matieres & choses dessusdites, sont en état & disposition de parvenir à bonne fin, & soit ainsi que pour à icelle donner ordre, & prendre conclusion, soit requis & chose tres-necessaire, commettre & ordonner avec ledit Marêchal Desquerdes aucuns bons, feaux, & notables personages entendus esdites matieres, & auxquels aions toute fiance. Savoir faisons, que nous confiant à plein des grands sens, suffisance, loiauté, & bonne experience d'icelui nôtre Chambellan, le Marêchal Desquerdes, & de nos amez & feaux Conseillers l'Evêque de Noion, le Sire de Piennes, nôtre Chambellan Ordinaire; Jean de la Vacquerie, Chevalier, Premier President de nôtre Cour de Parlement à Paris; le Sieur de Dourrier; Maître Robert Gaguin, General Ministre de l'Ordre de la Trinité des Maturins, les Sieurs de Morvilliers, de Wyere de Fouquerolles, & Maître Jean d'Offay, Maître des Requêtes de nôtre Hôtel, à iceux pour les causes dessusdites, & autres grandes raisons & considerations à ce nous mouvans, & principalement pour éviter les inconveniens & grands maux qui à cause de la guerre sont avenus, & pourroient avenir; aussi pour parvenir à toute Paix, Tréve, intelligence, & bonne amitié, au bien, seureté, & soulagement de nos bons & loiaux sujets, qui est l'une des choses de ce monde que plus desirons aprés nôtre salut, avons & aux cinq, quatre, ou trois d'eux, dont icelui Marêchal Desquerdes sera toûjours l'un, donné & donnons par ces presentes signées de nôtre main, plein pouvoir, autorité, & mandement special, d'eux transporter en telle des Villes de nosdits Païs de Picardie & Artois, ou ailleurs que besoin sera, où ils verront être à faire, pour illec avec ledit Sieur d'Aubenay, & autres gens & Ambassadeurs, que nôtredit Frere & Cousin le Roi d'Angleterre y voudra envoier, & faire trouver de sa part, besogner, traiter, transiger, accorder, appointer, & promettre sur les choses dessusdites, & les dépendances d'icelles, ce qu'ils trouveront, & connoîtront en la meilleure & plus grande seûreté que faire se pourra pour le mieux, au bien de nous & de nosdits Roiaume, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, tout ainsi que ferions & faire

ANS de J. C. 1492.

faire pourrions, ſi preſens en nôtre perſonne y étions, & de ce bailler leurs lettres & ſcellez, auſſi recouvrer celles de la part d'icelui nôtre Frere & Couſin le Roi d'Angleterre, comme il eſt accoûtumé de faire, promettant de bonne foi en parole de Roi, avoir ferme & ſtable à toûjours tout ce que par nos Députez deſſuſdits y ſera fait, promis, accordé, & conclu par maniere devant dite, & accomplir le contenu de point en point, auſſi d'en bailler nos Lettres de Ratification & confirmation, telles que beſoin ſera, & au cas appartiendra, ſans jamais aller, ni venir, ni ſouffrir aller ni venir au contraire, en maniere quelconque, car ainſi nous plaît il être fait. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ceſdites preſentes. Donné à Eſtampes le vint-ſixieme jour de Juillet, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-douze, & de nôtre Regne le neuvieme. *Sic ſignatum ſub plica*, Charles. *Et ſupra plicam*: Par le Roi, Monſieur le Duc de Bourbon, les Comtes de Vendôme & de Ligni; les Sieurs de la Trimoüille, de Gié, Maréchal de France, de Baudricourt, Gouverneur de Bourgogne; de Miollans, Gouverneur du Dauphiné; de Grimaut, Senéchal de Beaucaire; de Saint André, d'Eſcars, & autres preſens, Parent.

Cum Reverendo in Chriſto Patre Domino Richardo Batthenenſi & Vellenſi Epiſcopo, ac cuſtode privati ſigilli; Ægidio d'Aubenay, Domino d'Aubenay, Milite, & Confratre Ordinis Gartarii, ac locum tenente generali Villæ & Marchiarum Caleſiæ; Chriſtophoro Wiſwich, Decano Eccleſiæ Eboracenſis, Magno Eleemoſinario; Henrico d'Yneſweth Legum Doctore, ſecundario in officio privati ſigilli; & Jacobo Tirello, Milite, locum-tenente Caſtri de Guiſnes infra marchias prædictas, Illuſtriſſimi Principis Anglorum Regis Ambaſſiatoribus & Procuratoribus, ad infra ſcripta per ipſius litteras patentes deputatis, quarum tenor ſequitur in hæc verba.

HENRICUS, Dei gratia Rex Franciæ & Angliæ, & Dominus Hiberniæ: Omnibus ad quos præſentes litteræ pervenerint, Salutem. Sciatis, quòd nos de fidelitate, induſtria, & provida circumſpectione dilectorum nobis venerabilis in Chriſto Patris, R. Batthenenſis & Vellenſis Eccleſiarum Epiſcopi, ac Cuſtodis privati ſigilli noſtri, Ægidii d'Aubenay, Domini d'Aubenay, unius Militum & Confratrum noſtri Ordinis Gartarii, ac locum-tenentis noſtri generalis Villæ & Marchiarum noſtrarum Caleſiæ, Chriſtophori Wiſwich, Decani Eccleſiæ Catedralis Eboracenſis, Magni Eleemoſinarii noſtri, Henrici d'Yneſweth Legum Doctoris, ſecundarii in officio privati ſigilli noſtri, & Jacobi Tirelli, Militis, locum-tenentis Caſtri noſtri de Guiſnes, infra Marchias prædictas, pleniùs confidentes, prædictos noſtros veros & indubitatos Ambaſſiatores, Oratores, Procuratores, Commiſſarios, ac Nuncios generales & ſpeciales aſſignavimus, fecimus, conſtituimus, & ordinavimus, aſſignamuſque, facimus, conſtituimus & ordinamus per præſentes, dantes & concedentes eiſdem Ambaſſiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commiſſariis, & Nunciis, plenam poteſtatem, autoritatem, ac mandatum generale & ſpeciale cum Cariſſimo conſanguineo noſtro Principe Carolo Franciæ ſeu ejus Ambaſſiatore, Oratore, Procuratore, Commiſſario, aut Nuncio, Ambaſſiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commiſſariis, aut Nunciis, ſufficientem poteſtatem, autoritatem, & mandatum à præfato Principe Carolo ad hoc habente vel habentibus conveniendi, communicandi, tractandi, concordandi, componendi, paciſcendi, & appunctuandi, ac plenarie & integre determinandi, & finaliter concludendi, tam de & ſuper pace perpetua, quam de & ſuper treugis ſeu guerrarum abſtinentiis, & mercium intercurſibus, ac amicitia, confœderatione, & concordia inter nos, hæredes & ſucceſſores noſtros, ac Regna & Dominia noſtra, necnon ſubditos, alligatos, confœderatos noſtros, ac alios nobis facientes & adhærentes quoſcumque, & dictum Principem Carolum, hæredes & ſucceſſores ſuos, atque loca & Dominia ſua, ſubditoſque, alligatos ſuos & ſibi adhærentes, necnon de & ſuper omnibus & ſingulis contentionibus, quæſtionibus, guerris, cauſis, querelis, litibus, demandis, & debatis, unà cum ſuis circumſtantiis emergentibus, incidentibus, dependentibus & annexis, quæ inter nos & præfatum Principem Carolum, hæredes, ſucceſſores, Terras, Dominia, ſubditos, alligatos, facientes & adhærentes prædictos hinc inde pendere noſcuntur; integrè & finaliter cognoſcendi, appunctuandi, concludendi, & determinandi, univerſaque & ſingula quæ inter nos appunctuata, conventa, concluſa, concordata, pacta, ſive tranſacta fuerint per fidei interpoſitionem, & juramenti in animam noſtram præſtationem, ac per alias vias & media quæ iis in hac parte expedientia viſa fuerint, roborandi & aſſecurandi, necnon à præfato Principe Carolo ejuſve Ambaſſiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commiſſariis, ſive Nunciis ſufficientem poteſtatem & autoritatem à præfato Principe Carolo in hac parte habentibus, quodcumque juramentum licitum in animam ejuſdem Principis præſtandum nomine noſtro exigendum & recipiendum, ac de & ſuper omnibus & ſingulis præmiſſis & dependentiis, ab eiſdem, omnes & omnimodas ſecuritates, cautiones, obligationes ac litteras ſigillatas nomine noſtro, hæredum & ſucceſſorum noſtrorum concedendum, faciendum, liberandum & tradendum, necnon à præfato Principe Carolo ejuſve Ambaſſiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commiſſariis, aut Nunciis ſimiles cautiones, obligationes & litteras, prout eiſdem Ambaſſiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commiſſariis, ſeu Nunciis videbitur expedire, petendum, exigendum & recipiendum, cæteraque omnia & ſingula in præmiſſis per eos concluſa, concordata & firmata, concludenda, concordanda & firmanda expediendi, perficiendi, & pro parte noſtra perimplendi, ac debitè exequendi, etiamſi majora ſint, & mandatum de ſua natura magis exigant ſpeciale, & quæ noſmetipſi facere poſſemus, ſi perſonaliter præſentes eſſemus in explicatione præmiſſorum. Quæ omnia & ſingula præmiſſa iiſdem modo & forma, ut præmittitur, geſta, talem, tantamque vim, autoritatem & effectum volumus obtinere, ac ſi ea in propria perſona feciſſemus, promittentes bona fide, & in verbo Regio, nos ratum, gratum, & firmum perpetuo habituros totum & quidquid per dictos Ambaſſiatores, Oratores, Procuratores, Commiſſarios, ſive Nuncios actum, geſtum, ſeu procuratum fuerit in præmiſſis, ſeu aliquo præmiſſorum. In cujus rei teſtimonium has litteras noſtras fieri fecimus patentes, teſte meipſo in exercitu meo prope Boloniam ſuper mare, penultimo die Octobris, anno Regni noſtri octavo. Per ipſum Regem. Et de data prædicta autoritate Parlamenti, Bletthd.

ANS de J. C. 1492.

Convenimus, contraximus, & concluſimus, & per præſentes convenimus, contrahimus, & concludimus articulos ſequentes.

Imprimis, quod bonè, ſincerè & perfectè ſint & inviolabiliter habeantur & obſerventur, pax, amicitiæ, & fœdera inter Potentiſſimos Franciæ & Angliæ Reges antedictos, eorumdem Patrias & Dominia ſua quæcumque, hæredes, ſucceſſores, vaſſallos atque ſubditos ſuos præſentes & futuros, ac quoſcumque alligatos & confœderatos utriuſque eorum, qui in iſta pace comprehendi voluerint, & ſe comprehendi velle infra tempora, & ſub forma inferius limitata, declaraverint; necnon inter Illuſtriſſima Franciæ & Angliæ, Regna per Terram, Mare, portus

ANS de J. C. 1492.

tus maris & aquas dulces, & quod dictæ amicitiæ, pax, & fœdera suum habeant effectum immediate post datam præsentium, & durent vita utriusque Principum prædictorum durante, & alterius eorum diutius viventis, & per annum integrum, post obitum ultimo ipsorum morientis. Ita tamen, quòd successor Regis præmorientis dictam amicitiam & Pacem, infra annum à die obitus sui prædecessoris, tenebitur per suas litteras magno suo sigillo sigillatas hanc amicitiam Ratificare & confirmare, dictamque Ratificationem & confirmationem Regi superstiti notificare, transmittere, & deliberare.

Item, quod durante termino prædicto bella, guerræ, hostilitates, & inimicitiæ quæcumque inter præfatos Franciæ & Angliæ Reges, eorumdemque, ut supra fertur, hæredes & successores, vassallos, subditos, & confœderatos quoscumque, qui in præsenti tractatu, ut præmittitur, comprehendi voluerint, necnon jam dicta inclitissima Regna, Patrias, & Dominia sua quæcumque, ubique locorum per Terram, Mare, littora maris, aquas dulces, omnino cessabunt.

Item, quod omnes & singulæ utriusque dictorum Principum, eorumque hæredum & successorum, aut eorum alterius, ipsorumque alligatorum in hac parte comprehensorum vassalli & subditi, sint Principes, Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Marchiones, Comites, Barones, Mercatores, aut cujusvis status conditionisve existant, durante pace antedicta, ubivis locorum sese mutuis officiis prosequantur, & honesta affectione pertractent, possintque libere, tute, & secure, absque alicujus offensa aut salvo conductu sive licentia, ubique perlustrare per Terram, per Mare, & aquas dulces navigare hinc ubique ad portus, Dominia & districtus quoscumque, voluerint morari, mercari, merces, mercimonia, arma & jocalia quæcumque, si statuta municipalia antehac condita non obstent, emere & vendere, ac ut eis placuerit, illinc ad partes proprias, vel alibi, libere, quoties duxerint, abire cum suis aut conductis vel commodatis navigiis, plaustris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, farcinulis, bonis, & rebus suis quibuscumque, absque ullo impedimento, offensa, arrestatione ob causam marcæ, contramarcæ, represaliarum, aut alia distractione quacumque, tam in Terra, quam in Mari & aquis dulcibus, quemadmodum Patriis in propriis hæc omnia facerent, aut eis ea facere liceret.

Item, quod omnia munera sive onera ab aliquo dictorum Principum in cujusvis eorum Patriarum sive Dominiorum partibus, citra aut infra triginta annos ante datam præsentium impositа mercatoribus & subditis alterius Principis, ejusve hæredum & successorum nocua, durante hac pace penitus sint extincta, & quod talia aut consimilia hac amicitia durante amodo non imponantur, salvis tamen semper quod alia omnibus Regionum, urbium, & locorum legibus, statutis & consuetudinibus, quibus nihil quoad eorum jura per præmissa derogatum censeatur.

Item, quod omnes mercatores, etiam Veneti aut Florentini, possint per Mare & aquas dulces, armati vel non armati, cum suis propriis mercibus aut alienis in navibus, carenis, aut galeis propriis sive alienis in Regna Franciæ & Angliæ, & eorum utrumque, tute, libere & secure venire, & ad tunc quo velint, abire durante amicitia antedicta, quandocumque, & quotiescumque voluerint, absque violentia, disturbio, molestia, aut gravamine quocumque per dictos Franciæ & Angliæ Reges, sive eorum aliquem, aut eorumdem hæredes & successores, sive ipsorum, vel alicujus eorumdem subditos, vassallos, aut alligatos, aut eorum alligatorum hæredes, aut successores, in iis amicitiis comprehensos, subditos vel vassallos fuerit attentatum, actum, vel gestum, nihilominus tamen hæc pax sive amicitia in suis viribus durante termino prædicto permanebit, & pro ipsis attentatis solummodo punientur ipsi attentantes, & damnificantes, & non alii. ANS de J. C. 1492.

Item, quod in præsenti tractatu Pacis & amicitiæ comprehendentur alligati & confederari utriusque partis subsequenter nominati, videlicet pro parte Christianissimi Regis Franciæ, Sacra Majestas Imperialis cum Electoribus Imperii, Serenissimi Principes, Reges Castellæ & Aragonum, Hungariæ, & Bohemiæ, Neapolis, Scotiæ, Portugalliæ, & Navarræ, Potentissimique Principes, Dux & tota Domus Bavariæ, Duces Sabaudiæ, Mediolani, Lotharingiæ, Gueldriæ, Dux & Communitas Venetorum, Princeps, Civitas, & Communitas Leodiensis, Communitas Florentinorum & Siennensium, Ligæ novæ & antiquæ (a) Suetensium confederatorum, & alii quicumque quos Rex ipse Franciæ in suis litteris præsentis tractatus confirmatoriis nominare voluerit; ac pro parte Illustrissimi Regis Angliæ, Sacratissimus Princeps Maximilianus, Romanorum Rex, ejusque filius Dominus Philippus, Archidux Austriæ, eorumdemque hæredes & successores Reges Hispaniæ, Portugalliæ, Neapolis, & Daciæ, Duces Calabriæ, & Ferrariæ, & Societas ac Communitas Hanssæ Teutonicæ, & alii quicumque, quos ipse Rex Angliæ in suis litteris præsentis tractatus confirmatoriis nominare voluerit. Qui quidem alligati & confederati prædicti, videlicet præfati Rex Romanorum ejusque filius Dominus Philippus Archidux Austriæ, infra quatuor, & reliqui infra duodecim menses datæ præsentis tractatus, proxime & immediate sequentes, per litteras magno sigillo suo sigillatas, Principi eos comprehendenti, si per eum velint comprehendi, declarabunt & significabunt, idemque Princeps alteri Principi infra dictos quatuor menses, quoad Regem Romanorum & Dominum Archiducem ejus filium; & quoad reliquos, infra duodecim menses, per litteras suas magno sigillo suo sigillatas præfatis litteris dictæ comprehensionis declaratoriis annexas, eamdem declarationem notificabit, & priusquam prædicta notificatio, ut præmittitur, facta fuerit, dicti nominati de comprehensis nullatenus censebuntur.

(a) des Suisses.

Item, & si dictus Romanorum Rex, ejusve filius Dominus Archidux prædictus, pro se, hæredibus & successoribus suis atque Patriis, modo, tempore, & forma prædictis declaraverint se velle in præsenti tractatu comprehendi, & postmodum præfatus Rex Franciæ, ejusque hæredes aut successores contra eos vel eorum alterum per captionem alicujus Villæ, nunc sub obedientia eorum vel alterius eorum existentis, bellum moverit, vel cum exercitu seu potentia armorum eorumdem vel eorum alterius Patrias, Terras, vel Dominia intraverit, tunc & in isto casu bene licebit præfato Angliæ Regi, ejusque hæredibus & successoribus, præfato Domino Regi Romanorum, ejusque filio Domino Archiduci, eorum hæredibus & successoribus succurrere & subvenire, præsenti tractatu non obstante, seu in suo robore nihilominus manente. Etsi præfatus Rex Romanorum, vel ejus filius Dominus Archidux prædictus, aut aliquis alius nomine eorum, vel hæredum aut successorum suorum, per captionem alicujus Villæ nunc sub obedientia præfati Regis Franciæ existentis, eidem Regi Franciæ ejusve hæredibus aut successoribus bellum moverit, vel cum exercitu seu potentia armorum Patrias sub obedientia sua nunc existentes intraverit, tunc & in isto casu non licebit præfato Principi Angliæ eosdem juvare gentibus, armis, vel pecunia.

Item, si per subditos vel adhærentes præfati Regis Romanorum, aut Domini Archiducis ejus filii prædicti, eorumve hæredum aut successorum, contra jura, Patrias, aut subditos præfati Regis Franciæ

modo

ANS de J. C. 1492.

modo hostili, aut via facti aliquid fiat aut attentetur, quod in damnum & præjudicium eorumdem Principis aut subditorum cedere possit, & præfatus Dominus Rex Romanorum ejusve filius Dominus Archidux prædictus, eorumdemve locum-tenentes, aut officiarii, pro justitia & reparatione supra hoc facienda debite submoniti & requisiti, justitiam & reparationem infra unum mensem ipsam submonitionem proxime sequentem facere denegaverint, vel neglexerint, tunc & in isto casu præfatus Rex Franciæ, ejusve locum-tenens sive commissarius, præfato mense elapso, sua autoritate & per viam facti ad reparationem hujusmodi faciendam procedere poterit, absque eo quod propter hoc præsens pax seu amicitia in aliquo rumpatur aut violetur.

Item, quod omnes & singuli habitatores, incolæ, & subditi Civitatis, Villarum & Baillivatuum de Tornaco, Tornesio, Mortagne, & Sancto-Amando, tanquam subditi Regni Franciæ sint nominatim & expresse in præsenti tractatu comprehensi.

Item, quod pro firmiori & inviolabili prædictarum Pacis, amicitiæ, & fœderis observantia & observatione, electi & nominati sint ex parte ipsius Christianissimi Regis Franciæ conservatores subsequentes. Primo videlicet pro Patria & Ducatu Normanniæ, Potentissimus Princeps Dominus Dux Aurelianensis; pro Patria Linguæ Occitanæ, & aliis partibus Regni, in quibus non erunt nominati conservatores, Potentissimus Princeps Dominus Dux de Borbonio; pro Patria & Ducatu de Guienne, Dominus Comes d'Angoulesme; pro Patria & Ducatu Britanniæ, Dominus Princeps de Orengia; pro Patriis Artesii & Picardiæ, ipse Dominus Desquerdes; pro Patria, Ducatu & Comitatu Burgundiæ, Dominus de Baudricourt; & pro partibus maritimis, Dominus de Graville, Admiraldus Franciæ, salvo mari Aquitaneq, in cujus districtu dictus Princeps de Orengia erit conservator. Poteruntque conservatores supra nominati in Patriis & locis sibi ordinatis delegare & deputare commissarios sub se.

Et si aliqui ex prænominatis conservatoribus ab hac luce decederint, successores eorum in statu gubernatoris seu locum-tenentis Patriarum in quibus committuntur, habebuntur, quoad hanc conservationem, loco dictorum decedentium.

Et pro parte dicti Serenissimi Principis Angliæ, præclarissimus avunculus suus Illustrissimus Dux de Bethfort, Cancellarius, Thesaurarius, & Admiraldus, Angliæ Deputatus, custos etiam portuum, custos privati sigilli, & locum-tenens dicti Regis Calesiæ pro tempore existentes. Qui quidem conservatores dictorum Principum, ac utriusque eorum, & duo aut unus ipsorum, ex parte saltem Principis subditorum damnificantium, qui super hoc requiretur, vel requirentur, habeat seu habeant autoritatem & potestatem, virtute hujus tractatus, ipsos damnificantes coram se vocandi, conveniendi & examinandi, & ipsos sic examinatos, secundum quod justitia exigit, convertendi, & puniendi, attentata & damna contra vires hujus tractatus illlata una cum expensis damnificatorum reficiendi & reparandi. Et si contingat ipsos conservatores, per ipsos Principes sic ut præmittitur nominatos, vel ipsorum Commissarios super reformationem aliquorum dictorum attentatorum fore discordes, & inter eos superinde concordare non valentes, quòd eo ipso & ex tunc causa illa referatur Consilio Principis subditorum sic damnificantium, aut si opus sit utriusque Principis, dum tamen dicta causa sive coram conservatoribus, aut unius vel utriusque Principis Consilio, ventilanda summarie & de plano coram eis examinetur, & felici marte terminetur, & dictorum conservatorum pro utraque parte scientia interlocutoria & definitive præcepta & decreta incontinenti & indilate dabuntur executioni, non obstantibus appellationibus quibuscumque.

ANS de J. C. 1492.

Item, conventum & conclusum est, quòd præfatus Illustrissimus Rex Angliæ dictam amicitiam sic inter eum ejusque hæredes & successores & Christianissimum Regem Franciæ atque ipsius hæredes & successores, ut præmittitur, contractam, atque omnia & singula capitula prædicta in iis litteris contenta per litteras suas patentes suo magno sigillo sigillatas, manuque propria subscriptas, & juramento vallatas, ratificabit & confirmabit, ipsamque amicitiam & capita sic per eum ratificata, confirmata, & jurata, per tres status Regni Angliæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Communitates ejusdem Regni, & debite convocatos, infra duodecim menses proxime post datam præsentium ratificari & confirmari faciet, & peræquè etiam Serenissimus & Christianissimus Rex Franciæ amicitiam & capita antedicta per suas litteras patentes magno suo sigillo sigillatas, atque manu propria subscriptas, & juramento vallatas ratificabit & confirmabit, ipsamque amicitiam & capita sic per eum ratificata & jurata per tres status Regni sui Franciæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Civitates ejusdem Regni rite & debite convocatos, infra dictos duodecim menses ratificari & confirmari faciet, atque uterque Principum prædictorum prædictam amicitiam & omnia capita antedicta per Sedem Apostolicam, & autoritate ejusdem, infra sex menses, dictos duodecim menses proxime sequentes, confirmari, vallari & roborari, pro viribus procurabit, & cum effectu faciet. Et insuper uterque Principum prædictorum, infra terminum prædictum, instanter & cum effectu requiret Sacro-Sanctam Sedem Apostolicam, & Summum Pontificem, qui ferat Sententiam excommunicationis nunc pro tunc, & tunc pro nunc, in eum ex prædictis duobus Principibus, qui omnia & singula capita in præsenti tractatu contenta, quatenus ipsum concernunt, non observaverit, præter & ultra sententiam interdicti in ejus Regna, Terras, Patrias, & Dominia, non obstante aliquo privilegio in genere vel in specie illis aut eorum alicui sub quacumque verborum serie concesso, cui dicti Principes palam, publice, & expresse renuntiant, & nos nominibus eorumdem sufficienti autoritate in hac parte nobis attributa renunciamus expresse in iis scriptis. Insuper nos Serenissimi & Christianissimi Domini nostri Regis Franciæ Ambassiatores & Commissarii antedicti promittimus, & eumdem Dominum nostrum supremum Regem Christianissimum potestate, ut præmittitur, ab ipso nobis commissa obligamus per præsentes, quod idem Dominus noster Franciæ Rex omnia & singula præmissa ratificabit, autorisabit, & confirmabit, eaque realiter & cum effectu pro parte sua exequetur, & faciet quod præmissorum tenor exigit & requirit, suasque litteras patentes subinde debite confertas magno suo sigillo munitas, Illustrissimo Principi Confratri & consanguineo suo Carissimo Angliæ Regi supradicto, cum ad hoc debite requisitus fuerit, liberabit, liberarive faciet. In quorum omnium & singulorum Testimonium & approbationem nos Ambassiatores Franciæ supra nominati præsentes litteras signis nostris manualibus subsignatas sigillo Domini Desquerdes pro nobis omnibus muniri fecimus. Datum apud Stapulas supra mare, tertia die Novembris, anno Domini 1492. Sic signatum, Philippe de Crevecœur. F. de Crequy, Loüis de Hallewyn, Raoul de Lannoy, & J. d'Auffay.

Die decima quinta mensis Decembris, anno Domini 1492. Indictione decima, Pontificatus Sanctissimi in Christo Domini nostri, Domini Alexandri divina providentia Papæ Sexti anno primo, in nostrorum Notariorum publicorum & testium infra

ANS de J. C. 1492.

scriptorum ad hæc vocatorum præsentia personaliter constituti nobiles & potentes Domini, Dominus Gilbertus de Chabannes, Dominus de Curton, Miles Ordinis Sancti Michaëlis, ac Gubernator Patriæ Lemovicensis; & Dominus Stephanus de Vesc, Dominus de Grimault, Senescallus Bellicardi, & Cambellanus Ordinarius Supremi Domini nostri Regis Franciæ Christianissimi, ad hæc per ipsum specialiter ordinati & commissi, existentibus simul cum nobilibus & potentibus Dominis Domino Ægidio d'Aubenay, Milite Ordinis Garterii, locum-tenentis Serenissimi Regis Angliæ in Calesia; Magistro Christoforo Wiswich, Decano Ecclesiæ Cathedralis Eboracensis, magno Elemosinario Angliæ; ac Domino Joanne Riselay, Consiliario ac Milite pro corpore Regis Angliæ, Ambassiatoribus & Oratoribus dicti Serenissimi Regis Angliæ, ac ab eo specialiter commissis, eisdem Oratoribus Angliæ tradiderunt ac manualiter deliberaverunt litteras patentes ipsius Regis Franciæ sua manu subsignatas, & suo magno sigillo sigillatas, confirmatorias Tractatus Pacis & amicitiæ inter eosdem Reges seu ipsorum Ambassiatores, apud Stapulas supra Mare, die tertia mensis Novembris proxime præterita factæ & conclusæ, in quibus litteris confirmatoriis litteræ Ambassiatorum Regis Franciæ in quarum dorso hæc præsens nota describitur de verbo ad verbum insertæ erant & incorporatæ. Post quarum litterarum Regiarum traditionem dicti Ambassiatores Angliæ has præsentes litteras Ambassiatoribus Regis Franciæ antedictis Dominis Commissariis reddiderunt & restituerunt. Lecta fuerunt hæc in Hospitio Spadæ, in Oppido Blesis Carnotensis Diœcesis, præsentibus ad hæc una cum prænominatis notabilibus viris & nobis Notariis subscriptis Guillelmo Laveroch, Thoma Pampson, & Florimond Robertet, Secretario Regis Franciæ, testibus ad præmissa vocatis & rogatis. Sic signatum, Joannes Arnoul, publicus autoritatibus Apostolica & Imperiali Notarius, & Judocus Dansque, publicus Apostolica & Imperiali autoritatibus Notarius.

Ratification du Roi d'Angleterre.

Henricus, Dei gratia Rex Franciæ & Angliæ, & Dominus Hiberniæ: Omnibus ad quos præsentes litteræ pervenerint, Salutem. Inspeximus quædam capita amicitiarum aliarumque conventionum & pactionum inter nostros Commissarios & Ambassiatores ex una parte, & Commissarios, Procuratores, & Ambassiatores Christianissimi Principis ac Catissimi consanguinei nostri Regis Caroli Franciæ ex parte altera apud Stapulas supra Mare, tertio die instantis mensis Novembris inita & concluса, quorum tenores sequuntur. Nos autem appunctamenta & capitula prædicta, ac omnia & singula in eis contenta & specificata, rata habemus & grata, & ea pro nobis, hæredibus & successoribus nostris, quantum ad nos & ipsos attinet, acceptamus, ratificamus, & confirmamus. In cujus rei Testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes, teste meipso apud Villam nostram Calesiæ, undecima die Novembris, anno Domini 1492. & Regni nostri octavo. Sic signatum, Henri, & Blythe.

Ratification du Roi Charles VIII.

Carolus, Dei gratia Francorum Rex: Universis præsentes litteras inspecturis, Salutem. Cum per fœdera Pacis & amicitiarum inter nos & Carissimum Fratrem & consanguineum Henricum, Angliæ Regem, Regna, Patrias, & subditos, utriusque nomine die tertia mensis Novembris proxime præteriti apud Stapulas supra Mare facta & concluса, fuerit inter cætera dictum & concordatum, quod infra duodecim menses proxime tunc sequentes dictus Frater & consanguineus noster omnia capita Pacis & amicitiarum per eum jurata, & suis litteris patentibus ratificata & confirmata per tres status Regni Angliæ rite & debite convocatos, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Communitates ejusdem Regni, ratificari & confirmari faceret, & peræquè nos amicitiam & capita antedicta per nos jurata, & nostris litteris patentibus ratificata & confirmata, per tres status Regni nostri, videlicet per Prælatos, & Clerum, Nobiles, & Civitates ejusdem Regni rite & debite convocatos, infra dictos duodecim menses ratificari & confirmari faceremus. Verum quòd congregatio trium statuum Regni Angliæ & similiter Regni nostri non sine magnis expensis & sumptibus fieri potest: Notum facimus, quòd desiderantes sublevamini subditorum utriusque nostrûm providere, nos absque aliqua novatione seu præjudicio in reliquis capitulis dicti Tractatus Pacis sive amicitiarum in ipsis & eorum quolibet in suo robore & vigore manentibus, consensimus & concordavimus, & per præsentes consentimus & concordamus. Quæ Ratificatio seu confirmatio fienda per tres status Regni Angliæ, & similiter per tres status Regni nostri modo & forma in dicto Tractatu Pacis declaratis, prolongetur usque ad proximam congregationem trium statuum, quam ipse Frater & consanguineus noster pro aliis agendis sui Regni Angliæ faciet, seu fieri ordinabit, & quam similiter pro agendis Regni nostri faciemus, seu fieri ordinabimus, proviso tamen quòd hujusmodi congregatio statuum fiat infra triennium proxime sequens, & casu quo aliqua materia non occurrat dictam congregationem faciendi infra jam dictum triennium, ipse consanguineus noster Rex Angliæ, & nos similiter tenebimur, & uterque nostrûm tenebitur & procurabit cum effectu, quod hujusmodi Ratificationes seu confirmationes per status utriusque Regni respective, qui ob causam convocabuntur infra dictum triennium, fient modo & forma in articulis dictarum Pacis & amicitiæ conventis. In cujus rei Testimonium litteris præsentibus, manu nostra subscriptis, sigillum nostrum magnum fecimus apponi. Datum Ambasiæ, die decima-tertia mensis Decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo, & Regni nostri decimo. Sic signatum, Charles. Et sur le repli, Per Regem, Duce Aurelianensi, Comite de Liney, Dominis de Curton, d'Aubigny, de Grimault, de Dourrier, de Morvilliers, de Chandée, & des Roches, Magistro Joanne, d'Auffay, & aliis præsentibus, Robertet. Collatio præsentis Copiæ facta fuit cum Originali in Camera computorum Domini nostri Regis, Parisiis, die undecima mensis Januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo. Per nos, le Blanc, & Badoüiller.

Article ajoûté.

Carolus, Dei gratia Francorum Rex: Universis & singulis præsentes litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus, quòd pro securiori firmitate & observatione Pacis seu amicitiæ nuper inter nos & Carissimum Fratrem & consanguineum nostrum Henricum, Angliæ Regem, factæ & conclusæ, nos ultra articulos in Tractatu dictæ Pacis specificatos, & per nos Ratificatos, concluсimus & accordavimus, ac per præsentes concludimus & accordamus articulum subsequentem, videlicet: Quòd dictis amicitiis durantibus neuter nostrûm Regum, seu hæredum nostrorum, aliquibus rebellibus sive proditoribus, seu rebelli sive proditori alterius nostrûm, qui in aliquem locum obedientiæ nostræ, seu alterius nostrûm, declinaverint seu declinaverit, quoquomodo dabit seu præstabit Consilium, auxilium, favorem, aut assistentiam adversùs alterum nostrûm, qui rebelles extiterint, seu rebellis extiterit,

ANS de J. C. 1492. rit. In cujus rei testimonium, litteris præsentibus manu nostra subscriptis sigillum nostrum magnum fecimus apponi. Datum Ambasiæ, die decima tertia mensis Decembris, anno millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo, regni nostri decimo. Sic signatum, Charles. Et per Regem, Duce Aurelianensi, Comite de Liney, Dominis de Curton, d'Aubigny, de Grimault, de Dourrier, de Morvilliers, de Chandée, & des Roches, Magistro Joanne d'Auffay, & aliis præsentibus, Robertet. Collatio præsentis copiæ facta fuit cum originali in Camera computorum Domini nostri Regis, Parisiis, die duodecima mensis Januarii anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo-secundo. Per nos, le Blanc, & Badoüiller.

DLVI.

ANS de J. C. 1493. FRANCE ET AUTRICHE. *Traité de Paix entre* CHARLES VIII. *Roi de France, d'une part, &* MAXIMILIEN I. *Roi des Romains, & son fils* PHILIPPE, *Archiduc d'Autriche d'autre. A Senlis le 23. Mai* 1493. Divers Traitez, Contracts, Testamens, &c. Servant aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 253. & Frederic Leonard. Tom. I. pag. 354.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Comme depuis nôtre avenement à la Couronne aions desiré de tout nôtre cœur, & à tres-soigneuse cure & diligence requis & pourchassé le salut, repos, & soulagement de nôtre peuple, & pour à ce parvenir, connoissant que Paix est le Souverain bien, que le Roi des Rois Dieu nôtre Createur, duquel seul tenons nôtre Roiaume, ait laissé aux mortels; que par bonne & seure paix tous biens affluent, & que au moien d'icelle la justice, par laquelle les Rois regnent, est élevée & exercée, comme l'experience des choses passées le démontre, nôtre Roiaume est non seulement ferme & stable, mais grandement accru & exhaussé; & qu'au contraire, par guerres & divisions aviennent maux innumerables, à l'insupportable foule, oppression, & affliction du pauvre peüple, aions à la loüange de nôtredit Createur, seul auteur de paix & par le conseil & avis des Seigneurs de nôtre Sang, & Gens de nôtre Conseil, pris, fait, & conclu bonne paix, union & amitié avec les Rois & Princes de la Chretienté, qui par ci-devant avoient été en guerre contre nous & nôtre Roiaume, & ne restoit seulement que pacifier & accorder aucuns diférends, qui étoient entre nous & nos tres-chers & trés-amé Frere & Cousins le Roi des Romains & l'Archiduc PHILIPPE son fils, pour ausquels mettre fin, aprés que par plusieurs fois nosdits Frere & Cousins avoient fait avertir aucuns nos speciaux serviteurs, que de leur part ils desiroient la pacification desdits diférends, & de vivre dorenavant avec nous en bonne fraternité, union, & amitié, ainsi que de nôtre part l'avions toûjours desiré, nous eûssions ordonné, qu'aucunes journées & communications fussent tenuës tant sur les marches de nôtre Païs de Bourgogne, que de nôtre Païs de Picardie, ausquelles se sont trouvez les Ambassadeurs & Commis envoyez de par nous, & aussi les Ambassadeurs & Commis envoiez de par nosdits Frere & Cousins, lesquels, aprés aucunes communications euës en chacun desdits lieux, eûssent avisé, que pour ensemble entendre & conduire lesdites matieres à brieve & fructueuse issuë, étoit expedient que eux tous se trouvassent & assemblassent lés nous en cette nôtredite ville & cité de Senlis.

A laquelle journée & assemblée il a plû à la sacrée Imperiale Majesté envoïer nôtre tres-cher & bien-amé l'Evêque d'Aichstad, & nôtre Cousin le Comte de Solre, & autres ses Conseillers & Orateurs, Ambassadeurs & Commis, pour moienner & aider à la pacification desdits diférends, par le moien desquels, aprés plusieurs pourparlers & communications euës à diverses fois & en divers lieux entre nosd. Ambassadeurs & Commis, & ceux de nosdits Frere & Cousins, ils aient accordé bonne paix finale, union, & amitié entre Nous, nôtre tres-cher & tres-amé fils le Daufin, nos Roiaumes, Païs & Seigneuries, serviteurs & sujets d'une part; & nosdits Frere & Cousins le Roi des Romains, & l'Archiduc Philippe, son fils, tant en leur nom, que pour & au nom de nôtre tres-chere & tres-amée Cousine Marguerite d'Autriche Fille de nôtredit Frere, & Sœur de nôtredit Cousin l'Archiduc, leurs Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, d'autre; selon & ainsi qu'il est plus au long contenu és Articles de ladite Paix, desquels la teneur s'ensuit. ANS de J. C. 1493.

AU nom & à la loüange de Dieu le Pere, le Fils, & le Saint Esprit, de la tres-glorieuse Vierge Marie, & de toute la Cour celeste, bonne Paix, Union, Alliance, & amitié à toûjours, a été & est faite, promise & jurée entre le tres-Chretien Roi de France, Monsieur le Daufin, leurs Roiaumes, Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, d'une part; & le Roi des Romains, toûjours Auguste, & Monsieur l'Archiduc Philippe, son fils, tant en leurs noms, que au nom de Madame Marguerite d'Autriche, fille d'icelui Seigneur Roi des Romains, & Sœur de mondit Seigneur l'Archiduc, pour eux, leurs Païs & Seigneuries, Serviteurs & Sujets, d'autre part; par laquelle toute rancune, haine, & malveillance des uns envers les autres sont abolies & éteintes, & toutes injures de fait ou paroles oubliées & remises, & de ce jour en avant iceux Seigneurs Rois, & Messeigneurs leurs Enfans, s'entr'aimeront, cheriront, & favoriseront l'un l'autre, à savoir lesdits Rois comme Freres & bons amis, & mesdits Seigneurs leurs Enfans, comme bons parens les uns des autres.

Item. Qu'ensuivant ce que ledit Seigneur Roi tres-Chretien fit aprés le mariage de lui & de la Reine, dire & declarer par ses Ambassadeurs qu'il envoia devers iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, qu'il desiroit de renvoier par delà ladite Dame Marguerite, & la feroit conduire honorablement selon son état, en tel lieu ou ville qu'il seroit avisé, & à cette fin l'avoit fait mener & conduire jusques en la Ville d'Amiens, il a derechef fait dire & declarer ausdits Ambassadeurs, que toûjours il a été & encore est de cette même intention & vouloir, & pour mettre la chose à execution, a offert & offre de à ses dépens, dedans le troisieme jour du mois de Juin prochainement venant, la faire partir de la Ville de Meaux, où elle est presentement, & d'illec la faire mener & conduire honorablement, selon qu'à l'état d'elle appartient, en la Ville de Saint-Quentin, & néanmoins dés maintenant la mettra és mains des Ambassadeurs desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, pour avec ceux que le Roi ordonnera la mener & conduire audit lieu.

Item. Que madite Dame illec venuë, elle sera pleinement delivrée és mains des Commis à ce, aians pouvoir desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, de la recevoir, en baillant par lesdits Commis aux gens d'icelui Seigneur Roi tres-Chretien aquit & décharge sufisante, contenant que lesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc en leurs noms, & aussi comme Pere & Frere de mad. Dame Marguerite, au nom & eux faisans forts d'elle, connoîtront, que icelle leur a été renduë, ou à leursdits Commis, déchargée de tous liens de mariage & autres obligations, & que de ce, ensemble de toutes promesses, obligations & scelez, qui touchent la personne d'elle, ils tiennent

ANS de J. C. 1493.

quitte & dechargé ledit Seigneur Roi tres-Chretien, & tous autres qu'il apartiendra, & auſquels la choſe peut toucher; & pareille reconnoiſſance, declaration, & quittance ſera par ſerment madite Dame Marguerite, aprés qu'elle ſera és mains de ceux qui ſeront Commis à la recevoir és Païs deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc.

Item. Que le Roi tres-Chretien & Monſeigneur l'Archiduc demeureront entiers à pourſuivre, ſoutenir, & recouvrer chacun d'eux par voie amiable, ou de juſtice, & non autrement, tous tels droits & actions qu'ils entendent & pretendent avoir és choſes, qui ne ſont apointées & decidées par cette Paix, & meſmement demeure mondit Sieur l'Archiduc entier en tous droits, querelles, & actions qu'il maintient avoir aquis par le traité de l'an quatre vint & deux, eſquels il n'a renoncé ni renonce, & le Roi demeure auſſi entier à ſoutenir & debatre au contraire.

Item. Que les Comtez de Bourgogne, Artois, Charolois, & Seigneurie de Noiers, ſeront dés maintenant renduës par le Roi & tous autres qu'il apartiendra au Roi des Romains, comme Pere & Mainbourg de mondit Seigneur l'Archiduc, & à icelui Monſeigneur l'Archiduc, pour en joüir en tous droits & profits, ainſi & par la maniere que d'ancienneté en ont joüi les Predeceſſeurs de mondit Seigneur l'Archiduc, ſauf eſdits Comtez d'Artois, Charolois, & Seigneurie de Noiers les droits roiaux, reſſort, & ſouveraineté, & autres droits apartenans au Roi; & auſſi que les Villes & Châteaux de Heſdin, Aire, & Betune, étans preſentement en l'obeïſſance du Roi, demeureront en la garde de Monſieur Deſquerdes Maréchal de France, lequel les gardera, ſans les frais & dépens de mondit Seigneur l'Archiduc, autres que des gages anciens & droits qu'ont accoûtumé prendre les Capitaines deſdites Places, & fera ſerment au Roi, & promettra de les bien garder à ſa feureté pour les droits à lui apartenans, & à mondit Sieur l'Archiduc de la lui garder auſſi à ſa feureté, auſſi pour les droits à lui apartenans; & que eſdites Villes & Châteaux il ne mettra aucuns gens de guerre, ou autres, que pour la garde d'icelles, & non pour porter prejudice ou dommage au Roi ou à mondit Seigneur l'Archiduc, leurs Roiaumes, Païs, Sujets, Terres & Seigneuries; & le Roi & mondit Seigneur l'Archiduc promettront, & dés maintenant promettent par cette paix, de non lui ordonner du contraire, & s'ils le faiſoient, le déchargent en ce cas de tous ſermens, le tout juſqu'à ce que mondit Seigneur l'Archiduc ait accompli l'age de vint ans, qui ſera la ſurveille de la nativité de Saint Jean-Baptiſte, l'an 1498.

Item, que mondit Seigneur l'Archiduc venu audit âge, aprés avoir fait au Roi la feauté & hommage pour les Païs, qui ſont tenus de ſa ſouveraineté, ou qu'il aura deuëment & ſuſiſamment, ſelon la nature des fiefs, offert & preſenté par effet, faire leſdits feautez & hommages, le Roi ſera tenu de faire mettre & delivrer par icelui Sieur Deſquerdes & autres qu'il apartiendra, ceſſant toutes excuſes, leſdites trois Villes & Chaſteaux és mains de mondit Seigneur l'Archiduc, ou ſes Commis; & de ce faire baillera dés maintenant icelui Sieur Deſquerdes ſon ſcellé, & auſſi en aura décharge & ordonnance du Roi.

Item, que ſi mondit Sieur Deſquerdes alloit de vie à trépas, avant qu'icelui Monſeigneur l'Archiduc ſoit venu audit âge, celui ou ceux qui ſeront en ſon lieu ordonnez & Commis de par le Roi à la garde deſdites trois Villes & Châteaux, ſeront avant qu'ils aient aucune adminiſtration touchant ladite garde, ſemblables ſermens & promeſſes, en baillant leurs ſcellez, comme dit eſt ci-deſſus, dudit Sieur Deſquerdes; & auſſi le Roi ſera tenu de par eux, & tous autres qu'il apartiendra, rendre ou faire rendre à mondit Seigneur l'Archiduc, ou à ſes Commis, leſdites Villes & Châteaux, lui venu audit âge, aiant fait audit Roi leſdites foi & hommage, ou leſdits devoirs tels que deſſus eſt dit.

ANS de J. C. 1493.

Item, que durant ledit tems & juſqu'à ce que mondit Seigneur l'Archiduc ait accompli l'âge que deſſus, & fait leſdits devoirs, les Officiers de Juſtice & Receveurs du Domaine, & autres Officiers, deſquels la diſpoſition apartient au Comté d'Artois, qui preſentement ſont eſdites trois Villes de Heſdin, Aire, & Betune, ſeront entretenus & continuez en leurs offices, en prenant commiſſion de mondit Seigneur l'Archiduc, en lui faiſant ſerment en tel cas requis.

Item, que quant à la cité lés Arras, le revenu & temporel ſera rendu & delaiſſé à l'Evêque & Chapitre dudit Arras, auſquels il apartient ſous le reſſort ordinaire du Bailliage d'Amiens, en la maniere accoûtumée. Et quant au Capitaine, le Roi auquel apartient en diſpoſer, ſera content d'inſtituer celui qui de preſent y eſt, ou ſera durant ledit âge nommé de par Monſeigneur l'Archiduc, aux gages accoûtumez, en faiſant par ledit Capitaine ſerment au Roi, que durant ledit âge il ne ſera ni ſouffrira être fait en ladite cité, aucune choſe au prejudice & dommage du Roi, ni de ſon Roiaume. Mais mondit Seigneur l'Archiduc venu audit âge, ladite cité ſera pleinement remiſe en la main du Roi, pour en diſpoſer, & y mettre Capitaine & Gardes, tels que bon lui ſemblera.

Item, que par cette Paix les Maiſons de Flandres & d'Artois à Paris, & la Maiſon de Conflans hors Paris, ſeront renduës & delivrées au Roi des Romains, comme Pere & Mainbourg d'icelui Monſieur l'Archiduc, ou autres Commis.

Item, que mondit Seigneur l'Archiduc ſera tenu en furſeance, ſi bon lui ſemble, de reprendre le fief du Roi, & lui faire hommage des Terres & Seigneuries étans de ſa Souveraineté, juſques à ce qu'il ait accompli ledit âge de vint ans, ſans que cependant le Roi, ou ſes Officiers, y puiſſent aſſeoir ſa main, par faute d'hommage non fait, mais auſſi dés maintenant, & nonobſtant leſdits devoirs ou repriſes non faits, le Roi, ſes juges & Officiers, auront la joüiſſance des reſſorts, Souveraineté, & autres droits, qui d'ancienneté ont appartenu aux Rois de France, & dont les juges & Officiers Roiaux ont accoûtumé connoître & joüir.

Item, que le Roi joüira des Comtez de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-ſur-Seine, ainſi & par la maniere qu'il en joüit de preſent, juſques à ce qu'il ſoit connu & decidé des droits & actions pretenduës par chacune des parties.

Item, & aprés la delivrance & reddition faite de madite Dame Marguerite, enſemble des Païs deſſuſdits ſelon ce preſent Traité, & les ſeuretez & ſcellez baillez pour la reſtitution des trois Villes, ſelon que dit eſt deſſus, les Princes, Seigneurs, Villes & Communautez de ce Roiaume, ſeront & demeureront acquitez & déchargez des ſcellez par eux baillez en l'an mille quatre-cens quatre-vint-deux, en tant que touche la reſtitution deſdits Païs, & auſſi de la perſonne de madite Dame Marguerite; & demeureront leſdits ſcellez ſeulement en valeur pour autant qu'il peut toucher les droits, querelles, & actions reſervez par ce traité; à ſavoir, à mondit Seigneur l'Archiduc, tels droits qu'il prétend lui avoir été aquis par le traité dudit an mille quatre-cens quatre-vints-deux; & au Roi de pouvoir debatre & ſoûtenir le contraire, comme deſſus eſt dit, & ſera cette décharge écrite au dos deſdits ſcellez.

Item, que les Benefices, qui ſont de patronage lay eſdites Comtez d'Artois, de Bourgogne, Charolois, & Seigneurie de Noiers, qui ont été donnez par le Roi tres-Chrêtien, ſes Lieutenans ou Commis, juſques au jour de cette paix, demeureront à ceux qui en ont eû collation ou preſentation dudit Seigneur Roi, ſeſdits Lieutenans ou Commis.

Item,

ANS de J. C. 1493.

Item, que les sujets d'un parti ou d'autre pourront hanter & converser marchandement, & autrement, les uns avec les autres, & en châcun desdits partis, mener & faire conduire par Mer, par Terre, & par eau douce, leurs biens, vivres, danrées & marchandises, en toute seureté, sans qu'il soit requis pour eux de prendre ou lever aucuns sauf-conduits, en paiant en châcun parti les anciens ton-lieux, dettes & droits, qui se sont accoûtumez paier & lever en tems de paix, & cessant les nouvelles exactions, qui en tems de guerre se sont levées en châcun parti sur les sujets de l'autre parti, ou les danrées & marchandises qui y ont été menées.

Item, que en cette paix sont expressément compris comme sujets & appartenans au Roi, les Citez, Villes, & Bailliages de Tournai, Tournesis, Mortaigne, & Saint-Amant; ensemble les Evêques, Abbez, gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, & autres sujets & habitans d'iceux.

Item, que aussi en cette Paix sont compris les Alliez de châcun parti ci-aprés nommez, ensemble leurs Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, qui compris y voudront être, & dont ils seront tenus faire déclaration, à savoir, ceux qui seront dénommez Alliez, aians leurs Terres & Seigneuries par-deçà la Mer & les Monts, dedans quatre mois; & les autres plus lointains, dedans l'an; & se fera ladite Declaration par Lettres patentes desdits nommez Alliez, qu'ils envoieront au Prince, qui les aura nommez Alliez, lequel par ses Lettres patentes où seront insérées lesdites Lettres de Declaration, en avertira dedans ledit tems le Prince de l'autre parti, & lesdites Declarations & devoirs faits, cesseront toutes voies de fait, & exploits de guerre & d'hostilité à l'encontre desdits Alliez, leurs Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs & Sujets.

Item, que par ce present Traité de Paix a été d'un commun consentement declaré & accordé, que l'Evêque de Cambray, Comte de Cambresis, les gens du Clergé, de la Loi, manans, & habitans de ladite Cité, la Ville de Chastel en Cambresis, toute ladite Comté, les Châteaux, Forts, Places, & Villages dudit Païs de Cambresis, & les habitans d'iceux seront, & sont compris en cette paix, & joüiront des biens, rentes, & revenus qu'ils ont en châcun parti, & pourront hanter & frequenter en iceux marchandement, & autrement, comme de tout tems ils ont accoûtumé faire en tems de paix; & seront quant à ce entretenus en leurs anciens Droits, Franchises, & Libertez, & aussi en nouveaux Octrois & seureté qu'ils ont obtenus de châcuns desdits Princes: & si aucun, de quelque parti que ce soit, faisoit entreprise de fait sur leurs personnes & sur leurs biens, les conservateurs nommez par cette paix, sous lesquels se trouveront celui ou ceux qui auront ou auroient fait ladite entreprise, en feront faire prompte reparation & punition, comme d'infracteurs de paix.

Item, que par cette paix est faite abolition generale, rappel de tous bans, defauts & contumaces, pour les serviteurs ou sujets d'un parti & d'autre, pour quelques cas, crimes, delits, & offenses procedans de fait de guerre, querelle ou partialitez, que l'on pourroit imposer ausdits serviteurs ou sujets, à savoir, que le Roi de sa pleine puissance & autorité Roiale fait à tous serviteurs ou sujets, tant des Païs de Bourgogne, que des Païs de par-deçà, qui ont tenu le parti d'iceux Seigneurs Roi des Romains, & Monseigneur l'Archiduc, supposé qu'ils soient des Païs étant sous la Souveraineté du Roi, pleine, & entiere abolition de, & pour quelconques cas commis ou perpetrez par lesdits sujets ou serviteurs, soit en aiant tenu le parti desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ou les aiant servi en leurs guerres, aidé, & favorisé de conseil, ou autrement, en quelque autre maniere que ce soit ou puisse être, avoir offensé & delinqué contre ledit Seigneur Roi tres-Chretien, & leur remet, quitte, & pardonne le Roi, toutes offenses & peines corporelles & civiles, ensemble toutes peines & amendes adjugées au tems passé, imposant sur ce silence perpetuel à son Procureur, sans qu'il soit besoin ausdits sujets & serviteurs, ensemble ou à part, obtenir particuliere abolition ou pardon, & neanmoins ceux qui en voudront avoir lettres en particulier, les auront sans aucuns frais.

ANS de J. C. 1493.

Item, & pareille abolition est faite par ledit Seigneur Roi des Romains & Archiduc, pour tous ceux qui ont tenu le parti du Roi, & icelui servi, conseillé, assisté, & favorisé au fait de ses guerres, ou autrement; & neanmoins est à entendre, que par l'abolition qui se fait par cette paix aux sujets d'un parti & d'autre, n'est prejudicié ou nui aux abolitions, qui ont été faites par les traitez precedens, aux sujets & serviteurs d'un parti & d'autre, pour cas procedans du fait desdites guerres avenuës paravant lesdits traitez.

Item, que tous Prelats, comme Evêques, Abbez, Commandeurs, Doiens, Archidiacres, Prevosts, Prieurs, & autres, de quelque dignité qu'ils soient, Chapitres, Couvents, Colleges, & Eglises pareillement, gens Nobles, Corps de Villes, Communautez, & les particuliers sujets ou serviteurs de châcun parti, de quelque état ou condition qu'ils soient, retourneront par cette paix à la joüissance de leurs Dignitez, Benefices, Fiefs, Terres, Seigneuries, & autres Heritages, deniers de mariage, d'heritages, rentes heritieres & viageres, dûës, tant sur les Domaines des Princes, que sur Corps des Villes, Eglises, ou particuliers, quelque part que lesdits biens & heritages soient situez ou assis, ou que ceux qui les doivent soient demeurans, au Roiaume, ou hors du Roiaume, pour en joüir & posseder depuis le jour & date de cette paix, en tel état qu'ils les trouveront, qui est à entendre, que ceux qui retourneront à leurs biens par cette paix, seront entretenus, & gardez en pareille possession & joüissance de leurs dignitez, benefices, & autres biens, qu'eux ou leurs Predecesseurs étoient paravant l'empêchement survenu à cause des guerres depuis l'an mille quatre cens septante, & dont à l'occasion desdites guerres, & durant icelles ils auroient été depossedez, nonobstant quelconques dons ou dispositions à tems, ou à toûjours faits au contraire, pour cause desdites guerres, par le feu Roi Loüis, ou le Roi present, de ce qui est de leur parti; & pareillement nonobstant semblables dons faits par le feu Duc Charles, lesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, des biens étans en leurs partis, nonobstant aussi quelconques Declarations de Confiscations, Sentences ou Arrests rendus par contumace, qui pour le bien de cette paix sont mis au neant, & declarez nuls, nonobstant encore quelconques venditions d'iceux heritages, ou rachats desdites rentes, si aucuns s'en trouvoient avoir été faits durant lesdites guerres, à ceux ou par ceux qui ont eû don desdits heritages ou rentes.

Item, que pour l'execution de l'article precedent, les Juges ordinaires des lieux ou leurs Lieutenans en châcun parti, seront tenus de remettre, restituer, & reintegrer sommairement & de plain, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, les sujets de chacun parti, qui par le benefice de cette paix, retourneront en leurs biens. Et s'il est besoin d'avoir main forte pour les appointemens, & provisions des Juges ordinaires ou leurs Lieutenans, les Princes ou leurs Lieutenans en chacun parti, la feront bailler, & ne se bailleront ou depêcheront és Chancelleries, ou Chambres de Conseil desdits Princes, Lettres ou provisions aucunes, pour empêcher, retarder, ou dilaier le retour des sujets de chacun parti à leurs biens: mais lesdits sujets remis en la joüissance de leursdits benefices, heritages

ANS de J. C. 1493.

ges ou biens, si aucuns y veulent demander aucun droit, ils y répondront pardevant les Juges, ausquels la connoissance en devra appartenir.

Item, que sur cet article de retourner à ses biens, seront compris les anciens serviteurs de feus les Ducs Philippe & Charles, qui depuis le trépas dudit Duc Charles se sont tenus au parti & obeïssance du Roi, lesquels par vertu de cette paix, jouïront des pensions & provisions de vivres à eux donnez, & assignez, dés le vivant d'icelui Duc Charles, sur les Domaines des Comtez d'Artois & Bourgogne.

Item, que si aucuns heritages ou rentes ont été vendus par decret rendu par contumace, pour dettes & hipoteques, dont les debiteurs fussent en parti contraire, lesdits debiteurs, ou leurs heritiers, pourront dedans l'an, à comter du jour de la Publication de cette Paix, retourner ausdits heritages ainsi vendus, en satisfaisant à la dette pour laquelle ils auroient été vendus & decretez avec les frais des criées; & si dans ledit tems ne satisfont audit dû, le decret demeurera en sa force; sauf toutefois que si le debiteur vouloit denier la dette, ou proposer paiement, il y sera reçû, en nantissant les deniers, comme s'il fut comparu, & eût été oüi pour empêcher l'effet de l'adjudication dudit decret; entendu aussi que les debiteurs, qui par vertu de cet article retourneront à leurs heritages vendus par decret, seront chargez des rentes, dont iceux heritages étoient chargez avant ladite adjudication; & encore s'il se trouve que ladite adjudication soit faite par defaut pour dettes purement personnelles, desquelles lesdits detteurs eussent obtenu don & quittance au parti & obeïssance où ils sont demeurans, en ce cas lesdits debiteurs, ou leurs heritiers, pourront dedans l'an retourner de plein droit à leurs heritages, ainsi vendus par defaut & contumace; & pareillement en toutes autres matieres Ecclesiastiques ou profanes, tous defauts ou contumaces données contre les absens pour cause desdites guerres, se pourront purger & rabatre dedans l'an, & s'entend le retour ausdits biens immeubles, non seulement de ceux dont les sujets d'un parti & d'autre ont été dépossedez au moien desdites guerres, mais de ceux qui leur sont succedez & échûs par succession, *ab intestat*, par testament, don, ou autre titre, supposé qu'au jour desdites écheances, ceux qui retourneront fussent demeurans en l'un des partis, & ceux ausquels ils entendent succeder, soient trépassez en l'autre parti; & si auront lesdits Heritiers ou Successeurs, terme, & souffrance de trois mois, depuis le jour de la Publication de cette Paix, pour relever les fiefs & heritages à eux advenus des Seigneurs de qui ils sont tenus.

Item, que quant aux fruits & levées des heritages, ou rentes donnez par recompense en chacun parti par Lettres des Princes, leurs Lieutenans, ou Commis, tout ce qui a été levé, donné, ou quitté depuis les guerres & divisions commencées en l'an mille quatre-cens septante, & durant icelles, jusques au jour de cette paix, demeurera levé, donné, & quitté; sauf toutefois que s'il y avoit aucuns heritages, qui par sentence de Juge competant, donnée parties oüies, fussent adjugez aux crediteurs pour arrerages de rentes, desquels arrerages a été fait don ou quittance, ledit don ou quittance, n'auront lieu que pour les arrerages échûs en tems de guerre depuis ladite sentence, & non pour ceux, qui paravant & en tems de paix seront échûs, & pour lesquels lesdits heritages auroient été adjugez.

Item, & au regard des meubles, qui ne seront levez ou transportez, mais se trouveront sur les heritages aux lieux ausquels lesdits sujets de chacun parti retourneront, & aussi quant aux dettes & arrerages; qui n'ont été donnez & levez, & dont n'est procés, ils appartiendront ausdits sujets, & non à ceux qui auroient don general de leurs biens meubles.

Item, que pour avoir la jouïssance des dignitez, benefices, fiefs, heritages, & autres biens, que les serviteurs, ou sujets de l'un des partis, ont ou auront en autre parti, ils ne pourront être contraints à faire residence au parti, où seront lesdites dignitez, benefices, fiefs, heritages ou biens, & pareillement ne seront tenus à faire aucun serment au Prince, ou au Seigneur sous qui sont lesdits biens, sauf les fiefez ou vassaux, qui seront tenus faire les sermens de feauté, selon la nature de leur fief, lequel pour cette fois ils pourront faire par Procureur, & en auront souffrance de quatre mois aprés la Publication de cette Paix, si plus n'en ont par la coûtume des lieux.

ANS de J. C. 1493.

Item, que ceux qui retourneront à leurs biens par cette paix, ne seront, ni aussi leurs heritages, poursuivables pour rentes foncieres, ou surcens échûs durant ledit tems de la guerre, mais seront tenus les décharger & aquiter ceux qui desdits heritages ont joui par recompense, & si lesdits heritages étoient par lesdites guerres demeurez en ruine & sans labeur, ceux ausquels ils appartiennent, seront déchargez desdites rentes & surcens, pour le tems qu'ils n'ont été labourez, & jusques au jour de cette paix.

Item, qu'il ne sera fait, mis, ou donné aux biens, fruits, rentes, & revenus que les sujets d'un parti ont ou auront és Païs, Terres, & Seigneuries de l'autre Parti, ni pareillement aux corps, ou personnes desdits sujets, leurs biens, danrées & marchandises, qui se meneront d'un parti en l'autre, aucun arrest ou empêchement, sous ombre d'autres prises, reprises, arrest, ou empêchement d'autres biens que l'on diroit être faits sur les sujets de l'autre parti, leurs biens, danrées & marchandises, pour choses avenuës durant lesdites guerres au tems passé, ou qui ci-aprés pourront avenir, si ce n'est pour le propre fait, contrats, dettes, ou obligations de celui ou ceux, dont l'on voudroit empêcher ou arréter lesdits fruits, levées, danrées, & marchandises, & ne se bailleront, ou dépêcheront par lesdits Princes, ou leurs Chanceliers, aucunes Lettres de Represailles, marques, ou contre-marques, ou autres provisions, pour faire à l'encontre de ces Articles aucuns Arrests, ou empêchemens des personnes des sujets de chacun parti.

Item, que par cette Paix les Gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, tant Serviteurs & Officiers du Roi, Marchands de la Nation de France, qu'autres, de quelque état ou condition qu'ils soient, qui se sont absentez des Villes d'Arras, & de la cité, depuis la surprise d'icelle, en quelque lieu ou parti que lesdits absentez se soient retirez, pourront toutes les fois que bon leur semblera retourner, faire leur demeure & Marchandises en ladite Ville & Cité, sans qu'on les puisse accuser, ou charger des choses faites, ou avenuës par ci-devant dépendantes du fait desdites guerres, ni de soumissions, ou promesses, qu'ils auroient faites de non partir desdites Villes, ou d'y retourner dedans certain tems sous confiscation de leurs biens, sommes de deniers, ou autres peines qui seront & sont reputées nulles; & si lesdits absens ne veulent retourner & demeurer esdites Ville & Cité, ils n'y pourront être contraints sous couleur desdites promesses, & neanmoins pourront hanter & converser marchandement, & autrement, en ladite Ville & Cité, & en chacun desdits parti comme les autres sujets; & soit que lesdits absens retournent à leur premiere residence, ou qu'ils se tiennent dehors en celui des partis que bon leur semblera, ils joüiront en toutes choses du benefice de cette paix, & auront dés maintenant comme les autres sujets de chacun parti, prompte, paisible, & entiere joüissance de leurs benefices, heritages, rentes heritables ou à vie, & autres biens, meubles, & ustanciles d'hôtel, qui encore sont en nature, sans que en leur maison ceux qui les occupent, puissent rien ôter, démolir, ni emporter.

Item,

ANS de J. C. 1493.

Item, pareillement les Gens d'Egliſe, Nobles, Bourgeois, & autres qui ſouloient reſider en la Ville de Saint-Omer, durant que ladite Ville étoit neutre, & qui depuis, à l'occaſion des diviſions & des priſes & repriſes d'icelle s'en ſont abſentez, aucuns contre leur gré & volonté, & les autres pour leurs affaires, & neanmoins leur a été interdite l'entrée & communication en icelle, pour y vivre ainſi qu'ils faiſoient durant ladite neutralité, accordé eſt, que tous leſdits gens d'Egliſe, Nobles, Bourgeois, manans & habitans ainſi abſens, en quelques lieux qu'ils ſe ſoient retirez, ſeront reintegrez & remis promptement en la joüiſſance de leurs benefices, maiſons, demeurances, rentes, & poſſeſſions, qu'ils avoient euës au tems que ladite Ville étoit en neutralité, y pourront vivre & demeurer en paix comme les autres habitans d'icelle Ville, ainſi qu'ils ſeſoient le tems paſſé, nonobſtant quelconques interdictions, ni autres choſes au contraire, qui pour le bien de la paix ſont annullées; enſemble toutes offenſes & injures deſdits habitans les uns contre les autres, pour cauſe deſdites querelles, ſeront remiſes & pardonnées, ſans qu'on en puiſſe aucune choſe quereller ou demander, & le tout ſera comté & reputé pour non advenu; & quant à la reſtitution des états qu'ils avoient en ladite Ville durant ladite neutralité, ils en pourront faire pourſuite en juſtice.

Item, que Madame Marguerite d'Angleterre, Veuve de feu Monſeigneur Charles, en ſon vivant Duc de Bourgogne, ſera, & eſt compriſe en cette paix, & conſent le Roi, qu'elle joüiſſe des Terres & Seigneuries de Chauſſins & la Perriere, leurs appartenances & dépendances ſituées en la Vicomté d'Auxonne, ainſi qu'en joüiſſoit feuë Madame la Ducheſſe Iſabeau, Mere dudit feu Duc Charles, au rachat de vint-mille écus d'or, ſelon les lettres de tranſport & titres qu'elle en a.

Item, que de la part du Roi tres-Chrétien ont été & ſont dénommez ſes Alliez, la Sacrée Imperiale Majeſté, les Rois de Caſtille, d'Angleterre, d'Ecoſſe, Hongrie, Boheme, & Navarre, le Riche Duc de Baviere, le Comte Palatin, & tous les Ducs & Maiſons de Baviere, les Electeurs du Saint-Empire, le Duc & Maiſon de Savoie, le Duc & Maiſon de Milan, le Duc & Seigneurie de Veniſe, le Duc de Lorraine, le Duc de Gueldre, le Marquis & Maiſon de Montferrat, l'Evêque & Cité de Liege, les Ligues des Suiſſes confederez, Vieilles & Nouvelles, les Communautez de Florence & de Gennes.

Item, & de la part deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ont été denommez leurs Alliez, ladite Sacrée Imperiale Majeſté, les Rois de Caſtille, de Hongrie, de Portugal, de Dannemarc, d'Angleterre, & d'Ecoſſe, les Electeurs du Saint-Empire en Commun, le Roi de Boheme, & autres, le Marquis & Maiſon de Montferrat, l'Evêque & Cité de Liege, & tous les Princes de l'Empire, les Ligues des Suiſſes, Vielles & Nouvelles, les Citez & Communautez dudit Empire. Et ſi leſdits Princes veulent chacun de ſa part nommer autres Alliez, faire le pourront par leurs Lettres Patentes dedans quatre mois, leſquels ainſi nommez feront declaration dedans quatre autres mois, ou dedans l'an enſuivant, ainſi que deſſus eſt dit, s'ils y veulent être compris; tous leſquels Alliez déja nommez, ou qui ſe nommeront, en faiſant la declaration d'y vouloir être compris dedans le tems, & en la maniere que deſſus eſt dit, ſeront compris en cette paix, enſemble leurs Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs, & Sujets.

Item, que en cette paix eſt auſſi compris, comme Conſeiller & Serviteur du Roi, Meſſire Guillaume de Haraucourt, Evêque & Comte de Verdun, tant pour ſa perſonne, que pour ledit Evêché & Comté de Verdun, Terres, Seigneuries, & Sujets.

Item, pareillement ſeront compris en cette paix, du conſentement deſdits Princes, l'Archevêque, Gens d'Egliſe, Nobles, Citoiens, Manans & Habitans de la Cité de Bezançon, qui joüiront des biens qu'ils ont en chacun parti, & ſeront entretenus en leurs anciens Droits, Franchiſes, & Libertez.

ANS de J. C. 1493.

Item, que pour l'entretenement de cette paix, & afin qu'elle ſoit gardée ſans aucune infraction, ont été & ſont aviſées les ſeuretez, qui s'enſuivent. Premierement, que le Roi tres-Chretien, pour lui & Monſeigneur le Daufin, & meſdits Seigneurs le Roi des Romains, & Archiduc pour eux, & eux faiſans forts de madite Dame Marguerite, paſſeront, reconnoîtront, ratifieront, & confirmeront par leurs Lettres patentes, ce preſent Traité de Paix, & feront ſerment ſolemnel ſur le fuſt de la vraie Croix, Canon de la Meſſe, & Saints Evangiles touchez corporellement, d'entretenir ce preſent Traité de Paix en tous ſes points & articles, & faire entretenir par les gens de leur Conſeil, Officiers, Serviteurs & Sujets, ſans en quelque choſe que ce ſoit, aller ou venir, faire ou ſouffrir être fait quelque choſe au contraire, directement, ou indirectement; & à ce ſoumettront eux, leurs Hoirs, leurs Roiaumes, Païs, Terres, & Seigneuries, à toutes cenſures Eccleſiaſtiques, nonobſtant tous Privileges au contraire.

Item, & conſentiront que ſi par eux, ou leurs Succeſſeurs, ou aucuns de par eux, eſtoit contrevenu à ce Traité par notoire exploit de guerre & entrepriſes de fait, comme ſi par iceux Seigneurs Roi des Romains ou Archiduc, ou futur mari d'icelle Madame Marguerite, ou autre de leur parti, étoit procedé par voie de fait, main-forte, emblée, ou autrement, en la priſe de quelque Ville, Place, ou autre Fort du parti & obeiſſance du Roi, ou deſdites trois Villes qui demeurent en la garde de mondit Sieur Deſquerdes, ou ſi leſdits Seigneurs Roi des Romains, Archiduc, futur mari, ou autre, de par eux, entroit à puiſſance & à main Armée dedans le Roiaume & autres Païs du Roi, ſans ſon gré & conſentement, ou pour autre cas ſemblable enfreignoit ou ſouffroit enfreindre ce preſent Traité de Paix; & ſemblablement ſi en cas pareil le Roi tres-Chretien, Monſeigneur le Dauphin, ou autre de par eux, procedoit par voie de fait, emblée, ou autrement, à la ſurpriſe d'aucune Ville, Place, ou Fort, tenant le parti & obeiſſance d'iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ou de l'une deſd. trois Villes, ou que à puiſſance & main Armée entraſſent dedans leurs Païs, pour leur faire & à leurs ſujets guerre; en ces cas, & en chacun d'iceux, ou autres ſemblables, celui qui premier fera ladite contravention, ou commencera ladite guerre, ſera tenu promettre & promet par cette paix, ſur ſon honneur, d'incontinent, & pour le plus tard dedans ſix ſemaines enſuivant, reparer ou faire reparer par effet ladite contravention, & rendre tous dommages & interêts, à peine d'être tenu & reputé notoire infracteur de paix.

Item, & d'abondant le Roi, pour ſeureté de cette paix, fera bailler auſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc les lettres & ſcellez de Meſſeigneurs les Ducs d'Orleans, de Bourbon, de Nemours, des Comtes d'Angouleſme, de Montpenſier, de Vendoſme, de Monſieur le Prince d'Orange, Meſſieurs les Maréchaux & Admiral de France, & par les Citez, Villes & Communautez de Paris, Rouen, Lion, Poitiers, Tours, Angers, Orleans, Amiens & Tournay; & Meſſeigneurs Roi des Romains & Archiduc feront ſemblablement bailler les lettres & ſcellez des Ducs de Heſſe, Marquis de Bade, Monſieur de Raveſtein, les Comtez de Naſſau & de Solre, le Prince de Chimay, les Sires de Beures, d'Egmond & de Fiennes, des Sieurs de Walhaim, de Molembais, du Fay, du Freſnoy, du Grand-Bailli de Hainaut, & par les Villes & Communautez de Louvain,

ANS de J. C. 1493.

vain, Bruxelles, Anvers, Boisle-Duc, Gand, Bruges, Lille, Doüay, Arras, Saint-Omer, Mons, Valenciennes, Utrech, Midelbourg, & Namur; lesquels scellez d'un parti & d'autre contiendront promesse d'entretenir & faire entretenir ce present Traité de Paix; & que s'il étoit contrevenu par le Prince duquel parti lesdits scellez se bailleront, ou aucun de par lui, dont la restitution & reparation n'en fut faite dedans six semaines ensuivant, en ce cas ils seront tenus d'abandonner & delaisser celui qui aura fait ladite contravention, & donner faveur, aide & assistance à celui, sur qui seroit fait ledit exploit & entrepriſe, & leur est par ledit Traité de Paix ordonné ainsi le faire, & dés maintenant ceux qui bailleront lesdits scellez sont, esdits cas de contravention & rupture, déchargez de leurs sermens; lesquels scellez se bailleront d'un côté & d'autre, à savoir de la part du Roi en la Ville de Teroüenne, & de la part de mesdits Seigneurs Rois des Romains & Archiduc, en la Ville de Saint-Omer, dedans le premier jour de Septembre prochain venant.

Item, & avec ce les Lettres de ce present Traité de Paix seront leuës, publiées & enregistrées, à savoir celles du Roi en la Cour de Parlement de Paris, present & consentant le Procureur du Roi, & aussi en la Chambre des Comptes; & celles desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, en leur Grand Conseil, present & consentant leur Procureur General; & en la Chambre des Comptes de Lille. Et sera donnée & ajoûtée foi au *Vidimus* & extrait qui se feront des articles d'icelui sous le scel autentique, comme à l'original, pour tous ceux qui s'en voudront aider en jugement & dehors.

Item, sont denommez Conservateurs de cette Paix de la part du Roi, pour les marches & quartiers du Païs de Bourgogne, Monsieur le Prince d'Orange, Monsieur de Baudricourt Gouverneur de Bourgogne, & les Baillis de Dijon, Châlons, Autun & Mâcon, ou leurs Lieutenans; pour les marches de Champagne & de Retelois, Monsieur d'Orval Gouverneur de Champagne, les Baillis de S. Pierre-le-Monstier, de Troies & de Vitry, ou leurs Lieutenans; pour les marches de Picardie, Monsieur Desquerdes, Maréchal de France, Messieurs les Baillis d'Amiens, de Vermandois, Senechaux de Pontieu, de Boulenois, & Gouverneur de Peronne, Mondidier, & Roye, ou leurs Lieutenans; & pour la mer, Monsieur l'Amiral, ses Lieutenans, ou Commis.

Item, de la part de mesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc sont denommez Conservateurs, pour les Marches de Flandres & Artois, Monsieur de Nassau, ensemble les Gouverneurs de Lille, d'Arras, & Baillis esdits Païs, chacun en son endroit; pour les Marches de Hainaut, Messieurs les Princes de Chimay, & Grand-Bailli de Hainaut; pour Luxembourg, Monsieur le Marquis de Baden; pour Bourgogne, le Gouverneur du Comté de Bourgogne, & les Baillis d'Amont, d'Aval, & de Dole; & pour la mer, Monsieur de Beures, Admiral, ses Lieutenans, ou Commis.

Item, tous lesquels Conservateurs denommez en chacun parti seront tenus faire prompte & sommaire expedition, sans forme & figure de procés, de tous cas qui écherront & dépendront de la reparation & restitution, qui se doit faire pour ce present traité, & contravention, infraction, ou entrepriſe à l'encontre de cette paix; & seront leurs sentences, ordonnances, & provisions mises à execution reellement & de fait, nonobstant oppositions ou apellations quelconques, sauf toutefois que en cas d'apel de sentences diffinitives dont seroit apellé, ceux qui les auront obtenuës, seront tenus de bailler bonne & sufisante caution sujete, avant d'avoir la delivrance de ce qui leur seroit adjugé pour le rendre, au cas que les Sentences desdits Conservateurs fussent infirmées par la Cour Souveraine, ou si elles étoient annullées, & qu'il y eût nouveau jugement pour fournir le jugé.

ANS de C. J. 1493.

Item, pour ce qu'il est assez aparent, que aprés cette Paix publiée, se trouveront de chacun parti plusieurs gens vagabonds & oiseux, qui seront legers & enclins à toutes roberies, larcins, & pilleries, & dont, si pourvû n'y étoit, pouroient avenir de grands dangers, & ne seroit séur pour les sujets de chacun parti aller par les chemins marchandement & autrement, aviſé est, qu'il sera fait Edit, lequel sera publié en chacun parti, que tous gens de guerre & autres vagabonds, qui ne voudront retourner à faire leur métier & labeur, ou qui n'auront entretenement de vivre & ordonnance desdits Princes, ou entretenement au service d'aucuns Seigneurs, dont ils fassent aparoir par lettres desdits Seigneurs, lesquels seront répondans de ceux qu'ils avoueront être leurs Serviteurs, seront tenus eux partir, & eux retirer hors des Villes & du plat Païs dedans tel tems qu'il leur sera prefix, & ce sur & à peine, ledit tems passé, d'être bannis des Païs de chacun parti, & d'être abandonnez à toutes Justices, & aux gens du plat Païs de les pouvoir prendre au corps, & les mener à la plus prochaine Justice, pour les punir, bannir, & contraindre à eux partir & tirer hors desdits Païs, sans y pouvoir retourner, & d'être punis des cas dont ils seront trouvez être chargez, sans en faire aucun renvoi ou remiſsion aux Juges ou à la Justice, dont ils se voudront dire sujets.

Item, que pareille provision & de semblable effet sera faite & mise pour ceux, qui par Mer exerceront aucunes détrousses ou roberies, de quelque parti qu'ils soient, à savoir que s'ils ont aveu, c'est à entendre que le navire ait été freté & mis sus pour quelque Seigneur ou Marchand, l'on se prendra à eux pour les dommages qu'ils auront faits; & si ce sont gens qui n'aient point de chef autre que d'eux-mêmes, ils seront abandonnez à tous ports & havres, où ils descendront, pour les prendre au corps, & faire leur procez, sans en faire aucun renvoi au parti, dont ils se diront ou avoueront être.

Item, que d'un parti ni d'autre ne seront reçûs ni soutenus ceux qui feront aucun exploit ou entrepriſe au prejudice de cette Paix; & s'ils se retiroient d'un parti à l'autre, quelque don, grace, ou abolition qu'ils aient ou pouroient avoir ci-aprés, ils seront poursuivables des infractions & entrepriſes, qu'ils auroient faites à l'encontre de cette Paix, & partant ne sera tenuë la Paix pour rompuë.

Item, que lesdits Seigneurs Princes, leurs Lieutenans & Officiers, donneront aide & assistance les uns aux autres, à l'encontre de tous ceux, de quelque état ou condition qu'ils soient, qui seront dilaians ou refusans d'entretenir cette Paix, lesquels seront de chacun parti abandonnez comme ennemis de la chose publique; & ceux qui les aideront d'argent, de vivres, ou en autre maniere les recevront ou favoriseront, seront pareillement responsables de tous dommages par eux faits, & reputez infracteurs de Paix, & comme tels corrigez & punis.

Item, que tous lesdits points & articles dessus écrits se passeront, confirmeront, & ratifieront dés maintenant par lettres patentes d'icelui Seigneur Roi Tres-Chrêtien, & pareillement les Ambassadeurs de la Sacrée Imperiale Majesté, & desdits Seigneurs Roi des Romains, & Archiduc, à savoir, Reverend Pere en Dieu Messire Guillaume, Evêque d'Aichstad; Messire Christofle, Marquis de Baden; les Comtes de Nassau, & de Solre; les Sires de Walhain, d'Aimeries, & de Polham, l'Abbé de Maroles, le Prevost de Liege, & de Saint Donat de Bruges; Messire Thomas de Plannes, Président du Grand Conseil desdits Seigneurs; Philbert de Vere, dit la Mouche; & Messire Jean de Montfort, Chevalier,

ANS de J. C. 1493. valier, bailleront leurs lettres & scellez, & par icelles promettront & feront ferment solennel sur les Saints Evangiles de Dieu, Canon de la Messe, & fust de la vraie Croix, qu'ils feront passer ce present Traité de Paix ausdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, & leur feront promettre & jurer, selon que contenu est en cedit Traité, d'icelui garder & entretenir, & faire garder & entretenir en tous & chacuns ses points & articles, selon sa forme & teneur, & de tous lesdits passemens, promesses, ratifications, & sermens, fourniront lettres desdits Princes, instrumens publics & autentiques, & des scellez qui se bailleront és mains des Ambassadeurs & Commis, que ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien envoiera devers iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc.

Savoir faisons, que oüi le rapport de nosdits Ambassadeurs & Commis, & sur ce eüe grande & meure deliberation, avec les Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conseil, avons accepté, consenti, & accordé, par la teneur des presentes signées de nôtre main, acceptons, consentons, & accordons ladite Paix, Union, & Amitié d'entre nous, nôtre tres-cher & tres-amé fils le Daufin, nos Roiaumes, Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets, & de nosdits Frere & Cousins, tant pour eux que pour nôtredite Cousine Marguerite d'Autriche, leurs Païs, Terres & Seigneuries, Serviteurs & Sujets, & aiant agreable tout ce que par nosdits Ambassadeurs & Commis a été fait & besogné avec les Ambassadeurs & Commis de nosdits Frere & Cousins, avons passé, reconnu & accordé, passons, reconnoissons, & accordons tous & chacuns les points & articles ci-dessus inserez, promettant de bonne foi, & en parole de Roi, iceux entretenir, garder & observer inviolablement, & sans infraction aucune. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nôtre Parlement à Paris, gens de nos Comptes, & à tous nos autres Justiciers, ou à leurs Lieutenans, si comme à eux apartiendra, que ce present Traité de Paix ils fassent publier, enregistrer, & verifier, & le contenu en icelui garder & observer.

Et pour ce que de ces presentes on poura avoir à faire en plusieurs & divers lieux de nosdits Roiaume, Païs, & Seigneuries, Nous voulons qu'au *vidimus* d'icelle, fait sous le scel Roial, pleine foi soit ajoûtée comme à ce present Original. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné à Senlis, le 23. jour de Mai, l'an de grace 1493 & de nôtre Regne le dixieme. Signé, Charles. Et sur le repli: Par le Roi, Robertet. *Lecta, publicata, & registrata Parisiis in Parlamento, presente & consentiente Procuratore Generali Regis, quarta die Junii* 1493. *De Cerisay.*

Publication de la Paix de Senlis.

L'On fait à savoir, que bonne Paix a été & est faite, promise & jurée entre le Roi Tres-Chrêtien nôtre Souverain Seigneur, & Monseigneur le Daufin, leurs Roiaume, Païs, Seigneuries, & Sujets d'une part, & tres-hauts & tres-puissans Princes le Roi des Romains, Monsieur l'Archiduc Philippe son fils, tant en leurs noms, que eux faisans forts de Madame Marguerite d'Autriche fille d'icelui Seigneur Roi des Romains, Sœur dudit Monsieur l'Archiduc, pour eux, leurs Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'autre part, par laquelle lesdits Princes sont en bonne union, fraternité & amitié, & cesseront dorenavant toutes voies de fait, & exploits de Guerre, des Païs, Serviteurs & Sujets les uns contre les autres, & pouront lesdits Serviteurs & Sujets, de quelque état ou condition qu'ils soient, hanter, converser & frequenter marchandement, & autrement, par Terre, par Mer, & par Eau douce, d'un parti en l'autre. Et est par cette Paix faite abolition pleniere aux sujets de chacun parti, pour tous cas avenus par ci-devant pour fait de guerre; & si retournent chacun à leurs biens, comme toutes ces choses sont plus au long declarées és articles dudit Traité de Paix, & és lettres qui se bailleront par lesdits Princes confirmatoires & ratificatoires d'celles. Pourquoi l'on fait exprés commandement & défenses à tous Sujets du Roi nôtredit Seigneur, que nul n'attente, ou fasse chose dérogeante ou prejudiciable à ladite Paix, sur peine d'être puni criminellement comme infracteur d'icelle; & ordonne-t'on à tous Officiers du Roi nôtredit Seigneur, ou leurs Lieutenans, de faire obeir & entretenir cette Paix chacun és metes de son office, & de aux conservateurs d'icelle donner port, faveur, aide, & assistance de Conseil, de gens, de prison, & autrement, pour le faire obeir, & à prendre punition des transgresseurs & infracteurs d'icelle. Publié à Senlis le 23. jour de Mai, l'an 1493. Ainsi signé. J. Goyet, avec parafe.

ANS de J. C. 1493.

Promesse de Philippe de Bourgogne, Seigneur de Beures, d'entretenir la Paix de Senlis, & d'assister le Roi de France, en cas qu'il y soit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc son Fils. A Malines le 20. Août 1493.

PHILIPPE DE BOURGOGNE, Seigneur de Beures, de la Vere, de Vlissinghes, &c. Chevalier de l'Ordre, Conseiller, Chambellan du Roi des Romains nôtre Sire, & de Monseigneur l'Archiduc son Fils, Gouverneur, & Lieutenant General d'Artois, & Admiral de la Mer: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme à la loüange de Dieu nôtre Createur bonne Paix ait naguere été faite, publiée, & jurée en la Ville & Cité de Senlis, entre mes tres-redoutez & Souverains Seigneurs mesdits Seigneurs le Roi & son fils, tant en leurs noms, comme pour & au nom de ma tres-redoutée Dame, Madame Marguerite d'Autriche, fille & Sœur de mesdits Seigneurs Roi & Archiduc, leurs Païs, Seigneuries & Sujets, d'une part; & le Tres-Chrêtien Roi de France, pour lui, Monseigneur le Daufin son fils, leurs Roiaume, Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'autre part; iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, afin que icelle Paix soit en tous ses points & articles entretenuë, gardée, & observée, aient promis qu'en dedans le premier jour de Septembre prochain venant, nous baillerons nos lettres & scellez, d'entretenir & faire entretenir ladite Paix, & que si de leur part y étoit contrevenu, dont la restitution & réparation ne fût faite dedans six semaines ensuivantes, nous serions tenus les abandonner & delaisser, & donner faveur, aide, & assistance à icelui Seigneur Roi Tres-Chrêtien; & il soit que de la part de mesdits Seigneurs par lettres signées de leurs mains, nous ait été ordonné & expressément commandé, bailler nos lettres & scellez, contenant promesse d'accomplir tout le contenu ci-dessus. Savoir faisons, que nous desirant de tout nôtre pouvoir obeir à mesdits Seigneurs, considerant les grands biens qui de ladite Paix & l'entretenement d'icelle pourront avenir à mesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, leursdits Païs & Sujets, avons promis & juré, promettons & jurons par cettes, d'entretenir & faire entretenir ledit Traité de Paix en tous & chacuns les points & articles y contenus, & que s'il y étoit contrevenu par mesdits Seigneurs le Roi des Romains, & Archiduc son fils, ou par le futur mari de madite Dame Marguerite, ou autre de par eux, ce que Dieu par sa bonté ne veüille souffrir, & de laquelle contravention ne fût faite restitution, & reparation, dedans six semaines prochaines ensuivant,

ANS de J. C. 1493.

vant, nous en ce cas ſerons tenus d'abandonner & delaiſſer mes deſſuſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, & chacun d'eux, & donnerons audit cas faveur, aide, & aſſiſtance à icelui Seigneur Roi Tres-Chrétien. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces preſentes. Donné à Malines le vintieme jour d'Aouſt l'an 1493.

Douze autres promeſſes de differentes Villes & Seigneuries, pour entretenir la Paix de Senlis.

AUtre promeſſe de Guillaume de Croy, Seigneur de Chievres, d'Arſchot, de Birebecque, de Houré, &c. d'entretenir la Paix de Senlis du 6. Mai 1495.

Pareille promeſſe de Charles de Croy, Prince de Chimay, Vicomte de Limoges, Baron de la Bone, &c. Lieutenant & Capitaine General du Païs & Comté de Hainaut, du 27. Avril 1495.

Semblable promeſſe de Enghelbert, Comte de Naſſau & de Vianne, Seigneur de Breda, premier Chambellan du Roi, ſon Lieutenant General, & de Monſieur l'Archiduc ſon fils, en leur Païs de Flandres, & Senéchal du Païs & Duché de Brabant, du 23. Aouſt 1493.

Semblable promeſſe de Jean, Comte d'Egmond, Seigneur de Beures, &c. du 28. Aouſt 1493.

Autre promeſſe de Jean de Bergues, Seigneur de Walhain, de Melin, &c. Chevalier, Conſeiller, & premier Chambellan de Monſieur l'Archiduc, Gouverneur & Souverain Bailli de Namur, du 22. Aouſt 1493.

Autre promeſſe de Pierre Lannoy, Chevalier de l'Ordre de la Toiſon d'Or, Seigneur du Freſnoy, & Grand-Bailli d'Aloſt, du 18. Aouſt 1493.

Pareille promeſſe de Baudoüin de Lannoy, Seigneur de Molembais, de Solre le Château, de Torcoing, &c. Chevalier de l'Ordre, Conſeiller, ſecond Chambellan du Roi des Romains & de Monſieur l'Archiduc, Capitaine & Gouverneur des Château, Villes & Châtellenies de Lille, Doüay & Orchies, du 20. Aouſt 1493.

Semblable promeſſe d'Antoine Rolin, Chevalier, Seigneur d'Aimeries, d'Anthinne, & de Lens, Maréchal & Veneur heritable de Hainaut, Conſeiller & Chambellan du Roi des Romains, & de Monſieur l'Archiduc ſon fils, Grand-Bailli du Païs & Comté de Hainaut, du 25. Aouſt 1493.

Promeſſe de la Ville d'Ipre, d'entretenir la Paix de Senlis, & d'aſſiſter le Roi de France, en cas qu'il y ſoit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc ſon Fils.

A Tous ceux qui ces preſentes lettres verront: Advoüé, Echevins, Conſeil, Bourgeois, Manans & Habitans, & toute la Communauté de la Ville d'Ipre, Salut. Comme à la loüange de Dieu bonne Paix ait naguere été faite, publiée, & jurée entre le Tres-Chrétien Roi de France, nôtre Souverain Seigneur, pour lui & Monſeigneur le Daufin ſon fils, leur Roiaume, Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'une part; & tres-hauts & tres-puiſſans Princes, & nos tres-redoutez Seigneurs le Roi des Romains, toûjours Auguſte, & Monſeigneur l'Archiduc Philippe ſon fils, nôtre Prince & Seigneur naturel, tant en leurs noms, qu'au nom de nôtre tres-redoutée Dame Madame Marguerite d'Autriche, fille & Sœur de noſdits Seigneurs, leurs Païs, Seigneuries, Serviteurs & Sujets d'autre part; pour ſeureté de laquelle, & afin qu'icelle ſoit d'autant mieux entretenuë, obſervée, & gardée ſans infraction aucune, ait été conſenti, accordé, & promis de la part de noſdits Seigneurs, que dedans le premier jour de Septembre prochain venant, ils ſeront par les Seigneurs de leur Sang, Chevaliers de l'Ordre de la Toiſon d'Or, Officiers, Nobles, Villes & Communautez denommez en l'article de ce faiſant mention, bailler leurs lettres & ſcellez à icelui Tres-Chrétien Roi nôtre Souverain Seigneur, ſes Ambaſſadeurs ou Commis. Leſquels ſcellez qui ſe bailleront d'un parti & d'autre, contiendront promeſſe d'entretenir, & faire entretenir ledit Traité de Paix, & que s'il y étoit contrevenu par le Prince duquel parti leſdits ſcellez ſe bailleront, ou aucun de par lui, dont la reſtitution & reparation n'en fût faite dedans ſix ſemaines prochaines enſuivant, ils en ce cas ſeront tenus d'abandonner & delaiſſer celui qui aura fait la contravention, & bailler faveur, aide, & aſſiſtance, à celui ſur qui ſe ſeroit l'exploit & entreprife; & leur eſt par ledit Traité ordonné ainſi le faire, & dont dés maintenant ceux qui bailleront leſdits ſcellez, ſont eſdits cas de contravention & rupture déchargez de leurs ſermens. Et il ſoit ainſi, que de la part de noſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, par lettres ſignées de leurs mains nous ait été ordonné, & expreſſément commandé bailler de ce que dit eſt nos lettres & ſcellez contenant promeſſe d'accomplir tout le contenu ci-deſſus. Savoir faiſons, que nous deſirant de tous nos pouvoirs obeir à noſdits Seigneurs; conſiderant auſſi les grands biens, qui de ladite Paix, au cas que par la grace de Dieu elle ſoit bien gardée & entretenuë, pouront avenir aux Païs & Sujets de noſdits Seigneurs, & les maux qui au contraire par la rupture & infraction d'icelle s'en enſuivroient, avons à nôtre aſſemblée pour ce faite des plus notables Bourgeois & Manans de ladite Ville en nombre ſuffiſant, repreſentans toute la communauté d'icelle, promis & juré par cettes ſcellées du ſcel de ladite communauté, promettons & jurons d'entretenir, & faire entretenir ledit Traité de Paix en tous & chacuns les points & articles y contenus; & s'il étoit contrevenu par noſdits Seigneurs Roi des Romains, & Archiduc ſon fils, ou par le futur mari de madite Dame Marguerite, ou aucuns de par eux, ce que Dieu par ſa grace ne veüille ſouffrir ni permettre, & de laquelle contravention ne fût faite reſtitution & reparation dedans ſix ſemaines enſuivant: Nous en ce cas ſerons tenus & avons promis d'abandonner & delaiſſer noſdits Seigneurs & chacun d'eux, & devrons audit cas faveur, aide, & aſſiſtance à icelui Roi Tres-Chrétien nôtredit tres Souverain Seigneur, ainſi & par la maniere que noſdits Seigneurs par leurſdites lettres nous ont commandé & ordonné ce faire; & à cette fin, eſdits cas de contravention & rupture nous ont tenus & tiennent déchargez deſdits ſermens que nous leurs devons, le tout juſqu'à ce que ladite reſtitution & reparation ait dûement été faite. En témoin de ce nous avons ceſdites preſentes lettres fait ſceller du ſcel aux cauſes de ladite Ville d'Ipre, le 25. jour d'Aouſt, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vint & treize.

Pareille promeſſe des Bourgeois, Manans, & Habitans, & Communauté de la Ville d'Arras, du 26. Aouſt 1493.

Semblable promeſſe des Maieur, Echevins, Jurez, Elus, Quatre des Meſtiers, Bourgeois, Manans & Communauté de la Ville de Namur, du 23. Aouſt 1493.

Autre promeſſe des Lieutenant, Prevoſt, Jurez, Echevins, Conſeil & Communauté de la Ville de Valenciennes, du 27. Aouſt 1493.

ANS de J.C.

DLVII.

1493. FRANCE, CASTILLE ET ARRAGON.

Traité entre CHARLES VIII. *Roi de France, d'une part, &* FERDINAND *&* ISABELLE, *Rois de Castille & d'Aragon, d'autre. Fait à Barcelonne, le* 19.* *Janvier* 1493. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 371. G. G. Leibnitz. Codex Diplomaticus. pag. 463.

*L'Année commençoit en Espagne le 1. jour de Janvier, & en France à Pâques, ce qui dura jusques sous le Régne de Charles IX.

FERDINANDUS & ELISABETA, Dei gratia Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris & Insularum, Canariæ, Comes & Comitissa Barchinonæ, Domini Biscaiæ & Molinæ, Duces Athenarum & Neopatriæ, Comites Rossilionis & Ceritaniæ, Marchiones Oristanni & Gociani: Universis & singulis præsentes litteras inspecturis, Salutem. Sicut ex guerrarum turbinibus, dissidiis & hostilitatibus, quæ, zizaniæ satore moliente, inter Reges & Principes, & præsertim inter finitimos, proh dolor! accidere solent, sanguinis effusio nimia, cædes multæ, incendia crebra, deprædationes innumeræ, & alia pernicioſa incommoda, mala atque damna vigere consueverunt, sic è vestigio ex Pacis amænitate, amoris & concordiæ, laus & obsequium immortali Deo, & alia quamplurima & laudabilia bona resultare nemini dubium est. Quid enim melius, quidve utilius concordia & pace, sine qua nullius Regni status poterit esse diuturnus? Quid enim sanctius, quid denique pace ipsa Deo acceptius, testante Christo Jesu redemptore nostro & dicente: In quamcumque domum intraveritis, primum dicite: *Pax huic domui.* Et alibi: *Pacem meam do vobis, pacem meam relinquo vobis.* Sectanda sunt igitur, in quantum humana sinit fragilitas, illius vestigia, & doctrina ejus Sanctissima amplectenda, nec minus pax inquirenda, & totis conatibus prosequenda, juxta illud: *Inquire pacem, & prosequere eam:* Reges enim, qui pacem inquisiverunt, & eam sunt prosequuti, servaverunt Regna, & illa diu obtinuerunt, ac jure hereditario possederunt; quandoquidem in amicitiæ unitate potestates firmantur, subsistitque validiùs, ac firmiùs resistit geminata virtus. Utque alia omittamus exempla, progenitores & prædecessores nostros Reges Serenissimos recolendæ memoriæ, necnon progenitores & prædecessores Christianissimi Principis CAROLI, Dei gratia Francorum Regis, Fratris & confœderati nostri Carissimi, à magnis & diuturnis citra temporibus validissimorum nexu fœderum copulatos colligatosque beneficio & tutamini statuum, Regnorum, & subditorum suorum, ex eo bene consuluisse res ipsa edocuit. Inter alia igitur, quæ summe cordi gerimus, ea nos maxime cura tenet, ut Deo imprimis obsequamur, cujus voluntati tunc conformiores reddemur, si & nos & præfatus Rex Christianissimus arma simul capessentes communes vires in hostes fidei vertamus, deinde ut amicitiæ debitum justi amici persolvamus, amicorum enim fides in prosperis felicissimum est solatium, in adversis autem sanctissimum præsidium. Reliquum est, ut paci, quieti, & tranquillitati Regnorum nobis à Deo commissorum operam demus, eorumque rei publicæ debite consulamus, ut de talentis nobis traditis dignam sibi reddere queamus rationem. Prospicientes præterea nullas amicitias nullave fœdera, quæ cum quibusvis Principibus & Potentatibus iniri ad invicem possent, utiliora, tutiora, seu convenientiora, quam nostra sibi, suaque nobis impræsentiarum esse seu haberi, tum propter sanguinis vinculum, tum propter finium Regnorum & Terrarum utriusque conjunctionem, tum etiam quia ipsum Regem Christianissimum ob ingentes & præclaras ejus virtutes nedum cari pendimus, sed etiam miro amore complectimur. Ad laudem itaque, obsequium & gloriam omnipotentis Dei, ejusque orthodoxæ fidei incrementum utilitatemque, pacem & quietem, nedum Regnorum, Terrarum, Dominiorum & subditorùm utriusque nostrum, verùm etiam universæ Reipublicæ Christianæ, pro nobis & Illustrissimo Principe Joanne, Principe Asturiarum & Gerundæ, primogenito nostro Carissimo, & post felices dies nostros immediate hærede & universali successore, & pro aliis successoribus ac universis Terris, Regnis, Dominiis & subditis nostris, amicitiam, unionem, ligam, intelligentiam, & confederationem cum prædicto Christianissimo Rege, & cum Illustrissimo Carolo Delphino Viennensi, ejus filio legitimo & successore, pro eis & successoribus, Regnis & universis Dominiis & subditis eorumdem, ligam ipsam & confœderationem continuando & insequendo, ac quatenus opus sit, muniendo, & ipse Rex Christianissimus nobiscum pro se, hæredibus, successoribus Regibus, & universis Dominiis & subditis suis ligam ipsam & confœderationem continuando & insequendo, ac quatenus opus sit, muniendo, inivimus, fecimus, concordavimus, contraximus, & concluſimus, uti inimus, facimus, concordamus, contrahimus, & concludimus sub forma & capitulis tenoris hujusmodi.

SEquuntur articuli facti, concordati, firmati & jurati inter & per nos FERDINANDUM & ISABELLAM Dei gratia Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. pro nobis & Illustrissimo Joanne Principe Asturiarum & Gerundæ, primogenito nostro Carissimo, & post felices dies nostros, auxiliante Deo, hærede & successore, & pro aliis hæredibus nostris ac universis successoribus, Regnis, Terris, Dominiis, & subditis nostris ab una, & nos CAROLUM eadem gratia Francorum Regem, pro nobis & Carissimo filio nostro legitimo successore Carolo, Delphino Viennensi, & pro hæredibus & successoribus quibuscumque, Regno & universis Terris, Dominiis, & subditis nostris, ab alia partibus, super amicitiis, ligis, intelligentiis, & confœderationibus inter nos ad invicem factis, initis, concordatis, & juratis.

Imprimis, nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, & Rex Franciæ, continuando & conservando confœderationes, quæ ab antiquo fuerunt inter prædecessores nostros Reges Hispaniæ & Franciæ, nostraque Regna & Dominia, Patrias & Dominationes, fecimus, tractavimus, concordavimus, firmavimus, & passavimus, facimusque, tractamus, & concordamus, firmamus & passamus bonam, veram, puram, integram & perfectam ligam, confœderationem, concordiam, & inseparabilem amicitiam perpetuo & cunctis futuris temporibus duraturam pro nobis, hæredibus & successoribus nostris, & cujuslibet nostrum. In quibus quidem confœderationibus & ligis comprehendimus & comprehendere intendimus & volumus omnia Regna, Terras & Dominia nostra, & cujuslibet nostrum, virtute quarum confœderationum, ligarum, & amicitiarum tenemur, & teneri volumus & promittimus ad invicem, & legaliter, quod alter alteri toto posse nostro auxiliabitur & auxiliabimur, seu auxilium præbebimus adversùs & contra quoscumque, & quòd nos declarabimus, & ex nunc nos declaramus, aperte unum pro altero, videlicet nos dicti Rex & Regina Hispaniæ tam pro nobis, & pro hæredibus & successoribus nostris quibuscumque, quàm etiam pro omnibus Regnis, Terris & Dominiis nostris, esse colligatos & confœderatos

ANS de J. C. 1493.

cum prædicto Christianissimo Rege, suisque hæredibus & successoribus, Terris & Dominiis quibuscumque, tam contra Anglicos ipsius Christianissimi Regis Francorum antiquos inimicos, quàm contra Regem Romanorum, & Archiducem Comitem Flandriæ ejus filium, quamdiu ipse Rex Romanorum, vel præfatus Archidux filius suus faciet vel facient guerram & hostilitatem, & ipsi vel alter eorum reputabitur vel reputabuntur, & erit declaratus, vel erunt declarati inimici præfati Christianissimi Regis & Regni Franciæ, hæredumque & successorum & Terrarum ac Dominiorum suorum, quàm etiam contra quoscumque alios qui sunt, erunt, aut esse poterunt quomodolibet in futurum inimici, malevoli & adversarii prædicti Christianissimi Regis & Regni Franciæ, hæredumque & successorum ac Terrarum & Dominiorum suorum per Mare & per Terram, cujuscumque status & conditionis fuerint.

Et nos præfatus Rex Francorum pro parte nostra, & pro hæredibus & successoribus nostris quibuscunque, & pro Regno, Terris & Dominiis nostris universis, simile facimus & faciemus, vicemque similem reddimus & reddemus præfatis Potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ, hæredibusque & successoribus suis quibuscumque, ac universis & singulis Regnis, Terris & Dominiis eorum adversùs & contra quoscumque hostes, malevolos, & adversarios prædictorum Potentissimorum Regis & Reginæ Hispaniæ, hæredumque & successorum suorum quorumcumque, atque Regnorum, Terrarum & Dominiorum suorum, qui sunt, erunt, aut esse poterunt quomodolibet in futurum, tam per Mare, quam per Terram, cujuscumque status & conditionis fuerint.

Item, est conventum & concordatum ad magis assecurandum prædictas amicitias, ligas, & confœderationes, & pro majori earum robore & securitate inter nos Reges prædictos, hæredesque & successores nostros, quod ipsas easdem amicitias, ligas, & confœderationes præferamus & anteponamus, uti præferimus & anteponimus omnibus aliis quibuscumque ligis & confœderationibus factis vel faciendis, cum quocumque Principe vel Principibus, quicumque vel qualescumque fuerint, quacumque dignitate vel autoritate fulserint, Vicario Christi excepto, & quod ligæ ipsæ, amicitiæ, & confœderationes remaneant & remanebunt, easque remanere volumus in tali vigore & virtute, ac taliter, quòd si contigerit quòd aliquis ligatus & confœderatus, liganduque & confœderandus nobiscum dictis Rege & Regina Hispaniæ, vel cum hæredibus & successoribus nostris, insurgerent contra & adversus eumdem Christianissimum Regem Francorum, hæredes & successores suos, vel quod illi tales vellent & satagerent facere guerram tali in casu, idque notificando & notificari faciendo, nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, nostrique hæredes & successores, tenebimur auxiliari & succurrere prædicto Regi Christianissimo, & suis hæredibus & successoribus, quemadmodum boni fratres colligati & amici amicorum & inimici inimicorum facere debent & tenentur, sine reservatione quacumque.

Et nos Rex Francorum prædictus, nostrique hæredes & successores quicumque, pari modo tenemur & tenebimur simile facere, & similem vicem reddere erga ipsos Potentissimos Regem & Reginam Hispaniæ, eorumque hæredes & successores quoscumque in casu prædicto.

Et cum hoc, & ad magis & melius assecurandum & servandum superiùs declarata, nos dicti Ferdinandus & Elisabeta Rex & Regina Hispaniæ non copulabimus seu jungemus, aliquo modo, matrimonio liberos nostros, cum Regibus Romanorum & Angliæ, neque cum liberis eorumdem, neque cum aliis inimicis declaratis dicti Christianissimi Regis Francorum, absque ejusdem Regis voluntate & consensu, & quod non auxiliabimur eis, cum quibus nos præfati Rex & Regina Hispaniæ filios nostros matrimonio copulabimus contra statum & domum prædicti Christianissimi Regis, hæredumque & successorum suorum. ANS de J. C. 1493.

Item, est conventum & concordatum, quòd Illustrissimus Joannes Princeps Asturiarum & Gerundæ, primogenitus dilectissimus nostri dictorum Regis & Reginæ Hispaniæ, & post felices dies nostros hæres & successor noster universalis, jurabit in præsenti tenere & observare prædictas amicitias, ligas, & confœderationes. Et ut æqualitas & vicissitudo servetur, nos dictus Francorum Rex promittimus, pollicemur, & juramus, quòd carissimus & dilectissimus filius noster legitimus & successor Carolus, Delphinus Viennensis, postquam pervenerit ad ætatem annorum duodecim, firmiter jurabit de tenendis inviolabiliter & observandis dictis amicitiis, ligis, & confœderationibus.

Item, est conventum & concordatum, quod dicti Rex & Regina Hispaniæ pro nobis, hæredibusque & successoribus nostris prædictis, non recipiemus seu inibimus intelligentiam aliquam cum quovis Principe, aut alio quocumque, qualiscumque vel quicumque fuerit, quavis dignitate vel autoritate fulgeat, (ipso Vicario Christi excepto) in præjudicium cujuslibet nostrum nostrorumque Regnorum, Terrarum & Dominiorum in futurum. Si quid delictum fuerit, id revelabitur ex una parte & ex altera, adeo ut nihil fiat in præjudicium dictarum ligarum & confœderationum, quæ omni tempore servabuntur de puncto ad punctum.

Item, est conventum & concordatum, quòd licet nos dictus Rex Francorum simus in bona possessione usique & titulo sufficienti ad tenendum Comitatum Rossilionis & Ceritaniæ, qua possessione carissimus Dominus & genitor noster defunctus Ludovicus Rex Francorum, cujus animæ propitietur altissimus, & nos usque nunc gavisi fumus. Nihilominus habentes respectum ad ligas, confœderationes, & amicitias, quas nos dictus Rex Francorum, & nos etiam dicti Rex & Regina Hispaniæ, ad invicem tenere desideramus, & nos ipse Rex Francorum volentes satisfacere demandis & requestis, quæ pro parte dictorum potentissimorum Regis & Reginæ Hispaniæ nobis factæ fuerunt, concernentibus ipsos Comitatus, promittimus ipsis potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ facere dari possessionem eorum, quotiescumque ipsi potentissimi Rex & Regina fecerint & passaverint præsentes ligas & confœderationes, illasque juraverint in forma consueta, & dederint securitates tam pro ipsis, quam pro bonis villis dictorum Regnorum & Dominiorum suorum: proviso, quod toties quoties nos dictus Rex Francorum, hæredesque & successores nostri voluerimus & voluerint facere videri & visitari jura per nos prætensa in dictis Comitatibus, tam ratione & ex causa ingagiamenti & impignorationis, quàm aliàs qualitercumque sit, nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, hæredesque & successores nostri tenebimur eligere & sumere arbitros & judices neutros, pro discutiendo & determinando de dictis juribus, & tenebimur Rex & Regina Hispaniæ, hæredesque & successores nostri, eligere dictos judices, & de illis formis intra unum mensem, postquam de his pro parte dicti Regis Francorum Christianissimi, hæredum & successorum fuerimus requisiti.

Et si nos prædicti Rex & Regina Hispaniæ, aut hæredes & successores nostri, recusaverimus aut recusaverint id facere, dictus Christianissimus Rex Francorum, aut ejus hæredes & successores poterit vel poterunt recuperare possessionem dictorum Comitatuum Rossilionis & Ceritaniæ, & promittimus obedire & acquiescere judicio quod super præmissis erit latum, & restituere prædicto Christianissimo Regi, hæredi-

ANS de J. C. 1493.

hæredibus & succeſſoribus ſuis, realem & actualem poſſeſſionem dictorum Comitatuum Roſſilionis & Ceritaniæ, ſi per judicium dictorum arbitrorum & judicum neutrorum ſumptorum & electorum inter dictas partes vel earum ſucceſſores dictum & ordinatum fuerit, quod ſic fieri debeat aut alias, quemadmodum per ipſos arbitros & judices neutros erit in totum dictum & determinatum.

Et ſi contigerit, quod Deus avertat, quòd, poſtquam nos Rex Francorum prædictus fecerimus & compleverimus pro parte noſtra id quod dicti Sereniſſimi & potentiſſimi Rex & Regina Hiſpaniæ nobis requiri fecerunt, concernens Comitatus prædictos Roſſilionis & Ceritaniæ, & quod prædicti Sereniſſimi & potentiſſimi Rex & Regina Hiſpaniæ, hæredeſque & ſucceſſores ſui nollent integre obſervare & adimplere ea, quæ per dictas ligas ſunt promiſſa & concordata, fuerintque judicata & appunctata per dictos arbitros & judices neutros: tali in caſu nos dictus Rex Francorum pro nobis, hæredibuſque & ſucceſſoribus noſtris, poterimus recuperare pleno jure & propria autoritate, ſine aliqua ſummatione quibuſcumque perſonis facienda, nec alio Miniſterio Juſtitiæ, dictos Comitatus Roſſilionis & Ceritaniæ, & non faciemus, nec facere poterimus nos dicti Rex & Regina Hiſpaniæ, hæredeſque & ſucceſſores noſtri, eum vel eos impedire, nec perturbare quoquo modo, ut dictum eſt, ſed renunciamus in caſu prædicto pro nobis, hæredibuſque & ſucceſſoribus noſtris omni juri proprietatis, Dominii, & poſſeſſionis, quæ poſſemus prætendere aut demandare in dictis Comitatibus Roſſilionis & Ceritaniæ; & poterit dictus Rex Chriſtianiſſimus, ſuique hæredes & ſucceſſores prædicti poterunt ſe ponere in tali & ſimili poſſeſſione & gaudentia, in qua ipſe Chriſtianiſſimus Rex eſt de præſenti.

Item, ſi per ſententiam & judicium dictorum arbitrorum & judicum prædicti Comitatus Roſſilionis & Ceritaniæ fuerint adjudicati nobis præfatis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, vel hæredibus & ſucceſſoribus noſtris prædictis, eo in caſu, ut utrinque æqualitas ſervetur, nos dictus Francorum Rex, hæredeſque & ſucceſſores noſtri prædicti tenebimur dare pro dicta ſecuritate & obſervatione dictarum ligarum & confœderationum, compenſationem & taxationem æqualem talem, quæ erit ordinata per dictos arbitros & judices, qui de illis determinabunt, quemadmodum videbitur eis faciendum per rationem. Et ſimiliter ſi per dictas ſententias dictorum arbitrorum & judicum ipſi Comitatus fuerint adjudicati dicto Chriſtianiſſimo Regi Franciæ, vel ſucceſſoribus ſuis, in eum caſum nos dicti Rex & Regina Hiſpaniæ, ſeu hæredes & ſucceſſores noſtri tenebimur dare aliam talem ſecuritatem pro obſervatione dictarum ligarum, quemadmodum per dictos judices & arbitros erit ordinatum, & ſubdicti dictorum Comitatuum ſervire, obedire, & recognoſcere in Dominum dictum Chriſtianiſſimum Regem, & ſucceſſores ſuos, & exoneramus à ſubjectione, juramento, & obedientia, in quibus poſſent teneri nobis dictis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, & ſucceſſoribus noſtris prædictis, ad cauſam dictorum Comitatuum, abſque eo quòd aliquid ab eiſdem ſubditis poſſit querelari vel peti, neque etiam quòd poſſint incurrere aliquas pœnas apud nos. Et ideo nos prædicti Rex & Regina Hiſpaniæ promittimus pro nobis, hæredibuſque & ſucceſſoribus noſtris prædictis, quòd nunquam faciemus aliquid quod ſit in damnum, deſavantagium, & præjudicium dicti Chriſtianiſſimi Francorum Regis, ſuarum Patriarum, terrarum, & Dominiorum, quocumque modo fuerit, tam de facto, ſcitu, quàm aliàs, & ita juramus & jurabimus ſolemniter eis, meliori forma, & modo quibus fieri poterit, & ad hoc nos obligamus ſub cenſuris Eccleſiæ, noſtris ſigillis & ſignaturis noſtris propriis manibus munitis, antequam poſſeſſio dictorum Comitatuum Roſſilionis & Ceritaniæ ſit nobis prædictis Regi & Reginæ Hiſpaniæ tradita.

ANS de J. C. 1493.

Pro quorum quidem Comitatuum traditione & deliberatione nos prædictus Francorum Rex donavimus & damus poteſtatem conſanguineo noſtro Comiti de Montpenſier, vel conſanguineo etiam noſtro Ludovico de Ambaſia, Albigenſi Epiſcopo, accipiendi, ſeu adipiſcendi in manibus ſuis caſtra, villas, oppida & fortalitia dictorum Comitatuum, ad tradendum & deliberandum poſſeſſionem eorum & earum prædictis Sereniſſimis & potentiſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, vel commiſſis aut deputatis ab eis.

Tamen antequam tradatur & deliberetur poſſeſſio dictorum Comitatuum, nos prædictus Francorum Rex intendimus & intelligimus, quòd prædicti potentiſſimi Rex & Regina Hiſpaniæ, & Illuſtriſſimus Joannes Princeps Aſturiarum & Gerundæ, eorum primogenitus, jurabunt perſonaliter in præſentia alicujus perſonæ, per nos Francorum Regem prædictum ad eos ſuper hoc miſſæ, vel mittendæ, de bene, legaliter, & integraliter cuſtodiendis, obſervandis & continuandis per eoſdem Regem & Reginam, hæredeſque & ſucceſſores ſuos, ſuaque regna & Dominia, prædictas confederationes & ligas. Et ſimiliter jurabunt hoc & promittent duæ ex bonis villis ſeu civitatibus Regnorum, terrarum & Dominiorum ipſorum, videlicet, Cæſarauguſta & Barchinona, & dabunt de hoc ſua ſigillata & ſecuritates in manibus prædicti Epiſcopi Albienſis. Qui quidem Albienſis Epiſcopus jurabit & promittet, quod illa non mittet extra manus & poſſe ſuum, donec & quouſque poſſeſſio dictorum Comitatuum & dominationum fuerit & ſit tradita prædictis potentiſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ.

Et cum hoc ipſi potentiſſimi Rex & Regina promittent & aſſecurabunt de bene & legaliter tractando ſubditos manentes & habitantes in dictis Comitatibus, & quòd non facient, patientur aut permittent eis fieri aliqua mala vel inconvenientia indebite in perſonis & bonis eorum, & ſignanter illis qui ſervierunt nobis Regi Francorum prædicto, vel Domino Regi Ludovico, quondam cariſſimo genitori noſtro, cujus anima in pace requieſcat, eo durante tempore, quo Comitatus & Dominia prædicta in manibus noſtrum extiterunt.

Et hoc facto, nos prædictus Francorum Rex tenebimur & tenemur tradere & deliberare realiter & de facto poſſeſſionem prædictorum Comitatuum & Dominiorum, intra tempus quindecim dierum proxime ſequentium, prædictis potentiſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, ſeu commiſſis & deputatis ab eis. Reſpectu verò juramentorum, ſecuritatum & ſigillatorum duarum aliarum villarum ſeu civitatum prædictorum Regnorum & Dominiorum, nos prædictus Rex & Regina Hiſpaniæ tenebimur & tenemur fornire ſeu complere ſigillata ipſa intra tres menſes poſt dictam poſſeſſionem traditam. Et nos prædictus Francorum Rex ſimile faciemus ex parte noſtra, ac ſimilem vicem reddemus erga prædictos potentiſſimos Regem & Reginam Hiſpaniæ, & ſignanter promittimus fornire ſeu complere juramentum villarum ſeu civitatum, Tholoſæ & Narbonæ, antequam prædicta poſſeſſio tradatur.

Et erunt per gentes, Officiales & ſervitores prædicti Regis Chriſtianiſſimi recuperatæ & acceptæ omnes proviſiones tam machinarum, victualium, quam aliarum rerum exiſtentium in dictis villis & caſtris prædictorum Comitatuum Roſſilionis & Ceritaniæ pro deferendo eas vel ea in Patria Occitana, & in loco vel locis ipſius Patriæ, ubi dicto Chriſtianiſſimo Francorum Regi magis placuerit.

Et ſimiliter recipientur & recuperabuntur denarii terminorum eſcadutorum & debitorum, ſicuti eſcadent uſque in diem dictæ poſſeſſionis. Et ſi poſt dictam

ANS de J. C. 1493.

tam poſſeſſionem traditam aliquid de dictis denariis debebitur, debitores eorum compellentur ad pro eis ſolvendum realiter & de facto. Qui quidem denarii tradentur Theſaurario & Officiariis prædicti Chriſtianiſſimi Regis Francorum, & aliis quibus deberi poterunt. Qui quidem etiam denarii, qui ſunt vel eſſe poterunt reſtantes ad recuperandum, unà cum aliis denariis qui recepti fuerunt & recuperati per eumdem Regem Chriſtianiſſimum à tempore quo ipſe & Chriſtianiſſimus Rex Ludovicus quondam genitor ſuus habuerunt & tenuerunt dictos Comitatus & Dominia, erunt & remanebunt utilitati ſuæ. Abſque eo quod nunquam prædicti Rex & Regina Hiſpaniæ, hæredeſque & ſucceſſores ſui, poſſint illos petere, nec de illis quicquam querelari prædicto Regi Chriſtianiſſimo, vel ſucceſſoribus ſuis, tam pro dictis denariis receptis & recipiendis, quàm pro demolitionibus factis in villis, caſtris, & fortalitiis prædictorum Comitatuum.

Excepto tamen quod in caſu quo dictus Rex Chriſtianiſſimus voluerit facere demandam, vel procedere ad faciendam diſcuſſionem de juribus ſuis, & habendum judicium à dictis arbitris, in eum caſum quælibet partium prædictarum poterit ſe juvare de omnibus & quibuſcumque juribus ſuis, tam in principali quàm quatenus concernit fructus, redditus, demolitiones, & alia intereſſe prætenſa per quamlibet dictarum partium.

Et intendunt, ſeu intelligunt partes prædictæ, quòd manentes & habitantes in prædictis Comitatibus, & ſimiliter ſubditi prædictorum Regum, ſive ſint clerici, laici, nobiles, aut alii qui habeant bona eis pertinentia in prædictis Comitatibus, Regnis & Dominiis, ſive ad cauſam eorum vel uxorum ſuarum, aut beneficiorum, aut alias, ſtabunt, & revertentur in gaudentia prædictorum ſuorum bonorum; non obſtantibus quibuſcumque bannis aut confiſcationibus quæ factæ fuerint ob cauſam ſervitorum & partitorum ſeu adhærentiarum utriuſque partium prædictarum, exceptis tamen fructibus & penſionibus perceptis, retentis ſeu levatis, quæ remanebunt apud eos, qui illos vel illas levaverunt, retinuerunt, & receperunt; exceptis etiam fructibus & penſionibus ſtantibus & quæ ſtant uſque in diem traditæ poſſeſſionis.

Et poterunt habitatores & ſubditi utriuſque partium prædictarum libere ad invicem communicare eundo, veniendo, & ſtando, ſi bonum eis videatur, abſque eo quòd ſuper hoc aliqualiter impediri poſſint.

Item, & quia Principibus ſeculi convenit ſtatum Eccleſiaſticum & perſonarum Eccleſiaſticarum protegere, tueri, & munire, idcirco ad tranquillitatem habendam, & ad ſedandas quaſcumque lites & controverſias, quæ inde oriri poſſint, eſt conventum & concordatum inter Sereniſſimos & potentiſſimos Principes prædictos, quòd Reverendi & venerabiles Patres in Chriſto, Georgius de Ambaſia, Archiepiſcopus Narbonenſis, Carolus de Martigny, Epiſcopus Elnenſis, Petrus de Ablaco, Lectorenſis Epiſcopus, Abbaſque Graſſenſis, Antonius Petrus de Narbona, Vabrenſis Epiſcopus, & Abbas Fontis Frigidi, Antonius de Narbona, Arularum Abbas, Petrus de Sancto Thamant, Abbas Sancti Michaëlis de Tuxano, Ludovicus de Avenabulo, Adminiſtrator perpetuus Monaſteriorum Beatæ Mariæ de Regali Perpiniani & Sancti Geneſii de Fontanis, Deodatus de Narbona, Abbas Sancti Andreæ de Sureda, Antonius Vaquerii, Abbas villa longæ, Magiſter Joannes Leris, Legum Doctor, Archidiaconus Elnenſis, Petrus Galeti, Vicarius Elnenſis, Reginaldus de Martigny, Canonicus Elnenſis, & adminiſtrator perpetuus prioratus Beatæ Mariæ de campo dictæ Elnenſis diœceſis, Petrus Torti, Conducterius Elnenſis, & aliæ quæcumque perſonæ Eccleſiaſticæ, obtinentes Epiſcopatus & pontificales dignitates, abbatias, archidiaconatus, Canonicatus, prioratus, præpoſituras, & alias quaſcumque dignitates, officia & beneficia Eccleſiaſtica regularia vel ſecularia, curata, ſimplicia & non curata, in prædictis Comitatibus Roſſilionis & Ceritaniæ, ſive principalis fundatio ac ſedes illorum ſit intra dictos Comitatus, ſive extra, & ſignanter in regno Franciæ, vel Dominiis illi adjacentibus, & ad cauſam eorum, ſive ex unione Apoſtolica, ſive alias obtineant villas, oppida, caſtra & fortalitia cum mero & mixto imperio & juriſdictione, ſi quod vel quæ ad cauſam dictarum dignitatum, beneficiorum, villarum, caſtrorum, oppidorum & fortalitiorum ſibi pertinent, cenſus, uſatica, cenſualia, & alia quæcumque jura, redditus & emolumenta, in dictis Comitatibus, ea perinde ut antea habere pacifice, & quiete obtinere, poſſidere, adminiſtrare, exercere & percipere valeant, ac ſi eſſent naturales & oriundi ex dictis Comitatibus Roſſilionis & Ceritaniæ, aut Principatu Cataloniæ, non obſtantibus dicta Comitatuum reſtitutione, & quibuſcumque pragmaticis ſanctionibus; conſtitutionibus Cataloniæ, Edictis & ordinationibus Regiis, vel aliis quibuſcumque contrarium fortaſſe diſponentibus, etiamſi majori expreſſione verborum indigerent. Reſervato tamen juramento fidelitatis dictis Sereniſſimis & potentiſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, & ſucceſſoribus ſuis præſtando à ſuperius nominatis, & ab aliis quibuſcumque qui beneficia in dictis Comitatibus poſſident, ſeu poſſidebunt. Ac etiam reſervata eiſdem potentiſſimis Regi & Reginæ Hiſpaniæ, hæredibuſque & ſucceſſoribus ſuis, facultate & poteſtate muniendi caſtra & fortalitia * Alcaydis, gentibus, armorum, machinis, & aliis inſtrumentis ſervientibus ad guerram in caſu neceſſitatis, ſine tamen præjudicio jurium & libertatum Eccleſiæ, ac etiam regiarum præeminentiarum. Reſervato etiam, quòd dictis Prælatis & aliis quibuſcumque perſonis Eccleſiaſticis dictas dignitates & alia beneficia poſſidentibus, per hanc conceſſionem non attribuatur, nec attribui poſſit modo aliquo majus jus in ipſis dignitatibus & beneficiis, & ad eas & ea, quàm eis de jure & juſtitia pertinet & ſpectat. Verùm ſi aliqua controverſia ſeu quæſtio oriatur ſuper titulo ſeu titulis dictarum dignitatum, aut beneficiorum manutentis in ſuis poſſeſſionibus, eis qui ipſas dignitates & beneficia in præſentia poſſident, controverſiæ aut quæſtiones titulorum ipſarum dignitatum & beneficiorum per Reverendum Archiepiſcopum Narbonenſem Metropolitanum terminentur & decidantur. Ipſis tamen dictas dignitates & beneficia nunc poſſidentibus ſuper poſſeſſorio illorum non turbatis ſeu inquietatis, donec & quouſque per dictum Archiepiſcopum ſuper hoc partibus auditis fuerit ordinatum & pronunciatum.

ANS de J. C. 1493.

* C'eſt-à-dire, Châtelains & Gouverneurs de Citadelles.

Et ſi aliqui Eccleſiaſtici, quicumque ſint, velint ad dictum regnum Franciæ tranſire, aut in eodem morari, hoc libere facere poſſint & valeant; abſque eo quòd ob eam cauſam in beneficiis ſuis poſſit eis aliquod impedimentum fieri.

Et ex tenore præſentis tractatus remittuntur & indulgentur per nos prædictos Regem & Reginam Hiſpaniæ omnes caſus, crimina, & delicta à quibuſcumque ſubditis, cujuſcumque ſtatus vel conditionis fuerint, commiſſi & facti, commiſſa & facta propter ſervitium præſtitum, adhærentiamque & obedientiam per eos præſtitas defuncto bonæ memoriæ Ludovico Regi Francorum, & Chriſtianiſſimo Regi Francorum feliciter regnanti, ratione vel ad cauſam dumtaxat guerrarum factarum occaſione dictorum Comitatuum, taliter & tali forma, quòd nunc vel in futurum non poſſit eis aliqua moleſtia inferri in perſonis eorum aut bonis occaſionaliter quomodocumque fuerit ex cauſa prædicta. Quin imo, præmiſſis non obſtantibus, retineant vel recuperent bona ſua, & illis utantur & gaudeant pacifice. Et ſimile fiat ex parte prædicti Chriſtianiſſimi Francorum Regis.

Et

ANS de J. C. 1493.

Et promittetur & promittitur viris Ecclesiasticis, nobilibus & aliis quibuscumque dictorum Comitatuum Rossilionis & Ceritaniæ, cujuscumque status vel conditionis sint vel fuerint, quod si aliqui vel aliquis eorum velit aut velint residere vel remanere in servitio Christianissimi Regis Francorum prædicti, ei vel eis id liberum existat, & quod illi vel illis sic residentibus vel remanentibus in personis & in bonis suis, aut familiarium & servitorum suorum, non fiet aliquod impedimentum, vel disturbium, aut opprobrium directe vel indirecte; imo illi tales volentes remanere, si qui sint, vel fuerint, gaudebunt eorum bonis, revenutis, vel redditibus. Et poterunt nobiles & alii laici prædicti tenere in eisdem Comitatibus uxores, eorum liberos & familiam, quemadmodum & totaliter facient alii commorantes & habitatores eorumdem Comitatuum, aliorumque Regnorum & Dominiorum præfatorum potentissimorum Principum.

Qui quidem prædicti poterunt vendere & alienare quocumque modo & titulo, per se, vel per Procuratores suos, dicta eorum bona, & pretium ipsorum bonorum suorum alienatorum in usus suos convertere, aut aliàs de ipsis disponere ad sui libitum & voluntatem; & de novo permittitur & permittetur eis ire, morari, & residere, si bonum eis videatur, in eadem Patria.

In præmissis tamen non erunt neque sunt aut intelliguntur esse comprehensi seu inclusi scelerati viri, criminosi, & qui exigentibus facinoribus suis seu delictis punitionem merentur condignam. Sed ut justitia æqualiter servetur, & Reipublicæ debite consulatur, remittentur dicti scelerati criminosi seu delinquentes de una parte ad aliam, & vice mutua debito modo secundum formam Juris & Justitiæ.

Et ultra permittetur & permittitur subditis & vasallis quibuscumque dicti Christianissimi Francorum Regis servire & adhærere Celsitudinibus & Majestatibus prædictorum potentissimorum Regis & Reginæ Hispaniæ. Et vice mutua permittitur & permittetur subditis & vasallis quibuscumque eorumdem potentissimorum Principum Regis & Reginæ Hispaniæ servire Majestati & Celsitudini præfati Christianissimi Regis Franciæ, non obstantibus constitutionibus & pragmaticis sanctionibus, legibus generalibus & particularibus terrarum, & promissionibus seu pollicitationibus quibuscumque præmissæ facultati, & aliis prædictis contrariantibus seu repugnantibus. Quas quidem constitutiones & pragmaticas sanctiones, si quæ sint, præmissis contrariantes respectu prædictorum, Regiæ Majestates prædictæ nullius esse volunt roboris atque momenti.

Item, est concordatum & conventum, quòd pro observatione Commerciorum & rei mercantilis, & ut ipsa Commercia Mercatorum, Regnorum & Terrarum prædictarum, utilius fiant & conducantur in securitate debita & ad utilitatem Reipublicæ, quod nos dicti Reges ab utraque partium faciemus & nominabimus, videlicet quilibet nostrum pro parte sua æqualiter conservatorem vel conservatores, pro conservandis & manutenendis prædictis Commerciis & Mercatoribus.

De quibus omnibus supradictis fient & expedientur litteræ in meliori forma, qua fieri poterit, pro securitate partium prædictarum. Quas quidem amicitias, ligarum nexus, uniones, confœderationes perpetuas, concordiamque finalem ob ejusdem Domini nostri Jesu Christi, creatoris & redemptoris nostri reverentiam, (sub cujus nomine omnia ad finem salutarem & perfectum rediguntur) nos prædicti Rex & Regina Hispaniæ inivimus, promisimus, concordavimus, firmavimus & juravimus, inimus, pollicemur, promittimus, concordamus, firmamus, & juramus super Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, bona fide & in verbo regio tenere, & inviolabiliter observare, pro nobis, Regnis, Terris, Dominiis & ditionibus nostris, ea omnia & singula, quæ ad nos attinent, attinereque possunt & debent, singula singulis referendo, prout in iisdem articulis continetur & cavetur, & contra ipsos & ipsam, quovis modo directe vel indirecte non contravenire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali casu incurrere. Et pro præmissis firmiùs adimplendis supposuimus & submisimus, supponimusque & submittimus personas nostras & successorum nostrorum, Regna & Dominia nostra præfata, submissionibus, renunciationibus, obligationibus & pœnis contentis in præfatis articulis, & pariter censuris Sanctæ Sedis Apostolicæ: volentes quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum litteræ Apostolicæ super ipsis fortiores & meliores dictamine sapientum, substantia tamen non mutata, conficiantur, easque tradere teneamur, ac etiam teneantur successores nostri, quoties per præfatum Christianissimum Regem Francorum, carissimum fratrem & confœderatum nostrum, aut ejus successores in Regno & Dominiis illi adjacentibus, fuerimus aut fuerint requisiti. In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium præsentes litteras manibus nostris signavimus, sigillorumque nostrorum munimine jussimus roborari. Datum in nostra civitate Barchinonæ, decimo-nono mensis Januarii, anno à nativitate Domini 1493. Regnorumque nostrorum, videlicet, Siciliæ anno 26. Castellæ & Legionis 20. Aragonum vero & aliorum 15. Granatæ autem secundo. Ainsi signé, *To el Rey, To la Reyna.*

Ego Joannes de Coloma, Serenissimorum & Potentissimorum Dominorum Regis & Reginæ Hispaniæ, Dominorum nostrorum Secretarius, & Apostolica ac Regia autoritatibus publicus Notarius, hæc omnia scribi feci, de mandato celsitudinum suarum, eaque jussu earum manu propria signavi, in fidem & testimonium præmissorum.

Et nos Joannes Princeps Asturiarum & Gerundæ, Dux Montisalbi, & Dominus civitatis Balagarii, Majestatum prædictarum Serenissimorum & Potentissimorum Dominorum Regis & Reginæ Hispaniæ, parentum & Dominorum meorum colendissimorum primogenitus, in omnibusque Regnis & Terris suis generalis gubernator, & post felices & longævos dies suos universalis hæres & successor, iisdem paternis motus respectibus, hujusmodi amicitias, ligas, intelligentias & confœderationes, & omnia & singula desuper contenta, in quantum ad nos attinent, vel quomodolibet in futurum attinere poterunt, promittimus & pollicemur in verbo Principis, ac etiam juramus ad Dominum Deum, & ejus Sancta quatuor Evangelia manibus nostris corporaliter tacta, tenere & observare, ac teneri & observari facere in omnibus & per omnia, juxta eorum seriem & tenorem, & contra ea directè vel indirectè non facere vel venire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, sub pœna perjurii quam Princeps potest in tali casu incurrere. Et pro præmissis firmius adimplendis, supposuimus & submisimus, supponimusque & submittimus personam nostram submissionibus, renunciationibus, & pœnis contentis in præfatis articulis, & pariter censuris Sanctæ Sedis Apostolicæ, eis modo & forma, quibus prædicti Serenissimi & potentissimi Rex & Regina, parentes & Domini nostri colendissimi, se supposuerunt & submiserunt. In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium præsentes litteras manu nostra signavimus, sigillique nostri munimine jussimus roborari. Datum in civitate Barchinonæ, decimo-nono mensis Januarii, anno à nativitate Domini 1493. *To el Principe.*

Ego prædictus Joannes de Coloma, Regius & Reginæ-

ANS de J. C. 1493.

ANS de J. C. 1493. Reginalis Secretarius, eisdem autoritatibus publicus Notarius, ac etiam dicti Illustrissimi Domini Principis & primogeniti Secretarius, prædicta de Suæ Serenitatis mandato scribi feci, & manu propria signavi, in fidem & testimonium præmissorum.

(a) Cette Lettre & les deux piéces suivantes sont une suite du Traité précédent, & sont tirées du Recuëil de Leonard.

(a) *Lettre des Consuls de Perpignan, à Madame de Bourbon, qui lui mandent qu'ils veulent demeurer sujets du Roi de France Charles VIII., & ne se point rendre au Roi d'Espagne. Du 4. Juin* 1493.

TRes-haute & puissante Princesse, & nôtre tres-redoutée Dame, plaise vous savoir, que nous vous envoions les doubles des lettres qu'il a plû au Roi nôtre Sire nous écrire, & le double de celles que à present lui envoions, afin Madame, que vous soiez informée de nôtre intention, comme voulons être & demeurer perpetuellement bons sujets du Roi & de sa Couronne, & vivre & mourir sous la sujetion d'icelle; comme plusieurs fois, Madame, vous en avons avertie. Avec ce de present, Madame, serez informée de ce qu'il a plû au Roi par ces lettres nous declarer, comme il nous tient bons sujets, & nous défendra contre tous.

Pourquoi, Madame, si ainsi étoit, de rendre ce Païs, & nous bailler aux mains du Roi d'Espagne, ce seroit fait au tres grand dommage, prejudice, & deshonneur du Roi & de sa Couronne, & de tout le Roiaume, & en special de son Païs de Languedoc nôtre voisin, duquel, Madame, Monseigneur & vous avez la charge; & pouvez penser, Madame, le dommage qui en peut venir, si le Roi nous baille audit Roi d'Espagne, & aprés ne vouloit être bon ami au Roi. Vous êtes, Madame, la Princesse de tout le Roiaume que en ce devez veiller plus que tout autre, & pour ce défendre telles choses comme nous mêmes pour beaucoup de raisons. Nous vous en avertissons, Madame, volontiers, pour la singuliere confiance qu'avons en vous, & vous suplions, & pour Dieu prions & requerons, que sur ce, par les remedes que à ce apartiendra, vous plaise y pourvoir tellement qu'il y soit remedié, & pour que tels broüilleurs & inventeurs de maux soient punis jouxte le cas; & vous plaise, Madame, d'en bien avertir le Roi, afin qu'il lui plaise de ne permettre en nulle maniere de parler, & même faire telles choses. Et vous suplions, Madame, qu'il vous plaise d'être diligente à bien défendre par justice ce present Païs & Comté, qui tant ont coûté au Roi & au Roiaume, & en special au Païs de Languedoc, & où ledit Seigneur a si bon droit, dont vous en avertirions bien, quand besoin en seroit; & que nous étant à present sous la charge de Monseigneur vôtre mari, & de Monseigneur de Montpensier, le Roiaume ni nous ne prenions un tel dommage, comme de nous bailler audit Roi d'Espagne. Madame, en ceci vous y avez vôtre interest si grand, par ce que dit est, que y devez bien penser pour y remedier; & de ce faire vous en suplions, & à tant prions à Dieu, tres-haute & puissante Princesse, & nôtre tres-redoutée Dame, qu'il vous ait en sa sainte garde. Ecrit en Perpignan le quatrieme jour de Juin. Vos tres-humbles & obeissans Serviteurs, les Consuls de la Ville de Perpignan. Et au dos est écrit: A tres-haute & puissante Princesse, & nôtre tres-redoutée Dame, Madame la Ducheſſe de Bourbonnois.

ANS de J. C. 1493.

Lettre du Vicomte de Rodes à Madame de Bourbon, par laquelle il lui mande, que ceux de la Ville de Perpignan veulent demeurer sujets du Roi de France Charles VIII., & qu'ils ne se rendront au Roi d'Espagne, que par force. Du 4. Juin 1493.

TRes-haute & puissante Princesse, & ma tres-redoutée Dame, si tres-humblement que faire puis me recommande à vôtre bonne grace, à laquelle plaise savoir, comme depuis que vous ai écrit n'est survenu aucune chose dont soit besoin vous avertir; mais toutes choses par deçà se portent bien, Dieu merci, au service du Roi, de Monseigneur, & de vous, & feront doresnavant à l'aide de Dieu, & de ce qui surviendra incontinent vous en avertirai.

Madame, depuis que le Maître d'Hôtel du Roi, Jean François, est passé en Espagne, est venu bruit en cette Ville, & selon que l'on dit est venu d'Alby, que le Roi étoit deliberé rendre cette Comté de Roussillon & Cerdaigne au Roi d'Espagne, & que ledit Maître d'Hôtel en a fait offre audit Roi d'Espagne. A cette cause, Madame, les Consuls écrivent au Roi & à vous, & se sont tirez devers moi, en me remontrant qu'ils sont deliberez vivre & mourir sous le Roi, Monseigneur, & vous, Madame, & qu'ils sont émerveillez d'un tel bruit, & que jamais ils ne seront au Roi d'Espagne, que par force; & que au cas que le Roi fût deliberé de ainsi le faire, qu'ils s'en veulent défendre par justice, & m'ont signifié que sur ce ils sont deliberez envoier devers le Roi, Monseigneur, & vous, Madame une Ambassade, & montrent, que de tel bruit sont tres-déplaisans, & soiez certaine, Madame, que ceux qui menent tel bruit n'aiment point le service, & sont dignes de grande punition, & pour ce Madame vous plaise penser ce que coûte le Roussillon au Roi, & à son Roiaume, & que c'est le meilleur boulevart que peut avoir le Païs de Languedoc, duquel Monseigneur & vous avez la charge, & les droits que le Roi y a, & les inconveniens qu'en baillant Roussillon s'en peuvent ensuivre; & de tout vous plaise, Madame, avertir le Roi, en priant Dieu, tres haute & puissante Princesse, qu'il vous donne bonne vie & longue, & accomplissement de vos desirs. Ecrit à Perpignan le quatrieme jour de Juin. Vôtre tres-humble & obeissant Serviteur, le Vicomte de Rodes. Et à la superscription est écrit: A tres-haute, puissante Princesse, & tres-redoutée Dame, Madame la Ducheſſe de Bourbon.

Ordre du Roi de France Charles VIII., à Monsieur le Duc de Bourbon, de remettre la Ville de Perpignan au Roi de Castille, & décharge de ladite Place.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, aiant de par nous la charge & garde des Places & Châtel de Perpignan, salut & dilection. Comme entre autres choses, afin de parachever les Traitez, Alliances, Amitiez & Confederations faites entre tres-hauts & tres-puissans Prince & Princesse, nos tres-chers & tres-amez Frere, Sœur, & Alliez les Rois & Reine de Castille, de Leon, d'Aragon, de Grenade, &c. nôtre Cousin le Prince leur Fils, Enfans & Successeurs, leurs Roiaume, Païs, Seigneuries, & Sujets d'une part, & nous, aussi nos Roiaumes, Païs, Seigneuries & Sujets d'autre part. Entr'autres choses nous aions accordé, comme savez assez, à iceux nos Cousins & Cousine bailler la possession des Comtez de Roussillon

ANS de J. C. 1493.

lon & Cerdaigne, sous les conditions plus à plein contenuës és points & articles sur ce faits, & à ces causes vous aions des pieçà ordonné mettre és mains de nôtre amé & feal Cousin & Conseiller l'Evêque d'Alby, ou autre de par lui, lesdits Châtel & Place de Perpignan, pour aprés en faire la delivrance, selon ce que dessus est dit; & à cette fin vous aions envoié & fait expedier autres nos semblables lettres de décharge & quittance, ce qui toutefois n'a encore bonnement pû sortir effet. Parquoi nous voulant de nôtre part faire, tenir & accomplir ce que dessus est dit, & que avons juré & promis selon les conditions d'iceux articles, avons de nouvel conclu, deliberé, & ordonné que ladite delivrance sera faite sans plus dilation. Vous mandons, & tres-expressement enjoignons derechef, que ladite Place & Châtel de Perpignan vous mettiez ou fassiez mettre & bailler par celui, ou ceux de vos Lieutenans, que vous avez Commis à la garde d'iceux, és mains de nôtredit Cousin & Conseiller l'Evêque d'Alby, ou de ceux que besoin sera, ou qu'il avisera, pour aprés en faire la delivrance à nosdits Frere & Sœur les Roi & Reine de Castille, ou à leurs Commis, Procureurs & Deputez en ensuivant les conditions contenuës esdits Traité, Confederation, & Alliance, & en ce faisant du serment, & aussi de la garde & charge que vous, & vosdits Lieutenans & Commis avez euë, & encore avez pour nous desdits Châtel & Place de Perpignan, vous en demeurerez quitte & déchargé envers nous & les nostres, & par tout où il apartiendra, sans que ores ni pour le tems à venir ce puisse tourner à aucun deshonneur, ni prejudice de vous, ni des vôtres; ni que aucune chose vous en puisse être reprochée, ni demandée, ni à vosdits Lieutenans & Commis en maniere quelconque; & par la teneur de ces presentes signées de nôtre main vous en avons quitté & déchargé, quittons & déchargeons: Car tel est nôtre plaisir. Donné à Paris le septieme jour de Juillet, l'an de grace 1493. & de nôtre Regne le dixieme. Signé, Charles. Et plus bas: Par le Roi, Robertet.

DLVIII.

ANS de J. C. 1493.

Acte de délivrance de (a) MARGUERITE D'AUTRICHE, *entre les mains des Ambassadeurs du Roi des Romains & de l'Archiduc, & la renonciation de cette Princesse au Mariage d'entre elle &* CHARLES VIII. *Roi de France. A Vandeüille, Diocése de Cambrai, le* 12. *Juin* 1493. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 384.

FRANCE ET AUTRICHE.

(a) Qui avoit été promise avec Charles VIII. Roi de France. Voyez ci-dessus. pag. 763. col. b.

A Tous ceux qui ces presentes lettres verront, ou oiront: Jean de Vandeul, Licentié és loix, Conseiller & Avocat du Roi nôtre Sire, & Garde du scel Roial de la Baillie de Vermandois établi à Saint-Quentin, Salut. Savoir faisons, que le Mercredi douzieme jour du mois de Juin l'an mille quatre-cens quare-vints & treize, en la presence de nous & de Michel Dy, Tabellion Roial en la Prevôté de Saint-Quentin, pour ce évoquez & appellez en la Ville de Vanduille, au Dioceſe de Cambrai, en la Maison du Moulin dudit lieu, qui est située en Cambresis, & hors les fins & metes de ce Roiaume: Tres-haute & tres-noble Princesse, Madame MARGUERITE D'AUTRICHE, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince le Roi des Romains, toûjours Auguste, & Sœur de haut & puissant Prince, Monseigneur l'Archiduc Philippe, accompagnée de hauts & nobles Seigneurs, Reverend Pere en Dieu Guillaume, Evêque de Eystadt, Christofe, Marquis de Baden, Englebert, Comte de Nassau, & de Vianne, Seigneur de Breda, Messire Jean de Berghes, Chevalier, Seigneur de Walhain, & de Messire Antoine Rolin, Chevalier, Seigneur d'Aimeries, & d'Antinne, Ambassadeurs desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, laquelle Madame Marguerite autorisée en cette partie d'icelui Seigneur Roi des Romains son Pere, & aussi des dessusnommez Ambassadeurs, en vertu du pouvoir à eux donné en cette partie par icelui Seigneur Roi des Romains, & desquelles autorisation & pouvoir est suffisamment apparu par les lettres scellées en double queuë de parchemin, & cire vermeille du scel commun desdits Seigneurs, contenant la forme qui s'ensuit.

ANS de J. C. 1493.

MAXIMILIEN, par la grace de Dieu Roi des Romains, toûjours Auguste, de Hongrie, de Dalmatie, de Croatie, &c. Et Philippe, par la même grace Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, & de Gueldres, Comte de Flandres, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainault, de Hollande, Zelande, Namur, & Zutphen, Marquis du Saint-Empire, Seigneur de Frize, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par le Traité de Paix naguere fait & conclu entre nous, tant en nos noms comme pour & au nom de nôtre tres-chere & tres-amée fille de nous Roi, & Sœur de nous Archiduc, Marguerite d'Autriche, nos Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries, Serviteurs, & Sujets d'une part, & tres-haut & tres-puissant Prince nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Roi de France, ses Païs, Seigneuries, Serviteurs & sujets, d'autre; ait entre autres choses été dit, que nôtredit Frere & Cousin Roi Tres-Chrétien feroit mener & conduire nôtre tres-chere & tres-amée Fille de nous Roi des Romains, & Sœur de nous Archiduc, Marguerite d'Autriche, en la Ville de Saint-Quentin, & illec la feroit pleinement bailler & mettre és mains des Commis de ce aians pouvoir & commission pour la recevoir, en baillant aux Ambassadeurs & Commis de nôtredit Frere & Cousin aquit & décharge suffisante de la reddition de nôtredite Fille & Sœur, comme ces choses sont plus au long contenuës és articles dudit Traité de Paix. Savoir faisons, que nous confiant à plein des vertus, sens, vaillances, prudhommies, & loiautez de nos amez & feaux Conseillers Reverend Pere en Dieu Messire Guillaume, Evêque de Eystadt, Christofe, Marquis de Baden, & Englebert, Comte de Nassau & de Vianne, Seigneur de Breda, nos Cousins, Jean de Berghes, Seigneur de Walhain, Chevalier de nôtre Ordre, & Antoine Rolin, aussi Chevalier, Seigneur d'Aymeries, nôtre Grand-Bailli de Hainaut; iceux les cinq, les quatre, ou les trois d'eux, avons commis, ordonné & deputé, & par ces presentes signées de la main de nous Archiduc, & scellées de nôtre scel commun, commettons, ordonnons, & deputons nos Ambassadeurs, Orateurs, Procureurs, & Commis, & leur donnons autorité & mandement special, de és noms de nous conjointement, & de chacun de nous divisément, comparoir, & eux presenter au jour nommé, & autres jours ensuivans, qui seront pris en ladite Ville de Saint-Quentin, & illec, és noms de nous & de chacun de nous, requerir & recevoir nôtredite Fille & Sœur, des mains des Ambassadeurs de nôtredit Frere & Cousin, & en icelle recevant, connoître & confesser és noms de nous & de chacun de nous, & aussi au nom de nôtredite Fille & Sœur Marguerite d'Autriche, & nous faisant fort d'elle, qu'elle a bien, dûëment & honorablement été renduë & remise en nos mains, ou de nosdits commis, déchargée de tous liens de Mariage, & de toutes obligations, & que de ce, ensemble de toutes promesses, obligations, & scellez qui touchent & peuvent toucher la personne de nostredite Fille & Sœur, avons tenu & tenons quitte & déchar-

ANS de J. C 1493. gé nôtredit Cousin le Roi Tres-Chrêtien, & tous autres qu'il appartiendra, & ausquels la chose peut toucher; & au surplus avons donné & donnons pouvoir à nosdits Ambassadeurs, és noms que dessus, d'autoriser & conseiller nôtredite Fille & Sœur, & laquelle neanmoins, nous Roi des Romains, comme Pere legitime, tuteur & mainbourg d'elle, dés maintenant pour lors avons autorisée & autorisons, pour aprés qu'elle sera pleinement renduë és mains de nosdits Ambassadeurs, & qu'elle sera és Païs de nôtre obeïssance, faire & passer par serment pareille reconnoissance, declaration & quittance, par laquelle elle declarera & confessera avoir été renduë és mains de nous, ou nosdits commis, déchargée de tous liens de Mariage, & de toutes autres obligations, & que de ce, ensemble de toutes promesses, obligations & scellez qui touchent la personne d'elle, elle quitte & décharge icelui Roi Tres-Chrêtien, & tous autres ausquels la chose peut toucher, & ladite quittance, décharge, & reconnoissance, promettre garder, entretenir & observer, sans jamais venir au contraire; & desdites quittance & reconnoissance faites par nous au nom de nôtredite Fille & Sœur, & par elle de nôtre autorité, en la presence, & par le Conseil de nos Ambassadeurs dessus nommez bailler lettres & enseignemens publics & autentiques, tant par nos lettres patentes que par lettres & scellez de nosdits Ambassadeurs, lesquels ils promettront faire ratifier par nous & chacun de nous; & toutes lesquelles declarations, quittances, décharges, & generalement tout ce qui sera fait par nosdits Ambassadeurs & Commis, dés maintenant pour lors, & desors pour maintenant, passons, confirmons, ratifions, avons pour agreable, & voulons etre de tel effet & valeur, comme si le tout étoit passé & fait par nous en nôtre personne. Promettant lealement & de bonne foi, en parole de Prince, & par nos foi & serment, avoir pour agreable tout ce que par nosdits Ambassadeurs sera fait en cette partie touchant les choses dessusdites. En témoin de ce, nous avons à ces presentes fait mettre nôtre scel. Donné en nôtre Ville de Malines, le troisiemé jour de Juin l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints & treize, & des Regnes de nous Roi, à savoir de celui des Romains, le huitieme, & de Hongrie, &c. le troisieme. Ainsi signé sous le repli, Philippe. Et au dessus du repli desdites lettres, Par le Roi & Monseigneur, Monseigneur le Duc de Hessen, Lieutenant General, vous, Monsieur le Prince de Chimay, les Sires de Chievres, de Molembais, de la Bastie, & de Beoselle, le Prevost de Triel, Messire Paul de Vaeust, President de Flandres, & plusieurs autres du Conseil privé. J. Lectin. Et scellées.

A dit, connu & confessé, & par ces presentes, de l'autorité, par le conseil & consentement exprés que dessusdit, reconnoît & confesse le contenu en une cedule qui lûë lui a été à haute voix en nos presences, par honorable homme & sage Maître Jean Goyet, Notaire & Secretaire du Roi, nôtredit Seigneur, de laquelle cedule la teneur s'ensuit.

NOus MARGUERITE, fille de tres-haut & tres-puissant Prince, mon tres-redouté Seigneur, Monseigneur le Roi des Romains, toûjours Auguste, & Sœur de nôtre tres-honoré Seigneur, & Frere Monseigneur l'Archiduc d'Autriche, suffisamment autorisée de nôtredit Seigneur & Pere, & aussi de l'autorité, en la presence, des conseil & consentement de Reverend Pere en Dieu, l'Evêque de Eystadt, Christofe Marquis de Baden, Englebert, Comte de Nassau, Jean de Berghes, Seigneur de Walhain, & Antoine Rolin, Chevalier, Seigneur d'Aimeries, & d'Antinne, leurs Ambassadeurs & Commis; confessons, connoissons, & declarons, que nous & nôtre personne avons été renduë par le Tres-Chrêtien Roi de France, ou ses Commis, és mains des dessusnommez, & Commis Ambassadeurs de nosdits Seigneurs Pere & Frere, & à plein delivrée en leurs mains, franche, quitte, & déchargée de tous liens de Mariage, & de toutes obligations & promesses; & de ce, ensemble de toutes promesses, obligations & scellez, qui touchent nôtre personne, nous tenons quitte & déchargé ledit Seigneur Roi Tres-Chretien, & tous autres à qui la chose peut toucher. Promettant par nôtre serment, & sur les Saints Evangiles que touchons, que lesdites confessions, reconnoissances, declarations, quittances, & décharges, nous garderons & entretiendrons fermes & stables, sans jamais venir au contraire, ni faire chose contraire, ni au prejudice d'icelle renonciation. De toutes lesquelles choses, hauts & puissans Prince & Seigneurs, Monseigneur le Comte d'Angoulême, Monsieur de Rohan, Reverend Pere en Dieu Monsieur l'Evêque de Lectoure, Monsieur Antoine de Luxembourg, Comte de Brienne, Seigneur de Roussy, Monsieur Antoine, Grand Bâtard de Bourgogne, Monsieur Loüis de Brezé, Grand-Senéchal de Normandie, Christofe de Plailly, Bailly de Sens, tous Conseillers & Chambellans du Roi nôtredit Seigneur, & ledit Maître Jean Goyet, Secretraire, au nom & comme Orateurs & Ambassadeurs, Commis & Deputez de par icelui nôtre Souverain Seigneur, nous ont pour ce au nom d'icelui nôtre Souverain Seigneur, par les bouches desdits Seigneurs de Lectoure & Goyet, requis lettres d'instrument, que leur avons accordé pour valoir & servir à nôtredit Souverain Seigneur ce que de raison. En témoin de ce, nous garde dessusnommé avons scellé ces presentes dudit scel Roial de Baillie. Ce fut fait l'an & jour dessusdits. Signé, J. de Vendeüil, M. Dy.

ANS de J. C. 1493.

DLIX.

Traité entre CHARLES VIII. *Roi de France, & le Pape* ALEXANDRE VI. *A Rome, au mois de Janvier* 1494. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 388.

ANS de J. C. 1494.

LA FRANCE ET LE PAPE.

IMprimis, Papa remanebit bonus Pater Regis, & Rex bonus filius Papæ.

Item, Papa contentus est, quòd Cardinalis Valentinensis vadat in Societate Regis; & permaneat quatuor menses & ultrà, ad beneplacitum Regis.

Item, Papa Turcum consignavit in manus Regis; & servabitur per Regem in Terracina.

Item, Rex in reditu suo restituet Turcum Pontifici.

Item, Rex pollicetur Pontifici, si Turcus ei intulerit aliquod nocumentum, ipsum Pontificem juvare, & defendere.

Item, promittit Rex Pontifici, quod faciet dare consensum Rhodianorum infra sex menses.

Item, Rex pro restitutionis securitate dabit summo Pontifici obsides.

Item, Pontifex semper recipiet tributum quadraginta millium ducatorum consuetum per magnum Turcum mitti.

Item, Papa dabit Regi portum & roccam Civitatis Vetulæ.

Item, consentit Rex, quod ad urbem advehantur victualia, tam per Ostiam quàm Civitatem Vetulam, dummodò non veniant ex parte inimicorum.

Item, dabit Papa Regi Franciæ Commissarios, ut eidem de viatico provideant per Terras Ecclesiæ.

Item, omnia Fortalitia, & Castra, & Civitates Eccle-

ANS de J. C. 1494.

Eccleſiæ Regi Franciæ aperientur, ſi contigerit ipſummet adire, donec in tuto fuerit.

Item, redeunte Rege reſtituentur Papæ omnia loca, infrà quatuordecim dies poſt ejuſdem Regis diſceſſum.

Item, redeundo reſtituet Oſtiam in manibus Cardinalis Sancti Petri ad vincula.

Item, Civitas Vetula, & alia Fortalitia remanebunt in poteſtate Regis pro ſecuritate ſua.

Item, Papa ignoſcit omnibus qui ſervierunt Regi, ut puta Aquapendentibus, Montisflaconenſibus, Viterbienſibus, & aliis.

Item, Papa reſtituit ex nunc omnes Cardinales ſuis libertatibus, eâ lege & conditione, quòd ipſi deinceps ſint fideles.

Item, Papa ignoſcit & remittit Colonenſibus, & de Sabellis.

Et Rex itidem ignoſcit Urſinis, & Jacobo de Comitibus, eâ conditione, quòd reſtituat pecunias ab eodem Rege per eum receptas.

Item, Rex conſtituet gubernatorem ad ſui libitum in Civitate Ceſanatenſi.

Item, Rex conſtituet locumtenentem Legati in Marchia Anconitana ad ſui beneplacitum.

Item, ſimiliter in Legatione patrimonii.

Item, Rex conſtituet in Campania unum Cardinalem ſibi amicum.

Item, Rex capit Dominum Urbis præfectum in ſui protectionem. Et permanebit idem præfatus in priſtino ſtatu, & dignitate.

Item, Dominus Cardinalis Sancti Petri ad vincula redintegratur in ſua legatione Avinionenſi.

Item, Cardinalis Gurcenſis recipiet emolumenta ſui capelli, tam in abſentia quam in præſentia, permanebitque in priſtina dignitate.

Item, Papa reſtituet Cardinalem de Sabellis in ſua legatione Spoleti.

Item, Papa reſtituet Colonenſes, & Sabellos, cum aliis amicis ſuis, priſtinis ſtatibus?

Item, Papa abſolvit Cardinales ab obligatione per eos facta in Conclavi, videlicet de non recedendo abſque ejus licentia, & conſenſu: & ſimiliter à juramento ab eis præſtito.

Item, Rex reſtituet ſummo Pontifici urbem Romam, cum clavibus, & aliis munitionibus.

Item, Rex non requiret à ſummo Pontifice Caſtrum Sancti Angeli.

Item, Rex præſtabit ſummo Pontifici obedientiam perſonalem.

Item, ipſe Rex non offendet in aliquo ſummum Pontificem, nec eidem aliquam injuriam inferet: & ſi quis eidem moleſtus fuerit, vel in aliquo læſerit, tenebitur Rex ipſum defendere.

Item, pollicetur ſummus Pontifex Regi ſecuritatem, & à populo Romano perſonam Regiam, vel quemquam ex ſuis, in aliquo nec offendi, nec læſum iri.

DLX.

ANS de J. C. 1494. Le Pape et le Turc.

Inſtructions données par le Pape ALEXANDRE VI. *au Nonce par lui envoyé à Sultan* BAJAZET *Empereur des Turcs, avec les Lettres dudit Sultan audit Alexandre, en l'Année* 1494. Divers Traitez, Contracts, Teſtamens, &c. Servans aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 293.

Superioribus diebus Cardinale Gurcenſe referente, D. Georgius Baſardus Litterarum Apoſtolicarum ſcriptor, per Sanctiſſimum D. N. Papam ad magnum Turcam Nuncius, oratorque miſſus, ut ipſe Cardinalis dicebat, per Illuſtriſſimum D. Joannem de Ruvere almæ urbis Præfectum, Illuſtriſſimi Cardinalis S. Petri ad vincula fratrem germanum captus fuit, & apud Senogalliam detentus, apud quem idem Cardinalis Gurcenſis compertas fuiſſe dixit informationes per eundem Sanctiſſimum D. N. ſibi datas, ſuper iis quæ apud magnum Turcam agere deberet, quæ dictus Cardinalis Gurcenſis Sanctiſſimo D. N. ad infamiam improperabat, quarum informationum Nuntii & Oratoris ad magnum Turcam tenor. ALEXANDER PAPA SEXTUS Inſtructiones tibi Georgio (*a*) Baſardo Nuntio & familiari noſtro, poſtquam hinc receſſeris directè & quanto citius poteris ibis ad potentiſſimum magnum Turcam Sultan BAJAZET ubicumque fuerit, quem poſtquam debitè ſalutaveris, & ad divini Numinis timorem excitaris, ſignificabis ipſi nomine noſtro qualiter Rex Franciæ properat cum maxima potentia terreſtri & maritima, cum auxilio ſtatus Mediolanenſium, Britonum, Burdegalenſium, Normandorum & cum aliis gentibus huc Romam veniens eripere è manibus noſtris Gem Sultan fratrem celſitudinis ſuæ, & acquirere Regnum Neapolitanum, & eiicere Regem Alfonſum cum quo ſumus in ſtrictiſſimo ſanguinis gradu & amicitia conjuncti, & tenemur eum defendere, cùm ſit feudatarius & ſubditus noſter, & annuatim ſolvat nobis cenſum, & ſunt anni ſexaginta tres & ultra quod fuit inveſtitus Rex Alfonſus avus ejus, deinde Ferdinandus Pater, cui ſucceſſit Rex qui per prædeceſſores noſtros, & per nos fuerunt inveſtiti & incoronati de dicto Regno, & ideo hac de cauſa prædictus Rex Franciæ effectus inimicus noſter, qui non ſolum properat ut dictum Gem Sultan capiat, & ipſum Regnum acquirat, ſed etiam in Græciam (*b*) trans freta, & Patrias celſitudinis ſuæ debellare queat, prout ſuæ Majeſtati innoteſcere debet, & dicunt quod mittant dictum Gem Sultan cum claſſe in Turquiam, & cùm nobis opus ſit reſiſtere, & nos defendere à tanta Regis Franciæ potentia, omnes conatus noſtros exponere oportet, & ſe bene præparare, quod cùm jam fecerimus, opuſque ſit facere maximas impenſas, cogimur ad ſubſidium præfati Sultan Bajazet recurrere, ſperantes in amicitia bona quam ad invicem habemus quod in tali neceſſitate juvabit nos, quem rogabis & nomine noſtro exhortaberis ac ex te perſuadebis cum omni inſtantia, ut placeat ſibi quàm citius mittere nobis Ducatos quadraginta millia in auro Venetos, pro annata anni præſentis, quæ finiet ultimo die Novembris venturi, ut cum tempore poſſimus nobis ſubvenire in quo Majeſtas ſua faciet nobis rem gratiſſimam, cui impræſentiarum nolumus imponere aliud gravamen, & ſic exponendo vires & conatus noſtros in reſiſtentia facienda, ne dictus Rex Franciæ aliqua victoria contra nos potiatur, & contra Fratrem ſuæ Majeſtatis, cùm aut ipſe Rex Franciæ terra marique ſit longè potentior nobis, indigeremus Auxilio Venetorum, qui obſiſtant, nec volunt nobis eſſe Auxilio, imò habent arctiſſimum Commercium cum inimicis noſtris, & dubitamus quòd ſint nobis contrarii; quod eſſet nobis augmentum magnæ offenſionis: & non reperimus aliam viam eos convertendi ad partes noſtras tractandas quàm per viam ipſius Turcæ, cui denotabis ut ſuprà: & quòd ſi Franci victores forent, ſua Majeſtas pateretur magnum intereſſe, tum propter ereptionem Gem Sultan Fratris ſui, tum etiam quia proſequerentur expeditionem & longe cum majori conatu contra Altitudinem ſuam, & in tali cauſa haberet Auxilium ab Hiſpanis, Anglicis, Maximiliano, & Hungaris, Polonis & Bohemis, qui omnes ſunt Potentiſſimi Principes. Perſuadebis & exhortaberis Majeſtatem ſuam, quam tenemur certiorem reddere, ob veram & bonam amicitiam quam habemus ad invicem, ne patiatur aliquod intereſſe, ut ſtatim mittat unum Oratorem (*c*) ad Dominium Venetorum, ſignificando qualiter certò intellexit Regem Franciæ movere ſe ad veniendum Ro-

(*a*) Bazzardo.

(*b*) transfreter.

(*c*) Le Turc ſuivit ce conſeil.

ANS de J. C. 1494.

Romam, ad rapiendum Gem Sultan fratrem, inde Regnum Neapolitanum, demum terraque & mari contra se præparare, quod velit facere omnem resistentiam, & se defendere contra ipsum, & deviare ne frater suus capiatur ex manibus nostris, quos exhortetur & stringat, quod pro quanto cari pendant amicitiam suam, debeant esse adjumento & defensioni nostræ, & Regis Alfonsi terra marique; & quod omnes amicos nostros, & primum Regem habebit pro bonis amicis suis, & nostros inimicos pro inimicis: & si Dominium pollicebatur consentire tali petitioni suæ, Orator habeat mandatum de non recedendo Venetiis, quousque viderit effectum, & quod dicti Veneti declarent se esse amicos & adjumento nobis, & Regi Alfonso, & esse contrà inimicos Francorum & aliorum adhærentium Regi Franciæ: & si contradixerint, Orator significet quod S. D. non habebit eos amicos, & postea recedat ab eis indignatus: quanquam credimus, quòd si sua Majestas ardentes astringat eos modo convenienti, condescendent ad faciendam voluntatem Majestatis suæ, & sic perfuadens eis multum ut facere hoc velint, quia istud est majus adjuvamen quod habere possumus, impetret resisti injuriis nostris, & sollicitabis quanto citius talem Oratorem, ut recedat ante te: nam multùm importat acceleratio tua.

Denotabis pariter magno Turcæ adventum Oratoris magni Soldani ad nos cum litteris & muneribus quæ transmisit nobis, quando Gem Sultan fratrem suum accepimus, ac magnas oblationes & promissiones quas nobis fecit de magno thesauro, ac de multis aliis rebus, ut benè scis, quandoquidem tuo medio omnia sunt practicata, & sicut continetur in capitulis quæ dictus Orator fecit & dedit, significabis Majestati suæ intentionem nostram in quantum tibi promisimus firmiter tenebimus, & nunquam contraveniemus in aliqua re, imo nostræ intentionis est accrescere & melorare nostram bonam amicitiam: benè gratum nobis esset, & de hoc multùm precamur & hortamur D. Serenissimum, quod pro aliquo tempore non impediat Hungarum, neque in aliqua parte Christianitatis & maximè in Croatia & civitatibus (a) Leginæ, quod faciendo & observando nos faciemus quod Hungarus non inferat ei aliquod damnum, & in hoc Majestas sua habebit compassionem complacendi nobis, attento maximè motu Francorum, & aliorum Principum. Quod si in bellando perseveraret, habeat pro comperto sua Magnitudo quod in ejus auxilio essent quam-plures Principes Christiani, & doleret Majestatem suam non fecisse secundùm consilium nostrum, quod damus sibi primo ex officio, quando sumus Pater & Dominus omnium Christianorum, postea desideramus quietem Majestatis suæ ad bonam & mutuam amicitiam; quoniam si aliter Majestas sua statueret prosequi & molestare Christianos, cogeremur rebus consulere, cùm aliter non possemus obviare maximis apparatibus qui fiunt contra Majestatem suam. Dedimus tibi duo Brevia quæ exhibebis Turcæ: in uno continetur quod faciat tibi dare & consignare 40000. Ducatos pro annata præsenti: Aliud est credentiæ, ut præstet tibi fidem in omnibus quæcumque nomine nostro ipsi exposueris. Habitis 40000. Ducatis in loco consueto facies quittantiam secundùm consuetudinem, & venies recto tramite cum navi tuta, & cum illuc applicaveris, certiores nos reddes, & exspectabis responsum nostrum: præsens tua intimatio consistit in acceleratione; facies ergo diligentiam hîc in eundo ad Turcam in expeditione & in redeundo similiter. *Et ego Georgius Basardas Nuntius & familiaris prafatæ Sanctitatis per præsens scriptum & subscriptum manu meâ propriâ fidem facio & confiteor supradicta habuisse in commissis ab ore præfatæ Sanctitatis Romæ de mense Junii* 1494. *& exequutum fuisse apud Turcam inquantum fuit mihi ordinatum ut supra, & quantum ad Oratorem quem requisivit Sanctitas sua à Turcæ mittendum Venetias, est obtentum, qui è vestigio debeat recedere à Constantinopoli, de mense Septembris post me, ad exequendum, in quantum erat, voluntatem præfatæ Sanctitatis cum Illustrissimo D D. Venetorum. Idem Georgius Basardas manu propria scripsit & subscripsit. Et ego Philippus de Patriarchis Clericus Forolivienſis, Apostolicâ & Imperiali auctoritate Notarius Publicus, suprascriptam inscriptionem & instructionem ex originali ex Senogallia transmisso, de verbo ad verbum transumpsi & scripsi, nihil mutando aut addendo, & hoc ipsum transumptum, prout jacebat ad litteram feci requisitus & rogatus: in cujus rei testimonium hic me subscripsi, & signum meum apposui consuetum. Florentiæ de* 25. *Novembris, anno Domini* 1494.

(a) Civitate Ragusiæ.

ANS de J. C. 1494.

Sultan Bajazet Chan Dei gratia Rex maximus, & Imperator utriusque continentis, Asiæque & Europæ, Christianorum omnium excellenti Patri & D. D. Alexandro divinâ providentiâ Romanæ Ecclesiæ Pontifici dignissimo reverentiam debitam & benevolam cum sincera dispositione, post convenientem & justam salutationem, significamus tuo supremo Pontificio, quemadmodum in præsenti misistis vestrum hominem & Legatum Georgium Basardum, cum litteris quæ continebant de vestra salute & amore & amicitia, venit & pervenit in optimo tempore ad meam altissimam portam, & didicimus quæ per litteras significabantur, & quæ commisistis ipsi dicere ex ore, retulit etiam coram magnitudine mea integra, quemadmodum tua gloriositas ipsi mandavit, cùm didicerimus primùm nos de salute & bona habitudine tuæ Dominationis delectati fumus maximè, & exultavit spiritus meus, propterea & illis quæ per ipsum significastis, assensi fumus etiam & fecimus ipsa, & misimus etiam ad loca quæ significastis ut mitteremus, sicut valebat Magnitudo vestra ulterius, & id quod convenium est, quamvis ad nostrum terminum satis temporis reliquum sit, tamen de quo scripsistis, & petistis, ipsum cum festinatione datum est, & prædictus Legatus Georgius jam perfecit omnia bene quæcumque requirit officium Legati, unde & honoratus est dignè à mea Altitudine, ut ipsum decet, misimus etiam unà cum ipso à nostra altissima porta fidelem nostrum hominem Cassimen, & data est ei licentia, ut rursus ad tuum Pontificium redeat: nostra enim amicitia Dei voluntate in dies augebitur, Nuntiis autem vestræ salutis numquam nos privetis, ut audientes magis delectemur. Datum in aula nostræ Sultanicæ auctoritatis in Constantinopoli 1494. anno à Jesu Prophetæ nativitate, die 18. Septembris.

Sultam Bajazet Chan Dei gratiâ Rex Maximus, & Imperator utriusque continentis Asiæque & Europæ, Christianorum omnium excellenti Patri & Domino Alexandro divina providentia supremo Pontifici dignissimo reverentiam debitam & benevolam cum sincera dispositione: dignum & fidelem vestrum hominem & Legatum Georgium Basardum in altissimam portam misistis, venit & attulit nobis nuntios de vestra salute & bona habitudine, & delectavit nos mirificè, attulit etiam & verba quæ mandastis ipsi privatim, & etiam misistis, integrè & didicimus, & benè commisimus & nos ipsi sermones, ut nunciet ipsos coram tuo Pontificio, & detur sibi fides in his quæcumque dixerit; quæcumque enim dixerit sunt verba nostra indubitata: etiam præfatus Georgius perfecit omnia benè quæcumque requirit officium Legati, unde honoratus est dignè à mea Altitudine, secundum ipsius decentiam, & data est ei licentia ut redeat rursus in aulam tuæ magnitudinis, & manifestet illi illa quæ nos ipsi commisimus. Datum in aula nostræ Sultanicæ auctoritatis in Constantinop. 1494. anno à Jesu Prophetæ nativitate 18. Septembris.

Sultan

ANS de J. C. 1494.

SUltan Bajazet Chan, &c. Alexandro divina providentia Romanæ Ecclesiæ supremo Pontifici dignissimo, &c. Post convenientem & justam salutationem, significamus tuæ Dominationi, quemadmodum in præsenti fidelem nostrum Cassimen servum cum nostris litteris misimus ad summum tuum Pontificium, ut ferat ad nos de vestra salute & bona habitudine, quod nos cupimus quotidie audire & delectari; similiter significet etiam & vobis de nostra felici sanitate & amore, ut & nos quæ de nobis sunt ab ipso dicenda audientes delectemini, sicut & nos delectamur. Jussimus etiam & est datum id quod est conventum prædicto servo meo Cassimi, ut perferat ipsum ad tuam gloriositatem, & cum auxilio Dei reversus fuerit rursus ad meam Altitudinem, significet nobis vestram salutem & amicitiam, ut inde cùm audiverimus, magis etiam delectemur, & quæ ipsi mandavimus nota faciet tuæ magnitudini: date autem ipsi fidem in his quæcumque dixerit. Datum in aula nostræ Sultanicæ authoritatis in Constantinopoli 1494. anno à Jesu Prophetæ nativitate, 18. Septembris.

SUltan Bajazet Chan, &c. Alexandro &c. Post convenientem & justam salutationem, notum sit tuo supremo Pontificio, quemadmodum Reverendus Dominus Nicolaus (a) Libo Archiepiscopus Archatenensis est dignus & fidelis homo ipsius & à tempore præcedentis Papæ supremi Pontificis Domini Innocentii usque in hodiernum diem in tempus suæ magnitudinis continuè ad pacem & amicitiam festinat, semperque animo & corpore in fidelissima fide duabus partibus servivit & adhuc servit. Hujus igitur rei causa justum est à nobis decerni majori in ordine ipsum esse debere; unde & rogavimus dictum supremum Pontificem ut faceret illum Cardinalem & assensus est nostræ petitioni, adeo ut litteris etiam nobis significaverit quod petitum est datum fuisse ipsi. Verùm quia non erat tempus Id. Septembris mensis, non sedet in ordine suo, & ut requirit consuetudo. Interea verò jussu Dei dedit Pontifex commune debitum, & sic ipse remansit. Ea igitur de causa scribimus & rogamus tuam magnitudinem, propter amicitiam & pacem quam inter nos habuimus, & propter meum cor, ut adimpleas ipsi tuum Pontificium, videlicet ut facias ipsum perfectum Cardinalem, habebimus & nos id in loco magnæ gratiæ. Datum &c. ut supra. *Suprascriptæ quaternæ litteræ erant scriptæ sermone in charta authentica more Turcarum, cum quodam signo aureo in capite, quas litteras transtulit in Latinum de verbo ad verbum, me excipiente & notante, eruditus vir Lascaris nationis Græcus, assistente illi & adjuvante interpretationem Reverendiss. D. Aloisio Cyprio Episc. Famagustano, & Marcello Constantinopolitano, illustriss. Principis Salernitani Secretario: in cujus rei fidem & testimonium ergo Philippus de Patriarchis clericus Foroliviensis Apost. & Imperial. auctoritate Notarius Publicus, omnia suprædicta manu mea propriâ scripsi & subscripsi, & meum signum apposui rogatus & requisitus.*

(a) al. Cibo.

(b) Cette Lettre est imprimée en Italien dans le second volume de *Lettere di Principi, lettera* 4.

(b) SUltan Bajazet Chan filius Soldani Mahumeti, Dei gratia Imperator Asiæ, Europæ ac omnis maritimæ, Patri & Domino omnium Christianorum divina providentia Papæ Alexandro sexto Romanæ Ecclesiæ digno Pontifici, post debitam & meritoriam salutationem, ex bono animo & puro corde significamus vestræ magnitudini, per Georgium Basardum servitorem & Nuntium vestræ potentiæ intelleximus bonam convalescentiam suam, & etiam quæ retulit pro parte ejusdem vestræ magnitudinis: ex quibus lætati sumus, magnamque consolationem cepimus. Inter alia mihi retulit quomodo Rex Franciæ animatus est habere Gem fratrem nostrum, qui est in manibus vestræ potentiæ, quod esset multum contra voluntatem nostram, & vestræ magnitudinis sequeretur maximum damnum, & omnes Christiani paterentur detrimentum: idcircò una cum præfato Georgio cogitare cœpimus pro quiete, utilitate, & honore vestræ potentiæ, & adhuc pro mea satisfactione bonum esset quod dictum Gem meum fratrem, qui subjectus est morti, & detentus in manibus vestræ magnitudinis (c) omnino mori faceretis, quod si vita careret, esset & vestræ potentiæ utile & quieti commodissimum, mihique gratissimum: & si in hoc magnitudo vestra contenta sit complacere nobis, prout in sua prudentia confidimus facere velle, debet pro meliori suæ potentiæ, & pro majori nostra satisfactione quanto citius poterit cum illo meliori modo placebit vestræ magnitudini dictum Gem levare facere ex angustiis istius mundi, & transferri ejus animam in alterum seculum, ubi meliorem habebit quietem: & si hoc adimplere faciet vestra potentia, & mandabit nobis corpus suum in qualicumque loco esse citra mare, promittimus nos Sultan Bajazet supradictus in quocumque loco placuerit vestræ magnitudini ducatorum trecenta millia, ad emenda filiis suis aliqua Dominia, quæ ducatorum trecenta millia consignare faciemus illi cui ordinabit vestra magnitudo, antequam sit nobis dictum corpus datum, & per vestros meis consignatum. Adhuc promitto vestræ potentiæ quod vita mea comite, & quamdiu vixero habebimus semper bonam & magnam amicitiam cum eadem vestra magnitudine, sine aliqua deceptione, & eidem faciemus omnes beneplacitas & gratias nobiles. Insuper promitto vestræ potentiæ, pro meliori sua satisfactione, quod neque per me, aut per meos servos, neque etiam per aliquem ex Patriis meis erit datum aliquod impedimentum aut damnum Dominio Christianorum, cujuscumque qualitatis aut conditionis fuerit, sive in terra sive in mari, nisi essent aliqui qui nobis aut subditis nostris damnum facere vellent, & pro majori adhuc satisfactione vestræ magnitudinis, ut sit secura, sine aliqua dubitatione de omnibus his quæ supra promitto, juravi & affirmavi omnia in præsentia præfati Georgii, per verum Deum, quem adoramus, & super Evangelia vestra (d) observare vestræ potentiæ omnia usque ad complementum, nec in aliqua re deficere, sine defectu, aut aliqua deceptione, & adhuc pro majori securitate vestræ magnitudinis, ne ejus animus in aliqua dubitatione remaneat, imò sit certissimus de novo, Ego suprædictus Sultan Bajazet Chan juro per Deum verum, qui creavit cælum & terram, & omnia quæ in eis sunt, & in quem credimus & adoramus, quod faciendo adimplere ea quæ supra eidem requiro, promitto per dictum juramentum servare omnia quæ supra continentur, & in aliqua re nunquam contra facere, neque contravenire vestræ magnitudini. Scriptum Constantinopoli in Palatio nostro secundum adventum Christi die (e) 15. Septembris 1494. *Et ego Philippus de Patriarchis Clericus Foroliviensis Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius Publicus infra scriptus litteras ex originali quod erat scriptum litteris Latinis in sermone Italico, in charta oblonga Turcarum, quæ habebat in capite signum magni Turcæ aureum, in calce nigrum, transumpsi fideliter de verbo ad verbum, & manu propria requisitus & rogatus scripsi & subscripsi signumque meum in fidem & testimonium consuetum apposui. Florentiæ die 15. Novemb. 1494. in Conventu Cruciferorum Ord. Minorum.*

(c) Le Pape ne manque pas de recevoir 300000. ducats, & de le faire mourir.

(d) al. nostra.

(e) al. 12.

ANS de J. C. 1495. ANGLETERRE ET AUTRICHE.

DLXI.

Traité de Paix & de Commerce entre HENRI VII. *Roi d'Angleterre, &* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, &c. Fait à Londres, le 24. Février*, 1495. Placards, Ordonnances, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. XI. pag. 568.

OMnibus & singulis præsentes literas visuris, audituris & inspecturis, Reverendus in Christo Pater & Dominus, Dom. Richardus Duvelmensis Episcopus, Custos privati Sigilli magni illustrissimi Regis Angliæ, Johan. Welles, Vice-Comes de Welles, Johannes Kendal, Prior Domus S. Johan. Jerusalem in Anglia, Wilhelmus Warham legum Doctor, Magister ac Custos Rotulorum, Cancellar. Domini Regis, Christophorus Urswick Archidiaconus Richemond. & Johannes Rijsley, Miles, Ambassiatores, Procuratores, & Commissarii, in hac parte Serenissimi ac metuendissimi Domini nostri supremi HENRICI, Dei gratiâ, Regis Angliæ & Franciæ, Domini Hiberniæ Sabitten: Notum facimus, quòd cùm portiora mortalibus dona à superis tradi nequeant, quàm bona pacis; & longo rerum usu ac ratione semper cognitum sit, pacem esse summum illud & præcipuum munus, quod humano generi conducere queat: Satisque compertum sit, quòd calamitates & ærumnæ passim è bello exoriuntur; quòd verò commoda, pax certa & stabilis undique contulerit: Idcirco nos, quantum fructus & utilitatis Regni Angliæ, & terrarum ac Provinciarum Domini Archiducis Austriæ, Incolis & subditis: ex pace & amicitia, antehac inter ipsos Principes prædictos, inita & contracta, accreverit, plenè cognoscentes, nos pro prædicto Serenissimo Principe nostro Angliæ Rege antedicto, suisque Hæredibus & successoribus, atque ejus nomine, & eorum auctoritate nobis ab eodem Rege nostro per literas suas patentes commissa, quarum Tenor inferiùs sequitur.

Cum Nobili Viro Dom. Philippo, Domino de Bevres, locum tenente Gubernatore & Capitaneo Generali Artheſiæ, & Admirallo Domino Paulo de Beanſt, Domino de Vermiſſelly, Præſide Flandriæ, Roberto de Melliem, Domino de Ronny, Camerario, Daniele de Prat, Domino de Merwell Camerario, & ſuperiore Ballio Flandriæ, Johanne de Cortavilla, Thoma Porcunar. Conſiliario & Magiſtro, Florentio Hauvel Secretario, ordinar. Ambaſſator. Procurator. legatis & Nunciis, ad infraſcripta, per ipſius Domini Archiducis patentes deputatis, quarum etiam Tenor inferius ſequitur, convenimus, contraximus, concluſimus; & per præſentes convenimus, contrahimus, & concludimus omnes, & ſingulos pacis, amicitiarum, Mercium intercurſus, & Mercatorum communicationes, ſequentes articulos.

I. In primis conventum, concordatum, & concluſum eſt: Quòd ab hoc die, ſit bona, ſincera, vera & integra, perfecta, & firma amicitia, liga, confœderatio, pax & unio, per terram, mare & aquas dulces, futuris temporibus perpetuò duratura, inter dictos Dominos Regem & Archiducem, eorumque ſucceſſores & hæredes, Regna, Patrias & Dominia, Terras, Vaſſallos & ſubditos quoſcunque præſentes & futuros, tam Clericos quàm Seculares, cujuſcunque gradus ſeu Conditionis exiſtant, etiamſi Archiepiſcopali, Ducali, vel minori dignitatum ſtatu aut gradu præfulgeant. Ita quòd prædicti Vaſſalli & ſubditi hinc inde ubique locorum ſibi invicem fa-

ANS de J. C. 1494.

vere, ſeſeque mutuis Officiis proſequi, & honeſta affectione pertractare teneantur, *poſſintque tam per terram, quàm per Mare & aquas dulces, ad dicta Regna, Patrias, Dominia & Terras; Civitates, Oppida & Villas, munitas & non munitas, firmatas aut non firmatas, portus & diſtrictus quoſcunque, & eorum quodlibet, hinc inde tutè, liberè, & ſecurè accedere, intrare, & in eiſdem quamdiu voluerint commorari & converſari, ac ibidem victualia, & alia eis neceſſaria quæcunque, ſine quacunque contradictione, emere & vendere: Nec non ab eiſdem Regnis, Patriis, Dominiis, Terris, Civitatibus, Oppidis, Villis, portubus & diſtrictibus & eorum quodlibet toties quoties eis libuerit ac partes proprias vel alienas quaſcunque cum ſuis conductis aut accommodatis* navigiis, plauſtris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, ſarcinulis, bonis & rebus quibuſcunque, *ire, recedere, ac remitti, quemadmodum propriis in Patriis, hæc omnia eis facere licet, & ſicut proprii ſubditi locorum & Patriarum illarum facere poſſint.* Ita quòd nullo ſalvo conductu, aut licentia generali vel ſpeciali indigeant; nec in aliquo locorum prædictorum ſalvum conductum vel licentiam petere teneantur.

II. Item, conventum, concordatum, & concluſum eſt. Quòd neuter dictorum Principum, nullúſque Hæredum aut Succeſſorum ſuorum, contra alium, ejuſve Hæredes aut Succeſſores, quicquam aget, faciet, tractabit vel attentabit, quocunque in loco, ſive in terra, ſive in Mari, portubus, vel aquis dulcibus, occaſione quacunque, nullumque præſtabit auxilium, conſilium, favorem vel aſſenſum, quo per alium vel alios quoſcunque aliquid fiat, agatur, tractetur vel attententur in injuriam vel damnum alterius ejuſve Hæredum aut Succeſſorum: Sed quibuſque (ſicut præmittitur) contra alium, intra Regnum, Patrias, Dominia, aut terras ſuas prædictas, aliquid agentibus, tractantibus vel attentantibus expreſsè & cum effectu contradicet, renitetur, & impedimentum realiter præſtabit.

III. Item, conventum eſt ut ſuprà: Quòd neuter, imò nulla partium prædictarum, præſtabit auxilium, conſilium vel favorem notoriis hoſtibus vel inimicis alterius partis, tam per mare, terram, vel aquas dulces, inſeſtare vel invadere volentibus: ſed bona fide, & mutuis auxiliis militaribus gentium armorum, expenſis tamen opem interpellantis, quoties opus fuerit adjuvabunt, in quorum auxiliorum præſtatione quoad numerum attinet armatorum, habenda erit facultatis ratio illius partis, quæ ad ferendam opem rogabitur ſeu interpellabitur, ut ſcilicet ad non plus teneatur, quàm tunc commodè facere poterit, conſideratâ temporis & locorum opportunitate, ac ſtatu rerum ſuarum.

IV. Item, conventum eſt ut ſuprà: Quòd neutra partium prædictarum Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos alterius partis, in ejus Regna, Patrias, Dominia, Terras, portus aut diſtrictus, aut eorum aliquem recipiet, nec eis, aut eorum alicui, in eiſdem, eorum vel aliquo aut alio quocumque loco, etiam extra eorum Regna, Patrias, Dominia, Terras, portus aut diſtrictus, auxilium, conſilium, hoſpitium, gentes armorum, naves, pecunias, vel victualia præſtabit ac miniſtrabit, nec ab alio aut aliis quibuſcumque in ejus Regna, Patrias, Dominia, Terras, portus aut diſtrictus recipi; nec eis, aut eorum alicui, in eiſdem auxilium, conſilium, favorem, hoſpitium, gentes armorum, naves, pecunias, ac victualia, dari, præſtari, miniſtrari, & concedi permittet, ſed expreſsè & cum effectu contradicet, obſtabit, & impedimentum realiter præſtabit.

V. Item, conventum, concluſum eſt, &c. Quòd ſi altera partium prædictarum aliquem vel aliquos, ſuum vel ſuos fuiſſe, & eſſe Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos, & in ſua Regna, Patrias, Dominia, Terras, portus vel diſtrictus, aut eorum aliquem

ANS de J. C. 1495.

aliquem receptum esse, vel receptos, aut ibidem latitare, aut se tenere, per litteras suas alteri significaverit & declaraverit: tunc pars illa quæ hujusmodi literas receperit, vel cui taliter significatum aut declaratum fuerit, hujusmodi Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos, intra mensem à die significationis præcedente, proximo, & continuè numerando, tenebitur dicto Rebelli vel Rebellibus, profugo vel profugis, præcipere & mandare; vel præcipi & mandari facere, ut extra sua Regna, Dominia, Patrias & Terras, & eorum quodlibet recedat & exeat, recedant & exeant, & si intra quindecimam diem à die hujusmodi præcepti non recesserit & exierit, tenebitur illum & illos ilicò proscribere & bannire sub pœna capitali, & talem proscriptionem sive Bannum contemnentem vel contemnentes eadem pœna effectualiter puniet, seu puniri faciet.

VI. Item, præfati Oratores, Commissarii, Procuratores & Legati dicti Domini Archiducis, & pro eodem Archiduce, ac ejus nomine: hæredumque & successorum suorum Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus & Legatis dicti Illustrissimi Regis Angliæ, & pro eodem Rege & nomine, ejusque hæredum & successorum suorum stipulantibus, palam & expresè promiserunt: quòd nullus Rebellis præfati Illustrissimi Regis Angliæ, ejusque hæredum & successorum, in aliqua castra, oppida, villas, portus, districtus, vel alia loca, quæ Illustrissima Domina Margareta, Illustrissima Domini Caroli Ducis defuncti, relicta, aliqua persona cujuscumque status aut dignitatis existat, infra Patrias, Dominia & Terras dicti Domini Archiducis, jure Dotalitio, vel alio Titulo quocumque habet, tenet seu possidet, aut in aliquod de cætero recipietur, nec per eam, aut per aliam quamcunque personam, recipi permittetur aut tolerabitur: nec alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis, aut aliis quibuscunque in navibus, gentibus armorum, pecuniis, victualibus, aut alio quocunque modo, consilium, favorem, aut auxilium per ipsam Dominam Margaretam, vel aliam quamcunque personam, de cætero dari aut præstari permittet aut tolerabit, sed eam aut aliam quamcunque personam hoc facere palam & expresè prohibebit & impediet.

Et si contra hujusmodi conventionem dicta Domina Margareta, aliæ personæ quæcunque præfato Domino Archiduci subditæ, aliquid attentaverit, vel attentari fecerit: Quod tunc præfatus Dominus Archidux, tam dictam Dominam Margaretam, quàm alios sic attentantes, omnibus & singulis, quæ jure Dotis, aut alio Titulo quocunque in Castris, Villis, Oppidis, & aliis locis prædictis, se habere, tenere, aut possidere prætendet, aut prætendent, posteaquam eum aut eos aliquid contra hujusmodi Conventionem attentasse constiterit, realiter & cum effectu perpetuò privabit, & privari faciet. Et Regis Commissarii, Procuratores deputati Illustrissimi Regis Angliæ, pro eodem Domino Rege & ejus nomine, ac hæredum & successorum suorum Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus & Legatis Illustrissimi Domini Archiducis, pro eodem dicto Archiduce, & ejus nomine, nec non hæredum & successorum suorum stipulantibus, palam & expresè promiserunt: Quod nullus Rebellis præfati Domini Archiducis, ejusve hæredum aut successorum, in aliqua Castra, Oppida, Villas, portus, districtus, vel alia loca, quæ subditi prælibati Domini Regis cujuscunque status aut dignitatis fuerit, infra Regna, Patrias & Dominia sua, quocunque Titulo tenent, habent, aut possident, aut in posterum habere, tenere, aut possidere continget, aut in eorum aliquid de cætero recipietur, nec per eos aut eorum aliquem recipi permittetur aut tolerabitur: Nec alicui hujusmodi Rebelli in Navibus, gentibus armorum, pecuniis, victualibus, aut alio quocunque modo, consilium, auxilium vel favorem per ipsos subditos aut eorum aliquem, dari aut præstari permittet aut tolerabit, sed ipsos & singulos quoscunque facere palam & expresè prohibebit & impediet. Et si contra hujusmodi Conventionem subditi Illustrissimi Regis Angliæ aut eorum aliquid attentaverit, vel attentari fecerit: Quòd tunc præfatus Dominus Rex, omnes & singulos sic attentantes, omnibus & singulis, quæ quocunque Titulo in Castris, Oppidis & Villis, & aliis locis, prædictis, se habere, tenere, aut possidere prætendant, illum, illosve ipsius subditos, contra hujusmodi Conventionem attentasse constiterit, Realiter & cum effectu, perpetuò privabit, & privari faciet.

ANS de J. C. 1495.

VII. Item, Conventum est ut suprà: Quòd dictus Illustrissimus Dominus Rex Angliæ suique hæredes & successores, in quibuscunque confœderationibus & amicitiis cum quovis Principe, Universitate, communitate, societate, aut aliquâ aliâ personâ deinceps contrahendis, dictum Dominum Archiducem, suosque hæredes, & successores, reservabunt & comprehendent, si reservari & comprehendi voluerint: Et pari modo idem Serenissimus Dominus Archidux, ejusque hæredes & successores, in quibuscunque suis confœderationibus & amicitiis cum quovis Principe, Universitate, communitate, societate, aut aliâ quâlibet personâ deinceps contrahendis, præfatum Illustrissimum Regem Angliæ, ejusque hæredes & successores, reservabunt & comprehendent, si reservari & comprehendi voluerint.

VIII. Item, quod ipsi præsenti Tractatui Pacis & amicitiarum comprehendantur alligati, & amici & confœderati utriusque partis, illi, & videlicet qui in litteris confirmatoriis hujus præsentis Tractatus per ipsos Principes denominabuntur, si comprehendi voluerint.

IX. Item, Conventum est ut suprà: Quòd si durantibus Pace & amicitiis præfatis, aliquid contra vires & effectus eorumdem, per terram, Mare & aquas dulces, per aliquem ipsorum Principum eorumve hæredum & successorum, vel eorumdem Vassallos, subditos, alligatos, aut eorum alligatorum hæredes seu successores, in his amicitiis comprehensione subditos vel Vassallos fuerit attentatum, actum & gestum, nihilominus hæc pax & amicitia in suis viribus & effectu permanebunt, & pro ipsis attentatis solummodo punientur ipsi attentantes & damnificantes, & non alii.

X. Item, conventum est ut suprà: quòd omnes Mercatores, tam Regni Angliæ, Dominii Hiberniæ, Villæ & Marschalliæ, Calisiæ, &c. quam etiam Mercatores Terrarum & Patriarum, Brabantiæ, Flandriæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Villæ & Tertæ Mechliniæ, & aliarum Patriarum & Dominiorum Domini Archiducis prædicti, tam Mercatores *Lanarum, Coriorum, Victualium, quàm aliarum Mercantiarum quarumcunque, nec non eorum factores, familiares, negotiorum gestores & Ministri, poterunt deinceps per Terram pedestres aut equestres, aut alio modo quocunque, armati vel non armati* (dummodo armati simul incedentes quadragenarium numerum non excedant) *cum & sine Bonis & Mercantiis secure & liberè ire & venire, invicemque communicare, & mercari, emere & vendere, ac Commercium facere & habere, tam de mercantiis, Lanarum, Coriorum, Victualium, armorum, equorum, jocalium, quàm aliis quibuscunque, ipsaque ducere & reducere, sive duci & reduci facere, ad eorum libitum & voluntatem*, de Calesia & Marchia ejusdem, ac aliis quibuscunque partibus Regni Angliæ & Dominii Hiberniæ in Brabantiam, Flandriam, Hannoniam, Hollandiam, Zelandiam, Mechlinam, ac alia Dominia præfati Archiducis: & è contra de Brabantia, Flandria, Hollandia, Zelandia, & Mechlinia, ac Dominiis præfati Archiducis in

ANS de J. C. 1495. in Villam & Marchiam, Caleſiam, ac alias quaſcunque partes Regni Angliæ & Dominii Hiberniæ, *abſque aliquo impedimento aut prohibitione quacunque in contrarium, & abſque eo quòd propterea aliquam mulctam vel pœnam incurrant*, ſeu quòd per Dominos Patriarum, Terrarum, & Dominiorum prædictorum hinc inde redargui, accuſari, puniri vel mulctari, *ſtatutis & ordinationibus locorum in omnibus ſemper ſalvis.*

XI. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd omnes Mercatores Regni Angliæ, Dominii Hiberniæ, Vjllæ & Marchiæ, Caliſiæ, &c. tam Mercatores Lanarum, Coriorum, Victualium, armorum, equorum, jocalium, quàm aliarum Mercantiarum quarumcunque, nec non eorum factores, familiares, negotiorum geſtores & Miniſtri, nautæ, Magiſtri navium, & Marinarii, poterunt navigare, ire, tranſire, & redire per Mare & aquas dulces, eundo & redeundo converſari, eſſe, & morari ſecurè & liberè in Patriis, Dominiis, & Terris præfati Domini Archiducis, & etiam in portubus & littoribus Patriarum, Terrarum, & Dominiorum prædictorum, per ipſum Dominum Archiducem auctorizatis, in Villis videlicet ubi Cuſtumarii & alii Officiarii Archiducales ſunt ordinati, ad vacandum & attendendum pro & ſuper introitu & exitu Navium, Mercatorum & Mercantiarum, & non alibi, nec in aliis locis cum eorum bonis, Mercantiis, & navibus prædictis quibuſcunque: & cum Mercatoribus Patriarum, Terrarum & Dominiorum præfati Domini Archiducis, ſeu eorum factoribus, familiaribus & Negotiorum geſtoribus & Miniſtris: nec non cum omnibus aliis Mercatoribus, cujuſcunque Nationis exiſtant & eorum Factoribus, familiaribus, negotiorum geſtoribus & Miniſtris de quibuſcunque Mercantiis tam Victualium, quàm aliis, liberè mercari, emere, habere & vendere, ac Mercantias facere: poteruntque ad, & in prædictos portus & littora Patriarum, Terrarum & Dominiorum præfati Domini Archiducis, *tam eorum propria bona, quam aliena ducere, vel duci facere*, & ab ipſis portubus ſeu littoribus quotieſcunque, quandocunque & quocunque voluerint, ſecurè recedere & redire, cum eorum bonis, Mercantiis & Navibus prædictis quibuſcunque. Et pari modo Mercatores Patriarum, Terrarum & Dominiorum præfati Domini Archiducis, tam *Lanarum, Coriorum, Victualium, & aliarum Mercantiarum quarumcunque:* nec non eorum Factores, familiares, negotiorum geſtores & Miniſtri, Nautæ, Magiſtri navium & marinarii, poterunt de cetero ſecurè & liberè navigare, ire, tranſire & redire Mare & aquas dulces, & eundo redeundo converſari, eſſe, & morari in dictis Regni Angliæ & Hiberniæ Dominio, Villa & Marchia, Caleſia, &c. in portubus & littoribus ipſorum per præfatum Dominum Regem Angliæ auctoriſatis, in Villis videlicet: *ubi Cuſtumarii & alii Officiarii Regii* ſunt ordinati, ad vacandum & attendendum pro & ſuper introitu & exitu Navium, Mercatorum & Mercantiarum & non alibi, cum eorum bonis, Mercantiis & Navibus prædictis quibuſcunque, & cum Mercatoribus Angliæ, Hiberniæ, Caleſiæ & Marchiæ ejuſdem, ſeu eorum factoribus, familiaribus negotiorum geſtoribus & Miniſtris de quibuſcunque Mercantiis, tam Victualium quàm aliis, liberè mercari, emere & vendere, ac Mercantias facere, poteruntque ad & in prædictos portus Angliæ, Hiberniæ, & Caleſiæ, *tam eorum bona propria quàm etiam aliena ducere, vel duci facere*, & ab ipſis portubus, ſeu littoribus, quotieſcunque, quandocunque & quocunque voluerint, liberè & ſecurè recedere & redire, cum eorum bonis, Mercantiis & Navibus; abſque eo quòd ipſi propterea per Dominos Regnorum, Dominiorum, Patriarum & Terrarum prædictarum, ſeu eorum Officiarios, quovis pacto redargui, vel aliqua pœna mulctari poſſint: ſeu quod per eoſdem ipſis Mercatoribus aliquod damnum, præjudicium, vel impedimentum fieri aut inferri poſſit, per viam facti occaſione guerræ vel deprædationis, aut attentatorum factorum vel fiendorum, vel alio modo ex cauſa quacunque, ſolvendo tamen quantum attinet ad Mercatores utriuſque partis partium prædictarum pro rebus, bonis & Mercantiis ſuis, jura & telonia, quæ ante 50. annos proximè elapſos; *ſtatuta ſolita, & conſueta fuerunt, & non alia.* Et nihilominus poterunt utriuſque partis Principes in Dominiis ſuis, quoad ſubditos ſuos, talia jura & telonia quæ voluerint, de novo inſtituere; poterunt etiam non obſtantibus prædictis, cauſâ neceſſitatis, victualia & alia (juſtâ & rationabili cauſâ) prohibere, & defendere, ne tale genus Victualium quod eis magis videbitur expedire, à Dominiis extrahatur. ANS de J. C. 1495.

XII. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd mercatores utriuſque partis partium prædictarum, & eorum factores, familiares, negotiorum geſtores & Miniſtri, nec non Magiſtri navium, marinarii & nautæ, poterunt licitè ducere, portare & habere cum illis & ſuper illos in eorum navibus arma invaſiva, defenſiva, cujuſcumque generis fuerint, ad ſe, eorum corpora, bona, mercantias & naves, ſalvè & ſecurè contra quoſcumque ſervandum & defendendum, tam eundo & redeundo per Mare & aquas dulces, quàm morando in aliquo portu partium prædictarum, ac cùm applicuerint, quotieſcumque, ubicumque quandocumque, & quacumque horâ id contigerit, eorum gladios, dagatios, lanceas, & cultellos ſecum uſque ad Terram & per Terram ad eorum hoſpitia, liberè & impunè deferre & portare, priùs tamen quod in eorumdem hoſpitiis, gladios & lanceas deponent & relinquent, quouſque ad eorum naves redierint.

XIII. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd mercatores utriuſque partis partium prædictarum, ac eorum factores, familiares, negotiorum geſtores & Miniſtri, nautæ, Magiſtri navium & marinarii tuto & ſecurè morabuntur in Regnis, Dominiis, Terris & Patriis Principum prædictorum, & eorum utriuſque. Nec non in eorum portubus & littoribus cum eorum bonis, navibus & mercantiis quibuſcumque abſque eo quòd ipſi vel eorum aliquis ullum damnum, injuriam, vel præjudicium aliquod, aliis mercatoribus cujuſcumque alterius nationis, aut eorum factoribus, negotiorum geſtoribus, Miniſtris, nautis, Magiſtris navium aut marinariis facient, aut fieri procurent. Et quòd mercatores aliarum Patriarum, nationum, eorum factores, negotiorum geſtores, Miniſtri, nautæ, Magiſtri navium & marinarii, mercatoribus & ſubditis alicujus Principis, Principum prædictorum, nullum damnum, injuriam, vel præjudicium aliquod in locis prædictis inferant, aut inferri procurent.

XIV. Item, conventum eſt ut ſuprà, quòd Piſcatores utriuſque partis partium prædictarum cujuſcumque Conditionis exiſtant, poterunt ubique ire, navigare, per mare ſecurè piſcari, abſque aliquo impedimento, licentiâ, ſeu ſalvo conductu. Et ſi contingat aliquos ex Piſcatoribus unius partis, per fortunam, tempeſtatem maris, vim hoſtium, aut alio modo compelli intrare in aliquem portum vel diſtrictum alterius partis. Iidem pacificè & amicabiliter recipientur & tractabuntur, ſolvendo in locis ubi applicabunt jura & telonia prædicta, & ab aliis portubus & locis poterunt liberè recedere, & redire cum eorum navibus & bonis, ſine impedimento vel contradictione quacumque: dummodo tamen per ipſos Piſcatores non committatur fraus neque dolus, ſeu per eos aliis damnum minimè fiat.

XV. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd in nullis portubus aut littoribus partium prædictarum, aut eorum alterius Piratæ, aut alii, ſine auctoritate ſuo-

ANS de J. C. 1495.

suorum Principum guerram super Mare facientes, sive Natione partium prædictarum, aut alterius Nationis cujuscunque fuerint, aliquo modo receptabuntur, neque ipsis, aut eorum alicui, ibidem seu alibi, in Regnis, Patriis, Dominiis, & Terris Principum prædictorum, in pecunia, armis, instrumentis bellicis, victualibus, aut alia re quacunque, aliquo pacto auxilium præstabitur, nec favor quovis quæsito colore præbebitur sub pœna refartionis & restitutionis omnium damnorum, expensarum, & interesse subditis prædictis, aut eorum alicui, per hujusmodi Piratas aut violentos deprædatores illatorum & fiendorum, tam per ipsos Piratas si deprehendantur, & solvendo sint, quàm etiam per eorum receptatores, factores & auxiliatores. Qui quidem Piratæ & deprædatores, eorumque factores & auxiliantes, ad hæc præcisa & summaria cognitione cogentur tam in personis quàm bonis, per locorum seu districtuum Officiarios, ubi talia contigerint. De quibus damnis, expensis & interesse, si aliàs probari non poterunt, stabitur fidei & juramento damnificatorum. Et si contingat hujusmodi Piratas, deprædatores, eorum factores & auxiliantes, super hujusmodi Piratica deprædatione, favore vel auxilio ut permittitur convinci, quòd tunc hujusmodi Piratæ, deprædatores, eorum fautores & auxiliatores, damna & expensas restituent. Et si hujusmodi refartionem & restitutionem infra quatuor dies proximè & immediatè sequentes diem, quod de hujusmodi Piratica deprædatione, favore vel auxilio conjuncti fuerint, cum effectu facere recusaverint, tunc hujusmodi Piratæ, deprædatores, factores & auxiliatores, ad restitutionem duplicium damnorum, expensarum & interesse sic damnificatis faciendis per locorum & districtuum Officiarios compellantur & cogantur.

XVI. Item, conventum est ut suprà: quod si per aliquos Piratas, aut alios ut permittitur guerræ operam dantes, aliqua bona mercatorum vel subditorum unius vel alterius partium prædictarum super Mare capiantur, & in aliquem portum unius vel alterius partium prædictarum adducantur, non poterunt bona sic capta & deprædata ibidem per ipsos Piratas, vel alios quoscumque, poni ad Terram, ponantur, ibidemve vendantur, vel alienentur, de ipsis bonis, seu vero valore eorumdem, cum damnis & interesse per deprædatos in ea parte sustentis & habitis. De quibus, valore, damnis & interesse (constito tamen priùs de ipsa prædatione) licebit per eorum juratam assertionem, si aliàs probari non potuerit, per Officiarios locorum restitutio fiet, ipsis damnificatis & deprædatis: ad quas Restitutiones faciendas habebunt Officiarii locorum, & alii, quos Principes ipsi in Oppidis & portubus suis deputare voluerint commissiones speciales in tali casu requisitas, & hunc Articulum de verbo ad verbum in se plenè continentes, quibus mediantibus prædicti Officiarii restitutionem hujusmodi facere tenebuntur, sub pœna ab eis recuperandi verum & justum valorem omnium spoliatorum & ablatorum hujusmodi, unà cum prædictis damnis & interesse sic damnificatis. Fient insuper edicto publico prohibitiones pœnales in portubus & littoribus utriusque partis partium prædictarum, ne quisquam cujuscumque nationis aut conditionis existat, talia bona per Piratas, aut alios ut prædictum est guerræ operam dantes, capta & deprædata, & ad Terram posita, vel intra portum inventa, emere, vel quovis alio Titulo recipere præsumat in præjudicium vel detrimentum damnificatorum, seu aliorum quorumcumque inter esse habentium. Et quòd Officiarii locorum, quoties casus acciderit, sub pœna recuperandi ab eis bona & mercimonia hujusmodi capta, & adducta in portum aliquem partium prædictarum, pro damnis interesse statim ipsam navem, magistros & marinarios ejusdem, nec non bona & mercimonia quæcumque in eadem nave reperta, sub tuto Arresto & salvâ custodiâ ponant, servanda ad utilitatem damnificatorum, & eorum quorum interest. Idemque locorum Officiarii procedent ad correctionem Piratarum & delinquentium in navi repertorum secundum casuum exigentiam.

ANS de J. C. 1495.

XVII. Item ad finem, ut Captiones Navium, personarum & bonorum unius partis super alteram de cætero cessent, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd quandocumque aliqua Navis, cujuscumque Indigenæ, unius vel alterius partis partium prædictarum, exitura est ab aliquo portu sive districtu Principum prædictorum, seu eorum, alterius Majores & Gubernatores Civitatis, Oppidis sive Villæ, quibus portus sive districtus hujusmodi adjacent, quibuscumque nominibus Officiis aut appellationibus idem Gubernatores censeantur, capiant sufficientes securitates de & pro Dominis, proprietariis possessoribus, Magistris Bursariis & Victuellariis navis hujusmodi, ad duplum valoris navis apparatus, & victualium ejusdem. Quòd Magister ejusdem Navis, Capitanei, Marinarii, & omnes in eadem Nave existentes, cujuscumque status aut conditionis existant, servabunt Pacem erga quoscumque subditos Principum prædictorum, & quòd nullam ejus injuriam seu violentiam in Terra, Mari, fluminibus, aut portu aliquo facere vel inferre præsumant. Quod si hujusmodi securitatem præstare noluerint, non permittent, imò impedient expressè ipsos Mercatores & gubernatores naviuſn hujusmodi quoque modo exire, nisi proprietarii sive Bursarii ejusdem navis Regalem vel Archiducalem licentiam respectivè suo sub sigillo eisdem exhibuerint, quod licitè cum sua navi, sine ulla cautionis præstatione exire potuerint. In quo casu si ipsi per Principem suum licentiati, subditos alterius Principis spoliaverint aut damnificaverint & solvendo non fuerint, tunc per eumdem Principem sic licentiantem plena satisfactio fiet partibus sic damnificatis. Quoties autem securitatem præmissam Majores & Gubernatores Civitatum, Villarum & Oppidorum, unius partis aut alterius exegerint, dabunt litteras authenticas sub eorum communi sigillo, proprietariis possessoribus Magistris seu Bursariis illius navis, sic assecuratè restificantes ipsius securitatis præstationem, ad finem, ut ipsarum litterarum vigore navis hujusmodi, alios ad quos forsitan applicabit portus, absque nova securitatis præstatione liberè exire valeat.

XVIII. Item, quæ Naves Mare frequentantes tenentur altera alteri succurrere de Victualibus ad navem necessariis, quod tamen minimè facere tenentur, nisi pro justo pretio. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod de cætero tenebuntur illi, qui victualia aut alia necessaria ab aliqua Navi ceperint, pretium ipsorum aut inpræsentiarum aut postmodum, ubi ad littus applicuerint, persolvere.

XIX. Item, conventum est ut suprà: quòd si aliquæ Naves per aliquem non subditum Principibus prædictis captæ fuerint in portu aliquo aut Franchisiis alicujus Principum prædictorum, tenebitur ille Princeps, in cujus portu aut Franchisiis navis illa capta fuerit unà cum altero Principe restitutionem dictæ Navis prosequi, sumptibus tamen & expensis damnificatæ partis.

XX. Item, conventum est ut suprà: quòd nullum præbebitur impedimentum, per unam partem vel alteram, venientibus de partibus Orientalibus, neutri parti inimicis, cum vasis vel Navibus quibuscunque oneratis victualibus, Mercantiis, vel aliis bonis, versus Regna, Patrias, Dominia, aut Terras unius vel alterius Principum prædictorum.

XXI. Item, conventum est ut suprà: quòd quotiescunque contigerit, quòd aliquæ Naves, quæcunque fuerint, sive unius vel alterius partium prædictarum, per tempestatem Maris, hostium, vel

ANS de J. C. 1495.

aliam causam, compellantur in aliquem portum unius partis vel alterius applicare vel intrare. Naves illius partis quibus talia contigerint, cum Mercatoribus, & Nautis seu Marinariis, aut aliis personis quibuscunque, non probabiliter suspectis, id ipsis exigentibus, in alterius partis portubus securæ erunt & recipientur, & ab ipsis portubus poterunt liberè recedere cum eorum bonis & Mercantiis, sine contradictione & impedimento: proviso, quod bona & Mercandisæ, quæ in ipsis Navibus erunt, nisi urgente necessitate, non ponentur ad Terram, nec in alias Naves, sine licentia Officiorum Principis illius Patriæ, ubi talia contingent, vel aliorum ad hoc potestatem habentium.

XXII. Item, conventum est ut suprà: quòd Nautæ, Magistri Navium & Marinarii, subditi præfatorum Principum, post adventum ipsorum ad portus unius vel alterius Principum eorumdem, poterunt liberè imponere & ligare eorum Naves tam oneratas & non oneratas, quàm ad guerram dispositas, dummodo non fuerint Piraticæ, in eisdem portubus & littoribus, eodem modo, quo poterunt ipsius Principis subditi proprii.

XXIII. Item, conventum est ut suprà: quòd subditi unius Principum prædictorum, sive Mercatores fuerint, sive Nautæ, Magistri navium aut marinarii, non adducent, seu adduci facient per Mare fraudulosè, vel quorumcunque colore, aliqua bona seu mercandisas inimicorum alterius eorundem Principum: & si secus egerint, & per subditos alterius Principis guerræ licitè operam dantes super hoc interrogati fuerint, tenebuntur facere veram, planam & justam confessionem & declarationem, cui in ea parte pro tunc stabitur, iidemque interrogantes ulterius scrutamen in ea parte non facient. Sed si postea eundem interrogatum falsò respondisse constiterit, tunc idem interrogatus interroganti, quem per falsam responsionem defraudavit, tantum de suo erogare tenebitur, quantum merces inimicorum per eum vectas, & ut præmittitur, celatas, valuisse constabit.

XXIV. Item, conventum est, &c. quòd quotiescunque contigerit, aliquam Navem unius partium prædictarum cum bonis & mercandisis oneratam, per fortunam tempestatis maris, vel alio casu quocunque tangere Terram & naufragium facere, periclitari, aut alio modo quocunque perire: prope portus, limites & costeras, vel in portubus, limitibus aut costeris alterius partis, licet in ipsa navi non remaneat vir, mulier, puer, cattus, canis, vel gallus vivens, bona tamen & Mercandisæ qualiacunque, quæ ad Terram applicabunt, vel aliter levari aut recuperari contingent, non propter hoc dicentur confiscata, nec pro confiscatis reputabuntur, sed per Officiarios locorum, in quibus sic casus acciderit, salvæ & securæ custodiæ committentur, sub eadem sic remansura per annum unum, & diem tunc proximè & immediatè sequentem: intra quem terminum si quisquam supervenerit, & si rerum ac bonorum ipsorum certum proprietarium fuisse constiterit, res & bona, ipsi sine difficultate vel dilatione aliqua plenè restituentur, solvendo tamen iis, quorum operâ & diligentiâ res & bona ipsa recuperata, salvata, & custodita fuerint, rationabiles expensas, & custodibus salarium competens, prout ratio & æquitas postulabit.

XXV. Item, conventum est ut suprà: quòd Mercatores qui subditi sunt uni Principum prædictorum, poterunt tenere & habere in Villis & Oppidis alterius Principis domos & habitationes, pro ipsis & rebus suis in iisdem recipiendis, servandis & exponendis: ibidemque iisdem Privilegiis, libertatibus & Franchisis utentur & gaudebunt, quibus ibidem usi & gavisi sunt ante quinquaginta ann. ultimè & immediatè præcedentes, adeoque benignè & amicabiliter tractabuntur in iisdem, sicut aliæ nationes ipsas Villas & Patrias frequentantes.

ANS de J. C. 1495.

XXVI. Item, conventum est ut suprà: quòd Officiarii Principum prædictorum, & eorum utriusque, ad scrutandum mercandisas, per Terram, Mare vel aquas dulces, vectas vel vehendas ordinati in visitando mercandisas vel naves, nihil damnificabunt de bonis seu mercibus subditorum unius vel alterius Principum prædictorum, sed ea bene & honestè tractabunt & visitabunt, absque violentia, frangendo pugionibus vel aliis quibuscunque instrumentis, Barellos, saccos, cistas, sarcinulas, seu alias Paccaturas quascunque, & temere contravenientes teneantur pœnâ incarcerationis per unum mensem, unà cum damnis & interesse partis læsæ: qui verò ex nulla rationabili & probabili causa hujusmodi Barellos, cistas & alias Paccaturas fregerint, aperuerint vel dissolverint, ad hujusmodi Barellos, saccos, cistas & alias Paccaturas, refarciendas, reparandas suis sumptibus & expensis teneantur. Scrutatores autem hujusmodi in exequendo suo Officio in Patriis partium prædictarum, nullas exactiones super ipsos quorum bona seu merces scrutantur, facient. Nec eosdem cogent ad venditionem rerum suarum, aut alicujus partis, pro aliquo pretio per ipsos scrutatores contra voluntatem venditorum statuto.

XXVII. Item, conventum est ut suprà: quòd quotiescunque mercatores, & subditi Illustrissimi Regis Angliæ, pro solutione habenda suos conveniunt debitores, in Terris, Patriis & Dominiis dicti Domini Archiducis, coram Judicibus & Legislatoribus ad hoc ordinatis & deputatis, allegabunt debitores suos suspectos, & sic judicium subire cogantur, tunc hujusmodi Judices & Legislatores, si requisiti, probationes dictorum Angliæ subditorum, si quas obtulerint, ad probandam hujusmodi suspicionem fugæ, sine aliqua mora & difficultate eas admittent: & si nullas habuerint, tunc ipsorum Angliæ subditorum juramento, quoad prædictam fugæ suspicionem stabitur, præstitâ per eos primitus idoneâ cautione de solvendis expensis & interesse iis, quos sic ad judicium trahere potuerint, casu quo ex eventu se litem injustè movere constiterit. Et hoc facto, debitores ponentur absque aliis monitoribus statim sub Arresto, donec sufficientes cautiones de judicio sisti & judicato solvendo præstiterint. Privilegiis, quoad effectum præsentis articuli, sub quacunque verborum serie, Civitatibus, Castris, Oppidis, Villis, Burgis in contrarium concessis, vel postea concedendis, usu aut consuetudine quibuscunque non obstantibus: quibus tamen debitoribus sic arrestatis, & sub arresto manentibus, si petant, dabitur terminus octo dierum, ad probandum se de fuga non esse suspectos; & hoc probato, cessabit arrestum. Et nihilominus propter hujusmodi dilationem octo dierum, processus sub debito principalis nullatenus retardabitur, & similis in Regno Angliæ ministrabitur justitia mercatoribus & subditis Patriarum, Terrarum, Dominiorum præfati Domini Archiducis, adversus eorum debitores in tribus Curiis, videlicet, *in curia Cancellariæ, Constabularii, & magni Concilii*, etiam super omnibus, obligationibus factis ultra Mare, & in moneta Flandriæ, etiam quorum solutio destinata est ad aliquem locum Patriarum, Terrarum, & Dominiorum Domini Archiducis, dummodo dies solutionis sit præterita, non obstantibus quibuscunque ordinationibus vel consuetudinibus Civitatum, Oppidorum, seu locorum Angliæ in contrarium, in quibus quidem Curiis tenebuntur Angliæ debitores peremptoriè procedere absque eo quòd ipsas seu earum alteram possint declinare.

XXVIII. Item, conventum est, &c. quòd quotiescunque contigerit, subditos Domini Regis Angliæ à subditis præfati Domini Archiducis, vel subditos ejusdem Domini Archiducis à subditis prædicti

ANS de J. C. 1495.

dicti Domini Regis Angliæ, quoquo modo lædi vel damnificari, non debent propterea per literas repræſſaliorum marcæ, vel contra marcæ, aut alia mandata quæcunque (debitis admonitionibus & ſubmonitionibus non præcedentibus) qui damna non tulerunt, ad petitionem damnificatorum, vel alio modo in perſonis vel bonis arreſtari, vel quovis modo impediri aut moleſtari. Nec guerra ob id fieri vel moveri debet, ſed per Principes unius vel alterius partis attentata ipſa debite reparabuntur, & in priorem ſtatum reponentur, hujuſmodique literæ repræſſaliorum marcæ, & contra marcæ & ſimilia mandata quæcunque, niſi prædictis admonitionibus, quo ad ipſas partes; ſubmonitionibus, quo ad Principes præcedentibus & legitimè factis, deinceps omnino ceſſent: & ſi aliter concedantur, pro nullis habeantur.

XXIX. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd omnes & ſingulæ literæ repræſſaliorum, aut de marca vel contra marca, ex Cancellaria vel alia curia Principum prædictorum, aut eorundem prædeceſſorum, aut cujuſcunque proſecutionem, vel ob cauſam quamcunque ante conceſſæ vel emiſſæ, in ſuſpenſo tenebuntur, nec poterit earum aliqua fieri executio, niſi ſuper earum meritis habita cognitione indicta, ad hoc per ipſos Principes ſpecialiter deputandum, aliter fuerit ordinatum: & pari modo omnes & ſingulæ deprecationes & violentæ captiones ſuper Mare hinc inde, ante diem Octob. decimum tertium ultimo præteritum factæ, ſimiliter tenebuntur in ſuſpenſo: nec poterit ſuper iiſdem aut eorum aliqua actio intentari aut admitti. Nec literæ repræſſaliorum dari niſi ſuper eorum meritis habita cognitione indicta, ad hoc per ipſos Principes ſpecialiter deputandum, aliter fuerit ordinatum.

XXX. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd authoritate dicti Domini Archiducis ſufficienter provideatur (ſive mandato ejuſdem aut alia valida via & effectuali) Capitaneo Caſtri de Scluſa; quòd quotieſcunque contigerit, mercatores vel ſubditos Regis Angliæ, per ignorantiam, vel alio modo fraudulenta, vel malitioſè intrare portum ipſius Caſtri de Scluſa, quæ ſi intrantes tam in perſonis, bonis & rebus, honeſtè & cum omni decentia tractet, abſque eo quod quicquam de eis propterea exigat.

XXXI. Item, poterunt mercatores Regis Angliæ deinceps quaſcunque maſſas auri vel argenti, vocatas Billion, extra Patrias Domini Archiducis, per eos ſeu eorum deputatos vel factores emptas, vel aliter acquiſitas, ſeu in poſterum emendas vel acquirendas, licenter & impunè per quæcunque loca Patriarum Domini Archiducis ducere, vel duci facere, & ab iiſdem locis & Patriis in Regnum Angliæ totiens quotiens voluerint conducere & tranſportare poterunt & valebunt, proviſo quod dicti Anglici, ſeu eorum factores, hujuſmodi Billoniam per ſe vel factores ſuos emptam, ſeu ut præmittitur acquiſitam unà cum certificatione authentica Villæ & Oppidi, ubi ipſam Billoniam emerunt, vel aliter acquiſiverunt, & quantitatis ejuſdem principali Officiarii dicti Domini Archiducis, vel in ejus abſentia ſuas vices gerentibus proximæ Villæ, poſt introitum ſuum in Patrias Domini Archiducis, exhibeant & oſtendant. Super qua oſtenſione ipſi oſtendentes teſtimoniale ſeu certificatorium manu Domini Officiarii, vel ipſo abſente ſuas vices gerentis ſignatum, vel ipſius ſigillo ſigillatum, ab eo cui talis oſtenſio fiet, recipient & habebunt: nihil penitus pro dicto teſtimoniali aut alia quacunque cauſa, ſolvendum, præter unum ſolidum groſſorum Flandriæ. Et caſu quo dictus Anglicus hujuſmodi Billoniam per ſe vel ſuos factores emptam, ſeu, ut præmittitur, acquiſitam, educere voluerit, & in exitu à Patriis teſtimoniale ſeu certificatorium prædictum non exhibuerit, tunc pœnam illam incurret, quam incurrent extrahentes Billoniam, intra partes Domini Archiducis, Anglia.

XXXII. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd omnes mercatores & ſubditi dictorum Principum, vero, publico, legali, & non privato pondere, in Terris, & Patriis illis ab antiquo uſitato & conſueto, ſine quocumque dolo, fraude & machinatione, aut duorum digitorum ad hujuſmodi pondera fraudulenta appoſitione de cætero utantur. Et ſi aliqui mercatores & ſubditi dictorum Principum contrarium facere præſumpſerint; Princeps, cujus ſubditus hoc facere tentaverit ſubdito alterius Principis, qui ſe per hujuſmodi pondus damnificatum probaverit, expeditam juſtitiam faciet, & partem ſic damnificantem ad plenam & perfectam reſtitutionem omnium damnorum, expenſarum, & intereſſe, ſine dilatione quacumque compellet. ANS de J. C. 1495.

XXXIII. Item, conventum eſt ut ſuprà, quòd in ſedandum & componendum lites, diſcordias & differentias, inter Mercatores ſtapulæ Caleſiæ & ſubditos Domini Archiducis, ſtapulam concernentes in Villa Caleſiæ, primo die Maii proximè futuro convenient deputati mercatorum utriuſque partis: & caſu, quo per ipſos deputatos hujuſmodi lites, diſcordiæ & differentiæ, ſedari & componi non poſſint, fiet relatio Principibus prædictis, qui aliter pro hujuſmodi litibus, diſcordiis & differentiis ſedandis, prout ratio & æquitas dictabunt, providebunt.

XXXIV. Item, conventum eſt ut ſuprà: quòd ſi, durantibus pace & amicitiis prædictis, aliquid contra vires & effectus earumdem, per Terram, Mare, & aquas dulces, per aliquem ipſorum Principum, eorumve hæredum aut ſucceſſorum, vel eorumdem Vaſſallos, ſubditos vel alligatos, aut illorum alligatorum hæredes ſeu ſucceſſores, in iis amicitiis comprehenſorum, contra ſubditos vel Vaſallos fuerit attentatum, actum & geſtum, nihilominus hæc pax in ſuis viribus & effectu permanebit, & pro ipſis attentatis ipſi damnificantes ſolummodo punientur, & non alii.

XXXV. Item, ad ſecuriorem & firmiorem tam amicitiarum quàm Mercium Intercurſus obſervantiam, præfatus Dominus Rex per ſuas litteras mandatum dabit ſpeciale, Reverendiſſ. in Chriſto Patri Domino Joanni Cardinali, Cantuarienſi Archiepiſcopo, & Apoſtolicæ ſedis legato, Reverendiſſ. in Chriſto Patribus, D. Richardo Duvolienſi Epiſcopo, cuſtodi privati ſigilli, D. Thomæ Wintonienſi Epiſcopo, Joanni Dinham, Domino Dinham, Theſaurario Angliæ, Thomæ Domino Marchioni Dorſet; Joanni Comiti Oxonienſi, magno Camerario, Edmundo, Comiti Suffolck; Thomæ Comiti Arundel; Thomæ Comiti Derbyæ; Georgio Comiti Salisburiæ, Johanni Wallis Vice-Comiti Dabney, Ægidio, Domino Dabney, Joanni Priori Domus Sancti Joann. Jeruſalem in Anglia: Nec non Majoribus, Ballivis Civitatum ac Oppidorum ſequentium ut ſupra, Londinum, Eboracum, Briſtollium, Wintonium, Cantuaria, Rocheſtria, Southamptonia, Santwichum, Doberium, Linna, Derthmouth, Plemouth, Hulla Winchelſa, Boſtonia, Vermouth & Bervicum: Quod ſe obligabunt & quilibet eorum ſe obligabit, in formam ſequentem. *Omnibus Chriſti fidelibus has litteras inſpecturis, viſuris & audituris*, Joannes Cardinalis Archiepiſcopus Cantuarienſis, Rich. Duvolnienſis Epiſcopus, Thomas Winton Epiſcopus: Joannes Dynham: Thomas Marchio Dorſet, Johannes Vice-Comes Oxonienſis, Edmundus, Comes Suffolck; Thomas, Comes Arundel, Thomas, Comes Derbyæ, Thomas, Comes Salisbur. Joann. Welles, Vice-Comes, Ægidius Dabney, Johannes, Prior Domus Sancti Joann. Jeruſalem in Anglia, Nec non Majores, Ballivus Villarum ſeu Oppidorum, de Lond. Eborac. Briſtol, Winton. Cantuar. Rocheſt, Southampthon. Sandwich. Douvre, Linnen, Derthmouth, Plemouth,

ANS de J.C. 1495.

mouth, Hulle, Winchelſe, Boſton, Yermouth & Barvike, *ſalutem in Domino ſempiternam.* Cùm inter Illuſtriſſ. Principem Henricum, Dei gratiâ, Angliæ, Franciæque Regem, & Dominum Hiberniæ, ex una, & Sereniſſ. Principem Philippum Dei grâtiâ Auſtriæ Archiducem, Burgundiæ Ducem, *&c.* Ex altera partibus quædam amicitiarum, intelligentiarum, & mercium Intercurſus, Mercatorumque communicatio, ac alia etiam eoſdem Principes, & ſubditorum ſuorum, Regnorum, Patriarumque utilitatem concernentia, tractatus & fœdera, de data 24. die menſis Februarii, anno Domini 1495. Londini inita, conventa, concluſa, & finaliter determinata fuerint, quos quidem Tractatus amicitiarum & mercium Intercurſus, vidimus & intelleximus & hîc pro inſertis habere voluimus. Noveritis nos præfatos, Joannem Cardinalem, Archiepiſcop. Cantuar. Richard. Duvolnien. Epiſcopos, *&c.* Et Majores, Baillivos Villarum ſive oppidorum prædictorum, ad Requeſtam & Mandatum præfati Domini Regis, ac ſuarum litterarum nobis in ea parte directarum & deliberatarum, quas hîc pro inſertis habere voluimus, contemplatione, in bona fide promiſiſſe, ac nos & quemlibet noſtrûm hæredes & ſucceſſores noſtros, præfato Illuſtriſſ. Principi Philippo, Archiduci Auſtriæ, Duci Burgundiæ, *&c.* ejuſque hæredibus & ſucceſſoribus, ſub hypotheca & obligatione omnium bonorum noſtrorum præſentium & futurorum obligaſſe, ſicque per præſentes, promittimus & obligamus, quod effectualiter procurabimus, inſtabimus, ac quantum in nobis erit efficiemus. Quòd idem Dominus Rex, ejuſque hæredes & ſucceſſores, omnia & ſingula prædicta, tam amicitiarum quàm mercium intercurſus, omniaque & ſingula in eiſdem contenta & ſpecificata, bene & fideliter tenebunt, obſervabunt & perimplebunt, ac per nos ſubditos, Vaſallos, quantum eos concernit, ac in poſterum concernet, benè & fideliter facient teneri, obſervari & adimpleri, in contravenientes juſtitiam miniſtrabunt, ſeu miniſtrari facient. In cujus rei teſtimonium, *&c.* Et pari modo Illuſtriſſ. Dux, Archidux, per ſuas litteras mandatum dabit ſpeciale, Reverend. in Chriſto Patri & Domino Henrico de Bergis, Epiſcopo Cameracenſi, Carolo de Croy, Principi de Chimay, Philippo de Burgundia, Domino de Bevres, Joanni, Domino Egmondo, Gubernatori Hollandiæ, Wilhelmo de Croy, Domino de Chievre, Antonio de Rellin, Domino de Emeri; Baldowino de Lannoy, Domino de Molenbays, Franciſco de Buſſeyden, Domino Præpoſito Leodienſ. & Sancti Donatiani, ac Joann. de Tinare, Denteville Domino Capitaneo de Brugis, nec non Burgimagiſtris Villarum ſeu Oppidorum de Gandavo, Brugis, Ypres, Dunkerce, Nieupoort, Antverpia, Berges, Dordrecht, Delft, Leyden, Amſterdam, Middelburch, Zierickzee, Vere, Mechlinia, & Bruxella vel Briela, quòd ſe obligabunt, & quilibet eorum ſe obligabit, ſecundum vim, formam & effectum obligationis prædictæ, mutatis quæ in ea parte mutandis: Quas quidem omnes & ſingulas obligationes, modo & forma præmiſſis, conceptas 15. die Maji proximè futura idem Illuſtriſſimus Rex Angliæ, in Eccleſia Beatæ Mariæ Virginis Caleſiæ deputato, vel deputatis dicti Domini Archiducis tradet, deliberabit & tradi & deliberari faciet. Et pari modo Illuſtriſſ. Dominus Archidux omnes & ſingulas obligationes, modo & forma præmiſſis conceptas 15. die Maji prædicto, in Eccleſia prædicta, deputato, vel deputatis ejuſdem Regis, tradet & deliberabit, aut tradi & deliberari faciet.

XXXVI. Item, Conventum eſt ut ſuprà: Quòd Sereniſſ. Princeps Rex Angliæ, omnia & ſingula, tam amicitiarum quàm mercium intercurſus, Capitula, ſic inter eum, ejus hæredes & ſucceſſores, ut præmittitur, inita & contracta, per ſuas literas patentes ſub magno ſigillo ſigillatas, ac manu propria ſubſcriptas, ratificabit & confirmabit, ea ſic ſigillata, ſubſcripta & confirmata, 15. die menſis Maji proximè futura, poſt datam præſentium, in Eccleſia B. Mariæ Virginis, in villa Caleſiæ deputato vel deputatis dicti Domini Archiducis tradet & deliberabit, ac tradi & deliberari faciet: Et ſimili modo Illuſtriſſ. Dominus Archidux omnia & ſingula, tam amicitiarum quàm mercium intercurſus, Capitula, ſic inter eum, ejuſve hæredes & ſucceſſores, ut præmittitur, inita & contracta, per ſuas literas patentes ſub magno ſigillo ſigillatas, & manu propria ſubſcriptas, ratificatas & confirmatas, 12. die menſis Maji proximè futura, poſt datam præſentium, in Eccleſia B. Mariæ Virginis in villa Caleſiæ, deputato vel deputatis dicti Sereniſſ. Principis Regis Angliæ tradet ac deliberabit, ac tradi & deliberari faciet.

ANS de J.C. 1495.

Sequuntur tenores Commiſſionum, de quibus ſupra fit mentio, Henrici VII.

Commiſſio Sereniſſimi Regis Angliæ.

HENRICUS, Dei gratiâ Rex Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Dominus, Omnibus ad quos præſentes literæ pervenerint ſalutem. Sciatis quòd nos de fidelitatibus, induſtriis, & providis circumſpectionibus dilectorum & fidelium Conciliatorum noſtrorum, Reverendi in Chriſto Patris Richardi Duvolnienſis Epiſcopi, cuſtodis privati Sigilli noſtri; Joannis Vice-Comitis Wellis, & Joannis Kendal Prioris Domus Sancti Joannis Jeruſalem in Anglia; nec non dilectorum & fidelium noſtrorum Cancellariæ noſtræ, Chriſtophori Urſwijcke Archidiaconi, Richimondi & Joannis Riſley militis, quàm plurimum confidentes ipſos noſtros veros & indubitatos Commiſſarios, Oratores, Procuratores, factores actorum, & deputatos aſſignavimus, facimus, conſtituimus, ordinamus & deputamus per præſentes, dantes & concedentes eiſdem plenariam poteſtatem & auctoritatem, ac mandatum generale & ſpeciale, pro Nobis, Regnis, Terris, Dominiis, ſubditis, Vaſſallis & amicis, alligatis, faventibus & adhærentibus noſtris quibuſcunque, cum nobili viro Domino de Bevres, locum tenente, Gubernatore, & Capitaneo generali Artheſiæ, & Admirallo, ac dilectis nobis, Paulo de Beanſt, Domino de Vermizelle, Præſide Flandriæ, Roberto de Mellum, Domino de Ronny, Camerario, Domino Daniele, Domino de Pratis, Domino de Mertode, Camerario, & ſuperiore Ballivo Flandriæ, Joanne de Cortwijcke, & Thoma Portunarii, Cancellario, & Magiſtro Florentio Hauvel, Secretario, Ordinanciarum Ambaſſiatoribus, Procuratoribus, legatis & Nunciis, Illuſtriſſ. Principis, præclariſſimi conſanguinei noſtri Philippi, Archiducis Auſtriæ, Burgundiæ, *&c.* poteſtatem ſufficientem & auctoritatem ab eo conſanguineo noſtro habentibus, tam de & ſupra vera, firma & reali pace, amicitia atque concordia, ac etiam ligis, amicitiis, confœderationibus, Treugis & guerrarum abſtractis, fœderibus, affinitatibus & intelligentiis, quoniam de & ſuper quibuſcunque Commerciis, exercitiis Commerciorum, ac mutuo & amicabili intercurſu Marcandiſarum, inter nos & ſucceſſores noſtros, atque Regna, Terras & Dominia, Patrias & loca noſtra quæcunque, & dictum Illuſtriſſ. Principem conſanguineum noſtrum, hæredem, & ſucceſſores ſuos, atque Regna, Terras, & Dominia, Patrias, & loca ſua quæcunque, ſubditos, Vaſſallos, confœderatos, & ſuos quoſcunque capiendis pacis, ſeu de conveniendis, celebrandis, componendis, concordandis, concludendis, & habendis, nec non de & ſuper omnibus & ſingulis contentionibus, quæſtionibus, guerris, cauſis, querelis,

ANS de J. C. 1495.

lis, litibus, attentatis, injuriis, gravaminibus, & de mendis, unà cum suis circumstantiis, emergentibus, incidentibus, dependentibus & connexis, quæ inter nos & præfatum consanguineum nostrum, ac Regna, loca, Terras, Dominia, Patrias, subditos, Vassallos, alligatos, confœderatos, amicos, faventes & adhærentes nostros & suos prædictos, hinc inde pendere dignoscuntur, communicandi, tractandi, & concordandi atque omnia & singula componendi, paciscendi, appunctuandi, ac plenariè & integrè determinandi, & finaliter concludendi, prout eis expedire visum fuerit & opportunum, nec non & super hujusmodi appunctuatis & conclusis, cæterisque omnibus & singulis qualitercunque concernentibus, legatis, deputatis, & nunciis prædicti consanguinei nostri, appunctuata, præmissa & concordata fuerint, literas validas & efficaces per partem nostram tradendi & deliberandi, literasque alias, consimilis vigoris & effectus ex altera parte petendi, exigendi & recipiendi & generaliter omnia præmissa, & præmissorum singula qualitercunque concernent faciendum, expediendi & exercendi, ita & eodem modo sicut nos ipsi faceremus & facere possemus, si in persona nostra propria interessemus, etiam si talia sint, quæ de se mandatum exigant magis specialiter: promittentes bona fide & cum verbo Regio, omnia & singula, quæ per præfatos Commissarios, Oratores, Procuratores, factores nostros, appunctuata, præmissa, concordata, conventa & conclusa fuerint in hac parte, nos grata, rata, & firma habituros, & observaturos, & insuper literas nostras patentes confirmatorias & approbatorias, in forma debita & authentica, prout opus fuerit daturos, in cujus rei testimonium has nostras litteras fieri fecimus patentes per me ipsum apud Westmond. 20. die Febr. Anno Regni nostri XI.

In quorum omnium & singulorum præmissorum testimonium, fidem & approbationem, nos Ambassiatores prædicti Serenissimi Regis Angliæ superiùs nominati, præsentes literas sigillis, & signis nostris manualibus, sigillavimus & subsignavimus. Datum Londini vigesimo quarto die Februarii. Anno CIↃ. CCCC. XCV.

Rich. Duvolnienſis, Johannes Welles, Johannes Kendal, Wilhelmus Warham, Chriſtophorus Urfwijck, Rijſley.

Confirmatio Regis Angliæ.

ET quia præfati Ambassiatores nostri, per eorum literas eidem consanguineo nostro, sicut præmittitur datas, expeditas sibi literas nostras, omnium & singulorum præmissorum, confirmatorias & ratificatorias expeditè facere promiserunt. Notum facimus, quòd nos, consideratis omnibus supradictis, omnia & singula Capitula, per prædictos Ambassiatores nostros, cum Ambassiatoribus & Commissariis præfati consanguinei nostri, in ea parte gesta, inita, tractata & conclusa, firma, stabilia, & rata habentes confirmavimus, ratificavimus, & approbavimus literas per ipsos Ambassiatores nostros, sic ut præmittitur, expeditas, ac omnia & singula in eis contenta. Promittentes insuper bona fide, & in verbo Regio, omnia & singula Capitula & puncta in dictis literis, & aliis hîc insertis, expressata, & quodlibet eorum tenere, adimplere, & observare, & facere teneri, adimpleri, & inviolabiliter observari, secundum eorum formam & tenorem: Neque contra hæc aut eorum aliquod facere aut venire, aut fieri & veniri ullo unquam tempore permittère. In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, his præsentibus manu propria subscriptis, magnum sigillum nostrum apponi fecimus. Datum apud Westmon. 26. die mensis Martii, Anno Dom. 1496. & Anno Regni nostri XI.

ANS de J. C. 1495.

Sic scriptum, & per ipsum Regem, & signatum sub plica Henricus.

Et erant sigillatæ magno sigillo ejusdem Regis in fulva cera.

DLXII.

Traité de Paix, Union & bonne Amitié entre CHARLES VIII. *Roi de France, de Sicile, & de Jeruſalem, &* LOUIS MARIE SFORCE, *Duc de Milan, du* 10. *Octobre* 1495. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 389. FRANCE ET MILAN.

PRemierement, que le Château & Châtelet de Gennes sera mis en neutralité entre les mains du Duc de Ferrare, & que ledit Duc & Messire Augustin Adorne, Jean Adorne son Frere, & Jean Loüis de Fiesque, & pareillement les anciens au nom de la cité jureront, que le Duc de Milan observera & gardera l'obligation du fief de Gennes envers le Roi tres-Chrêtien, tant à armer qu'à desarmer audit lieu de Gennes, & pareillement en toutes autres grandes choses esquelles il est obligé par l'obligation dudit fief; & où ledit Duc n'observeroit les choses dessusdites, ledit Duc de Ferrare mettra ledit châtelet és mains dudit Roi tres-Chrêtien; & les dessusdits Gubernateurs Messire Jean Adorne, & Messire Jean Loüis, & les Anciens d'icelle cité, se mettront en la roiale obedience dudit Roi tres-Chrêtien.

Item. Et au cas que ledit Duc de Ferrare allast de vie à trépas, ce que Dieu ne veüille, celui qui sera élû par ledit Roi tres-Chretien, & que ledit Duc de Milan agréera, devra faire pareil & semblable jurement; & pareillement le Lieutenant dudit Duc de Ferrare, & tous les soldats, qui seront mis au châtelet par ledit Duc de Ferrare, seront pareil & semblable jurement, & tiendra ledit châtelet en neutralité comme dessus est dit.

Item. Et lequel châtel & châtelet demeurera deux ans seulement entre les mains dudit Duc de Ferrare en la neutralité dessusdite, & en tant que touche les juremens dudit Gouverneur & Anciens durera pour dix ans; mais aprés lesdits deux ans passez, ledit Duc de Ferrare sera tenu de remettre ledit châtelet entre les mains dudit Duc; & aprés dix ans passez, lesdits Gouverneurs & Anciens, Messire Jean Adorne, & Messire Jean-Loüis seront quittes dudit serment, demeurans neanmoins en leur force & vigueur l'obligation de fief, au moien de laquelle ledit Duc est obligé envers le Roi à l'occasion dudit fief de Gennes & de Savonne, & sans que à l'occasion de ces presentes ledit Roi tres-Chrêtien & Duc de Milan se départent de la nature, & substance dudit fief.

Item. Et promettra le Roi qu'avec les navires, galeres, & armes qu'il fera à Gennes, il ne fera aucune chose contre ledit Duc de Milan, ni le present état & Gouvernement dudit Gennes, directement ou indirectement; & qu'en armant à Gennes, il prendra les navires des amis du gouvernement & état d'apresent, & non d'autres, pourvû qu'ils lui baillent lesdits navires à prix raisonnable, qu'ils ne baillent navires aux ennemis du Roi, & que les Patrons & Mariniers des Navires que le Roi prendra, soient tenus de faire serment, que loiaument ils serviront le Roi.

Item. Que ledit Duc ne baillera aide ni secours aux Rois Alfonse & Ferrand, ni à leurs Successeurs, ni à aucun autre qui pretendist droit au Roiaume de Naples, directement ni indirectement; & s'ils avoient aucuns gens par Mer ou par Terre ou navires à l'encontre dudit Roi tres-Chrêtien, il les fera retourner.

ANS de J. C. 1495.

Item. Que ledit Duc de Milan fera crier, que nul de ſes ſujets ne voiſe contre le Roi en ſon Roiaume de Naples; & ſi aucun fait le contraire, il ſera puni en corps & en biens.

Item. Que le Duc de Milan reſtituera à Meſſire Jâques de Trivulce tous ſes biens, meubles & immeubles, de quelque qualité ou condition qu'ils ſoient, & qu'il puiſſe être, aller & retourner par toutes les Seigneuries du Duc, & que ledit Duc l'ait en grace ainſi qu'il l'avoit auparavant.

Item. Quant à Meſſire Franciſque Sero, ledit Duc exhortera le Marquis de Mantouë à ce qu'il veüille lui pardonner, & le remettre & reſtituer en tous & chacuns ſes biens; & ſi ledit Duc a quelque choſe du ſien, il le lui reſtituera.

Item. Que pareillement ledit Duc reſtituera à Meſſire Jean Reſſio, & ſes enfans, ce qu'ils avoient auparavant qu'ils allaſſent avec le Roi; & s'il avoit aucune choſe qui lui apartinſt, il lui en fera la raiſon.

Item. Que ledit Duc de Milan ſera tenu faire relâcher franchement & quittement le Sieur de Miolans, & pareillement Etienne de Nefve, ſi ledit de Nefve eſt trouvé entre les mains de lui ou de ſes ſujets, enſemble tous & chacuns leurs biens meubles, ou ce qu'il plaira au Roi ordonner.

Item. Que ledit Duc reſtituera reellement & de fait neuf galeres avec leurs munitions, qui furent retenuës par ledit Duc au Port de Gennes, ou par les ſiens étant le Roi à Naples.

Item. Que ledit Duc ſera tenu de revoquer Meſſire Gaſpard & Fracaſſe de Saint-Severin avec les gens & Compagnie qu'il a dans Piſe, & autres gens de guerre ſes ſujets, & autres qui y ſont de par lui.

Item. Que le Roi ſera content que la Ligue faite entre nôtre Saint Pere le Pape, les Rois des Romains & d'Eſpagne, la Seigneurie de Veniſe, & ledit Duc de Milan, demeure en ſa force & vigueur, pourvû qu'il n'y ait choſe en icelle Ligue, qui ſoit contre le Roi de France, ni ſon Roiaume de Naples, auquel cas led. Duc de Milan s'en départira.

Item. Que le Roi obſervera les conventions faites entre lui d'une part, & le Roi des Romains d'autre.

Item. Que ſi aucuns des Alliez avoient mené guerre au Roi pour ſecourir led. Duc de Milan, ou pour divertir l'Armée du Roi qu'il a en ce Païs, que à l'occaſion de ce le Roi ne lui puiſſe faire guerre, en remettant par eux au premier état & dû ce qu'ils avoient innové contre ledit Seigneur Roi tres-Chrétien.

Item. Que le Roi ſera tenu de faire rendre la cité & Château de Novarre, ſon camp levé.

Item. Que le Roi levera la main aux Marchands Genois & Milanois, & leurs ſuites, des Marchandiſes qu'ils ont au Roiaume de France, & icelles faire relâcher, & pouront Marchander audit Roiaume, ainſi qu'ils ont fait au tems paſſé.

Item. Que ledit Duc de Milan ne poura aucune choſe pourchaſſer à l'encontre de la Maiſon de Savoie, ni des Païs & Seigneuries d'icelle, ſous couleur de quelque aide, paſſage, ou ſecours qu'elle ait baillé au Roi, au Duc d'Orleans, ni à ſes gens.

Item. En cette preſente Paix ſeront compris les Alliez du Roi, dont la teneur s'enſuit: Les Rois des Romains & d'Eſpagne, le Roi d'Angleterre, les Rois de Hongrie, d'Ecoſſe, Portugal, de Dace, l'Archiduc d'Autriche, le Riche Duc de Baviere, le Comte Palatin, & toute la Maiſon de Baviere, & Electeurs du Saint Empire, le Duc de Savoie, le Duc de Ferrare, les Ligues vieilles & nouvelles, la Seigneurie de Florence, le Marquis de Monferrat, le Sieur Conſtantin Elû & Gouverneur, le Marquis de Saluces, la Seigneurie & Comté d'Aſt, la Seigneurie de Sienne, la Seigneurie de Luques, le Sieur Prefet, le Cardinal de Gennes, le Cardinal *ad vincula*, & le Sieur Jean-Jâques de Trivulce, comme recommandé du Roi pour ſa Comté de Nuiſſet.

ANS de J. C. 1495.

Item. Jouira le Cardinal *ad vincula* de tous & chacuns les biens & benefices qu'il a en la Seigneurie dudit Duc, & ne donnera ledit Duc audit Sieur Preſet, par lui ni par autres, aucun empêchement en ſon Etat.

Item. Et procurera ledit Duc de Milan envers nôtre Saint Pere, de faire revoquer, caſſer, & annuller toutes les cenſures qu'il avoit promulgées à l'occaſion de cette preſente guerre, contre la conqueſte faite ou à faire par le Roi en ſon Roiaume de Naples, comme nulles, & de nulle valeur & effet.

Item. Et quant aux Alliez dudit Duc, il les nommera dedans deux mois.

Item. Et ſera tenu ledit Duc de Milan de faire rendre tous & chacuns les biens à ceux de la Comté d'Aſt, pris durant la Treve d'entre le Roi & ledit Duc.

Item. Que les Sieurs des Ligues confederées vieilles & nouvelles pouront aller & retourner marchandement, & autrement par les Terres & Seigneuries dudit Duc de Milan, en telles Franchiſes, Libertez, & Privileges qu'ils étoient auparavant cette guerre.

Item. Que pour la ſeureté des choſes contenuës en ce preſent Traité, pour le fait de Gennes, ledit Duc baillera pour ôtages le fils aîné de Meſſire Auguſtin Adorne, & pareillement aucuns autres, que le Roi voudra nommer.

Item. Que ledit Duc laiſſera joüir le Cardinal de Gennes de tous & chacuns les benefices qu'il a en ſa Seigneurie.

Item. Que pareillement Meſſire Batiſte de Campefregouze joüira de tous & chacuns ſes biens, tant meubles que immeubles, & poura ledit Batiſte aller par tout où bon lui ſemblera, excepté en l'Etat dudit Duc de Milan & de Gennes.

Item. Et quant à Meſſires Alexandre & Michel Reſtes, ledit Duc leur pardonnera en tant qu'à lui touche, & qu'ils puiſſent joüir de tous & chacuns leurs biens.

Item. Et retourneront tous ceux qui ſont hors de la Duché & Territoire de Gennes, & qui ſe ſont abſentez pour la guerre preſente, ſi bon leur ſemble, & ledit Duc ſera tenu de leur pardonner, & les remettre en tous & chacuns leurs biens, meubles & immeubles.

Item. Et pour ce que le Sieur de Monnegue a tenu le parti du Roi, ne lui ſera pourchaſſé ni procuré aucun mal, ni faite aucune choſe contre ſon Etat; & ſi aucune étoit faite, il ſera reparé & remis en tous & chacuns ſes biens.

Item. Pardonnera ledit Duc à tous les nobles & citoiens de la cité de Novarre, & auſſi à tous ceux du Dioceſe & territoire d'icelle, & auſſi de Blannure, de quelque état ou condition qu'ils ſoient, & mêmement à ceux, qui ont baillé, conclu, & conſeillé de bailler icelle cité de Novarre; & que à l'occaſion de ce, directement ou indirectement, par ſoi ni par autrui, il ne procedera à la punition ni vangeance aucune à l'encontre des perſonnes ou biens deſdits de Novarre, & pareillement le Roi baillera pardon à tous les ſujets dudit Duc, qui ont fait la guerre contre lui.

Item. Que leſdits nobles & citoiens, & chacun d'eux, puiſſent habiter perpetuellement ou à tems à leur bon plaiſir, en la Seigneurie ou hors la Seigneurie dudit Duc de Milan, ſans qu'on les puiſſe, pour quelque cauſe que ce ſoit, contraindre à y demeurer, ni ſoi perſonnellement preſenter en la Seigneurie dudit Duc, ni en ſa juriſdiction, & neanmoins qu'ils puiſſent prendre les fruits, profits, revenus & émolumens feodaux, ou allodiaux, ſans aucuns empêchemens quelconques, & d'iceux en diſpoſer, nonobſtant quelconques contrats, donations ou alienations faites par ledit Duc.

Item.

ANS de J. C. 1495.

Item. Que tous & chacuns les prisonniers, excepté ceux qui sont mis à rançon, & lesquels ne pouront être contraints à paier plus grande somme, seront delivrez.

Item. Que ledit Duc de Milan sera tenu de faire pardonner à tous ceux qui ont donné aide au Duc d'Orleans, lesquels pouront demeurer en la Seigneurie de Milan où bon leur semblera, & jouïr de leurs biens tant meubles que immeubles allodiaux & feodaux.

Item. Que ledit Duc de Milan sera tenu de rendre les Galeres, Galions, & autres Navires & munitions, qui furent pris à Rapallo, ensemble l'Artillerie qui fut prise audit lieu.

Item. Que ledit Duc de Milan sera tenu de rendre à tous & chacuns les biens, tant feodaux que allodiaux, à tous ceux qui ont servi le Roi en son entrepriſe, & permettra qu'ils en jouïssent ainsi qu'ils faisoient auparavant cette guerre; & au regard des biens meubles, ils en jouïront ainsi qu'ils les trouveront.

Item. Et pareillement le Roi sera tenu de rendre à tres-Reverend le Cardinal de Saint-Severin, & au Comte de Gayasse, au Gouverneur de Gennes, Messire Jean Adorne son Frere, & à Messire Loüis de Fiesque, & à quelconques autres sujets dudit Duc, qui l'ont suivi en cette presente entrepriſe, tous & chacuns les benefices & biens feodaux & allodiaux, qu'ils tenoient, tant audit Roiaume de Naples, que autrement en la juriſdiction du Roi, & permettra qu'ils en joüissent ainsi qu'ils faisoient auparavant cette presente guerre; & quant aux biens meubles, ils en jouïront ainsi qu'ils les trouveront quant à present.

Item. Et neanmoins donnera passage au Roi par tous ses Païs, & aux Gensdarmes, que le Roi envoiera en son Roiaume de Naples, pourvû qu'il ne passe que quatre-cens hommes d'armes, & quatre mille hommes de pied à une fois, en baillant bonne seureté de ne l'offenser en sa personne, état & Seigneurie.

Item. Que le Roi ne puisse donner aide au Duc d'Orleans, à l'encontre dudit Duc de Milan, ni contre son Etat, en entretenant par ledit Duc de Milan les choses par lui promises en ce present Traité.

Item. Et pour les frais, mises & dépens, que le Roi a mis en cette presente guerre, ledit Duc quittera au Roi ce qui lui peut être dû de la somme de quatre-vint mille ducats, & rendra les obligations qu'il a de ses Chambellans, & autres qu'il a en deduction desdits quatre-vint mille ducats.

Item. Que pareillement baillera au Duc d'Orleans dedans dix-huit mois cinquante mille ducats en la maniere qui s'ensuit; c'est à savoir de six mois en six mois, en trois parties, en lui baillant bonne seureté, à la discretion du Roi dedans le Roiaume de France, à commencer le premier paiement le premier jour d'Avril prochainement venant.

Item. Et aidera ledit Duc au Roi de deux grosses caraques en cette année, & l'année aprés de trois, le tout à ses dépens, équipées & armées.

Item. Et touchant la Principauté de Tarente, quand le Roi & ledit Duc parleront ensemble, sera tant ledit Seigneur, que icelui Duc devra être content.

Item. Que ledit Duc ne poura pretendre aucun droit de superiorité, Souveraineté, ni autres droits quelconques en la Cour d'Aſt, ni en ses apartenances & dépendances, dont est le Marquisat de Sienne, ni pareillement droit d'adherence, Confederation, Protection, ou Ligue avec les Sujets, Vassaux, ou Marquis desdites Terres.

Item. Que toutes & quantes fois que le Roi voudra aller en personne en la conqueste de son Roiaume de Naples, ledit Duc l'accompagnera en personne par Mer & par Terre, & lui aidera de ses gensdarmes.

Item. Que si les Venitiens ne vouloient entretenir cette Paix, & accorder les trois articles dedans deux mois, & qu'ils fissent guerre au Roi en son Roiaume de Naples, en faveur du Roi Ferrand, ou d'autres qui pretendissent droit audit Roiaume, ou qui leur donnassent quelque aide directement ou indirectement à l'encontre du Roi, en ce cas ledit Duc de Milan se declarera à l'encontre desdits Venitiens, & sera tenu aider au Roi à défendre ledit Roiaume de Naples contre les Venitiens, & pour choses dessusdites, ledit Duc de Milan sera tenu de lui bailler passage & à son Armée, & lui aider à faire Guerre en leursdites Terres, ou és Terres, que lesdits Venitiens tiendront dedans ledit Roiaume de Naples, laquelle aide sera de cinq-cens hommes d'armes & de toutes autres choses qu'il étoit tenu l'année passée.

ANS de J. C. 1495.

Lesdits Traité & apointement faits avec ledit Duc de Milan par les Sieurs de Gié, Maréchal de France; Philippe de Comines, Chevalier, Sieur d'Argenton; Raoul de Lannoy, aussi Chevalier, Conseiller & Chambellan du Roi; Maître Jean de Gannay, President en la Cour de Parlement à Paris, Commis à la garde du Scel; & Rigault d'Oreilles, Chevalier, Maître d'Hôtel dudit Seigneur, & Bailli de ..... Ambassadeurs d'icelui Roi Tres-Chrêtien, les jour & an dessusdits. Ainsi signé, Charles, & Damont.

Lettre du Duc de Bourbon au sujet du Traité de Paix précédent avec le Duc de Milan. A Moulins le 18. Octobre 1495.

TRes-chers & bons amis, j'ai reçû les Lettres de Monseigneur le Roi, & les Articles de la Paix qui a été faite entre lui & le Duc de Milan, parquoi il s'en vient par-deçà, & espere qu'il pourra estre à Lion vers la Toussaints, ainsi qu'il lui a plû me faire savoir. Et pour ce que ce sont toutes bonnes nouvelles, & que je suis seur que vous desirez toûjours le bien & prosperité de mondit Seigneur le Roi, & que en serez tres-joieux, vous en ai bien voulu avertir, & vous envoier le double desdits articles. Et tres-chers & bons amis, Nôtre-Seigneur vous ait en sa garde. Ecrit à Moulins le 18. d'Octobre. Le Duc de Bourbon & d'Auvergne, Lieutenant General du Roi, *Robertet.*

DLXIII.

ANS de J. C. 1495. L'EMPIRE ET MILAN.

(a) *Investiture du Duché de Milan en faveur de* LOUIS SFORCE, *faite par l'Empereur* MAXIMILIEN I. *à Anvers, le 25. Novembre* 1495. (b) Divers Traitez, Contracts, Testamens, &c. Servans aux Mémoires de Philippe de Comines. pag. 237.

(a) On a cru devoir laisser ici les Notes & diverses Leçons, qui sont à la marge du Livre d'où nous tirons cette piéce.

Sequitur privilegium concessum in Civitate Antverpiensi, in die Sanctæ Catharinæ, anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo quinto.

MAximilianus divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Britanniæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, & Gheldriæ, Comes Flandriæ, Habspurg, Tyrolis, Feretis, in Kiburg, Artesii, & Burgundiæ, Palatinus, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Namurci, & Zutphaniæ, Marchio Sacri Imperii, & Burgauviæ, Landgravius Alsatiæ, Princeps Suevi, Dominus Marchiæ, Portus Naonis, & Salinarum, &c. Notum facimus universis & singulis præsentes nostras Literas inspecturis, quod cum Illustrissimus Princeps Ludovicus Maria Sforcia, Dux Mediolani, Papiæ, Cremonæ, Comes Angleriæ, & Ticinensis, Dominus Genuæ, &c. Consanguineus, Princeps & Amicus noster charissimus, ad nostram Majestatem Imperialem accesserit, & nobis humiliter supplicaverit, ut ipsum Ducatum Mediolani, Papiæ, Cremonæ, Comitatum Angleriæ, & Ticinensis, Dominium Genuæ, &c. ipsi Principi Ludovico Mariæ Sforciæ, Duci Mediolani, &c. Consanguineo, Principi & Amico nostro charissimo, ac Illustrissimo Principi Philippo Regi Castellæ, Archiduci Austriæ, Duci Burgundiæ, &c. Filio nostro charissimo, ac Illustrissimo Principi Carolo Archiduci Austriæ, Duci Burgundiæ, &c. Nepoti nostro charissimo, ac Illustrissimo Principi Ferdinando Archiduci Austriæ, Duci Burgundiæ, &c. Nepoti nostro charissimo, ac Illustrissimo Principi Ludovico Archiduci Austriæ, Duci Burgundiæ, &c. Nepoti nostro charissimo, ac Illustrissimo Principi Henrico Archiduci Austriæ, Duci Burgundiæ, &c. Nepoti nostro charissimo, ac Illustrissimo Principi Philippo Archiduci Austriæ, Duci Burgundiæ, &c. Nepoti

ANS de J. C. 1495.

Landgravius Alsatiæ, Dominus Frisiæ, Marchiæ, Sclavoniæ, Portus Naonis, Salinarum, & Mechliniæ, &c. Illustri Principi LUDOVICO MARIÆ SFORTIÆ Vicecomiti Duci, &c. Regiam gratiam, & omne bonum, ac prosperos ad vota successus. Regiæ Majestati Cæsareique nominis gloriæ pertinere arbitrantes ut animum cogitatusque omnes ad ea referamus quæ magnanimo Regi & Reipublicæ Christianæ leges ferenti conveniunt, in primis ut ea quæ dignitatem Romani Imperii felicibus incrementis amplificant, assiduitate quotidiana meditemur, & ne sinamus quemquam de Romano Imperio bene merentem debitis fraudari præmiis, ut cuncti proposita remuneratione ad promerendum alliciantur, ad te, Ludovice Maria Sfortia Vicecomes memoriam sæpe numero revocamus velut in eum cujus amplitudinem, prudentiam, rectitudinem, & animi & corporis eximias dotes debeamus extollere. Nam cùm ex invictissimo Principe, & rebus bello, & pace, militiæ, & domi gloriosissimè gestis, non solùm per totam Italiam, sed per universum propè Terrarum orbem Celebratissimo Francisco Sfortia Patre Præstantissimo, & Honestissima Viragine Blanca Maria, unica filia Philippi Mariæ Angli quondam Mediolani Ducis Matre, ortum tuum splendidum duci intueamur, duplicem nobis imaginem laudis gloriæque majorum tuorum repræsentas, verùm ut Joannis Galeacii, primi Mediolani Ducis proavi tui decora maxima silentio prætereamus, cujus excellentes virtutes ac mirabilia rerum gestarum monumenta, simulque ingentia in Romanum Imperium beneficia promeruerunt ut ad Ducatus Mediolani Comitatusque Papiensis fastigium primus sublevaretur, avus tuus ille (a) Philippus Maria Princeps magno & excelso animo præcipua justitiæ moderationis & sapientiæ laude floruit, nec solum Principatus populorumque sibi commissorum administrationem singulari justitiæ æquitatis & innocentiæ disciplina gerebat, sed etiam jura Imperii adversus effrænatos hostium impetus, detestandamque ambitionem qui ditionis statusque sui usurpationi inhiabant summis viribus, immensis bellorum periculis, & sumptibus perpetuò tutari conatus est, nec immeritò Blancam Mariam unicam ejus filiam (b) Francisco Sfortiæ Patri tuo collocavit, in quo ad familiam suam Vicecomitum ascito, tutandi Principatus propagandæque sobolis spem firmam posuerat: nec spes ejus frustrata est: nam ipso ex humanis sublato in maximo belli ardore, rebusque in apertissimum discrimen adductis, in maximum Imperii Romani dedecus, & jacturam, Franciscus Sfortia eximia rei militaris scientia, præcipuâ auctoritate, ac singulari virtute quibus excellebat, & immortalitatis gloriam assecutus est, & soceri Statum è mediis hostium manibus ac misero servitutis jugo feliciter & glorioso vindicavit, post adeptum Principatum accedente admirabili populorum omnium consensu, rebusque suis pacatis Italicæ Pacis & tranquillitatis auctor extitit, quam quoad vixit auctoritate ac sapientia, qua mirabiliter pollebat, inviolatam undique custodivit. Nullum enim unquam honoris & (c) reverentiæ munus quantùm in eo fuit erga Romanum Imperium prætermisit. In gubernaculis verò Urbium, Oppidorum, ac populorum omnium sibi commissorum Justitiæ, fidei, clementiæ ac benignitatis velut jubar quoddam refulgebat: accedebat felicissimæ conjugis Blancæ Mariæ divina quædam societas: illa enim præcipua inter mortales virago, audiendis etiam subditorum querelis, & componendis ac definiendis eorum litibus divino quodam ingenio sollicitata, Illustrissimo merito plurima onera adimebat, ac subditorum votis, & expectationibus quàm optimè respondebat. Fuit propterea mors utriusque à cunctis populis publico fletu diutissimè complorata. Ex his divis Principibus Francisco Sfortia ac Blanca Maria jugalibus. Tu nunc solus superes in humanis filius singularis Ludovico Maria Sfortia Dux genitus & natus tempore quo illi Ducatum Mediolani & Comitatum Papiæ obtinebant. Nemo autem præsenti tempore (d) existit te grandior natu, qui in Ducatu sit priùs genitus, & nemo est descendens alicujus filii Ducatus tempore geniti: ideo nunc tibi de jure illorum Principum respectu Ducatus debetur. Præterea per obitum Philippi Mariæ Angli quondam Mediolanensium Ducis, cum nullos ex se filios masculos aut descendentes legitimos, & naturales reliquerit, apertè patet quod Ducatus Mediolani & Comitatus Papiæ cum reliquis eorum Civitatibus & Terris directo jure ad Sactum Romanorum Imperium fuit devolutus: unde ab inde antea Serenissimi quondam genitoris nostri, & successivè nostri fuit arbitrii quem de dicto Ducatu & Comitatu investiremus. Te igitur unum præ cæteris dignum & benè meritum duximus, quem dictis Titulis sublimaremus: tu enim partum à genitore tuo Principatum hæreditaria majorum ac progenitorum tuorum virtute (e) instituis, tam amplissima prudentia gravissimoque Consilio Regis & ejus Principatus habenas sic consultissimè sapientissimeque administras, ut sicut Excellentium Paternarum, Maternarumque virtutum verus & indubitatus hæres existis, ita te tanti Principatus dignum & idoneum successorem ostendis, tuo studio & vigilantia nonnullorum machinationes & conatus in irritum cesserunt, eorum præsertim qui ad hunc Statum quam maximè (f) anhelabant, tuis felicibus auspiciis non minus pro sociorum quàm pro Principatus defensione maxima bella prosperè & feliciter gesta fuerunt, & nisi tua summa prudentia & exacta industria affuisset Ducatus iste Mediolani cum universo ejus Statu ad maximas clades deductus tandem in hostium, & Romani Imperii inimicorum manus pervenisset. Nec solùm tuo sapientissimo gubernaculo res Mediolanenses, ejusque ditionis, quæ penè collapsæ ad id interitum perniciemque tendebant recuperatæ, erectæ, pacatæque fuerunt, sed etiam Mediolanensis Imperii (g) nomen dignitasque excrevit, ita ut Principum nemini (h) concedas in tota Italia. Tu non solùm (i) Mediolanensium rebus benè consuluisti, sed etiam universæ Italiæ Pacem & tranquillitatem attulisti, ut Pacis & Italicæ quietis auctor & conservator idem, & basis & columen quoddam esse censearis locupletissimum. Præterea eorum omnium qui ex Italia ad nos veniunt testimoniis edocti sumus, te admirabili æquitate, justitia inviolabili, tanta moderatione & continentia subditas tibi gentes gubernare, ut jure meritò populi tibi commissi ab omnibus beatissimi appellentur. Ista sicuti magnificamus & gratissima habemus, ita nostri in te amoris cumulo non parvam quotidie accessionem faciunt, & eò maximè quòd nobis exploratissimum est apud vos jura Sacri Imperii nostri fidelissimè observari, atque Imperatoriæ Majestati maximam undique reverentiam exhiberi. Hæc autem omnia nota & perspecta habentes, ita ut uberiori testimonio non sit opus, jure allicimur, ut te posteritatemque tuam ac filios, & successores tuos munificentia, liberalitateque nostra participes reddamus, & beneficiis ingentibus prosequamur, haud obscure cognoscentes subditorum quàm maxime interesse pro eorum pace, & tranquillitate sapientissimi Principis subesse regimini, & te erga Sacrum Romanum Imperium sic eximia fide & studio singulari esse affectum, ut ejus dignitati & gloriæ nusquam sis defuturus, inducimur in primis ut in te & filios ac descendentes tuos ea conferamus quæ parens primò, dehinc Frater tunc licet antea diutius, & (k) studiosissime supplices postulaverint ob multiplices Imperii Romani occupationes, multarumque aliarum rerum eventus impetrare nequiverunt. Cùm etiam eis tamen gratificari & Serenissimus genitor noster & nos cuperemus: scientes igitur & cognitione plenissima edocti quòd olim felicis memoriæ prædecessor

(a) Philippes Marie Duc de Milan.

(b) François Sforce Duc de Milan.

(c) al. excellentia.

ANS de J. C. 1495.

(d) al. extat.

(e) al. institutum.

(f) al. anhelant.

(g) al. norma.

(h) al. concedat.

(i) al. Mediolanensibus.

(k) al. studiosius.

ANS de J. C. 1495.

prædeceſſor noſter Venceſlaus Romanorum Rex amplissimam Civitatem Mediolani cum ejus Dioceſi, & nonnullas alias urbes, & Terras, de quibus in privilegiis Ducatuum mentio habetur, in Ducatum erexit, inſtituit, & exaltavit, ipſumque Ducatum Mediolani, ac Civitatum & Terrarum in dictis Privilegiis nominatarum, nec non (a) Comitatum Papiæ & Angleriæ contulit, & gratioſè conceſſit prædicto quondam celebris memoriæ Illuſtriſſimo Principi Joanni Galeas Vicecomiti, quem titulo & dignitate dicti Ducatus & Comitatus inſignivit, decoravit, intronizavit, & ſublimavit, ſicuti patentibus prædicti quondam Sereniſſimi Regis Litteris & diplomate continetur, datis Pragæ anno milleſimo trecenteſimo nonageſimo quinto, die primo Maii, & aliis datis ut ſupra anno 1396. die (b) 13. Octobris, & aliis datis ut ſuprà anno 1397. die 30. Maii. Dehinc ſucceſſivè Sigiſmundus Romanorum, &c. Privilegia dicti Ducatus & Comitatus Papiæ & Angleriæ valida declaravit, confirmavit, & ratificavit, ac etiam denuò conceſſit Illuſtriſſimo quondam Philippo Mariæ filio & ſucceſſori præfati quondam Illuſtriſſimi Joannis Galeas avo tuo per aliud privilegium confectum anno (c) 1426. die 6. menſis Julii. Et cùm tu Ludovice Maria à tantis Principibus talibuſque parentibus ſplendidam originem ducas, proculdubio nobis perſuademus fore ut relictum à majoribus tuis Dominium non ſolùm retineas, ſed etiam cum omni dignitate gubernes, & tuo præſtanti, (d) excelſo ac generoſo animo omnia proſpere feliciterque ſuccedant, ita ut proculdubio confidamus de tua ſolida virtute & graviſſimo conſilio, & non ſolùm te Ducatum & Comitatum ad Sacri Imperii Romani dignitatem in Italia bene & laudabiliter conſervaturum, ſed omni etiam honore & decore auctурum. Ex certa itaque ſcientia, motu proprio, & de noſtræ Regalis poteſtatis plenitudine etiam ſuprema, & abſoluta, non quidem improvide, neque inconſiderate, nec per aliquem juris vel facti errorem, ſed animo quieto, ac deliberato, Principum, Comitum, Baronum, & Procerum, & aliorum noſtrorum Sacri Imperii fidelium accedente Conſilio, Princeps dilecte, non ad tuæ (e) petitionis inſtantiam, ſed de benignitate & Regali noſtro motu proprio, & de noſtræ Regalis dignitatis plenitudine etiam ſuprema & Domini abſolutâ, ac tuarum ſingularium virtutum expectatione poſcente, hodie in nomine Salvatoris noſtri, à quo omnis Principatus, dignitas & honor provenire dignoſcitur, & te, & filios tuos maſculos & legitimo matrimonio procreatos & procreandos, & alios deſcendentes qui ex te & filiis tuis legitimis maſculi & legitimi naſcentur, ut infra, ac ſucceſſores tuos, in verum Ducem & Duces, Comitem & Comites ſucceſſive ordine infra ſcripto erigimus, facimus, decoramus, inſignimus, & ſublimamus, & creamus, videlicet Ducatus Mediolani, & Lombardiæ, cæterarumque Civitatum ac Comitatus Papiæ, & Angleriæ, & totius Dioceſis diſtrictus & territorii earundem, ac etiam omnium aliarum Civitatum, Terrarum, & locorum, quæ latiùs & expreſſiùs declaratæ & comprehenſæ in prædictis Literis, diplomate ac privilegio Ducatus & Comitatus per (f) prædictum dignæ memoriæ Dominum Venceſlaum Regem ipſi Illuſtriſſimo Joanni Galeas Duci proavo tuo ut (g) præmiſimus conceſſis: ad quas Literas & quod privilegium Ducatus, & Comitatus cum omnibus ſuis Juribus & pertinentiis debitam & congruam relationem, & quorum verba, & effectus, & ſubſtantiam, hic pro ſufficienter expreſſis haberi (h) voluimus, & declaramus: decernentes expreſſe quod tu, filii, hæredes, & deſcendentes ac ſucceſſores tui modo, & ordine infra ſcriptis Duces Mediolani, & Lombardiæ, ac prædictarum Civitatum & Terrarum & Comites Papiæ & Angleriæ, ut ſupra perpetuis temporibus omni dignitate, nobilitate, jure, poteſtate, libertate, honore, & conſuetudine gaudere debeatis, & frui continue quibus alii Imperii Sacri Principes, & nominatim Duces Illuſtriſſimi fruiti hactenus ſunt, & quotidie potiuntur, Terras quoque Civitates, Oppida, Caſtra, Villas, munitiones, Provincias, diſtrictus, montes & plana, quas & quæ latitudo Dominii tui continet, una cum omnibus Terris, feudatariis, & vaſſallis in partibus, diœceſibus, & diſtrictibus in dictis Litteris (i) Imperialibus, ac Ducatus, & Comitatus privilegio declaratis & comprehenſis cum earum & cujuſlibet earum Diœceſibus, diſtrictibus, Comitatibus, Juribus, Imperiis, & pertinentiis, Caſtris, Oppidis, Villis, Terris, Territoriis, aquis, ſtagnis, torrentibus, lacubus, piſcheriis, ripariis, & fluminibus, eorumque regalibus ſylvis, ſalinis, rubetis, pratis, paſcuis, (k) piſcinis, piſcaturis, teloniis Judæis, monetis, Judiciis, bannis ſive inhibitionibus venationum, & pœnis inde ſequentibus conſuetudine vel de jure, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Baroniis, feudis feudatariis, vaſſalligiis, militibus, clientibus, judicibus, civibus, nobilibus, plebeiis, ruſticis, & agricolis, pauperibus, & divitibus, ac omnibus eorum (l) pertinentium quæ latitudo tui Dominii & dictarum Civitatum, & Diœceſum confinia & limites dicti privilegii Imperialis Ducatum & Comitatum comprehendunt, ad quæ omnia congrua relatio habeatur, ut dictum eſt, in verum Principatum & Ducatum creamus, facimus, erigimus, & inſignimus, ac de prædicta Regalis poteſtatis plenitudine etiam abſoluta, motu proprio, & ex certa ſcientia decoramus, & tibi Illuſtriſſimo Ludovico Mariæ Sforziæ Vicecomiti Duci Ducatum ſive Principatum hujuſmodi, nec non Comitatus prædictos Papiæ, Angleriæque, cum omnibus honoribus, nobilitatibus, juribus, (m) regaliis, juriſdictionibus, imperiis, privilegiis, & immunitatibus, quemadmodum Ducatus, ſive Principatus inſignes à (n) Sereniſſimis Romanis Imperatoribus vel Regibus poſſidentur, ſeu tenentur, vel hactenus poſſideri conſueverunt, de benignitate Regali conferimus: decernentes, & hoc Regali Edicto ſtatuentes quòd tu, filii, deſcendentes, & hæredes & ſucceſſores tui ordine infra ſcripto perpetuò Principes, & Duces Mediolani & Lombardiæ, &c. Papiæ, Angleriæque Comites, ut ſuprà, nominari & appellari debeatis ab hodierna die inantea, & tanquàm Sacri Imperii Duces, Principes & Comites teneri, & honorari, & ab omnibus reputari, omnique jure, privilegio, Regaliis omnibus, juriſdictione, dignitate, honore, gratia, & immunitate, abſque ullo impedimento (o) perfrui quibus alii Sacri Imperii Duces, & Comites in dandis ſeu reciendis Juribus, in conferendis ſeu ſuſcipiendis feudis, & omnibus aliis Illuſtrium Statum & (p) condemnationem Ducum ſeu Principum & Comitum concernentibus fruiti ſunt hactenus, ſeu quomodolibet potiuntur & (q) gaudent & potiti ſunt.

Cæterùm ne circa ſucceſſionem hujuſmodi (r) Ducatus & Comitatuum aliqua in poſterum dubietas oriatur, ſed clariùs & (ſ) certiùs ſuccedendi modus detur, edicimus, & ſancimus, aliquibus Juribus communibus, aut municipalibus ſeu conſuetudinibus factis (t) fiendis aliqualiter non obſtantibus, quòd primogenitus maſculus natus ex legitimo matrimonio tui Ludovici Mariæ Sforziæ Ducis Mediolani, &c. ſuccedat in Ducatu & (v) Comitatibus prædictis, & aliis fratribus præferatur, licet conceptus & natus ſit antè Ducatum, & quòd ipſo primogenito decedente etiam vivente te Duce, primogenitus maſculus natus ex legitimo matrimonio dicti primogeniti præferatur patruis & aliis quibuſcumque in Ducatu & Comitatibus prædictis, & quod idem ſervetur in aliis quibuſcunque primogenitis maſculis legitimis & naturalibus ex legitimo matrimonio (x) progenitorum deſcendentibus ex primogenitis (y) deſcendentium tui (z) Ludovici

ANS de J. C. 1495.

(a) al. Civitatum.
(b) al. die 15. Maii.
(c) al. 1416.
(d) al. excellenti.
(e) Tant s'en faut, il en paya quatre cens mille écus d'or, au témoignage de Corius dans ſon Hiſtoire de Milan.
(f) al. præfatum.
(g) al. præmiſſis continetur.
(h) al. voluimus.
(i) al. Imperatoriis.
(k) al. Piſtrinis.
(l) al. pertinentiis.
(m) al. Regalibus.
(n) al. cæteris.
(o) al. frui.
(p) al. condistionem.
(q) al. gaudere, aut potiri poſſent.
(r) al. Ducatuum.
(ſ) al. expreſſius.
(t) al. faciendis.
(v) al. Comitatu.
(x) al. primogenitorum.
(y) al. deſcendentibus.
(z) al. Ludovice Maria.

ANS de J. C. 1495.

vici Mariæ in infinitum. Et quòd primogenito tuì de Ducis Mediolani etiam decedente ſine deſcendentibus (a) legitimis ex legitimo matrimonio natis, frater ejus ſecundo genitus legitimus & naturalis, ut ſupra ſuccedat in dicto Ducatu & Comitatibus prædictis: & ſi fratrem vel fratres legitimos & naturales non haberet, ſuccedat filius legitimus & naturalis fratris ſecundogeniti in prædicto Ducatu & Comitatibus ſuprascriptis: & ſi non extiterint fratres, nec filii fratrum ipſorum & deſcendentium tuorum, ut ſupra, admittatur ad Ducatum & Comitatus prædictos proximior legitimus & naturalis, ut ſupra, deſcendens ex maſculis legitimis & naturalibus tui Ludovici Mariæ Ducis Mediolani, &c. in caſu tamen quo (b) contingerit tingeret ipſis fratribus (c) primi poſt te Ducis Mediolani, &c. legitimis & naturalibus non eſſe proviſum, vel ipſos non habere aliunde modum in quo honorificè ſecundùm eorum conditionem & ſtatum vivere poſſint, eo caſu dictos fratres pro quolibet ipſorum volumus à (d) prædicto primo Duce Mediolani debere habere intratam ordinariam florenorum duodecim millium auri, & in auro de Camera annuatim. Et ſimiliter pronepotes tuos ex fratre habere in caſu quo eis (e) deficiet proviſionis vel modi prædicta ſumma duodecim millium florenorum auri, & in auro annuatim & pro quolibet, computando tamen in hac ſumma (f) ratum ejus, quod ipſos tangeret ex reditu Cremonæ, quæ fuit dos (g) Illuſtriſſimæ Dominæ Blancæ Mariæ matris tuæ, Ludovice Maria Sforcia. *Item*, computatis reditibus Eccleſiaſticis, vel ſtipendio, vel alia proviſione quam haberent: ita quòd omnibus computatis reperiantur habere dictam ſummam florenorum duodecim millium auri, ut ſupra. Decernentes (h) etiam, & de poteſtate qua ſupra ſtatuentes quòd tu, tuique deſcendentes & ſucceſſores Duces Mediolani poſſitis & valeatis dare, in feudumque concedere deſcendentibus & collateralibus veſtris legitimis & naturalibus maſculis, de quibus ſupra, cujuſcumque ætatis fuerint, vel eſſe reperiantur (i) deſcendentes, ſeu (k) collaterales (l) prædicti, legitimis & naturalibus non exiſtentibus, de civitatibus & principalioribus Terris. De aliis autem Terris, Caſtris, Territoriis, Villis, Rochis, Oppidis, & intratis dicti Ducatus, & Comitatus, &c. dare in feudum & concedere quocunque modo poſſitis etiam legitimis exiſtentibus nominatis ut (m) ſupra, cum illis conditionibus, pactis, (n) honoribus, & ſubjectionibus, de quibus vobis videbitur & placuerit, & de dictis Civitatibus, Terris, Caſtris, & Territoriis dicti Ducatus & Comitatus quoad Caſtra, & Oppida, remanente tamen ſemper dicto Ducatu & Comitatu conjuncto per viam etiam cujuſcunque ultimæ voluntatis in prædictos deſcendentes & collaterales diſponere & ordinare valeatis ac etiam pro filiis & poſteris veſtris de Capitaneis Mareſcallis, Rectoribus, Gubernatoribus, Adminiſtratoribus, & aliis quibuſcunque regimen, gubernationem & conſervationem eorum Ducatus & Comitatus concernentibus (o) providere, prout vobis videbitur, & placuerit. Decernentes etiam, & de poteſtate qua ſupra concedentes, quòd omnia & ſingula agere, gerere, facere & expedire valeatis in Ducatu & Comitatu prædictis, & Civitatibus, & Terris, & Locis omnibus ſibi ſubjectis, & in omnibus, & per omnia quæ nos & Romani Imperatores gerere, facere & expedire poſſemus, & uti ſuprema & abſoluta plenitudine poteſtatis, & quibuſcumque aliis clauſulis cujuſcunque ponderis & qualitatis exiſtant, ſine ulla exceptione, vel diminutione, & alia quæcunque facere etiam ſi eſſent *de ſervatis ſupremo Principi.* (p) Qui omnes & ſinguli caſus etiam ſi eſſent majores expreſſis, vel etiam ſi requirerent ſpecialem, aut etiam in dividuo de eis fieri mentionem, hic habeantur pro ſpecialiter (q) enumeratis, & ſufficienter expreſſis. Inhibentes tamen & prohibentes quòd deſcendentes & ſucceſſores tui (r) Duces Mediolani, &c. non poſſint alicui extraneæ perſonæ, exceptis deſcendentibus & collateralibus prædictis, vendere, infeudare, donare, nec aliquovis modo alienare aliquam Civitatem, Caſtrum, Oppidum, Terram, nec aliquam partem dicti Ducatus & Comitatuum ac Civitatum antequam ſint in ætate viginti quinque annorum. Poſt dictam verò ætatem dare & concedere, ut ſupra poſſint de Caſtris & Terris prædictis: decernentes ex nunc irritum & inane quo ad prædicta alienata, ſi aliter factum fuerit, vel aliqualiter attentatum, & (ſ) hæc ex eo, ut dicti Ducatus & Comitatus deſcendentibus & ſucceſſoribus tuis Ducibus Mediolani, & Comitibus, &c. quantùm plus fieri poterit integri conſerventur. Poſſint etiam de bonis & rebus per eos acquirendis ad libitum ipſorum diſponere, & providere: decernentes etiam & de noſtræ Regalis poteſtatis plenitudine ſtatuentes ut omnes & ſinguli Barones, Marchiones, Comites, Feudatarii, Vaſſalli, Nobiles, & quicunque alii tenentes aliqua feuda, Comitatus & Marchionatus, Conceſſiones, Juriſdictiones, Jura, Regalia quocunque modo in Ducatu & (t) Comitatibus, & Civitatibus ac Civitatum tuarum Diœceſibus, vel aliter (v) quomodocunque in Dominio tuo illa habuerint, & à quibuſcunque etiam ſive à nobis, ſive ab olim prædeceſſoribus noſtris aut à Ducibus Mediolani prædeceſſoribus tuis, aut tuis ut ſupra ſubjecti (x) ſint pro feudis antè dictis, & pro quibuſcunque aliis Juriſdictionibus & Regaliis quomodocunque ab Imperio dependentibus, & ad omnem tui, & tuorum omnium deſcendentium, & ſucceſſorum requiſitionem de ipſis Feudis, Marchionatibus & Comitatibus, Conceſſionibus, (y) Regaliis, Juriſdictionibus, ac Juribus quibuſcunque ſeſe (z) de novo inveſtiant, ac novam teneantur facere recognitionem & novam inveſtituram recipere, & eam recipiant & recognoſcant à te Ludovico Maria Sfortia Duce Mediolani, &c. & quòd tibi Ludovico Mariæ tuiſque ſucceſſoribus ut ſupra faciant fidelitatem, obedientiam, homagium, ac homagii fidelitatem, & obedientiæ promiſſionem & juramentum etiam pro Marchionatibus, Comitatibus, feudis, Conceſſionibus, Juriſdictionibus & Juribus quibuſcunque quas & quæ prædicti tenent & recognoverunt, ſeu recognoſcere debuerunt à Sacro Romano Imperio intra prædicti tui Dominii fines, aut in Diœceſibus, Terrarum & Civitatum, prout ſuprà nobis facere debuerunt. Dantes & concedentes auctoritate & poteſtate prædicta tibi Ludovico Mariæ (a) in prædictis omnibus omnimodam poteſtatem ut approbare validare & confirmare poſſis præſertim feuda & Conceſſiones ut ſupra per te, fratrem, ac nepotem tuos alicui conceſſas, nec ulla perſona, cujuſcunque gradus & conditionis exiſtat, vel Communitas aliqua, aut Collegium poſſint ſe à prædictis excuſare, ſub pretextu alicujus Privilegii, cujuſcunque tenoris exiſtat. Intelligentes etiam quòd ſi contingeret Illuſtriſſimo Joanni Galeas nepoti tuo aliquos filios legitimos maſculos dimittere, habeant à te Ludovico Maria Sfortia, ſeu à filiis, & ſucceſſoribus tuis in prædicto, Ducatu ſingulis annis Ducatos duodecim (b) mille auri & in auro pro quolibet eorum. Cupientes denique tibi, tuiſque & deſcendentibus & ſucceſſoribus Ducibus Mediolani, &c. de armis & inſignibus noſtris Regalibus præſertim providere quæ majores tui, ac tu noſtro & prædeceſſorum noſtrorum Sereniſſimorum Imperatorum ac Regum nomine retroactis temporibus in bellorum actibus & ubique ſtrenuè retulerunt, non ad tuæ petitionis inſtantiam, ſed de benignitate Regia, ex certa ſcientia, & de Romanæ Regiæ poteſtatis plenitudine, tibi tuiſque legitimis deſcendentibus, & naturalibus, & ſucceſſoribus ut ſupra eorumque (c) deſcendentium in infinitum quos Duces Mediolani & Comites Papiæ Angleriæque eſſe continget, conceſſimus, & concedimus, ac tenore præſentium licentiam

ANS de J. C. 1495.

(a) al. *legitimis & naturalibus & ex, &c.*
(b) al. *contigerit.*
(c) al. *primus.*
(d) al. *præfato domino.*
(e) al. *deficiat.*
(f) al. *ratam.*
(g) al. *Illuſtris.*
(h) al. *autem.*
(i) al. *deſcendentibus.*
(k) al. *collateralibus.*
(l) al. *prædictis.*
(m) al. *&c.*
(n) al. *oneribus.*
(o) al. *providere.*
(p) al. *Ita quod.*
(q) al. *enarratis.*
(r) al. *Ducis.*
(ſ) al. *hoc.*
(t) al. *Ducatibus.*
(v) al. *quocumque.*
(x) al. *ſint.*
(y) al. *Regaliis.*
(z) al. *denuo.*
(a) al. *Sfortia.*
(b) al. *millia.*
(c) al. *deſcendentibus.*

ANS de C. J. 1495.

tiam & facultatem elargimur quòd pro dicto Ducatu Mediolani, &c. arma seu insignia Regalia, videlicet Aquilam nigram in campo aureo in forma, qua ipsa arma Serenissimi Romani Reges adferre consueverunt, aut per quarteria tuis tuorumque descendentium armis, prout tibi, descendentibusque & successoribus Ducibus videbitur & placuerit ubique tenere, deferre & portare, teneri deferrique, ac portari facere valeatis cunctis temporibus futuris, ut per hoc inter nos ac successores nostros in Imperio, ac te tuosque successores, ac descendentes Duces monumentum & pignus amoris perpetuum vinculumque unionis maneat & perduret. Nolentes sed potiùs districtiùs inhibentes te tuosque descendentes & successores Duces Mediolani, ut supra in armorum ipsorum

(a) al. delationem.

(a) delatione per quempiam (b) cujusvis dignitaris & auctoritatis existat per tempora successura quomodolibet impediri.

(b) al. cujuscunque.

Gaude igitur Princeps, ei de impensis tibi per Celsitudinem nostram muneribus tua proles exultet. Lætare Dux, & Comes, quem Serenitas nostra speciali & ampla retributione prævenit, quam hoc usque tibi Patri & Fratri tuis non concessit; operatio tamen tua

(c) al. &.

grato concordet cum nomine (c) ut auctore Deo concessis tibi per nos potiri valeas feliciter dignitatibus, ac etiam ascendere ad majorem dignitatem. Et prædicta omnia & singula valere volumus, & obtinere effectualem roboris firmitatem, non obstantibus quibuscunque Legibus, Juribus, Constitutionibus, clausulis derogatoriis, & aliis concessionibus, infeu-

(d) al. vel.

dationibus vel titulis per nos (d) & prædecessores nostros in Imperio aliis factis, collatis vel concessis, vel aliquo prædictorum, per quæ vel per quos præsentibus non expressa, vel taliter inserta effectus eorum impediri valeat quomodolibet, vel differri, etiam si talia forent de quibus oporteret superiùs fieri narrationem & mentionem specialem in præsentibus. Quibus omnibus & singulis, quo ad sublimationem, erectionem, concessionem, infeudationem & alia supra scripta de plena & absoluta potestate, & ex certa scientia præsentibus derogare volumus, ac etiam derogamus supplentes omnem defectum solemnitatis

(e) al. alter.

omissa, si quis obscuritate verborum, seu (e) alias quomodolibet repertus fuerit in præmissis. Jus tamen quod ex dictis Concessionibus, creationibus in feudo dictorum Ducatuum & Comitatuum habemus, nobis & successoribus nostris in Imperio salvum maneat, & illæsum. Nulli ergo hominum liceat hanc nostræ sublimationis, illustrationis, erectionis, creationis, decorationis, collationis, seu decreti paginam infringere, seu ei quovis modo contravenire. Si quis autem secus attemptare præsumpserit, præter indignationem nostram gravissimam, pœnam centum marcharum purissimi auri toties, quoties contra factum fuerit, se noverit irremissibiliter incursurum, quarum medietatem Regalis nostri ærarii, seu fisci, re-

(f) al. suprascripti.

siduam verò partem (f) supradicti Ducis, & hæredum, ac successorum suorum usibus decernimus applicari. In quorum testimonium præsentes fieri jussimus & sigillari, ac manuali nostro chyrographo in testimonium munivimus. Actum & scriptum in Civitate nostra Andverpiensis, (g) die Sanctæ Catha-

(g) al. die quinta Septembris 1494.

rinæ virginis, anno Incarnationis Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo quinto. *Maximilianus.*

Voici ce qu'un Historien ajoûte aux Lettres d'investiture que dessus.

CÆterum multo magis mirabere edita expressius animi Cæsaris elogia quibus explicuit ille causam qua potius voluerit Ludovicum Sfortiam Mediolani Ducem constitui quam Joannem Galeas, atque ne quis ambigat, curavimus hic apponi, & litteras sincero ascribi calamo. Maximilianus Dei favente clementia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, &c. Quum Illustris Dominus Ludovicus Sfortia Vicecomes, &c. Qui per multos annos Ducatum Mediolani summa cum laude, & gloria gubernavit & administravit sæpiùs, & cum magna instantia à Serenissimo præmortuo genitore nostro, & à nobis humillimis precibus requisierit, ut privilegium hujusmodi Ducatus Mediolani & Lombardiæ & Comitatus Papiæ Joanni Galeas ejus nepoti concedere vellemus. Tamen justis pluribus rationibus, & causis, & maximè quòd præfatus Jo. Galeas ipsum Ducatum ac Comitatum à populo Mediolanensi recognovit, quod quidem fuit in maximum Imperii præjudicium, & quia est de consuetudine Sacri Romani Imperii neminem inquam investire de aliquo statu sibi subjecto, si eum de facto sibi usurpaverit, vel ab aliquo recognoverit: genitor noster perpetuæ memoriæ Imperator Serenissimus, neque Electores consentire voluerunt neque consentirent quod talis Ducatus & Comitatus in eum conferretur: sed ut Illustris Sfortianæ Familiæ rationem habuisse videretur, cujus egregia facinora & celebris victoriæ per universum penè orbem celebrantur, & quia idem Illustris Dominus Ludovicus in eo gubernando admodum sapiens est, & valde idoneus est habitus, in maximum commodum subditorum, & non parvam Sacri Imperii commoditatem, utilitatem & ornamentum ei obtulimus privilegium in personam suam, ac filiorum, & successorum suorum, & accedente Electorum consensu. Ei tanquàm benè merito contulimus privilegium, & Investituram Ducatus Mediolanensis, & Lombardiæ, & Comitatus Papiæ, &c. prout in publico diplomate à nobis sibi concesso continetur. In quorum testimonium præsentes fieri jussimus, & nostro sigillo pendente muniri, & nostra etiam propria manu subscripsimus. Datæ in Terra nostra Andverpiæ die octavo Octobris M. CCCC. XCIV. Regnorum nostrorum scilicet Romani VIII. Hungariæ verò V.

ANS de J. C. 1495.

DLXIV.

Traité de Paix & de Commerce entre CHARLES VIII. *Roi de France*, *&* HENRI VII. *Roi d'Angleterre. A Boulogne le* 24. *Mai* 1497. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 394.

ANS de J. C. 1497. FRANCE ET ANGLETERRE.

HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ: universis præsentes literas inspecturis, Salutem. Cùm pro sedandis, pacificandis, atque penitus extinguendis quæstionibus, controversiis, ac litibus inter nostros, ac Carissimi & Dilectissimi Fratris & Consanguinei nostri CAROLI, Francorum Regis, subditos motis ac movendis, ratione & ob causam damnorum, injuriarum, spoliationum, navium, captionum, depræda tionum & gravaminum utrinque datorum, & factorum, simulque ad præcavendas, amputandas, rescindendasque in futurum materias & occasiones similium injuriarum, damnorum, spoliationum, quæ dam dicta, seu conventio Boloniæ tenenda inter nos & Dominum Fratrem & Consanguineum nostrum statuta fuisset: cùmque hanc ob causam nuper delegavissemus & commisissemus dilectos & fideles Consiliarios nostros, Robertum Midelton, Legum, & Thomam Routhale, Decretorum Doctores, & Joannem Turberville, Militem, Oratores & Ambassiatores nostros, cum mandatis ad hæc peragenda necessariis: qui quidem nostri Oratores prænominari hunc ipsum ob finem Boloniam prædictam profecti, convenientes, cum Oratoribus præfati consanguinei nostri Francorum Regis, ab eo simile mandarum habentibus, visisque & perspectis per utrosque Doctores

ANS de J.C 1497.

simul plurimis libellis supplicatoriis hinc inde porrectis, materiæque coram eis propositæ multiplicitatem intuentes, quam in quatuor partes constituerunt, demandatum sibi munus tam super præteritis, quàm futuris negotiis, ita sunt communiter executi, ut ex articulis subscriptis patere potest, quorum tenorem his duximus incorporandum.

Imprimis, præfati oratores supplicationum coram eis porrectarum multiplicitatem intuentes, eas in quatuor genera distribuerunt.

Primum de his fuit, super quibus coram aliis judicibus erat in causa conclusum lite ita instituta, ut nihil præter sententiæ calculum desiderare viderentur; has siquidem oratores, quantum in ipsis fuerat, definierunt, ac in ea parte suo officio fungentes terminaverunt.

Secundum genus querelarum fuit de spoliationibus, damnis & interesse, super quibus lis nondum mota est coram aliquibus judicibus: subest tamen actu materia, ac lis movenda speratur, quas, quoniam in præsenti dicti oratores, utpote causarum meritis non liquidatis, terminare non possunt, æquum visum est per Principes debere deputari judices in civitatibus aut oppidis utriusque regni, locorum, Terrarum & Dominiorum eorumdem portibus propioribus, aut in locis maritimis damnificatis commodioribus, in quibus tamen spoliatores, Piratæ, & turba navalis non dominentur; qui quidem judices lites coram eis movendas tam super querelis jam natis & coram dictis oratoribus propositis, quàm super quibuscumque etiam jam natis, coram dictis judicibus proponendas infra certum competentem terminum, pro causarum & negotiorum qualitate brevem, annale tempus nullo modo excedentem, finali sententia decidere præcipiantur, tam super damnis & spoliationibus, quàm interesse partium; quorum judicum decreta, jussus & sententiæ, tam interlocutoriæ quàm deffinitivæ, incontinenti & indilatè per dictorum Principum officiarios, & si opus fuerit manu militari, executioni demandabuntur, omni penitus appellationis remedio sublato, quantùm ad querelas jam ortas, ut præmissum est dumtaxat; aut si id Principibus videatur, præfati judices pacis tractatum insequendo, ab ejusdem pacis conservatoribus constituantur. Licebit tamen parti condemnatæ, à tali sententia ad supremum Consilium Principis, per viam supplicationis pro reformatione gravaminis per eam prætensæ, recurrere, ubi infra sex menses; aut ahàs infra brevissimum tempus secundum quod commodè fieri poterit, finali sententia causæ hujusmodi terminabuntur; prædicta tamen sententia interi mcautione præstita per partem quæ obtinebit secundùm formam juris executioni demandabitur.

Et quia difficile, aut prope impossibile erit spoliatorum personas apprehendere, au domicilia eorumdem cognoscere, satis erit eos citari, sive adjornari in portibus aut oppidis suo Principi subjectis, loco ubi damnum illatum est propioribus, per proclamma generale, præconis voce, personante tuba, & affixione querelæ, aut aliter secundùm modum & formam publici edicti in utroque Regno, Locis, Terris, & Dominiis eisdem Principibus subditis & subjectis fieri soliti & consueti: quæ quidem præconisatio geminata, competenti intervallo non minùs quindecim dierum, vim peremptionis habebit; tenebunturque judices locorum, damnificatis postulantibus, illam facere fieri idoneè, & dare facere præconisationis certificationem, quæ erit per omnia panis autoritatis, roboris, & effectus, ac si reus super hoc personaliter citatus fuisset.

Tertium vero genus precum erat de iis super quibus processus per appellationes in Curiis supremis pendent, de quibus iidem legati censuerunt Principes (si tamen ipsis ita videbitur) statuere debere certum etiam brevem terminum, semestre tempus non excedentem, infra quem dictæ lites, si in illis sit in causa conclusum, dirimantur, & finali sententia partibus instantibus terminentur. Quòd si in illis sit minimè conclusum, ordinabuntur duo vel tres supremarum Curiarum Consiliarii, qui partes audiant, lites discutiant, & instrui faciant, donec in causa sit conclusum, cui rei etiam certus terminus, videlicet semestre tempus, statuatur; & exinde intra alios sex menses per judices supremarum Curiarum finali marte terminentur: quod si factum non erit, ex tunc causæ illæ ad consilia dictorum Principum evocabuntur, illic modo & tempore supradictis terminandæ.

ANS de J. C. 1497.

Quartum genus supplicationum fuit super spoliationibus, damnis, injuriis, & interesse, de quibus lites pendent coram judicibus inferioribus, quas damnificati conqueruntur in suum dispendium supra modum prolatas, desperantes etiam ullum unquam finem imponi propter appellationem & aliorum incidentium multiplicitates: visum itaque est eisdem legatis Principes sua autoritate debere illas evocare, & ad judices in locis maritimis constituendos, si tamen hoc actores desideraverint, cum processibus remittere, qui procedere habeant, forma & modo supradictis; præcipiaturque dictis judicibus inferioribus sub poena marcarum argenti fisco regio applicandarum, quod processus coram eis habitos & factos ad partium requisitionem incontinenti transmittant ad dictos judices in locis maritimis deputandos, nec se quovis modo in ea parte difficiles reddant; & nihilominus si forte in his causis judices ipsi postea processerint, eorum invalidus & irritus sit processus.

Et quia opus est utriusque Principis subditos alteri preces & libellos supplicatorios porrigere, ut inde rescripta principalia obtineant: visum est pro commoditate subditorum in utriusque Regis Consilio certos consiliarios deputari, ad quos utriusque Regis subditi sciant se in promptu aditum habere posse, & à quibus sollicitatores de beneplacito Principis possint certiores reddi.

Item. Quoniam damnificati conqueruntur in alterius Principis Regno, Locis, Terris, & Dominiis, se parum tutos, dum jus suum prosequuntur, curabunt legati quòd litigatoribus autoritate regia per ipsos judices in portubus sive locis maritimis deputandos plena detur securitas.

Et quia diversæ porrectæ sunt querelæ super spoliis & deprædationibus in terra contra amicitiam & pacem antehac perpetratis & commissis, provideatur quòd ipsi judices peræque & pari modo cognoscere & determinare valeant de eisdem spoliis, sicut cognoscere & sententiare possent de spoliis antehac in mari commissis.

Et ut imposterum latrociniis piraticis obvietur, ac sincera pax, firma, inviolataque amicitia inter eosdem Principes, eorumque subditos jugiter perseveret, cautum prospectumque est per utriusque Principis oratores pro futuris, ut sequitur.

Imprimis, quandocumque aliqua navis indigena exitura est ab aliquo portu Regnorum Franciæ sive Angliæ terrarum, locorum, aut Dominiorum eisdem subditorum, Admiraldus, Viceadmiraldus, seu eorum vicesgerentes talis portus, oppidi, villæ, aut civitatis unde exitura est, capient idoneam cautionem à Dominis, Capitaneis, exercitoribus, præfectis, magistris, seu burfariis navis hujusmodi, ad valorem navis apparatûs, & victualium ejusdem, quòd exercitor, magister, marinarii, & nautæ, ac omnes in ea navi existentes, servabunt pacem erga quoscumque subditos alterius Principis, & nullam eisdem injuriam & damnum seu violentiam in terra, mari, aquisve dulcibus, aut in portu aliquo, facient, inferent, aut inferri procurabunt.

Præterea præfecti, magistri, exercitores, & cæteri præeminentiam in navi habentes, non susciplent aliquos vectores, nautas, aut viros Militares, nisi

prius

ANS de J. C. 1497.

prius illos sisterint & exhibuerint coram Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum vices seu officia gerentibus, qui illorum nomina in publico registro super eo conficiendo scribi facient.

Et antequam navis hujusmodi portum egredi permittatur, omnes ibi existentes, & qui profecturi in ea sunt, jurabunt solemniter coram dicto Domino Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum vicesgerentibus, quòd in expeditione illa in quam profecturi sunt, navigando, eundo, stando, aut redeundo, nullum damnum, vim, injuriam facient, inferent, aut inferri procurabunt alterius Regis subditis, Terris, aut Dominiis, sive per terram, mare, aut aquas dulces.

Simili quoque juramento solemniter præstando promittent, quòd de qualibet præda, captura, manubiis sive spoliis, adducent duos aut tres viros in capta navi præcipuum locum obtinentes, ut magistrum, submagistrum, patronum, aut hujusmodi conditionis, quos Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum officiariis, exhibebunt, ut per eosdem, aut eorum alterum debite examinetur, ubi, super quibus, & qualiter navis, sive bona capta sint, nec facient, aut fieri permittent aliquas prædarum, spoliorum, mercium, aut bonorum per eos capiendorum divisiones, partitiones, traditiones, permutationes, alienationesve, priusquam se viros captos, bona & merces integrè Dominis Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum vicesgerentibus repræsentaverint, qui de illis disponi, si æquum putabunt, permittent, aliàs nihil hujusmodi permissuri.

Item. Jurabunt, quòd postquam reversi fuerint, sive appulerint aliquem portum dicti regni unde exierint, cum suis navibus apparatibus & spoliis, si quæ capturi sint, incontinenti & indilate iidem reddent certiores Admiraldum, Viceadmiraldum, seu eorum officiarios illius portus à quo egressi sunt, de eorum præda, spoliis, mercibus, & bonis, sine quorum vel alterius eorum officiariorum decreto & permissione non permittentur aliquid ex mercibus transferre, permutare, vendere, vel alienare.

Ad quæ implenda & integre observanda dictus capitaneus, magister, submagister, bursarii, socii, & alii præeminentiam in navi habentes, se obligabunt, satisdabunt, & fidejubebunt per corpora & bona, unus pro aliis omnibus, qui unà profecturi in navi sunt.

De quibus securitatibus & cautionibus confici facient publicum instrumentum, quod Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum officiariis, tradent, ac simile ab iis capient, ut quocumque delati fuerint, inde abire liberè permittantur.

Item. Tenebuntur dicti capitanei, magistri, submagistri, exercitores, socii, bursarii, & alii præeminentiam in navi habentes tradere cautionem idoneam de his inviolabiliter observandis, usque ad æstimationem navis, apparatus, & victualium, aliàs, & nisi omnia præmissa impleantur, non permittetur illa navis abire.

Insuper edicto publico interdicetur sub pœnis incarcerationis corporum, & confiscationis bonorum, mercatoribus, aut aliis cujuscumque status, conditionisve existant, ne emant, dono, permutatione, aut alio quovis titulo seu colore, accipiant, celent, occultent, teneant, receptent, aut hujusmodi fieri procurent, aut permittant merces aut bona deprædata quæcumque abducta mari, antequam Admiraldus, Viceadmiraldus, aut eorum vicesgerentes, declaraverint prædam & capturam justas, justi & legitimi lucri esse.

Item. Præfati Admiraldus, Viceadmiraldus, & eorum vicesgerentes, teneantur infra quadraginta dies, à die requisitionis sibi factæ per partem damnificantem, computandos, exequi prædictam obligationem, postquam de hujusmodi spolio sibi constiterit contra Dominum, possessorem, magistrum, exercitorem, seu Commissarium navis, & eorum fidejussores, qui tale damnum intulerint.

ANS de J. C. 1497.

Quod si compertum sit, prædam ab alterius regis subditis, Terris, Regnis, sive Dominiis abductam & ablatam, causa summariè sine strepitu & figura judicii discutietur indilatè, bona capta & interesse restitui spoliatis jubebuntur, atque sententia, quæ per Admiraldum, Viceadmiraldum, seu eorum vicesgerentes, tam contra Capitaneos illos, magistros, socios sive bursarios, & alios præeminentiam in navi habentes, feretur, quin etiam, contra fidejussores, juxta tenorem obligationum in ea parte præstitarum, & per Admiraldum, Viceadmiraldum, vel eorum officiarios receptarum, incontinenti per eosdem judices, sive eorum alterum, demandabitur executioni: & si ab interlocutoriis dictorum judicum partes appellare contigerit, nihilominus super principale usque ad sententiam definitivam inclusivè, appellationibus illis non obstantibus, procedere poterunt. Sed si sententia super bonorum restitutione seu principali feratur, illa executioni demandabitur, tractatum pacis insequendo, appellationibus etiam quibuscumque non obstantibus. Poterit tamen supplicari ad Consilia Principum modo supradicto, scilicet cautione præstita ab ea parte, contra quam supplicabitur de bonis captis restituendis in eventum contrariæ sententiæ, & à parte supplicante, de expensis, damnis, & interesse, si in causa succumbunt. In quibus quidem Consiliis, sicut supra cautum est, causa infra sex menses, aut aliud brevissimum tempus, terminabitur.

Item. Quòd judicibus supremarum curiarum præcipiatur, ne inhibeant aut alio quovis modo se intromittant in his causis maritimis, etiamsi ad eos appelletur per alteram partium de dictis judicibus, inferioribus, vel maritimis.

Item. Provideatur per litteras regias ad Admiraldum, Viceadmiraldum, & eorum vicesgerentes taliter, quòd ipsi omnia & singula præmissa observent, & observari faciant, publicabunturque super his Principum decreta in portubus & locis maritimis utriusque regni.

Et ne res diutius in dispendium subditorum pendeat, æquum visum est, ut prædicti Principes expedire faciant litteras suas patentes, quas reddendas curabunt, videlicet Christianissimus Francorum Rex, Boloniæ; Illustrissimus verò Rex Angliæ, Calesiæ, prima Octobris, quibus se omnia & singula præscripta, capitulata, rata & grata habere significabunt, unà cum nominibus judicum, & designationibus locorum constituendorum.

Quod si articulos prædictos in totum aut partem confirmare voluerint, certiores se invicem infra octavam Septembris proxime insequentis propriis litteris & nuntiis efficient. Acta hæc fuerunt Boloniæ, per dictorum Principum legatos. In cujus rei testimonium signa & nomina subscripserunt & apposuerunt die 24. Maji, anno Domini 1497. Sic signatum, FF. de Crequy. J. Bâtard de Cardone. G. de Sandouville. N. de Sonis. Robertus Midelton. Thomas Routhale. Joannes Turberville, miles.

Hinc est quòd nos accuratè, visis & diligenter ponderatis dictis articulis, illorumque tenore attento, dictorum oratorum diligentiam, fidem simul & prudentiam comprobantes, cupientes summopere cuique quod suum est reddi, & securitatem omnibus hominibus, maxime autem nostris, & dicti fratris & consanguinei nostri Francorum Regis subditis, præstari, his & aliis causis ad hoc nos juste moventibus, habita super hoc Consilii matura deliberatione, articulos superiùs incorporatos, ac omnia & singula in eis, & quolibet ipsorum, contenta, decisa, gesta, provisa, & deliberata, ratos & gratos, rataque & grata habentes, de nostra scientia, plena potentia, & autori-

ANS de J. C. 1497.

tate regia, comprobamus, firmaque facimus, ac volumus & decernimus in verbo regis, roboris firmitatem perpetuò habituras & habitura. Quocirca dilectis & fidelibus consiliariis nostris, gentibus Magni Consilii ac Concellariæ nostræ, necnon Justitiæ tam de Banco nostro, quàm ad communia placita deputatis, Baronibus Scaciarii nostri Westmonasterienſis, Admiraldo & Viceadmiraldo Angliæ, ac univeſis Majoribus, Ballivis, Senechallis, Præpoſitis, & judiciibus, cæteriſque Juſticiariis noſtris, aut eorum loca tenentibus præſentibus & futuris, & cuilibet ipſorum tenore, & præſertim damus in mandatis, quatenus articulos præinſertos & omnia & ſingula in eis contenta teneant, obſervent, & impleant, teneriquè & impleri & inviolabiliter obſervari faciant, & ſecundùm ea decidant atque determinent de querelis, litibus, & controverſiis, de quibus inibi fit mentio, compellendos ad hoc compellendo omnibus viis & modis juridicis, non obſtantibus quibuſcumque legibus, ordinationibus regiis, ſtatutis, oppoſitionibus, appellationibus, conſuetudinibus, & ſtilis in contrarium facientibus. Et inſuper volumus, quòd tranſumpto ſeu *vidimus* præſentium litterarum ſub ſigillo regio confecto, fides indubia adhibeatur. In cujus rei teſtimonium magnum ſigillum noſtrum litteris præſentibus duximus apponendum. Datum apud Weſtmonaſterium, quinto decimo die Januarii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo ſeptimo, & regni noſtri tertio-decimo.

DLXV.

ANS de J. C. 1497.

LES SUISSES, ET LES GRISONS.

Traité d'Alliance & de Confédération perpetuelle entre les ſept Cantons de ZURICH, LUCERNE, URY, SCHWITZ, UNDERWALDEN, ZUG, & GLARIS *d'une part, & les* GRISONS *d'autre, fait le Mecredi avant la S. Jean, l'an* 1497. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 476.

AU nom de Dieu Amen. Comme il ſoit, que par la tranſgreſſion du premier homme, par les longues années & changement de temps, l'entendement & la memoire ſe perdent; dont eſt de beſoin pour inſtruction & perpetuelle memoire à ceux, qui ſuccedent aprés nous, leur aſſeurer par eſcrit les choſes, qui doivent durer longuement. Pour cette cauſe nous les Bourgemeiſtre, L'Advoyer, Ammanz, Conſeillers, Bourgeois; Paiſans & Communeautez de ZURICH, LUCERNE, URI, SCHUIZ, UNDERWALDEN, deſſus & deſſoubs le Bois, ZUG, avec les offices forains, & de GLARIS nommement les ſept Cantons des Ligues d'une part: Et nous les Ammans & Communautez des * Offences, Bailly & Communauté de (*a*) Luguts; Amand & Communauté du (*b*) Verfux; Amand & Communauté de (*c*) Walteſſeburg; Amand & Communauté de Fayen deſſus le bois; Amand & Communauté de (*d*) Flumba; Amand & Communauté de (*e*) Schloys; Amand & Communauté de (*f*) Treſmes; Amand & Communauté de Heinzenberg, (*g*) Tuſſis & Caix; Amand & Communauté de (*h*) Stanne; Amand & Communauté de (*i*) Reymald; Amand & Communauté de (*k*) Muſoc & (*l*) Raffles; Amand & Communauté de Safien; Amand & Communauté de (*m*) Stopmen; Amand & Communauté de Flaſſe tous en General en la Ligue Griſe du hault Païs des GRISONS d'autre part, faiſons ſçavoir & certifions à tous & un chaſcun, qui au temps advenir verront lire & orront lire ces preſentes Lettres, que avons mis en grande deliberation & conſideration, l'amitié, affection & fidelité, que nos Predeceſſeurs de bonne Memoire ont tousjours eus par enſemble en toutes leurs affaires, & le fidel regard, qu'ils ont eu les uns ſur les autres de tout temps, juſques à preſent; En quoy deſirant perſeverer, & pour le bien de nos Pays & Subjects augmenter & continuer une telle amitié; avons accordé, dreſſé & conclud par enſemble cette perpetuelle bonne amitié & confederation, accordons, dreſſons & concluons publicquement par ces preſentes Lettres pour nous & tous nos perpetuels Succeſſeurs en la maniere comme cy aprés de mot à autre eſcrit eſt, & eſt telle.

(*a*) al. Lugnits.
(*b*) Overſax.
(*c*) Waltenſpurg.
(*d*) Flembs.
(*e*) Schloewys.
(*f*) Treſmes.
(*g*) Toſanna.
(*h*) Tannins.
(*i*) Rhinwal.
(*k*) Maſok.
(*l*) Ruffée.
(*m*) Schopine.

ANS de J. C. 1497.

1. Premierement, que les dictes deux parties en tous leurs affaires & negotiations ſe devront aſſeurer des uns les autres, de toute amitié, faveur & advancement, & avoir un fidel ſoin les uns ſur les autres, auſſi ne pourra l'une des dictes parties aſſaillir, dommager, courir ſus, ny faſcher aucuns des ſujets de la dicte partie, en ſes Terres, Païs & Chaſteaux ou Villes. Et ſi quelques uns quels qu'ils pourroient eſtre, entreprinſent telles choſes, il y ſera en toute diligence pourveu, & remedié, pour l'empecher.

2. Secondement, que les dictes deux parties d'eux meſmes * courir ſus, aſſaillir ny endommager ny permettre à aucune de le leur faire; ains ſe contentera une chaſcune partie de la juſtice; ainſi que cy apres purement ſera declaré & nommement au cas, que les dicts ſept Cantons des Ligues en general ou aucun Canton particulierement contre & envers les dicts Griſons ou aucunes de leurs Communes particulierement, ou enſemblement ou que les dicts Griſons generalement ou particulierement euſſent action ou querelle, dont amiablement ne ſe pourront accorder, faudra pour demander & avoir le droict & la juſtice venir au Val Euſtal, là ou dedans un mois, ſi requis il eſt, ſeront eſleus & choiſis deux hommes, non ſuſpects, pour juges & Deputez en la juſtice; leſquels corporellement feront ſerment à Dieu & aux Saincts * telles cauſes & differends, qu'ils ne pourront accorder amiablement, ce que toutes fois au commencement ils debvront eſſaier promptement & briefvement, apres avoir ouy les tiltres des deux parties, qu'ils voudront mettre en avant, par leur dict ſerment vuider & juger par la juſtice. Et ce que auſſi par la juſtice des dicts quatre juges ou la pluſpart d'entr'eux ſera cogneu & ſentencié, ſeront les deux parties tenues le garder, tenir & accomplir ſans aucune excuſe, retardement ny appellation quelconque, mais ſi les dicts quatre eſtoient en leurs jugemens d'opinions contraires, l'acteur eſlira & choiſira un ſuperarbitre dans les Terres & Païs de la reſidence du deffendeur, qui ſoit homme de bien, & non ſuſpect, lequel s'obligera auſſi comme deſſus & par ſon ſerment; & luy ſera mis entre les mains tout le procez & les ſentences; ſera auſſi tenu par ſon dict ſerment de donner ſa voix aux uns des dicts juges, ainſi que par la raiſon & droict il cognoiſtra le mieux, dedans un mois apres; & là ou il baillera ſa voix cognoiſſant eſtre le plus juſte & equitable ſera pareillement par les dictes deux parties enſuivi, ſans aucun contredict ny appellations quelconques, comme dict eſt. Et ſi aucuns particuliers des dictes deux parties avoient ou pourroient avoir par cy aprés action ou demande les uns envers les autres, l'acteur ſera tenu pourſuivre le deffendeur au lieu de ſa reſidence & pardevant la juſtice de ſa Souveraineté dudict deffendeur, de laquelle juſtice il debvra ſe contenter ſi non que juſtice en tels lieux fuſt à aucuns ouvertement refuſée, & qu'il demeuraſt ſans juſtice, & que cela fuſt tout evident & manifeſté, alors iceluy pourra chercher ſon bon droict ailleurs comme la raiſon le veut.

4. Nul de ceux qui ſont compris en cette Alliance nè pourront & ne debvront arreſter, gaiger, ou faire arreſter, perſonne que ſes vrays debiteurs, qui publicquement luy confeſſeront le debte, ou les pleiges & fiances qui luy auroient faict promeſſe.

5. Les dictes parties promettront l'une à l'autre laiſſer

ANS de J. C. 1497. laisser aller & venir par leurs Villes, Chasteaux, Terres & Seigneuries, toutes marchandises vendables selon la necessité; * toutefois non plus avant, que dedans leurs Terres, & pour leur seul voyage, sans le mener plus outre: & des deux costez seront les chemins publics ouverts & libres aux parties, sans aucunes impositions de nouveaux peages ny autres innovations, ains en useront comme du passé.

6. Il a aussi esté dict & advisé, advenant que aucuns des dictes parties au temps advenir se voulut joindre & aller plus amplement avec Seigneurs, Villes & Pays, que ce pourra faire moyennant, que ce soit sans prejudice de cette Alliance, laquelle doit tousjours estre preferée.

7. Si l'une de dessus dictes deux parties avoient guerres avec aucuns, ne pourra prendre ne accepter Paix ou Trefves, que l'autre partie n'y soit aussi comprinse.

8. Nous les dessus dicts sept Cantons des Ligues, & nous la dicte Ligue Grise du hault Pays des Grisons, avons en general, & un chascun particulierement, reservé, & reservons en cette perpetuelle Alliance, en premier lieu le Saint Siege de Rome, le Sainct Empire Romain, & toutes les confederations, obligations anciennes & intelligences que devant la datte des presentes nous aurions accordé & conclud, avec qui que ce pourroit estre.

9. Nous les dessus deux parties avons aussi expressement reservé & conclud, si par cy apres tost ou tard, pour le bien de nous tous fussions tous d'un commun advis d'augmenter, changer ou diminuer quelque chose en cette Alliance, que le pourrons bien faire selon nostre volonté; toutes fois sera cette presente perpetuelle Alliance & Confederation par nous les dictes deux parties pour nous, & tous nos Successeurs perpetuellement fidelement & inviolablement gardée, observée & entretenue, tous dols exceptez.

10. Et pour ferme & perpetuelle corroboration de toutes les choses cy dessus escrites, nous les dicts Alliez des sept Cantons, à sçavoir de Zurich, Lucerne, Ury, Schuiz, Underwalden dessus & dessoubs le bois, Zug avec les offices forains, & de Glaris; avons faict pendre les seaux de nos Villes & Pays publiquement à ces presentes deux Lettres; & nous les Amans & Communautez de toutes les justices de la dicte Ligue du haut Pays des Grisons avons prié & requis en forme de recommandation les cy aprés nommez d'aussi faire mettre & faire pendre leurs sceaux à ces presentes Lettres pour toutes les Communes, & aucun de nous les dessus dictes Ligues Grises, generalement de tous les Pays de Grisons pour expresse-ment nous obliger en tout ce que dessus, à sçavoir, Hans Brunold juge du Pays &c. avec les sceaux de leurs Communes; & furent faictes le Mercredy devant la Sainct Jean l'an courant aprés la nativité de nostre Seigneur Jesus-Christ, mil quatre cens quatre-vingts-dix-sept.

DLXVI.

ANS de J. C. 1498. FRANCE ET DANEMARC. *Traité de Paix & d'Alliance entre le Roi de France*, LOUIS XII. *& JEAN Roi de Danemarc & de Suéde, par la Médiation de Jâques, Roi d'Ecosse. Fait le* 8. *Juillet* 1498. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 399.

JOANNES, Dei gratiâ, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottorumque Rex, Dux Slesvicensis, ac Holsatiæ, Stormariæ, & Ditmarsiæ, Comes in Oldenbourg, & Delmenhorst, universis præsentes literas inspecturis, salutem & sinceram dilectionem. Cùm per patentes nostras litteras in castro nostro Regio Korssoor, die octavâ Julii, anno nativitatis Christi, millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo datas, quarum copia infrà præsentibus reperitur inserta, in Illustrissimum & Potentissimum Dominum, Dominum Jacobum, Scotorum Regem, nepotem, & confœderatum nostrum carissimum, compromiserimus, pro confœderatione solidâ, amicitiâ, ligâque perpetuâ, inter Excellentissimum, Potentissimum, & Invictissimum Principem, consanguineum nostrum LUDOVICUM, eadem gratiâ Francorum, Siciliæ, & Jerusalem Regem, ac Mediolani Ducem, &c. & nos tractandâ, deliberandâ, & concludendâ, tallter quòd ejus subditi, & nostri, ut boni & veri amici, confœderati, in illius, & nostris Regnis, Terris, & Dominiis, simul & vicissim tutò mercarentur, merceseque transvehere, & omnes actus Mercatorios, & alios debitos exercere, gerere, & per aquas & terras frequentare securè & pacificè, semotis hinc indè omnibus impedimentis & nocumentis, valerent, atque possent. Qui dictus Serenissimus Rex Scotorum, nepos noster, & confœderatus carissimus, nostro nomine, & pro nobis, cum nobili, & strenuo milite, Domino Vedasto Affleck, Commissario, & Consiliario, ac Magistro Hospitii Excellentissimi, Potentissimi, & Invictissimi Principis Ludovici, Francorum Regis, consanguinei nostri prædicti, ad hoc cum omnimoda potestate per eum specialiter delegato, & deputato, tenorem & effectum litterarum, quæ sequuntur, tractavit, & concluſit.

ANS de J. C. 1498.

JACOBUS, Dei gratiâ Rex Scotorum, universis & singulis ad quorum notitias præsentes literæ pervenerint, cunctisque qui se Christianos profitentur, easdem litteras inspecturis, in nomine Salvatoris pacem & dilectionem. Divinis imbuti præceptis, sacrisque ejus eloquiis penitùs adhærentes, credimus caritatis vinculum, fraternitatis fœdus, dilectionis & unionis augmenta singulis, qui sub Christiana professione studia ducunt, & quàm maximè Regibus & Principibus, qui regnis & populis quàm pluribus præsunt, ad tranquillitatem vitæ, gloriamque perennem quàm necessaria & commodissima fore. In iis enim omnis perfectionis plenitudo, Regum amor, pax populorum, filiorum hæreditas, perpetuaque successio, ac spes æterni regni, stabilis etiam amicitiæ columna consistunt; per hæc Reges imperant, dominantur Principes, & unitate Spiritus, sincera & perpetua cum eis generatur dilectio, stabiliuntur & firmantur Imperia, Ecclesiæ pax, & Sanctæ Religionis augmentum, & quies subditorum fovent; auctor etiam ipse pacis non nisi pacis tempore ritè coli potest. Ipsâ namque omnium virtutum imperatrice, simultates, discordiæ, odia externa, rapinæ, dissensiones, & Christiani sanguinis effusio, & innumerabiles hominum strages evitantur, conculcantur & spernuntur. Nos perpensiùs animo nostro volventes, quàm salubre, quàm decorum, utile, ac salutiferum omnibus tam Regibus, quàm Principibus & subditis, semper extiterit in unitatis amore vinculum caritatis, pacis, & veræ amicitiæ inviolabiliter semper observare, quod suæ virtutis efficaciâ Regum corda solidè ad invicem perpetuò conjungit, & annectit, eo modo ut semel perfectè & integrè conjuncta ab invicem separari, aut disjungi non sinat, nec in mutui auxilii, roboris & virium contributione deficere. Hinc est quòd hujus Sanctæ Pacis, & divinæ caritatis amicitiam, dulcesque ejus fructus memoriâ recensentes, ad Excellentissimos, Potentissimos, & invictissimos Principes, fratres, & confœderatos nostros, Illustrissimum virum Ludovicum, Regem Franciæ, consanguineum nostrum, & Serenissimum avunculum nostrum Joannem, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottorumque Regem, &c. mentem & animum nostrum convertimus,

ANS de J. C. 1498.

mus, eosque nostris scriptis, nuntiis, & oratoribus, requestis, & intercessionibus, ac nostri amoris intuitu persuasimus, hortati sumus, & quantùm potuimus induximus, ut ipsi inter se, & Regna sua, Dominia, & subditos, pro se, suis hæredibus, & successoribus, Pacem, caritatem, unionem, & veram amicitiam perpetuis temporibus contraherent, inducrent, & vestirent. Ipsi verò Potentissimi, & Excellentissimi memorati Principes, divini amoris nomine & medio, justisque petitionibus, votis, & desideriis, ad hanc rem inducti, persuasi, & inclinati, ac pro pace, & tranquillitate suorum Regnorum, & subditorum imposterum habendâ & conservandâ, in nostram personam Regiam, tanquàm in consanguineum, fratrem, confœderatum, & amborum communem amicum, suis scriptis & nuntiis pro perpetua pace inter eos ineunda, compactanda, & firmanda compromiserunt, & se, hæredes & successores suos obligarunt, prout in eorum commissionibus subscriptis pleniùs continetur. Nos verò attendentes quàm plurima commoda, utilitates, & ineffabilia memorantes beneficia, quæ ex Pace, unione, & amicitia tantorum Principum ab invicem, Regnis, amicis, & subditis, futuris temporibus emergere, contingere, & evenire poterunt, triplicemque funem solidè compactatum non facilè rumpi posse, pro parte Illustrissimi & Carissimi avunculi nostri præfati, Joannis, Regis Daciæ, vigore suæ commissionis subscriptæ nobis commissæ, ex una, ac nobilis, & strenuus miles Vedastus Afflech, Commissarius & Consiliarius, ac Magister Hospitii Excellentissimi & Invictissimi Principis, Ludovici Francorum Regis, consanguinei nostri prædicti, virtute etiam commissionis sibi commissæ, ab alia, partibus, quoad Pacem, amicitiam & unionem perpetuam inter memoratos Principes, eorum Regna & subditos appunctuavimus, tractavimus, convenimus, & concluſimus, appunctuamus, tractamus, convenimus, concordamus & concludimus, nos cum eo, & ipse nobiscum, nominibus Principum prædictorum, in modum & formam subsequentem.

Imprimis videlicet, quòd præscripti Excellentissimi & Potentissimi Reges & Principes inter se, & quantum in eis est, pro se, hæredibus, successoribus, ligeis & subditis suis, firmam Pacem, veram concordiam, amicitiam, unionem, & tranquillitatem ab isto tempore in futurum perpetuam firmiter & inviolabiliter habebunt & observabunt, ac inter eorum Inclitissima Regna Franciæ, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, inter Terras, Patrias, & omnia Dominia eorumdem, eisdemque Regnis annexa, ac sub eorum obedientia & fide nunc & in futurum existentia, aliaque loca sua quæcumque, tam per Terras, quam per maria, & omnes aquas dulces, per suos armatos, cives, mercatores, ligeos, & subditos, hujusmodi Pacem, amicitiam, concordiam, & unionem in perpetuum observari & custodiri facient, & causabunt cum liberis ligeorum, subditorum, & mercatorum ad invicem communicatione, & mercium intercursu, ac cum libero introitu & exitu ligeorum, subditorum, & mercatorum Regni, Regnorum & Dominiorum unius Principis prædicti, in Regnum, Regna, ac Dominia alterius, cum libera quiete & morâ, subditorum navibus & mercibus, rebusque aliis quibuscumque, absque literis salvi conductus, aut respectuationis, quibuscumque, pro se, navibus, & rebus omnibus habitis & habendis, sic tamen quòd mercatores Regni & Dominii unius, costumas, & consueta onera, & debita Regibus, & Dominis alterius Regni, & Dominii ubi applicuerint, persolvent, & satisfacient. Quam quidem Pacem, amicitiam, concordiam, & unionem inter se, sua Regna, Dominia, Patrias, Terras & loca quæcumque, suosque ligeos & subditos, pro se, hæredibus & successoribus suis, ut suprà dictum est, prædicti Excellentissimi Principes, suis magnis, sine fraude & dolo, firmabunt & corroborabunt sacramentis, suasque per literas super præmissa, ratificatorias & confirmatorias hinc indè, prout opus fuerit, sub eorum magnis sigillis & subscriptionibus manualibus ratificabunt, & confirmabunt. Tenor commissionis sequitur.

ANS de J. C. 1498.

JOANNES, Dei gratiâ Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottorumque Rex, Dux Slesvicensis, ac Holsatiæ, Stormariæ, & Ditmarsiæ, Comes in Oldenbourg, & Delmenhorst, Excellentissimo Principi, & Domino Domino Jacobo Scotorum Regi, nepoti & Fratri nostro Confœderatissimo, salutem plurimam, & ad vota totius felicitatis prospera incrementa. Potentissime Princeps, nepos Carissime, quia pax cum hominibus est habenda, quæ suâ virtute guerras exterminat & elidit, odia præscindit & jurgia, ac conciliat Discordes. Exindè occasione susceptâ, pari modo naturalis caritatis quâ nobis Vestra Regia Majestas non immeritò censetur affecta, sacrâque admonitione edocti, animos nostros Regios sic duximus maturandos. Quoniam inter felicissimæ recordationis Potentissimum Principem, Dominum Christiernum, progenitorem nostrum, Daciæ, &c. ac Christianissimos bonæ memoriæ Francorum Reges respectivè, confœderatio solida, amicitiaque perpetua mediis sacris inita & contracta, suis hinc inde tempestatibus inconcussa fuit, & irrefragabiliter observata. Sed quia tempora, uti fieri assolet, immutantur, & statuta quæ nimirum geruntur in tempore, persæpiùs innovantur, unde execrabilis quosdam de Francia incolas ambitio incitavit, ut nostrorum Regnorum subjectis plurima absque eorum demeritis dispendia irrogarent. Sed hujusmodi insolentias, æquitatis librâ, ac justissimæ rationis limâ permoti, impellebamur vi & potentiâ propulsare. Considerantes equidem quòd subditi dissidiis corroduntur, Regnaque, ac Regnorum cultores, Pacis & securitatis præsidio ac commodis eventibus prosperantur. De solerti igitur Vestræ Inclitissimæ Majestatis prudentiâ plenissimè confidentes, nostro, nostrorumque Regnorum, & incolarum nominibus, cum Oratoribus Christianissimi Principis Domini Ludovici, Francorum Regis Serenissimi, pleno & sufficienti ad hoc mandato suffultis, pacisendi, laudandi, arbitrandi, amicandi, confœderationes perpetuas, amicitias solidas, fraternitates irrefragabiles, ligas, & securitates perpetuò valituras faciendi, contractandi, ineundi, approbandi, & emologandi, damna damnis, injurias injuriis, spolia spoliis, aliisque gravaminibus gravamina desalcando, & pro suo recompensando arbitrio voluntatis, perfectum, plenum, & irrevocabile, speciale, & generale mandatum damus, & concedimus per præsentes. Alioquin in annum, seu annos aliquot firmas & inconcussas treugas nostro, nostrorumve Regnorum & incolarum, ut præfertur, nominibus, cum eodem Principe Christianissimo, suisque Regnis, & incolis constituendi, celebrandi, firmandi, & revalidandi Pacem, vobis memorato Principi, Illustrissimo Scotorum Regi, nepoti nostro amantissimo, conferimus facultatem, omniaque alia & singula faciendi, exercendi, & expediendi, quæ circa præmissas confœderationes, amicitias, fraternitates, seu treugas necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna, quæ nos ipsi in præmissis agere & firmare possemus, si nos ipsos contractui personaliter contingeret interesse. Fide validissima promittentes, nos totum id & quidquid per Vestram Majestatem, necnon Francorum Regis Oratores actum, contractum, concordatum, firmatum, conclusumve fuerit in præmissis, ratum, gratum, firmum, validum, inviolabiliter habituros. In quorum omnium & singulorum robur, & evidentiam firmiorem, præsentes secreto

ANS de J. C. 1498.

creto noſtro Regio inferiùs appenſo fecimus communiri. Datum in Caſtro noſtro Regio Korſſoor, die octava Julii, anno nativitatis Chriſti milleſimo quadringenteſimo nonageſimo-octavo.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme dés le tems & vivant de feu nôtre tres-cher Seigneur & Couſin le Roi Charles, que Dieu abſolve, eût été paroles & ouverture de faire & traiter une Paix, amitié, & alliance entre feu nôtredit Seigneur & Couſin d'une part, & nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Roi de Danemarc d'autre, & les ſujets d'une partie & d'autre, laquelle Paix & alliance, obſtant le decez d'icelui feu nôtre Seigneur & Couſin, n'ait peu être concluë. Parquoi pour en icelle mettre fin & concluſion, ſoit beſoin commettre & deputer quelque bon, & notable perſonnage, ſage & diſcret, & à nous ſeur & feable, aiant de Nous pouvoir de ce faire. Savoir faiſons, que Nous ce conſideré, & à la bonne confiance que nous avons de la perſonne de nôtre amé & feal Conſeiller, & Maître d'Hôtel Vidas Afflech, Chevalier, & de ſes ſens, loiauté, bonne prudhommie, & experience. Icelui pour ces cauſes, & autres à ce Nous mouvans, avons commis, deputé, & delegué, commettons, deputons, & deleguons par ces preſentes, & lui avons donné & donnons plein pouvoir, & mandemant ſpecial de par le moien, conduite & avis de nôtre tres-cher, & tres-amé Frere & Couſin, & allié le Roi d'Ecoſſe, qui a guidé, & dreſſé cette matiere, faire, traiter & conclure entre nous, & ledit Roi de Danemarc, une bonne Paix, amitié, confederation & alliance, par laquelle les ſujets de chacun de noſdits Roiaumes, Païs & Seigneuries pouront aller & venir marchandement, & autrement, par Mer, Terre, & Eau douce les uns avec les autres; c'eſt à ſavoir les nôtres audit Roiaume de Danemarc, & ceux dudit Roiaume au nôtre de France, Païs, & Seigneuries de nôtre obeïſſance, ſeurement & paiſiblement, comme bons amis, confederez & alliez, ſans rien eux demander, ni faire, ou porter dommage les uns aux autres, en quelque maniere que ce ſoit. Et ſur ce faire paſſer & accorder avec ledit Roi de Danemarc, ou ſeſdits deputez & deleguez, aians pouvoir ſuffiſant, comme dit eſt, tous tels points & articles que beſoin ſera pour le bien, ſeureté, & entretenement de ladite Paix, amitié & alliance. Leſquelles choſes, qui ainſi ſeront faites par ledit Vidas Afflech en cette matiere, nous promettons en bonne foi, parole de Roi, avoir agreables, & tenir fermes & ſtables, ſans aller au contraire, & icelles confirmer & ratifier ſi beſoin eſt, & requis en ſommes. En témoin de ce nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel. Donné à Nantes le dix-ſeptieme jour de Janvier, l'an de grace 1498. & de nôtre Regne le premier.

QUas literas perſpicaciter & maturè attentas, ad majoris roboris & efficaciæ firmitatem & ſecuritatem, opportunum ſit noſtra ex parte ratificari, & approbari, prout, & quemadmodum Excellentiſſimus, Potentiſſimus, & Inviciſſimus Princeps, Ludovicus, conſanguineus & confœderatus noſter præfatus ſua pro parte ratificaverat & approbaverat eaſdem. Hinc eſt quod ſuprà dictis perpenſatis, volentes, & deſiderantes omnia & ſingula quæ ſuper hanc materiam per Sereniſſimum Principem Jacobum, Scotorum Regem, nepotem, & confœderatum noſtrum cariſſimum, compromiſſarium præfatum, geſta & facta extitere, intertenere & cuſtodire omnes articulos, puncta, tractatus, & concordationes, & omnia ſuprà dicta, prout in ſuis literis Regiis ſuperiùs inſertis jacent, & continentur, ut & tanquam gratas, & ratas habentes ratificavimus & approbavimus, ratificamuſque, & approbamus per præſentes manu noſtra ſignatas, & inſuper eas, & ea promiſimus & promittimus, in fide, & verbo Regio, & ſub noſtro honore cuſtodire, obſervare, & intertenere, cuſtodirique, obſervari, & intertineri facere inviolabiliter, quovis modo minimè contraveniendo. In cujus rei teſtimonium noſtræ Regiæ Majeſtatis ſigillum duximus præſentibus apponendum. Datum in Caſtro noſtro Haffnenſi, die Martis quartâ decimâ menſis Octobris, anno nativitatis Chriſti milleſimo quadringenteſimo nonageſimo nono. Joannes. De mandato Regis, Nicolaus.

ANS de J. C. 1498.

Chriſtianiſſimo, Potentiſſimo, ac Inviciſſimo Principi & Domino, Domino Ludovico, Dei gratiâ Francorum, Siciliæ & Jeruſalem Regi, Duci Mediolani, &c. fratri, conſanguineo, & confœderato noſtro cariſſimo.

CHriſtianiſſimo & Potentiſſimo Principi, noſtro cariſſimo & amantiſſimo Fratri, conſanguineo & confœderato Ludovico, Dei gratiâ Regi Franciæ, Siciliæ, Jeruſalem, Mediolani Duci, &c. Joannes eadem gratiâ Rex Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, & Gottorum, Dux Sleſvicenſis, ac Holſatiæ, Stormariæ, & Ditmarſiæ, Comes Oldenbourg, & Delmenhorſt, Salutem, & integram dilectionem. Altiſſime & Potentiſſime Princeps, & noſter cariſſime, & amiciſſime frater, conſanguinee, & confœderate, nuper patentes veſtras literas per veſtrum armorum Regem Mactonicuſum, latorem præſentium recepimus, amicitiam, confœderationem & ligam, inter vos & nos factam & concluſam, mediatore noſtro bono fratre, conſanguineo & confœderato, Rege Scotiæ, nepote noſtro cariſſimo, continentes, pariter & alias clauſas, in quibus narratis vos amicitiam, confœderationem, & ligam hujuſmodi pro parte veſtra juraſſe, ac eam per patentes veſtras literas eaſdem ratificaſſe, & approbaſſe. Deſiderantes hoc idem pro noſtra parte per nos pariter fieri ut requiritur, & oportet. Quam & nos ob id pro noſtra parte juravimus, atque per noſtras patentes literas approbavimus, & ratificavimus, vobis per eundem veſtrum armorum Regem Mactonicuſum dirigentes, & deſtinantes eaſdem. Cui, poſtquam nobis veſtro nomine bonum & conſervationem dictæ noſtræ amicitiæ & confœderationis contingentia, ac de rebus & novis veſtris quæ nobis ſummoperè placent declaraſſet, de noſtro proſpero ſucceſſu narravimus, deſiderantes vos æqualem & majorem in omnibus ſemper habere poſſe, & valere. Et ſi quid nos poterimus, id veſtrum ſemper arbitrabimur. In Chriſto valentes, qui vos in altiſſimâ fœlicitate incolumes, & longævos cuſtodire, & confovere dignetur, & velit. Ex Caſtro noſtro Haffnenſi, die Martis decimâ quartâ menſis Octobris, anno nativitatis Chriſti milleſimo quadringenteſimo nonageſimo-nono, noſtro Regio ſub ſigneto.

ANS de J. C. 1498.

DLXVII.

FRANCE ET AUTRICHE.

Traité entre LOUIS XII. *Roi de France, &* PHILIPPE *Archiduc d'Autriche, pour les foi & hommage dûs au Roi pour les Comtez de Flandres & d'Artois. A Paris le 2. Aoûſt* 1498. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 404.

PHILIPPE, par la grace de Dieu Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Stirie, de Carintie, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg & de Gueldres, Comte de Haſbourg, de Flandre, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, Landgrave d'Alſace, Marquis de Burgau & du Saint Empire, de Hollande, de Zelande & de Ferrette, de Kibourg, de Namur, & de Zutphen, Comte & Seigneur de Friſe ſur la Marche, d'Eſclavonie, de Portenau, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme aſſez tôt aprés le decez & trepas de feu de tres-digne memoire Monſeigneur le Roi Charles VIII. Nous avons employé devers Monſieur le Roi Tres-Chrêtien d'apreſent, nos tres-chers & feaux Meſſire Englebert, Comte de Naſſau & de Vianne, Seigneur de Breda, nôtre Couſin & Lieutenant General en Flandre; Philippe de Contay, Ecuier, Sieur de Foreſt, nôtre Gouverneur & Capitaine d'Arras; Jean le Sauvage, Sieur d'Eſcanvete, nôtre Preſident de Flandre; Jean de Tinteville, Chevalier; & Laurent du Blioul, notre Secretaire ordinaire, & Greffier de nôtre Ordre de la Toiſon d'Or, nos Ambaſſadeurs, a tout pouvoir & procuration ſuffiſante, pour avec mondit Sieur le Roi, & ſur l'entretenement, continuation & accompliſſement du Traité de Senlis, & ce qui en dépend, beſogner, traiter, & conclure: & leſquels nos Ambaſſadeurs, aprés pluſieurs communications ſur ce euës avec mondit Sieur le Roi & ſes Deputez, aient finalement au nom de Nous, & en vertu de leurdit pouvoir, beſogné, Traité, & conclu, & de ce baillé leurs lettres à mondit Sieur, par leſquelles entre autres choſes ils ont promis en dedans un mois; à conter de la date de leurſdites lettres, le contenu en icelles nous faire agréer & ratifier, comme ces choſes ſont à plein contenuës en leurſdites lettres, dont la teneur s'enſuit.

NOus Englebert, Comte de Naſſau & de Vianne, Sieur de Breda, Lieutenant General de Monſieur l'Archiduc en ſon Païs de Flandre; Philippe de Contay, Ecuier, Sieur de Foreſt, Gouverneur & Capitaine d'Arras; Jean le Sauvage, Sieur d'Eſcanvete, Preſident de Flandre; Jean de Tinteville, Chevalier; & Laurent du Blioul, Secretaire en Ordonnance de mondit Sieur, & Greffier de ſon Ordre de la Toiſon d'Or, Ambaſſadeurs & Deputez de mondit Seigneur, pardevers tres-haut, tres-excellent, & tres-puiſſant Prince, le Roi Tres-Chrêtien de France.

Savoir faiſons à touts, qu'en vertu du pouvoir à Nous pour ce ſpecialement donné de par mondit Seigneur, & aprés que de ſa part nous avons ſupplié & requis audit Sieur Roi, qu'en ſuivant le Traité de Senlis, ſon plaiſir fût rendre à mondit Sieur les trois Villes & Châteaux d'Artois, à ſavoir Bethune, Aire, & Heſdin: & outre plus en aiant regard au droit de mondit Seigneur és Duché de Bourgogne, & Comtez d'Auſſonne, Auxerrois, Mâconnois, Bar-ſur-Seine, & autres parties par lui querellées, ſon plaiſir fût auſſi les lui rendre par voie amiable; ouïes & entenduës ſur tout les difficultez miſes en avant de la part d'icelui Sieur Roi, & aprés les choſes debatuës d'une part & d'autre, nous avons Traité avec icelui Sieur. ANS de J. C. 1498.

A ſavoir, que moiennant que icelui Sieur Roi, en aiant regard aux affaires de Monſieur l'Archiduc, & à ce qu'en ſa perſonne il ne ſe pourroit bonnement trouver vers lui, pour lui faire les foi & hommage eſquels il eſt tenu pour raiſon des Comtez de Flandre & d'Artois, & de ce qu'il peut tenir de lui & de ſa Couronne de France, a accordé à mondit Sieur qu'il puiſt ou pourra faire en ſa perſonne leſdites foi & hommage, à tel bon & grand perſonnage, que ledit Sieur Roi pour ce ſpecialement deputera & envoiera audit Païs & Comté d'Artois, en tel lieu que choiſira mondit Sieur audit Païs; mondit Sieur en ce cas eſt & ſera content, que les vies durant d'icelui Sieur Roi & de lui conjointement, il ne puiſt ou pourra faire aucunes pourſuites pour avoir ou recouvrer leſdits Duché de Bourgogne, Comtez & Seigneuries de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-ſur-Seine, par nous requiſes, comme dit eſt, & autres parties quelconques par lui querellées, par voie de fait ni de juſtice, mais bien par humble requeſte & voie amiable. Et outre que ce que dit eſt, moiennant, eſt & ſera mondit Sieur content ſurſeoir & attendre la reſtitution de ſes trois Villes & Châteaux d'Artois, que tient ledit Sieur Roi, juſques à ce que l'Armée du Roi des Romains, à quelque moien que ce ſoit, ſera retirée hors des Païs de Bourgogne, tant Duché comme Comté, & que lui Archiduc aura fait ſon devoir d'hommage, comme deſſus eſt dit, & que de tout ce faire fournir & accomplir ſans contravention mondit Seigneur s'obligera par ſerment ſolennel, ſur le Canon de la Meſſe, & ſous peines & cenſures Apoſtoliques, & de commiſe envers ledit Sieur Roi Tres-Chretien, de tout droit qu'il pretend eſdits Duché de Bourgogne, & autres Terres & Seigneuries par lui querellées, en cas de contravention au preſent Traité, & que icelui Traité mondit Sieur ſera tenu ratifier en dedans un mois prochain du jourd'hui, & en faire expedier ſes lettres patentes en forme dûë ſignées de ſa main, & ſcellées de ſon ſcel, avec les lettres & ſcellez de douze nobles hommes ſes ſujets, leſquels s'obligeront ſous leur honneur, & à peine de parjure, & les ſcellez des quatre Membres de Flandre, & de huit bonnes Villes des Païs de ſon obeïſſance, en la forme accoûtumée; iceux nobles & bonnes Villes au choix & nomination dudit Sieur Roi Tres-Chrêtien; auquel Sieur Roi mondit Sieur en dedans deux mois prochainement venans, fera entierement delivrer leſdites ſeuretez, lettres, & ſcellez.

Pourvu toutefois que dés maintenant icelui Roi Tres-Chrêtien s'oblige par ſerment ſolennel, qu'il ſera ſur le Canon de la Meſſe, & des Saints Evangiles, & ſous peine des cenſures Apoſtoliques, en renonçant au privilege d'exemption que d'icelui il pourroit ou pourra avoir, & à toute autre cautele, de rendre à mondit Sieur ou ſes Commis, ſeſdites trois Villes & Châteaux d'Artois, à ſavoir Aire, Bethune & Heſdin, avec leurs appartenances en l'état qu'ils ſont de preſent, l'Artillerie, & autres meubles reſervez tant ſeulement, & demeurant au plaiſir du Roi incontinent que l'Armée dudit Sieur Roi des Romains, à quelque moien que ce ſoit, comme dit eſt, ſera retirée hors deſdits Païs de Bourgogne, tant Duché que Comté, & moiennant l'hommage prealablement fait par mondit Sieur, comme dit eſt.

Et en outre que ledit Sieur Roi Tres-Chrêtien s'oblige comme deſſus, de non faire pourſuitte les vies durant de lui & de mondit Sieur conjointement, comme dit eſt, de tel droit qu'il pretend és Villes & Châtellenies de Lille, Doüay, & Orchies, par voie de fait ni de juſtice, mais bien par voie amiable, à

peine

ANS de J. C. 1498.

peine auſſi de perdre ledit droit par lui pretendu eſdites parties.

Et lequel Traité en la forme que deſſus, par ledit Sieur Roi Tres-Chrêtien, pour ſoi, & nous Ambaſſadeurs deſſus nommez, pour Monſieur l'Archiduc, avons reconnu, juré & promis ſous les peines que deſſus, en la preſence de deux Notaires Apoſtoliques & Imperiaux, qui nous en ont baillé inſtrument, & depuis ſolennellement auſſi juré & promis en l'Egliſe Nôtre-Dame de Paris, les mains dudit Sieur Roi, & en aprés les nôtres, miſes & appoſées aux Saints Evangiles, Nous au nom de mondit Sieur l'Archiduc, pour lui promettons entretenir & faire entretenir, & outre plus l'agréer & ratifier par icelui Sieur Archiduc en dedans le temps d'un mois prochain, & de ce ſur ce que dit eſt, faire expedier les ſeuretez, lettres, & ſcellez pour la part de mondit Sieur deſſus touchez, & le tout faire delivrer audit Sieur Roi Tres-Chrêtien en dedans deux mois prochains venans, & le tout ainſi & pareillement que ledit Sieur Roi fait, & en ſuivant la teneur de ſes lettres patentes ſignées de ſa main, & ſcellées de ſon ſcel, leſquelles il nous a fait delivrer; le Traité de Senlis en tous ſes autres points & articles demeurant en ſa force & vertu.

En témoin de ce Nous avons ſigné ces preſentes de nos ſeins manuels, & à icelles fait appendre nos Sceaux. Donné à Paris le deuxieme jour d'Aouſt l'an de grace 1498. Ainſi ſigné, E. de Naſſau. Philippe de Contay. J. le Sauvage, & Laurent du Blioul.

SAvoir faiſons, que Nous aiant agreable ce que par noſdits Ambaſſadeurs a en ce de par nous été fait, Traité & conclu, & tout le contenu eſdites lettres deſſus tranſcrites, Nous l'avons ratifié & confirmé, ratifions & confirmons par ces preſentes; & en outre avons promis & juré, promettons & jurons en parole de Prince, & ſur les Saints quatre Evangiles de Dieu nôtre Createur, & le Canon de la Meſſe, pour ce par nous corporellement & ſolennellement touchez en l'Egliſe Sainte Goule en cette nôtre Ville de Bruxelles, & ſous l'obligation & ſoumiſſion que nous en avons faite & faiſons aux cenſures Apoſtoliques, de faire tenir & accomplir les choſes contenuës eſdites lettres deſſus inſcrites, & chacunes d'icelles, ſelon leur forme & teneur, ſans jamais venir ou faire venir au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit. En témoin de ce, Nous avons ceſdites preſentes ſignées de nôtre main, & y fait mettre nôtre ſcel.

Donné en nôtredite Ville de Bruxelles, le ſeiziéme jour d'Aouſt l'an de grace 1498. Signé ſous le repli, Philippe. Et ſur ledit repli eſt écrit, par Monſeigneur l'Archiduc, Vous le Prince de Chimay, les Sires de Fiennes, de Berſelles, ſecond Chambellan de Houthen, Chancelier de Brabant; le Prevoſt de Lixe & de Saint Donat; Meſſire Cornille de Berghes, Maréchal; le Prevoſt de Louvain, & autres preſens, Numan. Collation faite & ſcellée de cire rouge ſur double queuë.

DLXVIII.

ANS de J. C. 1498.

FRANCE, CASTILLE ET ARRAGON.

Traité de Paix & de Confédération & Alliance, entre LOUIS XII. *Roi de France, d'une part; &* FERDINAND & ELIZABET, *Roi & Reine de Caſtille & d'Aragon, d'autre. Au Monaſtére des Celeſtins proche de Marcouſſis, le 5. Août* 1498. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 407.

FERDINANDUS & ELISABET, Dei gratiâ Rex & Regina Caſtellæ, Aragonum, Legionis, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galeciæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algeſiræ, Gibraltaris, & Inſularum Canariæ, Comes & Comitiſſa Barchinonæ, Domini Viſcaiæ & Molinæ, Duces Athenarum & Neopatriæ, Comes & Comitiſſa Roſſilionis & Ceritaniæ, Marchiones Oriſtani & Gociani, univerſis & ſingulis præſentes literas inſpecturis, Salutem. Ea ſemper fuit pax & amicitia, quæ à vetuſtiſſimis temporibus inter Sereniſſimos Reges Hiſpaniæ, prædeceſſores noſtros, & Chriſtianiſſimos Francorum Reges, ſervata extitit, ut alia major nec æqualis unquam in orbe viſa ſit, nec utilior nedum utriuſque Regnis, verùm etiam univerſæ Reipublicæ Chriſtianæ. Idque non immeritò nos impellit, ut ſi cum omnibus Chriſtianis Principibus Pacem & amicitiam habere ſemper optaverimus, multò magis hæc à nobis optanda ſit, quæ tam uberes fructus parit. Igitur ſi omnia quæ noſtro nomine facta & pollicita ſunt, libenter confirmamus, nihil certè libentiùs quàm, ea quæ ad conſervandam & augendam Pacem & amicitiam antedictas reſpiciunt. Nuper inter Chriſtianiſſimum Principem LUDOVICUM Francorum Regem, fratrem, conſœderatum, & conſanguineum noſtrum cariſſimum, pro eo hæredibuſque & ſucceſſoribus ſuis Francorum Regibus, Regnis, Dominiis, & ſubditis ſuis parte ex una; & nos per Oratores, Nuncios, & Procuratores noſtros infrà ſcriptos apud eumdem Chriſtianiſſimum Francorum Regem Fratrem & conſœderatum noſtrum agentes nomine procuratorio, & in vim mandati ſive procurationis à nobis eiſdem conceſſæ, pro Nobis ac pro Sereniſſima Eliſabeta, quondam Portugalliæ Regina, filia noſtra primogenita, tanquam principe & hærede Regnorum Caſtellæ & Aragonum, ac Sereniſſimo Manuele, Rege Portugalliæ, tanquam viro ſuo legitimo, aliiſque hæredibus & ſucceſſoribus, ac Regnis, Dominiis, ac ſubditis noſtris, parte ex altera, ſuit inita, jurata & firmata pax, amicitia, concordia, unio & fœdus, ſub forma & capitulis ſequentibus.

IN nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis. Nos Alphonſus de Silva, Claviger Ordinis Militiæ de Calatrava, Capitaneus; Frater Antonius de la Penna, Ordinis Prædicatorum, in ſacra pagina Præſentatus, Prior Salamantinus, & Inquiſitor hæreticæ pravitatis; Fernandus, Duque de Strada, Magiſter Palatii; & Martinus de Angulo, Decretorum Doctor, Conſiliarii, Nuncii, Oratores & Procuratores ad infra ſcripta ſpecialiter deputati & conſtituti à Sereniſſimis, & Potentiſſimis Principibus & Dominis noſtris Ferdinando & Eliſabeta, Dei gratiâ Rege & Regina Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algeſiræ, Gibraltaris & Inſularum Canariæ, Comite & Comitiſſa Barchinonæ, & Dominis Viſcaiæ & Molinæ, Duce & Ducisſa Athenarum & Neopatriæ, Comite & Comitiſſa

ANS de J. C 1498.

mitissa Rossilionis & Ceritaniæ, Marchionibus Oristani & Gociani, universis & singulis præsentes literas inspecturis, salutem.

Inter cæteras animorum dictorum potentissimorum atque invictissimorum Regis & Reginæ, Dominorum nostrorum curas, quas pro pace, quiete, & tranquillitate Regnorum suorum, & rei publicæ illorum in dies gerunt, illam arbitrantur principaliorem, ad quam servandam Jesu Christi creatoris & redemptoris omnium glutino copulantur, & Catholicæ fidei fervore moventur, antiquarumque inviolatarum & illæsarum confœderationum ac amicitiarum firmitate muniuntur. Cùm itaque antiquissimis temporibus sua regia Corona regnaque sua conjuncta fuerint & colligata Coronæ potentissimæ & regno Franciæ hæreditaria quodammodo & indissolubili ac perpetua confœderatione, amicitia, & unione, adeò ut nullam justiorem, placidiorem, utiloremque & firmiorem suis Majestatibus, Regnis, Dominiisque suis confœderationem se habituros credant, attendentes quoque quòd qui inquisierunt pacem, & amicitiam servarunt, regna diu obtinuerunt, & jure hæreditario possederunt, & quòd in pace potestates firmantur, subsistitque validiùs & potentiùs resistit geminata virtus, & amicorum fides in prosperis felicissimum solatium, & in adversis firmissimum præsidium est. Quamobrem Principes qui Dei timorem & amorem rebus cæteris prætulerunt, pacem ad invicem omni sollicitudine ac pervigili cura inquirere & prosequi procurarunt. Idcircò vestigiis Serenissimorum ac Potentissimorum Illustrissimæque memoriæ Regum prædecessorum suorum inhærentes, intuentesque ex ipsa pace splendorem fidei Catholicæ & utilitatem non solùm utriusque regni, sed etiam Reipublicæ universæ Christianitatis augeri, decreverunt pro se & Serenissimis Principibus Manuele & Elisabet, Rege & Regina Portugalliæ, tanquam Principibus successoribus & hæredibus suis Regibus dictorum Regnorum Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. Regnisque & Dominiis suis, illam constanter, firmiter & inviolabiliter tenere, & in perpetuum servare, omnique innovatione cessante ipsam consolidare, & quantum in eis est in uberiorem firmitatem & sinceram fraternitatem ac dilectionem augmentare cum Christianissimo Principe Ludovico, Dei gratiâ Francorum Rege, successoribus, hæredibusque suis Regibus Franciæ, pro eo & Dominiis suis, de cujus Christiana religione, gloriosa fama, virtute & dignitate, & apud suas Majestates sincera affectione & dilectione indissolubili, ad plenum confidunt, cupientes toto suorum cordium affectu confœderationes ipsas observare, & firmioribus, quantum suis celsitudinibus cum Deo possibile est, sanctioribus & validioribus ac indissolubilibus conjunctionibus muniri, felicitati, tranquillitati, unitati & utilitati utrorumque Regnorum, Dominiorum, & subditorum suorum, quieti etiam totius orbis, & præsertim populi Christiani consulere. Propterea nos præfati Oratores, virtute mandati procuratorii nobis super hoc traditi à prædictis potentissimis Rege & Regina, Dominis nostris, & Illustrissimis Principibus supradictis (cujus quidem mandati litteras originales dicto Christianissimo Francorum Regi, realiter & cum effectu cum præsentibus tradidimus) indubitatam & perpetuam pacem, amicitiam, unionem, & inviolabilem confœderationem cum dicto Christianissimo Rege Franciæ, pro se ejusque successoribus, Regno, Terris & Dominiis suis, nominibus dictorum Regis & Reginæ, ac Principum Dominorum nostrorum, pro eis & successoribus suis, Regnis, Terris, & Dominiis eorumdem, inivimus, ordinavimus & fecimus, insequendo ea, quæ per dictum Christianissimum Francorum Regem, & cum eo fuerunt inita, tractata & concluſa, sub forma & modis sequentibus.

ANS de J. C. 1498.

Sequuntur articuli initi, firmati & jutati per nos Ludovicum, Dei gratiâ Francorum Regem, pro nobis, hæredibus & successoribus nostris regibus Franciæ, Regnis, Terris, Dominiis, & subditis nostris parte ex una; & nos Alfonsum de Silva, Clavigerum Ordinis Militiæ de Calatrava, Capitaneum Serenissimorum ac Potentissimorum Ferdinandi & Elisabet, Dei gratiâ Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. Et Fratrem Antonium de la Penna, Ordinis Prædicatorum in Sacra pagina Præsentatum, Priorem Salamantinum, & Inquisitorem hæreticæ pravitatis in dictis regnis dictorum Regis & Reginæ, & Fernandum Duque de Strada, Magistrum Palatii dictorum Regis & Reginæ; & Martinum de Angulo, Decretorum Doctorem, eorum Consiliarios, Nuncios, Oratores, & Procuratores ad hoc specialiter deputatos à præfatis Serenissimis & Potentissimis Rege & Regina, Dominis nostris, eorum nominibus, & pro præfatis Rege & Regina Serenissimis Manuele & Elisabet, Rege & Regina Portugalliæ, tanquam Principibus successoribus & hæredibus suis regibus dictorum Regnorum Castellæ, Legionis, Arragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. Regnis, Terris, Dominiis, & subditis eorum ex altera parte, super pace, amicitiâ, concordiâ, unione & fœdere inter nos prædictum Francorum Regem, & nos dictos Oratores nominibus quibus supra ad invicem factis, initis, concordatis & juratis.

Imprimis, quòd omnes inimicitiæ & rancores, si quæ fuerint aut potuerunt esse occasione guerrarum inter nos dictum Ludovicum Francorum Regem, aut prædecessorem nostrum, & dictos Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. ante actarum, utrimque remissæ sunt & remittuntur per præsentes, eritque de cætero inter nos dictum Francorum Regem, & præfatos Regem & Reginam, (sine tamen præjudicio jurium utriusque partis) non solùm vera, indubitata & perpetua pax, tàm per terram, quàm per mare, sed etiam strictissimum & peculiare fœdus omni ævo duraturum, pro conservatione, tutelâ & defensione personarum nostrarum, atque amborum statuum & Regnorum & Dominiorum utriusque partis, ità quòd de cætero nos præfatus Ludovicus Francorum Rex tenebimur pro tutelâ & defensione personarum & statuum dictorum Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. fratrum, & consanguineorum nostrorum, Regnorum Dominiorum suorum, quàm primùm ab eis super hoc fuerimus requisiti, dare & præstare, dabimus, & præstabimus eis fidele & legale auxilium pro posse nostro, contra & adversùs omnes, qui prædictis Regi & Reginæ fratribus & consanguineis nostris, aut prædictis Regi & Reginæ Portugalliæ, tanquam Principibus, successoribus, hæredibusque dictorum Regnorum, Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. & aliis successoribus hæredibusque suis regibus prædictorum Regnorum, aut Regnis & Dominiis subditisque suis, sub quocumque prætextu, causa aut occasione, quæ dici seu excogitari posset, directè vel per indirectum, clam aut apertè, moveant arma seu bellum inferant, aut inferre moliantur. Et dicta requisitione facta declarabimus nos apertè fore & esse inimicos omnium & singulorum, qui prædictos Regem & Reginam fratres, & consanguineos nostros, aut prædictos Regem & Reginam Portugalliæ, tanquam Principes, successores, hæredesque suos, aut alios successores hæredes suos, Reges dictorum Regnorum, & Regna, Dominia, subditosque suos invadent & satagent, & nitentur invadere, nemine viventium excepto, præter Romanum Pontificem, quantacumque sanguinis aut affinitatis conjunctione aut necessitudine nobis attineant & jungantur, etiamsi essent Serenissimi Reges Angliæ, Scotiæ,

ANS de J. C. 1498.

tiæ, & Navarræ, aut Illustris Archidux, aut Dux Lotaringiæ, aut eorum liberi. Et reciprocè nos dicti Oratores nominibus quibus suprà promittimus, quòd de cætero præfati Serenissimi ac Potentissimi Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. Domini nostri, tenebuntur pro tutela & defensione personæ & status dicti Christianissimi Regis Francorum, Regnorum & Dominiorum suorum, quàm primùm à dicto Christianissimo Francorum Rege super hoc fuerint requisiti, dare & præstare, dabunt & præstabunt ei fidele & legale auxilium pro posse suo, contra & adversùs omnes, qui prædicto Francorum Regi, successoribus, hæredibusque suis Regibus Franciæ, Regnis & Dominiis, subditisque suis, sub quocumque prætextu, causa & occasione quæ dici seu excogitari posset, directè vel per indirectum, clam aut apertè, moveant arma, bellum inferent aut inferre molientur. Et dicta requisitione facta declarabunt, se apertè fore & esse inimicos omnium & singulorum, qui prædictum Christianissimum Francorum Regem, aut successores hæredesque suos Reges Franciæ, Regna & Dominia subditosque suos invadent & satagent, & nitentur invadere, nemine viventium excepto, præter Romanum Pontificem, quantàcumque sanguinis aut affinitatis conjunctione aut necessitudine eis attineant & jungantur; etiamsi essent Serenissimus ac Potentissimus Romanorum Rex, aut Illustris Archidux ejus filius, aut Serenissimi Reges Angliæ, Portugalliæ, aut Rex & Regina Navarræ, aut eorum liberi.

Et nihilominùs, si dictus Christianissimus Rex Franciæ moveat arma, aut inferat, vel inferre velit bellum præfatis Serenissimis Regibus Romanorum, Angliæ, Portugalliæ, Regi & Reginæ Navarræ, & Illustrissimis Principi Walliæ, & Domino Archiduci, aut cuilibet eorum, præfati Serenissimi Rex & Regina Domini nostri poterunt præfatis Regibus & Principibus, & cuilibet eorum, pro eorum defensione dumtaxat, dare & præstare auxilium & opem contra prædictum Christianissimum Regem Francorum eis bellum inferentem, absque hujus pacis & fœderis præjudicio.

Et similiter, si præfati Rex & Regina fratres & consanguinei nostri moveant arma, aut inferant vel inferre velint bellum præfatis Serenissimis Regibus Angliæ, Scotiæ & Navarræ, & Domino Archiduci, aut Duci Lotaringiæ, & cuilibet eorum, nos præfatus Francorum Rex poterimus præfatis Regibus, & dicto Domino Archiduci, & dicto Duci Lotharingiæ, & cuilibet eorum, pro eorum defensione dumtaxat, dare & præstare auxilium & opem contra prædictos fratres & consanguineos nostros Regem & Reginam, absque hujus pacis & fœderis præjudicio. Et licet intentio nostra, & dictorum Regis & Reginæ, sit arma non movere, aut injustum bellum unquam inferre, tamen quoad cæteros Reges, Principes, Potentatus, aut Communitates, quicumque sint, prædictis exceptis, si nos prædictus Francorum Rex, aut præfati Rex & Regina, velimus aut vellent posthac eis movere aut inferre bellum, eos invadendo, hoc in casu neuter nostrûm poterit Regi, Principi, aut Communitati, per alterum nostrûm invasis dare aliquod auxilium directè vel indirectè, prætextu cujuscumque causæ aut occasionis, quæ dici aut excogitari posset.

Item. Est conventum & concordatum inter nos prædictum Regem Francorum, & nos prædictos Oratores nominibus quibus supra, quòd hujusmodi pax, amicitia, concordia, unio & fœdus fiat, ut dictum est, sine præjudicio jurium nostrorum, scilicet Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, & cujuslibet nostrûm. Ita tamen quòd quando nos dictus Francorum Rex, seu hæredes & successores nostri, aut dicti Rex & Regina, seu hæredes & successores sui, voluerimus & voluerint facere videri & visitari jura per nos Ludovicum Francorum Regem, aut per præfatos Regem & Reginam prætensa, tunc quilibet nostrûm teneatur eligere infra duos menses, à die requisitionis partis instantis numerandos, arbitros & judices neutrales in æquali numero, pro discutiendo & determinando de dictis juribus. Quos quidem arbitros sic electos quælibet partium tenebitur infra alios duos menses, à die electionis numerandos, ad insignem locum neutri parti suspectum & neutralem transmittere, quorum arbitrorum & judicum neutralium judicio quod super præmissis erit latum, inter nos seu successores nostros, & inter præfatos Regem & Reginam, aut successores suos, teneamur & teneantur obedire & acquiescere. Et si aliqua prædictarum partium id facere recusaverit, aut electionem prædictorum judicum neutralium pro parte sua, post factam sibi requisitionem infra dictum tempus facere noluerit, seu præfatos arbitros per eosdem electos ad prædictum locum neutri parti suspectum & neutralem, infra dictum tempus non transmiserit, in his casibus & quolibet eorum, altera pars quæ dictam requisitionem & transmissionem fecerit, aut quæ sententiæ paruerit, aut ejus hæredes & successores, poterit, aut poterunt recuperare jus suum seu rem prætensam propriâ autoritate, sine aliquo alio ministerio justitiæ.

ANS de J. C. 1498.

Item. Est conventum & concordatum, quòd dicta pax, amicitia, unio, concordia & fœdus fiat, & sit tam per mare, quàm per terram; & quòd omnes subditi nostri Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, liberè & sine aliquo impedimento possint & valeant venire, ire, redire, & per Regna & Dominia nostra, & dictorum Regis & Reginæ, & cujuslibet nostrûm, transire, & in eis negociari, morari, & Commercia tractare, ac si essent cujuslibet nostrûm. Itaque nullus eorûdem, aut aliquem ex eis, bona, merces, aut res eorum possit detinere, arrestare, aut molestiâ aliquâ eos afficere pro maleficiis, criminibus, delictis aut debitis alienis.

Item. Est conventum & concordatum pro observatione Commerciorum, & rei mercantilis, & ut ipsa Commercia Mercatorum Regnorum & Dominiorum nostrorum, & dictorum Regis & Reginæ, utiliùs fiant & conducantur in securitate debita, & ad utilitatem rei publicæ, quòd nos dictus Francorum Rex, & præfati Rex & Regina, ab utraque parte faciemus & facient, nominabimus & nominabunt, videlicet quilibet nostrûm pro parte sua æqualiter, conservatorem & conservatores pacis pro conservandis & manutenendis prædictis Commerciis & Mercatoribus.

Item. Est conventum & concordatum, quòd supersedeatur in executione omnium pignorationum seu marcarum, aut represaliarum ambarum partium; & quòd nominentur judices in fronteriis seu confinibus dictorum Regnorum ab alterutra parte, qui unà simul & in solidum judicent & determinent partibus auditis, quod jus & justitia eis suadebunt in prædictis pignorationibus seu represaliis jam factis; & quòd isti judices ad judicandum & determinandum de prædictis represaliis seu marchiis conveniant aliquando in limitibus regni Franciæ, & aliquando in limitibus præfatorum Regis & Reginæ, secundùm qualitatem negotii, vice æqualiter servatâ.

Et quia restitutio damnorum illatorum non solùm est pacis plurimùm inductiva, verùm etiam dictæ pacis omnisque amicitiæ & fœderis robur seu vigor perpetuus, ideò est inter nos conventum & concordatum, quòd rapinæ, deprædationes omnes, latrocinia, damnaque omnia ad invicem illata per mare, per subditos nostros subditis dictorum Regis & Reginæ, aut per subditos suos subditis nostris, temporibus treugarum ante obitum Regis Caroli prædecessoris nostri, & post ejus obitum, eisdem subditis læsis & damnum passis, & cuilibet eorum, restituantur damna seu latrocinia ex bonis ea inferentium, & ut ista de cætero

ANS de J. C. 1498.

tollantur, est inter nos concordatum quòd Piratæ non recipiantur in portubus Regnorum nostrorum, & Regnorum prædictorum Regis & Reginæ.

Item. Est conventum & concordatum, quòd omnes & singuli subditi nostri scilicet Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, sive sint seculares aut Ecclesiastici, restituantur ad bona immobilia & possessiones, quæ & quas habebant à tribus annis citra in initio guerrarum in altero Regnorum nostrorum, aut prædictorum Regis & Reginæ, occasione quarum illis bonis & possessionibus spoliati fuerint, in eo statu de quo sunt de præsenti; dum tamen prædicti, quibus dicta bona immobilia restituenda sunt, præstent nobis dicto Franciæ Regi, aut prædictis Regi & Reginæ, fidelitatis juramentum. Et si nos prædictus Rex Francorum, aut prædicti Rex & Regina, muniverimus, aut muniverunt aliquem locum, qui debeat vigore hujus articuli restitui prædicti subditis, poterimus, & poterunt eas munitiones sic per nos, aut per dictos Regem & Reginam, factas auferre & tollere, si nobis, aut dictis Regi & Reginæ videbitur, absque tamen multùm notabili damnificatione prioris structuræ.

Quas quidem amicitias, ligarum nexus, uniones, confœderationes perpetuas, concordiamque finalem, factas, conclusas, & determinatas per nos præfatos Oratores nominibus quibus supra, cum dicto Christianissimo Francorum Rege, pro eo, hæredibusque, & successoribus suis hæredibusque suis Regibus Franciæ, ob ejusdem Domini nostri Jesu Christi creatoris & redemptoris nostri reverentiam, sub cujus nomine omnia ad finem salutarem, & perfectum diriguntur, nos dicti Alphonsus de Silva, Frater Antonius de la Penna, Fernandus, Duque de Strada, & Martinus de Angulo, Doctor, Nuncii, Oratores, & Procuratores præfatorum Serenissimorum ac Potentissimorum Ferdinandi & Elisabet, Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. Dominorum nostrorum, nominibus suis inivimus, promisimus, concordavimus, firmavimus & juravimus, inimus, pollicemur, promittimus, concordamus, firmamus, & juramus in animas suarum Majestatum, super Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, quòd dicti Serenissimi ac Potentissimi Rex & Regina Domini nostri tenebunt, & adimplebunt, & inviolabiliter observabunt pro se, Regnis, Terris, Dominiis, & ditionibus suis, prout in eisdem articulis cavetur, & continetur, & contra ipsos & ipsa, quovis modo directè vel indirectè, non contravenient sub obligatione & hipoteca omnium bonorum suorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali in casu incurrere.

Et quia dictus Christianissimus Francorum Rex juravit personaliter in præsentia nostra tenere, adimplere, & inviolabiliter observare prædicta omnia & singula, in prædictis articulis pacis, amicitiæ & fœderis, contenta, nos præfati Oratores nominibus quibus supra, promittimus, quòd dicti Serenissimi ac Potentissimi Rex & Regina Domini nostri similiter jurabunt personaliter in præsentia Oratorum dicti Francorum Regis tenere, & adimplere contenta in præsentibus articulis superiùs declaratis, prout in eisdem cavetur & continetur, & sub eisdem obligationibus. Et dabunt dicto Francorum Regi, aut Oratoribus suis, literas opportunas ratificatorias dictorum articulorum.

Et ut dicta pax, amicitia, unio, concordia, & fœdus, ampliori perpetuitate roboretur, firmetur, & perpetuetur, nos dicti Alphonsus de Silva, Frater Antonius de la Penna, Ferdinandus Duque de Strada, & Martinus de Angulo, Doctor, Nuncii similiter, Oratores, & Procuratores Serenissimorum ac Illustrissimorum Manuelis & Elisabet Regis & Reginæ Portugalliæ, tanquam Principum, & post longævos felicesque dies præfatorum Serenissimorum Regis & Reginæ Dominorum nostrorum, successorum Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. virtute mandati Procuratorii, quod ab eis tanquam Principibus successoribus, hæredibusque dictorum Regnorum, habemus, nominibus suis promittimus, firmamus, & juramus in animas suarum celsitudinum, super Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, quòd prafati Serenissimi atque Illustrissimi Rex & Regina Portugalliæ, ut Principes successores, hæredesque dictorum Regnorum Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. tenebunt & observabunt prædicta omnia & singula in dictis articulis superiùs declaratis contenta, prout in eisdem articulis cavetur & continetur, & contra ipsos & ipsa quovis modo directè vel indirectè non venient, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum suorum præsentium & futurorum, & sub pœna perjurii, quam Principes possunt tali in casu incurrere. In cujus rei testimonium, & omnium & singulorum prædictorum, præsentes litteras manibus nostris signavimus, sigillorumque nostrorum munimine roboravimus. Datum in conventu Celestinorum prope Marcoussis, die quinta mensis Augusti, anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo, præsentibus Archiepiscopo Rothomagensi, Comitibus Dunesii & Nivernensi, Marchione de Cotton, Gubernatore Parisiensi, Dominis de la Grutuze, de Theurani & aliis. Clavero, Frater Antonius de la Penna, Fernandus Duque de Strada, Martinus de Angulo, Doctor.

ANS de J. C. 1498.

Cùmque præinserta pacis amicitiæ & fœderis capitula fuerint firmata & jurata per prædictum Christianissimum Francorum Regem Ludovicum, fratrem & confœderatum nostrum carissimum, ut constare vidimus per ejus patentes literas, manu sua signatas, sigilloque suo munitas, quæ nobis per prædictos Oratores nostros traditæ fuerunt, fuerimusque pro ejus parte requisiti, per Guarinum de Narbona, & Magistrum Joannem Nivart, Oratores & Procuratores prædicti Christianissimi Francorum Regis, ad id plenam potestatem habentes, ut idem faceremus. Et quia prædicta omnia & singula nobis gratissima sunt, & volumus libentissimo animo ea omnia exequi & adimplere, quæ pro parte nostra in præinsertis capitulis promissa extiterunt, idcircò præsentibus literis nostris omnibus melioribus via, modo, & forma, quibus meliùs & validiùs de jure possumus & debemus præinserta pacis, amicitiæ, & concordiæ, unionis & fœderis capitula, omniaque & singula in illis & quolibet eorum contenta, juxta sui seriem & tenorem laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, grata, & firma habemus, & si necesse est, ea omnia & singula de novo concedimus & confirmamus. Et insuper promittimus & juramus super Sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, bonâ fide & in verbo Regio, tenere & adimplere, & inviolabiliter observare, pro nobis, Regnis, Terris, Dominiis, & ditionibus nostris, omnia & singula in præinsertis pacis, amicitiæ, & fœderis capitulis contenta, prout in eisdem cavetur & continetur, & contra ipsa quovis modo directè vel indirectè non venire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali in casu incurrere. Insuper, quoniam post confectionem præinsertorum pacis, amicitiæ & fœderis capitulorum prædicta Serenissima Elisabet Regina Portugalliæ, Princeps ac hæres Regnorum Castellæ & Aragonum, filia nostra primogenita, ab hac luce decessit, relicto ex ea, & ex prædicto Serenissimo Rege Manuele, viro suo, Illustrissimo Principe Michaele, filio suo, Principe Asturiarum

ANS de J. C. 1498.

rum & Gerundæ, primogenito & hærede Regnorum Castellæ & Aragonum, nepote nostro dilectissimo. Ea propter nos tanquam avi, tutores & curatores personæ ejusdem Illustrissimi Michaelis, Principis Asturiarum & Gerundæ, nepotis & hæredis nostri carissimi, promittimus, pollicemur, & juramus ad Dominum Deum nostrum Jesum Christum, & ejus Sanctam Crucem, & Sancta quatuor Evangelia, quòd postquam prædictus Illustrissimus Michael, Princeps Asturiarum & Gerundæ, nepos & hæres noster carissimus, pervenerit ad ætatem annorum quatuordecim, dabimus operam cum effectu, quòd jurabit solemniter, & in forma debita, per se & successores suos tenere, & inviolabiter observare ac teneri, & observari facere pacem, amicitiam, fœdera, pacta, & promissa contenta & contentas in præinsertis capitulis juxta illorum & illarum seriem & tenorem, & contra eas vel ea directè vel indirectè non facere vel venire, sub obligatione omnium bonorum suorum, ac sub pœna perjurii, quam Princeps potest tali in casu incurrere. In quorum omnium & singulorum prædictorum testimonium, præsentes literas manibus nostris signavimus, sigillique nostri munimine jussimus roborari. Datum & actum in civitate Cæsaraugustæ, in Ecclesia majore ejusdem civitatis, die tricesimo mensis Septembris, anno à nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo, præsentibus ibidem prædictis Guarino de Narbona, & Magistro Joanne Nivart, Oratoribus & Procuratoribus prædicti Christianissimi Regis Francorum, fratris & confœderati nostri carissimi, & Illustri Alphonso de Aragonia, Archiepiscopo Cæsaraugustano, Ferdinando & Joanne de Granata, Infantibus, Andrea de Capraria, Marchione de Moya, Gutterio de Cardenas Computore majore Castellæ, & præceptore majore Legionis, Ordinis Sancti Jacobi, Raimundo Guillermos de Monte-Catheno Episcopo Tarasonensi, Joanne Fernandes de Heredia, Gubernatore Aragonum, & aliis pluribus in multitudine copiosa. Et erat signatum *Yo el Rey, Yo la Reina.* Et erat scriptum sub plica, Ego Michael Perez d'Almaçan, prædictorum Serenissimorum & Potentissimorum Regis & Reginæ, Dominorum meorum, Secretarius eam scribere feci mandato Majestatum suarum.

Collatio facta est cum literis originalibus extantibus in Thesauro Cartarum Domini nostri Regis, per me custodem ac thesaurarium dictarum cartarum decima-sexta die Februarii, anno Domini millesimo quingentesimo decimo-quarto.

DLXIX.

ANS de J. C. 1498. FRANCE.

Sentence de dissolution du Mariage de LOUIS XII. *Roi de France, avec Madame* JEANNE DE FRANCE, *Fille du Roi Louis XI. Du douziéme jour de Décembre* 1498. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 415.

AU nom de Dieu, Sainte Trinité, Pere, & Fils, & Saint Esprit. Ainsi soit-il. Veû le procés pendant devant Philippe, Cardinal de Luxembourg; Louïs, Evêque d'Alby; & Ferrand, Evêque de Cepte; juges deleguez en cette partie de nôtre Saint Pere le Pape Alexandre VI. entre LOUIS XII. du nom tres-Chrêtien Roi de France, demandeur d'une part, & Illustre Dame Madame JEANNE DE FRANCE, défendereſſe d'autre part. Veû le rescrit Apostolique, la demande du demandeur, la litiscontestation de la défendereſſe, & ſes exceptions, repliques, positions, & réponſes ſur celles d'un & d'autre côté. Les témoins produits par le demandeur, & leurs depoſitions objectées au contraire, & avec documens; concluſions faites en cauſe, aſſignation pour oüir droit, en communication de conſeil avec Cardinaux, Archevêques, Evêques, Docteurs en Theologie & en Droit, aſſemblez en grand nombre, avons ordonné & diſons, par Sentence diffinitive, & aians Dieu devant les yeux, declarons & prononçons le mariage fait entre leſdites parties être nul, & donnons congé & licence audit demandeur, entant que beſoin ſera, de pouvoir prendre femme & épouſe, telle que bon lui ſemb'era, & ſans dépens de la cauſe prononcée le douzieme jour de Decembre 1498.

ANS de J. C. 1498.

DLXX.

Contract de Mariage de LOUIS XII. *Roi de France, avec Madame* ANNE DE BRETAGNE, *Veuve du Roi Charles VIII. A Nantes le 7. Janvier* 1498. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 416.

ANS de J. C. 1498. FRANCE ET BRETAGNE.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France. Savoir faiſons à tous preſens & à venir. Comme puis naguere feu nôtre tres-cher & Couſin le Roi Charles VIII. que Dieu abſolve, ſoit allé de vie à trépas delaiſſée nôtre tres-chere & tres-amée Couſine la Reine ANNE Ducheſſe de Bretagne, ſa femme & épouſe, & ſans aucuns enfans deſcendus d'eux; & ſoit ainſi que depuis ledit trépas pluſieurs pourparlez de traitez de mariage de nous & d'elle aient été faits d'une part & d'autre, tellement que ſur iceux aient été mis & dreſſez par écrit, entre autres certains articles & convenances dudit traité de mariage, deſquels la teneur s'enſuit. S'enſuivent aucuns articles des convenances & accords du mariage faits entre le tres-Chrêtien Roi de France Louïs XII. de ce nom d'une part; & Dame Anne vraie Ducheſſe de Bretagne, d'autre part.

Premierement, a été accordé entre eux, que pour le bien & l'utilité de leur Païs & Seigneuries, ils ont voulu, conſenti, & promis, veulent, conſentent & promettent, de prendre par mariage l'une partie, l'autre; c'eſt à ſavoir ledit Roi tres-Chrêtien, ladite Dame Anne, pour ſa femme & épouſe; & ladite Dame Anne Ducheſſe deſſuſdite, ledit Roi tres-Chrêtien pour ſon mari & époux, & ce dans le jour de Mardi prochain huitieme de ce mois de Janvier prochain.

Item. A été accordé, que leſdites épouſailles ſeront faites dans le Château de Nantes.

Item. Et à ce que le nom de la Principauté de Bretagne ne ſoit & demeure aboli pour le tems à venir, & que le peuple d'icelui païs ſeroit ſecouru & ſoulagé de leurs neceſſitez & affaires, a été accordé, que le ſecond enfant mâle, ou fille au défaut de mâle, venant de leurdit mariage, & auſſi ceux, qui iſteront reſpectivement & par ordre, ſeront & demeureront Prince dudit Païs, pour en jouir & uſer comme ont de coûtume faire les Ducs ſes Predeceſſeurs, en faiſant par eux au Roi les redevances accoûtumées; & s'il avenoit, que d'eux deux en cedit mariage, n'iſſit, ou vint qu'un ſeul enfant mâle, & que ſi aprés iſſiſſent ou vinſſent deux ou pluſieurs enfans mâles, ou filles, audit cas ils ſuccederont pareillement audit duché, comme dit eſt.

Item. A accordé, que ladite Dame jouira entierement ſa vie durant du revenu du doüaire à elle baillé & aſſigné par le feu Roi Charles VIII. de ce nom, que Dieu abſolve, par ci-devant ſon mari & époux.

Item. Que ledit Roi tres-Chrêtien, outre le doüaire du Roi Charles, baillera & conſtituera, & dés à preſent baille & conſtituë pareil & ſemblable doüaire, que ledit Roi Charles lui avoit baillé, au cas toutefois que ledit Roi tres-Chrêtien allât de vie à trépas devant ladite Dame; & outre ce, audit cas elle jouïra des meubles

ANS de J. C. 1498. meubles de leur Communauté. Et ſi icelle Dame aloit de vie à trépas avant le Roi Tres-Chrêtien ſans Enfans d'eux, ou que la lignée d'eux procréée audit Mariage defaudroit, en ce cas, ledit Roi Tres-Chrêtien joüira ſa vie durant ſeulement deſdits Duché de Bretagne, & autres Païs & Seigneuries, que ladite Dame tenoit à preſent; & aprés le decez d'icelui Roi Tres-Chrêtien les prochains vrais heritiers de ladite Dame ſuccederont auſdits Duché & Seigneuries, ſans que les autres Rois ni Succeſſeurs en puiſſent quereller, ni aucune choſe demander. Leſdites choſes deſſuſdites ſont accordées entre le Roi Tres-Chrêtien & ladite Dame, & icelles ont promis entretenir l'un envers l'autre de bonne foi, en parole de Prince & de Princeſſe, par ces preſentes ſignées de leurs ſeins manuels, le ſeptieme jour de Janvier l'an 1498. Ainſi ſigné, Loüis, Anne.

Savoir faiſons, que Nous deſirant ledit Mariage avoir & ſortir ſon plein & entier effet, pour le bien de nous & de nos Roiaume, Païs & Seigneuries, & leſdits articles & convenances entre autres choſes être dûëment & entierement entretenus, avons par grande & meure deliberation de pluſieurs Princes de nôtre Sang & lignage, Prelats & Gens de nôtre Conſeil, de nôtre certaine ſcience, pleine puiſſance, & autorité Roiale, iceux articles, & le contenu en iceux, promis, jurez, & accordez, promettons, jurons & accordons en bonne foi, & en Parole de Roi, entretenir & entierement accomplir, tant pour nous, que pour nos Succeſſeurs, ſelon leur forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, ſous l'obligation de tous nos biens preſens & à venir; leſquels pour ce faire nous avons ſoumis & ſoumettons à toutes cours & juriſdictions ſeculieres & Eccleſiaſtiques, & aux Cenſures du Saint Siege Apoſtolique, en toute maniere & ample forme. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours, Nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre ſcel, ſauf en autres choſes nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné au Châtel de Nantes au mois de Janvier, l'an de grace 1498. & de nôtre Regne le premier. Ainſi ſigné, Loüis: Par le Roi, Meſſieurs les Cardinaux de Saint Pierre *ad Vincula*, & d'Amboiſe; vous le Sieur de Raveſtein, le Prince d'Orange, le Marquis de Rothelin, leſdits Comtes de Rohan, de Guiſe, & de Ligny, de Dunois, & de Rieux; les Evêques d'Alby, de Saint-Brieu, de Luçon, de Leon, de Septe, de Cornoüaille, de Bayeux; les Sieurs de Gié & de Baudricourt, Maréchaux de France, de Sens, Chancelier de Bretagne, de la Trimoüille, de Chaumont, de Beaumont, d'Avaugour, & de Tournon; les Abbez de Redon, Vicechancelier de Bretagne, & de Monſtier Ramé, Jâques de Beaune, General des Finances de Languedoc, Maître Charles de Hautbois, Preſident des Enquêtes, Philippe Bandot, Gouverneur de la Chancellerie de Bourgogne; René Dupont, Archidiacre de Ploechâtel, Amaury de Quenechguilly, Roland de Soliezon, Alain Mareo, Senéchal de Rennes, Maîtres des Requeſtes, & Conſeillers Ordinaires de Bretagne, Gabriel Miron Medecin Ordinaire, & pluſieurs autres preſens, Petit. Et ſcellé à lacs de ſoie & cire verte.

DLXXI.

ANS de C. J. 1498.

Memoire touchant les Traitez d'Arras de 1482. de Francfort de 1489. & de Senlis de 1493. inſerez dans ce Volume, & qui ſervent beaucoup d'éclairciſſement à l'hiſtoire, au ſujet principalement du Mariage de CHARLES *Dauphin, avec* MARGUERITE D'AUTRICHE; *de* MAXIMILIEN, *Roi des Romains, avec* ANNE *Ducheſſe de Bretagne; & de ladite* ANNE *avec* CHARLES VIII. *& depuis avec* LOUIS XII. *Rois de France. Par Amelot de la Houſſaye, inſeré dans le Recuëil de* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 418.

FRANCE, AUTRICHE ET BRETAGNE.

PAr le Traité d'Arras fait en 1482. il fut Traité du Mariage de CHARLES Dauſin, depuis Roi, avec MARGUERITE D'AUTRICHE, fille du Duc Maximilien d'Autriche, & fut convenu par ce moien, entre autres choſes, que le Comté de Bourgogne demeureroit au Roi.

Ce furent ceux de Gand qui moiennerent en bonne partie ce Traité avantageux au Roi Loüis XI.

Par le Traité de Francfort en 1489. quelques articles de ce Traité d'Arras ſont confirmez, ou expliquez; & pluſieurs points ajoûtez concernant le Duché de Bretagne.

Et par le Traité de Senlis en 1493. ladite Marguerite qui pluſieurs années avoit été tenuë comme Reine de France, fut renduë à ſon Pere, le Roi des Romains, & avec cela ce que le Roi tenoit dans le Comté d'Artois.

Le Mariage de MAXIMILIEN, Roi des Romains, avoit été projetté, & même accordé avec ANNE heritiere de Bretagne; & à ce ſujet il avoit donné commiſſion & procuration au Comte de Naſſau, avec d'autres Deputez, pour l'épouſer en ſon nom, comme fit ce Comte; mais le conſentement du Roi n'y étant intervenu, ainſi qu'il étoit requis, ladite Princeſſe étant ſa vaſſalle & ſujette; outre que le Duc François ſon Pere avoit auſſi promis (a) de ne la marier ſans le conſentement du Roi; ce mariage projetté, mais non conſommé, demeura nul.

(a) Par le Traité de Sablé du 20. Août 1488.

Cependant, Alain Sire d'Albret ſe voiant auſſi fruſtré du Mariage de la Princeſſe, qu'il avoit inſtamment pourſuivi, auquel le Pere d'Anne inclinoit, il ſe rangea du parti du Roi, lui rendit Nantes, & ceda les droits qu'il pretendoit au Duché de Bretagne, au nom de ſa Femme de la Maiſon de Pentiévre; pour recompenſe deſquels, le Roi lui tranſporta quelques Terres en Guienne; & Anne s'étant retirée à Rennes, ſon Conſeil entra en diviſion ſur ſon Mariage, mais aprés diverſes contentions, enfin la Paix entre le Roi & elle fut traitée par deliberation des Etats du Païs, au mois de Novembre 1491. & par ce moien l'alliance de cette Princeſſe beaucoup plus ſortable fut acordée avec le Roi, qui renvoia Marguerite d'Autriche au ſuſdit Roi des Romains ſon Pere, aprés qu'elle eut fait ſejour de neuf à dix années en France; mais à cauſe de ſa jeuneſſe le Mariage n'avoit été conſommé.

Dont ce Mariage d'ANNE Ducheſſe de Bretagne avec CHARLES VIII. fut preferé, & l'autre improuvé, comme étant celui-ci fondé ſur le bien public, & ſur le deſſein de reünir cette belle Duché de Bretagne à la Couronne de France; car la prudence faiſoit conſiderer, que l'Etat François ſeroit menacé de grandes diviſions, ſi la Bretagne tomboit en main étrangere.

Tous

ANS de J. C. 1498. Tous les François & Bretons, qui voioient les fondemens jettez d'un long repos entre eux, par le moien de cette alliance, en furent grandement satisfaits; pour la conservation duquel Mariage la Ducheſſe fut conduite à Langeais en Touraine, où le contrat fut paſſé en preſence des Ducs d'Orleans & de Bourbon, & d'autres Princes & Grands de France, & de Bretagne. Ils furent épouſez par Loüis d'Amboiſe, Evêque d'Alby, le ſeizieme Decembre du même an 1491. & peu de tems aprés elle fut Sacrée & Couronnée dans l'Egliſe de l'Abbaie de Saint Denis; & par ce moien le Roi joignit à ſon Etat la Bretagne, Païs d'importance & de grande étenduë, contenant neuf Evêchez.

Depuis, par le Traité de Paix ſus-mentionné, conclu à Senlis le vint-troiſieme Mai 1493. entre le Roi Charles VIII. d'une part, & Maximilien & Philippe d'Autriche Pere & Fils, d'autre; il fut arrêté, que ladite Marguerite Sœur de Philippe ſeroit renvoiée & livrée en Picardie aux Ambaſſadeurs de ces deux Princes: que ledit Philippe aiant l'âge de vint ans feroit hommage au Roi pour les Païs par lui tenus de ſa Souveraineté; & que le Roi joüiroit des Comtez de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-ſur-Seine, & autres points.

Depuis, Anne de Bretagne étant demeurée Veuve de Charles VIII. l'an 1498. aprés la diſſolution du Mariage du Roi Loüis XII. avec Jeanne de France, Fille du Roi Loüis XI. elle épouſa ledit Roi Loüis XII. le huitieme Janvier 1499. les conventions du Mariage furent les mêmes, que celles qui avoient été acordées lors de ſon premier Mariage avec Charles VIII. laquelle par ainſi fut deux fois de ſuite Reine de France; ce qui fut un moien de conſerver l'union de la Duché de Bretagne avec la France. Anne mourut à Blois le neuvieme Janvier 1513. âgée de trente-ſept ans, laiſſant deux filles du Roi Loüis XII. ſavoir Claude, mariée au Roi François I. & Renée, au Duc de Ferrare.

DLXXII.

ANS de J. C. 1499. FRANCE ET SUISSE. *Traité de Confédération entre* LOUIS XII. *Roi de France, & les* SUISSES, *fait à Lucerne, le 16. Mars* 1499. Frederic Leonard. Tom. IV.

NOs Magiſter Civium, Ammani, Conſules, & Communitates, Civitatum, Oppidorum, & Provinciarum magnæ & vetuſtæ ligæ confœderatorum Alamaniæ ſuperioris, videlicet Turregi, Bernæ, Lucernæ, Uraniæ, Suitii, &c. Notum facimus univerſis præſentes litteras inſpecturis, quia inter memoriæ divinæ Chriſtianiſſimos Francorum Reges, majoreſque noſtros, ſincera fides, fœderum unio, intelligentiarumque vincula à vetuſtiſſimis annis huc uſque extiterint, quæ pro conſervatione ſtatus utriuſque Deo largiente feliciter profuerunt. Cupientes itaque hanc integerrimam fidem, & ſinceræ benevolentiæ inviolatam amicitiam ultra producere, quo utrarumque partium ſtatus, & firmitatem, & adverſus hoſtes noſtros robur ſuſcipiat efficaciſſimum, præfata fœdera, unioneſque, & intelligentias cum Chriſtianiſſimo Rege, Domino LUDOVICO Francorum, Siciliæ, & Jeruſalem Rege, Duce Mediolani, &c. pro Majeſtate Sua, Regno, Dominiis & ſubditis ejuſdem acceptavimus & concluſimus, pro nobis, Dominiis, Terris, & ſubditis noſtris, in hunc qui ſequitur modum, videlicet.

Quod præfatus Rex ex ſua ſingulari clementiâ nobis harum vigore promittit, & pollicetur, adverſùs omnes & quoſcunque fidele auxilium, juvamen, & defenſionem ſuis propriis impenſis.

Præterea Majeſtas Sua pro ſuæ in nos pietatis comprobatione, durante decennio, à datâ præſentium immediate computando, ſingulis annis in feſto Purificationis Mariæ proximè venturo incipiendo, nobis aut procuratoribus noſtris ſuper hoc mandata ſpecialia habentibus, in Civitate ſuâ Lugdunenſi expediri & dari diſponat, & teneatur per modum penſionis annuæ 20. millia Francorum, æquâ ratione inter nos dividendorum, videlicet pro ſingulo pago memoratæ ligæ noſtræ duo millia Francorum præſcriptorum. ANS de J. C. 1499.

Ad hoc ſi ullo tempore bella nobis, adverſus quemcunque hoc fuerit, pro quibus Majeſtatem ſuam Regiam pro auxilio habendo requireremus, & eadem ſuis propriis guerris occupata nobis ſuccurrere non valeret, ex tunc, quo magis nos ipſi guerras noſtras continuare valeamus, cum eaſdem manu efficaci proſequimur, debebit Majeſtas Sua nobis ſingulis annis expedire octuaginta millia florenorum Rhenenſium, quos per quatuor partes anni, in ſua Civitate Lugdunenſi, videlicet pro qualibet parte anni 20. millia florenorum enumerare faciat in ſubſidium hujuſmodi bellorum noſtrorum, ſupradictâ ſummâ penſionis annuæ non derogatâ aut diminutâ, quæ nihilominus ſuis terminis, ut præfertur, nobis præſtari debetur.

Si verò Rex ipſe pro ſuis negotiis & bellis, ubi hoc fuerit, auxilium noſtrum requirendum duxerit, debebimus nos Majeſtati Suæ numerum virorum armatorum, prout nobis honeſtum & poſſibile fuerit, impendere, niſi propriis bellis occupati, ad præmiſſum auxilium impediti fuerimus, & nihilominus noſtratibus Regi ſponte inſervire cupientibus permittere ad auxilia Majeſtatis Suæ proficiſci valeant, expenſis tamen & ſtipendiis Regiæ Majeſtatis Suæ, quæ noſtros non debebit recipere milites prius non requiſitos.

Cuilibet igitur armatorum noſtrorum pro menſis ſpatio, annum in 12. menſes computando, pro ſtipendio conſueto, contribuere debet aureos Rhenenſes quatuor, & medium, quæ quidem ſtipendia, quamprimùm illos domo egredi contigerit, initium ſument, & quando Majeſtas Regia hujuſmodi auxilia requirenda duxerit, trina continua noſtratibus ſtipendia debebit, quorum primum in Civitatibus Turregienſium aut Lucernenſium, reliqua verò duo in Civitate Genevenſi, aut alio loco apto, venient exſolvenda, noſtratibus quoque reſervatæ ſint omnes & ſingulæ immunitates & privilegia, quibus cæteri Regis ſtipendiarii gaudent & potiuntur.

Et quod ſi nos ullis temporibus bella propria gerentes, cum hoſtibus noſtris Pacem ſeu inducias, ſicut poſſumus, fecerimus, tenebimur Regiam Majeſtatem ſuam ſpecifice & ſingulariter reſervare & includere, & illam ut nos ipſos providere: pariter, ſi Rex ipſe cum hoſtibus ſuis Pacem ſeu inducias, uti poteſt, firmaverit, debebit Majeſtas Sua nos ipſos expreſſè reſervare & includere, & nos ſicut ſe ipſum providere.

Et ſi juxta rerum præſentium diſpoſitionem bellis involuti fuerimus, tenetur incontinenti Rex ipſe erga communes hoſtes noſtros cum potentia & manu efficaci guerras, movere, & hæc operari, quæ ſibi & nobis commoda exiſtunt, & bellorum conditio requirit.

Et ut hæc amicitia & indiſſolubile fœdus eò meliùs ſervetur, non permittemus, ſed prohibebimus, ut aliqui ſubditorum noſtrorum, quibus conditionibus id fuerit, contra Regem ipſum, durante eo fœdere, arma ſumant, aut alicui quoquo pacto auxilia præſtent, & favores, qui præfatæ Regiæ Majeſtati guerras quaſcunque facere vellent, & hos mandata noſtra ſupernentes, quæ ſub acriori pœna fient, & ſecus facientes, omnes rebelles pro demeritorum ſuorum diſpoſitione caſtigare debebimus.

ANS de C. J. 1499.

Ad hoc cautum est, quòd si aliquos nostratum ultra numerum à Rege petitum, ad servitium Regiæ Majestatis suæ proficiscì contigerit, quod nulla eisdem Regia Majestas stipendia præstare debet.

Demum in his omnibus, & circa hæc pro parte nostra excipimus & reservamus Sanctam Sedem Apostolicam, Sacrum Romanum Imperium omnesque & singulos, cum quibus fœdera, uniones, intelligentias, & obligationes litteris & sigillis nostris munitas contraximus.

Qua tamen reservatione non obstante his confitemur cum Domino Ludovico Maria Sfortia & heredibus suis nullatenus habere confœderationem, intelligentiam, seu unionem quascunque, dolo & fraude penitus seclusis. In cujus rei Testimonium, &c. Datas Lucernæ 16. mensis Martii anno 1499.

DLXXIII.

ANS de J. C. 1499. FRANCE ET VENISE.

Traité de Paix & Alliance entre LOUIS XII. *Roi de France, & les* VENITIENS. *Fait à Blois le 15. Avril* 1499. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 419.

PRimo, quòd Rex Christianissimus & Illustrissimus Dux pro eis, & eorum successoribus Regibus Francorum, & VENETIARUM Ducibus, atque excelsum Venetum Dominium sunt atque erunt perpetuis temporibus, amici & confœderati modo & forma infra scriptis, adversùs & contra omnes, nemine excepto, præter Romanum Pontificem modernum, qui, si sibi placuerit, poterit ingredi istud fœdus & amicitiam cum ipsis Christianissimo Rege & Illustrissimo Duce & Dominio Venetiarum. Qui quidem prædicti Christianissimus Rex & Illustrissimus Dux, & Dominium Venetiarum, erunt amici amicorum, & inimici inimicorum, ità & taliter quòd neuter eorum dabit unquam directè vel per indirectum sub quocumque colore, causa & occasione, quæ dici seu excogitari possit, ulli Principi, Dominio, communitati aut potentatui, quicumque sint aut esse poterint, favorem, præsidium, opem, aut auxilium contra & adversùs alium.

Item, poterunt incolæ & subditi utriusque partis, ire, morari, mercari, & negotiari tute & securè, per Terram, Mare, atque aquas dulces & flumina, in Patriis, Dominiis, & Provinciis alterius ditioni & imperio subjectis, perinde ac si essent veri & originarii incolæ, & subditi illius Principis aut Dominii, cujus Patrias & Dominium adibunt; nec patientur prædicti Christianissimus Rex, & inclitum Dominium Venetum in eorum Patriis & Dominiis, tam Terrâ quam mari, aliquos piratas aut prædones ad damnificandum subditos alterius, & licebit ipsis Christianissimo Regi & excelso Dominio Veneto, intra tres menses proximos à data præsentium numerandos, nominare & declarare suos amicos & confœderatos, quos volunt & intelligunt in ista amicitia & contentis in præcedentibus articulis comprehendi; quos quidem amicos & confœderatos una quæque partium infra prædictum spatium insinuare tenebitur.

Item, quia prædictus Christianissimus Rex, summo auxiliante Deo, vult & intendit recuperare Ducatum Mediolanensem, Comitatum Papiæ, & alias Civitates, Terras, & Dominia, nunc per Dominum Ludovicum Sfortiam occupata, quæ sunt verum & antiquum patrimonium ipsius Christianissimi Regis, & ei hæreditario jure obvenerunt & spectant: Tractatum, actum, conventum, promissum, atque conclusum per nos præfatos Oratores, pro & nomine dictorum Illustrissimorum Ducis & Venetorum Dominii extitit, & est, quoòd toties quoties antedictus Christianissimus Rex volet inferre arma & movere bellum, seu facere & indicere guerram prædicto Domino Ludovico, & aliis, qui pro tempore prædictos Ducatus, & Dominia, in totum sive in parte detinebunt, prædicti Illustrissimi Dux, & sui successores, & inclitum Venetum Dominium indicent, & apte movebunt & inferent bellum prædicto Domino Ludovico, aut aliis dictorum Ducatus & Dominii detentoribus, quando & ubi prædictus Christianissimus Rex voluerit, & Suæ Majestati expedientiùs videbitur, cum numero mille & quingentorum hominum armatorum, seu armigerorum virorum, & quatuor millium peditum ad minus, quem numerum armatorum & peditum ipsum Dominium Venetum est & erit obligatum tenere & stipendiare suis propriis sumptibus & expensis, usque ad totalem & integram recuperationem, ad opus, commodum, & utilitatem præfati Christianissimi Regis, dictorum Ducatûs Mediolani, Comitatûs Papiæ, & cæterorum locorum, Terrarum, & Dominiorum, per ipsum Dominum Ludovicum citra Bononiam detentorum, excepto Dominio Genuensi, ad quod acquirendum, seu recuperandum, prædictum Dominium Venetum non tenebitur præstare auxilium ipsi Christianissimo Regi. Non tamen poterit dictum Venetum Dominium modo aliquo directè vel indirectè, prætextu cujuscumque rei, coloris, aut occasionis quæ dici aut excogitari possit, impedire Christianissimum Regem in acquisitione, seu recuperatione dicti Genuensis Dominii; neque prædicti Dux & Venetiarum Dominium præstabunt unquam aliquod auxilium, subsidium, favorem, præsidium, re aut verbis, quocumque modo dici aut excogitari possit, Genuensibus, & eis adhærentibus, contra & adversùs ipsum Christianissimum Regem. Qui quidem Christianissimus Rex similiter incipiet & faciet bellum & guerram prædicto Domino Ludovico, aut aliis dictorum Ducatûs & Dominiorum detentoribus, cum numero mille quingentorum armatorum virorum ad modum Italiæ, & quatuor millium peditum ad minimum, illos eodemque tempore quo voluerit, quod Dominium Venetum moveat bellum ipsi Domino Ludovico, & continuabitur prædictum bellum per Christianissimum Regem, & inclitum Venetum Dominium, usque ad totalem recuperationem Ducatûs Mediolanen. & aliarum rerum prædictarum. Tamen, si accideret quòd Turcus pararet magnam & potentem classem, & quòd illam mitteret contra statum dicti inclìti Venetorum Dominii, seu recommendatos eorum de Archipelago, Rhodum, aut aliquam partem Italiæ, his in casibus prædictum Dominium non tenebitur ad requestam Regis incipere guerram seu bellum contra prædictum Dominum Ludovicum, quamdiu dicta classis Turci erit foris ad prædicta loca, ut supra dictum est. Si tamen jam inchoatum esset bellum contra prædictum Dominum Ludovicum, seu alium detentorem prædictorum Ducatûs & Dominiorum, antequam Turcus mittat classem suam ad prædicta loca, vel aliquem eorum, dictum Dominium non poterit, prætextu dictæ classis, prætermittere, quin prosequatur, & teneatur prosequi efficaciter dictum bellum, cum numero armatorum & peditum supra expresso, usque ad finalem & integram recuperationem antedicti Ducatûs Mediolanensis, & aliorum Dominiorum supra specificatorum ad opus & utilitatem dicti Christianissimi Regis, prout supra dictum est, nisi de communi consensu & voluntate prædictorum Regis & Dominii, dictum bellum sic inchoatum pro aliqua urgente necessitate differatur.

Item, non poterunt prædicti Christianissimus Rex, & Illustrissimus Dux & Dominium Venetiarum, facere aut inire Pacem vel treugas cum prædicto Domino Ludovico, aut alio seu aliis contra quos moverint bellum communi consensu, nisi hoc fiat

ANS de J. C. 1499.

etiam communi consensu eorum accedente. Nec poterunt prædicti Christianissimus Rex, & excelsum Venetum Dominium, cum aliquo Principe, aut communitate, facere Pacem, inducias aut treugas, seu alium contractum, sine expressa & specifica denominatione alterius tanquam amici & confœderati.

Item, si contingeret Regem Romanorum movere seu inferre arma prædicto Christianissimo Regi, aut subditis suis, propter quod ipse Christianissimus non posset ita promptè dare operam, seu intendere ad recuperationem dicti Ducatûs Mediolanensis, prædictum Venetum Dominium, quamprimùm fuerit ad hoc à Majestate Regia requisitum, tenebitur facere & rumpere guerram prædicto Domino Ludovico, suis sumptibus & expensis, cum numero armatorum & peditum superiùs designato, tamdiu quamdiu prædictus Rex Romanorum inferet bellum prædicto Christianissimo. Qui quidem Christianissimus etiam tenebitur eodem tempore movere guerram prædicto Domino Ludovico, cum tali numero gentium, quàm commodè poterit consideratis negotiis, quibus tunc sua celsitudo implicabitur. Ita tamen quòd dictus numerus sit sufficiens ad faciendum guerram dicto Domino Ludovico. Et similiter, si contingeret prædictum Regem Romanorum, post publicationem hujus fœderis, inferre bellum prædicto Venetorum Dominio, aut subditis illius, hoc in casu dictus Christianissimus Rex dabit effectualiter prædicto Dominio omne bonum & legale auxilium contra ipsum Regem Romanorum, prout melius, & expedientius erit.

Item, ob considerationem sumptuum & expensarum, quas prædictum excelsum Venetorum Dominium faciet & sustinebit pro auxilio præstando ipsi Christianissimo Regi, ad prædictam acquisitionem seu recuperationem faciendam prout ante scriptum est, & etiam pro securitate statûs dicti Dominii Veneti, ipse Rex Christianissimus contentus est, quòd Civitas Cremonæ, unà cum territorio Cremonensi, & Civitatibus, Terris, Villis, arcibus, locis, & castellis omnibus, cum fluminibus, aquis, territoriis, & pertinentiis suis, quæ pertinent statui & Dominio Mediolanensi, quæ sunt ultra flumen Adduæ versus Cremam & Brixiam, simulque omnis ora fluvialis cum ripis ipsius fluvii Adduæ usque ad aquam exclusive, (quod flumen & tota aqua illius integrè remanebit ipsi Christianissimo Regi) sint prædicti Dominii Veneti, prædicta acquisitione dicti Ducatûs & aliorum Dominiorum supra dictorum facta, & remaneant perpetuò pleno jure prædicto Dominio Veneto, illaque semper & liberè tanquam sua detineat & possideat, excepto Castro & loco Lechi, quod remanet & remanebit antedicto Christianissimo Regi, & suis successoribus Ducibus Mediolani. Et promiserunt prædictæ partes, videlicet ipse Christianissimus Rex personaliter, & nos prædicti Oratores nomine prædicti Dominii, & virtute mandati ab eodem Dominio nobis directi, super Sancta Dei Evangelia, & sub censuris & interdictis Apostolicis, bene, legaliter, & integre custodire facere & observare, unaquæque partium respectivè quoad eam attinet, omnia & singula in præcedentibus articulis & capitulis comprehensa, secundum formam & tenorem illorum.

Quæ omnia & singula in præcedentibus articulis seu capitulis contenta, nos Oratores & Procuratores prædicti promittimus per juramenta nostra supra Sacro-Sancta Dei Evangelia præstita, nomine quo supra, adimplere atque observare ad unguem, & effectualiter procurare, quòd antedictus Illustrissimus Dux & inclitum Venetum Dominium prædicta omnia in hoc præsenti tractatu & fœdere contenta, rata habebunt, atque suas litteras ratificationis omnium & singulorum per nos, ut supra, gestorum in bona & debita forma expeditas prædictæ Regiæ Majestati transmittent infra Calendas Julias proximè futuras, à data præsentium. In quorum fidem, robur, & testimonium, præsentes litteras manibus propriis signavimus, atque sigillorum nostrorum appositione roboravimus. Datum Blesis, die 15. Aprilis, anno Domini 1499.

ANS de J. C. 1499.

DLXXIV.

Traité entre LOUIS XII. *Roi de France, &* PHILIBERT *Duc de Savoye. A Genève le* 13. *Mai* 1499. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 422.

FRANCE ET SAVOYE.

PHILIBERT, Duc de Savoie, de Chablais, & d'Aouste, Prince & Vicaire perpetuel du Saint Empire Romain, Marquis en Italie, Prince de Piemont, Comte de Geneve & de Baugé, Baron de Vaud & de Foucigny, Seigneur de Nice & de Verceil, &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme puis naguere pour l'entretenement des amitié, confederation, & alliances étans entre nôtre tres-redouté Seigneur & Cousin le Roi de France, & Nous, & les sujets d'un parti & d'autre, & aussi pour le traitement d'aucunes matieres touchant & concernant le bien, profit, & utilité dudit Seigneur & de Nous, il ait envoié devers nous, reverend Pere en Dieu l'Evêque de S. Paul de Leon, & Maître Richard le Moyne, ses Ambassadeurs & Procureurs speciaux, avec lesquels nous aions fait, conclu, traité, & accordé les points & articles dont la teneur est telle.

Premierement, mondit Sieur le Duc de Savoie, averti du vouloir & intention, que ledit Roi Tres-Chrétien a d'aller conquester & recouvrer son vrai & ancien heritage de la Duché de Milan, Comté de Pavie, & autres Terres & Seigneuries, que lui détient & occupe induëment le Sieur LUDOVIC, promet & accorde mondit Sieur le Duc de donner passage par ses Terres, Païs, & Seigneuries, au Roi & à son armée, tant de pied que de Cheval, toutes fois & quantes qu'il voudra passer en personne, ou faire passer sadite armée pour aller faire ladite conquête, en paiant leurs dépens, & ce qu'ils prendront du Païs & sujets de mondit Sieur le Duc raisonnablement, selon le taux qui sera fait par les Commis sur ce de la part dudit Seigneur & de mondit Sieur le Duc; pourvû aussi que ledit Seigneur tiendra & fera tenir tel ordre par ses Capitaines & Chefs de guerre, que sesdits gens d'armes & armée passeront paisiblement, & sans faire aucune force, violence, ni pillerie sur les Païs & Sujets de mondit Sieur le Duc; & si aucune faisoient lesd. Capitaines & Chefs de guerre, & autres sur ce Commis, en feront faire promptement la punition & dûë reparation. Aussi mondit Sieur le Duc de son côté commêttra gens pour faire conduire lesdits gens de guerre par sesdits Païs & Seigneuries, & les fera bien loger & traiter, & si besoin est retirer & sejourner en grand & petit nombre, comme le cas requerra, & ne permettra, que par sesdits Païs & Sujets leur soit faite aucune injure, force, ou violence, & si aucune s'en faisoit, en fera faire par ses Officiers & Commis, promptement dûë punition & reparation: & permettra aussi mondit Sieur de Savoie, que ledit Seigneur se serve de ses Sujets, qui le faire le voudront; & au surplus en tant que touche ce que le Roi demande que mondit Sieur de Savoie ne donnera vivres, retraite, ni faveur, ni permettra donner par ses sujets aux ennemis du Roi, mondit Sieur le Duc est content en resignant toûjours son honneur & devoir de fidelité, le Roi considerant la proximité de lignage qui est entre lui & mondit Sieur de Savoie, aussi pour le bon & grand vouloir, qu'il a conçu par

ANS de J. C. 1499.

ci-devant, & connoît par effet mondit Sieur avoir à lui, & pour la grande amour & affection que ledit Seigneur a envers mondit Sieur de Savoie, le voiant si bien disposé à lui faire service, dés maintenant donnera à mondit Sieur de Savoie vint deux mille livres de pension chacun an, & à Monsieur le Bâtard de Savoie son frere, dix mille; & outre icelui Seigneur donnera à mondit Sieur le Duc la charge & conduite de cent hommes d'armes, & les lui entretiendra sans point de retranchement, durant le bon plaisir dudit Seigneur, qui s'entendra être & durer jusques à ce que mondit Sieur de Savoie fit chose pourquoi ledit Seigneur eût legitime occasion de lui rien ôter; lesquels cent hommes d'armes il commencera à mettre sus en ce present mois de Mai, auquel mois & le premier jour d'icelui commencera le premier quartier, à la fin du mois de Juillet prochainement venant, se fera le paiement dudit quartier, en faisant la montre desdits cent hommes d'armes, telle qu'on a accoûtumé en France, & de là en avant se fera toûjours le paiement desdits cent hommes d'armes de trois mois en trois mois, en faisant la montre comme dit est. Lesquels hommes d'armes, ensemble les Lieutenans, Archers, & suite, mondit Sieur de Savoie sera & mettra sus de ses sujets, & autres que bon lui semblera, pourvu que les Chefs soient seûrs & feables au Roi. Et outre ce si mondit Sieur de Savoie veut s'emploier à servir ledit Seigneur à ladite conquête, ledit Seigneur lui donnera la charge & conduite d'autres cent hommes d'armes, & l'avertira deux mois avant qu'il veüille commencer la guerre; & lors qu'il sera ledit avertissement lui avancera pour un quartier le paiement desdits cent hommes d'armes; lesquels cent hommes d'armes, ensemble les Lieutenans, Archers & suite, il pourra choisir, deputer, & prendre en ses païs & ailleurs là où bon lui semblera, pourvû qu'ils soient suffisamment selon la coûtume de France, & que les Chefs & Capitaines soient seurs & feables au Roi comme dessus. Plus donnera ledit Seigneur durant la guerre & conquête, depuis qu'elle sera commencée jusques à la fin, à mondit Sieur le Duc, la somme de trois mille écus d'or au soleil pour chacun mois, & moiennant ce mondit Sieur sera tenu de fournir six cens combatans à cheval, & armez bien en point, outre lesdits deux cens hommes d'armes, durant ladite guerre; desquels six cens combatans se fera vûë en paiant lesdits trois mille écus, & si besoin est de deux mille hommes de pied, pour l'espace de six semaines tant seulement; de laquelle armée mondit Sieur le Duc, ou ceux qui en auront la charge de lui, seront tenus de servir ledit Seigneur en ladite conquête, ainsi que par lui & ses Lieutenans seroit raisonnablement avisé; & s'entendra ladite guerre être commencée dés que ledit Seigneur fera passer en Italie le nombre de deux cens hommes d'armes, outre les huit cens hommes d'armes qui sont ordonnez en la Comté d'Ast.

Item. Et outre ce que dit est, aprés avoir conquêté la meilleure partie de ladite Duché de Milan, ledit Seigneur tant qu'il vivra, donnera à mondit Sieur sa vie durant, ladite pension de vint-deux mille livres tournois par chacun an, & à Monsieur le Bâtard son Frere, dix mille livres tournois, sans aucun retranchement, ensemble paiement desdits cent hommes d'armes, soit paix ou guerre. Et en outre par tems de guerre, en cas que ledit Seigneur se veüille servir de mondit Sieur le Duc, & mondit Sieur le veüille servir, lui donnera le paiement d'autres cent hommes d'armes, ensemble la pension desdits trois mille écus au soleil par mois, comme dessus.

Item. Si cas avenoit, qu'avant ladite guerre commencée ou aprés, le Sieur Ludovic Sforce, detenant à present ladite Duché de Milan, ou aucuns ses Alliez & suivans envahissent les Païs, Terres, & Seigneuries de mondit Sieur le Duc, ou se preparassent de ce faire, en maniere que le danger y fût évident, poura mondit Sieur le Duc lesdits gens d'armes dont il doit servir ledit Seigneur comme dessus, employer totalement à la défense de sesdites Terres & Seigneuries; & au surplus sera tenu ledit Seigneur de toute sa puissance aider & secourir mondit Sieur le Duc à ses propres coûts & dépens, tout ainsi que si c'étoit pour la preservation & défense de son Etat.

ANS de J. C. 1499.

Item. Et que ledit Seigneur en toutes les Ligues, Confederations, & Alliances qu'il fera, enclorra & reservera mondit Sieur le Duc & ses Sujets, Terres & Seigneuries, si ne fera Paix, Traité, Appointement, ni Trevé, touchant ladite Duché & Etat de Milan, sans le seû de mondit Sieur le Duc, & où il ne soit compris: & le semblable sera tenu de faire mondit Sieur le Duc. Et si mondit Sieur le Duc, outre les choses dessusdites, fait en ladite conquête de Milan quelque prise ou bon service audit Seigneur, il le reconnoîtra envers lui tellement qu'il se devra tenir content.

Item. Et soit entendu, que par le present Traité ne soit en rien dérogé aux Alliances & Confederations Anciennes & Nouvelles, faites entre les Rois Predecesseurs dudit Seigneur, & les Ducs Predecesseurs de mondit Sieur le Duc, ains demeureront en leur entier, & seront confirmées, tenuës, & entretenuës par lesdits Seigneurs Roi & Duc, en leurs articles, selon leur forme & teneur.

Lesquelles choses dessus écrites, mondit Sieur le Duc promet de tenir, garder & observer selon la forme & maniere contenuë és Chapitres dessus écrits, reservé sur le tout son honneur & devoir de fidelité. Et semblablement promet ledit Seigneur à mondit Sieur le Duc, toutes & chacunes les choses contenuës esdits Chapitres, tenir, garder & observer, l'aider, défendre, & s'employer pour lui selon la forme & contenu desdits Chapitres.

Item. Et outre les choses dessusdites, dés maintenant donnera ledit Seigneur, par maniere de pension, à aucuns Sujets & Serviteurs Domestiques de mondit Sieur le Duc, afin qu'ils soient plus enclins à lui faire service, c'est à savoir à Monsieur de la Chambre, cinq mille livres tournois; à Monsieur Charles, Grand-Maître-d'hôtel de mondit Sieur le Duc, douze-cens livres tournois; à Monsieur le General de Savoie, Bastien Ferrier, mille livres tournois; à Laurent de Gourvou, Ecuier d'Ecurie de mondit Sieur le Duc, quatre-cens livres tournois; à Amé de Challat, Maître d'hôtel de mondit Sieur le Duc, deux-cens livres tournois; à Claude de Balleyson, deux-cens livres tournois; lesquelles pensions s'entendront estre & durer, sans point de retranchement, jusques à ce que les dessusdits fissent chose pourquoi ledit Seigneur eût legitime occasion de les leur oster.

DLXXV.

Proces Verbal de l'hommage fait par PHILIPPE, *Archiduc d'Autriche, à* LOUIS XII. *Roi de France, pour les Comtez de* FLANDRES, ARTOIS *&* CHAROLOIS. *A Arras le 5. Juillet* 1499. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 425.

ANS de J. C. 1499. FRANCE ET AUTRICHE.

JEan amys, Notaire & Secretaire du Roi nôtre Sire. Pource qu'il a plû à nôtre haut & puissant Seigneur, Monsieur Messire Guy de Rochefort, Chevalier, Seigneur de Pleuvot & de Labergemant, Chancelier de France, tant de sa grace me preferer, que de m'avoir ordonné & commandé les Lettres de la reception de l'hommage, fait au Roi nôtredit Sire en ses mains, par tres-haut & tres-puissant Prince, Monsieur PHILIPPE, fils du Roi des Romains, Archi-

ANS de J. C. 1499. Archiduc d'Autriche, Comte de FLANDRE, D'ARTOIS, & de CHAROLOIS, le cinquieme jour de ce preſent mois de Juillet 1499. étant mondit Sieur le Chancelier en la cité d'Arras, en l'Hôtel Epiſcopal: Et que tels grands actes, termes, & ceremonies, qui en ce ont été gardées & obſervées en l'honneur & exaltation, profit, & utilité du Roi & de ſa couronne, ſont dignes de perpetuelle memoire; me ſuis enhardi rediger par écrit tout ce que j'ai pû voir & entendre touchant ce preſent acte & matiere, & mêmement depuis le penultieme jour de Juin dernier paſſé, juſques audit cinquieme jour de Juillet enſuivant.

Et pour entrer en ladite matiere, eſt choſe certaine & veritable, que ledit Monſieur le Chancelier ledit jour ſe partit l'apreſdînée de la Ville de Dourlens, au Païs de Picardie, pour aller en la cité d'Arras, où cedit jour il arriva, toûjours accompagné de Meſſieurs de Raveſtein & de la Gruture; de Meſſire Charles de la Vernade, Chevalier, Sieur dudit lieu; Maiſtre Chriſtofe de Cremonne, Conſeillers & Maiſtres des Requeſtes ordinaires de l'Hôtel; Meſſire Raoul de Lannoy, Bailly d'Amiens; Maiſtres François d'Eſtain, Hugues de Baigel, Amaury de Quinquiville, Nicole de Foix, Philippe d'Eſtas, Richard Nepveu, Pierre de la Vernade, Conſeillers ordinaires; Mace Touſtain, Procureur General d'icelui Sieur en ſon Grand Conſeil; Jean Burdelot, Procureur General d'icelui Sieur en ſa Cour de Parlement à Paris; Antome le Viſte, Rapporteur de la Chancellerie de France; Dreux Budé, Jean de Villebreſme, Raoul Guyot, Philippe Maillart, Notaires & Secreraires du Roi nôtredit Sieur, & moi.

Et ainſi que mondit Sieur le Chancelier fut avec toute ſad. Compagnie, comme à lieuë & demie de ladite cité d'Arras, chevauchant en bon ordre, aiant au devant de lui l'Huiſſier du Grand Conſeil, portant ſa maſſe découverte, armoiée des armes du Roi, & aprés ledit Huiſſier le Chauffe-cire, qui portoit le Scel ainſi qu'il eſt accoûtumé, quand mondit Sieur le Chancelier chevauche par Champs; lequel Chauffe-cire étoit côtoié de deux Rois d'armes du Roi nôtredit Seigneur, vétus de leurs cottes d'armes, (c'eſt à ſavoir Montjoye, premier Roi d'armes de France, & Normandie,) arriverent, venant au devant de mondit Sieur le Chancelier, l'Evêque de Cambrai, Meſſire Thomas de Pleures, Chevalier, Chancelier de mondit l'Archiduc; Monſieur le Comte de Naſſau, le Sieur de Fiennes, & autres tant Chevaliers qu'Ecuiers, & gens du Conſeil de mondit Sieur l'Archiduc. Lequel Meſſire Thomas de Pleures, ſoi adreſſant à mondit Sieur le Chancelier, lui dit & recita, que les Sieurs de ſa Compagnie & lui étoient envoiez par mondit Sieur l'Archiduc, ſon Maiſtre, lui dire, que mondit Sieur l'Archiduc étoit moult joieux de ſa venuë, & des autres Sieurs étans avec lui, & qu'ils fuſſent les tres-bien venus, & autres belles, bonnes, & douces paroles. Faiſant tous les deſſuſdits, de la part de mondit Sieur l'Archiduc, grandes reverences & honneurs à mondit Sieur le Chancelier, & grand accüeil à mes autres Sieurs de ſa Compagnie. Deſquelles choſes mondit Sieur le Chancelier remercia moult honorablement mondit Sieur l'Archiduc, & leſdits Sieurs, qui étoient illec venus de ſa part. Et toſt aprés ſe mirent d'une part & d'autre enſemblement en chemin pour aller en ladite cité.

Et comme toute la Compagnie fut à l'entrée des Fauxbourgs d'icelle cité, mondit Sieur le Chancelier fut rencontré & abordé de mondit Sieur l'Archiduc, lequel pour le recevoir & venir au devant, s'étoit parti de cheval de l'Abbaie de Saint Vaaſt, en la Ville d'Arras, & paſſé toute ladite ville & cité, où il y a chemin. Et incontinent que mondit Sieur l'Archiduc, accompagné de grand nombre tant Chevaliers de ſon Ordre, qu'Ecuiers, & autres Officiers de ſa Maiſon (qui tous étoient en rang d'une part & d'autre, pour faire chemin & place à mondit Sieur le Chancelier, & ceux de ſa Compagnie,) apperçut mondit Sieur le Chancelier, mit la main au bonnet, en ſoi du tout découvrant, & fit marcher ſa mulle contre mondit Sieur le Chancelier, lequel il embraſſa, aiant toûjours le bonnet hors la teſte, lui dit qu'il fût le bien venu, en lui demandant en cette maniere: comment ſe porte Monſieur le Roi? A quoi mondit Sieur le Chancelier répondit, que tres-bien, graces à Dieu, comme il avoit intention de plus amplement lui dire. Semblablement fit mondit Sieur l'Archiduc à Meſſieurs de Raveſtain & à la Gruture, grand accüeil, & ſalua gracieuſement meſdits Sieurs des Requeſtes, & Gens du Conſeil du Roi. Et aprés pluſieurs gracieuſes paroles, & contenances, que tenoit mondit Sieur l'Archiduc à Meſſieurs le Chancelier & de Raveſtain, aiant toûjours icelui mondit Sieur l'Archiduc ſon bonnet en ſa main, ſans ſoi vouloir couvrir, ſinon qu'auſſi mondit Sieur le Chancelier ſe couvrît, mondit Sieur l'Archiduc & mondit Sieur le Chancelier ſe mirent eux deux enſemble pour entrer en ladite cité, mondit Sieur le Chancelier toûjours à dextre, & chevauchant au devant d'eux ledit Huiſſier dudit Grand Conſeil, tenant ſadite maſſe haute & découverte, & ledit Chauffe-cire aiant le ſcel du Roi ſur ſon dos, comme il eſt coûtume, quand mondit Sieur le Chancelier chevauche par le Roiaume; & deux Rois d'Armes en leur ordre, ſans qu'entre meſdit Sieurs l'Archiduc & Chancelier y eût autre. Laquelle choſe, étoit & fut bien regardée, tant par leſdits gens & Officiers de mondit Sieur l'Archiduc, que par le peuple, dont y avoit grand nombre, tant de dehors la cité, que dedans, illec venus pour voir l'entrée. Et mena & conduiſit mondit Sieur l'Archiduc mondit Sieur le Chancelier toûjours parlant à lui, en ſoi ſouvent découvrant, ſans qu'il ſe couvrît, que mondit Sieur le Chancelier ne fût auſſi-toſt couvert, juſques à l'entrée du cloître de la grande Egliſe. Voulant mondit Sieur l'Archiduc à toute force le mener juſques en la Maiſon Epiſcopale, en laquelle mondit Sieur le Chancelier a toûjours été logé, nonobſtant les requeſtes & prieres, que mondit Sieur le Chancelier lui fit, de ſoi contenter de tant lui en avoir fait pour l'honneur du Roi. Et ſur ces paroles ſe départit mondit Sieur l'Archiduc de mondit Sieur le Chancelier, & s'en alla en ladite Ville d'Arras, en ſondit logis de Saint Vaaſt, & mondit Sieur le Chancelier en la Maiſon Epiſcopale, accompagné de mondit Sieur le Comte de Naſſau, & autres grands perſonnages de la Maiſon de mondit Sieur l'Archiduc. Et aprés chacun de la Compagnie & Bande de mondit Sieur le Chancelier s'en alla au logis qui lui étoit ordonné.

ANS de J. C. 1499.

Et aprés pluſieurs allées & venuës, qui par leſdits Meſſire Thomas de Pleures, Comte de Naſſau, le Sieur de Molambais, & autres Officiers de mondit Sieur l'Archiduc, durant les jours du Lundi, Mardi, Mercredi, & Jeudi, enſuivans, premier, ſecond, tiers, & quart de cedit preſent mois de Juillet, furent faites par devers mondit Sieur le Chancelier en ſondit logis, pour traiter & conclure ſur aucunes matieres, points, & articles mis en avant par ledit Procureur General du Roi nôtredit Seigneur en ſa Cour de Parlement, & leſdites matieres priſes fin, fut ledit jour de Jeudi requis par les deſſuſdits Officiers de mondit Sieur l'Archiduc à mondit Sieur le Chancelier, ſoi vouloir diſpoſer à la reception de l'hommage, que mondit Sieur l'Archiduc étoit tenû faire au Roi, pour raiſon de la Pairie & Comté de Flandre, & ſemblablement des Comtez d'Artois & de Charolois, & autres Terres tenuës & mouvans du Roi nôtredit Seigneur, à cauſe de ſa Couronne; & pour ce faire, aſſigner jour & heure à mondit Sieur l'Archiduc, afin de venir devers lui, à lui, faire ſon

ANS de J. C. 1499.

devoir. Lequel mondit Sieur le Chancelier fit réponse, que le lendemain, qui étoit Vendredi & cinquieme jour dudit mois, fût à neuf ou dix heures du matin, il seroit prest de le recevoir. Lesquels jour & heure furent acceptez par lesdits Officiers de mondit Sieur l'Archiduc. A cette intention, mondit Sieur le Chancelier ordonna, pour ce faire, lieu & place en la seconde salle de sondit logis, laquelle étoit bien tapissée, & ladite place être haussée comme de deux marches, & y être mise une chaire parée & couverte de fleurs de lis, en laquelle il seroit assis durant ladite reception, & les paroles qui seroient à proferer touchant ledit hommage; ce qui fut fait.

Et ledit jour Vendredi, comme heure de dix heures du matin, mondit Sieur le Chancelier étant en sa Chambre, accompagné de mesdits Sieurs desdites Requestes de l'Hôtel, Gens du Conseil, du Bailli d'Amiens, & autres dessusnommez, lui fut venu dire par ledit Messire Thomas, & autres Officiers de mondit Sieur l'Archiduc, que mondit Sieur l'Archiduc étoit parti de son logis, s'en venoit devers lui pour faire ledit hommage, & qu'il se voulût disposer & mettre en lieu pour icelui recevoir. A quoi Monsieur le Chancelier fit réponse, que si-tost que mondit Sieur seroit venu au lieu ordonné, pour icelui recevoir à faire ledit hommage, qu'il estoit & seroit prest. Et par deux autres fois vinrent encores autres desdits Officiers, tant Chambellans que Secretaires de mondit Sieur l'Archiduc, la premiere fois dire à mondit Sieur le Chancelier, comme mondit Sieur l'Archiduc étoit en la premiere salle qui joint à la seconde, lequel mondit Sieur le Chancelier pour ce ne se meut. Et à la deuxieme fois, pource qu'iceux Officiers affirmoient mondit Sieur l'Archiduc estre entré en la seconde salle, comme il étoit vrai, & aussi que mondit Sieur de la Gruture, & Messire Robert de Framezelles, Chambellan du Roi, (lesquels, & mondit Sieur de Ravestain, avoient accompagné mondit Sieur l'Archiduc depuis son logis jusques en ladite seconde salle,) vinrent dire à mondit Sieur le Chancelier, que mondit Sieur l'Archiduc étoit en icelle seconde salle, & ja au propre lieu & place appareillez pour ledit hommage: lors, mondit Sieur le Chancelier vétu d'une robe de velours cramoisi, son chapeau en sa teste, se partit de sadite Chambre, laquelle joignoit à ladite salle, en la maniere qui s'ensuit; c'est à savoir, aiant au devant de lui ledit Huissier dudit Grand Conseil, portant sadite masse découverte & haute, qui à haute voix disoit & crioit si-tost qu'il fut hors d'icelle Chambre, & entré en icelle seconde salle, (pource qu'en icelle y avoit si grand nombre de gens, tant des gens & Officiers de mondit Sieur l'Archiduc, qu'autres, qu'à peine se pouvoit-t'on tourner,) ces mots, par trois ou quatre fois: *Devant, devant, faites place.* Et aprés ledit Huissier alloient lesdits deux Rois d'armes du Roi nôtredit Seigneur, vétus de leurs cottes d'armes, puis marchoient mondit Sieur le Chancelier, & aprés lui, Messieurs des Requestes dudit Grand Conseil, & Notaires & Secretaires du Roi nôtredit Seigneur, avec lesquels j'étois. Et pource que mondit Sieur le Chancelier m'avoit ordonné auparavant son partement d'icelle Chambre, me mettre en lieu & place pour estre present à ladite reception dudit hommage, oüir les paroles tant de lui, que de mondit Sieur l'Archiduc, qui y seroient dites & proferées par eux deux, & prendre le commandement des lettres à ce necessaires, je m'avançai pour ce faire.

Et est à savoir, qu'ainsi que mondit Sieur le Chancelier aprocha de la chaire où il devoit se seoir, mondit Sieur l'Archiduc, qui auprés d'icelle étoit attendant mondit Sieur le Chancelier, osta incontinent le bonnet de sa teste, en disant à mondit Sieur le Chancelier ces mots: *Monsieur, Dieu vous doint bon jour*, & en ce disant baissa fort sa teste; & mondit Sieur le Chancelier, sans rien proferer ni dire mot, mit seulement la main à son chapeau, qu'il avoit en sa teste, sans autrement icelui oster, puis s'assit en sadite chaire. Et incontinent l'un desdits Rois d'armes, ainsi qu'ordonné lui avoit été par mondit Sieur le Chancelier, cria à haute voix par trois fois: *Faites paix.* Ce fait mondit Sieur l'Archiduc, teste nuë se presenta à mondit Sieur le Chancelier, pour faire sondit hommage, disant: *Monsieur; je suis ici venu devers vous pour faire l'hommage que tenu suis faire à Monsieur le Roi, touchant mes Pairies & Comtez de Flandre, d'Artois, & de Charolois, lesquelles tiens de Monsieur le Roi, à cause de sa Couronne.* Lors mondit Sieur le Chancelier ainsi assis qu'il étoit en sadite chaire, & tout couvert de bonnet & chapeau, lui demanda s'il avoit ceinture, dague, ou autre bâton; lequel mondit Sieur l'Archiduc en levant sa robe, qui étoit sans ceinture, dit que non. Ce dit, Monsieur le Chancelier lui mit les deux mains entre les siennes; & icelles ainsi tenant & jointes, mondit Sieur l'Archiduc se voulut incliner, montrant apparence de soi vouloir mettre à genoux, ce que mondit Sieur le Chancelier ne voulut soufrir, ains en le soulevant par sesdites mains qu'il tenoit, comme dit est, lui dit ces mots: *Il suffit de vostre bon vouloir.* Puis mondit Sieur le Chancelier lui' profera en cette maniere, (lui tenant toûjours lesdites mains jointes, & aiant mondit Sieur l'Archiduc la teste nuë, & encore s'efforçant toûjours mettre à genoux,) *Vous devenez homme du Roi vostre Souverain Seigneur, & lui faites foi & hommage lige, pour raison des Pairie & Comté de Flandre, & aussi des Comtez d'Artois & de Charolois, & de toutes autres terres, que tenez du Roi & de sa Couronne, lui promettez de le servir jusques à la mort inclusivement, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul reserver, de procurer son bien, & éviter son dommage, & vous conduire & aquiter envers lui, comme envers vostre Souverain Seigneur.* A quoi fut par mondit Sieur l'Archiduc répondu; *Par ma foi ainsi le promets, & ainsi le ferai.* Et ce dit, mondit Sieur le Chancelier lui dit ces mots: *Et je vous y reçoi, sauf le droit du Roi en autres choses, & l'autrui en toutes.* Puis tendit la joüe, en laquelle mondit Sieur le Chancelier le baisa. Puis mondit Sieur l'Archiduc requit & demanda à mondit Sieur le Chancelier Lettres de ladite Reception dudit hommage, lesquelles mondit Sieur le Chancelier me commanda lui faire, & icelles lui dépêcher.

Lors mondit Sieur le Chancelier se leva de ladite chaire, & se découvrit de chapeau & bonnet, & fit reverence à mondit Sieur l'Archiduc, en lui disant ces mots: *Monsieur, je faisois nagueres office de Roi, representant sa personne, & de present je suis Gui de Rochefort, vostre tres-humble serviteur, toûjours prest de vous servir envers le Roi mon Souverain Seigneur & Maistre, en tout ce qu'il vous plaira me commander.* Dont mondit Sieur l'Archiduc le remercia, lui disant en ces mots: *Je vous remercie, Monsieur le Chancelier, & vous prie qu'en toutes mes affaires envers mondit Sieur le Roi, vous me veüillez toûjours avoir pour recommandé.*

Témoin mon sein manuel ci-mis, le premier jour d'Août, l'an 1499. *Sic signatum*, Amys.

ANS de J. C. 1500. FRANCE ET MILAN.

DLXXVI.

Acte fait par les MILANOIS *devant le Cardinal d'Amboise, le dix-septiéme Avril* 1500. *sur le pardon par eux requis à cause de leur rebellion contre* LOUIS XII. *Roi de France, Duc de Milan, &c.* Frederic Leonard. Tom. I. pag. 430.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen. Pateat universis, quòd anno Incarnationis ejusdem millesimo quingentesimo, die veneris sancta, qua celebrem ipsius Domini passionem commemoramus, quæ fuit decima-septima Aprilis, Pontificatûs sanctissimi in Christo Patris, & Domini, Domini nostri Alexandri, divina Providentia Papæ octavi, anno nono, in urbe Mediolani, quàmplures nobiles & cives, ipsius urbis nomine, nobilium, & totius populi Mediolanensium, adierunt Illustrissimum & Reverendissimum Dominum, Dominum Georgium de Ambasia, tituli sancti Sixti, sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyterum Cardinalem, Archiepiscopum Rothomagensem, Christianissimi & invictissimi Domini nostri LUDOVICI, ejusdem nominis duodecimi, Francorum, Siciliæ, & Jerusalem Regis, Ducisque Mediolani, &c. Locumtenentem generalem. Et humiliter suæ Reverendissimæ & Illustrissimæ Dominationi exposuerunt, quòd ex quo universa multitudo populi non poterat sic facilè convenire in arce, in qua ipse Reverendissimus Dominus hospitio receptus erat, & agnoscentes, quod ferè omnes deliquerant, multi in committendo, plurimi in omittendo erga præfatam Christianissimam Majestatem, deviando superioribus diebus ab ipsius fidelitate, ad quam tenebantur, tanquàm suo vero & naturali Domino & Duci, & ad quam proprio sacramento se astrinxerant. Et postea quàm beneficio Dei, & clementia ipsius Christianissimi Regis, atque bonitate ejusdem Reverendissimi & Illustrissimi Domini, digni facti essent præsentia ipsius Reverendissimi Domini, & admissi ut audirentur, tum pro exoneratione suæ conscientiæ, in foro poli, tum etiam ut satisfacerent in aliqua parte erroribus perpetratis, proposuerunt palàm & publicè veniam & gratiam exorare. Propterea humiliter supplicaverunt eidem Reverendissimo & Illustrissimo Cardinali, ut dignaretur se transferre ad palatium propè Ecclesiam cathedralem, quæ nuncupatur Curia vetus, & ibi benignè audire suas humiles preces.

Qui præfatus Reverendissimus & Illustrissimus Dominus preces prædictas admisit, sicque ad dictum palatium se contulit, comitatus ab Illustribus, reverendis, magnificis, spectabilibus, nobilibusque viris, videlicet Petro, Episcopo Lucionensi, Cancellario Mediolani, & Præside Justitiæ; Joanne Jacobo Trivultio, Marescallo Franciæ, Regio Locumtenente, & Gubernatore Mediolani; Domino Henrico, Comite Novicastelli in Burgundia; Domino Antonio, Episcopo Comensi; Domino Hieronymo de Pallavicinis, Episcopo Novariensi; Domino Angerio de Bria, Abbate Sancti Ebrundi in Normandia; Domino Antonio de Langiaco, Alvernensi; Domino Dominico de la Torre, Domino Octaviano de Arcimboldis, Domino Nicolao de Birago, Domino Augustino de Nigris, Mediolanensibus, Domino Beltrando de Costabele, Ferrariensi, Locumtenente reverendi Domini Archiepiscopi Mediolanensis, Apostolicæ Sedis protonotariis; Domino Joanne de Polignac in Alvernia, Domino Bellimontis; Domino Rogerio, Barone Grandimontis in Aquitania; Domino Guarino de Narbona, Domino de Sallellis in lingua occitana; Domino Stephano de Vesch, Barone Grimaldi in provincia Provinciæ, Seneschallo Bellicadri; Domino Menna Corsinge, Locumtenente stipendiatorum Illustrissimi Ducis Sabaudiæ, quos à Christianissimo Rege meretur; Domino Joanne Stuart, Domino d'Oyson; Roberto Stuart, Locumtenente militum Scotorum; Comite Manfredo Torniello, Novariensi; Domino Capitaneo Lalanda; Dominis Doctoribus, & Regiis Consiliariis, Carolo Guillart, Parisiensi, Magistro Requestarum ordinario; Domino Claudio de Seissello, Sabaudiensi; Domino Goffredro Carlo, Salutiensi; Domino Antonio Catia, Novariensi; Scipione Barbavara, Hieronymo de Cusano, Joanne Stephano de Castelliono, Mediolanensibus; Jacobo Hurault, Thesaurario Franciæ, Joanne Hervoet, Thesaurario Mediolani; & aliis plurimis viris, tam circà, quàm ultramontanis.

ANS de J. C. 1500.

Cùmque ad Palatium ipsum perveniisset, ob populi frequentissimam multitudinem, quam nulla aula dicti Palatii capere poterat, quamvis sint in eodem Palatio plures aulæ satis amplæ, visum fuit in curia inferiore eos audire. Sicque collocato præfato Reverendissimo Domino in sede convenienti, cum præfatis illustribus, reverendis, & magnificis viris, magnificus Michael Tonsus, Doctor Mediolanensis, jussu populi & civium universorum, ascendens pulpitum, infra scriptam habuit orationem, nomine totius populi, & universitatis Mediolanensis.

Priusquam locum hunc ascendissem, Reverendissime & Illustrissime Cardinalis, cupiebam mihi memoriam, facundiam, eloquentiamque impertiri, quibus decenter potuissem exprimere devotum animum horum meorum concivium, & totius populi Mediolanensis, ac meum erga Serenissimum & Christianissimum Regem Francorum, Ducem nostrum invictissimum. Sed etsi agnoscerem honestissimi voti me haud compotem fieri posse, nolui tamen ab officio boni civis discedere, nec orandi provinciam mihi injunctam recusare, quam pro exiguis ingenii mei viribus expedire conabor.

Inter alias civitates Italiæ, nemo est qui dubitet Mediolanum multis de causis Principatum obtinere; quando illi dominatur justus & legitimus Princeps; sicuti semper maximo desiderio optimus quisque Patriæ civis concupivit. Cujus voti compotes facti fuimus superioribus diebus, dum Christianissimus Rex, Dux noster, suum hunc Ducatum recuperavit, (quo quidem neque major, neque melior Princeps nobis dari poterat.) Et quanquam jure & meritò in fidelitate, ad quam illi servandam etiam sacramento nos ipsi astrinxeramus, nostri fuisset officii perseverare, quandoquidem ejus clementissima Majestas benignè nos suscepit, tamque liberaliter tractavit, ut cives civitati, civitatemque civibus restitutam verè nobis dicendum esset, cùm inter Historicos constet Mediolanum, omnemque Insubriam, Gallorum unam penè coloniam fuisse. Id quod vel ex hoc facilè colligimus, quòd universum hunc tractum, Galliam cisalpinam, adhuc nuncupamus. Tamen, proh dolor! victi fragilitate sensus, secuti sumus auctores & Principes factionis, deviando cum eis à fide præfati Christianissimi Regis, eò gravius delinquentes, graviori busque suppliciis afficiendi, quòd nulla nobis causa rebellandi relicta erat, cùm neque Regia Majestas, neque ii, quos huic suo Ducatui administrando præfecerat, ullam nobis causam præbuissent. Nam quantum ad reverendum Episcopum Lucionensem attinet, qui juri reddendo præpositus erat, non est in quo reprehendi possit, qui nos æquè ac filios & foveret, & humanissimè tractaret. Illustris verò Dominus Joannes Trivultius, ita in nos justus æquusque fuit, eoque amore nos omnes, sine ullo personarum discrimine, est prosecutus, ut Bruti & Torquati justitiam imitatus, qui propriis filiis, cùm deliquissent, non pepercerant, severiùs in suos, quàm in alienos animadvertit. In quibus & aliis clarissimis virtutibus à majori-

ANS de J. C. 1500. majoribus suis minimè degeneravit, qui Patriam hanc suam maximè coluerunt. Non deerat reverendi Episcopi Comensis pietas, & omnis Trivulciorum familiæ in conciyes suos singularis humanitas. Summa profectò fuit sapientia illustris Joannis Jacobi. Nam cùm illi perspectum esset, quosdam esse in civitate seditiosos, quos præcavere deberet, voluit eos beneficiis conciliare, etsi ingrati & duræ cervicis homines à pravo proposito suo non desistentes, rebellionem contra Christianissimum Regem conati sunt, atque effecerunt. Potuisset profectò ipse Joannes Jacobus eorum conatus meritis suppliciis coërcere, sed quia sine civitatis excidio, & civium sanguine, id fieri non poterat, ut civitatem integram Christianissimo Regi, ut sui erat officii, conservaret, maluit ex urbe discedere, & cum aliis regiis militibus in castra se recipere. Quo prudentissimo fortique consilio effectum est, ut ad gloriosas victorias, & eas quidem innumerabiles, quæ Regibus Franciæ ex diversis hostibus contigerunt, hæc quoque aliis minimè inferior accederet, in qua Ludovicus Sfortia hostis, & qui partibus ipsius studebant, cum toto exercitu victi captique essent. Captus præterea ipsius frater, Ascanius Cardinalis, cum omnibus qui fœdissima fuga Patriam relinquentes, potentissimas Regis Franciæ manus evadere frustrà tentabant. Verùm ut misera hæc urbs à periculo eriperetur, quod ei ob rebellionem imminebat, Deus optimus maximusque regium spiritum excitavit, ut tu Reverendissime ac Illustrissime Præsul, cum plenissima potestate ad nos mittereris, cujus bonitate atque ingenita clementia factum est, ut (quod summis precibus Principes civitatis, & imprimis reverendus Episcopus Comensis contendebant,) trecentis millibus scutorum ad reparandam corrigendamque partem impensarum, quas culpâ nostrâ Regia Majestas effecerat, direptionem, cædem, captivitatem, cæteramque licentiam militarem Mediolanenses evaserint. Quæ quidem mulcta & pœna non tota statim repræsentetur, verùm centum millia kalendis Maji proximi numerentur; reliqua temporibus & modis, quos Reverendissimus Cardinalis constituet ac declarabit. Sicque tanti Præsulis clementia, concives mei, pœnas, quas meritò luere debebamus, evasimus. Quo quidem beneficio illi excluduntur, qui rebellionis auctores extiterunt, omnesque ejusdem conscii & participes, ante diem inclusivè, qua illustris Joannes Jacobus in arcem Mediolani se recepit.

Restat, Reverendissime & Illustrissime Domine, ut nomine hujus populi aliquid à Reverendissima Dominatione tua deprecer, id quod fretus humanitate tua facere non dubitabo.

Et primùm cùm ad conspectum Regiæ Majestatis Reverendissima tua Dominatio redierit, velit de hoc populo illi constantissimè polliceri, eum in fide & devotione suæ Regiæ Majestatis in perpetuum permansurum, neque aliquid attentaturum, quod contra statum & honorem ipsius aliquo modo existat, futurumque exemplo beatissimi Petri Apostoli longè fideliorem, qui negato redemptore, eam egit pœnitentiam, ut à Domino receptus, erga illum in fide ferventior fuerit. Cujus nomine ego supplex, & flexis genibus, veniam & indulgentiam à vestra Reverendissima & Illustrissima Dominatione, hîc pro Christianissimo Rege agente, obsecro, atque oro, pro rebellione nuper perpetrata præter consuetudinem Mediolanensium.

Petit deinde similiter supplex, ut intercessione tua, Regia Majestas ingenita clementia dignetur remittere summam illam ducentorum millium scutorum, quæ si nobis solvenda esset, vel universa, vel pars, intolerabilibus incommodis hæc Civitas afficeretur. Nam & mercimonia cessarent, & artificia, (qui hujus status firmissimi sunt nervi, & ejus Domini certissima vectigalia,) filiæ innuptæ jacerent, & filii nostri nullis possent honestis & consuetis artibus eruditi. Cessarent præterea quàm plurima, quæ ad ornatum ipsius urbis pertinent, sine quibus ejus penè excidium consequeretur. Regium enim est subditos suos ditare potiùs, quàm depauperare. ANS de J. C. 1500.

Precatur præterea, Milites ex Mediolanensi agro revocentur, ut fructus colligi servarique possint, quibus tam cives, quam Christianissimi Regis & Ducis nostri amici sustententur, ac perfruantur.

Ad hæc, & unusquisque ad suum restituatur officium.

Et stante Christianissimi Regis prudenti sententia, non ignoscendi auctoribus & principibus conjurationis, iis saltem ignoscatur, qui participes fuerunt. Nam cùm rebelles primores essent Civitatis, quibus reliqui reverentiam exhiberent, metu hoc reverentiali, qui tollit libertatem consensus, excusandi sunt.

Demùm, summis precibus hic populus contendit, ut ex quo absunt Cardinalis Ascanius, & ii qui illum secuti sunt, velit Regia Majestas eam operam adhibere, ne quandoque possint tumultum in Civitate & regione aliquem excitare, possintque subditi Majestatis suæ in Pace & quiete, (cujus quidem sunt cupidissimi,) & se, & fortunas suas conservare. Id quod si factum fuerit, non est quod de fide Mediolanensium erga suam Majestatem vereatur, quando idem est omnibus animus, eadem mens, illi in perpetuum fidelissimè serviendi. Fiet præterea omnium discordiarum, civiliumque factionum oblivio.

Quarum supplicum nostrarum deprecationum si compotes nos fecerit Reverendissima & Illustrissima Dominatio vestra, (id quod certissimè speramus,) & si fecerit, quod tam generosum, & antiqua nobilitate virum, tamque sublimi dignitate ornatum decet, suæque ingenitæ bonitati, & solitæ clementiæ maximè est accommodatum, erit Deo acceptissimum, & huic populo nullis unquam temporibus abolendum. Qui immortalibus his beneficiis tibi devinctus, gratam eorum memoriam non in papyro, aut pergamenis, sed in marmore sculptam conscribi curabit, ad laudem & gloriam omnipotentis Dei, Christianissimæ Majestatis Regiæ, ac vestræ Illustrissimæ ac Reverendissimæ Dominationis, cui populus Mediolanensis, & ego, humillimè flexis genibus, iterùm nos commendamus.

Qua propositione facta, & consultatione habita, jussit idem Reverendissimus & Illustrissimus Dominus Cardinalis, Magnificum utriusque juris Doctorem, Dominum Michaelem Ricium, Regium Consiliarium, propositæ propositioni suo nomine respondere, qui ascendens idem pulpitum, in hanc sententiam locutus est.

Misertus est Dominus super Ninivem Civitatem, eo quòd pœnitentiam egit in cinere & cilicio. Preces vestras, Mediolanenses, quas non minùs humiliter, quàm eleganter, ut par erat, porrexistis, benignè accepit Reverendissimus & Illustrissimus Dominus Cardinalis, non pro facinoris gravitate, sed pro clementia Christianissimi Regis, & bonitate sua. Verùm etiam ut Christianissimi Regis, & Ducis vestri clementia magis elucescat, duxit gravitatem atrocitatemque criminis paucis demonstrare. Ac maximè decere existimavit, ut ego ipse, qui ad fidelitatem Christianissimo Regi & Duci Mediolani servandam, ejus jussu, quo die fidelitatis sacramentum juravistis, hortatus sum, infidelitatem vestram accusarem.

Si dignè vobis pro demeritis pœnæ luendæ essent, ô Mediolanenses, ita vobiscum agendum esset, sicut Romanos narrant Historici cum Samnitibus egisse, quos ob similem perfidiam tam severè puniverunt, ut Samnium in ipso Samnio requireretur. Si Attilam, Gothorum Regem, vindicem vestra haberet rebellio, in multa secula vestræ urbis diruta mœnia

ANS de J. C. 1500.

nia vindictam, sicut & hodie Roma nondum restituta, attestarentur. Si ex memoria vestra non excidisset, quàm acerbis suppliciis majores vestri, & à Carolo Francorum Rege, Romanorumque Imperatore, & à Federico primo quoque Romanorum Imperatore affecti fuissent, non tam facilè ac temerè à fide Christianissimi Regis defecissetis. Quid enim detestabilius excogitari potuit, quàm Mediolanenses Francorum Regi, legitimo in hoc Ducatu successori fidem fefelliſſe? Nam sive Mediolani originem repetimus, eam à Gallis fuisse vos ipsi etiam per Oratorem vestrum nunc fassi estis; sive successionis jura revolvimus, Regem Christianissimum ex libera ortum, alterum ex ancilla, & vos ipsi jam sciebatis. Propter quod non solùm legibus divinis, atque secularibus, quæ à Catholicis conditæ sunt, sed Lycurgi etiam institutis, ab ipso rerum primordio populus iste obsequiis legitimi sui Principis obstringebatur. Demùm, si beneficia, quæ Christianissimus Rex Mediolanensibus contulit, in memoriam revocassetis, nonne ingratitudinem vestram quàm gravissimam fuisse cognovissetis? Is enim neque ambitionis studio, neque Regni, quod illi latissimum est, ampliandi cupiditate, sed ut suos Mediolanenses à tyrannide eriperet, maximis sumptibus ex Gallia in Italiam exercitum transmisit. Ipse quoque nullis, neque propriis, neque Regni sui parcendo periculis, venire non dubitavit, atque ejecto tyranno, partaque victoria, tantùm tributi vobis imperavit, quantùm ad præsidium conservationemque vestram non sufficiebat; quinimò ex ipsa Gallia ad militum stipendia huc pecuniæ erant advehendæ. Justitiam, quæ ab Insubria diu exulaverat, per viros integerrimos ad vos revocatam videbatis. Matrimoniorum & Commerciorum libertatem ita restitutam, ut omnibus jam liceret, (quod antea nefas fuerat,) sua non solùm dicere, sed etiam ostentare. Vexationibus prorsus omnibus vos liberaverat. Ultrò vos præterea illi fidelitatis Sacramento obstrinxistis. Sed, proh dolor! nonnulli etiam dum jurarent, de rebellione cogitabant, in quam tandem omnes, non tam temerè, quàm perfidè incurristis, obliti salutis æternæ, obliti honoris, obliti periculorum, in quæ urbem hanc, & totam Regionem conjecistis. Defecistis à legitimo successore, & justo Principe, ad tyrannum iniquissimum. Dereliquistis primum inter Christianos Regem, ut privatum, & humilis conditionis hominem sequeremini. Egeno ac pusillanimo Potentissimum ac Magnanimum Regem commutastis. Et quanquàm ingenium, neque lingua suppetant, ad vestri facinoris acerbitatem increpandam, persuadeo tamen mihi, conscientiam vestram culpæ longè majoris vos ipsos condemnare, quàm lingua mea accusare detestarique possit. Quid admiseritis, res ipsa declarat. Hominem ab exilio recepistis qui nihil potius duxit, quàm templa Divûm, hæreditates, ac omnes fortunas vestras expilare. Nec immeritò. Erat enim, (quod de Cambise Persarum Rege legimus,) difficile, ut is parceret suis, qui contemptu Religionis grassatus etiam in Deos fuisset. Et quamvis in hujus delicti genere plures sint gradus, nullus tamen est, in quo se quispiam excusare possit: cùm potuisset populus Mediolanensis conjuratis, si voluisset, resistere. Quis enim tot tamque clara in Ludovicum Sfortiam amoris signa defendet? Virorum & pecuniarum præstita subsidia, publicas præterea supplicationes, atque lætitias? Cùm tamen planè videatis invasori, quem admisistis, Deum non faviſſe. Ecce enim angusto clauditur muro, quem paulò ante Mediolanum non capiebat; servit, qui modo Mediolanensibus imperabat.

Verùm ingratitudo vestra, Mediolanenses, misericordiæ Christianissimi Regis fontem non exsiccavit. Summa bonitas hujus Reverendissimi Patris, tenentis locum ipsius, vestram omnem superat culpam. Sed accedit maximè ad veniam impetrandam, hujus celeberrimi diei, quo memoriam Dominicæ Passionis, nostræque redemptionis, celebramus, occasio. Propter quod ignoscit Christianissimus Rex, & Reverendissimus ac Illustrissimus hic Cardinalis, tenens locum ipsius, Civibus, & populo Mediolanensi, iis duntaxat exceptis, qui vel factionis auctores, vel participes ante secundum diem Februarii, quo Civitas publicè rebellavit, extiterunt. Donat vitam & bona civibus, & populo Mediolanensi, eosque tutos à violentiis reddit, & direptionibus. Hortor tamen vos, Mediolanenses, ut fidem, quam Christianissimo Regi promisistis, ita inviolabilem servetis, ut ne minima quidem appareat perfidiæ suspicio; ne tanto gravior sit pœna, quanto majorem hodie estis veniam consecuti. Nam si in fide Christianissimi Regis, & Ducis vestri, ac successorum suorum, perseverabitis, erit profecto Mediolanum inter cæteras Italiæ Civitates, ut dixistis, primaria.

ANS de J. C. 1500.

Quibus dictis, universus populus gratias egit, parvulique & infantes pueri, & puellæ, vestibus albis induti, cum cruce, aliisque divinis insignibus, ac ramis arborum, ante ora ejusdem Reverendissimi Domini Cardinalis processerunt: multi misericordiam acclamantes, plurimi divina subsidia deprecantes.

De quibus omnibus nos subscripti Notarii rogati pro parte præfati Reverendissimi & Illustrissimi Cardinalis Locum-tenentis, hoc præsens publicum confecimus instrumentum. Actum die, anno, mense, & loco prædictis.

Et ego Joannes Mayna de Podivario Taurinen. Diœc. publicus Imperiali auctoritate Notarius, Regiusque Secretarius, præmissis interfui, rogatusque ut suprà, publicum recepi instrumentum. In cujus rei fidem me subscripsi, signo meo solito apposito. MAYNA.

DLXXVII.

Traité d'Alliance contre le Ture, entre LOUIS XII. *Roi de France*, WLADISLAS *Roi de Hongrie & de Bohême; &* JEAN-ALBERT *Roi de Pologne. A Bude le* 14. *Juillet* 1500. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 436.

ANS de J. C. 1500. FRANCE, HONGRIE ET POLOGNE.

IN nomine Domini, Amen. Anno natalis ejusdem millesimo quingentesimo, indictione tertia, die verò quarta decima mensis Julii. In omnibus naturæ legibus, divinisque præceptis, ea imprimis excellunt quæ ad humanam societatem & benevolentiam pertinent. Nam quidquid boni & felicitatis mortalibus datum est, inde proficiscitur. Cùm autem omnes ad amicitiam & caritatem mutuam, divina etiam jussione invitemur, tùm præcipuè Imperia & Regna conjunctione ac societate non modò stabiliri, sed etiam augeri, & mirabiliter coalescere, atque concordiâ parvas res crescere, discordia verò magnas dilabi, quotidiana experientia compertum est. Quod perspicientes Christianissimus & Serenissimus Princeps Dominus LUDOVICUS, hujus nominis duodecimus, Dei gratiâ Francorum Rex, atque Serenissimi & Excellentissimi Principes, & fratres germani, Domini WLADISLAUS, Hungariæ, & Bohemiæ, &c. necnon JOANNES-ALBERTUS Poloniæ, &c. eâdem gratiâ Reges, pro eximia & singulari sapientia, qua omnes præditi sunt, quamvis multo locorum intervallo eorum imperia distent, tamen cum mutua benevolentia & amore sese devinxerint, operæ pretium putaverunt, ut non modò veterem amicitiam, vetustaque fœdera, quæ olim inter eorum majores & prædecessores Excellentissimos Francorum, Hungariæ, Bohemiæ, atque Po-

ANS de J. C. 1500.

loniæ Reges, claræ memoriæ, cum summa caritate percussa fuerunt renovarent, verùm etiam arctiore fœdere & pactionibus se invicem devincirent, quò eorum principatus, tametsi soli potentissimi existant, hac conjunctione firmiores, & malevolis formidolosiores efficiantur. Itaque tenore præsentis publici instrumenti pateat cunctis evidenter, & sit notum, quòd præfati Serenissimi & Excellentissimi atque Potentissimi Principes & Reges, ad laudem & gloriam omnipotentis Dei Domini nostri Jesu Christi, defensionem fidei suæ Sanctæ, & exaltationem atque amplificationem totius Christianæ Religionis, necnon honorem & commodum, atque corroborationem & stabilimentum statuum, principatuum & Dominiorum earumdem præfatarum Majestatum. Præfatus siquidem Christianissimus Francorum Rex, per Magnificos viros, Valerianum de Sanctis, Dominum de Marigniaco, Consiliarium & Cambellanum suum, nec non Ballivum Silvanectensem; & Magistrum Matthæum Tostanum, in suo Magno Consilio Consiliarium, & Procuratorem Generalem, Oratores, Procuratores, ac Nuncios suos speciales, debita plenariaque potestate suffultos, prout per ejusdem Christianissimi Regis litteras patentes plenè constitit, & quarum de verbo ad verbum tenor inferiùs est insertus, ab una, & prædictus Serenissimus ac Potentissimus Hungariæ & Bohemiæ Rex personaliter constitutus, tam pro se, & nomine proprio, quàm pro & nomine dicti Serenissimi Regis Poloniæ, ejus fratris germani, pro quo promisit & cavit de rato, ab altera partibus, fecerunt, inierunt, & contraxerunt, prout faciunt, ineunt, & contrahunt per præsentes, pro se, ac successoribus, vassallis, subditis, Regnis, Patriis, & universis Dominiis suis, bonam, meram, & puram, ac inviolabilem intelligentiam, ligam, unionem, & confœderationem perpetuam, ac omni ævo duraturam, prout in sequentibus capitulis & articulis continetur.

Hæc sunt capitula inviolabilis amicitiæ, benevolentiæ, intelligentiæ, & ligæ, ac unionis & confœderationis initæ, contractæ, & confirmatæ inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum Dominum Ludovicum, Dei gratiâ Christianissimum Francorum Regem, hujus nominis duodecimum, pro se ac successoribus, necnon vassallis, subditis, Regnis, Patriis, Terris, & Dominiis suis quibuscumque, ab una, ac Serenissimos & Excellentissimos Principes & Dominos, Wladislaum, Hungariæ, Bohemiæque, &c. & Joannem Albertum, Poloniæ, &c. eâdem gratiâ Reges, fratres germanos, pro se, successoribus, vassallis, subditis, Regnis, Patriis, Terris, & Dominiis suis quibuscumque, ab altera partibus.

Imprimis capitulatum, actum, conventumque extitit hinc inde, & promissum, quòd dictus, Serenissimus, Potentissimus, & Christianissimus Princeps & Dominus, Dominus Ludovicus, Dei gratiâ Rex Francorum, ab una; nec non Serenissimi & Excellentissimi Principes & Domini, Wladislaus, Hungariæ, Bohemiæque, &c. ac Joannes-Albertus, Poloniæ, &c. Reges, ab altera partibus, faciunt, firmant, ineunt, & contrahunt pro se, ac successoribus, vassallis, subditis, Regnis, Patriis, Terris, & universis Dominiis suis, bonam, meram, & puram intelligentiam, ligam, unionem, & confœderationem perpetuam, ac omni ævo duraturam, contra Turcos, & alios quoscumque hostes præsentes & futuros ipsarum Majestatum, ad conservationem & defensionem Regnorum, statuum, & Dominiorum suorum, quos, quæve impræsentiarum habent, & possident, ac imposterum possidebunt & tenebunt eædem partes.

Item, quòd nulla earumdem partium tractabit, vel procurabit aliquid, quod possit cedere in damnum, præjudicium, aut aliquod incommodum, vel jacturam statûs, & Dominii alterius partis, vel ad impedimentum defensionis Religionis Christianæ contra Turcos, sive alios quoscumque fidei hostes; nec talia procurantibus, & tractantibus favebit, aut consentiet, sed fraternè, & bonâ fide, absque ulla fraude, & dolo, unaquæque pars pro viribus vitabit omnia & singula, quæ putabit esse alteri parti, vassallis, subditis, Regnis, & Dominiis suis, & publicæ fidei defensioni damnosa, adversa, & periculosa. Et si quid de talibus audiverit, vel sciverit, tenebitur unam & aliam partes illico avisare, sicuti inter bonos amicos, fratres, confœderatos, colligatos, & Catholicos Principes fieri decet.

ANS de J. C. 1500.

Item, quòd quælibet partium bonum mutuum procurabit, promovebit, & defendet, quantumcumque cum honestate poterit, & illarum quælibet ad alterius partis requisitionem mittere debebit Oratores suos in favorem partis requirentis, quòcumque opus fuerit, & toties quoties expediet.

Item, quòd quælibet ipsarum partium in quibuscumque intelligentiis, ligis, & confœderationibus, per easdem cum quovis Principe, aut Communitate imposterum contrahendis, tenebitur specificè & nominatim alias partes comprehendere, & bonum ac commodum alterius non secus, quàm proprium, toto posse suo procurare.

Item, quòd ubi in diebus suis aliqua arduissima negotia emergerent, quorum eventus posset alteri earumdem partium utilitatem aut præjudicium afferre, tunc tenebuntur per Oratores suos, aut alios, super casu emergenti convenire, & fideliter deliberare, honestate servata, ac prosequi quidquid communi consensu viderint eisdem partibus expedire.

Item, quòd vassalli & subditi dictarum partium, tam scilicet ecclesiastici & seculares, quàm nobiles & ignobiles, cujusvis status & conditionis existant, in Regnis, Terris, & Dominiis, ac ditionibus earumdem partium, vicissim possint & valeant liberè, tutè, securè, & sine omni impedimento, ire, transire, conversari, commorari, & negotiari cum rebus, mercimoniis, sarcinulis, jocalibus, pecuniis, & omnibus bonis suis, sine ulla salvi & securi transitus assecuratione, solutis tamen juxta Regnorum consuetudinem solvendis.

Item, quòd si aliqua pars, de Consilio & consensu unius vel alterius partis, susciperet posthac aliquod justum bellum, tenebitur pars consulta & consentiens præstare auxilium parti, quæ dictum bellum sic susciperet, & tunc cùm ejusmodi Consilium & consensus adhibebitur, partes ipsæ convenient de quantitate & qualitate prædicti auxilii, & etiam quanto tempore in eo bello persistendum erit.

Item, conventum extitit & conclusum, quòd ex quo Sanctissimus Dominus noster Alexander Pontifex maximus, de Consilio Sacri Senatus Reverendissimorum Dominorum Cardinalium, miseratus calamitatem Reipublicæ Christianæ, generalem expeditionem contra Turcos, truculentissimos hostes fidei, & Religionis Christianæ, per universam Christianitatem procurat, & sollicitat; & præfati Serenissimi Reges Hungariæ & Poloniæ, præcipuè ad exhortationem & persuasionem Sanctitatis suæ, & dicti Christianissimi Regis Franciæ, jam de facto abrenuntiatis treugis, & conditionibus Pacis, quas cum ipsis Turcis habebant, arma adversùs eos, pro defensione ejusdem fidei Christianæ, capere statuerunt, seque simul cum universis subditis & regnicolis suis ad hoc Sanctum piumque opus accingunt, præparant & disponunt. Ob hoc præfatus Dominus Francorum Rex, tanquam Princeps Christianissimus, & Catholicus, atque fidei Christianæ zelator eximius, pollicetur & promittit, quòd quando tempus & res erunt dispositæ ad illam expeditionem, pro devotione sua

ANS de J. C. 1500.

ne sua ipsam expeditionem juvabit, taliter quod dicti Principes confœderati, & universa Christianitas meritò debebunt contentari. Qualiter tamen, & quali quantoque subsidio sua Christianissima Majestas succurrere, & hanc Sanctam expeditionem juvare pro rata & magnanimitate sua volet, libero Majestatis suæ arbitrio & voluntatis relinquitur. Et etiam apud præfatum Sanctissimum Dominum nostrum summum Pontificem, & reliquos Principes ac Potentatus Christianos eamdem expeditionem sollicitabit, & promovebit. Et ut eisdem Serenissimis Regibus Hungariæ & Poloniæ confœderatis scilicet suis, tanquam scuto & antemurali Christianitatis ad prosequendum continuandumque ejusdemodi bellum contra Turcos pariter succurrant & opem ferant, tam propter communem utilitatem ejusdem fidei, & Religionis Christianæ, quàm contemplatione istius amicitiæ, & confœderationis, bona & sincera fide, omni studio & diligentia, tam per Oratores, quàm per litteras, cohortari, suadere, & admonere tenebitur.

Item, quòd quando præfatus Dominus Rex Francorum mittet copias armatorum in Turcos, dicti Domini Hungariæ & Poloniæ Reges pollicentur aperire viam, & transitum patefacere copiis ejusdemodi, per Terras suas, Patrias, & Dominia; & præterea facere rationabiliter provideri ipsis copiis armatorum de victualibus pro pretio competenti.

Item, quòd quælibet trium istarum Majestatum tenebit, reputabit, & recognoscet amicum similiter alterius inimicum suum; & quòd inimicus seu hostis unius partis non debeat acceptari seu suscipi hospitio ad habitandum in Terris & Dominiis alterius partis, nec ei favor ullus quovis modo adhiberi; sed tenebuntur ipsæ Regiæ Majestates se ipsas invicem pro posse & viribus tutari & defendere contra & adversùs omnes quoscumque, qui Regna, Terras, & Dominia earumdem, vel alterius illarum invadere volent, nemine prorsus excepto, præter Summum Pontificem, & Sanctam Romanam Ecclesiam, atque Sacrum universum Romanum Imperium debite & rite congregatum, quos & quod partes ipsæ excipiunt, & reservant. Reservatur etiam & excipitur in specie, pro parte Christianissimi Francorum Regis Illustrissimum Dominium Venetorum, jam diu cum Sua Majestate confœderatum, quod etiam in hoc fœdere si voluerit comprehendetur. Pro parte autem Serenissimorum Dominorum Regum Hungariæ, & Poloniæ, præcipuè verò ejusdem Domini Regis Hungariæ & Bohemiæ reservantur & excipiuntur, imprimis Serenissimus Princeps Dominus Maximilianus, Rex Romanorum, consanguineus ambarum suarum Majestatum, cui se idem Dominus Rex Hungariæ, ad perpetuam amicitiam & fraternitatem, vigore certæ inscriptionis super Pace perpetua, & concordia utrinque inter ipsas Majestates confectæ, jam diu obligavit. Excipitur etiam & reservatur, atque in præsenti confœderatione penes Majestates earumdem Serenissimorum Regum Hungariæ, & Poloniæ, comprehenditur Illustrissimus Princeps, Dominus Alexander, magnus Dux Lithuaniæ, frater germanus earumdem ambarum Majestatum. Excipiuntur præterea Illustrissimi Principes Domini Electores Imperii, ex quo Majestas prænominati Domini Regis Hungariæ, & Bohemiæ, ratione dicti Regni sui Bohemiæ, & Coronæ ejusdem Regni, subest Imperio, & unus est ex eisdem Dominis Electoribus, imò inter illos superarbiter & Pincerna Imperii existit; sed & alii omnes Principes, tam Ecclesiastici, quam seculares, Sacro Imperio subjecti, signanter verò consanguinei & affines, atque jam dudum confœderati Majestatum suarum, qui nominatim exprimentur medio Oratorum, quos istæ ambæ Majestates ad Christianissimam Majestatem sunt missuræ. Quos omnes & singulos sic denominatos, & per dictos Oratores denominatos, dicti Serenissimi Domini Reges Hungariæ, & Poloniæ, secum in præsenti confœderatione volunt comprehendi. Ea tamen lege, & conditione, quòd ipsi, vel eorum successores, simul, vel seorsum, adversus Christianissimum Francorum, & Serenissimos Hungariæ vel Poloniæ Reges, &c. aut eorum successores, similiter, simul, vel divisim, aut contra subditos, Regna, Terras, & Dominia eorumdem, nihil sinistrum, nihilque hostile, deinceps moliantur & attentent, nihilque tale directè vel indirectè, palam, vel occulte, quovis quæsito colore agant, per quod præfata Sancta expeditio contras Turcos quovis pacto impediri queat. Quòd si secus per eos vel eorum alterum fieret, & facti evidentia constaret, omnes istæ Majestates hinc inde requisitæ, tenebuntur illi, vel illis, tanquam communis boni, & hujus confœderationis & amicitiæ perturbatoribus bellum indicere, & dictarum Majestatum partem læsam, ac impeditam, subditosque, Regna, & Dominia sua, contra prædictos reservatos, vel eorum alterum, & alios quoscumque qui talia contra prædictas partes molirentur, & attentarent, pro posse & viribus suis tutari, & defendere, atque omni via & modo se invicem juvare, nisi fortè tunc temporis, cùm illi reservati aut alii talia conarentur, dictæ Majestates essent in bello contra Turcos, vel alios hostes fidei, vel pro defensione Regnorum & Dominiorum suorum, actualiter impeditæ, taliter & adeo quòd esset eis impossibile aperto bello sibi invicem succurrere, & auxiliari. Quo in casu nihilominus prædictæ Majestates tenebuntur hortari amicos & confœderatos suos, per proprios Oratores, ut à talibus desistant, & alios desistere faciant, & omnibus aliis modis, quibus poterunt dicti Reges, tanquam boni & veri amici & confœderati, conabuntur talia molientes à cœptis divertere, & impedire, quominus alteri prædictarum Majestatum, suis Regnis, Dominiis, & subditis, damnum inferatur.

ANS de J. C. 1500.

Item, si contingeret aliquam Majestatum sic confœderatarum, quacumque ratione, & causa contra præscriptos reservatos & exceptos Principes, vel eorum alterum, aut alios quoscumque, sine alterius partis requisitione & consensu bellum indicere & movere, aliter quàm ad tuitionem & defensionem Regnorum, Dominiorum, & subditorum suorum, ut suprà dictum est; in hoc casu, pars altera succurrere non tenebitur alteri. Verumtamen, si dicti reservati, vel eorum alter, aut alius quicumque is fuerit, amodo deinceps contra alteram Majestatum prænominatarum, vel subditos, Regna, Terras, aut Dominia sua, bellum moverent, & armis invaderent, vel eorum aliquis moveret, & invaderet, tenebuntur partes aliæ, priùs medio Oratorum suorum, & per bona honestaque media tentare, si illum vel illos à cœptis divertere poterunt, & nihilominus interim dictæ aliæ partes ad arma se præparabunt. Quod si dicti Oratores sic præmissi illum vel illos à cœptis divertere nequiverint, tenebuntur postea eædem partes, ut præmissum est, illis vel illi similiter bellum indicere, & eum vel eos, ubi commodius videbitur, armis aggredi, & invadere, confœderatoque succurrere, ac illum pro posse & viribus suis tutari, & defendere, nisi tunc temporis illæ aliæ partes essent actualiter in bello contra hostes fidei, vel pro defensione Regnorum & Dominiorum suorum, ut præmissum est, impeditæ.

Item, si contingeret, quòd dictæ Majestates indicerent bellum contra prædictos reservatos, vel eorum alterum, aut alios quoscumque, ex causis quibus suprà, nulla illarum Majestatum absque alterius scitu & consensu, pacem aut concordiam inire cum ipsis valeat, aut acceptare.

Item, quòd dictæ Majestates, vigore prædictarum reservationum in præcedentibus articulis, & præ-

ANS de J. C 1500.

senti tractatu factarum, non intelligunt cum ipsis reservatis suis majorem confœderationem & ligam, quam anteà ex præcedentibus confœderationibus habebant, inire, nec se ipsis reservatis magis obligare. Quinimo si aliqui illorum, quibus per præsentes articulos & tractatus in hac liga & confœderatione reservatus est locus, hanc ligam & confœderationem velint ingredi, aut aliqui alii cujuscumque status & conditionis existant, illud debebunt infra annum dictis Majestatibus significare, & tunc cùm ingredientur, per easdem Majestates cum ipsis tractabitur de modis & conditionibus, cum quibus ipsos volent admittere, & pro ut bono totius Christianitatis & statuum omnium partium videbunt magis expedire.

Item. Quòd omnes istæ tres Majestates, videlicet Christianissimus Francorum Rex, ac Hungariæ & Poloniæ Reges, hoc fœdus, ligam, amicitiam, & conditiones, dictis suis reservatis quàm primùm per oratores & nuncios suos significare tenebuntur, ne justam ignorantiæ causam prætendere possint.

Item. Conclusum & conventum est, quod per præsentem confœderationem & ligam partium juribus in aliquo non debeat derogari, neque derogatum aliquo pacto intelligatur.

Item. Quod dicti Sereniſſimi Hungariæ & Poloniæ Reges pro ratificatione & majori confirmatione præsentium articulorum, tractatus, confœderationis, & ligæ, tenebuntur mittere quàm primùm oratores suos ad præfatum Christianissimum Francorum Regem, cum plena potestate, ipsis articulis addendi, vel diminuendi, ipsos mutandi, confirmandi, vel infirmandi, latiùs & plenius interpretandi, strictiora etiam fœdera faciendi, prout dictæ Christianissimæ Majestati, & ipsis oratoribus pro bono & securitate totius Christianitatis, & Statuum dictarum partium magis videbitur expedire.

Item. Et quoniam in conclusione præsentis confœderationis, ligæ, & articulorum supra scriptorum, Magnificus Dominus Petrus Wiisniicze, Castellanus Sandomirienſis, & regni Poloniæ Marescallus, orator & procurator Sereniſſimi Regis Poloniæ, non fecit constare de mandato & procuratione satis speciali, & sufficienti, ad ineundum, contrahendum, & passandum pro eo dictum fœdus, ligam, & articulos suprà scriptos, propterea, ne prætextu illius hoc tam bonum, pium, & sanctum propositum differretur, Sereniſſima Majestas dicti Regis Hungariæ, de voluntate dicti Sereniſſimi Regis Poloniæ, fratris sui germani, litteris & nunciis certior facta, promisit & cavit pro dicto Sereniſſimo Domino Rege Poloniæ, fratre suo germano, quod ipse omnia suprà scripta, rata, grata & firma habebit, & observabit, & per primos Oratores, & Procuratores suos, quos ad sæpè dictam Christianissimam Majestatem missurus est, prout superiùs scriptum est, per litteras & mandatum speciale & sufficiens, hoc fœdus, ligam, & articulos prædictos ratificabit. Nec interim, & donec hæc omnia pro parte dicti Sereniſſimi Regis Poloniæ absoluta fuerint, præfata Christianissimi Regis Francorum Majestas, in aliquo virtute dictæ confœderationis sibi obligabitur, omnibus prædictis inter præfatos Christianissimum Francorum, & Sereniſſimum Hungariæ & Bohemiæ Reges, quantùm ad ipsos in suo robore permanentibus. Tenor verò mandati prædictorum Oratorum & Procuratorum præfati Christianissimi Regis Francorum talis est.

LUDOVICUS, Dei gratiâ Francorum, Siciliæ, & Jerusalem Rex, Dux Mediolani, universis præsentes litteras inspecturis, & audituris, salutem. Notum facimus per præsentes, quòd nos de personis dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, Valeriani de Sanctis, Domini de Marigniaco, Consiliari, & Cambellani nostri, ac Ballivi Silvanectensis, & Magistri Mathæi Tostani, in Magno nostro Consilio Consiliarii, & Procuratoris nostri generalis, ad plenum confidentes, matura deliberatione super hoc præhabitâ, melioribus modo & forma quibus potuimus, & debuimus, fecimus, constituimus, & ordinavimus, facimusque, constituimus, & ordinamus prænominatos nostros Consiliarios, Procuratores, Oratores, ac nuncios nostros speciales, negotiorumque infrà scriptorum gestores, dantes, prout dictis Procuratoribus & Oratoribus nostris specialiter & expresè, tenore præsentium, damus plenariam potestatem, & speciale mandatum faciendi & ineundi fœdus, ligam, atque amicitiam perpetuam, cum Sereniſſimis Principibus & fratribus nostris cariſſimis Hungariæ & Poloniæ Regibus conjunctim, vel cum prædicto fratre nostro Rege Hungariæ divisim, juramentaque pro nobis & loco nostri faciendi & præstandi, aliaque omnia in & pro præmissis necessaria seu opportuna, & quæ nos facere possemus, si personaliter interessemus, etiamsi talia sint quæ mandatum specialius exigant, quàm præsentibus sit expressum. Promittendo, prout promittimus bonâ fide, & in verbo regio, subque bonorum nostrorum hipotheca, & obligatione, cum omni juris & facti renunciatione pariter & cautelâ, nos habere ac perpetuò habituros ratum, gratum, firmum, & stabile, quidquid per dictos Procuratores seu Oratores nostros actum, gestumve fuerit in præmissis, aut quomodolibet procuratum. In cujus rei testimonium signo, & sigillo nostro præsentes jussimus communiri. Datum in castro nostro Locharum, die vigesima-nona mensis Januarii, anno Domini 1499. regni verò nostri secundo.

QUÆ omnia & singula præscripta prædicti Sereniſſimus Hungariæ & Bohemiæ Rex, & Oratores ac Procuratores præfati Christianissimi Francorum Regis, nominibus quibus suprà, solenni stipulatione promiserunt, & juraverunt, & per præsentes promittunt & jurant, sibi vicissim singula singulis congruè referendo, & mihi Notario infrà scripto, ut publicæ personæ stipulanti, & ejusmodi promissionem & juramentum recipienti, bonâ fide, sine omni dolo & fraude, firma, rata & grata perpetuò habere, & tenere, ac inviolabiliter observare, & adimplere, sub hipothecâ & obligatione omnium & singulorum bonorum mobilium & immobilium, præsentium & futurorum dictarum partium, mandantes, rogantes, & volentes, de præmissis omnibus & singulis per me Notarium infrà scriptum, unum vel plura fieri instrumenta ejusdem tenoris. Acta sunt hæc & facta anno, Indictione, die, & mense quibus supra, hora tertiarum, vel quasi, in arce regia Budensi, Pontificatus præfati Sanctissimi Domini nostri, Domini Alexandri VI. Papæ, anno octavo. Præsentibus Illustrissimo Principe Domino Sigismundo, Duce, &c. præfati Sereniſſimi Domini Regis Hungariæ fratre germano, necnon reverendissimo, reverendisque Patribus, ac magnificis & egregiis viris, Thomâ, Archiepiscopo Strigonienſi, Primate Regni Hungariæ, ac Apostolicæ Sedis Legato nato, dictique Sereniſſimi Domini Regis Hungariæ summo Secretario & Cancellario; Georgio, electo & confirmato Wesprimienſi, Regio Secretario; Nicolao, similiter electo Sirmienſi; Gabrielé Boznenſi; Gregorio, Comite de Frangipanibus, Præposito Albenſium Eccleſiarum; item Petro Emiitha, de Wiisniicze, prædicti Domini Regis Poloniæ, oratore, & ejusdem regni Marescallo; Josa de Som, Comite Themisienſi, &c. Sigismundo Turzo, Lectore & Canonico dictæ Eccleſiæ Strigonienſis, præfati Sereniſſimi Regis Hungariæ Secretario; Nicolao de Wiillkanow, Canonico Plocenſi, dicti Sereniſſimi Regis Poloniæ similiter Secretario; Michaele de Palocz, & Michaele de Hangacx; Georgio Zerechen de Mezthzegniiew, Paulo de Dombo, Michaele de

Zob,

ANS de C. J. 1500. Zob, Ambrosio Wiidflii de Mohora, & Georgio de Kalenda, ejusdem Regis Hungariæ Consiliariis, & pluribus aliis testibus idoneis vocatis, & rogatis. In majorem autem fidem & superabundantem cautelam, roburque & firmitatem omnium præmissorum, præfatus Serenissimus Dominus Rex Hungariæ, manu suâ propriâ se subscripsit, & sigillum suum duplex & autenticum præsentibus appendi fecit. Prædicti etiam Oratores præfati Christianissimi Regis Francorum sese manibus propriis subscripserunt, & similiter eorumdem sigilla appendi fecerunt.

Wladislaus Rex, manu propriâ subscripsit.

Ego Valerianus de Sanctis suprà scriptus, præfati Christianissimi Regis orator & procurator, omnia & singula præmissa sic acta & conclusa esse fateor & recognosco. Et idcircò in fidem & testimonium eorum me manu propriâ subscripsi, & sigillum meum proprium feci subappendi. V. de Sanctis.

Et ego Mattheus Tostanus suprà scriptus, similiter Christianissimi Regis orator & procurator, omnia & singula præmissa sic acta & conclusa esse fateor & recognosco. Et idcircò in fidem & testimonium eorum, me manu propriâ subscripsi, & sigillum meum proprium feci subappendi. M. Tousstain.

Et ego Benedictus, natus quondam Mathei Siiget de Alsbzegedi, Quinqueecclesiensis Diœcesis, sacrâ Apostolicâ auctoritate Notarius & Tabellio publicus, quia præmissis omnibus & singulis, dum sic ut præmittitur fierent & agerentur, unà cum prænominatis testibus interfui, eaque omnia & singula sic fieri vidi, & audivi, ideò præsens publicum instrumentum, manu alterius fideliter scriptum exindè confeci, in hanc publicam formam redegi, ac manu propriâ subscripsi, signumque meum solitum apposui, in fidem & testimonium præmissorum, jussus & rogatus.

DLXXVIII.

ANS de J. C. 1500. FRANCE, CASTILLE ET ARRAGON. *Traité de Paix, de Confédération, & d'Alliance entre* LOUIS XII. *Roi de France, &* FERDINAND *&* ISABELLE, *Roi & Reine de Castille & d'Aragon, ratifié par lesdits Roi & Reine à Grenade le* 11. *Novembre* 1500. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 443.

FERDINANDUS & ELISABETA, Dei gratiâ Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galleciæ, Majoricarum, Hispalis, & Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algebiræ, Gibraltaris, & Insularum Canariæ, Comes & Comitissa Barchinonæ, Domini Biscaiæ, & Molinæ, Duces Calabriæ & Apuliæ, ac Athenarum & Neopatriæ, Comites Rossilionis & Ceritaniæ, Marchiones Oristani & Gociani. Considerantes, quàm sit iniquum, quàm lamentabile, quàmque dolendum, ut inter Reges & Principes Christianos, hoste machinante antiquo, tam graves inimicitiæ, discordiæ, atque bella, ob differentias quæ inter eos quietè sedari possent, gerantur. Ex quibus plerumque post innumerabilia nefanda facinora, quæ ipsorum occasione bellorum in Deum & homines perpetrantur, nil reliqui manet apud bellantes, quàm virorum atque bonorum exinanitio, prophanatio sacrorum, cadavera mortuorum, oppidorum urbiumque demolitiones, defloraciones virginum, mulierum adulteria, pupilli plorantes, Patres orbati, viduæ desolatæ, & tandem (quod magis dolendum est) miseræ animæ apud inferos captivatæ; post quas quidem lamentabiles Regnorum & Provinciarum vastationes demolitionesque, solent etiam in animis adversantium remanere quædam reliquiæ & species vindicationis, simultatis, & malevolentiæ, quæ difficulter vel nunquam inimico contrariante extingui vel eradi possunt, quæque nonnunquam fomenta sunt ignis ad majores carbones belli imposterum accendendos. Quæ dispendia si præviderent & adverterent Principes Christiani, credendum profectò est, vel eis sese abstinerent, vel multò tardiores essent, ut in fratres & proximos suos similia bella moverent. Propter quæ tanta mala, opes atque vires Christianorum sunt ita quotidie in plerisque locis exhaustæ & diminutæ, ut non mirandum, si immanissimus Turcorum Princeps, effrænata crudelitate, & jamdiu in Rempublicam Christianam impetum facit, & subjugato, pro dolor! memoria satis recenti Imperio Constantinopolitano, gradatim atque in dies Christianorum fines disterminat, absorbet, atque deglutit, ad ulteriora prorupturus, nisi Deus avertat. Propterea intrinseca mente volventes, quàm sit magnum & honestum, quàm decorum & expetibile, quàmque Deo gratum, & acceptum, regnisque & populis universis jucundum, utile, atque tutum bonum pacis, cujus quidem pacis observantiam Salvator noster Jesus, dum in terris conversatus esset, non solum sacerrimis suis sermonibus, ut animis nostris infigeret, sæpe atque plurimum commendavit, sed etiam cum à nobis discedere vellet, ad cœlos ascensurus, tanquam paternam hæreditatem pacem suam nobis dando, pacem suam relinquendo, nos testamento hæredes suos instituit universos. Nolentes ergò nos tantæ tamque inæstimabilis hæreditatis à tanto nobis testatore relictæ, aut superbos aut ingratos repudiatores videri, quanquam nós, & Christianissimus Princeps Ludovicus Francorum Rex, frater & consœderatus noster dilectissimus, optimam habemus inter nos fraternitatem, confœderationem, & amicitiam, eamque Deo proprio inconcussam diebus nostris exercuerimus; verùm ut ipsa majus in dies incrementum nanciscatur, tollanturque è medio omnia, quæ eam fortè aliquamdiu turbare possent, ac ut perpetuum ac indissolubile vinculum in se obtineat firmitatis; cupientesque præterea, ut alii Principes Christiani, exemplo nostro, inter se nobiscum, si ita decreverint, eandem pacis hæreditatem adire velint; quo faciliùs atque citiùs tanta Turcorum rabie moderata fidelium universalem Ecclesiam, fidemque nostram Catholicam Deo opitulante tueri possimus & augere. Idcircò, ad ipsam Sanctissimam pacem inter nos de novo capessendam, fœdusque & amicitiam inviolabiliter & perpetuò observandam, animos nostros auxilio Spiritus Sancti induximus, & eam ob rem inter præfatum Christianissimum Ludovicum Francorum Regem, fratrem & confœderatum nostrum, pro eo, hæredibus & successoribus suis Francorum regibus, Regnis, Dominiis, & subditis suis, parte ex una, & nos pro nobis, hæredibus & successoribus nostris, Regnis, Dominiis & subditis nostris, parte ex altera, medio Oratorum utriusque partis fuerunt inita & concordata capitula, quæ sequuntur.

Concordata & conventa facta inter Christianissimum Regem Francorum Ludovicum duodecimum; & Serenissimos ac Potentissimos Ferdinandum & Elisabet Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. super sequentibus.

Primò, est concordatum, quòd continuando & conservando amicitiam & confœderationem, quæ est inter præfatos Reges Franciæ, & Regem & Reginam Hispaniæ bona, secura, firma, legalis & perpetuâ amicitia, confœderatio & intelligentia est, & erit in perpetuum inter præfatum Regem Franciæ, Regna, Patrias, Terras, Dominationes, & subditos ac successores suos, ex una parte, & dictos Regem & Reginam Hispaniæ, seu Regna, Terras, Dominia, & eorum subditos & successores suos, ex alia parte, tali modo, quòd pro defensione & conservatione statuum utriusque partis erunt amici amicorum, inimi-

ANS de J. C. 1500.

ci inimicorum nemimem excipiendo nec reservando, & quòd in futurum omnes rancores & malevolentiæ, inimicitiæ, divisiones, injuriæ, querelæ, damna, ex quibus exprobrationes, quæstiones seu petitiones fieri possent per eorum alterum contra alium, ex nunc omnia prædicta per hanc amicitiam sint totaliter extincta & abolita ab utraque parte, ita quòd posthac pro tempore futuro non possit per eos, nec eorum successores, moveri aliqua petitio seu quæstio aliquo modo, pro quacumque causa, nec quocumque colore vel occasione quæsitis.

Item. Est promissum, tractatum & concordatum, quòd si contingeret, (quod Deus avertat) aliquam guerram seu divisionem moveri contra præfatum Regem Franciæ, Regna, Patrias, Terras, & Dominia sua, per aliquem subditum suum, vel alium quemcumque, neminem excipiendo, ut dictum est, in eodem casu Rex & Regina Hispaniæ, & eorum successores debitè requisiti, tenebuntur cum effectu de suis armigeris in bono & sufficienti numero, de suis subditis & vassallis succurrere pro posse, & adjuvare prædictum Regem Franciæ, & jam dicta Regna, Terras & Dominia sua, in illa parte ubi necessitas requiret, & quamdiu guerra seu divisio durabit, expensis tamen ipsius Regis Franciæ.

Et pari modo si contingeret, (quod Deus avertat) aliquam guerram seu divisionem moveri contra præfatos Regem & Reginam Hispaniæ, & sua Regna, Patrias, Terras & Dominia, per aliquem subditum suum, vel alium quemcumque, ut dictum est, neminem excipiendo, in eo casu dictus Rex Franciæ, & ejus successores debitè requisiti, tenebuntur cum effectu de suis armigeris in bono & sufficienti numero de suis subditis & vassallis succurrere pro posse, & adjuvare prædictos Regem & Reginam Hispaniæ, & jam dicta Regna, Terras, & Dominia sua, in illa parte, ubi necessitas requiret, & quamdiu guerra seu divisio durabit, expensis tamen ipsorum Regis & Reginæ Hispaniæ.

Item. Promissum est, concordatum atque tractatum, quòd si aliqui Principes, Barones, Milites, Nobiles, & Officiales, vel alii subditi prædicti Regis Franciæ, cujuscumque gradus, status, aut conditionis existant, criminosi criminis læsæ majestatis, aut alio crimine irretiti se ad Regna, Patrias, Terras, & Dominia dictorum Dominorum Regis & Reginæ Hispaniæ conferrent aut confugerent, quòd tales non recipiantur ibi, nec illic manere poterunt, sed quàm primùm per prædictum Regem Franciæ, vel ab eo deputandos, requirentur, per mensem post requisitionem seu petitionem vel summationem de restitutione eorum factam, restituentur prædicto Regi Franciæ, seu Commissariis ab eo deputandis, qui de eis pœnas sument quas de jure licebit. Et simili modo, si aliqui Principes, Barones, Milites, Nobiles, Officiales vel alii subditi prædictorum Regis & Reginæ Hispaniæ, cujuscumque gradus, status, aut conditionis existant, criminosi criminis læsæ Majestatis, vel alio crimine irretiti, se ad Regna, Patrias, Terras, & Dominia dicti Regni Franciæ deferrent aut confugerent, quòd tales non recipiantur ibi, nec illic manere poterunt, sed quàm primùm per dictos Regem & Reginam Hispaniæ vel ab eis deputandos, requirentur, per mensem post requisitionem & summationem de restitutione eorum factam, restituentur & cum effectu tradentur prædictis Regi & Reginæ Hispaniæ, seu Commissariis ab eis deputandis, qui de eis pœnas sument quas de jure licebit.

Et quia prædictus Rex Franciæ jus habere prætendit in Regno Siciliæ citra Farum, illaque de causa ad illud recuperandum cum exercitu suo proficisci decrevit, & nihilominus Rex & Regina Hispaniæ prædicti jus habere prætendunt in dicto Regno, ita ut dictum Regnum uni ex duobus dictis Regibus, & nemini alii de jure pertineat, animadvertentes præterea præfatis Regibus ac universo orbi notissimum esse, Regem Fredericum sæpe Turcorum Principem, Christiani nominis hostem acerrimum, literis, nunciis, ac legatis ad arma contra populum Christianum capessenda sollicitasse, ac impræsentiarum sollicitare, qui ad ejus maximam instantiam cum ingenti classe, ac validissimo terrestri exercitu, ad Christianorum terras invadendas vastandasque, jam movisse intelligitur; igitur tam imminenti periculo ac damno Christianæ Reipublicæ obviare volentes, & ad finem pacis, & ut amicitia, confœderatio & liga prædicta sit inter se indissolubilis & perpetua in futurum, volentes omnes occasiones tollere & amputare, quæ huic confœderationi rupturam & scissuram possent afferre, tractatum est, approbatum, & concordatum super dicto regno inter præfatos Principes in hunc qui sequitur modum, Videlicet, quòd dictum Regnum Siciliæ citra Farum dividetur & partietur inter præfatum Regem Franciæ ex una parte, & præfatos Regem & Reginam Hispaniæ, ex altera parte & pro portione dicti Regis Franciæ remanebunt civitas Neapolis & oppidum Gayetæ, ac aliæ civitates, oppida, & terræ totius Provinciæ terræ laboris, & tota provincia Brussiæ, pro eorum justo valore, & ultra & supra medietatem redditui Duanæ pecorum Apuliæ, vulgariter nuncupatæ, *la Duana de la Pouille*, & cum suis titulis Regni Franciæ, & Ducis Mediolani appelletur quoque Rex Neapolis & Jerusalem; & pro portione Regis & Reginæ Hispaniæ præfatorum remanebunt ducatus Calabriæ, & tota Apulia, ideſt *la Pouille*, pro suo justo valore, & cum suis titulis Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. appellentur quoque Duces Calabriæ & Apuliæ, reservata medietate redditui dictæ Duanæ in dicta Apulia levandæ, quam præfatus Rex Franciæ habebit & recipiet purè à Commissariis per eosdem Regem & Reginam Hispaniæ ad hoc deputandis, ultra revenutum dicti regni, ut dictum est. Statuetur tamen per eosdem Regem & Reginam Hispaniæ certa dies in anno, in qua prædicta Duana dabitur ad firmam, & prædictus Franciæ Rex poterit, si voluerit, mittere Commissarium aut Commissarios, qui prædictæ firmæ præsentes sint & consentientes. Quæ revenuta dicti regni secundum suum justum valorem æqualiter dividentur inter eos, quemadmodum inter fratres & amicos, tali modo quòd si dictus ducatus Calabriæ, & tota Apulia, cum medietate dictæ Duanæ, plus valerent, seu eorum valor magis ascenderet, quàm valor civitatis Neapolis, oppidi Gayetæ, terræ laboris, & Brussiæ, fiet compensatio præfato Regi Franciæ in dicto regno, per præfatos Regem & Reginam Hispaniæ. Et etiam, si civitates Neapolis, oppidum Gayeta, terra laboris, & tota Brussia cum medietate Duanæ in *la Pouille*, (quam Rex Franciæ, puram, quietam & absolutam accipiet, sicut dictum est) ultra omnia sunt majoris valoris, quam dicti ducatus Calabriæ & Apuliæ, in hoc casu præfatus Rex Franciæ faciet dictis Regi & Reginæ Hispaniæ compensationem debitam in dicto regno, ita quòd ultra medietatem dictæ Duanæ dictum Regnum secundùm suum valorem æqualiter dividetur inter se.

Item. Est concordatum & conclusum, quòd præfatus Rex Franciæ & successores sui teneant & possideant in perpetuum portionem dicti regni, quæ eidem Regi Franciæ remanebit cum omni pleno Dominio, ac integra & suprema jurisdictione, ea dumtaxat reservata, quæ, ratione feudi, Ecclesiæ ad Sanctæ sedi Apostolicæ debentur. Et pari modo est conventum & conclusum, quòd præfati Rex & Regina Hispaniæ & successores sui teneant & possideant in perpetuum portionem dicti regni, quæ eis remanebit cum omni & pleno Dominio, ac integra & suprema jurisdictione, ea dumtaxat reservata, quæ, ratione feudi, Ecclesiæ ac Sanctæ sedi Apostolicæ debentur.

Item. Et ut cuilibet partium prædictarum quod virtu-

ANS de J. C. 1500. virtute horum capitulorum sibi competit reddatur, convenerunt dictæ partes, quòd si forte in recuperatione dicti regni, ad manus dictarum partium alterius quovis modo pervenerint aliquæ civitates, oppida, castra, & loca ejusdem regni, quæ sint de portione alterius partis, in hoc casu ipsæ civitates, oppida, castra, & loca debeant restitui & restituantur statim, absque aliqua dilatione, parti, de cujus portione fuerint, salvo & reservato eo, quod Dominium Venetorum tenet in dicto regno, Neapoli, & in Apulia, & alibi, in quo dicti Reges non intelligunt tangere, nec Venetis aliquod præjudicium afferre, quibus solventur pecuniæ, pro quibus terræ memoratæ inveniuntur hipotecatæ, aliàs manebunt in possessionibus earum, prout juris fuerit & rationis.

Item. Est conventum & concordatum inter præfatos Regem & Reginam Hispaniæ, & Regem Franciæ quòd dos & donatio propter nuptias Sereniſſimæ Reginæ Joannæ, sororis prædicti Regis Hispaniæ, relictæque Regis Ferdinandi antiquioris, ac etiam dos alterius Reginæ Joannæ antiquioris, solventur per præfatos Reges Franciæ & Hispaniæ, & eorum successores, per medium, & uterque eorum mediam partem onerum dotalium dictarum Reginarum super portione sua sustinebit, prout de jure & ratione earum cuilibet pertinere possit; ipsæque Reginæ earum vita durante tenebunt & possidebunt, absque impedimento aliquo terras, redditus, & Dominia, quæ causis præmissis impræsentiarum possident, tam in dicto regno Neopolitano, quam in dictis ducatibus Calabriæ & Apuliæ, videlicet quælibet ipsarum partem suam. Verùm, si forte terrarum, reddituum, ac possessionum, quas præfatæ Reginæ possident, ut præfertur, fuerit major pars in portione unius partis quam alterius, tali in casu, pars quæ majorem partem hujusmodi oneris sustinebit, recompensabitur ab altera parte minorem hujus oneris partem sustinente in redditibus. Ita quod neuter præfatorum Regum Hispaniæ & Franciæ sustineat & solvat, nisi tantummodo medietatem rerum, quas præfatæ Reginæ possident, ac habere debent, ut præmittitur.

Et his mediantibus, præfatus Rex Francorum pro se & successoribus suis cedit omnia jura sua, nomina, rationes, & actiones, si quæ & quas habet seu habere prætendit, quovis modo, in Comitatibus Rossilionis & Ceritaniæ, ac in aliis quibuscumque terris, quas dicti Rex & Regina Hispaniæ impræsentiarum tenent & possident, ita quòd ipse & sui in futurum successores nunquam possint aliquid in posterum quærelare, aut quocumque modo petere.

Et pari modo prædictis mediantibus, præfati Rex & Regina Hispaniæ pro se & successoribus suis renunciant dicto Regi Franciæ, ac ejus successoribus, & cedunt omnia jura, nomina, rationes, & actiones, si quæ & quas habent, seu habere prætendunt quovis modo in comitatu Montispessulani, & aliis quibuscumque terris, quas dictus Rex Franciæ impræsentiarum tenet & possidet, ita quòd ipse, & sui in futurum successores, nunquam possint aliquid imposterum querelare, aut quocumque modo petere.

Item. Simili modo promissum, concordatum, atque tractatum est, quòd prædicti Reges promittent & juramento firmabunt, pro se & successoribus suis, præservare, custodire & defendere dicta sua Regna, Patrias, Terras, & Dominia, quæ habent in Italia, hoc est, quòd præfatus Rex Franciæ ex toto posse suo custodiet, succurret, & defendet pro Rege & Regina Hispaniæ, insulam Siciliæ, & dictos ducatus Calabriæ & Apuliæ, & alia Dominia sua, quæ dicti Rex & Regina habent in Italia, contra omnes & quoscumque ea vastare volentes, & eis guerram movere, & juvabit eos cum suis armigeris in bono & sufficienti numero de suis subditis & vasallis, pro posse suo, expensis tamen ipsorum Regis & Reginæ Hispaniæ. Et dicti Rex & Regina Hispaniæ similiter, pro posse suo, custodient pro præfato Rege Franciæ Regnum Neapolitanum & Jerusalem, Ducatum Mediolanensem, & alia Dominia sua, quæ prædictus Rex Franciæ habet in Italia, & juvabunt eos cum suis armigeris in bono & sufficienti numero de suis subditis & vasallis, pro posse suo, expensis tamen ipsius Regis Franciæ, ita quòd pro defensione Regnorum, statuum, & Dominiorum suorum, non sit inter eos & subditos suos aliqua differentia. ANS de J. C. 1500.

Item. Est tractatum & concordatum, quòd si aliqui Principes, Barones, Nobiles, milites, & alii subditi regni Neapolitani, & dictorum ducatuum Calabriæ & Apuliæ, jus habere prætendant in quibuscumque bonis Patrimonialibus, Domibus, Dominationibus, & aliis hæreditagiis in dictis regno & ducatibus situatis, ex quocumque titulo, petent jus & justitiam super talibus sibi ministrari per quatuor judices ad hoc deputandos, quorum duo per Regem Franciæ, & alii duo per Regem & Reginam Hispaniæ, ad justitiam faciendam deputabuntur, qui simul & conjunctim de talibus cognitionem ipsorum Regum habebunt. Qui judices, si in causis movendis simul in unam sententiam convenire non poterunt, facultatem habebunt eligendi & assumendi aliquem virum gravem, virtutibus, moribus, & scientia, ac rerum experientia ornatum, neutri Regum suspectum, qui cum eis de differentiis & casibus memoratis occurrentibus cognoscere & decidere poterit.

Item. Est conventum, conclusum, & concordatum, quòd altera partium prædictarum non possit nec debeat tradere, facere, nec firmare aliqua capitula, seu concordiam aut conventionem de rebus prædictis Regnum Neapolitanum & ducatus Calabriæ & Apuliæ tangentibus, cum aliquo alio Principe, potentatu, aut aliqua alia persona, nisi cum voluntate & expresso consensu utriusque partium prædictarum.

Item. Est etiam concordatum, quòd præsentes articuli, postquam eos præfati Rex & Regina Hispaniæ ratificaverint, approbaverint, affirmaverint, & juraverint, mittentur præfato Regi Franciæ, ut eos ratificet, approbet, firmet, & juret.

Quo facto, pro earum ampliori & securiori firmitate, & præmissorum in eis contentorum, & pro complemento eorumdem ab utraque parte faciendo, præfati articuli præsentabuntur ex parte Regum memoratorum per Oratores suos simul Sanctissimo Domino nostro Papæ; qui Oratores supplicationibus, ut convenit, datis supplicabunt Sanctitati Suæ, ut præsentes articulos firmet, autoriset, approbet, & servari jubeat, sub pœnis & censuris in talibus requisitis, & apponi solitis, ac supplicent Sanctitati Suæ, ut investituram prædictorum regni & ducatuum concedat & det Regibus & Reginæ præfatis, videlicet cuilibet de portione, quæ sibi horum articulorum virtute competit; & utræque partes prædictæ simul dictam investituram recipiant, & non una sine altera; & Sanctitati Suæ supplicare & instare non desinant, donec prædicta omnia eis concesserit. Et si contingat, quòd Sua Sanctitas noluerit investituras prædictas gratis dare, sed forsitan aliquas pecunias, aut revenutas seu donationes à dictis Regibus exigere aut habere voluerit, in hoc casu uterque Regum solvet per medium quicquid pro expensis investiturarum à Sanctitate Sua faciendarum expositum fuerit.

Cùmque præinserta Pacis, fœderis, concordiæ, & amicitiæ capitula, omniaque & singula in illis contenta nobis gratissima sint, ac maxime placeant, & velimus libentissimo animo ea omnia servare, exequi, & complere, quæ pro parte nostra præinsertorum capitulorum virtute servanda, exequenda, & complenda sunt, & quia nihil prodesse possent ea quæ conventa & concordata sunt inter partes, nisi ab utraque parte sint firmata & jurata, fueritque utrimque conventum, ut nos primùm præinserta capitula & contenta in eis ratificaremus, confirmaremus, approba-

ANS de J. C. 1500. probaremus & juraremus, prout jam fecimus; & deinde præfatus Rex Franciæ eadem capitula & in eis contenta ratificaret, confirmaret, approbaret & juraret, prout jam fecit, ut constat per ejus litteras autenticas traditas nobis per venerabilem Petrum Ludovicum de Valtan, Archidiaconum Andegavensem, ejusdem Regis Franciæ Fratris nostri Oratorem: quia tamen de prædictis ratificatione, confirmatione, approbatione, & juramento nostris in diem usque præsentem nullas tradidimus literas autenticas, volumus, illis quoquo modo non obstantibus, pro majori & securiori rerum firmitate, præinserta Pacis & confœderationis capitula cum ea, qua decet, solemnitate ratificare, de novo confirmare, approbare, & jurare. Idcirco præsentibus literis nostris omnibus melioribus via, modo & forma, quibus melius & validius de jure possumus, & debemus, præinserta Pacis, fœderis, concordiæ & amicitiæ capitula, omniaque & singula in illis, & quolibet illorum contenta, juxta sui seriem & tenorem laudamus, approbamus, ratificamus & confirmamus, ac rata, & grata, & firma habemus, & ad pleniorem securitatem de novo concedimus & firmamus: & insuper promittimus & juramus ad Dominum Deum nostrum, & ejus Sanctam Crucem, & Sancta quatuor Evangelia manibus nostris corporaliter tacta, bona fide & in verbo Regio tenere, adimplere, & inviolabiliter observare, pro nobis, Terris, Regnis, Dominiis & ditionibus nostris, omnia & singula in præinsertis, Pacis, fœderis, concordiæ & amicitiæ capitulis contenta, prout in eisdem cavetur & continetur, & contra ipsa quovis modo directè vel indirectè non facere nec venire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali casu incurrere. In quorum omnium & singulorum prædictorum testimonium, præsentes literas manibus nostris signavimus, sigillique nostri munimine jussimus roborari. Datum & factum in Civitate Granatæ, undecimo die mensis Novembris, anno Sacri Jubilæi millesimo quingentesimo, præsentibus ibidem antedicto venerabili Petro Ludovico de Valtan, Archidiacono Andegavensi, Oratore & Procuratore Christianissimi Francorum Regis, fratris & confœderati nostri Carissimi; Antonio de Fonseca, Consiliario nostro; Didaco Perez, Locum-tenente Majoris Domini; & Lupo Conchillos, alumno nostro.

ANS de J. C. 1500.

SUPLE-

SUPPLEMENT

De quelques Traitez apartenans à ce Tome I. & trouvez depuis l'Impreſſion.

DLXXIX.

ANS de J. C. 1071. BOURGOGNE ET SAVOYE.

Traité d'Alliance entre OTHENIN *de Bourgogne, Sire de Salins &* RENAUD *de Bourgogne Fréres, d'une part; &* THOMAS *de Savoye, Comte de Piémont, &* AME' *de Savoye Freres, d'autre. Fait à Paris, en l'an* 1071. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 99.

NOus Otthonins de Bourgoigne & Sires de Salins, & Renauz Freres ſommes à ſavoir à tous ceus qui verront ces preſentes Lettres, Que nous regardée la grand eſperance d'amour, laquelle nous avons euë toûjours & aurons en enpres à Nobles Barons & noſtres chiers & amés *Thomas & Amé de Savoie Freres*, prometons à iceus maimes en bone foy donnés ſermenz corporeement à ſeintes Evangiles de Dieu, valoir & conſeiller & aider tant cum nous vivrons de tote guerre & de touz plaiz, de toutes querailes contre tous homes dou monde de totes noz forces, de tous nos povoirs, exceptez nobles Barons *Philippe de Savoye & de Bourgoigne Conte, Aaliz de Savoye & de Bourgoigne Comteſſe*, Hugue Duc de Bourgoigne, Thiebaut Conte de Bar, & en ſeur que tout nous prometons per le ſerment devant donné, que s'il avenoit par aucun cas entre les devant diz *Thomas & Amé de Savoye Freres*, & Pierre de Chalon nommé Bouvier, guerre ou decors andevant de Pierre Bouvier, nous ne liaiderons ne en fait ne en dit contre les devant diz Thomas & Amé per nous ne per autruy que nous puichiens rencontrer en tous leus, & toutesfois que nous pourriens ne ſauriems leur domage à percevoir de notre poir, nous les defendriens & leur feriens à pluſtoſt que nous pourriens à ſavoir. Promettons ancores Nous Otthonins, que nous Thomas & Ame Freres, contre tous les eideurs de Pierre Bouvier de Chalon eyderons de tout notre povoir, ſauf ceux que nous avons nommement deſſus exceptés. Je Renauz contre le devant dit Pierre Bouvier, encontre tous ſes aideurs à Thomas & Amé devant diz de tout mon pouvoir eidere toutes les fois que ge ſere daus ou de lun daus requis ou de lour certain meſſage, toutes les choſes ſus nommées & promiſes. Nous Otthonins & Renauz Freres promettons loyaument ſeur le ſerment donné & fait de nous ſeur les ſeinctes Euangiles à tenir plenement & garder ſenement ſans aller en contre tant cum nous vivrons, & por ce que ceſtes choſe ſoit plus ferme & plus eſtable nous avons fait nos ſeiauz mettre en ces preſentes lettres en ſigne de perpetue fermeté. Ce fut fait à Paris en len Cloiſtre Noſtre Dame en l'Oſtel lois de Savoye, en l'an de l'incarnation noſtre Seigneur mil LXXI. XXI. le jour de mercredy devant la Feſte S. Nicolas; apres la Feſte S. Andrier l'Apoſtre.

DLXXX.

ANS de J. C. 1083. L'EMPIRE ET SAVOYE.

Traité de Paix entre RODOLPHE *Roi des Romains &* PHILIPPE, *Comte de Savoye. Fait le 24. Juin*, 1083. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 87.

RUDOLPHUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus. Univerſis Sacri Romani Imperii fidelibus, præſentes literas inſpecturis, gratiam ſuam & omne bonum: Ad veram notitiam cupimus pervenire. Quòd nos cum Nobili PHILIPPO *Comite Sabaudiæ*, bonam pacem & firmam ſuper guerra quæ inter nos & ipſum vertebatur, fecimus in hunc modum. Primùm quòd ipſi Philippo Comiti Sabaudiæ, & omnibus & ſingulis ſuis valitoribus, & adjutoribus, & ſpecialiter Civibus de Murato, & Contamino bonam, perfectam & ſtabilem pacem damus, & facimus, & omnem indignationem, iram, rancorem & odium quos & quæ contra ipſos habuimus, puro corde & bona fide eis remittimus, integrè & liberaliter indulgemus. Item dictus Comes nobis reſervet & concedet Muratum & Contaminum, & reſignabit Advocatiam & quicquid Juris habet in Paterniaco. Item Civibus Murati & Contamini, nulla damna ſeu gravamina inferemus pro eo quod dicto Comiti adhæſerunt, ſed eos in juribus ſuis, poſſeſſionibus & libertatibus dignabimur conſervare. Item præfato Philippo Comiti Sabaudiæ, nec quæſtionem, nec guerram per nos, nec per alium movebimus, tempore vitæ ſuæ, ſuper poſſeſſionibus, hominibus aut fortalitiis Imperii, quas & quos & quæ hodie poſſidet, aut in ſua hodie retinet poteſtate. Item Prior & Monaſterium ac habitatores Paterniaci conſervabimus in poſſeſſionibus, libertatibus & Juribus ſuis, nec ipſis aliqua damna ſeu gravamina quoad vixerimus, inferemus; propter quòd dicto Comiti adhæſerunt, tali conditione addita, quòd nos Advocatiam in Paterniaco nomine Imperii retinebimus, tanquam Succeſſoribus noſtris, Regibus, & Imperio, & ſimiliter Priori & Monaſterio, omne jus & omnis libertas remaneat ſalva in futurum, ſicut ei competiit, ſeu competere potuit, primo die antequam hæc pax & concordia eſſet facta. Item Captivi hinc inde abſoluti liberè dimittentur. In cujus rei Teſtimonium præſens ſcriptum exinde conſcribi, & Majeſtatis noſtræ Sigillo fecimus communiri. Datum in Caſtris ante Paterniacum, in die Beati Joannis Apoſtoli & Evangeliſtæ. Indict. XII. Anno Domini M. LXXXIII. Regni verò noſtri, anno undecimo.

ANS de J. C.

DLXXXI.

1105. THOLOZE. *Testament de* RAYMOND *Comte de Tholoze & de S. Gilles. Fait le* 31. *Janvier.* 1105. Césat de Nostradamus Histoire & Chronique de Provence. Partie I. pag. 112.

AU nom de la saincte & indivisible Trinité: pource que par plusieurs clairs & sacrez tesmoignages des saincts & sacrez volumes, & par une Chrestienne pieté nous sommes instruits qu'aucune breveté de temps, nulle surcharge, sorte, & immensité de fautes ne ferme les portes du pardon aux vrais penitens. A ceste cause appuyé de ceste esperance, moy Raymond Comte de saint Giles, fragile & miserable pecheur, quoy que convaincu de beaucoup de crimes confiant de l'ineffable benignité de Dieu tres-misericordieux & tres-bon, me trouvant reduit au dernier pas de ma vie, utilement & en vray Chrestien conseillé, voire touché de l'aigre souvenir de plusieurs choses que j'ai iniquement faictes contre la saincte Eglise d'Arles, lesquelles apres avoir esté iniquement maniées par mes ancestres & progeniteurs: j'ai neanmoins jusques à ce jourd'huy par trop iniquement souffertes, porté d'un grand desir de penitence, je m'efforce d'en faire maintenant ceste petite & humble satisfaction, pour la rançon de mon ame. Parquoy combien que je recognoisse & confesse clairement que toute la terre qui s'avoisinant & aboutissant au Rhosne s'appelle Argence, soit entierement, & de la propre jurisdiction de l'Eglise d'Arles: si est-ce qu'estant encor assez plus attaché aux charnalitez & biens de ce monde qu'il ne me seroit de besoing, je laisse bien la plus grande partie de tout ce territoire à mes enfans: mais sous l'esperance toutesfois qu'ils repareront ce defaut, & restitueront à S. Trophime & à S. Estienne tous les droicts qui leur appartiennent. Cependant je veux & accorde que pour le salut de mon Ame sans aucune tache de reproche des à present, le village, communement appellé Fourques, avec toutes ses dependances, sçavoir du Rhosne & des palus, des vignes, arbres fruictiers, & non fruictiers, des terres cultivées & non cultivées, du port du Rhosne, des pastis, & de tous les emoluments & revenus de son terroir, comme par avance & petite portion, soient remis & restituez à l'Eglise d'Arles, à l'Archevesque & ses successeurs, & au Chapitre venerable, à qui je rends semblablement toutes les decimes des Eglises, & de tout le terroir d'Argence comme d'une mesme volonté: outre & par dessus cela, je luy rends & cede la quatriéme partie des choses que mes ancestres ont iniquement possedées, & que j'ay par une successive iniquité tenues & possedées aprés eux aux Chasteaux d'Albaron & de Foz: ce que je pretends leur estre restitué avec la quatriéme portion de lesdes herbages, pasturages & montaignes, que j'ay à la cité d'Arles: finalement je prie affectueusement Bertrand & tous mes successeurs, mes hommes, mes vassaux & mes amis, que s'il entrevenoit quelque obstacle & destourbier à ces devoirs & honneurs, ou par quelque mienne debte, ou par quelque autre sorte d'occasion, pour l'amour de Dieu, le bien de mon ame, & la souvenance des benefices qu'ils ont autrefois receus de moy, ils vueillent oster tels empeschements, & le tout payer, accomplir & restituer au profit de la saincte Eglise d'Arles. Si que dés maintenant ils soient à jamais ses vrais amis, ses fidelles adjuteurs, & tres-fermes deffenseurs. Que si quelqu'un des mortels entreprend d'offenser ou de rompre en quelque façon que ce soit ceste mienne juste constitution, & derniére volonté, que celuy-là tombant és lacs de l'ire & fureur inevitable du grand & rigoureux Juge, soit eternellement tourmenté des flammes horribles d'une plus violente gehenne, & tenu comme sacrilege & parricide indigne de tous les honneurs qu'il pourroit esperer de moy. C'est pourquoy ce testament a esté fait au mont Pelegrin en la Syrie, du regne de nostre Seigneur Jesus-Christ: Pascal ayant en main le gouvernal de l'Eglise Romaine, comme Pontife Souverain, le dernier de Janvier jour de Mardy de l'an mil cent & cinq, és presences d'honnestes personnages tant Ecclesiastiques que lais, Aymin Evesque de Thollon, Aycard Evesque de Marseille, Raymond des Baulx Doyen de Posquieres, Bertrand Porcellet, Guillaume Arvei, Pons de Foz, Rostang du Port, Gauffrid des Pennes & plusieurs autres qu'il seroit long de reciter, Gervile Comtesse l'a ratifié, Adelphons son fils l'a ratifié, & Pons de Bresse escrit & signé de sa main.

ANS de J. C. 1105.

DLXXXII.

Traité de Paix entre BERENGER II. *dit le Jeune Comte de Provence, &* ESTEPHANETTE *ou* ETIENNETTE *Baronne de Baulx, en* 1150. Cesar de Nostradamus. Histoire & Chronique de Provence. Partie II. pag. 124.

ANS de J. C. 1150. PROVENCE ET BAULX.

EN premier lieu que la Princesse des Baulx quitteroit & remettroit au Comte & aux siens successeurs tout le droit qu'elle demandoit sur la Provence: renonceroit à tout fief & hommage qu'elle & ses predecesseurs avoient, ou ses successeurs pourroient pretendre ez terres d'icelle, que le Comte & ses successeurs tiendroient dorenavant sans recognoistre aucun souverain: qu'elle luy jureroit foy & loyauté du chasteau de Trinquetaille, & de toutes les fortereresses, seroit fidelle, & si luy en donneroit tout & tel pouvoir qu'il est contenu au serment de fidelité.

Le Comte de sa part luy quitteroit par semblable, & remettroit tous nouveaux usages par luy imposez & mis sur les sujets d'elle, des villes, chasteaux & fortereresse nommées Baussenques, dés le trepas du Comte Gilbert son pere, tant par mer que par terre. La Princesse luy quitteroit & remettroit l'honneur & souveraineté à elle appartenant, que Rostang Alphant, & certains autres rebelles avoient sur le chasteau de Merargues & autres lieux: pareillement la souveraineté de Berre, & des autres villes Baussenques: promettroit & jureroit de n'y faire, ny dresser aucunes fortereresses, ains les laisseroit au mesme estat que Hugues des Baulx son mary les avoit acquises de feu Comte de Barcellone Raymond. Luy remettroit d'abondant & cederoit les condamines de Gaudageron, contenuës dans la cité d'Arles, par mesme moyen luy cederoit & remettroit les serments & conventions, qu'elle & son feu mary le Prince Hugues avoient reçeu du Comte de Provence de toute la Comté: ainsi que Berenguier Raymond ayeul du Comte Raymond l'avoit partagée avec le Comte de Tholose Alphons son beau-frere. Luy remettroit & donneroit encor le pouvoir & authorité qu'elle avoit de Portaudose, ou Port-aurouse d'Arles, toutes les fois qu'il plairoit au Comte y faire ses allées & venuës. Et si pourroit, quand bon luy sembleroit, aller & venir en Arles avec son train ordinaire: outre quoy luy seroit permis & loisible de prendre logis dans le Bourg-neuf de la cité sans aucune contradiction, exceptées toutesfois les maisons des Gentilshommes, des Marchands & des artisans. Si luy quitteroit de plus & remettroit le gage de Camargues,

ANS de J. C. 1150. gues, que Hugues son mary avoit pris sur Berenguier Raymond son pere, en recompense de la Comté, y adjoustans encor quatre mille sols pour icelles maisons. Finalement quicteroit & remettroit au Comte Berenguier, le droict & faculté qu'elle avoit sur la corde & le quintal, au lieu de Trinquetaille d'y tenir foire & marché.

Que si la Princesse ou aucun des siens contrevenoit en quelque maniere que ce fut aux choses que dessus en le leur faisant entendre, le Prince Hugues des Baulx son fils aisné seroit tenu de se remettre au pouvoir & obéissance du Comte dans quarante jours precisément apres la denonciation à luy faicte, & si n'en despartiroit que toutes choses ne fussent remises à leur premier estat & deu. Davantage luy aideroit, & le defendroit envers tous & contre tous, se soubmettant (s'il faisoit le contraire) d'estre tenu pour perfide, & à la reputation de faux, mauvais & desloyal. Et neantmoins qu'elle feroit ratifier & agréer tout ce que dessus à ses autres enfans Prince des Baulx: imposants par ces moyens & ces conventions silence à leur different, & fin perpetuelle à leur querelle (*sens engan*) dol ny tromperie.

DLXXXIII.

ANS de J. C. 1178. PROVENCE ET BAULX. *Articles & Conventions entre* ALPHONSE I. *Comte de Provence &* HUGUES *Baron de Baulx, faites en* 1178. César de Nostradamus, Histoire & Chronique de Provence. Partie II. pag. 148.

PRemierement fut accordé, que s'il entrevenoit debat ou querelle entre les hommes du Comte de Provence, & ceux du Prince des Baulx, ils chercheroient tous les moyens à eux possibles de les mettre en paix, & de bon accord.

Que le Comte n'entreprendroit aucune chose sur les hommes du Prince, ny le Prince contre les hommes vassaux, & sujects du Comte, en façon que ce peut estre.

Que ne l'un ne l'autre ne pourroient, comme aussi ne leur seroit loisible de mettre ny imposer aucune levée, adempre, taille ou tolte sur leurs hommes & sujects respectivement sans le bon plaisir, vouloir & consentement du Seigneur. Et là où il adviendroit quelque dissention & debat parmy eux (que Dieu ne voulut) ils en demeuroient à la cognoissance de Guilhen Basto, B. Basto, Guilhen d'Ayguieres, & Rostang de Carbonieres, (maison pour le jourd'huy tres-noble en Gascoigne) Chevaliers & Gentilshommes du pays, amis communs, & serviteurs affectionnez de deux parties: pour l'observation de toutes ces choses, Alphons donneroit en ostage Guillaume Porcellet, & Blaccaz, Chevaliers, & principaux Gentils-hommes de son Hostel.

Davantage que le chasteau & seigneurie de sainct Gabriel seroit rendu & restitué à Rostang de Carbonieres, au cas que ce que dessus ne fut inviolablement, & de poinct en poinct observé.

Que Guillaume Porcellet jureroit & promettroit de tenir bon & loyal ostage, & bonne & loyale foy au Prince des Baulx, pour Alphons, s'il n'observoit ce que dessus. Et des lors Blaccaz se donna en ostage pour le Prince, lequel jura & promit, comme semblablement fit Rostang envers le Prince de rendre & restituer les chasteaux de sainct Gabriel & de Montpahon, si le Comte Alphons & les siens n'observoient ces mesmes choses, qui furent apres les promesses & jurements reciproques des Gentils-hommes ostagers faictes, accordées, & arrestées és presences de B. Porcellet: W. Bon-fils, Hugues Fulco, Guillaume Bertrand, & Berenguier Muscle, accompagnez de plusieurs Gentils-hommes & Chevaliers de Provence, qui à l'execution de cest accord se treuverent appellez & presents. ANS de J. C. 1178.

DLXXXIV.

Concession de PHILIPPES II. *Roi des Romains à* THOMAS *de Savoye, Comte de Maurienne; faite en* 1207. S. Guichenon, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 48. ANS. de J.C. 1207. L'EMPIRE ET LA SAVOYE.

IN nomine sanctæ & Individuæ Trinitatis, Philippus secundus, Divinâ favente Clementiâ Romanorum Rex, & semper Augustus. Regalis excellentiæ immensa Benignitas, præclara fidelium suorum perpendere consuevit obsequia, eisque pro beneméritis munificentiæ suæ beneficia liberaliùs impertiri. Quapropter ad universorum Imperii fidelium, tam præsentium quàm futurorum, notitiam volumus pervenire: Quòd accedens ad præsentiam nostram, Carissimus consanguineus noster *Thomas Comes Sabaudiæ*, apud Basileam, sub frequentia Principum & multorum Imperii fidelium, feudum suum, quod per successionem à suis progenitoribus, ad ipsum devolutum erat, de manu nostra recepit, nosque eum, juxtà priscam Imperii consuetudinem, de universis bonis illis, prout Principum & Curiæ nostræ dictavit sententia, per tria vexilla investivimus: Præterea, ut plenius liquere sincerum affectum nostrum faciamus, quem citrà eundem consanguineum nostrum habemus, & quo incessanter ad ipsius utilitatis & honoris augmentum, intenti esse cupimus, de gratia Regiæ liberalitatis feudo suo, quod priùs ab Imperio tenuit, addimus sibi, concedimus & confirmamus Villam de Kario, necnon Villam de Testona, cum omnibus appendiciis & tenimentis earum; & cum omni jure & integritate, quemadmodum ad Imperium spectare dignoscuntur, ut ipse Comes & sui hæredes, easdem possessiones, ab Imperio, & à nobis, nostrisque successoribus Jure feudi, teneant & recognoscant. Sciendum quoque est, quod memoratus *Consanguineus noster Comes Sabaudiæ*, Castrum Melduni à nobis recepit in feudo; & nos fideliter promisimus, in ipso Castro & in omnibus pertinentiis ejus, eum manutenere & contrà omnes homines defensare. Statuimus igitur, & Regio Edicto firmiter præcipimus, ut nulli unquam personæ altæ vel humili, Ecclesiasticæ, sivè sæculari, licitum sit sæpè fatum consanguineum nostrum, in hac nostra donatione & concessione molestare aut ei aliquo improbitatis ausu contraire; quod qui facere ausus fuerit, in vindictam transgressionis centum libras auri puri componat, quarum medietas Cameræ nostræ, reliquum passis injuriam persolvatur. Ad cujus rei certam imposterum notitiam, hanc Ducalem paginam exindè conscribi jussimus, & Majestatis nostræ bulla aurea insigniri. Testes hii sunt Amedeus Bisuntinus Archiepiscopus, Conradus Spiren. Episcopus, Henricus Argentin. Luidolfus Basilien-sis, Episcopus, Comes Stephanus, Willelmus Viennensis & Matisconensis Comes, Galscherus de Salinis, Riccardus Comes Montis-Belgardis, Comes Fridericus de Ferreto, Comes Sibertus de Vuerda, Comes Fridericus de Tolre, Comes Rodolfus de Hauspice, Comes Fridericus de Liningen, Conradus & Walchus fratres de Horbure, Fridericus de Schouvinber, Henricus de Scharpfinbcum, & alii quam plures. Signum Domini Philippi secundi, Romanorum Regis invictissimi. Acta sunt, Anno Dominicæ Incarnationis millesimo CC. VII. indict. decima. Regnante Domino Philippo secundo, Romanorum Rege glorioso, Anno Regni ejus decimo: Datum apud Basileam Kal. Junii.

ANS de J. C. 1218. SAVOYE ET LA TOUR.

DLXXXV.

Traité entre THOMAS *Comte de Savoye & de Maurienne*, & ALBERT *Seigneur de la Tour du Pin. Fait au Château de S. Symphorien ou S. Saphorin le* 30. *Janvier*, 1218. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 665.

NOscant tam præsentes quàm posteri, quòd ego *Thomas Comes Maurian. & in Italia Marchio*, promisi sub juramento ex parte meâ & Uxoris meæ & Filiorum ARBERTO Domino de Turre, quod Dominium meum non crescam super Dominium suum, nec etiam in aliquo Castro vel in Mandamento Castri ubi habeat jus aliquod, sive partem in Allodiis, vel Feudis hominum suorum, nec in gardis, nec in hominibus, vel possessionibus, ubi Jus suum vel Dominium prætendatur, illud idem jurarunt Filii mei *Amedeus & Humbertus*. Actum in Castro sancti Symphoriani anno Incarnat. M. CC. XVIII. III. Kal. Februar. In præsentia wi de Claromone, N. de Luyrieu, Isindonis de Bocfezel, Nicolai Prioris Aquæbellæ & Joffredi Liatardi.

DLXXXVI.

ANS de J. C. 1218. SAVOYE ET KIBOURG.

Contract de Mariage entre MARGUERITE DE SAVOYE, & HERMAN *Comte de Kibourg Fait le* 1. *Juin*, 1218. S. Guichenon Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 62.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi. Anno ab Incarnatione Domini M. CC. XVIII. Calend. Junii, apud Melducium, Dominus *Thomas Comes Savoyæ*, in præsentia multorum nobilium, dedit *Filiam suam* MARGARITAM Comiti Artemanno, Filio Comitis Uldrici de Kibor, quam ipse Art. in sua bona fide recepit, & quia ipsa infrà nubiles annos erat, juravit ipse Comes Artemanus, quòd cum ipsa ad annos nubiles perveniret, desponsaret eam, & duceret in uxorem, nec eam pro meliori aut deteriori dimitteret, & quod ipse non fecit, nec faciet, undè matrimonium inter eos possit impediri, & quod ipse eam sic custodiri faciet, quod nec ab ipso, nec ab alio, ante desponsationem carnaliter cognoscetur, & si fortè, quod absit, ipse Artem. in infirmitatem accideret, & prævideret mortem suam ante desponsationem, ordinaret pro posse suo qualiter sine corruptione, vel alio impedimento, ipsa apud castrum de Chillon, dicto Comiti de Savoya, vel ejus hæredi redderetur. Comes autem Sabaudiæ promisit dare ipsi Comiti Art. in dotem pro Filia sua, mille marchas argenti, quas debet reddere in proximo festo omnium Sanctorum, & alias mille marchas, à præsenti festo Pentecosten, ad unum annum, & hæc duo millia marcharum argenti debet reddere in manu Domini Bertoldi Comitis de Novo-castro, & Domini Vullielmi d'Estavayé, & ipse Comes Artem. donavit, pro melioramento Margaritæ Uxori suæ, duo millia marcharum argenti, quæ ipsa debet habere super Friburgum, quod est in Episcopatu Lausanensi, vel super fidejussores posse recuperare, & si ipsa haberet hæredem à Comite Artemano, & ipse ipsam morte præveniret, ipsa posset remanere Domina, cum hærede secundum bonos usus Terræ. Comes vero Uldricus nunc donavit Filio suo Artemano, extra partem Filiorum suorum pro melioramento, castrum de Medenges, cum militibus, & apendimento, & Gaiam de Murisenges & de Tierebac, cum apendimento, & castrum de Vipolcens, cum apendimento, & omnes illi qui sunt de melioramento, debent facere fidelitatem dictæ Margaritæ, cum ad tempus nuptiarum pervenerit, & Comes Uldricus pacto promisit Comiti Savoyæ, quòd Fribors esset in potestatem Comitis Artemani. Si verò, quod absit, ipse Comes Artemanus ante nuptias vel post, ipsam Margaritam dimitteret, incurreret pœnam duarum millium marcharum argenti, & eas peteret, & haberet Comes Savoyæ super castrum de Oleicis, & super Curtedenges, & idem Comes Savoyæ, si dictæ conventiones ei non attenderentur, poterit eas inquirere per Ecclesiam & Sæcularem potestatem. Has omnes conventiones juravit attendere ipse Comes Artem. & cum ipso, & pro ipso Pater ejus V. Comes dè Kibor, & Comes Garnerius Frater ejus, & Comitissa Uxor Comitis de Kibor, laudavit & fidejussit in manus B. Comitis de Castronovo, se hæc omnia observaturum. Item juraverunt pro Comite Art. Comes B. de Novo castro, Arnoldus de Rotembor, Uldricus de Konemborg, Henricus de Balma, Anguilor de Yola, Artemanus de Botemone, Borcardus de Bamp, Gotafridus Senescalcus de Kibor, Comes Albertus d'Ansborg, Comes Ro. de Churcey, & omnes isti debent stare obsides Lausannæ, vel apud Meldum, donec conventiones attendantur de conventionibus Comitis Savoyæ, & pro ipso Comite juraverunt ejus *Filii Amedeus & Humbertus Comites*, B. de Novo castro, Umbertus de Boczesel, Nantelmus de Majolani, Amedeus de Vileta, P. de Seyssel, Berlio de Chandieu, Guido de Gerbais, Aymo de Pont-verro, Amedeus de Seyssion, Petrus de Meissimi, Ro. de Conteys, & stare obsides in Villam novam, donec attendatur, Ricardus de Camera posuit in sua fide.

ANS de J. C. 1218.

DLXXXVII.

Traité entre THOMAS *Comte de Savoye, & la ville de* MARSEILLE. *Fait le* 14. *Novembre*, 1226. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 54.

ANS de J. C. 1226. SAVOYE ET MARSEILLE.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen. Ego THOMAS *Comes Sabaudiæ, Vicarius in Lombardia Domini Frederici, per Dei gratiam Romanorum Imperatoris, & Regis Siciliæ, & Suriæ*, promitto tibi Hugolini Done Dame, Potestas Massiliæ nomine Communis MASSILIÆ, & pro eo stipulanti & recipienti, si Dominus Imperator comiserit mihi partes suas, in sopienda discorda ipsius Imperatoris & Communis Massiliæ, & in concedendo privilegium dicto Communi Massiliæ, quòd ex tunc infrà tres menses, nisi fuerit prorogatum tempus, vel nisi remaneret de voluntate Communis Massiliæ, dabo & concedam nomine dicti Imperatoris, & tanquam Vicarius ejusdem, privilegium dicto Communi Massiliæ, vel alicui certæ personæ nomine dicti Communis recipienti, & pro eo in modum infrà scriptum; Scilicet quòd dabo & concedam Communi Massiliæ, Jurisdictionem ordinariam & merum Imperium in tota Civitate Massiliæ, & ejus Burgis, & hominibus eorundem, tam in Villa superiori Massiliæ, quæ dicitur Episcopalis & Canonicalis, quàm in Villa inferiori Massiliæ, quæ olim dicta fuit Vice-Comitalis, sicut circuitur muris & vallatis, à portu portæ Gallicæ, usque ad portam Caladæ, & à portali Caladæ, usque ad sanctum Joannem, & ab Ecclesia sancti Joannis, usque ad portum portæ Gallicæ, dando etiam & concedendo ipsi Communi Massiliæ, quòd ei liceat facere Consules vel Potestates, vel alios Recto-

ANS de J. C. 1226.

Rectores, prout sibi placuerint in Civitate Massiliæ & ejus hominibus, sicut supradicta Civitas terminata est: Et quòd liceat dicto Communi dictam Civitatem Massiliæ suprà distinctam, muris & vallatis, & turribus munire, vel aliter ad ipsius communis voluntatem: Et quòd liceat dicto Communi facere, seu condere monetam publicam, legalem & licitam, æream, vel argenteam, vel auream, prout dicto Communi placuerit, salvo jure Comitis Provinciæ: Et quòd dabo, & concedam dicto Communi Massiliæ, mare & ripam maris, & portus, & insulas à portu Aquarum mortuarum, usque ad portum Olivelli; Et quòd liceat in eis dicto Communi ædificare, vel construere castra, & alia ædificia, & usatica ibi habere seu facere; congruo tamen modo, ad ipsius Communis voluntatem: Et quòd liceat dicto Communi, vel illi qui præerit dicto Communi, exercere jurisdictionem ordinariam, & merum Imperium in toto Episcopatu Massiliæ, & in toto districtu Civitatis Massiliæ, quod nunc habet dicta Civitas, & Deo propitio in anteà acquisierit, & quæ dabo, & concedam dicto Communi Missiliæ, & ejus hominibus, & ejus districtus immunitatem exactionum, & Toltarum, & Franchesiam in toto regno Suriæ, & specialiter in Achone, & in toto Regno Siciliæ, & Apuliæ, eo modo & ea forma quo sunt immunes, & franchi, & esse consueverunt de facto, vel de jure Pisani, vel Januenses: Et quòd dicto Communi Massiliæ liceat habere Consulatum, & exercere jurisdictionem in dictis Regnis, in homines Massiliæ, & ejus districtus. Promittens etiam Ego dictus Comes Sabaudiæ tibi Hugolino, Potestas Massiliæ, recipienti & stipulanti, nomine dicti Communis Massiliæ, & pro eo quod Dominus Fridericus Imperator, post concessionem dicti privilegii à me factam, in dicta forma, dicto Communi, vel alii pro eo, illud idem privilegium corroborabit & laudabit, & confirmabit, & bullari seu sigillari sigillo suo bulla aurea faciet, recipiendo idem Imperator in sua protectione, tam in mari quàm in terra, omnes homines Massiliæ, & ejus districtus, in rebus, & personis, eximendo idem Imperator ab omni banno Imperiali commisso, vel hinc retro dato, dictum Commune Massiliæ, & ejus homines, & ejus districtus, & Civitatem Massiliæ: Et quòd liberabit idem Imperator, vel alius pro eo à vinculo carcerum liberè & quietè, nullo obstaculo mediante, Petrum de sancto Jacobo, & Guillelmum Bivaudum Rosetum, confitens etiam, & recognoscens, Ego dictus *Thomas*, *Comes Sabaudiæ*, quòd prædicta omnia debeo complere, & facere ad effectum pervenire, pro fidelitate quam ei debet facere Commune Massiliæ, dicto Domino Imperatori, & pro duobus millibus marchis argenti, quas solvendo inde debeo recipere à Communi Massiliæ, & etiam, si visum fuerit, dicto Hugolino & Gratapaliæ, cùm nobis inde data sit potestas, tam à parte Communis Massiliæ, quam à me, quod pro prædictis omnibus attendendis & complendis ultrà dictas duo milliamarchas possim, & debeam habere à dicto Communi Massiliæ, usque ad summam mille marcharum argenti tantùm; & quòd prædicta omnia, & singula attendenda & complenda, & attendantur, & compleantur bona fide, & sine fraude, in perpetuum dicto Communi Massiliæ, tactis à me corporaliter sacro-sanctis Evangeliis, juro Ego *Thomas Comes Sabaudiæ*, & mei figilli munimine, hanc cartam publicam corroborari jubeo, & Nos Henricus de Carreto Marchio, & *Amedeus Filius dicti Thomasii Comitis Sabaudiæ*, & Gratapalia in animabus nostris, & dicti Comitis Sabaudiæ, tactis à nobis sacro-sanctis Evangeliis, quòd prædicta omnia, & singula attendentur & compleantur, dicto Communi juramus: Et sciendum est, quòd nuntii Domini Comitis, qui Deo authore debebunt ire ad confirmationem dicti privilegii faciendum, coram dicto Domino Imperatore, ibunt ad expensas communes Massiliæ eundo & redeundo, & stando in eodem itinere; Propterea sciendum est quod dictus Dominus Comes non est obligatus, neque tenetur deliberare prædictos, scilicet Petrum de sancto Jacobo, & Guillelmum Bivaudum Rosetum, si in ipsius Comitis pervenerint potestatem; si dictus Imperator nollet confirmare dictum privilegium, & prædicta omnia: Præterea sciendum est, quòd de liberatis prædictis, Petro de sancto Jacobo, & Guillelmo Bivaudo Roseto à vinculo carcerum, debent expediri liberè & quietè à carceribus, per Commune Massiliæ, Rolandus Lupus, & Albertonus de Pharisеis, qui detinentur capti à Commune Massiliæ. Actum in Civitate Albdiga, Anno Nativitatis Domini M. CC. XXVI. indictione 14. die octava mensis Novembris. Testes Ulerius de Marcenascho civis Albensis; Anselmus Fer de Massilia, Bertrannus Sarduси, Petrus Vetulus, Martinus Castanea Amator, Guillelmus de Rivotorio civis Placentiæ, & ego Guillelmus Marrazanus Notarius sacri Palatii, rogatus hanc Cartulam scripsi & his omnibus interfui.

ANS de J. C. 1226.

DLXXXVIII.

Contract de Mariage entre BONIFACE *Marquis de Montferrat &* MARGUERITE DE SAVOYE. *Fait le 9. Décembre*, 1235. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 72.

ANS de J. C. 1235. MONTFERRAT ET SAVOYE.

ANno Domini M. CC. XXXV. die lunæ, 9. Decemb. X. Ind. 8. in præsentia infra scriptorum testium. Dominus Bonifacius Marchio Montisferrati, volens augmentare Dotem, & augmentum Dotis facere, *Uxori suæ Domine Margaritæ, Filiæ Domini Amedei Comitis Sabaudiæ, & in Italia Marchionis*, fecit investituram, & datum, nomine, & titulo dotalis melioramenti, & maritalis conjugii, prædicto Domino Amedeo Comiti, nomine prædictæ Filiæ suæ Margaretæ Dominæ, recipienti de omni jure reali, & personali, utili & directo sibi pertinenti in Castro, Villa, & Territorio, & hominibus, & personis Planetiarum. Item in castro, Burgo, & Villa, & Territorio, & finibus, tam in hominibus, quam in personis, de Ciriaco, & universaliter in tota valle Mathiarum; sed quia Castrum Casellarum ad præsens, non expedire poterit plenariè. Ideo in locum ipsius, fecit ei datum, eodem modo prædicto de Turre, Villa, & loco universo, & Territorio, hominibus; personis de Virolencho, tali modo quod quandocumque ipse Marchio expedierit, ab omni quaque persona, prædicto Domino Amedeo Comiti, nomine Filiæ suæ Margaritæ, Castrum, & Villam & Territorium Casellarum, plenariè sit de Domino dictæ Dominæ Margaritæ, Uxoris prædicti Marchionis: Quam autem Donationem, & melioramentum, prædictus Marchio Montisferrati, sub obligatione omnium bonorum suorum, & damnorum, & expensarum restitutione, Ita quod ubique inde possit conveniri, & ejus bona, & res detineri, promisit eidem Domino *Amedeo Comiti Sabaudiæ*, jam dictæ Filiæ suæ, nomine Dominæ Margaritæ recipienti, ab omni Persona, & Universitate defendere, manutenere, & expedire suis sumptibus, & expensis, Dando eidem Dominæ Margaritæ liberam facultatem intrandi in corporalem possessionem, de prædictis omnibus ejus, propria authoritate, & eis utendi & fruendi, quandocumque sibi placuerit, & quotiescumque, & hæc omnia prædicta & singula, dictus Marchio prædicto Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, nomine sæpe dictæ Filiæ suæ Dominæ Margaritæ stipulanti, sub

ANS de J. C. 1235. vinculo sacramenti, & promissionis ab eo factæ, attendere & observare, tactis sacro-sanctis Evangeliis, promisit inviolabiliter, cum omni forma juris interveniente, & inde plura instrumenta fieri, præcepta sunt, & quæ debeant fieri & refici, ad consilium unius, vel plurium sapientum, ad robur istius contractus, pro voluntate prædicti *Amedei Comitis*, & dicti Marchionis Montisferrati. Actum Clavaxio, in Domo Preacolli, interfuerunt Testes rogati Dominus Manfredus Marchio de Saluciis, Dominus Galfredus Taurinensis Archidiaconus, Dominus Milo Cantor, Dominus Vido de Plociasco, Dominus Ubertus filius Vice-Comitis de Augusta, & plures.

DLXXXIX.

ANS de J. C. 1239. SAVOYE ET KIBOURG.

Remise de la Ville de Saint Maurice en Chablais à MARGUERITE DE SAVOYE *Comtesse de Kibourg, par* AME' *Comte de Savoye. Fait audit S. Maurice. L'an* 1239. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 63.

IN nomine Domini Amen. Quoniam oblivionis obscuritas, & malignantium perversitas, sæpius consueverunt benè statuta rescindere, & quæ fideliter & benè pacta, noscuntur pravis marchinationibus irritare; Idcirco nos *Amedeus Comes Sabaudiæ & in Italia Marchio*, volentes tam fidei nostræ quam famæ, nitorem integrum conservare, & Dilectissimæ *Sorori nostræ Comitissæ de Kibor'*, in posterum præcavere quæ salubriter & utiliter in præsentiarum aguntur, dignum duximus scripturæ testimonio roborare. Noscant igitur præsentes pariter & futuri, quòd tam Nos quàm Illustris & præclara Genitrix nostra, necnon & præcarissimi Fratres nostri, videlicet *B. Ecclesiæ Bellicensis Electus, & Philippus Metensis Primicerius*, considerantes quòd præfata *Soror nostra Margarita, Comitissa de Kibor*, de bonis patrimonialibus, competentem dotem nondum fuerat assecuta; attendentes præterea quòd sicut ejusdem nobiscum socia sanguinis fore dignoscitur, ita paternæ hæreditatis particeps, & consors esse mereatur, de communi consensu, & voluntate, tam provida quam benigna, Burgum sive Villam sancti Mauritii de Chablaisio, cum omnibus proventibus & redditibus, & cum omni jure suo, quocumque titulo, seu quacumque ratione ad nos, velad COMITATUM spectare dignoscitur, excepto IVRE CUDENDI MONETAM, quod nobis tanquam Domino proprietatis specialiter retinemus, & villam quæ dicitur Verauça, cum omni jure suo, & redditibus, & proventibus, quacumque ratione ad nos, sive Castellaniæ de Chillon, seu quolibet alio modo, ad nos spectare censentur, quoad vixerit & vitales carpserit auras, memoratæ sorori nostræ Comitissæ de Kiborc, in augmentum videlicet dotis, concedimus & donamus, ita quod omnia supradicta, tàm per se quam per nuntios proprios, deinceps fideliter & salubriter valeat possidere, & ex illis, absque distractionis vel alienationis titulo, juxta suæ voluntatis arbitrium, ordinare. Et ut hoc ratum & illibatum permaneat in futurum, præsens hoc publicum instrumentum, communi deliberatione præhabita, inde fecimus fieri, & sigillorum nostrorum dignum duximus munimine roborari. Actum est hoc apud sanctum Mauritium, Anno ab Incarnatione Domini M. CC. XXXIX. in Vigilia Beati Mathiæ.

DXC.

ANS de J. C. 1239. SAVOYE ET KIBOURG.

Donation du Château de Monteys à MARGUERITE DE SAVOYE *Comtesse de Kibourg, par* AME' *Comte de Savoye son Frére. Fait l'an* 1239. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 63.

QUoniam frequenti lapsu temporis, memoria simul labitur hominum. Ego *Amedeus Comes Sabaudiæ & Marchio Italiæ*, dignum duxi scire tam præsentes quàm posteros, & omnes quos scire expedit, quòd castrum dictum Monteys, cum omnibus attinentiis, hominibus, nobilibus & ignobilibus, terris, & omni jure quo possedi, contuli *Sorori meæ Margaretæ Comitissæ de Kiberch*, quietè & liberè possidendum. Ad conservationem hujus, & robur in posterum valiturum, præsentem paginam sigillo matris meæ Comitissæ, & mei munimine roborare decrevi. Acta sunt hæc apud Gillum, Anno gratiæ M. CC. XXXIX. in festo Sancti Galli.

DXCI.

ANS de J. C. 1242. SAVOYE ET FLANDRES.

Donation du Château de BARD *en la Val d'Aouste à* THOMAS DE SAVOYE *Comte de Flandres, par* AME' IV. *Comte de Savoye. Fait à Aouste le 28. Octobre,* 1242. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 90.

ANno Domini M. CC. XLII. Indictione XV. quinto Kal. Novembris, in præsentia infra scriptorum Testium, Dominus *Amedeus Comes Sabaudiæ & in Italia Marchio*; Hoc donationis & Infeudationis Instrumento dedit, & tradidit dilecto Fratri suo Domino *Thomæ Comiti Flandriæ, & de Haynaut*, & ipsius hæredibus in perpetuum, nomine Gentilis & Nobilis feudi, Castrum Bardi, cùm suis pertinentiis & cóhærentiis, intelligendo in eadem donatione, Pedagium suum de Donatio, conditione tali tamen appositâ, quod ipsum Castrum sibi teneatur reddere, secundum quod Consuetudo est in Valle Augustensi de Castris, redditibus; & quod ipse Dominus Thomas supradictus, tam pro ipso Castro Bardi, cum pertinentiis, quàm pro feudo, quod ab ipso Domino *Amedeo Comite, in Pedemonte* possidet, eidem Domino Amedeo Comiti Fratri suo ad hominium teneatur, & de ipso Castro Bardi, cum suis pertinentiis & cohærentiis, & Pedagio Donacii, ipse Dominus Amedeus Comes, Dominum Jacobum Dei gratia Abbatem Secusiæ recipienti, nomine prædicti Domini Thomæ, coram investivit, & retinuit & in possessionem corporalem posuit, transferendo in ipsum omne Dominium & actionem, quod & quam in ipso Castro Bardi, prout superiùs continetur habebat, vel habere videbatur; & juravit ad sancta Dei Evangelia nunquam contravenire, nec impedimentum apponere; nec litem vel controversiam aliquam inde movere, & ab omni homine inviolabiliter manutenere, garentire, conservare & authorizare. Et ad majorem firmitatem habendam in posterum: Ipse Dominus Amedeus Comes supradictus, Cartam præsentis inde Donationis in omnibus fieri præcepit. Actum est hoc apud Augustam in domo Domini Episcopi Augustensis, ubi adfuerunt vocati testes & rogati Dominus Guigo de Hamaisino, Torencus de Chambuero; Willelmus Bonivardi de Chamberiaco, Gocelinus de Chambuero, Rostannus de Ruppecula.

DXCII.

ANS de J. C. 1244. SAVOYE ET BAULX.

DXCII.

Contract de Mariage entre AME' IV. *Comte de Savoye, &* CECILE DE BAUX, *fait le* 18. *Décembre*, 1244. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 71.

IN Chriſti nomine, Anno Incarnationis ejuſdem, milleſimo ducenteſimo quadrageſimo quarto, & decimo quinto Calend. Januarii, Regnante Frederico Romanorum Imperatore, notum ſit omnibus modernis hominibus, & futuris, quòd Ego Humbertus de Seyſſello, conſtitutus procurator à Nobili Viro *Domino Amedeo Comite Sabaudiæ, & in Italia Marchione*, ſicut continetur in litteris miſſis per dictum Dominum Comitem, Nobili viro Barralo Domino Baucii ad deſponſandam Te Dominam *Ceciliam Filiam Nobilis Viri Barrali, Domini Baucii* prædicti, & ad matrimonium contrahendum, per verba de præſenti, cum Te Domina Cecilia ſupradicta, authoritate, & mandato, & poteſtate mihi data, atque conceſſa, à dicto Domino *Amedeo Comite Sabaudiæ*, Te dictam Dominam Ceciliam præſentem, & conſentientem in dictum Dominum Comitem, Ego dictus Humbertus de Seyſſello, tanquam Procurator ipſius, in perſonam ipſius Domini Comitis, & nomine ipſius, Te in Uxorem legitimam accipio, & in Te Ceciliam ſupradictam, nomine ipſius, & mandato contentio, & tecum nomine ipſius Domini Comitis, & mandato, & in perſonam ipſius per verba de præſenti, matrimonium contraho; & Ego *Cecilia Filia Nobilis Viri Barrali, Domini Baucii* ſupradicti, non errans, non decepta, non coacta ab aliquo, certiorata de perſona dicti *Domini Amedei Comitis Sabaudiæ, & Marchionis in Italia* per famam, volens cum dicto Domino Comite, per verba de præſenti, matrimonium contrahere, ſciens te Dominum Humbertum de Seyſſello, eſſe procuratorem conſtitutum à *Domino Amedeo Comite* prædicto, ad contrahendum matrimonium mecum, nomine, & mandato dicti Domini Comitis, per verba de præſenti, te dictum Dominum Humbertum de Seyſſello, tanquam procuratorem dicti Domini Comitis, in perſonam dicti Domini *Amedei Comitis Sabaudiæ*, & loco, & nomine ipſius, in virum meum accipio, & conſentiens in perſonam dicti *Domini Amedei Comitis*, me tibi dicto Domino Humberto recipienti, procuratorio nomine dicti Domini Comitis, tanquam procuratori ipſius Domini Comitis, & in perſonam ejus, in Uxorem legalem do, & concedo; his omnibus peractis, ad omnem dubitationem removendam, Ego Humbertus de Seyſſello prædictus, ſuprà ſancta Dei Evangelia, corporaliter à me tacta, me habuiſſe mandatum de omnibus ſupradictis faciendis, à Domino Amedeo Comite ſupradicto, ſicut in litteris ipſius Domini Comitis, dicto Domino Barralo miſſis, & ſigillo dicti Domini Comitis ſigillatis, expreſsè continetur. Factum fuit hoc in Capella Beatæ Mariæ in Auraſia. Præſente Domino Guillermo Capellano ejuſdem caſtri, quo mediante, prædictum matrimonium fuit contractum. Teſtes alii ad hoc vocati interfuêre Nobilis vir Rodulphus de Baucio, Princeps Auraicæ, Ubertus de Baucio nepos ejus, Guido de Caſtro-Novo, Willermus de Sabrano, Dominus Aymo de Compeyſio, B. de Baucio Canonicus Avinionenſis, Dominus Hugo de Mouziaco. Signé Lambert.

ANS de J. C. 1247. L'EMPEREUR ET SAVOYE.

DXCIII.

Contract de Mariage de MAINFROY, *Fils de l'Empereur Frederic & de* BEATRIX DE SAVOYE. *Fait à Chambery, le* 21. *Avril*, 1247. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 71.

UNiverſis tam præſentibus quam futuris, præſentes litteras viſuris vel audituris: Gualterius de Ocra Capuanus Electus, & Domini Imperatoris Notarius, & Capellanus, Salutem, & ſyncerum dilectionis affectum: Noverit univerſitas veſtra, quod nos authoritate procurationis, & ſpecialis mandati à Domino Imperatore nobis facti, obligavimus eundem Dominum Imperatorem, & *Manfredum Lanceam Filium ejus*, & in anima ipſorum juravimus, & juramento tenemur, *Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, & in Italia Marchioni* infallibiliter facere, & procurare quòd prædictus *Manfredus Lancea* Filius ejuſdem Domini Imperatoris, ducet in Uxorem legitimam *Beatricem Comitiſſam Salucienſem, Filiam Comitis* ſupradicti, uſque per totum menſem Maji proximè futurum, apud Trinum, montem Calerium, Ripolas ſive Cherium ad diem certam, quam prædictus Dominus Imperator, cum Imberto de Saxellis, & Imberto Caſtellano Avillanæ nunciis, & procuratoribus Comitis ſupradicti, duxerit præfigendum, reſtitutione caſtri Ripularum facienda Comiti memorato, vel prædictis nunciis ſuis, à Domino Imperatore, infra feſtum Pentecoſtes proximo futurum, prædicto matrimonio præcedente. Item juravimus, & obligavimus eundem Dominum Imperatorem, quòd ubi melius placuerit dicto Comiti, vel nunciis ſuis in Imperio, idem Dominus ſtatuet, & ordinabit doarium mille marcharum argenti, redditus eidem Dominæ futuræ Uxori prædicti filii ſui, quòd ſiquidem doarium dicta Domina percipiet, toto tempore vitæ ſuæ, ſi per mortem viri matrimonium ſolveretur. Item juravimus, & obligavimus prædictum Dominum Imperatorem, quod infrà feſtum Pentecoſtes proximo futurum, reſtituet eidem Comiti Sabaudiæ liberè Caſtrum Ripolarum, cum omnibus juribus, juſtitiis, & pertinentiis ſuis tenendum ab Imperio, & ab ipſo Domino Imperatore, & hæredibus ſuis, ſibi in Imperio ſucceſſoribus, & faciendum ex eo, ſicut de alia terra ſua ad mandatum, & voluntatem ejuſdem Domini Imperatoris, vel nunciorum ſuorum guerram, & pacem amicis, & inimicis Imperii. Item obligavimus eundem Dominum Imperatorem prædicto Comiti, quòd idem Dominus Imperator dabit præfato Manfredo Filio in feudum, & homagium, totam Terram à Papia uſque ad Montes, ſicut per diviſionem, & alios ſuos fines, uſque ad Maritimum Januæ deſignantur; Dabit etiam ei Regnum Arelatenſe, quando dicto Domino Imperatori de conſilio ejuſdem Comitis, videbitur expedire, & alibi in Imperio, & aliis terris ſuis, eidem Filio ſuo, juxta voluntatem, & conſilium dicti Comitis, magnificè providebit; Ad hujus autem rei teſtimonium, & perpetuam firmitatem, præſentes litteras eidem Comiti, exinde fieri fecimus, ſigillo noſtro munitas. Actum apud Camberiacum, Anno Dominicæ Incarnationis M. CC. XLVII. die Dominico 21. Aprilis 5. Indictione.

ANS de C. J. 1248.

DXCIV.

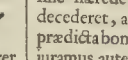
SAVOYE. *Teſtament de* THOMAS DE SAVOYE *Comte de Maurienne, fait au mois de Juin*, 1248. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 97.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo octavo, in feſto Beatorum Joannis, & Pauli menſe Junii, Ego THOMAS DE SABAUDIA *Comes* ſanus, & in bona, ac ſana memoria conſtitutus, de rebus meis, & ad me pertinentibus diſpono, & ordino in hunc modum: Filium, vel Filiam, ſi quem, vel quam, tempore mortis meæ habuero de Uxore, hæredem mihi inſtituo, & ſi plures habuero de Uxore, Primogenitus, ſi ſit maſculus; ſi vero ſit Filia, proximò natus Filius maſculus ſit hæres, & ſic per ordinem de maſculis, primogenitus vero, vel alius maſculus, quicumque ſuccedet per ordinem, ut proximo dixi, teneatur aliis honorificè providere, & dotes Sorori, vel Sororibus, uni, vel pluribus aſſignare, habito reſpectu ad dignitates, & facultates. Hæres vero meus, ſi in pupillari ætate deceſſerit, proximiorem maſculum eidem ſubſtituo, & ſic deinceps, & ſi non eſſet maſculus, proximiorem Filiam ei ſubſtituo, & ſic per ordinem de Filiabus volo ſervare, ita tamen quòd quandocumque naſceretur mihi Filius maſculus de Uxore, omnes Sorores in ſucceſſione præcedat, & ſi idem hæres, quicumque fuerit, ſecundum ordinem quem prædixi, poſt pubertatem quandocumque ſine libero vel liberis de uxore deceſſerit, volo, & rogo ipſum per fideicommiſſum, ut dictam hæreditatem reſtituat proximo maſculo, & ſic de ſingulis maſculis per ordinem obſervetur. Et ſi fortè nullus eſſet maſculus proximiori Filiæ, ipſam hæreditatem reſtituat, & hoc idem volo inter Filias obſervari, & ſi unicum Filium, vel Filiam haberem de Uxore, ſeu plures, ad ultimum hæreditas deveniret, prout ſuperius eſt expreſſum, & in pupillari ætate, ſeu poſt pubertatem quandocumque, ſine libero vel liberis de uxore decederet, volo, & rogo ipſum per fideicommiſſum, ut dictam hæreditatem reſtituat cariſſimis Fratribus meis *Philippo Lugdunenſi Electo, & Petro de Sabaudia* communiter, vel alteri ipſorum ſuperſtiti in ſolidum, quoniam ipſos vel alterum ipſorum ſuperſtitem hæredes meos, vel hæredem modis omnibus eſſe volo, ſi contingeret Filium vel Filiam hæredem meam in pupillari ætate vel poſt pubertatem quandocumque, ſine libero vel liberis, de uxore decedere, ut dictum eſt, & ſi aliquo modo de Supradictis hæreditas iſta ad ſupradictos Fratres meos, vel ad alterum ipſorum ſuperſtitem perveneriſ, & ipſe Frater meus Petrus, Filium maſculum habuerit de Uxore, volo, & rogo, ut ſi fratres mei, vel alter ipſorum ad quem eſſet hæreditas devoluta ut ſupradictum eſt, poſt mortem ſuam prædictam hæreditatem reſtituant, vel reſtituat illi, ſi vero dictus Petrus Frater meus, plures haberet filios maſculos de Uxore, reſtituant dicti Fratres mei, vel alter ipſorum ſuperſtes reſtituat dictam hæreditatem, cui de dictis filiis maſculis ambo voluerint, vel ipſorum ſuperſtes, qui ſi in pupillari ætate, vel poſt pubertatem quandocumque, ſine libero, vel liberis maſculis, de Uxore decederet, volo, & rogo ipſum per fideicommiſſum, ut ipſam hæreditatem reſtituat proximiori Fratri ſuo, & ſic de ſingulis maſculis eſſe volo; Et ſi unicus Filius maſculus dicti Petri, vel ſi plures eſſent, ille ad quem ultimo dicta hæreditas deveniret in pupillari ætate, ſeu poſt pubertatem quandocumque ſine libero vel liberis maſculis de uxore decederet, volo, & rogo ut ipſa hæreditas ad cariſſimam *Sororem meam Beatricem Comitiſſam Provinciæ* jure inſtitutionis devolvatur, & volo, ac rogo ut dicta Beatrix Soror mea, poſt mortem ſuam, dictam hæreditatem reſtituat Filio maſculo cariſſimi *Fratris mei Amedei Comitis Sabaudiæ*, ſi quem tunc haberet de uxore, qui ſi in pupillari ætate, vel poſt pubertatem quandocumque ſine libero, vel liberis maſculis de uxore decederet, volo, & rogo ut dictam hæreditatem, poſt mortem ſuam, reſtituat cariſſimo *Fratri meo Bonifacio Archiepiſcopo Cantuarienſi*, & poſt mortem dicti Archiepiſcopi, deveniat dicta hæreditas ad *Edmundum Filium Illuſtris Domini Henrici Regis Angliæ, & Neptis meæ Alienoræ Reginæ Angliæ*, & poſt mortem ipſius Edmundi, ſi in pupillari ætate, vel poſt pubertatem quandocumque ſine libero vel liberis maſculis de uxore decederet, ad proximiorem de genere Sabaudiæ dicta hæreditas revolvatur. Item volo, & præcipio quod clamores mei, de quibus conſtabit ad arbitrium Executorum meorum, quos inferius nominabo, integrè emendentur. Item volo, & præcipio quòd in valle Soblonis ſupra Pynerolium, vel in loco magis competenti in Terra mea, pro remedio animæ meæ, & meorum, Domus de Carthuenſi ordine conſtruatur, & de bonis meis, ad arbitrium Executorum meorum dotetur. Item Abbatiæ ſanctæ Mariæ de Pynarolio, Abbatiæ ſanctæ Mariæ de Caburro, Abbatiæ ſancti Machaëlis de Cluſa, Abbatiæ ſancti Juſti de Secuſia, & Abbatiæ de Alta-Comba, unicuique ipſarum lego decem libras Viennenſes annuas, pro quinque anniverſariis annuatim faciendis, videlicet pro bonæ memoriæ *Thoma quondam Comite Sabaudiæ Patre meo*, pro me & pro *Fratribus meis Umberto ſcilicet, Aymone, & Villermo quondam Electo Valentinenſi.* Item volo, & præcipio, quod ipſo die obitus mei centum libræ Viennenſes pauperibus erogentur. Et cum habeam, & habuerim propoſitum eundi in Subſidium Terræ ſanctæ, volo, ac præcipio quod ſi ante obitum meum, per me vel per ſuperiorem, de hoc non eſſet aliud ordinatum, quod decem milites mittantur pro me, in ſubſidium Terræ Sanctæ, vel aliud fiat in eleemoſina, ſeu in alio pro hujuſmodi meo propoſito adimplendo, prout Executoribus meis viderit expedire. Hujus autem ultimæ meæ voluntatis Executores conſtituo R. Patrem Dominum Hugonem de Sancto Theuderio, tituli ſanctæ Sabinæ Presbiterum Cardinalem, *Fratrem meum prænominatum Philippum Lugdunenſem Electum*, Rodulphum Tarentaſiæ Electum, & Jacobum Abbatem Secuſiæ, dans ipſis omnibus, & ſingulis, ſi omnes intereſſe non poſſent, plenam, ac liberam poteſtatem petendi, & recipiendi debita mea, pacificandi, & ſolvendi clamores meos, eleemoſinas, & legata, ac omnia alia faciendi, quæ ſi vivus eſſem, poſſem facere, vel deberem. Item de ipſis omnibus, & ſingulis, ut ſupradictum eſt, plenam, ac liberam poteſtatem declarandi, interpretandi, emendandi, atque ſupplendi, ſi quod ſemiplenè, vel inſufficienter, in hac mea ultima voluntate, forſitan inveniatur per ipſos, vel ipſorum alterum emendetur. Item do ipſis Executoribus omnibus, & ſingulis, ut dictum eſt, plenam, ac liberam poteſtatem conſtituendi alios Executores, vel procuratores, unum aut plures, pro ut ſibi videbitur expedire, ad exequendum, & perficiendum univerſa, & ſingula, quæ in hac mea ultima voluntate continentur. Item volo, & præcipio quòd ſupradictus *Frater meus Philippus Lugdunenſis Electus*, teneat dictam hæreditatem, donec clamores mei, eleemoſinæ, & legata in ſolidum ordinata fuerint, & ſoluta, omnes proventus, & reditus dictæ hæreditatis, in ſolutionem prædictorum penitus refundendo, ſalvis expenſis pro terræ meæ cuſtodia faciendis, quibus expletis, & ſolutis fideliter, & integrè de Conſilio executorum ſuorum, reſtituat dictam hæreditatem, ad quem jure teſtamentario

ANS de J. C. 1248.

ANS de J. C. 1248.

tario pertinebit. Ad quæ omnia, & singula suprà dicta fideliter adimplenda, dictus *Frater meus Philippus Lugdunensis Electus*, per sacramentum suum, tactis sacro-sanctis Evangeliis, se astrinxit: Volo autem hanc ultimam voluntatem meam, valere jure testamenti in scriptis, & si non valeat jure testamenti in scriptis, valeat jure testamenti nuncupativi, volo quòd valeat jure codicillorum, seu jure cujuslibet ultimæ voluntatis, & si non valeat secundum leges, volo quòd valeat secundùm canonicas sanctiones. Rogo autem septem testes, ut mecum subscribant, & sigillent in hac ultima mea voluntate; videlicet R. Patrem Dominum Hugonem de sancto Theuderio, tituli sanctæ Sabinæ Presbiterum Cardinalem; *Fratrem meum Philippum Lugdunensem Electum*, Rodulphum Tarentasiæ Electum, Thealdum Leodiensem Archidiaconum, Magistrum Vuillermum de Surrone Officialem Lugdunensem, Hugonem Gay Præpositum Augustensem, Magistrum Joannem Capelli Canonicum Burgensem, Item Magistrum Petrum de Chamberiaco Clericum meum adjungo socium, & Executorem quatuor Executoribus supradictis. Hæc est ultima voluntas mei Thomæ de Sabaudia Comitis, quam sigillo,



& subscribo & rogatu meo septem testes sigillaverunt, & subscripserunt. Nos Frater H. tituli sanctæ Sabinæ Presbiter Cardinalis interfuimus, rogati à Thoma testatore, sigillavimus, & subscripsimus, Ego *Philippus Lugdunensis Electus* interfui, rogatus à Thoma testatore sigillavi, & subscripsi, Ego Rodulphus Tarentasiensis Electus interfui, rogatus à Thoma testatore, sigillavi, & subscripsi; Ego Thealdus Leodiensis Archidiaconus interfui, rogatus à Thoma testatore sigillavi, & subscripsi. Ego Magister Vuillermus de Surrone, Officialis Lugdunensis, interfui rogatus à Thoma testatore sigillavi & subscripsi. Ego H. Gay Præpositus Augustensis interfui, rogatus à Thoma testatore sigillavi, & subscripsi. Ego Magister Joannes Capelli Canonicus Brugensis rogatus à Thoma testatore interfui, & subscripsi.

ANS de J. C. 1248.

assignandas, gratum & ratum habuit dictus Petrus, & plenariè confirmavit. Si vero contingeret, quod Deus avertat, præfatum Dominum Petrum, sine Hærede susceptо masculo, vel fœmina, ab ipsa Agnete, vel ipsam Agnetam similiter, decedere sine prole, ad nos devolventur integra omnia supradicta pleno jure; retinemus autem pro nobis, & dicta Agnete Filia nostra quod possimus, pro remedio animarum nostrarum, excepto Castro & fortalitio, congrua legata, & pias elemosinas erogare, & facere congruas permutationes, & illis qui nobis servierint, ut à nobis, etiam à non uxore susceptis, moderatas donationes, & congrua beneficia, sive castra & fortalicia elargiri. Concedimus autem, quòd si hæc donatio, cessio, & concessio, & causa dotis factæ non valeret, robur & firmitatem accipiat ex Donatione inter vivos, si vero hæredem masculum ab uxore legitima, nos contingeret habere in futurum, concessit Dominus Petrus, quòd ipse sit Hæres noster. Ita tamen quod dicto Domino Petro, & Dominæ Agneti, assignetur de castris nostris, & bonis Dos, & congrua portio, prout duo, vel tres Amici communes fuerint arbitrati. Porrò si dictus masculus, sine hærede, & legitima Uxore, quandocumque decederet, ad prædictam Agnetem & Sobolem suam, prædicta bona revertantur, & perveniant pleno jure; juramus autem nos supradicta universa, & singula fideliter observare & contrà modo aliquo non venire. Statuentes, quòd si contrà veniremus in aliquo, esset cassum, irritum & inane. Renunciamus etenim sub præstito juramento exceptioni doli, in factum beneficio insinuationis, & immensæ Donationis, & omni auxilio, & beneficio, quod posset nobis in hoc casu ad veniendum contrà proficere, vel prodesse. In cujus rei testimonium, sigillis Venerabilium Patrum, Dei gratia Ay. Gebenn. & Petri Herfordiensis Episcoporum, fecimus præsentes literas roborari, & nos sigillum nostrum apponimus, ad majoris vinculum firmitatis. Testes *Dominus Ph. Electus Lugdun.* Wilelmus de Grayfiaco, & Humbertus de Fernay milites. Datum XIII. Kal. Septembr. Anno Domini M. CC. LI.

DXCV.

ANS de J. C. 1251. Savoye et Faucigny.

Donation faite à Pierre de SAVOYE *& à Agnes de Faucigny sa femme, par Aymon Seigneur de* FAUCIGNY. *Faite le 20. Août*, 1251. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 78.

UNiversis præsentes literas inspecturis, Aymo Dominus FOUCIGNIACI, rei gestæ notitiam cum salute: Universitati vestræ facimus præsentibus literis manifestum, Quòd nos prudentes, scientes & spontanei ex causa dotis donamus, cedimus & concedimus *Illustri Viro Domino Petro de* SABAUDIA, *Marito Agnetis carissimæ Filiæ nostræ*, pro ipsa Agnete, omnia castra nostra, omnes Terras nostras, Possessiones nostras, cum Juribus, feudis, Dominiis, usagiis, appenditiis, & pertinentiis eorundem; Devestimus autem nos de prædictis Castris, Terris, Possessionibus, & Pertinentiis, & cæteris supradictis, ipsum Dominum Petrum, ex causa Dotis investientes plenariè de eisdem; Accipimus tamen, & retinemus ad totam vitam nostram plenariè usumfructum in omnibus supradictis, Constituentes nos, nomine dicti Petri, possidere usufructuarii nomine, universa, & singula supradicta. Concedimus autem, quòd post decessum nostrum, ipse Dominus Petrus, ut Hæres ex dicta Agnete susceptus, utatur plenariè supradictis. Sanè quòd Beatrici Filiæ nostræ, de bonis nostris quondam dedimus, scilicet Domum fortem de Souchiè, & centum libras monetæ Gebenn. annuas, loco congruo

DXCVI.

ANS de J. C. 1252. L'Empereur et la Savoye.

Donation faite par GUILLAUME *Roi des Romains à* THOMAS DE SAVOYE, *Comte de Maurienne, des Villes & Châteaux de Turin, de Montcalier, de Rivoles, de Colegno, Cavours, Ivrée, du Pays de Canavais & autres lieux. Faite le 22. Mai*, 1252. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 93.

GUILLELMUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus. Universis Imperii fidelibus, hanc paginam inspecturis gratiam suam, & omne bonum: Ex ubertate culminis nostri provenit, ut Nobiles, & Magnates Imperii gratis præveniamus beneficiis, ac dignis honoribus exaltemus, promotionibus eorundem, tam benignè, tamque favorabiliter insistendo, ut ad obsequendum nobis alii eorum exemplo faciliùs inducantur, significandum itaque duximus universis, & singulis tam præsentibus quàm futuris; quòd nos de affluenti munificentia celsitudinis Regiæ, dilectum ac fidelem nostrum THOMAM DE SABAUDIA *Comitem*, intendentes liberaliter promovere Civitatem, & Pontem Thaurinensem, & Bastiam, quæ est juxta dictum pontem, villam, & pontem Montiscalerii, Dominia Castrorum Ripollarum, Collegii, Montosolii, Castri veteris, Gavarreti, feudum quod tenent illi de Plosasco ab Imperio quod est quoddam

ANS de J. C. 1252. parvum pedagium in Taurino, ſcilicet quatuor denarios in Troſello, feudum de Broni, quod eſt quoddam caſtrum antiquum dirutum, cum quadam parva villa, feudum quod Dominus Bertholdus de Non, & Fratres ſui tenent ab Imperio, & eſt quædam villeta, ſive forteretia inter Montem Calerium, & Karum, & vocatur villa, & finis de Celles, & ſpecialiter, & generaliter omnia allodia, feuda, & Dominia in Civitate, & Dioceſi Thaurinenſi, præter homagia Marchionis Montis-Ferrati, & Saluciarum, Civitatem Yporregiæ, & totum Dominium Canapicii, & caſtri Lancei, cum hominibus, honoribus, juribus, Plateaticis, molendinis, furnis argentariis, Angariis, Parangariis cum plateis, Coloniis, terris cultis, & incultis, aquis, aquarum decurſibus, ſilvis, venationibus, piſcationibus, rationibus, regalibus omnibus, necnon poſſeſſiones, ſervicia, cenſus, penſiones, laudimia, juſtitias, pedagia, thelonia, vias publicas, flumina, nemora, paſcua, inſuper merum, & mixtum Imperium, & Juriſdictionem omnimodam eorundem locorum, & inhabitantium, & demùm omnia alia bona, & jura corporalia, & incorporalia, cum omnibus appenditiis & pertinentiis ſuis, tam intùs quàm extrà, necnon adepta, quæſtas, taillas, alias exactiones conſuetas, & quæ de jure alias, per nos, vel ſpeciali mandamento noſtro, in eiſdem locis, fieri poſſent eidem, & hæredibus ſuis utriuſque ſexus, in feudum aſſignamus, concedimus, & donamus, Præcipientes omnibus Nobilibus, militibus, & hominibus dictorum locorum, cujuſcumque conditionis ſint, vel ſexus, ut ipſum in Dominum recipiant, ac fidelitates, & homagia debita, & conſueta faciant, & ſibi, & dictis hæredibus, Caſtellanis, vel vicariis, vel aliis procuratoribus, vel nuntiis ſuis, cujuſcumque nomine, cenſeantur de univerſis redditibus, & proventibus, necnon juribus dictorum locorum, corporalibus, & incorporalibus reſpondeant, & ſatisfaciant plenariè de prædictis, atque prout ad utilitatem ſuam, & hæredum ſuorum à quoquam melius, & plenius poſſet intelligi, in præmiſſis univerſis, & ſingulis, ſicut vero Domino per omnia, & in omnibus pareant, obediant & intendant: Ad hæc ex uberiori gratia eidem concedimus, quòd per totam terram ſuam poſſit monetas de novo cudere, & nundinas atque mercata conſtituere, & pedagia ſeu Thelonia levare, aliqua præſcriptione temporis (excepta centenaria) nonobſtante: errorem autem ſeu defectum, ſi quis eſt, vel fuerit in prædictorum, vel infra ſcriptorum omnium, vel ipſorum aliquo, ſeu in hoc privilegio, vel in aliqua parte ſui, vel etiam de facto, vel de jure, inventari, vel vocari poſſet ab aliquo, ſicut ad utilitatem ſuper addicti Comitis, & hæredum ſuorum à quoquam melius, plenius, & utilius interpretari, ſpecificari, exprimi, aut declarari poſſet, vel intelligi proprio motu, & ex certa ſcientia ſupplemus, & interpretari, & intelligi volumus de Regiæ plenitudine poteſtatis, nonobſtantibus legibus illis reſcriptis, & conſtitutione quæ dicit; quod privilegia debeant revocari, & generaliter omni, vel aliquo jure generali, vel ſpeciali uſu, conſuetudine, ſeu ſtatuto, indulgentia, libertate, reſcripto etiam Imperiali, ſeu Regali, vel privilegio cuicumque, vel quibuſcumque conceſſis, impetratis, vel impetrandis ſub quocumque tenore verborum, vel aliquo alio, per quod ſupradicta, vel ipſorum aliquod, in totum, vel in partem infringi, vel revocari, differri, vel perturbari, vel impediri poſſent aliquatenus, vel deberent, adeo quod in ſupradictis, vel ipſorum aliquo, nec noſtra, nec ſucceſſorum noſtrorum, ſecunda juſſio expectetur, ſed incontinenti fides adhibeatur, & executioni mandetur, cuncta, & ſingula, ſine quolibet obſtaculo, cum effectu, & irrevocabiliter, pleniſſimam habeant roboris firmitatem. Mandamus igitur ſub interminatione gratiæ noſtræ diſtrictè præcipientes, & Regali ſancimus Edicto, quod nullus Dux, Marchio, nullus Comes, nullus Vicarius, vel Capitaneus, nulla Poteſtas, nullus Prælatus, nulla utique perſona alta, vel humilis, Eccleſiaſtica, vel ſecularis ſit, quæ contra hanc noſtram conceſſionem, donationem, interpretationem, vel ſuppletionem venire audeat, vel ipſas in totum, vel in partem in aliquo violare, vel alicujus ingenii ſcrupulo infringere, vel etiam contra ire, quod qui facere præſumpſerit, vel attentaverit, gravem offenſam noſtræ Celſitudinis, & Majeſtatis indignationem, ſe noverit incurſurum. Inſuper pro ſolo conatu etiam in reatus ſui pœnam, mille marchas argenti puri perſolvat, medietatem Cameræ noſtræ, reliquas vero prædicto Comiti, vel hæredibus ſuis, prout eſt hactenus in Imperio conſuetum; Ad horum autem omnium, & ſingulorum evidentem memoriam, ac robur irrevocabile in poſterum valiturum, hoc præſens privilegium exinde conſcribi, & ſigillo noſtræ Celſitudinis, juſſimus communiri: Teſtes qui interfuerunt ſunt hii, Venerabilis P. Frater Hugo, tituli ſanctæ Sabinenſis Presbiter Cardinalis, in Alemania Apoſtolicæ ſedis Legatus, Abbas ſancti Trudonis, dilectus Capellanus noſter, Joannes de Ambleone Decanus ſancti Andreæ Gratianopolit. Dioceſis, Domini Papæ Capellanus, Humbertus Capellanus Yennæ. Datum Trajecti Leodenſis Dioceſis XI. Calend. Junii, Anno Domini M. CC. LII. Indict. X. Regni noſtri anno quarto. ANS de J. C. 1252.

DXCVII.

*Teſtament d'*AME' IV. *Comte de Savoye, fait le 19. Septembre*, 1252. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 69. ANS de J. C. 1252. SAVOYE.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti. Anno ejuſdem milleſimo ducenteſimo quinquageſimo ſecundo, indictione decima, die Jovis, decimo nono menſis Septembris. Ego *Amedeus Comes Sabaudiæ*, cupiens humanæ ſortis eventum prævenire, cum melius ſit ſpe mortis vivere, quam ſpe vitæ, ad mortem ſubitaneam devenire, & maximè cum nihil ſit quòd magis hominibus debeatur, quàm ut ſupremæ voluntatis liber ſit ſtilus, & licitum, qui iterum non redit arbitrium, ſanus mente, ac bonæ memoriæ liber, æger corpore, volo facere, & facio Teſtamentum meum nuncupativum, ſeu ultimam voluntatem, diſpoſitionem, vel ordinationem de bonis, rebus, juribus, poſſeſſionibus, & quaſi meis Dominiis, & juriſdictionibus, & aliis univerſis, & ſingulis aliquo jure, & occaſione ad me pertinentibus, & de his quæ teneo, habeo, poſſideo, vel quaſi Ego, & alius nomine mei in hunc modum. In Primis, volo, facio, & inſtituo *Bonifacium Filium meum*, mihi hæredem in omnibus bonis meis, juribus, poſſeſſionibus, & quaſi Dominiis, juriſdictionibus, & omnibus aliis univerſis, & ſingulis aliquo jure, & occaſione ad me pertinentibus, & de his quæ teneo, habeo, poſſideo, & quaſi Ego, & alius nomine mei, exceptis his, quæ aliis in hoc modo teſtamento, ultima voluntate, & diſpoſitione dedero, donavero, legavero, ſeu reliquero tali modo, quod quandocumque contingeret dictum B. Filium meum, mori ſine hærede maſculo de Uxore, volo & præcipio, quod omnia prædicta bona, jura, poſſeſſiones, quaſi Dominia, juriſdictiones, & alia ſupradicta ad me pertinentia remaneant, & revertantur dilecto *Fratri meo Thomæ de Sabaudia Comiti*, & hæredibus ſuis maſculis ab Uxore procreatis, & dictum *Thomam Fratrem meum*, & hæredes ſuos maſculos ab Uxore procreatos, dicto *B. Filio* meo, in prædic-

ANS de J. C. 1252.

prædictis universis, & singulis substituo, *Beatricem Filiam* meam, Uxorem quondam Manfredi, Marchionis Salutiarum, & *Margaretam Filiam* meam Uxorem Bonifacii Marchionis Montisferrati, michi hæredes instituo in dotibus, quas pro ipsis dedi supradictis Marchionibus Montisferrati, & Salutiarum, in quibus dotibus volo, & præcipio ipsas Filias meas esse contentas de bonis meis. Item quod amplius non petant, vel requirant aliquid in bonis meis, Donationem autem causa mortis, vel inter vivos, si quam aliquando feci, prædictis Filiabus meis, vel alteri ipsarum, aut aliis nomine ipsarum, sive pro ipsis, aut pro una earundem, vel legatum, si quod eis vel alteri ipsarum feci, vel legavi, sive ad opus unius, vel ambarum, seu institutionem hæredis; si quam aliam feci, huc usque de ipsis vel aliqua ipsarum penitus revoco, & ea nullo modo volo valere, sed volo, & præcipio quod isti testamento, nuper à me facto, ultimæ voluntati, & ordinationi stetur, & quæ in eis scripta sunt inviolabiliter, & perpetuo teneantur, custodiantur, & serventur, *Cecilie vero dilectæ Uxori nostræ* dono, & lego ad vitam suam, & dum sine marito in Terra nostra steterit, Terram quam tenet, & si contingerit ipsam nubere, sive maritum accipere, volo, & præcipio quod habeat dotem quam pro ipsa, sive nomine ipsius recepi, & mille libras Viennenses pro melioramento, quas volo & præcipio quod habeat, ultra dotem suam, de bonis meis, in quibus mille libris, & dote quam pro ipsa, sive nomine ipsius recepi, volo quòd sit contenta ita quod amplius non possit petere in bonis, sive ab hæredibus meis ratione, sive occasione dotis, donationis propter nuptias, sive alterius lucri nuptialis, vel alia qualibet de causa. Item volo, præcipio, ordino, & statuo quod dictus *Thomas Frater meus*, sit tutor dicti *Bonifacii Filii mei*, & eundem *Thomam Fratrem* meum, dicto *B. Filio meo* do, & statuo atque ordinò Tutorem, præcipiendo, atque mandando universis Castellanis, Vassalis, & Baillivis, & aliis universis fidelibus meis nobilibus, & ignobilibus, Ut dicto *Thomæ Fratri* meo nomine, & ex parte dicti *B. Filii* mei, dum fuerit in tutela ipsius *Thomæ*, aut dum duraverit ipsa tutela, eidem obediant, & respondeant, tanquam mihi, vel *B. Filio meo* obedirent, & responderent. Item volo, & præcipio quod *Beatrix Filia mea* minor inter Monasterium Bituminis, & ibidem sit Monialis, & pro ipsa ibidem recipienda, & sepultura mea, & pro remedio animæ meæ, & parentum meorum dono, & lego Domui Bituminis, in sepulturam meam eligo, & sepeliri volo, omnia vaissalamenta mea aurea, & argentea, & omnes annulos meos, & omnia alia monilia mea, & immobilia, præter grossum annulum quem dono, & dimitto dicto *B. Filio meo*, & omnia molendina quæ habeo apud Chamberiacum. Item dono, & lego pro remedio animæ meæ, & parentum meorum, Domui Vallis sancti Hugonis, mille solidos Viennens. Domui Carthusiæ mille solidos, Domui Aillonis mille solidos, Domui Arveriæ mille solidos, Domui Montis-Benedicti mille solidos, Domui Stamedei mille solidos, Domui Altæ-Combæ mille solidos, Domui sancti Sulpitii mille solidos, Domui Montissonis mille solidos, Domui sancti Mauricii in Chablasio mille solidos, Domui Montis-Cynesii mille solidos. Item volo, & præcipio quòd omnes clamores mei, & debita mea amicabiliter, & sine strepitu judiciorum solvantur, & pacificentur à dicto *Thoma Comite Fratre meo* tutore dicti Filii mei, & etiam legata omnia, & relicta seu donata in hoc testamento, ultima voluntate, dispositione, vel ordinatione. Quæ, omnia universa, & singula supradicta, prædictus *Thomas Comes Frater meus*, in mea præsentia, & testium infra scriptorum promisit, & tactis sacrò-sanctis Dei Evangeliis, juravit attendere, & inviolabiliter custodire, & custodiri facere. Volo etiam, & præcipio quòd hoc meum testamentum nuncupativum, ultima voluntas, dispositio, vel ordinatio valeat jure testamenti nuncupativi. Et si jure testamenti nuncupativi non valeret, saltem valeat jure codicillorum, vel jure cujuslibet alterius meæ ultimæ voluntatis, ordinationis, vel dispositionis. Volo etiam, & præcipio Hugoni sancti Max. de Montemeliano, & Michaëli de Secusia publicis Notariis, ut de hoc prædicto meo testamento, ultima voluntate, dispositione, vel ordinatione, & de contentis in ipsis, faciat quilibet ipsorum, unum instrumentum, vel plura, si opus esset, unius, & ejusdem tenoris. Actum est hoc apud Rupetulam in in Camera Comitissæ, ubi fuerunt testes vocati, & rogati Dominus Jacobus Abbas Secusiæ, dictus Dominus *Thomas Comes*, Dominus Humbertus de Sayssello, Dominus G. frater ejus, Dominus Guillermus Phalastey, Dominus Rostagnius de Rupetula, Humbertus Marescalli de Montemeliano, Hugo de Corianna, Guillermus de Cuyna, Guillermus de Coteyardis, &c. Signé Hugo.

ANS de J. C. 1252.

DXCVIII.

*Testament d'*EUBAL *de Genéve, fils d'Humbert Comte de Genéve. Fait à Londres, le 12. de May,* 1259. S. Guichenon Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 74.

ANS de J. C. 1259. GENEVE.

NOs Eubalus de Gebennis, Filius quondam Humberti Comitis Gebennensis, attentis gratis servitiis, & amore quem habemus erga benedilectum nostrum consanguineum, *Petrum de Sabaudia*, eundem hæredem nostrum universalem instituimus & facimus donationem dicto Petro & suis hæredibus de omni jure, actione, & proprietate, quæ quovis modo nobis competit, super hæreditate, & successione Paterna & Fraterna in Comitatu Gebennensi, tam contra Rodolphum de Gebennis, quam Fratres suos, & alias quascumque personas. Testes Joannes de Genuilla, Eubalus de Montibus, Petrus Chanonf. milites, Guido de Grangario, Magister Crassinus, Guido de Montaniaco, Simon de Berserio. Actum in civitate Londini IV. Idus Maji, Anno M. CC. LIX. cum septem sigillis; Signé Galganus de Verullis, authoritate Romanæ Ecclesiæ Notarius.

DXCIX.

Traité de Paix entre CHARLES I. *Comte de Provence, & la ville de* MARSEILLE, *fait en* 1262. César de Nostradamus. Histoire & Chronique de Provence. Partie III. pag. 228.

ANS de J. C. 1262. PROVENCE ET MARSEILLE.

CEst affaire print si bon chemin, & furent les tons de leur accord proportionnez par telle mesure & harmonie, que les Marseillois recognoissans l'expoliation par eux temerairement faite, tant sur les droicts & devoirs que Charles, comme Comte de Provence, avoit & prenoit tant à Marseille qu'au lieu de Sainct Marcel, remettroient entre ses mains la ville entiere & ses droicts, qu'il tiendroit paisiblement, ainsi qu'il l'avoit tenuë & possedée avant ceste seconde rebellion, avec promesse solemnelle de la rendre & loyablement restituer quand Charles y voudroit venir, ou envoyer aucuns de ses Ambassadeurs, Barons, Gentilshommes & Chevaliers.

Que Charles auroit pour ferme & agreable, moyennant son bon plaisir, la paix & convention, qui

ANS de J. C. 1262.

peu devant avoit été accordée & concluë avec Roolin Drappier, leur Ambassadeur & deputé, l'an deux cens cinquante-sept.

Que les forteresses par eux faites & dressées aux confins & aux fossez seroient demolies, destruites, abattuës, explanées & razées entierement : les pierres, bois, poultres, aiz & marrins demeurants aux Syndics & Recteurs de la Cité, pour les convertir à l'usage commun, & aux constructions des aqueducts, arcades & canaux de leurs fontaines.

Que les balistes, fondes, beliers, mantelets & autres armes & machines de guerre seroient delivrées à Charles, ou à ses Officiers, en amendement & satisfaction de leur rebellion & folie, & pour le bon repos, bien & salut de leur Republique.

Que tous les meubles qui estoient dans le Chasteau de Sainct Marcel, du temps qu'il fut envahi, pris, saisi & saccagé par eux, seroient rendus & restituez entierement.

Que les dommages & pertes par eux données au Seigneur Philippe Ancelme, & à ses freres, à R. Gantelmy, & autres principaux de Marseille, exilez pour avoir tenu le party, selon qu'ils disoient de Charles, leur souverain Seigneur, consistans tant en biens meubles, que immeubles leur seroient semblablement rendus & restituez fidelement.

Que toutes offenses & injures par eux faictes & commises tant au Comte, que contre ses Officiers, sous les vents de ceste rebellion, leur seroient remises & pardonnées. Au moyen dequoy son Excellence leur en feroit donner des amples lettres & patentes de grace, en la meilleure & plus seure forme qu'elle pourroit adviser.

Que suivant sa volonté, en usant de son accoustumée & naturelle bonté, grace, faveur & magnificence, Guigue Ancelme r'entreroit dedans Marseille, où il pourroit seurement demeurer, & par toutes ses Terres & Seigneuries, sans crainte ny destourbier. Comme semblablement seroient tous les fugitifs de la cité, qui durant la precedente guerre en avoient esté absents pour avoir suivy le party de Brito le seditieux: à fin de jouyr des mesmes libertez & asseurances que les autres habitans, en paix & tranquillité.

Que le mesme Guigue, & les autres Syndics, pourroient recouvrer tous les immeubles de l'heritage de Brito, & des autres Syndics defuncts: ausquels & Guigue, & pareillement les autres fugitifs, les Consuls & Recteurs de la ville, moyenneroient jouyssance paisible, à peine d'en respondre à leur propre.

Et pour dernier article, que la Saincteté d'Urban seroit tres-humblement suppliée d'avoir agreable, de ratifier & confirmer tant ceste-cy, que la premiere & precedente convention.

D C.

ANS de J. C. 1262. SAVOYE.

*Testament d'*AGNÈS *Dame de Fouciguy, Comtesse de Savoye, fait le 17. Octobre,* 1262. S. Guichenon Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 78.

IN nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Anno ab Incarnatione Domini M. CC. LXII. XVI. Kal. Novembris. Ego AGNÈS, *Domina Fuciguiaci*, sana mente, licet ægra corpore, propter casus fortuitos, qui nullo possunt hominum judicio prævideri, quibusque subjacet fragilitas humanæ conditionis, de rebus meis dispono in hunc modum. In primis, quia hæredis institutio totius testamenti caput est, & fundamentum, *Illustrem Virum Dominum, & Maritum meum Petrum de Sabaudia*, michi Hæredem instituo in Besse, sive in duabus partibus hæreditatis meæ distributæ in assem, & omnium bonorum mobilium, & immobilium, corporalium, sive incorporalium, contentorum in dictis duabus partibus; Volens quòd prædictus Dominus, & Hæres meus, duas partes hæreditatis meæ, réique contentas in eis, habeat, teneat, & possideat in perpetuum, & expleetet, & sicut rei propriæ moderator, & arbiter, ad hæredes suos ex testamento, velab intestato transmittat, vel cujuscunque alienationis titulo, in aliam personam transferre possit. In residuo verò Triente, seu tertia parte hæreditatis meæ, institvo mihi Hæredem carissimam *Filiam meam Beatricem Uxorem Illustris Viri G. Delfini Viennensis, & Alboni Comitis.* Volo tamen, & specialiter mando, ut universa debita ex quacunque causa, vel obligatione descendentia, in quibus Ego quibuscunque personis teneor; sive nomine meo proprio; sive nomine bonæ memoriæ Aymonis Domini, quondam Fuciguiaci Patris mei, cujus hæreditas in solidum ad me tanquam ad hæredem legitimam, noscitur pervenisse. Idem *Dominus P.* & eadem *Filia mea B.* pro portionibus hæreditariis reddant, & solvant. Hoc testamentum meum laudo, approbo, & confirmo, & sine temporis præfinitione valere volo, & ad abundantem cautelam, quæ non solet vitiare contractus, nec testatoris officere voluntati: Sigilli mei appositione communio. Promittens bona fide, & tactis sacrosanctis Evangeliis, Jurans me non confecturam in posterum aliud testamentum; seu aliam supremam dispositionem, quæ huic testamento in totum, vel in partem adversetur, nisi contingeret prædictum Dominum P. me vivente sine superstite, ab hac vita migrare, quod tamen abhominor, & detestor. Codicillos tamen à me processu temporis conficiendos, in quibus, pro salute animæ meæ, legata ad pias causas, vel pro clamoribus meis sedandis, mandari fieri jubebo, ex certa scientia: Verùm si propter improvidam, aut minus plenam scientiam, aut juris ignorantiam, in confectione hujus ultimæ voluntatis, de Juris solemnitate aliquid sit obmissum, volo illud secundùm simplicitatem Canonicam, valere jure Codicillorum, seu jure cujuslibet alterius ultimæ voluntatis; petens à dulcissima *Filia mea B.* quæ in succedendo michi ab intestato, causam primam obtinet, seu etiam potiorem, ut quamprimùm hæreditatem meam adierit, præcedente jussu Patris sui, cujus subjecta est potestati, eam hæreditatem, cum omnibus rebus contentis in ea, eidem Patri suo sicut superiùs scriptum est sine dilatione ex causa fidei commissi, restituat, legitima tamen portione sibi integrè reservata. Quia verò firmiter in propositis gero, hoc testamentum meum irrefragabiliter observare, & nullo modo nulla ex causa contra venire ex certa scientia. Hoc signum Crucis + propria manu appono, adjiciens, quod si, quod absit, mutato proposito in posterum aliud conderem Testamentum, seu aliam ultimam voluntatem, ipso facto sit cassa, & nullius momenti, nisi de hoc signo Crucis, quod præposui, specialem fecero mentionem, & nisi omnia, & singula verba à principio clausulæ. *Quia verò*, usque in finem ejusdem clausulæ, in eadem ultima voluntate, seriatim de verbo ad verbum fuerint inserta. Præcipio autem omnibus fidelibus meis, ut me sublata de medio prædicto Domino P. recipienti pro se, & dicta Filia communi hærede sua, quatenus tamen facta divisione, unusquisque pro hæreditaria portione suprà dicta, obediant sicut Domino, & intendant, faciantque homagia, solvant debita, usagia, & fidelitatis præstent etiam juramenta. Ad hæc septem Testes, quorum nomina inferiùs exprimentur, jam dudum puberes liberæ conditionis à me specialiter rogati, non fortuitò transeuntes unò eodémque contextu, nullo actu alieno interveniente compo-

ANS de J. C. 1262.

ANS de J. C. 1262. compositioni hujus testamenti, Præsentes interfuerunt, sicut ex eorum subscriptionibus coram simul, nec diversis temporibus factis ex eorum sigillis appareret. Nos siquidem Henricus Dei gratia Gebenenn. Episcopus, Humbertus Abbas Bonimontis Cisterciensis Ordinis, Guillelmus Filliaci Abbas, Ordinis sancti Augustini, Humbertus Officialis Gebenn. Aymo Decanus Annessiaci, Girardus de sancto Jorio Decanus Salanchiæ, Petrus Decanus de Anamassia confectioni seu ordinationi hujus ultimæ voluntatis, testes rogati interfuimus, subscripsimus, & sigilla nostra apposuimus, in testimonium omnium prædictorum. Actum apud Versoyam anno, & die suprà dictis.

DCI.

ANS. de J.C. 1263. PROVENCE. *Testament de* BEATRIX *de Savoye, Comtesse de Provence, fait au mois de Mars*, 1263. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 64

IN nomine Patris, Sanctæ & individuæ Trinitatis, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. Anno Domini M. CC. LXIII. nonis Cal. Martii. Ego BEATRIX, Relicta inclitæ recordationis Domini *Reymundi Berengarii, Comitis Provinciæ*, licet infirma corpore, tamen sana mente, & in bona dispositione constituta, de rebus mobilibus meis, & immobilibus dispono, & ordino in hunc modum, & meam facio voluntatem ultimam. In Primis commendo animam meam Jesu Christo; eique relinquo omnia bona mea mobilia distribuenda ad honorem ipsius, sicut inferiùs declarabo, Sepulturam meam eligo in Ecclesia Hospitali Sancti Joannis Jerosolimitani, quam ego ædificavi, meis sumptibus, apud Scalas, & totam Terram meam, & omnia bona mea immobilia quæ habeo, & possideo, & quasi ex collocatione bonæ memoriæ Matris meæ, & Electorum Fratrum meorum in quibuscumque existant, castris, villis, juribus, excepto castro de Scalis, cum appenditiis suis, quod jam dedi donatione inter vivos, pro anima mea, Hospitali Jerosolimitano, quod ego construxi; do, lego carissimis Filiabus meis *Margaretæ Francorum, & Aleonoræ Angliæ Regimis Illustribus*, ut prædicta omnia habeant, teneant, & possideant, pro suo libito voluntatis, toto tempore vitæ suæ, altera autem cedente, vel decedente, vel in prædictis bonis, portionem habere volente, Altera totum habeat in vita sua, ut superiùs est expressum. Quandocumque verò dicta bona, vel alio modo dictæ Reginæ diviserint, vel forte in vita tenere nolucrint, volo, & præcipio quod omnia prædicta ad *Thomam Amedeum, & Ludovicum Filios quondam Domini Thomæ Fratris mei*, liberè revertantur, quos in prædictis hæreditatibus instituo, ita quod quicumque aliquis eorum decesserit, portio decedentis ad superstitem revertatur; *Aleonoræ Filiæ prædicti Comitis Thomæ*, lego quingentas libras Turonenses, pro emendis vestibus, & aliis necessariis, quando maritabitur. Item Filiæ Rodulphi Gebennensis, bis centum, & quinquaginta libras. Item Filiæ Contissonæ de Medullione, bis centum quinquaginta libras Turonen. Item filiæ Domini de Camera, centum quinquaginta libras Turonen. Item Beringariæ Filiæ Domini Benedicti de Castellione, centum quinquaginta Turonens. Item lego mille libras Turonenses distribuendas, per manus Executorum meorum, in pias causas, de quibus volo quod tercentum libræ dentur in proventibus domibus Religiosis, ubi melius viderint expediendum, residuum usque septingenta relinquo ad emendandum, & pacificandum clamores meos. Residuum si quod fuerit expendatur in pias causas, ubi melius Executores mei videbunt expedire: Item lego *Beatrici Andegaviæ Comitissæ*, centum marchas argenti, & in eis ipsam mihi hæredem instituo. Item *Domino Cantuariensi Archiepiscopo Fratri meo*, centum marchas. Item Domino *Lugduni Electo Fratri meo*, centum marchas. Item *Domino Petro Comiti Sabaudiæ* Fratri meo, centum marchas argenti. Item lego tria millia librarum Turonensium, pro construendo quodam Hospitali apud Scalas, quod vocabitur Domus Dei, & ad emendum possessiones ad opus dicti Hospitalis, de quarum possessionum fructibus, & proventibus, volo quod fiat generalis dona, sive distributio ter in singulis septimanis, omnibus pauperibus ibidem convenientibus hac de causa. Hæc est ultima mea voluntas, quam volo & præcipio valere, jure testamenti nuncupativi, vel codicillorum, vel cujuscumque alterius ultimæ voluntatis, vel saltem de Canonica æquitate in omni eventu valeat, & robur obtineat firmitatis, cujus meæ ultimæ voluntatis facio, & ordino Executores, Venerabilem Patrem Dominum Joannem Viennensem Archiepiscopum, Dominum *Philippum Lugdunensem Electum Fratrem meum*, Libertum Abbatem Altæ-Combæ, & Stephanum Archidiaconum Cantuariensem; ita quod dicti Abbas, & Archidiaconus, vel alter eorum qui præsens esset, de consilio prædicti Domini Viennensis Archiepiscopi, & Domini Lugduni Electi, prædicta omnia administrent. Actum Ambianensi, anno & die prædictis.

ANS de J. C. 1263.

DCII.

Donation à PIERRE *Comte de Savoye, par* RICHARD *Empereur, des biens d'*HERMAN *le Jeune, Comte de Kibourg. Fait le* 17. *Octobre*, 1263. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 74.

ANS de J. C. 1263. L'EMPIRE ET SAVOYE.

RICARDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, Universis Imperii Romani fidelibus, præsentes literas inspecturis. Ex culminis nostri liberalitate procedit, ut Nobiles & Magnates Imperii, gratis prævenlamus beneficiis, & condignis honoribus exaltemus, promotionibus eorundem, tam benignè tamque favorabiliter insistendo, ut ad obsequendum nobis, alii eorum exemplo facilius inducantur. Significandum itaque duximus, universis & singulis, tam præsentibus quàm futuris; Quod nos de affluenti munificentia Regiæ Majestatis in dilectum fidelem nostrum *Petrum Sabaudiæ Comitem*, intendentes liberalitatem promovere; Castra, Oppida, Villas, & feoda quæcumque Haremanus quondam Comes Junior de Kiburg, obitus sui tempore ab Imperio possidebat, cum hominibus, honoribus, juribus, plateaticis, molendinis, furnis, argentariis, angariis, parangariis, viis, plateis, coloniis, terris cultis & incultis, aquis, aquarum decursibus, sylvis, venationibus, piscationibus, rationibus, & regalibus omnibus, prout dictus Comes de Kiburg, suique prædecessores, prædictis bonis omnibus uti & gavisi fuisse noscuntur, nec non justitias, pedagia, Thelonea, pascua & jurisdictionem omnimodam eorundem locorum, omnia quoque jura corporalia & incorporalia, cum omnibus appenditiis & pertinentiis suis, eidem *Petro, & suis hæredibus masculis*, ab ipso & sua Uxore legitima descendentibus, assignamus, concedimus & donamus à nobis, & Imperio, titulo feudali perpetuò possidenda, præcipientes omnibus Nobilibus, Militibus & hominibus eorundem locorum, cujusque sint conditionis, aut sexus, ut ipsum Petrum in Dominum recipiant, ac fidelitates & homa-

ANS de J. C. 1263.

gia consueta & debita faciant, sibique & dictis hæredibus suis Castellanis, vel Vicariis suis, aut aliis Procuratoribus, vel Nuntiis, de universis redditibus & proventibus, nec non juribus præfatorum locorum respondeant, & plenariè satisfaciant de præmissis, eique ac suo prædicto modo hæredi ut vero Domino in omnibus devotè obediant, pareant, & intendant, de prælibatis terris & bonis, in loco ubi plus beneplacito nostro congruit, Quinquaginta marcharum proventus, educi decernimus Nobilis Viri Haremani Comitis de Kiburg, utilitatibus applicandos. Mandamus igitur sub interminatione gratiæ nostræ districtè præcipientes, & hoc Regali sancimus Edicto, quatenùs nullus Dux, nullus Marchio, nullus Comes, nullus Vicarius, vel Capitaneus, nulla Potestas, nullum Commune, nullus Prælatus, nulla utique persona alta vel humilis, Ecclesiastica, vel Mundana contra hanc nostram assignationem, concessionem, sive donationem, venire audeat, sive ipsas in totum, aut in partem, in aliquo violare, vel alicujus ingenii scrupulo infringere, vel ei aliqualiter contraire. Quòd qui facere præsumpserit, gravem nostræ Majestatis offensam, se noverit incursurum. Insuper pro solo conatu, etiam in reatus sui pœnam, mille marchas argenti puri persolvat, medietatem videlicet Cameræ nostræ, reliquas verò prædicto *Petro*, vel hæredibus suis, prout hactenùs est Imperio consuetum. In quorum omnium testimonium, & perpetui roboris firmamentum præsentes literas, ex tunc conscribi, & Celsitudinis nostræ sigillo jussimus communiri. Datum Berkamesces, decima septima die Octobris, Indictione septima. Anno Domini M. CC. LXIII. Regni vero nostri anno septimo.

DCIII.

ANS de J. C. 1267.

SAVOYE ET BOURGOGNE.

Traité de Mariage de PHILIPPES *de Savoye & d'*ALIX *Comtesse Palatine de Bourgogne. Fait le* 11. *de Juin*, 1267. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 88.

NOs A. Comitissa Palatina Burgundiæ, Notum facimus universis præsentes litteras inspecturis; Quòd cum nos intendamus matrimonium contrahere cum *Domino* PHILIPPO *de Sabaudia, Fratre Illustris Viri Domini P. Comitis Sabaudiæ*, nos, si contingeret ipsum matrimonium dissolvi per mortem nostram, vel per divortium ipso Domino Philippo superstite, Damus eidem & concedimus liberalitate merâ & donatione irrevocabili inter vivos, tria millia librarum monetæ tunc currentis in terra nostra Burgundiæ, in redditibus annuis super Terram nostram, quamdiu idem Dominus Philippus vixerit, percipiendas annis singulis & levandas; nisi causa vel occasio dicti divortii proveniret ex parte, vel ob culpam dicti Domini Philippi. Pro quibus tribus millibus librarum, annui redditus assignandis, in locis competentibus, ad dictum communium amicorum, per nos, vel per hæredes nostros, ipsi Domino Philippo, eidem nos & omnia bona nostra obligamus expressè. Ita tamen quòd post obitum ipsius Domini Philippi, dicta tria millia librarum reddituum, ad hæredes nostros, vel ad illos de quibus ordinaverimus, liberè revertantur. Facimus autem dicto Domino Philippo pactum expressum, quòd dicta tria millia librarum annui redditus, quamdiu vixerit, fiant sua, secundum quòd suprà scriptum est. Promittimus etiam Domino Philippo prædicto per juramentum nostrum, prædictam donationem & omnia & singula suprædicta, firmiter tenere, & inviolabiliter observare, & contra per nos vel per alium non venire, nec contra venire volenti modo aliquo consentire, & ad hæc omnia & singula firmiter observanda, nos & bona nostra penitus obligamus. Renunciantes in hoc facto ex certa scientia & per juramentum actioni & exceptioni doli, in factum, dotis, & dotalitii privilegio, & specialiter juri dicenti donationem quingentos solidos excedentem, sine insinuatione non valere, & omni Juri scripto, & non scripto, & consuetudinario, per quod suprædicta annullari, vel infirmari valerent. Et ut hæc donatio firma & stabilis perseveret, eam per venerabilem virum Magistrum Guillelmum Succentorem & Officialem Lausanensem insinuari facimus: & cum Sigillo nostro Sigillum ipsius Officialis præsentibus rogamus apponi. Nos verò Magister Guillelmus Succentor & Officialis Lausanensis, ad præces & instantiam dictæ Dominæ Comitissæ, donationem præfatam insinuamus, & in formam publicam redigimus, ac cum Sigillo ipsius Dominæ Comitissæ, Sigillum nostrum præsentibus apponimus, in testimonium hujus rei. Datum III. Idus Junii, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo septimo.

ANS de J. C. 1267.

DCIV.

ANS de J. C. 1268.

SAVOYE.

Testament de PIERRE *Comte de Savoyé, Fait au mois de Juin*, 1268. S. Guichenon, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 75.

IN nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti. Amen. Anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo octavo, in festo Joannis Evangelistæ ante Portam Latinam. Nos PETRUS COMES SABAUDIÆ, sani mente, licet ægri corpore, prævidere mortis casus volentes, nolentes decedere intestati de bonis, & rebus nostris, ordinamus & disponimus in hunc modum. In primis volumus, & præcipimus debita nostra integraliter persolvi, & clamores sedari, & emendari per Executores nostros infrà scriptos, & ad ipsa debita solvenda, & clamores emendandos, & pacificandos ad arbitrium dictorum Executorum, oneramus hæredes nostros infrà scriptos, modo, & forma infrà scriptis: sepulturam nostram eligimus apud Altam combam, *Beatricem carissimam Filiam nostram Uxorem Illustris Viri Delfini Viennensis*, hæredem nostram instituimus in tota Terra nostra, quam habemus in Gebennesio, & in Vuaudo, usque ad Mosternensem, & in Alemania, quocunque titulo in prædictis terris, aliquid possideamus, vel quasi excepto jure quod habemus apud Seyssellum, & Montem-falconem. Item damus, & legamus eidem Beatrici Filiæ nostræ, homagium quo tenetur nobis Albertus Dominus de Turre, cum feudis quæ à nobis tenet. Item feudum quod à nobis tenet Comes Forensis. Item castra sancti Raneberti, & de Lommes, cum mandamentis, & pertinentiis universis, & feuda quæ à nobis tenentur apud Roiomont, & ipsam hæredem instituimus, in omnibus & singulis prædictis. Item damus, & legamus dilectis *Nepotibus nostris, Filiis Domini Thomæ de Sabaudia, carissimi Fratris nostri* Villam-franchiam in terra Pedemontis, & Jus quod habemus in ipso castro, & pertinentiis ejusdem, & terram quam habemus in Essex & in honore Aquilæ in Anglia. Item carissimæ Dominæ nostræ *Alienoræ Reginæ Angliæ*, damus & legamus Comitatum Richemontensem, ita tamen quòd ipsa solvat, & satisfaciat integraliter de omnibus debitis, quibus tenemur Mameto Spinæ, & ejus sociis civibus, & mercatoribus Florentinis. In Comitatu autem Sabaudiæ, & in aliis bonis nostris, tam ultra Montes quàm citra, ubicunque existentibus, hæredem nostrum facimus, & instituimus carissimum Fratrem nostrum *Philippum de*

ANS de J. C. 1268.

de Sabaudia, Comitem Burgundiæ, exceptis legatis, & elemosynis, quæ inferiùs continentur, & si ipsum Comitem decedere contingeret sine liberis masculis, quandocunque substituimus eidem in prædicto Comitatu, & omnibus aliis, prædictos Nepotes nostros, vel ipsorum alii superstiti, prædicta omnia devolvantur, & restituantur, sine restitutione, vel diminutione quartæ Trabellianicæ, vel alterius cujuscunque. Item Domino de Turre remittimus, & quittamus Gageriam quam ab ipso habemus apud Burgundium, & etiam debitum quo nobis pro dicta Gageria tenebatur. Item remittimus, & quittamus Filiis Radulphi de Gebennis, dilectis consanguineis nostris, duo millia marcharum, de debito quo nobis tenentur, pro Gageria quam habemus ab ipsis. Item Turrim de Vinesio, cum omnibus suis pertinentiis, damus & legamus dilecto fideli nostro Domino Hugoni de Palaisiux. Item dilectæ *Uxori nostræ Agneti Dominæ Fucigniaci*, damus & legamus ad vitam suam, Castra de Versoya, de Alingio, de Festerna, de Charrossa, de Albona, cum eorum pertinentiis universis. Item *Dominæ Margaretæ Comitissæ de Quisburgo, carissimæ Sorori nostræ*, damus & legamus quingentas libras Viennenses annuas, ad vitam suam percipiendas, in pedagio Villæ novæ, pro duabus millibus marchis argenti, quas habuimus ab eadem. Item *Filiam Amedei Comitis, carissimi Fratris nostri* quondam volumus, & præcipimus dotari, & maritari decenter, usque ad summam septem millium librarum Viennensium, per Comitem Burgundiæ suprà dictum. Brenueriam verò fructuariam, & paleam, qua consuevimus, tam nos quàm prædecessores nostri percipere in Comitatu Sabaudiæ, totaliter quittamus & remittimus, pro nobis, & hæredibus nostris, Domui quoque Altæ combæ, pro remedio animæ nostræ, damus & legamus ducentas libras Viennenses, pro emendis decem libratas terræ, pro Anniversario ibidem annuo faciendo. Item Ecclesiæ Beati Joannis Baptistæ Bellicensis damus, & legamus ducentas libras Viennenses, pro eodem & ad supplendum illud quod per nos jam diu extitit assignatum, ad sustentationem unius Lampadis ante Altare Beati Joannis, ibidem damus xv. libras Viennenses. Item Abbatiæ sancti Sulpicii damus, & legamus quinquaginta libras Viennenses, Domui Carthusiæ LX. libras, Domui Arveriæ triginta libras, Abbatiæ Monialium de Bons L. libras, Abbatiæ Bituminis L. libras, Operi Pontis Petræ-castri XL. libras, Hospitali Montis-Cæniisii XXX. libras, Hospitali Montis-Benedicti domum nostram de Londor, cum ejus pertinentiis, Hospitali Columnæ Jovis XX. libras, Abbatiæ sancti Mauricii Agaunensis centum libras, Hospitali villæ novæ XX. libras. Item Ecclesiæ Beati Petri de Gebennis XX. libras, Fratribus Prædicatoribus ibidem XX. libras, Fratribus Minoribus ibidem XX. libras, Ecclesiæ Beatæ Mariæ Lausanensis XXX. libras, Fratribus Prædicatoribus ibidem XX. libras, Fratribus Minoribus ibidem XX. libras, Fratribus Minoribus de Chamberiaco XX. libras. Item Domino Gofredo de Amaisino CCC. libras, Domino Guigoni de Garnerens C. libras, Domino Petro de Chassiz centum libras, Domino Humberto de Montreal L. libras, & præcipimus sibi solvi triginta marchas, quas dicit sibi deberi, pro quibusdam expensis per eum in munitione de Penesscy, Domino Petro Cappellano nostro LX. libras, Vincentio de Petra-Castri LX. libras, Hugoni de sancto Mauricio L. libras, Petro de Secusia XL. libras, Roberto de Salins LX. libras, & præcipimus sibi solvi illud quod sibi debemus, Theobaldo de Rotomago solvantur XL. libræ, quas ei debemus, Roleto de Billens damus, & legamus decem libras Lausanenses annuas, in furnis nostris de Meuduno, Jaqueto de Bussy damus L. libras, Barberio nostro XXX. libras, Stephano Cotto XXX. libras, & præcipimus ei solvi XLV. libras Lausanenses, quas sibi debemus, Jaqueto de sancto Jorio XXX. libras, Petro de Prissio XXX. libras, Willermo de Prissio XXX. libras, Roleto de Moussié XXX. libras, Petro de Meudun XXX. libras, Gerardo de Valle Transersi XL. libras, Aymoni de Boza XXX. libras, Antelmo de Amaisino XL. libras, & emendetur sibi unus Equus quem amisit, hoc anno, in nostro servitio: Aymonem de Fucigniaco committimus Sorori suæ Dominæ Fucigniaci quod eidem provideat competenter, Petro de Feigiè XX. libras, Jaqueto de Sergiè XX. libras, Putondo XX. libras, Galtero Coto XL. libras, Joanni de sancto Eugendo X. libras, Sobinæ Scissori X. libras, Vernisto XX. libras, Stephano Forratori XV. libras, Willermo de Lucingia X. libras, Petro de Valen. X. libras, Petro Grossi C. florenos, Joanni de Garderoba X. libras, Galtero Alemanno XXX. libras. Omnia autem onera, legata & debita superiùs contenta, & omnia debita nostra ubique ea debeamus citrà Mare Anglicum, volumus quòd prædicti Hæredes nostri Filia & Frater, solvant medietatem omnium, quilibet, & pro media parte, quilibet ipsorum satisfaciat universis, & si quis Hæredum prædictorum, partem suam debitorum & clamorum non solverit, vel de ea satisfacere noluerit, ad arbitrium Executorum infrà scriptorum partem non obtemperantis voluntati, & ordinationi nostræ hujusmodi, & ex nunc adimimus, attribuenti eam totaliter, alii volenti, & complenti voluntatem & ordinationem nostram supradictam: De hominio autem, quod petebat à nobis Venerabilis Pater Dominus Aymo, Episcopus Gebennensis pro feudo, quod dicit, quod ab ipso tenere debemus, volumus quòd Hæredes nostri prædicti, sibi faciant quod debebunt. Item Domino Petro de Aqua Blancha remittimus sex viginti libras Viennenses, quas nobis debet, & præcipimus sibi dari quater viginti libras Viennenses per Executores nostros. Executores autem hujus ultimæ voluntatis facimus, & constituimus V. P. in Christo Dominum Tharentasiensem Archiepiscopum, Dominum Episcopum Gebennarum, Abbatem Altæ-combæ, Priorem Lustriaci, Dominum Hugonem de Paleysieux Baillivum nostrum in Waudo, Dominum Sofredum de Amaysino, Baillivum nostrum in Sabaudia, Berlionem de Amaysino, & Thomam de Rossillion Clientes nostros, & præcipimus omnibus nostris fidelibus nobilibus, & ignobilibus, sub fide quâ nobis tenentur, quòd prædictis Executoribus nostris ad complendam hanc nostram ultimam voluntatem præstent consilium quandocunque poterunt, & juvamen: Hanc autem nostram ultimam voluntatem valere volumus jure testamenti in scriptis, vel nuncupativi, vel jure cujuslibet ultimæ voluntatis, & jure Codicillorum, & eo meliùs quo valere poterit, secundùm jura Civilia, vel canonicas sanctiones, & huic cum subscriptione nostra, & testium subscriptorum, Sigillum nostrum apponimus, in testimonium veritatis. In Anglia vero facimus Executores nostros, carissimam Dominam nostram Illustrem Reginam Angliæ, & Dominum Guichardum de Charron militem per ordinationem hujusmodi nostram exequendam ibidem, & si qua alia testamenta reperiantur à nobis priùs facta, revocamus ea, & istud testamentum solum valere volumus, ut suprà est expressum. Item vigesimam, quæ levabatur in mandamento de Montemeliano, ad firmandum Castrum ejusdem loci remittimus, & quittamus, & præcipimus quòd ea quæ jam levata erant, restituantur. Item Abbatiæ Stamedei damus, & legamus, pro remedio animæ nostræ L. libras. Item Domui Allionis XXX. libras. Item Domui de Pomiers XX. libras. Item Domui Repositorii XX. libras. Item Domui de Anjone XX. libras. Item Domui Mairiaci XX. libras. Item Domui Portarum XX. libras. Abbatiæ de Cheystri XXX. libras. Abbatiæ Bonimontis

ANS de J. C. 1268.

ANS de J. C. 1268.

tis xxx. libras. Abbatiæ de Alta-Cristа xxx. libras. Domui de Valon xx. libras. Item Hugoni Dorchi damus, & legamus xx. libras. H. Cassino xx. libras. Item prædictæ Filiæ nostræ damus, & legamus, cum suprà scriptis, quidquid habemus apud Dorchiam & in Michalia, tam in dominicaturis quàm feudis, homagiis, & aliis universis. Item damus, & legamus Abbatiæ sancti Michaëlis Clusiai, pro uno Anniversario acquirendo c. libras Viennenses. Item Domui sancti Vallis Benedicti xxx. libras. Abbatiæ sancti Justi Secusiæ xl. libras, Ecclesiæ Beati Joannis Maurianensis xl. libras. Item sancti Petri Tarentasiensis, & Canonicis, & Ecclesiæ sæcularibus ibidem l. libras, Ecclesiæ, & Capitulo Augustensi l. libras, & præcipimus quòd quærelas, quas faciebat de nobis Episcopus Augustensis, sedare debeat & pacificare Comes Burgundiæ Hæres noster, ita quòd de eis sine peccato remaneamus. Item Abbatiæ Alpensi damus, & legamus xl. libras. Abbatiæ Abundantiæ xl. libras. Abbatiæ Filliaci xxx. libras. Sancti-Monialibus de Bella-Rippa xxx. libras. Abbatiæ de Siz xxx. libras. Item ubi suprà diximus, quòd *Soror nostra Comitissa de Kiburgo*, habeat ad vitam suam, quingentas libras Viennenses, in pedagio nostro Villæ-novæ, Intendimus, & volumus, quòd illi quibus tenemur, & quibus suam solutionem assignavimus suprà pedagium supradictum, priùs solvantur integraliter de debito suprà dicto. Item Castra nostra de Falaverio, & de Dintesiaco damus, & legamus prædictæ Filiæ nostræ, cum eorum mandamentis, & pertinentiis universis. Quod autem superius diximus, quòd Hæredes nostri prædicti, legata, debita, & clamores debeant solvere, quilibet pro dimidia parte. Intelligimus de omnibus debitis, & clamoribus, excepto quod Comes Burgundiæ, solus solvere debeat dotem prædictæ Filiæ Comitis Amedei, usque ad summam superiùs dictam, & residuum debebit assignare, si tamen dictus Comes observare voluerit conventionem, seu compositionem factam inter nos, & Filiam prædicti Comitis Amedei: si verò dictus Comes prædicta observare noluerit, prædictæ Filiæ in Comitatu Sabaudiæ, jus suum salvum sibi remaneat, sicut antè cessionem, quam nobis dicta Filia, fecerat de prædicto Comitatu, & Juramentum remittimus eidem. Item Ecclesiæ Paterniaci damus, & legamus, pro remedio animæ nostræ l. libras Viennenses. Nos Petrus Comes Sabaudiæ, huic testamento nostro Sigillum nostrum apposuimus, & subscripsimus, & signum fecimus. Testes Joannes Episcopus Bellicensis. Petrus Abbas Alpensis, Willelmus Prior Bellicensis, Girardus Officialis Gebennensis, Ey. Decanus Alyngii, Pontius Clavelli Curatus Sancti Hipoliti, Benevenutus de Compesio Juris Civilis Professor, qui omnes subscripserunt, & signum fecerunt.

DCV.

ANS de J. C. 1268.

SAVOYE ET BERNE.

Traité entre PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne, & la Ville de* BERNE, *fait audit Berne, au mois de Septembre*, 1268. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 82.

SCultetus & Consules & universitas de BERNO acceptaverunt, & receperunt in *Dominum & Protectorem suum, loco Imperii D. Philippum Sabaudiæ & Burgundiæ Comitem*, toto tempore vitæ suæ, donec Romanorum Rex, vel Imperator venerit citra Rhenum in Alsatiam, & effectus fuerit potens in illis partibus, tenendo Basileam, & quamdiu ipsos habere voluerit in manu sua, & quod D. Philippus percipiat reditus & proventus de Telonio, de Moneta & de Majori judicio ipsum cum plenitudine juris & honorum, *sicut Reges & Imperatores* percipere consueverunt: & promittunt servare ipsum D. Comitem indemnem adversus Regem, sive Imperatorem, qui postea creabitur, & juvare eum contrà omnes; ita etiam quod dictus Comes teneatur eos defendere contra omnes. Ipsi vero homines de Berno promiserunt quòd singuli à quatuordecim annis suprà, jurabunt attendere ipsi Comiti, omnia supradicta, & debitam fidelitatem facere. Datum apud Bernam, Anno M. CC. LXVIII. Dominica Nativitatis Beatæ Mariæ, mense Septembri.

ANS de J. C. 1253.

DCVI.

ANS de J. C. 1270.

BOURGOGNE ET SAVOYE.

Traité entre PHILIPPES *Comte de Savoye & de Bourgogne*, ALIX *Comtesse de Bourgogne sa Femme, &* HUGUES *Duc de Bourgogne, fait vers les fêtes de Pâques de l'année*, 1270. S. Guichenon. Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 83.

NOs PHELIPPES *Cuens de Savoye, & de Bergoingne, & nos* ALIX *Comtesse de Bergoingne, & de Savoye, Palatine sa Femme*, façons à savoir à toz celz qui verront ces presentes lattres, Que cum descors fust antre noble Prince HUGON Duc de Bergoigne d'une part, & nos d'autre, sus ce que ansinc que li devandis Dux disoit, il avoit acquis par vandue, ou an autre maniere la droiture que noble Dame Beatrix Comtesse de Orlemonde, suers ainznée de nos Alys Conteſſe de Bergoingne avoit ou puoit, ou devoit avoir ou Conté de Bergoingne, de cele droiture li devandis Dux nos demandist. A la parsin nos avons accordé par la main de Nobles Barons Hugues Comte de Vihanne & Seignor de Pangné, & Henry Seignor de saincte Crois Freres, en tel maniere que li devandis Dux nos quittai tote la droiture que il avoit, ou povoit avoir au Conté de Bergoingne por raison de li devandite conqueste que il avoit fait de ladite Beatrix Conteſſe de Orlemonde, ou par autre quelque achoson. Sauls ses fyes, & ses demeneures que li Dux tient ou dit Conte par autre raison. Et nos avons doné au devant dit Dux unse mile livres de Vihannois an deniers nombrés, & volons, & ottroyons que Dole, & la Chastellerie, & les appartenances soient dou fief le Duc, & de ses hoirs à tosjors; & Roichefort, & les appartenances ainsinc comme on les tient ou doit tenir du Conte de Bergoingne soient dou riere fief doudit Duc. Et promettons por nos, & por nos hoirs audit Duc por luy, & por ses hoirs à garentir en bone foy le devantdit fyé, & rerefyé quant à ce que nuls hait droitture de fyé, ou chastel de Dole, an la Chastellerie, ne és appartenances, ne nuls hait droitture de rerefyé ou chastel de Roichefort, ne és appartenances, ansinc comme on les tient ou doit tenir dou Conte de Bergoingne, fors que li Duc c'est à savoir an ce que nos y avons ou puons havoir, ou que l'on i tient de nos en fyé an demeneure, ou an autre maniere: Si nos Alis Conteſſe de Bergoingne devantdite prenons Dole, la Chastellerie, & les appartenances, le fyé de Roichefort, & des appartenances ainsinc comme on le tient, ou doit tenir de nos, dou devandit Duc por luy, & por ses hoirs, & an antrons, & sumes antré au sin homaige par l'octroy, & par le consentement de nostre Seingnor Phelippe Conte de Savoye, & de Bergoingne, nos sumes consanti, & consentons audit fyé que nostre Famme la Conteſſe devantdite hai fait ou devandit Duc, & promettons an bone foy audit Duc faire le serviſe d'oudit fyé ainsinc comme coustume est an Bergoingne de faire serviſe de fyé tant que nos taurons le Conte de Bergoingne.

ANS de J. C. 1270.

gne. Et à plus grant fermeté des devandites choſes nos promettons par nos ſairemens donés corporelmant ſus ſaintes Evangiles à tenir, & à garder les devandites choſes ſelonc que nos les avons deſſus promiſſes, & octroyés, & que nos ne vanrons ancontre par nos ne par autre, ou teſmoignaignes deſquels choſes nos havons mis notres ſeals en ceſtes preſentes letres. Ce fu fait le diemoinge des octaves de Paſques, an l'an de grace mil dous cens, & ſoixante & diz, ou mois d'Avril.

DCVII.

ANS de C. J. 1273.

BEARN ET SAVOYE.

Contract de Mariage de GASTON *Vicomte de Bearn, & de* BEATRIX DE SAVOYE, *Dame de Foucigny. Fait le jour des Rameaux de l'année* 1273. S. Guichenon. Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 80.

NOverint univerſi præſentes literas inſpecturi, quòd nos BEATRIX *Dalphina Viennenſis, Domina de Fulciniaco, Filia quondam Domini Petri Comitis Sabaudiæ*, damus, & concedimus nos Uxorem, & Sponſam Nobili Baroni Domino GASTONI, Vicecomiti Bearnenſi, & ipſum Dominum Gaſtonem, per verba de præſenti conſentientes in eum, in Sponſum noſtrum recipimus, & in virum, & una nobiſcum in dotem ſibi damus, & aſſignamus univerſa, & ſingula bona noſtra, mobilia, & immobilia, præſentia, & futura, ubicumque fuerint, ſicut ſunt caſtra, villæ, juriſdictiones, diſtrictus, jura, Dominia, homagia, & alia bona quæcumque habemus in præſenti, & habere poterimus in futuro, ex ſucceſſione Petri dudum Patris noſtri, vel alias undecumque, & ipſum omnium bonorum noſtrorum præſentium, & futurorum, facimus, & conſtituimus verum, & legitimum poſſeſſorem. In cujus rei teſtimonium, præſenti Chartæ ſigillum noſtrum duximus apponendum: & ad inſtantiam, & requiſitionem noſtram, Ven. Pater in Chriſto Guillelmus Dei gratia Vatenſis Epiſcopus, & dictus Dominus Gaſto, & Dominus Simon de Joinvilla Avunculus noſter, & Dominus Guillelmus Ezii de Fronciaco, ſua ſigilla præſentibus literis appoſuerunt, ad majorem roboris firmitatem. Datum apud ſanctum Georgium, Dominica in Ramis Palmarum, Anno Domini M. CC. LXXIII.

DCVIII.

ANS de J. C. 1306.

AUTRICHE ET BRABANT.

Traité de Mariage entre JEAN, *fils de Jean II. Duc de Brabant &* CATHERINE *fille de l'Empereur* ALBERT I. *Fait à Francfort, le 25. Juillet*, 1306. Chriſtophre Butkens, en ſes Preuves des Trophées de Brabant. pag. 188.

ALbertus Dei gratiâ Romanorum Rex ſemper Auguſtus, &c. quòd Illuſtris Fredericus Dux Auſtriæ filius noſter kariſſimus juravit Illuſtrem KATHARINAM filiam noſtram Illuſtrem JOANNEM Illuſtris Joannis Ducis Brabantiæ & Lotharingiæ primogenitum in maritum legitimum ſe daturum, & nos ſponſalia contrahendo promittimus illam tradere infra ſpatium quatuòr annorum, ſub pœna quindecim millium marcarum, & donamus filiæ noſtræ in dotem Caſtrum & Villam de *Weerde* ad Imperium pertinens, nobili viro *Gerardo Comiti Juliacenſi* à nobis obligatum, à præfato Duce ex manibus dicti Comitis redimendum, pro ſex millibus marcarum, necnon Villam de *Dunsborge*; eâ conditione ut Caſtrum redemptum, ſtrenuo viro *Craftoni de Grifenſteyn* militi à nobis & dicto Duce in conſervationem tradetur, uſque ad conſummationem dicti matrimonii, quo conſummato tradetur Duci nomine hipothecæ, & moriente dicto Craftone tradetur dictum Caſtrum *Everardo Comiti de Marka*, &c. Datum Frankenfuert, octavo Kal. Auguſti anno Domini M. CCC. VI.

ANS de J. C. 1306.

DCIX.

ANS de J. C. 1323.

BRABANT ET CUYCK.

Traité entre JEAN III. *Duc de Brabant, &* OTHON *Seigneur de Cuyck, par lequel ledit Othon reçoit la Ville de Grave en fief dudit Jean Duc de Brabant. Fait à Bruxelles l'an* 1323. Aubert le Mire. Diplomatum Belgicorum. Lib. I. Cap. XCII. pag. 203.

NOs OTHO, Dominus de *Cuyc* & *Heverlè*, notum facimus univerſis, tam præſentibus quàm futuris,

Quòd nos de propria noſtra & libera voluntate opidum noſtrum de Gravia, cum omnibus juribus, feudo, attinentiis & libertatibus, ad dictum opidum ſpectantibus, ſeu quocumque modo pertinentibus, quod noſtrum verum erat allodium, in manus illuſtris ac potentis Principis, JOANNIS Dei gratia Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi Ducis, Domini noſtri prælibati, portavimus, dedimus, & ad uſum ipſius ac heredum ſuorum, & omne jus, quod habebamus vel habuimus, exfuſticando renuntiamus in perpetuum; nihil juris in dictis, opido, fundo, juribus, attinentiis, ac libertatibus, vel etiam allodio, pro nobis vel noſtris ſucceſſoribus retinendo.

Promittentes eidem Domino noſtro Duci antedicto pro dictis, opido, fundo, juribus, attinentiis ac libertatibus, firmam ſemper præſtare guarandiam ratam contra quoſcumque. Et ob hoc obligamus nos, heredes noſtros, bona noſtra & heredum noſtrorum ſingula & univerſa, ubicumque ſint, vel poterunt inveniri.

Et omnibus præmiſſis ſic factis, idem Dominus noſter Dux dictum opidum, cum omnibus juribus, fundo, attinentiis, ac libertatibus, tanquam ſuum verum ac proprium allodium, nobis in rectum feudum, jure Brabantino, ab ipſo ſuiſque poſt ipſum heredibus & ſucceſſoribus, ac noſtris ſucceſſoribus & heredibus, hereditariè tenendum, habendum atque poſſidendum conceſſit, atque ſua propria voluntate donavit.

Et nos de dicto opido, fundo, juribus, attinentiis ac libertatibus ipſi fecimus homagium, & de manibus ſuis recepimus in feudum, cum noſtro juramento ipſi facto de hoc, debito & conſueto.

In cujus rei teſtimonium ſigillum noſtrum præſentibus litteris duximus apponendum. His verò præmiſſis interfuerunt,

Florenſius Bertout, Dominus de Mechlinia,
Joannes Bertout, Dominus de Helmont,
Rogerus de Leſdale, Dominus de Oirſchot & de Parcke,
Nicolaus de Dorne,
Joannes de Raidtshoven,
Henricus de Meldert,
Joannes Meeuwe, Dominus de Wavere.
Joannes de Keſterbeke, milites, necnon
Rodolphus Pipenpoy, Seneſcallus Brabantiæ, tanquam fideles Domini Ducis, ex parte noſtra, ad hoc ſpecialiter vocati. Quibus nos ſupplicamus, ut ipſi ſua ſigilla, cum ſigillo noſtro, in ſignum veritatis & cauſſam cognitionis, præſentibus litteris apponant. Et nos

ANS de J. C. 1323.

Florentius Bertout, Dominus de Mechlinia,
Joannes Bertout, Dominus de Helmont,
Rogerus de Lesdale, Dominus de Oirschot &
de Parcke,
Nicolaus de Dorne,
Joannes de Raidtshoven,
Henricus de Meldert,
Joannes Meeuwe, Dominus de Wavere,
Joannes de Kesterbeke, &
Rodolphus Pipenpoy, antedicti, ad preces prædicti Othonis, Domini de *Cuyc*, quia omnibus & singulis præmissis interfuimus, & sic acta fuisse testamur, sigilla nostra, cum sigillo suo, præsentibus litteris duximus apponenda.

Datum Bruxellæ in die Nativitatis Joannis Baptistæ, anno Domini M. CCCXXIII.

DCX.

ANS de J. C. 1340. ANGLETERRE ET FRANCE.

Traité de Trêve pour un an entre EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre, &* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, faite le* 20. *Septembre*, 1340. Histoire Générale des Rois de France, par Bernard de Girard, Seigneur de Haillan. Tom. I. pag. 647.

A Tous ceux qui les presentes verront Salut, & cognoissance de la verité par nous Jean par la grace de Dieu Roy de Boheme & Comte de Luxembourg, Arnoult Evesque du Liege, Raoul Duc de Lorraine, Amé Comte de Savoye, & Jean Comte d'Armaignac, sçavoir faisons que pour donner, octroyer, & establir trefves entre tres-hauts & tres-puissans Princes les deux Roys de France & d'Angleterre, pour eux, leurs amis & confederez, soient Princes, Prelats, Barons, ou autres de quelque estat ou condition que ce soit; ou Ecclesiastiques ou seculiers, & lesquelles trefves nous avons jurees, confirmees & promises, mettans les mains sur le sainct Evangile pour, & en tesmoignage de la ratification d'icelles pour le Roy de France, comme ont fait pour le Roy d'Angleterre hauts & puissans seigneurs, les Ducs de Brabant, de Gueldres & de Julliers, les seigneurs de Hainaut & de Beaumont, chacun jurant pour son Roy, ses amis & confederez, de tenir ferme & inviolable le present accord de ce jour jusqu'au lendemain au point du jour. Or fut-il traicté, acordé & promis & affermé, par serment & par le conseil & consentement des deux Roys & de nous en la forme & maniere qui s'ensuivent. Et premierement que rien ne sera innové ny entrepris pour s'entredommager l'un l'autre au prejudice de la foy juree esdites trefves. Est accordé que lesdits seigneurs Roys leurs alliez & conducteurs demoureront en saisine & possession des places, terres & possessions qu'à present ils tiennent, sans que rien y soit dessus querellé durant lesdites trefves, lesquelles seront marchandes d'une part & d'autre, & les alliez de toutes parts pourront aller librement par les terres des deux seigneurs Roys, les marchans auront libre accez, & par mer, & par terre, pour exercer leur commerce & trafic de marchandise, comme aussi toutes personnes iront librement tout ainsi qu'ils faisoient ains que la guerre fut commencee, payans neanmoins les peages, roüages, ports, & passages accoustumez de tout temps, sauf que de ce privilege ne joüyront les bannis pour les deux Roys, estans chassez pour autre fait que pour ceste guerre. Neaumoins les Barons de Gascogne & autres terres de Guyenne, & autres personnes des susdits pays estant bannis, seront compris en l'accord de ces trefues, durant lesquelles ils pourront aller & venir seurement de l'un à l'autre Royaume. Ne pourront les Roys procurer par soy ny par personne interposee que rien soit innové en Cour de Rome, ny és autres Cours Ecclesiastiques sur le secours quelque que ce soit de l'un ny de l'autre des deux Roys, ny de leurs amis & confederez, ny pour detourner aucunes terres soubs ceste occasion de tel service, ou poursuivre par censures aucuns de ceux qui leur auront fait service, ou à leurs amis, subjets & confederez. Que si le S. Pere, ou autre vouloit user de ce deportement, que les deux Roys seront tenus sans dol ny malice aucune, d'y donner empeschement de toute leur puissance, durant le temps prefix à ces trefves, & faut sçavoir que lesdites trefves ont esté criees & publiees à son de trompe és camps des deux Roys, & sont obligez tous tant absens que presens qui le sçauront & le devront faire de les garder & observer inviolablement. A esté accordé que dans vingt jours contant du jourd'huy chacun des Roys sera tenu de faire publier le present traité en Gascogne & Duché de Guyenne és terres qu'à present chacun d'iceux y possede, afin qu'elles y soient sceuës & qu'aucun n'en pretende ignorance. A esté accordé que s'il y a aucunes places assiegees en Gascogne, Guyenne ou autre part, par les gens de quel que ce soit des deux Roys, les sieges seront levez en advertissant ceux qui assiegent, entrant sept hommes pour chacun Roy esdites places assiegees, lesquels verront le nombre d'hommes & quantité de vivres esdites places, pour les rendre en la mesme forme apres trefves. Davantage a esté accordé que les bannis & fugitifs de Flandres qui sont & ont esté suivant le party du Roy de France ne pourront entrer ny venir en Flandres durant lesdites trefves. Que si aucuns estoient trouvez venans au contraire de ceste accord, justice en sera faite quelque part que trouvez seront, & leurs biens confisquez s'ils sont en la terre & seigneurie de Flandres. A esté arresté que les debtes & sommes deuës à Arras ne seront redemandees ny poursuivies par execution durant le temps de ces trefves. Et que les prisonniers pris en ceste guerre seront delivrez sur leur foy & parole, jurans neantmoins que la trefve expiree ils reviendront à ceux desquels ils sont captifs, si ce n'est qu'avant ceste accord ils eussent transigé de leur rançon, car ainsi ils ne seront tenus à l'effet de ceste article, sauf que ne payant le prix accordé ils sont obligez de venir se rendre prisonniers suivant leur foy & convention, s'ils n'avoient la somme promise. Et advenant qu'aucun des prisonniers refusast de revenir se purger de sa foy, & se mettre és mains de son maistre, les seigneurs és terres desquels sera ledit prisonnier, le contraindront sans aucun delay de ce faire. Et ordonné que tout ce qui a esté pillé, enlevé & ravy, soit des Eglises ou d'ailleurs durant ceste guerre, ne sera point repeté, ains demeurera és mains de quiconque en est le detenteur, sans qu'aucun soit obligé ny forcé de le rendre durant les trefves. En outre a esté accordé qu'il y aura souffrance de guerre, & cesseront les combats qui sont entre les Roys d'Ecosse & d'Angleterre, entre leurs amis, secoureurs & confederez, jusques à la feste de S. Jean Baptiste prochaine; & que l'on deputera certaines personnes de la part des 2. Roys pour s'assembler à certain jour & lieu deputé entre les pays & limites des deux Royaumes d'Ecosse & d'Angleterre, pour la confirmation des trefves susdites sous telle condition & ainsi qu'on a de coustume audit pays: mais tellement que les François ny leur seigneur Roy ne pourront durant ledit temps les fortifier ny fournir ou d'armes ou de gens pour s'en prevaloir la trefve estant expiree. Et advenant que les Ecossois & leur Roy ne vouluſſent entendre à ceste cessation & surseance d'armes, ou qu'ils taschassent de rompre la trefve, le Roy de France ou ses subjets ne pourront leur donner secours ny faveur quelconque. Et est dit que cependant les presentes lettres d'accord seront envoyees en Angleterre & Escosse 25. jours apres la ratification d'icelles entre les deux

ANS de J. C. 1340.

Prin-

ANS de J. C. 1340. Princes & leurs deputez. Eſquelles trefves ſont compris les Eſpagnols, Caſtillains, Genevois & Provençaux, l'Eveſque & Chapitre de Cambray, & Chaſteau de Cambray, avec tous les bourgeois & habitans de ladite ville, le ſeigneur d'Albret, le Vicomte de Fronſac, Gaſton de l'Iſle, les ſeigneurs de Vervin & de Roye. En teſmoignage dequoy nous avons ſeellé de nos ſceaux les preſentes faites & accordées en l'Egliſe d'Eſpechin, le Lundy 20. jour de Septembre 1340.

DCXI.

ANS de J. C. 1348. ANGLETERRE ET FLANDRE. *Traité de Paix entre* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre &* LOUIS *Comte de Flandres, fait à Bruges, au mois de Mai*, 1348. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres. Chap 164. Feuill. 276.

QUe le Roy d'Angleterre feroit fonder en Caſant un Cloiſtre de Chartroux de treize religieux, leſquels il pourvoyroit de rentes ſelon le dict, & jugement des trois villes, Bruges, Ypre, & Gand. Que ſemblablement, il fonderoit dans le Païs de Flandre un hoſpital de ſept femmes, & une prieuſe, dont le Conte de Flandre auroit la diſpoſition & collation, & que moyennant ce ſeroit bonne & ferme paix entre eux: Faict a Bruges le treiziesme de May en l'an mil trois cents quarante huict. Par lequel traicté, ledict Conte LOUYS s'oblegea ſemblablement de jamais porter armes contre le Roy d'Angleterre, durant le debat & different en queſtion d'entre les deux couronnes. Conſentant au reſte, que les alliances que leſdicts de Flandre avoyent autrefois faicte & contractée avec les Anglois, touchant le faict de la marchandiſe, tiendroyent & demoureroient en vigueur. Et outre ce il reçoit leſdicts de Gand, & d'Ypre en ſa grace, promectant de faire de la en-avant droict & juſtice, ſelon les loix, & couſtumes de Flandre., enſemble qu'il les entretiendroict en leurs privileges, franchiſes, & libertez. Par ſes lettres dudict mois de May audict an quarante huict.

DCXII.

ANS. de J.C. 1356. L'EMPEREUR ET BRABANT. *Traité & Alliance entre* CHARLES IV. *Empereur &* WENCELIN *ou* WENCESLAS *Duc de Brabant. Fait à Bruxelles en* 1356. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXV. Feuill. 278.

ET fut par l'appoinctement qu'ils firent enſemble, du conſentement de Madame Jehenne de Brabant, femme dudict WENCELIN, dict & accordé que ledict WENCELIN auroit le gouvernement de Lotrice, Brabant, & Lembourch, & la diſpoſition de tous offices, non pas en qualité de mambour de ſadicte femme, mais comme proprietaire, reſervé ſeullement qu'il ne pouroyt riens vendre ny aliener deſdictes duchez, ſans le preallable conſentement d'icelle. Et s'il advenoit qu'il moruſt devant elle, ſans hoir de ſon corps, elle retiendroit l'adminiſtration deſdictes duchez ſa vie durant ſeullement, n'eſtoit qu'elle ſe remariaſt, & euſt enfans, auquel cas l'enfant luy ſuccederoit. Mais ſy le Duc de Wencelin, & elle moruſſent ſans hoir de leur corps, leſdictes trois duchéz ſuccederoyent audict Empereur CHARLES & ſucceſſeurs du coſté de Luxembourch. Fuſt encores dict que leſdicts Wencelin & ſa femme ne pourroyent faire paix avec le Conte de Flandre ſans l'expres conſentement l'un de l'autre. Ce fut pourjecté a Maeſtricht, & apres conclu a Bruxelles du conſentement des eſtats de Brabant en l'an mil trois cents cinquante ſix. ANS de J. C. 1356.

DCXIII.

ANS de J. C. 1357. BRABANT ET FLANDRES. *Sentence Arbitrale ſur les Différens entre* WENCELIN *Duc de Brabant &* LOUIS *Comte de Flandres, prononcée par le Comte de Hainault, le* 3. *Juillet*, 1357. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXV. Feuill. 278.

SCavoir, que les villes de Bruxelles, Louvain, Nivelle, & Thielmont, ſerviront le Conte LOUYS de Flandre chaſcune ville ſix ſepmaines, par an a leurs deſpens, & ce a bannieres deſployées, armoyées de leurs armes, & ſoubs chaſcune banniere vingt & cinc hommes d'armes, dont les deux, pour le moins ſeront bannieres, & deux autres chevaliers, & ſeront ledict ſervice contre tous reſervez les Duc & Ducheſſe de Brabant. Que moyennant ce, ledict Conte Loys quittera auſdictes villes, enſemble a tout le païs le ſerement qu'ils luy ont fait. Que le Conte Louys pourra tant qu'il vivra porter le tiltre de Duc de Brabant. Qu'il aura la ville de Malines pour luy & ſes ſucceſſeurs perpetuellement, tant en vertu de l'achapt que ſon pere en fit a l'Eveſque de Liege, que pour les deſpens & intereſtz qu'il a ſouſtenus par faute, que la paix de Aſſche n'avoit eſté entretenuë. Que ledict Conte Louys aura pour le dot de la Conteſſe ſa femme dix mille florins de florence par an ſur la ville & Marchionné d'Anvers, dont neantmoins il ne ſe pourra eſcripre ny attituler Marquis, ains demeurera ledict tiltre auſdicts Duc & Ducheſſe. Que le Duc ny la Ducheſſe pourront changer, ny aliener la Duché de Brabant, pour quelques affaires que leurs puiſſent ſurvenir. Faict en Hainault, le troiſieſme de Juillet, l'an mil trois cents cincquante ſept.

DCXIV.

ANS de J. C. 1369. BOURGOGNE ET FLANDRE. *Contract de Mariage entre* PHILIPPE DE FRANCE *Duc de Bourgogne, &* MARGUERITE *fille de Loüis Comte de Flandre. Fait le* 12. *d'Avril*, 1369. Pierre d'Oudergheeſt. Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXVIII. Feuill. 282.

PRemiers, que pour ſatisfaire audict Conte Louys de Flandre, tant de dix mille livres par an, que le Roy luy avoit promis donner & aſſigner, par ſes lettres patentes, que de cent mille eſcus, que ledict Conte demandoit en recompenſe, de ſa monnoye de Clanecy enſemble pour payement de certain nombre de gens de guerre, qu'il avoit entretenu durant les guerres paſſées, en la ville de Greveninghe. Le Roy Charles de France, luy donneroit & reſtitueroit Lille, Douay & Orchies, avec toutes leurs appartenances & chaſtelenies, pour les tenir en fief de la couronne, avec la Conté de Flandre, ſans aulcun eſcliſſement, mais unis, & d'icelles en jouir par luy, la Ducheſſe MARGUERITE ſa fille, & leurs hoirs maſles venants de leurs corps, & du corps de leurs hoirs maſles en droicte ligne. Soubs condition que ſi cy apres, la Conté de Flandre eſcheoit a une fille, qu'en tel cas le Roy de France, ou ſes ſucceſſeurs pourroient ravoir leſdictes villes & chaſtelenies, moyennant l'aſſignation qu'ils ſeroyent tenus faire a celle, qui lors ſeroit Conteſſe, de dix mil-

ANS de J. C. 1369. le livres Parisis, de rente perpetuelle par an monnoye de Flandre, telle que couroit le sixiesme de Novembre mille cinc cents cincquante cinc, l'une moitie entre la riviere de la Somme & Flandre, & l'autre moitie, autour des Contez de Nevers & de Bethel. Bien entendu, que audict cas le Conte ou Conteſſe de Flandre, ne sera tenu soy deffaire desdictes villes & chastelenies, avant que lesdictes dix mille livres par an, seront assignées & bien hypothequées, mesmes qu'ils soyent en payſible poſſeſſion d'icelles. A condition aussi, que lesdicts villes & chastelenies seroyent reuniës & incorporées a ladicte Conté de Flandre. Mesmes que si ladicte consignation des dix mille livres de rente deuëment faicte, la Conteſſe de Flandre estoit en deffaut, de restituer audict Roy de France lesdictes villes, pourroit le Roy proceder pour la restitution de sa juriſdiction temporelle, & a ce constraindre ladicte Conteſſe, par execution de justice, & point aultrement. Fut aussi dict, & accordé, que pour ce que ledict Conte Lòuys par la restitution desdictes villes, n'estoit totallement satisfaict de son dëu, ledict Roy de France luy donneroit outre ce, deux cents mille Francs, en cinc payements, dont le premier qui seroit de cent mille Francs escherroit huit jours apres la consummation dudict mariage, & les autres cent mille, deux ans apres, a quatre payements. Moyennant lesquelles choses, on proceda avant audict mariage, & quita ledict Conte Louys, tout ce que autrement ledict Roy de France luy povoit devoir, jusques lors. Ce fut arresté & conclu en la ville de Gand, le douzieſme d'Apvril mil trois cents soixante neuf, apres Paſques: presents & consentants les deputez des trois villes de Gand, Bruges, & Ypre.

DCXV.

ANS de J. C. 1376. *Bulle de l'Empereur* CHARLES IV. *pour le droit & la Succeſſion des Electeurs de* SAXE. *Donnée à Francfort, le* 10. *de Juin.* 1376. Goldaſt. Tom. I. pag. 372.

L'EMPIRE ET SAXE.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen. CAROLUS Quartus divina favente clementia Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. quamvis ſublimitas Cæſareæ dignitatis, in quam conditor orbis Nos ſuæ pietatis clementia feliciter collocavit, jugiter mentem noſtram ſollicitet, ut cura pervigili, & laborum ſtudiis accuratis, noſtrorum & Imperii ſacri fidelium amputemus incommoda, eiſque deſideratæ pacis amœnitatem ſalubriter procuremus: ferventiori tamen affectu cor noſtrum accenditur penes ea, quæ ſacri decus Imperii, & illuſtres ipſius Principes Electores, quadam ſingularitate concernunt; eos præcipuè, quos generis Nobilitas, multiplicia virtutum inſignia, & præclara fidei devotio, laudabilius recommendant.

2. Sane ſicut aliàs à Principibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Proceribus, ac multis aliis noſtris & Imperii ſacri fidelibus, informationem certiſſimam, ac luce teſtimonia clariora accepit Cæſarea Celſitudo, qualiter felicis memoriæ, Illuſtris Albertus, quondam Saxoniæ Dux, avus illuſtris Wenceſlai, moderni Ducis Saxoniæ, ſacri Romani Imperii Archimareſchalli, Principis Electoris, necnon Lunæburgenſis Ducis, avunculi noſtri chariſſimi, velut Archimareſchallus ejuſdem Imperii, & verus Princeps Elector, voluntate, conſenſu, & votis aliorum ſuorum Coëlectorum Principum unanimiter accedentibus, claræ memoriæ ſereniſſimos quondam Rudolphum, Adolphum, & Albertum, ejuſdem Rudolphi filium, Ducem Auſtriæ, Romanos Reges, prædeceſſores noſtros, quadam conſequentia ordinata, ritè & rationabiliter, juxta debitam Sacri Romani Imperii obſervantiam, in Romanos Reges elegit, ad Imperatoriam Celſitudinem promovendos; & poſt obitum ipſius Alberti, Romanorum Regis, dum aliquandiu nonnullis erroribus Sacrum Imperium fluctuaret, recolendæ memoriæ Rudolphus, quondam Saxoniæ Dux, dicti Ducis Alberti filius, & moderni Wenceſlai, Saxoniæ & Lunæburgenſis Ducis, Pater, celebris recordationis Sereniſſimum Principem Henricum, avum noſtrum dilectum, cum ſuis Coëlectoribus, in Romanorum Regem dignoſcitur elegiſſe: qui etiam avus noſter poſt electionem, eandem adeptus fuit feliciter Cæſaream dignitatem. Cumque manifeſtiſſimum exiſtat, & longè, latè per orbem terrarum lucidiſſime divulgatum, nec unquam poſſit in dubium revocari, quomodo etiam dictus Rudolphus quondam Saxoniæ Dux, moderni Wenceſlai, Ducis Saxoniæ & Lunæburgenſis, Pater, felicibus noſtris temporibus, cum cæteris ſuis Coëlectoribus Sacri Imperii nos in Romanorum Regem elegit ſolenniter; prout etiam poſt eandem Electionem, auſpice Deo, in Romanorum Imperatorem ſumus promoti, ac feliciter coronati; quemadmodum hæc omnia & ſingula, Principum, & fide dignorum multorum ſunt teſtimoniis fidelibus approbata. Ejuſdem Wenceſlai, moderni Saxoniæ Ducis, Sacri Imperii Archimareſchalli, & Principis Electoris, nec non Lunæburgenſum Ducis, tam claro, tamque manifeſto, & notorio jure conſiderato; inſpecto niholominus & diligentius penſato, qualiter idem Wenceſlaus modernus, tanquam Dux Saxoniæ, Sacri Imperii Archimareſchallus, & Princeps Elector, cum aliis Principibus & Coëlectoribus ſuis, & ipſi cum eo Sereniſſimum Principem, Dominum Wenceſlaum, Regem Bohemiæ primogenitum noſtrum chariſſimum, in Romanorum Regem unanimiter & concorditer, in Eccleſia collegiata Sancti Bartholomæi Francenford. Moguntinen. dioceſeos, nullo penitus reclamante, Spiritus Sancti gratia invocata, hodie elegerunt.

3. Quodque præfati, Albertus avus, & Rudolphus Pater, dicti Wenceſlai, quondam Saxoniæ Duces, diuturna temporum præſcriptione inconcuſſa habuerunt, & poſſederunt legitimè, prout etiam ipſe Wenceſlaus in præſentiarum ad inſtar illorum, ex ſucceſſione paterna & hæreditaria, dignoſcitur juſto titulo poſſidere jus, vocem, dignitatem, & poteſtatem eligendi Rom. Regem in Imperatorem promovendum, ſano tam Eccleſiaſticorum, quam Secularium Principum Sancti Imperii Electorum (a) conſenſu, & conſilio accedente, non improvide, neque per errorem, ſed animo deliberato, aliorum etiam plurimorum Eccleſiaſticorum, & Secularium Principum, Baronum, Nobilium, & Procerum noſtrorum, & Imperii ſacri fidelium, maturo communicato conſilio, cupientes, autore (b) Domino, futuris obviare periculis, & materiam omnium ſuccidere dubiorum, de certa noſtra ſcientia, & plenitudine poteſtatis Cæſareæ, in his ſcriptis pronunciamus, decernimus, ſtatuimus, declaramus, & etiam hoc Imperiali perpetuò valituro ſancimus edicto, quòd jus, vox, dignitas, & poteſtas eligendi Romanorum Regem in Imperatorem promovendum, eidem Wenceſlao, moderno Duci Saxoniæ, tanquam Imperii ſacri Archimareſchallo, ac Principi Electori, hæredibus, & ſucceſſoribus ſuis legitimis, Laicis duntaxat, ab eo deſcendentibus, quoties caſus hujuſmodi electionis emerſerit, in perpetuum debeat competere, ſicut & ritè ſibi tanquam Duci Saxoniæ, ac Imperii Archimareſchallo, competit manifeſtè, ac ipſe velut Saxoniæ Dux, Sacri Romani Imperii Archimareſchallus, verus & legitimus Princeps Elector, & poſt obitum ejus, hæredes & ſucceſſores ſui legitimi, modo & forma ſubmiſſis, Ducatum, Principatum & Comitatum Palatinum Saxoniæ, ac Archimareſ-

(a) al. conceſſu.

(b) al. Deo.

ANS de J. C. 1376.

ANS de J. C. 1376.

mareſchalliam Imperiiſacri, cum omnibus & ſingulis corum terris, Dominiis, proprietatibus, (a) vaſallagiis, libertatibus, honoribus, & pertinentiis, in quibuſcunque rebus conſiſtant, & quibuſcunque ſpecialibus poſſent vocabulis deſignari, necnon jus, vocem, dignitatem, & poteſtatem eligendi Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, ſine impedimento quolibet debeat obtinere.

(a) al. vaſallitiis.

4. Et ne inter hæredes & ſucceſſores ipſius, eo defuncto, ſuper jure hujuſmodi, futuris temporibus dubitationum, quæſtionum, ſeu litium quævis materia oriatur, decernimus, ſtatuimus, & præſenti Imperiali ſancimus edicto, in perpetuum valituro, quòd poſt dicti Wenceſlai Saxoniæ moderni, & Lunæburgenſium Ducis obitum, primogenitus ejus filius; & poſt primogeniti obitum, ejuſdem primogeniti ſenior filius ex ordine genituræ, & ſic deinceps à ſeniore filio deſcendentes, ex ordine genituræ ſemper ſenior: Si verò primogenitus Ducis Wenceſlai præfati deceſſerit, maſculini ſexus, Laicis duntaxat, legitimis hæredibus non relictis, ex tunc ſecundogenitus filius Wenceſlai Ducis prædicti, & poſt obitum ejus, ſecundogeniti filius ſenior, Laicus; & ſi ſecondogenitus ſine hæredibus legitimis, maſculini ſexus, Laicis, deceſſerit, tertiogenitus dicti Wenceſlai, & ſenior ejus filius Laicus, poſt mortem ipſius; & deinceps per talem modum, directâ lineâ genituræ deſcendentes ab eo, Laici duntaxat, jus, vocem, dignitatem, & poteſtatem eligendi Romanorum Regem, promovendum in Imperatorem, & officium Mareſchalliæ, cum omnibus & ſingulis ſuis Dominiis, honoribus, juribus, privilegiis, dignitatibus, & pertinentiis, perpetuis temporibus obtinebunt, per ſucceſſionem hæreditariam & paternalem, ut præmittitur, ex ordine genituræ.

5. Si verò præfatum Wenceſlaum, modernum Saxoniæ, & Lunæburgenſium Ducem, ſine legitimis, maſculini ſexus hæredibus, Laicis, de lumbis ejus directa linea genituræ deſcendentibus, mori contingeret, ex tunc Principatus, & Comitatus Palatinus Saxoniæ, nec non Archimareſchallia Sacri Imperii, ac jus, vox, dignitas, & poteſtas eligendi Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, ad Illuſtrem Albertum, filium Ottonis, quondam Ducis Saxoniæ, Ducem Saxoniæ & Lunæburgenſium modernum, Patruum dicti Wenceſlai, Ducis Saxoniæ & Lunæburgenſium, & ad legitimos ejus hæredes, maſculini ſexus, Laicos duntaxat; ita videlicet, quòd poſt ejuſdem Alberti obitum, primogenitus ejus filius, & poſt primogeniti ejus obitum, ejuſdem primogeniti ſenior filius, ex ordine genituræ, & ſic deinceps à ſeniore filio deſcendentes, ex ordine genituræ, ſemper ſenior: Si verò primogenitus Ducis Alberti præfati deceſſerit, maſculi ſexus, Laicus duntaxat, hæredibus non relictis extunc ſecundogenitus filius Alberti Ducis prædicti, & poſt obitum ejus, ſecundogeniti filius ſenior, Laicus: Et ſi ſecondogenitus ſine hæredibus legitimis, maſculini ſexus, Laicis, deceſſerit, Tertiogenitus dicti Alberti, & ſenior ejus filius Laicus, poſt mortem ipſius, & deinceps per talem modum directa linea genituræ, deſcendentes ab eo, Laici duntaxat, jus, vocem, dignitatem, & poteſtatem eligendi Romanorum Regem, promovendum in Imperatorem, & officium Archimareſchalliæ, cum omnibus & ſingulis ſuis Dominiis, honoribus, juribus, privilegiis, dignitatibus, & pertinentiis, perpetuis temporibus obtinebunt per ſucceſſionem hæreditariam & paternalem, ut præmittitur, ex ordine genituræ.

6. Quibus omnibus non extantibus, ad proximiorem hæredem, ſecundum lineam paternalem, duntaxat Laicum, ſeniorem Ducem Saxoniæ, pro tempore, ac ejus hæredes ſecundum modum ſuperius expreſſatum, in perpetuum legitimè devolventur.

7. Et talis ſucceſſio & devolutio, ne in his committantur errores, futuris temporibus, debet, ut præmittitur, in omnibus & ſingulis præſcriptis, ſine innovatione, perpetuò obſervari inviolabiliter; taliter videlicet, quod ſi aliquem ex eis, modo præmiſſo, ab hac luce migrare contingeret, qui maſculini ſexus hæredes legitimos, Laicos, poſt ſe relinqueret, debitæ patientes defectum ætatis, extunc ſenior frater, nepos, aut conſanguineus proximior, in linea genituræ, ſi (b) frater non extiterit, ejuſdem defuncti, Laicus duntaxat, dicti pupilli & juvenis, ad quem præſcripta devolventur, de jure tutor eſſe debeat, & curator, tàm diu, donec debitam pertingat ætatem. Cui etiam juveni, quàm cito ætatem debitam pertingenti, vocem, jus, dignitatem, & poteſtatem, præſcripta devolventur, de jure tutor eſſe debeat, & curator, tàm diu, donec debitam pertingat ætatem. Cui etiam juveni, quàm cito ætatem debitam pertingenti, vocem, jus, dignitatem, & potaſtem, prædictæ Electionis, ac omnia & ſingula ab ipſis dependentia, idem Tutor ſine difficultate, & renitentia qualibet tenebitur, & debebit protinus aſſignare. Ætatem autem debitam, in hoc caſu, eligendi videlicet Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, decem & octo annorum cenſeri volumus, & haberi. In principatibus autem, Ducatibus, & Dominiis aliis temporalibus gubernandis, ætatem obſervandam decernimus, prout à Divis Romanis Imperatoribus, & Regibus, noſtris prædeceſſoribus, eſt ſancitum.

(b) al. Pater.

8. Porrò ne ſuper jure, voce, dignitate, & poteſtate Electionis hujuſmodi, nec non Ducatu, Principatu, & officio Archimareſchalliæ prædictis, ullo unquam tempore contingat ſcandala ſuſcitari, vel attentari valeant novitates, de Imperatoriæ plenitudine poteſtatis, & de certa noſtra ſcientia, omnia & ſingula præmiſſa, prout in ſuis clauſulis, membris, articulis, atque punctis ſuperius deſignantur, authoriſamus, approbamus, ratificamus, & tenore præcedentium, de certa noſtra ſcientia confirmamus. Inſuper Wenceſlao, & Alberto, modernis Ducibus Saxoniæ & Lunæburgenſium prædictis, nec non eorum hæredibus, & legitimis Succeſſoribus, quemadmodum priùs donavimus, ſic hujuſmodi donationem iterum innovantes, damus, concedimus, conferimus, & donavimus authoritate Imperiali prædicta, Ducatum & Principatum Lunæburgenſem, cujus authore DEO, poſſeſſionem jam obtinent, cum omnibus & ſingulis eorum terris, civitatibus, caſtris, oppidis, fortalitiis, Dominiis, proprietatibus, (c) vaſallagiis, juribus, juriſdictionibus, uſibus, utilitatibus, fructibus, reditibus, proventibus, emolumentis, libertatibus, uſufructibus, attinentiis, appendiciis, & pertinentiis univerſis, in quibuſcunque conſiſtant, quibuſve poſſint ſpecialibus, & exquiſitis vocabulis deſignari, nihil prorſus excluſo, prout Ducatus, & Principatus Lunæburgen. prædictus in ſuis terminis, finibus, limitibus, & granitiis circumferentialiter antiquitùs eſt diſtinctus, non obſtantibus legibus, juribus communibus, municipalibus, & privatis conſuetudinibus, privilegiis, vel ſtatutis quibuſlibet, in contrarium editis, & ſervatis, etiamſi forent talia, de quibus ſpecialis & expreſſa præcedentibus eſſet mentio facienda, quibus omnibus & ſingulis, in quantum præmiſſis, aut alicui eorum poſſent quolibet obviare, de dictæ plenitudine Imperatoriæ poteſtatis penitùs & omnimodò derogamus, ſupplentes de præfatæ Imperatoriæ plenitudine poteſtatis omnem defectum, ſi quis in præmiſſis, aut eorum aliquo, ex verborum defectu, ſententiarum obſcuritate, ſolennitatum omiſſione, ſeu alio quoviſmodo nunc & inantea reperietur admiſſus.

(c) al. vaſallitiis.

9. Nulli ergo penitus hominum liceat, hanc noſtræ pronuntiationis, decreti, ſtatuti, declarationis, ſanctionis, authoriſationis, approbationis, ratificationis, & confirmationis paginam infringere, aut ei

ANS de J. C. 1376. ausu temerario quolibet contraire, sub pœna mille marcarum auri purissimi, quas ab eo, qui contrafecerit, toties, quoties fuerit contrafactum, irremissibiliter exigi volumus, & earum medietatem imperialis nostræ Cameræ fisco, residuam verò partem injuriam passorum usibus applicari.

Signum Serenissimi Principis & Domini, Domini CAROLI QUARTI, Romani Imperatoris, & glorioſſimi Bohemiæ Regis.

Testes hujus rei sunt

Venerabiles — Archicancellarii:
- Ludovicus Archiepiscopus Moguntinensis, Sacri Imperii per Germaniam,
- Fridericus Colonienſis Archiepiscopus, Sacri Imperii per Italiam,
- Cuno Trevirensis Archiepiscopus, Sacri Imperii per Galliam & Regnum Arelatense,

Illustres — Principes Electores:
- Rupertus Senior, Comes Palatinus Rheni, Sacri Imperii Archidapifer, Dux Bavariæ,
- Sigismundus Marchio Brandeburgensis, Sacri Imperi Archicamerarius,

Venerabiles:
- Joannes Archiepiscopus Pragensis, Apostolicæ Sedis Legatus.
- Theodorus Metensis, & Ecchardus Wormatiensis — Ecclesiarum Episcopi.

Spectabiles — Comites:
- Eberhardus de Wirtenbergk,
- Theodoricus de Catzenelnbogen, & Henricus de Sponheim,

Nobiles:
- Petrus de Wartenbergk, dictus de Coſt, Imperialis Curiæ nostræ Magister.
- Thimo de Colditz, Cameræ nostræ Magister.

Et alii quàm plures nostri & Imperii Sacri Principes, Nobiles & fideles. Pronunciatum sub Bulla aurea, tipario nostræ Majestatis impressa, testimonio literarum. Datum Franckenford (a) super Mogano, anno Domini milleſimo trecenteſimo ſeptuageſimo ſexto, Indictione quarta decima, quarto Idus Junii: Regnorum nostrorum anno triceſimo, Imperii vero viceſimo ſecundo.

(a) al. Super Mœnum.

Et nos Ludovicus Dei gratia Moguntinensis Eccleſiæ Archiepiscopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archicancellarius, recognovimus.

DCXVI.

ANS de J. C. 1378. L'EMPIRE ET BOHEME. *Conſtitution de l'Empereur* CHARLES IV. *pour le droit de l'Electorat, apartenant aux Rois de* BOHEME, *donnée à Prague, le 7. Avril,* 1378. Goldaſt. Tom. II. pag. 93.

KAROLUS Dei gratia Romanorum Rex, ſemper Auguſtus, & BOEMIÆ Rex, ad perpetuam rei memoriam.

1. Innata cordi nostro benignitas circa fidelium & devotorum nostrorum honores & commoda continuis intenta vigiliis, votis ipsorum annuere nos jugiter inducit, quoties poſcentium vox eſt juſta. In hoc enim liberalitatis nostræ non errat intentio, ſed Regalis ſceptri faſtigium attollere ſalubriter arbitratur.

2. Sanè ad nostræ Celſitudinis, venerabiles, Archiepiſcopus Pragenſis; Olomucenſis, Wradiſlavienſis, & Lytomiſlenſis, Epiſcopi, necnon Illuſtres, Johannes Carinthiæ, Comeſque Tyrolis & Coriciæ, germanus noſter chariſſimus, ac Nicolaus Opaviæ & Ratiboriæ Duces, ceterique Prælati, Duces, Principes, Barones, Proceres, & Nobiles Regni noſtri Bohemiæ, & pertinentiarum ejuſdem, præſentiam accedentes, Nobis humiliter ſupplicarunt, ut quaſdam literas Rudolfi Divi Romanorum Regis, prædeceſſoris noſtri, Nobis per ipſos exhibitas, quarum tenor & ſeries ſequitur in hæc verba: *RUDOLPHUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus* &c. *Quanto jura perſonarum* &c. noſtra confirmare auctoritate Regia dignaremur. ANS de J. C. 1378.

3. Nos itaque præfatorum Prælatorum, Ducum, Principum, Baronum, Procerum, & Nobilium (quos honoris & felicis ſtatus Romanorum Regni & Sacri Imperii fideles & ſollicitos præ cæteris novimus zelatores, ipſumque Regnum Boëmiæ Romanorum Regni nobilius membrum fore) ſupplicationibus, benignius inclinati, præfatas literas, ac omnia & ſingula contenta in eiſdem, laudamus, ratificamus, approbamus, confirmamus, ac de novo ex certa ſcientia de noſtræ Romanorum Regiæ plenitudine poteſtatis, præfatis Regno, Prælatis, Ducibus, Principibus, Baronibus, Proceribus & Nobilibus, ac univerſitati Regni ipſius, & pertinentiarum ejuſdem, ad uſum & opus Regum Boëmiæ in perpetuum damus tenore præſentium, conferimus, & donamus; omnem diminutionem & defectum, ſi quis in præmiſſis fuerit, reparantes omnimodè & ſupplentes, ac omne dubium & obſcurum pro parte & in favorem ipſorum Regni & Regum Boëmiæ, de uberiore dono Majeſtatis Romanorum Regiæ & plenitudine poteſtatis, interpretantes, & etiam declarantes: non obſtantibus Legibus, conſuetudinibus, uſibus, obſervantiis, juribus municipalibus vel communibus, ſtatutis ſeu edictis, factis & editis in contrarium quibuſcumque; quas & quæ, quantum ad hæc, ac ſi forent nominatim & de verbo ad verbum ſcripta præſentibus & inſerta, renovamus, caſſamus, irritamus, annullamus, & de dicta ratione Regiæ plenitudine poteſtatis decernimus firmiter fore nullius penitus momenti.

4. Nulli ergò omninò liceat hanc noſtræ laudationis, ratificationis, approbationis, confirmationis, donationis, reparationis, ſupplementi, interpretationis, declarationis, revocationis, caſſationis, irritationis, & annullationis paginam infringere, vel ei auſu temerario aliquo contraire. Contrarium verò facientes ſi qui fuerint (quod abſit,) ultra indignationem noſtræ Celſitudinis Regiæ, quam ob hæc ſe noverint graviter incurſuros, mille marcas auri puri noſtro & Romani Regni fiſco componant; ipſarum videlicet medietatem noſtræ & ſucceſſorum noſtrorum, Romanorum Regum & Imperatorum, Curiæ ſeu Cameræ, & reliquam paſſis injuriam irremiſſibiliter applicandas. In quorum omnium teſtimonium, & ad certitudinem pleniorem, præſentes fieri juſſimus, & Bulla Aurea typario noſtræ Majeſtatis impreſſa præcepimus communiri.

Hujus rei teſtes ſunt:

Gerlacus Archiepiſcopus Moguntinenſis, per Germaniam S. Imperii Archicancellarius.

Rudolfus ſenior Dux Saxoniæ, ſacri Imperii Mareſcalcus.

Rudolphus junior, Saxoniæ, & Fridericus de Deck — Duces.

Johannes Burgravius Norimbergenſis.

Ulricus Landgravius de Luyckenberg.

Fridericus de Ollremund, Ulricus de Helffenſtein, & Rudolfus de Wertheim — Comites.

Petrus de Hedwig, Craffto de Holoch, Gotfridus de Prunes, Eberhardus de Walſe, Fridericus de Walſe, Eglof de Fryberg & Burckhardus de Elrbach — Romani Regni præfati Principes & Barones.

Datum

ANS de J. C. 1378. Datum Pragæ, anno Domini M CCC*XLVIII. Indictione prima, septimo Idus Aprilis; Regnorum nostrorum anno secundo.

* Leg. LXXVIII.

DCXVII.

ANS de J. C. 1286. BEARN ET FOIX.

Donation du Pays de BEARN, *par Gaston Vicomte de Bearn à Dame* MARGUERITE *Comtesse de Foix sa fille émancipée, faite à Morlas le 11. de Mai,* 1286. Pierre de Marca. Histoire de Bearn. pag. 659.

(a) Ce Traité n'est pas en son rang, parce qu'on l'a reçu un peu trop tard, & que ce qui précéde étoit déja imprimé.

1. (a) GAston du consentement exprès de Constance sa fille aînée, & de Guillelme de Moncade sa quatriesme fille, donna, entre vifs, pour soi, ses hoirs & successeurs, à Dame MARGUERITE Comtesse de Foix sa fille emancipée, & à Roger Bernard Comte de Foix son mari, en augmentation de dot, & à leurs hoirs & successeurs procrées de leur commun mariage, les Vicomtés de BEARN, de Brulhois, & le Gavardan, sous la forme & les modifications suivantes; c'est à sçavoir, en cas qu'il decédast sans enfant masle procréé de sa femme Beatrix, ou d'une autre, qu'il pourroit espouser, ou que son fils masle vint à decéder sans enfans, & Constance aussi sans lignée, il donna de plein droit à sa fille Marguerite & à ses hoirs, le Vicomté & terre de Bearn, avec toute sorte de jurisdiction, & de justice, & tous ses autres droits & apartenances quelconques; auquel cas Marguerite de l'expres consentement de son mari, remit & delaissa à Gaston son pere, les Vicomtés de Brulhois, & de Gavardan, & les terres de Catalogne, de Majorque, & d'Aragon, & tous ses autres biens, en quelle part qu'ils fussent situés, pour en disposer à sa volonté, au profit de ses heretiers, & successeurs.

2. Mais aussi s'il arrivoit, que Gaston decedant eut un fils masle qui lui survesquist, il fut arresté qu'il seroit maistre du Vicomté de Bearn, avec toutes ses apartenances, en payant dix mille livres tournois, à Marguerite, & à ses hoirs, auquel cas Constance n'ayant point de lignée, Marguerite possederoit en vertu de cette donation, les Vicomtés de Brulhois, & de Gavardan, renonçant dors & désia audit cas, du consentement de son mari, à toute pretention sur le Vicomté de Bearn, & sur les autres terres. Et neantmoins, il fut ordonné, que le Vicomté de Bearn escheant à Marguerite, suivant la forme prescrite cidessus, elle, le Comte son mari, ou leurs hoirs, payeront les debtes contractées ou à contracter, par Gaston deçà les ports, & repareront les torts & domages qu'il aura faits, excepté les debtes contractées en Brulhois & Gavardan, & ce à quoi ces terres sont obligées, qui seront payées avec les domages faits en ces pais, par ceux qui les possederont.

3. Gaston aussi reserva à soi la faculté de disposer sur la terre de Bearn, pour recompenser ses serviteurs, faire des legats pour son ame, l'obliger & hypothequer pour ses debtes, y faire des infeudations & affranchissemens, ainsi qu'il adviseroit sans fraude; excepté pour le regard des Chasteaux, Bourgs, & Vallées qui suivent, à sçavoir les Chasteaux & Villes d'Ortés, de Sauveterre, d'Oloron, de Monein, de Salies, de Pardies, de Montgiscard, de Morlans, d'Asson, d'Igon, de Montaner, de Lembeye, de Pau, de Pontac, de Samboues, de Belloc, de Mongaston, de Navarrens, de Garos, & de Lobiente, les Vallées d'Ossau, d'Aspe, & Baretons, & les autres Vallées, Montagnes, & Fortereſſe, toutesfois il reserva de pouvoir obliger par son testament, pour le payement de ses debtes, legats, & domages, les Chasteaux & Villes d'Ortés, de Sauveterre, de Pau & de Salies, les chasteaux & lieux de Larbaig; & Riveregave, & toute la terre d'Agarencs, sans alienation pourtant de la proprieté: à la charge neantmoins qu'en ce cas, le Baile de Pau, ou les executeurs de son testament ne prendront des rentes du Chasteau de Pau, que mille sols par an, outre les revenus de la closture du chasteau, avec la lantanere, le moulin, la vigne, & le taillis & qu'ils possederont tous les autres Chasteaux & Villes, aux lieux ci-dessus designés, avec leurs rentes, jurisdiction, & apartenances, jusqu'à l'entiere execution du testament, ou bien jusqu'à ce que Marguerite, le Comte, ou leurs hoirs ayent rapporté aux executeurs, quitance valable des creanciers, & des legataires; sans que la detention de ces places par les executeurs, puisse empescher Marguerite & sa race de s'en servir & prévaloir, en cas qu'il y survint quelque guerre, en la terre de Bearn; demeurant de vers elle, sur les habitans & Vassaux de ces lieux, les droits de chevauchée, & d'Ost ou armement, pour la defense du païs, la justice de sang, & le serment de fidelité; mais les gages, ou pignorations, les peines, lois, & amendes apartiendront aux executeurs testamentaires, & aux Bailes. ANS de J. C. 1286.

4. En suite, il est ordonné que tous les Bailes des chasteaux, & des autres lieux jurent sur les Saints Evangiles, l'observation de tous les Articles de cette donation; & de remettre sans difficulté, les Villes & Chasteaux, entre les mains de l'enfant masle de Gaston, ou de Marguerite, suivant la distinction ordonnée ci-dessus, il fut aussi arresté entre les parties, en cas que Marguerite survive le Comte son Mari, soit qu'il y ait des enfans procrées de leur mariage, ou non, qu'elle jouira pendant sa vie, desdits Vicomtés de Bearn, ou de Brulhois, & de Gavardan en leur cas, & le Comte son Mari survivant à sa femme, aura une semblable jouissance, en cas qu'il y ait des enfans de leurs commun mariage, que s'ils decedoient sans enfans, ou leurs enfans sans lignée, ces Vicomtés retourneront aux plus proches de Gaston, suivant son ordonnance: sauf que les heritiers du Comte, pourront retenir la terre de la Riviere, de Navarrens, de Pardies, & de Garos, pour l'assurance de ce à quoi le Bearn se trouvera obligé envers le Comte, outre les lieux qui lui sont hypothequés pour son debte.

5. Si Gaston aliénoit quelque terre pendant sa vie, suivant la reserve qui lui est faite, elle demeurera soubs le ressort, Seigneurie & Vasselage du Vicomte de Bearn; sauf les choses qui seront données en faveur des Eglises, qui seront conservées en l'exemption & liberté qu'il leur aura accordée, demeurants néantmoins dans le destroit & ressort de la Seigneurie de Bearn.

6. Il fut aussi expressement arresté, que l'heritier du Comte & de Marguerite, qui sera maistre de Bearn, possedera aussi conjoinctement le Comté de Foix, en telle sorte, que ces deux pieces ne puissent estre separées ni desunies à l'avenir, dequoi le Comte bailleroit les asseurances necessaires par ses letres seellées, & par le serment de ses Barons, Chevaliers, & Nobles, & des Villes & Communautez de son pris, comme aussi Gaston, Constance, Marguerite, & Guillelme ordonnerent, que les Barons, Nobles, & Communautez de Bearn, qui avoient desia presté leur serment & ceux qui le presteroient ci apres, fussent obligés en vertu d'icelui, d'observer & d'executer le contenu en cette donation; que Gaston & ses filles confirmerent aussi par leurs serments sur les Saints Evangiles. A quoi Gaston en qualité de Seigneur & Vicomte de la terre de Bearn, assis en son tribunal, & sa Cour de Bearn interposerent leur decret, & autorité, comme à une donation solennellement insinuée, par devant un Magistrat legitime, & pour plus grande asseurance Gaston, le Comte de Foix, Constance, Marguerite, & Guillelme apposerent leurs seaux

ANS de J. C. 1286. seaux à cét instrument, avec ceux d'Arnaud Guillaume d'Andoins, & de Raimont Arnaud de Domy, jurats de la Cour de Bearn ; en la Ville de Morlas le cinquiesme des ides de May mil deux cens octante-six. Regnant Philippe Roy de France, Edoüard Roy d'Angleterre Duc d'Aquitaine, Gaston Vicomte de Bearn, & Arnaud de Morlane Evesque de Lascar.

DCXVIII.

ANS de J. C. 1393. BOURGOGNE ET FLANDRE. *Traité & Partage des Biens de* PHILIPPE *Duc de Bourgogne &* MARGUERITE DE FLANDRE *entre leurs Enfans, fait en* 1393. Pierre d'Oudergheest. Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXXXIV. Feuill. 314.

ORdonnants que ledict Conte Jean leur fils aisné, lors Conte de Nevers, auroit la Duché de Bourgoingne, les Contés de Flandre, Artois, Bourgoigne, Palatin, avec les Seigneuries de Salins & Malines. Et que Anthoine leur second fils, auroit les Duchez de Lotrice, Brabant & Lembourch, avec le Marquisat d'Anvers : mais Philippe leur fils maisné, auroit les Contez de Nevers & de Rethel, soubs condition que sy ledict Anthoine mouroit sans hoir de son corps, lesdicts Duchez avec le Marquisat d'Anvers, viendroyent audict Philippe, lequel estoit le plus mal party. Lesquelles conditions ont depuis causé les questions & debatz que voyrez cy apres. Lesquels partaiges ainsy faicts, ledict Duc Philippe, pour asseurer le susdict Anthoine, son second fils, desdicts Duchez de Lotrice, Brabant, & Lembourch, besoingna de sorte que les estats desdicts païs, receurent ledict Anthoine, du consentement de ladicte Ducheſſe Jehenne, pour leur Rewaert & Gouverneur, & comme hoir d'icelle Ducheſſe. Le tout nonobstant l'empeschement, qu'en celuy pretendoyent faire & donner les Ambassadeurs de Wencelin Roy des Romains, eux fondants sur un certain traicté de Mastricht, dont cy devant est faicte plus ample mention : & par ce moyen ledict Anthoine se porta tousiours de la en avant pour Duc dudict Lembourch.

DCXIX.

ANS de J. C. 1403. BOURGOGNE, BRABANT &c. (a) *Traité de Partage fait par* PHILIPPE DE FRANCE II. *du nom Duc de Bourgogne, &* MARGUERITE *sa femme, de leurs biens à leurs Enfans mâles* JEAN, *Duc de Bourgogne*, ANTOINE *Duc de Brabant & de Limbourg, &* PHILIPPE DE BOURGOGNE. *A Arras, le* 27. *Novembre*, 1403. Dynter dans les Chroniques Manuscrites de Brabant. Chap. 80. Feuill. 68. verso.

(a) Ce Traité pourroit bien être le même avec le précédent.

SUbsequenter vero prælibatus Dux Anthonius tradi & exhiberi fecit supradictis duobus oppidis Lovanienſi & Bruxellenſi duas litteras in forma vidimus, factas sub sigillo Domini Everardi de Platea præpositi Sanctæ Ecclesiæ Sancti Jacobi frigidi montis in Bruxella ordinis Sancti Augustini Cameracenſis Diocesis per quas ipse notificat se vidisse unam litteram patentem sanam & integram sigillatam sigillis bonæ memoriæ quondam Domini Philippi Filii quondam Regis Franciæ Ducis Burgundiæ, Comitis Flandriæ, Artheſiæ & Burgundiæ & Dominæ Margaretæ Duciſſæ & Comitiſſæ Ducatus & Comitatuum prædictorum continentem partificationem inter ipsos factam & ordinatam inter filios eorum masculos scilicet potentes Principes Dominum Johannem inpresentiarum Ducem Burgundiæ filium ipsorum seniorem, Dominum Anthonium nunc Ducem Brabantiæ, & Lymburgis ipsorum filium secundo genitum & Philippum de Burgundia inpræsentiarum scilicet tempore datæ vidimus Comitem Nivernensem filium eorum juniorem quæ quidem littera fuit data Attrebati die 27. mensis Novembris anni Domini 1403. in qua quidem littera continentur de verbo ad verbum clausulæ subsequentes de Gallico in Latinum translatæ, & primo : prædictus Johannes Senior filius habebit pro se & hæredibus suis Ducatum & Comitatum Burgundiæ cum Dominio & eorum pertinentiis & Comitatum Flandriæ cum terris Aloſtenſis, Dendremondæ & Mechlinienſis, & eorum pertinentiis & Comitatum Artheſiæ cum suis pertinentiis, & habebit dicta Domina terras integras absque hoc quod Anthonius, & Philippus sui fratres poterunt petere aliquam portionem causâ partificationis apanage nec alias nec alio modo videlicet dictum Ducatum post deceſſum noſtri Ducis, & dictos Comitatus & alias terras supradictas post deceſſum noſtræ Duciſſæ, & tunc dimittet Comitatum Nivernenſem, & Baroniam de d'Ourchii & quam antea tenuit, & fuerunt sibi in matrimonium collati. Item dictus Anthonius Filius noſter secundo genitus habebit pro se & hæredibus suis Ducatum Brabantiæ, comprehenſis villa & Castellania Antwerpienſi, cum pertinentiis Ducatu Lymburgenſi & aliis terris noſtris ultramoſanis, & habebit dicta Domina eas terras post deceſſum noſtræ Duciſſæ, & materteræ noſtræ Duciſſæ Brabantiæ, absque hoc quod alii fratres prædicti poterunt petere aliquam portionem ratione primogenituræ partificationis omnis apanage nec alias nec etiam alio modo. Et si dicta matertera noſtra Duciſſa Brabantiæ supervivеret, dictus Anthonius gauderet Comitatu Artheſiæ usque post præfatæ materteræ noſtræ deceſſum, & tunc erit Dux Brabantiæ & Lymburgis, & dimittet prædictum Comitatum Artheſiæ & etiam Comitatum Regiſtrenſem, qui sibi ad suum matrimonium sive nuptias fuit collatus, dum habuerit obedientiam & & poſſeſſionem majoris partis bonarum villarum & obedientiam, majoris partis Nobilium Ducatuum prædictorum juxta continentiam litterarum sui matrimonii, item dictus Philippus noſter poſterior filius habebit pro se & hæredibus suis Comitatum Nyvernenſem & Baroniam d'Ourchii Comitatum Regiſtrenſem Castrum Rynaut Vranc, cum pertinentiis ipsarum terras noſtras de Campania & eorum pertinentiis post deceſſum materteræ noſtræ Duciſſæ Comitatum de Stampis villas castra, & Castellanias de Dourdam & de Gryen, quæ nobis debent advenire, cedit ad hæredes noſtros masculos per deceſſum noſtri belli fratris Biturienſis, si decedat absque herede masculo de suo corpore, & casu quo dictus noſter frater haberet hæredem masculum, & dictus contractus & aliæ terræ nobis non advenirent vel hæredibus noſtris, & dictus Philippus vel ejus hæredes pro eorum partificatione non haberent alias terras de nobis Duce & Duciſſa, quam illas quæ sunt in præsenti articulo declaratæ, item habebit Castrum & Castellaniam de Montreuil, cum suis pertinentiis in Comitatu Burgundiæ Castrum de Chaſtelguyon, & tria millia Francorum in reditibus de saleveria de salinis comprehenſis in quos solebat levare suo recipere Dominus Johannes de Thalem, in dicta saleveria quod quidem castrum cum reditibus proventibus, & pertinentiis nobis sunt acquiſita ac per judicum sententias adjudicata, & sexaginta millia Francorum quorum quadraginta millia solventur per dictum Johannem filium noſtrum & ejus hæredes, & viginti millia per dictum filium noſtrum Anthonium aut ejus hæredes solventur post deceſſum noſtrorum Ducis & Duciſſæ, absque hoc quod

ANS de J. C. 1403.

ANS de J. C. 1403. quod in dicta partificatione alii sui fratres prædicti poterunt demandare sive petere, per primogenituram sive senioritatem partificationem appanagiam neque aliter vel alio modo, ut fuit dictum: vidimus sigillatum sigillo præposituræ præpositi Ecclesiæ Sancti Jacobi Frigidi, montis prædicti. Datum die 21. mensis Junii anno Domini 1407.

DCXX.

ANS de J. C. 1406. BRABANT ET AIX LA CHAPELLE.

Traité de Paix & de Confédération entre ANTOINE *Duc de Brabant & les Magistrats, Echevins, & Consuls de la Ville d'*AIX LA CHAPELLE. *Fait le 6. Juin*, 1406. Dynter, dans les Chroniques Manuscrites de Brabant. Chap. LXXXII. Feuill. 71.

ANno Domini 1406. mensis Junii die sextâ supradictus Dux Anthonius Dux Limburgensis Comes Registetensis, ipso tunc gubernatore Ducatus Brabantiæ, existente pepigit sive iniit certam amicabilem concordiam, & unionem cum prudentibus & honestis viris magistris civium Scabinis Consulibus, & cæteris civibus regalis sedis civitatis Aquensis continentem inter cætera quod si sibi, & terris suis Lymburgensibus Daelem, & de Rode guerra supervenerit & sibi notorie opus fuerit castra sua de Lymborch, de Daelhem & de Rode, cum militibus & militaribus communiendi quod tunc ipsa civitas Aquensis, cum per ejusdem Ducis Anthonii litteras patentes requisita fuerit in dictis Castris destinare tenebitur quinquaginta arbalistarios benè armatos, ut moris est cum suis pertinentiis, & ibidem propriis ejusdem civitatis expensis pro custodia Castrorum perseverare quamdiu dicti milites, & militares ibidem manerent nisi notorie timerent obsideri vel aliquod oppidum sive castrum propter guerram ipsis illatam obsidere vellent tunc suos arbalistarios transmittere non tenebuntur; duos quidem arbalistarios, idem Dux suis expensis eundo & redeundo, & earum victualia conducerè sive conduci facere debebit, possent etiam si opus esset dicti milites & militares, & arbalistarii æquali numero dividi, & ad dicta castra transmitti, sed ipsi arbalistarii aliundè & ad alicujus damnum extra dicta transire non tenerentur, item si prælibatus Dux propter guerras victualibus indigeret quod illa in dicta civitate posset facere comparari, in prompta pecunia pro tali pretio, sicut unus civis contra alium civem emere deberet, & illa extra eamdem civitatem ad loca sibi necessaria facere duci & transportari, item quod memoratus Dux Anthonius propter assistentiam tam arbalistariorum quam victualium, sibi pactam prædictam sedem & civitatem regalem, & ejus incolas sive cives tamquam subditos proprios conservare, promovere, & tueri & dum requisierint ejus favorem consilium suum & assistentiam impertiri debebit; sed quod omnes cives, incolæ, & mercatores civitatis Aquensis prædictæ ejusdem civitatis verum signum deferentes de omnibus suis mercimoniis, sive mercantiis qualescumque fuerint per totam terram Brabantiæ & Lymburgis, ab omni teloneo ita liberi erunt sicut fuerunt tempore Ducis Wenceslai bonæ memoriæ prout in litteris desuper confectis plenius continetur. ANS de J. C. 1406.

DCXXI.

ANS de J. C. 1408. GUELDRE ET BOURGOGNE.

Traité d'Alliance entre (a) RENAUD IV. *Duc de Gueldre &* (b) ANTOINE DE BOURGOGNE *Duc de Brabant, fait à Bolduc le 14. Décembre*, 1408. Slichtenhorst. Chroniques de Gueldre. Liv. VIII. pag. 180.

(a) Il mourut sans enfans en 1423. (b) Il fut tué en 1415. à la Bataille d'Azincourt.

VOor eerst zouden de Vorsten op een af-gepaelden dagh ses van hunne Raeds-vrienden naer Ravesteyn aen de Maes af-vaerdigen, ende hen ter handen stellen zoodanige op-spraeken, versoeken en klachten, als d'een op d'ander meynde te hebben: waer op de twaelve, gehoord aen dese en geene zijden het voor-draegen en bedingh, alles na hunne beschey denheyd zouden beslichten, in kracht van een onweder-roepelijk vonnis, eer zy van Ravesteyn vertrocken. Beyde Heeren zouden zoo langh haer leeven duyrde, vrienden blijven, dat is, d'een tegen d'ander niet onder-winden, des anders vyand geen toevoer doen, dan des anders schade afweeren, ende ter gelegener tijd helpen met sijn eygen volk, lijf, en op zijn eygen kosten; soo te weeten de Vorst die den oorlogh aenvaerdede, zelf by den toght was: mede in't belegeren ofte aentasten van een Stad ofte Schants d'ander, des versocht, 200. ofte meer gewapende by-zetten, mids dat de versoeker hun voor-raed beschicke, ende tot geen verdragh en treede, daer sijn bystander niet en zy in bedongen. Soo een van der Vorsten onder-zaeten des anders onder-zaet in recht betrock, ende zulk een zich noch onder 't recht noch sijns Heers *vier-banken*, noch onder de twaelf goede mannen wilde buygen, dan zich in vyandschap vergreep tegens een der Vorsten ofte hun onderdaenen, die zoude van sijn Opperheer na behooren werden gebreydeld. Over en weder zoude soo te land als te wa-

DCXXI.

Traduction de ce Traité.

ANS de J. C. 1408. GUELDRE ET BOURGOGNE.

PRemierement les Princes feront trouver à Ravestein à certain jour prefix fix de leurs Conseillers amis, & leur mettront en main les demandes & plaintes qu'ils croyent avoir l'un contre l'autre, surquoy les douze aprés avoir entendu les propositions faites de part & d'autre, ils en feront la décision selon leur discretion par une sentence en dernier ressort, & avant qu'ils partent de Ravestein. Les deux Seigneurs de part & d'autre demeureront amis toute leur vie, c'est-à-dire n'entreprendront rien l'un contre l'autre, ne donneront aucun accez aux ennemis l'un de l'autre, mais se protegeront & s'assisteront dans les injures qui leur seroient faites, de leurs propres troupes & de leur vie & à leur propres dépens, savoir quand même le Prince qui feroit la guerre, y seroit en personne; même que dans le Siege ou attaque de quelque Ville ou Forts en étant requis, il fournira 200. ou plus de ses gens d'armes, à condition que celuy qui les demandera leur fournisse des provisions & qu'il n'entre en aucun traité que l'assistant n'y soit compris. Si les sujets de l'un des Princes vouloit mettre en justice les sujets de l'autre & qu'ils vouluſſent décliner la jurisdiction de son Seigneur dite, vierbancken, & celle des douze Arbitres, & qu'ils vouluſſent se revolter contre l'un des Princes ou leurs sujets, le Souverain usera contre eux de contrainte. On commercera par mer & par terre sans

ANS de J. C. 1408.

ter ongemoeyde handelingh en verblijf zijn, onder betaelinge van behoorlijke tollen ter behoorlijker plaetzen.

Dit verdragh zoude zich ſtrecken tegen alle Vorſten, uyt-geſondert het Roomſſe Rijk, den Franſſen Koningh, en Grave van Holland; met dit onderſcheyd, dat de Heer van Braband nu noch immermeer den Hollander de hand zoude leenen tegen den Hertogh van Gelder en Gulich; ten ware de Burgondier in eygen hoofd den Hollander by-koemende beyde Vorſtendommen bekrijgde, ofte des Brabanders broeders, de Vorſten van Burgondien en Nevers, uyt eygene in-ſichten oorlogh aenvingen tegen Reynald van Gelder; die in tegendeel, met raed en daed tot af-breuk van den Hertogh van Braband weder moght by-ſtaen den Biſſchop van Kolen, den Hertogh van Orleans, Hertogh Willem van den Berge, den Grave van Kleve, met de Biſſchoppen van Luyk en Paderborn; voor-behoudens dat hy den Brabander na ſijn beſte vermoegen, zoo 't nood deed, onderſtand zoude doen tegens die van Maeſtricht, Luyk ofte Loen, in val van blijkelijk geweld en ongelijk. Wel verſtaende dat die byzondere kraekeelen, om welker wille deſe byſtand was geſchied, geſleeten zijnde, dit beſteck namaels, ende zoo vaek duſdaenige dingen voor-vielen, in zyne vordere leeden ongeſchend en van volle kracht zoude blijven. Indien de Brabander de Kolenaers beoorloghde, zoude Reynald met hem in-ſpannen ende zijn erf-goed Zulch den Biſſchop weder af-vorderen: quam Reynald hem eerſt de vriendſchap op te zeggen, dan zoude de Brabander hem zonder vertoef hulp bieden: maer ſoo de Biſſchop yewaerts een van de Hertogen op 't lijf viel, daer zoude d'ander zyne troppen na toe voeren, beſtaende in 600. gewaepende ſpiets-dragers, ende die op ſijn beurs en gevaer onderhouden. De Vorſten in 't leger, ofte in een tocht of belegh by een zijnde, zouden yeder hun eygen koſten draegen, ende in de winſt gelijkelyken deelen, ten waer eenige plaets yemant van de Vorſten eygendommelijken toe-behoorde. Alle zwaerigheyd, hinder, en mis-verſtand uyt dit verdragh t'eeniger tijd koemende te rijſen, ten ware dan dat beyde Vorſten ofte hun onderdaenen onder een ſchortinge kreegen, ofte de onderdaenen met d'een ofte d'ander Vorſt, zouden, met toeſtemminge van de weder-zijdſſe tegen-dingers, by de 12. Scheyds-luyden af-gedaen worden te Raveſteyn na ſes weeken tijds; ende of 'er yemant van deſe Raeds-heeren door dood, uytlandigheyd, vry willighen af-ſtand, ontzettinge, ofte om andere oorzaeken dit ſijn ampt niet en konde ofte wilde uyt-harden, in diens plaets zoude men t'elke reys keuren een ander. Beyde Heeren zouden een ofte twee van hun Raden met een Geheym-ſchrijver tegens den 13. der Lauwmaend naer Raveſteyn af-ſchicken, met hun Heeren zegels om ſes opene brieven te vervaerdigen, waer van 'er elk drie zoude behouden, ſtaende after yeder brief den dagh van deſe overkomſt: in den eerſten brief zoude deſe handeling beſchreven zijn; in den tweeden, de onderlinge beloften, van over en weder ſes volmachtigers naer Raveſteyn af te ſtuyten met allen ſchijn en beſcheyd van 't geen d'een op d'ander had te zeggen; in den drieden, dat d'een Heer tot afterdeel van d'ander niet zoude by de hand neemen van nu af tot aen toe-komſtigen Kerſtdagh. Eyndlijken zoude de Brabander zijn opſpraek tegen de Gelderſſe op den Sondagh in midden Vaſten aen den Burg-grave ofte tollenaer van Nymegen in ſchrift over-leveren, ende de Hertogh van Gelder op den zelven dagh zyne ſtucken te Bruyſſel in-dienen by den Cancelaer van Braband ofte Willem Blondeel, om daer na alles binnen Raveſteyn af-gehandeld te worden.

empêchement en payant aux lieux convenables un peage raiſonable.

ANS de J. C. 1408.

Cet accord aura lieu contre tous Princes, excepté l'Empire, le Roy de France & le Comte de Hollande avec cette différence que le Seigneur de Brabant ne prêtera jamais la main contre le Duc de Gueldres & de Juliers; à moins que le Bourguignon ne vienne à acquerir les deux Principautez appartenantes à l'Hollandois, ou que les freres de Brabant, Princes de Bourgoigne & de Nevers ne vinſſent de leur propre mouvement à faire la guerre à Renaud de Gueldre, qui d'autre côté, pouroit d'avis & de fait, au deſavantage du Duc de Brabant aſſiſter derechef l'Evêque de Cologne, le Duc d'Orleans, le Duc Guillaume de Bergue, le Comte de Clêve, avec les Evêques de Liege & de Paderborn; à condition que luy de Brabant ſe deffendra de tout ſon poſſible, ſi la néceſſité le requiert, contre ceux de Maeſtricht, de Liége & de Loen, en cas de violence & de tort manifeſte. Bien entendu, que ces querelles particuliéres, à cauſe deſquelles leſdittes aſſiſtances ſeront faites étant accomodées; cét accord, autant de fois que pareilles choſes arriveront, demeurera inviolable dans tous ſes points. Si le Brabançon venoit à faire la guerre à ceux de Cologne, Rénauld prendra les armes avec lui & reprendra ſur l'Evêque ſa terre de Zulch. Si c'étoit Renaut qui vint à rompre le premier avec lui, le Brabançon l'aſſiſtera ſans delay. Mais ſi l'Evêque venoit à attaquer quelques uns des Ducs, l'autre fera marcher ſes troupes conſiſtentes en 600. Lances qui ſeront entretenues à ſes dépens, & à ſes perils & fortune. Les Princes étant enſemble à l'armée ou à une expédition ou Siege, ils porteront chacun leurs frais, & partageront le gain également, à moins que les Places n'appartinſſent à quelcun des Princes en proprieté. Toutes les difficultez, obſtacles ou diſſentions qui viendroient à naître en quelque tems que ce ſoit, de ce preſent Traité; à moins que les deux Princes ou leurs ſujets ne reçuſſent quelque querelle, diſſention, dommage, ou les ſujets par l'un ou l'autre des Princes, ils ſeront terminez à Raveſtein par les douze Arbitres dans ſix ſemaines. Et ſi quelqu'un de ces Conſeillers vient à ne pouvoir remplir ſa charge, ſoit par mort, par démiſſion volontaire ou autrement, ou que pour quelque autre cauſe il ne voulût point effectuer ſa commiſſion on en mettra à chaque fois un autre en ſa place. Les deux Seigneurs envoyeront un ou deux de leurs Conſeillers avec un Greffier le 13. Janvier à Raveſtein avec leur ſceau pour expédier ſix Lettres patentes dont chacun en gardera trois au dos deſquelles ſera mis la datte: dans la premiere ſera écrit le préſent traité: dans la ſeconde les promeſſes particuliéres d'envoyer à Raveſtein ſix Plénipotentiaires avec les inſtructions ſur ce qu'ils auront à dire: dans la troiziéme, qu'un Seigneur au prejudice de l'autre n'entreprendra rien d'icy en avant juſques à la Chandeleur. Enfin le Brabançon livrera par écrit au Burgrave ou Maître de la Douane de Nimegue ſa demande contre les Guldrois, & ce le Dimanche de la mi-Carême, & le Duc de Gueldre, livrera le même jour à Bruxelles ſes papiers entre les mains du Chancelier de Brabant ou Guillaume Blondeel, pour qu'il en ſoit en ſuite traité à Raveſtein.

ANS de J.C. 1418.

DCXXII.

L'Eglise et l'Allemagne.

Concordat fait au Concile de Conſtance entre le Pape MARTIN V. *& la Nation* GERMANIQUE, *touchant l'Adminiſtration de l'Egliſe Univerſelle, fait à Conſtance, le 3. Mai,* 1418. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 384.

UNiverſis & ſingulis, Johannes miſeratione divinâ Epiſcopus Oſtienſis, ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalis & Vicecancellarius, ſalutem in Domino & præſentibus fidem indubiam adhibere. Si juxta laudabilem antiquorum ſententiam & providum ſapientum conſilium dignum eſt, ea quæ majorum conſultiſſima providentia in ſubditorum gratiam & commoda geruntur ſcripturæ teſtimonio redigere; dignum per conſequens eſt, & rationi conſentaneum, ut adeò nota fiat eorum veritas, quod inde nec deſit pacificis oportuna proviſio, nec uſquam perverſis ſub ignorantia variandi ſupina facultas relinquatur.

2. Cum itaque nuper inter Sanctiſſimum in Chriſto Patrem & Dominum noſtrum, Dominum MARTINUM divina providentia Papam quintum, & Reverendos Patres, Prælatos, nec non egregios & circumſpectos viros Ambaſſiatores, Procuratores, Doctores & Magiſtros, cæteroſque, venerabilem nationem GERMANICAM in generali Conſtantienſi Concilio repræſentantes & facientes; nonnulla capitula concordata ab utrâque parte ſponte ſuſcepta, nec non de dicti Domini noſtri Papæ mandato in libro Cancellariæ ſanctæ Romanæ Eccleſiæ, in quo Romanorum Pontificum conſtitutiones & ordinationes ſolent conſcribi ad futuram rei certitudinem nobis operam dantibus, prout ad noſtrum ſpectat officium, die quinta decima menſis Aprilis, Pontificatus dicti Domini noſtri Papæ anno primo conſcripta fuerunt, ac de ſimili mandato in Audientia contradictarum die ſecunda menſis Maji, anno quo ſupra lecta & publicata: adjecto quod ſub noſtrarum literarum teſtimonio indigens quiſque ſibi teſtimonium ſumere valeat, in toto vel in eâ parte, quâ indiguerit earundem.

3. Nos ad Reverendi in Chriſto Patris Domini Guntheri Archiepiſcopi, ac Præpoſiti, Decani & Capituli Eccleſiæ Magdeburgenſis inſtantiam, capitula hujuſmodi, ſic ut præfertur, concordata & ſponte ſuſcepta, ex integro libro prædicto de verbo ad verbum fideliter conſcribi & præſentibus annotari fecimus, quorum tenor ſequitur in hunc modum.

4. De numero & Qualitate Cardinalium. Statuimus ut deinceps numerus Cardinalium ſanctæ Romanæ Eccleſiæ adeò ſit moderatus, quod non ſit gravis Eccleſiæ, qui de omnibus partibus Chriſtianitatis proportionabiliter, quantum fieri poterit aſſumantur, ut notitia cauſarum & negotiorum Eccleſiæ emergentium facilius haberi poſſit, & æqualitas regionum in honoribus Eccleſiaſticis obſervetur; ſic tamen, quod num: XXIIII. non excedant, niſi pro honore nationum, quæ Cardinales non habent, unus vel duo pro ſemel de conſilio & conſenſu Cardinalium aſſumendi viderentur. Sint autem viri in ſcientia, moribus & rerum experientia excellentes, Doctores in Theologia, aut in jure Canonico vel Civili, præter admodum paucos, qui de ſtirpe Regia vel Ducali aut magni Principis oriundi exiſtent, in quibus competens literatura ſufficiat; non fratres aut nepotes ex fratre vel ſorore alicujus Cardinalis viventis; nec de uno ordine mendicantium ultra unum; non corpore vitiati, nec alicujus criminis vel infamiæ nota reſperſi, nec fiat eorum electio per * auricula vota ſolummodo, ſed etiam cum conſilio Cardinalium collegialiter, ſicut in promotione Epiſcoporum fieri conſuevit, qui modus etiam obſervetur, quando aliquis ex Cardinalibus in Epiſcopum aſſumetur. ANS de J.C.

5. De proviſionibus Eccleſiarum, Monaſteriorum, Prioratuum, dignitatum & aliorum beneficiorum. Sanctiſſimus Dominus noſter Papa Martinus V. ſuper proviſionibus Eccleſiarum, Monaſteriorum, beneficiorum quorumcunque utetur reſervationibus Juris ſcripti, ex Conſtitutione Execrabilis & ad Regimen, modificatæ, ut ſequitur. Ad regimen Eccleſiæ generalis, quanquam immeriti ſuprema diſpoſitione vocati, gerimus in noſtris deſideriis, ut debemus, quod per noſtræ diligentiæ ſtudium ad quarumlibet Eccleſiarum & Monaſteriorum regimina, & alia Eccleſiaſtica beneficia juxta divinum beneplacitum & noſtræ intentionis affectum, viri aſſumantur idonei, qui præſint & proſint committendis eis Eccleſiis, monaſteriis, & beneficiis prælibatis. Præmiſſorum namque conſideratione inducti, & ſuadentibus nobis aliis rationabilibus cauſis, nonnullorum prædeceſſorum noſtrorum Romanorum Pontificum veſtigiis inhærentes, omnes Patriarchales, Archiepiſcopales, Epiſcopales Eccleſias, Monaſteria, Prioratus, dignitates, Perſonatus & officia, nec non Canonicatus & præbendas ac Eccleſias, cæteraque beneficia Eccleſiaſtica, cum cura vel ſine cura, regularia & ſecularia, quæcumque aut qualiacunque fuerint, etiamſi ad illa perſonæ conſueverint, ſeu debuerint per electionem, ſeu quemvis alium modum aſſumi, nunc apud ſedem Apoſtolicam, quocumque modo vacantia, & in poſterum vacatura, nec non per depoſitionem vel privationem, ſeu tranſlationem per nos ſeu auctoritate noſtra factas, & in antea faciendas ubilibet, nec non ad quæ aliqui in concordia ſeu diſcordia electi vel poſtulati fuerint, quorum electio caſſata, ſeu poſtulatio repulſa, vel per eos facta renuntiatio & admiſſa auctoritate noſtra extiterit, ſeu quorum electorum, poſtulatorum, & in antea eligendorum ſeu poſtulandorum electionem caſſari vel poſtulationem repelli, aut renuntiationem admitti per nos ſeu autoritate noſtra continget apud ſedem prædictam, vel alibi ubicumque, & etiam per obitum Cardinalium ejuſdem Eccleſiæ Romanæ ac officiariorum dictæ ſedis, quàm diu ipſa officia actualiter tenebunt, videlicet Vice Cancellarii, Camerarii, ſeptem Notariorum, Auditorum literarum contradictarum, & Apoſtolici Palatii cauſarum Auditorum, ſcriptorum literarum Apoſtolicarum, & viginti quatuor pœnitentiariæ præfatæ ſedis, & viginti quinque abbreviatorum, nec non verorum commenſalium noſtrorum, & aliorum viginti quinque Capellanorum ſedis ejuſdem in Epitaphio deſcriptorum, ac etiam quorumcunque Legatorum ſeu Collectorum, ac in terris Eccleſiæ Romanæ Rectorum & Theſaurariorum deputatorum ſeu miſſorum hactenus, vel deputandorum ac mittendorum in poſterum, vacantia, & in antea vacatura, ubicunque dictos legatos vel collectores, ſeu rectores, aut theſaurarios, antequam ad Romanam Curiam redierint ſeu venerint, rebus eximi contigerit ab humanis; nec non quorumlibet, pro quibuſcunque negotiis ad Romanam Curiam venientium, vel etiam recedentium ab eâdem, ſi in locis à dicta Curia ultra duas dietas legales non diſtantibus jam forſan obierint, vel eos in antea tranſire de hâc luce contigerit; & etiam ſimili modo quorumcunque Curialium, peregrinationis, infirmitatis, aut recreationis, ſeu alia quacunque cauſa, vel ad quævis loca ſecedentium, ſi eos, antequam ad dictam Curiam redierint, in locis ultra duas dietas ab eadem Curia, ut præmittitur non remotis, dummodo eorum proprium domicilium non exiſtat ibidem, jam forſan deceſſerint, vel in poſterum eos contigerit de medio ſubmoveri; nunc per obitum hujuſmodi vacantia vel in poſterum vacatura; rurſus monaſteria, Prioratus, Decanatus, dignitates, perſonatus, adminiſtrationes, officia, Canonicatus, præbendas & Eccleſias, ANS de J.C. 1418.

ANS de J. C. 1418.

cæteraque beneficia Ecclesiastica secularia vel regularia, cum cura vel sine cura, quæcunque & qualiacunque fuerint, etiamsi ad illa personæ consueverint seu debuerint per electionem, seu quemvis alium modum assumi, quæ promoti per nos vel auctoritate nostra ad Patriarchalium, seu Archiepiscopalium, Episcopalium Ecclesiarum, nec non monasteriorum regimina obtinebant, tempore promotionum de ipsis factarum, nunc quocunque modo vacantia, seu in posterum vacatura; nec non etiam per assecutionem pacificam quorumcunque Prioratuum, personatuum, officiorum, Canonicatuum, præbendarum, Ecclesiarum aut beneficiorum aliorum, per nos seu auctoritate literarum nostrarum immediatè collatorum seu conferendorum in posterum, præterquam si virtute gratiæ expectativæ assecutio fiat, nunc vacantia & in antea vacatura: Plena super præmissis omnibus & singulis cum fratribus nostris collatione præhabita & matura deliberatione secuta, ordinationi, dispositioni ac provisioni nostræ usque ad quinquennium de ipsorum fratrum Consilio, auctoritate Apostolica reservamus, decernentes ex nunc irritum & inane, si secus super præmissis, & quolibet eorum per quoscunque, quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attemptari: Non obstantibus quibuscunque constitutionibus à prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus editis, quatenus obsistere possent super enarratis articulis vel alicui vel aliquibus eorum dicto quinquennio durante. Nulli igitur &c.

6. In Ecclesiis Cathedralibus & etiam Monasteriis Apostolicæ sedi immediatè subjectis fiant electiones canonicæ, quæ ad sedem Apostolicam deferantur, quas etiam ad tempus constitutum in constitutione Nicolai III. quæ incipit: Cupientes, Papa expectat; quo facto, si non fuerint præsentatæ, vel si præsentatæ minus canonicæ fuerint, Papa provideat; Si verò Canonicæ fuerint Papa eas confirmet, nisi ex causa rationabili & evidenti, & de fratrum Consilio, de digniori & utiliori persona duxerit providendum: proviso, quod confirmati & provisi per Papam nihilominus Metropolitanis, & aliis præstent debita juramenta & alia, ad quæ de jure tenentur.

7. In Monasteriis, quæ non sunt immediatè subjecta sedi Apostolicæ, nec non aliis beneficiis regularibus, super quibus pro confirmatione seu provisione non consuevit haberi recursus ad sedem Apostolicam, non teneantur venire electi, seu illi quibus providendum est, ad Curiam ad habendam confirmationem seu provisionem, nec etiam dicta beneficia regularia cadant in gratiis expectativis: ubi autem in Monasteriis ad Curiam Romanam pro confirmatione venire, seu mittere consueverunt, ibi Papa non aliter confirmet aut provideat, quàm superius de Ecclesiis Kathedralibus est expressum.

8. De monasteriis Monialium Papa non disponet, nisi sint exempta, & tunc per commissionem in partibus. De cæteris dignitatibus & beneficiis quibuscunque secularibus & regularibus vacaturis, ultra reservationes jam dictas majoribus dignitatibus post Pontificales in Cathedralibus, & principalibus in collegiatis Ecclesiis, exceptis de quibus jure ordinario provideatur per illos inferiores, ad quos alias pertinet; nec computentur in turno seu vice eorum.

9. Item Dominus noster Papa declarat, quod per quamcunque aliam reservationem, gratiam expectativam, aut quamvis aliam dispositionem sub quacumque verborum forma, per eum aut ejus auctoritate factam vel faciendam, non velit, neque vult, neque intendebat, nec intendit facere aut fieri, quo minus de media parte illarum & illorum, cum vacabunt alternis vicibus (*) liberè disponatur, per illos, ad quos collatio, provisio, præsentatio, electio, aut alia quævis dispositio pertinebit, prout ad ipsos spectabit de consuetudine vel de jure: ita quod cum de una dignitate, personatu, officio vel beneficio, ex illis ad electionem, provisionem, collationem, seu quamvis aliam dispositionem alicujus spectante, fuerit auctoritate Apostolica provisum, aut alias dispositum, ille ad cujus electionem, collationem, vel quamvis dispositionem primo loco pertinebat, & ita consequenter de singulis hujusmodi dignitatibus, personatibus, officiis & beneficiis vacaturis auctoritate ejusdem Domini nostri Papæ & aliorum prædictorum alternatis vicibus disponatur; reservationibus aut aliis à præmissis dispositionibus auctoritate ejusdem Domini nostri Papæ factis vel faciendis non obstantibus quibuscunque.

ANS de J. C. 1418.

10. Quotiens verò aliquo vacante beneficio * caden: invito * & gratia expectativa, non apparuerit infra tres menses à die notæ vacationis, in loco beneficii, quod alicui de illo secundum prædictas ordinationes fuerit Apostolica auctoritate provisum, ordinarius vel alius ad quem illius dispositio pertinebit, de illo liberè disponat, nec sibi in suâ vice computetur. Beneficia quæ per simplicem renuntiationem aut permutationem vacaverint, neutri parti computentur.

11. De qualificatione Beneficiandorum. Sanctissimus Dominus noster PP. Martinus V. ad exaltationem fidei Catholicæ & spiritualibus profectibus populi Christiani, de consensu & beneplacito nationis Germanicæ, statuit ordinat & decernit, quod deinceps in Metropolitanis & Cathedralibus Ecclesiis nationis Germanicæ ejusdem, sexta pars Canonicatuum & præbendarum sit pro Doctoribus aut Licentiatis in sacra pagina vel altero jurium, vel in Theologia Baccalariis formatis aut Magistris in Medicina, qui per biennium, seu Magistris in artibus, qui per quinquennium post Magisterium in Theologia aut altero jurium, studuerint in studio generali; sic videlicet, quod ubicunque non fuerit saltem sexta pars Canonicorum præbendatorum in Metropolitana aut Cathedrali Ecclesia taliter graduatorum, ibi quicunque deinceps vacaverit Canonicatus & præbenda, quacunque etiam Apostolica vel alia auctoritate, non nisi taliter graduatis conferatur, quousque dicta sexta pars compleatur taliter graduatorum. Si tamen infra mensem à tempore vacationis - - - - - - - repertus fuerit taliter graduatus, & alius idoneus qui per se vel procuratorem voluerit acceptare, quod postmodum * continetur, ut ad minus dictus numerus sextæ partis Canonicorum taliter ut præmittitur graduatorum in ipsis Metropolitanis & Cathedralibus Ecclesiis habeatur, ubi autem soli consueverunt Illustres ac de Comitum vel Baronum genere, vel ex utroque genere militares in Canonicos admitti, taliter graduati qui acceptare voluerint, si taliter nobiles, ut præmittitur fuerint in Ecclesiis, cæteris etiam nobilibus saltem usque ad dictum numerum præferantur.

12. Item quod in aliis collegiatis Ecclesiis ejusdem nationis similiter sexta pars Canonicatuum & præbendarum, deinceps modo præmisso conferatur sicut præmittitur graduatis, aut saltem in Medicina aut in artibus Magistris vel Licentiatis, aut in Theologia, vel altero jurium Baccalariis examinatis per rigorem.

13. Item quod Parochiales Ecclesiæ habentes anni extimationem, quæ secundum famam publicam attendatur, duo millia communicantium vel plures; deinceps non conferantur etiam Apostolica vel quacunque alia auctoritate, nisi Doctoribus aut Licentiatis in sacra pagina, vel jure Canonico vel Civili, vel Baccalariis in Theologia formatis. Si tamen infra mensem à tempore vacationis Ecclesiæ numerandum, reperiatur taliter graduatus, qui per se vel procuratorem voluerit acceptare; decernendo irritum & inane, si secus in præmissis, tam circa Canonicatus & præbendas, quam parochiales Ecclesias vel eorum aliquid à quoquam quavis etiam Apostolica auctoritate fuerit attemp-

* Les mois concedez au Pape n'étoient pas encore établis.

ANS de J. C. 1418.

attemptatum. Salvis semper laudabilibus consuetudinibus & statutis Ecclesiarum, quæ præmissis non adversantur in contrarium aut * facientibus non obstantibus quibuscunque.

14. Item quatenus prædicta ordinatio pluribus prosit, & humanæ ambitioni frenum imponatur, ordinat, statuit & decernit idem Dominus noster PP., quod vigore præsentis constitutionis seu ordinationis nemo graduatorum possit ultra unum beneficium Ecclesiasticum adipisci.

15. De prærogativa graduatuorum. Item vult quod in pari data ad eandem collationem graduatus non graduato præferatur prærogativis & diligentiis non obstantibus quibuscumque.

16. Item quod Vicariæ ad certa chori officia in Ecclesiis Cathedralibus & Collegiatis deputatæ non conferantur etiam Apostolica auctoritate, nisi talibus, qui hujusmodi beneficia cantando & legendo, & alias sciverint & poterint personaliter adimplere.

17. De Annatis. De Ecclesiis & Monasteriis Vicarum duntaxat vacantibus & vacaturis, solventur pro fratribus primi anni à die vacationis summæ pecuniarum in libris Cameræ Apostolicæ taxatæ, quæ communia servitia nuncupantur, si quæ verò excessivè taxatæ sunt, justè retaxentur, & provideatur specialiter in gravatis regionibus secundum qualitatem rerum, temporum & regionum, ne nimium prægraventur, ad quod dabuntur commissarii, qui diligenter inquirant & retaxent. Taxæ autem prædictæ pro media parte infra annum, à die habitæ possessionis pacificæ totius vel majoris partis solventur, & pro media parte alia infra sequentem annum. Et si infra annum bis vel pluries vacaverint, semel tantum solvatur, nec debitum hujusmodi in successorem in Ecclesia vel Monasterio transeat. De cæteris autem dignitatibus, personatibus, officiis & beneficiis secularibus quibuscunque & regularibus, quæ auctoritate sedis Apostolicæ conferentur, vel providebitur de eisdem, (præterquam vigore gratiarum expectativarum aut causa permutationis) solvantur annuata seu medii fructus juxta taxam solitam à tempore unionis (possessionis) infra annum; & debitum hujusmodi in successorem in beneficio non transeat. De beneficiis, quæ valorem viginti quatuor florenorum de Camera non excedunt, nihil solvatur; debitis omnibus præteriti temporibus usque ad assumtionem Domini nostri communium servitiorum & annuatorum pro medietate relaxatis, solventibus aliam medietatem infra sex menses à die publicationis.

18. De causis tractandis in Romana Curia vel non. Sanctissimus Dominus noster PP. Martinus V. statuit & ordinat, quod nullæ causæ in Romana Curia committantur, nisi quæ de jure & natura causæ in Romana Curia tractare debebunt, & quod causæ, quæ ad forum Ecclesiasticum de jure vel consuetudine non pertinent, per Curiam Romanam etiam prætextu resignationis Laicorum extra tempus passagii generalis non recipiant, de illis cognoscendo in Curia vel extra committendo, nisi de consensu partium. Quæ verò ad forum Ecclesiasticum pertinent, & de jure sunt per appellationem aut alias ad Romanam Curiam devoluta, ac de sui natura in eadem tractandæ, tractentur in ea, cæteræ committantur in partibus, nisi forsan pro causæ & personarum qualitate in commissione exprimenda illis tractare in Curia expediet, pro justitia consequenda, vel de partium consensu in Curia tractarentur.

19. De Commendis. Ordinat Dominus noster Papa, quod in posterum Monasteria, aut magni prioratus Conventuales (habentes) hiis temporibus ultra decem religiosos, & officia claustralia, dignitates majores post Pontificales in Cathedralibus, sicut & Ecclesiæ parochiales nulli Prælato, etiam Cardinali dentur in Commendam, datæ aut dati * quam primum commendatariis loco illorum de æquivalenti providebitur * post pacificam possessionem adeptam illas dimittant, una etiam Ecclesia Metropolitana uni Cardinali vel Patriarchæ antecedi poterit provisionem officientem non habenti.

ANS de J. C. 1418.

20. De Symonia. Ut autem considerata malitia aliquorum temporum proximè præteritorum, quibus labes Symoniaca tàm in ordinibus quàm in beneficiis Ecclesiasticis tunc conferendis & percipiendis ac religionibus ingrediendis fuit heu nimium frequentata, læsis in hoc conscientiis ad pernitiosorem administrationem & perceptionem sacrorum Ecclesiasticorum, salubriter omnibus consulatur, * & singulis Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Abbatissis, cæterisque Prælatis, nec non Clericis ac personis Ecclesiasticis, religiosis & secularibus utriusque sexus: ut quælibet eorum infra tres menses post publicationem, aut insinuationem præsentium sibi, aut in dioceси, ubi domicilium habuerit factam, aliquem in sacra pagina, vel in jure Canonico Doctorem vel Licentiatum vel Baccalarium formatum, ubi talis potest commodè reperiri, vel ubi talis non reperiretur, lectorem aut alias intelligentem sacerdotem discretum ac bonæ famæ, curatum vel non curatum eligere valeat confessorem qui infra prædictum tempus, quantocius commodè fieri poterit, ejus confessione audita ipsam personam confitentem à suis peccatis & à quibuscunque excommunicationum suspensionibus & interdictis aliisque sententiis, censuris atque pœnis, quas forsan propter symoniacam in ordine vel beneficio Ecclesiastico, religionis ingressu, aut alias qualitercunque active vel passivè, commissam usque ad tempus publicationis prædictæ dignoscitur incurrisse, in foro conscientiæ duntaxat absolvere; nec non secum super irregularitate, pro eo quod hujusmodi sententiis aut excommunicatione ligata forsan missas vel alia divina officia celebrasse, aut se illis immiscuisse censebitur; usque ad tempus prædictum contracta, ipsaque propter præmissa aut eorum aliquod à sui ordinis vel officii executione suspensa, quod in illis nihilominus minister illa exercere & adepta beneficia, vel statum in quo est retinere, & ad ulteriora promoveri possit, in dicto foro valeat dispensare; ac eadem beneficia, quæ obtinet, ab hoc forsitan vacantia vel vacatura, sicut postquam dimiserit reconferre, omnemque inhabilitatis irregularitatis nec non infamiæ maculam simoniacam, atque aliam labem per eam occasione prædicta usque ad tempus prædictum contractam in eodem foro totaliter abolere: fructus quoque beneficiorum Ecclesiasticorum, quos forsan indebitè percepit & quos percipere potuisset, & ad * quicque, occasione prædicta fuerit refundendum (dummodo persona ipsa ad restitutionem faciendam, deductione egeat, in statu in quo tunc fuerit, aut alias absque nota vel scandalo sufficiens non fuerit) in dicto foro remittetur, ac eam de hiis quitare & liberare tenore præsentium (literarum) indulgemus; constitutionibus Apostolicis in contrarium facientibus non obstantibus quibuscunque.

21. De non vitandis excommunicatis nisi fuerint denunciati. Insuper ad vitandum scandala & multa pericula, subveniendumque conscientiis timoratis, omnibus Christi fidelibus tenore præsentium (literarum) indulgemus, quod nemo deinceps à communione alicujus in sacrorum administratione vel receptione aut aliis quibuscunque divinis, vel ex prætextu, cujuscunque sententiæ, aut censuræ Ecclesiasticæ à jure vel homine generaliter promulgatæ teneatur abstinere, vel aliquem vitare, aut interdictum Ecclesiasticum observare, nisi sententia vel censura hujusmodi fuerit in vel contra personam, collegium, universitatem, Ecclesiam, communitatem aut locum certam vel certum à Judice publicata vel denunciata specialiter & expresè; constitutionibus Apostolicis & aliis

ANS de J. C. 1418.

aliis in contrarium facientibus, non obſtantibus quibuſcunque. Salvo ſi quem pro ſacrilega manuum injectione in Clericum, ſententiam latam à Canone adeò notoriè conſtiterit incidiſſe, quod factum non poſſit aliqua tergiverſatione celari, nec aliquo juris ſuffragio excuſari. Nam à communione illius licet denunciatus non fuerit volumus abſtineri, juxta canonicas ſanctiones.

22. De Diſpenſationibus. Ordinat etiam Dominus noſter ad Eccleſias Cathedrales, Monaſteria, Prioratus conventuales, aut Parochiales Eccleſias, ſuper defectu ætatis ultra triennium nullatenus diſpenſare; niſi forte Eccleſiis Cathedralibus ex ardua & evidenti cauſa, de conſilio Cardinalium ſeu majoris partis illorum videretur aliter diſpenſandum. Item Dominus noſter in arduis & gravibus caſibus ſine conſilio Cardinalium non intendit diſpenſare.

23. De proviſione Papæ & Cardinalium. Romano Pontifici & ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalibus pro illorum ſuſtentatione, rebus Romanæ Eccleſiæ ſtantibus, ut ſunt, non videtur aliter poſſe provideri, quam huc uſque factum eſt, ſcilicet per beneficia & communia ſervitia, quæ vacantia nuncupantur; verum circa beneficiorum qualitatem taliter duximus providendum, quod nulli Cardinali Monaſterium (vel) Prioratus conventualis, ultra numerum decem Religioſorum ſecundum moderna tempora habetur (habere) conſueti, nulla major dignitas poſt Pontificalem in Cathedralibus aut Parochialibus Eccleſiis, nullum officium clauſtrale, nullum Xenodochium, hoſpitale, elemoſinaria aut leproſaria in titulum vel adminiſtrationem conferantur; & ſi quæ talia nunc obtinent, quem primum Papa loco illorum de alio æquivalenti providebit, illa dimittere teneantur, ſicut ſuperius de Commendis eſt dictum.

ANS de J. C. 1418.

24. De Indulgentiis. Cavebit Dominus noſter Papa in futurum nimiarum Indulgentiarum effuſionem, ne vileſcant, & in præteritum conceſſas, ab obitu Gregorii XI. ad inſtar alterius Indulgentiæ revocat & annullat.

25. Item ſanctiſſimus Dominus noſter & inclita natio Germanorum conceſſerunt & proteſtati ſunt, quod omnia & ſingula (ſupra) ſcripta durare & tolerari debeant, uſque ad quinquennium duntaxat, à dato præſentium numerandum; Conſtitutionibus Apoſtolicis, Regulis Cancellariæ factis & fiendis, & aliis in contrarium facientibus, non obſtantibus quibuſcunque; quodque per obſervantiam eorum nullum jus novum Rom. Pontifici, aut alicui Eccleſiæ vel perſonæ acquiratur, ſeu præjudicium generetur. Sed lapſo dicto quinquennio, quælibet Eccleſia & perſona prædicta liberam facultatem habeat utendi quolibet jure ſuo. Non obſtantibus ſupra dictis. Et quod capitula prædicta & quodlibet eorum dentur cuilibet ea habere volenti, communiter ſeu diviſim autentica forma, ſub ſigillo Vice-Cancancellarii cum ſubſcriptione Notarii, ſic quod fidem faciant exhibita ubicunque; pro toto autem non ſolvantur ultra duodecim groſſi Turonenſes.

26. Hæc univerſitati veſtræ tenore præſentium firmiter atteſtantes, eaſdem noſtras præſentes litteras in horum fidem & teſtimonium præfato Domino Archiepiſcopo, Præpoſito, Decano & Capitulo Magdeburgenſi conceſſimus, noſtri ſigilli munimine roboratas. Datum Conſtantiæ Provinciæ Maguntin. in Domo habitationis noſtræ, Anno quo ſupra, die tertia menſis Maji, Pontificatus ſupradicti Domini Papæ Anno primo.

DCXXIII.

ANS de J. C. 1426. GUELDRE ET LIE'GE.

Traité de Paix & de Réconciliation entre ARNOLD *Duc de Gueldre, &* JEAN DE HENSBERG *Evêque de Liége & Comte de Loon, conjointement avec pluſieurs autres de ſes parens; fait peu de jours aprés la fête de l'Annonciation, de l'Année*, 1426. Slichtenhorſt. Chroniques de Gueldre. Liv. IX. pag. 213.

KOrts daer na te weeten op Woenſdagh na Marien boodſchap zyn HERTOGH Arnald van Gelder, ende aen d'andere zijd JAN VAN HENSBERGH Biſſchop van Luyk ende Grave van Loon, gevoegd met Jan Heer van Loon, Gulich, Hensbergh en Leeuwenberg, Jan van Loon ſijn oudſten zoon, ende Willem Grave van Blankenhem, wegen de vorige zwaerigheeden over en weder verdraegen, beloovende, dat ſy ende hun erven getrouwelyken by een zouden blyven, d'een tegen d'ander in geenerley wijze op-ſtaen, dan des anders nut na vermoegen helpen vervorderen, zonder argeliſt, uyt-genoomen dat des Hertoghs verbond met den Kleevenaer ſtandvaſtigh zoude blyven. Hier behalven handelde de Vorſt afzonderlijken met gemelten Jan van Loon Heer van Gulich, &c. op deſe wijze: Voor eerſt was de Hertogh van Gelder en Gulich gehouden aen ſijn neve den Heer van Loen en zyne erve uyt te reyken 80000. guldens, en 16000. hier van binnen twee jaeren, ende zulx uyt de Gelderſſe ſchatkiſten zoo hem dit wierd toe-gelaeten; zoo niet, in plaets van dien aen hem te verpanden zoodaenige Sloten in Gulicher-land, als hem Jan beſt zouden believen, uyt-gezondert de Burgten van Gulich ende van Hambach; ende in ſtede van de overige 64000. guldens, de Stad en vryheyd van Gulich en Hambach, t'zynen

DCXXIII.

ANS de J. C. 1426. GUELDRE ET LIE'GE.

Traduction de ce Traité.

UN peu aprés, ſçavoir le Mercredi d'aprés l'annonciation de la Vierge le Duc ARNAULD *de Gueldres, & d'autre côté* JEAN DE HENSBERG *Evêque de Liege & Comte de Loon, à qui étoit joint Jean Seigneur de Loon, Juliers, Hensberg, & Leewenberg, Jean de Loon ſon fils aîné & Guillaume Comte de Blackenhem, ont accordé les differens d'entre eux. Promettant qu'eux & leurs heritiers demeureront toujours unis, ne s'éleveront point l'un contre l'autre, mais avanceront & procureront leur avantage reciproque, ſans diſſimulation; bien entendu que l'Alliance du Duc avec celui de Cleves ſubſiſtera. A cela prés le Prince a traité avec ledit Sieur Jean de Loon Seigneur de Juliers &c. en la maniere ſuivante. Premierement ledit Duc de Gueldres & Juliers, étoit obligé de compter à ſon neveu le Seigneur de Loon & ſes heritiers 80000. livres & 16000. d'iceux dans deux ans, & ce du Treſor ou laiſſe de Gueldre, au cas qu'il lui ſoit permis. Si non de lui engager au lieu & place, tels Châteaux de la Gueldre que Jean trouvera le plus à propos, exceptez les Bourgs de Juliers & de Hambach & au lieu des 64000. livres reſtans, les Villes & Franchiſe de Juliers & Hambach à ſon choix, auſſi-tôt qu'ils viendront à conquerir l'un des deux, pour les tenir pour gage & aſſurance tant que la guerre pour-*

ra

ANS de J. C. 1426.

t'zynen keure, zoo haeft fy eene van beyden quaemen te veroveren, om ze te pande te houden, zoo langh de oorlogh moght dueren ofte op nieuws aengaen met den Vorft van den Berge ofte fijn zoon. Doch in geval de zaek op geen krijgh uyt en liep, ofte de krijgh door verdragh ofte anders wierd op-geheeven, zoude evenwel het gebied en recht der Stad Gulich voor de helft verblijven aen den Hertogh, onaengefien het vorige pand-recht, voor-behouden hem Jan de hooge gerechtigheyd en in-komften der Stad in't geheel; die daer tegens beloofde, Arnald op zyne begeerte in te hulden, ende hem de helfte van de noch te over-winnene landen ofte Steden over te laeten; in dier voegen, dat Loon het vierde deel daer van met zyne nakoemelingen als fijn erf-goed, ende op de voordere deelen recht van pandfchap zoude behouden voor 100000. guldens: met welke penningen (te Hensbergh ofte te Waffenbergh te tellen) de Hertogh dan t'allen tijden weder moght vry koopen Jans overige vierdeel. De andere weder-helfte van de weder-vermeefterde Steeden, Schantfen ofte Landen, zoude ten eenemael en ervelyken koemen aen den Hertogh, doch de opperfte vooghdy daer van behooren aen den Heer van Loon voor fijn leeven, ende langer ofte anders niet. De Hertogh zoude de voor-keur hebben, mids dat die de befte pluck had fijn vennoot daer voor weder moefte te wille zijn; behalven dat de Vorft de Stad Suchtelen alleen na hem zoude neemen. Wanneer 't hem goed docht, zouden fy 1000. mannen min ofte meer werven; dan de Heer van Hensbergh was ongehouden meer dan 50. lans-knechten te onder-houden, ofte hy en wilde. De Hertogh (hoewel hoofd van dit verbond) zoude oorlogh noch wapen-beftand aengaen met den Bergh-lander, anders dan met voor-weeten en toe-ftaen van Loon, ende van zyne Steden in Gelderland. De Ridderen, knechten, in-zaeten, Steden en Sloten van Gulicherland, welke den Heer van Hensbergh onderdaenigh ende echter niet eed-plichtigh en waren aen Adolf van den Berge, en zoude niet quaeds wedervaeren, ende de Hensberger de zelve trachten met den Hertogh te vereenigen. Daer na hebben beyde Heeren de vingers op dit fchrift geleght ende het alzoo bezwooren ende daer na bezegeld. Gedaen ten over-ftaen van Jan Heer van Kulenburg, &c. Roleman van Arendale Heer van Welle Ridder en Hofmeefter, Jan Heer van Wijkrade, erf-kamerling en Vooghd van Erkelens, van des Hertoghs wegen; mitfgaders Henrick van Velkenhufen, Godfchalk van Foerde ende Steven van Leek aen d'andere zijde.

ra durer, ou recommencer avec le Prince de Bergh ou fon fils. Mais en cas qu'il n'arrive point de guerre ou qu'elle fut terminée par quelque accord, le Commandement & droit de la Ville de Juliers demeurera pour la moitié au Duc nonobftant le droit de gage precedent, excepté que Jean aura la haute juftice & les revenus de la ville en leur entier, en quoy Arnaud promet de l'inftaller fuivant ſes deſirs, & de lui ceder & abandonner encore la moitié des Païs & Villes qui ſeront conquiſes, en telle ſorte que Loon retiendra pour 100000. livres la quatriéme partie d'icelles avec ſes ſucceſſeurs comme ſon bien hereditaire & hipotheque, ſur les autres parties. Avec leſquels deniers (à compter à Hensbergh, ou Waſſenberg) il ſera en tout tems libre au Duc d'acheter les autres quarts. Les autres moitiez des Villes Forts & Païs dont on ſe rendra encor maitre apartiendront entierement & hereditairement au Duc. Mais le Gouvernement Souverain en apartiendra audit Seigneur de Loon ſa vie durant & non plus long-tems ni autrement. Il ſera à l'option du Duc, parce qu'il aura la meilleure part. Excepté que le Prince prendra pour lui ſeul la Ville de Suchtelen. Quand il le trouvera bon ils leveront mil hommes plus ou moins, mais le Seigneur de Hensbergh n'eſt pas obligé d'entretenir plus de 50. ſoldats s'il ne veut. Le Duc quoy que le Chef de cette Alliance ne devoit point faire de Treve avec ceux de Berg, qu'avec la connoiſſance & conſentement de Loon & de ſes Villes de Gueldre. Les Nobles, troupes, habitans, Villes & Châteaux du Païs de Gueldre, qui étoient ſous l'obeiſſance du Seigneur de Heensberg, & non neantmoins obligez par ſerment à Adolf de Berg, ne ſe trouveront pas mal ni même le Sieur Hensberg de tâcher de s'accorder avec le Duc. Enſuite ont leſdits deux Seigneurs poſé les doigts ſur cet écrit, & l'ont ainſi juré & ſcellé. Fait en preſence de Jean Seigneur de Culenbourg, &c. Roleman de Arendale Seigneur de Welle Chevalier, Jean Seigneur de Wykrade, Chambellan hereditaire & Gouverneur d'Erkelens, de la part du Duc enſemble Henri de Velkenhuſen, Godſchalk de Foerde & Steven de Leek d'autre part.

ANS de J. C. 1426.

DCXXIV.

ANS de J. C. 1429. GUELDRE ET UTRECHT.

Traité de Paix entre ARNOLD *Duc de Gueldre, &* DIEPHOLD *Evêque d'Utrecht, fait le* 28. *Juillet*, 1429. Slichtenhorft. Chroniques de Gueldre. Liv. IX. pag. 218.

HErtogh Arnald op't laetfte after-waerts den-kende, ende den vreemden oorlogh moede zijnde, vond op het aenhouden van zyne Raedsvrienden noodigh en geraedfaem, het maendelijk beftand in eene geftadige vreede te verkeeren. Men zeght, dat Philips van Burgundien infgelyken Zweer van Kulenburgh in fijn wefen en geheel laetende, met Diephold was gaen verdraegen. Het vredes-befteck tuffchen ARNALD en DIEPHOLD was fchier van defen in-houd: In den eerften zoude de Hertogh van Gelder aen fijn neeve Diephold en het Sticht van Utrecht weder leveren de Schants te Horft, ende beforgen dat aen Hubert Wolf van Horft fijn afterra durer, ou recommencer avec le Prince de Bergh ou ſon fils. Mais en cas qu'il n'arrive point de guerre ou qu'elle fut terminée par quelque accord, le Commandement & droit de la Ville de Juliers demeurera pour la moitié au Duc nonobſtant le droit de gage precedent, excepté que Jean aura la haute juſtice & les revenus de la ville en leur entier, en quoy Arnaud promet de l'inſtaller ſuivant ſes deſirs, & de lui ceder & abandonner encore la moitié des Païs & Villes qui ſeront conquiſes, en telle ſorte que Loon retiendra pour 100000. livres la quatriéme partie d'icelles avec ſes ſucceſſeurs comme ſon bien hereditaire & hipotheque, ſur les autres parties. Avec leſquels deniers (à compter à Hensbergh, ou Waſſenberg) il ſera en tout tems libre au Duc d'acheter les autres quarts. Les autres moitiez des Villes Forts & Païs dont on ſe rendra encor maitre apartiendront entierement & hereditairement au Duc. Mais le Gouvernement Souverain en apartiendra audit Seigneur de Loon ſa vie durant & non plus long-tems ni autrement. Il ſera à l'option du Duc, parce qu'il aura la meilleure part. Excepté que le Prince prendra pour lui ſeul la Ville de Suchtelen. Quand il le trouvera bon ils leveront mil hommes plus ou moins, mais le Seigneur de Hensbergh n'eſt pas obligé d'entretenir plus de 50. ſoldats s'il ne veut. Le Duc quoy que le Chef de cette Alliance ne devoit point faire de Treve avec ceux de Berg, qu'avec la connoiſſance & conſentement de Loon & de ſes Villes de Gueldre. Les Nobles, troupes, habitans, Villes & Châteaux du Païs de Gueldre, qui étoient ſous l'obeiſſance du Seigneur de Heensberg, & non neantmoins obligez par ſerment à Adolf de Berg, ne ſe trouveront pas mal ni même le Sieur Hensberg de tâcher de s'accorder avec le Duc. Enſuite ont leſdits deux Seigneurs poſé les doigts ſur cet écrit, & l'ont ainſi juré & ſcellé. Fait en preſence de Jean Seigneur de Culenbourg, &c. Roleman de Arendale Seigneur de Welle Chevalier, Jean Seigneur de Wykrade, Chambellan hereditaire & Gouverneur d'Erkelens, de la part du Duc enſemble Henri de Velkenhuſen, Godſchalk de Foerde & Steven de Leek d'autre part.

DCXXIV.

Traduction de ce Traité.

ANS de J. C. 1429. GUELDRE ET UTRECHT.

LE Duc Arnold, étant enfin las de la guerre, trouva à propos ſur la propoſition par l'avis de ſon Conſeil de changer la Treve en Paix. On dit que Philippes de Bourgogne laiſſant ſemblablement Zweer de Culenbourg en ſon entier étoit allé traiter avec Diephold; le contenu du Traité de Paix, d'entre ARNOLD & DIEPHOLD, *étoit à peu près tel; premierement le Duc de Gueldres devoit rendre à ſon Neveu Diephold & à l'Evêché d'Utrecht les Forts de Horſt, & faire enſorte qu'on payât les arrerages dûs à Hubert Wolf de Horſt, (ſuivant le jugement de ſon beaupere le Prince de Cleves, Did. de Bronkhorſt fils de Batenburg & Anholt & Did. de Heimert, joint à Diep-*

ANS de J. C. 1429.

ter-weſen (na't uyt-wijſen van ſijn ſchoon-vader den Vorſt van Kleve, Did. van Bronkhorſt zoon van Batenburgh en Anholt, ende Did. van Heimert, gevoeghd met Diephold ende het Gods-huys en de Stad van Utrecht) wierde voldaen; zonder zich namaels de zaek van Biſſchop Zweer eenighſins te bekroeden. In deſe vrede zouden, zoo ſy wilden, begreepen zijn de Vorſtelijke ballingen burgers en onderzaeten, die in't Sticht niet zouden moegen koemen, ofte hun gronden aldaer aenvaerden, dan met believen van Diephold, ende onder goede zeekeringh; mids dat hun onverbooden was zoo weynigh als d'andere landzaeten, den Hertogh te helpen, indien Gelderland met het Sticht wederom in kraekeel en oorlogh verviel; blijvende effenwel de brieven van die van Zwol raekende hunne ballingen, van waerden. Alle kerken en luyden, ende niet min geeſtlijke als andere goederen, zoo in Gelderland gelegen, ofte Diephold en de kerk waeren onderdaenigh geweeſd, zouden by haer bezit en vorige Heeren ruſtelijken verblijven: doch zoo Biſſchop Zweer, ofte yemant anders den Hertogh ofte ſijne onderzaeten hier over in den ban deed, in zulk een val zoude de Hertogh, volgende den raed van Diephold, met haer en't Sticht den wegh van rechten in-gaen, ſtellende daer toe volmaghtigers en beſcheydene luyden, op koſten van't Sticht; welke onkoſten, by weygeringe, hy vermoght te vinden op zulke erven en landeryen, als die van't Sticht in ſijn gehucht hadden leggende. De handel en wandel zoude aen weder-zijden vry en ongemoeyd zijn, onder betaelinge van gewoonlijke tollen ter gewoonlijker plaetſen: des zoude yeder in ſijn gebied den voorzeyden koop-luyden over ſchade en ſchuld goed en kort recht laeten weder-vaeren. Diephold en vermoght Biſſchop Zweer ten geenigen tijden tegens Arnald ofte ſijne landen eenigen byſtand te doen: ende of't gebeurde, dat Zweer een ſtuck van't Biſdom bemaghtighde, daer tegens zoude, op des Hertoghs goed-dunken, Diephold neffens de Staden 't Sticht van Utrecht, dadelijken tot haeren koſten en gevaer alle tegenweer aenwenden; gelijk de Hertogh mede op ſijne koſten beloofde té doen, om hem weder uyt te ſtooten. Soo eenigh Heer ofte wie't ook moghte weſen, ter zaeke van deſen zoen, yetwes tot after-deel van den Hertogh voor-nam, aen dien zoude hy Diephold noch het Sticht in eenigerley wijze de hand bieden. De gevangens zouden over en weder vry geſteld worden, behalven Peter van Kulenburg ende etlijke meer, die in de jonghſt op-geworpene Sterkte binnen Amersfoord waren gekreegen. De goederen van de Gelderſſe in't Sticht, ende van de Stichtenaers in Gelderland, zouden geeven als van te voren, ende als de Gelderſſe en Stichtſſe goederen; gelijk mede niemands goederen, zonder voorgaende vermaeninge van de Overigheyd der plaetſe, moghten aengehouden, noch te de goederen der Stichtenaers in Gelderland geleegen, met eenige laſten van paerden ofte anderſins bekommerd worden. De boſſen aen de zijd van de Velouw, ende de hout-keur daer in zouden ſtaen aen den Hertogh, die tegen alle over-laſt zoude bevrijden, zoo veele'er uyt het Sticht daer binnen woonden. De beeſten en koeyen der burgeren van Zwol, welke door des Hertoghs onderzaeten, boven ſijn vry-geleyde, naer Gelderland waren verdreeven, geloofde de Hertogh te vergoeden uyt het geld, 't welk hy aen die van't Sticht te goed hadde. Alle after-ſtallige ende by dezen oorlogh voor Peters-dagh niet betaelde jaerrenten, zouden onbetaeld ende van nu af op den zelven voet blijven als voor heen. De Hertogh zoude aen Diephold weder behandigen alle zulke brieven, waer by die van Rhenen ſich in den voorgaenden krijgh hadden beloofd onzijdigh te draegen, ofte die van Rhenen hier van ſchriftelijken ontſlaen: gelijk ook ondughtigh zouden zijn die brieven, welke den Amersfoorderen na't inneemen van haere Stad waren af-geparſt. Soo yemant eenigh pand-recht aenquam, 't welk duyren-

Diephold & l'hôpital & Ville d'Utrecht) ſans ſe plus mêler à l'avenir en aucune maniere de l'affaire de l'Evêque Zweer, en cette paix devoient être compris s'ils vouloient les bourgeois & ſujets bannis du Prince, qui ne pouvoient venir dans l'Evêché ni jouïr des fonds qu'ils y avoient que du conſentement de Diephold, & ſous bonne caution; parce qu'il leur étoit auſſi peu deffendu qu'aux autres ſujets d'aſſiſter le Duc, ſi la Gueldre venoit à rentrer en guerre avec l'Evêché. Demeurant neanmoins les Lettres de ceux de Zwol concernant leur exil en leur force. Toutes les Egliſes & gens & les biens tant Eccleſiaſtiques qu'autres, ſcituez en Gueldres, étant ſujets de Diephold & de l'Egliſe devoient demeurer en leur premiere poſſeſſion, & ſous l'obeiſſance de leurs Seigneurs, mais ſi l'Evêque ou quelque autre venoit à excommunier le Duc ou ſes ſujets, en tel cas le Duc ſuivant le Conſeil de Diephold entra avec eux en juſtice, établiſſant pour cet effect des Plenipotentiaires & gens diſcrets aux depens de l'Evêché. Leſquels depens en cas de refus, il aura ſon recours ſur les biens que ceux de l'Evêché ont dans ſa puiſſance. La frequentation & le commerce ſera libre de part & d'autre, en payant la doüane accoutumée aux lieux ordinaires. Et chacun ſera faire droit & bonne juſtice à un chacun des marchands dans le lieu de leur obeïſſance. Diephold & l'Evêque Zweer de ne point faire de treve en quelque tems que ce ſoit avec Arnauld & ſes Païs. Et s'il arrivoit que Zweer vint à ſe rendre maître de quelque partie de l'Evêché, alors à la requiſition du Duc Diephold avec la Ville & Evêché d'Utrecht agiront à leur dépens contre cet hoſtilité; comme le Duc auſſi promet de faire de ſon côté pour repouſſer. Si quelque Seigneur ou qui que ce ſoit, à cauſe de cette reconciliation, entreprenoit quelque choſe contre le Duc, Diephold ni l'Evêché ne l'aſſiſtera en nulle maniere. Les priſonniers ſeront relâchez de part & d'autre, exceptez Pierre de Culenbourg & quelques autres de plus qui dernierement lors de la conſtruction du fort, furent pris dans Amersfort. Les biens des Gueldrois & ceux des habitans de l'Evêché dans la Gueldre donneront comme auparavant, & ce comme biens de Gueldres & de l'Evêché. Comme auſſi les biens de perſonne ſans la ſemonce preallable du Souverain du lieu ne pourront être retenus, ni les biens de ceux de l'Evêché ſcituez en Gueldres moleſtez par quelques chargez ou impoſitions de chevaux ou autrement. Les bois qui ſont du côté du Velov & le choix du bois appartiendront au Duc qui exemptera de toute moleſte autant qu'il y en demeurera de l'Evêché. Les beſtiaux & vaches des bourgeois de Zwol qui par les ſujets du Duc furent emmenez en Gueldre ſur ſon ſauf conduit, le Duc promet d'en indemniſer de l'argent qu'il a apartenant à ceux de l'Evêché. Tous les arrerages & les rentes annuelles qui a cauſe de cette guerre n'ont pas été payées avant le jour de St. Pierre, demeurent non payées & ſur le même pied que cy devant. Le Duc remettra és mains de Diephold les Lettres ou Actes, pour leſquels ceux de Rhene avoient dans la precedente guerre promis de ſe comporter neutralement, ou en decharger ceux de Rhene icy par écrit. Comme auſſi ſeront nulles les Lettres qui ont été extorquées à ceux d'Amersfort aprés la priſe de leur Ville. S'il apartient quelques gages ou hypotheques à quelqu'un, leſquels n'auroient pas été enlevez pendant la guerre, un chacun reſtera à cet égard en ſon plein droit. On fera une digue &

ANS de J. C. 1429.

ANS de J. C. 1429.

duyrende den oorlogh niet en was aengenoomen, daer toe zoude een yegelijk sijn volkoemen recht al noch behouden. De dijk by Elburg zoude op-ende een Sluys daer by gemaekt worden, volgens den raed en't goed-dunken van de weder-zijdsse ge-erfden, ende die by de zelve wateringh gebreck hadden.

De Hertogh zoude geensins gehengen, Diephold ofte yemant van de Stichtsse ingezeetenen binnen sijne land-grensen van de ballingen ofte yemant anders eenigh hinder ofte moeyten aengedaen te worden. De Vorst vergat en vergaf mede aen de Steden van Utrecht, Amersfoord ende 't gantsse Sticht, al wat te Worichem was gepleeghd, ende begeerde dne Heer van Kulenburgh in dese vrede begreepen te hebben, ende dat men d'eene neder-slagh, roovery en brandstichtinge tegen d'andre zoude reekenen ende vergelijken. Maer zoo sich yemant steegh en wederspannigh tegen den Hertogh wilde aenstellen, ende dit verdragh niet aenneemen, ende die van't Sticht hier over in schade raekten, dan zouden de Geldersse den Stichtenaers, ende de Stichtenaers den Gelderssen na vermoegen bystaen, yeder op sijne kosten. De Hertogh met de Ridderschap beloofden, tot meerdere vastigheyd van de gemeyne vreede, alle stroperyen, blaekingen, hechtenissen, af-zettingen, en geweld in Gelderland en het Sticht na haer beste maght te weeren, ofte aen Diephold daer voor in twaelf weeken vergoedinge te geeven, mids dat men daer van verkondinge zoude doen omtrent de plaets van de misdaed; te weeten omtrent Rhenen, indien de over-last waer voor-gevallen in't Sticht van Utrecht; dan zoo zulx in't Over-Sticht was gebeurd, omtrent Kampen ofte Deventer. Soo de Hertogh de schade weygerde op te richten, moght ze Diephold op dès zelfs onderzaeten verhaelen; wel-verstaende, dat al hoewel de zegels van alle de vier Hoofd-steden aen desen brief vast waeren, hy echter syn wraak moest zoeken op en omtrent de geweesten, waer van daen het leed ofte de schuld was gesprooten. Ende nademael de Hertogh, uyt den naem van alle ende een yeder die dit aengingh ende die hem in desen krijgh hadden geholpen, dese vreede, uyt eygen drift en raed sijner vrienden, had in-gegaen ende de zelve vast en onverbreekelijk begeerde na te koemen, gaf hy tot dien eynde over sijn Vorstelijk woord en trouw, leggende daer behalven sijne hand op het schrift ende sijn zegel daer aen hechtende. Tot bezegelinge van desen waeren mede van des Hertoghs wegen gebeeden zyne verwanten en Raeden Willem Vry-heer van Bueren en Buesichem, Gijsbert van Bronkhorst Heer van Batenburg en Anholt, Willem van-Leeke Heer van den Bergh en Byland, Jan Heer van Hoeklem en Millingen, Jan Schelart van Obbendorp Ridder en Hof-meester, Jan van Bueren Heer van Wijke, Jan Heer van Asperen Voorst en Keppel, Diderick van Bronkhorst, Diderick van Lynden Heer van Hemmen, Diderick van Bylande Ridder, Jan van Goesbeek Heer te Hoemen Malden en Beek, Jan Heer van Broekhuysen Weerdenburgh en Amersoyen, Jan van Ost, Jan van Apeltern, Heer Robert Maersschalk, Willem van Vlodorp erf-wacht-meester van Ruermond, Renald Heer van Oyen, Jan van Apeltern Heer van Persingen, Jan van Rossum Heer van Leenbergen, Herbert van Oy Heer van Balgoy, Arent Heer van Blitersswijk, Jan van Bueren Heer van Amse, Jan van Oy Heer van Ubbergen, Gijsbert van Tuyl, Diderick van Vlodorp, Reynold en Jan Zeller, Gijsbert van Mekeren, Peter Steenbergen van Nyenbeek, Evert van Wilp, ende Willem van Rijswijk Kamerlingh; behalven de Burgemeesters, Schepens, en Raeden van Nymegen, Ruermond, Zutveen ende Arnhem. Gedaen op den 28. van de Hoymaend.

une écluse prés d'Elburg suivant l'avis de l'une & l'autre partie & dont lesdites eaux avoient besoin.

ANS de J. C. 1429.

Le Duc ne permettra en nulle maniere que Diephold ou aucun des habitans de l'Evêché soit molesté par banniſſement ou autre peine ou empêchement. Le Prince oublie & pardonne aux Villes d'Utrecht, Amersfort & de tout l'Evêché tout ce qui a été commis à Vorichem, & souhaite que le Seigneur de Culenbourg soit compris dans cette paix & que l'on faſſe une compenſation de toutes les tueries, pillages & incendies qui ont été faits de part & d'autre. Mais ſi quelqu'un vouloit ſe montrer rebelle contre ledit Duc & ne point adherer a ce traité & que ceux de l'Evêché en ſouffriſſent du dommage, les Gueldrois ſoutiendront ceux de l'Evêché & ceux de l'Evêché les Gueldrois chacun à ſes frais. Le Duc & les Nobles promettent pour plus grande aſſeurance de la paix commune d'empêcher de leur mieux dans la Gueldre & dans l'Evêché toute ſorte de brigandages, incendies, empriſonnemens, depoſitions & violences, ou d'en indemniſer Diephold dans douze ſemaines, pourvû qu'on donne connoiſſance du lieu où l'action aura été commiſe, aſçavoir ſur Rhenen ſi le dommage a été commis dans l'Evêché d'Utrecht; mais ſi telle choſe a été commiſe de l'autre côté de l'Evêché, ſur Campen ou Deventer. Si le Duc refuſe le dedommagement, Diephold pourra le recuperer ſur ſes ſujets; bien entendu qu'encore que les ſeaux de toutes les quatre Villes Capitales ſeroient attachez à ces preſentes, il tâchera de s'en dedommager ſur le païs qui aura cauſé le dommage, & comme le Duc, au nom de tous ceux que ces preſentes regardent, & qui l'avoient aſſiſté en cette guerre, a fait cette paix par la perſuaſion & avis de ſes parens, & qu'il deſire de l'obſerver fermement & inviolablement, il en donne ſa foy & parole de Prince, en appoſant ſes mains & ſon ſceau à ces preſentes. Pour confirmation deſquelles de la part du Duc y étoient priez ſes parens & Conſeillers Guillaume Baron de Bueren & Buſchem, Gysbert de Bronkhorſt Seigneur de Batenburg & Anholt, Guillaume de Leeke Seigneur de Bergh & Byland, Jean Seigneur de Hoecklem & Millingen, Jean Schelaert d'Obbendorp Chevalier, & Jean de Bueren Seigneur de Wylke, Jean Seigneur d'Aſperen Voorſt en Keppel, Diderick de Bronckhorſt, Diderick de Lynden Seigneur de Hemmen, Diderick de Bylande Chevalier, Jean de Groetbeek Seigneur de Hoemen Malden & Beek, Jean Seigneur de Brockhuyſen Weerdenburgh & Amerſoyen, Jean d'Oſt, Jean d'Apeltern, le Seigneur Robert Maréchal, Guillaume de Vlodorp Wacht-meeſter hereditaire de Ruremonde, Reinaud Seigneur d'Oyen, Jean d'Apeltern Seigneur de Perſingen, Jean de Roſſum Seigneur de Leenbergen, Herbert d'Oy Seigneur de Balgoy, Arent Seigneur de Bliterſwyck, Jean de Buren Seigneur d'Amſe, Jean d'Oy Seigneur d'Ubbergen, Gysbert de Tuyl, Diderick de Vlodorp, Renault & Jean Zeller, Gysbert de Mekeren, Pierre Steenbergen de Nyenbeek, Evert de Wilp, & Guillaume de Ryſwick Chambellan, outre les Burguemaitres, Eſchevins, & Conſeiller de Nimegue, Ruremonde, Zutphen & Arnhem. Fait le vingt huitiéme de Juillet.

ANS de J. C. 1438.

DCXXV.

L'Egliſe et la France.

(a) *Pragmatique Sanction établie par Ordre de* CHARLES VII. *Roi de France, pour s'oppoſer aux entrepriſes de la Cour de* ROME. *Le 5. de Juillet*, 1438. Goldaſt. Tom. I. pag. 401.

(a) N'ayant pas trouvé la Pragmatique entiére, on a cru qu'il faloit du moins en mettre cèt Abrégé. Goldaſt dit qu'il l'a tiré de Robert Gaguin, Général de l'Ordre des Trinitaires, dans ſon Hiſtoire de France. Liv. X.

Capit. I. ROmanus Pontifex quoque decennio generalem Synodum loco, quem volet, poſthac congregato. Si negligens erit, poteſtas eſto Patribus id deſignandi.

2. Convocati Concilii locum, niſi neceſſum erit, Pontifex non mutato.

Capit. II. Baſilienſis concionis autoritas, & ipſius conſtantia Decretorum perpetua eſto. quæ nemo unquam, nec ipſe Romanus Pontifex, tollere, infirmare, aut transferre præſumito.

Capit III. Romanus Pontifex majores Eccleſias, Metropoles ſcilicet atque Epiſcopales Collegiataſque, aut eas, quibus Abbates præficiuntur, & Eccleſiaſticas dignitates, quæ per electionem ſibi deligere Rectorem conſueverunt, nemini reſervato: præter eas, quæ jure ſcripto vel Romani Principatus cauſa ſibi permittuntur.

2. Huic decreto non contravenito. ſi intercedet cauſa præter legem faciendi, id Apoſtolicis reſcriptis exprimito.

3. Idque, dum ad Pontificatum quippiam aſſumetur, ſe ſervaturum jurato.

Capit. IV. Eccleſiâ paſtore deſtitutâ, ii, penes quos eſt eligendi poteſtas, die & loco definito conveniunto: peccatorum ſuorum confeſſionem agunto, & Euchariſtiam ſumunto. Mox confidentes, præmiſſo jurejurando, non negligenter, non doloſè, non timidè, eum, qui gerendæ dignitati ſit idoneus, eligunto.

2. Principibus fas non eſto pro quopiam commendando moleſtis precibus, aut violenta comminatione, premere aut cogere electores.

Capit. V. Electionis formam, & electi merita, confirmatores Prælati inquirunto.

2. Scribæ, Notarii, moderatum ſalarium accipiunto.

Capit. VI. Romanus Pontifex, quem ſanctitatis normam præ ſe ferre oportet, huic ſanctioni nequaquam derogato. Si contemnet, & inde ſcandalum exurgat, ad ſubſequens univerſale Concilium deferatur.

Capit. VII. Electiones tametſi pro canonum autoritate legitimæ eſſe videbuntur, ſi inde aut Eccleſia aut patria vel Reſpublica turbari formidabitur, cum hujuſmodi electio ad Romanum Pontificem fortè referetur, & ea diligenter examinata nulla dici merebitur, alteram electionem iis, quorum refert, indicito.

2. Electum verò confirmari aut benedici ab alio, quàm ab eo, qui ſine medio Electo ſuperior eſt, fas non eſto.

3. Si in Pontificis Curia præſens electus erit, à Pontifice benedictionem, ſi volet, recipito: juramentum poſteà ſuo ſuperiori præſtato. Secus qui faciet, centum aureorum mulcta eum caſtigato.

Capit. VIII. Univerſali Synodo, ejuſque definitionibus & decretis, omnis Catholicus, etiam Romanus Pontifex, eatenus obedito, quatenus fides & ſciſmatum explodenda ſeditio poſtulat.

Capit. IX. Quæ Synodus Sancto Spiritu autore vocata conſedit, eam, ſicuti Conſtantianæ Contionis Patres diffiniere, à Chriſto Deo autoritatem protinus obtinere credito.

Capit. X. Eccleſiis Dei eos Sacerdotes & paſtores præficito, qui doctrina ſint & vita illuſtres, ut credi-

ANS de J. C. 1438.

tum ſibi populum ſollicitè inſtituant, & Deo obedientem gratumque reddant.

Capit. XI. Expectativis præterea gratiis, unde plurima oriri mala conſtat, locum eſſe non ſinito.

Capit. XII. Beneficia, viro eorum Rectore, nemini reſervato. Cùm autem adminiſtratore vacabunt, eorum, quibus conferre oportebit, mores & merita, graduatine ſint an ſecus, cognoſcito.

Capit. XIII. Decretum de Theologo, per quaſque Metropoles præbendando, ad Epiſcopales quoque Eccleſias extendito, ut in illis præbenda Theologo conferatur, qui in aliqua generali Academia decennem literis operam navavit.

2. Beneficio donatus verbum Dei prædicato: & per quaſque hebdomadas ſemel atque iterum ſacras literas audire volentibus explanato. Negligenti quotidiana Eccleſiæ ſtipendia ſubſtrahito.

Capit. XIV. Porrò de iis, qui gradu alicujus diſciplinæ provecti ſunt, hùnc ordinem ſervato.

2. Primum poſt hanc ſanctionem vacuum poſſeſſore beneficium Doctori vel Licentiato vel Baccalario conferto.

3. Duo deinceps, quæ Rectore carebunt, benè merentibus Clericis concedito.

4. Quod his duobus ſucceſſivum erit, illud Graduatus obtineto.

5. Igitur Scholaſtici gradu inſignes ſua nomina beneficiorum collatoribus, dum Quadrageſima agitur, ſcripta quotannis tradunto.

6. Beneficiorum præter hoc decretum collatio facta, inanis eſto.

Capit. XV. E locis, quæ ab Urbe quatuor dierum itinere diſtant, in jus vocandi Romam, niſi in majoribus cauſis, fas non eſto.

Capit. XVI. Qui damno aut injuria gravabitur, eum, qui proximus eſt ſuperior, appellato, ſi tale eſt damnum, quod per ejus ſententiam reſtitui poſſit. Alioquin ſi ad Romanam Eccleſiam judex per exceptionem pertinebit, cauſam definiendam ad eum, qui ejuſdem regionis eſt, judicem (ſi metus abeſt) Pontifex committito.

Capit. XVII. A gravamine, aut interlocutione judicis ſecundò non provocato. Eum, qui fruſtra atque inaniter ante latam ſententiam appellat, quindecim florenis, præter cæteras litis impenſas, mulcato.

Capit. XVIII. Triennem alicujus beneficii & quietum poſſeſſorem non turbato, niſi hoſtilitate, metu, vel gravi impedimento tardatus eris, ne per triennium impetere potueris poſſidentem.

Capit. XIX. Cardinales viginti quatuor tantùm, divina & humana ſcientiâ eruditos, annorum triginta, boni nominis & generis legitimi, qui Republicæ Chriſtianæ conſulere poſſint, Pontifex de ſuorum fratrum conſilio præficito.

Capit. XX. De dignitatibus & beneficiis Eccleſiaſticis quibuſvis, collatis aut conferendis, nihil prorſus, ſcilicet neque annatam, neque fructuum primitias, neque (ut vulgò dicitur) deportum Pontifex exigito.

2. Notariis & Scribis mercedem, qui beneficium recipit, ſolvito.

3. Hujus decreti prævaricatori pœnam ſymoniacis debitam infligito.

4. Nihil præterea juris aut tituli in beneficiis contra hanc prohibitionem impetratis ſibi acquiſitum intelligat.

Capit. XXI. Clerici, qui Eccleſiarum & divini cultus obſequiis deputantur, rem omnem divinam & Dei laudes ſanctè, diſtinctè & graviter celebranto.

2. Ad Jeſu nomen caput reverenter demittunto.

3. Decanos & reliquos per Eccleſias Præfectos hujus ſtatuti prævaricatores caſtigato.

Capit. XXII. Conſuetudinem, qua inductum eſt, eum, qui in aliqua horarum choro affuerit, omnium diſtri-

ANS de J. C. 1438.

distributionum participem esse, tollito: idque ad Decanos & Præpositos, qui suarum prætextu dignitatum rei divinæ non assunt, extendito.

Capit. XXIII. Quos noveris, dum res divina agitur, per Ecclesiam, aut juxta illam deambulare, aut confabulari, totius diei, quo hoc fecerit, distributionibus privato.

2. Iterum verò in hoc ipso delinquentes, unius mensis stipendiis mulctato.

Capit. XXIV. Tabulam, ubi designentur ii, qui definitis hebdomadibus officia exequi debebunt, in choro appendito. Negligenti totius diei stipem denegato.

Capit. XXV. Fidei Symbolum non truncato, sed ad verbum absolutè decantato.

Capit. XXVI. Camœnas vulgi in Ecclesia canere Laicos prohibeto.

Capit. XXVII. Rem divinam, quam Missam appellamus, sine ministro nunquam celebrato. Dum eam facis, vocem exaltato, quæ à circumstantibus exaudiri possit. Secus agentem corripito.

Capit. XXVIII. Canonicos, qui se creditoribus obnoxios ita constituunt, ut si statuto die debito se non absolverint, interdicto rei divinæ cohibeantur, à stipendiis Ecclesiæ toto trimestri abstinento: nec quicquam inde, quamdiu divinis abstinebunt, percipiunto.

Capit. XXIX. Solennibus diebus, dum major Missa fieri debet, Capitulum non cogito; per integram alioquin hebdomadam transgressores quotidiana stipe privato.

Capit. XXX. Spectacula, ludos, comessationes, choreas, nundinationes, ludibria, & larvatas personas incedere, ab Ecclesia & sacris locis arceto. Contemptorum Clerum trimestri proventu abstinere jubeto: reliquos censura Ecclesiastica cohibeto.

Capit. XXXI. Clerico cujusvis status, concubinam foventi, à secunda hujus sanctionis promulgatione non resipiscenti, beneficiorum suorum perceptione menses tres interdicito, & eos fructus in Ecclesiarum, unde percipiuntur, utilitatem impendito.

2. Hanc autem constitutionem in Synodis & Capitulis promulgari quotannis imperato.

3. Nec minùs Laicos admoneto, nullam, præter legitimam uxorem, turpi copula contingere.

Capit. XXXII. Excommunicatos ante latam sententiam & reverà denunciatam non vitato, nisi tam notoria excommunicatio erit, quæ non valeat ignorari.

Capit. XXXIII. Nulli omninò genti, Communitati vel loco sacris interdicito, nisi per semet, aut per privatos, aut Officiales, id est, per suos Magistratus, culpam admisit. Iniquum siquidem est, ob unius cujusque privati hominis delictum ferire insontes.

Capit. XXXIV. Nullius literis, quibus quempiam beneficio aut suo jure se abdicasse narratur, nisi testibus aut fideli documento id factum esse constet, credito.

Hæc Legum Capitula Patres Concilii apud Basilcam legitimè congregati, communi omnium sententiâ ritè digesta, sanxerunt; eademque ab ALBERTO II. Imperatore Romanorum, Electoribus Imperii, & CAROLO VII. Rege Francorum admitti, missis ejus rei causa Oratoribus in Hungariam, Moguntiam, & Galliam, petierunt. Et Imperator quidem atque Electores ea in Comitiis Moguntiæ celebratis sub præstito inter se juramento acceptare & conservare promiserunt. CAROLUS etiam Rex Francorum, indicto apud Bituriges Concilio Pragmaticam, quam vocant, Sanctionem tulit: eamque in Parlamenti Senatu promulgari mandavit, Anno Domini M. CCCC. XXXVIII. Nonis Julii.

DCXXVI.

ANS de J. C. 1444.

Lettres d'abolition generale octroiées par CHARLES VII. *Roi de France à ceux de* GENNES, *se remettans sous son obéissance. Données à Tours en Juillet* 1444. Frederic Leonard. Tom. I. pag. 461.

FRANCE ET GENES.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex, ac Januæ Dominus, universis & singulis præsentis indulti seriem inspecturis, tam præsentibus, quàm futuris, salutem. Etsi regnantes cunctis adornari virtutibus deceat, maximè quidem in Principibus commendabilis est benignitatis clementia, quæ dum creatoris exemplo abolet crimina, & humaniter agit cum subditis, gloriam sibi vindicat, & illos ad dilectionem & indissolubilem fidei nexum & firmioris amoris inducat. Sanè quoque dudum vivente quondam bonæ memoriæ metuendissimo Domino & genitore nostro Carolo, eadem gratia Francorum Rege, cujus anima quiete fruatur æterna, tuncque ejus vice, ac nomine in civitate nostra Januæ, suisque orientis & occidentis ripariis, aliis quoque pertinentiis, quondam Bocicaldo *, milite, Franciæ Marescallo, rectore & gubernatore constituto, civitas ipsa & habitantes in eadem, ripariis & pertinentiis suis, quorumdam civium erroribus & sinistris impulsi persuasionibus, operante nequitiarum autore, à solita fidelitatis obedientia, & legitimo domus nostræ Dominio, non citrà honoris jacturam, & præstitæ fidelitatis læsionem, duxerunt, & quibusdam ignorantia nebulis immersi longis temporum curriculis indebita multorum juga subierunt; tunc tamen, ut diversorum fidelium & benevolorum nostrorum litteræ attestantur, spretis tirannorum inibi dominari conantium oppressionibus immensis, commissorum & patratorum contra inclitam nostram Franciæ domum memores & pœnitentes, & erroribus suis famæ decus denigrantibus cognitis, tandem resipientes, solitum Dominium & antiquam complecti fidelitatem jocundè didicimus, communium excessuum, delictorum, & aliorum quorumcumque & adversùs dictum metuendissimum Dominum & genitorem nostrum, nosque successivè patratorum, generali remissione à nobis suppliciter per eos implorata. Nos autem considerantes, quòd nil tam peculiare, quàm humanitas & clementia censetur in Principibus, quibus divina & humana pariter jura coluntur, cum eisdem Januensibus liberalitatis nostræ gratiam exercere cupientes, justis de causis animum nostrum inclinantes, harum serie de certa nostra scientia, gratia speciali, motuque proprio, habita equidem Consilii nobis assistentis deliberatione matura, universis & singulis Januensibus in dicta civitate nostra Januæ, ripariisque & pertinentiis suis habitantibus & incolis utriusque sexus, omnem & quamcumque culpam, pœnam, & offensam realem & personalem, in quas præfati Januenses, occasione novitatis per eos factæ contra paternam fidelitatem, expulsionisque gubernatoris, rectorum & officiatorum, aliarumque personarum inibi ad paterna servitia tunc militantium, insuper criminum, delictorum, excessuum, rapinarum, furtorum, violentiæ, raptus, & aliorum maleficiorum, & forefactorum, quovis vocabulo exprimantur, per eos & unumquemque ipsorum in genere & in specie patratorum & commissorum, etiam si crimen foret rebellionis & læsæ majestatis, in quocumque capite vel gradu, illiusque pœnas declaratas & non declaratas, in quantum curia nostra tangitur, vel tangi potest, remittimus & indulgemus, perpetuò & gratiosè relaxamus, omnemque sibi in genere & specie irrogatam infamiæ maculam & rebellionis notam

* Le Maréchal de Boucicaut, Gouverneur de Gennes sous Charles VI.

ANS de J. C. 1444. tam ab eis & uno quoque ipsorum abstergimus, & abolemus ipsos & ipsorum unumquemque in genere & specie per beneficium restitutionis ad honores, famam, & bona feudalia, & alia quæcumque in integrum restituentes. Ita quidem quòd occasione præmissorum damnorum, excessuum, aut rebellionis criminum, & aliorum supra expressorum, singulorumque, eorumdem præfati Januenses, & eorum aliquis vel aliqui in genere & in specie ex officio curiæ, & alias, modo quocumque ad judicium vocari, citari, trahi, seu contra eos quovis prætextu inquiri, sumptibusque molestari, condemnari, & aliàs impetri non possint, seu turbari, officiariis nostris inibi favente altissimo deinceps instituendis, & signanter fisci nostri procuratoribus, perpetuum silentium imponentes. Quocirca rectoribus & gubernatoribus, aliisque officiariis nostris in dicta civitate nostra Januæ, suisque riparii & pertinentiis ubique sitis, per nos annuente Christi gratia constituendis, cuilibetque prout ad unumquemque spectare poterit, & ipsorum locatenenti, damus harum serie expressius in mandatis, quatenus præsentis nostræ remissionis & abolitionis forma, per eos, & unumquemque nostrorum diligenter attenta, illam præfatis Januensibus, ad nostram fidelitatis obedientiam redeuntibus, ubique habitantibus observent, & ab aliis faciant tenaciter & inviolabiliter observari, nihil contra ipsos in genere & in specie, prætextu quorumcumque criminum quantumvis atrocium, ut supra, commissorum temporibus retroactis usque in diem invocationis nominis nostri, & erectionis vexillorum nostrorum in civitate prælibata committendorum, attentare, vel attentari facere præsumant, quantum gratiam nostram caram sibi cupiunt conservare, & indignationem non subire. Nos etenim quicquid adversus præsentium tenorem fieri vel attentari contigerit in genere vel in specie, ex nunc pro tunc, & contra, irritum, nullum, invalidum & inane decernimus, & expresè declaramus, legibus constitutionibus, statutis, ordinationibus, editis & aliis in contrarium fortè facientibus; quibus de plenitudine Dominicæ potestatis, quantum in aliquo contradicerent derogandum duximus, in hac parte nullatenus obstituris; has nostras patentes litteras pendente sigillo ac manus propriæ subscriptione munitas, in quibus omnes clausulas ad earum validationem necessarias subintelligimus; defectus verò, si qui sint, pro suppletis haberi volumus præfatis Januensibus in præmissorum testimonium concedentes. Datum in Civitate nostra Turonensi, in mense Julii, & anno Domini 1444. & regni 22. signatum, CAROLUS, & super plicam, per Regem in magno suo Consilio, DE LA LOERE.

Extrait sur l'Original des Lettres patentes du Roi Charles VII. Signées, *Carolus*, & sur le repli, *per Regem, in magno suo Concilio*, de la Loere, duëment scellées sur lacs de soye verte & rouge au grand scel en cire verte, collationné par moi Pierre Astier, notaire Royal, & greffier des collations en la Ville d'Aix, m'ayant été exhibées & retirées par Maitre Bernard dudit Aix. Ainsi signé. Astier, notaire greffier.

Nous Joseph Bonfils, Sieur de Bouc, Conseiller du Roi, Lieutenant Criminel, & Juge Royal de la Ville d'Aix, attestons à tous qu'il apartiendra, que Maître Astier, qui a signé le présent extrait est Notaire Royal & greffier des collations en ladite Ville d'Aix aux écritures & signatures, auquel foi est ajoutée, tant en jugement, que déhors: & pour être la vérité telle, nous sommes soussignez avec notre Greffier, & fait apposer le scel royal audit Aix, le vintquatriéme Décembre, 1625. Ainsi signé, *Bonfils & Grue.*

ANS de J. C. 1450.

DCXXVII.

Concession de l'Isle du Château Rouge voisine de l'Isle de Rhode, faite par le Pape NICOLAS V. *à* ALFONSE *Roi d'Arragon & de Sicile. A Assise, le 6. Octobre*, 1450. G. G. Libnitz. Codicis Diplomatici. pag. 402. LE PAPE ET ARRAGON.

NICOLAUS V. &c. Inter innumeras & multiplices curas, quibus continuò pro rerum & negotiorum varietate premimur, illam libenter amplectimur, per quam nostræ provisionis auxilio & suffragiis Christianum nomen & fides orthodoxa nostris præcipuè temporibus defendatur, crescat, & augmentum suscipiat ac pro hujusmodi defensione militantes, honorem gloriam & commoda consequantur.

2. Cum itaque nuper fide dignorum relatione perceperimus juxta Insulam Rhodi esse aliam parvam insulam, incolis & habitatoribus penitus viduatam, in qua quoddam oppidum, quondam Castrum rubeum nuncupatum, ad hospitale S. Joannis Jerosolymitani pertinens, cujus ædificia, turres & structuræ per Teucros & Saracenos, aliosque Christiani nominis hostes diruta & solo æquata sunt, nec spem ullam esse, quod hospitale illorum reparationi intendere possit, imò periculum maximum imminere, ne Teucri & Saraceni, qui totam illam oram maritimam singulis annis, modo classe modo copiis pedestribus, hostiliter discurrunt, dictam insulam occupent, & castrum ipsum reædificent, quod propter loci & situs oportunitatem, maxima damna circumvicinis locis Christianorum, & maximè Rhodiis inferre posset; è contra verò, si dictum castrum per aliquem potentissimum Principem Christianum reædificaretur & muniretur, magna exinde præsidia Christianis adversus perfidos crucis Christi inimicos parari possent: nam cum eadem insula portum in mari habeat, classis Christianorum tuto se ibi recipere posset, & insula ipsa populo & habitatoribus fœcundaretur.

3. Eam ob rem nos potentiam, existimationem, & devotionem charissimi in Christo filii nostri ALFONSI Aragonum Regis illustris, considerantes, ac attendentes, pium ejus propositum, & desiderium, ne dum ad Insulam Rhodi & regnum Cypri, verum ad alias circumvicinas regiones Christianas conservandas, & à miserrima oppressione ac crudelissima vexatione infidelium liberandas qui pro infensissimo odio, & nefandissima cupiditate, qua flagrant ad nomen Christianum exterminandum, singulis annis, ut audivimus, multa millia Christianorum capiunt, & (quod cum lacrymis, & ingenti animo dolore referimus) miseras eorum animas demoniis fraudulenter prostituere conantur; cupientes quantum cum Deo possumus hanc barbarorum rabiem in Christianos comprimere, ac animadvertentes, quod Rex Arragonum, potentissimam classem paret, & omnes vires suas exercere velle se obtulit, ad infringendam Teucrorum & Saracenorum superbiam, modo Dominium ipsius Insulæ & castri ei concederemus, prædictis omnibus matura deliberatione pensatis, eidem Regi concedimus, ut dictum castrum reædificare, & Insulam hominibus & habitatoribus fœcundare, ipsumque castrum & Insulam tanquam Dominus liberè & licitè possidere possit quamdiu suæ Celsitudini videbitur & placebit, non obstantibus Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis, ac statutis, stabilimentis, consuetudinibus, usibus ac naturis dicti hospitalis, quibus omnibus, etiamsi de illis, ac eorum totis tenoribus specialis & expressa mentio habenda foret, hac vice duntaxat specialiter derogamus. Nulli ergo &c. Dat. Assisii anno &c.

ANS de J. C. 1483. M. CCCC. L. pridie Non. Octobris, Pontificatus nostri anno IV.

DCXXVIII.

La France et les Villes Anseatiques.

Privilége accordé par LOUIS XI. *Roi de France aux Villes* ANSEATIQUES. *A Amboise au mois de Septembre* 1483. *& enregîtré au Parlement le 3 Décembre de la même année.* Frederic Leonard. Tom. III. pag. 556.

UNiversis præsentes Literas inspecturis, Jacobus de Stota villa Miles Dominus de Beyne, Baro Duirx, & de Sancto Andrea in Marchia, Domini nostri Regis Consiliarius & Cambellanus, ac Custos præposituræ Parisiensis, Salutem. Notum facimus, quod anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, die Veneris vicesima quarta mensis Decembris, vidimus & de verbo ad verbum legimus quasdam Literas Domini nostri Regis in forma cartæ ejus sigillo magno, sub filis sericis & cerâ viridi sigillatas, sanas & integras, tenorem, qui sequitur continentes.

Carolus, Dei gratia Francorum Rex, quoniam gravissimis virorum Illustrium sententiis nullam rem pro Regni nostri tuitione, magis necessariam, quam pacem & concordiam cum finitimis fovere compertum habemus, ea profecto quæ à majoribus nostris, pro acquirenda exteris cum nationibus pace & amicitia actitata fuere, arcto ratificationis vinculo roborare censuimus. Quippe cum pace & concordia res minimas semper indies augeri, discordia verò dilabi, eadem etiam quæ sola quietem peperit homines feliciter vivere manifestum sit. Notum igitur facimus universis, præsentibus & futuris, quod cum nuper charissimus quondam genitor noster, (anima cujus cum Christo semper quiescat,) pacem & concordiam perpetuis temporibus duraturam pro se suisque successoribus, Francorum Regibus ac Regno, Dominiis & subditis nostris modernis atque posteris, cum Proconsulibus, Consulibus, Mercatoribus & Incolis totius Hanseæ Teutonicæ iniverit, suis patentibus literis, tenoris subsequentis.

LUdovicus, Dei gratia Francorum Rex, Priscos illos summa sapientiâ & integritate Principes, potissimum Serenissimos Progenitores nostros, Francorum Reges Christianissimos, etsi in multis maximisque rebus, quæ pro Reipublicæ Regnorum suorum & Dominiorum utilitate atque incremento opportuna fore conspiciebant, solicitos semper fuisse cognovimus, circa tamen ea quæ ad componendas bellorum inimicitias inter sibi finitimas exteras nationes, quovis quæsito colore exortas, præcipua cura exactaque diligentia semper incubuisse constat, quo tandem duo ejusdem Reipublicæ fundamenta, Pax scilicet & concordia subsequerentur. Ea videlicet, quæ nihil simultatis haberet, aut seditionis admixtum, sed simplex esset & immaculata. Quaque foverentur omnia vitæ necessaria Christiani ut arbitramur præcepti memores. Nam Salvator noster qui de supremo cælorum solio ad ima descendere non abnuit; quo illius originalis delicti & perpetuæ culpæ reum inexpiabili facinore liberaret, suis discipulis, Sacratissima Evangelicæ lectionis, testante historia, ut in quamcunque domum introirent, huic pacem dicerent, præcipiendum curavit. Peractoque tam præclari mysterii cursu ascensurus ad Patrem, nullum eisdem majoris gratiæ donum, quam pacem, censuit relinquendum. Notum igitur facimus universis præsentibus & futuris, quod cum superioribus annis nonnullæ inter nos, regnumque, Dominia, & subditos nostros, ex unâ, & magnificos viros, amicosque nostros præcharissimos, Proconsules, Consules, Mercatores & Incolas Civitatum de Hansa Teutonica, partibus ex alterâ, bellorum induciæ seu treugæ pactæ & initæ fuerint ut tandem pax firma & perpetua sequeretur, ipsique Proconsules, Consules, necnon Aldremandi & Seniores eorum jurati in communi Mercatorum oppido Brugensi in Flandria residentes, ad nos eâ de causa his diebus Oratores, viros quidem spectatissimos, & sibi, ut ad nos scripserunt, fidelissimos, videlicet Magistros Antonium de Louf, in Jure Civili Licentiatum, & Guerardum Bruiins, in Jure Canonico Baccalaureum, transmittendos curaverint. Quibus auditis in omnibus suis, quæ ad communem Reipublicæ utilitatem conducere videbantur, habitaque desuper deliberatione plurimorum regni nostri Magnatum nobis sanguinis vinculo & affinitate conjunctorum, aliorumque Procerum magni nostri Consilii summa virtute præditorum, cum eisdem Proconsulibus, Consulibus, Aldremandis, Mercatoribus, & incolis prædictarum Civitatum & Communitatum, imprimis Hanseæ Teutonicæ pro nobis, charissimoque filio nostro, Delphino Vienensi, aliisque successoribus nostris Francorum Regibus, Regno, Dominiis, subditisque nostris, præsentibus & futuris, ut tandem Respublica hinc inde, quæ omnibus longè carior esse debet, quam privata, non modo sustentetur, verum etiam felicibus semper incrementis augeatur, pacem, amicitiam, benevolentiam & concordiam firmam, stabilem, perpetuisque temporibus duraturam, certa scientia fecimus, inivimus & concluximus, facimusque, inimus & concludimus, per præsentes, ac deinde Regiæ potestatis plenitudine, specialique gratia omnia & singula privilegia eisdem Proconsulibus, Consulibus, Aldremandis, Mercatoribus & Incolis per nos, Predecessoresque nostros sub quocumque verborum tenore concessa, ac si de verbo ad verbum præsentibus forent inserta, laudamus, ratificamus & confirmamus, ac de novo in quantum opus est, concedimus, volentes etiam & concedentes, ut ipsi omnium & singulorum bonorum, navigiorum, aliarumque rerum, eisdem hactenus per subditos nostros occasione dissensionum præteritarum, vel aliàs quovismodo, vi, & ultra eorum velle, & novissimis durantibus trugis, ablatarum restitutionem coram nobis & quibuscunque judicibus liberè & licitè possint tam conjunctim quam divisim prosequi, quibus judicibus, aut eorum locatenentibus, præsentibus & futuris, districtius præcipimus, ut eisdem Proconsulibus, Consulibus, Aldremandis, Mercatoribus, & Incolis de rebus, bonis & Mercantiis, ab eisdem injustè & indebitè, prædicta treuga durante, ablatis, restitutionem plenam & integram facere, & partibus auditis celeris justitiæ complementum ministrare curent.

Concedentes insuper pro nobis & Successoribus nostris, Francorum Regibus eisdem Proconsulibus, Consulibus, Aldremandis, Mercatoribus & Incolis prædictis, & quicumque eorum, qui in Regno & Dominiis nostris prædictis moram seu incolatum facere velint, ut ipsi pro se suisque omnibus Mercantiis, aliisque navigiis, naucleris, bonisque suis quibuscunque & in quocunque ipsius regni & Dominiorum nostrorum loco esse contigerit, ab omni impositione, gabella, alteriusque tributi & onere Franci, quieti, & penitus immunes perpetuo existant, quemadmodum subditi nostri hactenus fuerunt, sunt & erunt in futurum, quodque ipsi ad causam mercanciarum suarum quæ ponderari oportebit, majus, quam subditi nostri solvere soliti sunt, emolumentum nequaquam solvere deinceps teneantur. Ulterius quod dicti Proconsules, Consules, Aldremandi, Mercatores & Incolæ, eorumque Naucleri qui ut dictum est, in Regno & Dominiis nostris prædictis moram trahent, de suis bonis mobilibus & immobilibus, ibidem acquisitis & acquirendis, ac donatione inter vi-

ANS de J. C. 1483.

vos, teſtamentariave, aut alias quomodocunque eiſdem libuerit diſponere poſſint, eorumque hæredes prædicta bona apprehendere, eiſdemque uti, gaudere atque potiri, perinde atque ſi naturales ſubditi, ac ex noſtro Regno oriundi eſſent. Deinceps ſi caſu aliquo, quod tamen Deus avertat, pax hujuſmodi quovis diſſenſionis aut controverſiæ prætextu infringeretur, ita ut aliquod genus belli inter nos, Succeſſoreſque noſtros, Francorum Reges, Regnum, Dominia & ſubditos noſtros, & prædictos Proconſules, Conſules, Aldremandos, Mercatores & Incolas oriretur, volumus & concedimus, ut ipſi, & eorum ſinguli, infra annum poſt ejuſdem belli ſeu diſſenſionem initum, omnes & ſingulas mercantias, navigia, naucleros, aliaque bona ſua quæcunque in Regno & Dominiis noſtris exiſtentia aſportare, & ad Civitates & loca devehi facere; pecunias aliaſque res per ſubditos noſtros ſibi debitas exigere, & id faciendo totiens quotiens oportunum eis fuerit, eodem anno durante ire, redire, morari, & deinde ad propria reverti tutè, liberè & quietè poſſint & valeant, abſque eo quod ullum in corporibus, navigiis, naucleris, mercantiis, bonis, rebuſque ſuis prædictis aliquod damnum impedimentumve, aut alia quævis inquietatio aut moleſtia ullatenus, inferri debeat; inſuper dilectos & fideles noſtros Archiepiſcopos & Epiſcopos regni noſtri, Curatos & alios viros Eccleſiaſticos curam & regimen animarum habentes, ut dum aliquem dictæ Hanſæ in regno & Dominiis noſtris mortem obire contigerit, talium morientium cadavera in terra benedicta, ut noſtri ſubditi, veri & indubitati Catholici, decedentes ſepeliri ſolent, ſepelientur, exhortari curabimus. Inſuper ſi nobis contingat futurum, cum quovis Rege aut Principe, aliiſve exteris nationibus, bellum gerere, aut aliquas hoſtiles inimicitias, aut diſſenſiones habere, ipſi tamen Proconſules, Mercatores & Incolæ cum eorum navibus, naucleris, bonis, & mercantiis quibuſcunque penes eorundem Regum, Principum, & Nationum, Civitates, portus, loca, & diſtrictus, quibus eiſdem fore oportunum videbitur, pro ſuis Mercantiis, aliiſque negotiis exercendis, ire, morari, & deinde redire, totiens quotiens eiſdem placuerit liberè & quietè, quoad nos & ſubditos noſtros attinet abſque eo, quod hujuſce pacis, amicitiæ, & benevolentiæ perpetuæ infractores cenſeri, nominarive aut reputari debeant, quoviſmodo, quod etiam in eo caſu omnibus ſubditis noſtris ſimili modo licebit: Præterea, ſi caſus contingeret, aliquam ſeu aliquas ex principalioribus vel aliis prædictæ Hanſæ Civitatibus & oppidis à corpore, communitate & liga ejuſdem Hanſæ deficere, ſeu Aldremandis prædictis rebelles eſſe, poſteaquàm ea de re à Proconſulibus & Mercatoribus Civitatis Lubecenſis, quæ ipſius Ligæ obtinet Principatum, necnon ab Aldremandis prædictis informati fuerimus, Mercatores, naucleros, alioſque earundem Civitatum & oppidorum ſic deficientium, hac præſenti pace & concordia aliiſque privilegiis & libertatibus per nos & prædeceſſores noſtros, Francorum Reges Chriſtianiſſimos eidem Ligæ & Communitati conceſſis, nullatenus gaudere permittemus, quouſque tamen ab eadem Civitate Lubecenſi certiores effecti fuerimus, eoſdem ſic deficientes eidem Ligæ & communitati reconciliatos fuiſſe, eademque de omnibus damnis, intereſſe & gravaminibus ab eiſdem occaſione ipſius defectionis perpenſis & ſuſtentis plenè & integrè ſatisfecerint. Etſi aliqua obſcuritas aut ambiguitas ſuper articulis prædictis, aliiſque ſuperius contentis, in futurum oriretur, ipſas clarioribus & luculentioribus verbis & ſententiis in favorem & utilitatem prædictæ Communitatis & Hanſæ Teutonicæ ſuorumque Mercatorum & Incolarum nos interpretaturos & declaraturos ſemper pollicemur. Et demum ut hujuſmodi perpetua pax, concordia, amicitia, & benevolentia facilius & felicius obſervetur, ejuſdem conſervatores perpetuos decernimus, facimus, conſtituimus & ordinamus, videlicet Admiraldum Franciæ, Vice-Admiraldum, Baillivum Rothomagenſem, Seneſchallos Aquitaniæ, Lugdunenſis & de Pontieu, Gubernatores Rupellæ, Arteſii & Bononiæ pro tempore exiſtentes, vel eorum locatenentes, quibus & eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit plenariam & omnimodam poteſtatem, ac ſpeciale & generale mandatum damus & concedimus, de omnibus & ſingulis litibus & controverſiis inter ſubditos noſtros prædictoſque Proconſules, Mercatores & Incolas prætactæ Hanſæ Teutonicæ in futurum movendis & oriendis cognoſcendi, decernendi, judicandi & terminandi, abſque eo quod ipſi, nec eorum aliquis coram aliis Judicibus aut Officiariis noſtris convenire, nec in cauſam trahi, in prima inſtantia quovis modo poſſint, ſive debeant; quibus quidem conſervatoribus, ſeu eorum locatenentibus mandamus & committimus, partibus ipſis auditis, ſummariè & de plano, & abſque ſtrepitu & figura judicii celeris juſticiæ complementum miniſtrare curent. Promittentes bona fide, verboque regio, quod ſolenne jusjurandum apud Reges ſemper eſſe conſuevit prædictam benevolentiam, amicitiam, perpetuamque pacem & omnia & ſingula ſuperius enarrata, & per nos conceſſa, inviolabiliter obſervare & obſervari facere, eademque omnia per chariſſimum filium noſtrum Delphinum Vienenſem rata grataque habere, ſuiſque patentibus literis confirmare, ita tamen, quod prædicti Proconſules, Conſules, Aldremandi, Mercatores & Incolæ de eadem pace, Amicitia & benevolentia pariter, quantum eos & totam ſuam Communitatem concernit, ſuas patentes literas in debita validaque forma, ſigillo magno Civitatis Lubecenſis roboratas, infra unum annum proximè futurum nobis tradere & realiter exhibere tenebuntur. Quocirca dilectis & fidelibus noſtris Gentibus, Conſiliariis Parlamenti noſtri Pariſienſis, univerſiſque & ſingulis noſtris locatenentibus, Mareſchallis, Admiraldo, Vice-Admiraldo & Gubernatoribus, Seneſchallis, Baillivis, propoſitis, Capitaneiſque, & ductoribus militum, & armigerorum, ac Civitatum, oppidorum, portuum, pontium, aliorumque locorum & diſtrictuum Cuſtodibus, aliiſque judiciariis, & officiariis noſtris præſentibus & futuris, & eorum quilibet harum ſerie præcipimus & mandamus quatenus has noſtras præſentes literas in omnibus curiis, auditoriis, aliiſque ſuis locis ad hoc neceſſariis publicare ſeu publicari facere, prædictamque amicitiam, confœderationem, perpetuam pacem & concordiam ac omnia & ſingula ſuperius declarata, & per nos conceſſa inviolabiliter obſervent, & obſervari faciant; nihil penitus in contrarium agendo nec attemptando, quod ſi fortè aliqua acta & attemptata forent, ea reparare ſeu reparari & ad priſtinum & debitum ſtatum reduci facere ſtudeant indilatè, compellendos adhoc, appellatione ſemota, viriliter & debitè compellendo. Infractores quoque ſi qui ſint, pœna debita & publica plectendo, & ut omnia & ſingula præinſerta perpetuæ firmitatis robur obtineant, has noſtras literas, quarum vidiſſe ſeu Tranſumpto uno vel pluribus ſi opus fuerit, ſub ſigillo Regio confectis, indubiam fidem veluti huic originali volumus adhiberi, magni noſtri ſigilli munimine fecimus roborare. Datum in Montiliis propè Turones, in Menſe Auguſti, Anno Domini milleſimo quadringenteſimo octuageſimo tertio, Regni verò noſtri viceſimo tertio. Viſa. Signatum, per Regem, Comite de Claromonte, & de Marchia Domino Deſquerdes, magno Seneſchallo Normaniæ, Gubernatore Antiſſiodorenſi, Seneſchallo Rutinenſi, Magiſtris Jacobo Louet Chartarum Theſaurario, Guillelmo de Ceriſaijo & aliis præſentibus, De Ville Chartre. NOS, qui Reipublicæ Felix incrementum tota animi noſtri mente ſemper optamus, præinſertas patentes literas & omnia

ANS de J. C. 1483.

ANS de J. C. 1483. omnia & singula in eisdem contenta ratas & gratas, ratique & grata habentes, atque eas & ea plurimorum nostri Sanguinis Principum atque Comitum aliorumque Magnatum, majoris nostri consilii deliberatione, laudavimus, approbavimus, & confirmavimus, laudamusque, approbamus, ratificamus ac confirmamus, ac in quantum opus est de novo concessimus & concedimus per presentes. Quarum tenore, universis & singulis locatenentibus, Mareschallis, Admiraldo, Vice-Admiraldo, Gubernatoribus, Baillivis, Seneschallis, Præpositis, Capitaneisque & Ductoribus armigerorum, necnon Urbium, Civitatum, Oppidorum, Pontium, Portuum, aliorumque locorum, districtuum custodibus, cæterisque Justitiariis, Officiariis & subditis nostris, præsentibus & futuris, præcipimus & mandamus, quatenus præsentem nostram ratificationem, approbationem, confirmationem & concessionem in universis Jurisdictionum suarum auditoriis, aliisque locis, quibus opportunum fuerit, inscribant, publicent, & inviolabiliter observent, seu inscribi, publicari & observari faciant, nihil penitus in contrarium agendo, aut intentando, agive vel intentari faciendo vel permittendo, sed si quæ forsitan acta aut intentata forent, illa reparare seu reparari, & ad pristinum & debitum statum extemplò reduci facere curent. Et ut præmissa omnia perpetuæ firmitatis robur obtineant, nostrum præsentibus literis fecimus apponi sigillum. Datum Ambasiæ Mense Septembris, anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo tertio, & Regni nostri primo. Sic signatum per Regem, Comitibus de Claromonte, de Marchia, & de Domino Martino magno nostro hospitii Franciæ, Domino de Toroy, Magistro Guillelmo de Cerisay, & aliis præsentibus, DE VILLE CHARTRE. Visa. *Et supraplicam est scriptum.* Lecta, publicata & registrata Parisiis in Parlamento, vicesima tertia die Decembris, anno millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto. Sic signatum, DE CERISAY. *Et in dorso.*

Lecta, publicata in Scacario Ducatus Normaniæ tento Rothomagi in termino Sancti Michaëlis, anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, die vicesima-septima mensis Octobris, in præsentia Procuratoris Regis non contradicentis, & registrata in Registro Curiæ dicti Scacarii. Sic signatum, A. CHARBONNIER. In cujus visionis testimonium sigillum dictæ præposituræ Parisiensis his præsentibus literis transumpti sivè transcripti apposuimus. Anno & die primo dictis. Signatum. DE REVIERS.

DCXXIX.

ANS de J. C. 1489. LA FRANCE ET LES VILLES ANSEATIQUES.

Privilége accordé par CHARLES VIII. *Roi de France aux Villes* ANSEATIQUES. *Donné à Amboise, le 12. d'Août*, 1489. Frederic Leonard. Tom. III. pag. 562.

CHARLES, par la Grace de Dieu Roy de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme par le Traité de paix, amitié & alliance fait entre feu nostre tres-cher Sieur & Pere, que Dieu absolve, & nos tres-chers & grands amis & confederez, les Proconsuls, Consuls, Marchands, Anciens, Aldermans, Manans & Habitans des Villes & Citez de la Hanse Teutonique; lequel Traité depuis nostre advenement à la Couronne, par nous a esté confirmé & ratifié, & tant en temps de nostredit feu Seigneur & Pere, que de nous, publié par tout nostre Royaume, entr'autres choses ait esté défendu à tous, que nuls de nos Sujets fussent si osez ny si hardis enfraindre ladite paix & amitié, ny aussi de la Hanse méfaire, ny leur donner destourbier par mer ou par terre. Toutesfois nous avons entendu qu'aucuns de nos Sujets demeurans à Honnefleur, Dieppe, & autres lieux, Ports & Havres de Mer de nostredit Royaume, se sont depuis aucun temps en ça, efforcez & efforcent de jour en jour endommager; & de fait par diverses fois ont endommagé & endommagent lesdits Sujets de la Hanse, pris & ravis par Mer leurs gens, navires, biens, denrées & marchandises, comme s'ils estoient ennemis, leur imposant qu'ils le sont, Jaçoit que par bonnes & valables Lettres certificatoires, lesdits Sujets de la Hanse ayent fait & fassent promptement apparoir qu'ils sont de ladite Hanse; & qui plus est nosdits Sujets incontinent aprés lesdites induës prises & ravissement ont entr'eux départy & butiné les biens & marchandises par eux pris & ravis, iceux alienez, transportez, & autrement en ont disposé & disposent à leur volonté, en maniere que lesdits de la Hanse n'en peuvent aucune chose jamais recouvrer; & s'il advient que ceux d'icelle Hanse qui ainsi sont pris & damnifiez contre la teneur de ladite amitié, veulent par Justice poursuivre la restitution de leursd. biens: denrées & marchandises, ensemble de leurs interests, ils ont esté & sont contraints poursuivre nosdits Sujets infracteurs de paix, pardevant les Juges des lieux où iceux infracteurs sont leurs demeurances; esquels lieux, iceux de la Hanse ne peuvent souventefois avoir reparation des torts à eux faits pour les faveurs que les dessusdits y ont eu de frivoles appellations & doleances par eux faites & interjettées, ains par la longueur des procez qu'on leur fait, & les dilations frustratoires qu'on donne ausdits infracteurs; lesdits de la Hanse aprés grandes depenses faites en la poursuite desdits procez, sont contraints de tout abandonner, & mesme pource que si aucune provision est adjugée ausdits de la Hanse, c'est parce qu'ils bailleront caution suffisante & idoine, ou acheteurs de biens, quelle chose leur est impossible, pource qu'ils ne trouvent aucune fois gens qui ayent connoissance d'eux, ny qui les veulent pleiger, est en outre, on demene desdits procez, lesdits infracteurs pour venir à leurs fins alleguent que les certifications qu'ont apporté lesdits de la Hanse ne sont valables, & qu'il ne suffit pas que par certifications, attestations, ou documens des Juges des lieux & Villes de ladite Hanse, ils prennent les marchandises ainsi ravies à eux appartenans, ne aussi par commission requisitoire, mais les veut-on contraindre de mener Commissaires propres de nostre Royaume, pour aller faire leurs preuves en pays tres-lointains, & à tres-grands frais; lesquels Commissaires encore ne veulent aller, sinon que premier iceux de la Hanse baillent caution suffisante en nostre Royaume de les mener & ramener seurement & indemnes; & par ces moyens lesdits de la Hanse jamais n'ont pû & ne peuvent avoir restitution des choses à eux prises & ravies; mais qui pis est, lesdits infracteurs voyans que par leurs cavillations la Justice est assoupie, ils pillent & de plus en plus ravissent sur lesd. de la Hanse sans craindre de Justice, qui est contre la teneur de la paix, amitié & confederation: Au moyen de quoy iceux de la Hanse seroient par trait de temps contraints à eux de laisser, de venir & frequenter en nostredit Royaume, si provision convenable n'estoit par nous sur ce donné, ainsi que remontré nous a esté. Pourquoy Nous ces choses considerées, mesmement que par les articles de ladite paix & amitié, entr'autres choses est dit, que si aucuns desdits articles se trouvent au temps avenir douteux, y seroit donné provision, voulant par cecy pourvoir, & ladite paix & amitié estre entretenuë, gardée & observée de point en point selon sa forme & teneur. Pour ces causes & considerations, & sur ce avis & deliberation avec les Princes & Seigneurs de nostre Sang & lignage, & Gens de nostre Conseil, avons en emploiant ledit Traité de paix & amitié,

ANS de J. C. 1489.

ANS de J. C. 1489. amitié, & afin que par multiplication de Juriſdiction, leſdits de la Hanſe ne ſoient doreſnavant vexez & travaillez, declaré & declarons, voulons & nous plaiſt, attendu que les priſes qui ainſi ont eſté & ſont faites deſdits de la Hanſe, ſe ſont ſur mer; que noſtre amé & feal l'Admiral de France, preſent & avenir, ou ſon Lieutenant à la Table de Marbre à Paris, doreſnavant connoiſtra, decidera & determinera des queſtions, matieres, & procez meus, & quià cauſe des priſes & infraction de paix & des dépendances pourroient & pourront ſoudre, & non autres Juges: & lequel Admiral de France, ou ſondit Lieutenant en ladite Table de Marbre, Nous avons commis, deputé, ordonné, & par ceſdites preſentes deputons & ordonnons Juge & Conſervateur de ladite paix, & à tous autres Juges quels qu'ils ſoient, en avons en premiere inſtance défendu & défendons toute Cour, Juriſdiction & connoiſſance, & ſi aucunement ils en avoient entrepris ou entreprenoient connoiſſance, Nous voulons le tout eſtre renvoyez pardevant ledit Amiral ou ſondit Lieutenant à ladite Table de Marbre, pour en connoître ſommairement & de plein, ſans figure d'aucun long procez; & s'il advient cy-aprés qu'aucuns de ceux de ladite Hanſe, leurs Navires ou Navire, biens, denrées, marchandiſes, ſoient par adventure pris, quelle choſe toutes voyes nous défendons. Nous voulons & ordonnons, que ledit cas advenant, leſdits Navires ou Navire, perſonnes, biens, denrées, Marchandiſes, & autres choſes auſſi priſes, ſoient dés la plainte faite priſes & miſes en noſtre main, & baillez ſous bonne & ſeure garde en mains ſeures & ſolvables, pour ſeurement y eſtre gardées juſques à ce que par certifications bien deuëment faites, ou par Commiſſion requiſitoire dudit Admiral, ſera apparu que leſdits biens, Navires & marchandiſes leur appartiennent; & ce fait, voulons & ordonnons leſdits biens, denrées, marchandiſes eſtre mis & délivré franchement, & reſtituez auſdits de la Hanſe; ſauf toutefois à ceux qui auront fait leſdites priſes, la faculté d'arguer de faux leſdites certifications; auquel cas ils ſeront receus à le prouver à leurs dépens, en baillant premierement par eux caution ſuffiſante, tant du principal que de tous les dépens, dommages & intereſts, que leſdits Sujets de la Hanſe pourroient avoir à cauſe du retardement de l'expedition de la matiere. En outre, pour ce qu'en faiſant délivrance auſdits de la Hanſe, de leurs perſonnes, navires, denrées & marchandiſes qui leur ſeroient pris & ravis, ledit Admiral ou ſondit Lieutenant, ou Commis, les voudroient contraindre outre leſdites certifications de bailler caution autres que poſſible ne leur ſeroit de trouver. Nous voulons, declarons & ordonnons, que s'il appert audit Admiral ou autres Juges ſuſdits, qu'ils ne puiſſent trouver telles cautions qu'on voudroit demander, qu'ils ſoient receus à bailler caution juratoire ſeulement. Ledit Traité de Paix en toutes autres choſes dedans contenuës, demeurans en ſa force & vigueur ſelon le contenu en icelle. Si donnons en mandement par ces preſentes, à nos amez & feaux Conſeillers les Gens de noſtre Cour de Parlement à Paris, à tous nos Lieutenans, Mareſchaux, Admiral & Vice-Admiral, Seneſchaux, Baillifs, Prevoſts, & à tous nos autres Juſticiers, ou à leurs Lieutenans preſens & avenir, & à chacun d'eux que le contenu en ces preſentes, enſemble tout le Traité de Paix, entretiennent, gardent & obſervent, & faſſent entretenir, garder & obſerver de point en point ſelon leur forme & teneur, & le publient ou faſſent publier par tout où il appartiendra, & à y obtemperer & obeïr, contraignent ou faſſent contraindre réellement & de fait tous ceux qu'il appartiendra, en procedant contre ceux qui feront au contraire de ces preſentes & dudit Traité de Paix, tout ainſi qu'il eſt accoutumé de faire contre infracteurs d'Ordonnances & Edits, nonobſtant doleances, Clameur de Haro, oppoſitions & appellations quelconques, pour leſquelles ne voulons eſtre differé, & pource que de ces preſentes on pourra avoir à beſoigner en divers lieux, Nous voulons qu'au vidimus d'iceluy fait ſous Scel Royal, foy ſoit ajoûtée comme à ce preſent original. En témoin de ce, Nous avons fait mettre à ces preſentes le Scel. Donné à Amboiſe, le dixiéme d'Aouſt l'an de grace 1489. & de noſtre Regne le ſixiéme. *Et eſt ſcriptum ſuper plicam.* Par le Roy, Monſieur le Duc de Bourbon, le Comte de Bangie, Vous les Sieurs de Quirtin, de la Tremoille, de Liſle, du Bouſchage, de la Voulte, Deſcara, Maiſtre Eſtienne Paſchal, Maiſtre des Requeſtes, & autres preſens. *Et eſt ſcriptum.*

ANS de J. C. 1489.

Lecta, publicata, & regiſtrata Pariſiis in Parlamento decima octavâ die Januarii, milleſimo quadringenteſimo octuageſimo. Sic ſignatum, CHARTELLUE. Collatio facta eſt cum originali reddito Magiſtro Marciali Dauvergne. *Et plus bas eſt écrit.* Extrait des Requeſtes des Ordonnances Royaux en la Cour de Parlement. Signé, D. VALET, un paraphe. *Et au bas eſt écrit.* Collationné & faite au Greffe de l'Admirauté de France de la Table de Marbre du Palais de Roüen, ſur cy-extrait eſtant en parchemin, à la Requeſte de Maiſtre Nicolas du Queſney, Procureur de Joachim Lucas, Marchand Oſterlin de la Hanſe Teutonique, de la Ville de Lubec en lad. Hanſe Teutonique, &c. Lés Extraits eſtans de preſent és mains dudit du Queſney, pour luy valoir & ſervir qu'il appartiendra. Fait le Samedy vingt-uniéme jour d'Octobre 1564. Ainſi ſigné, VAULTIER.

L'an mil cinq cens ſoixante-cinq, le Samedy treiziéme jour d'Octobre, à la Requeſte de Jean Ludinghuſen, Marchand Oſterlin de la Hanſe Teutonique, natif de la Ville de Lubec en ladite Hanſe Teutonique, par les Notaires du Roy noſtre Sire au Chaſtelet de Paris, ſouſſignez, collationné de ce preſent Notaire, a eſté portée à un autre Notaire d'icelle écrite en parchemin, pour ſervir audit Ludinghuſen ce que de raiſon. Signé, N. HENRY, & LE GRAND.

DCXXX.

Bulle du Pape ALEXANDRE VI. *qui accorde à* FERDINAND *&* ISABELLE *Roi & Reine de Caſtille & d'Arragon, le droit ſur le Nouveau Monde découvert par Chriſtophe Colomb. Donnée le 4. Mai,* 1493. G. G. Leibnitz. Codicis Diplomatici. pag. 472.

ANS de J. C. 1493. LE PAPE ET CASTILLE.

ALEXANDER Epiſcopus ſervus ſervorum Dei, chariſſimo in Chriſto filio FERDINANDO Regi, & chariſſimæ in Chriſto filiæ ELISABETH Reginæ Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, illuſtribus, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem. Inter cætera divinæ Majeſtatis beneplacita opera & cordis noſtri deſiderabilia illud profectò potiſſimum exiſtit, ut fides Catholica & Chriſtiana Religio noſtris præſertim temporibus exaltetur ac ubilibet amplietur & dilatetur, animarumque ſalus procuretur, ac barbaræ nationes deprimantur, & ad fidem ipſam reducantur. Unde cum ad hanc ſacram Petri ſedem, divinâ favente clementia, meritis licet imparibus, evecti fuerimus, cognoſcentes vos tanquam veros Catholicos Reges & Principes, quales ſemper fuiſſe novimus, ut à vobis præclarè geſta, toto penè jam orbi notiſſima demonſtrant, nedum id exoptare, ſed omne conatu, ſtudio & diligentia nullis laboribus, nullis impenſis, nullique parcendo periculis, etiam proprium ſanguinem effundendo efficere, ac omnem animum veſtrum omneſque conatus ad hoc jam dudum dedicaſſe, quem-

ANS de J. C. 1493. quemadmodum recuperatio Regni Granatæ à tyrannide Saracenorum hodiernis temporibus per vos cum tanta divini nominis gloria facta testatur; duximus non immerito & debemus illa vobis etiam sponte & favorabiliter concedere, per quæ hujusmodi sanctum & laudabile ac immortali Deo acceptum propositum in dies ferventiori animo ad ipsius Dei honorem, & Imperii Christiani propagationem prosequi valeatis.

§. 2. Sane accepimus quod vos, qui dudum animo proposueratis aliquas insulas & terras firmas remotas & incognitas, ac per alios hactenus non repertas quærere & invenire, ut illarum incolas & habitatores ad colendum Redemptorem nostrum, & fidem Catholicam profitendum reduceretis, hactenus in expugnatione, & recuperatione ipsius rem. Granatæ plurimum occupati, hujusmodi sanctum & laudabile propositum vestrum ad optatum finem perducere nequiistis; sed tandem, sicut Domino placuit, regno prædicto recuperato, volentes desiderium adimpleri vestrum, dilectum filium Christophorum Colon virum utique dignum & plurimum commendandum, ac tanto negotio aptum, cum navigiis & oneribus ad similia instructis, non sine maximis laboribus & periculis ac expensis destinastis, ut terras firmas & insulas remotas & incognitas hujusmodi per mare, ubi hactenus navigatum non fuerat, diligenter inquireret. Qui tandem divino auxilio facto extrema diligentia in mari Oceano navigantes certas insulas remotissimas, & etiam terras firmas quæ per alios hactenus repertæ non fuerant invenerunt: in quibus quam plurimæ gentes pacificè viventes, & ut asseritur, nudæ incedentes, nec carnibus vescentes inhabitant, & ut prætacti nuntii vestri possunt opinari, gentes ipsæ in insulis & terris prædictis habitantes dum credunt unum Deum Creatorem in cœlis esse, ad fidem Catholicam amplexandum, & bonis moribus imbuendum satis apti viderentur, speseque habetur, quod si erudientur, nomen Salvatoris Domini nostri Jesu Christi, in terris & insulis prædictis facile induceretur; ac præfatus Christophorus in una ex principalibus insulis prædictis jam unam turrim satis munitam, in qua certos Christianos, qui secum iverant in custodiam, ut alias insulas & terras firmas, remotas & incognitas inquirerent, posuit, construi & ædificari fecit, in quibus quidem insulis & terris jam repertis aurum, aromata, & aliæ quamplurimæ res pretiosæ diversi generis & diversæ qualitatis reperiuntur unde omnibus diligenter, & præsertim pro fidei Catholicæ exaltatione & dilatione (prout decet Catholicos Reges & Principes) consideratis more progenitorum vestrorum claræ memoriæ Regum terras firmas, & insulas prædictas, illarumque incolas & habitatores vobis, divina faciente clementia, subjicere, & ad fidem Catholicam reducere proposuistis.

§. 3. Nos igitur hujusmodi vestrum sanctum & laudabile propositum plurimum in Domino commendantes, ac cupientes, ut illud ad debitum finem perducatur, & per ipsum nomen Salvatoris nostri in partibus illis inducatur, hortamur vos quam plurimum in Domino & per sacri lavacri susceptionem, qua mandatis Apostolicis obligati estis, & viscera misericordiæ Domini Jesu Christi, attente requirimus, ut cum per expeditionem hujusmodi in insulis & terris degentes ad Christianam Religionem suscipiendam inducere velitis & debeatis, nec pericula, nec labores ullo unquam tempore vos deterreant, firma spe fiduciaque conceptis, quod Deus omnipotens conatus vestros feliciter prosequetur.

§. 4. Et ut tanti negotii provinciam Apostolicæ gratiæ largitate donati liberius & audacius assumatis, motu proprio, non ad vestram vel alterius pro vobis super hoc nobis oblatæ petitionis instantiam, sed de nostra mera liberalitate, & ex certa scientia, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, omnes insulas & terras firmas inventas & inveniendas, detectas & detegendas versus Occidentem & Meridiem; fabricando & construendo unam lineam à polo arctico, scilicet septentrione, ad polum antarcticum, scilicet meridiem (sive terræ firmæ & insulæ inventæ & inveniendæ sint versus Indiam, aut versus aliam quamcumque partem,) quæ linea distet à qualibet insularum, quæ vulgariter nuncupantur de *los Azores y cabo verde*, centum leucis versus occidentem & meridiem: ita quod omnes Insulæ & terræ firmæ repertæ & reperiendæ, detectæ & detegendæ à præfata linea versus Occidentem & Meridiem per alium Regem aut principem Christianum non fuerint actualiter possessæ, usque ad diem nativitatis Domini nostri Jesu Christi proximè præteritum, à quo incipit annus præsens millesimus quadringentesimus nonagesimus tertius; quando fuerint per nuntios & Capitaneos vestros inventæ aliquæ prædictarum insularum; Auctoritate omnipotentis Dei nobis in beato Petro concessa, ac Vicariatus Jesu Christi, qua fungimur in terris, cum omnibus illarum Dominiis, civitatibus, castris, locis & villis, juribusque & jurisdictionibus, ac pertinentiis universis; Vobis hæredibusque & successoribus vestris Castellæ & Legionis Regibus in perpetuum tenore præsentium donamus, concedimus, assignamus, vosque & hæredes ac successores præfatos illarum Dominos cum plena, libera & omnimoda potestate, auctoritate, & jurisdictione facimus, constituimus & deputamus; decernentes nihilominus per hujusmodi donationem, concessionem & assignationem nostram nulli Christiano principi, qui actualiter præfatas insulas & terras firmas possederit, usque ad dictum diem nativitatis Domini Jesu Christi jus quæsitum, sublatum intelligi posse aut auferri debere.

§. 5. Et insuper mandamus vobis in virtute sanctæ obedientiæ (sicut pollicemini, & non dubitamus pro vestra maxima devotione & regia magnanimitate vos esse facturos) ut ad terras firmas & insulas prædictas viros probos & Deum timentes, doctos, peritos & expertos ad instruendum incolas & habitatores præfatos in fide Catholica & bonis moribus imbuendum destinare debeatis, omnem debitam diligentiam in præmissis adhibentes. Ac quibuscumque personis cujuscunque dignitatis, etiam Imperialis & Regalis, status, gradus, ordinis, vel conditionis sub excommunicationis latæ sententiæ pœnâ, quam eo ipso, si contrafecerint, incurrant, districtius inhibemus; ne ad insulas & terras firmas inventas & inveniendas, detectas & detegendas versus Occidentem & Meridiem, fabricando & construendo lineam à polo arctico ad polum antarcticum, sive terræ firmæ & insulæ inventæ & inveniendæ sint versus Indiam, aut versus aliam quamcumque partem, quæ linea distet à qualibet insularum, quæ vulgariter nuncupantur de *Azores y cabo verde*, centum leucis versus occidentem & meridiem, ut præfertur, pro mercibus habendis, vel quavis aliâ de causa accedere præsumant, absque vestra, ac hæredum & successorum vestrorum prædictorum licentia speciali; non obstantibus constitutionibus & ordinationibus Apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque: in illo, à quo imperia, & dominationes ac bona cuncta procedunt, confidentes, quod dirigente Domino actus vestros, si hujusmodi sanctum & laudabile propositum prosequamini, brevi tempore cum felicitate & gloria totius populi Christi, vestri labores & conatus exitum felicissimum consequentur &c. Datum Romæ apud S. Petrum, anno incarnationis Dominicæ M CCCC XCIII. IV. Nonas Maji, Pontificatus nostri anno I.

Fin DU TOME PREMIER.

P.R.P.E.
H.V.G.